



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries janvier 2018

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er janvier 2018

CAUSERIE

- La causerie de 2017 au pdf. (1509 pages)
- La causerie de décembre 2017 au pdf. (170 pages)
- Causerie au format pdf. (13 pages)

Un portail et un courant politique qui ignore l'autocensure.

Je comprends et j'admets qu'avec les chiens de garde qui nous surveillent, il faille parfois recourir à des pseudonymes ou à l'anonymat pour s'exprimer sur le Net. Depuis bientôt dix ans et les centaines de courriels que j'ai reçus (dont bien des insultes ou propos diffamatoires), je n'ai jamais révélé aucun renseignement sur leurs auteurs, hormis un seul qui en profitait pour me harceler, un troll à sa façon.

Les esprits étriqués ou corsetés ne supportent pas ceux qui sont libres.

La France est devenue un pays tellement pourrie, que la nécessité et la légitimité de faire table rase va finir par s'imposer à de larges couches du prolétariat et des classes moyennes...

Autre chose.

La Caf a coupé l'allocation adulte handicapé et l'allocation logement de mon épouse depuis octobre 2017, au prétexte qu'elle n'aurait pas fourni certains documents. Du coup, son compte en banque est à zéro et elle a deux loyers de retard. Par ailleurs sur les 13.000 euros qu'ils lui réclament, après l'avoir accusée d'avoir fraudé la SS pour avoir séjourné trop longtemps hors de France entre 2009 et 2013, une pure invention, elle doit encore rembourser environ 5.000 euros. Ils s'acharnent sur les plus faibles.

Mercredi elle s'est rendue à la Caf (Marseille), après avoir attendu trois semaines ce rendez-vous, elle a demandé à l'agent qui l'a reçue si elle pouvait lui indiquer à quoi correspondait cette somme de 13.000 euros, en guise de réponse il lui a été répondu qu'elle n'en savait rien ! Du coup mon épouse est repartie comme elle était venue, complètement dégoûtée, désespérée. Là aussi c'est l'inquisition qui règne en maître, ils sont juges et parties, et qui gèrent la SS : Les syndicats, cela se passe de commentaire. Ils peuvent leur retirer la gestion de la SS, je ne m'y opposerai pas, car trop c'est trop.

Rappel. Comment ils sont parvenus à gouverner le monde. Qui a dit ?

- «Il nous aurait été impossible de développer nos plans pour le monde si nous avions été assujettis à l'exposition publique durant toutes ces années. Mais le monde est maintenant plus sophistiqué et préparé à entrer dans un gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est assurément préférable à l'autodétermination nationale pratiquée dans les siècles passés».

Réponse : David Rockefeller (Exxon mobil - Chase Manhattan), décédé en 2017, fondateur du groupe Bilderberg et de la Commission trilatérale avec son ami Zbigniew Brzezinski, phrase mémorable qu'il aurait prononcée lors de la réunion du groupe Bilderberg de Baden-Baden, en juin 1991, et qu'il n'a jamais démentie.

Parole d'internaute.

1- "A l'heure des réseaux sociaux qui sont les égouts de la pensée..."

2- "Il devient impossible d'appeler un chat un chat ! Même si certains traits « d'humour » sont au ras des pâquerettes et touchent des sujets sensibles ils doivent avoir droit de cité. Un de mes anciens collègues noirs m'a bien fait rire en m'assurant ne jamais manger de chocolat de peur de se mordre les doigts... Qu'advierait-il de moi si je racontais cette histoire en public ? Twitter est devenu l'arme absolue d'une bien pensance abrutissante et castratrice."

LVOG - Alors fuyez les réseaux numériques asociaux, coupez votre télé, votre radio, et arrêtez de lire leurs tordons. Je crois que depuis 3 ans que je m'en passe, avoir prouvé qu'on pouvait très bien vivre sans et s'en porter très bien, être parfaitement informé et être en mesure de se forger librement des convictions, pour ensuite les partager et non les imposer aux autres qui sont libres d'avoir les leurs, et bien entendu de les assumer, là c'est généralement plus difficile.

Au temps des inquisiteurs.

- Pascal Praud - 2017, année de la sottise Le Point.fr 31.12

Extraits.

Le prince de La Belle au bois dormant serait un prédateur. Il embrasse la princesse, mais ce baiser n'est pas consenti.

Tex est viré pour une blague de cour d'école.

Antoine Griezmann a grimé de noir son visage, ses bras, ses jambes. Il a enfilé un maillot des Harlem Globetrotters. Le voilà cloué au pilori pour trente-six heures.

L'année 2017 s'achève. La sottise (oserais-je dire la connerie ?) règne. Un nouvel ordre moral veille, entre maccarthysme et chasse aux sorcières. Twitter est la Kommandantur en 41.

On ne peut plus rien dire ? Ce n'est pas vrai. Vous pouvez brocarder les gros, les riches, les intellos, Carla Bruni, les Bretons (ou les Corses), les alcooliques, les paysans. Vous avez le droit. Vous pouvez moquer un accent du terroir mais, si vous parodiez Michel Serrault dans La Cage aux folles, attention, danger. Vous êtes en état de mort médiatique.

Le sketch de Guy Bedos Toutes des salopes, écrit en 1975, ne passerait pas chez Delphine Ernotte. Impossible aujourd'hui de pratiquer le second degré sur les femmes, les Noirs, les homos. Car il s'agit bien de second degré, n'est-ce pas ? Quand Bedos joue au beau, quand il caricature le macho de base qui ne pense qu'au cul, évacuant sa frustration en lisant le journal Playboy, tout le monde comprend qu'il s'amuse. Giscard est président. Coluche a remplacé Fernand Raynaud. C'était il y a 40 ans.

Pourquoi, en 2017, n'est-il plus possible de rire de tout ? Pourquoi le second degré est-il entendu au premier ? Pourquoi la société n'est-elle plus drôle ? Qui sont-ils ? Des imbéciles ? C'est plus compliqué. Des censeurs ? Des ratés ? Ils jugent. Ils condamnent. Ils sont les petits hommes gris. Sans talent. Sans tolérance. Sans humour. Le Point.fr 31.12

Commentaires d'internautes (Abonnés au Point il faut préciser).

1- "Mais ça ne va pas s'arranger, car "ils osent tout" et c'est même à ça... !"

LVOG - ... qu'ILS reconnaissent les cons dont vous faites peut-être partie, qui sait ?

2- "C'est la dictature des minorités concept fondé par les socialistes et la gauche en général : taper sur tout ce qui peut faire réagir une minorité agissante : les féministes, les homos, les écolos, les minorités religieuses, les noirs, les jaunes, les pauvres, etc."

3- "Mais je crains que les choses ne s'arrangent pas l'année prochaine. La connerie est installée, Coluche disait déjà, il y a 30 ans, que nous sommes cernés par les cons... Cela empire gravement. J'en arrive à ne plus dire "Mademoiselle, vous êtes très gentille" à la petite caissière de mon supermarché, qui m'aide à mettre mes courses dans mon sac, de peur d'accusations d'être un vieux pervers dégueulasse et lubrique, en flagrant délit d'agression sexuelle."

Vous avez tort, il ne faut rien changer à vos habitudes.

4- "C'est en donnant de la visibilité aux cons de tout poil qu'on les fait paraître importants, ce qu'ils ne sont pas."

LVOG - C'est ce à quoi s'emploient les réseaux sociaux comme FaceBook et Twitter, etc... et les médias qui y font référence quotidiennement. Ils veulent faire passer une loi scélérate, déclarer une guerre, etc. dorénavant il n'y a rien de plus facile que de trouver des volontaires sur ces supports pour les soutenir, sinon ils les inventeront si nécessaire, ce qui leur permettra ensuite d'affirmer que c'est le peuple (la majorité) qui les réclame et qu'ils ne font qu'accéder à ses demandes, bref, ils se comportent en parfaits démocrates et la boucle de la manipulation et de l'imposture est bouclée.

5- "Ce monde devient triste... Effrayant quelque part... "

- "Il suffit de voir quelle catégorie de personne est incapable de rire de sa propre communauté ou catégorie pour voir où se trouve l'esprit de la dictature."

6- "M. Praud pose la question sans donner ne serait-ce qu'un début de réponse ?

Ben parce que c'est s'exposer que de dénoncer les causes qu'on a chéries et dont on s'étonne un peu tard des effets indésirables.

Pleurer sur le lait renversé est une chose, remettre en cause les réflexes pavloviens de tout une profession (et de tout une société) en est une autre."

LVOG - Votre réponse ajoute encore de la confusion... Il faudrait commencer pas se poser la question de savoir qui et quand et dans quels buts ces "causes" ont été instrumentalisées...

7- "Sur ce que dénonce ici Pascal Praud, je crains que le pire ne soit à venir pour 2018 !

Comparer nos Commissaires politiques d'aujourd'hui aux tenants du "maccarthysme" et les "dénonciations, y compris celles de certains membres du Gouvernement, à celles de 41" est un peu osé et certainement exagéré, mais cette caricature, si tant est qu'elle soit acceptée dans mon commentaire, illustre bien ce "nouvel ordre moral" issu en droite ligne de la pensée unique qui a fait son lit depuis 2012 et qui assèche et pollue, en même temps, notre joie de vivre dans une démocratie qui nous échappe sur certains points !"

LVOG - Désolé de n'avoir jamais partagé cette "joie de vivre dans une démocratie". Il n'y a rien d'exagérer ici, l'entreprise étant à l'échelle mondiale, vous êtes encore en dessous de la réalité en fait.

8- "Notre société devient d'une tristesse croissante. Nous sommes entourés de censeurs si nombreux qu'on finit par s'autocensurer. L'affaire Griezmann est une belle illustration du ridicule qui, malheureusement ne tue pas."

LVOG - S'autocensurer n'est pas nouveau. Hier comme aujourd'hui, dans certains partis critiquer les dirigeants syndicaux pouvait vous valoir d'être mis à l'écart ou exclu.

9- "On est en pleine dictature bien pensante comme dans 1984 de Georges Orwell.

La seule liberté d'expression tolérée est celle qui est lisse et qui ne froisse aucun lobby communautaire.

On n'a plus de guerres, donc on se crée des faux combats.

Regardez les séries TV. 90% des thèmes et symbolique ou discussion de fond ne tournent qu'autour du féminisme antiracisme et lobby gay.

Chaque jury d'émission TV est composé non plus par compétence, mais dans l'optique de remplir des quotas. "

LVOG - La gestapo de la pensée irait très bien à ces censeurs, inquisiteurs, procureurs généraux, les galons en moins mais cela viendra, pas toujours, c'est encore plus con que ce qu'on pensait !

L'insouciance peut être fatale.

- "Liker" sur Facebook peut vous coûter votre emploi - les-cris.es.fr

Extrait. La cour du travail de Liège (Belgique) a ouvert une brèche suite à un arrêt positif pour l'employeur, en mars, dans une affaire de "like" de contenu antisémite par un comptable d'une ASBL (Association sans but lucratif).

Un simple "like" sur Facebook n'a finalement rien d'anodin pour un employé. Un arrêt (récemment publié) rendu le 24 mars 2017 par la cour du travail de Liège souligne en tout cas le "danger croissant pour les travailleurs de s'exprimer sur les réseaux sociaux", nous rapporte Carl Vander Espt, avocat au cabinet Cairn Legal... les-cris.es.fr 31.12

Commentaires d'internautes.

1- "La réduction de la liberté d'expression, en France, sur les 10 dernières années nous approche d'une société à tendance totalitaire. Le choc n'est pas brutal, mais s'effectue par vagues successives, ce qui limite la contestation de cette réduction, par ailleurs vaine, comme le montre l'indignation du licenciement de Tex, qui ne change rien à l'affaire.

Le plus inquiétant est que le pouvoir n'est pas l'auteur principal de cette réduction. La base s'en charge, chacun jouant, dans sa sphère, l'agent Smith de Matrix."

LVOG - "le pouvoir n'est pas l'auteur principal de cette réduction", si c'est lui en maintenant les masses dans l'ignorance pour mieux les manipuler et parvenir à ses fins...

2- "D'où l'utilité d'un pseudonyme sur nombre de sites, quoiqu'en disent certains... Pour retrouver l'identité d'une personne à partir d'un pseudonyme, il y a quand même une quantité de contraintes, sans parler du fait que le pseudonyme permet de ne pas attirer immédiatement l'attention sur votre personne. Ce n'est pas sans raison qu'un très grand nombre d'écrivains ont utilisé par le passé des pseudonymes, bien qu'il était assez facile de retracer leur identité pour quiconque l'aurait vraiment voulu.

Par ailleurs, l'accent est ici mis sur Facebook, mais je commence à trouver que le pouvoir de nuisance de Twitter est désormais supérieur encore, c'est dire, car il dépasse le cadre du simple harcèlement pour avoir atteint un stade où on y fait carrément de la politique hors du cadre de la justice et des lois, ce qui est vraiment la porte ouverte à toutes les fenêtres.

- Oui. Il y a quelques règles simples à toujours respecter :

- Utiliser des e-mails multiples
- Ne jamais utiliser son nom et ne jamais donner ses données personnelles
- Multiplier les pseudo associés aux e-mails
- Ne pas hésiter à sacrifier un profil si on vous demande vos données"

3- "Est ce que vous vous rendez compte, attention je ne vous juge pas car vous avez certainement raison, que vous donnez des conseils pour compliquer notre identification sur Internet.

Cela en dit long sur le sentiment de liberté d'expression..."

4- "Ce n'est pas qu'un sentiment.

Même si pour l'instant la situation n'est pas encore "trop grave", on voit bien qu'il y a une dérive lente mais sûre vers de moins en moins de liberté et dans quelques années on pourra toujours nous reprocher ce qui a été dit et enregistré aujourd'hui.

En créant un maximum de "bruit" et en multipliant les identifications, on ne fait qu'ajouter un volume de données (incohérentes) qui n'en seront que plus difficiles et coûteuses à analyser. C'est aussi une façon de se défendre contre toutes les actions marketing utilisant le big data."

5- "3x je me suis inscrit, 3x j'ai écrit que Netanyahu était un criminel, 3x mon compte a été bloqué !

Résultat je ne suis plus sur Facebook."

LVOG - Et vous n'en êtes pas mort !

6- "Par contre tous les bien-pensant applaudissent des deux mains lorsque l'on vend des armes à l'Arabie Saoudite alors que le gouvernement de ce pays n'hésite pas à décapiter les personnes qui dérangent. Se sert de ces armes contre le Yemen avec pour résultat une détresse humanitaire immense.

En vendant ces armes ne sommes nous pas complices ?

Ou est la justice des opprimés ? N'y a t'il pas matière à procès?

Ce n'est qu'un exemple, mais c'est quant même d'une autre dimension!

Entre une personne qui perd son emploi parce qu'il like un humoriste controversé et des élus qui sont applaudis parce qu'il vendent des armes à des dictatures il y tout de même un monde!

Sauf qu'il en a un qui perd son moyen de subsistance et l'autre qui est adoubé par notre monde économique.

N'est ce pas là une preuve de la dérive de notre société?

Comment se fait-il que l'on puisse être condamné par la justice pour provocation à la haine raciale et avoir son émission télévisée, et qu'en parallèle tout est mis en œuvre pour empêcher Mr Mbala Mbala de faire ses spectacles?

Ce poids deux mesures sont tellement énormes qu'ils en deviennent ridicules ou inquiétant c'est selon..."

LVOG - Ils sont juges et parties, donc ils condamnent ou acquittent qui ils veulent, normal.

7- "Vous croyez vraiment qu'en vous inscrivant sous un pseudo Facebook ignore votre identité ? Le fait de s'inscrire ouvre toutes les portes de votre ordi aux mouchards qu'ils utilisent et dont vous ignorez l'existence ."

LVOG - Vous avez raison, il ne faut jamais oublier que nous avons à faire à des faux monnayeurs professionnels qui jusqu'à présent n'ont pratiquement pas été démasqués...

8- "Au vu du nombre de commentaires censurés et de ceux provenant de trolls organisés, il faut absolument comprendre que les réseaux sociaux ont été développés pour remplacer le peuple dans la légitimation du pouvoir.

Combien de journalistes débutent un sujet par « les réseaux sociaux réagissent à »... ?"

LVOG - Vous venez de saisir pourquoi ils ont mis Internet à la disposition des peuples, et contre qui il était destiné à sévir.

9- "Quant à Facebook, s'y exprimer est un suicide où la naïveté le dispute à la bêtise."

LVOG - On ne vous le fait pas dire. Avis aux intéressés qui auraient pu créer un blog ou un portail au lieu d'une page Facebook. C'est là qu'on s'aperçoit que les idées de la classe dominante ont fini par s'infiltrer jusqu'au sommet de tous les partis dits ouvriers, hélas !

10- "Voilà, combien de preuves faudra t-il encore avant que certains "bon-penseurs" comprennent que nous sommes dans une guerre larvée, mais une guerre quand même et qu'on ne la gagne pas en faisant les mijorés et les fines bouches.

On nous prend pour des imbéciles avec toutes ces histoires, où les uns peuvent dire et faire ce que bon leur semblent en toutes impunités, et les autres juste la fermer ou parler avec des cagoules et des gants."

LVOG - C'est une guerre assurément, la lutte des classes. Et comme tous les partis ont déserté le combat politique sur ce plan-là, notre ennemi a le champ libre et en profite.

11- "Une vie merveilleusement libre peut exister sans Facebook, Twitter et autres balivernes post-modernes..."

Aucun pouvoir ne m'imposera jamais quoi penser, ressentir, dire, etc. Je jugerai toujours par moi-même et comme bon me semble

qui est raciste et qui ne l'est pas, qui est antisémite et qui ne l'est pas, qui est un comédien génial et qui en est un médiocre.

Une vie d'asservissement ne vaut pas d'être vécue."

LVOG - Bravo !

12- "Ni Facebook, ni Twitter, ni Snapchat, ni... telle est ma devise."

13- "Quand donc les gens comprendront-ils que les réseaux sociaux sont en fait des réseaux asociaux destinés à remplacer tout lien de socialité primaire. C'est comme les plans sociaux (alias plan de sauvegarde de l'emploi) qui n'ont, eux non plus, rien de sociaux, puisqu'il s'agit de licencier des employés.

Orwell a fort bien décrit ce qu'était la novlangue.

Je ne suis pas sur ces réseaux et je conseillerais à tous les inscrits d'en sortir le plus rapidement possible. La volonté des oligarques est de contrôler le peuple. Si ce dernier tombe dans tous les pièges, comme des mouches attirées par un pot de miel, la chose sera vite vue.

Recréez du vrai lien entre vous plutôt que des faux. Vous manger déjà de faux aliments, vous écoutez de fausses informations. N'avez vous pas envie de choses vraies ?"

LVOG - C'est ce que j'ai essayé de faire avec mon portail, en vain, la gangrène a gagné toutes les couches de la société...

14- "Indiquer sa véritable identité sur Facebook, c'est comme se balader à poil dans la rue. Aucune personne sensée ne devrait faire ça."

15- "Perso, je ne comprends pas cet engouement à s'exhiber sur les réseaux sociaux.

Du "people" de Prisunic !"

LVOG - Prisunic n'est pas réservé aux prolos, c'est trop cher...

16- "Société du spectacle dans un monde de vedettariat, du bas jusqu'au plus haut de l'échelle. Quête désespérée, illusoire, d'«identité » et de « sens » dans un univers nihiliste."

LVOG - Pour oublier qu'on appartient tous à une classe sociale déterminée. En voilà une véritable « identité » reposant sur des bases matérielles bien concrètes et dont chacun peut se saisir...

17- "Dis autrement : la liberté d'expression est en voie de disparition, puisqu'on surveille de plus en plus ses propos.

La délation est de retour, puisqu'un employeur peut aller examiner s'il trouve les noms de ses employés dans la liste de ceux qui ont réagi à une publication ou à un commentaire.

34 ans après Orwell, nous sommes dans le meilleur des mondes où l'on peut :

- revendiquer "d'être Charlie" sans réagir à la censure,
- se prétendre en "démocratie" et élire un banquier parfait inconnu après 2 ans de battage médiatique,
- demander l'avis des Français et faire le contraire de ce qu'ils ont décidé (2005)
- avoir de "grands" médias d'information (privés mais aussi publics) qui font de la propagande de guerre et du formatage de l'opinion,
- être dans "l'union" Européenne qui devait apporter la paix et se livre à des guerres illégales,
- avaler des produits chimiques (médicaments) pour avoir la santé,

La liste est infinie, malheureusement, et il devient illégal de s'indigner."

LVOG - Tout se paie un jour...

[Enfumage. Ils formulent un vœux à haute voix, ils osent tout, quoi.](#)

L'art de maquiller un coup de force ou des mesures brutales de régression sociale en bienfaits souhaités pour la plèbe.

- Macron teinte ses premiers voeux d'une inflexion sociale - AFP

Exit les premiers de cordée : Emmanuel Macron a mis la cohésion sociale au centre de ses voeux pour 2018, sans pour autant modifier ses projets de réformes qu'il entend mener "avec la même force et le même rythme" l'an prochain. AFP 01.12

- Vœux d'Emmanuel Macron : "Il avait à cœur de corriger son image de président des riches" - Franceinfo

- Voeux 2018 : Macron plus déterminé que jamais à transformer la France - LePoint.fr

- Dans ses premiers vœux, Macron assure que les "transformations profondes se poursuivront avec la même force en 2018" - HuffPost FR

[Ils vous souhaitent une bonne année 2018.](#)

- Afghanistan : pour le dernier jour de l'année, un attentat à des funérailles fait 18 morts - AFP

- RDC: huit morts, une centaine d'arrestations en marge des manifestations - AFP

- Huit morts dans une attaque de rebelles au Cachemire indien - AFP

- Trois militants armés tués par les forces de sécurité égyptiennes - Reuters

[Au tour de l'Iran](#)

Comme quoi ils ont de la suite dans les idées.

Je n'ai pas reproduit les articles initiaux de Reuters et de l'AFP, trop longs et passages inutiles. J'ai sélectionné toutes les données qui permettent de se faire une idée sur ce qui se passe en Iran, observant que la trame semble être la même que celle utilisée en Libye et en Syrie par ceux qui ont intérêt à déstabiliser ce pays ou renverser ceux qui le gouvernement : Les Etats-Unis, Israël et l'Arabie saoudite.

Lisez attentivement, vous retrouverez tous les ingrédients : blogueurs, réseaux "sociaux", vidéos, provocateurs armés, et cerise sur le gâteau, les félicitations du candidat à la direction de la CIA ! Le second article (extraits) le confirme ou apporte des précisions. On demeure sur le terrain des faits, et non des suppositions, des extrapolations ou des interprétations oiseuses.

Reuters - AFP - Le président iranien Hassan Rohani a affirmé dimanche que son pays devait fournir "un espace" pour que la population puisse exprimer ses "inquiétudes quotidiennes", après quatre jours de contestation durant lesquels deux personnes ont été tuées et des centaines arrêtées.

Ce religieux modéré a également condamné "la violence et la destruction de biens publics", lors de sa première réaction depuis le début jeudi de manifestations contre le pouvoir et la vie chère dans plusieurs villes iraniennes.

"Critiquer, c'est totalement différent que d'utiliser la violence (...)", a souligné Hassan Rohani en Conseil des ministres selon des propos rapportés par la télévision d'Etat.

Si la contestation reste dans l'ensemble plutôt faible à Téhéran, une métropole de 8,5 millions d'habitants, quelque 200 personnes s'étaient rassemblées dimanche dans la capitale, selon l'agence Fars, proche des conservateurs.

Le régime jouit toujours d'un large soutien parmi la population, avec la mobilisation de dizaines de milliers de personnes samedi pour marquer l'anniversaire du rassemblement qui a mis fin à la contestation de 2009.

Et dimanche, des centaines d'étudiants ont manifesté à l'université de Téhéran pour soutenir le gouvernement tout en dénonçant "la corruption et la vie chère".

Des médias conservateurs iraniens soutiennent que la majorité des appels à manifester contre le pouvoir viennent de l'étranger, d'Arabie saoudite, rivale régionale de l'Iran, ou de groupes d'opposition en exil.

...les autorités iraniennes ont confirmé dimanche matin la mort de deux manifestants tués par balles samedi soir à Doroud, dans l'ouest du pays, premières victimes signalées depuis le début de la contestation.

Leur mort avait d'abord été annoncée via les réseaux sociaux. Elle a été confirmée dimanche matin par un responsable iranien, qui a attribué leur décès à des "agents étrangers". "De violents affrontements ont éclaté lors du rassemblement illégal samedi à Doroud et deux personnes ont malheureusement été tuées", a déclaré le gouverneur adjoint de la province de Lorestan, cité par la télévision publique.

"Aucun coup de feu n'a été tiré par la police et les forces de sécurité", a ajouté Habibollah Khojastehpour. "Nous avons retrouvé la trace d'ennemis de la révolution, de groupes takfiris et d'agents étrangers dans ces affrontements."

Aucun parti politique n'a appelé les Iraniens à descendre dans les rues...

Les autorités accusent des groupes "contre-révolutionnaires" basés à l'étranger d'utiliser ces réseaux sociaux, en particulier Telegram, pour appeler les gens à manifester et faire usage de cocktails Molotov et d'armes à feu.

D'après certains enregistrements, des manifestants ont même brisé un tabou en rendant hommage au roi Reza Shah, au pouvoir entre 1925 et 1941 et dont la dynastie a été renversée par la révolution de 1979 qui a abouti à l'avènement de la République islamique conduite par l'ayatollah Ruhollah Khomeini.

Apportant une réponse à une partie des revendications de ce mouvement apparemment spontané, le gouvernement a renoncé à des augmentations prévues du prix des carburant et promis des subventions pour les plus pauvres.

"Nous tablons sur la création d'au moins 830.000 emplois l'année prochaine", a par ailleurs déclaré le porte-parole du gouvernement, Mohammad Baqer Nobakht, samedi soir à la télévision.

Mais les manifestants s'en prennent aussi au coût des interventions militaires en Syrie et en Irak dans le cadre de la lutte d'influence que l'Iran livre à l'Arabie saoudite.

A Shiraz, des manifestants ont arraché un portrait du général Qassem Soleimani, le puissant commandant de la force Al Qods, unité d'élite des gardiens de la Révolution qui supervise les opérations en Syrie, en Irak et sur d'autres théâtres.

Fustigeant à nouveau le régime iranien, bête noire des Etats-Unis, le président Donald Trump a tweeté dimanche: "Grosses manifestations en Iran. Le peuple a finalement compris comment son argent et ses richesses sont volés et gaspillés pour (financer) le terrorisme. On dirait qu'il ne supporte plus. Les Etats-Unis surveillent de près en cas de violation des droits de l'Homme".

Le Canada s'est dit encouragé par ces manifestations tandis que le chef de la diplomatie britannique, Boris Johnson, a observé sur Twitter qu'il était "vital que des citoyens puissent avoir le droit de manifester pacifiquement". Reuters 31 décembre 2017 et AFP1 janvier 2018

- Iran – Des manifestations à motif économique sont récupérées par des agents du changement de régime par Moon of Alabama — 30 décembre 2017

Extraits.

Hier et aujourd'hui, il y a eu des petites manifestations en Iran. Elles constituent probablement la première étape d'une vaste opération de « changement de régime » menée par les États-Unis et Israël avec l'aide d'un groupe terroriste iranien.

Jeudi et aujourd'hui, les slogans de certains manifestants sont passés de l'appel à résoudre les problèmes économiques à un appel au changement de régime.

A mon avis, ce sont toujours les mêmes qui sont derrière ces protestations. Notez qu'elles ont commencé dans plusieurs villes en même temps. Ce n'était pas un soulèvement local spontané dans un endroit donné, non, il y avait une certaine forme de coordination.

Et puis il y a ceci:

Carl Bildt? @carlbildt – 21:38 – 28 déc 2017 (<https://twitter.com/carlbildt/status/946495628477071365>) de Rome, Latium

On rapporte que les signaux des réseaux internationaux de télévision par satellite sont brouillés dans les grandes villes d'Iran. Ce pourrait être le signe que le régime craint la propagation des manifestations d'aujourd'hui.

Une recherche dans différentes langues prouve qu'il n'y a eu aucun « rapport » de ce genre. Carl Bildt est un ancien premier ministre suédois.

Il a été recruté en 1973 (<https://www.rollingstone.com/politics/news/julian-assange-the-rolling-stone-interview-20120118>) comme informateur de la CIA (<https://www.thelocal.se/20130315/46746>) et, depuis, il travaille à plein temps pour le compte des Américains.

Il a été impliqué dans le coup d'État en Ukraine (<https://medium.com/@StevenLaack/carl-bildt-hovering-between-prison-and-the-ukrainian-premiership-bcc9a91f717b>) et a tenté d'en tirer un profit personnel.

Pas plus tard qu'hier, une conférence (https://media.ccc.de/v/34c3-9233-uncovering_british_spies_web_of_sockpuppet_social_media_personas) au Chaos Communication Congress des « hackers » portait sur les services secrets du Government Communications Headquarters* (GCHQ) britannique et ses faux comptes Twitter et Facebook. Ils servent à obtenir des renseignements et à mener des opérations de « changement de régime ». Dans les pages 14 à 18 du rapport (11:20 min) il y a des extraits de documents du GCHQ qui mentionnent l'Iran comme l'une des cibles. L'orateur mentionne notamment un compte du GCHQ « @2009Iranfree » qui a été utilisé pour susciter des protestations en Iran après la réélection du Président Ahmedinejad.

Certaines de ces manifestations ont de véritables raisons économiques, mais elles sont récupérées par d'autres intérêts:

Dans la ville centrale d'Isfahan, un habitant a déclaré que les manifestants avaient participé à une manifestation organisée par des ouvriers d'usine réclamant des arriérés de salaires. « Les slogans sont rapidement passés de demandes économiques à des slogans contre le Président Hassan Rouhani et le Guide suprême (Ayatollah Ali Khamenei), a déclaré l'habitant au téléphone. [...]

Alamolhoda, le représentant de l'Ayatollah Khamenei au nord-est de Mashhad, a déclaré que quelques personnes avaient profité des protestations de jeudi contre la hausse des prix pour scander des slogans contre le rôle de l'Iran dans les conflits régionaux. [...]

« Des gens étaient venus exprimer leurs revendications, mais soudainement, dans une foule de quelques centaines de personnes, un petit groupe qui ne dépassait pas 50 personnes a crié des slogans aberrants et horribles tels que « Laissez tomber la Palestine », « Pas pour Gaza, pas pour le Liban, je donnerai ma vie (seulement) pour l'Iran », a dit Alamolhoda.

Deux (<https://twitter.com/bbcpersian/status/946752340366888961>) vidéos (<https://twitter.com/bbcpersian/status/946741390452625408>) postées par la BBC Perse, et d'autres que j'ai vues, montrent seulement de petits groupes de protestataires actifs d'une douzaine de personnes, entourés de beaucoup de gens qui regardent ou filment ceux qui scandent des slogans.

Les vidéos publiées par le groupe terroriste (<https://2001-2009.state.gov/r/pa/prs/ps/2003/23311.htm>) Mujahedin-e Khalq[MEK], 1 (<https://www.youtube.com/watch?v=LZxePyDYAcg>), 2 (<https://www.youtube.com/watch?v=ESosshsoUYc>), 3 (<https://www.youtube.com/watch?v=fPs6Z4N7R1M>), 4 (<https://www.youtube.com/watch?v=mGDCH3IWA3E>), 5 (<https://www.youtube.com/watch?v=8LBt9pr-Vow>), montrent également de petites manifestations bien que le groupe MEK affirme que des dizaines de milliers de personnes scandent « mort au dictateur (<https://www.youtube.com/watch?v=dyiWS8udDuM>) ». Le groupe MEK, ou son organisation « civile » le Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI), semble être le plus impliqué dans les manifestations actuelles. Son site Web (<https://www.ncr-iran.org/en/>) regorge d'article sur les protestations, et son responsable a publié (<https://www.ncr-iran.org/en/ncr-statements/iran-protests/24074-uprising-in-iranian-cities-death-knell-for-mullahs-regime-maryam-rajavi>) une déclaration de soutien:

Mme Maryam Radjavi, Présidente élue de la Résistance iranienne, a salué le peuple héroïque de Kermanshah et d'autres villes qui s'est levé aujourd'hui en scandant « mort ou liberté », « mort à Rouhani », « mort au dictateur » et « les prisonniers politiques doivent être libérés », et a protesté contre les prix élevés, la pauvreté et la corruption.

Elle a déclaré: « Hier, Machhad, aujourd'hui Kermanshah, et demain partout en Iran; ce soulèvement sonne l'appel au renversement de la dictature totalement corrompue des mollahs, et annonce l'avènement de la démocratie, de la justice et de la souveraineté populaire.

La rapidité de l'implication de la MEK – son premier article (<https://www.ncr-iran.org/en/news/iran-protests/24061-today-thousands-chant-death-to-dictator-death-to-rouhani-in-iranian-cities>) a été publié hier à 10h26 – est extrêmement suspecte.

En 2012, on a rapporté qu'Israël avait utilisé (<https://www.haaretz.com/israel-news/israel-s-mossad-trained-assassins-of-iran-nuclear-scientistsreport-says-1.411945>) l'organisation terroriste MEK pour assassiner des scientifiques nucléaires en Iran:

Jeudi, des responsables américains s'adressant à NBC news ont affirmé jeudi que les agents du Mossad formaient des membres du groupe terroriste dissident les Moudjahidines du peuple iranien dans le but d'assassiner des scientifiques iraniens du

nucléaire, ajoutant que l'administration du président américain Barack Obama était au courant de l'opération, mais n'avait aucun lien direct avec eux.

Les responsables américains auraient confirmé le lien entre Israël et les Moudjahidines du peuple iranien (MEK) en disant: « Toutes vos suppositions sont correctes. »

Le MEK/CNRI a indiqué (<https://www.ncr-iran.org/en/news/iran-protests/24072-u-s-senator-tom-cotton-expresses-solidarity-with-iraniansspeaking-out-against-regime>) que le sénateur Tom Cotton, qui remplacera probablement Pompeo, le chef de la CIA, lorsque ce dernier partira au département d'État, a publié une déclaration de soutien aux manifestants.

La Maison-Blanche et le régime de Netanyahu se sont mis d'accord sur une stratégie contre l'Iran. Les principaux membres de l'administration Trump sont en faveur d'un « changement de régime » par des « forces pro-démocratie » en Iran. Quelques semaines après la finalisation de l'accord, des manifestations économiques coordonnées commencent en Iran, rapidement détournées par de petits groupes très actifs de changeurs de régime. Un groupe de terroristes iraniens en exil, bien connu pour sa collaboration meurtrière avec des espions israéliens ainsi que pour ses cellules d'opérations en Iran, est tout de suite très engagé dans le mouvement de protestation.

Si c'est comme je le pense, une opération de « changement de régime », les protestations vont bientôt s'amplifier. Quand les gens ont besoin d'argent, quelques milliers de dollars suffisent pour fabriquer une grande foule. De petits groupes d'émeutiers se cacheront au milieu des manifestants sans doute sincères. Les médias « occidentaux » vont se livrer à leurs habituels commentaires inquiets de pseudo-humanistes libéraux. Lorsque la police iranienne tentera d'arrêter ces émeutiers, les médias crieront d'un seul homme « brutalités policières ». On fabriquera un « martyr » et on en fera une icône. On colportera des rumeurs de censure et de répression (comme Carl Bildt ci-dessus), les fausses nouvelles se multiplieront, il y aura tout à coup des centaines de faux comptes Twitter et Facebook « iraniens » qui rendront compte des événements sur le « terrain » de leurs bureaux de Langley.

Pour les politiciens et les policiers iraniens, la question est délicate. Les protestations économiques sont clairement justifiées, même Khameni le dit. Mais les émeutes dans les rues doivent être réprimées avant qu'elles ne s'intensifient et ne deviennent incontrôlables. Les armes dans les manifestations pourraient bientôt devenir un problème. Le Mossad et la MEK n'ont pas peur de tuer des gens au hasard.

Mais la République islamique d'Iran bénéficie du véritable soutien d'une grande partie de la société. Il y a de grandes organisations civiles qui appuient le gouvernement, non pas sur toutes les questions, mais d'une façon générale. La plupart des Iraniens sont des nationalistes fiers et ils seront difficiles à diviser. Moon of Alabama — 30 décembre 2017

Source: Arrêt sur info (<http://arretsurinfo.ch/iran-des-manifestations-a-motif-economique-sont-recuperees-par-des-agents-du-changementde-regim/>)

[Haut de page ↗](#)

Le 7 janvier 2018

CAUSERIE

● Causerie au format pdf. (36 pages)

[Pourquoi il est si difficile de se faire des amis.](#)

Appliqueriez-vous par hasard la règle de Chatham House? A quoi bon !

wikipedia.org - La règle de Chatham House (en anglais : Chatham House Rule) est une règle utilisée pour réglementer la confidentialité des informations échangées lors d'une réunion. Sa traduction en français est :

« Quand une réunion, ou l'une de ses parties, se déroule sous la règle de Chatham House, les participants sont libres d'utiliser les informations collectées à cette occasion, mais ils ne doivent révéler ni l'identité, ni l'affiliation des personnes à l'origine de ces informations, de même qu'ils ne doivent pas révéler l'identité des autres participants. »

La règle de Chatham House a été formalisée en 1927 pour faciliter les échanges au sein du Royal Institute of International Affairs (Chatham House). À son origine, la règle avait pour objet de protéger l'anonymat des personnes participant à une réunion placée sous son égide, de manière à améliorer les Relations internationales. Elle est maintenant largement utilisée à travers

le monde anglo-saxon pour faciliter la liberté des discussions...

Organisations utilisant la règle de Chatham House : Le Groupe Bilderberg lors de ses rencontres annuelles. wikipedia.org

En vous connectant à ce portail, à partir de votre IP, ils connaissent votre véritable identité, votre adresse, etc. vous êtes fichés par leur organisation mafieuse et criminelle internationale.

C'était juste un brin d'humour pour vous mettre en condition.

Je n'ai pas reçu le moindre petit mot, cela en dit plus long que des discours sur l'état de putréfaction de la société et du mouvement ouvrier. Je vous en remercie, c'est très encourageant car cela confirme ce que je pensais sans toutefois toujours l'exprimer aussi directement.

Pour ma part j'ai envoyé un mot cordial à l'assistante sociale du consulat qui s'est occupée de mon dossier de retraite, ainsi qu'à une agent de la CNAV et une salariée d'Humanis (Arcco et Agirc) qui avaient accepté de finaliser mon dossier par Internet sans attendre que les documents leur parviennent par la poste. C'est normal que je sois reconnaissant envers les gens qui me rendent service, c'est la moindre des choses me semble-t-il entre gens civilisés.

Pendant longtemps j'ai entretenu des relations avec des gens auxquels je prêtais les principes qui m'animaient et m'animent toujours et qu'en réalité ils ne partageaient pas, ce que je savais pertinemment, en quelque sorte c'était le seul moyen de justifier ces relations et de satisfaire un besoin que j'estimais réciproque ou de nature identique, universel, sans pour autant qu'on y accorde le même intérêt ou la même place dans la vie. Quand on a tendance à être optimisme par nature, en temps ordinaire on va forcément de désillusion en désillusion, et bien que l'expression ne soit pas tout à fait approprié, il faut bien admettre qu'on en arrive à oublier que ces rapports reposent sur un compromis fragile qui peut se briser brutalement à la première occasion, ce qui causera parfois une grande tristesse.

Cela concerne tous les gens que j'ai connus autrefois sans exception. Il faut dire que la distance géographique qui existait entre nous, ne favorisait pas la poursuite de relations en grande partie à sens unique ou comportant une part d'hypocrisie, elle a servi de révélateur à ce que je viens de décrire. Je ne pense pas y être pour grand chose pour avoir dans le passé envoyé des cartes postales à de vieux copains qui ne m'ont jamais répondu, alors que nous ne nous étions pas fâchés. A quoi bon, c'est sans intérêt ont-ils dû penser, et je crois que finalement c'est ce que la plupart des gens pensent également des autres, ils sont aussi inconsistants dans ce domaine que dans bien d'autres.

Quant à mes lecteurs, ils ont au moins réussi à en faire des ectoplasmes, des hommes et des femmes sans nom et sans visage, anonymes, invisibles, il ne leur reste plus qu'à leur porter le coup de grâce, à nous achever ou presque, et il faudra beaucoup de temps avant de comprendre ce qui nous est réellement arrivé et de nous en relever comme nous sommes partis, mille fois hélas !

A propos de l'ambiance délétère qui règne dorénavant en France et qui entraîne toute la société dans son sillage.

Les terroristes de la pensée savent que c'est une pratique qui est et a été largement appliquée dans de nombreux milieux, de manière systématique ou au point d'être théorisée pour justifier toute les dérives autocratiques ou bureaucratiques.

Ils savent aussi que les derniers des arriérés vont juger les autres, et que ceux qui ne le sont pas, tout du moins en apparence, ne s'en privent pas. Chacun trouvera chez les autres des différences qu'il supportera et d'autres non.

C'est ainsi que la plupart des gens participent consciemment ou non, de manière assurée ou non à toute sorte de discriminations ou intolérances, dont certaines sont fondées, celles qui révèlent l'ignorance ou la bêtise des autres qui est bien réel ou à juste titre, et qui généralement concerne aussi celui qui porte ce jugement, par exemple lorsqu'un intellectuel ou souvent un militant fustige la passivité des masses ou sa propension à se conduire en mouton pour son plus grand malheur, en effet personne ne peut nier que cela existe, sans que notre intellectuel ou notre militant soit plus futé pour réserver leurs coups aux plus faibles au lieu d'affronter les puissants, et d'autres qui ne le sont pas, qui, si elles ont pour origine l'ignorance, sont plutôt le produit de leur isolement ou de préjugés que la société s'est employée à incruste profondément dans le cerveau des hommes depuis des lustres, et si on remontait à leur source, on aboutirait à la société divisée en classe qui est à l'origine de toutes les inégalités et injustices que chacun aura tendance à justifier ou à reproduire au travers une multitude de rapports ou comportements.

Les gens ont hérité de principes ou de valeurs, mais bien peu sont prêts à se battre pour les faire respecter, ils leur servent tout au plus à se donner bonne conscience, de la même manière qu'ils s'accommoderont de la société ou des conditions qu'ils ont trouvées à leur naissance sans chercher à les modifier, ils vivront dans la plus parfaite insouciance et passeront à côté de l'essentiel tout au long de leur existence, à laquelle finalement ils n'auront rien compris, c'est bien triste.

Lorsqu'on ignore sur quelle base sociale repose la société et dès lors comment elle fonctionne, lorsqu'on n'a pas développé

une conscience de classe, lorsqu'on n'a pas acquis la méthode correspondant au processus matérialiste dialectique à l'oeuvre pour interpréter la situation, on n'est pas vraiment en mesure de juger notre propre comportement ou nos propres idées et encore moins ceux des autres.

On passe son temps à se leurrer sur soi-même et généralement à faire preuve d'injustice envers la plupart des gens qui ne méritent pas le jugement qu'on porte sur eux, non pas qu'ils seraient parfaits ou que leur comportement ou leurs idées seraient au-delà de toute critique, parce qu'en pensant ou en agissant de la sorte on focalise notre attention sur les conséquences de rapports (entre dominants et dominés) qui leur ont été imposés dès leur naissance, ce dont ils n'ont pas conscience, au lieu de nous attaquer à leur origine, à leur base matérielle, les fondements du capitalisme.

Les intellectuels, les petits bourgeois en général sont très loquaces lorsqu'il s'agit de décrire les travers, les méfaits ou les excès du capitalisme avec toutes les conséquences dramatiques qui les accompagnent, en revanche, ils le sont beaucoup moins ou désertent lorsqu'il s'agit de remonter à leur source, jusqu'aux fondements du capitalisme pour en établir l'origine, ils se perdent en chemin et trouvent quelques boucs émissaires, exactement comme le font ceux qui ont adopté cette attitude détestable envers eux notamment.

On aura compris que ceux qui aujourd'hui hurlent à la censure ou à l'injustice, sont ceux qui les pratiquaient habituellement, ouvertement ou très hypocritement en jouant le rôle d'élite auprès du régime, et c'est bien la raison pour laquelle ils sont impuissants à la combattre et ils reçoivent coup sur coup par ceux qui ont décidé de les faire marcher au pas ou de les faire taire ou disparaître. Certains le prennent très mal et se rebiffent maladroitement, et il se peut que parmi eux certains finissent par se rendre à l'évidence qu'il faut faire table rase du passé ou parviennent à la conclusion que le capitalisme doit impérativement être aboli pour changer la société devenue irrespirable, nauséabonde.

Dans le portail, j'ai donné la parole à ceux qui ne partageaient pas mes idées ou avec lesquels j'avais de profonds désaccords, la plupart n'en ont pas voulue. Pendant des années y figurait une tribune libre, des liens vers d'autres courants politiques sans que jamais ils pratiquent la réciprocité. J'ai tenté d'entretenir une correspondance avec des journalistes animant certains blogs ou portails, au départ cela se présentait bien, mais dès que j'ai osé critiquer leurs analyses je n'ai jamais plus entendu parler d'eux. Il en fut de même avec des dirigeants de différents groupes de militants. Même au sein de ma famille il est devenu impossible de dire ce que je pense, même à demi-mot ou sous la forme d'allusions pour ne pas les choquer, précaution inutile puisqu'ils l'interprètent de travers en vous prêtant des intentions qui vous sont étrangères.

Bref, par expérience j'ai pu observer que tous préféreraient encore l'hypocrisie à la sincérité, tous pratiquent l'ostracisme envers ceux qui ne leur ressemblent pas ou ne partagent pas leurs idées, et ils s'étonnent que ce soit devenu la philosophie des représentants ou des porte-parole du régime, tout y prédisposait en réalité.

La corruption des esprits a toujours existé, mais elle a pris une tournure particulière, après qu'on eut refusé d'admettre que les partis traditionnels du mouvement ouvrier avaient basculé définitivement dans le camp des ennemis du socialisme ou du prolétariat mondial il y a près d'un siècle ou plus. Il aura fallu attendre que pratiquement toutes les conséquences de la révolution russe de 1917 se soient évanouies ou que la contre-révolution triomphe à l'échelle mondiale, pour que du bout des lèvres certains en arrivent péniblement à admettre que le PS n'était pas vraiment de gauche, en réalité lorsque cette caractérisation était devenue insoutenable, ce qui avait déjà été le cas à une multitude de reprises pendant un siècle sans qu'ils n'en tiennent compte ou pendant une brève période avant de replonger dans une profonde amnésie. Cela vaut pour le PCF, dont les différents courants internes ou externes ont, soit théorisé les crimes du stalinisme dont ils sont fiers, soit ils les ont reniés pour mieux justifier ceux de la social-démocratie dégénérée.

Cette imposture ne devait pas rester sans lendemain ou impunie indéfiniment, le prolétariat n'étant pas parvenu à se doter d'une nouvelle direction politique pour leur infliger, c'est la réaction (poussée en réalité par l'évolution ou la crise du capitalisme) qui allait s'en charger en y ajoutant un cran de plus.

L'illusion que la gauche était opposée à la droite ne devait durer qu'un temps, le temps que l'oligarchie concentre tous les pouvoirs ou les contrôle. Elle servit d'épouvantail à la réaction de droite pour justifier sa politique et vice versa, la réaction de gauche ajoutant l'extrême droite pour ne pas être en reste quand la droite était trop faible ou divisée. La gauche incarnera le révisionnisme ou la négation du socialisme au profit du capitalisme, auquel elle attribuera des vertus progressistes pour peu qu'on le bouscule un peu, et qui finiront par s'épuiser entraînant la disparition de cette gauche corrompue.

Le capitalisme était voué à connaître des crises et à s'effondrer, en ouvrant l'ère des guerres et des révolutions bien avant d'avoir atteint le stade de l'impérialisme au détour du XXe siècle. Son développement devait être ponctué de périodes d'expansion contribuant à une nouvelle accumulation du capital précédant les prochaines crises, qu'il ne pourrait résoudre temporairement qu'en recourant à la guerre et ainsi de suite. Les périodes de paix ne servaient qu'à préparer les prochaines guerres. Chaque fois les guerres précèdent les révolutions afin de les éviter ou suite à une défaite politique de la classe ouvrière, les guerres devaient servir les intérêts du capitalisme et de prétexte pour s'attaquer au mouvement ouvrier. Au départ les guerres ont pour vertu d'estomper les antagonismes de classe qui rejailliront quelque temps plus tard...

Lors de chaque nouveau cycle du capital (dans lequel on doit inclure la guerre), c'était la classe ouvrière qui était principalement mise à contribution pour assurer son expansion en étant davantage exploitée, moyennant quoi elle exigeait sa part et les capitalistes ne rechignaient pas trop à se montrer généreux, dans la mesure où cela servait leurs intérêts ou leur permettait d'écouler leurs marchandises, la lutte des classes se soldait par un marchandage à l'issue duquel le capitalisme sortait renforcé. A son besoin d'expansion sont venues se greffer les guerres et occupations coloniales ainsi que l'exportation des capitaux, la nécessité de développer de nouveaux marchés avant d'y localiser la production, une fois les anciens marchés saturés, endettés et aux coûts de production trop élevés, tandis que les pays producteurs de matières premières seraient systématiquement pillés et voués éternellement au sous-développement, au chaos et à la guerre de nos jours.

L'extension de la division du travail à l'échelle mondiale servira à la fois à freiner la baisse tendancielle du taux de profit, et à mettre en concurrence les travailleurs du monde entier, un puissant facteur dont les capitalistes se servent comme chantage pour faire passer des politiques d'austérité ou opposer salaire et emploi, trancher à la hache dans la législation sociale collective en rétablissant quasiment les relations individuelles qui existaient autrefois entre exploitateur et exploité, ce qui revient finalement à priver les travailleurs de tout droit.

Lorsque l'URSS et ses satellites implosèrent, ce n'est pas la menace du communisme qui disparut, mais le facteur à partir duquel avait été construite l'opposition factice entre la gauche et la droite, de sorte qu'à partir de cette date-là elle allait rapidement ou pratiquement instantanément s'estomper pour finalement disparaître, les uns et les autres assumant leur véritable nature réactionnaire, à commencer par la social-démocratie dégénérée, à laquelle emboîtera le pas les staliniens devenus ouvertement social-démocrates, abandonnant la dictature du prolétariat, autrement dit la lutte pour le pouvoir ou le socialisme.

Si l'opposition entre la gauche et la droite était factice, en revanche le facteur qui était à l'origine de cette supercherie était bien réel, l'opposition irréductible entre le mode de production basé sur la propriété privée des moyens de production et celui basé sur la propriété collective des moyens de production. Dès lors que le mode de production basé sur la propriété collective des moyens de production disparaissait en URSS (et les pays du Pacte de Varsovie), le seul pays qui ait connu une véritable révolution prolétarienne et socialiste, le capitalisme restait seul en lice, de sorte que selon l'idée qu'on s'en était faite, l'opposition entre la gauche et la droite avait fait son temps et cette imposture allait éclater brutalement ou apparaître plus clairement au cours des décennies suivantes. Finalement, il allait s'avérer que tous les partis qui se réclamaient de la gauche étaient tous inféodés au capitalisme depuis des lustres. Est-il utile d'ajouter qu'on n'en tira aucun enseignement après l'avoir nié si longtemps.

La gauche avait adopté l'idéologie ou le programme des socialistes révisionnistes de la fin du XIXe siècle auxquels s'opposait Engels, qui constituait une capitulation devant le capitalisme ou avait consisté à adopter le capitalisme. Dès l'annonce de la fin annoncée de l'URSS au début des années 80 à la suite de la Pologne, la social-démocratie assumait ouvertement sa véritable nature contre-révolutionnaire. Bien avant cette époque plus personne ne se faisait d'illusions sur ses réelles intentions, jamais elle ne romprait avec le capitalisme, ce qu'elle n'avait jamais cessé de démontrer depuis près d'un siècle, notamment lorsqu'elle était au pouvoir. De la IIIe à la Ve République, elle oeuvra sans interruption dans le camp de la réaction et elle servit fidèlement les intérêts du capitalisme.

Quand aujourd'hui on nous sort que la droite et la gauche ont fait leur temps, au lieu de se saisir de cet argument pour mettre les choses au point une fois pour toute sur cette question, certains entendent continuer de colporter cette illusion. C'est le genre de gens ou de militants qui vous expliquent que c'est à la gauche que l'on doit la scolarisation de nos enfants par exemple ou un tas de réformes sociales, qui en réalité si elles n'avaient pas été adoptées n'auraient pas permis le développement du capitalisme... Les fondements du capitalisme comportaient donc une contradiction qui fut exploitée au cours de la lutte des classes pour compenser son aspect injuste ou asocial, tout en l'identifiant au progrès qui était en réalité davantage le produit de l'exploitation ou lié à ses besoins pour assurer son développement et sa survie. La lutte des classes favorisa son développement plus qu'elle ne l'entrava, si une augmentation de salaire satisfait un besoin social, elle va permettre également de consommer davantage, donc d'alimenter la machine capitaliste, et c'est depuis qu'elle est pour ainsi dire neutralisée ou impuissante que la crise du capitalisme a pris une tournure permanente et barbare.

En dernière analyse, la situation actuelle est à la fois l'évolution du capitalisme et de l'orientation de la lutte de classe qui a été déterminée par les dirigeants du mouvement ouvrier, de sorte qu'on ne peut pas rompre avec l'un sans rompre avec l'autre si on veut s'en sortir. Est de gauche qui entend rompre avec le capitalisme ou l'impérialisme et l'opportunisme, est de droite qui s'en accommode ou refuse de les combattre.

Voilà encore une caractérisation radicale que la plupart refuse d'admettre, comme si à un moment donné il ne fallait pas trancher, ce que revient en fait à ne rien changer. Si j'ai affirmé dans une précédente causerie que le capitalisme n'avait aucune qualité, c'était davantage pour faire ressortir que celles qu'il pouvait revendiquer sur le plan historique ne correspondaient à celles qu'on lui attribuait ou qu'il s'attribuait habituellement, je précisais qu'il avait été progressiste malgré lui, en ayant à l'esprit les conditions effroyables qu'il fit endurer au prolétariat pour se développer. On a tendance à l'oublier, de la même manière que notre confort matériel relatif a pour pendant la pauvreté de couches entières de la classe ouvrière ou la surexploitation de millions de travailleurs ailleurs dans le monde. On lui passe ses méfaits quotidiens qui font le plus de victimes innocentes, sous prétexte qu'ils ne nous atteignent pas ou sont indolores pour nous. Et quand on évoque la situation inextricable dans laquelle nous sommes, on fait preuve du même manque de cohérence et de rigueur en se réfugiant dans la nostalgie d'un passé qui fut synonyme

de cauchemar pour des millions de travailleurs. C'est cette faculté ou cette habitude qu'on les hommes de développer une mémoire sélective, qui leur permet d'afficher une bonne conscience en toute circonstance...

Côté rue...

- Au moins 403 sans-abri sont morts en France en 2017, ils pourraient être six fois plus nombreux. - wikistrike.com

C'est le collectif "Les Morts de la Rue" qui a diffusé ce chiffre (403 morts), vendredi 29 décembre, accompagné du peu d'informations connues sur les SDF décédés (prénom ou surnom, âge, ville, date du décès...). Selon la liste des "Morts de la Rue", la plus âgée avait 81 ans. La plus jeune, six semaines. Un quart de ces sans-abri sont morts à Paris.

L'association précise néanmoins que sa liste est non-exhaustive car basée sur "les décès qui nous ont été communiqués". Et estime que les véritables chiffres peuvent être "six fois" plus élevés. En 2016, au moins 501 SDF avaient perdu la vie. Environ 200.000 personnes seraient encore à la rue, selon RTL. wikistrike.com 31 Décembre 2017

... côté jardin...

- 2018... +23% pour la fortune des riches +5% pour l'essence et 10 autres chiffres qui devraient vous révolter - initiative-communiste.fr

+23% !

- Votre salaire a-t-il augmenté de 23% ? Non, vous n'y êtes pas.

Votre retraite a-t-elle augmentée de 23% ? Non, vous n'y êtes pas.

Les embauches ont-elles augmentées de 23% ? Non vous n'y êtes pas.

Le nombre d'infirmières, de pompiers, de profs, de cheminots a-t-il augmenté de 23% ?

Non. Vous n'y êtes toujours pas.

C'est la fortune des 500 personnes les plus riches du monde qui a augmenté de 23%.

Soit quatre fois plus que ce qu'elles avaient gagné en 2016 ou si vous préférez, les 500 personnes les plus riches de la planète sont en effet devenues plus riches de 1000 milliards de dollars. Soit 5400 milliards de dollars, plus de deux fois le PIB de la France. Le patron d'Amazon a une fortune estimée à 100 milliards de dollars. On trouve trois Français dans le top 30 : Bernard Arnault (6ème avec seulement 32, 7 milliards de dollars), Françoise Bettencourt Meyers (18ème) et François Pinault (30ème).

Sur les 300 milliards planqués par les très riches Français dans les paradis fiscaux 0,01% des ménages les plus fortunés, soit environ 3520 ménages, détiendraient à eux seuls près de 50% de ces richesses : soit 150 milliards d'euros... Bon vous direz oui mais ça représente quoi 300 milliards d'évasion fiscale ? En 2016, le déficit public de la France s'établissait à 3,4% du PIB, soit 75,9 milliards d'euros. Voilà qui vous permettra d'y voir plus clair.

Quelques chiffres, en France :

10% des plus riches captent 27% des revenus.

10% des plus riches possèdent la moitié du patrimoine national.

Les hommes gagnent 34,6% de plus que les femmes.

La moitié des "décrocheurs" scolaires sont des enfants d'ouvriers.

A l'Université il y a 1 étudiant sur 10 qui est fils d'ouvrier.

L'espérance de vie d'un cadre est supérieure de 6 ans à celui d'un ouvrier.

+5% pour l'essence, +10% pour le forfait hospitalier. Rien pour le SMIC. initiative-communiste.fr 02.01

Leurs déchets bien encombrants.

- Royaume-Uni : un élu veut débarrasser Windsor des sans-abri avant le mariage du prince Harry et de Meghan Markle - Franceinfo

Dans un courrier adressé au chef de la police locale, le dirigeant conservateur de la municipalité de Windsor et Maidenhead, Simon Dudley, presse la police d'agir.

"Il est de plus en plus inquiétant de voir les quantités de sacs et de déchets que ces mendiants accumulent sur nos trottoirs", écrit l'élu qui dénonce aussi une "mendicité agressive". "Cette situation fait apparaître une belle ville sous un jour peu favorable" alors

que "l'intérêt touristique des lieux va se multiplier à l'approche du mariage royal en mai", déplore-t-il.

Selon le cabinet Brand Finance, la cérémonie devrait attirer des centaines de milliers de touristes dans la ville de quelque 30.000 habitants à une quarantaine de kilomètres à l'ouest de Londres. Les retombées pour l'économie britannique sont estimées à 500 millions de livres (environ 564 millions d'euros).

Pour Simon Dudley, les SDF ont d'autant moins droit de cité pour ce grand jour que leur condition résulte d'un "choix" de vivre dans la rue.

Tenant de s'abriter du vent hivernal dans le centre-ville où elle a atterri il y a deux ans à la suite d'une maladie mentale, Stéphanie conteste. "Je n'ai pas choisi d'être ici, les gens me donnent ce qu'ils veulent bien me donner", confie-t-elle à l'AFP.

Les propos de l'élu de Windsor, qui ont suscité la réprobation jusqu'au sommet du gouvernement, sont d'autant plus choquants aux yeux de Murphy James, responsable d'une association locale d'aide aux sans-abri, que le prince William, son frère cadet Harry et la future mariée, sont eux-mêmes engagés de longue date dans leur défense.

"Je suis sûr qu'ils sont scandalisés par ces commentaires, comme moi-même et de nombreux habitants de Windsor", assure-t-il à l'AFP, dans l'église où Windsor Homeless Project offre repas chauds, vêtements, douche et soutien aux démunis.

Selon lui, au lieu de criminaliser les SDF, il faut au contraire s'attaquer aux racines de leurs difficultés. Mariage royal ou pas.

"Nous avons toujours eu 12 à 15 personnes dormant dans la rue. C'est un problème permanent", explique-t-il.

Il déplore l'absence d'abri d'urgence dans la ville et l'insalubrité des logements proposés par la municipalité, souvent "infestés de rats".

Dans les rues de Windsor, de nombreux passants accordent à peine un regard aux SDF. Peggy Outhwaite, elle, s'agace de ne pouvoir attendre le bus tranquillement, en considérant d'un air désapprobateur l'un d'entre eux, abrité dans l'abribus.

"Je ne pense pas qu'ils devraient être ici", soutient cette retraitée à l'AFP, les jugeant "paresseux". "C'est une ville royale. Ca doit être la journée de Harry, et surtout une belle journée".

Derek Prime, le gérant d'un magasin de souvenirs où s'exposent déjà des mugs et autres bibelots à l'effigie des fiancés, s'interroge sur la réalité des mesures de relogement revendiquées par les autorités. "Il devrait juste passer une nuit dans la rue pour voir ce que c'est", s'insurge-t-il contre Simon Dudley. Franceinfo et AFP 7 janvier 2018

Pourquoi s'intéresser à ce genre d'infos ? Parce qu'elle décrit une situation qui n'est pas sans rappeler celle qui prévalait au milieu du XIXe siècle et qui vit une partie de la petite bourgeoisie et même certains bourgeois basculer dans le camp du socialisme ou en prendre la direction.

Pour l'apprécier, il faut avoir de la suite dans les idées et savoir ce qu'on veut, évidemment.

[Le mouvement ouvrier n'est plus capable que d'une réaction bureaucratique ou compulsive, sans direction.](#)

De qui ou de quoi Macron est-il le produit ? Des médias-oligarques, notamment. Et les médias en question le savent pertinemment. Donc quand ils feignent de s'émouvoir de son intention de s'en prendre à la liberté d'expression, ils participent à la forfaiture destinée à censurer les sources d'information critique envers Macron à laquelle ils participent déjà.

La crise du capitalisme en est arrivée au point, où ils ne peuvent plus supporter la moindre expression de la démocratie, qui est devenue l'ennemi à abattre pour que Macron puisse appliquer sa politique ultra réactionnaire.

Chacun sait ou doit avoir à l'esprit que ces médias pratiquent la désinformation quotidiennement, qu'ils falsifient, truquent, maquillent, manipulent la réalité systématiquement, mentent effrontément en toute impunité, soutiennent le plus sérieusement du monde les théories les plus grotesques dont la supercherie sera dévoilée au grand jour un peu plus tard.

Ils peuvent se le permettre parce que toute opposition organisée au régime a pratiquement disparu, le mouvement ouvrier est disloqué, au-delà ou dans l'autre camp tous les partis sont en proie à une crise profonde, le parti de l'oligarchie ou de la ploutocratie qu'incarne Macron et LRM demeure donc seul maître à bord.

On est donc en présence d'une dictature amorcée sous Sarkozy qui tend à devenir absolue, à laquelle rien ne doit échapper, qui doit tout régenter d'une main de fer, à l'instar de l'UE ou de la troïka, et devant laquelle tous les sujets que nous sommes sont

sommés de se soumettre de gré ou de force.

Le plus enrageant ou le plus incroyable, le plus incompréhensible pour beaucoup, c'est que l'orientation actuelle de la société est dictée par moins de 1% de la population sans qu'on parvienne à s'y opposer efficacement ou qu'on parvienne à regrouper nos forces pour entraîner la majorité du prolétariat pour renverser le régime en place, car finalement et depuis déjà très longtemps l'axe politique sur lequel il fallait mener notre combat ne consistait pas à se donner pour objectif de faire reculer le gouvernement sur telle ou telle mesure, mais bien de renverser les institutions de la Ve République, condition politique préalable pour mettre un terme à la politique d'austérité et s'attaquer aux fondements du capitalisme pour pouvoir satisfaire la plupart des revendications sociales de la classe ouvrière, cette tâche politique étant incarnée au cours de cette période par la construction du parti qui guiderait les masses au cours de la révolution.

Macron dans son milieu familial, c'est un raté, un gigolo, sur le plan professionnel, c'est un opportuniste, un imposteur, et sur le plan politique, un roturier, une marionnette, globalement tout sonne faux chez lui, c'est un piètre illusionniste, surfait ou rustre, grotesque, au point qu'on est en droit de se demander ce qui l'emporte chez lui de ses complexes ou de son anxiété malade, qu'il ne peut contenir qu'en se mordant les lèvres compulsivement ou en faisant preuve d'arrogance quand ils les desserrent.

Faire d'un vulgaire avocat d'affaires un chef de parti puis un président, c'était s'engager dans une voie tortueuse, porter une taupe au zénith c'était une gageure, sortir Jupiter de rien était un pari risqué qui ne présageait rien de bon forcément, gageons qu'il se retourne contre Sarkozy, Hollande et Macron et leurs semblables.

On peut gagner ce combat. Les travailleurs ne sont pas cons comme on voudrait nous le faire croire, ils peuvent comprendre que ce qu'ils vivent ne s'appelle pas vivre mais subir. Qui n'aurait pas envie de vivre autre chose, de vivre différemment, qui n'aurait pas envie que tout le monde se sente heureux, épanoui, vive en paix, à son rythme ? Qui n'aurait pas envie de participer à la gestion, au contrôle de la société pour que plus personne ne puisse s'approprier ce pouvoir, ce serait un bien collectif qui permettrait à chacun de se réaliser et d'avoir sa place dans la société, au lieu d'une société qui fabrique des esclaves ou des serfs, des exclus, des déchets, de la chair à canon.

Ils en sont arrivés au point, où ils peuvent fabriquer autant de milliers de milliards de dollars qu'ils veulent, et je ne suis pas certain qu'on ait vraiment pris la mesure de ce que cela signifiait et impliquerait dans le futur. Le confort matériel a tendance à ramollir le cerveau, alors il faut le secouer !

Imaginer le socialisme ou la révolution, c'est inconfortable quand on s'est endormi sur ses lauriers, on craint que notre mode de vie baisse, alors qu'il est humiliant, le socialisme propose que chacun puisse vivre dignement, qu'aucun rapport n'abaisse, exploite, opprime un seul homme ou une seule femme sur terre, vous avouerez que nous aurions un mode de vie beaucoup plus élevé. Avec une telle configuration, nous pourrions forcément satisfaire les besoins matériels de l'humanité, puisque nous produirions uniquement ce dont la population aurait besoin, on économiserait une masse colossale, inimaginable aujourd'hui, de matières premières et de travail, ce qui permettrait aux peuples de profiter de la vie ou de faire ce qui leur plaît en toute liberté.

On a du mal à y croire, n'est-ce pas ? Et pourtant il n'y a rien d'extraordinaire là-dedans. On vit une histoire, mais ce n'est pas nous qui l'avons écrite, on nous l'a imposée à notre naissance.

Il me vient à l'esprit deux noms Hiroshima et Nagasaki sans que je sache pourquoi, les surréalistes pratiquaient l'écriture automatique et moi j'emploie la pensée automatique, un peu comme un mot en appelle un autre ou lorsqu'une question en appelle une autre et ainsi de suite, cela peut conduire à un discours incohérent ou le contraire, selon que l'on saisit le sens de ces associations qui sortent de notre inconscience. Sonder notre inconscience étant compliqué ou impossible, c'est un moyen de la faire émerger et d'en tirer profit pour élever notre niveau de conscience, donc ce n'est pas un exercice anodin, farfelu ou inutile, il est au contraire fort productif. La pensée doit pouvoir vagabonder pour respirer et s'enrichir, le chemin qui conduit à l'origine d'un facteur n'est pas rectiligne ou emprunte bien des détours, si l'humanité progresse, il y a des civilisations qui régressent, et ce n'est pas avec une pensée superficielle ou préformatée, disciplinée, qu'on peut prétendre saisir ces contradictions.

Ne pas oser penser le socialisme est insensé, cela témoigne de l'emprise de l'idéologie de la classe dominante sur les consciences, et que devenus des esclaves dociles nous avons abdiqué l'idéal de la liberté...

[Les vœux ou les miracles, avant qu'ils se réalisent il faut attendre un certain temps... C'est parfois un peu comme les promesses.](#)

- Tous nos vœux pour que 2018 soit un pas en avant vers un parti des travailleurs -
Démocratie révolutionnaire (NPA) 5 janvier 2018

Ce parti naîtra d'une politique visant à l'unité dont nous avons besoin face à l'offensive réactionnaire des classes dominantes et à l'effondrement de la gauche, l'unité de celles et ceux qui veulent préparer l'affrontement avec le patronat et le gouvernement dans la perspective de la transformation révolutionnaire de la société. Yvan Lemaître

On vous informe que cette politique et ce parti existe déjà.

- Editorial de Daniel Gluckstein de la Tribune des travailleurs du 3 janvier 2018

- "Macron sert le capital financier. Ses gesticulations arrogantes ne sont rendues possibles que par la division : l'obstination des uns, syndicalement, à participer à la « concertation » des contre-réformes avec le gouvernement ; l'acharnement des autres, politiquement, à respecter les institutions et le calendrier électoral jusqu'en 2022.

En combattant pour l'unité pour chasser Macron – aux côtés de militants de toutes tendances –, les adhérents du POID n'empruntent pas le plus facile des chemins. Mais un parti ouvrier peut-il se construire autrement que dans l'aide à la réalisation de l'unité ouvrière pour bloquer l'offensive destructrice du capital financier et de son gouvernement ?"

(<https://latribunedesttravailleurs.fr>)

La question est de savoir si l'essentiel réside dans nos accords ou nos désaccords, dans l'orientation politique adoptée par un parti, mis en pratique quotidiennement...

Non, ils n'ont pas encore gagné la lutte des classes.

Selon une enquête « Génération What ? », 99 % des jeunes pensent que les hommes politiques sont corrompus, et 63 % « tous corrompus » ! 87 % n'ont pas confiance dans les responsables politiques et les médias de masse qu'ils jugent « manipulateurs ». L'idée que « c'est la finance qui dirige le monde » reçoit l'accord de 93 % des jeunes.

Plus de six jeunes sur dix seraient prêts à participer à un mouvement de révolte de grande ampleur dans les prochains mois, sentiment largement partagé parmi les jeunes intérimaires, les chômeurs, les CDD, les précaires. npa-dr.org

Leur conception de la justice est influencée par l'extrême droite oligarchique au pouvoir.

Aussi incroyable que cela puisse paraître, c'est aussi le cas de la Sécurité sociale, c'est ce que je viens de découvrir ou ma propre expérience.

Depuis 2014, jamais oralement ou par écrit un agent de la Caf des Boûche du Rhône n'a informé mon épouse sur la durée légale pendant laquelle elle devait séjourner en France pour percevoir son allocation adulte handicapé et son allocation logement, pour ensuite l'accuser d'avoir violé le code de la SS et lui réclamer le remboursement de plus de 13.000 euros, depuis retenus chaque mois sur ses allocations.

Depuis que cette affaire a commencé au début de 2014, j'ai lu des dizaines d'articles du code de la SS à ce sujet, plus des articles d'associations et autres, tous s'accordaient sur la durée de 6 mois ou la moitié de l'année, soit 182 jours. Or hier, donc le 6 janvier 2018, j'ai découvert qu'un décret modifiant un article (Article R821-1) avait été adopté en 2005 (Décret n°2005-724 du 29 juin 2005) concernant uniquement les handicapés, restreignant à 3 mois le droit de s'absenter de France, non plus sur l'année civile (1er janvier - 31 décembre), mais "de date à date", en fait c'est laissé à l'appréciation de l'agent de la Caf, selon qu'il fasse du zèle ou non ou qu'il soit raciste, cela existe aussi. Je mets quiconque au défi de découvrir ce décret tellement il est inaccessible ou mal référencé sur le Net, pendant 3 ans j'ai employé un tas de mots clés sur Google sans le trouver. Mais surtout et je le répète, jamais un agent de la Caf n'en a porté le contenu à la connaissance de mon épouse, et jamais malgré mes dizaines de courriel ils ne me le communiqueront. Mieux encore, et je viens seulement de le réaliser, le code de la SS stipule que l'assuré social peut s'absenter 6 mois et percevoir son allocation adulte handicapé, et le même code de la SS dans un autre article stipule que pour percevoir l'allocation logement cette absence n'est que de 3 mois. Donc celui qui se baserait sur le premier article ou ne connaîtrait pas le second serait conduit à violer involontairement le code de la SS, tandis que la Caf en porterait l'entière responsabilité pour ne pas l'avoir informé.

Comment aurions-nous pu connaître le contenu du décret de 2005, alors que l'état de santé de mon épouse ne s'était pas dégradé et elle n'avait pas encore subi sa dernière opération du coeur, et elle n'avait pas ni demandé ni obtenu de fait le statut d'adulte handicapé puisqu'elle vivait en permanence en Inde, elle n'était pas concernée par ce décret que nous ignorions ? Comment aurait-il pu en être autrement ? Cela signifierait que tout citoyen devrait connaître tous les articles de lois qui se comptent par dizaines de milliers qu'il soit concerné ou non par leur contenu, c'est délirant, et pourtant c'est la réalité à la Caf.

Par chance ou par hasard, en 2015 mon épouse littéralement terrifiée par cette affaire a préféré ne pas quitter la France, sa prison en somme, et en 2017 elle n'est restée que 3 mois en Inde. En revanche, je crois qu'en 2016 elle a séjourné 4 ou 5 mois en Inde, il faut donc s'attendre à ce qu'ils la rackettent à nouveau.

Il y a quelques jours ils ont répondu à l'un de mes courriels qui datait d'un mois, ils ont fait plus fort encore. Il lui reproche d'être

restée en Inde de septembre 2013 à décembre 2014, prenant donc en compte une période de 15 mois, ce qui est évidemment illégal, ce sont eux qui violent le code de la SS, qui plus est ils ont les photocopies de son passeport, sur lesquelles figurent les tampons des douanes qui indiquent qu'elle est retournée en France le 26 février 2014 et qu'elle est repartie en Inde seulement le 16 décembre 2014, bref c'est la preuve matérielle qu'elle n'a pas séjourné hors de France de septembre 2013 à décembre 2014 comme ils l'indiquent.

Alors pourquoi s'acharnent-ils sur cette malheureuse femme, sur une handicapée lourde, seule, qui ne maîtrise pas le français, sans défense ? Parce qu'ils sont influencés par les salopards de droite qui gouvernent ce pays, les agents de la Caf appliquent leur politique scélérate. Vous en voulez la preuve, tenez :

- Une circulaire interministérielle n° DSS/2012/32 du 23 janvier 2012 relative à la lutte contre les fraudes aux prestations versées par les Caf porte notamment sur la « fraude à la condition de résidence » et indique que « le risque de non-résidence en France est difficile à cerner. Les nouveaux ciblage mis en oeuvre dans le plan de coopération renforcée se sont révélés beaucoup plus efficaces que les contrôles traditionnels, et seront donc généralisés ». (<https://www.gisti.org/spip.php?article2754> - Le contrôle par la résidence par Antoine Math, chercheur à l'Institut de recherches économiques et sociales)

Je n'ai rien inventé malheureusement. Quel recours nous avons ? Aucun, la France est une dictature oligarchique.

Soutien à Nadine conductrice du car (Drame de Millas)

<https://www.change.org/p/justice-fran%C3%A7aise-soutien-%C3%A0-nadine-conductrice-du-car-drame-de-millas>

La pétition, déjà à plus de 53 000 signatures, continue de circuler en solidarité avec Nadine, conductrice du car scolaire accidenté à Millas, et accusée, à tort selon plusieurs témoignages, d'être responsable de cet accident qui a coûté la vie à 6 enfants et en a blessé dix sept autres.

Jeudi 27 décembre, l'avocate de certaines familles de victimes de l'accident de Millas a réclamé que les expertises sur le fonctionnement du passage à niveau, où la collision entre un car scolaire et un train a fait six morts et plusieurs blessés le 14 décembre, commencent rapidement.

« Le magistrat instructeur a demandé des expertises, mais pour l'instant aucune n'a été faite », a indiqué Me Jehanne Collard à l'AFP.

« Il s'agit de vérifier si le feu était allumé et si le signal sonore a fonctionné. Il faut que ces expertises soient effectuées très rapidement », a-t-elle expliqué.

Une troisième famille s'est jointe jeudi à la constitution de partie civile, a précisé Me Collard.

La conductrice du car scolaire a été mise en examen le 20 décembre pour « homicides et blessures involontaires par imprudence » et placée sous contrôle judiciaire, avec notamment l'interdiction de conduire.

D'autres témoignages vont dans ce sens, notamment ceux de deux collégiennes, présentes dans le car situé derrière celui accidenté.

« Elle a subi un choc terrible. Ma fille (ndlr ma petite fille) ne veut pas aller à l'école, alors qu'elle aime bien l'école. Elle m'a dit ce qu'il s'est passé. La barrière ne s'est pas refermée, elle est restée ouverte. Les clignotants rouges qui s'allument normalement ne se sont pas allumés. », racontait jeudi soir, Mme Cargol, la grand-mère de l'une des victimes.

Clarisse était à bord du bus qui suivait celui qui a été fauché par un TER jeudi 14 décembre à Millas (Pyrénées-Orientales) et a donc assisté à l'accident. « On sortait du bus et c'est là qu'on a vu que le train arrivait, les barrières ne se sont pas baissées, il n'y avait pas de feu clignotant et le train a percuté le bus. Ça a fait un gros bruit. »

<https://tribunemlirepa.wordpress.com/2017/12/29/soutien-a-nadine-deja-plus-de-53-000-signatures>

[Pourquoi le racisme envers les Noirs perdure-t-il aux Etats-Unis ?](#)

Marx - L'esclavage est une catégorie économique comme une autre. Donc il a, lui aussi, ses deux côtés. Laissons là le mauvais côté et parlons du beau côté de l'esclavage : bien entendu qu'il n'est question que de l'esclavage direct, de l'esclavage des noirs dans le Surinam, dans le Brésil, dans les contrées méridionales de l'Amérique du Nord.

L'esclavage direct est le pivot de l'industrie bourgeoise aussi bien que les machines, le crédit, etc. Sans esclavage, vous n'avez pas de coton; sans le coton, vous n'avez pas d'indus trie moderne. C'est l'esclavage qui a donné leur valeur aux colonies, ce sont les colonies qui ont créé le commerce de l'univers, c'est le commerce de l'univers qui est la condition de la grande industrie.

Ainsi l'esclavage est une catégorie économique de la plus haute importance.

Sans l'esclavage, l'Amérique du Nord, le pays le plus progressif, se transformerait en pays patriarcal. Effacez l'Amérique du Nord de la carte du monde, et vous aurez l'anarchie, la décadence complète du commerce et de la civilisation modernes. Faites disparaître l'esclavage, et vous aurez effacé l'Amérique de la carte des peuples (1).

Aussi l'esclavage, parce qu'il est une catégorie économique, a toujours été dans les institutions des peuples. Les peuples modernes n'ont su que déguiser l'esclavage dans leur propre pays, ils l'ont imposé sans déguisement au nouveau monde.

Comment M. Proudhon s'y prendra-t-il pour sauver l'esclavage ? Il posera le problème : conserver le bon côté de cette catégorie économique, éliminer le mauvais.

Hegel n'a pas de problèmes à poser. Il n'a que la dialectique. M. Proudhon n'a de la dialectique de Hegel que le langage. Son mouvement dialectique, à lui, c'est la distinction dogmatique du bon et du mauvais.

(1) Ceci était tout à fait exact en l'an 1847. A cette époque le commerce mondial des États-Unis se limitait, pour l'essentiel, à l'importation d'immigrants et de produits industriels et à l'exportation de coton et de tabac, donc de produits du travail des esclaves du Sud. Les États du Nord produisaient principalement du blé et de la viande pour les États esclavagistes. C'est seulement à partir du moment où le Nord ne mit à produire du blé et de la viande pour l'exportation et devint parallèlement un pays industriel, et à partir du moment où le monopole du cotonnier des États-Unis a vu naître une puissante concurrence en Égypte, au Brésil et aux Indes que l'abolition de l'esclavage était possible. Même alors elle eut pour conséquence la ruine du Sud qui n'a pas réussi à remplacer l'esclavage patent des Noirs par l'esclavage camouflé des coolies chinois et Indiens. (Note d'Engels pour l'édition de 1885.) Karl Marx - Misère de la philosophie.

On aura compris que l'esclavage et le racisme ne disparaîtront qu'avec le capitalisme, donc tout combat qui n'allie pas la lutte contre racisme et le capitalisme n'est qu'opportunisme ou charlatanerie.

En lisant ce passage, j'y ai vu un lien avec l'idéologie ou la philosophie nihiliste défendue par Macron, ni droite ni gauche qui comporterait chacun du bon et du mauvais, ils sont compatibles dans la mesure où le bon doit être réservé à l'oligarchie et l'élite qui la sert, et le mauvais au peuple.

Parole d'internaute.

- "...en ouvrant ma boîte mail ce matin, j'ai été agacée de constater que tous les titres des articles du site Les Crises contenaient le mot "Amérique". Cet américano-tropisme vient hélas se rajouter dès le 2 janvier à celui, indécent, des matins de France Culture qui m'a fait subir la relecture du "Guardian" et du "New York Times" et à celui, imbécile, du petit écran pendant toutes les vacances d'hiver (à ouïe dire). Ayant échappé aux médias, je ne tiens pas à retomber dans le piège ici. Je voulais déjà le signaler en 2017, en voici donc l'occasion aujourd'hui, aidée par le commentaire de gracques.

Nous devons apprendre à vivre et à penser par nous même, le point de vue des dissidents US est intéressant mais ne doit pas dicter notre ligne de pensée, sinon il faudra modifier la formule du site car "autodéfense intellectuelle" ne conviendra plus.

Principe de base de la communication: "il n'y a pas de mauvaise publicité".

Lorsque le patron de ce blog n'a rien sous la main, alors que ce n'est pas la matière qui manque quotidiennement, il abreuve ses lecteurs d'articles anciens sur l'Amérique, il tient à être dans l'air du temps. Il est vrai qu'à la longue ces articles ne présentent plus aucun intérêt. Il y a un autre blog (Arrêt sur Info) qui procède de même en publiant à la pelle des articles sur Israël. Deux autres (Collon et Le Grand Soir), c'est sur le Venezuela ou Cuba. Je ne lis plus ces articles. Chacun est sensé savoir à quoi s'en tenir concernant ces pays.

On voit qu'on a à faire à des gens qui tournent en rond ou qui sont englués dans un système de pensée étriquée, qu'ils se sont forgés ou qu'ils ont adopté et dont ils ne peuvent pas sortir, au-delà duquel il n'existe rien qui retienne leur attention ou qui vaille le coup qu'on les étudie, sans doute par crainte d'avoir à se contredire et de dévoiler que leurs objectifs ne correspondent pas vraiment avec leurs intentions.

La pensée s'épuise, les idées se raréfient comme l'air, on suffoque en les lisant, et on perd notre temps. Je crois que c'est un des aspects qui doit satisfaire nos ennemis, car au bout du compte ils ne nous proposent rien pour changer la société.

[Ce qui valait pour les économistes vaut également pour les philosophes.](#)

Marx - « Les économistes ont une singulière manière de procéder. Il n'y a pour eux que deux sortes d'institutions, celles de l'art

et celles de la nature. Les institutions de la féodalité sont des institutions artificielles, celles de la bourgeoisie sont des institutions naturelles. Ils ressemblent en cela aux théologiens, qui, eux aussi, établissent deux sortes de religions. Toute religion qui n'est pas la leur est une invention des hommes, tandis que leur propre religion est une émanation de Dieu... Ainsi il y a eu de l'histoire, mais il n'y en a plus. » (Karl Marx, *Misère de la philosophie*.)

Et Macon d'ajouter : plus de culture, c'est dans l'ordre des choses.

Notes prises après avoir visionné un entretien avec Jean-Claude Michéa – Comédie du livre 2017

https://www.youtube.com/watch?v=z_WvYnRjQWU

A entendre Monsieur Michea, Podemos, cité 6 ou 7 fois, incarnerait (sans rire !) le socialisme originel auquel il associe Marx, Proudhon et Bakounine, alors que Marx allait développer le socialisme scientifique après avoir réglé son compte au socialisme petit bourgeois de Proudhon dans *Misère de la philosophie*. Comme à aucun moment il ne sera question d'abolir le capitalisme et ses institutions, pourquoi se doter d'instruments pour y parvenir, aucune proposition d'organisation, rien, le désert politique sur le plan pratique, que du vent. Excusez-moi, ce n'est pas tout à fait exact, il existe le bulletin de vote, LFI si j'ai bien suivi.

Rappelons que Podemos, c'est le soutien au leader d'extrême-droite vénézuélien Leopoldo Lopez un temps emprisonné (Arrêt sur Info 26.05.2016) ; le voeu de former une coalition avec le PSOE (Pablo Iglesias) (AFP 10.05.2016) ; le soutien à Alexis Tsipras à la veille de son accord avec la troïka (huffingtonpost.fr 16.07.2015) ; le maintien dans l'UE et de l'euro (Arrêt sur Info 17.07.2015) ; le "renforcement" de l'OTAN (Mondialisation.ca 09.11.2015) ; recrutement comme candidat à l'élection législative de l'ancien chef des armées Rodriguez qui s'était illustré en Afghanistan, Irak, Libye, notamment (id) ; Iglesias a également rencontré le président de l'Association unifiée des militaires espagnols, Jorge Bravo, et a promis de « construire un programme politique qui inclut les droits inaliénables de l'armée », sans parler du FMI (id) ; etc. (Extraits de la causerie du 17 décembre 2017)

Eloquent, n'est-ce pas ? Un programme compatible avec "*le socialisme originel*" version Michea ! Quelle version au fait ? Il a évoqué l'école du parti (PCF) des années 70 par laquelle apparemment il était passé et qui l'a marquée à vie si on en juge par ses prises de position.

Proudhon n'a jamais compris la dialectique, et qui plus est le processus dialectique matérialiste qui est à l'origine de l'émergence et du développement de la civilisation humaine et du capitalisme, pour lequel ses lois de fonctionnement demeureront un mystère.

Sa théorie inconsistante sera faite de bric et de broc teintée d'hégélianisme ou d'idéalisme, de contradictions et de confusions qui l'amèneront à condamner la révolution de juin 1848 et à idolâtrer Louis Bonaparte. Voici ce qu'en dira Marx en 1869 dans la préface de la deuxième édition de son ouvrage *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*.

Marx - Victor Hugo se contente d'invectives amères et spirituelles contre l'auteur responsable du coup d'État. L'événement lui-même lui apparaît comme un éclair dans un ciel serein. Il n'y voit que le coup de force d'un individu. Il ne se rend pas compte qu'il le grandit ainsi, au lieu de le diminuer, en lui attribuant une force d'initiative personnelle sans exemple dans l'histoire. Proudhon, lui, s'efforce de représenter le coup d'État comme le résultat d'un développement historique antérieur. Mais, sous sa plume, la construction historique du coup d'État se transforme en une apologie du héros du coup d'État. Il tombe ainsi dans l'erreur que commettent nos historiens soi-disant objectifs. Quant à moi, je montre, par contre, comment la lutte des classes en France créa des circonstances et une situation telles qu'elle permit à un personnage médiocre et grotesque de faire figure de héros. Fin de l'extrait

De nos jours on pourrait en dire de même des intellectuels qui critiquent Macron et qui étalent ainsi leur impuissance.

A l'opposé de Proudhon, Marx se livrera à une étude et une critique de la philosophie de l'idée absolue qui le conduira à rompre avec l'idéalisme et avec Hegel, à soutenir la révolution de 1848 et de 1871.

Dans la préface à l'édition russe de 1907 des lettres de Marx à Kugelmann, Lénine rappelait quelle avait été l'attitude Marx lors de la Commune :

Lénine - Plékhanov, en novembre 1905, un mois avant l'apogée du premier assaut révolutionnaire russe, loin de mettre résolument le prolétariat en garde, lui parlait au contraire nettement de la nécessité d'apprendre à se servir des armes et de s'armer. Lorsque, un mois après, la bataille s'engagea, Plékhanov, sans essayer le moins du monde d'en analyser l'importance, le rôle dans la marche générale des événements, le lien avec les formes de lutte antérieures, se hâta de jouer à l'intellectuel repentant : « Il ne fallait pas prendre les armes. » Marx, en septembre 1870, six mois avant la Commune, avait directement averti les ouvriers français : l'insurrection serait une folie, déclara-t-il dans la fameuse adresse de l'Internationale. Il dénonça d'avance les illusions nationalistes au sujet de la possibilité d'un mouvement dans l'esprit de 1792. Ce n'est pas après coup, c'est de longs mois à l'avance qu'il savait dire : « Il ne faut pas prendre les armes ! »

Et comment se conduisit -il, lorsque cette entreprise, désespérée, d'après sa propre déclaration de septembre, fut mise à exécution en mars 1871 ? Marx profita-t-il seulement de l'occasion (comme Plékhanov lors des événements de décembre) pour « coincer » ses adversaires, les proudhoniens et les blanquistes qui dirigeaient la Commune ? Se mit -il à bougonner comme une surveillante de pension : « Je vous l'avais bien dit, je vous avais bien prévenus, voilà où mènent votre romantisme, vos chimères révolutionnaires ? » Donna-t-il aux Communards, comme Plékhanov aux combattants de décembre, des leçons de philistin satisfait de lui-même : « Il ne fallait pas prendre les armes ? »

Non. Le 12 avril 1871, Marx écrit à Kugelmann une lettre pleine d'enthousiasme, une lettre que nous serions heureux d'afficher au mur de tout social-démocrate russe, de tout ouvrier russe sachant lire.

Marx disait en septembre 1870 que l'insurrection serait une folie ; en avril 1871, lorsqu'il vit un mouvement populaire de masse, il le suivit avec l'attention extrême d'un homme qui participe à de grands événements marquant un progrès du mouvement révolutionnaire historique mondial.

C'est une tentative, dit -il, de détruire la machine bureaucratique et militaire et non pas seulement de la faire passer en d'autres mains. Et il chante un véritable hosanna aux héroïques ouvriers de Paris dirigés par les proudhoniens et les blanquistes. « Quelle souplesse, écrit -il, quelle initiative historique, quelle capacité de sacrifice chez ces Parisiens! »... «L'histoire ne connaît pas d'autre exemple de pareille grandeur! »

Marx apprécie par-dessus tout l'initiative historique des masses. (...)

Marx était capable de prévenir les dirigeants contre un soulèvement prématuré. Mais il parlait en conseiller pratique du prolétariat qui prend le ciel d'assaut, en homme participant à la lutte des masses qui élèvent le mouvement tout entier à un degré supérieur, malgré les théories erronées et les méprises de Blanqui et de Proudhon."

On aura compris que tout ou tout du moins l'essentiel opposait Marx et Proudhon (ou Bakounine), s'en réclamer indistinctement ne peut dénoter qu'une profonde confusion. Marx chanta "un véritable hosanna aux héroïques ouvriers de Paris", pas aux proudhoniens et aux blanquistes.

Nous sommes donc en présence de deux idéologies ou théories incompatibles, qui lorsqu'elles sont confrontées à l'épreuve de la pratique révèlent leur véritable nature de classe, antagonique, ou dévoile quelle classe ou quel camp elle représente. En résumé, Proudhon entendait «concilier la bourgeoisie et le prolétariat, le capital et le salariat» en leur reconnaissant des qualités et des défauts, du bon et du mauvais, exactement comme le font la plupart des intellectuels de nos jours qui dénoncent les excès du capitalisme, mais n'envisagent nullement qu'il aurait fait son temps et qu'il devrait disparaître.

La note biographique dédiée à Proudhon qui figure dans **Le manifeste du parti communiste** de Marx et Engels résume assez bien le personnage et sa théorie.

- "Proudhon aspirait à perpétuer la petite propriété privée et critiquait la grande propriété capitaliste à partir de positions petites-bourgeoises; il proposa d'organiser "une banque populaire" spéciale qui, grâce à "un crédit de faveur", permettrait aux ouvriers d'acquiescer en propre des moyens de production et de devenir des hommes de métiers. Le même caractère réactionnaire s'attache à son utopie sur la création "des banques d'échange" grâce auxquelles les travailleurs pourraient assurer une vente "équitable" de leurs produits sans toucher à la propriété capitaliste des instruments et moyens de production. Proudhon ne comprenait pas le rôle historique du prolétariat, se montrait hostile à la lutte des classes, à la révolution prolétarienne et à la dictature du prolétariat."

Finalement, Michea tout comme Proudhon est davantage influencer par les socialistes utopiques Saint-Simon, Robert Owen (1771-1858) et Charles Fourier (1772-1837) plutôt que Marx et Engels.

Lettre de Marx à Kugelmann du 9 octobre 1866

- "Messieurs les Parisiens avaient la tête pleine des phrases les plus vides de Proudhon. Ils parlent toujours de science et ne savent rien; ils méprisent toute action révolutionnaire, id est [c'est -à-dire] qui jaillit de la lutte des classes elle même, tout mouvement général social, c'est -à-dire réalisable également par des moyens politiques (par exemple, la réduction de la journée de travail par une loi); sous prétexte de liberté, d'antigouvernementalisme ou d'individualisme antiautoritaire, eux qui, depuis seize ans, ont supporté et supportent avec tant de tranquillité le despotisme le plus misérable, prônent en fait le système bourgeois ordinaire, se contentant de l'idéaliser à la Proudhon! Proudhon a fait un mal énorme. Sa pseudo-critique et sa pseudo-opposition aux utopistes, (il n'est lui-même qu'un utopiste petit-bourgeois, tandis que dans les utopies d'un Fourier, d'un Owen, etc., se lit le pressentiment et l'expression fantastique d'un monde nouveau), ont d'abord conquis et séduit la jeunesse brillante *, les étudiants, - puis les ouvriers, surtout les Parisiens qui, parce qu'ils travaillent dans les industries de luxe, font, sans le savoir, « bougrement » partie de la vieille saleté bourgeoise. Ignorants, vaniteux, bavards, prétentieux, pleins d'emphase, ils étaient sur le point de tout gâter, car ils étaient accourus au congrès en un nombre sans aucun rapport avec celui de leurs adhérents."

Michea exècre Lénine, et on peut deviner pourquoi, les lignes suivantes semble avoir écrit tout exprès pour lui et ses semblables.

Préface de Lénine à l'édition russe de 1907 des lettres de Marx à Kugelmann

Lénine - "Au point de vue théorique, il y a d'autres passages très intéressants dans ces lettres : ceux où Marx donne son appréciation sur divers écrivains. En lisant ces lignes alertes et passionnées, où se révèle l'intérêt brûlant que portait Marx à tous les grands courants d'idées et à leur analyse, on croit entendre la parole même du génial penseur. Outre certaines appréciations jetées en passant sur Dietzgen, l'attention des lecteurs doit se porter sur ce que Marx dit des proudhoniens. La « brillante » jeunesse intellectuelle, issue de la bourgeoisie, qui se rallie « au prolétariat » dans les périodes d'essor du mouvement social, sans pouvoir assimiler le point de vue de la classe ouvrière et travailler avec persévérance et sérieux, « dans le rang » des organisations prolétariennes, est dessinée ici en quelques traits d'une netteté saisissante."

Lors de cette conférence dédiée au capital, Michéa, seuls Podemos et LFI (le PCF indirectement) avaient grâce à ses yeux alors qu'ils ne sont pas issus de la classe ouvrière, de ses couches manuelles. C'est cohérent puisque se passer du mouvement ouvrier ou du prolétariat organisé revient à laisser le champ libre au capital qui ne manque pas d'organisations et de complices qui se réclament de l'intérêt général ou du peuple.

Michéa fait partie de ces intellectuels qui opposent le peuple "d'en bas" à l'oligarchie pour ne pas s'attaquer au capitalisme et ses institutions.

Extrait de l'avant-propos de Henri Mougin.

Dans sa lettre de 1865 au Sozial-Demokrat, il (Marx - ndlr) écrit :

La nature de Proudhon le portait à la dialectique. Mais, n'ayant jamais compris la dialectique scientifique, il ne parvint qu'au sophisme. En fait, cela découlait de son point de vue petit-bourgeois.

Le petit bourgeois dit toujours : d'un côté et de l'autre côté... il est la contradiction vivante : s'il est, de plus, comme Proudhon, un homme d'esprit, il saura bien tôt jongler avec ses propres contradictions et les élaborer selon les circonstances en paradoxes frappants, tapageurs, parfois brillants. Charlatanisme scientifique et accommodements politiques sont inséparables d'un pareil point de vue.

C'est pourquoi Marx pouvait, dans le Manifeste communiste, classer Proudhon dans la catégorie du socialisme conservateur ou bourgeois :

Les socialistes bourgeois veulent les conditions de la société moderne sans les luttes et les dangers qui en découlent nécessairement; ils veulent la société actuelle après élimination des éléments qui la révolutionnent et la désagrègent. Ils veulent la bourgeoisie sans le prolétariat.

Et sous une farine « moins systématique et plus pratique », ils s'efforcent de dégoûter la classe ouvrière de tout mouvement révolutionnaire, en lui démontrant que ce qui peut lui profiter, ce n'est pas tel ou tel changement politique, mais uniquement un changement des conditions matérielles d'existence, des conditions économiques. Mais par changement des conditions matérielles de l'existence, ce socialisme n'entend pas du tout l'abolition des conditions bourgeoises de production, abolition qui n'est réalisable que par la voie révolutionnaire, mais des réformes administratives qui s'accomplissent dans le cadre de ces conditions de production, qui ne modifient donc en rien le rapport du capital et du travail salarié, mais, en mettant les choses au mieux, diminuent pour la bourgeoisie les frais de gouvernement et simplifient la gestion économique.

Les ennemis de Marx se sont fièrement émus de cette « contradiction » : Marx classe Proudhon dans les petits bourgeois et le socialisme de Proudhon dans la catégorie bourgeoise ou conservatrice ! Comment, écrit Charles Andler, celui que Marx traite de petit bourgeois est-il rangé parmi les tenants du grand capitalisme ?

Mais il est bien obligé de parler à la suite de : cette transformation singulière par où la déduction du capitalisme [chez Proudhon] était devenue une apologie des capitalistes.

Et même, de rappeler à ce sujet la phrase de Marx dans la préface du 18 Brumaire, montrant à propos de Proudhon comment sa « construction historique du coup d'État se transformait en apologie de Bonaparte ». (...)

Quant à son attitude réelle à l'égard du prolétariat, « j'ai prêché la conciliation des classes, symbole de la synthèse des doctrines » (lettre du 18 mai 1850); « appuyé sur la réconciliation des classes » (instructions pour la rédaction de La Voix du Peuple), elle résulte de sa correspondance comme de ses carnets :

J'ai assez de la vile multitude et des démagogues... la classe la plus pauvre est, par cela même qu'elle est la plus pauvre, la plus ingrate, la plus envieuse, la plus immorale et la plus lâche. (Lettre du 26 avril 1852.)

Ce qu'il y a de plus arriéré, de plus rétrograde, en tous pays, c'est la masse, c'est ce que vous appelez la démocratie.

Il ira même jusqu'à reprocher au gouvernement de Napoléon III de « soutenir secrètement les ouvriers contre les patrons » (16 mai 1853); il définira les tendances du gouvernement dans la formule suivante :

Si nous ne pouvons fonder une nouvelle hiérarchie sociale en nous faisant accepter des prêtres, des bourgeois, etc., nous jetterons la bourgeoisie en pâture à la plèbe. (27 novembre 1853.)

Nous avons jugé utile de rappeler ces faits. Nous ne nous sommes livrés à aucune interprétation : nous avons laissé Proudhon témoigner strictement pour lui-même. Il ne s'agissait pas pour nous de déconsidérer l'homme, mais de montrer exactement où il se situe, et de dissiper la légende selon laquelle ceux qui se sont ultérieurement recommandés de lui contre le développement normal du mouvement ouvrier, n'engageaient pas la responsabilité de leur maître. En fait, il apparaît dans la correspondance et dans le carnet intime de Proudhon, qu'il ressemblait de très près à ceux qui se sont inspirés de lui.

Dans sa lettre de 1865 au Sozial-Demokrat, Marx rappelait son jugement de 1847 qui résume tout ce que dans sa Philosophie de la misère, Proudhon montre de lui-même. Il veut planer en homme de science au-dessus des bourgeois et des prolétaires; il n'est que le petit bourgeois ballotté constamment entre le Capital et le Travail.

Et Marx commentait ainsi son jugement de 1847 :

Quelque dur que paraisse ce jugement, je suis obligé de le maintenir encore aujourd'hui et mot pour mot. Mais il importe de ne pas oublier qu'au moment où je déclarais et prouvais théoriquement que le livre de Proudhon n'était que le code du socialisme petit-bourgeois, ce même Proudhon fut anathématisé comme archirévolutionnaire à la fois par les économistes et les socialistes d'alors. C'est pourquoi, plus tard, je n'ai jamais mêlé ma voix à ceux qui jetaient des hauts cris sur sa « trahison » de la révolution, Ce n'était pas sa faute si, mal compris tout d'abord par d'autres comme par lui-même, il n'a pas répondu à des espérances que rien ne justifiait.

A tous les nostalgiques, néo, crypto stalinens ou social-démocrates.

- Tsipras : magnifique salaud - ParDem

Par Joël Perichaud, secrétaire national du Parti de la démondialisation chargé des relations internationales

[A la cour des miracles entre ange et démon...](#)

- Malgré le miracle Macron, pourquoi la droite Wauquiez pourrait prendre l'avantage en 2018 - HuffPost FR

L'année s'est terminée par un miracle Macron. HuffPost FR

...et comme tous les miracles sont éphémères, rira bien qui rira le dernier !

Un saint homme...

- Macron : des vœux remplis de compassion - Liberation.fr

... bien inspiré...

- Les premiers vœux du président Macron inspirés... par un discours au Medef? - HuffPost FR

... mais encore...

- Serge Dassault dans le Figaro selon Libération du 3 janvier 2018 :

- ...les réformes mises en œuvre depuis mai par le Président relèvent plus de l'orthodoxie libérale que du centrisme flamboyant de la campagne.

- Un programme de travail qui plaira forcément plus à droite qu'à gauche.

- Si la tendance se confirme, le macronisme sera d'abord un alignement de la France sur les normes préconisées par les institutions internationales. Qui ne sont pas particulièrement progressistes. Liberation.fr 3 janvier 2018

De godillots ils sont passés au statut de figurant.

- Les députés En marche sont-ils vraiment des cancre ? - LePoint.fr

Comment mesurer les activités d'un député ? Avant de juger, il conviendrait de s'interroger sur ce que l'on peut attendre de nos élus. LePoint.fr

Réponse : Le pire pour les exploités et les opprimés!

Putanerie, à ne pas confondre avec poutinerie...

- "Pute", "fiotte", "pouffiasse"... Rayan Nezzar, le nouveau porte-parole d'En Marche, s'excuse pour ses tweets injurieux - HuffPost FR

En 2013, Rayan Nezzar était encore un jeune étudiant inconnu à l'ENA. Mais six ans plus tard, il occupe désormais la fonction très officielle de porte-parole d'En Marche. Ce vendredi 5 janvier, le site BuzzFeed a écumé les anciens tweets du jeune professeur d'économie, qui avait pourtant pris soin d'effacer ceux qui faisaient tâche.

Le site d'information a ainsi révélé que Rayan Nezzar n'était pas toujours des plus diplomates, et insultait copieusement des journalistes, dont une qu'il qualifie de "pouffiasse". Caroline Fourest, elle, est une "épave".

Les personnalités politiques telles que Jean-François Copé, à qui il demande d'aller "niquer sa mère", suivi du hashtag "petite pute", n'y échappent pas non plus. Ainsi, Marine Le Pen est elle aussi insultée de "pute", Alain Juppé de "fiotte", et Manuel Valls n'a "zéro couille", indique Le Lab. Bruno Le Maire, actuel ministre de l'Économie, est qualifié de "couille molle". HuffPost FR 6 janvier 2018

[Fake news. Ils revendent l'exclusivité, on leur concède... mais rien de plus, rassurez-vous !](#)

Alors qu'il en est le produit crapuleux.

- Macron en vœux aux «fake news» - Liberation.fr

Une loi pour combattre des fake news. Une autre loi pour réformer l'audiovisuel public afin de le mettre au service de «la cohésion nationale». ..

- Emmanuel Macron veut faire tomber les "fake news" sous le coup de la loi. Mais desquelles parle-t-il? - HuffPost FR

Le chef de l'Etat a dévoilé les contours de son projet en fustigeant "une propagande articulée avec des milliers de compte sur les réseaux sociaux" qui "en un instant répandent partout dans le monde, dans toutes les langues, des bobards inventés pour salir un responsable politique, une personnalité, une figure publique, un journaliste. (...) Il y a là une stratégie financée visant à entretenir le doute, à forger des vérités alternatives, à laisser penser que ceux que disent les médias et les politiques est toujours plus ou moins mensonger."

"Nous allons faire évoluer notre dispositif juridique pour protéger la vie démocratique de ces fausses nouvelles. (...) En cas de propagation d'une fausse nouvelle, il sera possible de saisir le juge à travers une nouvelle action en référé permettant, le cas échéant, de supprimer le contenu mis en cause, de déréférencer le site, de fermer le compte utilisateur concerné, voire de bloquer l'accès au site internet", a expliqué Emmanuel Macron donnant rendez-vous pour les détails "dans les prochaines semaines".

D'ici là, un difficile travail va s'ouvrir pour cerner le champ de ces fameuses fake news. Popularisé pendant la campagne présidentielle américaine, le terme regroupe désormais beaucoup de choses qui n'ont pas grand chose à voir les unes avec les autres. Certaines sont déjà passibles de poursuites en justice.

La sénatrice UDI Nathalie Goulet qui avait déposé en mars une proposition de loi similaire à celle évoquée par Emmanuel Macron rappelait alors sur Public Sénat que "une fausse nouvelle n'est pas forcément une diffamation et peut être difficilement sanctionnée". (Impunité garantie pour les médias aux ordres qui sont les champions toutes catégories en la matière. - LVOG)

L'avocat Maître Eolas précise lui aussi sur Twitter, qu'il n'est pas possible de condamner toutes les fausses informations. Seules les personnes qui savent que l'information qu'elles relayent est fausse sont passibles de poursuites. Il faut également parvenir à caractériser un "trouble à la paix publique", ce qui n'est pas aisée.

Reste désormais à faire le tri entre liberté d'expression, communication et propagande politique et véritable désinformation. C'est un chantier que la Commission européenne a déjà lancé. Un groupe d'experts est en cours de constitution.

Emmanuel Macron aimerait confier cette mission aux journalistes eux-mêmes. Pas loin de reprendre à son compte la proposition d'un conseil de l'ordre faite par Jean-Luc Mélenchon, le chef de l'Etat trouve "intéressante" l'idée de Reporters sans frontières. Il s'agirait d'inventer "une sorte de certification des organes de presse respectant la déontologie du métier". (Que plus aucun journaliste ne respecte ou ne peut plus respecter sous peine d'être mis au placard ou virer. RSF, une officine de la CIA, le Décodeur du Monde... - LVOG)

« Quoi de plus légitime que de s'attaquer à ce phénomène [des fake news, NDLR] qui pourrit la vie démocratique en sapant la crédibilité de l'information et abuse de la crédulité des esprits non avertis ? s'interroge Le Monde dans son édito.

La proposition de faire certifier conformes les sites et médias, par on ne sait qui, au nom d'on ne sait quoi, pourrait aboutir à l'effet inverse de celui espéré.

La Croix : « On peut se demander s'il est vraiment nécessaire [...] de mettre en chantier une nouvelle loi visant les fake news [...] Il faudra en regarder de très près les modalités d'application afin d'éviter qu'une telle loi puisse être instrumentalisée par un pouvoir en place pour assurer sa propre préservation.

La Croix a lâché le morceau !

Même verdict dans L'Union/L'Ardennais, qui juge que le projet de Macron aura « l'effet inverse de celui espéré ». « La proposition de faire certifier conformes les sites et médias, par on ne sait qui, au nom d'on ne sait quoi, pourrait aboutir à l'effet inverse de celui espéré. Une fake news a d'autant plus de valeur qu'elle est interdite. Du moins auprès d'une partie de la population. Celle qui [...] ne prend jamais l'information officielle pour argent comptant. L'autre partie ne trouvera rien à redire. »

Enfin, dans La Charente libre, Dominique Garraud y voit quelques motivations politiciennes peu avouables de la part d'un président qui maîtrise parfaitement sa com : « Le choix d'un nouvel arsenal pénal annoncé par le chef de l'État a été accueilli fraîchement entre des politiques qui redoutent des restrictions à la liberté d'expression et des juristes doutant de sa pertinence [...] En France et dans les pays où la liberté d'expression n'est pas un vain mot, la presse professionnelle y concourt avec la floraison de ses rubriques de vérification des faits consciente que ses démentis peuvent paradoxalement servir de carburant à la propagation du bobard. Et que le rêve d'Emmanuel Macron d'une presse déontologiquement certifiée, gardant une saine distance, avec le pouvoir est loin d'être vierge d'arrière-pensées politiques. »

- Le membre des Républicains Thierry Mariani a comparé la nouvelle loi du Président à l'œuvre de George Orwell, 1984. HuffPost FR et Le Point 04 et 05.01

En famille. Offre de service.

- Mélenchon égratigne le projet anti-"Fake News" de Macron et l'invite à soutenir son conseil déontologique des médias

"Il est exact que le délabrement moral de l'information dite de 'service public' est un problème grave pour la dignité des contribuables qui le financent. (...) Il est évident que la concentration de 90% des médias en France dans les mains de 9 milliardaires est un grave défi lancé au pluralisme de la pensée et de l'influence", écrit notamment Jean-Luc Mélenchon avant de proposer à Emmanuel Macron de reprendre sa propre idée de création d'un conseil déontologique des médias.

"Pourquoi notre proposition de conseil déontologique, déjà en œuvre dans de nombreux pays, ne répondrait-elle pas à cette préoccupation sans créer le risque d'une 'pensée-vraie-officielle?'" écrit celui qui explique faire "le pari du dialogue" avec Emmanuel Macron sur ce sujet là.

Autre responsable politique quelque peu inquiet par le projet du chef de l'État: le chef de file des républicains au Sénat Brunot Retailleau. "En démocratie, mieux vaut une information erronée qu'une information étatisée", explique-t-il dans un communiqué, avant d'expliquer qu'aller plus loin que la législation actuelle "ce serait franchir la frontière qui sépare la légalité de la vérité. Le domaine de l'Etat, c'est le contrôle de la légalité. Seuls les régimes autoritaires prétendent au contrôle de la vérité. On sait ce qu'il peut en coûter." huffingtonpost.fr 04.01

Qui vise-t-il à protéger

- Le discours de Macron – 3 janvier 2018

“C’est vous, journalistes, qui êtes les premiers menacés par cette propagande. (...) La question du tiers de confiance que vous êtes, si essentielle en démocratie, est alors profondément brouillée et, à travers vous, c’est la démocratie libérale qui est visée.”

“Si nous voulons protéger les démocraties libérales...”

Les médias-oligarques épargnés

"...aucune des libertés de la presse ne doit être remise en cause par ce texte et votre regard sera à cet égard très important et des consultations seront prévues à cet effet."

Pire encore, a eux de mettre en place la censure ou son équivalent.

"...la démarche de Reporters sans frontières d’inventer une forme de certification des organes de presse respectant la déontologie du métier me paraît à cet égard non seulement intéressante, mais souhaitable. Il vous revient d’organiser en quelque sorte les règles de votre profession si nous ne voulons plus que tout puisse se valoir et qu’aucune hiérarchie ne soit faite."

L'union des médias-oligarques

"L’heure est sans doute venue pour votre profession de s’unir autour de principes fortement réaffirmés en un temps de fragilité démocratique et 2018, je le souhaite vivement, sera l’année de ce débat de fond parce que toutes les paroles ne se valent pas et parce qu’il est même des paroles qui ne sont ni journalistiques ni innocentes, mais de propagandes et de projets politiques nocifs pour nos démocraties."

« On est sur une démarche consistant à protéger le travail des journalistes. », a assuré jeudi à l’AFP la ministre de la Culture Françoise Nyssen.

En dictature ils sont juges et parties.

« De toute façon, ce n’est pas l’exécutif qui se prononcera, ce sera le CSA ou le juge qui auront les pouvoirs » pour sanctionner les fausses infos, a-t-elle noté.

"... nos démocraties sont menacées et perturbées par les fausses nouvelles..."

« Il faut aller très vite là-dessus, c’est pour cela que nous travaillons sur ce projet de loi depuis octobre... » Le Parisien, 5/1/2018

Eux qui prétendent avoir la légitimité pour gouverner, que craignent-ils, pourquoi sont-ils aussi pressés, hystériques, aux abois ? Ils craignent un nouveau désaveu populaire, pourtant n’avaient-ils pas remporté une magnifique victoire en faisant élire Macron...

- Attali - liberation.fr 5 mai 2000

- "Internet représente une menace pour ceux qui savent et qui décident. Parce qu’il donne accès au savoir autrement que par le cursus hiérarchique. Parce que le pouvoir y appartient à ceux qui appartiennent (à des réseaux) et pas à ceux qui possèdent (des rentes). "

Depuis 2000, les réseaux et les rentes ont fusionné, donc ce qu’ils craignent ce sont ceux qui n’en font pas partie ou n’en profitent pas, l’immensité du peuple travailleur.

Que dit la loi de juillet 1881 codifiant la liberté de la presse ?

Cette loi, souvent amendée et mise à jour, est celle qui aujourd’hui encore définit les responsabilités des auteurs et des éditeurs de presse. Or, cette loi prévoit le cas de la diffusion de fausses nouvelles. Dans son article 27 elle précise :

« La publication, la diffusion ou la reproduction, par quelque moyen que ce soit, de nouvelles fausses, de pièces fabriquées, falsifiées ou mensongèrement attribuées à des tiers lorsque, faite de mauvaise foi, elle aura troublé la paix publique, ou aura été susceptible de la troubler, sera punie d’une amende de 45 000 euros.

Les mêmes faits seront punis de 135 000 euros d’amende, lorsque la publication, la diffusion ou la reproduction faite de mauvaise

foi sera de nature à ébranler la discipline ou le moral des armées ou à entraver l'effort de guerre de la Nation. » (Source : Les-Crise.fr)

Commentaires d'internautes.

1- "... pour moi c'est très clair, la loi de 1881 est inadaptée à notre époque, pour la simple raison qu'internet n'existait pas, et que c'est précisément ce que Macron veut attaquer. Il veut pouvoir faire fermer des comptes sur les réseaux sociaux, mais aussi des sites d'information alternative... C'est le vrai sens de la manœuvre, attaquer l'information alternative, la seule à même aujourd'hui de démonter méthodiquement les mensonges et les manipulations de la presse mainstream. Les Crises.fr en sont un parfait exemple. Gageons que là-bas.org, acrimed, le Grand Soir, etc. (en fait il suffit de lire la liste établie par le Decodex) seraient les premiers à être fermés si jamais cela passait.

...il ne s'agit pas de rester dans le légalisme, mais bien de museler les voix dissonantes pour mieux mener le troupeau."

LVOG - Les lecteurs d'Acrimed, Le Grand Soir, Les-Crises, etc. forment un autre "troupeau", et vous savez pourquoi ? Parce qu'ils n'ont pas de tête pour les guider. Mais c'est contradictoire. Pas forcément, cherchez l'erreur.

2- "Le régime se cabre et l'Inquisition envoie des signaux par autodafé (=acte de foi) en "brulant" les sites Internet et par la censure quand ce n'est pas par le tribunal... d'Inquisition.

Je ne vois pas de raison d'Etat derrière mais l'impression que cela n'est dans l'intérêt que d'une portion du peuple (les 0,1% les plus riches et leur infanterie légère), même si c'est quasi-impossible à prouver totalement, pourtant on juge l'arbre au fruit qu'il produit. C'est une république bourgeoise, non une démocratie. C'est aussi une mesure protectionniste contre la concurrence en terme d'information.

Nous n'en sommes pas encore aux lois scélérates mais je pense que c'est le but, le tout est de faire comme avec l'UE par touche impressionniste."

3- "La liberté sur le web, malgré la censure GAFSA ne permet plus de contrôler le story telling en place depuis des décennies voir des siècles. Il faut à présent des lois permettant de couper plus vite les voix/voies alternatives : il en va de la survie même du système de contrôle en place. Sinon, le chaos ainsi généré permettra au moins de justifier un renforcement du contrôle. La liberté de penser et d'être n'est pas la priorité de notre cadet national, aux ordres des intérêts supérieurs qui l'ont imposé."

4- "Premier temps : début 2017, le Decodex marque les sites dissidents du rouge d'infamie. Deuxième temps : début 2018, Macron annonce une loi pour exécuter les dissidents."

5- "J'interprète cela comme une nécessité du pouvoir pour faire barrage à l'écart grandissant que nous allons connaître entre la réalité et ce qu'ils veulent nous faire croire."

6- "La vérité, c'est qu'il s'agit d'étouffer la liberté d'expression et de museler les médias alternatifs afin que la presse mainstream puisse conserver le monopole de la (dés)information. Il s'agit également d'empêcher les pays hors "communauté internationale", c'est à dire celle de l'Empire US, d'exprimer un point de vue différent et partant de maintenir le monde unipolaire qui a prévalu après l'effondrement de l'URSS. La Loi de juillet 1881 ne suffit plus pour atteindre ces objectifs, il est donc nécessaire de la changer ou mieux, de la compléter ça passera mieux. Le discours de Macron n'est rien d'autre que le conditionnement de nos cerveaux "malades" à cette énième législation liberticide que nos dirigeants d'avant appelaient sans pudeur censure..."

Quand fake news rime avec prendre ses désirs pour la réalité un peu trop vite.

- Israël soutient la réduction de l'aide US aux Palestiniens - Reuters

Israël soutient la décision des autorités américaines de geler leur contribution à une organisation humanitaire de l'Onu intervenant en faveur des réfugiés palestiniens, a déclaré un responsable israélien samedi.

- Les USA démentent le gel d'une partie de leur aide à l'UNRWA - Reuters

Un membre du département d'Etat américain a démenti vendredi le gel d'une aide de 125 millions de dollars en faveur de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), annoncé par le site d'information Axios...

Ce n'est pas un hasard si François Lenglet (France 2) a été invité à la réunion annuelle du Groupe Bilderberg en 2017

- L'odieuse désinformation de France Télévision dans ses JT. Une honte journalistique par Daniel Vanhove - Arrêt sur Info

Extrait. Il y a deux ans, [en décembre 2015] lors d'un JT de France 2, l'ancien présentateur David Pujadas introduisait en ces termes un reportage sur l'adolescente, alors âgée de 15 ans : « L'image est une arme au moins aussi efficace que les fusils. Celle-ci a fait le tour du monde. Regardez, des boucles blondes, un visage d'ange [...] Héroïne ou enfant manipulée ? La fabrique d'une histoire... ».

L'introduction de ce reportage [rediffusé sur le blog de France 2 le 20 décembre 2017] explique avec éloquence que « les Palestiniens l'ont bien compris, plus que les pierres, les images sont devenues une arme redoutable ».

Le téléspectateur n'a déjà plus le choix. Il est prié de comprendre que derrière ces « boucles blondes, visage d'ange », il va découvrir un montage, une image travaillée, truquée, composée... que derrière ce visage lumineux qui apparaît à l'écran, se cachera peut-être (sans doute) toute la félonie de la résistance palestinienne à l'occupation, qui se sert d'enfants pour mener sa lutte de libération...

Tout au long du reportage, les commentaires sont d'une honteuse partialité et ne relatent en aucun cas les faits pour ce qu'ils sont. En revanche, ils insinuent à demi-mots, ils manipulent les téléspectateurs pour leur faire accroire que les enfants palestiniens sont utilisés par leurs parents comme des armes vivantes envoyées au contact direct de l'armée israélienne.

Cela venant s'ajouter aux nombreuses allégations déjà entendues en d'autres temps que les Palestiniens se servent de leurs enfants comme boucliers vivants, alors que tous les témoins qui se sont rendus sur place ont pu voir à diverses reprises – et de nombreuses vidéos existent sur Internet – que la plupart du temps, ce sont les « courageux » soldats israéliens qui prennent des enfants comme boucliers humains, quand ils ne sont pas des dizaines à s'y mettre, harnachés comme des Robocops, pour arrêter l'un ou l'autre qui n'a que son courage pour toute arme !

Plus loin dans le reportage, il est question d'une vidéo de 2015 tournée par l'oncle d'Ahed qui, d'après les sous-entendus du journaliste, en a fait son business. Sans jamais pointer le fait que ce « valeureux » soldat s'en est pris à un enfant – jeune frère d'Ahed – qui a le bras cassé et qu'il étrangle sans ménagement sous prétexte « qu'il est soupçonné d'avoir jeté des pierres », le journaliste Franck Genauzeau poursuit son commentaire : « l'adolescente apparaît et tente de le libérer et en vient aux mains avec le soldat... lui-même roué de coups par le reste de la famille [le pauvre !] et devra finalement renoncer [à emmener l'enfant] ».

Il poursuit en disant « à aucun moment l'oncle n'a lâché sa caméra... », mais ne soulignera pas que de rage, le courageux soldat lâche une grenade lacrymogène au beau milieu du groupe de jeunes et d'adultes venus secourir l'enfant.

Et le journaliste d'insister : « Ces images seront mises à disposition gracieusement dans le monde entier... stratégie assumée par le père de l'adolescente, accusé par certains Israéliens de provoquer à dessein ces scènes de tensions ».

Pourquoi souligner cela ? Ces images devraient-elles être payantes ? Internet ne sert-il pas aussi à diffuser des informations le plus largement possible et à tous ceux qu'elles peuvent intéresser dès lors que les chaînes officielles ne sont plus fiables et qu'elles sont au service du pouvoir ?!

Et comme si cela ne suffisait pas, le journaliste, dont on a bien compris la partialité, enfonce le clou en s'adressant au père : « Ahed est devenue l'une de vos armes, en fait ».

Ce que le père réfute, en concédant, sourire en coin, qu'elle serait alors une « arme de communication... c'est une enfant qui accomplit son devoir et ses responsabilités... ».

« C'est une icône » lancera le journaliste, qui n'en démord pas et ne saisit pas à quel point les Palestiniens ont le sens de l'humour et de la dérision : « Oui, une icône, lâche le père, pour convaincre les autres pays, grâce à elle ». Peu de chance que ces mots soient compris par celui qui a définitivement choisi son camp !

Et la sentence tombe : « Alors, adolescente manipulée ou caractère bien trempé... ? » Mais, après un tel reportage, le téléspectateur a-t-il encore le choix ? La manière dont sont proposés les éléments (images et commentaires) pousse à faire passer les occupés pour la menace et les occupants pour les menacés. C'est encore et toujours cette abjecte façon de retourner les faits, de travestir la réalité et de transformer la victime en coupable et, inversement, de présenter une armée dont on connaît toutes les dérives pour de pauvres victimes.

À aucun moment de ce reportage, il ne sera question d'une armée d'occupation déployée depuis des décennies dans tout le pays, dans tous les villages, et qui ne lésine pas sur les moyens pour détruire les habitations, brimer, blesser, tuer les Palestiniens de tous âges, y compris des enfants sans autre défense que des cailloux ! Ni des handicapés, comme on a pu le voir encore la semaine dernière à Gaza.

Le téléspectateur est laissé face à une enfant présentée comme une diablesse déguisée en ange aussi redoutable et dangereuse que la cinquième armée du monde !... Arrêt sur Info 04 janvier 2018

En complément. L'ignominie du sionisme.

- Kosovo/trafic d'organes: un Israélien arrêté à Chypre - AFP

Un ressortissant israélien soupçonné d'avoir été au Kosovo le cerveau d'un réseau international de trafic d'organes a été arrêté à Chypre, à la demande de Pristina, a-t-on appris samedi de source policière kosovare. AFP 06.01

Et cela ne date pas d'hier.

Sept Israéliens inculpés pour un trafic d'organes international - 13 mai 2015

www.20minutes.fr/.../1607875-20150513-sept-israeliens-inculpes-trafic-organes-inter...

Selon l'ex-procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), Carla Ponte.

Trafic présumé dans lequel auraient été impliqués, selon elle, des dirigeants de l'actuel Kosovo indépendant, à la fin des années 1990, dont l'actuel Premier ministre Hashim Thaçi.

Environ 300 prisonniers auraient été transportés pendant l'été 1999 depuis le Kosovo jusqu'en Albanie où ils auraient été enfermés dans une sorte de prison. Les organes prélevés auraient été "envoyés vers des cliniques à l'étranger pour être implantés sur des patients qui payaient", pendant que les victimes restaient "enfermées jusqu'au moment où elles étaient tuées pour d'autres organes". Trafic d'organes au Kosovo: la controverse Carla del Ponte - lexpress.fr 17.04.2008

Les receveurs d'organes, des Israéliens pour la plupart, versaient entre 80.000 et 100.000 euros. wikistrike.com 20.04.2013

Oligarque, patron soumis, élite zélée, esclave docile ou opposant voué au rebut, le statut qu'ils vous préparent.

- À partir de 2020, la Chine attribuera une note de confiance à chacun de ses citoyens grâce à un « système de crédit social » qui semble tiré d'une dystopie par Camille Hamet 03/11/2017

Il est de notoriété publique que, depuis l'avènement de Google et des réseaux sociaux, nos activités quotidiennes sont constamment surveillées et analysées : où nous allons, qui sont nos amis, ce que nous achetons en ligne, ce que nous y cherchons, lisons, regardons – et le temps que nous y passons. Mais imaginons maintenant que ces données soient évaluées selon des règles établies par le gouvernement, que notre score soit rendu public et qu'il détermine notre éligibilité au crédit ou à un emploi, l'école de nos enfants et nos chances d'obtenir un rendez-vous galant. Cela ressemble à un scénario de science-fiction terrifiant. Il est pourtant sur le point de devenir réalité en Chine.

Appelé « système de crédit social »...

Le texte fondateur du projet gouvernemental, publié en juin 2014 par le Conseil des affaires d'État, reste vague quant aux moyens concrets de sa mise en oeuvre. Mais il consiste grosso modo à attribuer à tous les citoyens et à toutes les entreprises une note représentant la confiance dont ils sont dignes. Pour cela, toutes les informations administratives seront inscrites dans une base de données : acquittement des taxes, des tickets de transport, conditions d'acquisition de diplômes, suivi ou non des formations à la régulation des naissances, etc. Certains professionnels, tels que les enseignants et les journalistes, seront en outre soumis à des analyses particulièrement poussées.

L'intention du gouvernement chinois est claire : « Autoriser ceux qui sont dignes de confiance à se promener partout sous les cieux, tout en rendant chaque pas difficile pour ceux qui sont discrédités. » Plus loin, le document de 2014 précise : « Il s'agit d'établir une culture de la sincérité et des valeurs traditionnelles, en utilisant des mécanismes incitatifs mêlant des encouragements pour préserver la confiance, et des contraintes pour empêcher de la briser. » Ces « contraintes » sont listées dans un autre document, datant lui de 2016, et elles sont sévères : interdiction de voyager en première classe, impossibilité d'envoyer ses enfants dans les meilleures écoles, ou encore d'accéder à une promotion.

Comme le souligne le sinologue Rogier Creemers, « la mise en place d'un système de crédit social s'inscrit dans le passage de la Chine d'une économie planifiée à une économie de marché, dans laquelle la notion de confiance joue un rôle central ». Et comme le note la sinologue Séverine Arsène dans une tribune publiée par le journal *Le Monde*, « la liste des domaines d'application évoque implicitement tous les scandales qui ont rythmé l'actualité chinoise ces dernières années : sécurité alimentaire,

santé, arnaques dans l'e-commerce, conflits liés au travail et, en filigrane, l'immense problème de la corruption, qui empêche de prendre ces questions à bras-le-corps. »

Pour elle, « le système de crédit social est sans doute un outil parfait pour le contrôle des opposants, et les paragraphes du document de 2014 concernant la culture ou l'éducation donnent des indications en ce sens. Le recours à la reconnaissance faciale, combiné à l'omniprésence des caméras de surveillance, annonce également un potentiel de surveillance assez effrayant. » Mais pour Rogier Creemers, un usage politique du système de crédit social est loin d'être certain. « La Chine dispose déjà de nombreux moyens de contrôler la population, tels que la censure sur Internet », dit-il. « D'ailleurs, il y a très peu d'opposants notoires au régime et celui-ci les connaît déjà tous par leur nom. »

« D'autre part, ce système pourra donner lieu à de nouvelles formes de corruption pour truquer le score, et ainsi renforcer, plutôt que résoudre, le problème de départ », indique Séverine Arsène. « Dans nos démocraties, cela nous rappelle, s'il en était besoin, l'importance de la transparence, d'un débat pluraliste sur les choix politiques et de contre-pouvoirs pour résoudre les problèmes d'une société. » Cela nous rappelle aussi que les données personnelles que nous livrons volontiers à des entreprises privées comme Google et Facebook leur donnent un pouvoir à la fois inédit et incommensurable. Et nous ne sommes pas épargnés par la multiplication des classements et des systèmes de notation.

« Quand je parle du système de crédit social chinois à des Occidentaux, leurs réactions sont ferventes et viscérales », témoigne Rachel Bostman, spécialiste de la consommation et de l'économie collaboratives, dans son livre *Who Can You Trust? How Technology Brought Us Together and Why It Might Drive Us Apart*. « Pourtant, nous évaluons déjà les restaurants, les films, les livres, et même les médecins. » L'application Peeple, lancée par la Canadienne Julia Cordray et l'Américaine Nicole McCullough en 2016, propose carrément d'évaluer les gens. Sur une échelle de cinq étoiles, et dans trois catégories : « personnel », « professionnel » et « amoureux ». Avec cette philosophie en toile de fond : « Nous voulons que la personnalité soit une nouvelle forme de monnaie ».

Fort heureusement, cette application n'a pas rencontré beaucoup de succès. « Horrible », estime le magazine *Fortune*. « Terrifiant » insiste le *Washington Post*. « Aussi méchant que ça en a l'air », affirme *Business Insider*. « C'est une idée ridiculement mauvaise, comment imaginer que les gens soient assez stupides pour utiliser cette application comme si elle avait de l'importance ? » s'agace un internaute sur le site de Peeple. « Baser la valeur des gens sur n'importe quelle sorte de classement ? Peu importe ce que le classement prend en compte, cette application est une idée horrible, cruelle et dégoûtante. Si je pouvais donner zéro étoile à cette application, je le ferais, Apple et tous les autres développeurs devraient la retirer de l'App Store, et toutes les autres applications dystopiques et tordues devraient être illégales. »

Or, plusieurs applications et réseaux sociaux établissent un classement entre leurs utilisateurs, ou bien les sélectionnent à l'entrée. Le seul moyen de pénétrer *Best of All Worlds* est d'y être explicitement invité. *The League* vérifie toutes les références des candidats en matière d'éducation et de parcours professionnel. *Tinder* propose une version secrète, baptisée *Select*, à ses membres les plus courtisés. Et pendant ce temps, nos gouvernements font voter des lois de surveillance numérique, songent à centraliser les données médicales et à interconnecter des bases de données privées. Rien ne garantit donc que des États européens ou américains ne se laisseront pas à leur tour tenter par un système de crédit social. ulyces.co/camille-hamet 03.11.2017

[Tyrannie. Soyez Charlie, soyez d'extrême droite.](#)

C'est une obligation !

- Cri du cœur - liberation.fr

On doit «être Charlie». liberation.fr

Au fond de leur poubelle.

- Caroline Fourest : «Les "Je ne suis pas Charlie" finiront comme tous les perdants de l'histoire» — liberation.fr 6 janvier 2018

Comment, vous osez douter de leur honnêteté, de leur sincérité, de leurs intentions ?

- Près d'un Français sur cinq doute encore de la «version officielle» de l'attentat de «Charlie Hebdo» - liberation.fr

Trois ans après les attentats de Charlie Hebdo, près d'un Français sur cinq n'adhère toujours pas totalement à sa «version officielle», à savoir qu'il est certain que les attaques ont été planifiées et réalisées par des terroristes islamistes. 19 % d'entre eux considèrent encore qu'il subsiste a minima des «zones d'ombre» et que tout ce que les médias ont relaté depuis sur le sujet n'est pas vraiment certain», révèle une enquête de l'Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès et Conspiracy Watch, à paraître lundi. L'Ifop, qui a orienté sa recherche dans une perspective plus large d'évaluation de l'implantation et de l'évolution des

thèses complotistes en France depuis «Charlie», a réalisé son étude auprès d'un échantillon de 1 252 personnes, par le biais d'un questionnaire en ligne les 19 et 20 décembre 2017. Il ressort de son enquête, en outre, que 3 % des Français croient que les attentats du 7 janvier 2015 ont été «une manipulation dans laquelle les services secrets ont joué un rôle déterminant». Autrement dit, que l'attaque des frères Kouachi dans la rédaction de l'hebdomadaire était un false flag (ou «fausse bannière»). En gros, une ruse pour semer la confusion, faire diversion et cacher les vraies raisons et les commanditaires de leur action terroriste. Un peu comme quand certains ont affirmé, au moment du 11 septembre 2001, que l'attentat avait été planifié par le gouvernement américain pour justifier des mois plus tard sa décision d'envahir l'Irak.

Les thèses remettant en doute la version officielle des attentats de Charlie Hebdo «remportent une adhésion beaucoup plus franche chez eux que chez leurs aînés : 30 % des 18-24 ans y souscrivent, plus généralement 27 % des moins de 35 ans, contre 8 % pour les plus de 65 ans», explique Reichstadt. La raison ?

Ce qui alarme, c'est qu'à observer la génération qui vient, «rien ne laisse supposer qu'il va y avoir une inversion de la vapeur» ou alors «dans des décennies». Liberation.fr 6 janvier 2018

Rudy Reichstadt est à la fois membre de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès et fondateur du site Conspiracy Watch (il s'agit d'un observatoire du conspirationnisme et des théories du complot), en réalité un think tank néoconservateur ou néolibéral. Ces précisions figurant dans cet article sont très intéressantes, car elles illustrent ou confirment les liens qui existaient entre le PS et les néoconservateurs ou néolibéraux, ou qu'ils étaient compatibles sur le plan idéologique, ce qui évidemment ne datait ni d'hier ni d'avant-hier.

Infréquentable "au sens strict".

Liberation - Qu'est-ce qu'être «Toujours Charlie» ? Question discutée ce samedi aux Folies Bergère à Paris (1), au cours d'une journée organisée par la Licra, le Comité Laïcité République et le Printemps républicain.

Le programme suggère qu'il sera peu question de la liberté d'expression au sens strict, et beaucoup d'«islamisme» et de laïcité. Des intervenants aussi variés que Caroline Fourest, Elisabeth Badinter, Brice Couturier ou Pascal Bruckner apporteront leurs réponses.

45 euros l'entrée pour assister au programme complet, «pass VIP» à 150 euros. Liberation.fr 6 janvier 2018

En guise de fake news parole à un professionnel (de père en fils).

- Pour Raphaël Glucksmann, la montée de l'extrême droite en Europe est "un phénomène global" - francetvinfo.fr Franceinfo 5 janvier 2018

"C'est un phénomène global et ça a lieu dans toutes les démocraties libérales européennes et occidentales en général."

"Il y a différentes causes. Il y a la crise socio-économique mais on n'explique pas tout par cette crise parce qu'en République Tchèque, par exemple, les électeurs ont voté pour un populiste d'extrême droite, Babiš, alors que la situation économique allait plutôt mieux qu'avant. On pourrait dire : "C'est les vagues migratoires", mais il y a des villages hongrois qui se mobilisent derrière l'extrême droite qui n'ont jamais vu le moindre réfugié ou migrant. Il y a une explication générale qui est l'incapacité des démocraties libérales aujourd'hui, de produire du sens, à produire un horizon collectif qui permette de mobiliser les électeurs et les gens. Donc il y a une défiance généralisée vis-à-vis des institutions en place et c'est l'extrême droite qui en profite le plus." (La preuve : Macron président ! - LVOG)

"Le mode d'accession au pouvoir de ces mouvements d'extrême droite, il est démocratique. Mais à chaque fois qu'ils prennent le pouvoir, on le voit en Pologne, en Hongrie, il y a une tendance qui est à l'érosion des libertés, des institutions, du débat démocratique dans son ensemble. La caractéristique de tous ces mouvements, c'est d'être des mouvements autoritaires, fondés sur le culte du chef, l'embrigadement de la population et la pratique du bouc émissaire." francetvinfo.fr 05.01 (Comme en France en somme. Vous aurez noté que ses cibles sont aussi celles de Bruxelles et Washington, normal, il en est le porte-parole. - LVOG)

[Ils osent tout. Fake news, machination \(complot\) ou la fabrique du consentement au quotidien.](#)

- La confiance de Macron remonte, selon un nouveau sondage - Reuters

La cote de confiance d'Emmanuel Macron remonte de deux points, à 42%, selon un sondage Elabe, publié jeudi... Reuters

- Les Français sont de plus en plus optimistes - Reuters

Les Français sont 59% à se dire optimistes pour l'année 2018, un chiffre qui confirme la hausse continue - 15 points en six ans - de ce sentiment depuis 2011, selon une étude Harris Interactive pour RTL et M6 diffusée mardi. Reuters

- Les Français confiants sur l'économie, moins sur l'emploi, selon un sondage Elabe - Reuters

Plus de six Français sur dix (61%) croient à une reprise progressive de l'économie à plus ou moins long terme, selon un sondage Elabe pour Les Echos, l'Institut Montaigne et Radio classique publié jeudi. Reuters

Réactionnaire sur toute la ligne. Une suggestion ou un aveu ?

- Un président doit-il mener une politique de droite pour être populaire? - HuffPost FR

Loi antiterroriste liberticide, politique migratoire sans précédent, réduction des APL... Autant d'indices apparents d'une politique gouvernementale qui négocie un virage à droite à un degré rarement observé.

[Tribunal de l'inquisition. La délation se pratique en famille, comme sous le régime de Vichy.](#)

- Plusieurs femmes des Jeunesses communistes dénoncent des agressions sexuelles - huffingtonpost.fr

Plusieurs jeunes femmes auraient été victimes d'agressions sexuelles au sein des Jeunesses communistes, rapporte ce samedi 6 janvier le quotidien Le Monde. Des responsables PCF affirment avoir commencé à s'attaquer au problème "avec sérieux" et avec une "tolérance zéro".

A l'Unef, 83 femmes, anciennes syndicalistes, ont dénoncé fin novembre dans une tribune publiée par Le Monde des violences sexistes et sexuelles, dont des viols, commis selon elles pendant des années par des dirigeants de l'organisation.

Au MJS, l'ancien président Thierry Marchal-Beck a été accusé de harcèlement et d'agressions sexuelles par huit femmes, avait rapporté mi-novembre Libération. huffingtonpost.fr 06.01

Entre nous.

Moi j'ai le souvenir d'un responsable trotskyste qui appelait une camarade (pseudo Cloé) "clitoris d'acier" à la fin des années 70, certains militants en étaient outrés, d'autres dont je faisais partie se marraient ou s'en foutaient. Elle, elle rigolait jaune, c'était une brave femme. Le même responsable se foutait qu'une autre camarade se servait de sa poitrine volumineuse bien mise en évidence pour vendre entre 6 ou 10 journaux sur le marché le dimanche matin principalement à des hommes d'une cinquantaine d'années d'origine maghrébine, dont les yeux passaient de ses lèvres pulpeuses à sa poitrine sans rien comprendre à ce qu'elle leur racontait, elle faisait du chiffre (Objectif/résultat) c'était l'essentiel, et au diable toute considération politique ou autre. Par la suite il prit du galon dans son parti et devint permanent, normal... et la suite aussi... Vaut mieux l'oublier.

Personnellement, quand j'étais adolescent, parce que j'étais de petite taille (1,63m) les copines de mes potes, puis mes potes m'appelèrent "bas du cul", Tardichon, etc. j'en étais très vexé, humilié, Jean-Claude c'était trop long, j'étais aussi le plus pauvre et le plus arriéré, bref je cumulais les handicaps, donc après avoir été la tête de Turc de mes parents et de mes profs à l'école, j'étais aussi celui de mes potes et leurs copines qui se moquaient de moi. Cela dit par la suite j'ai toujours eu une pensée amicale et tendre pour eux, c'était mes potes et mes copines. C'est avec eux que j'ai vécu les meilleures années de ma vie, et à qui indirectement je dois d'avoir pu évoluer.

Cela m'a fait beaucoup réfléchir, et depuis ce jour-là je n'ai jamais plus fait allusion au physique d'une personne, j'ai cessé progressivement de juger les autres, c'est un truc qui m'est devenu totalement étranger. Parfois on se méprend sur les gens, je dis cela pour ceux qui auraient pensé le contraire, ils se sont trompés à mon égard.

[Autres infos au pays de l'oligarchie et de l'Etat policier](#)

Renversons-la !

- Agression de policiers: "cette société de la violence ne saurait continuer à exister" (Collomb) - AFP

Echo en famille.

- Les 4 Vérités - Agression de policiers : Edouard Philippe promet "une sévérité sans faille" - Franceinfo

Pour obtenir des "sanctions exemplaires" et "une prise de conscience générale", SGP-FO a annoncé des rassemblements le 9 janvier devant tous les commissariats de France. Franceinfo

- Champigny: Ciotti contre tout "aménagement de peine" - AFP

- Agression de Champigny : en finir avec l'angélisme - LePoint.fr

- Notre-Dame-des-Landes : 56% des Français favorables à un recours à la force pour évacuer les zadistes - Franceinfo

Ils osent tout. Vouloir comprendre, quelle sale habitude !

- Entre deux vœux à la presse, Emmanuel Macron se ravise - HuffPost FR

Lors de la présentation de ses vœux à la presse, ce mercredi 3 janvier à l'Élysée, Emmanuel Macron a notamment fustigé une pratique journalistique virant parfois à "l'obsession de vouloir comprendre le contexte". Une obsession qui aboutirait, selon lui, à privilégier les détails au détriment de l'essentiel

Pourtant lors de ses vœux à la presse en janvier 2016, Emmanuel Macron, alors ministre de l'Économie, avait délivré un tout autre message en encourageant les journalistes à... bien restituer le contexte des informations qu'ils délivrent...

"Savoir expliquer, savoir recontextualiser, savoir redonner du sens (...) La seule façon de sortir des petites phrases, c'est de déplier les choses, de les remettre dans leur temps, dans leur contexte", affirmait-il à l'époque. HuffPost FR 4 janvier 2018

- Elections européennes : le nouveau mode de scrutin chamboule les partis - leparisien.fr

Un triple avantage pour Macron

Pas de doute, en tout cas : derrière cette mesure d'apparence technique, ce sont les grandes manœuvres en vue des européennes qui sont d'ores et déjà lancées. Ce sera un premier test électoral pour le chef de l'Etat — dont le parti LREM est donné en tête devant le FN par certains sondages —, pour qui le rétablissement d'une circonscription nationale présentera un triple avantage. Tout d'abord, tracer une ligne de clivage claire entre les partis proeuropéens, comme LREM ou le MoDem et les eurosceptiques comme la France insoumise et le FN. Ensuite, faire émerger les ambiguïtés qui subsistent au sein de LR et du PS, avec, à la clé, le risque d'implosion des deux partis de gouvernement. « Nous avons en notre sein des socialistes qui restent très eurosceptiques, regrette une députée Nouvelle Gauche. Il va falloir qu'ils choisissent leur camp. » Quant à Laurent Wauquiez, il devra lui aussi clarifier sa ligne. Craignant le virage souverainiste du leader de LR, Alain Juppé avait, dès novembre, testé l'idée de la création d'un grand mouvement central proeuropéen et avait même fait, en ce sens, des offres de service à Emmanuel Macron. « Notre vocation, c'est de continuer notre travail d'ouverture, souligne Stanislas Guérini, député LREM de Paris. Et les élections européennes sont particulièrement favorables pour le faire, tant l'Europe constitue une ligne de clivage forte. »

La mise en place d'une circonscription nationale présente un dernier intérêt pour Emmanuel Macron : compenser le manque de leaders locaux au sein de LREM, un parti créé il y a à peine un an et demi... Depuis plusieurs semaines, déjà, les partis réfléchissent aux têtes de liste du futur scrutin. Pour LREM, plusieurs noms circulent, comme l'éphémère ministre des Armées, la centriste Sylvie Goulard, le très « européiste » François Bayrou ou encore Daniel Cohn-Bendit. L'ancien leader des Verts et ex-député européen, qui avait enregistré un score historique lors des européennes de 2009, n'a jamais caché son soutien à Macron. leparisien.fr 05 janvier 2018

Commentaire d'un internaute

- "Pourquoi le mode de scrutin change à chaque fois ? Mais ce sont les abstentionnistes qui seront majoritaires."

[Ils osent tout. Quand soudainement le "régime" syrien sanguinaire devient démocratique.](#)

- Le gouvernement veut que les jihadistes françaises soient jugées en Syrie - HuffPost FR

- Syrie : les djihadistes françaises « jugées là-bas » si les droits de la défense sont assurés - LeParisien.fr

Les femmes djihadistes françaises arrêtées par les forces kurdes en Syrie seront « jugées là-bas » si les « institutions judiciaires sont en capacité d'assurer un procès équitable »... LeParisien.fr

[Vous y croyez à la paix ? Cela rapporte-t-il autant que la guerre ?](#)

- Etats-Unis, OTAN et UE – une alliance de guerre commune par Willy Wimmer — <http://arretsurinfo.ch> 06 janvier 2018

Selon la dernière publication (avril 2017) de l'institut suédois Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), les dépenses militaires mondiales ont encore augmenté au cours de l'année passée. Depuis 2010, les chiffres ne cessent d'augmenter. En 2016, les Etats ont dépensés 1686 milliards de dollars pour leurs armées. Plus de la moitié du chiffre d'affaires mondial profite aux grands groupes d'armements américains. Les raisons primordiales pour ces ventes sont l'augmentation du nombre de régions en conflits et la modernisation des systèmes d'armement. En comparant les dépenses des pays dans ce domaine, il s'avère que les Etats-Unis déboursent davantage que l'ensemble des huit Etats suivants (Chine, Russie, Arabie saoudite, Inde, France, Royaume-Uni, Japon, Allemagne).

Il est donc facile de déterminer les profiteurs du réarmement et de l'escalade militaire dans le monde. Ce sont les grands groupes du « complexe militaro-industriel », terme utilisé, à titre d'avertissement, par le président américain sortant Dwight Eisenhower en 1961. Il voulait ainsi caractériser les étroits liens personnels entre l'industrie militaire et la politique. Les entreprises américaines principales sont Lockheed, Raytheon et Boeing. En Europe, les grands groupes s'appellent, entre autres, EADS/Airbus Group, Dassault ou Krauss-Maffai. <http://arretsurinfo.ch> 06 janvier 2018

[Plus de fric !](#)

- Royaume-Uni : le système de santé prend l'eau - LePoint.fr

Autrefois fierté des Britanniques, le National Health Service, sous-financé, n'est plus en mesure d'assurer correctement sa mission.

Ce fut un humiliant rétropédalage. Interpellée le 3 janvier sur la saturation des hôpitaux britanniques, notamment en raison d'une épidémie de grippe, Theresa May avait cru mettre un terme à la polémique naissante en assurant que le National Health Service (NHS, le système de santé national) était « mieux préparé pour l'hiver que jamais ». Le lendemain, en visite dans un établissement dont les urgences étaient totalement engorgées, la Première ministre a dû faire amende honorable : « Je sais que c'est difficile, je sais que c'est frustrant, je sais que c'est décevant pour les gens et je m'en excuse. »

Entre-temps, les journaux télévisés s'étaient chargés de rappeler à quoi ressemble un hôpital en ce début d'hiver : couloirs encombrés par les lits et les brancards, temps d'attente aux urgences pouvant excéder les douze heures, opérations ne présentant pas de caractère d'urgence reportées d'un mois, personnel dépassé.

Manque de personnel criant

Parallèlement, la parole s'est libérée, qu'il s'agisse des patients impatients ou du corps médical dénonçant sur les réseaux sociaux « une médecine de champs de bataille » ou « des conditions dignes du tiers monde ». Le Royaume-Uni n'a pas le monopole de ce genre de situation de crise. Mais cette réalité cadre mal avec la réputation du NHS, qui est considéré comme un joyau de la Couronne ; « une religion nationale » avait un jour déclaré un ministre. Créé après la Deuxième Guerre mondiale, il est égalitaire et généreux dans la mesure où les soins sont gratuits.

Voilà pour la théorie. Car cela fait longtemps que le service de santé n'a plus les moyens de ses ambitions. Et la tendance s'est accentuée depuis la crise de 2008, qui s'est traduite par plusieurs années de coupes claires dans les programmes sociaux. Au gré des restrictions budgétaires, le nombre des lits d'hôpital est tombé à moins de 150 000 (contre le double, il y a trente ans) et le manque de personnel est devenu criant. LePoint.fr 6 janvier 2018

Mais quand il s'agit de la France ou la situation est identique ou pire, Le Point se fait plus discret ou chante les louanges de la politique du gouvernement.

[La Bête immonde a perdu la tête, c'est le capitalisme rongé par une gangrène irréversible qui est au bout du rouleau.](#)

Ce qui explique pourquoi ils osent tout, ils disent tout et son contraire, ils se contredisent sans cesse, ils racontent n'importe quoi, ils sont belliqueux, hargneux, arrogants, paranoïaques, ils sont ni de droite ni de gauche...

La bête est blessée aussi tentent-ils de la soulager, de la sauver. Hier ils traitaient Trump de tous les noms, et voilà qu'ils volent à son secours au lieu de l'achever. En fait, ils sont beaucoup moins forts que ce qu'ils paraissent, c'est qu'on retiendra.

Après la parution du livre explosif sur Trump, l'entourage du président des Etats-Unis monte au créneau pour le défendre francetvinfo.fr

C'est peu dire que la parution de *Fire and Fury : Inside The Trump White House* (Le Feu et la fureur : À l'intérieur de la Maison Blanche de Trump) a provoqué la colère de Donald Trump. Un livre qualifié de "bidon" par le président des Etats-Unis qui a tenté, en vain d'interdire sa sortie. L'écrivain et journaliste américain Michael Wolff, auteur du livre, présente Trump comme un président inapte "réagissant comme un enfant, qui telle une boule de flipper part dans tous les sens".

Sur CNN, on demande au secrétaire d'État Rex Tillerson si Trump est bien apte à gouverner : "Il n'est pas comme les présidents d'avant mais je n'ai aucune raison de douter de son aptitude mentale", répond le ministre des Affaires étrangères.

Le fils de Trump Donald Junior est aussi monté au créneau : "Dès que mon père gagne, les médias s'accrochent à toutes objets anti-Trump quelques soit d'ailleurs sa crédibilité." Les journaux et sites conservateurs sont d'ailleurs tombés à bras raccourcis sur l'auteur du livre, connu, disent-ils, pour prendre de grandes libertés avec la vérité. francetvinfo.fr 06.01

- Trois raisons de se méfier de Michael Wolff, l'auteur du livre qui déclenche le feu et la fureur de Donald Trump - francetvinfo.fr

Le livre explosif sur Donald Trump, *Fire and Fury : Inside the Trump White House* (Le Feu et la fureur : A l'intérieur de la Maison Blanche de Trump en français) a été publié vendredi 5 janvier aux Etats-Unis.

1- Il prend ses aises avec la vérité

L'ouvrage de Michael Wolff sur Donald Trump, estime sa consœur de CNN Alisyn Camerota, "ne relève pas vraiment du journalisme" parce qu'il "ne vérifie pas" les propos des personnalités interviewées et ne les recoupe pas avec d'autres sources.

Pas de quoi démonter l'écrivain. En exergue de *Fire and the Fury*, Michael Wolff reconnaît volontiers que "de nombreux événements se produisant à la Maison Blanche sous Donald Trump entrent en contradiction les uns avec les autres ; beaucoup, dans un style typiquement trumpiste, sont évidemment faux. Ces contradictions, ce rapport fluctuant avec la vérité, si ce n'est avec la réalité même, sont des éléments constitutifs de ce livre."

2- Il a des méthodes peu orthodoxes

On prête aussi à Michael Wolff des méthodes douteuses, dont il s'est d'ailleurs vanté. Pour écrire *Autumn of the Moguls* (L'Automne des magnats, éditions Flamingo), le journaliste cherchait ainsi des renseignements sur le train de vie de Steven Rattner, un ancien journaliste du *New York Times* devenu une éminente personnalité de Wall Street. Et il n'a pas trouvé mieux, raconte *Le Monde*, que de recruter comme espion son propre fils de 7 ans.

Compagnon de jeux du fils de Steven Rattner, l'enfant a été invité dans la somptueuse demeure du financier sur la 5e avenue, une des adresses les plus chics de New York. Selon le *Daily Beast*, Michael Wolff se serait vanté d'avoir arraché à son rejeton, dès qu'il est revenu à la maison, quelques détails choquants sur le mode de vie luxueux de la famille Rattner.

3- Il invente des scènes

Enfin, la sauce à laquelle il accommode ses récits n'est pas du goût de tous. En 2004, à la sortie de *L'Automne des magnats*, le magazine américain *New Republic* affirmait : "Les scènes que Wolff dépeint dans ses chroniques ne sont pas tant rapportées que créées, surgissant de [son] imagination plutôt que de faits existants." Le journal le décrivait comme une plume "en partie éditorialiste mondain, en partie psychothérapeute, en partie anthropologue social (qui) invite les lecteurs à être une mouche sur le mur du premier cercle des magnats".

En 2008, l'exigeant journaliste David Carr surenchérissait. "Historiquement, écrivait le critique littéraire dans le *New York Times*, à propos du livre sur Murdoch, l'un des problèmes avec l'omniscience de Wolff est que même s'il peut tout savoir, il a parfois tout faux." francetvinfo.fr 06..01

[Leur humanisme est la politesse des salauds...](#)

- Vaccinations obligatoires: Buzyn veut de "la rationalité" - AFP

- La ministre du Travail, Muriel Pénicaud va investir dans un fond solidaire ce qu'elle ne paie plus en ISF - Franceinfo

- RSF dénonce la chasse aux journalistes en Turquie - AFP

- Contre la venue d'Erdogan à Paris, des Femmes manifestent près de l'Élysée - HuffPost FR

- Les migrants face aux Alpes : sur la route du col de l'Echelle - euronews

- Le pape François prie pour les migrants - euronews

Quand leur ambition malsaine ne s'embarrassait pas de tel principe.

- #MeToo: comment poursuivre "l'effet Weinstein" en 2018, après la libération de la parole des femmes? - HuffPost FR

- Les femmes d'Hollywood se mobilisent contre le harcèlement sexuel - AFP

- Comme moi, des millions de Yéménites ne souhaitent qu'une chose pour 2018, vivre en paix - HuffPost FR

La prison ou l'exil.

- L'Etat hébreu impose un choix difficile à près de 40 000 migrants africains - Liberation.fr

[Ils osent tout](#)

- Les Français favorables, sous condition, aux mères porteuses, selon un sondage Ifop - Reuters

- Transparence. Paris se méfie des lobbys - Liberation.fr

- Réforme de l'ISF : chez les ministres, le bingo pour Pénicaud - Liberation.fr

Au secours, la planète se réchauffe.

- Un froid record attendu aux Etats-Unis - euronews

Ici, à 10 kilomètres de Pondichéry dans le sud de l'Inde, ce matin à 6 heures, il faisait à peine 15°C, un record de froid. Dans la chambre ce matin il faisait 24°C.

Hier après-midi, temps radieux, il faisait 32°C, température normal un 5 janvier, on est en hiver.

[Haut de page ↗](#)

Le 17 janvier 2018

[CAUSERIE](#)

Le portail ne sera plus actualisé pendant une durée indéterminée.

[Haut de page ↗](#)



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries mars 2018

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le bloc-notes du 7 mars 2018

- Causerie au format pdf. (57 pages)

Chez vous il fait un froid de canard, ici à Pondichéry il fait 40°C à l'ombre à midi, 18°C le matin à 6h.

Les réflexions politiques qui suivent ont été classées par ordre chronologique en partant des plus récentes (jusqu'au 8 janvier).

J'ai abandonné la formule des causeries quotidiennes pour cause de santé principalement. La semaine qui précéda la causerie du 7 janvier, il y eut en moyenne 350 connexions uniques par jour, hors robots ou moteurs de recherche, soit plus de 10.000 connexions par mois.

Comme il est inutile de se dépenser sans compter ou de se sacrifier, alors que l'échéance ou les objectifs politiques que nous poursuivons sont de toute évidence renvoyées à une date indéterminée, j'ai décidé de poursuivre mon activité politique sous la forme d'une contribution plus légère ou moins contraignante sans toutefois transiger sur les principes, en partageant les idées que m'inspirent les événements qui servent à l'élaboration de mon analyse de l'évolution de la situation...

Ce n'est pas évident de savoir ce qu'on pense et pourquoi on le pense et de le formuler de manière à être compris, sans que nos propos soient systématiquement déformés ou interprétés en isolant et privilégiant un élément, alors que c'est l'ensemble des éléments qui composent une analyse qui lui donne un sens et une orientation. Cela suppose d'avoir tous ces éléments en tête puis d'observer comment ils se comportent, évoluent et s'ordonnent...

Si j'étais un populiste ou un démagogue, un opportuniste qui se destine de manipuler les lecteurs, je surferais sur la vague de délocalisations ou de fermetures d'usines annoncées qui vont se traduire par des milliers de licenciements, ainsi que la contre-réforme destinée à liquider ce qui reste de la SNC, etc. en formulant au choix le vœux ou l'espoir que le tout combiné aux mesures antisociales adoptées ces derniers mois par le gouvernement contre finalement toutes les catégories de travailleurs aboutissent à un mouvement social unitaire ou de masse contre le régime, mais je n'en ferai rien étant persuadé qu'il n'aboutirait à rien, et j'explique ici pourquoi.

Au passage, on évitera également de spéculer sur la liquidation de la fonction publique et des entreprises d'Etat qui pourrait se traduire par un rapprochement pour le moins hypothétique entre les différents secteurs de la classe ouvrière, du fait que c'est la réaction qui est à l'origine de ce processus et dont l'issue constitue une sévère défaite pour l'ensemble des travailleurs qui préfigure celles à venir.

On voudrait bien redonner de l'espoir aux militants qui s'impatientent ou qui ne supportent plus la situation inextricable dans laquelle nous sommes, mais nous n'avons pas le droit de leur raconter des histoires, de les tromper en somme, on ne peut pas nous demander cela.

Souvenez-vous lors de la réunification de l'Allemagne, on nous avait expliqué que la réunification du prolétariat le plus puissant d'Europe allait constituer une formidable occasion pour relancer la lutte de classe dans ce pays et au niveau du continent, en réalité cela allait se traduire par l'Agenda 2000 et Hartz IV, des salaires à 1 euro, etc. l'impérialisme allemand allait renouant avec l'hégémonie économique et politique qu'il avait avant la Seconde Guerre mondiale tout en s'imposant à la direction de l'UE, ceux qui avaient produit ce pronostic foireux avaient tout simplement oublié dans quel contexte cette réunification intervenait et qui en était à l'initiative.

Vous ne m'en voudrez pas d'avoir retenu cette leçon, n'est-ce pas ? Ce qui n'est pas vraiment le cas de nos dirigeants malheureusement. Un conseil : Méfiez-vous de leurs analyses, car aux faits souvent ils mêlent des éléments de nature dogmatique qui flattent vos attentes et vous entraîneront de désillusions en désillusions, on n'a pas le droit de faire croire aux militants ou aux travailleurs que quelque chose pourrait se produire quand on sait pertinemment que c'est totalement impossible. En revanche chacun a le droit de se tromper, c'est uniquement l'intention qui compte. On a le devoir d'encourager les travailleurs à se mobiliser, mais on a aussi le devoir de leur dire la vérité sur la situation en évacuant toute éventuelle illusion...

- C'est la guerre : comment ne pas la perdre ? - Editorial de La Tribune des travailleurs n°128 (28 février 2018) (POID)

Dans l'état actuel des choses elle est perdue d'avance.

La défaite des cheminots en France sera aussi lourde de conséquences pour le mouvement ouvrier et le prolétariat que celle des mineurs face à Thatcher, (50 ans plus tard) ils ne s'en sont jamais remis.

Pourquoi, comment cela a-t-il pu être possible ? Au regard des réponses qui ont été fournies à ces questions et la manière dont cela s'est traduit concrètement, sur la base d'un simple constat on est légitimement en droit de penser que la véritable explication se situait ailleurs, si on en juge par l'état de putréfaction, de délabrement, de corruption, de décadence du mouvement ouvrier qui en a suivi... ou qui peut-être précédait ce chapitre de la lutte des classes, qui sait ce processus était-il déjà largement entamé depuis des lustres, ceci expliquerait cela, ce qu'apparemment personne ne veut admettre.

La Tribune des travailleurs - Ne pas se laisser diviser par la « concertation » dans laquelle le gouvernement veut piéger les organisations syndicales et les lier à sa contre-réforme : quand on est en guerre, on ne se concerta pas avec l'ennemi, on serre les rangs, on constitue un seul front et on part au combat pour gagner dans l'unité. Fin de l'extrait.

De toute évidence les travailleurs qui sont loin d'être tous logés à la même enseigne ou de posséder le même statut, sont de ce fait profondément divisés, atomisés, livrés à eux-mêmes, puisque c'est l'élément qui en premier lieu conditionne leur mode de pensée et leur comportement ou la manière dont ils interprètent la situation ou la politique du gouvernement, selon qu'ils sont directement concernés ou non par ses mesures antisociales ou qu'ils ont les moyens ou non d'y faire face. A défaut d'avoir développé une conscience de classe, il ne peut pas en être autrement.

Quant à l'affirmation selon laquelle le gouvernement voudrait "piéger les organisations syndicales", c'est une imposture qui discrédite ceux qui se livrent à un tel sophisme, une fois constaté qu'elles collaborent volontairement ou librement et en permanence avec le gouvernement, elles viennent une nouvelle fois de l'illustrer en rappelant qu'elles partageaient avec le patronat la responsabilité de la condition des chômeurs en établissant leurs "règles d'indemnisation" ou encore le "niveau de ressources nécessaires" à l'Unedic, autrement dit le niveau des cotisations sociales, pendant que le patronat bénéficie d'exonérations en tous genres et les actionnaires engrangent des dizaines de milliards d'euros de dividendes.

C'est jusqu'à la lie que les partisans de la politique dite contractuelle, de la gestion tripartites des organismes sociaux, entendez ceux qui ont marchandé avec les dirigeants vendus des syndicats leur neutralité en échange de postes de permanents souvent à vie, doivent faire avaler aux travailleurs et aux militants le prix de leur trahison ou forfaiture dont voici deux illustrations.

Les syndicats sont indépendants de l'Etat nous dit-on. Les faits prouvent au contraire qu'ils ne sont pas indifférents aux besoins des capitalistes. Les preuves.

Publicsenat.fr - Les partenaires sociaux vont pouvoir désormais coécrire les diplômes professionnels avec l'État afin « de correspondre davantage aux besoins professionnels des entreprises ». publicsenat.fr 09.02

Libération.fr - ... les sanctions pour les chômeurs et la gouvernance du système, sont renvoyés à des échanges tripartites entre l'Etat, les syndicats et le patronat, organisés d'ici deux semaines. Mais le gouvernement a d'ores et déjà annoncé qu'il triplait le nombre de contrôleurs au sein de Pôle emploi, qui passera de 200 à 600. Et peut-être même plus à l'avenir, Macron, lors de

la campagne, ayant promis de les multiplier par cinq. Libération 2 mars 2018

Quand les syndicats sont associés à ce point au sort que les capitalistes réservent aux travailleurs qu'ils réduisent à l'état de déchets ou de mendiants ou prennent ainsi en charge les besoins exprimés par les capitalistes ou leurs représentants, leur orientation politique est déjà ouvertement corporatiste, réactionnaire.

Chacun aura compris que des syndicats ou des partis politiques qui participent quotidiennement à la gestion des rapports capital/travail dans le cadre du régime capitaliste, y sont liés intimement et lui servent de caution, quand leurs dirigeants ne se voient pas confier des postes ou des missions ministérielles à titre de reconnaissance, ce que chaque travailleur a forcément à l'esprit, tant le procédé s'est répandu au cours de ces dernières années et a été très largement médiatisé.

On ne piège pas quelqu'un qui est consentant et qui sait parfaitement à quoi s'en tenir, sauf à vouloir le faire passer pour ce qu'il n'est pas.

Cet éditorial illustre le refus de s'attaquer aux causes de l'insouciance, de l'apathie, de la résignation, de la passivité des masses exploitées, causes qui peuvent continuer de sévir et nuire aux intérêts de l'ensemble des travailleurs, tandis que la majorité qui ne se sent pas directement concerné s'accommode de la situation.

On souhaiterait évidemment par dessus tout que les développements à venir dans les quelques jours ou semaines qui viennent s'inscrivent dans une tout autre perspective, qui verrait les travailleurs se dresser en masse contre le régime, mais nous ne prendrons jamais nos désirs pour la réalité. Soit cela se produira, soit cela ne se produira pas, et si cela ne se produisait pas, on serait en droit de se demander pourquoi, à chercher à comprendre pourquoi au lieu de répéter sans cesse les mêmes platitudes qui ne n'apportent rien.

Qu'est-ce qui différencie le POID du POI ?

Les amis de mes amis sont mes amis.

<https://www.facebook.com/La-Tribune-des-Travailleurs-1126549334023195/>

Dans la rubrique ils "aiment" :

Lien vers l'association "La France de Marianne".

- La France de Marianne "a pour objet la promotion des valeurs portées par la République Française..." (source : La France de Marianne). Son manifeste est un panégyrique en hommage aux institutions de la Ve République.

La France de Marianne, c'est aussi :

- "Être Charlie c'est être français tout simplement."

Lien vers le Comité Laïcité République

Qui y trouve-t-on ? Une brochette d'ordures.

- Inna Shevchenko, l'égérie des Femen financées par Soros notamment.
- Alain Finkielkraut
- Elisabeth Badinter
- A. Lacroix
- Anne Hidalgo
- Caroline Fourest
- Patrick Kessel (président du Comité Laïcité République)

Le 14 novembre 2017 - Anna Shevchenko, Ukrainienne de 27 ans et figure majeure du groupe Femen, a obtenu le «Grand Prix International» du maçonnique Comité Laïcité République, présidé par l'ancien Grand Maître du GODF Patrick Kessel. (blogs.lexpress.fr/lumiere-franc-macon/tag/patrick-kessel)

Rien que du beau monde, on vous fera grâce des présentations, vous êtes censés tous les connaître.

A chacun ses francs-maçons et ses libres penseurs en somme...

Les menteurs professionnels hurlent au mensonge ou aux fakes news, les calomnieux à la diffamation, les comploteurs au conspirationnisme, les voleurs au vol, les prostitués au viol, les assassins au crime, les barbares à la morale.

A la crise générale du capitalisme s'ajoute désormais une crise politique qui frappe de nombreux pays sur tous les continents, sans que nous sachions en profiter pour instruire et organiser les masses les plus conscientes. Les masses sont tentées de s'émanciper des institutions, mais elles ne savent pas pour quoi faire ni comment, parce qu'elles n'ont pas pris conscience de leur légitimité à décider elles-mêmes leur destin.

Depuis leur naissance on leur a inculqué le respect du régime en place qui serait immuable, irremplaçable ou éternel. Ensuite, on leur a expliqué qu'elle pouvait faire valoir leurs droits en glissant un bulletin de vote dans une urne tous les cinq ans. Et enfin, il leur a été accordé d'exprimer leurs désaccords par des moyens pacifiques en attendant les prochaines élections, sans que ni l'un ni l'autre de ces procédés ne change quoi que ce soit à leur condition, puisque leurs besoins ne peuvent être pris en compte qu'à condition qu'ils ne contrarient pas ceux du régime, autrement dit dans tous les cas de figure, quelles que soient les mesures ou lois adoptées par les représentants du régime elles doivent s'y soumettre impérativement en attendant des jours meilleurs qui ne viendront peut-être jamais.

C'est ce mécanisme et ce cadre qu'elles doivent briser pour prendre en mains leur destin. Les travailleurs consacrent leur temps libre à un tas d'activités, mais ils n'ont pas le temps de s'occuper de leurs propres affaires qu'ils laissent le soin à d'autres de gérer à leur place avec les conséquences néfastes et dramatiques qui en découlent. Dans ces conditions leur situation ne peut aller que de mal en pis. Voilà ce qu'il faut leur aider à prendre conscience. Mais cela ne peut pas se faire en leur tenant un discours démagogique ou dogmatique ou pire encore, en flattant leur ignorance en les déclarant irresponsables.

Chacun sait dans la vie courante que ce genre de discours a ses limites ou est insupportable, car personne ne peut accepter que quelqu'un se conduise n'importe comment sous prétexte qu'il serait irresponsable, et continue de nuire aux intérêts des autres autant qu'aux siens, puisqu'ils sont tous liés. Si ma liberté s'arrête où commence celle des autres, je suis en droit de considérer que l'indifférence, la résignation ou la passivité sont des comportements qui portent atteinte à mes intérêts, dans la mesure où ils permettent au gouvernement de m'imposer sa politique antisociale. Partant du principe que les besoins que j'exprime sont légitimes, tout obstacle qui se dresse pour empêcher qu'ils ne soient satisfaits constitue une atteinte à ma liberté ou empiète sur ma liberté, ce que je ne peux pas tolérer quelle qu'en soit l'origine.

A entendre les uns et les autres, personne dans la société ne serait responsable de quoi que ce soit, hormis les capitalistes, mais comme ces derniers ne changeront pas, cela signifie qu'aucun changement de politique ou de société n'advient jamais. Ce discours n'est pas adapté aux couches inférieures de la classe ouvrière qui croulent sous les difficultés et n'en comprennent pas la nature, c'est d'ailleurs davantage sous cet angle-là qu'il faut s'adresser à elles.

La difficulté face à laquelle nous sommes se résume ainsi : les travailleurs qui ont la capacité de prendre conscience de leur condition s'en moquent parce qu'ils disposent encore des moyens pour supporter le capitalisme, une fois leur journée de travail terminée ils profitent de la vie, tandis que les travailleurs qui sont les plus durement frappés par la crise du capitalisme croulent sous tant de difficultés qu'ils haïssent littéralement la société et sont hermétiques à tout discours, ils accueilleront le nôtre avec bienveillance mais cela n'ira pas plus loin.

En résumé, les plus ignorants ou arriérés subissent leur sort comme une terrible injustice qu'ils vivent comme une fatalité contre laquelle ils sont impuissants à lutter, ils n'ont confiance en personne pas même en eux, ils sont accablés par tant de problèmes quotidiens à régler qu'ils ne peuvent penser à rien d'autre, leur proposer un engagement politique qui porterait ses fruits ultérieurement est au-delà de leurs forces ou ne les intéresse pas. Tandis que ceux qui bénéficient de meilleures conditions d'existence et d'un niveau de conscience supérieur entendent en profiter sans se mêler des questions qui ne les concernent pas directement, elles préfèrent porter leur attention sur les questions de nature individuelle que leur soumettent les représentants du régime, plutôt que sur celles qui concernent collectivement leur classe, parce qu'elles estiment qu'elles sont globalement résolues en ce qui les concerne ou elles peuvent y répondre individuellement sans qu'il y ait besoin de remettre en cause le régime en place, elles sont les plus vulnérables à la propagande officielle.

Puisqu'on ne peut rien changer à la condition des couches les plus défavorisées qui ne croient plus en rien ni en personne, notre discours leur semblera utopique, c'est normal ou logique, et celui qu'on adressera aux couches les plus favorisées leur semblera déplacé ou outrancier parce qu'elles se complaisent dans leur condition. En lisant ces lignes les lecteurs seront tentés d'en conclure que quoi qu'on entreprenne en direction des masses cela ne servira à rien, j'ai envie de leur répondre que c'est justement la raison pour laquelle nous ne devons surtout pas changer de discours, pour leur montrer où conduit leur comportement ou leur état d'esprit, sans les juger ou les accabler cela va de soi, en admettant que le discours que l'on tient est adapté à chaque couche de travailleurs, donc que l'on parte de leur condition au lieu de partir de nos propres considérations.

La question est de déceler leur logique pour les amener à admettre qu'elle dessert leurs intérêts...

Plus vous êtes évolué, plus vous avez un statut social élevé, et plus vous êtes responsable de l'état ou de l'orientation de la société, plus votre devoir vous impose de vous engager pour la changer.

On ne peut pas être développé intellectuellement et refuser d'assumer ses responsabilités vis-à-vis de l'ensemble de la société, en particulier envers les couches les plus défavorisées ou les plus durement et injustement frappées par la survie du système économique capitaliste en France et dans le reste du monde.

Le problème, c'est que les membres de ces couches les plus évoluées ou intellectuellement les plus développées se comportent comme des irresponsables qui se moquent éperdument du sort du reste de la société. Ils profitent des privilèges que la société leur accorde...

Quelques infos en bref.

Allemagne.

- Les adhérents du SPD disent "oui" à l'accord de coalition avec Merkel - Reuters 4 mars 2018

Les adhérents du Parti social-démocrate (SPD) ont approuvé à 66% l'accord de coalition avec le bloc conservateur d'Angela Merkel (CDU-CSU), ouvrant la voie à la formation d'un gouvernement en Allemagne, plus de cinq mois après les élections législatives.

Le taux de participation à cette consultation menée par voie postale a été de 78% des 464.000 membres du SPD.

"Le président de la République (Macron - ndlr) se réjouit du résultat du vote du SPD. C'est une bonne nouvelle pour l'Europe", déclare-t-on de même source. "La France et l'Allemagne travailleront ensemble, dès les prochaines semaines, pour développer de nouvelles initiatives et faire avancer le projet européen." Reuters 4 mars 2018

Ce type de coalition existe en Allemagne depuis les années 60, sinon la CDU/CSU et le SPD se passent les plats en alternant au pouvoir. Pendant plus d'un demi-siècle il y en aura parmi nous pour l'ignorer, les opportunistes osaient tout avant l'heure...

Italie

Les quatre partis de la coalition de droite-extrême droite, parmi lesquels se trouve Forza Italia de Silvio Berlusconi, obtiendraient selon les sondages entre 31% et 41% des voix.

Le populiste Mouvement 5 Etoiles, hors de cette coalition, serait devenu le premier parti du pays, avec entre 29% et 32% des suffrages. En revanche, le Parti démocrate (PD, centre-gauche) de Matteo Renzi confirme dans les urnes le mauvais résultat anticipé par les sondages avec un score compris entre 21 et 23,5%, toujours selon ces estimations. AFP 05.03

France

- Caroline De Haas (secrétaire générale de l'Unef et militante PS - ndlr) quitte les réseaux sociaux après "une vague de haine" - AFP

La militante explique sur son blog dans Mediapart que ces attaques ont été déclenchées par une interview d'elle publiée dans L'Obs du 15-21 février, sous le titre "un homme sur deux ou trois est un agresseur". AFP 26 février 2018

Et elle n'a pas visité les abattoirs où l'on saigne les truies dans son genre...

- «Le Média» malaise au sein de la chaîne proche des Insoumis - Le Parisien 26 février 2018

Grande-Bretagne.

- Un nouveau parti anti-Brexit voit le jour au Royaume-Uni, inspiré par Macron - AFP

Un nouveau parti politique centriste et anti-Brexit, "Renew" ("Renouveler"), a été lancé lundi au Royaume-Uni, inspiré par "La République en marche" du président français Emmanuel Macron. AFP19 février 2018

Mieux qu'une coalition, la fusion de la droite et de la gauche dans le même parti, enfin ! Les faits légitiment notre analyse. Entre nous, je ne voudrais pas être à la place de mes détracteurs qui doivent réécrire leur copie de fond en comble...

Tout est dit ici pour qui sait lire, un scénario parfaitement maîtrisé bien que soumis à des aléas, et le plus paradoxal, c'est que l'auteur de cette analyse semble l'ignorer ! Pourquoi ? Parce qu'il passe à côté de ses implications politiques. Pourquoi ? Mais parce qu'il s'accommode très bien du monde dans lequel nous vivons sous le capitalisme. Il n'a pas besoin de chercher la voie pour en sortir...

Grille de lecture.

Un scénario parfaitement maîtrisé.

- crise inévitable...

- un mécanisme décrit minutieusement...

- un effondrement prévisible, déclenché sur commande le moment voulu, tout le processus étant sous contrôle, y compris ou surtout ses conséquences...

- les Banques centrales (privées) à la manoeuvre...

- argent gratuit distribué aux banques par milliers de milliards de dollars...

- fermez le robinet et c'est la faillite...

- en cas de chute prolongée des cours boursiers, les grandes Banques centrales feront tourner de plus belle la planche à billets pour éviter le pire.

- c'est un système sans fin...

Merci on l'avait compris, à moins d'être d'une mauvaise foi, d'un dogmatisme incroyable ou d'une stupidité sans fond.

Notez qu'à ce jour pour les dirigeants des partis dits ouvriers la crise du capitalisme se déroule ou éclate selon un rite immuable depuis la moitié du XIXe siècle, que les capitalistes se soient dotés de nouveaux instruments pour interférer dans le déroulement de cette crise ou le fonctionnement du capitalisme les laisse indifférent.

Au lieu de partir dans une démonstration qui serait accusée d'être partisane ou porterait à polémique, donnons la parole à un membre de l'élite acquis au capitalisme, qui se livre à un constat dont nous venons de livrer la trame et l'objectif, se donner les moyens de perpétuer le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Crise financière: «Dettes, crédits opacité... Les foyers de la déflagration sont connus» — Libération.fr
28 février 2018

Après les soubresauts boursiers début février, le chercheur Gaël Giraud estime que la financiarisation de l'économie mondiale, dopée par l'endettement, éloigne toujours plus les marchés de l'économie réelle.

Beaucoup estiment que ce n'était qu'une simple secousse, comme en connaît la finance de marché : elle brûle aujourd'hui ce qu'elle a vénéré hier. Les indices baissent brutalement ? C'est l'effroi général. La glissade s'interrompt ? Tout le monde (ou presque) explique que les marchés ont retrouvé la raison. La dernière trombe financière planétaire (du 5 au 9 février) n'aura pas échappé à ce mouvement. Dans le sillage de Wall Street, la planète finance a alors vu se volatiliser près de 7 500 milliards de dollars de capitalisation boursière en moins d'une semaine. Signe d'une inquiétude, dès le 11 février, la directrice générale du Fonds monétaire international, Christine Lagarde, déclarait : «Il nous faut anticiper d'où viendra la prochaine crise.» (Ils vous fournissent même les signes, il suffit juste de suivre la piste. - LVOG) L'économiste Gaël Giraud estime que cet épisode ne peut être réduit à un simple accident. Elle est le signe avant-coureur d'un inéluctable prochain décrochage financier planétaire.

Entretien avec ce chef économiste de l'Agence française de développement (AFD) et directeur de recherche au CNRS, qui a notamment préfacé le dernier livre de Steve Keen, *Pouvons-nous éviter une autre crise financière ?* (les Liens qui libèrent).

Faut-il s'inquiéter des récents soubresauts des grandes places financières ?

Nous sommes dans une situation pour le moins aussi explosive que celle de 2007, avec des Etats dont les finances publiques sont plus dégradées et un contexte macroéconomique plus fragile en dépit de l'apparente reprise économique. Les mesures de régulation bancaire et financière adoptées depuis la crise des subprimes sont très insuffisantes pour éviter une prochaine crise financière, y compris l'Union bancaire européenne.

Où sont les indices de cette crise qui menace ?

En situation normale, l'indice microéconomique de l'économiste américain Robert Shiller, qui compare le cours d'une action avec les bénéfices distribués par l'entreprise correspondante, oscille entre 14 et 17, avec un rendement moyen des titres de 6 %. Il tourne aujourd'hui autour de 34 pour les 500 plus grandes entreprises américaines, témoin de la déconnexion profonde entre la réalité économique des entreprises et leur valorisation boursière. Le rendement des actions, 3 % environ, est identique à celui des titres sans risque de dette souveraine : un non-sens. La dernière fois que l'indice de Shiller avait dépassé un tel sommet, c'était en 2000, veille de l'implosion de la bulle internet. Ce décrochage se vérifie, à l'échelle macroéconomique, par le découplage entre les cours de Bourse et le PIB. Les indices boursiers ont dépassé depuis longtemps leurs sommets de 2007, alors que l'économie réelle occidentale, par exemple, n'a retrouvé que récemment le niveau de revenu moyen par habitant qui était le sien en 2007.

Peut-on parler de bulle ?

Bien sûr. Tôt ou tard, l'écart entre les cours de Bourse et l'économie réelle finira par se résorber via une chute du prix des actifs financiers.

Comment l'implosion de la bulle peut-elle advenir ?

Le mécanisme est simple et chaque fois identique : pendant la phase euphorique de gonflement de la bulle, les investisseurs s'endettent pour acheter des actifs financiers et bénéficier de la hausse des cours. Tôt ou tard ils devront rembourser leurs dettes. Or leurs revenus proviennent de l'économie réelle. S'il y a découplage entre celle-ci et la sphère financière, alors les spéculateurs sont condamnés à vendre leurs actifs financiers pour rembourser leurs dettes, faute de revenus « réels » suffisants. Un krach financier s'amorce au moment où une fraction suffisamment importante d'investisseurs, contrainte de vendre ses titres, provoque un retournement à la baisse des marchés. Les autres investisseurs n'ont alors d'autre choix que de vendre à leur tour pour minimiser leurs pertes. Résultat : les cours s'effondrent.

Avons-nous atteint les limites d'une économie mondiale qui croule sous des montagnes de dettes ?

C'est vraisemblable. Raisonnons à partir d'un individu surendetté : dès que sa dette est supérieure au collatéral qui lui sert de garantie (par exemple une maison ou une voiture), il a intérêt à faire défaut sur sa dette car finalement la saisie de son collatéral lui fera économiser de l'argent. Au niveau global, la situation est comparable. La dette publique mondiale atteint environ 60 000 milliards de dollars, alors que le PIB mondial tourne autour de 70 000 milliards. Quant à la dette privée, elle dépasse les 110 000 milliards de dollars (ce qui signale, au passage, qu'il est plus urgent de désendetter le privé que l'Etat). Le total des dettes est donc supérieur à 240 % du PIB. En face, le capital physique mondial qui tient lieu de garantie à cette montagne de dettes est de l'ordre de 200 000 milliards de dollars. Bien sûr, au niveau agrégé, les dettes ne sont pas dues à la même échéance pour tout le monde. Reste que, lorsqu'une dette globale frôle la valeur de son collatéral, nécessairement des difficultés de remboursement vont apparaître.

D'où peut venir le prochain maelström financier ?

Personne ne peut dire quand ni d'où partira la première secousse, mais les foyers de la déflagration sont connus. Il y a la dette des étudiants américains (1 300 milliards de dollars, soit 1 065 milliards d'euros), un peu plus de la moitié du PIB français, et qui ne peut être remboursée que si les diplômés des campus nord-américains trouvent très vite des emplois bien rémunérés. Il y a aussi le crédit à la consommation de type subprime qui a ressuscité et que les banques américaines ont même recommencé à titriser. Il y a l'opacité des grandes banques publiques de Shanghai et la bulle immobilière de la côte Est de la Chine. L'accroissement de la dette privée chinoise est sans précédent dans l'histoire. Autant de bombes financières à retardement.

Ces dettes ne créent-elles pas de valeur ?

Pas suffisamment. Aujourd'hui, le ratio dette privée sur PIB augmente partout dans le monde. Cela signifie que le surcroît de dette ne produit pas (assez) de valeur ajoutée. La dette sert de carburant à l'économie mondiale mais elle ne produit plus d'étincelle

qui allume le moteur de la croissance (nonobstant la question écologique).

Quel a été le rôle des Banques centrales ?

Dans la bulle actuelle, dont le gonflement débute en 2009, c'est l'argent des Banques centrales qui a alimenté la bulle financière. Les politiques monétaires d'assouplissement quantitatif (quantitative easing, QE), mises en œuvre dans le sillage de la crise de 2008, ont consisté au rachat par les Banques centrales des obligations d'Etat sur le marché secondaire, à coups de milliers de milliards. Depuis plus de huit ans, la Fed, aux Etats-Unis, injecte ainsi 1 000 milliards de dollars par an à un taux réel nul dans les banques, les fonds de pension et les compagnies d'assurances. Cet argent a été utilisé pour spéculer plutôt que pour investir dans l'économie réelle, en particulier dans la transition écologique. Les marchés d'actions se sont envolés. Le marché américain s'est apprécié de près de 35 % au cours des quatorze derniers mois.

Mais, en ce moment, les investisseurs nous disent qu'ils craignent une hausse de l'inflation via une hausse des salaires...

Ce qui montre qu'on est dans un monde qui fonctionne à l'envers. Une hausse des salaires devrait rassurer les investisseurs car elle est bonne pour la consommation, donc pour les entreprises, donc pour leurs actions. Au lieu de cela, les investisseurs en déduisent que l'inflation pourrait revenir, ce qui, si les Banques centrales agissent conformément à leur mandat, conduirait à un tarissement du QE et à une remontée des taux. Or c'est le robinet des Banques centrales qui, en alimentant le secteur bancaire (lui-même surendetté) avec de l'argent gratuit, le maintient en vie. Coupez le robinet et vous plongez des pans entiers du secteur bancaire nord-atlantique vers la faillite, y compris certaines Landesbanken allemandes. D'où la panique, le 8 février, quand la Banque centrale d'Angleterre a annoncé qu'elle s'apprêtait à remonter rapidement ses taux.

C'est un système sans fin...

Puisque la sphère financière grossit plus vite que l'économie réelle, l'unique salut des investisseurs pour éviter le krach, ce sont les Banques centrales. Il est vraisemblable qu'en cas de chute prolongée des cours boursiers, les grandes Banques centrales feront tourner de plus belle la planche à billets pour éviter le pire. Attitude paradoxale, mais difficile à éviter, de pompier pyromane... qui alimente une vaste pyramide de Ponzi où l'on ne peut plus rembourser ses dettes qu'en contractant de nouvelles dettes. Les Etats eux-mêmes ont intérêt au prolongement de cette situation absurde : si les banques ne sont plus certaines de revendre leurs titres de dette publique aux Banques centrales, elles redeviendront plus exigeantes avant de souscrire à une adjudication du Trésor. Le coût de la dette publique augmentera.

Qu'est-ce qui a changé au cours des cinquante dernières années pour en arriver à cette situation ?

Pendant les Trente Glorieuses, la plupart des pays occidentaux, à l'exception des Etats-Unis, ont connu un endettement sain, parallèle à la création de valeur économique. Avec les débuts de la dérégulation financière des années 80, on assiste à la montée d'une dette « malsaine » : le ratio dette privée/PIB augmente dans tous les pays industrialisés. On vit depuis lors dans une économie à crédit, probablement du fait des contraintes géologiques liées à la raréfaction progressive de l'énergie et des ressources minières. (On a envie de dire quelle connerie ! Le même jour j'ai lu un article dans lequel il était expliqué que d'ici 2025 80% des besoins en énergie des Etats-Unis pourraient provenir d'autres sources que les énergies fossiles. - LVOG)

Où est la solution ?

Les Banques centrales vont probablement continuer un QE minimal pour éviter la catastrophe, mais il faut réguler à nouveau les marchés financiers et les secteurs bancaire (y compris le monde bancaire de l'ombre, le shadow banking) et assurantiel de manière à empêcher les bénéficiaires de ces liquidités de les utiliser pour spéculer. Cela passe par la réécriture du cadre prudentiel de Bâle III et de Solvabilité II, ainsi que des normes comptables internationales. Il faut contraindre le secteur privé à se désendetter et à investir dans l'économie réelle. Fléchons l'argent des Banques centrales vers des « investissements verts » si nous voulons éviter l'autre catastrophe qui menace - beaucoup plus grave -, celle du climat et de la biodiversité. Enfin, il faut mettre fin à l'exigence pour les Etats de se financer sur des marchés financiers inefficients, et autoriser à nouveau leur financement par les Banques centrales. Ce circuit de financement public a permis la reconstruction de l'Europe de l'Ouest en une génération et c'est la solution que le Japon vient de remettre en selle à bas bruit.

Que diriez-vous à ceux qui expliquent en ce moment que la croissance revient et qu'on voit le bout du tunnel ?

Si tout va si bien, pourquoi les Banques centrales ne mettent-elles pas fin immédiatement à leur politique de QE ? Pourquoi la plus ancienne banque du monde, Monte dei Paschi di Siena, a-t-elle fait faillite en dépit du QE ? Pourquoi les taux restent-ils aussi bas ? Pourquoi l'inflation ne redémarre-t-elle pas ? Une économie dopée par la dette et l'argent gratuit peut donner l'illusion pendant quelques années qu'elle va mieux. En réalité, la croissance durable pour tous est illusoire : le monde va manquer de pétrole dès la prochaine décennie et, tant que nous n'avons pas opéré la transition énergétique, le monde dépend de l'or noir de manière cruciale. C'est l'ensemble de notre modèle économique qu'il faut repenser. Libération.fr

Passons sur le fait que ce n'est pas "notre" modèle économique, mais le leur, celui de la classe qui détient le pouvoir et qu'elle nous impose, et à laquelle il s'en remet pour résoudre les déficits auxquels est confrontée la civilisation humaine.

Il ne peut pas proposer de réponses aux questions qu'il pose, puisqu'il continue de penser le système économique capitaliste comme s'il était une fin en soi, indépassable ou éternel, tandis que ses contradictions poussées à l'extrême conduisent à son explosion ou à une situation sociale intenable à terme, à la barbarie ou au totalitarisme. De la même manière, on comprend pourquoi il ne peut pas caractériser la dérive financière de mafieuse, puisqu'elle a pour vocation de suppléer aux carences ou insuffisances du capitalisme pour que les capitalistes conservent leur hégémonie de classe. Et quant au constat selon lequel "la croissance durable pour tous (serait) illusoire", il oublie que plus des trois quarts de l'humanité n'en profite pas ou alors en étant soumis à des conditions d'exploitation épouvantables, et que quoi qu'il en soit rien n'enrayera durablement la tendance à la baisse du taux de profit qui mine le capitalisme et concourt à l'accumulation du capital.

A aucun moment il n'évoquera les conséquences sociales dramatiques de la dictature financière pour tous les peuples, et pour cause il se pose en conseiller des Banques centrales qui seraient bien avisés de s'orienter vers des «investissements verts», comme si cela pourrait suffire pour sauver le capitalisme et garantir un mode de vie de qualité à l'élite à son service.

Cette explication est incomplète, obsolète, inappropriée à la situation.

La mondialisation contemporaine a instauré la « guerre de tous contre tous », et par tous les moyens possibles afin de produire de nouveaux outils d'accumulation du capital. (Syrieleaks : Suites, propagande et dividendes... Par Richard Labévière - Les-Crises. fr 28.02)

Accumuler du capital, parvenu à un certain stade cela ne signifie plus rien, il faut donc chercher ailleurs. Pour être plus précis, cela signifie autre chose ou quelque chose de plus qu'autrefois qu'on peine à imaginer.

J'affirme que ce ne sont plus ni les rapports établis entre les classes à l'origine du capitalisme qui seuls détermineraient l'orientation économique ou social et politique de la société, la lutte des classes, ni la prétention de la classe dominante de conserver le pouvoir, mais la menace que représente à terme pour l'espèce humaine et plus particulièrement pour cette classe l'expansion continue de la population mondiale.

Il est toujours exact que le capitalisme ne disparaîtra pas de lui-même, en revanche il est devenu faux de prétendre que seul le prolétariat mondial pourrait en venir à bout, cette version était valable temps que le capitalisme n'avait pas atteint le stade au-delà duquel sa survie serait gravement compromise ou deviendrait insupportable qu'incarnent quotidiennement 7,4 milliards d'êtres humains et leurs besoins grandissant à satisfaire, qui sont incompatibles avec les ressources de la planète ou la préservation de l'environnement.

S'il est exact que le capitalisme est à l'agonie, en faillite, qu'il a franchi depuis longtemps le stade de la putréfaction, tout ce qu'on voudra, on est bien obligé de constater qu'il ne s'effondre pas, ce qui signifie qu'il existe un ou plusieurs facteurs qui sont intervenus pour voler à son secours, la planche à billets des faux monnayeurs et une stratégie politique précipitant l'avènement d'une dictature mondiale, de sorte que l'état du capitalisme est indifférent, il sert juste à justifier les lois qui accompagnent la mise en place de cette société totalitaire. Le capitalisme ne concerne plus que ceux qui n'ont pas les moyens de contourner les effets de sa crise, la quasi-totalité de la société à l'exception des oligarques. La lutte de classe s'en trouve complètement faussée et neutralisée, principalement du fait que personne dans le mouvement ouvrier n'entend prendre en compte ces facteurs.

Comment peut-on croire un instant qu'un système économique qui a vu le jour lorsque la terre était habitée par 600 à 800 millions d'êtres humains, fonctionnerait exactement de la même manière quand elle doit supporter l'existence de plus de 7 milliards d'habitants, demain 10 milliards ou le double ? C'est d'une stupidité accablante, non ? Et pourtant nous en sommes là ! Il ne faut pas s'étonner ensuite si ceux qui nous gouvernent ont autant de facilité à faire croire n'importe quoi aux masses ou à les manipuler aussi facilement puisque finalement nous n'avons guère fait mieux jusqu'à présent.

Passons à l'exercice pratique.

Des lois, quelles lois ? Les lois du fonctionnement du capitalisme ? Non, juste un règlement administratif ou policier de type bureaucratique conçu et imposé par les plus puissants aux plus faibles ou au monde entier qui sont sommés de s'y soumettre sous peine d'être durement réprimés.

Ce qui vaut sur le plan économique est en passe de s'imposer sur le plan social et politique à l'échelle mondiale en dehors de

tout contrôle et en toute impunité, ne souffrant aucune contestation ou remise en cause possible, n'étant entravé par aucun obstacle d'aucune sorte, surtout pas les lois du fonctionnement du capitalisme et ses contradictions qu'ils transgressent, pas même les rapports existant entre les classes ou l'existence même de ces classes qu'ils ignorent, comme si elles n'existaient pas puisque le législateur représentant les intérêts de l'oligarchie anglo-saxonne s'arroge absolument tous les pouvoirs, après celui de fabriquer et contrôler la monnaie, ils fabriquent les gouvernements et contrôlent toutes les institutions qui adoptent les lois qu'ils leur dictent et qui les font respecter, ce qui caractérise une dictature absolue ou un régime totalitaire.

Leur conception (néolibérale) de la société ou le modèle qu'ils veulent imposer au monde entier n'a aucun lien avec le système économique en vigueur, avec le développement ou l'évolution du capitalisme, ses besoins qui en découlèrent et qui alimentèrent la lutte des classes, et qui furent à l'origine du progrès social réalisé par l'humanité, leur conception ou modèle totalitaire de la société découle de leur incapacité ou refus de se conformer aux contradictions du capitalisme qui conduiraient à leur disparition, et si ils se présentent ou on les interprète comme des actes de volonté libre ou un choix délibéré de leur part, en réalité ils leur sont imposés, s'ils sont conduits à se comporter en vulgaires gangsters, en cruels tyrans, parce qu'ils savent que les besoins de 7,4 milliards d'hommes et de femmes, demain 9, 10, 12 milliards sont incompatibles pas seulement avec le capitalisme mais aussi avec la survie de l'espèce humaine dont ils font aussi partie aussi monstrueux soient-ils, donc en dernière analyse, c'est autant leur pouvoir, leur hégémonie de classe qu'ils entendent ainsi préserver que leur propre survie à titre individuel, le plus arriéré des hommes vivant sur terre pouvant parfaitement imaginer qu'à un moment donné le développement exponentiel de la population mondiale conduira forcément d'une manière ou d'une autre à l'extinction de l'espèce humaine dans d'effroyables conditions en prime.

Illustration de la dictature mondiale.

- Vente de Rafale bloquée : la France subit (encore une fois) la loi américaine - lesechos.fr 23.02

La question de l'extraterritorialité des lois américaines...

Il faut reconnaître à cette mécanique une efficacité absolue puisqu'elle revient, sous le prétexte d'une régulation économique visant à prévenir les fraudes, à arbitrer le droit du commerce international avec comme seul prisme l'intérêt américain.

Car le juge ne sera jamais saisi, aucune incrimination pénale ne sera jamais utilisée ! En l'occurrence, il n'y a pas le plus petit tracasserie juridique, mais seulement la présence d'un composant américain qui justifie qu'ils donnent leur avis.

L'efficacité est telle qu'elle ne repose sur aucun principe, sur aucune règle juridique. Les États-Unis se reconnaissent simplement le droit de contrôle de toutes les opérations dans lesquelles un élément de rattachement à leur droit aussi infime – pour ne pas dire discutable – que l'utilisation de leur monnaie ou d'un trombone. lesechos.fr 23.02

En 2017, les États-Unis avaient déployé 291 000 soldats dans 183 pays étrangers...

Des troupes d'opérations spéciales sont intervenues dans 149 pays en 2017 lors de missions secrètes de combat et d'entraînement...

Ils ont largué 39 000 bombes et missiles sur l'Irak, la Syrie et l'Afghanistan depuis que Trump a pris ses fonctions. (Lu dans un article dont j'ai perdu la trace dans mon disque dur...)

Il va falloir vous y faire. Mélenchon prend la défense de Wauquiez, Marine Le Pen prend celle de Mélenchon, Philippon celle des travailleurs !

Les discours de tous les partis dits ouvriers sont tellement teintés de démagogie et de contrevérités extraites de la propagande officielle, qu'ils servent de repoussoir à tout travailleur honnête et sincère qui voudrait s'engager dans l'action politique ou s'organiser ou qui serait tenté par le socialisme.

Quand on voit à quoi donner naissance le mouvement ouvrier, on est en droit de s'interroger sur la véritable nature de ses dirigeants.

- Philippon (Les Patriotes) appelle à "soutenir les mouvements sociaux", dont celui à la SNCF - AFP

La présidente du FN Marine Le Pen n'a pas appelé à participer aux éventuelles actions et manifestations dont discutent actuellement les syndicats contre la réforme de la SNCF, estimant que "la manifestation c'est quelque part une culture de gauche" et que les syndicats "ont tous appelé à voter pour monsieur (Emmanuel) Macron" à la présidentielle de mai. AFP 27 février 2018

Face à la multitude de gens en tout genre qui s'expriment sur tout et n'importe quoi ou auxquels les médias et les réseaux numériques donnent la parole si gracieusement, il est difficile de s'y retrouver ou on s'y perd facilement pour finalement se faire manipuler.

Il est assez facile de s'y retrouver, pour peu toutefois qu'on ait toujours présent à l'esprit un certain nombre de points de repère, qu'on se pose des questions dont on ignore les réponses, qu'on écarte aucune hypothèse avant de les avoir étudiées, qu'on soit sans a priori, qu'on interprète le monde et son évolution tels qu'ils se présentent à nous, qu'on ne se livre à aucun dogme, qu'on ne s'en tient pas à des lieux communs, des généralités ou des approximations qui relèvent de la spéculation...

En revanche, il est impossible d'avoir un tel mode de pensée quand on est bourré de complexes, quand on manque de confiance en soi, quand on se raccroche à des théories foireuses...

J'estime que la théorisation est l'exercice le plus difficile qui consacre des années d'études et de réflexions acharnées, une théorie ne se trouve pas sous le sabot d'un cheval, il faut donc la construire, la tisser, découvrir ce qui va en être la trame, correspondant à l'action qu'on peut envisager d'entreprendre pour changer la société, révolutionnaire évidemment. Cela montre que je ne pars pas d'une théorie, ce sont les événements et leur enchaînement qui la forgent, en constituent la substance autant que la charpente qui les relie à leurs origines qu'il nous faut découvrir, et moi je ne fais qu'en rendre compte.

Le socialisme ne relève pas de la spéculation ou d'extrapolations. Ce n'est pas une théorie comme une autre parce qu'elle a un contenu scientifique qui consiste à enregistrer les rapports qui existent entre causes et effets ou conséquences. Elle est donc essentiellement logique, dialectique, et matérialiste parce qu'elle part des faits dont la pensée ou les idées sont le produit et en font partie.

L'homme a une double nature, psychologique et sociale, il est donc normal et logique que le socialisme intègre cette double nature.

Chaque homme aspire à s'épanouir, au bien-être et à la liberté, à vivre en paix, tandis que le degré atteint par le développement économique ou des forces productives permet de réaliser cet idéal ou de remplir les conditions pour satisfaire ses besoins matériels ou sociaux.

Le socialisme repose sur ces aspirations et ces conditions matérielles, il consiste à mettre ces conditions matérielles au service de ces aspirations. Il n'y a donc rien d'obscur, de mystérieux ou d'extraordinaire dans le socialisme, il est juste la combinaison de conditions objectives et subjectives qui seule peut permettre à la civilisation humaine d'accéder à un stade supérieur ou de renouer avec le progrès social, de réaliser le passage du règne de la nécessité à celui de la liberté en abolissant l'exploitation de l'homme par l'homme.

On aura compris qu'il est d'autant plus impératif et urgent de prendre en compte cette double nature de l'homme, donc son aspect psychologique, mental, intellectuel, subjectif, qu'il a atteint un niveau de développement matériel, de maîtrise de la matière qui lui permet de façonner les cerveaux dans le seul but de perpétuer le règne de la servitude humaine et de l'empêcher de conquérir sa liberté.

L'homme, plus précisément l'exploité parvient à prendre conscience imparfaitement de sa condition, qu'il demeure incapable de situer sur un plan historique, s'interdisant ainsi de comprendre quelles en sont les origines...

Quand la petite bourgeoisie et les couches supérieures ou privilégiées du prolétariat ont préféré s'allier avec la bourgeoisie qu'avec la classe ouvrière. (Cela a donné Macron et Le Pen)

...entre 1985 et 2011, la part des cadres supérieurs au sein des adhérents du PS a crû de 19 points, passant de 19% à 38%, pendant que celle des instituteurs s'écroulait de 10 points (de 17% à 7%), et que celle des ouvriers baissait de 7 points (de 10% à 3%). lexpress.fr 23.02

...à l'intérieur du PCF. Jusque vers 1970, 45 % de ses adhérents étaient ouvriers : ils n'étaient déjà plus que 31 % en 1997. En 2003, alors que les ouvriers composent un quart de la population active, on ne comptait que 10 % de délégués ouvriers au XXXIIe congrès du parti. (Sur la "dés-ouvriérisation" du PCF - Julian Misch, Le communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970, Agone, 2014. - https://ddt21.noblogs.org/?page_id=1615)

Des partis ouvriers contre les ouvriers et qui ont fini sans ouvrier, logique...

Les prédateurs.

1250 entreprises se distribuent 1200 milliards de dollars de dividendes en 2017 (+7.7% par rapport à 2016), soit un peu plus d'un milliard de dollars par entreprise. Les-Crises.fr 22.02

Collaboration de classes permanente ou comment les syndicats cogèrent les rapports travail/capital avec les représentants du capitalisme, au profit du capitalisme ou pour perpétuer le capitalisme.

Le candidat Macron avait présenté comme un élément de sécurisation des salariés face à la libéralisation du droit du travail l'ouverture de l'assurance chômage aux démissionnaires. Ou plutôt la création d'une nouvelle possibilité d'indemnisation pour ce public, puisque quinze cas de démissions, qui concernent quelque 70 000 personnes chaque année, permettent déjà de bénéficier des allocations chômage. Or ce seizième cas négocié par les partenaires sociaux est finalement assez restreint, et ne toucherait que 14 000 à 23 000 personnes en plus par an, pour un coût estimé entre 180 et 330 millions. Soucieux de préserver les finances du système, dont ils sont gestionnaires, syndicats et patronat ont en effet imposé de sérieuses conditions : justifier de sept ans d'ancienneté dans l'emploi mais surtout pouvoir présenter un «projet de reconversion professionnelle» nécessitant une formation qualifiante ou une formation complémentaire. Un projet qui, par ailleurs, devra répondre «aux besoins du marché du travail» et qui devra être validé, avant la démission, par une «commission paritaire régionale».

Dernier point sensible : la gestion de l'assurance chômage, aujourd'hui régie par le patronat et les syndicats au sein de l'Unedic. Pas question, selon leur accord, de laisser le gouvernement s'inviter comme il en avait l'intention. Leur texte propose ainsi que la négociation paritaire continue de «définir en toute autonomie les règles d'indemnisation et le niveau de ressources nécessaires» du régime. liberation.fr 24.02

Le règne de la terreur.

Les démêlés du député Thierry Robert avec la justice se poursuivent. L'élus apparenté Modem de la Réunion a été condamné le 15 février dernier à verser "d'importants dommages et intérêts" à une ancienne assistante parlementaire, révèle Le Point ce vendredi.

Selon les témoignages, le député aurait à de nombreuses reprises tenu des propos déplacés à l'égard de son ancienne collaboratrice. Pêle-mêle: "Tu es sexy"...

La Cour d'appel de Paris lui intime de verser à la plaignante 10 000 euros pour harcèlement sexuel, 10 000 euros pour harcèlement moral... lepress.fr 24.02

Gestes déplacés, sifflements, remarques obscènes... des parlementaires préconisent de créer une infraction d'"outrage sexiste" sanctionnant d'une amende immédiate de 90 euros "tout propos, comportement ou pression à caractère sexiste ou sexuel" dans l'espace public, selon un rapport consulté par l'AFP ce vendredi 23 février. HuffPost FR 23 février

Un internaute sur Youtube :

- "Tout le monde déteste le travail sauf les travailleuses du sexe, elles adorent leur travail... MDR (être payé à rien foutre, c'est le rêve de chacun). "baiser plus pour gagner plus", c'est la devise du féminisme-capitaliste, merci à Simone de Beauvoir et Simone Veil, d'avoir libéré les femmes sexuellement... pour les mettre sur le marché du travail (en les sortant du foyer). Pour le féminisme, le travail rend les femmes libre... car le féminisme c'est l'exploitation de la femme par la femme.

- "Mon corps m'appartient", il appartient surtout au marché libéral ton corps... Le féminisme (La Liberté de la femme), a été créé pour servir les intérêts du libéralisme économico-sexuel.

- Et ce qui est marrant de constater, c'est que bien souvent les femmes et hommes de gauche sont pro-féministes...

Alors que le féminisme est par nature de droite. On dirait qu'ils n'ont pas compris que le féminisme n'a jamais eu pour fonction de défendre les femmes, ni leur cause, mais plutôt de les enrôler au marché capitaliste.

D'ailleurs, toutes les femmes de droite chefs d'entreprises sont pro féministes, elles montent pleins d'associations féministes libérales, pour promouvoir la femme dans l'entreprise (le travail). En France et en Amérique, comme Christine Lagarde ou Laurence Parisot, ces femmes se revendiquent féministes.

Pas un hasard si le féminisme est une invention américaine, le pays pro-capitaliste et anti-gauchiste par excellence.

Simone de Beauvoir était elle-même aduléé par le lobby féministe américain. Le féminisme est une industrie économique, comme le coca-cola ou le porno. "

Ni l'effondrement du capitalisme mondial ni une nouvelle guerre mondiale n'auront lieu, ce qui signifie qu'il ne faut pas compter sur ces facteurs pouvant potentiellement servir de déclencheurs à une révolution prolétarienne pour nous débarrasser du capitalisme.

Jusqu'à présent la conception de la lutte de classe adoptée par l'avant-garde du mouvement ouvrier intégrait largement ou reposait sur l'un ou l'autre de ces deux facteurs selon qu'ils étaient d'actualité ou susceptibles de le devenir.

L'effondrement du capitalisme mondial tel qu'on pouvait le concevoir au XIXe siècle, n'existe plus depuis que les banquiers anglo-saxons ont fait main basse sur la planche à billets. Il aura fallu attendre près d'un siècle pour qu'on s'en aperçoive, alors qu'ils ne cessèrent d'y recourir.

L'embourgeoisement des masses qui ont un mode de vie relativement confortable et dont le statut les apparentent aux classes moyennes ; la sophistication et la gangstérisation de la finance nécessité par la crise du capitalisme et permise par la corruption et la dislocation du mouvement ouvrier ; la disparition de l'URSS qui devait signifier dans l'imaginaire collectif la faillite du socialisme ou l'absence d'alternative au capitalisme ; bref, la combinaison de ces facteurs compromettait toute perspective de passer un jour au socialisme si nous ne les prenions pas en compte pour modifier notre conception de la lutte des classes, sans toutefois renier l'analyse fournie par le marxisme, bien au contraire puisque ce constat et cette conclusion en est le produit, d'ailleurs c'est cette méthode qui nous a permis de réaliser cette analyse et de parvenir à cette conclusion, qui devraient nous servir de base de travail ou de réflexion pour refonder l'avant-garde du mouvement ouvrier.

Tous les partis ou groupes de militants rejettent cette analyse, leurs dirigeants, cadres ou militants ne veulent pas en entendre parler, alors qu'ils ont démontré que toutes leurs analyses avaient été foireuses, les faits parlent d'eux-mêmes si besoin était pour le confirmer. Qui mieux que nos dirigeants incarnent l'incapacité du prolétariat de se doter d'une nouvelle direction pour avancer vers le socialisme. Il est vrai qu'il est relativement facile de se rendre compte après coup que leurs analyses ne correspondaient pas à l'évolution du capitalisme, des différentes classes, de la société, du monde, ce qui ne remet nullement en cause la validité de ce constat, ce que chacun peut vérifier quotidiennement. Ils ont sous-estimé ou négligé l'importance de tellement de facteurs qu'il ne pouvait pas en être autrement. Ils en sont restés au monde tel qu'il existait entre le milieu du XIXe siècle et le premier quart du XXe siècle, j'en ai fourni une multitude d'exemples au cours de mes causeries. Sans rire, ils ont appelé cela assurer la continuité du marxisme, avant l'heure ils ont osé...

Pour eux, l'embourgeoisement matériel et mental des masses, l'évolution exponentielle de la démographie mondiale, la possibilité de fabriquer de la monnaie sans contrepartie, la création de nouvelles représentations idéologiques (Bilderberg, CFR, Commission trilatérale, ONG, réseaux numériques dits sociaux, etc.), ces quatre facteurs n'ont eu aucune influence sur l'orientation de la société ou du monde ou seulement insignifiante. C'est aberrant, incroyable, mais vrai, hélas !

Quand ils entendent parler de "ni droite ni gauche", ils s'insurgent, ils n'y comprennent rien, allez leur dire que cela signifiait ni socialisme ni capitalisme, mais totalitarisme. C'est le même procédé auquel recourent les idéologues de l'oligarchie pour dresser toutes les couches de la société les unes contre les autres. Il consiste à opposer le particulier au général, l'exception à la règle pour mieux imposer à toute la société leur interprétation qui ne tient pas compte de ces rapports. En soi, peu importe que cette interprétation n'ait aucune valeur, qu'elle soit aberrante, qu'elle ne puisse se prévaloir d'aucune légitimité, car le seul fait d'avoir été conçue ou énoncée lui suffit, tient lieu de vérité qu'ils s'emploient ensuite à incruste profondément dans les cerveaux par mille canaux, dont les médias.

La liaison entre l'aristocratie ouvrière et l'aristocratie financière, la financiarisation de l'économie, l'exportation massive de capitaux, la division internationale du travail, la multiplication des institutions supranationales, les guerres impérialistes et la militarisation de la société, la soumission totale des médias au pouvoir, absolument tous ces facteurs, leurs rapports et leur orientation étaient connus depuis le début du XXe siècle ou nous y ramènent, comment peut-on avoir l'aplomb de vouloir nous faire croire qu'on serait en présence de tendances ou de développements récents, alors que les faits prouvent le contraire ? Deux exemples, la Fed (1913) et la question palestinienne (1918, déclaration de Balfour).

Manifestation nazie à Sofia - Réseau Voltaire 20 février 2018

Alors que l'Union européenne est présidée ce semestre par la Bulgarie, une marche nazie aux flambeaux s'est tenue à Sofia, le 17 février 2018, avec la participation d'un parti membre de l'actuel gouvernement.

Déjà l'année dernière, le vice-ministre du Développement régional, Pavel Tenev, avait été conduit à la démission après la publication d'une photo de vacances où il posait faisant le salut romain devant des statues de cire d'officiers de la Gestapo. Puis, ce fut un haut responsable du ministère de la Défense, Ivo Antonov, qui démissionna après la publication d'une photo où il posait faisant le salut romain devant un char allemand de la Seconde Guerre mondiale. Enfin, ce fut, Plamen Ouzounov, le conseiller sur les questions de sécurité du président socialiste Roumen Radev, qui démissionna pour une photo où on le voyait jouant à Adolf Hitler.

Comme chaque année depuis 10 ans, la manifestation du 17 février célébrait la mémoire du général Hristo Lukov, promoteur de l'antisémitisme et collaborateur des nazis. Elle était soutenue par l'Union des patriotes, un parti membre de la coalition gouvernementale.

Le Premier ministre, Boïko Borissov, est le parrain d'un des deux principaux clans mafieux du pays. Il représente la Bulgarie au Conseil européen qu'il préside pour le premier semestre 2018. Il a organisé un important trafic de drogues et d'armes en soutien à Al-Qaïda et à Daesh en Syrie [1].

Le gouvernement allemand n'a pas réagi à la manifestation nazie du 17 février. En effet, Berlin connaît depuis longtemps Boïko Borissov et le fait chanter. Il se plie à toutes ses demandes au Conseil européen. Rappelons que le haut-fonctionnaire qui préside l'administration du Conseil européen, Donald Tusk, est quant à lui un ami d'enfance de la chancelière Angela Merkel.

L'Union européenne affirme avoir été créée pour lutter contre le nazisme et garantir la paix.

Des partis nazis sont membres des gouvernements en Lettonie [2], en Ukraine [3] et en Bulgarie. Tous ont été organisés par des nazis historiques récupérés par les réseaux Stay-Behind de la CIA et de l'Otan pour lutter contre l'URSS. Ils ont bénéficié de la protection des États-Unis, et parfois de l'Allemagne, durant la Guerre froide. Réseau Voltaire 20 février 2018

Notes.

[1] « Comment la Bulgarie a fourni des drogues et des armes à Al-Qaïda et à Daesh », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 4 janvier 2016.

[2] « La présidente de la Lettonie réhabilite le nazisme », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 16 mars 2005.

[3] « Qui sont les nazis au sein du gouvernement ukrainien ? », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 2 mars 2014.

Le projet de l'UE : Atteindre les objectifs des nazis en confisquant tous les pouvoirs légalement par le biais des moyens fournis par les différentes institutions nationales en faisant en sorte que leur pouvoir ne puisse pas être contesté, ou au besoin en recourant à un coup de force fasciste si la situation le permettait. Voilà la véritable nature de l'UE que seuls des partis de droite ou d'extrême droite peuvent soutenir. Et ceux qui s'y refusent ? Certains se sont déjà reniés, par exemple le FN ou le Mouvement 5 étoiles en Italie. C'est une simple posture rhétorique ou ils croient pouvoir atteindre les mêmes objectifs par eux-mêmes...

Le capitalisme ne disparaîtra pas de lui-même, Marx avait raison, mais il fallait préciser que si ce n'était pas les masses exploitées qui allaient se charger de le faire disparaître en imposant le socialisme, les capitalistes s'en chargeraient eux-mêmes de façon à perpétuer indéfiniment le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme en recourant à un régime totalitaire que devait incarner le néolibéralisme et sa philosophie nihiliste, ce qui ne pouvait se réaliser qu'une fois dévoyée ou neutralisée la lutte de classes après avoir anéanti tout espoir de changer la société.

L'appréciation que l'on porte sur la société en affirmant qu'elle serait meilleure ou pire qu'autrefois, dépend en très grande partie des vertus trompeuses dont on a tendance à la parer en fonction de notre statut social, davantage que la conscience de son fonctionnement qu'on en aurait qui manifestement était défectueux, ce qu'on refuse toujours d'admettre.

Pourquoi ont-ils mis en avant le concept de "fake news" ou fausses nouvelles ? Signalons au passage qu'il est aussi vieux que le monde. Il semble avoir été conçu pour détourner l'attention d'une autre réalité

- ... substituer leur idéologie à la réalité...
- ...recourir aux no news, aux faits censurés ou autocensurés, au non-dit, ils amputent la réalité...
- ...se focaliser sur une histoire plutôt que s'intéresser à des faits.....

Ils prétendent détenir la vérité, mais ils sont fâchés avec les faits quand ils contredisent leur version de la réalité à partir de laquelle ils entendent nous imposer leur politique

QUI NE DIT RIEN CONSENT.

« Le monde ne sera pas détruit par ceux qui font le mal, mais par ceux qui les regardent sans rien faire. » [Albert Einstein.]

« Plus une société s'éloigne de la vérité, plus elle hait ceux qui la disent. » [George Orwell.]

Pourquoi la réaction se déchaîne-t-elle ? Pourquoi est-elle si décomplexée ? Pourquoi peut-elle dire tout et son contraire ?

Tout le monde cherche avidement à comprendre ce qui se passe réellement et personne n'y parvient. Pourquoi ? Parce qu'il n'existe pas de réponses satisfaisantes aux questions que la situation nous impose dans le cadre de la survie du régime capitaliste. Pour avoir abandonné la seule alternative possible au capitalisme, le socialisme, on se condamne à l'impuissance.

Si l'on s'en tient à l'orientation actuelle du monde, l'avenir de l'homme est sombre et celui de l'humanité sordide. Cela ne suffit manifestement pas à faire réagir les lecteurs.

Quand on est en présence de gens qui ont développé la faculté de réfléchir et qui malgré tout refusent de l'utiliser, il est inutile d'insister ou d'en attendre quelque chose.

Ils partagent la responsabilité de l'état actuel de la société ou ils ont le sort qu'ils méritent, ce qui ne devrait pas leur causer un cas de conscience insurmontable puisque finalement ils s'en accommodent fort bien.

Les bonnes intentions, les expériences passées, les connaissances acquises n'ont jamais été des gages de lucidité ou de perspicacité, de discernement suffisant. Quand on n'a pas développé à un haut degré la logique ou la dialectique, on est conduit invariablement à se satisfaire de lieux communs ou de constats superficiels en guise d'éléments pour interpréter la situation. Pourquoi ? Quelle question, mais parce que c'est le seul moyen de développer un esprit critique ou suffisamment libre pour mener à son terme une analyse, sans cet instrument comment pourrions-nous y parvenir ? C'est logique, non ?

On pourrait se demander si nous ne serions pas à contre-courant en période de réaction sur toute la ligne, ceci expliquerait cela ? En voilà une question qui en arrangerait plus d'un. Si on devait la prendre au sérieux, il faudrait considérer que cette période de réaction sur toute la ligne dure depuis si longtemps qu'il y aurait tout lieu d'estimer qu'elle pourrait durer indéfiniment, de telle sorte que le socialisme serait renvoyé aux calendes grecques ou que le sort de cette utopie serait définitivement scellé, de sorte que nous n'aurions plus qu'à nous accommoder du régime en place. Car si nous avons été impuissants à la combattre efficacement au cours des décennies antérieures, on ne voit pas pourquoi soudainement il pourrait en être autrement aujourd'hui ou demain, surtout, et c'est là l'essentiel, en soutenant que nous (nos dirigeants) n'avons pas failli en analysant l'évolution du capitalisme et de la société. C'est justement ce que j'ai contesté.

Car de deux choses l'une : Soit une période de réaction sur toute la ligne peut s'installer durablement, pendant des décennies ou près d'un siècle, au point qu'elle semble pouvoir durer indéfiniment, auquel cas toute perspective de s'émanciper du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme ou tout combat politique pour changer un jour la société serait vain ou voué d'avance à l'échec, soit elle comportait des failles que nous n'avons pas su détecter et exploiter pour la fragiliser (la réaction), ce qui a permis aux représentations idéologiques qui servaient de piliers au régime de remplir leurs rôles tout en pourrissant le

mouvement ouvrier et en neutralisant la lutte de classe, de telle manière que la situation apparaisse inextricable au possible ou sans issue politique, alors que l'évolution de la crise du capitalisme renfermait potentiellement tous les ingrédients nécessaires pour briser tous les obstacles qui servaient de remparts au régime et renouer avec le socialisme.

L'opportunisme qui avait envahi le mouvement ouvrier était incompatible avec la prise de conscience qu'il fallait le refonder au lieu de vouloir le réformer ou le rafistoler. La faillite et la décadence du capitalisme ont entraîné celles du mouvement ouvrier.

Le néolibéralisme est à la fois un produit du capitalisme et sa négation, en lui substituant un système mafieux régi par ses propres lois, qui a créé ses propres représentations idéologiques tout en vampirisant ou en contrôlant les institutions existantes qui fonctionnaient au service du capitalisme. On en arrive à une situation où il n'existe plus d'opposition, c'est orwélien, la marche en avant vers le totalitarisme est enclenchée.

Serions-nous inévitablement conduit à l'impuissance en présence d'une telle situation ?

On a détecté plusieurs problèmes qui peuvent expliquer pourquoi et comment nous en sommes arrivés là.

Au lieu de s'en tenir aux faits, on a privilégié l'idéologie, la propagande qui devait tomber fatalement dans l'oreille de sourds, de personnes hermétiquement fermées à tout questionnement, ou des personnes pour lesquelles le discours que nous leur tenions correspondait à la réalité qu'elles vivaient au quotidien, auquel cas il ne leur apportait rien.

Ce qui nous intéresse, c'est la manière dont les travailleurs interprètent leur condition, leurs rapports au capitalisme et aux institutions, à l'ensemble des représentations idéologiques qui oeuvrent au côté du régime.

Si vous attendez que le capitalisme s'effondre ou une guerre, vous pouvez attendre indéfiniment.

Question : Pourquoi personne ne le dit ?

Parce que cela est incompatible avec les analyses ou les théories foireuses que les uns et les autres ont échafaudées ou qui du coup s'effondreraient.

Où mène un tel déni de la réalité ? Devinez.

Vous avez la réponse quotidiennement sous les yeux. Mais vous refusez obstinément de l'admettre, parce que cela remettrait en cause vos certitudes pétries de principes ou de formules magiques élevées au rang de dogmes, qui pour vous ont valeur de vérité absolue au point de vous identifier avec elle.

Nous ne sommes plus très loin du temps où toute la population, et non plus seulement quelques individus particulièrement intelligents, réalisera consciemment l'invivabilité de la société actuelle. Qu'advient-il ensuite ? Consultez M. Malraux. La révolution qui s'ensuivra ne sera pas communiste — il n'y aura aucun besoin d'une telle révolution, comme je l'ai expliqué, en outre personne ne croira en une amélioration de l'humanité ou en quoi que ce soit d'autre d'ailleurs. Il s'agira d'une révolution nihiliste. La destruction pour la destruction. La haine, la haine universelle, et donc une démolition sans but, complète et minutieuse de tout ce qui existe. Et l'augmentation des salaires, en accélérant l'expansion de la mécanisation universelle (la machinerie est coûteuse), ne fera qu'accélérer l'avènement de cette grande orgie de nihilisme universel. Plus nous nous enrichissons, plus nous nous civilisons matériellement, plus cela adviendra vite. Tout ce que l'on peut espérer, c'est que cela n'arrive pas de notre vivant. Révolutions par Aldous Huxley, 1929.

Ce à quoi on assiste :

EN MARCHE VERS LE TOTALITARISME
IMPOSTURE PERMANENTE
SURVEILLANCE GÉNÉRALISÉE
MENSONGE ÉHONTÉ
DÉLATION
PHILOSOPHIE NIHILISTE
JUGEMENT RÉTROACTIVE

BOMBARDEMENT PRÉVENTIF GANGSTÉRISME FINANCIER BARBARIE

Décrit par Huxley

LA GUERRE C'EST LA PAIX
LA LIBERTÉ C'EST L'ESCLAVAGE
L'IGNORANCE C'EST LA FORCE
MINISTÈRE DE LA VÉRITÉ
POLICE DE LA PENSÉE
NIHILISME ET CRUAUTÉ

Le passé est mort, le futur unimaginable
Contrôle de la Réalité ou l'âge de la double pensée,

- ...Winston laissa tomber ses bras et remplit lentement d'air ses poumons. Son esprit s'échappa vers le labyrinthe de la double-pensée. Connaître et ne pas connaître. En pleine conscience et avec une absolue bonne foi, émettre des mensonges soigneusement agencés. Retenir simultanément deux opinions qui s'annulent alors qu'on les sait contradictoires et croire à toutes deux. Employer la logique contre la logique. Répudier la morale alors qu'on se réclame d'elle. Croire en même temps que la démocratie est impossible et que le Parti est gardien de la démocratie. Oublier tout ce qu'il est nécessaire d'oublier, puis le rappeler à sa mémoire quand on en a besoin, pour l'oublier plus rapidement encore. Surtout, appliquer le même processus au processus lui-même. Là était l'ultime subtilité. Persuader consciemment l'inconscient, puis devenir ensuite inconscient de l'acte d'hypnose que l'on vient de perpétrer. La compréhension même du mot « double pensée » impliquait l'emploi de la double pensée.

Le passé (...) n'avait pas été seulement modifié, il avait été bel et bien détruit.

L'Histoire tout entière était un palimpseste gratté et réécrit aussi souvent que c'était nécessaire. Le changement effectué, il n'aurait été possible en aucun cas de prouver qu'il y avait eu falsification.

...les Deux Minutes de la Haine.

Comment pourrait-il y avoir une devise comme « La liberté c'est l'esclavage » alors que le concept même de la liberté aura été aboli ? Le climat total de la pensée sera autre. En fait, il n'y aura pas de pensée telle que nous la comprenons maintenant. Orthodoxy signifie non-pensant, qui n'a pas besoin de pensée, l'orthodoxy, c'est l'inconscience.

Le Parti essayait de tuer l'instinct sexuel ou, s'il ne pouvait le tuer, de le dénaturer et de le salir.

(les prolétaires de l'esclavage.) Ils ne se révolteront que lorsqu'ils seront devenus conscients et ils ne pourront devenir conscients qu'après s'être révoltés.

L'idée lui vint que la vraie caractéristique de la vie moderne était, non pas sa cruauté, son insécurité, mais simplement son aspect nu, terne, soumis.

Le passé était raturé, la rature oubliée et le mensonge devenait vérité.

Le passé, non seulement changeait, mais changeait continuellement.

S'il y avait quelqu'un au monde capable de faire un exposé exact des conditions de vie dans la première partie du siècle, ce ne pouvait être qu'un prolétaire. Fin des extraits.

On connaissait le procédé despotique qui consistait à emprisonner arbitrairement quelqu'un pour une durée indéterminée, sans que la personne détenue n'ait été informée des faits qu'on l'accusait d'avoir commis, en lui refusant l'assistance d'un avocat et sans qu'elle soit traduite devant un tribunal, de telle sorte qu'elle ne puisse pas se défendre ou faire prévaloir le principe de la présomption d'innocence. Sa culpabilité purement idéologique ayant été décrétée par le législateur ou le régime tyrannique sans autre forme de procès, se substituait à la recherche de la vérité et avait valeur de droit, de loi, intangible, incontestable, implacable.

Cette loi est en vigueur aux Etats-Unis depuis 2001, elle est également appliquée en Israël notamment.

Ce procédé despotique est donc légal. Il a été adopté par de nombreux pays qui l'ont adapté à leur législation liberticide, dont la France, où la présomption de culpabilité prédomine dans un certain nombre de cas qui ne demande qu'à s'étendre à l'infini. Essayez donc de contester une décision inique de la Caf (Caisse d'allocation familiale)...

On connaissait le procédé qui consistait à adopter une loi et à l'appliquer rétrospectivement, par exemple, adopter en février 2018 une nouvelle taxe dont le calcul serait basé sur les revenus perçus depuis 2013, et donc applicable à la période allant de 2013 à 2017.

Ce genre de procédé despotique est employé aux Etats-Unis depuis des décennies, Aaron Russo y fit allusion en 2007 dans un entretien consacré à son ami Nick Rockefeller (vidéo disponible dans le portail).

Tout cela paraît incroyable, n'est-ce pas, et pourtant tout le monde ou presque s'est adapté à cette société totalitaire.

La preuve, ils en sont à juger de manière aussi arbitraire des idées ou des actes commis des années ou des décennies antérieures et à lyncher sur la place publique leurs auteurs en employant exactement le même procédé. Ces idées ou ces actes commis dans le passé et qui étaient conformes à la législation en vigueur ou aux idées communément admises par la société à une certaine époque, qui pouvaient correspondre à des préjugés largement partagés sans qu'ils fassent l'objet de poursuites judiciaires, à vrai dire ils étaient même encouragés par le législateur ou ceux qui détenaient le pouvoir politique, sont aujourd'hui caractérisés de délits susceptibles d'être réprimés à partir de nouveaux critères qui leur sont imposés.

Autrement dit, ils ne jugent plus le passé à partir des rapports qui existaient dans la société à un moment donné, mais sur la base de critères qu'ils ont sélectionné de nos jours et qui correspondent aux rapports qu'ils voudraient imposer à l'ensemble de la société, sans que celle-ci ne connaisse une évolution qui lui permettrait de les assumer, ce qui devrait se traduire par leur violation puisqu'ils ne sont pas applicables et la répression de leurs auteurs.

Ils instaurent le règne de la terreur permanente depuis Washington et les monarchies européennes.

Bien entendu ils ne sélectionnent que certains éléments ou facteurs, rapports. Ils réécrivent l'histoire en somme, ce sont des faussaires, des escrocs. Qui ? Les faux monnayeurs et leurs idéologues, leurs représentants, les menteurs professionnels ou propagandistes de fausses nouvelles (fake news), ce sont les mêmes.

Ils substituent leur idéologie à la réalité. Ils peuvent agir ainsi d'autant plus effrontément et impunément qu'ils ne sont pas les seuls à employer ce procédé. Tous les partis dits ouvriers sont logés à la même enseigne ou le pratiquent depuis des lustres, en fournissant des analyses qui avaient davantage un contenu idéologique en reposant sur des principes pour justifier une orientation politique, tandis qu'une partie des faits passaient à la trappe ou étaient délibérément tronqués. C'est d'ailleurs leur principal problème, apparemment insurmontable.

- Le porte-parole de LREM démissionne après une polémique - Reuters 9 janvier 2018

Le jeune homme a grandi à Montreuil en Seine-Saint-Denis où ses parents algériens ont émigré, comme le rapporte le journal allemand Die Zeit qui lui consacre un portrait en 2016, en tant que modèle d'ascension sociale d'un jeune issu de l'immigration ayant accédé à la haute fonction publique. « Il a tendance à surjouer cette image du mec de ZEP qui a galéré », juge un ancien étudiant qui l'a côtoyé.

Pour compléter le tableau, il faut préciser que la mère de Rayan Nezzar est médecin et qu'après avoir fait sa primaire dans une école publique (classée ZEP) du XXe arrondissement de Paris, cet écolier déjà brillant a été inscrit dans un collège privé catholique du centre de la capitale. Il a obtenu son Bac S à 15 ans, rapporte Sud-Ouest.

Fan de foot, il est aussi passionné de jeux vidéo dès l'adolescence. Il a ainsi développé un jeu vidéo en parallèle de ses études. Il a d'abord étudié le droit à la fac, avant d'intégrer Sciences-Po Paris, puis l'ENA. Enarque de la promotion « Winston Churchill » (2014-2015), il est affecté à Bercy à sa sortie de la prestigieuse école. Il y travaille au sein du bureau de la solidarité et de l'insertion. En parallèle, il enseigne l'économie à l'université Paris-Dauphine et collabore avec la Fondation Jean-Jaurès.

Les tweets injurieux exhumés par Buzzfeed, captures d'écran à l'appui, ont été publiés par Rayan Nezzar au cours des années 2012 et 2013, lorsqu'il était étudiant à l'ENA et qu'il faisait ses premières armes politiques au PS, dans la section du XXe arrondissement de Paris. « Il est extrêmement ambitieux », se souvient un militant socialiste.

- Présidentielle : la Fondation Jean-Jaurès vote Macron - Le Parisien

www.leparisien.fr/.../presidentielle-la-fondation-jean-jaures-vote-macron-03-05-2017-6..

La fondation Jean-Jaurès un think tank néoconservateur sous l'étiquette du PS.

wikipedia.org - La fondation Jean-Jaurès est une fondation politique française proche du Parti socialiste...

La fondation Jean-Jaurès consacre la moitié de ses moyens à la coopération internationale, dont l'objectif est de favoriser l'émergence ou la consolidation de la démocratie dans le monde.

La fondation est présidée par Henri Nallet (PS) depuis 2013, ministre de la Justice du 2 octobre 1990 à avril 1992... tandis que Gilles Finchelstein en est le directeur général depuis 2000. Entre 2009 et 2013, Henri Nallet exerce la fonction de consultant auprès du groupe Servier (Mediator) « pour un revenu annuel de 812 000 € ». Gilles Finchelstein est membre depuis 2008 du club Le Siècle. Il est l'auteur, avec Matthieu Pigasse, du livre Le monde d'après, une crise sans précédent, paru chez Plon en 2009...

En 2014, la fondation Jean-Jaurès fonde un observatoire des radicalités politiques, dirigé par Jean-Yves Camus et auquel participent des journalistes, historiens et sociologues, tels Rudy Reichstadt, Nicolas Lebourg, Joël Gombin ou Sylvain Crépon. Ces membres nient toute orientation partisane.

En mai 2016, la fondation s'exprime en faveur de l'idée, déjà débattue, d'un revenu universel de base de 750 euros par mois.

Outre les dons et legs des particuliers, elle fait appel au mécénat des entreprises et tire ses sources de financement du gouvernement (services généraux du Premier ministre), du Parlement (Sénat et Assemblée nationale) et de subventions octroyées par différents ministères sur des projets spécifiques (Culture, Affaires étrangères, Éducation nationale par exemple).

Selon les propres informations de la fondation, son budget global en 2010 s'élevait à 2 100 000 € dont 80 % provenant de différents services et ministères de l'État et 2 % des groupes socialistes du Parlement et du Sénat.

Liens internes (2 organisations liées à la CIA. - LVOG) :

- National Democratic Institute for International Affairs (États-Unis)

- National Endowment for Democracy (États-Unis) wikipedia.org

Qui dirige LRM, qui gouverne le pays ? La réponse.

- Il faut virer le soldat Rayan - LeParisien.fr

La République en marche peut-elle garder comme porte-parole Rayan Nezzar ?

Clonage avant que la bête meurt.

- Le PS est en "état de mort clinique", mais "la gauche ne meurt jamais" - AFP

L'ex-chef de file des "frondeurs", Christian Paul, juge le PS "en état de mort clinique", mais considère dans le JDD que "l'urgence est de donner idées et visages à la prochaine gauche" plutôt qu'à un congrès de "survie".

Disant approuver la décision de Najat Vallaud-Belkacem de ne pas se porter candidate à la direction du parti, l'ancien député de la Nièvre juge qu'elle "a compris que l'avenir de la France et de la gauche ne se jouerait pas dans les boutiques obscures du Parti socialiste. Elle a raison. Le PS, en état de coma clinique, est devenu une machine à broyer les idées, les femmes et les hommes".

"Mais elle ne jette pas l'éponge?: elle pense, et moi aussi, que l'essentiel se passera ailleurs et autrement", ajoute-t-il, pronostiquant que "la prochaine gauche s'inventera en grande partie en dehors des appareils d'aujourd'hui", ce qui "n'empêche pas que demeurent au PS des militants et des personnalités remarquables". AFP 7 janvier 2018

Ce qu'ils appellent "la prochaine gauche" existe déjà avec Générations, La Nouvelle Donne, LFI, etc...

L'homme est vulnérable et par conséquent corruptible, et ceux qui le sont le plus sont ceux qui justement croient l'être le moins, en premier lieu tous ces militants bourrés de certitudes qui derrière leur fausse modestie ont développé un puissant complexe de supériorité qui les aveugle.

Ils prêtent aux travailleurs un état de conscience qui ne correspond pas à la réalité. Le leur. Cette projection ou identification va donner lieu à toutes sortes d'interprétations erronées et d'illusions qui seront ensuite théorisées par d'habiles imposteurs. Ils vont s'adresser aux travailleurs, afin de leur faire prendre conscience de ce qu'ils savent déjà, autrement dit, ils ne serviront strictement à rien ou démontreront juste qu'ils en sont au même point ou ne peuvent rien leur apporter. Quel intérêt y aurait-il à porter la moindre attention à des militants et des partis qui finalement ne vous apportent rien et même bien moins que ce qu'ils peuvent trouver ailleurs ?

La plupart des militants évoluent dans des bulles et développent un état d'esprit de secte. Quand ils disent qu'ils s'expriment au nom des travailleurs, en fait ils les ignorent parce qu'ils ne savent pas ce qu'ils pensent ou plutôt comment ou pourquoi ils le pensent. Peu importe, cela ne les intéresse pas, ils penseront à leur place.

Sans même s'en apercevoir ils ont adopté le statut du parvenu qui se prend pour ce qu'il n'est pas. Il est bien connu que la plupart des hommes cultivent ce travers. Ils le doivent au processus inconscient qui a accompagné la formation de leur personnalité et qui était destiné à les protéger des agressions du monde extérieur ou de la concurrence que se livrent les hommes pour survivre. Pour eux, la psychologie, qui est un des aspects primordiaux de la nature humaine, ne présente aucun intérêt et doit demeurer un mystère, à défaut de l'étudier pour mieux la maîtriser, ils la traitent avec mépris. En adoptant cette position du haut de leur chaire professorale qui en réalité n'est pas plus haute que la cuvette de leur cabinet d'aisance, ils décrètent que l'un des deux volets (social et psychologique) à l'origine du développement de la personnalité humaine doit être négligé, laissant ainsi le soin à nos ennemis de le manipuler à leur guise, non sans un certain succès.

C'est là qu'on s'aperçoit que généralement le militant n'est pas très évolué en somme. Si peu qu'il n'a même pas conscience de lui-même, ce qui est révélateur, c'est un piètre observateur, il n'apprend rien sur lui-même à travers le comportement des autres, il se situe au-dessus, il vaut tellement mieux. Qu'il nous soit permis d'en douter.

Puisque mes lecteurs ne souhaitent pas se faire connaître, j'en conclus qu'ils n'ont pas vraiment la conscience tranquille ou que ce sont des lâches ou ceci explique cela. Je rappelle que certains me l'ont écrit eux-mêmes. Ils ont apparemment confondu concession et compromission. Je regrette que ce portail n'ait pas pu être accessible aux travailleurs en général, car il n'est référencé nulle part.

Je vous laisse en compagnie des diseuses de bonnes aventures qui prétendent qu'il existerait des syndicats et des partis ouvriers indépendants, alors qu'en réalité les deux restent à imaginer et à construire, dans l'état actuel des choses, ils n'existent pas. Peut-être que parce qu'on n'est jamais parvenu à imaginer qu'il fallait construire un nouveau syndicat, nous ne sommes pas parvenus à construire un nouveau parti. Nous en aurions eu la possibilité, mais nos dirigeants l'ont laissé passer, vous savez tous pourquoi, et maintenant que les conditions sont plus difficiles, ils vont vous sortir que c'est impossible et qu'ils n'y sont pour rien évidemment, vous avez compris la manoeuvre, bref, ils ont raison ou les faits leur donnent toujours raison, franchement comment pourrait-il en être autrement.

On comprend aussi pourquoi ils regrettent que le PS et le PCF soient à l'agonie, et ce n'est pas faute d'avoir tout fait pour tenter de les sauver. Même cela ne mettra pas la puce à l'oreille des militants, ils sont trop corrompus pour en avoir profité et être parvenus tranquillement à la retraite pour un grand nombre d'entre eux. Ces nantis sont nostalgiques des années 50 à 80, mon enfance, ma jeunesse source de toutes les humiliations et de grande pauvreté, et de guerres, famines, etc., quelle crasse et sordide ignorance, voilà de quoi est fait le gratin du mouvement ouvrier, son avant-garde, il faut les refonder ! Ils ont progressé de l'individualisme collectif au corporatisme internationaliste.

En principe, les dirigeants d'un parti ouvrier analysent la situation et tous les rapports qui existent entre les principaux facteurs, ce qui permet de déterminer les lignes de force qui se dégagent, à partir desquelles ils vont définir un axe d'intervention politique dans la lutte des classes et se fixer des objectifs et des tâches pour les atteindre, enfin l'ensemble va constituer une orientation ou une ligne politique cohérente permettant de construire le parti et aider de larges couches de travailleurs à élever leur niveau de conscience politique.

Tout cela doit très précis, minutieusement élaboré et ne rien laisser au hasard.

Et que nous dit-on régulièrement, aux questions que les travailleurs se posent ou plutôt devraient se poser, "il n'y a pas de réponses toutes faites", alors de deux choses l'une, soit on ne croit pas un mot de ce qu'on dit, soit on ne sait pas quoi penser, et dans les deux cas la moindre des choses c'est de le dire ou de la fermer !

Une illustration, les travailleurs feraient preuve d'une "résistance sans faille", grotesque, si tel était le cas ils n'auraient jamais laissé passer autant de mesures ou lois scélérates synonymes de régression sociale. En fait ils disposent toujours de moyens pour la compenser, ils sont solidement attelés au capitalisme, mais cela on ne vous le dira pas.

Mais rien n'est perdu, "l'unité de leurs organisations (...) emportera tous les obstacles", alors qu'en réalité la nature de ces organisations, par leur composition et leur direction, leur fonctionnement constituent un obstacle à tout pas en avant vers le socialisme...

Extrait de la causerie du 10 janvier que je n'ai pas publiée.

Le mot du jour : Abus de pouvoir.

Macron est le produit d'un coup de force, d'un coup d'Etat à froid, d'un abus de pouvoir qu'il s'emploie dorénavant à exercer en faisant des émules parmi toutes les couches de la société qu'il instrumentalise, particulièrement chez celles des petits bourgeois dévorés d'ambition, qui pire que leur maître à penser, se transforment en misérables despotes dès lors que l'occasion leur est donnée pour imposer leur mode de pensée en recourant à des moyens détestables tels que la délation ou la dénonciation ce qui revient au même.

Leurs procédés sont misérables, ignobles, sordides et illustrent qu'ils n'ont pas plus de scrupules ou de morale que ceux qu'ils clouent au pilori, en réalité ils partagent les mêmes. Cette vermine qui dénonce certains aspects de la société appartient aux classes privilégiées qui s'en étaient très bien accommodées jusqu'à présent...

Ils se font le relais infâme de la chasse à l'homme lancée par l'oligarchie contre toutes les classes et couches de la société, hormis celles qui servent fidèlement et avec zèle ses intérêts. Le capitalisme pourrissant, à défaut de disparaître attise la haine entre les différentes couches de la société dont les rapports sont calqués sur ceux du capitalisme entre dominant et dominé. Au lieu de s'en prendre à la source de ces rapports, au capitalisme, les lâches préfèrent dénoncer en meute des individus isolés qui possédaient un statut social supérieur aux leurs mais pas forcément, puisque dans leur aveuglement hystérique ils entendent s'attaquer aux préjugés de l'immense masse de la population, de la majorité, qui fut encouragée à les adopter par les tenants du capitalisme.

Le lynchage auquel ils se livrent relève de la tyrannie, dans la mesure où ils bafouent la présomption d'innocence et piétinent le droit de la défense.

Les femmes qui adoptent ce comportement détestable, ne trouvent rien à redire à se prostituer avec le capitalisme, dès lors que cela leur permet d'embellir leur carrière professionnelle ou de faire parler d'elles. Ce sont les pires et les plus dangereuses car elles jouent sur tous les tableaux à fois, elles ne visent pas une égalité impossible à réaliser entre les sexes, mais uniquement le pouvoir d'exercer leur domination. Qu'elles soient souvent issues du PS ou qu'elles se prétendent de gauche n'a rien d'étonnant, cela introduit juste un élément supplémentaire de confusion chez ceux qui ne les avaient pas caractérisés de droite, en passant, vous voyez quel intérêt il y avait à le faire depuis longtemps.

Leur procédé présente bien des similarités avec celui employé pour faire la chasse aux fausses informations et la finalité est la même : faire taire, faire disparaître tous ceux qui s'opposent au néolibéralisme, à la politique du gouvernement, faire en sorte que quelque soit votre statut social vous adoptiez de gré ou de force, sans broncher, les idées et le comportement qu'on vous dicte, quitte à ne vous laisser plus aucune liberté. Ce sont bien deux campagnes liberticides qui se combinent sous nos yeux.

Bien entendu, il n'est plus question de liberté d'expression, au nom du droit à la différence qui est ainsi piétiné, c'est la raison pour laquelle on peut affirmer tranquillement qu'ils se moquent éperdument de l'un et de l'autre.

- Fake news et complotisme : comment l'état nous manipule par Philippe Alain - legrandsoir.info 10 janvier 2018

En résumé : le 4 janvier, Macron annonce une nouvelle forme de censure contre les médias ; les jours suivants, le porte-parole va expliquer sur les plateaux que c'est indispensable pour se protéger, par exemple des groupes terroristes et le 7 janvier, une officine de propagande financée par l'Etat nous pond une étude qui démontre que nous sommes tous atteints de complotisme aigu et que, par conséquent, une cure de désintoxication s'impose. Diffusée en boucle par tous les médias, cette "étude" vient clore le débat et faire taire tous ceux qui s'étaient pourtant offusqués quelques jours plus tôt de l'annonce d'une nouvelle mesure liberticide.

Voilà un parfait exemple de manipulation de l'opinion publique par l'Etat lui-même. Jamais personne n'aura autant de moyens médiatiques, humains, financiers et politiques permettant de réussir de telles manipulations.

Une conspiration mondiale contre la démocratie

- Quand une respectable fondation prend le relais de la CIA - legrandsoir.info 9 janvier 2018

« Une grande partie de ce que nous faisons aujourd'hui, la CIA le faisait clandestinement il y a vingt-cinq ans [1]. » L'homme dont le Washington Post rapporte le surprenant aveu, le 22 septembre 1991, s'appelle Allen Weinstein. Historien, il a été le premier président de la National Endowment for Democracy (NED, Fondation nationale pour la démocratie), une association américaine à but non lucratif aux objectifs particulièrement vertueux : promouvoir les droits de l'homme et la démocratie. C'est pourtant d'elle qu'il parle dans sa déclaration. (...)

...l'American Political Foundation (APF) voit le jour en 1979, coalition des partis démocrate et républicain, de dirigeants syndicalistes et de patrons, d'universitaires conservateurs et d'institutions liées aux affaires étrangères. Le modèle est importé d'Allemagne de l'Ouest, où les fondations des quatre principaux partis [5] – connues sous le nom de Stiftung – sont, depuis l'après-guerre, financées par leur gouvernement, comme instruments de la guerre froide. En particulier la Fondation Konrad Adenauer, liée au parti chrétien-démocrate (CDU).

Le 14 janvier 1983, le président Ronald Reagan signe la directive secrète NSDD-77. Il y ordonne de mettre en place ce qu'il a annoncé dans un discours devant le Parlement britannique, le 8 juin 1982 : une « infrastructure » pour « mieux contribuer à la campagne globale pour la démocratie [6] ». La directive signale qu'il faudra pour cela « coordonner de manière étroite les efforts effectués en politique étrangère – diplomatiques, économiques, militaires – et se mettre en relation serrée avec les secteurs suivants de la société américaine : travail, affaires, universités, philanthropie, partis politiques, presse (...) ». (...)

Ainsi, le 23 novembre 1983, une loi entérine la création de la NED. (...)

Quatre organisations constituent le socle de la NED et sont responsables de sa gestion. Le Free Trade Union Institute (FTUI) – branche de la centrale syndicale AFL-CIO, qui prend ensuite le nom d'American Center for International Labor Solidarity (Acils) – existait déjà avant la NED. Les trois autres sont créées ad hoc : le Center for International Private Enterprise (CIPE) de la chambre de commerce, l'International Republican Institute (IRI), du Parti républicain, et le National Democratic Institute (NDI), du Parti démocrate. (...)

Le talent qu'a la NED pour canaliser les fonds, créer des organisations non gouvernementales (ONG), mettre sur pied des manipulations électorales et des campagnes d'intoxication médiatique, doit beaucoup à la grande expérience de la CIA, de la branche du département d'Etat chargée de la coopération (Usaid) et de nombreuses personnalités de l'« élite » conservatrice liée à la politique étrangère des Etats-Unis [12]. Mis à part les moyens terroristes, le gouvernement Reagan utilisera les mêmes méthodes dans les pays d'Europe de l'Est, « croisade non gouvernementale pour les droits de l'homme et la démocratie, d'autant moins impérialiste qu'elle est censée répondre directement aux besoins des dissidents et des réformateurs du monde entier [13] ». Dans ces pays du « socialisme réel », la distance entre gouvernants et gouvernés facilite la tâche de la NED et de son réseau d'organisations, qui fabriquent des milliers de « dissidents » grâce aux dollars et à la publicité. Une fois le changement obtenu, la plupart d'entre eux, ainsi que leurs organisations en tout genre, disparaissent, sans gloire, de la circulation.

Instrument de la guerre globale

Devant l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU) en septembre 1989, le président George Bush père affirmait que le défi du « monde libre » était de consolider les « fondations de la liberté ». L'année précédente, le Parlement canadien, encouragé par Washington, avait créé une fondation semblable à la NED, portant le nom de Rights & Democracy. En 1992, sur le même modèle, le Parlement britannique a officialisé la Westminster Foundation for Democracy (WFD). Puis vient le tour de la Suède avec le Swedish International Liberal Centre, des Pays-Bas – Fondation Alfred Mozer – et de la France – Fondation Robert Schuman et Fondation Jean Jaurès (liée au Parti socialiste). Le réseau de fondations de la NED prend forme.

C'est dans ce cadre qu'a été créée la Democracy Projects Database, qui coordonne quelque six mille projets d'ONG dans le monde. La NED est aussi le coeur du Network of Democracy Research Institutes [19], auquel participent « des institutions indépendantes liées à des partis politiques, des universités, des syndicats et des mouvements pour la démocratie et les droits humains ». Son objectif est de faciliter le contact « entre les érudits et les militants de la démocratie ». D'autre part, la NED héberge le secrétariat du Center for International Media Assistance, « un projet qui se propose de réunir un certain nombre d'experts en médias avec l'objectif de renforcer le soutien à la presse libre et indépendante dans le monde [20] ».

Sur le site Internet officiel du département d'Etat, M. Gershman déclare que toutes ces fondations, personnes et organisations convergent vers la « création d'un mouvement mondial pro-démocratie ». Un « réseau de réseaux » dont la NED constitue le centre. D'autres fondations se sont ralliées à ce projet – la Friedrich-Ebert-Stiftung d'Allemagne, l'Olof Palmes Internationella Center, de Suède, le Karl Renner Institut, d'Autriche, la Fundación Pablo Iglesias, liée au Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE). (...)

Démocratie, élections libres, liberté d'expression... Ce que M. Blum traduit ainsi : « Tout ce qu'on a fait, c'est transférer les nombreuses activités détestables de la CIA à une nouvelle organisation dont le nom sonne bien. La création de la NED est un

chef-d'oeuvre de politique, de relations publiques et de cynisme [22]. »

Financements sans frontières

« Absolument, nous recevons de l'argent de la NED, affirme M. Robert Ménard, secrétaire général de Reporters sans frontières (RSF), sur le forum Internet du Nouvel Observateur, le 18 avril 2005 [23]. Et cela ne nous pose aucun problème. » De quoi mettre en doute le crédit de cette association « indépendante » qui défend la liberté d'expression grâce à ce genre de financement, sans compter ce qu'elle reçoit de l'Etat français – 11 % de son budget annuel –, de la Commission européenne – 15 % –, ainsi que de plusieurs groupes financiers propriétaires de médias et d'entreprises d'armements – montant indéterminé [24].

Au temps du ministère de la Vérité.

Il ne vous aura pas échappé qu'avec le thème des fausses nouvelles (fake news), nous sommes encore en présence d'une opération ou plutôt d'une machination planétaire orchestrée depuis Washington. Elles sont insignifiantes à côté des mensonges qui ont été employés pour préparer psychologiquement les peuples à deux guerres mondiales, puis les justifier.

Il faut distinguer les fausses informations en tant que telles, de fait réels qui font l'objet d'un traitement qui les assimile à de fausses informations tant ils sont déformés, évidemment ce ne sont pas celles-ci que les commentateurs retiennent car trop compromettantes. Que la manière dont sont présentés ou interprétés des faits réels relève de la manipulation des esprits ne les choquera pas, puisqu'ils se livrent quotidiennement à cet exercice qu'on appelle aussi désinformation.

Il n'y a pas de fumée sans feu.

Lu dans un article publié par le blog Les-Crises.fr

- "Il n'y a sans doute pas chez Emmanuel Macron de volonté de censurer ou de créer une police de la vérité journalistique. Son idée est bonne de vouloir protéger les moments de la démocratie les plus fragiles, c'est-à-dire les élections. D'accord pour mettre en place des garde-fous, mais de là à renforcer les pouvoirs de l'Etat sur l'information, c'est moins satisfaisant."

"L'éducation aux médias est un bon moyen de lutter contre les "fake news"."

Les élections, des "moments de la démocratie", il fallait oser le dire !

Le boycott est la seule éducation saine et sérieuse.

Parole d'internaute.

- À rapprocher du thème à la mode depuis quelques jours : le "complotisme" dont feraient preuve 8 français sur 10, selon un énième sondage.

Tout le monde sait que les sondages sont là non pas pour informer, mais pour modeler l'opinion. La réalité, pour reprendre un mot cher à notre petit prodige président, est pourtant toute simple : l'économie est en état de mort cérébrale, le prochain domino financier qui tombera fera s'écrouler tout le système, des millions de laissés pour compte vivent à l'intérieur et à l'extérieur du pays(chômeurs, réfugiés...), le climat se dérègle, les ressources naturelles sur lequel est adossé notre système tout entier sont en épuisement... Un seul exemple 10 ans de réserves en lithium, vous savez ce machin indispensable pour fabriquer les smartphones et autres gadgets qui servent à endormir la population... et tout le monde voudrait continuer à faire comme si de rien n'était ?

Les nuages s'amoncellent et l'orchestre médiatique à beau redoubler d'efforts, le tapage qu'il s'efforce de maintenir n'empêchera pas le tonnerre de gronder et l'orage de frapper à la fin.

D'une façon où d'une autre, ça n'est qu'une question de temps, et certainement pas dans longtemps, comme l'espèrent avec lâcheté beaucoup de nos concitoyens. Non, nos enfants ne seront pas là pour essayer nos bêtises : c'est nous qui serons en première ligne, très bientôt.

Et le pire, c'est que tous ceux que le système taxe de complotisme l'ont bien compris : dans leur immense majorité, ils ne font juste plus confiance aux serviteurs premiers de celui-ci, les "journalistes".

Et ça, quelque part, c'est une sacrée bonne nouvelle au milieu de tout ce bazar !

- Il s'agit aussi de préparer l'opinion publique aux prochaines lois liberticides qui auront pour justification orwellienne la lutte contre la désinformation.

Bienvenue chez les conspirateurs ou les faussaires.

- Près de 8 Français sur 10 en faveur d'une loi visant à lutter contre les "fake news" en période électorale, selon un sondage - Franceinfo

71% des Français interrogés pensent que ces fausses informations constituent actuellement un problème au sein de la société, selon un sondage Odoxa Dentsu Consulting pour franceinfo et "Le Figaro", publié jeudi soir. Franceinfo

Le pilote était à ... Washington.

Julien Codorniou, le vice-président de Facebook chargé des partenariats, qui vit à Londres, est membre du... conseil de surveillance du « Monde » ! Grand ami de Xavier Niel — le copropriétaire du quotidien —, Codorniou figure aussi depuis peu à son côté au conseil de surveillance de Mediawan, le fonds d'investissement cofondé fin 2015 par un certain Niel Xavier. Le monde des géants est petit. Le Canard enchaîné, 8/1/2018

Les mains sales ou la sale "besogne". Ils le revendiquent.

- Checknews : est-il vrai que Facebook paye «Libé» pour aider à trier les «fake news» ? - Libération.fr

Dans son édition de la semaine dernière, le Canard enchaîné a publié un article intitulé «Entre "le Monde" et Facebook, un beau compte de fake» qui fait beaucoup parler. Le palmipède «révèle» que le réseau social finance le journal du soir. Un article un peu survendu, parce que ce n'est pas un scoop. Et incomplet, parce que le Monde n'est pas le seul média français financé par Facebook pour faire la chasse aux fausses nouvelles. Libération est aussi payé pour la même besogne. Liberation.fr 9 janvier 2018

Nous l'avions déjà signalé aux lecteurs.

Avec une capitalisation boursière de près de 500 milliards de dollars (Le Monde 30.08.2017) Facebook peut se permettre de se payer les services du Monde et Libération notamment pour organiser la censure sur Internet. L'oligarchie n'a plus besoin de contrôler le contenu des médias, c'est fait depuis qu'elle les a achetés, elle doit donc dorénavant s'attaquer aux autres sources d'information.

Faites tomber les masques.

- La Terre est plate, le pape a tué Kennedy, et si ma tante en avait... - Libération.fr

Les médias aux ordres comme seule source "d'information acceptable", qui plus est "respectueuse des institutions".

Libération - D'un côté une population jeune, biberonnée à la culture de la «post-vérité» d'un Internet qui s'est toujours positionné en contre-espace public, légitimant la vox populi au niveau de toute autre source d'information acceptable. Et de l'autre des seniors socialisés durant une époque plus respectueuse des institutions, avec une colonne vertébrale idéologique plus marquée.

Les médias institutionnels ou la parole divine.

Libération - ...défiance commune envers la presse traditionnelle.

Tous coupables, y compris ceux qui n'ont pas accès aux sources d'information.

Libération - Qui est coupable du phénomène ? Personne. Tout le monde. La modernité. Car elle nourrit le complotisme.

Et puis vous êtes responsables de tous les problèmes que vous rencontrez au cours de votre vie.

Libération - ...des gens en échec personnel vont avoir tendance à s'exonérer de leurs responsabilités en cherchant d'autres explications

Bref, vous êtes des cons !

Libération - ...les personnes qui comprennent mal l'environnement dans lequel elles évoluent ont une tendance plus prononcée à minimiser le poids du hasard dans la marche des événements.

Ils les ont démasqué, ce sont des rouge-brin !

Libération - Fondation Jean-Jaurès et de Conspiracy Watch : Les sympathisants d'extrême droite et d'extrême gauche sont plus enclins que les autres à verser dans la théorie du complot».

Douter, c'est commencer à réfléchir, un crime.

Libération - ...le complotisme se nourrit du doute.

Fake news et complotisme : comment l'état nous manipule par Philippe Alain - legrandsoir.info 10 janvier 2018

Intéressons-nous donc à la Fondation Jean Jaurès.

Officiellement, la Fondation Jean-Jaurès se décrit à la fois comme "un think tank, un acteur de terrain et un centre d'histoire au service de tous ceux qui défendent le progrès et la démocratie dans le monde." En réalité, la Fondation Jean Jaurès est un think tank fondé sous l'impulsion de Pierre Mauroy, ancien premier ministre de François Mitterand. On trouve dans son conseil d'administration bon nombre de socialistes comme Jean-Marc Ayrault, Vincent Peillon ou Bruno Le Roux, mais plus surprenant, devinez qui occupe jusqu'en mai 2017 le poste de secrétaire général ? Gérard Collomb... Aujourd'hui ministre de l'intérieur de Macron. Pour la petite histoire, avec Gérard Collomb qui est toujours membre du Conseil d'Administration, on trouve également au poste d'administrateur, monsieur Christophe Carol, qui aussi est chef du bureau des associations et fondations au ministère de l'intérieur. Bonjour le conflit d'intérêts. (2)

Côté financement, ça vaut aussi son pesant de cacahuètes. La Fondation Jean Jaurès se vante d'être indépendante. Ah bon ? Le budget voté le 21 décembre 2016 est de 2 730 000 €. 1 000 000 d'euros de recettes proviennent des services généraux du premier ministre" et 878 000 € proviennent de subventions publiques. Autrement dit, l'Etat finance la Fondation Jean Jaurès à hauteur de 70% de son budget. Les ressources propres : publications, dons... ne représentent que 6% des recettes.

Bref, la Fondation Jean Jaurès est une véritable "organe d'influence", une officine de propagande d'Etat qui n'ose pas dire son nom.

Ca y est ? Vous comprenez mieux la manipulation ?

Bien évidemment, tous les médias vont reprendre en boucle les informations de la fameuse étude censée démontrer que les Français sont des adeptes inconditionnels des fake news et du conspirationnisme. Libération, qui appartient, comme L'Express, l'Expansion, BFM et RMC à Patrick Drahi, le milliardaire Franco-Israélien, fait la une sur le sujet en titrant son édition du 9 janvier : "Complotisme : le côté obscur de la France". Le soir même, Europe 1, propriété du milliardaire Arnaud Lagardère consacre un débat au fake news. Bref, tout le monde s'y met et ne parle que de ça ou presque pendant plusieurs jours.

Voilà, la boucle est bouclée. Aucun journaliste n'aura remarqué la supercherie, ou du moins, aucun ne s'est intéressé au véritable commanditaire de l'étude.

(2) <https://jean-jaures.org/la-fondation>

Le pilote est à Bruxelles, l'office européenne états-unienne.

- Fake news : cette experte nous explique les 3 niveaux de fausses nouvelles et les limites d'une loi Macron - huffingtonpost.fr

Fin 2017, un groupe d'experts a été créé par la Commission pour définir, trier et penser les "fake news". Alors que leur première réunion d'une longue série aura lieu à la mi-janvier, l'une des expertes, la sociologue des médias Divina Frau Meigs, nous parle des trois niveaux de fake news, à travers trois exemples. Notre experte, également professeure à la Sorbonne Nouvelle... (On sait ce que valent les "experts" nommés par Bruxelles. - LVOG)

...on distingue la "fake news de propagande" de la "fake news de complot" et de la "fake news commerciale (ou de scandale)".

Si ces trois types endommagent et polluent l'accès à l'information, ce ne sont que les fausses nouvelles de propagande et de complot qui ont été visées par Emmanuel Macron, début janvier, dans son discours à la presse. (C'est bien la crédibilité de la propagande officielle qui est au coeur de cette opération. - LVOG)

Notre experte se demande quels écueils le projet de loi devra éviter: "C'est une loi qui va devoir prendre son temps, pour bien définir chaque terme face au risque de produire une juridiction liberticide et de censure. Il faut que ce soit une loi qui agisse comme un ralentisseur." (Tous les articles en provenance de certains blogs ou portails seront relégués aux oubliettes par les moteurs de recherche, ainsi plus personne ou presque n'y accèdera, hormis ceux qui se connectent habituellement sur ces blogs ou portails ou qui en connaissent les adresses. Il s'agit de rendre opaque les sources d'information qui narrent les faits, de sorte que plus personne ne puisse les vérifier, pour finalement faire doute de leur existence de manière à ce que seule la version officielle demeure. - LVOG)

Pour Divina Frau Meigs, avant de réfléchir à légiférer sur un type de fake news, il faudrait un sérieux débat public avec tous les acteurs, notamment économiques (Google et Facebook compris). Ce, pour mesurer et comprendre l'ampleur des nouveaux enjeux commerciaux et idéologiques qui se cachent derrière les fake news, de quelque type qu'elles soient. Et pour saisir l'urgence d'éduquer davantage aux médias. huffingtonpost.fr (Il y a "urgence" apparemment, le peuple ne doit pas en savoir davantage, il en sait déjà trop, il doit demeurer ignorant la survie du régime en dépend. Un "sérieux débat public" en s'en remettant au sommet de l'oligarchie, Google et Facebook, sera forcément impartial! Ils osent tout. - LVOG)

- Le Président Jupi-Taire invente la Censure Libérale, par Jacques-Marie Bourget - les-crises.fr 08.01

La question est donc : pourquoi le président français attaque-t-il la liberté d'Internet alors que l'outil répressif existe ? La réponse est simple. C'est pour rejoindre le flux de tous les néo-libéraux et néo-conservateurs de la planète. Ceux qui estiment que laisser vivre à sa guise un web qu'ils ne maîtrisent pas est un très grand danger pour leur gouvernance. Une menace mortelle pour leur doctrine, l'asservissement par la finance mondialisée et néocoloniale. Les journaux eux-mêmes, petit à petit dépossédés de leur magistère par Internet, ont tout de suite milité pour que tout « site d'information » ne puisse exister « sans être adossé à un « grand média » ». Aux Etats-Unis, le New York Time en tête, nous avons assisté à de telles croisades de limitation du Net. Le tout est resté sans grand effet jusqu'au mois dernier où les géants américains, industriels du web, ont annoncé une restriction progressive de l'accès aux réseaux performants pour tout candidat qui ne soit pas un partenaire puissant ou « convenable ». Voilà où veulent en venir Macron et ses alliés : nous faire taire. Je dis « nous » puisque le débat, l'information plurielle sont devenues impossibles en France et que le seul moyen de mettre à jour des sources et des points de vue différents c'est Internet. Tant pis si ce tuyau à deux conduits véhicule les meilleures nouvelles du monde, mais aussi des tonnes d'ordures. Comme devant la poubelle jaune et la poubelle verte, nous sommes assez adultes pour affronter le tri sélectif.

Ne soyons pas injustes envers Jupiter, il a bénéficié, comme on le dit en matière d'artillerie, d'une très forte « préparation ». C'est la presse subventionnée par des crédits d'Etat, c'est-à-dire tout, ou presque, ce qu'exposent les kiosques, qui, depuis des années, de docilité en compromission, a poussé le wagon vers l'abîme. C'est elle qui a conçu, financé l'avènement de journaux asexués tous clones de la « bien pensance », des pages dans lesquelles on pouvait lire sans une virgule de doute « Saddam Hussein a des armes de destruction massives » avec schémas à la clé. La doctrine de BHL a triomphé, agissant sur les rebelles comme un agent orange sur la jungle du Vietnam. L'engeance, celle des « nouveaux philosophes » (portée sur les fonds-baptismaux par François Furet avec pichenette de Michel Foucault), a réussi à imposer son néo-catéchisme: toute pensée non tamponnée « Atlantique » ne doit être ni exprimée ni survivre. De bons disciples comme Perdriel, Mougeote, Plenel, Joffrin, Giesbert, Minc, Barbier et leur marionnette Ménard ont veillé à ne jamais offenser Washington. Et la presse française est devenue une feuille d'avis de l'OTAN. Hélas pour eux, cette lecture ne rassemble pas des centaines de milliers de curieux. Ainsi Plenel, celui du Monde en 1999, a compté « 700 000 morts au Kosovo » (pour un bilan officiel et final 2500) et publié en scoop les détails d'un plan serbe, dit « Fer à Cheval » qui prévoyait la déportation des albanais... Manque de flair, ce « Plan » était un faux bricolé par les services secrets allemands ! Voilà donc des « fakes » avant la mode. Et les « fakes » sont têtus.

Au passage, pour vous faire observer que la maladie de presse est ancienne, je me permets de relater une expérience personnelle. Au début du mois d'août 1985, en publiant dans « VSD », un hebdomadaire populaire, un article de deux pages chapeauté du titre « La DGSE a fait couler le Rainbow Warrior », je croyais par ces lignes, avoir fait avancer la « vérité ».

Et appeler un chat un chat : c'est-à-dire Mitterrand un assassin (un photographe est mort lors du sabotage du bateau avalisé par le Président). A défaut de recevoir une symbolique médaille je m'attendais à ce que mes découvertes éveillent l'attention de mes confrères... Bernique. Hormis Michel Polac, le magnifique trublion, personne n'a bronché. Mieux, Claude Angeli, alors chef du Canard Enchaîné, est venu faire le flic de presse : « Toi il faut que tu te calmes ! ». Ah bon ? Et, svp facteur, de qui vient le message ? Le message venait de « Dieu Premier ».

Cette foi nouvelle dans les vertus d'une presse couchée a été facilitée, aussi, par l'idéologie qui noie les « écoles de journalisme », et par le statut social des étudiants ici recrutés. Croisant un jour place de la Bourse un ancien confrère, devenu prof au Centre de Formation des Journalistes, je lui pose une question : « Enseignez-vous le doute ? »... et entendu sa réponse désabusée : « Non rien que des certitudes ». La pensée unique, née dans le bouillon Kub des idées de Furet, issue aussi des « droits de l'homme » tripotés par le BHLisme, s'enseigne désormais dans ces écoles. Institutions onéreuses pour tout étudiant, ce qui implique une sélection de classe. Pour l'essentiel, les nouveaux journalistes sont donc des fils d'archevêque ; peu inquiets du sort du monde.

Dernier paillason tendu sous les pieds de Macron et de la censure d'Internet, tous ces sites autoproclamés chasseurs de « Fakes news ». A défaut de s'acheter un miroir et de s'y mirer, Le Monde et Libération se sont constitués en meute pour désigner comme « fake » ou « complot » tout ce qui nuit à la ligne générale dessinée par Niel ou Drahi. Ces innocents ignorent que le concept de « complotisme » a été inventé par la CIA comme outil capable de discréditer tout interlocuteur trop bien informé. Reste dans le canon fumant de ces drôles de censeurs la cartouche de l'antisémitisme, écrire que Netanyahu perd ses cheveux peut vous conduire au pilori. Vous êtes socialement mort.

Dans la battue contre la liberté sur Internet, comme dans les polars, on trouve enfin des « privés ». Des types qui s'ennuyent d'être « rien » -comme le dirait Macron- et qui montent leur propre stand de tir. Dénonçant sur Internet et au doigt mouillé des innocents. Leur but ? Exister, participer à l'honorable festin de la pensée juste pour -rêve d'un jour- être invité aux côtés de Sifaoui sur le plateau des « experts » de C Dans L'air.

Aujourd'hui la nouvelle censure démocratique ne s'exerce pas seulement au pied du mur, c'est-à-dire en refusant l'édition de textes ou d'images jugées inacceptables pour la pensée dominante, elle réussit l'exploit d'un grand bond en arrière en nous renvoyant à Richelieu. Oui, à la « censure préalable », le filtre de l'imprimatur qui évite tout malentendu. N'étant pas gardien du phare des libertés, je n'ai pas en main le décompte des réunions, conférences et autres propositions de débats annulées en France sous la pression du politiquement correct. Depuis 2012, et le début de la guerre en Syrie, il est impossible au pays de Voltaire, de rassembler dans une salle ouverte au public des hommes et des femmes s'exprimant sur cette guerre. Dès l'annonce d'un tel colloque les menaces tombent et les organisateurs apeurés, honteux, annulent le rendez-vous. Dans une salle de l'Assemblée Nationale il a été possible au Front National de réunir la fleur des groupes anti-avortement, mais impossible de trouver un auditorium pour exposer la situation syrienne et la politique étrangère de la France. Que le forum soit « partisan » n'est pas une excuse à la censure dans un pays de libre parole. L'interdiction de ces débats-là vaut aussi pour ceux qui concernent l'Ukraine et mieux encore pour la Palestine. Evoquer ce pays martyrisé c'est additionner les salles de réunion refusées, les intervenants décommandés. Si besoin est, les censeurs s'abritent derrière la menace de « troubles l'ordre public ». Comme si « l'ordre public » était une excuse au mensonge. Plus caché, feutré mais aussi corrosif a été, en 1994, l'interdit d'édition qui a frappé le colossal historien et philosophe anglais Éric Hobsbawm avec son livre « L'Age des Extrêmes ». Ce bouquin essentiel a été traduit en bantou alors que pas un éditeur tricolore ne s'est aventuré à mettre de ce texte en librairie. L'interdit, non-dit et non-écrit donc tacite, avait été édicté par la clique Rosanvallon et Nora, petits maîtres à penser agissant comme des veaux sous leur mère, en l'occurrence François Furet. Pas question qu'un penseur, obstinément marxiste, ouvre sa gueule. Pour lire ce bouquin il a été nécessaire que l'équipe du Monde Diplomatique se joigne à un éditeur belge. C'est vous dire si le libre propos est un sport de combat !

L'exception française, donc l'esprit de censure, a contaminé la Suisse. Guy Mettan, co-fondateur de la version helvétique de Reporters Sans Frontières (RSF) est un mort vivant depuis qu'il a eu l'idée d'instaurer un débat sur le rôle joué en Syrie par les « Casques Blancs »... C'est Christophe Deloire, le Ménard après Robert, de RSF qui a pulvérisé Mettan. Pour Deloire il n'est pas question de débattre de l'action de ces magnifiques sauveteurs couverts de lauriers par Hollywood, les intervenants ne lui conviennent pas. Pauvre Deloire qui, il y a quelques mois, faisait la retape auprès du dictateur gabonais Bongo. Son but ? Que ce dernier finance un « forum » organisé de concert avec Libération. Résumons ! Nous avons RSF, un machin matricé par l'ultra drotier Ménard, qui intervient en tant qu'organisation de journalistes pour réclamer la censure. Après cela étonnez-vous que la presse meure !

Mais Deloire, l'homme en forme de cette fin d'année 2017, va encore faire parler de lui. Cette fois c'est le projet d'une télé russe, diffusée en français, qui ne lui convient pas. Cette chaîne, composée de journalistes tricolores et dûment encartés, n'a pas encore émis une seule image, un seul son que le devin Deloire dit « halte ». Lui, Deloire, sait que Poutine, qui n'a que ça à faire entre deux coups de balais donnés à Daesch, écrit lui-même les sujets diffusés sur RT-TV. Il est fort Deloire...! Bizarre, quand Patrick Drahi a lancé « i24 News » une télévision en français qui entend officiellement « montrer le vrai visage d'Israël », Deloire s'est tu. Sans doute enrôlé ? Et rechute en laryngite contre CNN ou Fox News, qui, même en anglais, diffusent pas mal de bêtises ?

Avez-vous entendu Deloire protester contre la disparition de « Afrique Asie », un mensuel spécialisé dans l'actualité internationale, un journal d'une qualité rare ? Non. Il devait être en RTT. Ce journal historique, fondé par Simon Malley, a été le compagnon de

lutte de tous les mouvements de décolonisation de la planète. Ce n'est pas rien. Comme par hasard l'état français a commandé un interminable contrôle fiscal contre « Afrique Asie », enquête ridicule au sein d'un journal militant. Mais qui s'est achevée par une amende de 150 000 euros. Majed Nehme, le directeur-héros de cette aventure, a donc été obligé de fermer ce journal exemplaire. Voilà les dernières nouvelles du monde libre, où les français ne parlent plus aux français.

En guise de travaux pratiques je livre à nos lecteurs l'expérience vécue par la grande et courageuse historienne Annie Lacroix-Riz – professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université Paris VII. Au prétexte qu'elle est l'une des seules à s'opposer à la cohorte placée sous la férule de Gérard Courtois, un communiste très repenté qui passe ses heures à expier son passé, et qui est devenu le guide suprême en matière de marche arrière historique, Lacroix-Riz, avec son sac à vérités, est devenu l'ennemi numéro 1. Comme la dame est imbattable, tant elle est documentée, face à elle il faut fuir ou annuler tout débat. D'autant que la spécialité de l'historienne est brûlante : la collaboration sous toutes ses formes, liens entre nazis et Vatican, construction de l'Europe sous la dictée américaine... Elle a même découvert que, pendant la période nazie, le Zyklon B avait été, pour partie, produit dans des usines françaises...

Un jour c'est France 2 qui la convoque pour évoquer André Bettencourt, un homme trop actif sous Vichy. L'historienne racle ses fonds, prend de son temps et répond aux questions du documentariste. Quelques heures avant la diffusion du « sujet » elle reçoit un SMS « Désolé, mais faute de place votre témoignage a été coupé ». Ah ça alors c'est vrai, la lutte des places est un phénomène connu !

En 2016 c'est une certaine Juliette Dubois qui, sur RMC TV, se passionne pour une tranche d'histoire « 1939-1945 la face cachée du Vatican ». Lacroix-Riz est incontournable, elle est ici assise dans son jardin. La naïve historienne sort ses archives les plus explosives et attend le passage de la questionneuse... qui, comme Godot, ne viendra jamais. Le dernier acte de censure est aussi lié à ce documentaire de RMC, un conte de fée qui donne la part belle aux hommes de Dieu. Cette fois, le film étant diffusé par la RTBF la télé belge, Lacroix-Riz est convoquée à Bruxelles « pour un débat ». On lui envoie des billets de train... Et, magie habituelle, sans que les TGV de Guillaume Pépy y soient pour quelque chose, l'historienne qui dérange ne se dérange pas : elle est décommandée. Si je mets en avant l'exemple de Lacroix-Riz c'est que la dame, même sans le relais des médias officiels, a une certaine capacité d'alerter un petit réseau. Mais quid des inconnus, des isolés, qui se font moucher dès qu'ils évoquent des sujets touchant à la « contre pensée ». Quid d'un chercheur qui n'embouche pas, pour ses travaux, la bonne trompette, l'écrivain qui n'écrit pas les bons livres ?

Voilà un état des lieux. C'est le mien et vous direz qu'il n'a pas de valeur universelle, rien de « scientifique ». C'est juste le résultat de 50 ans d'expérience dans la presse et l'édition, un demi-siècle à voir de près bouger le monde, et se faire la guerre plus que la paix. Un demi-siècle de mensonges, de presse ou d'Etat, vécus sur le champ. Que dire de plus ? La liberté, valeur sans partage avait un goût, il est devenu light, comme le Coca. les-crisis.fr 08.01

Parole d'internaute.

- Tous ceux qui sont conscients de cette censure qui s'installe à petits pas mais de façon certaine, ne savent plus, où, quand, comment le dire.

La réduction au silence ne signifie pas nécessairement l'absence de réflexion. Mais comment savoir si ceux qui sont conscients, mais réduits au silence, sont nombreux ou non.

Savoir qu'on n'est pas seul est rassurant, cela évite d'être gagné par le découragement et l'abandon.

La censure permet de faire taire, mais aussi d'isoler. "Pensez ce que vous voulez, mais de toute façon vous êtes seul". Super méthode mais jusqu'à quand?

- Macron est le plus dangereux des présidents de la cinquième République. Il est à même de mettre en place un régime autoritaire, si ce n'est fasciste. Aujourd'hui, en écoutant ses vœux aux journalistes, je viens d'en prendre d'autant plus conscience. Le reste n'est que bla-bla. Entendons l'essentiel de ses propos. Ce type est encore plus dangereux que ce que l'on pouvait convenir car il demande à ceux-là mêmes qui diffusent l'information qu'ils s'accordent avec le pouvoir en place. Je n'ai pas voté pour ce type, mais là, il mérite, par ses propos, d'être délogé de toute sphère politique et économique. [Modéré.] Attention !

- Attendez , l' Histoire ne fait que commencerlors de ses vœux notre Jupiter commence par :” mes chers compatriotes européens...” oui, vous avez entendu ” européens ” pas français...parce que la France c'est bientôt terminé, vous le savez ça ?...

LVOG - C'est le mondialisme.

- J'adore la délicieuse hypocrisie de ce Président comme il se dédouane de ses délits d'initié.

Mais prenons le au sérieux, car en voulant faire la leçon aux journalistes, il décrit exactement ce que lui-même, prenant appui sur eux dans les grandes rédactions, avait mis en place depuis sa campagne présidentielle, toute une batterie de langage, d'astuces et de procédés pour ne faire ressortir que sa narrative. uniquement la sienne. Pour nous préparer à vivre une dystopie qui affectionne le fascisme. Sa narrative martelée jusqu'à l'ivresse. Relayée, propagée a beaucoup pollué l'espace public et a créé beaucoup de désordres!

Macron en est le principal responsable dans ce crime moral, intellectuel et mental. Il en a donné le modèle et le mode d'emploi.

- Macron masquait son rôle de valet de la classe des ultra-riches et maintenant il le joue. Cela ne surprend que les personnes qui n'ont pas pris le temps de réfléchir – une occasion rare pour la plupart de nos contemporains pris dans la précarité et/ou de l'injonction à l'immersion entrepreneuriale.

- Jupi-taire ne fait que confirmer et amplifier la tendance au "libéral autoritarisme" de ses prédécesseurs. Mais peut-il en être autrement dans une UE qui est absolument non démocratique ?

L'UE est une tyrannie, qui est au service du "Corporate power". Et les campagnes de nos dirigeants "autocrates libéraux" sont financées d'élections, élections par ce "Corporate power".

Le candidat voulu par les milieux d'affaires, "nous est vendus" un an ou deux avant les élections grâce à une campagne massive de promotion médiatique. Comme ce fut le cas pour Macron.

L'on voit mal d'ailleurs, de quoi ce dernier pourrait se plaindre, tant il a bénéficié de cette massive campagne de promotion médiatique.

La vérité, c'est qu'ils craignent les voix dissonantes, car ils savent que leur base électorale est des plus fragiles. Donc en plus de la promotion massive, ils veulent pour la prochaine fois un outil juridique pour pouvoir faire taire les voix dissonantes sous n'importe quel prétexte foireux.

C'est dans la logique et l'aboutissement d'un processus non démocratique, qui prend ses racines dans la "construction européenne" telle que conçue par les oligarchies qui contrôlent le pouvoir dans chaque pays de l'UE, oligarchies au service du "Corporate power".

Vérités et contrevérités, l'art de mêler le vrai et le faux

- Étude: 79% des Français croient au moins à une "théorie du complot" - AFP

Le complotisme est un "phénomène social majeur" et "préoccupant" en France, près de huit Français sur dix adhérant à au moins l'une des grandes "théories du complot", révèle une étude de l'Ifop pour la Fondation Jean Jaurès et l'observatoire Conspiracy Watch, publiée dimanche.

Trois ans après les attentats de janvier 2015 à Paris, et en pleine offensive du gouvernement contre les "fake news" ou fausses infos, l'étude montre que 79% des Français croient à au moins une théorie du complot. Ils sont 34% à en croire au moins 4 et 13% au moins 7.

Et concernant les multiples théories qui circulent dans l'opinion et sont évoquées dans l'étude, des plus récentes aux plus anciennes, 55% des Français approuvent l'idée que "le ministère de la santé est de mèche avec l'industrie pharmaceutique pour cacher au grand public la réalité sur la nocivité des vaccins" et 54% sont d'accord avec l'affirmation que "la CIA est impliquée dans l'assassinat du président John F. Kennedy à Dallas".

En matière de terrorisme, 19% des Français considèrent qu'à propos des attentats contre Charlie Hebdo et le magasin Hyper Cacher en janvier 2015, "des zones d'ombres subsistent" et qu'il n'est pas certain qu'ils aient été "planifiés et réalisés uniquement par des terroristes islamistes", dont 27% des moins de 35 ans, et 30 % des 18-24 ans. Cependant, seuls 3% (contre 2% en janvier 2015 selon une précédente étude de l'Ifop) estiment à propos de ces attentats qu'"il s'agit d'une manipulation dans laquelle des services secrets ont joué un rôle déterminant".

Par ailleurs, 32% des Français pensent que "le virus du sida a été créé en laboratoire et testé sur la population africaine avant de se répandre à travers le monde" et 31% sont d'accord avec l'affirmation que "les groupes terroristes jihadistes comme Al-Qaïda ou Daech sont en réalité manipulés par les services secrets occidentaux". Enfin, 16% des Français pensent que les Américains n'ont jamais été sur la lune, et 9% croient "possible que la Terre soit plate et non pas ronde comme on nous le dit depuis l'école".

Concernant la confiance dans les médias et leur crédibilité, 9% des interrogés (et 17% des sympathisants FN) estiment que "leur

rôle est essentiellement de relayer une propagande mensongère nécessaire à la perpétuation du "Système".

36% trouvent que "leur marge de manoeuvre est limitée et ils ne peuvent pas traiter comme ils le voudraient certains sujets" car ils sont "largement soumis aux pressions du pouvoir politique et de l'argent", une affirmation qui grimpe à 55% chez les sympathisants LFI et EELV.

Enfin 30% pensent que "travaillant dans l'urgence, ils restituent l'information de manière déformée et parfois fausse", et seuls 25% répondent que "globalement, ils restituent correctement l'information et sont capables de se corriger quand ils ont commis une erreur". AFP 7 janvier 2018

Commentaires d'internautes.

- Hi hi, je me découvre complotiste ! Mais il n'y a plus que quelques journalistes qui n'ont pas compris, pour reprendre 2 exemples de l'article, que l'état et les labo pharmaceutiques marchent main dans la main (cela s'appelle notamment "conflits d'intérêt") et que Kennedy a été assassiné par l'état profond US (même les américains le savent majoritairement aujourd'hui). Ce genre de sondage inutile c'est juste pour préparer le terrain de la censure sur internet (car dans les autres média l'auto-censure - voire plus- fonctionne déjà très bien) et donc la fin de la liberté d'expression. Mais qu'on se rassure, nos journalistes, qui à plus de 80% appartiennent corps et âme à des milliardaires propriétaires de journaux et TV...continueront de nous dire ce qu'il faut croire et ne pas croire. Des fois qu'on serait plus idiots qu'eux...

- Intéressant de mélanger "dangerosité du vaccin", qui possède, quoiqu'on en pense des effets secondaires (rare selon les pro-vaccins), et des théories farfelues politiques et physique (terre plate)... ça passe ou ça casse ce genre de stratégie...

- Les théories du complot sont parfois vraies. Par exemple, les armes de destruction massive étaient considérées comme une théorie du complot... Il ne faut jamais sous-estimer les duperies des gens au pouvoir.

- Tout est mélanger dans cette article. On passe de la terre et plate à la confiance des français dans leur médias histoire de mettre dans le même plat les fou qui crois quel la terre et plate à une réflexion sencé sur les médias qui effectivement raconte à longueur de temp mensonge et propagande.

- Ce sont les médias qui tentent d'inculquer la théorie de complots imaginaires à la population, afin de pouvoir obéir au ordre du pouvoir par la culpabilisation.

Apathie, Cohen, Lapix-saddoun, Bourdin, Calvi (sous ses faux airs débonnaire), Barthès ou Quin participent à la manipulation médiatique.

- C'est quoi le but de ces histoires stupides ? vouloir faire croire que les médias eux sont crédibles? quel bric à brac mélangeant toutes les âneries, dire que des gens sont payés pour produire "ça" nommé "études".

- La notion de "théorie du complot" est le dernier rempart du pouvoir, pour détourner le regard des gens de la vérité, qui est parfois simplement évidente, comme pour le 11 sept...

Au lieu de parler des faits en eux-mêmes, ils placent le débat sur un terrain vaguement moral ou ils disent que c'est tres mal de ne pas croire la version du Ministère de la Vérité... lol :-)

Non, ce qui est plutôt inquiétant c'est qu'il existe encore des organismes comme ConspiracyWatch, et surtout que ce soient eux qui est le "droit" de communiquer... - Ce qui est préoccupant, c'est que la caste dominante ment tellement que 79% des gens finissent par s'en rendre compte, en dépit de la propagande officielle continue et quasi sans failles.

- Pour sûr, c'est ballot...L'histoire humaine entière n'est que complots, mais chut, n'en faites surtout pas une théorie à l'époque où la dictature mondiale à sourire hollywoodien de Goldman-Sachs et des quelques autres hyper-multi-millionnaires financiers licencieurs, pollueurs et massacreurs de tous les peuples veut passer pour des bisounours défenseurs de la démocratie, des droits de l'homme et de la liberté d'expression...

- La rédaction particulièrement nauséabonde de cet article, mettant dans le même sac des théories farfelues comme des faits officiellement admis par les gouvernements concernés (assistance à al-Qaïda par exemple, ou conflit d'intérêt entre le ministre de la santé et ses anciens employeurs/financiers), montre l'existence d'une "ligne directrice" totalitaire dans les media français.

Pas besoin d'imaginer un complot : les grands media français appartiennent tous à une poignée de milliardaires aux intérêts convergents (ils n'ont donc pas absolument besoin de se concerter) et ce sont les mêmes qui ont "fabriqué" Macron.

Mais pour ces gens-là, même quand on ne parle pas de complot, on est accusé de "théorie du complot" dès qu'on tente d'observer les mécanismes politico-médiatiques.

Alors qu'ils peuvent impunément accuser de complot... tous ceux qu'ils désignent comme leurs ennemis, à commencer par la Russie, si vous vous rappelez bien (mais cette accusation avait fait un flop en France; et elle est en train d'en faire un aux États-Unis, où les Américains, plus de deux ans après le premier article du... New York Times, découvrent que ce n'était pas Trump mais Clinton qui était financée par la Russie, la Fondation Clinton ayant reçu pas moins de 145 millions de dollars des propriétaires de mines d'uranium qui voulaient les autorisations de les vendre à une société d'État russe, et qui l'ont obtenue).

- Mais là théorie du complot c'est aussi de comploter en nous faisant croire que nous avons tout faux ! - Le seul complot qui n'existe pas est celui qui vise à attenter à l'intelligence de 79% de français.

- Facebook admet être aux ordres du gouvernement d'Israël pour censurer les Palestiniens - investigation.net 11.01

En septembre de l'année dernière, nous avons noté que des représentants de Facebook rencontraient le gouvernement israélien pour déterminer quels comptes Facebook appartenant à des Palestiniens devaient être supprimés au motif qu'ils constitueraient une «incitation». Ces réunions – convoquées et présidées par l'un des responsables israéliens les plus extrémistes et autoritaires, le ministre de la Justice Ayelet Shaked – sont intervenues après qu'Israël ait menacé Facebook d'adopter des lois pour l'obliger – sous peine d'énormes amendes, voire d'un blocage total du service en Israël – à se conformer aux ordres du gouvernement israélien, à défaut pour lui de le faire "volontairement".

Les résultats, prévisibles, de ces réunions sont maintenant clairs et bien documentés. Depuis lors, Facebook pratique avec fureur la censure contre les militants palestiniens qui protestent contre l'occupation israélienne illégale qui dure depuis plusieurs décennies, obéissant à des directives données par des responsables israéliens. En effet, les responsables israéliens se vantent publiquement de l'obéissance de Facebook en ce qui concerne les ordonnances de censure israéliennes :

«Peu de temps après qu'on ait appris la conclusion d'un accord entre le gouvernement israélien et Facebook, le ministre israélien de la Justice, Ayelet Shaked, a déclaré que Tel Aviv avait soumis 158 demandes au géant des médias sociaux au cours des quatre derniers mois lui demandant d'enlever les contenus qu'il considérait comme "incitation". Elle a déclaré que Facebook avait accepté 95% des demandes.»

Elle a raison. La soumission de Facebook aux diktats israéliens est difficile à surestimer : comme l'a dit le New York Times en décembre de l'année dernière, "les agences de sécurité israéliennes surveillent Facebook et lui signalent les publications qu'elles considèrent comme une incitation. Facebook a répondu en supprimant la plupart d'entre eux".

Ce qui rend cette censure particulièrement importante, c'est que «96% des Palestiniens ont déclaré que leur principale utilisation de Facebook est de suivre les nouvelles». Cela signifie que les autorités israéliennes ont un contrôle quasi absolu sur un forum de communication clé des Palestiniens.

Dans les semaines qui ont suivi ces réunions entre Facebook et Israël, a rapporté The Independent, le collectif militant Palestinian Information Center a indiqué qu'au moins 10 comptes de leurs administrateurs pour leurs pages Facebook en arabe et en anglais – suivies de plus de 2 millions de personnes – ont été suspendus, pour 7 d'entre eux de manière permanente. Il s'agit, disent-ils, du résultat de nouvelles mesures mises en place à la suite des rencontres de Facebook avec Israël. «En mars dernier, Facebook a brièvement fermé la page Facebook du Fatah, suivie par des millions de personnes à cause d'une vieille photo de l'ancien chef Yasser Arafat tenant un fusil».

Un rapport publié en 2016 par le "Palestinian Center for Development and Media Freedoms" a détaillé l'étendue de la censure de Facebook :

Pages et comptes personnels qui ont été filtrés et bloqués : Palestine Dialogue Network (PALDF.net), Gaza now, Jerusalem News Network, Shihab Agency, Radio Bethléem 2000, Orient Radio Network, page Mesh Heck, Ramallah News, journaliste Huzaifa Jamous d'Abu Dis, activiste Qassam Bedier, activiste Mohammed Ghannam, journaliste Kamel Jbeil, comptes d'administration pour Al Quds Page, comptes d'administration Agence Shihab, activiste Abdel-Qader al-Titi, jeune activiste Hussein Shajaeih, Ramah Mubarak (le compte est activé), Ahmed Abdel Aal (le compte est activé), Mohammad Za'anin (compte toujours supprimé), Amer Abu Arafa (compte toujours supprimé), Abdulrahman al-Kahlout (compte toujours supprimé).

Inutile de dire que les Israéliens ont pratiquement toute latitude pour publier ce qu'ils veulent sur les Palestiniens. Les appels au meurtre de Palestiniens lancés par des Israéliens sont monnaie courante sur Facebook et restent en grande partie intacts.

Comme l'a rapporté Al Jazeera l'année dernière, "les discours incendiaires publiés en hébreu ... ont suscité beaucoup

moins d'attention de la part des autorités israéliennes et de Facebook". Une étude a révélé que «122.000 utilisateurs ont appelé directement à la violence en usant de mots comme "meurtre" ou "brûler". Les Arabes étaient les premières cibles des commentaires haineux». Pourtant, il semble y avoir peu d'efforts de la part de Facebook pour censurer aucun de ces propos.

Il semble que désormais Facebook admette explicitement avoir également l'intention de suivre les ordres de censure du gouvernement des États-Unis. Récemment, l'entreprise a supprimé les comptes Facebook et Instagram de Ramzan Kadyrov, le leader répressif, brutal et autoritaire de la République tchétchène, qui comptait 4 millions de followers sur ces comptes. Pour dire les choses simplement, Kadyrov – qui a toute latitude pour gouverner la province en échange d'une loyauté sans faille envers Moscou – est le contraire d'un personnage sympathique : il a été accusé de manière crédible d'un grand nombre de violations horribles des droits de l'homme, allant de l'emprisonnement et la torture des LGBT à l'enlèvement et au meurtre de dissidents.

Mais rien de tout cela ne change quoi que ce soit au caractère dérangeant et dangereux de la justification avancée par Facebook pour la suppression de ses comptes. Un porte-parole de Facebook a déclaré au New York Times que l'entreprise a supprimé ces comptes non pas parce que Kadyrov est un meurtrier de masse et un tyran, mais que "Les comptes de M. Kadyrov ont été désactivés parce qu'il venait d'être ajouté à une liste de sanctions des États-Unis et que la compagnie était légalement obligée d'agir".

Comme le souligne le Times, cette logique semble douteuse ou au moins appliquée de manière incohérente : d'autres qui figurent sur la même liste de sanctions, comme le président vénézuélien Nicolas Maduro, restent actifs sur Facebook et Instagram. Mais considérez simplement les implications incroyablement menaçantes des explications de Facebook.

Ce que cela signifie est évident : que le gouvernement étatsunien – autrement dit, pour le moment, l'administration Trump – a le pouvoir unilatéral et sans contrôle d'expulser qui bon lui semble de Facebook et Instagram en les incluant simplement sur une liste de sanctions. Est-ce que quelqu'un pense que c'est une bonne chose ? Est-ce que quelqu'un fait confiance à l'administration Trump – ou à tout autre gouvernement – pour contraindre les plateformes de médias sociaux à supprimer et à bloquer toute personne qu'elle veut faire taire ? Comme Jennifer Granick de l'ACLU 1 l'a dit au Times:

Ce n'est pas une loi qui semble avoir été écrite ou conçue pour faire face aux situations particulières où il est légal ou approprié de réprimer des propos. ... Cette loi sur les sanctions est utilisée pour réprimer l'expression publique sans tenir compte des valeurs de la liberté d'expression et des risques particuliers de blocage du discours, par opposition à bloquer le commerce ou les fonds comme le prévoient les sanctions. C'est vraiment problématique.

Est-ce que la politique de Facebook qui exclut des gens de sa plateforme qui sont visés par des sanctions s'applique à tous les gouvernements ? Évidemment pas. Il va sans dire que si, par exemple, l'Iran décidait d'imposer des sanctions à Chuck Schumer pour son soutien à la politique de Trump consistant à reconnaître Jérusalem comme capitale israélienne, Facebook ne supprimerait jamais les comptes du chef de la minorité démocrate du Sénat. Tout comme Facebook ne supprimera jamais les comptes des responsables israéliens qui incitent à la violence contre les Palestiniens ou qui sont sanctionnés par des responsables palestiniens. Le mois dernier, la Russie a annoncé des sanctions en représailles contre divers responsables et dirigeants canadiens, mais il va sans dire que Facebook n'a pris aucune mesure pour les censurer ou bloquer leurs comptes.

De même, Facebook oserait-il censurer les politiciens américains ou les journalistes qui utilisent les médias sociaux pour appeler à la violence contre les "ennemis de l'Amérique" ? Poser la question, c'est y répondre.

Des journalistes ont lancé des appels publics pour que les États-Unis coulent un navire iranien "pour manifester leur détermination" ou encore pour qu'un drone soit utilisé pour éliminer physiquement Julian Assange.

Comme toujours quand il s'agit de censure, il y a un seul principe qui conduit à tout cela : le pouvoir. Facebook se soumettra et obéira aux demandes de censure des gouvernements et des fonctionnaires qui exercent effectivement un pouvoir, tout en ignorant ceux qui ne le font pas. C'est pourquoi les ennemis déclarés des gouvernements américain et israélien sont vulnérables aux mesures de censure de Facebook, alors que les officiels américains et israéliens (et leurs alliés les plus tyranniques et répressifs) ne le sont pas :

Tout cela illustre que les plaidoyers pour que les géants de la Silicon Valley censurent plus activement les «mauvais discours» présentent les mêmes graves dangers que la censure étatique. Les appels à la censure d'État peuvent souvent être bien intentionnés – un désir de protéger les groupes marginalisés des dangers des "discours de haine" – mais il est prévisible qu'ils sont beaucoup plus souvent utilisés contre des groupes marginalisés pour les censurer plutôt que pour les protéger.

Il suffit de regarder comment les lois sur les "discours de haine" sont utilisées en Europe ou sur les campus universitaires américains pour constater que les victimes de la censure sont souvent des critiques des guerres européennes ou des militants contre l'occupation israélienne ou des défenseurs des droits des minorités. Investigation.net 11.01

- Juliette Méadel propose la création d'un "impôt Charlie Hebdo" - AFP

L'ancienne secrétaire d'Etat chargée de l'Aide aux victimes Juliette Méadel propose dans une tribune transmise à l'AFP la création d'un "impôt Charlie Hebdo" qui permettrait de soutenir la "liberté d'expression". AFP 9 janvier 2018

Mimétisme.

«Nous vivons l'irruption, dans le champ médiatique, des fausses nouvelles»: ainsi le président Macron® introduit-il son intention de légiférer contre les fake news lors de ses vœux à la presse (laquelle appartient en grande partie, soit dit en passant, aux milliardaires qui l'ont fait élire).

Que l'annonce survienne au surlendemain de l'entrée en vigueur de la loi de censure internet en Allemagne n'est évidemment qu'un hasard du calendrier! Au fait, à quoi le Président de la République faisait-il allusion? Aux faux cadavres de Timisoara exhibés lors de la chute des Ceausescu? Au montage des couveuses koweïtiennes, prétexte à la meurtrière guerre du Golfe? A la fiole de farine blanche agitée par M. Powell au Conseil de Sécurité pour justifier la deuxième invasion de l'Irak? L'histoire de ces dernières décennies est faite de ces fake news plus ou moins ahurissantes colportées sans ciller par les médias de grand chemin. L'Etat va-t-il coller un fact-checker dans chaque grande rédaction?

Non: selon les milieux informés, M. Macron visait plutôt la «fachosphère», les blogs ainsi que les plateformes russes dont les versions francophones risquent d'être une sérieuse concurrence pour des médias français en voie de débilisation accélérée. N'empêche: qui sera habilité à dire le vrai du fake? Au nom de quels critères? Va-t-on créer un ministère de la Vérité, comme prophétisé par Orwell?

Et si le Président de la République tombait lui-même victime de sa loi?

Par exemple, comme se le demande @MrPropagande sur Twitter: entre deux déclarations de M. Macron®, l'une affirmant : «Je ne suis pas socialiste», et l'autre : «Moi, je suis socialiste. Et je l'assume», laquelle est fausse?

Ou alors, la nouvelle loi permettra-t-elle de suspendre les comptes du Président de la République quand il lâche des bobards énormissimes comme «Si quelqu'un a combattu [Daech en Syrie] et peut gagner d'ici fin février, c'est la coalition internationale»?

PS — M. Macron® pourra toujours utiliser comme fusible sa propre usine à fake news et conseillère en communication, Sibeth Ndiaye, qui «assume parfaitement de mentir pour protéger le président» (Le Figaro, 12.7.2017.) Antipresse

- Macron veut-il encourager la croyance en la « théorie » de la Terre plate ? Par Jean Bricmont — 06 janvier 2018

Mais que sont les fausses nouvelles et en quoi ont-elles de l'importance ?

Un premier exemple concerne l'attaque au gaz près de Damas en août 2013, dont la responsabilité a été presque unanimement attribuée par la presse au «régime syrien», ce qui est clairement contredit par un rapport établi par un ancien inspecteur de l'ONU, Richard Lloyd, et un professeur en science, technologie et sécurité nationale du MIT, Theodore A. Postol. Pour distinguer le vrai du faux, comparons les motivations : pour le gouvernement et les médias qui vivent des «sources officielles», la culpabilité présumée d'Assad soutient l'aide des Occidentaux aux «rebelles». Mais on peut difficilement trouver une motivation «pro-Assad» chez des personnes aussi respectables que Lloyd et Postol, ou penser que ces experts soient incompetents à propos de questions de physique relativement élémentaires.

Un exemple plus récent concerne le «Russiagate», c'est-à-dire la prétendue ingérence russe dans l'élection de Trump aux Etats-Unis. Il n'existe à ce jour pas de preuve d'une telle ingérence. Vu les moyens d'espionnage dont disposent les multiples services américains, il est difficile de croire que, si cette ingérence était réelle et sérieuse (pas réduite à quelques messages sur Twitter ou Facebook), elle n'aurait pas été détectée et démontrée publiquement. Même si une telle ingérence devait finalement être prouvée, sa signification effective resterait à évaluer. En tout cas, le fait d'y croire sans hésitation en l'absence de preuve, ce que fait toute la presse «libérale» aux Etats-Unis, ainsi que ses homologues européens, est en soi une façon de «propager une fausse nouvelle».

C'est la propagande dominante qui mène aux guerres, et non les quelques voix d'opposition

On pourrait multiplier les exemples d'autres fausses nouvelles, toutes liées à la propagande de guerre (incident du golfe du Tonkin en 1964, affaire des couveuses au Koweït en 1990, armes de destruction massive en Irak, etc.) et propagées par les médias dominants. Contrairement aux fausses nouvelles que Macron veut bannir, cette propagande est en partie responsable de guerres ayant causé des centaines de milliers si pas des millions de morts et, dans les cas plus récents, de risques d'une guerre qui pourrait être nucléaire.

C'est la propagande dominante qui mène aux guerres, et non les quelques voix d'opposition.

Il est évident qu'aucune censure ne s'appliquera jamais à ces médias dominants et qu'au contraire, ce seront certains médias alternatifs, qui parfois permettent de mettre en question la propagande de guerre, qui seront réprimés ou au moins intimidés.

Le problème que Macron veut résoudre c'est qu'une bonne partie de la population ne croit plus les médias dominants et pense déjà que la liberté d'expression est menacée (même avant cette nouvelle loi). Beaucoup de gens pensent qu'on leur ment sur les effets réels de l'immigration, sur la situation économique, sur celle de l'enseignement ou sur la propagande de guerre. Ils ont en face d'eux des médias unanimes sur toute une série de questions, à commencer par l'élection de Macron lui-même, en tout cas au deuxième tour et en grande partie au premier, mais aussi sur la Russie, l'Iran, la Syrie, la construction européenne, ou la nécessité de «libéraliser» l'économie.

C'est cette homogénéité médiatique qui engendre le scepticisme, pas la «propagande» russe ou les pourvoyeurs de fausses nouvelles.

On peut aussi repenser à une précédente tentative de réprimer de «fausses nouvelles», à savoir la loi Gayssot de 1990, réprimant la négation de certaines conclusions du tribunal de Nuremberg, en pratique celles portant sur l'existence de chambres à gaz dans les camps nazis. Quel en a été l'effet ? La réponse est donnée par l'intellectuel italien Franco Cardini, écrivant à propos du «négationnisme» : «le nombre de personnes qui, sans oser l'admettre, sont impressionnées et troublées par certains arguments ne cesse de croître. Le nombre de ceux qui en public affirment une chose et en privé soutiennent exactement le contraire est en train de croître aussi. Et vous savez pourquoi ? À cause du fait qu'on persécute ceux qui défendent ces idées et on les condamne sans leur donner le droit de parler et sans riposter. Mais de cette manière se crée dans l'opinion publique le sentiment croissant que, si on en a peur, c'est que ces gens-là disent des vérités.»

La seule solution au problème auquel Macron est confronté serait une ouverture tous azimuts au débat et une révolution médiatique allant vers plus de pluralité et d'honnêteté. Mais comme cela est manifestement impossible, on se tourne vers la solution la plus facile, mais aussi la plus contre-productive : la censure.

Finalement, il suffit d'un peu voyager pour voir que le reste du monde ne pense pas comme «nous», c'est-à-dire comme l'Europe et les Etats-Unis. En Russie, en Chine, dans le monde arabe, en Iran, en Amérique latine, il n'y a ni les mêmes priorités, ni les mêmes histoires, ni les mêmes mémoires qu'en Occident. Quand ils se tournent vers la France (ou l'Europe), les autres peuples ne voient plus le pays des Lumières, mais un monde arrogant, agressif, replié sur lui-même, anxieux, et en pleine perte de vitesse par rapport à eux.

La loi contre les «fausses nouvelles» risque de renforcer encore le scepticisme à l'égard des «vérités officielles», à la fois celui qui est raisonnable et celui qui ne l'est pas, ainsi que notre incapacité à écouter et à comprendre le reste du monde, ce qui est à la fois le symptôme et la cause de notre déclin.

Ceux qui détiennent le pouvoir et leurs représentants complotent contre tous les peuples.

Ils ont d'autant plus de liberté pour s'adonner à leur pratique favorite, qu'on refuse obstinément de les caractériser pour ce qu'ils sont, et surtout d'en tirer les conclusions politiques qui s'imposent, du coup ils peuvent tout oser sans prendre le risque d'être inquiétés ou en toute impunité.

Qui a peur des théories du complot ? Par Tim Hayward - Mondialisation.ca, 05 janvier 2018 - Le blog de Tim Hayward 18 octobre 2017

Le professeur Peter Knight de l'université de Manchester, qui dirige un réseau de recherches interdisciplinaire majeur financé par l'UE pour arriver à une compréhension exhaustive des théories du complot, explique qu'il est aujourd'hui généralement compris que 'quelques-unes des définitions de vues particulières comme « théories du complot » relèvent d'une technique de gouvernance.' [4] Ainsi donc, qui a peur des théories du complot ? Serait-il possible que certains gouvernements veuillent que nous en ayons tous peur ?

Les seules personnes qui aient quelque chose à redouter des théories du complot sont les conspirateurs qui peuvent être découverts. Pour nous tous, les autres, si quelqu'un propose une théorie trop tirée par les cheveux, nous sommes sceptiques d'instinct ; si, en revanche, il propose une théorie qui éclaire des points confinés jusque-là dans l'obscurité, il peut être en train de nous aider à apprendre quelque chose.

On peut tout à fait penser qu'il y a anguille sous roche, par exemple – c'est un cas classique – à propos d'un récit douteux véhiculé par les médias grand public, mais pas forcément d'un autre ou même de plusieurs autres récits médiatiques. Dans ce cas, il n'y a donc pas « croyance aux théories du complot » en général, mais suspicion d'un complot (ou de motivations non dévoilées) sur un point ou un récit suspect particulier. D'un autre côté, un mensonge médiatique avéré, et nous en avons eu, fait perdre confiance dans les médias et, quand le cas se répète, finit par induire une méfiance de principe dans la population... d'où la perte de lectorat de nombre de titres de presse grand public actuels et la montée de la presse alternative sur Internet, dont bon nombre de titres tout à fait respectables, sinon pour certains « pulitziés », d'un niveau de journalisme bien supérieur à celui de la presse grand public. Est-ce de la « croyance dans les théories du complot »

Récemment, le Chaos Computer Club de Berlin (CCC), la plus importante association de hackers d'Europe, a organisé un congrès au cours duquel les « hacktivistes » ont dévoilé que « La Joint Threat Research Intelligence Group (JTRIG), une unité des services de renseignement britanniques, a la charge de créer des faux comptes et des faux contenus sur les réseaux sociaux, pour « détruire, réfuter, avilir [et] perturber les ennemis en les 'discréditant' ». Dans la vidéo en lien (en anglais), ils révèlent certains de leurs contenus relatifs à des infiltrations de groupes d'activistes à travers le monde, y compris au cours du Printemps arabe. Est-ce que le même type d'opération existe aussi aux USA et, outre le Royaume-Uni, dans les autres pays de l'UE ?

[4] Peter Knight, 'Plotting Future Directions in Conspiracy Theory Research', dans le livre de Michael Butter et Maurus Reinkowski, *Conspiracy Theories in the Middle East and the United States*, Berlin: De Gruyter, 2014: p.347

- Les Américains commencent seulement à prendre conscience qu'ils vivent dans une dictature Mieux vaut tard que jamais... Par Eric Zuesse - Mondialisation.ca, 02 janvier 2018 - Strategic Culture 22 décembre 2017

Les pauvres ne peuvent tout simplement pas acheter le gouvernement, et ceux qui tenteraient de le faire utiliseraient seulement des moyens illégaux, que la Cour suprême des États-Unis a définis comme tels, c'est la corruption flagrante, qui est la corruption pratiquée par la classe inférieure, pas le type de corruption bien plus lucrative à laquelle les individus super-riches ont accès. La corruption qui n'est accessible qu'aux super-riches est légale en Amérique, c'est pourquoi les super-riches continuent de s'enrichir, tandis que le reste de la population a de la chance s'il ne devient pas encore plus pauvre.

Le 28 juillet 2015, l'ancien président américain Jimmy Carter a été franc à propos de cette situation. En intervenant dans une émission de radio progressiste, il a dit cela au sujet de la corruption au plus haut niveau en Amérique :

« Cela viole l'essence de ce qui a fait de l'Amérique un grand pays par son système politique. Maintenant c'est juste une oligarchie, avec une corruption politique illimitée, qui est à la base même de l'obtention des nominations à la présidence ou à l'élection présidentielle. Et la même chose s'applique aux gouverneurs, aux sénateurs américains et aux membres du Congrès. Alors, maintenant, tout ce que nous voyons est une subversion de notre système politique afin de récompenser les principaux contributeurs, qui veulent, attendent, et obtiennent parfois, des faveurs après les élections. (...) À l'heure actuelle, les titulaires de mandats, Démocrates et Républicains, considèrent cet argent illimité comme un grand avantage pour eux-mêmes. Quelqu'un qui est déjà au Congrès a beaucoup plus à vendre. »

L'article scientifique sur le gouvernement américain a examiné 1 779 projets de loi entre 1981 et 2002 et a conclu que les seules lois qui ont été votées étaient celles présentées par les super-riches : « On voit que les préférences de l'Américain moyen ont un impact minuscule, quasi nul, statistiquement non significatif sur les politiques publiques ». Ce n'est certainement pas une démocratie.

Il y a eu des spéculations sur le moment où, historiquement, le gouvernement-américain-par-l'aristocratie (ou, simplement par les quelques super-riches de l'oligarchie) est apparu. Avant la présidence de Ronald Reagan, en remontant jusqu'à l'époque où Franklin D. Roosevelt (FDR) est mort au pouvoir en 1945 en tant que président, la distribution des revenus et de la richesse était beaucoup plus égalitaire en Amérique qu'elle ne l'était à l'entrée de Reagan à la Maison Blanche, lorsque a commencé la domination de la doctrine de l'économie de l'offre, qui est basée sur la croyance selon laquelle la richesse dégoûte du haut de quelques riches vers les pauvres, plutôt que – comme le croyait FDR – par une stimulation de la demande de la part des nombreux pauvres pour infuser la croissance. FDR croyait que ce qui motive une économie, ce sont les besoins, pas les produits et les services qui répondent aux besoins.

La classe moyenne n'est pas un problème ici, elle est simplement la partie la plus riche des pauvres. Historiquement, cela a été le

cas. Par exemple, la classe moyenne américaine a diminué alors que les pauvres se sont multipliés, mais les 5% les plus riches raffent tous les gains, et la plus grande partie va au 1% ou même moins. Donc, les pauvres, dans ce contexte, incluent la classe moyenne, et se référer à l'Amérique de la classe moyenne revient maintenant à se référer à une race en voie de disparition – mais c'est une race de pauvres, pas de riches.

Cependant, la corruption extrême au sommet de ce pays apparaît plus brusquement que jamais dans les documents du gouvernement américain, récemment déclassifiés, au sujet de l'assassinat de JFK – dont l'origine apparaît beaucoup plus précoce que ce qui avait été généralement supposé, débutant au moins au moment où le président Kennedy est entré en fonction le 20 janvier 1961.

Les débuts de cette corruption profonde pourraient être pistés encore plus tôt chez des taupes du gouvernement – comme les frères Dulles, Averell Harriman et Prescott Bush – qui avaient construit leur carrière, après la Première Guerre mondiale, au moyen de l'exercice, et de la maîtrise, des aller-retours entre l'establishment de la politique étrangère du gouvernement et Wall Street. À partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale, en 1945, les agents de ces taupes ont mis fin au Bureau des services stratégiques de FDR et ont créé la CIA de Truman. Dès le départ, la CIA était profondément corrompue, comme le montre clairement le documentaire [en anglais] de deux heures et demie de la BBC, diffusé en 1992, intitulé Opération Gladio

Ces documents présentent des témoignages d'anciens membres de la CIA en Europe, que la CIA avait recrutés dans l'aristocratie, chez les fascistes engagés et même d'anciens nazis, pour monter des attentats terroristes en Europe, en forme de faux drapeaux, afin de jeter le blâme du public sur les communistes et sur toute entité favorable à l'Union soviétique. D'innombrables Européens ont été blessés et tués dans des attentats terroristes qui ont été mis en place par la CIA pour être, fondamentalement, de la propagande anti-communiste. Cette opération de la CIA s'appelait Gladio, et elle continue à ce jour, même si le communisme lui-même a disparu.

Michael Ellison avait vu un peu du document du 12 avril 1962, des décennies plus tôt, et il l'avait rapporté le 2 mai 2001 dans le The Guardian britannique sous le titre « Des mémos révèlent le complot américain de la guerre froide pour viser Castro ». Ellison a écrit que « l'idée était un élément dans un plan plus large qui 'pourrait être le plan le plus corrompu jamais créé par le gouvernement américain', affirme James Bamford. » Alors que Bamford est peut-être le plus grand journaliste et historien du monde – qui a écrit, au sujet de la NSA, des livres comme « The Puzzle Palace » en 1983 – il a quand même été surpris en 2001 par le fait que le gouvernement américain, à son plus haut niveau, était principalement composé de personnes qui se creusaient la tête pour trouver des moyens de simuler des actes terroristes et des attaques soviétiques, comme prétexte pour les États-Unis et l'OTAN à envahir l'Union soviétique. Cet étonnement de Bamford, en 2001, montre à quel point nous sommes devenus plus cyniques après les mensonges de George W. Bush sur les ADM de Saddam comme prétexte pour envahir et détruire l'Irak en 2003. Non seulement John Kennedy a été surpris de le découvrir en 1962, mais James Bamford a même été surpris de le découvrir en 2001. Bamford, en 2001, n'aurait peut-être pas dit ce qu'il avait dit à ce moment-là s'il avait vu le document de 1992 de la BBC qui montrait que le niveau le plus élevé de la CIA agissait ainsi depuis la création de l'agence en 1947. Mais maintenant avec tant d'histoire derrière nous, qui était encore classifiée, et donc non publique jusqu'en 2001, lorsque Bamford a déclaré que le document du 12 avril 1962 décrivait « le plan le plus corrompu jamais créé par le gouvernement américain » nous ne sommes pas du tout surpris aujourd'hui de le découvrir. La corruption au sommet du gouvernement américain a depuis longtemps rompu ses digues, dans la conscience du public. Tous les chevaux du roi et tous les hommes du roi ne peuvent plus entretenir le mythe de la décence du gouvernement américain.

Les racines nazies du conflit ukrainien par Jonathan Marshall (Consortium News 28 janvier 2016) - Mondialisation.ca, 05 janvier 2018

<https://www.mondialisation.ca/les-racines-nazies-du-conflit-ukrainien/5622067>

- Le procès Mladic : une tache sur la civilisation « Tout cela est un mensonge. C'est un procès dans le style de l'OTAN » – Ratko Mladic Par Christopher Black - Mondialisation.ca, 05 janvier 2018

Le TPIY s'est révélé être ce que nous nous attendions qu'il soit, un tribunal fantoche, utilisant des méthodes de justice fascistes, qui a engagé des poursuites sélectives pour faire avancer le programme de l'OTAN de conquête des Balkans, prélude à l'agression contre la Russie. L'OTAN utilise le tribunal comme une arme de propagande pour répandre une histoire fausse sur les événements en Yougoslavie, pour dissimuler ses propres crimes, pour maintenir les anciennes républiques de Yougoslavie sous sa botte, et pour justifier l'agression et l'occupation par l'OTAN du territoire yougoslave. C' est une tache sur la civilisation.

Un homme nommé Richard Butler a été appelé pour témoigner sur des questions militaires générales et la structure politique en Bosnie et dans la Republika Srpska (République serbe de Bosnie). Il a été présenté comme un « analyste militaire », ce qu'il est, mais il n'est pas indépendant. Non, au moment de son témoignage, il était membre de l'Agence de sécurité nationale des États-Unis, détaché auprès du TPIY. Donc le premier témoin contre le général Mladic était partial sur deux points. Il travaillait pour les services de renseignement américains qui ont soutenu les ennemis du général Mladic et de la Yougoslavie, et il a fait partie du personnel de l'accusation. C'est comme si la NSA et le procureur étaient, en même temps, entrés dans le box pour

témoigner contre l'accusé. Le témoignage de Butler joue un rôle important dans le procès ; le même rôle qu'il a joué dans le procès du général Krstic.

Ensuite apparaît un autre expert analyste militaire, Reynaud Theunens, qui travaille aussi dans l'équipe de l'accusation. Les experts dans les procès criminels sont censés être totalement neutres. Mais non seulement celui-ci agissait au nom du procureur, mais il était en même temps un officier du renseignement de l'armée belge. Donc nous y sommes dès l'ouverture du procès. La scène est posée ; l'OTAN se charge de l'affaire. Les officiers de l'OTAN travaillent au sein du tribunal. C'est un tribunal de l'OTAN sous déguisement de l'ONU. Par conséquent, tout au long du jugement, il n'y a jamais aucune mention des crimes de l'OTAN et des crimes des forces bosniaques opposées. Le contexte est délibérément restreint pour donner une image très étroite et déformée des événements.

Le jugement se poursuit avec des citations détaillées des déclarations des témoins de l'accusation. Les témoignages des témoins de la défense, dans les rares occasions où ils sont cités, ne sont jamais restitués aussi en détail. Une ligne est consacrée à un témoin et tous sont rejetés comme partiels si leur témoignage est en contradiction avec celui des témoins de l'accusation.

Ploutocratie totalitaire. Le transfert du pouvoir politique aux multinationales, à l'oligarchie.

- Allemagne: Critiques contre la loi sur la moralisation d'internet - Reuters

Plusieurs partis d'opposition en Allemagne demandent l'abrogation d'une nouvelle loi contre les propos appelant à la haine sur les réseaux sociaux, expliquant qu'il n'appartenait pas à des entreprises privées de déterminer le caractère délictueux de certaines déclarations.

La loi, entrée en vigueur le 1er janvier, prévoit une amende pouvant aller jusqu'à 50 millions d'euros contre des sites qui ne prendraient pas les dispositions nécessaires pour retirer rapidement des déclarations appelant à la haine.

Cette mesure laisse craindre que les réseaux sociaux comme Twitter et Facebook adoptent des positions plus restrictives que nécessaire.

"Les derniers jours ont clairement montré que les fournisseurs privés n'étaient pas toujours en mesure de prendre les bonnes décisions quand il s'agit de déterminer si des déclarations potentiellement délictueuses sont illégales, satiriques ou simplement l'expression d'un mauvais goût qui doit malgré tout être toléré en démocratie", a déclaré au Welt am Sonntag Nicola Beer, secrétaire général des libéraux du FDP.

Simone Peter, chef de file des Verts, a expliqué dans le même journal qu'il n'était pas acceptable que des entreprises américaines puissent influencer la liberté d'opinion et de la presse en Allemagne. Elle faisait référence à la suspension du compte de Titanic.

Pour elle, des réseaux comme Twitter doivent endosser une part de la responsabilité des messages postés mais "sans se voir octroyer le rôle de juge".

Sahra Wagenknecht, chef du groupe parlementaire de Die Linke, a déclaré au groupe de presse Funke que sa formation était favorable à un abandon de la loi.

"La loi est un camouflet à tous les principes démocratiques parce que, dans un Etat constitutionnel, ce sont les tribunaux et non les entreprises qui déterminent ce qui est légal et ce qui ne l'est pas", a-t-elle dit. Reuters 7 janvier 2018

- Honduras : Keybridge Communication et le blanchiment de l'image de la «narco-démocratie» par OFRANEH - Mondialisation.ca, 08 janvier 2018

Le 7 août 2016, la firme de relations publiques Keybridge Communications a été engagée par le Gouvernement du Honduras pour fournir un service de moyens et de contrôle pour blanchir l'image de l'actuelle administration gouvernementale affectée par l'implication de fonctionnaires d'Etat dans le crime organisé et par la haut degré de violence dont souffrent les Honduriens, une situation qui affecte définitivement l'image du pays et fait baisser les investissements étrangers.

Keybridge, sur son site, signale que « notre équipe d'écrivains, de concepteurs, d'experts en internet et en stratégies de médias est spécialisée dans la mise en forme des informations. » En d'autres termes, Keybridge s'est consacré, ces derniers mois,

de Washington, à influencer les médias sur les hypothétiques réussites de l'administration de Juan Orlando Hernandez concernant la diminution de la violence dans le pays et les réussites éventuelles dans la guerre contre les drogues.

Dans le domaine de la post-vérité et des fausses informations, les entreprises qui se consacrent aux relations publiques remplissent la fonction de transformer la réalité en faveur d'intérêts politiques. Dans le cas du Honduras, la soi-disant diminution des homicides est devenue un énorme succès pour Juan Orlando Hernández (JOH) qui s'attribue son efficacité grâce à sa politique de « main dure », dissimulant le fait que la violence a augmenté au Honduras précisément après le coup d'Etat de 2009 et surtout sous le Gouvernement discutable de Porfirio Lobo dont Juan Orlando Hernández faisait partie.

Keybridge déclare avoir la capacité de placer des articles d'opinion (Op-Eds) dans presque toutes les villes des Etats-Unis, par exemple dans le Wall Strret Journal, le Washington Post, USA Today, le Los Angeles Daily News. Les écrivains fantômes de Keybridge se sont chargés de « l' »légitimer » le régime actuel, réussissant à convaincre une énorme audience de lecteurs étasuniens des soi-disant avancées du Honduras dans la lutte contre le trafic de drogues et la corruption alors que pour nous, qui vivons au Honduras, survivre est un miracle face à l'absence d'un Etat de loi et à cause de l'intimité qui existe entre les forces de sécurité et le crime organisé.

L'utilisation de firmes de relations publiques à des fins politiques n'est pas une nouveauté. Cependant, ces dernières années, l'engagement de certaines compagnies de relations publiques est devenu un pas essentiel pour manipuler l'opinion publique à propos de sujets controversés.

Les firmes de relations publiques étasuniennes ont manipulé les élections en invoquant le fantôme de la violence tribale comme c'est arrivé aux dernières élections au Kenia, quand Harris Media – une entreprise qui a son siège au Texas – a créé 2 sites internet Real Raila et Uhura for Us destinés à susciter la panique parmi les électeurs d'opposition avec la nettoyage ethnique.

Au Honduras, le fantôme d'Hugo Chávez est utilisé comme outil pour déchaîner la peur dans la population concernant l'arrivée d'un soi-disant régime communiste géré par le binôme Nasralla-Zelaya. Cette même campagne est utilisée à Washington, propageant l'idée parmi les membres du parti Républicain de la perte éventuelle de l'une de ses colonies d'outre-mer les plus fidèles aux mandats de l'Empire.

Organización Fraternal Negra Hondureña, OFRANEH

Esclave moderne. Le "plein" de misère, la seule perspective qu'ils vous proposent.

- Et 12 pays de l'UE sont désormais au plein emploi... mais pas la France et de loin - Atlantico.fr

Les chiffres d'Eurostat en disent long sur le décrochage que les pays latins subissent en Europe aujourd'hui. Les six pays dont le taux de chômage est supérieur à la moyenne de la zone euro sont tous regroupés sur le bassin méditerranéen: Espagne, France, Italie, Croatie, Grèce, Chypre.

Même le Portugal, longtemps mauvais élève, connaît aujourd'hui un boom économique avec un chômage inférieur à la moyenne de la zone euro.

Plein-emploi pour 12 pays de l'Union

Pour le reste, si l'on admet l'hypothèse que le plein-emploi est atteint dès que la barre des 6% de chômage est franchie à la baisse, on compte désormais 12 pays européens dans cette situation. Certains atteignent des taux d'emploi record, comme la République Tchèque, avec 2,5% de chômage! Les anciens pays communistes sont à des niveaux d'emplois impressionnants, comme la Hongrie, la Pologne ou la Roumanie.

Au passage, le Royaume-Uni, promis à la destruction par l'élite française après le Brexit, est à 4,2% de chômage... Atlantico.fr
11 janvier 2018

Les salaires en République Tchèque, Hongrie, Pologne, Roumanie, etc. ne dépassent pas ceux des ouvriers indiens ou chinois qui sont employés par des multinationales occidentales, ceci explique cela...

- Le FMI salue les «succès notables» d'Emmanuel Macron - LeParisien.fr

Le Fonds monétaire international (FMI) a salué lundi les « succès notables » obtenus par le président Emmanuel Macron depuis son arrivée à l'Élysée. Il l'a encouragé à poursuivre ses réformes en profitant de l'embellie économique actuelle.

« Jusqu'à présent, il y a eu des succès notables », a affirmé le chef économiste du FMI, Maurice Obstfeld, au cours d'une rencontre avec la presse à Paris. Il a rappelé que son institution soutenait le programme de réformes « ambitieux » mis en place par le président français depuis son arrivée à l'Élysée.

« Notre espoir est que les obstacles politiques (auxquels il fait face) ne deviennent pas trop rigoureux, de sorte qu'il puisse appliquer complètement son programme afin de rendre l'économie française plus efficace », a-t-il ajouté, reprenant les termes de l'évaluation annuelle de l'économie française publiée en septembre dernier par le FMI. « Rendre l'économie française plus efficace »

Le chef de l'unité réformes structurelles du FMI, le français Romain Duval, a appelé, quant à lui, à profiter de l'environnement économique favorable pour mener les réformes. « En général, les réformes mettent du temps à donner des résultats », a-t-il expliqué. « Mais nous avons aussi constaté que dans les cas spécifiques du marché du travail, les réformes donnent beaucoup plus de résultats à court terme quand elles sont lancées au bon moment », a-t-il insisté.

« C'est le bon moment pour les réformes structurelles, beaucoup plus que pendant la crise de la zone euro. Même si les réformes étaient alors nécessaires, l'idée que les bénéfices allaient être ressentis à court terme était clairement trop optimiste », a-t-il reconnu, tirant les leçons de la gestion de la crise. LeParisien.fr 8 janvier 2018

Pourquoi le Président Macron doit être le DRH de la République - HuffPost FR

Le b.a.-ba du corporatisme.

- Le renouveau démocratique est possible, le Conseil Economique, Social et Environnemental doit être l'un de ses acteurs
- huffingtonpost.fr

Le Président de la République a annoncé une réforme du CESE qui renforcerait ses missions. Cette réforme doit conforter son rôle: contribuer au renouveau démocratique, en faveur d'une confiance retrouvée entre les citoyens et leurs institutions et pour faciliter le dialogue et surmonter les blocages de nos sociétés.

Il est devenu banal de souligner que notre société traverse une crise de défiance envers les institutions, vis-à-vis des différentes formes de représentations, politiques, syndicales, mutualistes, associatives... Nous en connaissons les conséquences: des citoyens qui ont le sentiment de n'être ni représentés ni entendus, l'impossibilité de développer une pédagogie pourtant indispensable dans un monde de plus en plus complexe et donc l'incapacité d'anticiper les nécessaires évolutions, le remplacement du débat et du dialogue par l'invective, parfois même par la violence.

Chacun reconnaît le besoin d'un lieu d'échange, de préparation et de bilan des réformes, qui associe la société civile... et pourtant, alors que ce sont là ses missions et qu'il représente la société civile organisée dans nos institutions républicaines, le Conseil Economique, Social et Environnemental est souvent critiqué, voire contesté.

Le Président de la République a annoncé une réforme du CESE qui renforcerait ses missions. Cette réforme doit conforter son rôle: contribuer au renouveau démocratique, en faveur d'une confiance retrouvée entre les citoyens et leurs institutions et pour faciliter le dialogue et surmonter les blocages de nos sociétés.

Par leur implantation territoriale et par leur représentativité, nos organisations élaborent au quotidien des positionnements, voire participent à des projets de société. C'est pourquoi elles s'inscrivent dans la préparation de cette réforme, avec des ambitions d'évolution de cette assemblée.

Le CESE doit être la chambre du long terme, du futur, comme l'a dit le Président de la République. Pour cela, nous souhaitons que le CESE soit désormais consulté par le gouvernement sur tous les projets de loi qui engagent significativement le long terme. Le CESE est déjà consulté sur les projets de loi de programmation et de plan, il pourrait l'être aussi sur les lois d'orientation qui s'inscrivent également dans le long terme. Il ne s'agit pas d'alourdir le processus législatif dont la maîtrise doit demeurer entre les mains du Parlement mais d'enrichir la réflexion notamment en élaborant des indicateurs de nature à mieux évaluer les politiques publiques. La contribution du CESE à cette évaluation doit être renforcée avec des moyens nouveaux, telle la capacité de favoriser son expertise d'usage, celle de recourir aux organes publics d'expertise et aux scientifiques. Il doit enfin pouvoir interpeller et alerter le gouvernement sur les questions d'avenir. Dans un monde qui définit trop souvent ses choix sur les questions de court terme, il est essentiel que le CESE prenne en compte les enjeux du long terme, d'autant plus qu'il est une institution déliée des exigences de la temporalité électorale.

Le CESE doit être un animateur et le lieu de convergence du débat public. Il doit être davantage qu'aujourd'hui la chambre d'écho des préoccupations des gens, le lieu d'élaboration des points d'équilibre indispensables à toute réforme. Pour ce faire, il doit consulter les citoyens, organiser leur participation dans des temps de débats publics, telles les conférences citoyennes, et en recourant à des outils collaboratifs. Il doit mieux prendre en compte leurs expressions, notamment celles qui se manifestent par l'intermédiaire de pétitions. Il doit concentrer et sélectionner ses travaux sur les sujets les plus importants, transversaux, intégrateurs, anticipateurs, sociétaux, faire plus de pédagogie pour expliquer et promouvoir ses préconisations, travailler par projet associant d'autres parties prenantes qui ne sont pas membres du CESE, utiliser les structures d'expertise et de concertation existantes. Ainsi le CESE pourrait être le lieu où ces expressions s'organisent, se confrontent, permettant une vision plus large, un état des lieux qui dépasse le simple constat, qui révèle le souhaitable et l'acceptable, qui permette de dessiner des pistes sans pour autant se substituer aux décideurs et au législateur.

Le CESE doit être la chambre où s'articulent la consultation publique du CESE et celle des autres instances républicaines qui contribuent au processus législatif. Ses travaux devraient être programmés, dans le cadre d'une concertation permanente avec les gouvernements, pour mieux le positionner dans la réflexion préparatoire en amont des projets de loi. De nombreuses instances développent une expertise très riche, en associant le plus souvent des acteurs socio-économiques: le CESE doit être en mesure d'interroger ces instances ou de les associer en temps opportun.

Le CESE doit être en pleine coopération avec les territoires et l'Europe et leurs institutions qui représentent la société civile organisée: le Conseil économique, social et environnemental de chaque région (CESER) et le Comité économique et social européen. Leurs apports respectifs à l'éclairage des décisions publiques en seraient renforcés. La richesse des solutions imaginées dans les territoires doit être ainsi mieux valorisée, en complémentarité avec la dimension nationale du CESE, dans une logique d'exemplarité et de transfert de bonnes solutions. Pour chaque projet qui le justifie, des travaux du CESE devraient pouvoir s'ouvrir à des conseillers de CESER et réciproquement, ils pourraient comporter des déclinaisons régionales. Le Comité économique et social européen est quant à lui un partenaire naturel et un relais indispensable du CESE et réciproquement, pour faire vivre le principe de subsidiarité et porter au bon niveau les réflexions et les propositions de la société civile.

Nos organisations porteront ces orientations auprès du Président de la République, du Président du Sénat, du Président de l'Assemblée nationale et du Président du CESE. Elles sont par ailleurs pleinement engagées dans le débat interne au CESE pour formuler des propositions le plus largement partagées entre toutes ses composantes. huffingtonpost.fr 11/01/2018

- Audrey Pulvar
Présidente de la Fondation pour la Nature et l'Homme

- Laurent Berger
Secrétaire général de la CFDT

- Thierry Beaudet
Président de la Mutualité Française

Cette tribune a également été signée par Michel Dubromel (FNE), Luc Bérille (UNSA), Gilles Asenjo (Surfrider), Bernard Chevassus-au-Louis (Humanité & Biodiversité).

Quand les syndicats co organisent les licenciements... Heureusement qu'ils sont indépendants (POI-POID) !

- Chez PSA, des accords sans accroc - Libération.fr

Le constructeur automobile, qui affiche de bons résultats, souhaite 1 300 ruptures collectives. Hormis la CGT, les syndicats en acceptent le principe.

La réunion de mardi matin entre la direction de PSA et les syndicats n'aura été qu'une formalité. Presque pas de discussions houleuses ni de rejet catégorique, mais plutôt une satisfaction affichée de part et d'autre à la sortie des négociations. «C'est même mieux que ce que l'on prévoyait», concède Brahim Aït Athmane, délégué syndical FO du site de Poissy.

Cadre légal

Les dirigeants y ont pourtant annoncé leur souhait de procéder à 1 300 ruptures conventionnelles collectives, auxquelles s'ajouteraient 900 congés senior. Soit 2 200 départs au total, alors que le groupe se porte bien et anticipe déjà un bilan prometteur sur l'exercice 2017, avec le succès de plusieurs modèles. Mais, en contrepartie, 1 300 personnes seront embauchées en CDI en 2018 (400 en production, 200 en R & D et 700 dans le réseau commercial), et 2 000 jeunes seront recrutés en alternance.

Une satisfaction pour FO qui, avant la tenue de la réunion, exigeait jusqu'à 1 700 embauches pour soutenir notamment la production de la 3008. Avec le regret, néanmoins, que les embauches ne se fassent pas «d'un seul coup», afin de «soulager certains sites».

La direction et les syndicats parviennent en conséquence à signer un accord intégrant des plans de départ volontaires pour les salariés, appelé dispositif d'adéquation des emplois et des compétences (Daec).

La CGT, elle, persiste dans un communiqué : «C'est un boulevard pour certaines entreprises qui pourront se débarrasser à moindre coût de salariés ayant de l'ancienneté et donc considérés comme trop payés, et recruter, en même temps, des précaires corvéables et jetables.» Pour Denis Bréant, responsable du secteur automobile à la fédération CGT de la métallurgie, le syndicat doit se montrer intransigeant face à un groupe en bonne santé : «Nous sommes prêts à signer un accord dans la mesure où un départ est remplacé par une embauche.»

Les syndicats ont jusqu'à mercredi prochain pour signer, ou non, le texte proposé par la direction. Liberation.fr 10 janvier 2018

- Chez Pimkie, les syndicats mettent leur veto - Libération.fr

Après le refus d'une RCC par les organisations de salariés, l'enseigne de prêt-à-porter devrait engager un plan social.

Oubliés, les espoirs de mettre en place une rupture conventionnelle collective (RCC) chez Pimkie (groupe Mulliez). Mardi, trois des principaux syndicats (CGT, FO et la CFDT) de l'enseigne de prêt-à-porter, basée près de Lille, dans le Nord, ont fait savoir qu'ils ne souhaitaient pas négocier un accord. La veille, la direction avait confirmé son souhait de supprimer 208 postes en utilisant ce nouveau dispositif né des ordonnances. Finalement, elle devra se rabattre sur un - plus classique - plan de départs volontaires (PDV), dérivé du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE).

Dans le détail, le projet de Pimkie, qualifié de «restructuration» et s'inscrivant dans «un projet plus large de transformation», concerne 83 emplois en magasin, 41 en logistique et 84 aux sièges international et France. Il doit en parallèle s'accompagner de la fermeture dans l'Hexagone de 37 magasins sur 321 d'ici deux ans.

Pour atteindre cet objectif, Pimkie avait donc opté pour une RCC, dont «la rapidité de mise en œuvre» devait lui permettre «de se réorganiser en deux mois». Là où, précisait le groupe dans un communiqué publié lundi, «la mise en place d'un PSE nécessite souvent près de six mois». Second argument avancé : «Si les résultats de Pimkie se redressent rapidement, l'entreprise aura la possibilité d'embaucher immédiatement les compétences dont elle aura besoin.» Et de rappeler, là aussi, à l'inverse, qu'en cas de PSE, l'entreprise doit patienter un an avant de réembaucher.

Problème : pour parvenir à un accord en vue d'une RCC, il fallait réussir à convaincre les syndicats représentant au moins 50 % des voix exprimées lors des élections professionnelles. Peine perdue, au vu du paysage syndical éclaté. Un temps, la direction a pu espérer persuader une partie des représentants syndicaux de la suivre. Si la CGT a tout de suite fermé la porte, FO et la CFDT, sans grand engouement, demandaient à en savoir plus. Quant à la CGC, syndicat des cadres, elle semblait plus ouverte. Mardi, lors de la première réunion de «négociation» de la RCC organisée par la direction, c'est d'ailleurs la seule organisation à avoir demandé au groupe de dévoiler ses propositions, selon un participant. Au programme des mesures proposées : une indemnité supra légale calculée selon l'ancienneté, allant de 500 à 900 euros par année de présence au sein de l'enseigne et plafonnée à 18 000 euros. Mais aussi un congé dit de «mobilité» de deux mois pour que les salariés volontaires se préparent leur projet, ou encore une prise en charge de diverses formations et un dispositif d'accompagnement.

Pas de quoi faire virer de cap les trois autres organisations. «Pas de regret, c'est nettement insuffisant», note la CFDT. «Nous ne voulions pas de ce plan social déguisé. Avec une RCC, les garanties ne sont pas suffisantes. Ce n'est pas qu'une affaire d'argent, nous défendons aussi l'emploi», pointe Maley Upravan, de FO. Selon la syndicaliste, un PSE, parce qu'il permet d'obtenir plus de garanties en termes de reclassement, est plus intéressant pour les salariés. Autre inconvénient de la RCC, selon elle : il expose le salarié sur le départ à un délai de carence calculé par Pôle Emploi plus long (jusqu'à 180 jours, contre 75 pour un PSE), retardant d'autant le versement des allocations auxquelles il a droit au titre de l'assurance chômage. Même discours tranché de la CGT-Commerce, pour qui l'option RCC posée sur la table avait pour seul objectif «d'éviter toutes les contraintes du PSE ou d'un PDV».

Reste donc la possibilité du PSE. «S'il faut aller vers ça, on ira», souffle le dirigeant pour qui il est «indiscutable» que Pimkie est en difficulté et peut donc s'inscrire dans ce dispositif. Côté syndical, on assurait qu'on s'orientait désormais vers un «accord de méthode» pour un plan de départs volontaires, en cours de finalisation. Soit vers une version ante-ordonnances du code du travail. Liberation.fr 10 janvier 2018

- Pimkie: signature d'un "accord de méthode" sur un plan de départs volontaires - AFP

La direction et deux syndicats de Pimkie, FO et la CFE-CGC, ont signé mercredi un accord de méthode en vue de négocier un plan

de départs volontaires, au lendemain de l'échec des pourparlers sur un projet de ruptures conventionnelles collectives, a-t-on appris de sources concordantes.

Cet accord, annoncé par la direction, doit permettre "de poursuivre les négociations des mesures sociales d'accompagnement du projet de transformation de Pimkie", avait indiqué un communiqué de la direction mardi soir. D'après la CFDT et la CGT, dix réunions se tiendront du 23 janvier au 21 février.

L'entreprise, appartenant à la galaxie Mulliez, avait présenté lundi en Comité central d'entreprise (CCE) un projet de 208 suppressions de postes, via des ruptures conventionnelles collectives (RCC). La direction avait dû y renoncer, devant l'opposition des syndicats majoritaires (CGT, FO, CFDT).

La CGT et la CFDT ont refusé de signer l'accord de méthode. "On a un gros souci: contrairement à ce qui se passe avec un plan de sauvegarde de l'emploi, il n'y a pas de possibilité pour le CCE de désigner un expert, notamment pour se pencher sur les motifs économiques" des suppressions d'emploi, a déclaré à l'AFP la secrétaire du CCE Valérie Pringuez (CGT). Si bien qu'on aura in fine "un accord de type RCC portant le nom de PSE", a-t-elle affirmé, dépitée.

A en croire Marie-Annick Merceur, déléguée CFDT, "les premiers licenciements devraient commencer à se faire dans les trois mois après la fin de la négociation, si accord sur le plan de départs volontaires il y a".

La direction souhaite fermer 37 magasins en trois ans, sur 321 en France, et la suppression à court terme de 83 emplois en magasins, 41 en logistique, 53 au siège international et 31 au siège pour la France, à Neuville-en-Ferrain (Nord).

Elle met en avant des résultats déficitaires depuis 2015 et un chiffre d'affaires 2017 en baisse de 10% par rapport à l'année précédente". Plusieurs syndicats contestent cette analyse. AFP 10 janvier 2018

- Une embellie économique mondiale teintée de risques à plus long terme - AFP

La Banque mondiale est plus optimiste sur la croissance économique autour du globe cette année mais elle demeure réservée sur la capacité de la soutenir à long terme face à la tentation du protectionnisme et aux tensions géopolitiques.

Le produit intérieur brut (PIB) mondial devrait progresser de 3,1% cette année, après " 3% en 2017. C'est 0,2 point de pourcentage de plus que ses prévisions de juin pour 2018.

Et 2018 a de "bonnes chances" d'être la première année depuis la crise financière où l'économie mondiale tournera à plein régime ou presque, a noté cet expert (Ayhan Kose, économiste à la Banque mondiale - ndlr), principal auteur de ce rapport semestriel sur la conjoncture internationale.

L'embellie profite en outre à toutes les régions du monde, à commencer par les "trois grandes": les Etats-Unis, la zone euro et le Japon, observe Ayhan Kose.

D'après ces nouvelles projections, les Etats-Unis devraient en effet voir leur croissance économique accélérer à 2,5% contre 2,2% attendu en juin. Le PIB de la zone euro devrait croître de son côté de 2,1%. Quant au Japon, la croissance est anticipée à 1,3%.

La Banque mondiale, qui prévoyait un léger ralentissement de la croissance de la Chine en 2017, a finalement estimé que celle-ci avait accéléré de 0,1 point de pourcentage à 6,8% et table sur une légère décélération cette année à 6,4%. Et l'autre géant, l'Inde devrait voir sa croissance rebondir à 7,3% en 2018 après 6,7% l'an passé.

Les deux grands pays émergents, le Brésil et la Russie, qui ont renoué en 2017 avec la croissance ("1,7% et +1%) après deux années de récession, devraient en outre poursuivre leur reprise avec des hausses respectives attendues de 1,7% et 2% en 2018.

Outre la mise en garde contre une politique commerciale protectionniste, la Banque mondiale exhorte les gouvernements à saisir l'opportunité d'une période de croissance pour mener des réformes. Celles-ci devraient favoriser une éducation et des services de santé de qualité et améliorer les infrastructures pour doper la croissance potentielle, notamment dans les pays émergents et en développement.

Car, comme toutes les périodes d'expansion, celle-ci va s'achever à un certain moment, "l'histoire se répète", a souligné Ayhan Kose. Depuis les années 1970, il y a une crise par décennie, a-t-il rappelé.

En ce début d'année, "nous espérons que les dirigeants vont avoir de bonnes résolutions", a-t-il ajouté au-delà des

traditionnels instruments monétaires et budgétaires pour stimuler la croissance à court terme.

De son côté, le président de la Banque mondiale Jim Yong Kim les encourage "à investir dans l'humain" pour accroître la productivité alors que le vieillissement de la population pèse sur la croissance potentielle. Il a enfin invité à améliorer la participation des travailleurs au marché de l'emploi pour faire profiter la prospérité au plus grand nombre. AFP 10 janvier 2018

[Haut de page ↗](#)

La contribution politique du 17 mars 2018

● [Causerie au format pdf. \(6 pages\)](#)

A bas la collaboration de classes, combat classe contre classe !

Quand négociateur signifie se concerter.

La négociation, c'est la négation de la mobilisation des travailleurs, pour ne pas dire de la lutte de classe. Elle a pour fonction de diviser ou d'affaiblir les travailleurs, de neutraliser la lutte des classes au profit de leur ennemi.

Quel devrait être le rôle d'un syndicat ? Pour l'illustrer, je pourrais rappeler mon expérience de délégué syndical (FO) chez U-Bix (Konica, une multinationale japonaise) au début des années 80.

Alors que F. Mitterrand est Président de la république, le premier Ministre du gouvernement PS-PCF-MRC, Pierre Mauroy, annonce le 13 juin 1982 un plan de rigueur prévoyant le blocage des salaires.

Après que la direction nous eut accordé gracieusement en 1982 une hausse générale des salaires équivalente au taux d'inflation (13%), en 1983 j'ai proposé aux salariés une hausse générale des salaires à peu près équivalente à l'inflation ainsi que le maintien intégral du 14e mois (en fait une prime équivalente à 90% du salaire mensuel).

De son côté la direction proposa une augmentation générale des salaires divisée par deux assortie d'une augmentation individuelle (au mérite) et la remise en cause du 14e mois.

Je rejetai les propositions de la direction et j'en rendis compte aux salariés. Je leur proposai de ne rien lâcher et de décider la grève illimitée avec occupation jusqu'à satisfaction. La proposition fut adoptée. Je rencontrai plusieurs fois le représentant de la direction qui campa sur ses positions, et de notre côté nous ne cédions rien, nos positions étaient inconciliables, donc il n'y avait rien à négocier. Trois jours et demi plus tard, l'entreprise (400 salariés) complètement à l'arrêt, la grève fut reconduite quotidiennement en assemblée générale en présence du Directeur général qui était mon seul interlocuteur avec le directeur du personnel, la direction japonaise capitula et satisfait toutes nos revendications, y compris le paiement intégral des jours de grève et versa même les primes repas, le 14e mois fut préservé... Pendant ces trois jours, M. Lelu m'avait fait différentes propositions ajoutant 1 ou 2% à chaque fois, mais cela ne faisait pas le compte, les salariés étaient unis et il savait que je ne les trahirais pas, j'étais le seul syndiqué FO, la CGC était quasi inexistante mais elle me soutint.

Ce n'est pas moi qui fut inflexible, mais les salariés, ce sont eux qui décidèrent que les propositions de la direction ne faisaient pas le compte, moi je ne négociai rien dans leurs dos en leur nom, et ce sont eux qui décidèrent de mettre fin à la grève en assemblée générale, à mains levées. En réalité on entama la grève avant la première assemblée générale.

Je travaillais au siège sociale où il y avait environ 120 salariés, les autres étaient répartis dans 17 agences dans toutes la France. Je discutai avec chaque salarié du siège social et je contactai les autres salariés par tracts, téléphone et fax. Ils me connaissaient plus ou moins depuis deux ans et ils me témoignaient une confiance absolue, ils m'avaient aussi élu délégué du personnel et du CE. Et pourtant. Tous les midis j'étais invité au restaurant du tennis club du quartier d'affaires de la Défense par le directeur du personnel, un franco-japonais, monsieur Robert, invitation que je n'avais eu aucune raison de refuser puisque j'étais incorruptible et je l'ai prouvé ; Lui, il picolait sec sans tenir l'alcool et parlait beaucoup, tandis que moi, je faisais honneur à la gastronomie française et je l'écoutais. Ensuite, pendant qu'il allait faire une sieste ou cuver, je rendais compte aux salariés de nos entretiens, ce qui les faisait bien marrer.

En aparté, vous pouvez observer que cela ne date pas d'hier que je dis tout ou que je n'ai rien à cacher, je n'ai pas changé, mais apparemment vous vous en tapez, c'est dommage. Je vous rassure, je ne perdrai pas mon temps à essayer de vous convaincre de quoi que ce soit pour savoir que vous avez une piètre opinion de moi, ce qui est injuste assurément, je me bornerai uniquement à partager mes expériences et je ne vous demanderai plus d'appliquer la réciprocité puisque vous n'y tenez pas.

Personne ne voulait entendre parler du blocage des salaires préconisés par le gouvernement, sauf les patrons et des syndicalistes vendus évidemment. Il faut dire qu'on bénéficia de circonstances particulièrement favorables, les Japonais voulaient virer tous les cadres et je leur avais apporté mon soutien... Si les salariés avaient décidé que 5 ou 6% ferait l'affaire au lieu de 8,5% (Je crois, j'ai une mauvaise mémoire), on aurait arrêté la grève aussitôt.

Ce qui est excessif ou gauchiste, irresponsable, ce n'est pas de déclencher une grève illimitée jusqu'à satisfaction sur des objectifs très élevés quand on a l'accord de la majorité des travailleurs, mais de passer outre quand ils sont une minorité.

Dans le cas des cheminots, leurs revendications ne sont pas négociables, s'ils vont à l'affrontement direct avec Macron et son gouvernement néolibéral, il faut leur dire clairement que s'ils ne reculent pas ou ne retirent pas les mesures annoncées, comme c'est une question de vie ou de mort ils doivent poser la question suivante : Ce sont eux ou nous, soit c'est nous qui reculons ou capitulons, soit c'est Macron et son gouvernement qui doivent partir... Il n'existe pas d'autres alternatives. C'est une manière comme une autre de poser la question du pouvoir, qui doit gouverner le pays...

C'est la seule stratégie conforme aux besoins des travailleurs en générale et au socialisme, qui en outre peut déclencher une grave crise politique et déstabiliser suffisamment le régime pour le faire vaciller, si les masses en profitaient pour entrer en scène ou rejoindre la mobilisation des cheminots.

Revenons à ce piètre exercice de sémantique qui relève de la sophistique ou de la démagogie plutôt que de la pédagogie.

On nous prend vraiment pour des crétins !

Sur le modèle l'homme propose et dieu dispose, les syndicats proposent et le gouvernement ou le patronat dispose, ce principe est intolérable, il appartient au corporatisme, pas au mouvement ouvrier.

Les revendications des travailleurs sont transmises par leurs représentants au gouvernement et/ou au patronat, et en fonction des réponses qu'ils leur apportent, les travailleurs décident ensuite démocratiquement de la suite à leur donner ou de l'action à envisager. Si les réponses sont négatives, seule leur mobilisation permettra de modifier le rapport de forces entre les classes en leur faveur, afin que leurs revendications aient une chance d'être satisfaites, dans le cas contraire et dans tous les cas de figure, y compris la négociation, leurs droits seront systématiquement bradés, liquidés, pan par pan jusqu'à ce qu'ils soient totalement individualisés, autrement dit, qu'ils aient disparu.

Quand la négociation se substitue à la lutte des classes ou à l'affrontement entre les classes, c'est forcément la classe qui détient le pouvoir qui en tirera profit. La négociation entre les classes ne peut se concevoir que dans le cadre d'un conflit ouvert entre les classes, uniquement à la demande des travailleurs lorsque leur mobilisation tire à sa fin ou lorsqu'ils ne peuvent pas espérer obtenir davantage momentanément.

A quoi sert la lutte des classes ? Quelle conception de la lutte des classes ? De part leur position dans les rapports sociaux, les deux classes abordent-elles la situation dans les mêmes conditions ?

Les deux classes qui s'affrontent disposent-elles du même statut, des mêmes conditions pour mener leur combat, pour imposer leurs besoins à l'autre ? N'y en aurait-il pas une qui détiendrait le pouvoir, et une autre qui n'en détiendrait aucun, hormis celui de se mobiliser sur son propre terrain de classe pour faire valoir ses droits, autrement dit en rompant temporairement les rapports sociaux existant avec l'autre classe ou entre les classes ? Les deux classes en présence disposent-elles des mêmes instruments ou moyens pour imposer leurs besoins, n'y en aurait-il pas une qui serait défavorisée et qui n'aurait pas d'autre alternative que de recourir à la force, à la grève avec occupation notamment ?

Si nous sommes bien fondamentalement en présence de deux classes aux intérêts antagoniques et irréconciliables, elles ne peuvent que rejeter réciproquement les besoins de l'autre classe, donc aucune négociation préalable ne peut avoir lieu, sauf à accepter d'emblée tout ou partie des besoins exprimés par l'autre classe en se situant sur son terrain de classe. Il faut avoir à l'esprit que la classe dominante n'abandonne jamais ses objectifs, elle tempore, elle ruse, et elle repasse à l'offensive à la première occasion ou dès qu'elle estime que la situation lui est favorable.

Précisons, qu'une organisation syndicale ne part pas de ses revendications, mais de celles des travailleurs, il ne faudrait pas que les travailleurs puissent croire un instant que ses dirigeants pourraient être autrement chose que ce qu'ils ne sont pas, on doit en permanence avoir à l'esprit qu'on est en présence d'agents de nos ennemis et qu'ils ne seront jamais rien d'autres.

Effectivement les travailleurs confient un mandat aux dirigeants syndicaux, et c'est bien là que se situe le problème puisqu'ils n'en sont pas dignes. C'est comme lorsque le ver est déjà dans le fruit, il n'aura jamais d'autre fonction que le pourrir, il faut donc trouver le moyen de l'expulser du fruit ou à défaut de pouvoir y parvenir dans l'immédiat, lui administrer un puissant antidote qui le neutralise, en l'occurrence les travailleurs doivent s'organiser indépendamment des syndicats, en les intégrant si possible, sans leur confier le moindre pouvoir de décision.

La Tribune des travailleurs - "Application pratique : une organisation syndicale qui négocie avec le gouvernement part de ses revendications et cherche à les arracher, quitte éventuellement à passer un compromis appuyé sur le rapport de force établi dans et par la mobilisation de classe. Cela est conforme au mandat de l'organisation syndicale et à la démocratie." (Éditorial de La Tribune des travailleurs n°130 (14 mars 2018))

Et quand "*le rapport de force établi dans et par la mobilisation de classe*", ajoutons avant, est défavorable aux travailleurs, cela donne quoi cette "négociation" ou cela s'appelle comment ? La collaboration de classes, bel exercice de démocratie, bravo !

La Tribune des travailleurs - "On ne fera pas prendre aux travailleurs des vessies pour des lanternes. De deux choses l'une : ou bien combattre contre le gouvernement (c'est-à-dire, selon le dictionnaire, « lutter concrètement contre » lui) ; ou bien se concerter avec lui." (id)

Encore moins aux militants, on vient de voir que "*négocier*" ne signifiait pas forcément "*combattre*", mais bien plutôt se concerter.

En règle général, chacun devrait savoir depuis le temps que lorsque les dirigeants syndicaux affirment négocier avec le gouvernement ou le patronat, en réalité ils se concertent sur le dos des travailleurs. Il suffisait d'observer comment se terminait chaque soi-disant négociation pour s'apercevoir que le sens des mots était galvaudé ou qu'on pouvait leur faire dire tout et son contraire en fonction des réelles intentions de ceux qui les prononçaient. Y en aurait-il parmi nous qui auraient des illusions envers les intentions des dirigeants syndicaux ?

Si les cheminots se lancent dans une grève, ils doivent s'organiser et la contrôler, se constituer en comités de grève, élire leurs délégués, dont ceux qui assisteront à tous les entretiens avec les représentants syndicaux et le gouvernement, et en rendront compte en assemblée générale souveraine. Sinon, vous savez ce qui va se passer ou comment cela va se terminer, comme d'habitude...

En guise d'épilogue sur mon expérience personnelle.

Quelque temps plus tard je démissionnai d'U-Bix. J'étais grillé professionnellement, mais pas seulement. J'aurais pu y rester jusqu'à ma retraite après être rentré dans le rang comme l'ont dit, mais j'ai fait un autre choix. Cette expérience me coûta très chère, elle brisa ma carrière professionnelle et sans doute mon couple, d'où un peu plus tard mon départ en Inde. J'ai cru que ce serait peut-être une occasion pour sauver mon couple qui battait de l'aile, en vain, c'est le seul regret que j'ai, j'ai été mal avisé car j'aurais peut-être pu refaire ma vie, plusieurs de mes collègues féminines m'avaient fait des propositions sérieuses, peut-être aussi je n'aurais pas abandonné le militantisme pendant 20 ans...

Bref, cette expérience riche en enseignements devait déterminer en grande partie l'orientation du reste de ma vie, ce qu'évidemment j'ignorai à l'époque. Comme quoi il n'y a pas de quoi s'attribuer un peu trop rapidement un niveau de conscience qu'on n'a pas en réalité, soyons modeste par dessus tout. Tout cela je le comprendrai bien plus tard, mais bon, il n'est jamais trop tard, tout du moins dans mon cas, quelle chance j'ai eu de renouer avec le combat politique pour le socialisme, le 11 septembre 2001, cela ne s'invente pas !

Comme quoi aussi, ceux qui ne souhaitent plus entendre parler du (de leur) passé ou refusent de le regarder en face ou encore font preuve d'une mémoire sélective, d'hypocrisie, commettent là une gravissime erreur puisque c'est la chose qu'ils sont censés le mieux connaître ou directement à leur portée, car en adoptant cette attitude, à défaut de l'analyser minutieusement et sans états d'âme pour mieux le comprendre et en tirer des enseignements, ils vont s'interdire de progresser ou seront voués à régresser sans fin, ce qui les voue généralement à connaître une vie encore plus superficielle ou médiocre et une fin bien triste, ce qu'on ne souhaitera à aucun d'entre nous.

Un dernier mot très bref sur la situation en France.

Evidemment que tous les travailleurs et tous les militants doivent soutenir inconditionnellement les cheminots.

Je pense que l'orientation politique fournie par le POID correspond aux tâches que les travailleurs et l'avant-garde du mouvement ouvrier doivent accomplir, dans la mesure où elle est clairement dirigée contre les institutions de la Ve République qu'il faut abattre.

Je ne développerai pas ici mon analyse de la situation. Soyons lucide et ne nous racontons pas d'histoires.

En quelques mots, disons que d'un côté avec à peine 5% de syndiqués dans le secteur privé qui regroupe plus de 75% des travailleurs du pays, le règne de la terreur (notation individuelle, etc.) que font régner les DRH dans la plupart des grandes entreprises, le chômage de masse et la crainte du chômage suspendu comme une épée de Damoclès au-dessus de la tête de chaque travailleur employé dans les petites et moyennes entreprises, etc. d'un autre côté, les multiples difficultés auxquelles

doivent faire face quotidiennement toutes les couches de travailleurs sans exception ou presque, que ce soit sur leur lieu de travail ou dans leurs rapports avec leurs proches ou avec le reste de la société dans une atmosphère délétère, ces deux aspects de la réalité permettent de comprendre que la mobilisation des masses peut partir de revendications sociales d'une ou plusieurs catégories de travailleurs et s'étendre à la majorité des travailleurs pour devenir révolutionnaire, à condition seulement qu'à un moment donné leur combat prenne résolument une orientation politique contre le régime, d'où la nécessité de leur fixer dès le départ cet objectif pour les aider à en prendre conscience le plus tôt possible, en l'occurrence chasser Macron, qui concentre tout le pouvoir et constitue ainsi le chaînon le plus faible de la stratégie de notre ennemi.

Voilà pourquoi je soutiens le POID et le Mouvement pour la rupture avec la Ve République, qui me semble-t-il partagent mon analyse, le reste ou nos désaccords passe au second plan, quand l'heure du combat à sonner, l'essentiel c'est de se rassembler pour lutter ensemble dans la même direction. Mais, mais, mais quoi, vous avez des objections ? Rappelons que c'est le prolétariat révolutionnaire qui doit se soulever pour renverser le régime et que personne d'autre ne le fera à sa place, et notre devoir est de nous placer à ses côtés, et non de savoir qui avait raison ou tort, les faits trancheront cette question le moment voulu et restons-en là si vous le voulez bien.

En attendant, la lutte des classes se développe à l'échelle mondiale.

- Au Tchad, le gouvernement retient ses coupes - liberation.fr 15 mars 2018

Après sept semaines d'une grève qui a paralysé l'ensemble des administrations tchadiennes, un accord a finalement été signé entre le gouvernement et les syndicats mercredi soir. Le mouvement de protestation avait été déclenché en réaction aux mesures d'austérité entrées en vigueur le 1er janvier. L'Etat tchadien s'est engagé dans une série d'économies drastiques, ses caisses se vidant au rythme de la chute des cours du pétrole, amorcée en 2014. La dureté de la récession conjuguée aux coupes salariales ont débouché sur un mouvement social d'une rare ampleur dans ce pays comptant parmi les plus pauvres du monde.

Les syndicats estiment aujourd'hui avoir obtenu satisfaction. L'accord de trois pages négocié directement avec le cabinet du président tchadien, Idriss Déby, gèle ou annule la plupart des mesures controversées. «Le décret 687 qui prévoyait une réduction de 50% des primes et indemnités ne s'appliquera pas ni l'abattement des salaires des fonctionnaires, explique Michel Barka, président de l'Union des syndicats du Tchad et signataire du texte. A partir de mai, les salaires doivent retrouver leur niveau de 2016.» Ce délai de quelques mois est un «compromis» qui doit permettre «un petit temps de respiration financière pour le gouvernement», précise Younous Mahadjir, vice-président de l'UST. liberation.fr 15 mars 2018

Si ce recul du gouvernement tchadien va rendre fou de rage le FMI qui était à l'origine de ces mesures, en revanche il peut être rassuré, le président Idriss Déby reste en place et le pillage des multinationales va pouvoir continuer comme avant.

Le Tchad n'est pas la France, ils n'ont pas fait l'objet du même développement économique et de la lutte des classes. Si au Tchad le mouvement social ne pouvait pas aller plus loin ou poser directement la question du pouvoir politique dans l'état actuel du développement du mouvement ouvrier dans ce pays, en France en revanche, toutes les conditions existent pour que les travailleurs renversent le régime en place ou s'emparent du pouvoir politique pour peu qu'ils en prennent conscience et qu'ils s'organisent.

Dans absolument tous les pays, la question sociale, la question de l'amélioration des conditions de travail et d'existence se pose à chaque travailleur quel que soit son statut social, mais elle ne met fin ni à l'exploitation ni à l'oppression qui déterminent l'orientation et l'ensemble des rapports qui existent dans la société, de sorte que chaque travailleur va continuer de subir quotidiennement une multitude de difficultés, humiliations, privations, etc. ou se trouve privé de la liberté de déterminer librement son destin, autrement dit c'est sur le plan politique en prenant en mains son sort qu'il pourra mettre fin définitivement à ses angoisses et souffrances inutiles et injustes.

L'époque où des réformes sociales furent adoptées, de sorte qu'on pouvait croire que ce processus allait continuer, est définitivement révolue, sans qu'apparemment on ait vraiment pris conscience du pourquoi ou du comment.

Désormais en France et dans de très nombreux pays, en observant que l'offensive conduite par la réaction contre l'ensemble des travailleurs depuis des décennies se traduisait par une régression sociale sans fin, toujours plus d'inégalités sociales et d'injustices, on en est arrivé au point où désormais chaque travailleur doit faire face à tant de difficultés ou angoisses rendant chaque jour leur vie de plus en plus insupportable, qu'ils en arrivent à qualifier de dérisoire ou d'insuffisante l'annonce d'une mesure prétendument en leur faveur, ce qui signifie que petit à petit va mûrir dans leur tête que le problème à résoudre se situe à un niveau beaucoup plus élevé, au plan politique, du régime et ses institutions, et qu'il va falloir envisager de procéder à un changement radical de société, tellement celle dans laquelle ils vivent est devenue pourrie. Sauf à se résigner à s'en accommoder, ce qui constituerait un véritable cauchemar et un réel cas de conscience, car une société aussi infâme est incompatible avec tous les principes ou toutes les valeurs sociales ou humanistes qui structuraient leur mode de vie ou de pensée ou encore donnaient un sens à leur existence, les abandonner ce serait sombrer soi-même dans l'abjection, perdre sa dignité, ne plus jamais pouvoir se regarder en face sans être pris d'un profond sentiment de dégoût.

Comment peut-on imaginer un instant qu'un peuple tout entier pourrait en arriver à supporter un tel destin, sauf à disparaître ou à rompre avec ce qui fut à l'origine du développement de la civilisation humaine. Quel peuple s'y est résigné ? Aucun, absolument aucun, même le plus dégénéré, quelque part chacun aspirera toujours à la justice et à la liberté, à l'émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, même si les apparences tendent à démontrer le contraire ou qu'ils ne soient pas en mesure de le montrer ou plutôt de le faire savoir, de le partager, de s'unir. Notre rôle est juste de les aider à en prendre conscience, à les organiser, pour préparer les conditions politiques qui permettront d'en finir une fois pour toute avec le règne de la nécessité et entrevoir le règne de la liberté.

[Haut de page ↗](#)

La contribution politique du 21 mars 2018

● [Causerie au format pdf. \(4 pages\)](#)

[Parole d'internaute](#)

- "La fabrique du consentement fonctionne encore, mais de moins en moins. Lorsque la population aura fait le lien entre politique, économie et géostratégie, elle ne fonctionnera plus du tout. Si de plus en plus de gens, en particulier les moins de 35 ans, s'informent majoritairement en dehors de la presse mainstream, ce n'est pas par hasard.

Bernays l'avait prédit : toute propagande a une fin, lorsque le niveau d'information conjugué à la hausse de l'éducation fait se retourner les opinions. J'ai bien l'impression que l'on arrive à un point d'inflexion, même s'il n'est pas encore franchi."

Il n'est pas atteint en effet, et il est inutile de scruter à l'horizon dans l'espoir de saisir l'instant où il le sera, puisque cela ne se produira pas dans le cadre institutionnel, mais uniquement lors de l'irruption révolutionnaire des masses, là vous pourrez vous dire : On y est enfin, et tous les espoirs sont à nouveau permis de changer la société.

Un peu de patience, un tel processus mûrit lentement, mais sûrement. Rompre avec la propagande officielle, avec l'idéologie de la classe dominante ne peut se réaliser qu'à l'issue d'un long processus de maturation, tant les enjeux sont grandioses, imprévisibles, incertains, voire dangereux.

Saper les bases du régime, ne rien lui concéder, le harceler en permanence, le combattre sur tous les fronts, etc. ne peut que renforcer la volonté ou la détermination des travailleurs à refuser de se résigner au triste sort que Macron et l'oligarchie, le capitalisme leur réserve, ce qui à un moment donné doit se traduire selon la loi dialectique de la transformation de la quantité en qualité qui prendra la forme d'une rupture soudaine, brutale avec le régime, le refus de continuer à vivre plus longtemps comme avant. C'est ce genre de discours qu'il faut tenir aux travailleurs, pour qu'ils en prennent conscience ou traduisent consciemment leur rejet de la politique de Macron en s'organisant, en s'unissant pour renverser le régime.

Bref, comme quoi il ne faut jamais perdre espoir !

[SNCF : Retrait inconditionnel du rapport Spinetta et du projet de loi de Macron !](#)

Comment le NPA vole au secours de Macron.

- Déclaration unitaire : Défendons tous les services publics ! Solidarité avec les cheminots et les cheminotes ! - 19 mars 2018 (Le bloc national du NPA)

Dans cette déclaration on retrouve sans surprise la propagande ou les thèmes favoris de la réaction en faveur de la "transition écologique" et de la "bataille pour l'égalité", alors que la fin du saccage de l'environnement et des inégalités sont des objectifs incompatibles avec le maintien en place du capitalisme. Mais demandera-t-on, quel est le rapport avec les revendications des cheminots ou le projet de privatisation de la SNCF par Macron ?

C'est très simple, cette manoeuvre sert au NPA et aux signataires (*) de cette déclaration à occulter leur refus d'exiger le retrait du rapport Spinetta et du projet de loi de Macron destiné à franchir une étape supplémentaire vers la privatisation totale de la SNCF qui ne figure nulle part dans leur document, bref, à se faire passer pour des gens de gauche à la manière du PS, diviser militants et travailleurs pour que Macron puisse appliquer sa politique.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que le refus d'exiger le retrait du projet de loi de Macron sur la SNCF a pour pendant ou est au profit de la poursuite des discussions des syndicats avec le gouvernement, pour semer l'illusion que les cheminots seraient en

droit d'en attendre quelque chose, donc les diviser, affaiblir leur résistance pour les pousser à se résigner et à ne pas se mobiliser, à ne pas se lancer dans une grève illimitée jusqu'au retrait du plan de Macron.

(*) - Alternative Libertaire (AL) ; EELV ; Ensemble ; Gauche Démocratique et sociale (GDS) ; Génération.s ; Groupe Parlementaire FI ; NPA ; Nouvelle Donne ; PCF ; PCOF ; Parti de Gauche (PG) ; République et socialisme.

- "*Le train n'est pas qu'un moyen de locomotion, c'est un service public, un outil essentiel à la transition écologique et il est insupportable qu'il puisse s'arrêter aux portes des grandes métropoles. La bataille du service public ferroviaire est d'abord une bataille pour l'égalité.*"

Au passage, on aura compris également que le NPA et ses coreligionnaires chargent le capitalisme de réaliser "*la transition écologique*", pourquoi pas le socialisme, la logique est la même, et comme ils osent tout, quand bien même les inégalités sociales explosent, ils reprennent à leur compte le thème de l'égalité que revendique Macron pour justifier l'alignement du statut des cheminots sur celui des travailleurs du secteur privé.

Quand le PCF reprend la rhétorique de Macron contre les cheminots.

- SNCF: le PCF demande une rencontre avec la ministre des Transports - AFP 20 mars 2018

Le PCF veut rencontrer la ministre des Transports, Elisabeth Borne, pour lui exposer ses propositions de financement du rail, qui sont "à l'opposé" du projet de réforme du gouvernement et de son "*parti pris idéologique*", a affirmé mardi son secrétaire général Pierre Laurent.

"*Nos propositions de financement de la SNCF sont à l'opposé de celles du gouvernement*" qui "*refuse tout débat*", a affirmé M. Laurent lors d'une conférence de presse à Paris, à l'avant-veille des grèves et des manifestations du 22 mars.

"Il y a besoin de changement à la SNCF", a-t-il reconnu, mais "le projet du gouvernement ne résout aucun des problèmes posés à la SNCF, ni celui de la dette ni celui des sous-investissements, et au contraire va tous les aggraver". Selon lui, "ce projet est une tentative de justification pour l'ouverture du rail à la concurrence".

LVOG - Où est le lézard dans cette déclaration ? C'est très simple, aujourd'hui la concurrence n'existe pas, Macron estime qu'un "changement à la SNCF" est indispensable. Et en quoi consiste ce "*changement*" ? Justement, à ouvrir à la concurrence toutes les activités de la SNCF qui ne le sont pas encore pour finalement la privatiser. Et qui Pierre Laurent appelle-t-il à l'aide pour "libérer la SNCF du poids de la dette", je vous donne en mille : La BCE !

Pire encore, si, si, c'est possible, M. Laurent : "*La mise en concurrence ne vient pas de Bruxelles*", car "*les articles 4 et 5 du règlement européen sur l'obligation de service public permettent de ne pas mettre en oeuvre la mise en concurrence*", a affirmé M. Laurent (AFP 20 mars 2018).

Ce parasite prend vraiment les travailleurs pour des abrutis, car dans absolument tous les pays du monde "*l'obligation de service public*" existe, puisqu'il existe des écoles publiques, des hôpitaux publics, etc. dont le nombre ou la densité, l'état de vétusté ou de délabrement varie d'un pays à l'autre au point qu'ils sont réservés aux couches de la population les plus miséreuses ou déshérités, les autres se rabattant sur les établissements privés inaccessibles aux plus pauvres.

Autrement dit, partout il existe des services publics au côté des services privés, mais ils ne sont pas destinés à la même clientèle et ne procurent pas vraiment les mêmes services, ce que M. Laurent n'est pas censé ignorer, mais qui lui convient apparemment parfaitement.

M. Laurent est un faussaire, un vulgaire menteur et en voici les preuves.

- Depuis 1957, le traité CEE comprend dans son préambule l'objectif d'établir une concurrence libre et non faussée. Très rapidement, ce principe a acquis une valeur constitutionnelle... (Source : <https://www.telos-eu.com/fr/europe/eloge-de-la-concurrence-libre-et-non-faussee.html>)

Une "*valeur constitutionnelle*" que Macron entend bien honorer, cela va de soi, il a été choisi et élu pour cela.

- À l'heure actuelle, la notion de « libre concurrence » figure dans deux articles de principe (les articles 3 et 4) situés au début du traité instituant la Communauté européenne. Le traité de Lisbonne réécrit également ces articles. L'article qui succède à l'article 3 ne mentionne plus l'exigence d'une concurrence non faussée. En revanche, l'article qui succède à l'article 4 maintient la référence à « une économie de marché ouverte où la concurrence est libre » : seulement, ce nouvel article ne figure plus au début du traité, comme un article de principe ; il constitue désormais l'article 97ter du TFUE. (Source : <https://www.senat.fr/rap/r07-076/r07->

0761.html)

Quel est l'objet de l'article qui "succède à l'article 4" ?

(Source : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex%3A52014XC0329%2801%29>)

Communication de la Commission sur des lignes directrices interprétatives concernant le règlement (CE) n ° 1370/2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route

L'article 5, paragraphe 1, du règlement (CE)

2.2.8. Article 4, paragraphe 5 — Options disponibles pour les autorités compétentes si elles jugent souhaitable de prendre des mesures de protection du personnel en cas de changement d'opérateur.

LVOG - Pourquoi nous contenter du titre de ce volumineux article 5 ? Parce qu'il implique un "*changement d'opérateur*", donc autre que la SNCF, ce que M. Laurent a omis de préciser, on aura compris pourquoi.

En réalité, dans ce document on trouve tout et son contraire, de sorte que chacun peut l'interpréter à sa manière. Certains s'en étonneront, d'autres plus avertis affirmeront que c'est un lieu commun, une pratique très répandue... dont s'inspire le NPA et le PCF notamment. Certes, mais à ceci près qui est l'essentiel, c'est que ni vous ni moi ni personne n'avons le pouvoir d'imposer notre interprétation d'un texte face à celle des autorités de Bruxelles ou Macron qui à notre connaissance détiennent le pouvoir.

Pour l'illustrer allons voir ce que contient l'alinéa 2.2.5. de l'article 5 intitulé : Article 2, point e, et article 4, paragraphe 1.

- "À titre d'exemple, la Commission estime que les services à qualifier de services publics doivent être destinés aux citoyens ou être fournis dans l'intérêt de la société dans son ensemble. Les autorités compétentes définissent la nature et la portée des obligations de service public dans le respect des principes généraux du traité. Pour atteindre les objectifs du règlement, c'est-à-dire garantir la sécurité, la rentabilité et la haute qualité des services de transport de voyageurs, les autorités compétentes doivent s'efforcer d'assurer la prestation économiquement et financièrement viable de ces services."

Tout d'abord, les "*obligations de service public*" peuvent être confiées à des entreprises privées (concessionnaires)... avant de leur être cédées définitivement, privatisées. Ensuite chacun sait en quoi consiste les "*principes généraux du traité*", qui les a établis et pour qui, dans quel objectif, privatiser tout ce qui peut l'être selon le principe de la concurrence libre et non faussée et nivelé par le bas le coût de la force de travail. Et pour finir, l'un des "*objectifs du règlement*" confirme que c'est la loi du marché qui prime sur tout autre principe, "*la rentabilité*", qui s'oppose par nature à la définition de service public destiné à permettre à l'ensemble de la population de satisfaire des besoins élémentaires, et non de réaliser des profits pour engraisser des rentiers ou des actionnaires.

Le NPA se place lui-même de l'autre côté de la barricade.

Quand le NPA se transforme en défenseur des porte-parole des médias-oligarques.

- Jean-Luc Mélenchon et le « parti médiatique » : critique des médias ou démagogie anti-journalistes ? - 15 mars 2018 (Source : Le blog national du NPA)

A la question le « *parti médiatique* » existe-t-il, pas du tout répond le NPA, je cite : "*nous n'osons le croire*", au point que Macron n'en est pas le produit, qui oserait le croire, franchement ? Entre nous, comme quoi ils sont très cons au NPA, ils n'osent pas tout, notre ennemi lui ne s'en lasse pas !

Effectivement, on peut affirmer sans prendre de risques, qu'absolument tous les journalistes en pointe sur l'actualité sont corrompus ou font preuve d'une misérable servilité envers leurs employeurs, l'exception confirmant la règle, tout en sachant que c'est la règle qui influence la population, l'exception n'agissant qu'à la marge, quand elle n'est pas instrumentalisée pour démontrer aux naïfs que les médias institutionnels (et les journalistes) sont honnêtes et respectables.

[Haut de page ↗](#)

La contribution politique du 23 mars 2018

● [Causerie au format pdf. \(2 pages\)](#)

Je n'ai pas le temps de revenir sur la journée d'action d'hier. Il n'y avait rien à en attendre de plus, sauf à croire aux miracles, pour le meilleur : *"il est difficile d'en prévoir la forme et l'ampleur. Mais une chose est sûre : il suffirait de peu pour que la situation bascule."* (Tribune des travailleurs) ... ou pour le pire avec l'Affaire Skripal ou la nomination de John Bolton comme conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, un *"néoconservateur va-t-en-guerre"* (AFP 23.03), après celle de l'ex-directeur de la CIA, Mike Pompeo, comme chef de la diplomatie américaine.

Bon, on a compris qu'il en faudrait peu pour que le monde bascule une nouvelle fois dans l'horreur de la guerre, mais qu'il en faudra beaucoup plus pour que le mouvement ouvrier retrouve la voie du socialisme, hélas !

Quand nous affirmâmes que l'objectif *"faire reculer le gouvernement"* était opportuniste, on se moqua de nous ou on se fit proprement insulter, et maintenant devinez qui le relaie gracieusement ? Franceinfo, le média du gouvernement. Ils ont assurément de la suite dans les idées contrairement à mes détracteurs...

Pour être plus précis et ne pas être accusé d'instrumentalisation, il faut préciser que Franceinfo ne faisait que relayer l'état d'esprit des organisateurs de la journée d'action du 22 mars ainsi que celle qui prédominait dans les manifestations, ce à quoi il était nullement obligé, car je ne pense qu'il se serait montré si bien intentionné si le principal mot d'ordre avait été retrait ou dehors Macron, n'est-ce pas ?

Franceinfo 23.03 - Tous le répètent : il faut une unité, au-delà des divergences politiques, avec un seul et même objectif : faire reculer le gouvernement.

En revanche, je n'ai lu nulle part grève illimitée jusqu'au retrait des ordonnances sur la SNCF ou départ de Macron, ce qui n'étonnera pas nos lecteurs qui sont censés savoir à quoi s'en tenir.

Avant-hier, nous ne croyions pas si bien dire en brocardant le NPA.

Dans le rôle de l'idiot utile, pour la circonstance ils ont trouvé mieux que Mélenchon. Rappelons que Le HuffPost est la voix de Washington.

- Grève SNCF, manifestation du 22 mars: Olivier Besancenot, facteur d'unité à gauche - Le HuffPost 22 mars 2018

L'initiateur de ce "front commun"? Olivier Besancenot, qui signe un come-back remarqué dans l'arène politique.

Cela fait plusieurs semaines que le facteur le plus célèbre de France monte au créneau pour alerter contre "le poison de la division" face à la politique "ultra-libérale" d'Emmanuel Macron. Dans les médias d'abord. Après avoir livré un vibrant (et très remarqué) plaidoyer pour les cheminots dans "On n'est pas couché", le communiste révolutionnaire a enchaîné les émissions à grande audience, de la matinale de Jean-Jacques à Bourdin à son duel musclé face au ministre de l'Action et des comptes publics, Gérald Darmanin, lors de "L'Emission politique".

Une séquence médiatique durant laquelle Olivier Besancenot, bien aidé par son talent d'orateur et son aisance sur les plateaux télé, a martelé son leitmotiv du moment. "On aurait besoin d'un front commun qui aille de Benoît Hamon à Jean-Luc Mélenchon, Pierre Laurent, Nathalie Arthaud, à d'autres organisations sociales et politiques", a-t-il déclaré le 9 mars sur BFMTV, adressant une mise en garde à ses camarades: "si on perd sur la bataille ferroviaire, ce sera mauvais pour tous à la gauche de la gauche".

(LVOG - (Elle est vouée à disparaître et on s'en réjouirait si cela ne signifiait pas la disparition de toute résistance organisée au régime comme aux Etats-Unis. Franchement, croyez-vous que les médias-oligarques offriraient une tribune à un "communiste révolutionnaire"?)

Cela en dit davantage que de longs discours sur la nature réactionnaire ou contre-révolutionnaire de la gauche de la gauche, ce que n'ignorent pas ces médias, contrairement à ceux d'entre nous qui refusent obstinément de l'admettre ou de la caractériser comme tel.

Ce n'était pas par hasard qu'ils se définissaient par rapport à la gauche qui en réalité était de droite, pour le moment venu prendre le relais, ce qu'avaient parfaitement compris les médias. Pour ceux qui ne comprendraient pas, disons à la manière d'un Tsipras qui selon eux incarnait la gauche de la gauche... jusqu'à ce que cela ne soit plus possible ou qu'il applique les mémorandums de la troïka. Les faits, rien que les faits.)

Cette exposition a permis au porte-parole du NPA de se placer au centre de la contestation.

C'est dans les locaux du NPA qu'a été scellée la "déclaration unitaire", signée conjointement par 12 formations politiques.

Besancenot est dans l'union de la gauche, après avoir fait exploser le NPA sur une ligne sectaire. Et là, il répète tout ce que dit Hamon", lâche un député insoumis cité par Le Monde.

(LVOG - Si c'est nous qui l'avions affirmé, on nous aurait accusé de médisance, car ne doutons pas que ce "député insoumis" est bien placé pour savoir de quoi il parle, sur ce point on peut lui faire confiance et c'est d'ailleurs le seul.)

Au NPA, on se défend d'avoir voulu mettre "Olivier" en avant ou de vouloir faire un coup politique, dans un contexte où le parti connaît des difficultés. Le HuffPost 22 mars 2018

(LVOG - D'avoir choisi cette célébrité, n'est pas l'essentiel, ce serait plutôt qu'il incarne le plus petit dénominateur commun entre tous ces gens-là, qui tient au refus d'exiger le retrait du plan Macron pour la SNCF et les cheminots, ce qui cimenterait leur alliance, c'est leur refus d'affronter Macron, et donc l'oligarchie.)

- Olivier Besancenot : "Macron est en train de payer son arrogance" - Yahoo Actu 23.03

Il en tremble ! Et le régime ?

[Haut de page ↗](#)

La contribution politique du 24 mars 2018

● [Causerie au format pdf. \(3 pages\)](#)

[Tuerie de l'Aude. On connaît les vrais coupables : Ce sont Sarkozy, Hollande et Macron, les suppôts du terrorisme.](#)

Totalitarisme et barbarie sont les deux volets de la même politique de la précarité sociale, de la terreur, de la guerre et du chaos.

En mars 2011 en Syrie, des barbares armés tiraient sur des manifestants pacifiques ou désarmés ainsi que sur les forces de l'ordre faisant de nombreux morts et blessés.

Le gouvernement de la République arabe syrienne condamnera ces assassinats de victimes innocentes et réprimera les auteurs de ces tueries, tandis que les autorités occidentales s'empresseront de prendre leur défense en les présentant comme des "rebelles modérés" victime de la sauvagerie du tyran Bachar al-Assad, sous-entendant qu'ils avaient agi en légitime défense.

En ayant cessé de justifier les actes de ces barbares sanguinaires commis sur de simples citoyens syriens, les trois présidents qui se succéderont, Sarkozy, Hollande, puis Macron encourageront les citoyens français qui le souhaitent de les rejoindre ou de les imiter, d'abord en Syrie, puis en France ou n'importe où ailleurs.

Un gendarme meurt et la France est "endeuillée", on en a la larme à l'oeil, mais quand les mêmes barbares se livrent pendant 7 ans à des massacres par centaines de milliers de civils syriens innocents, hommes, femmes, vieillards, enfants la même France exprime des regrets quand ils subissent des défaites militaires, mieux il s'épanche sur leur sort en exigeant qu'ils soient traités humainement par le gouvernement syrien.

La preuve, pas plus tard qu'hier.

Quand l'AFP pleure sur le sort des barbares.

- Syrie: le régime contrôle la quasi-totalité de la Ghouta orientale - AFP 24 mars 2018

Plus de 1.600 civils ont été tués depuis le 18 février par les incessantes frappes aériennes sur la Ghouta, qui se sont encore intensifiées ces derniers jours, a précisé l'OSDH.

(Chiffre invérifiable transmis par l'OSDH mis en place par le MI6 ou les services secrets britanniques. Cet article débute ainsi pour faire croire aux lecteurs que l'armée syrienne cible délibérément les civils et non les barbares issus d'Al-Qaïda, de manière à ce que les lecteurs condamnent le gouvernement syrien... - LVOG)

La poche de Harasta, l'une des trois enclaves insurgées (Occupées par les barbares. Les lecteurs sont invités à croire que c'est

le gouvernement syrien qui serait à l'origine de cette situation contrairement à la réalité. - LVOG) subsistant dans la Ghouta orientale, est "vidée" de ses rebelles (Les barbares qui tenaient en otage la population syrienne et la terrorisaient, tout en bombardant quotidiennement la population civile de Damas. - LVOG), a annoncé vendredi soir la télévision d'Etat syrienne, après le départ en deux jours de plus de 4.000 personnes, dont 1.400 combattants du groupe salafiste Ahrar al-Cham, ayant accepté de partir vers la province d'Idleb (nord-ouest), qui échappe au contrôle du régime. (Le gouvernement légal ou élu démocratiquement selon les mêmes critères existant en France, pour reprendre des expressions communément admises même si je ne les partage pas. - LVOG)

Le groupe rebelle (Les barbares. - LVOG) a été contraint d'accepter l'évacuation sans négociation. "Tout ce qu'ils ont obtenu, c'est de pouvoir partir sans être tués", a souligné l'expert sur la Syrie Nawar Oliver. (Ces ordures qui se sont livrés à des actes monstrueux sur les civils ont la vie sauve, et qui plus est ils sont libres, mais apparemment cela ne suffit, il manquait sans doute les félicitations d'usage du président syrien, ils devront se contenter de celles de Macron. - LVOG)

Le régime syrien (Le gouvernement syrien légal. - LVOG) et son allié russe, appliquant une stratégie alternant bombardements intensifs, combats au sol et négociations, est ainsi sur le point d'achever la reconquête de la Ghouta orientale, un ancien verger en périphérie de la capitale qui fut l'une des premières zones où eurent lieu des manifestations antirégime en 2011. (En fait, des manifestations pacifique à caractère social comme ils s'en déroulent quotidiennement en France et ailleurs dans le monde, mais marquées par le mitraillage de manifestants et de policiers par les suppôts de l'OTAN. - LVOG)

La région, assiégée (Non, occupée illégalement. - LVOG) depuis 2013 et en proie à des pénuries alimentaires, est une zone stratégique à partir de laquelle les rebelles (Les barbares. - LVOG) tiraient régulièrement roquettes et obus meurtriers sur Damas. (Sans que l'AFP ne condamne ces tirs quasi-quotidiens, parce qu'elle estime qu'ils étaient justifiés, état de siège oblige. - LVOG)

Un autre groupe rebelle (Barbare. - LVOG) , Faylaq al-Rahmane, qui contrôlait la poche du sud de la Ghouta, accablé par un déluge de feu (Les malheureux ! - LVOG) qui a provoqué la mort d'au moins 75 civils en deux jours, a signé vendredi un accord d'évacuation, également parrainé par la Russie, acceptant le départ de près de 7.000 personnes, des combattants qui doivent abandonner une partie de leur armement, et leurs proches. (Comment, ils n'ont pas été autorisés à emporter leurs armes, cela mérite au moins une réclamation auprès du Conseil de sécurité des Nations Unis, les braves hommes que vont-ils devenir sans armes ? - LVOG)

Un premier convoi doit partir samedi matin vers Idleb, d'après la télévision d'Etat syrienne. C'est dans cette région, largement dominée par les jihadistes, que le gouvernement syrien envoie rebelles (Barbares. - LVOG) et civils lorsqu'ils sont évacués des bastions insurgés.

Des "bombes incendiaires" ont été larguées par des avions russes dans cette zone, avant l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu, selon l'OSDH, qui affirme que dans la nuit, 37 civils ont péri "de brûlures et de suffocation" dans un abri dans la localité d'Arbine. Des images tournées par l'AFP évoquent un possible emploi de phosphore blanc, dont l'utilisation contre des cibles militaires au milieu des civils est interdit par le droit humanitaire international. (Si ce sont les agents du MI6 qui l'affirment, leur témoignage n'a absolument aucune valeur. Rappelons que l'AFP fut moins prolix quand l'Etat sioniste employa du phosphore blanc contre la population civile de Gaza. - LVOG)

Moscou a dénoncé "un mensonge éhonté" et assuré que son aviation n'utilisait pas de munitions incendiaires.

L'évacuation de Harasta et l'annonce d'un accord dans la poche sud accroît la pression sur la dernière enclave rebelle (Barbare. LVOG), autour de la ville de Douma, tenue par le groupe islamiste Jaich al-Islam (Confrérie des Frères musulmans, lire l'article Les « rebelles modérés » de la Ghouta par Thierry Meyssan - LVOG), et qui pourrait connaître un scénario similaire: bombardements intenses, négociations puis évacuations. (On aurait presque envie de les plaindre, pas vous, non? Non, décidément non. - LVOG)

La guerre en Syrie, déclenchée en 2011 avec la répression de manifestations en faveur de réformes démocratiques, a fait plus de 350.000 morts et conduit des millions de Syriens à l'exil. (La même falsification des faits qui dure depuis 2011, l'Agence française de propagande du président Macron est fidèle à elle-même, c'est dans l'ordre des choses. - LVOG) AFP 24 mars 2018

Ouf ! Il a fallu rectifier à 21 reprises cet article (extrait) de 30 lignes pour rétablir la réalité des faits. Cela donne une idée assez précise sur leur intention délibérée de déformer systématiquement les faits pour que la population adhère à la politique de Macron sur la Syrie. Quel acharnement, n'est-ce pas ?

Pour atteindre un tel niveau de désinformation, on ne peut pas imaginer que cela vienne uniquement des journalistes ou d'eux seulement, ils se conforment à des ordres, ils ont été briefés, formés spécialement pour remplir cette mission ou alors à l'origine ce n'était pas vraiment des journalistes.

Très sérieusement, il faut bien reconnaître que leur travail est irréprochable, ils n'ont rien laissé passer, ils n'ont rien concédé, ils

ont scrupuleusement reproduit la propagande idéologique des ennemis de la Syrie et du peuple syrien. Et il en va de même quotidiennement dans tous les domaines. D'où la nécessité impérieuse de ne jamais les croire sur parole, et d'aller s'informer ailleurs pour suivre l'évolution de la situation en France ou dans le monde. Il est même fortement conseillé de les boycotter ou de les écarter pour ne pas prendre le risque de se faire manipuler ou de colporter leurs mensonges qui se comptent à la pelle, que dis-je, à la pelleuse !

Il en va de même de tous les médias institutionnels ainsi que ceux qui gravitent autour tel Médiapart, le Canard enchaîné, par exemple, qui finalement ne font que racler le fond de leurs poubelles.

La réaction et ses porte-parole font preuve de rigueur idéologique jusqu'au bout des ongles. On ferait bien de les imiter, vous ne croyez pas ?

[Haut de page ↗](#)

Causerie du 29 mars 2018

● [Causerie au format pdf. \(5 pages\)](#)

Le portail sera actualisé demain. J'ai nettoyé la page d'accueil et formaté la causerie de janvier en pdf.

Je vous proposerai quelques articles et le reste sous la forme d'un bloc-notes. En attendant.

[Une contribution politique.](#)

Il semblerait que les conditions sont en train de se réunir pour qu'émerge prochainement un mouvement social comparable à celui du printemps 68.

Au retrait du projet Macron-Spinetta sur la SNCF, il faut ajouter l'abrogation des lois (El Khomeri) Macron I et II et les contre-réformes annoncées ou déjà adoptées contre les lycéens, les étudiants, les retraités, le personnel hospitalier, les postiers, etc.

Mais nous ne sommes plus en 1968. Depuis la classe ouvrière a perdu de nombreux bastions et elle est plus hétérogène que jamais. Partant de ce constat, il sera beaucoup plus difficile de transformer la multitude de grèves qui ont lieu aujourd'hui dans tous les secteurs économiques en une grève générale pouvant évoluer vers une grève insurrectionnelle. Et puis la société a connu de nombreuses transformations...

Il est donc impératif de soumettre immédiatement aux travailleurs et aux militants des objectifs politiques qui les unissent dès maintenant, au lieu qu'ils demeurent dispersés sur des revendications sociales qui ont le plus souvent aucune chance d'aboutir et qui de toutes manières laisse en suspend la multitude de difficultés auxquelles ils doivent faire face quotidiennement, et que seul un gouvernement ouvrier ou une République sociale sera à même de résoudre.

Chasser Macron, se constituer en Assemblée constituante souveraine en abolissant les institutions de la Ve République pour s'attaquer à l'origine de tous leurs problèmes, le capitalisme...

Il faut bien comprendre que les dizaines de millions de travailleurs atomisés dans des PME, des commerces, chez des artisans, dans des associations ou ayant adopté le statut d'auto-entrepreneur, qui figurent parmi les professions dites intermédiaires comme les avocats, les médecins, etc. qui sont employés dans de petites structures, des agences où le nombre de salariés est réduit, dans des services administratifs plus ou moins isolés les uns des autres, ou les retraités qui sont pratiquement isolés du reste des travailleurs, etc. bref, il faut bien comprendre qu'il leur serait difficile de se mettre en grève ou de manifester leur soutien à une grève générale dans laquelle seraient engagés les travailleurs de la fonction publique et ceux des grandes entreprises, voire des entreprises moyennes, et le pouvoir ainsi que ses relais médiatiques, l'ensemble de la réaction se mobiliserait pour les manipuler et les dresser les uns contre les autres, de sorte qu'elle risquerait fort d'échouer, bien que l'immense majorité des travailleurs partagent les mêmes aspirations ou souhaitent ardemment un changement de politique.

C'est de cette aspiration profonde et légitime qu'il faut partir pour élaborer une stratégie politique, afin que l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes se dressent unis contre le régime et le renverse.

Face à un pouvoir totalitaire, il faut faire preuve de discernement et de rigueur, d'autorité.

Quelle est l'attitude de Macron, à quoi se résume-t-elle ? En deux mots : C'est vous ou c'est moi, ça passe ou ça casse, il faut donc faire en sorte que ça casse. Je tire en premier et on discute après, en fait, c'est une posture puisqu'il n'y a rien à négocier. Il ne fait pas dans la demi-mesure, il n'existe aucune nuance dans sa politique, elle est foncièrement antisociale, ultra réactionnaire, et elle s'attaque à absolument toutes les couches sociales de la société qui doivent s'unir pour la briser, mais pas seulement car c'est l'orientation de la société qu'il faut modifier, hors c'est incompatible dans le cadre des institutions de la Ve République et leur soumission à l'UE, aux intérêts de l'oligarchie qu'ils incarnent et qu'il faut exproprier et déclarer hors la loi.

Donc la question qui se trouve posée à chaque travailleur avec toujours plus d'acuité, c'est dans quel modèle de société ils souhaitent vivre, et ils doivent savoir qu'eux-seuls détiennent le pouvoir d'en changer pour peu qu'ils passent à l'action, qu'ils prennent conscience que personne ne le fera à leur place et qu'ils ont la légitimité de leur côté, ils ont la possibilité de le réaliser puisqu'ils constituent l'immense majorité de la population.

Ils ont le choix entre se résigner et subir le triste sort que Macron et l'oligarchie leur réservent, les laisser gouverner et détruire tous leurs acquis sociaux, leur rendre l'existence toujours plus pénible ou leur pourrir littéralement en demeurant passif ou neutre, sans broncher, ou bien prendre en mains leur destin et décider d'engager consciemment la lutte politique pour s'emparer du pouvoir, afin de pouvoir satisfaire leurs besoins ou aspirations parfaitement légitimes et vivre dans une société meilleure et plus juste.

C'est vous ou c'est moi nous dit Macron, et bien prenons-le au mot : Nous décidons que ce sera nous et pas vous qui survivra, c'est nous qui devons gouverner, c'est à nous décider quelle politique sera dorénavant appliquée, dans quelle direction la société doit s'engager.

Mais en attendant, face à un ennemi qui a juré d'avoir notre peau et qui est puissamment organisé ou armé, qui bénéficie des structures ou des institutions de l'Etat, qui possède les banques et les médias, ainsi que de multiples relais dans la société, y compris de nombreux agents dans le mouvement ouvrier, prendre en mains son destin ou s'unir demeurera vain ou un vœu pieux sans lendemain si on ne s'organise pas dès maintenant, si on ne se rassemble pas sur l'objectif de chasser Macron, de conquérir le pouvoir politique. Si nous ne prenions pas cette décision, nous ne pourrions jamais faire la démonstration devant le reste des travailleurs que notre détermination et notre stratégie de conquête du pouvoir est cohérente et sérieuse, jamais nous ne pourrions les entraîner à nous rejoindre, jamais la force invincible que constitue le peuple travailleur ne pourrait s'exprimer et elle serait vaincue pour longtemps, vouée à vivre indéfiniment dans une société toujours plus nauséabonde, infâme, sordide, inégalitaire, injuste, totalitaire, barbare.

Le POID et le Mouvement pour la rupture avec la Ve République et l'UE se sont engagés dans cette voie ou ils ont adopté les objectifs politiques qui viennent d'être évoqués, je vous appelle donc à les rejoindre sans attendre.

Avertissement ou un conseil utile qui s'adresse aux bonnes volontés.

Sachant que la plupart des travailleurs et des militants sont hyper susceptibles, et qu'ils ne sont pas indifférents aux pressions qu'exerce sur eux la propagande de nos ennemis, qui a pour but de les diviser en instrumentalisant leurs illusions, de manière à ce que notre classe demeure disloquée ou incapable de se doter d'une nouvelle direction politique, laissez au vestiaire vos a priori négatifs, ne vous emportez pas au moindre désaccord, soyez patient et modeste par dessus tout, tenez-vous en à l'essentiel. Il n'existe pas de parti ou de militants, de dirigeants parfaits, faites preuve de mesure, de discernement, du moment que nous partageons sincèrement les mêmes intentions et les mêmes objectifs, les mêmes moyens pour les atteindre, que nous agissons loyalement, tout devrait bien se passer, dites-vous bien que nous avons tous des faiblesses, des tares, des lacunes, des défauts qui parfois indisposent les autres militants, nos proches, etc. et nous leur sommes gré de bien vouloir nous supporter tel que nous sommes, n'est-ce pas ? donc n'en prenons pas tout un plat ou adoptons cette attitude de franche camaraderie, soudons nos forces et nous vaincrons.

Si nos ennemis étaient aussi puissants que certains le prétendent, croyez-vous qu'ils auraient fait appel à un tel guignol que Macron, un pauvre type qu'ils doivent briefer quotidiennement, quelle corvée ! qu'ils ne peuvent pas perdre de vue un seul instant par crainte qu'ils sortent une ânerie monstrueuse, entre nous, cela doit être un véritable cauchemar pour eux comme pour lui. On se propose juste de l'abrèger, notre humanisme n'ira pas plus loin je vous rassure, au-delà je ne préjuge pas du sort qu'on leur réservait si nous nous emparions du pouvoir, on en ferait des ouvriers modèles histoire de leur montrer que cela existe !

Fabrication du consentement ou manipulation des masses.

Aucune preuve que la Russie soit derrière l'affaire Skirpal selon l'agence de presse Reuters notamment, aucune preuve que l'assassinat de Mireille Knoll soit un acte antisémite selon son fils.

Affaire Mireille Knoll

Alors que vendredi doit avoir lieu une grande manifestation à Gaza.

Comment le Crif et le ministère de l'Intérieur manipulent les juifs et instrumentalisent l'antisémitisme pour faire des juifs des boucs émissaires. Cela fait du Crif le pire ennemi des juifs.

- Pour le fils de Mireille Knoll, "la France n'est pas antisémite" - franceinfo 28.03

Selon lui, le caractère antisémite ne fait pas de doute : "Au départ, nous pensions que c'était vraiment que crapuleux, mais c'est le parquet qui a défini cela et nous avons fait confiance à la police et à la justice." (Vous faites confiance à ces crapules, quelle naïveté ! - LVOG)

Daniel Knoll participera à la marche blanche organisée à l'appel du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) : "Les choses nous ont bouleversé complètement et ont remis en cause notamment la marche de ce soir à laquelle nous ne voulions pas participer au départ, mais le fait que ce soit un crime antisémite fait que nous participerons." (La famille de cette pauvre femme ne voulait pas participer à cette énième instrumentalisation des juifs. - LVOG)

Bien que le Crif ne l'ait pas souhaité la présence de Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon à cette marche blanche, Daniel Knoll invite "toutes les personnes de bonne volonté" et écarte la polémique : "Je ne suis pas en mesure de faire de la politique. Personnellement, j'appelle toutes les personnes de bonne volonté, d'où qu'elles viennent, quelles qu'elles soient à venir à la marche. Si ces personnes veulent venir, elles sont les bienvenues. On ne peut pas faire de la sélection dans un cadre comme celui-là" franceinfo 28.03

De nombreuses personnes de la communauté juive ne se reconnaissent pas dans le Crif, qui a pris la sale habitude de prendre les juifs en otage pour le compte du gouvernement israélien.

Ce sont eux (LFI) qui fournissent des arguments à ceux qui réalisent un amalgame rouge-brun, entre l'extrême gauche et l'extrême droite.

Mélenchon et sa bande de bras coupés ont été jusqu'à participer à une "marche blanche" organisée par l'extrême droite sioniste, le Crif, qui assimile l'antisionisme ou toute opposition à la politique d'Israël à l'antisémitisme.

- La France insoumise exfiltrée de la marche pour Mireille Knoll - LeParisien.fr 28.03

Le président du Crif, Francis Kalifat, ayant déclaré plus tôt dans la journée que les Insoumis n'étaient pas les bienvenus à cette marche blanche. Il visait notamment le soutien du leader des Insoumis au « boycott d'Israël BDS » (mouvement de boycott, désinvestissement et sanction).

« À cheval, camarades ! » lance Mélenchon, chapeau vissé sur la tête. Ils sortent du bar groupés, se joignent tant bien que mal au cortège qui avait alors à peine démarré sa marche, ministres et personnalités politiques en tête. Ils ne passent pas inaperçus longtemps. Très rapidement, un petit groupe d'individus les invectivent - « Insoumis enculés », « Insoumis dehors » - avant d'aller les bousculer physiquement.

Au bout d'un petit quart d'heure, le choix est fait d'exfiltrer le petit groupe. CRS et policiers en civil forment tant bien que mal un cordon pour permettre aux députés conspués de s'échapper sur une ruelle adjacente au boulevard Voltaire. Les visages sont marqués, les Insoumis serrent les rangs. La police choisit de bloquer le groupe, en attendant de trouver comment les exfiltrer sans les faire passer par la marche blanche. Ils passent par un petit square, rejoignent l'avenue Philippe Auguste, toujours encadrés par les forces de l'ordre.

Quelques sifflets accompagnent leur chemin de sortie. Arrivés avenue Philippe Auguste, brève discussion entre Mélenchon et un commissaire. Le député fulmine contre le manque de respect à « l'écharpe bleu blanc rouge » des députés. leparisien.fr 29.03

A bas le drapeau des Versaillais, des assassins de la Commune, du FN, de la réaction !

Ce sont bien des populistes dans le pire sens du terme, de dangereux provocateurs.

Affaire Skripal

Grille de lecture : Quel aurait pu être le mobile du crime pour Moscou ? Réponse : Aucun !

Reuters 28 mars 2018

L'ancien commissaire européen Günter Verheugen (SPD) a souligné que les sanctions devaient se fonder sur des faits, non sur des suppositions.

"Se dire que Poutine et les Russes sont responsables de tout alors qu'on est dans le doute, voilà bien une idée empoisonnée", a-t-il dit au quotidien Augsburgener Allgemeine. "Il faut que cela cesse", a-t-il ajouté.

Pour l'ancien chef de diplomatie Sigmar Gabriel, Günter Verheugen, en tenant de tels propos, fait preuve "de courage et de sang-froid".

Vingt-quatre jours après les faits, Londres n'a toujours pas apporté la preuve de ses accusations et Moscou dément formellement toute implication dans cette affaire.

Mardi, Berlin a approuvé la construction du gazoduc NordStream 2, construit par les Russes. Reuters 28 mars 2018

Ils adorent vous faire peur avec la perspective d'une Troisième Guerre mondiale, mais pas seulement, ils doivent surtout justifier auprès des peuples les sommes gigantesques qu'ils engloutissent dans l'économie de guerre au détriment du secteur social.

2016.

Mardi 14 juin, l'OTAN a annoncé que si un pays membre de l'OTAN est victime d'une cyberattaque en provenance d'un pays non-OTAN comme la Russie ou la Chine, alors l'article V de l'OTAN, dit de «défense collective», dispose que chaque pays membre de l'OTAN doit se joindre au pays attaqué s'il décide de riposter.

2013

L'OTAN avait produit en 2013 (avant le coup d'État en Ukraine) une vidéo de propagande alléguant que les cyberattaques par des pirates en Russie ou en Chine, qui compromettent la sécurité nationale US, pourraient déclencher une invasion par l'OTAN, si le président américain décide que la cyberattaque était un acte hostile du gouvernement russe ou chinois.

(Source : L'OTAN dit qu'elle pourrait avoir maintenant des raisons d'attaquer la Russie - Mondialisation.ca, 21 juin 2016)

Et cela avait commencé il y a près de 60 ans en arrière...

Lisez l'article mis en ligne aujourd'hui pour mieux comprendre de quoi il s'agit : *Un nouvel ordre pour un nouveau monde*, il date de 2013 mais il est toujours valable.

[Haut de page ↗](#)

Le 30 mars 2018

CAUSERIE

Illustration de l'image du jour.

Quand « The Guardian » (de gauche sans rire!) reprend une affiche nazie des années 40 pour représenter Poutine le prédateur sanguinaire, les médias et chef d'Etat occidentaux ne trouvent rien à redire, mais quand Corbyn soutient une fresque représentant des banquiers jouant au Monopoly sur le dos des pauvres, il se fait traiter d'antisémite.

Si vous ne saviez pas que banquier rimait avec juif, et bien maintenant vous le saurez ! Qui alimente l'antisémitisme et au bénéfice de qui ? Vous avez la réponse.

En bas à gauche des femmes yéménites qui ressemblent à mon compagne. Celle de la photo au centre qui fait commerce de son corps se nomme Nabilla. A gauche au centre, une immense décharge qui dérive dans l'océan Pacifique.

● [Causerie au format pdf. \(40 pages\)](#)

Les réflexions ou analyses que je vous propose ici sont abouties ou nécessitent encore un approfondissement ou d'être complétées, parfois rectifiées.

Sans la dialectique, impossible de comprendre dans quel monde nous vivons ni où nous allons.

« La réalité est dialectique » (Camus, l'Homme révolté).

Le Grand Robert de la langue française donne une définition de la dialectique qui ne correspond pas à la réalité pour être atteint d'idéalisme :

- Dynamisme de la matière, qui évolue sans cesse de la même manière que la pensée chez Hegel (concept marxiste).

A ceci près que "la pensée chez Hegel" marchait sur la tête (idéalisme) et que Marx l'a remise sur ses pieds (matérialisme)...

La matière existait avant que les hommes n'apparaissent, elle existe donc indépendamment de la pensée des hommes qui ignorent comment elle évolue ou selon quelles lois. C'est en observant le comportement de la matière ainsi que sa transformation ou les différents stades par lesquels elle passe, qu'on peut comprendre les lois générales (du mouvement) qui la régissent, ainsi que la nature, la société humaine et la pensée (R. Luxemburg, mais aussi Marx, Engels...)

Le règne de la nécessité n'a pas commencé à une époque particulière du développement de la civilisation humaine, il est inhérent à la nature de l'homme, qui doit satisfaire quotidiennement des besoins élémentaires pour assurer sa survie dans des conditions qui lui sont imposées et dont il ignore les lois de fonctionnement. Le combat que l'homme mène pour son émancipation consiste à saisir ces lois pour orienter la société de telle sorte qu'elle se réalise ou chercher et trouver la direction qui permet d'atteindre cet objectif. C'est la raison pour laquelle nous parlons d'actes conscients pour faire consciemment notre histoire.

Les institutions de la Ve République sont illégitimes et doivent disparaître.

Législatives partielles en Haute-Garonne, abstention : 66,92%.

Législative partielle du Loiret, abstention : 71,39%

Dissoudre les institutions ou le peuple...

Apprendre pour comprendre ,et comprendre pour agir. (Lénine)

Il faut bien avoir conscience que sans s'informer, on ne peut pas se faire une idée de la situation, c'est impossible. A 90 ou 95% on est sûr de se planter quelque part, et cela peut orienter notre existence, c'est donc quelque chose de sérieux, d'où la nécessité de faire un effort de volonté pour rompre avec les médias, de plus c'est une des rares occasions de pouvoir prendre une décision dans notre vie, la manquer serait dommage ou stupide, et ô combien préjudiciable à notre sort, notre cause. Sans être bien informé, on ne peut pas comprendre ce qui se passe, il faut être clair là-dessus puisque tout en dépend.

Qu'est-ce qu'on peut dire de ceux qui nous gouvernent ?

Si les gens connaissaient leurs réelles intentions néfastes, jamais ils ne seraient parvenus au pouvoir, utiliser la perfidie et l'imposture pour parvenir à ses fins, plus que le secret, cela relève du complot contre le peuple, sinon comment appelez-vous cela ?

Pourquoi "plus que le secret" ? Parce qu'ils communiquent, c'est un moyen de transmettre les mises à jour de leur stratégie à un certain public. Ils ciblent certaines couches de la population, à laquelle ils fournissent des arguments pour adopter et justifier l'idéologie néolibérale, afin que ce public l'applique. Ce sont donc des données publiques et leur démarche ne relève pas du secret, c'est autres choses qui en relèvent. En procédant de la sorte, cela présente également l'avantage de faire croire que la majorité partage leurs idées ou qu'elles sont majoritaires dans la société, et que les exprimer ouvertement est somme toute naturel, d'où l'impression qu'ils osent tout, alors qu'en réalité ils sont autant d'agents conscients ou non qui diffusent cette idéologie dans le but qu'elle s'impose dans la société.

Michel Collon ne supporte pas de se voir traiter de complotiste par les tenants d'un complot international contre les peuples. A quoi s'attendait-il ? A se voir inviter sur les plateaux de télévisions ? Ces gens-là peuvent nous traiter comme ils le veulent, on s'en tape complètement, et je crois qu'on est de plus en plus à se foutre de ce qu'ils disent, mais pas de ce qu'ils font, et c'est cela qui les incommode ou les emmerde. Mais là encore, informer ne suffit pas. A quoi bon savoir de quoi ils sont capables, si on ne le traduit pas en terme d'organisation et d'action, cela ne sert à rien ou servira peut-être plus tard... ou jamais.

Comment évolue l'économie mondiale ?

A propos du documentaire de France2 sur la confession d'un DRH.

Notre ennemi est génétiquement antisocial : Gangster, mafieux, faussaire, cruel, assassin, barbare, c'est un monstre d'inhumanité en somme.

Et dire qu'il y en a qui lui trouvent des qualités, alors qu'il a un seul défaut, celui d'exister. Il y en a qui discutent, dialoguent, se concertent, négocient avec ses représentants, nous nous combattons pour le neutraliser, l'exterminer, l'éradiquer de la surface de la terre

Certains estiment que c'est la crise du capitalisme qui détermine l'orientation politique adoptée par ceux qui gouvernent le monde, or ce n'est pas le cas parce qu'ils savent qu'il est impossible de le sauver. Soyons plus précis. Ils ont parfaitement conscience que le développement du capitalisme et ses contradictions est incompatible à terme avec leur propre survie. Ils savent que tout système a ses propres limites et que le capitalisme n'échappe pas à cette loi.

Ils savent aussi qu'ils sont impuissants à contenir ces contradictions, mieux, que tout ce qu'ils peuvent entreprendre pour y parvenir ne fait que les exacerber encore plus au point de rendre leurs conséquences imprévisibles et incontrôlables. En effet, comment répondre aux aspirations de plus en plus pressant de 7,4 milliards d'hommes et de femmes qui exigent impatiemment que leurs besoins sociaux et politiques soient satisfaits, quand 1% de privilégiés confisquent la majorité des richesses produites et concentrent le pouvoir politique. En somme, ils n'ignorent pas qu'à trop tirer sur un élastique il finit fatalement par se rompre. Oui, c'est aussi élémentaire que cela.

Ce à quoi nous assistons quotidiennement, c'est à l'effondrement du capitalisme à l'agonie.

- Le travailleur devient un pauvre, et le paupérisme s'accroît plus rapidement encore que la population et la richesse. Il est donc manifeste que la bourgeoisie est incapable de remplir plus longtemps son rôle de classe dirigeante et d'imposer à la société, comme loi régulatrice, les conditions d'existence de sa classe. Elle ne peut plus régner, parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui. La société ne peut plus vivre sous sa domination, ce qui revient à dire que l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible avec celle de la société. (K. Marx, F. Engels : le manifeste du parti communiste)

En voici l'illustration plus d'un siècle et demi plus tard après cette précision.

Ce qui suit concerne les travailleurs en Europe, mais il ne faut pas croire qu'il en irait autrement dans des pays où le capitalisme n'était pas encore développé au milieu du XIXe siècle, bien au contraire, car une fois que le capitalisme s'y développa à marche forcée à partir de la fin du XXe siècle, la condition des travailleurs des pays dits émergents s'améliora au prix d'une surexploitation forcenée tout en les maintenant en permanence dans un état de précarité sociale généralisée confinant finalement à l'indigence ou à l'extrême pauvreté une fois satisfait une partie seulement de leurs besoins au détriment d'autres tout aussi élémentaires, qui plus est en s'endettant au près de banques pratiquant des taux usuraires, de sorte qu'ils en arrivent à rogner sur les dépenses alimentaires déjà réduites au minimum pour régler leur prêt ou leur facture d'électricité, de téléphone, acheter de l'essence, se soigner, et ils n'ont pas une roupie à consacrer à l'hygiène, pour entretenir leur deux-roues, leur habitation, tout cela est jugée superflue ou passe au dernier plan, et quand bien même ils pourraient économiser une maigre somme, elle part en fumée dans les frais scolaires, la dote et une multitude d'événements familiaux qu'ils se doivent d'horrorer et pour lesquels ils doivent souvent s'endetter en plus. En conclusion, on aura compris qu'ils ne sont jamais sortis de la pauvreté, avec en prime la menace des créanciers, un cauchemar en réalité que j'observe quotidiennement autour de moi en Inde depuis plus de 20 ans... Voilà pour le "miracle" de la mondialisation du capitalisme !

- Travailleurs pauvres en Europe : des chiffres alarmants - latribune.fr 09 mars 2018

En dépit d'une amélioration de la conjoncture, la paupérisation des travailleurs s'aggrave en Europe et la situation est encore plus préoccupante chez les chômeurs.

La pauvreté s'accroît dans le monde du travail européen. Selon les derniers chiffres de l'Office européen de la statistique publiés il y a quelques jours, (<http://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/products-eurostat-news/-/DDN-20180226-1?inheritRedirect=true&redirect=%2Feurostat%2Ffr%2Fhome>) la part des travailleurs pauvres en zone euro est passée de 7,3% en 2006 à 9,5% en 2016. Du côté de l'Union européenne à 28, ce taux est passé de 8,3% en 2010 (première année disponible) à 9,6% en 2016.

Les effets de la crise et les mesures d'austérité ont contribué à cette paupérisation du monde du travail. (...)

Les derniers chiffres de la Commission européenne sont particulièrement alarmants pour la population frappée par le chômage. Sur la décennie 2006-2016, la proportion de personnes sans emploi en risque de pauvreté a augmenté continuellement passant de 41,5% en 2006 à 48,8% en 2016. Dans l'union monétaire, cette part est passée de 39,2% à 48,9%.

Parmi les États membres, l'Allemagne est le pays qui connaît le plus fort taux de chômeurs en risque de pauvreté (70,8%), suivie

de très loin par la Lituanie 60,5%. Dans bien d'autres pays, des taux supérieurs à 50% sont également recensés en Lettonie (55,8%), Bulgarie (54,9%), Estonie (54,8%), République tchèque (52,3%), Roumanie (51,4%) ou la Suède (50,3%). (...)

Un salarié sur 6 est un travailleur pauvre.

Selon Eurostat, (<http://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/7762337/3-08122016-AP-FR.pdf/3bb2d09d-8c28-4e48-8ffb-fba52d71db8e>) la part des bas salaires parmi les salariés s'élevait à 17,2% dans l'Union européenne en 2014. "Cela signifie qu'ils gagnaient deux-tiers ou moins du salaire horaire national brut médian". (...)

Du côté de l'Allemagne, la situation des travailleurs pauvres est plus préoccupante. Les réformes "Hartz" mises en oeuvre en 2003 et 2005, ont favorisé le développement des mini-jobs faiblement rémunérés. La montée en puissance de ces emplois, ces dernières années, a contribué à une précarisation des travailleurs et un accroissement des inégalités de revenus, comme le rappelle une étude de la direction générale du Trésor. (<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Ressources/File/382976>)

Le taux de pauvreté a augmenté nettement entre 2000 et 2005, de 12,5% à 14,7%. La hausse est particulièrement marquée pour les personnes en emploi et plus encore pour celles au chômage."

(<https://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/travailleurs-pauvres-en-europe-des-chiffres-ala>)

Et c'est bien le capitalisme et ses contradictions qui sont à l'origine du chômage de masse et de cette paupérisation croissante ou tendant à s'étendre à des couches toujours plus nombreuses de travailleurs dans le monde.

Quand le développement de l'industrie aura atteint son apogée et que sur le marché mondial commencera pour le capital la phase descendante, la lutte syndicale deviendra difficile : 1° parce que les conjonctures objectives du marché seront défavorables à la force de travail, la demande de force de travail augmentant plus lentement et l'offre plus rapidement, que ce n'est le cas aujourd'hui ; 2° parce que le capital lui-même, pour se dédommager des pertes subies sur le marché mondial, s'efforcera de réduire la part du produit revenant aux ouvriers. La réduction des salaires n'est-elle pas, en somme, selon Marx, l'un des principaux moyens de freiner la baisse des taux de profits ? (voir Marx, Capital, livre III, chap. XIV, 2, tome X, p. 162). (R. Luxemburg : Réforme sociale ou révolution ?)

Pour revenir un instant sur ce que nous avons dit plus haut à propos des travailleurs des pays dits émergents. Alors qu'autrefois ils étaient pauvres tandis que leurs besoins étaient peu développés où il était possible de survivre avec trois fois rien, de nos jours, grâce à la surexploitation, une fois qu'ils ont satisfait les besoins matériels à leur portée, ils sont toujours aussi pauvres. Autrement dit, hier (1990) une immense masse d'hommes et de femmes ne travaillaient pas, un salaire et un modeste complément en nature permettait de faire vivre une dizaine d'adultes et d'enfants, aujourd'hui un salaire ne suffit même plus à permettre à un seul homme ou une seule femme de vivre décemment, leur travail ne sert finalement qu'à enrichir les capitalistes devenus encore plus riches. Quant au petit capital ou aux terres que possédaient autrefois certaines familles, depuis ils ont disparu, leurs nombreux enfants se les sont partagés ou ce qu'il leur reste est insignifiant.

De la même manière qu'un travailleur indien ne peut plus se passer de sa mobylette pour aller travailler ou emmener ses enfants à l'école, un travailleur français ne peut plus se passer de sa voiture... Bien que leurs besoins ne se situent pas au même niveau, ils réagissent de la même manière. La comparaison s'arrêtera là, car notre travailleur indien n'a pu satisfaire que quelques besoins élémentaires (Deux appareils électroménagers, une mobylette, un ventilateur, un réfrigérateur et une télévision, un téléphone.) dont il ne peut se passer, parmi les modèles les moins chers et de plus mauvaises qualités quand il ne les a pas achetés d'occasion. En échange il trime comme un esclave 8 heures par jour ou plus 6/7 toute l'année en ne disposant d'aucun droit, hormis celui d'aller voter tous les 5 ans, et il sait qu'il est condamné à ce triste sort jusqu'à la fin de ses jours...

En revanche, notre travailleur français est généralement mieux loti. Il travaille beaucoup moins et il dispose de temps libre, de congés payés, de droits sociaux, je peux vous garantir que cela change votre existence, je dis cela pour ceux qui n'en ont pas tout à fait conscience. Il a beaucoup plus de besoins, dont une partie est superficielle au point qu'il s'encombre d'une multitude de biens d'équipements inutiles ou qu'il utilisera une fois ou rarement, sans parler des services mis à sa disposition dont il use ou abuse ou qu'il utilise souvent à mauvais escient, de sorte qu'il croit avoir une vie bien remplie, équilibrée ou se satisfait plus ou moins de son sort en fonction de son niveau de rémunération, alors qu'en réalité tout lui est imposé, il en a si peu conscience qu'il ne s'imaginerait pas un instant vivre autrement, pas même mieux, et c'est là que je voulais en venir.

Notre travailleur indien ne tire absolument aucune satisfaction de sa condition, tellement elle est précaire et soumise à tant d'aléas (maladie, accident, décès...) qui peuvent le plonger dans une misère encore plus noire, le conduire au suicide (J'ai cessé de les compter autour de moi!). Sa pensée ne va pas au-delà de ses préoccupations immédiates, harcelé en permanence par une multitude de difficultés qui lui torturent l'esprit il ne peut pas penser plus loin, il lui est très difficile de l'imaginer, c'est au-dessus de ses forces parce que sa condition ne s'y prête pas voilà tout, dès que vous essayez d'évoquer avec lui le futur, il décroche, il ne vous écoute plus, il ne comprend pas de quoi vous lui parlez et où vous voulez en venir, j'en parle pour en faire l'expérience quotidiennement chez moi.

En revanche, notre travailleur français connaît une situation plus favorable pour mettre un terme à ses difficultés. Il a été scolarisé, il a acquis des connaissances, il a reçu une éducation, il a multiplié les expériences de toutes sortes, ce qui lui a permis d'acquérir un minimum de logique et de développer un certain niveau de conscience, dont la qualité ou le contenu est certes discutable, toujours est-il, ce sont autant d'éléments qui font défaut à notre travailleur indien, et sur lesquels il peut s'appuyer pour entrevoir un avenir meilleur pour peu qu'ils prennent son destin en mains, ce qui demeurera définitivement hors de portée de l'immense majorité des travailleurs indiens.

Maintenant, si on constate qu'il en est de même pour l'immense majorité des travailleurs français, on doit se demander pourquoi. On sait qu'ils disposent du potentiel nécessaire pour changer la société, mais ils sont incapables de s'en servir, ils rencontrent un tas d'obstacles pour que cette idée germe dans leurs têtes. Ils sont sensibles à la propagande de la classe dominante, son idéologie s'est incrustée profondément dans leurs cerveaux depuis l'enfance, au point d'abdiquer leur droit légitime à vivre autrement, selon d'autres principes que ceux dictés par le capital, le marché. Ils s'accommodent de leur condition, bien qu'elle leur soit imposée et se traduise quotidiennement par un tas de frustrations ou privations, humiliations, pour finalement en oublier que rien ne peut justifier le sort injuste qu'ils subissent, et abandonner l'idée qu'ils disposent des capacités pour changer la société pour peu qu'ils se mobilisent et s'organisent, renversent le régime en place. Et cela concerne tous les travailleurs, y compris les mieux lotis qui doivent se poser des questions ou angoisser, quand quotidiennement ils entendent de plus en plus parler de violence, de guerre, d'actes barbares, de chômage, de pauvreté, etc.

La société, le monde devient cauchemardesque, plus personne ne peut l'ignorer de nos jours. Quand nous n'en sommes pas directement victimes, ce sont nos proches ou des gens que l'on croise qui sont cruellement frappés par ce fléau, et qui nous content des histoires épouvantables, d'une tristesse insoutenable qui interpellent notre conscience, jusqu'aux larmes parfois parce qu'on ne peut pas se retenir.

Les capitalistes savent que la crise du capitalisme qui les conduit à prendre des mesures de plus en plus ouvertement antisociales, alimente la lutte de classe du prolétariat, perturbe le fonctionnement des institutions qui doivent rester impérativement sous leur contrôle, et que le cadre des rapports établis entre les classes dont elles sont le produit ne permet pas de neutraliser la lutte de classe du prolétariat, or c'est leur objectif pour pouvoir appliquer leur politique ultra réactionnaire, c'est la raison pour laquelle ils développent autant de moyens et d'énergie pour y parvenir, ce qui nécessite de briser ce cadre, ces rapports, au profit d'un régime plus rigide, plus féroce, totalitaire, où une seule idéologie aurait le droit de citer, la leur, que les exploités sont sommés d'adopter sans broncher. Cela rejoint ce que R. Luxemburg avait relevé chez E. Bernstein, ce qui permet de comprendre pourquoi ce qu'ils appellent la gauche libérale s'y rallie, elle est foncièrement réactionnaire, et occasionnellement ultra réactionnaire.

Il leur faut donc instituer un régime qui permette au règne de l'exploitation de l'homme par l'homme de se poursuivre, sachant que de son côté le capitalisme est condamné, ce qui les condamne à une guerre sans fin dont l'issue est incertaine au risque de tout perdre, ce à quoi l'oligarchie ne tient pas vraiment, donc il lui fallut adopter une stratégie qui s'émancipe des contraintes du capitalisme, basée sur la philosophie nihiliste destinée à évacuer des cerveaux toute trace de la dialectique, à briser toute résistance psychologique, à réécrire sans cesse le passé en fonction de ses besoins de manière à rendre tout enseignement controversé ou inexploitable au profit d'une confusion inextricable... A suivre.

De quoi parle-t-on ? Qui mène la danse ? Le nouvel ordre mondial ne peut être que policier, militarisé, totalitaire, mais pourquoi ?

Quelle question naïve ou stupide, parce qu'il ne peut pas en être autrement quand moins de 1% impose une conception de la société aussi injuste, cruelle, infâme au reste de la population mondiale (7,4 milliards), car aucun exploité ou opprimé dans le monde ne peut avoir souhaité un jour avoir un tel destin, vivre un tel cauchemar, chacun aspire au bien-être, à pouvoir s'épanouir individuellement, à vivre en harmonie avec les autres, en paix. Un tel monde aussi ignoble, conçu pour nuire et détruire, ne peut s'imposer que par la force, la contrainte, la ruse, la répression.

Avec les causeries on a pu observer que leur violence s'exerçait en permanence contre le peuple travailleur, qui peine, qui sue, qui souffre pour survivre. C'est une occupation de chaque instant chez eux de nous pourrir la vie. Alors il faut consacrer du temps à les combattre, si on ne veut pas finir en esclavage pour une durée indéterminée, chacun devrait y réfléchir.

"N'en déplaise aux journalistes imaginatifs qui ont cru discerner dans le Bilderberg une volonté de créer un gouvernement occulte mondial, ce club de personnalités influentes n'est qu'un outil de lobbying de l'OTAN pour la promotion de ses intérêts. C'est beaucoup plus sérieux et beaucoup plus dangereux, car c'est l'OTAN qui ambitionne d'être un gouvernement occulte mondial garantissant la pérennité du statu quo international et de l'influence US.

D'ailleurs, la sécurité de chaque réunion ultérieure ne sera pas assurée par la police du pays hôte, mais par les soldats de l'Alliance." (Ce que vous ignorez sur le Groupe de Bilderberg, par Thierry Meyssan, 9 avril 2011 - <http://www.voltairenet.org/article169364.html>)

"La réalité du Groupe de Bilderberg est donc moins romantique que certains auteurs à succès l'ont imaginée. L'incroyable

déploiement de forces militaires pour assurer sa sécurité n'a pas tant pour objet de le protéger que d'impressionner ceux qui y participent. Il ne manifeste pas leur puissance, mais leur montre que la seule vraie puissance en Occident, c'est l'OTAN. Libre à eux de la soutenir et d'être appuyés par elle, ou de la combattre et d'être inexorablement écrasés." (id)

Quelques réflexions politiques inspirées par la lecture de **Réforme sociale ou révolution ?** rédigé par Rosa Luxemburg.

Le réformisme combinait nihilisme et déni.

- "...il ne peut y avoir de lutte prolétarienne de classes sans un but final déterminé et sans base économique de la société actuelle. Bernstein abandonne donc la lutte de classes et prêche la réconciliation avec le libéralisme bourgeois." Voilà qui ressemble à ce que nous sommes en train de vivre aujourd'hui.

La place et la fonction assignées à chaque classe par le néolibéralisme est conforme ou compatible avec celles que leur attribuait Bernstein.

- "Dans une société de classe cependant la lutte de classe est un phénomène naturel et inévitable ; Bernstein conteste donc en fin de compte l'existence même des classes dans notre société : la classe ouvrière n'est pour lui qu'une masse d'individus isolés et dispersés, non seulement politiquement et intellectuellement, mais encore économiquement. La bourgeoisie n'est pas non plus, selon lui, rassemblée politiquement par des intérêts économiques internes, sa cohésion n'est maintenue que par une pression extérieure venue d'en-haut ou d'en-bas."

En fait, Bernstein qui n'avait qu'une vision étroite de la société ne croyait pas si bien dire : Les exploités étaient au départ atomisés, après ils s'organisèrent pour rompre leur isolement ou se constituer consciemment en classe, ensuite ils furent trahis par ceux qui les représentaient, et pour finir ils se retrouvèrent à nouveau "isolés et dispersés" ou perdirent leur statut de classe et tous les droits qu'ils avaient acquis.

Chacune de ces séquences correspondait à différentes périodes ou étapes de la lutte des classes sans qu'elles aient été écrites à l'avance, puisque leur développement bien qu'historiquement justifié demeurait largement imprévisible pour impliquer une combinaison de facteurs ou d'acteurs dont aucun n'avait une conscience précise. Personne ne pouvait prévoir l'évolution de leur orientation...

Ne serait-ce pas le cas de nombreux militants ou travailleurs qui se disent socialistes ?

"Après avoir abjuré toute la critique socialiste de la société capitaliste, il ne reste plus qu'à trouver satisfaisant le système actuel du moins dans son ensemble. C'est un pas que Bernstein n'hésite pas à franchir..."

"La progression historique du prolétariat jusqu'à la victoire n'est effectivement pas une chose si simple. L'originalité de ce mouvement réside en ceci : pour la première fois dans l'histoire, les masses populaires décident de réaliser elles-mêmes leur volonté en s'opposant à toutes les classes dominantes ; par ailleurs, la réalisation de cette volonté, elles la situent au-delà de la société actuelle, dans un dépassement de cette société. L'éducation de cette volonté ne peut se faire que dans la lutte permanente contre l'ordre établi et à l'intérieur de cet ordre. Rassembler la grande masse populaire autour d'objectifs situés au-delà de l'ordre établi ; allier la lutte quotidienne avec le projet grandiose d'une réforme du monde, tel est le problème posé au mouvement socialiste ; ce qui doit guider son évolution et sa progression, c'est le souci d'éviter deux écueils : il ne doit sacrifier ni son caractère de mouvement de masse, ni le but final ; il doit éviter à la fois de retomber à l'état de secte et de se transformer en un mouvement réformiste bourgeois ; il lui faut se garder à la fois de l'anarchisme et de l'opportunisme."

"Enfin, en réservant ses attaques les plus violentes à la dialectique, ne vise-t-il pas le mode de penser spécifique du prolétariat conscient, luttant pour ses aspirations ? La dialectique n'est-elle pas l'instrument qui doit aider le prolétariat à sortir des ténèbres où baigne son avenir historique, l'arme intellectuelle permettant au prolétariat encore sous le joug matériel de la bourgeoisie de triompher d'elle, de la convaincre qu'elle est condamnée à périr, de lui prouver la certitude infaillible de sa victoire ? Cette arme n'a-t-elle pas déjà accompli dans le domaine de l'esprit la révolution ? "

Je n'ai pas étudié à fond l'ensemble des arguments de Bernstein, cependant j'ai constaté que ceux que lui opposait Luxemburg étaient devenus obsolètes ou ne répondaient pas aux questions soulevées par Bernstein, par exemple sur le crédit, les cartels, les sociétés par actions, etc. tandis que ceux de Bernstein étaient erronés ou portaient d'a priori qui allaient être réfutés dès son époque et davantage encore plus tard.

Quiconque se prononce en faveur de la réforme légale, au lieu et à l'encontre de la conquête du pouvoir politique et de la révolution sociale, ne choisit pas en réalité une voie plus paisible, plus sûre et plus lente conduisant au même but ; il a en vue un but différent : au lieu de l'instauration d'une société nouvelle, il se contente de modifications superficielles apportées à l'ancienne société. Ainsi les thèses politiques du révisionnisme conduisent-elles à la même conclusion que ses théories

économiques. Elles ne visent pas, au fond, à réaliser l'ordre socialiste, mais à réformer l'ordre capitaliste, elles ne cherchent pas à abolir le système du salariat, mais à doser ou à atténuer l'exploitation, en un mot elles veulent supprimer les abus du capitalisme et non le capitalisme lui-même.

"En un mot, il est impossible de transformer les rapports fondamentaux de la société capitaliste, qui sont ceux de la domination d'une classe par une autre, par des réformes légales qui en respecteraient le fondement bourgeois ; ces rapports ne sont pas en effet le produit d'une législation bourgeoise, ils ne sont pas traduits par des lois."

That is the question : c'est là toute la question. (R. Luxemburg : Réforme sociale ou révolution ?)

Quand on relit cet ouvrage, on est obligé de constater que le chemin parcouru par le capitalisme ou l'économie mondiale jusqu'à nos jours, correspond globalement à la thèse défendue par le chef de file des révisionnistes allemands du socialisme, Edouard Bernstein, tandis que celle défendue par les marxistes aurait été infirmée par les faits, en réalité les choses sont un peu plus compliquées.

Elles sont un peu plus compliquées du fait qu'il s'est avéré qu'il y avait du vrai et du faux dans les deux théories en présence, et que depuis leurs disciples respectifs refusèrent obstinément de les analyser à nouveau en toute impartialité ; les uns intentionnellement en faisant preuve d'une mauvaise foi qui ne fut jamais prise en défaut pour avoir rallié corps et âme le camp des capitalistes, adopté leur idéologie, les autres disons par pure dogmatisme pour faire bref, ce qui fut la pire méthode pour défendre le socialisme, les deux recourant à des procédés malhonnêtes pour avoir raison. Personnellement, en dehors du mouvement ouvrier je n'ai jamais entendu une personne se défendre de posséder la vérité comme si elle était gravée dans le marbre pour l'éternité.

Qu'il soit "incontestable que la théorie de Bernstein est en contradiction absolue avec les principes du socialisme scientifique" selon R. Luxemburg, ne signifiait nullement que "les principes du socialisme scientifique" furent rigoureusement exactes, qui plus est en ce qui nous concerne plus d'un siècle plus tard, il aurait été péremptoire de décrire comment pourraient évoluer l'économie mondiale et la lutte des classes dans des conditions qui n'existaient pas à la fin du XIXe siècle ou au début du XXe. Par exemple, personne ne pouvait prévoir le stalinisme et la prise de contrôle de la planche à billets par les faux monnayeurs de la Fed, surtout leurs conséquences, ainsi que celles d'autres facteurs déterminants, dont les formidables progrès scientifiques et leurs applications technologiques, sans oublier la démographique exponentielle.

"Dans la thèse socialiste affirmant que le point de départ de la révolution socialiste serait une crise générale et catastrophique, il faut à notre avis distinguer deux choses : l'idée fondamentale qu'elle contient et sa forme extérieure.

L'idée est celle-ci : on suppose que le régime capitaliste fera naître de lui-même, à partir de ses propres contradictions internes, le moment où son équilibre sera rompu et où il deviendra proprement impossible. Que l'on ait imaginé ce moment sous la forme d'une crise commerciale générale et catastrophique, on avait de bonnes raisons de le faire, mais c'est finalement un détail accessoire pour l'idée fondamentale elle-même. En effet, le socialisme scientifique s'appuie, on le sait, sur trois données du capitalisme : 1° sur l'anarchie croissante de l'économie capitaliste qui en entraînera fatalement l'effondrement ; 2° sur la socialisation croissante du processus de la production qui crée les premiers fondements positifs de l'ordre social à venir ; 3° enfin sur l'organisation et la conscience de classe croissantes du prolétariat qui constituent l'élément actif de la révolution imminente."

Distinction intéressante entre le développement du capitalisme, les intérêts de la classe dominante et le côté que choisi l'Etat...

"Dans ce conflit entre le développement du capitalisme et les intérêts de la classe dominante, l'État se range du côté de cette dernière. Sa politique, de même que celle de la bourgeoisie, s'oppose au développement social. Il cesse ainsi toujours plus d'être le représentant de l'ensemble de la société et en même temps se transforme toujours plus en un pur État de classe, ou plus exactement ces deux qualités cessent de coïncider pour devenir des données contradictoires internes de l'État. Et cette contradiction ne fait que s'aggraver de jour en jour."

"Les rapports de production de la société capitaliste se rapprochent de plus en plus des rapports de production de la société socialiste. En revanche, ses rapports politiques et juridiques élèvent entre la société capitaliste et la société socialiste un mur de plus en plus haut. Ce mur, non seulement les réformes sociales ni la démocratie ne le battront en brèche, mais au contraire elles l'affermissent et le consolident. Ce qui pourra l'abattre, c'est uniquement le coup de marteau de la révolution, c'est-à-dire la conquête du pouvoir politique par le prolétariat."

"Le socialisme ne découle donc pas automatiquement et en toutes circonstances de la lutte quotidienne de la classe ouvrière. Il naîtra de l'exaspération des contradictions internes de l'économie capitaliste et de la prise de conscience de la classe ouvrière, qui comprendra la nécessité de les abolir au moyen de la révolution sociale. Nier les unes et refuser l'autre, comme le fait le révisionnisme, aboutit à réduire le mouvement ouvrier à une simple association corporative, au réformisme, et conduit automatiquement à abandonner le point de vue de classe."

Aucun Etat ne peut diriger seul le reste monde quand la population répartie sur tous les continents dépasse les 7 milliards

d'habitants, personne ne peut contrôler seul un tel espace sur terre, sur mer ou dans les airs.

En quoi consistait le révisionnisme ?

"une tentative inconsciente d'assurer la prédominance aux éléments petit-bourgeois venus au parti, et d'infléchir la pratique, de transformer les objectifs du parti dans leur esprit".

"...l'essentiel de la théorie de Bernstein n'est pas sa conception des tâches pratiques de la social-démocratie ; ce qui compte, c'est la tendance objective de l'évolution de la société capitaliste et qui va de pair avec cette conception. D'après Bernstein, un effondrement total du capitalisme est de plus en plus improbable, parce que d'une part le système capitaliste fait preuve d'une capacité d'adaptation de plus en plus grande, et que, d'autre part, la production est de plus en plus différenciée. D'après Bernstein, la capacité d'adaptation du capitalisme se manifeste 1° dans le fait qu'il n'y a plus de crise générale ; ceci, on le doit au développement du crédit, des organisations patronales, des communications, et des services d'information ; 2° dans la survie tenace des classes moyennes, résultat de la différenciation croissante des branches de la production et de l'élévation de larges couches du prolétariat au niveau des classes moyennes ; 3° enfin, dans l'amélioration de la situation économique et politique du prolétariat, grâce à l'action syndicale.

Ces observations entraînent des conséquences générales pour la lutte pratique de la social-démocratie : celle-ci, selon Bernstein, ne doit pas viser à conquérir le pouvoir politique, mais à améliorer la situation de la classe ouvrière et à instaurer le socialisme non pas à la suite d'une crise sociale et politique, mais par une extension graduelle du contrôle social de l'économie et par l'établissement progressif d'un système de coopératives."

"Il est évident que le révisionnisme ne défend pas les positions capitalistes et n'en nie pas, comme les économistes bourgeois, les contradictions. Au contraire, il admet le préalable marxiste de l'existence de ces contradictions. Mais d'autre part - nous sommes là au coeur de sa conception et c'est là ce qui le différencie de la théorie jusque-là en vigueur dans le parti - il ne fonde pas sa doctrine sur la suppression de ces contradictions, qui seraient la conséquence propre de leur développement interne.

La théorie révisionniste occupe une place intermédiaire entre ces deux pôles extrêmes. Elle ne veut pas porter à maturité les contradictions capitalistes ni les supprimer une fois atteint leur développement extrême par un renversement révolutionnaire de la situation ; elle veut les atténuer, les éteindre. Ainsi elle prétend que la contradiction entre la production et l'échange sera atténuée par l'arrêt des crises, par la formation des associations patronales ; de même la contradiction entre le capital et le travail sera atténuée par l'amélioration de la situation du prolétariat et par la survie des classes moyennes, celle entre l'État de classe et la société par un contrôle social croissant et le progrès de la démocratie."

"Mais la tactique de Bernstein ne consiste pas à s'appuyer sur le développement et l'exaspération des antagonismes, il mise au contraire sur leur atténuation. Il définit lui-même sa tactique en parlant d'une "adaptation" de l'économie capitaliste."

Un argument de Bernstein :

"Un écroulement complet et à peu près général du système de production actuel est, du fait du développement croissant de la société, non pas plus probable, mais plus improbable, parce que celui-ci accroît d'une part, la capacité d'adaptation, et d'autre part - ou plutôt simultanément - la différenciation de l'industrie." (Neue Zeit, 1897-1898, V, 18, p. 555).

S'il est improbable, c'est pour d'autres raisons qu'il ignorait...

"Bernstein récuse la théorie de la catastrophe, il refuse d'envisager l'effondrement du capitalisme comme voie historique menant à la réalisation de la société socialiste."

Seul le prolétariat révolutionnaire mondial réalisera "l'effondrement du capitalisme" en s'attaquant à ses fondements...

"Bref les syndicats, les réformes sociales et, ajoute Bernstein, la démocratisation politique de l'État, tels sont les moyens de réaliser progressivement le socialisme."

"Les phénomènes désignés par Bernstein comme étant les signes de l'adaptation du capitalisme : les cartels, le crédit, les moyens de communication perfectionnés, l'élévation du niveau de vie de la classe ouvrière, signifient simplement ceci : ils abolissent, ou du moins atténuent, les contradictions internes de l'économie capitaliste, les empêchent de se développer et de s'exaspérer."

Ce n'est pas tout à fait cela. R. Luxemburg raisonnait dans le cadre de l'économie capitaliste telle qu'elle fonctionnait à son époque, avant que l'oligarchie se dote de la planche à billets et d'instruments financiers ultra sophistiqués pour pouvoir supporter ces "contradictions internes". Cela dit tous les "phénomènes désignés par Bernstein" ont bien fonctionné à l'avantage du capitalisme, même si la manière dont il les a décrits n'était pas rigoureusement exacte. Là encore, on ne retiendra que les faits tels qu'ils se déroulent bien plus tard, et on se moque de savoir qui avait raison ou tort.

"Ainsi la disparition des crises signifie l'abolition de l'antagonisme entre la production et l'échange sur une base capitaliste ; ainsi l'élévation du niveau de vie de la classe ouvrière soit comme telle, soit dans la mesure où une partie des ouvriers passe à la classe moyenne, signifie l'atténuation de l'antagonisme entre le capital et le travail. Si les cartels, le système du crédit, les syndicats, etc., abolissent les contradictions capitalistes, sauvant ainsi le système capitaliste de la catastrophe (c'est pourquoi Bernstein les appelle les "facteurs d'adaptation") comment peuvent-ils en même temps constituer les "prémises ou même les germes" du socialisme ?"

Il n'y a pas eu "disparition des crises", elles sont seulement orchestrées ou sous contrôle parce que l'oligarchie détient à la fois le pouvoir économique et politique... Quant à "l'abolition de l'antagonisme entre la production et l'échange sur une base capitaliste", elle n'a jamais eu lieu, pourquoi aurait-elle dû l'être puisque la situation est sous contrôle, qui plus est c'est un levier ou un moyen de chantage pour épurer le capitalisme, éliminer les brebis galeuses, restructurer des pans entiers de l'économie, etc. En 2008, ils ont délibérément laissé Lehman Brother s'effondrer pour se partager sa dépouille, pour ensuite se distribuer plus de 20.000 milliards de dollars sous prétexte de renflouer des banques ou des institutions financières en faillite, et dix ans plus tard ils continuent à hauteur de 40 milliards de dollars par mois, 80 milliards de dollars par mois au cours des années précédentes, soit au total quelque 30.000 milliards de dollars... Bref, nous ne sommes plus non plus dans la configuration qui prévalait en 1929, ce que ceux qui prévoient tous les quatre matins l'effondrement du dollar ou de Wall Street ne prennent pas davantage en compte.

La conscience de classe du prolétariat est une nécessité historique au même titre que l'abolition du règne de la nécessité ou de l'exploitation de l'homme par l'homme, ce n'est pas un idéal.

"Il ne reste donc plus, comme fondement du socialisme, que la conscience de classe du prolétariat. Mais même celle-ci ne reflète plus sur le plan intellectuel les contradictions internes toujours plus flagrantes du capitalisme ou l'imminence de son effondrement, puisque les "facteurs d'adaptation" empêchent celui-ci de se produire ; elle se réduit donc à un idéal, dont la force de conviction ne repose plus que sur les perfections qu'on lui attribue."

Là R. Luxemburg a dérapé, parce que ces "facteurs d'adaptation" ne s'appliquent qu'à certains aspects de l'existence. Faudrait-il encore déterminer quelle en est la contrepartie et définir combien elle pèse dans la vie quotidienne de chaque travailleur, on parle ici des mieux nantis, en échange de quels sacrifices, dans quelles conditions ils travaillent et vivent... page 8. A suivre.

"Quand le développement de l'industrie aura atteint son apogée et que sur le marché mondial commencera pour le capital la phase descendante, la lutte syndicale deviendra difficile : 1° parce que les conjonctures objectives du marché seront défavorables à la force de travail, la demande de force de travail augmentant plus lentement et l'offre plus rapidement, que ce n'est le cas aujourd'hui ; 2° parce que le capital lui-même, pour se dédommager des pertes subies sur le marché mondial, s'efforcera de réduire la part du produit revenant aux ouvriers. La réduction des salaires n'est-elle pas, en somme, selon Marx, l'un des principaux moyens de freiner la baisse des taux de profits ? (voir Marx, Capital, livre III, chap. XIV, 2, tome X, p. 162). L'Angleterre nous offre déjà l'exemple de ce qu'est le début du deuxième stade du mouvement syndical. À ce stade la lutte se réduit nécessairement de plus en plus à la simple défense des droits acquis, et même celle-ci devient de plus en plus difficile. Telle est la tendance générale de l'évolution dont la contrepartie doit être le développement de la lutte de classe politique et sociale."

"En un mot, cette théorie fait reposer le socialisme sur la "connaissance pure" autrement dit en termes clairs, il s'agit d'un fondement idéaliste du socialisme, excluant la nécessité historique : le socialisme ne s'appuie plus sur le développement matériel de la société. La théorie révisionniste est confrontée à une alternative : ou bien la transformation socialiste de la société est la conséquence, comme auparavant, des contradictions internes du système capitaliste, et alors l'évolution du système inclut aussi le développement de ses contradictions, aboutissant nécessairement un jour ou l'autre à un effondrement sous une forme ou sous une autre ; en ce cas, même les "facteurs d'adaptation" sont inefficaces, et la théorie de la catastrophe est juste. Ou bien les "facteurs d'adaptation" sont capables de prévenir réellement l'effondrement du système capitaliste et d'en assurer la survie, donc d'abolir ces contradictions, en ce cas, le socialisme cesse d'être une nécessité historique ; il est alors tout ce que l'on veut sauf le résultat du développement matériel de la société. Ce dilemme en engendre un autre : ou bien le révisionnisme a raison quant au sens de l'évolution du capitalisme - en ce cas la transformation socialiste de la société est une utopie ; ou bien le socialisme n'est pas une utopie, et en ce cas la théorie des "facteurs d'adaptation" ne tient pas."

"Or, le but final du socialisme est le seul élément décisif distinguant le mouvement socialiste de la démocratie bourgeoise et du radicalisme bourgeois, le seul élément qui, plutôt que de donner au mouvement ouvrier la vaine tâche de replâtrer le régime capitaliste pour le sauver, en fait une lutte de classe contre ce régime, pour l'abolition de ce régime ; ceci étant, l'alternative posée par Bernstein : "réforme sociale ou révolution" équivaut pour la social-démocratie à la question : être ou ne pas être."

Rappel de ce qui distingue le combat pour le socialisme de la collaboration de classe avec le capitalisme.

"...le but final du socialisme est le seul élément décisif distinguant le mouvement socialiste de la démocratie bourgeoise et du radicalisme bourgeois, le seul élément qui, plutôt que de donner au mouvement ouvrier la vaine tâche de replâtrer le régime capitaliste pour le sauver, en fait une lutte de classe contre ce régime, pour l'abolition de ce régime ; ceci étant,

l'alternative posée par Bernstein : "réforme sociale ou révolution" équivalait pour la social-démocratie à la question : être ou ne pas être."

Pas besoin de microscope ou de longue vue pour s'apercevoir que l'orientation politique adoptée par le mouvement ouvrier est demeurée la même depuis les années 30 jusqu'à nos jours. Ce sont les deux principaux partis qui se réclamaient du socialisme, la SFIO (PS) et le PC (PCF) qui se chargèrent de la mettre en oeuvre. En quoi consistait-elle, comment cela se traduisait-il concrètement, quelle en fut la nature ou l'origine sociale, sur quelle théorie reposait-elle ?

On pourrait oser un parallèle avec la manière dont la plupart des hommes vivent leur existence avec insouciance, sans véritable objectif ou sans lui donner un sens particulier, puisqu'ils n'ont pas conscience du processus historique et matérialiste dialectique dont ils sont le produit...

Préface R. Luxemburg : Réforme sociale ou révolution ?

"Réforme sociale ou révolution ? La social-démocratie peut-elle donc être contre les réformes sociales ? Ou peut-elle opposer la révolution sociale, le bouleversement de l'ordre établi, qui est son but final, à la réforme sociale ? Assurément non ! Pour la social-démocratie, lutter à l'intérieur même du système existant, jour après jour, pour les réformes, pour l'amélioration de la situation des travailleurs, pour des institutions démocratiques, c'est la seule manière d'engager la lutte de classe prolétarienne et de s'orienter vers le but final, c'est-à-dire de travailler à conquérir le pouvoir politique et à abolir le système du salaire. Entre la réforme sociale et la révolution, la social-démocratie voit un lien indissoluble : la lutte pour la réforme étant le moyen, et la révolution sociale le but.

L'alternative : réforme sociale ou révolution, but final ou mouvement, est, sous une autre face, l'alternative du caractère petit-bourgeois ou prolétarien du mouvement ouvrier.

"D'après Bernstein, un effondrement total du capitalisme est de plus en plus improbable, parce que d'une part le système capitaliste fait preuve d'une capacité d'adaptation de plus en plus grande, et que, d'autre part, la production est de plus en plus différenciée. D'après Bernstein, la capacité d'adaptation du capitalisme se manifeste 1° dans le fait qu'il n'y a plus de crise générale ; ceci, on le doit au développement du crédit, des organisations patronales, des communications, et des services d'information ; 2° dans la survie tenace des classes moyennes, résultat de la différenciation croissante des branches de la production et de l'élevation de larges couches du prolétariat au niveau des classes moyennes ; 3° enfin, dans l'amélioration de la situation économique et politique du prolétariat, grâce à l'action syndicale.

Ces observations entraînent des conséquences générales pour la lutte pratique de la social-démocratie : celle-ci, selon Bernstein, ne doit pas viser à conquérir le pouvoir politique, mais à améliorer la situation de la classe ouvrière et à instaurer le socialisme non pas à la suite d'une crise sociale et politique, mais par une extension graduelle du contrôle social de l'économie et par l'établissement progressif d'un système de coopératives.

Bernstein lui-même ne voit rien de nouveau dans ces thèses. Il pense tout au contraire qu'elles sont conformes aussi bien à certaines déclarations de Marx et d'Engels qu'à l'orientation générale prise jusqu'à présent par la social-démocratie."

"Il est vrai que l'aiguillon qui pousse d'abord vers le mouvement socialiste les masses populaires, c'est le mode de répartition "injuste" du régime capitaliste. En luttant pour la socialisation de toute l'économie, la social-démocratie témoigne en même temps de son aspiration naturelle à une répartition "juste" de la richesse sociale. Mais nous avons appris, grâce à Marx, que le mode de répartition d'une époque déterminée n'est que la conséquence naturelle du mode de production de cette époque : en conséquence, la social-démocratie intensifie sa lutte non pas contre le système de la répartition dans le cadre de la production capitaliste, elle vise à supprimer la production marchande capitaliste elle-même. En un mot, la social-démocratie veut établir un mode de répartition socialiste en supprimant le mode de production capitaliste, tandis que la méthode bernsteinienne consiste à l'inverse à combattre le mode de répartition capitaliste dans l'espoir d'arriver à établir progressivement par ce moyen même, un mode de production socialiste." page 19 à suivre.

Si il en avait le pouvoir : En appelant le peuple travailleur à l'insurrection et à s'emparer du pouvoir.

Mai 1981 fut un mois de grande activité, car c'était la préparation de l'arrivée au pouvoir de François. J'essayais d'apporter tout ce qu'il y a de meilleur en moi, pour que ce rêve d'avoir une société socialiste, quoique à l'euro-péenne, devienne réalité. Mais bien vite j'ai commencé à voir que cette France juste et équitable ne pouvait pas s'établir. Alors je demandais à François :

"Pourquoi maintenant que tu en as le pouvoir ne fais-tu pas ce que tu avais promis ?" Il me répondait qu'il n'avait pas le pouvoir d'affronter la Banque mondiale, le capitalisme, le néolibéralisme. Qu'il avait gagné un gouvernement mais non pas le pouvoir. J'appris ainsi qu'être le gouvernement, être président, ne sert pas à grand-chose dans ces sociétés sujettes, soumises au capitalisme. J'ai vécu l'expérience directement durant quatorze ans. Même s'il essayait d'éviter le côté le plus négatif du capitalisme, les rêves ont commencé à se briser très rapidement. [...] En France, on élit et les élus font des lois qu'ils n'ont jamais proposées et dont nous n'avons jamais voulu. [...] La France est-elle une démocratie ? Une puissance mondiale ? Je le dis en tant que Française : cela ne veut rien dire ». [Danielle Mitterrand, interviewée par Hernando Calvo Ospina, 2005 – source :

<https://web.archive.org/web/20130517004804/http://hcalvospina.free.fr/spip.php?article119>

Entre espoir et illusion.

- Dirigeants syndicaux, cessez de négocier les plans du gouvernement ! Appelez à la grève générale ! (Tract GMI)

- 22 mars 2018: l'espoir d'un grand mouvement pour balayer la politique de Macron est né ! (Tendance Claire du NPA)

Quelle connerie ! Ils n'ont pas été les seuls à adopter ce discours qui discréditait une fois de plus leurs auteurs ! Surfant sur le désir ardent des militants d'en découdre ou que la situation exaspère au dernier degré, à défaut de partir de la situation telle qu'elle existe, ils n'ont rien trouvé de mieux que colporter des illusions qui flattaient l'ignorance des militants ou leur tendance à prendre leurs désirs pour la réalité. Ce comportement est inexcusable car démoralisant et démobilisateur à l'arrivée, bref, ils jouent contre notre camp.

Reste une question que chaque militant est en droit de se poser : Mais pourquoi, pourquoi agissent-ils ainsi ? Pour maintenir le moral de leurs troupes au plus haut, mais pas seulement. C'est ridicule puisque le résultat sera exactement inverse. De deux choses l'une ou les deux à la fois, soit ils ne comprennent plus rien ou presque à la situation, l'essentiel leur échappe, soit ce qu'ils en ont compris ne les incite pas à en tenir compte, parce que l'évolution de trop de facteurs depuis des décennies contredisent leurs propres analyses et ils ne sont pas prêts de l'assumer pour modifier leur stratégie.

Il ne faut pas espérer progresser, inspirer confiance ou construire quoi que ce soit en racontant aux travailleurs et aux militants des histoires à dormir debout, qui vont être contredites dès le lendemain.

Dans quel monde vivons-nous ?

Mieux que la cour de récréation, que les contes de fée pour enfants, bref que les interprétations délavées, poreuses, tronquées, foireuses, virales, nuisibles que nos dirigeants nous ressassent jour après jour et qui n'ont jamais permis de comprendre dans quel monde nous vivions, et pour cause nous condamnent à l'impuissance.

A lire de Peter Dale Scott : *L'Etat profond américain* après *La Route vers le nouveau désordre mondial* et *La Machine de guerre américaine* (Disponibles à l'adresse suivante: <https://www.librairie-voltairenet.org/fr>)

● Présentation, dossier de presse et larges extraits.

Ne dit-on pas que pour combattre un ennemi, il faut commencer par l'identifier, après il faut découvrir sa stratégie, et ensuite seulement on peut le dénoncer et s'attaquer à ses points faibles dans l'espoir de le terrasser.

Si les procureurs de la pensée attribuent toute référence à un Etat profond à la théorie du complot, ce n'est pas spécialement parce qu'ils en font partie, ni parce que les auteurs de cette théorie révéleraient des secrets bien gardés, mais bien plutôt parce qu'ils mettent en lumière l'évolution des rapports qui existent entre les différentes sphères (économiques et politiques) du pouvoir ou qui influencent directement l'orientation de la société ou du monde, ce qui permet de mieux comprendre la situation et éventuellement de définir la stratégie politique la plus efficace pour les combattre et finalement les vaincre, et on comprend pourquoi ils ne tiennent pas à ce que cela tombe dans l'oreille des travailleurs. Et le pire, c'est que nos dirigeants partagent la sollicitude qu'ils nous témoignent.

Si la société continue d'être divisée en classes sociales aux intérêts opposés et irréconciliables, il n'en demeure pas moins que le rôle et le fonctionnement des différentes sphères du pouvoir, des institutions, évoluent en fonction de de la crise mondiale du capitalisme et du rapport de force entre les classes ou de la lutte des classes... C'est de là que doit partir notre analyse, selon moi.

Maintenant, on peut aussi considérer que leur rôle et leur fonctionnement sont gravés dans le marbre et qu'ils ne connaîtront aucune modification quoi qu'il arrive, mais comme la réalité démontre le contraire quasi-quotidiennement, ce serait s'interdire de comprendre comment ils évoluent et dans quelle direction, donc de les combattre efficacement. Ce serait nous enfermer dans un déni permanent qui nous serait fatal.

Les travailleurs interprètent de manière partielle, superficielle ou erronée la situation, les institutions, le capitalisme, l'orientation de la société et du monde, ainsi que leurs différentes représentations idéologiques, de sorte qu'ils leur attribuent des mérites ou des vertus qui sont en réalité étrangères à leur nature, et ils se font berner à l'arrivée ou ils se bercent d'illusions sur leurs réelles intentions, ce qui les conduit à la passivité, à la neutralité ou à la résignation, au lieu de s'engager pour les combattre ou en venir à bout, abattre le capitalisme.

Bien que les travailleurs résistent ou réagissent lorsqu'ils subissent les coups que leur assènent les capitalistes ou lorsqu'ils

sont directement frappés par les mesures antisociales prises par le gouvernement, ils ignorent d'où viennent réellement ces coups ou à quoi correspondent ces mesures, du coup ils sont désarmés pour les combattre. Comment cela ?

Qui n'a pas entendu les patrons ou tous les gouvernements qui se sont succédés, expliqués aux salariés qu'ils n'avaient pas le choix, que leur politique était dictée par des considérations qui leur échappaient, qu'ils étaient obligés de se conformer à certains standards internationaux, etc. ce qui n'était du reste pas forcément faux. En revanche, ils ne diront jamais aux travailleurs ni pourquoi ni dans quels objectifs réels ils avaient adopté cette politique, du coup ils ne pourront jamais comprendre que rien ni personne ne peut la justifier, hormis pour perpétuer le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme dont dépend l'existence (la domination de classe) d'une poignée d'oligarques ou de capitalistes au détriment des intérêts du reste de l'humanité. Il leur sera interdit de pouvoir justifier leur refus de supporter cette politique, autrement qu'en se plaçant sur un plan subjectif ou moral forcément vulnérable ou prêtant à caution ou encore, qui sera inapproprié pour apprécier sérieusement un processus objectif ou matérialiste, par exemple lorsqu'il s'agit de s'opposer à des licenciements ou à une fermeture d'usine.

Ils seront donc portés à croire plus ou moins ce que leur raconte les patrons ou le gouvernement, ou tout du moins ils ne comprendront pas pourquoi ils les traitent ainsi, ils seront prêts à leur accorder le bénéfice du doute à défaut de mieux en dernière analyse, ce qui explique pourquoi lors de chaque consultation électorale ils replongent ou commettent la même erreur que précédemment et ainsi de suite.

Ce que j'ai voulu expliquer, c'est qu'on ne pouvait pas avoir la ferme volonté ou faire preuve d'une détermination sans faille pour combattre des mesures antisociales, quand on en ignore les tenants et les aboutissants, qui ne se résument pas à l'enrichissement des patrons ou des actionnaires ou ne se réduit pas à un manque de compétitivité face à la concurrence, car en réalité, il s'agit d'une lutte à mort entre deux classes dont le destin est inversement proportionnel, sachant qu'une seule peut dominer ou détenir le pouvoir, tandis que l'autre doit se soumettre ou disparaître.

Et c'est bien en cela que rien n'a changé depuis que Marx et Engels ont écrit *Le Capital* ou décrit le fonctionnement du capitalisme, sur quoi est fondé le marxisme ou le socialisme. C'est cela que les travailleurs doivent s'approprié ou dont ils doivent prendre conscience, pour mener leur combat jusqu'au bout ou s'emparer du pouvoir politique afin d'abattre le capitalisme. Tout le reste est du baratin.

Dès lors qu'on a compris ou qu'on a acquis la conviction que rien ni personne ne peut justifier la politique du gouvernement ou celle appliquée par la direction d'une grande entreprise, hormis pour perpétuer le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme ou la domination de classe des capitalistes, ces arguments n'ayant aucune valeur, aucune emprise sur les travailleurs, ils seront portés à juger les leurs parfaitement légitimes pour s'y tenir et ne rien lâcher, ce qui ne peut que les amener à poser la question du pouvoir, de l'Etat, à trouver la voie du combat politique pour s'emparer du pouvoir.

Il y en a qui ont peut-être pu croire qu'on se situerait sur le même terrain que Mélenchon, qui met le niveau de conscience des masses à toutes les sauces, à ceci près qui fait toute la différence, on ne la conçoit pas vraiment de la même manière ou elle n'est pas dirigée dans la même direction, et le destin qu'on propose aux travailleurs se situe aux antipodes du sien, qui est compatible avec le régime capitaliste contrairement au mien.

Mélenchon est un sophiste qui a renié le socialisme, partant de là il s'est condamné à servir le capitalisme, et sa gouaille ou ses vociférations, ses gesticulations ou ses provocations aux relents populistes desservent notre cause plutôt qu'autres choses.

Les apparences sont trompeuses mais révélatrices.

Les esprits superficiels s'en délecteront à loisir parce que cela vient faire oublier leur propre manque de profondeur ou de consistance. Selon eux, ces prestations d'illusionnistes feraient tout de même avancer les choses, qu'il soit permis d'en douter.

Depuis quand désarmer le peuple serait une revendication ouvrière sous une dictature ?

Décidément il y en a qui ont une étrange conception de la lutte des classes...

- "Vous insultez la mémoire de ceux qui ont été tués" : le chanteur du Bataclan - francetvinfo.fr 29.03

Les forces de l'ordre militarisées au service de l'oligarchie devraient-elles être les seules armées pour pouvoir massacrer tranquillement les travailleurs américains quand ils se soulèveront pour abattre le régime ? C'est en tout cas la question qu'on est en droit de se poser. Et il est d'autant plus étrange qu'on soit obligé de la poser s'agissant d'un des pays les plus criminogènes du monde.

Il se trouve qu'il y a en circulation aux Etats-Unis plus de 365 millions d'armes à feu en tous genres, y compris des armes de guerre. Dans un pays où il suffit de glisser sa main à l'intérieur de la poche de son pantalon ou de sa veste pour parfois se faire tirer dessus par un policier ou un citoyen américain paranoïaque, être victime d'une méprise et se faire canarder au coin d'une rue

ou être pris pour cible pour être témoin d'une tuerie, etc. la légitime défense ou tout simplement la tentative de sauver sa peau serait illégitime...

Etrange conception de la justice pour des révolutionnaires. La palme du populisme revient naturellement au NPA, pour lequel le peuple en arme servirait à "renforcer l'État policier", une dictature militaro-financière.

Evidemment la question du peuple en arme se rapporte à un stade du développement du processus révolutionnaire parvenu à maturité, quand l'affrontement direct entre les classes a commencé et on en est encore très éloigné aux Etats-Unis. Mais on est bien d'accord que la question de l'armement du peuple se posera pour affronter les forces de répression qui réprimeront dans un bain de sang toute tentative de révolution pour renverser l'Etat des capitalistes, et qu'à défaut d'être armées les masses se feront massacrées et elles auront toute les peines du monde à se procurer des armes pour défendre la révolution, que ce soit légalement ou illégalement, car il lui faudrait aller les chercher dans les bastions lourdement armés ou protégés de leur ennemi, les commissariats de police, les casernes de militaires, les usines qui les fabriquent qui doivent pas aussi bien gardé que les coffres de la Fed.

En conclusion, la situation actuelle ne présente pas que des inconvénients. Effectivement des milliers ou bien plus de travailleurs américains dépressifs ou déséquilibrés possèdent des armes qu'ils peuvent utiliser aveuglément contre des victimes innocentes ou sur un coup de tête pour faire un carnage, cela arrive pratiquement toutes les semaines pour ne pas dire quotidiennement. Laissons de côté le fait que chaque Américain possédant une ou plusieurs armes à feu présente un pouvoir dissuasif qui doit faire réfléchir à deux fois les agresseurs ou les cambrioleurs potentiels qui risquent de se prendre une balle en retour s'ils passaient à l'acte.

Ils possèdent des armes à titre défensif et non offensif, dans le cas contraire lorsqu'ils participent à des manifestations qui se transforment en émeutes violentes, ils sortiraient leurs armes et canarderaient les forces de l'ordre lourdement armées qui répliqueraient et on assisterait à un véritable massacre, or cela n'a jamais été le cas jusqu'à présent. Pourquoi ? Parce que chacun a bien conscience de n'avoir qu'une vie et que la perdre pour si peu ne vaudrait pas le coup. L'avantage serait indéniable en cas de dérapage de la part des autorités pour stopper leurs actes criminels...

POID - <https://www.facebook.com/La-Tribune-des-Travailleurs>

Huit cent mille manifestants se rassemblent contre les armes à feu dans les avenues entre la Maison Blanche et le Capitole à Washington (États-Unis d'Amérique). Avec les autres manifestations dans le pays et dans le monde, ils sont plus d'un million, dont de nombreux jeunes.

NPA - <https://fr-fr.facebook.com/RevolutionPermanente>

Les principales capitales des États-Unis ont été envahies par des centaines de milliers de personnes, pour la plupart des jeunes, qui ont manifesté contre la violence armée dans les écoles. Le mouvement est à la croisée des chemins : ou renforcer l'État policier ou adopter une perspective indépendante.

Quand le SPD était devenu une officine de Goldman Sachs avant de devenir l'une de la BCE.

Il y a quelques semaines, certains parmi nous (on n'ose même pas les nommer tellement on a honte pour eux) ont cru bon d'entretenir pour la énième fois des illusions sur l'issue de la consultation des adhérents du SPD à propos de la formation d'une coalition de gouvernement avec la CDU de Merkel, comme si elle pourrait changer quoi que ce soit. Mais pourquoi enfin, c'était se couvrir de ridicule, direz-vous. Assurément, cependant ils savaient qu'il en faudrait beaucoup plus pour venir à bout de l'opportunisme, et que bien que la social-démocratie soit passée de l'autre côté de la barricade avec armes et bagages depuis plus d'un siècle, et n'en avoir jamais tenu compte, il n'y avait aucune raison de mettre un terme à leur collusion avec ce courant de droite sur lequel ils n'ont cessé de s'appuyer considérant que malgré tout il appartenait toujours au mouvement ouvrier.

En lisant l'article suivant, vous vous demanderez si ces gens-là ont entendu un jour parler de la dialectique, la science des lois générales du mouvement et du développement de la nature, de la société humaine et de la pensée (R. Luxemburg), ou comment Goldman Sachs serait compatible avec le mouvement ouvrier. Ce qui signifie au passage qu'il serait devenu complètement pourri. Apparemment la crédulité ou l'ignorance des militants est sans borne, tout comme leur dilettantisme ou leur manque de rigueur, de logique.

J'en veux pour preuve que lorsqu'il s'agit par exemple de la CFDT, où sont tout de même organisés des centaines de milliers de travailleurs, les trotskystes (POI-POID) fuient comme la peste ce syndicat jaune (Le NPA et LFI font mieux, ils s'y intègrent !), mais lorsqu'il s'agit d'un parti issu de la social-démocratie (SPD, PS, PASOK, PSOE, Labour Party, etc.) qui parfois compte encore des dizaines ou des centaines milliers de travailleurs (Pas des couches les plus défavorisées, il ne faut pas exagérer, ils appartiennent tous à l'aristocratie ouvrière, le pendant de l'aristocratie financière), là ils n'ont de cesse de chercher un point d'appui à l'intérieur de ce parti, ils lui font la cour ou le ménagent, entretiennent des illusions sur la voie qu'il pourrait emprunter, alors qu'elle est connue d'avance, comme s'il pouvait servir d'autres intérêts que ceux de la réaction, ce qui s'est jamais démentis depuis

un siècle. Avec les PC ou les staliniens ils font tout aussi fort. Hier ils les traitaient comme les derniers des ordures, et voilà qu'ils sont devenus fréquentables, ils les courtisent et certains n'hésitent pas à leur trouver des qualités, notamment au POI. On comprend pourquoi les congrès annuels de ces Partis sont "Ouverts" comme ils disent, ajoutons, aux pires illusions.

Mais direz-vous, quand des millions de travailleurs vont surgir sur la scène politique, certains d'entre eux ne vont-ils pas s'orienter à nouveau vers ces partis contre-révolutionnaires ? Evidemment, mais rien n'est moins sûr de nos jours ou certainement pas dans les proportions d'autrefois. Leurs dirigeants ne seront-ils pas débordés lors de cette déferlante révolutionnaire ? C'est certain ou on peut le penser. Et alors, dites-nous en quoi cela devrait-il justifier de ne pas qualifier ces partis pour ce qu'ils sont réellement, ne pas les faire figurer parmi nos ennemis.

Ne croyez-vous pas que le travail de sape effectué sans relâche en amont pendant des décennies destiné à faire prendre conscience aux travailleurs de la véritable nature réactionnaire du PS et du PCF, s'avérera plus utile que toutes les manoeuvres ou tous les calculs d'appareils, toutes les honteuses compromissions qui finalement se seront avérées vaines, sauf si ces partis (PS-PCF et leurs nombreux satellites) parvenaient à endiguer la mobilisation révolutionnaire des masses, terrible défaite qui serait à mettre également au compte de ceux qui se seront évertués à les présenter comme des partis de gauche.

Il faudrait poursuivre cette analyse mais je n'en ai pas le temps.

Pour faire bref, la France n'est ni les Etats-Unis, ni l'Allemagne, ni la Grèce ou le Portugal. En France, de nombreux dirigeants ou élus et le gros des troupes du PS sont passés à LREM lui donnant ainsi un faux air de gauche, impossible à assumer tant la politique appliquée par Macron depuis 11 mois est ultra réactionnaire. Une partie a rejoint Générations de Hamon et des miettes se sont dispersées dans des micro-partis issus du PS. LR ne s'est pas remis de la défaite de Fillon, ainsi que le FN après la pitoyable prestation télévisée de M. Le Pen face à Macron. EELV a été quasiment rayé de la carte. Le MoDem a rejoint LREM, et l'UDI a éclaté. Quant à LFI, le double langage tenu par Mélenchon sur l'UE et l'euro n'est pas de nature à inspirer confiance, et nombreux sont ceux qui s'étaient engagés à ses côtés qui ne sont jamais remis de sa défaite à la présidentielle.

Autrement dit, il manque à ce jour à notre ennemi le parti qui devrait alterner au pouvoir avec LREM qui est son parti officiel, sans qu'on sache aujourd'hui s'ils vont continuer de le caractériser de "centre gauche", auquel cas ils seraient à la recherche d'un parti de droite qui ferait l'affaire, ils ont le choix entre LR qui est mal en point et le PS qui ne vaut guère mieux, oui mais le PS est catalogué à gauche, dans ce cas-là ils opéreraient un glissement sémantique à droite pour LREM et le tour serait joué, à moins que ce soit Générations qui s'y colle, mais cela semble peu vraisemblable, et puis rien n'empêcherait le PS de se redonner un faux courant de gauche à la Sanders, le Parti démocrate a bien réussi à s'en accommoder, alors pourquoi pas le PS...

En attendant, on s'aperçoit qu'en France les choses sont plus compliquées qu'ailleurs pour notre ennemi, tout du moins sur le plan institutionnel, à moins qu'il laisse pourrir la situation qui prévaut dans tous les partis hormis LREM, de sorte qu'il ait toutes les chances de demeurer au pouvoir au-delà de 2022. Cependant il existe toujours le risque que les opposants à la politique de Macron se cristallisent sur LFI à défaut de mieux et qu'il constitue une menace sérieuse.

Inutile d'aller plus loin pour le moment puisque notre objet n'est pas 2022, mais la situation actuelle et la manière dont s'ordonnent tous les partis, et comment va évoluer le rôle imparti à chacun des partis institutionnels soumis aux coups de boutoir de la lutte de classe du prolétariat, dont on ignore encore quel va en être le développement dans les mois et années à venir.

A ce jour, LREM est sans véritable rival ou opposition institutionnelle, puisque le MoDem, l'UDI, le PR, le PS et LR partagent son programme. La seule opposition à Macron est dans la rue, ce sont les dizaines de millions de travailleurs et jeunes qui rejettent sa politique, mais qui sont inorganisés ou qui ne se reconnaissent dans aucun parti ou syndicat, donc qui sont dans l'impossibilité d'exprimer leurs aspirations et réduits à l'impuissance.

Ces dizaines de millions de travailleurs ont parfaitement conscience de disposer d'un mode vie supérieur à ceux des générations passées ou de bien des travailleurs ailleurs dans le monde, et ils n'entendent pas le remettre en cause en se lançant dans une aventure risquée ou qu'ils estiment actuellement sans lendemain ou dont ils ne saisissent pas l'issue ou les objectifs politiques. S'ils s'accrochent de leur condition à défaut de mieux, c'est que la majorité en a encore les moyens, au prix parfois de lourds sacrifices qu'ils sont prêts à accepter même s'ils n'en pensent pas moins, pour combien de temps encore, nulle ne le sait.

Nous devons partir de la situation telle qu'elle se présente aux travailleurs et surtout la manière dont ils l'interprètent, pour qu'elle évolue ou qu'ils prennent conscience que leur condition ne peut que se dégrader dans l'avenir, et qu'ils détiennent le pouvoir de changer la société.

- Jörg Kukies, un loup de Goldman Sachs dans les rangs du gouvernement allemand. Liberation.fr 21.03

Le nouveau ministre des Finances, le social-démocrate Olaf Scholz, vient de nommer comme secrétaire d'Etat en charge de l'Europe et des marchés financiers le coprésident du directoire de la banque d'investissement en Allemagne et en Autriche.

S'il y avait encore un doute sur le fait que le nouveau ministre des Finances allemand social-démocrate, Olaf Scholz, soit particulièrement droit-compatible, le voici levé. Il vient de désigner l'un des plus hauts dirigeants de la banque Goldman Sachs dans le pays au poste de secrétaire d'Etat. Ainsi Jörg Kukies, coprésident du directoire de la banque d'affaires en Allemagne et Autriche, vient d'être désigné secrétaire d'Etat en charge de l'Europe et des marchés financiers.

Ce banquier de 50 ans possède la particularité d'être membre du Parti social-démocrate ; il a dirigé l'aile des «Jusos», les jeunes du SPD, en Rhénanie-Palatinat, juste avant la future cheffe du parti, Andrea Nahles. Il travaille chez Goldman Sachs depuis dix-sept ans, et il occupe ce haut poste depuis 2014. La presse relève, taquine, qu'il va troquer son salaire d'un million d'euros annuels contre un traitement de secrétaire d'Etat – environ 160 000 euros par an.

Un ex-dirigeant de Goldman Sachs, banque qui a aidé la Grèce à maquiller ses comptes publics dès 2001, puis participé à la chute d'un pays qu'elle était par ailleurs mandatée pour conseiller, aura donc sous sa tutelle des questions cruciales telles que l'achèvement de l'union bancaire au sein de l'UE. Plus généralement, c'est sa présence au ministère allemand des Finances qui suscite des réserves. «Olaf Scholz envoie ici un très mauvais signal, commente Timo Lange, de l'association LobbyControl. Goldman Sachs est internationalement connue pour ses liens étroits avec la politique. Le ministère des Finances, encore plus précisément dans le contexte des scandales "cum-ex" et "cum-cum", doit montrer recul et distance face à l'industrie bancaire.»

«Cum-ex», et sa variante «cum-cum», désignent en effet une série de manœuvres fiscales illégales, qui ont donné lieu à ce qui est unanimement désigné comme le plus grand vol fiscal de l'histoire allemande. Il implique des banques, dont Goldman Sachs. Il ne s'agit pas de fraude fiscale, car ce ne sont pas des techniques pour contourner l'impôt, encore moins de l'optimisation fiscale ; c'est tout simplement du vol. Pendant des années en effet, grâce à des montages financiers, des investisseurs ont fait en sorte d'obtenir des remboursements indus par le Trésor public allemand.

Quarante banques allemandes sont notamment impliquées dans ce scandale, dont on estime qu'il aurait fait perdre 31,8 milliards d'euros au fisc.

Selon Die Zeit, quatre ministres des Finances, trois venant du SPD, un de la CDU, auraient pu faire en sorte de stopper au fil des années cette machine infernale de banksters, mais ne l'ont pas fait (l'un d'eux, le social-démocrate Peer Steinbrück, a par ailleurs accepté en 2016 des fonctions de consultant pour le conseil d'administration de la banque ING). Dans une longue enquête publiée en juin, l'hebdomadaire raconte comment le lobby bancaire a profité de l'inertie politique, en particulier celle des partis de la grande coalition. Et ce, malgré les démarches énergiques de plusieurs lanceurs d'alertes.

En outre, Olaf Scholz a choisi de faire revenir au sein du ministère le secrétaire d'Etat en charge du budget, Werner Gatzert, considéré comme l'architecte du sacro-saint principe de «déficit zéro», sous l'égide de l'ex-ministre des Finances Wolfgang Schäuble, dont on sait à quel point il fut un partisan intraitable de l'équilibre budgétaire et de la rigueur. Mais cette information ne surprendra guère celles et ceux qui ont entendu Olaf Scholz promettre, au moment de sa nomination officielle, de tout faire pour poursuivre la politique de son prédécesseur. Liberation.fr 21.03

En Allemagne, en réalité il existe une situation politique à l'américaine depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale où la CDU et le SPD se relaient au pouvoir pour appliquer la même politique ou éventuellement gouvernement ensemble dans des coalitions (depuis le milieu des années 60), tout comme le Parti républicain et le Parti démocrate.

En France, en Grande-Bretagne, en Italie, en Espagne, au Portugal, en Grèce, en Belgique, dans les pays scandinaves, aux Etats-Unis, etc. les partis officiels de la réaction et la soi-disant opposition parlementaire de gauche n'ont eu également de cesse d'alterner au pouvoir depuis plus de 70 ans, de se partager les rôles pour gérer la société pour le compte des capitalistes, et durant cette très longue période, les opportunistes firent comme si de rien n'était ou presque, cela ne devait altérer en rien la nature de ces partis selon eux, qu'ils continuèrent malgré tout de caractériser de gauche, avec des guillemets pour faire plus propre depuis peu, mais pas toujours, à contrecœur visiblement.

Michel Rocard était son "mentor".

- Parti socialiste: la direction du Mouvement des jeunes rejoint Benoît Hamon - huffingtonpost.fr 24 mars 2018

Le Parti socialiste perd son mouvement de jeunes, du moins l'essentiel de sa direction qui annonce qu'elle rejoint le mouvement Génération.s fondé par Benoît Hamon. Dans un entretien accordé au journal Le Monde, la présidente contestée du Mouvement des jeunes socialistes (MJS), Roxane Lundy, affirme que la majorité des membres du bureau national ainsi que des militants ont acté leur départ du PS, parti qui, selon elle, "n'est pas en mesure de se relever".

"Je fais le choix avec des milliers de jeunes socialistes de partir, car je considère que le Parti socialiste n'est pas l'outil qui permettra de transformer la société. [...] Le Mouvement des jeunes socialistes va prendre son indépendance vis-à-vis du PS", affirme celle qui avait été élue présidente du MJS le 10 février dernier sous les critiques des sensibilités minoritaires.

Visiblement, Roxane Lundy ne partage pas la ligne portée par le futur premier secrétaire du PS, Olivier Faure. "Aujourd'hui, nous avons un désaccord politique avec sa ligne et celle de Stéphane Le Foll arrivé deuxième. Nous ne parlons plus la même langue", estime-t-elle.

Riposte au PS

"Je reste présidente et je deviens militante de Générations. L'objectif est de faire une réforme statutaire lors de notre prochain congrès", qui aura lieu le week-end des 7 et 8 avril, a-t-elle indiqué. "Je ne serai plus salariée du PS, nous ne toucherons plus d'argent du PS, nous ne dépendrons plus d'eux", ajoute-t-elle, alors que le MJS est aujourd'hui autonome du PS, mais subventionné par lui.

Le MJS "appartient à ses militantes et non à une présidente contestée pour fraude, qui refuse de rendre des comptes sur les finances. Le MJS est membre d'une famille et d'une histoire politique qu'est le Parti socialiste et non Générations", a réagi le coordinateur du PS, Rachid Temal.

Historiquement autonome du Parti socialiste, un "principe intangible" inscrit dans ses statuts, le MJS désigne lui-même sa direction et ses orientations. Traditionnellement beaucoup plus marqués à gauche que leurs aînés, les Jeunes socialistes ont toujours revendiqué leur proximité avec Benoît Hamon, premier président du mouvement qui avait obtenu son autonomie de son mentor Michel Rocard en 1993.

L'ancien président du Mouvement des Jeunes Socialistes Benjamin Lucas a annoncé son départ jeudi du Parti socialiste, précisant vouloir s'engager "totalement" au sein de Génération.s. La majorité des militants du MJS est "plus proche de Benoît Hamon" que de l'orientation majoritaire du PS, estimait-il début février assurant que la "double appartenance" au mouvement et à Générations ne poserait "pas de problème". L'Histoire en a décidé autrement. huffingtonpost.fr 24 mars 2018

[Gloire à l'Etat terroriste, au régime policier.](#)

- Centrales nucléaires : la députée LREM Perrine Goulet veut faire tirer en cas d'intrusion - leparisien.fr 26.03

Tout en sachant que les membres de Greenpeace ne sont pas armés ou ne constituent pas une menace physique...

- Macron: Arnaud Beltrame, "tombé en héros", "mérite l'admiration de la nation tout entière" - AFP 26.03

- Hommage national pour le gendarme Beltrame, victime des attaques de l'Aude - Reuters 26.03

- Wauquiez pour le rétablissement de l'état d'urgence - Reuters 26.03

- Laurent Wauquiez propose de créer un "délit d'incitation à la haine de la République" - Le HuffPost 28.03

- Au dîner du Crif, Macron promet de renforcer la lutte contre la cyberhaine - huffingtonpost.fr 08 mars 2018

Alors quand est-ce que tu vas te décider à passer à l'acte ?

- Un attentat précipité par une convocation de la DGSI ? - Libération.fr 28.03

Quelques jours avant l'attaque du Super U de l'Aude, Radouane Lakdim avait été contacté pour un entretien. Un facteur déclenchant ?

...révélée par RTL : ces derniers jours, le terroriste de l'Aude a reçu une autre convocation, émanant, cette fois-ci, de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI). Ce document, de nature administrative, devait aboutir à un entretien officiel avec le service de renseignement intérieur.

Une source judiciaire indique à Libération qu'aucun élément matériel ne vient confirmer, pour le moment, l'idée d'une action déclenchée par la réception du courrier de la DGSI.

D'après les premiers éléments de l'enquête, Lakdim avait bel et bien reçu la convocation de la DGSI. C'était d'ailleurs à lui de rappeler le service, afin de fixer une date de rendez-vous. Se sachant surveillé, Lakdim a-t-il précipité son acte ? Libération.fr 28.03

On savait que Macron avait un problème avec la démocratie, il est l'incarnation vivante de sa négation.

- Une fausse note extrémiste lors de la visite de Macron à Bénarès - Liberation.fr

Mais une tige orange fait tache sur la carte postale : Yogi Adityanath, moine extrémiste hindou, adepte des discours de haine contre les musulmans, a été invité par Narendra Modi sur le pont supérieur du bateau de promenade en tant ministre en chef de l'Uttar Pradesh, Etat le plus peuplé de l'Inde avec plus de 200 millions d'habitants (dont 20% de musulmans) où se trouve Bénarès. La nomination, en avril 2017, après la victoire du BJP aux élections régionales, de ce politicien aguerri, maître de yoga, poursuivi en justice pour tentative de meurtre, intimidation criminelle, incitation à la haine, et chef d'une milice qui s'adonne à des ratonnades, avait démontré la volonté de Modi de ratisser loin sur sa droite, et de s'attaquer au multiculturalisme cher aux pères fondateurs de l'Inde indépendante.

Interrogé lors de la conférence de presse sur cette proximité gênante (les trois hommes étaient assis côte à côte sur des fauteuils d'apparat, puis accoudés à la balustrade du navire), Emmanuel Macron a botté en touche : «Je ne suis ni la démocratie, ni la justice indienne [...]. Je trouve que ce serait une drôle de conception que de défendre la démocratie seulement quand elle colle avec nos valeurs.» Précisant qu'il «n'a pas de problème» pour se trouver avec un dirigeant «élu» dans une démocratie, «à l'invitation du Premier ministre». Liberation.fr

- Edouard Philippe. «C'est au peuple de choisir s'il souhaite que ses élus soient remplacés par la technocrature.» - Liberation.fr 14 mars 2018

- Sondage: un Français sur trois a une "bonne image" de LREM - AFP 14 mars 2018

- "Fake news": feu vert des députés LREM au dépôt de la proposition de loi - AFP 13 mars 2018

- Emmanuel Macron agacé par la question d'une journaliste sur sa visite "privée" au Taj Mahal avec son épouse - RT 12 mars 2018

- Les militaires autorisés à se présenter aux élections municipales? La "Grande Muette" de moins en moins muette - HuffPost 20.03

Social.

- Trois Français sur quatre jugent injuste la politique de l'exécutif, selon un sondage - AFP 22 mars 2018

Le PCF va participer à l'élaboration des "conditions d'ouverture à la concurrence" de la SNCF, dicit M. Laurent.

- SNCF: le PCF sera "très actif dans les semaines qui viennent" dit Laurent - AFP 27 mars 2018

"Nous sentons que la pression qui s'exerce dans le pays, la mobilisation des cheminots, les manifestations de la semaine dernière, commencent à avoir du poids et nous parlementaires, et le Parti communiste, serons très actifs dans les semaines à venir pour continuer à porter en amont des contre-propositions au projet gouvernemental", a affirmé M. Laurent.

Mme Borne "a indiqué que dans le débat parlementaire, elle soumettrait un amendement pour préciser les conditions d'ouverture à la concurrence. C'est un débat très important qui s'annonce dans lequel nous nous investirons", a promis M. Laurent.

Grève perlée ou grève illimitée ?

Les syndicats CFDT, CGT et UNSA appellent les conducteurs des trains SNCF à faire une grève nationale du mardi 3 avril au jeudi 28 juin 2018, à raison de 2 jours de mobilisation sur 5 (planning détaillé ci-dessous).

Le syndicat SUD appelle à une grève reconductible dès le mardi 3 avril, en laissant le choix à ses syndiqués de décider chaque jour, en assemblées générales, la reconduction du mouvement pour les prochaines 24 heures. cestlagreve.fr

Grèves disloquées = grèves brisées !

- La colère gagne Carrefour - Liberation.fr 23.03

La grande distribution s'y met elle aussi. Force ouvrière et la CFDT appellent à une grève générale à Carrefour le 31 mars.

Liberation.fr 23.03

Sans surprise.

- Force Ouvrière ne participera pas à la mobilisation du 19 avril - AFP 26 mars 2018

A propos de la "convergence des luttes" voulue par la CGT, il a répondu qu'elle "ne s'improvise pas".

"Ce n'est pas parce qu'il y a multiples confits dans différents secteurs, et public et privé, (...) qu'obligatoirement ça coagule", a relevé le leader.

Pour lui, "les grands mouvements interprofessionnels ces dernières années ne sont pas nés comme ça", mais "parce qu'un gouvernement a annoncé quelque chose que personne n'attendait".

"Je ne vois pas pourquoi on irait", a-t-il déclaré, rappelant que la date choisie tombait quatre jours avant le congrès de FO, où Jean-Claude Mailly doit passer la main après 13 ans de direction du syndicat.

Il a ajouté que le congrès "débattra des initiatives à prendre".

M. Mailly a de nouveau déclaré avoir appris la date de la mobilisation à la radio vendredi, ce que dément la CGT, qui dit avoir convié tous les syndicats à une réunion le 19 mars, pour décider d'une journée de mobilisation. Mais seules Solidaires, la FSU et des organisations de jeunesse s'y sont rendues. AFP 26 mars 2018

- Gérald Darmanin. «[Ces mouvements sociaux] ne sont pas de nature à conduire le gouvernement à revenir sur ce qui a commencé à être mis en œuvre.» - Liberation.fr 23 mars 2018

- Air France : cap sur la grève malgré les manœuvres - Liberation.fr 23.03

Totalitarisme. Le retour en force des milices fascistes.

- Fac de Montpellier : évacuation violente et doyen sur la sellette - liberation.fr

Jeudi 22 février au soir. La journée de mobilisation contre le Plan étudiants se termine par l'occupation d'un amphithéâtre de la fac de droit et de sciences politiques de Montpellier. Entre 23 heures et minuit, une bande d'individus fait irruption dans l'amphi. Plusieurs sont cagoulés. Dans de nombreuses vidéos partagées en ligne, on les voit agresser les occupants de l'amphi, pour les déloger. «L'amphi était plein de mecs qui frappaient au poing, à la planche, au Taser. Je me suis précipitée vers la porte. La sécurité ne faisait rien. On est sortis de l'amphi, pour aller dans le hall. On a vu qu'ils descendaient les grilles de l'entrée. Quand les grilles ont été fermées, il restait des étudiants-manifestants à l'intérieur de la fac. Ces gens-là se sont fait tabasser», témoigne auprès de Libération une personne présente sur les lieux. Bilan : plusieurs blessés légers.

Des témoins assurent que le doyen de la faculté, Philippe Pétel, aurait ouvert la porte aux agresseurs, ce que l'intéressé dément. «Le doyen de la fac de droit, je l'affirme parce que je l'ai vu, a montré à ces hommes, dont il n'avait pas peur, les "cibles"», affirme sur Facebook Léna, qui a filmé la scène. Un témoin qui souhaite rester anonyme nous a répondu par l'entremise de son avocate, Sophie Mazas : «Le doyen a réuni autour de lui, à l'extérieur de l'amphi, les personnes opposées à l'occupation de la fac. Il les a fait rentrer par une porte habituellement verrouillée, qu'il a lui-même ouverte, en haut de l'amphi.» Autre fait troublant : des profs auraient été présents parmi les casseurs. «Des étudiants en droit ont reconnu des professeurs de la faculté. Un professeur en droit civil et un professeur d'histoire du droit», raconte Octave, étudiant et syndiqué Solidaires. Ces profs «portaient des cagoules, mais on les a reconnus parce qu'ils étaient habillés de la même manière que la journée», corrobore notre témoin suscité.

Une enquête a été ouverte par le ministère de l'Enseignement supérieur. Vendredi en fin de journée, des étudiants ont rencontré le préfet et la rectrice de l'Hérault. Ils demandent la suspension du doyen. Me Mazas a déposé plainte contre X pour violences volontaires au nom des personnes qui ont été expulsées de l'amphi. Le président de l'université a annoncé porter plainte contre X. liberation.fr 24 mars 2018

Depuis le doyen de la faculté a été contraint à la démission. A Paris et à Lille les milices fascistes sont aussi entrées en action...

Ils veulent bien nous faire crever.

- Capitale de la hi-tech d'Inde, Bangalore a la gorge sèche - AFP 17 mars 2018

- L'économie du Cap déjà frappée de plein fouet par la crise de l'eau - AFP 17 mars 2018

- La Terre pourrait bientôt manquer d'eau, avertit le Forum de Brasilia - AFP 20 mars 2018

L'ONU a dévoilé de son côté un rapport particulièrement inquiétant selon lequel près de la moitié de la population mondiale - 3,6 milliards de personnes - vit dans des zones où l'eau peut manquer au moins un mois par an, un nombre qui pourrait atteindre 5,7 milliards en 2050. AFP 20 mars 2018

Et dire qu'il y en a qui explique que la surpopulation mondiale n'existe pas, qu'elle n'a pas déjà des conséquences catastrophiques et le pire est à venir...

Parole d'internaute.

- <https://www.businessbourse.com/2018/03/09/etats-unis-au-28-fevrier-2018-plus-de-1017-millions-damericains-sont-toujours-sans-emploi/>

Le nombre d'américains se trouvant exclus du marché du travail au 28 Février 2018(Not in labor force), est de 95,012 millions d'individus auxquels il faut ajouter 6,706 millions d'américains officiellement déclarés au chômage (unemployed).

Sur une population de 323,1 millions d'Américains (2017).

Indice Baltic (BDI) 2003-2017 :

<http://www.kitco.com/commentaries/2016-12-21/The-14-Year-Record-of-the-Baltic-Dry-Index.html>

Montrant un encéphalogramme quasi plat depuis 2011.

Dans le même temps :

<https://www.lematin.ch/economie/emploi-americaain-porte-lindice-smi/story/22624382>

Kafkaïen !

[Bienvenue chez la mafia de la désinformation et de la manipulation des consciences.](#)

- Macron pour une alliance de médias contre les fausses nouvelles - AFP 21.03

Emmanuel Macron a suggéré mardi 20 mars à Paris que, pour aider à combattre les fausses nouvelles, l'AFP "joue un rôle central" dans la certification des informations, en alliance avec de grands médias francophones voire européens. AFP 21.03

Alors qu'ils en sont à l'origine ou en sont les champions !

La police médiatique se diversifie.

- Manifestations: les médias adoptent leur propre système de comptage - AFP 21.03

Une vingtaine de grands médias, dont l'AFP, adopteront jeudi leur propre méthode de comptage des participants, réalisé par un cabinet spécialisé, lors de la manifestation à Paris des fonctionnaires et des cheminots, en parallèle des habituels chiffrages de la police et des syndicats.

Le collectif de médias, parmi lesquels l'AFP, France Inter, Europe1, Franceinfo, RMC, BFMTV, France Culture, CNews, France 2, Mediapart, Le Figaro, Le Parisien, Libération, La Croix et la presse régionale et départementale représentée par l'Union de la presse en région (UPREG), s'est associé au cabinet d'études spécialisé dans le comptage du public, Occurrence.

"Le projet consiste à mettre en place un mode de comptage indépendant lors de grandes manifestations à Paris ou en région afin d'être le plus proche possible de la réalité", a expliqué l'AFP mardi dans un communiqué. AFP 21.03

Qui peut croire une créature du Pentagone ?

- Facebook promet de faire mieux pour protéger les données personnelles - AFP

Si le scandale qui atteint Facebook est une bonne nouvelle, en revanche on ignore s'il aura un impact sur ses utilisateurs, on voudrait y croire, mais on en doute.

Comme en mai 68, il est permis de penser que la jeunesse ne voit pas quel avenir elle aurait dans la société que lui concocte Macron, à ceci près qu'elle dispose désormais de nombreux instruments pour se divertir ou pour détourner son attention des questions essentielles qui se pose à elle dès maintenant et qui déterminent le contenu ou la qualité de leur mode de vie à venir, dont le poison des réseaux numériques.

Il pourrait inciter plus d'un jeune déjà critique envers les médias institutionnels à s'en méfier ou à s'en détourner. Sans illusion, car rien ne dit qu'ils changeront leurs habitudes pour autant, si on en juge par l'addiction à la télévision des adultes depuis plus d'un demi-siècle. Cela dit, dans tous les cas de figure quand on est directement confronté à de graves difficultés, il faut bien y faire face ou se poser des questions très terre-à-terre sur notre condition et envisager des solutions pratiques et non plus virtuelles, qui sont en rapport avec la société et son orientation...

Toute prise de conscience qui n'est pas suivie d'effet ne sert à rien ou s'évanouira aussi soudainement qu'elle est apparue, surtout quand elle ne concerne qu'un aspect limité ou une petite partie de la situation.

Facebook est nuisible, c'est du brouhaha qui participe au chaos général, dans ce sens il n'est pas inutile à tout le monde.

Je rappelle que je n'ai pas de page Facebook, en revanche j'ai un petit troupeau de chèvres.

J'appelle tous ceux qui ont une page Facebook à la fermer et à basculer sur un blog ou un portail, cela s'adresse aussi au POID.

Parole d'internaute

- "La fabrique du consentement fonctionne encore, mais de moins en moins. Lorsque la population aura fait le lien entre politique, économie et géostratégie, elle ne fonctionnera plus du tout. Si de plus en plus de gens, en particulier les moins de 35 ans, s'informent majoritairement en dehors de la presse mainstream, ce n'est pas par hasard.

Bernays l'avait prédit : toute propagande a une fin, lorsque le niveau d'information conjugué à la hausse de l'éducation fait se retourner les opinions. J'ai bien l'impression que l'on arrive à un point d'inflexion, même s'il n'est pas encore franchi."

Il n'est pas atteint en effet, et il est inutile de scruter à l'horizon dans l'espoir de saisir l'instant où il le sera, puisque cela ne se produira pas dans le cadre institutionnel, mais uniquement lors de l'irruption révolutionnaire des masses, là vous pourrez vous dire : On y est enfin et tous les espoirs sont à nouveau permis de changer la société.

Comme quoi il ne faut jamais perdre espoir.

Mediapart à la rescousse des médias-oligarques.

- «Les résultats de "Mediapart" sont très bons.» - Liberation.fr 6 mars 2018

Le chiffre d'affaires est passé de 11,6 millions à près de 13,7 millions d'euros. Logiquement, l'entreprise de 83 salariés a renforcé sa rentabilité. Le résultat courant, qui doit faire rêver beaucoup de patrons de journaux, s'est établi à 2,5 millions d'euros. Liberation.fr 6 mars 2018

- À ONPC, Edwy Plenel défend la presse contre les attaques de Valls et Mélenchon - Huffington Post 18 mars 2018

Pour le fondateur de "Mediapart", certaines attaques politiques sont extrêmement dangereuses pour la démocratie. Huffington Post 18 mars 2018

Les instituts de sondages ont pris le relais de la méthode Coué ou les faussaires à l'oeuvre.

IPSOS : il nous est apparu tout à fait judicieux de recourir à une enquête on line dans laquelle le sondé peut s'exprimer en totale liberté.

Bravo! Ce qui est bien joué, c'est l'amalgame entre vérités et contrevérités, apparemment tout le monde ou presque est tombé dans le panneau. Pour un peu, JFK aurait été assassiné par un détraqué isolé ; le 11/9 aurait été réalisé par une poignée de cinglés armés de cutters et dirigés depuis une grotte en Afghanistan ; les milliers de témoignages sur les chemtrails seraient une pure invention de paranoïaques ; quand Bush ou Sarkozy (notamment) affirmait qu'ils oeuvraient à l'établissement d'un nouvel ordre mondial, ils n'évoquaient aucune stratégie précise, aucun objectif, non, c'était juste histoire de causer, qui plus est pour notre bien, etc.

Bref, on voit bien qu'à chaque fois ce procédé ne sert que la version officielle ou à créer de la confusion. Dans la plupart des cas il s'agit de secrets de polichinelles, Hollande a livré des armes aux barbares d'Al-Nosra à partir de 2012, la dictature oligarchique mondiale est en voie de réalisation, je crois que c'est Rockefeller qui avait révélé que cela n'aurait jamais pu se faire sans le silence complice des médias (NYT et WP) et le reste est à l'avenant

Les contrevérités grossières ou farfelues servaient ici à discréditer des vérités compromettantes (ainsi que ceux qui les rapportent) permettant de mieux comprendre dans quel monde nous vivons pour mieux orienter ou formater les cerveaux vulnérables de l'immense majorité de la population (99,99%) afin de réunir les conditions psychologiques indispensables pour justifier ou légitimer de nouvelles lois liberticides...

C'est bien simple, nous vivons dans un monde merveilleux, si, si, vous devez vous en convaincre. Le monde n'est pas gouverné uniquement par le profit, mais par des principes sociaux, un idéal humaniste, et ceux qui osent prétendre le contraire seront accusés de complotisme.

Bravo ! C'était justement le but de cette opération, éliminer tous ceux qui contestent les versions officielles qu'on leur sert si gracieusement et que les médias colportent ensuite, mais pas n'importe comment, en faisant en sorte que vous y participiez et là ils sont comblés !

Cette opération a parfaitement réussi dans la mesure où ceux qui la traitent accordent le bénéfice du doute à la CIA, au ministère de la Santé, aux laboratoires et trusts pharmaceutiques, à Dieu, à la DGSE, à l'Ancien régime en France et en Russie, à ceux qui gouvernent le monde et le reste est à l'avenant. Ils est bien connus qu'ils oeuvrent tous à notre bonheur !

Ce qui est rassurant dans ce sondage, c'est que l'immense majorité de la population (94%) continue de croire la version officielle du 11 septembre 2001. Qui oserait remettre en cause la parole de Bush, Cheney, Sarkozy, Blair, Hollande, etc ? Ils doivent être aussi nombreux à croire que le capitalisme oeuvre à leur bien-être ou que les guerres impérialistes y concourent. Qu'il nous soit permis d'en douter fortement...

Autre objet de satisfaction, seulement 1% de la population n'utilise plus les moyens de communication institutionnels pour s'informer, ce qui signifie que 99% demeurent sujets à manipulation.

- Cerise sur le gâteau, bien que les oligarques soient parvenus à concentrer les richesses et le pouvoir politique comme jamais dans le passé, et que leurs porte-parole se fassent les relais de leur intention d'instaurer une dictature mondiale dont les contours se dessinent un peu plus nettement chaque jour, plus des trois quarts de la population continuent de l'ignorer.

En conclusion, la fabrication du consentement des masses fonctionne encore à merveille. Voilà qui augure un avenir bien sombre et terrifiant.

"Nous avons ensuite un sondage sur le 11 Septembre qui est très intéressant. Les questions ont été bien posées : les sondés doivent choisir une des trois propositions, et celles-ci sont claires et peu ambiguës".

Tiens donc, qu'il soit permis d'en douter. Pourquoi ? Il était écrit dans la 1er question : Les Etats-Unis ont été totalement surpris par l'attaque terroriste...

C'est qui les "Etats-Unis", le gouvernement, le Congrès, le Sénat, les médias, la population, quelles couches de la population ?

Qu'est-ce qui permettait de qualifier d'emblée cette attaque de terroriste ? Une supposition gratuite au regard de l'ampleur de l'attaque, non ?

Bilan : le terrible "complotisme" du 11 Septembre a en réalité une adhésion très limitée, seuls 6 % des sondés ont pris l'option véritablement, "complotiste".

Mais Qui l'a affirmé ? Qui y avait intérêt ? Bush ou le complexe militaro-financier-industriel anglo-saxon.

Parole d'internaute.

- ""Nous créons notre propre réalité tandis-que vous allez passer votre temps à essayer de comprendre la réalité que nous avons créé".

Ainsi se déroule la vie en Occident. Tout l'Occident. Un brouhaha incessant qui n'a que pour objectif de donner une apparence de complexité à la simplicité*.

L'immense majorité n'a pas répondu à ce sondage et n'en a tout simplement pas entendu parler sinon qu'après son "dépouillement". Son but n'est que narrativiste à posteriori. Enfumer le poisson après l'avoir noyé dans un verre d'eau.

Les crises jouent donc le jeu de l'analyse d'un faux réel pendant que les puissants valident leur vrai réel. C'est malin."

- "Si on admet que l'institut de sondage est compétent (faire autant de fautes sur un thème si fragile donne l'impression que c'est fait à dessein), à quoi sert donc un sondage de la sorte? Autrement dit, quelle conspiration cache ce sondage?"

- "Qui aurait cru qu'une telle proportion de français serait encore manipulable après plusieurs générations d'"éducation télévisuelle" ?"

LVOG - Quelle naïveté, quelle ignorance !

- "Cette démarche n'a pas pour objectif de mesurer le degré de complotisme des français.

Son objectif est d'affirmer par des moyens se voulant scientifiques et donc inattaquables que les français sont massivement infectés par le complotisme.

Ce constat sera la justification des censures qui se mettent en place progressivement dans "le pays des droits de l'homme" et qui bâillonneront bientôt toutes les voies osant s'opposer à la pensée officielle, celle de la vérité et des forces du bien...

Bienvenue dans la France jupitérienne et orwellienne..."

- "J'ai un vrai soucis avec les "sondages auto-administrés".

Pour avoir bossé quelques temps dans un institut de sondage, pratiquant bien sûr selon la "méthode des quotas", j'aurais quelques réflexions à émettre.

Tout d'abord, partons du principe (hautement discutable à mes yeux, mais je n'ai rien d'autre que ma raison pour en juger) que cette méthode des quotas appliquée à un questionnaire fermé, lui-même appliqué à 1000/1500 personnes soit représentatif de 65 000 000 de personnes... Allez, disons que ça marche.

Comment effectue-t-on un sondage ? On est quelques appelants, face à notre téléphone, et on appelle des numéros, sans même connaître l'identité de ceux que nous appelons. A partir du moment où la personne appelée est OK pour participer au sondage, on lui pose quelques questions pour savoir dans quelle case la placer : âge, sexe, profession, lieu d'habitation, etc... Cette personne vient donc remplir "l'échantillon" de citoyen dont elle est une représentante. Et les heures passent, et la base de données se remplit très vite.

Mais le lendemain, ça se corse. Il reste 200 personnes à interroger pour conclure le sondage conformément à la répartition des "catégories" dans la population, mais 1 personne appelée sur 3, puis 2 personnes sur 3 correspondent à un "profil" pour lequel on a atteint le quota de leur échantillon. Il faut donc plusieurs heures pour collecter les quelques dernières dizaines de personnes sondées qui manquent pour compléter correctement le sondage.

On voit donc à quel point ce "sondage auto-administré" sur 1000 personnes n'a AUCUNE CHANCE de collecter ses réponses conformément à la répartition par quotas de la population. C'est pourquoi la formulation présentant le sondage avec 252 personnes jeunes supplémentaires MAIS replacés dans le sondage conformément à leur représentativité réelle est révélatrice. Eh oui, sur le net, la catégorie "Femme, retraitée, en milieu rural" tombe moins facilement sur des sondages en ligne de ce type que des "hommes, cadre moyen, urbain, 35/44 ans"...

Pour pouvoir obtenir, en laissant une "auto-administration" faire le boulot de répartir l'échantillon dans des quotas valables, un résultat équivalent au boulot que font les appelants lors de sondages par téléphone, il faudrait un nombre beaucoup plus importants de personnes ayant rempli le questionnaire. Sinon, la sous-représentation évidente de certaines catégories (qui ne doivent même pas atteindre le nombre minimal de sondés nécessaire à leur représentativité dans la société, à n'en point douter) biaise tout.

J'ajoute, pour finir, une anecdote : vous connaissez l'expression "faire péter les quotas" ? Ceux qui ont bossé sur une

plateforme d'appelants la connaissent : à la fin du sondage, quand il reste 80 questionnaires à obtenir pour achever le boulot, mais que 8 ou 9 catégories sont déjà remplies et qu'il en reste 3 seulement ou manquent des sondés... eh bien on fait "péter les quotas", et la jeune femme étudiante qui nous répond (alors que nous avons rempli le quota de sa catégorie) va être placée dans la catégorie retraité du monde agricole, et toutes ses données perso vont être bidonnée pour combler les catégories où il manque des sondés.

Ca veut dire que sur n'importe quel sondage, vous pouvez être sûr qu'au moins 6 à 8% des "sondés" sont placés n'importe comment dans n'importe quelle catégorie, histoire de ne pas avoir à mobiliser 12 travailleurs pendant 4 heures pour obtenir les quelques derniers résultats : là, la marge du sondeur fondrait vite ! Pas grave, puisque de toutes façons, les résultats sont "corrigés" par des "experts" et qu'une marge d'erreur calculés au dixième de point près (quelle précision ! Quelle rigolade !) est avouée."

- "Parmi les perles de trucages (il y en a des milliers), il y a cette photo qui a fait le tour du monde et qui dénonce la répression policière russe. La dame sur la photo s'appelle Valentina Melnikova et elle est présidente du comité des mères de soldats russes, une ONG financée par l'étranger.

Human Rights Watch est très fort en Photoshop mais n'y connaît rien en langues étrangères. En effet, la lettre « I » n'existe pas dans l'alphabet russe. Elle existe en revanche dans l'alphabet ukrainien. Les policiers qu'on voit de dos sont donc ukrainiens mais Madame Melnikova est en Russie."

En complément.

- L'Equateur punit Assange, trop polémique, en le privant d'internet - AFP

Fabrique du consentement. Xénophobie et racisme ordinaire.

Terrorisme et terreur en Otanie.

- Affaire Skripal L'Otan sanctionne à son tour la Russie - Liberation.fr

L'Otan a décidé de retirer leurs accréditations à sept membres de la mission russe et de rejeter trois demandes d'accréditation supplémentaires pour sanctionner l'attaque contre l'ex-agent russe Sergueï Skripal. «Les comportements dangereux et irresponsables ont un coût et des conséquences», a déclaré mardi le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg Liberation.fr

- L'autorité britannique des médias menace la chaîne russe RT - Reuters 13 mars 2018

- L'affaire Skripal est «un échec cuisant pour Theresa May» - Sputnik 27.03.2018

«La plus grande manipulation de l'opinion publique» a été dévoilée ce mardi par la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova.

Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, a publié la présentation faite à des membres du personnel d'ambassades étrangères au cours d'une conférence de presse organisée à l'ambassade du Royaume-Uni à Moscou.

Sur sa page Facebook, Maria Zakharova évoque l'«échec cuisant» de la Première ministre Theresa May.

«Ça y est! Kommersant s'est procuré les documents secrets sur la base desquels les États-Unis et les pays de l'UE ont décidé d'expulser les diplomates russes, approuvant les accusations de Londres contre la Russie qui serait impliquée dans l'affaire Skripal. C'est un échec cuisant pour Theresa May. Voici dévoilée la plus grande manipulation de l'opinion publique avec implication des autorités britanniques. Voyez. La décision sur la responsabilité d'un pays pour une attaque chimique a été prise sur la base de six images», a-t-elle indiqué.

Les documents de cette présentation sont publiés par le journal russe Kommersant. Sputnik 27.03.2018

Propagande et matraquage. En titres.

- En Russie, la théorie du sabotage contre Moscou a le vent en poupe - AFP 14 mars 2018

- Londres expulse 23 diplomates russes, Moscou dénonce une "provocation grossière" - AFP 15 mars 2018
- Macron boycotte le pavillon officiel russe au salon du livre - Reuters 15 mars 2018
- Ingérence russe : les Etats-Unis annoncent des sanctions contre Moscou - Le Parisien 15 mars 2018
- 3 décisions pour contrer le danger russe et mettre fin à la faillite stratégique des démocraties - HuffPost FR 18 mars 2018
- Comment les Russes sont poussés aux urnes - LeParisien.fr 18.03
- Russie. Présidentielle : devinez qui a gagné - Liberation.fr 18.03
- Russie: l'opposition et des ONG dénoncent des milliers d'irrégularités - AFP 18.03
- Etats-Unis. Pas de poursuites contre les policiers qui ont tué un Noir en Louisiane - Reuters 28 mars 2018

L'Etat de Louisiane ne poursuivra pas en justice deux policiers blancs qui avaient abattu Alton Sterling, un Noir de 37 ans, en 2016 à Baton Rouge, a annoncé mardi l'Attorney General de l'Etat.

La mort d'Alton Sterling, filmée par des passants, avait provoqué de violentes émeutes aux Etats-Unis et alimenté le mouvement "Black Lives Matter" dénonçant les violences policières contre les Noirs.

L'Attorney General (ministre de la Justice) de Louisiane, le républicain Jeff Landry, a estimé que les deux policiers avaient de bonnes raisons de penser que le suspect était armé et résistait à l'interpellation lorsqu'ils ont ouvert le feu.

"Notre enquête a conclu que les officiers (Howie) Lake et (Blane) Salamoni ont tenté d'arrêter Alton Sterling dans le cadre de la loi", a-t-il dit pendant une conférence de presse.

Les policiers avaient été appelés sur place par des habitants qui disaient avoir été menacés par un Noir vendant des CD. Ils ont justifié d'avoir ouvert le feu par le fait qu'ils s'étaient sentis menacés, le suspect ayant selon eux fait un geste laissant penser qu'il allait sortir une arme. Il s'est avéré par la suite qu'Alton Sterling n'était pas armé. Reuters 28 mars 2018

La lutte contre le racisme est instrumentalisée d'autant plus facilement qu'elle n'est pas reliée à la lutte de classe pour en finir avec le capitalisme. La preuve dans les années 70 en France, elle avait pour têtes d'affiche BHL, J. Dray, H. Désir, B. Kouchner notamment, inutile de commenter...

Le sionisme ordinaire.

Amalgame crapuleux, ordurier.

- «Motivations crapuleuses et religieuses peuvent se confondre» - Liberation.fr 29.03

Le sociologue Michel Wieviorka dresse un diagnostic de l'antisémitisme en France qui a évolué avec Internet, où s'est développé un discours paranoïaque touchant toutes les sensibilités, allant de l'extrême droite à l'extrême gauche. Liberation.fr 29.03

Ils s'en prennent à ceux qui attaquent les banquiers parce que parfois ou souvent ils sont juifs... ou plutôt parce qu'ils ne peuvent pas s'en passer.

- Grande-Bretagne: Corbyn accusé d'"être du côté des antisémites" - AFP 26 mars 2018

"Trop, c'est trop": les dirigeants de la communauté juive de Grande-Bretagne ont attaqué lundi dans une lettre au ton exceptionnellement ferme le chef du parti travailliste Jeremy Corbyn, l'accusant de se trouver régulièrement "du côté des antisémites".

Cette lettre ouverte de deux organisations représentatives de la communauté juive, le Board of Deputies of British Jews et le Jewish Leadership Council, estime que M. Corbyn "a été trouvé de manière répétée aux côtés de gens qui ont des idées ouvertement antisémites" mais qu'"il affirme ne jamais les entendre ou les lire".

La goutte d'eau qui a fait déborder le vase est un commentaire posté en 2012 sur Facebook par M. Corbyn et qui vient d'être redécouvert.

Alors qu'une oeuvre à connotation antisémite d'un artiste de rue, une fresque représentant des banquiers jouant au Monopoly sur le dos des pauvres, devait être effacée, M. Corbyn lui avait apporté son soutien.

Un député travailliste, Tom Watson, a qualifié dimanche l'oeuvre en question d'"horrible fresque antisémite qui a été détruite à juste titre".

"Lorsque des Juifs se plaignent d'une fresque évidemment antisémite à Tower Hamlets", un quartier de Londres, "Corbyn soutient bien entendu l'artiste", déclare la lettre ouverte publiée lundi.

Le Hezbollah, le mouvement chiite libanais, "commet des atrocités terroristes contre les Juifs, mais Corbyn dit que ce sont ses amis et assiste à des rassemblement en faveur du Hezbollah à Londres", accusent les organisations juives.

"Il en va exactement de même pour le Hamas", le mouvement islamiste palestinien, ajoutent-elles.

"Encore et encore, Jeremy Corbyn a été du côté des antisémites plutôt que du côté des Juifs", estime la lettre. "Au mieux, cela dérive de la haine obsessionnelle de l'extrême gauche envers le sionisme, les sionistes et Israël. Au pire, cela suggère une conception conspirationniste du monde dans laquelle les communautés juives modérées sont considérées comme une entité hostile", accusent les organisations. AFP 26 mars 2018

- Télécoms: Netanyahu entendu pour une affaire de corruption - Reuters 26.03

Ne dites pas que Netanyahu est attiré par l'argent, on vous accuserait d'antisémitisme...

- Un chef d'état-major israélien a prévenu que les soldats ouvriraient le feu si les Palestiniens s'approchent de manière menaçante de la frontière - Liberation.fr 29.03

[Leur vieux monde craque de partout, aidons-le à s'écrouler.](#)

- Norvège : la ministre de la Justice démissionne après un post Facebook polémique - LeFigaro.fr 21.03

Très contestée en raison de propos tenus sur Facebook et jugés offensants, la ministre de la Justice norvégienne Sylvi Listhaug a démissionné ce mardi, permettant au gouvernement d'éviter de justesse une crise de grande ampleur.

- Norvège Vers une démission du gouvernement de droite - Liberation.fr 18.03

- Trump limoge Tillerson, chef de la diplomatie américaine - AFP 14 mars 2018 Etats-Unis : l'ancien numéro deux du FBI limogé deux jours avant sa retraite - Franceinfo 17 mars 2018

- Démission du principal avocat de Trump dans l'enquête russe - AFP 23.03

- Slovaquie: le Premier ministre Fico présente sa démission - AFP 14 mars 2018

- La Colombie vote à droite, sanctionne la Farc avant la présidentielle - AFP12.03

- Renzi annonce sa démission de la tête du Parti démocrate italien - Reuters 5 mars 2018

- Droites qui montent, gauche en déclin, l'Italie devient-elle ingouvernable? - Slate.fr 03.03

- Sans majorité absolue, le Parlement italien doit élire ses présidents - AFP 23.03

- Pérou : le président Pedro Pablo Kuczynski annonce sa démission - LeFigaro.fr 22.03

- Arrestation de l'ancien président sud-coréen Lee Myung-bak - Reuters 22.03

- Visé par de lourds chefs d'accusation, Nicolas Sarkozy risque jusqu'à dix ans de prison - BFMTV 22.03
- Ukraine : l'ex-héroïne nationale Nadia Savtchenko placée en détention provisoire - lefigaro.fr 22.03
- Des gaz lacrymogènes au parlement kosovar - euronews 22.03
- Toujours pas de président pour la Catalogne - Reuters 23.03
- Trump dévoile jeudi des sanctions commerciales contre la Chine - AFP 22.03
- Iran: Nouvelles sanctions de l'UE abordées par les ambassadeurs - Reuters
- Burkina: une trentaine de morts dans une double attaque, pas de revendication - AFP 03.03
- Des combats interethniques font plus de 40 morts dans le nord-est de la République démocratique du Congo - Reuters 03.03
- Un étudiant abat ses parents sur le campus d'une université américaine - AFP 04.03
- L'ex-présidente argentine Kirchner sera jugée pour corruption - AFP 03.03
- Le président philippin a besoin d'un "examen psychiatrique", selon l'ONU - AFP 9 mars 2018
- Philippines: Duterte annonce le retrait de son pays de la CPI - AFP 14 mars 2018
- L'ancien président de la Banque du Vatican renvoyé en justice - Reuters 03.03
- Brésil. Corruption: L'enquête Odebrecht élargie au président Michel Temer - Reuters 03.03
- Affaire de corruption présumée: les Netanyahu longuement interrogés - AFP 03.03
- Poutine comparé à Hitler, accusation de russophobie : le ton monte encore entre Moscou et Londres dans l'affaire Skripal - Franceinfo 22.03
- Maroc : heurts entre forces de l'ordre et manifestants à Jerada - Le Parisien 14 mars 2018,
- Des milliers de Brésiliens indignés font leurs adieux à l'élue noire assassinée - AFP 15 mars 2018
- Des milliers de personnes manifestant en Slovaquie après le meurtre du journaliste Jan Kuciak - AFP 03.03
- Les musées grecs en grève contre la précarité - euronews 03.03

Le monde sous occupation militaire.

- Les Etats-Unis exhortent les autres pays à payer plus pour les Casques bleus - AFP 29 mars 2018

L'ambassadrice américaine à l'ONU a enjoint mercredi les autres pays de l'organisation à "faire mieux" et à payer une plus grosse part des opérations de maintien de la paix.

"Un seul pays ne devrait pas avoir à payer pour un quart du budget de maintien de la paix de l'ONU, et nous sommes impatients de voir une distribution plus équitable du budget parmi les autres pays membres", a déclaré Nikki Haley, qui a déjà négocié une baisse de 600 millions de dollars des fonds pour les Casques bleus.

"Nous avons tous un rôle à jouer et nous devons tous faire un effort", a déclaré la représentante américaine, en laissant clairement entendre qu'elle comptait encore faire baisser l'addition pour Washington.

Les Etats-Unis vont rester le plus important contributeur individuel au budget de maintien de la paix mais ont décidé de plafonner ses versements à 25% du total contre 28,5% actuellement.

Après des négociations très difficiles, le budget 2017-2018 pour ces opérations a été fixé à 6,8 milliards de dollars. Il est pour l'essentiel payé par une dizaine de pays.

La Chine est le second contributeur avec une part de 10,25% suivie par le Japon, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, la Russie, l'Italie, le Canada et l'Espagne.

Plus de 100.000 soldats originaires de 120 pays servent sous le drapeau de l'ONU dans le monde. AFP 29 mars 2018

Quel avenir dans l'UE ? Toujours plus de prisons!

- "Les prisons européennes sont presque pleines", s'inquiète le Conseil de l'Europe - L'Express.fr 21.03

La population carcérale en Europe a repris sa tendance à la hausse en 2016, avec une augmentation de 1,4% qui fait suite à deux années de baisse, constate le rapport Space (Statistiques pénales annuelles du Conseil de l'Europe) publié mardi par le Conseil de l'Europe et l'université de Lausanne.

Le nombre de condamnés faisant l'objet de mesures probatoires telles que liberté conditionnelle ou bracelet électronique connaît une croissance encore plus forte, de 12,3%.

La population carcérale française augmente de 4,1% en 2016, ce qui inverse la tendance observée depuis 2014 et porte la hausse à 12,1% sur dix ans. L'Express.fr 21.03

Précarité étendue à des dizaines de millions de travailleurs : C'est l'Europe sociale !

- Des conditions de travail plus transparentes partout en Europe ? - euronews 21.03

Saviez-vous qu'un emploi sur quatre en Europe correspond aujourd'hui à du temps partiel ou du travail à la demande sans un nombre d'heures garanties ? Ainsi, nous sommes nombreux à ne pas savoir quand et pour combien de temps nous allons travailler. euronews 21.03

Désinformation ou fake news. Haro sur Syrie !

- Syrie:Les centres médicaux d'un fief rebelle attendent de l'aide - AFP 03.03

- Syrie : toujours aucune aide humanitaire pour la Ghouta orientale - euronews 04.03

- Syrie: la Ghouta sous les bombes, les occidentaux demandent des comptes - AFP 04.03

- Syrie: Damas poursuit son offensive, "catastrophe médicale" dans la Goutha - AFP 11.03

- Syrie: conditions "tragiques" pour les déplacés de la Ghouta (ONU à l'AFP) - AFP 22.03

Non, ce ne sont pas les barbares qui menacent la population civile...

L'Agence française de propagande (AFP) se lamente.

- Le régime syrien et Moscou menacent les derniers rebelles de la Ghouta - AFP 28 mars 2018

Des rebelles et des civils se sont de nouveau rassemblés mardi pour être évacués de la Ghouta orientale, où le gouvernement syrien et son allié russe menacent de reprendre leurs bombardements pour reconquérir l'ultime poche tenue par des insurgés.

A la faveur d'une offensive dévastatrice lancée le 18 février, le pouvoir de Bachar al-Assad a déjà reconquis plus de 90% des territoires rebelles dans la Ghouta, et son pilonnage quotidien a tué plus de 1.600 civils selon une ONG, l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Pour faire cesser les bombardements, deux groupes islamistes ont accepté des accords d'évacuations parrainés par Moscou. Mais le doute subsiste quant au sort de la troisième et dernière poche rebelle: celle de Douma, la plus grande ville de la Ghouta, tenue par le groupe islamiste Jaich al-Islam et où vivent des dizaines de milliers de civils.

Au total, plus de 17.000 personnes - des combattants accompagnés de leurs familles mais aussi d'autres civils - ont déjà quitté la Ghouta orientale et pris la direction du nord-ouest de la Syrie pour s'installer en territoire rebelle.

Chaque jour, le processus se répète. Après de longues heures d'attente et des fouilles minutieuses sous la supervision de soldats russes, un convoi d'autocars s'ébranle pour un périple d'une douzaine d'heures vers la province d'Idleb (nord-ouest), qui échappe presque entièrement au contrôle du pouvoir.

Cette opération s'est poursuivie mardi dans la poche sud de la Ghouta, qui était tenue par le groupe islamiste Faylaq al-Rahmane: plus de 4.000 personnes, dont environ 1.000 combattants, ont ainsi pris place au cours de la journée à bord de 65 autocars, qui devaient ensuite rallier la province d'Idleb, selon l'agence de presse officielle Sana.

Le quotidien progouvernemental al-Watan, qui cite une source militaire, a assuré mardi que "toutes les forces engagées dans la Ghouta orientale se dirigent vers Douma en prévision d'une vaste opération militaire si les terroristes de Jaich al-Islam n'acceptent pas de céder la ville et de partir".

Dans un premier temps, l'OSDH avait assuré que les négociations devaient permettre le maintien à Douma de Jaich al-Islam, qui a toujours martelé sa détermination à rester.

Le groupe accepterait d'abandonner son arsenal militaire et le déploiement de la police militaire russe en échange de l'assurance que l'armée syrienne ne pénètre pas à Douma, selon l'OSDH.

Mais Moscou réclame désormais le départ des rebelles, selon des sources de l'opposition. "Les Russes ne veulent pas à Douma un accord qui soit différent des autres secteurs de la Ghouta", a précisé l'une d'entre elles.

Lors d'une réunion lundi, les Russes ont donné aux rebelles "un délai de 48 heures pour déposer les armes et partir", brandissant la menace d'un assaut militaire, selon une de ces sources, alors que les combats ont cessé depuis plusieurs jours.

Une nouvelle réunion est prévue mercredi entre les négociateurs, selon le porte-parole de Jaich al-Islam, Hamza Bayrakdar.

Aux Nations unies, les Etats-Unis ont déploré l'absence d'application d'une résolution du Conseil de sécurité adoptée le 24 février et qui appelait à un cessez-le-feu de 30 jours en Syrie.

"Ceci devrait être un jour de honte pour chacun des membres de ce Conseil", a déclaré l'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley. Plus de 1.600 civils sont "morts sous nos yeux" dans la Ghouta orientale, a-t-elle dit.

L'ambassadeur de la Russie, Vassily Nebenzia, lui a répliqué. "Ca ne plaît peut-être pas à tout le monde mais nous sommes en fait le seul membre à prendre des mesures concrètes pour mettre en oeuvre la résolution" 2401, a-t-il dit.

Appuyé par son indéfectible allié russe, le pouvoir de Damas a pu renverser la donne dans le conflit qui ravage la Syrie depuis 2011, multipliant les victoires face aux rebelles et aux jihadistes, jusqu'à reconquérir plus de la moitié du pays.

En début d'année, il a fait de la Ghouta orientale sa priorité, alors que les rebelles de ce secteur, assiégés depuis 2013, tiraient obus et roquettes meurtriers sur la capitale.

Face à la progression des forces du régime, quelque 110.000 civils ont déjà fui les territoires rebelles dans la Ghouta pour rejoindre, via des corridors sécurisés, les secteurs gouvernementaux, selon les médias étatiques.

Ils abandonnent derrière eux des villes en ruines, où des immeubles éventrés s'alignent le long de rues jonchées de décombres.

Le conflit syrien a fait plus de 350.000 morts et s'est transformé en une guerre complexe impliquant de multiples belligérants.

Malgré le retour en force du régime, de vastes pans de territoires lui échappent encore: les provinces d'Idleb (nord-ouest) et de Deraa (sud), où rebelles et jihadistes sont très présents, de même que le nord-est, dominé par les Kurdes, qui contrôlent désormais Raqa, ex-capitale de facto du groupe Etat islamique (EI). AFP 28 mars 2018

Ce qu'ils ne disent pas, c'est que lorsqu'elle en a eu l'occasion la population civile de ces régions s'est réfugiée dans les

régions contrôlées par le gouvernement syrien ou elles ont passé la frontière de la Turquie pour échapper aux barbares.

Non mais, ils ne sont pas bien nos amis rebelles qui pilonnent la population civile.

- Des tirs de mortiers rebelles font 27 morts à Damas, dit Moscou - Reuters 27 mars 2018

Vingt-sept personnes ont été tuées et 58 autres blessées mardi à Damas par des obus de mortiers tirés depuis les zones rebelles à la périphérie de la capitale syrienne, rapporte l'agence Tass en citant le ministère russe de la Défense. Reuters 27 mars 2018

Guerre psychologique. Sous le règne de la terreur. Névrose obsessionnelle.

- Les 4 volets de la loi sur les violences sexuelles illustrés par les 4 histoires qui ont lancé le débat - Le HuffPost

- New York Cynthia Nixon, actrice de «Sex and the City», brigue la tête de l'Etat - Liberation.fr

- Faut-il proscrire les relations sexuelles médecins-patients ? - Liberation.fr

- Une première présentatrice télé transgenre au Pakistan - AFP

- Les îles Tonga, dans le Pacifique, ont interdit aux filles de pratiquer le rugby et la boxe. Liberation.fr 22.03

L'existence du décret pris par le gouvernement du royaume de 120 000 habitants a été révélée la semaine dernière... Liberation.fr 22.03

Vous imaginez un peu, même sur une île plantée au beau milieu du Pacifique les habitants doivent se conformer au mode de pensée et de vie des psychopathes dictateurs qui nous gouvernent en occident.

- L'administration canadienne ne dira plus "monsieur", ni "madame" - Le HuffPost 22.03

- Emmanuel Macron doit engager la France financièrement dans la défense des droits sexuels des femmes dans le monde - HuffPost FR 04.03

- Suffragettes, hystérectomie, «musée de la chatte» : février dans la vie des femmes - Liberation.fr 04.03

Que des croûtes !

- Harcèlement de rue : le HCE sort le cor de chasse - Liberation.fr 18.03

- Handicap mental Petit à petit, le sexe fait son lit - Liberation.fr 18.03

C'est à Libération qu'ils ont un sérieux "handicap mental" !

Economie

Sans la Chine pour financer son économie en faillite, les Etats-Unis en serait rendu au niveau de la Somalie.

- Guerre commerciale: les capitales fourbissent leurs armes sur fond de menaces - AFP 24 mars 2018

Au sujet de l'affrontement entre Washington et Pékin, le représentant américain au Commerce Robert Lighthizer a annoncé vendredi avoir déposé une "demande de consultation" avec la Chine devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour évoquer "certaines mesures chinoises relatives à la protection des droits de propriété intellectuelle".

Washington reproche depuis longtemps à Pékin de tirer profit du système de coentreprises imposé aux firmes étrangères qui s'implantent en Chine pour piller les innovations technologiques américaines.

Donald Trump avait d'ailleurs fustigé "le vol de propriété intellectuelle américaine par les Chinois" en brandissant jeudi la menace de sanctions sur les importations chinoises pouvant atteindre 60 milliards de dollars.

L'administration américaine a désormais 15 jours pour publier la liste de produits qui seront frappés.

La Chine a répliqué en dévoilant une liste de 128 produits, ou lignes tarifaires, sur lesquelles elle appliquera des droits de douane de 15% à 25%, en cas d'échec des négociations entre les deux pays.

Le secrétaire-général de l'OMC, Roberto Azevedo, a averti vendredi ses Etats membres que l'imposition de nouvelles barrières douanières était une menace pour l'économie mondiale.

Un haut responsable américain a toutefois précisé que Washington ne voulait pas "ouvrir un dialogue" mais bien instaurer un rapport de force en "donnant à la Chine une certaine motivation pour ouvrir davantage ses marchés" aux produits américains alors que les Etats-Unis font face à un colossal déficit commercial avec Pékin (375,2 milliards de dollars en 2017).

L'ambassadeur chinois aux Etats-Unis a lui laissé entendre vendredi que son pays n'excluait pas de réduire ses achats de bons du Trésor américains, agitant une vieille épée de Damoclès alors que Pékin détient environ 20% du total des bons du trésor américains qui sont aux mains d'institutions étrangères. AFP 24 mars 2018

Quand la Chine était encore un pays largement sous-développé, il n'existait aucun terrain d'entente entre eux, hormis politique évidemment, mais depuis qu'ils ont investi massivement en Chine ce n'est plus le cas. Reste à savoir comment ils comptent s'y prendre pour intégrer la Chine dans leur nouvel ordre mondial, on a fourni des pistes plus haut. A suivre.

Ah la raison des empoisonneurs !

- Bruxelles dit oui au mariage entre Bayer et Monsanto - euronews 22.03

En famille, ils les appellent même par leurs prénoms

- Milliardaires Bezos double Gates, Arnault classé quatrième - Liberation.fr 6 mars 2018

Le magazine Forbes a publié mardi son classement annuel des plus grandes fortunes mondiales. Le patron d'Amazon, Jeff Bezos, ravit le titre d'homme le plus riche de la planète à Bill Gates (2e, 90 milliards), grâce à un bond de sa fortune de 47,2 à 112 milliards. Warren Buffet conserve quant à lui la troisième place, avec 84 milliards de dollars. Echouant au pied du podium, le PDG français du géant du luxe LVMH, Bernard Arnault, réalise malgré tout une belle performance : ses 72,2 milliards de dollars lui permettent une entrée remarquée dans le top 5. Liberation.fr 6 mars 2018

Alors, on leur laisse tout ou on leur prend tout ?

Parole d'internaute.

- "Mais ce n'est pas tout ! <https://www.businessbourse.com/2018/03/06/1200-milliards-de-dollars-de-deficit-tresor-americaain-2017/>

Le Trésor des États-Unis d'Amérique annonce publiquement que le gouvernement fédéral a perdu, en capital, 1 200 milliards de dollars à la page « i » de son rapport financier annuel de 2017.

2017 a été une bonne année...

La différence est négative de 20 400 milliards de dollars, c'est-à-dire que le gouvernement a beaucoup plus de passifs que d'actifs.

Mais, en plus de cela, le gouvernement a calculé séparément les passifs à long terme de la sécurité sociale et de l'assurance-maladie. Et selon les propres calculs du gouvernement (à la page 58), la « valeur actualisée totale nette des dépenses futures par rapport aux revenus futurs » pour la sécurité sociale et l'assurance-maladie est de 49 000 milliards de dollars.

Essentiellement, cela signifie que les deux programmes de retraite et de soins de santé les plus grands et les plus importants aux États-Unis sont insolvables de près de 50 000 milliards de dollars.

Au total, le gouvernement est dans le rouge pour près de 70 000 milliards de dollars."

LVOG - Deux ou trois coups comme ceux de 2008 et c'est réglé, circulez il n'y a rien à voir...

- «Je vous confirme que nous ferons des privatisations importantes, car nous voulons que l'Etat dégage des moyens financiers pour investir sur les technologies de rupture.» - Liberation.fr 18.03

- Et si la mission de l'entreprise ne se limitait plus au profit ? - Libération 12 mars 2018

- Heures supplémentaires : Macron relance le « travailler plus pour gagner plus » ! - Public Sénat 12 mars 2018

- Pourquoi certains boulangers ne peuvent-ils pas travailler 7 jours sur 7 ? - Libération 17 mars 2018

- Plus que neuf paradis fiscaux, selon l'Europe - LePoint.fr 13.03

- L'état fiscal se resserre sur les Gafa - Liberation.fr 18.03

Ils en tremblent déjà !

[Haut de page ↗](#)

Le 31 mars 2018

CAUSERIE

● Causerie au format pdf. (10 pages)

(Rajouter en soirée. Le lien vers l'article *Un nouvel ordre pour un nouveau monde* comportait une erreur, j'ai rectifié, avec mes excuses.) Hier vous avez été près de 200 à vous connecter au portail.

Pas le temps de causer, je dois aller en ville faire des courses.

ACTUALITE EN TITRES

Macron en est le spécimen achevé.

- Intelligence artificielle, le risque de l'homme diminué. - Publicsenat.fr 30 mars 2018

La preuve : Toujours plus bottom (bas).

- Emmanuel Macron raillé pour avoir qualifié la démocratie de "système le plus bottom up de la Terre" - Franceinfo 30 mars 2018

Bottom up : Le plus haut, le top.

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Le PCF et ses alliés lui ont fourni des garanties.

- SNCF: le gouvernement renonce aux ordonnances sur l'ouverture à la concurrence - AFP 30 mars 2018

La ministre des Transports Élisabeth Borne a confirmé vendredi que les dispositions sur l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire seraient introduites par amendement dans la loi, sans recourir à des ordonnances, à trois jours d'une grève qui s'annonce très suivie.

"On nous reprochait de recourir à des ordonnances. On est en train de remplacer les ordonnances sur tout le sujet de l'ouverture à la concurrence par des dispositions législatives qui vont donc pouvoir être débattues à l'Assemblée nationale à partir de la

semaine prochaine", a déclaré la ministre après une nouvelle table ronde avec les organisations syndicales.

La ministre a aussi précisé le calendrier de l'ouverture progressive à la concurrence. Seules les régions seront concernées dans un premier temps, à l'exception de l'Ile-de-France. Elles pourront organiser des appels d'offre à partir de décembre 2019, mais aussi continuer d'attribuer directement des contrats à la SNCF jusque fin 2023, pour une durée maximale de dix ans. L'ouverture sera étendue aux TGV à partir de décembre 2020.

En région parisienne, Ile-de-France Mobilités aura le choix pour les nouvelles lignes créées entre 2019 et 2023. Les autres lignes, hors RER, pourront être progressivement ouvertes entre 2023 et 2033. Les RER entreront dans la concurrence encore plus tard, à partir de 2033 (lignes C, D et E) ou 2039 (A et B). AFP 30 mars 2018

Dans la causerie d'hier : Le PCF va participer à l'élaboration des "conditions d'ouverture à la concurrence" de la SNCF, dicit M. Laurent. (Source : AFP 27 mars 2018)

Mobilisation dans les universités.

- Les blocages gagnent en ampleur dans les universités - Reuters 30 mars 2018

Les blocages d'universités contre la loi "orientation et réussite des étudiants" (ORE) se multiplient en France et élargissent leurs revendications sur fond de "convergence des luttes" au léger parfum de Mai-68, de Bordeaux à Paris.

Des blocages ponctuels touchent depuis le début d'année Montpellier et Toulouse pour protester contre cette loi adoptée mi-février qui fixe des pré-requis pour choisir les étudiants et la nouvelle plate-forme d'inscription aux études Parcoursup dénoncée comme un "outil de tri social".

A Toulouse, où l'université Jean-Jaurès est bloquée depuis trois semaines par des étudiants et des personnels de la faculté, la poursuite du mouvement a été votée jeudi, tandis qu'à Montpellier, 3.000 étudiants ont voté mardi une "occupation active de manière illimitée" de celle de Paul-Valéry.

"Le blocage est reconduit jusqu'à la prochaine assemblée générale et la prochaine manifestation, le 3 avril", a indiqué à Reuters Salim Durel de l'Union des étudiants de Toulouse. Les étudiants de Jean-Jaurès ont prévu de rejoindre mardi devant la gare de Toulouse-Matabiau les cheminots qui manifesteront dès 14h contre la réforme de leur statut.

"Au-delà de la poursuite ou non du blocage, l'enjeu est de déterminer quelle suite donner à ce mouvement de fond. Nous sommes dans une réaction unitaire, une convergence des luttes face à un certain nombre d'attaques contre les services publics et les acquis sociaux", justifie Salim Durel .

L'évacuation musclée d'un amphithéâtre occupé par des grévistes la semaine dernière à la faculté de droit de Montpellier semble avoir catalysé le mécontentement dans d'autres académies, en solidarité avec les étudiants malmenés. L'ex-doyen de la faculté Philippe Pétel a été mis en examen pour "complicité de violences".

Dans la capitale, où des étudiants réunis en assemblée générale ont voté lundi le blocage de trois sites de Paris 1 Panthéon-Sorbonne dont celui de Tolbiac, le président de l'université n'exclut pas une intervention policière.

Tout en disant vouloir "éviter cette étincelle qui pourrait déclencher un incendie incontrôlable", Georges Haddad, président de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, a déclaré vendredi sur France Culture: "Si à un moment tout cela dégénère, je serai amené malheureusement à faire intervenir les forces de police."

"C'est l'esprit de 68, la nostalgie d'une jeunesse qui prend des décisions et qui participe à la construction de son avenir", estime-t-il. "J'ai l'impression qu'aujourd'hui le mouvement est en train de prendre."

Un campus de l'université Lille 2 a été fermé par prévention mercredi à l'occasion d'une manifestation d'étudiants, tandis que d'autres mouvements sont en cours, notamment à Bordeaux, en solidarité avec les salariés de l'usine Ford de Blanquefort.

Des salariés de Ford en lutte contre la fermeture de leur usine ont participé aux assemblées générales, avec le délégué CGT et porte-parole national du NPA en tête.

Le 22 mars, lors de la journée d'action pour la défense des services publics, les étudiants bordelais ont d'ailleurs organisé leur propre défilé au départ de la faculté occupée pour rejoindre le cortège intersyndical.

L'UNEF a appelé à amplifier le mouvement contre la loi, tandis que l'Union des étudiants communistes, qui salue de

"véritables démonstrations de force", appelle les étudiants à "ne pas laisser briser leur mouvement" et à le poursuivre jusqu'au 19 avril, journée nationale de mobilisation interprofessionnelle proposée par la CGT. Reuters 30 mars 2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Russie

- Affaire Skripal: Moscou expulse plus de 50 diplomates en riposte aux Occidentaux - AFP 31 mars 2018

Moscou a ordonné l'expulsion de plus de 50 diplomates d'une vingtaine d'Etats en représailles contre les pays ayant annoncé cette semaine leur décision de chasser des diplomates russes dans le cadre de l'affaire Skripal, la plus importante vague d'expulsions croisées du genre de l'Histoire.

Les ambassadeurs de 23 pays parmi lesquels la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie, le Canada et la Pologne ont été convoqués au ministère russe des Affaires étrangères, où ils se sont vu notifier les mesures d'expulsion prises à l'encontre de leurs diplomates.

"Il leur a été remis une note disant qu'en protestation aux accusations déraisonnables et aux expulsions de diplomates russes (...), la Russie déclare persona non grata le nombre correspondant d'employés diplomatiques", a annoncé le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué.

Moscou répond à l'identique, en expulsant le même nombre de diplomates que chaque pays a expulsé d'émissaires russes. Quatre diplomates de l'Allemagne, du Canada, de la France et de la Pologne devront par exemple quitter la Russie.

Treize diplomates ukrainiens devront également quitter Moscou, un nombre identique au nombre de Russes qui avaient été contraints de quitter Kiev cette semaine.

Selon un décompte effectué par l'AFP, 58 diplomates vont être expulsés de Russie après les mesures annoncées vendredi. A ce chiffre doit s'ajouter les représailles de Moscou contre la Macédoine.

Samedi, le Premier ministre australien, Malcom Turnbull a annoncé que Moscou avait donné une semaine à deux diplomates australiens pour quitter le territoire, réplique aux expulsions par Canberra de deux diplomates russes, qualifiés d'"agents de renseignement non déclarés".

Skopje avait expulsé un diplomate russe.

Au total, avec l'annonce par Sergueï Lavrov jeudi soir de l'expulsion de 60 diplomates américains, au moins 121 diplomates en poste en Russie devront quitter le pays.

Déjà le 17 mars, Moscou avait annoncé l'expulsion de 23 diplomates britanniques et ordonné la fermeture du British Council et du consulat britannique de Saint-Petersbourg.

Moscou a aussi décidé vendredi de nouvelles mesures contre Londres, lui donnant un mois pour réduire son personnel diplomatique en Russie au même niveau que celui des missions diplomatiques russes au Royaume-Uni.

"Compte tenu du fait que la Belgique, la Hongrie, la Géorgie et le Monténégro ont décidé au dernier moment de rejoindre ce mouvement, la Russie se réserve le droit de prendre des mesures" à leur égard à l'avenir, a précisé la diplomatie russe. AFP 31 mars 2018

Etats-Unis

Assassinat raciste ordinaire.

- Californie: le jeune Noir abattu par des policiers leur tournait le dos - AFP 31 mars 2018

Stephon Clark, un jeune Noir abattu par la police californienne dans le jardin de sa grand-mère a été touché à huit reprises principalement dans le dos et sur le flanc, selon les résultats d'une autopsie privée demandée par la famille.

Aucun impact de balle n'a été constaté sur le devant du corps démontrant ainsi que le jeune homme de 22 ans, qui avait à la main un smartphone, ne présentait pas un danger pour les policiers, a affirmé l'avocat de la famille, Benjamin Crump.

Ces révélations ont ravivé la colère des manifestants qui ont décidé de défilé à nouveau dans les rues de Sacramento vendredi soir.

Les images vidéo de l'intervention du 18 mars, prises d'un hélicoptère de la police et par les caméras corporelles des deux policiers qui ont interpellé le jeune homme dans le jardin de sa grand-mère, montrent que les agents ont tiré 20 balles au total.

Stephon Clark "est victime d'un de ces meurtres absurdes de la police dans des circonstances de plus en plus suspectes", a ajouté l'avocat.

L'autopsie a été réalisée par un ancien médecin légiste de renom, Bennet Omalu, qui a constaté "quatre entrées de balles dans le bas du dos de Stephon, une sur le côté de son cou avec un orifice de sortie ailleurs sur le cou, une entrée sur l'arrière du cou, une entrée sous une aisselle avec un orifice de sortie de l'autre côté du corps et une à l'extérieur d'une jambe".

L'intervention des deux policiers --dont l'un est lui-même noir-- a été déclenchée par un appel au numéro d'urgence 911, prévenant qu'un homme brisait des vitres de voitures dans une allée adjacente.

Stephon Clark reste le principal suspect, selon la police.

Les policiers ont été suspendus. Mais cette énième bavure contre un Noir a enragé la communauté afro-américaine, qui multiplie depuis lors des manifestations dans la paisible capitale californienne.

"L'affirmation qu'il faisait face à la police n'est pas corroborée par les éléments de preuve apportés par l'autopsie", a déclaré le docteur Omalu au cours d'un point de presse à Sacramento.

"Il faisait face à la maison, le côté gauche tourné vers les policiers. Il ne leur faisait pas face. La partie gauche de son dos faisait face aux policiers", a précisé l'ancien médecin légiste.

Le jeune a agonisé pendant 3 à 10 minutes avant de mourir, "ce ne fut pas une mort instantanée", a-t-il souligné. AFP 31 mars 2018

Palestine occupée

Le massacre prémédité a bien eu lieu.

- Manifestation à la frontière entre Gaza et Israël, 16 Palestiniens tués - Reuters 31 mars 2018

Seize Palestiniens ont été tués et des centaines d'autres blessés vendredi par l'armée israélienne lors d'une grande manifestation le long de la frontière avec la bande de Gaza, rapportent les services médicaux de l'enclave palestinienne.

Ce vendredi de Pâques marquait le début d'un vaste mouvement de protestation palestinien qui doit s'étaler sur six semaines, avec l'érection de villages de tentes en cinq emplacements le long de la frontière, et qui vise à obtenir le droit pour les réfugiés palestiniens de rentrer en Israël. Il a notamment le soutien du Hamas.

Selon les autorités de Gaza, plusieurs dizaines de milliers de manifestants se sont mobilisés. L'armée israélienne a parlé de 30.000 personnes.

Au fur et à mesure de la journée, des centaines de jeunes Palestiniens ont ignoré les appels des organisateurs et de l'armée israélienne à rester à distance de la frontière.

Tsahal a déclaré que ses forces avaient eu recours à des "moyens de dispersion anti-émeutes et à des tirs contre les principaux instigateurs", et dit que certains des manifestants lançaient des pierres et projetaient des pneus en feu sur la clôture frontalière et les soldats.

Le commandant en chef israélien pour le sud d'Israël, le général Eyal Zamir, a déclaré que certains éléments palestiniens avaient cherché à mener des attaques terroristes en profitant des violences.

Les militaires israéliens ont déployé une centaine de tireurs d'élite le long de la clôture.

Selon les services médicaux palestiniens, la plupart des victimes ont été atteintes par balles mais les soldats ont également tiré des balles en caoutchouc et des grenades lacrymogènes. Un drone au moins a été utilisé pour larguer du gaz lacrymogène.

L'un des morts palestiniens était âgé de 16 ans. Deux ont été tués par les tirs d'un char de combat, a dit le ministère de la Santé à Gaza. Ils avaient ouvert le feu sur les militaires israéliens, a déclaré Tsahal.

Quelques petits rassemblements ont par ailleurs été signalés en Cisjordanie occupée, où des affrontements ont fait 65 blessés.

La date du 30 mars pour le début de la manifestation marque le "Jour de la Terre", en mémoire de six citoyens arabes d'Israël tués par les forces de sécurité lors de manifestations en 1976 sur les confiscations de terres arabes en Galilée.

Le mouvement devrait prendre fin le 15 mai, jour que les Palestiniens appellent la "Nakba" ou "catastrophe", marquant le déplacement de centaines de milliers de Palestiniens lors de la création de l'Etat d'Israël en 1948.

Les cinq zones mises en place sont toutes situées à au moins 700 mètres de la clôture et doivent accueillir les Gazaouis de tout le territoire, pour des concerts, des danses et des discussions politiques. Reuters 31 mars 2018

Syrie

L'Etat islamique, c'était bien le "paradis". Pour toute candidature contactez l'AFP ou le gouvernement français.

- Syrie: après "l'enfer" de la Ghouta, les évacués au "paradis" dans le nord - AFP 30 mars 2018

Il y a quelques jours, Fadi se démenait pour trouver du lait pour son nourrisson dans l'enclave rebelle assiégée de la Ghouta orientale, près de Damas. Evacué dans le nord-ouest de la Syrie, il décrit son camp de déplacés comme un "paradis".

"La différence de prix est abyssale. Je ne pensais pas survivre et me procurer un jour des produits aussi bon marché. Ici, tout est disponible. Les gens, la vie, tout est différent. J'ai l'impression d'arriver au paradis", témoigne-t-il.

Pourtant, la province d'Idleb n'a rien d'une sinécure: elle est dominée par les jihadistes de l'ex-branche syrienne d'Al-Qaïda, qui y affrontent régulièrement des groupes islamistes. Et le régime et son allié russe bombardent ponctuellement le territoire.

Mais même dans ces conditions, ce lieu semble être un eldorado pour les déplacés, comparé à la vie dans la Ghouta, assiégée pendant cinq ans puis soumise à un déluge de feu contraignant ses 400.000 habitants à vivre dans des abris souterrains. Une offensive qualifiée "d'enfer sur terre" par les Nations unies.

Alors que les enfants se dépensent, les adultes renouent avec un semblant de normalité, dans un environnement calme, dont ils n'avaient plus l'habitude. Un petit groupe d'hommes discute ainsi aux abords d'un chemin de fer qui longe le camp.

"Le siège que nous subissons dans la Ghouta nous étouffait. Grâce à Dieu, nous sommes ici maintenant et nous jouissons de sécurité et d'abondance", ajoute-t-il.

Ce qui ne l'empêche pas de s'inquiéter sur son sort et celui des familles évacuées: "Pouvoir manger et boire n'est pas tout dans la vie. Nous voulons savoir quel sera notre sort. Nous vivons ici dans un camp". AFP 30 mars 2018

Ukraine

- Le pilote qui aurait abattu le MH17 malaisien ne parlera plus - Mondialisation.ca, 26 mars 2018

Vladislav Volochine s'est éteint le 18 mars, dans sa chambre, d'une balle en plein coeur à l'âge de vingt-neuf ans. Pour mémoire, il s'agissait du pilote (alors capitaine) ukrainien qui aurait abattu le vol malaisien MH17 le 17 juillet 2014.

La thèse retenue est celle du suicide, même si quelques journaux mentionnent qu'il se serait tiré plusieurs balles dans le coeur (la plupart ne mentionnent qu'une balle). Une enquête de principe a été ouverte par la police, comme l'exige la loi en cas de décès par arme à feu, et à plus forte raison sachant que l'immatriculation du pistolet trouvé près de lui avait été ôtée. Son épouse dit l'avoir trouvé mourant dans leur chambre, après avoir entendu un coup de feu. Elle a déclaré qu'il avait reçu la veille un appel téléphonique qui avait semblé l'abattre, et qu'il n'avait pas voulu en parler.

Evidemment la presse anglaise, à commencer par le Daily Star, accuse la Russie.

Certes l'entourage de Volochine explique que, depuis la tragique méprise du 17 juillet 2014 qui a coûté la vie à trois cents personnes, il n'était plus le même et se trouvait profondément dépressif. Mais c'était un officier, conscient de ses responsabilités de chef de famille, avec deux enfants très jeunes. La presse antirusse déclare qu'il a quitté l'armée de l'air « suite aux accusations proférées par la Russie », ce qui est faux puisqu'elles ne l'ont plus touché depuis qu'il les a démenties (spontanément ou sur ordre), en 2014, et qu'il était certainement mieux judiciairement protégé comme officier en service que comme civil. Les conséquences de son obéissance aux ordres du 17 juillet l'ont personnellement beaucoup affecté, mais il n'a démissionné de l'armée de l'air que deux ans et demi plus tard, en janvier 2017, pour des raisons économiques.

Dans beaucoup de pays les officiers font vœu d'austérité et de frugalité, mais en ex-Ukraine faillie même la solde à l'air d'un commandant (s'il refuse la corruption) permet difficilement de payer un loyer et de nourrir quatre personnes, et c'est pareil pour tous les grades d'officier dans toutes les armes, d'après l'intéressé. Pour expliquer sa démission, Volochine a aussi raconté que les pilotes devaient s'équiper sur leur solde pour améliorer leur sécurité. La combinaison des pilotes est de très mauvaise qualité, déchirable et inflammable, aussi ils en achètent ailleurs, comme lui qui avait commandé la sienne en Biélorussie. Ils n'ont pas de bottines et pilotent en espadrilles ou mocassins de sport selon leurs moyens, et des réseaux de volontaires leur offrent casque et masque modernes achetés en Russie. Pour s'engager dans l'armée ukrainienne il fallait posséder un sens du devoir certain, qui ressemble peu à la désertion d'un suicidé.

Le 16 juillet 2014, le régime « Maïdan » de Kiev a annoncé le déploiement d'au moins 27 systèmes anti-aériens Bouk-M1, alors que la résistance au coup d'Etat du 22 février ne possédait pas d'aéronefs. Le 17 au matin il a fait installer des missiles air-air, exceptionnellement déstockés à cet effet, sur deux Sukhoï-25 normalement voués à l'appui-feu (cibles au sol).

Lorsque la Russie a confirmé le plan de vol de son avion présidentiel revenant ce jour-là du sommet BRICS à Fortaleza (Brésil), on a mis en alerte les pilotes, et après son passage au-dessus de la Pologne, communiqué par un pays tiers puisque l'Ukraine n'avait pas de satellite au-dessus de l'Europe de l'Est cette semaine-là, on a activé le radar de poursuite Koupol, d'une portée de 85 km, stationné depuis peu près de Styra. Mais celui-ci a accroché un avion erroné, le Boeing 777 malaisien venant d'Amsterdam qui était passé au-dessus de Varsovie, à la même altitude (10000 mètres) quarante minutes après l'Iliouchine 96 russe. L'avion approchant, on a alors fait décoller au moins un Sukhoï-25, et il semble même qu'on ait ordonné à la cible de modifier sa trajectoire et son altitude. Vu de l'arrière et de dessous (conditions de tir) à quelques kilomètres de distance, le nom de la compagnie marqué au-dessus et en avant des ailes était invisible, et le pilote a pris les bandes longitudinales bleue et rouge de l'avion malaisien pour les bandes rouge et bleue décrites pour l'avion russe.

L'expert aéronautique allemand Peter Haisenko a déterminé d'après les débris que l'avion avait d'abord reçu un missile R60 qui aurait seulement détruit le moteur droit, puis qu'on avait mitraillé au canon de 30 mm la cabine de pilotage (ce qui confirme les observations de l'équipe de récupération de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe), tuant les pilotes mais n'interrompant pas le vol de l'avion, et qu'enfin on aurait mitraillé la carlingue, l'explosion des réservoirs dans les ailes coupant alors l'avion en deux et provoquant sa chute. En rentrant à la base d'Aviatorskoïe le Sukhoï-25 de Volochine n'avait plus ses missiles, lui-même a déclaré qu'on l'avait envoyé descendre une cible erronée, et le soir au cercle en apprenant par la télévision la tragédie du Boeing malaisien, Volochine a déploré devant d'autres officiers que cet avion se soit trouvé « au mauvais endroit au mauvais moment ».

Le 8 août un accord secret entre les gouvernements néerlandais, belge et australien et le régime issu du coup d'Etat du 22 février en Ukraine confiait aux Pays-Bas (pays d'origine de la majorité des victimes) l'enquête sur la destruction en vol du Boeing, en excluait la Malaisie et accordait à chacun de ces pays un droit de veto sur la diffusion des futurs résultats de l'enquête. La Russie immédiatement accusée et détentrice (car voisine) de preuves matérielles ne fut pas admise à y participer, de même que la Malaisie qui le demandait pourtant avec insistance puisque l'avion était non seulement la propriété d'une entreprise malaisienne mais également une portion du territoire malaisien, comme un navire, d'ailleurs en cas de naissance ou décès en vol (ce qui était le cas) il est enregistré par l'état-civil du pays d'immatriculation.

Les Etats-Unis d'Amérique ont refusé de communiquer à cette commission d'enquête partielle les photographies que leur satellite Key Hole (entre autres) avait prises en survolant la zone au moment même de la tragédie, ce qu'ils cachèrent d'ailleurs pendant plusieurs jours jusqu'à ce que la Russie le prouve.

Ladite commission d'enquête n'a jamais réclamé (et a laissé détruire par l'Ukraine) l'enregistrement des communications entre le Boeing et le contrôle aérien de Dniepropetrovsk, toujours examinées dans des cas similaires comme la Russie l'avait immédiatement rappelé et recommandé. Le régime ukrainien a fait pilonner la zone de l'écrasement chaque fois que les équipes de l'OSCE s'en approchaient, toujours après l'avoir annoncé.

Le 21 juillet le Conseil de Sécurité de l'ONU a dû exiger, par sa résolution 2166 présentée par l'Australie (pour la Malaisie non membre) et soutenue par la Russie, un cessez-le-feu dans la zone de l'épave, que le régime ukrainien a ensuite violé tous les jours puis unilatéralement « annulé » le 7 août, et lorsque le 8 août la Russie a proposé une nouvelle résolution appelant l'Ukraine à respecter ce cessez-le-feu les Etats-Unis y ont opposé leur veto.

Pendant quatre mois la commission d'enquête partielle refusa d'aller visiter le lieu sécurisé par la République de Donetsk (qui lui avait envoyé les boîtes noires récupérées sous le feu ukrainien), jusqu'à ce que cette dernière s'adressât à la Malaisie qui annonça alors l'envoi d'une mission médico-légale et technique... ce qui décida le gouvernement néerlandais à envoyer précipitamment une équipe pour enlever (voler) les débris appartenant à la Malaisie.

Pour sa part la presse abonnée aux trois grandes agences de presse de l'Alliance Atlantique multipliait les mensonges, déclarant que le Sukhoï-25 plafonnait à 7600 m, présentant comme russe un convoi militaire (avec missile Bouk) aisément identifiable comme ukrainien filmé à Krasnoarmeïsk, prétendant prouver l'absence de systèmes anti-aériens ukrainiens dans la région par des images satellites prises une semaine après le drame, puis tentant de faire croire à son public que la Russie aurait introduit des armes anti-aériennes en Ukraine juste pour ce forfait puis les aurait retirées, etc. Comme Stratediplo l'écrivait le 23 décembre 2014, « la vérité sur le vol MH17 ne sera jamais publiée ».

Après son départ de l'armée de l'air, Volochine est entré comme cadre civil à l'aéroport de Mykolaïev, où il faisait fonction de directeur ce qui lui pourvoyait un salaire un peu meilleur pour entretenir sa famille. Il est difficile de croire qu'il l'ait soudain abandonnée à la misère sans une incitation très forte, faisant peut-être justement appel à sa responsabilité de protéger sa famille.

Le suicide sur ordre de Volochine annoncerait-il un réchauffement du plat MH17 ? Dans un article à diffusion limitée du 4 janvier 2015, Stratediplo écrivait, suite à l'offre hypocrite de trente millions de dollars par l'agence de détectives allemande Wifca pour des informations, que « c'est le capitaine ukrainien Vladislav Volochine qui a été envoyé descendre l'Iliouchine 96 qui ramenait le président Vladimir Poutine du Brésil le 17 juillet [...], mais il serait surprenant qu'il vive vieux ». Mondialisation.ca, 26 mars 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

Le totalitarisme a déjà ses intellectuels.

- Des intellectuels français notamment communautaristes inventent le totalitarisme islamique - Mondialisation.ca, 29 mars 2018

Le «totalitarisme islamique» nouveau concept des « biens pensants »

L'objet de cette réflexion prend appui sur une tribune publiée par 100 intellectuels français qui dénoncent le 20 mars 2018 , les dangers du totalitarisme islamique. En effet comme lu sur le Huffingtonpost.fr, Finkielkraut, Kouchner, Ferry et 97 autres personnalités lancent un appel contre «le nouveau totalitarisme islamiste» dans une tribune intitulée: «Non au séparatisme islamiste», publiée ce mardi 20 mars par Le Figaro.

«Ce ne sont pas nos affinités qui nous réunissent, mais le sentiment qu'un danger menace la liberté en général et pas seulement la liberté de penser», préviennent les cent qui vont d'Alain Finkielkraut à Bernard Kouchner en passant par Sylvain Tesson, Yann Queffelec, Luc Ferry, Françoise Laborde ou encore Élisabeth Lévy. Le nouveau totalitarisme islamiste cherche à gagner du terrain par tous les moyens et à passer pour une victime de l'intolérance», affirment-ils () Ils s'insurgent contre cet «apartheid d'un nouveau genre qui est proposé à la France».» (1)

Ces intellectuels sans imagination mais avec une haine inexplicable auraient d'abord dû s'apercevoir que le thème a été déjà traité dans les mêmes termes douze ans plus tôt Souvenons nous à l'époque en 2006, Charlie-Hebdo le journal pyromane dont on sait qu'il était en perdition du point de vue finance et qui a été trouvé dans les dessins sur le prophète un second souffle, avait publié un manifeste de douze intellectuels, dont Salman Rushdie, Taslima Nasreen et Antoine Sfeir, intitulé «Ensemble contre le nouveau totalitarisme, l'islamisme». Nous lisons :

«... ils affirment que «cela a mis en évidence la nécessité de la lutte pour ces valeurs universelles, qui ne se gagnera pas par les armes mais sur le terrain des idées». Ils ajoutent qu'il «ne s'agit pas d'un choc des civilisations ou d'un antagonisme Occident-Orient mais d'une lutte globale qui oppose les démocrates aux théocrates». «Rien, pas même le désespoir ne justifie de choisir l'obscurantisme, le totalitarisme et la haine. L'islamisme est une idéologie réactionnaire. Son succès ne peut aboutir qu'à un monde d'injustice et de domination», poursuivent-ils. Ils disent refuser le «relativisme culturel» comme de renoncer à l'esprit critique et à la liberté d'expression, et ils lancent un appel «à tous les esprits libres de tous les pays» (2).

Dans la même veine ; une autre contribution cette fois sur un autre journal :

«Après avoir vaincu le fascisme, le nazisme et le stalinisme, le monde fait face à une nouvelle menace globale de type totalitaire : l'islamisme. Cette lutte ne se gagnera pas par les armes, mais sur le terrain des idées. l'islamisme se nourrit de la peur

et de la frustration. Les prédicateurs de haine misent sur ces sentiments pour former les bataillons grâce auxquels ils imposeront un monde encore liberticide et inégalitaire. Nous refusons de renoncer à l'esprit critique par peur d'encourager l'«islamophobie», concept malheureux qui confond critique de l'islam en tant que religion et stigmatisation des croyants. Nous plaidons pour l'universalisation de la liberté d'expression, afin que l'esprit critique puisse s'exercer sur tous les continents, envers tous les abus et tous les dogmes» (3).

On remarquera le glissement sémantique qui n'a pas été relevé à savoir qu'une espérance de plus d'un milliard de croyants est placé sur le même niveau que l'idéologie du IIIe Reich- fruit de la folie des hommes- qui a vu la mort de centaines de milliers de Juifs, de Tsiganes. Qu'on se le dise ceux qui meurent en priorité ce sont les musulmans et accessoirement les musulmans occidentaux dans le rapport un pour 1000, ensuite viennent ceux de « souche », . Cet appel concernant l'islam est intitulé : « le totalitarisme islamique », la parole étant de plus en plus libérée, du fait qu'il n'y a aucune sanction donc aucun risque , a été repris en Europe par pratiquement tout les médias. On retrouve pratiquement les mêmes dans le torchon du 20 mars avec cette fois du renfort. C'est dire si pour les promoteurs, il a fallu mobiliser. Mondialisation.ca, 29 mars 2018

Notes

1. https://www.huffingtonpost.fr/2018/03/20/finkelkraut-kouchner-ferry-et-97-autres-personnalites-lacent-un-appel-contre-le-nouveau-totalitarisme-islamiste_a_23390239/
2. <https://www.nouvelobs.com/monde/20060302.OBS9085/douze-intellectuels-contre-le-nouveau-totalitarisme.html>
3. http://www.liberation.fr/tribune/2006/04/28/contre-un-nouvel-obscurantisme_37612

[Haut de page ↗](#)



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries avril 2018

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er avril 2018

CAUSERIE

Le portail ne sera pas actualisé tous les jours.

- Causerie au format pdf. (15 pages)

Narcissisme et communication.

« Quelle que soit la chose qu'on veut dire, il n'y a qu'un mot pour l'exprimer, qu'un verbe pour l'animer et qu'un adjectif pour la qualifier » nous rappelle Guy de Maupassant. (Lu dans un article publié par Les Crises)

Un seul mot, verbe ou adjectif, cela peut convenir à celui qui s'exprime, mais certainement pas pour ceux à qui il s'adresse et qui peuvent l'interpréter différemment. D'autant plus, quand ils ont les nerfs à fleur de peau ou lorsque leur sensibilité est portée à un degré d'excitation qu'ils peinent à contrôler. Ils seront sujets à prendre tout de travers pour un oui ou un non au moindre mot qui ne leur convient pas ou qui les contrarie, injustement ou sans savoir au juste pourquoi la plupart du temps, juste pour rejeter une idée qu'ils ne partagent pas ou qui les embarrasse...

Depuis 2008 j'ai pris l'habitude d'en proposer plusieurs qui sont plus ou moins synonymes ou qui se complètent selon les cas en les reliant avec la conjonction ou, parfois parce qu'ils présentent des nuances subtiles susceptibles d'être saisies par davantage de lecteurs ou pour ne pas froisser inutilement leur susceptibilité, les occasions par ailleurs ne manquant pas !

Cela dit, c'est très bien de s'exprimer le plus précisément possible, de faire preuve d'une grande rigueur sémantique, encore faut-il que ce soit le cas des lecteurs et là qu'il me soit permis d'en douter fortement, n'est-ce pas ? Ce n'est pas une critique ou un jugement, nous n'avons pas non plus les mêmes responsabilités. Mais il arrive aussi qu'on se relâche, qu'on soit épuisé ou malade et qu'on emploie un mot de manière inappropriée. Généralement je le signale aux lecteurs.

On a tellement de mal à se comprendre que j'ai trouvé préférable de donner le choix aux lecteurs entre plusieurs mots qui ont une consonance très proche pour éviter toute méprise entre nous, en vain le plus souvent, puisque c'est finalement l'état d'esprit dans lequel se trouve le lecteur à votre égard qui prévaut sur tout autre facteur, je parle en général.

De qui s'agit-il ?

- « Je m'efforce seulement de tirer des conclusions des faits, en prenant pour guide, non pas la logique des sympathies et des antipathies, mais la logique du processus objectif ». Et, il écrit ceci à la faveur de sa rencontre avec Trotsky à Constantinople en juin 1933.

Réponse : Le romancier Georges Simenon aussi journaliste, reporter... Inventeur du personnage du commissaire Maigret.

[Distillé le venin, il en restera toujours quelque chose.](#)

- "Il se peut que la Russie ait effectivement mené l'attaque au Novichok. "

- L'affaire Skripal vue par Nafeez Ahmed - Les Crises 01.04

Nafeez est un journaliste d'investigation depuis 16 ans, anciennement du Guardian...

Commentaires d'internautes.

- "« Un mensonge répété 10 fois reste un mensonge. Répété 10 000 fois, il devient une vérité. » Le gouvernement britannique appuyé par ses alliés dispose d'une puissance de propagande inouïe grâce aux réseaux numériques et aux organes de presse mainstream. 10 000 répétitions, c'est une plaisanterie à cette échelle, c'est en milliards de connexions et de relais que l'opinion publique est jouée."

- "Voilà une des raisons de la Russophobie délirante:

Dédollarisation, quand tu nous tiens. Où l'on retrouve le désormais incontournable casse-tête du système impérial : comment perpétuer la domination du dollar qui permet à l'empire de vivre et guerroyer au-dessus de ses moyens tout en imposant toujours plus de sanctions qui détournent un nombre croissant d'acteurs (pays, compagnies, institutions financières) du billet vert ?

Chine, Russie, Brésil, Inde, Iran, Argentine, Turquie, Pakistan, Afrique du Sud, Egypte et même maintenant Australie, Canada ou Corée du Sud... tous ces pays commercent, à des degrés divers, en dehors du système dollar ou sont en voie de le faire.

Poutine s'est attaqué aux fondations de la domination US, participant à la création d'un système financier entièrement nouveau, parallèle, concurrençant les institutions de Bretton Woods.

Il faut garder à l'esprit que les USA seront prêts à tout pour ne pas perdre cet immense privilège."

[Parole d'internaute sur la Syrie ou voilà à quoi aboutit la propagande de guerre occidentale.](#)

The Guardian est classé à gauche, The Independent est qualifié de média alternatif, en réalité, donc sur la base des faits et non de leurs interprétations, les deux sont aussi corrompus et n'ont rien à envier aux médias mainstream.

Sauf très rares exceptions qui confirment la règle, un ex-journaliste du Guardian, c'est comme un ex-banquier de Goldman Sachs, ils continueront de servir les mêmes intérêts auxquels ils ont lié leur sort.

Piégés dans la Ghouta orientale : comment chaque camp empêche les civils d'échapper à l'horreur du siège en Syrie, par Patrick Cockburn (The Independent)

Il y a les plus faibles qui subissent son influence et qui vont sombrer dans la pire des confusions, de sorte que manquant de discernement ou tout esprit critique leur faisant défaut, ils ne s'opposeront pas à la politique de leur gouvernement, c'était leur objectif.

- "«Mais il ne faut oublier ceux qui agissent légitimement ou pas» : non, il y a ceux qui agissent légalement et ceux qui n'agissent pas légalement. La légitimité entre un pouvoir à régime unique et à élections factices et un groupe auto-proclamé défenseur du peuple, il vaut mieux la laisser tranquille, car elle est nulle part."

- "Ceux qui connaissent Patrick Cockburn savent que c'est un journaliste honnête..."

Et il y a ceux qui ont conservé des repères et qui vont s'en servir pour réfléchir tranquillement à la situation en utilisant les instruments de la logique, de sorte que la propagande officielle n'aura qu'un impact limité sur eux ou pas du tout.

- "On renvoie dos à dos l'armée syrienne qui défend son pays et les rebelles terroristes. Pour faire bonne mesure il y a des gentils et des méchants des deux côtés. Ce qui est possible.

Mais il ne faut oublier ceux qui agissent légitimement et ceux qui veulent déstabiliser le pays.

Ceux qui défendent leur pays, avec ou sans Bachar El Assad, et ceux qui veulent prendre le pouvoir en servant les intérêts de puissances étrangères.

Dès que les gens se battent on sait qu'il y a un risque de barbarie.

Mais cela ne doit pas occulter que ceux qui sont à la manœuvre et veulent partitionner et contrôler la Syrie sont les principaux responsables de la guerre."

- "Les 150 000 civils que l'état a fait sortir de la Ghouta démentent totalement l'avis de ce monsieur.

Qui, outre qu'il collabore avec les rebelles, n'a qu'une seule expérience réelle d'obstruction : celle des "rebelles", et ne fait que supposer que le "régime" pourrait l'empêcher de sortir (ce que démentent totalement les faits, donc).

Même à supposer que l'état syrien n'ait aucune compassion pour ces civils, ses objectifs militaires sont de toute façon plus faciles à réaliser si les civils ont fui la zone.

Bref, encore du journalisme de haut vol."

- "Je n'ai jamais lu une conneries pareille, donc l'armée syrienne empêche les civils de quitter la Ghouta. Vraiment ces médias mainstream ne vont pas cesser de nous étonner avec les "témoignages" de ces soit disant civils. Chercher comment salir les victoires de l'armée syrienne à tous les prix et par tous les moyens."

- "Oui, les mots ont leur importance dans la propagande de guerre. L'armée syrienne qui bombarde c'est de la barbarie, les rebelles qui le font ce sont des accidents. Je pensais que the independent était un journal d'information alternative..."

- "Encore un article faussement dissident ou alternatif dont le but est in fine de soutenir la propagande officielle de façon un peu plus "intelligente"."

[La Ve République n'a rien à envier à une monarchie.](#)

- Vincent Jauvert (Journaliste à L'Obs) – Au cœur des intouchables d'État - le lanceur.fr 26 mars 2018

Extraits.

Qui sont ces "intouchables d'État" que vous décrivez dans votre livre ?

Ce sont les très hauts fonctionnaires qui gouvernent la France : ceux qui dirigent les grandes administrations centrales, les grands établissements publics, autrement dit les six cents qui sont nommés en conseil des ministres. Je parle aussi des hauts fonctionnaires qui sont à la tête de l'État aujourd'hui : Emmanuel Macron, Édouard Philippe, une grande partie de son gouvernement et de leurs conseillers. C'est pourquoi le livre est sous-titré "Bienvenue en Macronie". (...)

Combien de hauts fonctionnaires sont-ils payés autant, voire plus, que le chef de l'État ?

Six cents. Là encore, c'était une information secrète, que je révèle dans le livre. Comme les cent cinquante de Bercy qui, eux aussi, gagnent plus que le président, ce que j'ai découvert dans une note classifiée ! Certains de ces très hauts salaires sont "injustifiés", dit la Cour des comptes. En ces temps où l'on dit aux Français "Il faut se serrer la ceinture, il faut s'adapter...", ça ne passe plus.

Comment en est-on arrivé là ?

C'est un des éléments les plus flagrants de l'aspect monarchique de la Ve République : les membres de ces grands corps, issus justement de la monarchie et de l'Empire, se comportent comme des princes auxquels tout serait dû et qui n'auraient de comptes à rendre à personne. (...)

Le terme de noblesse d'État revient souvent quand on aborde le sujet des grands corps.

Il y a quelques princes et beaucoup de barons. Prenons Antoine Gosset-Grainville. Lui, c'est un prince. Il était inspecteur des finances, et il l'est toujours. Il a été directeur du cabinet adjoint de Fillon, puis pendant un temps le patron de la Caisse des dépôts. Dès qu'il l'a quittée, il est devenu banquier d'affaires auprès de beaucoup de clients étatiques. Lorsque Emmanuel Macron, lui aussi inspecteur des finances, décide de démissionner du ministère de l'Économie et de créer sa boîte de conseil en entreprise, il s'installe dans les locaux de... Gosset-Grainville, qui sera bientôt l'un des principaux conseillers du candidat Fillon. Nous avons affaire à des princes de la République pour qui la répartition gauche-droite n'a aucun sens.

Vous décrivez dans votre livre un système qui semble immuable, notamment parce que ceux qui pourraient le changer n'ont pas d'intérêt à le faire.

Le cas type, c'est Emmanuel Macron. Il dit lui-même que c'est un système de caste, que les hauts fonctionnaires bénéficient de privilèges hors du temps et qu'il faut y mettre un terme. Mais les dernières décisions qu'il a prises concernant la haute fonction publique ne vont pas en ce sens : il a refusé cet été qu'on élargisse la loi de moralisation de la République aux hauts fonctionnaires. Et autant Emmanuel Macron a démissionné de son rôle d'inspecteur des finances, autant son Premier ministre ne l'a toujours pas fait du Conseil d'État.

Le cas le plus révélateur est sans doute celui de l'actuel conseiller social d'Emmanuel Macron. C'était un consultant de haut vol qui aidait à la gestion et à l'organisation des plans sociaux : Pierre-André Imbert. Il a été nommé sous Hollande directeur du cabinet de Myriam El Khomri. C'est l'architecte des lois du même nom, qui rendent plus flexible le travail salarié. Quand elles ont été votées, il aurait pu retourner dans le privé, prendre des risques, comme il le prônait dans son texte de loi. Or, Emmanuel Macron et François Hollande l'ont nommé inspecteur général des finances, à vie donc. C'est ce même Imbert qui a été nommé conseiller social du président Macron. C'est lui qui a préparé les ordonnances qui rendent encore plus flexible le travail salarié. Voilà donc quelqu'un qui dit qu'il faut être mobile, accepter de changer de job, risquer de se retrouver au chômage. Sauf que lui, inspecteur des finances, il va le rester à vie. (...)

Laurent Wauquiez, il a refusé de démissionner du même Conseil d'État en arguant qu'il ne ferait pas de la politique toute sa vie et que donc il lui faudrait un emploi tôt ou tard. (...) Autrement dit, il fait partie de ces princes de la République qui veulent de la flexibilité pour les autres et ne se l'appliquent pas à eux-mêmes. (...)

Des ministres ont bien essayé de limiter l'influence des grands corps. Que s'est-il passé ?

Annick Girardin, Marylise Lebranchu et Nicolas Sarkozy ont essayé. Ils ont fait des lois, pris des dispositions et des arrêtés pour limiter l'influence des grands corps. Et, à chaque fois, ces grands corps se sont débrouillés pour annuler ou adoucir les mesures décidées par le pouvoir politique. C'est un fait incontestable. lelanceur.fr 26 mars 2018

[Quand la gestion des besoins sociaux est confiée aux gangsters de la finance.](#)

- Quand la finance fait du social - comptoir.org/ 26.03

Pierre Bitoun et Lou Hubert, tous deux sociologues, livrent ici une présentation critique d'une nouvelle offensive de la finance en direction du "social". Ils décortiquent et critiquent les "Social impact bond", des titres de dette (obligations) censés financer les politiques sociales et dont le rendement dépend de l'efficacité de celles-ci. Il est important de les comprendre et de les dénoncer pour ce qu'ils sont : des titres financiers faussement sociaux qui dévoilent la volonté de la finance de remplacer l'État.

Un nouveau-né a fait son apparition dans la galaxie des sigles : le SIB ou Social impact bond [Bon à impact social]. Bien qu'encore largement méconnu, il est promis à un grand avenir car sur ses fronts baptismaux se penchent depuis au moins une décennie tous ceux qui comptent, au double sens du verbe : G20 ou G8, OCDE ou UE, banquiers de Wall Street ou de la City, multinationales ou start-ups en croissance, pouvoirs publics nationaux, régionaux ou locaux prétendument désargentés. Si, aux dires mêmes de cette Sainte Famille, il faudra au divin enfant une bonne vingtaine d'années pour arriver à maturité, on peut déjà savoir pourquoi il est indispensable, de toute urgence et tous rassemblés, d'évacuer le rejeton dans les poubelles de l'Histoire. C'est à quoi sont destinés les cinq regards, explicatifs et critiques, portés sur ces SIB, ces objets volants – et surtout voleurs – que n'ont pas encore clairement identifiés ceux-là mêmes qui sont appelés à en subir, directement ou non, les conséquences.

Un titre financier éthique ?

L'objet se présente d'abord comme vertueux, fruit d'un capitalisme désormais bienveillant et guidé par le sens de la justice. Ouvrant un long discours prononcé début 2014, au Palais de la City à Londres, par une référence aux deux ouvrages-maîtres d'Adam Smith, La richesse des nations et la Théorie des sentiments moraux, Sir Ronald Cohen, le président de la mission du G8 consacré aux SIB, l'achevait par cette exhortation : « Nous avons commencé la révolution. Il y a fort à faire. Ensemble, levons-nous et faisons en sorte que "le cœur invisible" des marchés puisse aider ceux que "la main invisible" a laissé de côté ». Et il avait donné,

un peu plus tôt, l'esprit autant que l'occasion historique de cette révolution : repenser la philanthropie à l'heure de la faillite – bien sûr organisée – de l'État social : « Aujourd'hui les États-providence conçus pour le XXe siècle baissent les bras dans la lutte contre les défis sociaux de ce nouveau siècle. [...] Si la philanthropie traditionnelle et les gouvernements peinent à régler ces problèmes, que pouvons-nous faire de notre côté ? » La réponse, débarrassée de tout simagrée, est d'une cupidité sans bornes : elle consiste à ouvrir un nouveau et énième continent de la marchandise et du profit.

De gros profits assurés

L'objet est en effet une machine à faire de l'argent. Résumé dans ses grandes lignes – de crédit... – le SIB consiste à ce que les banques[i] – et non des moindres (Goldman Sachs, Merrill Lynch, BNP, etc.) – avancent pour le compte du secteur public (État, collectivités territoriales) les fonds nécessaires à des actions sociales menées par des associations, en suivent la mise en œuvre, en contrôlent le résultat – avec bien entendu un évaluateur dit indépendant ![ii] – et se retournent, en fin de parcours, vers la puissance publique pour réclamer le remboursement des sommes avancées. Avec un intérêt conséquent, allant jusqu'à 13 % l'an. Soit un quasi doublement de la somme en sept ans, auquel il convient d'ajouter la rémunération de l'évaluateur et autres frais de gestion. L'instrument de "la révolution" est donc très efficace et produit des effets tous azimuts dont il est important de dresser l'inventaire : il crée un marché financier du "social" et dynamise aussi celui de l'évaluation ; il caporalise les associations, encourage leur concentration et leur transformation en entreprises "rentables" ; il démultiplie et affine les liens entre les représentants du monde financier et les acteurs publics nationaux ou locaux, siphonne leurs budgets et accroît donc d'autant la dette. Bref que rêver de mieux, sinon de le voir se propager en direction des pays pauvres, via son frère jumeau, le DIB ou Development impact bond ?

« Le nouveau continent de la marchandise et du profit est gigantesque : il couvre en fait, grâce l'ambiguïté du terme "social", non seulement les dégâts engendrés par le capitalisme mais toute action dite d'intérêt général, et il s'identifie, en définitive, à l'État lui-même. »

Une croissance fulgurante

L'objet, quoique récent, est en expansion rapide. Après un premier SIB, en 2010, visant à diminuer la récidive des détenus libérés de la prison de Peterborough, les "expérimentations" se sont multipliées dans le monde entier. On en comptait une vingtaine en 2014, plus de 80 en 2016 et, probablement, une bonne centaine fin 2017. La Grande-Bretagne, terre d'élection du capitalisme industriel au XIXe comme de la financiarisation du "social" aujourd'hui, se taille la part du lion, avec environ un tiers des SIB en cours de réalisation. Mais on en trouve également aux USA, au Japon, en Australie, en Suisse, et dans de nombreux pays de l'UE (Allemagne, Autriche, Belgique, Finlande, France, Irlande, Italie, Pays-Bas, Portugal). Bref, de quoi commencer à faire rêver le président de la Commission Jean-Claude Juncker en quête, pour l'Union, d'un « triple-A social » !

La variété des domaines d'application a, logiquement, suivi cette expansion. À la réinsertion des prisonniers, sont venus s'ajouter l'aide aux enfants malades ou handicapés, le soutien aux jeunes en mal d'« employabilité » ou la réduction de l'absentéisme au travail, le logement des sans-abris ou l'intégration professionnelle des migrants et réfugiés, l'activité physique ou la solitude des personnes âgées en maison de retraite. Ou encore la détection et le traitement précoces du diabète, les programmes de vaccination, d'éducation ou d'accès « écologique et durable » à l'eau, à l'électricité ou aux NTIC dans les pays en développement, sans oublier non plus la revitalisation des zones rurales désertifiées dans les pays riches ou la réunification des familles « dysfonctionnelles » auxquelles il faut, sic et sib, dicter de « nouvelles conduites ». Bien que financiers et pouvoirs publics de connivence rivalisent pour l'instant de modestie – il faudra, proclament-ils, « entre dix et trente ans » pour changer les mentalités et les institutions –, l'inventaire ne laisse aucun doute.

Le nouveau continent de la marchandise et du profit est gigantesque : il couvre en fait, grâce l'ambiguïté du terme "social", non seulement les dégâts engendrés par le capitalisme mais toute action dite d'intérêt général, et il s'identifie, en définitive, à l'État lui-même. Ce qui n'a rien d'un hasard, ni du point de vue théorique – il est dans l'essence même du capitalisme de tout marchander – ni du point de vue historique : cette nouvelle offensive n'est envisageable qu'en notre époque où tous les postes-clés de la décision publique, du supranational au local, ont été colonisés par les représentants de la finance mondialisée et leurs serviteurs. Il arrive d'ailleurs à certains, souvent les mieux placés, de "manger le morceau". Commentant en 2014 l'une de ces expérimentations, Lawrence Summers, l'ancien secrétaire au Trésor américain, ne déclarait-il pas : « This is ground zero of a big deal ! »

Une obligation instructive

L'objet est, dans sa déclinaison française, instructif à plus d'un titre. D'abord, l'hypocrisie, nécessaire au déploiement du système, est dans l'Hexagone portée à son comble. De SIB, qui faisait mauvais genre boursier, on est passé en 2014 à TIS, pour Titre à impact social, pour deux ans plus tard se montrer plus tartufe encore, en adoptant le nom définitif de CIS, Contrat à impact social, qui a le double mérite d'évacuer toute référence à l'argent et d'inscrire le dispositif dans le régime, ô combien sympathique, des "partenaires". La réunion d'experts, la création de comités ad hoc, ont aussi été fidèles à nos traditions de l'entre-soi, rappelant à s'y méprendre le modèle des commissions Attali, pour « la libération de la croissance française » en 2008 ou pour « l'économie positive » en 2012.

Il en a été ainsi du Comité français pour l'investissement à impact social (CFIIS), présidé par Hugues Sibille, alors vice-président du Crédit coopératif et du Conseil supérieur de l'Économie sociale et solidaire (ESS), qui a réuni en 2013-2014 vingt-neuf membres « issus de la banque, du capital investissement, de l'entrepreneuriat social, d'agences publiques, d'expertise indépendante, d'administrations, de milieux académiques, d'organisations internationales », tous « acteurs engagés en faveur de l'innovation sociale et financière ». Autrement dit, après des décennies de remodelage libéral de la société, les maillons intermédiaires indispensables à la révolution néophilanthropique ! Prompts à discourir sur l'esprit de solidarité ou du don, mais surtout enclins au calcul de leurs intérêts. Enfin, de PS en Macronie, les CIS font peu à peu leur chemin. Benoît Hamon, ministre délégué à l'ESS et à la Consommation de 2012 à 2014, a missionné, en accord avec Sir Ronald Cohen, Hugues Sibille et son Comité, un premier appel à projets a été lancé en 2016 par la secrétaire d'État à l'ESS Martine Pinville et, depuis l'arrivée du haut fonctionnaire et banquier à l'Élysée, la dynamique se poursuit sous l'impulsion de La République en March... é. Le macroniste Christophe Itier, artisan de l'un de ces CIS consacré au placement des enfants mineurs dans le département du Nord, a été nommé en septembre 2017 Haut-Commissaire à l'ESS.

« Fossoyeurs du travail social, ils ont adopté le langage techno-concurrentiel des puissants [...], et ils ont soigneusement mis en œuvre toutes les réformes destinées à éliminer la culture professionnelle des travailleurs sociaux reposant sur l'esprit de service public et l'aide à la personne considérée dans sa totalité. »

Une obligation antisociale

L'objet, accélérant le "déjà là", ne veut du bien ni aux travailleurs sociaux, ni aux pauvres qu'il prétend aider. Le cas français en est, à nouveau, une bonne illustration. Depuis vingt ans au moins, le secteur de l'action sociale est miné de l'intérieur par une logique gestionnaire et d'entreprise[iii], prélude à la financiarisation des SIB et autres CIS. Pétris de valeurs chrétiennes de gauche ou de droite aujourd'hui macronisées, tour à tour pragmatiques et autoritaires, toute une série de petits roitelets du "social" – présidents et directeurs d'établissements sociaux et médico-sociaux, directeurs d'écoles de formation en travail social, etc. – se sont faits les complices volontaires de ce mouvement et préparent, désormais, la nouvelle étape. Fossoyeurs du travail social, ils ont adopté le langage techno-concurrentiel des puissants – "innovation" et "labellisation", "appels d'offres" et "indicateurs chiffrés", "opérateur" plutôt qu'association, etc. –, et ils ont soigneusement mis en œuvre toutes les réformes destinées à éliminer la culture professionnelle des travailleurs sociaux reposant sur l'esprit de service public et l'aide à la personne considérée dans sa totalité. L'éducateur, l'assistant social ? Il est une ressource humaine, une charge salariale, qui doit faire plus avec moins et, surtout, « ne pas penser et se comporter en technicien »[iv]. Le pauvre, l'enfant, la personne âgée ou handicapée, l'adulte français ou étranger ? Il faut ici trier, trier encore et toujours, afin qu'il "participe", soit "responsable de lui-même", et qu'il entre ainsi dans le "public-cible" propre à prouver aujourd'hui "l'efficacité de l'action sociale" et à démontrer, demain, que les indicateurs chiffrés du SIB sont validés. Histoire de justifier le remboursement, avec intérêt, du prêt. L'objet, à l'évidence, nécessite qu'on les dégage, tous.

Notes :

[i] Celles-ci peuvent prêter directement ou/et servir d'intermédiaire recueillant, via l'émission de produits financiers (des obligations par exemple), les fonds d'autres investisseurs : fonds de pension, fondations d'entreprise, épargne salariale, etc. Même les assurances-vie en déshérence sont convoquées.

[ii] Un cabinet d'audit, par exemple, naturellement insoupçonnable de tout conflit d'intérêt...

[iii] Cf. les travaux de Michel Chauvière ou ceux, plus récents, du Collectif d'associations citoyennes.

[iv] Propos tenu par son directeur à un assistant social qui a dû conserver l'anonymat.

Commentaire d'un internaute

- "Cet investissement peut être réalisé dans tout type juridique d'organisation, associations, fondations ou entreprises d'utilité sociale. Les « saigneurs » veulent financer par des investisseurs privés le programme d'une association ou d'une entreprise du domaine social. Puis de le faire rembourser, avec un taux d'intérêt élevé, par les pouvoirs publics (donc nos impôts) si l'association a atteint les objectifs sociaux qui lui sont définis, c'est-à-dire d'introduire les partenariats public-privé dans ce domaine. Ce projet prépare insensiblement le peuple à adopter sans méfiance la financiarisation de ses besoins sociaux, en asservissant prioritairement les projets associatifs."

ACTUALITÉ DU JOUR

Voilà ce que les cheminots doivent attendre du "parcours législatif".

- Code du travail: la loi de ratification publiée au Journal officiel AFP 31.03

La loi de ratification des ordonnances réformant le code du travail a été publiée samedi au Journal officiel, mettant fin au parcours législatif de cette réforme défendue par la ministre du Travail Muriel Pénicaud.

Les ordonnances réformant le Code du travail sont entrées en vigueur fin septembre, dès leur publication au Journal officiel, mais elles devaient être ratifiées pour avoir valeur législative.

Ces ordonnances visent à donner plus de souplesse aux entreprises. AFP 31.03

Dissoudre le peuple ou le régime honni de la Ve République ?

- Elisabeth Borne : «Les Français n'ont pas envie de trois mois de grève que rien ne justifie» - LeParisien.fr 1 avril 2018

La grève de mardi et mercredi s'annonce très suivie. Quel geste pouvez-vous faire en direction des cheminots pour éviter un blocage du pays ?

ELISABETH BORNE. J'avais annoncé deux mois de concertation. J'ai annoncé hier [vendredi, ndlr] une ouverture progressive à la concurrence qui tient compte de certaines des demandes faites par les organisations syndicales. Il nous reste un mois pour discuter sur l'organisation de la SNCF et la modernisation sociale du secteur ferroviaire avec l'arrêt du recrutement au statut des cheminots à une date à définir. Mais je le dis clairement : personne ne peut comprendre que les syndicats de cheminots engagent une grève longue et pénalisante alors que le gouvernement est dans le dialogue.

Les syndicats réclament plus de garanties sur le sort des personnels si la SNCF, demain, perd des lignes TER ou TGV au profit du privé. Que leur répondez-vous ?

Il s'agira d'une ouverture progressive, au rythme souhaité par les régions. Si la qualité de service est au rendez-vous, elles n'ont pas de raison de ne pas renouveler le contrat de la SNCF. Si la SNCF perd le contrat, les cheminots seront transférés au nouvel opérateur d'abord sur la base du volontariat. En outre, ils seront transférés avec l'essentiel des garanties du statut : garantie de l'emploi, régime de retraite et rémunération. Ce n'est pas rien ! Les cheminots actuels resteront au statut et ils en conserveront l'essentiel des avantages s'ils passent chez un concurrent. Dans ces conditions, j'ai envie de vous dire : c'est quoi le problème ?

Vous pensez que les syndicats de cheminots sont dans l'opposition politique au gouvernement ?

J'entends certains qui sont dans l'amalgame et qui agitent des peurs infondées sur la privatisation de la SNCF ou sur la fermeture des petites lignes. Certains refusent aussi l'ouverture à la concurrence. Mais c'est une réalité. Elle a été actée sous le quinquennat précédent au niveau européen. Elle répond à la volonté des Français de disposer d'un meilleur service ferroviaire et, c'est clair, le gouvernement est déterminé à mener cette réforme et à la mener dans la concertation.

Est-ce que, depuis le début, vous n'avez pas sous-estimé l'hostilité des cheminots à cette réforme ?

Je peux comprendre que les cheminots se posent des questions et j'y ai répondu en leur apportant des garanties de très haut niveau. Je déplore franchement cette grève très pénalisante pour les voyageurs. Il est incompréhensible que les syndicats restent dans une posture de blocage qui n'est pas justifiée alors que nous apportons des réponses aux cheminots.

Vous pensez que le mouvement fait l'objet d'une récupération politique ?

Je pense en tout cas qu'il est important que les cheminots soient bien conscients de toutes les garanties qui sont données. Ensuite, je note que les organisations syndicales nous parlent de quelques sujets qui sont des épouvantails qu'on agite pour justifier que rien ne doit changer. Sauf que nous sommes dans un monde qui change. La SNCF doit elle aussi changer pour offrir un meilleur service, celui qui est attendu par les Français.

Ils craignent justement pour le service public ?

Mais où est la « casse du service public » dont on nous parle ? Nous allons investir plus d'argent dans le réseau pour le remettre en état qu'on ne l'a jamais fait. Quand on voit les incidents à Montparnasse ou qu'on connaît l'organisation actuelle du système ferroviaire, avec des voies, des quais, des panneaux d'affichage gérés par des entités de la SNCF différentes, oui je pense que cela se passera mieux avec une organisation plus unifiée, avec un responsable dans chaque gare. C'est cela la réforme, elle n'est faite ni contre la SNCF, ni contre les cheminots.

Vous avez renoncé aux ordonnances et donc à passer en force...

Il n'a jamais été question de passer en force. Je rappelle que nous ne sommes qu'à mi-chemin des concertations et que nous démarrons la semaine prochaine le débat parlementaire. Je n'ai renoncé à rien car, je l'ai annoncé dès le départ, à chaque fois que nous avançons dans la concertation, nous passons non pas par des ordonnances, mais par des amendements débattus au Parlement. Je le répète, rien ne justifie cette posture d'appel à une grève longue et pénalisante.

Est-il envisageable pour vous de reculer, par exemple sur la transformation de la SNCF en société anonyme ?

Il ne s'agit pas de céder ou ne pas céder. Le principe de l'ouverture à la concurrence par exemple n'est pas négociable mais ses modalités oui. Et à partir du moment où j'ai mis sur la table des éléments propres à rassurer les cheminots, j'en appelle vraiment à la responsabilité des organisations syndicales. Je vois bien que certains cherchent l'amalgame et sont dans la revanche de l'élection présidentielle, c'était très clair le 22 mars, mais ces amalgames ne sont jamais dans l'intérêt de ceux qu'on prétend défendre. Personne ne peut comprendre que les Français se retrouvent pénalisés par une grève longue. Les Français n'ont pas envie de subir trois mois de galère que rien ne justifie. LeParisien.fr 1 avril 2018

Les travailleurs à la croisée des chemins.

- Carrefour: forte mobilisation des salariés pour l'emploi et le pouvoir d'achat - AFP 31.03

C'est une mobilisation "historique", s'est félicité Michel Enguelz (FO). "Du jamais vu", selon Philippe Allard (CGT).

Au moins 300 magasins intégrés ont été impactés par le mouvement de grève lancé par FO et la CFDT, et relayé séparément par la CGT, au lendemain d'une mobilisation dans les entrepôts.

La CFDT a recensé 170 hypermarchés (sur 220) mobilisés et 130 supermarchés (sur environ 470), avec un taux de grévistes avoisinant "50%". Pour FO, 180 hypermarchés étaient dans le mouvement, dont "entre 40 et 50 fermés ou complètement bloqués". Le premier syndicat du groupe a aussi recensé 80 magasins de proximité fermés.

Le groupe Carrefour a lui même fait état d'hypermarchés fermés, une "première" selon Sylvain Macé (CFDT). A midi, "80%" des hypermarchés étaient "ouverts" (soit 20% fermés, ce qui équivaut à une quarantaine) et "100%" des supermarchés", a souligné la direction.

Partout, le mouvement s'est traduit par des rassemblements, du "filtrage" aux entrées des magasins ou carrément des blocages, a expliqué M. Macé. Parmi les hypermarchés complètement bloqués, ont été cités ceux d'Antibes, Ollioules, Toulon Grand Var, Nice Lingostière ou Port-de-Bouc dans le Sud, Vénissieux, Chambéry, Toulouse-Labège ou encore Mérignac.

Cette mobilisation est le point d'orgue de l'inquiétude et la colère qui montent depuis l'annonce le 23 janvier par Alexandre Bompard, PDG du groupe depuis l'été dernier, de son "plan de transformation" s'accompagnant de la suppression de milliers d'emplois.

Au-delà des suppressions de postes annoncées -2.400 dans les sièges via un plan de départs volontaires, 2.300 via un plan social dans les magasins de proximité (273 ex-Dia qui vont fermer)-, les syndicats protestent contre le passage en location gérance d'hypermarchés (cinq confirmés, une quarantaine visés selon eux).

Ils s'inquiètent aussi de l'impact sur l'emploi d'autres mesures du plan Bompard (logistique, réduction de 100.000 m2 des surfaces des hypermarchés).

"Nous comprenons que les projets de transformation puissent susciter de l'inquiétude chez certains de nos salariés", a admis Pascal Clouzard, directeur exécutif de Carrefour France, dans une réaction adressée à l'AFP. Mais, "si nous souhaitons pérenniser et développer notre activité économique, et donc nos emplois, nous devons impérativement nous transformer", a-t-il ajouté.

Chez les salariés, l'annonce récente d'une participation moyenne de 57 euros, contre 610 l'an dernier, vue comme une "aumône" ou un "pourboire", a aussi catalysé la colère.

"Bien consciente de l'impact sur le pouvoir d'achat" de cette baisse, la direction a proposé mi-mars de relever ce montant à 407 euros, via un complément forfaitaire d'intéressement. Sans désamorcer la fronde.

Les actionnaires vont toucher, eux, 356 millions d'euros de dividendes, font valoir les syndicats qui anticipent aussi des négociations salariales au rabais.

"Augmenter les salaires, pas les dividendes des actionnaires", proclamait une pancarte dans les rassemblements. "On s'est dit qu'on allait arrêter de payer pour les actionnaires", a relevé Olivier Ginestar (CGT), devant l'hypermarché de Lomme (Nord), fermé samedi et où se sont rendus les députés LFI Adrien Quatennens et Ugo Bernalicis.

Côté syndicats, le mouvement traduit aussi la crispation du dialogue social, dont tous dénoncent unanimement la "dégradation". Il est "rompu, c'est marche ou crève", relevait à Marseille Smail Ait Atman (CFDT).

Pour FO, qui a déjà annoncé qu'il ne signerait pas le projet d'accord sur le plan de départs volontaires, comme pour la CFDT, "la balle est dans le camp" de la direction. Si d'autres actions ne sont "pas exclues", "l'objectif" est un "retour à la négociation", souligne Michel Enguelz. Il faut "rétablir le dialogue social qui a existé (chez Carrefour) pendant 30 ans", a plaidé M. Macé. AFP 31.03

[Changer la vie, on a déjà donné, non merci. Changer la société, notre seul objectif politique.](#)

- France Loisirs prévoit de supprimer 450 emplois sur 1.800 AFP 30.03

Le club de livres France Loisirs, affecté par un secteur de l'édition en difficulté, prévoit de supprimer 450 emplois sur 1.800 en France dans le cadre d'un plan de sauvegarde de l'emploi, a annoncé vendredi son patron Adrian Diaconu à l'AFP.

"C'est une mesure d'urgence nécessaire pour trouver une solution de sortie de crise", a déclaré M. Diaconu.

La société, filiale du groupe Actissia, a été placée en redressement judiciaire le 1er décembre 2017 à sa demande par le tribunal de commerce de Paris. Celui-ci lui a octroyé une période d'observation de six mois, afin de poursuivre la recherche de partenaires ou de financements.

"Aucun partenaire n'a été identifié depuis le début de la procédure. Mais depuis trois semaines nous avons identifié un éventuel partenaire qui exerce dans les domaines de l'internet, des arts et des médias", a encore expliqué M. Diaconu, PDG d'Actissia.

Le groupe subit de plein fouet la crise du secteur de l'édition, et notamment la concurrence du géant américain Amazon.

Son chiffre d'affaires a été divisé par près de deux en cinq ans, selon le PDG. Il s'élevait à environ 187 millions d'euros en 2017, contre 214 millions un an auparavant. AFP 30.03

Audiences renvoyées et rassemblements: "Journée morte" dans la justice AFP 30.03

[La Ve République et le capitalisme sont incompatibles avec une société meilleure ou plus juste.](#)

Processions funéraires, minutes de silence, dépôts de gerbe: magistrats, greffiers et avocats se sont mobilisés vendredi à travers la France pour une "journée morte" contre le projet de réforme de la justice.

A Bordeaux, environ 200 avocats, greffiers et magistrats se sont rassemblés sur les marches du tribunal de grande instance (TGI) avant de déposer une gerbe et de respecter une minute de silence en hommage à "cette justice morte qu'on veut nous imposer". "Le sens caché de ces textes, c'est qu'aujourd'hui on ne veut plus du juge, le juge embête le pouvoir", a lancé le bâtonnier Jérôme Dirou.

Minute de silence également à Besançon (Doubs) et à Marseille, où une audience en correctionnelle sur des trafiquants de drogue a été reportée après l'intrusion de plusieurs dizaine d'avocats dans la salle. A Lyon, où environ 400 professionnels de la justice étaient rassemblés, des codes Dalloz ont été symboliquement entassés au sol.

Manifestations aussi à Nancy, Caen ou encore Rouen. A Nantes, les manifestants arborant un masque blanc sont partis en procession funéraire du tribunal jusqu'à une passerelle enjambant la Loire, d'où ils ont jeté une couronne mortuaire barrée du message "Justice morte par ordonnance".

A Paris, une centaine de manifestants s'étaient réunis sur les marches du Palais de justice derrière deux couronnes mortuaires. "Ce qu'il nous faut, c'est des euros, pas des robots", ont-ils scandé.

Le projet de loi de programmation de la justice de la garde des Sceaux Nicole Belloubet devrait être présenté en Conseil des ministres le 18 avril. Il couvre un champ très large: procédure pénale, procédure civile, numérisation de la justice, réforme des peines et de l'organisation territoriale.

"L'objectif est simple: bâtir une justice efficace, rapide et accessible à tous sur l'ensemble du territoire", avait affirmé le Premier

ministre Edouard Philippe le 9 mars à Reims en dévoilant la réforme.

- "Textes de technocrates" -

Ce projet annonce "sans surprise la mort de la justice, au terme d'une longue maladie", dénoncent dans un communiqué l'Union syndicale des magistrats (USM), le Syndicat de la magistrature (SM), le Syndicat des avocats de France (SAF) ainsi que la CGT Chancelleries et services judiciaires et d'autres syndicats.

Les organisations mobilisées ont dressé une liste de leurs principaux griefs contre cette réforme: "Suppression des 307 tribunaux d'instance et de la fonction spécialisée de juge d'instance, organisation judiciaire illisible et éloignée du citoyen, déshumanisation de la justice, privatisation du contentieux civil".

Ils dénoncent aussi une "régression des droits de la défense, (un) recul du contrôle de la justice sur les atteintes aux libertés publiques, (une) suppression larvée du juge d'instruction et du juge de l'application des peines, (une) réduction de la collégialité".

A Lyon, le délégué régional de l'USM Michel Ponsard a estimé que cette réforme était constituée de "textes de technocrates dictés par des raisons financières". "On n'a absolument pas tenu compte des réponses" apportées lors des Chantiers de la Justice (lancés en octobre par le gouvernement), qui étaient "une consultation de façade", a-t-il dénoncé.

"Nous nous inquiétons de la disparition des tribunaux d'instance", a dit, devant le Palais de justice de Paris, Catherine Sarrazin, greffière au tribunal de Juvisy (Essonne). Pour elle, "ce sera la fin d'une justice de proximité, de contact pour le justiciable".

Joris Monin de Flaugergues, de la Conférence des avocats, s'inquiète notamment d'une "extension considérable des pouvoirs du parquet, qui prive du recours à un juge d'instruction". Cette réforme, "c'est de facto la fin du juge d'instruction", a-t-il assuré.

Les avocats s'étaient déjà mobilisés contre la réforme le 21 mars, à l'appel notamment du Conseil national des barreaux. La mobilisation avait été importante et de nombreuses audiences perturbées. Une deuxième journée "justice morte", avec un rassemblement national à Paris, est d'ores et déjà annoncée pour le 11 avril. AFP 30.03

[Comment redorer le blason des médias-oligarques ?](#)

- "Ecole" des Insoumis: LFI veut donner "un grand coup de balai contre la médiacratie" - AFP 31 mars 2018

La France insoumise (...) reproche aux "journalistes mainstream" leur "difficulté à se remettre en question". AFP 31 mars 2018

Pourquoi, en ont-il été capable un jour, c'est en tout cas ce que les esprits faibles pourraient croire.

Les médias n'ont jamais agi autrement que les Etats, qui n'ont pas d'amis ou d'alliés, mais uniquement des intérêts qui généralement se confondent avec ceux du régime en place, tout le reste est du baratin pour induire en erreur les travailleurs. Alors pourquoi faire croire le contraire ?

Avec les idées que j'ai, absolument aucun média ne m'aurait embauché il y a 40 ans ou hier.

Pour l'illustrer. «Grande marche du retour» et amalgame sordide. Ils osent tout.

Avant et après le vendredi 30 mars à Gaza, leur version change. LFI pourra féliciter l'AFP, mais le mal est fait, entre temps un nouveau massacre de Palestinien a été commis par Tsahal sans qu'il soit condamné par la respectable "communauté internationale". Donc ils peuvent maintenant rétablir timidement ou en partie la vérité.

Flagrant déli de fake news d'Etat.

- Meurtre d'une octogénaire juive à Paris : le caractère antisémite retenu - Libération avec AFP 26.03

Ce lundi 26 mars, le parquet de Paris a retenu le caractère antisémite et a ouvert une information judiciaire pour «assassinat à raison de l'appartenance vraie ou supposée de la victime à une religion et sur personne vulnérable». libération avec AFP 26.03

- Mireille Knoll: onze coups de couteau, deux suspects qui s'accusent, un mobile encore flou - AFP 31.03

Tiens donc, l'agence de presse du régime et maison mère de l'ensemble des médias aux ordres avoue une semaine plus tard que

le "mobile" de l'assassinat de madame Mireille Knoll est "encore flou", donc qu'il n'a pas été établi avec certitude, alors que Macron s'était empressé d'agiter le mobil antisémite.

Le mobil antisémite n'était pas gratuit ou sans arrière-pensées.

- Terrorisme six Français sur dix favorables à des 'mesures d'exception' - AFP 30.03

- Un député LREM demande l'arrêt des grèves de cheminots à cause des attentats - RT 30.03

Dans une lettre publiée le 30 mars sur Twitter, il a ainsi appelé «les syndicalistes à faire preuve de sens national en suspendant immédiatement [les] projets de grève à répétition». Jean-Pierre Pont évoque d'abord la question économique : les grèves vont, selon lui, «compromettre le redressement du pays».

Il soulève en outre un deuxième argument pour inciter à l'arrêt des grèves : «La France est actuellement en guerre. [...] Les jours de grève, dans les rares trains bondés qui circulent, les salariés [...] et les voyageurs risquent malheureusement de constituer des cibles idéales pour les terroristes islamistes». RT 30.03

En complément. Epidémie mondiale de totalitarisme.

- Dix années de prison pour "info bidon" proposées en Malaisie - Reuters 26 mars 2018

[Otan de la guerre contre tous les peuples ou quand l'oligarchie fourbit ses armes.](#)

- La Commission européenne propose d'ouvrir l'Union aux armées de l'Otan - Réseau Voltaire 28 mars 2018

Contrairement à ce que laisse entendre la référence aux accords de libre-circulation de Schengen, le « Schengen militaire » n'est pas un projet européen, mais une volonté de l'Otan. Il vise non pas à autoriser les armées des États-membres de l'Union à circuler sans formalités sur le territoire de l'Union, mais à accorder ce privilège à toutes les armées de l'Otan (y compris les armées US ou turques). D'où l'importance accordée prioritairement aux ports et aéroports sur les voies routières.

Ce projet ne doit pas être interprété en fonction de l'actualité (« affaire Skripal »). Il a été conçu par l'Otan il y a deux ans et était déjà évoqué dans un rapport parlementaire européen d'octobre 2016. Selon des documents internes de l'Alliance, il pourrait aussi bien être mis en œuvre en cas de guerre contre la Russie, qu'en cas de soulèvement populaire dans un des États membres de l'Otan (À quand l'armée US pour réprimer des émeutes dans les banlieues des grandes villes ?).

25 des 28 États-membres sont priés d'établir une carte de leurs voies de communication et de préciser les travaux nécessaires sur leurs routes, tunnels et ponts, pour les rendre praticables aux armées de l'Otan. Ils devront aussi s'entendre sur les dispenses nécessaires aux lois et règlements en vigueur interdisant le transport d'armes et matériels militaires sur leur territoire. Réseau Voltaire 28 mars 2018

En complément.

- Des douaniers français interviennent en Italie, l'ambassadeur à Rome convoqué - LeParisien.fr 01.04

- L'ancien chef d'état-major des armées français sert maintenant les Américains, est-ce normal? - Le HuffPost 01.04

- L'information est passée presque inaperçue. Les Échos ont annoncé la semaine dernière le recrutement du général Pierre de Villiers, chef d'État-major des armées (CEMA) de 2014 à 2017, par l'entreprise de conseil américaine, Boston Consulting. Le HuffPost 01.04

Emmanuel Macron (promotion 2012) et Édouard Philippe (promotion 2011) sont des "Young Leader" de la French-American Foundation, tout comme Hollande et plus de 500 ex-ministres (Bougrab, Moscovici, Touraine, Vallaud-Belkacem, Montebourg, Juniac, Dreyfus), élus (Wauquiez, Péresse, Juppé, Le Roux, Chartier, Aubert, Fekl, Raoult), hauts fonctionnaires (Mignon), présidents du CAC40 (Pigasse, El Karoui, Clermont-Tonnerre, Castries, Lauvergeon), patrons de médias ou journalistes (Joffrin, Clément, Ockrent, Fontaine, Kauffmann, Nora, N'Kaoua, Wakim, Chapuis, Vincent, Kerdrel, Guetta, Riché, Croissandeau, Fouks, Colombani, Chevrillon, Bompard), des éditeurs, des officiers, des scientifiques, des chercheurs, des universitaires, des dirigeants d'ONG (Terranova, Human Rights Watch), des personnalités diverses (Minc) etc. dont certains sont aussi passés par le groupe Bilderberg avant ou après être entrés en fonction. La liste est impressionnante, il y figure toutes les banques, tous les grands médias, y compris le Canard enchaîné (David Fontaine), toutes les plus grandes entreprises, ils brassent large, on y trouve même un neurochirurgien, un pianiste, un capitaine de frégate de la Marine Nationale !

<http://philip.dru-administrateur.nwo.over-blog.com/article-liste-des-young-leaders-fran-ais-depuis-1981-105102778.html>

Quel fil peut bien relier les ministres ou anciens ministres Emmanuel Macron, Fleur Pellerin et Najat Vallaud-Belkacem, la présidente du conseil régional d'Île-de-France Valérie Pécresse, les journalistes Jean-Marie Colombani et Christine Ockrent, l'homme d'affaires Alain Minc, le banquier Matthieu Pigasse (l'un des propriétaires du Monde SA) ou encore l'ancien premier ministre Alain Juppé ? Tous ont effectué un passage par la French-American Foundation dans le cadre de son programme « Young Leaders ». Tout comme cinq cents autres personnalités françaises, parmi lesquelles le président François Hollande lui-même.

<https://www.monde-diplomatique.fr/2016/11/QUATREPOINT/56762>

Deux liens en supplément.

<https://blogs.mediapart.fr/revue-frustration/blog/270617/le-programme-young-leaders-incubateur-doligarchie>

<https://frenchmorning.com/directrice-french-american-foundation-a-new-york/>

[Haut de page ↗](#)

Le 2 avril 2018

CAUSERIE

● Causerie au format pdf. (8 pages)

[Si c'était de fausses informations qui seraient à l'origine des théories du complot, lesquelles ?](#)

Grille de lecture.

Ne demandez pas au Monde diplomatique de répondre à cette question. Rappel, Le Monde en est actionnaire à 51%.

La fausse information par excellence, ne serait-elle pas que les richesses seraient produites autrement que par la force de travail (manuel et intellectuel) ?

On oublie souvent l'essentiel : La survie du régime repose essentiellement sur l'ignorance des exploités. Leur ignorance doit être entretenue, et ce sont de nos jours les médias qui ont principalement pour fonction de remplir cette mission.

L'histoire, telle qu'on l'enseigne à l'école ou à l'université, est écrite de telle sorte qu'elle demeurera incompréhensible aux futurs travailleurs, qui seront incapables de définir quels ont été les facteurs déterminants du développement de la civilisation humaine, ce qui les amènera à croire que le régime en place en est un ou les capitalistes, et qu'à ce titre ils ne doivent pas être remis en cause, et la boucle du consentement est bouclée.

La base de la fausse information, de la désinformation, c'est la rétention volontaire de l'information, la censure de l'information, le refus de communiquer ce que l'on sait ou de partager les connaissances dont on dispose, pour que l'immense masse demeure dans l'ignorance et puisse ainsi être facilement manipulée, conditionnée, au-delà, pour qu'elle adhère à une politique qui est orientée contre ses intérêts ou pour qu'elle lui soit imposée sans qu'elle ait les moyens de s'y opposer.

Le Monde diplomatique mars 2018 - Extraits.

Ainsi va la vie des fausses informations sur lesquelles s'édifient des théories du complot.

La soudaine passion médiatique pour la vérité peut toutefois surprendre. Après tout, les journalistes et les dirigeants politiques se sont longtemps accommodés de certains mensonges... Et ils s'en accommodent encore.

Depuis la fin de la guerre froide, les grands médias ont voulu s'arroger le monopole du discours légitime, imposer le cadre du débat, exclure de l'arène publique toute pensée critique, qualifier de populiste ou de démagogue quiconque remettait en cause l'ordre dominant.

Ainsi va la vie des fausses informations sur lesquelles s'édifient des théories du complot. Si elles sont diffusées par des

dirigeants politiques ou des journalistes autorisés, on les présente comme de simples erreurs ; on s'excuse, puis on oublie. Mais, quand le mensonge vient d'un obscur site Internet ou d'une officine jugée « extrême », il devient une menace pour la démocratie. On s'offusque de la naïveté d'individus peu éclairés et on leur enjoint de revenir dans le droit chemin.

Les connivences de plus en plus aveuglantes entre médias, pouvoir politique et milieux d'affaires ont fini par jeter le discrédit sur cette parole officielle. Si les journalistes se montrent empressés avec les puissants au point de taire leurs turpitudes, pourquoi ne mentiraient-ils pas sur autre chose — l'existence d'un vaste complot, par exemple ? Après tout, l'histoire contemporaine est parsemée de machinations véritables, et la vérité fut souvent tapie dans l'ombre... (La puissance de l'ombre - Le Monde diplomatique mars 2018)

Parole d'internaute.

- "Le "libéralisme" dans le sens US est un peu "gauchisme " dans le sens "Français", sachant que le mot "socialisme" est une incongruité totale aux USA. En économie , tout le monde est partisan de l'économie de marché aux USA, la différence entre gauche et droite se faisant sur le sociétal: moeurs, immigration, part de l'aide sociale et de la fiscalité etc..."

LVOG - La gauche institutionnelle, c'est la gauche de la droite, donc elle fait bien partie de la droite, puisque être réellement de gauche c'est remettre en cause l'existence de "l'économie de marché", le capitalisme...

La gauche institutionnelle, elle représente les intérêts des classes moyennes, de la petite bourgeoisie, c'est aussi leur bonne conscience.

Quand on lit à la suite d'articles les commentaires postés par des membres des classes moyennes, on s'aperçoit rapidement qu'ils ont en commun de rejeter le socialisme, donc de s'accommoder du capitalisme, de détester le peuple, le bas peuple, la classe ouvrière qu'ils traitent régulièrement d'ignares, de veaux et j'en passe, au mieux ils adoptent une attitude condescendante à son égard ou ils versent une larme hypocrite sur son misérable sort.

Et quand la plèbe d'en bas a le mauvais goût de s'accrocher à des préjugés archaïques auxquels les classes moyennes avaient adhérees hier ou qu'elles contribuèrent largement à populariser, ils n'ont pas de mots assez durs pour condamner sa crasse et sordide ignorance. Elle serait responsable de l'état actuel de la société et du monde, en l'accusant d'avoir porté au pouvoir les despotes qui nous gouvernent...

A les entendre, ce serait les classes moyennes qui auraient fait l'histoire, qui seraient à l'origine du progrès social, argument qui au passage sert à justifier le statut privilégié que leur accorde le régime. Elles admettent la faillite des élites, la dérive ultra libérale du capitalisme, et elles se posent en prétendantes à la gestion du capitalisme pour en écarter les excès... qui sont à l'origine des coupes réalisées dans leurs privilèges ou se traduisent par la remise en cause de leur niveau de vie.

Selon eux, les représentants des classes moyennes seraient plus qualifiés pour gérer la société, pour être plus précis, pour assurer la pérennité du capitalisme que les représentants officiels du capitalisme, quant à ceux de la classe ouvrière, ils sont disqualifiés d'avance pour gérer la société, ce sont également des ignares, hormis s'ils ont adopté le capitalisme.

Or, il se trouve que depuis le milieu du XIXe siècle, si la masse de la classe ouvrière ne s'était pas mobilisée pour obtenir de nouveaux droits sociaux et politiques, le sort des classes moyennes ne serait pas plus enviable que celui de la classe ouvrière, à qui les petits bourgeois doivent tout ou presque, le reste, ils le doivent au processus historique du développement des forces productives qui s'est déroulé indépendamment de leurs petites personnes. Elles se sont servies de la lutte de classe de la classe ouvrière uniquement pour en tirer profit ou négocier des privilèges avec le régime, en échange de leur soutien qui fut sans faille depuis 1871.

Quand j'affirme que les classes moyennes et les couches supérieures du prolétariat doivent leur mode de vie relativement confortable à la classe ouvrière, à l'immense masse des exploités qui s'étaient mobilisées depuis le milieu du XIXe siècle, j'en veux pour preuve la condition que connaissent ces classes ou couches de travailleurs dans les pays où la lutte de classe des travailleurs n'a pas été aussi développée qu'en France (ou les pays occidentaux), notamment en Inde où je vis depuis plus de 20 ans, et où je peux les observer quotidiennement.

En Inde, mais c'est valable à des degrés divers pour tous les pays similaires dans le monde, les classes moyennes et les couches supérieures du prolétariat bénéficient de rémunérations sans rapport avec celles misérables de l'immense masse des ouvriers. Certes ils perçoivent des revenus importants, 10 fois, 50 fois supérieurs à ceux des ouvriers, ce qui leur permet de satisfaire leurs besoins matériels, de posséder une maison confortable, une voiture, etc. mais c'est tout, c'est absolument tout. Comment cela direz-vous ?

Ils doivent travailler 6j/7 toute l'année, ils ne bénéficient d'aucun avantage social, d'aucun droit politique supplémentaire, rien. Bien souvent, ils doivent même travailler beaucoup plus, consentir d'énormes sacrifices. Pire, l'argent dont ils disposent au-delà

de leurs besoins, ils vont l'employer à mauvais escient.

Par exemple, quand un pauvre tombe malade, il se soigne comme il peut en recourant à des plantes ou il attend que cela passe, alors qu'un nanti va immédiatement se gaver de médicaments ou dépenser une fortune en traitement. Un pauvre aura tendance à ne pas fumer ou boire de l'alcool, il n'engloutira pas un tas de friandises sucrées ou salées bourrées de graisse et de produits chimiques en tous genres, il mangera peu de viande, il n'achètera pas de boîtes de conserve, de surgelés, il ne fréquentera pas les restaurants aux cuisines insalubres ou manquant d'hygiène, bref, notre nanti qui aura rarement l'occasion de partager le quotidien de sa compagne et de ses enfants aura tendance à adopter le mode de vie débile des occidentaux, engraisant les trusts agro-alimentaires et pharmaceutiques au détriment de sa santé... Attendez, ce n'est pas terminé, nous n'en étions qu'au hors d'oeuvre.

Il va devoir subir tous les désagréments que doivent supporter les ouvriers et que la société lui impose ou la classe des capitalistes au pouvoir. A peine franchi la porte de chez lui, il aura le droit au même sort : rues parsemées de détritiques, villes et villages transformés en décharges, routes défoncées, animaux errant sur les principaux axes routiers, bruit infernal, odeurs pestilentielles, pollution à vous couper le souffle en ville, délinquance ou insécurité permanente, comme son statut est facilement reconnaissance à son allure pour l'afficher, il aura la hantise de se faire rouler et voler par tous les commerçants, quand il devra se rendre dans une administration, il devra user de patience, y revenir un nombre de fois indéterminé, et puis, quand il y aura des coupures d'eau, il n'en aura plus comme tout le monde, et ce sera la même chose pour le téléphone, Internet, l'électricité, même s'il possède des batteries de secours, il ne pourra pas utiliser la climatisation en plein été et dormira très mal, etc.

Comme on vient de le voir, l'argent ou le statut social ne fait pas forcément le bonheur des classes moyennes ou des couches supérieures du prolétariat qui seront logées à la même enseigne épouvantable que le reste de la société.

Il se trouve que le développement économique à marche forcée de l'Inde au cours des trois décennies précédentes a pour ainsi dire été importé par les différents impérialistes occidentaux, il n'a pas été le produit d'un long et lent processus, il a été plaqué sur le modèle des capitalismes les plus développés sans que ni la classe ouvrière ou les classes moyennes n'y participent par leur lutte de classe, de sorte qu'elles ont hérité uniquement du pire de ce qu'avait produit le capitalisme.

En France, elles profitent de toutes les conquêtes sociales arrachées par la lutte de classe du prolétariat depuis 1936 ou ce qu'il en reste, elles bénéficient de conditions d'existence liées également à la position de l'impérialisme français parmi les puissances (coloniales) dominantes, et comme les unes et les autres ont été amenées à se dégrader depuis quatre décennies, elles ne seront pas épargnées non plus.

Pour conclure rapidement (temporairement), elles ont le choix entre se résigner à vivre dans une société de plus en plus injuste et infâme ou à combattre pour en changer au côté du prolétariat révolutionnaire, comme le firent certains de ses membres au milieu du XIXe siècle qui adoptèrent le socialisme et s'en remirent à la classe ouvrière pour accomplir cette tâche historique, la seule classe indépendante avec celle des capitalistes, car personne d'autre ne pourra l'accomplir à sa place. A suivre.

ACTUALITÉ DU JOUR

Mobilisation générale pour abattre le régime et la Ve République.

- Grève SNCF: un TGV sur huit et un TER ou Transilien sur cinq en circulation mardi - Liberation.fr 1 avril 2018

L'entreprise ferroviaire a annoncé dimanche les prévisions de circulation pour le début de la grève lundi soir.

La grève à la SNCF à l'appel des quatre syndicats représentatifs se traduira mardi par un TGV sur huit et, en régions, un TER et un Transilien sur cinq en circulation en moyenne, a annoncé dimanche l'entreprise ferroviaire, parlant d'un trafic «très perturbé».

En Ile-de-France, la circulation sera variable selon les lignes, allant de un train sur deux sur le RER A à un sur trois sur le RER B et un sur cinq sur le RER C, selon les prévisions de la direction de la SNCF qui anticipe en revanche un trafic «normal» lundi après 19h, contrairement aux précédentes mises en garde du PDG Guillaume Pepy. Liberation.fr1 avril 2018

- SNCF: "mardi noir" et risque de "cristallisation" pour la presse - AFP 02.04

Le "mardi noir" promis dans les transports en raison d'une grève SNCF qui s'annonce "très pénalisante" pour les voyageurs, porte aussi en germe un risque de "cristallisation" des mécontentements, commente la presse de lundi.

"Préparez-vous à un mardi noir" titre sans détour Le Parisien qui note que "de mémoire de cheminots (et d'usagers), rarement une grève aura autant mobilisé parmi les salariés de la SNCF".

"La première salve du mouvement devrait être très pénalisante pour les usagers de la SNCF" avec un taux de gréviste atteignant 77% chez les seuls conducteurs, annonce Le Figaro.

"Avec une moyenne d'un TGV sur huit et d'un TER sur cinq en circulation, les cheminots ont montré leur grande capacité à se mobiliser pour défendre leur statut et s'opposer à l'ouverture du trafic ferroviaire à la concurrence", commente Laurent Bodin dans L'Alsace.

"Une grève dure se gère. Une grève qui dure beaucoup moins", prophétise Hervé Chabaud dans L'Union.

D'où une mise sous pression du gouvernement qui "aurait tort de sous-estimer le malaise", insiste Christine Clerc dans Le Télégramme. "À la ministre des Transports qui lance +C'est quoi, le problème ?+, on a envie de répondre : +Une mondialisation qui aggrave les inégalités+."

Dominique Garraud fait valoir dans La Charente libre que "dans un climat social plus tendu que jamais depuis les débuts de la présidence Macron, les risques de cristallisation des mécontentements sont réels tant à l'université que dans le secteur de l'énergie où une grève calquée sur celle de la SNCF est déjà programmée par la CGT".

Au final, l'arbitrage du conflit reviendra à l'opinion, assure Yves Harté dans Sud-Ouest: "la France est fatiguée. Qui la fatiguera le plus ? Une centrale syndicale tenant mordicus à ses vieux bastions et sa grève perlée de trois mois qui va accabler les usagers ? Ou la jeune volonté élyséenne de tourner définitivement une page ?" AFP 02.04

ACTUALITE EN TITRES

En famille.

- Philippot "tend la main" à Guaino, Lassalle, Todd ou Onfray - AFP 02.04

Le président des Patriotes Florian Philippot a déclaré dimanche qu'il tendait "fraternellement la main" à Henri Guaino, Jean Lassalle mais aussi aux intellectuels Emmanuel Todd et Michel Onfray, car "il y a urgence à se rassembler pour la France". AFP 02.04

A propos d'Emmanuel Todd.

Tout est dit ici : "il va bien falloir qu'un jour les gens d'en haut et les gens d'en bas arrivent à un nouveau pacte social". (Source : 11"30' [Vidéo] Alain Badiou et Emmanuel Todd 2017 - Les-Crises 17 mars 2018)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Palestine occupée.

1- Israël rejette toute enquête indépendante sur les violences à Gaza - AFP 02.04

Israël a rejeté les appels internationaux à une enquête indépendante après la mort vendredi de 16 Palestiniens tués par l'armée israélienne lors d'une manifestation organisée le long de la frontière entre Gaza et l'Etat hébreu.

Vendredi a été la journée la plus meurtrière dans la bande de Gaza depuis la guerre de 2014: 16 Palestiniens ont été tués et plus de 1.400 blessés, dont 758 par des tirs à balles réelles, selon le ministère de la Santé dans l'enclave.

Les Palestiniens accusent les soldats israéliens d'avoir tiré sur des manifestants qui ne représentaient aucun danger immédiat.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, ainsi que la représentante de la diplomatie européenne Federica Mogherini, ont réclamé une "enquête indépendante" sur l'usage par Israël de balles réelles, une demande rejetée par l'Etat hébreu.

Les Etats-Unis ont en revanche bloqué samedi soir un projet de déclaration du Conseil de sécurité de l'ONU appelant "toutes les parties à la retenue et à prévenir toute escalade supplémentaire" et demandant une enquête sur les affrontements.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a également rejeté toutes les critiques et affiché son soutien à l'armée, en félicitant ses soldats.

Il a dénoncé dimanche les "leçons de morale" du président turc Recep Tayyip Erdogan qui avait accusé la veille Israël d'avoir commis une "attaque inhumaine".

"L'armée la plus éthique du monde n'a pas de leçons de morale à recevoir de la part de celui qui bombarde des civils sans discernement depuis des années", a-t-il écrit sur son compte Twitter.

"Hé Netanyahu! Tu es un occupant! (...) En même temps, tu es un terroriste", a riposté dans la foulée le président turc.

Cette protestation, censée durer six semaines, vise à réclamer "le droit au retour" des Palestiniens qui, par centaines de milliers, ont été chassés de leurs terres ou ont fui lors de la guerre ayant suivi la création d'Israël en 1948.

L'armée israélienne a ouvert le feu sur les manifestants qui s'étaient approchés à quelques centaines de mètres de la clôture ultra-sécurisée. AFP 02.04

2- Erdogan qualifie Netanyahu de "terroriste" après les morts à Gaza - Reuters 1 avril 2018

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a qualifié dimanche le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu de "terroriste", prolongeant une joute verbale entamée à la suite de la mort de 15 Palestiniens vendredi dans la bande de Gaza.

"Hé Nétanyahou ! Tu es un occupant ! Et c'est en tant qu'occupant que tu es sur ces terres. En même temps, tu es un terroriste", a déclaré M. Erdogan, dans un discours télévisé devant ses partisans à Adana (sud de la Turquie). (euronews 1 avril 2018)

" Ce que tu fais aux Palestiniens opprimés sera inscrit dans l'histoire et nous ne l'oublierons jamais", a-t-il poursuivi, ajoutant que "le peuple israélien est mal à l'aise avec ce que tu fais". "Nous, nous ne sommes coupables d'aucun acte d'occupation", a-t-il également affirmé. (euronews 1 avril 2018)

Le gouvernement israélien a défendu l'action de son armée, assurant que la majorité des victimes étaient des combattants du Hamas ou d'autres groupes armés, et Benjamin Netanyahu a estimé sur Twitter que Tsahal n'avait "pas de leçon à recevoir de la part de gens qui bombardent aveuglément depuis des années des populations civiles", en allusion à la Turquie. (La citation est tronquée et falsifiée, Nétanyahou avait affirmé que "l'armée la plus éthique du monde n'a pas de leçons de morale à recevoir de la part de celui qui bombarde des civils sans discernement depuis des années". - source : euronews 1 avril 2018 - LVOG)

Recep Tayyip Erdogan est revenu à la charge dimanche pendant un discours devant ses partisans: "Nous ne sommes pas frappés de la honte des envahisseurs, Netanyahu. Vous êtes un envahisseur et vous êtes présent sur ces terres en tant qu'envahisseur. En même temps, vous êtes un terroriste."

Dans un autre discours, le président turc a ajouté: "Vous êtes un Etat terroriste. Tout le monde sait ce que vous avez fait à Gaza et ce que vous avez fait à Jérusalem. Il n'y a personne qui vous aime dans le monde." Reuters 1 avril 2018

Costa Rica

- Costa Rica: le candidat de centre gauche Carlos Alvarado vainqueur de la présidentielle - AFP 01.04

Le candidat de centre gauche Carlos Alvarado a largement remporté dimanche le second tour de la présidentielle au Costa Rica, dans un pays plus divisé que jamais sur le mariage gay et la religion.

Avec 60,7% des voix, selon des résultats portant sur plus de 95% des voix annoncés officiellement dimanche soir, cett ex-ministre du Travail de 38 ans devance son adversaire, le pasteur évangéliste Fabricio Alvarado (sans lien de parenté), qui a obtenu 39,3%.

Les deux candidats, sans lien de parenté mais tous deux d'anciens journalistes aimant pousser la chansonnette, étaient au coude-à-coude dans les sondages.

A la différence de son opposant, également ancien député et candidat du parti Restauration nationale (RN, évangélique), vedette de la musique chrétienne, le candidat du Parti action citoyenne (PAC, la formation au pouvoir) préfère le rock et a appartenu à un groupe dans sa jeunesse.

Le Costa Rica est considéré comme un des pays les plus progressistes de la région, avec un taux d'alphabétisation de 97,5% et un investissement supérieur à 7% du PIB dans l'éducation, selon l'Unesco. AFP 01.04

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Air France: l'intersyndicale annonce une nouvelle grève les 10 et 11 avril - AFP 02.04

L'intersyndicale d'Air France, en conflit salarial avec la direction depuis février, a annoncé dimanche une nouvelle grève, cette fois de deux jours, les 10 et 11 avril, a-t-on appris de sources syndicales. AFP 02.04

ECONOMIE

Chine

1- Guerre commerciale: la Chine répond aux États-Unis en taxant 128 produits américains - Le HuffPost 02.04

La Chine a annoncé lundi 2 avril des mesures de rétorsion contre les importations américaines en imposant des taxes sur 128 produits, d'une valeur de trois milliards de dollars, en réplique aux taxes américaines sur l'acier et l'aluminium, selon l'agence de presse Chine nouvelle.

Pékin avait prévenu le mois dernier qu'il envisageait l'imposition de ces taxes, faisant craindre le déclenchement d'une guerre commerciale entre les deux géants économiques mondiaux. Les nouvelles taxes chinoises, imposées par la commission chargée des tarifs douaniers au sein du Conseil d'État (gouvernement), portent sur des produits divers allant des fruits à la viande de porc.

Mais jusqu'à présent, Pékin a pris soin de ne pas s'attaquer à des produits agricoles majeurs, tels le soja, ou à des compagnies industrielles importantes telles que le géant Boeing, domaines qui, désormais, devraient également être ciblées, estime le quotidien officiel Global Times. Le journal nationaliste écrivait dans un éditorial la semaine dernière que la Chine "a presque achevé sa liste de tarifs de rétorsion sur les produits américains et va la rendre publique prochainement".

"La liste portera sur des importations majeures chinoises en provenance des États-Unis", notait le journal. Cette décision "va porter un coup sérieux à Washington qui agite d'une manière agressive le bâton de la guerre commerciale et les États-Unis vont payer le prix de leur politique commerciale radicale envers la Chine", assurait Global Times.

En dépit de cette rhétorique, le ministre américain du Commerce, Wilbur Ross, a fait valoir jeudi dernier que les nouvelles sanctions américaines étaient avant tout un "prélude à une série de négociations". Washington déplore un déficit commercial colossal avec Pékin (375,2 milliards de dollars en 2017, selon les douanes chinoises).

Mais le Global Times, sans dévoiler ses sources, estime que les États-Unis ont émis "certaines demandes déraisonnables" dans leur tentative de forcer la Chine à accepter un compromis. "C'était naïf. Avec sa force commerciale, la Chine a tenu bon", a affirmé le journal. Le HuffPost 02.04

2- La Chine va investir l'équivalent de 50 milliards d'euros pour lutter contre la pauvreté - LeParisien.fr
1 avril 2018

La Banque chinoise de développement (CDB) va consacrer près de 51 milliards d'euros en 2018 pour lutter contre la pauvreté dans le pays. La CDB, selon l'agence de presse Chine nouvelle, va financer des projets d'infrastructures, de relogement, de développement d'industries locales, de santé et d'éducation dans les régions dont le développement économique est le plus faible.

Cette lutte contre la pauvreté a été érigée par le président Xi Jinping au rang des priorités, au même titre que la prévention des risques et la lutte contre la pollution.

Cet effort financier, selon le gouvernement, doit permettre d'éliminer « totalement » la pauvreté dans le pays d'ici à 2020 et de réduire le nombre de pauvres dans les zones rurales de plus de 10 millions dès cette année.

Pour y parvenir, le gouvernement chinois devrait pousser 2,8 millions de personnes à déménager pour être transférées hors de « zones inhospitalières ».

Selon Chine nouvelle, 68,5 millions d'habitants des zones rurales sont sortis de la pauvreté entre 2012 et 2017. Au niveau national, le taux de pauvreté serait tombé de 10,2 % à 3,1 %. LeParisien.fr 1 avril 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 3 avril 2018

CAUSERIE

● Causerie au format pdf. (16 pages)

Je ne propose plus au téléchargement que des articles significatifs. Par ailleurs je reproduis intégralement certains articles dans la causerie, tandis que d'autres font parfois l'objet de coupures, soit par ce que ces passages sont longs et insignifiants, soit parce qu'ils consistent à distiller l'idéologie de la classe dominante plus ou moins ouvertement ou insidieusement sous l'influence de laquelle se trouvent leurs rédacteurs, et pourraient détourner l'attention des lecteurs ou les induire en erreur.

N'y voyez pas une tentative de manipulation de ma part, mais plutôt une précaution à l'usage de ceux qui n'ont pas acquis un esprit critique bien aiguisé, d'autant plus qu'en publiant ces articles, bien que je sois animé de bonnes intentions ou que je sois incorruptible, je ne tiens pas à me faire même involontairement le complice de la propagande officielle.

Ici nous menons un combat politique, nous affichons la couleur si je puis dire, personne n'est pris au dépourvu ou en traître. Partant de là, nous n'avons pas à colporter la propagande de nos ennemis. Et qu'on ne vienne pas nous opposer la pluralité de l'information ou je ne sais quel argument démagogique pour nous accuser ensuite de parti pris, puisque nous revendiquons notre engagement politique et l'idéologie qui l'accompagne. Tout doit être absolument clair entre nous, et si cela ne l'était pas dans la tête de certains lecteurs, je n'y pourrais rien.

Et voyez comme quoi je respecte les lecteurs ou les militants, je ne dis pas qu'ils en porteraient la responsabilité, parce que je sais qu'ils seraient davantage victimes d'une confusion ou d'a priori inconscients, plutôt qu'animés de mauvaises intentions, donc il serait stupide de les accabler ou de porter un jugement sur leur attitude, sachant par ailleurs quelles peuvent en être les origines.

On essaie de faire pour le mieux avec le peu de moyen et de temps dont on dispose.

[Apprendre pour comprendre, et comprendre pour agir.](#)

Le mensonge : une règle devenue institutionnelle par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 02 avril 2018

Les peuples ont été conditionnés pour accepter les pires déformations de la vérité. Tout a été fait habilement pour désintéresser les citoyens de l'actualité et faire en sorte qu'ils ne puissent pas se rendre compte de cette exceptionnelle et permanente déformation de la vérité. C'est ce que disait prémonitoirement Orwell dans « 1984 ».

Les peuples continuent de penser à tort que l'Occident est synonyme de « démocratie », car la propagande ne cesse de répéter en boucle ce mensonge fondamental sous toutes les formes.

L'Occident n'a rien, dans ses structures, dans ses modes de fonctionnement, dans ses bases, dans ses présupposés, quelque chose qui pourrait avoir un lien quelconque avec la « démocratie ».

Les peuples ont été conditionnés pour accepter les pires déformations de la vérité. Tout a été fait habilement pour désintéresser les citoyens de l'actualité et faire en sorte qu'ils ne puissent pas se rendre compte de cette exceptionnelle et permanente déformation de la vérité. C'est ce que disait prémonitoirement Orwell dans « 1984 ».

Les peuples continuent de penser à tort que l'Occident est synonyme de « démocratie », car la propagande ne cesse de répéter en boucle ce mensonge fondamental sous toutes les formes.

L'Occident n'a rien, dans ses structures, dans ses modes de fonctionnement, dans ses bases, dans ses présupposés, quelque chose qui pourrait avoir un lien quelconque avec la « démocratie ». L'Occident est essentiellement « théocratique » puisque les sociétés qui le composent sont toutes construites sur une matrice « pontificaliste théocratique » du droit, même lorsqu'elles sont laïques. C'est cette matrice qui donne légitimité à tous les États existants dans le groupe occidental dirigé, manipulé, conditionné par une « médiocratie » au service de cette « théocratie » et incarnant ainsi sa visibilité qui, sans la « médiocratie », aurait eu trop de mal à s'imposer...

Les grands médias sont aux mains d'une oligarchie totalitaire au service exclusif de la religion de marché. Le dieu de la théocratie occidentale, c'est la « Haute-Finance », le profit, l'argent pour l'argent, le capital sacralisé et parasitaire, sa cause suprême, sa volonté inflexible...

Les médias « officiels » ne sont plus là pour être des « contre-pouvoirs », pour contrôler et dénoncer les abus de l'oligarchie politique, ils sont là pour conduire le char endiablé de l'argent roi, prince, empereur, tyran, esclavagiste, entraîné par les attelages de l'oligarchie politique pour le profit exclusif des plus riches en façonnant sans arrêt la légitimité des dominants exploitant des dominés maltraités et réduits aux conditions pitoyables de la survie.

Cette « médiocratie » dirige le monde actuel par le mensonge et la manipulation des peuples dressés à écouter religieusement les prêches fanatiques du sectarisme journalistique « collabo », dédié corps et âmes, à la cause du fascisme ultra libéral, idéologie régnante et dominante en Occident, converti de force à cette nouvelle religion de l'arriération mentale proclamée comme idéal et comme « valeur » à promouvoir avec ardeur en utilisant les menaces et les sanctions à la mode!

Ces entités commerciales médiatiques, façonnent notre monde orwellien. Ce sont elles qui décident quel homme (serviteur) politique sera placé d'office à la tête de tel pays. Macron est à l'Élysée parce que la « médiocratie » en a décidé ainsi. Ce n'est pas le peuple Français « souverain » qui a voulu cette mascarade à la Présidence française. Ce n'est pas le peuple Espagnol qui a voulu Rajoy à la Présidence du Gouvernement de leur pays. Ce ne sont pas les peuples Européens qui ont voulu unanimement se soumettre à la dictature de l'armée d'occupation de l'OTAN en lui donnant aujourd'hui le droit de circuler librement dans tous les pays de l'UE, en lui donnant le droit de les conduire comme un troupeau de moutons à l'abattoir, en se permettant de provoquer la Russie en leur nom, parce que ce pays souverain refuse « l'alignement » et la « soumission » à l'idéologie dominante récitée par la « médiocratie » au service du totalitarisme financier ultra libéral régnant sans partage sur l'Occident, affirmant sa volonté tyrannique d'absorber l'Orient !

Tous les pouvoirs politiques d'Occident sont agenouillés aujourd'hui devant le Grand Prêtre du Sanhédrin médiatique et participent à son culte liturgique dédié au dieu de l'argent, le veau d'or, le dieu du marché, récitant le catéchisme de l'idéologie fasciste ultra libérale, seule autorisée par l'Église « médiocrate » de l'Occident, sous peine d'hérésie appelée couramment le « complotisme » des nouveaux mécréants !

Dans le contexte global, la « médiocratie » est un contrôle des perceptions. Dans ce « ministère de la vérité », le journalisme « collabo » travaille à la modification permanente des informations pour les rendre compatibles avec l'idéologie dominante et pour une écoute soumise des dominés. Lorsque cette « médiocratie » ment ouvertement aux peuples soumis, elle répète en boucle que son mensonge est devenu la vérité. Chaque fois que quelqu'un voudra vérifier les sources, il trouvera des archives qui auront été elles-mêmes manipulées et transformées pour qu'elles soient conformes à la « vérité idéologique quasi révélée » de la nouvelle religion ultra libérale servie par l'Église médiatique via ses exécutants, les oligarchies politiques.

Toute concurrence ou toute dissidence informationnelle, est aussitôt écrasée par le totalitarisme « médiocrate » entre les mains d'une poignée de milliardaires faisant la pluie et le beau temps sur les peuples dressés à leur soumission.

Ces gigantesques corporations n'ont aucun compte à rendre aux peuples. Pourtant, aucun politique ne peut arriver au pouvoir sans la bénédiction et le bon vouloir de la « médiocratie » dominante qui va financer les campagnes électorales de ses poulains et veiller attentivement à ce que tous les concurrents exogènes soient éliminés par le jeu pipé des sondages bidons et le pilonnage intensif de la propagande pour le candidat déjà élu par les décideurs « médiocrates » tout puissants. Une multitude de magazines vont inonder les kiosques. La tête du candidat pré-élu par le pouvoir médiatique va apparaître en première page de ces multiples magazines, donnant l'impression d'une formidable diversité journalistique ! En réalité, l'ensemble de la presse écrite et parlée est au diapason du système favorisant le candidat qui paraîtra ainsi faire l'unanimité des opinions électorales, alors que cette multitude de magazines est la propriété d'une poignée de milliardaires, les mêmes qui tirent les ficelles de toute cette organisation du bluff et de la manipulation... Les élections ou réélections de Bush, Obama, Trump aux USA, de Merkel en Allemagne, de Sarkozy remplacé par les « Young leaders » de la « French-American Foundation », Hollande et Macron en France, de Blair, Johnson, May au Royaume Uni, de Netanyahu en Israël...etc., ont bel et bien été le résultat de la volonté d'une « médiocratie » partout au pouvoir et porte-parole de la Finance internationale tapie dans l'ombre... Voilà où nous en sommes!

Aujourd'hui, l'affaire Skripal est liée à l'échec des attaques chimiques sous faux drapeaux en Syrie, déjouées par les Russes qui ont mis en échec l'exploitation politique crapuleuse de cet odieux mensonge ! La coalition occidentale de Doha voulait à tout prix exploiter ce filon de la manipulation et du mensonge criminels dans le but de parvenir coûte que coûte à ses fins contre Bachar El Assad. Les Russes devaient donc être très sévèrement punis en créant ex nihilo un casus belli parfaitement arbitraire, chef-d'œuvre du mensonge et de la manipulation, puisqu'il est hors de question que le Royaume Uni apporte quelque preuve que ce soit de ses accusations fantaisistes, pour la simple raison évidente que ces preuves d'une culpabilité de la Russie n'existent pas!

Boris Johnson, Theresa May et Gavin Williamson possédaient les tares nécessaires à l'orchestration d'une telle complicité dans le Mal gratuit, gravissime et menaçant directement l'avenir de tous les peuples européens. Une telle inconscience à provoquer une guerre contre la Russie, puissance nucléaire dont la technologie se trouve plus avancée que celle de l'OTAN, reste incompréhensible et révoltante.

Si elles avaient existées, ces preuves, il était donc dans l'intérêt de l'Occident de s'en servir ! Pourquoi ne s'en sert-il pas ? La particularité première du mensonge, c'est qu'il se moque ouvertement des gens qu'il abuse. Les peuples dans leur ensemble sont clairement pris pour des idiots par ces criminels au pouvoir et le comble c'est que si nous refusons d'être pris pour des idiots, nous sommes aussitôt traités de « complotistes »! Le bal des expulsions de diplomates Russes est un spectacle dérisoire orchestré par un Occident puéril, mesquin, faux-cul, irresponsable, pathétique et pitoyable! Nous devons tous avoir honte, comme européens, Canadiens et étasuniens, d'être dans le camp de cet Occident minable et menteur, dégénéré et résolument criminel...

A propos de la Syrie, les mensonges de la coalition de Doha (USA, Israël, Arabie Saoudite, Qatar, Turquie, France, Angleterre, OTAN) sont désormais largement connus, puisqu'ils ont été déjoués par la victoire du peuple Syrien, son armée de conscrits aidée par la Russie, le Hezbollah, l'Iran et les milices Kurdes aujourd'hui trahies à leur tour par la perversion de la coalition de Doha qui les avait utilisées dans sa stratégie reptilienne contre la Syrie...

Après ce coup d'éclat de la bêtise humaine et de l'hypocrisie, les USA ayant renvoyé 60 diplomates Russes, menacent maintenant de sanctions les entreprises européennes impliquées dans le projet de gazoduc russe.

Ensuite, Macron ayant vendu les industries de pointe françaises aux rapaces des USA, nous apprenons que la France vendue et trahie par ce gamin irresponsable, ne peut même plus construire un seul sous-marin à propulsion nucléaire sans l'autorisation de Washington!

Aujourd'hui, tous les pays européens sont au service de la stratégie américaine et protègent les intérêts étasuniens au détriment de leurs propres intérêts. Ils sont vassalisés, colonisés, soumis, enchaînés, bâillonnés et menacés de sanctions s'ils n'exécutent pas les volontés criminelles de « l'État profond » des USA. L'OTAN fait la loi en Europe et s'apprête à faire circuler ses armées d'occupation librement sur tout le territoire de l'Union Européenne, sans avoir besoin de n'en demander la permission à personne! (...) Mondialisation.ca, 02 avril 2018

- Srda Popovic et autres « révolutionnaires étasuniens » par Ahmed Bensaada et Dragana Trifkovic
- Mondialisation.ca, 02 avril 2018

Entretien avec Ahmed Bensaada, auteur de : « Arabesque\$. Enquête sur le rôle des États-Unis dans les révoltes arabes », Éditions Investig'Action, Bruxelles (2015); Éditions ANEP, Alger (2016)

Dragana Trifkovic, pour le magazine serbe « Geopolitika » (Mars 2018)

1. Vous avez étudié la méthodologie des soi-disant révolutions non violentes, qui ont provoqué de nombreux conflits dans le monde. Vous avez écrit un livre à ce sujet (« Arabesque\$ »). Comment est-ce que vous vous êtes intéressé à ce sujet et comment êtes-vous arrivé aux premières conclusions y concernant ?

A.B. : Je me suis d'abord intéressé à ce sujet en 2009, lors des immenses manifestations qui ont secoué l'Iran. Mais c'est surtout en voyant les manifestants égyptiens, en 2011, brandissant des banderoles affichant un poing fermé que j'ai été convaincu de la relation entre les révolutions colorées et les révoltes au Moyen-Orient. En effet, il s'agissait du poing d' « Otpor », le mouvement qui avait réussi à faire tomber le président serbe Slobodan Milošević en 2000. Et cela n'était pas une simple coïncidence : mes recherches subséquentes l'ont démontré.

2. Qui, selon vous, a créé la méthodologie des révolutions colorées ? Et avec quel but ?

A.B. : Cette méthodologie a été conçue par le philosophe américain Gene Sharp, spécialiste de ce qu'il a baptisé « méthodes de résistance non violentes dans les conflits ». Le but recherché était, théoriquement, de transformer des régimes dictatoriaux en pays démocratiques avec des méthodes non militaires, basées sur la non-violence. En réalité, ces méthodes ont été exclusivement utilisées par l'administration américaine pour déstabiliser des gouvernements qui étaient contre les intérêts

américains. C'est Robert Helvey, un ancien colonel de l'armée américaine, agent spécial de la CIA et expert en opérations clandestines qui s'est initialement chargé de l'application sur le terrain des théories « sharpiennes ».

3. En Serbie, le 5 octobre 2000, l'une des premières révolutions colorées modernes avait été organisée, qui a causé le changement du régime. Pourquoi est-ce que c'est arrivé en Serbie et est-ce que la Serbie est devenue plus tard le principal modèle des révolutions colorées ?

A.B. : En fait, la première fois que la méthode de résistance non violente a été pratiquement utilisée, ce fut en Birmanie. Entre 1992 et 1998, Helvey entreprit quinze voyages en Birmanie pour y enseigner la théorie de Gene Sharp. Ce dernier, en personne, y entra clandestinement pour rencontrer les révolutionnaires birmans. Cependant, tous les efforts déployés se soldèrent par un cuisant échec. Helvey rencontra ensuite les activistes d'Otpor en 2000 et leur offrit formation et financement. De son propre aveu, il reconnut que les États-Unis avaient fourni 25 millions de \$ aux militants d'Otpor.

Il est vrai que la révolution « bulldozer », menée par Otpor, a été la première réussite du couple Sharp-Helvey. C'était la première fois qu'on passait de la théorie à la pratique. La jeunesse des activistes, la fougue des manifestants, l'apparente spontanéité des événements, le choix intelligent des slogans, l'utilisation judicieuse des médias, bref l'utilisation à la lettre des principes de la théorie de Gene Sharp, ont été à l'origine de cet éclatant succès. Ensuite, la méthode a été exportée vers d'autres pays de l'Est, au Moyen-Orient, en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

4. Lors de notre rencontre, on avait parlé d'Otpor. Vous connaissez les activités de Srdja Popovic, qui, d'une manière ou d'une autre, est devenu très connu parmi les activistes en Moyen Orient. Que pouvez-vous nous dire concernant les activités de CANVAS ?

A.B. : Srdja Popovic est le visage public de CANVAS, un centre de formation des « révolutionnaires en herbe » situé à Belgrade et fondé par d'anciens activistes d'Otpor. Il connaît Helvey et Sharp en personne. Helvey a dit de lui : « Dès que je l'ai vu, je savais que ce mec était un des leaders ». Il s'est inspiré des travaux de Sharp pour écrire, avec ses camarades d'Otpor, le manuel « La lutte non violente en 50 points » qui mentionne 199 méthodes d'actions non violentes. Ce livre a été traduit en plusieurs langues. Chaque langue donne une idée des pays où il a été utilisé.

Popovic donnent de nombreuses conférences à travers le monde, prônant la révolution non violente et la démocratisation « made in USA ». Il faut dire que CANVAS est financé par les organismes américains spécialisés dans l'«exportation» de la démocratie : Freedom House, l'Open Society Institute (OSI) du milliardaire américain George Soros, la National Endowment for Democracy (NED) et l'International Republican Institute (IRI) du sénateur John McCain.

C'est grâce à CANVAS que les révolutions colorées se sont étendues aux ex-Républiques soviétiques : la Géorgie (2003), l'Ukraine (2004) et le Kirghizistan (2005). Forts de leur expérience dans la déstabilisation des régimes autoritaires, leur savoir-faire a été utilisé au Moyen-Orient (Liban 2005, Iran 2009) et dans ce qui est communément appelé le « printemps » arabe (2011). Bien entendu, la « vague » CANVAS a été utilisée dans d'autres pays, surtout ceux qui ne sont pas en odeur de sainteté avec les États-Unis comme le Venezuela.

5. Il y a deux ans, CANVAS a été reconnu comme une organisation terroriste dans les Émirats Arabes Unis. Même si Srdja Popovic considère que son activisme est normal, il est évident que ce n'est pas l'opinion de tout le monde. Comment est-ce qu'un Etat peut combattre les actions d'une organisation et des individus qui s'immiscent directement dans les affaires internes des pays souverains ?

A.B. : En 2011, Srdja Popovic s'est publiquement vanté que CANVAS « travaillait » dans 37 pays à travers le monde.

La liste est probablement plus longue aujourd'hui.

Certes, de nombreux pays sont gouvernés par des régimes autocratiques et leurs citoyens ont besoin de plus de de libertés individuelles, de démocratie et une amélioration de leurs conditions socioéconomiques. Cependant, CANVAS et Popovic ne se rendent pas compte que leur organisation ne sert que les intérêts des organismes qui les financent et du pays qui les soutient. Les relations entre les pays ne sont pas dictées par une quelconque philanthropie, mais par des intérêts économiques ou politiques. Les millions de dollars dépensés dans la promotion de la démocratie doivent profiter à la sécurité et au bien-être général des États-Unis. Allan Weinstein, un des fondateurs de la NED, a déclaré que beaucoup de ce que fait actuellement la NED se faisait secrètement auparavant par la CIA.

D'autre part, si on regarde le résultat des révolutions colorées dans les anciens pays de l'Est ou ce qui s'est passé dans les pays arabes lors de ce mal nommé « printemps » arabe, il est clair qu'il s'agit d'un fiasco sur tous les plans. Les activistes et cyberactivistes qui ont mené les manifestations contre les gouvernements ont été balayés de la scène politique pour laisser la place aux forces politiques en place. Ces révoltes ne sont en fait que des coups d'état qui laissent les pays dans le chaos. La Libye, la Syrie et le Yémen en sont des exemples pédagogiques. Ces révoltes ne sont pas des « révolutions » car aucun changement idéologique ne les sous-tend. Les organismes étrangers se sont servis de la fougue et de la détermination de la jeunesse des pays visés en leur inculquant des slogans vertueux pour lesquels personne ne peut être contre. Le

romantisme révolutionnaire de la jeunesse a fait le reste.

6. Le Printemps arabe est le terme qui désigne une série de révolutions au Moyen Orient, qui ont causé des changements de régimes, mais également la guerre meurtrière en Syrie. Selon vous, quelle est la cause de ces révolutions ? Sont-elles nées de manière spontanée ou est-ce qu'elles ont été planifiées ? Qui avait son intérêt dans la déstabilisation en Moyen Orient ?

A.B. : Le « printemps » arabe est un terme fallacieux avec lequel les Occidentaux ont baptisé la série de révoltes populaires qui a ébranlé les rues arabes fin 2010, début 2011 et qui continue encore, avec tous les malheurs qui l'ont accompagné.

Le terme exact devrait être « hiver » ou « chaos » arabe. Jamais la situation des pays arabes n'a été aussi désastreuse. Des pays détruits, des morts par centaines de milliers, des réfugiés par millions et des pertes économiques en milliards de dollars. Sans compter le coût psychologique, les animosités intercommunautaires et la fuite des cerveaux.

Il est vrai que les pays arabes sont un terreau fertile pour les révoltes. Richesses mal distribuées, manque de libertés, régimes autocratiques, problèmes économiques, etc.

Mais comme expliqué précédemment, ce « printemps » n'a rien de spontané. Les activistes syriens comme Ausama Monajed ont été en relation avec Gene Sharp et financés par les mêmes organismes qui ont supporté Otpor. Le Syrien Radwan Ziadeh, (membre du Conseil National Syrien – CNS – tout comme Monajed) a été financé par la NED ; l'Égyptien Mohamed Adel a été formé par CANVAS à Belgrade en 2009. Sa formation et celle de d'autres cyberactivistes égyptiens a été payée par Freedom House. Ce ne sont que des exemples : vous trouverez dans mon livre « Arabesque\$ » plus de détails sur de nombreux autres cyberactivistes arabes et leur relation avec CANVAS.

Le « printemps » arabe a aussi montré que lorsque les méthodes « non violentes » n'atteignent pas rapidement leur but, les puissances occidentales (et en particulier les États-Unis) passent aux méthodes classiques en fomentant des guerres civiles aux conséquences dramatiques. C'est ce qui s'est passé en Libye, au Yémen et encore aujourd'hui en Syrie.

En ce qui concerne la déstabilisation du Moyen-Orient, elle fait partie du projet américain du « Grand Moyen-Orient ». Initialement conçu par Oded Yinon (en 1982), un responsable israélien, il a été repris par les faucons néoconservateurs américains. D'abord avec l'administration Bush père, puis celle de son fils. Depuis, plusieurs plans de découpage du monde arabe ont été proposés par des officiels américains. Selon Oded Yinon, son plan a pour objectif de « défaire tous les États arabes existants et de réorganiser l'ensemble de la région en petites entités fragiles, plus malléables et incapables d'affronter les Israéliens ». Nous voyons actuellement ce plan à l'œuvre en Irak, en Libye, au Yémen, en Syrie et il est bien trop tard pour le Soudan.

7. Parlons également du sujet de l'Ukraine, puisque là-bas aussi avait été organisé un coup d'Etat, suivi par un conflit armé. Qui est responsable de Maïdan et qui avait besoin d'un conflit en Ukraine ?

A.B. : J'ai consacré quelques articles à l'Euromaïdan où j'ai montré que ce qui s'est passé en Ukraine en 2013-2014 n'était qu'un prolongement de la révolution « orange ». Comme expliqué auparavant, ce sont les Serbes d'Otpor et l'appui massif des organismes américains d'exportation de la démocratie qui ont aidé les dissidents ukrainiens à faire leur « révolution ». En effet, en 2004, la révolte a réussi à placer des dirigeants pro-américains à la tête de l'État ukrainien : Viktor Iouchtchenko et Ioulia Timochenko. Mais lorsque le candidat pro-russe, Viktor Ianoukovytch, gagna largement les élections de 2010, cela souleva l'ire des pays occidentaux, pourtant si friands de démocratie électorale. Comme les méthodes non violentes n'ont pas donné, de la même manière qu'en 2004, le résultat escompté, on est rapidement passé aux méthodes violentes comme en Libye, en Syrie ou au Yémen. Durant l'Euromaïdan, ce sont les groupes néonazis ukrainiens qui ont été utilisés, armés, financés et « protégés » par les médias « mainstream ». L'ingérence occidentale durant ces événements a été obscène et indigne de toutes les valeurs vantées et célébrées en Occident. Tout a été fait pour que le coup d'état contre Ianoukovytch réussisse afin que l'Ukraine se tourne politiquement vers l'Occident et que les bases militaires de l'OTAN fleurissent sur la frontière ukraino-russe. Une situation qu'aucun pays de l'Ouest n'aurait acceptée, en particulier les États-Unis. Qui ne se souvient pas de la crise des missiles de Cuba ?

8. Les États-Unis accusent la Russie d'un comportement agressif et ils considèrent que la Russie représente un danger pour l'Europe. Quand on regarde la carte du monde, on peut voir que la Russie est encerclée par les bases américaines et de l'OTAN, ce qui ne corrobore pas ces affirmations. Que pensez-vous de la politique des affaires étrangères de la Russie ?

A.B. : Contrairement à ce qui est claironné par les médias occidentaux, dans les dossiers de l'Ukraine et de la Syrie, le comportement agressif est à mettre à l'actif des États-Unis et des pays européens.

Alors que la Russie avait octroyé une aide conséquente à l'Ukraine avant l'Euromaïdan, les puissances occidentales n'ont offert que des broutilles à ce pays.

Si l'Ukraine est bien loin d'une adhésion à l'Union Européenne et que les défenseurs occidentaux de sa « révolution » ne mettent

pas la main à la poche, tout semble indiquer que ce pays n'est qu'un « cheval de Troie » pour gêner la Russie qui prend trop de place et beaucoup d'aisance dans les enjeux internationaux, à l'instar de son rôle dans le conflit syrien. Une façon comme une autre d'ouvrir une nouvelle ère de guerre froide.

Dans le dossier syrien, la Russie est du côté du droit international et combat efficacement le terrorisme djihadiste. Et qui a financé et armé (directement ou indirectement) les dissidents et les djihadistes syriens ? Les Occidentaux et leurs vassaux que sont les pays du Golfe, bien évidemment. Sans l'intervention de la Russie, la Syrie serait maintenant un pays dépecé, gouverné par des hordes sanguinaires surgies d'un autre temps.

9. Donald Trump disait pendant la campagne électorale que les États-Unis devraient se tourner vers soi et qu'ils ne devraient pas s'immiscer dans la politique des autres pays. Cependant, après un certain temps, on peut constater que l'Amérique continue de s'immiscer dans les affaires internes des autres pays, ainsi que dans les relations entre les autres pays. Que pensez-vous de la politique américaine depuis l'arrivée de Trump au poste de président des États-Unis ? Voyez-vous des changements dans la politique des affaires étrangères des États-Unis, ou bien une continuité par rapport au gouvernement précédent de Barack Obama ?

A.B. : C'est un leurre de croire que la politique étrangère américaine se modifie drastiquement avec le changement de présidents. On s'en est rendu compte avec l'avènement du président Obama après le double mandat dramatique du président Bush fils. La politique d'Obama a été aussi sanglante que celle de son prédécesseur sinon pire. Le couple Obama-Clinton a été derrière la catastrophe nommée « printemps » arabe et le couple Obama-Kerry ont soutenu le coup d'État de l'Euromaïdan. À quoi s'attendre avec le président Trump ? Une politique aussi belliqueuse – voire plus – à l'égard des pays qui ne collaborent pas avec l'Oncle Sam, dans la continuation des locataires qui occupent la Maison Blanche depuis des décennies. D'ailleurs, le slogan de Trump n'est-il pas « Make America Great Again » ? Mondialisation.ca, 02 avril 2018

● A télécharger au format pdf

ACTUALITÉ DU JOUR

[Ils osent tout. LREM. Ils n'en ont "rien à foutre" de votre sort et vous le font savoir.](#)

- "Ce qui se dit en circo, je n'en ai rien à foutre" : le député LREM Bruno Bonnell embarrasse ses camarades - Franceinfo 2 avril 2018

Dans un long portrait publié dans "Le Monde", le député de la 6e circonscription du Rhône revendique le fait de ne pas recevoir les habitants de sa circonscription et de ne pas participer aux débats dans l'Hémicycle.

Bruno Bonnell aime se faire remarquer. Ce charismatique chef d'entreprise de la région lyonnaise squatte souvent les plateaux de télévision et a même participé à une émission de télé-réalité sur M6. Mais depuis qu'il est devenu député sous l'étiquette de La République en marche, impossible d'obtenir un rendez-vous avec lui dans sa circonscription. "Ce qui se dit en circo, je n'en ai rien à foutre, explique-t-il, dans Le Monde. Je ne suis pas là pour faire l'assistante sociale. Pour les places en crèche ou les logements, allez voir ailleurs !"

Dans les médias, en revanche, Bruno Bonnel n'hésite pas à prendre des positions controversées. "On n'entend que ça, le pouvoir d'achat, comme si la vie se résumait au pouvoir d'acheter", a répondu le député à son interlocuteur, le chroniqueur Charles Consigny, avant de se lancer dans une défense des conditions de vie dans l'Hexagone : "En France, les gens sont soignés. En France, les gens peuvent aller à l'école. En France, vous n'avez pas de trous sur la route."

Une attitude qui commence à faire grincer des dents dans les rangs de son propre parti. "J'ai une vie passionnante, je suis un bon client pour les médias et je suis régulièrement cité dans Le Canard enchaîné, ça énerve. Si un député lambda paye sa femme de ménage au black, tout le monde s'en fout", explique-t-il au Monde. Franceinfo 2 avril 2018

[France. Mobilisation sociale.](#)

- L'état du trafic - Liberation.fr 2 avril 2018

Ce mardi, 12 % des TGV, 13 % des Intercités et 6 % des TER circuleront. Alors que 77 % des conducteurs seront en grève, les syndicats dénoncent la prime de 150 euros par mois proposée par la direction de la SNCF aux « cadres opérationnels » pour les inciter à conduire des trains.

A l'appel de la CGT, l'Unsa et la CFDT, la mobilisation qui débute ce mardi pourrait durer jusqu'au 28 juin, au rythme de deux

jours sur cinq. De son côté, SUD Rail a déposé un préavis de grève illimitée qui a débuté lundi à 20 heures.

A Air France, où le conflit est salarial, la direction assure que 75 % des vols seront assurés mardi. Liberation.fr 2 avril 2018
Liberation.fr 2 avril 2018

Du côté de la réaction et ses agents.

- SNCF: Attal (LREM) appelle à sortir "de la gréviculture" - AFP 2 avril 2018

Le porte-parole de LREM, Gabriel Attal, a appelé lundi à "sortir de la gréviculture", disant ne pas comprendre la grève à la SNCF sur une réforme "annoncée depuis un certain temps" et vu les "concessions" gouvernementales.

Gilles Le Gendre, porte-parole des députés LREM, a, lui, jugé sur franceinfo qu'"une moitié de l'entreprise est entraînée dans une grève manifestement par des vocations jusqu'aboutistes". AFP 2 avril 2018

Si c'était le cas, cela en serait fini du régime !

- L'unité syndicale, cible gouvernementale - Liberation.fr 2 avril 2018

Pour fissurer le front uni, l'exécutif pourrait faire quelques concessions. Liberation.fr 2 avril 2018

- SNCF: Berger (CFDT) appelle à discuter pour "éviter un conflit dur" - AFP 2 avril 2018

Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, a appelé à une rapide discussion entre les syndicats de la SNCF et le gouvernement pour "éviter un conflit dur qu'il ne souhaite pas", lundi au moment où débutait une grève des cheminots qui s'annonce très suivie. AFP 2 avril 2018

Dans le passé, j'ai souvent pris pour cibles ceux qui se lamentaient sur le sort des travailleurs, dès que le gouvernement annonçait une nouvelle mesure antisociale. Sans remettre forcément en cause leurs intentions, j'estimais au contraire que la dégradation de leur condition de travail ou d'existence pouvait contribuer à les détacher du régime, à les aider à rompre à terme avec lui, à préparer les conditions politiques pour renverser le régime, sans quoi notre combat politique n'aurait aucun sens, hormis poursuivre des objectifs purement corporatistes, auquel cas nous tournerions le dos au socialisme...

Et bien ici Berger me donne raison à sa manière, à ceci près que c'est le gouvernement, l'Etat, le régime qu'il entend ménager et non les cheminots dont il n'a rien à foutre.

Mobilisation étudiante.

- Mobilisation des étudiants : "Un élan s'est créé depuis deux semaines", assure la présidente de l'Unef-Paris 1 - Franceinfo 2 avril 2018

Les étudiants sont appelés à participer à la mobilisation sociale mardi, avec les cheminots ou encore les éboueurs. "On sera au maximum dans la rue", prédit Jaspal De Oliveira, à la tête de l'Unef pour l'université Paris 1-Panthéon Sorbonne. Franceinfo 2 avril 2018

[La preuve que l'impérialisme français est engagé militairement dans la guerre contre la Syrie.](#)

- La Turquie publie la localisation des cinq bases militaires françaises secrètes en Syrie - Réseau Voltaire 1er avril 2018

L'Agence Anadolu a publié une carte des cinq bases militaires secrètes de la France en Syrie (dont l'usine de Lafarge-Holcim).

L'Agence précise que le 1er RPIMA (régiment parachutiste d'infanterie de Marine) est déployé sur le sol syrien. En outre 30 soldats français supplémentaires sont présents à Rakka et 70 sur divers autres sites.

La présence militaire française en Syrie est illégale au regard du Droit international.

Cette publication constitue un avertissement à la France qui a annoncé soutenir les terroristes du YPG, une organisation kurde pro-atlantiste. Réseau Voltaire 1er avril 2018

- La France renvoie des troupes en Syrie - Réseau Voltaire - 30 mars 2018

Le 29 mars 2018, le président Emmanuel Macron a reçu à une délégation des Forces démocratiques de Syrie. Selon « l'ambassadeur » du « Rojava » à Paris, Khaled Issa, il a annoncé que la France envoie des troupes à Manbij (Syrie).

Les Forces démocratiques de Syrie sont un habillage du PYD, le parti des kurdes pro-atlantistes de Syrie. Pour la forme, la délégation était composée à part égale d'arabes et de kurdes, bien que sur le terrain les FDS soient presque exclusivement des membres du PYD sous encadrement états-unien. Selon l'Élysée, le président Macron a rappelé que la France considérait le PKK turc comme une organisation terroriste, bien que, dans les faits, le PYD soit une excroissance du PKK.

Identiquement, l'idéologie du « Rojava », l'anarchisme, est un habillage visant à la fois à faire oublier le retournement du PKK marxiste-léniniste en un instrument de l'Otan, et à le rendre sympathique aux Occidentaux.

Les Forces spéciales françaises qui étaient présentes dans la ghouta orientale ont été exfiltrées sur ordre du numéro 2 de l'Onu, le faucon Jeffrey Feltman, dans des voitures diplomatiques des Nations unies vers le Liban. Elles seront de retour, plus nombreuses, au Nord de la Syrie. Si leur présence dans la banlieue de Damas était un secret de polichinelle, leur arrivée à Manbij est officieuse, dans la mesure où elle a été annoncée par le PYD, mais non confirmée par l'Élysée.

La présence militaire française est illégale au regard du droit international. Elle est permanente depuis le début de la guerre, en 2011, à l'exception des trois mois de la fin du mandat Sarkozy, soit la période allant de la libération de Baba Amr (Homs) à la conférence des Amis de la Syrie à Paris.

La France d'Emmanuel Macron semble abandonner son soutien aux jihadistes d'al-Qaïda pour se concentrer sur la création d'un « Kurdistan » en territoire arabe, le « Rojava ».

Aux conférences de Versailles (1918) et de Sèvres (1920), les États-Unis soutinrent la création d'un État indépendant pour les populations nomades (« kurdes ») de la vallée de l'Euphrate qui s'étaient sédentarisées en Anatolie après y avoir massacré les chrétiens arméniens (le génocide du sultan Abdulhamid II, puis des Jeunes Turcs). Depuis au moins 1921, la France a repris la revendication d'un État pour les kurdes, mais plus en Turquie.

Les bureaux du « Rojava » à Paris sont aimablement prêtés par Bruno Ledoux, un riche propriétaire de presse (Libération, L'Express, i24news...) lié à Israël. Réseau Voltaire - 30 mars 2018

- Ankara met en garde Paris après son soutien aux terroristes - Réseau Voltaire - 30 mars 2018

Le président Recep Tayyip Erdogan a mis en garde la France, le 30 mars 2018, lors d'un violent discours faisant suite à la rencontre du président Macron avec une délégation du PYD.

Selon l'Élysée, Emmanuel Macron a reçu une délégation des SDF (Forces démocratiques de Syrie), mais cette dénomination n'est qu'un habillage du PYD, l'organisation sœur du PKK turc.

Selon l'ancien chef d'état-major turc, le général Ilker Basbug, le PKK et le PYD, après avoir été des organisations marxistes-léninistes pro-soviétiques et pro-syriennes, sont devenues des groupes anarchistes pro-atlantiques.

Le président Erdogan a souligné que la France accueillait des bureaux du PKK et du PYD à Paris, alors que ces organisations sont responsables d'une multitude d'attentats ayant coûté la vie à 40 000 citoyens turcs. La Turquie n'a pas besoin d'un médiateur avec des groupes terroristes a-t-il scandé.

Menaçant, Recep Tayyip Erdogan a déclaré que si la France ne faisait pas marche arrière, elle ne manquerait pas de subir sur son territoire les conséquences de sa politique ; une menace qui n'est pas sans rappeler celle qu'il prononça avant les attentats de Paris et de Bruxelles.

Le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlüt Çavuşoğlu, a téléphoné à son homologue français, Jean-Yves Le Drian, pour lui faire part de sa stupeur.

L'Élysée a précisé que contrairement aux déclarations de « l'ambassadeur » du « Rojava » à Paris, la France ne prévoyait pas d'opérations en Syrie en dehors de la Coalition internationale ; des explications qui ne changent rien car c'est cette Coalition qui a créé l'habillage des FDS afin de continuer à utiliser les mercenaires du PKK-PYD contre Damas. Réseau Voltaire - 30 mars 2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1 - Russie

1.1 - Affaire Skripal: Moscou insinue que Londres pourrait être derrière l'empoisonnement - AFP 2 avril 2018

Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov a insinué lundi que Londres pourrait être derrière l'empoisonnement de l'ex-espion russe Sergueï Skripal, ayant "intérêt" en raison du Brexit à cette affaire à l'origine d'une vague historique d'expulsions de diplomates.

Il a estimé que l'empoisonnement "pouvait être dans l'intérêt du gouvernement britannique, qui s'est trouvé dans une position inconfortable en étant dans l'incapacité de remplir ses promesses faites aux électeurs sur les conditions du Brexit".

"Cela pouvait aussi être dans l'intérêt des services spéciaux britanniques, qui sont connus pour leur capacité à agir avec permis de tuer", a-t-il ajouté, lors d'une conférence de presse.

Selon lui, Moscou n'avait aucune raison à la veille de la présidentielle et à quelques mois du Mondial de football en Russie d'empoisonner l'ex-agent double, qui avait été condamné pour trahison avant de faire l'objet d'un échange de prisonniers en 2010.

Selon M. Lavrov, une "attaque sophistiquée" sur Sergueï Skripal telle qu'aurait pu mener un pays comme la Russie aurait abouti à une "mort immédiate" de la personne visée, or l'ex-espion de 66 ans a survécu et reste hospitalisé dans un état critique mais stable.

"Lorsqu'on a pas de preuves, alors on se venge sur les diplomates", a critiqué lundi Sergueï Lavrov.

Il a accusé la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et leurs alliés d'avoir "perdu toute décence" et de "recourir à des mensonges et de la désinformation purs et simples" dans cette affaire à l'encontre de la Russie.

Après avoir expulsé le 17 mars 23 diplomates britanniques et fermé le consulat britannique à Saint-Pétersbourg ainsi que le British Council en Russie, Moscou a demandé samedi à Londres de réduire son personnel diplomatique de plus de 50 personnes pour revenir à une "parité" des missions diplomatiques.

M. Lavrov a ajouté que la Russie avait "de nombreuses questions" concernant cette affaire et que "l'incapacité de la Grande-Bretagne à y répondre signifiera que tout cela n'est qu'une invention et plus concrètement une provocation flagrante". AFP 2 avril 2018

1.2 - Yulia Skripal qui «se remet rapidement» : Le récit de Novichok russe s'écroule - Mondialisation.ca, 02 avril 2018

Pendant des semaines, les médias du monde entier ont cité sans discernement les affirmations du gouvernement selon lesquelles l'agent double Sergei Skripal et sa fille, Yulia, auraient été empoisonnés le 4 mars avec un agent neurotoxique de qualité militaire, connu sous le nom de Novichok.

Le produit chimique a été décrit comme étant si mortel que les Skripal, comateux, ne se rétabliraient probablement pas, et que s'ils le faisaient ils conserveraient des séquelles cérébrales resteraient physiquement atteints. Mercredi, il y avait même des titres dans les médias que leur assistance vitale pourrait devoir être désactivée.

Pourtant, jeudi, des rapports de la fondation du NHS (service de santé britannique) à Salisbury ont communiqué que Yulia, 33 ans, n'était plus dans un état critique et était « consciente » et qu'elle « parlait ».

La récupération apparente de Yulia a ouvert une brèche dans le récit officiel et aurait dû le faire couler définitivement. Au lieu de cela, comme cela s'est produit à plusieurs reprises, l'histoire sera sans aucun doute modifiée au besoin.

Il y a des incohérences innombrables, des contradictions et des mensonges dans le dossier monté contre la Russie. Surtout, aucune explication politique convaincante n'a été avancée sur la raison pour laquelle la Russie viserait les Skripals.

Il n'y a pas non plus de lien entre la tentative de meurtre de la paire et un suspect quelconque, et encore moins l'État russe et le gouvernement du président Vladimir Poutine. Pour le gouvernement, tout repose sur la seule affirmation, fondée sur des

« découvertes » non divulguées du centre de recherche britannique sur les armes chimiques, Porton Down, que l'agent neurologique Novichok était « d'un type » développé en Russie dont la sophistication et la complexité de la livraison exigeaient un « acteur étatique ».

Maintenir ce mensonge a impliqué une accumulation de plus petits mensonges qui dépendaient de leur acceptation sans question par les médias. Même avant les nouvelles concernant Yulia, ce réseau de tromperie risquait de s'effiloche.

Les rapports initiaux après la découverte des Skripals du 4 mars ont expliqué que la cause probable de leur maladie était une « poudre blanche » identifiée comme un opioïde, le fentanyl . Ce n'est que le 6 mars que la Russie a été officiellement suggérée pour une implication possible avant que la police métropolitaine ait déclaré pour la première fois qu'un agent neurotoxique aurait été utilisé, le 7 mars.

Le 8 mars, il a été annoncé qu'un agent de police dont le nom fut donné plus tard, le sergent Nick Bailey, était gravement malade à l'hôpital parce qu'il était l'un des premiers intervenants dans l'incident. La police a ajouté que 21 personnes avaient reçu un traitement (non spécifié).

Cependant, la question soulevée par les récents événements est de savoir s'il existe une quelconque preuve qu'un agent neurotoxique de niveau militaire a été impliqué dans la tentative d'assassinat. Trois questions connexes sont importantes. Qu'est-ce qu'un Novichok ? Comment est-il utilisé ? Qu'est-ce qu'il est censé faire ?

Après son identification supposée, le Novichok a été décrit comme étant « cinq à dix fois plus mortel » que le VX et le Sarin et, comme eux, un gaz toxique.

L'un de ses créateurs, Vil Mirzayanov, qui a fait défection aux États-Unis, a été interrogé le 16 mars par le Guardian, le décrivant comme « l'arme chimique la plus puissante et unique au monde ».

Aucun acteur non étatique n'avait la capacité de « militariser » Novichok. « Vous pouvez vous tuer [...] c'est impossible sans équipement technique de pointe [...] Aucun pays n'a ces capacités comme la Russie, parce que la Russie a inventé, testé et transformé en arme le Novichok. »

« Il me semble qu'ils l'ont apporté [dans une] version binaire », a déclaré Mirzayanov. « Ce sont deux ampoules, de petits contenants, comme une grosse balle qu'on met ensemble dans un vaporisateur par exemple, et après, un mécanisme qui les mélange, quelques secondes et après cela, on tire [...] Il pourrait toucher n'importe quelle peau et en quelques minutes cela prendrait effet. »

En cas d'exposition « les effets sont rapides et dramatiques ». Le système nerveux est atteint, les victimes sont incapables de respirer, elles « toussent et une mousse s'échappe de la bouche », les « effets sur le système digestif déclenchent des vomissements » « Il y a des convulsions [...] Beaucoup de ceux qui sont affectés perdent le contrôle de leur vessie de leurs intestins ».

Compte tenu de ce récit, l'histoire de la poudre blanche a naturellement dû être abandonnée. Et il fallait expliquer comment un Novichok a pu être utilisé d'une manière qui permettait de telles complexités. D'autant plus que les Skripals ont quitté la maison pendant sept heures, se sont rendus à un « pub » local, ont pris un repas dans un restaurant, et se sont effondrés seulement par la suite.

La première version était que Yulia avait involontairement apporté une poudre blanche dans le pays après qu'elle aurait été introduite à son insu dans sa valise. La deuxième version était qu'elle a été mise sur les vêtements du Skripal, ce qui était censé expliquer le retard dans les effets. La troisième était que du Novichok gazeux aurait été diffusé par l'intermédiaire de la climatisation de la voiture des Skripals.

Tout cela était insensé et les choses se sont aggravées après que personne d'autre n'ait souffert des effets nocifs. Différents chiffres ont été donnés sur les personnes admises à l'hôpital, mais tous sont sortis sans avoir reçu de traitement. Le 22 mars, le sergent détective (DS) Bailey a quitté l'hôpital du Wiltshire, rétablis plusieurs jours avant Yulia.

Parlant au début d'un débat sur la sécurité nationale et la Russie, May a déclaré que Sergei et Yulia Skripal « restent gravement malades à l'hôpital. Malheureusement, à la fin de la semaine dernière, les médecins ont indiqué que leur état ne devrait pas changer dans un proche avenir, et ils pourraient ne jamais se rétablir complètement ».

Si le rétablissement de Yulia deux jours plus tard n'était pas assez embarrassant, la police a également choisi ce jour pour annoncer que l'utilisation du Novichok contre ses victimes avait été effectuée en en mettant sur la porte d'entrée de la maison de Sergei !

Aucune explication n'a été fournie quant à la façon dont cette simple ruse a pu échapper aux enquêteurs pendant des semaines.

De surcroît, pourquoi, à part les Skripals et DS Bailey, personne d'autre n'avait-il été contaminé lors de la perquisition ? Au lieu de cela, l'unité terroriste de la police métropolitaine a annoncé qu'elle bouclait maintenant une aire de jeux pour enfants près du domicile des Skripal, tout en rendant le contrôle du cimetière de London Road, où l'épouse et le fils de Sergei sont enterrés, du centre commercial Maltings et du complexe Ashley Wood à la police du Wiltshire.

Partout dans le monde, il y a un profond scepticisme devant ces affirmations du gouvernement britannique. C'est plus que justifié. Mondialisation.ca, 02 avril 2018

2- Inde

2.1 - Inde: Des manifestations à l'appel des intouchables tournent à la violence Reuters 2 avril 2018

Sept personnes au moins ont péri lundi en Inde dans des manifestations organisées par la caste des intouchables, au cours desquelles des postes de police ont été incendiés et des voies de chemin de fer bloquées, ont rapporté des médias indiens.

Cette explosion de violences, qui a touché plusieurs Etats indiens, a fait suite à une décision de la Cour suprême interdisant, dans l'immédiat, l'arrestation de personnes accusées de discriminations envers les intouchables, ou Dalits.

Les Dalits forment le bas de l'échelle des castes en Inde, où ils représentent un quart de la population.

Des organisations représentatives des Dalits avaient appelé à ces manifestations après une décision rendue en mars par la Cour suprême, en vertu de laquelle les arrestations prévues par une loi censée accélérer le traitement des plaintes des intouchables nécessitent une autorisation préalable des autorités. Cette décision a empêché l'arrestation, dans l'immédiat, des personnes visées par les plaintes.

A la fin 2016, autour de 90% des quelques 145.000 actions en justice intentées par des Dalits attendaient toujours d'être traitées, selon des statistiques gouvernementales publiées l'an dernier. Reuters 2 avril 2018

2.2 - Cachemire indien: au moins 20 morts dans des affrontements - AFP 2 avril 2018

Les écoles sont restées fermées et l'internet était coupé lundi au Cachemire indien, au lendemain d'une journée d'affrontements particulièrement sanglante qui a fait 20 morts et 200 blessés. AFP 2 avril 2018

3 - Egypte

- Egypte: Sissi réélu avec 97% des voix dans un scrutin sans vraie compétition - AFP 2 avril 2018

Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a été réélu pour un second mandat de quatre ans avec 97,08% des voix validées, dans une élection sans surprise où son seul adversaire était aussi l'un de ses partisans.

Un peu plus d'un électeur égyptien sur trois ont voté lors du scrutin des 26, 27 et 28 mars, soit une participation de 41,5%, selon l'Autorité nationale des élections.

Lors d'une conférence de presse lundi, Lachine Ibrahim, président de cette Autorité a annoncé que M. Sissi avait récolté environ 22 millions de voix.

Si près de 25 millions d'Egyptiens ont exprimé leur vote, plus de 92% des bulletins ont été validés, le reste ayant été rejeté comme non-conforme.

La participation des Egyptiens reflète leur "foi dans la voie démocratique", s'est félicité M. Ibrahim avant d'annoncer sous les applaudissements la "victoire" de M. Sissi.

Archi-favori, M. Sissi avait pour seul adversaire Moussa Mostafa Moussa, un homme politique méconnu du grand public et partisan affiché du chef de l'Etat. Celui-ci a obtenu 2,92% des voix.

Elu avec 96,9% des voix en 2014, M. Sissi est arrivé au pouvoir un an après la destitution par l'armée, dont il était alors le chef, du président islamiste Mohamed Morsi, à la suite de manifestations massives contre ce dernier.

La réélection de M. Sissi ne faisait aucun doute. Depuis le début de la campagne, le chef de l'Etat est omniprésent à la télévision comme sur les affiches dans les rues.

M. Moussa est arrivé in extremis dans la course après la mise à l'écart ou le renoncement d'autres prétendants plus sérieux.

Fin novembre, l'ex-Premier ministre Ahmed Chafiq avait annoncé sa candidature depuis les Emirats arabes Unis où il vivait. A son arrivée en Egypte début décembre, il a disparu pendant environ 24 heures, avant d'annoncer qu'il renonçait.

L'ex-chef d'état-major Sami Anan a été exclu de en janvier, poursuivi par la justice militaire pour s'être engagé "sans l'autorisation des forces armées".

L'ancien député devenu dissident Mohamed Anouar El-Sadate, neveu de l'ex-président Anouar El-Sadate, et l'avocat défenseur des droits de l'Homme Khaled Ali ont eux aussi jeté l'éponge, dénonçant des pressions.

Plusieurs personnalités égyptiennes avaient appelé en janvier au boycott du scrutin, accusant le régime "d'empêcher toute compétition loyale".

M. Sissi devra s'atteler à deux défis majeurs pour son second mandat, la stabilité sécuritaire et le redressement économique.

L'armée soupçonne des membres du groupe Etat islamique (EI) de s'installer dans le Sinaï à la suite de leurs défaites en Irak et en Syrie.

Depuis le 9 février, elle mène une vaste campagne militaire pour "nettoyer" le pays du terrorisme. Au total, au moins 22 militaires ainsi que plus de 100 jihadistes ont été tués depuis le lancement de cette campagne dans le Sinaï, selon les bilans officiels.

L'économie égyptienne est par ailleurs en berne depuis l'instabilité politique et les menaces sécuritaires à la suite du soulèvement populaire de 2011.

Le Caire a lancé en 2016 un programme drastique de réformes économiques en vue de l'obtention d'un prêt de 12 milliards de dollars approuvé en novembre 2016 par le Fonds monétaire international.

Avec la dévaluation brutale de la monnaie, qui a perdu la moitié de sa valeur par rapport à l'euro et au dollar, ainsi que la réduction drastique des subventions, la population se plaint des hausses des prix qui ont eu un impact important sur les familles modestes et de la classe moyenne. AFP 2 avril 2018

4- Soudan du Sud

- Au Soudan du Sud, "les souffrances extrêmes" d'une population livrée à la famine et la guerre - Franceinfo 2 avril 2018

Près de sept ans après sa création, le Soudan du Sud vit l'une des plus grandes catastrophes humanitaires contemporaines, selon l'ONU. La guerre ethnique a affamé un pays qui ne peut se vouer qu'à l'aide internationale.

En juillet 2011, le Soudan du Sud célébrait sa création, devenant le plus jeune État du monde. Moins de deux ans après son indépendance, une guerre civile a fait des dizaines, voire des centaines de milliers de morts et plus de quatre millions de réfugiés. Malgré les promesses, l'aide internationale est insuffisante et la faim dévore les habitants d'un pays meurtri.

Dans les zones rebelles du Sud Soudan, comme ailleurs dans le pays, la faim a dévoré les corps et fait danser au fond des yeux de folles étincelles. Depuis cinq ans de guerre, il n'y a plus de récolte. À chaque attaque, les cultures sont incendiées, le bétail volé.

La lutte pour le pouvoir entre le président Salva Kiir et son vice-président Riek Machar a muté en guerre tribale. Nettoyage ethnique, viols, torture, aux monstruosité de la guerre s'ajoutent celle du sous-développement et des maladies comme la malaria, la leishmaniose et aucune infrastructure, ni voie d'accès. Une catastrophe humanitaire qui se joue dans le silence. Franceinfo 2 avril 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 4 avril 2018

[CAUSERIE](#)

J'avais oublié de formater en pdf la causerie d'hier.

● Causerie au format pdf. (9 pages)

La vérité est révolutionnaire, alors on comprend pourquoi elle est le pire ennemi des idéologues de l'extrême droite néolibérale et de ceux qui nous gouvernent ou détiennent le pouvoir, les médias.

Elle est tellement en décalage par rapport à leurs monstrueux mensonges qu'on n'ose même pas la dire.

Oui, Macron et son gouvernement, l'existence des institutions de la Ve République et du capitalisme est incompatible avec le développement harmonieux de la société, avec le bien-être et l'épanouissement individuel de chaque citoyen, avec la paix, et il faut les balayer pour changer la société.

Oui, il faut abolir la Constitution de la Ve République, parce qu'elle est la structure juridique qui légitime l'ordre établi, dont les fondements reposent sur les inégalités sociales entre les classes.

Partant de là, chacun comprendra que tout combat contre les inégalités sociales ou les méfaits du capitalisme doit s'inscrire dans cette perspective politique. Si tel n'était pas le cas, sachant qu'aucun acquis social ou politique n'est acquis définitivement ou sera remis en cause un jour ou l'autre, vous seriez amené à toujours livrer les mêmes combats jusqu'à épuisement sans jamais atteindre vos objectifs, autrement dit, en pure perte à l'arrivée.

C'est ce à quoi menait le réformisme, l'adaptation du socialisme à la mode capitaliste à laquelle ont adhéré ce qu'on appelait la gauche et l'extrême gauche qui refusait de les caractériser de réactionnaire (le réformisme et la gauche).

[Connaissez-vous *The world fact book* ?](#)

Nulle part ailleurs, à une seule adresse, dans un seul document vous trouverez une telle source d'informations sur le pays où vous vivez n'importe où dans le monde, devinez et ce n'est pas une blague : La CIA.

<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/fr.html>

The world fact book

Political parties and leaders:

Democratic Movement or MoDEM [Francois BAYROU]
Europe Ecology - The Greens or EELV [David CORMAND]
French Communist Party or PCF [Pierre LAURENT]
La France Insoumise or FI [Jean-Luc MELENCHON]
Left Front Coalition or FDG [Jean-Luc MELENCHON]
Left Party or PG [linked with the movement La France Insoumise or FI [Jean-Luc MELENCHON]]
Left Radical Party or PRG [Sylvia PINEL] (formerly Radical Socialist Party or PRS and the Left Radical Movement or MRG)
Movement for France or MPF [Philippe DE VILLIERS]
National Front or FN [Marine LE PEN]
New Anticapitalist Party or NPA [collective leadership; main spokesperson Christine POUPIN; presidential candidate Philippe POUTOU]
Rally for France or RPF [Igor KUREK]
Republican and Citizen Movement or MRC [Jean-Luc LAURENT]
Socialist Party or PS [Rachid TEMAL, interim leader]
Stand Up France (Debout La France) [Nicolas DUPONT-AIGNAN]
The Centrists [Herve MORIN] (formerly new Center of NC)
The Republic on the Move (La République en Marche) or REM [Christophe CASTANER]
The Republicans or LR (formerly Union for a Popular Movement or UMP) [Laurent WAUQUIEZ]
Union des Démocrates et Indépendants or UDI [Jean-Christophe LAGARDE] and Democratic Movement or MoDem [Francois BAYROU] (previously Union for French Democracy or UDF); together known as UDI-Modem; Radical Party [Laurent HENART] is a member of UDI
United Republic or RS [Dominique DE VILLEPIN]
Worker's Struggle (Lutte Ouvrière) or LO; also known as Communist Union; [collective leadership; spokespersons Nathalie ARTHAUD and Arlette LAGUILLER]

Leur liste est incomplète...

Age structure:

0-14 years: 18.53% (male 6,360,218/female 6,076,598)
15-24 years: 11.79% (male 4,045,901/female 3,864,395)
25-54 years: 37.78% (male 12,773,900/female 12,578,256)
55-64 years: 12.42% (male 4,020,507/female 4,315,407)
65 years and over: 19.48% (male 5,648,888/female 7,422,091) (2017 est.)

Dependency ratios:

total dependency ratio: 59.2
youth dependency ratio: 29.1
elderly dependency ratio: 30.2
potential support ratio: 3.3 (2015 est.)

Urbanization:

urban population: 80% of total population (2017)
rate of urbanization: 0.76% annual rate of change (2015-20 est.)

Telephones - fixed lines:

total subscriptions: 39.006 million

Telephones - mobile cellular:

total: 67.571 million

Internet users:

total: 57,226,585
percent of population: 85.6% (July 2016 est.)

National air transport system:

annual passenger traffic on registered air carriers: 65,039,503
annual freight traffic on registered air carriers: 4,098.31 million mt-km (2015)

Airports:

464 (2013)

Pipelines:

gas 15,322 km; oil 2,939 km; refined products 5,084 km (2013)

Railways:

total: 29,640 km
standard gauge: 29,473 km 1.435-m gauge (15,561 km electrified)
narrow gauge: 167 km 1.000-m gauge (63 km electrified) (2014)

Roadways:

total: 1,028,446 km (metropolitan France)
paved: 1,028,446 km (includes 11,416 km of expressways)
note: not included are 5,100 km of roadways in overseas departments (2010)

Waterways:

metropolitan France: 8,501 km (1,621 km navigable by craft up to 3,000 metric tons) (2010)

Merchant marine:

total: 555

by type: container ship 24, general cargo 72, oil tanker 28, other 431

note: includes Monaco (2017)

Etonnant, n'est-ce pas ? Mais pourquoi ? Mais parce que les intérêts économiques, politiques et militaires sont liés...

Si vous faites une recherche sur l'origine et le fonctionnement de Wikipédia par exemple, qui a tendance à remplacer les dictionnaires et les encyclopédies, vous vous apercevrez que ce qui se présente comme une entreprise libre ou indépendante, impartiale, est en réalité une officine en rapport avec les néoconservateurs, qui eux-mêmes sont affiliés à des think tanks ou des institutions financées par l'oligarchie et/ou le département d'Etat américain, dont la CIA est un des rouages. Ce qui explique aussi pourquoi Wikipédia censure certaines informations ou les déforme.

La CIA est aussi une des sources importantes de Wikipédia. Voilà par exemple ce qu'on trouve dans sa page consacrée au PIB mondial : - Depuis 2007, l'Union européenne - considérée comme entité unique- est la première économie mondiale avec un PIB en parité de pouvoir d'achat estimé en 2008 à 14 910 milliards de dollars par le CIA World Factbook.

Cette donnée était évidemment disponible ailleurs, mais celle fournie par la CIA était forcément la plus sûre, qui en douterait franchement !

ACTUALITÉ DU JOUR

C'était une fake news ou fausse information.

Quand c'est un Etat qui est à l'origine d'une fausse nouvelle, tous les médias liés à l'oligarchie se doivent de la reprendre en choeur. Etat et médias qui se chargent d'établir ce qui relève de la vraie ou de la fausse information, et d'éliminer tous les supports d'information qui ne leur emboîteraient pas le pas.

- Skripal: le laboratoire britannique sans preuve sur la provenance du poison AFP 04.04

Le laboratoire britannique qui a analysé la substance utilisée contre un ex-espion russe en Angleterre a reconnu ne pas avoir de preuve qu'elle provenait de Russie, à la veille d'une réunion de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques réclamée par Moscou. AFP 04.04

Le président minoritaire et illégitime serait-il d'extrême droite ?

- Macron reçoit l'opposition vénézuélienne, s'inquiète du vote du 20 mai - Reuters 04.04

Le chef de l'Etat s'est entretenu avec trois figures de l'opposition au président Nicolas Maduro, l'ancien président de l'Assemblée nationale Julio Borges, l'ancien maire de Caracas Antonio Ledezma, et Carlos Vecchio, coordinateur politique du parti Voluntad Popular.

Il "a déploré les atteintes répétées à l'Etat de droit et aux droits de l'homme et a rappelé que les conditions d'organisation des élections présidentielles au Venezuela, le 20 mai, ne permettaient pas, en l'état, un scrutin juste, libre et transparent", peut-on lire dans un communiqué de la présidence.

"La France se (tient) prête, aux côtés de ses partenaires européens, à adopter de nouvelles mesures si les autorités vénézuéliennes ne permettaient pas la tenue d'élections démocratiques", a-t-il assuré en outre. Reuters 04.04

Essayons d'en savoir plus sur Voluntad Popular, Julio Borges, Antonio Ledezma, et Carlos Vecchio.

Voluntad Popular (Volonté populaire) est un parti politique vénézuélien fondé le 5 décembre 2009 par Leopoldo López. (Source : wikipedia.org)

En janvier 2014, Leopoldo Lopez, président du parti Voluntad Popular, Maria Corina Machado, députée à l'Assemblée nationale, et Antonio Ledezma, maire de Caracas, tous les trois avaient publiquement appelé à un coup de force contre le gouvernement légal et légitime de la République bolivarienne du Venezuela (Source : <http://www.voltairenet.org/article182897.html>)

Leopoldo López a joué un rôle essentiel dans les protestations publiques contre le président Hugo Chávez en 2002. (...) Pendant le coup d'État, il a participé, avec Capriles et sa police municipale, à l'arrestation par les citoyens du ministre de l'Intérieur de Chávez, Ramón Rodríguez Chacín. Quelques mois après le coup d'État, López a autorisé l'utilisation de la Plaza Francia de son district comme base lors de la grève générale vénézuélienne de 2002-0326. (...) The Economist a noté en février 2014 que (...) López menait « l'aile la plus conflictuelle »; (...) López(...) « croit que les manifestations peuvent conduire à changer le gouvernement ».

La Human Rights Foundation basée à New York, et dirigée par le cousin de López, Thor Halvorssen, a déclaré López prisonnier d'opinion le 20 février 2014 et a rejoint ainsi beaucoup d'autres organisations internationales dans l'appel pour sa libération immédiate. (...)

Le 26 mars 2014, le New York Times a publié un éditorial de López sous le titre « la défaite de l'État vénézuélien ». (Source : wikipedia.org)

Antonio Ledezma a quitté le Venezuela pour la Colombie, puis pour l'Espagne, le 17 novembre 2017. Ensuite, il a appelé à une action internationale pour renverser Nicolas Maduro... (Source : wikipedia.org)

Quant à Carlos Vecchio, il est un des acolyte de Lopez et Ledezma, il a été se réfugier aux Etats-Unis.

- La France présente "ses vœux de succès" au président Sissi - Reuters 03.04

"Elle souhaite que sa réélection lui permette de satisfaire les aspirations légitimes du peuple égyptien à la sécurité, à la prospérité et à la pleine expression des libertés dans le cadre constitutionnel", précise la porte-parole du Quai d'Orsay dans son point presse, mardi.

Le Quai assure que la France "continuera d'accompagner les autorités égyptiennes dans les réformes économiques courageuses (Dictées par le FMI et entièrement tournées contre les travailleurs égyptiens - LVOG) qu'elles ont entreprises et poursuivra le dialogue qu'elle a engagé avec elles sur les droits de l'Homme et les libertés fondamentales".

"Face au terrorisme et au radicalisme religieux, le pluralisme et le dynamisme de la société civile sont une force sur laquelle les autorités égyptiennes doivent pouvoir s'appuyer", poursuit le ministère des Affaires étrangères. Reuters 03.04

En guise de "pluralisme", pratiquement tous les candidats ont été contraints de se retirer.

- Egypte: Sissi réélu (avec 97% des voix dans un scrutin sans vraie compétition - AFP 2 avril 2018

Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a été réélu pour un second mandat de quatre ans avec 97,08% des voix validées, dans une élection sans surprise où son seul adversaire était aussi l'un de ses partisans.

Un peu plus d'un électeur égyptien sur trois ont voté lors du scrutin des 26, 27 et 28 mars, soit une participation de 41,5%, selon l'Autorité nationale des élections.

La participation des Egyptiens reflète leur "foi dans la voie démocratique", s'est félicité M. Ibrahim avant d'annoncer sous les applaudissements la "victoire" de M. Sissi, président de l'Autorité nationale des élections.

Qualifiée de "mascarade" par certaines figures de l'opposition, cette présidentielle n'a pas réservé de surprise.

Archi-favori, M. Sissi avait pour seul adversaire Moussa Mostafa Moussa, un homme politique méconnu du grand public et partisan affiché du chef de l'Etat. Celui-ci a obtenu 2,92% des voix.

M. Moussa est arrivé in extremis dans la course après la mise à l'écart ou le renoncement d'autres prétendants plus sérieux.

Fin novembre, l'ex-Premier ministre Ahmed Chafiq avait annoncé sa candidature depuis les Emirats arabes Unis où il vivait. A son arrivée en Egypte début décembre, il a disparu pendant environ 24 heures, avant d'annoncer qu'il renonçait.

L'ex-chef d'état-major Sami Anan a été exclu de en janvier, poursuivi par la justice militaire pour s'être engagé "sans l'autorisation des forces armées".

L'ancien député devenu dissident Mohamed Anouar El-Sadate, neveu de l'ex-président Anouar El-Sadate, et l'avocat défenseur des droits de l'Homme Khaled Ali ont eux aussi jeté l'éponge, dénonçant des pressions.

Plusieurs personnalités égyptiennes avaient appelé en janvier au boycott du scrutin, accusant le régime "d'empêcher toute compétition loyale". AFP 2 avril 2018

Totalitarisme. De l'Union européenne de la protection sociale à celle de vos données personnelles.

- Check Point - Nos données personnelles seront-elles bientôt mieux protégées ? - Publicsenat.fr 4 avril 2018

Fière de son « Règlement Général de Protection des Données », la Commission européenne a promis « Le changement le plus important en matière de confidentialité des données depuis 20 ans. » Mais dans les fait, protégera-t-il vraiment notre vie privée sur le net dès le 25 mai ? Publicsenat.fr 4 avril 2018

Fake news : Reporters sans frontières lance un système d'autocontrôle - Publicsenat.fr 3 avril 2018

LVOG - Rappel. Reporters sans frontières a assumé recevoir des fonds de la NED (CIA).

De l'autocensure à la censure. L'information sous contrôle made in CIA/NSA.

Avec l'affaire Skripal, on vient de voir comment absolument tous les médias officiels, institutionnels, les réseaux numériques appartenant aux multinationales américaines ont publié les fausses nouvelles fabriquées par les autorités britanniques et reprises évidemment par Macron et le gouvernement français, l'Union européenne et Washington.

Publicsenat.fr - L'association Reporters sans frontières (RSF) présentait ce matin son projet de certification des médias, le « Journalism trust initiative » (JTI), destinée à répondre à la propagation des « fake news » les fausses nouvelles sur les réseaux sociaux. « Le projet, c'est de créer des indicateurs... de ce que doit respecter le journaliste, digne de ce nom, en matière de transparence, d'indépendance, de méthodes journalistiques et de respect des principes déontologiques. Ça permettra de certifier des médias. C'est-à-dire que plutôt d'entrer dans des logiques de censure, on dit positivement quel média présente des garanties » explique Christophe Déloire, secrétaire général de RSF.

Les réseaux sociaux et les moteurs de recherche pourraient ensuite choisir de mettre en avant les médias certifiés par le JTI dans leurs algorithmes. Quant aux annonceurs, ils privilégieraient ces médias pour leurs campagnes publicitaires. RSF suggère également que ces normes puissent servir de « référence » pour les instances de régulation (comme les conseils de la presse qui existent dans la majorité des pays européens et au Québec) et pour les critères d'attribution des aides publiques à la presse.

Le « Journalism trust initiative » a d'ores et déjà reçu trois soutiens de poids: l'Agence France-Presse (AFP), l'Union européenne de Radio-Télévision (UER, l'alliance des médias européens de service public), et le Réseau mondial des rédacteurs en chef (Global editors network ou GEN, qui revendique 2.300 adhérents).

Parallèlement à cette initiative d'autocontrôle, deux propositions de lois (ordinaire et organique) portées par deux députés de la majorité, Naïma Moutchou et Gabriel Attal devraient être examinées en mai à l'Assemblée nationale. Et certaines pistes inquiètent déjà les journalistes. Ce texte sur « confiance et la fiabilité de l'information », préparé avec la ministre de la Communication, Françoise Nyssen envisage, par exemple, durant les périodes pré-électorale et électorale, de permettre à la justice de faire cesser en référé la diffusion de fausses informations. Il reviendrait également au Conseil supérieur de l'audiovisuel la possibilité d'empêcher, de suspendre ou de mettre fin à la diffusion de services de télévision contrôlés « par un État étranger ou sous l'influence de cet État », et qui portent atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation ou participent à une entreprise de déstabilisation de ces institutions.

Au Sénat, la sénatrice centriste de l'Orne, Nathalie Goulet avait déposé une proposition de loi visant à faire de la diffusion de fake news, un délit pouvant aller jusqu'à 5 ans de prison et 100 000 euros d'amende. « Très dangereux que les États s'accordent la responsabilité du tri de l'information »

« S'agissant du tri de l'information produite selon des processus honnêtes ou pas, ce serait très dangereux que ces États s'accordent cette responsabilité. C'est entrer dans une certaine manière dans une logique de censure. Mais ce serait tout aussi dangereux de déléguer ça à des plateformes qui sont aveugles sur la manière avec laquelle ont été produits ces processus » estime Christophe Deloire. Publicsenat.fr 3 avril 2018

Mobilisation en cours en France.

La réaction fait entendre sa voix...

- SNCF : Richard Ferrand fustige « les agitateurs qui veulent faire de l'anti-Macron primaire » - Publicsenat.fr

- SNCF: ce député UDI veut une loi pour permettre les réquisitions des cheminots grévistes - Le HuffPost

- Péresse: le gouvernement doit faire respecter "sans délai un vrai service minimum" - AFP

Et le corporatisme aussi...

- Rail: la gauche de la gauche espère se requinquer grâce au mouvement social - AFP 3 avril 2018

Le porte-parole du Nouveau parti anticapitaliste (NPA), qui fait un retour remarqué sur la scène politique et médiatique depuis le début du conflit, met en garde le gouvernement contre "un méchant retour de flamme".

"Plus on sera nombreux et plus on gagnera vite. L'enjeu, il est là (...) Depuis quelques jours, on sent que la mayonnaise est en train de monter. Tout le monde se dit "plutôt que d'y aller séparément, autant y aller en même temps", affirme-t-il aussi.

Le retour de M. Besancenot sur le devant de la scène a été salué par Jean-Luc Mélenchon, qui y voit "un signe et une bonne nouvelle". "Sa présence réduit le champ des conciliateurs et soulage notre effort", écrit le porte-parole de La France Insoumise sur son blog. "Il élargit le râteau dégaïsté et oblige au combat les secteurs politiques qu'il concurrence".

Cette lutte contre la réforme du rail est "le commencement d'un bras de fer social comme le pays en a peu connu", a affirmé M. Mélenchon, mardi gare de l'Est à Paris, d'où partait une manifestation non programmée vers la gare Saint-Lazare.

Nouvellement élu premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure montre la même détermination: "une grève, ça sert à créer un rapport de force avec un gouvernement pour le faire négocier, et moi, je souhaite que, face à la grève, eh bien, le gouvernement arrête de faire la grève de la négociation".

Sur la réforme décriée de la SNCF, dont la CGT réclame le retrait, M. Martinez a insisté sur le fait que "la balle est dans le camp du gouvernement et du président de la République". "Il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis", a-t-il dit. AFP 3 avril 2018

"Vite gagné" pour que la situation rentre dans l'ordre et que la vie continue comme avant, les dizaines de millions de travailleurs et jeunes qui n'en peuvent plus apprécieront.

On aura aussi compris qu'il ne peut s'agir que "d'un bras de fer social" et qu'en aucun cas Macron ou le régime, les institutions ne doivent pas être menacés, normal, tous ces parasites en vivent, bien. Du PS au NPA, ils sont tous sur la même longueur d'onde, seuls apparemment le POI et le POID exigent le retrait du plan Macron-Spinetta ou le départ de Macron.

- Une grève peut en cacher d'autres - Liberation.fr 4 avril 2018

Après le succès de la première journée du mouvement cheminot, mardi, les appels se multiplient pour une unification des combats syndicaux. Une «convergence» encore loin d'être acquise mais qui serait inquiétante pour l'exécutif. Liberation.fr 4 avril 2018

- Les électriciens et les gaziers eux aussi en grève - Liberation.fr 4 avril 2018

Premier syndicat chez EDF et Engie, la CGT appelle, seule, à un mouvement de grève dans le secteur de l'énergie. A la fois en solidarité avec la SNCF et pour pousser des revendications catégorielles. Liberation.fr 4 avril 2018

- Les éboueurs plantent à leur tour le piquet de grève - Liberation.fr 4 avril 2018

Ce matin, à Ivry-sur-Seine, éboueurs et égoutiers ont bloqué le passage des camions vers le plus grand incinérateur d'Europe. Les syndicats appellent à poursuivre ce mouvement. Liberation.fr 4 avril 2018

- A Tolbiac, «le blocage illimité, c'est une base» - Liberation.fr 4 avril 2018

Ce site de l'université Paris-I est l'un des plus mobilisés contre la loi organisant la sélection à l'université. Liberation.fr 4 avril 2018

- A Montpellier comme à Paris, «tous dans la même galère» - Liberation.fr 4 avril 2018

Mardi, des manifestants de divers secteurs sont descendus dans la rue pour leurs propres luttes et pour soutenir celle des cheminots. Liberation.fr 4 avril 2018

ACTUALITE EN TITRES

Quand l'intelligence demeure artificielle ou superficielle, on s'emmêle les pédales...

- Cédric Villani (LREM), victime d'un accident de vélo, apparaît "bien amoché" pour parler de l'IA (Intelligence artificielle - ndlr)
Le HuffPost 04.04

Cédric Villani recruté par les « Young Leaders » de La French American Fondation (promo 2012), tout comme Macron et Philippe...

[Haut de page ↗](#)

Le 6 avril 2018

CAUSERIE

● [Causerie au format pdf. \(21 pages\)](#)

Une contribution politique

Il est vrai qu'il arrive qu'on manque de rigueur, non pas parce que cela nous arrangerait, mais uniquement par manque de temps. Car de nombreux facteurs pour être abordés sérieusement nécessitent de longs développements, au lieu de déclarations lapidaires en guise d'explications, que seul son auteur est en mesure de comprendre, ce qui est gênant quand on se propose de partager ses idées.

J'ai eu l'occasion de brocarder les généralités faciles auxquelles recourent à tour de bras certains d'entre nous, qui en réalité ont été contredites par les faits sans qu'ils modifient leur discours. Ils s'en servent à la manière de connaissances qu'on a acquises ici ou là un jour et qui nous servent de points de repères, sans se donner la peine par la suite de les actualiser ou de vérifier qu'elles sont toujours valables.

Pour l'illustrer, j'ai relevé dans un blog les commentaires suivants qui démontrent que leurs auteurs ont été induits en erreur par des analyses à l'emporte-pièce, orientées ou peu sérieuses. Cela concerne le risque de troisième guerre mondiale, de préférence entre l'Otan et la Russie, mais pas seulement, plus généralement la stratégie de l'oligarchie dominante. Ces commentaires ont été rédigés suite à un article consacré à la "mobilité militaire" de l'Otan à travers l'UE.

- "Tout cela oui mais au profit du complexe militaro industriel US."

- "Il faut croire que l'UE (et les USA) ne se portent pas vraiment bien pour que les décideurs n'aient plus que l'horizon de la guerre contre la Russie pour remotiver les ardeurs pro-européennes et atlantistes des bas peuples."

Laissons de côté "l'horizon de la guerre contre la Russie" et intéressons-nous plutôt à la place du complexe militaro-industriel dans l'économie.

Immédiatement, on s'aperçoit que le rapport entre l'économie d'armement qui correspond proprement dites à la production d'armes ou au marché de l'armement mondial, et le reste de l'économie productive ou la production des marchandises (et services) autres que des armes, contredit l'affirmation selon laquelle l'économie d'armement serait le volant de l'économie mondiale ou qu'elle représenterait une part gigantesque de l'économie.

Pour en être convaincu, il suffisait simplement de comparer le PIB mondial qui dépasse les 71.000 milliards de dollars, et les quelques milliers de milliards de dollars que représentent la totalité des dépenses militaires mondiales, soit 2,5 % du produit intérieur brut mondial (en 2010).

Aux Etats-Unis, le budget de la Défense se situe aux alentours de 650 milliards de dollars, tandis que l'endettement des étudiants a atteint 1.000 milliards de dollars. Donc aussi colossales ou monstrueuses que nous paraît la part réservée à l'économie d'armement, il faut la ramener à sa juste proportion sous peine de partir dans des théories foireuses ou de raconter n'importe quoi. Que cette industrie dégage des profits énormes ou qu'elle gaspille des forces productives et en détruit dès que leurs produits se retrouvent sur les champs de bataille, c'est un fait qu'il faut prendre en compte dans notre argumentation pour combattre les guerres impérialistes, mais cela n'en fait pas la première industrie mondiale.

Et puis, il ne faut pas confondre l'économie d'armement et l'économie de guerre. Pour illustrer ce propos, j'ai relevé rapidement quelques données que je vous soumetts.

Aux Etats-Unis.

De 1 300 000 salariés en 1989, le secteur est tombé à 547 400 à la fin de 2003. Au cours de la même période, le montant des acquisitions a été réduit de 30 % (seulement 70 milliards de dollars US en 2003) tandis que le nombre de militaires passait de 2,2 millions à 1,4 million.

En France.

Durant la Première Guerre mondiale, le nombre d'ouvriers dans l'industrie de l'armement passe de 50 000 en 1914 à 1 700 000 en 1918.

Après la Seconde Guerre mondiale, les emplois directs dans le secteur industriel de la défense ont culminé à 310 000 en 1982 et sont depuis en baisse constante. (Source : Wikipedia)

En 2013, les 100 principales entreprises productrices d'armement dans le monde ont affiché globalement un chiffre d'affaires de 395,5 milliards USD réalisés dans les contrats d'armement (sur un chiffre d'affaires total de 1 292,3 milliards USD).

Le Top 100 de l'année 2013 compte 46 firmes américaines, 24 de l'Union européenne et 30 sociétés établies dans le reste du monde (y compris les pays européens non membres de l'UE)

En 2011, avec une croissance quasi nulle par rapport à 2010, les dépenses militaires mondiales se sont élevées à 1 738 milliards de dollars, ce qui représente 2,5 % du produit intérieur brut mondial et environ 249 dollars par habitant. Les États-Unis comptent à eux seuls pour 40,9 % de ce total, suivis par la Chine qui représentent 8,2 % des dépenses mondiales. Bien qu'il soit difficile d'évaluer la valeur financière du commerce des armes, on peut estimer qu'il représente environ 0,3 % des échanges commerciaux mondiaux de biens et services.

Les transferts d'armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions, estimés à 8,5 milliards de dollars annuellement... grip.org

À travers le monde, 1 249 entreprises dans plus de 90 pays produisent des armes légères[Quand ?]. wikipedia.org

En 2004, le budget de la Défense (hors sécurité intérieure) représentait 3,3 % du PNB contre 6,5 % en 1984 (la France consacrait alors 4,2 % de son PNB à sa défense).

Le gigantisme du budget accordé au domaine de la Défense aux États-Unis (environ 1/5 du budget fédéral en 2005) leparisien.fr

Mon propos n'est évidemment pas de minimiser les dépenses d'armement ou la part que représente l'économie d'armement, mais de les remettre à leurs places.

Je me suis demandé pourquoi de nos jours nos gouvernants et leurs médias nous parlent quotidiennement de guerres, nous abreuvent avec leur propagande hystérique guerrière, de haine et de xénophobie débridée, alors qu'en réalité aucun ennemi, aucune guerre ne nous menace directement. Pour justifier des dépenses militaires croissantes, certes, pour agir sur la psychologie des peuples, certes. On pourrait en rester à ces arguments qui ne sont pas erronés ou qui sont en partie justifiés, mais pour ma part, j'estime que le compte n'y est pas.

Ils voudraient nous faire croire que finalement rien n'aurait changé depuis l'époque de l'URSS, qu'on se retrouverait en présence des mêmes rapports qu'autrefois ou que le cours de la situation mondiale aurait évolué en empruntant une voie rectiligne, qu'ils ne s'y prendraient pas autrement. Or, si on veut analyser la situation actuelle à partir des critères qui avaient cours dans le passé, on ne risque pas de s'en sortir ou on est bon pour croire n'importe quoi. Je pencherais pour une autre version, à savoir que depuis la crise du capitalisme de la fin des années 60 ou le début des années 70, ils ont modifié leur stratégie et ils se sont dotés petit à

petit d'une panoplie d'instruments dans tous les domaines, afin de tenter de sauver la place hégémonique qu'ils occupent dans la société.

Certes, certes vous me direz, on le sait. Mais je n'en doute pas. Cependant je n'ai pas jamais dit qu'il voulait sauver à tout prix le capitalisme comme système économique, bien au contraire puisqu'il les embarrasse au plus haut point, et c'est bien parce qu'ils ne peuvent pas le bazarder du jour au lendemain qu'ils sont aussi hystériques. De ce point de vue là, le capitalisme tel qu'il structure encore les rapports entre les classes à travers le monde constitue pour eux la principale menace, et non Poutine ou Xi en tant que tels, sauf quand ils s'y identifient ou s'appuient sur ces rapports pour faire valoir leurs intérêts face aux Américains et ses vassaux. C'est marrant, on admet qu'il faut dépasser le capitalisme et passer au socialisme, mais on n'arrive pas à se faire à l'idée que notre ennemi se trouve confronter au même défi, et qu'il ne va pas rester les bras croisés en attendant sa chute.

Bien entendu, ils ne vont pas chanter sur tous les toits qu'ils savent que le système économique capitaliste est condamné, et que c'est la raison pour laquelle ils avancent plus ou moins masqués vers l'instauration d'un autre système économique qui présente la caractéristique d'être à la fois purement et simplement mafieux, et de reposer uniquement sur leur volonté d'assurer leur propre survie en tant que privilégiés, donc sans logique d'aucune sorte, sans aucune justification possible, autrement qu'en s'en remettant à des moyens dictatoriaux et en tenant des discours démagogiques usés jusqu'à la corde et que plus personne ne croit.

Ils ne peuvent pas afficher leurs réelles intentions même si elles transpirent de chacune de leurs mesures, mais là je doute qu'on en ait pris vraiment la mesure. Par exemple, on est convaincu à juste titre qu'ils veulent privatiser la SNCF, c'est là un objectif intermédiaire, mais certainement pas leur objectif final. Pour avoir un contrôle total sur l'ensemble de la société sans qu'il ne puisse jamais être remis en cause, il faut que tout ce qui peut se marchander tombe sous le coup de leur pouvoir, de sorte que chacun y soit soumis ou que personne ne puisse y échapper, donc puisse contester leur régime tyrannique, contrairement à ce qui se passe en régime capitaliste où ses lois de fonctionnement alimentent en permanence la lutte de classe des exploités qui représente une menace constante sur leur domination de classe.

Leur premier objectif est de faire en sorte que nous n'ayons plus aucun droit d'aucune sorte, pour qu'ensuite livrés à leur bon vouloir ou ayant un pouvoir de vie ou de mort sur chacun d'entre nous, ils nous réservent le destin qui correspondrait à leurs intérêts, cela pouvant aller jusqu'à éliminer les pans de la population mondiale qu'ils estimeraient superflus ou inutiles, pourquoi pas, il semble bien qu'à au moins deux reprises ils aient agi de la sorte au XXe siècle, donc imaginer qu'ils ne seraient pas capables de définir une stratégie aussi sordide, ce serait sous-estimer leur détermination et leur instinct de survie.

Leur objectif final est de nous réduire en esclavage, et non de s'enrichir toujours plus comme on n'arrête pas de le répéter. D'ailleurs on peut observer qu'ils ne se contentent pas de s'enrichir toujours davantage, ils veulent absolument être aux commandes, contrôler ou détenir tous les rouages du pouvoir politique, toute la société doit leur manger dans la main.

Ils savent que la terre peuplée de 10, 15, 20 milliards d'habitants serait un enfer, y compris pour eux. J'ignore si ce cauchemar se réalisera un jour, en tout cas ce que je crois avoir compris, c'est qu'ils préféreraient s'en passer pour ne conserver que la population qui serait indispensable à leur propre épanouissement, et qui ainsi réduite au strict minimum pourrait s'épanouir à son tour tout en préservant les ressources de la planète, oui effectivement comme je l'ai lu quelque part, ils réaliseraient le socialisme... mais pour eux.

Si ce scénario est largement du domaine de l'utopie, il n'en demeure pas moins qu'ils s'y accrochent, parce qu'ils n'en ont pas trouvé d'autres pour sauver leurs peaux. Et puis, après tout, la civilisation humaine a sans cesse progressé au cours des derniers millénaires passés, alors pourquoi ne régresserait-elle pas durant les siècles à venir sans pour autant que le meilleur de ses réalisations ne disparaisse, en attendant de pouvoir en profiter sans modération ou en toute sérénité. En comparaison, de nos jours la vie des oligarques ne doit pas être une sinécure, tant ils sont haïs de par le monde et doivent peut-être se haïr eux-mêmes.

En attendant d'aborder la phase de réduction de la population mondiale des trois quart au moins ou davantage encore pour pouvoir couler enfin des jours paisibles, ils doivent commencer par la soumettre à un nouvel ordre mondial totalitaire, et les différents stades de développement économique auquel sont parvenus les différents pays dans le monde ne leur facilitent pas la tâche, car en dehors des Etats-Unis pratiquement aucun pays n'est parvenu à réduire à néant les droits sociaux et politiques des peuples, hormis peut-être ceux qui n'en ont jamais eu, dont l'Inde où je vis, ici la notion de droit est incongrue, inconnue.

Peut-être que mon analyse est en partie influencée par ce que je vis au quotidien, mais je ne le pense pas, parce que bien des peuples partagent déjà notre triste sort sur tous les continents, et si parmi eux figure le peuple américain, je me dis que ce n'est pas le produit du hasard, mais bien parce que c'est dans cette voie que s'oriente le monde dominé par l'oligarchie.

Maintenant, on s'aperçoit qu'un abîme sépare notre interprétation de la réalité ou notre analyse de l'évolution à venir de situation, avec celle d'un travailleur ou d'un militant en France qui va se battre pour une revendication démocratique bourgeoise, comme s'ils ne s'apercevaient pas que tout foutait le camp autour d'eux ou que le régime était devenu incompatible avec le progrès social ou toute expression de la démocratie, ce qui interdit du coup d'envisager d'inverser cette tendance, d'autant plus que les interprétations qu'on leur propose sont devenues obsolètes ou ne sont pas en phase avec la réalité. Les objectifs qu'on leur

proposé ou qu'ils se fixent correspondent à une époque révolue ; les capitalistes sont passés au stade supérieur et il faut impérativement en faire autant sous peine d'être inaudible et laminés. Macron peut parler de révolution, mais on s'en interdit, c'est un peu fort tout de même. Que fait Macron sinon une révolution néolibérale, c'est sa manière de poser la question du pouvoir pour le compte de l'oligarchie et de l'ordre mondial qu'elle veut instaurer, maintenant si on n'est pas capable de donner un nom à notre révolution ou de la caractériser parce qu'elle serait socialiste, c'est qu'on n'est pas capable d'assumer nos idées, alors qu'il faudrait poser la question du pouvoir, non pas qu'on envisagerait de la résoudre demain matin, mais pour comprendre qui le détient, pourquoi et comment pour consciemment pouvoir s'y attaquer et s'en emparer. Ils veulent nous soumettre en esclavage, et nous nous voulons conquérir notre émancipation, nous libérer du règne de la nécessité, de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Nous sommes face à la mise en place d'un régime bureaucratique totalitaire, cruelle, impitoyable qui broiera tous ceux qu'il estimera inutiles ou nuisibles aux intérêts de la caste de l'oligarchie.

Aujourd'hui aux Etats-Unis, les travailleurs qui manifestent pour faire valoir leurs droits font davantage face à des forces spéciales de l'armée qu'à de simples policiers, qui de leur côté ont le droit de tirer sur des citoyens désarmés et de les tuer en toute impunité, de préférence s'ils sont Afro-américains, les juges sont corrompus, le droit de se syndiquer est quasi hors la loi, tous les Américains sont sur écoute, surveillés, il leur est très difficile d'échapper aux marchés de l'alimentation, de la santé, de l'éducation, de la communication, du divertissement, etc. entre les mains de holdings qui littéralement les empoisonnent physiquement et mentalement, leur mode de vie et de pensée est si éloigné de l'idéal de liberté auquel nous aspirons, qu'il leur est devenu quasiment impossible de le concevoir, certains Américains vont jusqu'à comparer leur pays à un immense camp de concentration dans lequel chacun est davantage préoccupé par sa propre survie, rendant toute issue politique collective inaccessible tant la tâche à réaliser pour renverser le régime en place s'avèrerait titanesque, hors de portée, tant les contradictions dans la société sont poussées à l'extrême, à l'instar des inégalités sociales monstrueuses...

Ce modèle de société est devenu si oppressant que plus personne n'imagine en sortir un jour, et c'est bien là qu'ils veulent nous conduire aussi en France, en Europe. Ils veulent l'étendre ou l'imposer à l'humanité toute entière. On ne peut pas le combattre efficacement, si on n'a pas conscience de sa nature exacte, et que par conséquent il n'existe pas d'autre alternative que le liquider de fond en comble en recourant à une révolution.

Réformer le capitalisme, les capitalistes qui furent les premiers à savoir que ce serait impossible ou qui l'ont toujours su pour les plus avisés, était une cruelle illusion, tout comme s'y adapter pour tenter de s'en sortir individuellement. Du coup ils ont opté pour des moyens extrêmes pour atteindre des objectifs qui le sont tout autant. Et de notre côté, on rechigne à envisager de recourir à une révolution, parce qu'elle serait forcément violente du fait que la réaction déclencherait immédiatement une guerre civile qui remettrait en cause notre mode de vie ou notre petit confort individuel, en fait médiocre et répugnant, l'idée qu'une solution extrême s'impose face à une situation extrême effraie le petit bourgeois corrompu qui sommeille en nous.

Il est préférable de se dire que le capitalisme n'a pas changé pour ne pas avoir à l'affronter. On refuse d'admettre qu'on est en train de basculer dans un autre modèle de société, régi par d'autres lois et rapports que ceux qui lui étaient imposés par le capitalisme, tout en perpétuant le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme dorénavant géré par une caste bureaucratique et encadré par un règlement de police qu'elle a conçue pour nous mater et nous maintenir en servage indéfiniment.

On a sous les yeux le modèle de société immonde mis en place aux Etats-Unis, mais on préfère les fermer, comme si cela pouvait nous sauver ou nous éviter de connaître le même sort, quelle naïveté ou manque de logique. J'y suis peut-être plus sensible parce que je vis en Inde. Personnellement, j'en suis pratiquement arrivé à me trouver bien uniquement quand je suis chez moi, alors que ce n'est pas dans ma nature, et je conçois très bien qu'il faille se forcer ou se faire violence pour combattre cette tendance qui aboutirait pour ainsi dire à se couper du reste de la société ou à mépriser tous ses membres sans distinction tant les rapports qui existent sont détestables, dépourvus des valeurs ou des principes qui nous animent, et si malgré tout je m'emploie à en détecter les traces infimes auxquelles je me raccroche, je doute que cela soit le cas de beaucoup de personnes, sachant que toute notion de conscience leur échappe, non mais sans exagérer, c'est effrayant quelque part, en Inde je n'ai jamais rencontré une personne qui serait animée de bonnes intentions et qui serait désintéressée, le reste étant à l'avenant en pire.

On se rassure comme l'on peut. Il est plus confortable de croire que la roue de l'histoire pourrait tourner à l'envers ou que des jours meilleurs ont existé autrefois sous les cieux du capitalisme, sans se demander pour qui de préférence, il ne vaut mieux pas et on aura deviné pourquoi. On refuse d'admettre que tout système à un début et une fin, on défie la dialectique, quelle prétention ridicule ! On nous a enseigné que le capitalisme ne pourrait pas disparaître de lui-même, ce qui était exact, et on a été jusqu'à croire que seuls les exploités s'en chargeraient, ce qui était erroné, les exploités pourraient s'en charger eux-mêmes.

Nous sommes venu au monde ou nous avons vécu lorsque le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme était parvenu à un certain stade d'évolution (caractériser par le passage au mode de production capitaliste), et nous n'avons pas pris conscience qu'il s'inscrivait dans le cadre d'un processus dialectique qui se poursuivait ou qu'il en était le produit, ce qui ne fut pas fatal ou si grave que cela quand le rapport de force entre les classes était favorable à la classe ouvrière, mais risquait de le devenir quand ce rapport s'inverserait, et nous y sommes.

Il n'y a qu'un seul et unique facteur qui peut encore nous sauver aujourd'hui, c'est que le capitalisme n'a pas atteint le même degré

de développement à travers le monde, ce qui crée une multitude de tensions et contradictions entre capitalistes ou impérialistes, qui retarde d'autant l'avènement de leur nouvel ordre mondial totalitaire. C'est la seule explication plausible que j'ai trouvée à la guerre à laquelle se livrent les principaux impérialistes, américain, russe, chinois, britannique, français, etc. Qui ne voit pas que l'oligarchie anglo-saxonne veut à tout prix et le plus rapidement possible, intégrer les pays de l'UE, la Russie et la Chine dans son modèle de société globale et tyrannique ou fasciste qu'on a nommé néolibéral.

Le capitalisme a dépassé le stade de la faillite sans qu'il ne s'effondre ou les engloutisse, et ils sont pressés de passer à l'étape suivante, parce que ce n'est pas le cas ailleurs qu'aux Etats-Unis. Cela signifie qu'il existe encore une fenêtre de tir pour l'abattre, à condition évidemment d'en avoir parfaitement conscience, et là la partie n'est pas gagnée d'avance, car il va falloir convaincre nos dirigeants de cesser de croire qu'on en serait encore au Capital de Marx et Engels, qui au lieu de nous aider à aller de l'avant nous tire en arrière ou plutôt l'usage qu'ils en font. L'économie mondiale est appelée à se caler ou à prendre pour modèle l'économie la plus développée, qui concentre au plus haut degré l'ensemble des contradictions du capitalisme, au point qu'elle a dû passer à un autre modèle de société ou système économique pour les contenir ou s'en émanciper. Car lorsqu'on use de son pouvoir ou qu'on s'autorise à fabriquer des dollars à hauteur du tiers ou plus du PIB mondial, on desserre l'étau qui menaçait de vous broyer, n'est-ce pas ? C'est aussi cela qu'il faudrait cesser de nier. Qu'on ne vienne pas me dire après que je n'apporte pas d'arguments pour étayer ma théorie, ce serait malhonnête.

Mais même face à l'évidence nos détracteurs veulent avoir le dernier mot. Que rétorquent-ils ? Je vous le donne en mille, mais alors pourquoi n'en fabriquent-ils pas davantage pour résoudre tous leurs problèmes. Mais qui vous a dit que cela les résoudrait, personne, il se pourrait même que cela les aggraverait. N'ont-ils pas ajouté de l'anarchie à l'anarchie qui régnait dans la production à l'échelle mondiale ? N'ont-ils pas déjà déstabilisé des régimes stables qui leur étaient acquis ? Etc.

A moins de leur prêter l'intention de vouloir faire le bonheur des peuples pour être tranquille, on atteint là le comble de la stupidité. Seul le leur compte, et leur problème c'est que justement il y a beaucoup trop de prétendants, plus de 7,4 milliards, vous imaginez, quelle horreur ! Tout se tient quand on y regarde de plus près, à condition de ne pas être myope ou de mauvaise foi.

On dit de la dialectique ou de la loi de la transformation de la quantité en qualité, que la décrire présente peu d'intérêts si on est incapable de déterminer à quel moment et comment s'effectue ce passage. S'agissant du capitalisme, on dispose de nombreux repères tout au long du XXe siècle pour en prendre conscience, pour ne pas remonter plus loin. La création de la Fed, le krach de 1929, les deux guerres mondiales qui donnèrent naissance à un tas d'institutions politiques ou financières internationales (ONU, FMI, Banque mondiale, etc), les accords de Bretton Woods, la fin de la conversion du dollar en or, l'euro et la BCE, la fabrication ex nihilo par la Fed de 20 à 30.000 milliards de dollars depuis 2008... L'oligarchie anglo-saxonne a assurément de la suite dans les idées, ce qui nous manque le plus, et là c'est aussi une certitude.

Tranquillement l'araignée tisse sa toile pour avaler sa proie une fois prisonnière, cela vaut pour Facebook et Cie.

Vous voyez que la dialectique est accessible à chacun, il n'y a que le dénouement qui est écrite nulle part, en tout cas ce dont nous sommes sûrs, c'est qu'un système peut s'effondrer sur lui-même ou disparaîtra pour céder la place à un autre système et ainsi de suite.

On a dit du socialisme que ce n'était pas un système, je ne me souviens plus exactement pourquoi, peut-être parce que dès le départ il est voué à être remplacé par le communisme qui ouvrira la voie au règne de la liberté, ce qui signifie que le socialisme est destiné à préparer les conditions qui permettra d'en finir avec le règne de la nécessité au stade suivant, de sorte qu'il n'existe pas à proprement parler de rupture entre le socialisme et le communisme qui mènent à la liberté.

Mais bon, par commodité on peut l'appeler un système sans qu'on s'en offusque. Disons qu'en passant au socialisme on inaugurerait une ère nouvelle (de liberté) pour l'humanité toute entière dont les limites sont indéfinies, c'est peut-être cela qui le distingue d'un système qui fonctionne en circuit fermé.

Ce que j'ai voulu expliquer dans cet article, c'est qu'on ne pourra pas lutter pour notre émancipation en continuant d'avoir des illusions dans le capitalisme, même si ces illusions sont bien intentionnées, ce sont peut-être les pires qu'il nous faut aussi combattre.

Volontairement, je n'ai pas abordé la question du rôle des armes et de la guerre ainsi que ses conséquences sur les plans économique et politique.

[Un régime totalitaire mondial, disions-nous. Une info qu'on avait loupée.](#)

- Les Pays-Bas suppriment le référendum - ouest-france.fr 27.02.2018

Les députés néerlandais ont adopté par 76 voix contre 69, jeudi, un projet de loi qui prévoit la suppression du référendum consultatif. Jusqu'à maintenant, lorsqu'une pétition avait récolté plus de 300 000 signatures, le gouvernement se voyait contraint d'organiser un scrutin. Un référendum de ce type sur le pouvoir des services de renseignements est prévu le 21 mars.

Ce pourrait bien être le dernier.

De 1952 à 2015, seuls deux référendums, dont celui qui a vu le rejet de la Constitution européenne en 2005, avaient été organisés aux Pays-Bas. Mais depuis peu, les consultations se multipliaient. En 2016, les Néerlandais ont dû répondre « oui » ou « non » à l'accord d'association entre l'Union européenne et l'Ukraine. Et en mars, ils doivent se prononcer sur les pouvoirs accordés aux services des renseignements néerlandais.

Dans le cas du référendum sur l'Ukraine, le « non » l'avait emporté. Pendant des mois, le gouvernement néerlandais avait traîné le résultat comme un boulet, avant de décider de ne pas remettre en cause l'accord entre Bruxelles et Kiev. ouest-france.fr 27.02.2018

Commentaires d'internautes.

1- "Cette phrase de Jean-Claude Juncker résume la philosophie de la construction européenne.

Le 25 mai 2005, Jean-Claude Juncker déclare à propos des référendums :

« Si c'est oui, nous dirons donc : « on poursuit » ; si c'est non, nous dirons : « on continue ! »

https://www.lesechos.fr/26/05/2005/LesEchos/19421-008-ECH_juncker—si-c-est-non—nous-dirons—on-continue—.htm

2- "La "Démocratie" néerlandaise qui supprime le référendum, c'est bien ! La "Dictature" vénézuélienne qui organise des élections présidentielles, c'est mal !

Décrépitude des occidentalistes..."

3- "Il n'est pas nécessaire de supprimer les élections puisqu'elles ne servent à rien depuis qu'une gouvernance quasi totale des ex-nations d'Europe est opérée depuis Bruxelles. Au contraire, les élections servent de cache-misère à l'oligarchie qui prétend nous représenter. Les élections, tendanciellement, finiront par donner le pouvoir à des formations d'extrême-droite, prétendument contestataires de l'ordre établi, mais en réalité en parfait accord avec la soumission à laquelle nous sommes condamnés. Les extrême-droites européennes sont UE-compatibles. On en fera le constat tôt ou tard."

Mais elles le détiennent déjà le pouvoir."

4- "Pas besoin de supprimer les élections si le processus électoral a été correctement verrouillé en amont (choix des candidats, gestion des discours par les médias, et matraquage contre les partis 'populistes').

La démocratie est tolérée car elle n'est pas un frein à la tyrannie."

5- "Le parlement européen est un pur alibi démocratique : il n'est là que pour entériner les décisions de la Commission qui elle, mène le bal exécutif ET législatif.

Les députés européens sont des encartés de ce système fasciste.

Domage que les Européens ne s'intéressent pas plus à la structure et aux rôles des institutions européennes qui fonctionnent comme une nasse."

6- "Le Parlement européen avec deux lobbistes pour un eurodéputé est tout simplement de la corruption, rien de plus, rien de moins."

7- "Si on veut être réalistes, le «pire» est au pouvoir depuis plusieurs décennies déjà! "

8- "Être pour la démocratie aujourd'hui est considérée comme réactionnaire... tout le monde sait bien que « le peuple, ça n'existe pas » « c'est une construction »(entendu sur de nombreux médias français dernièrement).

Défendre le droit de vendre ses organes, de se prostituer ou de se détruire par la drogue... ça c'est progressiste; c'est individualiste et pas collectif, c'est bien; les Pays-Bas sont depuis longtemps un pays « à la page » de se côté là."

9- "Pourquoi les milieux non autorisés à penser, qui n'ont plus de doute sur la dimension démocratique du régime politique français actuel, n'arrivent pas à définir le nouveau régime qui s'est progressivement mis en place?

Est-ce que le peuple sait mais ne veut pas voir la réalité en face car elle est source d'angoisse?

Et si nous n'étions plus en démocratie?

Les milieux autorisés à penser vont utiliser tous les moyens qui sont les leurs (médias de masse) pour nous expliquer qu'il est IMPENSABLE (interdit de penser) que l'on ne soit pas en démocratie.

La prise de conscience en France est générale (je crois) mais personne ne dit ou ne sait comment faire pour renverser la situation. "

10- "De la V^e République, c'est l'élection présidentielle de 2017 qui a été entachée du plus d'irrégularités. Les institutions sont en faillite, l'exécutif s'illustre dans le reniement et l'improvisation, en conséquence de quoi le désordre s'installe.

Et pour parfaire le tableau, le gouvernement joue la montre à défaut de cultiver ses responsabilités.

Le peuple médusé – mais de moins en moins tout de même – assiste à une cacophonie devenue inaudible. Bien sûr que la prise de conscience est générale."

11- "La mondialisation sera une dictature ou ne sera pas."

12- "Néanmoins, au risque de décevoir beaucoup, il n'y a jamais eu en France et cela depuis au bas mot l'empire romain, de démocratie sur le territoire français, et ce que l'ont appelle "Démocratie" en réalité est au pire une oligarchie pseudo électorale, et au mieux une "Électocratie" représentative..."

13- "Il reste une solution :

L'Article 35 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793 : « Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs. »"

[On peut l'appeler ainsi](#)

La presstitué, inutile de la présenter, vous l'avez tous reconnue.

[Qui a dit ?](#)

- "Avec plus de 500 milliards d'importations chinoises, la guerre commerciale avec la Chine était de toute façon perdue depuis longtemps."

Réponse : Trump dans un tweet.

Plouf !

[Fake news d'Etat ou l'affaire Skripal \(du 3 au 6 avril\).](#)

- Les experts militaires britanniques contredisent Theresa May - Réseau Voltaire 3 avril 2018

Le directeur du laboratoire militaire des Sciences et technologies de Porton Down, Gary Aitkenhead, a déclaré en son nom et au nom de ses collègues, le 3 avril 2018 sur Sky News, que ses services ont identifié la substance ayant atteint les Skripal comme provenant du programme Novichok, mais pas son origine.

« Nous avons été en mesure d'identifier cette substance en tant que Novichok et d'établir qu'il s'agissait d'un agent innervant de qualité militaire (...) Nous n'en avons pas établi la source exacte, mais nous avons fourni des rapports scientifiques au gouvernement, qui a ensuite eu recours à d'autres sources avant de tirer les conclusions dont on dispose aujourd'hui », a-t-il affirmé.

Seize jours plus tôt, le 19 mars, le ministre britannique des Affaires étrangères, Boris Johnson, avait prétendu à Zhanna Nemtsova sur Deutsche Welle avoir interrogé l'équipe de Porton Down qui lui aurait assuré sans l'ombre d'un doute la responsabilité de la Russie.

En 2003 déjà, lors de l'attaque anglo-saxonne de l'Iraq, les scientifiques militaires britanniques avaient dénoncé les falsifications de leur gouvernement. Alors que le Premier ministre d'alors Tony Blair avait affirmé que ses experts avaient confirmé que Baghdad détenait d'importants stocks d'armes chimiques, un spécialiste de réputation mondiale, le docteur David Kelly, avait discrètement informé la BBC que ce n'était qu'une « Fake News ». Découvert par le MI6, il fut retrouvé mort. Une commission d'enquête, présidée par Lord Brian Hutton, conclut au suicide. Quatre ans plus tard, un député libéral, Norman Baker, publiait la vérité de ce meurtre d'État dans *The Strange Death of David Kelly*.

En apparaissant directement à l'écran, Gary Aitkenhead, a sauvé la paix et évité le pire. Réseau Voltaire 3 avril 2018

- Affaire Skripal: après l'OIAC, la Russie porte le dossier devant le Conseil de sécurité AFP 5 avril 2018

La Russie, qui n'est pas parvenue à convaincre l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) de l'inclure dans l'enquête sur l'empoisonnement de l'ex-espion russe Sergueï Skripal, porte jeudi le dossier devant le Conseil de sécurité de l'ONU.

L'ambassadeur russe auprès des Nations unies, Vassily Nebenzia, a annoncé que la Russie avait demandé une réunion publique du Conseil de sécurité de l'ONU sur l'affaire Skripal jeudi à 15h00 heure locale (19h00 GMT).

La Russie souhaite spécifiquement, a dit M. Nebenzia, que la réunion porte "sur la lettre de la Première ministre britannique Theresa May" accusant la Russie de l'empoisonnement de l'ex-espion Skripal et de sa fille Loulia.

Moscou nie catégoriquement toute implication dans cette affaire et dénonce "une provocation" occidentale et "une campagne antirusse".

Le Conseil avait déjà tenu le 14 mars une réunion d'urgence sur ce dossier, cette fois à l'initiative du Royaume-Uni.

Devant l'OIAC, la Grande-Bretagne a maintenu mercredi ses accusations contre la Russie, qu'elle tient pour responsable de l'attaque commise à l'aide d'un agent neurotoxique le 4 mars à Salisbury, dans le sud-ouest de l'Angleterre.

Les représentants des 41 Etats membres du Conseil exécutif de l'OIAC étaient réunis à huis clos au siège de l'organisation à La Haye pour évoquer cette affaire qui est à l'origine des pires tensions Est-Ouest depuis la Guerre froide et d'une vague sans précédent d'expulsions croisées de diplomates.

Dans une ambiance tendue, la Russie, qui avait demandé la convocation de la réunion, n'a pas pu obtenir de l'OIAC qu'elle l'inclue dans l'enquête sur l'empoisonnement des Skripal.

L'ambassadeur russe auprès de l'OIAC, Alexandre Choulguine, avait proposé que la Russie mène une enquête conjointe avec la Grande-Bretagne, sous la médiation de l'OIAC.

Mais la proposition russe, présentée conjointement avec l'Iran et la Chine, a été qualifiée d'emblée de "perverse" et de "tentative de diversion" par la délégation britannique, et rejetée lors du vote de l'OIAC.

"Malheureusement, nous n'avons pas pu recueillir deux tiers des voix en faveur de cette motion. Une majorité qualifiée était nécessaire", a déclaré M. Choulguine lors d'une conférence de presse.

"Les masques sont tombés", a-t-il lancé, indiquant que Londres et Washington avaient voté contre la proposition russe ainsi que, "docilement et tenus par la discipline de l'UE et de l'Otan", les Etats membres de ces deux organisations et "quelques alliés des Etats-Unis en Asie".

"Il faut noter que 23 pays ont refusé de s'associer au point de vue occidental: soit ils ont voté pour notre projet, soit ils se sont abstenus", a souligné l'ambassadeur russe.

Des sources diplomatiques ont indiqué à l'AFP que six pays avaient voté en faveur de la proposition russe, 15 contre et que 17 s'étaient abstenus.

Quelques jours après l'empoisonnement, Theresa May l'avait attribué à Moscou, estimant qu'il s'agissait de "la seule explication plausible".

La Russie, qui clame son innocence depuis le début, s'estime renforcée par les déclarations du laboratoire spécialisé britannique qui a analysé la substance utilisée contre l'ex-espion.

Ce laboratoire situé à Porton Down, près de Salisbury, l'a identifiée comme étant du Novitchok, un agent innervant de type militaire de conception soviétique.

Mais il a reconnu ne pas avoir de preuve que la substance utilisée contre les Skripal ait été fabriquée en Russie, alors que le ministre britannique des Affaires étrangères Boris Johnson avait paru dire le contraire.

- "Grossièrement fabriquée" -

Le chef du renseignement extérieur russe Sergueï Narychkine a explicitement accusé mercredi les Occidentaux de manipulation, affirmant que l'affaire Skripal avait été "grossièrement fabriquée par les services spéciaux de Grande-Bretagne et des Etats-Unis".

Le chef du laboratoire chimique du ministère russe de la Défense, Igor Rybaltchenko, a affirmé, selon l'agence russe Interfax, que "n'importe quel laboratoire moderne" pouvait produire le type de substance utilisé.

"Il n'existe aucun marqueur unique qui permettrait de désigner un pays comme ayant préparé la substance utilisée", a-t-il assuré.

M. Poutine avait déjà relevé qu'une substance comme celle utilisée à Salisbury pouvait être fabriquée "dans une vingtaine de pays du monde". AFP 5 avril 2018

- «Il faut renvoyer Boris Johnson» pour son «mensonge» sur l'affaire Skripal - sputniknews.com 04.04

«Johnson a dit qu'il a personnellement parlé avec un homme de Porton Down, celui qui, en l'occurrence, est la personne qui a fait la déclaration du 3 avril. Alors, selon le ministre, cet expert lui a dit que la tentative était l'œuvre de la Russie et que personne d'autre n'avait pu le faire. Ce n'est pas seulement une erreur, c'est une tromperie, ce qui est encore pire», a fustigé Galloway, un ancien parlementaire britannique. sputniknews.com 04.04

- Washington rétropédale et propose à Moscou de remplacer les diplomates expulsés - sputniknews.com 04.04

Le département d'État a proposé à la Russie d'envoyer de nouveaux diplomates en remplacement des 60 diplomates expulsés, comptant sur la réciprocité de la part de Moscou eu égard aux diplomates américains. sputniknews.com 04.04

- Emmanuel Macron sera-t-il le dindon de la farce Skripal? sputniknews.com 04.04

Alors que cette affaire Skripal ressemble de plus en plus à un mensonge destiné à incriminer la Russie, la position du Président Macron et de Jean-Yves Le Drian, le ministre des Affaires étrangères, est pour le moins embarrassante. 48 heures avant la réélection de Vladimir Poutine, le 16 mars, Emmanuel Macron affichait son soutien aux Britanniques et condamnait la Russie...

Je veux avoir un mot de solidarité pour nos amis britanniques. Tout porte à croire que le gouvernement russe est impliqué. Nous réaffirmons notre volonté commune d'interdire toute utilisation d'arme chimique. — Emmanuel Macron (@EmmanuelMacron) 16 ????? 2018 ?.

?Le 19 mars, dans un entretien téléphonique pour présenter ses félicitations à Vladimir Poutine, le Président Macron en aurait profité pour demander à son homologue de

«faire toute la lumière sur les responsabilités liées à l'inacceptable attaque de Salisbury» et de «repandre en main fermement d'éventuels programmes qui n'auraient pas été déclarés à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques», alimentant la rhétorique de Londres. Deux jours plus tard, le 21, les Présidents Trump et Macron se mettaient d'accord pour demander officiellement des comptes à Moscou. En effet, d'après un résumé de leur appel,

«Les présidents ont réaffirmé leur solidarité avec le Royaume-Uni après l'utilisation par la Russie d'armes chimiques contre des individus sur le sol britannique et sont tombés d'accord sur la nécessité de prendre des mesures pour que Moscou rende des comptes.»

Le 23 mars, alors que des sanctions étaient envisagées par Londres, Emmanuel Macron déclarait:

«Tous ont convenu que conformément à l'évaluation britannique, il n'y a pas d'autre explication plausible que la responsabilité de la Russie.»

Son ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves le Drian semble ne pas être en reste dans l'expertise chimique lorsqu'il considéra que:

«Seuls les Russes savent faire le Novitchok, c'est pour cela qu'il n'y a pas d'autre explication plausible.»

Si Emmanuel Macron n'a pas encore réagi à ces nouvelles révélations provenant de Porton Down, il semble déjà avoir perdu une nouvelle occasion de ne pas détériorer plus avant les relations bilatérales entre la France et la Russie. sputniknews.com 04.04

Fake news du Times.

- Affaire Skripal: L'agent innervant provenait d'une base russe. - Reuters 6 avril 2018

L'échantillon de l'agent neurotoxique de conception soviétique Novitchok utilisé pour empoisonner l'ancien agent double russe Sergueï Skripal et sa fille en Angleterre provenait d'un centre de recherche militaire dans le sud-ouest de la Russie, rapporte jeudi le Times. Reuters 6 avril 2018

Et d'où tient-il ce renseignement ? Des renseignements britanniques !

Réincarnation. Seront-ils canonisés par le patriarche de l'église orthodoxe ou le pape ?

- Ioulia Skripal s'exprime pour la première fois depuis son empoisonnement - Reuters 5 avril 2018

Ioulia Skripal, empoisonnée par un gaz innervant il y a un mois avec son père Sergueï dans le sud de l'Angleterre, a diffusé jeudi une déclaration dans laquelle elle souligne le caractère "quelque peu déroutant de toute cette affaire".

"Je me suis réveillée il y a plus d'une semaine maintenant et je suis heureuse de dire que je reprends chaque jour des forces", dit la citoyenne russe de 33 ans dans ce communiqué diffusé en son nom par la police britannique.

"Je suis sûre que vous vous rendez compte que toute cette affaire est quelque peu déroutante et j'espère que vous respecterez ma vie privée et celle de ma famille pendant ma période de convalescence", ajoute-t-elle.

Les médecins craignaient que, s'ils survivaient à cette attaque, Sergueï et Ioulia Skripal ne présentent des lésions cérébrales irrémédiables.

Selon la télévision publique russe et l'agence de presse Interfax, Ioulia Skripal a téléphoné à sa cousine Viktoria en Russie et lui a assuré qu'elle se remettait, tout comme son père. Au cours de cette conversation téléphonique, Ioulia Skripal a dit à sa cousine qu'elle pensait pouvoir sortir bientôt de l'hôpital, précise la télévision russe qui ajoute toutefois ne pouvoir garantir l'authenticité de l'enregistrement fourni par Viktoria. Cette dernière a affirmé vouloir ramener Ioulia en Russie.

"Tout va bien, on se remet, tout le monde va mieux, tout le monde est vivant", déclare Ioulia dans cet enregistrement. Interrogée sur l'état de santé de son père, elle répond: "Tout va bien, il se repose en ce moment, il dort, la santé de tout le monde est bonne, personne n'a de problèmes qui ne peuvent être réglés. Je quitterai bientôt (l'hôpital)." Reuters 5 avril 2018

[Fake news sur les « rebelles modérés » de la Ghouta en Syrie.](#)

- Les « rebelles modérés » évacués de la Ghouta - Réseau Voltaire 4 avril 2018

Comment discerner un « rebelle modéré » (sic) de la Ghouta d'un habitant ? Il suffit de comparer la bonne santé et les vêtements des premiers avec l'amaigrissement et les loques des seconds.

L'Armée arabe syrienne vient de découvrir des stocks de nourriture et un hôpital très bien équipé à Irbine. Pourtant, l'Onu et les ONG humanitaires assuraient que le « régime » affamait la population et la privait de soins.

Un immense réseau de tunnels est mis à jour, dont un mega-corridor permettant de faire circuler des 4x4 et d'approvisionner les combattants, tandis qu'ils maintenaient les habitants en esclavage.

Alors que la presse occidentale assure que les familles qui ont été évacuées vers l'Émirat d'Idleb sont bien des « rebelles modérés », la plupart des combattants sont montés masqués dans les autobus mis à leur disposition. Lorsque certains sont apparus tête nue, ils ont été reconnus. Sur cette seconde photo : les deux personnages du premier plan apparaissent comme ceux qui arboraient les têtes de leurs victimes sur la première photo.

Reporters sans frontières professionnel & fake news made in USA.

- "La face cachée de Reporters sans frontières : De la CIA aux faucons du Pentagone" - Les Crises 04.04

Voici, détaillés dans ces pages, les fréquentations douteuses, les financements honteux, les hargnes sélectives, les indulgences infondées, les tentatives de dissimulations, les manipulations des chiffres, les mensonges réitérés de Reporters sans frontières, le tout au service d'une cause sans rapport avec les objectifs affichés. Observons son ardeur au travail contre les pays pauvres que l'Occident veut soumettre et son silence face aux concentrations économiques dans les médias des pays riches. Notons sa mansuétude envers les «bavures» de l'US Army, ses «oublis» dans la comptabilisation de journalistes qui en sont victimes.

Ce livre dévoile les paravents de la CIA qui alimentent RSF en dollars: le Center for a Free Cuba et la National Endowment for Democracy (NED) via l'United States Agency for International Development (USAID).

Et il n'y a pas qu'eux: l'Open Society Institute du milliardaire et magnat international de la presse George Soros, ami personnel de Bush, qui s'agit partout où peut être mis en place un gouvernement pro-étatsunien, fait partie aussi des généreux financiers de RSF.

Alors, RSF ??? Association humanitaire ou bras médiatique européen de la CIA et des faucons du Pentagone ?

Critique de Maurice Lemoine sur le site du Monde diplomatique :

Question : « Quel besoin avait le président Hugo Chávez d'engager une réforme de la Constitution (...) au risque d'aggraver encore un peu plus les divisions et la polarisation entre les citoyens de son pays ? » Autre question : quelle est la légitimité de Reporters sans frontières (RSF), organisation théoriquement destinée à la défense des journalistes, pour, dans un communiqué du 28 novembre 2007, poser... ce type de question ? Et pourquoi tant de mensonges, systématiques et effrontés, dès qu'est évoquée la situation au Venezuela ? Cet ouvrage apporte quelques éléments de compréhension. Fréquentations douteuses (extrémistes cubains de Miami), financements très politiques (en provenance de Washington), hargnes sélectives (contre La Havane ou Caracas...), modération remarquable (dans la dénonciation des « bavures » de l'armée américaine contre les journalistes), désintéret patent (quant à la censure des médias par l'argent) y sont amplement détaillés. D'où une dernière question : RSF n'aurait-il pas tendance à reproduire, voire à anticiper, les opinions émanant du département d'Etat américain ? Les Crises 04.04

Commentaires d'internautes.

1- "RSF en diseur de vérité c'est un peu comme la mafia luxembourgeoise en régulateur bancaire, le symptôme de l'inversement complet du sens et des valeurs. Heureusement il n'y aura bientôt plus qu'eux pour croire à leur propres mensonges et se décerner les bons points vérité certifiée."

2- "Bref, pour croire que tout ça est couvert de bonnes intentions, il faut avoir largement dépassé le stade de la naïveté. Pas facile de préparer le ministère de la pensée unique !"

3- "Avoir confiance en Google, Facebook ou Microsoft. Pourquoi pas en Monsanto, Goldman Sachs, Walmart, Xe, Carlyle ou Lookeed pendant qu'on y est?"

ACTUALITÉ DU JOUR

Mobilisation à la SNCF.

- Grève SNCF : comme un début d'inquiétude au gouvernement - LeParisien.fr 04.04

Y aurait-il de la fébrilité dans l'air ? Mercredi après-midi, Edouard Philippe a décidé de reporter son déplacement prévu ce week-end au Mali pour rester à Paris. LeParisien.fr 04.04

- Plusieurs centaines de manifestants pour la défense des cheminots - AFP 03/04/2018

Plusieurs centaines de personnes ont défilé mardi à Paris mais aussi dans plusieurs villes en soutien aux cheminots, au premier

jour d'une grève au long cours contre la réforme de la SNCF, ont constaté des journalistes de l'AFP.

À Paris, les manifestants, en majorité des cheminots de SUD-Rail et de FO, mais aussi des étudiants, des agents hospitaliers, des enseignants et des salariés d'Air France, sont partis peu après 15H00 de la gare de l'Est en direction de la gare Saint-Lazare, sur fond de fumigènes, pétards et sirènes.

"Cheminots en colère, on va pas se laisser faire", scandait SUD-Rail au micro. Parmi les slogans: "A ceux qui veulent privatiser le rail, la rue répond: résistance" ou "cheminots, usagers, solidarité". Une banderole de FO cheminots proclamait: "Non à la casse sociale ! Non à la casse du ferroviaire ! Résister, revendiquer, gagner !"

La solidarité entre cheminots et étudiants s'est manifestée aussi à Lille où 300 personnes se sont rassemblées, à Tours (500) et à Bordeaux (environ 200).

"Gares et facultés, défendons le service public", pouvait-on lire sur une banderole à Bordeaux, tandis qu'à Lille, les manifestants scandaient: "C'est tout le monde qui déteste Guillaume Pépy", "Etudiants, cheminots, c'est tous ensemble qu'on va gagner!". AFP 03/04/2018

- SNCF: une cagnotte de soutien aux grévistes dépasse 220.000 euros AFP 04/04/2018

Une "cagnotte" de soutien aux cheminots en grève, lancée le 23 mars par une trentaine d'écrivains, réalisateurs ou encore universitaires, avait franchi la barre des 220.000 euros, mercredi en début de soirée.

À 18H30, la somme affichée sur le site dépassait 200.000 euros collectés, avec plus de 6.500 contributeurs.

À titre de comparaison, la "caisse de grève" lancée par SUD-rail (3e syndicat à la SNCF) contenait près de 20.000 euros à la même heure, avec environ 470 participants.

"Nous avons de la sympathie pour les cheminots grévistes", ont écrit en mars, sur un blog de Mediapart, les fondateurs de la cagnotte, parmi lesquels figurent les écrivains Laurent Binet, Didier Daeninckx et Annie Ernaux, les philosophes Bernard Stiegler et Étienne Balibar, ou encore le réalisateur Robert Guédiguian.

"Ils défendent un de nos biens communs, une entreprise de service public que le gouvernement cherche à transformer en +société anonyme+", ont-ils écrit, en soulignant que "les journées de grève coûtent et que pour le succès de leurs revendications, il importe que le mouvement puisse durer". AFP 04/04/2018

- Les syndicats de la SNCF dénoncent une "mascarade" après une réunion de 6 heures avec le ministre...
- Le HuffPost 6 avril 2018

À l'issue de leur première réunion de concertation avec le gouvernement depuis le lancement de la grève de deux jours sur cinq contre la réforme du rail, les syndicats de la SNCF ont dénoncé jeudi 5 avril au soir "une mascarade" et promettent de nouveau une grève longue.

"C'est une véritable mascarade" avec "un gouvernement qui brode", qui "n'a pas de propositions et qui ne règle pas les problèmes", donc "la grève se poursuit", a déclaré Laurent Brun, secrétaire général de la CGT Cheminots, "extrêmement déçu et mécontent" car "les revendications des cheminots n'ont pas été entendues". "Le gouvernement avance à marche forcée pour tenter de nous asphyxier. On est dans une situation où le mouvement social risque bien de se durcir", a estimé Roger Dillenseger de l'Unsa.

Quant aux transferts des agents, "une partie des agents seront transférés d'office, l'autre partie sera appelée à être volontaire et s'il n'y a pas assez de volontaires, ils seront également transférés d'office", a ajouté M. Brun.

"Il va falloir renforcer, amplifier, durcir"

"Hélas, les cheminots vont devoir se mobiliser dimanche et lundi (...) Nous sommes partis sur un conflit qui risque de durer si le gouvernement ne revoit pas sa méthode", a prévenu Didier Aubert de la CFDT.

Pour SUD Rail, "il va falloir renforcer, amplifier, durcir" la grève pour "faire plier" le gouvernement et "arriver au bout des revendications". Le débat sera "posé dans les assemblée générales" afin de voir "comment organiser le mouvement pour être entendu", a indiqué Eric Santinelli.

Lors des deux premiers jours de la grève par épisode, mardi et mercredi, le trafic ferroviaire a été très perturbé, avant de

repandre jeudi. La deuxième séquence va débuter samedi à 20 heures pour s'achever mardi à 07 heures 55.

Côté politique, le député insoumis François Ruffin a proposé une "grande manifestation nationale commune le 5 mai" et le président du groupe LFI à l'Assemblée, Jean-Luc Mélenchon, a appelé à une manifestation commune "anti-Macron", à Marseille, le 14 avril. Le HuffPost avec AFP 6 avril 2018

Éditorial de La tribune des travailleurs (POID)

- "*Le gouvernement doit céder : retrait du plan Macron-Spinetta !*"

LVOG - Non : Retrait du plan Macron-Spinetta ou Macron dégage !

- Les syndicats sont dépassés et désertés, qu'il faudrait remplacer par d'autres formes ? Les événements montrent que le mouvement vers la grève se confond avec le mouvement vers les organisations syndicales, instruments de l'action.

LVOG - ... et de la trahison ! On se serait passé de ce paragraphe.

On aurait pu se contenter du constat que "*les fédérations de cheminots CGT, FO et SUD exigent clairement le retrait du projet Macron-Spinetta !*"

Bref, toute perspective politique a disparu... D'ailleurs la "*politique de concertation*" "*ne sert (pas) que le gouvernement*", mais les capitalistes qui veulent s'approprier la SNCF et qu'il faut exproprier...

Discussion entre cheminots dans La tribune des travailleurs (POID)

S"*il n'y a rien à négocier avec ce gouvernement*", et si "*c'est vraiment la bataille majeure dans laquelle on ne peut pas reculer*", et si Macron refuse de "*reculer*", il doit déguer, à moins qu'il licencie ou dissolve l'ensemble des cheminots !

Je suis loin de la France et sans correspondant, donc je navigue à vue en fonction de ce que je lis et de ma propre expérience. J'ai appris à me méfier des déclarations tonitruantes et des appréciations faussement optimistes ou exagérées.

Il y a un truc que je ne comprends pas, on n'arrête pas de nous dire que les travailleurs n'en peuvent plus, que Macron est honni, qu'il ne cédera pas, et voilà qu'on se contente de vouloir le faire reculer... Cela fait penser à ceux qui vous promettent monts et merveilles avant des élections, et qui lorsqu'ils sont au pouvoir se contentent d'abroger une loi marginale en conservant toutes les lois anti-ouvrières adoptées précédemment, bref, la vie continue comme avant sous la Ve République.

Est-ce cela l'avant-garde ? J'avais cru qu'elle s'inspirait des travailleurs les plus avancés pour les recruter...

[Numéro de prestidigitation d'un fakir.](#)

- Ruffin (LFI) propose une "grande manifestation nationale commune le 5 mai" - AFP 5 avril 2018

Le député LFI François Ruffin a proposé mercredi l'organisation d'"une grande manifestation nationale commune le samedi 5 mai", lors d'une "assemblée générale" publique en présence de plusieurs centaines de personnes, dont des cheminots, des étudiants et personnel médical en grève.

"Je propose le samedi 5 mai" pour "une grande manifestation nationale commune", a lancé M. Ruffin lors d'un rassemblement dont il avait eu l'initiative à la Bourse du Travail à Paris devant la multiplication des mouvements sociaux.

Dans le mois qui vient, le député de la Somme souhaite que se créent partout en France "des comités du 5 mai" pour qu'"on arrive à se rassembler, pour un grand mouvement tous ensemble".

"La plus grosse question, c'est: qu'est-ce qu'on fait le 5 mai au soir? Il faut une inversion du rapport de force, que la peur change de camp, que le 5 mai au soir soit le point de départ" du changement de la politique sociale et économique qu'il appelle de ses vœux, a ajouté le réalisateur de Merci, Patron!, l'un des initiateurs du mouvement de La Nuit Debout en 2016.

"On n'est pas là pour refaire Nuit Debout", a toutefois prévenu de son côté le philosophe Frédéric Lordon, échaudé par l'échec du mouvement spontané né en réaction à la loi El Khomri mais qui n'avait pas connu de débouchés politiques. "Si l'offensive est générale, nous voulons le débordement général. Il faut dire à tous ceux qui se sentent dans le malheur qu'il y a une issue. Lutte, luttons, c'est le moment", a lancé ce membre des Economistes atterrés.

Écrivant sur sa page Facebook vendredi dernier, M. Ruffin avait souligné: "C'est le printemps, ça bourgeoine ici et là. À la fac de Toulouse, de Montpellier, dans les hôpitaux, dans les Ehpad, et dans les gares, bien sûr", écrivait-il en allusion aux grèves actuelles. "Alors est-ce qu'on pourrait essayer quelque chose ? Est-ce qu'on pourrait tenter que les petits ruisseaux de colères fassent une grosse rivière d'espérance ? Est-ce qu'on pourrait aider à ce qu'un truc se passe, un truc, juste un truc, un truc qui nous fasse respirer, un truc qui soulève la chape de plomb de la résignation ?"

A son appel plusieurs centaines de personnes se massaient dans la Bourse du travail mercredi soir, au son d'une fanfare. Plusieurs centaines d'autres avaient dû rester à l'extérieur, faute de place.

"Il faut essayer quelque chose", "appeler à la convergence des luttes, qui est une condition nécessaire mais insuffisante", a-t-il lancé à un public enthousiaste, qui applaudissait et tapait du pied, il faut faire "la fête à Macron".

Plusieurs représentants de salariés ou étudiants en grève ont également pris la parole. Une étudiante de Tolbiac est venue expliquer son opposition à la "sélection catastrophique" à l'université, en termes d'"inégalité sociale, économique et géographique"; un cheminot "en colère" promettre que la lutte contre la réforme de la SNCF allait "s'accentuer"; un médecin et une infirmière affirmer que "le gouvernement organise le déficit des hôpitaux"; un employé de Carrefour qu'"on crée la précarité" dans son entreprise... huffingtonpost.fr et AFP 5 avril 2018

En complément

Quelles sont les facs mobilisées ? - Liberation.fr 5 avril 2018

Ce sont désormais une vingtaine de villes qui sont concernées par des mobilisations ou des blocages organisés contre la réforme de l'université. A la revendication initiale s'ajoute la colère des étudiants et étudiantes contre la répression, dans un contexte marqué par les violences survenues à la faculté de droit de Montpellier. Liberation.fr 5 avril 2018

Conflit salarial à Air France: 4 grèves supplémentaires en avril - AFP 04/04/2018

Le conflit salarial à Air France s'est encore durci mercredi après l'annonce, par dix syndicats de tous métiers, de quatre journées de grève supplémentaires, les 17 et 18 avril puis les 23 et 24 avril. AFP 04/04/2018

Illégitime !

- Révision des institutions: le scénario retenu par l'exécutif - AFP 04/04/2018

Le Premier ministre Édouard Philippe a dévoilé mercredi la vaste réforme des institutions, promise par Emmanuel Macron, dont voici les principales mesures:

30% DE PARLEMENTAIRES EN MOINS

En campagne puis devant le Congrès, Emmanuel Macron avait promis de réduire d'environ un tiers le nombre de députés (577) et de sénateurs (348), mais avec plus de moyens pour travailler.

Ce sera 30% en moins dans chaque chambre, a annoncé le Premier ministre. Le nombre de députés sera ramené à 404 et le nombre de sénateurs à 244 lors des prochaines élections.

15% DE PROPORTIONNELLE

La "dose" de députés élus à la proportionnelle, promise par Emmanuel Macron, est finalement de 15%. Pour le chef de l'État est de permettre à "toutes les sensibilités" d'être "justement représentées". Les Français y sont aussi majoritairement favorables, selon les sondages.

Sur la dose de proportionnelle, plusieurs questions demeurent: listes nationales, régionales ou panachages pour la proportionnelle, quel redécoupage des circonscriptions, etc.

CUMUL DANS LE TEMPS LIMITÉ

Le nombre de mandats identiques, complets et consécutifs sera limité à trois pour les parlementaires et présidents d'exécutifs locaux. La date d'entrée en vigueur n'a pas été annoncée mais cette disposition pourrait ne s'appliquer qu'aux prochains élus.

Les maires des communes de moins de 9.000 habitants n'y seront pas soumis. Sans doute pour satisfaire le Sénat, dont les maires constituent le gros des électeurs, cette exception a été étendue. Elle concernait initialement les communes de moins de 3.500 habitants.

CORSE

Une référence explicite à la Corse sera inscrite dans la Constitution. Il s'agit d'une des rares revendications nationalistes retenues par Emmanuel Macron lors de sa visite en Corse début février.

DIFFÉRENCIATION DES TERRITOIRES

Les collectivités locales de métropole et d'outre-mer pourront "adapter les règles qui régissent leurs domaines de compétence à la réalité de leur territoire". Un "pacte girondin" mais aussi "un gage d'efficacité et une façon de réformer sans céder à l'esprit de système", pour le Premier ministre.

JUSTICE, CESE

Les pouvoirs du Conseil supérieur de la magistrature seront renforcés pour la nomination et l'exercice du pouvoir disciplinaire des magistrats du parquet.

La Cour de Justice de la République, chargée de juger les ministres, sera supprimée et les membres du gouvernement jugés par la Cour d'appel de Paris, mais avec un "filtre" pour que "la responsabilité pénale des ministres ne soit engagée qu'à bon escient".

Les anciens présidents de la République ne siégeront plus au Conseil constitutionnel.

Le Conseil économique, social et environnemental, actuellement doté de 233 membres, sera "réduit de moitié", pour devenir "une chambre de la société civile", chargée de d'organiser des consultations de citoyens et d'experts sur les "projets d'avenir".

FABRIQUE DE LA LOI

Au nom de l'"efficacité", la procédure va connaître plusieurs changements pour accélérer les débats. Le "contingentement" des amendements, chiffon rouge, a été abandonné, mais reste un mécanisme pour les limiter. Parmi d'autres modifications, le calendrier budgétaire de l'automne sera réduit à 50 jours, contre 70. En contrepartie, le Parlement verra ses pouvoirs d'évaluation et de contrôle renforcés.

CLIMAT

L'impératif de lutte contre le changement climatique, "défi majeur du siècle", sera inscrit à l'article 34 de la Constitution, qui fixe le domaine de la loi.

SERVICE NATIONAL UNIVERSEL

Si le Conseil d'État juge nécessaire "un fondement constitutionnel", le Service National Universel figurera aussi à l'article 34.
AFP 04/04/2018

ACTUALITE EN TITRES

[- Hommage à Paris aux 510 "morts de la rue" en 2017 - AFP 04/04/2018](#)

Cristina, six semaines, morte en février à Choisy-le-Roi (Val-de-Marne), André, 76 ans, mort en août à Toulon... Au moins 510 personnes sans-abri sont mortes en 2017, selon le collectif Les Morts de la rue, qui leur a rendu hommage mercredi.
AFP 04/04/2018

[- Stationnement payant pour motos et scooters: une première qui passe mal - AFP 03/04/2018](#)

Une mesure "déplorable" pour se faire "de l'argent facile": le stationnement est désormais payant pour les scooters et motos dans deux communes du Val-de-Marne, une première en France qui mécontente les conducteurs de deux-roues.

A Charenton-le-Pont et Vincennes, le coût du stationnement pour les motos et scooters a été fixé à environ un tiers de celui des voitures, "proportionnel" à la taille d'un emplacement deux-roues par rapport à un emplacement voitures. Face aux critiques, les mairies de Charenton (30.000 habitants) et de Vincennes (50.000 habitants) le répètent, il ne s'agit pas d'une mesure anti-deux-roues, ni de de fiscalité, mais bien d'"équité" : "il n'y a pas de raison qu'ils soient les seuls à ne pas payer", estime-t-on à la mairie (UDI) de Vincennes.

Face à l'occupation croissante de l'espace public par des deux-roues de plus en plus nombreux, "c'est tout à fait légitime et équitable qu'ils participent, modestement", ajoute le maire LR de Charenton, Hervé Gicquel. AFP 03/04/2018

[INFOS EN BREF](#)

POLITIQUE

Grande-Bretagne

- Le Royaume-Uni se dote d'une base militaire permanente à Bahreïn - Reuters

Le Royaume-Uni a inauguré jeudi une base militaire permanente au royaume de Bahreïn, rapporte l'agence de presse bahreïnie BNA. Reuters

Etats-Unis

- Frontière mexicaine-Trump veut 2.000-4.000 membres de la Garde nationale - Reuters

Brésil

- Brésil: Un juge ordonne l'incarcération de l'ex-président Lula - Reuters

Le juge brésilien Sergio Moro a ordonné jeudi l'incarcération de l'ex-président Luis Inacio "Lula" da Silva, condamné à 12 ans de réclusion pour corruption, et lui a donné jusqu'à vendredi 17h00 locales pour se présenter de lui-même à la police. Reuters

Corée du Sud

- Corée du Sud: l'ex-présidente Park condamnée à 24 ans de prison - AFP

L'ex-présidente sud-coréenne Park Geun-hye a été condamnée vendredi à 24 années de prison pour son rôle dans le retentissant scandale de corruption qui avait précipité sa disgrâce l'année dernière. AFP

Afrique du Sud

- Afrique du Sud: Le procès de Zuma repoussé au 8 juin - Reuters

L'ancien président sud-africain Jacob Zuma répondra le 8 juin d'accusations de corruption lors de la signature d'un contrat de vente d'armes d'un montant de 2,5 milliards de dollars (2 milliards d'euros) à la fin des années 1990, a décidé vendredi. Reuters

Malaisie

- Malaisie: dissolution du Parlement pour des législatives anticipées - AFP

Le Premier ministre malaisien, Najib Razak, a annoncé vendredi la dissolution du Parlement en vue d'élections législatives qui s'annoncent difficiles pour le chef du gouvernement, éclaboussé par un scandale financier et défié par son ancien mentor, le charismatique Mahathir Mohamad. AFP

[Haut de page ↗](#)

Le 7 avril 2018

CAUSERIE

● Causerie au format pdf (6 pages)

Ah ces "anticapitalistes", ces "trotskystes" d'opérette !

RETRAIT (du plan Macron-Spinetta)!

Un mot tabou au NPA et à LO, Macron peut s'en féliciter. Je me suis connecté sur leurs blogs nationaux et j'ai lu les articles consacrés à la grève des cheminots, nulle part il n'est question de retrait, ni de dégager Macron évidemment, pour eux il est le président légitime et doit rester en place jusqu'en 2022.

LO.

Putain de grève ! Quand LO tend la perche à la réaction pour battre les cheminots et diviser les travailleurs.

- *"Il faut être solidaire de cette grève, malgré les complications qu'elle provoque."* Surtout pour Macron, le malheureux !

- *"Cette grève va certes engendrer nombre de difficultés pour tout un chacun."* Ah bas la grève !

Ensuite, LO regrette que les ministres de ce gouvernement ultra réactionnaire n'aient pas une pensée affectueuse pour les travailleurs, non mais sans blague, parce qu'ils le devraient, après tout ne sont-ils pas des hommes et des femmes comme les autres, bref, le niveau zéro de la conscience de classe.

- *"Whirlpool, il avait proposé un sèche-linge pour solde de tout compte aux salariés dont il se débarrasse. Aucun ministre, ne s'en est offusqué !"*

Macron et ses ministres n'étaient-ils pas destinés à posséder des vertus qu'ils ignoraient eux-mêmes les bougres, et nous alors ? Oh que c'est vilain de ne pas en user à bon escient, ingrats va ! Il semblerait plutôt qu'ils soient fidèles à eux-mêmes, non ? Fallait-il en attendre autre chose, c'est ce qu'insinue insidieusement LO. Quelle ignominie !

Non, mais attendez, je ne sais pas si vous avez pris la mesure du degré d'opportunisme qu'ils ont atteint. Depuis un an Macron et ses ministres ainsi que LREM ne cessent de mépriser ouvertement les travailleurs et de s'attaquer à leurs droits, et voilà qu'ils devraient s'offusquer du sort que la direction d'une multinationale réserve à ses salariés ?

Cela signifie qu'on est en présence de gens qui sont pris dans la spirale infernale de l'immédiateté, et qui ne sont pas capables de penser au-delà dans le passé et encore moins dans le futur, d'où leur incapacité à proposer aux travailleurs une issue ou une perspective politique, ce qui les conduit à prêter des intentions à Macron et ses ministres qui leur sont étrangères, et en contradiction avec la politique réactionnaire qu'ils imposent aux travailleurs.

Décidément ces braves ministres manquent à tous leurs devoirs, il va falloir les rééduquer et les convertir au socialisme... C'est dingue et pitoyable !

NPA

Si *"c'est ça la politique"*, il y a vraiment de quoi en être dégoûté...à vie ! Ils servent aussi à cela les pseudo-gauche et extrême gauche version LFI, NPA, LO, etc.

Higelin, l'esprit de 68 - NPA 06.04

- *"Un camarade dans le combat pour une autre société."*

Quel brave *"camarade"* qu'on ne prendra pas en exemple et vous allez tout de suite comprendre pourquoi, c'était en réalité un opportuniste et rien d'autre.

- Jacques Higelin parlait de son engagement comme personne: *"l'amour de la vie, le plaisir de la vie"* - Le HuffPost 06.04

Jacques Higelin : "C'est ça la politique. (...) Putain! L'amour de la vie, le plaisir de la vie!"

Jacques Higelin s'est aussi "mouillé" politiquement: François Hollande, Ségolène Royal ou encore Anne Hidalgo ont pu compter sur son soutien. Le HuffPost 06.04

On comprend pourquoi ceux qui n'ont pas eu le bonheur d'Higelin de profiter de "l'amour de la vie" ou de goûter au "plaisir de la vie" ne sont pas concernés par la politique, selon le NPA, circulez il n'y a rien à voir, elle est destinée aux nantis.

L'hédonisme leur tient lieu à la fois d'intention, de motivation et de programme au NPA. J'ignore ce que vous en pensez, mais nous serons d'accord que tout le monde aspire à profiter de la vie, c'est naturel, c'est d'ailleurs un des piliers sur lequel repose le socialisme, mais apparemment en régime capitaliste il y a beaucoup de candidats mais peu d'élus, non ? On pourrait ajouter que ce sont des nantis qui s'adressent à des nantis, l'immense masse du peuple exploité ne les intéresse pas ou n'existe pas, sauf peut-être quand il s'agit de défendre leurs privilèges parce qu'ils manquent de jambes.

Et de fait, dans 9 cas sur 10 ce sont des privilégiés qui militent, privilégiés par rapport aux restes des travailleurs. Ils vous diront qu'ils en ont conscience, puisqu'ils ont réussi à se convaincre qu'ils avaient atteint un niveau de conscience supérieur. Mais en réalité leur statut social va influencer la manière dont ils vont interpréter le monde sans qu'ils en aient conscience, bien qu'il arrivera forcément un moment où ils s'apercevront que leurs analyses ou leurs comportements sont entachés d'opportunisme sans pour autant les rectifier. Au contraire, ils s'emploieront par la suite à les justifier, quitte progressivement à se renier un peu plus, d'où leurs discours aux relents radicaux pour le camoufler.

Tous ces gens font partie de la gauche institutionnelle que j'ai caractérisée de droite puisqu'ils se prosternent devant le régime qu'ils sont censés affronter.

On pourrait conserver cette caractérisation de droite pour ceux qui sont organisés dans ces partis, et employer celle de gauche institutionnelle ou légaliste pour tous ceux qui sont inorganisés et qui manifestent des penchants progressistes ou humanistes ou estiment légitimes les revendications des travailleurs, cette précision pour éliminer ceux de droite qui prétendent avoir les mêmes penchants, mais ne bougeront pas le petit doigt lorsque le gouvernement adopte des mesures antisociales ou liberticides.

[Une imposture qui aura fait long feu.](#)

- Pour son deuxième anniversaire, La République en Marche est désormais vu comme un parti de droite - Le HuffPost 6 avril 2018

25% des sondés le jugent au centre-droit, 20% à droite et 5% très à droite soit un total de 50%. A l'inverse, ils ne sont que 5% à le penser à gauche et 21% au centre.

Il y a un an, seulement un tiers des Français pensaient LREM à droite.

C'est le résultat de mesures libérales prises par le gouvernement d'Edouard Philippe comme les ordonnances réformant le code du travail, la suppression d'une grosse partie de l'ISF ou la réforme annoncée de la SNCF. Le HuffPost 6 avril 2018

Ah ben merde alors, il va falloir qu'on fabrique un nouveau parti de gauche (type libéral-libertaire) après la débâcle du PS, nous voilà dans de beaux draps ! Entre nous, cela pue déjà le cadavre réchauffé... A moins qu'ils s'en passent, avec les moyens de propagande dont ils disposent désormais et après avoir réussi à faire élire Macron avec moins de 20% de voix, tenteront-ils le coup une seconde fois en éliminant tous les concurrents potentiels ? Après tout, la Ve République n'a rien à envier à une monarchie héréditaire...

[Affaire Skripal. Même pas mort !](#)

Voilà une résurrection qui va empoisonner un peu plus ceux qui nous gouvernent, on ne peut que s'en féliciter.

Quel poison ces fakes news d'Etat, il va finir par tuer leurs auteurs ! Pas de problème, d'autres prendront la relève et ainsi de suite. Mais jusqu'à quand cela va marcher ? Telle est la question...

Le 27 mars, lors d'un débat sur la sécurité nationale et la Russie, May a déclaré que Sergei et Yulia Skripal « restent gravement malades à l'hôpital. Malheureusement, à la fin de la semaine dernière, les médecins ont indiqué que leur état ne devrait pas changer dans un proche avenir, et ils pourraient ne jamais se rétablir complètement ». (Source : WSWWS, le 31 mars 2018)

Quelques jours plus tard ils étaient rétablis !

Ils osent tout. Quand les agences de presse se transforment en cours des miracles.

- L'état de santé des Skripal s'améliore rapidement, selon les médecins - AFP 7 avril 2018

L'état de santé de l'ex-espion russe Sergueï Skripal et de sa fille Ioulia, empoisonnés il y a un mois en Grande-Bretagne avec un agent neurotoxique particulièrement dangereux, s'améliore rapidement, ont annoncé leurs médecins. (L'un des poisons qualifié il y a quelques jours parmi les plus puissants du monde n'est plus que "particulièrement dangereux". - LVOG)

Après l'intoxication des Skripal, survenue le 4 mars à Salisbury, dans le sud-ouest de l'Angleterre, où l'ancien espion réside, les experts s'étaient interrogés sur leurs chances de survie. (Apparemment ils se sont plantés dans les doses ou la concentration du poison, vont-ils recidiver pour faire taire les Skripal, c'est la question qu'on peut se poser en lisant la suite ? - LVOG)

Le ministère britannique de l'Intérieur a annoncé vendredi avoir refusé un visa d'entrée dans le pays à la nièce de Sergueï Skripal. "Sa demande n'était pas conforme aux règles d'immigration", selon un porte-parole du ministère.

Viktoria Skripal, qui réside en Russie, avait déclaré avoir demandé un visa britannique pour pouvoir rendre visite dès lundi prochain à ses proches à l'hôpital de Salisbury.

"J'étais sûre que cela arriverait. Ils doivent avoir quelque chose à cacher", a-t-elle déclaré à la télévision Sky News, se référant aux autorités britanniques.

L'ambassade de Russie à Londres a jugé ce refus de visa "regrettable et inquiétant". La décision du ministère de l'Intérieur "ne tient pas la route", a-t-elle estimé. AFP 7 avril 2018

Le ridicule ne tue pas, la preuve.

- Comment Ioulia Skripal a fait échouer le plan de Londres visant à diaboliser Moscou - sputniknews.com 06.04

Ioulia Skripal, touchée par l'incident de Salisbury qui n'a toujours pas été élucidé, est dans un état normal, peut parler et est prête à quitter l'établissement médical dans lequel elle se trouve.

Le rétablissement de la fille de Skripal Ioulia avait été annoncé via le site de la police locale, qui enquête actuellement sur l'incident. La jeune femme a parlé à une parente Victoria pour confirmer son état de santé normal. C'est un nouveau coup dur pour Londres, dont la version des faits met en avant qu'une certaine substance toxique prétendument fabriquée par la Russie aurait été utilisée contre la famille Skripal, écrit vendredi 6 avril le site de la chaîne Zvezda. Si un puissant poison avait été utilisé à Salisbury, comme l'affirme obstinément Londres, les victimes n'auraient certainement pas pu s'en sortir «avec plus de peur que de mal».

Ioulia Skripal affirme dans sa déclaration qu'elle a repris connaissance il y a plus d'une semaine et que son état s'améliore de jour en jour.

«Je suis reconnaissante pour tout l'intérêt porté à ma personne et pour les nombreux messages de rétablissement reçus. Je devrais remercier beaucoup de personnes pour mon rétablissement. En particulier, je voudrais mentionner les habitants de Salisbury qui nous sont venus en aide quand nous étions inconscients avec mon père», peut-on lire sur le site de Scotland Yard.

En même temps, la nouvelle du rétablissement de Ioulia Skripal prête à certaines conclusions liées aux circonstances des faits. Plusieurs commentateurs l'ont déjà fait remarquer. Par exemple, la gratitude exprimée par la jeune femme aux habitants de la ville britannique qui leur sont venus en aide ne «colle» pas avec la version propagée par les autorités britanniques sur l'usage d'un poison mortel puissant. Selon Londres, tout un arsenal de «substances toxiques militaires» a été utilisé à Salisbury.

D'où la question: quel est l'état de santé des citoyens qui sont venus les premiers en aide au père et à la fille, car très probablement ils ne portaient pas d'équipements de protection? D'ailleurs, le policier touché par le poison a passé seulement quelques jours à l'hôpital.

Sans oublier un véritable scoop: on affirme que l'ex-espion Sergueï Skripal lui-même se rétablirait. Il s'avère qu'il n'est plus dans un état critique depuis longtemps, alors que selon le «verdict» des autorités britanniques il était condamné.

Concernant l'état de son père, Ioulia affirme que «tout va bien, il se repose, dort, l'état de santé de tout le monde est bon, personne ne souffre de maux irrémédiables, je sors bientôt de l'hôpital, tout va bien».

Le perfide «Novitchok» n'aurait-il pas fonctionné? Était-il périmé? Ou il ne s'agit-il pas du «Novitchok» russe, comme l'a confirmé récemment l'expertise du laboratoire spécialisé du ministère britannique de la Défense de Porton Down? sputniknews.com 06.04

De la fabrication des preuves... à leur élimination.

- Preuves éliminées? Moscou réagit à la mort des animaux domestiques des Skripal - sputniknews.com 06.04

Les animaux appartenant aux Skripal auraient pu servir d'indices importants dans l'enquête sur l'empoisonnement de l'ex-agent russe et de sa fille, mais leurs corps ont été incinérés, a pointé du doigt la porte-parole de la diplomatie russe.

La porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova, a réagi ce vendredi aux informations concernant la mort des animaux domestiques des Skripal, dénonçant le rôle que les bêtes auraient pu jouer dans l'enquête.

«Si au premier abord il semble qu'il s'agit d'un prétexte pour rire en disant "les témoins importants ont été éliminés". En réalité, c'était vraiment des "témoins importants", car il s'agit d'un agent toxique qui, dans tout un ensemble de scénarios, aurait pu être déposé dans la maison de Skripal», a-t-elle écrit sur son compte Facebook.

Qu'est-il arrivé aux animaux domestiques des Skripal?

Citant la presse britannique, la diplomate a rappelé que les «cochons d'Inde étaient morts de déshydratation parce qu'ils avaient été abandonnés dans la maison».

«Comment cela se fait-il? Il y a eu une perquisition et personne n'a remarqué les animaux? On n'a pas remarqué les animaux d'un homme qui avait été empoisonné avec un gaz neuro-paralytique?!», s'est interrogée la porte-parole.

Évoquant le chat que possédaient les Skripal, Mme Zakharova a noté que la bête avait été euthanasiée après avoir été emmené dans le laboratoire de Porton Down.

«Pourquoi a-t-il été euthanasié? Réponse: parce que le chat était "dans un état de détresse", car "on l'avait pas remarqué" lors de la perquisition. C'est ainsi qu'on traite d'habitude les animaux domestiques en Grande-Bretagne?», poursuit la diplomate sur Facebook.

La responsable a par ailleurs rappelé que les cochons d'Inde et le chat ont été incinérés. «Autrement dit, éliminés, alors que les animaux auraient pu être une preuve importante dans une affaire sur l'empoisonnement par substance chimique», a-t-elle ajouté.

Jeudi soir, la diplomatie russe a envoyé au ministère britannique des Affaires étrangères une requête visant à lui demander les informations sur le sort des animaux domestiques des Skripal. Selon Moscou, ces données permettront de mieux comprendre ce qui s'est passé pour l'ex-espion et sa fille. sputniknews.com 06.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Palestine occupée.

- Au moins sept Palestiniens tués lors de nouveaux heurts à la frontière entre Gaza et Israël - Franceinfo 6 avril 2018

Nouvelle journée de violence près de la bande de Gaza. Sept Palestiniens ont été tués et plus de 400 blessés par des soldats israéliens, vendredi 6 avril, lors de protestations près de la frontière entre Gaza et Israël.

Le 30 mars, au début d'une série de manifestations palestiniennes pour réclamer le retour des réfugiés et la fin du blocus de Gaza par Israël, les violences ont coûté la vie à 19 Palestiniens et blessé quelque 1 400 personnes, la journée la plus sanglante depuis la guerre en 2014 entre Israël et le Hamas palestinien.

Vendredi, des milliers de Palestiniens se sont à nouveau rassemblés près de la barrière de sécurité séparant le territoire israélien de l'enclave palestinienne contrôlée par le mouvement islamiste Hamas, ennemi juré de l'Etat hébreu.

Des affrontements ont éclaté en plusieurs lieux longeant la barrière. Des manifestants ont incendié des pneus et lancé des pierres sur les soldats israéliens, provoquant des champignons de fumée au-dessus de la barrière de sécurité pour gêner la visibilité de l'armée israélienne. Les militaires ont riposté en tirant des gaz lacrymogènes et des balles réelles.

Le ministère de la Santé à Gaza a indiqué que cinq Palestiniens avaient été tués par des tirs de soldats israéliens, dont un adolescent de 16 ans.

Selon l'armée israélienne, environ 20 000 Palestiniens se sont rassemblés près de la frontière, notamment à l'est des villes de Khan Younès et de Gaza. Certains ont pris part à des heurts et ont "tenté d'endommager et de franchir la barrière de sécurité sous un écran de fumée créé par les pneus enflammés".

Des engins explosifs et des cocktails Molotov ont également été lancés par les manifestants, a ajouté l'armée en soulignant que ses forces ripostaient "avec les moyens anti-émeutes et par balles, conformément aux règles d'engagement". Franceinfo 6 avril 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 9 avril 2018

CAUSERIE

- [Causerie au format pdf \(17 pages\)](#)

L'info qui figure plus loin a été partiellement rectifiée :

Syrie: le régime accuse Israël d'avoir mené la frappe contre une base militaire - AFP 09/04/2018

Le régime syrien a accusé lundi Israël d'avoir mené une frappe avant l'aube contre une base militaire dans le centre de la Syrie, qui a coûté la vie à 14 combattants dont des Iraniens.

"L'agression israélienne sur l'aéroport du T-4 a été menée par des avions F-15 qui ont lancé plusieurs missiles", selon une source militaire citée par l'agence officielle SANA. L'agence avait initialement pointée du doigt les Etats-Unis, avant de se rétracter. (Source : lorientlejour.com 09.04)

[Dernières infos sur la Syrie.](#)

- Syrie: l'aéroport militaire T4 attaqué - presstv.com 09.04

L'aéroport militaire T4 de Homs en Syrie a été attaqué par missiles américains. L'attaque au missile a été menée depuis un navire américain déployé en Méditerranée. Il s'agirait des missiles de type Tomahawk avec quoi les États-Unis ont déjà frappé une première fois en avril 2017 la base aérienne d'Al-Chaayrate, toujours située dans la banlieue de Homs.

L'agence officielle syrienne SANA a confirmé ce lundi 9 avril l'attaque au missile contre l'aéroport militaire T4 évoquant des morts et des blessés. Toujours selon cette source, les systèmes anti-aériens syriens ont intercepté huit missiles.

L'aéroport militaire T4 se trouve dans la province de Homs. Il se situe à l'ouest de Palmyre à 100 km à l'est de la ville de Homs.

Toute la journée de dimanche les médias occidentaux ont accusé sans preuve l'armée syrienne d'avoir attaqué aux substances chimiques les populations de Douma, dernier bastion que les terroristes de Jaïsh al-islam devraient évacuer dans les heures à venir. Cette accusation a été formulée et reprise par les Américains et leurs alliés au Conseil de sécurité alors que l'armée syrienne contrôle depuis 10 jours la quasi totalité de la Ghouta orientale.

L'une des parties à avoir le plus énergiquement appelé à une attaque US contre la Syrie a été Israël.

Alors que l'opinion internationale continue de dénoncer la mort des dizaines de Palestiniens de Gaza sous les balles israéliennes, le régime de Tel-Aviv croit avoir trouvé de quoi se disculper : la chaîne israélienne i24 News a affirmé disposer d'informations selon lesquelles les commandants militaires américains seraient sur le point de convaincre Donald Trump d'attaquer Damas, plan d'attaque à l'appui.

"Les généraux du Pentagone préparent en ce moment une liste des cibles à frapper qui sera remise d'ici quelques heures au président Trump", rapporte la chaîne israélienne en allusion aux accusations d'attaque chimiques contre les civils de Douma attribuée à l'armée syrienne. Dimanche le président américain avait menacé Assad de "pire riposte" pour "avoir tué des civils dont des femmes". Trump a également accusé la Russie et l'Iran de complicité avec "Assad " qu'il a traité d'animal.

Le Conseil de sécurité de l'ONU doit se réunir sur la supposée attaque chimique contre Douma dans la Ghouta orientale, ce lundi à la demande de la France. presstv.com 09.04

- Syrie : la France et les États-Unis démentent avoir bombardé une base du régime - Le HuffPost 9 avril 2018

L'origine de l'attaque qui a visé l'aéroport militaire T-4, également connu sous le nom de Tiyas, reste indéterminée. Le HuffPost et AFP 9 avril 2018

[Un article destiné à ceux qui en sont restés au Capital de Marx et Engels.](#)

Je rappelle que jusqu'à mon dernier souffle, j'éprouverai une reconnaissance infinie envers Marx et Engels, que je considère comme les plus grands penseurs et humanistes de tous les temps. Cela implique d'essayer d'en être digne contrairement au culte de la personnalité et au dogmatisme.

- La reconnaissance est un fardeau, et tout fardeau est fait pour être secoué. Diderot, le Neveu de Rameau.

Secouons le fardeau du dogmatisme.

Je me demande comment on peut arriver à se convaincre que tout serait possible sans se poser davantage de questions ou sans imaginer un seul instant que le contraire pourrait également s'avérer exact, autrement dit, que tout ne serait pas possible ou que l'impossible pourrait bien se produire.

Il est étrange qu'on ne parvienne pas à concevoir que ce qui était possible ou impossible à une époque ne le soit plus à une autre époque, tout simplement parce que certains facteurs ou rapports auraient évolué de sorte que certaines conditions qui n'étaient pas remplies ou qui n'existaient pas autrefois le soient de nos jours ou se trouvent réunies, ce qui n'a rien d'extraordinaire et se produit quotidiennement, ce qui l'est en revanche, c'est de s'obstiner à le nier.

Maintenant on conçoit très bien que lorsqu'on aborde un champ aussi vaste que l'évolution de la situation ou de l'économie mondiale, au regard de la multitude de facteurs qui sont concernés, on puisse facilement s'égarer ou on ait toutes les peines du monde à s'y retrouver, et qu'il soit plus pratique alors de s'en remettre à son catéchisme favori. Et lorsqu'il s'avère qu'il est trop étroit pour en contenir les derniers développements ou faits qui le contredisent ou qui n'y figuraient pas, et bien on les fera disparaître ou on décrètera qu'ils étaient insignifiants, au besoin on tordra la réalité dans tous les sens pour qu'elle coïncide avec notre théorie, et si cela ne suffisait pas, on n'hésiterait pas à y trouver ce qui n'y figurait pas.

Après tout, quand en guise d'analyse on a décidé une bonne fois pour toute qu'on avait raison ou que toute interprétation divergente de la nôtre était forcément erronée, rien ne peut perturber nos certitudes gravées dans le marbre, quitte à violer nos principes qui s'en trouveront d'autant affaiblis, sans qu'on s'en émeuve plus que cela une fois rendu à ce stade misérable de reniement...

Il faut avouer que les choses sont beaucoup plus compliquées qu'elles n'y paraissent ou telles qu'on nous les expose.

Il fut une époque où on abordait des questions qui sont devenues littéralement des tabous, par exemple celle concernant la capacité du capitalisme à dépasser ses propres contradictions. On se demandait en quoi consistaient ces capacités et quelles en étaient les limites. Des questions qu'il aurait fallu aborder sérieusement en tenant compte de l'évolution de plusieurs facteurs, dont la croissance exponentielle de la démographie mondiale qu'on continuera d'ignorer jusqu'à nos jours, alors qu'elle était le produit du développement du capitalisme et allait être un des facteurs déterminants de l'évolution à venir de l'économie mondiale, concourir à la modification du rapport de force entre les classes au détriment des exploités dans les pays les plus développés et transformer profondément le mode de vie des masses dans les pays sous-développés, dont certains seront amenés à se développer à marche forcée... Et bien pendant ce temps-là, alors que ce processus se déroulait sous nos yeux, cela paraîtra peut-être incroyable à certains lecteurs, on continua de prétendre que le capitalisme était incapable de développer de nouveaux marchés, que le marché mondial avait atteint ses limites, etc. point final, et oser avancer le contraire vous valait d'être traité d'ignorant ou de contre-révolutionnaire, une insulte suprême pour un militant convaincu d'avoir atteint un niveau de conscience supérieure, du coup nous avons tous adopté cette interprétation farfelue.

En fait, le capitalisme ne disposait pas de capacités secrètes ou inexploitées que Marx ou Engels auraient ignorées, il allait au contraire confirmer leur diagnostic qui demeure valable, mais attention, concernant le capitalisme uniquement, tel qu'il existait à

leur époque et dont les fondements sont demeurés inchangés jusqu'à nos jours, au grand dam de l'oligarchie qui voudrait bien s'en débarrasser le plus vite possible, car il contient des contradictions explosives qui alimentent la lutte de classe du prolétariat.

Ce que ne pouvaient pas deviner ou plutôt découvrir Marx et Engels, c'est que la classe ouvrière ne parviendrait pas à se doter d'une direction politique pour prendre le pouvoir ou abattre le capitalisme, avant que les conditions indispensables à l'existence du capitalisme aient atteintes leurs limites ou ne soient épuisées ou que ses contradictions tendues à l'extrême lui soient fatales, de sorte que l'oligarchie n'ait plus d'autre alternative que recourir à un système de type purement mafieux et criminel n'ayant aucun rapport avec les lois de l'économie pour sauver sa peau ou ses privilèges, y compris le capitalisme à l'agonie, qui ne doit surtout pas s'effondrer de lui-même, car quant à le faire disparaître, elle seule doit s'en charger le moment voulu, par étape, par morceau, d'où la mise en place progressivement d'un autre modèle de société, ploutocratique, bureaucratique, policier, totalitaire.

On n'a pas saisi qu'il existe une différence fondamentale entre une société soumise à des rapports sociaux qui sont régis par des lois de fonctionnement contraignantes ou intangibles, qui s'imposent à toutes les classes, y compris à celle des capitalistes, et une société où ses lois et ses contraintes n'existent pas pour ceux qui les ont conçues, elles émanent de leur volonté à conserver le pouvoir sans avoir à se soumettre à des critères économiques ou sociaux, sans avoir de compte à rendre à personne, et si elles doivent être appliquées bureaucratiquement par des moyens despotiques, c'est parce que leur contenu invouable relève du totalitarisme. Dit autrement, être soumis à des lois dont on a hérité au risque qu'elles se retournent contre vous au détour de la lutte des classes, ou concevoir des lois sur mesure qui vous permettent d'agir en toute impunité en ayant neutralisé la lutte des classes, ce n'est pas du tout la même chose. J'ignore ce que vous en pensez, mais au moins avec cette explication on sait d'où on part et on sait ce qu'ils nous préparent ou où nous allons.

Il est de bon ton aussi d'affirmer qu'on assiste à une fin de règne en parlant du capitalisme, mais on a l'esprit assez borné pour ne pas concevoir ou admettre qu'il est en train d'accoucher d'une créature encore plus monstrueuse, à défaut de passer au socialisme.

Qu'on le veuille ou non, c'est davantage l'effondrement du mouvement ouvrier auquel nous avons assisté plutôt que celui du capitalisme, non ? Même si nous assistons à celui de ce dernier, mais pas vraiment selon le scénario qu'on nous avait décrit.

Bien évidemment, cela aurait dû se répercuter sur notre conception de la lutte de classe qu'on aurait dû modifier, or rien de tel ne fut fait. J'en veux pour preuve qu'on continua d'expliquer que le capitalisme allait s'effondrer, que l'économie mondiale allait exploser et j'en passe et des meilleurs, et toutes les tactiques ou stratégies mises en oeuvre correspondirent à cette analyse erronée. Tous les rapports que nous entretenîmes avec les différents partis, les institutions, le régime, l'ensemble de ses représentations idéologiques en furent faussés de fait.

Mais on refuse obstinément de l'admettre au nom d'une théorie devenue obsolète qu'il aurait fallu actualiser, parce que justement cela aurait nécessité de remettre en cause bien des rapports dont on tirait profit à court terme, perdant de vue que les transformations en cours de la société risquaient de nous éloigner toujours plus de notre objectif si on ne les prenait pas en compte. Se proclamer marxiste, trotskyste, communiste, socialiste n'engage que leurs auteurs et n'a aucune valeur à nos yeux, quand au lieu de partir des faits on s'emploie à les nier, cela s'adresse de préférence à nos dirigeants.

- Le prochain crash est planifié par Eberhard Hamer - Horizons et débats (Suisse) 03.04.2018

Voilà c'est fait! La HSH Nordbank – la scandaleuse banque régionale de Hambourg et du Schleswig-Holstein – est vendue.

Dans cette vente, tout est matière à scandale:

L'acquéreur est Cerberus, fabricant d'armement de sinistre réputation opérant à l'échelle mondiale, et financier d'armées de mercenaires comme Cerberus par exemple, menant la guerre en Ukraine, au Moyen-Orient et en Afrique avec de l'argent américain. Ces guerres sont menées si brutalement et contrairement au droit que les Américains n'osent pas – à cause des conséquences juridiques – le faire avec leurs propres troupes. L'acquéreur en est ainsi le dernier des possibles sur le marché des investisseurs mondiaux. Les institutions publiques ne devraient pas pouvoir conclure ce genre d'affaire avec des organisations pareilles, criminelles et responsables de guerre.

Le prix d'achat est d'un milliard d'euros – mais les vendeurs (les deux länder de Hambourg et du Schleswig-Holstein) doivent encore reprendre chacun à leur charge pour environ 7 milliards d'euros, soit donc en tout 14 milliards de dettes. Somme qui sera par conséquent payée par le contribuable allemand en raison de l'incapacité de banquiers amateurs publics et de spéculateurs mis en place par la finance anglo-saxonne. Au lieu de quoi, et malgré le tollé soulevé par nos media, ce résultat a encore été salué par la propagande du gouvernement allemand.

Tous les responsables de ce scandale financier se sont personnellement recapitalisés, l'un d'entre eux, l'ancien maire de Hambourg Olaf Scholz, s'en étant même servi pour postuler avec succès pour le ministère fédéral des Finances.

HSH Nordbank – Un banc d'essai pour les spéculations aventureuses

Le scandale de la HSH Nordbank est, pour les banques corrompues par la haute finance anglo-saxonne dans le monde, un banc d'essai pour les montages spéculatifs les plus débridés, l'utilisation abusive des devises et de l'industrie financière, pour la concentration mondiale du capital (l'empire du dollar) et pour l'auto-complaisance et la déchéance morale de nos banquiers principaux et des politiciens de la finance:

Les hommes au pouvoir savent depuis des siècles que la forme la plus efficace de la «domination» exercée sur un pays n'est ni militaire, ni politique, mais se fait par l'argent: «Celui qui a l'argent, celui-là possède le monde.»

La finance anglo-saxonne possède ce pouvoir sur l'argent par la fondation de banques officiellement publiques, mais en réalité privées comme la FED (Federal Reserve Bank), la BOE (Bank of England), la BOJ (Bank of Japan) ou par des banques centrales officiellement étatiques, mais investies par des hommes à eux, comme la BCE (Banque centrale européenne), si bien que les principales banques centrales du monde occidental forment un groupe de pouvoir fermé, concentré entre les mains d'un seul syndicat financier – l'empire du dollar.

«L'argent étant impliqué dans chaque transaction, et toutes les civilisations s'élevant ou s'écroulant littéralement suivant leur valeur monétaire, nous parlons ici d'un pouvoir énorme opérant dans l'ombre. C'est le pouvoir de créer des illusions paraissant avant tout parfaitement réelles. C'est là, exactement, que se trouve le noyau du pouvoir le FED».¹

La tendance à la centralisation de l'argent et de l'organisation bancaire rend non seulement service aux plus grandes banques dans l'exercice de leur pouvoir sur l'argent et par là, sur l'économie, mais encore à l'Etat pouvant utiliser le système d'endettement comme forme alternative de source de revenus. (Ou plutôt, l'oligarchie se sert de l'endettement des Etats comme un noeud coulant passé autour de leur cou ou un moyen de chantage pour mieux les contrôler, de manière à ce qu'ils appliquent sa politique. C'est aussi une rente garantie... -LVOG)

«La coalition de l'Etat et des grandes banques forme la colonne vertébrale décisive de la centralisation de l'argent et du crédit.»² (Coalition ou collusion... - LVOG)

La «démocratie» est devenue une politique sociale, aux bienfaits sociaux de plus en plus élevés pour des groupes d'électeurs de plus en plus grands, lesquels sont financés par les crédits des banques internationales. (Le système capitaliste est bien en faillite, alors ils le maintiennent en vie artificiellement comme ils peuvent. - LVOG) Pour le capital financier, les crédits sont un instrument de domination d'autant plus puissant que, pour faciliter les manoeuvres de la haute finance américaine, elle peut créer de l'argent illimité au travers des banques centrales lui appartenant. On en réimprimera tout simplement – ou plus exactement, on le multipliera électroniquement.

Gouverner le monde par l'afflux de liquidités

«Cet afflux de liquidités est le pouvoir avec lequel la haute finance américaine régit le monde entier, se rend indispensable au travers des crédits serviable et, pour ceux qui ont accepté ses fonds, les transforme en débiteurs permanents.»³

John Perkins a décrit comment, au moyen d'expertises falsifiées des crédits excessifs sont octroyés à certains pays, ou comment on peut, par la corruption ou les menaces, rendre des gouvernements réceptifs au crédit. A celui qui se montre par trop récalcitrant, il arrive des accidents mortels, comme pour le président Torrijos (Panama), le président Roldos (Equateur), le président Allende (Chili) et bien d'autres.

«La nouvelle forme de conquête mondiale consiste principalement en ce qu'elle n'asservit plus tant militairement les peuples, mais leur octroie pour commencer des crédits disproportionnés pour remporter sur eux une domination financière et économique au travers de leurs dettes et du paiement des intérêts (servitude par les intérêts de la dette). Le résultat est le même: dans les deux cas, des peuples sont rendus durablement tributaires et réduits à l'état de vassaux dépendants.»⁴

«La domination mondiale de la haute finance américaine à coup de recours frénétique à la planche à billets, de crédits et d'intérêts est la nouvelle forme de l'impérialisme qui ne se construit plus sur les baïonnettes, mais sur les dettes et qui de cette manière a asservi plus d'une centaine de pays dans le monde.»⁵

«Afin d'éviter la gêne créée par l'allégeance des pays asservis, Washington désigne officiellement ses vassaux comme «alliés», ce qui contrefait une indépendance que ces pays ne possèdent pas.»⁶

L'illusoire planche à billets fonctionne en continu

En conséquence, tous les acteurs sont ainsi financièrement étroitement liés l'un à l'autre et dépendants les uns des autres: le syndicat financier doit continuellement créer de nouveaux crédits avec l'illusoire planche à billets fonctionnant en continu, les Etats au contraire doivent souscrire sans arrêt de nouveaux emprunts (si bien qu'on est parvenu entre temps, au plus haut

niveau d'endettement mondial de tous les temps) et les banques sont non seulement des intermédiaires dans les monnaies des banques centrales envers les Etats, mais spéculent également elles-mêmes sur la base de la masse monétaire en pleine explosion avec le papier-monnaie. Pourtant, aucun des acteurs ne peut se risquer à faire disparaître les autres parce qu'avec un seul trou dans la bulle financière, celle-ci éclaterait.

C'est aussi dans ce contexte, la raison pour laquelle l'un des «investisseurs» appartenant à la haute finance américaine reprend la Nordbank HSH, mais pas ses dettes qui seront socialisées séparément, pour la préservation de la servitude pour dettes.

Modèle pour un futur crash inévitable

Le deal de la Nordbank HSH pourrait être le modèle pour un futur crash inévitable de la bulle financière: les gens sans scrupules, «influencés» par la haute finance, les banquiers télécommandés ou même corrompus et les politiciens de la finance ont depuis longtemps constitué – au rebours de toutes les réglementations bancaires, financières et nationales – des montagnes d'emprunts ou de dettes plus maîtrisables (le volume des transactions est de 600 milliards de dollars, les dettes de 200 milliards, le PIB mondial brut par contre, de 80 milliards). Si cette bulle éclate (Il ne s'agit pas de milliards mais de milliers de milliards de dollars, une erreur de traduction sans doute. - LVOG)

- la dévaluation nécessaire (réforme monétaire) dépouillerait les créanciers privés dans le monde entier, mais par contre désendetterait les banques centrales (avant tout la FED) (Qui accroîtraient ainsi encore plus leur pouvoir... - LVOG)

- le bien-être apparent fondé sur l'argent virtuel s'écroulerait dans les pays endettés (Obama: «On doit comprendre qu'une bonne partie de cette richesse était illusoire dès l'origine.»), la population des Etats débiteurs ruinés par la haute finance s'appauvrirait, les banques privées malmenées par l'explosion de la masse monétaire éclateraient, de nombreux pays surendettés seraient entraînés vers la faillite, mais la haute finance sortirait de ce crash en pleine forme, non seulement parce que de cette façon elle pourrait se désendetter (réforme monétaire), mais aussi parce qu'en temps utile elle aurait fait en sorte qu'en Europe, par exemple, il ne se produise pas de banqueroute au niveau d'un Etat en particulier, mais que toute l'Union européenne se retrouve en banqueroute (à cause des emprunts, des dispositions en matière de responsabilités, d'unions financières, de l'MES). Ainsi le crash servirait, comme en 1929, à concentrer encore plus d'actifs entre les mains du syndicat de la finance américaine.

Ce dernier, comme en 1929, sortirait à l'avenir à nouveau gagnant du grand crash financier mondial, ayant augmenté sa prospérité réelle (moins les dettes monétaires).

Gagnant et perdant

Comme pour la Nordbank HSH, à l'avenir, les hommes de confiance des banques du syndicat financier surmonteront sans dommage l'écroulement – qu'ils auront eux-mêmes causé – de leurs propres banques. De même, les financiers politiques pilotés par le syndicat financier (Juncker, Draghi et leur clique) quitteront eux aussi le champ de bataille avec des pensions garanties par les contribuables.

Tous les joueurs corrompus, criminels, sans scrupules, du casino de la finance (la clique de la haute finance, les banques centrales, les banques, les pays débiteurs) resteront les gagnants à la fin de la partie. Par contre, les perdants seront les contribuables de cette génération et de la prochaine, les entrepreneurs de la classe moyenne, les employés, les épargnants et les retraités. Et une fois encore: les bénéfices insolents sont privatisés, mais tous les impacts de l'endettement sont socialisés «dans la responsabilité commune» (Merkel).

Notes.

1 Paul, Ron. «Befreit die Welt von der US-Notenbank » [Libérons le monde de la Banque centrale américaine], 2010, page 8

2 Paul, Ron, idem., page 18

3 Hamer, Eberhard. «Der Welt-Geldbetrug» [L'arnaque mondiale], 2007, page 39

4 Hamer, Eberhard, idem., page 39

5 Hamer, Eberhard, idem., page 49

6 Roberts, Paul Craig. «Amerikas Krieg gegen die Welt» [La guerre de l'Amérique contre le monde], 2015, page 11

[Bienvenue dans leur vieux monde pourri.](#)

Ils en sont encore au Far West.

- Les récompenses aux renseignements, une tradition américaine - LeFigaro.fr

Délation ou acte civique? Aux États-Unis, promettre une récompense contre des informations sur un crime est ancré dans la culture

du pays. En France ce système existe mais il est très peu utilisé.

Ce système de récompense «prend son origine au Far West, quand les autorités placardaient des affiches avec le nom d'un criminel et une somme pour sa tête», explique Maître Christopher Mesnooh, avocat au barreau de Paris et de New York, contacté par Le Figaro.

Le Département d'État américain a créé en 1984, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme international, un programme appelé: «Rewards for Justice» (RFJ). Celui-ci fixe les primes données pour des informations menant à la capture de terroristes. Selon le site du programme, depuis sa création le gouvernement américain a déjà versé plus de 145 millions de dollars à plus de 90 personnes. LeFigaro.fr

Un autre Etat ou le génocide est sa marque de fabrique depuis l'origine.

- YouTube interdit à 28 pays de regarder une vidéo exposant la violence d'Israël contre les manifestants. (The Canary) - - legrandsoir.info

YouTube a empêché 28 pays [dont la France - NdT] de regarder une vidéo de deux journalistes qui dénoncent l'occupation israélienne. La présentatrice d'Empire Files Abby Martin a interviewé l'auteur Max Blumenthal, qui a également critiqué la violence des militaires israéliens contre les manifestants palestiniens. L'émission a été diffusée sur le réseau latino-américain teleSUR English.

Interdit

YouTube, propriété de Google, affirme que la plate-forme Internet a interdit la vidéo dans 28 pays parce qu'elle viole les "lois locales". La plupart des pays où YouTube a bloqué l'accès à la vidéo sont européens. Ailleurs, YouTube a ajouté un avertissement à la vidéo et bloqué toutes les fonctions interactives :

En réponse à des signalements par des utilisateurs, nous avons désactivé certaines fonctions, comme les commentaires, le partage et les vidéos suggérées, parce que cette vidéo contient un contenu qui peut être inapproprié ou offensant pour certains publics.

"Il n'y avait absolument rien d'illicite"

Mais Blumenthal, auteur de The 51 Day War : Ruin and Resistance in Gaza, a déclaré :

YouTube a affirmé qu'il a supprimé mon interview sur Israël-Palestine avec Abby Martin pour se conformer aux lois de 28 pays. Cependant, dans tout ce que j'ai fait ou dit au cours de la discussion il n'y avait absolument rien d'illicite, même dans les pays qui ont les lois les plus strictes en matière de crimes de haine. Mes commentaires étaient entièrement fondés sur ma grande expérience de journaliste dans la région et mon analyse était de nature clinique. À aucun moment, je n'ai dénigré quelqu'un en raison de sa foi ou de son origine ethnique.

Le journaliste a déclaré que ses motivations étaient "une forte opposition à la discrimination systémique d'Israël à l'encontre des Palestiniens" et "l'attachement à l'égalité des droits pour tous".

Faire la lumière sur les actes récents de l'armée israélienne

La vidéo d'Empire Files, téléchargée en novembre 2015, attire l'attention sur la politique d'Israël concernant les manifestations palestiniennes.

Le 30 mars 2018, les forces armées israéliennes ont tiré sur des Palestiniens manifestant à Gaza. Au moins 17 personnes sont mortes et des centaines d'autres ont été blessées.

Dans la vidéo interdite, Blumenthal parle à l'animatrice Abby Martin au sujet d'une présumée politique de "tirer pour estropier" :

Les soldats réprimaient les manifestations en tirant dans les jambes.

Il semble qu'Israël continue d'agir de la sorte en 2018. Après la fusillade du 30 mars, l'armée israélienne a envoyé un tweet :

tout était précis et mesuré, et nous savons où chaque balle a atterri.

Le tweet a disparu depuis.

Israel said that killing and crippling Palestinian protestors on 31st March was "accurate and measured, we know where every bullet landed". Now YouTube has banned an @EmpireFiles video that spotlights Israel's alleged 'shoot to cripple' policy against Palestinian demonstrators : pic.twitter.com/AGi8rvsi4i

— James Wright (@wrightismight) April 6, 2018

Israël a déclaré que tuer et estropier les manifestants palestiniens le 31 mars était " précis et mesuré, nous savons où chaque balle a atterri ". Maintenant, YouTube a interdit une vidéo @EmpireFiles qui met en lumière la politique présumée d'Israël de " tirer pour estropier " contre les manifestants palestiniens : pic.twitter.com/AGi8rvsi4i

James Wright (@wrightismight) 6 avril 2018

Dans la vidéo, Blumenthal dit aussi qu'Israël a utilisé :

des balles 'dum dum', qui sont des balles explosives. Elles éclatent dans tous les sens à l'intérieur de votre corps et vous estropient pour la vie.

Lorsqu'il a été interpellé par Vice en 2013, un porte-parole de l'armée israélienne n'a pas nié l'utilisation de telles balles, qui sont interdites en vertu de la Déclaration de La Haye.

Une décision politique

Maintenant, YouTube a censuré la vidéo. Blumenthal a qualifié la décision de YouTube de "politique" et "probablement prise sous la pression de puissants intérêts pro-israéliens". Depuis l'année dernière, la Ligue pro-Israël contre la diffamation est un membre actif du programme Trusted Flagger de YouTube. La Ligue contre la diffamation associe l'opposition à la violence israélienne à " l'opposition au droit d'Israël à exister ". Blumenthal croit que la Anti-Defamation League est probablement à l'origine de la censure de son entrevue avec Martin.

Il a ajouté :

La tendance à censurer tout ce qui présente Israël sous un jour moins favorable n'a fait que s'intensifier au fur et à mesure que les attaques de l'establishment contre les voix critiques se multiplient. Ce dernier épisode confirme mon point de vue selon lequel le lobby pro-israélien et ses complices volontaires dans la Silicon Valley représentent l'une des plus grandes menaces à la liberté d'expression en Occident.

En plus de YouTube, Facebook a bloqué de nombreux comptes de militants palestiniens. Les responsables israéliens ont loué la bonne volonté de Facebook quand Israël exige la censure, affirmant que Facebook a répondu favorablement à 95% des demandes en quatre mois.

The Canary a sollicité des commentaires à Google, mais n'en avait reçu aucun au moment de la publication.

James WRIGHT

La vidéo (en anglais).

- Max Blumenthal "The 51 Day War: Ruin and Resistance in Gaza"

<https://www.youtube.com/watch?v=LBjXVUr-rW8>

ou à partir du serveur de notre portail :

<http://www.luttedeclasse.org/dossier47/Gaza.mp4>

Beginning July 8, 2014, Israel launched air strikes and a ground invasion of Gaza that lasted fifty-one days, leaving over 2,000 people dead, the vast majority of whom were civilians. During the assault, at least 10,000 homes were destroyed and, according to the United Nations, nearly 300,000 Palestinians were displaced.

Qui est Max Blumenthal ?

Jewish journalist Max Blumenthal.

Un journaliste et écrivain juif américain de 41 ans, il a collaboré notamment aux New York Times, Los Angeles Times, The Guardian, The Huffington Post... Il fut une plume de Bill puis Hillary Clinton... (Wikipédia)

Pour s'en être pris aux positions défendues par le sioniste d'extrême droite et porte-parole d'Israël Elie Wiesel, il s'attira les foudres de Hillary Clinton.

Clinton campaign slams 'hateful' Max Blumenthal comments on the late Elie Wiesel - The Jerusalem Post - Israel News 06.07.2016

"Secretary Clinton emphatically rejects these offensive, hateful, and patently absurd statements about Elie Wiesel."

Blumenthal is the son of longtime Hillary Clinton confidant Sidney Blumenthal, but is not related to her campaign. Less than an hour after the announcement of Wiesel's passing he took to Twitter and said: "Elie Wiesel is dead. He spent his last years inciting hatred, defending apartheid & palling around with fascists."

He then tweeted: "Elie Wiesel went from a victim of war crimes to a supporter of those who commit them.

(<http://www.jpost.com/Diaspora/Clinton-campaign-slams-hateful-Max-Blumenthal-comments-on-the-late-Elie-Wiesel-459657>)

Réduits à la misère elles se réfugient en prison. Jeunes ou vieux, de producteurs de richesses vous finirez en déchets.

- Les prisons japonaises accueillent plein de dames âgées qui ont souvent tout fait pour arriver là - mashable.france24.com 19.03

Le vol à l'étalage est vu comme une porte de sortie pour certaines personnes âgées au Japon qui cherchent la vie en communauté et la stabilité de la vie en prison.

Le vieillissement démographique du Japon se confirme. Plus du quart de la population japonaise (27,3 %) est constitué de personnes âgées de plus de 65 ans. Et cette tendance se voit également dans le milieu carcéral, où près de 20 % des détenus sont des seniors.

Mais il y a une donnée plus édifiante encore qui ressort d'un long format de Bloomberg publié le 16 mars : près d'une femme sur cinq dans les prisons japonaises a 65 ans ou plus. Ces criminelles ont souvent commis des délits mineurs pour échapper à la pauvreté et à la solitude en passant par la case prison. Certaines sont même des récidivistes. 9 femmes seniors sur 10 ont ainsi été condamnées pour vol à l'étalage.

Une prisonnière de 78 ans qui se présente sous le nom de Madame O a volé des boissons énergétiques, du café, du thé, des boulettes de riz et une mangue. Elle explique à Bloomberg : "La prison est une oasis pour moi – un lieu de détente et de confort. Je ne suis pas libre ici, mais je n'ai à me soucier de rien, non plus. Il y a plein de gens avec qui parler. On nous fournit des repas nourrissants trois fois par jour."

Le situation sociale des femmes âgées au Japon est particulièrement inquiétante. 25 % d'entre elles vivent sous le seuil de pauvreté, contre "seulement" 10 % des hommes, écrit Quartz. La retraite des femmes célibataires ne leur permet pas de vivre au-dessus de ce seuil. Et ces femmes disent souvent n'avoir personne à qui se confier.

Face à cette situation, le gouvernement japonais cherche des solutions. Il construit des prisons pensées pour les personnes âgées et a lancé un programme de soutien social aux seniors récidivistes. Il met également en place des politiques visant à augmenter le personnel soignant. Mais il y a un décalage notable entre le nombre grandissant de personnes âgées et le manque prégnant d'encadrement spécialisé acceptant ce contact permanent avec la vieillesse. mashable.france24.com 19.03

Il faut s'y prendre très tôt pour que la lobotomie soit réussie.

- Des sorties scolaires organisées dans des Apple Store font grincer - Liberation.fr 09.04

De la publicité déguisée sous un prétexte éducatif ? Un reportage de France 2 en caméra caché a dévoilé les dessous des sorties .

«Proposez une sortie de classe Apple à vos élèves ou à vos collègues enseignants pour leur faire vivre une expérience d'apprentissage inédite. Nos sessions pratiques leur permettront de découvrir comment se servir des produits Apple pour les mettre au service de leur imagination.» Sur son site internet, Apple propose ainsi aux écoles des sorties de classe

gratuites dans vingt de ses Apple Store à travers la France. La firme américaine organise des visites de soixante à quatre-vingt-dix minutes avec initiation au code informatique.

Dans un reportage en caméra cachée diffusé mardi, un journaliste de France 2 a suivi une classe de CM2 d'une école publique de la région parisienne. A leur arrivée, les élèves sont accueillis par une haie d'honneur des employés puis reçoivent des tee-shirts avec le logo de la marque. De quoi provoquer l'interrogation d'un des enfants qui demande même ainsi à voix haute : «Je croyais qu'on n'avait pas le droit au placement de produits à l'école ?» Après l'initiation à la programmation sur les produits Apple, les élèves repartent avec une clé USB en forme de bracelet, toujours aux couleurs de la marque. Un des quatre formateurs – parmi lesquels on retrouve deux vendeurs selon France 2 – va jusqu'à déclarer : «Ça fait une super pub pour nous. Si jamais ça peut déboucher sur des ventes d'iPad pour les classes, pourquoi pas. Forcément, c'est une vitrine pour nos produits.» Pourtant, Apple a assuré à France 2 que le but de ces sorties était avant tout pédagogique et a réfuté toute visée commerciale.

Maître de conférences à l'université Sorbonne Nouvelle de Paris, Céline Largier Vié a indiqué sur Twitter jeudi avoir refusé que son fils participe à une de ces sorties scolaires en Apple Store la semaine prochaine. «J'ai aussi alerté le maître et la directrice, qui ne voient absolument pas où est le problème. Scandaleux !» Interrogée par BFM Business, elle indique comprendre la démarche de l'entreprise, pour qui «fidéliser des clients dès le plus jeune âge a forcément un intérêt», tout en déclarant : «Ce que je ne comprends pas, c'est qu'une école publique accepte ce genre de propositions sans ciller.»

Pourtant, ces sorties scolaires sont proposées par Apple depuis plusieurs années. En 2016, Paul Vannier, professeur d'histoire-géographie et secrétaire national du Parti de gauche avait déjà demandé à Najat Vallaud-Belkacem, alors ministre de l'Education nationale, de faire interdire ce type de sortie. Sur Twitter, elle lui avait répondu que «les enseignants utilisent leur liberté pédagogique de façon pertinente pour éviter les pièges commerciaux. Faisons-leur confiance». Liberation.fr 09.04

Avoir un statut privilégié ramollit le cerveau ou entame la volonté de combattre la velléité des multinationales et du régime à nous réduire en esclavage, on est prêt à leur faire des concessions...

ACTUALITÉ DU JOUR

Retrait ! Dehors Macron !

Allons jusqu'au bout puisqu'ils y tiennent : Chassons Macron et les oligarques, prenons le pouvoir !

- E. Philippe décidé à aller "jusqu'au bout" sur la réforme de la SNCF - AFP

Le Premier ministre Edouard Philippe a réaffirmé au Parisien à paraître dimanche que le gouvernement irait "jusqu'au bout" dans ses projets de réforme de la SNCF, alors que les cheminots reprennent leur grève samedi soir jusqu'à mardi matin. AFP

- Réforme du rail, les négos s'enrayent - Liberation.fr 9 avril 2018

Les tractations entre les syndicats et le gouvernement semblent dans l'impasse. L'exécutif pourrait être tenté de passer en force dès l'été grâce aux ordonnances et à sa majorité au Parlement. Liberation.fr 9 avril 2018

- Grève SNCF: un TGV sur 5 lundi, un Transilien et un TER sur 3, un Intercités sur 6 - AFP 9 avril 2018

Un TGV sur cinq, un Transilien et un TER sur trois et un Intercités sur six rouleront lundi, selon les prévisions annoncées dimanche par la SNCF pour le quatrième jour de grève contre la réforme ferroviaire. AFP 9 avril 2018

Les médias et les instituts de sondages aux secours de Macron.

- La fronde sociale pousse Macron à s'inviter jeudi au JT de 13h00 de TF1 - AFP 8 avril 2018

Devant les protestations sociales, Emmanuel Macron viendra expliquer ses réformes aux Français jeudi au JT de 13H00 de TF1, animé par le vétéran Jean-Pierre Pernaut, rendez-vous favori des seniors, un électorat à reconquérir. AFP 8 avril 2018

- L'exécutif engage la bataille de l'opinion - Liberation.fr 9 avril 2018

Face au risque de durcissement du conflit, les ministres multiplient les interventions médiatiques pour contrer le mouvement de grève. Liberation.fr 9 avril 2018

- SNCF: 62% des Français souhaitent que la réforme soit menée à bien - AFP 08.04

Une large majorité des Français (62%) souhaite que le gouvernement aille jusqu'au bout de la réforme de la SNCF, en dépit du mouvement de grève en cours, selon un sondage Ifop pour le Journal du Dimanche réalisé les 5 et 6 avril. AFP 08.04

Le verdict populaire sera un jour à la hauteur de leur cruauté.

- Nantes : des élus LREM choqués par la pendaison d'un mannequin à l'effigie d'Emmanuel Macron - Franceinfo 9 avril 2018

Samedi, un mannequin à l'effigie du président de la République a été pendu, frappé et brûlé lors d'une manifestation contre la politique du gouvernement.

- Licenciement d'un syndicaliste à La Poste: Pénicaud défend son feu vert AFP 9 avril 2018

Qu'on l'euthanasie !

- A Aubervilliers, le Parti socialiste en réanimation - leparisien.fr 08.04

À Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), ce week-end, où étaient présents quelque 2 000 militants, on a beaucoup vu et entendu François Mitterrand.

Olivier Faure, officiellement investi premier secrétaire, n'y a pas dérogé. « C'était il y a 47 ans [...], déjà on nous voyait plus morts que vifs. C'était à Épinay », a débuté le député de Seine-et-Marne de 49 ans, traçant un parallèle entre le congrès qui vit l'arrivée de Mitterrand aux rênes du PS, dix ans avant sa victoire présidentielle, et l'état de santé actuel du parti au pronostic vital réservé. Mitterrand avait alors inauguré « un nouveau cycle », Faure a voulu placer son congrès sous le signe de la « renaissance », totem d'un week-end, asséné façon méthode Coué.

Faure convoquera aussi, dans un hommage, Michel Rocard et Henri Emmanuelli, deux anciens premiers secrétaires décédés ces dernières années, et qui « avaient conscience d'être les maillons d'une longue chaîne commencée avant eux et qu'ils avaient le devoir de prolonger ». Blum et Jaurès seront aussi cités.

Au final, on ne saura peut-être que dans dix ans de quoi le congrès d'Aubervilliers était vraiment le nom. Celui de la « renaissance » invoquée par Faure, ou bien celui des illusions. leparisien.fr 08.04

Vulgairement, vous laisserez-vous baiser une énième fois ? La question qui tue : N'y avait-il pas là un côté corporatiste plutôt que révolutionnaire ?

En famille entre monarques.

- Le prince héritier saoudien révèle que le wahhabisme a été exporté à la demande des Occidentaux - francais.rt.com

Dans une interview au Washington Post, le prince héritier Mohamed ben Salmane a déclaré que l'Arabie saoudite avait commencé à propager l'idéologie wahhabite à la demande de ses alliés occidentaux, pendant la guerre froide, pour contrer l'URSS.

Une déclaration du prince héritier d'Arabie saoudite Mohammed ben Salmane (surnommé «MBS») publiée par le Washington Post le 22 mars et passée, semble-t-il, inaperçue dans les médias francophones, fait office d'aveu. En effet, le prince héritier saoudien a assuré que l'idéologie wahhabite avait été propagée au cours de la seconde moitié du XXe siècle par Riyad à la demande des alliés occidentaux du royaume, dans le but de contrer l'influence de l'Union soviétique dans les pays musulmans.

En visite diplomatique aux Etats-Unis, «MBS» s'est exprimé lors d'une rencontre avec des membres de la rédaction du Washington Post. Bien que cette réunion ait été tenue secrète dans un premier temps, l'ambassade saoudienne a par la suite autorisé le célèbre journal américain à publier des extraits spécifiques des propos tenus par le prince héritier. Ainsi, le journal relate des déclarations de Mohamed ben Salmane sur différents dossiers, dont sa relation avec Jared Kushner, le gendre de Donald Trump et conseiller de la Maison Blanche, ses réformes internes au royaume, la guerre au Yémen ou encore le conflit israélo-palestinien.

Interrogé sur la propagation du wahhabisme, idéologie islamiste rigoriste née en Arabie saoudite et parfois accusée par la presse et des responsables politiques en Occident d'être une source du terrorisme islamiste, le prince héritier a déclaré que les investissements saoudiens dans les mosquées et écoles islamiques à l'étranger trouvaient leur origine dans le contexte de la guerre froide. Le prince héritier a expliqué que, à cette époque, les alliés occidentaux de Riyad avaient demandé à l'Arabie

saoudite d'utiliser ses ressources afin d'empêcher l'Union soviétique de «conquérir le monde musulman ou d'y acquérir de l'influence».

Une révélation tardive du rôle de l'Occident dans la propagation du wahhabisme

Interrogé par RT France, Pierre Conesa, historien français, auteur du livre Dr. Saoud et Mr. Djihad, qualifie cette révélation de «tardive». Pour ce spécialiste en stratégies politiques internationales, cette révélation permet au prince héritier de «se décharger d'une partie de sa responsabilité sur le financement du terrorisme».

Dans un article publié dans le Monde Diplomatique de juin-juillet 2016, intitulé «Un demi-siècle de diplomatie wahhabite», Pierre Conesa expliquait déjà que la politique étrangère du royaume saoudien avait été anticommuniste durant la guerre froide et opposait le panislamisme au panarabisme socialisant de Gamal Abdel Nasser, dirigeant égyptien de 1954 à 1970. Cette politique était largement soutenue par les Occidentaux et notamment les Américains. «L'adage très répandu pendant la guerre froide selon lequel "l'ennemi de notre ennemi est notre ami" empêche alors [les Occidentaux] de voir que le royaume wahhabite a son propre programme », ajoute l'historien. Une véritable industrie «théo-idéologique» qui «emprunte au soft power américain et à la propagande soviétique» se met alors au service du wahhabisme.

Un système de promotion mondiale de l'islam rigoriste

Plus de deux décennies après la fin de la Guerre Froide, WikiLeaks publie plus de 60 000 documents diplomatiques saoudiens. Ces «câbles» mettent en lumière le système de prosélytisme et de promotion d'une lecture rigoriste de l'islam appliqué par le royaume wahhabite au niveau international. «Depuis des dizaines d'années, l'Arabie Saoudite injecte des milliards de pétrodollars dans des organisations islamiques à travers le monde, pratiquant une diplomatie du chèque», révèle le journal américain New York Times, en juillet 2015, après avoir épluché tous les documents diplomatiques mis à jour par WikiLeaks.

«Quand après les attentats du 11 septembre 2001, alors que 15 des terroristes étaient saoudiens, George W. Bush désigne l'Afghanistan et l'Irak comme les ennemis des Etats-Unis, on comprend que l'Arabie est un bon client qu'il ne faut pas contrarier », analyse encore Pierre Conesa. Pour l'historien, la situation est similaire aujourd'hui, quand «Donald Trump annonce depuis Riyad que c'est l'Iran qui est la cause du terrorisme».

Riyad ne semble toutefois plus assumer son rôle d'exportateur global du wahabisme. Aux journalistes du Washington Post, Mohammed ben Salmane a en effet confié que les gouvernements saoudiens successifs «s[']étaient] fourvoyés sur de fausses pistes» et qu'il était temps désormais que «les choses reviennent à la normale», en ce qui concerne notamment le financement du wahhabisme. Il a assuré que ce «financement prov[enait] aujourd'hui en grande partie de fondations saoudiennes, et non du gouvernement». De manière on ne peut plus claire, le prince héritier Mohammed ben Salmane entend donc séduire ses partenaires occidentaux. L'accueil que lui a réservé Donald Trump au premier jour de son voyage à Washington semble démontrer que cette offensive de charme fonctionne à merveille. francais.rt.com 28.03

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie.

Simple gesticulation ou vont-ils bombarder Damas ? Avant de lire l'article suivant, il est conseillé de lire celui-ci et de le faire circuler :

- « Le Royaume-Uni tente trois attaques chimiques sous faux drapeau dans la Ghouta » - Réseau Voltaire, 20 mars 2018, www.voltairenet.org/article200240.html

- Syrie: comme Trump, Macron dénonce des "attaques chimiques" et se coordonnera avec Washington - AFP 09.04

Comme quoi la pendaison pour Macron serait un châtiment trop expéditif, trop rapide, il ne souffrirait même pas, ce serait injuste...

- Attaque chimique présumée en Syrie, Trump veut faire payer "le prix fort" - AFP 09.04

Une attaque chimique présumée ayant fait des dizaines de morts dans une zone rebelle près de Damas a soulevé un tollé international dimanche, le président américain Donald Trump avertissant Bachar al-Assad et ses alliés qu'il faudrait "payer le prix fort" pour ce bombardement.

Sous l'impulsion de la France, neuf pays ont demandé une réunion urgente lundi à 19H00 GMT du Conseil de sécurité de l'ONU sur l'attaque présumée samedi à Douma, selon des sources diplomatiques.

Peu après, Moscou a demandé pour la même heure une autre réunion du Conseil, qui n'a pas pour objet spécifique la Syrie et parle de "menaces sur la paix dans le monde", selon des sources diplomatiques.

La réunion consacrée à la Syrie a alors été avancée à 15H30 GMT...

Le régime syrien, défendu par ses deux alliés indéfectibles, la Russie et l'Iran, a démenti toute attaque chimique dans l'ultime poche rebelle dans la Ghouta orientale, région stratégique aux portes de la capitale que ses forces semblaient dimanche soir en passe de reprendre entièrement.

Alors qu'un conseiller de M. Trump a déclaré qu'une action militaire n'était pas à écarter, Moscou a mis en garde Washington contre une telle intervention "pour des prétextes fabriqués" qui pourrait "mener aux plus lourdes conséquences".

Les Casques Blancs, les secouristes en zones rebelles, un groupe insurgé ainsi que l'opposition en exil ont accusé le régime d'avoir mené une attaque chimique à Douma. L'Union européenne a estimé elle que les indices pointaient "vers une nouvelle attaque chimique perpétrée par le régime".

Il n'était pas possible de confirmer ces allégations de source indépendante. L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), qui dispose d'un réseau de sources dans le pays, a indiqué ne pas être en mesure de confirmer une attaque chimique.

Mais les Casques Blancs et l'ONG médicale Syrian American Medical Society (SAMS) ont affirmé dans un communiqué conjoint que 48 personnes avaient péri dans cette attaque aux "gaz toxiques".

Une vidéo postée par les Casques blancs sur Twitter et présentée comme tournée après l'attaque chimique présumée montre un enchevêtrement de corps sans vie, dont ceux de femmes et d'enfants, allongés à même le sol, de la mousse blanche s'échappant de leur bouche.

Firas al-Doumi, un secouriste à Douma a évoqué "des scènes effroyables". "Il y avait de nombreuses personnes en train de suffoquer, certaines sont mortes immédiatement", a-t-il dit à l'AFP. "C'était un massacre. Il y avait une très forte odeur qui a entraîné des difficultés respiratoires chez les secouristes".

"Nous avons fait une tournée dans la ville, on a vu des corps encore abandonnés sur les routes", a affirmé un volontaire du Croissant rouge syrien.

Face aux accusations contre le régime, son allié russe a dénoncé des "prétextes inventés" pour une intervention militaire qui "serait absolument inacceptable et peut mener aux plus lourdes conséquences".

L'Iran a de son côté fustigé un nouveau "complot" contre le président Assad et un "prétexte pour une action militaire".

Le régime y a vu lui "une rengaine ennuyeuse" de la part des pays "qui soutiennent le terrorisme en Syrie".

Déterminé à faire plier le groupe rebelle Jaich al-Islam, le dernier encore présent dans la Ghouta orientale et retranché à Douma, le pouvoir a de nouveau bombardé intensément vendredi et samedi la ville tuant près d'une centaine de civils, selon l'OSDH.

Le régime a, semble-t-il, obtenu ce qu'il voulait puisque selon l'agence officielle Sana, l'évacuation vers le nord de la Syrie des rebelles et de leurs familles a commencé dimanche soir, en application d'un accord conclu dans la journée avec Jaich al-Islam.

Le commandant du centre russe pour la réconciliation entre les parties, Iouri Evtouchenko, avait annoncé plus tôt que "100 autobus" étaient arrivés sur place et que "tout (était) prévu pour l'évacuation de 8.000 combattants et environ 40.000 membres de leurs familles".

Parallèlement, des otages retenus à Douma par les rebelles ont pu regagner Damas. AFP 09.04

Hongrie

Quatre ans de plus aux commandes de la Hongrie pour le souverainiste Orban - AFP 9 avril 2018

Viktor Orban sort renforcé de l'écrasante victoire, dimanche, de son parti national-conservateur aux élections législatives

hongroises, qui va lui offrir un troisième mandat consécutif, lui laissant toute latitude pour amplifier la centralisation des pouvoirs et poursuivre ses passes d'armes avec l'UE.

Le succès du Premier ministre le plus controversé d'Europe est sans appel: sur la quasi-totalité des bulletins dépouillés, et avec une forte mobilisation des électeurs, le parti Fidesz obtient 48,8% des voix, avec près de trente points d'avance sur le Jobbik, formation d'extrême droite qui a abandonné la rhétorique xénophobe.

Ce résultat laisse bon espoir à la future majorité de décrocher 133 sièges sur les 199 du parlement hongrois et donc une nouvelle "super-majorité" des deux-tiers, comme en 2010 et 2014, qui permet de faire voter des changements constitutionnels.

Dénonçant la déliquescence des services publics de santé, l'émigration des jeunes, les pratiques douteuses et le clientélisme des cercles du pouvoir, notamment dans l'usage des fonds européens, la gauche et les libéraux, éparpillés entre plusieurs formations concurrentes, ne sont pas apparus comme des alternatives crédibles. AFP 9 avril 2018

ECONOMIE

Chine

- La Chine ouvre le plus grand pont maritime du monde entre Hong Kong, Zhuhai et Macao - fr.sputniknews.com. 08.04

Un mégaprojet des plus ambitieux, un pont qui relie Hong Kong, Macao et la ville de Zhuhai, au sud de la Chine continentale, a été réalisé. Il s'agit du plus grand pont maritime du monde. Sputnik a rencontré Zhang Jinwen, ingénieur principal qui s'était trouvé à l'origine de cette belle réalisation.

«À certains moments, jusqu'à 20.000 ingénieurs y travaillaient en même temps, alors que des technologies inédites y ont été utilisées», a poursuivi l'interlocuteur de l'agence. fr.sputniknews.com. 08.04

[Haut de page ↗](#)

Le 11 avril 2018

CAUSERIE

● [Causerie au format pdf \(18 pages\)](#)

- "Le monde ne sera pas détruit par ceux qui font le mal, il le sera à cause de ceux qui les regardent agir sans rien faire" (Albert Einstein)

Avertissement valable en temps de guerre mais pas seulement.

Info ou intox, c'est la question qu'on doit impérativement se poser en lisant chaque article qui nous est proposé.

Quand un article relaie des infos fournies par une source anonyme, le conditionnel s'impose tant qu'on ne les a pas vérifiées auprès d'une autre source. L'idéal est de s'informer à la source ou le plus près possible de la source, tout en sachant qu'il faudra démêler l'info de la propagande.

Personne n'est à l'abri d'une manipulation ou d'une erreur, à l'adresse des petits malins qui se figurent être plus forts que tout le monde et y échapper.

[Il faut chasser du pouvoir l'oligarchie et l'exproprier.](#)

Vous noterez que cette ligne politique pose la question du pouvoir tout en s'adressant à la fois aux travailleurs des secteurs public et privé, car le véritable employeur des fonctionnaires ce n'est pas l'Etat, mais l'oligarchie.

On n'extermine pas un prédateur en lui coupant la queue, mais la tête.

Viser la tête, écraser-la, c'est ce qu'on me dit chaque fois que je suis en présence d'un serpent pour s'en débarrasser définitivement.

L'évolution du capitalisme présentait une faiblesse que nous n'avons pas su exploiter.

Bien qu'on n'ait jamais cessé de répéter comme des perroquets que l'infime minorité qui détenait le pouvoir devait le céder à la majorité qui produit les richesses et fait fonctionner la société, alors que la concentration des richesses et du pouvoir politique entre les mains de l'oligarchie financière s'imposait chaque jour un peu plus, à aucun moment nous n'avons concentré nos attaques contre l'oligarchie ou nous n'avons axé notre stratégie contre l'oligarchie, à l'instar de la pseudo-gauche et extrême gauche. Pire, on a même été jusqu'à ignorer les institutions qu'elle avait créées, Bilderberg, la Commission Trilatérale, le CFR, de puissantes fondations ou ONG, think tanks, etc.

Perturbé par les relents dogmatismes hérités de mon passage par l'OCI que j'ai continué de trimbaler comme un fardeau bien malgré moi après une profonde épuration, j'ai moi-même été jusqu'à critiquer ceux qui visaient l'oligarchie parce qu'ils ne remettaient pas en cause l'existence du capitalisme, ce qui était juste, mais sans comprendre qu'en étendant toujours plus son pouvoir tentaculaire et en préparant l'avènement d'un nouveau modèle économique et de société dans le cadre d'un nouvel ordre mondial, elle était en train de détruire les bases sur lesquelles reposaient le socialisme, tout en instaurant un régime totalitaire que par la suite il serait extrêmement difficile de combattre et de renverser.

Ce que je n'avais pas réalisé pleinement, c'est qu'une fois que l'ensemble de l'économie ainsi que le pouvoir politique ou les institutions seraient devenus dépendants de l'oligarchie, elle cristalliserait toutes les contradictions et faiblesses du régime et devait devenir logiquement la cible à abattre, à condition de relier la politique appliquée par le gouvernement à sa stratégie politique pour comprendre à la fois ses tenants et ses aboutissants, ainsi que la direction dans laquelle s'orientait la société, de manière à définir une stratégie qui corresponde à la situation. Dans le cas contraire, à la manière des opportunistes on s'en tiendrait à une dénonciation aussi radicale que stérile qui nous condamnerait à l'impuissance.

Chacun peut observer quotidiennement que les mesures ou lois les plus significatives adoptées par tous les gouvernements correspondent aux besoins spécifiques de l'oligarchie, s'inscrivent dans le cadre de sa stratégie politique. C'est l'oligarchie qui bat la mesure et tous les acteurs institutionnels interprètent la partition qu'elle a écrite pour eux, et toute fausse note est immédiatement et brutalement sanctionnée ou leur auteur fait l'objet d'un lynchage en cas de résistance ou pire encore car l'oligarchie est une association mafieuse et criminelle.

Les mauvaises herbes sont vivaces ou tenaces parce qu'elles donnent sans cesse de nouvelles graines, coupez-leur la tête qui les contiennent et vous en serez débarrassés une fois pour toute, sans avoir à recourir à des pesticides qui vous empoisonneraient. Je me suis fait cette réflexion, après avoir observé que dans mon petit jardin certaines variétés d'herbes y étaient présentes et l'avaient envahi, avant de disparaître complètement après avoir passé plusieurs fois la tondeuse, tandis que de nouvelles variétés d'herbes étaient soudainement apparues, sans doute que leurs graines étaient plus légères et furent transportées là par le vent et les oiseaux.

Que l'oligarchie ferme le robinet à n'importe quelle entreprise ou Etat déjà endettés, et elle dépose le bilan, il se retrouve paralysé ou réduit à la banqueroute, elle a donc acquis un droit discrétionnaire de vie ou de mort sur la totalité de l'économie et de la société qu'elle peut réduire en miettes ou détruire si elle le souhaite.

Les prémisses de ce processus de concentration du pouvoir économique et politique remontent déjà à la fin du XIXe siècle ou au début du XXe. Lénine l'avait décrit minutieusement dans l'impérialisme stade suprême du capitalisme, sans toutefois imaginer que l'oligarchie ne se contenterait pas de manipuler les différents facteurs qui composaient le capitalisme, et en viendrait ultérieurement à recourir à des moyens illégaux ou de faux monnayeurs pour parvenir à ses fins, faussant du même coup son analyse de l'impérialisme ou la rendant en partie caduque, du fait qu'un élément parasite avait été introduit dans l'économie, pour ainsi dire la forcer à coïncider avec ses besoins ou lui permettre d'atteindre ses objectifs politiques.

Mais ce qui allait s'en trouver faussés également, ce sont tous les rapports établis entre les classes, ce qui allait déboucher sur une confusion et une situation inextricable, lui laissant le champ libre pour agir à sa guise une fois neutralisés tous les acteurs politiques qui n'étaient pas acquis à sa cause, d'où l'arrogance décomplexée, outrancière, violente de ses porte-parole envers ceux qui osent critiquer même à la marge son modèle de société tyrannique.

En concentrant tous les pouvoirs, elle est vulnérable. Alors quelle stratégie définir pour l'abattre.

D'un côté, elle s'identifie avec le régime en place et les institutions qu'elle entend bien utiliser pour accroître encore son pouvoir, mais d'un autre côté ils sont le produit de contradictions (de rapports de classes) qui peuvent lui échapper à tout moment ou qui s'expriment indépendamment de sa volonté et donc constitue une réelle menace matérialisée par la lutte de classe du prolétariat.

Si de son côté elle va tout faire pour parvenir à neutraliser la lutte de classe du prolétariat, de notre côté on doit tout faire pour

l'en empêcher. Comment ? En expliquant patiemment aux travailleurs que le développement du capitalisme a atteint ses limites, et que depuis c'est uniquement une poignée de puissants oligarques ou banquiers qui déterminent le modèle, l'orientation, le destin de la société, le sort de chacun d'entre nous.

Ce qu'ils nous réservent est un véritable cauchemar dont ce que nous vivons actuellement est un avant-goût nauséabond qui va aller en s'accroissant, car ces prédateurs tyranniques sont assoiffés de pouvoir pour conserver leurs privilèges, c'est leur raison d'être et leur unique objectif au détriment des besoins ou aspirations du reste de la population qu'ils n'ont cessé de broyer ou piétiner. Tant qu'ils détiendront le pouvoir, le progrès social sera irrémédiablement condamné à régresser, ainsi que les libertés individuelles ou collectives, tous vos maux seront appelés à s'amplifier dans l'avenir à l'instar des inégalités sociales et des injustices, puisqu'ils peuvent agir ainsi en toute impunité. Toute tentative institutionnelle de les chasser du pouvoir demeurera illusoire, vaine, jamais dans le passé aussi loin qu'on remonte, dans aucun pays du monde des élections ont précédé ou entraîné un changement de régime.

Bien qu'ils ne soient qu'une poignée, nous avons dit qu'ils étaient parvenus à concentrer tous les pouvoirs (économique, politique, institutionnel, juridique, militaire, médiatique), mais comment y sont-ils arrivés ? Parce que tous les partis qui ont gouverné un jour leur étaient acquis, ainsi que tous les gouvernements qui se sont succédés depuis 1958, il n'existe pas d'autres explications cohérentes. Cela ne sautait pas forcément aux yeux autrefois, mais on ne peut qu'en être convaincu en observant de nos jours ce qu'ils sont devenus ou la politique antisociale qu'ils ont appliquée quand ils gouvernaient, et vous n'entendrez jamais Hamon, Mélenchon ou Laurent exposer clairement qu'il faut impérativement exproprier l'oligarchie et la chasser du pouvoir, ils la craignent trop au lieu de l'affronter.

N'allez pas croire non plus que les oligarques ou les banquiers seraient des gens comme les autres, ce serait commettre une erreur fatale.

En réalité, ce sont des monstres de cruauté qui ne reculent devant aucun procédé pour parvenir à leurs fins, qu'ils s'agissent du chômage de masse, de la pauvreté ou de la précarité qui frappent des millions de travailleurs, des guerres qu'ils fomentent à travers le monde semant la désolation et le désespoir derrière eux, sans parler de la destruction de la planète, de l'empoisonnement alimentaire ou médicamenteuse qu'ils organisent à l'échelle mondiale, leur commerce avec les pires dictatures (Ukraine, Israël, etc.), tous les régimes corrompus, jusqu'à leur collaboration avec les barbares d'Al-Qaïda ou Daesh, etc.

Pas plus que le capitalisme, jamais l'oligarchie n'a œuvré au progrès social, au bien-être de l'humanité, à la paix, soit leurs affaires les ont contraint à consentir des concessions aux travailleurs pour les exploiter davantage, soit ils y ont été obligés par la lutte de classe des exploités, un milliardaire philanthrope, cela n'existe pas plus que la gratuité d'Internet puisque vous devez souscrire un abonnement à un opérateur et c'est vous qui payez l'électricité, achetez le matériel...

Dorénavant, ce sont les hommes ou les femmes qu'ils ont désignés qui sont aux commandes des Etats occidentaux, Trump, Macron, May, Merkel, Tsipras, etc. Ils leur sont totalement dévoués. On ne peut donc pas concevoir la nécessité de retirer le pouvoir à l'oligarchie sans commencer par chasser du pouvoir ceux qui la représentent, sans briser les institutions nationales qui ont été créées pour ainsi dire pour eux puisqu'elles sont compatibles avec son pouvoir ou ses besoins, et par voie de conséquence, comme à l'origine leur pouvoir provient de la propriété privée des moyens de production et d'appropriation (ou de distribution) des richesses, il est inconcevable de vouloir changer de société ou de vouloir vivre dans une société meilleure ou plus juste dans l'avenir, sans l'abolir et décréter qu'ils appartiennent à la collectivité qui les gère pour le bien-être de chacun.

Maintenant, pour empêcher les travailleurs de prendre conscience à la fois du processus qui est à l'origine de son pouvoir (de l'oligarchie) et celui qu'ils doivent emprunter pour y mettre un terme, elle a fait main basse sur les principaux médias, de sorte qu'ils ne diffusent que sa propagande en guise d'information, qui de fait elle substitue à la réalité pour que plus personne ne comprenne la situation, et donc ne puisse la combattre. Elle a poussé l'impudence jusqu'à prétendre qu'ils seraient les garants de la vérité, alors qu'ils pratiquent quotidiennement la désinformation la plus éhontée qui soit, allant jusqu'à menacer de censure tous ceux qui par d'autres canaux s'opposaient à sa politique ou à ses visées dictatoriales.

Quand on relie tous ces éléments on s'aperçoit rapidement qu'on est en présence d'un plan, d'une stratégie politique à caractère despotique, totalitaire. Dès lors toute négociation, tout compromis ou arrangement avec l'oligarchie, avec les tenants du régime en place est inimaginable, il ne peut exister de demi-mesures : Soit elle reste au pouvoir, soit nous prenons le pouvoir.

Ils ne sont qu'une poignée, nous sommes des dizaines de millions, donc pour peu qu'on se rassemble et qu'on s'organise sur la base d'une perspective politique claire et cohérente, on peut les vaincre.

Le droit, la justice, les principes ou les valeurs humanistes, la morale, la force sont de notre côté. La légitimité est de notre côté. En face, nos ennemis n'ont que le mensonge ou le trucage à nous opposer, et l'appareil de répression de l'Etat ainsi que leurs milices fascistes pour nous les imposer.

Faisons en sorte que chaque travailleur prenne pleinement conscience que quotidiennement c'est la question du pouvoir et de leur survie qui se trouve posée, pour qu'ils décident de cesser de subir et passent à l'action.

Ne sont-ils plus bons qu'à cela : Matière "à penser"... pas à agir ?

Un internaute (A la suite d'un article de Frédéric Lordon) - "Tout au plus peut on rester sur sa faim comme dans tous ses textes car il n'y a jamais de conclusion "opérative" comme chez Sapir. Pour autant ce n'est pas inutile, il suffit de s'y faire et si on accepte le style il donne quand bien matière à penser."

La "matière à penser" qui ne se traduit pas en pratique, qui n'est pas propice à l'action, qui n'est pas l'étincelle qui déclenche l'action est comparable à la mèche d'un pétard qui serait mouillée, du niveau de la masturbation intellectuelle qui rend sourd les intellectuels.

Un autre internaute fournit une piste :

- "Peut-être manque-t-il dans ce texte une conclusion sur la perception "d'en-bas"."

Les Lordon, Onfray, Todd et Cie. ignorent ce que veut dire vraiment travailler, les fins de mois difficiles ou ne plus avoir un rond en poche, vivre dans la crainte du chômage, se priver sur tout y compris la bouffe, etc. Pour eux, ce ne sont que des concepts (creux) sur lesquels ils dissertent à l'infini ou brodent et qui les font vivre, bien en l'occurrence.

Il ne faut rien en espérer, et ceux qui leur trouvent des qualités les flattent parce qu'ils leur ressemblent, voilà tout. Ils ne présentent aucun intérêt pour nous ou notre cause qu'ils n'ont jamais réellement adoptée, sauf en parole quand ils ont des états d'âme qui ne durent jamais bien longtemps, cela ne vous rappelle-t-il quelque chose ou quelqu'un ?

De qui s'agit-il ?

- "Lorsqu'on (lui) suggère que les plans de son gouvernement ne comportent que des mesures de droite, il éclate de rire : "vous vous attendiez à quoi ?" (Financial Times, Londres, 11 juillet 2017.)

Réponse: Le Premier ministre Édouard Philippe.

Parole d'internaute.

L'idée mûrit que ceux qui agitent hystériquement la menace du complotisme complotent. En voici un aperçu.

1- On peut même se demander si ces dirigeants ne s'amuse pas à un petit jeu pour déterminer quel est le seuil de crédulité des populations.

Car en effet avec l'affaire Skripal, on atteint des sommets :

- pas de cadavres
- pas de victimes (Ioulia Skripal ne s'est manifestée qu'un mois après "l'attentat" pour déclarer...qu'elle va bien ainsi que son père !)
- pas de traces de produits chimiques

(On pense plus à une intoxication alimentaire due à la junk food à l'anglo-saxonne qu'à un attentat des services secrets russes, ensuite n'oublions pas que nous sommes au pays de James Bond !)

Les seuls éléments dont on dispose sont des déclarations du gouvernement britannique dont la crédibilité est confirmée (!) par son passé :

- soutien de Bush Jr à travers Powell (avec sa fiole de pisse à l'ONU) pour détruire l'Irak
- destruction de l'état Libyen ayant conduit à des trafics d'esclaves et autres migrations massives vers l'occident
- etc

Et sur cette base d'un vide intersidéral, une douzaine d'états de l'UE expulsent des diplomates russes.

La vraie question est bien de savoir qui -même dans une population qui ne s'informe pas- peut avaler de telles couleuvres ?

- La vraie question est bien de savoir qui -même dans une population qui ne s'informe pas- peut avaler de telles couleuvres ?

Je pense que la cible est précisément les populations qui ne s'informent pas. Il n'y a aucune différence dans cette affaire avec la publicité télévisuelle où une personne avec un blouse blanche explique que Calgon retire le mauvais calcaire qui détruit votre machine, ce qui dans la pratique n'a aucun sens ni aucune action, il s'agit d'un besoin totalement artificiellement créé par la marque, un phantasme inculqué par la répétition publicitaire. Ce qui n'empêche pas ma belle mère, intelligente et ex enseignante, de l'utiliser malgré que je lui aie expliqué 15 fois.

Ce procédé n'a pas grand chose à faire de la minorité pensante, tant que ça marche globalement et que la minorité n'est pas entendue. Ça marche à tel point que c'est la minorité pensante qui est traitée de stupide et parano à remettre en cause "ce que tout le monde sait". Il s'agit de la grande escroquerie intellectuelle de la "com" de masse, qui est poussée à l'extrême de nos jours.

S'il y a une chose à faire, c'est apprendre "aux masses" à remettre en cause systématiquement ce qu'on leur inculque y compris à l'école. Quand je dis remettre en cause, il ne s'agit pas de nier, mais de s'interroger sur le bien-fondé et les motivations de ce que l'on vous présente.

2- Autre hypothèse à prendre très au sérieux : les "bas de plafond" ne sont peut être pas ceux que l'on croit.

En effet, les dirigeants et leurs toutous journalistes croient peut être réellement à ce qu'ils racontent !

3- Malheureusement apprendre à remettre en cause ce qu'on nous inculque, nous instruit est pour "les masses" très insécurisant, d'autant plus dans le contexte actuel (chômage, hystérie militaire et médiatique, attentats...).

Il reste peu de "repères", de choses que l'on croit solides et je doute que beaucoup ai le courage ou l'envie ou que sais-je, d'avoir un minimum de cette lucidité de peur d'affronter (ou de ne pouvoir le faire) le vide, le mensonge qui animent notre société.

C'est quelque part une forme de...survie, peu reluisante ou digne pour certains mais qu'on ne peut totalement condamner.

4- Le complot a une explication géométrique : la pyramide. Plus ils sont haut dans la pyramide du pouvoir, moins ils sont nombreux, et donc plus ils se connaissent et peuvent se concerter pour mettre sur pied des stratégies augmentant et défendant leur pouvoir. Plus important que l'argent : le pouvoir.

Achat et contrôle des médias, contrôle de la création monétaire et des tx d'intérêt, création et poppage de bulles, achat et compromission de personnages politiques et de syndicalistes, contrôle du judiciaire, destruction de pays qui s'opposent. Tout un tas de cercles de pouvoirs, à différents niveaux. Qui se concertent en grands nombres (haut niveau) ou en très petits nombres (très haut niveau).

Évidemment, la plus belle stratégie du Diable, c'est de faire croire qu'il n'existe pas. La plus belle stratégie de ces gens là, c'est de faire croire (via leurs laquais) qu'ils ne se concertent pas, qu'ils ne complotent pas.

5- Ils ont sans doute en eux une volonté d'obéir (servilité) plus forte que leur volonté de croire ou de douter. Croire ou douter, il faut déjà réfléchir. Réfléchir, c'est déjà désobéir.

Obéir sans réfléchir pour garder asservis ou encagés les autres, un petit plaisir facile qui transcende les âges (gardien d'esclave, kapo, etc).

6- Je suggère de lire l'article dont F Lordon fait référence dans le sien: <https://www.monde-diplomatique.fr/2000/05/ACCARDO/2288> Il propose une vision subtile des mécanismes qui amènent les journalistes à promouvoir en toute bonne foi une pensée unique. C'est plus subtil que la dictature du grand capital: "Ils ont en eux, comme aurait dit Pascal, « une volonté de croire plus forte que leurs raisons de douter »".

En conclusion, à force de prendre ouvertement les gens pour des cons, ils finissent par en prendre conscience. Et à mon avis cela ne passe pas, car c'est un truc qui ne les laisse pas indifférent. Ils n'aiment pas cela du tout ou cela les rend violents parce que cela atteint leur dignité, la seule chose qui leur reste quand ils n'ont plus rien à se raccrocher et qui est susceptible de les faire réagir...

A force de propager des fausses informations, ils aiguissent l'esprit critique de la population

1- On reste confondu devant l'impossibilité (ou le refus) de l'Occident d'envisager des provocations "rebelles" pour pousser les USA et l'OTAN à intervenir, eux qui n'attendent que le franchissement de dette "ligne rouge", véritable appel du pied aux islamistes.

On veut nous faire avaler une guerre entre les "méchants" (Bachar, la Russie, l'Iran) et les "gentils", (les islamistes). Mais il y a des limites à la naïveté. Avalanche de fake news, de coups tordus, de manipulations et tous attribués à la Syrie. En face, il va de soit, nous avons des politiciens hors pairs, à la rigueur morale sans faille.

Edifiant documentaire hier sur la 5 au sujet de la Libye. Nous connaissons à présent les mensonges qui ont servi à assassiner Kadafi. Il en sera de même pour la Syrie. La vérité est difficile à cacher très longtemps.

2- On peut se rendre compte qu'Israël est très bien coordonné avec les protégés des USA et des Saouds, ils en ont profité pour bombarder une base militaire syrienne, doucement le masque tombe, juste pour les naïfs !

3- Quand on prends le relais de la communication des rebelles, qui sont des mercenaires sanguinaires, on est pour moi complice, comment en est on arrivé là mon dieu le monde marche sur la tête, je serais pas fier d'être obligé de relayé ce genre de fake news, oui toutes les valeurs se perdent !

4- Le coupable tout trouvé...mais dans quel but? A qui profite le crime ? Se pose-t-on les bonnes questions et trouve-t-on les bonnes réponses !!! La takkia marche bien dans ce genre de contrée !

Donc pour l'ONU Bachar et la Russie sont obligatoirement les coupables... pas les djihadistes déguisés en démocrates d'opérette ... personnellement je n'y crois pas connaissant le talent de certains pour nous faire prendre des vessies pour des lanternes.

5- Oui les produits chimiques qui n'ont pas d'effet sur les sauveteurs.

6- On connaît abondamment les réactions de la "communauté internationale", composée essentiellement de vassaux serviles et dévoués, toute acquise à la cause de l'administration américaine, qui nous sont servies continuellement par nos "grands" médias.

Mais on n'entend pas trop parler des réactions des populations internationales...

Et pour cause.

En réalité, la corde commence à être particulièrement usée...

Autrement dit, les populations internationales dans leur grande majorité, de plus en plus sourdes à la propagande de guerre permanente de nos médias "d'information", ne croient plus trop à ces fables et d'autant moins que la progression des armées russe et syrienne montre que la libération du pays et l'élimination des menaces islamiques ne sont plus qu'une question de semaines...

Quel intérêt auraient-ils donc à utiliser maintenant des gaz interdits, qu'ils ne possèdent probablement plus, alors que la victoire paraît acquise ?

Il en est de même des accusations portées par le Royaume-Uni dans la tentative d'assassinat des Skrypal, qui aurait été commise au plus mauvais moment par le président russe, à la veille de l'élection et au moment du championnat de foot.

Bref !

La communauté internationale, c'est-à-dire "l'union" Européenne, donc l'OTAN et l'administration américaine, continuent imperturbablement à multiplier les provocations en direction des pays "rebelles" : Iran, Syrie, mais surtout Russie.

Sans doute dans le but de parvenir à une déclaration de guerre lancée par la Russie pour pouvoir ensuite prétendre avoir été attaqués.

J'espère que personne n'est dupe dans les populations, en particulier ici, en France...

7- Si l'utilisation d'armes chimiques en Syrie est indiscutable, il faut être beaucoup moins catégorique sur la responsabilité du régime de Damas.

En 2013 dans la Ghouta (déjà!), une enquête menée par le très sérieux MIT conjointement avec l'ONU avait attribué l'usage du sarin aux rebelles de l'ASL.

A Afrin, des gaz toxiques ont aussi été utilisés (contre les Kurdes). La Turquie récusant toute responsabilité et les forces d'Assad étaient absentes de cette zone, tout semble désigner - là encore - comme coupables potentiels les rebelles de l'ASL.

Ces faits n'absolvent certes pas le régime syrien mais relèvent davantage du modus operandi des rebelles djihadistes.

8- Les enquêtes de l'ONU se déroulent elles par Skype et les "témoignages sont ceux des "rebelles". La Russie a toujours réclamé des enquêtes sur place. Refus de l'ONU d'où la décision de la Russie de s'opposer à toutes enquêtes ne se rendant pas sur place.

9- Je doute que des attaques au chlore soient réellement le fait d'un état. Même pendant la 1ère guerre mondiale ce gaz n'était plus utilisé comme gaz de combat ! Si le régime syrien a conservé des "petits" stocks d'armes chimiques, ce n'est certainement pas du chlore. Trop artisanal et dangereux à manipuler.

Du Sarin, peut-être... Mais pas du chlore. L'usage de chlore, c'est un bricolage local d'un petit groupe de fanatiques dans le fond d'un garage, pas un état.

10- Ces questions son nulles et partiales. Les réponses sont encore pire!

La bonne question est: alors que les occidentaux disent s'il y a utilisation d'armes chimiques, on va vous attaquer la Syrie. Et deux jours après il y a utilisation d'armes chimiques dans des circonstances obscures et difficilement vérifiables... Cela montre qu'il y a des gents en occident et des djihadistes sur le terrain qui travaillent ensemble pour renverser le gouvernement syrien.

11- Les civils sont les otages des rebelles qui veulent négocier leur solution de repli. Quelques rares reportages montrent les civils de la Ghouta remerciant Assad de les avoir libérés de l'emprise terroriste des rebelles.

12- A chacun de se faire une opinion, avec les éléments aussi objectifs qu'il peut avoir. Cependant, comme beaucoup, je ne vois pas sincèrement l'intérêt de l'armée syrienne de procéder à ce genre d'attaque au point final de leur opération à la Ghouta.

13- Sentant La Ghouta reprise totalement par l'AAS, les protégés de l'arabie saoudite et des occidentaux ont fait un false flag c'est à dire utiliser du chlore pour faire accuser le régime syrien, vieux comme le monde, ils savent pertinemment que lorsqu'il n'auront plus se moyen de pression contre Damas l'offensive sur Deir ez-Zor et Idlib seront les prochaines étapes de libération de la Syrie ... Et les saoudiens utilisent du phosphore blanc au Yemen...Pas un mot et ne parlons même pas des USA !

L'idée mûrit également que les ONG n'est que l'humanisme des salauds qui servent l'Otan.

1- Qu'y a-t-il d'humanitaire à tuer de pauvres gens qui ne sont responsables que de vivre au mauvais endroit au mauvais moment ...

Le terme humanitaire ne sert qu'à manipuler une opinion afin de justifier auprès d'elle une guerre qui ne se justifie pas, c'est un prétexte ...

"ON" vous dira aussi, images à l'appui, et en utilisant le conditionnel que certains ont été victimes du chlore, arme chimique. Le lendemain plus de conditionnel c'est l'affirmation alors que toutes les manipulations sont possibles et là encore cela sert à justifier une nouvelle agression assortie d'un nouveau massacre de civils.

Etre tué par une bombe propre US ou OTAN est-ce mieux que d'être tué par une bombe sale Russe ou Syrienne ?

Être tué par une bombe ou un sniper ou par du chlore je me demande bien où est la différence puisque ces gens et ces enfants sont morts

Ces guerres iniques et injustifiées relèvent de crimes contre l'humanité ... humanitaires ou pas.

2- Les guerres humanitaires ne sont qu'une mise en scène pour nous faire accepter, voire souhaiter, la politique de la canonnière appliquée depuis toujours par les puissances impérialistes et leurs affidés/vassaux, en gros, ce que l'on définit aujourd'hui par la communauté internationale.

3- Rony Brauman souhaitait la guerre en Syrie, à lire sur Médiapart. Les ONG françaises sont dans le dogme du " droit d'ingérence " cher à Kouchner.

Ils ont vu ce que j'ai vu au Soudan ou ailleurs. Brauman, c un prisme !

Les frenchs docteurs se sont constitués en 68...

Plus de colonisation mais des ONG pour permettre à certaines personnes d'explorer les sous sol.

Il aurait été plus facile depuis le temps d'installer des usines de médicaments ou proposer des formations en occident. Tout ces soignants dépenaillés au Soudan...pas toujours éthiques (euphémisme). Que dire des mensonges de MSF !

4- Un ancien agent du MI6 disait qu'une ONG pouvait maintenir un climat de guerre plus efficacement qu'une armée régulière ou une milice...

5- La Serbie, la Libye, les printemps arabes, l'Ukraine...les révolutions orange bidons organisées de l'extérieur.

Je n'arrive pas à croire que Brauman ne le sache pas.

Les ONG sont des complices passifs de leurs bailleurs de fond !

6- C'est fou de parler d'incroyable consensus !!! (S'agissant de Rony Brauman. - ndlr)

Elles étaient ou les ONG qui connaissaient très bien la situation sur place.

Khadafi n'était pas protégé mais populaire en Afrique (il était le seul dirigeant qui a soutenu l'ANC de Mandela, il était plus sûrement le banquier de l'Afrique que les aides misérables et intéressés occidentales.

Ils jouent placés...expliquer leur mutisme est un exercice de style toujours étonnant.

C bien de parler du Congo et ses 6 millions de morts....américains, Israéliens...à la manoeuvre pour les richesses du Kivu

7- Cette guerre (La guerre du Biafra ou guerre civile du Nigeria - ndlr) voit également une modification de l'aide humanitaire qui, utilisant la médiatisation intense du conflit, prône une ingérence directe pour venir en aide aux réfugiés.

Elle aura pour conséquence la création de l'ONG Médecins Sans Frontières en 19712. »

Ainsi fut inventé cet oxymore de guerre humanitaire. Les french doctors de l'inénarrable Bernard Kouchner ne furent que les faux nez des officines de Faucard qui voyaient dans la sécession du Biafra l'occasion rêvée pour démanteler le Nigéria en qui la Franceafrique voyait une menace pour son hégémonie en AOF/AEF.

En complément

- Ioulia Skripal a quitté l'hôpital, son père va mieux - Reuters 09.04

Voilà comment une simple intoxication alimentaire ou un léger empoisonnement commis par le MI6 ou des agents étrangers, sert à préparer psychologiquement la population à une guerre contre la Russie. Ce qui ne signifie pas qu'il y aura forcément une guerre, cela justifie des dépenses militaires et des manoeuvres fort coûteuses, le lobby de l'armement peut être satisfait.

La guerre, c'est la réponse politique de Macron aux cheminots et à tous les travailleurs mobilisés. Alors déclarons-lui la guerre, disons stop : Dehors !

[Dossier sur la Syrie.](#)

Attention, les fake news vont déferler et cela a déjà commencé. J'avais inclus dans ce dossier un article de l'agence de presse iranienne Presst (Syrie : prémices d'une guerre US/Russie ? - presstv.com 10.04), et quelques heures plus tard le gouvernement russe par la voie de l'agence de presse Sputnik démentait son contenu, j'ai donc retiré cet article in extremis.

Fabrication de fake news par des va-t-en-guerre fanatiques.

I- Ils fabriquent de faux "rebelles modérés", en fait des membres des différents groupes issus d'Al-Qaïda ou Daesh ;

II- Ils organisent une fausse attaque aux armes chimiques ;

III- Ils donnent la parole à leurs faux "rebelles modérés" qui accusent le gouvernement syrien d'être responsable de cette attaque ;

IV- Ils reprennent leur accusation mensongère ;

V- Ils s'en servent comme prétexte pour bombarder la Syrie.

Epilogue ou simple coïncidence, qui les avait prévenus ?

- Les terroristes du groupe Daech ont tenté de lancer une contre-offensive sur plusieurs axes dans la province de Homs après l'attaque de la base aérienne T-4 dans l'est de la province, selon la chaîne de télévision libanaise Al-Mayadine. Sputnik. 09.04

En passant, les intellectuels médiocres ou écervelés qui s'accrochent désespérément au concept foireux de "droit international" une nouvelle fois bafouée par Israël à défaut d'adopter le socialisme, en seront pour leurs frais.

- Syrie : dialogue de sourds à l'ONU - euronews 9 avril 2018

« Fake news » . Voilà comment l'ambassadeur de Russie aux Nations-Unies parle de l'attaque chimique présumée le 7 avril dernier dans la ville de Douma, en Syrie.

Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni en urgence ce lundi pour évoquer le sujet. Le représentant de Moscou Vassili Nabenzia a déclaré : « Il n'y a pas eu d'attaque chimique en Syrie » . Il a expliqué que des spécialistes russes s'étaient rendus sur place et n'avaient découvert aucune trace de chlore ou d'une quelconque substance chimique qui auraient été utilisée contre des civils. euronews 9 avril 2018

- Damas et Moscou accusent Israël d'avoir mené des frappes contre une base syrienne près de Homs - RT 09.04

L'armée israélienne a tiré huit missiles depuis l'espace aérien libanais, selon le ministère russe de la Défense. Cinq d'entre eux auraient été interceptés par le système anti-missile syrien et trois auraient touché une base aérienne près de Homs.

Le bombardement de la base militaire syrienne «T-4» entre Homs et Palmyre, tôt ce 9 avril, a été mené par des avions israéliens depuis le territoire libanais, selon Moscou et Damas. L'agence de presse publique iranienne Fars a fait savoir que trois Iraniens avaient été tués dans cette frappe menée selon cette source par «les avions de chasse du régime sioniste».

«Deux avions F-15 de l'armée israélienne ont frappé l'aérodrome entre 3h25 et 3h53 heure de Moscou à l'aide de huit missiles téléguidés depuis le territoire libanais, sans pénétrer dans l'espace aérien syrien», a fait savoir le ministère russe de la Défense, le 9 avril, cité par les agences russes. Sur ces huit missiles, cinq ont été interceptés par le système de défense anti-missile syrien, selon le ministère.

Dénonçant une «agression», le gouvernement syrien a également accusé Israël d'avoir mené cette frappe avant l'aube. Elle aurait coûté la vie à plusieurs personnes. RT 09.04

Voilà ce qui rend hystérique Israël.

- Syrie: Plus de 50.000 personnes en passe de quitter Douma - Reuters 9 avril 2018

Plus de 50.000 personnes, dont des insurgés et leurs familles, sont en passe de quitter la ville syrienne de Douma dans les jours à venir, en vertu d'un accord conclu avec le régime de Damas, a-t-on déclaré lundi à Reuters de source au fait des négociations. Reuters 9 avril 2018

- L'aviation israélienne tue des soldats iraniens en Syrie - Réseau Voltaire 9 avril 2018

Peu après que le Grand rabbin sépharade d'Israël, Yitzhak Yosef, ait appelé à l'assassinat pour « raison humanitaire » (sic) du président Bachar el-Assad, une attaque aérienne a eu lieu dans le centre de la Syrie.

Le rabbin Yitzhak Yosef est connu pour ses provocations. Il ne représente que 5 % des Israéliens. Il est le fils du Grand rabbin Ovadia Yosef, un des fondateurs du parti Shas, aujourd'hui allié de Benjamin Netanyahu.

Deux avions F-15 de l'armée israélienne ont frappé l'aérodrome militaire de Tiyas entre 00h25 et 00h53 GMT à l'aide de huit missiles téléguidés depuis le territoire libanais, sans pénétrer dans l'espace aérien syrien.

Selon nos informations, ces missiles n'ont pas touché la base, mais ses alentours. Ils ont tué 14 personnes dont plusieurs Gardiens de la Révolution iraniens.

Cette attaque était coordonnée avec une opération de Daesh dans la province. Elle a immédiatement été déclenchée après celle de Tiyas. Réseau Voltaire 9 avril 2018

- Douma: Les USA réagiront avec ou sans l'aval l'Onu, dit Nikki Haley - Reuters

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Douma: Le HCDH s'indigne de la faiblesse des réactions - Reuters

Le prince Zeid Ra'ad Zeid Al-Husseini fait office de Haut-Commissaire.

Il a joué un rôle important dans l'établissement de la Cour pénale internationale (CPI), tout un programme !

Il a également servi comme spécialiste des affaires politiques de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) pour l'ex-Yougoslavie de 1994 à 1996. (Wikipédia) Le sale boulot pour l'Otan.

Représentant permanent de la Jordanie auprès de l'ONU à New York, poste qu'il a occupé de septembre 2010 à juillet 2014, ainsi que de 2000 à 2007. De 2007 à 2010, il a été Ambassadeur de Jordanie aux États-Unis d'Amérique. De 1996 à 2000, il a été Représentant permanent adjoint de la Jordanie auprès de l'ONU, avec rang d'ambassadeur. Etc. etc. Il a enchaîné les fonctions au sein d'institutions américaines ou internationales.

Il a aussi été membre du Conseil consultatif de la Banque mondiale pour l'édition 2011 du Rapport sur le développement dans le monde.

Il est marié à la princesse Sarah Zeid. (Source : ohchr.org)

- Attaque chimique en Syrie: Lavrov dénonce une provocation - presstv.com 09.04

« Les accusations imputant au gouvernement syrien une attaque chimique à Douma, dans la Ghouta orientale, sont fausses et constituent une provocation », a affirmé, ce lundi 9 avril, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov.

En ce qui concerne les menaces américaines de recourir à l'option militaire contre la Syrie, Lavrov a affirmé qu'en cas d'une attaque américaine contre la Syrie, Moscou agirait dans le cadre de ses engagements envers Damas.

« En ce qui concerne les avertissements des autorités américaines - vous le savez - nos militaires y ont déjà réagi; nous avons des obligations envers la Syrie et cela, à la demande du gouvernement légitime de la République arabe syrienne, qui est d'ailleurs un État membre de l'ONU », a-t-il dit.

Sergueï Lavrov n'a pas manqué de parler des opérations militaires turques en Syrie. Après la fin de l'opération Rameau d'olivier, la Turquie devra confier le contrôle d'Afrin au gouvernement syrien, d'après le ministre russe des Affaires étrangères. presstv.com 09.04

Moscou: les photos des «victimes» de l'attaque chimique présumée en Syrie sont fausses - fr. sputniknews.com 09.04

Le ministère russe de la Défense a déclaré que les photos des victimes de l'attaque chimique présumée de Douma publiées par les Casques blancs sur les réseaux sociaux étaient des faux.

Les militaires russes ont qualifié de fausses les photos de victimes de la prétendue attaque chimique à Douma, dans la Ghouta orientale, qui ont été publiées par des défenseurs des droits de l'Homme sur les réseaux sociaux.

«Toutes les accusations des Casques blancs, ainsi que leurs photos et vidéos diffusées sur les réseaux sociaux et présentant des soi-disant victimes d'une attaque chimique ne sont qu'un nouveau faux et une nouvelle tentative de torpiller la trêve établie», a affirmé ce lundi le chef du Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit en Syrie, le général Youri Evtouchenko.

Les radicaux du groupe Jaysh al-Islam ont précédemment accusé les forces gouvernementales syriennes d'avoir eu recours, samedi 7 avril, à des armes chimiques contre un hôpital de Douma, dans la Ghouta orientale. Ces allégations ont été reprises par les puissances occidentales, le Président américain Donald Trump ayant estimé que la Syrie devrait «payer le prix fort pour l'attaque chimique».

La diplomatie russe a pour sa part qualifié d'«intox» les informations sur une attaque chimique en Syrie. fr.sputniknews.com 09.04

- Des médecins syriens démentent l'arrivée de victimes d'une «attaque chimique» - fr.sputniknews.com 09.04

Le Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit en Syrie a annoncé que les médecins en poste dans la ville syrienne de Douma ont démenti avoir admis récemment des patients avec des symptômes d'empoisonnement toxique.

«Les médecins syriens de Douma ont démenti les informations faisant état de l'arrivée de patients présentant des signes d'empoisonnement chimique», a annoncé lundi le Centre.

Dans un communiqué, le Centre cite des médecins qui affirment n'avoir soigné ces derniers jours que des individus ayant des «blessures habituelles», typiques dans une guerre menée avec des armes conventionnelles. fr.sputniknews.com 09.04

- Damas et Moscou proposent une inspection de l'OIAC à Douma - Reuters 10 avril 2018

Le gouvernement syrien, menacé d'une action militaire occidentale, a invité mardi l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) à envoyer des inspecteurs à Douma, dernier bastion rebelle de la Ghouta orientale, près de Damas, où une attaque chimique aurait été menée samedi dernier.

Appuyant l'idée du président syrien Bachar al Assad, la Russie a annoncé qu'elle allait soumettre au Conseil de sécurité des Nations unies une résolution proposant l'envoi à Douma d'une délégation de l'OIAC, afin de vérifier de manière indépendante la réalité de l'attaque et tenter d'établir qui en sont les auteurs. Reuters 10 avril 2018

- La flotte russe en mer Noire placée en état d'alerte - presstv.com 10.04

Alors que les tensions entre Washington et Moscou ont monté d'un cran suite à l'attaque chimique présumée sur Douma en Syrie, la flotte de la marine russe en mer Noire a été placée en état d'alerte.

Selon l'édition arabophone de la chaîne Euro News, un destroyer de la marine américaine est stationné pour l'instant dans les eaux de l'est de la Méditerranée, d'où il serait capable de participer à d'éventuelles frappes contre la Syrie.

Un deuxième destroyer américain, l'USS Porter, entrera probablement d'ici quelques jours en Méditerranée.

Après la présumée attaque chimique dans la nuit de dimanche à lundi sur la ville de Douma en Syrie, le président américain Donald Trump a intensifié ses accusations dénuées de preuves contre Damas et son allié russe, menaçant de recourir à l'option militaire contre la Russie. presstv.com 10.04

ACTUALITÉ DU JOUR

Mobilisation sociale en France

- «La plus grande gare d'Europe qui fait la grève tous les jours, c'est un symbole» - Liberation.fr 09.04

Au sein de la gare du Nord, et malgré les instructions nationales, l'assemblée générale intersyndicale des cheminots a voté, ce lundi, le principe de la grève reconductible à partir du 13 avril.

A la gare Saint-Lazare aussi, le principe de la grève reconductible, tous les jours à partir du 13, a été adopté. Liberation.fr 09.04

Grève illimitée jusqu'au retrait ou au départ de Macron !

- Les CRS interviennent à la fac de Nanterre pour déloger des étudiants - Le HuffPost 09.04

Une quinzaine d'universités en France sont désormais occupées ou partiellement bloquées. En cause: la réforme de l'accès à l'université et un nouveau processus d'entrée qui divise au sein de la communauté. Le HuffPost 09.04

La répression est immédiatement très violente, ce qui pourrait provoquer la radicalisation des étudiants contre Macron...

[La macronie en famille.](#)

Edwy Plenel compatible avec Alain Minc et Jean-Marie Colombani avec lesquels il travailla à la direction du Monde...

- Après TF1 jeudi, Macron dimanche soir sur BFMTV, RMC et Mediapart - AFP 09.04

Après le JT de 13H00 sur TF1 prévu jeudi, Emmanuel Macron sera interviewé dimanche soir sur BFMTV, la radio RMC et le site Mediapart, dans le cadre d'une émission spéciale diffusée à 20H35 par ces trois médias, ont-ils annoncé lundi dans un communiqué. AFP 09.04

Lu dans un commentaire d'internaute sur le blog Les Crises : "Ne pas oublier que Mediapart fait partie des médias à promouvoir car "faisant du bon travail" selon Soros himself !"

Quand Mediapart relayait la propagande de guerre de l'Otan contre la Libye :

- En Libye, les dernières heures de la dictature? - mediapart.fr 21 février 2011

Alors que l'armée aurait bombardé Tripoli et d'autres villes du pays, le bilan des victimes s'alourdit d'heure en heure. Sur Al Jazeera, l'ambassadeur libyen à Washington appelle à une action de la communauté internationale pour «arrêter le massacre.»

Les prochaines heures seront-elles décisives pour l'avenir de la Libye? Lundi 21 février dans la soirée, l'armée de l'air bombardait les manifestants, selon le reporter d'Al Jazeera. En direct sur la chaîne du Qatar, l'ambassadeur libyen à Washington a appelé le colonel Kadhafi à quitter la Libye. Il demande en outre une action de la communauté internationale pour «arrêter le massacre.» mediapart.fr 21 février 2011

Un internaute - "Mediapart fait " du bon travail " lorsqu'il s'agit de dénoncer des turpitudes mais qui restent dans le cadre du système, comme l'affaire Cahuzac où ils m'avaient plus et où je m'étais abonné, mais dès que l'on sort de ces cas particuliers et que cela concerne l'idéologie du système comme l'affaire ukrainienne et le Proche-Orient, ils sont d'un atlantisme forcené intégriste."

[La pétro-monarchie wahhabite, moyenâgeuse, archaïque, barbare, mais.. culturelle !](#)

- Le prince héritier saoudien en visite diplomatique et culturelle à Paris - AFP 9 avril 2018

Le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane a donné lundi à sa visite officielle à Paris une forte teneur diplomatique et culturelle, tandis qu'était reporté à une prochaine fois le volet économique des relations entre les deux pays.

Après avoir été accueilli dimanche à Paris par le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, il a dîné dimanche en tête à tête dans le cadre somptueux du musée du Louvre avec Emmanuel Macron, qui "a tenu à avoir une discussion stratégique avec MBS", a fait savoir l'Elysée.

Lundi midi, il s'est déplacé à l'hôtel Matignon pour un déjeuner avec le Premier ministre Edouard Philippe en présence de certains ministres, dont M. Le Drian, où il est arrivé avec plus de 45 minutes de retard.

Une source proche du gouvernement saoudien a suggéré que les changements incessants de planning du prince sont dus au fait qu'il consacre du temps à des "négociations difficiles", citant l'exemple de la guerre au Yémen, où l'Arabie saoudite est impliquée.

Lundi après-midi, il devait recevoir dans son hôtel particulier du très chic XVI^e arrondissement de nouveau M. Le Drian et la ministre des Armées Florence Parly, qu'il reverra mardi soir lors de la rencontre officielle à l'Elysée entre M. Macron et MBS, qui est par ailleurs ministre de la Défense.

Interrogé sur l'aspect protocolaire de ces audiences auxquelles se rendent des ministres régaliens du gouvernement, un diplomate français estimait que "c'est une attention particulière, une marque d'égards assez exceptionnelle pour quelqu'un qui n'a pas encore le statut de chef d'Etat".

La guerre que conduit l'Arabie saoudite au Yémen contre les rebelles houthis soutenus par Téhéran est un autre dossier chaud alors que plusieurs ONG ont dénoncé lundi les ventes d'armes françaises à Ryad, soupçonnées d'être utilisées au Yémen.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

République tchèque.

- Manifestations pour la démission du Premier ministre tchèque - Reuters 09.04

Plusieurs milliers de Tchèques ont défilé lundi pour demander la démission du Premier ministre Andrej Babis, empêtré dans des accusations de fraude qui l'empêchent de former un gouvernement.

L'homme d'affaires âgé de 63 ans, qui n'a pas de majorité au Parlement, ne parvient pas à conclure d'accord de coalition. L'exécutif minoritaire qu'il a constitué après les élections d'octobre a fait l'objet d'une motion de censure et expédie depuis les affaires courantes.

En fin de semaine dernière, la direction du Parti social-démocrate (CSSD) a décidé à l'unanimité d'interrompre les discussions entamées en février avec le parti de Babis, l'Action des citoyens mécontents (Ano), sur la formation d'un gouvernement.

La majeure partie des formations politiques refusent de coopérer avec Babis, accusé de fraude aux subventions européennes dans une affaire qui remonte à une dizaine d'années.

Plusieurs milliers de manifestants se sont réunis lundi sur la place Wenceslas à Prague, selon les estimations de l'agence de presse CTK. Plus de 2.000 personnes ont aussi manifesté à Brno, deuxième ville du pays, et des rassemblements ont aussi été organisés dans d'autres villes. Reuters 09.04

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Allemagne

- Allemagne: série de grèves dans la fonction publique - AFP 9 avril 2018

Plusieurs syndicats allemands de la fonction publique ont appelé lundi à des "grèves d'avertissement" qui devraient toucher dès mardi quatre grands aéroports et plusieurs villes et régions allemandes, pour peser sur les négociations en cours sur les salaires.

Les débrayages prévus aux aéroports de Francfort - plus grande plateforme du pays -, Munich, Cologne et Brême, contraignent le géant allemand de l'aviation Lufthansa à annuler "plus de 800 vols", soit un avion sur deux, affectant "environ 90.000 passagers".

Des grèves sont aussi prévues pour les transports en commun, les crèches, le ramassage des ordures et les hôpitaux de plusieurs villes et régions, dont Berlin, la Bavière et la Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

"Entre les 10 et 13 avril, il faut s'attendre à des grèves massives dans toutes les régions", a annoncé le principal syndicat de la fonction publique Verdi, qui compte "augmenter la pression" avant la dernière des trois séries de négociations salariales du secteur, prévue les 15 et 16 avril.

Les principaux syndicats du secteur public (Verdi, GEW et DBB) exigent une hausse de 6% des salaires et veulent que cette augmentation se traduise par au moins 200 euros de plus par mois pour les 2,3 millions de contractuels de la fonction publique employés par l'Etat fédéral et les communes.

Ils surfent sur la récente victoire d'IG Metall, le puissant syndicat allemand de la métallurgie, vaste branche comprenant notamment l'automobile, qui a arraché début février un accord inédit sur le droit à la semaine de 28 heures -pour une durée limitée- et une hausse des salaires de 4,3%, après avoir exigé initialement 6%.

"L'économie est en expansion et les recettes fiscales de l'Etat et des communes n'ont jamais été aussi élevées", justifie Frank Bsirske, responsable de Verdi, appelant à "partager la croissance".

Le ministère de l'Intérieur, qui négocie au nom de l'Etat, estime que la revendication de 6% est "clairement trop élevée et impossible à réaliser".

"Malgré les bonnes conditions économiques, l'Etat fédéral et les communes doivent encore réduire leur endettement", fait-il valoir.

"Malgré des rapprochements sur certaines questions, de grands différends persistent, notamment sur le montant minimum, mais nous espérons qu'il n'y aura pas de grèves massives", avait déclaré le secrétaire d'Etat Hans-Georg Engelke à la sortie de la deuxième série de négociations, le 13 mars.

Les "grèves d'avertissement" -débrayages coordonnés de quelques heures- accompagnent traditionnellement en Allemagne le début ou le milieu des négociations salariales menées de manière saisonnière à l'expiration de chaque accord de branche. En cas de blocage plus persistant, les syndicats ont ensuite recours à la grève dite "dure".

"L'ère de la modération salariale", l'une des clés de la compétitivité allemande depuis la Réunification au détriment de ses voisins européens, est bel et bien "révolue", constataient en novembre les "Sages", un forum d'économistes conseillant le gouvernement allemand.

Les salaires allemands ont déjà progressé "plus vite que la productivité horaire" depuis six ans, soulignaient-ils, mais le mouvement s'est accéléré ces deux dernières années, à mesure que la croissance et le chômage historiquement bas, descendu à 5,4% en janvier, rendaient aux syndicats leur pouvoir de négociation.

Et la fiche de paie des Allemands intéresse bien au-delà de leurs frontières, tant les partenaires internationaux de Berlin multiplient les appels à réduire l'énorme excédent courant du pays et à redistribuer du pouvoir d'achat.

L'évolution des salaires est par ailleurs scrutée par la Banque centrale européenne, qui peine toujours à voir l'inflation en zone euro rejoindre son objectif, malgré la solidité de la conjoncture censée stimuler les prix. AFP 9 avril 2018

Bangladesh

- Bangladesh: une centaine de blessés dans une grande manifestation étudiante - AFP 9 avril 2018

Des milliers d'étudiants manifestaient lundi à travers le Bangladesh contre des quotas dans l'administration, après des échauffourées dans la plus grande université du pays qui ont fait une centaine de blessés.

Des heurts entre police et étudiants, qui ont commencé dimanche soir et ont duré jusqu'au petit matin, ont transformé l'université de Dacca en champ de bataille. Les forces de l'ordre ont tiré des balles de caoutchouc et grenades lacrymogènes sur des manifestants contre la politique, "discriminatoire" selon eux, de quotas dans la fonction publique.

Cette contestation est l'une des plus importantes à laquelle se trouve confrontée la Première ministre Sheikh Hasina, au pouvoir depuis une décennie.

Les organisateurs des rassemblements à Dacca ont raconté qu'ils manifestaient pacifiquement lorsque la police est intervenue pour les disperser par la force. Les policiers ont notamment recouru à des bâtons et des canons à eau pour dégager la place centrale.

La colère étudiante résulte de la décision du gouvernement de réserver plus de la moitié des emplois de fonctionnaires aux familles de vétérans de la guerre d'indépendance de 1971 et aux minorités défavorisées. Ce qui ne laisse à la plupart des diplômés accès qu'à un nombre restreint de postes.

"Ces quotas sont discriminatoires. En raison du système de quotas, 56% des emplois sont mis de côté pour 5% de la population du pays. Et 95% des gens doivent se battre pour les 44%" restants, a déclaré Hasan Al Mamun, un meneur de la fronde.

Manifestations et rassemblements se sont multipliés lundi dans les universités du Bangladesh. Des milliers d'étudiants ont séché les cours.

"Nous ne quitterons pas la rue tant que nos demandes ne sont pas satisfaites. C'est une affaire de dignité. Nous n'avons pas peur des balles", a déclaré Abdullah Bhuiyan, un étudiant en anglais de 22 ans.

"Nous voulons une société basée sur le mérite. Nous voulons des opportunités égales pour tout le monde", a revendiqué pour sa part Saimon Rahman, un autre étudiant protestataire.

Selon les organisateurs, des dizaines de milliers de personnes participent à la contestation. La police a refusé de donner une estimation. AFP 9 avril 2018

Le 12 avril 2018

CAUSERIE

- [Causerie au format pdf \(23 pages\)](#)

[Apprendre pour comprendre, et comprendre pour agir.](#)

- Derrière la subjectivité des journalistes - Le Monde diplomatique mai 2000

Pourquoi le discours médiatique semble-t-il converger spontanément vers la légitimation de l'ordre établi et apporter ainsi une contribution indispensable à la pérennité du système social ? Nul complot là-dedans. L'aspect concerté semble en effet minoritaire. Le recrutement social des journalistes et leur capacité à s'imprégner de l'idéologie des classes dirigeantes créent entre eux une communauté d'inspiration. Il leur suffit souvent de travailler « comme ils sentent » pour travailler « comme ils doivent ». C'est-à-dire comme ils ne devraient pas.

Par Alain Accardo.

L'observateur du système médiatique devrait poser en principe que les journalistes ne sont pas, dans leur grande masse, machiavéliquement préoccupés de manipuler le public pour le plus grand profit des actionnaires des entreprises de presse. S'ils se comportent en « conditionneurs » de ceux à qui ils s'adressent, ce n'est pas tant qu'ils ont la volonté expresse de les conditionner que parce qu'ils sont eux-mêmes conditionnés, à un degré que la plupart ne soupçonnent pas. Chacun en faisant spontanément - ou en ne faisant pas - ce qu'il a envie de faire, s'accorde spontanément avec tous les autres. A la manière du poète Robert Desnos, on pourrait dire qu'ils obéissent à la logique du pélican : « Le pélican pond un oeuf tout blanc. D'où sort, inévitablement/ Un autre qui en fait autant. »

Les financiers et les marchands qui ont fait main basse sur l'essentiel des médias n'ont pas besoin de dicter aux journalistes ce qu'ils ont à dire ou à montrer. Ils n'ont pas besoin de violenter leur conscience ni de les transformer en propagandistes. Le sens de la dignité journalistique ne s'en accommoderait pas. Il vaut bien mieux laisser le personnel journalistique faire librement son travail (sauf circonstances et cas particuliers), ou plus exactement il faut lui laisser le sentiment que son travail n'obéit pas à d'autres exigences, à d'autres contraintes que celles qu'imposent les règles spécifiques du jeu journalistique acceptées par tous. Il faut s'en remettre à la « conscience professionnelle ».

Pour cela il faut et il suffit de confier les rênes du pouvoir journalistique dans les rédactions à des personnes qualifiées de « grands professionnels », ce qui veut dire en particulier qu'elles n'ont cessé de donner des gages de leur adhésion à une vision du monde dont elles partagent les croyances fondamentales avec leurs employeurs. Une fois les postes supérieurs d'encadrement occupés par des professionnels idéologiquement fiables, il n'y a plus qu'à laisser jouer le mécanisme de la cooptation, qui assure, là comme ailleurs, un recrutement évitant, dans la plupart des cas, de faire entrer des renards au poulailler et des hérétiques à la messe. Ce mécanisme commence à jouer dès l'entrée dans les écoles de journalisme et il se poursuit continûment dans les rédactions. Ainsi les médias sont-ils solidement tenus en main par un réseau à qui il suffit de travailler « comme il sent » pour travailler « comme il doit », c'est-à-dire pour défendre les normes et les valeurs du modèle dominant, celui sur lequel s'est réalisé le consensus entre une droite en panne d'idées et une gauche en rupture d'idéal.

Mais l'efficacité d'un tel système repose fondamentalement sur la sincérité et la spontanéité de ceux qui s'y investissent, même si cet investissement implique un certain niveau d'automystification. On est en droit de faire à l'information journalistique beaucoup de critiques et de reproches bien fondés, y compris celui d'enfermer les esprits dans la pensée unique. Mais il y a un reproche qu'on ne peut pas faire aux journalistes, sauf cas particulier, bien sûr : celui de ne pas être de bonne foi dans leur travail. Ayant bien intériorisé la logique du système, ils adhèrent librement à ce que celle-ci leur commande de croire. Ils agissent de concert sans avoir besoin de se concerter. Leur communauté d'inspiration rend inutile la conspiration. (En un mot, ils sont corrompus par l'idéologie de la classe dominante. et leur "communauté d'inspiration" ou leurs intérêts coïncide avec ceux du régime qu'ils servent servilement. - LVOG)

Pour résumer leur croyance fondamentale, on pourrait dire qu'ils croient sincèrement au bilan finalement positif d'un capitalisme à visage humain, et ils croient que cette croyance n'a rien d'idéologique ni de dépassé. (Non, depuis les deux guerres mondiales fomentées par l'oligarchie et toutes celles qui ont suivi depuis aux quatre coins du monde, quelle que soit sa condition ou son statut social, personne ne peut attribuer au capitalisme un "visage humain", qui plus est depuis que nous savons que les barbares d'Al-Qaïda et de Daesh ou encore les Talibans sont ses créatures. De la même manière il avait engendré le stalinisme. - LVOG)

Bien entendu, comme chez tous les acteurs de tous les champs sociaux, leur vision des choses se caractérise par un mélange à doses variables, selon la position occupée dans le champ, de lucidité et de cécité, de vu et de non-vu ou de bévue. (De mauvaise foi, d'hypocrisie, disons les choses telles qu'elles sont en réalité, s'il vous plaît. LVOG)

Ils voient bien, par exemple, les innombrables manifestations d'inhumanité de l'ordre capitaliste partout où il a libre cours ; mais ils se refusent à y voir un trait consubstantiel, inhérent à l'essence même du capitalisme, pour en faire un simple accident. Ils parlent de « dysfonctionnements », de « dérives », de « bavures », de « brebis galeuses », condamnables certes, mais qui ne compromettent pas le principe même du système qu'ils sont spontanément enclins à défendre. (Même les auteurs d'actes particulièrement cruels ont leur bonne conscience, mais il n'y a pas lieu de les flatter ou de les ménager pour autant, désolé. - LVOG)

Une forme d'imposture

Ainsi, ils réprouvent sincèrement les « excès » entraînés, en matière de recherche et de traitement de l'information-marchandise, par la concurrence, l'obligation de rentabilité, l'Audimat, bref par la logique du marché. Mais que cette même logique entraîne un développement massif de l'emploi précaire dans les rédactions, avec un contingent croissant d'année en année de jeunes journalistes sous-payé(e)s et jetables, exploité(e)s de façon assez indigne par leurs employeurs, ce qui est compréhensible, mais aussi par nombre de leurs chefs et collègues, ce qui l'est moins, voilà un « dysfonctionnement » qui n'a provoqué jusqu'ici aucune mobilisation de la profession comparable à la défense des 30 % d'abattement fiscal, et il est significatif qu'au cours de la grande grève qui a affecté, en 1999, les chaînes du service public, grandes consommatrices de travail précaire, pas un mot n'ait été prononcé en public à ce sujet.

Le champ journalistique, comme beaucoup d'autres, ne peut fonctionner qu'au prix de ce qu'il faut bien appeler une forme objective d'imposture, en ce sens qu'il ne peut faire ce qu'il fait, à savoir contribuer au maintien de l'ordre symbolique, qu'en faisant comme s'il ne le faisait pas, comme s'il n'avait d'autre principe que l'utilité publique et le bien commun, la vérité et la justice. S'agit-il d'hypocrisie ou de tartuferie ? Non. Aucun système quel qu'il soit ne peut fonctionner sur le mode de l'imposture intentionnelle et permanente. Il faut que les gens croient à ce qu'ils font et qu'ils adhèrent personnellement à une idéologie socialement approuvée. (Alors comment font-ils lorsque les faits contredisent leur croyance et qu'ils en prennent forcément conscience ? Ils s'en accommodent parce que cela les arrange ou coïncide avec leurs intérêts individuels qu'ils privilégient. - LVOG)

En l'occurrence, celle-ci ne peut pas consister à crier cyniquement « Vive le règne de l'argent-roi, à bas l'humanisme archaïque, enrichissons-nous et malheur aux pauvres ! », mais elle consiste à considérer en toute bonne foi, ne serait-ce qu'implicitement, que le bonheur du genre humain exige qu'on reste au sein de l'Eglise libérale, hors de laquelle il n'est point de salut possible. (On a l'impression que c'est également le cas de l'auteur de cet article, ne serait-ce pas là un moyen détourné de le justifier ? - LVOG)

Pour que la logique économique devienne hégémonique, il faut qu'elle se transmute dans la tête et le cœur des gens en une idéologie philosophique, éthique, politique, juridique, esthétique, etc., relativement autonome, faute de quoi ils percevraient le poids de l'économie sur leur destin comme une intolérable contrainte extérieure, dépourvue de toute légitimité, un épouvantable « matérialisme ». En fait, le propre d'un système, c'est de ne pas rester extérieur aux agents mais d'entrer en eux pour les façonner de l'intérieur, sous forme d'un ensemble structuré d'inclinations personnelles. Et, finalement, sa vitalité repose beaucoup plus sur les dispositions de ses membres en matière de mœurs, de rapport au savoir, au pouvoir, au travail, au temps, et sur leurs goûts et dégoûts, en matière de pratiques culturelles, domestiques, éducatives, sportives, etc., que sur leurs options et opinions expressément politiques. Des esprits bien conditionnés sont d'abord et surtout des variantes incorporées de l'« esprit du temps ». Et celui-ci se flatte de transcender clivages politiques et consultations électorales. (Ce qui est décrit ici, c'est l'opportunisme à l'état pur d'un esprit idéaliste et superficiel, qui réduit chaque représentation idéologique à une abstraction... - LVOG)

Ainsi, fort heureusement pour les maîtres de l'Argent, ils peuvent peupler les médias qu'ils ont achetés de gens intelligents, habiles et sincères, personnellement conditionnés à transfigurer les lois d'airain du capitalisme en conditions permissives et en postulats indiscutables de ce qu'ils appellent la « modernité » ou, si l'on préfère, la « démocratie de marché ».

Les conclusions qui valent pour les médias valent pour des pans entiers de la structure sociale. Le microcosme journalistique est à cet égard un espace privilégié pour l'observation in vivo de ce qui se passe dans les champs de production et de diffusion des biens symboliques - dont la population professionnelle appartient très majoritairement aux classes moyennes (professions intellectuelles de l'enseignement, de l'information, du travail social, métiers de conseil et d'encadrement, de présentation et représentation, etc.). C'est principalement la nouvelle petite-bourgeoisie qui a injecté dans ce système, en s'y investissant à fond, la dose d'humanité, d'intelligence, d'imagination, de tolérance, de psychologie, bref le supplément d'âme dont il avait besoin pour passer de l'exploitation barbare du travail salarié, qui sévissait encore avant la seconde guerre mondiale, à des formes apparemment plus civilisées compatibles avec la montée des aspirations démocratiques. (Effectivement pour justifier à ses yeux sa soumission au régime et se donner bonne conscience, le petit bourgeois ne manque pas d'imagination. - LVOG)

La modernisation du capitalisme a consisté à développer des méthodes de « gestion des ressources humaines » et de communication visant à euphémiser les exactions patronales et à impliquer davantage psychologiquement les salariés dans leur propre exploitation. Bien sûr, cette collaboration comporte des gratifications, matérielles et morales, dont la première est d'assurer la subsistance des intéressés, et la seconde de leur donner le sentiment d'une certaine importance et utilité pour leurs semblables. Et ce n'est pas rien. Il se trouve cependant que, par une de ces ruses objectives dont l'histoire abonde, leur travail profite encore bien davantage au système et aux féodalités qui le dominent, et que croyant servir Dieu ils servent aussi, et parfois surtout, Mammon. Mais ils le font sub specie boni, en toute bonne conscience, parce qu'à peu près tout ce qui pourrait leur donner mauvaise conscience est automatiquement autocensuré ou transfiguré. Ils ont en eux, comme aurait dit Pascal, « une volonté de croire plus forte que leurs raisons de douter ». (Finalement, tout sonne faux chez eux et on n'a pas vraiment envie de leur ressembler. L'autosuggestion les aide assurément, mais elle est illusoire, dérisoire, car elle ne leur sera d'aucun secours lorsqu'ils se retrouveront directement confrontés à la dure réalité qu'ils se sont employés à fuir ou maquiller, la volonté de croire ou la raison de douter ne leur seront d'aucune utilité, il ne leur restera plus que la logique pour essayer de comprendre ce qui leur arrive. - LVOG)

Probablement parce que les journalistes maîtrisent professionnellement les technologies du faire-voir et du faire-savoir, l'observation de leur milieu permet de voir, mieux que chez d'autres catégories des classes moyennes, que l'imposture objective de ces dernières, qui consiste à n'être et à ne faire jamais tout à fait ce qu'elles-mêmes croient qu'elles sont et qu'elles font, se traduit par une mise en scène constante de soi, destinée à se donner à soi-même en la donnant aux autres, la représentation la plus valorisante de son importance.

S'il est vrai qu'aucun jeu social ne pourrait se dérouler si ses acteurs n'acceptaient pas, peu ou prou, de « se raconter des histoires », d'en faire accroire à soi-même et aux autres, il faut admettre que les classes moyennes sont particulièrement enclines à « se faire du théâtre » ou « du cinéma ». Cette propension plutôt narcissique à la « dramaturgisation » de son existence est liée à l'appartenance à un espace social intermédiaire, entre les deux pôles, dominant et dominé, de la puissance sociale. (Position inconfortable et instable par excellence, qui partant de là les rend inconsistantes et indignes de confiance. - LVOG) Tous les traits caractéristiques de la petite-bourgeoisie tiennent fondamentalement à cette position en porte-à-faux entre le trop-peu et le trop-plein, entre l'être et le non-être, dans un monde où la valeur socialement reconnue est devenue directement proportionnelle au degré d'accumulation du capital en général, et de l'économique en particulier. « Les plus démunis », comme on dit pudiquement, ont beaucoup trop peu pour pouvoir même se préoccuper de valoriser ce qu'ils ont et sont. Les plus privilégiés ont beaucoup trop pour avoir besoin de se rassurer en se donnant en spectacle.

Ressentiment et souffrance

Mais le résultat de cette quête perpétuelle de réassurance est rarement tout à fait satisfaisant. Les petits-bourgeois, à cause de leur position moyenne, sont généralement plus sensibles à l'écart avec les positions supérieures, qu'aux avantages intrinsèques de la position occupée. Comme le notait Stendhal, « la grande affaire est de monter dans la classe supérieure à la sienne, et tout l'effort de cette classe est de [vous] empêcher de monter ». (Ils sont pétris d'ambition, ce qui les rend insupportables. Habituellement ils envient les bourgeois et méprisent les ouvriers. - LVOG)

Il y a là une source de frustration intense et de ressentiment, une sorte de foyer de pathologie de la reconnaissance sociale, qui est à l'origine d'innombrables cas de cette souffrance existentielle qu'on pourrait réunir sous l'appellation de syndrome d'Emma Bovary et de Julien Sorel. Souffrance d'autant plus difficile à réduire qu'elle est structurellement programmée et par là réfractaire à toute thérapie médicale. Une enquête sur le journalisme de base fournit d'éloquentes illustrations de ce rapport ambigu à leur position, à la fois enchanté et exaspéré, amoureux et dépité, suffisant et douloureux, des dominants-dominés de l'entre-deux social. (Celui qui décide de devenir journaliste sait ce qui l'attend. - LVOG)

On est en droit de penser que la seule façon de tenter d'y remédier consisterait rompre avec la logique du système. Entreprise difficile, car elle ne peut aller sans remettre en question tout ce qu'on a personnellement intériorisé au plus profond, tous les liens inviscérés, toutes les adhérences charnelles par lesquels les individus « font corps » avec un système qui les a engendrés et conditionnés à faire ce qu'il attend d'eux, par exemple à s'affronter les uns les autres dans une compétition implacable pour des enjeux factices et dérisoires, dont la poursuite et la conquête ne prouvent rien, sauf précisément qu'on est très bien conditionné. (Ils sont amenés à se prostituer consciemment, ce qui ne doit pas être facile à assumer tous les jours. - LVOG)

Jusqu'ici les membres des classes moyennes, parce qu'ils y sont conditionnés, y compris par toute leur socialisation, ont dans leur grande majorité entrepris avec persévérance de cultiver leur rêve d'ascension sociale et leurs espérances de réussite personnelle à l'intérieur d'un univers dont, au demeurant, ils sont nombreux à dénoncer les iniquités. Mais ces opinions critiques, parce qu'elles restent cantonnées dans le seul registre politique (voire politicien), et le vote « à gauche » qui peut s'y associer, loin de mettre la logique dominante en péril, ont pour effet d'optimiser le fonctionnement d'un système qui, non seulement peut se reproduire pour l'essentiel, mais encore peut se glorifier d'entretenir, par médias interposés, un logorrhéique débat public qui ne porte presque jamais sur l'essentiel. (Le régime les soignent, les bichonnent, et en échange elles le servent docilement, elles ne sont pas portées spontanément à l'affronter, en cela elles sont indifférentes au triste sort de la classe ouvrière. - LVOG) Le Monde diplomatique mai 2000

Voilà le genre d'article que je trouve instructif, car il montre bien que les classes moyennes ou la petite bourgeoisie n'est pas

une classe indépendante, qu'elle est minoritaire dans la société et que pour ces deux raisons au moins, elle ne peut pas revendiquer la direction de la société, seule la classe des capitalistes en a les moyens du fait qu'elle dispose des moyens de productions, ainsi que la classe ouvrière parce que c'est elle qui constitue la majorité de la population et qui produit les richesses.

Domage qu'aucun parti dit ouvrier ne soit capable de rédiger de tels articles, c'est lamentable en vérité...

Ceci explique-t-il cela ?

[Ils ont déserté le terrain du combat politique.](#)

Pourquoi la réaction n'a-t-elle même plus besoin de se donner la peine de camoufler sa véritable nature ? Parce qu'en face il n'existe plus aucune opposition indépendante organisée pour dénoncer et s'opposer à ses opérations militaires. La preuve, vous n'en trouverez aucune trace sur Internet dans les portails des partis ouvriers.

Tout ce qui est destiné quotidiennement à bouffer le cerveau des travailleurs, à les conditionner pour en faire des agents dociles de leur propre malheur ou les transformer en chair à canon ne les intéresse pas.

L'affaire Skripal destinée à préparer psychologiquement les travailleurs à une guerre contre la Russie, ou tout du moins destinée à leur désigner l'ennemi responsable de la situation, connaît pas.

La provocation et la propagande guerrière hystérique des Etats-Unis et de ses vassaux dont la France contre la Syrie, jamais entendu parlé. Etc. etc.

Ils savent parfaitement que la guerre est la continuité de la même politique en recourant à d'autres moyens, mais ils s'en foutent. Ah le bout de gras, cela les motive ! A ce rythme-là, demain vous en serez réduits à bouffer vos godasses !

Retrait du plan Macron-Spinetta et stop à la guerre contre la Syrie : Macron dehors !

[Dossier sur la Syrie.](#)

Etes-vous favorable à des frappes françaises en Syrie ? 22.220 réponses (Yahoo actualités)

- 78% répondent NON !
- 18% répondent oui
- 4% sans opinion

Un internaute rapporte :

- Un sondage du Figaro... Bon, ça vaut ce que vaut un sondage :

Êtes-vous favorable à une frappe française en Syrie après les soupçons d'attaque chimique ?

A cet instant, pour 85787 votants, 69 % ont répondu Non, 31 % répondent Oui !

<http://www.lefigaro.fr/international/2018/04/09/01003-20180409QCMWWW00108-tes-vous-favorable-a-une-frappe-francaise-en-syrie-apres-les-soupcons-d-attaque-chimique.php>

Quand le NPA est passé de l'autre côté de la barricade.

Pas un article sur le risque d'un bombardement sur la Syrie. Et pour cause.

- "*Les crimes du régime Assad se poursuivent dans le silence et avec la complicité des puissances internationales et régionales qui, elles, se partagent les zones d'influence du pays...*" (Syrie : Un cauchemar sans fin - 10.04)

Un peu de patience messieurs les réactionnaires, les "puissances internationales et régionales" vous ont entendu et elles sont bien décidées à bombarder le peuple syrien et à achever la destruction de ce pays entamées par leurs amis les "rebelles modérés" qui sont aussi les vôtres...

Je vous passe l'article il est digne d'un chroniqueur du Monde ou BFMTV.

POID, GMI, LO, etc : Pas un article (Blog ou Facebook) non plus sur le risque d'un bombardement de la Syrie.

LFI s'en remet... à Macron !

Un internaute - Tweet de Mélenchon à destination de Macron.

"Le tweet de Trump montre que l'intervention de l'#Otan en #Syrie est une gigantesque provocation à la guerre généralisée. Monsieur #Macron, ne vous laissez pas entraîner !" <https://twitter.com/jlmelenchon>

Pourquoi n'appelle-t-il pas à une manifestation contre cette guerre annoncée au peuple syrien ? Il préfère laisser Macron décider pour nous, n'est-il pas le président légitimement élu selon lui...

En complément sur LFI. Ceci explique cela.

Comment LFI s'emploie à légitimer un président et un gouvernement ultra minoritaire et illégitime.

- Furieux d'une question au gouvernement coupée, les députés Insoumis quittent l'hémicycle - AFP 11 avril 2018

LVOG - Bouffonnerie pitoyable !

A la reprise des débats (...) Jean-Luc Mélenchon est revenu sur l'incident (...) assurant que "naturellement" les LFI reprenaient les discussions. AFP 11 avril 2018

Et de quoi LFI discutait-il avec le gouvernement ? De l'application du plan Macron-Spinetta...

LVOG - Commentaire envoyé (et publié) au blog Les-Crises.fr (Article : Quelques citations contre la Guerre...)

- Ceux qui se camouflent derrière ce qu'ils appellent le droit international savent pertinemment qu'il repose sur un rapport de force entre dominant à dominé, entre Etats, mais aussi entre classes, et ils s'en accommodent.

Ils soutiennent ou tolèrent que ces rapports soient établis au profit des puissants contre les faibles, de la classe dominante contre la classe dominée, ils partagent donc la responsabilité de toutes les conséquences qui en découlent, y compris les guerres.

Ils ont consciemment choisi leur camp, ils doivent l'assumer jusqu'au bout ou changer de camp en optant pour la rupture avec le capitalisme et l'ensemble de ses institutions, ce dont la plupart seront incapables. Ils sont comme les pacifistes en temps de paix, les pires va-t-en-guerre dès que la guerre est déclenchée.

Je suis resté mesuré pour ne pas être censuré, l'essentiel y est c'est le principal.

Ils laissent le terrain libre au FN, aux militaires, aux diplomates...

Parole de diplomate

- Vladimir Chizhov : "il n'y a pas eu d'attaque chimique à Douma" - euronews 10 avril 2018

Voici le texte de l'interview réalisée par notre journaliste Andrei Beketov avec Vladimir Chizhov, dans notre studio de Bruxelles.

Andrei Beketov : Monsieur l'ambassadeur, merci de vous joindre à nous dans notre studio bruxellois. Le monde entier, peut-être à l'exception de la Russie, est choqué par les images venant de Douma, en Syrie, d'une attaque chimique présumée ayant entraîné la mort de plusieurs personnes. Alors quelle est votre impression - celle d'un officiel russe - après avoir vu ces vidéos ?

Vladimir Chizhov : La Russie, permettez-moi de vous corriger, est également choquée - mais par cette nouvelle provocation avec cette soi-disant attaque chimique à Douma, dans la Ghouta orientale, près de Damas. Des spécialistes militaires russes ont visité cette région, ont marché dans ces rues, sont entrés dans ces maisons, ont parlé à des médecins locaux et ont visité le seul hôpital opérationnel de Douma, y compris son sous-sol où soi-disant s'entassent des dizaines de cadavres. Il n'y avait pas un seul corps et même pas une seule personne qui soit venue se faire soigner après l'attaque.

Andrei Beketov : Mais nous les avons vus sur la vidéo !

Vladimir Chizhov : Il n'y a pas eu d'attaque chimique à Douma, c'est aussi simple que ça.

Andrei Beketov : Qu'il y a-t-il alors sur ces images ?

Vladimir Chizhov : Nous y voyons une nouvelle mise en scène. Il existe du personnel spécialement formé - et vous pouvez deviner par qui - parmi les soi-disant Casques Blancs (White Helmets) qui ont déjà été pris en flagrant délit de vidéos mises en scène.

Andrei Beketov : Et pourtant, nous nous dirigeons vers une puissante attaque américaine contre des cibles syriennes en réponse à ces atrocités...

Vladimir Chizhov : ...En réponse à quelque chose qui ne s'est pas produit !

Andrei Beketov :

La Russie se prépare-t-elle à l'éventualité d'une telle frappe qui pourrait entraîner la mort de Russes?

Vladimir Chizhov : La Russie a mis en garde les représentants des Etats-Unis, aussi bien publiquement que par les voies appropriées, sur les conséquences graves que pourraient avoir de telles frappes si celles-ci blessaient volontiers ou non des citoyens russes.

Andrei Beketov : Merci M. l'ambassadeur. euronews 10 avril 2018

Parole à l'extrême droite, histoire de faire croire qu'on serait en démocratie.

- La France ne doit "surtout pas" intervenir en Syrie estime Bay du FN - AFP 12 avril 2018

L'eurodéputé FN, membre du bureau exécutif du Front national, a estimé mercredi que la France ne devait "surtout pas" intervenir en Syrie car "rien n'était prouvé" de l'attaque chimique attribuée au régime de Damas, qui n'est qu'"un prétexte" pour faire la guerre, selon lui.

"Rien n'est prouvé" en ce qui concerne l'attaque chimique attribuée au régime syrien, a ajouté M. Bay, qui ne "voit pas du tout l'intérêt qu'aurait eu (le président syrien) Bachar al Assad à commettre une attaque chimique maintenant, alors que l'éradication de Daech est quasiment achevée et qu'il vient de terminer l'éradication des rebelles islamistes de la Ghouta orientale", pilonnée depuis le 18 février par l'armée syrienne, où 1.600 personnes sont mortes.

L'attaque chimique "ressemble clairement à un prétexte". "On a l'impression que (Emmanuel) Macron et Édouard Philippe veulent en fait avoir leur petite guerre", a ajouté le responsable du FN, un parti proche de la Russie, elle-même alliée de la Syrie.

L'ancien allié du FN au second tour de la présidentielle, Nicolas Dupont-Aignan, a réclamé "un vrai débat" à l'Assemblée nationale sur la Syrie, afin "d'éviter une guerre sans issue".

Dans un communiqué, le président de Debout la France demande au président Emmanuel Macron de "tenir la France à distance d'une intervention militaire sur la seule base d'allégations sans preuve".

"Une décision aussi grave ne peut (...) pas se prendre sous le coup de l'émotion et des pressions étrangères", fait valoir le député de l'Essonne.

La parole aux militaires qui oeuvrent pour le bien commun comme chacun sait !

- Pourquoi la France ne doit pas s'associer aux frappes en Syrie, par Caroline Galactéros - lefigaro.fr 10.04

FIGAROVOX/TRIBUNE – Alors que la France s'apprête vraisemblablement à frapper la Syrie, en représailles aux attaques chimiques supposées, Caroline Galactéros plaide pour un sursaut d'indépendance nationale. Selon elle, la France ne doit pas s'aventurer dans une nouvelle coalition.

Docteur en sciences politique et colonel au sein de la réserve opérationnelle des Armées, Caroline Galactéros dirige le cabinet d'intelligence stratégique Planeting. Auteure du blog Bouger Les Lignes, elle a notamment publié Guerre, Technologie et société (éd. Nuvis, 2014).

La messe semble dite et une atmosphère de veillée d'armes plane sur Paris, tandis que le jeune prince d'Arabie Saoudite quitte

la capitale et que notre président est en étroite dialogue avec son homologue américain. La France pourrait, en coordination avec Washington, frapper de manière imminente les forces du régime syrien en représailles d'une nouvelle attaque chimique imputée de manière «très probable» mais en amont de toute enquête, aux forces de l'abominable tyran Assad soutenu par les non moins affreux régimes russe et iranien.

Il faudrait agir vite, se montrer ferme, intraitable, juste! Il s'agirait là d'un «devoir moral»! On a bien entendu et lu. Le discours moralisateur sur la sauvegarde des civils innocents, pourtant inaudible après sept ans de guerre et de déstabilisation de la Syrie, est toujours le même. C'est là le comble du cynisme en relations internationales, que nous pratiquons pourtant sans états d'âme depuis des décennies. Pendant ce temps, la guerre silencieuse du Yémen continue. Ces civils-là n'existent pas, ne comptent pas.

Mais certaines images de guerre et de civils otages d'une sauvagerie généralisée irritent plus que d'autres nos consciences lasses d'Européens déshabitués de la violence et gonflés d'une prétention à connaître, dire et faire le Bien. Soit.

Mais agir contre qui? Qui faut-il punir? Le régime de «l'animal Assad», comme l'a appelé Trump? L'Iran? La Russie? Vraiment? Et si ce trio noir que l'on désigne exclusivement depuis des mois à la vindicte populaire internationale n'était qu'un leurre, proposé à notre indignation sélective pour ne pas réfléchir à nos propres incohérences?

Personne ne se demande pourquoi cette nouvelle attaque chimique arrive maintenant, au moment même où la Ghouta orientale repasse sous contrôle gouvernemental syrien et parachève sa reconquête territoriale, face à des groupuscules rebelles rivaux globalement en déroute et plus que jamais prêts à se vendre au plus offrant pour survivre et espérer compter? Personne ne s'autorise à douter un instant, quand le ministre russe des affaires étrangères rapporte que les observateurs du Croissant rouge syrien envoyés sur place n'ont rien vu ressemblant à une attaque? Sergueï Lavrov ment-il carrément au Conseil de Sécurité des Nations unies ou bien faut-il penser que Moscou ne contrôle pas tout ce qui se fait au plan militaire sur le théâtre? Ou que des éléments de l'armée syrienne elle-même agiraient en électrons libres ou auraient été «retournés»? À qui profite le crime? C'est cette vieille question, mais toujours pertinente, qui paraît désormais indécente.

Quel serait pourtant l'intérêt de la Russie de laisser perpétrer une telle attaque, alors que, ne nous en déplaise, bien davantage que notre «Coalition internationale», elle cherche la paix, l'organise pragmatiquement, et est la seule depuis sept ans à engranger quelques résultats qui évidemment contreviennent à nos intérêts et à ceux de nos alliés régionaux?

On semble aussi avoir totalement oublié une donnée fondamentale du conflit: les malheureux civils de la Ghouta, comme ceux des ultimes portions du territoire syrien encore aux mains des «rebelles» djihadistes ou de Daech, sont des boucliers humains, peut-être même, en l'espèce, sacrifiés par ces mêmes apprentis démocrates suppôts d'al-Qaïda et consorts pour entraîner l'Occident dans une guerre ouverte avec Moscou et Téhéran.

Car si l'on quitte le microscope pour la longue-vue, il est permis de décrire à partir de cette dernière séquence syrienne un contexte stratégique global infiniment préoccupant pour l'Europe, et singulièrement pour la France, qui risque de prendre les avant-postes d'une guerre qui n'est pas la sienne, dont elle fera les frais et qui neutralisera durablement l'ambition présidentielle affirmée de prendre le leadership politique et moral de l'Union européenne. Nos amis allemands ou italiens sont d'ailleurs moins cynico-idéalistes, mais plus prosaïques que nous. Ils avancent prudemment, vont et viennent entre Beyrouth et Damas pour pousser leurs pions en cette phase douloureuse et recueilleront les fruits de notre marginalisation radicale quand la reconstruction syrienne arrivera.

La ficelle est si grosse et la pelote si bien déroulée depuis des mois qu'on ne la voit plus en effet. On punit la Russie.

On la punit d'être la Russie, déjà, et d'avoir réussi son retour sur la scène mondiale. On la punit de vouloir la paix en Syrie et de chercher à la mettre en musique politiquement à Astana ou à Sochi. On la punit d'avoir sauvé Damas et son régime diabolisé du dépècement qu'on leur promettait et qui s'est fracassé sur la résilience populaire et gouvernementale syrienne et a déjoué partiellement au moins la professionnalisation des affrontements politiques et sociaux que l'Occident encourage, sans en comprendre le danger insigne pour ses propres sociétés, et notamment en Europe.

La guerre en Syrie a été gagnée militairement par l'armée gouvernementale. Militairement, mais pas politiquement. Cette victoire sur le terrain au prix d'une guerre brutale (comme toutes les guerres, même celles menées depuis les airs et qui n'ont de chirurgicales que le nom), nous est proprement insupportable car cela nous force à faire la paix, ce que nul ne veut mis à part... Moscou. Ah, Moscou! L'impudent Vladimir Poutine trop bien réélu qui nous nargue avec sa coupe du monde, où des millions de gens vont découvrir un visage de la Russie qui ne les terrifiera pas.

Et puis derrière Moscou, on vise évidemment Téhéran, dont l'allié israélien, en pleine idylle officielle avec le centre mondial du salafisme – l'Arabie saoudite – qui a toutefois opportunément décidé de faire peau neuve, ne peut tolérer l'émergence régionale, tant le niveau sociétal, culturel, technologique et commercial de ce pays lui fait de l'ombre bien au-delà de la seule crainte d'un (dés)équilibre stratégique modifié par sa nucléarisation ultime.

Bref, nous sommes en train de tomber dans un vaste piège qui se joue sur plusieurs fronts, et de nous ruer, en croyant ainsi exister, sur le premier os qu'on nous jette. De ce point de vue, l'affaire Skripal pourrait bien n'avoir été que le hors-d'œuvre de la séquence actuelle. Elle a posé le premier étage d'une repolarisation politique et sécuritaire de l'Europe autour de Londres, et surtout sous la bannière de l'OTAN. Car c'est là l'ultime manœuvre: remettre au garde-à-vous les Européens qui, depuis l'arrivée de Donald Trump et le Brexit, s'étaient pris à rêver d'une autonomie européenne en matière de politique et de défense... Péril suprême pour le leadership américain sur le Vieux Continent, heureusement contrebalancé par les rodomontades de quelques nouveaux européens qui refusent leur arasement identitaire et mettent à mal tout projet d'affranchissement sécuritaire collectif. Le Secrétaire américain à la défense, le général Mattis, a d'ailleurs été très clair: les Européens doivent en effet consacrer 2 % de leur PIB à la défense, mais pour acheter des armes américaines et demeurer dans l'orbite otanienne évidemment, l'Alliance constituant le cadre naturel et nécessaire de la défense de l'Europe. Fermez le ban!

Nous sommes donc en train d'être clairement repris en main par l'OTAN, mais on ne s'en rend pas compte car on nous vend la nécessité d'une solidarité sans failles, donc manichéenne, face à une «offensive russe» pour diviser l'Europe (comme si nous n'étions pas assez grands pour nous diviser nous-mêmes) et dominer le Levant. C'était probablement l'objet de l'affaire Skripal comme de la présente montée au front sur la Syrie. La volte-face aujourd'hui même d'Angela Merkel sur le projet Northstream-2 ne fait qu'amplifier cette polarisation. Moscou est poussé à se crispier donc à s'isoler par tous les moyens. Par les sanctions, par les vrais faux empoisonnements d'espions en plein Londres et jusqu'à cette décision allemande qui ne peut que durcir la position russe en Syrie et assurer la montée des tensions, le Kremlin n'ayant plus d'autre alternative que de jouer le tracé Qatari qui passe par la Syrie... Redoutable manœuvre anglo-américaine donc, à laquelle Paris et Berlin semblent ne voir que du feu.

Il faut donc s'y résoudre: l'Amérique d'Obama a vécu. Celle de Trump et de ceux - néoconservateurs de toutes obédiences - qui l'entourent très fermement désormais, a radicalement changé de posture. Certes le président américain annonce son souhait de quitter la Syrie, mais il avoue pouvoir changer d'avis si l'Arabie saoudite payait le coût de cette présence! On ne peut être plus clair et c'était aussi tout le sens de son premier voyage à Riyad au printemps dernier: réassurer l'allié du Quincy (dont le Pacte éponyme était rendu caduc par la nouvelle indépendance énergétique américaine) contre 400 milliards de dollars de contrats pour l'économie américaine. Et puis, tandis qu'il déclare au grand dam de ses généraux et pour tromper son monde qu'il veut partir, il se consolide une vaste zone d'influence américaine à l'est de l'Euphrate avec les FDS arabo-kurdes.

Washington, dans le vaste mouvement de repolarisation du monde, entend en tout état de cause demeurer le rôle principal d'arrimage d'un Occident qui doute face à une Chine qui structure à son rythme et via un affrontement de basse intensité mais tous azimuts, un véritable «contre-monde». L'Amérique, fébrile, joue son va-tout pour renverser la vapeur d'un ordre international qu'elle ne contrôle plus mais qu'elle veut encore dominer coûte que coûte. Elle veut l'affrontement pour réinstaller sa préséance face à Moscou, Téhéran et Pékin, cible ultime de l'intimidation. C'est là pourtant un combat profondément à contresens de l'évolution du monde. Affligés du syndrome postmoderne de la vue basse et celui de l'hybris technologique, nous oublions que la vie est longue.

Au-delà, cette affaire, comme d'innombrables autres, met en évidence une évolution dangereuse: la substitution à la réalité non d'une image déformée, mais carrément d'une autre réalité et le retour de la tentation de la guerre préventive préemptive, qui évite d'enquêter. La question est vraiment très grave pour l'essence même de la politique internationale. Préfère-t-on l'image au réel, les fake news à l'analyse, le sensationnalisme à la rigueur?

Alors que voulons-nous? Ce sera bientôt clair: si nous voulons sauver la Syrie, il nous faut surtout ne pas nous joindre à une coalition qui agira hors de tout mandat de l'ONU et qui portera le poids d'une guerre dont le peuple syrien est la dernière roue du carrosse et sera la victime immédiate. La grande question est donc: mais que vient faire Paris dans cette galère? On se trompe comme souvent d'ennemi, d'allié, de posture, de tout en somme. Et si l'on essayait l'audace, le courage et la singularité? Notre siège au Conseil de Sécurité, que guigne l'Allemagne de plus en plus ouvertement, en serait relégitimé. Nous posons-nous seulement la question de notre intérêt national (qui ne se réduit pas à des contrats d'armement) et des raisons pour lesquelles on nous sert ainsi l'injonction d'un alignement sur le thème du Bien contre le Mal et de la guerre préventive?

La France est désormais, en Syrie comme ailleurs, au pied du mur. Elle a l'occasion inespérée de faire valoir une approche prudente et rigoureuse, une voix pour la paix, une singularité. Nous avons déjà une influence au plus bas dans la région. Si nous voulons compter de nouveau, nous devons regarder la réalité dans les yeux et admettre que «nous avons eu tout faux» depuis 2011. Il n'est jamais trop tard et notre président peut encore choisir de compter véritablement au regard de l'Histoire et dans le cœur des peuples

Une guerre contre l'Iran et la Russie n'est pas la nôtre. Elle ne correspond nullement aux intérêts stratégiques français, ni à ceux de l'Europe. Nous avons déjà si naïvement collé aux Britanniques qui veulent quitter l'Union, sans preuve et par principe, dans l'affaire Skripal. Pourquoi cette fuite en avant?

Dans ce nouveau grand jeu, la France a encore l'opportunité inespérée de compter plus que son poids démographique ou même économique ne le lui permet, en affirmant une singularité et une cohérence. Plus que jamais le réalisme, aux antipodes du cynisme, doit être le bouclier et la lance de notre nouvelle posture internationale. Il nous rapproche non d'une justice abstraite mais de l'équité et de la clairvoyance. La France n'a pas le droit et aucun intérêt à être malhonnête dans son interprétation des

faits. Elle a tout à gagner à la lucidité et elle doit d'urgence montrer au monde comme aux peuples et pouvoirs du Moyen-Orient qu'on ne l'égarer ni ne la soumet si facilement. lefigaro.fr 10.04

Les derniers développements

- Dernières nouvelles à propos de la possible attaque occidentale de la Syrie Réseau Voltaire - 11 avril 2018

Événements survenus le 11 avril 2018

- L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a exigé d'avoir un accès immédiat aux victimes de l'attaque chimique supposée de la Ghouta. Selon les Casques blancs, plus de 500 civils en auraient été victimes.

- L'Agence européenne de la sécurité aérienne (EASA) a informé les compagnies exerçant en Europe de possibles tirs de missiles de croisière vers la Syrie dans les 72 heures. La plupart des compagnies modifient leurs plans de vols vers Israël, le Liban et Chypre.

- Le président Donald Trump a tweeté : « La Russie jure d'abattre n'importe quel missile tiré sur la Syrie. Que la Russie se tienne prête, car ils arrivent, beaux, nouveaux et intelligents ! Vous ne devriez pas vous associer à un Animal qui Tue avec du Gaz, qui tue son peuple et aime cela ».

- Un des quatre avions états-uniens du « jugement dernier » décolle. Ces avions sont conçus pour transporter le président d'une part et le gouvernement militaire alternatif d'autre part en cas de risque de guerre nucléaire.

- Alors que l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a annoncé envoyer sous peu des inspecteurs dans la Ghouta orientale, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a ironisé sur la possible destruction de toute preuve de cette manipulation occidentale qu'offre le tir de missiles sur la Syrie.

- Le Premier ministre turc, Binali Yildirim, a mis en cause l'attitude des États-Unis et de la Russie se menaçant mutuellement à propos d'une possible intervention en Syrie.

- L'Armée arabe syrienne évacue les principaux aéroports et les bases aériennes militaires du pays.

- L'armée russe annonce que la situation est stabilisée dans la Douma. Les derniers jihadistes sont en train de se déplacer vers Idleb conformément aux accords conclus. Une unité de police militaire russe sera déployée dans la zone dès demain afin d'assurer la sécurité des civils.

- À l'issue de la conférence de presse de l'armée russe, le général Viktor Poznikhir a accusé les Casques blancs d'avoir mis en scène la fausse attaque chimique de la Ghouta.

- Dans un discours retransmis à la télévision, le président Vladimir Poutine a déclaré : « La situation dans le monde devient de plus en plus chaotique. Néanmoins, nous espérons que le bon sens finira par l'emporter et que les relations internationales prendront une direction constructive, que le système mondial deviendra plus stable et prévisible ».

- Le Premier ministre britannique, Theresa May, assure que « tout indique la responsabilité du régime syrien » dans l'attaque chimique présumée de la Ghouta. (A Londres: " Theresa May a déclaré hier au Président Donald Trump que le Royaume-Uni avait besoin de plus de preuves de l'attaque chimique présumée qui aurait été effectuée par le régime de Bachar el-Assad avant de rejoindre une action militaire contre la Syrie", selon The Times. - LVOG)

- Le secrétaire US à la Défense, le général James Mattis, assure que le Pentagone est prêt. Cependant, il est encore en train d'évaluer l'attaque chimique supposée de la Ghouta. (Note 1 - LVOG)

- En visite à Damas, le conseiller du Guide de la Révolution iranien et ancien ministre des Affaires étrangères, Ali Akbar Velayati, a annoncé que l'Iran se tient aux côtés de la Syrie face à toute agression étrangère.

- L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) se réunira lundi pour délibérer sur l'attaque chimique présumée de la Ghouta.

- Le président Vladimir Poutine a téléphoné au Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, pour lui demander de s'abstenir de toute initiative qui pourrait nuire à la stabilité de la région.

Note 1 de LVOG

- U.S. Still Assessing Intelligence on Syria Chemical Attack: Mattis - New York Times 11.04 By Reuters April 11, 2018, 11:55 A.M.

The United States is still assessing intelligence about last weekend's suspected chemical weapons attack in Syria, U.S. Defense Secretary Jim Mattis said on Wednesday, striking a cautious tone hours after President Donald Trump threatened missile strikes. (Les Etats-Unis sont encore en train d'évaluer les informations relatives à une supposée attaque aux armes chimiques qui aurait eu lieu en Syrie a déclaré mercredi le ministre américain de la Défense, Jim Mattis, semblant adopter un discours prudent après que le président Donald Trump a menacé de frapper la Syrie avec des missiles. - LVOG)

Asked if he had seen enough evidence to blame Syrian President Bashar al-Assad's forces for the attack, Mattis said: "We're still assessing the intelligence -- ourselves and our allies. We're still working on this." He did not elaborate. (Interrogé sur ce qu'il déciderait s'il avait suffisamment de preuves pour accuser l'armée du président syrien Bashar al-Assad d'être l'auteur de cette attaque, Mattis a répondu : "Nous tiendront compte de ces renseignements avec nos alliés. Nous travaillerons sur cette base." Sans fournir de détails. - LVOG)

Mattis also restated that the U.S. military stood ready to provide military options, if appropriate, and as determined by Trump. nytimes.com 11.04 (Mattis a aussi confirmé que le Pentagone était prêt pour une option militaire, si cela s'évérait approprié et si Trump le décidait. - LVOG)

En complément.

Dans la même page du NYT, les gros titres (propagande idéologique) sont les mêmes que dans les médias français ou plutôt l'inverse :

- In a Syrian Town, People Started Shouting: 'Chemicals! Chemicals!'
- I Downloaded the Information That Facebook Has on Me.
- Sex Claims Against Missouri Governor Vividly. Detailed in Report
- Modern Love: What Sleeping With Married Men Taught Me About Infidelity
- Kidnapped as Schoolgirls by Boko Haram: Here They Are Now

On lui dit bien des "choses" !

- Syrie : Philippe promet une «réaction» française qui «dira des choses de ce que nous sommes» - RT 10.04

La France annoncera « dans les prochains jours » sa réponse à l'attaque chimique présumée samedi à Douma en Syrie et, si elle décide de frappes, celles-ci viseront les « capacités chimiques » du régime et en aucun cas ses « alliés » russe et iranien, a déclaré mardi le président de la République, Emmanuel Macron. Le Parisien 10.04

Vocifération. Sans lendemain comme avec la Corée du Nord ?

- Syrie: "Les missiles arrivent", promet Trump - Reuters 12 avril 2018

Donald Trump a prévenu la Russie mercredi d'une intervention militaire imminente en Syrie après l'attaque au gaz toxique, imputée au régime syrien, contre la ville rebelle de Douma, dans la Ghouta orientale.

Le président américain répondait aux avertissements lancés par Moscou qui avait prévenu les Etats-Unis que tout missile tiré contre la Syrie serait abattu et que les sites de lancement seraient détruits.

"La Russie promet d'abattre tous les missiles tirés contre la Syrie. Tiens-toi prête, Russie, parce qu'ils arrivent, beaux et neufs (...)", écrit Trump sur Twitter.

"Vous ne devriez pas être les partenaires d'un animal qui tue son peuple avec des gaz et s'en réjouit!" poursuit-il, faisant allusion au président syrien, Bachar al Assad.

Moins d'une heure après avoir averti Moscou de l'imminence de frappes américaines, Donald Trump a proposé de contribuer à la relance de l'économie russe et de mettre un terme à ce qu'il appelle une "course aux armements".

Le ministère russe des Affaires étrangères a réagi aux propos du président américain, estimant que les missiles américains devraient viser les terroristes plutôt que le gouvernement syrien.

"Les missiles guidés devraient filer vers les terroristes, pas vers le gouvernement légal qui combat depuis plusieurs années sur son sol le terrorisme international", a écrit sur Facebook la porte-parole du ministère, Maria Zakharova.

Pour elle, une éventuelle frappe américaine, en effaçant les éléments d'analyse, pourrait viser à empêcher toute enquête indépendante sur l'attaque chimique qui, selon les rebelles syriens, a eu lieu samedi dernier à Douma, près de Damas.

Le secrétaire américain à la Défense, Jim Mattis, se montrant plus pondéré que Donald Trump sur l'éventualité d'une intervention militaire, a affirmé que Washington étudiait toujours les renseignements sur le recours présumé à l'arme chimique.

"Nous travaillons toujours là-dessus", a dit Jim Mattis à propos d'éventuelles preuves liant le régime de Bachar al Assad à l'attaque.

L'armée américaine se tient prête s'il faut intervenir, a-t-il ajouté.

Selon la BBC, le Royaume-Uni est prêt à participer à une action militaire en représailles à l'attaque chimique perpétrée à Douma.

Tout indique que les autorités syriennes sont responsables cette attaque, "un acte choquant et barbare", a déclaré la Première ministre britannique Theresa May.

"L'utilisation d'armes chimiques ne peut pas être tolérée", a-t-elle ajouté.

Mardi soir, le président français Emmanuel Macron a déclaré que la France annoncerait "dans les prochains jours", en coordination avec les Etats-Unis et le Royaume-Uni, sa décision quant à une éventuelle riposte militaire contre les "capacités chimiques" du régime syrien.

Des responsables de l'administration américaine ont affirmé à Reuters que l'armée syrienne a repositionné certaines ressources aériennes afin de se protéger contre les éventuelles répercussions de raids aériens.

Les forces pro-gouvernementales ont procédé à l'évacuation des principaux aéroports et des bases aériennes de l'armée, a annoncé l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) après les déclarations de Donald Trump.

Moscou, allié de Damas, est en contact direct avec l'éta-major américain, selon Vladimir Shamanov, président de la commission parlementaire russe de la Défense.

Le président russe, Vladimir Poutine, a dit espérer que le "bon sens" l'emporterait dans la crise qui oppose le gouvernement syrien à l'Occident.

L'analyse des prélèvements effectués à Douma n'a révélé la présence d'aucun agent toxique, a affirmé l'armée russe, citée par l'agence de presse RIA.

Elle a dit en outre avoir observé des mouvements de la marine américaine dans ses bases du Golfe.

AFFRONTEMENT DIPLOMATIQUE A L'ONU

Damas et Moscou dénoncent une manipulation de l'opposition.

L'affrontement diplomatique entre la Russie et les Etats-Unis au Conseil de sécurité de l'Onu a conduit mardi à une impasse sur une éventuelle enquête sur le recours aux armes chimiques en Syrie.

Moscou a sans surprise opposé son veto à un projet de résolution américain visant à créer un mécanisme d'enquête international. Douze pays ont voté pour, la Bolivie et la Russie ont voté contre et la Chine s'est abstenue.

Peu de temps après, deux projets concurrents de la Russie ont été rejetés faute d'obtenir le minimum requis de neuf voix.

Le premier prévoyait que les enquêteurs rendent leurs conclusions au Conseil de sécurité, qui se serait le seul habilité à établir les responsabilités. Six pays ont voté pour, sept autres ont voté contre, et deux pays se sont abstenus.

Un second texte russe approuvant l'envoi d'inspecteurs de l'OIAC (Organisation pour l'interdiction des armes chimiques) à Douma a aussi été rejeté.

Sous la pression des pays occidentaux, le gouvernement syrien a invité mardi l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) à envoyer des inspecteurs à Douma. L'OIAC a fait savoir que ses inspecteurs se rendraient prochainement dans la ville.

Après l'attaque de samedi soir, les rebelles de Djaïch al Islam, qui occupent Douma, ont finalement accepté de quitter l'enclave. Les forces loyalistes achevent ainsi la reconquête de la Ghouta orientale après sept semaines d'offensive.

Un accord sur l'évacuation de Douma a été conclu dimanche. Des milliers de civils y sont toujours bloqués.

Selon le ministère russe de la Défense, cité mardi par l'agence de presse RIA, 3.600 insurgés et membres de leurs familles ont quitté Douma en vingt-quatre heures. Le journal syrien Al Watan rapporte qu'environ 40.000 personnes, combattants rebelles et leurs proches, doivent encore quitter le secteur.

Cinq cents patients présentant des signes d'exposition à des agents toxiques se sont rendus dans des centres de soin à Douma, a déclaré mercredi l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Plusieurs compagnies aériennes, à l'instar d'Air France et easyJet, ont dérouté mercredi certains de leurs vols en Méditerranée orientale de craintes de frappes aériennes ou de tirs de missiles contre la Syrie.

L'agence européenne de contrôle du trafic aérien Eurocontrol a invité mardi les compagnies à la prudence dans les soixante-douze prochaines heures. Reuters 12 avril 2018

Qui vous gouvernent ? Des barbares !

Comment, vous osez mettre en doute la parole des égorgeurs, des décapiteurs, vous êtes atteint de complotisme mon vieux, il faut vous faire soigner, c'est sérieux vous savez, avec de tels délires vous constituez une menace pour la sécurité nationale...

- Selon les rebelles de Djaïch al Islam, qui tiennent Douma, les forces syriennes ont eu recours à des armes chimiques samedi contre la population civile. Reuters 10 avril 2018

Un internaute - Sur cette capture vidéo du site de l'Armée de l'islam (Djaïch al Islam -ndlr) (consulté le 15 mars 2018), on peut lire un prêche contre les non-sunnites, qu'ils soient musulmans chiites, chrétiens ou juifs. Il se termine ainsi : « Tuez-les. Dieu les tourmente avec vos mains. Il vous donnera la victoire sur eux ».

(<http://www.voltairenet.org/article200130.htm>)

Un autre internaute.

Quand les "rebelles" apprennent aux enfants à simuler une fausse attaque chimique (2013) :

https://www.youtube.com/watch?time_continue=180&v=l8pxl0vryM4

Edifiant cette mise en scène !

- Le président français a clairement attribué l'attaque chimique au régime de Bachar al-Assad... - Le Parisien 10.04

« Nous avons obtenu des informations, qui d'ailleurs ont été pour une large partie d'entre elles en source ouverte et donc dont la presse, les organisations non gouvernementales se sont fait l'écho, qui ont montré qu'il y avait bien eu utilisation d'armes chimiques et que de manière évidente l'attribution pouvait en être faite au régime », a-t-il affirmé. Le Parisien et AFP 10.04

Commentaires d'internautes

1- Alors nous sommes très mal barrés, vu l'apathie et l'individualisme ambiant dans ce pays, autant déjà se préparer à la guerre. La capacité de la majorité des français à se mobiliser pour des causes autres que leur petit nombril étant inversement proportionnelle à leur capacité d'oubli du monde extérieur, les yeux rivés sur leurs écrans et leurs gadgets, qui sont sensés leur faire oublier que la vie ne se passe pas que sur le "ouèbe".

2- Je pense que vous exagerez largement. La probabilité d'une guerre directe avec la Russie est plutôt proche de 1%. Tout le monde sait que la Russie est une puissance nucléaire qui peut réduire tout pays à presque néant, à tout moment. Personne ne va prendre ce risque, sauf accident très improbable.

Par contre, la guerre d'usure, la guerre économique et psychologique, etc... nous sommes en plein dedans depuis une décennie, et nous atteignons des sommets.

Le catastrophisme est une manipulation par la peur qui empêche de raisonner correctement. Toute comparaison avec une période avant «l'équilibre de la terreur» souffre d'un biais énorme qui la fait tomber dans l'absurde.

3- L'empire US (et les 0,0001% qui le dirigent), ses alliés ou vassaux ne peuvent se permettre d'accepter leur défaite en Syrie, laquelle va signifier la fin de leur suprématie. Donc, si les Russes ne font pas barrage (avec le risque d'un conflit mondial), la Syrie sera détruite dans les 24h00. Nous entrerions alors dans une nouvelle ère, ou le droit international aura totalement disparu.

4- La question principale, dans ce type "d'information" est : à qui profite le crime ?

Dans le cas de Salisbury, ça n'est certainement pas aux Russes ; dans cette dernière "providentielle ?" attaque chimique en Syrie, certainement pas au gouvernement syrien !!! Sans oublier qu'on néglige tous ces enfants qui meurent à Gaza...

Même si ces opérations de désinformation ne datent pas (d'avant) hier (on peut aussi se rappeler les "causes" des bombardements du Nord Vietnam, dans les années 1960 – mais aussi l'invasion de Cuba par les US à la fin du XIXe) ces bruits de bottes font froid dans le dos : inadmissible aventurisme guerrier à l'extérieur, répression de plus en plus brutale de "l'ennemi intérieur" admirablement stigmatisé par lémédia du CAC 40 et autres marchands de canons !

Oui il serait temps que les citoyens s'en mêlent bruyamment...

5- Certainement une guerre qui nous sera présentée comme "juste" et surtout "humanitaire", comme si d'aller bombarder et tuer était un acte civilisateur ...

Ceux qui seront massacrés le seront avec des armes propres sans produits chimiques mais un peu radio actives quand même ...

Je demande que "ON" m'explique la différence entre être tué par des armes civilisatrices, des armes sales ou chimiques puisque de toute façon celui qui est mort est mort ... définitivement

La Syrie "libérée" du joug de son dictateur sanguinaire (c'est la présentation qui nous en est faite) ira rejoindre le nirvana des pays "libérés" à coup de canon: Afghanistan, Iraq, Libye ... pays en paix et en régime démocratique où les clans s'étripent joyeusement il paraîtrait que ce serait civilisateur !

6- La lecture des commentaires de l'article du Figaro est aussi intéressante que l'article lui-même.

De nombreux lecteurs mettent en doute la parole officielle et le bien-fondé de toute intervention de la France.

7- On pourrait plutôt parler d'une super-classe internationale va-t'en-guerre, comptant son petit bataillon de franchouillards oligo-crétins dont l'influence dans l'hexagone est inversement proportionnelle au nombre de ses membres.

8- Sur la Syrie : Bernard-Henry Levy vient de qualifier "l'ONU de machine folle"... victime d'un chantage permanent de deux Etats gangsters... la Russie et la Chine au Conseil de Sécurité. Tout est dit : "il vaut mieux se fâcher". Il en a appelé clairement à l'intervention de la France en Syrie. Craig Murray écrit "Je crains que l'orchestration massive de la russophobie au cours des deux dernières années vise à préparer l'opinion publique à un conflit militaire plus large"

Pour moi, la conclusion est claire : en Occident, il y a bien toute une classe "intello-politique" qui souhaite la 3e Guerre mondiale, et espère au minima des actes d'agressions militaires contre la Russie -pas seulement en Syrie mais vers Kaliningrad et le Caucase, en élargissant la zone d'actions à l'Azerbaïdjan. Récemment le Royaume-Uni a tenu des propos hostiles à l'égard de ce pays pétrolier.

L'annulation de la visite de Macron en Russie au mois de mai était même dans les propos de BHL et de votre journaliste Fogiel.

J'en conclus que la guerre contre la Russie devient pour les néocons inévitable et on comprend mieux pourquoi la Chine prépare aussi cet événement.

9- On peut tout de même noter aux 4 coins du net, y compris sur les sites du système, une tendance ultra majoritaire dans les commentaires: les français n'ont nullement envie d'une intervention militaire et ne gobe plus ces histoires chimiques et ce, peu importe la couleur politique.

Oui l'oligarchie a tendance à passer outre mais tout de même, la mainmise sur les opinions est de plus en plus faible et les récents résultats électoraux en Europe (malheureusement pas chez nous) sont porteurs d'espoir donc pas certain qu'elle s'engage dans un conflit dont le peuple ne veut pas et dont il lui demandera des comptes!

10- "Réclamant une mission d'enquête internationale "

- Saddam Hussein aussi réclamait le retour des experts de l'ONU pour constater l'absence d'arsenal d'ADM.

- Poutine et Lavrov réclament aussi une enquête dans l'affaire Skripal

... nos dirigeants sont désormais dans un processus de guerre, s'affranchissant de toutes les instances internationales, qu'ils espèrent

- circonscrire au Moyen-Orient

- être l'issue à leurs tracasseries intérieures (Trump, May, Netanyahu et peut-être le bébé Macron s'il saute le pas du "sans-ONU")

Ces gens sont prêts à tuer des milliers d'êtres humains pour sauver leur poste. Pour cela ils se racontent quantité d'histoires (intérêt national, démocratie, guerre humanitaire, ...) qu'ils croient vraies : la preuve c'est dans la Presse.

- L'armée russe est sur place.

Le gouvernement chinois soutient le gouvernement Assad

Les iraniens menacent Israël de représailles...

Par ailleurs, 23 pays ont expulsés 150 diplomates russes.

Tout ceci ne fait certainement pas plus sens que la guerre en Irak ou en Libye.

A croire que ceux qui nous gouvernent sont vraiment possédés. Et qu'ils veulent une nouvelle guerre mondiale.

11- Ça va finir en pétard mouillé.

La Chine a déjà annoncé son soutien à la Russie sur cette affaire. Trump va envoyer quelques missiles sur un entrepôt syrien, ça fera une douzaine de morts innocents en plus. Il y aura une commission d'enquête sur la soit disant attaque au gaz et l'affaire sera enterrée.

Aucune raison de s'alarmer. On a vécu pire.

12- Je suis saisi par le côté factice de tous ces événements en même temps que par les conséquences sanglantes, atroces et matérielles qu'ils portent.

Les bruits de guerre qui sont des réalités, les forces navales incroyables états-uniennes qui rentrent en Méditerranée, la petite frégate française qui se glisse au milieu, les 90 missiles sur un simple navire en route vers Tartouss, les bases US en Italie, en Espagne, les pays Baltes « européens » (néo-nazis par bien des traits) qui relèvent la hauteur des ponts dans toute l'UE pour que les convois militaires passent, leur réception à l'Élysée tous les trois à la fois ces Baltes (qui ferment les écoles en russe et interdisent de vote cette population russe), Les Allemands derrière Merkel (elle aussi réélue et qui peut se lâcher) qui abandonnent le pipeline du Nord de l'Europe qui devait permettre l'exportation du gaz russe et ne laisse d'autre débouché à la Russie que celui qui passe par ...la Syrie.

La guerre obligée ou l'apathie ...

Tout est bouclé dans un « story telling » comme ils disent, dans « l'imagination de la chose » comme disait Machiavel, dans « l'idéologie » comme disaient nos classiques . mais il faut aller « à la chose même et non à l'imagination de la chose »

La "chose même" est atroce et les histrions Macron, May et Trump jouent de notre peau

13- "Faisons tout ce qui est possible pour stopper ces irresponsables bellicistes !"

Alors qu'attend t-on pour organiser des manifestations citoyennes anti-guerre et arrêter de blablater au café du commerce et des sports réunis, pour brasser de l'air entre le café et le calva ? ... Puis de nous débarrasser définitivement des "ces irresponsables bellicistes" qui nous entraînent – nous le peuple français – dans leur aventurisme guerrier. "Ces irresponsables bellicistes" ne vont tout de même pas nous refaire le coup de la guerre d'Irak ni celui de la guerre en Libye !

Ca suffit comme cela !

14- Les militaires russes étaient dans le même secteur. Ils étaient en train de négocier avec des "rebelles" de Douma leurs départs pour Idlib. Vous voyez Assad bombarder ces quartiers avec les armes chimiques avec le risque de toucher les militaires russes ?

Par ailleurs les russes ont annoncé il y a trois semaines que les fausses vidéos sont déjà tournés par les fameux "casques blancs"

15- Seul contre tous : un journaliste américain, Tucker Carlson, de Fox News dénonce la propagande : «Tout les génies qui nous disent que [Bachar] el-Assad a tué ces enfants, en sont-ils vraiment sûrs ? Evidemment ils n'en n'ont aucune idée. Ils inventent. Ils n'ont aucune idée de ce qu'il s'est vraiment passé», a-t-il attaqué en ouverture de son émission le 9 avril, en référence aux incessants et unanimes appels des médias à intervenir en Syrie à la suite d'une supposée attaque chimique dans la Ghouta orientale, attribuée sans s'embarrasser d'une enquête au gouvernement syrien sur l'attaque chimique en Syrie...

<https://video.foxnews.com/v/5767243543001/?#sp=show-clips>

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand Macron légitime le massacre du peuple yéménite.

- Le prince héritier saoudien et Macron affichent leur proximité - AFP 10 avril 2018

Se montrant l'un envers l'autre très chaleureux, souriants, les deux hommes ont affiché une grande proximité mardi devant la presse.

M. Macron a loué une "volonté commune de stabiliser la région" tandis que MBS a souligné les intérêts communs nombreux entre les deux pays.

Au Yemen, où l'Arabie saoudite mène une guerre contre les rebelles houthis soutenus par Téhéran, la France ne "tolèrera aucune activité qui menace l'Arabie saoudite", a déclaré M. Macron en référence aux missiles houthis.

Sous la pression d'ONG qui dénoncent les ventes d'armes françaises à Ryad, qui seraient ensuite utilisées contre les civils yéménites, le président français a souhaité que "que toute la clarté soit faite sur les inquiétudes".

"Nous allons organiser d'ici à l'été une conférence humanitaire sur le Yémen à Paris pour faire la clarté sur ce qui est fait et qui permettra de prendre de nouvelles initiatives humanitaires au Yémen", a déclaré M. Macron. AFP 10 avril 2018

- Conférence humanitaire sur le Yémen d'ici l'été à Paris, annonce Macron - Reuters 10 avril

Leur humanisme est bien la politesse des salauds... A commencer par les ONG qui participeront à cette "conférence humanitaire" patronné par le boucher MBS.

Les opposants à la politique du gouvernement israélien sont des antisémites selon le Parti travailliste israélien.

Comment, vous osez mettre en doute la parole, la politique du gouvernement israélien d'extrême droite qui massacre des Palestiniens désarmés et tenus à distance par une imposante clôture, mais qui constituent une menace pour notre sécurité, je vous le dis franchement comme je vous vois, vous êtes un antisémite, vous mériteriez qu'on vous élimine aussi...

- Le Parti travailliste israélien rompt avec Corbyn - Reuters 10 avril 2018

Le Parti travailliste israélien a annoncé mardi avoir suspendu ses relations avec le chef de file du Parti travailliste britannique, Jeremy Corbyn, en l'accusant de permettre des manifestations d'antisémitisme.

Avi Gabbay a affirmé que Jeremy Corbyn avait affiché "publiquement sa haine" envers la politique du gouvernement israélien, y compris à l'égard des mesures sur lesquelles le gouvernement et l'opposition en Israël sont d'accord. (Puisqu'ils le disent eux-mêmes, c'est bien que la gauche institutionnelle ou dite de gouvernement était aussi d'extrême droite, comme en France quoi. - LVOG)

A l'occasion de la Pâque juive, le dirigeant du Labour a participé à un dîner organisé par le groupe juif d'extrême gauche Jewdas, très hostile envers Israël. Jewdas a présenté en décembre dernier l'Etat juif comme un "égout fumant à éliminer comme il convient". Reuters 10 avril 2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Azerbaïdjan

- Azerbaïdjan: le président Ilham Aliev largement réélu - AFP

Homme fort de l'Azerbaïdjan depuis 15 ans, Ilham Aliev a été réélu mercredi pour un quatrième mandat avec plus de 86% des voix à l'issue d'une présidentielle boycottée par l'opposition, selon des résultats quasi définitifs.

Ilham Aliev, dont la victoire ne faisait aucun doute, a obtenu 86% des voix, après le dépouillement de 94% des bulletins. Il était opposé à sept autres candidats inconnus du grands public, et réduits à un rôle de figurants.

Le taux de participation a atteint 74,5%, a précisé dans un communiqué la Commission électorale centrale. Défenseurs des droits de l'homme et dirigeants de l'opposition ont cependant émis des doutes sur ces chiffres.

Les principaux partis d'opposition ont refusé de participer au scrutin, estimant que les conditions pour la tenue d'une élection démocratique n'étaient pas réunies, et accusant les autorités de vouloir truquer le vote.

"L'environnement et la législation électorale n'ont pas offert de garanties d'élections libres et justes", ont dénoncé onze militants azerbaïdjanais des droits de l'homme dans un communiqué commun publié avant le vote.

"Les élections ne sont absolument pas compétitives et n'offrent pas d'alternative politique", ont-ils ajouté, décrivant notamment "l'alarmante" campagne médiatique ayant accompagné le scrutin. (Hystérique en France pour faire élire Macron, chut ! - LVOG)

Si sept candidats étaient opposés à Ilham Aliev, aucun n'était réellement connu des électeurs azerbaïdjanais et n'avait mené de campagne électorale. Pour les dirigeants de l'opposition, ces "candidats pantins" ont seulement été choisis pour donner une illusion de concurrence à une élection jouée d'avance.

"L'apogée de cette tragicomédie a été atteinte quand certains candidats ont appelé à voter pour Aliev", relève l'analyste indépendant Bahtiyar Hajiev, interrogé par l'AFP. (Comme en France, mais l'AFP ne s'en est pas émue, normal. - LVOG)

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Sept syndicats de fonctionnaires appellent à la grève le 22 mai - Le HuffPost 11 avril 2018

Sept syndicats de fonctionnaires ont appelé mardi 10 avril à une nouvelle journée de grève et de manifestations le 22 mai, deux mois après la précédente, a-t-on appris auprès de plusieurs d'entre eux. Les organisations FO, CGT, FSU, Solidaires, CFTC, CFE-CGC et FA-FP s'opposent aux projets de réforme de la fonction publique et réclament l'amélioration du pouvoir d'achat des agents. Elles avaient déjà appelé à la grève le 22 mars pour des revendications identiques.

La CFDT et l'Unsa se rejoignent pas l'appel à la grève

Également présentes lors de cette réunion intersyndicale de ce mardi, la CFDT (deuxième syndicat en terme d'adhésion dans la fonction publique) et l'Unsa (quatrième) n'ont pas rejoint cet appel à la grève. Le HuffPost 11 avril 2018

- 4.000 robes noires défilent à Paris contre la réforme de la justice - Reuters 11 avril 2018

- A Paris, la journée «Justice morte» fait le plein de robes noires - Liberation.fr 11 avril 2018

Une semaine avant la présentation du projet de loi de programmation de la justice en Conseil des ministres, des professionnels du droit venus de la France entière ont manifesté dans la capitale.

Les principaux concernés la décrivent bien différemment : «une atteinte intolérable aux droits de la défense et des victimes», «une régression de la politique d'accès au droit», la création de «déserts judiciaires» ou encore «une réforme menée au pas de charge», selon un communiqué du Conseil national des barreaux (CNB). Depuis le mois de mars, les avocats sont vent debout contre le texte et ont créé le slogan «Justice morte». Après la journée de mobilisation du 30 mars, ils avaient prévenu : «Si aucune avancée notable n'intervient d'ici la finalisation du texte, le Conseil national des barreaux appellera à une nouvelle et forte journée d'action nationale le 11 avril.» Nous y sommes donc. Mercredi, à 14 heures à Paris, la place du Châtelet est envahie par une nuée de robes noires.

Front commun

Il faut dire que – une fois n'est pas coutume – le CNB et la Conférence des bâtonniers et le barreau de Paris affichent un front commun. Ils sont rejoints par les deux principaux syndicats de la magistrature, les greffiers ou encore les syndicats de fonctionnaires de la justice. «Les avocats sont debout, rien ne nous divise !» lance Christiane Féral-Schuhl, la présidente du CNB, haranguant la foule. Liberation.fr 11 avril 2018

- Nouvelles expulsions à Notre-Dame-des-Landes, un journaliste blessé - Reuters 11 avril 2018

Les habitants de la "zone à défendre" ont déploré de "nombreux blessés" dans leurs rangs, parmi lesquelles "des personnes de tous âges", après que les gendarmes ont "violemment gazé et envoyé des grenades" lors de ce pique-nique organisé sur le camping dit des "Cheveux blancs".

Un journaliste travaillant pour Reuters a été assourdi et blessé superficiellement au visage par des éclats de grenade, reçus alors qu'il avait trébuché à terre dans une autre partie de la ZAD visée par les forces de l'ordre.

De nombreux retraités ont rejoint la ZAD pour marquer leur opposition aux expulsions. Les habitants ont aussi vu affluer sur place de nouveaux "tracteurs vigilants", les mêmes qui avaient encerclé avec succès la ferme de Bellevue lors de l'opération César à l'automne 2012. Reuters 11 avril 2018

Etats-Unis

- Aux États-Unis, une loi permet de condamner pour meurtre quelqu'un qui n'a tué personne - Slate.fr 10 avril 2018

Un jeune Afro-Américain vient d'être condamné à 65 ans de prison pour meurtre et cambriolage, alors que tout le monde s'accorde sur le fait que techniquement, il n'a tué personne.

En 2015 en Alabama, un jeune homme qui tentait de cambrioler des maisons est mort lors d'un échange de coups de feu avec la police. Personne ne nie que c'est un policier qui a tué A'Donte Washington, mais c'est pourtant un de ses amis qui vient d'être condamné pour ce meurtre.

Lakeith Smith, qui a aussi participé au cambriolage, est considéré comme légalement responsable de la mort de Washington d'après la loi dite de «responsabilité du complice». Smith vient d'écopier de 65 ans de prison, dont 30 pour meurtre, 15 pour cambriolage et deux fois 10 ans pour vol.

La procureure a expliqué au jury que Smith n'avait pas besoin d'avoir appuyé sur la gâchette pour être considéré comme coupable d'après la loi. Le fait qu'il ait eu l'intention de cambrioler des maisons et que son ami soit mort pendant ce cambriolage est suffisant pour qu'il soit jugé responsable du décès de Washington.

L'avocate de Smith a rappelé que son client n'avait tiré sur personne, mais la loi de responsabilité du complice («accomplice liability») rend cette précision insignifiante. La grande majorité des États américains (tous sauf sept) ont des lois qui élargissent ainsi la notion de meurtre. La logique est la suivante: si ces jeunes n'avaient pas cambriolé, Washington ne serait pas mort, donc

les cambrioleurs sont des meurtriers par extension.

Ce genre de cas n'est pas si rare. En 2017 dans l'État de Géorgie, un homme a été condamné pour meurtre car durant un cambriolage, son complice a été tué par la personne qu'ils cambriolaient. L'homme qui a appuyé sur la gâchette n'est pas considéré comme responsable car il se protégeait de cambrioleurs armés. C'est par contre le cambrioleur complice qui est considéré comme coupable de meurtre.

Dans un cas devenu célèbre, une homme de 20 ans, Ryan Holle, a été condamné pour meurtre pour avoir prêté sa voiture à des amis alors qu'il savait qu'ils projetaient de voler de la drogue. Le vol a mal tourné et une personne a été tuée. Suivant la loi de responsabilité du complice, Holle, qui n'était pas sur les lieux du crime, a été condamné à la prison à vie, une peine ensuite réduite à 25 ans par le gouverneur de Floride.

Pendant le procès, le procureur avait ainsi expliqué pourquoi Holle était considéré comme responsable: «Pas de voiture, pas de conséquences. Pas de voiture, pas de meurtre». Slate.fr 10 avril 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 14 avril 2018

CAUSERIE

Complément à la causerie du jour

- Les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni frappent la Syrie - RT 14.04

samedi 14 avril

10h39 CET

D'après le ministère russe de la Défense, la défense antiaérienne syrienne a intercepté 71 missiles de croisière occidentaux sur 103 lancés contre des installations la Syrie par les Etats-Unis et leurs alliés. «Cela témoigne de la grande efficacité de ces systèmes (antiaériens) et de l'excellente formation du personnel militaire syrien formé par nos spécialistes», a déclaré le général russe Sergueï Roudskoï lors d'une conférence de presse.

09h55 CET «La Russie convoque une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU pour évoquer les actions agressives des Etats-Unis et de leurs alliés», a indiqué le Kremlin dans un communiqué. 09h35 CET

Selon une déclaration du porte-parole du parti présidentiel turc AKP, Ankara a été informé en amont des frappes menées par la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis en Syrie. 09h32 CET

S'exprimant à propos des frappes en Syrie, le guide iranien Khamenei qualifie de «criminels» les dirigeants Trump, Macron et May.

09h22 CET

Le 14 avril, le comité de Défense et de Sécurité israélien dirigé par Benjamin Netanyahu a déclaré par la voix d'un de ses membres, Yoav Gallant, que «l'utilisation de l'arme chimique [constituait] une ligne rouge que l'humanité ne [pouvait] plus tolérer». Sur Twitter, il a également déclaré : «L'attaque américaine est un important signal envoyé à l'axe du mal : L'Iran, la Syrie et le Hezbollah.»

08h01 CET

Le ministère des Affaires étrangères turc a jugé «appropriées» les frappes contre la Syrie. «Nous saluons cette opération qui soulage la conscience de l'humanité tout entière face à l'attaque de Douma que tout porte à attribuer au régime syrien», a affirmé un communiqué du ministère turc des Affaires étrangères.

07h46 CET

Le ministère de la Défense russe a déclaré que ses systèmes de défense aériens n'étaient pas impliqués dans l'interception

de missiles qui ont visé le territoire le syrien.

«Plus de 100 missiles de croisière et missiles air-surface ont été tirés par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France depuis la mer et l'air sur des objectifs syriens militaires et civils», a indiqué le ministère dans un communiqué cité par l'agence de presse officielle RIA Novosti.

«Un nombre significatif» de ces missiles ont été abattus par la défense aérienne syrienne, a ajouté le ministère russe.

Les installations russes de défense aérienne stationnées en Syrie n'ont pas été utilisées, a ajouté le ministère. Aucun des missiles occidentaux n'a touché les zones couvertes par les défenses aériennes de la Russie autour de ses bases de Tartous et de Hmeimim en Syrie, selon la même source.

Le ministère russe a indiqué que les missiles avaient été tirés depuis des navires américains en mer Rouge, par des avions volant au-dessus de la Méditerranée et par des bombardiers stratégiques américains venus de la base aérienne d'Al-Tanf, dans le sud-est de la Syrie. RT 14.04

● Causerie au format pdf (25 pages)

Cette causerie a été rédigée avant l'attaque américano-franco-britannique contre la Syrie, les articles traitant ce sujet ont été rajoutés ce matin.

Je n'ai pas le temps de tout commenter.

Ceux qui nous gouvernent sont des psychopathes fanatiques atteints de mégalomanie délirante, ce sont des monstres.

Si j'en trouve le temps un jour, je vous raconterai ce que vivent au quotidien les familles ouvrières indiennes que je côtoie et auxquelles je viens en aide comme je peux avec mes modestes moyens. Elles cumulent tellement de difficultés et font face à des conditions si angoissantes sans espoir d'en voir le bout un jour, ce dont elles ont conscience, que parfois les mots me manquent pour l'exprimer ou pour les soulager.

On leur concèderait une amélioration ici ou là que ce serait insignifiant au regard de tout ce qu'il leur resterait à supporter et qui m'horripile littéralement.

Quand je leur dis qu'il faudrait faire table rase du passé, elles me répondent spontanément en chœur, qu'il faudrait tous les tuer, ceux qui nous gouvernent ou détiennent le pouvoir, ce sont les mots qu'elles emploient en faisant signe de leur trancher la gorge.

Elles ont la haine du régime viscéralement ancrée en elles, il n'y a même pas besoin de leur insuffler, cela contraste avec la France où dès que vous tenez ce genre de discours vous passez pour un cinglé, un extrémiste... auprès des militants ! Alors je me dis oui, tu as raison, ton discours est légitime, il est dicté par les couches du prolétariat qui souffrent le plus de la survie du capitalisme, tu en es le porte-parole, surtout ne change rien, les faits te donneront raison un jour, et alors nous serons nombreux à nous y rallier. Ce jour n'est pas encore venu apparemment, c'est qu'on doit souffrir beaucoup plus ici que chez vous, simple constat. Surtout que cela ne vous empêche pas de passer un bon week-end.

Quelques réflexions politiques

Pourquoi le risque d'une nouvelle guerre mondiale est-il faible ?

Parce que le mouvement ouvrier n'a pas de direction, ils n'ont même pas eu besoin de le vaincre, il est quasiment neutralisé, il est sur une ligne corporatisme. Pourquoi ? La question qui tue celui qui ne tient pas à la poser et surtout pas à y répondre sous peine d'avouer qu'elle le concerne directement. Vous comprenez ce que je veux dire, n'est-ce pas ?

Ils ont pratiquement réussi à atteindre tous les objectifs qu'ils s'étaient fixés, sauf un, intégrer la Russie et la Chine dans leur stratégie qui nécessite plus de temps ; c'était plus facile avec des petits pays en les intégrant ou en les soumettant à des institutions supranationales, telle l'UE pour ce qui concerne la France.

La totalité des institutions financières ou politiques internationales qu'ils ont créées depuis 1945 servent leurs intérêts ou ont été autant d'étapes franchies vers l'instauration d'une dictature mondiale implacable, ce serait franchement dommage de prendre le risque de tout bousiller maintenant, même s'ils sont encore loin de l'objectif qu'ils se sont fixés. Et puis ils savent aussi bien que nous que la guerre a son pendant, la révolution.

Autrefois, la crise du capitalisme combinée à l'offensive du prolétariat (organisé) conduisait à une paralysie de l'économie ou à

son effondrement et la menace d'une révolution prolétarienne existait sérieusement, ce qui les avait conduits à recourir à la guerre pour renforcer leur pouvoir et poursuivre leur politique ou passer à l'étape suivante. De nos jours la configuration de la situation ou les rapports entre les classes sont différents. On peut en tenir compte ou non ou tout confondre...

La tentation de recourir au totalitarisme faisait bien partie de leurs intentions.

Ils ne peuvent pas se permettre de laisser la lutte des classes jouer son rôle, parce qu'ils risqueraient de tout perdre, d'où la raison pour laquelle nous situons notre combat politique sur ce terrain-là. Donc elle est faussée par le rôle prépondérant que s'est attribué l'oligarchie, qui ne parasite pas seulement l'économie, mais aussi la politique, l'ensemble de la société, qui les étouffe, un peu comme pendant la guerre, par la guerre, elle est en guerre perpétuelle contre le reste de l'humanité, et son pouvoir de nuisance est gigantesque au point de pouvoir détruire des pays entiers ou massacrer leurs peuples. Ils sont donc opposés à la liberté d'expression, donc c'est bien un système totalitaire qu'ils envisagent d'instaurer à l'échelle mondiale.

Ce qui nous distingue de notre ennemi, c'est qu'il recourt à des moyens militaires, alors que nous non. On tomberait dans l'illégalité. Mais eux, de quelle légalité peut-il se réclamer pour vouloir bombarder la Syrie ou quand il livre des armes lourdes aux barbares pour massacrer des civils innocents, les prendre en otages pendant des années en les terrorisant au quotidien. Vive la libération de la Ghouta, vive le peuple syrien, vive la République arabe syrienne qui incarne la souveraineté et l'indépendance de la Syrie, même si on sait que sans l'aide de la Russie et de l'Iran, Bachar al-Assad ne s'en serait pas sorti. C'est une République bourgeoise laïque, tandis que les alliés sunnites des Américains et ses vassaux sont des monarchies archaïques, moyennâgeuses, gouvernées par des despotes dégénérés et barbares.

Bachar al-Assad est légitime comparativement à Macron qui ne l'est pas, et on dit ou on laisse dire que ce serait un tyran sanguinaire, c'est insupportable. Quelle lâcheté ! Et au nom de quel principe, s'il vous plaît ?

Quand on écoute Bachar al-Assad ou des ministres ou ambassadeurs, on se dit qu'ils sont parfaitement lucides, et que les cinglés ce sont ceux qui les accusent des pires crimes qu'en réalité ils ont eux-mêmes commis ou fomentés ce qui revient au même. La différence avec Macron, c'est qu'il n'a jamais voulu cela pour son peuple, contrairement à Macron qui vous souhaite le pire à tous. On voit que les rôles sont complètement inversés dans la manière dont ils sont présentés par les médias, ils répondent aux critères définis par l'Otan.

C'est un paradoxe qu'on en vienne à défendre l'unité et la souveraineté de la Syrie qu'incarne Bachar al-Assad, comme autrefois on défendit les mouvements de libération nationale et leurs dirigeants contre les différents impérialistes. C'est un aspect de la dialectique de la lutte de classe que certains ne comprendront pas ou condamneront au nom de leur dogme, ce qui nous laisse totalement indifférent, notre place est au côté du peuple syrien et non au côté de ses agresseurs. Et quand la paix sera revenue en Syrie et que le peuple syrien se retournera contre Bachar al-Assad, nous l'imiterons. Il n'y a là nulle contradiction ou nul opportunisme, nous nous en tenons à la réalité en toute circonstance sans jamais nous renier, voilà tout.

A défaut de passer au socialisme, le capitalisme putréfié enfante le totalitarisme à l'échelle mondiale.

Le capitalisme poussé à l'extrême engendre le totalisme et non le socialisme des réformistes, des ennemis du socialisme, qui l'aurait cru ? Voilà à quoi a conduit le révisionnisme du marxisme à l'adresse de ceux qui s'en accommodaient quotidiennement hier ou de nos jours.

Fin d'un règne, d'un régime, dit-on, non, la fin annoncée de la civilisation humaine si nous ne parvenons pas à les arrêter. Mais pour cela il faudrait commencer par arrêter de ménager ceux qui se sont compromis avec le régime en place, par rompre avec eux au lieu de continuer d'en être les complices à différents degrés.

Depuis plus d'un demi-siècle ou bien plus encore, ceux que l'on caractérisa si légèrement de gauche n'ont cessé en réalité d'entretenir mille liens avec le capitalisme et ses représentants (ou institutions) qui ont été systématiquement minimisés, sous-estimés, relégués au second plan. On en vint même, lors d'élections et pas seulement, à soutenir cette pourriture qui avançait masqué. Etc. etc. etc. Et tout cela pour la bonne cause nous disait-on le plus sérieusement du monde. Quand on observe où cela nous a mené, on est en droit d'en douter, c'est même fortement recommandé sous peine d'être nous-même broyé politiquement.

En réalité, le mouvement ouvrier ne cessa d'être droitié, réactionnaire tout au long de ces longues décennies, et il l'est plus que jamais en l'absence d'une direction révolutionnaire. On parle ici du PS et du PCF et leurs satellites, les dirigeants de tous les syndicats depuis un siècle, auxquels il faut ajouter ceux qui se définissaient comme l'avant-garde du mouvement ouvrier, et qui n'ont pas cessé non plus de leur faire la courte échelle ou de leur servir de cautions de gauche, j'en fus à une certaine époque, quand j'étais jeune, et je le regrette amèrement.

Il est tout à fait remarquable qu'on en soit arrivé au point de ne plus pouvoir faire confiance à absolument aucun dirigeant d'aucun parti dit ouvrier tant ils se sont fourvoyés et nous ont induits en erreur. Certains à l'esprit faible leur trouveront des

circonstances atténuantes ou des vertus. N'auraient-ils pas permis de repousser de quelques décennies l'échéance inéluctable à laquelle nous devons être confrontés un jour ou l'autre avec l'avènement du néolibéralisme ou du totalitarisme ? N'aurions-nous pas mieux vécu durant cette période ? Oui, sans doute, pour certains mais pas tous, mais à quel prix exorbitant pour nombreux d'entre nous, sans parler de tous les peuples dont la condition ou le sort lié au nôtre un peu plus confortable fut la contrepartie épouvantable, pour faire bonne figure ou se donner bonne conscience, pour se faire passer pour des internationalistes prolétariens on soutiendra leurs luttes, ce qui devait éviter de se poser de nombreuses questions embarrassantes, comme si elles demeurerait en suspens éternellement, c'était se méprendre et faire preuve d'une grande ignorance ou inconscience car dorénavant elles sont à l'ordre du jour.

De même que les gouvernants du vieux monde s'enfoncent un peu plus chaque jour dans le mensonge et l'imposture, nos dirigeants ont choisi le déni en guise de réponse, ce qui augure des jours encore plus sombres sans espoir d'y mettre un terme un jour.

Dans la vie on peut se contenter de peu, c'est assurément le meilleur moyen de ne jamais obtenir davantage, de ne jamais s'élever à un niveau supérieur, de se condamner à une existence médiocre élevée au rang de vertu par ceux qui parlent en notre nom, vous comprendrez mieux pourquoi on leur dénie ce rôle, car on aspire à autre chose, à plus, à mieux.

On ne tolère pas qu'au nom des intérêts des uns, les intérêts des autres soient sacrifiés, enterrés. On ne tolère pas qu'au nom de je ne sais quel intérêt la quasi-totalité de nos aspirations ou droits soient bafouées. Car il faut bien admettre que de notre naissance jusqu'à notre mort absolument tout le cours de notre vie nous est imposé, le plus souvent jusque dans les moindres détails ou ceux qu'on ne soupçonne même pas tellement on en est inconscient.

On aspire à la liberté nous dit-on, qu'il me soit permis d'en douter. En réalité, on n'est même pas foutu de définir ce qu'elle signifierait tant nos aspirations sont profondément enfouies sous un amoncellement d'illusions...

[Le nouvel ordre mondial sera totalitaire ou ne sera pas.](#)

Quand les médias sont devenus les leviers du totalitarisme et le légitiment.

- Brésil urgent : la démocratie assassinée par João Whitaker - legrandsoir.info 9 avril 2018

L'emprisonnement de Lula, décrété le 5 avril, marque l'apothéose d'un coup d'État minutieusement préparé et mis en route depuis 2014. La version des grands médias en Europe ne fait que reproduire celles des cinq grands groupes de communication brésiliens, tous dans les mains de cinq grandes familles, elles-aussi impliquées dans le coup d'État.

legrandsoir.info/bresil-urgent-la-democratie-assassinee.html

Dégénérescence et corruption d'un intellectuel. Alors, on fraie maintenant avec le Crif et le totalitarisme.

- Attention, il fait Onfray. par Jacques-Marie Bourget - legrandsoir.info 9 avril 2018

Même dans la radicalisation individualiste égoïste et extrême droitière qui fait petit à petit notre France nouvelle, on n'avait jamais entendu une intervention aussi folle blessante et ordurière que celle que vient de livrer le sinistre Onfray à propos des Palestiniens qui ont été "des collabos de Hitler", de Mélenchon qui aurait eu naguère Ahmadinejad comme modèle, avec en passant une traduction d'un discours de l'ancien président d'Iran qui est un "fake". Tout y passe, le philosophe au petit pied nous fait sa grande rentrée de printemps. (...)

Voilà donc que dans une nouvelle livraison de sa pensée ris de veau (forcément crémeuse), Onfray déclare son amour au CRIF, ce qui est son droit. Mais pas celui de déformer les faits et l'histoire. Le petit docteur en philo nous explique donc, vous avez bien lu, que si les Palestiniens sont aujourd'hui un peuple sans terre c'est qu'ils furent nazis. Et sont justement punis de leur vieil engagement. (...)

Ainsi, avant de nous servir une tarte à la crème digne de BHL, pour nous prouver que les Palestiniens furent nazis, « le grand mufti de Jérusalem était un partisan des nazis et a fait le voyage à Berlin », il ignore que le maître de la Palestine de ce temps, sous joug britannique, n'était pas ce mufti mais Abdallah I le roi de Transjordanie. A propos de cet ignoble mufti, notons qu'il a quitté la Palestine en 1937 pour vivre entre l'Irak, le Liban et la Bosnie, ce qui est une position bien éloignée pour celui qu'Onfray présente comme une sorte d'Arafat du moment ! Charger tout un peuple des péchés de cet imam, c'est accuser tout le clergé français de collaboration avec l'Allemagne au prétexte que monseigneur Mayol de Lupe a été un nazi tricolore sous soutane. Allez Michel, on te pardonne. Dommage que tu n'aies pas eu assez de sous pour te payer un abonnement au Reader's Digest, tu aurais pu en apprendre des choses. Et Awni Abd al-Hadi ? Tu ne connais pas non plus ? Pourtant c'est un ancien de la Sorbonne, qui a contribué à la fondation du Fatah en 1911, un « modéré » mais tellement suivi par le peuple que les Anglais l'ont exilé au Caire. « Les Palestiniens collaborateurs des nazis entre 1930 et 1945 », je crois que même tes nouveaux amis du

CRIF n'avaient jamais osé écrire une telle sottise car elle injurie l'histoire au-delà du raisonnable. Pour ce qui est de la « Légion musulmane » formée par le III^e Reich et que tu évoques, elle ne n'était pas formée de Palestiniens mais d'amis de BHL, de musulmans de Bosnie. Heureusement que tu n'as jamais enseigné dans une « université » autre que la tienne. Que de dégâts évités !

Autre petite leçon d'histoire. Si on te parle de ces dirigeants de l'extrême droite sioniste qui, pendant cette même guerre, ont eu la dégueulasse audace de tenter de « s'entendre avec le Berlin d'Hitler »... Par exemple pour « libérer la Palestine », est-ce que cela signifie que les autres juifs, pourchassés et torturés avant l'holocauste, étaient des amis d'Hitler ? Il y a eu de nombreux livres et travaux sur la collaboration avec les nazis de certains hommes ou femmes de confessions juive. Hanna Arendt n'a pas été la dernière à le noter. Pour moi, mettre en avant cette histoire sombre n'est en rien donner une explication à l'inexplicable : l'Holocauste. Elle conduit à vomir alors que le mieux est de laisser les morts enterrer les morts. Je ne cite l'anecdote tragique, le choix de ces juifs d'extrême droite prêts à s'allier avec les nazis que pour souligner l'odieux égarement d'Onfray. Les Palestiniens ne sont pas plus les acteurs de leur malheur que ces hommes et femmes de confession juive ne le furent dans la barbarie qui les a détruits.

Vraiment en forme, en ce printemps, Onfray s'en prend à Jean-Luc Mélenchon qui, si j'ai bien compris, fut le conseiller occulte, l'ami, la nounou d' Ahmadinejad, le flic qui a dirigé l'Iran pendant quatre ans, de 2005 à 2009. Voilà, à ce propos, ce que nous livre l'universitaire du soir :

« Dire que Ahmadinejad qui à l'époque voulait rayer Israël de la carte était un personnage très sympathique parce qu'il était un ennemi des Américains, ce sont quand même des choses dites par Mélenchon, eh bien ce sont des propos qu'on peut tenir comme ça en l'air, sans que ce soit extrêmement conséquent.

C'est très conséquent de défendre un individu qui veut rayer Israël de la carte, on ne peut pas défendre Ahmadinejad simplement parce qu'il est un opposant des États-Unis quand il a dit qu'il fallait rayer Israël de la carte, qu'est-ce que ça veut dire, c'est un propos qu'Adolf Hitler aurait pu tenir.

On ne peut pas dire d'un côté qu'Ahmadinejad est quelqu'un de défendable et de l'autre côté descendre en disant "le fascisme ne passera pas"...

Madame Knoll a été assassinée, c'est une chose qui n'est pas correcte, c'est pas correct mais je veux dire que monsieur Ahmadinejad il en aurait tué beaucoup des madame Knoll et des madame Halimi et des, et des, et beaucoup de gens qui ont été tués parce qu'ils étaient juifs !

Donc on ne peut pas d'un côté jouer comme ça faire le cador, faire le malin, faire le kéké, en disant "il faut boycotter Israël", "Ahmadinejad est un personnage intéressant bien qu'il veuille supprimer Israël de la carte" puis après descendre dans la rue et continuer à faire du ... (sic) en même temps en disant "on est là pour éviter les crimes antisémites" et cetera.

Eh bien non, le CRIF a eu raison, de dire à Mélenchon qu'il n'avait pas sa place ici, que les Insoumis n'avaient pas leur place ici, un peu de décence. »

Pardon pour le jargon, mais la phrase du maître exige la plume servile du scribe. Rendu à ce point je vous dois deux aveux, un, je n'ai aucune envie de partager une cabine de plage avec le chef des Fous de Dieu, deux, je ne parle pas le farsi. Sachant toutefois que la traduction du fameux discours du président iranien, qui voulait donc « rayer Israël de la carte », était de facture israélo-américaine, je me suis replié sur le savoir des sots : Wikipédia. Voilà ce que nous dit cette encyclopédie sans philosophes :

« En octobre 2005, lors d'un discours en l'honneur de l'Ayatollah Khomeiny Ahmadinejad a déclaré, reprenant les propos de ce dernier, que « ce régime qui occupe Jérusalem doit disparaître de la page du temps », formule qui fut généralement rapportée en Occident sous la forme « Israël doit être rayé de la carte ».

Les commentaires d'Ahmadinejad ont été condamnés par la plupart des gouvernements occidentaux, l'Union européenne, la Russie, le Conseil de sécurité des Nations unies et le secrétaire général Kofi Annan. Les dirigeants égyptiens, turcs et palestiniens ont aussi exprimé leur inconfort face à cette remarque d'Ahmadinejad.

Une controverse sur la justesse de la traduction a ensuite vu le jour. Des spécialistes comme Juan Cole de l'Université du Michigan et Arash Norouzi du projet Mossadegh soulignant que la déclaration originale en persan ne signifiait pas qu'Israël devait être rayé de la carte, mais plutôt que le régime s'effondrerait de lui-même. »

Pour être précis ce Juan Cole, autre thuriféraire – avec Mélenchon - du président iranien, est bien mieux diplômé qu'Onfray, voici un petit CV : « "Juan" Cole est un universitaire américain, historien du Moyen-Orient moderne et d'Asie du Sud, commentateur politique, et intellectuel public. Il est professeur d'Histoire à l'Université du Michigan. » (...)

legrandsoir.info/attention-il-fait-onfray.html

Quand l'Agence Française de Propagande devient officiellement la voix du totalitarisme.

- Médias. Un nouveau PDG pour l'AFP - Liberation.fr 13 avril 2018

A l'arraché, Fabrice Fries a été élu jeudi PDG de l'Agence France-Presse pour cinq ans. Magistrat à la Cour des comptes, l'ancien président de Publicis Consultants, 58 ans, a obtenu les 13 voix du conseil d'administration (sur 18) nécessaires pour être intronisé au troisième tour de scrutin. Sans ce troisième suffrage, l'élection aurait été renvoyée à plus tard. Fabrice Fries est donc passé dans un trou de souris. Dans l'après-midi, les salariés de l'AFP, inquiets de la tournure du processus, avaient organisé un débrayage et demandé le report de l'élection.

Dans la dernière ligne droite, le soutien de l'Etat a été déterminant. «Il nous fallait quelqu'un de très business. Le parcours de Fabrice Fries est apparu convaincant», raconte une source proche du dossier. Il succède à Emmanuel Hoog, qui dirigeait l'AFP depuis 2010. Candidat à un troisième mandat, ce dernier, qui se montrait en privé très confiant sur ses chances, s'est retiré de la course mercredi. Une décision prise après que le ministère de la Culture l'a informé que l'Etat ne le soutiendrait finalement pas. Liberation.fr 13 avril 2018

- Fabrice Fries, candidat venu du privé (Havas, Atos, Publicis) n'avait pu recueillir au premier tour les 13 voix nécessaires. Il l'a finalement emporté au troisième tour. Ancien membre du cabinet de Jacques Delors à la Commission Européenne, il apparaît plus que compatible avec l'entourage d'Emmanuel Macron et la politique de ce dernier. Emmanuel Hoog avait été élu pour la première fois Président de l'AFP en mai 2010, il y a presque huit ans, ancien Conseiller chargé de la Culture et des Médias de Laurent Fabius à la présidence de l'Assemblée Nationale...

Comment interpréter ce lâchage du soldat Hoog ? Loué pour les nouveaux déploiements de l'agence dans la vidéo et à l'étranger, il était critiqué pour sa gestion financière. Des difficultés récurrentes de trésorerie l'avaient contraint à demander à l'État une avance sur 5 ans de 60 millions d'euros pour financer dette, coûts sociaux et investissements. Pour ne pas parler de l'évidente partialité de l'agence toujours politiquement correcte dans le sens libéral-libertaire et prenant bien des libertés avec le réel. L'AFP avait d'ailleurs reçu un Bobard d'or d'honneur pour l'ensemble de son œuvre en mars 2018. Au-delà des problèmes de gestion, ce remplacement s'inscrit dans la volonté du Président Macron de renouveler les têtes de l'audio visuel public. Après Marie-Eve Malouines éjectée de LCP au profit du Macron compatible Bertrand Delais, après le départ de Matthieu Gallet de l'INA, d'autres départs sont possibles comme ceux de Marie-Christine Saragosse à France Médias Monde, (France24, RFI) ou de Delphine Ernotte à France Télévisions. Petit à petit le Président de la République met ses hommes en place. ojim.fr 12.04

- Dans un communiqué, la ministre de la Culture Françoise Nyssen a félicité M. Fries pour son élection, estimant que son projet "porte l'ambition d'une nouvelle étape pour relever le défi du numérique et du développement international" de l'AFP.

Fabrice Fries, a été président de Publicis Consultants jusqu'en 2016. Cet ancien haut cadre des groupes de médias Vivendi et Havas a fait l'essentiel de sa carrière au sein du secteur privé.

Il est entré en 2006 chez Publicis comme secrétaire général et a pris la présidence de l'agence de relations publiques Publicis Consultants en 2009. Après son départ du groupe, il a réintégré la Cour des Comptes en janvier 2017.

Emmanuel Hoog, 55 ans, ancien président de l'Institut national de l'audiovisuel (Ina) de 2001 à 2010, avait été élu une première fois le 15 avril 2010 à la tête de l'AFP, succédant à Pierre Louette, et réélu en 2013.

Alors qu'il avait décidé il y a quelques semaines de briguer un troisième mandat de 5 ans à la tête de l'Agence, il avait annoncé mercredi aux administrateurs et aux salariés le retrait de sa candidature, affirmant que son projet "ne recueillait pas les soutiens nécessaires et indispensables de l'Etat".

Des salariés ont exprimé des inquiétudes à l'égard du projet de Fabrice Fries, que ce dernier avait présenté mercredi au conseil d'administration, et notamment sa proposition "d'ouvrir le dossier de la capitalisation de l'agence" quand le plan de transformation qu'il propose aura commencé à porter ses fruits, faisant ressurgir des craintes d'une privatisation de l'Agence.

La SDJ (société des journalistes) de l'AFP a demandé jeudi soir des "précisions" quant au projet de M. Fries et des "garanties sur le fait qu'aucune privatisation n'est à l'étude".

Dans un message adressé aux représentants du personnel, M. Fries a assuré que cette proposition "n'est pas pour (lui) une priorité" et que toute réforme du statut "devra veiller à respecter l'indépendance éditoriale qui est le principal actif de l'AFP".

Sa priorité étant d'accélérer encore plus le développement de l'AFP dans la vidéo, afin que l'image (photo et vidéo) atteigne 50% de son activité en 2022, contre 39% actuellement.

Dans un communiqué publié après son élection, l'intersyndicale a mis le nouveau PDG "solennellement en garde contre toute tentative de modification du statut de l'AFP qui mettrait en péril son indépendance éditoriale, technique et financière, ainsi que sa mission d'intérêt général" .

Créée à la Libération, l'AFP est présente dans 151 pays et emploie plus de 2.400 collaborateurs de 80 nationalités différentes, qui produisent plus de 5.000 dépêches par jour, 3.000 photos et 250 vidéos. boursorama.com 12.04

Voilà qui en dit plus que de longs discours sur la corruption de l'AFP, avec une telle "intersyndicale", Macron peut dormir tranquille. Car en prétendant que l'AFP serait indépendante ou au service de l'intérêt général, elle s'inspire du discours de Macron, normal, ils ont les mêmes maîtres, l'oligarchie.

L'AFP est la première source de fake news en confondant information et propagande en provenance de Washington, Bruxelles ou de l'Otan, de l'Elysée. Pour faire son sale boulot au quotidien, elle n'a pas besoin d'être privatisée, elle l'est déjà.

[Ils osent tout. Dossier sur la Syrie](#)

- Trump déclenche une opération militaire en Syrie avec Paris et Londres - AFP 14.04

LVOG - Grille de lecture.

J'ai lu 8 articles ce matin sur ce sujet, pas un ne mentionnait que les inspecteurs de l'OIAC étaient arrivés en Syrie les 12 et 13 avril, et qu'ils devaient commencer leurs travaux le lendemain, donc quelques heures avant que la coalition militaire américano-franco-britannique bombarde la Syrie, donc sans attendre les conclusions de ses travaux, ce qui était inutile puisque Bachar al-Assad était présumé coupable d'avoir gazé son peuple selon leurs déclarations.

Trump, Macron et May se comportent donc comme de vulgaires criminels, des despotes agissant pour le compte de l'oligarchie dans le cadre de la stratégie politique définie par les néolibéraux anglo-saxons-sionistes, s'affranchissant de la notion de droit au profit de la loi du plus fort qui coïncide avec ses intérêts.

AFP et Franceinfo - Le président américain Donald Trump a annoncé vendredi une opération militaire en cours contre la Syrie, menée avec la France et le Royaume Uni pour punir le régime de Bachar al-Assad qu'il accuse d'une attaque à l'arme chimique. La France s'est très vite associée à Washington en promettant notamment une "réponse forte et commune".

Le bombardement intervient quelques heures seulement après que le Département d'Etat a assuré avoir "la preuve" de l'utilisation d'armes chimiques par les forces de Bachar al-Assad. (Quelle preuve ? Pure fabulation de criminels. - LVOG)

"Une opération conjointe est en cours avec la France et le Royaume Uni, nous les remercions tous les deux", a dit M. Trump lors d'une brève allocution depuis la Maison Blanche.

Au moment même où le président s'exprimait, des détonations étaient entendues à Damas, selon un correspondant de l'AFP sur place.

"La défense anti-aérienne syrienne" est entrée en action contre "l'agression américaine, britannique et française", a rapporté la télévision étatique syrienne, alors que des témoins ont rapporté à l'AFP que des colonnes de fumée s'élevaient du nord-est de Damas. (La télévision syrienne joutant que treize missiles avaient été abattus au sud de Damas, passage censuré par l'AFP, mais rapporté par Franceinfo - LVOG) Elle a également rapporté des "informations" selon lesquelles un "centre de recherches" dans le quartier de Barzé, dans le nord-est de Damas, avait été visé. "Un centre de recherches militaires et des entrepôts" situés près de la ville de Homs ont fait notamment partie des cibles, a précisé l'ONG, sans faire état de victimes civiles dans les frappes.

La télévision d'Etat a affirmé que des missiles avaient été "interceptés" également à Homs.

Le régime syrien a dénoncé samedi comme une "violation flagrante" du droit international l'opération militaire menée par les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne contre plusieurs cibles en Syrie, après une attaque chimique présumée imputée aux forces du président Bachar al-Assad.

Le chef d'état-major américain, le général Joe Dunford, a indiqué que les forces occidentales avaient frappé vendredi à 21H00 heure de Washington (01H00 GMT samedi, 04H00 locales en Syrie) trois cibles liées au programme d'armement chimique syrien, l'une près de Damas et les deux autres dans la région de Homs. Une heure plus tard, ces frappes étaient "terminées", a ajouté le général, précisant qu'aucune perte américaine n'était à déplorer.

Aucune autre opération n'est prévue pour l'instant, a-t-il ajouté. AFP et Franceinfo 14.04

- Dernières nouvelles à propos de la possible attaque occidentale de la Syrie (12 avril) - Réseau Voltaire
12 avril 2018

Événements survenus le 12 avril 2018

Selon le Daily Telegraph, Theresa May a ordonné de positionner des sous-marins à proximité des côtes syriennes. Selon The Times, la base aérienne britannique d'Akrotiri (Chypre) est prête à l'attaque.

- Le secrétaire général de l'Onu, António Guterres, a téléphoné aux représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité pour les enjoindre d'« éviter une situation hors contrôle » et leur rappeler qu'« au final, nos efforts visent à mettre un terme à la terrible souffrance du peuple syrien ».

- L'Armée arabe syrienne a libéré la totalité de la Ghouta orientale. La police militaire russe a été déployée dans la zone.

- Le Kremlin confirme que le canal de communication entre militaires russes et états-uniens au sujet de leurs opérations en Syrie, destiné à éviter des incidents, est actuellement « actif ».

- Alors qu'il recevait le conseiller du Guide de la révolution iranien, Ali Akbar Velayati, le président syrien Bachar el-Assad a mis en garde contre toute initiative occidentale qui déstabiliserait davantage la région.

- Dans un discours télévisé, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, déclare : « Nous sommes extrêmement préoccupés par les pays qui s'appuient sur leur force militaire pour transformer la Syrie en terrain de bras-de-fer ».

- L'ambassadeur russe à l'Onu à Genève, Gennady Gatilov, dénonce comme « inacceptable » le relai par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) des allégations des Casques blancs à propos d'une attaque chimique dans la Ghouta.

- Le président états-unien, Donald Trump, tweete : « Jamais je n'ai dit quand une attaque contre la Syrie aurait lieu. Cela pourrait être très bientôt ou pas si tôt du tout ! En tout état de cause, les États-Unis, sous mon administration, ont fait un excellent travail pour débarrasser la région de l'État islamique. Où est notre "Merci l'Amérique" ? » [Le groupe naval parti de Norfolk ne sera pas en position en Méditerranée avant un mois, NdIR].

- Le président français, Emmanuel Macron, déclare sur TF1 avoir « la preuve » de l'attaque chimique de la Ghouta.

- La chancelière allemande, Angela Merkel, indique que son pays ne participera pas à une action militaire contre la Syrie, mais déclare la soutenir. Elle déclare : « Nous devons maintenant reconnaître qu'il est évident que la destruction [des armes chimiques syriennes] n'a pas été totale ».

- La porte-parole du ministère des Affaires étrangères russe, Maria Zakharova, déclare : « Personne n'a donné le droit aux dirigeants occidentaux de s'attribuer le rôle de gendarmes du monde, à la fois d'enquêteur, de procureur, de juge et de bourreau ».

- Le président de la Commission de la Défense de la Douma, Vladimir Chamanov, annonce que les navires russes ont quitté le port syrien de Tartous, comme prévu en cas de menace.

- Le président français Emmanuel Macron et la chancelière allemande Angela Merkel se sont entretenus par téléphone. Ils « ont regretté les blocages actuels du Conseil de sécurité des Nations Unies, dont les résolutions ne sont pas respectées ».

- Auditionné par le Congrès, le secrétaire états-unien à la Défense, le général James Mattis, a déclaré ne pas avoir de preuve de l'attaque chimique supposée de la Ghouta.

- Le représentant syrien à l'Onu, Bachar Jaafari, annonce que les inspecteurs de l'OIAC arriveront en plusieurs groupes en Syrie, les 12 et 13 avril. Tandis que l'OIAC indique que ses experts commenceront leurs travaux samedi.

- La Suède dépose à l'entrée d'une réunion à huis clos du Conseil de sécurité une proposition de résolution demandant au secrétaire général d'envoyer une mission de désarmement en Syrie afin d'y résoudre « toutes les questions liées au recours aux armes chimiques une bonne fois pour toutes ».

- Syrie : Réponse aux allégations concernant l'usage de gaz toxique à Douma - legrandsoir.info 11.04

Merci Monsieur le Président,

La déléguée des États-Unis a dit que la Russie dépensait de ses ressources afin de soutenir ce qu'elle qualifie de « régime » en Syrie. Ma question en retour est : quels sont donc les bénéficiaires des ressources états-uniennes dépensées en Syrie ? Les enfants syriens auxquels ils auraient envoyé du lait et des médicaments, les gangs terroristes ayant commis les crimes les plus odieux contre le peuple syrien et auxquels ils ont fourni armes et munitions, ou les avions de votre coalition qui ont tout rasé sur leur passage, notamment à Raqqa ?

Et qu'en est-il de ses menaces répétées contre mon pays à chaque réunion, ou presque, du Conseil de sécurité. Avouerait-elle que son administration n'accorde aucune importance à ce Conseil, à cette Organisation internationale et aux principes du Droit international ?

Examinons la crédibilité de ce qu'a dit la collègue déléguée des États-Unis, lorsqu'elle a demandé à ce que le Conseil se mette en mouvement « pour rendre justice » en Syrie. Notez que je ne lui réponds pas en termes de « régime américain », car ce serait commettre une faute juridique dans cette enceinte.

Mon propre test serait que son pays et son administration autorisent la divulgation des résultats de l'enquête de l'UNSCOM quant à la recherche des prétendues « Armes de Destruction Massive » en Irak. Une commission spéciale des Nations Unies présidée à une certaine période par le Suédois Hans Blix ; laquelle commission, comme vous le savez, n'a rien trouvé au bout de 18 années d'enquête : ni armes chimiques, ni Coca-Cola, ni Pepsi-Cola ! Malgré cela, fin 2008, lors d'une session semi-secrète, ce Conseil a décidé d'annuler son travail et d'enterrer ses archives dans des caisses métalliques dont les codes d'ouverture sont seulement connus du Secrétaire général et, notez bien, à condition qu'elles ne soient ouvertes que 60 ans plus tard. Qu'y a-t-il donc de si honteux dans ces archives pour qu'elles soient enterrées pendant 60 ans ? Propos adressés à la déléguée américaine.

Monsieur le Président,

Le gouvernement de mon pays condamne avec la plus grande fermeté l'agression israélienne perverse de ce matin sur l'aéroport T4, dans le gouvernorat de Homs, tuant et blessant plusieurs citoyens. Cette agression, qui constitue une violation flagrante de la résolution 350 (1974) et des résolutions du Conseil de sécurité en rapport avec la lutte antiterroriste, n'aurait pas été possible sans l'immunité et le soutien illimité et continu accordés par l'administration américaine à Israël ; ce qui lui permet de persévérer dans la pratique du terrorisme d'État et de continuer à menacer la paix et la sécurité dans la région et dans le monde.

Naturellement, aujourd'hui, le fait que les délégués des pays occidentaux n'aient fait aucune mention de cette agression israélienne montre clairement que les gouvernements de leurs pays en sont les partenaires et les protecteurs.

Et, il est regrettable que mon cher ami, M. de Mistura, n'ait pas entendu Netanyahou reconnaître, aujourd'hui, qu'Israël avait commis cette agression [3]. D'où ma surprise en l'entendant dire que les Nations Unies étaient incapables d'en identifier les auteurs. Alors M. de Mistura, vu que Netanyahou vous dit qu'il en est l'auteur, pourquoi vous taire sur Israël et ne pas dire qu'il est l'agresseur ?

Cette agression israélienne est une réponse indirecte aux victoires de l'Armée syrienne qui a réussi à expulser les groupes terroristes armés de la capitale, Damas, de ses banlieues et d'autres régions syriennes ; ceci, après que ces groupes se soient acharnés à tuer les enfants du peuple syrien, à enlever des civils et à les détenir pour s'en servir comme boucliers humains, à faire pleuvoir plus de 3000 obus sur Damas en seulement 3 mois, lesquels obus ont tué 155 civils et ont blessé 865 autres, principalement des femmes et des enfants.

Le gouvernement syrien affirme que ces agressions israéliennes répétées n'ont pas réussi, ni ne réussiront à protéger les agents d'Israël parmi les organisations terroristes, tout comme elles ne sont pas parvenu, ni ne parviendront à empêcher l'Armée syrienne de poursuivre ses opérations décisives contre le terrorisme.

Monsieur le Président,

Martin Luther King a dit : « Le mensonge est une boule de neige qui grandit au fur et à mesure que vous la roulez ». Il semble que cette sage citation soit applicable en tout lieu, en tout temps. En effet, les gouvernements de certains pays sont pétris de mensonges ; mais, heureusement, manquent de précision quand ils les tissent à l'image du Baron Münchhausen, célèbre personnage de fiction allemand. Combien de coqs ont cru que le soleil s'était levé pour les entendre chanter ?

En effet, le mensonge pratiqué par certains États Membres permanents du Conseil de sécurité est devenu une sorte d'arme de destruction massive.

C'est par le mensonge qu'ils ont volé la Palestine.

C'est par le mensonge qu'ils ont attisé la guerre dans la presqu'île coréenne.

C'est par le mensonge qu'ils ont envahi le Vietnam.

C'est par le mensonge qu'ils ont envahi la Grenade.

C'est par le mensonge qu'ils ont disloqué la Yougoslavie.

C'est par le mensonge qu'ils ont occupé l'Irak.

C'est par le mensonge qu'ils ont détruit la Libye.

C'est par le mensonge qu'ils ont fabriqué dans leurs laboratoires les organisations terroristes takfiristes telles Al-Qaïda, les Talibans, Daech, le Front Nasra, Jaïch al Islam et la liste continue.

Et c'est par le mensonge qu'ils tentent de démolir et de préparer, aujourd'hui, une agression contre la Syrie.

Ce qui est remarquable est qu'aujourd'hui la rhétorique négative assurée par la déléguée américaine est en totale contradiction avec celle du ministre de la Défense de son pays, le général Mattis ; lequel a accordé une entrevue au journaliste Ian Wilkie, publiée dans Newsweek sous le titre que je cite en anglais : « Now Mattis Admits There Was No Evidence Assad Used Poison Gas on His People » [4][5]. Ici, il ne s'agit donc pas du ministre syrien de la Défense, mais du ministre américain.

Monsieur le Président,

Dès le 10 décembre 2012, c'est-à-dire avant l'attaque au gaz sarin suggérée par les employeurs des groupes terroristes contre Khan al-Assal le 19 mars 2013, nous avons prévenu, par un courrier officiel de référence A/67/628, que les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France avaient lancé une campagne prétendant que le gouvernement syrien allait utiliser des armes chimiques. À l'époque, nous avons averti que ces allégations risquaient d'ouvrir la voie à la fourniture d'armes chimiques aux groupes terroristes armés par les gouvernements des États qui les soutiennent, pour ensuite en accuser le gouvernement syrien.

Ce qui s'est passé ces dernières années de Khan al-Assal à la Ghouta, en passant par Kafr Zita, Altamna, Tell Mannas, Khan Cheikhoun et beaucoup d'autres villes et villages, prouve sans aucun doute possible le sérieux de ce contre quoi nous avons mis en garde tout au long de ces 5 à 6 dernières années.

La précipitation des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France à provoquer réunion sur réunion, sur la foi d'informations fabriquées, participe désormais d'une crise profonde dans laquelle ils voudraient mouiller le plus possible les autres membres du Conseil de sécurité.

Depuis 2013, ces trois États ont travaillé à la création d'un énorme éléphant fait de mensonges et de tromperies, au point qu'il circule aujourd'hui dans cette salle et piétine de tout son poids la crédibilité de ce Conseil.

En effet, il semble qu'en appelant à cette dernière réunion, ils cherchaient à soutenir les terroristes et à perturber l'accord conclu par ces derniers avec l'État syrien à Douma. Mais ces États ont tardé quelque peu, car les terroristes voulaient que cette réunion du Conseil de sécurité ait lieu avant qu'ils ne soient obligés de conclure un accord leur imposant de sortir de leurs fiefs et de déposer leurs armes. Ils ont tardé à tenir les promesses faites aux terroristes et il aurait mieux valu qu'ils ne s'exposent pas, une fois plus, à repasser le même disque usé de faux rapports établis par des mercenaires sous « casques blancs », tels que fondés par l'officier de renseignement britannique, James Le Mesurier.

La preuve de leurs mensonges et de leurs allégations préfabriquées est la sortie des habitants de Douma sains et saufs. 170 000 civils sortis sains et saufs, tandis que ces terroristes ont choisi de conclure un accord avec l'État syrien en tant que dernier recours pour eux-mêmes et leurs familles. D'ores et déjà, nombre de bus ont commencé à les transporter, avec leurs familles, vers « Jarablous » à partir du moment où ils ont refusé de régulariser leur situation, alors que la grande majorité des habitants ont préféré se réfugier auprès de l'État et sont restés chez eux.

Aussi, il est désormais prouvé que les campagnes menées par certains États - parmi lesquels des États Membres de ce Conseil - quant à la détérioration de la situation humanitaire dans la Ghouta orientale étaient fausses, comme ce fut le cas pour Alep et ailleurs, où les entrepôts des groupes terroristes se sont révélés bondés de médicaments et de denrées alimentaires, réservés à leurs acolytes et vendus aux civils à des prix exorbitants

À ce stade, ma question est de savoir si la provocation de cette réunion du Conseil de sécurité, par les trois États précités, a pour but de légitimer l'agression israélienne de ce matin contre la Syrie, ou de torpiller l'accord voulu par leurs instruments sur place. Et

ici, je ne peux que remercier la délégation de la Fédération de Russie qui a également appelé à cette réunion en l'intitulant, à juste titre, « Les menaces contre la paix et la sécurité internationales » [6].

Monsieur le Président,

Nous avons porté à l'attention du Conseil de sécurité, de l'OIAC [Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques] et de ce qui était désigné par « Mécanisme d'enquête conjoint » 145 lettres, la dernière en date du 1er avril 2018. 145 lettres et je remercie mon collègue délégué du Kazakhstan pour avoir signalé que vous ne lisez, ni ne répondez à ces courriers.

Des lettres contenant des informations précises sur les produits chimiques toxiques en la possession de groupes terroristes, notamment le chlore et le sarin. Et nous avons averti, à maintes reprises, que ces groupes préparaient les crimes par usage d'armes chimiques contre des Syriens innocents, qu'ils travaillaient par le biais de leur bras médiatique appelés « casques blancs » à fabriquer des preuves, et qu'ils filmaient des mises en scène hollywoodienne dans le but d'accuser le gouvernement syrien, de dresser l'opinion publique contre lui et contre ses alliés, pour ensuite tenir des réunions du Conseil de sécurité, telle celle d'aujourd'hui, afin de créer les prétextes justifiant n'importe quelle agression militaire sur la Syrie.

Il semble, Monsieur le Président, que les réalisateurs de cette œuvre terroriste sanguinolente ont, là aussi, manqué de précision lorsqu'ils ont tissé leurs mensonges. En effet, à chaque épisode de la série concernant le prétendu usage d'armes chimiques par le gouvernement syrien, nous constatons que ces produits n'intoxiquent absolument pas les éléments des groupes armés, que seuls les femmes et les enfants sont touchés, qu'il suffit de les décontaminer à l'eau devant les caméras, que les secouristes n'ont nul besoin de masques de protection et que l'Armée syrienne n'a recours à ces produits, qu'elle ne possède pas, que lorsqu'elle avance vers la victoire. Étrange histoire !

Monsieur le Président,

Face à ce clan féroce dépourvu d'un minimum de crédibilité et qui s'appuie sur des informations fabriquées, diffusées sur les réseaux sociaux par les sympathisants des groupes terroristes armés et de leurs employeurs, je déclare à partir de cette tribune que le gouvernement syrien est prêt à faciliter l'arrivée d'une mission d'enquête de l'OIAC sur le site présumé de l'incident de Douma, le plus vite possible, afin de vérifier ces allégations, tout comme il soutient la demande russe de tenir une audience autour d'une mission d'évaluation de la situation à Raqqa.

En disant que nous accueillons favorablement l'arrivée de cette mission le plus vite possible, nous espérons que notre proposition ne subira pas le sort réservé à celle que nous avons présentée, en premier lieu, à l'ex-Secrétaire général Ban Ki-moon, suite à l'attaque de Khan al-Assal en mars 2013. À l'époque, nous lui avons demandé d'aider le gouvernement syrien à enquêter, immédiatement, sur ce qui s'était passé. Il lui avait fallu 4 mois et 11 jours pour envoyer le Docteur Sellstrom. C'est ainsi que le terme « immédiatement » avait été traduit : 4 mois et 11 jours ! Et le jour où le Docteur Sellstrom est arrivé à Damas pour mener l'enquête à Khan al-Assal, les terroristes sévissant dans la Ghouta ont été chargés d'utiliser de nouveau l'arme chimique. Le Docteur Sellstrom a dû changer de destination pour se rendre dans la Ghouta au lieu de se rendre à Khan al-Assal. Pour votre information, depuis mars 2013 et jusqu'à ce jour, aucune enquête n'a été menée sur ce qui s'est réellement passé à Khan al-Assal.

Monsieur le Président,

Aujourd'hui, nous accusons directement Washington, Paris, Londres, Riyad, Doha et Ankara d'avoir fourni à Daech, au Front al-Nosra, à Jaïch al-Islam, à Faylak al-Rahmane et à des dizaines d'autres groupes terroristes apparentés des produits chimiques toxiques afin de les utiliser contre les civils syriens.

Et nous les accusons d'avoir commis ces massacres et fabriqué des preuves pour accuser injustement le gouvernement syrien d'avoir utilisé des produits chimiques toxiques, afin de préparer le terrain à une agression contre la Syrie, de la même manière dont les États-Unis et la Grande-Bretagne ont procédé pour commettre leur crime d'agression caractérisée contre l'Irak en 2003.

OUI, nous disons aux États-Unis, à la Grande-Bretagne et à la France qu'en Syrie et en Irak, nous avons vaincu la noirceur absolue du fléau Daech en 3 ans et non en 30 ans, comme ils l'avaient envisagé pour réussir à saper la stabilité de la région.

OUI, nous disons aujourd'hui à la Saoudie que nous avons vaincu son bras terroriste dans la Ghouta orientale et je parle des gangs de Jaïch al-Islam.

OUI, nous disons au Qatar et à la Turquie que nous avons vaincu leurs deux bras terroristes dans la Gouta orientale et je parle du Front al-Nosra et de Faylak al-Rahmane.

Et je dis à tous ceux qui nous ont exporté une opposition armée, génétiquement modifiée en opposition modérée, que nous avons vaincu leurs exportations empoisonnées. Nous appelons ces exportateurs à supporter les conséquences du retour de

certaines survivants dans leurs territoires d'origine. Finalement, le problème est simple : restent toujours, à nos frontières avec la Turquie et avec Israël au Golan, des dizaines de milliers de bons terroristes modérés, avec leurs armes légères, leurs barbes longues, leurs étendards noirs et leurs casques blancs... À qui voudrait les adopter de s'adresser à leurs employeurs. Ils sont prêts à partir se réfugier en Europe et en Occident.

Monsieur le Président, La République arabe syrienne réaffirme qu'elle ne dispose d'aucune arme chimique, quelle qu'elle soit, y compris le chlore toxique, et qu'elle réitère sa condamnation de l'usage d'armes chimiques en tout lieu, à n'importe quel moment et en toutes circonstances ; tout comme elle réaffirme sa volonté de coopération illimitée avec l'OIAC afin de s'acquitter de ses obligations inscrites dans la Convention sur l'interdiction des armes chimiques, de leur stockage ainsi que de leur utilisation.

Pour finir Monsieur le Président,

Le Centre russe de Réconciliation en Syrie a annoncé, aujourd'hui, que les investigations menées par des experts militaires russes dans la ville de Douma ont prouvé l'absence de toute trace témoignant de l'utilisation d'armes chimiques. Et les analyses portant sur les malades hospitalisés dans cette même ville, menées par des médecins militaires russes, n'ont révélé aucune anomalie en faveur de leur exposition à une substance toxique. Autrement dit, tout ce à quoi nous assistons est un genre de cinéma hollywoodien.

Dr Bachar al-Jaafari

Délégué permanent de la Syrie auprès des Nations Unies

<https://www.legrandsoir.info/syrie-reponse-aux-allegations-concernant-l-usage-de-gaz-toxique-a-douma.html>

- La Russie accuse le Royaume-Uni d'être mêlé à l'affaire de la Ghouta - Réseau Voltaire 13 avril 2018

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a dénoncé le rôle d'un service secret occidental russophile dans la mise en scène des Casques blancs d'une prétendue attaque chimique dans la Ghouta.

Le porte-parole de l'armée russe, Igor Konachenkov, a quant à lui directement mis en cause le Royaume-Uni.

Ces déclarations interviennent alors qu'un nouveau témoignage devrait être rendu public par la Syrie sur cette affaire. Réseau Voltaire 13 avril 2018

- La Défense russe dit avoir des preuves de l'implication UK dans la provocation à Douma - fr. sputniknews.com 13.04

Le ministère russe de la Défense a des preuves que le Royaume-Uni a participé directement à la provocation dans la Ghouta orientale en Syrie, a déclaré son porte-parole, Igor Konachenkov.

Londres a pris part à l'organisation de la provocation utilisant une prétendue attaque chimique dans la ville syrienne de Douma, a déclaré ce vendredi le porte-parole du ministre russe de la Défense, Igor Konachenkov.

«Aujourd'hui le ministère russe de la Défense dispose d'autres preuves qui confirment que le Royaume-Uni a participé directement à l'organisation de cette provocation dans la Ghouta orientale», a indiqué M.Konachenkov.

Le porte-parole de la Défense russe a ajouté que Londres avait exercé des pressions sur les représentants des «Casques blancs» pour mener à bien une provocation en Syrie.

«Nous savons que du 3 au 6 avril les représentants des soi-disant "Casques blancs" ont fait face à une forte pression imposée notamment par Londres pour effectuer au plus vite une provocation préparée à l'avance», a souligné Igor Konachenkov.

D'après lui, on a dit aux «Casques blancs» que c'était notamment du 3 au 6 avril que les radicaux du groupe Jaych al-Islam allaient mener une série de tirs d'artillerie puissants ce qui provoquerait une riposte de la part des troupes gouvernementales. Alors, les «Casques blancs» devraient exploiter la situation pour organiser la provocation avec des armes chimiques. fr. sputniknews.com 13.04

- Vidéo. Les témoignages qui infirment l'accusation des Casques blancs

La Russie et la télévision syrienne viennent de diffuser ces témoignages qui contredisent les accusations des Casques blancs sur

une attaque chimique dans la Ghouta, le 8 avril 2018.

<https://www.youtube.com/watch?v=3lcEqfUAiz0>

- L'armée syrienne dit avoir découvert un laboratoire de substances chimiques près de Damas - fr.sputniknews.com 13.04

Un laboratoire de fabrication de substances chimiques appartenant aux radicaux a été découvert par l'armée syrienne dans une banlieue de Damas, rapporte l'agence Sana, se référant à une source militaire.

L'armée syrienne a découvert un laboratoire où des radicaux produisaient des substances toxiques, rapporte l'agence Sana, citant une source militaire. Il se trouve dans l'agglomération d'Aftaris, dans la Ghouta orientale.

«Lors des opérations de ratissage d'Aftaris, dans la Ghouta orientale, a été découvert un laboratoire des terroristes [...] aménagé pour la production de tous les types de substances chimiques. Différents équipements nécessaires à leur fabrication et au mélange des poudres utilisées dans des armes interdites y ont été découverts», informe la source. fr.sputniknews.com 13.04

- Syrie : « Il faudrait qu'Emmanuel Macron nous dise quelles sont ses preuves », estime Longuet - Publicsenat.fr 12.04

Le président de la République a assuré qu'il détenait des « preuves » de l'usage d'armes chimiques par le régime de Bachar al-Assad la semaine dernière en Syrie. « Ce serait bien qu'elles soient totalement probantes », a réagi le sénateur LR de la Meuse Gérard Longuet. Publicsenat.fr 12.04

- Des inspecteurs de l'OIAC en Syrie dès jeudi - Reuters 12 avril 2018

Deux équipes d'inspecteurs appartenant à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) doivent arriver jeudi et vendredi en Syrie pour enquêter sur l'attaque chimique que le régime de Damas est accusé d'avoir menée à Douma, a annoncé l'ambassadeur syrien aux Nations unies, Bachar al Jaafari.

Le déplacement a été confirmé par l'OIAC, qui a annoncé que ses inspecteurs étaient en route pour la Syrie et qu'ils se mettraient au travail dès samedi.

"Ces deux groupes arriveront séparément en Syrie, jeudi, aujourd'hui, ainsi que demain, vendredi", a déclaré Bachar al Jaafari.

"Nous sommes disposés à les escorter où ils le voudront chaque fois qu'ils le voudront, quand ils le voudront", a-t-il ajouté.

"L'OIAC a adressé quatre passeports à l'ambassade syrienne à Bruxelles. Les visas ont immédiatement été octroyés", a dit le diplomate précisant que le gouvernement syrien était prêt à accorder des visas à des inspecteurs situés au Liban voisin. Reuters 12 avril 2018

- Trump et Macron entretiennent le flou sur des frappes en Syrie - AFP 12.04

Donald Trump lancera une attaque "très bientôt ou pas si tôt que cela", Emmanuel Macron se décidera "en temps voulu": les Occidentaux entretiennent le flou jeudi sur leur riposte à l'attaque chimique présumée dans la Ghouta orientale.

Après avoir provoqué une montée de tensions en demandant à la Russie mercredi de se "tenir prête" à des frappes contre son allié syrien, Donald Trump a semblé temporiser.

En France, le président Emmanuel Macron a également relativisé l'urgence d'une réaction, après avoir évoqué mardi une annonce "dans les prochains jours".

"Nous aurons des décisions à prendre en temps voulu, quand nous le jugerons le plus utile et le plus efficace", a-t-il dit sur la chaîne de télévision TF1.

Sur le fond, il est cependant resté ferme dans ses accusations, disant avoir "la preuve" que "des armes chimiques ont été utilisées, au moins du chlore, et qu'elles ont été utilisées par le régime de Bachar al-Assad".

La Russie a dénoncé un "prétexte" utilisé pour lancer une opération militaire contre son allié, son ambassadeur au Liban avertissant qu'elle abattrait tout missile lancé contre la Syrie.

La porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova, a ainsi appelé les Occidentaux à "réfléchir sérieusement aux conséquences" de leurs menaces de frapper la Syrie, tout en assurant que Moscou ne voulait pas d'"escalade".

"Personne n'a donné le droit aux dirigeants occidentaux de s'attribuer le rôle de gendarmes du monde, à la fois d'enquêteur, de procureur, de juge et de bourreau", a-t-elle dit.

L'armée russe, qui intervient depuis septembre 2015 en soutien aux forces gouvernementales, a en outre annoncé jeudi que le drapeau du gouvernement syrien flottait sur la ville de Douma, marquant la reprise par le régime du contrôle de "la totalité de la Ghouta orientale". AFP 12.04

Cela les rend fou de rage et de se venger en bombardant la Syrie.

En complément. L'affaire Skripal.

- Skripal: L'OIAC confirme les conclusions de Londres sur le poison utilisé - Reuters 12 avril 2018

L'OIAC, qui a prélevé à la demande de la Grande-Bretagne des échantillons de l'agent neurotoxique retrouvé à Salisbury, confirme dans un document les conclusions des enquêteurs britanniques sans toutefois citer nommément le Novitchok.

L'OIAC se garde toutefois d'accuser qui que ce soit.

La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a également souligné que des experts russes devaient avoir accès aux travaux de l'OIAC pour se prononcer. Il y a tout lieu de croire, a-t-elle cependant ajouté, qu'on assiste à une nouvelle tentative, de la part de Londres, de discréditer la Russie.

Début avril, le chef du laboratoire militaire britannique de Porton Down a déclaré qu'il n'avait pas été capable d'établir si le Novitchok utilisé contre les Skripal avait été produit en Russie. Reuters 12 avril 2018

- La Russie doute de la sincérité du refus de loulia Skripal - Reuters 12 avril 2018

L'ambassade de Russie à Londres a exprimé jeudi ses doutes après le refus par loulia Skripal, fille d'un ancien espion russe empoisonnée par un agent neurotoxique en Angleterre début mars, de l'aide que lui proposait la représentation diplomatique russe en Grande-Bretagne.

L'ambassade a demandé à plusieurs reprises de bénéficier d'un accès consulaire à loulia Skripal, victime avec son père Sergueï d'une attaque menée à l'aide d'un gaz innervant dans la ville de Salisbury le 4 mars.

L'ambassade accuse les autorités britanniques d'avoir enlevé la ressortissante russe et doute que le refus exprimé par la jeune femme de 33 ans, mercredi soir dans un communiqué, soit sincère.

"Le texte (du communiqué) a été rédigé de façon à soutenir la position officielle des autorités britanniques et en même temps d'empêcher loulia d'avoir des contacts avec le monde extérieur - diplomates, journalistes et même ses proches", indique l'ambassade de Russie.

"Pour résumer, ce document ne fait que renforcer les soupçons que nous avons d'un isolement forcé des citoyens russes", ajoute la représentation diplomatique.

La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a invité jeudi Londres à prouver que les Skripal ne sont pas retenus en otage car, dit-elle, à part les autorités britanniques, personne les a vus depuis plus d'un mois, ce qui contraste avec le cas d'Alexandre Litvinenko dont une photo avait été diffusée après son empoisonnement au polonium. Reuters 12 avril 2018

ACTUALITÉ DU JOUR

Macro(n)céphalie aiguë

Les principales déclarations d'Emmanuel Macron sur TF1 - AFP 12 avril 2018

Voici les principales déclarations du président Emmanuel Macron jeudi sur TF1:

"ALLER AU BOUT"

"Il faut aller au bout".

"Les difficultés ne m'arrêtent pas (...) Le fait qu'il y ait des Français parfois pas contents ne m'arrête pas".

"Nous avons immensément à faire parce que notre pays doit reconstruire les 50 prochaines années de progrès".

PRÉSIDENT "DE TOUS LES FRANÇAIS"

"Je suis le président de tous les Français (...) Les riches, ils n'ont pas besoin d'un président, ils se débrouillent très bien tout seuls".

"Etre président de tous les Français, ce n'est pas montrer du doigt une catégorie".

"On n'abandonne pas du tout la ruralité". La dotation des communes ne "baisse pas d'un centime".

"J'ECOUTE"

"Je ne suis pas toute la journée enfermé à l'Élysée, je me déplace et je vais toujours au contact. On m'écrit beaucoup, je lis et j'entends, j'écoute".

"Il y a des inquiétudes, elles sont légitimes et moi je les entends".

"PINCÉES DE SEL"

"Ce n'est pas des pincées de sel ou de poivre, la politique aujourd'hui. C'est pas "faudrait être plus social, moins social".

"La France, c'est une maison". "Les murs de la maison pour moi c'est libérer, protéger et unir".

CORDE ET CORDÉE

"Quand je dis "premier de cordée", il y a une corde, et j'ai demandé à plusieurs reprises, (à) ceux qui réussissent (...) qu'ils aident le pays (...) en investissant ici, en embauchant ici, et qu'ils tirent le reste de la cordée".

"Ca fait au fond 30 ans qu'on dit "pour être juste, faut empêcher ceux qui sont en haut de la cordée d'avancer trop vite". Si on est tous au même niveau, la cordée tombe. Et il y en a d'autres qui pensent que, pour que la cordée tienne, il suffit que le premier galope. Non. La cordée, elle n'avance qu'à la vitesse de la corde (...) Ce que je veux, c'est qu'on redevienne un pays de progrès pour tous".

"PREUVE" EN SYRIE

"Nous avons la preuve que la semaine dernière (...) des armes chimiques ont été utilisées, au moins du chlore, et qu'elles ont été utilisées par le régime de Bachar al-Assad".

"Nous aurons des décisions à prendre en temps voulu, quand nous le jugerons le plus utile et le plus efficace".

"En aucun cas, la France ne laissera une escalade se faire ou quoi que ce soit qui puisse endommager la stabilité de la région".

SNCF "A 100%" PUBLIQUE

"Aller au bout, parce que nous devons faire cette réforme. Elle est indispensable et il y a une hypocrisie collective à ne pas le faire".

"Ce sera une entreprise publique à capitaux 100% publics mais qui va se réorganiser (...) Ce sera dans la loi".

Evoquant son grand-père cheminot: "je ne peux pas vous dire que j'ai du mépris ou que je considère que ce soit des privilégiés,

ce n'est pas vrai. Parce que je sais aussi les horaires que certains font, les contraintes qui sont liées à une entreprise de transport".

La dette "sera pour partie progressivement reprise" par l'Etat. "L'Etat va, dès le début, en reprendre une partie".

"Je respecte les syndicats et ils ont leur place dans le dialogue social et donc ils défendent des intérêts légitimes qui sont ceux de leurs salariés. Je leur dis juste "n'ayez pas de craintes illégitimes".

RETRAITES: "JE LEUR DIS MERCI"

"J'ai demandé un effort aux personnes retraitées et à une partie d'entre elles, aux 60% qui paient la CSG au taux normal, et je veux m'expliquer. Mais d'abord, je veux dire une chose: je leur dis merci".

"Je n'ai jamais pris un retraité pour un portefeuille".

FIN DE LA TAXE D'HABITATION POUR TOUS

Les communes "sont déjà remboursées par l'État, à l'euro-l'euro".

"Je souhaite que ça puisse être la totalité" des Français qui bénéficient de la suppression de la taxe d'habitation "parce que si un impôt n'est pas bon pour 80% des Français, il est pas bon pour tous".

"L'ISLAMISME N'EST PAS L'ISLAM"

"Il y a des mosquées ou des gens qui ne respectent pas les lois de la République, prêchent des choses qui ne sont pas conformes aux lois de la République et conduisent à la violence. Celles-ci seront fermées".

"L'extrémisme, le fondamentalisme religieux (...) c'est un problème dans notre pays" mais "il ne faut pas confondre ce problème avec tous nos concitoyens qui croient dans l'islam. Ce serait une erreur profonde".

"Ce fondamentalisme-là, cet islam radical (...), cet islamisme, ce n'est pas l'islam".

"Je veux que le financement étranger soit organisé sous le contrôle de l'État et transparent. Je ne veux plus de mosquées qui s'ouvrent avec des financements cachés".

ROUTES: "RESTER CALME"

"Notre sang s'est échauffé sur cette affaire".

"Ca ne mérite pas parfois les coups de sang qu'on a eus (...) Si dans deux ans ça ne marche pas, on arrêtera partout (...) et on adaptera selon les territoires".

"Tout l'argent qui sera prélevé sur ces routes, on le mettra (...) pour les hôpitaux qui soignent, guérissent les blessés de la route".

INTÉRESSEMENT SANS CHARGES

"Toutes les entreprises jusqu'à 250 salariés pourront distribuer de l'intéressement, il n'y aura plus aucune charge et impôt".

NDDL: L'EVACUABLE "ÉVACUÉ"

"L'opération est arrivée à un point où tout ce était évacuable a été évacué".

UNIVERSITÉS: DES "AGITATEURS PROFESSIONNELS"

"Ce ne sont pas des étudiants mais ce sont des agitateurs professionnels, les professionnels du désordre, dont parlait Michel Audiard, (qui) doivent comprendre que nous sommes dans un Etat d'ordre".

"Il n'y aura pas d'examen en chocolat". AFP 12 avril 2018

Réaction des représentants institutionnels.

- Interview d'Emmanuel Macron sur TF1 : les premières réactions politiques - AFP 12 avril 2018

Après l'interview du président Emmanuel Macron sur TF1, voici les premières réactions politiques :

- Olivier Faure, premier secrétaire du PS : "quels que soient les reproches qui lui sont faits, le président n'entend pas changer quoi que ce soit. Il parle beaucoup, il n'entend pas beaucoup et, en réalité, il fait ce qu'il veut seul. Il y a un point sur lequel il a raison: les riches n'ont pas besoin d'un président. La vérité, c'est que, malgré tout, ils en ont un" (BFMTV)

- Pierre Laurent, secrétaire général du PCF : "Une heure d'interview dans une salle de classe pour expliquer aux Français, sur un ton professoral et condescendant, qu'il ne changerait rien à sa politique. Telle est la seule leçon à retenir de l'interview présidentielle (...) Il ne voit ni n'entend rien des mouvements sociaux en cours" (communiqué)

- Nicolas Dupont-Aignan, président de Debout la France : "Emmanuel Macron s'est livré à un interminable exercice d'autosatisfaction (...) Il a enchaîné "en même temps" la "câlino-thérapie" et les fins de non-recevoir aux demandes des Français et n'aura fait aucune nouvelle annonce qui prenne en compte les souffrances que sa politique provoque à nos concitoyens, se contentant d'étaler de la pommade sur les plaies qu'il a lui-même écorchées" (communiqué)

- Jean-Luc Mélenchon (La France Insoumise) : "Macron soliloque: un catéchisme hors-sol" (Twitter). "Derrière Trump, #Macron s'en va en guerre. Une erreur tragique pour la France" (Twitter)

- Lydia Guirous, porte-parole des Républicains : "Macron sur TF1 c'est un peu "Rendez-vous en terre inconnue"... A la découverte du pays qu'il préside... Bienvenue en France Monsieur le Président!" (Twitter)

- Florian Philippot, président des Patriotes : "L'autosatisfaction du président est à son comble (...) mais il est dans l'enfumage permanent et prétend être le président de tous les Français, quel cynisme quand on sait le fond de la politique menée. Emmanuel Macron s'enferme en réalité dans une vision technocratique".(communiqué)

- Bruno Retailleau, président du groupe LR au Sénat : "Le président de la République est venu dire aux Français qu'il avait raison sur tout, qu'il savait tout et que les Français inquiets ne comprenaient rien. Il ne changera rien. Dans une salle de classe, il les a pris pour des enfants". (communiqué)

- Eric Coquerel (La France Insoumise) : "Emmanuel Macron peut nous répéter ce que disent ses ministres à longueur de séance, il est toujours le président des riches. Il a consacré à peine deux minutes aux étudiants pour faire du chantage aux examens". (Twitter)

- Christophe Castaner, délégué général de La République en Marche : "Hauteur de vue et réponses aux préoccupations des Français : passionnante interview du Président de la République". (Twitter)

- Richard Ferrand, patron des députés LREM : "Emmanuel Macron fait preuve d'une volonté sans faille, pour que le pays se transforme et que le quotidien de tous les Français s'améliore. Il peut compter sur les députés @LaREM_AN unis et déterminés dans l'action". (Twitter)

- Clémentine Autain, députée LFI : "Une salle de classe pour nous délivrer des contes pour enfants, c'était bien choisi. Un discours lénifiant, aucune annonce concrète". (BFMTV) AFP 12 avril 2018

Clémentine Autain espérait une "annonce concrète" de Macron, décidément, c'est bien son président !

Réaction des médias aux ordres.

- "Macron le maître d'école" fait de la pédagogie sans rien céder, juge la presse - AFP 13 avril 2018

"Pédagogue" mais "droit dans ses bottes" en pleine grogne sociale: c'est ainsi qu'Emmanuel Macron est apparu à la presse durant son intervention télévisée de jeudi dans une école de l'Orne.

"Macron le maître d'école", titre Le Parisien. "Au cours de cet exercice de "pédagogie", le maître ne changera pas son programme mais son style", "moins "techno", plus empathique", relève Myriam Encaoua.

Pour Libération, "c'est un président qui fait non, non, non, non, non...". "Emmanuel Macron a répondu aux demandes, aux revendications, aux protestations, non par des concessions, mais par de la communication politique stricto sensu",

analyse Laurent Joffrin dans son éditorial.

"Le professeur Macron, pédagogue, méthodique et précis, avait à coeur de montrer aux Français la justesse et la pertinence des réformes entreprises depuis le début de son quinquennat", juge dans Le Figaro Vincent Trémolet de Villers. "S'il n'a pas été avare de remerciements et de regards compatissants, il a très peu cédé."

"C'est l'enjeu pour Macron : dès lors qu'il ne veut pas céder un pouce sur les réformes, il espère limiter les blocages en convainquant qu'elles sont faites dans l'intérêt de tous", explique Cécile Cornudet dans Les Echos.

Peine perdue pour L'Humanité. "En dépit de l'aménité de celui qui l'interrogeait, il n'a pas eu un geste pour la France populaire", dénonce Patrick Apel-Muller.

"SNCF, CSG, limitation de vitesse, ruralité : c'est un fait, sur tous ces sujets de tension, Emmanuel Macron a tenu bon, quitte à concéder ici et là quelques aménagements à la marge", constate Nicolas Beytout dans L'Opinion.

Pour Dominique Jung des Dernières Nouvelles d'Alsace, "la bifurcation n'est pas dans les habitudes d'Emmanuel Macron. Ni le louvoiement. Ni la négociation si elle doit dévitaliser le projet initial".

"Droit dans ses bottes, calé sur ses rails, le chef de l'État ne cédera rien aux cheminots en grève pas plus qu'aux retraités ponctionnés par la CSG", note Denis Daumin dans La Nouvelle République du Centre ouest.

"Grève ou pas grève, le train Macron est lancé à pleine vitesse. Vouloir le ralentir, c'est peine perdue", résume Bruno Dumortier dans L'Est Eclair. AFP 13 avril 2018

En complément

Liberation - «Les gens qui, aujourd'hui, manifestent [...] sont des gens qui occupent illégalement des territoires publics ou privés. Ils n'ont plus de raison de le faire, il n'y aura pas d'aéroport. Donc, depuis le début de la semaine, [...] on rétablit l'ordre républicain. L'opération est arrivée à un point où tout ce qui était évacuable a été évacué.» Liberation.fr 13 avril 2018

- Macron fustige "les professionnels du désordre" dans les universités - Reuters

- Macron prévient les étudiants: "Pas d'examen en chocolat" - Reuters

«Qu'il y ait du débat, c'est une bonne chose. Dans beaucoup d'universités occupées, ce ne sont pas des étudiants mais des agitateurs professionnels, des professionnels du désordre. Les étudiants doivent comprendre une chose : s'ils veulent avoir leurs examens en fin d'année, ils doivent réviser. Car il n'y aura pas d'examens en chocolat dans la République.» Liberation.fr 13 avril 2018

- Macron : «n'ayez pas de craintes illégitimes» - Liberation.fr 13 avril 2018

«Aller au bout, oui, parce que nous devons faire cette réforme. On a besoin d'un chemin de fer français fort. La réforme va le renforcer. Ce sera une entreprise publique à capitaux 100 % publics. Ce sera dans la loi. [...] La dette sera progressivement reprise, au fur et à mesure que les réformes se feront. [...] Je dis aux syndicats : n'ayez pas de craintes illégitimes.» Liberation.fr 13 avril 2018

- "Il y a des inquiétudes. Elles sont légitimes et je les entends", a-t-il assuré à Jean-Pierre Pernaut - AFP 12 avril 2018

La réponse.

- Macron à TF1 : un Français au courant sur deux l'a trouvé convaincant - AFP 14.04

L'impact de l'interview d'Emmanuel Macron à TF1 semble mitigé, avec un Français qui l'a vu ou en a entendu parler sur deux qui l'a trouvé convaincant et autant d'un avis contraire, selon un sondage Odoxa diffusé vendredi. AFP 14.04

- L'image d'Emmanuel Macron s'est dégradée après son interview sur TF1, selon un sondage - Franceinfo 14.04

52% des Français ayant vu l'interview d'Emmanuel Macron jeudi sur TF1, ou qui en ont entendu parler, n'ont pas trouvé le président convaincant, selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour franceinfo publié vendredi. Franceinfo 14.04

- Des cheminots tout aussi déterminés que le Président - Liberation.fr

- La Gare du Nord passe à la grève reconductible 7 jours sur 7 - Liberation.fr 13.04

La gare du Nord fait sécession en décidant de sortir du calendrier de grèves perlées qui avait été décidé par les organisations syndicales. Liberation.fr 13.04

- A Montparnasse, les agents de nettoyage solidaires des cheminots - Liberation.fr 13.04

Dans la gare parisienne, les «gilets bleus», employés par des sous-traitants de la SNCF et souvent plus précaires que leurs «collègues», appuient la contestation. Liberation.fr 13.04

Et les briseurs de grèves...

- SNCF: le trafic encore perturbé samedi, les syndicats veulent "des négociations approfondies" - AFP 13.04

L'intersyndicale CGT-Unsa-SUD-CFDT a demandé vendredi dans un communiqué "l'arrêt du processus législatif en cours" pour réformer la SNCF et "l'ouverture de négociations approfondies", appelant les cheminots à "amplifier" la mobilisation.

Plusieurs caisses de grève ont été ouvertes pour soutenir les cheminots, dont une, lancée par une trentaine d'intellectuels a recueilli plus de 730.000 euros.

Le taux de grévistes s'établissait dans la matinée à 22,5%, selon la SNCF. Ce taux atteignait 38% pour les personnels indispensables à la circulation des trains, avec 66% des conducteurs, 60% des contrôleurs et 29% des aiguilleurs grévistes. Des chiffres tous en baisse. AFP 13.04

- A Tolbiac, rien ne bouge - Liberation.fr 13.04

Alors que le préfet s'est opposé à la manière forte pour lever le blocage de la fac, les étudiants restent mobilisés. Liberation.fr 13.04

- La Sorbonne: empêchés de tenir leur AG, les étudiants décident en direct d'occuper l'établissement - Le HuffPost 13.04

La grogne continue chez les étudiants. Ce jeudi 12 avril, ce sont ceux de la Sorbonne qui ont décidé de se réunir en assemblée générale avec plusieurs autres établissements, pour se mobiliser contre la sélection à l'entrée des universités. Mais depuis 16 heures, plusieurs CRS bloquent l'entrée de la faculté.

Comme vous pouvez le voir dans la vidéo en tête de l'article, Le HuffPost s'est rendu sur place et a pu filmer en direct le communiqué lu à l'oral par les élèves, qui ont décidé, face à la répression policière, mais aussi au refus du rectorat de laisser entrer les 300 personnes dehors, d'occuper les locaux jusqu'à nouvel ordre.

Les étudiants ont finalement été évacués de la Sorbonne dans la soirée par les forces de l'ordre. Le HuffPost 13.04

- La Tour Eiffel fermée ce vendredi en raison d'un mouvement social - AFP 13.04

La Tour Eiffel est fermée au public ce vendredi en raison d'un arrêt de travail du personnel de l'entreprise chargée de la sécurité, a annoncé la Société d'exploitation du monument parisien dans un communiqué. AFP 13.04

Un dernier complément

- Tarnac: dix ans après, Julien Coupat et Yildune Lévy relaxés - Liberation.fr 13.04

Le tribunal correctionnel de Paris a prononcé une relaxe quasi générale dans l'affaire dite de Tarnac. Liberation.fr

[Populisme. Notre ennemi, il n'est pas à Bruxelles, mais à l'Élysée, à Matignon, à l'Assemblée nationale, à la Bourse.](#)

- Les Insoumis, Podemos et le Bloc de gauche lancent un mouvement européen - Le Parisien 13 avril 2018

La France insoumise, Podemos et le Bloc de gauche (Bloco de Esquerda), représentants de la gauche radicale en France,

en Espagne et au Portugal, ont annoncé jeudi à Lisbonne le lancement d'un mouvement européen commun.

L'ancien candidat à la présidentielle, Jean-Luc Mélenchon, Pablo Iglesias (secrétaire général de Podemos) et Catarina Martins, coordinatrice du Bloc de gauche, ont signé un manifeste intitulé «Maintenant le Peuple ! Pour une révolution citoyenne en Europe».

«L'heure est arrivée de rompre avec le carcan des traités européens qui imposent l'austérité et favorisent le dumping fiscal et social. L'heure est arrivée que ceux qui croient en la démocratie franchissent une nouvelle étape pour rompre cette spirale inacceptable», écrivent-ils.

« Nous lançons un appel aux peuples d'Europe pour qu'ils s'unissent sur la tâche qui consiste à construire un mouvement politique international, populaire et démocratique pour organiser la défense de nos droits et la souveraineté de nos peuples face à un ordre ancien, injuste et en échec qui nous emmène droit au désastre », poursuivent-ils. «Nous en avons assez d'espérer. Nous en avons assez de croire ceux qui nous gouvernent depuis Berlin et depuis Bruxelles. Nous mettons la main à l'ouvrage pour construire un nouveau projet d'organisation pour l'Europe. Une organisation démocratique, juste et équitable qui respecte la souveraineté des peuples », affirment-ils encore.

Hamon et Varoufakis ont aussi créé leur mouvement

Les trois formations politiques lancent cette initiative quelques semaines après que l'ancien ministre des Finances grec Yanis Varoufakis et l'ex-candidat à la présidentielle socialiste Benoît Hamon ont invité les gauches européennes à unir leurs forces pour promouvoir une Europe qui rompe avec l'austérité.

Interrogé vendredi matin par la revue Regards, sur ce qui le sépare de Jean-Luc Mélenchon, Yanis Varoufakis a répondu que leur principal point de désaccord concernait la « stratégie » et la « tactique ». « Nous sommes de fervents défenseurs du plan A. Nous avons besoin d'un plan A pour l'Europe (...) Jean-Luc se concentre sur le plan B, sur ce qui se passerait si l'Union européenne disparaissait », a-t-il expliqué. Le Parisien avec AFP 13 avril 2018

Il a raison d'employer le conditionnel s'agissant d'une déclaration sans lendemain ou qui ne coûte rien, surtout après l'avoir contredite à de nombreuses reprises dans le passé.

Il y a ceux qui désignent aux peuples un ennemi ou en fabrique un si besoin est, le communisme, l'URSS, les talibans, les terroristes d'Al-Qaïda ou de Daesh, la Russie, vous pouvez ajouter à un autre niveau les racistes, les xénophobes, les homophobes, les hommes, les chômeurs, les jeunes, les vieux, les malades, les conservateurs, l'extrême gauche, etc. mais aussi le sel, le sucre, le pinard, la drogue, etc. mais pas l'argent, le profit, les armes, les écrans, les jeux vidéos, les réseaux numériques, les médias...

Et il y a ceux qui désignent aux peuples un ennemi ou en fabrique un si besoin est, l'UE par exemple à défaut d'affronter Macron et les institutions de la Ve République, le Medef, l'oligarchie, le capitalisme...

[Haut de page ↗](#)

Le 15 avril 2018

CAUSERIE

● Causerie au format pdf (5 pages)

Comme je m'y attendais non sans une certaine angoisse tout de même, les frappes contre la Syrie par le gang de Washington, Paris et Londres ont été symboliques, parce que la fin de la partie était déjà sifflée entre les Américains et les Russes, confirmant en partie l'analyse qui avait été fournie par Thierry Meyssan (Réseau Voltaire).

A ce propos, j'ai adressé hier un courriel à Damas en solidarité avec le peuple syrien.

A la suite de l'Etat sioniste, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne sont devenus officiellement des Etats terroristes.

Vous voulez vous payer une bonne tranche de fou rire pour vous détendre un peu, lisez donc le rapport que le gouvernement français a pondus sur la soi-disant attaque chimique de la Ghouta en Syrie qu'il a imputé au gouvernement syrien, le plus sérieusement du monde, il repose sur des documents circulant sur Internet sans en fournir les origines, délirant, et c'est tout ce qu'il

a trouvé en guise de preuve. Extrait :

- "*Les services français ont procédé à l'analyse des témoignages, photos et vidéos apparus spontanément sur les sites spécialisés, dans la presse et les réseaux sociaux dans les heures et jours qui ont suivi l'attaque*", ceux des barbares, ou encore "*Les experts français ont analysé les symptômes identifiables sur les images et vidéos rendues publiques*" par les mêmes barbares, édifiant !

● Télécharger ce rapport de 8 pages

Ce rapport a été décrypté par le blog Les-Crises.fr :

● L'article Les-Crises.fr

[Ils osent tout, c'était un constat, un diagnostic, c'était prévisible.](#)

Souvenez-vous.

Nous avons affirmé dans de nombreuses causeries, qu'ils avaient l'intention d'instaurer un nouvel ordre mondial qui prendrait la forme et le contenu d'une monarchie absolue, nous y sommes.

On est retourné à l'Ancien Régime quand le monarque disposait du droit de vie ou de mort sur ces sujets sans autre formalité, sans s'embarrasser de lois et sans avoir de compte à ne rendre à personne. Quoi d'étonnant à ce que l'absolutisme s'empare du politique, puisque l'économie y était déjà soumis depuis des décennies.

A partir du moment où le principe de la loi du plus fort est légitime, la notion de droit disparaît, ce qui confirme que s'en réclamer était désuet puisqu'il reposait sur une base faussée d'avance au profit de celui qui détenait le pouvoir. Il en va ainsi du droit international cher aux intellectuels petits bourgeois ou aux classes moyennes.

On se retrouve confronté à une situation où le fait du prince ou l'arbitraire le plus total a valeur de loi ou principe suprême, tandis que les esclaves que nous sommes ne disposent d'aucun pouvoir pour s'y opposer, hormis celui de se soulever pour le renverser, donc la question est à l'ordre du jour.

Le pouvoir discrétionnaire que le monarque s'octroie est sans limite, puisqu'à notre insu il peut nous entraîner dans une guerre. Il n'a pas besoin de l'aval du Parlement, puisque la Constitution de la Ve République lui octroie ce pouvoir exorbitant. Donc l'abolition de la Constitution de la Ve République est également à l'ordre du jour.

Je m'excuse d'avoir eu raison un peu trop tôt peut-être, cela se discute.

On pouvait estimer qu'il était trop tôt pour avancer ce mot d'ordre ou sur cet axe politique, quand on ne comprenait pas que l'évolution de la situation tendait inéluctablement vers le totalitarisme, de nombreux signes permettait de confirmer cette orientation, mais on n'a pas souhaité en tenir compte, comme tant d'autres choses d'ailleurs, hélas ! Cela découlait logiquement du développement de la crise du capitalisme qu'on a évoqué à tort et à travers pour finalement passer à côté de l'essentiel. Donc la liquidation du capitalisme est aussi à l'ordre du jour.

[Lu dans le dernier éditorial de la Tribune des travailleurs.](#)

- "*à l'heure où le gouvernement, plein de mépris et d'arrogance vis-à-vis des syndicats, exige d'eux qu'ils se plient à une concertation qui n'est rien d'autre que la vieille recette de l'association capital-travail*".

Ils s'y plient volontiers. Comme si le gouvernement avait vraiment besoin de leur forcer la main, ce sont eux qui sont demandeurs. Rappel (causerie d'hier) :

- L'intersyndicale CGT-Unsa-SUD-CFDT a demandé vendredi dans un communiqué "l'ouverture de négociations approfondies". (AFP 13.04)

D. Gluckstein ignorerait-il la véritable nature des appareils des syndicats ?

Quand j'affirme que les dirigeants trotskystes (POID, POI, NPA, LO) n'ont jamais cessé de ménager ces agents du capital, je n'invente rien.

Et qui fait l'amalgame entre les dirigeants syndicaux vendus et les militants syndicaux qui sincèrement combattent au côté des travailleurs ? Certainement pas moi. Qui colporte des illusions sur leurs réelles intentions auprès des militants et travailleurs ? Certainement pas moi.

Question à mes camarades trotskystes : Quelle en est la signification politique ?

De quel pays s'agit-il ?

- Les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). ont estimé dans un rapport (...) que si les opérations de vote s'étaient déroulées dans des conditions satisfaisantes, la capacité des électeurs à voter en connaissance de cause avait en revanche été entravée par la "rhétorique xénophobe" ambiante et la "partialité des médias".

De quel pays s'agit-il ? De la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Etats-Unis ?

Réponse : Non, de la Hongrie qui est dans le collimateur de Washington et Bruxelles. (source AFP 14 avril 2018)

L'Agence Française de propagande est devenue la pire agence de presse en matière de fake news.

Reuters 14 avril 2018 - Plusieurs milliers de personnes ont défilé samedi à Budapest contre ce que les organisateurs de la manifestation ont qualifié de système électoral injuste qui donne au Premier ministre Viktor Orban une large victoire au parlement après les élections législatives.

AFP 14 avril 2018 - Des dizaines de milliers de Hongrois ont manifesté samedi à Budapest pour protester contre la réélection du Premier ministre Viktor Orban, l'accusant d'avoir faussé le vote il y a une semaine, selon des journalistes de l'AFP.

Pourquoi pas des centaines de milliers ou des millions pendant qu'ils y sont !

Dossier sur la Syrie.

Voilà ce qui les rend fou de rage.

- Syrie: l'armée annonce la reprise totale de l'enclave rebelle dans la Ghouta - AFP 15 avril 2018

L'armée syrienne a annoncé samedi avoir repris intégralement l'enclave rebelle dans la Ghouta orientale près de Damas après l'évacuation des derniers insurgés de la ville de Douma, au terme d'une offensive dévastatrice de près de deux mois. AFP 15 avril 2018

- Syrie : manifestation pro-Assad après les frappes occidentales - euronews 14 avril 2018

Quelques heures à peine après les frappes occidentales en Syrie, Bachar al-Assad est arrivé comme si de rien n'était dans ses quartiers.

Aux yeux des manifestants venus afficher leur soutien au président Assad, l'opération occidentale serait plutôt le signe de la victoire du régime, après avoir repris le bastion rebelle de la Ghouta orientale, aux portes de la capitale. euronews 14 avril 2018

S'agirait-il d'un aveu ?

- Les mensonges sur la guerre en Irak et en Libye hantent aujourd'hui la Syrie - Le HuffPost 15 avril 2018

Quand ils lâchent le morceau.

- Et si la situation entre la Russie et les États-Unis était moins explosive qu'on ne veut bien le laisser entendre? - Le HuffPost 15 avril 2018

Le NPA reprend la rhétorique des va-t-en-guerre qui bombardent la Syrie.

Page Facebook de Révolution Permanente

"Depuis lundi les bombardements occidentaux contre le régime d'Assad semblent imminents. Alors que certains se résignent à

dire que cette offensive est la seule alternative, comme précédemment en Irak et en Libye, ces interventions ont démontré que, au contraire, l'action des puissances impérialistes n'arrêtera pas la guerre et ne résoudra aucun problème."

Entendez par là, que ce ne sont pas eux qui sont à l'origine des guerres "des puissances impérialistes" contre l'Irak, la Libye, la Syrie, l'Afghanistan, etc.

Ils peuvent ajouter pour faire bonne mesure à une minute d'intervalle, ils ont dû s'apercevoir qu'il manquait quelque chose "Il faut dire NON aux bombardements français !", pourquoi ne l'ont-ils pas dit AVANT ? Et puis ils n'ont rien fait pour mobiliser contre, ils s'en foutent en somme, la méthode éculée des raclures staliniennes ou sociaux-néolibéraux pour se faire passer pour de vaillants révolutionnaires.

A ma connaissance, aucun parti ouvrier n'avait appelé à un rassemblement ou une manifestation contre la menace de bombardement de la Syrie. Ils ont tous déserté le combat politique, honte à eux ! Et après il faudrait leur faire confiance, vous voulez rire ou quoi, quelle inconscience !

En totalitarisme. Ils osent tout et plus encore.

- Syrie: La France défend une action légitime, "objectif atteint" - Reuters 14.04

- Après les frappes en Syrie, la France publie son rapport (mais pas encore de preuves) sur l'attaque chimique à Douma - Le HuffPost

- Frappes en Syrie: "Justifiées", mais "ne suffisent pas" selon Hollande - AFP 14.04

- 7 ans après le début la guerre, le "lion" Assad, plus que jamais roi de la jungle en Syrie - Le HuffPost 14.04

Affaire Skripal

- Skripal: l'OIAC a trafiqué les résultats de son enquête, selon Lavrov - AFP 14 avril 2018

L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a trafiqué les résultats de son enquête sur l'empoisonnement de l'ex-espion russe Sergueï Skripal pour accuser la Russie, a affirmé samedi le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

Selon Sergueï Lavrov, qui a indiqué que la Russie a reçu ces informations de manière confidentielle, le laboratoire suisse de Spiez, spécialisé dans les menaces chimiques, a envoyé à l'OIAC les résultats de son analyse à partir d'échantillons prélevés à Salisbury (sud de l'Angleterre), où Sergueï Skripal et sa fille ont été empoisonnés.

"La substance BZ a été découverte dans tous les échantillons. Le BZ est un agent neurotoxique (...), cette substance était en service en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et dans d'autres pays de l'Otan. Elle n'a jamais été utilisée en URSS et en Russie", a-t-il ajouté.

"Le BZ n'est pas mentionné dans le rapport de l'OIAC. Nous nous demandons pourquoi cette information, qui reflète les conclusions des spécialistes du laboratoire de Spiez, a été omise dans ce document", a poursuivi le chef de la diplomatie russe.

"Et si l'OIAC réfute sa collaboration avec le laboratoire de Spiez, il sera intéressant d'écouter leurs explications", a encore déclaré M. Lavrov. AFP 14 avril 2018

ACTUALITÉ DU JOUR

[Puisque Macron martèle qu'il ne reculera pas, il faut appeler à le reverser, tout autre orientation est opportuniste.](#)

Grille de lecture.

Les despotes au pouvoir ont placé la barre très haut en affichant leurs intentions. Il y a ceux dont nous sommes qui sont déterminés à la briser ou à la franchir, et il y a ceux qui s'apprêtent à ramper pour passer en dessous.

Macron et Philippe se sont présentés en jusqu'au-boutistes, et bien soyons-le aussi !

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que dès lors qu'on ne tient pas compte de la détermination affichée par Macron, bien des travailleurs qui étaient prêts à l'affronter vont se décourager ou estiment être trahis à juste titre. Il faut faire germer dans la tête des travailleurs l'idée qu'il ne reste plus qu'une seule solution : Se mobiliser pour le renverser. Tout le reste est du baratin.

- Aux côtés des syndicats à Marseille, Jean-Luc Mélenchon appelle à l'unité contre Emmanuel Macron - Franceinfo 14 avril 2018

Il appelle à "rompre la cloison" entre politiques et syndicats, et à une unité "dans tous le pays" contre Emmanuel Macron.

Dans le carré de tête, le chef de file des Insoumis a défilé aux côtés des responsables départementaux de la CGT, de la FSU, de Sud, de l'Unef ou encore du PCF et d'Attac. L'ancien candidat NPA à l'élection présidentielle, Philippe Poutou, était également présent.

"Le problème de l'unité et de la convergence est posé depuis le début", a réagi de son côté Philippe Poutou. "Pour faire reculer le gouvernement, il faut être des millions dans la rue, il faut combattre ce qui nous divise", a-t-il poursuivi. "Il faut arrêter les conneries." Franceinfo 14 avril 2018

Vous aurez noté que ce sont les mêmes appareils syndicaux qui appellent à "l'ouverture de négociations approfondies" avec le gouvernement.

[Haut de page ↗](#)

Le 16 avril 2018

CAUSERIE

● Causerie au format pdf (7 pages)

[La dégénérescence du mouvement ouvrier est pire qu'une défaite.](#)

Hypocrisie partagée ou quand trop tard à la soupe se réveille quand tout est terminé, quelle lâcheté !

- « Macron : c'est la guerre ! ». Un appel du BN du POID daté du 14.04, mis en ligne le 15 avril.

Pour le POID, le bombardement de la Syrie était somme toute légitime.

Franchement, pourquoi "*la coalition militaire dirigée par les États-Unis*" ne bombarderait-elle pas la Syrie qui recourent également à "*l'utilisation d'armes chimiques*" ?

POID - Le prétexte invoqué de l'utilisation d'armes chimiques en Syrie est une pure hypocrisie puisque la coalition militaire dirigée par les États-Unis et à laquelle le gouvernement Macron participe en utilise elle aussi : « L'utilisation par la coalition emmenée par les États-Unis de munitions au phosphore blanc dans la banlieue de Raqqa, en Syrie, est illégale et pourrait constituer un crime de guerre » (16 juin 2017, Amnesty international).

Au passage, il n'hésite pas à recourir à une officine financée par le Département d'Etat américain...

Pourquoi, parce qu'il existerait de bons prétextes pour que la coalition militaire Washington, Paris et Londres bombarde un pays ? Voilà à quel niveau est tombé l'internationalisme prolétarien, quelle honte !

Et puis, agresseur et agressé, dominant et dominé sont placés sur le même plan, avec de tels opposants Macron et l'oligarchie peuvent dormir tranquille. Au NPA et à LO, ils mettent sur le même plan les barbares d'Al-Qaïda et Daesh et le gouvernement syrien en espérant la chute de ce dernier au profit des supplétifs du Pentagone ou la Fed.

Ils osent tout aussi ces furieux opportunistes.

Ils osent lancer une pétition intitulée : *Arrêt immédiat des bombardements en Syrie !*

Pathétique et misérable !

J'avais hésité à remettre dans le portail des liens vers la page Facebook et le blog du POID et j'ai eu raison. J'ai appelé les travailleurs à rejoindre le POID apparemment par excès de faiblesse ou en désespoir de cause, j'aurais mieux fait de m'abstenir également, car décidément ils ne changeront jamais, ils sont répugnants, irrécupérables.

Et ce n'était pas la première fois. Il m'est arrivé à plusieurs reprises de partager des positions avec le POID et de le soutenir tout en émettant toujours des réserves, et une ou deux semaines plus tard on avait le droit à une nouvelle saloperie du genre de celle-ci, celle-ci est colossale et inexcusable, la goutte de trop !

Mon attitude avait été motivée par le besoin de proposer un pôle de regroupement où les lecteurs qui partageaient mes analyses pourraient se rassembler, car on ne peut pas se contenter d'idées ou de manifester son opposition en demeurant devant un écran, ce n'est pas cela qui fera avancer notre cause, on a besoin d'un engagement pratique, de s'organiser pour aller de l'avant... Sinon on se retrouve dans la situation très inconfortable ou plutôt insupportable, de n'avoir rien à proposer aux travailleurs et aux militants et de passer pour un commentateur finalement passif comme une multitude d'intellectuels aux idées courtes.

C'est dans ce sens que j'ai également affirmé à plusieurs reprises qu'on était pris en otage par ces partis faillis ou face à un cruel dilemme. Je fustige sans cesse les intellectuels ou les membres des classes moyennes qui se contentent de critiquer le régime en les appelant à rejoindre le mouvement ouvrier, mais pour quoi je passe quand tous ses partis sont pourris, pour un vulgaire donneur de leçons qui manque singulièrement de rigueur ou pire, qui les trompe, ce qui me fait horreur, d'où ma réaction qui toutefois demeure mesurée ou ma colère qui est contenue.

Vous aurez constaté que je ne fais pas dans l'invective, j'avance des arguments, j'analyse ce qui ressemble à une manoeuvre grossière d'appareil en proie à des contradictions qu'il est incapable d'assumer.

Il a le droit de pavoiser.

- Macron se justifie sur la Syrie et ne voit pas de "coagulation" des mécontentements - AFP 16 avril 2018

[Dehors Macron, abolition de la Constitution de la Ve République qui lui donne les pleins pouvoirs !](#)

De quelle légitimité se revendiquent-ils pour bombarder la Syrie, alors que Macron a été élu à l'issue d'un scrutin truquée et a recueilli moins de 20% des voix des électeurs inscrits au premier tour?

De quelle légitimité se revendiquent-ils pour bombarder la Syrie, quand tous les peuples y sont opposés ?

Et sur quoi reposent leurs preuves pour imputer au gouvernement syrien une attaque chimique ? Sur le témoignage des barbares, le gouvernement français n'a rien trouvé d'autres. Il faut que tous les travailleurs le sachent. Il faut qu'ils sachent que tous les arguments pour justifier sa politique antisociale reposent sur une forfaiture, qu'ils ont à faire à des escrocs qui ne reculent devant aucun moyen pour les abuser.

Il prétend lutter contre les fake news, alors qu'il est le premier à en produire à échelle industrielle.

Mais pourquoi cela intervient-il maintenant et pas avant ?

Il y a bien sûr la crise du capitalisme qui a dépassé le stade critique compromettant sa survie qui constitue un élément d'explication, et sans la finance mafieuse et criminelle, il se serait déjà effondré. Mais surtout il fallait aux capitalistes en finir avec toute opposition organisée liée historiquement au mouvement ouvrier, même corrompue ou acquise au capitalisme, ce qui passait par la liquidation du PS dans lequel une partie de la classe moyenne se reconnaissait, de manière à ce que ses courants qui étaient prêts à se tourner vers la réaction franchissent le pas en rejoignant Macron ou LREM, pendant que ceux plus ou moins liés au mouvement ouvrier et tout aussi inféodés au capitalisme se disloqueraient, tandis que le mouvement ouvrier se réduirait à l'aristocratie ouvrière ayant appelé à voter Macron, la classe ouvrière ayant largement déserté le mouvement ouvrier.

Une fois toute opposition organisée neutralisée ou réduite à l'impuissance, ils allaient avoir le champ libre pour tout se permettre ou presque afin d'appliquer la suite de leur programme ultra réactionnaire, tout pôle de regroupement des couches progressistes des classes moyennes incarnant l'opposition ayant disparu, la menace d'une mobilisation de masse à laquelle participeraient les bataillons de la classe ouvrière s'éloignait, d'où leur arrogance débridée ou le profond mépris qu'ils témoignent au peuple, ainsi que leur détermination affichée à aller au bout de leur contre-réformes puisqu'il n'existe plus aucun ennemi organisé susceptible de les en empêcher ou de ralentir la mise en oeuvre de leur plan.

Cela fait penser à un tapis volant fourni par le PS sur lequel tout ce que compte la gauche et l'extrême gauche se serait embarqué, et qui à un moment donné se serait désagrégé, précipitant tout ses passagers dans le vide. Alors la question est de savoir, pourquoi on nous a embarqués dans cette aventure dont l'issue était prévisible, sachant que la trame de ce tapis qui présentait

de graves défauts ou était rompu par endroits ne résisterait pas aux orages à venir et entraînerait sa dislocation, pourquoi nous a-t-on entraîné dans une telle galère qui risque de nous être fatale, pourquoi ? Voilà la question que chaque militant doit poser à nos dirigeants.

Ils répondront avec aplomb que c'était la seule embarcation à notre disposition, et qu'il n'y a pas à revenir dessus. Qu'il nous permis de penser le contraire. Pour déterminante que soit cette question, reste à savoir si nous serons en mesure de construire le vaisseau qui guidera les masses à l'assaut du pouvoir.

Si face à un pouvoir absolutiste nous ne manifestons la détermination la plus résolue pour le renverser, l'humanité est vouée à sa perte. Ce qui arrive aujourd'hui est le produit de la collaboration de classes à des degrés divers, du refus de rompre avec tout ce qui incarnait la réaction, y compris au sein du mouvement ouvrier. On a voulu jouer au plus malin sur tous les tableaux et on a perdu. Et c'est cela qui était également prévisible, parce que nous n'étions pas maître de la règle du jeu, on nous l'a imposée, on a cru qu'on pourrait la détourner et obtenir un autre résultat que celui pour lequel elle était destinée, et nous avons échoué lamentablement.

Parole d'internaute à la suite de l'intervention télévisée du monarque.

La dernière imposture a fonctionné sur les esprits faibles...

- *"C'est la première fois que je trouve un débat politique sans conventionnalisme préalable entre journalistes et politiques. Je dirais que c'était très intéressant, voir captivant."*

Moins chez d'autres un peu plus lucides...

- *"C'est E. Macron qui avait fait le choix de ses interlocuteurs pour avoir l'occasion de se monter courageux... Et tous les gogos sont tombés dans le panneau, c'est du cinéma médiatique, de l'illusion..."*

Ce que Macron a dit dimanche sur la Syrie

Il a avoué avoir accusé le gouvernement syrien pratiquement immédiatement, sans attendre la moindre explication, la moindre enquête, la moindre preuve.

- *"Cette décision, la France l'a prise sur le principe dès dimanche dernier, 48 heures après les premières traces d'utilisation d'armes chimiques dans la Ghouta orientale. Elle est conforme aux engagements que nous avons pris"*. Passons sur le fait qu'il aurait dû employer le plus-que-parfait.

Quand le monde se réduit au gang Washington-Paris-Londres.

- *"c'est la communauté internationale qui est intervenue"*, réduite de fait à 3 Etats sur plus de 200.

Mise au point qui le ridiculise.

- Dans son entretien télévisé de dimanche soir, Emmanuel Macron a affirmé qu'il avait convaincu Donald Trump de maintenir les troupes américaines en Syrie. La Maison-Blanche a démenti dans la nuit. LeParisien.fr 16 avril 2018

Les enragés en rajoutent une couche chaque jour.

- Berlin accuse Moscou d'être derrière une récente cyberattaque - Reuters 15.04

- Ryad s'en prend à Téhéran au sommet de la Ligue arabe - Reuters 15.04

- Pence veut des mesures pour isoler davantage le président Maduro - Reuters 15.04

Qui gaze le peuple ?

- "Ils ont gazé à bout portant tous les clients" : le propriétaire d'un bar nantais raconte l'intervention musclée des CRS sur sa terrasse - Franceinfo 15.04

Quelques heures après la manifestation en soutien à la ZAD, samedi 14 avril à Nantes, où étaient rassemblés entre 6 700 et 10 000 manifestants, le ton est monté sur la place de la Bourse. Les CRS ont violemment évacué les clients d'une terrasse, en

réponse aux insultes qu'ils recevaient depuis quelques minutes. Deux vidéos des faits, l'une postée par Presse Océan, l'autre par une cliente du bar, ont fait le tour des réseaux sociaux.

Dans ces images, on aperçoit des clients installés sur une terrasse. Plus loin, un groupe de CRS. De la terrasse, les clients commencent à invectiver les forces de l'ordre, signalant la présence d'enfants du côté des terrasses. Quelques insultes fusent. Des nuages de gaz sont encore visibles sur l'ensemble de la place. Quelques instants plus tard, les CRS chargent et évacuent les clients à coups de gaz lacrymogène, bousculant tables et chaises. Certains s'enfuient, d'autres se réfugient dans le bar.

"En trois, quatre minutes, ils ont attaqué", raconte Julien Lassourd, propriétaire du bar Y.O.U. à qui appartient les terrasses, interrogé par franceinfo. Selon lui, une quinzaine de personnes se trouvaient alors en terrasse et une dizaine à l'intérieur du bar. "On n'a pas trop compris parce qu'il n'y a pas eu de mouvement de foule", explique-t-il, encore surpris par les faits.

Ils ont gazé à bout portant tous les clients. Comme la porte du bar était ouverte, sur les murs, sur la vitre, il y avait une poussette dehors, il y avait des jeux pour enfants... Tout ça c'était maculé de lacrymo. Julien Lassourd, propriétaire du bar. franceinfo.

"Heureusement, on avait du lait et du citron pour soigner sur le tas", témoigne le propriétaire. Si Julien Lassourd confirme que les invectives provenaient des clients installés sur sa terrasse, il n'accepte pas que cela ait justifié d'une intervention des forces de l'ordre. "Oui, ce n'est pas bien d'insulter les gens, mais les CRS sont entraînés à recevoir les insultes. Ils sont là pour défendre les gens et les commerces, mais là, ils ont fait l'inverse : ils ont attaqué !", déplore-t-il, précisant être allé parler aux CRS.

"Je voulais savoir qui était responsable, je leur ai demandé vers qui porter plainte. Ils m'ont dit qu'il fallait porter plainte contre la préfète." Le barman a donc lancé un appel sur Facebook, invitant les clients de son bar et les Nantais à adresser une plainte. Celui qui se dit "agressé dans [son] travail" compte aussi se rapprocher d'autres collègues nantais, qui auraient rencontré les mêmes situations. "Je sais que c'est arrivé sur beaucoup de terrasses [...] Je vais communiquer avec d'autres restaurateurs pour savoir s'ils vont porter plainte", indique-t-il. Contactée par franceinfo, la préfecture de police n'a pas encore répondu à nos demandes. Franceinfo 15.04

Etat policier, la réalité et non une fiction.

- A Nice, Estrosi fait entrer la police à l'école - Liberation.fr 15.04

A partir de lundi, trois groupes scolaires niçois verront débarquer pendant trois mois des policiers, qui seront non armés, contrairement à ce que le maire de la ville souhaitait. Entre 20 et 22 écoles se seraient déjà portées volontaires pour la rentrée de septembre si le dispositif est reconduit. Liberation.fr 15.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Espagne

- Des Barcelonais défilent pour soutenir les indépendantistes incarcérés - Reuters 15 avril 2018

Près de 350.000 partisans de l'indépendance de la Catalogne ont défilé dimanche dans les rues de Barcelone pour réclamer la remise en liberté des dirigeants indépendantistes incarcérés par la justice espagnole. Reuters 15 avril 2018

Slovaquie

- Slovaquie : nouvelle manifestation pour demander le départ du chef de la police - AFP 15 avril 2018

Des dizaines de milliers de Slovaques ont manifesté dimanche pour exiger le départ du chef de la police, redoutant qu'une vraie enquête ne soit pas conduite sur l'assassinat d'un journaliste qui travaillait sur la corruption dans le pays. AFP 15 avril 2018

Monténégro

Encore un qui est ultra minoritaire et illégitime.

- Djukanovic élu dès le premier tour à la présidence du Monténégro - Reuters 16 avril 2018

Le dirigeant historique du Monténégro, Milo Djukanovic, favorable à une adhésion à l'Union européenne, a remporté dimanche dès le premier tour l'élection présidentielle avec 53,5% des voix, selon une projection de l'institut de sondage Centre de surveillance et de recherche (CeMI).

"J'interprète le résultat de cette élection comme une confirmation de l'évolution du Monténégro vers les valeurs européennes, les normes européennes et une adhésion pleine et entière à l'Union européenne", a-t-il ajouté avant d'ouvrir une bouteille de champagne.

Milos Nikolic, député du DPS, a coupé court à tout suspense: "Il n'y aura pas de second tour, Djukanovic est le nouveau président du Monténégro."

Mladen Bojanic, un homme d'affaires soutenu par une alliance de partis d'opposition dont certains souhaitent des liens plus étroits avec la Russie, arrive en deuxième position avec 33% des suffrages, selon le CeMI.

"Je suis fier de mon résultat", a-t-il dit à la presse. "Je vais continuer à me battre pour libérer le Monténégro de la dictature de Djukanovic."

Le taux de participation à 19h30 (17h30 GMT), une demi-heure avant la fermeture des bureaux de vote, était de 61,6%, a indiqué la commission électorale de l'Etat. Aucune irrégularité électorale importante n'a été signalée.

Milo Djukanovic, qui abordait ce scrutin en grand favori, domine la politique monténégrine depuis 1991, soit au poste de Premier ministre, soit au poste de président. Après avoir démissionné de la tête du gouvernement en 2016, il a annoncé sa candidature le mois dernier.

La fonction présidentielle est essentiellement honorifique au Monténégro mais Djukanovic, dont le DPS contrôle le Parlement, devrait exercer une influence plus grande.

Pendant la campagne électorale, les candidats de l'opposition ont accusé Djukanovic d'encourager le népotisme, la corruption et les liens avec le crime organisé, ce qu'il a démenti. Reuters 16 avril 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

Le double langage des traites.

- Défilé du 1er mai : la CGT va proposer une mobilisation «unitaire» - Le Parisien 15 avril 2018

Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, a annoncé ce dimanche qu'il allait proposer un défilé unitaire pour le 1er mai prochain. L'année dernière, aucune entente n'avait été trouvée entre les syndicats. Egalement interrogé sur la réforme ferroviaire, le syndicaliste a estimé que « rien » n'avait avancé dans les négociations avec le gouvernement.

« On doit pouvoir trouver un terrain d'entente sur un certain nombre de revendications et le 1er mai pourrait être une occasion d'exprimer non seulement la solidarité à ceux qui luttent, mais de proposer des alternatives », a estimé Martinez sur le plateau du Grand Jury RTL, Le Figaro, LCI.

« Nous voulons et nous pensons qu'il est nécessaire que l'ensemble des organisations syndicales se mettent d'accord, pas sur tout, il y a des différences. Mais, vu la situation, alors qu'il y a unité syndicale chez les cheminots, chez les fonctionnaires, à Air France, à Carrefour, pourquoi nationalement, nous ne donnons un signe pour dire que nous soutenons ces mobilisations, en pointant quelques enjeux revendicatifs clairs, la question de l'emploi, des salaires... », a-t-il ajouté.

« Le 1er mai est une journée où peu de gens travaillent », cela peut être « l'occasion de montrer son mécontentement », a souligné Martinez. Celui-ci « souhaite qu'il y ait beaucoup de monde » jeudi prochain lors de la journée d'action interprofessionnelle organisée par son syndicat et Solidaires, avec manifestations et appels à la grève.

Interrogé sur le chef de file de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, qui a participé samedi à une journée de mobilisation à Marseille, aux côtés de la CGT, entre autres, M. Martinez a indiqué que le député « fait partie de ceux, qui à l'Assemblée nationale, par exemple, au groupe France insoumise reprennent des propositions de la CGT ».

« A l'Assemblée nationale, sur la réforme ferroviaire, par exemple, oui, c'est un allié. En tout cas, c'est un relais politique, comme d'autres », a-t-il ajouté.

Toujours au sujet de la SNCF, Philippe Martinez a confié qu'il n'y avait eu « aucunes avancées », dans les négociations avec l'exécutif. Si le gouvernement « accepte enfin de discuter sérieusement d'un certain nombre de points qui posent problème, cela peut se régler rapidement », a-t-il ajouté. Mais « si le gouvernement s'arc-boute dans sa position dogmatique, ça continuera », a-t-il prévenu. Le Parisien avec AFP 15 avril 2018

- François Ruffin a déclaré dans l'émission "Questions politiques" :

- L'ancien journaliste rêve de commémorer à son tour cet anniversaire au début du mois de mai même s'il explique ne pas se sentir un enfant de mai 68 et qu'il préfère chercher ses sources d'inspiration dans la Révolution française, le Front populaire et Jean Jaurès. Le HuffPost 15.04

Ouf ! N'est-ce pas monsieur Macron ?

[Haut de page ↗](#)

Le 17 avril 2018

CAUSERIE

● Causerie au format pdf (9 pages)

Pour revenir un instant sur la pétition du POID sur la Syrie, je voudrais préciser un point.

POID - "Le prétexte invoqué de l'utilisation d'armes chimiques en Syrie est une pure hypocrisie puisque la coalition militaire dirigée par les États-Unis et à laquelle le gouvernement Macron participe en utilise elle aussi."

"Elle aussi", ce qui signifie à l'instar du gouvernement syrien. Or, depuis 2011 il n'a jamais été apporté la moindre preuve que le gouvernement syrien aurait utilisé des armes chimiques, dans aucun rapport de l'ONU, du MIT ou ailleurs. Le POID a donc reproduit l'accusation portée par Macron, Trump et May pour justifier leur bombardement de la Syrie, bravo !

[Des forcenés gouvernent les Etats-Unis.](#)

- Explosion de violence dans une prison américaine: sept morts - AFP 17 avril 2018

Sept détenus ont été tués et 17 autres blessés dans une prison américaine au cours d'affrontements brutaux opposant des gangs se disputant le "territoire et la contrebande".

Ces violences sont parmi les pires de ces dernières décennies dans un pays à la politique carcérale très critiquée.

L'émeute qui a éclaté dimanche soir a vu s'opposer des groupes de prisonniers rivaux à la centrale pénitentiaire Lee de Bishopville, un établissement fréquemment secoué par des troubles dans l'Etat de Caroline du Sud.

La situation est devenue hors de contrôle à 19H15 (23H15 GMT) avec "de nombreuses rixes dans trois bâtiments d'habitation", a indiqué l'administration pénitentiaire de cet Etat du sud-est du pays.

Aucun gardien ni policier n'a été blessé. Les forces de l'ordre ont attendu d'être assez nombreuses pour reprendre, l'un après l'autre, les trois dortoirs, chacun comptant 250 à 260 détenus.

"Ce sont des gens dangereux dont on ne peut attendre qu'ils cessent d'être dangereux une fois en prison", a justifié Henry McMaster, le gouverneur républicain de Caroline du Sud.

"Selon les premiers éléments de l'enquête, en jeu étaient le territoire, la contrebande, les téléphones portables", a déclaré Bryan Stirling, le directeur de l'administration pénitentiaire de l'Etat.

Le calme n'a été rétabli qu'à 02H55 lundi matin, selon les services pénitentiaires qui ont remercié les policiers et les services d'urgence mobilisés.

Le lourd bilan illustre la dureté de l'univers carcéral américain qui se voit souvent reprocher son manque d'humanité, poussant au désespoir nombre de détenus.

La population carcérale aux Etats-Unis atteint un niveau record, avec environ 2,2 millions de personnes derrière les barreaux, dont des légions de malades mentaux et de petits délinquants.

La prison Lee de Bishopville, un établissement de haute sécurité, accueille des condamnés de sexe masculin jugés parmi les plus dangereux de Caroline du Sud.

Elle a été construite en 1993 avec une capacité de près de 1.800 places, pour des condamnés purgeant des peines souvent longues.

Les violences et mutineries y sont relativement fréquentes.

Des détenus avaient neutralisé en mars un garde et pris le contrôle d'une partie d'un dortoir, avait rapporté la chaîne locale WACH Fox.

Un détenu a perdu la vie dans une rixe en février, un autre a été mortellement blessé par arme blanche en novembre, un troisième a lui aussi été tué en juillet 2017 dans une altercation.

Une enquête a été ouverte sur les faits ayant endeuillé la prison Lee, le bilan comptant parmi les plus lourds depuis un quart de siècle.

En 1993, neuf détenus et un agent pénitentiaire ont trouvé la mort dans une prison de très haute sécurité à Lucasville, dans l'Etat de l'Ohio (nord).

Une mutinerie dans une prison d'Etat du Nouveau-Mexique (sud-ouest) s'était soldée en 1980 sur le décès de 33 détenus, quelque 200 autres ayant été blessés.

Mais le soulèvement qui a le plus marqué l'histoire américaine reste la mutinerie d'Attica, un pénitencier du nord-est des Etats-Unis qui comptait une majorité de prisonniers Noirs et Portoricains.

Cette rébellion a éclaté le 9 septembre 1971 avant d'être matée quatre jours plus tard dans une répression sanglante.

Quelque 1.300 détenus avaient pris le contrôle des bâtiments d'Attica, gardant en otages des gardiens et employés pénitentiaires.

Le gouverneur de l'Etat de New York, Nelson Rockefeller, avait décidé d'envoyer la troupe: des centaines de policiers et de gardes nationaux avaient ouvert le feu à la carabine sur les mutins non armés.

Vingt-neuf prisonniers et dix otages avaient été tués et une centaine d'hommes gravement blessés. AFP 17 avril 2018

Nelson Rockefeller, quel philanthrope ! Il est mort depuis et personne ne regrettera cette pourriture.

[Confusion dans la hiérarchie des rôles.](#)

- Comment des journalistes peuvent provoquer des guerres par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 15 avril 2018

Extrait.

"Comme au XIXème siècle, il serait donc possible aujourd'hui pour des journalistes de manipuler des États et un tribunal international, de les pousser à renverser un régime ou à bombarder d'autres États. (...)

Les médias qui disposent de cette capacité appartiennent à de grands capitalistes qui, par ailleurs, entretiennent des liens étroits avec les responsables politiques qui prétendent par la suite avoir été intoxiqués par leurs « articles crédibles »"

Sauf que nous ne sommes plus au XIXe siècle, et les patrons de presse, de radio ou de télévision sont des milliardaires qui appartiennent à la nébuleuse oligarchique internationale dirigée par les anglo-saxons, hommes d'affaires ou banquiers qui sont aux commandes, et une épée de Damoclès est suspendue au-dessus de la tête de chaque journaliste qui travaille pour eux. C'est Bolloré qui a déprogrammé un documentaire sur une banque qui le mettait en cause ou causait un préjudice à ses intérêts, et quand Drahi s'est emparé de Libération, il s'est immédiatement radicalisé à droite, pour ne plus devenir qu'un instrument de propagande, comme Le Parisien ou Le Monde.

Personne ne manipule personne. Les oligarques détiennent le pouvoir et les représentants de l'Etat sont leurs obligés, puisque sans eux ils ne seraient pas là. Ils n'ont pas toujours détenu le pouvoir, ils se sont battus pour le conquérir ; l'argent achetant tout ou presque, il suffisait d'y mettre le prix et la forme pour que le contenu passe.

Il est certain que des "responsables politiques" ont été "intoxiqués par (les) « articles crédibles »" des médias vu leur niveau de conscience médiocre. Mais mettez-vous un instant à la place d'un oligarque patron de presse qui rencontre son directeur de la rédaction. Il va lui demander si ce qui est écrit dans son journal est vrai ou non, il va exiger la vérité sur le champ, donc il va être parfaitement au courant de ce qui sera publié, car sans son aval il n'y aurait pas de publication ou un article devrait être complètement réécrit ou son orientation modifiée, c'est donc lui, l'oligarque, qui est à l'origine des fausses nouvelles, qui les crée en permettant qu'elles soient publiées, et s'il occupe un échelon inférieur dans la hiérarchie oligarchique, il se peut que les plus puissants lui aient soufflé ou qu'ils lui aient indiqué la direction adéquate, leurs clubs et think tanks servent aussi à cela, à affiner et à traduire en terme pratique leur idéologie, à lui ensuite de faire en sorte qu'elle soit bien appliquée dans le secteur d'activité qu'il contrôle ou qui est sous son pouvoir.

De nos jours, il est de moins en moins probable que des responsables politiques soient intoxiqués par les médias, parce qu'ils ont à leur disposition de moyens financiers et logistiques (Service de presse, documentaliste, etc), qui leur permettent de trouver rapidement tout ce qui est publié sur le Net, qui au demeurant est facilement accessible, ils sont donc parfaitement informés, mieux que nous encore.

Avant d'imputer un rôle aux uns et aux autres, il faut commencer par établir qui détient le pouvoir sur qui, qui passe les ordres, qui détient le cordon de la bourse, dans quel ordre est établie la hiérarchie du pouvoir et à quel niveau ces différents acteurs apparaissent, quel est leur statut, d'où le tiennent-ils, s'il est destiné à être temporaire ou permanent, sur qui ils exercent leur pouvoir, etc. ensuite une fois déterminé de quelle manière est réparti le pouvoir, les rapports qu'ils entretiennent ne sont plus un mystère.

Ils manipulent tous la population, chacun ayant son rôle à jouer à sa place, et tous colportent la même stratégie ou idéologie afin d'atteindre des objectifs inavouables, même si ce sont des secrets de polichinelles, quand ils n'en viennent pas à s'en vanter tellement ils sont sûrs de leur supériorité, peut-être pour nous faire comprendre qu'on n'a aucune chance de les vaincre et qu'on ferait mieux de ne plus y penser, de cesser le combat.

Leur propagande est destinée à agir à différents niveaux, y compris psychologique, ce qu'on sous-estime systématiquement, et comme c'est le point faible de l'homme, il se fait piéger, ses émotions sont détournées ou instrumentalisées, de sorte qu'il n'est plus en mesure de se maîtriser et d'interpréter la réalité qu'il confond avec la présentation qui lui en a été faite, et qui a été fabriquée dans le but qu'il y adhère, et la boucle du sophisme est bouclée.

L'oligarchie dispose d'idéologues qui ont pour tâche de transmettre la bonne parole ou d'élaborer une ligne politique conforme à ses besoins ou à sa stratégie, qu'ensuite les différents acteurs politiques et médiatiques seront chargés de soumettre à la population, à eux de se débrouiller pour la faire passer, les meilleurs sujets seront promus ou prendront du galon, et les mauvais seront rétrogradés ou éliminés.

Quand on observe que c'est l'oligarchie qui choisit quel sera le prochain Président de la République, quels seront les ministres qui la représenteront, sachant qu'elle possède les plus grands médias, c'est aussi elle qui décidera quel directeur ou chef de rédaction doit rester en place et lesquels devront être remplacés, et il en va de même à la direction du parti de l'ordre et de ses supplétifs (UDI, MoDem, PS), et en cas d'embrouille ou de résistance parce que cette pratique a du mal à passer auprès de certains, elle se chargera de les déstabiliser ou elle les achètera en leur proposant un poste de direction dans une de ses entreprises, les plus récalcitrants seront brisés et on n'entendra plus parler d'eux.

De nos jours, aucun directeur de rédaction ou dirigeant politique des partis de l'ordre ne peut prendre le risque d'adopter une décision qui serait incompatible avec les intérêts de l'oligarchie.

Syrie

En France. Imposture et vociférations en famille

Torchez-vous avec !

- L'Elysée veut retirer sa Légion d'honneur à Bachar al Assad - Reuters 17 avril 2018

"L'Elysée confirme qu'une procédure disciplinaire de retrait de la Légion d'honneur à l'endroit de Bachar al Assad a bien été engagée", a fait savoir l'entourage d'Emmanuel Macron.

Bachar al Assad a reçu cette décoration en 2001 des mains de l'ancien président Jacques Chirac, qui l'avait élevé au grade de grand-croix de la Légion d'honneur. Reuters 17 avril 2018

Numéro d'illusionniste.

- Au Parlement, Mélenchon dénonce - Liberation.fr 17 avril 2018

Dans l'hémicycle, le président du groupe La France insoumise a de nouveau jugé que d'avoir «agi sans mandat de l'ONU», pour Paris, était «le coup le plus important porté à sa diplomatie». "En ce qui concerne le concert des Nations, nous croyons à un monde ordonné", a dit Jean-Luc Mélenchon. «Toutes opinions confondues, les Français disent que ceux qui ont recours aux armes chimiques doivent être châtiés», convient-il. Mais «nous sommes intervenus sans preuve», a-t-il ajouté. Le député de Marseille a interrogé Edouard Philippe sur les mesures prises «pour éviter l'escalade», tandis que les frappes ont eu lieu, selon lui, «dans le pire nid de frelons de la planète».

Le chef de file LREM Richard Ferrand a dénoncé de la part de ces oppositions des "élucubrations de mauvaise foi" qui "viennent délégitimer l'action de nos armées, le travail de nos services de renseignement mais également des ONG qui, sur place, ont relayé l'atrocité de l'attaque perpétrée par le régime syrien".

Et les cloportes de La France insoumise enclins à faire des esclandres pitoyables dans l'enceinte de l'Assemblée nationale n'ont pas jugé bon de répondre que ces ONG composées de barbares étaient des créatures du Foreign Office et de la CIA, encadrées notamment par des officiers britanniques et qu'aucune preuve n'existait de l'implication du gouvernement syrien dans l'hypothétique attaque chimique de la Douma.

Ils n'ont même pas pris la peine de mentionner le rapport du gouvernement, qui révèle qu'il a pris la décision de bombarder la Syrie à partir de documents circulant sur Internet dont l'origine remontait à ces mêmes barbares.

Ils n'ont même pas cité l'aveu de Macron, qui a affirmé qu'il avait pris sa décision 48 heures après la présumée attaque chimique et les accusations portées contre le gouvernement syrien, donc sans attendre la moindre explication, enquête ou preuve, ce qui permettait de porter un coup décisif à l'argument du gouvernement et de mettre en lumière qu'il avait décidé de bombarder la Syrie coûte que coûte.

Pire encore, ces scélérats ont admis que l'impérialisme français était légitime pour "chatier (...) ceux qui ont recours aux armes chimiques", autrement dit, en dehors de la forme qu'ils contestent, être intervenu militairement sans mandat de l'ONU qu'ils chérissent, ils ne condamnent pas le bombardement de la Syrie ou ils admettent que l'impérialisme français peut intervenir militairement contre un autre Etat qui ne lui a pas déclaré la guerre.

En se présentant en défenseur ou porte-parole de la "diplomatie" française, Mélenchon a montré à quel point il était soumis au régime qu'il n'entendait ni affronter ni renverser. Pour cet histrion du régime, l'essentiel ne fut pas l'absence de preuve ou l'agression militaire française contre la Syrie mais que l'ONU mis en place par l'impérialisme américain et ses vassaux et qui a soutenu toutes ses guerres ait été mise au rancard. - LVOG)

Au Sénat, seuls socialistes et centristes ont appuyé l'intervention défendue par le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian. Patrick Kanner relevait, pour le groupe PS, que «ces frappes étaient un devoir humanitaire de notre pays, celui des droits de l'homme». AFP 16 avril 2018 et Liberation.fr 17 avril 2018

Voilà ce que La France insoumise n'a pas trouvé utile d'affirmer à l'Assemblée nationale qui mettait les choses au point :

- « Je précise ici que l'histoire de ces trois États est construite sur l'utilisation de mensonges et d'histoires inventées pour mener des guerres dans le but d'occuper des pays, de saisir leurs ressources et de changer leurs gouvernements par la force. » (L'ambassadeur de la Syrie à l'ONU, le Dr Bachar Jaafari)

Et en France ? Rien, ils ont tous déserté ou acquis au régime !

- Manifestation contre les frappes en Syrie à Londres - AFP 17.04

Des manifestants pacifistes protestent devant le Parlement britannique peu de temps après l'allocution de la Première

ministre britannique Theresa May qui justifiait les frappes aériennes en Syrie. AFP 17.04

En Syrie. On leur souhaite bonne "fête"

- Des milliers de Syriens fêtent à Damas la "victoire" dans la Ghouta - AFP 16 avril 2018

Des milliers de Syriens se sont rassemblés lundi sur une place de Damas pour célébrer la "victoire" du pouvoir de Bachar al-Assad dans la Ghouta orientale et dénoncer les récentes frappes occidentales sur le pays. AFP 16 avril 2018

Nouvelle attaque contre la Syrie menée par l'Etat sioniste, allié de Washington, Paris et Londres...

- La DCA syrienne intercepte une dizaine de missiles au-dessus de Homs - sputniknews.com 17.04

L'armée syrienne a intercepté lundi soir neuf missiles lancés sur l'aéroport de Shayrat. Se référant à des sources au sein de l'armée, des médias arabes attribuent l'attaque à Israël. Le site Al-Masdar a en outre annoncé que la DCA syrienne a tiré plusieurs missiles contre des avions militaires qui avaient violé l'espace aérien du pays.

La défense antiaérienne syrienne a intercepté lundi soir une dizaine de missiles qui visaient l'aéroport militaire de Shayrat, dans le gouvernorat de Homs, a annoncé la télévision nationale du pays.

«Les missiles de l'ennemi, qui étaient au nombre de 9, ont été interceptés par la DCA syrienne», précise la source.

Par la suite, une source militaire a confirmé à Sputnik ces informations.

«La DCA syrienne dévie une frappe de missiles visant un aérodrome militaire dans le gouvernorat de Homs», a fait savoir l'interlocuteur de l'agence.

Plus tôt dans la journée de lundi, l'agence nationale SANA avait aussi rapporté que la défense antiaérienne du pays avait intercepté des missiles près de Homs.

Tout de suite après l'apparition de ces informations, le Pentagone, contacté par Sputnik, a déclaré que les États-Unis ne menaient aucune opération dans la zone désignée.

«Les États-Unis ne mènent actuellement aucune activité dans la région en question. Aucun détail supplémentaire ne peut être fourni dans l'immédiat», a indiqué une représentante du Pentagone.

D'après le site Al-Masdar, l'attaque est intervenue à 01h10 (00h10 heure de Paris). Selon cette même source, les frappes n'auraient pas visé Shayrat, mais une autre base aérienne de la province de Homs. Selon la chaîne libanaise Al Mayadeen, l'attaque n'a causé aucun dégât, tous les missiles ayant été interceptés.

Al-Masdar a en outre annoncé que l'armée syrienne aurait tiré des missiles dans l'est de Damas contre plusieurs avions israéliens qui avaient pénétré dans l'espace aérien du pays depuis le Liban. - sputniknews.com 17.04

Je précise que cette attaque a été confirmée par Reuters.

Confirmation.

- La Russie et les USA étaient-ils proches d'une confrontation militaire en Syrie? - sputniknews.com 16.04

Une confrontation entre la Russie et les USA est-elle proche à cause des frappes en Syrie? Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, en parle dans une interview accordée à la BBC.

«Je ne pense pas qu'elle [une confrontation, ndlr] était très proche. Je suis convaincu que cette situation a été créée par la conduite irraisonnable de nos collègues occidentaux qui ont accusé le gouvernement syrien et nous en tant qu'alliés du gouvernement syrien, d'avoir eu recours aux armes chimiques contre les civils», a fait savoir le chef de la diplomatie russe.

Il a fait remarquer que les pays occidentaux n'avaient pas attendu les résultats de la mission de l'OIAC, qui devait inspecter les lieux de l'attaque chimique présumée, et avaient effectué les frappes juste au moment où la mission était «physiquement» prête à partir du Liban pour la Syrie. - sputniknews.com 16.04

Désarroi.

- Trump repousse de nouvelles sanctions contre la Russie - Reuters

-Donald Trump a différé l'adoption de nouvelles sanctions contre la Russie et semble peu disposé à les approuver à moins que... Reuters

- Angela Merkel contestée en Allemagne sur le dossier russe - Reuters

-Le ministre allemand des Affaires européennes a plaidé lundi pour l'apaisement des tensions avec la Russie... Reuters

- L'UE hésite à sanctionner l'Iran - euronews

-Valider de nouvelles sanctions contre l'Iran pourrait avoir de lourdes conséquences politiques et économiques pour l'UE. euronews

- Ankara dit que Macron ne brisera pas son alliance avec Moscou - AFP

La Turquie défend ses relations avec la Russie sur le dossier syrien, et affirme lundi 16 avril que des propos tenus par le président français Emmanuel Macron ne sauraient provoquer une rupture entre les deux pays. AFP

Quand la Chine réagit.

- Frappes de la coalition occidentale en Syrie: la Chine réagit - sputniknews.com 16.04

La Chine s'est rangée à l'avis des pays qui ont dénoncé les frappes des États-Unis et de leurs alliés réalisées sous le prétexte de la lutte contre les armes chimiques en Syrie. Selon le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, «une frappe militaire contre un État souverain sous un tel prétexte est irresponsable».

«Nous avons attiré l'attention sur le fait que les hauts fonctionnaires de ces trois pays ont déclaré que le gouvernement syrien aurait utilisé des armes chimiques. Nous pensons qu'une frappe militaire contre un État souverain sous un tel prétexte est irresponsable», a déclaré le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Hua Chuning. sputniknews.com 16.04

- La Chine met en état d'alerte ses navires, sous-marins et chasseurs - sputniknews.com 16.04

Pendant que l'attention du monde est focalisée sur la situation au Proche-Orient, des événements non pas moins importants se déroulent en Asie: Pékin prépare ses manœuvres militaires en mer de Chine orientale près des côtes taïwanaises.

L'agression américaine contre la Syrie semble avoir poussé l'empire du Milieu à garder ses frontières avec vigilance: une cinquantaine de navires et de sous-marins, plus de 70 avions de chasse et quelque 20.000 marins ont été mis en état d'alerte en mer de Chine orientale. sputniknews.com 16.04

ACTUALITÉ DU JOUR

Journée d'action bidon

- La RATP rejoint le mouvement - Liberation.fr 17.04

La CGT cheminots et SUD rail rejoignent la journée interprofessionnelle de ce jeudi, appelée par la CGT et Solidaires.

Un rendez-vous crucial pour donner de l'ampleur à leur mouvement. Dans les rangs de l'assemblée générale des cheminots de la gare du Nord, en grève reconductible tous les jours, la rumeur a vite couru que la RATP suivrait aussi cette mobilisation. L'information a été confirmée par le biais d'un communiqué de la CGT-RATP, qui appelle d'ores et déjà à «participer massivement à la journée d'actions, de grève et de manifestations [de ce jeudi], une première étape dans le processus de convergence des luttes». Liberation.fr 17.04

La question qui tue : Qu'est-ce qui est déterminant, qu'est-ce qu'il faut prendre en compte, les véritables intentions d'un acteur sachant qu'il fera tout pour qu'elles se réalisent et qu'ils disposent des moyens pour y parvenir ou ses déclarations ?

Avant d'échafauder de grandes théories, il faudrait commencer par se demander d'où on part, ensuite seulement on évaluera comment la situation pourrait évoluer... Sauf que nous on fait exactement l'inverse en prenant nos désirs pour la réalité.

Sans tenir compte de l'état d'esprit des différentes forces en présence ou des différents facteurs qui compose la situation et leurs rapports, on décrète qu'elle pourrait évoluer dans la direction qui nous arrange, ce qui évidemment sera contesté ou ne fait pas sérieux.

On sait que lorsque les masses sont prêtes à se mobiliser, elles saisiront n'importe quel prétexte ou saisiront n'importe quel appel pour passer à l'action, même si sa formulation est bourrée de contradiction ou elle provient d'un opportuniste, la lutte de classe regorge d'exemples pour l'illustrer, les plus célèbres sont les révolutions russes de 1905 et 1917 ou encore La Commune.

Donc si elles ne se mobilisent pas, c'est qu'elles n'en voient pas encore la nécessité, reste à savoir pourquoi ou ce qui les retient, ce qu'on ne se donnera pas la peine de chercher par crainte de trouver des réponses qui ne coïncident pas avec notre propre analyse. Et comme malgré tout on tient à avoir toujours raison, on n'en tiendra pas compte, et on s'enfoncera dans une sorte de déni perpétuel agrémenté de fabulations ou de mensonges toujours plus grossiers pour le justifier. Et à l'arrivée, il ne vous restera plus qu'à pratiquer l'entre soi puisque plus personne ne vous écoutera ou estimera votre discours crédible, ce qui nous vaut depuis des lustres un tas d'articles ou d'éditoriaux destinés uniquement à des militants, mais certainement pas aux travailleurs. Inutile de préciser que dans ces conditions toute discussion avec des militants qui fournissent des explications à la passivité ou à la neutralité des masses est dès lors impossible.

Tout le monde sait que les appareils syndicaux vendus sont farouchement opposés à la "convergence des luttes". Donc lorsqu'ils l'évoquent, on ne va pas sortir la boîte à cirage pour faire reluire leurs fausses bonnes intentions, sachant qu'elles sont destinées à tromper militants et travailleurs, trop peu pour nous, nous ne serons pas leurs complices.

On nous rétorquera que c'est contradictoire avec ce qu'on a expliqué plus haut. Tout dépend de l'analyse que l'on fait de la situation ou dans quelle position nous sommes pour l'aborder.

Or, à ma connaissance, elle ne nous est pas vraiment favorable puisqu'il n'existe aucun parti ouvrier qui pourrait entraîner les masses au combat et leur permettre de submerger les appareils, elles peuvent très bien se débrouiller toutes seules pour y parvenir. En revanche, au-delà le parti est indispensable pour que toute mobilisation ne soit pas récupérée et entraînée dans une impasse ou conduite à la défaite. Donc n'ayant pas à nous situer dans une telle perspective dans l'état actuel des choses, nous n'avons aucune raison de faire référence à cette déclaration, bien que la "convergence des luttes" soit également notre objectif et que nous le mettions en avant, mais pas en mettant en avant les directions syndicales traîtres, j'ignore si vous avez saisi la nuance ou si je me suis exprimé suffisamment clairement.

J'ai toujours estimé insupportable que nos dirigeants reproduisent les déclarations de cette vermine sans ajouter le moindre commentaire ou la moindre réserve, le moindre avertissement à destination des travailleurs ou militants. Par ailleurs, j'ai avancé plusieurs arguments qui expliqueraient pourquoi les masses ne se mobilisaient pas, mais apparemment cela n'intéresse personne.

[Haut de page ↗](#)

Le 18 avril 2018

CAUSERIE

● [Causerie au format pdf \(11 pages\)](#)

Première partie de la causerie mise en ligne ce matin.

La causerie en fin de journée.

En attendant j'ai remis en ligne un article sur les "Casques Blancs" qui ont servi de caution à Trump, Macron et May pour bombarder la Syrie.

Ils sont de fait les présidents en charge de la diffusion des fake news ou fausses nouvelles fabriquées par l'Otan, le Pentagone, l'oligarchie, quoi. Les médias ne servent que de relais. On aura compris qu'ils prétendent s'y attaquer pour mieux se protéger et les colporter... Cet article est absolument à télécharger et à envoyer à toutes les personnes que vous

connaissez. Ensuite, vous pourrez affirmer tranquillement que tout le reste était du baratin.

- La mystification des « casques blancs » : Des agences de relations publiques US au service de la guerre de Syrie. (altnet.org 02.10.2016 - publié par Mondialisation.ca)

Le même article en anglais :

- How the White Helmets Became International Heroes While Pushing U.S. Military Intervention and Regime Change in Syria.... (altnet.org 02.10.2016)

L'article : <https://www.altnet.org/grayzone-project/how-white-helmets-became-international-heroes-while-pus...>

Pour ceux qui maîtrisent l'anglais, j'ajoute un article qui complète le précédent, je l'ai téléchargé hier, et ce matin il avait disparu de Google !

- Inside the Shadowy PR Firm That's Lobbying for Regime Change in Syria. (altnet.org 02.10.2016)02.10.2016

L'article : <https://www.altnet.org/world/inside-shadowy-pr-firm-thats-driving-western-opinion-towards-regim...>

Seconde partie de la causerie du jour.

Quelques réflexions politiques.

1- Il faut être vigilant et ne pas sombrer dans la paranoïa pour déjouer la désinformation de notre ennemi, démonter sa propagande, identifier son idéologie, demeurer sur notre terrain de classe.

Faisons preuve de logique. Commençons par nous poser les questions les plus élémentaires avant d'aborder un évènement, en fait, nous devrions toujours les avoir à l'esprit avant de commencer à réfléchir. A qui profite le crime, quel peut bien en être le mobil ? A qui profite-t-il ou qui en tire profit ? Au détriment de qui ou qui en est la victime ? Etc.

Le gouvernement syrien n'avait aucun mobil pour lancer une attaque chimique, dès lors qu'il avait repris la quasi-totalité de la Ghouta et était en train de finaliser l'évacuation des derniers barbares de ce secteur de la banlieue de Damas. Surtout sachant qu'elle servirait de prétexte à un bombardement des Américains et ses vassaux.

Ceux qui ont émis des doutes sur l'origine de cette présumée attaque chimique, ce sont rangés eux-mêmes au côté de la coalition qui a bombardé la Syrie. Cet épisode était somme toute banal à démêler, puisqu'il y avait eu des antécédents du même genre, avec les mêmes protagonistes. Il fallait donc singulièrement manquer de logique ou faire preuve de mauvaise foi ou d'hypocrisie pour ne pas en comprendre immédiatement l'origine et ne pas l'imputer à ceux qui ont déclaré la guerre à la Syrie depuis 2011.

2- L'idée que les Etats-Unis "exerce une tyrannie absolutiste sur le monde" est en train de faire son chemin lentement mais sûrement.

3- Au premier abord, il peut sembler très difficile de combattre un ennemi qui s'enfoncé un peu plus chaque jour dans le déni, cela peut même paraître décourageant, car on ne voit pas très bien ce qu'on pourrait lui opposer, alors il faut à tout prix éviter de s'engager dans cette voie-là sous peine de nous situer sur son terrain, autrement dit là où il voudrait nous entraîner. En quelque sorte, c'est comme si aucun argument ne pouvait avoir d'emprise sur lui, ce qui est effectivement le cas, qui plus est on en arrivait à s'accuser mutuellement du même méfait, donc on ne serait pas plus avancé ou pire on se discréditerait. C'est ainsi par exemple qu'on a pu entendre que Macron aurait commis une erreur, qu'il aurait été mal informé, alors que ce n'était pas le cas.

Pour éviter de tomber dans ce piège qui renvoie deux parties se traitant tour à tour de menteur, l'attitude la plus efficace consiste à nous en tenir aux faits et à dérouler notre programme politique sans nous occuper du reste, puisque notre tâche est davantage de construire le parti, plutôt que convaincre les travailleurs que Macron serait un agent de l'oligarchie, ils le savent déjà. On doit évidemment dénoncer tous ses forfaits, mais ce n'est qu'un aspect secondaire de la situation. Nous n'avons pas l'intention de le changer ou de faire en sorte qu'il change de politique, non, notre seul objectif c'est de le renverser et de nous emparer du pouvoir politique.

On ne doit pas dévier de notre objectif, on doit demeurer strictement sur notre propre terrain de classe. Vous venez de voir ce qu'il en coûtait de s'en écarter, n'est-ce pas ?

Le misérable despote ose tout.

- Macron appelle l'Europe à résister aux tentations "autoritaires" - AFP 17.04

Nous assumons être "autoritaires" : Dehors Macron, abolition de la Constitution de la Ve République, rupture avec l'UE ! La meilleure façon de résister, c'est de nous en tenir au programme de la révolution socialiste mondiale pour éradiquer le capitalisme de la surface de la terre.

Socialisme ou totalitarisme, chaos, guerre et barbarie, existe-il une autre alternative ? Nécessité ou liberté.

Et ne croyez pas que le socialisme aurait échoué, fait faillite, etc. ceux qui tiennent ce discours sont ceux qui sont acquis au capitalisme. Un peu de logique.

[A bas la collaboration de classes, vive la grève générale insurrectionnelle !](#)

Groupe Marxiste Internationaliste (GMI) 04.04

Grève générale !

Le prolétariat français a montré sa force (et arraché des revendications réputées impossibles) par l'armement durant la Commune de Paris en mars 1871, en juin 1936 par la grève générale, en août 1944 à la Libération par l'armement, en mai 1968 par la grève générale.

Redresser la tête, c'est la grève générale. Tous ensemble, c'est la grève générale. La convergence des luttes, c'est la grève générale. La voie pour battre le gouvernement, c'est la grève générale. Ouvrir la perspective d'un gouvernement des travailleurs pour remplacer le gouvernement des capitalistes, c'est la grève générale.

Ce ne sont pas des grèves corporatives. Ce ne sont même pas des grèves. C'est la grève. C'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs, c'est le début classique de la révolution. (Trotsky, 9 juin 1936)

Partout, à la SNCF, à Air France, dans la santé publique, à l'université... les assemblées générales doivent décider :

- rupture de toute négociation des plans du gouvernement !
- grève générale jusqu'au retrait des plans !
- autodéfense contre les flics et les fachos !
- comités de grève élus par les assemblées générales !
- comité central de grève dans chaque localité !
- comité national démocratique de grève !

Ma caractérisation du mouvement ouvrier français était-elle exagérée ?

GMI.

- LFI, PCF, PS et Générations ne réclament pas l'arrêt des « opérations extérieures », ni la fermeture des bases militaires françaises dans le monde, ni la dissolution des corps de répression.

- (A propos du plan « Action publique 2022 ». Les neuf organisations syndicales ont participé aux travaux du début à la fin. (Dusopt, La Tribune, 30 mars)

- (Plan Spinetta -SNCF) Une trentaine de réunions ont débouché sur ces arbitrages, que l'exécutif espère de nature à rassurer les syndicats. (Le Monde, 31 mars) (Source : GMI 04.04)

[Mélenchon est une serpillère, car une occasion se présentait d'ouvrir une grave crise politique en France.](#)

Je voudrais revenir sur l'intervention de Mélenchon sur la Syrie à l'Assemblée nationale lundi 16 avril.

- Dans l'hémicycle, le président du groupe La France insoumise a de nouveau jugé que d'avoir «agi sans mandat de l'ONU», pour Paris, était «le coup le plus important porté à sa diplomatie». "En ce qui concerne le concert des Nations, nous croyons à un monde ordonné", a dit Jean-Luc Mélenchon. «Toutes opinions confondues, les Français disent que ceux qui ont recours aux armes chimiques doivent être châtiés», convient-il. Mais «nous sommes intervenus sans preuve», a-t-il ajouté. Le député de Marseille a interrogé Edouard Philippe sur les mesures prises «pour éviter l'escalade», tandis que les frappes ont eu lieu, selon lui, «dans le pire nid de frelons de la planète». Liberation.fr 17 avril 2018

- «Le coup le plus important porté à sa diplomatie»

J'ai déjà traité cet élément. Ajoutons : Mais qu'est-ce que cela signifie quand Mélenchon se présente en comptable de la "diplomatie" de Macron ou entend se faire le garant de la diplomatie de l'impérialisme français, sinon qu'il se prend pour un ministre ou un diplomate de Macron. Vous me direz qu'après avoir imaginé en être un jour le Premier ministre, vous vous en souvenez, il fallait s'attendre à tout avec ce charlatan.

- "En ce qui concerne le concert des Nations, nous croyons à un monde ordonné"

67 ans après la création de l'ONU, et plus d'un siècle après celle de la Société des Nations qui la précéda et qui vola également en éclats, il fallait oser y croire, il ne doute de rien le bougre, il s'en fout en réalité, il n'en a absolument rien à taper, c'est cela que cela veut dire. Sur le plan politique, cela signifie qu'il assigne aux impérialistes dominants à l'ONU de réaliser "un monde ordonné", alors qu'il n'a cessé d'être en guerre, bref, il rivalise d'imposture avec Macron.

- «nous sommes intervenus sans preuve»

Vous, moi non, et je pense que nos lecteurs ne sont intervenus nulle part, en tout cas pas en Syrie. Cela signifie qu'il endosse la décision et la politique de Macron qu'il prétend combattre.

Quant aux "preuves", je me suis déjà exprimé sur ce sujet. Il ne fallait pas attendre de Mélenchon qu'il accuse Macron de faussaire, d'escroc, de suppôt, de complice des barbares à l'Assemblée nationale, ce qui montre au passage qu'il n'a jamais eu l'intention de s'en servir de tribune pour dérouler un quelconque programme à destination des travailleurs, en réalité il participe au consensus, à l'union nationale contre les travailleurs.

A la place de Mélenchon à l'Assemblée nationale, j'aurais nommé et identifié précisément les auteurs des preuves avancées par Macron. Explosif, puisque les Casques Blancs sont financés pour moitié par le gouvernement britannique et à hauteur de 20% par le gouvernement américain, les 30% venant de généreux donateurs du Golfe ou d'oligarques, tandis qu'ils sont dirigés par l'ancien soldat britannique James le Mesurier et leur chef est un dirigeant d'Al-Nosra, selon les Américains qui l'ont refoulé à leur frontière, bref des gens au-dessus de tout soupçon ou dignes de confiance, passons sur le fait qu'ils sont multi récidivistes en matière de faux témoignages, de preuves fabriquées, et tout ces éléments sont publics, sourcés, vérifiables.

Le mouvement ouvrier a encore été en dessous de tout à cette occasion, c'est épouvantable, dramatique. Je ne sais pas si les militants en ont pris conscience, mais c'est très grave, car quelque part cela signifie qu'il n'y a aucun espoir qu'on voit le bout un jour de ce cauchemar et que le pire est à venir. En désespoir de cause, tablons sur les nouvelles générations de militants qui verront le jour et renoueront avec le socialisme.

Dossier Syrie

- ...le secrétaire à la Défense, Jim Mattis, a admis le 2 février, lors d'une conférence de presse, que le Pentagone n'a aucune preuve que l'armée syrienne ait jamais utilisé des armes chimiques. Mondialisation.ca, 17 avril 2018

- Le Pentagone détient le plus grand stock de gaz toxique militaire au monde. L'intérêt de l'avoir est la possibilité de l'utiliser malgré son interdiction par le droit international en vertu duquel le New York Times condamne la Syrie (sans preuve) pour l'avoir violé. Ainsi les idéologues de la tyrannie américaine révèlent que le droit international n'a d'importance que pour les pays que les États-Unis définissent comme leurs ennemis (les barbares) et non pour eux-mêmes, qui sont libres d'agir comme bon leur semble contre les barbares, en vertu de leurs propres lois, en tant que garants d'un ordre moral mondial. Inutile de dire que l'idée que les États-Unis, la principale source de désordre, de souffrance et de décadence dans le monde ont même un soupçon d'autorité morale est risible, sinon une mauvaise plaisanterie – une vérité dont la plus grande partie de la population mondiale n'est que trop consciente. (Mondialisation.ca, 17 avril 2018)

Faux casques blancs – la Russie interpelle l'ONU - Mondialisation.ca, 23 janvier 2017

Cette officine de propagande de la coalition islamo-atlantique contre la Syrie est financée à 50% par le gouvernement anglais et à 29% par le gouvernement étatsunien (d'après les déclarations de ces deux gouvernements) ; un autre contributeur est l'organisation états-unienne Purpose qui possède le domaine internet whitehelmets.org. Elle a été promue à la célébrité par les agences de presse de l'OTAN (AP, AFP et Reuters) le 30 septembre 2015, lorsque ces faux casques blancs se sont (un peu trop) empressés de publier des témoignages et "preuves" vidéographiques de l'indiscrimination des bombardements que l'aviation russe allait lancer quelques heures plus tard. Outre son usurpation de l'appellation White Helmets, elle a aussi été présentée mensongèrement comme la défense civile syrienne (reconnue par l'ONU, l'OMS, le CICR et l'Organisation Internationale de Protection Civile), puis comme une branche "humanitaire" de la milice prétendue modérée d'Al-Qaïda en Syrie rebaptisée Front Al-Nosra puis Fatah Al-Cham, même si ses membres se filment parfois en flagrant délit de défaut d'humanitarisme, pour ne pas dire de terrorisme, lors d'exécutions arbitraires par exemple, comme l'ont montré les enquêtes approfondies de la journaliste

Vanessa Beeley.

Le 20 septembre 2016 cette officine a produit presque en direct des images du convoi humanitaire brûlé, comme annoncé quelques jours plus tôt, par la guérilla islamiste occupant Alep-Est, et a accusé l'aviation russe de l'avoir bombardé (contre toute apparence), cherchant manifestement à détourner l'attention du bombardement de l'armée syrienne par l'aviation étatsunienne le 17 septembre.

Plus récemment, le 2 janvier 2017, les faux casques blancs ont revendiqué (par la "déclaration de Ouadi Barada"), avec quatre autres mouvements de la guérilla islamiste, la coupure et l'empoisonnement, depuis le 22 décembre 2016, de l'eau de la Barada qui approvisionnait plus de cinq millions de Damascènes, ce que l'ONU a bien qualifié de crime de guerre même si elle n'en a pas nommé les auteurs

<http://www.mondialisation.ca/faux-casques-blancs-la-russie-interpelle-lonu/5570387>

En quête de vérité dans les décombres de Douma – et les doutes d'un médecin sur l'attaque chimique, par Robert Fisk - Les-Crises.fr 17.04

Source : Robert Fisk, The Independent, 16.04.2018

(<https://www.independent.co.uk/voices/syria-chemical-attack-gas-douma-robert-fisk-ghouta-damascus-a8307726.html>)

Rappel.

- L'enfant «sauvé» en Syrie par les Casques blancs était déjà mort au moment du tournage - sputniknews.com 10.04.2017

L'ONG Casques Blancs, qui présente régulièrement des vidéos montrant toutes les atrocités des attaques chimiques en Syrie, a été de nouveau discréditée par un groupe d'experts indépendants, qui se sont penché sur ses opérations de sauvetage effectuées dans la province d'Idlib en 2015.

L'ONG Swedish Doctors for Human Rights (SWEDHR) a publié une déclaration selon laquelle les opérations de sauvetage de l'ONG Casques Blancs, qui auraient été filmées dans la foulée d'attaques chimiques en Syrie, constituaient un « fake » et qu'elles avaient été effectuées sur un enfant déjà mort. sputniknews.com 10.04.2017

- Autres éléments d'information.

- Les gouvernements « occidentaux » ont versé plus de 70 millions de dollars aux « Casques blancs », la fausse « Défense civile syrienne » créée par la firme de relation publique Purpose Inc. de New York, pour faire et pour diffuser des photos et des films qui désignent l'insurrection islamique en Syrie comme « bonne » et le gouvernement syrien et ses alliés comme « méchant » (des milliards (!) supplémentaires sont consacrés chaque année à l'approvisionnement en armes des mercenaires du camp djihadiste et à leurs salaires). (Moon of Alabama 06.10.2016)

- Casques Blancs: Des sauvetages soigneusement mis en scène - Arrêt sur Info 07.10.2016

- Les « Casques Blancs » main dans la main avec les groupes terroristes en Syrie - Arrêt sur Info 25.09.2016

« En fait Les Casques blancs, qui prétendent être indépendants, sont dirigé par l'ancien soldat britannique James le Mesurier, cofinancé par le gouvernement américain et britannique, opérant dans les zones sous le contrôle de l'organisation terroriste Front al Nosra; groupe interdit par le Conseil de sécurité de l'ONU. Chaque attaque contre al Nosra est ainsi décrite comme une attaque dirigée contre des «civils» et des centres de soins, ou sur des personnels de santé. La même chose vaut pour Médecins sans frontières (MSF), qui finance les cliniques d' al Nosra (la plupart du temps sans bénévoles étrangers) dans plusieurs zones tenues par les terroristes. »

« Les contradictions entre la politique et la pratique des États-Unis ont récemment été mises en évidence lorsque le chef syrien des Casques Blancs, Raed SALEH, s'est rendu aux Etats-Unis pour recevoir un prix humanitaire, mais n'a pas eu la permission d'entrer sur le sol Américain et a été renvoyé à Istanbul car il est associé à Al-Nosra. » Arrêt sur Info 25.09.2016

Parole d'internaute

1- Pearson Sharp de One America News Networks (chaîne conservatrice de droite qui émet aux USA sur le câble depuis 2013), n'a

lui non plus rien trouvé à Douma. Tout y est normal et le gars est impressionné par les quantités d'armement rebelle trouvées sur place (relire Hersh ou l'enquête de balkaninsight.com) et par les témoignages innombrables qui attribuent les attaques aux rebelles. Il est allé sur le lieu présumé de l'attaque sans rien trouver. Puis à l'hôpital décrit par Fisk et il décrit exactement la même chose que Fisk. Une journée normale à l'hôpital lorsque soudain des étrangers sont rentrés par effraction et ont semé le chaos en apportant leurs propres victimes. Ils avaient des caméras et se sont enfuis après avoir semé le chaos. Médecin-chef : "0 morts ont été pris en charge à l'hôpital ce jour-là." "Personne n'a le moindre indice de début de preuve d'une attaque chimique ce jour-là à Douma."

2- On lira cet article avec autant plus d'attention que Robert Fisk est un des derniers grands journalistes britanniques, qui couvre le Moyen-Orient depuis des décennies, n'hésite pas à se rendre dans des zones en guerre pour obtenir des informations de première main, et a suffisamment de crédibilité pour dire ou écrire des choses qui fâchent (par exemple il a accusé les États-Unis d'avoir intentionnellement pris des journalistes pour cibles en Iraq lors de l'invasion).

Le fait qu'un journaliste sérieux et respecté remette en cause la propagande occidentale est une excellente nouvelle, et pourrait faire changer d'avis ceux qui sentent que dans cette affaire la version "officielle" est bien trop caricaturale pour être crédible, mais ont besoin d'éléments factuels pour être convaincus.

3- Il commence à y avoir un paquet de gens qui disent la même chose, comme par exemple ce reportage de l'AFP, à 30' :

https://www.youtube.com/watch?v=NUhz_t2IcVk

là c'est le mainstream media qui se mets à douter de la réalité de cette attaque.

4- Cela fait trois fois que le président s'appuie publiquement sur des images télé pour justifier les actions militaires de la France. Le 1er Ministre a fait de même à l'AN. Qui va poser la question de la crédibilité de ces images et qui les a filmées.

5- Je ne mettrais pas ma main au feu s'agissant des anglo-saxons et en particulier les US. Poutine et sa volonté de ne pas se plier aux desiderata des US sur la scène internationale (les derniers ayant toujours fait ce qu'ils voulaient depuis la seconde GM pour leurs propres intérêts) est un réel souci pour le deep State. Citons la Libye, le Venezuela, Cuba, l'Iran, la Chine depuis peu, sa stratégie habile en Syrie, sans compter la dépendance de l'Europe au gaz russe...tout cela embête clairement les US. Et, au regard de l'Histoire de ce pays et de leurs pratiques, notamment en Amérique du Sud, quand un pays gêne, on tente de le délégitimer, de le saborder.

Concernant la Russie, cela a commencé avec l'Ukraine, puis la Syrie, puis les armes chimiques, puis les sanctions US et européennes, puis l'ingérence dans les élections US (toutes les charges ont été abandonnées), dans le Brexit ou l'indépendance de la Catalogne, puis l'affaire Skripal, puis encore les armes chimiques et depuis hier (dans le Monde), les attaques informatiques russes contre des intérêts US et U.K.

Bref de mon point de vue, les US ont toujours eu une stratégie claire vis à vis de la Russie, et qui s'est exacerbée depuis l'arrivée de Poutine: l'endiguement (d'où l'élargissement de l'OTAN en Europe à marche forcée) et la diabolisation (la Russie est menaçante et a des visées expansionnistes pour reconstituer l'URSS). La volonté d'une nouvelle guerre froide (avec les US dans le rôle du gentil, du sauveur) est donc une hypothèse tout à fait objective.

Faux « made in USA » et mensonges « made in Italy » par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 17 avril 2018

Présentée comme une opération tripartite, l'attaque de la Syrie par les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, était entièrement coordonnée par l'Otan. Comme celle de l'Iraq, il y a quatorze ans, elle était fondée sur un mensonge officiellement démenti à l'avance par les inspecteurs en désarmement de l'OIAC.

Pour motiver la guerre de 2003, les USA accusèrent l'Iraq de posséder des armes de destruction massive : le secrétaire d'État Colin Powell présenta à l'Onu une série de « preuves » toutes révélées fausses ensuite, comme il a dû l'admettre lui-même en 2016.

Des « preuves » analogues sont aujourd'hui exhibées pour motiver l'attaque contre la Syrie effectuée par les États-Unis, le Royaume-Uni et la France. Le général Kenneth McKenzie, directeur de l'état-major commun au Pentagone, a présenté le 14 avril un rapport, assorti de photos satellitaires, sur le Centre de recherche et développement de Barzeh à Damas, en le définissant comme « le cœur du programme des armes chimiques syriennes ». Le Centre, qui constituait le principal objectif, a été attaqué avec 76 missiles de croisière (57 Tomahawk lancés depuis des navires et sous-marins et 19 Jassm depuis des avions).

L'objectif a été détruit, a annoncé le général, « ramenant des années en arrière le programme des armes chimiques syriennes ».

Cette fois pas besoin d'attendre treize ans pour avoir confirmation de la fausseté des « preuves ».

Un mois avant l'attaque, le 13 mars, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (Opcw en anglais, OIAC en français) avait officiellement communiqué le résultat de sa seconde inspection, effectuée au Centre de Barzeh en novembre 2017, et de l'analyse des échantillons prélevés dernièrement en février 2018 : « L'équipe d'inspection n'a observé aucune activité en opposition aux obligations dérivant de la Convention sur les armes chimiques » [1].

Ce n'est pas un hasard si le Centre de Barzeh a été détruit juste avant que n'arrivent pour la troisième fois les inspecteurs de l'OIAC. La Syrie, État membre de cette organisation, a terminé en 2014 son désarmement chimique, alors qu'Israël, qui n'adhère pas à la Convention sur les armes chimiques, n'est soumis à aucun contrôle. Mais de cela l'appareil politico-médiatique ne parle pas. Il accuse par contre la Syrie de posséder et d'utiliser des armes chimiques. (...)

En réalité cette action a été précédemment convenue et planifiée au siège de l'Otan ; comme le prouve le fait que, immédiatement après l'attaque, le Conseil Nord-Atlantique a été convoqué. Les États-Unis, le Royaume-Uni et la France y ont « informé les Alliés sur l'action militaire conjointe en Syrie » et les Alliés ont exprimé officiellement « leur plein appui à cette action » [2].

En réalité, l'attaque contre la Syrie depuis la Méditerranée a été dirigée par le Commandement des forces navales US en Europe, dont le quartier-général est à Naples-Capodichino, sous les ordres de l'amiral James Foggo qui commande en même temps la Force conjointe de l'Otan, dont le quartier-général est à Lago Patria (Naples).

L'opération guerrière a été soutenue par la base aéronavale US de Sigonella et par la station US du Muos de transmissions navales à Niscemi (toutes deux en Sicile).

Comme le montrent les tracés radar, les drones espions US RQ-4 Global Hawk, décollant de Sigonella, ont joué un rôle fondamental dans l'attaque contre la Syrie, appuyée par des avions-citerne pour l'approvisionnement en vol des chasseurs.

L'Italie partage donc la responsabilité d'une action guerrière qui viole les plus élémentaires normes du droit international.
Réseau Voltaire 17 avril 2018

[1] "Progress in the elimination of the Syrian chemical weapons programme", by Ahmet Üzümcü , Voltaire Network, 23 March 2018.

[2] « Déclaration du Conseil de l'Atlantique Nord sur les actions menées contre l'emploi d'armes chimiques en Syrie », Réseau Voltaire, 14 avril 2018.

La Défense russe annonce la découverte d'un laboratoire chimique de radicaux à Douma - sputniknews.com 17.04

Les experts russes ont découvert à Douma, en Syrie, un laboratoire de fabrication d'armes chimiques appartenant aux radicaux et recelant des éléments pour la production de gaz moutarde ainsi qu'une bouteille de chlore.

Un laboratoire d'armes chimiques appartenant aux radicaux a été localisé dans la ville syrienne de Douma par les militaires russes.

«Lors de notre visite à Douma, nous avons trouvé un laboratoire chimique et un entrepôt de substances chimiques», a déclaré mardi Alexandre Rodionov, chef du groupe d'experts, à la chaîne de télévision Rossiya 24.

Il a précisé que les spécialistes avaient découvert des substances chimiques sous contrôle de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques (CIAC) pouvant servir notamment à la fabrication de l'ypérite à l'azote et de l'ypérite au soufre.

En outre, Alexandre Rodionov a constaté la présence «d'une bouteille de chlore semblable à celle utilisée par les radicaux pour mettre en scène le faux qui a été repris par la suite par les médias. On peut en conclure que ce laboratoire était utilisé par des formations armées illégales pour produire des substances toxiques».

Le ministère russe de la Défense avait précédemment déclaré que l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) pourrait travailler librement à Douma.

«Le Centre pour la réconciliation des parties en conflit en Syrie est prêt à garantir la sécurité des experts de l'OIAC dans la Ghouta orientale, à mettre à leur disposition des moyens de transport et à assurer leur protection par les forces de la police militaire russe», a déclaré lundi le général de brigade Youri Evtouchenko, chef du Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit en Syrie. sputniknews.com 17.04

Fake news d'Etat reprise par Le Monde.

- Chlore et gaz sarin utilisés le 7 avril à Douma, selon le département d'Etat américain - Reuters 18 avril 2018

Les Etats-Unis disposent de renseignements selon lesquels à la fois du chlore et du gaz sarin ont été utilisés dans l'attaque chimique du 7 avril à Douma en Syrie, a déclaré mardi la porte-parole du département d'Etat américain Heather Nauert. Reuters 18 avril 2018

Un internaute.

- Nos « amis » du decodex, eux, ont la certitude de l'usage de chlore et de sarin : les USA l'ont dit http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/reactions/2018/04/17/syrie-que-sait-on-de-l-attaque-chimique-du-7-avril-a-douma_5286620_4355770.html

- En quête de vérité, un journaliste met en doute l'attaque chimique à Douma - sputniknews.com 17.04

Citant des médecins et des habitants de Douma, le reportage d'un correspondant de The Independent sur l'attaque chimique présumée révèle que des victimes ont souffert d'inhalation de poussière et de privation d'oxygène et qu'un membre des Casques blancs a provoqué la panique en criant «Gaz!».

«C'est l'histoire d'une ville appelée Douma, un lieu ravagé et puant d'immeubles détruits et d'une clinique souterraine dont les images de souffrance ont permis à trois des nations les plus puissantes du monde occidental de bombarder la Syrie la semaine dernière», raconte un journaliste de The Independent qui est venu à Douma suite aux déclarations sur une attaque chimique dans la région.

Damas propose aux inspecteurs de l'OIAC de rencontrer des témoins des événements de Douma

Dans cette clinique souterraine, le journaliste déclare avoir rencontré le médecin syrien Assim Rahaibani qui lui a révélé «quelque chose de profondément inconfortable»: les patients, selon lui, ne souffraient pas des conséquences d'une attaque chimique, mais de privation d'oxygène dans les tunnels, remplis de décombres, et les sous-sols au cours d'une nuit passée là en raison de violents affrontements de l'armée syrienne contre les radicaux.

«Par malchance aussi, les médecins qui étaient de service ce soir-là, le 7 avril, [la date de l'attaque chimique présumée que les pays occidentaux évoquent, ndlr] étaient tous à Damas témoignant sur les armes chimiques dans le cadre d'une enquête, qui tentera de fournir une réponse définitive à cette question dans les semaines à venir», écrit le journaliste.

Bien que les pays occidentaux disent en avoir les preuves, le journaliste souligne que de nombreux Syriens à travers le pays n'ont jamais cru en ces «histoires de gaz qui étaient en général inventées, disent-ils, par les groupes islamistes».

«Donc, l'histoire de Douma n'est pas seulement une histoire de gaz ou d'absence de gaz, selon le cas. Il s'agit de milliers de personnes qui n'ont pas choisi d'évacuer Douma dans les bus qui sont partis la semaine dernière, aux côtés des hommes armés avec lesquels ils ont dû vivre en troglodytes pendant des mois pour survivre. J'ai traversé cette ville assez librement hier sans la surveillance d'aucun soldat, policier [...], juste deux amis syriens, une caméra et un carnet de notes. Heureux de voir des étrangers parmi eux, plus heureux encore que le siège soit enfin terminé, ils sourient en majeure partie», raconte le journaliste.

«Cette nuit-là, il y avait du vent et d'énormes nuages de poussière qui ont commencé à entrer dans les sous-sols où vivaient les gens. Les gens ont commencé à arriver ici [dans la clinique souterraine, ndlr] souffrant d'hypoxie, de privation d'oxygène. Puis quelqu'un à la porte, un Casque blanc, a crié "Gaz!", et la panique a démarré. Les gens ont commencé à se jeter de l'eau les uns sur les autres. Oui, la vidéo a été filmée ici, c'est vrai, mais ce que vous voyez, ce sont des personnes souffrant d'hypoxie — pas d'intoxication au gaz», écrit le journaliste citant le médecin syrien.

Les Casques blancs ont ensuite été évacués en bus avec les radicaux.

«Comment se fait-il que les réfugiés de Douma qui avaient atteint les camps en Turquie décrivaient déjà une attaque au gaz que personne aujourd'hui à Douma ne semble se rappeler?», se demande le journaliste. sputniknews.com 17.04

Soutien au gouvernement syrien qui n'est pas aussi si isolé que cela.

- Manifestation de druzes pro-Assad sur le Golan occupé par Israël - AFP 17.04

Plus de 500 druzes ont manifesté mardi sous les drapeaux syriens en faveur du régime de Bachar al-Assad dans la partie du Golan occupée par Israël, dans une période de tensions renouvelées entre les deux pays voisins, a constaté un journaliste de l'AFP.

Environ 22.000 druzes, une minorité arabophone et musulmane également présente en Syrie, vivent dans la partie du Golan occupée et annexée par Israël, ainsi que 25.000 colons israéliens arrivés après la capture du plateau par Israël en 1967. La grande majorité de ces druzes se considèrent comme Syriens et ont refusé de prendre la nationalité israélienne.

Israël occupe depuis la guerre de 1967 1.200 km² du plateau du Golan (nord-est), dont l'annexion en 1981 n'a jamais été reconnue par la communauté internationale. Les quelque 510 km² restants sont sous contrôle syrien. AFP 17.04

- Contre vents et marées, Alger debout au côté de Damas - sputniknews.com 17.04

L'Algérie félicite la Syrie à l'occasion du 72e anniversaire de son indépendance, l'assure de sa fraternité et de son désir d'approfondir encore la coopération dans tous les domaines, selon un télégramme adressé, ce mardi, par le Président Bouteflika à son homologue syrien.

L'Algérie a dénoncé les bombardements effectués dans la nuit de vendredi à samedi par les forces armées américaines, françaises et britanniques contre la Syrie. Le Premier ministre du pays, Ahmed Ouyahia, a déploré que cette attaque ait eu lieu au moment où l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) s'apprêtait à entamer une enquête sur l'attaque chimique présumée à Douma. «L'Algérie ne peut que regretter les frappes qui se sont déroulées cette nuit [dans la nuit du 13 au 14, ndlr] en Syrie au moment où toute la communauté internationale attendait plutôt l'envoi d'une commission d'enquête pour évaluer ou vérifier toutes ces informations relatives à l'usage présumé d'armes chimiques que l'Algérie avait dénoncé», a déclaré M.Ouyahia lors d'une conférence de presse. sputniknews.com 17.04

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

- SNCF : l'Assemblée adopte la loi sur la réforme, la mobilisation ne faiblit pas - Liberation.fr 18 avril 2018

Sans grande surprise, l'Assemblée a adopté mardi en première lecture, le projet de loi sur la réforme ferroviaire, par 454 voix pour, 80 contre et 29 abstentions. Pour autant, ce texte demeure inachevé, dans la mesure où le gouvernement devrait se prononcer par ordonnances sur les sujets non traités par le Parlement. Dont la fin du statut des cheminots et certaines modalités de l'ouverture du rail français à la concurrence. Le prochain examen du texte se tiendra au Sénat à partir du 29 mai.

Pendant ce temps, la mobilisation ne faiblit pas. Mercredi et jeudi, deux nouveaux jours d'arrêt de travail sont programmés et le niveau de trafic sera sensiblement équivalent aux précédents : un TGV sur trois, deux TER sur cinq et un Intercités sur quatre. Selon une source syndicale, la direction de la SNCF serait contrainte de puiser largement dans le vivier de l'encadrement des conducteurs pour assurer ce niveau de service. Mardi une série de rencontres bilatérales étaient organisées entre le ministère des Transports et les syndicats. SUD a envoyé une délégation de grévistes qui est repartie quelques minutes après son arrivée. Il est vrai que les quatre organisations syndicales représentatives (CGT, UNSA, SUD et CFDT) sont remontées depuis l'annonce, lundi, du transfert des activités fret dans une filiale spécialement créée à cet effet. Le transport de marchandises perd de l'argent de manière récurrente : 300 millions d'Euros en 2017. S'y ajoutent 4,5 milliards de dettes. Cette filialisation du fret s'inscrit, pour le gouvernement, dans le plan d'investissement nécessaire à sa modernisation. Sauf que lorsqu'ils seront transférés dans une nouvelle structure juridique, les 6 000 agents du fret verront leurs avantages sociaux remis en cause, au bout de quinze mois. Pas de quoi calmer les tensions. Liberation.fr 18 avril 2018

- «A Rennes-II, on n'avait pas vu une telle mobilisation depuis le CPE» - Liberation.fr 18 avril 2018

Après des semaines de tergiversations et une mobilisation plutôt timide, Rennes-II est entrée de plain-pied dans le mouvement des facs : deux tiers des 4 000 à 5 000 étudiants qui se sont réunis lundi ont voté le blocage de l'établissement jusqu'au 30 avril.

- Tolbiac: "Violence, drogue, sexe", le président de la fac dénonce une situation "préinsurrectionnelle" - Le HuffPost 18 avril 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 19 avril 2018

[CAUSERIE](#)

● Causerie au format pdf (11 pages)

Faisons-le populaire pour nous détendre un peu, on en a grand besoin, n'est-ce pas ?

Ils poussent les gens à bout de nerfs, alors qu'ils sont psychologiquement fragiles, rien de tel pour les déstabiliser ou briser leur volonté d'agir, ils verront des cons partout, alors qu'ils le sont eux-mêmes, on est toujours le con de quelqu'un, rien de tel pour le rester et le tour est joué !

Un jeu à la con dans lequel on voudrait nous entraîner, sans risque que nous y participions un jour, parce que nous sommes très ou trop bien informés, et nous avons développé un esprit critique ou logique suffisamment aiguisée pour ne pas tomber dans ce travers. Du reste, ce n'est pas pour rien que nous le mettons en pratique quotidiennement comme chacun peut le constater.

Michel Audiard : « les cons, ça ose tout. C'est même à ça qu'on les reconnaît ».

C'est peu dire que des cons nous gouvernent, détiennent le pouvoir, pourrissent la vie de l'humanité entière.

Le con, ce n'est pas le pauvre type qui croit n'importe quoi et le répète comme un perroquet en vous traitant de con par dessus le marché, parce qu'il est sûr de détenir la vérité que la majorité partage avec lui ou tout du moins c'est ce qu'on s'est employé à lui faire croire, mais ceux qui étant mieux informés que lui le traitent de con, et nous aussi par la même occasion. Ils ont juste oublié qu'il fallait commencer par réfléchir avant de porter des jugements à l'emporte-pièce, en admettant qu'ils en soient capables, ce dont on est en droit de douter dans bien des cas.

Quand on se livre à une interprétation erronée de sa condition ou de la situation, c'est par ignorance et il sera possible de pallier à cette lacune en améliorant nos connaissances et en s'armant de la logique, mais si c'est parce qu'on y trouve son intérêt, notre cas sera sinon désespéré, tout du moins irrécupérable tant qu'on ne l'aura pas admis ou que notre condition ou la situation ne se sera pas détériorée au point que nos intérêts se trouveront menacés.

[Le NPA porte-parole de l'Otan et ses barbares.](#)

La palme de l'ignominie revient au NPA dont le discours reprend à la virgule près la propagande de l'Otan ou de Trump, Macron, May.

Il a franchi "la ligne rouge" qui le place dans le camp de la réaction, il faudrait être sourd ou aveugle pour ne pas s'en apercevoir ou encore être d'une mauvaise foi sans fond.

LVOG - Le titre est trompeur comme on va le voir par la suite, quoiqu'il comporte un amalgame pour qui sait lire attentivement.

- Avec le peuple syrien, contre les bombardements et toutes les interventions impérialistes - NPA 14 avril 2018

NPA - Une fois de plus, les gouvernements des USA (United States of America, non, Etats-Unis en français), de la Grande-Bretagne et de la France se sont arrogé le droit de bombarder au Moyen-Orient. À la suite de Trump ils ont annoncé dans la nuit du 13 au 14 avril le lancement de dizaines de missiles sur des objectifs militaires du gouvernement syrien, suite à des témoignages relatant une nouvelle attaque chimique du régime Assad contre la population de la ville de Douma près de Damas.

LVOG - Lorsque vous aurez terminé la lecture de cet article du NPA, vous constaterez que seuls y figuraient les "témoignages" fournis par les barbares et retenus par le gang de Washington, Paris et Londres, soit la version des va-t-en-guerre contre la Syrie, tandis que les réactions des gouvernements syrien et ses alliés russe et iranien notamment qui contestent ces témoignages seront soigneusement occultés.

NPA - Ils affirment vouloir en rester là (Hélas ! - LVOG) avec cet avertissement, le gouvernement russe dit qu'il ne restera pas sans réactions, tous prétendent agir pour la paix et contre le terrorisme. (Avec "tous", le NPA place sur le même plan les agresseurs et les agressés, reprenant la méthode des puissances occidentales qui par ailleurs place sur un même plan le gouvernement syrien et Daesh ou les groupes issus d'Al-Qaida). - LVOG) Mais c'est un triste jeu qui se déroule entre les puissances mondiales et régionales en Syrie entre les États-Unis, la France, la Russie, l'Arabie Saoudite, l'Iran et la Turquie : un jeu cynique qui se fait sans et contre la population, dont le sort tragique n'émeut que lorsqu'il s'agit d'enclencher les grandes manœuvres diplomatiques et géostratégiques.

LVOG - Le NPA procède une nouvelle fois à un amalgame entre toutes les puissances impérialistes sans se soucier du rôle qu'elles jouent en Syrie, et comme chacun sait que si les Russes cessait de soutenir Bachar al-Assad, les Etats-Unis et ses vassaux continueraient leur guerre jusqu'à sa chute. Cela signifie clairement que le NPA est devenu un agent du chaos et de la guerre.

NPA - Depuis mars 2011 et le soulèvement démocratique contre le tyran Bachar al-Assad, la population syrienne subit en effet une répression féroce et sanglante du dictateur et de ses alliés, au premier rang desquels la Russie de Poutine et l'Iran des mollahs. Les difficultés rencontrées par le soulèvement, la militarisation imposée par le régime et les ingérences intéressées des monarchies du Golfe, ont en outre favorisé le développement de forces intégristes et djihadistes, tandis que les forces démocratiques étaient bien seules face à Assad et aux courants contre-révolutionnaires.

LVOG - On a là à la virgule près la rhétorique ou la propagande de guerre des Américains et ses vassaux reprise en boucle par l'AFP et l'ensemble des médias depuis 2011. NPA - Nous appelons à rejeter la sordide campagne visant à faire douter de la énième attaque chimique criminelle du régime sur des civils, hommes, femmes et enfants à Douma, attestée par tant d'informations venant de citoyens et services médicaux sur place. Mais nous condamnons sans aucune ambiguïté la nouvelle aventure militaire dirigée par Trump en Syrie, et la participation française à cette campagne de bombardements qui veut donner l'illusion que le peuple syrien va être maintenant mieux protégé. Cela ne peut en fait qu'ajouter de la guerre à la guerre, et du chaos au chaos : victimes civiles, rappel d'un passé colonial honni, renforcement de la posture d'Assad comme « rempart » face à l'impérialisme occidental.

LVOG - Le NPA adopte ici ouvertement la position et les accusations sans preuve de Macron contre le gouvernement syrien.

NPA - La fin de la tragédie syrienne passe au contraire par une désescalade militaire, qui implique la fin de toute intervention étrangère, y compris russe et iranienne, l'arrêt des ventes d'armes aux dictatures de la région, dont la France est l'un des principaux fournisseurs en engins de morts, et la clarté sur la mise à l'écart, dans tout scénario d'avenir, d'Assad et des dirigeants du régime syrien.

Nous continuerons à soutenir les résistances syrienne et kurde contre tous leurs oppresseurs.

LVOG - Le NPA va jusqu'à reprendre l'exigence des puissances occidentales d'écarter du pouvoir Assad, alors qu'il revient uniquement au peuple syrien d'en décider librement. Derrière un discours qui se veut radical, en réalité le NPA rame pour le compte de la pire réaction.

Dans un autre article daté du 11 avril 2018, on retrouvait la même rhétorique, comme quoi celui daté du 14 avril n'était pas un accident de parcours, mais confirmait l'orientation réactionnaire du NPA

- Syrie : la protection des populations, prétexte à une nouvelle intervention impérialiste ? - NPA 11 avril 2018

Extrait.

NPA - Avec ou sans armes chimiques, le régime a déjà fait la preuve qu'il était prêt à massacrer des populations civiles dans cette guerre qui se mène depuis 2011 et qui a fait, à ce jour, plus de 350 000 morts. Depuis le début des affrontements en Syrie, les États-Unis ont certes critiqué la dictature d'Assad, mais ils ont montré qu'ils étaient tout à fait prêts à s'accommoder de son maintien au pouvoir, en particulier quand ils ont fait de la guerre contre Daech leur priorité.

LVOG - Le NPA regrette que les États-Unis n'aient pas terminé leur sale boulot ! Je rappelle que Mattis le secrétaire à la Défense a déclaré, que depuis 2011 il n'existait aucune preuve que le gouvernement syrien ait utilisé des armes chimiques, voir la causerie de la veille. Le NPA participe donc à la désinformation à laquelle se livrent gouvernements et médias. (lire plus loin)

[Les mythomanes fanatiques osent tout.](#)

- À Paris, Un colloque pour la paix - Liberation.fr 19 avril 2018

En France aussi, le camp de la paix se mobilise. JCall, le réseau juif européen pour Israël et pour la paix, organise un colloque le 28 avril à la mairie du 1^{er} arrondissement de Paris sur le thème : «Israël, la démocratie menacée ?» «Un vent mauvais souffle sur Israël qui met en danger les fondements même de cette démocratie», annoncent les organisateurs. Liberation.fr 19 avril 2018

A mettre au compte du "droit international" et de l'ONU.

- Israël fête ses 70 ans face aux défis régionaux et domestiques - AFP 18.04

Israël a fêté mercredi son 70^e anniversaire en brandissant sa puissance militaire et son improbable réussite économique face aux menaces régionales renouvelées et aux incertitudes intérieures. AFP 18.04

Mimétisme. L'extrême droite sioniste ferait-elle dans le macronisme ou l'inverse ?

Liberation.fr 18.04 - Pour les 70 ans de l'Etat hébreu, le gouvernement vante la «start-up nation» et ses succès technologiques... Liberation.fr 18.04

[N'allez pas croire que le Congrès américain ou Bruxelles menacerait Facebook.](#)

- La chute de la maison Zuckerberg, par François-Bernard Huyghe - Les Crises 19 avril 2018

[Affaire Skripal. La Grande-Bretagne s'enfonce dans le déni.](#)

- Skripal : Londres admet les conclusions de l'OIAC qui se dit incapable d'incriminer la Russie - francais.rt.com 18.04

Le 12 avril dernier, l'OIAC s'était dite incapable de déterminer l'origine de l'agent innervant. Un mois après les accusations de Theresa May et de Boris Johnson, Londres n'a toujours pas prouvé l'implication de la Russie dans l'affaire Skripal.

Ce 18 avril, la délégation britannique a admis les conclusions de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) sur l'empoisonnement à Salisbury de l'ancien agent-double Sergueï Skripal, le 4 mars dernier. «Certes, bien que l'identification de l'agent innervant utilisé constitue un élément de preuve essentiel, ni l'analyse de [Porton Down], ni le rapport de l'OIAC n'identifient le pays ou le laboratoire à l'origine de l'agent utilisé dans l'attaque», a reconnu le représentant britannique à l'OIAC, Peter Wilson.

Dans une déclaration faite à l'occasion de la réunion du Conseil exécutif de l'OIAC, mise en ligne sur le site du gouvernement britannique, Peter Wilson a d'ailleurs affirmé sa confiance totale dans les méthodes mises en œuvre par l'OIAC, qui compte 41 Etats membres. francais.rt.com 18.04

La source ou le gouvernement britannique.

- OPCW Executive Council meeting: 18 April update on the use of a nerve agent in Salisbury - 18.04

<https://www.gov.uk/government/speeches/opcw-executive-council-meeting-18-april-update-on-the-use-of-a-nerve-agent-in-salisbury>

- "...neither DSTL's analysis, nor the OPCW's report, identifies the country or laboratory of origin of the agent used in this attack." gov.uk 18.04

Traduction : Ni les analyses de DSTL ni le rapport d'OPCW n'identifie le pays ou le laboratoire d'origine de l'agent qui a été utilisé lors de cette attaque.

Ce qui n'empêche pas les autorités britanniques de continuer à imputer à la Russie l'origine de cet agent chimique. Ils n'ont que le déni comme argument finalement, qui n'en est pas un évidence ou ne constitue pas le début d'une preuve.

[Dossier Syrie.](#)

- Syrie : comment la SAMS vend le changement de régime et la guerre aux USA par Max Blumenthal - Mondialisation.ca, 18 avril 2018

Vidéo en anglais. WEB EXCLUSIVE: Strikes In Syria - The Hard Facts (with Max Blumenthal)

<https://www.youtube.com/watch?v=reuQAoXM8bE>

A 0:58 de la vidéo filmée en compagnie du présentateur Lee Camp ci-dessus (donnée en anglais à titre de référence), le journaliste d'investigation Max Blumenthal explique que James Mattis, le secrétaire américain de la défense disait vendredi dernier ne pas avoir de preuves formelles de l'implication d'Assad dans l'incident de Douma, ou même d'une attaque chimique tout court. Ses sources, continue Blumenthal, étaient selon Mattis « les réseaux sociaux, qui démontraient que cette attaque avait réellement eu lieu ». A 1:41, Blumenthal se pose la question de l'identité de ces « sources sur les réseaux sociaux ». Et la réponse est que, tout comme l'année dernière pour Khan Cheikhoun où un incident similaire avait déclenché des frappes de représailles contre la Syrie d'Assad de la part des USA, ces sources sont principalement deux : les Casques blancs et la Syrian American Medical Society (Société médicale syrienne américaine, acronyme anglais SAMS).

Qui est la SAMS ?

Des rapports sur des allégations non prouvées d'attaque chimique à Douma, la ville de Syrie auparavant occupée par le

groupe rebelle Armée de l'Islam (Jaych al Islam), reposent invariablement sur une source-clé : la Fondation Syrian American Medical Society (SAMS). Avec les Casques blancs, la SAMS a été citée par le Washington Post, le New York Times, CNN et virtuellement tous les médias occidentaux qui rapportent l'incident. A Douma, l'équipe de la SAMS a affirmé avoir traité plus de 500 personnes qui présentaient des symptômes « d'exposition à un agent chimique ».

Le groupe a également joué un rôle central dans la mise en forme de la version officielle de l'attaque au sarin de la zone occupée par al-Qaïda de Khan Cheikhoun en avril 2011, fournissant des échantillons biomédicaux à l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques (OIAC), qui violait son protocole établi en acceptant des éléments d'enquête sans chaîne de traçabilité vérifiable. Cet incident a déclenché le lancement en représailles de 57 missiles de croisière sur une base aérienne syrienne par l'armée américaine. Presque exactement un an plus tard, un événement étonnamment similaire est censé avoir dépassé la « ligne rouge » encore une fois, et a provoqué un assaut des USA et de leurs alliés.

La SAMS affirme être une « organisation médicale apolitique, à but non lucratif », et est citée comme autorité crédible par les médias qui rapportent les événements de Douma. Très peu de publications sont disponibles sur les origines de l'organisation en tant qu'émanation de l'opposition islamiste, sur son engagement dans des opérations d'influence sophistiquées à la frontière de la Syrie avec la Turquie, ou de sa proche relation avec des éléments néocons de Washington et des affiliés d'Al-Qaïda en Syrie.

La SAMS n'est pas seulement un groupe de médecins syriens qui soigne des blessés dans des zones de guerre, et ne peut pas non plus être considérée comme une source objective sur des attaques chimiques ou autres atrocités. L'organisation est un lobby puissant soutenu par l'USAID* qui fonctionne avec une détermination sans faille pour soutenir la guerre de changement de régime et mettre des islamistes au pouvoir à Damas.

La SAMS a été fondée en 1998 par des membres de la diaspora syrienne aux USA, qui est concentrée dans la banlieue de Chicago. Avant la rébellion armée de 2011 contre le président Bachar el-Assad, le groupe avait envoyé plusieurs délégations médicales en Syrie, probablement en coopérant avec le gouvernement pour avoir ses entrées. Un ancien membre de la SAMS m'a contacté pour me dire que la révolte armée avait vu une prise de pouvoir du Comité directeur par des sympathisants des Frères musulmans. Elle m'a dit qu'elle et d'autres membres chrétiens et laïques avaient démissionné du groupe alors qu'il se transformait en ce qu'elle a décrit comme « l'hôpital mobile chirurgical militaire d'Al-Qaïda » (acronyme anglais MASH, en référence au film, NdT)

Financements de l'USAID, liens avec l'OMPI anti-iranienne

Selon le rapport financier de la SAMS pour 2015 (PDF), le budget de l'organisation a bondi de 672,987 dollars en 2013 à presque 6 millions de dollars en 2015 – il a donc presque été décuplé. Plus de 5,8 millions de dollars de ce financement provenait de l'USAID, un bras du Département d'Etat qui maintient son propre 'Bureau des initiatives de transition' pour appuyer les changements de régime dans les pays ciblés par l'Occident. Le directeur exécutif de la SAMS David Lillie se trouve également être un ancien employé de l'USAID, tout comme le directeur des opérations de la SAMS Tony Kronfli.

Presque tout au long du conflit en Syrie, les opérations de la SAMS ont été supervisées par Zaher Sahloul, un agent ardemment anti-iranien engagé dans la promotion d'une guerre de changement de régime contre le gouvernement syrien. Après avoir insisté, sans succès, auprès de Barack Obama pour instaurer des no-fly zones de l'OTAN dans le ciel syrien, une politique dont Hillary Clinton avait admis qu'elle allait « tuer de nombreux Syriens », Sahloul a accusé le président d'avoir « autorisé un génocide en Syrie ». Le 20 septembre 2016, Sahloul a participé à un rassemblement new-yorkais qui visait à pousser à un conflit avec l'Iran, également. Le rassemblement était organisé par des exilés iraniens de l'OMPI (Organisation des moudjahiddines du peuple iranien), une organisation internationale louche dédiée à un changement de régime en Iran qui a été décrite comme « un culte terroriste ». L'ancien sénateur néocon Joseph Lieberman, un bénéficiaire des largesses de l'OMPI, figurait parmi les orateurs. Quelques jours plus tard, le journaliste néocon Eli Lake a salué Sahloul et ses collègues, selon lui « des Syriens-Américains qui tenaient tête à l'Iran ».

L'American Coalition for Syrian Relief, une ONG affiliée à la SAMS, a soutenu l'appel du président Donald Trump à des « zones de sécurité » en Syrie, un euphémisme pour des no-fly zones qui demanderaient les forces aériennes des USA pour être instaurées. Pendant ce temps, pour donner plus de poids à ses efforts, Sahloul s'est coordonné avec la Jewish United Federation of Chicago, une organisation islamophobe de premier plan et une opposante majeure à l'organisation de la solidarité en Palestine. Le fils de Sahloul, Adham, a travaillé en tant que lobbyiste de la SAMS à Gazientep, en Turquie, la base des services de renseignements occidentaux et locaux qui coordonnaient les opérations d'insurrection et d'information à la frontière syrienne. Tout en contribuant à plusieurs médias soutenus par le Qatar comme Middle East Eye et Al Araby, Adham Sahloul avait auparavant travaillé pour Portland Communications, une firme de relations publiques fondée par un ancien expert en communication de Tony Blair (en 2016, le leader syndicaliste britannique Len McCluskey avait accusé Portland Communications d'être à la tête de la tentative de coup d'État des partisans de Tony Blair contre le nouveau leader du Labour, Jeremy Corbyn. [les « Blairites » ont mené plusieurs charges coordonnées contre Jeremy Corbyn pour le renverser et reprendre le contrôle du Labour (le Parti travailliste britannique), NdT].

Pour sa part, Zaher Sahloul a traité les journalistes critiques de « cinquième colonne qui ont fait l'apologie de criminels de guerre » et d'« équivalents de la machine de propagande d'Hitler ».

Opérations de manipulation de l'information, du cœur d'Al-Qaïda jusqu'à Washington

Les unités d'assistance à la coordination de la SAMS ont envoyé des aides et monté des hôpitaux de campagne dans des camps de réfugiés et des territoires contrôlés par les insurgés de Syrie. A Idlib, la zone sous contrôle d'Al-Qaïda où la SAMS opère aux côtés de l'administration dirigée par les insurgés, « la mixité dans les écoles a été abolie, les femmes forcées de porter le voile et des posters d'Oussama Ben Laden ont été accrochés aux murs », selon Joshua Landis, le directeur du Centre d'études sur le Moyen-Orient de l'université de l'Oklahoma. Bien que la SAMS déclare entretenir 100 hôpitaux en Syrie, toute vérification ou évaluation indépendante est virtuellement impossible, étant donné que les journalistes occidentaux volontaires pour tenter d'accéder à ces zones sont régulièrement kidnappés ou tués. En 2015, selon le Washington Post, la Banque Chase a clôturé le compte bancaire de la SAMS sans explication.

Sahloul a dirigé un groupe sur WhatsApp qui semble avoir fourni aux médias internationaux les premières images d'Omran Daqneesh, le « petit garçon poussièreux » d'Alep-Est, dont l'image traumatisée a immédiatement été placardée à la Une des journaux et tenue pour preuve de la cruauté inouïe d'Assad. Les images originales avaient été prises par Mahmoud Raslan, un activiste affilié à Nourideen al-Zinki, un groupe insurgé soutenu par la CIA qui avait décapité un prisonnier palestinien de 19 ans.

Un an plus tard, le père d'Omran, Mohammad Kheir Daqneesh, a révélé que sa famille et lui avaient été exploités par des activistes insurgés. Un Casque blanc avait arraché Omran de ses bras pour le poser dans une ambulance, a déclaré Mohammad Daqneesh. Il a aussi révélé qu'un démagogue de la télévision saoudienne avait offert à sa famille une forte somme pour se faire porte-parole de l'opposition armée, mais qu'en tant que partisane du gouvernement syrien, elle avait refusé. A la suite de cette révélation, Omran a été soustrait à la vue des Occidentaux et supplanté par des mascottes de l'opposition islamiste syrienne comme Bana Alabed, Noor et Ala, et Mohamed Najem (comme Bana, Noor et Ala ont récemment figuré dans une opération-séduction photographique en compagnie du président turc Recep Tayyip Erdogan et se sont vus accorder la nationalité turque à titre honorifique.)

Revenons à Washington. La SAMS se vante d'être « devenue leader dans la représentation et l'engagement des législateurs, » et de faire du lobbying auprès du Congrès, du Département d'État et des Nations-Unies pour un changement de régime en Syrie. « Quand la SAMS parle, les gens écoutent, » selon une citation d'un officiel non nommé du Département d'État publiée dans une brochure promotionnelle de la SAMS. Et tant pis pour leur image de groupe « apolitique » d'humbles médecins de terrain.

Le 16 avril 2015, Sahloul et le coordinateur de la SAMS à Idlib Mohamed Tennari ont témoigné devant le Conseil de sécurité des Nations-Unies et allégué d'attaques au chlore par le gouvernement syrien contre le canton d'Idlib sous contrôle d'Al-Qaïda. La rencontre était orchestrée par l'ambassadrice des USA à l'ONU de l'époque, Samantha Power, partisane active d'une intervention militaire en Libye et en Syrie (Tennari a ensuite été dépeint comme « un médecin de terrain syrien » par CNN ; son travail dans un territoire contrôlé par Al-Qaïda a été omis.)

Lors de son gala annuel, le 6 mars 2017, la SAMS a accueilli l'ancien ambassadeur des USA Frederic Hof, le directeur sur le départ du Rafik Hariiri Center, une émanation du think tank néocon Atlantic Center de Washington DC financée par des Etats du Golfe. Devant son auditoire, Hof a appelé à une augmentation des transferts d'armes aux rebelles syriens, à une no-fly zone contrôlée par les USA pour Idlib, la province occupée par des affiliés locaux d'Al-Qaïda, et à un blocage de la reconstruction des infrastructures détruites en Syrie jusqu'à la réussite du changement de régime.

Un peu plus d'un an plus tard, en se fondant principalement sur les affirmations d'agents de terrain de la SAMS, les USA, le Royaume-Uni et la France ont semblé vouloir concrétiser les aspirations de l'opposition syrienne. Et, alors qu'une guerre catastrophique pourrait s'annoncer, les populations restent dans le flou sur l'une des organisations-clés de ces exhortations à la guerre. Mondialisation.ca, 18 avril 2018

- Un journal américain (OAN) à Douma en Syrie : «Aucune attaque d'armes chimiques» n'a eu lieu
- Mondialisation.ca, 18 avril 2018

Enfin du vrai journalisme américain.

Un Américain, Pearson Sharp, a visité la ville de Douma située près de la capitale Damas, à la recherche de preuves d'une attaque chimique.

Qu'a-t-il découvert ?

Tous les résidents interrogés par OAN à Douma ont nié toutes les allégations d'attaque chimique, et ont dit qu'elle avait été organisée pour aider les rebelles djihadistes à échapper à l'avancée de l'armée de Assad.

Le journaliste de l'OAN a interviewé des personnes au hasard pour s'assurer à 100% qu'il ne s'agissait pas d'agents « Assad » ...

les résidents qui « vivaient très près » (50 mètres du site présumé de l'attaque) ont tous déclaré qu'ils n'avaient vu aucune attaque chimique.

Dans l'ensemble, tous les résidents interrogés au hasard par OAN ont dit qu'ils n'ont vu aucune attaque d'armes chimiques.

OAN a demandé aux personnes interrogées ce qu'ils pensaient de l'attaque chimique.

Les résidents ont dit que c'était un canular.

Pourquoi les djihadistes ont-ils organisé cette attaque ?

Les résidents ont dit à l'OAN que les terroristes djihadistes ont créé le faux drapeau pour que les puissances occidentales attaquent Assad, et leur donnent la couverture dont ils avaient besoin pour échapper aux forces gouvernementales qui avançaient dans toute la ville.

Les résidents ont également dit à OAN qu'« ils aiment Assad » et qu'ils ne sont pas des « rebelles modérés ».

L'Américain Pearson Sharp a ensuite confirmé à 100% ce qu'a dit le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov et l'explication du ministère russe de la Défense sur ce qui s'est passé à l'hôpital.

Les médecins qu'il a interrogés ont dit que, pendant qu'ils traitaient les gens pour des blessures de guerre et l'inhalation de fumée, une « bande d'inconnus » a soudain fait irruption dans l'hôpital et a dit qu'il y avait eu une attaque chimique, puis se sont mis à les arroser avec des jets d'eau et à tout enregistrer sur bande vidéo. Mondialisation.ca, 18 avril 2018

A lire également

- Le mari de Theresa May travaille pour un gros actionnaire de BAE Systems et Lockheed Martin, fabricants des missiles lancés sur la Syrie - Par RT - Mondialisation.ca, 18 avril 2018

- Témoignage et aveux. Quand le gouvernement français préfère "voir Dae'ch à Damas que Bachar al-Assad".

Source : Proche & Moyen-Orient, Richard Labévière, 16-04-2018 - Les Crises 19 avril 2018

- ...images et témoignages de la dernière attaque chimique présumée de la Ghouta ont été principalement rapportés par deux sources : l'ONG des Casques blancs – créée de pied en cap par le MI6 (service britannique du renseignement extérieur) pour appuyer Jabhat al-Nosra (c'est-à-dire la Qaïda en Syrie) durant la reconquête d'Alep par l'armée gouvernementale syrienne ; et l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), basée à Londres et citée par les médias occidentaux comme une agence de presse alors qu'elle est une officine politique liée aux Frères musulmans. Ces deux sources sont-elles suffisamment crédibles pour fonder une opération militaire d'envergure ?

Comme en septembre 2013, les autorités françaises exhibent une « note » des « services de renseignement ». Diantre ! Celle brandie à l'époque par le premier ministre Jean-Marc Ayrault était une collection de laborieuses suppositions.

La dernière n'est pas meilleure, puisqu'elle rassemble un condensé d'images collectées sur You-tube. Du solide ! En février 2003, l'auteur de ces lignes a assisté à la séance du conseil de sécurité qui a vu le général Colin Powell (alors secrétaire d'Etat) brandir un prétendu échantillon des armes chimiques irakiennes et projeter un diaporama voulant prouver que Saddam Hussein et Oussama Ben Laden étaient les meilleurs copains... On connaît la suite !

Dans la production entretenue de ce délire anti-russe, la palme revient – en particulier – à deux hauts fonctionnaires : Jean-Claude Mallet (inamovible conseiller de Jean-Yves Le Drian) et Jérôme Bonnafont, le patron d'ANMO (la direction proche-Orient du Quai d'Orsay) qui déclarait à des proches qu'il préférerait voir Dae'ch à Damas que Bachar al-Assad...

- ...la chaîne américaine Fox-News – créée par Rupert Murdoch et pourtant réputée pour sa ligne éditoriale néo-conservatrice – interviewait un sénateur républicain partisan de Donald Trump. D'une manière professionnelle, le journaliste Tucker Carlson est revenu à plusieurs reprises sur la question des « preuves » de la présumée attaque chimique et sur les objectifs des « frappes annoncées », ainsi que sur la suite et les conséquences de cette attaque militaire. Affichant sa parfaite connaissance du dossier, le journaliste de Fox-News a rappelé que les « frappes américaines » de l'année dernière sur une base aérienne syrienne avaient été suivies quelques mois plus tard d'un mea culpa du secrétaire à la Défense James Mattis, reconnaissant que les preuves d'une attaque chimique « n'avaient pas été suffisamment complètes et certaines » pour justifier une telle attaque. Les Crises 19 avril 2018

ACTUALITÉ DU JOUR

Ils haïssent la démocratie.

- Réformes des institutions : « Le Parlement français est l'un de ceux qui a le moins de pouvoirs »
Publicsenat.fr 18.04

Le président LR de la commission des lois, Philippe Bas s'est dit surpris « des restrictions aux pouvoirs du Parlement » contenues dans le projet de loi constitutionnelle alors que selon lui « le Parlement français est l'un de ceux qui a le moins de pouvoirs » dans le monde. Publicsenat.fr 18.04

S'ils le disent eux-mêmes : Alors débarrassons-nous des institutions antidémocratiques de la Ve République !

- Secret des affaires : « une atteinte massive aux libertés fondamentales », estime Dominique Pradalié
Publicsenat.fr 18.04

Pour Dominique Pradalié, porte parole du syndicat national des journalistes, la proposition de loi sur le secret des affaires aurait des conséquences désastreuses sur la liberté d'expression en France. Publicsenat.fr 18.04

- Collomb veut "rétablir l'Etat de droit" dans les facultés - Reuters 18.04

Le ministre français de l'Intérieur, Gérard Collomb, s'est déclaré mercredi déterminé à "rétablir l'Etat de droit" en réponse aux dégradations commises par des "casseurs" en marge du mouvement de contestation étudiant dans certaines universités. Reuters 18.04

- Macron aux cheminots : « Il faut cesser de prendre les gens en otage » - Liberation.fr 18.04

A Saint-Dié-des-Vosges, le chef de l'Etat a été interpellé par une dizaine de manifestants de la SNCF - Liberation.fr 18.04

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- A Sciences-Po, des étudiants mobilisés contre la «dictature macronienne» - Liberation.fr 18.04

Ce mercredi, le principal bâtiment de l'école parisienne était occupé par des étudiants afin de protester contre la politique du chef de l'Etat. Liberation.fr 18.04

J'ignore l'origine de cette mobilisation... Vaut mieux être prudent.

- Universités: le principal campus de Rouen fermé jusqu'à lundi matin après des blocages - AFP 18.04

Le président de l'université de Rouen a décidé de fermer de jeudi à samedi inclus son principal campus, à la suite du blocage mercredi de plusieurs bâtiments par des opposants à la réforme des modalités d'accès à la fac, selon l'université. AFP 18.04

Roumanie

- Universités roumaines : vers la grève générale ? - libération.fr 18.04

Depuis le 28 mars, le monde universitaire roumain est en émoi. Pour la première fois depuis la chute du communisme, étudiants et enseignants sont unis et menacent de grève générale. Dans leur ligne de mire, la décision de Valentin Popa, ministre de l'Éducation, de couper des bourses pour les étudiants de licence, master et doctorat. Mais cette coupe budgétaire ne concerne

que les universités qui ont montré leur désaccord lors de la nomination du ministre socialiste en février. Celles qui ont signé une pétition de soutien ont, elles, vu le nombre de bourses allouées augmenter.

«Pour la première fois de son histoire, la Roumanie fait face à une politisation de l'enseignement supérieur», s'inquiète Marian Preda, professeur de sociologie et président du sénat de l'université de Bucarest. Pour lui, la décision du ministère est clairement une sanction car bon nombre de recteurs cumulent fonctions universitaires et politiques, ce qui favorise le clientélisme et a abouti à la situation actuelle. Par cette décision, le gouvernement tend donc à museler les voix discordantes et l'opposition civile en s'attaquant aux cerveaux en formation.

Comme l'université de Bucarest, celles de Cluj, Timisoara ou Iasi, soit les principaux centres universitaires roumains, ont perdu chacune plusieurs centaines de bourses pour leurs cursus. «Cette décision n'a aucun fondement rationnel et va entraîner, à terme, une perte de compétitivité pour les universités car les étudiants risquent de réfléchir à deux fois avant d'investir dans des études coûteuses pour la plupart des ménages», alerte Preda qui annonce que l'université de Bucarest va porter le cas devant la justice administrative.

Des frais universitaires jusqu'à quatre mois de salaire

Horia Onita, étudiant en deuxième année de licence à la faculté de droit de Bucarest et représentant des étudiants au conseil d'administration de l'université, est très inquiet des retombées d'une telle décision à quelques mois seulement du début des admissions à l'université. Car en Roumanie, pour accéder aux études supérieures, les élèves de terminale passent des examens d'admission dans les universités qu'ils convoitent. Selon leur classement, ils auront droit ou pas aux bourses qui exonèrent des droits de scolarité. Dans un pays où le salaire minimum est de 408 euros net, les frais universitaires représentent souvent une charge pour les familles. A l'université de Cluj, ces frais varient entre 430 et 1 615 euros, soit jusqu'à quatre mois de salaire. Avec la suppression d'exonération des frais, étudier deviendra un luxe que les plus pauvres ne pourront plus se permettre.

A une heure et demie au nord de Bucarest, dans la petite ville de Curtea de Arges, Andrei est en terminale scientifique. Pour ce lycéen qui veut poursuivre des études dans les nouvelles technologies, la mesure fraîchement adoptée par le gouvernement est tombée comme un couperet. «Si mon pays ne me donne plus l'occasion de poursuivre mes études gratuitement, je préfère partir les faire aux Etats-Unis où est installée une partie de ma famille», soutient Andrei, avant d'ajouter : «Le coût sera plus cher et cela me demandera un effort pour perfectionner mon anglais, c'est certain, mais j'aurai accès à un enseignement de pointe et mon diplôme sera reconnu partout.»

«Cette décision entraîne une précarisation des étudiants qui devront travailler pour payer leurs études. On n'étudie pas avec la même énergie quand on travaille à côté pour se perfectionner dans son futur métier et quand on travaille pour survivre», s'indigne Horia Onita. Selon le représentant, les étudiants ne vont pas aller dans des centres universitaires moins prestigieux seulement pour être boursiers : «La plupart ne vont pas abandonner des universités d'excellence au profit d'universités médiocres juste pour économiser les frais d'inscription.»

Un gouvernement aux mesures impopulaires

Si à Bucarest les étudiants se mobilisent, l'eurodéputé Cristian Preda a déjà attiré l'attention du Parlement européen sur cette situation hautement inquiétante, le 16 avril. Le pouvoir, quant à lui, fait officiellement mine de ne pas remarquer la gronde : des sources internes au Parti social-démocrate au pouvoir mettent déjà le nom de Valentin Popa sur la liste des ministres qui seront prochainement remerciés.

Depuis une semaine, au sein même de la majorité, de nombreuses voix parlent d'un remaniement car le gouvernement de l'ancienne eurodéputée Viorica Dancila, nommée en février, montre déjà des faiblesses structurelles. Il enchaîne les mesures impopulaires qui font monter le mécontentement. Pour Marian Preda, «les étudiants vont se révolter car ils sont comme tous les Roumains : ils ne veulent plus de mesures négatives et de gouvernants incompétents !». libération.fr 18.04

[Haut de page ↗](#)

Le 20 avril 2018

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (13 pages)

[Une bien étrange conception du syndicalisme.](#)

- Concertation Macron : un système. - La Tribune des travailleurs (POID)

Extrait.

LTT - "Si la classe ouvrière a constitué, au cours d'un long combat, ses organisations syndicales, c'est pour faire valoir – de manière organisée – ses intérêts spécifiques dans le « conflit » qui l'oppose à la classe capitaliste. Les organisations négocient sur la base du rapport de force. C'est leur rôle. LVOG - Les syndicats n'ont jamais eu pour mission ou rôle de négocier quoi que ce soit avec l'Etat des capitalistes ou le patronat.

Chacune des parties fait connaître ses positions, ensuite elles définissent en toute indépendance les moyens de les faire appliquer ou de les imposer à l'autre partie.

Par exemple, le patron décide qu'il n'accordera aucune augmentation de salaire, le syndicat exige une augmentation de 8%. Le patron va camper sur sa position ou proposer 2% d'augmentation, et le syndicat va continuer d'exiger 8%, il ne négocie rien du tout, il va consulter les salariés. Si 2% conviennent à la majorité des salariés le syndicat continuera d'exiger 8% sans appeler à la grève pour les obtenir puisqu'elle serait minoritaire et vouée à l'échec dès le départ. En revanche, si la majorité des salariés partagent l'exigence du syndicat, il appellera à la grève. Une fois la grève enclenchée, si le patron propose une augmentation supérieure, le syndicat réunira le personnel en assemblée générale ou le consultera pour que les salariés décident s'ils souhaitent ou non poursuivre la grève. Si la nouvelle proposition du patron leur convient, elle sera appliquée sans que le syndicat n'ait négocié quoi que ce soit avec le patron, car en définitif il n'a de compte à rendre qu'aux salariés et non au patron, ce qu'il semble ignorer au POID. C'est ainsi que l'indépendance de la classe ouvrière et des syndicats aura été préservée ou peut se concevoir et pas autrement. On a évoqué la majorité des salariés, mais il peut s'agir de la majorité d'un atelier ou d'un service. Au POID, à force de fréquenter les appareils pourris des syndicats, ils ont perdu jusqu'aux notions les plus élémentaires du syndicalisme.

Les syndicats ont été créés pour défendre ou représenter les intérêts des travailleurs et les organiser, les rassembler sur leur propre terrain de classe, pour pouvoir ensuite engager le combat contre l'Etat et le patronat, autrement dit se donner les moyens pratiques de les vaincre ou d'obtenir satisfaction à leurs revendications en recourant à la grève, ce qui n'est pas du tout la même chose.

Affirmer que la classe ouvrière a des "intérêts spécifiques dans le « conflit » qui l'oppose à la classe capitaliste" laisserait à penser que ce "conflit" pourrait être permanent ou non, et comme l'immense majorité des travailleurs n'en ont pas conscience ou sont bourrés d'illusions dans le capitalisme, ils seront portés à imaginer que ce conflit est passager.

Or, c'est la nature des rapports sociaux sur lesquels repose le mode de production capitaliste, qui détermine l'existence d'intérêts de classe antagonistes et irrémédiablement inconciliables, ce qui signifie que ce conflit est permanent, aussi permanent que l'exploitation (et l'oppression) à laquelle est soumis chaque travailleur, qu'ils en aient conscience ou non, c'est un fait établi que la formule employée ici fait disparaître. C'est un peu comme la paix que revendiquent ceux qui nous gouvernent, c'est une paix armée en attendant la prochaine guerre, parce que le capitalisme ou l'impérialisme porte en lui la guerre et non la paix.

On nous dit que la concertation serait érigée en "système", mais on se garde bien de nous expliquer pourquoi, pourquoi c'est possible, sinon parce que les syndicats (donc les agents du capital qui les contrôlent) sont partie prenante de ce "système", s'y soumettent de bonne volonté, y adhèrent.

LTT - Si la classe capitaliste – et les gouvernements à son service – cherche à contraindre les organisations des travailleurs à avoir « un projet commun » avec eux, c'est pour tenter de nier l'existence des intérêts antagoniques entre les exploités et les exploités."

LVOG - Ils ont trouvé le moyen de nous glisser "*l'existence des intérêts antagoniques entre les exploités et les exploités*" en y associant les syndicats pour qu'on ne leur prête pas de les nier.

<https://latribunedesttravailleurs.fr/2018/04/12/concertation-macron-un-systeme/>

Rectification

Dans la causerie du 19 avril, l'article intitulé *Syrie : la protection des populations, prétexte à une nouvelle intervention impérialiste ?* a été imputé par erreur au NPA, il était de LO.

La version corrigée.

- Syrie : la protection des populations, prétexte à une nouvelle intervention impérialiste ? - LO 11 avril 2018 Extrait.

LO - Avec ou sans armes chimiques, le régime a déjà fait la preuve qu'il était prêt à massacrer des populations civiles dans cette guerre qui se mène depuis 2011 et qui a fait, à ce jour, plus de 350 000 morts. Depuis le début des affrontements en Syrie, les États-Unis ont certes critiqué la dictature d'Assad, mais ils ont montré qu'ils étaient tout à fait prêts à s'accommoder de son maintien au pouvoir, en particulier quand ils ont fait de la guerre contre Daech leur priorité.

LVOG - LO regrette que les États-Unis n'aient pas terminé leur sale boulot ! Je rappelle que Mattis le secrétaire à la Défense a déclaré, que depuis 2011 il n'existait aucune preuve que le gouvernement syrien ait utilisé des armes chimiques, voir la causerie de la veille. LO participe donc à la désinformation à laquelle se livrent gouvernements et médias.

Le 18 avril, LO a récidivé.

- Syrie : le jeu cynique de l'impérialisme - 18.04

LO - Dans la nuit du vendredi au samedi 14 avril, les États-Unis, la France et le Royaume-Uni ont bombardé trois sites présentés comme liés au programme d'armement chimique. Au total, une centaine de missiles se sont abattus sur des bâtiments vidés de leur personnel depuis plusieurs jours.

LVOG - La défense antiaérienne syrienne a intercepté 71 missiles de croisière occidentaux sur 103 lancés contre des installations la Syrie par les États-Unis et leurs vassaux, avait indiqué le ministère russe de la Défense le 14 avril. A LO ils n'étaient pas au courant, il faut en déduire qu'ils ne doivent s'informer qu'auprès des médias occidentaux ou aux ordres.

LO - Pour justifier leur action militaire, Washington et Paris avaient assuré avoir la preuve de l'utilisation d'armes chimiques par le régime de Bachar al-Assad dans l'enclave de la Ghouta. En tout cas, ils se sont bien gardés d'attendre la moindre enquête internationale, puisque les inspecteurs de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) sont arrivés en Syrie après les frappes occidentales.

LVOG - Depuis le 7 avril, une multitude de témoignages ou de voix s'étaient élevées dans le monde pour contester la version de Washington et Paris, mais là encore, LO l'a ignoré.

LO - Il faut tout le cynisme dont sont capables les dirigeants impérialistes pour utiliser une telle justification car, depuis sept ans que dure la guerre en Syrie, ils ont laissé la population se faire massacrer, aussi bien par les troupes du régime que par les milices djihadistes soutenues par leurs alliés.

LVOG - On aura compris que LO regrettait que le gang de Washington, Paris, Londres n'ait pas bombardé la Syrie plus tôt !

LO - Depuis le début des affrontements en Syrie en 2011, les dirigeants américains ont cherché à tirer parti des affrontements, appuyant des groupes djihadistes contre le régime d'Assad, laissant leurs alliés saoudiens et turcs appuyer et armer des groupes djihadistes à l'idéologie et aux méthodes qui n'avaient rien à envier à celles de Daech, quand ce n'était pas Daech lui-même.

LVOG - Daesh, pas Daesh, ils n'en savent trop rien et ils s'en foutent ! On sait que tous les groupes de barbares qui interviennent en Syrie, en Irak et dans d'autres pays de la région ou en Afrique sont tous à l'origine issus d'Al-Qaïda, puis de l'Emirat islamique ou Daesh, chacun ayant son banquier et son fournisseur d'armes attiré, Arabie saoudite, Qatar, Turquie, Israël, Amérique, Grande-Bretagne, France, etc. son donneur d'ordres, quoi. LO - (...) Loin d'une intervention destinée à protéger les populations, c'est de la part des dirigeants impérialistes une action cynique calculée pour imposer coûte que coûte leur présence sur un champ de bataille dont ils sont pratiquement écartés. Le sort des populations civiles, pas plus en Syrie qu'ailleurs, n'entre jamais dans les calculs des puissances impérialistes, sinon comme prétexte.

LVOG - Non, sans blague !

Bref, LO ne vaut guère mieux que le NPA, à éviter.

[Cela ne nous rajeunit pas, mais cela fait du bien. On n'est pas Charlie ou U2, mais Pink Floyd !](#)

- Des Casques blancs auraient tenté de faire pression sur Roger Waters, l'ex-leader de Pink Floyd - francais.rt.com 19.04

Le 19 avril, des courriels auraient révélé comment le groupe d'activistes syriens controversé des Casques blancs a essayé de faire pression sur le cofondateur de Pink Floyd, Roger Waters, avec de l'argent saoudien.

Les révélations ont été publiées sur le blog de Max Blumenthal. Dans un e-mail d'octobre 2016, Roger Waters aurait été ainsi invité

à une levée de fonds organisée par le milliardaire saoudien Hani Farsi pour honorer le travail des Casques blancs. Dans ce document, il est également encouragé à regarder un documentaire sur le groupe.

Et cela ne se serait pas arrêté là : quelques jours avant son récent concert à Barcelone, Roger Waters aurait été contacté par un journaliste français travaillant pour les Casques blancs. Le journaliste aurait demandé à Roger Waters de livrer un message aux enfants de Syrie. Certains de ces e-mails ont été diffusés sur la version anglophone de RT. Selon le blogueur Max Blumenthal, Roger Waters n'a pas répondu aux courriels.

En outre, au lieu de soutenir les Casques blancs lors de son concert de Barcelone, Roger Waters a dénoncé l'organisation et son fonctionnement : «Les Casques blancs sont une fausse organisation qui n'existe que pour faire de la propagande pour les djihadistes et les terroristes. C'est ma croyance. Nous avons des croyances opposées.»

«Si nous devons écouter la propagande des Casques blancs et d'autres, nous serions encouragés à encourager nos gouvernements à lancer des bombes sur les gens en Syrie», a-t-il ajouté. «Ce serait une erreur monumentale pour nous en tant qu'êtres humains», a-t-il appuyé.

Interviewé par Max Blumenthal, Roger Waters a confirmé sa pensée : «Maintenant, nous savons que les Casques blancs essaient d'encourager l'Occident à larguer des bombes et des missiles illégalement en Syrie.» francais.rt.com 19.04

Dossier Syrie

On savait bien que l'esclavage n'avait pas réellement été abolie ou la servilité d'un courtisan ridiculisé aux yeux du monde entier.

- Bachar al-Assad rend sa Légion d'honneur à la France, «esclave des Etats-Unis» - LeParisien.fr 20 avril 2018

La présidence syrienne a annoncé jeudi que la décoration de la Légion d'honneur attribuée par la France en 2001 au président Bachar al-Assad avait été rendue après la participation de Paris aux frappes contre la Syrie samedi.

« Le ministère des Affaires étrangères et des Expatriés a officiellement rendu à la République française, par le biais de l'ambassade de Roumanie à Damas, qui parraine les intérêts français en Syrie, la décoration de grand-croix de la Légion d'honneur accordée au président Assad par l'ancien président français Jacques Chirac », indique la présidence dans un communiqué.

"Il n'est point d'honneur pour le président Assad de porter une décoration attribuée par un régime esclave (...) des Etats-Unis qui soutient les terroristes", indique encore la présidence.

La décision de rendre la Légion d'honneur a été prise après « la participation de la France à l'agression tripartite aux côtés des Etats-Unis et du Royaume-Uni contre la Syrie le 14 avril », selon le communiqué. [Le Parisien avec AFP](http://LeParisien.fr) 20 avril 2018

La vengeance est un plat qui se mange chaud, froid elle est frelatée.

- La vengeance du général Benoît Puga - Réseau Voltaire 19 avril 2018

Le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a annoncé à l'Assemblée nationale l'ouverture de la procédure de radiation du président syrien, Bachar el-Assad, de l'Ordre de la Légion d'honneur.

Elle lui avait été décernée par le président Jacques Chirac, qui se présentait alors comme son tuteur et l'introduisait dans l'arène internationale.

Cette procédure, extrêmement rare, est conduite par le général Benoît Puga. Celui-ci fut commandant des Forces spéciales (COS), puis du renseignement militaire (DRM). Il fut chef d'état-major particulier de deux présidents successifs, Nicolas Sarkozy et François Hollande. Depuis l'Élysée, il organisa et commanda les soldats français secrètement envoyés en Syrie pour y renverser le régime et y rétablir « le mandat français », selon l'expression du président Hollande. Il n'a jamais été poursuivi pour ces faits et, au contraire, en a été félicité en étant nommé grand chancelier de la Légion d'honneur et en participant à la réunion 2017 du groupe de Bilderberg. Réseau Voltaire 19 avril 2018

L'Empereur d'Otanie menace.

- Assad reste en mesure de mener des attaques chimiques, selon le Pentagone - Reuters 19 avril 2018

L'armée du président syrien Bachar al Assad reste en mesure de mener des attaques chimiques limitées, même si rien n'indique que l'une d'elle est en préparation, a estimé jeudi le Pentagone.

"Ils ont conservé une capacité résiduelle, qui est probablement répartie dans une multitude de sites à travers le pays", a affirmé le chef d'état-major de l'armée américaine, le général Kenneth McKenzie.

Selon quatre sources proches du dossier interrogées par Reuters, l'armée américaine a conclu que les frappes aériennes menées la semaine dernière par les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne en Syrie ont n'ont eu qu'un impact limité sur les capacités du régime syrien à mener d'autres attaques chimiques.

Ces conclusions contrastent avec celles de la présidence américaine qui affirmait que les frappes aériennes occidentales ont touché le coeur du programme d'armes chimiques syrien.

Etats-Unis, France et Grande-Bretagne ont détruit trois cibles, la plus importante d'entre elles étant le Centre de recherche et de développement de Barzeh qui serait, selon le renseignement américain, impliqué dans l'élaboration des armes chimiques syriennes.

Mais d'après les sources interrogées par Reuters et qui se sont exprimés sous le sceau de l'anonymat, certains éléments laissent penser que le stock syrien d'armes chimiques n'était pas intégralement entreposé dans les trois cibles visées.

Certaines de ces armes sont stockées dans des écoles et dans des immeubles d'habitation qualifiés par l'une des sources de Reuters de "boucliers humains".

Si les sources de Reuters admettent que la destruction du centre de recherche de Barzeh a sans doute eu un impact sur les capacités du régime, elles soulignent qu'une grande quantité d'autres dispositifs chimiques sont restés dissimulés. Reuters 19 avril 2018

En complément.

- L'UE menace le Venezuela de nouvelles sanctions - Reuters 19.04

Federica Mogherini, porte-parole de la diplomatie européenne, a menacé jeudi le Venezuela de nouvelles sanctions si les "conditions d'un processus électoral crédible et inclusif" ne sont pas respectées lors des scrutins présidentiel et législatifs du 20 mai. Reuters 19.04

Dans la rubrique farces et attrapes des conspirateurs.

- Les USA accusent Moscou et Damas d'effacer leurs traces à Douma - Reuters 20 avril 2018

Les Etats-Unis disposent d'informations crédibles montrant que les gouvernements syrien et russe tentent d'effacer les traces de l'attaque chimique présumée à Douma tout en empêchant les enquêteurs internationaux d'y accéder, a dit le département d'Etat jeudi. Reuters 20 avril 2018

C'était juste un mauvais film : "**Un jour de tournage des Casques blancs**" du MI6.

- Vidéo. Tournage de Douma: le père de l'un des «acteurs» prêt à témoigner.

<https://www.youtube.com/watch?v=z7tXwqiCWI4>

- Vidéo sur «l'attaque chimique» à Douma: le reportage sur le garçon sera diffusé à l'Onu fr.sputniknews.com 19.04

La vidéo réalisée par les Casques blancs avec la participation du petit Syrien Hassan Diab, présenté comme une victime de la présumée attaque chimique du 7 avril à Douma, sera diffusée aux représentants des pays membres du Conseil de sécurité des Nations unies, a déclaré l'ambassadeur de la Russie à l'Onu, Vassili Nebenzia.

Le témoignage du garçon syrien Hassan Diab, qui, selon une vidéo montée par les Casques blancs, aurait été touché lors de la présumée attaque chimique du 7 avril à Douma, sera soumis aux pays membres du Conseil de sécurité de l'Onu, a indiqué Vassili Nebenzia, ambassadeur de la Russie auprès de cette organisation internationale.

«Nous disposons d'ores et déjà de ce reportage sous-titré. Nous l'avons distribué aux représentants des pays membres [du Conseil de sécurité, nldr] et d'ici à la prochaine réunion du Conseil, nous trouverons le moyen de le diffuser sur grand écran», a-t-il fait remarquer.

La chaîne de télévision Rossiya 24 a présenté l'interview de ce garçon de 11 ans qui a participé au tournage de la vidéo sur «l'attaque», invité, comme de nombreuses autres personnes, par les Casques blancs.

«Nous étions dans un sous-sol. Maman m'a dit qu'il n'y avait rien à manger et qu'on mangerait demain. Nous avons entendu des cris dans la rue, on criait "Allez à l'hôpital". Nous avons accouru à l'hôpital et dès que j'y suis entré, on m'a attrapé et on a commencé à m'asperger d'eau. Ensuite, on nous a mis sur des lits à côté d'autres personnes», a dit le garçon à Rossiya 24.

Le père d'Hassan a confirmé ce récit, ajoutant qu'il n'y avait eu aucune attaque chimique, mais que sa famille avait reçu pour le tournage des aliments, notamment des dattes, des biscuits et du riz.

Un garçon de Douma révèle des détails sur le tournage de la vidéo sur «l'attaque chimique»

Le ministère russe de la Défense avait précédemment présenté une interview vidéo de participants au tournage. Les médecins de l'hôpital y déclarent qu'«aucune des personnes transportées à l'hôpital ne présentait de traces d'intoxication par des agents chimiques». sputniknews.com 19.04

- Un garçon de Douma révèle des détails sur le tournage de la vidéo sur «l'attaque chimique»
sputniknews.com 19.04

Le garçon syrien Hassan Diab, présenté par les Casques blancs comme une personne touchée par la présumée attaque chimique le 7 avril à Douma, a raconté à un journaliste russe comment la vidéo sur «l'attaque» a été filmée.

Il n'y a eu aucune «attaque chimique» à Douma, une banlieue de Damas, le 7 avril dernier et les personnes qui «auraient été touchées par un agent chimique» ont été invitées par les Casques blancs, a annoncé mercredi Hassan Diab, un garçon de 11 ans qui figurait dans la vidéo.

Le correspondant de guerre de la chaîne, Evguéni Poddoubny, a noté qu'on avait obligé le garçon à tourner dans cette vidéo.

«L'enfant n'avait rien à manger. On lui a donné du riz, des dattes et des biscuits pour ce tournage», a indiqué le journaliste.

Le père d'Hassan a confirmé ce récit, ajoutant qu'il n'y avait eu aucune attaque chimique dans la ville.

«Quand j'ai appris que mon enfant était à l'hôpital, j'ai demandé de m'absenter de mon travail pour y aller. J'ai fumé dehors, je n'ai rien senti. Je suis entré à l'hôpital et j'ai vu ma famille. Les extrémistes ont donné des dattes, des biscuits et du riz aux participants à ce tournage avant de nous laisser rentrer chez nous. Mon enfant se portait parfaitement bien», a indiqué l'homme.

Le correspondant Evguéni Poddoubny a publié un reportage sur Instagram où il montre la salle d'hôpital qui a servi de lieu de tournage pour les Casques blancs.

«L'hôpital traitait plusieurs personnes souffrant d'asphyxie au monoxyde de carbone, parce que ce jour-là, il y avait plusieurs incendies à Douma. Tout à coup, des extrémistes criant "Attaque chimique" sont arrivés en courant dans l'hôpital. Ils ont amené leurs acteurs qu'ils ont mis sur le plancher et ont commencé à les asperger d'eau. Cela a servi de prétexte pour une frappe portée contre la Syrie par les États-Unis, le Royaume-Uni et la France», indique le journaliste dans le reportage.

Des correspondants de la chaîne américaine One America News Network se sont eux aussi rendus à Douma. Ils ont interviewé les médecins de l'hôpital, qui avait servi de lieu de tournage pour l'attaque chimique présumée, ainsi que des habitants de Douma. sputniknews.com 19.04

- Tournage de Douma: le père de l'un des «acteurs» prêt à témoigner sputniknews.com 19.04

Le père d'un garçon qui a été présenté par les Casques blancs comme une «victime» de l'attaque chimique présumée de Douma a fait part de sa volonté de comparaître devant les organisations internationales afin de leur faire connaître la vérité. Selon lui, «les armes chimiques n'y ont pas été utilisées».

Omar Diab, le père du garçon syrien présenté par les Casques blancs comme une des «victimes» de l'attaque chimique présumée du 7 avril à Douma s'est déclaré prêt à livrer son témoignage à n'importe quelle organisation internationale afin de prouver que les armes chimiques n'ont pas été utilisées dans cette ville de la banlieue est de Damas.

«Mon fils n'avait aucune trace d'exposition aux armes chimiques. Il a été un peu effrayé, mais il est sain et sauf. Avec ma famille, nous sommes prêts à témoigner n'importe où dans le monde, que cela soit à Genève ou à New York, que les armes chimiques n'y ont pas été utilisées», a-t-il déclaré.

Auparavant, le correspondant de guerre de la chaîne Rossiya 24, Evguéni Poddoubny, avait déclaré que ce qui s'était passé à Douma le 7 avril n'avait pas été une attaque chimique mais «un jour de tournage des Casques blancs». Le journaliste russe a réussi à parler à Hassan Diab, un garçon syrien âgé de 11 ans, qui a raconté qu'on lui avait donné «du riz, des dattes et des biscuits pour ce tournage». sputniknews.com 19.04

- Défense russe: l'attaque chimique présumée à Douma a été simulée par les Casques blancs - sputniknews.com 19.04

Personne n'a confirmé que l'attaque présumée a eu lieu dans la ville, a déclaré en direct un présentateur de One America News Network. Il a annoncé avoir interrogé une dizaine de résidents. «Ils ont dit que ce jour-là, tout allait comme toujours dans ce quartier et qu'ils n'avaient remarqué rien d'insolite», a noté le journaliste. Il a interrogé 40 ou 50 autres personnes dans d'autres quartiers de Douma, mais personne n'a entendu parler d'une attaque chimique.

Le correspondant américain a également visité la place où l'attaque aurait eu lieu, mais il n'a trouvé aucune preuve. Il est ensuite allé dans l'hôpital contrôlé par des extrémistes et est entré dans la salle qu'on avait montré dans les vidéos et où se trouvaient des personnes touchées par «l'attaque chimique».

Dispersion chimique à Douma, quand l'Occident saute sur les conclusions des Casques blancs

Un médecin, qui était de service le 7 avril, lui a dit «que c'était une journée comme les autres, mais qu'il y avait beaucoup de poussière. Beaucoup de gens se plaignaient de souffrir de toux, mais il n'y avait pas d'autres blessures. Et d'un coup, un groupe d'inconnus criant qu'une attaque chimique avait eu lieu, a fait irruption dans la salle. Ils ont apporté des gens, des blessés présumés, et ont commencé à les asperger d'eau. Les médecins examinaient ces personnes et les inconnus qui avaient apportés les blessés, ont commencé à tout filmer». sputniknews.com 19.04

[Vive la guerre, ils n'ont pas d'autres perspectives à vous offrir! Trump : Les ventes d'armes : Une priorité absolue.](#)

- L'administration Trump va faciliter et accélérer les ventes d'armes - Reuters 19 avril 2018

L'administration Trump a présenté jeudi une réforme attendue de longue date de la politique d'exportation d'armes visant à faciliter et accélérer les ventes aux alliés des Etats-Unis, ce qui devrait selon elle profiter à l'industrie américaine du secteur et à l'emploi.

La Maison blanche entend réduire les délais nécessaires pour approuver les contrats de vente d'armes, faciliter les grosses ventes ainsi que celles d'armes plus puissantes.

Elle veut aussi permettre aux responsables américains de peser davantage sur les discussions quand elles entrent dans leur phase finale, ce que Donald Trump fait déjà en téléphonant personnellement aux dirigeants des pays concernés.

Cette nouvelle politique commerciale, bien plus agressive que celle que Barack Obama avait adoptée en 2014, devrait profiter aux sociétés américaines du secteur de l'armement, comme Boeing, Lockheed Martin, Raytheon, General Dynamics et Northrop Grumman.

La réforme était en préparation depuis un an sous la conduite notamment du conseiller au commerce de la Maison blanche, Peter Navarro. Celui-ci a estimé dans un communiqué que la nouvelle politique américaine permettrait de "créer des emplois, renforcer nos alliés et partenaires, soutenir une industrie de la défense solide et promouvoir les intérêts économiques et sécuritaires des Etats-Unis à l'étranger".

Parmi les considérations retenues pour autoriser ou non une vente d'armes, le respect des droits de l'homme figurera au même niveau que d'autres facteurs comme les besoins des alliés des Etats-Unis ou le coût économique de la perte d'un contrat par une société américaine.

"C'est une politique équilibrée", a assuré l'ambassadrice Tina Kaidanow, qui supervise les contrats de vente d'armes au département d'Etat.

La réforme prévoit en particulier de faciliter les ventes de petits drones équipés de missiles et de tous les types de drones

de surveillance aux alliés des Etats-Unis.

Un responsable du département d'Etat a cependant déclaré cette semaine à Reuters que le texte définissant la nouvelle politique en la matière ne serait pas rendu public, pas plus qu'une liste étendue de pays pouvant bénéficier de ventes accélérées.

Les ventes d'armes sont une priorité absolue de Donald Trump, qui aborde le sujet lors de presque toutes ses conversations avec des dirigeants étrangers.

- Lockheed Martin chargé de développer un missile hypersonique - AFP 19 avril 2018

Le Pentagone s'est officiellement lancé dans la course hypersonique en chargeant le groupe de défense américain Lockheed Martin de développer le premier missile américain capable de voler à une vitesse cinq fois supérieure à celle du son.

Le Pentagone a annoncé mercredi soir qu'il accordait à Lockheed Martin un contrat d'un montant pouvant aller jusqu'à 928 millions de dollars sur une durée indéterminée pour la conception, le développement, les tests d'un missile air-sol hypersonique.

Le nouveau patron de la recherche et du développement au Pentagone, Michael Griffin, a souligné mardi que les missiles hypersoniques étaient désormais la priorité numéro un de la Défense américaine.

"A mon avis, l'avancée la plus significative de nos adversaires a été le développement par la Chine de ce qui est aujourd'hui un système très avancé de frappes conventionnelles d'un rayon d'action de plusieurs milliers de kilomètres", a-t-il déclaré au cours d'une audition au Congrès.

Avec les capacités actuelles des Etats-Unis, "on ne verra pas ces trucs nous arriver dessus", a prévenu M. Griffin, qui est un ancien ingénieur de la NASA. Une fois que les systèmes antimissiles américains les auront décelés, "nous aurons très peu de temps pour répondre".

Pékin vient d'annoncer que ses scientifiques étaient en train de construire une soufflerie surpuissante destinée à la conception d'avions et de missiles pouvant voler à plus de 12.000 km/h, soit 10 fois la vitesse du son.

Par ailleurs, le président russe Vladimir Poutine a vanté début mars ses nouvelles armes "invincibles", parmi lesquelles de nouveaux missiles de croisière hypersoniques.

Peu après, la Russie a annoncé avoir procédé avec succès au tir d'essai de son nouveau missile hypersonique "Kinjal" ("Poignard"), affirmant qu'il "n'existe pas d'équivalent au missile "Kinjal" dans le monde".

"Le développement des armes hypersoniques de la Chine nous a dépassé", reconnaissait récemment devant le Congrès l'amiral Harry Harris, chef du commandement militaire américain pour le Pacifique (Pacom). "Nous sommes à la traîne". AFP 19 avril 2018

- La Russie se dote de l'arme qui «rend fous» les drones - fr.sputniknews.com 19.04

Le groupe Avtomatika a développé pour l'armée et les forces de l'ordre trois types d'arme pour mener la lutte électronique contre les drones.

Le groupe Avtomatika faisant partie de la société d'État Rostech a relaté à Sputnik avoir développé trois types d'arme électronique: portable (Pichtchal), fixe (Taran) et mobile (Sapsan).

«L'effet produit par les rayonnements est toujours à peu près le même: les drones commencent, pour ainsi dire, à perdre les pédales. Si c'est un quadrirotor, il s'immobilise, après quoi il part en vrille et tombe. Si c'est un drone à ailes, il part en descente incontrôlée et s'écrase au sol», a raconté le chef du projet, Sergueï Chiriaev.

Les nouveaux systèmes multirôles sont capables de détecter, de suivre et d'abattre les drones agissant sur leurs canaux radio.

Le Sapsan (faucon pèlerin en russe) est le plus puissant de ces trois systèmes, il est destiné à lutter contre tous les types de drones. La détection des cibles est réalisée dans les spectres visible et infrarouge, ainsi qu'en utilisant les fréquences radio et le radar. Après avoir repéré une cible à une distance de plus de 100 km, le système la suit et émet une interférence électromagnétique. Si le drone représente un grave danger et doit être détruit sans délai, sa localisation est transmise aux systèmes de défense antiaérienne.

La Russie trouve un remède contre les essaims de drones

Le système Taran (bélier) est utilisé contre les essais de drones. En les repérant, le système la surplombe d' une coupole invisible d'au moins 1.800 m de diamètre qui est impénétrable pour les drones. Bien qu'un large spectre de fréquence soit utilisé contre les drones, le rayonnement est absolument inoffensif pour les hommes et ne perturbe pas le fonctionnement des portables.

Le système Pichtchal (escopette) a été créé sous forme de fusil. Cette arme d'une masse de 3 kg est destinée à la lutte contre des cibles isolées ou des drones en mouvement. Sa pile garantit une heure de fonctionnement ininterrompu.

Avtomatika se propose d'achever les essais de ces systèmes et d'entamer leur production en série avant la fin de l'année en cours.
fr.sputniknews.com 19.04

ACTUALITÉ DU JOUR

SNCF. Les briseurs de grève à la manoeuvre.

- SNCF: l'intersyndicale veut négocier avec Édouard Philippe - AFP 20.04

L'intersyndicale CGT-Unsa-SUD-CFDT de la SNCF a décidé jeudi de suspendre sa participation à la concertation avec la ministre des Transports Elisabeth Borne et veut négocier avec le Premier ministre Édouard Philippe sur la réforme ferroviaire, a annoncé à la presse Laurent Brun, , secrétaire général de la CGT Cheminots.

Le trio CGT Cheminots, Unsa ferroviaire et CFDT Cheminots a confirmé la poursuite de la grève contre la réforme selon "le calendrier annoncé", par épisode de deux jours sur cinq, "jusqu'à fin juin". Ce mouvement en était jeudi à sa 8e journée en quatre épisodes. SUD-Rail appelle, lui, à une grève illimitée.

Les quatre syndicats ont "décidé collectivement d'adresser un courrier au ministère (des Transports, ndlr) pour lui dire que nous suspendons notre participation aux (réunions) bilatérales" prévues "cette semaine et la semaine prochaine", a précisé M. Brun.

Ils vont également "adresser un courrier unitaire au Premier ministre pour lui demander de (les) recevoir et pour que ce soit lui qui organise, à partir de maintenant, la négociation puisque, semble-t-il, c'est lui qui prend toutes les décisions concernant l'évolution du dossier", a-t-il ajouté.

"L'unité syndicale est totale sur l'interprétation de la situation, sur la colère par rapport aux annonces gouvernementales et sur l'appel aux cheminots à renforcer la mobilisation", a poursuivi M. Brun.

Bruno Poncet, secrétaire fédéral de SUD-Rail, a déploré une concertation "inutile", et une réforme "pas préparée, injuste, qui va apporter plus de problèmes que de solutions". "Il faut une réforme, mais pas celle-là", a-t-il affirmé.

Le ministère des Transports "n'est pas le lieu où sont prises les décisions aujourd'hui", a considéré Didier Aubert, secrétaire général de la CFDT Cheminots. "Quand on est en négociation la veille au ministère des Transports, on ne nous dit pas que la décision est prise sur la date de suppression du statut" de cheminot et "le lendemain, on (l')apprend par la presse", après une annonce de Matignon, donc "manifestement, c'est au minimum Matignon" qui prend les décisions, a-t-il ajouté.

Roger Dillenseger, secrétaire général de l'Unsa ferroviaire, a relevé le "déficit de confiance" des syndicats à l'égard du ministère des Transports. "On a demandé des négociations, on se retrouve à des réunions d'échanges et in fine", la presse publie "des dates sans même qu'on nous en parle", a-t-il reproché.

"J'ai exprimé très violemment mon agacement hier (mercredi) soir, autant du côté du ministère que du côté de la direction de l'entreprise" car il n'est "pas normal qu'on soit informé (...) via les médias", a-t-il dit.

Les syndicats "n'ont pas appris par la presse" la date de fin du statut car elle avait "été présentée la veille (mardi) aux organisations syndicales", avant que le sujet ne sorte dans les médias, a affirmé de son côté Mme Borne sur RTL. AFP 20.04

Le roitelet peut être rassuré.

- Macron estime que "tout ne va pas si mal" - Reuters 20.04

La jaunisse sévit.

- Retraites : Laurent Berger juge « bonne » la démarche du gouvernement - Publicsenat.fr 20.04

- Retraites: Pavageau (FO) qualifie de "bla-bla" la concertation - AFP 20.04

Bergeron, Blondel, Mailly, Pavageau, ils ont été choisis en fonction de leur capacité à s'adapter aux besoins du régime selon la situation, et quand le capitalisme touche le fond, le discours de l'heureux élu se réduit à des onomatopées.

- ...elle parlait à son fils, âgé de vingt mois, ce langage tout en onomatopées qui fait sourire les enfants... (Balzac, la Cousine Bette)

A bas la collaboration de classes, la trahison, boycott !

AFP - "Démarrer la concertation en ayant expliqué à la fois quand elle se termine et comment elle va se terminer, ça donne envie d'y aller..", a-t-il ironisé, promettant "d'y aller et de dire ce qu'on pense", a-t-il ajouté. AFP 20.04

Quand un sondage sert une opération de police.

- Une opération de police à Tolbiac pour lever le blocus de l'université - Le HuffPost 20 avril 2018

Les forces de l'ordre ont lancé vendredi au petit matin une vaste opération pour lever le blocage de l'université de Tolbiac à Paris, lieu emblématique de la mobilisation contre la réforme de l'accès à l'université... Le HuffPost 20 avril 2018

- Une majorité de Français contre les blocages étudiants, selon un sondage - Reuters 20 avril 2018

Une majorité de Français (55%) est hostile à l'actuelle mobilisation étudiante contre le système Parcours Sup' de sélection sur dossier à l'entrée à l'université, que 52% des sondés soutiennent, selon une enquête Odoxa-Dentsu Consulting. Reuters 20 avril 2018

- Universités : les blocages continuent - Liberation.fr 20 avril 2018

Depuis plusieurs semaines, quatre universités (sur 73) et une dizaine de sites (sur quelque 400) sont bloqués par des opposants à la nouvelle loi sur l'accès à l'enseignement supérieur. Liberation.fr 20 avril 2018

- Air France Neuf jours de grève et toujours pas d'issue - Liberation.fr 20 avril 2018

Après neuf jours de grève, deux à venir la semaine prochaine et d'autres annoncés pour mai, le conflit s'enlise à Air France. Liberation.fr 20 avril 2018

Cela mérite au moins la Légion d'honneur.

- 70 367 - Liberation.fr 20 avril 2018

C'est le nombre record de détenus en France, au 1er avril (dont 49 515 condamnés), selon un communiqué de la direction de l'administration pénitentiaire. Liberation.fr 20 avril 2018

Vive la Palestine, dissolution d'Israël !

- Des Arabes israéliens manifestent à l'occasion de l'anniversaire de l'Etat hébreu - AFP 20 avril 2018

Des milliers d'Arabes israéliens ont manifesté jeudi dans le nord d'Israël pour exprimer leur colère à l'occasion du 70e anniversaire de la création de l'Etat hébreu.

"Votre jour d'indépendance est notre jour de Nakba" (catastrophe, en arabe), ont scandé les manifestants regroupés à Atlit, à environ 12 km au sud de Haïfa.

Selon les Palestiniens, les 174 habitants de ce village ont été chassés par Israël lors de la guerre qui a accompagné sa création en 1948.

Une ville israélienne porte aujourd'hui le même nom.

Brandissant des drapeaux palestiniens, les manifestants ont réclamé le "droit au retour" des réfugiés dont les familles ont fui ou ont été expulsées de leurs maisons en 1948.

Ce droit est soutenu par une résolution des Nations unies qui n'a jamais été mise en oeuvre. Près de cinq millions de réfugiés palestiniens et leurs descendants vivent en Cisjordanie occupée, à Gaza ou dans d'autres pays de la région.

"Je suis arabe et je veux préserver ma culture et mon identité, quelque soit le nom du pays", a indiqué Wassal Kanana, 21 ans.

Les Arabes israéliens sont les descendants des Palestiniens restés sur leurs terres à la création d'Israël en 1948. Ils représentent 17,5% de la population israélienne. AFP 20 avril 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 21 avril 2018

CAUSERIE

● Causerie au format pdf (14 pages)

[En France, on se croirait dans un pays sous-développé, en Inde par exemple.](#)

- En région parisienne, la maladie chronique des décharges sauvages - AFP 20.04

Des montagnes de déchets en bord de route, près de la Seine ou en pleine forêt: les dépôts sauvages par des particuliers et surtout par des entreprises sont une maladie récurrente en Ile-de-France, accentuée par la difficile application des sanctions.

"Il y avait ici beaucoup d'activité agricole. La plaine a donné à manger à Paris pendant des décennies". Debout sur la lande, Alban Bernard raconte l'histoire d'un bout de terre devenu une décharge sauvage.

Ce terrain de 330 hectares à Carrières-sous-Poissy (Yvelines) est aujourd'hui en partie recouvert d'une "mer de déchets": plus de 7.000 tonnes, selon les calculs de ce riverain.

A perte de vue s'étalent des sacs de gravats éventrés, des pots de peinture, des montants de fenêtres, de la tôle, des planches, une baignoire et un radiateur, des tiroirs de bureau, un canapé...

"On a laissé faire", s'agace M. Bernard, qui a lancé une pétition et organisé deux rassemblements sur place. "Il faut se mobiliser pour vraiment dire stop" et "trouver un vrai projet pour la plaine", dit-il.

Cet "océan de déchets" est le symptôme d'une maladie chronique en région parisienne: dans la forêt de Saint-Germain ou de Fontainebleau, sur les rives de la Marne et de la Seine, au bord de la nationale à Noisy-le-Sec, les dépôts sauvages font partie du paysage. AFP 20.04

En Inde, c'est le pays tout entier qui est une décharge, y compris le petit village où je vis. Quotidiennement ou presque je me transforme en cantonnier et je nettoie le chemin qui passe devant chez moi, je ramasse les déchets et je les brûle sur place. Quant au reste du village, hormis les fois où j'ai rendu visite à la soeur de ma compagne ou sa fille, je n'y ai pas mis les pieds depuis quatre ans où j'y habite, je ne peux même pas vous dire combien de rues il comporte, je n'en ai jamais fait le tour, le peu que j'en ai vu m'a dégoûté, c'est indescriptible, dégueulasse au possible et cela pue. En revanche quand je sors de chez moi, j'emprunte le chemin en terre pour rejoindre la rue qui mène à la grande route, le chemin est propre puisque c'est moi qui le nettoie, par contre la rue menant à la route compte des centaines de sacs plastiques et autres papiers ou déchets, je le parcours en regardant droit devant moi ou les arbres.

Je vis dans un pays où personne ne se promène à pied, cela n'existe pas, c'est trop dangereux, dégueulasse et sans intérêt. C'est la raison pour laquelle je voulais absolument avoir un petit jardin, pour avoir au moins un endroit où je me sente bien, ce qui me semble être légitime.

On a l'impression que les hommes sont traités comme des animaux ou moins bien encore par les autorités de ce pays. Pour les Indiens qui croulent sous des difficultés de toutes natures, y compris les invasions de moustiques et rats, les questions d'hygiène ou d'environnement ne sont pas secondaires, elles passent littéralement à la trappe, bien qu'ils en soient les

premières victimes, car évidemment ils tombent régulièrement malade ou ils sont pris de fièvres plusieurs fois par an sans que cela provienne de la malaria, les enfants sont pour ainsi dire abonnés chez des médecins et tous les soirs ils se forment des queues devant les pharmacies et cabinets des médecins ne désemplissent pas. Ils dépensent une fortune en consultation et traitement au lieu de consacrer un peu de leur temps ou de leur argent à l'entretien du village.

J'avais pensé que chaque famille pourrait contribuer en fonction de ses revenus pour payer le salaire d'un chômeur du village qui serait chargé du nettoyage, mais j'ai rapidement abandonné l'idée du fait qu'ils n'ont aucun sens civique ou collectif, ils sont en proie à un individualisme pire que débridé ou effréné qui correspond à l'éducation qu'ils ont reçue ou à l'environnement dans lequel ils ont grandi, et je tiens à préciser que je parle ici de la totalité des Indiens et non de la majorité ou d'une partie des Indiens.

En maintenant pendant un siècle ce pays moyenâgeux dans le sous-développement, les mentalités ne pouvaient pas évoluer. Et depuis qu'il a commencé à se développer à partir du début des années 90, hier en fait, les Indiens ont été appelés à rejoindre la société mondiale de consommation sans que personne ne se soucie de ses conséquences désastreuses sur leur mode de vie, qui matériellement s'est améliorée modestement, mais qui s'est dégradée dans tous les autres domaines.

Leur mode de pensée et de vie est demeurée sous-développée. Quand vous parlez avec eux de ce fléau, ils comprennent de quoi vous leur parlez, mais ils sont incapables d'avancer la moindre idée ou solution pour le résoudre, et quand vous leur en proposez une, comme elle ne vient pas d'eux ils la rejettent ou ils ne la mettront pas en application, du coup la situation ne fait qu'empirer et leurs problèmes ne font que se multiplier.

Quand ils me voient nettoyer le chemin devant chez moi, ils me disent que c'est bien, que j'ai raison, etc. mais personne ne m'imitera, imaginez, s'abaisser à une tâche aussi basse, qu'est-ce que les autres penseraient d'eux, on se moquerait d'eux, ils préfèrent encore vivre entourés de décharges. Leur individualisme quasiment maladif va jusque là, mais je sais pourquoi et comment ils en sont arrivés là, pas de leur plein grès, ils en sont les premières victimes, comme partout ailleurs dans le vieux monde dont il faut se débarrasser.

Dossier Syrie

On pourrait résumer cela ainsi.

- C'est un bref résumé de la frappe syrienne. Une force extérieure avait poussé les dirigeants de la Russie et des US à la confrontation. Poutine et Trump n'avaient pas plus envie de se battre, autant l'un que l'autre, mais ils ne pouvaient pas éluder le face-à-face. Ce qu'ils pouvaient faire de mieux, ils l'ont fait : ils se sont évités.

C'est la conclusion quelque peu inattendue d'une rencontre soigneusement préparée. Franchement, ça n'avait aucun sens de soulever une vague de peur et de vitupérations sur le dos des Russes jusqu'à de telles extrémités pour un pareil final. La montagne a accouché d'une souris, comme disait Horace. Mais on peut s'attendre à ce que la montagne se remette bientôt à pousser. (Israel Shamir - Mondialisation.ca, 20 avril 2018)

Parole d'internaute.

- "Attaque injustifiée, car il n'y avait eu pas d'attaques chimiques (écoutez l'hésitation d'E. Macron excédé à Strasbourg en réponse à une critique: il dit attaques ... de chlore). Attaque illégale car il n'y pas eu de vote positif au Conseil de Sécurité selon article VII de la Charte de l'ONU, c'est une violation du droit international. Attaque mal ciblée car à Barzeh dans un bâtiment bien connu des coopérants français, on produisait des médicaments anticancéreux et anti venins. Attaque ridiculisante car des missiles ont eu des ratés. Un quadruple fiasco du régime Macron-Le Drian-Parly-DGSE."

- Les inspecteurs de l'OIAC ne veulent pas rencontrer les résidents de Douma - sputniknews.com 20.04

Les experts de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), qui sont arrivés en Syrie le 14 avril, refusent de rencontrer des résidents de la ville syrienne de Douma dans le cadre de l'enquête sur l'attaque chimique présumée survenue le 7 avril, rapporte un correspondant de Sputnik.

Les experts de l'OIAC ne sont pas encore arrivés à Douma, annonce un correspondant de Sputnik sur les lieux. Ils n'ont pas visité l'hôpital dans cette ville, où les «victimes» de l'attaque chimique présumée auraient reçu de l'aide médicale. Selon le correspondant, les représentants de l'organisation refusent de rencontrer les habitants de Douma à Damas, y compris le père du jeune Hassan Diab, qui avait déclaré sa volonté de témoigner qu'aucune arme chimique n'avaient pas été utilisées dans cette ville de la banlieue est de Damas.

Selon les représentants des autorités syriennes, Damas a garanti dès le premier à la mission de l'OIAC la sécurité de ses déplacements autour de la ville. sputniknews.com 20.04

- Un second petit Syrien évoque le tournage de la vidéo sur «l'attaque chimique» à Douma - sputniknews.com 20.04

Un petit Syrien de Douma a évoqué devant les journalistes de Sputnik le tournage des scènes de la présumée attaque chimique du 7 avril dans cette ville de la banlieue est de Damas. Il y a participé pour avoir des biscuits et des pommes de terre.

Le petit Moustafa, 10 ans, habite dans la ville syrienne de Douma. Au début, il ne voulait pas parler aux correspondants de Sputnik parce que les membres de Jaych al-Islam répétaient ces dernières années que ceux qui habitent les territoires sous contrôle de l'armée syrienne haïssent les enfants et veulent les tuer. Moustafa refuse net de poser devant la caméra et ne permet de prendre que de loin une photo de lui.

Mais peu à peu, il s'habitue et se libère de sa peur. Il confie à Sputnik qu'il aime étudier, mais que son école est détruite.

«Vous ne me tuerez pas si je vous dis ce que nous avons fait?», lance-t-il tout à coup.

Et il nous raconte comment des hommes de Jaych al-Islam ont promis aux enfants des dattes s'ils exécutaient leurs ordres.

«Les enfants ont été rassemblés aux abords de l'hôpital. Ils [les membres de Jaych al-Islam, ndlr] nous ont dit que nous aurions des biscuits et des pommes de terre si nous suivions toutes leurs consignes [...] On a commencé à nous asperger d'eau avec des tuyaux. Puis les adultes nous ont pris par la main et nous ont entraînés à l'intérieur de l'hôpital où nous avons été pris en photo. Enfin, on nous a distribué les aliments promis et on nous a dit qu'on pouvait jouer parce qu'on avait été sages.»

Moustafa a expliqué qu'en règle générale, les enfants n'étaient pas autorisés à aller à l'école ni à jouer. sputniknews.com 20.04

- La Russie change de position sur la fourniture de S-300 à Damas - sputniknews.com 20.04 L'attaque occidentale contre la Syrie libère la Russie ses engagements de ne pas fournir de complexes de missiles sol-air S-300 à la Syrie, a indiqué à Sputnik le chef de la diplomatie russe.

Après la frappe de missiles réalisée par les États-Unis et ses alliés contre la Syrie, la Russie n'a plus d'engagements moraux de ne pas fournir à Damas de systèmes de missiles sol-air S-300, a déclaré dans une interview à Sputnik le ministre russe des Affaires étrangères.

«Nous avons des engagements moraux, nous avons promis de ne pas le faire il y a environ dix ans, je pense, à la demande de nos partenaires que vous connaissez bien, et nous avons pris en compte leurs arguments selon lesquels cela pourrait déstabiliser la situation, bien que ce moyen soit purement défensif, mais néanmoins nous avons exaucé leurs demandes; à présent, nous n'avons plus cet engagement», a indiqué Sergueï Lavrov. sputniknews.com 20.04

- Syrie – Jean-Loup Izambert: «Il faut briser le mur du silence imposé par les puissances occidentales» par Jean-Loup Izambert et Gilles Munier - Mondialisation.ca, 19 avril 2018

France-Irak Actualité : La presse mainstream boude vos derniers ouvrages d'investigation. Pourquoi?

Jean-Loup Izambert : La censure s'est exercée sur les deux tomes de 56 et sur Trump face à l'Europe. L'envoi systématique de communiqués à près de 600 journalistes de médias français, la présentation du contenu des ouvrages afin de faciliter leur travail et, pour certains, l'envoi des livres par IS Edition comme à L'Humanité, Le Monde diplomatique, plusieurs chaînes de France Télévisions, RMC, BFM TV ou Russia Today et Sputniknews n'ont pas suffi à briser totalement le « mur du silence ». Mais ils ne pourront pas dire que d'octobre 2015 à janvier 2018 ils n'ont pas été informés par mon éditeur de la parution de ces ouvrages d'actualité. Plusieurs raisons expliquent cette censure. La propriété économique et la dépendance financière en sont les principales parmi d'autres. D'une part, je mets en cause le pouvoir politique français en prouvant que 56 dirigeants parmi les principaux ont soit protégé soit soutenu des groupes terroristes des années 1990 à ce jour ; et, d'autre part, je montre comment la plupart de ces médias ont trompé l'opinion publique en se contentant de reproduire les communiqués officiels du pouvoir sans même chercher à vérifier les faits. Ce ne sont plus des journalistes mais des chargés de communication de l'Elysée-Matignon. Ils ont la vérité sous les yeux mais se refusent à la voir car ils sont, volontairement ou non, impliqués dans le mensonge d'Etat. Le rôle des journalistes est de rapporter la vérité vraie, les faits que je dénonce sur les amitiés franco-terroristes, et non de broder un roman en fonction de leurs préjugés ou des communiqués d'un pouvoir politique, quel qu'il soit.

« Une nouvelle fois la religion sert de prétexte pour diviser les peuples. »

FIA : Ne craignez-vous pas d'apporter de l'eau au moulin de la vague islamophobe en focalisant vos recherches sur les activités d'organisations extrémistes salafistes ou les Frères musulmans ?

J-L.I. : Non. Je suis athée et je ne crois pas en un quelconque sauveur suprême. Je respecte les croyants si leur foi peut les aider à franchir des moments difficile ou éviter la mort, du moment qu'ils n'essaient pas d'imposer leur croyance. Concernant les pays arabes, je dénonce la collusion entre les Frères musulmans et les dirigeants occidentaux avec d'autant plus de fermeté que cette organisation est la collaboratrice des puissances colonialistes depuis les années 40.

FIA : Vous décrivez dans 56 la manière dont s'est mise en place et développée la campagne de propagande sur le thème des armes chimiques. Que pensez-vous des derniers développements avec l'affaire Skripal à Londres et la prétendue attaque à l'arme chimique dans la ville syrienne de Douma ?

J-L.I. : Les faits confirment ce que je décris dans 56. L'affaire Skripal a été montée de toutes pièces par des services du Premier ministre anglais, Theresa May, et des Affaires étrangères. Le montage est semblable à celui des précédentes campagnes montées sur le même thème de propagande par des services français sous les présidences de Hollande puis de Macron dont Jean-Yves Le Drian, l'associé permanent du crime d'agression, est l'un des principaux protagonistes. Mais l'affaire va bien au-delà de la seule responsabilité des dirigeants français et engage celle, de manière bien plus grave, de leurs homologues étasuniens et anglais.

C'est en réalité tout un réseau d'intervenants qui a procuré du matériel et des armes chimiques aux groupes terroristes de l'« opposition modérée » soutenus par les présidents Hollande et Macron. Les sociétés Tekkim, basée à Gaziantep, la société Sachlode Riyad, la société qatarie-allemande I.V.C. mais surtout trois sociétés anglo-saxonnes sont du nombre des ces pourvoyeurs de la mort. Il s'agit des sociétés Federal Laboratories et NonLethal Technologies, toutes deux basées aux Etats-Unis, et de la société Chemring Defence UK basée en Angleterre. Donald Trump et Theresa May ont des comptes à rendre à l'ONU. Ils doivent expliquer comment ces sociétés dont le commerce des productions est strictement réglementé et surveillé par les agences de lutte contre la criminalité transfrontalière ont pu exporter des munitions chimiques et des substances toxiques à des groupes irréguliers et terroristes. Là encore, vous constatez que du Figaro à L'Humanité en passant par Le Monde, c'est le silence total dans les médias français sur cette question.

En réalité, depuis 2013, voyant qu'ils sont militairement battus dans leur guerre par procuration, Washington, Londres et Paris s'efforcent de fabriquer un prétexte afin de détruire la République arabe syrienne et son environnement pour contrôler le Proche-Orient et s'emparer de ses richesses. En prenant la responsabilité de mener des frappes coordonnées dans la nuit de vendredi 13 au samedi 14 avril contre la République arabe syrienne, les Etats-Unis, l'Angleterre et la France ont violé une nouvelle fois le droit international. Mais, surtout, ils ont pris la lourde responsabilité d'amplifier la guerre totale déjà en cours. Leur objectif était également d'entraver le travail de l'équipe de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et de faire pression sur elle. Mais ils devaient surtout faire disparaître les preuves de leur implication dans cette nouvelle opération criminelle menée avec de telles armes en territoire syrien par les groupes qu'ils instrumentalisent.

A l'heure où nous parlons, les Français sont en guerre. Ils ne le savent pas encore mais je pense qu'ils vont découvrir qu'en s'alignant une nouvelle fois sur Washington pour opérer de nouveaux actes criminels contre un peuple souverain, la France ne sortira ni grandie ni indemne de l'aventure dans laquelle le président Macron et le gouvernement Philippe l'ont embourbé. Il est évident que les bombardements contre la Syrie après plus de sept années de guerre terroriste ne seront pas sans conséquences pour les agresseurs. Mondialisation.ca, 19 avril 2018

LVOG - J'ai formaté le dernier paragraphe qui était trop long, 32 lignes, en 4 paragraphes.

En complément sur l'affaire Skripal.

Moscou a toutes les raisons de considérer la disparition des Skripal comme un enlèvement - sputniknews.com 20.04

La Russie est pleinement fondée à croire que la disparition de l'ex-agent double Sergueï Skripal et de sa fille Ioulia au Royaume-Uni est un enlèvement, d'après l'ambassadeur russe à Londres.

«Compte tenu des faits, nous avons actuellement plus de raisons de considérer cette situation comme un enlèvement de deux citoyens russes [...]. Nous ne recevons pas de réponses à nos demandes et questions légitimes sur Ioulia Skripal», a indiqué le diplomate lors d'une conférence de presse.

«La Russie n'acceptera aucune conclusion tant que nos experts n'auront pas accès aux blessés, nous n'avons accès ni aux blessés ni aux éléments de l'enquête dont dispose le Royaume-Uni», a ajouté le diplomate.

Les diplomates russes n'arrivent pas à contacter les Skripal depuis début mars. Ils ignorent où se trouve Ioulia Skripal, qui a quitté l'hôpital de Salisbury début avril. Selon le journal The Sun, Ioulia Skripal aurait été transportée dans un autre hôpital situé sur une base militaire. Les représentants de l'ambassade ne peuvent pas obtenir accès à M.Skripal, qui reste hospitalisé, mais dont l'état de santé s'améliorerait à grands pas.

Jeudi, l'ambassade russe a envoyé une nouvelle note au Foreign office, demandant de permettre aux médecins russes d'examiner Ioulia Skripal. Le ministère britannique a répondu que Ioulia Skripal se trouvait dans «un lieu sûr». L'ambassade russe soupçonne qu'il s'agit d'un isolement forcé d'une citoyenne russe.

D'après le Royaume-Uni, l'agent innervant utilisé A234 aurait été fabriqué en Russie. Mais début avril, les chercheurs du laboratoire britannique de Porton Down ont reconnu ne pas être en mesure d'établir le pays d'où provenait cet agent.

Moscou rejette toutes les spéculations à ce sujet et demande en vain que les autorités britanniques lui fournissent des éléments de l'enquête. sputniknews.com 20.04

ACTUALITE EN TITRES

Bouffonnerie en famille ou Macron en quête de légitimité. Le miroir déformé des apparences.

- Trump-Macron «Ils se parlent comme deux vieux potes» - Liberation.fr 20.04

A la différence que Macron incarne l'Etat profond ou les faucons néolibéraux va-t-en-guerre, l'aile extrémiste de l'oligarchie. Tandis que Trump représente celle qui préfère s'allier avec ses ennemis et les corrompre pour les intégrer dans sa stratégie, un peu comme elle a procédé avec le Japon après la Seconde Guerre mondiale en l'intégrant plus tard dans la Commission Trilatérale par exemple, plutôt que procéder à leur liquidation violente en recourant à la force.

On aura compris que, bien que beaucoup moins puissant Macron est plus dangereux que Trump, puisqu'il porte en lui la guerre.

La guerre oubliée de Macron fournisseur d'armes aux agresseurs.

- Un bombardement de la coalition fait 20 morts au Yémen, selon des habitants - Reuters 20 avril 2018

Vingt personnes ont été tuées vendredi dans le sud-ouest du Yémen lors d'un raid aérien mené par la coalition sous commandement saoudien, ont annoncé des habitants.

Les tirs ont touché un véhicule qui transportait 20 personnes dans le sud de la région de Taez, ont-ils dit.

La coalition formée par l'Arabie saoudite intervient militairement au Yémen depuis le printemps 2015 contre les miliciens chiïtes Houthis pour rétablir le gouvernement légitime dans ses fonctions. Reuters 20 avril 2018

Moralité : Ce bombardement était légitime puisque c'est pour "*rétablir le gouvernement légitime dans ses fonctions*" CQFD.

A la peine...

- Italie : le gouvernement peine toujours à se former - AFP 20.04

Le III Reich n'est pas mort...

- Allemagne : un festival néonazi pour célébrer la naissance d'Hitler - AFP 20.04

Le 20 avril 1889 naissait Adolf Hitler. Cent-vingt-neuf ans, une guerre et une longue reconstruction plus tard, un festival néonazi est organisé à compter de ce vendredi en Allemagne pour célébrer... AFP 20.04

Le règne de la terreur...

- Indonésie: coups de bâton pour des amoureux et prostituées à Aceh - AFP 20.04

Des couples d'amoureux et des prostituées ont été sanctionnés en public vendredi par des coups de bâton administrés par la police de la charia à Aceh, unique province d'Indonésie à appliquer la loi islamique, a constaté un journaliste de l'AFP. AFP 20.04

A Pondichéry ou ailleurs, en Inde, vous ne pouvez pas vous promener dans la rue avec votre compagne en lui tenant la main,

vous pouvez encore moins l'embrasser, sous peine d'être verbalisé et prendre le risque d'être lynché. C'est la population qui fait la police des mœurs, c'est donc un Etat policier digne de "Big Brother".

ACTUALITÉ DU JOUR

Journée d'action du 19 avril en France.

- Face à Macron, plus de 100.000 personnes dans la rue, des heurts à Paris - AFP 19.04

Près de 120.000 personnes, dont de nombreux cheminots, ont défilé jeudi partout en France sous le soleil pour appeler à une "convergence des luttes" face à Emmanuel Macron...

Au total, 119.500 personnes ont manifesté dans toute la France, selon le ministère de l'Intérieur, à l'appel de la CGT et de Solidaires.

De son côté, la CGT, qui a comptabilisé près de 190 mobilisations sur le territoire, a recensé 300.000 manifestants. C'est moins que lors de la dernière journée de mobilisation des cheminots et fonctionnaires du 22 mars, où le syndicat avait annoncé 500.000 manifestants et la police 323.000.

Dans le détail, la manifestation parisienne a rassemblé 15.300 personnes, selon un comptage réalisé par le cabinet Occurrence pour un collectif de médias, dont l'AFP, 11.500 selon la préfecture de police, et 50.000 selon la CGT.

A Marseille, Occurrence a dénombré 5.700 personnes. La police comptabilisait aussi 4.400 manifestants à Lyon, 4.500 à Rennes, 3.500 à Lille, 2.400 à Toulouse autour de 2.000 à Bordeaux et Strasbourg et un millier ou plus à Perpignan, Montpellier, Nice ou Saint-Etienne.

Grèves et manifestations s'accompagnaient aussi de perturbations, notamment à la SNCF, où le taux de grévistes était plus important jeudi (22,7%) que la veille, avec 66,4% de conducteurs à l'arrêt. AFP 19.04

Les mouvements sociaux demeureront isolés ou n'auront aucune chance d'aboutir à une grève générale, tant qu'ils ne seront pas reliés à l'atmosphère délétère qui règne en France et qui exaspèrent des millions de travailleurs de toutes conditions ou statuts, à laquelle s'ajoute les multiples difficultés qu'ils subissent quotidiennement ou les motifs de mécontentement qui leur pourrissent la vie, sans parler de l'angoisse de l'avenir, toutes générations confondues.

On voit bien que les uns et les autres s'emploient à isoler les questions sociales des questions politiques, ou toutes les questions en lien avec l'orientation de la société. Pourquoi ? Parce que ce lien permettrait de réaliser l'unité de la classe ouvrière et des classes moyennes et de poser directement la question du pouvoir, question qu'il serait indispensable de régler avant d'envisager sérieusement de changer l'orientation de la société.

Ils tiennent à ce que ces mouvements sociaux conservent leur caractère corporatiste ou qu'ils adoptent cette orientation, ils tiennent surtout pas à ce qu'ils se dotent d'un contenu politique, car le régime serait gravement menacé ou n'y survivrait pas.

Le meilleur moyen pour que la situation n'évolue pas favorablement consiste encore à ne pas caractériser ces mouvements sociaux, et de défaites en démoralisation les laisser s'embourber dans le corporatisme qui n'offre aucune issue politique. Il ne faut surtout pas que les militants et les travailleurs mobilisés ou prêts à en découdre s'aperçoivent qu'ils font fausse route, car ils pourraient être tentés d'en changer et de trouver la voie qui mène au renversement de l'ordre établi. Il ne faut surtout pas que les militants et les travailleurs prennent conscience que le principal obstacle qui se dresse devant eux pour changer la société, réside dans leur interprétation erronée de leur condition, qui les conduit à s'accommoder du capitalisme au lieu de rompre avec lui.

C'est cette ignorance qui permet à Macron d'appliquer sa politique, ignorance dans laquelle s'emploient à les maintenir une multitude d'acteurs politiques.

Vous pouvez dénoncer ces acteurs politiques autant que vous voudrez sans que cela change quoi que soit, puisque c'est la condition des travailleurs ou plutôt telle qu'ils la perçoivent qui constitue le problème qu'ils ont à régler en priorité. Ils doivent se demander si leur condition correspond véritablement à leurs aspirations les plus profondes, et ils s'apercevront que ce n'est pas le cas, qu'en réalité elles sont bafouées, la manière dont ils vivent ne correspond pas du tout à l'idée qu'ils se faisaient de la vie, de la société, des hommes, c'est le jour et la nuit quand on y regarde de plus près.

C'est cette réflexion qu'ils doivent développer, qui doit pénétrer profondément dans leur cerveau, pour saper l'influence nuisible de la propagande officielle qui les conduit à s'enfermer dans leur condition sans espoir d'en changer un jour, à y trouver des raisons

de satisfaction superficielles, qui au regard de toute leur existence ne représentent pas grand chose.

Le plus navrant ou aberrant, c'est que bien que la condition ouvrière d'hier et d'aujourd'hui ait évolué ou ait subi de profondes transformations, on continue de le nier en conservant la même conception de la lutte de classe.

Hier la condition ouvrière était tellement épouvantable qu'on ne pouvait pas la combattre sans poser immédiatement ou dans la foulée la nécessité de renverser l'ordre établi, la classe ouvrière avant conscience de n'avoir rien à perdre, hormis ses chaînes... De nos jours, sa condition s'est tellement améliorée que la question ne se pose plus en ces termes spontanément ; remettre en cause l'ordre établi risquerait de nous entraîner trop loin, de nous causer préjudice, on craint de perdre certains avantages ou que notre mode de vie se détériore encore plus, alors vaut mieux se satisfaire de ce qu'on a ou s'accommoder de notre condition, et prendre notre mal en patience en espérant que la situation s'améliorera un jour, même si la réalité quotidienne tend à prouver le contraire.

Ce que je viens de décrire, c'est l'état d'esprit de l'immense majorité des travailleurs et des militants pour ne pas tous ou presque. Mais personne apparemment ne veut en tenir compte, ne tient à chercher ce que cela signifie ou comment le traduire en terme de stratégie politique, on préfère se satisfaire d'analyses obsolètes ou erronées, apparemment c'est plus confortable, même si cela ne mène nulle part ou prépare les terribles défaites de demain...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Palestine occupée

1.1 - Quatre Palestiniens tués par Tsahal à la frontière avec Gaza - Reuters 20 avril 2018

Quatre Palestiniens ont été tués vendredi par l'armée israélienne à la frontière entre l'Etat hébreu et la bande de Gaza, ce qui porte à 35 morts le bilan de la répression des manifestations pour le droit au retour des réfugiés entamées fin mars.

Les militaires israéliens, cibles de jets de pierres, ont ouvert le feu quand des manifestants munis de pinces coupantes se sont approchés de la clôture frontalière.

Parmi les victimes figure un adolescent de 15 ans, tué dans le nord de la bande de Gaza, selon les services médicaux. Les autorités de l'enclave parlent d'une centaine de blessés par balles.

Le mouvement de protestation doit s'achever le 15 mai, date anniversaire de la "nakhba", la "catastrophe", qui désigne la création de l'Etat d'Israël en 1948 et le déplacement de milliers de Palestiniens.

Vivement mises en cause pour les tirs à balles réelles, les forces israéliennes (...) ont assuré vendredi avoir eu recours à des "moyens de dispersion" et n'avoir ouvert le feu qu'en accord avec les règles en vigueur. Reuters 20 avril 2018

Les "*règles en vigueur*" : Massacrer le peuple palestinien désarmé manifestant derrière une clôture.

Et pendant ce temps-là : ...le réseau juif européen pour Israël et pour la paix, organise un colloque le 28 avril à la mairie du IVe arrondissement de Paris sur le thème : «Israël, la démocratie menacée ?» «Un vent mauvais souffle sur Israël qui met en danger les fondements même de cette démocratie», annoncent les organisateurs. Liberation.fr 19 avril 2018 (causerie du 20 avril)

1.2 - L'actrice Natalie Portman boycotte le "Nobel israélien" - Reuters 20 avril 2018

- Face aux événements "affligeants" en Israël, Natalie Portman refuse d'aller y recevoir un prix - Le HuffPost 20.04

Non merci. Ce vendredi 20 avril, l'actrice Natalie Portman a officiellement annulé une visite en Israël où elle devait recevoir un prix doté de deux millions de dollars (1,6 million d'euros) en juin 2018. Selon les dires du Prix Genesis, l'organisation décernant cette récompense, la comédienne de 36 ans aurait décliné l'invitation en raison notamment d'événements récents "extrêmement pénibles" liés à ce pays.

Informée par un représentant de l'actrice américano-israélienne, la "Genesis Prize Foundation" n'a pas eu l'occasion de préciser les événements invoqués. Elle a néanmoins indiqué sur son site internet ne pas avoir "d'autre choix que d'annuler la

cérémonie initialement programmée le 28 juin" pour remettre à l'actrice née à Jérusalem, ce qui est parfois appelé le "prix Nobel juif", récompensant le travail et le dévouement d'une personnalité envers la communauté et les valeurs juives.

L'institution israélienne explique avoir été malheureusement avisée que "de récents événements survenus en Israël sont extrêmement pénibles" pour Natalie Portman et que de ce fait, "elle ne se sent pas à l'aise à l'idée de participer à un quelconque événement public" dans son pays natal. "Elle ne peut pas prendre part la conscience libre à cette cérémonie", ajoute la fondation, citant à nouveau le représentant de l'artiste.

Israël fait face actuellement à un mouvement de protestation massif de la part de Palestiniens dans la bande de Gaza. Depuis le 30 mars, le début de ce mouvement surnommé "la marche du retour", trente-six Palestiniens ont été tués et des centaines ont été blessés par des tirs israéliens. À ce sujet, les organisations de défense des droits de l'Homme dénoncent un usage excessif de la force de la part d'Israël. Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres et l'Union européenne notamment ont réclamé une enquête indépendante.

La fondation israélienne considère Natalie Portman comme un "être merveilleux" et "respecte son droit d'être publiquement en désaccord avec les politiques du gouvernement" israélien. Mais l'organisation dit craindre que cette décision "ne politise sa démarche philanthropique" et décide donc d'annuler la cérémonie, sans préciser si l'actrice touchera quand même la dotation, qu'elle avait prévue de reverser à des programmes œuvrant pour les droits des femmes.

Miri Regev, la ministre israélienne de la Culture israélienne a clairement accusé Nathalie Portman d'avoir adopté l'idéologie du BDS (Boycott, désinvestissement et sanctions), mouvement prônant des sanctions contre Israël pour l'isoler économiquement dans le but notamment de mettre fin à l'"occupation" des Territoires palestiniens. "Je suis attristée de voir que Natalie Portman est tombée comme un fruit mûr dans les mains des partisans du BDS", a-t-elle déclaré dans un communiqué distribué aux journalistes israéliens. Le HuffPost 20.04

Hier adulée par l'extrême droite sioniste, aujourd'hui Natalie Portman est devenue "un fruit mûr dans les mains des partisans du BDS", autant dire pourri... Madame, votre impolitesse est honorable...

2- Afrique du Sud

Depuis la fin officielle du régime d'apartheid en 1994, "rien n'a changé pour nous"... les damnés de la terre...

- De violentes manifestations en Afrique du Sud contraignent le président à rentrer au pays - AFP 20 avril 2018

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a quitté précipitamment un sommet du Commonwealth à Londres pour se rendre vendredi dans le nord-ouest de son pays en proie à de violentes manifestations contre la corruption et le manque de services publics. Peu avant l'arrivée de M. Ramaphosa à Mahikeng, le chef-lieu de la province du Nord-Ouest, épice de incidents, la police a tiré des balles en caoutchouc vendredi matin pour tenter de disperser quelques dizaines de manifestants.

Le président "a décidé d'écourter sa participation à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Londres" afin de "suivre la situation dans le Nord-Ouest", ont annoncé les services de la présidence sud-africaine.

M. Ramaphosa a "appelé au calme et au respect des lois dans la province" du Nord-ouest, selon un communiqué de la présidence. Il a demandé à la population d'exprimer ses revendications "par des moyens pacifiques plutôt que par la violence et l'anarchie", tout en exigeant de la police qu'elle fasse preuve "de la plus grande retenue" dans l'exercice de ses fonctions.

Il s'agit de l'un des premiers défis auxquels est confronté le nouveau président Ramaphosa depuis son accès à la fonction suprême en février.

Vendredi matin, la situation restait extrêmement tendue à Mahikeng, après une nouvelle nuit de violences. Les écoles, magasins et services publics étaient fermés.

Depuis le début des incidents plus tôt cette semaine, des magasins ont été pillés, des véhicules incendiés et 23 personnes arrêtées, selon la police qui a demandé des renforts. Une personne a été tuée jeudi, selon la chaîne d'informations eNCA, mais la police n'était pas en mesure de confirmer, dans l'immédiat, l'information.

Les manifestations ont éclaté après la mort de deux habitants qui s'étaient vu refuser des soins dans une clinique à cause d'une grève.

Les manifestants protestent contre le manque de services publics et exigent la démission du Premier ministre de la province, Supra Mahumapelo, qu'ils accusent de corruption. Ce dernier est membre du parti du Congrès national africain (ANC), au pouvoir en Afrique du Sud depuis l'avènement de la démocratie en 1994.

Depuis la fin officielle du régime d'apartheid en 1994, "rien n'a changé pour nous", lui a expliqué un manifestant en colère. Le pays, première puissance industrielle en Afrique, se débat avec un taux de chômage record à 27,7% et une croissance au ralenti depuis plusieurs années.

Le principal parti d'opposition, l'Alliance démocratique (DA), a demandé le départ de Supra Mahumapelo, dont le mandat est marqué par "des accusations récurrentes de corruption, une relation étroite avec les Gupta et l'effondrement général du Nord-Ouest".

Les Gupta, une famille de riches hommes d'affaires, sont au centre d'accusations de corruption contre l'ancien président Zuma. Leur domicile a été à plusieurs reprises perquisitionné ces dernières semaines, et l'un des frères Gupta, Ajay, est sous le coup d'un mandat d'arrêt.

En raison des violences dans le Nord-Ouest, les autorités du Botswana voisin ont fermé leur poste-frontière avec l'Afrique du Sud près de Mahikeng.

Les brusques flambées de violence urbaine, désignées sous le nom d'"émeutes pour l'amélioration des services publics", sont quotidiennes ou presque en Afrique du Sud. Mais le déplacement d'un président pour ce genre de manifestations reste exceptionnel.

Ces manifestations soulignent les faillites de la "nation arc-en-ciel", vingt-quatre ans après l'avènement de la démocratie et l'élection du premier président sud-africain noir Nelson Mandela. Dans de nombreux quartiers du pays, l'accès à l'eau, l'électricité et les soins sont rares et les ordures s'entassent. AFP 20 avril 2018

Les "ordures" qui osent appeler cela une démocratie...

3- Zimbabwe

Le Raj ou la rage est de retour.

- Londres souhaite le retour du Zimbabwe dans le Commonwealth - Reuters 20 avril 2018

La Grande-Bretagne souhaite le retour du Zimbabwe au sein du Commonwealth et salue les efforts entrepris par le président Emmerson Mnangagwa depuis qu'il a remplacé Robert Mugabe renversé par l'armée.

Le Zimbabwe est sorti en 2003 du Commonwealth, réseau de 53 pays et territoires qui faisaient autrefois partie de l'empire britannique.

"Le Royaume-Uni soutient fermement le retour du Zimbabwe et un nouveau Zimbabwe qui soit engagé dans des réformes politiques et économiques au profit de son peuple", indique le Foreign Office dans un communiqué après une rencontre entre Boris Johnson, son homologue zimbabwéen Sibusiso Moyo et d'autres ministres des Affaires étrangères à Londres.

Sibusiso Moyo est le général qui était apparu en treillis à la télévision en novembre dernier pour annoncer le coup d'Etat militaire renversant Robert Mugabe qui dirigeait son pays depuis l'indépendance en 1980. Reuters 20 avril 2018

Comme chacun sait les "réformes" exigées par le FMI et que réclame l'ignoble Boris Johnson pour le Zimbabwe seront adoptées "au profit de son peuple"...

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Allemagne

Leur humanisme est la politesse des salauds... Et comment !

- En Allemagne, les enfants pauvres face à un ascenseur social en panne - AFP 20 avril 2018

En Allemagne, pour un enfant sur cinq, le "pays où il fait bon vivre" vanté par la chancelière Angela Merkel pendant sa campagne électorale est une illusion. Il grandit dans la pauvreté, avec peu de chance d'en sortir.

Il est 15 heures passées, les enfants commencent à disposer sur la table des assiettes de tomates cerises et de concombres coupés avec soin. Comme presque tous les après-midis en semaine, ils vont partager un repas qu'ils ont cuisiné dans un centre social de Lichtenberg, dans l'est de Berlin.

"On le remarque surtout chez les adolescents, beaucoup nous disent: alors quand est-ce qu'on peut enfin manger? Je n'ai rien mangé de la journée", raconte Patric Tavanti, responsable de l'établissement géré par la fondation catholique Caritas.

"Actuellement nous n'avons qu'un adolescent qui veut passer le bac", témoigne Patric Tavanti, de Caritas.

L'école allemande peine à intégrer ces enfants issus le plus souvent de familles nombreuses d'origine étrangère ou de foyers monoparentaux.

Leurs parents manquent de moyens financiers ou de temps pour leur assurer des repas réguliers, dit-il. Dans la première puissance européenne, l'économie tourne et les caisses publiques n'ont jamais été aussi pleines.

Pourtant, environ 20% des moins de 18 ans grandissent dans une "pauvreté relative", selon le ministère de la Famille, un niveau similaire à la France où la conjoncture économique est nettement moins favorable depuis bien longtemps.

Leurs parents disposent de moins de 60% du revenu moyen des foyers allemands, c'est-à-dire moins de 1.192 euros nets mensuels pour un parent avec un enfant, et moins de 2.355 euros pour une famille avec quatre enfants.

Préoccupant dans un pays si fier d'avoir réduit le chômage à son plus bas niveau depuis la réunification allemande: plus d'un tiers des 2,8 millions d'enfants pauvres ont des parents exerçant une activité professionnelle, pointe Heinz Hilgers, président de la fédération de protection de l'enfance (Kinderschutzbund).

Au-delà de l'aspect matériel, la prise de conscience par un enfant qu'il appartient à ce cinquième défavorisé est destructrice, relève Klaus Hurrelmann, professeur à la Hertie School of Governance de Berlin.

"Toute une spirale se met alors en route: les enfants se sentent exclus, commencent à avoir honte de ne pas pouvoir participer aux excursions avec l'école ou inviter des amis à fêter leur anniversaire. Ils finissent par perdre confiance en eux, à mal travailler à l'école, car la pauvreté matérielle est aussi une pauvreté d'éducation et de culture", poursuit l'expert.

"Nous remarquons un besoin croissant en nourriture, mais aussi en aide aux devoirs et à la lecture", explique Lars Dittebrand, responsable du Manna, un centre familial et une garderie au coeur de la Gropiusstadt, une cité berlinoise de béton qui a servi de décor au film "Moi Christiane F., 13 ans, droguée, prostituée..." dans les années 80.

La sélection, qui intervient dès la fin du primaire, conduit souvent les plus défavorisés vers des filières menant à des emplois précaires.

Dénonçant dans une étude "une pauvreté qui s'hérite", la fondation Bertelsmann révélait que seule une petite minorité des foyers - entre 3 et 16% selon les catégories - parvenaient à s'extirper de leur condition.

"Des générations d'enfants pauvres deviennent des adultes pauvres et des parents pauvres", déplore ainsi Heinz Hilgers. Un gâchis humain et un "risque économique énorme" dans une Allemagne vieillissante, prévient-il. AFP 20 avril 2018

Vous n'avez rien remarqué d'étrange dans cet article?

De plus en plus souvent les agences de presse et les médias donnent la parole à des officines de la réaction qui sont censés s'émouvoir de la situation des exploités et des opprimés, au lieu que ce soit leurs représentants qui dénoncent leur situation, qu'ils soient légitimes ou non pour s'exprimer en leurs noms.

Autrement dit, la réaction monopolise la scène et le débat politique, et ses opposants, sincères ou hypocrites n'existent plus, c'est comme s'ils avaient disparu ou qu'ils n'en existaient plus, exactement comme sous un régime totalitaire. J'ignore si les lecteurs ont pris conscience de ce glissement qui devrait les inquiéter au plus haut point...

L'Agence française de Propagande (AFP) s'est bien gardé de présenter la fondation Bertelsmann, une fondation philanthropique sans doute. Vraiment ? Vérifions-le immédiatement.

Qu'est-ce que La Fondation Bertelsmann ?

A lire : La Fondation Bertelsmann au service d'un marché transatlantique et d'une gouvernance mondiale - Réseau Voltaire 20

mai 2009

ou http://www.luttedeclassé.org/dossier2/Fondation_Bertelsmann_gouvernance_mondiale.pdf

- Étroitement liée à l'OTAN, pour laquelle elle organise chaque année la Conférence sur la sécurité de Munich...

En effet, il a été décidé de créer en avril 2007 le « Conseil économique transatlantique » (le CET, Transatlantic Economic Council, TEC) lors du sommet Union européenne-États-Unis à Washington afin de renforcer l'intégration économique transatlantique. Le CET qui est la transcription du Trade G-2 (« commerce G-2 ») issu des délibérations de la Fondation Bertelsmann a ouvert sa première séance le 9 novembre 2007. Co-piloté par le vice-président de la Commission européenne, Günter Verheugen lié à Bertelsmann, et Allan Hubbard, directeur du Conseil économique national, les discussions du CET ont porté sur « les possibilités de réduire les obstacles au commerce et aux investissements transatlantiques »... Fin de l'extrait

Vous aurez compris comment l'AFP trompe sciemment les lecteurs.

Chili

- Chili : les étudiants dans la rue pour défendre leur éducation - euronews 20 avril 2018

Des milliers d'étudiants ont envahi les rues de Santiago. Les Chiliens ont manifesté à travers le pays, ce jeudi 19 avril, contre les réformes de l'éducation prévues par Sebastián Piñera, investi président le mois dernier.

Ils dénoncent le profit des écoles, l'endettement des étudiants, ainsi que les pratiques sexistes au sein de l'éducation nationale.

Les étudiants craignent des démarches détournées pour privatiser les écoles de leur pays. Sept ans après leur mobilisation historique de l'année 2011, les jeunes chiliens continuent de manifester avec les mêmes slogans : éducation gratuite dans des universités à but non lucratif.

A Santiago, la manifestation aurait réuni 30 000 personnes selon les autorités. Les organisateurs parlent de 120 000 participants. Un étudiant était jeudi soir dans un état grave après avoir été renversé par une voiture de police. euronews 20 avril 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 23 avril 2018

CAUSERIE

Pondichéry, 21h30.

J'ai corrigé quelques erreurs qui m'avaient échappées à la relecture. (enduit pour induit par exemple, le formatage d'un paragraphe, etc. sorry !). Je manque de temps, à peine avais-je terminé mon boulot, que je me suis retrouvé à faire la chasse au cobra dans mon jardin, il était devant la porte quand je l'ai ouverte.

● Causerie au format pdf (12 pages)

[Il faut éradiquer le capitalisme de la surface de la terre](#)

Entretien de Jean Ziegler à Le Média.

<https://www.youtube.com/watch?v=dS78lfBXkeg>

Jean Ziegler se présente sociologiquement comme "un petit bourgeois" issu d'une famille suisse bourgeoise, et il se dit socialiste. Il officie au sein de l'ONU depuis plus de 15 ans. Il explique qu'il y a fait de l'entrisme pour mener son combat politique contre l'oligarchie qui domine le monde ("le prétoire est un lieu de combat, les banquiers devaient venir s'expliquer"), ce qui lui a valu d'être ruiné, ainsi que neuf procès dans cinq pays.

Cela dit, pour honorable que soit son engagement au profit des plus déshérités du monde, les hommes, femmes et enfants qui

crèvent de faim ou de sous-alimentation chaque minute qui passe ou parce qu'ils n'ont pas eu accès à des traitements pour se soigner, j'ignore s'il s'est posé un jour la question de savoir pourquoi il n'a pas été viré de l'ONU, et qu'il nous permette de lui soumettre une explication.

Il souhaite ardemment la disparition du capitalisme le plus tôt possible. Il est arrivé à la conclusion qu'il n'est pas réformable. Jusque là nous sommes d'accord. Il porte de très graves accusations très bien argumentées et sérieuses contre les banquiers, les oligarques qui détiennent les 500 multinationales qui monopolisent 52% du PIB mondial, il tient un discours radicalement révolutionnaire qui nous convient parfaitement. Il soutient la grève des cheminots en France, tous les mouvements sociaux à travers le monde... Nous sommes toujours d'accord. Mais cela ne nous dit pas pourquoi à l'ONU ils ne l'ont pas déjà viré manu militari.

Cela vient du fait selon moi, qu'il a été incapable de théoriser les conclusions de ses travaux, du coup il n'a pas été en mesure d'en faire un programme politique d'action dont les intellectuels, les classes moyennes et pourquoi pas certains petits capitalistes auraient pu se saisir, d'où l'absence de danger qu'il représente pour l'ONU dominée par les Américains, à qui finalement il sert uniquement de caution démocratique.

Maintenant, après le dernier ouvrage qu'il publie, *Le capitalisme expliqué à ma petite-fille (en espérant qu'elle en verra la fin)* aux éditions du Seuil, il se peut que ce soit la goutte qui fasse déborder le vase et qu'ils le virent de l'ONU, c'est tout le mal qu'on lui souhaite !

Ziegler a été induit en erreur par les épigones et les ennemis du marxisme. Dans sa jeunesse il a fréquenté Ché Guevara, J-P Sartre et de nombreux dirigeants ou cadres, militants du PC, avant de tourner le dos au stalinisme.

Cet entretien présente des hauts et des bas, ce qui était inévitable avec Aude Lancelin. Mais Ziegler, c'est une toute autre peinture que Todd ou Lordon avec leurs discours emphatiques, leurs exercices de scolastique qu'ils doivent être les seuls à comprendre, car empêtrés dans des contradictions insolubles pour finalement refuser obstinément de rompre avec le capitalisme ou de s'associer à ceux qui entendent rompre avec le capitalisme.

Ziegler a toujours pris beaucoup de risques, ce qui lui valu de graves problèmes comme on l'a vu au début de cet article, alors que Todd ou Lordon n'en ont jamais pris aucun.

A la fin de cet entretien, Ziegler a relié le mouvement des cheminots à 1789, et non à 1871 ou à 1917, ce qui signifie qu'il a encore des progrès à faire et qu'il n'a pas encore tout à fait rompu avec le capitalisme. Ne lui jetons pas la pierre pour autant, aidons-le plutôt à franchir la dernière marche qui le mènera au socialisme. Je vais essayer de lui adresser ma modeste contribution, en un temps très court je ne pouvais pas faire davantage ou mieux.

Ziegler est un personnage passionné, sincère, sympathique, il admire Marx et il a été inspiré par le marxisme, cependant il baigne en pleine confusion. Apparemment sa lecture de la partie économique du marxisme comportait de graves lacunes, et il a délaissé ou ignoré son volet théorique et politique ou ce qu'il en a retenu laisse à désirer. Car il n'y a rien de plus faux que d'affirmer que Marx serait parvenu à la conclusion que les conditions objectives ne seraient jamais réunies sous le capitalisme pour satisfaire l'ensemble des besoins de l'humanité.

J'en veux pour preuve sans entrer dans les détails, car cela demanderait d'y consacrer beaucoup de temps, que lors de la Commune il soutint la révolution tout en affirmant qu'elle était vouée d'avance à l'échec, notamment et justement parce que les forces productives n'étaient pas suffisamment développées pour permettre de mettre un terme au capitalisme ou passer au socialisme, les conditions objectives n'étaient pas remplies pour pouvoir satisfaire les besoins de l'ensemble de la population, ce qui signifiait selon Marx, que ces conditions seraient remplies un jour ou l'autre sans préjuger pour autant de l'emploi qui en serait fait ou si elles ne se transformeraient pas en forces de destruction de l'humanité au lieu de servir à son bien-être qui était étranger au capitalisme ou ne correspondait pas à sa raison d'être ou aux intentions des capitalistes.

Ziegler confond le développement des forces productives et le mode de production capitaliste auquel il prête les vertus des forces productives. Il n'a pas compris que c'est le mode de production qui entrave leur développement pour pouvoir satisfaire les besoins de l'humanité, j'en veux pour preuve l'exemple qu'il a pris pour expliquer que le capitalisme recèlerait des capacités extraordinaires, en citant les banquiers de Wall Street qui ont imaginé des instruments sophistiqués pour spéculer, ce en quoi on ne voit pas très bien le rapport avec la production des richesses car ces instruments financiers n'en créent absolument aucune.

Contrairement aux allégations de Ziegler, Marx et Engels ont affirmé que le capitalisme créerait les "conditions matérielles" indispensables à l'émancipation du prolétariat et de l'humanité entière du règne de l'exploitation. La preuve.

- "Les premières tentatives directes du prolétariat pour faire prévaloir ses propres intérêts de classe, faites en un temps d'effervescence générale, dans la période du renversement de la société féodale, échouèrent nécessairement, tant du fait de l'état embryonnaire du prolétariat lui-même que du fait de l'absence des conditions matérielles de son émancipation, conditions

qui ne peuvent être que le résultat de l'époque bourgeoise." (Marx-Engels Le manifeste "K. Marx, F. Engels : le manifeste du parti communiste)

Marx et Engels n'ont jamais prétendu que le capitalisme n'avait pas les capacités pour réaliser les conditions objectives ou matérielles qui permettraient de satisfaire les besoins de l'humanité, ils ont affirmé que par sa nature il y était opposé, ce qui n'est pas du tout la même chose. La preuve.

C'est le capital lui-même qui fixe une borne à la production capitaliste, parce qu'il est le point de départ et le point d'arrivée, la raison et le but de la production et qu'il veut qu'on produise exclusivement pour lui, alors que les moyens de production devraient servir à une extension continue de la vie sociale. (...) Si historiquement la production capitaliste est un moyen pour développer la force productive matérielle et créer un marché mondial, elle est néanmoins en conflit continu avec les conditions sociales et productives que cette mission historique comporte. (K. Marx : Le Capital – Livre III – Section III)

Mise au point.

Cela ne date pas d'hier.

L'alliance de la Grande-Bretagne et de la France (ajoutons les Etats-Unis depuis le début du XXe siècle) contre les peuples du Moyen et du Proche-Orient pour piller leurs richesses ne date pas d'hier.

Lettre de F. Engels à Nikolai Danielson, 17 octobre 1893.

Relevé, une note figurant en bas de page de ce document qui va vous faire penser à quelque chose.

- Guerre de Crimée (1853-1856). Guerre qui opposa la Russie à une coalition de l'Angleterre, de la France, de la Turquie et de la Sardaigne, en conséquence de la rivalité des intérêts économiques et politiques de ces pays au Proche-Orient. Elle se termina par la défaite de la Russie et la conclusion du traité de Paris. Ce désastre compromit le prestige de la Russie et affaiblit sa position en politique extérieure, en montrant « la pourriture et l'impuissance de la Russie du servage » (Lénine). Et nous n'aurions pas conscience de la nécessité de l'unité de la classe ouvrière et des intellectuels ? - Et avec la connaissance rapidement grandissante des lois de la nature, les moyens de réagir sur la nature ont grandi aussi; la main, à elle seule, n'aurait jamais réalisé la machine à vapeur si, corrélativement, le cerveau de l'homme ne s'était développé avec la main et à côté d'elle, et en partie grâce à elle. (Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme par E. Engels)

Ils en sont encore au stade animal !

La libre concurrence que louent les représentants du capitalisme nous renvoie en fait au règne animal.

- "Darwin ne savait pas quelle âpre satire de l'humanité, et spécialement de ses concitoyens il écrivait quand il démontrait que la libre concurrence, la lutte pour la vie, célébrée par les économistes comme la plus haute conquête de l'histoire, est l'état normal du règne animal. Seule une organisation consciente de la production sociale, dans laquelle production et répartition sont planifiées peut élever les hommes au dessus du reste du monde animal; au point de vue social de la même façon que la production en général les a élevés en tant qu'espèce. L'évolution historique rend une telle organisation de jour en jour plus indispensable, mais aussi de jour en jour plus réalisable." (id)

Qu'est-ce qu'on entend par forces productives ?

- "La bourgeoisie, au cours de sa domination de classe à peine séculaire, a créé des forces productives plus nombreuses; et plus colossales que l'avaient fait toutes les générations passées prises ensemble. La domestication des forces de la nature, les machines, l'application de la chimie à l'industrie et à l'agriculture, la navigation à vapeur, les chemins de fer, les télégraphes électriques, le défrichement de continents entiers, la régularisation des fleuves, des populations entières jaillies du sol - quel siècle antérieur aurait soupçonné que de pareilles forces productives dorment au sein du travail social ?" (K. Marx, F. Engels : Le manifeste du parti communiste)

Ceux qui s'en remettent à certains représentants de la bourgeoisie, à ses institutions, au droit international, etc. pour régler les difficultés auxquelles font face les peuples exploités et opprimés, les intellectuels en général, ceux qui se disent de gauche, progressistes, démocrates, etc.

- "... n'aperçoivent du côté du prolétariat aucune initiative historique, aucun mouvement politique qui lui soit propre.

Comme le développement de l'antagonisme des classes marche de pair avec le développement de l'industrie, ils n'aperçoivent pas davantage les conditions matérielles de l'émancipation du prolétariat et se mettent en quête d'une science sociale, de

lois sociales, dans le but de créer ces conditions.

A l'activité sociale, ils substituent leur propre ingéniosité; aux conditions historiques de l'émancipation, des conditions fantaisistes; à l'organisation graduelle et spontanée du prolétariat en classe, une organisation de la société fabriquée de toutes pièces par eux-mêmes. Pour eux, l'avenir du monde se résout dans la propagande et la mise en pratique de leurs plans de société.

Dans la confection de ces plans, toutefois, ils ont conscience de défendre avant tout les intérêts de la classe ouvrière, parce qu'elle est la classe la plus souffrante. Pour eux le prolétariat n'existe que sous cet aspect de la classe la plus souffrante.

Mais la forme rudimentaire de la lutte des classes, ainsi que leur propre position sociale les portent à se considérer comme bien au-dessus de tout antagonisme de classes. Ils désirent améliorer les conditions matérielles de la vie pour tous les membres de la société, même les plus privilégiés. Par conséquent, ils ne cessent de faire appel à la société tout entière sans distinction, et même ils s'adressent de préférence à la classe régnante. Car, en vérité, il suffit de comprendre leur système pour reconnaître que c'est le meilleur de tous les plans possibles de la meilleure des sociétés possibles.

Ils repoussent donc toute action politique et surtout toute action révolutionnaire; ils cherchent à atteindre leur but par des moyens pacifiques et essayent de frayer un chemin au nouvel évangile social par la force de l'exemple, par des expériences en petit qui échouent naturellement toujours." (id - Le socialisme et le communisme critico-utopiques)

Autogestion, révolution citoyenne ou par les urnes, etc.

Quand on consulte les blogs ou portails animés par des intellectuels, on s'aperçoit immédiatement qu'ils s'en remettent tous à la classe des capitalistes pour régler les problèmes auxquels la civilisation fait face de nos jours, parce qu'ils sont tous liés à la classe dominante et refusent de rompre avec elle.

[Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable.](#)

Alors que :

- Trente-cinq Palestiniens ont été tués et des centaines d'autres ont été blessés depuis le début des manifestations le 30 mars. Reuters 21 avril 2018

A bas l'actrice juive antisémite Natalie Portman !

- Natalie Portman boycotte le "Nobel juif" pour ne pas apparaître aux côtés de Netanyahu - Reuters 21 avril 2018

L'actrice oscarisée Natalie Portman a déclaré qu'elle avait décidé de boycotter la cérémonie lui décernant le prix Genesis, sorte de "Nobel israélien", car elle ne voulait pas apparaître aux côtés du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, qui avait prévu de prendre la parole lors de l'événement.

"Laissez-moi parler en mon nom (...) J'ai choisi de ne pas y assister car je ne veux pas apparaître comme un soutien de Benjamin Netanyahu, qui devait faire un discours à la cérémonie", écrit Natalie Portman dans un communiqué publié sur Instagram.

"Comme beaucoup d'Israéliens et de juifs dans le monde, je peux être critique à l'égard des dirigeants d'Israël sans vouloir boycotter le pays tout entier", précise-t-elle, ajoutant que les raisons qui l'ont poussée à boycotter la cérémonie ont été mal interprétées. Reuters 21 avril 2018 (Déformées sciemment - LVOG)

La cause désespérée de l'Etat sioniste devient "cause nationale"... tout comme le néolibéralisme.

- Des personnalités signent un virulent manifeste "contre le nouvel antisémitisme" en France AFP 21.04

"Nous demandons que la lutte contre cette faillite démocratique qu'est l'antisémitisme devienne cause nationale avant qu'il ne soit trop tard. Avant que la France ne soit plus la France", lit-on dans ce texte signé par des personnalités politiques de droite comme de gauche (Nicolas Sarkozy, Laurent Wauquiez, Manuel Valls, Bertrand Delanoë...), des artistes (Charles Aznavour, Gérard Depardieu...), des intellectuels, des responsables religieux juifs, musulmans et catholiques.

Dans son dernier rapport, la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) notait une "persistance des préjugés antisémites traditionnels liant les juifs à l'argent, au pouvoir et leur reprochant leur communautarisme".

La publication de ce manifeste accompagne la sortie mercredi prochain d'un ouvrage collectif, "Le nouvel antisémitisme

en France" (Albin Michel), rassemblant les contributions d'une quinzaine de personnalités dont le philosophe Pascal Bruckner, l'ancien ministre Luc Ferry et l'ex-directeur de Charlie Hebdo Philippe Val. AFP 21.04

La fine fleur des raclures, des réactionnaires !

Remettons les choses à leurs places.

A l'origine de ces préjugés antisémites on trouve des bourgeois, des militaires et des ecclésiastes. Comment cela ? De tout temps l'idéologie dominante a été l'idéologie de la classe dominante ou celle qui détient le pouvoir, c'est donc ses représentants ou ceux qui appartiennent à cette classe qui sont responsables de l'antisémitisme, du racisme en général, et non les travailleurs qui n'ont aucun pouvoir ou qui n'ont pas le pouvoir d'imposer une idéologie.

Personne ne peut nier non plus que les personnes d'origine juive ou se prétendant juives sont surreprésentées dans les institutions financières et maintenant politiques ou aux postes clés de l'administration ou encore à la direction des secteurs clés de l'économie, au sein des plus importantes institutions internationales.

Cela s'explique en effet par leur penchant communautarisme consistant à choisir de préférence un juif plutôt qu'un non juif à un poste à responsabilité dont les émoluments sont conséquents.

Il s'agit là d'un simple constat que chacun peut vérifier. Et ce n'est pas un hasard non plus si on les retrouve à la tête des institutions ou des think tanks créés par l'oligarchie anglo-saxonne jusqu'à Hollywood !

Cette opération intervient au moment où en France Macron fait face à une contestation grandissante, tandis qu'Israël a subi un cinglant revers en Syrie et les Palestiniens persistent à revendiquer le droit au retour 70 ans après avoir été chassés de leurs terres par les sionistes avec la bénédiction de l'ONU, des puissances occidentales ainsi que l'URSS.

En complément. L'AFP en a la larme à l'oeil, normal !

- Hommage rempli d'émotion pour l'ancienne Première dame Barbara Bush - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

[C'est Macron qui encourage les milices d'extrême droite à passer à l'action.](#)

Il a bombardé la Syrie sur un prétexte bidon aux yeux du monde, il a manifesté l'intention d'imposer sa politique ultra réactionnaire quitte à aller à l'affrontement, en passant en force en recourant à des ordonnances, il envoie les CRS déloger violemment les étudiants dans les universités, etc. Bref, il encourage la violence à tous les étages de la société, y compris organisée. Pour continuer à régner, il ne lui reste plus que le chaos et la terreur qui paralyse toute action, jusqu'à quand ?

Des militants d'extrême droite bloquent un col des Alpes, lieu de passage de migrants - AFP 21.04

Adeptes des actions spectaculaires, des militants de Génération Identitaire ont investi samedi un col des Hautes-Alpes emprunté par les migrants cherchant à passer d'Italie en France, suscitant l'indignation d'une partie de la gauche. AFP 21.04

- Eric Coquerel entarté: le porte-parole du FN évoque les "provocations" du député Insoumis - Le HuffPost 21.04

Dossier Syrie.

- Syrie: pourquoi ce témoin de l'attaque chimique n'intéresse-t-il pas la presse mainstream? - fr.sputniknews.com 21.04.2018

L'Occident a accusé Damas d'avoir perpétré une attaque chimique à Douma se basant sur des photos publiées par les Casques blancs. Ces images ont été relayées par des médias et sur les réseaux sociaux. Mais pourquoi la presse mainstream est-elle si réticente dans le cas d'un garçon affirmant avoir participé à la mise en scène de cette attaque? fr.sputniknews.com 21.04.2018

- Le service de recherche scientifique du Bundestag allemand a publié aujourd'hui un rapport (pdf, allemand) qui conclut que l'attaque menée par les Etats-Unis contre la Syrie le 13 avril a clairement violé le droit international. (Moon of Alabama 21.04)

- Le porte-parole du département d'État a fini par l'avouer :

MS NAUERT : Oui. Nous reconnaissons le travail que les Casques blancs font pour le peuple de leur pays et pour le gouvernement des États-Unis et toutes les forces de la coalition, nous l'apprécions et nous leur sommes très reconnaissants de continuer à le faire. (...)

J'ai encore échangé des courriels avec lui, l'autre jour. Je crois comprendre que leur travail se poursuit, et nous sommes fiers de travailler avec eux.

Le représentant républicain Massie a fait remarquer aujourd'hui :

Thomas Massie @RepThomasMassie - 14:03 UTC- 19 avril 2018

Lors de la séance d'information au Congrès, le directeur du renseignement national (DNI), le Secrétaire de la Défense et le Secrétaire d'Etat n'ont fourni aucune preuve réelle. L'information disponible circule en ligne. Ce qui signifie soit qu'ils ont décidé de ne pas fournir de preuve au Congrès, soit qu'ils n'ont pas de preuve concluante qu'Assad a commis une attaque chimique. Dans un cas comme dans l'autre, ce n'est pas bon pour eux. (Moon of Alabama 21.04

Pour vérifier cette info, je me suis connecté au portail du gouvernement américain. Son porte-parole a confirmé que les Casques Blancs travaillaient bien pour le gouvernement américain et la coalition qui oeuvre à ses côtés en Syrie. Comme les Casques Blancs sont à l'origine des accusations portées contre le gouvernement syrien d'avoir procédé à une attaque chimique dans le quartier de la Douma le 7 avril dernier, il faut en conclure que c'était le gouvernement américain qui en était à l'origine.

La traduction ci-dessus était correcte.

La version originale.

(Source : <https://www.state.gov/r/pa/prs/dpb/2018/04/280609.htm>)

Department Press Briefing - April 19, 2018

We recognize and appreciate and are very grateful for all the work that the White Helmets continues to do on behalf of the people of their country and on behalf of the U.S. Government and all the coalition forces. They're doing incredible work in rescuing in some cases, and in other cases it's recovery efforts. They're an incredible group of individuals. But I just don't have any additional information for you on the funding yet.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Nicaragua

- Nicaragua: 11 morts dans des manifestations, Ortega promet un dialogue - AFP 22 avril 2018

Le président Daniel Ortega est sorti de son silence samedi pour assurer que son gouvernement allait renouer le dialogue, après les violentes manifestations contre une réforme des retraites qui ont fait au moins onze morts au Nicaragua.

"Le gouvernement est totalement d'accord pour reprendre le dialogue pour la paix, pour la stabilité, pour le travail afin que notre pays ne soit pas confronté à la terreur que nous vivons en ces moments", a déclaré M. Ortega à la télévision nationale, sans annoncer de date pour l'ouverture du dialogue.

Il a toutefois affirmé que les manifestations étaient soutenues par des groupes politiques opposés à son gouvernement et financés par des organisations extrémistes des États-Unis, sans toutefois les identifier.

Leur but est de "semer la terreur, semer l'insécurité", "détruire l'image du Nicaragua" après "onze ans de paix" afin de "prendre le pouvoir", a-t-il martelé.

Après le discours du président, des centaines de jeunes ont à nouveau violemment affronté les forces de l'ordre dans la capitale.

Un caméraman nicaraguayen, Miguel Ángel Gahona, est décédé samedi dans la ville de Bluefields (est), après avoir été touché par des balles alors qu'il tournait des images d'affrontements entre manifestants et policiers, ont indiqué des sources syndicales.

Une centaine de personnes ont été également été blessées dans ces manifestations, les plus violentes depuis l'arrivée au pouvoir de Daniel Ortega il y a 11 ans.

Mme Murillo a ajouté que le gouvernement était disposé à discuter de la proposition d'augmenter les contributions des employeurs et des salariés au système de retraites, à l'origine de la vague de protestation.

Dans la journée, le leader de la principale organisation patronale, José Aguerri, avait appelé à éviter que le "sang continue de couler" et à reprendre les discussions, tout en soutenant les manifestants.

En revanche, l'association des entrepreneurs nicaraguayens a estimé que "le dialogue ne peut pas avoir lieu", à moins que "cesse immédiatement la répression policière".

Les protestations se sont durcies vendredi, troisième jour de mobilisation, avec des barricades érigées, des heurts avec la police et des dégradations de bâtiments gouvernementaux, à Managua et dans d'autres villes du pays.

Quatre chaînes de télévision indépendantes ont été empêchées par le gouvernement jeudi de couvrir les manifestations.

Au moins neuf journalistes ont été blessés dans les défilés, selon le Comité pour la protection des journalistes, basé à New York.

Cette mobilisation semble avoir pris par surprise le gouvernement, qui jusqu'ici était parvenu à contenir les mécontentements grâce à l'influence du parti au pouvoir dans les sphères publique et militaire.

"C'est une protestation qui vient de la base, pas d'un parti politique" et "je crois que le gouvernement n'a pas anticipé cette réaction", a déclaré à l'AFP le politologue Oscar René Vargas. AFP 22 avril 2018

- "...le leader de la principale organisation patronale, José Aguerri (...) soutenant les manifestants..."

- "le Comité pour la protection des journalistes, basé à New York" appelé à la rescousse.

- Puis, un obscur "politologue" nommé Oscar René Vargas qui affirme que la "protestation qui vient de la base"...

Bref, cela pue à plein nez la désinformation... en attendant d'en savoir davantage.

Dans de très nombreux pays dans le monde, le mouvement ouvrier est totalement dégénéré ou inexistant. La classe ouvrière est instrumentalisée par des partis bourgeois qui sont au pouvoir ou dans l'opposition, de droite ou de centre gauche (selon leurs critères), aucun autre parti n'est en mesure de les mobiliser, exactement comme en France ou vous y venez. Bien évidemment les agences de presse ou les médias ne les présentent pas tels quels, ils doivent faire croire qu'il existe une véritable opposition organisée dans ces pays, alors que ce n'est pas le cas.

Le parti au pouvoir lié à l'oligarchie peut appeler la classe ouvrière à se mobiliser et à paralyser l'activité économique si cela peut l'aider à faire passer une mesure dont les capitalistes locaux ne veulent pas entendre parler par exemple. Et s'il est dans l'opposition il agira de même contre le gouvernement en place pour qu'il adopte les mesures ou réformes que l'oligarchie réclame. Et chaque fois ils présenteront ces mesures comme si elles seraient favorables aux travailleurs et le tour est joué.

Ce qu'il faut retenir, c'est que dans tous les cas de figure, la lutte de classe se déroule entre différents secteurs du capitalisme et les intérêts de la classe ouvrière y sont totalement étrangers, puisqu'elle en sera la principale victime dans un cas comme dans l'autre.

C'est la situation qui prévaut en Inde où je vis. Il y a une semaine, on a eu le droit à deux jours de grève générale à quelques jours d'intervalle appelé par tous les partis et le gouvernement du Tamil Nadu. Ah, elle a été très suivie, toutes les entreprises, administrations, tous les commerces jusqu'à la plus petite échoppe étaient fermés ! Cela a fait deux jours de congés aux travailleurs (qui ne connaissent pas les congés payés), non payés de préférence, mais cela vous l'aviez deviné ! La grève obligatoire en somme, et incendie, casse ou lynchage garantie à tout contrevenant, c'est qu'on ne rigole pas ici avec ce genre de truc, ce serait un acte de haute trahison ! D'ailleurs beaucoup d'Indiens préfèrent rester chez eux ces jours-là, c'est plus prudent ! L'Inde telle que vous ne la verrez jamais, profitez-en.

Cette grève avait été décrétée en haut lieu pour protester contre la décision de Delhi ou de je ne sais plus quelle instance judiciaire d'attribuer plus d'eau au Karnataka qu'au Tamil Nadu en provenance de la rivière Kaveri. On y a le droit tous les ans, je ne plaisante pas, c'est devenu une coutume depuis des décennies...

Quand on vous raconte ce qui se passe dans un pays que vous ne connaissez pas, il est absolument indispensable de prendre un maximum de recul avant de croire quoi que ce soit, parce que la plupart du temps c'est vraiment n'importe quoi. Soyons lucide, vigilant et non paranoïaque. Tenez, j'ai entendu parlé de ce qui se passait en Arménie et dans d'autres pays que je ne connais pas, je me suis abstenu de reproduire des articles, j'attends d'en savoir plus, c'est plus prudent.

Un truc en passant. Une photo d'une manifestation accompagnait un article, je ne sais plus de quel pays il s'agissait, au milieu trônait un magnifique drapeau de l'Union européenne, j'ai trouvé cela suspect. Ces manifestants étaient présentés comme des opposants légitimes au gouvernement, mais l'étaient-ils vraiment légitimes, et que voulaient-ils au juste, ne pouvant le savoir et ne pouvant pas me fier à l'AFP ou Reuters, je n'ai décidé de ne pas traiter ce sujet.

Paraguay

- Mario Abdo Benitez élu président du Paraguay, qui reste à droite - AFP 23 avril 2018

Le candidat de droite Mario Abdo Benitez a remporté l'élection présidentielle au Paraguay, poursuivant l'hégémonie de son parti Colorado, qui gouverne le pays sud-américain presque sans interruption depuis 1947, selon les résultats officiels.

"Le président de la République est Mario Abdo Benitez", a déclaré le président du tribunal électoral, Jaime Bestard, avec 46,49% des voix contre 42,72% pour son rival Efraim Alegre, candidat d'une coalition de centre gauche, des résultats qui portent sur 96% des bulletins et sont "irréversibles".

Sa victoire dans ce scrutin à un tour, où la participation a atteint 65%, est toutefois bien plus serrée que ce qu'anticipaient les sondages, qui lui donnaient jusqu'à 20 points d'avance.

De son côté, Efraim Alegre a annoncé que son équipe vérifieraient les procès-verbaux de l'élection. "Nous acceptons le fait qu'il s'agit de résultats préliminaires qui donnent trois points d'avance à Mario Abdo", a-t-il déclaré à la presse devant sa maison à Asuncion.

"Nous croyons que le changement au Paraguay est irréversible, (et qu'il arrivera) plus tôt que prévu", a-t-il ajouté.

Les résultats ont été accueillis par des feux d'artifice au siège du parti Colorado dans la capitale, où des milliers de sympathisants étaient réunis en musique. (C'était la fête également à l'AFP ! - LVOG)

"Dans le monde, la nouvelle retentit qu'au Paraguay, la démocratie s'est renforcée et a fait un pas en avant pour un Paraguay uni et réconcilié", a-t-il déclaré lors de son premier discours.

"Je m'engage à être un facteur d'unité du Paraguay", a-t-il lancé, n'hésitant pas à rappeler son héritage familial encombrant: "Je ne peux manquer de mentionner mon père, qui a été un grand représentant du parti Colorado".

Son père, c'était Mario Abdo, secrétaire personnel d'Alfredo Stroessner, qui a dirigé le pays d'une main de fer de 1954 à 1989. Et si son fils, surnommé "Marito", souligne qu'il avait 16 ans à la chute du dictateur, il a pourtant assisté à ses funérailles en 2006 au Brésil, où il s'était exilé.

"J'ai gagné mes références démocratiques au cours de ma carrière politique", s'est-il justifié dimanche au moment de voter.

Son élection confirme à quel point la population a tourné la page de la dictature, dans un pays où 43% de l'électorat a entre 18 et 34 ans.

"Il y a une génération, de plus en plus influente, qui ne se souvient pas vraiment du régime non-démocratique. C'est une première dans l'histoire du Paraguay", souligne Oliver Stuenkel, professeur de relations internationales à la Fondation Getulio Vargas de Sao Paulo, dans un article publié par Americas Quarterly.

Les 4,2 millions d'électeurs devaient choisir le successeur du président sortant Horacio Cartes mais aussi renouveler leur Parlement et élire les gouverneurs des 17 départements du pays.

Enclavé entre la Bolivie, l'Argentine et le Brésil, le Paraguay affiche un dynamisme économique unique en Amérique latine avec une croissance d'environ 4% par an depuis dix ans grâce aux exportations de soja, de viande et d'électricité.

Mais le pays reste l'un des plus démunis de la région, avec 26% de la population dans la pauvreté selon les chiffres officiels, et souffre de la corruption et du trafic de drogue.

Le scrutin a été organisé dans un climat de mécontentement général envers le président sortant, comme en a témoigné Alex Giménez, étudiant de 18 ans votant pour la première fois: "La majorité des gens ont de la rancoeur envers Cartes", a-t-il confié.

Horacio Cartes, un patron millionnaire de l'industrie du tabac, a reconnu dimanche que "tout reste à faire" au Paraguay: "Nous avons des dettes sociales, ce n'est pas concevable qu'avec toute la richesse que nous avons et en étant 7 millions d'habitants, nous ayons ce niveau de pauvreté".

Diplômé en marketing aux Etats-Unis, "Marito" promet de réformer le système judiciaire pour le rendre plus vertueux et maintenir la même politique économique que son prédécesseur.

Face à lui, l'avocat Efrain Alegre, 55 ans, affichait des ambitions plus sociales, proposant la santé gratuite pour les plus démunis et un allègement drastique de la facture d'électricité pour stimuler investissements et emplois. AFP 23 avril 2018

Et de quel "héritage familial" Mario Abdo Benitez se revendique-t-il si fièrement ?

- Alfredo Stroessner, ex-dictateur du Paraguay, est mort sans avoir été jugé - Le Monde 16.08.2006

Arrivé au pouvoir par un putsch, en 1954, il fut l'homme fort du Paraguay pendant huit mandats présidentiels entachés d'irrégularités. Avec l'aide financière des Etats-Unis, Alfredo Stroessner a pu maintenir son règne durant près de 35 ans.

Le général Alfredo Stroessner, mort mercredi à l'âge de 93 ans, fut le maître incontesté du Paraguay pendant près de 35 ans (1954 à 1989), avant d'être renversé par un coup d'Etat et de se réfugier au Brésil pour éviter un procès pour crimes contre l'humanité. Arrivé au pouvoir par un putsch, en 1954, il fut l'homme fort du Paraguay pendant huit mandats présidentiels entachés d'irrégularités.

Son extradition du Brésil a été réclamée à mainte reprise par la justice de son pays qui le poursuivait pour des centaines de disparitions et d'assassinats d'opposants. Alfredo Stroessner, né le 3 novembre 1912 à Encarnacion, à 350 km au sud-est d'Asuncion, est fils d'un Bavarois et d'une Paraguayenne. Très jeune, à 17 ans, il entre à l'académie militaire dont il sort sous-lieutenant en 1932. Il participe comme officier d'artillerie à la guerre du Chaco avec la Bolivie (1932-1935) et grimpe un à un les échelons. Colonel sous la dictature du général Hirinio Morinigo (1940-1948), il est un des acteurs de la répression sévère pendant la guerre civile de 1947.

Il devient général en chef des forces armées en 1951 en pleine période d'instabilité, avec une succession de gouvernements militaires. Le 4 mai 1954, celui qui était présenté comme un officier loyaliste s'empare du pouvoir, renversant le président Federico Chavez. Après le putsch, avec l'appui de sa formation politique, le Parti Colorado, il fait sortir des urnes une nouvelle assemblée qui réforme la Constitution. Candidat unique lors des deux premières élections (1954 et 1958), il se présentera ensuite tous les cinq ans contre des faire-valoir d'une opposition fantôme.

Ses années au pouvoir sont considérées comme les plus brutales connues par ce petit pays de 5,8 millions d'habitants depuis son indépendance, en 1811. Peu bavard et habitué à diriger ses collaborateurs d'un geste ou d'un regard, il était accusé d'avoir fait disparaître ou assassiner entre 1 000 et 3 000 opposants. Plus de 2 millions de Paraguayens se sont exilés pour des raisons politiques ou économiques entre 1954 et 1989. Dans les années 1970, il participe à la mise en œuvre du Plan Condor, une opération concertée d'élimination des opposants des dictatures militaires argentine, chilienne, brésilienne, bolivienne, uruguayenne et paraguayenne.

Avec l'aide financière des Etats-Unis, Alfredo Stroessner a pu maintenir son règne durant près de 35 ans. Sous sa poigne, un véritable culte de la personnalité s'était instauré avec des rues, places, hôpitaux et écoles baptisées à son nom. Sa cour était formée de civils et militaires entretenant de lucratives affaires (trafic de drogue, contrebande de voitures volées ou d'électronique). Beaucoup d'"investisseurs" étrangers – grands délinquants ou comploteurs d'extrême droite – trouvaient alors asile au Paraguay, à condition d'être fortunés. Le Monde 16.08.2006

Mexique

- Mexique: 7.667 assassinats au premier trimestre, 20% de hausse sur un an - AFP 23 avril 2018

Le Mexique a enregistré 7.667 assassinats au premier trimestre, soit une augmentation de presque 20% sur la même période de 2017, qui fut pourtant l'année la plus violente en deux décennies, selon les chiffres officiels publiés dimanche. AFP 23 avril 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 24 avril 2018

CAUSERIE

● Causerie au format pdf (13 pages)

[L'Etat colonial français ou la politique de la canonnière et de la bétonneuse.](#)

- Volonté de Macron de se maintenir en Syrie. - RT 23 avr. 2018

A la veille de son arrivée aux Etats-Unis pour une visite d'Etat de trois jours, Emmanuel Macron a de nouveau appelé les Occidentaux à rester en Syrie, dans une interview accordée à la chaîne d'information américaine Fox News.

Ce 23 avril, commentant l'affirmation du président français (du 15 avril) depuis la Chine, Sergueï Lavrov s'est interrogé sur les présupposés qui pouvaient la sous-tendre : « J'ai entendu que le président Macron avait appelé à maintenir des forces en Syrie, même lorsque le dernier terroriste serait tué ou expulsé du pays. » Le ministre russe a précisé que Moscou demanderait à Paris de clarifier cette affirmation, ajoutant : « C'est une posture coloniale. » RT 23 avr. 2018

- Lafarge travaillait pour les services secrets français en Syrie - Réseau Voltaire 23 avril 2018

L'enquête judiciaire française sur l'affaire Lafarge vient de mettre en lumière les liens très étroits entre le cimentier et les services secrets français en Syrie.

Alors qu'elle est chargée d'instruire une plainte d'anciens salariés de la multinationale contre leur employeur, la juge Charlotte Bilger étend progressivement ses investigations à l'activité du cimentier. De fil en aiguille, elle en est venue à s'interroger sur une éventuelle fourniture de ciment à Daesh.

Avant même l'ouverture de cette affaire à Paris, Thierry Meyssan avait révélé que Lafarge avait fourni environ 8 millions de mètres cubes de ciment à divers groupes jihadistes afin de construire un ensemble de fortifications et d'installations souterraines ; ce que le cimentier refuse de commenter. Il avait également révélé qu'Hillary Clinton avait été avocate et administratrice de la firme, ainsi que les services rendus par la multinationale à la CIA. Réseau Voltaire 23 avril 2018

« Lafarge : L'État français au centre de l'affaire », « L'usine syrienne, fournisseuse de l'ÉI ? », Ismaël Halissat et Willy Ledevin, Libération, 23 avril 2018.

Une fois l'épouvantail du terrorisme largement éventé, ils ressortent l'antisémitisme.

[Quand l'extrême droite sioniste et raciste \(antisémite\) gouverne la France et Israël.](#)

- "Manifeste contre le nouvel antisémitisme" : l'indignation de la Grande mosquée de Paris - M6info 23 avril 2018

Après le manifeste signé dimanche par plus de 300 personnalités dans Le Parisien (Drahi), le recteur de la Grande mosquée de Paris a dénoncé ce lundi un procès "injuste et délirant" contre les musulmans.

"Le procès injuste et délirant d'antisémitisme fait aux citoyens français de confession musulmane et à l'islam de France à travers cette tribune présente le risque patent de dresser les communautés religieuses entre elles", écrit le recteur de la mosquée, Dalil Boubakeur, dans un communiqué. M6info 23 avril 2018

Que voulez-vous, il faut bien qu'ils inventent des ennemis pour justifier leurs guerres et les dépenses qui les accompagnent, des boucs émissaires à destination des masses pour les détourner de Macron et son gouvernement, des institutions... Pour gouverner ou appliquer leur politique ultra réactionnaire ils peuvent s'appuyer sur leur créature immonde, Al-Qaïda et ses déclinaisons, la diabolisation et la xénophobie envers la Russie et Poutine, Maduro, Morales, etc. La haine, la violence aveugle, le communautarisme, l'individualisme effréné élevé au rang de valeur suprême, le règne de la terreur, la drogue, la pornographie et la prostitution, le chaos, autant de leviers pour que toutes les couches de la population s'affrontent entre elles... pendant que les affaires continuent. Jusqu'à quand ? Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

- La droite israélienne étrille Natalie Portman - liberation.fr 23 avril 2018

Sur le papier, c'était le choix le plus consensuel imaginable. Oscarisée, binationale, diplômée de Harvard, les pieds en Amérique mais les racines en Israël, «libérale» dans le sens anglosaxon du terme, sioniste bon teint à la pointe du combat féministe... Les organisateurs du prix Genesis pensaient être à l'abri de la controverse. Pour le jury de ce «prix Nobel juif» (terme un brin abusif : Michael Douglas l'a reçu), fondé en 2012 par des philanthropes liés au gouvernement pour raviver les liens distendus entre la Terre sainte et des représentants exemplaires de la diaspora, la star de Black Swan était tout à la fois «une actrice aux grands accomplissements, une activiste dévouée aux causes sociales et un être humain formidable».

L'annonce, tombée en pleines cérémonies des 70 ans de l'Etat, a déclenché l'ire de l'ultrapatriotique ministre de la Culture, Miri Regev. L'icône serait ainsi tombée «comme un fruit mûr dans les mains du BDS [Boycott, désinvestissement, sanctions, ndlr]», ce mouvement international qui prône le boycott politique, économique et culturel d'Israël. Une accusation synonyme de haute trahison. Jamais en reste, le sulfureux député du Likoud Oren Hazan a demandé que la star hollywoodienne soit déchue de sa nationalité.

Au bout de vingt-quatre heures d'hystérie médiatique et politique, Natalie Portman a tenu à s'expliquer sur Instagram. Non, elle n'a pas rejoint le BDS. Elle aime toujours «la gastronomie, les livres, l'art et le cinéma» israéliens. Ce qu'elle boycotte, c'est le Premier ministre, Benyamin Nétanyahou, dit «Bibi», qui devait faire un discours lors de la cérémonie. «Le mauvais traitement de ceux qui souffrent des atrocités d'aujourd'hui n'est simplement pas en accord avec mes valeurs juives. Parce qu'Israël m'est cher, je dois m'opposer à la violence, à la corruption, aux inégalités et à l'abus de pouvoir.» Et d'ajouter : «Comme beaucoup d'Israéliens et de juifs dans le monde, je peux critiquer la direction israélienne sans pour autant vouloir boycotter l'ensemble du pays.»

Pour le quotidien de gauche Haaretz, Portman a inventé le «BibiDS». Pas de quoi calmer les nerfs de la coalition d'ultradroite au pouvoir, au contraire. Dimanche, Yuval Steinitz, ministre des Infrastructures intime de «Bibi», l'a accusée «d'avoir une relation à Israël proche de l'antisémitisme» et de «collaborer avec ceux qui nous haïssent». La même Natalie Portman qui, trois ans plus tôt, adaptait pour ses premiers pas derrière la caméra un roman d'Amos Oz décrivant la genèse douloureuse de l'Etat hébreu après l'Holocauste... Dans une laborieuse métaphore la renvoyant à son rôle dans Star Wars, Gilad Erdan, autre ministre estampillé Likoud, l'accuse d'avoir rejoint le côté obscur de la Force.

«Franchement, elle aurait pu être bien plus critique, parler de tirs à balles réelles sur des manifestants désarmés [à la frontière avec Gaza], remarque le réalisateur israélien Amos Gitai, qui l'a fait tourner en 2005 dans Free Zone. Je pense que ça a dû être douloureux pour elle. On sent qu'elle a choisi ses mots, son communiqué est très mesuré. Mais je ne suis pas étonné par la violence de la réaction : ce gouvernement n'est pas rationnel, il tire à vue sans poser de question. Alors que le rôle de l'artiste, s'il tient à son pays, c'est d'avoir un rapport critique à celui-ci. Ou alors on fait des relations publiques...»

Ces dernières années, le septième art israélien s'est constitué en contre-pouvoir et est entré en guerre ouverte avec la ministre Miri Regev, décidée à mettre au pas ce «cinéma de gauchistes». Quitte à appeler - comble de l'ironie - au boycott de celui-ci, comme ce fut le cas lors du festival du film israélien à Paris le mois dernier. De fait, Israël a surinvesti dans ses exports les plus glamour : Portman donc, et Gal Gadot, la Wonder Woman de DC Comics (qui avait soutenu Tsahal sur Instagram lors de la guerre à Gaza en 2014). Pour la droite quasi hégémonique, le sentiment de trahison n'en est que plus grand. Gitai se dit surpris du «retournement de veste» de l'opinion envers une personnalité aussi adulée. En soutien, le mouvement La Paix maintenant a lancé le slogan «I'm with her». Il n'y a cependant pas consensus dans l'opposition. Certains font remarquer que l'écrivain et virulent opposant David Grossman (lire Libération du 20 avril) a accepté sans se dédire de recevoir jeudi dernier le prix Israël des mains du leader des nationalistes-religieux, Naftali Bennett. Ce qui reste de la gauche israélienne réplique en citant la sénatrice Amidala dans Star Wars : «C'est donc comme ça que la liberté meurt... Sous les applaudissements.» liberation.fr 23 avril 2018

Dorénavant, quand on lit ou on entend "*la gauche*" avec ou sans guillemets, instantanément on est pris de spasmes nerveux, de profondes convulsions, la gorge se bloque, on a du mal à respirer, on suffoque littéralement, les tripes se nouent, une envie irrésistible de gerber vous prend accompagnée d'un terrible mal de crâne à vous cogner la tête contre les murs pour mettre fin à cet épouvantable cauchemar. Pour un peu on se croirait à Gaza !

Et dire que par faiblesse ou ignorance on a cautionné si longtemps cette arnaque, inconsciemment j'entends, pour faire comme les petits camarades... Heureusement qu'on s'est réveillé depuis déjà quelques années. Chacun se donne bonne conscience comme il peut, mais la mienne reste très agitée et n'atteindra sans doute jamais la sérénité, parce qu'il est trop tard à mon âge pour combler toutes mes lacunes ou réparer mes erreurs, mais l'intention ou la détermination demeure intacte.

Un dernier truc me passe par la tête. Quand on s'est arrêté au IVe congrès de l'Internationale communiste, donc avant que le stalinisme ne s'en empare, on aurait mieux fait de laisser ses conclusions où elles étaient au lieu de vouloir à tous prix les transposer à notre époque ou en faire un dogme, car à partir de là, cela ne pouvait pas se terminer autrement...

En complément. Le silence des médias-oligarques à valeur de consentement.

- Crachat, insultes : agressé à Tel-Aviv, Pascal Boniface dénonce le manque de réactions. - RT 23 avr. 2018

Le fondateur de l'IRIS Pascal Boniface s'est rendu en Israël à l'invitation du Consulat général et de l'Institut français de Jérusalem. A l'aéroport, il a été victime d'une agression, passée relativement inaperçue dans le paysage médiatique.

Pascal Boniface, essayiste et fondateur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), notamment connu pour ses positions critiques à l'égard du gouvernement israélien, a été insulté et bousculé alors qu'il venait d'atterrir à l'aéroport Ben Gourion de Tel Aviv, le 16 avril.

Le chercheur se rendait en Israël à l'invitation du Consulat général de France et de l'institut français de Jérusalem pour participer à un cycle de trois conférences. Elles portaient sur la géopolitique du sport, les enjeux du conflit israélo-palestinien et les perspectives de paix.

Sur la vidéo, on peut voir Pascal Boniface se faire vilipender par plusieurs individus dans l'enceinte de l'aéroport de Tel Aviv. «Vas-y viens, viens, sors fils de p***», lui intiment plusieurs personnes près des portes de sortie de l'aéroport. Pascal Boniface demande alors où est la sécurité dans l'aéroport. «Y'a pas de sécurité pour ta gueule en**lé !», s'entend-il répondre.

Un homme le suit, continue à l'insulter violemment puis le bouscule pour le forcer à sortir de l'aérogare, avant de lui cracher dessus.

Pascal Boniface se désole de la faible ampleur des réactions politiques et médiatiques

Si la vidéo de l'incident a circulé sur les réseaux sociaux, l'incident est passé relativement inaperçu dans le paysage médiatique français. «J'imagine que si un intellectuel français venant dans un pays du Maghreb avait été agressé par des doubles nationaux parce que ses opinions sur le Proche-Orient déplaisent les réactions politiques et médiatiques auraient été d'une autre ampleur», a commenté Pascal Boniface le 23 avril sur Twitter.

Le Consul général de France à Jérusalem a pour sa part condamné l'incident par voie de communiqué. Pierre Cochard a ainsi dénoncé une agression «inadmissible [...] bien sûr indissociable des messages souvent haineux diffusés contre le directeur de l'Institut des relations internationales et stratégiques et contre le Consulat général après l'annonce de ces conférences». (Il ne pouvait faire moins. - LVOG)

Taxé à plusieurs reprises d'antisémitisme durant sa carrière, notamment après la diffusion d'une note interne du PS (dont il faisait alors partie) de 2001 dans laquelle il estimait que le parti devait se défaire de son tropisme pro-israélien, Pascal Boniface a récemment publié le livre Antisémite (Max Milo, 2017). Dans cet ouvrage, il se défend de tout antisémitisme et rappelle notamment que «critiquer l'exécutif israélien, ce n'est pas être antisémite».

Refusant l'amalgame entre la population juive et l'Etat d'Israël, il y souligne par ailleurs que ses positions critiques à l'égard de la politique menée par l'Etat hébreu ne sont pas en contradiction avec la lutte contre l'antisémitisme. RT 23 avr. 2018

En publiant cet article on soutient monsieur Pascal Boniface. Mais ce qu'on n'arrive pas à comprendre, et cela ne vaut pas seulement pour lui, c'est pourquoi il a adhéré un jour à un parti aussi pourri que le PS, ne savait-il pas où ils mettaient les pieds ? Bon, il a rompu avec le PS, ce qui est honorable, et comme maintenant il est inorganisé ou seul et sans défense, il est devenu une proie facile pour les sionistes fanatiques.

Un dernier truc me vient à l'esprit.

On ne lui en veut pas d'être passé par le PS, car peut-être s'était-il dit qu'il n'avait pas vraiment le choix, puisqu'aucun autre parti ne tenait un discours cohérent ou sérieux en direction des intellectuels, vous voyez, je suis pas borné ou j'ai l'esprit large comme l'on dit, en fait quand j'ai dit que je ne comprenais pas pourquoi il avait rejoint le PS, en réalité j'avais ma petite idée, mais je ne voulais pas vous l'imposer.

[Un cas d'école. Quand la droite reverse la droite, c'est renversant !](#)

Arménie. Quand la droite remporte un "triomphe populaire".

- Arménie: après le triomphe populaire, un nouveau gouvernement à trouver - AFP 24 avril 2018

De la part de l'Agence Française de Propagande porte-parole de la réaction néolibérale extrémiste, vous ne trouvez pas un peu suspect son soudain engouement pour un "triomphe populaire" ?

Un "triomphe populaire" partagé par l'ensemble des médias-oligarques :

- Arménie: Nikol Pachinian, le chef de la contestation, interpellé - www.lefigaro.fr
- Arménie: le chef de l'opposition Nikol Pachinian arrêté - Le Point www.lepoint.fr
- Arménie: le chef de l'opposition Nikol Pachinian arrêté - La Croix https://www.la-croix.com
- Arménie : le chef de la contestation et des centaines de manifestants ... - www.lemonde.fr/.../
- Arménie: le chef de l'opposition Nikol Pachinian arrêté - Libération www.libération.fr
- Arménie: le chef de l'opposition Nikol Pachinian arrêté - Challenges.fr https://www.challenges.fr

En réalité l'Arménie est en proie à une grave crise économique, sociale et politique comme de très nombreux pays dans le monde, le gouvernement et sa politique sont rejetés par une part croissante de travailleurs et jeunes, en conséquence de quoi la classe dominante se devait de canaliser cette contestation et de remplacer le Parti républicain d'Arménie qu'elle avait porté au pouvoir dans les années 90 par son supplétif, une coalition de 13 partis, le Congrès national arménien.

Pour camoufler ce qu'il y a lieu d'appeler une escroquerie politique, les médias se sont empressés de faire croire que cette coalition incarnerait les intérêts du peuple arménien, alors qu'en réalité son programme lui est également dicté par Bruxelles. Le parti au pouvoir ne pouvant pas aller plus loin dans l'application de réformes tournées contre les travailleurs et la jeunesse arménienne, l'oligarchie a décidé de le remplacer par son supplétif.

En Arménie comme dans un grand nombre de pays où le mouvement ouvrier est faible ou quasiment inexistant ou complètement dégénéré, qui n'ont pas hérité d'une solide tradition de la lutte de classe, ce sont des partis officiellement étiquetés de droite qui se relaient au pouvoir, ils sont représentés par des oligarques, des hommes d'affaires, d'obscures membres des élites intellectuelles, démagogues ou populistes au possible, ils manipulent les masses en prétendant défendre les intérêts de la nation et de l'ensemble des citoyens.

En France ou dans les pays occidentaux, c'est le même scénario qui se produit à la différence près, qu'ils ont hérité d'une solide tradition de la lutte de classe qui les a contraint à attribuer à ces partis des étiquettes différentes, de droite et de gauche, alors qu'en réalité ils partagent le même programme antisocial qu'ils appliquent une fois qu'ils sont au pouvoir ou qu'ils soutiennent quand ils sont dans l'opposition parlementaire.

C'est leur origine différente qui a servi de support à cette supercherie politique à laquelle ont participé tous les partis du mouvement ouvrier, y compris l'intégralité de ce qu'on appelait autrefois l'avant-garde, supercherie politique qui a été entretenue pendant près d'un siècle pour finalement en arriver à la situation que nous connaissons aujourd'hui, où l'étiquette de gauche du parti officieux de l'ordre (le PS) s'est volatilisée au profit d'un parti ouvertement de droite, LREM, de sorte qu'il n'existe plus en France de parti institutionnel classé à gauche dans lequel se reconnaissaient une partie des intellectuels et des classes moyennes, ainsi que les couches supérieures de la classe ouvrière, tout comme en Arménie, en Inde, etc. Et ce n'est pas demain la veille que l'épouvantail de LFI prendra la relève ou constituera une menace pour le régime avec sa "révolution citoyenne" ou "par les urnes", discours repris par tous les partis de droite candidats à une révolution de palais.

La situation politique en France étant plus complexe que dans de nombreux pays, ils peinent à remettre en selle LR, l'ex-parti officiel de l'ordre qui a implosé comme le PS lors des dernières élections, dorénavant supplanté par le parti de Macron, LREM, gardant sous le feu en réserve le FN et ses satellites (Les Patriotes) auxquels ils attribuent gracieusement des intentions populaires, populistes en réalité, de manière à ce que finalement aucun parti ne puisse concurrencer ou menacer sérieusement le parti de facto de la nouvelle monarchie absolue qui gouverne depuis un an. Ils jouent donc à fond la carte de la division de leurs adversaires pour qu'ils demeurent minoritaires, au lieu de celle de l'alternance entre partis de droite, en s'appuyant sur les élites corrompues, les couches supérieures des différentes classes qui ne représentent pas plus de 15 à 25% du corps électoral.

Ce scénario peut encore évoluer, car il est très fragile et instable. Mais on ne voit pas comment, puisque LR et le PS soutiennent Macron et LREM minoritaire dans le pays. Pour le moment, pour tenter de restaurer le vernis démocratique des institutions ou donner l'illusion qu'on ne serait pas en présence d'un régime totalitaire, c'est LFI qui leur sert de caution et qui se prête volontiers à ce jeu sordide. Comment ? En se présentant comme les seuls véritables opposants au gouvernement, tandis que des sondages sont aimablement fabriqués par des officines acquises au régime pour le faire croire aux travailleurs, de sorte que toute opposition indépendante est étouffée ou disparaît, n'a pas d'existence, laissant ainsi le champ libre à la réaction.

Un jour ils rendent hommage à l'esprit de responsabilité de Mélenchon, et un autre il le diabolise, rien ne les arrête. Il faut donc distinguer ces différents traitements en relation avec l'évolution de la situation sociale, tout en tenant compte de l'agenda constitutionnel, des périodes électorales, pour comprendre pourquoi ils changent régulièrement de discours. Mélenchon prétend le savoir et se servir des tribunes qu'ils lui accordent généreusement pour les manipuler, alors qu'en réalité il ne fait que participer consciemment à une supercherie politique, car jamais dans le passé il n'a affronté le régime et ce n'est pas demain la veille qu'il changera.

La réaction n'a donc rien à craindre de ce côté-là, car à tout moment elle peut ressortir les contradictions de LFI pour semer le doute dans la tête de ses partisans et les diviser, l'affaiblir, tout est une question d'opportunité. A suivre.

Qui est Serge Sarkissian, le Premier ministre démissionnaire ?

(Source : Wikipédia)

Serge Sarkissian appartient au Parti républicain d'Arménie (HHK) qui fait partie du groupe des Conservateurs européens (GCE) au Conseil de l'Europe, anciennement Groupe démocrate européen (GDE) est un groupe parlementaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe composé de 61 membres et qui comprend pour l'essentiel des partis conservateurs ou de droite, comme le parti conservateur (Royaume-Uni)...

Qui est Nikol Pachinian, le leader de "l'opposition" ?

Nikol Pachinian, leader du Congrès national arménien, une coalition de treize partis politiques en Arménie, présidée par l'ancien président arménien Levon Ter-Petrossian. Elle est située dans l'opposition et compte, pour la législature 2012-2017, 7 députés à l'Assemblée nationale de la République d'Arménie. Il est membre du parti de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ALDE).

L'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe est un parti politique européen centriste et libéral qui a pris ce nom en novembre 2012 du groupe parlementaire homonyme. Son ancien nom était Parti européen des démocrates, libéraux et réformateurs (ELDR).

Il rassemble actuellement 58 partis libéraux-démocrates des États membres de l'Union européenne, y compris des nouveaux adhérents et du sud-est de l'Europe. Près d'un tiers de ses partis sont au gouvernement dans leur pays. L'ALDE est le deuxième parti le plus représenté au Conseil européen avec huit chefs d'État et de gouvernement, soit 28,57% des membres. L'ALDE compte 5 commissaires sur les 28 membres de la Commission Juncker. Il y est le troisième parti politique représenté, derrière le PPE et le PSE. Au Comité européen des régions, le groupe de l'ALDE compte 45 membres sur 350. L'ALDE possède un groupe de 70 membres à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

[Un autre cas d'école. Quand un ex-guérilleros est devenu agent du FMI.](#)

- Les Nicaraguayens manifestent contre le pouvoir, malgré l'abandon de la réforme contestée - AFP 24 avril 2018

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté lundi à Managua, la capitale du Nicaragua, pour dénoncer la récente répression du mouvement de colère contre le projet de réforme des retraites, qui a fait 27 morts, en dépit de son retrait par le président Daniel Ortega.

Brandissant des milliers de drapeaux blancs et bleus, aux couleurs du pays, salariés, étudiants, paysans et entrepreneurs ont défilé dans les rues de la capitale à l'occasion d'une "Marche pour la paix et le dialogue".

La manifestation avait été organisée à l'appel de l'organisation patronale COSEP - pourtant alliée du président Daniel Ortega depuis son arrivée au pouvoir il y a 11 ans.

L'appel à manifester avait été maintenu, bien que le chef de l'Etat eût annoncé dimanche qu'il retirait sa réforme des retraites. Celle-ci prévoyait d'une part d'augmenter les contributions sociales des salariés et des employeurs afin de réduire le déficit de la Sécurité sociale, et d'autre part de réduire de 5% le montant des pensions, sur recommandation du Fonds monétaire international (FMI).

La vice-présidente Rosario Murillo - qui est également l'épouse du président - avait annoncé un peu plus tôt lundi que les manifestants arrêtés ces derniers jours seraient libérés, sur demande de l'archevêque de Managua Leopoldo Brenes, "afin d'établir les bases du dialogue".

Le projet de réforme des retraites avait déclenché mercredi dernier une révolte des étudiants qui s'est rapidement propagée au reste de la population.

La persistance de la colère reflète un mécontentement plus général de la population, excédée par la détérioration de ses conditions de vie et par un gouvernement accusé de corruption.

Pour l'étudiant Clifford Ramirez il n'y a plus de retour en arrière possible: "Nous ne pouvons plus accepter ce gouvernement, nous manifestons pour que le couple Ortega-Murillo quitte le pouvoir".

Daniel Ortega, le "Comandante" de 72 ans, l'un des chefs de la guérilla ayant mené la révolution sandiniste en 1979, en est déjà à

son quatrième mandat, au côté de sa femme, poétesse excentrique de 66 ans.

"Les manifestations (...) sont contre un gouvernement qui nie la liberté d'expression, la liberté de la presse et celle de manifester pacifiquement", a déclaré à l'AFP Clifford Ramirez, étudiant en sciences politiques de 26 ans qui faisait partie des premiers à manifester.

Le président Ortega a dénoncé la violence des manifestants, les comparant à des gangs criminels. Mais les Etats-Unis, l'Union européenne et le pape François ont surtout critiqué la force excessive utilisée par la police.

Par précaution, Washington a ordonné lundi l'évacuation du personnel de son ambassade à Managua, ainsi que de leurs familles.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé lundi les autorités de Managua "à assurer la protection des droits de l'Homme pour tous les citoyens, notamment ceux de pouvoir se rassembler pacifiquement et de la liberté d'expression", et a dit son "soutien aux appels au dialogue".

De leur côté la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) et le Centre nicaraguayen des droits de l'homme (Cenidh) ont exigé des autorités qu'elles cessent "immédiatement l'attaque brutale contre les manifestants et la population civile".

"Je ne vois les conditions pour aucun dialogue avec le gouvernement du Nicaragua", a estimé sur Twitter l'évêque adjoint de Managua, Silvio Baez.

"Il faut arrêter la répression, libérer les jeunes incarcérés, rétablir la transmission du Canal 100% Noticias (actuellement censuré, ndlr) et discuter de la démocratisation du pays avec tous les secteurs", a-t-il ajouté. AFP 24 avril 2018

Les Etats-Unis, l'Union européenne, le pape, un évêque, les ONG droitdelhommistes, le patronat, qui tous hier soutenaient Ortega tiennent dorénavant tous le même discours contre lui, mais sans citer un seul candidat pour le remplacer, peut-être parce qu'ils n'ont pas encore eu le temps de le fabriquer, je l'ignore.

Avec l'ex-guérilleros devenu agent du FMI, on est en présence d'une variante du populisme de gauche.

Oui, vous êtes en droit de vous dire, que les dirigeants qui se prétendent de gauche ou d'extrême gauche sans que leurs convictions reposent sur les bases théoriques du socialisme, sont décidément aptes à vendre leur âme aux plus offrants, ce qui en fait des gens sans principe ni scrupule ni morale pour le moins répugnants et sordides, ce qui permet de comprendre pourquoi c'est la droite qui gouverne...

En conclusion, il en ira ainsi tant qu'une véritable gauche ou extrême gauche n'aura pas été reconstruite. La tâche s'annonce colossale. Parviendrons-nous à la mener à bien ? C'est bien mal parti, hélas!

ACTUALITE EN TITRES

[Ou comment de minoritaires et illégitimes, ils deviennent majoritaires. La fabrique du consentement à l'oeuvre...](#)

- Sondage : 59% des Français favorables à l'intervention des forces de l'ordre dans les universités Publicsenat.fr

[Vers l'affrontement général ?](#)

- Vélib en grève - Liberation.fr 24 avril 2018

A Paris, Smovengo et son nouveau Vélib s'enlisent toujours plus dans la grève, suivie par une soixantaine de salariés (soit 85 % des agents d'après leurs représentants) qui réclament de meilleures conditions de travail. Le mouvement qui touche le prestataire de vélos en libre-service dure depuis près d'une semaine. Liberation.fr 24 avril 2018

[Ils osent tout. Dans la rubrique **Leur humanisme est la politesse des salauds...**](#)

- Geneviève de Fontenay entonne "L'Internationale" avec Florian Philippot contre Macron - Le HuffPost

- Accueil des réfugiés dans l'Union européenne - Liberation.fr
- Bruxelles pour la protection des lanceurs d'alerte - Liberation.fr
- Obama prononcera le discours de la Fondation Mandela en juillet - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Congrès de FO.

- Force ouvrière en congrès à Lille pour tourner la page Mailly - AFP 23 avril 2018

Force Ouvrière s'apprête à tourner la page Jean-Claude Mailly lors de son congrès qui s'ouvre lundi à Lille. Très contesté ces derniers mois par ses troupes, l'actuel secrétaire général du syndicat passera la main à Pascal Pavageau.

Après 14 ans à la tête de FO, Jean-Claude Mailly s'attend à un congrès mouvementé. Il est prévu qu'il s'exprime lundi, puis jeudi après des prises de parole de militants, qui risquent fort de revenir sur l'épisode des ordonnances travail.

Entre 3.000 et 4.000 personnes sont attendues au Grand Palais de Lille de lundi à vendredi.

Ont été conviés lundi la maire de Lille, Martine Aubry, ainsi que Xavier Bertrand, ex-ministre du Travail UMP et désormais président du conseil régional des Hauts-de-France, des invitations politiques rarissimes.

L'élection du nouveau secrétaire général, par le Parlement du syndicat (comité confédéral national, CNN), se déroulera vendredi.

Outre des prises de parole qui s'annoncent rudes, un des thermomètres du mécontentement sera le vote du rapport d'activité de l'actuel secrétaire général. Son score sera scruté.

"Compte tenu des difficultés de positionnement et de ligne cette année, et c'est un euphémisme, les militants attendent clairement une ligne", explique Pascal Pavageau, seul candidat à la succession.

Une partie des troupes FO ont en effet jugé trop conciliantes les positions de Jean-Claude Mailly sur les ordonnances Macron réformant le droit du travail, alors que FO avait défilé aux côtés de la CGT pour s'opposer à la loi El-Khomri un an plus tôt.

Jean-Claude Mailly a accepté la concertation avec le gouvernement et refusé de descendre dans la rue. Ce qui n'a pas empêché certaines fédérations -- par ailleurs très autonomes -- de manifester aux côtés de la CGT cet automne.

Il dit "ne rien regretter" de ses positions et laisse entendre également qu'à quelques mois d'un congrès, les remous sont un grand classique.

Pour lui succéder, Pascal Pavageau, un ingénieur en travaux publics de 49 ans est en piste depuis 2011. Il pronostique un congrès "hard rock", clin d'oeil appuyé au style de musique qu'il affectionne.

FO, qui a récemment fêté ses 70 ans, est le troisième syndicat en termes d'audience et a du chemin à rattraper concernant son implantation dans les entreprises. Il est en revanche premier dans la fonction publique d'État dont est issu M. Pavageau.

A 65 ans, Jean-Claude Mailly quittera, lui, la scène nationale et a récemment déclaré qu'il allait "prendre un mandat" au Comité économique et social européen. AFP 23 avril 2018

Pascal Pavageau succède à Jean-Claude Mailly à Force Ouvrière: le nouveau caillou dans la chaussure gauche du gouvernement - Le HuffPost 23.04

Sortie par la petite porte pour Jean-Claude Mailly. Secrétaire général de Force ouvrière depuis 14 ans, le dirigeant syndical et socialiste assumé, qui a connu et (parfois) bataillé avec quatre présidents de la République, tirera sa révérence à l'issue du congrès de FO qui s'ouvre ce lundi à Lille. Un pot de départ pas particulièrement festif au regard du bilan plus que contesté des dernières années de son mandat.

Une partie des troupes FO ont en effet jugé trop conciliantes les positions de leur numéro un sur les ordonnances Macron réformant le droit du travail, alors que FO avait défilé aux côtés de la CGT pour s'opposer à la loi El-Khomri un an plus tôt. Encore aujourd'hui, en plein bras de fer sur la réforme des retraites, Jean-Claude Mailly se montre beaucoup moins incisif que son homologue de la CGT et ne rate pas une occasion de dire du mal de Jean-Luc Mélenchon.

Pourquoi une telle complaisance? Les mauvaises langues syndicales le soupçonnent de négocier en coulisses avec le gouvernement un parachutage à une fonction confortable. "Mystère", répond diplomatiquement celui qui a la lourde tâche de lui succéder. A 49 ans, Pascal Pavageau, adepte d'une ligne beaucoup plus dure, sera élu le 27 avril prochain à la tête de FO. Et s'il épargne son prédécesseur, il ne cache pas son souhait de faire le ménage.

S'affichant comme plus "direct" face à un exécutif qui est "une bête de com", Pascal Pavageau a déjà commencé à marquer le changement de cap. "Compte tenu des difficultés de positionnement et de ligne cette année, et c'est un euphémisme, les militants attendent clairement une ligne", assure cet ingénieur spécialisé dans l'environnement qui se présente en pacificateur, candidat "de la base" et "sans carte au PS", histoire de se démarquer un peu plus de son prédécesseur.

La ligne Pavageau qui se dessine, c'est celle du "combat collectif" contre la logique du "chacun pour soi" incarnée à ses yeux par le président de la République. "Il se fiche des syndicats!", taclant "Jupiter" qui ne "supporte pas les contrepoids" que sont les syndicats, la presse, ou les parlementaires...

Analyse qui n'annonce rien de bon pour l'exécutif, qui a pleinement bénéficié de la coopération de Jean-Claude Mailly. "C'est un grand leader syndical, et il a marqué le champ social en France, à la tête de FO, depuis 14 ans", a encore déclaré la ministre de Travail Muriel Pénicaud ce lundi sur Europe1. Celle-ci se montre en revanche beaucoup plus prudente sur son successeur: "Il va prendre ses marques, on attend un peu de voir les positions qu'il va prendre".

Elle n'a pas tort. Le futur leader a qualifié d'"autoritarisme primaire", "quasi dictatorial" le fait que pour la réforme de la formation professionnelle, l'exécutif n'ait pas pris en compte le refus unanime des syndicats de transformer l'unité de mesure du compte personnel de formation (CPF), en euros plutôt qu'en heures.

S'agissant du prochain chantier social, lui aussi explosif, Pascal Pavageau, fin connaisseur de la fonction publique dont il est issu, a qualifié les discussions en cours de "bla-bla", "de haut niveau café du commerce". "Il faudra quand même qu'on nous explique comment on peut garder le principe collectif de répartition et de solidarité intergénérationnelle en passant à une retraite à points individuels", a-t-il dit, visiblement prêt à en découdre.

De quoi faire émerger une ébauche de "convergence des luttes" syndicales? Aujourd'hui réfractaire, FO pourrait changer de ligne après son congrès. Pascal Pavageau se dit ouvert à une "unité d'action".

Mais avant cela, le nouveau patron de FO devra panser les plaies d'un syndicat qui peine à se renouveler. Force Ouvrière, qui a récemment fêté ses 70 ans, est le troisième syndicat en termes d'audience et a du chemin à rattraper concernant son implantation dans les entreprises. Il est en revanche premier dans la fonction publique d'État.

"Contrairement à ce que pense Jupiter le monde n'a pas démarré en 2017", tranche Pascal Pavageau tout en promettant, lui aussi, de faire émerger un "nouveau monde" syndical. A ses côtés, une jeune garde, soit six nouvelles têtes sur 13, qui vont faire leur entrée au bureau confédéral. Il promet de rajeunir et de féminiser le syndicat, voulant même "faire sauter le plafond de verre" dans un paysage ultra-masculin. Il a aussi précisé qu'il "ne valide pas le chiffre de 500.000" adhérents inchangé depuis 2011 et devrait faire les comptes pour annoncer un chiffre "au plus tard à la fin de l'année". Le HuffPost 23.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

- Yémen : frappes de la coalition saoudienne sur un mariage, des dizaines de victimes - RT 23 avr. 2018

Le 22 avril, des dizaines de personnes participant à un mariage à Bani Qais, dans la province de Hajja, au nord-ouest de Sanaa, ont été tuées ou blessées dans des frappes attribuées par les rebelles à la coalition. Selon l'organisation Médecins sans frontières (MSF), ces raids sont « parmi les plus dévastateurs dans la région ces derniers mois ». RT 23 avr. 2018

ECONOMIE

Iran

- Contre l'embargo américain, l'Iran bannit le dollar de ses échanges commerciaux - RT 23 avr. 2018

Dans le cadre de sa démarche visant à réduire sa dépendance à l'égard de la devise étasunienne, Téhéran a annoncé que ses opérations de commerce extérieur seraient désormais libellées en euros et non plus en dollars.

Le gouverneur de la Banque centrale d'Iran (BCI), Valiollah Seif, cité par l'agence de presse Reuters le 18 avril, a déclaré que le guide suprême du pays, l'ayatollah Ali Khamenei, avait accueilli favorablement sa suggestion de remplacer le dollar par l'euro. «Le dollar n'a aujourd'hui plus sa place dans nos échanges commerciaux», avait-il expliqué auparavant.

Nicolas Dufourcq, directeur général de la banque publique d'investissements BPI France, avait déjà annoncé, en février que la France proposerait prochainement des mécanismes de crédits libellés en euros aux clients iraniens d'entreprises françaises pour mettre ces dernières à l'abri d'éventuelles sanctions américaines.

Selon Mehdi Kasraeipour, directeur des échanges internationaux et des politiques commerciale de la BCI, la part du dollar dans le commerce extérieur de l'Iran n'est de toute façon pas très élevée. Dans le cadre de l'embargo commercial américain contre l'Iran, les banques américaines n'ont en effet pas le droit de faire affaire avec la République islamique ou ses entreprises.

Le mois dernier, Téhéran a annoncé que les contrats d'importation libellés dans la devise étasunienne ne seraient plus autorisés. Cette mesure faisait suite à une demande officielle de la BCI vouée à limiter l'impact des fluctuations du cours du dollar.

La monnaie iranienne a perdu près de la moitié de sa valeur sur le marché libre depuis septembre 2017. Elle a atteint le niveau le plus bas à 60 000 rials pour un dollar jusqu'à ce que les autorités établissent un taux fixe à 42 000 rials et menacent de poursuivre les Iraniens qui utiliseraient un autre cours. RT 23 avr. 2018

Turquie

- La Turquie attaque le dollar et rapatrie ses réserves d'or entreposées à la Fed - RT 20 avr. 2018

La Turquie a décidé de rapatrier ses réserves d'or qui sont stockées dans les coffres de la Réserve fédérale américaine. Une annonce faite alors que son président souhaite que les prêts internationaux soient libellés en or, et non plus en dollar.

Ankara, qui dispose de la 11^e réserve mondiale d'or, a annoncé son intention de rapatrier 220 tonnes de son métal précieux qui sont à l'heure actuelle stockées dans les coffres de la Réserve fédérale américaine, selon le média turc Yeni Safak.

Une annonce qui intervient alors que le président turc Recep Tayyip Erdogan s'en est publiquement pris au dollar, monnaie dans laquelle les prêts internationaux sont libellés. «Pourquoi devrions-nous faire tous nos prêts en dollars ? Utilisons une autre monnaie. Je propose que les prêts soient réalisés en se basant sur l'or», a ainsi suggéré le président turc lors d'un discours à Istanbul, le 16 avril.

Une prise de position forte qui s'explique par la dégringolade de la livre turque vis-à-vis de la monnaie américaine ses dernières années : fin 2013 un dollar valait deux livres, alors qu'aujourd'hui un dollar en vaut quatre. «Avec le dollar, le monde est toujours sous la pression des taux change», a fait valoir le président turc, soutenant que le métal précieux permettrait d'éviter ces problèmes : «L'or n'a jamais été un outil d'oppression à travers l'histoire.»

Depuis 2012, plusieurs pays ont décidé de rapatrier leurs réserves d'or entreposées jusqu'à présent dans les coffres de la Réserve fédérale. La vague a commencé en 2012, lorsque le Venezuela a annoncé le retour de ses 160 tonnes d'or placées aux Etats-Unis. L'Allemagne lui a emboîté le pas. Elle a rapatrié 300 tonnes entre 2013 et 2016, avant d'être imitée par les Pays-Bas, qui en ont récupéré 122,5 tonnes. RT 20 avr. 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 26 avril 2018

CAUSERIE

● Causerie au format pdf (13 pages)

Ce portail ou le courant politique que je représente, sont apparemment les seuls au sein du mouvement ouvrier à prendre en compte la lutte des classes et la stratégie politique de notre ennemi, ce qui permet d'offrir aux lecteurs une vision à 360° du monde dans lequel nous vivons.

Le champ est tellement large que je ne peux pas couvrir toute l'actualité évidemment, chacun le comprendra, je fais ce que je peux.

Un petit mot personnel.

Ici, c'est l'été et les vacances scolaires. Depuis lundi on a récupéré l'une des petites-filles de ma compagne Selvi, Vomica, elle a un peu plus de deux ans. Dans trois jours ce sera l'anniversaire de Cassie, ma petite-fille de mon premier mariage qui vit à La Réunion, je ne sais plus quel âge elle a, six ou sept ans. Je n'ai plus de nouvelles d'elle depuis plusieurs années, depuis que ma fille et sa mère se sont fâchées avec moi sans que je sache trop pourquoi, une broutille, cela montre au moins qu'elles ne tenaient pas vraiment à moi, j'en ai pris mon parti.

En ce moment je prête de l'argent (sans intérêt) à Kumar, Adi, Srida, Vidje, Kajaveli, soit cinq familles ouvrières indiennes qui font partie de la nombreuse famille de ma compagne. Dans le village où je vis, la moitié des habitants en font partie de près ou de loin, c'est pour dire ! Là aussi je fais ce que je peux.

Chacun assume ses responsabilités comme il peut, et malheur à ceux qui s'y dérobent ou aux hypocrites, parce qu'on ne peut pas être heureux ainsi ou indéfiniment, tout se paie forcément un jour. Voyez le monde tel qu'il est devenu...

Pépère se porte bien et vous salue !

Mesdames et messieurs de la cour : Le roi ! Il ne lui manque plus que la perruque de l'Ancien Régime.

- Emmanuel, laisse-moi enlever tes pellicules: la relation privilégiée Trump-Macron - fr.sputniknews.com 24.04

«Tout le monde dit quelles magnifiques relations nous avons, et c'est vrai. Ce n'est pas une fake news. C'est un grand honneur que tu sois là. En fait, nos relations sont privilégiées. Laisse-moi enlever ces petites pellicules. Il nous faut qu'il soit impeccable. Mais il l'est!» a déclaré le chef de l'État américain. fr.sputniknews.com 24.04

- Je définis la Cour un pays où les gens,
Tristes, gais, prêts à tout, à tout indifférents,
Sont ce qu'il plaît au Prince, ou, s'ils ne peuvent l'être,
Tâchent au moins de le paraître,
Peuple caméléon, peuple singe du maître... (La Fontaine)

"Peuple singe du maître" : Tous ceux qui louent les qualités de Macron...

En monarchie héréditaire.

- Pour Hollande, Emmanuel Macron est le "président des très riches" - AFP 26 avril 2018

Cinéma. Silence on tourne. Propagandaministerium ou Jupiter dans la rôle de ministre à l'Éducation du peuple et à la Propagande régale.

Propagandaministerium, le Reichsministerium für Volksaufklärung und Propaganda du IIIe Reich.

- Des stars du cinéma français dîneront avec Macron jeudi à l'Élysée - Reuters 25 avril 2018

Des stars et des professionnels du cinéma français dîneront avec Emmanuel Macron jeudi à l'Élysée, moins de deux semaines avant l'ouverture du 71e Festival de Cannes le 8 mai.

Seront notamment présents les acteurs et actrices Mathieu Amalric, Jeanne Balibar, Emmanuelle Bercot, Leïla Bekhti, Monica Bellucci, Guillaume Canet, Guillaume Gallienne, Sandrine Kiberlain, Virginie Ledoyen, Léa Seydoux et Gaspard Ulliel.

Outre les comédiens, le dîner rassemblera plus de 100 invités : réalisateurs, producteurs, distributeurs, diffuseurs, acteurs des industries techniques, des écoles et des organisations professionnelles et exploitants de salles, a précisé la présidence de la République.

Le secteur du cinéma français représente près de 4,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires et plus de 260.000 emplois, souligne l'Elysée.

Par ce dîner, Emmanuel Macron souhaite mettre cette filière à l'honneur comme il l'avait fait avec les créateurs de mode début mars. Reuters 25 avril 2018

Au cours des dernières années, mon isolement ou le mal du pays m'a amené à regarder en soirée plus de 500 films français datant des années 30 à 70, avec quelques exceptions. J'ai fini par m'en lasser. Au départ je n'avais jamais été porté vers le cinéma, je préférais la littérature ou la lecture en général. Cela m'a permis de libérer du temps libre pour actualiser à nouveau le portail, voilà pour la petite histoire.

Je n'en regarde plus qu'un ou deux par semaine avec un autre regard, critique cette fois, terminé le divertissement qui vous change les idées, car en réalité le cinéma comme d'ailleurs tous les arts ne fait que la reproduire, même quand ils sortent de notre imagination puisqu'elle provient de notre cerveau qui à ma connaissance a une existence bien matérielle.

C'est uniquement le décalage qui existe entre ce que nous vivons ou notre environnement, et le contenu d'un film, d'une pièce, d'un roman, etc. qui crée une sorte de dépaysement qui attire notre attention ou nous projette dans un autre univers, sauf quand ils nous sont contemporains et ne nous sortent pas de ce que nous vivons au quotidien, ce qui pour moi ne présente aucun intérêt, préférant la dure réalité à sa copie qui n'est qu'une mise en scène pour mieux nous la faire avaler.

L'engouement pour des nouveaux films ou des films récents, dénote une incompréhension de la situation ou de l'époque à laquelle nous vivons, pour ne pas dire un refus de la regarder en face, on préfère sa version romancée, arrangée, bricolée, enjolivée, et lui attribuer un pouvoir distrayant dénote une dose d'inconscience qu'on ne soupçonnera évidemment pas.

On dit volontiers de certains films qu'ils ont mal vieilli, alors que je pense que c'est plutôt nous qui avons mal vieillis ! Nous nous sommes inconsciemment adaptés au cinéma de notre époque sans nous en apercevoir, car de fait les films que nous regardons et qui ont été tournés à notre époque, comportent autant ou plus de clichés encore ou sont dominés de la même manière par la propagande officielle, laissons de côté le culte stupide des acteurs ou actrices.

Lors de la seconde ou troisième projection d'un film, l'effet de surprise est quasiment nul, même si au début on ne souvient plus très bien du scénario, sous l'effet du déjà vu la trame va nous revenir à l'esprit, et on va pouvoir se concentrer sur son véritable contenu. On s'apercevra rapidement que le scénario aurait pu se résumer en quelques lignes pour ne pas dire quelques mots, tellement il était mince ou inconsistant, au point qu'on détectera facilement le message ou la propagande qu'il était destiné à faire passer, que cela ait été consciemment ou non l'intention de son réalisateur, car il n'avait pas forcément conscience de l'influence que l'idéologie dominante avait sur lui quand il ne la partageait pas, ce à quoi le spectateur ne pensera pas et se fera ainsi manipuler à son insu, le terme n'est peut-être pas le plus approprié, disons qu'il intégrera des éléments de l'idéologie dominante sans s'en rendre compte par le biais de ce support, qui plus est, passeront d'autant mieux si le film les présente sous un angle avantageux, humoristique ou comique.

Pratiquement tous les films sont réalisés à la gloire de l'ordre établi, et lorsqu'ils le présentent sous un angle peu glorieux ou critique, cela ne dépasse pas le stade du constat qui vous laisse un goût amer de fatalité ou d'impuissance (à le combattre), ce qui est plutôt démoralisant qu'autres choses. Dans un grand nombre de films la violence, les faiblesses, défauts ou perversités des hommes sont omniprésents et leur servent de trame, de sujet, ils sont à l'image de la société, qui pour être supportable se trouvera des justiciers parmi les institutions (le bon flic) ou les simples citoyens, qui lui serviront de caution morale, ce qui finalement lui vaudra des sourires de soulagement et des applaudissements nourris.

Dans de nombreux films, c'est la personnalité de l'acteur (la star, la vedette !) qui joue le premier rôle, le personnage principal qu'il incarne passe au second plan, du coup il a tendance à en faire trop, à surjouer parfois jusqu'à l'outrance, il faut que les spectateurs (les fans) en aient pour leur argent. C'est l'aspect qui m'incommode le plus tellement c'est superficiel ou ridicule. Et le plus choquant, c'est qu'autrefois on les a appréciés sans prendre le moindre recul. Cela participe de l'abrutissement général au-delà de l'absurde puisqu'on en redemande ; vous vivez dans une société violente et pour vous distraire, je n'ose pas dire vous détendre, vous allez voir des films où coule l'hémoglobine ou pleuvent les coups, du coup, quand on nous dit que le cinéma se porte bien, c'est plutôt inquiétant. On se laisse emporter par un courant qui est plus fort que nous sans savoir où il nous entraîne, c'est pas très rassurant. Dire qu'on fait notre propre malheur est un euphémisme parvenu à ce stade de l'inconscience.

Par curiosité, j'ai constaté qu'il y en avait encore qui regardaient des westerns, c'est à croire qu'ils n'ont pas évolué depuis ou qu'ils en sont là, Daesh a remplacé les Indiens, à ceci près que ce sont des envahisseurs ou de terribles prédateurs, exterminateurs, comme les puissances impérialistes occidentales, leurs idéologies rétrogrades sont compatibles. Le cinéma met en scène les bons et les méchants, la classe dominante et ses représentants s'attribuant le rôle de garants de la morale, qu'elle violera par ailleurs

pour préserver ses intérêts.

Le cinéma comme la télévision fait appel à l'image et au son, ils interpellent l'oeil et l'oreille qui associées sont des puissants canaux déclencheurs d'émotions, la réflexion viendra ensuite ou non, plutôt non si on en juge par le peu de gens qui ne regardent plus la télévision, dont l'avènement remonte à un demi-siècle en arrière.

Le taux de fréquentation de la télévision et du cinéma, mais aussi des autres médias et des réseaux (a) sociaux (je ne parle même pas des jeux vidéos qui sont abominables) permet d'établir le degré d'influence que l'idéologie de la classe dominante a sur les masses et les militants.

On pourrait établir une grille pour le mesurer, mais tout le monde s'en foutrait ou la contesterait... Et étrangement, on s'apercevrait que ce sont les donneurs de leçons qui expliquent aux autres qu'il faut faire preuve de mesure, qui ne voudraient pas entendre parler d'un tel instrument de mesure. Pourquoi, par hasard, ce qu'il révélerait serait-il par trop embarrassant ? Ils vont maudire ce portail !

A suivre une autre fois, avec un autre regard critique sur le cinéma ou les arts en général. Le plus subtil d'entre eux et le plus attachant demeure la musique pour avoir le pouvoir de traduire en sons des images, et pas seulement des émotions ou la pâle réalité.

Je reproduis le commentaire d'un internaute posté à la suite du film de Julien Duvivier de 1951 *Sous le ciel de Paris*, où je suis né et où j'ai grandi jusqu'à l'âge de 12 ans, au 6^e étage sans ascenseur du 6 rue Joubert dans le 9^e, dans une minuscule ex-chambre de bonne mansardée...

- "C'était une époque où les gens prenaient le temps de vivre bien ou mal, l'important c'était l'insouciance, le bonheur de vivre entre gens, je me souviens le jour où est arrivée la télé. Plus rien n'a été pareil, avant le soir l'été les gens se mettaient sur des bancs et discutaient aujourd'hui derrière leurs portables les gens sont seuls, isolés du monde loin des réalités de la vie, des robots bien dans le moule du mondialisme à regarder les séries les télé-réalités leur facebook, twitter et les autres réseaux, tristes spectacles."

LVOG - D'autres sont nostalgiques, ce qui n'est pas mon cas puisque la condition de mes parents était misérable.

- "Que donnerai-je pour passer une journée à cette époque...pour commencer aller casser la croûte dans un p'tit bouchon de quartier..."

- "La vie était plus simple. Moins compliqué.

On se contentait de peu, mais quel bonheur.

Chaque rue était un village. Tout le monde se connaissait.

Une fête de famille, et c'était toute la rue qui était en fête.

A LA BONNE FRANQUETTE.

L'époque où le Fric ne faisait pas la loi.

Bals musettes, guinguette, pic-nic..... et j'en passe et sûrement des meilleurs...

Quoi que l'on en pense, la vie était bien plus intéressante que maintenant.

NO STRESS, SI C'EST PAS AUJOURD'HUI SE SERA DEMAIN.

La musique se laissait écouter, on aimait la chanter, la siffler...

Quand on se disait, Je t'aime cela avait un sens...

C'était le printemps en plein hiver.

Etc etc...

Merci pour ces moments de nostalgie." LVOG - C'était surtout l'après-guerre avec la classe ouvrière à l'offensive....

Nous, sous les toits en zinc, nous étions littéralement gelés en hiver et on crevait de chaud l'été...et j'en passe et sûrement... des pires.

- "Quel beau film, le monde réel, comme j'aurais voulu vivre à cette époque, je suis né 20 ans trop tard en 70, aujourd'hui j'en aurais 68, ce jour pas de télé, de radio, peu importe ce qui se passe dans le monde, je ne l'apprends que par les gens que je fréquente, voir et discuter essayer d'établir des dialogues de visu difficile de nos jours même à un arrêt de bus le nez dans leurs téléphones, intoxiqué de consommation et de matérialisme..."

LVOG - Les rapports entre les gens dans le milieu ouvrier étaient plus chaleureux, mais aussi très durs, on travaillait plus pour des salaires et des conditions misérables, la mensualisation n'était pas généralisée, mon père menuisier était payé aux pièces, au rendement si vous voulez, un régime d'esclave, pas de quoi être nostalgique, ne serait-ce qu'en mémoire de mes parents.

La plupart des gens ont des réactions épidermiques, sans réfléchir un instant à la signification de ce qu'ils ressentent, pensent ou disent.

J'ai eu l'occasion de revivre cette époque, avant la télé, en allant vivre en Inde au début des années 90, depuis c'est terminé.

Ils sont en train de faire des hommes des mutants, des zombies, tous ces supports d'images et de sons ont concouru à favoriser l'individualisme effréné qui ravage la société de nos jours, et indirectement ils ont participé à la liquidation de nos droits collectifs.

Mais sous les effets de la crise du capitalisme combinée aux horreurs de la stratégie néolibérale pour la dépasser, il n'est pas dit que leur capacité de nuisance sera suffisante pour sauver le pouvoir de la classe dominante, car on se lasse de tout, surtout de ce qui est superficiel, d'autant plus que la production artistique est toujours plus médiocre.

Un aveu. Ils attisent la haine et le racisme.

- Antisémitisme : un appel aux effets pervers - Libération 24 avril 2018

Apparemment, à force de servir docilement les instincts les plus bas de l'extrême droite sioniste, ils ont été trop loin.

- "il faut craindre que ce genre de brûlot attise l'incendie qu'il prétend éteindre." Libération 24 avril 2018

Nous combattons l'antisémitisme. Tous ceux qui ne sont pas avec nous ou nous critiquent sont des antisémites.

Libération - La mise en cause de l'extrême gauche est sommaire et indistincte, comme si tous les responsables et tous les militants étaient des antisémites plus ou moins camouflés.

Pas "tous", mais combien, un peu, beaucoup plus encore, qui sait, n'est-ce pas ? Cause toujours, il en restera quelque chose...

Il ne risque pas de mettre en cause l'extrême droite, puisqu'elle est leur alliée contre les musulmans et les opprimés en général.

Il n'y a pas à hésiter puisque le seul remède efficace serait le démantèlement d'Israël au profit d'une République laïque palestinienne.

Libération - Ces outrances, dira-t-on, permettent d'alerter les consciences, de faire réagir. S'agit-il alors de déclencher une polémique âpre, amère et bientôt contre-productive ou de chercher des remèdes efficaces à cet état de choses angoissant ? On hésite... Libération 24 avril 2018

Qui est Laurent Mouchard dit Laurent Joffrin ?

- Laurent Joffrin, de son vrai nom Laurent Mouchard, directeur de la rédaction du journal Libération
- En 1994, il participe au programme Young Leaders organisé par la French-American Foundation.
- Il a également été membre du Club Le Siècle jusqu'en 2011.
- Ancien membre de la Fondation Saint Simon, think tank libéral et atlantiste.
- Il est lié au PS depuis sa jeunesse.
- Il est actuellement, membre du conseil d'administration du think tank proche du Parti Socialiste : « En Temps Réel »
- « Ma cause : c'est le socialisme », « Laurent Joffrin », Le Nouvel Economiste, du 21 au 27 novembre 2003. (Ils osent tout, même Hitler et Mussolini étaient socialistes... nationales ! - LVOG)

- « Le crime de Bachar al-Assad change tout. Cette fois, l'intervention occidentale n'est pas une hypothèse, une tentative hasardeuse ou un impératif moral plus ou moins justifié. C'est une évidence. (...) Avec ses alliés, le président Obama avait solennellement déclaré que l'emploi des gaz était la ligne rouge à ne pas franchir. Que vaudrait sa parole – et celle des démocraties en général – s'il restait inerte alors que les preuves de la monstruosité s'accumulent ? » Le Nouvel Observateur, 27 Août 2013

- Et qui a dit "*je pense à mon ami Laurent Joffrin*" ? Bernard-Henri Lévy.

ACTUALITE EN TITRES

SNCF. La réaction se déchaîne.

- SNCF: le président de l'Assemblée demande "une suspension de la grève" - AFP 25 avril 2018

- SNCF: Wauquiez veut "inscrire dans la Constitution un service minimum" - AFP 25 avril 2018

- SNCF : "Il faut restreindre le droit de grève dans les transports publics" selon Guillaume Larrivé - Franceinfo 25 avril 2018

- Guillaume Larrivé, député Les Républicains de l'Yonne, est l'invité des 4 Vérités. - Franceinfo 25 avril 2018

Et qui les encouragent ? Réponse.

Les briseurs de grève en action.

- Grève SNCF: l'invitation de Philippe, "un recul du gouvernement à mettre au crédit" de la mobilisation, selon les syndicats. - Le HuffPost 25 avril 2018

L'invitation des syndicats de la SNCF par le Premier ministre Edouard Philippe, le 7 mai, constitue "un recul du gouvernement à mettre au crédit" de la mobilisation des cheminots, a déclaré ce mardi 24 avril Laurent Brun, secrétaire général de la CGT cheminots, à l'issue d'une réunion de l'intersyndicale.

"Le Premier ministre prend le dossier en main, c'est un élément positif pour nous à mettre au crédit du rapport de force", a-t-il dit devant la presse, s'exprimant au nom de l'intersyndicale. "Nous participerons donc avec de fortes exigences le 7 mai aux réunions" prévues à Matignon

"On verra le 7 mai si ce n'est pas un coup de com' du Premier ministre", a ajouté auprès de l'AFP Erik Meyer de SUD Rail.

Dans l'attente d'un "point de rupture" pour le 7

L'intersyndicale (CGT-Unsa-SUD-CFDT) demande aux "décideurs de modifier leur projet" de réforme ferroviaire, adopté en première lecture par l'Assemblée nationale. "Nous souhaitons que sur le contenu, on puisse discuter de tout", a souligné Laurent Brun.

L'Unsa, par la voix de Roger Dillenseger, a vu dans l'invitation à Matignon "un élément important de ce mouvement. La mobilisation continue de manière unitaire jusqu'au 7 c'est évident. Et le 7 on attend un point de rupture au niveau de Matignon qui pourrait nous amener à engager de réelles négociations", a-t-il dit.

L'intersyndicale présentera mercredi à 13h au siège de la CFDT cheminots ses "exigences revendicatives (...) et de nouvelles initiatives de pression qui seront déclenchées si le Premier ministre ne répond pas sur la méthode de négociation et sur le contenu de la réforme" lors des rencontres du 7 mai. Le HuffPost 25 avril 2018

En complément.

- Pierre Gattaz veut créer "un autre million d'emplois" en France, et veut "plus d'agilité et de flexibilité" pour les entreprises - Franceinfo 25 avril 2018

ACTUALITÉ DU JOUR

Nouvelles du Ministère de la Vérité.

La voix de son maître (Adoubée par le monarque), qui a admis être financée par la NED ou la CIA, vole au secours des puissances impérialistes occidentales et leurs médias qui seraient garants de la démocratie, normal quoi !

- RSF présente son rapport annuel de la liberté de la presse - AFP 25 avril 2018

L'ONG Reporters sans frontières présente son classement annuel de la liberté de la presse et s'inquiète d'un climat dégradé, notamment en raison des discours de haine et des attaques contre la presse qui, désormais, touchent même l'Europe et les démocraties. AFP 25 avril 2018

Classement de la liberté de la presse 2018: Reporters sans frontières épingle Mélenchon et Wauquiez - Le HuffPost 25 avril 2018

Plus globalement, l'association estime que ce climat délétère envers la presse sape l'un des fondements essentiels des

démocraties. "Ceux qui récusent la légitimité des journalistes jouent avec un feu politique extrêmement dangereux. Les démocraties ne meurent pas que par des coups d'Etat mais elles peuvent mourir aussi à petit feu, et l'une des premières bûches c'est généralement la haine envers les journalistes", prévient Christophe Deloire, son directeur général. Le HuffPost 25 avril 2018

- Fake news : un code de bonne conduite européen pour limiter leur prolifération - Publicsenat.fr 25 avril 2018

La Commission européenne doit présenter jeudi son plan pour lutter contre les fake news. Un code de bonne conduite que les plateformes en ligne et les réseaux sociaux devraient s'engager à respecter. Son objectif ? Mieux traquer les fake news au niveau européen, en vue des prochaines élections de mai 2019.

Parmi les mesures possibles, l'obligation pour les plateformes d'examiner minutieusement le placement des publicités, l'intensification des efforts pour fermer les comptes Facebook et Twitter qui relaient les fake news, ou encore prévenir l'utilisation non-autorisée des données personnelles des utilisateurs. Publicsenat.fr 25 avril 2018

- Libération - Faut-il s'attaquer aux sites web où se fournissent les consommateurs ?

ONG - Il faut être réaliste : même en admettant qu'on ferme un site, cinq autres apparaîtront illico, qui pourraient vendre des produits encore plus nocifs. Il est temps de revoir la stratégie de prévention française, en éduquant le consommateur, au lieu de le chasser. Libération 25 avril 2018

C'est comme avec le terrorisme où ce sont les musulmans en général qui en sont responsables ou leur religion, là c'est "le consommateur", nous tous. Scélérat !

Mondialisme. La pieuvre Gafam.

Atlantico - Apple, qui est l'entreprise la plus chère du monde, approche les 1000 milliards de dollars, suivi de Microsoft (715 milliards de dollars) de Google (la maison mère Alphabet à 711 milliards) et Amazon (711 milliards de dollars). Facebook n'est pas loin, même si la firme de Mark Zuckerberg a un peu décroché.

De telles valeurs donnent aux dirigeants de ces entreprises-là, un pouvoir considérable à l'échelle du globe. Ils peuvent en théorie, tout se permettre et tout acheter. Dans l'industrie, l'automobile, la banque, la santé, le cinéma, la télévision, la communication.

Non seulement les valeurs boursières sont énormes, mais ces entreprises servent les plus gros salaires, les plus gros bonus, offrent les meilleurs emplois, peuvent s'attacher les meilleurs cerveaux et les plus grands chercheurs dans le monde. Ajoutons à cela qu'elles peuvent acquérir les plus grosses parts de marché dans n'importe quel pays, n'importe quel secteur ou quelle entreprise.

- Les 5 grandes drainent 70% de la publicité digitale dans le monde. Elles sont, pour la plupart et sur beaucoup de secteurs, au seuil de déclenchement des abus de pouvoir.

- Les Gafam, avec leur activité mondiale, se moquent des frontières, et peuvent jouer avec les fiscalités locales pour optimiser leur résultat.

- Toutes les entreprises du digital ont les moyens de récolter des données personnelles, de les traiter, de les stocker dans d'immenses ordinateurs et de les exploiter à leur profit ou au profit de ceux qui en auraient besoin. Et c'est bien là où le bât blesse. Parce que, quand on apprend que des millions de données personnelles de Facebook peuvent avoir été utilisées à des fins politiques, on se dit que c'est le fondement même de nos systèmes démocratiques qui est menacé. Il est évident que l'accumulation des datas dans quelques mains menace la liberté individuelle et personnelle.

- Ces entreprises sont par ailleurs en pointe dans le domaine de l'intelligence artificielle, et personne ne sait les changements profonds dans l'organisation de la société qu'apporteront les robots doués d'intelligence artificielle, c'est à dire capables d'inventer leurs propres programmes. atlantico.fr 26.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis.

On savait déjà que le Pentagone n'était pas toujours sur la même longueur d'onde que la CIA.

Le Pentagone recourt à la guerre, la CIA aux coups tordus et aux assassinats ciblés. Les méthodes pour parvenir aux mêmes objectifs sont différentes. Leurs expositions ne sont pas les mêmes, le Pentagone agit généralement légalement et se retrouve sous les feux de la critique, la CIA agit plus secrètement... Et surtout, ils ne disposent pas du même budget!

- Torture, prisons secrètes : 109 hauts-gradés US ne veulent pas Gina Haspel à la tête de la CIA - RT 25 avr. 2018

Des généraux et amiraux américains à la retraite se sont élevés contre la nomination de Gina Haspel comme prochaine patronne de la CIA. Présentée comme un excellent élément de l'agence de renseignement, celle-ci possède toutefois sa part d'ombre.

Les cadres de l'armée américaine n'ont pas toujours le doigt sur la couture – du moins ceux qui ne sont plus en service. Pas moins de 109 généraux et amiraux ont ainsi appelé le Sénat à rejeter la candidature de Gina Haspel comme prochaine directrice de la CIA, en raison de son passé trouble.

Les hauts-gradés, la jugeant «intimement liée à [des pratiques] de torture», ont demandé dans une tribune publiée le 23 avril sur le site de l'ONG Human Rights First la déclassification des informations concernant Gina Haspel. «Nous vous exhortons à examiner avec attention, l'implication totale de madame Haspel dans le programme de détention et d'interrogatoires», écrivent les militaires à l'attention des sénateurs chargés de confirmer la nomination, faisant allusion au programme de prisons secrètes de la CIA dans les années 2000. «Madame Haspel semble également avoir milité et joué un rôle déterminant dans la destruction de 92 enregistrements vidéo de personnes détenues par les Etats-Unis et soumises à la torture», ajoutent-ils.

Parmi les retraités signataires, on compte notamment des pointures telles que l'ex-commandant en chef de l'armée américaine pour l'Europe, David Maddox, ou encore l'ancien chef du prestigieux corps des Marines, Charles Krulak.

Un rapport secret sur les pratiques de la CIA au cœur de la controverse

Ceux-ci se fondent sur un rapport secret réalisé en 2014 par la commission du renseignement du Sénat, et portant sur le programme de torture dans le cadre de la guerre au terrorisme déclarée par George W. Bush. Mais l'actuel président républicain de cette commission tente depuis plusieurs mois d'en rassembler les copies, au motif de vouloir éviter des fuites. Les démocrates soupçonnent cependant de leur côté l' élu républicain de vouloir détruire toutes les copies de ce rapport.

Le document de 6 700 pages détaillerait les méthodes d'interrogatoire et les conditions de détention très controversées des suspects, en utilisant des techniques interdites, comme le tristement célèbre waterboarding, consistant à faire vivre à la personne torturée les sensations d'une noyade.

Un résumé de 528 pages avait été rendu public en décembre 2014 mais la version complète – classifiée – comprend des détails sur les méthodes, les participants et les lieux. Le prédécesseur de Donald Trump à la Maison Blanche, Barack Obama, en a conservé une copie pour sa librairie présidentielle à Chicago. Mais, si l'appel des généraux américain reste lettre morte, le rapport restera classé secret jusqu'en 2029.

Dans un grand jeu de chaises musicales à Capitol Hill, Gina Haspel doit remplacer Mike Pompeo, que Donald Trump a choisi le 13 mars pour succéder à Rex Tillerson, limogé, au poste de secrétaire d'Etat. Espionne très expérimentée, selon Mike Pompeo qui l'a nommée numéro deux de la CIA, elle a rejoint l'agence en 1985 et a servi dans plusieurs endroits du monde, notamment à Londres à la fin des années 2000. RT 25 avr. 2018

Syrie

- Mauvaise hâte: les Casques blancs jettent leurs accessoires de tournage à la décharge - fr.sputniknews.com 21.04.2018

Un habitant de Douma a découvert à la décharge publique des masques à gaz, dont ceux fabriqués dans les pays occidentaux, des vêtements et ... des casques blancs, symboles de l'organisation éponyme. Son témoignage a été diffusé par la chaîne russe Zvezda.

Oumar, habitant de la ville syrienne de Douma où le 7 avril a été prétendument effectuée une attaque chimique, a raconté à des journalistes russes de la chaîne de télévision Zvezda qu'il avait découvert les accessoires de tournage dont se sont débarrassés les radicaux.

«Un camion des terroristes s'est arrêté à la décharge. Deux individus vêtus de l'uniforme de Jaych al-Islam en sont sortis et ont laissé plusieurs sacs. Après qu'ils sont partis, j'ai décidé d'y aller pour regarder qui ils ont exécuté cette fois et jeté à la décharge, ce qui s'était souvent passé pendant les dix jours avant leur départ de Douma. Lorsque j'ai ouvert ces sacs, j'ai vu des masques à

gaz et une certaine poudre», a-t-il dit.

Selon la chaîne russe, il pourrait s'agir des accessoires utilisés par les Casques blancs lors du tournage de la vidéo de la présumée attaque chimique du 7 avril.

De nombreux habitants de Douma ont déclaré que l'attaque chimique ne pouvait pas avoir réellement eu lieu.

«Le lieu où, selon eux, a été perpétrée l'attaque chimique se trouve près de ma maison. Si cette attaque s'était vraiment produite, elle aurait eu des répercussions sur nous... Même si nous n'étions pas morts, nous aurions été intoxiqués ou nous aurions senti quelque odeur. Mais nous n'avons rien senti et nous sommes tous sains», a confié aux journalistes russes Abou Azzab qui habite à Douma avec sa femme et ses quatre enfants.

Le ministère russe des Affaires étrangères a également fait savoir que des conteneurs avec du chlore en provenance d'Allemagne et des grenades fumigènes fabriquées à Salisbury avaient été découverts lors de la libération de Douma. fr.sputniknews.com 21.04.2018

Arménie

Une "*allusion*" qui fournit une indication précieuse sur la situation en Arménie et la nature du changement politique en cours.

- A Los Angeles, la diaspora arménienne se réjouit du changement politique à Erevan - AFP 25 avril 2018

Les arméniens-américains se réjouissaient mardi des manifestations pacifiques qui ont entraîné la démission du Premier ministre contesté Serge Sarkissian, en marge de leur marche annuelle de commémoration du génocide.

"J'espère que cela servira d'exemple pour toutes les révolutions démocratiques dans le monde", a déclaré Aroutin Hartounian, 31 ans, président de l'association des Jeunes arméniens unifiés, interrogé par l'AFP, allusion aux mouvements populaires comme le printemps arabe qui ont fait couler beaucoup de sang ou ont donné lieu à une guerre comme en Syrie.

La semaine dernière, les Arméniens de Los Angeles ont manifesté pour soutenir le mouvement en Arménie, où étudiants et lycéens ont été notamment rejoints par des militaires. AFP 25 avril 2018

Cela nous fait-il pas penser à la diaspora cubaine de Miami ?

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Quand le chômage baisse, la précarité augmente.

Je n'ai pas écrit que la précarité se généralisait puisque ce n'est pas vrai, elle tend à se généraliser est plus juste.

Grille de lecture.

Les médias et institutions qui fabriquent ou relaient la propagande officielle savent que beaucoup d'internautes ne lisent que les titres des articles relatifs à l'actualité, donc peu importe que leurs contenus divergent, au moins on ne pourra pas les accuser d'avoir trafiqué la réalité, sa présentation suffira pour remplir le même rôle.

- Chiffres du chômage : « On arrive dans une reprise de l'emploi portée par l'économie » - Publicsenat.fr 25.04

Vraiment ? Titre trompeur.

- Le nombre de demandeurs d'emploi sans activité a diminué de 1% au premier trimestre 2018 - Publicsenat.fr

Sur les trois premiers mois de l'année, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A a diminué de 1,0 % (-33 300) en France métropolitaine. En tenant compte des personnes exerçant une activité réduite, le nombre est resté inchangé. Publicsenat.fr 25 avril 2018

Liberation.fr 25.04 - ...sur les trois derniers mois, le cumul du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A (sans activité), B (en activité réduite courte) et C (en activité réduite) inscrits au Pôle Emploi, reste, lui, stable (plus 100 inscrits). Pire, il progresse de 2,1 % sur un an. En cause : la hausse du nombre de personnes exerçant une activité réduite courte (catégorie B), qui grimpe de 1,8 % par rapport au trimestre précédent, et l'augmentation en parallèle du nombre de personnes en activité réduite longue (catégorie C), qui croît de 1,4 %.

En moyenne au premier trimestre 2018, en France métropolitaine, le nombre de personnes inscrites à Pôle Emploi s'établit à 5 621 000. Dont 2 185 100 chômeurs en activité réduite. Ces salariés potentiellement en situation de précarité (temps partiel subi, travail «permittent»...) viennent noircir le tableau. Publicsenat.fr 25 avril 2018

- Au cours des trois derniers mois, le chômage a baissé (mais pas le travail précaire) - Liberation.fr 25 avril 2018

Pour la première publication trimestrielle des chiffres du chômage de Pôle emploi, le nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité est en baisse. Mais l'augmentation des chômeurs en activité partielle plombe ces résultats. Liberation.fr 25 avril 2018

Congrès de FO.

- Au congrès FO, Mailly reçoit bons et mauvais points - Libération 24 avril 2018

Depuis deux jours, les syndicalistes de Force ouvrière se succèdent à la tribune, à Lille, pour défendre le bilan du secrétaire général sortant ou fustiger son action, notamment au cours de sa dernière année de mandat.

Le pour.

Mailly - «tout le travail qui a été fait sur la période des ordonnances l'a été avec l'unanimité du bureau confédéral».

Sébastien Vacher, du Jura - «Notre camarade Jean-Claude, tout au long de ses mandats, a su amener notre organisation sur la voie du développement par le biais de la pratique contractuelle»

Jean-Jacques Leleu, de l'Union départementale de la Somme - «Mes camarades, Jean-Claude et son équipe ont fait du bon boulot et heureusement qu'ils étaient là pour les ordonnances.»

Jean-Paul Delahaie, de FO Métaux - Prêt à «voter pour le rapport d'activité de Jean-Claude [...] qui a su défendre l'organisation et les valeurs de FO».

Le contre.

Marc Aubert, du Finistère - «Nous n'avons jamais été à cet état de délabrement au niveau de l'image [...] de la confédération»

Patrick Hebert, de Loire-Atlantique. Figure issue des rangs «trotskistes» (POI-CCI -ndlr) - Il refuse d'avoir «comme seule perspective de réduire les dégâts» (Vous les accompagnez ! - LVOG)

Nadine Hourmant, du syndicat FO Doux - Très remontées contre les «conséquences immédiates» des ordonnances : «Fusion des instances représentatives du personnel, diminution des moyens, disparition des CHSCT, facilité des licenciements : la ligne rouge a été franchie. [...] Nos acquis volent en éclat. Le secrétaire général a vendu la classe ouvrière à Macron et au Medef.»

Fabrice Lerestif de Keolis Armor - "Il (Mailly - ndlr) a menacé, il a expliqué qu'il nous interdisait de faire grève, c'est scandaleux, inacceptable"

Marc Hébert, du Finistère - "Partout quand vous rencontrez des camarades et que vous parlez de Jean-Claude Mailly, ils baissent la tête et ils disent 'parle-moi d'autre chose'"

Certains reprochent aussi à Jean-Claude Mailly, 65 ans, le poste qu'il convoite au Comité économique et social européen (Cese). "Jean-Claude Mailly se fait parachuter à Bruxelles pistonné par Pénicaud et Macron. Eh oui, l'indépendance syndicale mène à tout mes camarades!", s'est exclamé Bernard Saas de Dunlop Amiens.

Résultats des votes : jeudi après-midi. Ou vendredi matin, si les interventions des délégués s'éternisent. Pour beaucoup, ils devraient être nettement en dessous de ceux de 2015. Le rapport avait alors recueilli 97% de votes favorables. «Mailly va être sanctionné», prédisait, la semaine dernière, Pascal Pavageau, le prochain secrétaire général du syndicat, dont l'élection aura lieu vendredi. Libération 24 avril 2018 et huffingtonpost.fr 25.04

LVOG - Qu'est-ce que cela peut foutre, puisque le prochain secrétaire général de FO qui s'inscira dans la lignée de Bergeron Blondel, Mailly est déjà connu ?

Les syndicats, c'est comme les partis politiques, les institutions, l'Etat, le capitalisme : La Commune a démontré que "la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'Etat et de la faire fonctionner pour son propre compte" (Le manifeste du parti communiste - Marx-Engels) Il faut la détruire de fond en comble et bâtir un nouvel Etat, ouvrier, une République sociale...

A défaut de pouvoir détruire les syndicats et les partis politiques, on pourrait essayer de créer un nouveau syndicat et un nouveau parti ouvrier sur les bases du socialisme, non ?

Le jour où nous l'aurons compris, l'humanité aura fait un grand pas en avant...

En attendant, continuez comme si de rien n'était, vous creusez notre tombe, vous nous accorderez le droit de ne pas en être.

[Haut de page ↗](#)

Le 28 avril 2018

CAUSERIE

● Causerie au format pdf (18 pages)

Soyez de gauche : Exigez un changement de régime.

[Quelques trucs que j'ai oublié de préciser avant-hier.](#)

- Le Pentagone en a marre d'être confondu avec la CIA ou de se voir concurrencer par la CIA sur le même terrain en Syrie notamment, quand on ne lui attribue pas ses saloperies.

- Mailly propulsé à Bruxelles. Pourquoi, parce que c'était un agent de l'UE ? Qu'a été FO depuis le début ?

- Valls veut se présenter à la mairie de Barcelone pour jouer au petit Caudillo, et il a de plus en plus une sale gueule, sa frangine s'est tirée parce qu'elle n'en pouvait plus, et pourtant elle avait la musique qui adoucit les moeurs, Valls aurait confondu avec les meurtres... des Palestiniens innocents, c'est moi qui le rajoute.

A LREM aussi ils l'ont balancé, et à peine venait-il de se séparer de son épouse, qu'il mettait le grappin sur une élue ou une dirigeante locale de LREM, histoire d'essayer de s'infiltrer par la bande le gros malin.

Autrefois (jadis, sic !), être de gauche signifiait qu'on exigeait un changement de régime.

Avant-hier, être de gauche signifiait seulement qu'on exigeait des réformes sociales.

Hier, cela n'engageait déjà plus à grand chose, hormis peut-être qu'on espérait conserver les avantages liés à ces réformes sociales sans espoir d'en voir adopter d'autres.

Aujourd'hui, celui ne signifie plus rien, excepté qu'on entend préserver ses intérêts individuels. Ce qui explique que des individualistes forcenés ou des réactionnaires assumés se disent socialistes.

Au moins les choses sont plus claires.

Du coup, le risque existait que de nombreux travailleurs se tournent vers les extrêmes, dont l'extrême gauche qui se réclame du marxisme, du socialisme, voire du trotskysme.

Pour parer à cette éventualité, ils ont classé les avatars de la social-démocratie et du stalinisme (le PG et le PCF) à l'extrême gauche, au côté du NPA et de LO, ce qui était flatteur pour eux.

Autant dire que ceux qui se situent au-delà n'existent pas, je pense notamment au POI et au POID, si je disais qu'ils ont ce qu'ils méritaient, je serais incompris, ce qui ne m'empêche pas de le penser.

On a donc assisté à un glissement à droite général du mouvement ouvrier et des masses au cours des dernières décennies. Si se dire de gauche ou d'extrême gauche ne veut plus dire grand chose ou rien du tout, cela signifie que se dire de droite à un sens, à moins que ce ne soit ni l'un ni l'autre, ce qui revient au même, sinon nous n'aurions pas écopé de Macron.

Pour illustrer ce qui vient d'être dit :

- Marseille-Saclbourg: Jean-Luc Mélenchon pour la première fois en tribune au Vélodrome - Le HuffPost 26.04

"S'il y a un mec dans tout le pays qui ne s'intéresse pas au foot, c'est moi", disait-il il y a deux semaines. Le HuffPost 26.04

Parole d'internaute. Souvenir, souvenir... en famille.

Mélenchon loue les qualités de Mitterrand chaque fois qu'il en a l'occasion, pendant que d'autres annoncent que leur collusion avec le PS était justifiée. Alors qu'ils assument :

1- "... la France s'est discréditée à partir des années "Mitterrand". Il y eut déjà l'expulsion d'une trentaine de diplomates russes pour prouver sa loyauté à l'égard des Etats-Unis. Et si vous vous penchez sur cette affaire, les autorités françaises n'ont jamais pu prouver "noir sur blanc" que ces diplomates s'étaient livrés à des actions illégales d'espionnage (tout avait été monté derrière le motif déjà de l'influence grandissante de ces diplomates dans les milieux français...). Il s'en suivit une dégradation sérieuse des relations avec Moscou, au profit d'autres pays. Puis il y eut la Yougoslavie. "

2- "Deux mois et deux semaines plus tôt, Mitterrand avait donné des gages à l'Oncle Sam en se prononçant devant le Bundestag en faveur de l'installation d'euromissiles Pershing en RFA."

Etc. etc. etc.

Parole d'internaute. La réalité est cruelle, surtout quand vous n'avez cessé de la nier et qu'elle vous rattrape.

1- "... quand on regarde l'état de droit en France, en Europe ou aux USA avec les lois votés ou à venir (secret des affaires, tribunaux arbitraux, surveillance généralisé, fin de neutralité du net, ...) pourquoi attendre une autre attitude de nos dirigeants qui ne sont que l'expression de la tendance autoritaire actuelle qui n'aura jamais été aussi bien illustré par la phrase "vous êtes avec nous ou contre nous".

La raison n'a plus droit au chapitre quand les intérêts particuliers se drapant dans une morale aveugle sont aux commandes."

LVOG - Parce que hier "la raison" de ceux qui détenaient et détiennent encore le pouvoir ne correspondait pas à leurs "intérêts particuliers" ? C'est déjà avoué que vous les partagiez et que vous en êtes nostalgique. Cet internaute s'est trahi lui-même mais il ne s'en est pas aperçu...

2- "Maintenant, soyons réaliste. Pour le moment le droit international relève-t-il de la raison ou de la loi du plus fort ? De la loi du plus fort.

Pour quelles raisons ? Seuls le plus fort peut imposer sa loi. Il en est de même dans chaque état. La raison n'a jamais imposé sa loi dans le court terme. Elle demande du temps, de l'énergie et de la sécurité.

Qui sont les plus forts ? Les USA et les pays de l'Otan, les classes dominantes au niveau national.

Comment on fait pour changer ? J'ai beau cherché dans les touches de mon clavier, mais je n'arrive pas à trouver la solution.

Des idées d'action ?

Qui nous dit que nous ne serions nous, lecteurs de les-crisis.fr, pas dans l'erreur ?"

LVOG - Vous avez raison de vous poser la question. Vous n'avez d'yeux que pour "les USA et les pays de l'Otan, les classes dominantes", on vous informe qu'il existe aussi une classe dominée, c'est peut-être de ce côté-là que se trouve la solution...

Parole d'internaute. Soit loué le pays de la guerre et de la dictature militaire !

1- <https://reseauinternational.net/les-etats-unis-ont-ete-en-guerre-222-des-239-annees-de-son-existence/>

Les Etats Unis est bien un pays conquérant leur politique repose là dessus c'est indéniable que se soit par la force pure ou par l'utilisation d'arme silencieuse, (coup d'état, stratégie du choc, guerre économique). Ils ont été en guerre durant plus de 219 ans sur les 239 années de leur existence... <https://lesmoutonsenrages.fr/2016/07/09/reve-americaain-ca-depend-pour-qui/>

2- « Les États-Unis ont soutenu, et dans bien des cas engendré, toutes les dictatures militaires droitières apparues dans le monde à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Je veux parler de l'Indonésie, de la Grèce, de l'Uruguay, du Brésil, du Paraguay, d'Haïti, de la Turquie, des Philippines, du Guatemala, du Salvador, et, bien sûr, du Chili. L'horreur que les États-Unis ont infligée au Chili en 1973 ne pourra jamais être expiée et ne pourra jamais être oubliée. Des centaines de milliers de morts ont eu lieu dans tous ces pays. » (Harold Pinter)

Quand le règne de l'oligarchie rime avec médiocratie.

- En politique comme dans les entreprises, "les médiocres ont pris le pouvoir", par Alain Deneault - les-crisis.fr 28.04

Sous le règne de la médiocratie, la moyenne devient une norme, le compromis domine : idées et hommes deviennent interchangeables. Il faut résister à la révolution anesthésiante, alerte le philosophe Alain Deneault.

C'est d'une « révolution anesthésiante » qu'il s'agit. Celle qui nous invite à nous situer toujours au centre, à penser mou, à mettre nos convictions dans notre poche de manière à devenir des êtres interchangeables, faciles à ranger dans des cases. Surtout ne rien déranger, surtout ne rien inventer qui pourrait remettre en cause l'ordre économique et social. (...)

Qu'entendez-vous par « médiocratie » ?

En français, il n'existe pas d'autre mot que celui de « médiocrité » pour désigner ce qui est « moyen ». « Supériorité » renvoie à ce qui est supérieur, « infériorité » à ce qui est inférieur, mais « moyenneté » ne se dit pas. Il y a pourtant une distinction sémantique entre la moyenne et la médiocrité, car la moyenne relève le plus souvent d'une abstraction : revenu moyen, compétence moyenne, c'est-à-dire une place au milieu d'une échelle de valeurs. La médiocrité, en revanche, est la moyenne en acte.

La médiocratie désigne ainsi un régime où la moyenne devient une norme impérieuse qu'il s'agit d'incarner. C'est l'ordre médiocre érigé en modèle. Il ne s'agit donc pas pour moi de stigmatiser qui que ce soit, mais plutôt de comprendre la nature de cette injonction à être médiocre qui pèse aujourd'hui sur des gens qui ne sont pas forcément enclins à l'être.

Quelle est cette injonction ? D'où vient-elle ?

La médiocratie vient d'abord de la division et de l'industrialisation du travail qui ont transformé les métiers en emplois. Marx l'a décrit dès 1849. En réduisant le travail à une force puis à un coût, le capitalisme l'a dévitalisé, le taylorisme en a poussé la standardisation jusqu'à ses dernières logiques. Les métiers se sont ainsi progressivement perdus, le travail est devenu une prestation moyenne désincarnée.

Aux yeux d'un grand nombre de salariés, qui passent de manière indifférente d'un travail à un autre, celui-ci se réduit à un moyen de subsistance. Prestation moyenne, résultat moyen, l'objectif est de rendre les gens interchangeables au sein de grands ensembles de production qui échappent à la conscience d'à peu près tout le monde, à l'exception de ceux qui en sont les architectes et les bénéficiaires.

A l'origine de la médiocratie, vous insistez également sur la montée en puissance de la « gouvernance »...

C'est le versant politique de la genèse de la médiocratie. D'apparence inoffensive, le terme de gouvernance a été introduit par Margaret Thatcher et ses collaborateurs dans les années 80. Sous couvert de saine gestion des institutions publiques, il s'agissait d'appliquer à l'Etat les méthodes de gestion des entreprises privées supposées plus efficaces.

La gouvernance, qui depuis a fait florès, est une forme de gestion néolibérale de l'Etat caractérisée par la déréglementation et la privatisation des services publics et l'adaptation des institutions aux besoins des entreprises. De la politique, nous sommes ainsi passés à la gouvernance que l'on tend à confondre avec la démocratie alors qu'elle en est l'opposé.

Dans un régime de gouvernance, l'action politique est réduite à la gestion, à ce que les manuels de management appellent le « problem solving » : la recherche d'une solution immédiate à un problème immédiat, ce qui exclut toute réflexion de long terme, fondée sur des principes, toute vision politique du monde publiquement débattue. Dans le régime de la gouvernance,

nous sommes invités à devenir des petits partenaires obéissants, incarnant à l'identique une vision moyenne du monde, dans une perspective unique, celle du libéralisme.

Etre médiocre, ce n'est donc pas être incompetent ?

Non. Le système encourage l'ascension des acteurs moyennement compétents au détriment des super compétents ou des parfaits incompetents. Ces derniers parce qu'ils ne font pas l'affaire et les premiers parce qu'ils risquent de remettre en cause le système et ses conventions. Le médiocre doit avoir une connaissance utile qui n'enseigne toutefois pas à remettre en cause ses fondements idéologiques. L'esprit critique est ainsi redouté car il s'exerce à tout moment envers toute chose, il est ouvert au doute, toujours soumis à sa propre exigence. Le médiocre doit « jouer le jeu ».

Que voulez-vous dire ?

« Jouer le jeu » est une expression pauvre qui contient deux fois le même mot relié par un article, c'est dire son caractère tautologique. C'est une expression souriante, d'apparence banale et même ludique. Jouer le jeu veut pourtant dire accepter des pratiques officieuses qui servent des intérêts à courte vue, se soumettre à des règles en détournant les yeux du non-dit, de l'impensé qui les sous-tendent. Jouer le jeu, c'est accepter de ne pas citer tel nom dans tel rapport, faire abstraction de ceci, ne pas mentionner cela, permettre à l'arbitraire de prendre le dessus. Au bout du compte, jouer le jeu consiste, à force de tricher, à générer des institutions corrompues.

La corruption arrive ainsi à son terme lorsque les acteurs ne savent même plus qu'ils sont corrompus. Quand des sociétés pharmaceutiques s'assurent que l'on guérisse à grands frais des cancers de la prostate pourtant voués à ne se développer de manière alarmante que le jour où ceux qui en sont atteints auront 130 ans. Quand l'université forme des étudiants pour en faire non pas des esprits autonomes mais des experts prêts à être instrumentalisés.

Le recteur de l'Université de Montréal l'a affirmé sur le ton de l'évidence à l'automne 2011 : « Les cerveaux doivent correspondre aux besoins des entreprises. » Des entreprises qui justement siègent au conseil d'administration de l'université, même si celle-ci demeure largement financée par l'Etat. Le recteur de notre principale université francophone rejoignait ainsi, presque mot pour mot, les propos de Patrick Le Lay, alors PDG de TF1, affirmant en 2004 que sa chaîne vendait « du temps de cerveau disponible » à Coca-Cola.

Jouer le jeu, c'est aussi, où que l'on soit, adopter le langage de l'entreprise privée...

Dans l'ordre de la gouvernance, le service public disparaît et sa terminologie avec. Le patient d'un hôpital, l'usager du train ou du métro, le spectateur d'une salle de concert, l'abonné d'un musée, tous deviennent des « clients ». A la radio d'Etat, au Québec, un journaliste culturel m'a récemment demandé si j'étais « consommateur de théâtre ». Et la bibliothèque nationale, quand je suis en retard pour rendre les livres que j'ai empruntés, m'envoie un courriel qui commence par « Cher client ». Ces mots ne sont pas anodins. Ils sont révélateurs. Ils en disent long sur la révolution anesthésiante que nous vivons aujourd'hui.

Vous placez l'expert au centre de la médiocratie. Pourquoi ?

L'expert est souvent médiocre, au sens où je l'ai défini. Il n'est pas incompetent, mais il formate sa pensée en fonction des intérêts de ceux qui l'emploient. Il fournit les données pratiques ou théoriques dont ont besoin ceux qui le rétribuent pour se légitimer. Pour le pouvoir, il est l'être moyen par lequel imposer son ordre.

L'expert s'enferme ainsi dans les paramètres souhaités par telle entreprise, telle industrie, tel intérêt privé. Il ne citera pas Coca-Cola dans une étude sur l'obésité parce que la marque a financé l'étude. Il affirmera que les variations climatiques ne sont pas liées à l'activité industrielle parce que Exxon Mobil subventionne ses recherches. Il nous faudrait un nouveau Molière pour faire subir aux experts le sort que l'auteur du Malade imaginaire a réservé aux médecins de son temps.

La médiocratie ne pousse-t-elle pas aussi à l'affadissement du discours politique ?

Sans surprise, c'est le milieu, le centre, le moyen qui dominant la pensée politique. Les différences entre les discours des uns et des autres sont minimales, les symboles plus que les fondements divergent, dans une apparence de discorde. Les « mesures équilibrées », « juste milieu », ou « compromis » sont érigées en notions fétiches. C'est l'ordre politique de l'extrême centre dont la position correspond moins à un point sur l'axe gauche-droite qu'à la disparition de cet axe au profit d'une seule approche et d'une seule logique.

Dans ce contexte médiocre, règne la combine. Les gouvernants se font élire sur une ligne politique et en appliquent une autre une fois élus, les électeurs profitent des municipales pour protester contre la politique nationale, votent Front national pour exprimer leur colère, les médias favorisent ces dérapages en ne s'intéressant qu'aux stratégies des acteurs. Aucune vision d'avenir, tout le jeu politique est à courte vue, dans le bricolage permanent.

Comment résister à la médiocratie ?

Résister d'abord au buffet auquel on vous invite, aux petites tentations par lesquelles vous allez entrer dans le jeu. Dire non. Non, je n'occuperai pas cette fonction, non, je n'accepterai pas cette promotion, je renonce à cet avantage ou à cette reconnaissance, parce qu'elle est empoisonnée. Résister, en ce sens, est une ascèse, ce n'est pas facile.

Revenir à la culture et aux références intellectuelles est également une nécessité. Si on se remet à lire, à penser, à affirmer la valeur de concepts aujourd'hui balayés comme s'ils étaient insignifiants, si on réinjecte du sens là où il n'y en a plus, quitte à être marginal, on avance politiquement. Ce n'est pas un hasard si le langage lui-même est aujourd'hui attaqué. Rétablissons-le. les-crises.fr 28.04

Commentaires d'internautes

1- "Les médiocres au pouvoir sont facile à reconnaître. Ils se prennent pour des gens importants et méprisent ceux "qui ne sont rien" ou "sans dents". Ils font tout pour empêcher de parler ceux qui réfléchissent et risquent de dévoiler leur médiocratie. Quant à ceux qui ont un vrai projet pour la France, ils sont réduits au silence ou trainés dans la boue, accusés notamment de "complotisme" et de toutes sortes de "phobismes".

Les médiocres sont intellectuellement paresseux et sont soumis au pouvoir mondialiste de la finance dont ils espèrent quelques récompenses. Les médiocres renoncent aux projets constructifs et à la lutte, ils ne font que mettre en application la vision du monde de leurs maîtres. Ils confondent combat et agressivité. Faute d'autorité ils sont autoritaristes. Ils n'aiment qu'eux-mêmes et l'image qu'ils en ont ou croient avoir. Ils sont tout dans une réussite éphémère, égoïste et narcissique, et les autres ne sont rien."

LVOG- Les médiocres au pouvoir s'entourent de gens dociles et plus médiocres qu'eux pour faire la sale besogne et l'assumer, ils sont dévoré d'ambition et ils n'ont aucun principe, comme autrefois Staline par exemple.

2- "Je ne m'étais pas fait cette réflexion de l'omniprésence de la médiocratie. Pourtant tous ces appels, aussi automatiques que ridicules, à « l'excellence » auraient dû résonner comme une alarme, nous mettre la puce à l'oreille : ils sont des appels cachés, mais au fond limpides, à la docilité, au conformisme, en un mot à la médiocratie... évidemment !"

[Les grande oreilles des complotistes vous espionnent.](#)

- Facebook confirme qu'il espionne vos conversations sur Messenger - les-crises.fr 28.04

Facebook a révélé cette semaine qu'il scanne les conversations des utilisateurs de Messenger – y compris les chats textuels, les photos et les liens – dans un effort pour s'assurer que les gens se conforment à ses règles.

Le PDG, Mark Zuckerberg, a pour la première fois lâché le morceau dans une interview avec Ezra Klein de Vox, dans laquelle il a évoqué un incident autour du nettoyage ethnique au Myanmar, et a expliqué que les systèmes de l'entreprise « détectent ce qui se passe » lorsque les gens essaient d'envoyer des messages sensationnels via Messenger, et que Facebook « empêche ces messages de passer ».

La société a déclaré à Bloomberg qu'elle analyse les conversations Messenger de la même manière qu'elle le fait avec le contenu public sur le réseau social, en vue de prévenir les abus. Les messages qui sont signalés comme violant les normes de la communauté Facebook sont lus par des modérateurs, qui peuvent ensuite les bloquer ou les retirer si nécessaire. (Source : The Next Web, Abhimanyu Ghoshal, 06-04-2018 - les-crises.fr 28.04

ACTUALITE EN TITRES

[Faites-le savoir.](#)

Un internaute - La France est devenue un État-voyou, une "petite frappe"...

LVOG - Faible donc à l'intérieur. Mais alors, c'est qu'on peut dégager Macron et abattre la Ve République... Pourquoi pas ?

[Qui a dit ?](#)

- "J'ai l'habitude d'être propre sur moi"

Réponse : Macron, qui en est encore à la pellicule argentique ! Argent, argenterie, il y est attaché...

De qui parlait-il ?

- "Ça n'a aucune espèce d'importance qu'on se tienne la main, qu'on s'embrasse."

Réponse : Macron. Même pas besoin de laisse ! (LeParisien.fr 26 avril 2018)

Recyclage en famille.

- Claire Compagnon nommée déléguée interministérielle pour l'autisme - Libération 26 avril 2018

En 2015, elle a été nommée à l'Inspection générale des affaires sociales par Marisol Touraine, alors ministre de la Santé. (Young Leaders 1998) Libération 26 avril 2018

Ils ne nomment pas n'importe qui dans les ministères, ils ont tous été formatés pour faire du sale boulot...

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Abolition de l'esclavage: faut-il débaptiser les rues aux noms d'esclavagistes? - Le HuffPost

- Les 19 pistes à creuser pour réduire enfin les inégalités - Liberation.fr

L'Etat, l'oligarchie hors la loi ?

- « Le financement du terrorisme est extrêmement difficile à endiguer » - Publicsenat.fr

Quand un micro-Etat terroriste fait ses comptes.

- Financement du terrorisme : le Qatar veut durcir le contrôle des organisations charitables - LeFigaro.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Qui gouverne en oligarchie ?

- Un an après, les ministres d'Édouard Philippe restent d'illustres inconnus - LeFigaro.fr 26.04

Selon notre sondage Odoxa-Dentsu Consulting, les membres du gouvernement sont à la fois peu connus des Français et le plus souvent impopulaires. LeFigaro.fr 26.04

Ce sont des directeurs ou directrices de communication de la start'up France passée sous la coupe de l'oligarchie.

Les idéologues de l'oligarchie indiquent aux hauts fonctionnaires les dossiers qu'ils vont avoir à traiter selon la ligne qui leur aura été communiquée ; ces hauts fonctionnaires rédigeront une note à l'attention des technocrates en place qui seront chargés d'établir un rapport, qu'ensuite ils leur remettront, avant qu'il atterrisse sur le bureau du ministre après lecture et éventuellement rectification, de sorte que le ministre n'ait plus qu'à en débiter les grandes lignes ou les décisions adoptées devant les médias, qui à leur tour les colporteront dans les chaumières...

Le Président et le Premier ministre ont juste à jouer le rôle de passe-plats entre l'oligarchie ou les idéologues de l'oligarchie et les hauts fonctionnaires, quand ils n'entretiennent pas directement des relations.

A quand la création d'un véritable syndicat ouvrier ?

- Congrès de FO : un vote sanction pour le départ de Jean-Claude Mailly - Liberation.fr 27 avril 2018

Le rapport d'activité, qui résume l'action du bureau confédéral au cours des trois dernières années, aurait été adopté sur le fil, avec seulement 50,54 % de voix favorables. Par comparaison, lors des précédents congrès en 2015 et en 2011, il avait recueilli l'approbation de 97 % de voix.

Soucieux de préserver l'unité du syndicat, partagé entre des «réformistes» fidèles au sortant et des tenants d'une ligne plus contestataire, certains délégués FO espéraient que les militants retiennent leur colère ou la transforment plutôt en abstention. Mais leur message, répété à la tribune du congrès, n'a pas été entendu : les militants ont préféré une sanction ferme. Un camouflet pour Mailly, diront certains. Et surtout, le signe, pour d'autres, que rien ne va plus au sein de la maison FO, au bord de la crise.

Preuve de ces difficultés, la nuit de jeudi à vendredi aurait été longue à Lille. Sur Twitter, plusieurs journalistes présents au congrès ont indiqué que certaines fédérations auraient décidé de quitter la table des commissions chargées de définir la ligne FO pour les années à venir. Pas de quoi émouvoir Jean-Claude Mailly ? Du moins, c'est ce qu'il a laissé entendre la veille lors de son dernier discours en tant que secrétaire général du syndicat, en expliquant que, bien que certains aient «mordu le trait de la fraternité et de la camaraderie», il avait «le dos large». Liberation.fr 27 avril 2018

Seul candidat en lice, Pascal Pavageau a été élu vendredi nouveau secrétaire général de Force ouvrière, à l'issue d'une semaine de congrès chahutée à Lille, qui s'est conclue par un tweet assassin du sortant, Jean-Claude Mailly, contre son successeur.

"Hypocrisie" et "duplicité" : c'est par ces mots que M. Mailly a commenté le premier discours de Pascal Pavageau en tant que numéro un, ultime coup de théâtre d'un congrès houleux.

Le nouveau numéro un, élu confortablement avec près de 97% des voix

Avant d'entonner L'Internationale, les congressistes, qui dans leur ensemble ont chaudement salué le discours de leur nouveau patron, ont eu droit à quelques morceaux du groupe de hard-rock AC/DC. (Dont le milliardaire Warren Buffet est aussi fan. Bon, moi aussi, mais ni de Warren Buffet ni de Pascal Pavageau ! Et puis je n'écoute pas les paroles, c'est préférable. Je préfère Def Leppard, Metallica, Scorpions... - LVOG)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Palestine occupée.

Une balle dans la tête. Assassinat ciblé : Azzam Oweida, 15 ans.

- Gaza: mort d'un adolescent palestinien blessé par l'armée israélienne - AFP 27.04

Un adolescent palestinien a succombé à ses blessures samedi après avoir été atteint la veille par des tirs israéliens lors de nouveaux affrontements à la frontière entre la bande de Gaza et Israël, a annoncé le ministère de la Santé à Gaza.

"Azzam Oweida, 15 ans, est mort après avoir été atteint à la tête hier à l'est de Khan Younès", dans le sud de l'enclave palestinienne, a indiqué le ministère dans un communiqué. Ce décès porte à quatre le nombre de Palestiniens tués lors de ce cinquième vendredi de protestations consécutif. AFP 27.04

Et 600 blessés disent des médecins de Gaza Reuters 27.04

Au total, 45 Palestiniens ont été tués depuis le 30 mars et le début d'un mouvement de contestation massive appelé "la grande marche du retour". Franceinfo 27.04

Causerie du 20 avril - ...le réseau juif européen pour Israël et pour la paix, organise un colloque le 28 avril à la mairie du IVe arrondissement de Paris sur le thème : «Israël, la démocratie menacée ?» «Un vent mauvais souffle sur Israël qui met en danger les fondements même de cette démocratie», annoncent les organisateurs. Liberation.fr 19 avril 2018

États-Unis

- Les États-Unis dépassés par la guerre électronique russe - Réseau Voltaire 26 avril 2018

Intervenant le 24 avril 2018 au symposium GEOINT 2018, le général Raymond A. Thomas III (commandant en chef des Opérations spéciales (USSOCOM), a révélé l'ampleur de la guerre électronique entre les États-Unis et « l'ennemi » (comprendre la Russie).

Selon lui, « l'ennemi » brouille ou inhibe systématiquement les systèmes US en Syrie, rendant impossible au Pentagone de surveiller la zone de combat. Lors de l'attaque tripartite du 14 avril, l'armée russe est parvenue à hacker les transmissions GPS de sorte que certains missiles ont été détournés. Pis, les systèmes de reconnaissance ami/ennemi ne fonctionnaient plus. Dans ces conditions, il devenait non seulement inutile, mais dangereux d'utiliser les avions de surveillance. Réseau Voltaire 26 avril 2018

- Guerre électronique: des avions US en Syrie rendus sourds et aveugles - fr.sputniknews.com 26.04.2018

Selon le chef du Commandement des opérations spéciales des États-Unis, des moyens non identifiés de lutte électronique bloquent les canaux de communication entre les unités au sol et les avions et les hélicoptères américains en Syrie, communique The Drive.

Intervenant dans le cadre du symposium GEOINT 2018, le chef du Commandement des opérations spéciales des États-Unis, Tony Thomas, a évoqué le brouillage des communications entre l'aviation et les forces terrestres américaines en Syrie, faisant état d'«un environnement très agressif» dans lequel opéraient les avions américains.

«Ils nous testent chaque jour, réduisant nos communications, désactivant nos AC-130, etc.», a déclaré le général.

Selon The Drive, les moyens de lutte électronique représentent un danger pour les AC-130, car ils sont capables de bloquer les canaux de communication et de transmission de données qui permettent aux pilotes de coordonner les frappes avec les forces terrestres et les drones.

Ces moyens russes de guerre radio-électronique scrutés par l'Otan En outre, le brouillage des récepteurs GPS détériore la capacité des navires de guerre américains à porter des frappes précises avec des missiles de croisières et ne permet pas aux forces terrestres d'utiliser les munitions de haute précision.

Selon le média, les adversaires du Pentagone en Syrie sont en mesure de capter les rayonnements des systèmes de guidage, mais aussi de brouiller le signal authentique et réorienter l'attaque de l'aviation contre ses propres forces terrestres, de dérouter les avions de transport et de créer des obstacles au langage des paras.

«En fonction de l'ampleur et de l'efficacité des attaques électroniques, elles pourraient avoir un impact sur d'autres types d'aéronefs américains pilotés et non opérant en Syrie», estime le général. fr.sputniknews.com 26.04.2018

Syrie

- 17 témoins oculaires déposent devant l'OIAC - Réseau Voltaire 27 avril 2018

A la demande de la Russie, 17 témoins oculaires des faits survenus à Douma sont venus déposer devant l'OIAC, le 27 avril. Ces personnes apparaissent sur la vidéo diffusée par les Casques blancs d'une « attaque chimique » à Douma ou sont des responsables de cet hôpital. Elles ont toutes attesté que cette « attaque chimique » n'a jamais eu lieu.

Les délégations des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France ont protesté contre ce « show » et ont assuré encore qu'elles disposent de preuves qui contredisent ces témoignages. Mais elles ne les ont pas produites.

Considérant la vidéo des Casques blancs comme une preuve suffisante, ces trois États ont bombardé la Syrie, le 14 avril.

De son côté, la délégation russe, qui estimait que tout cela relevait d'une intoxication des Occidentaux, a conclu à la réception de ces témoignages qu'il s'agit de mauvaise foi. Elle a annoncé qu'elle ne laisserait plus attaquer la Syrie. Réseau Voltaire 27 avril 2018

- Des substances chimiques du laboratoire de Porton Down découvertes dans un dépôt à Douma - fr.sputniknews.com 26.04.2018

Des substances chimiques du laboratoire de Porton Down ont été découvertes dans un dépôt d'armes chimiques abandonné par les extrémistes dans la ville syrienne de Douma, a déclaré l'ambassadeur adjoint de la Syrie à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), Ghassan Obeid.

Les troupes syriennes ont constaté que ces dépôts recelaient des substances chimiques fabriquées en Allemagne et au Royaume-Uni, a-t-il précisé.

«Nous avons trouvé dans le dépôt d'armes chimiques laissé à Douma par les terroristes des substances chimiques en provenance d'Allemagne et du Royaume-Uni, du laboratoire de Porton Down de Salisbury. De Salisbury et de nulle part ailleurs», a-t-il indiqué lors d'une conférence de presse à l'issue d'un briefing à La Haye, le siège de l'OIAC.

Ghassan Obeid a exprimé l'espoir que les experts de l'OIAC actuellement présents en Syrie visitent «les dépôts où les substances chimiques abandonnées par les groupes terroristes à Douma ont été découvertes».

«Toutes les fausses accusations seront alors balayées et le monde connaîtra la vérité», a-t-il souligné. . fr.sputniknews.com 26.04.2018

- Moscou peut prouver que la vidéo de «l'attaque chimique» en Syrie est une mise en scène - fr.sputniknews.com 26.04.2018

La Russie est capable de prouver que la vidéo des Casques blancs sur la présumée l'attaque chimique en Syrie est montée de toutes pièces.

Moscou peut prouver que la vidéo des Casques blancs, présentant l'emploi présumé d'une arme chimique le 7 avril dans la ville syrienne de Douma, n'est qu'un faux, a déclaré ce jeudi le représentant de la Russie auprès de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), Alexandre Choulguine, lors d'une conférence de presse avec la participation de témoins de cette «attaque».

«Aujourd'hui, nous pouvons prouver que la vidéo des Casques blancs n'est qu'une vulgaire mise en scène. Par conséquent, les références de, comme nous les appelons, nos partenaires occidentaux à cet enregistrement en qualité de témoignage de l'attaque chimique sont entièrement inconsistantes. C'est d'ailleurs ce que notre conférence de presse visait», a-t-il fait remarquer.

Il a indiqué que les représentants des États-Unis, de la France et du Royaume-Uni n'avaient pas pris part à cette conférence de presse à l'OIAC où ont été invités des témoins de la présumée attaque chimique du 7 avril à Douma.

«Elle [la conférence de presse, ndr] a rassemblé des dizaines de pays membres du Conseil exécutif de l'OIAC qui nous ont posé beaucoup de questions. Mais, malheureusement, les représentants des États-Unis, de la France, du Royaume-Uni, des pays de l'UE et de l'Otan, ainsi que certains alliés asiatiques des USA étaient absents», a-t-il constaté. fr.sputniknews.com 26.04.2018

- Zakharova étrille Le Drian sur les «victimes» de Douma - fr.sputniknews.com 27.04.2018

Les accusations de Paris à l'encontre de Moscou sur la supposée attaque chimique de la Ghouta commencent à agacer certains responsables russes. Lors d'un point presse, Maria Zakharova a fait référence à Jean-Yves Le Drian de manière assez peu diplomatique. Retour sur cette passe d'armes sur fond de crise syrienne.

«Nous ne sommes parvenus pour l'heure à détecter aucune de ces victimes dont parlait M. Le Drian ni de traces d'utilisation d'armes chimiques», a fait savoir Maria Zakharova, lors d'un point presse.

Alors que Moscou attend les résultats de l'OIAC l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques, des prélèvements ayant pu être effectué dans les quartiers récemment libérés de Douma, Maria Zakharova, porte-parole du Ministère russe des Affaires étrangères (MID), n'a pas épargné Jean-Yves le Drian lors d'un point presse de plus de deux heures, le 26 avril.

Une réponse, en règle, aux accusations du Quai d'Orsay à l'encontre de la Russie qui multiplierait «les déclarations contradictoires» sans «aucun souci de cohérence ni de vérité, puisqu'il s'agit de semer le doute et la confusion.»

Une ligne que Le Drian avait également tenue sur BFMTV. Invité de Ruth Elkrief le 19 avril, il évoque la «manipulation permanente» de la Russie sur le dossier syrien, Moscou qui selon lui expliquerait que ce seraient «les habitants de Douma qui s'auto-gazent eux-mêmes. Ils s'auto-suicident.»

Comble de l'ignominie, la Russie mettrait, selon l'ex-VRP de choc de l'armement français, «en scène des enfants» dans des vidéos — référence quasi certaine au petit Hassan Diab — «alors qu'il s'agit d'attaques qui ont coûté la vie à plus de 45 personnes et en ont blessé de très nombreuses autres», accuse le chef de la diplomatie française.

Soulignons au passage qu'en matière de «mise en scène» d'enfants syriens, les pays occidentaux n'ont guère de leçons à donner. On se souvient, notamment, de la petite Bana Alabed: cette fillette de 7 ans portée aux nues par l'ensemble de la presse

mainstream occidentale et dont les interviews par Skype ont été diffusées sur CNN et TF1. Bana, dont le compte Twitter, ouvert quelques jours avant l'offensive de l'armée régulière sur Alep Est, était alimenté par sa mère, avec des biais idéologiques assez marqués.

S'il est aujourd'hui impossible de déterminer avec exactitude qui a raison des Russes ou des Français concernant la supposée attaque chimique de Douma, de lourds soupçons pèsent néanmoins sur les arguments présentés par Paris afin de justifier les frappes du 14 avril dernier en Syrie.

En effet, Paris met en avant «l'authenticité avérée» de «nombreux témoignages» recueillis par la France, évoquant également les «photographies et vidéos, nombreuses et concordantes ont été authentifiées par nos experts.» Il s'agirait, à en croire ce document, de la simple analyse des publications sur les réseaux sociaux et autres retweets et dont la crédibilité tient à la simple «spontanéité» de leur mise en ligne ainsi qu'au fait qu'«une partie des entités ayant publié ces informations est reconnue comme habituellement fiable»?

Quoi qu'il en soit, le Quai d'Orsay réitère l'argument-choc des «ONG médicales» qui auraient «constaté des traces d'attaques chimiques sur les victimes», certainement les deux ONG citées dans le document décalifié évoqué plus haut. À savoir la Syrian American Medical Society (SAMS), décrite par le quotidien Le Monde comme «proche de l'opposition au régime de Bachar al-Assad» et la Union of Medical Care and Relief Organizations (UOSSM), fondée en France en 2012 avec le concours d'une cohorte d'associations humanitaires établies notamment aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne, au Canada ou encore en Turquie.

Autre preuve «irréfutable» avancée par Paris: l'OMS qui aurait constaté que les symptômes présentés par près de 500 patients «correspondaient sans nul doute à l'action de gaz». S'il est vrai que l'OMS s'était dite «profondément alarmée», «par les rapports soupçonnant l'utilisation de produits chimiques» de «partenaires du groupe de responsabilité sectorielle Santé», jamais l'organisation onusienne — qui travaille indépendamment de l'OIAC sur place — n'a visiblement pu confirmer ces chiffres, malgré ses demandes d'accès aux victimes.

Bref, du lourd... Parallèlement à cette étude rondement menée depuis des bureaux parisiens, plusieurs journalistes — pas uniquement russes — se sont rendus sur place afin de recueillir des témoignages d'habitants et de médecins vivant toujours à Douma. Des témoignages qui mettent à mal la version de Paris, à commencer par l'enquête de Robert Fisk.

Grand reporter et correspondant de The Independent à Beyrouth depuis plus de 30 ans, il s'est rendu dans la clinique où a été tournée la vidéo qui a ému la «communauté internationale», le médecin en chef lui a alors raconté comment a été mis en scène ce qui n'aurait été qu'un manque d'oxygène dû aux poussières des bombardements.

Une version qu'étaient les témoignages recueillis par Pearson Sharp, journaliste pour OANN, une chaîne de télévision conservatrice américaine. Autres témoignages compromettants pour les tenants qu'une attaque chimique gouvernementale aurait bien eu lieu à Douma: ceux de la chaîne allemande n-tv, la presse allemande étant connue pour être parmi les plus critiques à l'égard de la Russie. fr.sputniknews.com 27.04.2018 «Garçon non identifié de Douma»: ce témoin de l'attaque n'existe-t-il pas pour Reuters? - fr.sputniknews.com 27.04.2018

Arménie

Arménie. Nous y voilà. Il s'agit d'une «révolution de velours» concoctée depuis Washington ou l'Otan.

Grille de lecture.

Subrepticement on apprend que "le Premier ministre démissionnaire était proche de Moscou", tiens donc, tout s'explique alors. Mais pourquoi ne l'avoir pas dit tout de suite ? Ils craignaient peut-être que ce coup d'Etat échoue et ils ne voulaient pas se mouiller inutilement.

Comparez l'attitude des médias envers la grève des cheminots qu'ils conspuent à longueur de temps, et leur engouement pour "l'ultimatum" posé par l'opposition en Arménie, qui somme "tous les représentants" du Premier ministre démissionnaire de leur "laisser la place".

Quand la confrérie des médias-oligarques manifeste en chœur son enthousiasme pour un "opposant", c'est qu'il y a un lézard quelque part, une leçon à retenir. Deux exemples parmi tant d'autres.

- Russie : Alexeï Navalny, principal opposant de Poutine...

Le monsieur 1% des Américains, depuis la réélection de Poutine, on n'en entend plus parler.

- Arménie: le chef de l'opposition Nikol Pachinian...

Lui il bénéficie de la crise économique et sociale qui ravage l'Arménie et du renouvellement des générations qui ont des illusions dans l'UE notamment.

Peu importe que la majorité des députés qui appartiennent au parti du Premier ministre démissionnaire aient été élus en avril 2017, puisque le peuple réclame leur départ, ils doivent dégager. Et Macron, Philippe, leur gouvernement et leurs élus fantoches à l'Assemblée nationale, ultra minoritaires dans le pays, illégitimes, ne devraient-ils pas dégager ? Ah ben non alors, c'est nous qui les avons mis en place s'écriraient Drahi et Joffrin, l'ensemble des médias et bien au-delà.

Ils exigent que la Constitution soit respectée quand cela les arrange, dans le cas contraire ils s'arrogent le pouvoir de la violer ou ils soutiennent ceux qui veulent s'emparer du pouvoir par la force.

Libération - La population veut transformer l'essai de cette «révolution de velours» en exigeant sa participation à la transition politique de cette ex-république soviétique du Caucase du Sud. «Nous voulions le départ de Sarkissian, mais ce sont tous les représentants de son parti, le Parti républicain, qui doivent laisser la place à notre force d'opposition. Car sinon, Sarkissian trouvera un moyen de garder la main sur les affaires et aucun changement structurel ne sera possible», explique Tigran, architecte.

LVOG - Et Libération de louer "le charismatique Nikol Pachinian" ! Le quotidien belge Le Temps s'enflamme : "le héros incontesté d'un mouvement historique". Et il lâche le morceau, instrumentaliser la classe ouvrière pour parvenir à leurs fins : "La stratégie est claire: rallier les banlieues pauvres au mouvement et tenter l'épreuve de force contre le pouvoir.

Libération - Portée par la foule, l'opposition veut s'assurer la tenue d'élections parlementaires anticipées honnêtes en nommant Pachinian Premier ministre par intérim. Une hérésie pour le parti au pouvoir, qui considère que ce n'est pas à la rue de prendre ces décisions.

Au calme du mouvement s'est ajoutée la neutralité de la Russie. Loin d'être radicalement opposés à l'influence russe, les manifestants sont nombreux à se satisfaire de l'attitude effacée de ce rare soutien régional du pays. Il est toutefois fort probable que le Kremlin ne goûte guère la révolution douce. Le Premier ministre démissionnaire était proche de Moscou. Mais la diplomatie russe qualifie le mouvement d'«affaires intérieures». Mercredi, Vladimir Poutine a appelé le Président. Au même moment, le ministre des Affaires étrangères arménien s'envolait vers la Russie. Libération 26 avril 2018

- Arménie: l'opposant Pachinian pose un ultimatum, la Russie en médiateur AFP 26 avril 2018

Le chef de la contestation antigouvernementale en Arménie, Nikol Pachinian, a posé un ultimatum jeudi, en affirmant être le seul candidat possible au poste de Premier ministre, tandis que la Russie, jusqu'ici à l'écart de la crise, commençait à s'imposer comme médiateur.

"Si je ne suis pas élu Premier ministre, il n'y aura pas du tout de Premier ministre en Arménie", a lancé ce député et opposant de 42 ans, devant des milliers de ses partisans réunis dans la soirée sur la place de la République, au centre d'Erevan, la capitale de cette ex-république soviétique du Caucase du Sud.

"Il ne peut pas y avoir de compromis", a-t-il souligné.

Jeudi, le président du Parlement arménien, Ara Babloïan, a convoqué une réunion extraordinaire pour le 1er mai consacrée à l'élection d'un nouveau Premier ministre, après la démission de Serge Sarkissian lundi sous la pression de manifestations ayant rassemblé des dizaines de milliers de personnes.

"La prochaine étape de notre combat, ce sera le 1er mai, rassemblez vos forces pour montrer ce jour-là à quel point le peuple est fort", a déclaré M. Pachinian.

Il a également annoncé avoir invité le Premier ministre par intérim, Karen Karapetian, pour des négociations vendredi matin dans un grand hôtel d'Erevan, en précisant avoir insisté que la rencontre soit ouverte à la presse.

Depuis le 13 avril, Nikol Pachinian a mobilisé des dizaines de milliers de personnes contre l'ancien président Serge Sarkissian devenu pour quelques jours seulement Premier ministre et contre son Parti républicain au pouvoir.

Le 23 avril, Serge Sarkissian a démissionné, après onze jours de protestations, son proche et membre de son parti Karen Karapetian étant devenu Premier ministre par intérim.

Désormais, le Parti républicain au pouvoir doit aussi "capituler devant le peuple", estime M. Pachinian, qui s'est dit "prêt à diriger le pays".

La candidature de Nikol Pachinian, qui se présente comme le "candidat du peuple" au poste de Premier ministre et a défilé jeudi dans les rues d'Erevan à la tête de milliers de ses partisans, doit être proposée dans les prochains jours pour le poste de chef du gouvernement par le bloc d'opposition Yelk.

Au Parlement, un candidat a besoin de 53 voix pour être élu. M. Pachinian ne peut compter actuellement que sur le soutien de 40 députés, selon un responsable du bloc Yelk. Le Parti républicain, au pouvoir, dispose de 58 sièges et a théoriquement toutes les chances de faire élire de nouveau son candidat.

Lors de la réunion du Parlement pour désigner le nouveau chef du gouvernement, "tout dépend du nombre de candidats proposés par les partis (...). Mais il est très probable que nous aurons le temps d'élire le nouveau Premier ministre le 1er mai", a précisé à l'AFP le vice-président du Parlement, Edouard Charmazanov.

Quelques heures après l'annonce de la décision du Parlement arménien de se réunir le 1er mai, le président russe Vladimir Poutine s'est entretenu au téléphone avec le Premier ministre arménien par intérim, Karen Karapetian.

Lors de cette conversation téléphonique, "il a été souligné que le règlement de la crise en Arménie devait se dérouler uniquement selon les normes du droit, dans le cadre de la Constitution en vigueur et sur la base des résultats des élections législatives légitimes qui ont eu lieu en avril 2017", selon un communiqué du Kremlin.

Ces législatives avaient été remportées par le Parti républicain de Serge Sarkissian, qui dispose actuellement d'une majorité au Parlement arménien, au grand dam du chef de l'opposition Nikol Pachinian, qui réclame des législatives anticipées.

Mercredi, M. Poutine s'était déjà entretenu au téléphone avec son homologue arménien Armen Sarkissian, les deux hommes ayant appelé à cette occasion "toutes les forces politiques (en Arménie) à faire preuve de retenue et de responsabilité".

Pour sa part, le vice-Premier ministre arménien, Armen Guevorkian, s'est rendu jeudi à Moscou pour des "consultations de travail", a déclaré à l'AFP un porte-parole du gouvernement arménien.

Le chef de la diplomatie arménienne, Edouard Nalbandian, a lui aussi fait le voyage dans la capitale russe où il a eu jeudi "une courte rencontre" avec son homologue Sergueï Lavrov, selon la diplomatie russe.

Nikol Pachinian, s'est pour sa part rendu mercredi à l'ambassade de Russie en Arménie, la partie russe ayant appelé, lors de cette rencontre, à "un dialogue constructif" entre les manifestants et les autorités, selon un communiqué de la mission diplomatique russe.

Jusqu'ici, la Russie, qui absorbe environ un quart des exportations arméniennes et dispose d'une base militaire en Arménie, s'est tenue à l'écart de la crise. Le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov a répété jeudi qu'il s'agissait d'une "affaire intérieure arménienne". AFP 26 avril 2018

- Réalités arméniennes par Ivan Lizan - Réseau Voltaire 27 juillet 2013

Pendant que le gouvernement arménien se félicite de sa bonne politique et de sa « croissance à 7,2 % », la vie des citoyens est celle d'un terrible effondrement économique. Après avoir un instant cru au mythe de la solution occidentale, beaucoup fuient désormais un pays dont le problème essentiel réside dans le décalage des élites avec la réalité.

La vie politique suit les mêmes lois dans le monde entier comme en Europe. Et, à de rares exceptions près, ce sont celles du show politique. Par exemple, sur fond de problèmes sociaux et économiques en pleine croissance, les fonctionnaires de l'Union européenne (UE) décident quel contenant est le plus adapté pour l'huile d'olive dans les restaurants, tandis que des potagers sont aménagés dans les parcs de Lisbonne. Aux USA l'on se préoccupe de la légalisation du mariage homosexuel au niveau fédéral, tandis que l'esclavage imposé par les franchises est passé sous silence.

Dans les républiques post-soviétiques limitrophes de la Russie, c'est la même situation. En Ukraine, il y a des élections sans fin, tandis qu'en Arménie il n'y a pas si longtemps que les passions sur le maïdan [1] se sont calmées. Le politicien orange [2] Raffi Ovanisian a à peine cessé sa grève de la fin, qu'il a créé dans la foulée un mouvement politique d'opposition et a interdit à tout le monde de le critiquer. On a l'impression que le monde s'est transformé en une immense scène d'un théâtre de l'absurde. Et pendant ce temps là, dans la même Arménie, la population se paupérise rapidement, tandis que les plus capables quittent le pays.

La dépopulation arménienne

Les Arméniens fuient leur pays. D'après un sondage mené par Gallup, 40 % d'entre eux ne sont pas opposés à l'idée de quitter leur pays pour toujours. Et dans leur cas, les paroles ne sont pas loin des actes : en 2011, 43 000 Arméniens ont quitté leur pays, l'an dernier 42 000 autres les ont suivis. C'est curieux, mais la hausse du PIB (7 % l'an, selon le gouvernement) n'influe en rien sur les sentiments émigrionnistes du peuple. Le problème de l'expatriation est déjà devenu le premier des sujets dans les médias de masse du pays, éclipsant même le dilemme de la politique étrangère du pays. Les populistes clament que la fuite des habitants est liée à l'absence de justice, les réalistes estiment qu'elle contribue à la perte de la souveraineté. La dépopulation arménienne est déjà devenue un thème labouré par la propagande électorale des mouvements politiques. Ainsi, la politique-show a de nouveau gagné, repoussant dans l'ombre les problèmes économiques et la querelle gazière avec la Russie. Pendant ce temps, la crise risque d'entraîner l'effondrement de l'économie du pays.

Comment la crise achève l'économie arménienne

Depuis le début des années 90, l'Arménie a fait tout le chemin vers la désindustrialisation. Désormais, un tiers des Arméniens vivent sous le seuil de pauvreté, le chômage a dépassé les 16 % et l'office national statistique a perdu tout lien avec la réalité, en annonçant une hausse du PIB de 7,2 %.

En réalité, seul l'en-cours de dette et le montant des capitaux en fuite sont en hausse dans le pays. Le gouvernement ne s'inquiète plus du tout que la dette extérieure du petit pays ait dépassé les 4 milliards de dollars, tandis que les capitaux s'écoulent comme le sable à travers les doigts. Sur la seule année dernière, un demi-milliard de dollars ont quitté la république, ce qui ne rend guère plus stable la devise nationale, le dram. Les indicateurs des investissements directs étrangers (IDE) si appréciés par les libéraux esquissent un tableau vraiment glauque. Le montant des IDE s'est effondré de 27,5 % l'an dernier : les investisseurs fuient et ne reviennent pas.

Seul le travail des Arméniens expatriés en Russie sauve l'économie : ils rapatrient 2,5 milliards de dollars chaque année et ne sont dépassés dans le montant des sommes reversées au pays que par les Tadjiks, qui en envoient 3,6 milliards chez eux. L'isolation qu'entretiennent la Turquie et l'Azerbaïdjan à l'égard de l'Arménie ne contribuent guère à améliorer la situation. Une seule chose est évidente dans la politique arménienne : personne n'a l'intention de résoudre les problèmes réels.

UE ou UEE : le dilemme du choix géopolitique de l'Arménie

La question de la fuite des citoyens a éclipsé pour un moment du top des discussions celle du choix du pays entre l'intégration européenne (UE) ou eurasienne (UEE). Les politiciens n'arrivent pas à décider quel cap géopolitique doit suivre la barque prenant l'eau de toutes parts nommée « République d'Arménie ». Les show-politiciens dogmatiques corrigent sans cesse la direction, tandis que l'axiome selon lequel le Texas est pillé par les Texans rend impossible n'importe quelle intégration.

Cependant, à Minsk où était le Premier Ministre Tigran Sarkissian le 31 mai, l'on discutait du format de la coopération entre l'Arménie et l'Union douanière [3]. L'Arménie n'a pas de frontières communes avec celles des membres de l'Union douanière, et c'est justement ce qui est souvent mis en avant pour s'opposer à l'adhésion [4]. Cependant, l'Arménie n'a jamais eu de frontières communes avec l'UE non plus, mais la conclusion d'un accord avec elle est devenue une question prioritaire pour le gouvernement arménien. Il se trouve donc que l'éloignement de l'Europe n'est pas un obstacle à une association voire à une intégration européenne de l'ordre du mythe, ce qui ne serait pas le cas pour une politique d'union autour de la Russie, bien réelle malgré l'absence d'une frontière commune. Comme on le dit, seule compte la volonté, l'on trouvera toujours le format. Le résultat visible est une politique dirigée vers plusieurs directions et soutenue tant par l'Occident que par la diaspora sise aux États-Unis. Conclusions

Sans doute, les élites nationales sont devenues la plus grande malédiction pour les républiques limitrophes de la Russie, où il n'y a pas d'État puissant : il est impossible de s'en séparer, mais il est insupportable de vivre avec. Les gouvernants de l'Arménie font justement partie de ces élites-là. Peu importe qui a gagné aux élections présidentielles organisées à la fin de l'hiver : le président élu Serge Sargsian ou l'opposant pro-US Raffi Ovanissian. Pendant leurs années de vie dans les réserves d'indiens nationales, les élites se sont dégradées et se sont transformées en showmen politiques. Mais on ne peut rafistoler les trous béants de l'économie arménienne et la fuite des citoyens par des discours enflammés dans les meetings et des conférences de presse.

Le salut de l'Arménie, comme des autres confettis nationaux de l'URSS, est autour de la Russie seule. Le seul processus de réintégration et de recréation d'un État nécessitera de nouvelles élites, capables de répondre aux gageures géopolitiques, mais aussi économiques et démographiques. Réseau Voltaire 27 juillet 2013

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Grève des airs L'intersyndicale d'Air France rejoint les syndicats de pilotes - Liberation.fr 26.04

L'intersyndicale d'Air France au complet a appelé, jeudi, à de nouvelles journées de grève les 3 et 4 mai, puis les 7 et 8 mai... Liberation.fr 26.04

[Haut de page ↗](#)

Le 29 avril 2018

CAUSERIE

● [Causerie au format pdf \(7 pages\)](#)

Un camarade, qui se connecte au portail depuis des années, voudrait m'ajouter à la liste de ses "amis" sur un réseau numérique, c'est en tout cas le message que j'ai reçu dans ma boîte aux lettres à deux reprises. Autrement dit, il ne tient pas compte que je boycotte ce genre de support.

Maintenant, si cela lui fait plaisir, qu'il fasse ce qu'il veut, cela ne m'engage en rien et je ne vois pas très bien à quoi cela pourrait servir.

Quelques réflexions...

- Pour atteindre les sommets de la médiocrité, il faut monter dans la hiérarchie sociale, ce qui rend sympathiques ceux qui sont en bas.

- La volonté mise au service de l'ambition peut se transformer en cauchemar... pour ceux qui auront à la supporter ou qui en seront les victimes.

- Tout ce qui n'oeuvre pas au bien-être de chacun relève de l'ignorance.

C'est uniquement à partir de ce critère qu'on devrait juger l'intelligence d'une personne, pour autant qu'on puisse la juger, disons ceux auxquels on prête volontiers un niveau d'intelligence supérieur, par exemple ceux qui nous gouvernent, les élites, les intellectuels, les membres des classes moyennes, ceux qui parlent en notre nom et qui en manque singulièrement.

A défaut d'un niveau de conscience couvrant l'ensemble du processus historique relatif au développement de la civilisation humaine, on est en présence d'ignorants qui mettent leur intelligence au service de leurs misérables intérêts individuels, alors que l'issue de ce processus nécessite qu'elle soit mise au service d'intérêts collectifs, encore faudrait-il que cette issue coïncide avec l'idéal de liberté, qui ne pourrait être atteint qu'une fois le règne de la servitude humaine éradiquée de la surface de la planète.

Or, tous ces gens qui se croient ou se prétendent intelligents n'en ont pas conscience. Ils n'ont pas conscience qu'ils sont le produit de ce règne de la servitude humaine qu'ils ne cessent de reproduire au point de s'en accommoder, ou pire de le justifier, parce qu'ils disposent en général d'un statut social supérieur au reste de la population. Ils entendent ainsi préserver jalousement leurs privilèges qu'ils estiment légitimes, en refusant d'admettre que la majorité pourrait y accéder un jour, par crainte que les leurs se trouvent diluer ou disparaissent, considérant que les miettes qui lui sont réservées sont justifiées par son statut inférieur, ce qui les amènent logiquement à soutenir l'ordre établi.

Ils peuvent parfois exceller dans leur domaine ou leur profession, mais au-delà ce sont des ignorants. Leur arrogance ne sert qu'à le camoufler. Et quand ils essaient les plateaux de télévisions, les stations de radios, les salles de rédaction, leur suffisance ne trouve d'équivalent que dans leurs sophismes destinés à conditionner les esprits faibles.

Ils font partie des piliers du régime, dans la mesure où il ne tient que grâce à l'ignorance des masses.

- La photo de Macron avec Trump qui le tient par la main, est terrible pour Macron, il s'est ridiculisé devant la terre entière.

Macron aurait craqué apparemment. Sa prestation a tourné à la catastrophe.

- Une visite désastreuse? - fr.sputniknews.com 28.04.2018

Derrière les flonflons et les déclarations tonitruantes, l'ovation au Congrès des Etats-Unis, la visite d'Emmanuel Macron pourrait bien s'avérer désastreuse. (...)

Il s'avère qu'Emmanuel Macron a été dans l'incapacité d'obtenir gain de cause sur quelques grands dossiers que ce soit. De ce point de vue, cette visite est un échec. Mais il y a pire. En matière d'image, cette visite a été une catastrophe. Les photos montrant le Président français soit dans une position ridicule soit dans une position de soumission face à son homologue américains, même si elles ne traduisent pas nécessairement une réalité, circuleront massivement. Emmanuel Macron a commis, avec ce voyage, sa première faute majeure. (...)

Le choc des images

Reste les images que l'on peut avoir de cette visite. Elles sont déplorables, et surtout leurs conséquences seront lourdes. Les embrassades appuyées (surtout du côté de Macron), la scène assez ridicule où les deux hommes plantent le chêne offert en cadeau, voire cette photo, assez dramatique quant à l'image qu'elle transmet, ou Emmanuel Macron est pris par la main par Trump comme un petit enfant par son père, resteront dans les mémoires. Les français se sentiront, et se sentent déjà, humiliés par le comportement de leur Président. Ce sentiment d'humiliation n'avait pas été pour rien dans le désamour profond qui s'était installé entre les français et François Hollande. Emmanuel Macron glisse rapidement sur la même pente. fr.sputniknews.com 28.04.2018

Macron est même la cible des néoconservateurs sionistes.

- Macron l'imposteur et Trump l'homme d'Etat - Dreuz.info

Jupiter était une mystification. Il est faible.

- Brigitte Macron, l'indispensable de l'Elysée - leparisien.fr 29.04

Dès qu'elle n'est pas là, il la cherche. Il lui prend la main, il ne la laisse jamais en retrait, la valorise.

Fusionnels, tous le disent. Brigitte est son ancre, sa moitié, sa meilleure amie, sa confidente, sa famille, lui qui entretient une relation complexe à ses parents. Sa coéquipière aussi. On y reviendra. « Elle est la part non négociable de sa vie. Son principal soutien. C'est non seulement un couple, mais aussi une équipe », décrit l'animateur Stéphane Bern. « Elle est son tout. La phrase que j'ai le plus entendue du président pendant la campagne, c'est : Où est Brigitte ? » sourit Marlène Schiappa.

Souvent, Emmanuel Macron écourte ses déjeuners de travail pour prendre le café avec son épouse dans l'aile Madame où elle est installée dans le salon des Fougères, en rez-de-jardin. De là, elle peut l'apercevoir quand il travaille dans le salon d'Angle où il a pris ses quartiers, un étage plus haut. « Ils se font un signe de temps en temps », raconte un intime. « On ne devient pas président si on n'a pas tous les jours quelqu'un avec qui on échange, qui est de votre niveau. Il teste ses idées avec elle. Elle l'a construit. Elle est sa première sparring-partner », décrypte un ministre.

Le premier rôle de la première dame ? Gardienne du temps. « La maîtresse des horloges, c'est elle », rigole un proche, qui l'a déjà vue se mettre en colère sur le mode « il faut qu'il se couche, il se lève à 4 h 45 » !

« Elle fait attention à ce qu'il ne casse pas son corps et son mental », dit un habitué de l'aile Madame. Ainsi leurs amis ont-ils remarqué que les SMS présidentiels se faisaient un peu moins tardifs. Mais ça n'a guère duré et leur téléphone s'est remis à vibrer à... 3 heures du matin. « Cet homme est fou », s'esclaffe l'un d'eux. leparisien.fr 29.04

A quoi sert LFI, à obtenir plus de services sociaux ? Non, plus de services de répression.

- Violence à Bagnolet : le maire Tony Di Martino et le député Alexis Corbière veulent plus de moyens - RT avec AFP 28 avr. 2018

J'étais aujourd'hui dans le quartier de la capsulerie à #Bagnolet après les violences de ces derniers jours. Vendredi, je rencontre le Préfet avec @Tony_Di_Martino et j'ai aussi demandé un rdv en urgence à @GerardCollomb. Cette ville a besoin d'un commissariat de plein exercice ! pic.twitter.com/52liLgXTdJ— Alexis Corbière (@alexiscorbiere) 25 avril 2018 RT avec AFP 28 avr. 2018

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Valls soutient Macron mais réclame "un plan audacieux contre la pauvreté" - Le HuffPost

Fabrique du consentement. Qu'on les achève !

- Selon un sondage, la moitié des Français jugent que les détenus sont «trop bien traités» - Liberation.fr

Un sondage réalisé pour la Fondation Jean-Jaurès, cela ne s'invente pas, proche du PS pour reprendre la formule consacrée, européiste, atantiste, néoconservatrice, sioniste, bref, de gauche (institutionnelle).

On pourrait préciser qu'on entend par gauche institutionnelle, celle qui est compatible avec le régime et les institutions de la Ve République, la gauche réactionnaire, de droite en fait. Certains l'appellent la gauche libérale-libertaire, car elle serait guidée par aucun principe et flatterait l'individualisme débridée du petit-bourgeois qui sommeille chez tous ceux qui ont un statut social intermédiaire, et qui ambitionne d'atteindre un statut supérieur par n'importe quel moyen. Cela en fait les représentants de la pire réaction, genre Clinton, Obama, Hollande, etc.

Les instituts de sondages font dire à "*la moitié des Français*", ce qu'exigeaient ceux qui ont commandé leur sondage, afin de légitimer les mesures qu'ils souhaitent appliquer. C'est une escroquerie pure et simple la plupart du temps ou un moyen comme un autre d'exprimer tout haut leurs désirs qui de nos jours sont des ordres !

Si "*la moitié des Français*" juge que... c'est qu'ils sont fondés à le penser, c'est la réflexion que chacun est appelée à se faire, pourquoi je ne le penserais pas aussi après tout. Cause toujours il en restera quelque chose...

La formule "*la moitié des Français*" leur sert de caution, à défaut de majorité dans le pays. Un procédé médiocre mis en place par des dirigeants médiocres.

Les plus riches (...) sont incontestablement les grands gagnants.

- Macron An 1 : qui sont les perdants... jusqu'ici - xerficanal-economie.com 23.04

A qui Macron demande-t-il des efforts ? La formule président des riches est un peu courte. Elle suppose que tout le monde, hormis une poignée d'ultra-riches serait mis aujourd'hui à contribution.

L'effort porte en fait principalement sur 3 catégories de personnes :

D'abord, sur les 60 % des retraités les moins défavorisés, soit 9 à 10 millions de personnes, puisque l'on soumet cette population à une hausse de 1,7 point de CSG, non compensée contrairement aux salariés par une baisse des cotisations.

L'effort porte ensuite sur les propriétaires. Qui subissent un tir croisé. Entre : le recentrage de l'ISF sur l'immobilier ; l'exclusion des plus-values immobilières de la fameuse flat tax de 30% et la majoration de la CSG ; le recentrage des dispositifs Pinel et du PTZ sur les zones en tension ; La suppression des APL accession, dans le neuf d'abord, puis dans l'ancien ; Sur la sellette aussi, le Censi-Bouvard, même s'il a été prolongé d'un an. Ce dernier dispositif permet de déduire des impôts une partie de son investissement dans un logement meublé situé en résidence services.

L'immobilier se retrouve ainsi plus taxé que les revenus mobiliers (dividendes, etc.) Marquant la volonté gouvernementale de privilégier l'investissement financier, sur la pierre, ou, dit autrement, l'épargne productive sur l'épargne improductive.

L'effort porte enfin sur les fonctionnaires, avec le gel du point cette année, la réintroduction du jour de carence, la simple compensation de la hausse de la CSG, là où les salariés du privés sont gagnants avec la baisse des cotisations. Sachant aussi que le gel dans deux ans de cette compensation rognera le pouvoir d'achat par la suite.

A quoi il faut ajouter sans doute des offensives ciblées, dans le prolongement de la loi Macron, sur certaines rentes des professions libérales : avec en première ligne aujourd'hui, les opticiens, les dentistes et prothésistes audio, dans le cadre de la réforme du zéro reste à charge. Ou encore, l'ouverture de plus en plus grande à la concurrence du secteur des transports, pas seulement ferroviaire, qui accentuera encore la pression sur les salaires. On pourrait encore parler des fumeurs...

Bref, tout cela est relativement essaimé. Dosé. Il s'agit parfois d'efforts relatifs. Les catégories visées, hormis les fonctionnaires, ne sont pas les mieux organisées pour opposer une résistance. Le gouvernement prend garde aussi de ne pas frapper au plus bas de la distribution des revenus. Les minimas devraient être revalorisés sur le quinquennat. Beaucoup de salariés, notamment ceux qui n'ont pas constitué de gros patrimoine pierre, sont plutôt gagnants.... Les plus riches aussi, ceux qui ont les moyens de se constituer d'importants patrimoines financiers sont incontestablement les grands gagnants. Et c'est bien sur plutôt du côté de la classe moyenne supérieure que porte l'effort. Plus précisément c'est sur les baby-boomers de l'après-guerre, souvent détenteurs d'un patrimoine immobilier, que se concentre le tir et tous ceux qui bénéficient d'une petite rente statutaire, construite au fil de l'histoire. Et in fine, ce sont les enfants gâtés des 30 glorieuses, qui renoncent à leurs petites rentes, pour que les grands

enfants gâtés de la mondialisation puisse continuer à passer à travers les mailles du filet de l'impôt. xerficanal-economie.com 23.04

Dossier Syrie.

Quand des témoignages contredisent sa version, le gang Washington-Paris-Londres hurle à une «mascarade obscène».

- Témoignages de Syriens à l'OIAC: quand la presse n'ose pas prendre de risques - fr.sputniknews.com 28.04.2018

Comment isoler l'espace médiatique de l'information indésirable? Les grandes démocraties occidentales savent mettre des mots dans la bouche des médias libres, c'est ce que prouve la récente couverture du témoignage de Syriens de Douma auprès de l'OIAC.

La réaction des politiciens et des médias du monde occidental est peut-être ce qu'il y a eu de plus intéressant autour du déplacement de Syriens de Douma à La Haye. Ils viennent témoigner devant l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC).

Un petit retour sur les faits: la Russie et la Syrie ont fait venir 17 habitants de Douma au siège de l'OIAC, notamment Hassan Diab. Ce petit garçon est devenu malgré lui le personnage principal de la vidéo des Casques blancs qui a servi de prétexte aux frappes américano-franco-britanniques en Syrie.

À la tribune de l'OIAC, les 17 témoins ont raconté la mise en scène de l'attaque chimique. Cependant, les représentants des pays qui ont bombardé la Syrie prétextant une attaque chimique ont simplement refusé de se rendre au briefing des témoins de Douma. Avant la conférence de presse, le représentant permanent américain à l'OIAC a rapidement fait le tour des représentants des «alliés» et leur a interdit d'aller à ce briefing.

Après ça, le représentant du Royaume-Uni a déclaré: «L'OIAC n'est pas un théâtre», le représentant de la France l'a sagement épaulé en qualifiant le briefing de «mascarade obscène». (...)

Actuellement, citer la position russe, syrienne, etc., peut valoir à un média mainstream une enquête officielle sur la «diffusion de fake news» et une accusation des institutions civiles de «transmission de la propagande russe». En conséquence, peu de médias libres osent prendre des risques.

Les titres sur le témoignage de Syriens à l'OIAC le prouvent de manière évidente: tous les médias transmettent de manière disciplinée la vérité certifiée conforme avec les mêmes mots et mêmes formulations. fr.sputniknews.com 28.04.2018

L'imposture des institutions internationales mises en place par les Etats-Unis et leurs vassaux vole en éclats.

- Washington, Londres et Paris mènent une guerre contre l'OIAC fr.sputniknews.com 28.04.2018

Par leurs frappes contre la Syrie, Washington, Londres et Paris ont prouvé qu'ils n'avaient aucun respect pour l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC).

La France, les États-Unis et le Royaume-Uni ont déclaré la guerre à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), a affirmé ce samedi le représentant permanent russe auprès de l'Organisation, Alexandre Choulguine.

Par leurs frappes contre la Syrie, ces trois pays ont montré qu'ils «ne faisaient pas grand cas de l'OIAC et ont manifesté qu'ils n'avaient aucun respect pour le Secrétariat technique en la personne du directeur général de l'OIAC, Ahmet Üzümcü», a-t-il indiqué.

Et d'ajouter:

«Ces événements ont mis en lumière que la guerre contre l'OIAC — pas une guerre de propagande, mais une véritable guerre — est menée non par la Russie, mais par les États-Unis, la France et le Royaume-Uni», a-t-il noté.

Un nombre toujours croissant de membres de l'OIAC constatent « le comportement indécent » de ces trois pays, a affirmé Alexandre Choulguine.

Ces pays «ne sont pas en mesure de fournir des preuves un tant soit peu sérieuses» pour démentir les déclarations des témoins de la présumée attaque chimique à Douma, qui sont venus le 26 avril à La Haye, et font tout pour «éviter d'assumer la responsabilité de leurs actions criminelles», a-t-il souligné. (...)

Selon le ministère russe des Affaires étrangères, les rapports sur la présumée utilisation d'armes chimiques par les forces syriennes ont pour objectif de justifier les frappes étrangères visant la Syrie. Pour sa part, l'état-major interarmées russe avait depuis le 13 mars mis en garde contre une provocation mettant en scène une attaque chimique dans la Ghouta orientale. fr.sputniknews.com 28.04.2018

Quand 16 Etats sur 192 réalisent un hold up sur le monde.

- « Armes chimiques » en Syrie (Douma) et OIAC: déclaration conjointe par Prof Nicolas Boeglin - Curso de Derecho Internacional, Costa-Rica - Mondialisation.ca, 29 avril 2018

Lors d'une réunion organisée par la Russie au sein de l'OIAC à La Haye le 26 avril 2018, afin d'écouter le témoignage de plusieurs personnes sur la prétendue attaque chimique de Douma par les forces armées syriennes, les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni ainsi que 14 autres Etats Membres de l'OIAC (sur 192 Etats Membres, voir liste officielle) ont circulé une déclaration conjointe, qui se lit comme suit.

On notera qu'aucun Etat d'Afrique, ni d'Asie, ni d'Amérique Latine n'a accepté de souscrire cette déclaration conjointe, et qu'en Europe, seuls l'Allemagne, le Danemark, l'Italie, l'Islande et les Pays-Bas ainsi que la Bulgarie, la Pologne, la République Tchèque, la Slovaquie et les trois Etats baltes ont accepté de le faire. Mondialisation.ca, 29 avril 2018

J'allais écrire quand 16 Etats sur 192 réalisent un hold up sur la démocratie, mais comme aucun ne l'incarne vraiment j'ai rectifié au dernier moment.

[Nicaragua. Quand "des hommes d'affaires" manifestent leur soutien à "la jeunesse réprimée"...](#)

- Nicaragua: rassemblement géant "pour la paix et la justice" - AFP 29 avril 2018

Des milliers de Nicaraguayens ont marché samedi à Managua "pour la paix et la justice", à l'appel notamment de l'Eglise catholique, beaucoup demandant le départ du pouvoir du président Daniel Ortega et de son épouse après les manifestations qui ont fait 43 morts dans le pays.

La contestation, lancée au départ par les étudiants contre une réforme des retraites, est rapidement devenue une mobilisation générale pour dénoncer la confiscation du pouvoir par le président Daniel Ortega, un ancien guérillero de 72 ans, confronté à une vague de colère populaire sans précédent depuis son retour au pouvoir il y a 11 ans.

"Q'ils s'en aillent !", lançait la foule à l'adresse du président Ortega et de son épouse Rosario Murillo.

Il s'agit du deuxième rassemblement de masse dans la capitale nicaraguayenne depuis celui des hommes d'affaires lundi pour rejeter les réformes du gouvernement et pour soutenir la jeunesse réprimée. AFP 29 avril 2018

L'amalgame entre "des hommes d'affaires" et "la jeunesse réprimée" était tentant, l'AFP l'a osé, sachant qu'ils ne doivent pas vraiment manifester pour les mêmes revendications. C'est une escroquerie dont l'AFP est familière.

[Haut de page ↗](#)



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries mai 2018

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er mai 2018

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (10 pages)

On se détend un peu.

- Dans la première photo, Macron, c'est Lino Ventura dans Le fauve est lâché, dans la seconde, c'est Bourvil dans Cent francs par seconde, dans la troisième Belmondo dans Tendre voyou, et dans la dernière, c'est Alain Minc qu'on ne présente plus !

- Quand on observe qu'un fanfaron est censé gouverner, chaque travailleur est en droit de se dire qu'il ne ferait pas pire, ou mieux : que c'est à son tour !

Bienvenue chez les ripoux

Je voudrais qu'on revienne rapidement sur la prise de position du député LFI Alexis Corbière, qui a réclamé plus de policiers et un commissariat de police supplémentaire à Bagnolet.

Tous les partis ont le choix entre participer ou non aux institutions de la Ve République ou les boycotter et les combattre. LFI a décidé en connaissance de cause d'y participer sans en assumer toutes les conséquences.

En se présentant à des élections municipales, on sait d'avance à quoi s'en tenir, à quelle situation on va se trouver rapidement confronté. Corbière réclame plus de flics, moi je dis non, pour nous cette position est intolérable, détestable, je vais essayer d'expliquer pourquoi.

Qu'est-ce qui se passe à Bagnolet ? Il y a des jeunes qui dealent de la marijuana ou du haschich, du cannabis. A mon avis, si on leur avait offert la possibilité d'avoir un vrai travail avec un salaire décent qui leur permette d'envisager leur avenir, de fonder une famille, etc. je pense qu'ils auraient préféré. Donc ils n'ont pas eu le choix. En même temps, cette situation qu'est-ce qu'elle recouvre ? Il y a des consommateurs, en fait ce sont des travailleurs tout simplement. Il y en a qui picolent pour oublier leurs soucis ou pour se sentir mieux, et il y en a d'autres qui préfèrent fumer un joint, comme il y en a d'autres qui préfèrent se connecter sur Facebook ou regarder TF1, une série de télé-réalité parce que cela les branche, c'est leur problème, ils sont libres.

Donc il y a ceux qui achètent de l'herbe ou du cannabis, et des jeunes qui en font le commerce. Cela va leur permettre de vivre,

cela va leur procurer l'équivalent d'un salaire, et cela peut permettre aussi d'aider leur famille à vivre mieux. On peut aussi se poser la question de savoir pourquoi leur famille vit aussi mal, pourquoi ils ont autant de besoins qu'ils ne peuvent pas satisfaire avec leurs revenus.

Ce sont des questions au côté desquelles passe Corbière qui n'en a rien à foutre.

Le type qui consomme du cannabis, il ne fait du tort à personne, le mec qui vend de l'herbe ou du cannabis, à ma connaissance il n'empiète pas sur la liberté d'autrui, alors où est le problème ? En revanche, priver un travailleur de boulot, c'est commettre un délit, dans le sens où on réduit sa liberté à rien du tout.

Le seul problème, c'est de ne pas permettre à ceux qui travaillent de pouvoir vivre décemment de leur travail ou à ceux qui sont en âge de travailler de trouver un boulot avec un salaire décent, il est uniquement là le problème. Sa solution est incompatible avec l'existence du régime en place.

Mais poser le problème sous cet angle-là nécessite d'avoir la volonté d'affronter la société telle qu'elle est, le régime, ce à quoi Corbière n'est manifestement pas prêt. Répétons-le, il n'en a rien à foutre, car lui Corbière, comme ses camarades, il dispose d'un revenu entre 10 et 15.000 euros par mois avec sa compagne avocate, alors qu'est-ce qu'il aurait besoin de picoler ou d'un joint pour se sentir bien, ça va pour lui, il est comblé, il est servi, tout va bien pour eux, ce sont des nantis ces gens-là. Non seulement Corbière ne fait pas le procès de la société capitaliste, il s'en prend à ceux qui en sont victimes, en leur reprochant de s'en sortir ou de supporter leur condition comme ils peuvent, c'est incroyable, c'est un réactionnaire fini ce type-là.

Vous voyez à quoi cela conduit de participer aux institutions de la Ve République, tous ceux qui ont été élus conseillers municipaux se retrouvent exactement dans la même situation que monsieur Corbière un jour ou l'autre. Le gouvernement Macron-Philippe ne peut pas satisfaire les besoins de ces jeunes qui dealent du cannabis, alors qu'est-ce que dit Corbière : qu'on les réprime. Du moyen-âge au dernier tiers du XXe siècle, c'était le pinard qui occupait la place du cannabis, qui servait de soupape aux opprimés pour supporter leur condition, puis vint le cannabis, sauf que personne ne l'a jamais assumé.

Nous, nous disons, pour que ces jeunes aient un avenir, le gouvernement Macron-Philippe doit dégager, tout de suite, Corbière et LFI envisagent qu'ils seront en place jusqu'en 2022, nos deux positions sont donc incompatibles.

En attendant, je vais m'en faire un petit, histoire d'oublier ces cloportes avant d'aller me coucher, ils me sortent par les yeux de la tête, un vrai cauchemar.

Et dire qu'il y en a qui ont cru que j'allais me compromettre avec ces médiocrités. En réalité, ils représentent ce que je déteste le plus chez un homme et que j'ai toujours combattu, donc cela ne risquait pas d'arriver, c'était bien mal me connaître. Pendant que Corbière s'attaque aux plus faibles, Mélenchon est nostalgique de la grandeur militaire passée de la France... esclavagiste, coloniale, impérialiste, vous pouvez ajouter raciste, xénophobe, homophobe, misogone et j'en passe des plus réactionnaires, tout est dans l'ordre des choses. A moins qu'elle ait eu une mission civilisatrice qui la plaça au-dessus des autres nations ou peuples...

En complément. Heureusement que les forces de l'ordre étaient assez nombreuses...

- Universités: La police évacue le site de Censier Paris 3 - Reuters 30 avril 2018

Les forces de l'ordre sont intervenues tôt lundi matin pour évacuer le site de Censier, de l'université Paris 3-Sorbonne nouvelle dans le 5e arrondissement de Paris, qui était bloqué depuis le 8 avril, a annoncé la préfecture de police de Paris. Reuters 30 avril 2018

Naufrage.

- Ils ont réussi à faire en sorte que la question de l'immigration, qui fait partie de la propagande de l'extrême droite, devienne omniprésente, ce qui leur permettait de lui accorder une place de premier choix sur la scène politique, qui servirait plus tard un objectif invouable.

On peut noter qu'à l'origine se trouvait la stratégie politique et militaire adoptée par l'Otan, donc les Américains, Otan dont fait partie la Turquie qui a largement contribué à cette opération. Ensuite, des oligarques comme G. Soros y ont également participé, il le revendique ouvertement. Tous les gouvernements des puissances impérialistes occidentales de l'UE se sont alignés sur cette stratégie, ainsi que leurs porte-parole médiatiques, mais pas seulement, tout ce que comptait ce qu'ils appelaient la gauche et l'extrême gauche a été de la partie.

En dernière analyse, cette opération a consisté à conforter l'extrême droite, de sorte qu'elle apparaissait comme l'une des principales forces politiques présente particulièrement lors de chaque élection, afin qu'elle canalisa une partie importante des voix des électeurs de droite qui considèrent que l'immigration représente un problème ou un danger, mais aussi ceux qui se disaient

de gauche et qui estimaient qu'elle allait contribuer à la dégradation de leur condition sociale déjà précaire, de telle sorte qu'en pompant des voix à droite et à gauche (institutionnelle) l'extrême droite devienne artificiellement la deuxième force politique, face à laquelle ne demeurerait que le nouveau parti néolibéral qu'ils ont créé de toutes pièces, contre lequel le parti d'extrême droite n'aurait aucune chance de l'emporter, ce qui revenait à faire élire systématiquement à chaque élection le ou les candidats de ce parti de droite ultra libéral sur fond d'abstention massive, ou à instaurer de fait un régime de parti unique, puisque dorénavant aucun autre parti ne pourrait le concurrencer ou le déloger du pouvoir.

Cette opération peu très bien faire long feu ou ce scénario n'est peut-être que provisoire, car en gouvernant ouvertement à droite, si l'électorat minoritaire de Macron peut rester relativement stable, en revanche le nombre de ses opposants qui ne sont pas disposés à le laisser gouverner une seconde fois ne va qu'augmenter au fil du temps, ce qui constitue une menace réelle et sérieuse qu'ils vont devoir prendre en considération. Quelle alternative leur reste-t-il? Au premier abord, aucune.

Ils sont parvenus à réaliser le scénario idéal en brisant le PS et LR, tandis que les voix de gauche se portent sur des formations qui vont du FN à LO en passant par LFI, ce qui laisse un boulevard à LREM. Il faudrait que le FN s'effondre et que tous les partis de LFI à LO s'unissent pour présenter un candidat unique à la présidentielle ou qu'ils soutiennent tous ce candidat lors du second tour, ce qui semble fort improbable puisque ce candidat serait forcément issu de LFI, et comme on a pu l'observer lors des élections de 2017, de nombreux électeurs ne supporteraient pas son discours consensuels ou bourré de contradictions au point de préférer s'abstenir que de cautionner un charlatan.

Pour rééditer l'exploit de 2017, en maintenant au feu le FN, ils n'ont pas besoin de LR et du PS qui par ailleurs soutiennent Macron et LREM. Le niveau élevé de l'abstention favorise leur plan, puisque même minoritaire ils peuvent gouverner, c'est l'essentiel pour eux.

Certains estiment qu'il aurait été préférable de s'engager au côté de Mélenchon ou que son élection aurait ouvert une crise politique sans précédent sous la Ve République, ce qui reste à démontrer, c'est d'ailleurs ce qu'on nous avait déjà raconté en 1981 et vous connaissez la suite.

A la fin des années 70, la situation sociale était aussi très dégradée. Les grèves et les manifestations rassemblaient des centaines de milliers de travailleurs ou d'étudiants à Paris... et elles ne cessèrent de faiblir par la suite, à aucun moment le régime ne fut réellement menacé, la majorité PS-PCF se portait garante des institutions et gérait la société pour le compte des capitalistes, bloquant ainsi toute issue politique favorable aux travailleurs, LFI aurait fait de même à défaut d'appeler les masses à la mobilisation générale pour renverser le régime. Ne disposant pas d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale, Mélenchon aurait formé une coalition avec les rogatons du PS, d'EELV, qui en échange aurait exigé des concessions, prétexte dont il se serait servi pour expliquer qu'il n'était pas en mesure d'adopter une autre politique que ses prédécesseurs, qu'il n'y était pour rien et qu'on aurait échappé au pire et la boucle du populisme aurait été bouclée. Voyez ce qui se passe en Grèce ou au Portugal.

Ce qui ressort de ce tableau, c'est qu'il existe aucun véritable parti ouvrier en mesure de constituer un pôle de regroupement pour l'ensemble des travailleurs en France ou dans aucun pays en Europe ou ailleurs dans le monde, tous sont marginaux ou ultra minoritaires ou n'existe pratiquement pas, c'est l'aspect le plus inquiétant de la situation. Tous sont issus de partis qui ont été à la remorque du PS et du PCF pendant des décennies. Tous tiennent un discours qui relève de la propagande, au lieu d'expliquer patiemment la situation aux travailleurs, du coup comme ils n'y comprennent rien ou pas grand chose, ils ne peuvent pas davantage comprendre quels sont les objectifs de leur propagande. Pire encore, sur bien des questions dont celle de l'immigration, ils ont emboîté le pas des Soros et cie. Ils vous diront que ce n'est pas la question qui préoccupe le plus les travailleurs, l'immigration passe après l'emploi et les salaires, les retraites, mais si vous leur demander s'ils trouvent normal qu'une personne qui vient de débarquer en France se voit attribuer un logement, parfois un travail, ainsi que des avantages sociaux, alors qu'ils peinent à survivre ou sont au chômage, etc. ils vous répondront qu'ils ne comprennent pas pourquoi on les accueille les bras ouverts ou on devrait leur accorder un traitement privilégié, même si un grand nombre de migrants sont parqués dans des centres de rétention ou sont traités comme des prisonniers de droit commun, tandis que d'autres sont expulsés.

Ces migrants ont été instrumentalisés dès le départ, parfois avant même qu'ils quittent leur pays d'origine. Les uns provenant d'Afrique ont atterri en Libye (ou y vivaient) et des embarcations ont été mises gracieusement à leur disposition pour qu'ils se rendent en Europe à leur risque et péril, tandis que les autres provenant d'Afghanistan, d'Irak ou de Syrie se sont réfugiés en Turquie et ont ensuite été accompagnées jusqu'aux frontières des pays de l'UE, Autriche, Allemagne, etc.

Contrairement à ce qu'on nous a bien voulu nous expliquer, cette migration a été tout sauf naturelle, elle a été savamment planifiée, puis orchestrée par l'Otan à des fins politiques qu'on préfère feindre d'ignorer pour ne pas être accusé d'en avoir été les complices. Ce genre d'argument peut tromper des esprits naïfs. Je leur répondrai que notre ennemi se trouve dans notre propre pays et que c'est là qu'on doit le combattre, au lieu de prendre la fuite pour ne pas avoir à l'affronter. Avez-vous imaginé un instant ce qui adviendrait si nous adoptions tous cette attitude ? Nous serions à la merci de notre ennemi, qui remporterait une victoire sans même avoir besoin de combattre, c'est complètement insensé. Il n'y a que des ignorants ou des lâches pour soutenir une telle théorie.

On nous a aussi expliqué que certains migrants avaient échappé à des zones de guerre ou à l'avancée des barbares en Syrie. On ne le nie pas, mais maintenant pourquoi ne retourneraient-ils pas en Syrie dans les zones sécurisées par le gouvernement, idem en Irak. On nous dit encore qu'il y aurait des migrants économiques, qui fuient la misère dans leur pays. C'est à croire qu'il n'y a pas

de travailleurs livrés à la misère ou à la pauvreté extrême en France ou en Europe. Pourquoi, parce qu'on s'en accommode ? Quelle hypocrisie !

Si je peux me permettre de citer mon expérience personnelle. Quand j'ai quitté la France en 1996, c'est parce que je n'avais plus les moyens d'y vivre décemment, en revanche je disposais des moyens pour vivre normalement ailleurs, donc j'ai été voir ailleurs. Si maintenant les choses avaient mal tourné, je serais reparti en France, c'est d'ailleurs ce que j'avais fait en 1991, après avoir passé deux ans en Inde et avoir échoué à m'y installer faute de moyens suffisants. Je suis un exilé économique qui a réussi un pari qui était fort risqué. J'ai eu beaucoup de chance en réalité.

Bien entendu qu'il faut exiger que les migrants bénéficient d'un traitement digne de la part des autorités françaises, ce qui n'est pas le cas évidemment, encore faut-il expliquer pourquoi et comment ils sont arrivés là, au lieu de nous raconter des histoires. La pire consistant à expliquer que tous les Français seraient responsables de ce qui leur est arrivé, alors qu'en réalité la responsabilité incombe uniquement aux pays de l'Otan, dont la France qui a déclaré la guerre à leur peuple et qui ensuite les a instrumentalisés pour des raisons politiques.

La décision de quitter son pays a toujours été prise à titre individuel, sauf lorsqu'on se destinait d'envahir un autre pays. Faire croire le contraire coïncide justement avec le discours tenu par l'extrême droite. Etrange que des militants qui se disent de gauche ou d'extrême gauche en tiennent un similaire, mais comme après tout ils étaient favorables à un bombardement de la Syrie par le gang Washington-Paris-Londres pour peu qu'il leur serve un bon prétexte ou que l'ONU leur ait fourni l'autorisation, cela s'explique très bien, en guise d'internationalistes prolétariens ils sont devenus des auxiliaires zélés de l'Otan.

C'est marrant le sort des migrants devrait faire l'objet d'une prise de conscience collective, mais pas le chômage qui frappe plus de 6 millions de travailleurs, le double ou le triple en comptant leurs familles, le sort de millions de retraités voués à la misère, quand ils manifestent, on compte sur les doigts de la main ceux qui les soutiennent. Mais pourquoi enfin ? Lorsque les dirigeants du pays décrètent qu'une question est nationale, ils tiennent à en être, de la même manière qu'ils s'en tiennent à l'agenda institutionnel et attendent tranquillement 2022, inutile de préciser sous quelle influence ils sont, vous avez deviné.

C'est une lubie de petits-bourgeois communautaires et réactionnaires en mal de bonne conscience à défaut d'avoir réellement la volonté d'affronter le régime, cela leur sert de caution de gauche pour masquer leur inconsistance politique, ne comprenant rien à ce qui se joue à l'échelle mondiale...

Illustration.

- ...les sociétés occidentales sont concernées par l'accélération des flux migratoires. De facto, elles sont devenues multiculturelles, ce qui a aussi des traductions électorales importantes. L'Allemagne n'avait pas connu de parti d'extrême droite au Parlement depuis 1945 et, cet automne, l'Alternative für Deutschland (AfD) a fait 12 % des voix. Ce fut le prix électoral du choc migratoire brutal encaissé par le pays. Même chose en Italie avec la dislocation du paysage politique traditionnel et la poussée des partis populistes. Au Royaume-Uni, c'est la question sous-jacente de l'immigration est-européenne qui a conduit au Brexit. On peut également citer la promesse de Trump de construire un mur le long de la frontière mexicaine... Libération 29.04

- A quoi servent les socialistes européens ? - Liberation.fr 29 avril 2018

La social-démocratie a-t-elle encore un avenir sur le Vieux Continent ? Les élections récentes, en France, en Allemagne ou en Italie, montrent que partout en Europe, elle s'effondre. Pour comprendre la crise qu'elle traverse, on peut observer les socialistes à Bruxelles, notamment au Parlement européen (où ils forment le deuxième groupe avec 187 députés sur 751). Ce qui frappe, c'est à la fois leur extrême division idéologique et leur incapacité à se comporter autrement que comme une force d'appoint des conservateurs européens du Parti populaire européen (PPE).

On l'a vu lors du vote de la résolution sur l'affaire Selmayr, le 18 avril : une majorité du groupe socialiste, emmenée par le SPD allemand et le PSOE espagnol, a soutenu le PPE (premier groupe avec 219 députés) qui voulait sauver la peau du secrétaire général. Si on peut comprendre l'attitude du PPE, qui ne voulait pas sacrifier ses hommes, celle des socialistes est incompréhensible. A un an des élections européennes, leur intérêt était de se distinguer des conservateurs et de montrer qu'ils n'étaient pas les «idiots utiles» de la droite. Profondément divisés (les Français, les Belges, les Néerlandais et les Italiens jouant les francs-tireurs), ils ont validé la nomination de Selmayr, qui n'est rien d'autre qu'une prise de contrôle par le PPE de l'administration communautaire. Cette incapacité à stopper la droite devrait se révéler jeudi, lors du vote qui désignera le représentant du Parlement au sein du «comité de sélection» de douze membres chargé d'établir une liste de candidats au poste de procureur européen. Selon toute probabilité, le PPE devrait parvenir à imposer son candidat : Rachida Dati, l'ex-garde des Sceaux de Nicolas Sarkozy. A force de rechercher le compromis, les socialistes européens ont sombré dans la compromission. Une explication à leur perte de légitimité. Liberation.fr 29 avril 2018

En famille. La confrérie des fossoyeurs du socialisme unis... au chevet du régime.

- Un "meeting unitaire" à Paris pour donner le "coup d'envoi" des mobilisations - AFP 30 avril 2018

Deux à trois cents personnes se sont retrouvées lundi place de la République à Paris pour un "meeting unitaire" des forces politiques de gauche -moins la France insoumise et le PS- censé donner le "coup d'envoi" des mobilisations du mois de mai, a constaté une journaliste de l'AFP.

Dix organisations avaient appelé à ce rassemblement, décidé il y a une dizaine de jours, dont le PCF, Ensemble, EELV, le Parti de gauche, Générations, Nouvelle Donne.

Alors que manquait à l'appel la France insoumise, et que les syndicats abordent la journée de mardi en ordre dispersé, M. Laurent a insisté sur la nécessaire "unité" des forces de gauche.

Même message de la part de la part d'Olivier Besancenot (NPA): "Il sera beau ce mois de mai, vous verrez, il sera beau, et ceux qui ne comprennent pas que l'unité est essentielle dans ce conflit, ils reviendront de toute façon, parce qu'ils n'auront pas le choix, parce qu'il n'y a pas de place pour le sectarisme. On a besoin d'une victoire sociale et politique, et cette victoire sociale et politique on va la gagner toutes et tous ensemble", a-t-il souligné.

L'ancien candidat à la présidentielle a aussi insisté sur l'obligation pour les politiques de rester derrière le mouvement social -- un message à l'intention de Jean-Luc Mélenchon, qui avait pu donner le sentiment à l'automne de vouloir concurrencer les organisations syndicales.

"Notre responsabilité politique à nous, ce n'est pas d'avoir la grosse tête, ce n'est pas de se substituer aux luttes réelles (...) mais c'est de pousser dans le même sens, faire le B-A BA, la fameuse convergence des luttes, l'alliance entre les luttes", a-t-il déclaré.
AFP 30 avril 2018

Tout ce que compte ou presque de réactionnaires ou contre-révolutionnaires la pseudo-gauche et extrême gauche...

Parole d'internaute. A l'épreuve du temps qui passe...

- *"Une thèse abrupte : des capitalistes américains super riches ont financé le "socialisme".*

Un paradoxe bizarre résolu quand le socialisme fut compris, non pas comme « le pouvoir au peuple », mais comme le pouvoir de l'élite sur le peuple.

A ce jour, l'arnaque de la gauche est encore ignorée de la majeure partie de la population qui se fie aux discours et non pas aux actes.

La sociale démocratie est le cache-sexe du pouvoir mondial qui vend son emprise destructrice sous la forme d'un progrès pour toute l'humanité : très orwellien."

Ce qui distingue un militant embrigadé dans un de ces partis dégénérés dits ouvriers tous courants confondus, et un militant qui n'a pas été formaté à leurs dogmes, c'est que ce dernier sera apte à aborder la situation ou n'importe quel sujet quel que soit l'angle sous lequel un travailleur le présente ou l'interprète.

Cet internaute, qui a posté ce commentaire sur le Net, est un travailleur, ce n'est apparemment pas un ouvrier ou un travailleur manuel, peu importe, pour nous c'est un travailleur.

Ce qui nous intéresse, ce n'est pas trop ce qu'il dit, mais plutôt ce que révèle son discours.

Sa réflexion sera incompréhensible à tous ces militants rongés par le dogmatisme. Ils la traiteront de préférence en adoptant un air supérieur ou méprisant, parce qu'ils considèrent ce genre de discours comme l'expression d'un petit-bourgeois qui se perdrait dans des considérations qui n'ont ni queue ni tête ou qui ne mènent nulle part, ce qui n'est pas entièrement faux, mais ô combien révélateur. Parce que eux, voyez-vous, au moins ils savent où ils en sont et ils le traduisent en pratique, et peu leur importe que quelques années ou décennies plus tard ils en soient toujours au même point ou que la cause pour laquelle ils combattent ait encore régressé. L'essentiel, c'est d'avoir bonne conscience et ils se moquent du reste.

Autoproclamation, autojustification, autosatisfaction, voilà les trois stades par lesquels ils passent en général. Plus le temps passe, moins ils vont être en mesure de réfléchir sereinement. Même lorsque les faits leur auront donné tort une multitude fois, ils demeureront persuadés d'avoir toujours eu raison, car ils considèrent que si la situation a mal tourné, ils n'y étaient forcément pour rien, et pour le justifier ils vous dresseront la liste pratiquement illimitée des facteurs qui en seraient responsables, qui en réalité leur servent de boucs émissaires pour masquer leur inconsistance pour ne pas dire pire encore.

Un tel mode de pensée s'accommode au fil du temps de tout ou presque, des pires mensonges et méthodes détestables

ou inavouables pour les couvrir.

Je vous laisse analyser librement le contenu de ce commentaire, il y a de quoi remplir des pages ou tenir une réunion pendant des heures. Je vais tout de même déblayer le terrain pour vous faciliter les choses.

Je dirais simplement, qu'il révèle que l'interprétation qu'on nous a fourni des différents acteurs (et leur évolution, leurs rapports) qui composaient la situation au cours des 7 ou 8 dernières décennies, n'a jamais ou presque correspondu à la réalité, qui fut tronquée ou déformée au point de la rendre méconnaissable, et par conséquent incompréhensible, partant de là les militants ne ramèrent pas à contre-courant, mais bien dans le sens du courant qui devait nous conduire où nous en sommes rendu aujourd'hui, autrement dit au lieu d'œuvrer consciemment à notre cause, ils participèrent inconsciemment à une toute autre entreprise, dont aujourd'hui encore ils n'ont pas idée.

Les plus irréductible hurleront à la diffamation en lisant ces lignes, les autres totalement décontenancés ou ne sachant plus quoi penser, préféreront faire comme s'ils n'avaient rien entendu, et seuls une infime minorité parmi eux auront encore la force de tendre l'oreille à nos arguments qui ne tombent pas du ciel, puisqu'on s'emploie toujours à les étayer ; souvenez-vous, combien de fois on prit leurs dirigeants en flagrants délits...

Le commentaire de cet internaute pose plus de questions qu'il n'apporte de réponses. On les connaît, mais on ne les rappellera pas ici.

L'exercice consistera à recenser toutes les questions ou hypothèses qu'ils soulèvent, qui de fil en aiguille, sans même qu'on essaie d'y répondre, par le seul fait de les faire jaillir (ces questions ou hypothèses), en les mettant bout à bout on parviendra patiemment à tisser pas à pas la trame qui permettra ensuite de comprendre comment et pourquoi "l'arnaque de la gauche" a pu fonctionner pendant de si nombreuses décennies, en fait près d'un siècle, entre temps on aura été amené à se pencher sur la véritable nature de la social-démocratie, qui, si elle correspondait à la définition qu'en avaient donné autrefois les marxistes, n'avait rien à voir avec celle qu'avaient colportée nos dirigeants.

Un autre exercice, plus délicat, consistera à déterminer pourquoi la plupart des gens ont tendance à se fier aux discours plutôt qu'aux actes. Epreuve particulièrement difficile ou éprouvante, voire insupportable, la précédente l'était également du reste, parce qu'elle nous concerne absolument tous. Cela nous amènera à nous interroger sur notre propre discours, qui est aussi révélateur que nos actes ou davantage encore, puisqu'il y figure une part d'inconscience que l'on n'a jamais soupçonnée la plupart du temps, rien ne doit passer à travers les mailles de notre esprit critique pour peu qu'il soit bien aiguisé et qu'on fasse preuve évidemment d'un minimum d'honnêteté, c'est indispensable, ce qu'on accorde a priori à chaque militant ou lecteur.

Je suis curieux de voir comment chacun va se sortir de cette épreuve, indemne, ce sera rare ou exceptionnel, en morceaux ou ravagé, c'est plus plausible, avant qu'on vous ramasse à la petite cuillère vous pourrez toujours recoller les morceaux en lisant les causeries antérieures, tout y est ou presque.

Cette épreuve est destinée à faire progresser la conscience politique de chacun, y compris la mienne évidemment, sinon je ne me serais pas donné tant de mal, à condition toutefois de la mener à son terme.

ACTUALITE EN TITRES

Bienvenue en médiocratie.

- "Macron à l'Élysée, le casse du siècle": le nom "En Marche" n'aurait aucun rapport avec les initiales de Macron. Vraiment? - Le HuffPost 30 avril 2018

- Pour Geneviève de Fontenay, "Mélenchon c'est Miss France qui n'est pas devenue Miss Univers" - Le HuffPost 30 avril 2018

- 1er MAI. Une marche à l'ombre pour les syndicats - Liberation.fr 30 avril 2018

- La ministre de l'Intérieur britannique Amber Rudd démissionne, accablée par les scandales - Le HuffPost 29.04

Google, Facebook, Twitter, c'est légitime, c'est "l'axe du bien", Telegram, c'est illégitime, c'est "l'axe du mal".

- A Moscou, des milliers de Russes dans la rue contre le blocage de Telegram - AFP 1 mai 2018

- L'Iran interdit l'utilisation de l'application Telegram - Reuters 1 mai 2018

Et la meilleure, c'est qu'il y a peut-être encore des dingues dans certains partis pour se donner des pseudonymes. Sur le Net, on peut comprendre, c'est autre chose, n'importe qui y a accès, c'est donc fortement recommandé.

Imaginons un instant que je sois une saloperie de DRH, qui bosse dans une grande boîte qui s'apprête à dégraisser, je dois établir la liste de mes charrettes. Je vais taper sur Google et Facebook le nom de chaque salarié, et en fonction des résultats obtenus, j'aurai le nom de ceux qui sont les plus à gauche qu'il faut virer en priorité, ou qui auraient eu un comportement passé ou présent inavouable sur lesquels je pourrai faire pression...

Cela peut aller beaucoup plus loin qu'on ne le pense généralement. Imaginez que vous soyez en butte avec un service administratif ou que vous vous retrouviez embringuer dans une affaire judiciaire malgré vous, des fonctionnaires ou des magistrats mal intentionnés pourraient se servir contre vous de ce qu'ils ont appris sur votre compte que vous ne leur aviez pas révélé...

Bon, dans mon cas, il est trop tard pour que j'y pense et je m'en fous à vrai dire.

ACTUALITÉ DU JOUR

Populisme ou la main de fer dans un gant de velour.

- Arménie : Pachinian, le "candidat du peuple" - euronews 30 avril 2018

- Arménie: devant ses partisans, Pachinian se dit "prêt" à devenir Premier ministre - AFP 30 avril 2018

L'opposant arménien Nikol Pachinian a réuni dimanche des dizaines de milliers de ses partisans à Erevan, auxquels il a promis la "victoire de la révolution de velours", se disant "prêt" à devenir Premier ministre. AFP 30 avril 2018

LVOG - Les Arméniens sont "surpris" eux-mêmes, tiens donc !

- Sa popularité, dont la hausse fulgurante doit beaucoup à son rôle de premier plan lors des manifestations, a transformé l'opposant en «héros» aux yeux des Arméniens, remarque l'expert indépendant Ervand Bozoïan. «Depuis les années 1990, les gens n'espéraient plus le changement dans ce pays. Maintenant, ils voient que c'est possible. Les gens sont surpris», souligne-t-il. Un espoir aussi pour les jeunes gens et jeunes filles massivement présents dans les manifestations.

LVOG - Quand la droite fait place à la droite, c'est "est bénéfique pour le pays" !

- «Il y a un consensus politique, y compris parmi les Républicains, sur le fait que la résolution de cette crise est bénéfique pour le pays», a estimé le politologue Hakob Badalian interrogé par l'AFP. leparisien.fr 30 avril 2018,

Ils osent tout. Quand les faux-monnayeurs qui dominent le monde en perdition font des émules à gogo.

Hier, à défaut de preuves ils en fabriquaient, de nos jours ils ne se donnent même plus cette peine, l'affirmation qu'ils en possèdent suffira. Ils ont franchi un cran dans le totalitarisme.

- Netanyahu accuse l'Iran d'avoir menti sur ses intentions nucléaires - Reuters 1 mai 2018

- Netanyahu: Israël a des "preuves concluantes" d'un programme nucléaire iranien secret - AFP 1 mai 2018

Benjamin Netanyahu a affirmé lundi qu'Israël disposait de nouvelles "preuves concluantes" d'un plan secret que l'Iran pourrait activer à tout moment pour se doter de la bombe atomique, douze jours avant une échéance cruciale pour l'accord conclu en 2015 sur le nucléaire iranien.

Des informations que le nouveau chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo, qui dirigeait la CIA jusqu'à la semaine dernière, a jugé "authentiques" et souvent inédites, après sa rencontre dimanche avec M. Netanyahu.

Dans une première réaction, l'Iran, qui a toujours affirmé ne pas chercher à se doter de l'arme nucléaire, s'est moqué des "pseudo-révélation" de M. Netanyahu.

Ces documents, contenus dans des classeurs ou stockés sur des CD servant de décor à la déclaration de M. Netanyahu, avaient été déplacés en 2017 dans un lieu secret et apparemment délabré à Téhéran, a-t-il dit.

Cette demi-tonne de matériel contient des "preuves nouvelles et concluantes du programme d'armes nucléaires que l'Iran a dissimulé pendant des années aux yeux de la communauté internationale dans ses archives atomiques secrètes", a-t-il affirmé.

M. Netanyahu a essentiellement fourni des détails relatifs à un plan iranien ancien appelé Amad visant à produire cinq têtes nucléaires. Israël peut à présent "prouver que l'Iran stocke secrètement du matériel provenant du projet Amad pour s'en servir au moment de son choix et développer des armes nucléaires", a-t-il dit, à grand renfort de documents ou de cartes diffusés sur un écran.

"Je sais qu'il y a des gens qui disent que ces documents ne sont pas authentiques. Je peux vous confirmer, pour vous, que ces documents sont réels, qu'ils sont authentiques", a déclaré Mike Pompeo à la presse à bord de l'avion qui le ramenait à Washington.

"On avait connaissance de ce matériel depuis un certain temps et on en a bien entendu discuté hier lorsque nous étions ensemble" avec M. Netanyahu, a-t-il expliqué.

"L'Iran a un solide programme d'armes nucléaires clandestin qu'il a essayé, en vain, de cacher au monde et à son propre peuple", avait fait savoir auparavant la Maison Blanche dans un communiqué.

M. Netanyahu n'a pas fourni d'élément concret indiquant que la République islamique avait activement cherché depuis 2015 à se doter de la bombe atomique.

Le Parlement israélien a voté lundi une loi permettant au Premier ministre et au ministre de la Défense de décider d'entrer en guerre sans réunir le gouvernement. AFP 1 mai 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 4 mai 2018

CAUSERIE

● Causerie au format pdf (16 pages)

Au bout de deux ans j'ai dû mettre fin à mon activité d'éleveur de chèvres.

Un des deux vieux villageois qui les emmenait paître a fait défection, et un seul ne pouvait pas surveiller une trentaine de chèvres, personnellement j'en avais 14, dont 2 chevreaux que je gardais la journée dans le jardin. Il ne voulait pas assumer cette responsabilité suite à plusieurs attaques ces derniers jours par des chiens sauvages qui ont tué plusieurs chèvres. Du coup nos chèvres ont atterri chez une des soeurs de ma compagne qui avait de la place pour les héberger et son époux du temps pour s'en occuper, c'est à 5 kms de chez nous.

J'ai eu de la peine de voir partir mes bêtes, sur les 14 j'en avais vu naître 11 et j'en avais nourri plusieurs au biberon, je m'en occupais soigneusement et je leur parlais, pépère devient gaga ! Mais en même temps, sachant qu'elles étaient vouées à l'abattage, j'ai échappé à ce jour déchirant ou cruel.

Deux ans, c'était suffisant. Je sais que si j'avais obtenu un poste à temps plein de prof de français au lycée français de Pondichéry, au bout de quelques années j'en aurais eu marre ou j'aurais eu envie de faire autre chose, je n'aurais jamais pu supporter d'exercer le même métier toute la vie, cela ramollit le cerveau, je plains ceux qui y sont contraints.

Les infos de la journée de jeudi ne figurent pas dans cette causerie, hormis un titre ou deux.

Dorénavant, quand je n'ai pas la tête ailleurs, j'inscris la date après le titre et à la fin d'un article. Quand je m'exprime avant un article, je fais figurer mon monogramme (LVOG), et j'indique celui de l'auteur d'un article dès que je le reproduis. Ces précautions afin d'éviter tout malentendu entre nous.

Un mot sur l'actualité.

Quand j'étais jeune, je voulais en découdre, j'étais plutôt gauchiste sans savoir ce que cela signifiait sur le plan politique. Je croyais que les manif servaient à casser du flic, puis je me suis vite rendu compte que ce n'était pas le cas, du coup cela m'a forcé à réfléchir, car apparemment il y avait quelque chose que je n'avais pas bien saisi. En lisant les marxistes et en m'organisant, en militant, j'ai réussi à progresser, c'est tout le mal que je souhaite à la jeunesse issue du prolétariat.

Personne ne peut se substituer aux masses, c'est la principale leçon que j'ai retenue, car sans les masses ou en se détournant des masses, on est voué à adopter un mode de pensée individualiste qui conduit à la confusion et à toutes les dérives, récupérations ou instrumentalisation possibles et inimaginables, de sorte qu'on en arrive à nuire à la cause pour laquelle on prétend combattre, sans en tirer le moindre profit, ce qui est stupide. Aux qualités qu'il faut cultiver, à la modestie ajoutons la patience, la persévérance, la rigueur, la discipline, qui misent au service de la logique serviront utilement notre cause.

Quand vous lisez des articles dans différents blogs ou portails qui se veulent de gauche, progressiste, indépendant ou je ne sais quoi encore, cherchez où sont passés les masses ou la lutte des classes. Si elles n'y figurent pas, c'est que leurs auteurs les ont fait disparaître parce qu'ils n'ont aucune perspective politique à vous proposer ou ce qu'ils vous proposent consiste à vous accommoder du régime en place ou de ses institutions auxquelles ils s'en remettent en dernier ressort. En ayant ce facteur à l'esprit, vous ne pouvez pas vous tromper ou être manipulé, vous manipulez vous-même, vous êtes en présence de représentants de l'ordre établi qui s'expriment, qu'ils en aient conscience ou non.

C'est aussi un moyen pour ne pas devenir parano ou de manifester une suspicion excessive ou injustifiée, car dans ce cas-là vous seriez amenés à passer à côté de l'essentiel ou à produire des contresens, à vous embrouiller lors de la lecture d'articles disons convenables ou correctes, qui somme toute sont forcément très rares.

Black day.

Les Black blocs remplissent le même rôle que les provocateurs et autres flics, qui hier s'infiltraient dans les manifestations du mouvement ouvrier avec pour mission de les disloquer et de les discréditer, en ce sens ce sont des agents de la réaction.

Ce qui les caractérise, c'est l'absence d'analyse, de théorie, de stratégie, de programme, de parti, de liens avec la classe ouvrière et le mouvement ouvrier, ils sont uniquement guidés par des intérêts individuels et immédiats comme n'importe quel petit bourgeois. Leur référence au socialisme ou à l'anarchisme sert de caution à un anticapitalisme du spectacle qu'ils mettent en scène selon un scénario qui s'inspire du gauchisme.

Le recours systématiquement à la violence témoigne de leur refus de s'inscrire dans le cadre du processus historique qui coïncida avec le développement de la lutte des classes parallèlement à celui des forces productives, comme étant l'un des principaux facteurs de l'évolution ou du progrès de la civilisation humaine. Ce déni ou leur ignorance les conduit à se substituer aux masses ou à ignorer leur niveau de conscience, ce qui s'illustre par leur incapacité de proposer à la classe ouvrière la moindre stratégie pour en finir avec le capitalisme.

En règle générale les masses condamnent leur violence, ce qui permet au gouvernement d'avoir le beau rôle et de se présenter en gardien de l'ordre. Autrement dit, ils fournissent une occasion inespérée à Macron d'apparaître majoritaire et légitime, alors qu'en réalité la majorité rejette sa politique.

De deux choses l'une, soit il faut que les organisateurs des manifestations les chassent avant qu'elles commencent, soit, avant le début des manifestations il faut les rabattre vers les CRS afin qu'ils les encerclent et les neutralisent. Il faut refuser que les manifestations démarrent tant qu'ils demeurent en-tête ou dans le cortège. En dernière extrémité, si on en a les moyens, il faut les affronter.

Réactions de quelques internautes qui permettent de cerner leur capacité de nuisance et au profit de qui.

- 1- "Combien de violence dues à l'extrême gauche", alors qu'ils sont étrangers à l'extrême gauche ou au mouvement ouvrier.
- 2- "Ces fascistes rouges", accusation coïncidant avec l'amalgame ordurier rouge-brun.

Philippe n'est pas en reste : "Je constate qu'à l'extrême droite, à l'extrême gauche, on trouve souvent des gens qui attisent, attisent la peur, la colère, parfois la provoquent", a déclaré mercredi le Premier ministre. (huffingtonpost.fr 02.05)

- 3- "Terroristes d'extrême-gauche", idem.

LVOG - Ils bénéficient de la mansuétude pour ne pas dire davantage de Macron et du ministre de l'Intérieur.

4- "Ils sont financés par George Soros : c'est à lui de payer la facture.

Ca me fait penser à IS qui après un an de frappes de l'Otan grandissait... Ces types servent une idéologie de gauche altermondialiste, no border etc... Merci George et Open society."

5- "Leur caractéristique principale est surtout de n'être jamais inquiétés par la justice..."

6- "Question : combien de condamnations ?"

7- "Pourquoi sont-ils autorisés à prendre part à des manifs et ne sont-ils pas dispersés ou arrêtés immédiatement ?"

8- "Il serait intéressant de savoir ce que nos services de renseignement savaient, car par ces temps de terrorisme islamique, voir débouler 1200 casseurs armés jusqu'aux dents, masqués, entraînés, formés à la guérilla urbaine à de quoi surprendre les citoyens que nous sommes et qui payons des impôts en partie pour vivre en sécurité."

9- "Ces voyous ne devraient même pas être autorisés à manifester et les personnes qui leurs permettent de défiler en tête de cortège devraient être poursuivis pour complicité de trouble à l'ordre public."

10- "Ce sont les mêmes qui après avoir jeté des cocktails molotov se posent en victime de la violence policière et de la répression judiciaire, message qui passe très bien dans une frange de la gauche qui leur trouve des excuses et les défendent."

11- "Combien de policiers infiltrés dans les casseurs ?"

12- La gendarmerie mobile n'est elle pas aussi ultra-mobile que ce blackblock?

13- "10 ans de prison pour tous ceux qui ont été arrêtés Car c'est un des plus grands crimes que celui d'utiliser une manifestation syndicale paisible pour en profiter et casser , détruire, agresser. Cela nuit à l'image syndicale qui pourrait apparaître comme organisation terroriste ce qu'elle n'est pas."

LVOG - ils servent à justifier la répression du mouvement ouvrier comme vous venez de le constater. Je n'ai pas coupé certains commentaires pour que les lecteurs puissent l'observer par eux-mêmes.

Ils permettent à Macron de se poser en défenseur de la démocratie

Reuters - "Il y a un gouvernement, il y a un Etat, il est dirigé, et il continuera à agir", a déclaré le président à la presse.

En déplacement mercredi dans le Cher, Edouard Philippe a souligné la "fermeté" et la "tranquillité" des pouvoirs publics face à "des casseurs dont la volonté est de remettre en cause notre société et à certains égards notre démocratie"

Sur France 2 mercredi matin, le ministre de l'Intérieur a mis en garde, à la suite d'Edouard Philippe, contre les "discours radicaux" qui inciteraient à la violence.

"Lorsque vous avez une partie de la classe politique, sur les marges, qui appelle à 'faire la fête à Macron', certains le prennent au pied de la lettre", a estimé Gérard Collomb. Mardi, le chef du gouvernement avait condamné "l'irresponsabilité des discours radicaux qui encouragent de tels agissements".

François Ruffin, député "insoumis" de la Somme, appelle à une manifestation nationale samedi à Paris pour "faire la fête à Macron" à l'occasion du premier anniversaire de son élection.

Gérard Collomb a assuré que le dispositif de maintien de l'ordre serait renforcé pour ces rassemblements, qui interviennent dans un climat social tendu avec les grèves à la SNCF et Air France.

"J'ai peur qu'un certain nombre de gens soient aspirés par la spirale des mots", a souligné le ministre de l'Intérieur, qui s'est par ailleurs déclaré favorable à la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire sur les événements du 1er-Mai notamment réclamée par le PS.

Il a défendu "une gestion républicaine de l'ordre public, équilibrée" tout en reconnaissant que les forces de l'ordre avaient été surprises par le nombre de "Black blocs", venus également d'Allemagne ou d'Italie. "Ça a pris un peu temps, j'en conviens" pour les circonscrire, a-t-il dit.

Les forces de sécurité en attendaient "500 à 1.000".

Gérard Collomb a reconnu que les forces de l'ordre devraient désormais "s'adapter" à un mouvement - déjà identifié lors des manifestations de 2016 contre la loi Travail dite "El Khomri" - "qui est puissant". Reuters 02.05

LVOG - Ils tenaient le même discours en parlant d'Emirat islamique ou Daesh qu'ils laissèrent volontairement proliférer, puis la Russie et l'Iran s'emmêlèrent, vous connaissez la suite.

A leurs terroristes, aux milices d'extrême droite, il faut ajouter les Black blocs parmi les alliés instrumentalisés du régime. Ils ont besoin de se créer des ennemis factices pour justifier leur système policier. Factices parce qu'ils ne représentent aucun danger pour le régime, car seule la mobilisation révolutionnaire de millions de travailleurs pourrait le menacer et le renverser.

Préméditation.

Le Figaro - Un cauchemar pour les prévisions que réclament pourtant les préfets sur le potentiel explosif des rassemblements de l'ultra-gauche. À chaque fois que des débordements importants ont eu lieu, la police avait sous-estimé l'ampleur de la mobilisation. Le Figaro 01.05

AFP - La préfecture faisait état d'environ 1.200 individus encagoulés sur le pont d'Austerlitz. AFP 01.05

LVOG -Il n'aurait dû pouvoir aller plus loin que le pont d'Austerlitz...

L'exécutif rejette toute défaillance après les heurts du 1er-Mai - Reuters 2 mai 2018

La garde à vue de 43 personnes, dont cinq mineurs, a été prolongée mercredi soir, sur un total d'une centaine au départ, a-t-on appris auprès du Parquet de Paris.

Deux majeurs et un mineur devaient être déférés dans la soirée au tribunal en vue de leur présentation au parquet jeudi matin, a-t-on précisé de même source.

Les autres procédures ont été classées sans suite. Reuters 2 mai 2018

LVOG - En réalité, près de 200 avaient été arrêtés... et rapidement relâchés !

- 1er Mai: des centaines d'individus encagoulés bloquent la manifestation parisienne - AFP 02.05

La manifestation parisienne du 1er Mai avançait difficilement, après s'être élancée de la place de la Bastille, bloquée par des centaines d'individus encagoulés, ont constaté des journalistes de l'AFP. AFP 02.05

LVOG - Ils étaient bien là pour "bloquer" la manifestation afin qu'elle prenne une tournure violente...

Quand les médias leur offrent gracieusement une tribune ou en font la promotion.

- «Mardi, j'ai participé au Black Bloc parisien» - liberation.fr 2 mai 2018

Depuis mardi soir, et l'épilogue houleux de la manifestation du 1er Mai, il n'est question que d'eux. Pour le gouvernement, ils sont les «casseurs». Eux dénoncent «la pression exercée par l'Etat sur différents groupes du corps social». Johan (1), 24 ans, a participé au Black Bloc ayant dégradé 31 commerces et 16 véhicules à Paris. Pour Libération, il décrit la philosophie de ce mode d'action et légitime le recours à la violence. A partir de ce jeudi, certaines des 109 personnes placées en garde à vue après les heurts seront jugées en comparution immédiate. Le 1er mai

«D'abord, je voudrais dire que je parle du Black Bloc en mon nom propre, pour rappeler ses objectifs et sa visée politique bien réels, contrairement à ce qu'on entend partout. Mardi, j'ai participé au cortège parisien. Je ne donnerai ici aucun élément touchant de près ou de loin à ce que j'y ai accompli ou à la réalité de l'organisation. Pour ceux qui s'interrogent sur la légitimité de la présence d'un Black Bloc le 1er Mai, je voudrais rappeler qu'avant d'être la fête du travail, cette date est la commémoration de l'injuste condamnation à mort de sept anarchistes américains [en 1886 à Chicago, ndlr].

La tactique

«Le Black Bloc n'est ni un parti ni un mouvement, c'est une tactique, un outil, une modalité d'action politique. Le Black Bloc se forme ponctuellement, pour un événement précis, puis se dissout immédiatement. Il n'a aucune stratégie politique de long terme. Il regroupe des gens de bords différents, des jeunes, des vieux, de surcroît de classes sociales hétérogènes. Mardi, il y avait dans le cortège parisien des camarades venus de nombreux pays d'Europe, car notre lutte est internationaliste : le capitalisme mène une lutte mondialisée, notre résistance doit l'être tout autant.

«Le dress code, être vêtu de noir et porter la cagoule, résulte de deux logiques. D'abord, évidemment, il s'agit de se préserver de la répression policière, de la vidéosurveillance. Ensuite, la tenue a valeur de solidarité. Toutes les personnes encagoulées, équipées de masque à gaz ou de lunettes de piscine, ne se livrent pas forcément aux dégradations. Toutefois, en arborant le dress code, elles acceptent d'assumer collectivement les opérations et de rendre le plus compliqué possible l'exercice d'identification par les policiers.

La violence

«Il est assez consternant de voir revenir au lendemain de chaque action du Black Bloc ce langage politico-médiatique insistant simplement sur son aspect violent. L'idée est claire : il convient de délégitimer l'action du Black Bloc, avec cette rengaine de la violence pour la violence, de casser pour casser. Au contraire, le Black Bloc n'a rien d'apolitique. Il ne frappe pas aveuglément. Son essence est de montrer la conflictualité sociale, la logique de répression. Au quotidien, l'Etat exerce une pression sourde sur différents groupes du corps social : les exilés, les sans-papiers, les zadistes, certains mouvements étudiants, les salariés au chômage, les squatteurs. Par sa volonté de confrontation, le Black Bloc met le doigt sur cette frontalité, et pousse l'Etat dans ses retranchements afin qu'il affiche son vrai visage. Immédiatement, nous voyons alors affleurer les violences policières, qui s'expriment pourtant quotidiennement dans les quartiers populaires, contre les personnes racisées et les sans-papiers. Quant au terme "casseur", il est à rejeter. Il participe lui aussi à la volonté du pouvoir de dépolitiser le Black Bloc. Il n'y a pas de mots adéquats pour définir le Black Bloc. Je dirais que nous sommes militants, activistes, révolutionnaires et d'autres choses encore.

Le ciblage

«Le Black Bloc favorise des actions groupées et rapides. Il y a des cibles évidentes, les McDonald's, les concessionnaires de voitures de luxe, les banques et, bien sûr, les bâtiments administratifs, les commissariats. Loin d'être gratuit, le ciblage se concentre sur les symboles de l'Etat et du capitalisme. Quant au mobilier urbain, parfois dégradé, il peut à la fois être utilisé comme projectiles, mais il incarne surtout l'organisation spatiale décidée unilatéralement par l'Etat pour réguler la société et que nous voulons transformer.

La politique

«Le Black Bloc ne peut être récupéré par aucun parti politique. Précisément parce qu'il rassemble des gens qui s'organisent en dehors des frontières politiques traditionnelles. Le Black Bloc rejette tout autant le Parti socialiste que La France insoumise. Il s'affranchit également de la tutelle des centrales syndicales. Le socle fédérateur est d'inspiration anarchiste, anticapitaliste mais, une fois encore, le Black bloc est surtout une constellation indéfinissable, qui naît et disparaît une fois son expression accomplie.» liberation.fr 2 mai 2018

Et pendant ce temps-là...

- Les évacuations d'universités s'accroissent - Reuters

Ils sont insaisissables en somme, ce qui nous ramène à 1984 d'Orwell (lire plus loin)

- Black blocs : une tactique de lutte plus qu'une idéologie - Le Monde

LVOG - Le Monde a raison : Ils frappent, mais ne pensent pas...

Une excellente question : Pourquoi les porte-parole de Bilderberg louent-ils le Black bloc ?

- Pourquoi le New York Times fait-il la promotion du «black bloc»? - mondialisation.ca 08 février 2017

Le New York Times, le porte-parole semi-officiel de l'establishment du Parti démocrate, a publié un article hors de l'ordinaire dans son édition de vendredi, intitulé «Les anarchistes jurent de contrer la montée de l'extrême droite, par la violence, si nécessaire.» («Anarchists Vow to Halt Far Right's Rise, With Violence if Needed»)

L'article occupe quatre colonnes de la page couverture du journal sous une énorme photo d'un individu masqué en noir qui s'apprête

à casser une fenêtre d'un immeuble de bureaux avec une barre de fer lors de la nuit de manifestation survenue à l'Université de Californie à Berkeley il y a une semaine. L'article équivaut à une publicité gratuite et à de la promotion pour des manifestations violentes organisées par des éléments s'identifiant eux-mêmes au «black bloc», aux antifascistes et aux anarchistes.

Rédigé par la journaliste du Times Farah Stockman, l'article contient non seulement des comptes-rendus à couper le souffle des actes de violence gratuite commis par ces éléments et de longues citations provenant d'individus qui disent représenter ces politiques, mais aussi de multiples liens vers des sites web et des fils de discussion sur Twitter associés aux anarchistes et au black bloc. Le Times fournit ainsi gentiment ces liens aux lecteurs qui voudraient s'impliquer.

Il y a un long historique de violence commise par des manifestants du black bloc, par les anarchistes ou par ANTIFA, non seulement aux États-Unis, mais aussi en Europe et partout dans le monde. Les politiques de ces mouvements sont entièrement réactionnaires, basées sur une hostilité viscérale à toutes luttes pour mobiliser les travailleurs et les jeunes dans une lutte politique indépendante contre le système capitaliste et pour le socialisme. Ils attirent des éléments démoralisés et désorientés de la classe moyenne, ainsi qu'un nombre important de provocateurs issus des forces policières qui se cachent derrière des capuchons et des masques afin d'encourager la violence et fournir un prétexte à la répression.

Le Times, cependant, semble déterminé à les intégrer. L'article contient aussi ceci: «La question maintenant est si les actions des anarchistes contre M. Trump – qu'elles soient colorées ou pleine d'entrain, ou hors-la-loi et potentiellement fatales – vont faire en sorte que leur mouvement marginal deviendra plus gros dans la bataille des idées au cours des années à venir.»

Non, la vraie question est: pourquoi le Times fait-il la promotion de ce «mouvement marginal» comme une sorte de participant sérieux dans la «bataille des idées»?

Cela explique pourquoi un journal qui a appuyé Hillary Clinton pour la présidence, a appuyé toutes les guerres impérialistes lancées par Washington et a mené une campagne à la McCarthy en faveur d'une confrontation avec la Russie est devenu un défenseur enthousiaste de l'anarchisme. mondialisation.ca 08 février 2017

Et ce n'est pas un fait isolé.

L'anarchisme ne pouvant pas conduire à un changement de régime, il est vulnérable et récupérable pour servir à une toute autre fin. Les idéologues de l'oligarchie l'ont parfaitement compris depuis longtemps, voir les attentats des années 80 en Europe et la manipulation par le Gladio de groupes ultra gauches ou anarchistes.

Réseau Voltaire - Selon l'ancien chef d'état-major turc, le général Ilker Basbug, le PKK et le PYD, après avoir été des organisations marxistes-léninistes pro-soviétiques et pro-syriennes, sont devenues des groupes anarchistes pro-atlantiques. (Ankara met en garde Paris après son soutien aux terroristes - Réseau Voltaire 30 mars 2018)

LVOG - Avec son Open Society, Georges Soros est un anarchiste pro-atlantique qui soutient la légalisation de la drogue et toutes les formes de communautarisme, en particulier les plus violentes, dont par exemple les Femen. Il est féministe, antiraciste, homophile, écologiste...

Wikipédia, officine du Ministère de la Vérité, nie que les Blacks blocs soient instrumentalisés.

- Une frange de manifestants pacifistes, notamment altermondialistes; considèrent parfois les black blocs comme des agents infiltrés pour faire mauvaise presse à certaines manifestations. Cette vision peut se rapprocher de certaines théories conspirationnistes ou polémiques. Wikipédia

LVOG - Quand 25 unités de CRS sont mobilisés et ne peuvent pas faire face à 1200 individus les provoquant, tu te dis que c'est voulu, c'est délibéré, cela ne doit faire aucun doute, parce que c'est la réalité. Mieux, c'est prémédité puisque le ministère de l'Intérieur avait mis en garde contre les risques de violence le 1er mai, c'est à croire que Collomb a piloté l'opération.

C'était possible de les neutraliser, de les encercler et de les tenir à l'écart de la manifestation qui aurait dû se dérouler normalement, sauf que les choses ne se sont passées ainsi. C'était une fois de plus une manoeuvre pour alimenter leur propagande contre le mouvement ouvrier, alors que la classe ouvrière cherche la voie de l'affrontement avec le régime.

Où est l'instrumentalisation demanderez-vous peut-être ? Dans le fait que le ministère de l'Intérieur les laissent agir ou tout casser. Tout le monde a pu le constater, donc ils en ont parfaitement consciences, ce qui montrent qu'ils n'ont aucun principe, aucune dignité.

[Éditorial de Daniel Gluckstein de la Tribune des travailleurs.](#)

Co-construction ou co-destruction ?

Faut-il venir en aide à Macron ? En pleine grève des cheminots, la question peut sembler saugrenue.

Et pourtant... « La coupe est pleine. Les Français ont envie de le dire dans la rue. Il faut que le président de la République se ressaisisse et revienne à une position qui rassemble les Français. » Celui qui s'exprime ainsi s'appelle Manuel Bompard. Coordinateur des campagnes de La France insoumise, c'est en ces termes qu'il vient de présenter à la presse l'objectif de la « fête à Macron » du 5 mai, rebaptisée « marche nationale pour dire "Stop à Macron" »*. Que Macron se ressaisisse et rassemble les Français ? Quel travailleur peut adhérer à cette perspective ? L'aspiration n'est-elle pas au contraire : « Dehors Macron et sa politique ! » ?

Faut-il venir en aide à Macron ?

La « concertation sociale sur les retraites » a commencé. Dans un colloque organisé au Sénat le 19 avril, Bernard Thibault, ancien secrétaire général de la CGT, a déclaré : « Est-ce qu'il faut parler de co-construction, c'est peut-être un gros mot par les temps qui courent que de prétendre co-construire un de nos piliers en matière de droit social en France (...). Mais si on refuse d'envisager de manière très active une association étroite des salariés et de leurs représentants sur le type de mesures à envisager, y compris d'accepter encore à ce stade le débat contradictoire sur l'opportunité de changer ou pas le système de retraite, on prend des risques. »

Bernard Thibault sait bien que les fiches remises par le gouvernement fixent clairement l'objectif de la concertation : « Construire un système universel commun à tous les actifs. » Ce qui signifie la destruction-disparition de tous les systèmes existants et non un « débat sur l'opportunité de (les) changer ou pas » !

« Co-construire un pilier du droit social » ? Non, le but de la concertation est d'enchaîner les organisations syndicales à la co-destruction de tous les piliers existants du droit social : les retraites comme la Sécu, le Code du travail comme les statuts dans la fonction publique.

Une « co-construction » qui parviendrait à lier les organisations syndicales à ses contre-réformes ; et une « opposition » qui limite son ambition à vouloir l'aider « à se ressaisir » : tels sont les outils grâce auxquels Macron espère rester en place jusqu'en 2022.

Ce n'est pas à cela qu'aspirent les cheminots, les hospitaliers, les étudiants, les chômeurs, les retraités, tous ceux qui voient avec angoisse fondre leurs droits de jour en jour, et se dégrader leur situation, tandis que les profits capitalistes grimpent en flèche.

Ceux-là aspirent à l'unité des travailleurs et de leurs organisations indépendantes rejetant toute forme de co-construction avec le gouvernement.

Ceux-là aspirent à en finir avec cette politique et ce gouvernement.

Pas en 2019, pas en 2022 : maintenant et tout de suite !

* AFP, 23 avril.

LVOG - Un constat ne sert à rien si on n'en tire aucun enseignement, en l'occurrence ici, si on n'explique pas pourquoi Manuel Bompard et Bernard Thibault tiennent ces discours, si on n'en fournit pas la signification politique, si on ne les caractérise pas. On nous répondra que cela va de soi. Pas vraiment en réalité, ce dont on prendra conscience à condition de se mettre à la place des militants ou des travailleurs...

Car à partir de là, on peut tout imaginer et s'illusionner sur ces parasites qui pourrissent le mouvement ouvrier. Qui plus est, il n'y a pas lieu d'employer le conditionnel, puisqu'ils collaborent en permanence avec le gouvernement ou le patronat, donc c'est une réalité et le doute n'est pas permis sur les intentions des appareils des syndicats inféodés au capital.

[Jamais George Orwell et son chef d'œuvre "1984" n'auront été autant d'actualités.](#)

L'inscription figurant sur la façade du Ministère de la Vérité pourrait figurer sur celle du palais de l'Élysée :

- La guerre, c'est la paix,

- La liberté, c'est l'esclavage,

- L'ignorance, c'est la force.

On peut ajouter : La démocratie, c'est le totalitarisme.

Dans 1984, Orwell fit plus que le procès du régime bureaucratique stalinien qui sert de modèle à l'oligarchie ou aux tenants du nouvel ordre mondial totalitaire qui se met en place sous nos yeux. Il décrivit un système politique policier implacable, terrifiant, totalitaire, auquel chaque membre de la société pour survivre serait contraint de souscrire, pire, de devenir un rouage, chaque membre de la société devant contrôler les autres membres de la société et dénoncer ceux qui manifesteraient une velléité de résistance ou d'opposition, sous peine d'être accusés de complicité et de subir le même châtiment, une balle dans la tête.

La délation sur les réseaux (a)sociaux et dans les médias, qui donnent lieu à des lynchages et des appels à la répression en sont l'illustration de nos jours. J'ai lu dans Wikipédia qu'en Grande-Bretagne il y a déjà 1 caméra pour 15 habitants, ce qui en fait la population la plus surveillée au monde, qu'Orwell fixe à Londres le siège de Big Brother n'a rien d'étonnant de nos jours. Quand vous prenez le train ou le métro, vous passez devant des bornes qui enregistrent tout ce qu'il y a dans votre téléphone portable, et quand vous vous posez quelque part, ils sont en mesure de vous localiser, même si votre portable est éteint, ils vous surveillent même lorsque vous dormez.

Orwell ne s'est pas seulement inspiré de son expérience du stalinisme en Espagne en 1936, mais aussi à la même époque des procès de Moscou. Les dirigeants bolcheviques en arrivèrent à se déclarer coupables de crimes qu'ils n'avaient jamais commis, ils se virent affligés la peine qui correspondait à leurs actes, ils furent exécutés, on ne peut imaginer plus orwellien.

Ce système totalitaire serait dominé par une autorité supérieure qui serait inaccessible aux membres de la société, de sorte qu'elle concentrerait indéfiniment tous les pouvoirs et il serait impossible de s'opposer à sa volonté. C'est déjà en grande partie le cas avec les 500 multinationales qui dominent le marché mondial, les institutions telles que le FMI, la Banque mondiale, les banques centrales, qui possèdent plus de pouvoir que les Etats et n'ont de compte à rendre à personne.

On poursuivra une autre fois car avant je dois mettre au clair la controverse dont Orwell a fait l'objet, apparemment une cabale montée de toutes pièces pour discréditer l'homme et ses écrits, dont une fois de plus les médias furent à l'origine à la fin des années 80, près de 40 ans après sa mort, ce qui était pour le moins curieux, mais justement quand l'URSS était sur le point de disparaître, comme si au-delà il fallait préserver le régime monstrueux que le stalinisme avait conçu, on comprend pourquoi en observant que l'oligarchie s'en inspire pour instaurer son nouvel ordre mondial.

On y est. Ce n'est pas de la science-fiction ou une rumeur.

- En Chine, des capteurs cérébraux pour surveiller les émotions des employés - slate.fr 1 mai 2018

Extrait. A l'usine Hangzhou Zhongheng Electric en Chine, les employés portent des casques ou des casquettes dans lesquels sont cachés des capteurs qui analysent leurs ondes cérébrales pendant qu'ils travaillent. Les données sont ensuite envoyées vers des ordinateurs qui permettent de surveiller les changements émotionnels des travailleurs, tels que le stress, la colère, l'anxiété ou la fatigue.

Le management explique que le but est de mesurer le stress des ouvriers pour mieux adapter le rythme de travail et augmenter l'efficacité de l'usine.

Interviewée par le South China Morning Post, une professeure impliquée dans ce programme explique qu'un employé trop émotif dans un poste clé peut affecter toute une chaîne de production. Grâce aux capteurs, le manager est prévenu et peut ainsi demander à l'employé de faire une pause, de changer de poste ou de partir pour la journée.

Elle explique que les ouvriers n'étaient au départ pas très enthousiastes à l'idée de porter ces capteurs:

«Ils pensaient que l'on voulait lire leurs pensées. Certains étaient mal à l'aise et il y a eu de la résistance au début».

Ce genre de dispositif est utilisé dans une douzaine d'entreprises, ainsi que dans l'armée et des compagnies de transports. slate.fr 1 mai 2018

Autre illustration. En famille. La terreur "**approuvé sans vote**".

- Le Parlement britannique adopte un "amendement Magnitsky" - Reuters 2 mai 2018

Le Parlement britannique a adopté mardi un amendement permettant de sanctionner des individus ayant commis des violations

des droits de l'homme. Il a été approuvé sans vote, ayant le soutien des conservateurs et des travaillistes. Reuters 2 mai 2018

En totalitarisme, une accusation a valeur de preuve.

LVOG - Quand la présomption d'innocence n'existe pas ou plus, on peut accuser n'importe qui de n'importe quoi et le déclarer coupable sans qu'il puisse s'opposer à ce verdict.

Sputniknews.com - Un tribunal US ordonne à l'Iran de dédommager les familles des victimes du 11 septembre - sputniknews.com 02.05

Bien que la commission spéciale chargée d'enquêter sur les attentats du 11 septembre n'ait pas trouvé de preuve directe de l'implication de l'Iran dans ces attentats terroristes, un juge fédéral à New York a déclaré que l'Iran, la banque centrale du pays et le Corps des gardiens de la révolution islamique étaient responsables de la mort de plus de 1.000 personnes lors des attentats du 11 septembre.

Le jugement par défaut demande une indemnité de 12,5 millions de dollars par conjoint, 8,5 millions de dollars par parent, 8,5 millions de dollars par enfant et 4,25 millions de dollars par fratrie.

Comme le note la chaîne, il y a peu de chances pour que Téhéran paye ces dédommagements. Néanmoins, les États-Unis pourraient potentiellement récupérer la somme grâce aux milliards de dollars d'actifs iraniens qui ont été gelés aux États-Unis et en Europe au fil des ans et des sanctions. sputniknews.com 02.05

L'Organisation de l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a vécu.

- Jose Bustani : L'homme qui a dit non aux américains ! par Richard Labévière - Les Crises 2 mai 2018

(Source : Proche & Moyen-Orient, Richard Labévière, 30-04-2018)

Extrait. Il (José Bustani -ndlr) nous reçoit chez lui, dans son appartement de Flamengo – quartier central de Rio, au pied du Pain de sucre- en commençant par nous demander des nouvelles de la France. Ce grand diplomate, qui s'exprime admirablement dans la langue de l'Académie, est sans doute le plus francophile de tous les temps. Né à Porto Velho (Etat de Rondonia – nord-ouest du Brésil), José Bustani est diplômé en droit de l'Université Pontificale Catholique de Rio de Janeiro (1967) et de l'Institut Rio Branco avant de rejoindre le Service extérieur brésilien en 1967.

Poids lourd d'Itamaraty – le Quai d'Orsay brésilien – , polyglotte, il enchaîne les grands postes, y compris multilatéraux : à Moscou (1970 – 1974) ; à Vienne (1974 – 1975) ; conseiller et ministre-conseiller à New York (1977 – 1984) ; ministre-conseiller à Montevideo (1984 – 1987) ; consul général à Montréal (1987 – 1992) ; chef du Département des organisations internationales et du Désarmement (1992 – 1997) ; premier directeur général de l'Organisation de l'interdiction des armes chimiques (OIAC) de 1997 à 2002 ; ambassadeur à Londres (2003 – 2008) ; puis à Paris (2008 – 2015).

C'est par acclamation qu'il a été élu comme premier directeur général de l'Organisation de l'interdiction des armes chimiques (OIAC) 2 en 1997 à La Haye aux Pays-Bas où se trouve le siège de cette agence des Nations unies.

« Mon mandat exigeait que je séduise le plus de pays possible au monde pour qu'ils accèdent à la convention sur l'interdiction des armes chimiques », se souvient José Bustani ; « de 1997 à 2002, j'ai ainsi pu augmenter le nombre des pays membres d'une bonne moitié... » Les plus récalcitrants se trouvaient dans le monde arabe, considérant l'arme chimique comme « le nucléaire du pauvre ». En multipliant les visites et les consultations, José Bustani arrive notamment à convaincre la Libye et l'Irak en 2001, ces deux pays donnant leur feu vert au principe des inspections : « ces deux pays clefs pour le monde arabe ont, finalement, compris l'opportunité d'une telle démarche sur les plans de la sécurité et de leur crédibilité diplomatique », commente José Bustani ; « à ce moment-là, j'ai donc communiqué la bonne nouvelle aux membres de l'OIAC, dont les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, indiquant que nous pouvions désormais compter sur deux nouveaux membres importants en matière de désarmement chimique : la Libye et l'Irak ».

LES AMERICAINS DEFENDENT LEUR GUERRE

Mais plutôt que de féliciter le directeur général de l'OIAC, les Américains se fâchent et commencent à lui faire une guerre sans merci. En fait, si les inspecteurs de l'OIAC avaient pu se rendre en Irak, le monde se serait vite rendu compte qu'il n'y avait pas d'armes de destruction massive dans ce pays. Par conséquent le principal motif de guerre, invoqué par Washington et Londres contre Bagdad, tombait de lui-même rendant impossible l'expédition militaire projetée depuis plusieurs années. « En fait, l'acceptation de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques par la Libye et l'Irak enclenchait un processus très dangereux pour les Etats-Unis et Israël », explique José Bustani : « avec l'Irak, suivraient la Syrie et le Liban et tous les autres en isolant Tel-Aviv qui persistait à rejeter la convention de Vienne sur le nucléaire et, bien-sûr aussi, la convention sur l'interdiction

des armes chimiques ». Furieux, les Israéliens s'opposent farouchement à l'acceptation de la convention de l'OIAC par l'Irak et saisissent le grand frère américain afin de bloquer l'initiative.

Les plans d'invasion de l'Irak sont prêts depuis longtemps et Washington ne veut pas renoncer à cette guerre qui doit lui permettre la mise en œuvre de la première étape du plan dit du « Grand-Moyen-Orient ». Ce dernier vise des changements de régime par la force dans la plupart des pays arabes, l'ultime finalité étant une « digestion de la question palestinienne » par l'imposition de la « démocratie » et le développement de l'économie de marché, selon Robert Satloff du Washington Institute for Near East Policy. La hantise de Washington dans ce contexte est de voir commencer les inspections des experts de l'OIAC en Irak qui auraient prouvé qu'il n'y avait finalement aucune arme de destruction massive dans ce pays...

INTIMIDATION ET COUP DE FORCE

Selon la convention de l'OIAC, un changement du directeur général doit être décidé par le conseil exécutif de l'organisation. Dans un premier temps, les envoyés de Washington essaient cette voie mais se cassent les dents : José Bustani est maintenu ! Dans un deuxième temps, et en flagrante violation de la convention, ils oeuvrent alors à la convocation d'une conférence générale extraordinaire pour obtenir enfin la tête du Directeur général. Différents émissaires américains font le tour des ambassades à La Haye, jouant alternativement de la carotte et du bâton, promettant différentes aides financières et livraisons d'armes et infrastructures à plusieurs pays membres.

Finalement la conférence générale se tient sous forte pression américaine. L'Amérique Latine et l'Afrique s'abstiennent, tandis que le Brésil ne soutient pas José Bustani, le président Cardoso ne voulant pas risquer d'indisposer Washington. S'alignant sur le diktat des Etats-Unis, les pays occidentaux votent massivement pour le départ du Directeur général. Seule, et à la surprise générale, la France s'abstient ! La Russie, la Biélorussie, l'Iran, le Mexique, Cuba et le Soudan appuient José Bustani. Autre surprise : l'Inde qui avait soutenu de bout en bout le maintien du directeur de l'OIAC fait défection au dernier moment ! On apprend quelques jours plus tard que Washington a livré à New Delhi des systèmes radar de nouvelle génération dont les Etats-Unis bloquaient la vente depuis plusieurs années.

Pour appuyer leur ignoble campagne, les Américains dénoncent la mauvaise administration de l'OIAC, moyen d'autant plus cocasse que c'est un haut-fonctionnaire de Washington qui est en charge de toute la logistique de l'organisation, comme c'est presque toujours le cas dans les agences onusiennes ! « En fait », souligne José Bustani, « mon travail et mon indépendance ulcéraient singulièrement les Américains qui voulaient que je les consulte en permanence ».

LE GROSSIER JOHN BOLTON

La campagne anti-Bustani a été directement supervisée par Dick Cheney, vice-président des Etats-Unis (2001-2009) et principal superviseur de la guerre de 2003 contre l'Irak. Pour mettre fin aux fonctions du Directeur général de l'OIAC, Dick Cheney détache personnellement un envoyé spécial à La Haye en la personne de John Bolton. Ce farouche opposant aux missions américaines de maintien de la paix – légitimées ou non par l'ONU – a commencé à défrayer la chronique en 1993 en s'opposant à l'intervention humanitaire en Somalie.

En 1998, au côté de Richard Perle et d'autres, il est l'un des signataires de la lettre du Project for the New American Century, appelant Bill Clinton au renversement de Saddam Hussein. En mai 2001, George W. Bush le nomme au Département d'État chargé des questions de désarmement. En mai 2002, c'est lui qui signe la lettre au secrétaire général de l'ONU – Kofi Annan – indiquant que les États-Unis renoncent à toute participation à la Cour pénale internationale (CPI). John Bolton est également un farouche partisan de la guerre en Irak et du concept de guerre préventive. Le 7 mars 2005, ce détracteur intarissable de l'ONU sera pourtant choisi comme ambassadeur américain aux Nations unies par le président Bush.

Aussitôt débarqué à La Haye, il entame la tournée des ambassades des pays les plus importants de l'OIAC, multipliant pressions, inconvenances et grossièretés les plus inacceptables. Il somme José Bustani de quitter la direction générale de l'OIAC dans les 24 heures. Ne se laissant pas impressionner, ce dernier refuse catégoriquement. Alors Bolton menace : « on connaît votre femme et vos enfants, dont certains vivent aux Etats-Unis. Ils pourraient connaître certaines difficultés... » Cette séquence qui semble tirée de l'un des Parrain de Francis Ford Coppola est pourtant bien réelle et illustre les pratiques en usage dans la diplomatie américaine.

Le sinistre Bolton ajoute que Washington s'est mis d'accord avec le gouvernement du Brésil pour « faire partir Bustani », ce que ce dernier récuse de toutes ses forces même s'il sait que Cardoso l'a effectivement lâché... Le jour même de ce vote manipulé, José Bustani quitte la direction générale de l'OIAC le lundi 28 avril 2002, remplacé quelques mois plus tard, par un Argentin aux ordres, nommé par le gouvernement de Carlos Menem. On doit à ce fonctionnaire argentin la paternité d'une citation historique sur la « liaison charnelle unissant les gouvernements de Washington et Buenos-Aires ». Enfin, tout rentrant dans l'ordre américain, l'OIAC aussi !

L'OIAC DEFINITIVEMENT NEUTRALISEE

Initialement, l'OIAC disposait de 211 inspecteurs payés par l'Organisation sous la direction technique et politique du Directeur général. Désormais, les inspecteurs sont, majoritairement prêtés à l'Organisation et payés par leur gouvernement. Aujourd'hui, le Directeur général est un Turc qui rase les murs et ne veut pas faire de vague, trop content d'échapper aux reprises en main domestiques d'Erdogan... Normalement les programmes chimiques américain et russe auraient dû être démantelés en 2012. Rien n'a été fait, ou si peu !

En 2013, suite à l'accord noué par John Kerry et Sergueï Lavrov lors du G-20 de Saint-Petersbourg sur le démantèlement des armes chimiques syriennes, l'OIAC aurait dû être l'acteur principal de sa mise en œuvre. Une fois encore Washington a tout fait pour que l'Organisation soit marginalisée alors que la Syrie avait – de fait – accepté la convention. Par conséquent, les inspections de l'OIAC auraient dû commencer dans ce pays, conformément à l'esprit et la lettre de la convention.

En violation avec la Convention qui stipule que les armes chimiques doivent être détruites sur le territoire même du pays concerné, les armes syriennes ont été – soit-disant – démantelées sur un bateau croisant en Méditerranée et rejetées à la mer en violation aussi de toutes les directives onusiennes de protection de l'environnement. Selon les procédures de l'OIAC, les armes chimiques doivent être détruites dans des installations ad hoc prévues à cet effet, en sachant que leur coût est supérieur à celui des armes elles-mêmes ! La question de la destruction des armes chimiques syriennes demeure des plus opaques, comme celle de leurs utilisations maintes fois dénoncées par Washington et ladite communauté internationale.

Aujourd'hui, Washington et plusieurs rapports des Nations unies affirment que Damas détient toujours des armes chimiques et qu'elle les a encore utilisées en avril 2017. La presse dit tout et n'importe quoi sur le sujet, ne réussissant même pas à lire la Convention et à enquêter ni prouver quoique ce soit, sans rien dire de pertinent sur la marginalisation de l'OIAC ! Si l'armée syrienne avait utilisé massivement des armes chimiques comme l'affirme dernièrement un rapport des Nations unies sur les droits de l'homme (au moins 27 fois...), le nombre des victimes serait infiniment plus important que les chiffres avancés, estiment aujourd'hui les meilleurs experts.

Ni la presse, ni les rapports successifs n'ont éclairci les questions liées à l'usage présumé des armes chimiques en Syrie qui ressemblent davantage à l'attentat au gaz sarin dans le métro de Tokyo le 20 mars 1995, qu'à l'usage militaire de telles armes. « Les usages de composants chimiques en Syrie ressemblent davantage à des attentats terroristes qu'à des utilisations militaires massives », relèvent aujourd'hui les experts en armes chimiques.

Aujourd'hui depuis Rio, José Bustani se demande où sont les inspecteurs de l'OIAC et pourquoi on persiste à ne pas vouloir utiliser rigoureusement la Convention sur l'interdiction des armes chimiques. Sur le sujet, la grande presse internationale est silencieuse et ne pose pas les bonnes questions : quel est aujourd'hui le statut de la Syrie par rapport à la convention et l'OIAC ? Ses experts et inspecteurs sont-ils sur le terrain ou ont-ils demandé à l'être ? Plus largement le travail de casse et de sape de John Bolton est-il rattrapable ? Peut-on, dans un proche avenir, voir l'OIAC fonctionner de nouveau normalement et assumer ses missions selon la Convention ? Ou alors à quoi sert cette organisation internationale ?... Les Crises 2 mai 2018

Après avoir décrédibilisé l'OIAC, c'est au tour de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

LVOG - Ils reconnaissent les institutions internationales qu'ils ont eux-mêmes créées, mais si leur contrôle leur échappe, ils les dénigrent ou les bazardent.

Leparisien.fr - Nucléaire iranien : que sait-on des documents dévoilés par Benjamin Netanyahu ? - leparisien.fr 01 mai 2018

...sur le fond, l'exposé se révèle quelque peu décevant : une grande partie des informations étaient déjà connues, puisque liées à un programme ancien bien connu des Occidentaux. Ce sont les documents y faisant référence qui n'avaient jamais été, jusqu'ici, présentés au grand public.

Avant que Netanyahu n'en fasse mention, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) avait largement détaillé, dans son « évaluation finale » de 2015, le projet Amad, du nom du plan illicite conduit par l'Iran entre 1999 et 2003.

Le Premier ministre israélien a expliqué avoir partagé ce matériel avec les États-Unis et souhaiter faire de même avec d'autres pays et l'AIEA. Pour l'heure, l'agence a indiqué n'avoir « aucune indication crédible d'activités en Iran liées au développement d'un engin nucléaire après 2009 ».

« L'AIEA doit maintenant avoir un plein accès aux informations présentées par Israël, et décider de la suite à donner avec l'Iran », a réagi le Quai d'Orsay, tandis que Bruxelles était sur la même ligne. leparisien.fr 01 mai 2018

- Les infos d'Israël sur l'Iran peut-être utiles à terme - Reuters 02.05

Le ministère français des Affaires étrangères a déclaré mardi que les informations fournies par Israël sur l'ancien programme d'armement nucléaire de l'Iran pourraient servir de base pour un suivi à long terme des activités nucléaires de

Téhéran. Reuters 02.05

- Le Maroc va rompre ses relations diplomatiques avec l'Iran - Reuters 02.05

[Leur humanisme est la politesse des salauds...](#)

- Indignation internationale après une journée noire pour les journalistes afghans - AFP

- La pollution de l'air tue 7 millions de personnes par an selon l'OMS - L'Express.fr

[Stratégie de la guerre et du chaos.](#)

- Double attentat au Nigeria : le bilan s'alourdit à 86 morts - LeFigaro.fr

Mardi en début d'après-midi, deux kamikazes se sont fait exploser dans une mosquée et sur un marché à proximité dans la ville de Mubi, faisant au moins 86 morts. LeFigaro.fr

- Attaque contre l'église Notre-Dame de Bangui, au moins 15 morts - Reuters

Quinze personnes au moins ont été tuées mardi dans une attaque armée contre l'église Notre-Dame de Fatima à Bangui, la capitale de la République centrafricaine, a-t-on appris auprès d'un responsable de la morgue d'un hôpital de la ville et de Médecins sans frontières. Reuters

- Huit civils tués par des hommes armés au nord de Bagdad - Reuters

Un groupe d'hommes armés a ouvert le feu sur des civils mardi à Tarmia, 25 km au nord de Bagdad, faisant au moins huit morts et trois blessés, a-t-on appris de source proche des services de sécurité. Reuters

- Libye: 12 morts dans un attentat de l'EI contre la commission électorale - AFP

Deux kamikazes du groupe jihadiste Etat islamique (EI) ont attaqué mercredi le siège de la Commission électorale à Tripoli, tuant douze personnes, au moment où la communauté internationale appelle de ses vœux à des élections en 2018 pour sortir la Libye de l'anarchie. AFP

ACTUALITE EN TITRES

[Circulez il n'y a rien à voir.](#)

- «Exit tax» : le Président offre une porte de sortie aux très riches - Liberation.fr 02.05

Dans «Forbes», Macron annonce la fin, l'an prochain, de l'imposition à 30 % des plus-values mobilières des Français partis s'installer à l'étranger. Liberation.fr 02.05

[Quand le Pentagone et la CIA gouvernent officiellement pour le compte de l'oligarchie, c'est black day tous les jours garanti !](#)

- Pompeo adoubé par Trump, le département d'Etat retrouve des couleurs - AFP 03.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Arménie

LVOG - En famille, parole d'un "homme d'affaires".

- Arménie: Pachinian appelle à cesser les manifestations, dit avoir le soutien de tous les partis - AFP 3 mai 2018

L'opposant Nikol Pachinian a appelé mercredi les Arméniens à cesser les manifestations, assurant avoir obtenu le soutien de l'ensemble du Parlement pour son élection au poste de Premier ministre le 8 mai.

"Actuellement, tous les groupes (parlementaires) ont dit qu'ils soutiendraient ma candidature. La question est réglée", a-t-il assuré devant des dizaines de milliers de manifestants réunis sur la place de la République, dans le centre d'Erevan.

Le Parlement a annoncé une nouvelle élection pour le 8 mai, auquel le Parti républicain a déclaré ne pas présenter de candidat, à l'instar de ce qu'il avait fait lors du scrutin de mardi.

Si les députés ne parviennent pas le 8 mai à élire un chef de gouvernement, le Parlement sera dissous et des élections législatives anticipées seront convoquées, d'après la constitution arménienne.

Nikol Pachinian a capitalisé sur le soutien des Arméniens pour peser sur l'élection du 8 mai et forcer le Parti républicain, qui dispose de 58 des 105 sièges, à accepter sa candidature. Pour être élu, M. Pachinian doit réunir 53 voix.

Lors du vote de mardi, l'opposant avait bénéficié du soutien de deux groupes parlementaires: sur les 100 députés ayant participé au scrutin, 45 l'ont soutenu et 55 ont voté contre lui.

Pour Sergueï Konsoulian, un homme d'affaires de 45 ans sorti dans la rue soutenir Nikol Pachinian, "les gens ne cèderont pas, les manifestants ne reculeront pas".

"Les autorités ont vu aujourd'hui que la colère des gens grandissait. Je suis certain qu'ils vont abandonner l'espoir de rester au pouvoir", a déclaré à l'AFP Mikhaïl Margarian, un docteur de 38 ans. AFP 3 mai 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 5 mai 2018

CAUSERIE

● Causerie au format pdf (5 pages)

Rappel.

Toutes les organisations ou tous les partis ouvriers peuvent participer avec leurs propres mots d'ordre à des manifestations organisées par des organisations ou des partis qui ne se réclament pas du socialisme, du moment que ces manifestations sont théoriquement dirigées contre Macron ou le régime.

[La guerre, c'est la paix. Syrie occupée par l'impérialisme français.](#)

- Des militaires français repérés près de Manbij en Syrie - Sputnik 03.05.2018

Un haut représentant du Conseil militaire de Manbij a raconté à Sputnik qu'il y avait une cinquantaine de militaires français à la limite de Manbij qui étaient récemment venus dans la ville.

«Maintenant, ils s'occupent de la création d'une base militaire dans le nord de Manbij. Ils renforcent leur présence militaire dans la région pour prévenir une opération possible des forces armées turques et de troupes de l'Armée syrienne libre (ASL)», a indiqué l'interlocuteur de Sputnik.

Selon lui, les militaires français patrouillent constamment la zone de la rivière Sajour.

«Lors de leurs patrouilles, ils utilisent des véhicules blindés, sur lesquels le drapeau français est visible», a souligné la source.

Le commandant du Conseil militaire de Manbij, Muhammed Ebu Adil, a récemment confirmé à Sputnik l'information sur l'arrivée de troupes françaises dans cette zone et sur leurs patrouilles conjointes avec les Américains.

D'après les informations disponibles, 250 militaires français auraient été déployés dans des localités sous le contrôle des FDS dans le nord de la Syrie, telles que Kobané, Raqqa et Deir ez-Zor.

Auparavant, le Président Emmanuel Macron s'était entretenu avec une délégation des FDS et avait exprimé le soutien de Paris à leur égard.

Le chef du Pentagone, James Mattis, a à son tour affirmé le 24 avril que la France avait envoyé début avril ses forces spéciales en Syrie pour soutenir les opérations antiterroristes américaines dans le pays. Sputnik 03.05.2018

J'ai téléchargé la photo, où l'on voit un véhicule militaire sur lequel un grand drapeau tricolore avait été fixé, à quelques dizaines de mètres d'un véhicule militaire recouvert d'un drapeau américain.

Go home !

ACTUALITÉ DU JOUR

Minoritaire et illégitime : Dehors Macron tout de suite !

- 60% des Français ne veulent pas qu'Emmanuel Macron se représente en 2022 - RT 4 mai 2018

Selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting publié par Le Figaro le 4 mai, seule une minorité de Français souhaiterait qu'Emmanuel Macron brigue un second mandat en 2022. En effet, 59% d'entre eux ne désirent pas que le président de la République se représente à l'issue de son premier quinquennat.

En outre, c'est bien l'orientation de sa politique qui est jugée sévèrement. 72% des sondés estiment que ses réformes sont « socialement injustes ». 70% d'entre eux estiment que le surnom de « président des riches » lui convient tout à fait, alors même que l'agenda politique du gouvernement s'alourdit encore de nouvelles mesures, comme la suppression de l'« exit tax », qui ne devraient pas redorer le blason social du président. 84% estiment qu'ils ne bénéficient pas personnellement de sa politique. RT 4 mai 2018

Black day, suite. Deux ! Quand le parquet de Paris fait preuve de bienveillance envers des provocateurs violents, ils les encouragent.

- Deux interpellés du 1er-Mai en détention provisoire - Reuters 04.05

- 1er-Mai: amende et relaxes pour les premiers manifestants jugés à Paris - AFP 04.05

"Mais où sont les black blocs?", raille un avocat, en référence aux militants d'ultragauche accusés d'être à l'origine de violences contre les forces de l'ordre et de nombreuses dégradations, allant de vitrines brisées à des incendies, en marge du défilé du 1er-Mai.

L'avocat du jeune homme a dénoncé le "traitement exceptionnel" réservé aux manifestants interpellés, parmi lesquels on ne trouve "aucun black bloc" mais une "foule de badauds", moins entraînés à échapper à la police.

Beaucoup ne comprennent pas pourquoi ils ont été arrêtés, parfois loin du cortège, et encore moins pourquoi ils doivent "se justifier" d'avoir participé à une manifestation.

Au total, 283 personnes avaient été arrêtées à l'issue de la manifestation du 1er-Mai, dont 102 placées en garde à vue. Mercredi, une cinquantaine avaient été relâchées et mises hors de cause. Sept suspects devaient être présentés à un juge vendredi. AFP 04.05

Pantomime dérisoire ou numéro d'illusionnisme d'un fakir.

- Des militants font "virevolter" un pantin à l'effigie de Macron - AFP 5 mai 2018

Pas de quoi fouetter un chat.

- France: "Faire la fête à Macron", la manifestation qui inquiète le gouvernement - AFP 5 mai 2018

"Ça va être festif et joyeux", assurent les organisateurs. Il y aura notamment "quatre chars", des camions avec plateau, le char "Jupiter", le char "Dracula", le char "Napoléon", avec sur chacun d'entre eux une personne grimée en Macron, enfin un char "Résistance" où les manifestants pourront exposer leurs revendications.

Gérald Darmanin, ministre des Comptes publics, a pour sa part accusé M. Mélenchon de reprendre "des méthodes d'extrême droite" avec une manifestation qui, selon lui, "incite à la violence". (C'est la politique ultra réactionnaire du gouvernement qui porte en elle une violence extrême, chômage, pauvreté, extrême précarité, guerres coloniales, etc. - LVOG)

"Nous sommes absolument pour la non-violence, c'est une ligne stratégique", a rétorqué M. Mélenchon, dénonçant un "déchaînement" du parti de M. Macron contre LFI. (Face à un Etat antidémocratique, nous sommes pour recourir à la violence lorsque tous les autres moyens ont été épuisés pour imposer nos droits, à condition que ce soit les masses ou le parti qu'elles ont mandaté qui en fasse usage, et non des groupuscules étrangers au mouvement ouvrier infiltrés ou manipulés par la réaction. - LVOG)

"Je ne mets pas en cause l'élection de M. Macron. C'est lui qui n'accepte pas la démocratie", a également déclaré le député LFI François Ruffin. (Autrement dit, Macron est légitime, il cautionne son coup d'Etat de 2017, par conséquent, Ruffin comme Macron sont des ennemis de la démocratie. - LVOG)

Les Insoumis ont fait part de leur détermination à ce que la manifestation de samedi se déroule dans le calme.

"La marche du 5 mai doit être (...) le moment de fraternité tranquille dont on a besoin pour cheminer d'un pas ferme sur de longues distances", a écrit M. Mélenchon sur son blog.

Est-ce que nous exagérons quand nous affirmions que Mélenchon en avait strictement rien à foutre des millions de travailleurs et jeunes qui n'en peuvent plus, dont l'avenir est sacrifié ? Il le dit lui-même, Macron doit rester quoi qu'il arrive jusqu'en 2022. Où est passé, le *qu'ils dégagent tous* ? Dans les poubelles du populisme.

Un baroud d'honneur.

- Nouvelle couche le 26 mai - Liberation.fr 5 mai 2018

Avant même la «Fête à Macron», une quinzaine de partis, syndicats et associations appellent à une «marée populaire contre les réformes d'Emmanuel Macron, pour l'égalité, la justice sociale et la solidarité» le samedi 26 mai. Réunis jeudi soir, la CGT, Union Solidaires, Snesup-FSU, le Syndicat de la magistrature ou encore Attac, le groupe parlementaire de La France insoumise, le NPA et PCF «se donnent jusqu'au 16 mai pour élargir ce cadre [...] et lancer définitivement ce grand rendez-vous citoyen». Génération-s, Europe Ecologie-les Verts, la CFDT ou le Parti socialiste, absent samedi, pourraient éventuellement se joindre à cette clôture de printemps social. Liberation.fr 5 mai 2018

Génération-s, Europe Ecologie-les Verts, la CFDT ou le Parti socialiste... la réaction et les jaunes, fermez le banc !

En famille. Comment ils rassurent Macron.

Jean-Luc Mélenchon ironise sur l'affiche polémique de "la fête à Macron": "une incitation très claire à jeter du persil" - huffingtonpost.fr 03.05

"Il y a une incitation très claire à jeter du persil, des poivrons, ironise le leader de la France insoumise dans la vidéo visible en tête d'article. Vous n'êtes pas capable de comprendre le deuxième sens d'un dessin comme celui-là. Ce dessin dit 'renoncez aux actes de violence et adonnez vous à quelques chose de plus cool'. C'est ce qui va se passer samedi, nous avons des chars, de la musique", a plaidé le député de Marseille.

Pour déminer le terrain, François Ruffin aussi est obligé d'expliquer le second degré. "On va mettre le feu", explique-t-il dans une vidéo. "Mettre le feu, pour Gérard Collomb, c'est au figuré. Il s'agit juste de dire qu'il va y avoir de l'ambiance", sourit le député de la Somme. huffingtonpost.fr 03.05

Sir, c'est une éruption volcanique. Non, un simple soufflé. Soufflez dessus, il va retomber.

C'est en tout cas ce qu'ils souhaitent tous...

- Jean-Luc Mélenchon: de Mai 68 à Mai 2018, "une révolution est une éruption volcanique" - Interview. - huffingtonpost.fr/ 04/05/2018

https://www.huffingtonpost.fr/2018/05/04/jean-luc-melenchon-de-mai-68-a-mai-2018-une-revolution-est-une-eruption-volcanique-interview_a_23426876/?ncid=tweetlnkfrhpmg00000001

Vous y trouverez tout et son contraire, un engouement pour la révolution qu'il a manifestement étudié, mais dont il s'est éloigné ou avec laquelle il a rompu, il peut être très prolix sur ce sujet, pour immédiatement ressortir l'Avenir en commun qui est une version actualisée du programme commun PS-PCF-MRG.

Extraits.

Mélenchon- Il y a un débat à gauche sur quelle est la formule efficace. Nous ne croyons pas à l'union de la petite gauche, avec son cartel de petits partis. Le PS, avec sa ligne "ni Macron ni Mélenchon", les autres, qui sont de toutes petites formations qui vivent dans le passé. Ils se mettent à sept, ils convoquent un meeting à la veille d'un jour férié, personne ne vient. Tout cela est dérisoire: l'addition des sigles ne produit rien.

Plutôt que la petite union des gauches, nous proposons la fédération du peuple. Cela passe par la méthode marseillaise: la réunion des syndicats, des associations et toutes les organisations politiques qui le veulent. Le cadre commun qui propose une marée populaire le 26 Mai est exemplaire. Une poignée de partis qui prétendent tout guider ne mène nulle part. (...)

...en 1968, la situation était pire qu'aujourd'hui. La gauche était totalement désunie, avec un repoussoir qui s'appelait l'URSS. La grève générale a provoqué une onde de choc. Tout d'un coup, en même pas trois ans, le Parti socialiste a changé de direction, a adopté le programme commun, les communistes ont suivi. Tout s'est réglé. Je fais confiance à cette énergie-là. (...)

...après un mouvement social de masse, il faudra aussi une construction politique. Chaque chose en son temps. Pour les européennes puis les municipales, il faudra bien une méthode qui permette de rassembler les populations, pas les appareils. Trouverons-nous la force et l'autorité pour organiser la suite ?

Il faut construire une formule gouvernementale majoritaire pour être une alternative. Il n'est pas interdit de penser qu'il y ait, comme par le passé, une organisation et qu'autour d'elle les choses se mettent en place. Avant, il y avait le PS sur une ligne sociale-libérale avec les communistes et les verts et cela donnait une majorité de compromis. Maintenant il y a la France insoumise avec un programme l'Avenir en commun...

En 2017, il fallait la clarification. Une fois la clarification acquise chez les socialistes et chez Benoît Hamon, nous pourrions rebâtir une majorité. Il faut pour cela avoir avec nous une discussion sérieuse, respectueuse et préoccupée des masses et pas des organisations. Tant que ce ne sera pas le cas, on continuera d'avancer, malheureusement moins entourés que ce que nous espérons. (...)

Maintenant, on est en train de mettre en place une stratégie pour briser ce cloisonnement politico-syndical. Si nous construisons des mobilisations de masse, personne ne pourra rester en dehors, quelle que soit son étiquette. huffingtonpost.fr/ 04/05/2018

Quand on a à l'esprit que Mélenchon souhaitait rassembler les partisans et les opposants à l'UE, avec laquelle un jour il entend s'accommoder, pour un autre rompre avec elle, ou encore, quand ils affirment qu'ils doivent "tous dégager", pour ensuite expliquer que Macron et son gouvernement, ainsi que sa "majorité" au Parlement sont là jusqu'en 2022, on a à tout Mélenchon.

[Siège éjectable... mais le parachute sera doré, ouf !](#)

- Air France-KLM Débarquement immédiat pour le PDG - Liberation.fr 5 mai 2018

Jean-Marc Janaillac a annoncé sa démission, vendredi, après que 55,44 % des salariés ont rejeté son projet d'accord. Outre les pilotes, le personnel au sol d'Air France a également exprimé son désaveu du dirigeant après plusieurs années de gel des salaires. Liberation.fr 5 mai 2018

[Ils osent tout.](#)

- Washington met en garde Pékin contre la "militarisation" de la mer de Chine méridionale - AFP 04.05

Alors que les Etats-Unis ont plus de 800 bases militaires dans le monde...

- Russia Today, Sputnik... un mois d'intox passé au crible. - Liberation.fr 04.05

Ils n'ont pas digéré que les preuves fournies par Macron et Trump pour justifier le bombardement de la Syrie aient été identifiées comme des fake news.

- Venezuela: L'opposition accuse Maduro de vouloir acheter les électeurs - Reuters 04.05

Parole d'oligarques...

[Haut de page ↗](#)

Le 8 mai 2018

CAUSERIE

● Causerie au format pdf (24 pages)

Politiquement incorrect.

J'ai entrepris la lecture et l'étude des écrits de Georges Orwell avec le concours des chroniques que le Collège de France leur a consacrées, qui sont inséparables de sa personnalité et de son engagement politique pour le socialisme qui sont ici respectés, ce qui n'est pas le cas dans Wikipédia, qui relève plutôt d'un esprit policier.

Il y quatre méthodes pour aborder Orwell :

- Celle du Foreign Office, des médias et Wikipédia qui consiste à fabriquer et relayer une cabale ignoble pour le discréditer ainsi que son oeuvre. Orwell fut un ennemi juré du capitalisme et du stalinisme, on comprend ;

- « en mars 1948, Orwell écrit à George Woodcock pour que le Freedom Defense Committee prenne position contre la tentative du gouvernement travailliste de purger la fonction publique de ses éléments communistes. » John Newsinger, La politique selon Orwell, p. 255.

- Celle des anarchistes qui consiste à le présenter comme un socialiste "anti-politique", qui aurait rompu avec la politique, concept évidemment incompatible avec le socialisme, alors qu'il y consacra le reste de son existence à partir de 1936-37 jusqu'à sa mort en 1950.

- "Je ne suggère pas, à partir de ce constat, que la seule solution est de renoncer à la politique quotidienne. [...] Il faut poursuivre la lutte politique, exactement comme un médecin doit tenter de sauver la vie d'un patient, même s'il a de grandes chances de mourir (À ma guise - Orwell)

- "De son aveu même, en effet, toute son œuvre de romancier, d'essayiste, de journaliste est de part en part politique. « Ce à quoi je me suis le plus attaché au cours de ces dix dernières années, écrit-il en 1946, c'est à faire de l'écriture politique un art. Ce qui me pousse au travail, c'est toujours le sentiment d'une injustice et l'idée qu'il faut prendre parti. [...] C'est toujours là où je n'avais pas de visée politique que j'ai écrit des livres sans vie. » Ce sont ses expériences politiques qui ont constitué pour Orwell à la fois la motivation et le matériau de son œuvre ; il a écrit sur elles et à partir d'elles pour les comprendre et les communiquer." (Chroniques orwelliennes - Collège de France)

- "l'importance cruciale qu'il reconnaît aux « expériences politiques »" (id).

Leur méthode ne consistait pas à partir des faits, mais de leurs propres interprétations en recourant à leurs propres critères ou à leur théorie, pour en faire une sorte d'anarchiste plutôt qu'un socialiste. Cela relevait de la récupération politique de bas étage.

- Celle de certains intellectuels en mal d'identité ou de repères qui l'ont caractérisé d'"anarchiste conservateur". Ils ont procédé de la même manière que les anarchistes, c'est-à-dire par abstraction, en lui collant une étiquette qui somme toute leur va comme un gant, mais ne pouvait pas convenir à Orwell dont les positions avaient évolué depuis sa jeunesse.

Voilà ce qu'en dira Jean-Jacques Rosat du Collège de France :

- En France, depuis qu'en 1995 Jean-Claude Michéa l'a baptisé « anarchiste tory » (anarchiste conservateur), cette étiquette lui

est restée collée, brouillant efficacement ses choix pourtant clairs : à partir de son retour d'Espagne en 1937 et jusqu'à sa mort en janvier 1950, Orwell a appartenu à la gauche socialiste révolutionnaire dissidente antistalinienne, radicale et égalitaire. Quant à la formule « anarchiste tory », on rappelle ici (Chroniques 3 et 8) que, quand Orwell l'emploie, c'est à propos de Swift, qui était assurément, dit-il, « un révolté et un iconoclaste », mais qui méprisait les gens ordinaires, haïssait l'égalité et était tout sauf un démocrate. Il se l'est, semble-t-il, appliqué oralement à lui-même par boutade au début des années 1930, quand il ne s'était pas encore complètement débarrassé de son snobisme de classe d'ancien élève d'Eton et de ses réflexes d'ancien officier dans la police coloniale. Mais, après deux mois d'immersion dans la classe ouvrière du nord de l'Angleterre (en 1936) et six mois de fraternité révolutionnaire dans les tranchées espagnoles (1937), la transformation est définitivement opérée.

Dans un livre récent, Michéa admet que, « si on s'en tient à la lettre des textes, Jean-Jacques Rosat a incontestablement raison. À partir de 1937, et jusque dans ses derniers écrits, Orwell a toujours placé l'ensemble de ses combats pour une société décente sous le signe exclusif du socialisme ». (...)

Le débat autour de la question de savoir si Orwell peut être ou non qualifié d'« anarchiste tory » est certainement un débat d'interprétation comme il en existe à propos de tous les penseurs importants et originaux, un débat qui exige qu'on regarde de près tous ses textes dans leur contexte historique et biographique, et selon des critères intellectuels qui sont ceux de toute recherche de vérité – des critères « universitaires » donc. Mais l'enjeu de ce débat n'est pas purement exégétique : il est de savoir, à partir de là, ce qu'Orwell peut nous apprendre. Une des idées qui sous-tendent ces Chroniques est que le voir comme un « anarchiste tory » brouille et fausse un bon nombre de ses leçons. (Chroniques orwelliennes - Avant-propos de Jean-Jacques Rosat - Collège de France)

- Celle enfin du Collège de France qui s'en tient strictement aux déclarations d'Orwell et aux faits, à son engagement politique, qu'ils mettent en rapport, au lieu de se laisser influencer par les interprétations intéressées et manquant d'impartialité ou pire encore des uns et des autres.

A bien des égards nous nous ressemblons, à ceci près que nous n'avons vécu ni les mêmes expériences ni à la même époque. Il est plus facile de vivre à la nôtre qu'il le fut à la sienne, quand la quasi-totalité du mouvement ouvrier internationale s'était retrouvé sous l'emprise du stalinisme, de sorte qu'il était extrêmement difficile d'entrevoir comment pourrait se transmettre l'héritage du marxisme ou y demeurer fidèle, sachant qu'il n'existait plus aucun dirigeant de la trempe de Lénine ou aucun parti conçu sur le modèle du parti bolchevik pour l'incarner. Même les rares intellectuels qui étaient parvenus un temps à se rallier à Trotsky, tel André Breton par exemple, finirent par se détourner de la voie de l'organisation ou du militantisme pour les raisons évoquées plus loin.

Ce qui m'intéresse chez Orwell, ce sont les enseignements qu'il a tiré de ses expériences des régimes stalinien ou nazi, dont l'oligarchie s'inspirent de nos jours pour nous imposer un modèle de société totalitaire. Ces enseignements peuvent s'insérer dans ceux que nous ont légués Marx, Engels, Lénine et Trotsky ou les compléter.

Ma démarche se situe à l'opposé de celle des intellectuels qui n'ont pas davantage assimilé Orwell que Marx. Cela dit, il faut bien admettre qu'ils font face à une situation proche de celle qu'avait connue Orwell après avoir rompu avec les représentants du stalinisme, sans que se présente à eux une alternative politique crédible ou un parti ouvrier dans lequel ils pourraient s'organiser. C'est ce qui nous fait tragiquement défaut.

Les dirigeants, qui contrôlent le ou les partis plus ou moins sérieux, continuent de recourir à un dogmatisme réducteur qui ne permet pas de constituer un pôle de regroupement où pourrait s'organiser les éléments les plus avancés de la classe ouvrière, des intellectuels, des classes moyennes qui seraient tentés par le socialisme. Après avoir dans le passé recouru à des méthodes détestables pour écarter tous ceux qui contestaient leurs analyses, on ne voit pas comment aujourd'hui on pourrait les légitimer à la direction d'un parti ou leur accorder la moindre confiance. Ce sont eux qui fixent ou imposent le cadre dans lequel la discussion peut avoir lieu, autrement dit si vous vous présentez devant eux avec vos propres idées qui ne rentrent pas forcément dans leur cadre ou pire, si vous en contestez les contours, ils ne se donneront pas la peine de les étudier, et vous en arriverez à la conclusion que vous n'avez pas votre place dans leur parti.

C'est ainsi hélas que des milliers de travailleurs sont conduits à demeurer inorganisés, sans parler des milliers de militants qui ont milité un jour dans une structure et qui ne souhaitent plus renouveler cette expérience. Je continue de penser comme Orwell qu'on ne peut pas être socialiste sans être organisé, mais paradoxalement j'ignore comment faire autrement, nous y sommes contraints et forcés, ce qui est un comble puisque notre stratégie repose sur les masses et le parti.

Le passage suivant a été rédigé la veille avant que je découvre les chroniques que le Collège de France avait consacrées à Orwell, et je n'ai pas le temps de le réécrire, les citations ont donc été rajoutées par la suite.

Orwell et ses écrits ou ses engagements ont fait l'objet d'une multitude d'interprétations parfois contradictoires en fonction du statut social de leurs auteurs ou de leurs propres engagements, qui ne nous intéressent pas outre mesure, hormis qu'elles nous ont incité à aborder Orwell avec beaucoup de prudence.

Conspuer par les tenants et les porte-parole du capitalisme et du stalinisme, il n'en fallait pas plus pour nous rendre le

personnage sympathique, disons au premier abord pour rester vigilant, impression que l'on conservera par la suite. Son parcours et sa personnalité atypiques devaient forcément porter à polémique, après tout personne n'est parfait, sauf exceptions qui se comptent sur les doigts d'une main sur des siècles et des siècles.

Donc il en fallait plus pour nous détourner des ouvrages qu'il nous a légués, dont le plus célèbre est *1984*, une sorte de roman d'anticipation préfigurant le totalitarisme qui est en train de se mettre en place à l'échelle mondiale, et dont le stalinisme et le nazisme donnèrent un aperçu en modèle réduit, dans le temps j'entends, bien que les Etats-Unis, Israël, la Chine et d'autres Etats s'en inspirèrent largement.

Paradoxalement, de nos jours Orwell fait quasiment l'objet d'un culte de la part d'une partie des intellectuels qui se prétendent progressistes, alors qu'à son époque ils conspuaient la bonne conscience de leurs semblables qui critiquaient volontiers le capitalisme, mais ne souhaitaient pas s'engager au côté de la classe ouvrière ou manifestaient de l'aversion pour le socialisme qu'ils confondaient avec le stalinisme, ceci justifiant ou servant de prétexte malhonnête à cela.

Orwell eut l'occasion de militer dans différents partis qui se réclamaient du socialisme, dont l'Independent Labour Party et le POUM, mais apparemment il ne rencontra jamais de dirigeants qui aient assimilé le marxisme. Dans un contexte particulièrement difficile, quand il était "minuit dans le siècle (V. Serge), bien qu'il ait été acquis sincèrement au socialisme, il ne parviendra jamais à traduire sur le plan organisationnel ses conclusions, sans doute en a-t-il été détourné par ses expériences malheureuses plus que par un manque de conviction ou de détermination qui l'anima jusqu'à la fin de sa vie.

Toujours est-il, qu'hier comme aujourd'hui où à toutes les époques, et cela nous concerne tous, il ne suffit pas de se déclarer socialiste pour d'un coup de baguette magique assimiler l'ensemble du processus dialectique matérialiste et historique. Chaque lacune peut se traduire par des interprétations erronées, de telle sorte qu'on s'en détourne à notre insu, d'où la nécessité de vérifier en permanence la validité des idées que nous avons acquises, quitte à les modifier si nécessaire. D'où aussi la nécessité de ne pas les personifier ou de ne pas s'identifier à des idées qui peuvent être amenées à évoluer, puisque finalement elles n'appartiennent pas à une personne en particulier, pour être le produit de rapports qui impliquent une multitude de facteurs et d'acteurs qui sont susceptibles de connaître de profondes modifications.

Maintenant, quand on n'a pas réussi à trouver le chemin permettant de mettre en pratique une théorie, on peut en arriver à douter de cette théorie ou à la rejeter en partie ou en totalité en lui prêtant inconsciemment nos propres lacunes ou faiblesses, il arrive aussi qu'on en attende trop ou des miracles qui ne se produiront jamais, il en va ainsi également des gens qu'on a été un jour amené à croiser ou à fréquenter. On cherche des explications à nos déconvenues ou à nos désillusions qu'on ne trouve pas, parce qu'on refuse d'admettre qu'on puisse en être à l'origine.

Pour conclure provisoirement sur ce sujet, sur la fin de sa vie Orwell se rapprocha des anarchistes, qui, en tant que farouches ennemis du marxisme, ne trouvèrent rien de mieux à faire plus tard que de théoriser les idées qu'ils partageaient avec lui ou plutôt dans bien des cas, telles qu'ils les avaient interprétées à partir de leurs propres critères, bref de le récupérer pour le faire passer pour un disciple de Proudhon, qui serait opposé à toute théorie au profit de "valeurs non politiques".

- "Orwell n'est ni théoricien ni philosophe" (Chroniques orwelliennes - Avant-propos - Collège de France)

Ne pas être un théoricien et s'opposer à toute théorie, ce n'est pas du tout la même chose.

- Bien qu'il n'y ait pas d'interdictions expresses ni d'instructions claires sur ce qui doit ou ne doit pas être publié, on ne passe jamais outre la ligne officielle. Les chiens de cirque sautent quand le dresseur fait claquer son fouet, mais le chien vraiment bien dressé est celui qui exécute son saut périlleux sans avoir besoin du fouet. (Chroniques orwelliennes - Collège de France)

Orwell : "Tout journaliste de la presse quotidienne vous le dira : l'un des secrets les plus importants de son métier, c'est l'astuce qui consiste à faire croire qu'il y a de l'information quand il n'y en a pas."

- "Pour autant, Orwell ne parle jamais à la place de ses lecteurs, ni en leur nom ; jamais non plus au titre d'une théorie, d'une doctrine ou d'un savoir ; jamais d'en haut ni d'ailleurs ; il est toujours au milieu d'eux, toujours un des leurs. Mais il leur parle avec sa propre voix, la voix singulière qu'il s'est donnée à partir de ses propres expériences politiques." (Chroniques orwelliennes - Collège de France)

- "Mais elles relèvent également d'une stratégie de prise de distance à l'égard de ce qu'on nomme l'« actualité ». Un des pires maux du journalisme est vraisemblablement son obsession de la nouveauté – des news, comme on dit en anglais. Beaucoup de nouveautés sont dépourvues d'intérêt et beaucoup d'autres ne sont pas si nouvelles qu'elles en ont l'air. Pour mesurer ce qui change réellement, les progrès et les régressions, il ne faut pas avoir le nez collé sur les prétendus événements. Aussi Orwell ne cesse-t-il de citer de vieux almanachs, des vers anciens, des revues d'autrefois, des romans qui ont cinquante ou cent ans, etc. Lisant un roman de la seconde moitié du XIX^e siècle où l'auteur, militant progressiste, décrit les ouvriers comme des sous-hommes qu'il ne sera jamais possible de civiliser, il conclut :

Les temps sont révolus où il semblait naturel de rayer d'un trait de plume toute une couche de la population comme des sauvages incurables. Le plus snob des tories n'écrirait pas aujourd'hui [de cette façon] sur la classe ouvrière londonienne. [...] Le progrès existe, si difficile que ce soit de le croire en cette époque de camps de concentration et de belles grosses bombes.

À l'inverse, lisant une revue anglaise de l'époque napoléonienne où les Français, ennemis mortels, sont traités avec le plus grand respect, il s'inquiète des propagandes haineuses et injurieuses de notre époque et mesure la régression d'un siècle à l'autre. En ancrant ainsi ses chroniques dans le passé, Orwell aide son lecteur à ne pas confondre modernité et progrès."

- "Le premier est celui qu'a répandu depuis vingt-quatre ans le titre de l'essai de Simon Leys, Orwell ou L'horreur de la politique. Assurément Orwell aurait eu en horreur le « Tout est politique » des années 1960-1970 et sa conséquence : que ce qui comptait n'était jamais de savoir si une idée était vraie ou fausse mais uniquement d'où elle venait, de quelle idéologie elle relevait et quels intérêts elle servait. Il suffit pour s'en convaincre de lire sa critique d'une des expressions favorites de cette époque, qui avait déjà cours de son temps : « Faire le jeu de... », cette « formule magique destinée à cacher les vérités dérangeantes ». Mais attribuer une « horreur de la politique » à Orwell, c'est passer à côté de ce qui est le ressort profond de son engagement et de son écriture, et qui s'exprime pratiquement dans chacune de ses chroniques : avant d'être une sphère particulière de la vie sociale (avec ses institutions, ses partis, ses discours, ses idéologies), la politique est d'abord un ensemble d'expériences quotidiennes de domination et d'injustice, d'égalité et de fraternité, à travers lesquelles se fait ou se défait notre monde commun. Ainsi la lutte des classes traverse tout le tissu de l'existence commune. Elle est perceptible jusque dans les vieilles chansons de marin et dans la gestion des animaux utiles ou nuisibles dans les campagnes. Il n'y a pas de dualité chez Orwell entre l'homme ordinaire et le militant socialiste : la nécessité du combat politique naît primitivement de l'exigence de préserver le monde commun – avec ses valeurs de vérité, d'objectivité et de décence commune – de sa destruction par le prétendu « réalisme », qui n'est que le masque de la volonté de puissance."

- Chroniques orwelliennes - Jean-Jacques Rosat membre du Collège de France
<http://books.openedition.org/cdf/2092?lang=fr>

- ...à l'heure des choix, dans l'Espagne de 1937, dans l'Angleterre de juin 1940, ou face au monde de 1946, « son flair moral » s'est avéré sûr : il s'est trouvé là où il fallait. (id)

George Orwell : « À une époque de tromperie universelle, dire la vérité devient un acte révolutionnaire ».

Wikipédia - Parallèlement à ces activités, Orwell envoie entre 1941 et 1946 seize articles (« Les Lettres de Londres ») à la revue américaine d'inspiration trotskiste Partisan Review.

LVOG - Ici figure la note suivante :

Wikipédia - Elle se caractérisa par sa forte hostilité à l'égard du stalinisme et elle devint le lieu d'expression d'une sorte de trotskisme littéraire : elle afficha une vive sympathie pour les idées de Trotski mais évita tout lien organisationnel ». J. Newsinger, La politique selon Orwell, p. 161.

Partisan Review.

Wikipédia - Un trimestriel américain littéraire et politique publié de 1934 à 2003...

Comme plusieurs revues « radicales » ou de « gauche » publiées au cours de la guerre froide, elle est financée par la CIA par le biais de fondations qui servaient de façades.

LVOG - Ici figurait un lien renvoyant à Frances Stonor Saunders qui publia en 2003 *Qui mène la danse ? La CIA et la Guerre froide culturelle*

Qui est Frances Stonor Saunders ? Wikipédia - une réalisatrice de documentaires pour la télévision. Hidden Hands: A Different History of Modernism, réalisé pour Channel 4 en 1995, traite des liens entre différents critiques d'art et peintres expressionnistes abstraits avec la CIA.

Who Paid the Piper?: CIA and the Cultural Cold War (paru en 1999, traduit en français en 2003), son premier ouvrage développé à partir de son travail documentaire, se concentre sur l'histoire du Congrès pour la liberté de la culture, association culturelle anticommuniste secrètement financée par la CIA. <http://www.bu.edu/partisanreview/archive/index.html>

La cabale montée contre Orwell par le MI6 (Secret Intelligence Service ou SIS), relayée par le Guardian, Le Monde, Libération

Wikipédia - Polémique relative à la liste de noms de « communistes » fournie à l'Information Research Department

Le 11 juillet 1996, un article publié dans le quotidien anglais The Guardian révèle que George Orwell a livré en 1949 une liste de noms de journalistes et d'intellectuels « cryptocommunistes », « compagnons de route » ou « sympathisants » de l'Union soviétique à une fonctionnaire de l'Information Research Department (une section du ministère des Affaires étrangères britannique liée aux services de renseignements), Celia Kirwan. La réalité de cette collaboration est prouvée par un document déclassifié la veille par le Public Record Office.

L'information est relayée en France principalement par les quotidiens Le Monde (12 et 13 juillet 1996) et Libération (15 juillet 1996). Le public français apprend ainsi que l'auteur de 1984 « dénonçait au Foreign Office les "cryptocommunistes" » (Le Monde, 13 juillet 1996). Dans son numéro d'octobre 1996, le magazine L'Histoire va plus loin encore, expliquant qu'Orwell aurait « spontanément participé à la chasse aux sorcières » organisée contre les intellectuels communistes par le Foreign Office.

Ces articles français oublient de mentionner plusieurs informations essentielles. D'abord, Kirwan, belle-sœur de l'écrivain Arthur Koestler, était une amie intime d'Orwell, dont elle avait repoussé la demande en mariage en 1945, alors que l'écrivain était veuf depuis quelques mois. Ensuite, la remise des informations a eu lieu à l'occasion d'une visite de Kirwan à Orwell, peu avant la mort de ce dernier, qui était déjà dans un sanatorium. Kirwan lui confie alors qu'elle travaille pour un service gouvernemental chargé de recruter des écrivains et des intellectuels susceptibles de produire de la propagande antisoviétique. Orwell, après lui avoir donné les noms de quelques personnes de sa connaissance lui paraissant aptes à être recrutées, propose de lui indiquer, à titre privé, les noms d'autres personnes qu'il est inutile d'approcher, en raison de leurs convictions politiques (lesquelles sont souvent de notoriété publique).

La fameuse liste, déclassifiée en 2003 – mais déjà mentionnée dans la biographie de Bernard Crick parue en 1980 ; celui-ci en ayant tout simplement consulté la copie disponible dans les Archives Orwell – confirme ce qui précède. Bernard Crick signale que « quelques-uns (des individus), recensés comme ayant simplement des opinions « proches », semblent sélectionnés pour des raisons tirées par les cheveux et peu pertinentes ». Simon Leys répond à cela que la liste établie pour Kirwan n'est pas établie uniquement en fonction de critères politiques, mais signale également des individus dont il est inapproprié de solliciter la collaboration en raison de leur « malhonnêteté » ou de leur « stupidité ».

Dans sa biographie politique d'Orwell, John Newsinger mentionne que l'auteur a manifesté à plusieurs reprises à la fin des années 1940, son hostilité à toute tentative d'instaurer un « maccarthysme anglais ». Il indique aussi que, « lorsque l'IRD a été créé par le gouvernement travailliste, son but affiché est de mener des activités de propagande en faveur d'une troisième voie entre le communisme soviétique et le capitalisme américain. Il n'est absolument pas évident à l'époque qu'il s'agissait d'une arme des services secrets britanniques ».

Pour terminer, il faut indiquer que 1949 est l'une des années les plus terribles de la guerre froide. Staline est vieillissant, et sa paranoïa ne cesse de s'aggraver ; l'URSS a mis au point l'arme atomique et termine son processus de satellisation des pays d'Europe de l'Est ; la guerre de Corée est sur le point de débiter ; et l'Angleterre grouille littéralement d'espions du NKVD (notamment les fameux Cinq de Cambridge).

Orwell, lui, très loin des sympathies soviétiques d'une partie de l'intelligentsia occidentale, a pu voir pendant la guerre civile espagnole le stalinisme au pouvoir à Barcelone, lors de l'élimination des anarchistes qui contrôlaient la ville.

Le détail de cette affaire se retrouve dans le pamphlet Orwell devant ses calomniateurs, publié en 1997 par L'Encyclopédie des nuisances aux éditions Ivrea. De manière plus succincte, Simon Leys aborde la question dans la réédition de son essai Orwell ou l'horreur de la politique (2006) en concluant à la fin de l'annexe III :

« Le fait que, un demi-siècle après sa mort, Orwell ait pu encore être la cible d'une aussi crapuleuse calomnie montre bien quelle formidable et vivante menace il continue à présenter pour tous les ennemis de la vérité ». Wikipédia

Sur L'Information Research Department (IRD)

Wikipédia - L'Information Research Department (IRD), fondé en 1948, dissous en 1977, était une section du Foreign Office (le ministère des affaires étrangères britannique).

Cette campagne de propagande anticommuniste était secrètement financée et ne s'affichait pas comme telle auprès du public.

LVOG - Lénine n'était-il pas un agent du Keiser, le gouvernement bolchevik n'a-t-il pas été financé par la Fed ou les banquiers de Wall Street, et Trotsky, un juif qui plus est, sournois cela va de soi, n'était-il pas un agent de la CIA, les trotskystes n'ont-ils pas pactisé avec les nazis (hitléro-trotskystes) ?

George Orwell, Le lion et la licorne, 1941 - Jorge Semprun

Résumé - Il dénonce également les compromissions idéologiques de l'élite anglaise à l'égard du national-socialisme, une élite moins soucieuse d'être patriote et unie à son peuple que de défendre ses seuls intérêts de classe.

- « Le POUM (Partido Obrero de Unificacion Marxista) était l'un de ces partis communistes dissidents que l'on a vu apparaître en beaucoup de pays au cours de ces dernières années, par suite de l'opposition au stalinisme, c'est-à-dire au changement, réel ou apparent, de la politique communiste » George Orwell, Hommage à la Catalogne, p. 249.

- Le gouvernement républicain et les communistes du PSUC (sur ordre de Moscou) voulaient stopper le processus révolutionnaire enclenché à Barcelone : le 3 mai, la police investit le central téléphonique contrôlé par la CNT (anarcho-syndicaliste). Une grève générale spontanée s'ensuit. La direction du POUM presse celle de la CNT de prendre la tête du mouvement afin de remettre en route le processus révolutionnaire, ce qu'elle refuse, préférant malgré tout rester fidèle au gouvernement catalan. Isolé, le POUM estime ne pas avoir les capacités nécessaires pour organiser l'insurrection qui prend fin le 6 mai, après des combats qui ont fait plus de neuf cents morts et quatre mille blessés. Cf. Orwell, Hommage à la Catalogne, Appendice II, « Ce que furent les troubles de mai à Barcelone », p. 263-294 ; Newsinger, La Politique selon Orwell, p. 89-94.

A suivre.

Pédagogie ou démagogie.

Les faits nous donnent raison un peu plus chaque jour et cela en devient gênant.

J'ai une question à vous poser : Qui va nous expliquer réellement ce qui se passe ? Pourquoi les travailleurs font-ils preuve d'une telle insouciance, passivité ou neutralité, j'entends au-delà de leurs combats de nature corporatiste ? Vous me répondez que la réponse est contenu dans la question. Même cela on ne nous le dit pas, on comprend pourquoi, mais c'est une autre question. Mais encore ?

Comment peut-on vivre dans une société aussi pourrie, chaque jour qui passe étant encore plus pourrie que le précédent ? C'est à croire qu'ils y trouvent leur compte ou qu'ils sont résignés. A moins qu'ils ne se sentent pas concernés parce qu'ils ne croient en rien. Vous me direz qu'il ne s'agit pas de croire mais de savoir, d'accord, mais en attendant à défaut de savoir, il faut faire avec ceux qui croient inconsciemment car c'est de là qu'émergera le savoir, une fois qu'ils seront parvenus à croire qu'ils ne savaient rien ou à en prendre conscience, pour peut-être commencer à apprendre quelque chose, puis passer à l'action...

Il s'agit là d'un constat et non d'un jugement, ceux qui ne savent pas faire la différence ferait bien de lire Orwell.

Ils osent tout dans le meilleur des mondes.

- "Nous savons que c'est un monde pourri dans lequel nous vivons", a lancé Jean-Luc Mélenchon. AFP 5 mai 2018

Ne l'était-il pas déjà hier ? Il en sait des choses... mais on ne le dirait pas ! Pour lui, c'est juste un concept ("nous savons") et non quelque chose qui correspond à un vécu, comme le chômage, la précarité, la pauvreté... Là vous frisez le procès d'intention, pas vraiment car il s'en accommode comme de Macron, de l'UE, etc.

- Le président de la Commission européenne, le conservateur Jean-Claude Juncker, y est allé de son hommage : "Marx n'est pas responsable de toutes les atrocités dont ses héritiers supposés doivent répondre", a-t-il dit à Trèves. AFP 5 mai 2018

Il devait encore être aviné... Le 5 mai, c'était le bicentenaire de la naissance de Karl Marx.

- Le fondateur et rédacteur en chef de Consortium News, Bob Parry.

Bob a révélé le scandale de l'Iran Contra, mais au lieu de recevoir le prix Pulitzer, il a été licencié par l'Associated Press et Bloomberg. Alors il a suivi le conseil d'un célèbre spécialiste des médias A. J. Liebling : « La liberté de la presse n'est garantie que pour ceux qui possèdent un média ». Les Crises 6 mai 2018

Suite du 1er mai. Au temps des miliciens.

De deux ils sont pas passé à sept, c'est trop !

- Violences du 1er Mai: 7 suspects mis en examen et remis en liberté sous contrôle judiciaire - AFP 05.05

Sept personnes soupçonnées d'avoir commis des dégradations après la manifestation du 1er-Mai à Paris ont été mises en examen et remises en liberté sous contrôle judiciaire, contre l'avis du parquet qui avait demandé leur détention provisoire, a-t-on appris samedi de source judiciaire. AFP 05.05

Potache.

Plusieurs dizaines de milliers de manifestants font "la fête à Macron" dans une ambiance festive - AFP 05.05

"La fête à Macron", manifestation "pot-au-feu" à l'initiative du député insoumis François Ruffin, a rassemblé des dizaines de milliers de personnes à Paris dans une ambiance largement festive, encadrées par 2.000 policiers et gendarmes venus empêcher l'irruption de black blocs, quelques jours après les violents incidents du 1er-Mai.

La France insoumise (LFI) a revendiqué la présence de 160.000 manifestants à Paris pour le premier anniversaire de l'élection du chef de l'Etat, mais selon un comptage réalisé par le cabinet Occurrence pour un collectif de médias en milieu de parcours, 38.900 personnes ont participé au défilé. La préfecture de police en a compté 40.000.

Selon les organisateurs, cette initiative est une "première étape". Déjà, plusieurs associations, syndicats, partis envisagent une nouvelle journée de protestation le 26 mai. Ce jour-là, "par millions, déferlez ! Soyez la marée humaine qui change l'Histoire", a imploré samedi M. Mélenchon. AFP 05.05

Je vais vous le dire comme je le pense, leur fête, cela me fait chier au possible, c'est indécent, j'ai horreur du carnaval, grotesque. Ce qu'on subit ne me fait pas marrer du tout, je n'en dirai pas plus.

On peut participer au 26 mai : Dehors Macron, abolition de la Constitutions de la Ve République, assemblée constituante souveraine !

On dirait qu'ils savent très bien à qui ils ont affaire, et que cela ne les inquiète pas outre mesure.

- Poutou veut une "radicalisation de la contestation politique" - leexpress.fr 05.05

L'ex-candidat à la présidentielle, Philippe Poutou (NPA) appelle, dans une interview à paraître lundi dans le quotidien "La Marseillaise" à une "radicalisation de la contestation politique", envers Emmanuel Macron. Interrogé par le même quotidien, le leader de Génération.s Benoît Hamon invite à une "riposte sans répit".

Les deux leaders politiques appellent à l'union: "Il faut travailler à la construction d'une unité politique, syndicale et associative", déclare M. Poutou en jugeant que le "rendez-vous unitaire du 26 mai est une bonne chose" dans cette perspective. "La force du projet de Macron et des libéraux s'appuie sur l'idée qu'il n'y aurait pas d'alternative. A nous de montrer qu'il existe une alternative démocratique, sociale, écologique, qui se trouve à portée de mains et que rien n'interdit de mettre en oeuvre.", lance, de son côté, Benoît Hamon.

Interrogé par le même journal, Benoît Hamon, responsable du mouvement Génération.s, déclare : "Face à Macron, il faut assumer une forme de harcèlement politique et social. C'est un gouvernement qui harcèle les Français par des réductions de moyens pour l'école publique et les maisons de retraite, des droits en moins pour les salariés du privé, des postes et des missions en moins dans les services publics, des libertés en moins dans l'espace public", estime Benoît Hamon.

"Il faudrait une riposte qui soit une riposte sans répit. Il ne faut lui laisser aucun répit, car lui-même ne laisse aucun répit aux Français", ajoute l'ex-candidat PS à la présidentielle. Selon lui " la gauche a besoin de poser des actes de résistance en commun". M. Hamon appelle à "résister dans la rue, sur Internet, partout où nous pouvons pour contrer le démantèlement des services publics, parce que c'est cela dont on parle, ainsi que les droits des salariés". leexpress.fr 05.05

A bas la gauche et extrême gauche institutionnelle, c'est une imposture de droite !

Il reste la grève générale insurrectionnelle, celle où on dit : Stop, on ne marche plus, on n'accepte pas un sacrifice de plus, on arrête tout. Ceux qui détiennent le pouvoir doivent dégager et c'est nous qui devons décider nous-mêmes l'orientation de la société, dans quelle société nous voulons vivre, sur quelle base elle doit être reconstruite...

Mais avant d'en arriver-là, il y a un certain nombre d'obstacles à faire sauter, le premier consiste à croire que le capitalisme est éternel et que nous lui devons tout, alors qu'en réalité c'est nous qui produisons les richesses et nous ne lui devons rien ; le premier consiste à croire que nous ne serions pas apte à gouverner, alors qu'en réalité c'est nous qui faisons fonctionner la société et personne d'autres; le troisième consiste à croire que cela ne pourrait pas fonctionner parce que nous dépendrions de la mondialisation de l'économie, alors qu'en réalité tous les peuples partagent les mêmes besoins ou aspirations et s'inspireraient de notre expérience pour s'emparer du pouvoir politique...

Totalitarisme. Ils ont de la suite dans les idées.

- Facebook utilise l'intelligence artificielle pour prévoir vos actions futures au profit des annonceurs, indique un document confidentiel
- Les Crises 07.05

Quand l'inquisiteur et faussaire est juge et partie.

- Loi contre les fausses informations : l'avis du Conseil d'État - Les Crises 5 mai 2018

L'Assemblée nationale a publié l'avis rendu par le Conseil d'État portant sur les propositions de loi relatives à la lutte contre les fausses informations

Commentaires d'internautes.

1- Merci pour cette publication qui nous révèle une fois de plus que la dictature de moins en moins soft, pardon "la verticalité du pouvoir" est en marche.

Ce texte abscons et indigeste a été rédigé par des technocrates pour des technocrates et non pour le rendre lisible et intelligible au plus grand nombre.

Il part d'un postulat faux : l'ingérence "d'Etats" – lire Russie – dans des élections en occident et en premier lieu aux US.

Cette fable a été prouvée et largement documentée sur ce site.

Ensuite, le CSA, qui n'a pas respecté ses propres règles en 2016 concernant le temps de parole aux candidats et tout particulièrement celui de Macron et de son équipe va voir ses pouvoirs coercitifs étendus... à devinez qui : RT et Sputnik qui ne sont bien entendu pas cités mais clairement visés.

Le CSA pourra même aller jusqu'à leur retirer – comme à d'autres -, sur "justificatifs", le droit d'émettre sur Internet !

Au vu de ce que l'Etat et les médias MSM entendent par "fausses informations", le CSA devient de facto et officiellement – en période électorale pour le moment – le Ministère de la Vérité... et ce n'est plus une fiction de 1984 !

2- Indépendamment des débats juridiques précis, il est évident que ce qui est visé par la loi c'est le débat et la critique réels que certains se permettent malgré la censure médiatique, grâce à internet.

3- D'après Cohen le "journaliste" qui a pignon sur rue sur France 5 et France inter me semble-t-il, le simple fait de demander des preuves sur la soit-disant attaque chimique de la Ghouta fait de nous des "révisionnistes en temps réel". Je vous laisse imaginer ce qui attend les personnes qui ne prennent pas pour argent comptant ce que dit big brother...

3- Le vote en 2017 était déjà une "enfumade" totale. Avec ces nouvelles lois, le pouvoir verrouille la prochaine élection, que Macron se présente à nouveau ou non.

Rappelons-nous, en 2017, le plan A était Juppé et non Macron. Donc en 2022, pour ne pas être confronté à la même déconvenue, pas de primaires, propagande de masse pour Le candidat choisi par le Deep State oligarchique/mondialiste et contrôle des médias dissidents pour que tout roule comme prévu.

Bienvenue en dictature !

4- Ce qui est fantastique, c'est qu'un aréopage d'élus et la plus haute instance administrative du pays parle de "diffusion massive de fausses informations" pendant les dernières périodes électorales.

C'est insensé et proprement scandaleux car justement, cette affirmation est une fausse nouvelle elle même.

Je rappelle que ce soit pour l'élection Française, US, Allemande ou le Brexit, personne n'a donné ne serait-ce qu'un seul exemple de fausse information consistantes.

5- ...c'est quoi ces gens qui parlent de choses qui n'existent même pas et qui attentent aux libertés publiques sur des chimères?

6- Comme l'avait dit Karl Rove, conseiller de Bush Jr, "nous créons notre propre réalité...".

C'est exactement ce que fait Macron et son gouvernement mais aussi inquiétant, les Institutions font de même.

Chacun peut constater que Macron et son gouvernement piétinent le Droit mais si les Institutions s'y mettent, alors il n'y a plus aucun doute sur le régime Français.

7- Je n'ai pas de mots assez durs pour exprimer ma consternation la plus totale à la lecture des extraits de l'avis du Conseil d'État. Il n'y a aucune rigueur et les éléments factuels fondant la légitimité reconnue dans cet avis portant sur ce projet de loi sont pitoyablement énoncés comme tel : "les publications de fausses nouvelles massives" et autres "ingérences d'états" étrangers avec "des moyens financiers et technologiques importants", sans jamais se sentir obligé d'en préciser les éléments d'information qui leur permettent d'affirmer de telles choses. C'est terrifiant de bêtise sachant que c'est une des trois cours suprêmes françaises.

8- Avec le système qui va être instauré, il y aura les chefs suprêmes de l'info qui dicteront ce qui est "right" et ce qui est "fake" et qui auront champ libre pour nous balancer n'importe quoi puisqu'ils auront la légitimité de la bonne info, donc la légitimité de tous les mensonges y compris de ceux qui entraînent des renversements de régimes (les armes de destruction massive de l'Irak) et des bombardements de représailles justifiés au mépris du droit international (les armes chimiques utilisées dans la Ghouta). Y a du souci à se faire

9- Ben oui fallait s'attendre à quoi ? A ce qu'ils obligent la presse mainstream à faire un mea culpa général pour l'ensemble de son œuvre ? Vietnam, Algérie, Irak, Syrie, Lybie, Serbie, Ukraine et j'en passe ? Non, vaut mieux accuser les autres de ses propres avanies, parce que sinon, la dissonance cognitive serait tellement importante qu'elle en ferait même griller le cerveau de BHL.

Sapir avait raison quand il évoquait une "démocrature", nous y sommes, et ça n'est que le début. Il est vraiment temps que la société civile se réveille pour de bon, ou nous risquons de perdre pour de bon le peu de liberté qu'il nous reste.

10- C'est bien plus facile de tromper quelqu'un que de le convaincre qu'il a été trompé...

En complément. Qui complot ?

- Skripal et le poison de Poutine: la théorie du complot du gouvernement May

<https://www.mondialisation.ca/skripal-et-le-poison-de-poutine-la-theorie-du-complot-du-gouvernement-may/5625410>

Le récit officiel sur l'empoisonnement de Sergei et Yulia Skripal est un pot-pourri d'allégations et d'affirmations dénuées de toute logique, qui ne s'accordent pas entre elles, qui ne font pas sens, et qui nous obligeraient, pour les croire, à accepter la chose et son contraire en même temps. Il s'agit en somme d'une théorie du complot, et qui plus est particulièrement mal ficelée. mondialisation.ca

Ils ne sont pas les seuls à avoir de la suite dans les idées.

- La censure de la haine avec Alain Deneault - franceculture.fr 04/05/2018

Le philosophe Alain Deneault, pour la publication de son ouvrage "Faire l'économie de la haine : essais sur la censure", dresse une critique acerbe du nouveau "totalitarisme" qui frappe nos sociétés par la conjonction du néolibéralisme, de l'avènement des multinationales et du recul des Etats.

"La censure a cours de manière invasive à travers les mots. En remplaçant le terme d'utilisateur par le terme de client en ce qui concerne la SNCF par exemple, on détruit dans l'esprit des gens la notion de service public." Alain Deneault

Dans l'actualité des idées aujourd'hui : une critique du nouveau « totalitarisme », celui de l'économie omniprésente, de l'emprise des multinationales sur la marche du monde. Avec la complicité des Etats.

"En voulant supprimer l'axe gauche-droite pour se présenter comme la seule parole possible, l'extrême-centre a donné l'émergence d'une polarité entre un Etat violent et brutal et des populations qui lui résistent." Alain Deneault

Un regard décentré et une parole acérée celle du philosophe québécois Alain Deneault, directeur de programme au Collège international de philosophie à Paris. Il est l'auteur d'essais sur les multinationales, les paradis fiscaux et l'idéologie de la gouvernance, dénonçant les effets pervers du système économique capitaliste. Il a notamment publié "la Médiocratie" paru en 2015 en France chez Lux, "le totalitarisme pervers" et "Politiques de l'extrême centre"... Il a récemment réuni et présenté des textes

de Georg Simmel dans L'argent dans la culture moderne (Editions Hermann, mars 2018).

"Un discours nous est imposé comme étant le seul possible : plus de revenus pour les multinationales et de dividendes pour les actionnaires, moins de fond pour les services publics et pour les travailleurs." Alain Deneault. franceculture.fr 04/05/2018

Ils osent tout. Propagande et conditionnement. Ils ont dégotté la perle rare dans un tas de fumiers qui pue la réaction.

Qui sont ces Herbretais qui "ne mégotent pas sur leur enthousiasme" à Macron ?

- Une septuagénaire, ex-prof de BEP et ancienne supportrice de Nicolas Sarkozy ;
- Un commerçant, pâtissier-chocolatier ;
- Un cadre, responsable du développement durable ;
- Un cadre, conseiller en intégration technologique dans l'industrie ;
- Un chef d'une entreprise de courtage ;
- Une maire MPF (Mouvement pour la France de Philippe de Villiers)

Sur le marché un dimanche matin, ils n'ont croisé aucun ouvrier ou étudiant, valait mieux les faire disparaître. Bref, cela ne s'invente pas, dans cette commune de 16 500 habitants, ne vivent que des nantis, des gens heureux... qui ne représentent qu'une minorité de la population. Libération accorde 41 lignes aux privilégiés qui en pincent pour le roitelet, et 6 aux défavorisés qui le vomissent, normal en oligarchie.

- Aux Herbiers, «le meilleur président depuis très très longtemps» - liberation.fr 6 mai 2018

Dans la commune vendéenne, terre de droite tendance Villiers-Fillon, les habitants, à quelques exceptions près, ne tarissent pas d'éloge sur Emmanuel Macron.

Aux Herbiers, grosse bourgade vendéenne de 16 500 habitants, tout baigne. Le soleil brille, le taux de chômage n'a jamais été aussi bas (4,3 % selon les tout derniers chiffres), l'équipe de foot disputera mardi - suprême consécration - la finale de la Coupe de France face au PSG et la France a un «super président». Aux Arcades, un bar-brasserie où l'on fait les préparatifs pour la retransmission de la rencontre, Marie-Jeanne, septuagénaire alerte, ex-prof de BEP et ancienne supportrice de Nicolas Sarkozy, est sous le charme. «Macron ? C'est le meilleur président qu'on a eu depuis très très longtemps. Très intelligent, très fin dans ses remarques, il a la manière et en même temps la fermeté, c'est un cuir qui ne craint pas les coups. Quand on voit toutes ces grèves, les cheminots qui se battent pour leur retraite à 52 ans, c'est d'un égoïsme sans nom. Et il tient bon. Il ose faire ce que Sarkozy n'a pas osé.»

Installé au bar, Christophe, pâtissier-chocolatier de 57 ans tout habillé de bleu marine, abonde. «Macron, c'est la nouveauté, la jeunesse. Il faut qu'il aille encore plus vite, avec encore plus de réformes !» Pas de doute, en ces terres de droite longtemps fillonistes quand elles n'étaient pas acquises à Philippe de Villiers et à son Mouvement pour la France (MPF), on s'est trouvé un nouveau champion. Même certains électeurs qui ont pu par le passé voter à gauche trouvent de nombreuses vertus au Président. Comme Cyrille, 46 ans, responsable du développement durable chez Fleury-Michon, une des grosses entreprises des Herbiers qui, avec le chantier naval Jeanneau ou la société de charpentes métalliques Briand, recrutent à tour de bras. «Il incarne bien la fonction, se bat pour l'environnement et a donné de la dynamique sur l'Europe et les grands enjeux géopolitiques, juge-t-il. Il manque quand même la dimension sociale. Il faudrait remettre les gens autour de la table pour un vrai changement.»

Du côté du marché Saint-Pierre, où l'on se presse autour des étals de fruits et légumes, à deux pas de l'église des Herbiers dont les cloches carillonnent pour célébrer un baptême, d'autres Herbretais ne mégotent pas sur leur enthousiasme. Comme Jean-Yves, 57 ans, chandail sombre sur polo rose, qui a voté François Fillon au premier tour de la présidentielle, figure dont les turpitudes ont, ici comme ailleurs, considérablement dévalué la cote. «Pendant la campagne, je ne trouvais pas Macron crédible, se souvient-il. Je n'aimais pas son profil d'arriviste, sa façon de naviguer dans les hautes sphères, mais ça a été la bonne surprise. Il a redressé l'image de la France et il a une ligne directrice. Il tient un cap et fait des réformes qui ne sont peut-être pas plaisantes mais qu'il fallait faire.» Pour ce conseiller en intégration technologique dans l'industrie, ce qui lui donne «beaucoup de crédit», c'est également «l'aveuglement de l'opposition», qui en est réduite selon lui à organiser une «manif pot-au-feu» grand-guignolesque ou à se présenter, comme l'a fait le député de La France insoumise François Ruffin, en maillot de foot à l'Assemblée.

Chef d'une entreprise de courtage de 15 salariés, Stéphane, 53 ans, un sac de fruits de mer à la main, qui appréciait un François Fillon qu'il juge désormais totalement discrédité, salue aussi le volontarisme du Président. «Il a une fermeté qui me convient, sinon on n'avance pas, estime-t-il. On parle de président des riches, mais si les riches sont plus riches, je m'en fous. Ce que j'espère, c'est qu'ils créent de l'emploi, des richesses et que les pauvres soient moins pauvres.»

Au marché Saint-Pierre, tout le monde n'est cependant pas sur cette ligne et plusieurs retraités, évoquant la baisse de leurs pensions, lâchent, bougons, au seul nom de Macron, de lapidaires «il est nul !» ou «zéro !». Sans plus de commentaires. Michel, ébéniste et solide gaillard de 63 ans, avoue une profonde aversion. «J'ai horreur de ce personnage. Il est faux, ce mec. Il

veut faire preuve d'empathie, mais il n'aime ni les vieux ni le peuple, tout ce qui l'intéresse, c'est le pognon. Il devait baisser les dépenses publiques, il n'a rien fait. Fillon, Macron, c'est la même chose, de l'hypocrisie !»

Au bar des supporters du VHF (Vendée Les Herbiers Football), dont les couleurs rouge et noir ont envahi la ville, la maire MPF, Véronique Besse, 54 ans, venue partager une flûte de vin pétillant, exprime une opinion exactement inverse, tout en soulignant qu'avec «toute la batterie de casseroles qu'il a aux fesses», Fillon est «grillé». «Les vieux politiciens avec les vieux schémas, c'est dépassé», juge-t-elle, tandis qu'un tonitruant «Vive Macron !» résonne dans le bar. «Emmanuel Macron est l'incarnation de ce dont les gens ont besoin, la franchise, l'authenticité. Il s'attelle aux vrais problèmes et n'a pas peur d'aller sur le terrain, à la rencontre des gens, y compris ceux qui ne sont pas d'accord avec lui.» Mardi soir, ils seront côte à côte au Stade de France. L'édile en rougirait presque déjà de plaisir. liberation.fr 6 mai 2018

En complément. Macron incarne l'Ancien Régime.

- Philippe de Villiers (MPF) «Il (Macron -ndlr) a compris qu'il lui fallait habiter le corps des rois» - Liberation.fr 06.05

C'est à y perdre la tête...

[Ils osent tout. L'imposture de trop.](#)

Un secret de polichinelle qui vaut bien un aveu dont ils peuvent se vanter. A droite toute, au bout de la droite : l'extrême droite.

Quand ils évoquent Macron et sa politique, ils les comparent volontiers à un "rouleau compresseur" qui broie tous nos acquis ou droits sur son passage, ce qui fait davantage penser à la mission que remplirait l'extrême droite si elle était au pouvoir.

Mais les attardés que nous sommes s'interdisent toujours de caractériser le néolibéralisme et ses représentants d'extrême droite, parce que les moyens auxquels ils recourent pour parvenir à leurs fins sont plus raffinés ou sophistiqués, psychologiques, plus délicats que la mitrailleuse, cependant les conséquences sont tout aussi violentes pour ceux qui les subissent.

La réaction est bien liée au passé, faisons en sorte qu'elle n'ait pas de futur.

- Les vieux mots de la nouvelle droite - Liberation.fr 07.05

Un président aux accents monarchiques, à la politique libérale, attaché à l'ordre et ambigu sur la laïcité : Macron collectionne les marqueurs traditionnels de droite. Liberation.fr 07.05

Macron aurait caché sa "vraie nature".

- Candidat «ni de droite ni de gauche», président bien de droite. - Liberation.fr

Elu sur un positionnement centriste, le chef de l'Etat convainc surtout à droite, à coups de réformes libérales et de fermeté affichée. Un an après son arrivée à l'Élysée, Emmanuel Macron révèle-t-il sa vraie nature ? Liberation.fr

Mission impossible.

- Dans un documentaire sur France 3, Macron confesse "ne pas chercher à être aimé" - Le HuffPost

Elle compte sur vous...

- Un an après sa défaite, Marine Le Pen tente de remonter la pente - AFP 7 mai 2018

[Totalitarisme. Macron, le fer de lance de la réaction mondiale. Quand la température monte, il casse le thermomètre.](#)

- La France propose de changer les statuts de l'OIAC - Réseau Voltaire 6 mai 2018

Depuis plusieurs mois, les membres du « petit groupe » (Arabie saoudite, États-Unis, France, Jordanie, Royaume-Uni) tentent d'éliminer la Russie du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Dans la même veine, la France vient de proposer d'amender les statuts de l'OIAC, l'organisation chargée de vérifier l'application

du Traité d'interdiction des armes chimiques —ce qui par voie de conséquence modifierait le sens du Traité—.

L'idée est que, puisque la Russie s'est opposée à la version atlantiste de l'affaire Skripal et des événements de la Ghouta orientale, l'OIAC puisse trancher sans elle sur ce qui s'est passé et puisse désigner les coupables.

Jusqu'ici, le mandat de l'OIAC lui permet d'établir des faits, pas de désigner des responsabilités. Les décisions de l'Organisation sont prises à une majorité qualifiée.

La proposition française est de décider désormais à la majorité simple ce qui donnerait automatiquement le pouvoir aux seuls Occidentaux. Réseau Voltaire 6 mai 2018

Barbare sanguinaire et maintenant escroc. Le vrai visage des "rebelles modérés" soutenus par les puissances impérialistes occidentales.

- Le leader de l'opposition armée syrienne vole 47 millions de dollars à son organisation - Réseau Voltaire 6 mai 2018

Selon plusieurs responsables de l'Armée de l'islam (groupe jihadiste jadis implanté dans la Ghouta orientale), le chef de leur organisation, Mohammed Alloush, s'est enfui après avoir volé 47 millions de dollars à son organisation.

Mohammed Alloush est le cousin de Zahran Alloush, fondateur du groupe jihadiste, mort en décembre 2015. La famille Alloush est dirigée par le grand-père, un prêcheur wahhabite réfugié en Arabie saoudite. Elle dispose de biens importants au Royaume-Uni. Soutenu par les Britanniques et les Français, Mohammed était devenu le leader de la délégation de l'opposition aux négociations de Genève. En Syrie, il s'était fait connaître par sa campagne d'assassinat des homosexuels.

Mohammed Alloush aurait réinvesti les sommes volées dans des commerces en Turquie et en Arabie saoudite. Réseau Voltaire 6 mai 2018

[En oligarchie. Quand le parlementarisme est illégitime. La crise politique du capitalisme est mondiale.](#)

- Allemagne: Le SPD à 17% dans un sondage, les conservateurs à 34% - Reuters 7 mai 2018

- Italie: Le M5S fait un nouveau pas en direction de la Ligue - Reuters 7 mai 2018

Le chef de file du Mouvement 5 Etoiles (M5S), Luigi di Maio, a formulé dimanche une nouvelle offre à la Ligue d'extrême droite afin de sortir l'Italie de l'impasse dans laquelle elle se trouve depuis les élections législatives du 4 mars. Reuters 7 mai 2018

- Consultations de la dernière chance sur le futur gouvernement italien - AFP 7 mai 2018

Les forces politiques italiennes doivent défiler une dernière fois lundi dans le bureau du président de la République, Sergio Mattarella, qui menace de nommer un gouvernement technique si aucune majorité politique ne se dessine, deux mois après les élections législatives. AFP 7 mai 2018

- Liban: faible mobilisation, les partis au pouvoir devraient conserver leur monopole - AFP 7 mai 2018

Le Liban a tenu dimanche ses premières élections législatives en près d'une décennie, un scrutin qui a peu mobilisé et ne devrait pas bouleverser la répartition du pouvoir entre les principaux partis en place.

Les bureaux de vote ont fermé à 19H00 (16H00 GMT) et sur les 3,7 millions d'électeurs, seuls 49,2% ont déposé leur bulletin dans l'urne, contre 54% en 2009, a indiqué dans la soirée le ministre de l'Intérieur, Nohad Machnouk.

Quelque 597 candidats répartis en 77 listes étaient en lice, pour des législatives organisées pour la première fois selon un mode de scrutin proportionnel.

Mais la répartition des sièges est aussi régie par un subtil partage confessionnel, entre les différentes communautés religieuses, et respecte une parité islamo-chrétienne. AFP 7 mai 2018

- Tunisie : faible participation aux premières municipales libres - AFP 7 mai 2018

Les premières municipales libres de Tunisie ont été marquées par une forte abstention dimanche, les Tunisiens se disant démobilisés par les difficultés économiques et politiques, lors d'un vote jugé crucial pour enraciner la démocratie dans l'unique

pays rescapé du Printemps arabe.

Le taux de participation à ce scrutin proportionnel à un tour, qui s'est déroulé sans incident majeur, n'a atteint que 33,7% au niveau national, et seulement 26% à Tunis, selon l'instance en charge des élections (Isie).

Fin 2014, la participation avait atteint 64,6 et 59% pour la présidentielle, et même 69% pour les législatives.

Les 5,3 millions d'électeurs tunisiens inscrits ont voté pour les conseillers des 350 municipalités, parmi 57.000 candidats. Ces conseillers devront ensuite élire les maires d'ici la mi-juin. AFP 7 mai 2018

- Nouvel attentat contre un centre électoral en Afghanistan: au moins 13 morts - AFP 7 mai 2018

Au moins 13 personnes ont été tuées et 33 blessées dimanche par l'explosion d'une bombe dans un centre d'enregistrement pour les élections législatives dans l'est de l'Afghanistan, une nouvelle attaque contre le scrutin à venir. AFP 7 mai 2018

[Leur humanisme est la politesse des salauds...](#)

- Peut-on tirer sur un enfant soldat? - Slate.fr

A gaza, ils ne sont pas armés et vos amis les massacrent...

- Gaza: trois Palestiniens tués par des soldats israéliens, selon un nouveau bilan - AFP 7 mai 2018

Trois Palestiniens ont été tués dimanche dans la bande de Gaza près de la frontière par des tirs de soldats israéliens, a annoncé l'armée israélienne dans un communiqué. AFP 7 mai 2018

[Quelle audace insensée, ils violent la démocratie made in Otan !](#)

- Irak: l'aviation irakienne frappe une nouvelle fois l'EI en Syrie - AFP 7 mai 2018

L'armée de l'air irakienne a frappé dimanche, pour la deuxième fois en deux semaines, une position du groupe jihadiste État islamique (EI) dans l'est de la Syrie, a annoncé le bureau du Premier ministre. AFP 7 mai 2018

- L'ultranationaliste Seselj empêché de manifester dans un village de Serbie - AFP 7 mai 2018

La police serbe a empêché l'ultranationaliste Vojislav Seselj de manifester dimanche à Hrtkovci, village de la province de Vojvodine où vit une minorité croate, où ses discours dans les années 1990 lui ont valu d'être condamné par la justice internationale. AFP 7 mai 2018

[Fake news. Dossier sur le coup d'Etat fomenté par Washington et Bruxelles en Arménie](#)

Je précise que je n'ai découvert ces articles qu'avant-hier.

- L'Arménie, une révolution au scénario très bien orchestré par Karine Bechet-Golovko - Mondialisation.ca 01 mai 2018

Les pays de l'espace post-soviétique sont frappés de deux types de handicaps, qui freinent leur développement naturel: intérieures et géopolitiques. Qui sont liés.

Son histoire et son implantation européenne, ses liens particulièrement forts avec la Russie, qui l'a toujours protégée des invasions diverses et variées de ses grands voisins, en ont fait un enjeu de taille pour le système atlantiste.

Ce n'est certainement pas pour rien que ce tout petit pays a l'une des plus grandes ambassades américaines au monde. Ne pouvant jouer sur la radicalisation comme en Ukraine, les différentes tentatives de révolution ayant échoué et les liens avec la Russie étant trop puissants (pour l'instant), le jeu a été mené par l'intermédiaire de l'OSCE, en s'appuyant sur les faiblesses humaines et institutionnelles.

Serge Sargsian.

Elu Président en 2008 au premier tour avec 52,82% des voix. L'OSCE confirme que les élections sont conformes aux normes internationales, mais le candidat ne plaît pas, il représente le clan de la force, le clan « pro-russe », qui s'oppose à un règlement du conflit au Haut-Karabakh en faveur de l'Azerbaïdjan, comme le veut le clan américano-turc. En plus il est légitime, fort du soutien populaire, donc difficilement manipulable. Or, l'Arménie est un gros morceau, un morceau qui résiste. Un allié indéfectible de la Russie. Une rupture idéologique.

Une première révolution de couleur est tentée en 2008 dès l'élection à la fonction présidentielle de S. Sargsian, menée par le premier président arménien, Levon Ter-Petrosian, rejoint par Nikol Pachinian, à la tête de l'actuelle tentative de coup d'Etat. Mais à cette époque-là, le président Sargsian est fort, légitime, la révolution qui durera du 20 février au 1er mars sera réprimée et ses leaders poursuivis en justice, condamnés et incarcérés.

Comprenant que l'attaque frontale ne marchera pas en Arménie, la tactique change et se reporte sur le front institutionnel: ce que tu ne peux détruire de l'extérieur, il faut l'infiltrer et le fissurer. L'OSCE lance alors un monitoring des procès des opposants politiques et « découvre » des imperfections dans le système judiciaire en particulier et institutionnel en général. Un travail de sape est mis en place, le rouleau compresseur est lancé. Aucun système n'étant formellement parfait, il toujours possible d'y travailler, la réalité de son fonctionnement n'intéressant pas les « réformateurs » européens « bien -intentionnés ».

Nikol Pachinian, leader de l'opposition, est alors condamné à 7 ans de prison. Mais des mouvements de rue sont régulièrement organisés et maintiennent une pression sur le pouvoir. En 2011, la libération des « prisonniers politiques » est demandée. Le pouvoir recule, Nikol Pachinian est libéré, il sera élu député en 2012 avec quelques autres opposants, très minoritaires au Parlement.

Le coup de génie de l'OSCE est de savoir exploiter au maximum les faiblesses humaines. Car pour qu'une mauvaise réforme prenne, il faut trouver l'individu au pouvoir qui peut y trouver son intérêt personnel. Serge Sargsian en est à son deuxième mandat et ne pourra être élu encore une fois. Or, il ne semble pas prêt à quitter le pouvoir. L'alternative se présente: mettre un autre candidat en poste ou bien changer les institutions et garder le pouvoir. Il a changé les institutions pour garder le pouvoir.

En 2014, il annonce alors la réforme constitutionnelle transformant l'Arménie en République parlementaire, qui sera adoptée en 2015, mais dont l'entrée en vigueur est reportée de trois ans, c'est-à-dire au moment de la fin du deuxième mandat de Sargsian. Pour sa part, il promet de ne pas se représenter au poste de Premier ministre, qui détiendra alors le véritable pouvoir. Mais son parti remporte les législatives et il est élu Premier ministre par le Parlement en avril 2018. Ce fut l'erreur. Une erreur parfaitement exploitée.

La transformation de Nikol Pachinian en candidat « acceptable »

C'est alors que la colère gronde, elle est bien canalisée par l'opposition qui promet de vivre mieux, comme en Occident, mais sans aucun programme économique. Comme en Ukraine, les déclarations anti-russes en moins.

Nikol Pachinian à la tête du mouvement d'opposition a troqué son costume d'homme d'affaires occidental pour adopter celui du combattant du Haut-Karabakh, beaucoup plus populaire.

Le Premier ministre Serge Sargsian a brusquement démissionné une semaine après son élection par les députés, mais ce n'est pas suffisant. Le Parlement « doit » nommer le candidat de la rue, c'est-à-dire Pachinian sous menace de faire dégénérer la situation.

Les leçons ont été tirées de l'Ukraine et de 2008. Pas de drapeaux étrangers – le mouvement doit être présenté comme « national », donc naturel. C'est ce que répète sans relâche Pachinian. Des garanties – verbales – également répétées en boucle affirmant que rien ne changera à l'égard de la Russie. Ce qui calme le voisin, et coupe toute possibilité de réactions.

Logiquement des élections anticipées auraient dû être organisées suite à la démission du Premier ministre, ce qui aurait permis de régulièrement régler cette crise politique. Mais la logique de la rue n'est pas une logique politique, c'est une logique « de guerre ». Il faut remporter la victoire à n'importe quel prix, c'est le droit du plus fort, donc la négation du droit.

Le Parlement va se prononcer demain, 1er mai. Le pouvoir, faible, continue à reculer. Après la démission de Sargsian, le parti majoritaire au Parlement n'a pas présenté de candidat, « pour ne pas envenimer la situation ». Finalement, le pouvoir créé un vide politique que l'opposition remplit par la force. Les manifestants restent dans la rue, pour faire pression. Quelques dizaines de milliers contre tout un peuple. La minorité hurlante va-t-elle réussir à prendre le pouvoir ?

<https://www.mondialisation.ca/larmenie-une-revolution-au-scenario-tres-bien-orchestre/5625342>

- L'anarchie arménienne est seulement bonne pour les USA par Andrew Korybko - Mondialisation.ca, 02 mai 2018

Nikol Pashinyan, le politicien expérimenté qui mène ce qu'il a décrit comme une « révolution de velours » et a été l'un des principaux instigateurs de la tentative de révolution de couleur dénommée « Erevan électrique » en 2015, a été le visage public de cette campagne, même si l'ancien premier ministre a clairement expliqué qu'un homme dont le parti n'a fait que 7% des voix aux dernières élections n'a pas le droit de parler au nom de la nation. Il faut dire toutefois en « faveur » de Pashinyan qu'il a été très clair sur ses intentions de changement de régime et que son mouvement a su attirer des hordes de jeunes naïfs dans ses foules en expansion progressive.

De façon compréhensible, ces jeunes sont furieux de la stagnation économique de cet État du Caucase du Sud, mais leur participation aux troubles a été exploitée pour les faire servir de boucliers humains en protection des leaders du mouvement plus âgés, tout comme en 2015. De plus, il faut dire que l'Arménie – tout comme l'Ukraine il y a presque cinq ans – est divisée en Est et Ouest, et que cette division est soulignée par le numéro d'équilibriste de l'ancien gouvernement Sargsyan, qui tentait de préserver à la fois son adhésion à l'Union économique eurasienne menée par la Russie et sa nouvelle relation avec l'UE à travers le CEPA (accord de partenariat global et renforcé entre l'Arménie et l'Union européenne).

Cette schizophrénie géostratégique, pour ainsi la nommer, a eu pour effet imprévu de déstabiliser la situation politique intérieure en Arménie en envoyant des messages confus à ses citoyens et en provoquant des discordes dans tous les secteurs de la société, comme presque toujours dans les cas de leaders politiques indécis qui essaient de faire plaisir à tout le monde et qui, en fin de compte, ne satisfont personne. Cette situation s'est avérée un terrain fertile pour des hyper-nationalistes comme Pashinyan, qui allègue démagogiquement que le gouvernement précédent n'en avait pas fait assez pour protéger les intérêts de l'Arménie et aurait dû répondre d'une façon ou d'une autre à la « diplomatie militaire » des Russes, qui ont maintenu un « équilibre » stratégique entre l'Arménie et son ennemi voisin, l'Azerbaïdjan.

Les implications de la prise de pouvoir par Pashinyan et d'autres hyper-nationalistes pro-occidentaux en Arménie après la démission de Sargsyan ne doit pas être sous-estimée, parce qu'il est très possible qu'ils provoquent une « guerre de continuation » dans le Haut-Karabagh [territoire grand comme un département français indépendant depuis la chute de l'URSS, et qui est resté un théâtre de conflits entre Arméniens et Azéris, NdT], dans une tentative d'attirer la Russie dans une conflagration où elle pourrait s'enliser dans un borborygme régional dans le Caucase. Les accords de défense mutuelle avec Erevan ne s'étendent pas au-delà de la frontière arménienne jusqu'à la région disputée, qui se situe à l'intérieur des frontières internationalement reconnues de l'Azerbaïdjan [Voir la carte ci-dessous, NdT], mais quoi qu'il en soit, la dynamique de chaos des conflits est telle que la base militaire russe de Gyumri, au nord-ouest de l'Arménie, pourrait bien finir par jouer un rôle.

La déstabilisation de cet État n'est pas du tout à l'avantage de la Russie, ni de l'ordre mondial multipolaire émergent en général, mais il correspond à ceux des USA et de leurs alliés en créant des problèmes juste au centre de l'entente tripartite Russie-Turquie-Iran, de plus à une époque particulièrement sensible au plan géopolitique.

<https://www.mondialisation.ca/lanarchie-armenienne-est-seulement-bonne-pour-les-usa/5625362>

- Maïdan reloaded : changement de régime en Arménie par Andrew Korybko - Mondialisation.ca 02 mai 2018

Quand neuf législateurs sur 105 mènent un mouvement de plus en plus violent pour renverser un gouvernement élu via ce qui est finalement devenu un coup d'Etat militaire de basse intensité, c'est normalement le signe inquiétant qu'une dictature, et non une démocratie s'annonce.

La révolution de couleur en Arménie a été une réussite, et le politicien hyper-nationaliste et oligarque au petit pied Nikol Pashinyan a pu faire pression sur l'ancien président et aujourd'hui ex-premier ministre Serzh Sargsyan pour qu'il démissionne, malgré l'insistance de ce dernier sur le fait que « une force politique [celle de Nikol Pashinyan] qui a fait 7-8% des voix dans cette élection, n'a pas le droit de parler au nom de la nation » et de « faire du chantage à l'État ». La fin de son gouvernement est arrivée rapidement après que ses nouveaux amis de l'UE l'aient trahi en exigeant la relâche de Pashinyan et d'autres provocateurs arrêtés (y compris deux terroristes poseurs de bombes présumés), et que Sargsyan ait obtempéré. Cela a coïncidé avec des centaines de soldats sortant des casernes pour se joindre aux « manifestants », ce qui a déclenché des menaces de sévères sanctions légales à leur encontre par des représentants patriotes de l'armée.

Malheureusement pour l'ordre constitutionnel de l'État, le désormais ex-premier ministre a suivi les pas de son homologue Ukrainien Ianoukovitch et refusé de recourir à la force pour résoudre cette crise hybride, choisissant plutôt de démissionner plutôt que d'obéir au devoir légal espéré par sa population et de restaurer l'ordre dans les rues. Nous ne savons pas encore si les soldats conspirateurs ont été envoyés dans les rues par ceux de leurs commandants alignés sur le lobby de la diaspora arménienne basée en Californie, qui tente de téléguider la révolution colorée, ou s'il ont désobéi en masse à leurs supérieurs pour sortir dans les rues. Mais quelle que soit la réponse, cet incident démontre une fracture sérieuse dans les forces armées, qui continuera sûrement à être exploitée.

Cette combinaison de militaires « rebelles » dans les rues couplée à une minorité de politiciens hyper-nationalistes qui ont pris le contrôle de milliers de jeunes esprits, et fait du chantage à l'État pour qu'il accède à sa volonté de changement de régime, implique que l'Arménie ne verra pas ce qui est superficiellement considéré comme « la démocratie occidentale », mais, de

façon inquiétante, elle pourrait voir la sorte de dictature dysfonctionnelle qui s'est formée chez sa voisine, l'Ukraine « révolutionnaire », dont « l'Euromaïdan » à Kiev, il y a cinq ans de cela, reflète fidèlement ce qui vient de se passer à Erevan.

Le point-clé est que l'Arménie va très probablement se tourner encore plus vite vers l'Occident qu'elle ne l'a fait jusqu'ici, avec sa diaspora californienne de type Gulen sur le point de prendre le pouvoir sur l'État à travers ses représentants locaux, et ses citoyens forcés d'accepter le remplacement de leur oligarques pro-russes par des oligarques pro-américains. La Russie a beaucoup à perdre avec ce qui vient de se passer, parce que les hyper-nationalistes de type Pravy Sektor pourraient tenter de rediriger la colère de la société contre le partenaire historique de l'Arménie aujourd'hui associé au président destitué Sargsyan, que le président Poutine avait félicité pour « son accession à ce poste de responsabilité qui réaffirme son autorité politique et le soutien de la population aux grande réformes prévues pour résoudre les défis socio-économiques de l'Arménie. »

Si « convaincants » soient les efforts de la puissante diaspora arménienne (et tout particulièrement celle de la Californie) pour présenter la dernière révolution de couleur de l'Amérique comme une « victoire pour la démocratie et pour le peuple », il ne faut pas oublier que Sargsyan a cédé à la pression de l'UE, tout comme Ianoukovitch l'avait fait, et a autorisé le renversement de son gouvernement par des forces politiques dont il avait lui-même dit hypocritement, 24 heures avant sa chute, qu'elles ne représentaient que 7-8% des voix et n'avaient « pas le droit de parler au nom de la nation » ou de « faire du chantage à l'État ». Nous ne pouvons que conjecturer sur ce qui a pu se passer entre-temps pour le faire changer aussi vite d'avis, bien que cela puisse avoir un rapport avec le coup d'État militaire mené par ce qui pouvait être des troupes « rebelles ».

Quoi qu'il en soit, la démocratie n'a pas gagné en Arménie – la dictature a vaincu – et l'avenir du pays n'a pas eu l'air plus sombre depuis bien longtemps, mais comme dans le sillage immédiat de « l'Euromaïdan », la majorité du peuple n'a pas encore réalisé ce qui s'est passé, et quelques-uns ne le réaliseront jamais.

<https://www.mondialisation.ca/maidan-reloaded-changement-de-regime-en-armenie/5625360>

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Inde

- Violences au Cachemire: 10 morts lors de manifestations - AFP 07.05

Cinq insurgés présumés, parmi lesquels un universitaire, ont été abattus dimanche par l'armée indienne au Cachemire, et cinq civils ont trouvé la mort lors de manifestations qui ont suivi, a annoncé la police locale. AFP 07.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Inde

- Adolescente violée et brûlée vive en Inde: le suspect principal arrêté - AFP 07.05

La police indienne a annoncé dimanche l'arrestation du suspect principal du viol et du meurtre d'une adolescente qui a été brûlée vive, dernière affaire en date dans une série d'agressions sexuelles contre les femmes dans le pays.

Le chef du village où les faits se sont produits a également été arrêté et la famille de la victime de 16 ans a été placée sous protection spéciale par la police.

Le suspect principal, Dhanu Bhuiyan, a été découvert dans la maison de proches où il se cachait depuis le crime commis dans un district reculé de l'Etat de Jharkhand (est).

La jeune fille avait été enlevée de chez elle jeudi alors que sa famille assistait à un mariage et violée dans une forêt, avait précisé la police locale.

La famille s'était alors plainte auprès du conseil des anciens du village qui avait ordonné vendredi à deux accusés d'effectuer cent abdominaux et de verser une amende de 50.000 roupies (750 dollars).

Furieux devant cette sentence, Dhanu Bhuiyan et les autres suspects auraient alors roué de coups les parents de la jeune fille et incendié leur maison avec cette dernière à l'intérieur.

Les conseils d'anciens règlent souvent des différends, contournant le système judiciaire en Inde, long et coûteux. Même si leurs décisions n'ont pas de force juridique, leur influence sur les communautés rurales est considérable. AFP 07.05

Le conseil du village est renouvelé chaque année. Mais en réalité ce sont les familles les plus riches qui le dirigent à tour de rôle, leurs membres sont auto-désignés ou cooptés, ce sont des hommes en général ou exclusivement, selon mon expérience personnelle. Il est censé représenter les intérêts du village auprès des représentants de l'Etat du district auquel il est rattaché, qui eux-mêmes ont été élus et sont membres de partis politiques corrompus.

ECONOMIE

Etats-Unis

- Montant record d'emprunts pour le Trésor américain - leblogfinance.com 30.04

Signe des temps et de l'endettement gigantesque des Etats-Unis : le Trésor américain a indiqué lundi avoir emprunté la somme – record, pour un trimestre – de 488 milliards de dollars pour les trois premiers mois de 2018. Un montant qui dépasse le dernier record établi le 1er trimestre 2010. Date à laquelle, sortant d'un phénomène de récession, l'Etat fédéral avait emprunté 483 milliards de dollars. Compte-tenu du coussin de trésorerie qui aura été accumulé, les emprunts ne devraient pas dépasser 75 milliards au second trimestre, mais devraient néanmoins remonter à 273 milliards pour le 3e trimestre, selon les précisions fournies par le Trésor US.

De coûteuses réductions d'impôts pour le Trésor américain

Reste que selon le Bureau du Budget du Congrès (CBO), les réductions d'impôts particulièrement massives accordées aux entreprises américaines – mesures qui auront permis de doper leurs bénéficiaires et de faire face à la hausse des matières premières – le déficit du budget de l'Etat américain devrait nettement se creuser pour passer de 665 milliards de dollars en 2017 à 804 milliards en 2018.

Dans un rapport séparé, le Trésor a indiqué qu'au 30 juin 2017, la valeur des titres américains détenus à l'étranger était de 18.409 milliards de dollars, dont 7.189 milliards de dollars en actions, 10.290 milliards en titres à long terme (dont 1.262 milliards en obligations appuyées sur des crédits immobiliers) et 930 milliards en obligations à court terme. leblogfinance.com 30.04

Inde

- PSA concevra avec Tata des véhicules low cost pour l'Inde - leblogfinance.com 04.05

PSA a choisi d'externaliser en Inde la mise au point de véhicules à bas coûts destinés aux pays émergents. C'est en effet ce qu'indique le journal économique Les Echos. Le tout dans le cadre d'un projet mis en oeuvre via une alliance avec un partenaire local, d'ores et déjà évoqué par la presse indienne depuis quelques mois.

Selon les Echos, PSA a missionné la société de R & D Tata Consultancy Services – l'une des plus importantes sociétés du conglomérat indien Tata fortement implanté dans les secteurs de l'automobile et de l'acier – pour concevoir des véhicules adaptés aux portefeuilles des clients indiens. A l'instar de la Renault Kwid, le produit conçu pourrait également être destiné à d'autres pays émergents. En interne PSA, ce type de véhicules aurait la dénomination de « smart cars ».

Comme on pouvait s'y attendre, le choix de l'Inde est avant tout financier, Tavares précisant que l'objectif de PSA était d'obtenir un prix de fabrication deux fois moins élevé qu'en France. Le constructeur souhaiterait un approvisionnement en pièces locales à 90 % et chercherait à réduire les coûts de production d'au moins un tiers par rapport à la valeur la plus performante réalisée par le groupe au niveau mondial. Vaste défi, certes, mais le groupe souhaite se donner le temps qu'il faudra pour pouvoir atteindre une cible aussi audacieuse.

Conçue avec la devise «Be Indians in India», le recours de TCS par PSA est une «tentative par un conglomérat mondial de concevoir et développer des produits pour les acheteurs indiens au coût indien et concurrencer fortement Maruti et Hyundai» affirmaient quant eux les media indiens en janvier dernier.

Ajoutant qu'après avoir tiré les leçons des erreurs commises par d'autres constructeurs automobiles internationaux – lesquels avaient voulu appliquer en Inde les méthodes globales d'ingénierie, stratégie qui s'était avérée au final infructueuse en terme de coûts – PSA avait décidé désormais de s'appuyer sur l'ingénierie indienne.

La presse locale avait également tenu à préciser que TCS travaillait de manière intensive avec Nissan pour ses divers projets globaux et avait aidé le constructeur japonais Isuzu pour ses plans d'approvisionnement en Inde. Indiquant par ailleurs que le groupe Volkswagen avait engagé pour sa part une discussion avec Mahindra Engineering Services, Tata Technologies et Hinduja Technologies.

La direction du groupe tente quant à elle de lever toute ambiguïté. Soulignant que les nouveaux véhicules développés ne seront pas des voitures low-cost du même ordre que la Tata Nano.

Tout en peaufinant parallèlement la mise au point de ses smart cars, PSA devrait lancer la production chez son partenaire indien CK Birla à partir de la mi-2019, au rythme de 30.000 puis 60.000 voitures à l'année.

En janvier 2017, les groupes PSA et CK Birla ont signé des accords de joint-venture pour produire et vendre des véhicules et des composants en Inde à l'horizon 2020. Ce partenariat comprend deux accords de joint-venture entre le Groupe PSA et les sociétés du Groupe CK Birla. Dans le cadre du premier accord, le Groupe PSA détiendra une part majoritaire dans la joint-venture constituée avec HMFCL pour l'assemblage et la distribution des voitures particulières de PSA en Inde. En vertu du second accord, une joint-venture 50/50 est constituée entre le Groupe PSA et AVTEC pour la fabrication et la fourniture de groupes motopropulseurs. Les sites de production pour l'assemblage des véhicules et des groupes motopropulseurs seront situés dans l'État de Tamil Nadu.

L'usine de CK Birla devrait disposer d'une capacité annuelle de 100.000 unités et bénéficiera d'un investissement complémentaire au fur et à mesure de la montée en puissance du projet à long terme. Le site devrait se voir adjoindre une unité de fabrication de moteurs et de transmissions. La performance de la structure industrielle sera soutenue par un degré élevé d'intégration locale, afin d'atteindre le niveau requis de compétitivité des coûts.

Sur place, le groupe compte s'appuyer sur un réseau de concessionnaires indépendants. Ce partenariat à long terme devrait permettre aux deux entreprises de contribuer à la croissance du marché automobile indien, dont la production devrait atteindre 8 à 10 millions de véhicules d'ici à 2025, contre 3 millions en 2016. leblogfinance.com 04.05

[Haut de page ↗](#)

Le 11 mai 2018

CAUSERIE

● [Causerie au format pdf \(15 pages\)](#)

Cette causerie a été rédigée sans tenir compte des infos d'hier.

[Chroniques orwelliennes du Collège de France.](#)

- L'opposé du l'homme ordinaire en effet est l'homme totalitaire, c'est-à-dire l'individu qui est dépossédé de sa capacité d'exercer son jugement de manière indépendante, et du même coup de sa capacité d'éprouver tout l'éventail des sentiments ordinaires. C'est ce qu'annonce au héros de 1984 l'intellectuel dirigeant qui le torture :

- "Jamais plus tu ne seras capable d'un sentiment humain ordinaire (ordinary human feeling). Tout sera mort en toi. Tu ne seras plus jamais capable d'amour, d'amitié, de joie de vivre, de rire, de curiosité, de courage ou d'intégrité. Tu seras creux. Nous allons te presser jusqu'à ce que tu sois vide, puis nous te remplirons de nous-mêmes."

Il importe de bien comprendre ici que l'adjectif « totalitaire » ne s'applique pas seulement pour Orwell à des régimes et à des mouvements politiques mais à des idées et mécanismes intellectuels qui sont partout à l'oeuvre dans le monde moderne. (Jean-Jacques Rosat - Chroniques orwelliennes - Collège de France)

En effet, le totalitarisme est un modèle de société qui ne laisse rien au hasard et il est fortement recommandé d'en prendre conscience le plus tôt possible.

Quand on l'explique plus d'un demi-siècle après, il y en a encore parmi nous pour décréter que cette question n'aurait aucune répercussion sur la lutte de classe, sidérant, quel aveuglement ! On peut affirmer qu'elle est d'actualité ou que la tournure que prend la situation nous invite vivement à y réfléchir sérieusement.

- Le parlementarisme fut révolutionnaire à une certaine époque, il fallut en faire l'expérience pour s'apercevoir qu'il était devenu réactionnaire et qu'il le demeurerait par la suite, sauf qu'on n'en tira pas cet enseignement. Quand un élément passe de l'état gazeux à l'état solide, il n'est plus destiné au même usage, élémentaire, non ?

C'est comme un parti ouvrier, lorsqu'il a trahi une fois, il a changé définitivement de nature, partant de là on peut ou non en tenir compte et lui trouver des qualités qui n'existent plus pour servir des objectifs qu'il ne permettra jamais d'atteindre. On peut s'illusionner ainsi pendant très longtemps.

Il faut distinguer la période pendant laquelle les éléments d'une contradiction s'affrontent et la résolution de leur conflit demeure en suspens ou n'est pas parvenue à son terme, et celle qui se situe au-delà ou ayant débouché sur de nouveaux rapports. On peut se méprendre en confondant les deux, dès lors qu'on n'a pas déterminé à quel moment précis cette transformation avait eu lieu.

C'est exactement ce qui se passa en voulant faire jouer un rôle à des partis sans tenir compte qu'ils avaient changé de nature. On crut qu'on pourrait se servir de leurs contradictions, alors qu'en réalité elles appartenaient à la période antérieure à leur changement de nature, par la suite il n'en restera plus que l'enveloppe décrépite qui servit à une imposture qu'on s'employa minutieusement à entretenir. Quant au contenu, il demeura le même puisqu'aucun retour en arrière n'était envisageable, et c'est lui qui imprima le cours de l'histoire sans qu'on puisse y faire quoi que ce soit.

Cela fait penser à cette fâcheuse habitude qui consiste à attribuer aux masses des illusions qu'elles ont perdues depuis longtemps, tandis qu'on est incapable d'observer celles qu'elles triment encore.

On s'aperçoit ici qu'on n'a pas cessé de baigner en pleine illusion à tous les niveaux, tout en étant assuré de détenir la vérité, de préférence ou cela va de soi.

- Le fascisme, n'a de légitimité et ne peut s'imposer durablement que s'il s'impose à l'échelle mondiale, c'est ce dont ses idéologues ou ses partisans ont pris conscience depuis longtemps, ceux qui détiennent le pouvoir et qui y recourent aujourd'hui.

Les oligarques estiment que seul ce mode totalitaire de gouvernement peut désormais les sauver de la crise du capitalisme devenue hors de contrôle, et qui ne peut qu'alimenter la lutte de classe des masses exploitées et opprimées au point de la rendre tout aussi incontrôlable. Ils n'ont pas le choix, c'est une nécessité pour eux.

Ils estiment que les conditions sont favorables pour instaurer un tel régime depuis qu'ils ont réussi à corrompre, disloquer ou détruire le mouvement ouvrier de l'intérieur, depuis qu'ils sont parvenus à écarter ou à censurer toute opposition à leur politique et à leur entreprise tyrannique, bref, depuis qu'ils ont pris conscience qu'ils concentraient absolument tous les pouvoirs, et que le moment était venu d'en faire usage pour mettre un terme définitif (C'est ce qu'ils croient) à la menace qui pesait sur leur pouvoir, qui doit être sans faille, absolu, sans partage, exclusif, tout en continuant de tenir des discours enflammés sur la démocratie relayés par une armée d'intellectuels et d'agents au sein du mouvement ouvrier corrompus ou achetés ou tout simplement, les masses ignorantes qui s'expriment par le biais des réseaux (a) sociaux qu'ils ont créés pour remplir cette fonction, notamment.

On les croit faibles, on dit qu'ils sont une infime minorité, mais en réalité ils disposent ainsi de millions et millions de porte-voix dans toutes les couches de la société, qui répandent quotidiennement leurs idées sans avoir conscience des intentions toxiques qu'elles recouvrent ou de la cause sordide qu'elles servent.

Le fait que personne ou presque ne consacre son attention au sort que lui réserve la société, ne s'implique dans les décisions qui sont prises en leur nom et orientent la société dans une direction précise, témoigne de l'ignorance des masses.

- Certains découvrent soudain ahuris ou un rien troublés, que la gauche américaine était en réalité plus à droite ou pire encore que la droite officielle, le parti républicain. Comme il y en a qui ont découvert atterré ou un brin choqué que le PS était en réalité un parti de droite. Dans les deux cas cela datait depuis des lustres.

On se demandera comment de telles impostures ont-elles pu tenir si longtemps. Pourquoi d'après vous, sinon parce que la présentation qui en avait été faite avait été sciemment erronée ou mensongère. Mais pourquoi ? Il y a plusieurs réponses à cette question, tout dépend du statut de leurs auteurs. On n'y reviendra plus loin.

J'ai lu quelque part qu'Obama (Le démocrate, de gauche) avait davantage dérégulé l'économie et perpétré plus de crimes que son prédécesseur, G. W. Bush (Le républicain, de droite), et en terme d'imposture et de mensonge il avait battu tous les records. Pour mieux camoufler sa véritable nature, ainsi que celle de sa politique réactionnaire, il se présenta comme le défenseur des communautés opprimées. Afro-américain, c'est sous son mandat que seront perpétrés le plus de crimes de Noirs innocents.

Sous la IVe République en France, le PS (SFIO) et le PCF en firent autant pour le compte de l'impérialisme français en Indochine, au Maghreb et en Afrique, profitant du plan Marshall et de l'augmentation du taux de productivité (d'exploitation) pour financer des réformes sociales qui allaient accompagner la reconstruction du capitalisme français et son Etat. Il incombera au parti de l'ordre officiel de retour au pouvoir en 1958 de réaliser la décolonisation (Qui en réalité n'a jamais été achevée, mais c'est une autre histoire...). Il était interdit de s'interroger politiquement sur la véritable nature de ces réformes sociales, elles étaient décrétées progressistes un point c'est tout. Gare à ceux qui auraient osé soulever des objections ou les interpréter autrement, c'était l'excommunication du mouvement ouvrier garantie ! Le mérite en revenait officiellement au PS et au PCF, et s'y opposer était inimaginable, cela aurait été rompre avec le sacro-saint front unique ouvrier qui fit autant de miracles que le pacifisme en temps de paix et s'avouera une catastrophe en temps de guerre.

La droite officielle avait tout intérêt à laisser la gauche (la droite officieuse) faire le sale boulot à sa place, qui une fois discréditée céderait le pouvoir à la droite (Et ainsi de suite), ce qui lui permettrait d'appliquer la suite de son programme, de leur programme, tout en remettant en cause étape par étape ce que la gauche avait dû temporairement concéder à la classe ouvrière (Au capitalisme aussi, mais cela il ne faut surtout pas le relever...). Cela pourrait prendre plusieurs décennies, peu importe puisque c'était inévitable, tous jouaient le jeu, l'essentiel était de garder le cap et de marquer des points, d'avancer, tandis que leur ennemi divisé et décontenancé par la tournure des événements encaisserait défaite sur défaite.

C'est cette gauche institutionnelle, qui fit ce sale boulot, que tout ce que comportait le mouvement ouvrier de dogmatiques ou d'opportunistes porta à bout de bras en lui attribuant des qualités qu'elle n'avait jamais eu en réalité, puisqu'elle n'avait fait qu'instrumentaliser les illusions des masses pour mieux les asservir au régime, de sorte que lorsque cette imposture parviendrait à son terme, elles puissent être tondues sans même trouver la force ou la voie pour réagir, car elles se retrouveraient du jour au lendemain sans direction.

Il était entendu qu'une fois qu'on avait accepté de marcher dans cette combine pourrie ou d'en être les complices, il serait impossible de faire marche arrière, on s'emploierait désormais à le justifier à coup de références aux enseignements passés de la lutte de classes, histoire de démontrer qu'on avait toujours eu raison, il suffirait de qualifier les opposants à cette ligne politique de révisionnistes, de renégats ou de traîtres pour les écarter et le tour était joué, la vie pouvait continuer comme avant.

Ensuite, les décennies passant, les générations passant, il arriverait bien un moment où plus personne ou presque ne se rappellerait ce qui s'était réellement passé, quelles positions les différents acteurs politiques avaient adoptées, etc. de telle sorte qu'il suffirait de ressortir les fables d'autrefois, pour que les uns et les autres les gobent aussi facilement que leurs prédécesseurs dont certains étaient parvenus à réaliser qu'ils s'étaient fait berné, mais trop tard, ils étaient maintenant trop vieux et leurs témoignages seraient perçus comme une voix d'outre-tombe qui se perdrait dans le brouhaha ambiant ou seraient brouillés par la confusion inextricable dans laquelle la société s'était enfoncée.

Pour les discréditer, ce n'était pas les moyens qui allaient manquer. Ils sont devenus grabataires, séniles, aigris, ils se renient et n'ont pas de dignité, on pourrait même leur reprocher de ne pas avoir réagi plus tôt, ce qui notez bien ne remettrait nullement en cause leurs analyses ou leurs interprétations du déroulement de la lutte de classe, peu importe, en le sous-entendant fortement on donnera l'impression qu'ils ont voulu réécrire l'histoire à leur manière pour échapper à leur responsabilité qu'ils refusent d'assumer... Bref, ils sont malhonnêtes et ne méritent pas qu'on s'intéresse à leurs divagations, si en plus cela correspond à l'état d'esprit des militants, il ne sera même pas nécessaire de les en convaincre.

On aura compris que nos dirigeants d'hier et d'aujourd'hui étaient parfaits, que leurs analyses ont toujours été justes, et c'est nous qui nous faisons des idées en pensant le contraire ou qui ne comprenons rien à rien décidément, finalement si la situation a évolué de la sorte, c'est parce que c'était inévitable, il n'y a pas lieu de revenir dessus, de se poser des questions, c'est la fatalité, d'ailleurs depuis la nuit des temps, c'est elle qui fait la pluie et le beau temps, comment, vous ne vous en étiez jamais aperçu, attention, vous allez être taxés de déviationnistes, la police de la pensée sévit aussi dans nos rangs, et ce n'est pas nouveau non plus.

Ce passage m'a été inspiré par les articles que je lis quotidiennement, rédigés par des intellectuels de divers horizons, qui se demandent comment on a pu en arriver à vivre dans une société aussi pourrie, Mélenchon aussi l'a sorti le 5 mai, alors que n'est pas nouveau non plus.

C'est un fait que le capitalisme avait atteint le stade de l'impérialisme au début du XXe siècle. Cela ne concernait qu'un nombre très restreint de pays dans le monde. Par ailleurs, le développement inégal et combiné du capitalisme allait demeurer une réalité jusqu'à nos jours, en 2018, dans le reste du monde. Qui plus est, l'expansion à venir du capitalisme n'allait pas suivre exactement le même processus de développement que précédemment en Europe et en Amérique du Nord, puisqu'il sera le produit de l'exportation massive de capitaux des puissances impérialistes vers les pays sous-développés, dits du tiers-monde autrefois. Autrement dit, dès le début du XXe siècle, les sociétés occidentales étaient vouées à régresser sur le plan social et politique, or nous l'avons ignoré superbement.

L'expansion à venir du capitalisme à l'échelle mondiale allait être à la fois le pendant de la crise du capitalisme et un formidable facteur d'accélération de cette crise, jusqu'au jour où les apparences de bien-être et le vernis démocratique qui caractérisaient

les sociétés occidentales craqueraient de partout ou deviendraient incompatibles avec la survie du régime, ce qui signifiaient que nos acquis sociaux et politiques étaient voués à disparaître si le prolétariat ne s'emparait pas du pouvoir politique.

Nos dirigeants considèrent que le passage du capitalisme à l'impérialisme avait eu lieu et que c'était en somme une affaire réglée, la vie allait continuer comme avant, donc il n'y avait pas lieu de modifier la conception de la lutte de classe qu'ils avaient adoptée et qui remontait à la fin du XIXe siècle. A aucun moment sur le plan politique ils ne prirent réellement la mesure des conséquences qu'allait impliquer l'offensive de l'oligarchie dès l'après-guerre, puis au début des années 70, en fait à chaque décennie, où elle allait franchir de nouvelles étapes la rapprochant de son objectif et devenir encore plus puissante au détriment de tous les autres acteurs politiques. L'impérialisme comme stade suprême du capitalisme allait lui-même connaître de nouveaux développements, or on le traita comme si il était parvenu au terme d'un processus et au-delà duquel rien de nouveaux ou aucun changement radical ne se produirait dorénavant ; les rapports entre les classes étant fondamentalement inchangés il n'y avait pas lieu de réviser notre appréciation de la situation, nos rapports aux différents partis, etc. s'installant dans une routine qui allait nous être fatale, parce qu'en réalité la société et le monde allaient connaître de profonds bouleversements, qui étape par étape devaient renforcer considérablement le camp de la réaction au détriment de la classe ouvrière plus démunie que jamais pour les affronter.

Petit à petit l'oligarchie prit tranquillement ses marques et les imposa au reste de la société, y compris à ceux qui gouvernaient et n'osaient pas s'y opposer, pendant que le mouvement ouvrier corrompu et son avant-garde sclérosée assistaient impuissants à leur lente et inexorable dislocation présente et à venir à la suite du PS et du PCF, c'est à croire que même réduits à l'état de cadavres ils s'emploieraient à les ranimer ou à les maintenir en vie artificiellement, signifiant par là que nos dirigeants ne peuvent pas s'en passer et qu'ils n'avaient tiré absolument aucune leçon politique des quelques décennies qui venaient de s'écouler. Tout ce qui était relatif aux questions économiques fut littéralement sous-estimé ou carrément traité par dessus la jambe, occulté, trop compliqué, trop éloigné de ce que vivaient les travailleurs, alors que toutes les mesures politiques s'y rapportaient. Quand nos dirigeants virent un jour venir quelque chose, c'était soit que cela avait déjà été annoncé depuis belle lurette, comme par exemple la disparition de l'URSS, soit c'était en train de se dérouler sous leurs yeux ou cela venait juste d'avoir eu lieu. Voilà ce qui arrive quand on confond la réalité et la théorie élevée au rang de dogme ou le marxisme fossilisé.

L'accumulation de capital dans des proportions gigantesques entre quelques mains en un temps record, liée à cette nouvelle expansion du marché mondial, allait avoir rapidement et brutalement des conséquences sociales et politiques désastreuses pour les masses exploitées des puissances occidentales. En développant de nouveaux marchés, en créant pour ainsi dire artificiellement ou par décrets de nouvelles classes moyennes, de nouvelles couches de l'aristocratie ouvrière, en poussant à l'extrême la division internationale du travail, il devenait possible de mettre en coupe réglée tous les rapports sur lesquels reposaient les sociétés occidentales acquises au capitalisme (Le plus puissant facteur de confusion et d'instrumentalisation qu'on puisse imaginer.), et d'entamer un processus de liquidation du capitalisme lui-même une fois le mouvement ouvrier profondément décomposé et disloqué, dans la perspective de remplacer les Etats ou nations par des institutions supranationales financières et politiques, qui gouverneraient le monde pour le compte de l'oligarchie concentrant tous les pouvoirs. Toutes les institutions qu'ils créèrent à partir de 1944-45 devaient servir à atteindre cet objectif, que l'ensemble des Etats y soient associés ou non, sans préjuger du sort qui leur serait réservé plus tard.

Ce processus se heurte à de nombreux obstacles comme on peut le constater quotidiennement, du fait justement du développement inégal du capitalisme dans le monde et de la lutte de classe qui rejaillit sporadiquement à des degrés divers sur tous les continents. Ce sont ces failles qu'il faut exploiter pour les vaincre. Encore faudrait-il qu'on ait conscience de leur stratégie et de leurs réels objectifs, qui se situent bien au-delà de tout ce qu'on a pu imaginer une fois de plus, comme quoi un cruel défaut d'imagination peut nous être aussi fatal qu'un manque de discernement ou de logique.

Au cours du XIXe siècle jusqu'au milieu du XXe les questions sociales correspondaient à une question de survie dans tous les sens du terme pour les masses, c'était beaucoup plus qu'une simple formule relevant de l'agitation ou de la propagande, c'était une question de vie ou de mort, ce qu'on a semble-t-il du mal à imaginer, car depuis pour la majorité des travailleurs elles ont cessé de se présenter sous cet angle-là, elles sont juste destinées à conserver un mode de vie relativement confortable par rapport à la condition ouvrière épouvantable d'autrefois ou à améliorer l'ordinaire quand on dispose d'un revenu permettant encore de supporter les conséquences de la crise du capitalisme, voire de faire quelques économies.

Bien qu'elles ne se présentaient plus du tout de la même manière ou n'avaient plus la même signification ou portée, on l'ignora et on continua de les traiter comme autrefois. Partant de là, il ne faut pas s'étonner qu'elles soient devenues leur horizon borné au-delà duquel il n'existe aucune perspective politique...

Les lecteurs sont rassurés, je n'ai pas troqué Marx ou Lénine pour Orwell, ce dernier alimente ma réflexion.... plus que le courrier de mes lecteurs !

[La Syrie au-delà du petit trou de la lorgnette et combat quotidien contre la police de la pensée.](#)

- La Syrie attaquée par des ovnis par Richard Labévière - Les Crises 09.05

(Source : <https://prochetmoyen-orient.ch/la-syrie-attaquee-par-des-ovnis>)

Dès janvier 2011, c'était mal parti avec la résurgence de mouvements anciens, complexes et changeants, mais aussitôt qualifiés par les observateurs pressés de « révolutions arabes ». Révolutions, carrément ! Il se trouva même deux anciens militants trotskistes – Benjamin Stora (spécialiste de l'Algérie) et Edwy Plenel (spécialiste de tout) – pour commettre un livre : *Le 89 arabe – Réflexions sur les révolutions en cours*. Un livre à ouvrir dès qu'on est un peu mélancolique, tant ses contes et légendes sont à mourir de rire.

L'auteur de ces lignes se souvient d'une confrontation télévisée avec Samir Aïta – éternel courtisan de tous les défecteurs syriens, de Rifaat al-Assad à Moustapha Tlass en passant par Abdel Halim Khaddam – dont l'obsession est de devenir ministre, un jour... Ceint d'une écharpe rouge, rouge comme celle de Christophe Barbier (révolutionnaire en chef de L'Express), le sieur Aïta ne cessait d'invoquer – trémolos dans la voix – la « révolution » syrienne ! A la dixième évocation récurrente du même type, votre serviteur se permet de mettre en garde l'imprécateur contre l'abus textuel du terme ! Réponse courroucée du pré-ministre : « mais vous, jeune homme qu'est-ce que vous pouvez bien connaître des révolutions ? »

Il était une fois la révolution.

Quelle grande joie de pouvoir retorquer que – comme jeune reporter – j'avais eu la chance de pouvoir couvrir la chute d'Anastasio Somoza au Nicaragua et de travailler, quelque temps, avec les plus hauts responsables du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), précisant que « la révolution sandiniste » fut marquée par : une réforme agraire, la nationalisation des grandes exploitations de la United Fruit Company et la promotion des droits des femmes. Une vraie révolution, de vraies ruptures avec l'ordre économique, social et politique d'une sanglante dictature soutenue par les Etats-Unis. Je conclusais en n'observant rien de tel dans la prétendue « révolution » syrienne, sinon les crimes d'une bande de jihadistes cherchant à détruire l'Etat-nation syrien, avec l'aide des puissances occidentales, des pays du Golfe et d'Israël. Samir Aïta faillit défaillir...

Complaisamment relayée par la presse occidentale, l'autre fable « révolutionnaire » consista à répéter que, de mars à juillet 2011 s'était développé un « mouvement social » pacifique, parti de la ville frontalière (avec la Jordanie) de Deraa, s'étendant « spontanément » à l'ensemble du pays... Rien n'est plus faux ! Après trois années de sécheresse, la révolte de Deraa mis, immédiatement, aux prises plusieurs milliers de journaliers agricoles (originaires du nord-ouest du pays) aux forces de l'ordre locales, avec l'appui de groupes armés des Frères musulmans venus de Jordanie.

L'auteur de ces lignes a pu visionner des images recueillies par un service européen de renseignement sur lesquelles on peut voir trois hommes masqués – armés de M-16 – tirer sur un poste de police de Deraa depuis les toits plats de la Médina. Cette séquence date du 23 mars 2011. Certes, cette explosion sociale a été durement réprimée, mais elle a été – dès le début – un mouvement de confrontation directe avec les autorités légales, confrontation soutenue et nourrie par les Frères musulmans syriens, basés en Jordanie, en Allemagne, en Grande Bretagne et aux Etats-Unis. La suite est connue !

Par conséquent et dès le début, les événements de Syrie ont été, inconsciemment ou délibérément, mal compris ! A Paris, sur le plan de l'instrumentalisation construite à dessein, trois chantres de la « révolution syrienne » ont, abondamment donné de leur personne : un historien auto-proclamé ayant un compte personnel à régler avec les autorités syrienne¹ ; une chercheuse de la Fondation Ford, ayant traîné la diplomatie française dans la boue durant des années, mais décorée de la Légion d'honneur par François Hollande ; et, un très pâle ambassadeur de France en Syrie (2006 – 2009), tellement bon à Damas qu'il a terminé sa carrière à ... Berne.

Dans un contexte où les droits de l'homme ont pu tenir lieu de politique étrangère, il n'en fallait pas moins pour qu'Alain Juppé prenne la décision hallucinante de fermer l'ambassade de France à Damas en mars 2012. (...)

Totems et grand prêtres

Devenus totems en effet, il est de grands dossiers internationaux qui ne peuvent plus relever – désormais – de l'analyse rationnelle, historique, sinon scientifique. D'abord le conflit israélo-palestinien : critiquer Israël, ses politiques coloniales, économiques et migratoires est devenu mission impossible, voire un délit... Manuel Vals, puis Emmanuel Macron et d'autres ayant assimilé l'antisionisme à l'antisémitisme. Vient ensuite le génocide rwandais. Assimilé à l'Holocauste, cette tragédie génère, elle-aussi, un totémisme dualiste : ceux qui n'acceptent pas qu'on associe structurellement la France et ses forces armées aux massacres de la région des Grands Lacs puis du Zaïre, sont automatiquement traités de « négationnistes ». La même géométrie frappe actuellement toute espèce de recherches et discours critiques engagés dans l'intelligence de l'un des conflits post-Guerre-froide les plus complexes, anomiques et globaux.

Ce processus de totémisation de la guerre civilo-globale de Syrie aboutit à trois types de rationalités, étant entendu – comme le démontrait Spinoza dans l'Ethique – que « les idées fausses et inadéquates peuvent s'enchaîner aussi nécessairement que les idées justes et adéquates » : 1) l'émergence d'une caste de grands prêtres ; 2) la multiplication d'une série de disciples plus ou moins convaincus ; 3) enfin, un retour plus ou moins perceptible de la censure.

Les grands prêtres accèdent à ce statut, adoués par les médias privés et publics. Ils présentent un profil caractéristique : parler

de tout et n'importe quoi avec la même ferveur ; passer d'un plateau télé à un studio radio et aux colonnes des gazettes avec grande dextérité, fluidité et certitude ; détruire tout obstacle et contradiction. Celui qui tient actuellement la corde n'est autre qu'un ancien militant du Betar (mouvement de l'extrême-droite pro-israélienne). Il peut dire les oracles sur la Syrie bien-sûr, mais aussi sur l'Iran, l'Arabie saoudite, le Yémen, le Soudan, Israël, Emmanuel Macron et le mouvement « végétarien ». Parfois, on a droit à une prêtresse de zone inférieure : une consultante « spécialiste des Proche et Moyen-Orient » qui peut tout dire et son contraire en fonction de deux principes intangibles : le client est toujours roi et « j'ai des enfants à nourrir ».

La classe des sous-grands prêtres fait plutôt appel à des « spécialistes » des Etats-Unis. S'occupant de l'hyperpuissance, ils sont automatiquement habilités à pouvoir parler, eux-aussi, de tous les dossiers possibles et inimaginables. Les connaisseurs des arcanes de la Maison Blanche, du Congrès et du Conseil national de sécurité sont partout chez eux, en toutes choses et toutes crises. Vient ensuite, le troisième cercle, celui des consultants, des experts militaires et des différents instituts de recherche. Contrairement aux laboratoires américains et aux grandes fondations allemandes, les IRIS, IFRI, IREMO et autres FRS français crèvent la dalle ! Leurs dirigeants passent leur temps à chercher de l'argent, étant bien entendu que la provenance des fonds influence plus ou moins directement les travaux commandés. Faut bien vivre !!!

Ovnis idéologiquement identifiés

Notre deuxième rationalité de totémisation met en scène une kyrielle d'intellectuels organiques de provenances professionnelles très divers. Ils peuvent être journalistes, enseignants, médecins, humanitaires, comédiens ou diplomates... Tous, à un titre ou à un autre, se sentent « appelés » et dans l'obligation de répondre aux injonctions des prêtres : se prononcer, témoigner, communiquer...

Ainsi dernièrement, dans l'émission de Frédéric Taddei sur Europe-1, on a pu entendre une espèce de bécassine insulter en direct l'ancien ambassadeur de France Michel Raimbaud, auteur de plusieurs livres majeurs sur le Proche-Orient, devenus des classiques. Vérifications faites : cette parfaite inconnue, qui a dû franchir le boulevard périphérique deux fois dans sa vie, vient de commettre un opuscule intitulé – Sales guerres – De prof de philo à grand reporter -, comme s'il y avait des « guerres propres » ! Cette seule qualité permet à cette gamine hystérique d'affirmer qu'il y a bien eu attaque chimique à la Ghouta, que les bombardements occidentaux sont « justes » et que Bachar al-Assad doit passer sur la chaise électrique. Qui juge qui ???

Aussi peut-on voir quotidiennement, défiler sur le plateau de « 28 Minutes » (Bernard-Henri Lévy est président du Conseil de surveillance d'Arte-France depuis plus de 22 ans !), tous les petits chiens de garde de la bien-pensance parisienne avec, entre autres : Romain Goupil (réalisateur improbable), Ziad Majed (politologue libanais salarié du Qatar), Eric Naulleau (homme sandwich du PAF, pour tout ce qui est contre, et contre tout ce qui est pour/c'est un métier !) et bien d'autres professionnels de l'indignation sélective mais compatissante.

Il est plus triste – mais cela correspond aux rouages de notre deuxième rationalité – de voir des gens ultra-compétents dans leur domaine initial, sombrer dans l'avis péremptoire sur des questions et dossiers qu'ils ne connaissent absolument pas. Ainsi, Jean Viard – sociologue respecté – spécialiste du territoire, de l'agriculture, de la paysannerie et des « temps sociaux » s'est senti, dernièrement, obligé de qualifier les bombardements occidentaux effectués en Syrie de « bonne et juste actions ». On a très envie de lui dire : mon cher Jean, tu n'a jamais mis un bout d'orteil en Syrie, alors retourne à tes champs de blé... »

Dans cette constellation d'un crétinisme infinitésimal, les OVNIS évoluent en escadrilles serrées. Objets/sujets volant non identifiés, parce qu'on ne comprend pas pourquoi ils accompagnent à ce point et aussi spontanément les injonctions du clergé de la bien-pensance, leurs ressorts idéologiques – à défaut d'être raisonnables – sont néanmoins plus claires : détruire l'Etat-nation syrien, contribuer à faire de ce pays ce qui a été fait de l'Irak et de la Libye ! Haïr l'Etat-nation en général !

En ces temps de commémoration du cinquantenaire de Mai-68, tous ces idiots utiles, qui se sentent irrésistiblement « appelés » à soutenir les bombardements occidentaux de Syrie, feraient bien de lire ou relire la Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary. Le regretté Guy Hocquenghem y explique par le menu (1986) comment les révolutionnaires peau d'lapin comme Daniel Cohn-Bendit ou Serge July et tous les autres sont passés de leurs démanagements petites bourgeoises à l'apologie du capitalisme le plus libéralement sauvage, comment ils ont cultivé et propagent aujourd'hui une haine de soi devenue la plus belle affirmation d'un individualisme consumériste, destructeur et impérial. (...)

La censure, c'est comme les trains...

Ca peut en cacher d'autres ! Sans surprise, notre troisième rationalité de totémisation de la crise syrienne produit de la censure, de différentes formes et procédures. Il y a d'abord les petits censeurs aux ciseaux de bois, comme par exemple Nicolas Truong, le commissaire politique des pages débats/opinions du Monde, qui publie systématiquement le moindre ressenti de Bernard-Henri Lévy en première page (Bernard-Henri siège aussi aux conseils de surveillance du Monde et de Libération), tandis que ses contradicteurs se voient opposer toujours la même réponse : « pas de chance, y'a plus de place... »

Il y a, ensuite les Tweets de Bruno Tertrais – autre exemple – et d'autres policiers de la pensée qui font annuler des colloques ouverts et pluralistes sur la Syrie et d'autres dossiers. L'année dernière aurait dû se tenir une conférence sur la crise syrienne

au Mémorial de Caen avec différents chercheurs, journalistes et députés. Quelques injonctions numériques ont suffi à faire annuler la réunion. Reprogrammée à la Sorbonne, puis à l'Assemblée nationale, celle-ci a pu se tenir – finalement – dans les sous-sols de l'Eglise russe ! Et c'est bien une preuve supplémentaire qu'il fallait l'interdire. Justement, un colloque qui devait se tenir sur la Russie actuelle vient d'être annulé – lui-aussi – au dernier moment.

Ne parlons pas des pressions régulièrement exercées sur les intervenants qui acceptent de se rendre sur le plateau de Russia-Today-France et des papiers russophobes que publient régulièrement L'Express et d'autres gazettes. Ne parlons-pas, non plus, des humeurs fatiguées de Sylvie Kauffmann « directrice éditoriale du Monde », régulièrement déconstruites par notre collaborateur Etienne Pellot !

Tout cela n'est ni très sain, ni rassurant sur l'état de santé de la démocratie française. (...)

Une incompressible réalité pèse maintenant sur ce magistère de la communication souveraine : la censure s'exerce de nouveau en France !

Relatant la révolte syrienne (1924 – 1926) contre la France mandataire, Alice Poulleau – citoyenne française qui résidait alors à Damas – dit toute sa honte dans son livre-témoignage – A Damas sous les bombes. Suite à la participation française aux derniers bombardements occidentaux effectués en Syrie, nous ressentons aujourd'hui le même sentiment et ne trouvons pas les mots à dire aux patriotes syriens, ni pour expliquer, ni pour excuser ces attaques d'OVNIS. Celles-ci ne changeront rien, ni à l'évolution des combats qui perdurent sur le terrain, ni aux blocages diplomatiques, ni à la nouvelle guerre que les Etats-Unis, Israël et l'Arabie saoudite préparent contre l'Iran. Les Crises 09.05

Le mécanisme de la double-pensée destiné à broyer la liberté de pensée décrit par G. Orwell dans 1984 coïncide avec la rhétorique de ceux qui nous gouvernent, leurs porte-parole médiatiques, les élites et autres intellectuels qui tels des larbins relaient leurs discours.

- Connaître et ne pas connaître.
- En pleine conscience et avec une absolue bonne foi, émettre des mensonges soigneusement agencés.
- Retenir simultanément deux opinions qui s'annulent alors qu'on les sait contradictoires et croire à toutes deux.
- Employer la logique contre la logique.
- Répudier la morale alors qu'on se réclame d'elle.
- Croire en même temps que la démocratie est impossible et que le Parti est gardien de la démocratie.
- Oublier tout ce qu'il est nécessaire d'oublier, puis le rappeler à sa mémoire quand on en a besoin, pour l'oublier plus rapidement encore.
- Surtout, appliquer le même processus au processus lui-même. Là était l'ultime subtilité.
- Persuader consciemment l'inconscient, puis devenir ensuite inconscient de l'acte d'hypnose que l'on vient de perpétrer.
- La compréhension même du mot « double pensée » impliquait l'emploi de la double pensée.

Macroniaeries.

Sous quel régime vivons-nous ?

Une monarchie absolue ou le totalitarisme assumé.

- Macon : "L'histoire de notre pays, c'est une histoire d'absolu, c'est ça la France" (Documentaire diffusé sur France 3)

Macronie : De la droite en passant par la gauche jusqu'à l'extrême droite.

- Aux Fêtes johanniques, Édouard Philippe dans les pas du chef de l'État - LeFigaro.fr 08.05

À Orléans, le premier ministre a fait résonner le parcours de Jeanne d'Arc avec la situation politique de la France. LeFigaro.fr 08.05

- Jeanne est passée en Macronie - LeParisien.fr 08.05

L'éloge de l'imposture et de la médiocrité.

- "La fin de l'innocence": un documentaire bien trop "élogieux" pour de nombreux téléspectateurs - Le HuffPost 8 mai 2018

Pendant la diffusion du documentaire consacré à Emmanuel Macron, "La fin de l'innocence", ce lundi 7 mai sur France 3, de nombreux téléspectateurs ont pointé du doigt sur les réseaux sociaux le côté trop "élogieux" de la réalisation, valorisant l'action et la parole du président de la République durant sa première année de mandat.

La gêne de nombreuses personnes vient aussi du fait que le documentariste se nomme Bertrand Delais, réputé proche d'Emmanuel Macron et élu mi-mars par le Bureau de l'Assemblée nationale pour prendre la direction de la chaîne parlementaire LCP-AN.

Commentaire d'un internaute.

- "La France, seul pays au monde où un documentaire sur le président réalisé par un documentariste qui a voté et fait campagne pour ce président et qui par la suite a été nommé à la tête d'une chaîne publique par le président est diffusé sur une autre chaîne publique..."

L'agité du bocal a moins de pouvoir qu'un régent au XIIIe siècle.

- Iran: Macron n'a pas convaincu Trump, issue prévisible mais critiquée - AFP 9 mai 2018

Au XIIIe un régent dirigeait une classe ou un élève. Macron est l'élève d'Attali et ses semblables qui lui servent de régent. Il faut se mettre à l'heure de l'Ancien Régime !

La médiocratie récompense les cancre.

- Macron tente de secouer à nouveau l'Europe - LeFigaro.fr 9 mai 2018

Le président de la République reçoit ce jeudi à Aix-la-Chapelle le prix Charlemagne pour récompenser son engagement européen. LeFigaro.fr 9 mai 2018

En complément.

Pendant ce temps-là on oublie qui est à l'origine de la crise des migrants qui est une formidable machination.

- La ministre des Affaires européennes Nathalie Loiseau indigne en parlant des migrants qui "font le shopping de l'asile" - Le HuffPost 9 mai 2018

[Quand LFI se fond dans les institutions de la Ve République.](#)

Vous avez encore en tête ce que vous venez lire plus haut sur le parlementarisme, cela va vous servir maintenant.

- Réforme institutionnelle : Eric Coquerel craint un affaiblissement du Parlement - Publicsenat.fr 9 mai 2018

« J'ai l'impression qu'Emmanuel Macron considère que l'Assemblée Nationale, le Parlement, est une chambre d'enregistrement (...) Ca ne peut pas être comme ça » déclare Eric Coquerel, député de la France Insoumise de Seine-Saint-Denis, qui se positionne sur la lignée de Gérard Larcher pour dénoncer un affaiblissement du Parlement. (Si ce n'est qu'une "impression", ouf les institutions de la Ve République sont sauvées ! Tu parles d'opposants, des charlatans, ouais ! - LVOG

Selon l'élu, les mesures de la réforme institutionnelle ne vont pas dans le bon sens : « le problème de la démocratie en France, de la vie politique en France, ce n'est pas qu'il y ait trop de parlementaires, ce n'est pas le fait de faire trop d'amendements, mais c'est le fait qu'on a un pouvoir excessivement dirigiste, personnalisé, du fait de la Vème République, aux mains d'un seul homme ». (En fait, ce que réclame ce parasite, c'est d'être associé davantage aux mesures adoptées par Macron et son gouvernement. - LVOG)

« Plus il y a de démocratie parlementaire mieux c'est, et aujourd'hui elle est largement atrophiée, et il [Emmanuel Macron] veut encore plus l'atrophier, ça m'inquiète » conclut-il. Publicsenat.fr 9 mai 2018

Coquerel se veut le garant du bon fonctionnement des institutions de la Ve République, il le dit lui-même, c'est extraordinaire. Dans quel camp êtes-vous monsieur Coquerel ? C'est là qu'on s'aperçoit si on ne le savait pas encore que leur VIe République, c'est du baratin.

Dans l'article suivant, il franchit un cran de plus dans l'opportunisme en se posant en conseiller de Macron. Vous me direz que Mélenchon avait bien envisagé d'être son Premier ministre, alors pourquoi Coquerel ne pourrait-il pas postuler au poste de ministre des Affaires étrangères, à l'entendre c'est comme s'il avait déjà endossé la fonction.

- Iran : Coquerel dénonce un échec diplomatique de la part d'Emmanuel Macron - Publicsenat.f 09 mai 2018

Pour l'élu, remettre en cause cet accord, qui, « de l'avis de tous les experts internationaux fonctionnait », c'est « ouvrir une boîte de Pandore ». Donald Trump « est quelqu'un qui est manifestement dans les mains du lobby de l'armement, du lobby pétrolier » analyse-t-il, avant de poursuivre : « et dans cet endroit du monde, on ne fait pas la guerre au nom de la démocratie, en réalité c'est le pétrole, le gaz, ce sont des intérêts géostratégiques ».

« Emmanuel Macron aurait dû dire tout de suite que nous, nous respectons l'accord » conclut-il. Publicsenat.fr 9 mai 2018

Ils osent tout.

Eloge de la xénophobie.

- 5 priorités pour redonner du pouvoir aux citoyens Européens dans l'UE - Le HuffPost - 8 mai 2018

Quand Moscou empoisonne certains de ses ressortissants réfugiés au Royaume-Uni, Westminster sait qu'elle peut encore compter sur l'Union européenne pour faire pression sur la Russie. Le HuffPost - 8 mai 2018

- La Fifa inflige une amende à la Russie pour des chants racistes - Reuters 8 mai 2018

La Fédération russe de football a été sanctionnée d'une amende de 30.000 francs suisses (25.000 euros) en raison du comportement jugé raciste de certains de ses supporters lors d'un match amical qui a opposé l'équipe de Russie à son homologue française le 27 mars dernier, annonce mardi un communiqué de la Fifa.

Un photographe de Reuters présent sur le bord du terrain a témoigné du fait que des cris de singes ont été proférés à l'encontre du milieu de terrain français N'Golo Kante.

"À la suite d'une enquête exhaustive et notamment du visionnage de preuves vidéo, la Commission de discipline de la FIFA (...) a jugé la fédération russe coupable d'infraction (...)", dit la Fifa.

Totalitarisme. L'oligarchie anglo-saxonne-sioniste : L'ennemi mondial de tous les peuples.

- Accord nucléaire iranien: Trump se retire avec fracas et force sanctions - liberation.fr 08.05

A l'inverse des conclusions de l'AIEA, et même des déclarations de membres de son administration - dont son secrétaire d'Etat Mike Pompeo fin avril -, le président américain a affirmé «avoir la preuve que les engagements iraniens sont un mensonge: l'Iran n'a pas cessé de développer l'arme nucléaire», reprenant la rhétorique du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, qui a divulgué des documents secrets début mai sur un programme existant avant la signature de l'accord. La France, l'Allemagne et le Royaume-Uni «regrettent la décision américaine», a déclaré l'Elysée juste après le discours de Trump. Le président américain a cependant évoqué sa volonté de «bâtir un nouvel accord durable» sur le nucléaire iranien avec ses alliés, qui permettrait de «bloquer ses activités malveillantes dans le Moyen-Orient».

En cause selon lui, une période d'engagement trop courte des Iraniens - jusqu'en 2025 -, et sa portée trop limitée - il n'empêche pas l'Iran de poursuivre ses activités malveillantes dans la région de son soutien envers le régime de Bachar al-Assad aux rebelles chiites Houthis au Yémen, ni ses tests de missiles balistiques. Trump a d'ailleurs qualifié Téhéran de «principal sponsor du terrorisme». «Nous travaillerons collectivement à un cadre plus large, couvrant l'activité nucléaire, la période après 2025, les missiles balistiques et la stabilité au Moyen-Orient, en particulier en Syrie, au Yémen et en Irak», a réagi le président français Emmanuel Macron sur Twitter, juste après le discours de Trump. liberation.fr 08.05

- Iran: Netanyahu "soutient totalement" Trump, le Golan en état d'alerte - AFP 08.05

- Des missiles israéliens tirés contre une base syrienne - Reuters 08.05

- Washington donne de 90 à 180 jours à Renault, PSA et aux autres entreprises françaises pour "sortir" d'Iran - Le HuffPost 08.05

La décision du président Donald Trump de retirer les États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien et de rétablir les sanctions concerne les entreprises américaines mais aussi celles en Europe qui avaient recommencé à commercer avec Téhéran...
Le HuffPost 08.05

- Nicaragua: Washington dénonce "la répression", appelle à laisser entrer la CIDH. - AFP 07.05

Le vice-président américain Mike Pence a dénoncé lundi "la répression" et l'usage d'une "force meurtrière" au Nicaragua, exhortant le président Daniel Ortega à laisser entrer la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) pour enquêter sur la mort de dizaines... AFP 07.05

- Maduro rejette l'appel de Washington à reporter la présidentielle - AFP 07.05

Le président Nicolas Maduro a rejeté catégoriquement lundi l'appel lancé par les Etats-Unis à reporter l'élection présidentielle du 20 mai au Venezuela, lors d'un discours devant des milliers de ses partisans à Caracas. AFP 07.05

- Washington prend des sanctions contre des entreprises basées au Venezuela - AFP 07.05

Les Etats-Unis ont annoncé lundi avoir pris des sanctions contre une vingtaine d'entreprises dont 16 basées au Venezuela et contre trois individus dont un ancien directeur du service vénézuélien de renseignements financiers.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

LVOG - Quand l'Italie s'apprête à être gouvernée par une coalition d'extrême droite.

1.1- Italie: le président veut un gouvernement "neutre" jusqu'en décembre - AFP 7 mai 2018

Le président italien Sergio Mattarella a annoncé lundi qu'il allait proposer un gouvernement "politiquement neutre" pour diriger le pays jusqu'en décembre, faute d'accord sur une majorité parlementaire à l'issue d'une ultime journée de consultation des forces politiques.

Alors qu'il doit présenter dans les prochains jours le chef et les membres de ce gouvernement, le président a appelé les partis à faire preuve de "responsabilité" en soutenant cette solution, faute de quoi il convoquerait à contre-coeur de nouvelles élections "à l'automne ou en juillet".

Le Mouvement 5 étoiles et la Ligue, qui sont désormais majoritaires, ont répété lundi leur opposition à un gouvernement technique et leur volonté de retourner plutôt aux urnes dès juillet.

Son gouvernement neutre, dont les membres devront s'engager à ne pas être candidats aux élections à venir, devrait être sur le modèle de celui de l'économiste Mario Monti, qui avait officié entre la chute de Silvio Berlusconi en 2011 et les élections de 2013.

1.2- Italie : Berlusconi donne son feu vert à un gouvernement antisystème, inédit en Europe - Franceinfo 10 mai 2018

L'Italie pourrait-elle bientôt être dirigée par un gouvernement antisystème, inédit en Europe ? Le pays pourrait bien prendre cette voie, après que Silvio Berlusconi, ancien chef du gouvernement italien et leader du parti Forza Italia, a donné son feu vert à un accord gouvernemental entre son alliée d'extrême-droite, la Ligue, et le mouvement antisystème 5 étoiles, mercredi 9 mai.

Cet accord pourrait mettre un terme au blocage politique qui sévit depuis plus de deux mois en Italie. Lors des élections législatives

du 5 mars, la coalition de droite - rassemblant entre autres Forza Italia et la Ligue - est arrivée en tête, menée par le parti d'extrême-droite, avec 37% des voix. Le M5S est arrivé premier parti, avec plus de 32% des votes, loin devant le Parti démocrate de centre-gauche, tombé à 19%.

La Ligue et le M5S, qui ont ainsi la majorité au Parlement depuis ces élections, devront désormais s'entendre sur un chef de gouvernement et un programme commun, après le feu vert de Berlusconi. Ce dernier, qui a dirigé la droite italienne pendant 25 ans, apparaissait jusqu'à ce jour comme le principal obstacle à un tel accord. Franceinfo 10 mai 2018

2- Arménie

- Nikol Pachinian, l'homme qui fait flancher le système oligarchique arménien - LeFigaro.fr 07.05

Après avoir orchestré la «révolution de velours» qui a mené l'ancien président à la démission, Nikol Pachinian est en passe de prendre les rênes du pouvoir lors d'un nouveau vote du Parlement qui aura lieu demain. Son parcours est atypique. LeFigaro.fr 07.05

3- Somalie

LVOG - La banalisation du massacre de masse...

- Somalie : au moins 11 morts dans une explosion sur un marché - LeParisien.fr 9 mai 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Réponse aux briseurs de grève professionnels : «Le seul référendum, c'est la grève».

- Grève à la SNCF : les syndicats optent pour un référendum - Liberation.fr 10 mai 2018

Après les rencontres peu concluantes avec le Premier ministre, Edouard Philippe, lundi, les syndicats réfléchissaient mercredi à la suite à donner à la grève qui secoue la SNCF depuis le 3 avril. Le référendum proposé par la CGT, qui accueillait dans son siège de Montreuil une réunion de l'intersyndicale (CGT, Unsa, SUD rail, CFDT), a été soutenu par les trois autres syndicats (SUD rail, UNSA, CFDT) sous le nom de «vote action». Il aura pour but d'interroger les cheminots sur leur adhésion ou non à la réforme proposée par le gouvernement Philippe. Cette consultation sera organisée «du 14 au 21 mai» et «selon des modalités sur lesquelles nous sommes en train de travailler de manière précise», a ajouté Laurent Brun, le secrétaire général de la CGT cheminots. Pour lui, il ne faut pas y voir pour autant une «fin du conflit», mais plutôt un moyen de légitimer le rapport de force. «Le gouvernement affirme qu'il ne veut pas bouger le cœur de sa réforme. Donc nous, nous allons questionner les cheminots pour savoir si oui ou non ils sont en accord avec [elle]», avait-il expliqué sur CNews dans la journée.

La direction de la SNCF «dit que puisque trois quarts des cheminots ne sont pas en grève, c'est que trois quarts des cheminots soutiennent la réforme, donc nous allons [leur] poser la question [...]. A mon avis, la réponse sera écrasante, mais on verra bien», a-t-il conclu.

Du côté des militants de la gare du Nord, la nouvelle n'est pas très bien accueillie. A l'assemblée générale de mercredi matin, on considérait qu'il est illusoire de vouloir reproduire le coup de force des salariés d'Air France. «Dans leur cas, c'était un référendum à l'initiative de la boîte. Là, c'est à l'initiative d'un syndicat, ça n'aura pas le même effet du tout», analyse Monique Dabat, qui mène les débats. «Dans un conflit, il faut savoir comment concentrer ses forces militantes. Faire voter les cheminots, c'est mobiliser de nombreux militants. Pour quel résultat ?» questionne Eric, agent commercial. «Le seul référendum, c'est la grève», conclut l'un d'eux.

L'annonce a pourtant déjà trouvé des échos. Le député de La France insoumise Eric Coquerel a appelé sur Public Sénat à «un référendum national» sur l'ouverture à la concurrence du rail français, «car la SNCF est une entreprise publique». Liberation.fr 10 mai 2018

Ils pourront recycler Coquerel dans un institut de sondages...

- Evacuation de l'université Jean-Jaurès à Toulouse - Reuters 9 mai 2018

Les forces de l'ordre ont procédé tôt mercredi matin à l'évacuation et au déblocage de l'université Jean-Jaurès à Toulouse (Haute-Garonne), qui était occupée depuis le 6 mars. Reuters 9 mai 2018

Haut de page ↗

Le 12 mai 2018

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (6 pages)

[De gaulle l'avait rêvé, Macron l'a réalisé.](#)

- En un an, les trois manoeuvres d'Emmanuel Macron pour créer sa "deuxième droite" - Le HuffPost 10.05

En un an nous avons assisté à trois évolutions majeures. D'abord l'hégémonie présidentielle, ce que l'on pourrait appeler une présidence totale. Le HuffPost 10.05

Aux Etats-Unis la gauche institutionnelle était devenue tellement à droite depuis des lustres qu'elle n'a eu aucun mal à l'assumer, il y a que des arriérés genre Mélenchon qui vous diront le contraire. Du coup ils n'ont pas eu à créer un second parti de droite ou de l'ordre puisque le parti démocrate faisait parfaitement l'affaire.

En France, pays des révolutions depuis le XIXe siècle, où il continua d'exister de puissants partis issus du mouvement ouvrier et où la lutte de classes fut plus développée qu'aux Etats-Unis, la présence d'une extrême gauche organisée présentait le risque qu'une fraction des intellectuels ou des pans de la petite bourgeoisie la rejoignent si notamment le PS venait à disparaître ou assumer sa véritable nature de droite (depuis 1914), tandis que la fabrication d'un pôle centriste était aléatoire ou vouée à l'échec à long terme. Si je n'ai pas évoqué le PCF, c'est parce que ses contradictions étaient trop visibles pour attirer des couches entières des classes moyennes ou d'intellectuels, hormis ceux chez ces derniers qui avaient déjà abandonné le socialisme.

Il leur fallut attendre des circonstances favorables ou les créent tout simplement. Cela consista essentiellement à laisser pourrir la situation sachant qu'elle entraînerait le PS dans son sillon, pour s'en débarrasser le moment opportun presque sans heurt, puisque le fruit était déjà entré en putréfaction depuis fort longtemps pour aborder cette ultime transformation qui lui serait fatale, étape qui coïnciderait avec l'émergence d'un nouveau parti de droite aux relents centristes, qui dès le départ présenterait les contours d'un parti unique.

Leur problème dorénavant, c'est d'éviter que les classes moyennes et les intellectuels se rassemblent derrière LFI, ce à quoi s'emploie quotidiennement la propagande officielle, et sachant que désormais aucune autre formation politique ne pourrait concurrencer LREM dans le cadre de l'agenda constitutionnel (les divers élections), ils n'ont pas d'autre alternative que recourir à l'extrême droite (FN), qui attire autant qu'elle divise, de sorte qu'elle ne présente aucun danger pour le parti unique (LREM).

La menace de LFI est bien réelle, car à l'issue du quinquennat, s'il parvenait à son terme, ce qu'on ne souhaite pas évidemment, le rejet quasi-unanime qu'inspire la politique ultra réactionnaire de Macron pourrait se traduire par un seul objectif : Tout sauf Macron, tout faire pour qu'il ne soit pas réélu, quitte à voter pour un candidat avec lequel on a de profondes divergences, dans ces conditions tout ce que compte le pays d'électeurs des classes moyennes ou intellectuels se disant de gauche, progressiste, démocrate, humaniste, etc. pourraient plébisciter le candidat de LFI, tandis que la majorité des travailleurs manuels des villes et des campagnes, y compris ceux qui s'étaient abstenus lors des scrutins précédents, tous les partis ou toutes les organisations du mouvement ouvrier se résoudraient (parfois à contrecœur) à voter pour lui ou lui apporteraient leur soutien, de sorte que le candidat du FN serait éliminé au premier tour de la présidentielle au profit de celui de LFI qui aurait toutes les chances de l'emporter au second tour.

Mais, car il y a un mais et il est de taille. Ce scénario n'est pas sans contradictions ou présentent bien des obstacles qui peuvent le rendre caduc ou le renvoie au rang des utopies.

Pour rassembler suffisamment de voix, LFI devrait tenir un discours offensif, mais sans aller jusqu'à rompre avec les institutions et le capitalisme, il lui faudrait ménager la chèvre et le chou, ce qui signifie que son candidat une fois élu serait condamné à poursuivre la politique de ses prédécesseurs dans le cadre du régime en place en l'amendant à la marge à coup de promesses, comme l'ont fait ses homologues en Allemagne, au Portugal, en Grèce notamment. Tout le monde en a ou en aurait plus ou moins conscience lors de la campagne électorale. Or, il s'agit du plus puissant facteur de division susceptible de disloquer le rassemblement indispensable à sa victoire, resterait à savoir qui l'emporterait entre son programme et les illusions qu'il ne manquerait pas de faire naître dans la tête des électeurs, et le désir ardent de virer Macron.

Nous avons peut-être commis une erreur en n'appelant pas à voter pour Mélenchon au premier tour de la présidentielle, c'est ce qu'on peut se dire après coup, cela se discute. Tout dépend ce qu'on prend en compte, car à bien des égards l'élection de Macron a permis de clarifier la situation politique, ce qui était indispensable au regard de l'extrême confusion politique qui régnait, je pense que nous serons tous d'accord sur ce point au moins.

On peut se dire que si Mélenchon n'a pas été élu, c'est que les conditions n'étaient pas réunies pour qu'il le soit, conditions qui aujourd'hui demeurent inchangées et qui risquent de le rester d'ici 2022. Car on ne voit pas très bien comment la situation des masses pourraient suffisamment se dégrader en quatre ans pour que leur état d'esprit change radicalement, et sachant que tout le monde ou presque a à l'esprit que l'élection de Mélenchon présenterait le risque d'accélérer la crise politique rampante qui secoue le régime au point de la rendre incontrôlable, il n'est pas dit que la majorité des travailleurs y soient préparés ou le souhaitent davantage aujourd'hui ou demain plus qu'hier puisque leur condition demeurerait inchangée, ils pourraient estimer y avoir plus à perdre encore qu'à y gagner, pour ne pas remettre leur destin entre les mains d'un aventurier ou un charlatan, d'un personnage inconsistant qui passe son temps à se contredire.

Il faut bien comprendre que les travailleurs qui votaient traditionnellement à droite ou pour le PS (ce qui revenait au même), estimaient qu'ils étaient les garants de leur mode de vie, dont certes ils n'étaient pas forcément satisfaits, mais qui leur permettait cependant de satisfaire leurs besoins élémentaires et au-delà pour un grand nombre d'entre eux. Ils n'étaient donc pas disposés à prendre le risque qu'il ne se détériore en ne sachant pas trop ce que l'avenir leur réserverait. Ils préféraient donc ainsi assurer leurs arrières ou se contenter de leur condition, c'est en tout de cette manière-là qu'ils l'interprétaient.

Dans ces conditions, vous pouvez toujours leur proposer une autre perspective politique, ils la trouveront sympathique ou vous donneront raison, mais pas au point d'y adhérer. Pourquoi, c'est ce que la plupart des militants ne parviennent pas à saisir, et par conséquent la raison pour laquelle ils finissent par ne plus comprendre grand chose au monde dans lequel nous vivons, parce que leurs dirigeants refusent obstinément de leur livrer cette analyse qui correspond à la réalité. Qu'on le veuille ou non, ils existent des conditions qui s'opposent à la radicalisation des masses, à leur prise de conscience qu'il faut balayer le régime en place pour refonder la société sur de nouvelles bases, et qu'il n'existe pas d'autre alternative que leur mobilisation révolutionnaire pour s'emparer du pouvoir politique.

Maintenant reste à savoir si cet obstacle peut ou non être surmonté et comment, à mon avis c'est tout à fait possible, dans le cas contraire cela signifierait que notre combat politique est perdu d'avance, question à laquelle personne ne peut répondre puisque personne n'ose la poser ou aborder la situation sous cet angle-là, dès qu'on l'évoque on vous prend pour un imbécile ou un révisionniste.

Dès lors, la question de savoir si nous avons eu raison ou tort de ne pas soutenir la candidature de Mélenchon ne se présente plus tout à fait de la même manière ou ne présente plus un grand intérêt, voyez ce qui se passe en Grèce ou au Portugal, la vie continue comme avant au point qu'on n'en entend plus parler !

Au lieu de concentrer notre attention sur les discours ou les intentions des uns et des autres ou de partir dans des considérations à caractère dogmatique, on ferait mieux de s'interroger sur les conditions réelles que rencontrent la majorité des travailleurs et la manière dont ils les interprètent ou les vivent, car tant qu'ils n'en changeront pas, il ne se passera rien ou il sera impossible de modifier le cours de la société.

[Médiocratie et lobotomie de masse. De quoi Macron est-il le président ? La télé-réalité. Et de quoi s'inspire-t-elle ? Big Brother !](#)

- Festival de Cannes : Emmanuel Macron joue son propre rôle dans un film de Daniel Cohn-Bendit - 11 mai 2018

Wikipedia - Le psychanalyste Gérard Miller déclarait à ce propos : « C'est de l'exhibition de chair fraîche et de pulsions qui offre un spectacle pitoyable. »

Zygmunt Bauman (2005) décrit la télé-réalité comme une métaphore du monde global, où « ce qui est mis en scène, c'est la jetabilité, l'interchangeabilité et l'exclusion » (Alternatives économiques 2005) Christian Chavagneux (2005) « Individualiste, le capitalisme l'est indéniablement dans le monde du chacun pour soi qu'il promeut. Il l'est dans le déballage cathodique de la banalité de la petite vie de chacun par la télé-réalité, dans l'ultramédiatisation de quelques vedettes sportives ou artistiques, utilisées pour "vendre du temps de cerveau humain disponible" aux multinationales. » (Alternatives économiques 2005).

En 1999, l'archétype d'un nouveau genre d'émission apparaît : Big Brother, titrée ainsi en référence au roman 1984 où tout le monde surveille tout le monde. Produite par la société néerlandaise Endemol, cette émission de télé-réalité d'enfermement bouleverse le paysage audiovisuel mondial.

On peut s'interroger sur les répercussions futures de ces émissions télévisées sur la vision du monde et les comportements sociaux des jeunes, surtout des adolescents, qui en sont les cibles principales. Faut-il y voir une forme de barbarie culturelle ? Un reflet de notre société ? Ou l'encouragement d'un modèle systémique de division et de compétitivité à outrance au sein

des relations sociales ? Une apologie du darwinisme social ? Ou bien une forme de catharsis ? Ces émissions encouragent-elles l'élimination des plus faibles et les incivilités ? Instrumentalisent-elles la gentillesse et l'amitié au risque de les rendre systématiquement suspects ? Le réalisateur japonais Kinji Fukasaku pousse la logique de l'élimination et de la guerre sociale à son paroxysme dans son film *Battle Royale* sorti en 2000. Dans ce film, les participants d'une émission télévisée, prisonniers forcés d'une île, gladiateurs des temps modernes, doivent tuer les autres participants jusqu'au dernier sous les yeux des téléspectateurs. wikipedia.org

S'ils le disent eux-mêmes.

- La télé-réalité, du divertissement à l'abrutissement - slate.fr 11 avril 2018

Les émissions de télé-réalité ont manifestement une incidence sur le comportement des téléspectateurs qui les regardent. Et pour celles et ceux qui seraient tentés de croire que cela ne serait pas valable dans nos contrées occidentales, de nombreuses études montrent l'universalité de ce phénomène: pour Brad Gorham de l'université de Syracuse, la télé-réalité a des effets visibles sur les comportements en société. Et Philip Ross, dans un article de l'*International Science Times*, explique que ces programmes ont un impact préjudiciable sur les perceptions du monde de celles et ceux qui les regardent.

Selon le psychologue Jean-Yves Flament, des conduites très particulières sont valorisées dans ce type d'émission. Il y a bien sûr le désir de célébrité qui anime toutes les candidates et tous les candidats, mais également l'individualisme, la compétitivité et le renoncement à toute forme d'intimité.

La célébrité tant recherchée ne passe plus par quelque forme de talent que ce soit, mais par le fait d'être meilleur que l'autre, peu importe à quoi. Et dans cet environnement de concurrence poussée à l'extrême, tout le monde est jeune, tout le monde se ressemble à s'y méprendre, jamais personne ne lit ni ne se cultive, jamais rien ne dépasse, ni par le physique, ni par les opinions ou le langage.

Selon Alain Lieury, chercheur en psychologie cognitive à l'université européenne de Bretagne, les candidats de ces émissions étalent un vocabulaire très pauvre: «À peine 600 mots différents en moyenne, contre 1.000 par exemple dans une bande dessinée et 27.000 dans les manuels scolaires.» Son étude démontre par ailleurs que l'addiction aux émissions de télé-réalité provoque une baisse notable des performances scolaires.

Dans ces univers artificiels créés de toutes pièces qu'on fait passer pour des réalités, les hommes sont incultes, insensibles, infidèles, débrouillards et comiques. Les femmes sont incultes, intrusives, bavardes et soumises.

Tels sont les standards véhiculés par ces émissions qui séduisent tant les jeunes: l'ignorance est normalisée, la culture est rendue chose étrange et la réussite mesurable au pognon que l'on ramasse. L'égalité femmes-hommes est bafouée jusqu'à l'indécence, et le droit à l'intimité est nié.

Les études scientifiques mentionnées précédemment démontrent toutes les effets néfastes que peuvent avoir ces programmes sur les adolescents et adolescentes de façon générale, mais aucune de ces études, à mon grand regret, ne cherche à savoir quel est le profil le plus menacé par l'influence de la télé-réalité.

Là-dessus, j'ai ma petite hypothèse personnelle, basée sur mes propres observations: «Les Anges», «Les Marseillais», ou «Les Ch'tis» ne sauraient jamais déstabiliser l'éducation des enfants bien nés, baignant dans la culture et sensibilisés à l'art de prendre du recul. Quand bien même ils attireraient leur attention, ce ne serait que pour provoquer leurs moqueries.

Non, je crois fermement que la télé-réalité embrouille l'esprit de celles et ceux qui subissent déjà les affres des inégalités sociales et scolaires. Elle est cette abominable brute qui détecte la faiblesse d'autrui, s'en nourrit et s'en amuse.

Chez celles et ceux qui n'ont pas de repères ni d'accès à la culture, elle instille des normes sociales misogynes, superficielles et individualistes qui demandent tant d'efforts pour être déconstruites. Et au nom de quel principe devrions-nous laisser les plus faibles parmi nous être les proies des producteurs d'abrutissement?

En 2013, le CSA songeait à interdire ces programmes avant 22h. Je constate aujourd'hui qu'ils sont toujours diffusés quotidiennement à l'heure du goûter. Je ne crois pas au choc des générations, mais je suis forcé d'admettre qu'il y en a une qui fait tout pour abrutir la suivante. slate.fr 11 avril 2018

[Leur humanisme est la politesse des salauds...](#)

- Édouard Philippe commémore l'abolition de l'esclavage - AFP 10.05

- "L'idéal laïc des élus s'est affaibli" - L'Express.fr 10.05

Le patron du Comité Laïcité République réagit à la réception par Emmanuel Macron du Prix Charlemagne, à l'issue d'une messe. L'Express.fr 10.05

[Ils osent tout.](#)

- Emmanuel Macron cherche le soutien allemand pour défendre la «souveraineté» de l'Europe - LeFigaro.fr 10.05

- Le Trésor américain annonce de nouvelles sanctions liées à l'Iran - Reuters 10.05

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Les jaunes se mettent à table.](#)

- SNCF : la CFDT et UNSA ouvrent « la négociation » - Publicsenat.fr 11 mai 2018

Après 18 jours de grève à la SNCF, les syndicats, Unsa et CFDT, ont rencontré, ce vendredi, la ministre des Transports, Elisabeth Borne, pour évoquer des amendements au projet de loi qui arrive au Sénat à la fin du mois. Publicsenat.fr 11 mai 2018

[Qui l'a poussé à démissionner et pour quoi ?](#)

- Démission du chef des inspections au sein de l'AIEA, Tero Varjoranta - Reuters 11 mai 2018

Le responsable des inspections au sein de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le Finlandais Tero Varjoranta, a annoncé sa démission surprise, a fait savoir vendredi l'agence onusienne, sans en donner la raison.

Varjoranta était directeur général adjoint de l'AIEA et chef du département des garanties, qui est chargé de la vérification du bon respect du traité de non prolifération nucléaire (TNP) depuis octobre 2013.

Il sera remplacé à titre intérimaire par le chef de la cellule Iran au sein de ce département, a précisé l'AIEA. Reuters 11 mai 2018

[Assassinat ordinaire.](#)

- Gaza : un 53e Palestinien tué par des tirs de soldats israéliens depuis un mois et demi - Franceinfo 11 mai 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 15 mai 2018

[CAUSERIE ET INFOS](#)

Pondichéry 21h29.

J'ai rectifié l'adresse vers les Chroniques orwelliennes du Collège de France.

La causerie du jour ne tient pas compte des infos de la veille, il est 16h36 et je n'ai pas encore eu le temps de me connecter à Internet.

● [Causerie au format pdf \(15 pages\)](#)

Une expérience personne et un enseignement.

J'ai dépensé 5 000 roupies de moins que prévu lors de l'achat d'un scooter, on m'a livré un scooter équipé d'un frein à tambour à l'avant au lieu d'un frein à disque ; j'ai appris avant-hier que ma facture d'électricité n'était que de 1 010 roupies pour les deux derniers mois, alors que je m'attendais au double ou au triple, c'est l'été et la climatisation fonctionne toutes les nuits, et je dois arroser le jardin tous les jours, donc utiliser le moteur pour remplir le réservoir ; j'ai reçu la facture de Vodafone (Internet), 471 roupies, alors que deux mois plus tôt j'avais payé 2.380 roupies, et 930 roupies le mois dernier, pour le même abonnement ; et pour finir, lundi je vais acheter 4 kilos de sucre et 10 oeufs, le commerçant me fait payer 110 roupies au lieu de 180, il avait mis 2 kilos de sucre dans deux sacs plastiques et au moment de faire la facture il a compté 1 kilo dans chaque sac, je m'en suis immédiatement aperçu et je n'ai rien dit, j'irai lui rendre ses 70 roupies, certes, lui et son épouse n'ont pas l'air très sympathique, mais ils travaillent 7j/7 et leur boutique est misérable, visiblement ils sont pauvres et ce sont des travailleurs comme les autres finalement, je n'ai pas à les juger, donc je ne vais tout de même pas les voler, ce serait contraire à mes idées, tu ne voleras pas, sauf les riches !

Tout cela pour dire qu'en quelques jours (du 9 au 13 mai) à quatre reprises la même expérience s'est reproduite ou j'ai moins dépensé d'argent que prévu, ce qui était quatre bonnes nouvelles parce que je ne suis pas bien riche non plus avec ma retraite de 350 euros et mes économies qui m'en rapportent 150. Bref, c'était plus que des coïncidences.

C'est comme si des faits sans rapport apparent les uns avec les autres étaient liés en réalité par quelque chose d'indéfinissable... On dit souvent que les emmerdements n'arrivent jamais seuls, qu'ils s'enchaînent, et on se demande toujours quand est-ce que cela va s'arrêter, et bien c'est aussi valable dans le sens inverse ou pour les bonnes nouvelles.

Ce qui est marrant, c'est que tout semble lié sans qu'on en ait conscience parce qu'on ne peut pas penser à tout, la vie quotidienne est faite de milliers de petits détails en apparence insignifiants, à côté desquels on passe et il ne peut en être autrement. Je crois en revanche que notre comportement va déterminer une suite d'événements qui s'inscriront dans la même direction suivant une logique qui nous échappe, et que nous attribuons habituellement au hasard par ignorance.

Notre état d'esprit doit y être pour quelque chose, selon qu'on a un comportement conforme à nos idées ou au contraire qu'on est hypocrite ; l'hypocrite sera voué finalement à une vie misérable et ne sera jamais heureux quelle que soit par ailleurs sa condition, mais pas seulement. La vie nous réserve des épreuves inattendues pour tester nos convictions, qu'elles soient fondées ou non, selon que cette épreuve est agréable ou pénible, notre réaction déterminera une suite d'événements qui généralement se dirigeront dans la même direction.

Mon attachement à l'argent, si je puis employer cette expression désagréable, se réduit à un instinct de survie, au-delà cela ne m'intéresse pas et je le distribue ou j'en fais profiter mon entourage, je pense que c'est pour cette raison que j'ai réussi à m'en sortir sur ce plan-là, j'ai même refusé de faire fortune, car cela m'aurait forcé à renier mes principes et je ne le regrette pas, bien au contraire, je crois même que c'est ce qui m'a porté chance.

J'irai encore plus loin, je suis convaincu que depuis mes 19 ans et ma découverte du marxisme, ce sont mes idées que j'ai parfois malmenées, qui ont guidé le cours de mon existence, tous les événements que j'ai vécus. Par exemple, j'avais rencontré la femme qui devait devenir ma première épouse quand je militais à l'OCI, après la naissance de notre fille elle m'obligea littéralement à cesser de militer (en 1981), sans quoi elle me menaçait de divorcer immédiatement, j'ai cru sauver notre couple, en vain, puisque nous devions divorcer 7 ans plus tard, ce qui signifiait quelque part que contrairement à ce que nous avions imaginé, nous n'étions pas fait pour vivre ensemble ou tout du moins jusqu'à la fin de nos jours, c'est ce que nous allons vérifier maintenant.

Pour autant, je n'allais jamais renier mes idées, qui, si elles n'étaient plus représentées sur le plan politique, continueraient d'exister sous la forme de principes que je pourrais (ou non) mettre en pratique dans la vie quotidienne, ce serait donc les mêmes principes qui guideraient mon comportement, de telle sorte que le lien qui existait entre mes idées et mes principes ne serait jamais réellement rompu, pour finalement renouer avec le militantisme 20 ans plus tard, le 11 septembre 2001, le jour de mes 46 ans. Quant à l'attitude de ma compagne, elle fut logique, puisque ce qui avait présidé à notre rencontre (lors d'une diffusion un dimanche matin sur un marché) n'existait plus, nous avions tous les deux démissionnés de l'OCI, nous n'avions plus rien à faire ensemble. Et notre bébé, et bien il lui appartenait et lui seul existait dorénavant, moi je ne comptais plus du jour au lendemain et je devais disparaître, le premier prétexte trouvé ferait l'affaire ou bien elle l'inventerait, j'aurai d'ailleurs le droit à plusieurs versions, peu importe, elle ne m'avait pas aimé pour ce que j'étais, c'est ce que je retiendrai.

En dernière analyse, nos voies divergèrent parce que nous ne partagions ni les mêmes idées ni les mêmes principes ou nous n'y étions pas tant attachés. Elle me reprocha de l'avoir pris pour ce qu'elle n'était pas, de l'avoir idéalisée, mais c'était parce que j'étais porté par un idéal qu'elle estimera hors de sa portée, tandis que je pensais au contraire qu'on pouvait toujours essayer de s'en rapprocher en demeurant fidèle à un certain nombre de principes qu'on avait adoptés, et que rien ne pourrait les remettre en cause. Je m'étais trompé.

L'histoire de l'Inde où j'ai atterri et finirai mes jours, elle ne vient pas spécialement de moi, elle ne colle pas avec ce que j'étais avant

de rencontrer cette femme, c'est un concours de circonstances toutes liées ou presque à elle qui m'ont conduit à prendre cette nouvelle direction, cette expérience indienne aux multiples rebondissement est une sorte de très longue parenthèse dans ma vie, puisqu'elle ira maintenant jusqu'à son terme. En même temps, elle me ramenait à la période que j'avais connue avant de militer, où un lien ténu me reliait à l'Inde, sans que je n'aie jamais envisagé de près ou de loin d'y aller m'y installer un jour, cette idée ne m'était jamais venue à l'esprit. J'étais très casanier, pantouflard, je n'avais jamais voyagé et cela ne me manquait pas. J'étais très timide et je ne me voyais pas me lancer seul à l'aventure à l'autre bout du monde, rien que cette idée m'aurait effrayé à l'époque. En fait, à part l'encens, le parfum et quelques bricoles exotiques, je n'étais pas plus que cela attiré par l'Inde, j'allais oublier le cannabis qu'on pouvait trouver aussi bien au Maroc ou ailleurs.

Mes lectures philosophiques m'avaient conduit au marxisme qui devait guider le restant de mes jours. Je n'avais donc aucune raison de dévier de cette voie ou de faire marche arrière, car j'étais animé par le principe qu'à défaut de progresser dans la vie, on serait voué à régresser, et n'y tenant pas du tout, toute autre attitude de ma part ne pouvait être que le produit d'une influence extérieure ou d'un concours de circonstance que je ne maîtriserai pas.

Si la mère de ma compagne n'avait pas travaillé chez une vieille femme qui était liée à l'Inde, et dont on allait récupérer à sa mort une partie de sa bibliothèque consacrée à l'hindouisme et au bouddhisme, aux explorateurs les plus célèbres et d'autres moins connus, si le comité d'entreprise de l'organisme où ma compagne travaillait n'avait pas organisé un voyage à Sri Lanka un an avant notre séparation, sans doute que jamais je n'aurais mis les pieds en Inde.

Lorsque j'y partis, sans savoir pourquoi j'emmenai notamment une centaine d'ouvrages des marxistes que je n'avais pas ouverts depuis près de dix ans, et qui allaient me servir à partir du 11 septembre 2001. L'idée de m'en séparer m'était insupportable, dans la mesure où ma bibliothèque constituait en quelque sorte ma mémoire, coïncidait avec mes expériences, c'était toute ma vie, qui finalement disparaîtra lors du tsunami de décembre 2004, un mauvais tour du sort, mais peut-être pas, car c'est à partir de ce moment-là que je résolus de penser par moi-même et non plus par l'intermédiaire des marxistes ou de qui que ce soit d'autres, c'était le meilleur moyen de rompre définitivement avec le dogmatisme auquel je m'étais raccroché en 2001 faute d'avoir atteint un niveau théorique suffisant. Dorénavant, coûte que coûte je devais améliorer ma maîtrise de la méthode du marxisme pour trouver les réponses à toutes les questions que je me poserais, au lieu de laisser le soin à d'autres de le faire à ma place, et je me tins à cet engagement.

C'est ce qui me permit d'acquiescer une confiance en moi qui m'avait toujours fait défaut, je décidai enfin de me doter d'une personnalité, à 45 ans passé, comme quoi il ne faut jamais désespérer, moyennant beaucoup d'efforts et de sacrifices cela va de soi. Malheur à ceux qui sous prétexte que la société leur en impose pour finalement avoir une vie monotone, abrutissante ou médiocre, renâclent à produire le moindre effort pour s'élever au-dessus de leur condition. La société leur impose le pire et ils s'en accommodent, et quand ils ont l'occasion de goûter au meilleur ils passent à côté ou ils le rejettent avec dédain, le plus souvent parce que cela ne vient pas d'eux-mêmes, mes lecteurs adopteront peut-être le même réflexe en lisant ces lignes, je l'ignore, si c'était le cas, qu'ils sachent que cela ne leur portera pas chance, il faut en avoir conscience, car on traite ici des lois générales qui régissent toute chose, y compris leur propre existence, ma propre expérience servant ici uniquement de support à une démonstration, et puis il est normal que je parle de ce que je connais le mieux.

En conclusion, j'ai eu beau m'égarer pendant de longues années, en vivant en Inde j'allais être confronté quotidiennement à une situation sociale et à des drames effroyables, qui pour peu que je saisisse le fil ténu de mon passé de jeune militant révolutionnaire, devait me ramener sur la voie du combat politique pour le socialisme. Je pense que si pendant les brèves années où j'avais étudié le marxisme à la fin des années 70, je n'avais pas acquis (même en grande partie inconsciemment) les éléments de base de la dialectique, ce fil aurait sans doute été rompu définitivement.

Le rapport de cause à effet, qui concourt aux différentes étapes de la transformation quantitative et qualitative de la matière jusqu'à notre comportement ou les moindres détails du cours de notre existence, constitue l'élément primordial de la logique que nous devrions nous employer à repérer dans chaque représentation, fait ou expérience passée, présente ou à venir. Je crois que cela nous faciliterait la vie et nous aiderait à nous orienter, y compris ou surtout en politique.

C'est la condition indispensable pour développer sa conscience ou pour parvenir à penser aussi librement que possible, du reste, quels que soient le niveau de connaissance que nous avons acquis ou les expériences que nous avons vécues. Ces deux derniers facteurs n'étant pas une fin en soi, il suffit de saisir la logique qui les parcourt pour les interpréter correctement ou en prendre la juste mesure, ensuite cela nous sera fort utile pour affronter les aléas de l'existence que la société nous impose, et d'une certaine manière cela nous permettra de donner un sens à notre vie, ce qui manque cruellement à la plupart des hommes.

J'allais oublier de préciser que lorsque ce genre de coïncidences ont tendance à se renouveler, c'est plus que des coïncidences comme on vient de le voir, au-delà je me dis que cela signifie aussi que je suis là où je devais être ou que mon comportement est en adéquation avec un certain nombre de facteurs, bref, que tout est l'ordre des choses et qu'il ne faut surtout rien changer.

[J'avais la tête ailleurs.](#)

J'ai complètement oublié la manifestation nationale à Paris du 13 mai initiée par le POID.

Après le 1er mai, le 5 mai, l'annonce d'une autre manifestation le 26 mai, cela m'est complètement sorti de l'esprit, surtout qu'à côté quotidiennement je suis informé des nombreuses manifestations qui ont lieu un peu partout dans le monde. Vous m'en excuserez, j'avais appelé à y participer.

Je soupçonne LFI d'avoir multiplié les appels à des manifestations pour noyer celle du 13 mai. Il faut dire aussi qu'il ne fallait pas être très futé pour décider une manifestation au mois de mai, vous me direz qu'elle aurait eu lieu à un autre moment et le résultat aurait été le même...

[A propos du dernier éditorial de la Tribune des travailleurs](#)

Malgré les réserves ou les critiques que je formule, j'en partage le contenu pédagogique et l'orientation, en finir avec le capitalisme.

Je ne suis pas certain qu'il soit bien avisé de mettre en avant la formule de Marx « *l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* », car dans le contexte actuel elle pourrait davantage être interprétée par chacun pour soi, plutôt qu'un appel à l'action collective ou à l'unité de notre classe.

Quant à "l'exigence du retour au monopole d'État", lequel, sous quel régime, elle va semble-t-il de paire avec "le retour à la démocratie" qui n'a jamais existé, elle semble tout aussi mal avisée en l'absence de toute alternative crédible au capitalisme à l'horizon, qu'on se mette dans la peau d'un travailleur ou d'un militant, puisqu'il ne s'agit pas de ce qu'ils ont ou pas dans la tête, mais de la réalité.

C'est apparemment toujours aussi difficile de manier la dialectique et de ne pas tomber dans le dogmatisme. On nous rétorquera qu'il s'agissait de pédagogie et non de démagogie, encore faudrait-il n'avoir pas franchi dans le passé une multitude de fois la frontière qui les sépare pour qu'on veuille bien le croire.

Dans certaines conditions une réforme sociale ou une mesure progressiste peut favoriser la prise de conscience de la classe ouvrière de sa condition et servir de levier pour envisager de changer la société, et dans d'autres conditions la même réforme ou la même mesure servira à mieux la diviser et à l'enchaîner à la société capitaliste ou constituera un handicap pratiquement insurmontable à tout changement de régime.

Quand on évoque les fonctionnaires, les services publics, les entreprises nationalisées, on oublie de préciser qu'ils s'inscrivent dans le cadre du capitalisme d'Etat, et que contrairement à ce qu'on nous raconte ils servent davantage les intérêts du capitalisme plutôt que ceux des travailleurs. On ne vous dit pas que l'Etat et son budget de fonctionnement, les organismes publics ainsi que les entreprises nationalisées sont tous lourdement endettés auprès du marché depuis 1973.

Ensuite on nous explique qu'ils auraient échappé à l'emprise du marché, pour ainsi dire du capitalisme, comme si les travailleurs avaient les moyens d'exercer sur eux un quelconque pouvoir de contrôle, ce qui n'est que pure baliverne ou illusion. Il serait plus juste de reconnaître qu'ils sont associés à leur gestion par le biais des syndicats corrompus, offrant ainsi aux actionnaires rentiers du marché une double garantie à côté de celle de l'Etat.

On nous dit encore que ce serait un bienfait que les travailleurs de ce secteur économique bénéficient d'un statut spécial, alors qu'en réalité il en a fait des privilégiés qui ont plus intérêt à louer les vertus du régime plutôt que le combattre pour le renverser, il en va de même de l'aristocratie ouvrière, des couches supérieures du prolétariat dont ils ont acheté la neutralité ou conduit à la passivité, tandis que généralement leurs mobilisations ont un caractère corporatiste.

Là où ils n'existent pas, les pays sont demeurés sous-développés ou présentent les stigmates de pays sous-développés, les Etats-Unis par exemple, où les infrastructures, les écoles, les hôpitaux sont en partie délabrés, dignes d'un pays comme l'Inde, parfois en pire. Autrement dit, leur développement a accompagné la marche en avant du capitalisme vers l'impérialisme, ils sont l'apanage des puissances occidentales qui dictent leur loi à la terre entière ou influencent l'évolution de la situation mondiale.

Qu'il faille défendre le statut des fonctionnaires, cela va de soi, c'est un devoir, mais ce n'est pas une raison pour raconter des histoires aux travailleurs et aux militants, et évidemment aux fonctionnaires qui ignorent pratiquement tout ce qu'on vient de rappeler très sommairement.

Le capitalisme d'Etat a toujours été au service des capitalistes et non des travailleurs, des assurés sociaux ou je ne sais quoi encore. Les capitalistes se sont suffisamment enrichis pour prendre la relève de l'Etat dans de nombreux secteurs économiques électricité, gaz, transport, télécommunication, qui sont devenus rentable du fait de l'augmentation de la population et de l'élévation de son niveau de vie.

Il est bon de signaler ici une autre imposture, qui consiste à prétendre que les agents de l'Etat ne seraient pas exploités, et que

l'Etat qui les emploie n'exploiterait personne d'autres, une fois admis qu'il exploiterait ses propres travailleurs pour le compte des capitalistes ou du marché comme on l'a vu précédemment, autrement dit toutes les matières premières ou les produits finis qui proviennent du monde entier et qu'utilisent les services publics et les entreprises nationalisées, proviendraient de travailleurs (mineurs, etc.) qui ne seraient pas soumis au régime de l'exploitation capitaliste, le tout sous prétexte que les fonctionnaires fourniraient un service à la population qui n'aurait pas de prix.

Pour ainsi dire, il faudrait en conclure qu'on est en présence d'un Etat idéal, philanthropique, partant de là, comment voulez-vous que les fonctionnaires prennent conscience de leur condition, qu'ils comprennent que cet Etat n'est pas le leur et qu'ils doivent s'en débarrasser, tout semble fait au contraire pour qu'ils n'y parviennent jamais. D'ailleurs, entre nous, sincèrement, avez-vous déjà lu ce genre d'argumentation quelque part ?

Les oligarques ont amassé une telle fortune en quelques années qu'ils sont en mesure de tout acheter, même ce qui n'est pas rentable, depuis que leur statut de faux monnayeurs combiné à la dette des Etats, des entreprises, des particuliers leur permet de s'enrichir toujours plus, je n'invente rien, vous lirez plus loin comment Arcelor-Mittal "a cumulé plus de 7 milliards de pertes entre 2009 et 2016 (et) a versé 3,3 milliards de dividendes sur la même période." (Libération 13.05). Même ces gigantesques pertes sont devenues sujettes à spéculation et enrichissement !

Hier, les crises du capitalisme coïncidaient avec l'incapacité des capitalistes à faire fructifier leur capital accumulé dans des (nouveaux) placements rentables, dorénavant ils ont contourné cette contradiction du capitalisme, ce qu'on s'obstine à ne pas vouloir admettre et donne lieu par voie de conséquence à des analyses ou des positions erronées ou à s'enfermer dans un dogmatisme qui nous sera fatal, si on n'y met pas un terme très rapidement. A suivre.

Gangstérisme ou pillage à grande échelle.

- Au CAC 40, les gros porteurs raflent la mise - Liberation.fr 13.05

Grille de lecture

LVOG - Quelqu'un daignera-t-il se demander pourquoi, pourquoi tiennent-ils à concentrer le plus rapidement possible une telle fortune au détriment du reste de la population ? Et pourquoi en diffusant eux-mêmes cette information tiennent-ils tant que cela à ce que nous sachions à quoi nous en tenir, l'ONG Oxfam est financé par le milliardaire Georges Soros, notamment ?

J'ai déjà répondu à ces questions dans de précédentes causeries auxquelles je vous renvoie, je n'ai pas le temps de me répéter sans cesse, désolé.

Libération - ...les bénéficiaires des grands groupes concernés (CAC40 - ndlr) ont bondi de 60 % entre 2009 et 2016, pour culminer à plus de 93 milliards d'euros en 2017. Des profits «records» obtenus en exerçant «une pression à la baisse» sur les effectifs, les salaires et les fournisseurs, mais aussi grâce à «l'évasion fiscale»...

Au total, sur les quelque 600 milliards de profits accumulés de 2009 à 2017, les entreprises du CAC 40 ont reversé 407 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires. Sur la seule année 2017, ces derniers ont reçu 51 milliards d'euros, contre 31 milliards en 2009.

... sur la période 2009-2016, a calculé Oxfam, le taux de redistribution des profits en faveur des seuls actionnaires a été de 67 %. Sur 100 euros de bénéfices engrangés, les géants du CAC ont ainsi reversé en moyenne 67,4 euros de dividendes à leurs actionnaires, ne laissant que 27,3 euros pour le réinvestissement (dans l'outil industriel, l'innovation, la recherche...) et 5,3 euros pour les salariés... C'est simple, entre 2009 et 2016 «la rémunération des actionnaires a progressé plus de 4 fois plus vite que celle des salariés», selon Oxfam. Et loin du mythe du petit porteur, c'est une minorité fortunée qui en a surtout bénéficié : selon Euronext, le premier détenteur d'actions du CAC 40 n'est autre que le groupe familial du PDG de LVMH, Bernard Arnault (3,2 %), devant l'Etat français (3 %), la famille Bettencourt-Meyers qui contrôle L'Oréal (3 %), et des fonds anglo-saxons comme BlackRock et Vanguard.

Entre 2009 et 2016, les entreprises les plus généreuses avec leurs actionnaires ont été Total et Sanofi : en tout, elles leur ont respectivement reversé 43,5 et 37,9 milliards d'euros. Le géant pharmaceutique a consacré en moyenne 95 % de ses bénéfices pour servir ses actionnaires. En troisième position sur le podium, le cas d'Engie (27,6 milliards d'euros) interpelle : les dividendes versés par l'ex-GDF-Suez ont été en moyenne «trois fois supérieurs à ses bénéfices depuis 2009» ! Ce qui veut dire que l'entreprise s'endette pour mieux rémunérer ses actionnaires. Arcelor-Mittal va encore plus loin : alors que le sidérurgiste a cumulé plus de 7 milliards de pertes entre 2009 et 2016, il a versé 3,3 milliards de dividendes sur la même période.

Dans le même temps, les salariés n'ont reçu que des miettes, quand ils n'étaient pas victimes d'un plan social. Pourtant, leur fiche de paie aurait pu nettement progresser : si les entreprises du CAC s'étaient contentées de maintenir leur niveau de dividendes de 2009 jusqu'en 2016 et avaient décidé d'augmenter les salaires, «l'ensemble des travailleurs du CAC 40 auraient pu voir

leurs revenus augmenter de 2 000 euros par an et par employé», calcule Oxfam.

La rémunération des patrons du CAC a ainsi bondi de 46 % depuis 2009, progressant plus de deux fois plus vite que la moyenne des salaires dans leurs entreprises et quatre fois plus vite que le smic. Le PDG de Renault, Carlos Ghosn, est devenu un symbole de la gloutonnerie des grands patrons français : entre 2009 et 2016, sa rémunération a explosé de 469 %, passant de 1,2 à 7 millions d'euros. Et c'est sans compter son salaire équivalent chez Nissan. Carrefour (9,7 millions en 2016), Sanofi (9,6 millions) et L'Oréal paient encore mieux leur boss. En moyenne, en 2016, les PDG du CAC 40 ont gagné 257 fois le smic et 119 fois le salaire moyen au sein de leur entreprise (contre 9 fois en 2009). Parmi les champions des écarts de salaires : Carrefour (306 fois), LVMH (270 fois) et Danone (227 fois). liberation.fr 13.05

Ils étaient ainsi depuis un siècle et on a fait comme si on ne le savait pas.

A ceux qui ont une mémoire sélective ou en manquent singulièrement, dont les dirigeants réécrivent l'histoire, y compris celle de la lutte de classes au fur et à mesure que les générations passent pour justifier les positions qu'ils avaient adoptées dans le passé vis-à-vis du PS et du PCF et dont ils sont fiers, qu'il nous soit permis d'en avoir honte quand on y a été mêlé.

La question coloniale n'était pas seulement une question politique, c'était surtout et avant tout une question économique, car jamais le capitalisme français n'aurait pu se développer et accéder au stade de l'impérialisme, devenir une puissance mondiale au XXe siècle sans le colonialisme, débouchant sur réserve d'esclaves et de matières premières à bas coût.

Donc en dernière analyse cette question est capitale pour comprendre comment et pourquoi le capitalisme français a trouvé un allié dans le mouvement ouvrier et l'aristocratie ouvrière, qu'il a pu corrompre au moyen des profits gigantesques tirés de ses colonies. Ce qu'Engels avait décrit à propos de la classe ouvrière britannique vaudra pour toutes les puissances occidentales.

La politique adoptée par le PS et le PCF entre les deux guerres mondiales, puis après la Seconde Guerre mondiale jusqu'au début des années 80, consista à réclamer des réformes sociales en échange en toile de fond de l'alliance de l'aristocratie financière et de l'aristocratie ouvrière (C'est l'oligarchie qui investira dans les colonies une partie du capital qu'elle avait accumulé et non le petit capitaliste.) . Cela se traduira par une répartition des richesses plus généreuses envers la classe ouvrière, tandis que l'aristocratie financière renforçait son pouvoir (au détriment de la classe ouvrière) en vue de l'étrangler le moment venu, pendant que le PS et le PCF l'abandonneront à son triste sort ou ils la laisseront se faire dépouiller de tous ses acquis sociaux quand ils n'y collaboreront pas directement.

Vous connaissez la suite, le PCF en sortira laminé, le PS explosera et sera réduit à une portion congrue, la classe ouvrière mais aussi les classes moyennes se retrouveront sans parti, sans direction, et le parti de l'oligarchie n'aura plus qu'à se baisser pour s'emparer du pouvoir en la personne de Sarkozy, puis Hollande et enfin Macron pour terminer le sale boulot et imposer sa politique ultra réactionnaire, cette fois sans contrepartie, pas même des miettes pour l'aristocratie ouvrière à laquelle il a décidé de s'attaquer, une fois le mouvement ouvrier détruit de l'intérieur.

L'impérialisme figurait dans les gènes du capitalisme dès son avènement. Il ne prit son essor et supplanta le système féodal, que dès lors qu'il guerroya et parcourut les océans pour ne plus jamais cessé jusqu'à nos jours. Ce sont les banquiers et les riches bourgeois qui avaient accumulé des fortunes, qui furent à l'origine du développement du capitalisme mondial ou du marché mondial, de l'impérialisme, une fois les forces productives libérées du mode de production féodal. Et l'industrialisation allait concourir à accroître leur puissance démesurément au point que l'oligarchie financière supplantera tous les secteurs économiques et finira par détrôner les industriels bourgeois. A l'étape suivante et finale de l'impérialisme, elle s'emparera du pouvoir politique, de tous les pouvoirs.

L'amélioration de la condition ouvrière au cours du XXe siècle est autant le produit de ce processus économique (ou du développement du capitalisme) que de la lutte de classe, et le colonialisme, les guerres de rapines en furent le pendant, sauf que tout fut entrepris pour le prolétariat ne puisse jamais en prendre conscience, abusé par des dirigeants corrompus qui ont flatté et instrumentalisé son aspiration légitime au bien-être en adoptant une politique réformiste, réactionnaire, de droite, au lieu d'adopter une politique socialiste, révolutionnaire, de gauche.

Une fois que la social-démocratie avait trahi (1914) et que le PC s'était stalinisé (1925), la nature de ces partis avait changé et leur origine ouvrière ou socialiste à laquelle on allait s'accrocher obstinément ou désespérément avait disparu ou pire, elle allait servir de couverture aux fossoyeurs du socialisme que ces partis étaient devenus, désormais leur seul raison d'être pour le compte du régime en place.

Partant de là, on comprend parfaitement pourquoi le PS (SFIO) et le PCF (PC) furent colonialistes, impérialistes et le demeurent encore de nos jours. En revanche, au regard de l'influence capitale de ce facteur sur l'évolution de la situation sociale et politique, de la société, on se demande comment nos dirigeants ont pu le sous-estimer ou ne pas comprendre qu'il constituait la trame de fond du développement de la situation mondiale présente et à venir, des rapports qui existaient entre les différents acteurs politiques et les institutions, l'Etat, à côté desquels l'influence de l'origine ouvrière ou socialiste lointaine de ces partis ne devait cesser de décroître jusqu'à pratiquement disparaître au cours des décennies suivantes, et qu'au lieu de la considérer comme

un avantage, elle constituait un handicap, un boulet qui tirerait l'ensemble du mouvement ouvrier en arrière plutôt qu'en avant, et que plus tôt on s'en débarrasserait mieux cela vaudrait, au lieu de quoi nos dirigeants firent en sorte de les rendre indispensables au mouvement ouvrier, qu'ils finirent par pourrir littéralement de l'intérieur au point de le rendre méconnaissable, impuissant, de le neutraliser pour ne pas dire pire encore.

Il y en a qui sont nostalgiques des "jours heureux" de la "Libération", des "Trente glorieuses"...

- Les horreurs du colonialisme et ses suppôts PS et PCF - Article extrait de "Le cri des travailleurs" n° 21, janvier 2006

Extrait.

- Le 8 mai 1945, des milliers de manifestants nationalistes (protestant contre la déportation du dirigeant nationaliste Messali Hadj dans l'extrême Sud du pays, puis au Gabon), sont abattus par l'armée française à Sétif et à Guelma en Algérie : expéditions punitives, ratissages, répression atroce pendant plusieurs semaines. En outre, l'armée française enlève et abat systématiquement les bestiaux pour affamer les villageois réfugiés dans les montagnes. « Certains douars, après le retour de leurs habitants, resteront sans ravitaillement pendant une assez longue période. »

À la même date, une révolte (moins connue) est elle aussi violemment réprimée à Douala au Cameroun. En novembre 1946, le bombardement du port de Haiphong fait 6 000 morts vietnamiens. En mars 1947, plusieurs milliers de Malgaches insurgés - entre 11 000 et 80 000 selon les estimations - sont massacrés. « La riposte coloniale se déploie sur deux plans que l'on pourrait appeler l'atrocité policière en ville, d'une part, et l'atrocité militaire à la campagne, d'autre part. » L'armée française torture, brûle et pille des villages, exécute sans jugement, largue des prisonniers depuis des avions, pour terroriser les populations des villages sur lesquels ces corps sont jetés. C'est bel et bien là une « terreur d'État », pratiquée directement par les gouvernements de la République française.

... et de la IV^e République qui s'inscrit dans la continuité du Front populaire impérialiste, colonialiste. (LVOG)

PS et PCF, suppôts du colonialisme français d'hier... et d'aujourd'hui

Mais au fait, qui siège à l'époque dans ces gouvernements ? Des dirigeants socialistes et communistes ! Jusqu'en mai 1947, les gouvernements sont « tripartites » : « socialistes », « communistes » et membres du MRP. Les massacres en Algérie, en Indochine, au Cameroun et à Madagascar qui viennent d'être évoqués ont tous lieu sous l'autorité de gouvernements où participent la SFIO (PS) et le PCF, sous la présidence du « socialiste » Vincent Auriol !

Le PS (SFIO) a toujours soutenu la colonisation et la politique coloniale de l'impérialisme français

Comment expliquer pareilles avanies de la part de partis qui se réclament de la classe ouvrière et du socialisme ? Pour le comprendre, il faut rappeler que la social-démocratie classique a toujours considéré que les « Lumières » pouvaient être apportées par les « civilisations supérieures » aux « inférieures ». C'est cette conviction qui fait dire à Jaurès lui-même, lors d'une conférence à l'Alliance française en 1884 : « Quand nous prenons possession d'un pays, nous devons amener avec nous la gloire de la France, et soyez sûrs qu'on lui fera bon accueil, car elle est pure autant que grande [...]. Là où la France est établie, on l'aime, là où elle ne fait que passer, on la regrette ; partout où sa lumière resplendit, elle est bienfaisante ; là où elle ne brille plus, elle a laissé derrière elle un long et doux crépuscule où les regards et les cœurs restent attachés. » Quatorze ans plus tard, Jaurès persiste et signe, en assurant encore : « Si quelques fous songeaient à dépouiller la France de son domaine colonial, toutes les énergies françaises et toutes les consciences droites dans le monde se révolteraient contre pareille tentative. » Léon Blum s'inscrit parfaitement dans cette continuité lorsqu'il affirme, dans une déclaration à la Chambre des députés en 1925 : « Nous admettons le droit et même le devoir des races supérieures d'attirer à elles celles qui ne sont pas parvenues au même degré de culture. »

Cela explique que les socialistes, une fois parvenus au pouvoir, assument complètement la politique coloniale française. En 1936, le Front populaire auquel participent la SFIO et le PCF propose tout au plus, dans son programme, une « commission d'enquête parlementaire sur la situation politique, économique et morale dans les territoires français d'outre-mer ». La seule avancée réalisée par le gouvernement du Front populaire est l'amnistie partielle de nationalistes croupissant dans les geôles françaises. Blum se risque aussi à un projet timoré et minimaliste à propos de l'Algérie, connu sous le nom de « projet Blum-Viollette » (Maurice Viollette est un député libéral) : il s'agit d'accorder la citoyenneté française à 25 000 Algériens, anciens gradés, soldats décorés, diplômés, fonctionnaires, élus et responsables syndicaux. En fait, devant la pression de la droite, Blum retire le projet. Plus tard, en 1947, le statut proposé pour l'Algérie par le « socialiste » Édouard Depreux (futur fondateur du PSU) et voté par les « socialistes » (sans susciter l'opposition des « communistes », qui se contentent de s'abstenir) entérine l'inégalité fondamentale entre colons et colonisés : deux collèges électoraux sont créés, le premier comprenant les « citoyens français de plein droit » et 58 000 « citoyens de statut local » parmi les « musulmans », le second réunissant 1 300 000 « musulmans » qui élisent une Assemblée algérienne. La voix d'un Européen vaut ainsi huit voix d'Algériens.

Et c'est toujours, officiellement, pour continuer à répandre les bienfaits de « civilisation » française en Algérie que le gouvernement du « socialiste » Guy Mollet se fait accorder tous pouvoirs (les fameux « pouvoirs spéciaux ») afin de prendre « toute

mesure exceptionnelle en vue du rétablissement de l'ordre en Algérie ». Ce gouvernement envoie 400 000 jeunes du contingent et couvre les regroupements forcés de villageois et la torture pratiquée par l'armée française. Cette manière de mener la guerre en Algérie est parfaitement assumée par le président du Conseil « socialiste » : il rappelle à ses ministres, en novembre 1956, que « tout le monde est dans la même charrette. [Il n'y a] pas de politique Robert Lacoste [alors ministre résidant en Algérie]. Il s'agit d'une politique gouvernementale. » Mitterrand, s'il n'est pas encore membre du PS, est Garde des Sceaux de ce gouvernement Mollet, après avoir été ministre de l'Intérieur des précédents .

Le PCF stalinisé s'est vite rallié à la politique coloniale

Contre la politique de la SFIO, le parti communiste avait été fondé, en 1920, sur des bases révolutionnaires et anticolonialistes, dans le sillage de la révolution d'Octobre. La huitième des vingt et une conditions d'admission dans l'Internationale communiste, adoptées par le congrès de Tours en décembre 1920, est sans ambiguïtés : « Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou oppriment des nations doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout parti appartenant à la IIIe Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de "ses" impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux. » Suivant cette orientation, le jeune parti communiste s'engage fortement, au début des années 1920, dans le combat contre les opérations coloniales françaises, en particulier contre la guerre du Rif, au Maroc, en 1923.

Mais la soumission du parti communiste aux intérêts de la bureaucratie soviétique en voie de constitution sous la direction de Staline conduit à son abandon de l'anticolonialisme, comme de toute orientation réellement révolutionnaire. C'est au moment de la constitution du Front populaire que ce retournement traître se révèle dans toute son horreur : comme en bien d'autres domaines, et sur ordre de Staline, la lutte de classe est abandonnée en faveur d'une alliance nationale. « La France » doit désormais être défendue en tant que telle et son Empire colonial doit être protégé. Dès 1935, les députés du PCF votent au Parlement les crédits militaires du gouvernement Laval - donc en particulier les crédits des opérations coloniales -, contrairement à ce qu'ils avaient toujours fait depuis 1920. Le parti communiste, appelé jusqu'à présent Section Française de l'Internationale Communiste (SFIC) devient Parti communiste français et même bien français. Il reprend le drapeau tricolore nationaliste comme emblème à côté du drapeau rouge, et La Marseillaise comme hymne ajouté à L'Internationale. En mai 1945, les dirigeants du PCF, pour justifier la répression des manifestations nationalistes de Sétif et Guelma par le gouvernement tripartite auquel ils participent, les présentent comme un complot fasciste . L'Humanité invente de toutes pièces, le 12 mai, un complot de fonctionnaires de Vichy comme cause du soulèvement. Un mois plus tard a lieu le Congrès du PCF. Le représentant du Parti communiste algérien, Caballero, y affirme : « Ceux qui réclament l'indépendance de l'Algérie sont des agents conscients ou inconscients d'un autre impérialisme. Nous ne voulons pas changer un cheval borgne pour un cheval aveugle. » Et les congressistes applaudissent. Maurice Thorez affirme alors que les populations d'Afrique du Nord « savent que leur intérêt est dans l'union avec le peuple de France » . À la fin des années 1940, le parti communiste condamne « la pseudo-indépendance qui ne pourrait que renforcer l'impérialisme américain » . Après les dizaines de milliers de victimes de Madagascar, en 1947, le dirigeant communiste Georges Cogniot, dans L'Humanité, continue de vouloir sauver l'Union française (nouveau nom de l'Empire colonial) . Pendant toute la durée du conflit algérien, le PCF réclame la « paix en Algérie » ou encore le « règlement pacifique de la question algérienne », passant sous le boisseau la revendication primordiale de l'indépendance. En fait, les députés communistes votent en 1956 les pouvoirs spéciaux au gouvernement de Mollet, Mendès-France et Mitterrand. La direction du PCF condamne les jeunes du contingent qui désertent et exclut ses propres membres déserteurs... (Source : <http://mondialisme.org/spip.php?article612>)

Epouvantable, n'est-ce pas ? Et dire que pendant un demi-siècle et pour certains jusqu'à nos jours, on va s'adresser à cette pourriture, la ménager, lui faire la courte échelle, s'accommoder de tous ses crimes, dirigeants du PS et du PCF d'hier et d'aujourd'hui, patati et patata, au nom de tous les peuples colonisés par l'impérialisme français, dont l'Inde, qu'ils crèvent !

[Chronique orwellienne ou quand la fiction devient réalité. Effrayant.](#)

En Suède, la puce à la main - AFP 13.05

Un implant électronique inséré sous la peau pour remplacer clés, cartes de visite et billets de train: en Suède, c'est une réalité pour quelques milliers de téméraires (3.000 sur 10 millions d'habitants - ndr), avides de nouveautés et indifférents aux potentiels dangers d'une intrusion technologique de ce type dans le corps humain.

Ulrika Celsing, 28 ans, fait partie des 3.000 adeptes en Suède, un pays de 10 millions d'habitants. Pour elle, finie la sempiternelle quête de ses clés dans son sac à main: pour entrer au bureau, elle fait simplement glisser sa main sur un petit boîtier, tape son code et la porte s'ouvre.

Depuis un an, elle est équipée d'une puce sous-cutanée qui remplace sa carte d'accès et lui permet aussi d'entrer dans son club de gym ou de prendre le train.

Sorte de porte-monnaie électronique, la puce peut aussi prendre en charge les billets de train de la société ferroviaire nationale SJ. Disponible depuis un an, ce service a convaincu quelque 130 utilisateurs: le voyageur réserve son billet en ligne et l'enregistre sur sa puce.

Quand son entreprise a organisé une manifestation où les employés pouvaient se faire implanter ce petit objet dans la main, Ulrika a "suivi le mouvement".

"C'était cool d'essayer quelque chose de nouveau. Et, dans le futur, voir comment on peut l'utiliser pour faciliter sa vie", dit-elle.

Hormis une vague douleur quand la seringue a inséré la puce dans sa main gauche, Ulrika n'a rien senti et utilise son implant presque quotidiennement, sans peur du piratage ou d'éventuelle surveillance.

"La technologie n'en est pas encore arrivée au point où on peut pirater ta puce", assure-t-elle. Mais "à l'avenir, peut-être faudra-t-il y réfléchir. Je peux toujours l'enlever..."

Pour Ben Libberton, microbiologiste, les dangers sont pourtant d'ores et déjà réels. L'implantation de la puce peut causer des "infections et (...) des réactions du système immunitaire", explique-t-il.

Et "le risque le plus important concerne les données: en ce moment, les données collectées et partagées par les implants sont peu nombreuses mais cela va probablement augmenter", assure le chercheur.

"Si un implant un jour peut détecter un problème médical chez son porteur, qui va être mis au courant et quand? Est-ce que les compagnies d'assurances vont obtenir des informations sur notre santé?", s'interroge-t-il.

Selon lui, "plus les données contenues dans un seul lieu - comme ça serait le cas avec un implant - sont nombreuses, plus le risque que ce soit utilisé contre nous est important".

Une crainte que Jowan Österlund, spécialiste de piercings et champion autoproclamé de l'implantation de puces, balaie. Au contraire, si on porte sur soi toutes ses données personnelles, cela nous permet de mieux contrôler leur utilisation, affirme-t-il, estimant qu'un usager est libre ou non d'utiliser sa puce.

Malgré les interrogations en suspens, l'expérience attire. "En Suède, les gens n'ont pas peur de la technologie et je dirais qu'il y a moins de résistance aux nouvelles technologies ici que dans la plupart des pays", affirme Ben Libberton, le microbiologiste.

Lors d'une "implant party" organisée par Jowan Österlund à Stockholm, Anders Brännfors, 59 ans et cheveux poivre et sel, détonne un peu parmi la majorité des curieux trentenaires tendance hipster.

Ravi d'être devenu une version 2.0 de lui-même, il n'a pourtant encore jamais utilisé sa puce plusieurs semaines après sa pose. AFP 13.05

No comment !

[Quand l'AFP fait comme si...](#)

Comme en France.

- Irak : abstention record pour les 1ères législatives post-EI - AFP 13 mai 2018

Les Irakiens ont infligé samedi un véritable désaveu à leur classe politique qu'ils jugent corrompue, en boudant les premières législatives organisées depuis la victoire sur le groupe Etat islamique (EI).

Pour ce scrutin qui doit permettre de décider si le Premier ministre Haider al-Abadi, parvenu en 2014 à son poste en vertu d'un accord tacite entre les Etats-Unis et l'Iran, restera aux manettes, seuls 44,52% des 25,5 millions d'inscrits se sont rendus aux urnes. AFP 13 mai 2018

Comme aux Etats-Unis

Les dictateurs sud-américains étaient les exécutants de Washington.

- Au Brésil, les dictateurs approuvaient personnellement les exécutions - AFP 13 mai 2018

L'exécution d'opposants à la dictature militaire au Brésil (1964-1985) émanait d'ordres venant directement du palais présidentiel et les Etats-Unis étaient au courant, révèle un rapport de la CIA qui a suscité de vives réactions dans un pays où les tortionnaires n'ont jamais été jugés... AFP 13 mai 2018

Et aux Etats-Unis ?

Instrumentalisation pour légitimer la barbarie sioniste.

- Eurovision : Israël l'emporte en surfant la vague #MeToo - 13 mai 2018

Israël a remporté pour la quatrième fois de son histoire le concours de l'Eurovision grâce à une chanson inspirée par l'esprit du mouvement d'émancipation des femmes #MeToo, plébiscitée par des millions de téléspectateurs à l'issue de la finale disputée samedi soir à Lisbonne.

- Israël ferme le point de passage de Kerem Shalom à la limite avec Gaza - Reuters 13 mai 2018

Les autorités israéliennes ont annoncé samedi la fermeture du point de passage de Kerem Shalom, à la frontière avec la bande de Gaza, endommagé la veille lors de manifestations palestiniennes. Reuters 13 mai 2018

Stratégie du chaos et de la guerre.

- Une personne tuée dans une attaque au couteau à Paris - euronews 13 mai 2018

L'agression a eu lieu dans le 11^e arrondissement, près de l'Opéra, en plein cœur de la capitale, dans un quartier de bars, restaurants et théâtres très fréquenté le samedi soir. L'homme, qui a été abattu par des policiers, a agressé au couteau cinq personnes... euronews 13 mai 2018

- Une famille de kamikazes attaque des églises en Indonésie, 13 morts - Reuters 13 mai 2018

- Birmanie: au moins 19 morts dans des combats avec des rebelles (armée) - AFP 13 mai 2018

- Attaque contre la ville afghane de Jalalabad, 15 morts - Reuters 13 mai 2018

Ils osent tout

- Benoît Hamon «Nous sommes la gauche puisque tous les autres ne le sont pas» - Liberation.fr 13.05

- François Bayrou exhorte Emmanuel Macron à être un "président juste" - L'Express.fr 13.05

- La justice italienne réhabilite Silvio Berlusconi - Liberation.fr 13 mai 2018

L'ancien chef du gouvernement italien, condamné en août 2013 à une peine d'inéligibilité pour fraude fiscale, peut donc à nouveau se présenter à des élections. Liberation.fr 13 mai 2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Italie

LVOG - Diplomatiquement correct.

- Gouvernement en Italie: accord des partis antisystème sur un programme et un 1er ministre - AFP 14 mai 2018

Luigi Di Maio et Matteo Salvini, chefs de file des partis antisystème, ont trouvé un accord sur un programme de gouvernement et un nom pour le poste de Premier ministre, ont annoncé dimanche soir les médias italiens en citant des sources des deux partis.

Luigi Di Maio, leader du Mouvement 5 Etoiles (M5S) "a passé un bref coup de téléphone au secrétaire général de la présidence (de la République italienne) pour annoncer qu'ils (lui et le chef de la Ligue Matteo Salvini, ndlr) sont prêts dès demain (lundi) à rendre compte de tout, y compris le nom du futur Premier ministre", a indiqué l'agence AGI.

Ce dernier devra être validé par le chef de l'Etat, qui pourrait annoncer sa nomination en début de la semaine.

Ce sera "un politique et non un technicien", a indiqué M. Di Maio à l'issue d'une deuxième journée de tractations, à Milan (nord), avec son homologue de la Ligue (extrême droite) Matteo Salvini et leurs principaux lieutenants.

Les deux hommes doivent se voir à nouveau lundi à Rome, avant d'être reçus au Quirinal, le palais présidentiel.

Un représentant du M5S, joint par l'AFP, a indiqué que Luigi Di Maio tenait à réserver la primeur des informations sur le programme avec la Ligue et le nom du chef du gouvernement au président Mattarella.

Selon les médias, le candidat pour diriger la troisième économie de la zone euro devrait être une "tierce personne" n'appartenant ni à la Ligue ni au M5S. Elle devra aussi faire autorité au plan international et être en mesure de rendre compatible avec Bruxelles la tonalité eurosceptique du futur exécutif. AFP 14 mai 2018

Irak:

- Elections en Irak: les anti-système en tête, le Premier ministre devancé - AFP 14 mai 2018

Les Irakiens ont marqué leur rejet de la classe politique en plaçant en tête des législatives deux listes anti-système, largement devant le Premier ministre Haider al-Abadi soutenu par la communauté internationale et qui était donné favori.

Ces deux mouvements, l'un emmené par le chef religieux populiste Moqtada Sadr et l'autre par le Hachd al-Chaabi, supplétif de l'armée proche de l'Iran, ont adopté dans le passé une rhétorique anti-américaine, même s'ils ont combattu aux côtés des forces de Washington contre le groupe Etat islamique (EI).

L'alliance inédite du leader chiite et des communistes sur un programme anti-corruption (La marche pour les réformes) arrive en tête dans six des 18 provinces, dont Bagdad, et en seconde position dans quatre autres.

L'Alliance de la Conquête, une liste d'anciens commandants et combattants du Hachd al-Chaabi prend la tête dans quatre provinces, dont la ville méridionale de Bassorah, et est en seconde position dans huit autres.

M. Abadi est devancé dans toutes les provinces à l'exception de celle de Ninive, dont le chef-lieu est Mossoul, l'ancienne "capitale" de l'EI où M. Abadi avait annoncé la "libération" en juillet 2017.

Pour ce premier scrutin après la victoire sur l'EI, 44,52% des inscrits ont voté selon la commission électorale, soit la participation la plus basse depuis la chute du régime de Saddam Hussein en 2003.

Dans un pays où les jeunes représentent 60% de la population, ils ont été les grands absents de ce scrutin. AFP14 mai 2018

ECONOMIE

Russie

- Les Russes se verraient proposer l'or à la place du dollar - Sputnik 13.05.2018

Le ministère russe des Finances élabore des propositions concernant l'annulation de la TVA sur l'or d'investissement et espère que cette mesure incitera la population à renoncer progressivement à l'achat de dollars, d'après Alexandre Akhpolov, chef d'un des départements du ministère des Finances.

Les autorités russes pourraient prochainement autoriser l'achat de lingots d'or pur à 999,9‰ sans TVA ce qui en ferait un concurrent puissant du dollar sur le marché de l'épargne, a annoncé Alexandre Akhpolov, chef du département du contrôle

monétaire du ministère russe des Finances, cité par les médias russes.

«Nous cherchons à régler ce problème [de la faible demande de l'or d'investissement en Russie, ndlr] et nous avons déjà réfléchi à plusieurs solutions: créer un mécanisme spécial de vente de lingots d'or à la population ou bien annuler la TVA sur l'or d'investissement» dès 2018, a indiqué M.Akhplov.

A l'heure actuelle, le taux de la TVA sur l'or d'investissement en Russie s'élève à 18%.

Selon le responsable, l'arrivée de l'or sans TVA sur le marché de l'épargne «contribuera à la baisse de la demande des devises étrangères parce que l'or constituera une alternative». Sputnik 13.05.2018

[Haut de page ↗](#)

Le 16 mai 2018

CAUSERIE ET INFOS

Solidarité inconditionnelle avec le peuple palestinien contre le colonisateur et fasciste sioniste !

La causerie du mois d'avril au format pdf est disponible, 213 pages.

● [Causerie au format pdf \(5 pages\)](#)

Yahoo et ses semblables censurent littéralement les infos sur la grève des cheminots et la plupart des mouvements sociaux qu'ils font disparaître, vous les trouverez ailleurs sur Internet. Ils ont même carrément supprimé la rubrique économie, donc là aussi il faut aller s'informer autre part.

Je crois qu'en règle générale on ferait mieux d'attendre quelques jours ou semaines que des portails ou blogs relaient l'ensemble des événements qui se passent dans le monde, de manière à être davantage informé sans perdre notre temps qui est si rare et si précieux. De mon côté je fais ce que je peux.

Encore une causerie de combat, qu'est-ce que vous voulez, quand on nous provoque, on nous trouve !

[Quand on n'a rien à dire et on fait dire à d'autres ce qu'ils n'ont jamais dit, on ferait mieux de la fermer.](#)

La médiocratie des intellectuels de gauche étalée dans toute sa splendeur, ou quand leur humanisme nous fait terriblement penser à la politesse des salauds de la réaction, à laquelle ils servent de caution démocratique.

- Si Karl Marx revenait parmi nous : il renierait « Le Capital » ! par Pr. Chems Eddine Chitour - Mondialisation.ca, 10 mai 2018

Article dégoulinant de suffisance et d'ignorance, de contrevérités à vous filer la nausée, retenez bien le nom de l'auteur très proluxe, dont les articles sont publiés régulièrement par plusieurs portails ou blogs qui se veulent de gauche ou indépendants, alors que ce sont des porte-parole du capitalisme. Au passage, il n'a rien à envier aux staliniens. Jugez vous-même et gardez votre calme !

- "*Là ou Marx a fait tout faux c'est sa position concernant le colonialisme*" (Pr. Chems Eddine Chitour - Ecole Polytechnique Alger)

Marx et Engels n'ont fait qu'observer et exposer comment le processus dialectique matérialiste et historique à l'origine du développement du capitalisme (et de la matière) déterminait inexorablement son expansion à l'échelle mondiale. Et ce crétin de professeur *je sais tout* leur attribue d'avoir conçu l'orientation colonialiste ou impérialiste du capitalisme avec toutes ses horreurs, pour ne pas dire qu'ils l'auraient souhaitée ardemment ou qu'ils en porteraient la responsabilité au regard de l'influence qu'a eu le Capital sur les économistes, rien de moins alors que Marx et Engels ne se livrèrent qu'à un simple constat d'un phénomène pour ainsi dire naturel qui était en train de se dérouler sous leurs yeux.

Vous voyez à quel point on peut défigurer le marxisme au point qu'il ne peut vous inspirer que du dégoût et vous conduire à le rejeter. Continuons.

- "nulle part dans le Capital nous trouvons des gardes fous pour humaniser le capital. Bref il n'y a pas laissé un Plan B pour sauver l'humanité." (id)

Comme si l'engagement politique de Marx et Engels aurait dû consister à sauver non pas l'humanité mais le capital, extraordinaire ! Quelle confusion ! Ils ont bien conçu "un Plan B", mais pour sauver l'humanité et non le capital, c'est ce qu'il regrette en serviteur zélé du capitalisme. En fait, il voudrait à la fois sauver l'humanité et le capital, ce serait au capital que reviendrait la mission de sauver l'humanité, quel délire !

C'est à se demander si ce crétin s'est relu ou s'il pense réellement ce qu'il a écrit. Cet intellectuel incarne l'état d'esprit du fonctionnaire petit bourgeois privilégié qui préfère s'accommoder du capitalisme (et ses institutions en Algérie) plutôt que l'affronter pour l'abattre.

Nous sommes en présence d'un "marxiste" antisocialiste, ne vous marrez pas, car ce petit monsieur se prend très au sérieux.

Il ose se prétendre marxiste et regrette que Marx et Engels n'aie pas volé au secours du capitalisme, à l'instar de leurs opposants au sein de la social-démocratie qui s'en chargeront avec leur théorie réformiste (révisionniste, liquidatrice) qui sera l'antithèse ou la négation du socialisme.

Voilà de quoi se réclame monsieur le professeur. Il faut bien que ces gens-là trouvent des boucs émissaires pour faire oublier leur propre incurie intellectuelle.

Quand les fossoyeurs du mouvement ouvrier se donnent bonne conscience. Vive le roi !

- Patrice Lumumba : à Bruxelles, une place contre l'oubli par Jérôme Duval et Robin Delobel, du CADTM - Le Grand Soir 15 mai 2018

Depuis plus de dix ans, des associations revendiquaient, dans la capitale belge, un espace public au nom de l'ancien Premier ministre du Congo assassiné. Le Grand Soir 15 mai 2018

Un exemple de régime totalitaire ou de fasciste : Israël.

- Israël, 200 armes nucléaires pointées sur l'Iran par Manlio Dinucci - Mondialisation.ca, 15 mai 2018

Extrait.

Il y a plus de cinquante ans qu'Israël produit des armes nucléaires dans le site de Dimona, construit avec l'aide surtout de la France et des Etats-Unis. Ce site n'est pas soumis à des inspections parce qu'Israël, la seule puissance nucléaire du Moyen-Orient, n'adhère pas au Traité de non-prolifération des armes nucléaires, que l'Iran par contre a signé il y a cinquante ans. Les preuves qu'Israël produit des armes nucléaires ont été apportées il y a plus de trente ans par Mordechai Vanunu, qui avait travaillé dans le site de Dimona : après avoir été passées au crible par les plus grands experts en armes nucléaires, elles furent publiées par le journal The Sunday Times le 5 octobre 1986. Vanunu, enlevé à Rome par le Mossad et transporté en Israël, fut condamné à 18 années de prison en quartier disciplinaire et, relâché en 2004, soumis à de graves restrictions.

Israël possède aujourd'hui (bien que sans l'admettre) un arsenal estimé à 100-400 armes nucléaires, dont mini-nukes et bombes à neutrons de nouvelle génération ; il produit du plutonium et du tritium en quantité suffisante pour en construire des centaines d'autres. Les têtes nucléaires israéliennes sont prêtes au lancement sur des missiles balistiques, comme le Jericho 3, et sur des chasseurs-bombardiers F-15 et F-16 fournis par les USA, auxquels s'ajoutent maintenant les F-35.

Comme le confirment les nombreuses inspections de l'Aiea, l'Iran n'a pas d'armes nucléaires et s'engage à ne pas en produire en se soumettant, sur la base de l'accord, à un étroit contrôle international. Cependant –écrit l'ex secrétaire d'état Colin Powell le 3 mars 2015 dans un email qui a été dévoilé– "à Téhéran on sait bien qu'Israël a 200 armes nucléaires, toutes pointées sur Téhéran, et que nous en avons des milliers".

Les alliés européens des USA, qui formellement continuent à soutenir l'accord avec l'Iran, sont substantiellement rangés aux côtés d'Israël. L'Allemagne lui a fourni quatre sous-marins Dolphin, modifiés pour pouvoir lancer des missiles de croisière à tête nucléaire. Allemagne, France, Italie, Grèce et Pologne ont participé, avec les USA, au plus grand exercice international de guerre aérienne de l'histoire d'Israël, le Blue Flag 2017.

L'Italie, liée à Israël par un accord de coopération militaire (Loi n° 94, 2005), y a participé avec des chasseurs Tornado du 6° Stormo de Ghedi (Brescia), affecté au transport des bombes nucléaires étasuniennes B-61 (qui sous peu seront remplacées par les B61-12). Les USA, avec des F-16 du 31st Fighter Wing d'Aviano (Frioul), affectés à la même fonction.

Les forces nucléaires israéliennes sont intégrées dans le système électronique de l'Otan, dans le cadre du "Programme de coopération individuel" avec Israël, pays qui, bien que n'étant pas membre de l'Alliance, a une mission permanente au quartier général de l'Otan à Bruxelles.

Selon le plan testé dans l'exercice USA-Israël Juniper Cobra 2018, des forces étasuniennes et Otan arriveraient d'Europe (surtout des bases en Italie) pour soutenir Israël dans une guerre contre l'Iran. Celle-ci pourrait commencer par une attaque israélienne contre les sites nucléaires iraniens, comme celle effectuée en 1981 à Osiraq en Irak. En cas de représailles iraniennes, Israël pourrait employer une arme nucléaire mettant en marche une réaction en chaîne aux issues imprévisibles. Mondialisation.ca, 15 mai 2018

- Gaza : au moins 60 victimes palestiniennes à la suite des heurts de lundi - LeParisien.fr 15.05

Au moins 60 Palestiniens ont été tués dans les heurts de lundi à la frontière en Israël et Gaza. La majorité ont été victimes de tirs des snipers de l'armée israélienne. LeParisien.fr 15.05

- Parlementaire du Likoud: Tsahal «a assez de balles pour tout le monde» - Sputnik 15.05

Avi Dichter, député à la Knesset qui représente le parti au pouvoir, s'est déclaré tranquille en ce qui concernait les risques de violation de la frontière par les Palestiniens puisque l'Armée de défense d'Israël avait «assez de balles pour tout le monde».

«[Les forces de l'ordre] ne permettront à personne de menacer ni les soldats ni évidemment les civils. L'Armée de défense d'Israël a assez de balles pour tout le monde. Je crois qu'en fin de compte les moyens de l'Armée de défense israélienne tant non létaux que létaux, si nécessaire et dans les cas où cela est justifié par les règles d'ouverture du feu, suffiront pour tout le monde», a-t-il déclaré lundi dans une interview sur Hadashot TV.

Plus tard, le député a réitéré ses propos sur sa page Facebook, en précisant que Tsahal avait «assez de balles pour tous les terroristes».

Selon le dernier bilan fourni par le représentant des services médicaux gazaouis, Ashraf al-Kidra, 59 Palestiniens ont été tués, et plus de 2.700 autres blessés par des soldats israéliens. L'armée israélienne affirme que trois victimes ont tenté de déposer des explosifs à la frontière. Il s'agit des affrontements les plus meurtriers entre les Palestiniens et l'armée israélienne depuis 2014 lorsque la guerre s'était déclenchée entre l'Israël et le Hamas. Sputnik 15.05

- Bain de sang à Gaza : Washington bloque à l'ONU une demande d'enquête indépendante - LeParisien.fr 15.05

Les Etats-Unis ont bloqué lundi l'adoption d'un communiqué du Conseil de sécurité de l'ONU appelant à une enquête indépendante sur les événements meurtriers de lundi dans la bande de Gaza, selon des sources diplomatiques. LeParisien.fr 15.05

Reuters - Depuis le début de la "Grande Marche du retour", entamée le 30 mars dans la bande de Gaza, 107 Palestiniens ont été tués et 11.100 blessés, dont environ 3.500 par balles, selon les autorités médicales palestiniennes.

Le mouvement devait culminer ce mardi 15 mai, jour que les Palestiniens appellent la "Nakba", la "Catastrophe", qui marque l'exode de centaines de milliers d'entre eux lors de la création de l'Etat d'Israël en 1948.

Nikky Haley, ambassadrice américaine aux Nations unies, a adressé un message de félicitations à l'armée israélienne, qui a selon elle fait preuve de "retenue".

La Turquie a demandé le rappel de l'ambassadeur israélien à Ankara et les autorités israéliennes ont expulsé le consul de Turquie à Jérusalem en représailles. Reuters 15 mai 2018

- Morts à Gaza: Israël a "défendu sa frontière", selon Aliot (FN) - AFP 15.05

Le vrai visage hideux du FN.

- Ankara: USA et Israël partenaires d'un "crime contre l'humanité" - Reuters 15.05

- La Nakhba, une catastrophe en cours depuis 70 ans en Palestine par Emiliano Arpin-Simonetti
- Mondialisation.ca, 15 mai 2018

Extrait.

...mardi 15 mai, date de commémoration des 70 ans de la Nakhba. Ce terme (« la catastrophe ») désigne l'exode de plus de 750 000 Palestiniens qui ont dû fuir ou qui ont été chassés de leurs terres (confisquées, puis annexées) pendant la guerre israélo-arabe ayant mené à la création d'Israël, en 1948. À Gaza, le souvenir de la Nakhba est d'autant plus prégnant que 70 % de la population est constituée de réfugiés. Si leur droit de retour est garanti notamment par la résolution 194 de l'ONU, Israël s'y oppose farouchement depuis sa fondation.

L'utilisation de balles réelles contre une foule non armée s'ajoute ainsi à la longue liste d'infractions qui témoignent du peu de respect dont fait preuve l'État israélien pour la vie des Palestiniens et envers le droit international. Parmi celles-ci, mentionnons le blocus de Gaza, l'occupation des territoires palestiniens, la construction du mur de séparation, la colonisation des territoires occupés, les expropriations forcées, sans oublier les emprisonnements arbitraires — y compris de centaines d'enfants — et les assassinats extrajudiciaires.

Toujours dans la rubrique totalitarisme ou fascisme.

- Le responsable de l'agence de presse russe RIA à Kiev arrêté - Reuters 15.05

Le directeur local de l'agence de presse russe RIA Novosti en Ukraine, Kirill Vichinski, a été arrêté mardi à Kiev, les autorités l'accusant d'être l'instrument d'une "guerre de l'information" entre la Russie et l'Ukraine. Reuters 15.05

[Leur humanisme est la politesse des salauds...](#)

- Un rapport de l'Agence internationale de l'énergie jette un froid sur les climatiseurs - Franceinfo 16.05

L'organisation dénonce la consommation énergivore de ces appareils, qui contribue au réchauffement de la planète. Franceinfo 16.05

- Nouvelle hausse des actes homophobes en France en 2017 - AFP 15.05

Pour la deuxième année consécutive, les actes homophobes ont augmenté en 2017 confirmant "l'ancrage" de l'homophobie dans la société française, selon le rapport annuel de SOS Homophobie dévoilé mardi. AFP 15.05

[Ils osent tout](#)

- La SNCF ne sera pas privatisée assure Edouard Philippe - L'Express.fr 15.05

- Cahuzac condamné à 2 ans ferme, devrait échapper à la prison - AFP 16.05

- "Réprimée" en Hongrie, la fondation Soros annonce quitter le pays - AFP 15.05

- Dans un hôpital vénézuélien pour enfants, le drame de la crise lit après lit - AFP 15.05

... et en France.

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

- Hôpital: 600 manifestants à Paris pour la "marée blanche" de SUD - AFP 15.05

Une "marée blanche" à l'appel de SUD Santé-sociaux a réuni mardi à Paris 600 personnes qui ont dénoncé les conditions de travail et le manque de moyens dans les hôpitaux, certains bloquant brièvement la circulation sur les Champs-Élysées, ont constaté des journalistes de l'AFP. AFP 15.05

[Haut de page ↗](#)

Le 19 mai 2018

CAUSERIE ET INFOS

Cette causerie ne tient pas compte des infos de la veille.

Je précise que tous les thèmes abordés méritent d'être développés.

- Causerie au format pdf (12 pages)

"*Les élections ne suffisent pas à la démocratie*", précisons que la démocratie n'a jamais été instaurée à l'issue d'élections, puisque aucun peuple dans le monde ne détient le pouvoir

Parole d'internaute.

- "74% des Français trouvent la politique de Macron injuste...alors pourquoi ces 74% ne viennent pas dans la rue pour le dire ?"

- "Parce que leur frigo est encore plein, et le réservoir de leur bagnole aussi !"

LVOG - En mai 68 aussi. Cela explique peut-être pourquoi nous en sommes là sans conscience politique.

Les militants du mouvement ouvrier sont une infime minorité, et parmi cette infime minorité, ils sont une infime minorité à combattre sur le plan politique ou à être organisés dans une formation politique, et parmi eux seuls une infime minorité lutte véritablement pour un changement de régime ou le socialisme.

Généralement, ils ont tendance à oublier que s'ils représentent l'ensemble des travailleurs ou s'expriment au nom de leurs intérêts, ils n'en demeurent pas moins marginaux. Ils ont aussi tendance à prêter aux travailleurs un niveau de conscience qu'ils n'ont pas développé ou atteint. Une telle confusion n'est pas sans conséquence, et comme elle leur échappe, ils en ignorent l'origine, du coup, leur discours et les rapports qu'ils entretiennent avec les travailleurs s'en trouveront affectés ou tomberont à côté de la plaque.

En revanche, l'immense majorité des travailleurs disposent de revenus leur permettant de supporter les conséquences de la crise du capitalisme ou effectivement de "remplir leur frigo" ou "le réservoir de leur bagnole", en conséquence, bien qu'ils doivent faire face à une multitude de difficultés, subir de nombreuses humiliations, consentir de plus en plus de sacrifices, résignés ou par atavisme ils se contentent de l'existence superficielle ou médiocre qui leur est imposée par le régime en place. Et leur réaction contribue à perpétuer indéfiniment cette situation qui n'est pas nouvelle loin de là, tandis que des millions de travailleurs et leurs familles sont réduits à la pauvreté, à l'indigence ou à la précarité extrême.

Quand on est jeune et qu'on atteint la puberté, on commence par se rebeller contre l'autorité parentale. Une fois atteint l'adolescence ou parfois avant, on se révolte contre la société qui nous paraît fort injuste et autoritaire, et lorsqu'on rejoint le monde du travail (de l'exploitation) on se retrouve accablé par tant d'obligations, on croule sous tant de responsabilités qu'on aura toutes les peines à assumer, qu'on n'aura plus rien d'autres en tête qu'essayer de survivre tant bien que mal. En proie à une cruelle désillusion, notre velléité révolutionnaire va s'éteindre ou disparaître du jour au lendemain sans même qu'on s'en aperçoive, du fait qu'on se trouve pris dans un engrenage infernal qui va finir par nous abrutir et nous broyer, de sorte qu'inconsciemment on va reproduire le mode de vie des générations passées sans plus penser à en changer. Cette idée nous sera totalement sortie de l'esprit sans qu'on puisse expliquer ni comment ni pourquoi, et le pire, c'est qu'on aura désormais toutes les peines du monde à nous l'accaparer à nouveau, le plus souvent jamais, pour laisser la société guider notre destin.

Quand on est jeune, on n'a pas envie de ressembler à nos parents, on ne veut pas avoir la même vie qu'eux. On aspire à une vie meilleure et plus juste. On ne veut pas consacrer sa vie à travailler comme un esclave. On envisage notre existence tout autrement. On estime qu'ils n'en ont pas suffisamment profité tout en ignorant pourquoi, et parfois on les accuse injustement d'en être responsables. On n'imagine pas un seul instant que ce sera bientôt à notre tour de subir le carcan de l'exploitation et de l'oppression, et si cette idée angoissante nous effleure l'esprit, on fera tout pour l'en chasser quitte à jouer les aventuriers pour finalement rentrer dans le rang puisque personne ne peut y échapper.

Quand on est jeune, on rêve à tout autre chose que ce à quoi la société nous a réservé. On va exprimer une multitude de besoins et aspirations qu'on estimera légitimes de pouvoir satisfaire pour avoir une vie agréable. Cette insouciance ou cette illusion va rapidement se heurter à la dure réalité de la société qui est guidée par une toute autre considération, cruelle et cynique. Notre apprentissage de la vie se faisant largement inconsciemment, nous ne pourrons pas en tirer les enseignements qui nous permettraient de porter un jugement objectif ou impartial sur la société. Dans ces conditions, notre sort sera scellé.

Par dessus tout, ce qui se volatilise, c'est notre soif de liberté, de décider nous-même notre propre sort, ce qu'on estimait être

notre droit de la revendiquer, on laisse le soin à d'autres d'en décider à notre place, on perd d'un coup l'essentiel ou le meilleur de ce que notre jeunesse avait éveillé en nous au contact de la société et qui pouvait donner un sens à notre existence, notre destin ne nous appartient plus et il va être très difficile de se le réapproprier, car la société est faite et fonctionne de telle sorte que cela demeure impossible.

Je pense que c'est ce genre de discours qu'il faudrait tenir à la jeunesse et aux travailleurs, pour l'aider à prendre conscience qu'il est possible d'inverser le cours de la situation s'ils décidaient de prendre en mains leur destin, de briser la fatalité qui semble s'être abattue sur la civilisation humaine et menace son existence, parce qu'elle est en grande partie le produit de leur passivité. A suivre.

Une autre réflexion

Je me suis demandé si au lieu de considérer que nous vivons dans une société développée (en occident), on ne ferait pas mieux de dire que nous vivons dans une société sophistiquée, car à bien des égards il y a trop de travailleurs qui adoptent un comportement qui se rapprochent plus de celui des peuples des pays sous-développés, dans lesquels il y a des couches plus développées que les autres qui peuvent appartenir aux différentes classes.

Tout dépend quels facteurs on privilégie ou la place qu'on leur accorde. Il faut surtout éviter de généraliser. On peut très bien vivre dans une société développée et avoir une conscience peu développée, demeurer intellectuellement sous-développé et faible psychologiquement. La manière inconsciente et chaotique dont les hommes font leur histoire dénote plutôt de graves carences qu'on a tendance à oublier ou à faire passer au second plan. On oublie surtout qu'elle est le fait d'une infime minorité qui préside au destin de la société toute entière ou de l'humanité.

L'absence de démocratie symbolise à elle seule le sous-développement dans lequel se débat désespérément la civilisation humaine, dit autrement son incapacité à s'élever au niveau de la démocratie signifie qu'elle demeure sous-développée. L'homme a développé son activité dans une multitude de domaines et de directions afin de satisfaire ses besoins, mais il n'est jamais parvenu à comprendre le processus dialectique matérialiste qui en était à l'origine et qui donc en est toujours au stade inconscient, les lois qui président à la transformation ou au fonctionnement de la matière, des hommes, de la société, de la nature.

C'est parce que l'interprétation qu'il en fait est défectueuse qu'il demeure sous-développé, il témoigne ainsi qu'il n'est pas encore mûr pour la démocratie, parfois jusqu'à la caricature si on se réfère au contenu que les uns et les autres lui donnent. Quand une classe ne représentant qu'une infime minorité de la population détient le pouvoir et gouverne pour satisfaire ses propres besoins, lui attribuer pour tâche d'instaurer la démocratie est d'une absurdité confondante que réfute l'ensemble du processus historique.

Ce sont surtout les intellectuels, qui ont une influence déterminante et par conséquent une énorme responsabilité sur le cours de la société, qui manifestent leur sous-développement en continuant malgré tout de colporter cette contrevérité. Au lieu de se mettre au service de la majorité des exploités et des opprimés qui incarnent de fait la démocratie, ils préfèrent s'en remettre à la minorité des exploités et des oppresseurs pour réaliser la démocratie. Ils demeurent fidèles au capitalisme qui est par nature incompatible avec la démocratie, ils n'arrivent même pas à s'élever au niveau de la logique la plus élémentaire.

Comment la minorité pourrait-elle supporter que la majorité, dont les intérêts sont opposés aux siens, réalisent la démocratie, quelle idée saugrenue, inconsistante, à l'heure où se manifeste ouvertement son penchant pour la tyrannie ou le totalitarisme, on ne peut trouver mieux pour illustrer l'incompatibilité du capitalisme avec la démocratie.

Quant à la défaillance de la conscience de la classe dominante, elle se manifeste par le fait qu'elle a pu concevoir de se débarrasser du capitalisme pour instaurer un nouvel ordre mondial basé uniquement sur la guerre et le chaos, le despotisme, alors que le développement des forces productives a atteint un niveau qui permettrait de satisfaire les besoins ou les aspirations de la population mondiale, de réaliser la démocratie.

L'instauration de la démocratie coïnciderait avec le début du processus conduisant à l'extinction de la société divisée en classes, de l'Etat, du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme sur lequel repose les rapports de dominants à dominés qui empoisonnent ou nuisent à l'existence de l'humanité toute entière, y compris les capitalistes eux-mêmes, ce dont évidemment ils n'ont pas conscience puisqu'ils entendent le perpétuer, ce qui montre à quoi point ils sont sous-développés puisqu'ils font leur propre malheur, car quelque part on ne peut pas faire le malheur de plus de 7 milliards d'hommes et de femmes et être heureux, c'est impossible tant on inspire le dégoût, la haine et davantage encore.

Seuls les travailleurs de la classe ouvrière et des classes moyennes qui ont rompu avec le capitalisme, après avoir pris conscience qu'il était incompatible avec la démocratie, sont susceptibles de la représenter, pour peu qu'ils s'appuient sur la majorité et qu'ils se rassemblent dans un parti ayant adopté cet objectif politique, même minoritaire au départ, ils serviront de guide à la majorité, qui en se dotant d'une nouvelle direction révolutionnaire parviendra à conquérir la démocratie en prenant conscience des tâches politiques que le processus dialectique matérialiste et historique l'avait chargées d'accomplir.

Personne d'autres que la majorité n'imposera la démocratie, aucune minorité, qu'il s'agisse de la classe des capitalistes, des

classes moyennes ou les intellectuels, encore faut-il qu'elle renverse l'ordre établi ou s'empare du pouvoir politique.

La première étape de la démocratie consiste à construire ce parti. La seconde à conquérir la direction des masses exploitées, la troisième à prendre le pouvoir à l'issue de la mobilisation révolutionnaire des masses. La quatrième à les organiser pour qu'elles s'initient à la démocratie. La cinquième consacrerait sa suprématie sur tout autre organisation de la société, de telle sorte que l'extinction des classes se poursuivent jusqu'à son terme qui coïnciderait avec l'extinction de la démocratie elle-même, puisqu'elle était le produit de l'existence des classes qui ont disparu, dès lors l'administration des hommes cèdera la place à l'administration des choses, le règne de la nécessité aura cessé d'exister, la liberté cessera enfin d'être une utopie.

[Aveu. La mobilisation du 26 mai sera "ni syndical, ni politique mais populaire", voilà ce qui effraie le PS, l'idée que le peuple se soulève.](#)

LVOG - En fait l'appel à participer aux manifestations du 26 mai n'a pas un caractère populaire, mais bien populiste, mais c'est encore trop pour le PS qui hait le peuple.

- Le PS ne participera pas à la manifestation du 26 mai, tranche Faure - AFP 17/05/2018

Le PS ne participera pas à la manifestation du 26 mai, qui réunira notamment la CGT et la France insoumise à l'appel d'Attac, a affirmé le premier secrétaire du PS Olivier Faure jeudi sur France 2.

"Le 26 mai de quoi parle-t-on ? On parle d'une manifestation qui est organisée par un certain nombre de partis politiques, et qui a une autre vocation, mais n'y participeront pas tous les syndicats. Ni l'Unsa, ni la CFDT, ni FO, ni le PS, effectivement", a affirmé M. Faure.

M. Faure a en revanche une nouvelle fois assuré qu'il manifesterait le 22 mai aux côtés des fonctionnaires, invités à se mobiliser par l'ensemble des organisations syndicales "pour la première fois depuis dix ans".

L'ancien porte-parole du gouvernement Stéphane Le Foll avait lui aussi affirmé jeudi matin qu'il ne participerait pas à la manifestation. AFP 17/05/2018

Au lieu de sans cesse rappeler que le PS aurait une origine ouvrière lointaine, certains seraient plus avisés de le caractériser de parti anti-ouvrier, histoire de rétablir la vérité.

J'avais indiqué que cela ne coûtait rien d'avancer le mot d'ordre de rupture avec la Ve République et l'UE puisque seul un gouvernement ouvrier pourrait le concrétiser, en revanche rompre avec le PS et ses multiples officines était parfaitement réalisable tout de suite.

Maintenant au-delà du cadavre du PS aussi puant que celui du PCF, c'est l'idéologie qu'il véhiculait et qui a imprégné le mouvement ouvrier qu'il faut combattre.

On a eu plus de 70 ans pour construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire, de deux choses l'une, soit c'était possible, soit cela ne l'était pas, on a envie d'ajouter qu'on a disposé de plus de temps qu'il n'en fallait pour finalement un résultat nul.

Pendant ces 73 dernières années une seule stratégie a été mise en oeuvre pour construire le parti, le front unique en direction du PS et du PCF comme si nous en étions restés en 1920 lors de la scission de la SFIO, sans tenir compte de leur évolution et de celle de la société, du monde.

On est en droit de se demander pourquoi cette tactique a été élevée au rang de stratégie, question qu'on se refusera de poser par crainte qu'elle nous entraîne trop loin ou qu'on ne trouve pas de réponse cohérente ou par quoi la remplacer. C'est sans doute parce que les dirigeants qui s'y sont accrochés y avaient trouvé un bon moyen pour se poser en héritiers autoproclamés de Trotsky... Continuez ainsi et notre cause est perdue d'avance.

Il aurait fallu imaginer une autre tactique, qui soit tournée résolument vers les masses, et qui ne s'inscrive dans la perspective d'un gouvernement PS-PCF quel que soit le rôle que ces partis auraient pu jouer dans le futur, sachant qu'une partie des masses n'en attendaient rien et que celle qui en attendaient quelque chose finiraient un jour ou l'autre par ne plus rien en attendre, et que ces partis constituaient des obstacles au combat pour en finir avec le régime, notre objectif politique.

Cela nécessitait d'avoir bien compris que la prochaine crise du capitalisme ne ressemblerait pas aux précédentes et qu'elle clôturerait un cycle, et qu'au-delà se trouverait poser la question de son dépassement, au cours duquel l'oligarchie s'attaquerait au fondement même de la civilisation humaine pour imposer un modèle de société bureaucratique totalitaire, ce qui serait la seule issue possible pour échapper aux conséquences de la crise qui mine le capitalisme.

La concentration extrême du capital devait se combiner à la concentration du pouvoir politique entre les mains de l'oligarchie, le stade ultime de l'impérialisme devait se traduire par la soumission de l'ensemble de l'économie à l'industrie financière, qui seule pouvait incarner au sommet du capitalisme la continuité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme. Pour y parvenir, il fallait qu'elle dispose de relais politiques au sein des Etats des puissances impérialistes, ainsi que l'ensemble des institutions financières et politiques internationales ou supranationales, qui confisqueraient le pouvoir politique à son profit ou décrèteraient hors la loi toute expression démocratique.

Cet objectif politique ne pourrait être atteint tant que le mouvement ouvrier demeurerait homogène et offensif aussi corrompu soit-il, il leur fallait donc concevoir un dispositif reposant sur une multitude d'acteurs pour le disloquer ou le détourner de la lutte de classe. Cela commencera par la fondation d'associations ou d'ONG, et cela s'achèvera par la mise en place des réseaux dits sociaux, dont la principale fonction fut de discréditer le mouvement ouvrier et d'accompagner l'atomisation de la classe ouvrière pendant que ses droits collectifs disparaissaient.

Ce dispositif prendrait la forme d'une guerre idéologique et psychologique permanente que livreraient les porte-parole de l'oligarchie et leurs relais dans la société, le mouvement ouvrier contre toutes les classes, de manière à les déstabiliser et les diviser en instrumentalisant leurs préjugés, tout en brisant tous les rapports qui étaient le produit de l'évolution de la civilisation humaine ou du développement de la lutte des classes, de sorte qu'elles perdent tout repère, que toute connaissance fasse l'objet d'une remise en cause systématique ou inspire le doute, pour finalement imposer leur mode de pensée ou leur interprétation frauduleuse une fois écartés ou censurés leurs opposants, qui se substituerait à la réalité ou aurait valeur de vérité absolue ou éternelle...

On nous rétorquera qu'il est facile après coup de sortir une telle analyse, mais que ce n'était pas le cas il y a 70 ans.

Cet argument ne tient pas, il est fallacieux ou malhonnête, puisque certains acteurs politiques comme par exemple G. Orwell était parvenu au même pronostic en s'inspirant de la réalité des années 40 ou en prenant en compte les signes avant-coureurs de ce qui se tramait à l'insu des masses et contre elles. Désolé, il faudra trouver autre chose pour dédouaner les dirigeants que nous avons eu de l'incurie politique qui les caractérise jusqu'à nos jours.

Peu importe, on ne va pas en faire le procès, l'essentiel est de savoir où nous en sommes et vers quoi nous nous acheminons si nous ne rectifions pas notre copie, et c'est urgent. Personne ne pourra dire qu'il ne savait pas à quoi s'en tenir désormais, si nécessaire, personne ne pourra dire qu'il n'était pas concerné, qu'il n'était personnellement responsable de rien du tout.

Comme je l'explique dans un autre article, il s'agit de faire prendre conscience aux travailleurs et aux militants, que malgré eux ils ont été entraînés dans un engrenage infernal dès qu'ils devinrent adultes ou ils rejoignirent le monde du travail (de l'exploitation), de telle sorte qu'ils perdirent de vue les aspirations légitimes ou révolutionnaires qui les habitèrent lors de leur jeunesse, leur soif de justice sociale, d'émancipation ou de liberté, pour le pire plutôt que le meilleur comme le prouve la situation actuelle, et qu'ils doivent impérativement renouer avec elles sous peine d'être voués à connaître des jours encore plus sombres que le pire des cauchemars qu'ils ont pu vivre pendant leur sommeil.

Il existe d'autres facteurs que nous avons gravement négligés ou dont nous n'avons pas mesuré l'évolution à leurs justes proportions ou l'importance qu'ils allaient prendre, qu'il s'agisse de la démographie exponentielle à partir du début du XXe siècle, la vitesse à laquelle la société se transformait tandis que les générations se renouvelaient.

Il fut une époque où les nouveaux besoins servaient de locomotive à la machine capitaliste. Puis vint le moment où ils concurent quand en rendant l'accès à une plus grande fraction de la population, ils engrangeraient davantage de profit ce qui leur permettrait de s'enrichir dans des proportions considérables. Mais pour cela il fallait rendre artificiellement solvable les futurs clients qui ne l'étaient pas, ce qu'ils réaliseront en recourant au crédit. Et depuis, la dette a pris le dessus sur les besoins, et une fois la financiarisation de l'économie pratiquement achevée, ils décrètent que la civilisation humaine doit cesser de progresser pour ne pas dire d'exister. Notre émancipation, la liberté, le socialisme sont envoyés au musée des utopies. Reste à savoir pendant combien de temps ils y resteront, cela dépend de nous tous.

[En famille. "Notre objectif n'est certainement pas la démission d'Emmanuel Macron", on s'en serait douté !](#)

L'Unsa, la CFDT et FO sont liés au capital depuis leur création, et la CGT a appelé à voter Macron, voilà qui donne une idée assez précise sur la nature et l'orientation du mouvement ouvrier en France.

Quant aux fonctionnaires, ils en ont fait un des piliers du régime, tout s'explique pour peu qu'on ne soit pas aveugle ou borné ou qu'on fasse preuve d'un minimum d'honnêteté intellectuelle, mais c'est beaucoup demandé apparemment.

J'ai déjà annoncé que cette journée de manifestation serait un baroud d'honneur, les organisateurs l'ont confirmé eux-mêmes.

Le HuffPost 17.05 - Programmée le 26 mai, la "marée populaire" espérée par les organisateurs fédérera pour la première fois les principales forces politiques de gauche antilibérales, de la France insoumise au NPA en passant par le PCF, Générations et

EELV, de nombreux mouvements altermondialistes et/ou anticapitalistes (Attac, fondation Copernic...) ainsi que plusieurs syndicats, dont la puissante CGT.

"Toutes les organisations participantes ne sont pas liées par une bague au doigt mais par un fil de soie", a indiqué Willy Pelletier de la Fondation Copernic pour signifier que cette marche commune n'engage personne au-delà de la date du 26 mai.

Signe que le 26 mai ne se veut "ni syndical, ni politique mais populaire", il n'y aura pas de carré de tête dans le cortège de la manifestation parisienne, mais un char appelant à la solidarité avec les luttes. Les organisations syndicales et politiques seront quant à elle placées derrière le cortège "citoyen", spécialement réservé aux manifestants non-encartés.

Objectif de cette manifestation générale (à laquelle les deux grands autres syndicats, la CFDT et FO, refusent toujours de participer): d'une part "réaffirmer le soutien aux luttes" actuelles, dont celle à la SNCF ou dans la fonction publique; d'autre part "faire reculer Macron et son gouvernement" en "amplifiant le rapport de force".

Pour ce faire, les organisateurs ont opté pour une manifestation décentralisée, avec plusieurs cortèges dans différentes ville de France. A ce titre, la manifestation parisienne pourrait être plus dégarinée que lors du 5 mai dernier. Mais les mouvements misent sur cette forme de mobilisation pour maximiser le nombre global de manifestants à l'échelle du pays... tout en évitant les grèves qui ne facilitent pas les déplacements jusqu'à Paris.

Reste à savoir ce que le comité du 26 mai espère obtenir concrètement à l'issue du mouvement, compte tenu de l'hétérogénéité des troupes qui le composent. "Notre objectif n'est certainement pas la démission d'Emmanuel Macron", a indiqué Annick Coupé d'Attac en réponse à une question de la presse, manière d'écarter tout agenda politicien. Sur le fond, les organisateurs espèrent afficher une démonstration de force telle que le président de la République serait contraint à faire un geste significatif. (Un bras d'honneur ! - LVOG)

Faute de résultat immédiat, cette démarche unitaire inédite a-t-elle vocation à faire des petits ou s'annonce-t-elle sans lendemain? Personne ne prend le risque d'insulter l'avenir, même si la CGT a pris soin de répéter que sa participation était "exceptionnelle". Pour Willy Pelletier, "les ovnis sont par nature éphémères. Ils ont vocation à apparaître puis à disparaître. Avant de réapparaître". Le HuffPost 17.05

En complément

- Les commissaires aux comptes dans la rue, inquiets pour leur avenir - AFP 17/05/2018

"Une profession qui ne veut pas mourir": plusieurs milliers de commissaires aux comptes ont manifesté jeudi dans plusieurs villes de France contre la future loi Pacte, qui devrait les priver d'une grande partie de leur activité en relevant les seuils d'audit pour les entreprises. AFP 17/05/2018

[Sionisme en famille à l'extrême droite ou la banalisation de la barbarie.](#)

- François de Rugy, le président de l'Assemblée nationale, a accueilli son homologue israélien, Yuli-Yoel Edelstein, ce mercredi.

La présidente En Marche ! du groupe d'amitié France-Israël de l'Assemblée, Elise Fajgeles, a rejeté l'idée d'une enquête indépendante sur la mort de manifestants palestiniens. AFP 16.05

Souvenez-vous que dans un entretien le mentor de Macron, J. Attali, s'était lâché en exprimant le souhait que Jérusalem devienne la capitale du monde, et pour le justifier il avait affirmé qu'à cette fin le peuple juif méritait la caractérisation de peuple élu guidant les autres peuples vers je ne sais plus quoi, la démocratie ou la liberté dont le traitement cruel que les sionistes imposent aux Palestiniens est sans doute l'illustration achevée, ou un avant-goût de ce que Macron nous promet. J'avais mis cette vidéo en ligne.

- L'ambassadrice des Etats-Unis quitte la réunion d'urgence à l'ONU... au moment où la Palestine commence à parler - Franceinfo16 mai 2018

L'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley, a défendu Israël devant le Conseil de sécurité réuni en urgence lundi 15 mai. "Aucun pays dans cette salle n'aurait agi avec autant de retenue que ne l'a fait Israël", a-t-elle dit. Franceinfo16 mai 2018

Mitraillé un peuple désarmé à travers un grillage, c'est faire preuve de "retenue", alors imaginez un instant de quoi ils seraient capables en l'absence de ce grillage : un génocide.

En complément.

- Washington instaure de nouvelles sanctions contre Nasrallah - Reuters 16 mai 2018

Les Etats-Unis et leurs alliés dans le Golfe ont dressé mercredi une liste de nouvelles sanctions visant Sayyed Hassan Nasrallah et Naim Kassem, respectivement numéro un et deux du mouvement chiite Hezbollah. Reuters 16 mai 2018

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- A Paris, le plus gros campement de migrants "se dégrade de jour en jour" - AFP 17/05/2018

Une situation sanitaire alarmante et des tensions qui s'aggravent depuis deux semaines: le campement du Millénaire, à Paris, "se dégrade de jour en jour" et les appels se multiplient pour mettre à l'abri les 1.600 migrants entassés sous le périphérique. AFP 17/05/2018

- La Ligue arabe réclame une enquête internationale sur les "crimes" israéliens - AFP 17/05/2018

La Ligue arabe a réclamé jeudi une enquête internationale sur les "crimes" israéliens, après la mort de dizaines de Palestiniens sous les balles israéliennes lors de protestations à la frontière de la bande de Gaza. AFP 17/05/2018

Ils osent tout.

Incantation. Le vraisemblable est plus pratique qu'une fausse preuve, il n'est pas nécessaire de le fabriquer et personne ne peut le contester puisqu'il repose sur rien.

- Du chlore a été utilisé en Syrie lors d'une attaque en février - AFP 16 mai 2018

L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a confirmé mercredi que du chlore avait vraisemblablement été utilisé lors d'une attaque qui avait intoxiqué onze civils dans une ville syrienne en février.

Alors que le monde attend les résultats d'une autre enquête, celle sur l'attaque présumée de gaz toxiques à Douma, les enquêteurs de l'OIAC ont pu établir que du chlore avait "vraisemblablement été utilisé comme arme chimique" dans une ville du nord-ouest du pays.

"Du chlore a été libéré de cylindres par impact mécanique dans le quartier d'Al Talil, à Saraqeb", affirme un communiqué de l'OIAC.

La mission d'enquête a en effet trouvé deux cylindres qui ont contenu du chlore. Parallèlement, des saisies d'échantillons dans la région ont également "montré une présence inhabituelle de chlore dans l'environnement local", a précisé l'organisation basée à La Haye.

En conformité avec son mandat, l'OIAC n'a pas dit qui avait pu utiliser ce chlore, dans cette guerre civile complexe qui déchire la Syrie depuis sept ans.

En octobre, une mission conjointe de l'OIAC et de l'ONU a découvert que l'armée de l'air syrienne était à l'origine d'une attaque au gaz sarin qui avait fait des dizaines de morts à Khan Sheikhun en 2017.

Le régime syrien est également accusé d'avoir commis au moins trois autres attaques chimiques dans des villages en 2014 et en 2015. Reuters 16 mai 2018

Pure propagande ou mensonge éhonté déjà réduit en poussière.

On retiendra l'aveu du général américain Mattis, qui a affirmé récemment que depuis 2011, Assad ou l'armée syrienne ne se sont livrés à aucune attaque chimique.

C'était un secret de polichinelle qui tourne à guignol !

- Berlin disposait de la formule du Novitchok depuis les années 1990, selon Die Zeit - sputniknews.com 16.05

Il y a plus de 20 ans, le service fédéral de renseignement allemand, le Bundesnachrichtendienst (BND), est parvenu à entrer en possession d'un échantillon de l'agent Novitchok, selon Die Zeit qui s'est appuyé sur une enquête menée par plusieurs médias allemands parmi les plus importants.

Selon le journal, l'échantillon a été transporté en Allemagne par un agent double. Les personnes qui ont pris part à cette opération ont confirmé cette information, affirme Die Zeit.

La substance a été ensuite acheminée dans un laboratoire en Suède pour analyse. Plus tard, toujours d'après le journal allemand, les services de renseignement n'ont récupéré que la formule de la substance, sans l'échantillon. L'endroit où il pourrait se trouver depuis lors est inconnu, souligne Die Zeit. Les autorités suédoises n'ont pas communiqué d'informations à ce sujet.

Le journal relate que l'Allemagne a ensuite transmis les données sur la substance à ses partenaires de l'Otan, certains d'entre eux ayant commencé à la fabriquer en petites quantités. sputniknews.com 16.05

ACTUALITE EN TITRES

[La blanchisseuse du Palais à l'oeuvre.](#)

- L'enquête pour "abus de faiblesse" visant Darmanin classée sans suite - AFP 16 mai 2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Des dizaines de militaires français auraient été arrêtés en Syrie - Sputnik 17.05.2018

Quelque 70 militaires français auraient été arrêtés par l'armée syrienne à un poste de contrôle dans la province de Hassaké, en Syrie, relate l'agence turque Anadolu citant des sources syriennes.

Les troupes gouvernementales syriennes auraient interpellé environ 70 militaires français à un poste de contrôle dans la province de Hassaké, en Syrie, qui se trouveraient à bord d'un convoi composé de 20 véhicules, indique l'agence turque Anadolu se référant à des sources syriennes.

Selon le média, les militaires se seraient dirigés à Qamichli, dans la province de Hassaké, pour se rendre ensuite à Deir ez-Zor. Ils se seraient retrouvés au poste de contrôle syrien par erreur, précise l'agence. Les soldats y auraient été interpellés et interrogés.

Plus tard, les Kurdes syriens seraient arrivés au poste et auraient confirmé que les Français les soutenaient. Ensuite, le convoi aurait pu se diriger vers Qamichli.

Comme le signale la chaîne Telegram WarGonzo, il s'agirait de snipers. Lorsque les militaires syriens auraient examiné les véhicules, ils auraient découvert des fusils de précision ainsi que d'autres armements. Sputnik 17.05.2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Statut des fonctionnaires : la piste explosive des «experts» - liberation.fr 16 mai 2018

Des profs avec un CDD de cinq ans, des policiers embauchés pour seulement dix ans, des agents territoriaux en contrat de deux ou trois ans renouvelables... Voici le nouveau monde des fonctionnaires, imaginé par les experts du Comité action publique 2022 (CAP22). Ce panel de 34 personnalités qualifiées, installé en octobre, a été chargé par le gouvernement de plancher sur la réforme de l'Etat, des collectivités et de la Sécurité sociale. Issus du privé, du public et du monde associatif, ses membres se sont vu donner «carte blanche» par Edouard Philippe.

Selon nos informations, ceux-ci proposeront ainsi, dans un prochain rapport, de généraliser la possibilité de recourir à des contractuels dans la fonction publique, alors que celle-ci est encore très encadrée. Entre autres différences avec leurs collègues sous statut, les contractuels ne bénéficient pas de l'emploi à vie. Si l'exécutif choisissait de reprendre la piste des experts du CAP22, ce serait un authentique casus belli pour des syndicats de fonctionnaires qui ne cessent d'alerter contre une potentielle remise en cause du statut de la fonction publique. Une source bien informée s'attend d'ailleurs à ce que le gouvernement écarte l'idée... pour mieux promouvoir une simple «extension» du recours au contrat, comme souhaité par l'exécutif.

Fin 2016, la fonction publique comptait déjà, selon l'Insee, 940 200 non-titulaires (en particulier dans le secteur scolaire ou de la santé) sur 5,7 millions d'agents publics, soit 16,5 % de contractuels. liberation.fr 16 mai 2018

Etats-Unis

- Etats-Unis : les Américains de plus en plus nombreux à dormir dans leur voiture - Franceinfo 16 mai 2018

Aux Etats-Unis, de plus en plus de travailleurs sont contraints de dormir à bord de leur véhicule, faute de pouvoir se payer un logement. En Californie, certaines villes ont même décidé de laisser à disposition des parkings gratuits.

Parmi ces sans domicile fixe, 30% ont plus de 50 ans. Franceinfo 16 mai 2018

ECONOMIE

Grande-Bretagne

- Le gouvernement britannique renationalise une ligne de chemin de fer - Reuters 16 mai 2018

Le gouvernement britannique a entrepris de renationaliser la liaison ferroviaire entre Londres et Edimbourg dont l'exploitation avait été concédée en 2015 à l'opérateur privé Stagecoach qui a surestimé les profits qu'il pouvait tirer de cette ligne de chemin de fer.

C'est la troisième fois depuis 2007 que les autorités britanniques sont contraintes de reprendre l'exploitation de cette liaison de 632 km, confirmant les difficultés pour des opérateurs privés de gérer une concession ferroviaire.

Stagecoach a indiqué mercredi que le gouvernement avait annulé le contrat, trois mois après que le ministre des Transports Chris Grayling a dit envisager de mettre un terme à la concession concédée en 2015.

"Ce qui est allé de travers, c'est que la compagnie (Stagecoach) avait promis de payer au gouvernement plus qu'elle ne le pouvait en réalité", a précisé le ministre sur Sky News.

Le syndicat Unite des chemins de fer a réclamé la nationalisation de toutes les lignes ferroviaires du pays.

"Ce serait mieux pour l'économie, pour les finances et pour les usagers (...) si le gouvernement mettait fin à la privatisation du rail", a dit l'un des responsables du syndicat, Hugh Roberts.

Le processus de privatisation des chemins de fer britanniques a débuté dans les années 1990 par l'instauration de franchises permettant à des opérateurs de se porter candidats à des concessions pour un nombre préétabli d'années.

Les autorités britanniques ont été obligées de se substituer à certaines de ces sociétés privées lorsqu'elles n'étaient plus en mesure d'assurer un service devenu financièrement bénéficiaire.

La franchise pour la côte est ("East Coast line") de la Grande-Bretagne a été gérée entre 2009 et 2015 par une entité publique avant d'être cédée il y a trois ans à Stagecoach.

Chris Grayling a déclaré mercredi devant la Chambre des communes que la liaison ferroviaire serait désormais exploitée par une société d'économie mixte, le contrat de Stagecoach prenant fin le 24 juin avec cinq années d'avance sur le calendrier.

Stagecoach avait expliqué en février que ses prévisions de croissance étaient basées sur des améliorations des infrastructures que devaient mener la société à capitaux publics Network Rail. Ces aménagements ont été soit reportés, soit abandonnés. Reuters 16 mai 2018

Iran

- L'Iran signe un accord d'envergure avec la Russie et ses voisins - Sputnik 17.05.2018

Lors du Forum économique d'Astana, les autorités iraniennes ont conclu un accord provisoire avec l'Union économique eurasiatique ayant pour but de constituer une zone de libre-échange.

Téhéran a signé un accord provisoire avec l'Union économique eurasiatique (UEEA) qui vise à la mise en œuvre d'une zone de libre-échange. Le document pourrait permettre d'augmenter considérablement le volume des échanges commerciaux.

«L'accord temporaire prévoit un mécanisme efficace pour régler les conflits, notamment d'arbitrage. Les parties choisissent des arbitres et conviennent du lieu d'arbitrage. En outre, un comité mixte est créé au niveau des hauts fonctionnaires des parties, la création d'un dialogue commercial est prévue», a indiqué Tigran Sarkissian, président de la Commission eurasiatique.

Dans trois ans, les parties pourront signer un accord intégral.

«Les participants aux négociations se voient immédiatement chargés de s'entendre pendant ses trois ans sur un accord intégral sur la zone de libre-échange», a souligné M.Sarkissian.

L'Union économique eurasiatique (UEEA) est une union fondée le 29 mai 2014 par la Biélorussie, le Kazakhstan et la Russie.
Sputnik 17.05.2018

[Haut de page ↗](#)

Le 20 mai 2018

CAUSERIE ET INFOS

- [Causerie au format pdf \(3 pages\)](#)

La page d'accueil du portail a été nettoyée. Les documents proposés aux lecteurs ont été classés par catégorie ou par ordre chronologique. Ils permettent de se faire une idée assez précise de la situation et de son orientation.

Le portail se propose de rassembler un ensemble d'éléments déterminant disséminés ou dont une partie d'entre eux fait l'objet d'une censure de la part des médias institutionnels, ce qui permet ensuite à chacun d'observer les rapports qu'ils entretiennent et de faire librement sa propre analyse de la situation.

Quant aux causeries et infos traitant de l'actualité sociale et politique, elles s'emploient à mettre en relief ces rapports ou elles permettent d'observer quotidiennement ou presque de quelle manière ils se manifestent et ce qui les relie entre eux, de sorte qu'on ne puisse pas attribuer à l'auteur de ce portail une quelconque intention de manipuler les faits ou de vouloir orienter les lecteurs dans une direction donnée à leur insu, dès lors que chacun, y compris moi, disposons des mêmes matériaux, sans toutefois préjuger de l'interprétation qu'on en fera, sachant qu'elle dépendra d'un ensemble de facteurs dont on a plus ou moins conscience qui détermineront l'usage qu'on lui réservera.

Et pour ce qui est de l'orientation politique du portail, elle est très claire. Elle part du principe que dans une société hautement développée, la prise du pouvoir politique par les masses exploitées et le passage au socialisme ne pourront pas se réaliser sans un parti ouvrier révolutionnaire et sans que les travailleurs aient atteint un certain niveau de conscience du fonctionnement de la société.

Ces deux facteurs sont intimement liés, et on ne peut pas concevoir atteindre l'objectif politique de renverser l'ordre établi dans une société qui a développé une multitude d'instruments aussi divers que sophistiqués pour conditionner les masses, les détourner du mouvement ouvrier, du combat politique, qui plus est, quand le niveau de vie de la majorité à tendance à fonctionner comme un élément perturbateur ou corrompateur qui les conduit à adopter une attitude passive ou neutre envers le régime ou ce qui permet à Macron d'appliquer le programme de l'oligarchie, ce dont nous devons les aider à prendre conscience.

Il est prouvé que les discours strictement politiques seuls sont inefficaces pour avancer vers ces objectifs, il en va de même des discours basés exclusivement sur la dénonciation des moyens employés pour les conditionner, ce qui semble-t-il est logique, puisque leur condition et la manière dont ils la perçoivent sont liés, qu'on ne parvienne pas à l'admettre est stupéfiant.

On peut évidemment concevoir que certaines périodes d'intenses lutte des classes soient davantage propices aux discours politiques, mais lorsque un certain nombre d'obstacles viennent se dresser contre toute mobilisation de masse ou se traduisent par une confusion extrême, si on refuse de s'y attaquer, cette situation peut s'étendre sur une longue période et finir par pourrir sur place, c'était le danger qui nous menaçait et qu'on n'a pas vu venir apparemment.

Les masses interprètent la situation à partir de leur condition et l'interprétation qu'elles en font. Si elles estiment que leur condition est encore supportable ou si elles en tirent certaines satisfactions, soit elles seront portées à se désintéresser de la situation, soit elles en concluront qu'elle n'est pas si mauvaise que cela ou qu'elle pourrait être bien pire, par conséquent elles loueront Macron ou le laisseront gouverner tranquillement, elles ne comprendront pas quelle menace représente la situation, et lorsque leur condition se dégradera à son tour, elles ne seront pas préparées pour affronter la situation, qu'elles finiront par subir sans réagir ou elles ne trouveront pas la voie pour affronter le régime.

Il est donc indispensable de les aider à prendre conscience comment et pourquoi l'interprétation qu'elles font de leur condition et de la situation est faussée, en leur expliquant quels sont les facteurs qui contribuent à les induire en erreur et les rapports qui existent entre eux parce que tout est lié.

Les idéologues de la classe dominante ne s'emploient pas à les conditionner dans le seul but de les maintenir dans l'ignorance de ce qui se trame dans leur dos, de la même manière les mesures adoptées par Macron ne correspondent pas aux intentions ou aux objectifs qu'ils exposent.

Là où les choses se compliquent et où on peut facilement se fourvoyer, c'est lorsqu'on doit expliquer à quelle fin, dans quel but. Car il n'y a pas si longtemps encore, on pouvait s'en sortir en évoquant la crise du capitalisme qui expliquait tout, affirmions-nous naïvement, mais de nos jours, ce facteur ne fait plus recette ou prête à polémique, parce que cette crise semble être conçue pour durer indéfiniment, et de plus en plus de travailleurs croient plutôt que c'est un faux prétexte pour les rançonner ou les maltraiter. En réalité, ils ont à la fois raison et tort de le penser.

L'autre explication consiste à affirmer que les objectifs de l'oligarchie coïncident avec une stratégie politique qu'elle a élaborée de longue date, après avoir observé que le système économique capitaliste comportait des contradictions avec lesquelles il lui deviendrait impossible de s'accommoder, tant elles constitueraient une menace ou par crainte d'en perdre le contrôle lorsque ces contradictions seraient portées à leur terme, ce qui est le cas par exemple avec les besoins quotidiens exprimés par 7,4 milliards d'hommes et de femmes qui exigent qu'ils soient satisfaits, c'est incompatible avec la concentration des richesses produites entre les mains de moins d'1% de la population ou même davantage. Puisque le capitalisme moribond et ses institutions ne permettent pas ou plus d'affronter une situation aussi explosive, il était donc impératif de briser tous les rapports (atomisation, individualisme, etc.) qui avaient survécu à l'avènement du capitalisme ou ceux qu'il avait créés, afin de passer à un autre modèle de société, qui cette fois ne dépendrait pas de lois économiques, mais reposerait uniquement sur un rapport de dominant à dominé élevé par décret royal au rang de principe éternel ou d'idéal, de sorte qu'il serait impossible de le contester ou de s'y opposer une fois mise en place cette société totalitaire.

On pourrait dire provisoirement en guise de conclusion, toujours est-il que l'objectif des capitalistes et plus particulièrement de l'oligarchie, est de conserver son hégémonie de classe, de préserver les rapports qui existent entre dominants et dominés ou le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme que le développement du capitalisme parvenu à son terme ne permet plus d'assurer.

Les masses ignorent évidemment totalement ou presque ce qui est en train de se tramer dans leurs dos, plus tôt elles en prendront conscience et nous pourrons envisager sérieusement le passage au socialisme, sinon, on n'ose même pas évoquer le monstrueux cauchemar qui nous attend.

Quelle que soit la manière dont on analyse l'évolution de la situation et du capitalisme, il est impératif de mener le combat sur tous les fronts à la fois, sinon notre cause est perdue d'avance. Il est urgent d'en prendre conscience.

Il y a bien d'autres facteurs dont on n'a pas pris conscience de l'évolution. Il m'en vient à l'esprit presque un par jour en ce moment, sur la base de ce que j'observe quotidiennement. Etant isolé cela ne me surprend pas, mais pour un parti ce serait pour le moins très surprenant et préoccupant.

Tenez, je vous en livre un auquel je n'ai pas encore réfléchi.

On doit admettre que le capitalisme s'en sort finalement assez bien alors qu'il est en faillite, on sait très bien comment. Paradoxalement, l'oligarchie dispose de suffisamment de moyens financiers (et de pouvoir politique) pour remédier ou contrôler toute crise qui éclaterait, on peut même ajouter au point qu'elle serait préméditée ou orchestrée. Du coup, en principe on devrait minimiser ce facteur. Mais dans ce cas-là il faudrait se demander au profit de quel autre facteur. Hormis la mise en place de leur régime totalitaire je n'en vois pas d'autres. Ce qui signifie d'une certaine manière qu'ils sautent par dessus une étape, la crise du capitalisme, du coup on est obligé de se demander de notre côté quelle étape on devrait sauter, celle du socialisme, celle d'une société où la monnaie continuerait d'exister, je n'ai pas de réponse à cette question à ce stade...

Si notre ennemi passe d'une société régie par des lois économiques propre à un mode de production à une société reposant uniquement sur le principe de dominants à dominés imposé par la volonté de l'oligarchie toute-puissante, on est en droit de se demander qu'est-ce qui peut incarner la volonté des exploités et des opprimés de s'émanciper du règne de la nécessité synonyme de tragédie et de barbarie sinon le communisme qui serait la négation de ce rapport de dominants à dominés puisque les classes disparaîtraient, peut-être plus brusquement que l'avaient prévu Marx et Engels.

Les dogmatiques s'empresseront de nous accuser de verser dans le gauchisme ou l'anarchisme, ce dont on a cure. Car ce sont ces gens bornés au dernier degré qui nous ont conduits où nous en sommes. On réfléchit, on a quand même encore le droit de réfléchir, non ?

Il existe un élément concret et vérifiable qui permet d'étayer notre théorie : L'état de putréfaction de la société américaine, son niveau d'endettement général colossale, le niveau monstrueux atteint par les inégalités sociales, l'absence de droits politiques ou de toute opposition politique organisée (hormis à la marge), l'emprise totale de l'oligarchie sur la société, le culte de la guerre, le régime despotique qui y sévit... A suivre.

[Haut de page ↗](#)

Le 21 mai 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai encore corrigé quelques erreurs de liens (adresses de fichiers), sorry !

- [Causerie au format pdf \(8 pages\)](#)

[Où va se nicher leur haine de la classe ouvrière.](#)

- La France, dernier pays du trotskisme - LeParisien.fr 20 mai 2018

Lutte ouvrière organisait sa traditionnelle fête à Presles ce week-end. Une occasion de montrer que le trotskisme, un courant historique du communisme, vit encore. (Et quel serait l'autre "courant historique du communisme", le stalinisme, sa version maoïste, castriste ? - LVOG)

Que reste-t-il de Trotski, en France ? Une moustache, des lunettes et surtout une matrice politique marxiste qui, bientôt 80 ans après la mort de cet homme politique russe, continuent de marquer de son empreinte l'extrême gauche et la politique française. Une spécificité tout hexagonale, qui compte encore aujourd'hui trois formations politiques se revendiquant du trotskisme - Lutte ouvrière, le Nouveau parti anticapitaliste et le Parti ouvrier indépendant (POI). Et nombre d'hommes politiques encore en activité sont passés par ses rangs.

Le trotskisme vit aussi « hors les murs », nombre d'hommes politiques qui ont été formés dans ses écoles ont par la suite essaimé dans d'autres partis. Ce fut le cas de Lionel Jospin, de Jean-Christophe Cambadélis, l'ancien patron du PS, mais aussi des actuels députés Insoumis Éric Coquerel, Alexis Corbière et surtout Jean-Luc Mélenchon. LeParisien.fr 20 mai 2018

Moins ils en diront sur Trotsky, et mieux on se portera, je parle de la vermine qui officient dans les médias ainsi que les renégats qu'ils ont cités.

En réalité, seule Lutte ouvrière comme organisation se revendique du trotskysme, au NPA, au POI et au POID ce sont des courants. La particularité du trotskysme, c'est notamment d'avoir lié le combat pour le socialisme au combat contre le stalinisme et l'opportunisme en général qui sévit dans le mouvement ouvrier, d'où la haine qu'il inspire à tous ceux qui incarnent le régime en place.

Lutte ouvrière est une parodie grotesque ou ultra dogmatique du trotskysme. Le NPA l'a abandonné ainsi que le POI. Que le Parisien ait oublié le POID n'a rien d'étonnant, puisqu'il est le seul parti à encore l'incarner.

Personnellement, je préfère me réclamer du marxisme-léninisme sans avoir aucun rapport avec le maoïsme je tiens à préciser, puisque je considère que c'est une mouture du stalinisme. Pourquoi ? Parce que l'analyse que je fais de l'évolution du capitalisme et de la société, mais aussi la manière dont j'applique certains principes, sont davantage inspirés par celles de Marx, Engels et Lénine.

Cela importe peu, comme disait Marx, tout cela est désuet ou ne signifie rien, n'importe qui peut s'attribuer une étiquette, seuls les actes comptent, pas seulement en tant que militant, mais dans la vie quotidienne. Il y a des gens qui ont besoin de se situer quelque part pour avoir le sentiment d'exister tellement ils vivent mal les frustrations que la société leur impose. Il en va ainsi des gens bruyants, excentriques, qui ont besoin de se distinguer des autres pour qu'on les remarque, qui parlent à tort et à travers de tout et de rien comme s'ils possédaient la parole divine. Ils sont mentalement fragiles ou déséquilibrés ou n'ont jamais trouvé la force de se forger une personnalité, on n'a donc pas envie de les imiter ou de leur ressembler.

On est comme on est avec nos imperfections et nos qualités et cela nous suffit amplement. Et jusqu'à présent l'école de la vie ou nos propres expériences, pour peu qu'on en tire des enseignements, constituent le matériel idéal pour progresser. Quant aux connaissances livresques, elles ne sont utiles que si on est en mesure de pouvoir s'en servir à bon escient, ce qui est rarement le cas, car dans le cas contraire il y a belle lurette qu'on se serait débarrassé du capitalisme.

En général, on passe notre vie à nous leurrer nous-même sur tellement de choses que cela en est pitoyable, si vous voulez mon avis, et cela vaut pour moi également. Apprenons tout d'abord patiemment à observer, à écouter, à lire, cela aide à prendre conscience de l'ampleur de notre ignorance... Nous avons déjà évoqué tout cela dans des causeries.

Quelle généreuse tribune ! Sans arrière-pensée, qui serait assez naïf pour le croire ? Et ces crétins pour marcher dans la combine !

- Lutte ouvrière appelle à un nouveau Mai-68 et une "explosion sociale" - AFP 20 mai 2018

Lors de la fête de Lutte ouvrière, qui se tenait ce week-end à Presles (Val-d'Oise), l'ex-candidate à la présidentielle Nathalie Arthaud a annoncé dans une interview à Libération qu'elle participerait à la grande manifestation du 26 mai. Cependant, elle se refuse à signer l'appel commun lancé à l'occasion de cette «marée populaire» qui réunira (presque) toute la gauche. AFP 20 mai 2018

Il y a un truc qui a attiré mon attention en lisant deux articles de l'AFP espacés de quelques heures.

Cette officine avait indiqué que LO attendait 15.000 visiteurs, et ô miracle en fin de journée elle confirmait qu'ils avaient bien été 15.000, pas un de plus, pas un de moins, pas comme lors du comptage des manifestants. C'était un peu comme si l'AFP en tirait une certaine satisfaction pour le moins suspecte, qui ne pouvait être que malsaine ou animée de mauvaises intentions, comme par exemple agiter le spectre des frères jumeaux du stalinisme, le trotskysme et le communisme une semaine avant le 26 mai par exemple, tout du moins c'était sans doute l'effet recherché pour que plus d'un renonce à descendre dans la rue contre Macron ce jour-là et ne se voie pas reprocher d'avoir côtoyé ces dangereux agitateurs ou barbares.

Après la sortie la veille du clone de Kouchner et BHL réunis, Malek Boutih (PS), lors de l'émission "On n'est pas couché" sur France 2, où il s'était livré à un amalgame ordurier entre LFI et Daesh, il faut s'attendre à d'autres manoeuvres du même genre.

[A bas le Front populaire, à bas le fascisme et la guerre !](#)

Quel rapport ? Comment, vous ne le saisissez pas spontanément, peut-être que vous avez loupé un épisode, non ?

Il existe au moins deux manières d'appréhender la situation ou des événements passés, en prenant ou non en compte l'enchaînement des faits, la logique qui les sous-tend ou qui les relie les uns aux autres, leur relation de cause à effet, sachant que certaines conditions doivent être remplies pour produire certains effets, autrement dit qu'il n'existe pas d'effets sans causes, et que chaque effet devient à son tour la cause d'autres effets et ainsi de suite.

Avec le Front populaire on ne risque pas de se tromper, puisque toutes les expériences de ce genre qui ont eu lieu dans le passé dans le monde, ont débouché sur le fascisme ou de terribles dictatures militaires, des régimes despotiques ou la guerre. Vous pouvez ajouter Macron si vous voulez, puisqu'il est le produit des Fronts populaires des années 80, puis de 2012 à 2017, le PCF avait participé au premier avant de le soutenir de l'extérieur, comme il le fera par la suite sous Hollande, avec la complicité des appareils pourris des syndicats qui devaient logiquement récidiver en appelant à voter Macron ou en refusant d'appeler au boycott du second tour de la présidentielle, puisque le programme de Macron s'inscrivait dans la continuité de celui de Hollande.

Le Front populaire, c'est avant tout l'alliance des représentants de la classe des capitalistes avec ceux de la classe ouvrière, la collaboration de classes au sommet de l'Etat, la négation ou l'antithèse de la mobilisation révolutionnaire des masses pour renverser le régime, du gouvernement ouvrier révolutionnaire, du socialisme. On aura compris que le Front populaire est foncièrement réactionnaire et ne peut pas être autre chose, sauf à vouloir transformer le plomb en or.

C'est la raison pour laquelle les initiateurs du 26 mai, les sociaux-libéraux de la Fondation Copernic ou le PS et les stalinien d'Attac, ont tenu à ce que cette journée de manifestation soit à la fois asyndicale et apolitique (Ni syndicale ni politique mais populaire ont-ils précisé dans le document qu'ils ont soumis aux éventuels participants.), ce qui signifie qu'elle ne doit déboucher

sur aucune issue politique pour chasser Macron...

- Mélenchon veut "un Front populaire" de partis, syndicats et associations - AFP 20 mai 2018

"Je milite pour une forme d'unité populaire qui décloisonne le syndicalisme, la politique et le monde associatif", a affirmé M. Mélenchon lors du Grand Jury RTL/LCI/Le Figaro. AFP 20 mai 2018

Prenez un athlète, un obèse et un cul-de-jatte qui doivent participer à une course à pied, et imaginez qu'on vous demande lequel va rythmer la course sachant qu'ils ne doivent pas se séparer, la réponse vous viendra spontanément à l'esprit, celui qui va courir le moins vite.

Et bien ici c'est la même chose. Et si cette épreuve est un marathon, alors là vous risquez de n'en voir jamais le bout ! On pourrait appeler cette opération *en marche*, qu'en pensez-vous ?

Faites tomber les masques. Leur morale et la nôtre. Non, décidément Mélenchon n'est pas des nôtres.

- Jean-Luc Mélenchon vole au secours des dirigeants de Podemos épinglés pour leur villa chic - huffingtonpost.fr 20.05

Une maison de 270 m2, une piscine, 2300 m2 de terrain en banlieue de Madrid... Son prix? 600.000 euros. Voilà l'objet de la polémique dont font l'objet Pablo Iglesias et sa compagne Irene Montero, respectivement secrétaire général et porte-parole parlementaire du parti de gauche radicale Podemos, troisième force politique en Espagne et allié des Insoumis français.

Si l'acquisition (à crédit) de cette villa provoque un tollé de l'autre côté des Pyrénées, c'est en raison du caractère contradictoire de l'achat d'un bien si cosu avec la charte de Podemos, qui impose à ses signataires de "vivre comme les gens ordinaires" pour mieux "les représenter au sein des institutions", selon les termes de José María González, maire de Cadix élu sous les couleurs de cette formation. "L'idée est ne pas ressembler à la caste (...) Le code d'éthique de Podemos n'est pas une formalité", a insisté ce dernier, particulièrement agacé par cette polémique.

De leur côté, Pablo Iglesias et Irene Montero ont expliqué qu'ils voulaient élever leurs enfants "avec un peu d'intimité" et ont reconnu que cet achat pouvait gêner le mouvement, annonçant la tenue prochaine d'une consultation auprès des militants: "s'ils nous ordonnent de démissionner, nous démissionnerons". À noter que cette consultation a été qualifiée "d'appareil à légitimation de leurs caprices" par Isidro López, député... Podemos.

Le sort de Pablo Iglesias et Irene Montero n'a pas laissé insensible Jean-Luc Mélenchon, qui a tenu à exprimer sa solidarité avec le couple en dénonçant une manœuvre de la presse. "Le parti médiatique espagnol frappe Iglesias et sa compagne Montero, deux dirigeants de Podemos ! En cause, le prix de leur maison achetée à crédit ! Méthodes pourries déjà utilisées contre l'allemand Oskar Lafontaine", a tweeté le leader de la France insoumise.

Reste que le pire ennemi de Pablo Iglesias dans cette histoire pourrait s'avérer être lui-même. "Confierais-tu la politique économique du pays à quelqu'un qui dépense 600.000 euros dans un penthouse de luxe?", tweetait-il en 2012, à propos de l'acquisition de l'ex-ministre de l'économie espagnol. Autre déclaration qui se retourne aujourd'hui contre lui, celle où il revendiquait son choix de continuer à vivre dans le quartier populaire de Vallecas. "Ça me semble dangereux, ces politiques qui s'isolent, vivent dans des banlieues riches, dans des maisons, qui ne savent pas ce que c'est que de prendre les transports publics", avait-il expliqué en 2015 dans une émission de télévision, rappelle Le Monde. huffingtonpost.fr 20.05

Je comprends que certains s'insurgent quand on traite ces parasites de charlatans, quand on affirme qu'ils n'en ont rien à foutre des travailleurs, qu'on est en présence de mégalomanes, qu'ils ne pensent pas un mot de ce qu'ils disent, et pourtant ce sont eux qui s'emploient à l'illustrer.

La véritable nature des uns et des autres finit toujours par apparaître au grand jour. Gare à ceux qui par la suite n'en tiendront pas compte ou n'en tireront pas la signification politique qui s'impose lorsqu'il s'agit d'agent du régime, tôt ou tard ils seront également broyés ou rendus au même stade !

Plus riches et plus misérables.

- Quels sont les pays d'Afrique les plus riches? La Banque africaine dresse une liste - sputniknews.com 20.05

Les pays africains dotés de ressources naturelles sont considérés comme étant les plus riches, affirme la Banque africaine de développement (BAD) dans son rapport qui contient le classement des pays du continent africain selon leurs produits intérieurs bruts (PIB), écrit ObservAlgerie.

En tête du classement des pays les plus riches d'Afriques, vient le Nigeria avec un PIB de l'ordre de 405 milliards de dollars, suivi par l'Egypte et l'Afrique du Sud avec respectivement 333 et 295 milliards de dollars.

L'Algérie occupe la 4e place dans ce classement, avec un PIB équivalent à presque 160 milliards de dollars (le PIB par habitant est de l'ordre de 3917 Dollars). Ce qui fait d'elle un des pays les plus riches d'Afrique. Le Maroc vient en 5e position avec 104 milliards de dollars (2832 dollars par habitant), la Tunisie quant à elle est classée en 12e position avec un PIB égal à 42 milliards de dollars (3689 dollars par habitant). sputniknews.com 20.05

Les années fastes de la monarchie ont commencé.

- Avec Bernard Arnault et François Pinault, les milliardaires connaissent une année faste en France - RT 17 mai 2018

D'après les calculs de l'agence Bloomberg, les milliardaires français devraient connaître une très bonne année 2018, avec une augmentation de 23,4 milliards de dollars de leurs patrimoines.

La France est ainsi le pays où les milliardaires s'enrichissent le plus au premier semestre 2018, devant le Japon. A l'échelle de la planète, dans le même temps, les 500 individus les plus riches n'ont bénéficié que d'une augmentation de 1% de leur fortune. (Déclarée... - LVOG) RT 17 mai 2018

...pas pour tout le monde.

- Bourses, APL, APA : l'administration de Bercy étudie des pistes pour réduire les aides sociales - Franceinfo 20.05

Ces pistes sont détaillées dans un document révélé par "Le Monde". Le ministère des Comptes publics assure qu'elles n'émanent pas du gouvernement mais de l'administration. Franceinfo 20.05

Le gang mafieux et criminel de la communauté internationale n'en revient pas.

Haro sur le Venezuela !

- "Si ça continue Maduro va se retrouver tout seul dans son pays" : avant les élections, des milliers de Vénézuéliens fuient leur pays. - Franceinfo 20.05

- Au Chili, «on entend l'accent vénézuélien à chaque coin de rue» - Liberation.fr 19.05

- Maduro vise un nouveau mandat dans un Venezuela ruiné et isolé - AFP 19.05

- Election au Venezuela : Maduro et la pénurie démocratique - Liberation.fr 19.05

- Le Canada interdit aux Vénézuéliens vivant sur son sol d'élire leur président - Réseau Voltaire 19 mai 2018

Le Canada vient de notifier à l'ambassade du Venezuela l'interdiction d'organiser des bureaux de vote dans le cadre de l'élection présidentielle vénézuélienne.

Cette décision contrevient à la Convention de Vienne sur les relations consulaires.

Identiquement, la France et l'Allemagne avaient violé la même convention en interdisant aux ambassades syriennes d'organiser des bureaux de vote dans le cadre de l'élection présidentielle syrienne de juin 2014 [1].

Le Canada, la France et l'Allemagne prétendent défendre la démocratie en s'opposant à la tenue d'élections présidentielles. Le Pentagone a planifié de détruire successivement les États et les sociétés du « Moyen-Orient élargi », puis du bassin des Caraïbes, en commençant par le Venezuela [2]. Le Réseau Voltaire a publié le plan du SouthCom contre le Venezuela [3]. Réseau Voltaire 19 mai 2018

Notes.

[1] « La France coupable d'interdire l'élection présidentielle syrienne », par Damien Viguière, Réseau Voltaire, 18 mai 2014.

[2] « Interprétations divergentes au sein du camp anti-impérialiste », « Le projet militaire des États-Unis pour le monde », par

Thierry Meyssan, Haïti Liberté (Haïti) , Réseau Voltaire, 15 et 22 août 2017.

[3] "Plan to overthrow the Venezuelan Dictatorship – "Masterstroke"", by Kurt W. Tidd, Voltaire Network, 23 February 2018. « Le "Coup de Maître" des États-Unis contre le Venezuela », par Stella Calloni, Traduction Maria Poumier, Réseau Voltaire, 11 mai 2018.

... et quand ils s'étranglent :

- Pour Maduro, "Macron est d'ultra-droite, c'est quelqu'un qui représente les intérêts des plus riches de France" - huffingtonpost.com 16.05

Le président vénézuélien s'est étranglé quand le journaliste a placé le gouvernement français "à gauche". huffingtonpost.com 16.05

- Venezuela: Nicolas Maduro remporte la présidentielle - AFP 20.05

Le chef de l'Etat sortant du Venezuela Nicolas Maduro a été déclaré dimanche vainqueur de la présidentielle par l'autorité électorale, avec près de 70% des suffrages, après le dépouillement de la quasi-totalité des bulletins de vote.

Le président socialiste sortant remporte 67,7% des voix contre 21,2% à son principal adversaire Henri Falcon, qui a rejeté le processus électoral, a annoncé la présidente du Conseil national électoral (CNE) Tibisay Lucena, faisant état d'une "tendance irréversible".

Peu avant, Henri Falcon, avait dénoncé le manque de "légitimité" de cette élection et exigé la tenue d'un nouveau scrutin avant la fin de l'année.

"Nous ne reconnaissons pas ce processus électoral, pour nous, il n'y a pas eu d'élection. Une nouvelle élection doit être organisée au Venezuela", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse, accusant le gouvernement d'avoir fait pression sur les électeurs.

Outre l'opposition, les Etats-Unis, l'Union européenne et le groupe de Lima, une alliance de 14 pays d'Amérique et des Caraïbes, rejettent ce scrutin.

Quelque 20 millions d'électeurs étaient appelés à voter dimanche à la présidentielle anticipée dont Nicolas Maduro était le grand favori, bien que 75% des Vénézuéliens désapprouvent sa gestion, lassés par les pénuries de nourriture, de médicaments, ou d'électricité, conjuguées à la hausse de l'insécurité. AFP 20.05

... et l'Irak.

- Irak: Moqtada Sadr remporte les législatives, le prochain gouvernement encore loin d'être formé - AFP 19.05

Les résultats définitifs des législatives en Irak ont confirmé tôt samedi la percée des antisystèmes, le populiste Moqtada Sadr en tête, aux dépens du Premier ministre sortant soutenu par la communauté internationale. AFP 19.05

... et l'Iran.

- Le président iranien appelle les musulmans à rompre avec les USA - Reuters 19.05

- Erdogan compare le sort des Palestiniens à Gaza à celui des Juifs sous les nazis - LeParisien.fr 19.05

- Les nations musulmanes demandent une protection des Palestiniens - Reuters 18 mai 2018

Pendant ce temps-là les affaires continuent.

- Poutine et Merkel défendent leur projet de gazoduc face aux menaces américaines - AFP 19.05

Vladimir Poutine et Angela Merkel ont défendu vendredi leur projet de gazoduc sous-marin Nord Stream 2 menacé par les sanctions américaines, motif supplémentaire de rapprochement face à Washington en plus de la volonté de maintenir l'accord sur le nucléaire iranien. AFP 19.05

On a également appris par la voix de Pékin, que la guerre commerciale annoncée entre les Etats-Unis et la Chine n'aura pas lieu...

Ils osent tout.

- GB: des députés réclament des mesures contre l'argent russe "corrompu" - AFP 20 mai 2018

Une influente commission parlementaire britannique a appelé lundi le gouvernement de Theresa May à faire davantage pour lutter contre les flux d'argent russe "corrompu" circulant à Londres. AFP 20 mai 2018

- «Les délits financiers sont plus punis que les crimes sexuels» - Liberation.fr 20 mai 2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Italie

LVOG - La peste brune étoilée...

- Italie: Les militants du M5S approuvent le contrat avec la Ligue - Reuters 19.05

Plus de 90% des militants du Mouvement 5 Etoiles (M5S) ont approuvé le contrat de gouvernement établi entre le parti antisystème et la Ligue, formation d'extrême-droite, dans un vote en ligne organisé vendredi. Reuters 19.05

Et dire qu' au début M5S fut classé à gauche par de nombreux commentateurs, puis au centre gauche... pour finir dans une coalition avec l'extrême droite.

ECONOMIE

Grèce

- Accord sur les réformes entre la Grèce et ses créanciers - Reuters 20 mai 2018

La Grèce et ses créanciers internationaux ont conclu un accord de principe sur l'avancement des réformes entreprises dans le cadre de son dernier plan de sauvetage, a annoncé samedi le ministre des Finances.

"Nous avons un accord sur toutes les questions", s'est félicité Euclide Tsakalotos, ajoutant qu'il serait ratifié lors du prochain conseil des ministres des Finances de la zone euro. La Commission européenne a confirmé qu'un accord avait été conclu.

La Grèce souhaite une clôture rapide de l'examen des réformes requises en échange de son troisième plan de sauvetage, lancé en août. Il porte sur plus de 80 mesures dans les secteurs de l'énergie, des retraites et du travail. Reuters 20 mai 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 23 mai 2018

CAUSERIE ET INFOS

● [Causerie au format pdf \(11 pages\)](#)

Ceux qui s'imaginent qu'un scénario du genre de mai 68 pourrait se produire se font de graves illusions.

A l'époque j'étais un gosse de 13 ans qui vivait en banlieue parisienne. Un an plus tôt j'habitais à Paris, pour aller à l'école le matin, j'étais obligé d'enjamber ou de contourner des clochards sur les trottoirs, des vieillards essentiellement, le minimum

vieillesse n'existait pas, l'Armée du Salut arpentait les gares et les rues de Paris...

Que d'histoires ne nous a-t-on pas racontées.

On nous promettait que nous ne parviendrions jamais à la retraite parce qu'elle aurait disparu... et nous avons pu enfin la prendre ; mille fois on nous a annoncé la disparition de la Sécurité sociale et elle existe encore ; on nous a promis pour ainsi dire que nous n'aurions plus d'eau, de gaz et d'électricité, plus de téléphone si ces services publics étaient privatisés et rien de tout cela n'est arrivé ; vous pouvez ajouter la disparition du monopole public de l'information qui devait signer son arrêt de mort ; pour un peu la privatisation des ports, aéroports, autoroutes devait signifier l'arrêt du transport maritime, aérien et terrestre ; tout comme l'arrivée de la télévision et plus tard du magnétoscope devait coïncider à brève échéance avec la mort du cinéma, de la presse, et avec l'avènement des CD c'était la musique et les musiciens dont les jours étaient dorénavant comptés, on nous refit le coup avec Internet ; plus tôt avec l'informatique qui devait supprimer des millions et des millions d'emplois, alors que ses applications allaient se diversifier à n'en plus finir et produire l'effet inverse, etc. etc. sans oublier les institutions de la Ve République qui n'auraient jamais dû exister au-delà de la fin, attendez, je réfléchis, des années 50 ou 60, au choix, peu importe elles sont toujours là !

Tout cela ne faisait pas très sérieux, n'est-ce pas ? C'est un euphémisme, au point que les travailleurs ne s'y sont pas trompés, ou plutôt si, cela les a induit en erreur, vous connaissez la suite... Il est vrai qu'un tel pronostic, une telle propagande, après avoir fait preuve d'une telle perspicacité, le mouvement ouvrier et son avant-garde ne pouvaient qu'inspirer la méfiance.

Et ce n'est pas tout, loin de là !

Au cours de ces cinq dernières décennies, la condition de la majorité des masses n'a pas cessé de s'améliorer ou plutôt son niveau de vie une fois le travail des femmes généralisées, dans de très nombreux foyers ce n'était plus un mais deux salaires qui rentraient chaque mois, vous imaginez la différence du simple au double ou presque puisque les femmes sont souvent moins payées que les hommes, il y eut certes de l'inflation, les prix augmentaient, mais les salaires augmentaient également, certaines années les augmentations générales atteignaient deux chiffres, les différentes allocations furent revalorisées en conséquence, d'autres virent le jour ; mieux encore il fut une époque où l'addition de l'allocation chômage et de l'allocation journalière dépassait le salaire net, on pouvait percevoir des allocations certes dégressives pendant trente mois tout en travaillant au noir, mais cela il ne faut surtout pas le dire ; le prix des biens d'équipement fut divisé par deux ou davantage, un téléviseur couleur coûtait quelque chose comme 5.000 francs à l'époque (ce qui représentait plusieurs mois de salaire) pour passer deux décennies plus tard à moins de 1.500, idem pour un réfrigérateur, une machine à laver, etc. ; les voyages en avion était réservés aux nantis tant ils étaient hors de prix, puis ils furent divisé par 2, 3, 4 ; le nombre d'HLM se multiplia ; le coût du crédit pour acquérir un bien immobilier diminua ou les conditions furent allégées ; avec l'extension de la division du travail en Asie, un grand nombre de marchandises virent leurs prix chuter, dont les vêtements, etc. Bref, ce qui hier était accessible aux nantis devenait accessible au plus grand nombre, sans que la qualité soit toujours au rendez-vous, mais c'est une autre histoire, l'essentiel c'était de pouvoir jouir d'un certain nombre de biens ou de services qui faisaient rêver, quel cauchemar en réalité !

On évoque ici la majorité des travailleurs, majorité qui a assuré la stabilité du régime pendant cette longue période, un demi-siècle tout de même.

Et vous voudriez qu'ils se révoltent ? Mais ils sont encore plus enchaînés au capitalisme qu'en 1968, on vient d'illustrer pourquoi, et encore le tableau que j'ai dressé est fort incomplet.

Avec le développement des nouvelles technologies, de nouveaux métiers sont apparus, de nombreux jeunes issus de la classe ouvrière se sont vus proposer des opportunités, tandis que leurs parents bénéficiaient de l'échelle sociale au sein des entreprises, on pouvait facilement être embauché comme ouvrier et finir agent de maîtrise ou cadre, voire directeur, ce fut le cas du père d'un de mes potes qui travaillait chez un sous-traitant pour Renault, et puis avec l'ancienneté le salaire de base était revalorisé d'autant, jusqu'à 10, 20%, davantage, on peut ajouter le 13e mois, parfois 14 par exemple chez Bic où travaillait mon ex-beau-père ouvrier à la chaîne, jusqu'à 16 par exemple chez Dassault où travaillait le père d'une copine qui était ouvrier d'entretien, tous les deux se payaient cash une bagnole neuve tous les trois ans et possédaient une résidence secondaire et des économies substantielles, etc.

On peut encore ajouter une multitude de facteurs qui s'inscrivent comme autant d'obstacles à la remise en cause de l'ordre établi. Par exemple, la généralisation de l'accès au crédit qui permettait de réduire artificiellement les frustrations, de vivre au-dessus de ses moyens, la multiplication des divertissements, des associations ou ONG, des moyens d'expression, etc. tout cela leur facilitait la vie, leur procurait des plaisirs, donnait l'impression fautive de davantage d'égalité, de démocratie, ce fut finalement une imposture, mais tout le monde ou presque s'en accommodait parce que chacun y participait de bon coeur, personne ne s'aperçut que ce qu'on avait gagné sur le plan individuel n'avait jamais compensé ce qu'on avait perdu sur le plan collectif, donc à l'arrivée on fut tous perdants, comme dirait le poète hébété qui en perdrait son latin : c'est con !

On nous rétorquera que tout s'est quand même dégradé, certes, merci, on n'est pas aveugle, mais l'homme a développé la capacité de s'adapter à des conditions beaucoup plus difficiles encore, ce qu'on semble ignorer. Que réclament les militants, que

les services publics fonctionnent mieux, l'augmentation de leur pouvoir d'achat, une expression vulgaire entre nous, accordez-leur et ils seront comblés, la vie continuera comme avant, si on n'a pas là en germe l'état d'esprit qui conduit au corporatisme, dites-moi comment cela s'appelle.

La vie était dure en 1968, elle l'est toujours en 2018, je n'ai jamais dit le contraire, mais comme le niveau de vie de la majorité a cependant augmenté et que celui de la conscience des masses n'a pas progressé, c'est se faire de graves illusions que de croire qu'ils seraient prêts à se soulever contre le régime.

J'ai vécu l'époque où mon père allait bosser en mobylette par -15°C, où nous n'avions pas de télévision, pas de machine à laver, pas de téléphone et évidemment pas de voiture, c'était à la fin des années 50. Nous faisons partie des couches les plus pauvres de la classe ouvrière, mon père était menuisier sur les chantiers et payé aux pièces, ma mère ne travaillait pas, avec 2, puis 3 gosses à nourrir. 20 ans plus tard, ils avaient tout ce que je viens d'énumérer qui leur faisait défaut 20 ans plus tôt, et depuis ils ont conservé le même niveau de vie ou il s'est encore amélioré, du coup, mes parents qui étaient gaullistes dans l'âme et qui n'étaient pas les seuls le restèrent, cela ne s'invente pas, hélas !

Et puis j'ai quand même 62 ans, donc je sais de quoi je parle, j'ai vécu toute cette période, donc qu'on ne vienne pas nous raconter de conneries, cela ne prend plus. Tout s'explique pour peu qu'on prend le temps d'essayer de comprendre ce qui s'est réellement passé ou comment les choses se sont passées en partant des faits. Il n'y a pas de fatalité là-dedans. Une combinaison de facteurs a fait que les choses se sont passées ainsi et pas autrement. Reste à savoir pourquoi, ce qui pourrait nous aider à comprendre pourquoi 50 ans plus tard nous en sommes toujours au même point ou pire encore.

Je poursuis mercredi matin.

Quand j'ai cessé de militer en janvier 81 je n'ai pas sombré dans une profonde dépression, et pour cause, avec mon épouse nous avions chacun un salaire largement au-dessus du smic par 14, la garantie d'emploi, on avait un petit loyer, pas de dettes, on ne bossait pas trop et on vivait bien, on faisait des économies, du jour au lendemain pour ainsi dire on a oublié totalement que le reste du monde existait, la société nous procurait suffisamment de satisfactions que voulez-vous, et c'est ainsi que réagit la majorité des travailleurs. Entre le moment où je suis entré au service logistique d'U-Bix (Konica), puis mon passage à l'atelier, puis au service après-vente comme technicien, soit en 3 ou 3 ans et demi, mon salaire avait augmenté de plus de 30%, et rien qu'en 81 j'ai eu 13 ou 16% d'augmentation générale je ne me souviens plus au juste, 7 ans plus tard j'avais plus que doublé mon salaire aux alentours de 10.000 francs nets plus une voiture de fonction toute l'année tous frais payés par la boîte.

En revanche, en 68 et jusqu'environ le milieu des années 70 le chômage de masse n'existait pas. Voilà un facteur susceptible de soulever les masses, parce que depuis des dizaines de millions de travailleurs y ont été confrontés directement ou indirectement, car tout le monde a quelqu'un de sa famille ou un proche qui est passé par là. L'état de délabrement avancé des services publics qui existent encore et la dégénérescence de la société (et du monde) en général sont également un énorme problème, une source d'angoisse quasi permanente qu'on ne doit pas négliger.

Le cas d'une de mes soeurs m'incite également à penser que la situation s'est terriblement dégradée en France.

A 52 ans, au bout de 18 ou 20 ans passés chez IBM comme cadre commerciale, elle vient de démissionner parce qu'elle ne supportait plus les horaires infernaux que la direction lui imposait jusqu'à 22 ou 23 heures. Un truc impensable, quand ma mère me l'a appris au téléphone, je lui ai demandé de répéter parce que je n'en croyais pas mes oreilles, elle qui était le modèle par excellence de l'esclave docile et disciplinée, là je me suis dit que pour qu'elle craque, sans toutefois en tirer de conclusions hâtives, cela signifiait quelque part qu'ils avaient dépassé les bornes.

Cela dit, je sais qu'il aurait suffi qu'ils lui proposent des horaires supportables pour que la vie continue comme avant, elle aurait pris sa retraite dix ans plus tard, elle serait partie couler des jours paisibles dans sa maison au Portugal en s'en foutant du reste du monde, c'est ce qu'elle fera d'une manière ou d'une autre, donc il n'y a pas de quoi s'emballer et lui prêter un soudain penchant révolutionnaire. Son niveau de conscience n'a pas progressé pour autant. Elle avait un mode de pensée individualiste avant de vivre cette expérience et elle va le conserver. Il faudrait qu'elle ne retrouve pas de boulot et qu'elle se retrouve dans une merde noire pour commencer à se poser des questions, pas avant, et rien ne dit évidemment qu'elle trouverait les bonnes réponses.

Maintenant, je suis loin de la France et je n'y vis plus depuis longtemps, donc je peux me tromper. Ce qui peut jouer aussi un rôle déterminant, c'est l'atmosphère délétère, irrespirable qui règne en France, mais il peut jouer dans les deux sens, dans le pire des deux on peut craindre en l'absence d'un puissant parti ouvrier, de direction, d'issue politique ou d'alternative au capitalisme...

68 n'a pas changé la vie, il n'a rien changé du tout en réalité. On a continué de nous imposer un mode de vie infernal de notre naissance à notre mort que nous n'avons pas choisi, on n'a bénéficié d'aucune liberté fondamentale supplémentaire. Alors à quoi cela a-t-il servi ? A mieux nous aider à oublier l'idée de changer la société, de nous débarrasser du capitalisme, la meilleure preuve pour l'illustrer étant que les militants et les travailleurs n'en ont pas pris conscience. De ne plus croire en rien au nihilisme la voie royale qui devait aboutir à Macron était toute tracée, non ? Non, décidément vous ne voulez pas en convenir,

vous demeurerez bornés le restant de vos jours il faut croire, histoire de vouloir toujours avoir raison.

On ne devrait pas travailler plus de 20 ans au cours de notre existence, entre 4 et 6 heures par jour, 3 à 4 jours par semaine, 4 à 6 mois par an, tout cela serait modulable ou adapté en fonction de certaines contraintes incontournables ; on devrait pouvoir étudier ce qui nous plaît tout au long de notre vie, et mettre en pratique ensuite ce qu'on a appris, changer de métier quand on en a envie, réserver une partie de notre temps à la vie, à la gestion, à l'administration de la société. A 3 ou 4 ans au lieu de se lever le matin et de se mettre à cavalier pour aller à l'école, ce qui relève de la torture, on devrait dormir, découvrir progressivement la vie et tout ce que le génie humain a pu concevoir. On devrait vivre là où bon nous semble, manger à notre faim quand l'envie nous vient, pas des saloperies en boîte ou surgelées, bourrées de produits chimiques, etc.

Bref, on devrait être libre de choisir notre destin, pouvoir profiter de la vie sans jamais empiéter sur celle des autres, participer à la collectivité humaine qui nous le rendrait bien... Impensable, au point que personne n'ose formuler une telle perspective, il faut être complètement dingue ou gauchiste pour imaginer des trucs pareils, que les hommes pourraient enfin s'épanouir et vivre en paix, je l'avoue, à l'heure où la guerre, c'est la paix, la liberté, c'est l'esclavage, l'ignorance, c'est la force, je m'incline.

Où figurent ces revendications élémentaires qui correspondent à de réels besoins ou aspirations qui n'ont rien d'extraordinaire, où ? Nulle part, personne n'ose les formuler, c'est pour dire à quel point on s'est éloigné du socialisme ou on ignore ce qu'il signifie. Tout le monde ou presque s'est adapté au mode de vie débile que le capitalisme nous a imposé. Quand la question de savoir comment nous voulons vivre, de quelle manière, à quel rythme devient tabou, c'est qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond dans le cerveau ou qui est bloqué, le débloquent, voilà notre tâche.

Un courriel reçu.

J'ai reçu un courriel du comité nord de Marseille du Mouvement pour la rupture avec l'Union européenne et la Vème République.

Pour la petite histoire. J'avais signé leur pétition en ligne en donnant l'adresse de mon épouse à Aubagne. Par la suite j'avais reçu un courriel d'une militante du POID m'invitant à une réunion, ne sachant pas que je vivais en Inde en réalité, leur formulaire n'avait pas prévu une adresse hors de France. Par souci d'honnêteté, je lui ai répondu en me présentant et en lui fournissant l'adresse de La voix de l'Opposition de gauche.

- "Des manifestations sont organisées le samedi 26 mai contre la politique de Macron en commun par différents partis et associations du mouvement ouvrier, des syndicats. Le POID, qui a participé à la une manifestation unitaire de plusieurs milliers, à Paris le 13 mai à l'initiative du "Mouvement pour la rupture avec l'Union européenne et la Vème République" : Macron, un an ça suffit" a décidé de participer à ces manifestations, considérant que :

1 - Les organisations en tant que telles sont signataires et parties constituantes, et non sommées de se dissoudre un mouvement informel quelconque, chacune préservant totalement sa souveraineté.

2 - Chaque organisation est libre de manifester sous ses mots d'ordre, drapeaux et banderoles.

3 - Il ne s'agit pas de constituer une structure pérenne (du type collectif ou autre) ayant vocation d'aller au-delà du 26 mai, c'est un appel à une manifestation le 26 mai.

Ainsi le POID manifesterait derrière sa banderole : DEHORS MACRON ! PERSONNE NE PEUT, PERSONNE NE VEUT ATTENDRE 2022 !, sous les mots d'ordre de la manifestation du 13 mai (voir La Tribune des Travailleurs de cette semaine, N° 139, page 3) : "Personne ne peut, personne ne veut attendre 2022", "Macron un an ça suffit, unité pour le chasser !"; "Ce ne sont pas mes étudiants qu'il faut sélectionner, c'est le gouvernement qu'il faut virer !" ; "Ce ne sont pas les retraités qu'il faut dévaliser, c'est le gouvernement qu'il faut virer !" ; " C'est pas le service public qu'il faut privatiser...." ; Les cheminots ont raison, non, non, non aux privatisations" ; "Étudiants matraqués, salariés licenciés ; Macron dehors ! Unité ! "... A Paris, des passants se sont agrégés à la manifestation au fil du parcours, sur ces mots d'ordre..."

J'ai déjà indiqué que j'étais favorable à la participation à toute manifestation contre Macron, dès lors que chacun était libre d'exprimer ses propres mot d'ordre.

Parole d'internaute

(Suite à l'article publié par Les Crises *A qui faire confiance, la question existentielle* par Robert Parry)

En aparté, le blog *Les Crises* porte bien son nom. Les articles qu'il publie sont particulièrement médiocres depuis qu'il a subit un ravalement de façade plutôt raté d'ailleurs.

1- "Concernant le "que faire ?". Rien. Attendre la chute et rester propre sur soi."

2- "Ici (Le blog Les Crises - ndlr) aussi, nous assistons, impuissants, à cette mise en œuvre médiatique."

LVOG - Heureux de vous l'entendre dire, puisque c'est ce que je n'arrête pas d'affirmer.

Tout cela est de la masturbation intellectuelle, le sport cérébral favori des intellectuels des classes moyennes, pour lesquels l'orgasme demeurera à jamais un fantasme.

Ils n'ont pas compris, semble-t-il, que pour atteindre l'orgasme il faut cesser de penser. Ce qui sera relativement aisé pour les pauvres d'esprit, mais s'avèrera terriblement compliqué pour ceux qui ne peuvent s'en empêcher, peut-être par qu'ils n'ont jamais appris à penser, sinon ils le sauraient.

On peut très bien avoir la tête très pleine et être malgré tout atteint de sénilité précoce intellectuelle, c'est ce qu'a démontré l'existentialisme justement.

En quoi cela consiste-t-il ?

Existentialisme - Doctrine philosophique selon laquelle l'existence de l'homme précède son essence, lui laissant la liberté et la responsabilité de se choisir. (Le Grand Robert de la langue française)

J'ai conservé la terminologie employée dans cette définition, en ayant à l'esprit les exploités au lieu de l'homme ou les hommes.

Partant du constat que l'homme ne dispose pour ainsi dire d'aucune liberté dans la société, cela revient à l'accuser d'en être responsable. On entendra par existence et essence, l'ensemble des conditions qui lui sont extérieures et des facultés dont il dispose pour les appréhender, sachant qu'elles sont liées et sujettes à évoluer.

- (...) si vraiment l'existence précède l'essence, l'homme est responsable de ce qu'il est. Ainsi, la première démarche de l'existentialisme est de mettre tout homme en possession de ce qu'il est et de faire reposer sur lui la responsabilité totale de son existence. (Le Grand Robert de la langue française - Sartre, L'existentialisme est un humanisme, p. 24.)

Donc tout homme qui n'a pas conscience de sa condition en porte la responsabilité, et quoi qu'il lui arrive également. Il y a là de quoi se détester et la terre entière. Cette démarche est erronée à la base, parce qu'il existe un certain nombre d'obstacles qui empêchent l'homme d'entrer "en possession de ce qu'il est", c'est donc à ces obstacles qu'il faut s'attaquer avant de vouloir changer les hommes.

Essence - Qu'est-ce que signifie ici que l'existence précède l'essence ? Cela signifie que l'homme existe d'abord, se rencontre, surgit dans le monde, et qu'il se définit après. L'homme, tel que le conçoit l'existentialiste, s'il n'est pas définissable, c'est qu'il n'est d'abord rien. Il ne sera qu'ensuite, et il sera tel qu'il se sera fait. Ainsi, il n'y a pas de nature humaine, puisqu'il n'y a pas de Dieu pour la concevoir. (Le Grand Robert de la langue française - Sartre, L'existentialisme est un humanisme, p. 21.)

Existentialisme - L'existentialisme a deux formes : l'une avec Kierkegaard et Jaspers débouche dans la divinité par la critique de la raison, l'autre, que j'appellerai l'existentialisme athée, avec Husserl, Heidegger et bientôt Sartre, se termine aussi par une divinisation, mais qui est simplement celle de l'histoire, considérée comme le seul absolu. (Le Grand Robert de la langue française - Camus, Interview à « Servir », 20 déc. 1945, in Essais, Pl., p. 1427.)

Nous constaterons que la société, le milieu, le lieu, le moment où l'homme vient au monde et va évoluer par la suite passent à la trappe ou ne joueront plus qu'un rôle secondaire au cours de son existence, puisque leur nature et leurs combinaisons n'auront pas d'influence sur les facultés qu'il développera ou non. Toutes ces conditions lui sont imposées, et pour donner un sens à son existence et cesser de vivre dans la servitude il s'emploiera à en prendre conscience, mais comme tout sera fait pour qu'il n'y parvienne jamais, il aura toutes les difficultés du monde à progresser ou à s'en sortir.

A l'homme qui serait le produit de lui-même selon l'existentialisme, nous opposons les hommes qui sont le produit de la société telle qu'elle les façonne. L'homme lui-même ne peut pas modifier fondamentalement sa condition même s'il est animé de la meilleure volonté du monde, tout simplement parce que la société lui interdit, dit autrement, parce que celle des autres hommes ne changerait pas pour autant et continuerait de constituer un problème pour lui ou de lui empoisonner l'existence, en revanche ils peuvent y parvenir en agissant ensemble pour changer la société.

On pourrait peut-être dire que l'existentialisme est une forme d'humanisme individualiste qui a pourri 68 en voulant changer la vie au lieu de vouloir changer la société. L'humanisme en soi, entendez pour soi, peut facilement se transformer en despotisme...

Stratégie du chaos, de la guerre et du changement de régime.

- Nouvelles sanctions américaines après la réélection de Maduro - AFP 22.05

Mondialisation.ca - Étaient présents près de 2000 observateurs internationaux, venus notamment des nations caraïbes réunies au sein du CARICOM, de l'Union Africaine, et du CEELA, le Conseil des Experts Électoraux Latino-américains. 17 audits du système électoral avaient été organisés.

Composé en majorité de présidents des tribunaux nationaux électoraux de pays gouvernés par la droite, le Conseil des Experts Électoraux Latino-américains a expliqué par la voix de son président Nicanor Moscoso : "Nous avons eu des réunions avec chacun des candidats qui ont accepté les résultats des inspections et des contrôles. Nous sommes en présence d'un processus transparent, harmonieux." (Thierry Deronne - Venezuela Infos - Mondialisation.ca 21 mai 2018)

- Maduro réplique à Trump et expulse ses représentants au Venezuela - AFP 23 mai 2018

De nouvelles représailles de Washington étaient attendues après la décision du président vénézuélien Nicolas Maduro, réélu dimanche lors d'un scrutin très critiqué par la communauté internationale, d'expulser ses deux plus hauts représentants diplomatiques à Caracas, en réplique aux nouvelles sanctions des Etats-Unis.

"J'ai déclaré persona non grata le chargé d'affaires des Etats-Unis (Todd Robinson, ndlr) et j'annonce son départ dans les 48 heures", a déclaré le président socialiste, accusant M. Robinson de fomenter un complot militaire, économique et politique contre lui.

Nicolas Maduro a également ordonné l'expulsion du numéro deux de la mission diplomatique (les deux pays n'ont plus d'ambassadeurs respectifs depuis 2010), Brian Naranjo, qu'il a accusé d'être le représentant local de la CIA.

Il réplique ainsi au décret signé lundi par son homologue américain Donald Trump, visant à réduire la capacité du Venezuela à vendre ses actifs.

Mardi, Bruxelles a également haussé le ton: "L'Union européenne envisage des sanctions", a fait savoir la représentante de la diplomatie européenne Federica Mogherini, dénonçant de "nombreuses irrégularités signalées le jour du scrutin, y compris l'achat de votes". AFP 23 mai 2018

- Washington veut imposer à l'Iran les sanctions "les plus fortes de l'Histoire" - AFP 22.05

- Suède: un livret édité à 4,8 millions de copies prépare la population à la guerre - AFP 22.05

- L'Allemagne, les États-Unis et le Royaume-Uni disposaient de Novichok - Réseau Voltaire 22 mai 2018

Selon la presse allemande, le Bundesnachrichtendienst (services de Renseignement allemands — BND) s'est procuré un échantillon de Novichok durant les années 80 auprès d'un transfuge ex-soviétique.

Ce produit aurait été partagé avec les États-Unis et le Royaume-Uni afin de développer des protections et des anti-poisons.

Cette révélation contredit la théorie du gouvernement de Theresa May selon qui seule la Russie disposerait de Novichok. Réseau Voltaire 22 mai 2018

ACTUALITE EN TITRES

Zéro !

- Le Parti socialiste s'ouvre au débat, mais à quel prix ? - Liberation.fr 22.05

Réponse : un euro. Liberation.fr 22.05

En famille. Sa majesté ose tout ou quand les multinationales anglo-saxonnes sont au service du "bien commun". Plutôt inquiétant.

- Des grands patrons de la high-tech à l'Elysée pour soutenir le bien commun - AFP 23/05/2018

Emmanuel Macron reçoit mercredi à l'Elysée une soixantaine de dirigeants et acteurs de la high-tech mondiale pour les convaincre de s'engager en faveur des "biens communs" (éducation, emploi, santé...) lors d'un sommet baptisé "Tech for Good". AFP 23/05/2018

Ce n'est pas seulement suspect mais ridicule, grotesque...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Italie

- Italie. Giuseppe Conte, un juriste inconnu à la tête de l'Italie ? courrierinternational.com 22.05

Ce professeur de droit de 54 ans a été choisi par la Ligue et le M5S pour diriger le nouveau gouvernement italien malgré son inexpérience en politique. Le président de la République italienne a convoqué les leaders des deux partis anti-systèmes ce mardi matin pour leur dire s'il validait ou pas leur choix.

"Inconnu", c'est l'adjectif utilisé par Le Soir, The Washington Post, The Guardian ou le Süddeutsche Zeitung pour décrire le probable futur chef du gouvernement italien.

"Qui est Giuseppe Conte ?", titre même Il Sole 24 Ore. Juriste brillant de 54 ans au CV long comme le bras (18 pages, fait remarquer Le Soir avec une pointe d'ironie), ce cinquantenaire "pimpant porté sur les boutons de manchette et les mouchoirs blancs" selon The New York Times est passé par la Sorbonne, Yale et Cambridge avant d'enseigner, entre autres, le droit public à l'université de Florence.

Conte a été l'avocat du leader du Mouvement 5 étoiles, qui l'a d'abord imaginé ministre de la fonction publique. Comme l'explique The Guardian, il a été le "cerveau" derrière la proposition du parti antisystème d'abolir 400 lois jugées "inutiles" pour alléger une bureaucratie boursouflée qui pèserait sur la croissance économique de la quatrième puissance européenne.

"C'est un technocrate, pas un politicien", précise le Süddeutsche Zeitung. La remarque n'est pas innocente car la Ligue et le M5S ont "toujours trouvé que les technocrates à la tête du gouvernement sont des usurpateurs de pouvoir parce qu'ils gouvernent sans mandat populaire", rappelle le quotidien bavarois.

Conte, qui n'a jamais été élu, admet lui-même ne pas avoir d'expérience en politique, raconte le Corriere della Sera, soulignant toutefois que "la possibilité d'entrer en politique directement par la porte principale du Palazzo Chigi, en tant que président du Conseil, ne l'effraie pas du tout".

Et si son nom se trouve désormais sur le bureau de Sergio Mattarella, le président de la République italienne (qui a un droit de veto constitutionnel), c'est parce le choix d'une personnalité peu connue permettait "d'éviter que la Ligue ou le Mouvement 5 étoiles prenne le pas sur l'autre", analyse The Washington Post. Matteo Salvini, le leader de la Ligue, comme Di Maio voulaient le poste. Le premier convoite désormais le ministère de l'intérieur pour y appliquer son programme d'expulsion des immigrés.

Le risque, s'inquiète Le Soir, c'est que Conte devienne un "président faible", "un leader de papier" aux ordres des deux formations politiques qui l'ont installé au pouvoir. "L'otage technique des partis", ose même La Repubblica.

Ce soixante-cinquième président du conseil en soixante-douze ans devra diriger le pays au milieu de ces "deux leaders nés" observe El Pais. Alors il est important qu'il ne soit pas "une marionnette", dit le Corriere della Sera. Lors de négociations à Bruxelles par exemple, les autres gouvernements ne vont pas attendre que le premier ministre italien "consulte son conseil de surveillance avant d'apposer sa signature", prévient le quotidien le plus lu du pays. courrierinternational.com 22.05

Israël

- Vote de l'Onu sur Gaza: Israël convoque les ambassadeurs belge, espagnol et slovène - sputniknews.com 21.05.2018

En réaction au vote au Conseil des droits de l'Homme de l'Onu de la Belgique, de l'Espagne et de la Slovénie à l'Onu en faveur de l'ouverture d'une enquête internationale sur les meurtres de Palestiniens à la frontière gazaouie, Israël a convoqué

les ambassadeurs de ces trois pays, a déclaré lundi le ministère israélien des Affaires étrangères.

Les membres du Conseil des droits de l'Homme de l'Onu ont voté vendredi la question de l'envoi d'inspecteurs criminels pour enquêter sur les meurtres de Palestiniens à Gaza. La Belgique, l'Espagne et la Slovénie sont parmi les 29 pays qui ont voté en faveur de cette enquête. sputniknews.com 21.05.2018

Seuls deux des membres du Conseil, les États-Unis et l'Australie, ont voté contre la résolution, adoptée par 29 des 47 membres, 14 s'abstenant, parmi lesquels la Suisse, l'Allemagne et le Royaume-Uni. AFP 18.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France.

- Le taux de chômage remonte à 9,2% au 1er trimestre en France - AFP 23/05/2018

Après une forte baisse fin 2017, le taux de chômage est reparti à la hausse (+0,2 point) au 1er trimestre, pour s'établir à 9,2% en France entière (hors Mayotte), selon des chiffres provisoires de l'Insee publiés mercredi. AFP 23/05/2018

ECONOMIE

Iran

- Iran : la Chine grande gagnante face à Total, grâce à Trump - leblogfinance.com 17 mai 2018

Le ministre iranien du Pétrole a ainsi indiqué mercredi que la major pétrolière chinoise CNPC remplacerait le géant énergétique Total dans le contrat pour le développement en Iran de la phase 11 du champ gazier South Pars (Pars Sud) en cas du retrait du groupe français. Ce qui constituerait un événement de taille dans le monde des hydrocarbures alors que le champ gazier de South Pars représente un enjeu stratégique de tout premier ordre depuis des années et constitue une « prise » de tout premier ordre pour Total.

Le chinois CNPC remplacerait Total en cas de sortie du groupe français

“Total a affirmé que si elle n’obtenait pas de dérogation de la part des Etats-Unis pour continuer ses activités, elle commencera le processus pour quitter le contrat » a ainsi indiqué Bijan Namdar Zanganeh, cité par l’agence Shana du ministère.

Ajoutant que dans ce cas, « la société chinoise CNPC remplacera Total et prendra ses parts » et que si CNPC se dédiait à son tour, la société iranienne Petropars prendrait la main.

Rappelons qu’en vertu de l’accord conclu en juillet 2017, d’un montant de 4,8 milliards de dollars, Total détient 50,1% des parts du consortium,, suivi par le groupe chinois CNPC (30% des parts) et de l’Iranien Petropars (19,9%), ce dernier dépendant de la Compagnie nationale iranienne de pétrole (NIOC). Un accord de principe avait d’ores et déjà signé en novembre 2016, un porte-parole du ministère précisant alors que le dossier représentait un investissement de 6 milliards de dollars.

Il s’agissait alors d’un retour en force du groupe français en Iran, pays où la société était fortement implanté, avant que Téhéran ne fasse l’objet de sanctions internationales accrues depuis 2012, les grandes puissances mondiales tentant par ce biais lutter contre le programme nucléaire iranien largement controversé.

Rappelons que l’Iran et le Qatar se partagent le champ offshore de South Pars (Pars Sud), situé dans les eaux du Golfe, qui contient environ 14.000 milliards de m3 de gaz, soit 8% des réserves mondiales. L’objectif de Téhéran est notamment de développer la phase 11 du gisement pour le relier à sa première usine de gaz naturel liquéfié (GNL) sur la côte du Golfe.

La Chine n’est pas la seule à placer ses pions et profiter de la politique menée par Donald Trump. L’"opportunité" profite également à la Russie.

En effet, à l’heure actuelle, en dehors de l’accord signé avec le consortium dont fait partie Total, seule la société russe Zarubezhneft a signé en mars 2018 un contrat de 742 millions de dollars en vue d’augmenter la production de deux champs pétroliers dans

l'ouest du pays.

En novembre 2017, le groupe public russe Gazprom a quant à lui annoncé des accords avec l'Iran prévoyant sa participation à des projets de gaz naturel liquéfié ainsi qu'à un projet de gazoducs vers le Pakistan et l'Inde. De quoi rendre le dossier nucléaire encore plus géopolitique ...

Signés en marge d'une visite de Vladimir Poutine à Téhéran mercredi, ces contrats constituent "un grand pas dans le développement du partenariat russo-iranien dans le secteur gazier", avait alors souligné le vice-président de Gazprom Vitali Markelov.

L'un de ces contrats a été signé avec l'Organisation iranienne pour la rénovation et le développement industriel (Idro), un organisme d'Etat, et prévoit la possibilité de "projets de liquéfaction du gaz pour le vendre à des pays tiers", précisait alors Gazprom.

Lequel a également signé avec la société publique pétrolière iranienne Nioc un accord permettant de démarrer les études de faisabilité d'un projet de gazoduc Iran-Pakistan-Inde ainsi qu'un accord sur un système de production et de transport de gaz naturel sur le territoire iranien.

Surnommé "pipeline de la paix", le projet de gazoduc IPI (Iran-Pakistan-Inde) et a été initié en 1994 dans le but au départ de livrer du gaz iranien à l'Inde en traversant le Pakistan, mais sa construction a été retardée pendant des années par des différends concernant la fixation du prix du gaz et par les relations tendues avec les pays concernés.

A la même période, le géant russe des hydrocarbures Rosneft (semi-public) avait annoncé avoir signé avec Nioc une "feuille de route" pour la mise en oeuvre de projets communs dans le domaine de la production de pétrole et de gaz en Iran.

Cité par l'agence Interfax, le directeur général de Rosneft, Igor Setchine, avait déclaré qu'il était question de "toute une série" de gisements qui seront exploités avec des partenaires iraniens pour un "investissement total" pouvant aller "jusqu'à 30 milliards de dollars". leblogfinance.com 17 mai 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 25 mai 2018

CAUSERIE ET INFOS

● Causerie au format pdf (9 pages)

Il y a une grève générale de 24 heures au Tamil Nadu où j'habite, suite à la mobilisation de la population de Thoothukudi dénonçant la pollution de l'air et de la nappe phréatique par une fonderie de cuivre filiale du géant minier britannique Vedanta, qui s'est déjà soldée par 11 morts par balles, la police s'est livrée à un véritable massacre. Le 22 mai coïncidait avec le 100e jour de cette mobilisation pour exiger la fermeture de cette fonderie.

Selon tous les témoignages que j'ai lus et qui semblent concorder, la police aurait tiré sans sommation et utilisée des armes de guerres que même la police anti-émeute n'utilise pas au Kashmir. Elle a visé la tête ou le haut du corps de certains manifestants dans l'intention manifeste de les tuer. La suite plus tard. En attendant en anglais, avec une traduction sommaire. Au passage, depuis des années je n'utilise plus le français que pour actualiser le portail.

- Thoothukudi under siege after another death in Sterlite protest. (Etat de siège décrété par les autorités - LVOG)

On May 22, when the protest against the polluting Sterlite industry entered into its 100th day, the protestors decided to mark it by taking out a rally towards the District Collectorate, demanding that the industry be closed. The tens of thousands of protestors were defying a ban issued the previous day by Collector N Venkatesh (who was subsequently transferred) in doing so. Braving the police attempts to thwart the rally, including opening tear gas and lathi charge, the rally marched towards the District Collectorate, where the police flouted all norms to open fire and kill at least 11 protestors. nationalheraldindia.com 24.05 (Des dizaines de milliers de manifestants se dirigeaient vers la préfecture pour exiger la fermeture de la fonderie, manifestation qui avait été interdite, quand la police apparemment débordée a paniqué et mitraillé la foule faisant 11 morts. - LVOG)

- The Tamil Nadu Pollution Control Board (TNPCB) has ordered the closure of Sterlite Copper Smelter plant in Thoothukudi with immediate effect and disconnected electricity supply to the unit early on Thursday. thehindu.com 25.05 (Les autorités ont ordonné la fermeture de la fonderie et lui ont coupé l'électricité. - LVOG)

- Tamil Nadu: Internet suspended in three districts after fresh anti-Sterlite protests in Thoothukudi (Internet a été coupé. - LVOG)

One local resident said that the protestors never intended to get violent. "Everyone went to the protest with the intention of staying till the night," said one resident. They were hoping that the protest would force the administration to lock the plant down. "If we had intended to get violent, why would we have taken our children along with us?" - scroll.in 25.05 (Un manifestant explique que la marche se voulait non violente, et que c'est pour cette raison que certains manifestants étaient venus avec leurs enfants. - LVOG)

- The Madurai bench of the Madras high court also ordered Vedanta to stop construction of a second unit of the plant hindustantimes.com 25.05 (La Cour suprême de Madras avait ordonné l'arrêt de la construction d'une seconde fonderie sur le même site. - LVOG)

Les faits, rien que les faits.

Je n'ai pas rendu compte de la journée d'action des fonctionnaires le 22 mai. Bien que les syndicats y aient appelé dans l'unité la participation a été de 2%.

En revanche, au cours d'un référendum près de 95% des cheminots se sont prononcés contre la réforme (privatisation) de la SNCF, alors que les syndicats étaient désunis, la participation a été de 61% (lire plus loin).

Dans le dernier numéro de la Tribune des travailleurs, D. Gluckstein a à nouveau axé son éditorial sur l'unité. Selon lui, l'absence d'unité serait le principal obstacle à la mobilisation des travailleurs, on vient de voir que non ou que le problème se situait manifestement ailleurs. Qui est contre l'unité hormis ceux qui entendent laisser Macron gouverner tranquillement, on est au moins d'accord là dessus.

Mais est-ce réellement le problème prioritaire auquel il faudrait s'atteler ? N'y aurait-il pas plutôt un problème en amont qui serait à l'origine de la division ou qui permettrait d'y recourir à tout moment ? Chacun sait que lorsque les conditions sont mûres, les travailleurs parviennent à imposer l'unité aux appareils qui y sont farouchement opposés.

Que les travailleurs aspirent à l'unité pour affronter Macron est une chose, mais ils divergent ou se divisent sur son contenu et ses objectifs, et c'est là dessus que s'appuient les appareils pour empêcher qu'elle se réalise ou la disloquer rapidement, avant qu'elle ne se cristallise et constitue une menace pour le régime.

En l'absence de toute direction, chacun lui donne un contenu et des objectifs en fonction de sa condition ou de son statut qu'il entend défendre ou voir améliorer. Donc le facteur de dislocation est aussi présent, et il s'explique d'autant plus qu'en l'absence de toute direction qui incarnerait consciemment les intérêts de l'ensemble des masses exploitées et opprimées, c'est comme si elles n'existaient pas en tant que classe ou qu'elle demeuraient atomisées ou chaque travailleur ou militant se contentait de défendre uniquement ses intérêts individuels. Dans ces conditions, l'hétérogénéité des masses favorise ou conduit à une juxtaposition d'intérêts individuels qui ont tendance à virer au corporatisme. C'est donc l'absence de toute conscience de classe ou collective ou la faiblesse de celle-ci qui favorise la division.

Je ne sais plus qui de Lénine ou Trotsky expliquait en substance, que le niveau de conscience de la classe ouvrière au départ de toute action ou mobilisation déterminait son sort ou les objectifs qu'elle pourrait se fixer raisonnablement d'atteindre.

Bref, on en revient toujours à la même discussion que les uns et les autres s'obstinent à refuser d'engager, ce qui nous condamne à la défaite irrémédiablement. Pourquoi voulez-vous en faire l'économie, que craignez-vous ? De perdre du temps ? Votre dogmatisme nous a déjà fait perdre inutilement 70 ans et vous nous proposez de continuer sur la même voie, ce n'est pas très sérieux.

Osez tenir un autre discours en direction des travailleurs, cessez de leur attribuer un niveau de conscience qu'ils n'ont pas, ce qui vaut évidemment pour la plupart des militants. Soyez modeste, admettez que votre niveau de conscience présente de graves lacunes, et qu'il vous faut revoir l'ensemble des rapports que vous attribuez aux travailleurs car ils sont erronés ou ne correspondent pas à la réalité, cessez de la tordre pour qu'elle coïncide avec vos théories, de lui substituer vos formules apprises par cœur qui sonnent creuses.

Ils osent tout. Quand le gang mafieux de Bilderbeg (ou des GAFA) gouverne la France.

LVOG - C'était la seconde fois que le petit roitelet organisait ce genre d'opération. Après cela plus personne ne se demandera qui l'a porté au pouvoir et pour qui il gouverne. On imagine guignol à genoux face à ses marionnettistes : Mes seigneurs, vos désirs sont des ordres.

- Macron se félicite des engagements des géants de la high tech - AFP 23 Mai 2018

Emmanuel Macron s'est félicité mercredi d'avoir obtenu de plusieurs géants mondiaux du numérique des engagements pour le "bien commun", de la protection sociale à l'éducation, après avoir réuni à l'Élysée une soixantaine de dirigeants dont le PDG de Facebook, Mark Zuckerberg.

Répondant à l'appel du président français, plusieurs groupes ont annoncé mercredi des mesures sociales et éducatives ou des investissements, dont Uber et Deliveroo qui offriront à leurs chauffeurs et coursiers en Europe une protection sociale privée, IBM qui va embaucher 1.400 personnes en France, et Microsoft qui va recruter une centaine d'experts en intelligence artificielle (IA). Facebook va renforcer ses investissements en France consacrés à l'intelligence artificielle.

Le chef de l'État avait invité pour un déjeuner à huis clos le gratin de la high-tech mondiale: outre Mark Zuckerberg, Satya Nadella (Microsoft), Dara Khosrowshahi (Uber), Ginni Rometty (IBM), Bill McDermott (SAP), Alex Karp (Palantir) ainsi que des patrons français (Free, Orange, Les Echos, RATP, SNCF, Sanofi, BNP Paribas, Thales, OpenClassrooms...) aux côtés du président rwandais Paul Kagame. Il a aussi reçu en tête-à-tête Mark Zuckerberg et les dirigeants d'Uber, Microsoft et IBM.

Ce sommet organisé par l'Élysée a lieu en pleine montée des critiques contre les géants d'internet sur le pillage de données, les fausses nouvelles, les comportements prédateurs ou l'évasion fiscale.

Favorable aux entrepreneurs, le président français a multiplié les appels aux chefs d'entreprise depuis son élection pour leur demander d'investir en France ou défendre l'environnement. Mardi encore, il les a appelés à embaucher des jeunes de banlieues.

Dans l'après-midi, les dirigeants se sont retrouvés à Matignon pour des ateliers consacrés à l'avenir du travail, la diversité et l'éducation, en présence de plusieurs ministres.

Rendant compte de ces travaux, Dara Khosrowshahi (Uber), Ginni Rometty (IBM), Bill McDermott (SAP), ont lancé des appels à des efforts d'éducation associant le privé et le public, pour éviter que la révolution numérique ne laisse à la traîne une partie de la population. AFP 23 Mai 2018

Ces monstres aux intentions inavouables et qui pourrissent tout ce qu'ils touchent, sont présentés comme des bienfaiteurs, des philanthropes oeuvrant au "bien commun", face à un peuple démunie, divisé ou impuissant pour les affronter.

Présenter Uber comme un chantre de la protection sociale, c'est recourir à la novlangue décrite par Orwell, qui consiste à nier quelque chose et oublier qu'on l'a nié, ou oublier quelque chose et nier qu'on l'a oublié, oublié dans le sens où on rejette les faits qui nous embarrassent, on les occulte, on les fait passer à la trappe jusqu'à se persuader qu'ils n'ont jamais eu lieu, ce qui permet de réécrire en permanence l'histoire passé et de fabriquer la présente pour orienter la société dans une direction précise, pour atteindre un objectif déterminé ou imposer en l'occurrence ici un modèle de société totalitaire.

C'est aussi faire l'apologie du corporatisme qu'incarne Uber notamment.

Je crois que nous n'avons pas suffisamment observé et étudié ce qui s'était passé aux États-Unis depuis la fin du XIXe siècle. Cela aurait pu nous fournir des renseignements précieux sur la manière dont la société risquait d'évoluer si le prolétariat ne prenait pas le pouvoir. On aurait dû savoir ce qui allait nous arriver partant de là, et en tirer des conclusions pour éviter de vivre ce cauchemar, car vivre dans un monde promis à une régression sociale sans fin signifiait forcément la disparition de nos droits politiques, de toute expression politique indépendante et l'émergence d'un régime totalitaire.

Si on prend la mesure de ce qui est en train de se passer, il n'y a pas à tergiverser, à négocier, le capitalisme doit disparaître, l'éradiquer à l'échelle de la planète doit être l'objectif que nous devons tous partager et qui doit nous rassembler. Il faut neutraliser l'oligarchie pour lui interdire de nuire plus longtemps à tous les peuples, dépouillé de toute stratégie le capitalisme n'y survivrait pas. Vous lirez ci-dessous et plus loin comment certains s'y accrochent désespérément.

En complément. Il a quelque chose d'effrayant

- Macron à Vivatech: "il ne faut pas avoir peur du robot" - AFP 25.05

[Vous vous demandiez peut-être comment fonctionnent en général le cerveau des intellectuels, en voici une illustration.](#)

- Un chèque en blanc à Trump pour faire la guerre - Consortium News 22.04.2018

Marjorie Cohn est professeure émérite à la Thomas Jefferson School of Law, ancienne présidente de la National Lawyers Guild, secrétaire générale adjointe de l'International Association of Democratic Lawyers et membre du comité consultatif de Veterans for Peace.

- La nouvelle AUMF (Autorisation pour recourir à l'usage des forces armées -ndlr) permettrait au président (Des Etats-Unis - ndlr) d'attaquer ou d'envahir un autre pays sans exiger que l'attaque ou l'invasion soit menée en état de légitime défense ou avec la permission du conseil (Le Congrès américain - ndlr). Cela constituerait donc une violation de la Charte (Des Nations Unis - ndlr).

LVOG - Non, sans blague, comme si cela n'aurait jamais été le cas auparavant penserez-vous. Attendez, vous n'y êtes pas du tout, Marjorie Cohn le sait pertinemment :

- Malgré son pouvoir constitutionnel exclusif, le Congrès n'a pas déclaré la guerre depuis 1942. Après cette période, en commençant par le président Truman, une série de présidents américains ont engagé des troupes américaines dans des hostilités dans le monde entier sans attendre que le Congrès agisse.

- Le nouveau projet de loi, s'il est adopté, rendrait effectivement complet le transfert du pouvoir de déclarer la guerre du Congrès au président.

Alors à quoi cela rime-t-il de dénoncer une menace à venir qui a déjà été mise à exécution dans le passé et le présent, puisque les Etats-Unis n'ont jamais cessé d'être en guerre depuis 1942 ?

C'est de la simple masturbation intellectuelle de juriste, de légaliste et rien de plus. Ces nantis en perdent la tête littéralement en étalant à longueur de temps leur misérable inconsistance. Ce sont des fanatiques de la Constitution américaine, qui a légitimé toutes les guerres engagées par l'impérialisme américain depuis 1787, qui a permis à une ploutocratie de s'emparer du pouvoir et d'instaurer un régime mafieux, raciste, tyrannique.

On se demandera comment des intellectuels se prétendant progressistes, humanistes, démocrates peuvent en arriver à un tel aveuglement. Parce que le capitalisme demeure leur horizon borné, on en revient à l'article précédent. Ils en appellent à la Constitution américaine qui sert à légitimer juridiquement le régime et ses excès, donc ils ne peuvent pas développer en même temps la volonté de l'affronter pour l'abattre. Soit on le conserve, soit on s'en sépare, il n'existe pas d'autres alternatives.

On va peut-être nous rétorquer que c'est radical. En effet, mais n'est-il pas radical de le conserver ? Pensons un instant à toutes ses guerres, ne signifient-elles pas que la lutte de classes est un combat à mort ? C'est indigne d'un militant d'en douter. Ceux qui ne l'ont pas en permanence à l'esprit ont un sérieux problème politique à régler.

Dans le même registre.

Charlatanisme. Comment ils légitiment la Ve République et au passage la survie du capitalisme.

- Institutions: Ruffin (LFI) appelle à "couper le cordon ombilical" entre le chef de l'Etat et l'Assemblée - AFP 24 mai 2018

A quoi cela rime-t-il d'appeler à renforcer les pouvoirs d'une institution qui est corps et âme dévoué au capitalisme, à l'oligarchie ? Au moins vous êtes fixé sur les réelles intentions de ces gens-là. Avions-nous tort d'affirmer que la gauche institutionnelle était foncièrement réactionnaire et qu'elle ne sera jamais autre chose ? Les faits le démontrent.

[Fake news ou comment le gouvernement sioniste manipule les consciences.](#)

- Meurtre de Mireille Knoll. Confusion sur le mobile antisémite. - Liberation.fr 24 mai 2018

Deux suspects ont été mis en examen. Les deux hommes s'accusent mutuellement du meurtre, qui auraient fait connaissance en prison, faisant valoir les intentions crapuleuses de l'un et de l'autre. Mais au cours de sa dernière audition, Alex C., l'un des deux suspects du meurtre, a affirmé qu'il ne pensait pas que Yassine M. qu'il accuse du crime, ait agi par antisémitisme, contrairement à ce qu'il avait laissé entendre lors de sa garde à vue.

Pour Me Laouafi, qui défend Alex C. avec son confrère Me Murgulia, son client n'a pas fait de volte-face devant la juge d'instruction. «Ça aurait été un revirement s'il avait clairement dit en garde à vue que le mobile était antisémite, estime-t-il. Or le 26 mars, il a affirmé que le mobile était tout autre.» A l'inverse, pour l'avocat de la famille de Mireille Knoll, la modification des déclarations d'Alex C. est un véritable revirement. Mais, estime Me Goldnadel, cela ne fragilise pas la qualification antisémite. «Si Yacine M. a dit "Allah akbar", je pense que c'est un motif antisémite qui fait bon ménage avec le crime crapuleux», déclare l'avocat de la famille, qui juge «ridicule» la rétractation d'Alex C. sur les propos qu'aurait tenus Yacine M. concernant la situation financière des juifs. Liberation.fr 24 mai 2018

Désormais tout musulman dans le monde qui prononcera "Allah akbar" sera qualifié d'antisémite, autant dire qu'ils le sont tous selon le Crif dont fait partie Me Goldnadel.

Parole d'internaute

- "Il est tout de même effarant que Londres puisse tenter de faire avaler au monde entier, que la Russie a perpétré une tentative d'empoisonnement sur son propre sol, sans fournir la moindre preuve de ses accusations ?

C'est à dire que le Royaume-Uni admet son incapacité à protéger des gens à qui elle accorde le statut de réfugié politique, dont elle se sert pour tenter de discréditer la Russie. Peut-on être aussi cynique ?

Rappelons que les derniers états de service du Colonel Skripal ont été accomplis pour le compte du Royaume-Uni!

Mais un jour viendra où ce citoyen russe qui a souhaité rentrer dans son pays dira la vérité.

C'est justement un mobile possible pour que la CIA et les services anglais tentent de l'empoisonner à Salisbury. Car il aurait probablement renseigné son pays sur les pratiques des anglais et des américains.

Mais quand on met en parallèle cette affaire et les accusations d'utilisation d'armes chimiques imputées à la Syrie, on s'aperçoit que les scénarios sont très proches.

La rhétorique de manipulation de substances chimiques depuis la fameuse fiole brandie par Colin Powell à l'ONU en 2003, a la dent dure.

Bizarrement, c'est toujours en Angleterre qu'on empoisonne les ex-espions et oligarques russes, qui un temps, ont participé aux tentatives de démantèlement de l'économie russe après la chute de l'Union Soviétique.

Trop grossier pour être crédible.

De qui se moque-t-on ?"

Fake news. Quel était le mobil du crime, à qui devait-il profiter ?

- Vol MH17: le missile provenait d'une unité militaire russe - AFP 25.05

Le missile BUK-TELAR qui a abattu le vol MH17 en Ukraine en 2014 provenait d'une brigade russe, annonce la mission d'enquête internationale menée par les Pays-Bas. AFP 25.05

Cette "enquête internationale" a été menée de la même manière que celle sur la dernière prétendue attaque chimique en Syrie et celle dont aurait été victime les Skripal en Grande-Bretagne. Il était donc normal que leurs conclusions convergent et coïncident avec les coupables qu'ils avaient désignés avant même que ces simulacres d'enquêtes aient lieu.

- Le vol MH-17 a été abattu par l'armée russe, selon les enquêteurs - Reuters 25.05

On a publié des dizaines d'articles sur ce sujet qui démontraient que l'Ukraine ou un de ses alliés était à l'origine de cette opération et qu'ils en étaient les seuls bénéficiaires.

En complément. Même pas peur ! Etonnant, cela ne colle pas avec la version officielle.

- Ioulia Skripal, la fille de l'ex-espion empoisonné, espère retourner un jour en Russie - Le figaro.fr 23/05/2018

Ils osent tout

- La lutte n'est jamais propre - Liberation.fr 25.05

- Glyphosate: l'Assemblée enquête, sans succès, sur une fuite en faveur d'un lobby - AFP 25.05

- Virginité : à quand l'hymen coté en Bourse ? - Liberation.fr 25.05

- Le parti au pouvoir en Guinée exclut une enquête sur Bolloré - Reuters 23.05

- Dès le 31 mai, Hambourg sera partiellement interdit à certains véhicules roulant au diesel. - Liberation.fr 23.05

- Chine : l'ambassade américaine dénonce une «attaque acoustique» - LeParisien.fr 23.05

- Avalanche de femmes et minorités, le parti démocrate américain change de visage - AFP 23.05

- Les USA pourraient reconnaître que le Golan est israélien - Reuters 23.05

- Israël va approuver la construction de milliers de logements de colons - AFP 25.05

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Les premiers résultats de Parcoursup ne laissent la place qu'à l'inquiétude et à l'opacité - Le HuffPost 23.05

Depuis ce mardi soir, ce sont 400.000 lycéens environ sur 810.000 qui se retrouvent "en attente" ou "refusés" sur l'ensemble de leurs vœux d'orientation déposés sur la plateforme d'orientation Parcoursup, soit 50% des inscrits. Environ 29 000 élèves n'ont reçu que des réponses négatives à leurs vœux sur la plateforme Parcoursup. Libération et Le HuffPost 23.05

- Consultation SNCF : 94,97% des votants se disent contre la réforme - M6info 23 mai 2018

C'est un raz-de-marée. Près de 95% des cheminots ayant participé à la consultation "vot'action" organisée par les syndicats de la SNCF, se sont prononcés contre la réforme ferroviaire, a annoncé Laurent Brun, secrétaire général de la CGT Cheminots. La participation à cette consultation interne, sans valeur légale et lancée le 14 mai par l'intersyndicale, a atteint 61,15%. M6info 23 mai 2018

Brésil

- Le Brésil au bord de la paralysie avec une grève des routiers - AFP 23 mai 2018

Le Brésil était au bord de la paralysie jeudi au quatrième jour d'une grève nationale des camionneurs avec des barrages routiers dans quasiment tous les États qui perturbaient les approvisionnements, alimentaires et de carburant notamment. AFP 23 mai 2018

Inde

- Le sud de l'Inde en proie à un virus mortel - euronews 23 mai 2018

Le sud de l'Inde en proie à un virus très dangereux : au moins 11 personnes sont mortes, infectées par « Nipah », en l'espace de deux semaines et une centaine d'autres sont en quarantaine.

Les autorités sanitaires sont en alerte : le virus est mortel dans 70% des cas et il peut être transmis d'homme à homme. La maladie se contracte en consommant des aliments infectés par des chauves-souris, porteuses du virus.

Pour l'instant, « Nipah » se cantonne à deux États du Sud de l'Inde, le Kerala et le Karnataka, très prisés par les touristes. euronews 23 mai 2018

- Inde: nouveau mort dans des manifestations contre une compagnie minière - AFP 23.05

Un nouveau manifestant a été tué mercredi par la police dans le sud de l'Inde, un jour après que les forces de l'ordre ont abattu dix opposants à l'usine d'une compagnie minière, ont annoncé des responsables locaux.

La police de la ville portuaire de Tuticorin (aussi appelée Thoothukudi) dans l'État du Tamil Nadu a de nouveau affronté des contestataires réclamant la fermeture d'une fonderie de cuivre de la société Sterlite Copper, filiale du géant minier britannique Vedanta, qu'ils accusent de polluer l'environnement.

Des heurts la veille avaient déjà coûté la vie à dix émeutiers, le bilan de douze morts ayant été revu à la baisse. 18 policiers avaient également été blessés.

Mercredi, "nous avons tiré en l'air à balles réelles pour disperser les protestataires. Mais les émeutiers ont continué à lancer des bombes et des engins incendiaires. Ils brûlaient des véhicules", a déclaré un responsable policier à l'AFP.

"Nous avons été forcés de tirer des balles en caoutchouc qui ont malheureusement touché un homme à la colonne vertébrale et il est mort", a ajouté cette source. Un officier de police sur place a également confirmé la mort d'un jeune homme de 22 ans.

Des témoins ont rapporté que les manifestants ont incendié mercredi un bus de la police et saccagé un magasin d'alcool. Des images de la télévision montraient les forces de sécurité en équipement antiémeutes patrouillant des rues parsemées de pierres et de pneus brûlés.

La tuerie de mercredi, qui selon les pouvoirs publics était inévitable pour reprendre le contrôle de la situation, a provoqué des réactions scandalisées dans les rangs de l'opposition. Rahul Gandhi, président du parti du Congrès (opposition), a ainsi dénoncé "un exemple brutal de terrorisme d'État".

Amnesty International a estimé que la police du Tamil Nadu aurait "à répondre à beaucoup de questions" et appelé à traduire les responsables en justice.

La fonderie de cuivre de Tuticorin fait l'objet d'une résistance de longue date. Le mouvement s'est intensifié ces derniers mois alors que Sterlite cherche à obtenir la licence pour en doubler les capacités, qui sont actuellement de 400.000 tonnes par an.

L'usine avait été brièvement fermée par les autorités locales en 2013 à la suite d'une fuite de gaz présumée, avant que la justice ne l'autorise à reprendre son activité. Elle est actuellement en maintenance. AFP 23.05

ECONOMIE

Inde

- L'Inde lance une procédure contre les USA devant l'OMC - Reuters 23 mai 2018

L'Inde a entamé une procédure contre les Etats-Unis devant l'Organisation mondiale du Commerce pour contester la décision du président Donald Trump d'imposer des droits de douane sur l'acier et l'aluminium importés aux Etats-Unis, montre mercredi un document de l'OMC.

L'Inde estime que les droits de douane américains sur ses exportations d'aluminium lui coûteront 31 millions de dollars, et les taxes sur ses exportations d'acier 134 millions. New Delhi menace de répliquer en imposant des droits sur différents produits exportés en Inde par les Américains comme l'huile de soja ou les noix de cajou. Reuters 23 mai 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 29 mai 2018

CAUSERIE ET INFOS

45°C à l'ombre à 15 heures à Trichitrambalum, à 10 kilomètres de Pondichéry, Inde du Sud, un record ! J'ai du mérite d'actualiser le site, sans climatisation, n'est-ce pas ? Et le ciel est désespérément bleu azur et dégagé, quelle horreur, quelle vie quand même, et dire qu'on se plaint encore, c'est une honte !

Je déconne, car en réalité je ne suis pas fier, car je sais qu'on risque de se taper un gros orage et des pluies torrentielles d'ici peu, un truc genre cyclone tropical, avec comme toujours quelques dégâts matériels et d'autres désagréments, genre coupure de courant, donc il faut penser à tout en prévision, remplir le réservoir d'eau, faire des courses, etc. Mais on peut aussi être épargné comme les quatre dernières années, cela dit je n'irai pas jusqu'à avoir une confiance aveugle dans la justice de la nature, pas plus que dans celle des hommes d'ailleurs, vous en êtes témoins, n'est-ce pas ?

Peu importe, j'ai eu des nouvelles de ma fille et de ma petite-fille, je suis un père, un grand-père comblé !

Comment, vous me preniez pour quelqu'un d'aigri, belliqueux, triste, mais je suis exactement le contraire, voyons. Sans déconner, j'ai vraiment tout ce qui me faut pour finir mes jours heureux, dans tous les domaines je suis comblé.

Vous me direz qu'il me manque tout de même le terrain pour militer. Certes, cet inconvénient pourrait être comblé en partie si j'entretenais une correspondance sérieuse ou suivi avec quelques militants ou dirigeants, mais ils n'y tiennent pas, apparemment ils ont mieux à faire,, alors qu'il en soit ainsi, je ne vais pas me morfondre pour autant. Et puis, je crois que je ne me débrouille pas si mal pour faire les questions et les réponses, n'est-ce pas ?

Cela me force à réfléchir davantage, c'est épuisant à la longue quand on a une petite tête, aussi je vais ralentir la cadence pour me consacrer à autres choses, j'ai encore des travaux à faire chez moi par exemple...

Et puis, souvenez-vous de ce je vous avait dit, à savoir qu'on en avait pour au moins un demi-siècle de réaction sur toute la ligne comme on était barré, très mal barré, donc ce n'est pas moi qui vais y changer quoi que ce soit, non, je ne suis pas non plus un mégalomane, cessez de vous méprendre sur les gens, vous vous en porterez mieux et votre entourage également, si je peux me permettre une remarque personnelle.

● Causerie au format pdf (16 pages)

[En cale sèche ou à marée basse, en marche vers le totalitarisme.](#)

Polémique pitoyable. Ce qui est en cause : leur analyse foireuse des rapports entre les classes.

60 partis, syndicats et associations pour quelques dizaines de milliers de manifestants un samedi à Paris, c'est misérable. Mélenchon a accusé le "*parti médiatique*" de faire dans "*la désinformation*" en minimisant le nombre de manifestants, alors qu'il s'est livré au même exercice en tirant un bilan "*fécond*" de la mobilisation de samedi. (Source : AFP 27.05)

Cela montre aussi que les organisateurs n'étaient même pas foutus de mobiliser leurs propres troupes, ce dont ils se foutent bien, à vrai dire ils en sont même soulagés.

On n'arrête pas de nous raconter des histoires depuis des décennies et des décennies et on baigne en pleine imposture, maintenant l'heure est d'en subir les conséquences et de régler nos comptes. C'est à se demander si un de ces partis ou syndicats mérite encore d'exister puisqu'aucun n'a de légitimité selon les travailleurs.

On nous avait dit que le problème résidait dans l'unité, la preuve est faite que non. Maintenant ils vont nous sortir que c'était dû à l'orientation et aux mots d'ordre qui n'étaient pas corrects ou adaptés à la situation... Foutaise, ils l'auraient été et le nombre de participants à ces manifestations aurait été encore inférieur. Comment puis-je être aussi affirmatif ? Mais parce que dans le cas contraire, cela signifierait que les conditions seraient remplies pour qu'un puissant parti ouvrier existe, or chacun sait qu'il n'existe pas.

Quel enseignement politique en tirer ? Aucun comme d'habitude du côté de nos dirigeants puisqu'ils en sont responsables. En fait, cela confirme l'analyse politique que j'ai proposée et que tous rejettent, à savoir qu'une condition déterminante au moins n'est pas remplie : Les masses ignorent que leur interprétation de leur condition est erronée, par conséquent leur mode de vie relativement confortable par rapport à ce qu'il fut autrefois ou il est ailleurs dans le monde, constitue le principal obstacle qui les empêche d'acquiescer un niveau de conscience politique supérieur. Au lieu de servir de point d'appui pour mener à son terme leur lutte de classe et s'emparer du pouvoir, il a agi au contraire comme un puissant facteur qui les a solidement enchaînés au capitalisme, du coup ils ne sont pas en mesure de trouver la voie qui leur permettrait de l'affronter ou de prendre conscience qu'il existe une issue politique à la crise du capitalisme.

Et le pire reste à venir, car c'est sur ce puissant facteur de corruption des esprits que s'appuie l'oligarchie pour mener toutes ses guerres, liquider tous nos acquis sociaux et politiques, disloquer le mouvement ouvrier, briser toute résistance, appliquer sa stratégie pour instaurer un nouvel ordre mondial.

L'état d'esprit des travailleurs doit être à peu près celui-là : On arrive tout de même encore à s'en sortir, et on se moque bien de savoir de quelle manière, même si ce n'est pas toujours très propre ou certains n'ont pas cette chance, on y est pour rien, donc il n'y a pas de quoi s'en faire outre mesure, d'où leur passivité. Dit autrement, à quel prix ou comment ils s'en sortent, ils s'en foutent, comme ils se foutent des conséquences qui en découlent. Ils sont engagés dans un processus d'aliénation totale dont ils sont les principaux acteurs ou les principales victimes, qui est en train de les transformer en mutants avant de devenir des zombies, ils y participent comme on part à la guerre la fleur au fusil, courant ainsi à leur perte ou s'éloignant un peu plus chaque jour de l'opportunité qui leur était offerte de conquérir leur émancipation.

Quand on en a conscience, il y a quoi être effrayé en observant que cette terrifiante perspective est en train de se réaliser, car cette orientation condamne la civilisation humaine à la barbarie ou à disparaître, ce qui revient au même.

Vous vivez en France, sortez-en, oxygénez-vous un peu le cerveau, voyez ce qui se passe dans tous les grands pays ou les plus puissants, vous observerez qu'à bien des égards la situation des travailleurs et tous les rapports sont mille fois pire qu'en France, la société est encore plus pourrie, pire encore, sans que se dessine à l'horizon le moindre espoir de changement ou de jours meilleurs, s'il existe, c'est à l'état de trace infime, au-delà règne une confusion inextricable, dont on ne voit ni comment ni quand elle pourrait disparaître, parce que les travailleurs ont abandonné l'idée de vivre un jour dans un monde meilleur. Cette idée ne leur effleure même pas l'esprit ou avant même qu'elle ne commence à éclore, elle s'évanouit sous le poids des contraintes ou des difficultés qui les écrasent et découragent les plus déterminés, avant de les corrompre à leur tour.

C'est un peu comme s'il n'existait qu'une seule interprétation possible du monde dans lequel nous vivons, celle que nous sert l'oligarchie et ses représentants, et que tous l'avaient adoptée.

Tout semble indiquer qu'on se dirige vers un monde qui pourrait ressembler à celui qu'a décrit Thierry Meyssan récemment ou George Orwell, où les superpuissances se partageraient le monde, leurs peuples étant soumis à des régimes totalitaires ou réduits à l'état de zombie, tandis que le reste du monde qui leur servirait à s'approvisionner en matières premières, serait livré au chaos et à un état de guerre perpétuelle.

Pendant qu'on y est, on va tordre le cou à une autre idée obsolète de nos jours. Autrefois les conditions n'étaient pas remplies pour que les différents impérialistes constituent une sorte d'hyper impérialisme. De nos jours non plus, à ceci près que depuis qu'ils possèdent tous des armes nucléaires, ils ne peuvent plus envisager une confrontation armée directe qui les anéantirait réciproquement, donc ils ont dû se résoudre à se faire la guerre d'une autre manière (guerre hybride, de basse intensité, etc.) ou sur d'autres terrains, sans que l'un ou l'autre ne puisse l'emporter. Par conséquent, ils ont été contraints de s'entendre au moins sur ce plan-là.

Si cette entente informelle se substitue à cet hyper impérialisme sans pour autant constituer une unité organique ou sans en épouser la forme, en revanche elle assume les mêmes fonctions pour maintenir indéfiniment en servitude tous les peuples, en justifiant un état de guerre permanent avec toutes les implications que cela comporte en matière de lois liberticides, surveillance ou contrôle de la population, suppression des libertés individuelles et collectives, et restriction de l'accès à certains biens ou services dans le cadre de régimes totalitaires.

Francetvinfo - Plus d'une soixantaine d'associations, de partis politiques et de syndicats appelaient à manifester samedi 25 mai, partout en France. Les organisateurs de cette "Marée populaire" évoquent 250 000 participants, alors que le ministère de l'Intérieur avance le nombre de 93 000 manifestants. Dans le Journal du dimanche, le Premier ministre Edouard Philippe ironise et parle d'une mobilisation avec "un petit coefficient de marée".

A l'arrivée du cortège, place de la Bastille, les militants voulaient savoir. Les chiffres de la police et des médias les font tiquer, mais ils le reconnaissent : même ceux des organisateurs sont décevants. "Les gens sont tous pris par leurs problèmes, on les effraie facilement avec une soi-disant violence", affirme l'un d'eux. "80 000 ou 100 000, je n'irais pas discuter. Mais ce qui est certain, c'est qu'aujourd'hui, il y a des gens qui sont descendus dans la rue et qui sont de plus en plus déterminés", affirme un autre. francetvinfo.fr 27.05

Je suis désolé d'avoir eu raison une fois de plus. J'avais annoncé que cela allait être un bardoud d'honneur...

AFP - Jean-Luc Mélenchon, qui n'avait de cesse depuis des mois de mettre à distance la "vieille gauche" en "décomposition", appelle désormais au "dialogue" au sein de la "mouvance progressiste". AFP 26.05

Et Mélenchon en profite pour virer encore plus à droite, c'était prévisible chez cet affairiste. Vous contestez cette caractérisation ? Voilà sur quoi elle repose notamment.

AFP - Sur le fond, le député des Bouches-du-Rhône et ancien eurodéputé s'efforce de polir son discours européen. "Nous allons envoyer le signal dynamisant d'une alternative européenne crédible", affirme-t-il, en rappelant que la France insoumise est "partie prenante et fondatrice d'une coalition européenne qui s'appelle +Maintenant, le peuple+" avec les Espagnols de Podemos et le Bloc portugais. AFP 26.05

Ou encore.

AFP - Défendant comme Jean-Luc Mélenchon l'idée d'un "Front populaire", le député de la Somme (Ruffin -ndlr) souligne qu'il ne pourra advenir que s'il est acté que "le centre de gravité de la gauche a basculé (du Parti socialiste) vers la France insoumise". Les élections européennes seront, selon lui, un "marqueur" de ce basculement. AFP 26.05

Non, vous ne rêvez pas, les élections européennes enregistrent des taux d'abstention records et il persiste à légitimer l'UE, il appelle les masses à un raz de marée populaire auquel elles ne répondent pas, pour se rabattre sur le Front populaire, l'antichambre du fascisme ou de la guerre.

Méthode Coué ou autosatisfaction.

- 26 mai: "la marée fera des petits", estime Mélenchon, qui dénonce la "désinformation" - AFP 27 mai 2018

La députée LFI Clémentine Autain a salué sur BFMTV "une mobilisation qui passe un cap formidable", évoquant un rassemblement au "caractère inédit", "des colères qui ont convergé", "des passerelles jetées entre le mouvement social, les forces politiques, le mouvement associatif, le soutien d'intellectuels et d'artistes". AFP 27 mai 2018

Le travailleur le plus privilégié, qu'il appartienne à la classe ouvrière ou aux classes moyennes, a de bonnes raisons de honnir Macron et son gouvernement, le monde dans lequel nous vivons, mais cela n'en fait pas pour autant un opposant résolu à rompre avec le régime ou la Ve République.

Ces gens-là pratiquent l'entre-soi, ils s'écoutent parler, ils ont les yeux rivés sur l'agenda électoral, et le reste du temps les médias leur servent gracieusement de porte-voix de manière à ce que leurs discours parviennent à ceux qu'ils ne peuvent pas atteindre... et tombent dans les oubliettes. Ils n'ont jamais convaincu qui que ce soit de quoi que ce soit qui ne l'était pas déjà auparavant, peu importe, l'illusion d'un instant leur suffit.

Après le coup d'Etat de Macron qui entend mener à son terme la transformation de la société selon les principes adoptés par le néolibéralisme, il est devenu clair pour tout le monde que toute réforme sociale ou progressiste, toute expression de la démocratie est incompatible avec le maintien en place du régime capitaliste et ses institutions, dès lors elles doivent être liées à la nécessité de les abolir et de chasser Macron du pouvoir.

C'est la question du pouvoir, de l'Etat, du type de régime qui est dorénavant posée. Dans quel discours des dirigeants de LFI cela figure-t-il sans ambiguïté ? Nulle part, puisque finalement ils s'emploient à légitimer l'ordre établi.

Extraits de l'entretien que Mélenchon a donné à Libération. (liberation.fr 25.05)

Mélenchon - "La réalité globale, c'est que la France est en ébullition."

LVOG - Mais apparemment il y a une soupape de sécurité qui empêche la cocotte-minute d'exploser...

Dans une multitude de pays dans le monde c'est le cas, en Grèce, en Grande-Bretagne, en Italie, en Espagne, en Turquie ou encore aux Etats-Unis, sans parler de la quasi totalité des pays en Afrique, au Moyen et Proche-Orient, dans de nombreux pays en Asie, au Bangladesh, au Pakistan, etc.

Mélenchon - "ce monde est pourri. Et (...) ses valeurs ne valent pas la peine d'être vécues."

LVOG - Ni d'être défendues... Le discours en apparence radical de cet illusionniste ne sert qu'à masquer ses contradictions, son refus d'affronter le régime.

Mélenchon - "la violence n'a aucune efficacité dans l'action révolutionnaire. Nulle part dans le monde, la violence n'a donné un résultat pour nous."

LVOG - Pas même en 1871 ou en 1917... En certaines circonstances, face à la violence, celui qui ne se résout pas à y recourir est voué à la subir ou capituler honteusement. C'est le cas de Mélenchon qui annonce la couleur avant même tout affrontement direct entre les classes. Quand le régime est menacé, la classe dominante recourt à la violence pour le défendre les armes à la main, donc pour la chasser du pouvoir et s'emparer du pouvoir, il n'existe pas d'autre alternative que l'imiter en prenant les armes.

Mélenchon - Notre stratégie révolutionnaire, c'est la révolution citoyenne par la Constituante. La seule voie vers le pouvoir, c'est l'élection ?

Je n'en vois pas d'autres : je suis fondamentalement républicain.

LVOG - Un républicain bourgeois adepte du parlementarisme, merci on avait compris ! Jamais dans aucun pays du monde dans le passé les travailleurs ne se sont emparés du pouvoir politique par les urnes, jamais il ne s'est produit un changement de régime après des élections, ce qui signifie que ce n'est pas son objectif.

Mélenchon - "Nous allons envoyer le signal dynamisant d'une alternative européenne crédible. La France insoumise est partie prenante et fondatrice d'une coalition européenne qui s'appelle «Maintenant, le peuple». Les Espagnols de Podemos et le Bloco portugais, des partis à plus de 10 %, sont les premiers participants. Nous comptons sur l'arrivée de formations scandinaves et la discussion est en cours avec Die Linke du Luxembourg, les Irlandais du Sinn Féin et des Hollandais.

LVOG - Que des partis bourgeois ou pro capitalistes, pro-UE, pro-ONU, pro-Otan, pro-FMI, pro-Banque mondiale, etc. qui parfois ont gouverné ou gouvernent encore localement avec la social-démocratie dégénérée, Die Linke par exemple, ce qui signifie que Mélenchon ferait la même politique.

Mélenchon - Le changement des institutions. C'est le cœur de notre stratégie révolutionnaire. Pour défendre la démocratie parlementaire contre la monarchie présidentielle, une convergence extrêmement large est possible. Une nouvelle fois, le front populaire des partis, syndicats et associations sera nécessaire.

LVOG - En guise de "*changement des institutions*", il s'agirait plutôt d'un ravalement de façade. Il entend "*défendre la démocratie parlementaire*", autrement dit le parlementarisme bourgeois qu'incarne les institutions de la Ve République. Il estime donc que le régime est démocratique, ce que ne peut pas être non plus le front populaire puisque c'est une coalition comprenant un ou des partis bourgeois. Vous voyez des partis bourgeois remettre en cause le régime, le menacer, bien sûr que non, c'est de la pure démagogie.

Libération - Cinquante ans après Mai 68, qu'en reste-t-il au lycéen que vous étiez ?

Mélenchon - Au début de ma vie politique, dans le Jura, j'ai 16 ans et je monte sur des tables pour haranguer mes camarades. J'ai été trotskiste [militant à l'OCI de 1972 à 1975] mais j'ai été radié. Ils me reprochaient de tout mélanger : le parti, le mouvement et les syndicats. Ils avaient raison ! Pour moi, ce sont des états différents de la température de conscience et non pas des cases étanches, comme ils les aiment toujours. Eux croient à l'avant-garde révolutionnaire, pas moi ! Ils ne croient pas à l'auto-organisation du mouvement populaire, moi si ! Et cela, je l'ai appris en Mai 68. J'y suis fidèle.

LVOG - Mai 68, quelle horreur, c'était demeurer "fidèle" au régime, ce que confirmera avec éclat les élections de 1969 ! Il y a du vrai dans sa critique, mais il confond tout, "l'auto-organisation du mouvement populaire" pas plus que le front populaire ou la "révolution citoyenne" n'a jamais permis aux travailleurs d'un pays de prendre le pouvoir, pas même en 1905 en Russie. En revanche, une "avant-garde révolutionnaire" profondément enracinée dans les masses était parvenue à prendre le pouvoir par une révolution dans la rue et non dans les urnes en 1917 en Russie jusqu'en 1923-24, en s'appuyant sur "l'auto-organisation du mouvement populaire", les soviets ou comités.

Quand le tsar fut chassé du pouvoir en février 1917, c'est un front populaire qui prit le relais. Jusqu'à sa chute, il refusera obstinément d'exproprier les propriétaires fonciers et les capitalistes, et estimant que les masses n'étaient pas prêtes pour la démocratie, il décida que c'était au tour de la bourgeoisie de gouverner. Le parti de l'avant-garde, le parti bolchevik de Lénine et Trotsky s'y opposa et n'y participa pas. Il convainquit et conquiert les masses ou la majorité des soviets, ce qui permit de mener à son terme la révolution prolétarienne, tout en liquidant ce qui restait des institutions bourgeoises ou de l'Ancien Régime, dont l'Assemblée constituante qui servait de repère à la réaction et à ses complices pour mener la guérilla contre le gouvernement ouvrier révolutionnaire, le nouvel Etat ouvrier, socialiste.

C'est cette avant-garde organisée qui nous fait si cruellement défaut aujourd'hui et dont Mélenchon ne veut pas entendre parler, ce qui se comprend très bien, puisqu'il ne partage pas ses objectifs politiques, dont l'abolition du capitalisme et ses institutions.

Mélenchon oppose l'avant-garde consciente du processus historique inconscient à "*l'auto-organisation du mouvement populaire*", alors que nous considérons qu'ils sont complémentaires, et contrairement à lui, nous avons retenu la leçon que si l'avant-garde ne pouvait pas se substituer à l'organisation indépendante des masses, cette dernière ne pouvait pas non plus se substituer au parti ouvrier révolutionnaire. Mieux, l'organisation indépendante des masses était vouée à l'échec si l'avant-garde n'avait pas conquis la confiance et la direction des masses pour orienter leur combat, parce que seules les masses ne peuvent pas atteindre le niveau de conscience politique requis pour prendre le pouvoir et le conserver ni aucun autre acteur, sinon cela se saurait et nous n'en serions pas là aujourd'hui

Le discours (et le programme) de Mélenchon est un tissu de confusions et de contradictions, de mensonges et de vérités ou en permanence il tient un double langage, l'oeuvre d'un faussaire ou d'un aventurier qui cherche à tout prix à se concilier les tenants du régime en place, qui de leur côté ont parfaitement compris qu'il ne constituerait pas une réelle menace pour le régime.

Pour en revenir à la situation sociale et politique, deux choses font défaut à l'heure actuelle pour envisager une issue politique favorable aux travailleurs ou avancer dans cette voie.

L'avant-garde qui est disloquée ou demeure trop faible, pour n'avoir pas su encore tirer toutes les leçons de la lutte de classes

depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, rectifier la multitude d'erreurs qu'elle a commises, elle en est encore à refuser de l'admettre, ce qui signifie que cette question est loin d'être réglée, hélas !

Et l'élévation du niveau de la conscience des masses pour qu'elles modifient leur orientation politique ou envisagent la rupture avec le capitalisme et ses institutions ou qu'il existe une alternative au capitalisme, de sorte que l'attention qu'elles porteraient au discours de l'avant-garde s'en trouverait modifiée, ainsi que leurs rapports qui favoriseraient la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, qui de ce fait pourrait enfin assumer son rôle au sein du mouvement ouvrier et de tous les organismes politiques indépendants que les masses créeraient au cours de la lutte de classe et du processus révolutionnaire, pour en conquérir la direction et les porter au pouvoir à l'issue d'un soulèvement révolutionnaire.

L'alliance de l'avant-garde consciente, socialiste, révolutionnaire, avec les masses, c'est la combinaison gagnante, toute autre combinaison s'est toujours avérée perdante, il n'existe aucune exception.

Dès lors la question qui est posée à chaque militant ou travailleur est simple : Souhaitez-vous faire partie indéfiniment des perdants avec Mélenchon et consorts, ou préférez-vous vous tourner vers l'avant-garde qui malgré ses faiblesses incarnent le camp des gagnants ?

Si vous décidez de vous tourner vers l'avant-garde, vous pouvez prendre contact ou rejoindre le POID qui est le parti qui l'incarne le mieux à l'heure actuelle ou le Mouvement pour la rupture avec la Ve République et l'UE dont il est à l'initiative.

Ne vous hâtez pas de rejeter cette proposition, ne commettez pas cette erreur, faites preuve de mesure ou de discernement, car vous devez savoir que s'il disparaissait, il n'existerait plus aucun parti en France pour incarner l'avant-garde, dans ce cas-là puisque la jonction entre un mouvement populaire et l'avant-garde deviendrait impossible, cela signifierait que la société (et le reste du monde, oui, rien de moins il faut en avoir conscience) s'enfoncerait inexorablement dans la barbarie, à l'instar des Etats-Unis, est-ce ce que vous souhaitez pour vous, vos enfants ou petits-enfants, réfléchissez bien avant de prendre votre décision.

N'allez pas imaginer que je vous raconterais des histoires ou que je chercherais à vous influencer, est-ce dans mes habitudes, franchement. Non, je joue cartes sur table avec vous. En Italie aussi il a existé de puissants partis ouvriers, un puissant parti socialiste, un puissant parti communiste, ils ont trahi, il a également existé une puissante avant-garde au sein du mouvement ouvrier qui hélas s'est fourvoyée, depuis ils ont tous disparu, et vous avez observé ce qu'ils ont récolté. Vous pouvez faire le même constat ailleurs. Ne perdez pas de vue non plus qu'aucun gouvernement en Europe ou dans le monde n'a rompu avec le régime néonazi en place en Ukraine ou d'extrême droite en Israël, aux Etats-Unis...

Macron n'est qu'un avant-goût de ce qui vous attend si vous ne réagissez pas maintenant, car plus tard il sera trop tard.

Tous les mouvements ou coalitions qui se sont constitués sur les cendres des PS et PC n'ont eu pour fonction qu'empêcher la jonction de la classe ouvrière avec les classes moyennes, qu'empêcher que leurs éléments les plus avancés se rassemblent dans un parti révolutionnaire.

Ces mouvements ou coalitions n'ont été que les avatars populistes de ces partis, au point de frayer la voie à l'extrême droite qui incarne le populisme par excellence, dépouillée de ces complexes. Et qu'ont-ils fait croire ces mouvements ou coalitions de partis, sinon que le capitalisme était réformable, alors qu'il ne l'est pas. Quel discours sur le fond tient l'extrême droite ? Le même. Et Macron ne dit pas autre chose.

Il y a quelque chose qui caractérise tous ces dirigeants ou partis : l'imposture permanente et un cynisme sans fond, qui unit engendrent des monstres d'inhumanité, ce qu'ils s'emploient à démontrer quand on les observe attentivement ou qu'on a un peu de mémoire.

Leurs discours sont faits pour flatter les ignorants afin de les tromper, malheur à ceux qui ont la faiblesse de ne pas en tenir compte ou qui leur trouvent des qualités !

Allez, Mélenchon en a rajouté une grosse couche.

- Mélenchon joue la carte de l'unité et veut dialoguer avec la gauche, divisée - AFP 26.05

Tournant stratégique et prélude à une convergence des gauches ? Jean-Luc Mélenchon, qui n'avait de cesse depuis des mois de mettre à distance la "vieille gauche" en "décomposition", appelle désormais au "dialogue" au sein de la "mouvance progressiste". AFP 26.05

Entendez par "*progressiste*", les cloportes qui ont fait toute leur carrière au PS, qui y sont encore ou qui l'ont quitté quand il coulait sans modifier quoi que ce soit à leur idéologie.

En famille. LREM et PS au chevet de l'UE, avec les compliments du FMI. (lire plus loin)

- Macron rend hommage au président italien Mattarella - Reuters 29.05

- Italie: le PS soutient la décision d'écarter un ministre eurosceptique, une "folie antidémocratique" pour LFI - AFP 29.05

Le porte-parole du Parti socialiste Boris Vallaud a soutenu, lundi sur Europe 1, la décision du président italien de s'opposer à la nomination d'un ministre eurosceptique. AFP 29.05

Macron toujours bien avisé !

C'était avant la nomination de Carlo Cottarelli...

- Emmanuel Macron veut "tendre la main" au nouveau gouvernement italien anti-européen - Le HuffPost 26.05

Ils osent tout. Qui a dit ?

- «Si on veut garder demain le droit de manifester, qui est une liberté fondamentale, il faut que les personnes qui veulent exprimer leur opinion puissent s'opposer aux casseurs et ne pas, par leur passivité, être complices de ce qui se passe.» (liberation.fr 27.05)

Réponse : Le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb.

Deux jours plus tard, une autre raclure lui emboîte le pas.

- Julien Denormandie, secrétaire d'État chargé de la Cohésion des territoires, a appelé les manifestants à faire preuve de « vigilance » afin d'éviter l'irruption de casseurs dans les cortèges... (Invité de L'Épreuve de vérité, diffusée sur Public Sénat en partenariat avec Radio Classique, Les Échos et l'AFP - Publicsenat.fr 28.05)

Collomb n'a rien trouvé de mieux que transférer ses responsabilités sur les manifestants pour finalement les assimiler à des casseurs.

C'est le comble de l'infamie, lorsque l'on sait que ces "casseurs" s'intercalent volontairement entre les CRS et les manifestants pour que ces derniers soient arrosés de bombes lacrymogènes ou soient également tabassés par les forces de l'ordre.

Ils ont pour fonction de briser ces manifestations et donner une image détestable du mouvement ouvrier.

La question serait plutôt de savoir pourquoi les CRS les laissent se regrouper ou ne les arrêtent pas, avant qu'ils se livrent à des actes violents ou cassent n'importe quoi en toute impunité.

La concurrence est rude...

- Affiches d'Erdogan retirées : «Parfaitement inacceptable», estime Macron - Le Parisien 28 mai 2018

En cause, une affiche de l'hebdomadaire Le Point-BHL présentant le président turc Recep Tayyip Erdogan comme un dictateur, arrachée ou recouverte dans différents kiosques apparemment par des partisans d'Erdogan. Macron et la couche d'oligarques qu'il représente, ne digèrent décidément pas qu'Erdogan s'oppose à leur plan en Syrie et se soit rapproché de la Russie...

Et les zélés apprentis dictateurs ne manquent pas.

- SNCF: "Les syndicats ont intérêt à arrêter la grève", selon le rapporteur (LR) au Sénat - AFP 29.05

Comment le légitimer ? En bidouillant un faux sondage.

- SNCF: la grève n'est pas justifiée pour la majorité des personnes interrogées - AFP 27.05

La grève à la SNCF, qui dure depuis le 3 avril, n'est pas justifiée pour 58% des personnes interrogées pour un sondage Ifop dans Le Journal du Dimanche. AFP 27.05

Ils osent tout ou leur humanisme est la politesse des salauds...

- Emmanuel Macron reconnaît le caractère antisémite d'un meurtre commis en 2003 - Le HuffPost 28.05

Le président Emmanuel Macron a reconnu, dans un courrier adressé au député Meyer Habib, le caractère antisémite du meurtre en 2003 de Sébastien Selam, le comparant à l'assassinat de Mireille Knoll, indique la lettre rendue publique dimanche... Le HuffPost 28.05

Le gouvernement se bat pour "les droits de l'homme pauvre", affirme Griveaux - AFP 28.05

Le gouvernement se bat pour "les droits de l'homme pauvre", qui, "sans doute, n'a pas voté aux dernières élections" a affirmé le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux. AFP 28.05

Fabrication du consentement en totalitarisme.

- Jour J pour la protection des données en Europe, déjà des plaintes - AFP 25.05

Un arsenal de nouvelles règles est entré en application vendredi dans l'UE pour mieux protéger les données personnelles à l'ère numérique, suscitant sans tarder de premières plaintes contre des géants comme Facebook et Google déjà accusés de les enfreindre.

Le "Règlement général sur la protection des données" (RGPD) prévoit des droits renforcés pour les internautes et des sanctions inédites en cas d'abus, dans un contexte marqué par le scandale planétaire qui a impliqué le réseau social américain dirigé par Mark Zuckerberg.

Cette législation impose à toute entreprise, sur internet ou non, de demander un "consentement explicite et positif" pour utiliser des données personnelles collectées ou traitées dans l'UE. Elle donne aussi aux citoyens le "droit de savoir" quand leurs données sont piratées, comme lors de la fuite massive subie par la société Uber en 2016.

"Vous avez probablement vu ces fenêtres contextuelles qui s'affichent partout, disant: +vous devez accepter, sinon vous ne pourrez pas utiliser ce service+. Or le RGPD interdit explicitement cela", a dit à l'AFP le juriste autrichien Max Schrems, déplorant un "consentement forcé" à ces nouvelles règles d'utilisation, justement modifiées pour respecter la loi européenne. AFP 25.05

C'est plus que chiant, c'est du harcèlement, plus d'un va cliquer sur OK directement et va se retrouver envahi de pubs. J'ai eu la patience d'ouvrir toutes les fenêtres sur Yahoo et de tout virer. A vrai dire, je ne me démerde pas mal, je n'ai jamais une fenêtre qui s'ouvre à mon insu ou une pub qui vient envahir l'écran, cela ne m'arrive jamais.

Le seul truc qui m'est arrivé dernièrement, c'est l'impossibilité d'accéder à YouTube, écran blanc ou vide! Pourquoi, je n'en sais rien, je ne suis pas parvenu à résoudre le problème, je pense qu'ils ont dû actualiser leur fichier et supprimer les lignes correspondant aux anciens système d'exploitation comme XP que j'utilise toujours parce que je le trouve plus pratique ou rationnel, car en revanche avec le portable qui fonctionne sous le système 7 de microsoft je n'ai pas ce problème. Cela doit fait exprès pour qu'on soit obligé d'adopter un système d'exploitation plus récent.

Quant à Outlook qui me sert pour le courrier, c'est devenu l'horreur, l'écran saute, est tronqué... Je vais peut-être à nouveau retourner sur Yahoo en créant une nouvelle adresse. Ils nous pourrissent vraiment la vie ces cinglés !

ACTUALITE EN TITRES

La question est de savoir pourquoi après l'avoir combattu férocement, la classe dominante en fait la promotion.

- Les Irlandais disent oui à la libéralisation de l'avortement - AFP 26.05

Quand le monarque "veut" ou se prend pour le maître du monde.

Quand on sait qu'on a affaire à un pantin, c'est dingue !

- Emmanuel Macron veut "tendre la main" au nouveau gouvernement italien anti-européen - Le HuffPost 26.05

- Macron veut ancrer la Russie de Poutine en Europe - AFP 25.05
- France-Russie : Macron rassure les milieux d'affaires - euronews 26.05
- Dégeler Poutine, pas une mince affaire pour Macron - LeParisien.fr 25.05

Chut, ils complotent !

- Proposition de loi "secret des affaires": accord entre députés et sénateurs - AFP 25.05

Médiacrasse.

- Orlando Sierra, de l'AFP, photographe de l'année au Honduras - AFP 25.05
- L'agence de presse publique russe Ria Novosti interdite en Ukraine - AFP 24.05

Mafia des affaires.

Ils épongent les dettes, et ensuite, une fois devenu plus présentable, ils privatiseront.

- SNCF: l'Etat reprendra 35 milliards d'euros de dette, dont 25 milliards en 2020, selon l'Unsa. - AFP 25.05

Le gang des banquiers à l'oeuvre.

- Onze milliards d'euros blanchis en Estonie entre 2012 et 2016 - Reuters 26.05

Plus de 11 milliards d'euros ont été blanchis en Estonie entre 2012 et 2016 par le biais des banques du pays, a rapporté vendredi la cellule du renseignement financier de la police estonienne (FIU). Reuters 26.05

ACTUALITÉ DU JOUR

- Conflit social Annulation d'un spectacle à la Comédie-Française - Liberation.fr 29.05

La Comédie-Française tentait lundi de trouver une issue pour mettre fin à une grève «illimitée» d'une partie des techniciens, qui a provoqué samedi l'annulation de la première de la Locandiera de Carlo Goldoni (sur une mise en scène d'Alain Françon), a indiqué la direction. Entamé le 22 mai, le mouvement de grève porte «sur plusieurs revendications dont l'une uniquement liée au service machinerie», a précisé un communiqué du théâtre public. Liberation.fr 29.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

- Espagne Le Parti populaire condamné pour corruption, Rajoy menacé - Liberation.fr 26 mai 2018

Le chef du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, s'est retrouvé isolé vendredi, menacé par une motion de censure de l'opposition socialiste et lâché par ses alliés centristes de Ciudadanos, après la condamnation de son parti conservateur dans un méga procès pour corruption.

Le Parti socialiste (PSOE) a déposé cette motion de censure dans la matinée à la Chambre des députés pour renverser Rajoy et former un gouvernement à sa place. Pour réussir, elle devra être votée par 176 députés, une majorité absolue que le PSOE

ne pourrait rassembler qu'en s'alliant à la gauche radicale de Podemos et aux petits partis nationalistes - dont les séparatistes catalans, contre lesquels le numéro 1 des socialistes, Pedro Sánchez, a pris position ces derniers mois.

Le parti libéral Ciudadanos, devenu le principal rival de Rajoy dans les sondages, a, lui, immédiatement annoncé qu'il s'opposerait à cette motion de censure mais a exigé en revanche des élections anticipées. «La condamnation du gouvernement pour corruption a mis un terme à la législature, a lancé le chef de Ciudadanos, Albert Rivera, dans un tweet. Nous avons besoin d'un gouvernement propre et fort qui affronte le défi séparatiste. Ou Rajoy convoque des élections, ou le Congrès le fera.» Liberation.fr 26 mai 2018

2- Italie.

Nouveau coup d'Etat de l'oligarchie en Italie .

2.1- Un nouveau Premier ministre à la manoeuvre en Italie - euronews 29 mai 2018

En Italie, le nouveau Premier ministre par interim Carlo Cottarelli est donc à la manoeuvre. Et il doit rapidement proposer un nouveau gouvernement, lequel devrait cependant avoir peu de chance d'obtenir la confiance du parlement dominé par les partis de la Ligue et du Mouvement 5 étoiles.

Le principal objectif de Carlo Cottarelli, ancien haut responsable du FMI, surnommé Monsieur Ciseaux pour son rôle dans la réduction des dépenses publiques en 2013-2014, sera de préparer de nouvelles élections, et en attendant de faire passer le vote du budget et de tenter de rassurer les marchés après deux mois et demi de crise.

Des législatives anticipées pourraient avoir lieu après le mois d'août si son gouvernement n'obtient pas la confiance du parlement et qu'il doit simplement gérer les affaires courantes. euronews 29 mai 2018

La veille.

2.2- Nouvelle impasse en Italie après le retrait de Giuseppe Conte - Reuters 28 mai 2018

Giuseppe Conte, choisi par le Mouvement 5 Etoiles (M5S, populiste) et la Ligue (extrême-droite) pour occuper la fonction de président du Conseil, a renoncé dimanche à former un gouvernement, après que le président italien a refusé d'accepter l'économiste Paolo Savona comme ministre des Finances en raison de son hostilité pour l'euro et les institutions européennes.

Cette décision pourrait déclencher une crise constitutionnelle et semble rendre inévitable la tenue de nouvelles élections législatives cette année.

Le président de la République, Sergio Mattarella, a été accusé par les dirigeants du M5S et de la Ligue d'avoir trahi la constitution et de répondre aux ordres des puissances européennes.

Luigi Di Maio, chef de file du M5S, qui a remporté le plus grand nombre de sièges au Parlement lors des élections du 4 mars mais n'a pas obtenu de majorité, a demandé la destitution de Mattarella.

"J'ai accepté toutes les nominations, sauf celle de ministre de l'Economie", a déclaré le chef de l'Etat lors d'une allocution télévisée au ton grave.

"Pour ce ministère, j'ai demandé aux partis de la coalition une personnalité politique autoritaire n'étant pas considérée comme partisane d'une ligne qui pourrait provoquer la sortie de l'Italie de la zone euro", a ajouté Mattarella.

Quelques instants après cette allocution, un ancien haut responsable du Fonds monétaire international (FMI), Carlo Cottarelli, a été convoqué par le chef de l'Etat pour une réunion lundi matin.

Ce rendez-vous pourrait signifier que Mattarella compte demander à Cottarelli de former un gouvernement de transition composé de techniciens et chargé d'élaborer avant la fin décembre le budget 2019, notamment pour éviter une hausse automatique de la TVA en cas de creusement du déficit.

Les marchés, inquiétés par la constitution d'un gouvernement eurosceptique dont la politique menacerait les fragiles finances publiques italiennes, pourraient être rassurés par l'éventuelle nomination de Cottarelli.

Si le gouvernement venait à ne pas obtenir le soutien du Parlement, il resterait en place pour expédier les affaires courantes et

de nouvelles élections seraient organisées en septembre ou en octobre.

D'après les derniers sondages, de nouvelles élections pourraient profiter à la Ligue, qui a remporté 17% des voix en mars, mais ne permettraient pas de sortir de l'impasse.

Le dirigeant de la Ligue, Matteo Salvini, a réagi avec colère à la décision de Sergio Mattarella de ne pas accepter que Paolo Savona prenne le portefeuille de l'Economie.

"Si Berlin, Paris ou Bruxelles ne donne pas son accord, un gouvernement ne peut pas être formé en Italie. C'est une absurdité, et je demande au peuple italien de nous soutenir parce que je veux ramener la démocratie dans ce pays", a-t-il dit à des journalistes.

Luigi Di Maio a demandé que le Parlement vote la destitution de Sergio Mattarella.

"Ce soir, il est vraiment difficile de croire en nos institutions et aux lois de l'Etat", a dit le dirigeant du M5S.

Il faut que le président soit destitué pour haute-trahison parce qu'il a agi sous la pression étrangère, a déclaré le dirigeant du parti nationaliste Frères d'Italie, qui avait noué pour les élections une alliance avec la Ligue et Forza Italia.

"C'est un conflit institutionnel sans précédent", a déclaré Matteo Salvini dans une vidéo diffusée en direct sur Facebook.

Avant même la fin de la réunion entre Mattarella et Conte dimanche, le dirigeant de la Ligue avait annoncé, sans confirmer le veto présidentiel, que la seule solution désormais était la tenue de nouvelles élections législatives.

"Dans une démocratie, si nous sommes toujours en démocratie, il n'y a qu'une seule chose à faire, laisser les Italiens avoir leur mot à dire", a dit Salvini devant des partisans rassemblés dans le centre de l'Italie.

Avant l'annonce du retrait de Giuseppe Conte, Paolo Savona avait tenté de répondre aux inquiétudes liées à ses positions.

"Je veux une Europe différente, plus forte, mais plus équitable", a déclaré dimanche l'économiste de 81 ans dans ses premiers commentaires publics.

Moody's Investors Service a annoncé vendredi avoir placé la note à long terme Baa2 de l'Italie sous surveillance avec implication négative. L'agence de notation craint les retombées sur les finances publiques des projets budgétaires de la nouvelle coalition au pouvoir. Reuters 28 mai 2018

2.3- Italie : qui est Carlo Cottarelli, alias «monsieur ciseaux», convoqué par le président ? - lefigaro.fr 28.05

Âgé de 64 ans, Carlo Cottarelli est diplômé en économie à l'université de Sienne (Toscane) et à la London School of Economics. Après six ans passés dans la division chargée du secteur financier et monétaire à la Banque d'Italie, il a été un haut responsable au Fonds monétaire international (FMI) et s'est vu attribuer le surnom de «Monsieur Ciseaux» quand il a été chargé de la révision des dépenses publiques par le gouvernement d'Enrico Letta (centre gauche) en 2013. Le successeur de M. Letta, Matteo Renzi, l'a ensuite nommé au FMI où il a assumé les fonctions de directeur exécutif pour l'Italie, la Grèce, et Malte, entre autres pays, avant de quitter ses fonctions en octobre 2017. Il est depuis cette date le directeur de l'Observatoire des comptes publics, multipliant à ce titre les mises en garde sur le coût économique du programme de gouvernement signé par le Mouvement cinq Etoiles (M5S, antisystème) et la Ligue (extrême droite). Interviewé par Les Échos en milieu de semaine, il évaluait son coût entre 110 et 150 milliards d'euros.

«Un Monsieur Personne qui représente la finance internationale», a dit de lui dimanche soir Matteo Salvini, le patron de la Ligue, dans une vidéo sur Facebook. «Il est un de ces experts donneurs de leçons qui nous ont accablés en taillant dans la santé, l'éducation, l'agriculture», a lancé de son côté Luigi Di Maio, chef de file du M5S devant ses partisans réunis à Fiumicino, près de Rome.

Spécialiste de finances publiques, M. Cottarelli avait multiplié les interviews mettant en garde contre les dérives financières potentielles contenues dans le «contrat de gouvernement» adopté par la Ligue et le M5S. lefigaro.fr 28.05

3- Slovaquie

- Des preuves détruites dans le meurtre d'un journaliste slovaque - Reuters 26.05

La police slovaque pourrait avoir détruit, par inadvertance ou par négligence, des preuves sur les lieux du meurtre du

journaliste d'investigation Jan Kuciak, a annoncé vendredi l'avocat de la famille, Daniel Lipsic.Reuters 26.05

4- Venezuela

- Venezuela: l'UE va imposer de nouvelles sanctions "ciblées et réversibles" - AFP 28.05

L'Union européenne a décidé lundi d'imposer de nouvelles sanctions "restrictives, ciblées et réversibles" contre le régime au pouvoir au Venezuela afin de sanctionner les nombreuses irrégularités constatées lors de l'élection présidentielle remportée par Nicolas Maduro.AFP 28.05

5- Inde

- L'Inde fait fi des sanctions américaines contre l'Iran et le Venezuela - AFP 28.05

L'Inde continuera à commercer avec l'Iran et le Venezuela malgré les menaces que font peser sur ses entreprises les sanctions américaines contre ces deux pays, a déclaré lundi la ministre des Affaires étrangères Sushma Swaraj. AFP 28.05

6- Nicaragua

- Nicaragua : 86 morts et plus de 860 blessés - euronews 29.05

42e jour de crise au Nicaragua et ce bilan, 86 morts et plus de 860 blessés dans les manifestations antigouvernementales. L'opposition et le président Daniel Ortega seraient cependant tombés d'accord hier pour reprendre le dialogue... euronews 29.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

- Nouveau record de détenus dans les prisons françaises, avec 70.633 personnes incarcérées - AFP 25.05

Le nombre de détenus a atteint un nouveau record au 1er mai, avec 70.633 personnes incarcérées dans les prisons françaises, qui souffrent d'une surpopulation chronique, selon des chiffres officiels publiés vendredi. AFP 25.05

2- Sénégal

- Les Sénégalais réclament justice pour un étudiant tué - euronews 26.05

Des milliers d'étudiants défilent en colère, dans plusieurs villes du Sénégal. Ils exigent une amélioration de leurs conditions de vie, et réclament "justice" pour la mort d'un des leurs, tué par les gendarmes lors de manifestations il y a 10 jours.

3- Brésil

3.1- L'armée mobilisée au Brésil pour lever les barrages routiers - AFP 26 mai 2018

Le gouvernement brésilien a haussé le ton vendredi face à la grève des routiers qui paralyse tout le pays depuis le début de la semaine, en mobilisant l'armée pour lever les centaines de barrages dans le pays.

Le président Michel Temer a annoncé en début d'après-midi dans une allocution télévisée au ton solennel "avoir mobilisé les forces de sécurité" pour dégager les routes du pays.

Le ministre de la défense, Joaquim Silva e Luna, est allé plus loin en affirmant deux heures plus tard que l'armée agirait de façon rapide, coordonnée et énergique (...) pour libérer la circulation dans des zones critiques" comme les raffineries et les aéroports.

Dans un communiqué conjoint, les leaders des principaux syndicats du pays ont affirmé que "la décision du gouvernement de mobiliser l'armée comme instrument de répression" revenait à "tenter d'éteindre l'incendie avec de l'essence".

Peu avant, la mairie de Sao Paulo, capitale économique du pays, a décrété l'état d'urgence, une mesure extrême permettant notamment de réquisitionner du combustible.

3.2- Grève des routiers au Brésil: Temer cède pour éviter le chaos - AFP 28.05

Le président brésilien Michel Temer a cédé dimanche aux revendications des routiers grévistes, qui paralysent depuis une semaine le pays sortant à peine d'une récession historique.

3.3- Grève des routiers au Brésil: le pays toujours paralysé malgré les concessions du président - AFP 29.05

Le Brésil restait quasiment paralysé mardi, au neuvième jour de grève des routiers, malgré "l'absolue conviction" affichée par le président Michel Temer que le mouvement touchait à sa fin.

4- Franc-maçonnerie

- Sayyid Qutb était franc-maçon - Réseau Voltaire 28 mai 2018

L'historien égyptien Helmi Nimnim vient de publier une nouvelle biographie du théoricien du jihad au sein des Frères musulmans, Sayyid Qutb (1906-66). Le livre reproduit un article du maître intitulé « Pourquoi je suis devenu franc-maçon », paru dans la revue al-Taj al-Masri (la « Couronne d'Égypte »), le 23 avril 1943.

L'article a été publié avant son voyage aux États-Unis et son adhésion aux Frères musulmans.

Par le passé, de nombreux auteurs ont mis en évidence les ressemblances entre les cérémonies d'initiation des deux confréries (les Frères musulmans et la Franc-maçonnerie), mais c'est la première fois que la preuve de l'appartenance maçonnique de Sayyid Qutb est apportée.

À cette époque, les loges égyptiennes étaient directement contrôlées par les services secrets britanniques. Le roi Farouk en était membre.

La question de la possible appartenance de Qutb à la CIA reste, quant à elle, ouverte. Réseau Voltaire 28 mai 2018

Comme quoi Trotsky avait eu raison de dire qu'il fallait les brûler !

[Haut de page ↗](#)



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries juin 2018

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 2 juin 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai 62 ans et 8 mois. 15 ans d'éducation et d'études, 23 ans de travail et de chômage, 23 ans et 4 mois à profiter de la vie (en Inde), à la retraite depuis 8 mois officiellement, elle n'est pas belle la vie sous le capitalisme !

Il y en a qui sont spécialisés dans les théories foireuses et qui en sont fiers, moi il a fallu que j'en élabore une originale pour tout juste survivre, et apparemment je n'ai pas trop à m'en plaindre.

- Causerie au format pdf (11 pages)

Ils osent tout. Un courriel reçu d'un sympathisant du POID.

Quand on veut toujours avoir raison et qu'on est à court d'argument ou acculé, au besoin on en vient à falsifier les faits, la réalité. Autant vous dire qu'il s'agit du militant qui me harcèle depuis des années...

- "Toute l'argumentation repose sur un principe complètement faux: en 1918 puis en 1923, le prolétariat allemand était le plus développé et avait le niveau de vie le plus élevé !!! Cela ne l'a pas empêché de se lancer à l'assaut du vieux monde lors de deux révolutions successives..."

Apparemment, cela ne lui a pas réussi dites-leur, puisqu'elles ont échoué ! En réalité, son niveau de vie s'était effondré pendant la guerre, et il n'aura pas le temps de se relever, qu'une période d'hyperinflation ravagera l'Allemagne à partir de 1923 et portera Hitler au pouvoir quelques années plus tard.

Je ne tiens pas à polémiquer sur la question du développement de la conscience politique du prolétariat allemand à cette époque, parce que cela nous entraînerait trop loin et je n'ai pas le temps, disons qu'au regard du résultat, je me permettrai simplement d'émettre des réserves, sachant qu'il a été élevé au biberon de la social-démocratie acquise au réformisme ou au révisionnisme du socialisme et qui fit faillite en août 1914. Je pense plutôt qu'il s'est en partie et en partie seulement radicalisé en s'inspirant de la révolution russe pratiquement dans des conditions identiques, en ayant à subir une guerre qui allait fait chuter brutalement son niveau de vie, d'où l'élévation de son niveau de conscience et son passage à l'action, la formation de soviets ou comités, etc.

Donc tout porte à croire que les conditions n'étaient pas réunies pour que ces révolutions aillent à leur terme, et la seule question

qui vaut la peine de se poser, est de savoir lesquelles et pourquoi, question que vous esquivez en déformant mes propos honteusement ou en me prêtant un discours que je n'ai jamais tenu, pire en déformant la réalité.

Ensuite, j'ignorai que les guerres étaient propices à l'amélioration de la condition ouvrière, que le niveau de vie du prolétariat en général progressait pendant la guerre et les années suivantes, j'avais plutôt cru comprendre qu'en dehors de l'aristocratie ouvrière corrompue, c'était les banquiers qui s'en sortaient le mieux en devenant encore plus riches à l'issue des guerres.

- "*Ce simple constat en une phrase met à mal des dizaines de développements sur ce thème "finalement les salariés français ne sont pas assez malheureux pour vouloir changer les choses", Trotsky dénonçait violemment ce raisonnement typiquement petit-bourgeois, "ce sont les masses qui sont responsables, pas les dirigeants qui se réclament du mouvement ouvrier"!!! Refrain repris par LO, le NPA....."*

Passons sur le fait que je ne cesse de pilonner ces dirigeants, LO et le NPA.

Ne dit-on pas qu'on ne fera pas boire un âne qui n'a pas soif ?

Ne dit-on pas que c'est lorsqu'on rencontre des difficultés dans la vie, qu'on a une chance de progresser parce que cela va nous inciter à nous poser des questions et à y chercher des réponses ?

C'est le b.a.-ba de la logique la plus élémentaire, qui lorsqu'elle échappe à un esprit aussi éclairé que celui de mon contradicteur - c'est tout du moins ce qu'il pense de lui-même, le ravale au rang d'ignorant ou d'idiot.

Effectivement, il faut pour qu'une révolution prolétarienne se produise : soit que la condition des masses ait régressé ou qu'elles se soient appauvries au point qu'elles ne puissent plus vivre comme avant, soit qu'en ayant encore des conditions d'existence décentes, elles aient élevé leur niveau de conscience politique pour exiger de vivre dans une société plus juste ou meilleure, et précisons que la seconde condition est indispensable pour que la première permette d'envisager sérieusement un changement de régime. Ce sont les enseignements que l'on peut tirer de la lutte de classe du passé, cependant en précisant qu'à ce jour jamais une révolution n'a eu lieu ou n'a réuni de près comme de loin les conditions qui lui auraient permis d'espérer vaincre ses ennemis dans aucun pays capitaliste ayant développé une puissante aristocratie ouvrière et une importante classe moyenne.

Quant au mouvement ouvrier en général et ses dirigeants en particulier, ils sont le reflet du niveau de conscience général des masses dont ils sont issus. Et le niveau de conscience général des masses est l'expression concentrée de l'interprétation qu'elles font de leurs conditions. On a la fâcheuse tendance à idéaliser le niveau de conscience des travailleurs, de la surestimer. En fait, lorsqu'ils s'estiment satisfaits de leurs conditions, ils sont solidement enchaînés au capitalisme. Certes, ils peuvent être conduits à exiger quelques miettes de plus des capitalistes, et s'ils leur refusent, ils s'en accommodent. Leur niveau de conscience ne va pas plus loin ou cesse de se développer, il va stagner ou pire, régresser, et le jour où les capitalistes décideront que l'heure a sonné de leur reprendre les avantages qu'ils avaient dû leur concéder auparavant, ils seront désarmés pour les affronter.

Il semblerait qu'on n'ait pas encore saisi qu'une expérience était pratiquement sans valeur et pourrait se reproduire indéfiniment sans que rien ne change, dès lors qu'on n'en avait pas tiré des enseignements, justement pour qu'elle ne se reproduise pas à l'identique ou pour que ses conclusions soient différentes ou bénéfiques par la suite.

C'est ainsi que la plupart des gens passent à côté de leur existence, puisque finalement elle n'aura pas changé du début à la fin. A ce titre, il faut noter que ce sont les fonctionnaires et ceux qui travaillent dans les grandes entreprises qui forment les bataillons de l'aristocratie ouvrière qui y sont le plus prédisposés. De par leurs statuts, ils sont peut-être portés à composer l'essentiel du mouvement ouvrier, mais comme leurs conditions les prédisposent à être les plus enchaînés au capitalisme, il n'y a pas lieu de leur prêter des dispositions aptes à en faire des révolutionnaires ou à élever leur niveau de conscience au point de remettre en cause l'ordre établi, ce serait plutôt l'inverse qui prévaudrait. Maintenant, qu'il y en ait quelques-uns ou une minorité qui sortent du lot, il n'en demeure pas moins que l'immense majorité demeure accroché au char du capitalisme. Or pour qu'une révolution vaille, il faut que la minorité et ses dirigeants soit suffisamment déterminée pour entraîner la majorité.

Une nouvelle fois vous avez recouru au procédé ignoble qui consistait à faire croire que j'accuserais les masses d'être responsables de la situation, histoire de ne pas analyser minutieusement leur comportement afin de ne pas en rechercher l'origine, sachant que les conclusions auxquelles vous parviendriez contrediraient votre propre analyse ou plutôt votre absence d'analyse, puisque vous vous contentez d'ânonner des principes, c'est à croire que la masturbation intellectuelle à laquelle s'adonnent les dogmatiques rend aveugle et impuissant !

Ce militant et bien d'autres j'imagine, n'admettent pas qu'on affirme que les masses et le mouvement ouvrier se sont embourgeoisés, ils le nient farouchement, ce qui ironiquement n'est pas sans signification politique, mais cela ne leur effleurera pas l'esprit bien entendu ou pour cause. Pourquoi ? Parce que cela signifie que la conception de la lutte de classe à laquelle ils s'accrochent est obsolète, et ils sont incapables de la modifier ou d'en concevoir une autre qui soit davantage en rapport avec la situation réelle, plutôt que refléter leur théorie élevée au rang de dogme putréfié.

L'ouvriérisme tout comme le tiers-mondisme peuvent aboutir aux pires confusions, qui dans certains cas peuvent s'avérer fatales. La réalité aussi désagréable soit-elle, doit être prise dans sa totalité, il faut la regarder en face, et sous aucun prétexte on devrait ensuite manquer de mesure en l'analysant, car sinon on prendrait le risque de passer à côté de la solution qui correspond à la question qui nous avons à résoudre.

Non mais imaginez un instant, ce militant voudrait me faire passer pour un monstre d'inhumanité qu'il ne s'y prendrait pas autrement.

Je vis en Inde entouré de misère, pas forcément matérielle d'ailleurs, je baigne quotidiennement dans un océan de souffrances et de violence, chaque jour dans mon entourage direct je suis témoins de drames épouvantables, et plus le temps passe pire c'est, et vous voulez savoir pourquoi, je vais vous le dire en tentant de contenir ma colère, parce qu'on a fait croire aux masses que le développement était à leur portée ou qu'elles allaient profiter du développement économique de l'Inde, et comme en réalité tous n'y auront pas accès ou il n'y en aura pas pour tout le monde, elles se déchirent, s'entre-dévorent pour faire partie des heureux élus, c'est terrible.

Cela tombe à pic, voilà ce qui est en train de se dérouler en ce moment même sous mon toit, il est 12h35 ce vendredi 1er juin 2018.

Au moment où j'écris ces lignes, Selvi ma compagne est en pleurs, Srida, la fille de sa soeur Adilakshmi est en pleurs, le frère cadet de son époux est un petit voyou qui leur pourrit la vie. Son époux et ses parents ainsi qu'un avocat sont partis ce matin à Chennai pour porter plainte contre lui, ils vont déboursier 25.000 roupies dans cette affaire, dont le salaire de l'époux de Srida. Srida n'a plus une roupie pour inscrire ses deux enfants à l'école, or c'est le dernier jour pour les inscriptions. Elle a besoin impérativement aujourd'hui de 20.000 roupies. Elle n'a pas mangé depuis trois jours. Il fait plus de 42°C à l'ombre. Du coup Selvi est en train de lui préparer à manger et je lui donne un chèque de 20.000 roupies, ils me rembourseront par la suite, si c'est possible... Bien entendu, ils se sont battus quotidiennement ces derniers jours, le père, la mère, son époux, son frère, sa soeur, Srida, etc. Tout le monde en a pris plein la gueule, ils se haïssent et ils doivent continuer de vivre ensemble, quel cauchemar !

Maintenant, vous imaginez cet enfer, et après un militant qui a perdu la tête voudrait faire croire que c'est ce que je souhaiterais aux masses, bref que je serais un sale type ignoble au possible, indifférent au sort de mes semblables. C'est un procédé vraiment dégueulasse, indigne d'un militant qui se réclame du trotskysme, honte à vous ! C'est comme si vous me prêtiez de souhaiter la guerre en Europe pour que tous les travailleurs se massacrent, cela leur servirait de leçon ! Vous avez dépassé les bornes de l'infamie juste pour avoir toujours raison, parce que vos dirigeants faillis ont toujours raison, parce que les marxistes qui ont commis une multitude d'erreurs qu'ils ont reconnues quand ils en ont eu le temps auraient toujours eu raison.

Tenez, voilà le genre d'inepties que ce genre de militants continuent de prendre pour argent comptant un siècle plus tard, bien que les faits les aient contredites :

- "Lorsque nous voyons combien rapidement l'idée des Soviets se répand en Allemagne et même en Angleterre, nous pouvons bien nous dire que c'est là une preuve essentielle que la Révolution prolétarienne vaincra. On ne saurait arrêter son cours que pour peu de temps. (Le congrès de l'Internationale Communiste, 1919)

Un siècle, c'est plus "que pour peu de temps", semble-t-il.

Les rédacteurs de ces lignes a dû prendre leurs désirs pour la réalité ou firent preuve d'une grande confusion, d'un optimisme démesuré pour le moins, Lénine et Trotsky notamment, personne n'est parfait, pardon, sauf ce militant et ses dirigeants.

En aparté, en parcourant à nouveau très rapidement les résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, je me suis aperçu que les conditions de vie de la classe ouvrière n'y figuraient pas ou qu'elles n'avaient pas fait l'objet d'une profonde et méticuleuse analyse, alors que c'était un des principaux facteurs qui devait déterminer l'évolution de la situation...

Je n'ai pas le temps ici de m'étendre sur ce sujet d'une importance capitale, constatons que c'est devenu la règle chez tous nos dirigeants et du coup pratiquement chez tous les militants, d'ignorer ce qui est à la base de l'état d'esprit des travailleurs, après vous ne vous étonnez pas qu'ils soient incapables de savoir ce qu'ils pensent ou quels sont les véritables rapports entre les classes, et qu'ensuite ils extrapolent ou partent dans des spéculations hasardeuses sur le développement de la situation ou de la lutte de classes.

Militer sur de telles bases ne sert strictement à rien, de là à se faire faussaire pour se convaincre du contraire est vraiment malhonnête et pitoyable. C'est un simple constat, je ne juge personne qu'on se comprenne bien.

Il y avait autre chose dans le bref courriel que m'avait adressé ce militant qui méritait notre attention. En gros, il nous a démontré à quel point on pouvait se contredire sans s'en apercevoir.

Récapitulons, il a voulu nous faire croire que le niveau de conscience politique des masses pourrait se développer, alors que

leurs conditions de vie seraient élevées, au point de se lancer dans une révolution prolétarienne... Or, nous savons que cela n'a jamais été le cas nulle part dans le monde jusqu'à présent, mais là n'est pas l'essentiel. Non, ce qu'il y a d'extraordinaire, c'est que lorsque je propose une théorie équivalente ou qui conduit aux mêmes conclusions pratiques, il m'accuse de fabuler et de bien des choses encore peu flatteuses...

Cela fait des années que j'explique qu'à défaut de conditions similaires ou aussi effroyables que celles engendrées par une guerre, un effondrement brutal du capitalisme, pour espérer que les masses se dressent contre le régime pour le renverser, il fallait impérativement élever leur niveau de conscience et les organiser, que cela devait être notre tâche prioritaire ou que toute notre activité devait être subordonnée sur cet objectif. Je n'ai jamais tenu un autre discours, vous en êtes témoins, les causeries depuis août 2008 vous le confirmeront.

Si vous ignoriez que le prolétariat allemand avait été une des principales victimes de la Première Guerre mondiale, j'ai trouvé quelques textes qui le prouvent.

- ...le blocus de la faim, condamnant les peuples de l'Allemagne et de l'Autriche à l'extermination. (Le congrès de l'Internationale Communiste, 1919)

- Maintenant ce n'est pas seulement la paupérisation sociale, mais un appauvrissement physiologique, biologique, qui se présente à nous dans toute sa réalité hideuse. La catastrophe de la guerre impérialiste a balayé de fond en comble toutes les conquêtes des batailles syndicalistes et parlementaires. (id)

- La science industrielle allemande et le taux de production très élevé de la main-d'oeuvre allemande, ces deux facteurs d'une extrême importance pour la renaissance de la vie économique européenne, sont paralysés par les clauses de la paix de Versailles encore plus qu'ils ne l'avaient été par la guerre. L'Entente se trouve devant un dilemme : pour pouvoir exiger le paiement il faut donner le moyen de travailler, pour laisser travailler il faut laisser vivre. Et donner à l'Allemagne ruinée, dépecée, exsangue, le moyen de se refaire une vie, c'est lui rendre possible un sursaut de protestation. (Ile congrès de l'Internationale Communiste, 1920)

- C'est en Allemagne que les conséquences en sont les plus terribles. La défaite de l'impérialisme allemand a été en même temps celle du système d'économie capitaliste. En dehors du prolétariat il n'y avait aucune classe qui pût prétendre au pouvoir d'Etat. Le perfectionnement de la technique, le nombre et le niveau intellectuel de la classe ouvrière allemande étaient un sur garant du succès de la révolution sociale. Malheureusement la social-démocratie allemande s'est mise en travers de la voie. Grâce à des manoeuvres compliquées dans lesquelles la ruse se mêle à la bêtise, elle a paralysé l'énergie du prolétariat pour le détourner de la conquête du pouvoir qui était son but naturel et nécessaire.

La social-démocratie s'était évertuée pendant des dizaines d'années à conquérir la confiance des ouvriers, pour, ensuite, au moment décisif, quand le sort de la société bourgeoise était en jeu, mettre toute son autorité au service des exploités.

La trahison du libéralisme et la faillite de la démocratie bourgeoise sont des épisodes insignifiants en comparaison de la trahison monstrueuse des partis socialistes. Le rôle de l'Eglise elle-même, cette station électrique centrale du conservatisme, comme l'a définie Lloyd George, pâlit devant le rôle anti-socialiste de la IIe Internationale. (id)

- Le caractère illusoire de la période de prospérité est surtout évident en Allemagne ; dans un laps de temps pendant lequel les prix se sont élevés en une année et demie au sextuple, la production du pays a continué de baisser très rapidement. La participation, triomphante en apparence, de l'Allemagne au trafic commercial international d'avant-guerre est payée d'un double prix : gaspillage du capital fondamental de la nation (par la destruction de l'appareil de production, de transport et de crédit) et abaissement successif du niveau d'existence de la classe ouvrière. (Ile congrès de l'Internationale Communiste, 1921)

- Pour restaurer l'économie européenne, en remplacement de l'appareil de production détruit pendant la guerre, une forte création nouvelle de capital serait nécessaire. Cela ne serait possible que si le prolétariat était prêt à travailler davantage dans des conditions d'existence très inférieures. C'est ce que les capitalistes demandent ; c'est ce que lui conseillent les chefs traîtres des Internationale jaunes : d'abord aider à la restauration du capitalisme, ensuite lutter pour l'amélioration de la situation des ouvriers. Mais le prolétariat d'Europe n'est pas prêt à se sacrifier, il réclame une amélioration de ses conditions d'existence, ce qui actuellement est en contradiction absolue avec les possibilités objectives du capitalisme. D'où les grèves et les insurrections sans fin et l'impossibilité de restaurer l'économie européenne. (id)

- L'attaque du gouvernement prussien sous la direction du social-démocrate Severing contre les mineurs de l'Allemagne centrale forme l'introduction à l'offensive générale de la bourgeoisie allemande en vue de la réduction des salaires du prolétariat allemand. (id)

- Tandis que les conférences des Etats de l'Entente se succèdent, la ruine économique de l'Allemagne se poursuit toujours et menace l'existence du capitalisme dans toute l'Europe Centrale.

L'aggravation catastrophique de la situation économique de l'Allemagne contraindra... (IVe congrès de l'Internationale Communiste, 1922)

- Mais la plus forte exploitation du prolétariat allemand, la transformation de l'ouvrier allemand en coolie européen, la misère effrayante où il est plongé par suite du traité de Versailles... (id)

Souvenez-vous de ce que ce militant a écrit : "*en 1918 puis en 1923, le prolétariat allemand (...) avait le niveau de vie le plus élevé*", incroyable, n'est-ce pas ? C'est dingue ! Au fait, c'est une expression que ma compagne Selvi et sa soeur Adi connaissent par coeur parce que je n'arrête pas de la répéter, c'est fou, c'est dingue, c'est complètement dingue, quel monde de dingues ! Elles sont hyper arriérées, mais je ne les ai jamais traitées de dingues, je ne suis pas con à ce point-là, heureusement !

On va enfoncer le clou. On assume totalement les idées que nous défendons.

L'orientation du mouvement ouvrier est détestable. C'est un lieu commun penseront certains. Si on sait comment cela se caractérise, on ne cherchera pas à en évaluer les conséquences sur l'état d'esprit des travailleurs ou à en comprendre la portée ou la signification politique.

Son orientation est bourgeoise ou plus largement réactionnaire, trade-unioniste ou réformiste tendant au corporatisme, ce que chacun peut constater. Cela n'a aucune importance ou si peu nous disait-on, car cela ne serait que temporaire, sauf que le temporaire a plutôt tendance à durer et à s'incruster dans les esprits apparemment, et tout est fait pour qu'il en soit ainsi.

Par exemple, on vous parle de la retraite ou on vous explique qu'il faudrait y penser sérieusement vers l'adolescence ou dès que vous commencez à travailler... Qu'est-ce que cela signifie, sinon que vous êtes promis à subir l'exploitation ou le capitalisme jusqu'à la fin de vos jours. Et alors ? Vous n'en saisissez pas la portée, vous ne comprenez pas qu'ils y préparent très tôt les travailleurs ou qu'ils façonnent ainsi leur cerveau à s'accommoder du capitalisme, de sorte qu'ils intégreront sa survie dans leur conscience ou que sa survie leur paraîtra tout ce qu'il y a de plus normal, comme si c'était gravé dans le marbre. Partant de là, comment l'idée pourrait-elle germer dans leurs têtes qu'ils devraient s'en débarrasser pour conquérir leur émancipation, puisqu'ils l'ont évacué de leur avenir. C'est aussi une des fonctions des réseaux numériques, les conditionner dès le plus jeune âge pour en faire des esclaves dociles.

Vous pouvez prendre absolument toutes les revendications avancées par le mouvement ouvrier, telles qu'elles sont avancées, elles s'inscrivent toutes dans cette perspective, le capitalisme est éternel.

Il y a pire encore, quand vous affirmez le contraire ou vous combattez cette orientation réactionnaire, on vous traite de gauchiste, d'extrémiste. En fait, la principale fonction du mouvement ouvrier est de préparer les travailleurs à demeurer éternellement sous le joug du capitalisme ou du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qui coïnciderait finalement avec son destin.

Partant de là, tout besoin ou tout droit, tout acquis ou toute conquête sociale, bref, toute revendication sociale incompatible avec la survie du capitalisme doit être écartée ou décrétée hors la loi. On en arrive à se dire que les choses sont comme elles sont et qu'on y peut rien, que ce qui se passe est normal, c'est la banalisation de l'exploitation et de l'oppression, c'est dans cette perspective que s'inscrit le mouvement ouvrier, qui refuse obstinément de lier les revendications sociales à la nécessité d'en finir avec le capitalisme.

Même sur le terrain psychologique, le mouvement ouvrier se situe au côté des capitalistes contre les travailleurs. Voilà ce que cela signifie, parce qu'il l'est également sur le plan idéologique, le mouvement ouvrier est essentiellement contre-révolutionnaire, antisocialiste, c'est sa manière d'être apolitique... c'est ce qui l'a amené à appeler à voter pour Macron !

Avec un fondement aussi pourri, on ne voit pas trop ce qu'il y aurait lieu sérieusement d'en espérer tant que cette orientation s'imposera.

On se plaint que la situation serait inextricable, mais je me demande si parfois cela n'arrangerait pas certains, ceux précisément qui refusent d'y réfléchir. Nous ne faisons le procès de personne, on essaie seulement de comprendre pour aller de l'avant, vers le socialisme.

Parole d'internaute

1- "C'est un effet du conditionnement collectif qui fait qu'une info " officielle" du système dominant est à priori vraie alors qu'une info non officielle qui la contredit est à priori suspecte.

Une info critique non officielle n'est prise en compte que par une petite minorité de l'opinion sensibilisée à l'esprit critique exacerbé en quête d'informations.

La très grande majorité de l'opinion reçoit l'information passivement comme un bruit de fond qui l'interpelle à l'occasion, étant essentiellement préoccupée par les questions professionnelles, familiales, privées. Il faut avoir une curiosité pour la chose politique, y être sensibilisé pour entreprendre une démarche active à la recherche de l'information et ce n'est que dans cet état d'esprit qu'il y a tentation à " vouloir en savoir plus " et donc entreprendre la recherche d'infos supplémentaires à la marge.

La force de tous les systèmes en place est de s'abriter derrière ce fond d'indifférence collective particulièrement efficace lorsqu'ils contrôlent l'essentiel des médias chargés d'entretenir ce bruit de fond conformiste qui baigne l'opinion."

LVOG - Vous avez raison, leur guerre idéologique et psychologique par médias interposés s'avère particulièrement pernicieuse et efficace, mais elle ne le demeurera pas indéfiniment... Mais ce serait commettre une erreur fatale de croire que seule la régression des conditions objectives suffira pour vaincre notre ennemi, elles peuvent être la condition de l'engagement du combat classe contre classe, mais elle ne détermine en rien son issue si simultanément la classe ouvrière ne parvient pas à élever son niveau de conscience à celui des tâches qu'elle a à accomplir, et donc à s'organiser...

2- "Le moteur des guerres en général et notamment celles menées par les USA ont pour origine un petit groupe d'individus associées pour leurs profits et agissant derrière le pouvoir politique : l'État profond. (nous avons le même dispositif mafieux en France)

Par ailleurs ces personnages n'ont aucune considération pour la race humaine et toute vie hormis leur propre personne.

Partant de ce constat aucune autre considération, que ce soit l'intérêt général ou une éthique n'entre en compte. Nous devons considérer que toutes action extrême impensable pour un citoyen, toute tromperie, assassinats, tueries...sont dans l'arsenal normal du système."

LVOG - En effet notre ennemi est déterminé et cynique, c'est ce qui fait sa force, et notre faiblesse vient du fait que sous l'influence de la morale bourgeoise qui a été spécialement conçue pour nous maintenir en servitude éternellement, on est incapable de l'imiter...

ACTUALITÉ DU JOUR

L'UE : C'est le national-socialisme.

Qui a dit ?

- " *Les marchés vont apprendre aux Italiens à bien voter* ".

Réponse : Propos du commissaire européen au Budget et aux Ressources humaines, Günther Oettinge, dans le cadre d'une interview réalisée à Strasbourg, diffusée mardi soir sur la chaîne allemande DW. atlantico.fr 29.05

Palestine occupée.

LVOG - Tsahal, le Mossad et le gouvernement israélien n'ont rien à envier en effet aux SS en exécutant des hommes, femmes et enfants désarmés à Gaza.

Franceinfo - Manifestation anti-Macron : une organisation juive porte plainte après l'exhibition d'une pancarte représentant le président en SS avec un brassard israélien - franceinfo 29.05

"Les (...) porteurs de cette pancarte instillent un antisémitisme patent par cet odieux amalgame", indique l'avocat du BNVCA, Charles Baccouche, dans sa plainte. franceinfo 29.05

- Washington mettra son veto sur la protection des Palestiniens - L'Express.fr1 juin 2018

Les États-Unis vont poser un "veto certain" au texte réclamant la protection des Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie. Le projet de résolution, présenté par le Koweït devant le Conseil de sécurité des Nations Unies, devait être voté jeudi mais celui-ci a été repoussé à vendredi, à 19 heures GMT.

L'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley, a décrit le texte du Koweït, qui représente les pays arabes au Conseil de sécurité, comme une "approche largement unilatérale qui est moralement décadente et ne servirait qu'à saper les efforts de paix en cours entre les Israéliens et les Palestiniens". L'Express.fr1 juin 2018

Ils ont du mal à contenir leur haine des pauvres, des exploités...

Il y a trop de travailleurs qui dépendent des aides sociales pour survivre : Dehors Macron et Darmanin !

- Aides sociales «Il y en a trop», selon Gérald Darmanin - Liberation.fr

Ils en parlent comme si c'était déjà acquis.

- Par points ou «à la suédoise» : à quoi ressemblera notre prochain système de retraite ? Liberation.fr 31 mai 2018

Lancé ce jeudi, la réforme des retraites promise par Macron devrait bouleverser notre système actuel. Liberation.fr 31 mai 2018

En famille. Quand les monarchies sont Gafa.

- UE: Les pays nordiques opposés à la taxation des Gafa - Reuters1 juin 2018

Les ministres des Finances des trois pays nordiques de l'Union européenne ont exprimé vendredi leur opposition au projet de taxation des géants du numérique présenté par la Commission européenne, estimant qu'il risquait de nuire à l'économie européenne.

Leur position pourrait affaiblir encore le plan présenté en mars, qui a déjà été critiqué par de petits Etats membres de l'UE et n'a reçu qu'un accueil mitigé à Berlin.

"Une taxe sur les services numériques s'écarterait des principes fondamentaux de l'impôt en ne s'appliquant qu'au chiffre d'affaires, sans prendre en compte le fait de savoir si le contribuable réalise un bénéfice ou non", écrivent la ministre suédoise des Finances Magdalena Andersson et ses collègues du Danemark et de la Finlande, Kristian Jensen et Petteri Orpo, dans un communiqué commun.

L'exécutif européen a proposé le 21 mars d'instaurer une taxe transitoire de 3% sur le chiffre d'affaires des groupes emblématiques du numérique, en premier lieu les "Gafa" (Google, Apple, Facebook et Amazon), accusés de profiter des disparités d'un système fiscal inadapté qui leur permet de transférer leurs profits vers des Etats membres à la fiscalité avantageuse comme le Luxembourg ou l'Irlande.

Pour les pays nordiques, la taxe proposée jouerait contre les intérêts de l'Europe en compliquant la coopération internationale en matière de fiscalité et en risquant de déclencher des mesures de représailles des partenaires de l'UE.

Ils se prononcent en faveur d'une réforme de la taxation des grands groupes numériques mais demandent qu'elle soit débattue au niveau de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), forum traditionnel pour les discussions internationales sur la fiscalité.

La Commission européenne est favorable à une action au niveau international mais, notant que la réflexion est toujours très longue sur ces sujets, propose une taxe transitoire. Reuters1 juin 2018

MH17. C'était une fake news !

- No convincing proof of Russia's role in MH17 tragedy obtained so far — Malaysian minister - tass.com June 01

There is no conclusive proof of Russia's responsibility for the crash of flight MH17 in eastern Ukraine in July 2014, Channel News Asia said on Thursday quoting Malaysian Transport Minister Anthony Loke.

"There is no conclusive evidence to point at Russia under the JIT [Joint Investigative Team] evidence," he said when a reporter asked him about the JIT findings. "But who's responsible - you can't just pinpoint at Russia." tass.com June 01

Traduction : Il n'existe pas de preuves suffisantes pour affirmer que la Russie serait responsable du crash du vol MH17 en Ukraine en juillet 2014 a affirmé à News Asia, mardi, le ministre des Transport malaysien, Anthony Loke.

POLITIQUE

Italie.

- Les populistes s'installent au pouvoir en Italie - AFP 1 juin 2018

Le premier gouvernement d'alliance entre un jeune mouvement populiste et un parti d'extrême droite doit prêter serment vendredi après-midi à Rome, sous la direction de Giuseppe Conte, un juriste complètement novice en politique qui a promis une politique anti-austérité et sécuritaire.

Après près de trois mois de tractations et de rebondissements inédits même pour un pays rompu aux crises politiques, le Mouvement 5 étoiles (M5S, antisystème) et la Ligue (extrême droite) ont trouvé un compromis avec le président Sergio Mattarella qui exigeait des garanties sur le maintien de l'Italie dans la zone euro.

Le président avait opposé un veto spectaculaire à une première liste dimanche soir. Mais jeudi soir, il a signé avec un soulagement visible une liste amendée de ministres qui doivent prêter serment à 16h00 (14h00 GMT) et demander la confiance du Parlement en début de semaine prochaine.

C'est donc M. Conte, un professeur de droit et avocat de 53 ans totalement inconnu quand il a été choisi il y a 15 jours par le M5S et la Ligue, qui sera assis à côté de M. Mattarella samedi pour la parade militaire de la fête nationale.

Et lui qui assurait encore son cours à l'université de Florence jeudi matin représentera l'Italie la semaine prochaine au sommet du G7 au Canada.

Luigi Di Maio, chef de file du M5S, et Matteo Salvini, patron de la Ligue, sont désormais vice-Premiers ministres, le premier chargé du Développement économique et du Travail, et le second de l'Intérieur.

Le très sensible ministère de l'Economie et des Finances revient à Giovanni Tria, un professeur d'économie politique proche des idées de la Ligue en matière fiscale mais favorable au maintien de l'Italie dans l'euro.

Au départ pressenti pour ce poste, Paolo Savona, l'économiste de 81 ans qui considère l'euro comme "une prison allemande", devient ministre des Affaires européennes.

Il sera flanqué du très européen Enzo Moavero Milanesi, qui a travaillé pendant 20 ans à Bruxelles et a été ministre des Affaires européennes de Mario Monti et d'Enrico Letta (2011-2014), qui devient ministre des Affaires étrangères.

Au final, une équipe resserrée de 18 ministres, dont seulement cinq femmes, qui place quasiment à égalité les deux alliés, même si la Ligue n'a obtenu que 17% des voix aux élections législatives du 4 mars, contre plus de 32% pour le M5S.

Très fébriles ces dernières semaines, les marchés financiers ont salué la fin de l'incertitude vendredi matin: la Bourse de Milan a ouvert en hausse de plus de 2% et le "spread", l'écart entre les taux d'emprunt allemand et italien à 10 ans qui s'était envolé au-dessus des 300 points en début de semaine, baissait encore pour passer sous les 225 points.

Les investisseurs jugent le programme des deux alliés dangereux pour les comptes publics italiens, mais beaucoup redoutaient encore plus un éventuel retour aux urnes dans les prochains mois.

Nous allons travailler avec intensité pour réaliser les objectifs politiques que nous avons annoncés dans le contrat de gouvernement. Nous travaillerons avec détermination, pour améliorer la qualité de vie de tous les Italiens", a promis M. Conte jeudi soir après avoir présenté son équipe.

Ce "contrat de gouvernement", négocié pendant 10 jours et dévoilé il y a deux semaines, tourne résolument le dos à l'austérité et aux "diktats" de Bruxelles, pariant sur une politique de croissance économique pour réduire la colossale dette publique italienne.

Il promet un abaissement de l'âge de la retraite, des baisses d'impôts draconiennes -- cheval de bataille de la Ligue -- et l'instauration d'un "revenu de citoyenneté" de 780 euros par mois -- promesse phare du M5S.

Synthèse de deux philosophies politiques, il présente aussi bien la rhétorique du M5S sur l'environnement, les nouvelles technologies ou la moralisation de la vie publique que le tour de vis sécuritaire, anti-immigrés et anti-islam de la Ligue, alliée en Europe du Front national (FN) français. AFP1 juin 2018

Pour qui va gouverner cette coalition d'extrême droite : Pour le compte de l'oligarchie, de l'impérialisme américain ou l'UE.

Nicaragua

- Nicaragua: la population terrifiée par la violence de la répression - AFP 1 juin 2018

"On n'entendait plus que les tirs, c'était la panique, on se serait cru en guerre", raconte, encore terrifiée, Julieth Hernandez, une habitante de Managua qui a vécu cette semaine un des affrontements de rue les plus sanglants depuis le début des manifestations contre le président sandiniste... AFP 1 juin 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 4 juin 2018

CAUSERIE ET INFOS

● Causerie au format pdf (11 pages)

What do you want ? I want rock'n roll. (Def Leppard, pour se rajeunir.)

Vidéo. 2CELLOS - Steve Vai - Highway To Hell feat - 4'21" - YouTube.

<https://www.youtube.com/watch?v=qfGggAGITwg>

On se détend un peu en musique. Oreilles sensibles s'abstenir. Un exercice de virtuoses quand même, qui tranche avec la médiocrité de notre époque et nous transporte au-delà. La musique est bien le seul art qui tend encore vers un idéal, quant aux paroles (ou titres), vaut mieux les oublier ou ne pas y prêter attention quand il y en a.

Nous sommes mardi matin, et avant de mettre cette causerie en ligne, je me suis fait la réflexion que, le développement de la société était plus rapide que le développement des facultés intellectuelles des hommes ou qu'il existait un énorme fossé entre les deux, et plus la transformation de la société s'accélère, moins les hommes sont aptes à saisir son fonctionnement, moins ils auront la capacité d'agir sur la société, pire elle deviendra.

La transformation de la société correspond à de nouveaux besoins que les esclavagistes inventent sans cesse pour mieux nous asservir, à nous de les adopter ou de nous en passer ou quand c'est possible, de les détourner de leurs objectifs à notre profit. La plupart du temps, pour ne pas dire toujours, ils nous sont imposés et le peuple les adopte les yeux fermés sans réfléchir à leurs significations. Il avait déjà du mal à comprendre dans quelle société il vivait pour ne pas dire jamais, du coup sa tâche va encore se compliquer pour parvenir à s'en émanciper, à se libérer du règne de la nécessité auquel il est enchaîné.

Singulièrement et sans qu'il en ait conscience le moins du monde, son attention va être attirée par cette multitude de besoins qui sont sensés faire son bonheur, allant jusqu'à oublier totalement que la société ne lui permet pas de satisfaire ses aspirations les plus élémentaires pour finalement en perdre la trace, à commencer par décider librement de son propre sort ou destin ou encore de l'orientation de la société. Voilà ce qu'il doit s'appropriier d'urgence pour progresser, sinon la civilisation humaine est vouée à régresser sans fin.

Un autre courriel reçu du même militant et ma réponse.

J'ai montré il y a trois jours, comment à partir de données fausses on pouvait arriver à une conclusion erronée ou à la conclusion qu'on s'était fixée à l'avance de parvenir, disons l'air de rien.

Puis, une fois que la manipulation de son auteur a été révélée, il va être amené à modifier son argumentation sans toutefois changer de conclusions, témoignant ainsi que dès le départ il était animé d'intentions nuisibles ou inavouables, et qu'il n'y avait pas renoncé pour autant, ou que l'idée qu'il aurait pu se tromper lui était insupportable, alors que cela arrive à tout le monde, sauf à lui !

Dès lors, il va franchir un degré de plus dans l'imposture en employant un procédé encore plus pernicieux, qui consistera à admettre en partie ou à demi-mot son erreur, sans pour autant modifier la conclusion à laquelle il était parvenu précédemment, ce qui témoigne si nécessaire que son unique objectif n'était pas de partager ses connaissances ou ses expériences pour faire

avancer notre cause, mais bien de nuire à un militant qui ne partageait pas ses idées.

Or, il se trouve qu'en admettant du bout des lèvres l'argument que j'avais avancé, c'est toute sa démonstration ou son interprétation qui va s'écrouler. Il ne lui restera plus qu'à l'assumer ou à s'enfoncer dans le déni au-delà du ridicule, et comme pour lui la réalité des faits a moins d'importance que son besoin irrésistible d'avoir toujours raison, il va persister dans son oeuvre de faussaire, et devenu littéralement hystérique, il va opter pour la calomnie en désespoir de cause.

Apparemment, et cela ne concerne pas que lui, il n'a jamais réussi à saisir la distinction entre les conditions d'existence des masses et l'interprétation qu'elles en faisaient, comment elles les vivaient. Apparemment encore, il ignore totalement ce que signifie la guerre et ses conséquences effroyables sur l'ensemble de la population, dont la classe ouvrière qui en est la principale victime et chair à canon, surtout quand elle dure de longues années.

Je l'avais pressenti d'une certaine manière en mettant une multitude d'articles en ligne sur la guerre en Syrie, pour que les lecteurs la vivent comme s'ils y étaient, en vain apparemment. Mais il est vrai que nous ne vivons pas tout à fait dans le même monde, le nôtre est beaucoup plus violent et cruel que le vôtre. En Inde, il ne nous manque plus que la guerre pour que notre cauchemar soit total, donc notre regard à tendance à se porter sur ceux qui vivent encore plus mal que nous ou qui souffrent davantage encore, notre fibre humaniste à fleur de peau nous conduit à être plus sensibles à leur sort.

Ce vieux militant pratique la novlangue décrite par Orwell qu'affectionnent tous ceux qui réécrivent l'histoire au fur et à mesure qu'elle se déroule. Un jour viendra où on nous racontera que les années de guerre furent fastes pour le peuple envoyé à l'abattoir, en novlangue : la guerre, c'est la paix. C'est d'ailleurs ce que s'est déjà employé à faire largement le cinématographe, Hollywood, etc. Plus tard, d'autres (Staliniens et néostaliniens) pousseront l'ignominie jusqu'à appelé les années d'après-guerre (Seconde Guerre mondiale) "les jours heureux", en France, alors que les tickets de rationnement existeront jusqu'en 1949 et la misère noire était omniprésente, des villes entières comme Le Havre avaient été rasées, le problème du logement prendra une tournure particulièrement drastique pour des millions de travailleurs et leurs familles, mes parents partageront la loge de concierge de ma grand-mère maternelle, avant ils avaient trouvé refuge chez ma grand-mère paternelle à Nanterre.

Encore quelques mots.

Quand ce militant affirme que "*le prolétariat allemand restait le plus développé, ce qui ne l'a pas empêché de se lancer à l'assaut du vieux monde*", il fait un contresens, car il ne réalise pas que c'est justement parce que la guerre avait mis à mal sa condition supérieure ou l'avait réduite à néant, qu'il se radicalisa et trouvera la voie de la révolution prolétarienne... Aussi, parce qu'à cette époque comme en Russie et dans les pays les plus industrialisés, la classe ouvrière était très concentrée dans d'immenses centres industriels employant des dizaines de milliers d'ouvriers, ou des villes industrielles qui avec leurs faubourgs en comptaient des centaines de milliers, ce qui facilitait leur organisation, favorisait la prise de conscience de leur force, condition du passage à l'action...

Un témoignage.

- Berlin pendant la guerre 1914-1918 - cairn.info

Arnulf Scriba est historien et collaborateur scientifique au Deutsches historisches Museum de Berlin.

Extrait - En février 1915, des cartes de pain sont distribuées dans toute l'Allemagne. La ration fixée par le magistrat de la capitale s'élève dans un premier temps à 2 kilos de pain par semaine ou 225 grammes de farine par jour et par personne. Mais rapidement, la ration de farine est réduite à 200 grammes par jour. 10

Avant la guerre, la consommation moyenne par personne en est de 380 grammes. Jusqu'à la fin de l'année 1915, la plupart des produits alimentaires sont strictement rationnés dans la ville. Malgré cela, les cartes d'alimentation ne permettent pas d'acheter des quantités suffisantes pour couvrir les besoins en calories. Par ailleurs, elles sont souvent attribuées pour des denrées qui ne sont même pas ou plus disponibles. Elles ne sont donc pas la garantie d'obtenir la quantité de pain, de viande, de pommes de terre ou de lait indiquée, mais elles indiquent simplement qu'il est impossible de recevoir, en quelque circonstance que ce soit, plus que la quantité mentionnée. Avec l'introduction des cartes d'alimentation commence le temps des « Polonaises ». C'est ainsi que les Berlinoises appellent les files de plus en plus longues devant les magasins et les marchés couverts. Étant donné que tout un chacun peut voir ses files chaque jour, les autorités n'essayent même pas d'émettre des avis publics pour empêcher que les femmes ne se présentent dès minuit pour obtenir quelque chose à manger le matin. Elles attendent de longues heures, assises par terre, sur des paillasses ou de petits escabeaux. « Les autres se tiennent là, apathiques, beaucoup dorment debout, et la lumière de la lune fait paraître les visages pâles encore plus blêmes. Des policiers apparaissent et font les cent pas, excédés. Le matin commence à poindre. De nouveaux groupes arrivent. (...) Enfin la vente commence. Et le résultat : chacun une misérable demi-livre ou, lorsqu'on est particulièrement chanceux, une livre entière de viande, de saindoux ou de beurre pour la moitié des acheteurs, alors que l'autre moitié repart les mains vides » [14].

10- Daniel U., Arbeiterfrauen in der Kriegsgesellschaft..., op. cit., p. 234.

14- Berliner Tageblatt, 19 mai 1916.

LVOG - Le prolétariat allemand disposait peut-être de conditions de vie supérieures à celles des autres prolétariats en Europe, pour autant, ils pouvaient avoir le porte-monnaie bien garni, quand il n'y avait pas de pain, ils étaient logés à la même enseigne que les autres Allemands, et c'était pour tout ainsi...

Le dernier courriel reçu et mes commentaires.

- Eh oui, la guerre a touché l'ensemble des prolétariats européens ("Touché", une paille, plus de 18 millions de morts et 3 ou 4 fois plus de blessés. - LVOG) et, comparativement, le prolétariat allemand restait le plus développé (On vient de voir ce qu'il en était réellement. - LVOG), ce qui ne l'a pas empêché de se lancer à l'assaut du vieux monde à deux reprises et ce qui met à mal tout l'argumentation petite-bourgeoise de Tardieu (Une pure vue de l'esprit comme je viens de le démontrer. - LVOG) (critiquer LO ou le NPA n'empêche pas de reprendre à son compte leurs pires travers !!) (Affirmation gratuite, calomnie. Lesquels, à quelles occasions ? - LVOG) Eh oui, comme pour toi, les masses sont responsables de ne pas bien de battre, une bonne partie s'est embourgeoisée (merci au capitalisme pourrissant !!) (Il est vrai que pour vous et vos amis l'aristocratie ouvrière n'existe pas. Vous n'avez pas seulement rompu avec la sémantique de Marx et Engels, mais avec leur méthode pour interpréter la société... - LVOG), ce qui dédouane bien entendu les appareils qui, par leurs journées d'action bidon, sont finalement au diapason de ces masses !! (Je n'ai jamais cessé de dénoncer et de combattre ces journées d'action, de traiter ces appareils de corrompus, vendus, d'agents du capital et j'en passe, vous n'êtes qu'un vulgaire menteur, un faussaire. Qui pendant plus de 50 ans a publié des communiqués de ces appareils pourris sans émettre la moindre réserve, ajouter le moindre commentaire, histoire de faire naître des illusions envers ces salopards dans la tête des militants ou travailleurs, sinon Informations ouvrières dont D. Gluckstein vient de déclarer qu'il assurerait la continuité politique. Personnellement j'ai rompu publiquement avec ce courant politique. - LVOG)

Ouh là là, et lui qui se pensait comme le nouveau Lénine !!! (Cela ne risque pas d'arriver à vos dirigeants ! Et puis, ne vous excitez pas comme cela sur votre clavier, et ne parlez pas de quelqu'un que vous ne connaissez pas. - LVOG) Son terrain d'analyse reste sa propre famille, ce qui simplifie effectivement l'analyse !! (L'école de la vie, celle de Lénine, la meilleure, ce n'est pas de moi, mais de Trotsky. Décidément vous ne connaissez rien à rien. Vous êtes-vous un jour posé la question de savoir comment des populations avaient pu s'intégrer dans la société sans avoir jamais reçu la moindre éducation ou instruction ? Savez-vous comment ils ont procédé, je vous en parle en connaissance de cause parce que je les observe quotidiennement depuis plus de 20 ans ? Ils ont observé ce qui se passait autour d'eux, notamment la nature, ils ont écouté ce qui se disait, ils ont fait des expériences, et parfois, par déduction ou recoupement ils ont acquis de quoi pouvoir survivre tant bien que mal. Croyez-vous qu'on pourrait leur reprocher quoi que ce soit ? Ce serait fort injuste ou il faudrait être con au dernier degré, ce à quoi vous voulez me faire passer, n'est-ce pas ? Entre nous je vous le dis, vous perdez votre temps. Moi, je ne perds jamais le mien dans ce genre d'exercice, car dans le cas contraire je ferais perdre celui des lecteurs et je m'en voudrais. - LVOG)

LVOG - De nos jours, en France ou en Europe, aucune des conditions objectives qui prévalaient autrefois pour qu'une révolution prolétarienne se produise n'existe, elles ont quasiment disparu. Donc la question qu'on devrait commencer par se poser, devrait être de savoir par quoi elles ont été remplacées, pour ensuite se demander comment se présente la situation pour tenter d'agir dessus, sans forcément pouvoir l'influencer dans un premier temps ni pendant une période assez longue, ne nous berçons pas d'illusions dévastatrices à l'arrivée, essayons d'être lucide, ce serait déjà un réel progrès d'y parvenir.

Dans le passé, on a été amené à commettre de graves erreurs d'appréciation sur cette question déterminante et bien d'autres d'ailleurs. Le portail économique xerficanal-economie.com a publié un article comparatif sur la pauvreté en Allemagne et en France, et finalement en prenant en compte tous les facteurs économiques et sociaux qui entraînent en ligne de compte pour déterminer les revenus des travailleurs dans ces deux pays, il apparaît qu'il y a deux fois moins de travailleurs ou de ménages pauvres en Allemagne qu'en France, malgré Hartz IV, ainsi que de chômage. Or jusqu'à présent on était plutôt à penser le contraire s'agissant de la pauvreté.

Xerficanal-economie.com - Les écarts demeurent mais sont bien moins spectaculaires, lorsque l'on opère ces calculs sur la base du revenu disponible, après impôts et transferts sociaux donc et en incluant tous les types de revenus. (...)

Cet indicateur tient compte du fait qu'il existe un certain nombre d'aides sociales accompagnant les mini-jobs, et que ces emplois sont souvent exercés en cumul d'autres emplois.

Plus récemment un troisième indicateur, produit par l'OCDE, a défrayé la chronique. Il concerne lui aussi la proportion de travailleurs pauvres. Il en ressort que le taux serait de 7,1% en France, tandis qu'il ne serait que de 3,7% en Allemagne. Il a bousculé le discours selon lequel l'Allemagne payerait son faible taux de chômage par une importante précarisation. Mais nuance, l'indicateur parle de pauvreté au niveau du ménage, après redistribution, une fois que l'on intègre l'ensemble des revenus perçus au niveau d'un foyer dans lequel au moins une personne travaille. Cela montre que si la proportion de personnes travaillant à bas salaire est incontestablement plus forte en Allemagne, le risque est mutualisé au niveau du foyer. 1/ Il existe une répartition des rôles au niveau du foyer, entre celui qui produit le revenu principal, est celui (le plus souvent celle),

qui fournit le revenu d'appoint, souvent à temps partiel). 2/ Il existe des transferts sociaux correcteurs, notamment pour les familles monoparentales, comme au Royaume-Uni notamment 3/ Le taux d'emploi, beaucoup plus élevé, permet de limiter le risque de pauvreté au niveau du foyer.

LVOG - Mais il y a un mais...

...en définitive, cette politique a aussi des effets collatéraux sur les retraités. Beaucoup de petits jobs, c'est beaucoup de petites retraites en perspective et une montée de la pauvreté dans la population toute entière. C'est encore ce que racontent les statistiques sur l'incidence de la pauvreté au niveau de la population totale jusqu'à dernière nouvelle du moins. Xerficanal-economie.com 15.05.2018

Maintenant, si on fait une analyse de la situation sociale de ces deux pays et qu'on la base sur un seul indicateur, notre analyse sera forcément faussée, on en tirera des conclusions erronées, et la stratégie politique qu'on développera ou le discours qu'on adoptera seront inaudibles, parce qu'ils ne correspondront pas à la réalité.

Au passage, vous constaterez que contrairement aux âneries qu'a débitées plus haut ce militant, mon "*terrain d'analyse*" ne se limite pas à ma "*propre famille*", j'aborde quotidiennement la situation mondiale ou je l'ai à l'esprit en permanence, passons.

Il S'agit là d'un exemple parmi des centaines d'autres. Les militants ont tendance à se raconter des histoires et à les croire ensuite, après ils s'étonnent qu'ils soient les seuls à y croire ou que les travailleurs ne soient pas au rendez-vous, j'ai envie d'ajouter, heureusement encore. Vous feriez bien de prendre exemple sur eux au moins sur ce point, partir de la réalité.

A mon avis, c'est un des éléments de réponse déterminant au problème que nous avons à résoudre. A l'heure actuelle, nous ne sommes même pas foutus de produire une analyse qui corresponde exactement à la réalité, c'est ce que j'essaie de faire avec mes faibles moyens de mon côté, et chaque fois on me rit au nez parce que mon analyse tranche singulièrement avec celle communément admise, c'est désespérant.

On se contente de généralisations, de lieux communs, d'approximations, ou à l'inverse, on décrète que l'exception ferait figure de règle, on procède par abstraction et on évacue tout un pan de la réalité, parce qu'on ne sait pas quoi en faire, on rejette tout qu'on ignore, ce qui ne figure pas dans les statistiques officielles ou au contraire on balance tout ce qui y figure parce que ce serait suspect, bref, c'est du grand n'importe quoi à tous les niveaux, c'est lamentable.

Comme je l'ai expliqué dans une précédente causerie, je parle pour la France et non pour l'Inde, jamais on ne part de nos véritables aspirations, jamais elles ne sont prises en compte, jamais elles ne figurent parmi nos revendications, qui dans tous les cas de figure consistent à améliorer notre condition pour mieux supporter notre statut d'exploité et d'opprimer, sans jamais remettre en cause le modèle de société dans lequel nous vivons ou qu'on nous impose. Du coup, qui pourrait imaginer qu'il pourrait en exister un autre, il faudrait être fou, vaut mieux carrément abandonner cette perspective et s'accommoder tant bien que mal du capitalisme.

Tout est à rebâtir, quand on y réfléchit un instant on s'aperçoit que c'est une vie de dingue qu'on nous réserve de notre naissance jusqu'à notre mort. Cette société maltraite les nouveaux-nés, les enfants, les adolescents, puis les jeunes adultes, les adultes, les vieillards, personne n'est épargné. Le rythme de vie et les contraintes qui nous sont imposées sont inhumains, cruels. Quand ils s'accompagnent tout au long de la vie d'innombrables frustrations, privations, sacrifices, humiliations, injustices, angoisses, souffrances, peines, drames, le tout ponctué de menaces, de violences, bref, cela devient cauchemardesque. De quoi décide-t-on réellement ? De rien, absolument rien. De quelle liberté disposons-nous ? Aucune, absolument aucune, sinon celle d'observer les règles qu'on nous impose. Même imaginer un monde meilleur est insensé, on va vous traiter de cinglé, parce qu'il reposerait sur d'autres règles ou principes, d'autres valeurs. Pourquoi ? Parce que seul ce qui existe à le droit de citer, tout le reste ne peut pas se réaliser, il faut s'enfoncer cela profondément dans le crâne et cesser définitivement de penser.

Voilà l'ennemi numéro 1 de nos ennemis, que les exploités puissent penser librement, apprendre pour comprendre et ensuite agir pour changer de société. Qu'ils se rassurent, comme on est barré on n'est pas près d'y parvenir, le peuple tout entier a abandonné cet objectif, quand renouera-t-il avec, nulle ne le sait. En attendant, on ne cesse de s'en éloigner un peu plus chaque jour. C'est décourageant, démoralisant, mais cela empêche-t-il de continuer de vivre comme avant, personne apparemment, si j'en juge par les réactions à ces causeries. Vous me direz que je ramène tout à moi, disons que j'estime soulever des questions légitimes que tout le monde devrait se poser, mais dont tout le monde se fout, simple constat. Quelle tristesse !

Moi, j'ai considérablement modifié mon mode de pensée et mon mode de vie en conséquence à défaut de pouvoir faire davantage dans ma situation. Je m'en porte mieux et j'en suis le premier surpris. Je n'ai jamais aussi bien vécu, je n'ai jamais été aussi épanoui. Donc je me suis dit que cela valait peut-être le coup de partager mon expérience, c'est la seule chose qui me motive encore. C'est tout ce que je vous souhaite.

[Quelques réflexions politiques.](#)

1- Après la parution du dernier numéro de la Tribune des travailleurs, je conseillerai au POID de faire figurer l'éditorial en dernière page, la page que de nombreux lecteurs de journaux ne lisent jamais, si vous avez du temps à perdre lisez-le...

2- Le PS et le PCF s'employèrent minutieusement et sans relâche à pourrir de l'intérieur le mouvement ouvrier. Mais ils n'allaient pas en venir à bout d'un coup, cela prendrait des décennies pour qu'il ne constitue plus une menace pour le régime en place. Il fallait encore le vider de sa substance petit bout par petit bout tout en ayant l'air de voler à son secours, c'est ainsi qu'ils créèrent ou encouragèrent la création d'une multitude d'associations ou ONG qui seraient chargées de terminer la sale besogne en y associant les travailleurs qui n'étaient pas insensibles aux ravages causés par la survie du capitalisme. Ils allaient leur proposer en fonction de leur sensibilité, de combattre un des aspects des conséquences de la survie du capitalisme en évitant soigneusement de s'attaquer à leurs origines.

C'est ainsi qu'ils les détournèrent à leur insu de la lutte de classe. Mais pas seulement, cela a été beaucoup plus loin que cela. Car en réalité, ils ne se contentèrent pas de les détourner des objectifs de la lutte de classe du mouvement ouvrier, ils les amenèrent à collaborer avec les capitalistes. Il devait en être ainsi dès lors que le capitalisme n'était plus leur ennemi mais leur allié. Oui, leur allié, aussi incroyable que cela puisse paraître, ce sont les rapports qu'ils ont noués. Et il fallait singulièrement manquer de logique pour ne pas s'en apercevoir.

Puisque le capitalisme était à l'origine des maux qu'ils dénonçaient ou qu'ils ne supportaient plus, tandis qu'ils avaient renoncé au combat pour l'abolir, cela signifiait que le capitalisme était destiné à demeurer en place indéfiniment, et par conséquent c'était à lui de rectifier son comportement, de mettre un terme à ses excès, autrement dit, leur objectif serait dorénavant de faire pression sur le capitalisme pour lui donner un visage plus humain, ou afin de maintenir l'illusion qu'il pourrait encore jouer un rôle progressiste dans la préhistoire de la civilisation humaine, bref leur mission allait être de le légitimer, en lui attribuant des qualités qu'en réalité il n'avait jamais eu ou qui lui échurent malgré lui au cours de son développement.

A ce stade, ces travailleurs sincèrement épris de justice sociale, allaient être entraînés inconsciemment dans cette machination infernale sans savoir jusqu'où cela allait les conduire, car il y avait pire encore.

Une fois qu'ils seraient transformés en autant d'agents du capitalisme, ils n'auraient plus de cesse de le justifier, chacun a sa bonne conscience, n'est-ce pas? Placés insidieusement de plus en plus sous l'influence du capitalisme ils en adopteront l'idéologie, ce qui les amènera à légitimer les pires crimes qu'il commettra, qu'ils imputeront à la fatalité ou au reste de la population qu'ils accuseront de passivité ou d'indifférence au sort des centaines et centaines de millions de travailleurs et leurs familles, qui sous leurs yeux ou à travers le monde continueront de crouler sous des conditions sordides ou de subir la guerre. On comprend dès lors pourquoi le législateur leur accorda des droits, tandis que les capitalistes ou leur Etat leur procurèrent généreusement des fonds.

Parvenu à ce degré de conditionnement, ils en viendront à assumer leur engagement et à en tirer satisfaction, après en être arrivés à se convaincre qu'il ne pouvait pas exister d'alternative au capitalisme, alors qu'en réalité leur engagement consistait uniquement à lui prêter main-forte justement pour interdire qu'elle voie le jour et se réalise. Cela signifie, qu'ils sont parvenus au stade final du processus qui devait les enchaîner plus que jamais au capitalisme ou les conduire à renier leurs idéaux progressistes ou humanistes au profit d'une cause par nature antisociale.

A ce stade, ils sont perdus pour le mouvement ouvrier orienté vers le socialisme ou combattant pour un changement de régime.

Entre les mains de notre ennemi, ils servent désormais d'instruments pour combattre le socialisme, donc il sera vain d'essayer de les convaincre que le socialisme est une alternative au capitalisme, la seule. Et les millions qui manifestent quotidiennement leur ignorance sur les réseaux numériques sociaux ou par l'intermédiaire de blogs, sont autant de petits soldats que le capitalisme manipule, de sorte que la voix des militants ou des travailleurs qui sont engagés dans le combat pour en finir avec le capitalisme, se retrouve noyée ou apparaisse insignifiante face à cette majorité écrasante.

A partir du moment où une idée ou un acte, un comportement, nous procure satisfaction, on aura tendance à le reproduire ou à la conserver, et il sera extrêmement difficile d'en changer ou de l'abandonner, sauf si on parvient à se convaincre que finalement ils sont nocifs ou qu'une autre idée ou un autre comportement nous apportera une satisfaction plus grande. C'est ce que j'ai retenu des milliers d'heures que j'avais consacrés à la psychanalyse il y a de cela un peu plus de 40 ans, ainsi que mon expérience personnelle et mes observations.

Sur le plan politique, on peut tirer l'enseignement que, tant que les rapports d'exploitation et d'oppression telles qu'ils existent sous le capitalisme depuis ses origines se perpétuent, la justice sociale est un leurre, toute notion d'égalité, de solidarité, de fraternité, de liberté, de respect de l'environnement également. C'est une imposture cynique de faire croire le contraire.

C'est la combinaison de la crise du mouvement ouvrier et du capitalisme qui est à l'origine des ONG.

Les ONG et les réseaux numériques asociaux sont uniquement destinés à détourner les travailleurs de la lutte de classe, du mouvement ouvrier, au profit du capitalisme, pour légitimer son existence.

Ce sont des instruments de collaboration de classes qui ont germé sur le réformisme une fois qu'il allait atteindre le stade de la putréfaction, c'est-à-dire, dès lors que toute réforme sociale et toute expression de la démocratie allaient devenir irrémédiablement incompatibles avec la survie du capitalisme. Ils sont la négation des enseignements de la lutte de classe du passé sans lesquels il demeurera impossible de trouver une issue à la crise du capitalisme ou de renouer avec le socialisme. Pourquoi ? Parce que la lutte de classe est le produit d'un processus dialectique, dont il faut prendre conscience pour pouvoir l'orienter dans la direction qui correspond aux objectifs politiques qu'on s'est fixé, dans le cas contraire il sera forcément orienté dans une direction opposée à notre cause, et les bonnes intentions ou les intentions les plus généreuses ne suffisent pas ou peuvent facilement être instrumentalisées ou se transformer en leur contraire comme on vient de le voir.

En guise de complément.

- Réforme des retraites: le gouvernement lance une "large consultation citoyenne" - AFP 31 Mai 2018

En gros voici comment ils vont manoeuvrer.

1- Le système actuel de retraite est inégal et injuste... Par conséquent si vous êtes sensible aux notions d'égalité et de justice, vous ne pouvez que souhaitez sa disparition.

C'est bien joué, d'autant plus que cet argument n'est pas complètement faux, par exemple rien ne permet de justifier qu'un métallo, un sidérurgiste, un ouvrier du bâtiment parte à la retraite plus tard qu'un agent de la SNCF.

Dans mon cas, en comprenant les périodes de chômage, j'ai cotisé pendant une vingtaine d'années, mais au lieu de toucher une retraite correspondant à peu près à la moitié des annuités requises par la loi, je perçois une retraite qui représente moins du quart de la rémunération que j'ai perçue au cours des 25 dernières années, parce que n'ayant plus travaillé et cotisé depuis 20 ans, ils ont pris en compte les 25 années qui ont précédé mon arrêt de travail définitif, or dans les années 70 mon salaire était très nettement inférieur, bref, au lieu d'avoir une retraite générale autour de 800 ou 1.000 euros, je me retrouve à 250 euros, une misère quoi. Le même calcul a prévalu pour ma retraite complémentaire où il m'a été alloué généreusement 120 euros environ.

2- Le système actuel de retraite est en permanence au bord de la faillite, donc rien ne dit qu'il sera encore solvable quand vous prendrez votre retraite. Etes-vous prêt à prendre un tel risque ?

En voilà une question préoccupante dites-donc. N'existerait-il pas un moyen de la régler ? Un peu de patience, on y vient

3- Ne vaudrait-il pas le remplacer par un système plus équitable, et qui plus est vous garantirait de toucher votre retraite jusqu'à la fin de votre vie ?

Quelle question, bien sûr que j'y suis favorable.

A ce stade la liquidation du système actuel de retraite est actée ou adoptée.

4- Maintenant, on va vous proposer différents systèmes de retraite, indiquez celui qui vous conviendrait le mieux.

Fin de la partie ou de cette mascarade, le système de retraite est privatisé ou confié à des organismes privés tous liés au système financier ou au marché, qui pourront se servir de cette manne colossale pour spéculer fiévreusement et à l'occasion se déclarer en faillite et cesser de vous verser votre retraite...

Il faut appeler au boycott de cette "large consultation citoyenne" en dénonçant et combattant les intentions inavouables de leurs auteurs.

[Oh ! Finie la récréation, le copinage, le libertinage entre classes, la lutte de classe, c'est sérieux.](#)

- «Les Guignols», ainsi fondent, fondent, fondent, les petites marionnettes Liberation.fr 31.05

Après des mois d'une entreprise de démolition méthodique du programme trentenaire de Canal + par Vincent Bolloré, le groupe audiovisuel a annoncé jeudi son arrêt définitif. Liberation.fr 31.05

[Bombe puante. Aux invalides de l'esprit : Gloire à la guerre ! \(Raffale d'applaudissements!\)](#)

- Aux Invalides, l'émouvant hommage à Serge Dassault - LeFigaro.fr 31.05

- Honneurs militaires à Serge Dassault: Philippe salue un "visionnaire" et un "patriote" - AFP 1 juin 2018

Médiocratie. On achève bien les intellectuels ratés...

- Dans "On n'est pas couché", Michel Onfray s'en prend au couple Garrido-Corbière et à leur portrait de Lénine - Le HuffPost 3 juin 2018

Michel Onfray justifie son indignation en affirmant que Lénine et le communisme en URSS ont fait environ "100 millions de morts". "Comment peut-on accepter qu'on ait le portrait de Lénine, qui a créé les goulags, les camps de déportation dès la fin de l'année 1917 et qui est un dictateur terrible?" Pour lui, certains le tolèrent car comme il l'explique ironiquement: "c'est un dictateur, mais un dictateur communiste donc c'est un bon dictateur..."

Et d'insister avec une analogie pour s'en prendre au traitement médiatique de l'affaire: "Imaginez que Fillon ait le portrait de Franco chez lui, que Sarkozy ait le portrait de Mussolini ou que Marine Le Pen ait le portrait de Pétain... Je ne suis pas sûr que la presse trouverait ça normal alors que cette information-là est donnée par Paris Match qui explique qu'il y a deux ou trois photos de Mélenchon, mais aussi une peinture qui représente Lénine." Le HuffPost 3 juin 2018

Dans sa fureur Onfray a oublié quelqu'un dans la galerie des horreurs, un trou de mémoire ou est-ce révélateur ?

En voilà un qui est acquis au national-socialisme version Macron-Attali...

Gangstérisme.

- Parlement : les lobbies font-ils la loi ? - Franceinfo 3 juin 2018

Quand la voix de Macron l'enchanteur ne porte plus.

- À Sète, les Marcheurs de la première heure sont désenchantés - LeParisien.fr 3 juin 2018

- Plan banlieues: à Villiers-le-Bel, les habitants désenchantés - AFP 3 juin 2018

En famille. Passage de témoins.

- En Espagne, Pedro Sanchez entend gouverner sans Podemos - Le Monde.fr 03.06.2018

Interrogée pour savoir si Pedro Sanchez, porté au pouvoir par une alliance hétéroclite, envisageait d'inclure des personnalités du parti de gauche Podemos dans son cabinet, la porte-parole du dirigeant Margarita Robles a répondu : « Non, non, la position de Pedro Sanchez est claire. Ce sera un gouvernement du Parti socialiste, un gouvernement de minorité », fait savoir l'agence Reuters.

Jose Luis Abalos, autre proche conseiller de Pedro Sanchez, a déclaré à la chaîne de télévision La Sexta que le gouvernement devrait être connu en milieu de semaine prochaine et qu'il pourrait comporter des personnalités indépendantes.

Avec seulement 84 députés sur 350, le Parti socialiste espagnol (PSOE) se trouve en position minoritaire et des incertitudes planent sur la capacité de Pedro Sanchez à conserver son poste jusqu'à la mi-2020, date des prochaines élections législatives.

Podemos, qui a soutenu la motion de défiance déposée par le PSOE contre Mariano Rajoy, souhaite participer au gouvernement afin de faire entendre sa voix en faveur d'une politique sociale plus généreuse et d'un renforcement de la réglementation et de la fiscalité des banques. Le Monde.fr 03.06.2018

Bref, il ne manque plus que Valls et Mélenchon au gouvernement !

Fake news ou si le ridicule pouvait les tuer...

- L'Estonie s'apprête à rendre les transports en commun gratuits dans tout le pays - Le HuffPost 31.05

Alléchant, n'est-ce pas ? Attendez de lire la suite, c'est carrément délirant.

Le HuffPost - La décision de passer à la gratuité des transports publics s'appuie sur un programme ambitieux déjà en place dans la capitale, Tallinn, où les habitants peuvent se déplacer gratuitement grâce aux bus, aux trams, aux trolleybus et aux trains de la ville depuis 2013. Cette année, le gouvernement met en place le transport gratuit en bus dans tout le pays.

Il y a certaines limites. Tous les Estoniens pourront bénéficier de trajets gratuits dans les bus départementaux, mais pas en train (une augmentation des subventions permettra cependant de diminuer le prix des billets sur le réseau ferroviaire public). Dans les autres villes, les passagers continueront à payer pour utiliser les différents modes de transport en commun, y compris les bus locaux. Le HuffPost 31.05

En fait, si j'ai bien compris, cela ne concerne que les habitants de la capitale, Tallinn, où la gratuité des transports publics existait depuis 2013, limitée à cette ville, est étendue à tout le pays. Les habitants du reste de l'Estonie peuvent toujours se rendre à Tallinn pour prendre le bus à destination d'une autre ville du pays, on leur conseille toutefois de prendre un billet aller retour gratuit...

[L'avenir que nous réserve le capitalisme. Leur humanisme est la politesse des salauds...](#)

- Plus d'un enfant sur deux menacé par la guerre, la pauvreté ou les discriminations - AFP 30.05

Plus de 1,2 milliard d'enfants dans le monde, soit plus d'un sur deux, sont menacés par la guerre, la grande pauvreté ou les discriminations de genre, déplore l'ONG britannique Save the Children dans un rapport publié mercredi. AFP 30.05

[Quand deux stratégies se superposent, se concurrencent, se télescopent...](#)

- G7: Tensions entre les membres après la réunion ministérielle - Reuters 3 juin 2018

- L'Armée américaine inaugure un exercice multinational sur le flanc oriental de l'Otan - AFP 3 juin 2018

A lire : Guerre économique ou « guerre absolue » ? », par Jean-Claude Paye, Réseau Voltaire, 31 mai 2018

www.voltairenet.org/article201348.html

[No news. Un aveu qui vaut bien un silence...](#)

- Washington suspend son aide financière aux Casques blancs - afrique-asie.fr

"Le 4 mai, le Département d'État a annoncé la suspension de son aide financière aux Casques blancs ou « Défense civile syrienne », alors qu'il avait reçu leurs représentants, à peine deux mois auparavant. Cette aide représentait un tiers du budget de la soi-disant organisation humanitaire « neutre ». Quel media national ou international, quelle agence de presse internationale, l'AFP entre autres, n'a pas publié d'articles élogieux sur les Casques blancs et repris les « informations de terrain » de ces secouristes syriens qui sauvaient les populations dans les zones tenues par les armées terroristes ? Aucun." afrique-asie.fr

Effectivement, aucun article ailleurs, les agences de presse et les médias-oligarques ont censuré cette info. Devinez quelle stratégie américaine ils défendent.

[Ils osent tout.](#)

- L'Unesco et l'OSCE publient un guide sur la lutte contre l'antisémitisme à travers l'éducation - AFP 3 juin 2018

L'Unesco et l'OSCE publient lundi un guide sur la lutte contre l'antisémitisme à travers l'éducation, à l'adresse des enseignants, de ceux qui forment les enseignants, qui rédigent les programmes et manuels scolaires, des législateurs... AFP 3 juin 2018

- Crucifix obligatoires, loi controversée sur la police : la Bavière plonge dans la «révolution conservatrice» - Liberation.fr 3 juin 2018

Tous les bâtiments publics de la Bavière doivent désormais accrocher une croix dans leur hall d'entrée. Liberation.fr 3 juin 2018

- Vers une commercialisation de la GPA au Canada : quand la dérive sociétale s'accélère - Atlantico.fr

Cette semaine au Québec, un député fédéral libéral a présenté un projet de loi qui décriminaliserait le paiement pour la maternité de substitution, ainsi que pour les dons d'ovule et de spermatozoïdes. Atlantico.fr

[Haut de page ↗](#)

Le 6 juin 2018

CAUSERIE ET INFOS

Sans blague, enfin il pleut, même la journée, quel bonheur ! On attendait, que dis-je, on espérait qu'il pleuve depuis novembre dernier, entre temps on avait eu un jour une heure de pluie, il y a 2 ou 3 mois. Bon, ils ont coupé le courant comme d'habitude, mais cela va revenir.

● [Causerie au format pdf \(17 pages\)](#)

[Quand les barbares contre-attaquent.](#)

- Avec «Made in viande», la barbaque contre-attaque - Liberation.fr 5 juin 2018

Amis viandards et autres amateurs de tartares, réjouissez-vous : depuis le 31 mai et jusqu'au 6 juin, les rencontres «Made in viande» mobilisent, partout en France, 1 200 professionnels (éleveurs, bouchers, acteurs de marchés aux bestiaux, d'ateliers de transformation et d'abattoirs), tous prêts à ouvrir leurs portes, partager leur passion et leur savoir-faire. Liberation.fr 5 juin 2018

Quelque part l'homme est plus que le plus grand prédateur de toutes les espèces vivantes et de tous les temps, il est inutilement cruel ou barbare. Quel besoin a-t-il de se gaver de barbaques, de cadavres ? Certainement pas biologique. Qui plus est des animaux élevés et supprimés dans des conditions atroces. On peut comprendre ceux qui en arrivent à la conclusion que l'homme est haïssable en tant que tel, même si ce n'est pas mon cas, je préfère préciser à l'attention de ceux qui sont animés de bonnes intentions à mon égard...

Je n'en mange pratiquement plus, moins de 50g par jour et je m'en porte mieux. J'en suis arrivé au point où à force de manger la cuisine indienne, hormis la cuisine gastronomique française qui est hors de portée, entendez dont les ingrédients (Vin, fromage, champignon, etc.) sont hors de prix en Inde, la cuisine française ne me procure plus aucun plaisir ou pire me dégoûte, genre assiette de charcuterie et steak frites ou oeufs au plat, dont je raffolais il y a peu encore. Je préfère encore une assiette de riz agrémentée d'un simple morceau de beurre avec une grosse pincée de poivre ou un mélange d'épices (Garam massala). C'est assez curieux.

Du riz, des galettes de blé (chapati) ou d'autres céréales ou légumineuses, agrémenté de divers currys de légumes, de lentilles, de crudités, font très bien l'affaire, c'est parfumé, délicieux, et à condition de se contenter d'une portion réduite de riz, on sort de table rassasié et léger. On peut varier à l'infini les currys et en plus c'est très économique quand on privilégie les légumes de saison.

Eh oui, comment s'alimenter est un truc auquel il faut aussi réfléchir !

Le sionisme a son vice-consul.

- Philippe célèbre la "vitalité" de la communauté juive "malgré les difficultés" - AFP 5 juin 2018

Le Premier ministre Edouard Philippe a célébré lundi soir à Paris le 210e anniversaire du Consistoire, faisant l'éloge de la "vitalité" et de la "détermination" de la première communauté juive d'Europe "malgré les difficultés" liées à l'antisémitisme.

Invité au gala de l'instance de représentation du culte juif, créée en 1808 par Napoléon, le chef du gouvernement a salué ses projets immobiliers, "qui témoignent de la vitalité, de la détermination aussi, de la communauté juive de France".

"Malgré les difficultés, malgré les évolutions de la démographie de la communauté juive, le Consistoire a fait le choix de ne pas fermer de lieux de culte. Et il fait mieux que cela: il les entretient, il les rénove, il les sécurise", a poursuivi Edouard Philippe lors d'un discours dans les salons de l'hôtel de ville de Paris.

L'Agence juive a estimé à 45.000 - un dixième de la communauté - le nombre de juifs de France ayant fait leur "aliyah", l'émigration vers Israël, en une décennie, même si un recul a été constaté ces deux dernières années. Ces chiffres ne prennent pas en compte les départs vers d'autres pays, comme le Canada ou les Etats-Unis.

Il a affirmé que l'Etat continuerait à "faciliter la réalisation" de l'ambitieux Centre européen du judaïsme (CEJ) que le Consistoire

prévoit d'inaugurer fin 2018, après des travaux d'un montant d'environ 12 millions d'euros, dans un XVII^e arrondissement où la vie juive est en croissance. AFP 5 juin 2018

Cela représente qui ou quoi "la communauté juive de France", les personnes se réclamant du judaïsme ou les personnes prétendant d'origine sémite ? Elle ne peut pas représenter les personnes d'origine sémite, puisque la plupart ont une autre origine, elle représente donc les personnes auxquelles on a transmis autoritairement à la naissance la même religion, de manière à perpétuer artificiellement l'existence de cette communauté élevée au rang de peuple élu pour l'opposer à tous les autres peuples.

On feindra de s'étonner qu'on entende quotidiennement parler des droits décrétés légitimes de "la communauté juive de France" qui ne représente que 0,7% de la population, à laquelle il n'est attribué que des qualités, alors que les droits du reste de la population sont considérés illégitimes, tout en se voyant attribuée toutes les tares qu'on peut imaginer. Il voudrait alimenter l'antisémitisme qu'ils ne s'y prendraient pas autrement.

C'est à croire que ce serait le seul moyen d'assurer leur existence comme communauté, de manière à imposer leurs exigences ou qu'on leur accorde des privilèges, bien qu'elle ne représente qu'une infime minorité de la population. C'est d'ailleurs la seule communauté en occident qui bénéficie d'un tel traitement de faveur, au point qu'elle est omniprésente (ou surreprésentée) dans tous les rouages de l'Etat, de la politique, des médias et de l'économie, jusqu'à dicter le cours de l'évolution de la situation mondiale.

Le judaïsme, de par l'usage qui en est fait, fonctionne à l'instar du wahhabisme davantage comme une idéologie prédatrice ou barbare qui instrumentalise une religion à des fins politiques, donc économiques.

Quant à ceux qui décident d'émigrer en Israël, il n'y a pas lieu de s'en émouvoir outre mesure. Ils n'ont pas plus de conscience pour aller s'installer dans un pays en guerre depuis 70 ans et régi par l'apartheid ou un régime raciste, qu'ils soient acquis ou non au sionisme. C'est sans doute une des communautés qui a été le plus instrumentalisée et martyrisée au cours de l'histoire, donc il ne faut pas trop exiger de ses membres. Ce sont ses dirigeants ou ses représentants (la diaspora, les banquiers, etc.) qui ont toujours été ses pires ennemis, voyez par exemple les liens qui existent aujourd'hui entre le FN et des membres du directoire du Crif, pour ne pas remonter plus loin, leur compromission avec le régime nazi de Hitler... On constatera une fois de plus que le Premier ministre et les représentants sionistes du Consistoire prennent en otage tous les juifs en les assimilant à leur opération de propagande, alors qu'un certain nombre d'entre eux ne se reconnaissent ni dans le Crif ou dans ce Consistoire ni dans Israël.

Ce sont eux qui font des juifs des citoyens différents des autres et les désignent comme des boucs émissaires à ceux qui cherchent à se venger aveuglément des injustices qu'ils subissent, alors qu'avant tout, selon leur statut social ils appartiennent tous à différentes classes, le seul critère qui devrait être retenu pour déterminer comment se manifestent les besoins de chaque membre de la société, et essayer de comprendre leur comportement en fonction de l'interprétation qu'ils font de leur condition.

Cette tendance malade, quasi-obsessionnelle, hystérique, fanatique même, à attirer l'attention du peuple sur les juifs est tout bonnement criminelle. C'est la même logique qui consiste à mettre en avant les discriminations dont sont victimes certaines minorités ou communautés, afin de les alimenter tout en prétendant les combattre. Cela paraîtra si invraisemblable que la plupart des gens manquant de discernement tomberont dans le panneau, soit en s'apitoyant sur leur sort en louant le gouvernement français et israélien, soit exaspérés ils tomberont dans le travers inverse et deviendront racistes, homophobes, etc.

Sans conscience de classe, on peut perdre facilement la boussole...

[En famille pour légitimer un régime colonial d'apartheid.](#)

- Iran : Netanyahu et Macron campent sur leurs positions. - AFP 6 juin 2018

"La plus grande menace pour le monde aujourd'hui, ce sont les armes nucléaires aux mains d'un régime islamiste radical comme l'Iran", affirme le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, à l'issue d'un entretien à l'Élysée avec Emmanuel Macron mardi 5 juin.

Plusieurs centaines de personnes ont défilé Paris, Marseille, Lille et Lyon pour dénoncer la visite en France de Benjamin Netanyahu, à l'appel d'associations propalestiniennes qui le voient comme un "criminel de guerre".

"Israël assassin, Macron complice", "Droit au retour de tous les réfugiés", scandaient les manifestants. "Gaza se meurt", "Halte au massacre en Palestine", "Levée du blocus criminel de Gaza", pouvait-on lire sur les banderoles.

Mais les deux dirigeants ont aussi voulu mettre à profit la Saison culturelle croisée France-Israël qu'ils ont lancée mardi soir, à l'occasion des 70 ans de l'Etat d'Israël, pour montrer ce qui rassemble les deux pays, que M. Netanyahu qualifie "d'alliés naturels".

Cette saison va proposer 400 manifestations artistiques et scientifiques dans les deux pays jusqu'en novembre, dans une cinquantaine de villes en France et une vingtaine en Israël. "Ce sera la rencontre entre la startup nation et la frenchtech", a déclaré M. Macron dans un discours à l'occasion de ce lancement au Grand Palais, tout proche du palais présidentiel de l'Élysée. AFP 6 juin 2018

Faites tomber les masques. L'extrême droite : le bras armé (intérieur) de l'Otan.

Qui a dit ?

- " Nous entendons souligner avant tout l'appartenance convaincue de notre pays à l'Alliance atlantique, avec les États-Unis comme partenaire privilégié."

Réponse : Le président du Conseil italien Giuseppe Conte, mardi 5 juin, devant le Sénat. Atlantico.fr 5 juin 2018

En complément

- Derrière l'anniversaire de la République italienne par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 5 juin 2018

Les dirigeants de la République italienne n'ont pas organisé de grand défilé militaire pour célébrer le 72^{ème} anniversaire du régime. Ce n'était pas souhaitable, puisque l'Italie —en violation de sa Constitution— est discrètement engagée sur 20 théâtres d'opération dans le monde et ne cesse d'étendre ses missions au profit de l'Otan, c'est-à-dire des États-Unis. Réseau Voltaire 5 juin 2018

La ligue des justes-au-boutistes.

- La politique de Macron "juste" pour trois Français sur dix seulement (sondage) - AFP 6 juin 2018

Trois Français sur dix seulement considèrent que la politique menée par Emmanuel Macron et son gouvernement est "juste" et une majorité juge qu'ils ne font pas suffisamment pour les plus démunis, selon un sondage BVA diffusé mercredi. AFP 6 juin 2018

Compte tenu de l'abstention massive aux élections, il dispose donc d'une solide assise dans la population des privilégiés.

30% c'est près du double de son score électoral à la présidentielle, la différence s'explique sans doute parce qu'un grand nombre qui craignaient que leur situation allait se détériorer rapidement, constatent un an plus tard qu'elle est demeurée pratiquement inchangée, pour un peu ils seraient prêts à voter Macron la prochaine fois.

Je vais me répéter une fois encore. Voyez donc comment ont évolué les différents facteurs aux États-Unis au cours du XX^e siècle, et vous comprendrez qu'il ne suffit pas qu'une masse importante de la population soit pauvre, que des pans entiers des classes moyennes s'appauvrissent pour que le régime soit menacé. Il suffit qu'ils se détournent de la politique, et qu'un quart ou un tiers soutiennent à chaque élection les partis de droite qui alternent au pouvoir, et le tour est joué, ils peuvent rester ainsi au pouvoir indéfiniment.

Certains parmi nous nient ce constat, ne les écoutez pas, ce sont des charlatans.

Saluds de pauvres ! Fabrication du consentement par les instituts de sondages au service de l'oligarchie.

- Sondage : les aides sociales n'incitent pas à la recherche d'emploi pour 55% des Français - Publicsenat.fr 4 juin 2018

Alors que le gouvernement entretient le flou sur ses intentions sur les aides sociales, une majorité de Français estime que ces dernières n'encouragent pas un retour des chômeurs à l'emploi, selon une enquête réalisée par OpinionWay pour Public Sénat, Les Échos et Radio Classique. Publicsenat.fr 4 juin 2018

Sinon il existe plusieurs solutions : les camps de travaux forcés, le bagne, le STO... à défaut de la guerre pour les exterminer en nombre suffisant, un vrai dilemme...

Les pauvres d'esprit ne sont pas forcément les plus pauvres. La preuve.

- Handicap, la déception Macron - Liberation.fr 6 juin 2018

Ce devait être un des sujets majeurs du quinquennat. Mais un an après et malgré les promesses, les associations déplorent

des renoncements. Liberation.fr 6 juin 2018

[A droite, mais un peu moins, non, un peu plus...](#)

- Philippe trop à droite pour les Marcheurs de la première heure - LeParisien.fr 6 juin 2018

« C'était un peu cataclysmique, ça commence à gueuler », s'emporte un député LREM, en quittant, mardi matin, le sous-sol de l'Assemblée nationale où se tient chaque mardi, salle Victor-Hugo, la traditionnelle réunion de groupe.

« Il ne nous écoute pas, j'ai le sentiment qu'il est juste venu nous faire la leçon », embraye un autre. Il ? Édouard Philippe, le Premier ministre, qui a tenté de resserrer les rangs dans sa majorité. Surtout après les dissonances internes sur le glyphosate, dont l'interdiction d'ici 2021 n'a finalement pas été inscrite dans la future loi agriculture et alimentation.

Mais aussi ces interrogations croissantes, entendues chez certains Marcheurs, sur la politique gouvernementale qui serait « trop marquée à droite » et « pas assez dans le récit progressiste et macroniste ».

C'est qu'après le rejet du plan banlieue de Borloo, la polémique sur la baisse envisagée des aides sociales pour réduire les déficits, ou encore le boulet des 80 km/h, beaucoup craignent une coupure de plus en plus marquée avec les Français des classes moyennes et populaires.

« Macron a gagné sur une politique de centre gauche, et là on va de plus en plus vers la droite. Il faut un rééquilibrage », réclame un député marcheur, inquiet des « postures parfois dogmatiques » du Premier ministre.

Un début de rébellion ? Pas encore, même si, en coulisses, l'attitude d'Édouard Philippe commence à en agacer plus d'un. « Le paradoxe, c'est qu'on se retrouve avec une équipe, les juppéistes, qui a été battue à la primaire de la droite, mais qui tient les rênes de Matignon, et qui pratique le pouvoir comme si elle avait gagné l'élection. Ce n'est pas tout à fait le cas... », remarque un cadre LREM.

« L'autre jour, il est venu à une réunion du bureau exécutif d'En marche en disant avec nonchalance qu'il avait trouvé « vachement bien » un dépliant qu'il avait découvert récemment sur sa commode. Ce dépliant, c'était... le programme de Macron à la présidentielle. On en a conclu qu'il ne l'avait donc jamais lu avant », reproche un membre du bureau, qui rappelle au passage qu'il n'a jamais voulu prendre sa carte au parti.

Autant de griefs que rejette en bloc l'entourage du Premier ministre. « Parler de politique de droite ou de politique de gauche, c'est voir le monde avec des vieilles lunettes. Le gouvernement défend une politique équilibrée, il n'y a pas les tenants du libéré d'un côté, et les tenants du protégé de l'autre. C'est absurde », s'agace-t-on.

Il faudra en tout cas plus qu'une réunion de recadrage à l'Assemblée pour remettre tout le monde d'accord.

[Qu'on les pend !](#)

- Super-riches : l'Insee à l'assaut des «premiers de cordée» - Liberation.fr 6 juin 2018

Dans un rapport publié mardi, l'Institut livre un focus inédit sur le 1 % des Français aux revenus les plus élevés. Portrait-robot de cette population choyée par Macron.

Qui sont les «premiers de cordée», si chers à Emmanuel Macron ? Combien gagnent-ils, où vivent-ils, combien paient-ils d'impôts ? Dans une étude rendue publique mardi soir, l'Insee dresse le portrait-robot des Français les plus aisés, ces 1 % de foyers qui disposent des revenus les plus élevés. Un cercle fermé, âgé et urbain, au sein duquel existent de grandes disparités de richesse, détaille l'Institut national de la statistique et des études économiques, qui se base sur les déclarations fiscales récoltées par l'administration dans l'Hexagone, ainsi qu'en Martinique et à la Réunion. Ces contribuables aisés se distinguent du commun des mortels par la diversité de leurs ressources : revenus d'activités, mais aussi revenus du patrimoine, revenus issus d'activités libérales rémunératrices (médecins, avocats...), ou encore «revenus exceptionnels», comme les plus-values mobilières. Un petit 1 % de la population qui devrait faire partie des grands gagnants de la loi de finances 2018, qui prévoit une baisse de la fiscalité sur le capital via une flat tax.

En plus de s'intéresser à cette frange la plus aisée des contribuables, l'Insee rappelle, dans son étude, que les inégalités de niveau de vie sont restées stables en France depuis 2008, alors qu'elles ont augmenté dans de nombreux pays voisins : 14,2 % de la population française vivait en 2015 sous le seuil de pauvreté (un seuil fixé à 1 015 euros par mois), un des plus bas taux de pauvreté d'Europe. Les différences d'une catégorie professionnelle à l'autre restent cependant très fortes : on comptait en 2015 seulement 3 % de cadres pauvres, contre près de 25 % d'agriculteurs, la profession la plus touchée. Autre point marquant, le

cas des familles monoparentales, de plus en plus frappées par la pauvreté : depuis 1996, le nombre de personnes pauvres vivant dans une famille avec une mère ou un père seul «a augmenté d'un million», selon l'Institut.

L'Insee souligne enfin l'augmentation des inégalités de patrimoine entre 1998 et 2015, des disparités qui ont toutefois commencé à reculer ces dernières années. Sur la période, le patrimoine immobilier et financier a doublé en moyenne pour l'ensemble des Français, mais a baissé pour les 20 % des moins dotés, relève le document. Le critère déterminant, selon l'Insee ? La détention d'une résidence principale : le patrimoine brut médian des ménages propriétaires était 20 fois plus élevé en 2015 que celui des ménages locataires. Nos «premiers de cordées», eux, battent tous les records : ils étaient à 89 % propriétaires de leur résidence principale en 2015. Radiographie en cinq chiffres de ces super-riches et de leur portefeuille.

89 % des ménages les plus aisés ont déclaré des revenus du patrimoine en 2015, selon l'Insee.

89% déclarent des revenus du patrimoine, contre 50% pour l'ensemble de la population. Si les placements financiers sont détenus par un grand nombre de ménages français (livret A, PEL...), ils sont généralement peu rémunérateurs. Les plus riches, eux, peuvent compter sur des revenus fonciers via la location d'un ou plusieurs biens immobiliers dont ils sont propriétaires, ou encore sur des dividendes quand ils ont un patrimoine financier conséquent. Au total, les 1% les plus aisés déclarent des revenus du -patrimoine 35 fois plus élevés que les 90% les plus modestes (63 530 -contre 1 790 euros en 2015).

8 850 euros

C'est le montant minimum qu'une personne seule devait toucher par mois en 2015 pour faire partie des 1 % de «très hauts revenus» tels que définis par l'Insee. Un seuil fixé à environ 18 600 euros mensuels (avant impôts) pour un couple avec un enfant. En 2015, ce petit 1 % de la population gagnait en moyenne sept fois plus que l'ensemble des ménages. A noter que les 1 % les plus aisés connaissent de fortes inégalités entre eux, puisque l'éventail de leurs revenus varie de 106 210 euros par an par unité de consommation à près de 200 fois plus. Si les 1 % les plus aisés ont gagné en moyenne 177 000 euros en 2015, le centième d'entre eux (soit 0,01 % de la population) a engrangé environ 1,3 million d'euros. Les moins riches des plus riches (0,9 % de la population) ont, eux, dû se «contenter» d'environ 146 000 euros annuels.

59 ans

C'est l'âge moyen des personnes qui ont déclaré les revenus au sein des ménages les plus aisés en 2015 (contre 54 ans pour toute la population). Dans près de la moitié des cas, le déclarant avait plus de 60 ans, était le plus souvent en couple et sans enfant à charge. Côté catégorie socioprofessionnelle, les salariés vivant dans les ménages à très hauts revenus étaient cadres dans près de 60 % des cas et chefs d'entreprise dans près d'un cas sur 10. Les plus aisés sont surreprésentés dans les secteurs de la finance, de l'assurance et parmi les métiers juridiques. Ils sont aussi en grande majorité propriétaires de leur résidence principale (à 86 %) et habitent le plus souvent en Ile-de-France. La région parisienne héberge à elle seule deux tiers des 0,01 % les plus aisés. Et un peu moins de la moitié des plus riches vit à Paris.

30 %

C'est la part des revenus du patrimoine en France captés par les 1 % de ménages à plus hauts revenus. Car pour ceux qui gagnent le plus, la richesse ne se limite pas seulement à la feuille de paie : en plus de salaires élevés, «les ménages à très hauts revenus doivent leur situation à des revenus du patrimoine à la fois plus fréquents et plus importants» que le reste de la population, souligne le rapport de l'Institut, qui insiste sur l'existence d'une «forte corrélation entre le fait d'avoir un haut niveau de revenus et un patrimoine élevé». Ces revenus du patrimoine, qui prennent notamment la forme de revenus fonciers ou de revenus de placements financiers, représentent un quart des gains des plus fortunés. Cette part augmente à mesure que les revenus sont élevés (et grimpe à plus de 30 % pour les 0,1 % les plus aisés).

25 %

C'est la part de l'impôt sur le revenu acquittée par les 1 % des ménages les plus aisés. Grâce au barème progressif, les très hauts revenus contribuent en effet davantage que les autres aux prélèvements directs. En 2015, ceux qui touchaient le plus ont consacré en moyenne un cinquième de leurs ressources à l'impôt sur le revenu (contre à peine 6 % pour l'ensemble des contribuables). Là encore, derrière cette moyenne, les écarts sont très importants : pour 15 % des plus aisés, l'impôt payé est inférieur à 10 % de leur revenu, tandis qu'il est supérieur à 30 % pour 5 % des super riches. En raison de l'effet redistributif de l'impôt sur le revenu et des autres transferts fiscaux et sociaux, les très hauts revenus détiennent une part moins importante des revenus après prélèvements, note l'Insee : 5,3 % contre 6,8 % avant d'être taxés.

[Et dire que certains voulaient nous faire croire que la France croulait sous la pauvreté. Des faussaires.](#)

- Patrimoine : un ménage sur deux a plus de 158.000 euros - Boursier.com 5 juin 2018

158.000 euros. C'est la limite qui sépare les Français en deux groupes en matière de patrimoine brut. Autrement dit, selon la publication de l'Insee parue ce mardi (sur la base de chiffres de 2015), un ménage sur deux a plus de 158.000 euros de patrimoine hors dettes.

Des disparités évidentes

Dans le détail, il apparaît que la moitié la population la plus aisée (donc au-dessus de 158.000 euros de patrimoine) concentre 92% de la masse totale de patrimoine.

Les 10% de foyers les plus riches possèdent quant à eux 47% du patrimoine cumulé. L'insee précise que pour intégrer cette catégorie des ménages les mieux dotés, il faut avoir au minimum pour 595.700 euros d'actifs bruts.

Quant au centile de ménages du haut du panier (autrement dit les 1% les plus aisés), ils contrôlent 16% du patrimoine global des ménages.

A l'inverse, les 10% de foyers les plus pauvres ont au maximum 4.300 euros de patrimoine et concentrent moins de 0,1% de la richesse totale.

Des inégalités plus marquées depuis près de 20 ans

D'une manière générale, le patrimoine moyen a doublé depuis 1998. Mais la progression n'a pas été la même dans toutes les catégories. Pour les 10% de ménages les plus aisés, la progression a été de 113%. En revanche, les 10% de ménages les plus pauvres ont vu leur patrimoine moyen fondre de 31% sur la période.

L'insee note toutefois que la situation s'est légèrement améliorée depuis 2010. A cette date, le patrimoine moyen des 10% les plus riches était 38 fois plus élevé que le patrimoine moyen des 10% de foyers les plus pauvres. En 2015, ce coefficient est redescendu à 33.

L'immobilier en pointe

Depuis 1998, la valeur du patrimoine immobilier des Français a augmenté de 133%, essentiellement jusqu'en 2010. Ceci explique en grande partie le creusement des inégalités. De fait, l'immobilier est très présent dans le patrimoine des classes moyennes et des foyers aisés (entre deux tiers et trois quarts du total) alors que les 30% de foyers les plus pauvres n'ont quasiment pas d'immobilier.

Le patrimoine financier a quant à lui progressé de 75% depuis 1998. Si sa valeur a baissé chez les plus pauvres, elle a en revanche augmenté de moitié autour de la médiane et doublé pour les 10% de foyers les mieux dotés.

Compte tenu de ces éléments, on peut enfin estimer que la part de l'immobilier dans les patrimoines est passée d'environ 52% à 60% entre 1998 et 2015. Boursier.com 5 juin 2018

[CAP 22 : Comité action privée ou un ballon à faire exploser.](#)

- Plan d'économies : un ballon d'essai à 30 milliards d'euros ? Liberation.fr 5 juin 2018

Dans le dur. Selon les Echos, le gouvernement va se voir proposer le 11 juin (date non confirmée par Matignon) un plan d'économies de 30 milliards d'euros. Ce chiffre devrait figurer dans le rapport du «Comité action publique 2022» (CAP 22). Ce groupe d'une trentaine d'experts du monde politique, économique et social a été mandaté par l'exécutif pour plancher notamment sur la réforme de l'Etat. Et le Premier ministre, Edouard Philippe, lui a donné «carte blanche» pour faire des propositions «sans totem ni tabou».

Plus précisément, Macron s'est donné l'objectif de baisser de quatre points la part de la dépense publique dans le PIB pour la ramener à 51% en 2022. Avec une croissance supérieure aux prévisions – et donc un PIB plus important – le montant des économies sur le quinquennat s'élèverait en fait à 100 milliards d'euros, chiffre calculé par le rapporteur général du budget à l'Assemblée, le député LREM des Hautes-Alpes Joël Giraud.

Tous ces objectifs de réduction mis en avant par les candidats à la présidentielle étaient exprimés en «tendanciel» : autrement dit, il ne s'agit pas d'une diminution nette des dépenses, mais d'une moindre augmentation par rapport à leur trajectoire «naturelle», à politiques constantes. Or, les 30 milliards d'euros d'économies que proposerait CAP 22 dans son rapport constitueraient «une baisse nette du montant total de la dépense publique», selon Les Echos. Présage d'un régime encore plus drastique pour les finances publiques.

Pour l'instant, Matignon se refuse à confirmer cette information. «Le moment où on annonce les chiffres, c'est le projet de loi de finances», tempore ainsi la cheffe de file des députés LREM à la commission des Finances, Amélie de Montchalin. Le mantra est le même depuis le début du quinquennat : «pas de rabet» mais «des réformes pour dégager naturellement des économies» : telles étaient déjà les explications fournies l'an dernier par l'exécutif et sa majorité à l'Assemblée dans la préparation du budget 2018. Quinze milliards d'euros d'économies ont finalement été inscrits dans la loi de finances, dont sept pour le seul budget de l'Etat. Ministères les plus touchés : le Logement et le Travail. Les deux ont effectivement connu, depuis, leurs «réformes». Liberation. fr 5 juin 2018

[Si ce sont les actionnaires qui l'exigent... c'est qu'ils ont forcément de bonnes raisons.](#)

- Carrefour ferme 243 magasins - Business Insider FR5 juin 2018

Carrefour n'a pas trouvé de repreneur pour 243 magasins qui fermeront leurs portes dans les prochaines semaines.

Le nouveau PDG du groupe de distribution, Alexandre Bompard, arrivé en juillet 2017, avait annoncé ces fermetures fin janvier 2018 en présentant un plan de transformation du groupe qui prévoit une réduction de coûts de 2 milliards d'euros dès 2020.

Dans ce cadre, Carrefour avait annoncé qu'il allait supprimer 2400 emplois, passer cinq hypermarchés en location-gérance, réduire la surface de ses magasins et céder ou fermer 273 magasins Dia passés sous l enseigne Carrefour. Les emplois de 2100 personnes sont concernés par ce changement de périmètre.

Carrefour avait racheté 800 magasins de l'enseigne Dia en France en 2014. Mais en raison notamment de problèmes de localisation la sauce n'a pas pris et les ex-magasins Dia ont perdu 150 millions d'euros en 2017.

Le quotidien régional Midi Libre s'était procuré un premier document confidentiel détaillant les emplacements de 269 magasins susceptibles de disparaître. Il vient de publier la liste des 243 magasins — communiquée lundi 4 juin aux syndicats lors d'un comité central d'entreprise — qui n'ont pas trouvé de repreneur. Business Insider FR5 juin 2018

Commentaires d'internautes.

1- "Lamentable !

A Fontenay, il ne restera que Monoprix : Hors de prix !"

2- "En regard de la population de la région où encore du taux de chômage de celle-ci, c'est bien la région des Hauts-de France (Nord-Pas-de-Calais et Picardie) qui est la plus touchée, et non Paris ou Marseille !"

3- "Je suis bien d'accord avec vous, j'avais remarqué, lamentable."

Après la disparition du petit commerce, la suppression des enseignes bons marchés que fréquentaient les plus pauvres ou ceux qui résistaient pour ne pas les rejoindre...

Ici en Inde, c'est différent. Les prix de 90% des marchandises sont fixes, identiques, quel que soit l'endroit où vous les achetez. En revanche, toutes les marchandises ne sont pas disponibles partout, certains commerces ne proposent que celles qui sont les plus chers, d'autres que celles de mauvaises qualités et parmi les moins chères. Il n'y a que la vente en vrac ou sans emballage, les produits frais principalement où les prix fluctuent d'un jour à l'autre, d'un commerce à l'autre, il faut donc comparer les prix et la qualité avant d'acheter ses légumes par exemple.

L'unique supermarché de Pondichéry est clairement destiné aux classes moyennes. Je n'y vais que pour acheter des produits où les prix sont fixes et où on peut bénéficier d'une réduction. Quand je vais à Pondichéry cela me coûte aller-retour un demi-litre d'essence, soit 40 roupies environ, un demi-euro, donc je dois rentabiliser mon déplacement, j'achète tout par multiple d'un, et comme tous les produits proposés par multiple d'un sont accompagnés d'une réduction, cela me paie l'essence et j'arrive même à économiser plusieurs centaines de roupies sur un mois, surtout avec les cigarettes, 20% moins chères.

[Médiocratie de la recherche. Non sans blague, ils ont fait une découverte !](#)

- Manger moins pour vivre plus... longtemps - Le Point 06 juin 2018

Le Point - Selon deux nouvelles études, un régime alimentaire moins calorique augmente l'espérance de vie... dans des proportions spectaculaires.

LVOG - En voilà une mauvaise nouvelle pour les plus pauvres, eux au moins ils n'ont pas attendu qu'on leur dise pour le savoir ! Je parle des plus pauvres, les autres se goinfrent de saloperies hypercalorifiques qui les rendent obèses en regardant TF1...

Le Point - Manger moins pour vivre plus vieux et en meilleure santé ? Il s'agit seulement, pour l'instant, d'une piste de recherche, et non d'un précepte que chacun pourrait appliquer dans la vie de tous les jours. Mais deux nouvelles études rendent cette piste de plus en plus solide.

LVOG - Ah pour du solide, c'est du solide, à vous rendre constiper ! Là encore cela ne concerne pas les pauvres, puisqu'ils ont rien ou si peu à évacuer ! Et on se doute bien que ceux qui se goinfrent ne vont pas se mettre au régime (forcé) des pauvres. Ils ne manquent décidément pas de perspicacité ces chercheurs !

Le Point - La restriction calorique chronique consiste, dans son principe, à manger une ration alimentaire réduite mais équilibrée à partir de l'âge adulte et tout au long de son existence.

LVOG - Là encore, les pauvres ne seront pas concernés, parce que les aliments les plus équilibrés sur le plan nutritionnel sont généralement les plus chers. Et puis cette restriction alimentaire ne peut pas s'appliquer aux travailleurs manuels puisqu'elle leur coûterait une fortune. Ils se retrouveraient en état de sous-alimentation chronique, état qui concerne apparemment davantage le cerveau que l'estomac chez ces chercheurs.

Le Point - Deux études publiées au début de cette année abordent cette question. La première a été menée sur des primates par notre équipe du Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) et du CNRS et publiée dans la revue Communications Biology. L'autre a été réalisée sur des humains par une équipe américaine dirigée par la biologiste Leanne Redman et publiée dans la revue Cell Metabolism. Ces travaux mettent en avant les effets bénéfiques de la restriction calorique sur la longévité et la santé.

Par :

Fabien Pifferi est chargé de recherche en nutrition et neurosciences, Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) – Sorbonne Universités.

Fabienne Aujard est biologiste, directrice de recherche spécialisée dans le vieillissement, Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) – Sorbonne Universités.

Jeremy Terrien est enseignant-chercheur en physiologie animale, Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) – Sorbonne Universités.

LVOG - Le dernier paragraphe de cet article n'était pas à piquer des vers, cela se mange et c'est bourré de protéines, je le dis au passage pour les plus pauvres, pas d'esprit voyons, vous m'avez compris.

Le Point - Comme l'application d'une restriction calorique chez l'humain semble difficile à concevoir de manière généralisée dans nos sociétés modernes, des études sont en cours pour identifier des molécules qui pourraient mimer certains bienfaits de la restriction calorique, sans avoir à modifier nos pratiques alimentaires.

LVOG - Il est vrai qu'une société aussi débile ou pourrie est forcément incompatible avec une telle prise de conscience, rendez-vous compte les hommes vivraient mieux, et puis imaginez un instant s'ils bouffaient moins, que deviendraient les trusts de l'agro-alimentaire et le lobby ogmiste pour lesquels ces chercheurs travaillent, car c'est bien ce qui est précisé ici, n'est-ce pas ? Non, en régime capitaliste la recherche n'a jamais eu pour mission de concourir à l'amélioration des conditions de vie de la plèbe.

ACTUALITE EN TITRES

D'une extrême droite à l'autre.

- Hollande défendra son bilan jeudi devant la Fondation Jean-Jaurès - AFP 6 juin 2018

Mimétisme.

- Municipales : LREM s'ouvre aux LR et PS... sous conditions - Publicsenat.fr 4 juin 2018

- Le PCF envisage une "large" liste de gauche aux européennes - Reuters 4 juin 2018

- Renouveau, communication... Le PCF à la recherche d'un nouveau style - Liberation.fr 4 juin 2018

...où quand l'oligarchie impose son style costard cravate et gueule de premier de la classe, les cheveux courts, bien dégarnis derrière les oreilles, l'air de préférence abruti qui en impose aux plus niais, aux plus serviles qui ont enfin trouvé un maître...

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Mamoudou Gassama reçoit la plus haute distinction de la Ville de Paris - AFP 4 juin 2018

Ils osent tout

- La famille impériale se voit sur le trône, pour régler le "chaos" au Brésil - AFP 4 juin 2018

Pour Bertand d'Orléans-Bragance, descendant direct du dernier empereur du Brésil, le "chaos" qui secoue son pays n'a qu'une solution: le retour de sa famille au pouvoir. AFP 4 juin 2018

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand la crise générale du capitalisme se transforme en crise politique mondiale...

- En Jordanie, la contestation sociale fait tomber le Premier ministre - AFP 5 juin 2018

Le Premier ministre jordanien Hani Mulqi a été contraint à la démission lundi, après plusieurs jours d'une contestation populaire inédite depuis des années dans le royaume contre un projet de réforme fiscale et la hausse des prix. AFP 5 juin 2018

Ce n'est pas en France qu'un truc pareil arriverait. C'est étrange. Devinez pourquoi.

- Nouveau Premier ministre à Madagascar pour sortir de la crise - Reuters 4 juin 2018

Le président malgache a annoncé lundi qu'il avait choisi comme nouveau Premier ministre Christian Ntsay, qui était jusqu'ici représentant à Madagascar de l'Organisation internationale du travail (OIT). Reuters 4 juin 2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

- L'OEA adopte une résolution visant à en exclure le Venezuela - Reuters 6 juin 2018

L'Organisation des Etats américains (OEA), composée de 34 membres, a adopté mardi une résolution pour débiter le processus d'exclusion du Venezuela de l'organisation, après la réélection contestée le mois dernier de Nicolas Maduro à la présidence vénézuélienne.

Au cours d'une assemblée générale organisée à Washington, où est basée l'OEA, 19 membres ont voté en faveur de la tenue d'une assemblée extraordinaire pour suspendre le Venezuela de l'organisation. Quatre membres ont voté contre et 11 se sont abstenus.

Les Etats-Unis et plusieurs pays sud-américains ne reconnaissent pas la réélection le 20 mai de Nicolas Maduro à la tête du Venezuela, considérant le scrutin comme une imposture visant à favoriser une dictature qui a dévasté une économie autrefois prospère.

"Je suis heureux que nous reconnaissons que la démocratie compte. Nous ne reconnaitrons pas les gouvernements illégitimes", a déclaré à l'assemblée après le vote le représentant américain auprès de l'OEA.

"C'est un grand jour pour l'OEA (...) Notre espoir est que cela apporte la paix au peuple vénézuélien", a ajouté Carlos Trujillo.

Le Venezuela rejette la décision de l'assemblée et empêchera les Etats-Unis de poursuivre leur "guerre économique" contre le gouvernement socialiste de Maduro, a déclaré le ministre des Affaires étrangères, Jorge Arreaza.

"Ceux qui ont soutenu (cette résolution) soutiennent la possibilité d'une intervention militaire au Venezuela. Vous aurez cela sur la conscience", a-t-il ajouté.

Nicolas Maduro a décrit l'OEA comme le pantin de la politique étrangère des Etats-Unis. Le gouvernement vénézuélien a annoncé l'année dernière qu'il débutait un processus de deux ans pour se retirer de l'organisation.

Les Etats-Unis souhaitent l'exclusion du Venezuela de l'OEA et une intensification des sanctions économiques contre le gouvernement de Maduro. Reuters 6 juin 2018

Libye

- La Libye selon l'Onu et la dure réalité par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 5 juin 2018

Malgré la bonne volonté de certains participants, la conférence de Paris pour la Libye n'a pas eu sur place les effets imaginés. Pour Thierry Meyssan, cela s'explique par le double langage de l'Otan et de l'Onu qui prétendent vouloir stabiliser le pays alors que leurs actions poursuivent le plan Cebrowski de destruction des structures étatiques. La mise en scène de Paris était imprégnée d'une profonde méconnaissance des particularités de la société libyenne.

Depuis l'anéantissement par l'Otan de la Jamahiriya arabe libyenne, en 2011, la situation en Libye s'est profondément détériorée : le PIB a été divisé par deux et des pans entiers de la population vivent dans la misère ; il est impossible de circuler dans le pays ; l'insécurité est générale. Au cours des dernières années, les deux tiers de la population se sont enfuis à l'étranger, au moins provisoirement.

Passant par pertes et profits l'illégalité de l'intervention de l'Otan, les Nations Unies tentent de re-stabiliser le pays.

Les tentatives de pacification

L'Onu est présente via la MANUL (Mission d'appui des Nations unies en Libye), qui est un organe exclusivement politique. Le véritable caractère de cette instance est apparu dès sa création. Son premier directeur, Ian Martin (ancien directeur d'Amnesty International), organisa le transfert de 1 500 jihadistes d'Al-Qaïda en qualité de « réfugiés » (sic) de la Libye vers la Turquie pour former la soi-disant « Armée syrienne libre ». Certes, aujourd'hui la MANUL est dirigée par Ghassan Salamé [1], mais elle dépend directement du directeur des Affaires politiques de l'Onu qui n'est autre que Jeffrey Feltman. Or, cet ancien assistant d'Hillary Clinton au département d'État US est un des maîtres d'œuvre du plan Cebrowski-Barnett pour la destruction des États et des sociétés du « Moyen-Orient élargi » [2]. C'est précisément lui qui supervisa d'un point de vue diplomatique les agressions contre la Libye et la Syrie [3].

L'Onu part de l'idée que le désordre actuel est la conséquence de la « guerre civile » de 2011 qui dressa le régime de Mouammar Kadhafi contre son opposition. Or, lors de l'intervention de l'Otan, cette opposition se limitait aux jihadistes d'al-Qaïda et à la tribu des Misrata. En tant qu'ancien membre du dernier gouvernement de la Jamahiriya arabe libyenne, je peux témoigner que l'initiative de l'Alliance atlantique ne répondait pas à un conflit libyen, mais à une stratégie régionale de longue haleine pour l'ensemble du Moyen-Orient élargi.

Lors des élections législatives de 2014, les islamistes qui avaient mené les combats au sol pour le compte de l'Otan, n'obtinrent que de faibles résultats. Ils décidèrent alors de ne pas reconnaître la « Chambre des représentants » (basée à Tobrouk) et de constituer leur propre assemblée (basée à Tripoli) qu'ils appellent désormais « Haut Conseil d'État ». Considérant que ces deux assemblées rivales pouvaient former un système bicaméral, Feltman plaça à égalité les deux groupes. Des contacts entre eux eurent lieu aux Pays-Bas, puis les accords de Skhirat (Maroc) furent signés, mais sans l'assentiment des deux assemblées. Ces « accords » instituèrent un « gouvernement d'union nationale » (d'abord basé en Tunisie) désigné par l'Onu.

Pour préparer l'élaboration d'une nouvelle Constitution et d'élections présidentielle et législatives, la France, se substituant aux efforts des Pays-Bas et de l'Égypte, a organisé fin mai un sommet avec ceux que l'Onu présente comme les quatre principaux leaders du pays, en présence de représentants des principaux États impliqués sur le terrain. Cette initiative a été vivement critiquée en Italie [4]. Publiquement on a parlé politique, tandis que discrètement, on a dessiné les contours d'une Banque centrale libyenne unique qui effacera le vol des Fonds souverains libyens par l'Otan [5] et centralisera l'argent du pétrole. Quoi qu'il en

soit, après la signature d'une déclaration commune [6] et les embrassades d'usage, la situation a brusquement empiré sur le terrain.

Le président français, Emmanuel Macron, agit en fonction de son expérience de banquier d'affaires : il a réuni les principaux leaders libyens choisis par l'Onu ; a examiné avec eux comment protéger leurs intérêts respectifs en vue de créer un gouvernement reconnu par tous ; a vérifié que les puissances étrangères ne saboteraient pas ce processus ; et a pensé que les Libyens applaudiraient cette solution. Or, il n'en est rien car la Libye est totalement différente des sociétés occidentales.

Il est évident que la France, qui avait été avec le Royaume-Uni le fer de lance de l'Otan contre la Libye, tente de récupérer les dividendes de son intervention militaire, dont elle a été privée par ses alliés anglo-saxons.

Pour comprendre ce qui se passe, il faut revenir en arrière et analyser la manière dont vivent les Libyens en fonction de leur expérience personnelle.

L'Histoire de la Libye

La Libye n'existe que depuis 67 ans. À la chute du fascisme et la fin de la Seconde Guerre mondiale, cette colonie italienne fut occupée par les Britanniques (dans la Tripolitaine et la Cyrénaïque) et par les Français (dans le Fezzan qu'ils divisèrent et rattachèrent administrativement à leurs colonies d'Algérie et de Tunisie).

Londres favorisa l'émergence d'une monarchie contrôlée depuis l'Arabie saoudite, la dynastie des Senussis, qui régna sur le pays à partir de « l'indépendance », en 1951. De religion wahhabite, elle maintint le nouvel État dans un obscurantisme total, tout en favorisant les intérêts économiques et militaires anglo-saxons.

Elle fut renversée, en 1969, par un groupe d'officiers qui proclama la véritable indépendance et mit à la porte les Forces étrangères. Au plan politique intérieur, Mouammar Kadhafi rédigea, en 1975, un programme, le Livre vert, dans lequel il garantit à la population du désert de satisfaire ses principaux rêves. Par exemple, alors que chaque bédouin ambitionnait d'avoir sa propre tente et son chameau, il promit à chaque famille un appartement gratuit et une voiture. La Jamahiriya arabe libyenne offrit également l'eau [7], l'éducation et la santé gratuites [8]. Progressivement, la population nomade du désert se sédentarisa sur la côte, mais les liens de chaque famille avec sa tribu d'origine restèrent plus importants que les relations de voisinage. Des institutions nationales furent mises en place, inspirées des expériences des phalanstères des socialistes utopiques du XIXème siècle. Elles instaurèrent une démocratie directe tout en co-existant avec les anciennes structures tribales. Ainsi, les décisions importantes étaient d'abord présentées à l'Assemblée consultative des tribus avant d'être délibérées par le Congrès général du Peuple (Assemblée nationale). Au plan international, Kadhafi se voua à résoudre le conflit séculaire entre les Africains, arabes et noirs. Il mit fin à l'esclavage et utilisa une grande partie de l'argent du pétrole pour aider au développement des pays sub-sahariens, notamment du Mali. Son activité réveilla les Occidentaux qui commencèrent alors des politiques d'aide au développement du continent.

Cependant, malgré les progrès accomplis, trente ans de Jamahiriya ne suffirent pas à transformer cette Arabie saoudite africaine en une société laïque moderne.

Le problème actuel

En écrasant ce régime et en faisant flotter à nouveau le drapeau des Sénussis, l'Otan a renvoyé le pays à ce qu'il était avant 1969 : un ensemble de tribus, vivant dans le désert, coupées du monde. En l'absence d'État, la population s'est repliée sur des structures tribales sans chef suprême. La Charia, le racisme et l'esclavage ont refait leur apparition. Dans ces conditions, il est inefficace de chercher à rétablir l'ordre par le haut. Il est au contraire indispensable de pacifier d'abord les relations entre tribus. Ce n'est qu'une fois cette opération achevée qu'il sera possible d'envisager des institutions démocratiques. Jusque-là la sécurité de chacun ne sera garantie que par son appartenance tribale. Pour survivre, les Libyens s'interdiront donc de penser de manière autonome et s'en référeront toujours à la position de leur groupe.

Le cas de la répression exercée par les habitants de Misrata contre ceux de Tawarga est exemplaire. Les Misratas sont les descendants des soldats turcs de l'armée ottomane, ceux de Tawarga descendent d'anciens esclaves noirs. En lien avec la Turquie, les Misratas ont participé au renversement de la Jamahiriya. Dès que le drapeau des Sénussis a été imposé, ils se sont déchainés avec une fureur raciste contre les noirs. Ils les ont accusés de toutes sortes de crimes et ont contraint 30 000 d'entre eux à fuir.

Il sera évidemment très difficile de faire émerger une personnalité, comparable à Mouammar Kadhafi, qui soit d'abord reconnue par les tribus, puis par le Peuple. Mais en réalité, ce n'est pas ce que cherche Jeffrey Feltman. Contrairement aux déclarations officielles sur une solution « inclusive », c'est-à-dire intégrant toutes les composantes de la société libyenne, Feltman a imposé, via les islamistes avec qui il avait collaboré au département d'État contre Kadhafi, une loi interdisant toute fonction publique aux personnes ayant servi le Guide. La Chambre des représentants a refusé d'appliquer ce texte, toujours en vigueur à Tripoli. Ce dispositif est comparable à celui de la débaasification que le même Feltman imposa à l'Iraq, lorsqu'il était un des dirigeants de l'« Autorité provisoire de la Coalition ». Dans les deux cas, ces lois privent ces pays de la majorité de leurs élites et poussent celles-

ci à la violence ou à l'exil. On le voit bien, Feltman poursuit toujours les objectifs du plan Cebrowski tout en prétendant travailler pour la paix.

Contrairement aux apparences, le problème de la Libye n'est pas la rivalité entre des leaders, mais l'absence de pacification entre tribus et l'exclusion des Kadhafistes. La solution ne peut être négociée entre les quatre leaders réunis à Paris, mais uniquement au sein et autour de la Chambre des représentants de Tobrouk dont l'autorité couvre désormais 80 % du territoire. Réseau Voltaire 5 juin 2018

Notes.

[1] Ghassan Salamé est un homme politique libanais et universitaire français. Il est le père de la journaliste française Léa Salamé et de la directrice de la Fondation Boghossian de Belgique, Louma Salamé. Il a travaillé avec Jeffrey Feltman en Irak, mais pas au Liban.

[2] « Le projet militaire des États-Unis pour le monde », par Thierry Meyssan, Haïti Liberté (Haïti) , Réseau Voltaire, 22 août 2017.

[3] « L'Allemagne et l'Onu contre la Syrie », par Thierry Meyssan, Al-Watan (Syrie) , Réseau Voltaire, 28 janvier 2016.

[4] En 2011, le président du Conseil Silvio Berlusconi s'insurgea contre l'intervention de l'Otan. Il fut rappelé à l'ordre atlantiste par son propre Parlement.

[5] « La rapine du siècle : l'assaut des volontaires sur les fonds souverains libyens », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, Il Manifesto (Italie) , Réseau Voltaire, 22 avril 2011.

[6] « Déclaration politique sur la Libye », Réseau Voltaire, 29 mai 2018.

[7] À partir de 1991, la Libye construit la « Grande rivière artificielle ». Il s'agit d'un vaste réseau d'exploitation des nappes aquifères du Bassin de Nubie, situées à grande profondeur. Ce gigantesque système est sans équivalent dans le monde.

[8] En l'absence d'hôpitaux assez nombreux, les opérations étaient souvent effectuées à l'étranger aux frais de l'État.

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Maroc

- Au Maroc, un boycott de l'eau contre l'oligarchie et la vie chère - liberation.fr 5 juin 2018

Depuis fin avril, l'eau Sidi ali, le lait Centrale Danone et les stations-service Afriquia sont boudés par près de 42 % des Marocains pour leurs prix excessifs. Une mobilisation inédite qui a pris de court les élites.

Selon une enquête réalisée le 22 mai pour le quotidien marocain l'Economiste, 42 % de la population applique ce boycott, principalement les jeunes, les femmes et la classe moyenne.

« Cette mobilisation anonyme n'a ni stratégie ni revendication précises, mis à part la volonté de s'opposer aux prix chers. Si on ne sait pas qui en est l'initiateur, on connaît ses deux principales cibles : des personnalités de l'establishment, proches du palais royal », analyse le sociologue Abderrahmane Rachik, spécialiste des mouvements de protestation au Maroc. D'abord, Aziz Akhannouch, propriétaire de la société de distribution de carburant Afriquia, est aussi ministre de l'Agriculture, milliardaire et proche du roi. Ensuite, Miriem Bensalah-Chaqroun, à la tête des Eaux minérales d'Oulmès, distributeur de Sidi ali, est l'ancienne présidente de la Confédération générale des entreprises du Maroc, l'équivalent du Medef en France. « La campagne de boycott est l'expression d'un ras-le-bol généralisé qui s'inscrit dans la suite des protestations du Rif, de Zagora et de Jerada [trois régions qui ont connu des mouvements sociaux ces derniers mois, ndlr] », estime le député du Parti socialiste unifié Omar Balafrej, qui soutient le boycott.

« Des professionnels de la protestation, anonymes, ont lancé cette mobilisation qui a été suivie d'abord par des sympathisants puis par des jeunes mécontents », explique Abderrahmane Rachik. Au Maroc, le taux d'emploi est de 42 %, et un tiers des jeunes n'ont ni travail ni formation, selon le Haut Commissariat au plan, organisme de statistiques officielles. « Boycotter et se mobiliser sur les réseaux sociaux ne demande ni autorisation, ni argent, ni compétences. Depuis 2013, protester dans la rue est devenu risqué, face à un gouvernement qui empêche toute manifestation sans autorisation préalable », continue le sociologue.

Centrale Danone, la marque la plus affectée par le boycott, s'attend à un «repli de 20 % de son chiffre d'affaires» et une perte de 13,5 millions d'euros au premier semestre. Sa collecte de lait dans le réseau marocain a déjà été réduite de 30 %.

Face à cette campagne difficile à cerner, les élites politiques et économiques du royaume sont désarmées. Cinq jours après le début du boycott, Mohamed Boussaïd, ministre de l'Economie, a qualifié les boycotteurs d'«étourdis». Au même moment, le directeur achats chez Centrale Danone, Adil Benkirane, les désignait comme des «traîtres à la nation». Des propos qui ont galvanisé les protestataires. «Les politiques ont cru que le boycott serait éphémère mais il a pris beaucoup d'ampleur», observe Abderrahmane Rachik. Le chef du gouvernement, Saâdeddine el-Othmani, lui, a demandé à tourner la page du boycott.

L'ampleur inattendue de l'opération fait craindre aux autorités la réaction des investisseurs étrangers. «Le gouvernement est déterminé à entreprendre des initiatives visant à améliorer le pouvoir d'achat des citoyens et à agir avec fermeté en matière de contrôle du marché», a annoncé le gouvernement dans un communiqué publié le 1er juin. Une commission sera créée pour examiner l'évolution des prix et proposer des solutions allégeant la pression sur le pouvoir d'achat des ménages. Une réponse insuffisante pour Omar Balafrej, membre de l'opposition qui demande à remettre sur pied le Conseil de la concurrence, une institution au point mort.

«Le boycott est en train de se retourner contre le gouvernement El-Othmani, dont le prédécesseur avait appliqué la libéralisation des prix et la fin de la caisse de compensation pour les produits de nécessité», avertit Abderrahmane Rachik. En conséquence, les opérateurs des hydrocarbures, dont Afriquia, ont doublé leurs marges, selon un rapport parlementaire présenté le 15 mai. «Maintenant, nous attendons un mea culpa des sociétés et qu'elles remboursent les 17 milliards de dirhams [1,5 milliard d'euros] gagnés de façon abusive», revendique Omar Balafrej, qui espère que le succès du boycott redonne «confiance aux citoyens». En attendant, les épiciers affichent fièrement des marques concurrentes dans leurs rayons. liberation.fr 5 juin 2018

Portugal

- Importante grève ferroviaire au Portugal - euronews 4 juin 2018

Très forte mobilisation pour le mouvement de grève dans les transports ferroviaires qui a eu lieu ce lundi au Portugal. Selon le syndicat des employés du secteur, 90% des trains de fret et de passagers n'ont pas circulé. A Lisbonne, aucun train n'a quitté le quai de toute la journée.

Les agents ferroviaires protestent contre un projet national de n'avoir qu'un opérateur supplémentaire par train, contre deux minimum actuellement. Ces derniers mois, ce sont les cheminots qui se sont mobilisés, pour des revendications salariales. euronews 4 juin 2018

Brésil

- Brésil: plus d'un demi-million d'homicides en dix ans - AFP 5 juin 2018

Plus d'un demi-million de personnes sont mortes par homicide entre 2006 à 2016 au Brésil, soit six tués par heure, des chiffres qui font du plus grand pays d'Amérique latine l'un des plus violents au monde, selon un rapport publié mardi. AFP 5 juin 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 14 juin 2018

CAUSERIE ET INFOS

A chaque fois que je voulais actualiser le portail ces derniers jours une nouvelle idée jaillissait, du coup j'ai passé beaucoup de temps à réfléchir, et le plus difficile ce fut de mettre cela au propre. Je n'actualiserai pas le portail aussi régulièrement, j'ai encore trop de choses à faire chez moi et personne ne peut les faire à ma place. Je crois qu'il y a matière à tenir pas mal de temps avec cette volumineuse causerie.

● [Causerie au format pdf \(41 pages\)](#)

[Quelques réactions politiques.](#)

1- Quelques réactions après avoir fait un tour d'horizon de l'actualité hier soir.

Le printemps est passé comme une lettre à la poste. Le président néonazi du parlement ukrainien parade à Paris, quoi de plus naturel. Il y a de quoi sabrer le champagne !

Macron ne loupe pas une occasion de faire savoir qu'il hait les pauvres... qui lui rendent bien. L'orgie des nantis peut continuer. La médiocrité s'invite ou s'infiltré partout à vous en donner la nausée. Ils s'en vantent et il y en a qui les flattent pour faire partie de la cour. Ne les ignorons pas, méprisons-les, piétinons-les, après tout ils doivent être là pour cela.

Visiblement, nous ne vivons pas dans le même monde, donc tenons-nous en à notre cause, il y a de quoi faire et ne jamais s'emmerder pour qui veut se rendre utile pour combattre le régime. C'est un appel à l'engagement politique, parce que cela fait aussi partie de la vie, de la société. Il y en a qui peuvent dire stop spontanément, et il y en a d'autres pour lesquels il faut plus de temps et ce sont les plus nombreux. Quand on a des principes ou des valeurs humanistes, on ne peut pas vivre dans leur monde, on ne peut souhaiter que qu'il disparaisse le plus tôt possible...

- Le nouveau service de vaisselle de l'Élysée aurait coûté... 500.000 euros - M6info

2- Quasiment toutes les formations politiques se réclamant de la classe ouvrière, la plupart des syndicats, des dizaines d'associations liées au mouvement ouvrier appelle les travailleurs et jeunes à descendre dans la rue le 26 mai pour manifester leur rejet de la politique de Macron, soit entre 30 et 40 millions de personnes, et moins de 250.000 répondent présent, qui plus est un samedi, soit moins de 1%.

Que faut-il en déduire, qu'est-ce que cela signifie sur le plan politique ? Vous savez ce que m'a répondu un militant, je vous le donne en mille, que les conditions objectives étaient mûres pour une révolution, je ne plaisante pas. Et bien moi, je pense exactement le contraire. Selon vous, qui de nous deux doit être proche de la réalité, celui qui part des faits ou celui qui fait dans le déni permanent ou qui refuse de les prendre en compte ?

Un truc qui n'était pas tombé dans l'oreille d'un sourd.

Lors de l'oraison funèbre prononcée par D. Gluckstein après le décès de P. Lambert, D. Gluckstein déclarera que « *les conditions objectives de la révolution mûrissent* ». (<http://www.luttedefclasse.org/brefpt07.htm> - 22 janvier 2008) j'avais ajouté le commentaire suivant : Tiens c'est étrange, je croyais qu'elles étaient mûres et qu'elles avaient commencé à pourrir, le capitalisme agonisant, cela vous dit sans doute quelque chose camarades.

Pendant des décennies, ils nous avaient tenus en haleine avec leur théorie foireuse de "l'imminence de la révolution" sur fond de crise des institutions de la Ve République qui devait rendre l'âme dans les semaines à venir (Stéphane Just), on était au milieu des années 70, il y a un demi-siècle. L'arrivée au pouvoir de Mitterrand en mai 81, ainsi que sa majorité PS-PCF devait sonner le glas du régime. Tout le reste devait être à l'avenant jusqu'à nos jours. Je n'invente rien, ce sont les faits.

S'il y a 10 ans les conditions objectives n'étaient pas mûres, 10 ans plus tard on a comme l'impression qu'elles ont commencé à pourrir, et l'élection de Macron en est l'illustration.

Quelles sont les conditions objectives qui doivent être réunies pour qu'une situation devienne révolutionnaire? Et quelles sont les conditions subjectives qui doivent être réunies pour qu'elle se transforme en révolution prolétarienne ?

Les conditions objectives.

- L'effondrement brutal du capitalisme jetant des millions de travailleurs à la rue... (En 2008, les oligarques nous ont fait le coup de la démolition contrôlée en fabriquant plus de 20.000 milliards de dollars... pour s'enrichir encore plus!)

- La guerre et ses conséquences insupportables. (Tandis que de nos jours la population vit en paix et n'imagine pas un instant ce que signifie la guerre, mieux ou pire, elle baigne dans une insouciance dopée par les guerres. Quand la guerre ravage un pays, elle n'épargne personne, et la classe ouvrière en est la principale victime.)

- La concentration du prolétariat industriel. (Depuis dispersé, disloqué, atomisé, délocalisé... Ce qu'il en reste compose l'aristocratie ouvrière ou bénéficie de privilèges que n'ont pas les autres travailleurs du secteur privé.)

- Les conditions de travail effroyables des masses. (Et des enfants, cadences infernales, journées de travail harrassantes. Ce qui a pratiquement disparu de nos jours ou n'a rien de comparable avec autrefois.)

- Les conditions d'existence épouvantables des masses, notamment d'habitation. (De nos jours cela concerne seulement environ 5% des travailleurs et leurs familles les plus pauvres. Mieux encore, un grand nombre de travailleurs qui ont un revenu modeste vont hériter de leurs parents un bien immobilier qui se chiffre au bas mot à plusieurs centaines de milliers d'euros s'il était situé en

ville, moins évidemment s'il était situé à la campagne ou dans une petite commune de province ; une somme d'argent en espèce ou placée plus ou moins importante ; d'autres biens. Au passage, ce ne sera pas mon cas, sinon je m'empresserais de distribuer cet argent. Même mon terrain et ma maison ne sont pas à mon nom.)

- Etc.

Les conditions subjectives.

- Il faut que la classe dominante ne puisse plus gouverner comme avant. (Ce n'est pas le cas en France, Macron incarne par excellence la Ve République ! En revanche la situation fut prérévolutionnaire en Grèce, en Tunisie, peut-être en Egypte. Ce n'est plus le cas dans ces pays.)

- Il faut que les masses ne puissent plus vivre comme avant ou qu'elles ne supportent plus de nouveaux sacrifices. (Ce n'est pas le cas des deux tiers ou plus des masses. Encore faut-il tenir compte de tous les revenus et de la composition des ménages ou contribuables comme l'on dit.)

- Sous l'effet de l'effondrement du capitalisme ou de la guerre, les masses se radicalisent et cherchent une issue politique conforme à leurs intérêts. (Comme ni l'un ni l'autre ne s'est produit, il est à craindre que leur radicalisation ne soit pas orientée dans la bonne direction. Surtout chez les couches des classes moyennes les plus durement frappées qui peuvent se tourner vers l'extrême droite, les autres se sont tournées principalement vers Macron pour le moment.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que l'effondrement du capitalisme ou la guerre va frapper violemment l'ensemble des masses, et que parmi les masses une minorité va se radicaliser aussitôt ou rapidement, mais contrairement à une période normale ou de paix, le reste des masses au lieu de faire preuve de neutralité envers le gouvernement et de le laisser s'attaquer si nécessaire à cette minorité ou de l'ignorer, elle va faire preuve de neutralité envers la mobilisation révolutionnaire de cette minorité avant éventuellement de la rejoindre plus tard, ce qui va permettre au processus révolutionnaire de se développer et de laisser entrevoir l'espoir qu'il soit mené à son terme ou que le régime soit renversé.

Donc, dans tous les cas de figure on part de la mobilisation révolutionnaire d'une minorité, qui selon les circonstances peut entraîner l'ensemble des masses au combat contre le régime ou au contraire, par leur passivité lui accorder un nouveau répit. Donc le fait d'être une minorité organisée n'est pas un problème en soi, car ce n'est même pas le facteur déterminant au début d'un soulèvement révolutionnaire, c'est l'état d'esprit des masses qui est l'un des facteurs déterminants, l'autre étant l'état du régime, des forces qui le soutiennent encore. Donc personne ne peut se substituer aux masses, pas même le parti, tout repose sur son niveau de conscience qui va déterminer son degré d'organisation à venir, qui va bénéficier à la construction du parti pour s'emparer du pouvoir pour les masses, car seule une force organisée peut venir à bout du régime, le renverser, les masses seules ne peuvent pas concevoir et atteindre cet objectif politique, dans le cas contraire cela se saurait et le régime aurait disparu depuis longtemps. Si on ne saisit pas le processus dialectique de la lutte de classes, on ne peut pas concevoir une stratégie de prise du pouvoir, or c'est notre seul objectif.

On peut reprendre une partie de ces éléments en les présentant autrement. On peut imaginer qu'une minorité prenne les armes et descende dans la rue. Si la majorité des masses n'est pas prête à les imiter, elle va se faire massacrer pendant que les masses ne bougeront pas. Mais imaginons maintenant qu'elle bénéficie de la neutralité bienveillante de la majorité des masses.

Le gouvernement hésitera à mitrailler cette minorité armée, car il saura qu'aussitôt elle sera rejoint par des bataillons entiers de la classe ouvrière. Maintenant il peut ne pas avoir le choix et opter pour cette solution, auquel cas il va perdre le contrôle de la situation et il sera renversé. Prenons Macron par exemple, sur quelle force pourrait-il compter pour faire face à un soulèvement révolutionnaire armé, sur les CSP+ qui roulent en Mercedes, BMW ou Audi, combien seraient-ils à risquer leur vie ou de tout perdre inutilement face à 3 ou 5 millions de travailleurs déterminés à en finir avec le régime, même sur l'armée et les forces de police il ne pourrait compter entièrement.

Tout cela pour dire qu'une révolution prolétarienne est parfaitement possible et peut vaincre pourvu que les conditions soient réunies, et que notre unique tâche est de préparer les conditions pour qu'elle se réalise, sachant que parmi ces conditions il en manquera une, l'effondrement du capitalisme ou la guerre, et qu'il faut par conséquent combler cet handicap en élevant le niveau de conscience des masses à un niveau encore plus supérieur à ce qui serait nécessaire si toutes les conditions objectives étaient réunies.

Donc ce que je propose ici, c'est l'inverse de la passivité en attendant une guerre ou une crise dévastatrice du capitalisme qui permettrait enfin aux conditions objectives d'être mûres, et ce n'est pas non plus un appel gauchiste à l'insurrection sans tenir compte de la situation sociale et politique. J'ai évoqué un handicap en parlant des conditions objectives qui ne sont pas mûres, en précisant qu'il n'était pas insurmontable, pourquoi ? Parce que même si les conditions des masses s'est énormément améliorées par rapport à autrefois, il n'en demeure pas moins qu'absolument personne ne peut décidément librement de son destin dans cette société tendant au totalitarisme. Le mode de vie qui est imposé à chacun des travailleurs est un élément objectif de la situation sur lequel on peut ou plutôt on doit s'appuyer si l'on veut vraiment venir à bout du régime et avancer vers le socialisme.

Je sais que c'est difficile d'aborder la situation sous cet angle-là, parce qu'on n'en a pas l'habitude, mais on n'a pas le choix. Je sais surtout que cela bouscule notre conception de la lutte de classe. Et bien, il va falloir l'expliquer encore et encore aux militants, qui rapidement se rendront compte que cet argument ou cette démarche, loin d'être révisionniste était plutôt révolutionnaire, parce qu'il est adapté à la situation tout bonnement.)

- De préférence un haut niveau d'organisation syndical et politique. (Ce qui n'est pas le cas en France. Le mouvement ouvrier est profondément divisé et pourri par le réformisme, le communautarisme, le corporatisme, sans oublier l'impérialisme.)

- Si l'existence d'un parti ouvrier révolutionnaire n'est pas obligatoire, en revanche il est indispensable pour renverser le régime (ce qui n'était pas forcément le cas autrefois, par exemple en février 1917 en Russie, quoique...) ou assurer la victoire de la révolution... (Il est inexistant, donc il y a tout lieu de s'inquiéter sérieusement pour la suite, c'est un euphémisme !)

En guise d'épilogue.

Au cours des jours précédents, à différents moments de la journée, j'ai enregistré quelques réflexions sur mon téléphone portable que je n'ai plus le temps d'insérer dans les articles que j'ai rédigés, je vous les soumetts pêle-mêle.

- Nos contradicteurs, qu'ont-ils retenu de la crise de 2008 ? Rien. Quel enseignement ont-ils tiré de la Grèce, des "révolutions" de couleur, des fleurs, etc. Aucun. Qu'ont-ils appris du 11 septembre 2001 et ses conséquences au Maghreb, au Moyen et au Proche-Orient, en Afrique, etc. Rien. Quelle leçon ont-ils tiré des conditions dans lesquelles Macron est parvenu au pouvoir ? Aucune. Qu'ils nous traitent par la suite de ce qu'ils voudront nous laisse totalement indifférent. A près de 40 ans d'intervalle, ils nous avaient averti que l'arrivée au pouvoir de Mitterrand serait incompatible avec la survie de la Ve République, et voilà qu'ils viennent de nous refaire le coup avec Macron. Cela se passe de tout commentaire.

- Dans nos rangs, l'évolution de la situation rend certains neurasthéniques ou dépressifs, tandis que d'autres deviennent carrément hystériques ! Qu'ils ne nous en veuillent pas d'affronter la situation calmement, sereinement, lucidement. En vivant en Inde et en partageant la vie des ouvriers parmi les plus pauvres, cela vaut mieux.

- Pour être bref, on est passé d'un système économique où le capitalisme produisait des marchandises correspondant à des besoins, à un système économique où l'argent sert à faire de l'argent, et dans ces conditions tous les besoins sans exception doivent être livrés au marché et à la spéculation, au casino de la finance. On a donc basculé dans un autre modèle de société, plus inhumaine encore, plus avide, mercantile, rapace, brutale, violente, vénal, sordide, cruelle. Et on a continué d'entendre les mêmes discours.

On est passé de la domination de l'industrie à la fusion de l'industrie et la finance, puis à l'hégémonie de la finance, et pour finir, par son emprise totale sur l'économie. Et on est en train de passer de l'impérialisme, qui date de la fusion de l'industrie et la finance au tournant du XXe siècle, au totalitarisme au tournant du XXIe siècle une fois achevée l'emprise de la finance sur l'ensemble de l'économie. De l'impérialisme stade suprême du capitalisme, qui se caractérisait par des périodes de guerre et de paix, de crise ou de dépression et d'expansion, on est passé au totalitarisme stade suprême de l'impérialisme qui rime avec le chaos, la guerre et la barbarie permanente. Et le plus grave, c'est qu'il sape à terme les bases du capitalisme, donc du socialisme, ce qui nécessite de notre part de modifier notre stratégie.

3- Nos ennemis ne sont pas les seuls à avoir de la suite dans les idées.

En réalité, nous aurions dû modifier notre stratégie depuis un an, depuis l'élection de Macron, peut-être depuis bien plus longtemps, je n'ai pas eu le temps de réfléchir à cette question. Laissons cela de côté provisoirement et concentrons-nous sur la situation actuelle.

Depuis que Macron est le nouveau locataire du Palais, les rapports entre les classes, les partis et les institutions ont été modifiés, on devrait plutôt dire que son élection fut le produit de ces modifications qui ont pris forme sous le mandat de Hollande. Et comme Macron a été porté au pouvoir par une poignée d'oligarques, c'est à la fois contre Macron et l'oligarchie que l'on doit axer notre politique sans négliger les institutions de la Ve République.

En ciblant Macron, on vise à la fois l'oligarchie qu'il incarne et le sommet des institutions, et en ciblant l'oligarchie, l'industrie financière, on vise Macron et on s'attaque au capitalisme puisqu'il est passé entièrement sous sa tutelle. Mieux encore, on fait d'une pierre, non pas deux coups, mais trois, car en s'attaquant à l'oligarchie on s'attaque également aux médias qu'elle possède ou contrôle.

On doit exiger son expropriation sans indemnité, la suppression des subventions que l'Etat verse à tous les médias dont ceux qu'elle contrôle et qui constituent les instruments les plus puissants dont elle dispose après l'argent pour mener son offensive contre la classe ouvrière ou tenter de conserver le pouvoir... Au-delà, décréter hors la loi les gangsters ou prédateurs du CAC40, la Bourse, réaliser la socialisation de toutes les banques et institutions financières privées, rompre avec l'euro, la BCE, l'UE, etc.

Cette orientation politique présente l'avantage de s'attaquer à la capacité de nuisance de l'oligarchie sur les plans économique et médiatique ou de la communication. Chasser Macron s'impose dès lors naturellement, ainsi que l'abolition des institutions antidémocratiques de la Ve République qui servent uniquement à légitimer le modèle de société totalitaire qu'ils veulent nous imposer.

Il faut voir comment peut s'articuler le combat contre Macron, l'oligarchie, les médias et les institutions de la Ve République. Si le lien qui existe entre ces quatre facteurs apparaît clairement, en revanche reste à expliquer pourquoi, pour mettre en lumière leur stratégie commune qui correspond à des intentions ou objectifs inavouables ou que la majorité ignore, en dernière analyse leur idéologie, dont ces quatre facteurs sont des représentations politiques.

Macron ment, les oligarques mentent, les médias mentent, les parlementaires mentent, ce qui signifie qu'ils ont quelque chose à cacher, et ils mentent encore quand ils nient les liens qui existent entre eux. Pourquoi ? Pour que les travailleurs ignorent ce qui se tramant dans leur dos de manière à ce qu'ils ne puissent pas s'y opposer, car on ne peut pas combattre efficacement un ennemi quand on ignore ses réelles intentions.

Notre objectif est de saper les bases du régime, cela peut paraître modeste, mais personne aujourd'hui n'a les moyens de se fixer un objectif plus élevé. Cette démarche consiste à s'adresser aux travailleurs afin de les amener à rompre avec le régime, à les aider à lever les obstacles qui les en empêchent, à faire en sorte que dans le cadre de la lutte des classes ils puissent surmonter les handicaps qui jusqu'à présent les retiennent de passer à l'action ou de s'organiser, ce qui ne signifie pas qu'ils descendront demain dans la rue, mais on peut se dire raisonnablement que le jour où ils décideront d'agir, plus rien ne les retiendra pour se lancer à l'assaut du régime.

A ce stade, nous n'avons rien d'autre à proposer aux travailleurs qui vont partager nos idées, que les prendre en charge eux-mêmes en s'associant à notre combat, de manière à ce que le plus grand nombre les partage en attendant des jours meilleurs, qui viendront forcément si on s'en tient rigoureusement à cette démarche. Plus nombreux seront les travailleurs qui seront convaincus que l'on peut changer de société ou procéder à un changement de régime, plus nous aurons de chance d'y parvenir, c'est élémentaire en somme, ce qui ne l'est pas, c'est déjà d'en arriver là.

Cela nécessite évidemment un long et patient travail d'explication qui rebute bien des militants habitués à balancer des mots d'ordre en croyant que les travailleurs vont s'y rallier spontanément, mais cela ne peut pas fonctionner compte tenu des obstacles que nous avons évoqués précédemment ou dont nous parlons ailleurs. Contrairement aux apparences, notre ennemi avance toujours masqué, alors si on se contente d'en rester aux apparences ou d'enfoncer des portes ouvertes, on n'arrivera jamais à rien.

4- La naissance du totalitarisme.

L'oligarchie financière s'est emparée du pouvoir au début du XXe siècle, et il lui aura fallu attendre près d'un siècle supplémentaire pour l'exercer pleinement. Elle eut l'occasion de le tester à diverses reprises à l'échelle mondiale : en 1914, en 1929, en 1939, en 1971, en 2001, en 2008. Ne pouvant pas se soustraire au capitalisme, elle accompagnera et contrôla toutes ses crises intermédiaires. Elle créera une multitude d'institutions, dont les unes seront destinées à s'assurer la subordination des Etats, tandis que les autres seront destinées à coordonner son action dans toute la société pour asseoir sa domination, de manière à ce qu'elle devienne incontestée, sans rival pour la menacer, sa toute puissance étant alors totale, l'illusion de la démocratie cédant la place au totalitarisme.

C'est cette illusion qui fut mortelle pour nous, aussi devrions peut-être enfin essayer de comprendre ce qui s'est réellement passé, pour ne pas périr sous les coups de ce nouveau régime encore plus impitoyable que le précédent.

Le capitalisme n'a jamais été compatible avec la démocratie, il en a toujours été le pire ennemi. Il se trouve que pendant sa période ascendante, il ne put se développer sans se passer du peuple, eh oui le peuple sans lequel rien n'est possible, aucun changement de régime ne peut être envisagé ou se réaliser ! C'est cela qui donna l'illusion d'un régime démocratique que l'on qualifia de bourgeois, de républicain, de laïc, d'indépendant, parce qu'il avait besoin de la participation du peuple et que le peuple progresse, s'instruit, soit en meilleure santé, etc.

Il n'y avait rien de philanthropique dans son attitude, ce qui n'a pas empêché de lui prêter des vertus innombrables, de manière à camoufler ses réelles intentions sordides ou inavouables. Le capitalisme eut recours à la guerre et maintenant au terrorisme. Il a franchi un cran de plus dans la barbarie en la mettant en scène, de sorte que tout le monde puisse en profiter, en partager les conséquences à des degrés divers pour marquer profondément les esprits, et les orienter dans une direction bien précise. A suivre.

5- Ils ont de la suite dans les idées....

- Nous aurons un gouvernement mondial, que cela plaise au non. La seule question est de savoir s'il sera créé par conquête ou par consentement. (Paul Warburg, banquier, le 17 février 1950 devant le Sénat américain.)

LVOG - Les deux. Ceci dit, s'ils avancent dans cette voie, rien ne dit qu'ils y parviendront, le soulèvement des peuples pourrait conduire au contraire à une République sociale universelle, mais il faut admettre que de nos jours plus personne n'y croit tellement nous en sommes éloignés. Pour autant cela demeure notre objectif politique...

- "Nous sommes reconnaissants au Washington Post, au New York Times, au magazine Time, et aux autres grandes publications dont les directeurs ont assisté à nos réunions et respecté leurs promesses de discrétion depuis presque quarante ans. Il aurait été pour nous impossible de développer notre projet pour le monde si nous avions été exposés aux lumières de la publicité durant ces années. Mais le monde est aujourd'hui plus sophistiqué et préparé à l'entrée dans un gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est assurément préférable à l'autodétermination nationale des siècles passés."

David Rockefeller, Commission Trilatérale, 1991.

LVOG - Comme les grands esprits se rencontrent, je plaisante. Dans une précédente causerie j'avais indiqué qu'au lieu de parler de société développée à propos de la société occidentale on ferait peut-être mieux de parler de société sophistiquée, puisque finalement les hommes ne sont manifestement pas aussi développés qu'on voudrait nous le faire croire, en réalité ils demeurent profondément inconscient ou ignorant de la société ou le monde dans lequel ils vivent, toutes classes confondues...

- Quelque chose doit remplacer les gouvernements, et l'industrie privée me semble l'entité adéquate pour le faire. David Rockefeller

LVOG - L'industrie privée... financière, cela allait de soi pour un banquier...

- « La négation de l'idée industrielle est la spéculation. » Henry Ford

LVOG - Il ne croyait pas si bien dire. Complétons, la dictature de la finance devait même être à terme la négation du capitalisme...

- Les banquiers américains ont prêté des sommes considérables à Hitler qui les a remboursés en pillant l'Europe. Ces mêmes banquiers ont continué à s'enrichir en accordant des emprunts pour la reconstruction l'Europe dévastée d'après guerre. (Un juriste américain)

LVOG - Cela ne figure dans aucun manuel scolaire ou universitaire évidemment. Ils ont financé les différents belligérants qui se sont affrontés au cours des guerres mondiales de manière à réaliser des profits des deux côtés. Ils étaient à l'origine de ces deux guerres qui leur ont permis d'accroître considérablement leur fortune et leur pouvoir au détriment des Etats qui étaient leurs débiteurs... et le sont restés depuis.

- La fortune des 3 individus les plus riches de la planète est supérieure au PIB des 48 pays les plus pauvres (600 millions de personnes).

LVOG - On ne peut pas s'empêcher de se dire que c'était leur objectif et qu'on est passé totalement à côté...

- « Une poignée d'hommes parvient à s'enrichir simplement en prêtant attention aux détails que la plupart des gens négligent. » (Henry Ford)

LVOG - Effectivement, nous avons fait preuve d'une négligence inexcusable que nous refuserons d'admettre, et qui tourne de nos jours au crétinisme le plus pitoyable qui soit...

Dans le même registre ou quand l'écologie affâme les peuples !

- Un plein de 50 litres de bioéthanol correspond à 250 kg de maïs, de quoi nourrir une personne pendant une année. (lu dans un blog dont j'ai perdu l'adresse)

LVOG - La recherche du profit à tout prix dans le domaine du commerce des denrées alimentaires conduit à faire voyager des marchandises fragiles et périssables d'un bout à l'autre d'un pays, d'un continent, de la planète avant d'atterrir dans notre assiette, de sorte que celles qui pourrissent entre temps sont supérieures en volume aux besoins alimentaires de l'humanité toute entière. On pourrait peut-être parler d'obsolescence alimentaire programmée...

Parole d'internaute et exercice de ventriloques.

LVOG - Quelle originalité de nous expliquer qu'il faut faire avec ce qu'on a finalement, par manque de courage, de volonté, de conviction, d'idéal.

Ils tiennent en permanence un double langage en affirmant par exemple, qu'ils ne peuvent pas rompre avec l'UE sous peine de prendre le risque de se mettre à dos ceux qui parmi leurs partisans y demeurent attachés, et ils ne peuvent pas soutenir ouvertement l'UE sous peine de prendre le risque de se mettre à dos ceux qui parmi leurs partisans ont décidé de rompre avec cette institution.

Voilà pourquoi leur position consiste à rompre sans rompre avec l'UE, à vouloir conserver l'UE mais à condition de la réformer, ce qui ne leur coûte rien puisqu'ils ne sont pas près de parvenir au pouvoir, jamais peut-on prédire sans prendre le moindre risque. Et c'est là dessus qu'ils jouent pour se faire passer pour des opposants et tromper ceux qui sont sensibles à leurs discours populistes. Et pendant ce temps l'UE va continuer d'exister.

Et alors direz-vous, vous voilà bien avancé après ce constat. Ce que vous venez de nous raconter, nous le savions déjà ou cela ne sert à rien. Détrompez-vous, on avance. Comment cela, soyez plus clair. Patience, on y vient. On est bien d'accord que l'UE va continuer d'exister, n'est-ce pas ? C'est bien le cas ce lundi 11 juin 2018 à 11h42 et ainsi de suite.

On a vu que les discours de ces beaux parleurs et ces philistins eux-mêmes ne servaient finalement strictement à rien, sinon accompagner l'application des directives de l'UE. Ils ne veulent pas rompre avec l'UE, chacun l'a bien compris, donc ils légitiment l'existence de l'UE. Cela vaut pour les institutions de la Ve République, évidemment ou encore le capitalisme.

On aura compris qu'ils ménagent selon eux l'UE et la Ve République, le régime, pour ménager leurs troupes, leurs lecteurs, pour continuer d'être invités sur les plateaux de télévision, de passer à la radio ou de bénéficier généreusement de tribunes dans les médias des oligarques, sans lesquels on n'entendrait pas parler d'eux ou ils n'existeraient pas.

Maintenant, imaginons un instant qu'ils adoptent une position inverse ou opposée, qu'ils rompent résolument avec l'UE et la Ve République, le régime, cela changerait quoi ? Rien, hormis que du jour au lendemain ils seraient bannis de la télévision, de la radio et de la presse écrite, et ils perdraient une partie de leurs partisans, ceux solidement enchaînés à l'UE, à la Ve République et au régime, mais ils gagneraient de nouveaux partisans parmi ceux qui ont décidé de rompre avec l'UE et la Ve République, le régime, ce qu'ils perdraient en éclairage médiatique, ils le gagneraient en crédibilité au sein du peuple travailleur, et c'est là qu'on s'aperçoit que cela ne les intéresse pas du tout, que cela n'a jamais été leurs objectifs de rompre avec le capital et ses institutions et de se donner les moyens de réaliser cette rupture en se tournant vers les masses révolutionnaires.

Autrement dit ou en guise de conclusion, ils se sont fondus dans les institutions du capital d'où les masses sont exclues et pour cause, puisqu'elles ont été fondées par et pour servir les besoins des capitalistes ou l'oligarchie, et il leur est impossible d'envisager de les affronter frontalement, de rompre avec elles pour refonder la société sur d'autres bases. Leur politique et la perspective qu'ils nous proposent, consiste à perpétuer l'ordre établi en l'aménageant pour que la classe dominante demeure au pouvoir, tout en faisant en sorte qu'il soit plus supportable pour les classes dominées, excluant tout changement de régime, tout changement radical de société.

Ces gens-là sont des filous, des intellectuels fort malhonnêtes, des scélérats selon moi parce qu'ils trompent sciemment militants ou travailleurs, parce qu'ils savent pertinemment tout ce que vous venez de lire. Ils jouent sur les intentions que les militants ou les travailleurs leur prêtent. Ils tiennent un double langage de sorte que chacun croie y trouver ou entendre ce qui lui convient, c'est de la démagogie pure, c'est du domaine de la manipulation des esprits.

Maintenant ils sont confrontés à un problème incontournable qui à l'arrivée va les broyer, comme il a broyé le PS et le PCF. Leurs semblables sont parvenus au pouvoir en Grèce, et vous avez observé ce que cela a donné. En France, ils n'en sont pas encore là et rien ne dit qu'ils y parviendront un jour, mais ils sont confrontés à la même contradiction, à la même menace, et plus leur audience augmente, plus cette contradiction devient explosive, plus cette menace se précise, d'où leurs incessants tournants à droite ou à gauche, histoire d'en conserver le contrôle.

En permanence, au lieu de représenter clairement une politique, ils cherchent à incarner deux politiques fondamentalement irréconciliables ou s'excluant mutuellement, ce qui a pour unique effet d'alimenter la confusion ambiante et de renforcer l'idée que la situation serait inextricable ou sans issue politique, ce qui ne peut que profiter au régime.

Et la meilleure, c'est qu'ils en ont parfaitement conscience, ils le disent eux-mêmes

Pour se justifier, ils sont assez tordus pour expliquer que s'ils tenaient un discours radical, ils ne pourraient plus jouer leur rôle de pédagogue auprès de la plèbe qu'ils estiment bénéfiques, ils seraient marginalisés ou ils disparaîtraient de la scène politique, illustrant à leur manière ce que j'ai affirmé précédemment. Ils partent du constat qu'étant donné le niveau de conscience politique très bas des travailleurs, ils ne seraient pas en mesure de comprendre un discours résolument radical tourné contre le régime. Il faudrait donc les aider à progresser étape par étape et ainsi de suite, sans qu'on sache combien d'années, de décennies ou de siècles cela pourrait prendre avant qu'ils soient fins prêts à saisir leur prêche radical.

Pendant ce temps-là les capitalistes vaqueraient tranquillement à leurs affaires et la vie continuerait comme avant, les

génération passant, il faudrait chaque fois reprendre à zéro ce travail pédagogique, bref, autant abandonner tout de suite l'idée de changer un jour la société ou le socialisme.

Nous rejetons catégoriquement cette stratégie, en revanche nous conservons sa méthode.

On a bien compris que ces affairistes ne pouvaient vivre autrement que sous la lumière (bannière) médiatique, et qu'être réduits à une infime minorité qui ne représentait rien d'autre qu'elle-même leur était insupportable. Donc il leur fallait sans cesse s'ouvrir à des idées qu'ils prétendaient ne pas partager ou carrément opposées aux leurs, idées et personnes avec lesquelles ils pouvaient cohabiter, histoire de donner l'illusion d'augmenter leur surface ou influence politique, ne reculant devant aucun procédé pour y parvenir, par exemple en acceptant de participer à des émissions de BFMTV dont chacun sait les téléspectateurs sont résolument à droite, voire d'extrême droite (ultra libérale ou néolibérale), dernièrement le torchon de Drahi, Libération, a accordé gracieusement 6 pages à Mélenchon pour racoler ses lecteurs qui ne sont pas vraiment de farouches opposants au régime, auquel cas ce papier hygiénique disparaîtrait, bref, ils brassent très large et pas vraiment en direction des masses.

L'audience que leur accorde les médias consiste à faire croire ou à renforcer l'idée trompeuse auprès de la plèbe, qu'ils représenteraient l'opposition à Macron et à sa politique, de sorte que les travailleurs et les militants adhèrent à leur politique ou se tournent vers eux, au lieu que leur attention se porte vers d'autres partis susceptibles éventuellement de leur proposer une autre politique. Laissons de côté les intentions par ailleurs malfaisantes des médias envers ces opposants officiels ou institutionnels.

Il ne nous viendrait pas à l'idée de les imiter, d'essayer de convaincre de quoi que ce soit un accroc de BFMTV par exemple. Et pour cause, nous expliquerions aux travailleurs et aux militants comment les tenants du régime s'emploient à les manipuler, à les conditionner pour qu'ils ne puissent pas se rebeller contre leur condition ou la politique ultra réactionnaire de Macron, pour qu'ils adoptent une attitude neutre ou passive après s'être convaincus qu'il n'existait pas d'alternative à la politique du gouvernement, au capitalisme et ses institutions. Nous profiterions de chaque aspect de la lutte de classes à laquelle nous participerions, pour leur expliquer comment ils s'y prennent pour qu'on subisse notre sort indéfiniment ou qu'on abandonne l'idée qu'il est parfaitement possible de changer de société, de changer de régime, et que la minorité qui s'adresse à eux, qui en a pris conscience est le meilleur garant qui soit que c'est réalisable, parce qu'elle a commencé à s'organiser sur cette base-là et aucune autre...

A la différence de ces Ruffin, Mélenchon, Lordon, Sapir, Lancelin, Chouard, Friot, Deneault, Pinçon-Charlot, etc. nous assumerions être une minorité absentes des plateaux de télévisions ou de radios, de la presse oligarchique, nous assumerions ne compter que sur nos propres forces, nous assumerions de nous adresser uniquement à l'ensemble des travailleurs, au lieu de nous tourner vers les représentants du régime et d'attendre que ses porte-parole médiatiques nous témoignent une quelconque attention.

Pendant tout le XXe siècle deux conceptions de la lutte de classes se sont affrontées. L'une se situant sur le terrain de la classe ouvrière du marxisme ou du socialisme, l'autre sur celui du réformisme ou de la collaboration de classes. La première permit au prolétariat de parvenir momentanément au pouvoir en Russie entre 1917 et 1923-24, la seconde ne permit jamais à la classe ouvrière de conquérir le pouvoir politique ou de procéder à un changement de régime nulle part dans le monde.

Au cours de la seconde moitié du XXe siècle, c'est la conception réformiste ou de la collaboration de classes qui fut adoptée par la totalité du mouvement ouvrier. Là aussi sous de multiples prétextes fallacieux il fut question de s'adresser au PS et au PCF, puis à des acteurs ouvertement étrangers au mouvement ouvrier, afin de rompre l'isolement de l'avant-garde, il fallait s'ouvrir, s'ouvrir encore et encore, vous connaissez la suite ou vous avez le résultat sous les yeux quotidiennement, un effroyable désastre politique.

Les véritables opposants au régime sont une minorité, une minorité éclatée, disloquées, en grand partie inorganisée, elle déborde la classe ouvrière et concerne également les classes moyennes. En réalité, elle est beaucoup plus nombreuse que ce que l'on croit habituellement, mais elle est réduite à la division et à l'impuissance pour avoir obstinément refusé jusqu'à ce jour de faire l'inventaire minutieux de la lutte de classe depuis les années 40 ou même depuis la période de l'entre deux guerres mondiales.

Et le temps passant, cela ne s'arrange pas vraiment, parmi les militants, de la confusion théorique on est passé au niveau théorique proche de zéro. Chacun veut avoir raison malgré tout, chacun a son bouc émissaire pour expliquer pourquoi nous en sommes rendus là. Pour les uns, ce serait la faute des appareils (du PS et du PCF, des syndicats), pour les autres, ce serait celle des travailleurs eux-mêmes, pour d'autres encore, ce serait celle du capitalisme qui recèlerait des vertus ou des capacités cachées et pratiquement inépuisables, sans compter ceux qui mélangent les différentes versions, ce qui donne un nombre de chapelles innombrables qui passent leur temps à polémiquer à l'infini pendant que la situation pourrit littéralement sur place.

Nous excluons d'emblée les travailleurs. Pourquoi ? Parce qu'ils ne sont pas responsables des conditions qui leur ont été imposées dès leur naissance, sachant que par la suite tout sera fait pour qu'ils ne parviennent pas à en prendre conscience. Ajoutons que ces conditions évoluent ou ne sont pas exactement les mêmes selon les générations qui se succèdent, par exemple la société n'est plus tout à fait la même en 2018 qu'en 1975 ou en 1945.

Il reste les appareils pourris et le capitalisme.

Maintenant reste à savoir ce qu'on entend par les appareils et qu'est-ce qu'ils recouvrent, qui ou qu'est-ce qu'ils représentent. Quelles couches des masses organisent-ils ? Quel est leur degré d'implantation dans les masses ? Lesquelles sont-elles sensibles à leurs discours ? A quel niveau se situent les illusions des masses dans les appareils ? Comment ont-elles évolué ? Quels sont leurs rapports avec les institutions ? Quelle classe représentent-ils ? Quelle idéologie véhiculent-ils ? Quels intérêts servent-ils ? Bref, quelle est leur véritable nature sociale ? Ils représentent les besoins de la classe dominante, ils sont fondamentalement réactionnaires, contre-révolutionnaires, anti-ouvriers, antisocialistes.

Quant au capitalisme, on ne peut pas l'aborder sans évoquer l'état de crise permanent qui le caractérise, et dans lequel il est entré au lendemain de la Seconde Guerre mondiale ou l'avènement de l'ère atomique, sans y adjoindre le système financier mafieux qui tend pour cette raison à le supplanter afin de perpétuer le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Si la structure de la société demeure identique avec ses classes dominantes et ses classes dominées, son mode de production basé sur les inégalités entre les classes, les rapports entre les classes sont dorénavant faussés du fait que les capitalistes et particulièrement l'oligarchie ne s'enrichissent plus seulement à l'issue du procès de production, depuis qu'ils se sont octroyés le pouvoir exorbitant d'augmenter leur fortune en se distribuant les sommes colossales d'argent qu'ils créent à partir de rien ou sans contrepartie, de sorte qu'ils se jouent des contradictions (et des crises) du capitalisme ou les contournent, tandis que leur puissance devient pour ainsi dire illimitée ou permet de tout acheter, en premier lieu le pouvoir politique, qu'ils n'ont eu aucun mal à conquérir compte tenu du degré de dégénérescence ou de corruption du mouvement ouvrier international réduit à l'impuissance ou inexistant même à ce niveau.

Nous arrêterons là pour aujourd'hui, faute de temps comme toujours.

Il y a là largement matière à réfléchir à la situation présente et passée, pour qui veut bien s'en donner la peine. N'espérez pas que ces "très grandes voix de notre époque" (Mélenchon, Lordon, Sapir, Lancelin, Chouard, Friot, Deneault, Pinçon-Charlot, etc.) vous viennent en aide, et pas davantage nos dirigeants qui rejettent l'analyse qui vient de vous être proposée, c'est à vous et à vous seul de la pousser plus loin et d'en tirer les conclusions théoriques et pratiques qui s'imposent.

Ce qu'à mon avis il faut retenir ou d'où il faut partir, c'est que nous n'avons pas pris la mesure des transformations qu'a subi la société, de quelle manière elles se sont réalisées et dans quelle direction elles étaient orientées, quels en furent les principaux acteurs et de surcroît les bénéficiaires, sans oublier personne de préférence, car dans le cas contraire on ne comprendrait rien à rien, comment le mouvement ouvrier accompagna ce processus plus qu'il ne le combattit au point d'abandonner son objectif : l'émancipation du capital ou son abolition, son éradication de la surface de la planète.

La caractérisation et l'analyse du rôle des appareils du PS et du PCF furent erronées. On trouva le moyen de leur attribuer des vertus qui ne correspondaient pas davantage à celles que le capitalisme pouvait revendiquer.

Quant aux travailleurs, on leur attribua un niveau de conscience qui ne correspondit jamais ou presque à la réalité. On refusa de prendre en compte l'influence ou les conséquences qu'aurait sur eux l'amélioration de leur condition, on s'emploiera à le nier systématiquement, autrement dit on ignorera toujours ce qu'ils pensaient vraiment.

Certains en arriveront une multitude de fois à vouloir nous faire croire que la situation était mûre pour une révolution, qui finalement ne se produira jamais ni de près ni de loin, tout simplement parce qu'aucune condition objective et subjective n'était réunie. Et ce sont les mêmes, qui pendant des décennies nous ont fourni ou imposé leurs théories foireuses, qui récidivent aujourd'hui et voudraient en plus nous donner des leçons ou nous traitent d'ignare. Vous comprendrez pourquoi nous n'en tiendrons pas compte.

Il nous arrive tous de nous tromper, de ne pas avoir de réponse à une question, et cela arrivera encore et encore, le pire comportement consiste à refuser de l'admettre. Et bien, nos dirigeants sont ainsi faits, et ils ont fait de leurs disciples des fanatiques répugnants, irrécupérables, il y a tout lieu de penser.

Pour vous montrer que je ne raconte pas n'importe quoi, il y a quelques jours, un d'entre eux a été jusqu'à m'écrire que, ce qui figurait dans mon analyse (identique à ce que vous venez de lire) signifiait que j'accusais les travailleurs d'être responsables de la situation et que je ménageais les appareils, incroyable, n'est-ce pas ? On ne peut imaginer pire déni, pire mensonge. Alors quand ces mêmes militants prétendent que la situation serait révolutionnaire, patati patata, vous avez le droit d'en douter fortement.

En complément. Les brebis seront bien gardées...

- Congrès CFDT : Berger garde la main et cherche un second souffle - Liberation.fr 7 juin 2018

A Rennes, au quatrième jour de leur congrès, les cédétistes ont consacré Laurent Berger. Seul candidat à sa succession,

le syndicaliste a été réélu au bureau national du syndicat, jeudi, avec 94,42% de voix favorables. Avant d'être conforté à son poste, à l'unanimité et sous les applaudissements, pour un troisième mandat de secrétaire général. La veille, son rapport d'activité avait aussi été adopté par une large majorité. Soit, un score de 83,36%, à peine moins qu'en 2014 (85,88%). «Cela aura été un congrès pacifique», se réjouit une militante du secteur des services. Liberation.fr 7 juin 2018

Comment le citoyen s'est métamorphosé en consommateur tout au long du XXe siècle.

- Nous aurons un gouvernement mondial, que cela plaise au non. La seule question est de savoir s'il sera créé par conquête ou par consentement. (Paul Warburg, banquier, le 17 février 1950 devant le Sénat américain.)

- Propaganda – La fabrique du consentement, par Arte - Les-Crises.fr 9 juin 2018

Source : Arte, Jimmy Leibold, 29-05-2018

Si les techniques de persuasion des masses apparaissent en Europe à la fin du XIXe siècle pour lutter contre les révoltes ouvrières, elles sont développées aux États-Unis pour convaincre les Américains de s'engager dans la Première Guerre mondiale. Peu connu du grand public, neveu de Sigmund Freud, l'auteur du livre de référence Propaganda et l'un des inventeurs du marketing, Edward Bernays (1891-1995) en fut l'un des principaux théoriciens. Inspirées des codes de la publicité et du divertissement, ces méthodes de "fabrique du consentement" des foules s'adressent aux désirs inconscients de celles-ci. Les industriels s'en emparent pour lutter contre les grèves avec l'objectif de faire adhérer la classe ouvrière au capitalisme et transformer ainsi le citoyen en consommateur. En 2001, le magazine Life classait Edward Bernays parmi les cent personnalités américaines les plus influentes du XXe siècle. Ce documentaire riche en archives retrace, à la lumière d'une analyse critique – dont celle du célèbre linguiste Noam Chomsky –, le parcours de celui qui, entre autres, fit fumer les femmes, inspira le régime nazi, accompagna le New Deal et fut l'artisan du renversement du gouvernement du Guatemala en 1954. Les-Crises.fr 9 juin 2018

Commentaires d'internautes.

1- "nos démocraties occidentales"

Je vous en prie, il n'y a plus de démocratie en Europe de l'ouest et même peut être dans tout l'occident ! Un peuple désarmé intellectuellement par des décennies de propagande, des médias qui ne sont plus QUE des organes de propagande et de terrorisme intellectuel, nos enfants "pris en main" dès l'école, des modes de scrutin sans cesse modifiés, les lois liberticides, etc.....

En France, c'est Sarkozy et Fillon qui ont donné le coup de grâce à une démocratie déjà moribonde, en faisant adopter par les parlements réunis en congrès le projet de constitution européenne que les français venaient de rejeter par référendum Double TRAHISON, celle du chef de l'état et celle des parlementaires censés représenter le peuple

Nota : l'immense majorité du peuple s'abreuve aux sources empoisonnées des médias du Système, ne comptons donc pas sur une prise de conscience du dit peuple L'ignorance est bien l'ennemi du peuple mais.....le peuple ne le sait pas !.....

2- S'ils manipulent et mentent autant en nous faisant croire qu'il n'y aurait pas d'autre alternative, c'est que c'est leur seule façon de dominer; et donc : dès que le peuple cessera d'y croire, leur pouvoir cessera aussitôt.

LVOG- Pour quelle raison cesserait-il d'y croire ?

3- ... en 1914 il n'y a pas de peuple américain à proprement parler, mais des millions de migrants sans aucun lien entre eux. L'American way of life avec le lien entre capitalisme, consommation et produits états uniens inventé par le charlatan finit par devenir leur identité commune. Les limites de la propagande tiennent à cela: un peuple qui a une culture et des traditions fortes peut résister. Cela est valable aussi aujourd'hui.

LVOG- En France, en Europe, vous avez vu jouer cela où ? En Syrie, d'accord, mais il semblerait que les masses ne soient pas soumises aux mêmes conditions. Ceci explique peut-être cela, non ?

Réflexion que cela m'a inspirée

Elle n'est pas belle la vie ! Question tabou. Mais d'où vient l'insouciance quasi générale à l'orientation de la société ? On nous rétorquera peut-être que c'est abusé de dire cela. En effet, les masses grognent, cela fait 40 ans qu'on entend dire que cela va péter, une simple réaction intestinale qu'on aura confondu avec une réelle prise de conscience.

Voilà ce qu'on peut dire pour situer à peu près le niveau de conscience politique de la plupart des militants que cela

concerne également. Même que rien n'a changé sur ce plan-là, puisque j'en fis partie il y a un peu plus de 40 ans en arrière, lorsque j'abandonnai du jour au lendemain le militantisme alors que j'étais un activiste acharné, d'où la conclusion à laquelle je suis parvenu bien plus tard, que je n'avais pas cessé de me leurrer sur mes réelles convictions. D'autres ont continué à militer, mais en abandonnant les aspirations révolutionnaires légitimes de leur jeunesse, ils ont été récupérés par le mouvement ouvrier qui avait déjà adopté depuis de longues années une orientation réactionnaire, et leurs aspirations révolutionnaires ne devaient plus figurer que sous la forme creuse de dogmes.

Quand on est jeune, on peut être amené à se rebeller contre le mode de vie que la société veut nous imposer. Ce mode de vie est détestable, on l'avait déjà pressenti tout petit lorsque déjà elle nous imposait de multiples contraintes que l'on estimait inhumaines, comme se lever à l'aube pour aller à l'école alors qu'on avait encore envie de dormir. Plus tard, à l'adolescence ou devenu un jeune adulte, on allait arriver à la conclusion qu'il fallait foutre en l'air cette société qui ne correspondait pas du tout à celle dans laquelle nous aurions voulu vivre. Puis, une fois qu'on eut rejoint le monde du travail, on allait être entraîné à reproduire à notre tour ce mode de vie épouvantable, pour finalement nous y adapter, pire, nous en accommoder. L'idée qu'on devrait travailler beaucoup moins, peut-être 25 heures maximum par semaine, quatre mois par an par exemple, nous sortira totalement de l'esprit, on s'estimera heureux d'avoir des horaires flexibles ou de travailler une heure en moins par semaine... en passant plus de temps dans les transports ! Et tout le reste sera à l'avenant.

On sera heureux de partir à la retraite à 60 ans au lieu de 65, alors qu'à 60 ans on est déjà usé depuis longtemps, j'ai 62 ans. En fait, c'est dès 45 ou 50 ans maximum qu'on devrait cesser de travailler, tout du moins en régime capitaliste, car sous un régime socialisme on s'arrangerait autrement, personne ne serait voué à des travaux de forçat pendant des décennies qui vous usent prématurément ou vous handicapent à vie, je pense aux ouvriers qui travaillent en usine ou sur les chantiers, à tous ceux qui doivent se dépenser physiquement du matin au soir et qui sont épuisés à la fin de leur journée de travail ou même avant généralement.

Le capitalisme nous impose un mode de vie inhumain pratiquement dès notre naissance, je n'exagère rien, par exemple lorsque le bébé doit être séparé prématurément de sa mère qui doit reprendre son travail, il en sera marqué à vie. Et je ne parle pas des drames familiaux dont il est responsable, qui brisent des millions de vie ou pourrissent la vie de ceux qui ne peuvent plus se sentir mais qui malgré tout ne se séparent pas, quel cauchemar au quotidien !

Dans ce domaine comme dans tous les autres on va continuer à vivre hypocritement, au point que les idées révolutionnaires qui avaient jailli dans notre tête au cours de notre jeunesse nous apparaîtront extravagantes, d'autant plus qu'on s'en est éloigné.

On s'est si bien fondu dans cette société ou on en a tellement adopté les codes ou les normes, qu'ils nous paraissent naturels, normaux, et ce qui ne l'est pas dorénavant c'est justement de vouloir les changer, les bazarder, parce qu'ils nous servent de repères, on n'a jamais connu rien d'autres, on se sent en sécurité dans cette camisole de force qui nous étouffe littéralement.

Les personnes concernées se reconnaîtront aisément.

J'ajouterai un petit mot personnel.

J'ai constaté que dans la vie on ne pouvait parvenir à rien sans prendre des initiatives et des risques. Or, c'est ce qui rebute la plupart des gens, donc il n'est pas étonnant qu'ils ou qu'on n'arrive à rien.

Parole d'internaute qui illustre ce qui vient d'être évoqué.

- "Opposer les pro et anti-Bruxelles est étrange dans la perspective d'élections européennes. Mettre F. Ruffin, auteur de "Faut-il faire sauter Bruxelles ?", dans le panier des "pro", est franchement incompréhensible. Il ne remet pas en cause la légitimité du flic de Bruxelles, la financiarisation ?! A ce compte, vous ne trouverez pas beaucoup de compagnons de route pour accomplir vos objectifs politiques... Je vous rappelle que, même en Italie, ni Lega ni M5S ne sont disposés à sortir de l'eurozone... Je vous conseille plutôt de rester parmi nous, et de comprendre que nous pouvons rester solidaires sur les fins tout en divergeant sur les moyens. La sortie sèche de l'UE est l'unique moyen dans l'esprit formaliste du juriste, sans doute, mais les problèmes ne trouvent pas toujours leurs solutions par le droit."

- "«L'esprit formaliste du juriste»: peut-être, mais voilà précisément ce qui caractérise l'État de droit. Et l'Union européenne est d'abord une construction juridique. Le droit est un bouclier, comme j'ai pu m'en rendre compte lors de la crise traversée par une association dont j'étais membre, au règlement général hyper tatillon, qui s'est avéré indispensable pour régler ladite crise. Le droit s'oppose à la loi de la jungle. Le droit, certes, est aussi une arme de domination, quand il est instrumentalisé par une minorité soucieuse d'asseoir son pouvoir. L'Union européenne est une construction juridique fondamentalement antidémocratique au service de l'oligarchie financière, soigneusement verrouillée pour n'être pas réformable (article 48 du traité sur l'Union européenne)."

Si vous croyez que l'on rester dans ce cadre pour refonder la construction européenne, c'est, je le crains, que vous n'avez pas lu les traités ni compris de quel bois étaient faits nos « partenaires européens », à commencer par la République fédérale d'Allemagne, où le droit régit tout."

LVOG - Il ne faut surtout pas rompre avec la Ve République, avec l'UE, avec le capitalisme, l'Otan, etc. par crainte de leurs réactions violentes...

Ces gens-là ne veulent pas les affronter, cela vaut pour tous ceux qui sont sur la même ligne.

En famille. Délateur.

- Pavageau (FO) met en garde contre une dérive vers la "radicalité" - AFP 10 juin 2018

Le secrétaire général de FO, Pascal Pavageau, a mis en garde dimanche le gouvernement contre une dérive vers la "radicalité" des salariés et des mouvements sociaux, faute de négociations, estimant qu'il prenait là une "responsabilité historique".

Evoquant dans l'émission "Questions politiques" sur France Inter/franceinfo/France2 les grévistes de la faim de l'hôpital psychiatrique de Rouen, qui ont mis fin vendredi à leur mouvement entamé le 21 mai après avoir obtenu la création de 30 postes, M. Pavageau s'est indigné qu'il faille "en arriver à cette radicalité de faire une grève de la faim pour obtenir 30 postes, ce qui ne répond même pas aux besoins".

"Nous avons un problème de méthode", avec des passages "en force sans écouter", a dénoncé le numéro un de FO.

Dans ce contexte, "il faut qu'on fasse très attention à ce qu'on ne pousse pas les personnels, les salariés, à une forme de radicalité en leur refusant la négociation et la discussion".

Autrement, le résultat, selon lui, c'est que "la prochaine fois", ce ne sera "pas une mobilisation traditionnelle puisqu'on refuse la négociation". "La prochaine fois, ce sera insurrectionnel", a-t-il averti.

"Le gouvernement est en train de prendre une responsabilité historique que de ne pas entendre les contre-poids et de refuser de négocier" avec les organisations syndicales, a souligné M. Pavageau, selon qui le gouvernement "pousse" aussi le patronat à ne pas négocier".

"Ca, démocratiquement ça va se payer. C'est extrêmement dangereux", a-t-il ajouté. AFP 10 juin 2018

LVOG - Une menace plane sur le régime et il le regrette, au moins on sait dans quel camp il combat...

Sur le plateau de Questions politiques franceinfo/FranceInter/France2.

Pour lui, le plan pauvreté doit être "cohérent avec d'autres mesures". Il a notamment cité la "juste répartition de la richesse produite". "Il faut qu'on sorte de la logique aujourd'hui, dans nos entreprises du CAC 40, où lorsque vous avez 100 euros de profit, 67 vont sur les dividendes et seulement 6 sur les salariés". AFP 10 juin 2018

Il a raison, ce sont vos entreprises...

Heil ! Totalitarisme en famille. La banalisation du fascisme en France.

- Scandaleux : le fondateur du parti fasciste ukrainien Svoboda reçu à l'Assemblée et au Sénat ! - Les-Crises.fr 9 juin 2018

Nous avons plusieurs fois parlé sur ce site d'Andrei Parouby, le cofondateur en 1991 du parti fascisto/néo-nazi ukrainien, au nom édifiant de "Parti Social-Nationaliste d'Ukraine" (devenu "Svoboda" en 2004).

En 2016, la majorité des députés ukrainiens a trouvé que ce Parouby présentait un excellent profil, et l'a élu Président du Parlement (ce qui en dit long sur la classe politique actuelle de ce pays) (wikipédia)

Seulement voilà, on apprend que Parouby va être reçu apparemment ce dimanche et ce lundi à l'Assemblée Nationale par François de Rugy, puis au Sénat par Gérard Larcher. Les-Crises.fr 9 juin 2018

Question : Comment peut-on siéger dans de telles institutions, la Ve République ?

Commentaires d'internautes.

1- Après la visite triomphante à l'Élysée d'un chef d'état colonial qui vient de faire assassiner plus de 50 civils et blessé grièvement plus de 1500 par des snippers après la légion d'honneur remise à un prince moyen-âgeux génocidaire plus rien ne m'étonne de la part de ces centro-fascistes euroïnomanes.

2- Personne ne se mettra à dos Israël sans être traité d'antisémite, donc tous les états atlantistes cirent les pompes du gouvernement israélien quelle que soit son action. Quand à l'Arabie saoudite, il s'agit d'un allié stratégique au moyen-orient, pétrole, dollars, armes

L'humanisme, la paix dans le monde, les droits de l'homme, c'est juste pour la TV. Ça n'a jamais guidé la géopolitique, sauf pour justifier la nécessité d'une guerre...

3- Pour les citoyens informés et conscients, cette visite sera une bonne nouvelle, car éclairante: le discours occidental (et notamment français) sur la démocratie, les droits de l'homme, la xénophobie, le "plus jamais ça", c'est décidément du pipeau. Certains ont été convaincus de voter Macron pour "faire barrage" au fascisme qu'aurait représenté MLP, et nous avons la preuve qu'il s'agissait d'une piètre (mais victorieuse) manœuvre électorale. Reconnaissons que M. Paroubj ne représente aucun danger pour le pouvoir des oligarchies mondiales et l'empire atlantique, ni à fortiori pour leurs si peu recommandables alliés du Golfe. Disons qu'il fait partie de la famille. On ne choisit certes pas sa famille, mais les "grands médias" l'ont fait pour nous en propulsant M. Macron. Pas de doute, on est bien gouverné!

4- Il n'y a pas lieu de s'étonner. Fidèle à lui-même année après année, l'Empire refuse tout simplement de condamner le nazisme. Reprenons donc contact avec la réalité: la progéniture la plus chère du capitalisme impérialiste a encore et toujours pour nom «fascisme » et « nazisme ».

- Le Congrès à Washington: opposez-vous au négationnisme de Kiev et de Varsovie - Les-Crises.fr 11.06

Source : The Times of Israël et Jewish Telegraph Agency, le 25 avril 2018.

Plus de 50 membres du Congrès américain ont signé une lettre bipartisane appelant le Département d'État à prendre position contre la négation de l'Holocauste et l'antisémitisme soutenu par l'État en Ukraine et en Pologne.

La lettre, datée de lundi et adressée à John Sullivan, le secrétaire d'Etat adjoint, a été rendue publique mercredi. Les représentants démocrates Ro Khanna de Californie et David Cicilline de Rhode Island ont co-rédigé la lettre.

Les membres du Congrès notent que les évolutions en Pologne et en Ukraine font suite à « une augmentation de la glorification des responsables de l'ère de l'Holocauste à travers l'Europe, y compris la Hongrie, la Slovaquie, la Roumanie et les Etats baltes. C'est une tendance troublante qui doit susciter une forte réaction de notre gouvernement. » Les-Crises.fr 11.06

- Ukraine : Éloge d'Hitler et salut nazi avec ses élèves - Les-Crises.fr 11.06

Source : Times of Israël, le 24 avril 2018.

Une enseignante d'une école publique en Ukraine aurait posté des voeux d'anniversaire à Adolf Hitler sur Facebook et aurait appris à ses élèves le salut nazi.

Marjana Batjuk, qui enseigne dans une école de Lviv et qui fait également partie du conseil municipal de la ville a publié ces voeux d'anniversaire le 20 avril, date de naissance du leader nazi, a expliqué à JTA Eduard Dolinsky, directeur du comité juif ukrainien, qui a qualifié cet incident de « scandale ».

Batjuk a également fait rencontrer à certains de ses élèves des militants d'extrême-droite qui, durant le week-end, ont défilé le long des rues de la ville en arborant l'uniforme de la 14ème division des Grenadiers Waffen SS, une unité nazie d'élite qui comprenait également de nombreux ukrainiens ethniques combattant au sein du 1er Galicien.

Montrer des images nazies en Ukraine est illégal mais Dolinsky a déclaré que les autorités chargées de l'application de la loi avaient autorisé les militants à parader dans les principales artères de la municipalité.

Batjuk, 28 ans, membre du parti d'extrême-droite Svoboda, avait qualifié Hitler de « grand homme » et cité une phrase de son livre « Mein Kampf » dans son post publié sur Facebook, a dit Dolinsky. Elle a plus tard affirmé que son compte Facebook avait été piraté et elle a supprimé la publication mais le site d'information Strana a établi que ce n'était pas la première fois qu'elle postait des imageries nazies sur les réseaux sociaux.

Elle a également publié des photos qui, selon elle, présentaient ses élèves faisant le salut nazi à ses côtés.

Dolinsky a qualifié la vénération de ces soldats SS qui, selon certains historiens, ont participé aux atrocités commises contre les Juifs et contre les Polonais de « profanation scandaleuse de la mémoire des victimes ».

A Odessa, un gros graffiti disant « les Juifs à la mer » a été écrit sur le mur d'entrée d'un hôtel.

« Le facteur commun entre tous ces incidents est l'inaction du gouvernement, ce qui garantit qu'ils continueront à avoir lieu », a commenté Dolinsky. Les-Crises.fr 11.06

Un néonazi "homologue" du président de l'Assemblée nationale française.

Ils se ressemblent tant que cela ? C'est Rugy qui l'a dit.

- De Rugy critiqué pour la réception d'un député ukrainien nationaliste - L'Express.fr

A l'ordre du jour pour François de Rugy ce lundi 11 juin est en effet inscrit un entretien à 10h avec Andriy Parubiy, président de la Rada (parlement ukrainien) depuis 2016. Il a fondé au début des années 1990 le parti social-nationaliste d'Ukraine, appelé par la suite "Liberté" ("Svoboda" en langue originale), réputé d'extrême droite. Ses partisans arborent notamment des symboles wolfsangel, utilisés pendant la Seconde Guerre Mondiale par des unités nazies.

Le député LFI Alexis Corbière a souligné sur twitter le fait que le parti d'extrême-droite Svoboda, créé par Andriy Parubiy, avait été "dénoncé par le Jérusalem Post ou le Centre Simon Wiesenthal". Il s'agit d'un journal israélien et d'une ONG luttant contre le racisme et l'antisémitisme qui ont caractérisé d'"antisémite" le parti ukrainien.

Andriy Parubiy a été élu à partir de 2012 sur les listes plus modérées de l'union panukrainienne "Patrie", un agglomérat de partis faisant bloc pour les élections. Sa principale leader est encore Ioulia Tymochenko. Le groupe politique est considéré de centre-droit à tendance conservatrice.

Invectivé sur les réseaux sociaux suite aux messages des élus de La France Insoumise, François de Rugy a répondu, affirmant qu'il était "normal" de recevoir son homologue "élu à l'issue d'élections libres".

Rugy reçoit le président du Parlement ukrainien, des Insoumis critiquent - AFP 11 juin 2018

Le président de l'Assemblée nationale, François de Rugy, a reçu lundi le président du Parlement ukrainien, Andriï Paroubii, que le chef de file des députés Insoumis, Jean-Luc Mélenchon, a qualifié de "néonazi antisémite", a-t-on appris de source parlementaire.

"Voilà où mène l'atlantisme forcené", avait aussi tweeté dimanche M. Mélenchon, tandis que sur le même réseau social le député LFI de Seine-Saint-Denis Alexis Corbière demandait au titulaire du "perchoir" d'"annuler ce rendez-vous" car "la République française n'a pas à honorer ce violent xénophobe".

En conflit régulier avec ces députés d'extrême gauche, M. de Rugy (LREM) a répondu sur Twitter qu'"il est normal qu'(il) reçoive un homologue, élu à l'issue d'élections libres".

"La diplomatie parlementaire, c'est parler à tous les acteurs d'une crise: je vais ainsi reprendre les contacts avec la Douma de Russie interrompus depuis plusieurs années", a ajouté le locataire de l'Hôtel de Lassay.

A l'issue de la rencontre, la présidence de l'Assemblée a précisé que "les échanges ont notamment porté sur les textes (loi d'amnistie et statut spécial pour le Donbass) que le Parlement ukrainien doit adopter dans le cadre d'une résolution du conflit dans l'est de l'Ukraine".

"Les relations entre l'Ukraine et l'Union européenne ont également été évoquées ainsi que l'accord économique signé avec la France à la fin du mois de mai dernier", a poursuivi la présidence.

En fin de journée, le président du Sénat Gérard Larcher (LR) devait également recevoir M. Paroubii, qui a co-fondé le parti nationaliste ukrainien devenu Svoboda. Observant que "c'est un parlementaire démocratiquement élu d'abord comme parlementaire, ensuite comme président du Parlement par ses pairs", l'entourage de M. Larcher a affirmé que le président de la Rada (Parlement) était "un interlocuteur naturel".

- Un anti-sémitisme violent sévit en Ukraine – et le gouvernement reste les bras croisés, par Lev Golinki

- Les-Crises.fr 12 juin 2018

Une vague d'antisémitisme a déferlé sur l'Ukraine. Rien que dans les trois dernières semaines, un leader d'extrême-droite a appelé publiquement à nettoyer l'Ukraine des « zhidi » (insulte équivalente à youpin), un mémorial de l'Holocauste a été incendié à Ternopil, des centaines de personnes ont défilé à travers Lviv en l'honneur d'une unité SS en faisant des saluts nazis, des graffitis « Mort aux youpins » ont été peints dans deux villes, la tombe d'un rabbin célèbre a été vandalisée, un camp de Roms a été attaqué et brûlé à Kiev par des militants d'extrême-droite, et des centaines d'autres ont participé à un concert néo-nazi, exhibant des svastikas et faisant le salut nazi.

Ce déferlement de haine a attiré l'attention du Congrès Juif Mondial, qui a publié une courte vidéo condamnant la montée de l'antisémitisme.

Peu après, le président ukrainien Petro Poroshenko a publié un communiqué de presse affirmant sa détermination à combattre l'antisémitisme. En retour, Ronald Lauder, président du CJM (Congrès Juif Mondial), a remercié Poroshenko pour sa déclaration et s'est déclaré « satisfait ».

Mais nous ne devrions pas pousser tout de suite un soupir de soulagement. Malheureusement, l'enthousiasme du CJM à accepter les paroles de Poroshenko est prématuré. Durant les quatre dernières années de gouvernement de Poroshenko, l'Ukraine a connu une hausse constante de l'antisémitisme, notamment l'apologie des collaborateurs du régime nazi, le vandalisme de sites juifs et les menaces publiques envers les Juifs – et la fréquence des incidents antisémites semble s'accélérer.

D'ailleurs, le lendemain de la publication de sa promesse vide par Poroshenko, si chaleureusement accueillie par Lauder, le ministre des affaires étrangères ukrainien a catégoriquement nié la montée de l'antisémitisme en Ukraine. Comment Poroshenko pourrait-il combattre l'antisémitisme quand son propre Ministère des affaires étrangères (sur lequel il a théoriquement autorité) refuse de reconnaître le problème ?

Après que le WJC a salué l'engagement de Poroshenko à combattre l'antisémitisme et d'autres formes de haine, un maire ukrainien a été pris en train de prononcer un discours au vitriol sur les Juifs cherchant à tuer les Gentils ; le consul ukrainien à Hambourg a été suspendu suite à des accusations pour avoir écrit des messages antisémites sur Facebook, y compris imputant aux Juifs la Seconde Guerre mondiale ; la tombe de la fille d'un rabbin vénéré a été profanée pour la cinquième fois en deux ans ; des voyous d'extrême droite ont pris d'assaut la maison d'un copropriétaire d'une chaîne de télévision ; le gang néonazi C14 a réalisé un autre pogrom contre les Roms, incendiant un campement à Lviv ; et des ultranationalistes affiliés au bataillon néonazi Azov ont mis fin à un événement LGBT parrainé par Amnesty International et Human Rights Watch à Kiev tandis que les autorités refusaient d'agir.

Poroshenko est devenu président à la suite du soulèvement sanglant de Maidan de 2013-2014, au cours duquel des Ukrainiens ordinaires sont morts pour le droit de vivre dans une nation occidentale démocratique. Mais au mieux, le gouvernement de Poroshenko a ignoré le problème de l'antisémitisme en son sein ; au pire, il l'a activement encouragé.

Célébrer les massacres de Juifs

La marche du 28 avril à Lviv, au cours de laquelle un millier de personnes ont honoré le SS Galichina, une division ukrainienne de la Waffen-SS d'Hitler, n'était pas un événement isolé planifié par un groupe marginal. La marche était le point culminant d'une célébration d'une semaine de la SS Galichina promue par le conseil municipal de Lviv. Assez bizarrement, cela comprenait un concours incitant les adolescents à soumettre des dessins de fans sur les SS.

Comment une ville européenne en vient-elle à glorifier une unité SS dont les membres ont prêté un serment personnel de loyauté à Hitler ? Il est alors utile d'avoir une bonne dose de révisionnisme historique. L'année dernière, le directeur de l'Institut ukrainien de la mémoire nationale – un département officiel du gouvernement de Kiev – a déclaré que les combattants SS Galichina étaient en fait des « victimes de guerre ». Ceci, bien sûr, soulève la question : si les SS étaient des victimes, qu'ont fait les Juifs et d'autres ethnies pour avoir été massacrés ?

La SS Galichina est loin d'être le seul groupe paramilitaire issu de la Seconde Guerre mondiale approuvé par les autorités ukrainiennes modernes. En 2015, le Parlement ukrainien a adopté des lois proclamant l'Organisation des nationalistes ukrainiens, qui a collaboré avec les nazis et a été responsable de la liquidation de milliers de Juifs, et l'Armée insurrectionnelle ukrainienne, qui a procédé au nettoyage ethnique de 70 000 à 100 000 Polonais, ainsi que d'autres ethnies de son propre chef, comme héros de l'Ukraine.

Grâce aux lois de Kiev, ainsi qu'aux campagnes publiques menées par l'Institut de la mémoire nationale (dont le budget en 2018 est d'environ deux millions de dollars), ces bouchers sont aujourd'hui célébrés dans tout le pays.

Il n'est pas surprenant que cette glorification des antisémites par l'Etat s'accompagne souvent de manifestations antisémites. Le

1er janvier 2017, des milliers de personnes ont défilé à Kiev en l'honneur du leader de l'OUN, Stepan Bandera. Des slogans « Jews Out ! » ont résonné dans la foule, mais le lendemain, la police a nié avoir entendu quoi que ce soit d'antisémite. En juin dernier, Lviv a organisé un festival de trois jours en l'honneur du chef de l'UPA Roman Shukhevych, et une synagogue a été incendiée pendant les festivités. En novembre, Radio Free Europe a rapporté avoir vu des saluts nazis alors que 20 000 hommes brandissant des flambeaux défilaient en l'honneur de l'UPA, vandalisant les monuments commémoratifs de l'Holocauste et les sites religieux

Vandaliser les monuments commémoratifs de l'Holocauste et les sites religieux

Les vandales antisémites en Ukraine ne se soucient guère d'originalité. Le mémorial de l'Holocauste récemment incendié à Ternopil a été profané à quatre reprises au cours de l'année écoulée. Mais ce n'est qu'un seul mémorial : d'autres sites de l'Holocauste, centres juifs, cimetières, tombes et lieux de culte sont régulièrement vandalisés avec des croix gammées, des runes SS et des insultes.

Le vandalisme généralisé a atteint un point tel que le ministère israélien des Affaires étrangères a pris la mesure inhabituelle d'exiger publiquement que les autorités ukrainiennes commencent à enquêter sur ces agressions. Un appel similaire a été lancé par le directeur du Comité juif ukrainien dans un éditorial du New York Times, qui soulignait l'apathie du gouvernement concernant la protection des sites religieux et des sites de l'Holocauste.

Menacer publiquement les Juifs

L'incident du 2 mai à Odessa, lorsque Tetiana Soikina, responsable régionale de l'organisation ultranationaliste le Secteur Droit, a promis de se débarrasser des « youpins », survient au milieu d'une série d'appels similaires à la violence de la part de personnalités publiques. En mars 2017, la députée Nadiya Savchenko, autrefois célébrée par les médias occidentaux sous le nom de « Ukrainian Nelson Mandela », a explosé dans une tirade antisémite en direct à la télévision. « Pourquoi personne ne parle de ce que les gens disent... youpins d'aujourd'hui ? » a demandé un interlocuteur. « Bonne question », a répondu Savchenko. « Oui, notre gouvernement a du sang non ukrainien, pour ainsi dire. Que faut-il faire à ce sujet ? Nous devons penser et agir ».

À peine deux mois plus tard, un général des services de sécurité ukrainiens a publié des menaces manifestes, promettant d'exterminer les « zhidi », ce qui a incité la Ligue Anti-Diffamation (ADL) à exiger son éviction par Poroshenko (aucune mesure n'a été prise). Quelques mois plus tard, le responsable régional du parti d'extrême droite Svoboda s'est déchaîné dans un discours antisémite, après que des juifs locaux ont protesté contre le fait qu'une statue de Symon Petliura, un autre « héros » ukrainien responsable des pogroms de masse, ait été érigée. « Habituez-vous à nos règles ou soyez punis », a dit le chef Svoboda, encourageant ses compatriotes ukrainiens à « remettre les minorités à leur place ».

Malheureusement, les fonctionnaires et les dirigeants des partis qui ont fait de telles déclarations l'ont fait en toute impunité. Et, bien que Poroshenko ait promis une réaction « immédiate » des forces de l'ordre aux menaces publiques de Soikina, un porte-parole du ministère ukrainien de l'Intérieur a déclaré que l'appel de Soikina à nettoyer le pays des Juifs n'était pas « intrinsèquement discriminatoire ni un appel à la violence ». Il est fort probable que Soikina, comme les autres, ne subira aucune conséquence pour ses actes.

Persécution des Roms

L'histoire nous apprend que qui s'attaque aux Roms finit, tôt ou tard, pas s'attaquer aux Juifs.

Une courte vidéo des récents pogroms anti-Roms est glaçante : des voyous cagoulés pourchassent des femmes et des enfants terrifiés au milieu d'une capitale européenne, alors que la fumée noire du tabor (campement) rom en flammes remplit l'arrière-plan. Les femmes appellent une l'aide qui ne vient pas. En fait, lorsque la police, honteuse, a fini par ouvrir une enquête, elle a qualifiée l'affaire de « hooliganisme », ce qui montre l'indifférence choquante avec laquelle les Roms sont considérés.

Mais l'aspect le plus inquiétant ici est qu'il s'agit au moins du quatrième pogrom anti-Roms en Ukraine au cours des deux dernières années.

En septembre 2016, deux douzaines de Roms ont été contraints de fuir un village d'Odessa après que les habitants ont incendié leurs maisons. Le gouverneur d'alors d'Odessa a réagi en louant les actions des villageois, déclarant que le village avait été pendant longtemps un repaire « d'asociaux » et qu'il partageait pleinement les préoccupations de la foule. La seule chose que la police a faite, c'est de garantir un « couloir sûr » pour que les Roms puissent évacuer. En mai 2017, un Rom a été tué lors d'une attaque à Kharkov ; selon des témoins, les autorités locales ont été impliquées dans la fusillade. Le même mois, un groupe d'hommes a attaqué des familles roms dans une gare de Kiev.

Les récents pogroms anti-roms de Kiev se distinguent cependant par le fait qu'elles ont été revendiquées avec fierté par C14, un gang néo-nazi qui a gagné en influence au cours de l'année écoulée. Les actions de C14 ont conduit Amnesty International à

publier une déclaration urgente avertissant que les radicaux « se sentent intouchables... les autorités, le plus souvent, n'agissent pas », et n'importe qui, y compris les Juifs, pourraient être les prochains sur la liste.

Les exemples ci-dessus ne représentent qu'une petite partie du caractère profondément inquiétant de l'antisémitisme et de l'incapacité ainsi que du refus de Poroshenko d'affirmer la primauté du droit. Ils n'incluent pas les attaques généralisées contre les communautés LGBT, ni la façon dont les groupes d'extrême droite perturbent les tribunaux au mépris des forces de l'ordre. Mais ils devraient être suffisants pour démontrer qu'il faudrait être d'une naïveté consternante pour accorder le moindre crédit aux promesses creuses de Poroshenko.

Les Juifs américains devraient absolument se réjouir du caractère démocrate de Poroshenko, mais seulement après que les organisations chargées de surveiller l'antisémitisme mondial auront confirmé que la situation en Ukraine s'améliore, et non le contraire. D'ici là, « la satisfaction » est la dernière chose que ceux qui s'intéressent à l'antisémitisme devraient ressentir à propos de l'Ukraine.

Lev Golinkin est l'auteur de A Backpack, a Bear, and Eight Crates of Vodka [Un sac à dos, un ours et huit caisses de vodka, NdT].

Source : Forward, Lev Golinki, le 20 mai 2018.

- Symboles et saluts nazis durant une marche des nationalistes ukrainiens, par Cnaan Liphshiz - Les-Crises. fr 12 juin 2018

La glorification des combattants qui se sont alliés avec les Nazis contre la domination russe a considérablement augmenté après 2013. En 2015, le Parlement ukrainien a voté une loi qui criminalise la négation « de l'héroïsme » de certains de ces alliés de l'Allemagne nazie, qui ont supervisé l'extermination quasi-totale des Juifs de la région.

Source : Jewish Telegraphic Agency, Cnaan Liphshiz, 29-04-2018

En complément. Toujours dans le registre totalitarisme.

- Des «opérations anti-Israël» ont-elles lieu dans les supermarchés ? - Liberation.fr 6 juin 2018

Selon plusieurs médias, une campagne de boycott des produits israéliens serait menée dans certains supermarchés.

A en croire le Figaro, «d'inquiétantes opérations anti-Israël» auraient lieu dans nos supermarchés. L'article, ainsi titré et publié le 4 juin, a été depuis largement repris par la presse, tendance plutôt pro-israélienne mais pas seulement.

«Des Yvelines aux Pyrénées-Atlantiques, des extrémistes veulent imposer à des magasins le retrait de produits israéliens», peut-on lire. Sont cités les cas d'un Carrefour à Chambourcy, dans les Yvelines, un Grand Frais, à Décines, près de Lyon, un Intermarché à Itxassou, dans les Pyrénées-Atlantiques et un Lidl à Drancy.

Le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme (BNVCA), de son côté, affirmait dans un communiqué publié le 3 juin recevoir «depuis près de 5 jours, un nombre considérable de protestations émanant d'internautes et clients des magasins Carrefour». L'association, qui parle d'«action discriminatoire», a annoncé le dépôt de plaintes, «non seulement contre les auteurs de ce délit, mais contre tous ceux qui par leur silence et leur soumission se sont pliés au diktat de cette police islamique». Soutenue par le CRIF, elle expliquait s'inquiéter d'une «campagne de boycott».

«C'est pas un problème de juif»

Pourtant, les cas relevés n'en ont pas vraiment l'envergure. A Chambourcy, en effet, une action filmée a été menée et relayée le 1er juin. «Nous mettre des dattes israéliennes sur le stand ramadan, c'est un affront fait aux consommateurs de confession musulmane», affirme l'homme qui filme, et réclame leur retrait. «Hors de question alors qu'ils sont en train de fusiller des Palestiniens à Gaza», poursuit-il, avant d'obtenir gain de cause. A une personne qui lui dit quelque chose qu'on ne distingue pas, il répond : «non mais on s'en fout, c'est pas un problème de juif, c'est un problème d'occupation israélienne».

Le lendemain, le 2 juin, une vidéo tournée au Grand Frais de Décines a également été publiée. On y entend un homme demander le retrait de dattes, toujours, leur origine n'étant pas indiquée. C'est illégal depuis 2015, la Commission européenne ayant demandé aux 28 Etats membres d'indiquer la provenance des produits originaires des colonies israéliennes dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967. «Faut faire ça maintenant parce qu'on doit passer à Lidl après, demande l'homme qui filme à un membre du personnel. Demain on repassera, si on doit repasser à chaque fois, on repassera», poursuit-il.

A Itxassou, ce sont des militants d'Aitzana, un mouvement politique «de gauche du Pays basque nord», qui ont enlevé

des mandarines d'origines israéliennes. Au Lidl de Drancy, il s'agissait, selon le Figaro, de militants de la France insoumise, «qui font retirer des grenades, des pamplemousses et des avocats». Sauf que la seule opération dont Libération a retrouvé la trace date de janvier 2018 et bien que les militants arborent des étiquettes LFI, le responsable du groupe de Drancy assure que sa section n'a «jamais fait ça».

«Exiger leur retrait dans tous les magasins»

Si le mouvement n'a rien de très organisé, les cas cités relevant d'initiatives plutôt individuelles, deux d'entre eux ont été relayés par le site Europe Palestine qui félicite par exemple les «militants lyonnais qui sont intervenus à Grand Frais» et encourage : «Ouvrez l'œil... et la bouche aussi pour exiger leur retrait de tous les magasins!»

L'association, qui assure avoir pour but de «dénoncer sans relâche l'occupation des territoires palestiniens qui perdure depuis des décennies et qui menace gravement la paix dans le monde», est décrite comme «antisioniste radicale», par le site Conspiracy Watch, qui traque tweets antisémites, théories négationnistes et complotistes sur internet. Libération, dans un article publié en 2014, la recensait d'ailleurs dans un article sur le nouvel antisémitisme, dans la catégorie «propalestiniens radicaux». On y apprenait en outre que les services de renseignements la caractérisaient comme «particulièrement excitée».

«Par éthique, et puisque ce n'est pas un argument, Olivia Zemor et Nicolas Shahshahani, les deux locomotives d'Europe Palestine, n'utilisent jamais les morts de leurs familles comme bouclier inhumain. Pourtant, de famille ils n'ont plus, ou presque. Car disparue dans les camps d'extermination nazie», écrivait alors l'association dans un communiqué en guise de contre-attaque.

Il faut également rappeler qu'Europe Palestine a présenté une liste aux européennes de 2004 avec un certain Dieudonné. L'association a par ailleurs pour habitude de déployer des banderoles appelant «à la séparation du CRIF et de l'Etat», slogan cher à l'extrême droite, comme le rappelait Conspiracy Watch et se laisse tenter, parfois, par des fake news.

Traquer les étiquettes

Si le squelette idéologique de l'association et de certains de ses membres pose question, difficile pour autant de parler de l'orchestration d'une campagne antisémite. «En faisant nos courses, on regarde, on vérifie que la réglementation est appliquée, explique Olivia Zemor, en référence à la loi sur l'étiquetage. Les gens mènent les actions individuellement mais si un commerçant n'en a rien à faire de la réglementation, il se peut qu'on décide de faire venir un groupe de 3, 5 ou 20 personnes.»

L'association ne se contente pas de traquer les étiquettes, elle applique également les principes du mouvement BDS - pour Boycott, désinvestissement, sanctions - qui, depuis 2005, milite pour le rejet de produits israéliens pour dénoncer la colonisation israélienne. C'est précisément ce que critiquent le CRIF et le BNVCA, qui plaident pour sanctionner le boycott, assimilé à une forme de discrimination. «Ces incidents, qui se multiplient alors que commence la Saison France Israël 2018, sont assimilables à des actes antisémites : à travers Israël, ce sont les Juifs que l'on vise. On a vu que certains, d'ailleurs, ne font pas la différence entre les produits israéliens et kasher...», regrettait ainsi Francis Kalifat. Le mouvement BDS assure de son côté qu'il «ne vise pas des personnes ou des groupes en raison de leur origine ou de leur religion juive, ni leurs entreprises ou leurs produits», ni même «la société israélienne ni les individus qui la composent, en tant que tels» mais bien la politique coloniale d'occupation israélienne et ses partisans. En 2015, la Cour de cassation avait confirmé la condamnation d'une douzaine de militants de la campagne BDS pour «provocation à la discrimination nationale, raciale et religieuse». Cette décision avait alors été acclamée par un membre directeur du CRIF comme la preuve du caractère «illégal» d'un tel boycott, quand de nombreuses voix avaient au contraire dénoncé «une atteinte à la liberté d'expression».

Au-delà du débat éthique et juridique, que chacun investira comme il le souhaite, un constat peut être dressé : les opérations anti-Israéliennes n'ont pas pris une ampleur inédite, jusqu'ici en tout cas. «Pendant le ramadan, les dattes des colonies envahissent le marché européen, explique Olivia Zemor. A chaque fois, il y a un mouvement de protestation.» Libération.fr 6 juin 2018

[Comment conserver le pouvoir par tous les moyens.](#)

Pendant qu'ils nous soulent avec leurs fake news, on en oublierait presque qu'en la matière, la palme revient à ceux qui nous gouvernent et prétendent représenter "l'intérêt général", les intérêts du "peuple", de la "nation", de la "France" et je ne sais quoi encore, alors qu'en réalité ils représentent ceux de l'oligarchie ou les ennemis de la plèbe.

- L'obsession des «fake news» comme prérogative des États par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 24 mai 2018

Extraits. « Depuis la Seconde Guerre Mondiale, plus de 20 millions de personnes ont été tuées par des attaques américaines », dit le Dr. Mausfeld, Professeur de psychologie allemand. Pourquoi de telles violations extrêmes des droits de l'homme ne provoquent-elles pas un cri d'indignation dans la population? Voici la réponse de Mausfeld : « C'est en raison d'un large éventail

de techniques de manipulations et de propagande raffinées, surtout psychologiques ».

Des faits réels sont présentés faussement comme étant des opinions. C'est une stratégie devenue courante aujourd'hui, une sorte de détournement, l'aspect que prend une pratique des « fake news » parfaitement écoeurante !

C'est la propagande dominante qui fomenté et mène aux guerres, et non pas les quelques voix d'opposition. Pourtant ce sont ces quelques voix qui sont accusées et humiliées alors qu'elles s'opposent justement au mal et au malheur que la perversion des Pouvoirs cherche à imposer au monde réel désireux de paix et de bonne entente entre les peuples...

Il est évident qu'aucune censure ne s'appliquera jamais aux médias dominants et qu'au contraire, ce seront certains médias alternatifs, permettant de remettre en question la propagande de guerre, qui seront réprimés ou persécutés, combattus, censurés sous toutes les formes. C'est un comble, mais c'est la triste réalité : un inversement de la vérité a été opéré. Le mensonge est devenu la vérité et « la vérité est devenue le mensonge » à éradiquer. Le principe du nazi Goebbels triomphe: « Un mensonge répété suffisamment souvent devient la vérité ». On occide, ce sont les nazis qui ont gagné et l'idéologie fasciste qu'ils nous ont imposée, c'est l'ultra libéralisme qui a façonné l'Union Européenne avec l'aide d'une armée d'occupation qui la menace en permanence et l'entraîne dans ses guerres illégales: celle du quatrième Reich, l'OTAN.

Toute parole dissidente qui ose critiquer cette position pathologique de l'État mafieux, converti corps et âme à la loi du profit pour le profit, en fait sa priorité absolue, au point que tout opposant est aussitôt conduit aux galères, discrédité, persécuté, anéanti, interdit de tout et bâillonné de manière efficace pour qu'il ne puisse plus faire entendre sa voix discordante d'opposant à la dictature du néo colonialisme ultra libéral faisant régner sa loi de domination intolérante et dégénérée pour le seul bonheur des profiteurs d'en haut! La cause des États occidentaux n'est pas celle de leurs peuples, mais celle des banques...

A la tête de cet empire dégénéré qui avance vers sa chute prochaine, à l'image des deux tours jumelles qui se sont effondrées sur elles-mêmes, se trouvent les États-Unis qui ont été en guerre 93% du temps de leur existence depuis leur création en 1776, c'est à dire : 222 des 239 années de leur existence : c'est du délire psychopathologique. La chute de l'empire sera fracassante, comme la chute du World Trade Center a été fracassante, puisque ce sont les USA qui mènent le monde vers sa ruine.

Depuis 2012, et le début de la guerre en Syrie, il est impossible au pays de Voltaire, de rassembler dans une salle ouverte au public des hommes et des femmes s'exprimant sur cette guerre. Dès l'annonce d'un tel colloque, les menaces tombent et les organisateurs apeurés, honteux, annulent les rendez-vous. Dans une salle de l'Assemblée Nationale il a été impossible de trouver un auditorium pour exposer la situation syrienne et la politique étrangère de la France. Au nom de quoi ? L'interdiction de ces débats-là vaut aussi pour ceux qui concernent l'Ukraine et mieux encore pour la Palestine. Évoquer ce pays martyrisé, c'est additionner les salles de réunion refusées, les intervenants décommandés. S'il le faut, les censeurs se cachent derrière la menace de « troubles de l'ordre public ». Sur les plateaux de télévision ou sur les antennes radio c'est la même censure acharnée qui fait rage! L'occident est gravement malade!

Chacun sait déjà parfaitement que dix milliardaires ont pris le contrôle d'une grande partie des médias français. Ces oligarques, venus du BTP, de l'armement, du luxe ou de la téléphonie, ont accaparé les grands quotidiens nationaux, les chaînes de télévision et les radios, pour asseoir leur influence. Avec à la clé, conflits d'intérêts, censures, pressions, licenciements, ingérence malsaine... Cette concentration des moyens de production de l'information entre les mains de quelques uns a mis en péril l'indépendance de la presse dans notre pays, portant ainsi directement atteinte au fonctionnement de notre démocratie, même si elle n'est qu'embryonnaire.

L'organisation de la lutte contre les « fake news » consistait au départ à contrer les analyses critiques accusant l'État profond US d'avoir lui-même organisé les attentats du 11-Septembre, puis celles accusant les Anglo-Saxons d'avoir planifié les « printemps arabes » et la guerre contre la Syrie. Ces analyses critiques, fortement documentées étaient qualifiées de « conspirationnistes ». Cependant, rapidement les choses évoluèrent au point qu'il n'était plus possible de nier ces analyses. L'organisation de la lutte contre les « fake news » se retourna donc exclusivement contre la Russie qui fut accusée de poursuivre l'ancienne propagande de l'Union soviétique, et que, par conséquent le mal étant dehors et ailleurs, l'OTAN, plus que jamais utile, devait être renforcée avec de nouveaux moyens démultipliés et une plus grande participation financière de l'UE !

En définitive, en avril 2015, l'Union européenne se dota d'un « Groupe de travail pour les communications stratégiques vers l'Est » (East Strat Com Task Force). Il adresse chaque semaine à des milliers de journalistes un relevé de la « propagande russe ». À l'évidence, il est difficile pour les spécialistes du ESCTF de trouver des exemples significatifs de l'ingérence russe. En août de la même année, l'OTAN a inauguré son « Centre de communication stratégique » à Riga (Lettonie). L'année suivante, le Département d'État US s'est doté, quant à lui, du « Centre d'engagement global » (Global Engagement Center) qui poursuit les mêmes buts fantasmagiques, brûlant des millions de dollars des contribuables étasuniens pour des fadaïses ! Voilà encore un symptôme de plus de la grave maladie de l'Occident sur le déclin.

Tous les systèmes de manipulation de l'information sont éphémères. Le retour de bâton risque d'être toujours violent pour les aventuriers de ces politiques fictions.

Précisons que Macron veut légiférer sur les réseaux sociaux uniquement pour les périodes électorales, car lui-même a été élu grâce au désordre créé par un hebdomadaire et Facebook qui se sont ligués contre son principal rival : François Fillon!

Il est évident que Macron voit venir le prochain tour et que cette fois, les réseaux sociaux seront utilisés contre lui. Il emboîte donc le pas à l'OTAN et veut ainsi montrer la continuité URSS-Russie en matière de propagande au moment des élections, afin de discréditer toute réelle opposition à l'intérieur même de la France.

Le mensonge a tellement envahi la vie publique qu'il préside même en permanence la parole officielle des États de l'Occident déchu. Ce monde est gravement malade et c'est pourquoi sa chute est annoncée pour bientôt. D'ailleurs la « Coalition atlantiste » qui bombarde allègrement les pays non soumis à la dictature de son délire intolérant, cherche et veut coûte que coûte une troisième guerre mondiale qu'elle prépare activement avec l'énergie d'un désespoir qu'elle a bien du mal à cacher car elle est malade de son mal intime et crève de sa pathologie : son fascisme ultra libéral. Mondialisation.ca, 24 mai 2018

Totalitarisme. Otan militaire, politique, économique (UE)... et médiatique.

- Une loi Fake News, c'est efficace ? - LeParisien.fr 07 juin 2018

Fake News ? « Toute allégation ou imputation d'un fait dépourvue d'éléments vérifiables de nature à la rendre vraisemblable ». Cette définition a été retenue par les députés en commission.

Comment le juge des référés pourra décider en 48 heures ce qui relève ou non d'une fausse information ? Comment le Conseil supérieur de l'audiovisuel jugera qu'une chaîne de télévision est sous l'influence d'un Etat étranger et porte atteinte aux intérêts de la Nation ? LeParisien.fr 07 juin 2018

Contre les fake news, Facebook allié à un think tank financé par l'Otan ? - Liberation.fr 7 juin 2018

Le 17 mai, Facebook a annoncé s'être allié à l'Atlantic Council pour lutter contre la désinformation.

L'Atlantic Council est un think tank qui « promeut un leadership et un engagement constructifs en se basant sur le rôle central de la communauté atlantique dans la réponse à apporter aux défis mondiaux ». Il a été fondé en 1961 par d'anciens secrétaires d'Etat américains, qui ont décidé de rassembler plusieurs groupes citoyens américains soutenant l'alliance atlantique, donc l'Otan.

Est-il financé par l'Otan et les Etats-Unis ?

L'Atlantic Council se présente comme une « organisation non partisane qui génère des idées et encourage les débats sur les problèmes auxquels est confrontée la communauté atlantique ».

Dans la liste des grands donateurs en 2016, on retrouve des entreprises (Engie, Airbus ou HSBC) mais aussi des Etats (les Emirats arabes unis font partie des trois premiers donateurs, qui ont versé plus d'un million de dollars), notamment des pays membres de l'Otan (la Norvège, le Royaume-Uni ou encore les Etats-Unis...)

Plusieurs institutions américaines font partie des contributeurs. Le bureau de représentation des Etats-Unis a ainsi donné entre 100 000 et 250 000 dollars, tout comme le secrétariat d'Etat. La Chambre de commerce américaine, l'armée de l'air, l'armée de terre et le corps des marines des Etats-Unis ont chacun donné entre 25 000 et 50 000 dollars.

Vous vous interrogez sur les liens entre l'Atlantic Council et l'Otan. L'Organisation fait en effet partie des principaux donateurs ayant versé entre 250 000 et un million de dollars au think tank. Liberation.fr 7 juin 2018

La médiocratie ne fait pas dans la dentelle.

- "L'origine nazie du nom de l'Iran" : une nouvelle Fake News de BHL - Les-Crises.fr

- Après les Skripal, Arkady Babchenko revient du royaume des morts. - Moon of Alabama 1er juin 2018

Un éminent journaliste russe qui critiquait le Kremlin a été abattu à Kiev - CNBC

Il y a eu des centaines de titres de ce genre depuis hier, tous accusant directement ou indirectement la Russie, le Kremlin ou Poutine.

Malgré l'absence de preuves de l'implication de la Russie, un syndicat allemand de journalistes, le DJV, a demandé que l'UE boycotte le championnat du monde de football en Russie.

Cela ne se terminera pas bien pour Babchenko, ni pour l'Ukraine. Le Premier ministre ukrainien a officiellement accusé la Russie d'avoir tué ce journaliste. Et on découvre que l'État ukrainien a simulé le meurtre ! Babchenko revient d'entre les morts, prouvant que les accusations contre la Russie étaient fausses. Au moment où les mensonges des services de sécurité ukrainien sur la mort du journaliste sont démentis par les faits, ils prétendent que la Russie a ordonné l'assassinat raté ? Pourquoi croirait-on maintenant un mot de ce qu'ils disent ?

La Russie devrait être satisfaite. Les deux affaires montées contre elle, la mise en scène Skripal et la mise en scène Babchenko, se sont révélées être de la propagande sans aucun fondement contre la Russie.

Le syndicat allemand des « journalistes » a supprimé de son site web son tweet et un éditorial (photo) demandant des sanctions contre la Russie. Demain, il s'attaquera de nouveau à ceux qui disent que leur « journalisme » n'est rien d'autre que de la fausse information et de la propagande.

De plus en plus de gens vont prendre conscience de ces manipulations manifestes. Ils poseront des questions. Les accusateurs habituels devront faire preuve d'une plus grande prudence dans leur propagande. Leurs « assassinats » de propagande finiront par tuer leur propagande. Moon of Alabama 1er juin 2018

Faites sauter les banquiers.

Au paradis des paradis fiscaux, ce ne sera pas demain la veille.

- Les Suisses votent contre une réforme radicale de la finance - Reuters 11.06

Un plan radical visant à ôter aux banques suisses le droit de création monétaire a été rejeté par les électeurs, a annoncé le Conseil fédéral dimanche.

Les électeurs ont été 75,7% à se prononcer contre l'initiative dite "Monnaie pleine", qui n'a atteint la majorité dans aucun des 26 cantons, a précisé le pouvoir.

En plus d'une majorité simple des électeurs, la proposition devait aussi réunir une majorité des cantons.

Les inquiétudes sur les conséquences pour l'économie de l'introduction d'un système de "monnaie réelle" ("vollgeld") semblent avoir convaincu les Suisses de rejeter l'initiative officiellement intitulée "Pour une monnaie à l'abri des crises : émission monétaire uniquement par la Banque nationale !"

"Mettre en oeuvre un tel système, qui aurait soulevé tant de questions, aurait été difficilement possible sans provoquer des années d'ennuis", a déclaré le ministre des Finances Ueri Maurer lors d'une conférence de presse.

"Le peuple suisse en général n'aime pas la prise de risque (...) et il n'a vu aucun avantage dans ces propositions. Notre système bancaire fonctionne, les suspicions contre les banques ont été largement éliminées."

La proposition, soumise à votation après avoir obtenu plus de 100.000 signatures, visait à donner à la Banque nationale suisse (BNS), la banque centrale helvétique, le monopole de la création monétaire dans le pays.

Contrairement à une idée reçue, la plupart de l'argent produit électroniquement l'est non par les banques centrales mais par les banques privées afin de pouvoir prêter davantage que les dépôts qu'elles ont dans leurs coffres.

Si l'initiative avait été approuvée, la Suisse, célèbre pour son industrie bancaire, aurait été le premier pays au monde à interdire la création monétaire aux établissements privés, ce qui selon les opposants du plan aurait constitué une dangereuse expérimentation.

Les partisans de la réforme faisaient valoir que le projet rendrait le système financier plus résistant et ferait du franc suisse la monnaie la plus sûre du monde.

La BNS, le Conseil fédéral (gouvernement) et les organisations patronales se sont mobilisés pour le "non".

"Nos arguments contre l'initiative, selon lesquels cela reviendrait à bouleverser tout le système monétaire, ont convaincu le public", a déclaré Herbert Scheidt, président de l'Association suisse des banquiers (ASB).

"Nous sommes contents car cela aurait été une initiative extrêmement dommageable", s'est réjoui de son côté Heinz Karrer,

président de l'organisation professionnelle Economiesuisse.

La banque centrale, qui avait mis en garde contre un "cocktail dangereux" pour l'économie suisse, a aussi salué le résultat.

"La BNS peut donc poursuivre aux mêmes conditions que jusqu'ici sa politique monétaire axée sur la stabilité des prix. Maintenir la stabilité des prix contribue largement à la prospérité de notre pays", a-t-elle déclaré dans un communiqué. Les partisans de la réforme ont annoncé leur intention de poursuivre le combat.

"Le débat ne fait que commencer", a déclaré Raffael Wüthrich, porte-parole de la campagne. "Notre objectif est que la monnaie soit au service du peuple et pas le contraire, et on continuera de travailler pour y parvenir." Reuters 11.06

Ni chez Big Brother.

- Le Congrès américain assouplit la régulation bancaire - lemonde.fr 23.05

"Adopté par 258 voix contre 159, le texte, qui réduit de 38 à 12 le nombre de banques américaines soumises aux règles les plus dures, doit désormais être signé par le président américain." lemonde.fr 23.05

Ni en France.

- Le CAC40 en 2017 : plus de 16 000 filiales, dont 15% dans des paradis fiscaux - multinationales.org 30 mai 2018

Une multinationale, ce n'est pas seulement un nom, une capitalisation boursière et une direction centralisée. C'est aussi un réseau complexe de centaines de filiales, localisées aux quatre coins dans la planète, liées entre elles par des relations financières, juridiques et actionnariales souvent opaques, ouvrant la porte à tous les abus. En 2017, selon les chiffres très partiels publiés par les entreprises elles-mêmes, le CAC40 avait 16 240 filiales dans le monde entier. Soit 247 filiales déclarées en moyenne. Près de 2500 d'entre elles sont localisées dans des pays ou des territoires considérés comme des paradis fiscaux et judiciaires. Nouvel extrait de notre « véritable bilan annuel » des grandes entreprises françaises.

Selon les informations publiées par les entreprises elles-mêmes dans leurs documents de référence ou sur leur site, le CAC40 avait en 2017 au moins 16 240 filiales dans le monde entier. Cela représente une moyenne de 427 filiales par groupe (deux d'entre eux, TechnipFMC et Airbus, n'ayant publié aucune information à ce sujet). À l'évidence, ce chiffre doit être pris comme un minimum, puisque plusieurs entreprises ne déclarent qu'un nombre restreint de filiales (seulement les « principales »). Seules quelques unes publient une liste pléthorique (2348 filiales pour Engie et 2753 pour Vinci, par exemple), et il n'est pas sûr qu'elle soit toujours complète pour autant, comme nous l'avons constaté à propos de Total il y a trois ans.

Sur ces plus de 16 000 filiales, 2469 sont localisées dans des pays ou des territoires identifiés comme des « paradis fiscaux et judiciaires », soit 15,2%. Les firmes qui semblent avoir le plus grosse prédilection pour ces localisations attractives sont Axa, LVMH, Kering, ST et Danone, avec entre 35 et 22% de filiales concernées. À l'autre bout du classement, on trouve Saint-Gobain, Valeo, Veolia, Vinci et Vivendi, entre 3,5 et 7,7%.

En nombre absolu de filiales dans les paradis fiscaux, le classement est le suivant : Engie (327), LVMH (295), Vinci (212), BNP Paribas (198) et Total (160). Mais ce sont aussi les entreprises qui listent le plus grand nombre de filiales en général.

Que disent vraiment ces chiffres ?

Ces chiffres indicatifs doivent cependant être pris avec beaucoup de précautions. Tout d'abord précisément parce que les listes de filiales publiées sont de taille extrêmement variables selon les entreprises du CAC40, allant de quelques dizaines à plusieurs milliers. Les groupes qui publient des listes plus courtes peuvent en profiter pour « cacher » des filiales aux localisations controversées.

Ensuite en raison de la difficulté même à définir ce qu'est un « paradis fiscal et judiciaire ». Les listes de paradis fiscaux publiées par les gouvernements ou les organisations internationales sont souvent limitées. Nous utilisons ici une liste plus large produite par le Tax Justice Network, un réseau d'ONG dédié à la justice fiscale, qui inclut certes des îles paradisiaques comme les Bermudes ou les Caïmans, mais aussi des pays européens comme le Luxembourg, l'Irlande, la Suisse, la Belgique ou les Pays-Bas. Autant de pays où les firmes du CAC40 peuvent aussi avoir de vraies activités industrielles, mais qui n'en sont pas moins sur-représentés dans la localisation de leurs filiales.

À l'inverse, certains territoires à l'intérieur d'États plus grands, comme le Delaware aux États-Unis, Dubaï aux Émirats arabes unis ou divers territoires britanniques, peuvent aussi être considérés comme des paradis fiscaux, mais les filiales concernées sont difficiles à identifier comme telles lorsque les entreprises ne donnent qu'une localisation générique.

Enfin, dans le cas des géants du luxe LVMH et Kering, il faut rappeler que leur présence dans les paradis fiscaux tient aussi pour partie à la localisation de leur clientèle...

Informations financières insuffisantes

Bien entendu, le seul nombre de filiales dans les paradis fiscaux, en l'absence de données plus précises sur leurs finances, sur ne se traduit pas automatiquement par un taux d'imposition sur les bénéfices moindres que pour d'autres sociétés. Sur les cinq groupes du CAC40 qui déclarent le plus de filiales dans ces territoires, un seul (Axa) figure aussi parmi les cinq groupes qui affichent le taux d'imposition effectif le plus bas en 2017 (14,6% en l'occurrence). Les données relatives au taux d'imposition effectif sont d'ailleurs très variables d'une année sur l'autre et intègrent tant de paramètres qu'il est difficile d'en tirer des conclusions.

Seules les banques sont aujourd'hui soumises à des obligations de transparence suffisantes pour se faire une idée précise de la place des paradis fiscaux dans leur dispositif financier. La dernière étude précise sur ce point a été réalisée par un groupe d'ONG françaises dans le cadre de la Plateforme Paradis fiscaux et judiciaires (lire notre article). Elle concluait que les grandes banques françaises réalisent plus d'un tiers de leurs bénéfices dans des paradis fiscaux, alors que ces derniers ne représentent qu'un quart de leurs chiffre d'affaires, un cinquième de leurs impôts, et seulement un sixième de leurs employés.

Les paradis fiscaux préférés des multinationales françaises sont en Europe

Le terme même de « paradis fiscal » évoque spontanément l'image d'îles tropicales isolées, comme les Bahamas ou les Bermudes, ou parfois un peu plus proches comme Jersey. Mais la mécanique de l'évitement fiscal créée par les multinationales passe aussi et surtout par des pôles financiers (la City de Londres, Singapour, Hong Kong) et par des pays offrant des conditions fiscales avantageuses sur tel ou tel aspect particulier de leur comptabilité : les dividendes ou les redevances liées à la propriété intellectuelle, par exemple. Voire la France pour ce qui concerne la R&D... C'est pourquoi au final les principaux paradis fiscaux utilisés par les multinationales françaises sont européens (lire notre entretien à ce sujet avec Eric Walravens).

Dans un rapport récent, le Basic et Oxfam ont réalisé un décompte détaillé des filiales déclarées par le CAC40 en 2016. Ils ont trouvé 19 filiales aux Bahamas, 12 aux Bermudes et aux Caïmans, 10 au Panama et 22 à Monaco et à Jersey, mais surtout 319 aux Pays-Bas, 232 en Belgique, 167 au Luxembourg, et 137 en Suisse. Cas d'école : la galaxie Engie et les paradis fiscaux

Engie se distingue parmi ses pairs du CAC40 une liste de plus de 2300 filiales, parmi lesquelles on en trouve au moins 327 relevant de paradis fiscaux. Principalement, certes, aux Pays-Bas (133 filiales) et en Belgique (74), deux pays où le groupe est historiquement très présent. Comme pour Total et de nombreux groupes pétroliers, les Pays-Bas sont aussi la localisation de choix pour tous les actifs du groupe en matière d'exploitation d'hydrocarbures (en cours de revente).

Le troisième pays de la liste est le Luxembourg avec 28 filiales. Celles-ci valent aujourd'hui à Engie une « enquête approfondie » de la Commission européenne. La teneur du dossier a été rendue publique début 2017, et suggère qu'Engie pourrait avoir économisé environ 300 millions d'euros d'impôts grâce à deux « rescrits » (ou rulings en anglais), des accords fiscaux particuliers, conclus entre l'entreprise et l'administration fiscale luxembourgeoise. Des conclusions qu'Engie conteste. Selon des révélations du site Les Jours, Engie aurait abrité pas moins de 27 milliards d'euros dans ses filiales du Grand-Duché (lire notre article).

De manière plus exotique, Engie compte également 9 filiales aux îles Caïmans, 7 à Monaco, 6 à Guernesey, 3 au Panama et à Jersey, ou encore 2 à Vanuatu.

Comment expliquer ce nombre extrêmement élevé ? D'abord, apparemment, par l'habitude de créer des dizaines de filiales portant plus ou moins le même nom pour ses projets énergétiques en France et au Brésil, particulièrement dans le domaine de l'éolien et du solaire. Ensuite par l'histoire même du groupe Engie, à l'origine une holding financière, Suez, qui s'est progressivement agrégée des participations dans divers secteurs économiques, jusqu'à se reconstituer en groupe énergétique à travers sa fusion avec Gaz de France.

Aujourd'hui, en plus de ses activités dans l'énergie, le groupe s'occupe également de gestion de prisons et de centres de détention, de stations de sport d'hiver, de textile, de caméras de surveillance, d'espionnage, de services urbains, ou encore dernièrement de gérer l'« Uber du dépannage à domicile ». L'acquisition d'International Power en 2011 a fait hériter le groupe, comme souvent avec le rachat de firmes anglo-saxonnes, de nombreuses filiales dans les paradis fiscaux. multinationales.org 30 mai 2018

S'ils le disent eux-mêmes. Quelques citations à apprendre par coeur.

- « Les banques créent du crédit. C'est une erreur de croire que le crédit des banques est créé dans toute mesure par le versement d'argent aux banques. Un prêt créé par la banque constitue un ajout significatif au volume d'argent de la communauté. »

Encyclopædia Britannica, 14ème Edition.

- « S'il n'y avait pas de dette dans le système, il n'y aurait aucun argent. »

Marriner S. Eccles, gouverneur et président du CA de la Fed.

- "Permettez-moi d'émettre et de contrôler les ressources monétaires d'un pays et je me moque de celui qui écrit ses lois."

M.A. Rothschild (1744-1812).

- "Lorsqu'un gouvernement est dépendant des banquiers pour l'argent, ce sont ces derniers, et non les dirigeants du gouvernement qui contrôlent la situation, puisque la main qui donne est au-dessus de la main qui reçoit. [...] L'argent n'a pas de patrie ; les financiers n'ont pas de patriotisme et n'ont pas de décence ; leur unique objectif est le gain."

Napoléon Bonaparte, Empereur Français (1769-1821).

- "Je pense que les institutions bancaires sont plus dangereuses pour nos libertés que des armées entières prêtes au combat. Si le peuple américain permet un jour que des banques privées contrôlent leur monnaie, les banques et toutes les institutions qui fleuriront autour des banques priveront les gens de toute possession, d'abord par l'inflation, ensuite par la récession, jusqu'au jour où leurs enfants se réveilleront, sans maison et sans toit, sur la terre que leurs parents ont conquise."

Thomas Jefferson (1743-1826).

- Donnez moi le contrôle sur la monnaie d'une nation, et je n'aurai pas à me soucier de ceux qui font ses lois.

Mayer Amshel Rothschild (1743-1812)

- "Le gouvernement devrait créer, émettre, et faire circuler toutes les devises et tous les crédits nécessaires pour satisfaire les dépenses du gouvernement et le pouvoir d'achat des consommateurs. En adoptant ces principes, les contribuables économiseraient d'immenses sommes d'argent en intérêts. Le privilège de créer et d'émettre de la monnaie n'est pas seulement la prérogative suprême du gouvernement, mais c'est aussi sa plus grande opportunité."

Abraham Lincoln, Président des États-Unis, assassiné (1809-1865).

- "Celui qui contrôle le volume de la monnaie dans notre pays est maître absolu de toute l'industrie et tout le commerce... et quand vous réalisez que le système entier est très facilement contrôlé, d'une manière ou d'une autre, par une très petite élite de puissants, vous n'aurez pas besoin qu'on vous explique comment les périodes d'inflation et de déflation apparaissent."

James A. Garfield, Président des États-Unis, assassiné (1831-1881).

- "Jusqu'à ce que le contrôle de l'émission de devises et de crédit soit restauré au gouvernement et reconnue comme sa responsabilité la plus flagrante et la plus sacrée, tout discours sur la souveraineté du Parlement et la démocratie est vain et futile... Une fois qu'une nation abandonne le contrôle de ses crédits, il n'importe plus qui fait ses lois... L'usure, une fois aux commandes, coule n'importe quelle nation."

William Lyon Mackenzie King, Ex-premier ministre du Canada (1874-1950).

- "Les banquiers détiennent la Terre. Si vous souhaitez rester leurs esclaves et payer le coût de votre propre esclavagisme, alors laissez les continuer à créer de l'argent."

Sir Josiah Stamp, Directeur de la Banque d'Angleterre (1880-1941).

- "Il est appréciable que le peuple de cette nation ne comprenne rien au système bancaire et monétaire, car si tel était le cas, je pense que nous serions confrontés à une révolution avant demain matin."

Henry Ford (1863-1947).

- "Le système bancaire moderne fabrique de l'argent à partir de rien. Ce processus est peut-être le tour de dextérité le plus étonnant qui fut jamais inventé. La banque fut conçue dans l'iniquité et est née dans le pêché. Les banquiers possèdent la Terre. Prenez la leur, mais laissez-leur le pouvoir de créer l'argent et en un tour de mains ils créeront assez d'argent pour la

racheter. Otez-leur ce pouvoir, et toutes les grandes fortunes comme la mienne disparaîtront et ce serait bénéfique car nous aurions alors un monde meilleur et plus heureux. Mais si vous voulez continuer à être les esclaves des banques et à payer le prix de votre propre esclavage laissez donc les banquiers continuer à créer l'argent et à contrôler les crédits."

Sir Josiah Stamp, Directeur de la Banque d'Angleterre (1880-1941) (Réputé 2e fortune d'Angleterre à cette époque 1920).

- « Je suis un homme des plus malheureux. J'ai inconsciemment ruiné mon pays. Une grande nation industrielle est contrôlée par son système de crédit. Notre système de crédit est concentré dans le privé. La croissance de notre nation, en conséquence, ainsi que toutes nos activités, sont entre les mains de quelques hommes. Nous en sommes venus à être un des gouvernements les plus mal dirigés du monde civilisé un des plus contrôlés et dominés non pas par la conviction et le vote de la majorité mais par l'opinion et la force d'un petit groupe d'hommes dominants. »

Woodrow Wilson, président des Etats-Unis, 1913-1921.

- "Les quelques personnes qui comprennent le système (argent et crédits) seront soit tellement intéressés par les profits qu'il engendre, soit tellement dépendantes des faveurs qu'il conçoit, qu'il n'y aura aucune opposition au sein de cette classe. D'un autre côté, les personnes incapables d'appréhender l'immense avantage retiré du système par le capital porteront leur fardeau sans se plaindre et peut-être sans même remarquer que le système ne sert aucunement leurs intérêts."

Rothschild Brothers of London.

- "Le système financier est devenu la Banque centrale américaine (Federal Reserve Board). Cette banque centrale gère un système financier au moyen d'un groupe de purs profiteurs. Ce système est privé et son seul objectif consiste à réaliser les profits les plus énormes possibles en utilisant l'argent des autres. Cette loi (de la Réserve fédérale) démontre la plus grande preuve de confiance au monde. Lorsque le président signe cet acte, il légalise le gouvernement invisible par le pouvoir monétaire. Les personnes ne s'en rendent peut-être pas compte pour le moment mais le jour du jugement n'est plus qu'à quelques années, le jour du jugement de cet Acte qui représente le pire crime de tous les temps commis au nom de la loi par l'intermédiaire d'un projet de loi."

Charles A. Lindbergh (1902-1974).

- "Chaque fois qu'une banque accorde un prêt, un nouveau crédit bancaire est créé. Ce sont de nouveaux dépôts, de l'argent entièrement nouveau."

Graham F. Towers, Directeur de la banque du Canada de 1934 à 1955.

- « Il n'existe pas de moyen plus efficace pour prendre le contrôle d'une nation que de diriger son système de crédit (monétaire). »

M. Phillip A. Benson, Président de l'association American Bankers' Association, 8 juin 1939.

- "Je n'ai jamais vu personne ayant pu, avec logique et rationalité, justifier que le gouvernement fédéral emprunte pour utiliser son propre argent... Je pense que le temps viendra où les gens demanderont que cela soit changé. Je pense que le temps viendra dans ce pays où ils viendront nous accuser, vous, moi, et toute personne liée au Congrès, d'être resté assis sans rien faire et d'avoir permis à un système aussi stupide d'être perpétué."

Wright Patman, Membre démocrate du Congrès US, de 1928 à 1976, Président du comité de la Banque et de la Monnaie de 1963 à 1975.

- "Par essence, la création monétaire ex nihilo que pratiquent les banques est semblable, je n'hésite pas à le dire pour que les gens comprennent bien ce qui est en jeu ici, à la fabrication de monnaie par des faux-monnayeurs, si justement réprimée par la loi. Concrètement elle aboutit aux mêmes résultats. La seule différence est que ceux qui en profitent sont différents."

Maurice Allais, Prix Nobel de Sciences Économiques en 1988.

[Ils osent tout.](#)

- Hollande défend son bilan, exprimant sa "fierté" d'avoir présidé "humanement". - Le HuffPost 7 juin 2018

[Leur humanisme est la politesse des salauds...](#)

- Les hôpitaux de proximité finalement bons pour la santé - Liberation.fr 7 juin 2018
 - La psychiatrie publique proche du délabrement - Liberation.fr 7 juin 2018
 - Et bientôt la réforme de la formation des profs ? - Liberation.fr 7 juin 2018
 - L'OCDE se penche sur la formation des profs - Liberation.fr
 - Et si les stations du métro parisien se féminisaient ? - Liberation.fr
 - Comment les députés ont complètement mis de côté la sensibilité animale dans leur projet de loi - Le HuffPost
-

ACTUALITE EN TITRES

Médiacrasse. Comment tenter de faire oublier comment Macron avait été ridiculisé par Trump à Washington ?

- Emmanuel Macron broie la main de Donald Trump au G7 (et ça se voit) - Franceinfo

Un instant de lucidité inoubliable...parmi d'autres!

- Macron: "Les choses avancent dans ce G7"- AFP 09.06

... et quelques heures plus tard :

- Trump saborde le G7, et menace ses alliés de nouvelles taxes - AFP 10.06

Qu'est-ce qu'ils sont cons ces pauvres !

- Mon amie chômeuse est devenue auto-entrepreneuse et c'est encore pire qu'avant - Le HuffPost
- Quand Emmanuel Macron met en scène sa philosophie sociale: "On met un pognon dingue et les pauvres restent pauvres" - Le HuffPost

Totalitarisme.

Casernement.

- "Normalement on doit interdire tout ce qui peut nuire à l'ordre public", a déclaré Mme Calmels sur Sud Radio. - AFP 11 juin 2018

(A propos du concert du rappeur Médine prévu au Bataclan. Depuis Collomb envisage son interdiction.)

Appel à la délation.

- "Signale Un Rat": À Paris, un élu LR lance une campagne contre les rongeurs - Le HuffPost 11 juin 2018

Crise, crispation, tension, tangage...

- Olivier Faure et ses proches tentent de resserrer les rangs - LeFigaro.fr
- PS : « Je regrette que nous soyons insuffisamment audibles et combatifs » déclare Maurel - Publicsenat.fr
- Européennes: le PS se lance... et se déchire déjà sur l'hypothèse Moscovici - AFP 10.06
- Européennes 2019: les écologistes se disputent encore avant leur mariage avec Benoît Hamon - Le HuffPost 10.06

- "Printemps des Républicains" : les trois épines dans le pied de Laurent Wauquiez pendant ce week-end de "mobilisation" des militants LR - Franceinfo 10.06

- Au sein de LREM, l'unité n'est plus de rigueur - Liberation.fr

- Washington accuse le Canada de "trahison" après le fiasco du G7 - AFP

Les Etats-Unis ont accusé dimanche le Canada de "trahison" au cours du sommet du G7 qui s'est terminé sur un fiasco après la volte-face du président américain Donald Trump qui a menacé ses alliés de droits de douane alourdis. AFP

- Merkel reste opposée aux idées de Macron sur la zone euro - Le HuffPost

- Italie : le ministre de l'Intérieur interdit à un bateau humanitaire de débarquer des migrants dans le pays - Franceinfo

- Malte refuse de recevoir à la demande de l'Italie un navire avec plus de 600 migrants - AFP

- Aquarius: Rome annule une rencontre à Paris et veut des excuses de la France - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Sommet du G7

- Trump saborde le G7, et menace ses alliés de nouvelles taxes - AFP 10.06

Le président américain Donald Trump a fait volte-face ce week-end contre ses alliés d'Europe et du Canada, qu'il a menacés de droits de douanes alourdis, après un sommet du G7 qui s'est fini en fiasco.

Le président américain Donald Trump a fait volte-face ce week-end contre ses alliés d'Europe et du Canada, qu'il a menacés de droits de douanes alourdis, après un sommet du G7 qui s'est fini en fiasco.

Des tensions qui tranchent avec "l'unité" affichée lors d'un sommet en Chine réunissant notamment les chefs d'Etat chinois, russe et iranien sur fond de tensions commerciales et diplomatiques avec les Etats-Unis.

Samedi, Donald Trump a brusquement retiré samedi son soutien au communiqué final du sommet de deux jours à La Malbaie (Québec, est du Canada), malgré le compromis qui avait été forgé de haute lutte sur les questions commerciales.

Sa délégation et lui-même avaient pourtant donné leur aval à ce document en 28 points péniblement négocié par le "Groupe des sept" (Etats-Unis, Canada, Royaume-Uni, France, Allemagne, Italie, Japon).

Donald Trump a justifié ce camouflet infligé aux vieux alliés des Etats-Unis par des propos de Justin Trudeau, l'hôte du sommet, lors de sa conférence de presse de clôture.

Le Premier ministre du Canada, pays frappé comme l'Europe et le reste du monde de nouveaux droits de douanes américains sur l'acier et l'aluminium, a redit à cette occasion que ces taxes étaient "insultantes", au regard de l'histoire entre les deux pays. Comme l'Union européenne, il a confirmé des représailles pour juillet.

"Les Canadiens sont polis et raisonnables, mais nous ne nous laisserons pas bousculer", a déclaré le Premier ministre, qui avait auparavant loué le consensus trouvé par les sept sur une série de sujets. Un texte qui ne résolvait pas le conflit en cours, mais qui était salué par tous comme un pas vers la désescalade et le dialogue.

Quelques heures plus tard, piqué au vif par ces paroles, le milliardaire a tweeté, depuis Air Force One, qu'il avait ordonné à ses représentants de retirer le sceau américain du communiqué final.

Il a aussi traité Justin Trudeau de personne "malhonnête et faible"... alors qu'il avait dit la veille que la relation bilatérale n'avait

jamais été aussi bonne dans l'histoire des deux pays.

Surtout, Donald Trump a renouvelé sa menace de tarifs sur les voitures européennes et étrangères importées aux Etats-Unis. Un secteur qui pèse bien plus les deux métaux jusqu'à présent frappés.

Les Etats-Unis sont le premier marché étranger pour les marques européennes de voitures.

L'Allemagne est particulièrement inquiète: les automobiles représentent en valeur le quart de ce que le pays exporte vers les Etats-Unis. La part de marché des marques allemandes pour le segment des voitures haut de gamme dépasse 40%, selon la fédération automobile allemande (VDA).

Les droits de douanes actuels sont effectivement différents entre l'UE et les Etats-Unis. L'Europe taxe les importations de voitures hors-UE, donc américaines, de 10%.

Aux Etats-Unis, les Audi, Volkswagen et autres voitures étrangères sont frappées d'une taxe de 2,5%.

"Pas étonnant que l'Allemagne nous vende trois fois plus de voitures que nous en exportons vers elle", a écrit le conseiller pour les questions commerciales de Donald Trump, Peter Navarro, dans une tribune récente dans le New York Times.

Donald Trump s'est souvent plaint, en privé, de voir trop de Mercedes à New York... mais pas assez de voitures américaines dans les rues européennes.

Pour évaluer l'équité des échanges commerciaux avec ses partenaires, le milliardaire se concentre sur une seule question: tel pays a-t-il un excédent ou un déficit commercial avec les Etats-Unis?

Dans le cas de l'Allemagne, il s'agit d'un excédent.

Les dirigeants du G7 avaient quitté La Malbaie lorsque Donald Trump a décidé de déchirer l'accord final du sommet. Dans un premier temps, aucun n'a fait de commentaire.

Parmi les autres sujet de discorde, le G7 a rejeté la proposition de Donald Trump de réintégrer dans le club la Russie, exclue en 2014 en raison de l'annexion de la Crimée, appelant Moscou à cesser de "saper les systèmes démocratiques". AFP 10.06

En complément.

- L'Otan affiche son unité malgré les divergences dues aux décisions de Trump - Reuters 7 juin 2018

Le plan adopté jeudi a pour but de réagir au développement des capacités navales russes, d'accroître la mobilité des troupes en Europe et d'augmenter les effectifs et les moyens opérationnels.

"Il existe des divergences liées à des questions telles que le commerce, l'accord nucléaire iranien et le changement climatique (...), mais nous sommes solidaires au sein de l'Otan quand il s'agit de nous protéger les uns les autres", a souligné Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'organisation.

Sans nier l'existence de "questions controversées", Ursula von der Leyen, ministre allemande de la Défense, a quant à elle jugé l'atmosphère "pleine de confiance".

Son homologue américain, Jim Mattis, s'est montré détendu et souriant, mais n'a pas pris la parole à l'occasion de cette première réunion dans les nouveaux locaux de l'Otan.

D'après les estimations annoncées jeudi par Jens Stoltenberg, les dépenses des Etats européens, de la Turquie et du Canada devraient augmenter de 3,82% en 2018, ce qui porterait la hausse des investissements à 87,3 milliards de dollars depuis 2015. Reuters 7 juin 2018

Sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS)

- Sommet Chine-Iran-Russie: Xi Jinping prône "l'unité" face aux tensions avec les Etats-Unis - AFP 9 Juin 2018

Le président chinois Xi Jinping a inauguré samedi sous le signe de "l'unité" un sommet réunissant en Chine les chefs d'Etat russe et iranien, sur fond de tensions commerciales et diplomatiques avec les Etats-Unis et au moment où le G7 affiche les

profondes divisions entre Washington et ses alliés.

L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), qui outre la Chine et la Russie réunit l'Inde, le Pakistan et plusieurs pays d'Asie centrale, a entamé samedi soir son sommet annuel dans la ville côtière de Qingdao (est de la Chine).

Si Téhéran n'a qu'un statut d'observateur au sein de l'OCS, le président iranien Hassan Rohani est présent au sommet de Qingdao: une façon de jauger l'appui russe et chinois à l'accord de 2015.

L'OCS compte actuellement quatre ex-républiques soviétiques d'Asie centrale (Ouzbékistan, Kazakhstan, Tadjikistan, Kirghizstan) et deux nouveaux-venus: l'Inde et le Pakistan.

L'OCS ne fait plus profil bas, a déclaré Vladimir Poutine à la télévision chinoise CGTN: "Nous avons pris conscience que nous pouvions faire de grandes choses". AFP 9 Juin 2018

Espagne

- Espagne: Pedro Sanchez annonce un gouvernement pro-européen et majoritairement féminin - AFP 6 juin 2018

Sanchez, 46 ans et sans expérience du pouvoir, a ainsi nommé l'ancien président du parlement européen Josep Borrell aux Affaires Etrangères et la directrice du budget de l'UE Nadia Calviño à l'Economie.

Le socialiste a surtout choisi deux femmes pour diriger son équipe économique qui, selon sa promesse de la semaine dernière, "devra avoir pour priorité principale de respecter les engagements européens" en matière de déficit public.

Au nom de "la stabilité", Sanchez s'est engagé à conserver le budget de l'Etat 2018 élaboré par les conservateurs, en passe d'être examiné par le Sénat. AFP 6 juin 2018

Syrie

- Moscou: les armes US en Syrie sont majoritairement entre les mains des terroristes International - sputniknews.com 09.06.2018

La majorité des armes livrées par les États-Unis en Syrie sont tombées entre les mains du Front al-Nosra* et de Daech*, qui cherchaient à renverser Bachar el-Assad, a indiqué le ministère russe de la Défense.

L'expansion de Daech* en Syrie est devenue possible en raison de l'inaction criminelle des États-Unis et de l'autoproclamée «coalition internationale», a déclaré le représentant du ministère russe de la Défense, Igor Konachenkov.

En outre, selon lui, la majorité des armes livrées par les États-Unis en Syrie sont tombées entre les mains du Front al-Nosra* et de Daech*, qui cherchaient à renverser Bachar el-Assad.

«Pendant tout ce temps, Washington était concentré sur le financement et les livraisons directes d'armes coûtant des centaines de millions de dollars à une fictive "opposition syrienne". Cependant, la grande majorité des armes et des munitions fournies par les États-Unis sont tombées entre les mains des terroristes du Front al-Nosra*, branche syrienne d'Al-Qaïda*, et de Daech*, dont les objectifs, par coïncidence avec la politique de Washington, étaient de renverser le gouvernement légitime syrien», a déclaré Igor Konachenkov.

Le représentant du ministère russe de la Défense a rappelé que «l'apparition et la formation de l'organisation terroriste Daech* en Irak était une conséquence directe et incontestable de l'invasion du pays par les troupes américaines» au prétexte que ce pays, alors dirigé par Saddam Hussein, possédait des armes chimiques ce qui s'est avéré faux.

«L'expansion ultérieure de Daech en Syrie est devenue possible grâce à l'inaction criminelle des États-Unis et de l'autoproclamée "coalition internationale". Avec comme résultat que les terroristes de Daech ont rapidement pris le contrôle sur les principales régions pétrolifères de l'est de la Syrie et sur les flux de capitaux provenant de la vente illégale de produits pétroliers», a précisé le ministère russe. sputniknews.com 09.06.2018

Jordanie

- La Jordanie va retirer un projet de loi fiscale après une semaine de protestations - AFP 07.06

Soumises à la pression de la rue, les autorités jordaniennes ont annoncé jeudi le retrait d'un projet de loi fiscale controversé,

décision saluée par les syndicats après une semaine de manifestations dans un pays traversé par un profond malaise social.
AFP 07.06

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Grève à Vélib': les premières lettres de licenciement sont arrivées - AFP 11 juin 2018

Plusieurs salariés grévistes de Vélib' ont reçu leur lettre de licenciement de l'opérateur Smovengo, ont annoncé dimanche les syndicats CGT et Sud qui dénoncent une faillite "sociale" en plus d'une "faillite industrielle" du dispositif de vélo en libre-partage à Paris.

Smovengo "vient de franchir une nouvelle étape dans la politique du pire", lit-on dans un communiqué commun qui annonce que plusieurs salariés ont reçu samedi leur "lettre de licenciement pour fait de grève". AFP 11 juin 2018

- D'une courte tête et avec un PS divisé, Paris "condamne les blocages" des universités - AFP 7 juin 2018

Le Conseil de Paris a voté mercredi d'une courte tête, et avec un groupe socialiste très divisé, la condamnation des blocages des universités proposée par des élus macronistes, suscitant la colère notamment des communistes.

La maire de Paris Anne Hidalgo "condamne les blocages des universités et des centres d'examen", indique le vœu déposé par le groupe macroniste ex-PS dirigé par le sénateur La République en Marche Julien Bargeton, ancien adjoint PS aux Finances. AFP 7 juin 2018

Grèce

- Nouvelle série de réformes présentées au Parlement grec - Reuters 9 juin 2018

Le gouvernement grec a présenté vendredi au Parlement de nouveaux projets de réformes du secteur de l'énergie, des retraites et du code du travail, dont dépend le déblocage de l'ultime tranche du plan international de sauvetage financier.

Les projets présentés vendredi visent notamment à accélérer les privatisations dans le secteur de l'énergie, à réduire le coût des retraites et à réformer le code du travail notamment en matière d'arbitrage des litiges entre employeurs et salariés. Ils devraient être votés dans le courant de la semaine prochaine. Reuters 9 juin 2018

Etats-Unis

- L'espérance de vie continue de diminuer aux Etats-Unis - ladepeche.fr 08.02.2018

C'est un phénomène pour le moins alarmant que pointent du doigt des chercheurs américains. Pour la troisième année consécutive, l'espérance de vie aux Etats-Unis recule. La consommation de drogues (notamment des opiacées), d'alcool et les suicides contribuent à cette baisse inquiétante.

Du jamais vu. L'espérance de vie aux États-Unis continue de baisser. En 1960, les Américains avaient une espérance de vie plus élevée (de plus de 2 ans) que la moyenne des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Dans les années 80, ils ont commencé à perdre du terrain passant sous la moyenne. Aujourd'hui, cette espérance de vie est inférieure d'un an et demi ! Ainsi au classement mondial, les Etats-Unis pointent à la 35e place. A titre de comparaison, un enfant qui y naîtrait aujourd'hui pourrait espérer vivre 79 ans, contre 82 ans en France.

Un récent rapport des Centers for Disease Control and Prevention (principale agence gouvernementale américaine en matière de protection de la santé publique) montre que le pays de l'Oncle Sam accumule les retards en matière de soins (grossesses adolescentes, VIH/SIDA, obésité, diabète, maladies cardiovasculaires...).

C'est l'une des explications de cette perte de vitesse. Mais ce n'est pas tout. Des chercheurs de l'Université de Virginie, dans le British Medical Journal (BMJ) avancent d'autres arguments. « Les Américains continuent d'adopter des comportements à risque (obésité, toxicomanie et possession d'armes à feu), vivent dans des villes conçues pour les voitures plutôt que pour les piétons ou les cyclistes, connaissent peu de soutien social et manquent d'une couverture universelle. »

Les auteurs délivrent ainsi des statistiques préoccupantes : entre 2000 et 2014, le taux de surdoses mortelles de drogue a augmenté de 137%. Et rien qu'en 2015, plus de 64 000 Américains sont morts d'une overdose (deux décès sur trois impliquaient des opiacés).

Entre 1999 et 2014, le taux de suicide a augmenté de 24%, touchant de manière « disproportionnée » les Américains blancs âgés de 25 à 59 ans, ceux ayant un niveau d'éducation limité et les femmes. En cause, la perte de vitesse de l'économie locale, l'isolement social...

Pour les chercheurs, « les États-Unis sont un pays riche mais cette richesse n'est pas inclusive. Ceux qui en auraient besoin ont un accès limité aux services sociaux, à la santé, à la prévention... » Et de conclure, « les récentes lois intensifient le fardeau économique sur la classe moyenne et affaiblissent l'accès aux programmes de soins ». ladepeche.fr 08.02.2018

ECONOMIE

Mode de production

- Voilà le classement des pays les plus robotisés au monde. - Atlantico.fr 9 juin 2018

Les pays les plus robotisés sont également ceux où le taux de chômage est au plus bas (Corée du Sud, Allemagne, Singapour...). La robotisation ne serait-elle pas si destructrice d'emplois qu'on ne le craint ?

La Corée du Sud est le pays le plus robotisé au monde, avec 631 robots industriels pour 10 000 employés Viennent ensuite dans l'ordre :

- 2-Singapour
- 3-Allemagne
- 4-Japon
- 5-Suède
- 6-Danemark
- 7-USA
- 8-Italie
- 9-Belgique
- 10-Taiwan. Atlantico.fr 9 juin 2018

Argentine

- L'Argentine obtient l'aide du FMI en échange d'une cure d'austérité - AFP 07.06

Pour consolider son économie fragile, l'Argentine s'est tournée vers le Fonds monétaire international (FMI) qui lui a accordé un prêt de 50 milliards de dollars, en échange d'un engagement à de profondes réformes pour limiter les dépenses de l'Etat. AFP 6 juin 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 20 juin 2018

CAUSERIE ET INFOS

- [Causerie au format pdf \(22 pages\)](#)

J'avais trouvé pour ce passage le titre suivant : N'avons-nous pas été victime d'une formidable mystification, et au dernier moment je l'ai retiré en me disant à quoi bon puisqu'apparemment tout le monde s'en fout.

Je vais mettre un terme à cette activité politique après avoir sacrifié ces 14 ans dernières de ma vie à un combat qui est visiblement perdu d'avance, afin de profiter des quelques années qu'il me reste encore à vivre, ce qui me semble tout à fait légitime.

Tout indique désormais très clairement que la civilisation humaine était vouée à disparaître pour ne pas avoir réussi à s'élever au niveau des tâches historiques qui devaient la libérer du règne de la nécessité auquel elle est dorénavant plus enchaînée que jamais. Ceux, qui devaient l'aider à franchir cette étape décisive au XXe siècle pour entrevoir le règne de la liberté, n'ont pas saisi que lorsque les limites du règne de la nécessité seraient atteintes au lieu de signifier que les conditions allaient être réunies pour s'en débarrasser, elles pourraient signifier au contraire qu'il deviendrait impossible dans l'avenir d'en venir à bout tout simplement, parce que les acteurs principaux de cette tragédie n'en avaient pas pris conscience ou n'avaient pas pris conscience qu'un tel processus pouvait avoir deux issues diamétralement opposées, dont l'une conduirait au totalitarisme au lieu de conduire à leur émancipation du règne de la nécessité.

Tragique méprise, s'il en fut, qui se déroule jour après jour sous nos yeux hagards sans qu'elle entraîne la moindre réaction salutaire d'un seul acteur du mouvement ouvrier. N'ayant ni la force ni les moyens d'y changer quoi que ce soit, je préfère donc m'effacer en conservant toutefois l'espoir que je me trompe.

A mon avis, nous avons commis l'erreur fatale de nier la contradiction qui consista à refuser de prendre en compte que, plus les conditions étaient réunies pour envisager la fin du règne de la nécessité, plus les masses allaient y être solidement enchaînées, de sorte qu'elles prêteraient à leurs chaînes les vertus de la liberté et ne pourraient jamais les briser. Il aurait fallu admettre que pour accomplir cette tâche titanesque, cela nécessiterait qu'elles acquièrent un niveau de conscience beaucoup plus élevée que par le passé, mais hélas tout le monde refusa d'inclure ce facteur dans la conception de la lutte de classe des masses exploitées.

Et pourtant ils figurèrent à une autre époque parmi les éléments qui retinrent l'attention de Trotsky, notamment.

- "Les gens, en vérité, sont souvent inconséquents. Cependant, la conscience humaine présente une certaine unité. La philosophie et la logique doivent s'appuyer sur cette unité de la conscience humaine et non sur ce qui manque à cette unité, c'est-à-dire sur l'inconséquence." (L'opposition petite-bourgeoise dans le Socialist workers party. - L. Trotsky)

LVOG - Quelle horreur, "les gens" ! Pire, il leur trouva des défauts ou des faiblesses, vite cachons-les ! Quoi, la "conscience humaine, la "philosophie", la "logique", en voilà encore des expressions incongrues digne d'un petit bourgeois ! C'est bien pour cela que tes "héritiers" ont décrété qu'ils ne devraient figurer dans aucun de leurs discours, qu'il fallait les bannir définitivement. La plupart des militants sont fâchés avec la philosophie, la logique, la psychologie, l'anthropologie, etc. toutes les sciences sociales en fait hormis une, la politique.

- "Nous appelons notre dialectique matérialiste, parce que ses racines ne sont ni dans les cieux (ni dans les profondeurs de notre "libre esprit"), mais dans la réalité-objective, dans la nature. La conscience est née de l'inconscient, la psychologie de la physiologie, le monde organique de l'inorganique, le système solaire de la nébuleuse. A tous les degrés de cette échelle du développement, les changements quantitatifs sont devenus qualitatifs. Notre pensée, y compris dialectique, n'est qu'une des manifestations de la matière changeante. Il n'y a place, dans cette mécanique ni pour Dieu, ni pour le diable, ni pour l'âme immortelle, ni pour les normes éternelles du droit et de la morale. La dialectique de la pensée, procédant de la dialectique de la nature, a par conséquent un caractère entièrement matérialiste." (id)

LVOG - Mais alors, il serait permis de l'étudier et de la diffuser sans passer pour un affreux contre-révolutionnaire, si la pensée aurait une origine matérielle ou en serait le prolongement ? Et comment, c'est même fortement recommandé.

Penser pour penser ou penser pour agir, c'est toujours penser, sauf que dans le premier cas on se livrera à un exercice stérile, et dans le second à un acte productif.

- "Naturellement, les intérêts psychologiques et sociaux (y compris, bien évidemment, les intérêts de classe) des hommes peuvent constituer des obstacles, et même d'insurmontables obstacles à leur prise de conscience et à leur découverte de ces vérités; mais les vérités elles-mêmes sont seulement basées sur des preuves qui sont valables pour tous les hommes." (Réponse de Léon Trotsky à James Burham - Fin des années 30.)

LVOG - Tiens donc, "les intérêts psychologiques et sociaux" peuvent constituer "d'insurmontables obstacles" à la "prise de conscience" des masses exploitées. Non, qui l'aurait cru, pas nos dirigeants qui n'ont eu de cesse de le nier ! Dites, on pourrait peut-être combattre ces obstacles ? Surtout pas malheureux s'écrient-ils en chœur !

- "Dans les révolutions bourgeoises, la conscience, la préparation, la méthode ont joué un rôle beaucoup moins grand que celui qu'elles sont appelées à jouer et jouent déjà dans les révolutions du prolétariat. (...) L'époque de la révolution sociale en Europe, comme l'ont montré les premières expériences, sera une époque de batailles non seulement implacables, mais raisonnées, beaucoup plus raisonnées que chez nous en 1917." (Léon Trotsky - Les leçons d'Octobre - 1924)

LVOG - Là franchement mon cher Léon, tu avais perdu la raison ou quoi ? Comment, tu prétendais que "la conscience" (la philosophie et la logique), "la préparation" (les idées du socialisme), "la méthode" (le matérialisme dialectique), qui incluent de nos jours la lutte contre les instruments de conditionnement des masses ou le combat contre la lutte idéologique et psychologique menée la classe dominante, joueraient un rôle beaucoup plus important dans la lutte de classe du prolétariat

pour parvenir à renverser le régime en place ? Et bien imagine qu'à ce jour, je n'ai pas rencontré un seul dirigeant ou militant, trouvé un blog ou un portail, un courant politique, qui tienne compte de ton enseignement ou qui me prenne au sérieux quand j'évoque ces facteurs, c'est très préoccupant, n'est-ce pas ? Ah il y a de quoi te retourner dans ta tombe ! Et figure-toi que cela me pose un réel cas de conscience, car moi aussi je me demande si je ne suis pas aussi en train de perdre la raison, d'où ma décision de m'éclipser.

Voilà qui pourrait peut-être s'appliquer à Macron et à LREM :

- "Si la social-démocratie sauva la bourgeoisie de la révolution prolétarienne, le tour est venu pour le fascisme de libérer la bourgeoisie de la social-démocratie. Le coup d'Etat d'Hitler n'est que le maillon final dans la chaîne des poussées contre-révolutionnaires." (L. Trotsky - Qu'est-ce que le national-socialisme ? - 10 juin 1933)

LVOG - Pourvu qu'elle soit suivie d'une poussée révolutionnaire, ce sera la seule note optimiste de cette causerie, bien que je n'y crois pas trop, car en cas de débâche, là pour le coup ce serait le fascisme intégral qui nous attendrait. Je le dis quand même, des fois que cela fasse réfléchir.

Une minute et vingt trois secondes.

J'ai passé environ 50 heures ou plus à réfléchir aux différentes questions que posaient les sujets abordés dans la précédente causerie de 41 pages. Je ne parle pas du temps qu'il m'a fallu pour télécharger et lire les articles, formater la causerie, etc.

Je me suis demandé combien de temps les lecteurs y avaient consacré, aucun, 2 minutes, 5 minutes ? Visiblement, nous n'avons pas la même notion du temps qui passe et nous ne l'occupons pas de la même manière. Il semble défilé tellement rapidement qu'on a l'impression que le présent n'existe plus, donc il serait impossible de le saisir, aussi vaudrait mieux s'en tenir à des schémas de pensée préfabriqués ou des théories, plutôt que chercher à comprendre de quoi est fait le présent, de sorte que l'interprétation qu'on en fait ne peut pas correspondre pas à la réalité. C'est logique.

Tout est fait pour que les gens ne prennent plus le temps d'observer ce qui se passe et de se concentrer pour y réfléchir, de sorte qu'ils adopteront l'interprétation qu'on leur fournit, matraquée du matin au soir pendant des jours ou des semaines par la totalité des médias et tous ceux qui y ont intérêt, sans toutefois qu'ils aient obligatoirement les mêmes intérêts, tout du moins en apparence, car ce procédé étant employé pour conditionner les masses, on peut raisonnablement estimer que ceux qui y trouvent leurs intérêts ont forcément quelque chose à leur cacher ou sont malhonnêtes quelque part.

Pour acquérir un minimum de logique, il faut qu'on soit en mesure d'activer la faculté mentale de la concentration, dans le cas contraire on en restera à une observation superficielle et sans intérêt, dont on ne tirera aucun enseignement. C'est ce qui se passe en général chez la plupart des gens qui demeurent ainsi sous-évolués. Et pour que cette faculté puisse être mise à contribution, il faut, soit être capable d'observer ce qui se passe ou soit s'être doté au préalable des éléments de connaissance adéquats (scolarisation ou instruction). Et c'est seulement la combinaison de ce deux facteurs qui est susceptible de fournir les meilleurs résultats ou d'aboutir à une concentration maximum, dont pourra jaillir des enseignements d'une valeur supérieure à la connaissance scolastique ou livresque et plus durables, parfois quelques éclairs foudroyant de lucidité, car ils seront le produit de notre propre expérience, ce qui est irremplaçable et nécessaire pour progresser réellement, aussi librement que possible.

La plupart des idées que les gens ont adoptées ne sont pas le produit d'un tel processus mental ou intellectuel développé, c'est même extrêmement rare que ce soit le cas. Ceux qui s'escriment à s'attaquer à ces idées parce qu'elles desserviraient leurs intérêts, c'est-à-dire la quasi totalité de ceux qui se sont engagés pour une cause, perdent leur temps, puisqu'ils ne s'attaquent pas au mécanisme qui en est à l'origine, de telle sorte que ces gens continueront de les reproduire. On a été injuste en les traitant de piètres pédagogues, puisqu'il n'y avait absolument rien de pédagogique dans leur démarche, vous aurez reconnu nos dirigeants.

Qu'on se comprenne bien, on ne cherche pas à dicter un mode de pensée particulier, bien au contraire. On décrit simplement le fonctionnement d'un mode de pensée en démontant son mécanisme, en montrant à quel point il peut être nuisible, ensuite chacun est libre de modifier ou non son mode de pensée, sans qu'à aucun moment on essaie d'imposer le nôtre, puisque l'on sait par avance que ce serait contre-productif.

La tentation est grande de vouloir donner des leçons aux autres, il vaut mieux partager nos expériences et s'en tenir strictement là. Quant au style et à la forme à employer pour les transmettre, ils varieront en fonction des personnes rencontrées ou auxquelles on s'adresse, des thèmes abordés, du contexte politique, etc. mais aussi de notre propre personnalité. Là aussi la plupart de ceux qui se livrent à cet exercice en manque singulièrement, dans la mesure où sans en avoir conscience ils sont dans la même situation que les personnes auxquelles ils s'adressent. Je veux dire par là que leurs discours ne viennent pas d'eux-mêmes, ils sont la reproduction de ce qu'ils ont lu ou entendu ailleurs. C'est ainsi que généralement la voix des militants est celle de leurs dirigeants et non la leur. Ils vous rétorqueront peut-être que c'est normal parce qu'ils partagent leurs idées... On n'en doute pas un seul instant, et c'est bien là le problème, car ces idées n'ont jamais fait l'objet d'une étude sérieuse de leur part. Autrement dit, ils croient plus qu'ils ne savent, et partant de là ils peuvent tout aussi bien croire n'importe quoi, je crois savoir que cela nous est tous arrivé un jour, n'est-ce pas ? sans qu'on remette en cause leur sincérité.

Ce qui nous intéresse ici, c'est davantage comment ces idées ont été acquises au cours ou au terme de quel processus, pour pouvoir dans les meilleures conditions les transmettre ou les partager avec le plus grand nombre ; idées qui au demeurant ne sont pas forcément erronées, mais ne serviront à rien si elles sont le produit d'une sorte de mimétisme inconscient qui nous fait davantage ressembler à des anthropoïdes plus évolués que les autres, plutôt qu'à des hommes développés aspirant à leur émancipation.

Autrefois, les classes dominantes qui étaient les seules instruites ou qui étaient entourées de penseurs, de philosophes, etc. pouvaient facilement exercer leur hégémonie sur un peuple inculte et se recourir si nécessaire à la force pour le maintenir en servitude. Leur pouvoir était illimité et incontesté. Elles pouvaient l'exercer sans partage dans une société où les forces productives étaient encore peu développées dans le cadre du mode de production esclavagiste, puis féodal. Il n'en fut plus de même dès qu'émergea le mode de production capitaliste qui engendra le développement fulgurant des forces productives jusqu'à nos jours. Mais pour que ces forces productives puissent être mises en mouvement où qu'elles produisent quelque chose, il fallut élever le niveau intellectuel et de conscience du peuple exploité et opprimé, et au fur et à mesure que les contradictions du capitalisme allaient menacer son existence, il lui fallut inventer sans cesse de nouveaux besoins ou permettre au plus nombre d'accéder à ces besoins pour produire de nouvelles marchandises ou services, en somme pour alimenter la machine capitaliste ou tirer profit du procès de production, la seule raison d'être du capitalisme, des capitalistes, des besoins ou services qui allaient être de plus en plus sophistiqués, de sorte que pour les adopter il fallait également que la plèbe ait atteint un certain niveau de développement intellectuel ou de conscience, les capitalistes allaient donc faire en sorte de réunir cette condition, pour que leur mode de production puisse produire toute sorte de marchandises et qu'elles parviennent à ceux auxquels elles étaient destinées de manière à ce que le capitalisme ait encore de beaux jours devant lui.

Ce processus allait entraîner une réaction en chaîne que les capitalistes n'avaient pas forcément prévu et qu'ils allaient s'employer à essayer de contrôler parce qu'à terme elle constituait une menace pour leur régime. Il donna naissance à une puissante classe moyenne qui prendra immédiatement conscience du profit qu'elle pourrait en tirer pour en exiger toujours davantage. La classe ouvrière l'imita. Mais rapidement elles durent rabaisser leurs prétentions qui avaient prises des proportions telles que le régime capitaliste s'en trouvait dorénavant menacé. Dans l'impossibilité de retourner en arrière, il fallait absolument trouver le moyen de limiter les prétentions de la classe ouvrière qui était la plus nombreuse, et le meilleur moyen fut encore de corrompre le mouvement ouvrier et de la priver de tout droit politique. Ces objectifs ayant été atteints relativement facilement, il ne restait plus qu'à faire en sorte que son niveau de conscience ne puisse plus progresser et qu'elle abandonne l'espoir de pouvoir un jour changer la société ou de vivre tout simplement autrement. C'est ainsi que tous les moyens de communication que la classe dominante allait mettre au service des classes dominées serviraient exclusivement cet objectif, maintenir le peuple laborieux dans un état d'ignorance, de dénuement politique, de faiblesse tel qu'il se résigne à sa condition, à s'accommoder du capitalisme au point que le socialisme lui soit totalement étranger.

Conditionner les masses, les mystifier à l'aide de procédés démagogiques toujours plus sophistiqués, les briser, les fragiliser psychologiquement pour briser leur résistance, orienter leur comportement de manière à ce qu'elles en perdent le contrôle, pourrir leur existence au quotidien en les rabaissant, en les complexant, en les humiliant, les terroriser si nécessaire au moyen d'attentats, les abrutir avec des divertissements débiles conçus spécialement à cette fin, vouer un culte à la médiocrité, à la servilité jusqu'à l'ignominie, élever le nihilisme au rang de philosophie d'Etat, oeuvre négationniste destinée à douter de tout, à déconstruire ou nier toutes les connaissances acquises de manière à ne plus avoir le moindre repère pour s'orienter, à se substituer à la réalité, flatter les pires faiblesses des hommes, les abreuver de promesses ou de bonnes intentions, les inonder d'informations toutes tournées dans la même direction à leur insu, les soumettre à une désinformation permanente de l'ordre de la propagande, censurer et criminaliser les opposants au régime, etc.

Bref, on a du mal à imaginer qu'une aussi vaste entreprise soit destinée à autre chose que brider la conscience du peuple pour qu'elle régresse au lieu de progresser. La classe dominante se donnerait-elle autant de mal si la conscience des masses ne représentait pas une réelle menace pour le régime, sans parler des sommes gigantesques qu'elle y consacre.

C'est ce que certains parmi nous osent affirmer, en dehors des conditions objectives, dont ils ne tiennent pas compte d'ailleurs, pour eux seul le discours politique aurait une influence sur les masses, tout le reste serait inutile ou du baratin de "curés" !

Ces gens-là vivent assurément dans un autre monde que le nôtre. Ils sont totalement sclérosés. Ce sont d'incurables dogmatiques au cerveau étroit, borné, fossilisé. Ils refusent de prendre en compte les transformations de la société, et d'admettre qu'au côté des conditions objectives qui ne nous sont pas favorables pour le moment, l'évolution potentiellement révolutionnaire du niveau de conscience des masses est la principale menace qui pèse sur le régime, d'où l'acharnement de ses représentants à tout faire pour la contenir ou la faire régresser.

Compte tenu que nous devons faire avec les conditions objectives qui nous sont imposées, c'est le seul facteur sur lequel on puisse agir, pour à un moment donné orienter la lutte de classe dans une autre direction que celle qu'elle a adoptée et qui est sans issue politique ou qui présente de fort relents corporatistes.

On a le choix entre adopter ou rejeter cette orientation politique.

Si on la rejette, on va être conduit à s'adapter au mouvement ouvrier tel qu'il est, au mieux en tenant un discours stérile, au pire en apportant de l'eau au moulin du capitalisme.

Et si on l'adopte, on ne pourra pas nous accuser d'oeuvrer à la division du mouvement ouvrier ou du prolétariat et ainsi de prêter main forte à Macron, puisqu'il est entendu que plus aucune réforme sociale (Collective ou politique) ne verra le jour tant que le régime n'aura pas été abattu, donc on a l'esprit tranquille de ce côté-là, au pire si on s'y prend mal, notre discours sera inaudible ou ne servira à rien, au mieux, il permettra aux travailleurs auxquels il sera parvenu d'élever leur niveau de conscience politique, donc cela vaut le coup de l'essayer, non ?

Vous noterez que je n'ai jamais prétendu (ici ou ailleurs) qu'il fallait élever un à un le niveau de conscience de chaque travailleur ou que cela serait suffisant pour envisager de renverser le régime, non c'est l'action collective et révolutionnaire des masses qui seule y parviendra, mais elles n'y parviendront jamais si elles n'atteignent pas un certain niveau de conscience pour se débarrasser de tous les obstacles qui les empêchent d'avancer dans cette voie. Donc je reste fidèle au marxisme et au socialisme.

Qui ne perçoit pas que ce matin en ouvrant les yeux ces deux facteurs vont composer l'essentiel de ce que nous allons vivre au cours de cette nouvelle journée et les suivantes et ainsi de suite ? Vous allez subir les conditions objectives qui constituent votre quotidien. Vous allez allumer votre poste de radio ou votre journal, vous connecter à Internet ou regarder la télévision, puis tard vous serez témoin de conversations ou vous y participerez, et cette expérience participera à votre conditionnement quotidien jusqu'à ce que vous alliez vous coucher le soir. Entre temps, vous aurez bossé, là encore vous subirez le sort qu'on vous avait réservé sans pouvoir y changer quoi que ce soit, fatalité qui sera renforcé du fait du conditionnement dont vous aurez fait l'objet durant toute la journée. C'est que vit chaque travailleur quotidiennement. Quel cauchemar !

Il est certain que si l'on ne brise pas ce cycle infernal, il n'y a aucune chance qu'on s'en sorte un jour.

Quand un prétexte en cache un autre.

Titre de l'éditorial de Daniel Gluckstein de la Tribune des travailleurs du 13 juin : L'économie a bon dos.

L'économie vue par le petit bout de la lorgnette. Essayons de l'aborder sous un angle plus large.

Dans sa lettre à Marx du 7 octobre 1858, Engels écrivait :

- « En réalité, le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus, et il semble bien que cette nation bourgeoise entre toutes veuille en arriver à avoir, à côté de sa bourgeoisie, une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois. Évidemment, de la part d'une nation qui exploite le monde entier, c'est jusqu'à un certain point logique. »

Que constaterait Marx 160 ans plus tard ?

Que les faits lui ont donné raison, et que cette tendance qu'il avait décrite minutieusement n'a cessé de s'approfondir et qu'elle s'est étendue à d'autres couches de travailleurs, ainsi qu'à l'ensemble des pays économiquement les plus développés et même au-delà.

Lénine poursuivait :

- « C'est à dessein que nous avons reproduit des extraits assez abondants des déclarations on ne peut plus explicites de Marx et d'Engels, afin que les lecteurs puissent les étudier dans leur ensemble. Et il est indispensable de les étudier, il vaut la peine d'y réfléchir attentivement. Car là est le noeud de la tactique imposée au mouvement ouvrier par les conditions objectives de l'époque impérialiste. »

- « Engels distingue entre le « parti ouvrier bourgeois » des vieilles trade-unions, la minorité privilégiée, et la « masse inférieure », la majorité véritable; il en appelle à cette majorité qui n'est pas contaminée par la « respectabilité bourgeoise ». Là est le fond de la tactique marxiste ! »

LVOG - J'avais ajouté le bref commentaire suivant qui figurait à la suite de ce passage de L'impérialisme et la scission du socialisme de Lénine : "Tactique à laquelle la totalité des trotskystes tourneront résolument le dos." J'entendais par là qu'ils s'étaient détournés de la « masse inférieure » au profit de des couches supérieures contaminées par la « respectabilité bourgeoise » par le biais du réformisme à la sauce social-démocrate ou stalinienne.

Je pense qu'il faut préciser que depuis c'était la majorité qui était devenue privilégiée, ce qui signifiait que la tactique consistant à s'adresser aux couches supérieures de la classe ouvrière sous l'influence des partis ouvriers bourgeois et aux dirigeants des syndicats qu'ils contrôlaient, ne pouvait que se solder par un échec. Refuser de s'adresser à la « masse inférieure », c'était

pour ainsi dire s'interdire de se donner les moyens de construire le parti. Trotsky tiendra à peu près le même discours aux dirigeants américains 22 ou 23 ans plus tard. Et c'était normal, puisque ces couches privilégiées ne parviendraient jamais à se mobiliser au-delà des objectifs du trade-unionisme ou n'envisageraient jamais de s'attaquer au régime tant qu'elles demeureraient organisées par ces partis ou sous leur influence, tant qu'elles auraient les moyens matériels de s'accommoder du régime, tout au plus elles se mobiliseraient pour améliorer leur condition ou défendre leur statut, leurs acquis s'ils étaient attaqués, puis elles reprendraient le travail et la vie continuerait comme avant.

Et le plus remarquable, c'est que nos adversaires, qui ne sont pas à une contradiction près, accusent les appareils du PS et du PCF d'en porter l'unique responsabilité, alors que par ailleurs ils affirment à juste titre ou dans une certaine mesure seulement, que les conditions objectives l'emportent sur les conditions subjectives, dont les appareils, sans manifestement en comprendre la signification ou par mauvaise foi, quand ils refusent d'admettre que les conditions objectives peuvent aussi jouer à un moment donné un rôle de repoussoir lorsqu'elles ne sont pas strictement favorables à la radicalisation politique des masses, elles peuvent très bien jouer le rôle de catalyseur en certaines circonstances, mais de manière limitée uniquement, passées ces circonstances elles peuvent se transformer en leur contraire, ce qu'on peut perdre facilement de vue quand on ne s'interroge pas sur la manière dont elles se présentent, ou quand on se contente de leur donner une définition générique ou approximative, un nouveau cycle d'expansion du capitalisme, une crise ou une guerre ayant la même valeur pour eux et pouvant donc se traduire par les mêmes conséquences, or ce n'est pas du tout le cas.

Le rôle du PS et du PCF a toujours été de canaliser le mouvement des masses dans le cadre du régime pour le briser ou pour qu'il se termine dans une impasse.

Marx et Engels adoptèrent et modifièrent leur tactique en fonction du développement du capitalisme et du prolétariat dans chaque pays. Ils tinrent compte des profondes modifications intervenues dans la composition de chaque classe ainsi que leurs rapports. Ils assistèrent à la naissance du prolétariat de masse, du mouvement ouvrier, de l'aristocratie ouvrière, au développement des classes moyennes, ils observèrent comment allait s'opérer la fusion de l'industrie et la finance, l'évolution du capitalisme vers l'impérialisme, etc.

Ils observèrent comment l'amélioration de la condition ouvrière influençait le comportement des ouvriers et contribuait à modifier leurs rapports au capitalisme. Ils en tinrent compte pour élaborer leurs tactiques contrairement à nos dirigeants qui ont adopté une tactique une fois pour toute. Lorsque seulement une minorité des masses bénéficient du progrès social, tandis que la majorité continue de subir des conditions épouvantables ou extrêmement précaires, quand ce rapport va s'inverser, les rapports entre les classes vont s'en trouver modifiés au profit de la classe des capitalistes, parce que la majorité de la classe ouvrière va se retrouver plus solidement enchaînée au capitalisme.

Quand le mouvement ouvrier allait s'unifier, puis quand il allait scissionner, un nouveau changement de tactique s'imposerait. Tout dépendrait de savoir qui était à l'origine de cette scission et quelle en était la signification politique, quel rapport de force il existerait entre ses différentes composantes, qui serait majoritaire ou minoritaire. Et enfin, il resterait à établir sur la base de quelle orientation politique reposaient ces différentes tendances. C'est la combinaison de ces différents facteurs et rapports liés à l'évolution de la situation économique et politique qui permet de définir une tactique.

On constatera qu'une fois que la majorité des masses avaient obtenu des conditions de travail et d'existence meilleures, la tactique ne consistait plus à s'adresser à la majorité mais à la minorité, mais qu'une fois actée la scission du mouvement ouvrier il fallait s'adresser à l'ensemble des masses en privilégiant la minorité, de manière à ce que l'orientation du mouvement ouvrier soit basée sur les rapports entre la minorité et le capitalisme, plutôt que sur ceux entre la majorité et le capitalisme sachant qu'ils étaient viciés, ainsi seulement il était possible de ne pas dévier de l'objectif du combat du mouvement ouvrier, abattre le capitalisme, s'emparer du pouvoir politique. Vous constaterez qu'on est loin des calculs d'appareils de nos dirigeants.

Telle aurait dû être l'orientation de la tactique du front unique ouvrier, tactique qui aurait dû être mise en avant de manière circonscrite et limitée au lieu d'y recourir systématiquement, et dont les conséquences desserviront notre cause, puisque ce seront les couches privilégiées qui font partie de la majorité évoquée précédemment qui en tireront profit, les bataillons sur lesquelles s'appuie l'opportunisme pour combattre l'ensemble de la classe ouvrière ou plus généralement le régime pour assurer sa stabilité politique.

Cette tactique, telle qu'elle a été mise en oeuvre par nos dirigeants, n'a servi finalement qu'à renforcer le camp de la réaction au sein du mouvement ouvrier. Elle devait soi-disant permettre de construire le parti, un parti ouvrier bourgeois peut-être, mais certainement pas un parti ouvrier révolutionnaire. Et comme finalement ils n'auront rien construit du tout, on n'en saura rien !

[Ils osent tout. Novlangue.](#)

Après avoir monté une cabale contre le socialiste George Orwell, c'est au tour d'Albert Einstein.

Tous les explorateurs ou anthropologues, ethnologues, écrivains, qui au cours du dernier millénaire ont parcouru tous les continents ont décrit minutieusement le comportement des peuples inconnus ou peu connus qu'ils avaient rencontrés.

Les uns sans une pointe de mépris quand ils se croyaient investis d'une mission messianique, sans parler des missionnaires proprement dits qui avaient adopté la posture du colon blanc de race supérieure.

Les autres se livrant à un simple constat en observant et en décrivant les us et coutumes de ces peuples sans complaisance, c'est-à-dire à partir des critères en vigueur dans leur société et qui correspondaient à leur niveau de développement, en portant ou non des appréciations subjectives sur leurs observations en fonction de leur personnalité ou de l'objet de leurs voyages, qui pouvaient être d'ordre personnel ou professionnel.

J. London ou F. Engels quand il s'immergea dans le prolétariat britannique, A. D. Nell lors de ses nombreux voyages en Inde, à Sri Lanka et en Chine, au Tibet, tout comme A. Einstein lors de son séjour en Chine, rendirent compte fidèlement des expériences qu'ils avaient vécues dans ces pays-là. Leurs observations purent choquer les puritains et les hypocrites habitués à enrober ou à fuir la misère qui s'étalait quotidiennement dans leur propre pays, et avec laquelle ils s'accommodaient du moment qu'on ne leur imposait pas de la côtoyer ou qu'elle demeurait discrète, tant elle dénotait avec leur bien-être.

Leurs voyages les ayant conduits dans des pays sous-développés, par conséquent il était naturel que les peuples qu'ils allaient rencontrer le soient également à tous les niveaux ou presque. Donc forcément, les rapports qu'ils allaient décrire ne seraient pas à l'avantage de ces peuples ultra arriérés et superstitieux, sans porter de jugement sur eux, ce qu'on leur prête et reproche injustement aujourd'hui.

Quand j'avais effectué mon premier voyage en terres éloignées (Avec le Comité d'entreprise de ma première épouse), à Sri Lanka (Ceylan), en avril 1987, nous avions eu un après-midi de libre à Kandy. Notre guide nous avait déconseillé de nous rendre en ville, non pas par crainte de mauvaises rencontres, mais d'être confronté à une autre réalité que les hôtels cinq étoiles où nous étions descendus, par contraste avec la crasse et les immondices qui s'épandaient dans chaque rue ou de nous faire agresser par les énormes rats qui pullulaient. Il voulait nous éviter ce spectacle pour qu'on garde un souvenir idyllique de Sri Lanka, somme toute déformé. Nous ne l'avons pas écouté, ce qui ne nous a pas empêché de garder un souvenir magnifique de ce voyage. Je dois préciser qu'à l'époque je ne militais plus depuis longtemps, et j'avais adopté l'état d'esprit du tiers-mondiste qui s'émerveille devant une bouse de vache ! Oui, j'étais tombé à un tel point de crétinisme ! Et c'est ce crétinisme qui me conduira en Inde deux ans plus tard...

Ces sociétés étant encore au stade féodal ou à peine sorties de la féodalité, majoritairement agricole, elles étaient plus proches dans leurs rapports du stade antérieur de la sauvagerie, que de celui du monde moderne ou capitaliste dans lequel ces voyageurs ou explorateurs vivaient. Monde capitaliste qui avait adopté ou développé des principes et des valeurs de nature humaniste uniquement par la force des choses ou par intérêt, les tenants des classes dominantes (passées et présentes) les présentant comme civilisateurs, alors qu'elles ne les respectèrent jamais envers leurs propres sujets ou esclaves. En réalité, le capitalisme les devra à la lutte de classe des exploités et des opprimés et au processus matérialiste dialectique dont il fut le produit, et il fera tout pour maintenir le peuple dans des conditions d'existence plus ou moins misérables ou précaires et dans l'ignorance.

Le progrès économique ou social ne s'accompagne pas forcément ou toujours d'une élévation des consciences, loin s'en faut, du fait qu'il s'impose par en haut aux peuples d'en bas qui n'en ont pas réellement conscience. A chaque étape du développement de la civilisation humaine, il n'y eut qu'une élite qui représentait une infime minorité de la population dont le niveau de conscience dépassa celui de leurs contemporains. Le raffinement fut le privilège des puissants et leur cour, pendant que le peuple croupissait dans la fange, son statut n'ayant rien à envier à une bête sauvage, sa vie ne valait guère plus ou même moins, parce qu'elle n'était pas comestible.

Jusqu'à la fin du moyen-âge et durant la phase ascendante du capitalisme, le développement des forces productives demeura insuffisant pour que les peuples en profitent ou que leur condition d'existence progresse. Car le mode de production capitaliste était avant tout destiné à satisfaire les besoins des bourgeois plutôt que ceux du prolétariat.

Il y eut en France au milieu des années 30 une école de pensée consacrée à la "renaissance de la spiritualité" qui privilégiait le vrai, le beau, le bien comme forme d'idéal, sans qu'ils soient accessibles aux masses laborieuses qui peinaient à survivre, alors comment auraient-elles pu les représenter ou les adopter ?

Un jour je suis allé chez ma voisine, j'étais invité pour le premier anniversaire de sa fille, et une fois dans sa petite maison je me suis aperçu qu'elle était mal entretenue, au-dessus d'une porte pendait une immense toile d'araignée remplie d'insectes et de poussières. Elle se tenait devant moi, je ne lui ai rien dit, car j'ai estimé que l'état des lieux était conforme à son niveau de développement et qu'il ne pouvait pas en être autrement. Lorsqu'elle me tendit une petite assiette dans laquelle reposait une part de gâteau, je remarquai qu'il était accompagné d'un petit papillon desséché qui avait dû tomber de cette toile d'araignée car je me tenais juste en dessous de la porte, je le retirai délicatement de l'assiette en souriant, elle me sourit également en s'excusant, je lui répondis que ce n'était rien.

Sa maison n'a que deux ans et les murs sont déjà carrément crasseux, la porte d'entrée est à moitié détruite, il n'y a que le

carrelage du sol qui soit entretenu. Tout autour de son petit terrain qui était propre avant qu'elle ne vienne habiter là, c'est devenu une décharge, sauf les deux côtés situés en face ou à portée de vue du mien, car c'est moi qui les nettoie chaque jour ou chaque semaine.

Et toute l'Inde, chaque maison est ainsi. L'Inde est une véritable poubelle. Le village où j'habite est immonde, une immense poubelle à laquelle viennent se mêler des excréments. Ma maison est située en retrait du village, et le gouvernement vient de livrer à chaque propriétaire le matériel nécessaire pour installer des toilettes, ce qui va nous soulager des odeurs pestilentielles qui envahissaient l'air dès qu'il pleuvait et qu'il y avait un peu de vent.

Quant aux rapports que les Indiens ont entre eux, ils sont du même niveau, je les ai suffisamment évoqués dans des causeries précédentes, et encore, je ne vous ai pas tout raconté par crainte que vous vous mépreniez sur le regard que je porte sur eux ou que vous puissiez penser que je les jugeais, ce qui n'était pas le cas évidemment.

Dans tout rapport avec des gens ici ou ailleurs, il y a le pire et le meilleur, et si le meilleur n'y existait qu'à l'état de trace ou embryonnaire à défaut d'avoir bénéficié de conditions favorables pour se développer, c'est à lui que nous devons nous adresser dans l'espoir qu'il progresse un jour, sans pour autant idéaliser la réalité qui est somme toute peu reluisante.

Ce qu'on a du mal à comprendre ou ce qui peut être la cause d'une méprise, c'est qu'on ne s'exprime pas de la même manière ou on n'a pas le même comportement quand on est confronté à une situation et lorsqu'on l'évoque de loin. Lorsque l'on sort les choses de leur contexte, on peut facilement leur faire dire n'importe quoi, et bien là c'est exactement la même chose.

- Des «commentaires racistes et xénophobes» d'Einstein rendus publics - sputniknews.com 15.06

Les carnets de voyage qu'Albert Einstein a rédigés entre octobre 1922 et mars 1923 sont empreints de préjugés envers des personnes rencontrées lors de son séjour de cinq mois et demi en Chine, à Singapour, Hong Kong et au Japon.

(Il ne s'agissait pas de préjugés, mais de constats. Hier on employait des expressions explicites qui suffisaient à rendre compte d'une certaine réalité, depuis lors bannies ou décrétées hors la loi, par exemple clochard qui désignait un déchet de leur société pourrie. Dorénavant il faut employer l'acronyme déshumanisé de SDF qui recouvre des situations diverses et dont les personnes concernées font l'objet d'un traitement de la part de la société, de sorte qu'on ne puisse pas l'accuser d'être indifférente à leur sort, alors que la condition du clochard ou du SDF est la même, juste pour la rendre plus présentable, plus acceptable, si merveilleuse! - LVOG)

En mai dernier, la Princeton University Press a publié des carnets de voyage du physicien Albert Einstein dans lesquels il fait le récit de son séjour dans plusieurs pays d'Asie au début des années 1920. Le contenu de ces carnets a révélé les attitudes racistes du scientifique envers des personnes qu'il a rencontrées à cette occasion, en particulier des Chinois, comme le rapporte The Guardian.

(The Guardian, la gauche social-libérale encore plus réactionnaire que la droite, quelle référence ! D'ailleurs je le classe à droite et non à gauche, tout comme l'ensemble de la gauche institutionnelle. Bien que fervent partisan d'Israël, apparemment ils n'ont jamais digéré ses critiques acerbes du régime et son refus poli d'en devenir le Président ou le Premier ministre, j'ai oublié.

«Les Chinois sont des personnes industrieuses, sales et obtuses. Ils ne s'assoient pas sur les bancs pour manger, ils s'accroupissent comme les Européens qui se soulagent dans les bois. Tout ça se passe dans le silence et la pudeur. Même les enfants sont sans âmes et obtus», écrit le scientifique.

(Je pourrais en dire de même des Indiens. La marche forcée ou la fulgurante accélération du développement de la civilisation humaine depuis l'avènement du capitalisme, ce sont des peuples vivant encore hier pratiquement à l'état sauvage qui sont en train de la réaliser, aussi conservent-ils bien des aspects de leur mode de vie ancestral profondément arriéré par rapport au nôtre. Les mentalités ou les comportements des peuples n'évoluent pas au même rythme que les forces productives ou le développement économique.

Quand j'observe quotidiennement à quel point ma compagne ultra arriérée a des difficultés pour arriver à penser à quelque chose d'enfantin que je lui soumetts, je me dis que visiblement ce n'est pas le genre d'exercice auquel elle est entraînée, il faut donc être très patient avec elle et ne surtout pas lui reprocher, ce serait injuste et stupide. - LVOG)

Mutabilité du passé et négation de la réalité objective.

Je pense qu'Einstein était dans la même disposition d'esprit, et que ce qu'on lui reproche près d'un siècle plus tard relève du procédé scélérat ou totalitaire décrit par Orwell, qui consiste à réécrire sans cesse le passé de manière à ce que l'interprétation qu'on en fournit corresponde à l'évolution des besoins de la classe dominante tels qu'ils existent de nos jours ou tels qu'on nous les impose, de sorte qu'ils n'aient jamais existé d'autres interprétations ou d'autres manières d'agir ou de penser que celle qu'on

nous impose de nos jours. Ainsi le passé est dématérialisé, détruit, il n'a jamais existé autrement que dans notre tête tel qu'on nous le présente, et il en va de même du présent et de l'avenir qu'on nous réserve, de façon à ce que se tarisse ou qu'on abandonne l'idée que la société pourrait être différente une fois toute trace du processus matérialiste dialectique ayant accompagné le développement de la civilisation humaine effacée.

Toute allusion au passé, à des idées ou des comportements différents de celles qu'ont adoptés les idéologues de l'oligarchie doit faire l'objet d'une condamnation et leurs auteurs cloués au pilori, quel que soit les qualités qu'ils avaient pu développer par ailleurs, l'ignoble monsieur Onfray est un des spécialistes en la matière

«Il serait dommage que ces Chinois supplantent toutes les autres races. Pour les gens comme nous, cette seule pensée est indiciblement triste», poursuit-il. (Insupportable monsieur Einstein ! - LVOG)

Le scientifique est également connu avoir dit en 1946 que «le racisme est une maladie de l'homme Blanc». (Comme quoi il ne l'était pas, mais ces abominables manipulateurs n'en tiendront pas compte. - LVOG)

(Ces deux citations suffisent à démontrer qu'on est bien en présence d'un procès d'intention attenté à Einstein par le ministère de la vérité.

La Chine était réputée il y a peu de temps encore, j'ignore si c'est encore le cas, mais le contraire serait surprenant, pour être le pays le plus dégueulasse de la planète, peut-être a-t-il été dépassé par l'Inde ou par l'Egypte car la concurrence est rude, quand j'avais appris que Le Caire en Egypte qui comprenait avec ses faubourgs quelque 15 ou 20 millions d'habitants, n'avait pas de service de ramassage des ordures.

Il est vrai qu'on n'a pas du tout envie que ces pays servent de modèle à l'humanité. Il en va de même de leur modèle social, de leur régime politique. En quoi une telle affirmation serait-elle raciste ou xénophobe ? Les Etats-Unis et Israël sont sans doute les pays les plus racistes et détestables de la terre. En quoi cela serait-il de l'anti-américanisme primaire ou de l'antisémitisme de l'affirmer ? Faut-il rappeler que les Africains tout comme les Asiatiques avaient adopté l'esclavagisme, toutes sortes de coutumes cruelles ou barbares, de tortures et le cannibalisme bien avant que les Européens colonisent leurs continents ? Personnellement, je me suis toujours refusé à critiquer ou juger ces coutumes, encore moins à exiger qu'ils les abandonnent, estimant que c'était leur affaire et non la mienne en tant qu'occidental, et que j'avais parfaitement le droit de ne pas les adopter tout en exigeant qu'ils aient la même attitude à mon égard, car le respect doit être réciproque.

Quand un Indien me demande si j'aime l'Inde et les Indiens, leurs coutumes, leur mode de vie, etc. je lui réponds pas plus que vous, ce qui signifie non, et généralement il sourit ou acquiesce. Personne n'a envie de vivre dans un pays pareil à moins d'être fou ou un riche rentier. Ils auraient même préféré que ce soit des Français ou des Britanniques qui gouvernent l'Inde au lieu d'Indiens. Quand je travaillais comme prof de français à l'Alliance française, je m'étais livré avec mes élèves (Agés de 12 à 60 ans et de tous les milieux sociaux) à différentes expériences comme je les aime, qui avaient consisté l'air de rien ou de façon informelle à les questionner sur un tas de sujet pour mieux les connaître, et je n'ai pas été déçu. - LVOG)

Ze'ev Rosenkranz, rédacteur en chef et directeur adjoint du projet Einstein Papers à l'Institut technologique de Californie, a déclaré qu'il «pense que beaucoup de commentaires nous semblent assez désagréables, en particulier, ce qu'il dit des Chinois». (Ze'ev Rosenkranz doit être un sioniste fanatique, ce que n'a jamais été Einstein, il estimait même que les religieux juifs étaient archaïques, moyenâgeux. - LVOG)

«Les commentaires racistes et xénophobes dans ses récits sont à l'opposé de son image d'icône humaniste. C'est un choc de lire ses pensées et de les comparer à ses déclarations publiques. Il ne s'attendait pas à ce qu'on les publie ». sputniknews.com 15.06

(Pure allégation pour justifier une vulgaire machination. Einstein se doutait bien qu'un jour ou l'autre ses notes personnelles seraient publiées, faire croire le contraire c'est le prendre pour un idiot, c'est grotesque.

J'ignore quelles sont les intentions réelles qui figuraient derrière cette atteinte à l'intégrité d'Einstein. Peut-être devrions-nous d'abord et déjà procédé de même avec Israël et détruire la multitude de preuves matériels et les innombrables témoignages du sort cruel que les sionistes réservent aux Palestiniens depuis 70 ans, et raconter la magnifique épopée du peuple juif et de sa terre maternelle, Israël... - LVOG)

Parole d'internaute

(A propos du traitement médiatique de la visite de Netanyahu à Paris)

- "Pour un journaliste de la presse mainstream, une faute professionnelle consiste à ne pas savoir se censurer à temps.

On notera au passage qu'il s'agit du service public, ce qui relativise les explications tendant à voir dans la concentration des

médias dans la main de quelques milliardaires la seule explication du délitement de la profession."

LVOG - Cela signifie que le "service public" est passé sous le contrôle de l'oligarchie. Elle fabrique et impose les Présidents de la République, les ministres, les hauts fonctionnaires qui seront aux postes clés de l'Etat, des institutions, alors les directeurs de l'information des chaînes publiques leur sont forcément acquis, dans le cas contraire ils seront poussés vers la sortie et remplacés par leurs candidats.

En complément.

1984 - George Orwell -1948

Extrait. Les principes sacrés de l'Angsoc. Novlangue, double-pensée, mutabilité du passé.

La mutabilité du passé est le principe de base de l'Angsoc. Les événements passés, prétend-on, n'ont pas d'existence objective et ne survivent que par les documents et la mémoire des hommes. Mais comme le Parti a le contrôle complet de tous les documents et de l'esprit de ses membres, il s'ensuit que le passé est ce que le Parti veut qu'il soit. Il s'ensuit aussi que le passé, bien que plastique, n'a jamais, en aucune circonstance particulière, été changé. Car lorsqu'il a été recréé dans la forme exigée par le moment, cette nouvelle version, quelle qu'elle soit, est alors le passé et aucun passé différent ne peut avoir jamais existé. Cela est encore vrai même lorsque, comme il arrive souvent, un événement devient méconnaissable pour avoir été modifié plusieurs fois au cours d'une année. Le Parti est, à tous les instants, en possession de la vérité absolue, et l'absolu ne peut avoir jamais été différent de ce qu'il est.

Le contrôle du passé dépend surtout de la discipline de la mémoire. S'assurer que tous les documents s'accordent avec l'orthodoxie du moment n'est qu'un acte mécanique. Il est aussi nécessaire de se rappeler que les événements se sont déroulés de la manière désirée. Et s'il faut rajuster ses souvenirs ou altérer des documents, il est alors nécessaire d'oublier que l'on a agi ainsi. La manière de s'y prendre peut être apprise comme toute autre technique mentale. Elle est en effet étudiée par la majorité des membres du Parti et, certainement, par tous ceux qui sont intelligents aussi bien qu'orthodoxes. En novlangue, cela s'appelle doublepensée, mais la doublepensée comprend aussi beaucoup de significations.

La doublepensée est le pouvoir de garder à l'esprit simultanément deux croyances contradictoires, et de les accepter toutes deux. Un intellectuel du Parti sait dans quel sens ses souvenirs doivent être modifiés. Il sait, par conséquent, qu'il joue avec la réalité, mais, par l'exercice de la doublepensée, il se persuade que la réalité n'est pas violée. Le processus doit être conscient, autrement il ne pourrait être réalisé avec une précision suffisante, mais il doit aussi être inconscient. Sinon, il apporterait avec lui une impression de falsification et, partant, de culpabilité.

La doublepensée se place au coeur même de l'Angsoc, puisque l'acte essentiel du Parti est d'employer la duperie consciente, tout en retenant la fermeté d'intention qui va de pair avec l'honnêteté véritable. Dire des mensonges délibérés tout en y croyant sincèrement, oublier tous les faits devenus gênants puis, lorsque c'est nécessaire, les tirer de l'oubli pour seulement le laps de temps utile, nier l'existence d'une réalité objective alors qu'on tient compte de la réalité qu'on nie, tout cela est d'une indispensable nécessité.

Pour se servir même du mot doublepensée, il est nécessaire d'user de la dualité de la pensée, car employer le mot, c'est admettre que l'on modifie la réalité. Par un nouvel acte de doublepensée, on efface cette connaissance, et ainsi de suite indéfiniment, avec le mensonge toujours en avance d'un bond sur la vérité. Enfin, c'est par le moyen de la doublepensée que le Parti a pu et, pour autant que nous le sachions, pourra, pendant des milliers d'années, arrêter le cours de l'Histoire.

Fabrique du consentement.

- Huit Français sur dix considèrent Donald Trump comme "agressif", "raciste" et "dangereux" - franceinfo 14.06

Les Français continuent de détester Donald Trump. D'après un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour franceinfo et le Figaro, 71% disent avoir globalement une mauvaise opinion de lui. Les qualificatifs qui reviennent le plus sont "agressif" (86%), "raciste" (81%) et "dangereux" (81%).

Plus précisément, concernant les mesures de protectionnisme économique prises par Donald Trump, 84% des Français pensent qu'elles seront négatives pour l'économie mondiale en général et pour l'Europe en particulier (85%). (Alors qu'ils sont nuls en économie ! LVOG)

Ils sont autant à en passer pas moins de Macron, chut !

Totalitarisme. Big Brother vous surveille.

Novlangue. Quand il s'agit de la Chine, c'est normal puisque c'est un régime dictatorial, mais quand il s'agit de la France ou d'un autre pays occidental, c'est normal parce que le régime serait démocratique.

- Surveillance : le réseau français "intelligent" d'identification par caméras arrive - information.tv5monde.com 09 juin 2018

"La reconnaissance faciale "intelligente" est annoncée comme une nécessité pour le ministère de l'Intérieur. Le modèle chinois de contrôle et surveillance de la population par des caméras et des algorithmes d'identification des personnes semble inspirer le gouvernement et l'administration française qui lance des expérimentations et des partenariats."

L'identification en temps réel des personnes par des réseaux de caméras de rue n'est plus un fantasme de film d'anticipation : la Chine a massivement déployé ces systèmes et s'en vante. Le "réseau céleste" — ainsi nommé par le gouvernement central — de 20 millions de caméras, est un œil géant piloté par des intelligences artificielles qui travaillent jour et nuit à analyser les millions de visages des passants des grandes villes chinoises. Un journal de Hong Kong — cité dans le Courrier international — l'Apple Daily, résume les capacités surhumaines du "réseau céleste" avec délectation :

Le système peut identifier en temps réel avec exactitude le type de voiture, l'habillement, le sexe et même l'âge d'un passant... Ces informations sur les passants s'affichent automatiquement à l'écran. Quand il s'agit d'un criminel recherché, l'alarme du système se déclenche en montrant les données le concernant sur l'écran. Extrait du Courrier International : "Surveillance. Le "réseau céleste", version chinoise de Big Brother", le 28/09/2017

La France est l'un des pays champion des technologies numériques de surveillance. Pionnier dans le domaine du "Deep packet inspection" (DPI, inspection profonde de paquets) grâce à sa recherche universitaire et des montages d'entreprises spécialisées dans l'exportation de ces systèmes à des dictatures, le pays de Victor Hugo a légiféré en cascade depuis plusieurs années pour autoriser les services de police et de renseignement à surveiller et capter les échanges numériques des citoyens de façon administrative, sans contrôle d'un juge d'instruction.

"Boîtes noires" chez les fournisseurs d'accès internet, sondes sur les câbles sous-marins, systèmes d'interception des communications "silencieux", logiciels de morpho-analyse intelligents : la plupart des technologies numériques de surveillance, d'identification et d'analyses prédictives sont en place dans les services de renseignement et de police français. Ne manque — visiblement — aujourd'hui qu'à déployer de façon massive les derniers outils de reconnaissance faciale, pilotés par intelligence artificielle, et les généraliser. Ce qui semble être en cours de discussion dans les ministères, les centres de recherche et les services d'Etat.

Des déclarations sur l'utilisation de technologies à base d'IA comme aide à la décision pour les forces de police avaient déjà été effectuées alors par Gérard Collomb : "Les services de l'Etat vont analyser les données avec de l'intelligence artificielle pour être encore plus efficaces, avec une expérimentation déjà lancée dans onze départements." La question de la concomitance de ces annonces avec les nouvelles dispositions de surveillance technologique policières — prises par le gouvernement chinois — se posait déjà en février 2018 :

Aujourd'hui, le ministre de l'Intérieur annonce clairement ses intentions au sujet de la surveillance et l'identification par reconnaissance faciale dans son bilan "d'un an de maintien de l'ordre" (article La Croix) :

(...) en matière d'exploitation des images et d'identification des personnes, on a encore une grande marge de progression. L'intelligence artificielle doit permettre, par exemple, de repérer dans la foule des individus au comportement bizarre.

Sur la problématique des manifestants violents, le ministère veut explorer des voies technologiques prédictives, et ne s'en cache pas : "Les services ont identifié certains meneurs, il y a aussi sûrement de petits groupes assez structurés derrière eux, et il faudrait pouvoir agir en prévention." Arrêter des futurs manifestants avant que les actes violents ne soient commis à l'aide de caméras intelligentes repérant les individus aux comportements suspects ? Les défenseurs des libertés et les avocats sont logiquement déjà alarmés par cette possibilité. Comment accepter, dans une démocratie, l'arrestation de personnes sans qu'elles n'aient commis de délit, mais seulement parce que des machines les ont repérés, identifiés et analysés de façon prédictive comme étant de futurs auteurs de troubles ?

Le CNRS confirme

L'annonce récente par le CNRS de la signature d'une convention avec la Direction du renseignement militaire (DRM) confirme l'intérêt des services de l'Etat pour le développement d'intelligences artificielles de reconnaissance d'image, comme Fabrice Boudjaaba, le directeur adjoint scientifique de l'Institut des sciences humaines et sociales du CNRS l'explique : "Les questions liées à l'Intelligence artificielle sont évidemment centrales. Les recherches sur la reconnaissance automatique d'image intéressent particulièrement le renseignement militaire. En effet, leur principal problème du renseignement aujourd'hui n'est pas le manque d'information, mais bien le trop plein d'information qui peut submerger et finalement paralyser l'outil de renseignement."

Si les technologies innovantes d'analyses d'image par intelligence artificielle pour la DRM sont avant tout liées à des théâtres d'opérations à l'étranger, il n'est pas interdit de penser que ces recherches publiques seront utilisées aussi pour du renseignement intérieur ou de l'investigation policière.

Les questions dans le cadre de la surveillance de la population et l'identification des personnes par apprentissage automatique restent donc toujours sans réponse de la part des autorités, et celles-ci sont pourtant très simples : peut-on fichier une population et laisser des agents numériques traiter les données biométriques qui s'y affèrent ? La surveillance d'Etat par reconnaissance et identification faciale est-elle compatible avec le respect des libertés publiques et des droits fondamentaux à la vie privée ? Quelles garanties la population a-t-elle que les données biométriques propres à chacun ne serviront pas à des fins de prévention ou de répression d'expression politique ou de contestation sociale ?

La Chine, quant à elle ne s'est pas posée ces questions et applique sans états d'âme la surveillance électronique permanente des citoyens : la France, bien plus discrètement, et sans publicité s'apprête visiblement à faire de même. Jusqu'à copier aussi à terme le système de crédit social chinois ?

Reste que l'on ne sait pas si la population française est prête à accepter de vivre dans une société sous contrôle de machines autonomes où chacun de ses faits et gestes sera enregistré, analysé et potentiellement... noté ? information.tv5monde.com 09 juin 2018

[Quel est le sens de la réforme des institutions annoncée par Macron ? Instaurer ad vitam æternam le totalitarisme... dans "l'intérêt des générations futures".](#)

- Les Cours suprêmes, au service des générations suivantes - par Jacques Attali - lexpress.fr 13.06

Il est donc nécessaire de trouver une solution à la question si difficile, et si essentielle, pour l'avenir : comment faire en sorte que les démocraties de marché se préoccupent de l'intérêt des générations futures ?

Bien des solutions en théorie sont possibles : on peut compter sur un effort d'éducation de tous, ou sur la création d'une nouvelle chambre parlementaire ad hoc. Tout cela mérite d'être tenté. Et l'a été.

Mais, rien ne vaut le fait d'avoir, dans le système institutionnel déjà existant, quelqu'un en charge d'incarner le long terme ; qui peut imposer à tous une décision au nom des intérêts des générations suivantes. C'est le rôle qu'a joué récemment le président de la République italienne, en imposant à un gouvernement de passage le respect des engagements italiens dans l'Union européenne, qui engage l'avenir à long terme du pays. Mais on ne peut compter sur un tel rempart dans tous les cas de figure.

Une solution, plus pratique que les autres, n'a pas encore été essayée : confier à l'instance judiciaire suprême la responsabilité de parler au nom des générations futures. Mieux qu'aucune autre, si elles acceptaient d'en avoir le mandat, ces institutions pourraient peu à peu conduire les tribunaux, puis les législateurs, à tenir compte dans leurs décisions de l'intérêt des générations suivantes.

En France, par exemple, il faudrait que le Conseil constitutionnel (et les deux autres instances suprêmes que sont le Conseil d'Etat et la Cour de cassation) en fasse un élément clef de leur jurisprudence.

Le Conseil constitutionnel est encore loin de le faire. Et pourtant, il en aurait les moyens, s'il le voulait, sans novation juridique quelconque, en s'appuyant sur la seule Constitution, et ses annexes, qu'il a la charge de faire respecter.

Tout est donc dit. Et si les Cours suprêmes des démocraties se donnaient le mandat de faire respecter ces exigences par les lois et décrets, nos sociétés finiraient par agir dans l'intérêt de l'avenir. Il est encore temps. Et s'il le faut, en France, une réforme de la Constitution serait bienvenue et laisserait une vraie trace dans l'Histoire. lexpress.fr 13.06

Vous aurez retenu qu'une institution non élue détiendrait ainsi le pouvoir d'engager "l'avenir à long terme du pays" ou de décider du sort des générations futures en s'appuyant sur la Constitution de la Ve République. Attali étant l'un des mentors de Macron, cette déclaration mériterait d'être reprise accompagnée d'un appel à l'abolition de la Constitution de la Ve République, ce serait autre chose que les éditoriaux misérables qu'on nous soumet.

[La question qui tue.](#)

- On a demandé aux retraités pourquoi la mobilisation sociale est plus difficile aujourd'hui - Le HuffPost 14 juin 2018

... nous avons donc demandé à ces expérimentés des pavés et des piquets de grève leur regard sur une mobilisation sociale qui peine à faire reculer le pouvoir en place. En somme, pourquoi la lutte sociale semble plus difficile que dans leur jeunesse?

Un peuple paupérisé, c'est un peuple qui se bat moins. (Pur sophisme. Parce qu'un peuple qui se serait enrichi se battrait davantage, il ne semble pas que ce soit le cas du peuple américain, non ? - LVOG) Et aujourd'hui, c'est un peu ce qui se passe. Un retraité des travaux publics

Précarité des salariés, violences dans les manifestations, divisions syndicales... Chacun à sa petite analyse sur ce printemps social en demi-teinte. "Quand il y a dix étudiantes assises devant les marches de l'université et que devant elles, on a l'impression de tourner un film de Robocop, on a plus envie de sortir", explique Jean-Claude, enseignant retraité de 81 ans, au sujet des déploiement impressionnants de policiers dans les manifestations. D'autres s'inquiètent pour les jeunes générations. "On leur a appris à regarder la télé et l'ordinateur", se désole au micro du HuffPost Michelle, 73 ans, avant d'ajouter: "Ils viendront quand ça ira trop mal. Mais ce n'est pas à souhaiter." Le HuffPost 14 juin 2018

Et après, il y en a qui vont nous expliquer que ceux qui se mobilisent auraient un niveau de conscience de classe supérieure, à voir leurs arguments on est en droit d'en douter fortement.

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Yémen: violents combats près de Hodeida, l'ONU inquiète pour l'approvisionnement des civils AFP 14.06
- "Envoyé spécial" : "Les enfants perdus du califat" primé au 6e Prix Média ? Enfance Majuscule franceinfo - 14.06
- En Argentine, vote historique en faveur du droit à l'avortement AFP - 14.06
- USA: le débat politique enfle autour des séparations d'enfants de migrants AFP 15.06
- San Francisco élit pour la première fois une femme noire comme maire AFP 14.06 Un an après l'incendie de la Tour Grenfell, Londres se recueille AFP - 14.06

ACTUALITE EN TITRES

Médiocratie. Electrochoc ou convulsion du régime.

- Fête de la musique 2018: Busy P. et Kavinsky mixeront lors du premier concert électro à l'Élysée - Le HuffPost

ACTUALITÉ DU JOUR

Young Leader, Bilderberger, banquier, roitelet, il ne lui manquait plus que chamoine de Latran...

- Macron sera reçu par le pape François le 26 juin lors d'une visite officielle - AFP 18 juin 2018

Au cours de cette visite, Emmanuel Macron sera également "accueilli à Saint-Jean du Latran lors d'une cérémonie marquant son titre de premier et unique chanoine d'honneur de cette basilique", a indiqué l'Élysée.

Le pape François avait félicité M. Macron pour son élection, voici un an, en évoquant la "tradition chrétienne" de la France qui est appelée à défendre "une société plus juste". AFP 18 juin 2018

Heureusement qu'il y a toujours des pauvres et que les pauvres sont toujours les mêmes.

- Aides sociales : les Français sondés d'accord a minima avec Macron - Libération 14 juin 2018

Ils osent tout en famille. Ils taxent les aumônes.

- Une ville de Suède instaure un permis de mendier - franceinfo 14 juin 2018

Payer 150 couronnes, soit 15 euros, pour obtenir un permis de mendier : c'est la mesure adoptée, jeudi 14 juin, par le conseil municipal d'Eskilstuna en Suède.

"Une autorisation des autorités policières pour la collecte passive d'argent est obligatoire dans certaines zones géographiques" stipule l'arrêté. Les personnes qui mendieront sans ce permis s'exposeront à une amende. Le texte a été adopté avec les voix des sociaux-démocrates, conservateurs, centristes et extrême droite. franceinfo 14 juin 2018

On se passera de permis pour exterminer ces ordures ! Et puis quel modèle social la Suède ! Ils haïssent les pauvres et ne s'en cachent pas, nous ou plutôt nos dirigeants sont décidément trop cons pour ne pas les imiter. Vous comprenez ce que j'entendais par mystification, combattre soi-disant le régime, la social-démocratie, le stalinisme, tout en les ménageant pour ne pas effrayer les âmes sensibles, résultat, on se fait piétiner, bravo!

Braderie.

- Privatisations pour 15 milliards de plus - Liberation.fr 14.06

En vue d'alimenter son fonds pour l'innovation mais aussi de soulager la dette, l'Etat va céder tout ou partie de ses parts d'ADP, d'Engie et de la Française des jeux. Liberation.fr 14.06

Défoncez-vous et résignez-vous !

- Canada: les députés votent la légalisation du cannabis - AFP 18.06

Le Canada est en passe de devenir le premier pays du G7 à légaliser le cannabis après l'adoption lundi par ses députés d'un projet de loi permettant la libre consommation et production de cette drogue douce dès septembre. AFP 18.06

Je vais proposer à Modi, le Premier ministre indien, de leur en livrer quelques centaines de tonnes en échange d'une commission pour avoir eu cette idée géniale, je déconne.

Les autres suivront...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Colombie

- Colombie : vieille droite et jeune président - Libération 18 juin 2018

C'est donc le jeune Iván Duque, bientôt 42 ans, représentant la vieille droite extrémiste colombienne, qui a été élu dimanche avec 53,9% des voix. Son opposant, l'ex-guérillero et ancien maire de Bogotá Gustavo Petro, a obtenu 41,8% avec son mouvement Colombie humaine, ce qui représente un score jamais vu pour la gauche en Colombie. La participation de 52%, un peu moins élevée qu'au premier tour du 27 mai, reste un record pour une élection présidentielle colombienne. Libération 18 juin 2018

2- Palestine occupée

2.1- Violences à Gaza: l'ONU adopte un texte condamnant Israël - AFP 14 juin 2018

L'Assemblée générale de l'ONU a adopté mercredi un projet de résolution, auquel les Etats-Unis étaient opposés, condamnant Israël pour la récente flambée de violences meurtrières à Gaza, tout en rejetant un amendement américain mettant en cause le Hamas dans ces mêmes violences.

Le projet de résolution, soutenu par pays arabes, a été adopté par 120 voix sur 193, avec huit votes contre et 45 abstentions.

La France fait partie des 12 pays européens qui ont donné leur voix à ce texte, rejoints notamment par la Russie et l'Espagne.

L'amendement introduit par Washington pour condamner les islamistes du Hamas n'a pour sa part pas recueilli les deux-tiers des

voix nécessaires pour être adopté (62 votes pour, 58 contre, 42 abstentions).

Les pays arabes se sont tournés vers l'Assemblée générale après que Washington a utilisé son veto au Conseil de sécurité pour bloquer cette résolution décrite par son ambassadrice, Nikki Haley, comme étant "grossièrement biaisée" contre Israël.

Le texte appelle à l'adoption de mesures pour protéger les civils palestiniens, après qu'au moins 129 Palestiniens ont été tués dans la bande de Gaza par des tirs israéliens depuis fin mars, le début de manifestations le long de la clôture frontalière. Aucun Israélien n'a été tué.

Les Etats-Unis et Israël ont vivement critiqué le texte, présenté par l'Algérie et la Turquie au nom de la Ligue arabe et de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), au motif qu'il ne mentionne pas les islamistes du Hamas, qui contrôlent Gaza.

"Le sport politique favori de certains est d'attaquer Israël. C'est pour cela que nous sommes ici aujourd'hui", a déclaré mercredi Nikki Haley.

L'ambassadeur israélien à l'ONU Danny Danon a pour sa part dénoncé "une volonté de nous retirer notre droit élémentaire à nous protéger".

La résolution déplore un usage "excessif, disproportionné et indiscriminé de la force par les forces israéliennes contre les civils palestiniens" mais critique aussi "le tir de roquettes de la bande de Gaza contre des zones civiles israéliennes".

Elle charge le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres de préparer des propositions en vue d'"un mécanisme de protection international" pour les Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie occupée.

Ces propositions pourraient aller de la mise en place d'une mission d'observation à une véritable force de maintien de la paix, mais chacune de ces options devrait nécessairement être approuvée par le Conseil de sécurité, où Washington a un droit de veto. AFP14 juin 2018

2.2- Finalisation du plan de paix US pour le Proche-Orient - Réseau Voltaire 17 juin 2018

Jared Kushner et Jason Greenblatt débutent un voyage au Proche-Orient qui les mènera en Israël, en Jordanie, en Égypte, en Arabie saoudite et au Qatar, mais ni dans les Territoires palestiniens, ni en Syrie.

Jared Kushner et Jason Greenblatt sont deux collaborateurs de longue date de Donald Trump. Ils sont tous deux juifs orthodoxes. N'ayant pas d'expérience diplomatique, ils sont désormais chargés d'élaborer le plan de paix au Proche-Orient sans en référer au département d'État. Durant leur voyage, David Friedman, l'ambassadeur des États-Unis en Israël sera à Washington dans le cadre de consultations routinières. Également juif orthodoxe, il est connu pour ses positions outrancières.

Le plan US devrait être basé sur la « solution à deux États » ; l'État palestinien étant la Jordanie élargie à la Cisjordanie avec notamment un quartier de Jérusalem comme capitale (Abou Dis et éventuellement Jabel Mukaber, Issawiya et Shuafat).

Ce plan vise à améliorer la situation des Palestiniens, pas à répondre à toutes leurs attentes. Il est d'ores et déjà combattu par Mahmoud Abbas, mais pas par la plupart des factions palestiniennes (y compris par une aile du Fatah et le Hamas qui le soutiennent). La France, la Suède et le Royaume-Uni tentent dès à présent de le saboter. Il devrait être intégralement rendu public fin juillet. Réseau Voltaire 17 juin 2018

Yémen

- L'Arabie saoudite, les Emirats et la France contre les Houthis au Yémen - Réseau Voltaire 16 juin 2018

L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont attaqué les forces houthis au Yémen dans la région de Hodeïda. Selon Le Figaro, elles sont soutenues par les Forces spéciales françaises.

Le quotidien précise que la France sera également en charge du déminage des ports à l'issue de la bataille ; une aide que les États-Unis ont refusé de fournir.

L'Arabie saoudite tente de réunifier le Yémen, tandis que son allié émirati mise sur une nouvelle partition du pays. On ignore comment la France envisage l'avenir du pays.

La France a déployé secrètement des Forces spéciales en Syrie, en Irak et au Yémen. Une soixantaine de soldats français ont

été faits prisonniers en Syrie au cours des dernières semaine. Réseau Voltaire 16 juin 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Russie

- La Russie brise le tabou de l'âge de la retraites, héritage soviétique - AFP 15.06

Au moment où la Russie s'apprêtait à lancer un mois de fête du football, le gouvernement russe a brisé jeudi un tabou soigneusement évité jusqu'alors par Vladimir Poutine en proposant un relèvement progressif de l'âge de la retraite, inchangé depuis près de 90 ans.

Fixé en 1932 et jamais touché depuis, l'âge de départ à la retraite en Russie - un acquis social de l'époque soviétique - est parmi les plus bas du monde: 55 ans pour les femmes et 60 ans pour les hommes.

Jusqu'à 30% des Russes peuvent même partir plus tôt que l'âge officiel grâce aux régimes spéciaux dont bénéficient de nombreuses catégories. Mais dans la réalité, de nombreux Russes continuent de travailler bien longtemps après être devenus officiellement "retraités", les très maigres pensions servant de complément de revenus.

Après d'hésitations et d'avertissements sur le poids croissant d'un système souvent jugé intenable, le gouvernement est passé à l'action en annonçant une vaste réforme jeudi, jetant un froid à quelques heures du coup d'envoi du Mondial-2018 de foot.

Il propose "de commencer en 2019 pour atteindre étape par étape l'âge de la retraite de 65 ans pour les hommes en 2028 et 63 ans pour les femmes en 2034", a déclaré le Premier ministre Dmitri Medvedev lors d'un conseil des ministres.

Elle s'accompagne d'une autre mesure potentiellement douloureuse pour le pouvoir d'achat: une hausse du taux de TVA de 18% à 20%, exception faite de la nourriture, des produits pour enfants et du matériel médical.

A peine un mois après avoir son investiture, Vladimir Poutine entame donc son quatrième mandat sur des mesures potentiellement impopulaires, lui qui assurait en 2005: "Tant que je serai président", il n'y aura pas d'âge de relèvement de l'âge de la retraite.

Selon un sondage réalisé fin mai par l'institut FOM, 82% des Russes sont contre l'augmentation de l'âge de la retraite.

"C'est une mesure impopulaire. Sa nécessité et la détermination du gouvernement de l'appliquer étaient évidentes, mais la situation politique ne le permettait pas", a expliqué à l'AFP le politique Nikolaï Petrov, de la Haute Ecole d'Economie de Moscou.

"Maintenant que les élections sont passées, il existe une courte période pendant laquelle le pouvoir n'a pas peur de la réaction négative des citoyens", a-t-il ajouté.

Selon les dernières données de la Banque mondiale (2016), l'espérance de vie des Russes est de 66,5 ans pour les hommes et d'un peu moins de 70 ans pour les femmes. Elle est en progression constante depuis le début des années 2000, après avoir chuté dans les années suivant la chute de l'URSS en 1991. AFP15.06

On retiendra : "Maintenant que les élections sont passées, il existe une courte période pendant laquelle le pouvoir n'a pas peur de la réaction négative des citoyens", c'est également valable pour la France, à ceci près que les mauvais coups étaient annoncés avant et non après les élections, témoignant de la décomposition politique en France, du mouvement ouvrier, qui non seulement sera incapable de s'y opposer, mais qui ne constitue même plus une menace pour le régime.

ECONOMIE

Inde

- «Guerre commerciale»: l'Inde imposera des taxes sur des produits américains - sputniknews.com 16.06

En réponse à la taxation par Washington des importations d'aluminium et d'acier, l'Inde, pays touché par cette mesure, a dressé sa liste de produits «Made in USA» sur lesquels les droits de douane seront augmentés.

L'Inde imposera des droits de douane supplémentaires sur 30 produits américains, informe The Indian Express, précisant que la mesure en question constitue une réponse à la décision de Washington d'introduire des taxes sur les importations d'aluminium et d'acier.

L'augmentation des taxes sur certains produits, dont des objets en métal, des produits agricoles et des motos, pourra atteindre 50%, rapporte la source, précisant que la liste des produits en question a déjà été transmise à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). sputniknews.com 16.06

[Haut de page ↗](#)

Le 23 juin 2018

CAUSERIE ET INFOS

Il faut avoir le moral ou être bien accroché pour s'intéresser encore à ce qui se passe dans la société, non, vous ne trouvez pas ? Il y a déjà longtemps de cela, j'avais indiqué qu'en réalité ils faisaient tout pour que le peuple laborieux soit dégoûter de la politique, que c'était un de leurs principaux objectifs, car partant de là ensuite ils pourraient faire tout ce qu'ils veulent et en être fiers.

Je connais plein de travailleurs qui s'en sont totalement détournés, qui se foutent de tout ce qui se passe dans le monde, et j'avoue avoir eu beaucoup de mal à les convaincre du contraire, en vain généralement, normal ils avaient en tête tellement de choses plus agréables à penser, ce qu'on refuse toujours d'admettre, hélas ! Je crois que cette tendance n'a fait que se renforcer au cours des dernières années (L'abstention de plus en plus massive à chaque élection en témoigne.). On boycottera les élections européennes évidemment. Qui en sera, sera complice de l'UE.

La précédente causerie vous a laissé un goût amer dans la tête, j'ai dit sincèrement ce que je pensais. Personne ne veut s'adresser autrement aux travailleurs, et bien tant pis. Vous vous obstinez à leur tenir un discours purement politique, alors que la politique leur donne la nausée, les emmerde au dernier degré, comment il faut vous le dire pour que vous compreniez. Ils sont réfractaires à ce genre de discours, alors essayez un autre registre.

● [Causerie au format pdf \(14 pages\)](#)

Lutte de classe.

- «Incapacité» de la CGT à fédérer les luttes : la «base» se rebiffe - Libération 21 juin 2018

«A la CGT, il y en a qui me trouvent trop dur, il y en a qui me trouvent trop mou», expliquait Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT, en avril. Visiblement, les seconds ont décidé de se faire entendre. Mercredi, une vingtaine de syndicats cégétistes ont appelé leur confédération à durcir la ligne. Dans une lettre adressée en interne, ils alertent : «Le monde du travail est en péril. Depuis près de vingt ans, non seulement il n'a pu conquérir aucun droit nouveau significatif mais une grande partie des avantages qu'il a arrachés au cours du XXe siècle ont été démantelés.» La faute, selon eux, en partie, à «l'affaiblissement considérable de l'action syndicale». Et, donc, aux actuels dirigeants de la centrale qu'ils accusent de ne pas suffisamment «fédérer» les luttes.

Parmi les signataires, on retrouve la CGT Goodyear, celle des métaux de Valenciennes, de Marks and Spencer, de Bombardier ou encore de PSA Douvrin. Leur objectif : convaincre d'autres antennes de la centrale de les rejoindre pour proposer ensemble un texte d'orientation au prochain congrès de la CGT qui aura lieu en mars 2019, à Dijon.

«Démunis face aux travailleurs résignés, et consternés par l'incapacité de l'organisation», ces militants de «la base» qui ont organisé une conférence de presse, à Lille, mercredi, demandent un «débat» interne. Parmi les sujets à mettre sur la table, selon eux : la stratégie syndicale face aux réformes du gouvernement et la «convergence des luttes», promise par Martinez, mais qui ne vient pas. Pour Isabelle Bosseman, déléguée au CHU de Lille, «il faut construire du durable, pas des actions ponctuelles». Référence aux conflits sociaux en cours, dont celui des cheminots et des fonctionnaires.

Non contents de trouver la centrale trop molle, ces cégétistes lui reprochent aussi de leur avoir mis des bâtons dans les roues. «Tous ces syndicats qui se rassemblent et s'engagent ont expérimenté la confrontation avec la confédération, qui ne les soutenait pas, les isolait, n'était pas une force portante», pointe Fiodor Rilov, avocat en droit du travail qui défend plusieurs de ces syndicats.

De quoi inquiéter Philippe Martinez ? En avril, quand on lui demandait comment allait la CGT, il répondait «pas comme je voudrais». Pour aller mieux, il expliquait alors qu'elle devait encore digérer la mutation du monde du travail. C'est-à-dire le prendre en compte «tel qu'il est et pas comme il a pu être ou comme elle rêverait qu'il soit». Mais malgré ces débats, tout allait bien à Montreuil, au siège de la centrale, disait-il. C'était peut-être oublier d'autres questions, que les syndicats du Nord ont remis en lumière, avec leur missive. Comme celle-ci : la CGT est-elle, comme ils l'affirment, «une organisation révolutionnaire» ? Eux en sont convaincus, mais disent-ils, «deux grandes orientations» cohabitent à la CGT. L'une – la leur – misant sur la lutte des classes, le combat contre le capitalisme, l'abolition du patronat, le rapport de force. L'autre, plus encline à la négociation et au dialogue social. Et pour les auteurs de la lettre, il est donc temps de trancher. Libération 21 juin 2018

On pourrait suggérer aux syndicalistes révolutionnaires de tous rejoindre la CGT pour dégager les bureaucrates qui en ont fait leur fond de commerce depuis le milieu des années 20, j'ignore si ce serait une bonne idée, peu importe puisqu'ils ne changeront rien à leurs petites habitudes, n'est-ce pas ?

- D'où viendra l'issue ? Éditorial de Daniel Gluckstein de la Tribune des travailleurs publié le 21 juin 2018

Ce 18 juin, le gouvernement a adopté le projet de loi Pacte qui privatise les entreprises publiques et « libère » les patrons de « charges » sociales qui pèsent sur eux... Nouvelle contre-réforme qui s'ajoute à celles des retraites, de la SNCF, du Code du travail, du droit d'asile... chaîne ininterrompue d'attaques anti-ouvrières et antidémocratiques qui semble destinée à s'allonger chaque jour...

Combien de temps encore ?

Entré dans une période de décadence et de décomposition, ce système capitaliste est non seulement incapable de proposer la moindre réforme sociale, mais il s'acharne à reprendre toutes les anciennes réformes.

Et il ne s'agit pas uniquement de la France : toute l'Europe est entrée dans l'ère des contre-réformes économiques et politiques.

Et il ne s'agit pas du caprice de tel ou tel gouvernement en particulier : on privatise et on dérègle les droits ouvriers aussi bien sous le drapeau du populisme de tous bords en Italie que sous celui de la grande coalition en Allemagne, ou du PS soutenu par toute la « gauche » au Portugal (sans oublier la coalition en cours de formation PSOE-Podemos en Espagne décidée à poursuivre la politique austéritaire de Rajoy).

Ce même 18 juin, un communiqué publié par les travailleurs des Catacombes à Paris informe que leur grève a arraché l'essentiel de leurs revendications. Ce résultat, ils le doivent, expliquent-ils, au respect des décisions prises en assemblée générale par les délégués mandatés et contrôlés par elle, formant un bloc uni avec les syndicats sur les revendications précises, contrôlant à chaque étape le résultat des négociations et décidant souverainement de la suite à donner.

Le front, uni et soudé, des travailleurs et des organisations, avec les délégués élus et mandatés sur les revendications, ouvre la voie à l'action victorieuse. Et pas seulement aux Catacombes. N'est-ce pas le problème posé dans la grève des cheminots ?

Face au gouvernement Macron, gouvernement de classe, anti-ouvrier et réactionnaire sur toute la ligne, les travailleurs ont besoin d'entendre et de tenir un langage clair. C'est-à-dire un langage de classe.

Qu'on ne vienne pas leur parler de « populisme » sans contenu de classe : celui-ci respecte les institutions au point de vouloir laisser Macron en place jusqu'en 2022. Qu'on ne vienne pas leur parler d'une « gauche » unie : à Paris, la grève s'est dressée contre une municipalité d'union de la gauche, aux ordres des banquiers et des privatiseurs.

L'issue viendra du mouvement par lequel les travailleurs mobilisés prennent en main leur propre destin, sans craindre de rompre avec les institutions d'oppression et d'exploitation. Du comité de grève de délégués élus et mandatés avec les organisations sur les revendications aujourd'hui, jusqu'au gouvernement de délégués élus et mandatés, gouvernement des organisations unies de la classe ouvrière, demain, face à la bourgeoisie : il y a une différence d'échelle, mais aussi un fil de continuité. Celui d'une politique ouvrière authentique au service de laquelle se construit le parti ouvrier.

Tout ce que dit ici Gluckstein on le partage, cependant on se demande à qui s'adresse son discours. Aux militants de son parti ? Aux militants du POI ? A ceux du NPA, de LO ? Aux militants révolutionnaires inorganisés ? Compte tenu de la sémantique employée, il ne s'adresse pas aux travailleurs qui ne participent pas à la lutte de classe, soit plus de 90% d'entre eux, donc en admettant qu'environ 4,5 millions de travailleurs auraient participé à des actions au cours des dernières années.

En admettant que l'orientation politique du POID serait correcte, qui compte-t-il convaincre, les militants du POI, du NPA, de LO, de LFI, du PCF qui tous sont convaincus que l'orientation politique de leur parti est correcte ? N'est-ce pas faire fausse route ? Quelle est la composition sociologique de ces partis ? Celle que l'on trouve dans les syndicats, entendez par là ceux qui y militent activement ou qui ont des responsabilités dans leurs instances. Ils y militent sur quelle orientation politique ? Quelle est

leur conception du syndicalisme ? Certainement pas la nôtre et ni celle du POID s'il la partage. Dès lors qu'y a-t-il à attendre de ces travailleurs qui ont une conception du militantisme et de la lutte de classe héritée de la social-démocratie dégénérée ou du stalinisme ?

Il est normal que ces militants défendent l'orientation politique de leur parti ou la conception de la lutte de classe qui y prévaut. Vous pouvez savoir qu'elles sont indéfendables, vous pouvez tenter de leur démontrer loyalement ou honnêtement qu'elles sont erronées en leur soumettant une multitude de faits ou de preuves à l'appui, ils ne vous écouteront pas, ils demeureront obstinément sourds à vos arguments (logiques) ou refuseront de les étudier sérieusement, parce qu'ils ont adopté un mode de pensée qui fonctionne en circuit fermé. Ils l'ont cadenassé, c'est le seul moyen qu'ils ont trouvé pour le protéger, donc il ne peut pas évoluer, en l'état il est voué irrémédiablement à se scléroser ou se fossiliser, d'autant plus qu'il reflète l'interprétation de leur condition, les deux coïncidant, ils s'y identifient et partant de là ils ne peuvent que très difficilement en changer, sauf peut-être si leur condition se dégradait, cela pourrait les inciter à réfléchir à nouveau, mais comme leur condition est généralement privilégiée, stable ou gelée, leur cerveau l'est également.

Vous pouvez mobiliser la totalité de vos facultés intellectuelles, vous n'arriverez à rien avec ce genre de militants obtus. Leur parti, c'est leur chapelle, leurs dirigeants, c'est leurs dieux, leur programme, c'est leur bible, et l'ensemble, c'est leur religion. Ces sacristains ont un sens si aigu de la propriété qu'ils s'y identifient. Nos idées correspondent à une certaine interprétation de la réalité qui se compose d'un certain nombre d'éléments qui ne nous appartiennent pas, par conséquent nos idées ne nous appartiennent pas davantage que les matériaux qui les composent, sauf que ces militants ou la plupart des militants estiment inconsciemment le contraire et s'identifient à leurs idées, du coup ils ne peuvent pas se résoudre à devoir s'en séparer.

Le problème du POID, c'est que tous les militants connaissent son histoire, surtout celle de leurs dirigeants qui ne joue pas vraiment en sa faveur...

En complément.

● Syndicalisme et communisme. (L. Trotsky - Oeuvres 1929) Télécharger au format pdf

Extrait à mettre sous le nez de vos dirigeants qui l'ont toujours ignoré.

- "Les faits démontrent que des syndicats politiquement "indépendants" n'existent nulle part. Il n'y en a jamais eu. L'expérience et la théorie indiquent qu'il n'y en aura jamais. Aux Etats-Unis, les syndicats sont directement liés par leur appareil au patronat industriel et aux partis bourgeois. En Angleterre, les syndicats, qui dans le passé ont principalement soutenu les libéraux, constituent maintenant la base du parti travailliste. En Allemagne, les syndicats marchent sous la bannière de la social-démocratie. En république soviétique, leur conduite appartient aux bolcheviques. En France, une des organisations syndicales suit les socialistes, l'autre les communistes. En Finlande, les syndicats ont été divisés il y a un peu de temps, l'un allant vers la social-démocratie, l'autre vers le communisme. C'est comme ça partout.

Les théoriciens de l' "Indépendance" du mouvement syndical n'ont pas pris la peine jusqu'ici de penser à cela : pourquoi leur slogan non seulement est loin de se réaliser où que ce soit, mais, au contraire, pourquoi la dépendance des syndicats vis-à-vis du leadership d'un parti devient partout la règle, sans exception, et ce ouvertement ? Ceci correspond en fait aux caractéristiques de l'époque impérialiste, qui dévoile toutes les relations de classe et qui, même chez le prolétariat accentue les contradictions entre son aristocratie et ses couches les plus exploitées." L. Trotsky.

Depuis, les syndicats ont tous été inféodés aux sociaux-néolibéraux et aux staliniens, leurs dirigeants ne quittent plus les cabinets ministériels où ils ont tous leurs ronds de serviettes, en attendant d'être recyclés dans une commission ministère, etc.

[Imposture. Faux opposants au régime.](#)

Comment légitimer les médias aux ordres ?

Acrimed regrette que les "interventions" et les "commentaires des responsables de la majorité depuis un an (...) dénotent non seulement un mépris souverain pour le journalisme et son indépendance".

(Source : <http://www.acrimed.org/La-macronie-en-marche-pour-mettre-les-medias-au> - publié par le blog Les-Crises.fr le 18-06-2018)

Parce que voyez-vous, jusqu'à un passé récent le "journalisme" était indépendant, pincez-moi, il s'agissait bien des mêmes journalistes et des mêmes médias liés au régime, non ? Alors pourquoi leur attribuer des vertus qu'ils n'ont jamais eu ?

On préférera le regard impartial ou avisé d'un internaute.

- "Il y a je pense deux types de journalistes :

- les éditorialistes, experts et présentateurs qui se pâment devant Macron qui sont une espèce en pleine croissance.
- les journalistes d'investigation qui font leur travail et sont depuis les lois sur les fake news et sur la loi des affaires une espèce nuisible pour les puissants à faire disparaître au plus vite.

On comprendra que la réponse schizophrénique des médias à cette chasse à cours paraisse si étrange une partie de la profession étouffant l'agonie de l'autre partie."

Dans le même registre.

1- « La corruption de l'information est une tentative de corrompre l'esprit même de nos démocraties » (Emmanuel Macron devant le Congrès des Etats-Unis)

Exemples :

- le faux charnier de Timisoara (1989)
- les couveuses renversées du Koweït (1990)
- Maastricht, c'est la paix (1992)
- le massacre de Markale attribué aux Serbes (1994)
- le faux génocide du Kosovo (1999)
- Saddam menace la planète (2002-2003)
- Poutine agresse la Géorgie (2008)
- Kadhafi massacre à Benghazi (2011)
- Bachar massacre de gentils manifestants (2011)
- la "transition démocratique en Ukraine" (saluée par François Hollande, 2014)
- Poutine bombarde Donetsk (dixit Nicolas Poincaré d'Europe 1)
- Bachar gaze à tire-larigot (2013, 2017, 2018)
- Emmanuel sauve la démocratie (2017)
- Emmanuel contre les menteurs (2018)

Comme disait le regretté Plan B : "Les médias veillent, dormez citoyens".

2- ""Ce qui est particulièrement exaspérant, c'est qu'ils demandent aux citoyens de renoncer à davantage de liberté d'expression et de liberté de la presse au nom de la démocratie"

Tout est dit."

3- "En somme, Zupiter n'est que le petit télégraphiste d'une OTAN de l'intox."

Alerte manipulation.

- [Wikipédia] L'Affaire Philip Cross, par Craig Murray - Les-Crises 21.06

Cet article de Craig Murray met en évidence les liens entre Wikipédia, généralement réputée pour être une encyclopédie libre et participative (et donc une référence dans le domaine de l'information), et la manière dont elle est utilisée à des fins (géo) politiques avec la complicité supposée de son fondateur et de certains rédacteurs. Cet article traite de l'affaire « Philip Cross », un utilisateur de Wikipédia qui a un grand nombre de révisions à son actif, toutes en faveur des médias néo-conservateurs britanniques et en défaveur des médias indépendants et alternatifs. Cet article apporte des éléments de réponse pour juger de la neutralité de Wikipédia, et permet d'avoir un aperçu des difficultés rencontrées par d'autres personnes physiques ou morales (partis politiques, associations), même en France, pour disposer d'une page objective.

[Le centrisme \(macronisme\) est la base du totalitarisme.](#)

- Les centristes sont les plus hostiles à la démocratie, pas les extrémistes - Les Crises 22.06

LVOG - Ou de l'UDF à LREM.

Parole d'internautes.

1- "Les soutiens des centristes sont pour beaucoup ceux qui ne souffrent pas ou peu de la crise, qui sont installés dans leur petite vie semi-bourgeoise, qui ne sont pas riches, mais sécurisés. Ils ont ce qu'il faut pour vivre et ne comprennent pas ceux qui se plaignent tout le temps, alors que la vie est dure pour tout le monde. Ils pensent que le peuple doit être mis au pas, et que la liberté a des limites. Qu'au lieu de râler le peuple ferait mieux de travailler plutôt que profiter.

Ils ont pour eux la bonne conscience, ils voient dans le populisme un ramassis de râleurs ou de profiteurs prêts à installer une dictature d'extrême gauche ou d'extrême droite qui mettrait fin à leur conception de la liberté.

Peu enclins à comprendre la réalité du monde et la politique, leurs opinions sont toutes faites et indiscutables.

La société telle qu'elle est, même si des réformes leur paraissent indispensables, leur convient et qu'on en fait trop pour les insatisfaits qui sont responsables de leur situation et méritent ce qu'ils ont.

Ces gens là ne voteront jamais ni RN ni FI, ni dissidence et préfèrent, à tout prendre, un président qui a une tête de premier de la classe, et qui est bien de sa personne.

Voilà, entre autres raisons, comment et pourquoi sont élus toujours les mêmes et pourquoi ces "centristes", qui se croient modérés, soutiennent, sans le savoir, une nouvelle forme de totalitarisme cachée derrière de "bonnes" raisons."

2- "Les centristes sont cette minorité économiquement et culturellement dominante qui entend bien le rester. Ils se savent minoritaires dites-vous... J'ajouterai : et cela ne les dérange pas de le rester. Ils se conçoivent comme une nouvelle aristocratie, celle de la réussite.

Le nivellement démocratique, le partage avec les inférieurs leur fait horreur."

3- "Quand on leur dit que les aides sociales coutent "un pognon dingue", ils sont, au fond d'eux, d'accord. Macron sait à qui il s'adresse. Même si cet électorat ne représente que 23% et sans doute moins, il est suffisant pour obtenir le pouvoir.

Mais si on leur dit que nous avons vendu Alstom à des étrangers et que nous perdons des emplois, ils éludent rapidement la question en affirmant que la mondialisation est un progrès et qu'on ne peut se développer en se repliant sur soi-même. L'européisme est pour eux la bonne voie, il est l'avenir dont nous bénéficierons grâce à la mondialisation quand nous aurons fait les efforts nécessaires.

Le "parti" qui se prétend gauche/droite, est pour eux la fin de la "politique politicienne".

Mais en soutenant ce "ni gauche ni droite" ils s'opposent aux souverainistes de droite et de gauche qui sont incapables, pour au moins le temps nécessaire, de s'allier pour mettre fin au ni gauche ni droite des mondialistes, (c'est à dire au centrisme) qui continuent à vendre nos ressources aux puissances économiques étrangères, nous soumettent et nous aliènent, au pouvoir démesuré des financiers.

Et pourtant ces souverainistes de gauche et de droite sont probablement majoritaires."

4- "Rappelons qu'Adolf Hitler présentait le NSDAP comme un parti centriste, ouvert aux Allemands venus de la droite comme de la gauche pour former la « communauté du peuple » (Volksgemeinschaft)."

5- "En réalité « ni droite ni gauche » veut dire totalitaire."

[Imposture et manipulation des masses. Qui est à l'origine de l'immigration de masse, qui en fait l'apologie? A qui profite-elle ?](#)

- La peur de l'immigration nourrit la crise des démocraties occidentales - AFP 22 juin 2018

Quelles sont les sources de l'AFP ?

Walter Russell Mead = CFR (L'oligarchie anglo-saxonne dont Rockefeller)
Center for Strategic and International Studies (CSIS) = Pentagone
Carnegie Endowment for International Peace = CIA

Extrait de l'article de l'AFP.

Selon ce professeur américain de relations internationales (Walter Russell Mead dans le Wall Street Journal - LVOG) , c'est un sujet "trois fois gagnant" pour Matteo Salvini: "Il divise la gauche et unit la droite en Italie; il défie le consensus des élites européennes; et il s'impose sur la scène internationale".

Qui est Walter Russell Mead ?

Seven questions for Walter Russell Mead - The Economist - economist.com Jan 16th 2010

Walter Russell Mead is the Henry Kissinger senior fellow for US foreign policy at the Council on Foreign Relations... economist.com Jan 16th 2010

Qu'est-ce que le Center for Strategic and International Studies (CSIS) ?

Wikipédia : Le Center for Strategic and International Studies (CSIS) basé à Washington DC est un cercle de réflexion et d'influence sur la politique étrangère des États-Unis fondé en 1964...

Il compte dans son conseil d'administration Zbigniew Brzezinski, Henry Kissinger, James Woolsey et l'ex-ambassadeur Joseph Farland (jusqu'à son décès en 2007). Le centre est à l'origine de la déclaration commune pour un renouvellement du partenariat transatlantique faite le 14 mai 2003, au plus fort de la guerre américaine contre l'Irak. Wikipédia

AFP - "Etre anti-migrations est au coeur du business model de certains partis populistes de droite. Ils préfèrent que le sujet reste sous les projecteurs plutôt que chercher des solutions", affirme à l'AFP Stefan Lehne, du think tank Carnegie Endowment for International Peace, soulignant que "l'emballement a augmenté et non diminué" en Europe malgré la forte baisse du nombre de demandeurs d'asile depuis 2015/2016. AFP 22 juin 2018

On ne présente plus le Carnegie Endowment for International Peace qui est une officine ou un sous-traitant de la CIA.

A lire aussi : http://www.alterinfo.net/Le-CSIS-le-think-tank-de-Brzezinski_a27807.html

www.voltairenet.org/article17340.html

Extraits. Bien que cela ne figure pas sur sa biographie officielle, Madame Lagarde militait aux États-Unis au Center for Strategic & International Studies (CSIS). Au sein de ce think tank, elle co-présidait avec Zbigniew Brzezinski la commission Action USA/ UE/Pologne et suivait plus particulièrement le groupe de travail Industries de défense USA-Pologne (1995-2002) et les questions liées à la libéralisation des échanges polonais.

En 2003, Christine Lagarde est également devenue membre, toujours au sein du CSIS, de la Commission pour l'élargissement de la communauté euro-atlantique aux côtés de son ami Brzezinski et de diverses personnalités dont l'ancien directeur de l'OMC Reanto Ruggiero et l'ancien ambassadeur spécial pour la restitution des biens religieux en Europe centrale, Stuart Eizenstat.

Au sein de chacune de ces diverses commissions, un homme jouait un rôle central : Bruce P. Jackson, fondateur du Comité états-unien pour l'expansion de l'OTAN (US Committee for Expand NATO). Il représentait les intérêts de l'avionneur Lockheed Martin, dont il avait été vice-président. C'est au travers des relations nouées dans les commissions présidées par Christine Lagarde que M. Jackson monta le contrat du siècle : la vente, en avril 2003, de 48 chasseurs F-16 Lockheed-Martin à la Pologne pour 3,5 milliards de dollars.

Cependant, ce contrat était indissociable de l'engagement de la Pologne dans la colonisation de l'Irak aux côtés des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Australie. M. Jackson était d'ailleurs le principal bailleur de fonds du Comité pour la libération de l'Irak (Committee for the Liberation of Iraq). voltairenet.org

- Visite à Washington de Bernard Kouchner après une polémique sur l'Iran. - lachalouperassemble.over-blog.com 20 septembre 2007

Jeudi, le ministre devait rencontrer en début d'après-midi Robert Gates au Pentagone. (...) Il devait ensuite faire un discours au Center for strategic and international studies (CSIS) (...) Avant de retrouver Mme Rice, M. Kouchner devait être reçu à la Maison Blanche par le conseiller présidentiel à la sécurité nationale, Stephen Hadley. lachalouperassemble.over-blog.com 20 septembre 2007

1- Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Les 4 Vérités - Muriel Pénicaud, la ministre du Travail veut combattre "la précarité" - franceinfo 22.06

- Les emplois pourvus en France sont de plus en CDD et de plus en plus courts, démontre une étude de statistiques du ministère du Travail. franceinfo 22.06
- Le mépris de Trump pour les pauvres épinglé par l'ONU - Libération -22.06
- Macron «ne comprend pas les petites gens», juge le milliardaire François Pinault - leparisien.fr 22.06
- Cohn-Bendit : "Collomb reprend une partie du vocabulaire de l'extrême droite" - AFP 22.06

2- Leur humanisme est la politesse des salauds

- Pour les enfants migrants séparés de leurs parents, un traumatisme de plus - AFP
- Derrière la frontière des Etats-Unis, "les enfants pleurent" pour leur mère - AFP
- Migrants : «L'insécurité psychique est redoutable pour les enfants» - Libération
- Joséphine Vuillard : "la souffrance psychique des exilés est un véritable enjeu de santé publique" - franceinfo -
- En 2017, près d'une personne sur 100 était réfugiée - Libération

Ils osent tout. Israël domine le "cloaque" du totalitarisme.

- Les Etats-Unis claquent la porte du Conseil des droits de l'homme de l'ONU - AFP 20.06

Les Etats-Unis se sont retirés mardi du Conseil des droits de l'homme de l'ONU en accusant l'institution basée à Genève d'"hypocrisie" et de parti pris contre Israël, une décision aussitôt dénoncée par des organisations de défense des droits humains.

Les Etats-Unis se sont retirés mardi du Conseil des droits de l'homme de l'ONU en accusant l'institution basée à Genève d'"hypocrisie" et de parti pris contre Israël, une décision aussitôt dénoncée par des organisations de défense des droits humains.

"Nous prenons cette mesure parce que notre engagement ne nous permet pas de continuer à faire partie d'une organisation hypocrite et servant ses propres intérêts, qui fait des droits de l'homme un sujet de moquerie", a lancé devant la presse à Washington l'ambassadrice américaine à l'ONU Nikki Haley, aux côtés du secrétaire d'Etat Mike Pompeo.

"Pendant trop longtemps, le Conseil des droits de l'homme a protégé les auteurs de violations des droits de l'homme et a été un cloaque de partis pris politiques", a-t-elle ajouté.

Mme Haley et M. Pompeo ont insisté sur le fait que les Etats-Unis resteraient un héraut des droits de l'homme dans le monde mais, pour beaucoup, cette décision reflète la défiance du gouvernement américain envers les organismes multilatéraux.

Cette annonce intervient au lendemain de vives critiques du Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme Zeid Ra'ad Al Hussein contre la politique "inadmissible" et "cruelle" des autorités américaines de séparation d'enfants de leurs parents sans-papiers à la frontière mexicaine.

Mais Nikki Haley et Mike Pompeo ont assuré que la décision était liée à l'échec des tentatives de réforme du CDH.

"Malheureusement, il est maintenant clair que notre appel à la réforme n'a pas été entendu", a dit Mme Haley.

Le CDH a été créé en 2006 pour promouvoir et protéger les droits humains à travers le monde mais ses rapports ont souvent contredit les priorités américaines.

En particulier, le fait qu'Israël soit le seul pays au monde ayant un point fixe (appelé point 7) à l'ordre du jour de chaque session, soit trois fois par an, provoque la colère des Etats-Unis.

Washington, dont le mandat au Conseil s'achevait en principe en 2019, avait aussi réclamé que l'exclusion des Etats membres commettant de graves violations des droits de l'homme soit votée à la majorité simple et non aux deux tiers, et que le processus de sélection des Etats membres soit renforcé.

"Les pays (membres) se sont entendus pour saper la méthode actuelle de sélection des membres", a déclaré M. Pompeo. "Et le biais continu et bien documenté du Conseil contre Israël est inadmissible. Depuis sa création, le Conseil a adopté plus de résolutions condamnant Israël que contre le reste du monde", a-t-il ajouté.

Si l'ambassadeur d'Israël à l'ONU Danny Danon s'est réjoui de ce retrait et a remercié les Etats-Unis pour leur refus "de la haine aveugle à l'égard d'Israël dans les institutions internationales", le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a dit qu'il "aurait préféré que les Etats-Unis restent au Conseil des droits de l'homme", a déclaré son porte-parole.

Depuis l'arrivée début 2017 du républicain Donald Trump à la Maison Blanche, les Etats-Unis se sont retirés de l'Unesco, ont coupé plusieurs financements à des organes de l'ONU et ont annoncé notamment leur retrait de l'accord de Paris sur le climat et de l'accord nucléaire avec l'Iran endossé par les Nations unies.

Le départ des Etats-Unis du Conseil des droits de l'homme n'est pas une première. Il y a douze ans, l'administration du républicain George W. Bush avait déjà boycotté le CDH, avant que le démocrate Barack Obama ne décide d'y faire participer son pays à nouveau. AFP 20.06

Monstruosité. Alors que les médias n'ont jamais été aussi sionistes.

- Elie Chouraqui : "Il y a, dans la presse française, un parti pris anti-israélien" - franceinfo - 22.06

Alors que sa pièce de théâtre "Miroirs" connaît un franc succès auprès du public israélien, le réalisateur, scénariste et animateur télé franco-israélien Elie Chouraqui se réjouit à l'idée de la faire jouer en France après la rentrée théâtrale. "Il est très important de nouer des liens culturels entre Israël et la France", nous dit-il, "car Israël est un pays qu'il faut connaître pour pouvoir aimer".

Interrogé sur sa décision de prendre la nationalité israélienne, le metteur en scène explique que "devenir israélien" était pour lui "un vieux rêve" qui remonte à ses 23 ans, l'âge auquel il a "découvert ce pays". franceinfo - 22.06

Totalitarisme et chasse à l'homme.

- Seine-Maritime: la responsable du service adoption suspendue après ses propos sur les homosexuels - AFP 20.06

La responsable du service adoption de Seine-Maritime a été relevée mercredi de ses fonctions "à titre conservatoire", a annoncé dans un communiqué le conseil départemental, à la suite de propos "discriminatoires" envers les homosexuels tenus par la fonctionnaire.

Dans un entretien accordé à France Bleu Normandie, Pascale Lemare avait estimé qu'un couple homosexuel correspondait moins aux critères requis pour l'adoption d'un bébé en bonne santé qu'un couple hétérosexuel, provoquant de vives réactions et la saisine du Défenseur des droits afin que celui-ci enquête sur les pratiques du service de l'adoption du département.

Mme Buccio, préfète de Normandie, a jugé "d'un autre temps" ces propos qui ont "entraîné des réactions justifiées". AFP 20.06

Cette fonctionnaire a parfaitement raison.

La nature a fait en sorte que la reproduction des espèces animales soit le produit d'un accouplement entre deux membres de la même espèce de sexe opposé, et que seul le membre de sexe féminin soit en mesure de procréer proprement dit ou de donner naissance à un nouveau membre de leur espèce. Et seul le membre de sexe féminin possède les propriétés biologiques pour le nourrir.

Donc l'acte de reproduction pour avoir lieu nécessite obligatoirement la participation d'un membre des deux sexes, dans le cas contraire la reproduction serait impossible et l'espèce serait vouée à s'éteindre.

Tout couple qui ne présenterait pas ses particularités ou qui ne respecterait pas cette loi de la nature serait dans l'impossibilité de procréer. Donc il n'aurait aucune légitimité pour revendiquer un quelconque droit à la reproduction de l'espèce dans le cas d'un couple homosexuel composé de deux femmes, ou sur le produit de la procréation réalisée par l'intermédiaire d'un membre de l'espèce de sexe féminin dans le cas d'un couple homosexuel composé de deux hommes.

L'époque du capitalisme pourrissant qui s'accompagne apparemment d'un regain des instincts les plus basement animaux que ses représentants légitiment, nous ramène des millénaires en arrière, ce qui en soi est somme toute normal. Ce qui l'est moins, c'est que le mouvement ouvrier les soutienne.

Maintenant, si c'est le droit de chaque homme ou femme de s'adonner à toutes sortes de rapports sexuelles, pour autant cela ne

leur donne pas le pouvoir de modifier l'ordre biologique ou morphologique institué par la nature puisqu'un couple composé de deux femmes ou de deux hommes ne sera jamais en mesure de reproduire leur espèce, par conséquent ils ne peuvent revendiquer aucun droit en rapport avec la reproduction.

Que l'on considère les molécules, les atomes, l'électricité, l'électronique, l'électrolyse, l'électromagnétisme, etc. bref, la physique et la chimie, on s'aperçoit qu'elles renferment à l'état naturel la particularité de contenir des éléments polarisés sans lesquels aucune énergie ne pourrait se propager ou aucun mouvement ne pourrait se produire, autrement dit la matière n'existerait pas. Ce mouvement ou le champ où s'exercent ces forces contraires se traduit par une attraction ou une répulsion...

Il y a des centaines de millions d'années, l'espèce animale fera l'objet d'une évolution ou d'une différenciation morphologique, biologique et sexuelle qui se traduira par l'apparition de vertébrés comportant un sexe mâle ou femelle, qui en s'accouplant permettront de reproduire leur espèce ou de perpétuer l'existence de leur espèce. Il paraîtrait que les hommes et les femmes seraient concernés, ce qui semble contrarier les adeptes de la réaction sur toute la ligne qui voudraient nous renvoyer bien au-delà de l'Age de pierre !

Je suis pour la limitation des naissances. J'estime que la population mondiale ne devrait pas excéder 3 milliards, ce qu'elle était aux alentours des années 40, elle doit donc baisser énormément, de toutes manières, dans le cas contraire elle atteindrait rapidement 10, puis 15, 20 milliards et la vie sur terre serait insupportable. Dites-moi si cet argument est farfelu ou cohérent avec le bien-être et la paix...

En complément

- Le Vietnam à la chasse au Web «toxique» - Libération 21.06

ACTUALITÉ DU JOUR

[Ils osent tout. Aux pauvres les restes du festin des riches.](#)

- En Indonésie, les restes de mariages de luxe pour les pauvres - AFP 20.06

La vie d'Efendi dans un bidonville de Jakarta est à mille lieues de celle d'un riche couple s'offrant un mariage à 100.000 euros. Mais à la faveur d'un plan de lutte contre le gaspillage alimentaire, Efendi a pu goûter à la nourriture d'un banquet de noces, comme d'autres pauvres. AFP 20.06

[Stratégie de la déstabilisation, du chaos et de la guerre](#)

L'AFP en est.

- Nicaragua: derrière les barricades, Masaya résiste à l'assaut du gouvernement - AFP 21.06

Barricades, bâtiments brûlés et tirs de mortiers: entre douleur et panique, la ville de Masaya au Nicaragua luttait encore mercredi contre une offensive des forces gouvernementales, nouvel épisode des violences qui ont fait 187 morts depuis avril. AFP 21.06

A télécharger : Nicaragua: Rébellion ou contre-révolution made in USA? (11.06)

ACTUALITE EN TITRES

[Rififi chez les réacs.](#)

- L'ex-garde des Sceaux Jean-Jacques Urvoas mis en examen par la Cour de justice - AFP

- Gérard Collomb assigné en justice pour "atteinte à la présomption d'innocence" - Orange avec AFP

- Les Républicains : Virginie Calmels interdite d'accès au siège du parti après son limogeage - AFP

En famille PS-LREM .

- Accusations de racisme dans une enquête Terra Nova-LREM : la polémique "est assez minable", estime Christophe Castaner
- franceinfo 21.06

- Popularité: Macron et Philippe gagnent à droite (sondage) - AFP 21.06

Rente à vie pour les prédateurs de la finance.

- "La Grèce ne sera pas maîtresse de ses budgets" : malgré l'accord sur la dette grecque, le pays reste sous le contrôle de ses créanciers - franceinfo 22.06

Chut !

- Ces milliards gagnés par l'Allemagne grâce à la crise grecque - Atlantico.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Une 1ère grande unité d'opposition rallie le camp du gouvernement syrien - fr.sputniknews.com 22.06

Une première grande unité de l'Armée syrienne libre dans la zone de désescalade sud rallie le camp du gouvernement syrien et va désormais combattre les terroristes dans les rangs de ce dernier, a annoncé le Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit.

Une frappe de la coalition US dans la province d'Homs, un soldat syrien tué Le Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit a affirmé vendredi que la première unité importante de l'Armée syrienne libre s'était rangée du côté du gouvernement de Bachar el-Assad.

Ainsi, le 22 juin, après des négociations entre des représentants du Centre russe, les autorités syriennes et des combattants de l'Armée syrienne libre dans la zone de désescalade sud, «le chef de la grande unité Tadjamaou al-Wiat al-Oumari, Wajdi abou Sles a annoncé le transfert du groupe dans le camp du gouvernement», est-il dit dans un communiqué du Centre.

Le chef de l'unité a promis que ses militaires allaient désormais lutter contre les djihadistes du Front al-Nosra* et Daech* dans le sud de la Syrie.

En outre, le document a signalé que dans la soirée de vendredi, les troupes gouvernementales étaient entrées dans les localités de Dama et d'Al-Shiyah, situées également dans la zone de désescalade sud. fr.sputniknews.com 22.06

ECONOMIE

Chine

- Une ligne de chemin de fer va relier la Chine et le Népal - AFP 22 juin 2018

La Chine et le Népal sont convenus de construire une ligne de chemin de fer reliant leurs deux pays à travers l'Himalaya, a annoncé vendredi un média d'Etat lors d'une visite à Pékin du Premier ministre népalais.

Katmandou s'efforce actuellement de resserrer ses liens avec son voisin chinois, duquel il espère notamment des investissements dans les infrastructures et un meilleur approvisionnement en énergie.

Pays himalayen enclavé entre les géants asiatiques que sont l'Inde et la Chine, le Népal est le terrain d'une lutte d'influence entre les deux puissances. L'influence diplomatique et économique grandissante de Pékin depuis quelques années est perçue avec méfiance par l'Inde, allié traditionnel du Népal.

La future voie ferrée devrait relier la capitale népalaise Katmandou à la ville de Shigatsé au Tibet (sud-ouest de la Chine), selon le quotidien anglophone China Daily, qui cite le vice-ministre chinois des Affaires étrangères Kong Xuanyou.

Le journal ne fournit aucun détail sur le calendrier ou le coût des travaux, qui pourrait s'avérer faramineux compte tenu du relief et de l'altitude: la ville de Shigatsé culmine à plus de 4.000 mètres. Elle est elle-même reliée par train à la capitale du Tibet, Lhassa, connectée au reste du réseau ferroviaire chinois depuis 2006.

Selon les médias indiens, Chinois et Népalais avaient signé mercredi huit accords d'une valeur totale de 2,4 milliards de dollars (2,1 milliards d'euros) dans l'hydroélectricité, les ressources en eau, la culture des fruits ou encore l'agriculture.

Le Premier ministre chinois Li Keqiang a fait part jeudi à son homologue népalais de son espoir que les deux pays entament des négociations sur un accord de libre-échange "le plus vite possible", selon l'agence officielle Chine nouvelle. AFP 22 juin 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 23 juin 2018

CAUSERIE ET INFOS

Il faut avoir le moral ou être bien accroché pour s'intéresser encore à ce qui se passe dans la société, non, vous ne trouvez pas ? Il y a déjà longtemps de cela, j'avais indiqué qu'en réalité ils faisaient tout pour que le peuple laborieux soit dégoûter de la politique, que c'était un de leurs principaux objectifs, car partant de là ensuite ils pourraient faire tout ce qu'ils veulent et en être fiers.

Je connais plein de travailleurs qui s'en sont totalement détournés, qui se foutent de tout ce qui se passe dans le monde, et j'avoue avoir eu beaucoup de mal à les convaincre du contraire, en vain généralement, normal ils avaient en tête tellement de choses plus agréables à penser, ce qu'on refuse toujours d'admettre, hélas ! Je crois que cette tendance n'a fait que se renforcer au cours des dernières années (L'abstention de plus en plus massive à chaque élection en témoigne.). On boycottera les élections européennes évidemment. Qui en sera, sera complice de l'UE.

La précédente causerie vous a laissé un goût amer dans la tête, j'ai dit sincèrement ce que je pensais. Personne ne veut s'adresser autrement aux travailleurs, et bien tant pis. Vous vous obstinez à leur tenir un discours purement politique, alors que la politique leur donne la nausée, les emmerde au dernier degré, comment il faut vous le dire pour que vous compreniez. Ils sont réfractaires à ce genre de discours, alors essayez un autre registre.

- [Causerie au format pdf \(pages\)](#)

Lutte de classe.

- «Incapacité» de la CGT à fédérer les luttes : la «base» se rebiffe - Libération 21 juin 2018

«A la CGT, il y en a qui me trouvent trop dur, il y en a qui me trouvent trop mou», expliquait Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT, en avril. Visiblement, les seconds ont décidé de se faire entendre. Mercredi, une vingtaine de syndicats cégétistes ont appelé leur confédération à durcir la ligne. Dans une lettre adressée en interne, ils alertent : «Le monde du travail est en péril. Depuis près de vingt ans, non seulement il n'a pu conquérir aucun droit nouveau significatif mais une grande partie des avantages qu'il a arrachés au cours du XXe siècle ont été démantelés.» La faute, selon eux, en partie, à «l'affaiblissement considérable de l'action syndicale». Et, donc, aux actuels dirigeants de la centrale qu'ils accusent de ne pas suffisamment «fédérer» les luttes.

Parmi les signataires, on retrouve la CGT Goodyear, celle des métaux de Valenciennes, de Marks and Spencer, de Bombardier ou encore de PSA Douvrin. Leur objectif : convaincre d'autres antennes de la centrale de les rejoindre pour proposer ensemble un texte d'orientation au prochain congrès de la CGT qui aura lieu en mars 2019, à Dijon.

«Démunis face aux travailleurs résignés, et consternés par l'incapacité de l'organisation», ces militants de «la base» qui ont organisé une conférence de presse, à Lille, mercredi, demandent un «débat» interne. Parmi les sujets à mettre sur la table, selon

eux : la stratégie syndicale face aux réformes du gouvernement et la « convergence des luttes », promise par Martinez, mais qui ne vient pas. Pour Isabelle Bosseman, déléguée au CHU de Lille, « il faut construire du durable, pas des actions ponctuelles ». Référence aux conflits sociaux en cours, dont celui des cheminots et des fonctionnaires.

Non contents de trouver la centrale trop molle, ces cégétistes lui reprochent aussi de leur avoir mis des bâtons dans les roues. « Tous ces syndicats qui se rassemblent et s'engagent ont expérimenté la confrontation avec la confédération, qui ne les soutenait pas, les isolait, n'était pas une force portante », pointe Fiodor Rilov, avocat en droit du travail qui défend plusieurs de ces syndicats.

De quoi inquiéter Philippe Martinez ? En avril, quand on lui demandait comment allait la CGT, il répondait « pas comme je voudrais ». Pour aller mieux, il expliquait alors qu'elle devait encore digérer la mutation du monde du travail. C'est-à-dire le prendre en compte « tel qu'il est et pas comme il a pu être ou comme elle rêverait qu'il soit ». Mais malgré ces débats, tout allait bien à Montreuil, au siège de la centrale, disait-il. C'était peut-être oublier d'autres questions, que les syndicats du Nord ont remis en lumière, avec leur missive. Comme celle-ci : la CGT est-elle, comme ils l'affirment, « une organisation révolutionnaire » ? Eux en sont convaincus, mais disent-ils, « deux grandes orientations » cohabitent à la CGT. L'une – la leur – misant sur la lutte des classes, le combat contre le capitalisme, l'abolition du patronat, le rapport de force. L'autre, plus encline à la négociation et au dialogue social. Et pour les auteurs de la lettre, il est donc temps de trancher. Libération 21 juin 2018

On pourrait suggérer aux syndicalistes révolutionnaires de tous rejoindre la CGT pour dégager les bureaucrates qui en ont fait leur fond de commerce depuis le milieu des années 20, j'ignore si ce serait une bonne idée, peu importe puisqu'ils ne changeront rien à leurs petites habitudes, n'est-ce pas ?

- D'où viendra l'issue ? Éditorial de Daniel Gluckstein de la Tribune des travailleurs publié le 21 juin 2018

Ce 18 juin, le gouvernement a adopté le projet de loi Pacte qui privatise les entreprises publiques et « libère » les patrons de « charges » sociales qui pèsent sur eux... Nouvelle contre-réforme qui s'ajoute à celles des retraites, de la SNCF, du Code du travail, du droit d'asile... chaîne ininterrompue d'attaques anti-ouvrières et antidémocratiques qui semble destinée à s'allonger chaque jour...

Combien de temps encore ?

Entré dans une période de décadence et de décomposition, ce système capitaliste est non seulement incapable de proposer la moindre réforme sociale, mais il s'acharne à reprendre toutes les anciennes réformes.

Et il ne s'agit pas uniquement de la France : toute l'Europe est entrée dans l'ère des contre-réformes économiques et politiques.

Et il ne s'agit pas du caprice de tel ou tel gouvernement en particulier : on privatise et on déréglemente les droits ouvriers aussi bien sous le drapeau du populisme de tous bords en Italie que sous celui de la grande coalition en Allemagne, ou du PS soutenu par toute la « gauche » au Portugal (sans oublier la coalition en cours de formation PSOE-Podemos en Espagne décidée à poursuivre la politique austéraitre de Rajoy).

Ce même 18 juin, un communiqué publié par les travailleurs des Catacombes à Paris informe que leur grève a arraché l'essentiel de leurs revendications. Ce résultat, ils le doivent, expliquent-ils, au respect des décisions prises en assemblée générale par les délégués mandatés et contrôlés par elle, formant un bloc uni avec les syndicats sur les revendications précises, contrôlant à chaque étape le résultat des négociations et décidant souverainement de la suite à donner.

Le front, uni et soudé, des travailleurs et des organisations, avec les délégués élus et mandatés sur les revendications, ouvre la voie à l'action victorieuse. Et pas seulement aux Catacombes. N'est-ce pas le problème posé dans la grève des cheminots ?

Face au gouvernement Macron, gouvernement de classe, anti-ouvrier et réactionnaire sur toute la ligne, les travailleurs ont besoin d'entendre et de tenir un langage clair. C'est-à-dire un langage de classe.

Qu'on ne vienne pas leur parler de « populisme » sans contenu de classe : celui-ci respecte les institutions au point de vouloir laisser Macron en place jusqu'en 2022. Qu'on ne vienne pas leur parler d'une « gauche » unie : à Paris, la grève s'est dressée contre une municipalité d'union de la gauche, aux ordres des banquiers et des privatiseurs.

L'issue viendra du mouvement par lequel les travailleurs mobilisés prennent en main leur propre destin, sans craindre de rompre avec les institutions d'oppression et d'exploitation. Du comité de grève de délégués élus et mandatés avec les organisations sur les revendications aujourd'hui, jusqu'au gouvernement de délégués élus et mandatés, gouvernement des organisations unies de la classe ouvrière, demain, face à la bourgeoisie : il y a une différence d'échelle, mais aussi un fil de continuité. Celui d'une politique ouvrière authentique au service de laquelle se construit le parti ouvrier.

Tout ce que dit ici Gluckstein on le partage, cependant on se demande à qui s'adresse son discours. Aux militants de son parti ? Aux militants du POI ? A ceux du NPA, de LO ? Aux militants révolutionnaires inorganisés ? Compte tenu de la sémantique

employée, il ne s'adresse pas aux travailleurs qui ne participent pas à la lutte de classe, soit plus de 90% d'entre eux, donc en admettant qu'environ 4,5 millions de travailleurs auraient participé à des actions au cours des dernières années.

En admettant que l'orientation politique du POID serait correcte, qui compte-t-il convaincre, les militants du POI, du NPA, de LO, de LFI, du PCF qui tous sont convaincus que l'orientation politique de leur parti est correcte ? N'est-ce pas faire fausse route ? Quelle est la composition sociologique de ces partis ? Celle que l'on trouve dans les syndicats, entendez par là ceux qui y militent activement ou qui ont des responsabilités dans leurs instances. Ils y militent sur quelle orientation politique ? Quelle est leur conception du syndicalisme ? Certainement pas la nôtre et ni celle du POID s'il la partage. Dès lors qu'y a-t-il à attendre de ces travailleurs qui ont une conception du militantisme et de la lutte de classe héritée de la social-démocratie dégénérée ou du stalinisme ?

Il est normal que ces militants défendent l'orientation politique de leur parti ou la conception de la lutte de classe qui y prévaut. Vous pouvez savoir qu'elles sont indéfendables, vous pouvez tenter de leur démontrer loyalement ou honnêtement qu'elles sont erronées en leur soumettant une multitude de faits ou de preuves à l'appui, ils ne vous écouteront pas, ils demeureront obstinément sourds à vos arguments (logiques) ou refuseront de les étudier sérieusement, parce qu'ils ont adopté un mode de pensée qui fonctionne en circuit fermé. Ils l'ont cadenassé, c'est le seul moyen qu'ils ont trouvé pour le protéger, donc il ne peut pas évoluer, en l'état il est voué irrémédiablement à se scléroser ou se fossiliser, d'autant plus qu'il reflète l'interprétation de leur condition, les deux coïncidant, ils s'y identifient et partant de là ils ne peuvent que très difficilement en changer, sauf peut-être si leur condition se dégradait, cela pourrait les inciter à réfléchir à nouveau, mais comme leur condition est généralement privilégiée, stable ou gelée, leur cerveau l'est également.

Vous pouvez mobiliser la totalité de vos facultés intellectuelles, vous n'arriverez à rien avec ce genre de militants obtus. Leur parti, c'est leur chapelle, leurs dirigeants, c'est leurs dieux, leur programme, c'est leur bible, et l'ensemble, c'est leur religion. Ces sacristains ont un sens si aigu de la propriété qu'ils s'y identifient. Nos idées correspondent à une certaine interprétation de la réalité qui se compose d'un certain nombre d'éléments qui ne nous appartiennent pas, par conséquent nos idées ne nous appartiennent pas davantage que les matériaux qui les composent, sauf que ces militants ou la plupart des militants estiment inconsciemment le contraire et s'identifient à leurs idées, du coup ils ne peuvent pas se résoudre à devoir s'en séparer.

Le problème du POID, c'est que tous les militants connaissent son histoire, surtout celle de leurs dirigeants qui ne joue pas vraiment en sa faveur...

En complément.

● [Syndicalisme et communisme. \(L. Trotsky - Oeuvres 1929\) Télécharger au format pdf](#)

Extrait à mettre sous le nez de vos dirigeants qui l'ont toujours ignoré.

- "Les faits démontrent que des syndicats politiquement "indépendants" n'existent nulle part. Il n'y en a jamais eu. L'expérience et la théorie indiquent qu'il n'y en aura jamais. Aux Etats-Unis, les syndicats sont directement liés par leur appareil au patronat industriel et aux partis bourgeois. En Angleterre, les syndicats, qui dans le passé ont principalement soutenu les libéraux, constituent maintenant la base du parti travailliste. En Allemagne, les syndicats marchent sous la bannière de la social-démocratie. En république soviétique, leur conduite appartient aux bolcheviques. En France, une des organisations syndicales suit les socialistes, l'autre les communistes. En Finlande, les syndicats ont été divisés il y a un peu de temps, l'un allant vers la social-démocratie, l'autre vers le communisme. C'est comme ça partout.

Les théoriciens de l' "Indépendance" du mouvement syndical n'ont pas pris la peine jusqu'ici de penser à cela : pourquoi leur slogan non seulement est loin de se réaliser où que ce soit, mais, au contraire, pourquoi la dépendance des syndicats vis-à-vis du leadership d'un parti devient partout la règle, sans exception, et ce ouvertement ? Ceci correspond en fait aux caractéristiques de l'époque impérialiste, qui dévoile toutes les relations de classe et qui, même chez le prolétariat accentue les contradictions entre son aristocratie et ses couches les plus exploitées." L. Trotsky.

Depuis, les syndicats ont tous été inféodés aux sociaux-néolibéraux et aux staliniens, leurs dirigeants ne quittent plus les cabinets ministériels où ils ont tous leurs ronds de serviettes, en attendant d'être recyclés dans une commission ministère, etc.

[Imposture. Faux opposants au régime.](#)

Comment légitimer les médias aux ordres ?

Acrimed regrette que les "interventions" et les "commentaires des responsables de la majorité depuis un an (...) dénotent non seulement un mépris souverain pour le journalisme et son indépendance".

(Source : <http://www.acrimed.org/La-macronie-en-marche-pour-mettre-les-medias-au> - publié par le blog Les-Crises.fr le 18-06-2018)

Parce que voyez-vous, jusqu'à un passé récent le "journalisme" était indépendant, pincez-moi, il s'agissait bien des mêmes journalistes et des mêmes médias lié au régime, non ? Alors pourquoi leur attribuer des vertus qu'ils n'ont jamais eu ?

On préférera le regard impartial ou avisé d'un internaute.

- "Il y a je pense deux types de journalistes :

- les éditorialistes, experts et présentateurs qui se pament devant Macron qui sont une espèce en pleine croissance.
- les journalistes d'investigation qui font leur travail et sont depuis les lois sur les fake news et sur la loi des affaires une espèce nuisible pour les puissants à faire disparaître au plus vite.

On comprendra que la réponse schyzophrénique des médias à cette chasse à cours paraisse si étrange une partie de la profession étouffant l'agonie de l'autre partie."

Dans le même registre.

1- « La corruption de l'information est une tentative de corrompre l'esprit même de nos démocraties » (Emmanuel Macron devant le Congrès des Etats-Unis)

Exemples :

- le faux charnier de Timisoara (1989)
- les couveuses renversées du Koweït (1990)
- Maastricht, c'est la paix (1992)
- le massacre de Markale attribué aux Serbes (1994)
- le faux génocide du Kosovo (1999)
- Saddam menace la planète (2002-2003)
- Poutine agresse la Géorgie (2008)
- Kadhafi massacre à Benghazi (2011)
- Bachar massacre de gentils manifestants (2011)
- la "transition démocratique en Ukraine" (saluée par François Hollande, 2014)
- Poutine bombarde Donetsk (dixit Nicolas Poincaré d'Europe 1)
- Bachar gaze à tire-larigot (2013, 2017, 2018)
- Emmanuel sauve la démocratie (2017)
- Emmanuel contre les menteurs (2018)

Comme disait le regretté Plan B : "Les médias veillent, dormez citoyens".

2- "«Ce qui est particulièrement exaspérant, c'est qu'ils demandent aux citoyens de renoncer à davantage de liberté d'expression et de liberté de la presse au nom de la démocratie»

Tout est dit."

3- "En somme, Zupiter n'est que le petit télégraphiste d'une OTAN de l'intox."

Alerte manipulation.

- [Wikipédia] L'Affaire Philip Cross, par Craig Murray - Les-Crises 21.06

Cet article de Craig Murray met en évidence les liens entre Wikipédia, généralement réputée pour être une encyclopédie libre et participative (et donc une référence dans le domaine de l'information), et la manière dont elle est utilisée à des fins (géo) politiques avec la complicité supposée de son fondateur et de certains rédacteurs. Cet article traite de l'affaire « Philip Cross », un utilisateur de Wikipédia qui a un grand nombre de révisions à son actif, toutes en faveur des médias néo-conservateurs britanniques et en défaveur des médias indépendants et alternatifs. Cet article apporte des éléments de réponse pour juger de la neutralité de Wikipédia, et permet d'avoir un aperçu des difficultés rencontrées par d'autres personnes physiques ou morales (partis politiques, associations), même en France, pour disposer d'une page objective.

[Le centrisme \(macronisme\) est la base du totalitarisme.](#)

- Les centristes sont les plus hostiles à la démocratie, pas les extrémistes - Les Crises 22.06

LVOG - Ou de l'UDF à LREM.

Parole d'internautes.

1- "Les soutiens des centristes sont pour beaucoup ceux qui ne souffrent pas ou peu de la crise, qui sont installés dans leur petite vie semi-bourgeoise, qui ne sont pas riches, mais sécurisés. Ils ont ce qu'il faut pour vivre et ne comprennent pas ceux qui se plaignent tout le temps, alors que la vie est dure pour tout le monde. Ils pensent que le peuple doit être mis au pas, et que la liberté a des limites. Qu'au lieu de râler le peuple ferait mieux de travailler plutôt que profiter.

Ils ont pour eux la bonne conscience, ils voient dans le populisme un ramassis de râleurs ou de profiteurs prêts à installer une dictature d'extrême gauche ou d'extrême droite qui mettrait fin à leur conception de la liberté.

Peu enclins à comprendre la réalité du monde et la politique, leurs opinions sont toutes faites et indiscutables.

La société telle qu'elle est, même si des réformes leur paraissent indispensables, leur convient et qu'on en fait trop pour les insatisfaits qui sont responsables de leur situation et méritent ce qu'ils ont.

Ces gens là ne voteront jamais ni RN ni FI, ni dissidence et préfèrent, à tout prendre, un président qui a une tête de premier de la classe, et qui est bien de sa personne.

Voilà, entre autres raisons, comment et pourquoi sont élus toujours les mêmes et pourquoi ces "centristes", qui se croient modérés, soutiennent, sans le savoir, une nouvelle forme de totalitarisme cachée derrière de "bonnes" raisons."

2- "Les centristes sont cette minorité économiquement et culturellement dominante qui entend bien le rester. Ils se savent minoritaires dites-vous... J'ajouterai : et cela ne les dérange pas de le rester. Ils se conçoivent comme une nouvelle aristocratie, celle de la réussite.

Le nivellement démocratique, le partage avec les inférieurs leur fait horreur."

3- "Quand on leur dit que les aides sociales coutent "un pognon dingue", ils sont, au fond d'eux, d'accord. Macron sait à qui il s'adresse. Même si cet électorat ne représente que 23% et sans doute moins, il est suffisant pour obtenir le pouvoir.

Mais si on leur dit que nous avons vendu Alstom à des étrangers et que nous perdons des emplois, ils éludent rapidement la question en affirmant que la mondialisation est un progrès et qu'on ne peut se développer en se repliant sur soi-même. L'europhisme est pour eux la bonne voie, il est l'avenir dont nous bénéficierons grâce à la mondialisation quand nous aurons fait les efforts nécessaires.

Le "parti" qui se prétend gauche/droite, est pour eux la fin de la "politique politicienne".

Mais en soutenant ce "ni gauche ni droite" ils s'opposent aux souverainistes de droite et de gauche qui sont incapables, pour au moins le temps nécessaire, de s'allier pour mettre fin au ni gauche ni droite des mondialistes, (c'est à dire au centrisme) qui continuent à vendre nos ressources aux puissances économiques étrangères, nous soumettent et nous aliènent, au pouvoir démesuré des financiers.

Et pourtant ces souverainistes de gauche et de droite sont probablement majoritaires."

4- "Rappelons qu'Adolf Hitler présentait le NSDAP comme un parti centriste, ouvert aux Allemands venus de la droite comme de la gauche pour former la « communauté du peuple » (Volksgemeinschaft)."

5- "En réalité « ni droite ni gauche » veut dire totalitaire."

[Imposture et manipulation des masses. Qui est à l'origine de l'immigration de masse, qui en fait l'apologie? A qui profite-elle ?](#)

- La peur de l'immigration nourrit la crise des démocraties occidentales - AFP 22 juin 2018

Quelles sont les sources de l'AFP ?

Walter Russell Mead = CFR (L'oligarchie anglo-saxonne dont Rockefeller)
Center for Strategic and International Studies (CSIS) = Pentagone
Carnegie Endowment for International Peace = CIA

Extrait de l'article de l'AFP.

Selon ce professeur américain de relations internationales (Walter Russell Mead dans le Wall Street Journal - LVOG) , c'est un sujet "trois fois gagnant" pour Matteo Salvini: "Il divise la gauche et unit la droite en Italie; il défie le consensus des élites européennes; et il s'impose sur la scène internationale".

Qui est Walter Russell Mead ?

Seven questions for Walter Russell Mead - The Economist - economist.com Jan 16th 2010

Walter Russell Mead is the Henry Kissinger senior fellow for US foreign policy at the Council on Foreign Relations... economist.com Jan 16th 2010

Qu'est-ce que le Center for Strategic and International Studies (CSIS) ?

Wikipédia : Le Center for Strategic and International Studies (CSIS) basé à Washington DC est un cercle de réflexion et d'influence sur la politique étrangère des États-Unis fondé en 1964...

Il compte dans son conseil d'administration Zbigniew Brzezinski, Henry Kissinger, James Woolsey et l'ex-ambassadeur Joseph Farland (jusqu'à son décès en 2007). Le centre est à l'origine de la déclaration commune pour un renouvellement du partenariat transatlantique faite le 14 mai 2003, au plus fort de la guerre américaine contre l'Irak. Wikipédia

AFP - "Etre anti-migrations est au coeur du business model de certains partis populistes de droite. Ils préfèrent que le sujet reste sous les projecteurs plutôt que chercher des solutions", affirme à l'AFP Stefan Lehne, du think tank Carnegie Endowment for International Peace, soulignant que "l'emballage a augmenté et non diminué" en Europe malgré la forte baisse du nombre de demandeurs d'asile depuis 2015/2016. AFP 22 juin 2018

On ne présente plus le Carnegie Endowment for International Peace qui est une officine ou un sous-traitant de la CIA.

A lire aussi : http://www.alterinfo.net/Le-CSIS-le-think-tank-de-Brzezinski_a27807.html

www.voltairenet.org/article17340.html

Extraits. Bien que cela ne figure pas sur sa biographie officielle, Madame Lagarde militait aux États-Unis au Center for Strategic & International Studies (CSIS). Au sein de ce think tank, elle co-présidait avec Zbigniew Brzezinski la commission Action USA/ UE/Pologne et suivait plus particulièrement le groupe de travail Industries de défense USA-Pologne (1995-2002) et les questions liées à la libéralisation des échanges polonais.

En 2003, Christine Lagarde est également devenue membre, toujours au sein du CSIS, de la Commission pour l'élargissement de la communauté euro-atlantique aux côtés de son ami Brzezinski et de diverses personnalités dont l'ancien directeur de l'OMC Reanto Ruggiero et l'ancien ambassadeur spécial pour la restitution des biens religieux en Europe centrale, Stuart Eizenstat.

Au sein de chacune de ces diverses commissions, un homme jouait un rôle central : Bruce P. Jackson, fondateur du Comité états-unien pour l'expansion de l'OTAN (US Committee for Expand NATO). Il représentait les intérêts de l'avionneur Lockheed Martin, dont il avait été vice-président. C'est au travers des relations nouées dans les commissions présidées par Christine Lagarde que M. Jackson monta le contrat du siècle : la vente, en avril 2003, de 48 chasseurs F-16 Lockheed-Martin à la Pologne pour 3,5 milliards de dollars.

Cependant, ce contrat était indissociable de l'engagement de la Pologne dans la colonisation de l'Irak aux côtés des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Australie. M. Jackson était d'ailleurs le principal bailleur de fonds du Comité pour la libération de l'Irak (Committee for the Liberation of Iraq). voltairenet.org

- Visite à Washington de Bernard Kouchner après une polémique sur l'Iran. - lachalouperassemble.over-blog.com 20 septembre 2007

Jeudi, le ministre devait rencontrer en début d'après-midi Robert Gates au Pentagone. (...) Il devait ensuite faire un discours au Center for strategic and international studies (CSIS) (...) Avant de retrouver Mme Rice, M. Kouchner devait être reçu à la Maison Blanche par le conseiller présidentiel à la sécurité nationale, Stephen Hadley. lachalouperassemble.over-blog.com

20 septembre 2007

1- Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Les 4 Vérités - Muriel Pénicaud, la ministre du Travail veut combattre "la précarité" - franceinfo 22.06
- Les emplois pourvus en France sont de plus en CDD et de plus en plus courts, démontre une étude de statistiques du ministère du Travail. franceinfo 22.06
- Le mépris de Trump pour les pauvres épinglé par l'ONU - Libération -22.06
- Macron «ne comprend pas les petites gens», juge le milliardaire François Pinault - leparisien.fr 22.06
- Cohn-Bendit : "Collomb reprend une partie du vocabulaire de l'extrême droite" - AFP 22.06

2- Leur humanisme est la politesse des salauds

- Pour les enfants migrants séparés de leurs parents, un traumatisme de plus - AFP
- Derrière la frontière des Etats-Unis, "les enfants pleurent" pour leur mère - AFP
- Migrants : «L'insécurité psychique est redoutable pour les enfants» - Libération
- Joséphine Vuillard : "la souffrance psychique des exilés est un véritable enjeu de santé publique" - franceinfo -
- En 2017, près d'une personne sur 100 était réfugiée - Libération

Ils osent tout. Israël domine le "cloaque" du totalitarisme.

- Les Etats-Unis claquent la porte du Conseil des droits de l'homme de l'ONU - AFP 20.06

Les Etats-Unis se sont retirés mardi du Conseil des droits de l'homme de l'ONU en accusant l'institution basée à Genève d'"hypocrisie" et de parti pris contre Israël, une décision aussitôt dénoncée par des organisations de défense des droits humains.

Les Etats-Unis se sont retirés mardi du Conseil des droits de l'homme de l'ONU en accusant l'institution basée à Genève d'"hypocrisie" et de parti pris contre Israël, une décision aussitôt dénoncée par des organisations de défense des droits humains.

"Nous prenons cette mesure parce que notre engagement ne nous permet pas de continuer à faire partie d'une organisation hypocrite et servant ses propres intérêts, qui fait des droits de l'homme un sujet de moquerie", a lancé devant la presse à Washington l'ambassadrice américaine à l'ONU Nikki Haley, aux côtés du secrétaire d'Etat Mike Pompeo.

"Pendant trop longtemps, le Conseil des droits de l'homme a protégé les auteurs de violations des droits de l'homme et a été un cloaque de partis pris politiques", a-t-elle ajouté.

Mme Haley et M. Pompeo ont insisté sur le fait que les Etats-Unis resteraient un héraut des droits de l'homme dans le monde mais, pour beaucoup, cette décision reflète la défiance du gouvernement américain envers les organismes multilatéraux.

Cette annonce intervient au lendemain de vives critiques du Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme Zeid Ra'ad Al Hussein contre la politique "inadmissible" et "cruelle" des autorités américaines de séparation d'enfants de leurs parents sans-papiers à la frontière mexicaine.

Mais Nikki Haley et Mike Pompeo ont assuré que la décision était liée à l'échec des tentatives de réforme du CDH.

"Malheureusement, il est maintenant clair que notre appel à la réforme n'a pas été entendu", a dit Mme Haley.

Le CDH a été créé en 2006 pour promouvoir et protéger les droits humains à travers le monde mais ses rapports ont souvent contredit les priorités américaines.

En particulier, le fait qu'Israël soit le seul pays au monde ayant un point fixe (appelé point 7) à l'ordre du jour de chaque session,

soit trois fois par an, provoque la colère des Etats-Unis.

Washington, dont le mandat au Conseil s'achevait en principe en 2019, avait aussi réclamé que l'exclusion des Etats membres commettant de graves violations des droits de l'homme soit votée à la majorité simple et non aux deux tiers, et que le processus de sélection des Etats membres soit renforcé.

"Les pays (membres) se sont entendus pour saper la méthode actuelle de sélection des membres", a déclaré M. Pompeo. "Et le biais continu et bien documenté du Conseil contre Israël est inadmissible. Depuis sa création, le Conseil a adopté plus de résolutions condamnant Israël que contre le reste du monde", a-t-il ajouté.

Si l'ambassadeur d'Israël à l'ONU Danny Danon s'est réjoui de ce retrait et a remercié les Etats-Unis pour leur refus "de la haine aveugle à l'égard d'Israël dans les institutions internationales", le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a dit qu'il "aurait préféré que les Etats-Unis restent au Conseil des droits de l'homme", a déclaré son porte-parole.

Depuis l'arrivée début 2017 du républicain Donald Trump à la Maison Blanche, les Etats-Unis se sont retirés de l'Unesco, ont coupé plusieurs financements à des organes de l'ONU et ont annoncé notamment leur retrait de l'accord de Paris sur le climat et de l'accord nucléaire avec l'Iran endossé par les Nations unies.

Le départ des Etats-Unis du Conseil des droits de l'homme n'est pas une première. Il y a douze ans, l'administration du républicain George W. Bush avait déjà boycotté le CDH, avant que le démocrate Barack Obama ne décide d'y faire participer son pays à nouveau. AFP 20.06

Monstruosité. Alors que les médias n'ont jamais été aussi sionistes.

- Elie Chouraqui : "Il y a, dans la presse française, un parti pris anti-israélien" - franceinfo - 22.06

Alors que sa pièce de théâtre "Miroirs" connaît un franc succès auprès du public israélien, le réalisateur, scénariste et animateur télé franco-israélien Elie Chouraqui se réjouit à l'idée de la faire jouer en France après la rentrée théâtrale. "Il est très important de nouer des liens culturels entre Israël et la France", nous dit-il, "car Israël est un pays qu'il faut connaître pour pouvoir aimer".

Interrogé sur sa décision de prendre la nationalité israélienne, le metteur en scène explique que "devenir israélien" était pour lui "un vieux rêve" qui remonte à ses 23 ans, l'âge auquel il a "découvert ce pays". franceinfo - 22.06

Totalitarisme et chasse à l'homme.

- Seine-Maritime: la responsable du service adoption suspendue après ses propos sur les homosexuels - AFP 20.06

La responsable du service adoption de Seine-Maritime a été relevée mercredi de ses fonctions "à titre conservatoire", a annoncé dans un communiqué le conseil départemental, à la suite de propos "discriminatoires" envers les homosexuels tenus par la fonctionnaire.

Dans un entretien accordé à France Bleu Normandie, Pascale Lemare avait estimé qu'un couple homosexuel correspondait moins aux critères requis pour l'adoption d'un bébé en bonne santé qu'un couple hétérosexuel, provoquant de vives réactions et la saisine du Défenseur des droits afin que celui-ci enquête sur les pratiques du service de l'adoption du département.

Mme Buccio, préfète de Normandie, a jugé "d'un autre temps" ces propos qui ont "entraîné des réactions justifiées". AFP 20.06

Cette fonctionnaire a parfaitement raison.

La nature a fait en sorte que la reproduction des espèces animales soit le produit d'un accouplement entre deux membres de la même espèce de sexe opposé, et que seul le membre de sexe féminin soit en mesure de procréer proprement dit ou de donner naissance à un nouveau membre de leur espèce. Et seul le membre de sexe féminin possède les propriétés biologiques pour le nourrir.

Donc l'acte de reproduction pour avoir lieu nécessite obligatoirement la participation d'un membre des deux sexes, dans le cas contraire la reproduction serait impossible et l'espèce serait vouée à s'éteindre.

Tout couple qui ne présenterait pas ses particularités ou qui ne respecterait pas cette loi de la nature serait dans l'impossibilité de procréer. Donc il n'aurait aucune légitimité pour revendiquer un quelconque droit à la reproduction de l'espèce dans le cas d'un couple homosexuel composé de deux femmes, ou sur le produit de la procréation réalisée par l'intermédiaire d'un membre de l'espèce de sexe féminin dans le cas d'un couple homosexuel composé de deux hommes.

L'époque du capitalisme pourrissant qui s'accompagne apparemment d'un regain des instincts les plus bassement animaux que ses représentants légitimement, nous ramène des millénaires en arrière, ce qui en soi est somme toute normal. Ce qui l'est moins, c'est que le mouvement ouvrier les soutiennent.

Maintenant, si c'est le droit de chaque homme ou femme de s'adonner à toutes sortes de rapports sexuelles, pour autant cela ne leur donne pas le pouvoir de modifier l'ordre biologique ou morphologique institué par la nature puisqu'un couple composé de deux femmes ou de deux hommes ne sera jamais en mesure de reproduire leur espèce, par conséquent ils ne peuvent revendiquer aucun droit en rapport avec la reproduction.

Que l'on considère les molécules, les atomes, l'électricité, l'électronique, l'électrolyse, l'électro-magnétisme, etc. bref, la physique et la chimie, on s'aperçoit qu'elles renferment à l'état naturel la particularité de contenir des éléments polarisés sans lesquels aucune énergie ne pourrait se propager ou aucun mouvement ne pourrait se produire, autrement dit la matière n'existerait pas. Ce mouvement ou le champ où s'exerce ces forces contraires se traduit par une attraction ou une répulsion...

Il y a des centaines de millions d'années, l'espèce animale fera l'objet d'une évolution ou d'une différenciation morphologique, biologique et sexuelle qui se traduira par l'apparition de vertébrés comportant un sexe mâle ou femelle, qui en s'accouplant permettront de reproduire leur espèce ou de perpétuer l'existence de leur espèce. Il paraîtrait que les hommes et les femmes seraient concernés, ce qui semble contrarier les adeptes de la réaction sur toute la ligne qui voudraient nous renvoyer bien au-delà de l'Age de pierre !

En complément

- Le Vietnam à la chasse au Web «toxique» - Libération 21.06

ACTUALITÉ DU JOUR

[Ils osent tout. Aux pauvres les restes du festin des riches.](#)

- En Indonésie, les restes de mariages de luxe pour les pauvres - AFP 20.06

La vie d'Efendi dans un bidonville de Jakarta est à mille lieues de celle d'un riche couple s'offrant un mariage à 100.000 euros. Mais à la faveur d'un plan de lutte contre le gaspillage alimentaire, Efendi a pu goûter à la nourriture d'un banquet de noces, comme d'autres pauvres. AFP 20.06

[Stratégie de la déstabilisation, du chaos et de la guerre](#)

L'AFP en est.

- Nicaragua: derrière les barricades, Masaya résiste à l'assaut du gouvernement - AFP 21.06

Barricades, bâtiments brûlés et tirs de mortiers: entre douleur et panique, la ville de Masaya au Nicaragua luttait encore mercredi contre une offensive des forces gouvernementales, nouvel épisode des violences qui ont fait 187 morts depuis avril. AFP 21.06

A télécharger : Nicaragua: Rébellion ou contre-révolution made in USA? (11.06)

ACTUALITE EN TITRES

[Rififi chez les réacs.](#)

- L'ex-garde des Sceaux Jean-Jacques Urvoas mis en examen par la Cour de justice - AFP

- Gérard Collomb assigné en justice pour "atteinte à la présomption d'innocence" - Orange avec AFP

- Les Républicains : Virginie Calmels interdite d'accès au siège du parti après son limogeage - AFP

En famille PS-LREM .

- Accusations de racisme dans une enquête Terra Nova-LREM : la polémique "est assez minable", estime Christophe Castaner
- franceinfo 21.06

- Popularité: Macron et Philippe gagnent à droite (sondage) - AFP 21.06

Rente à vie pour les prédateurs de la finance.

- "La Grèce ne sera pas maîtresse de ses budgets" : malgré l'accord sur la dette grecque, le pays reste sous le contrôle de ses créanciers - franceinfo 22.06

Chut !

- Ces milliards gagnés par l'Allemagne grâce à la crise grecque - Atlantico.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Une 1ère grande unité d'opposition rallie le camp du gouvernement syrien - fr.sputniknews.com 22.06

Une première grande unité de l'Armée syrienne libre dans la zone de désescalade sud rallie le camp du gouvernement syrien et va désormais combattre les terroristes dans les rangs de ce dernier, a annoncé le Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit.

Une frappe de la coalition US dans la province d'Homs, un soldat syrien tué Le Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit a affirmé vendredi que la première unité importante de l'Armée syrienne libre s'était rangée du côté du gouvernement de Bachar el-Assad.

Ainsi, le 22 juin, après des négociations entre des représentants du Centre russe, les autorités syriennes et des combattants de l'Armée syrienne libre dans la zone de désescalade sud, «le chef de la grande unité Tadjamaua al-Wiat al-Oumari, Wajdi abou Sles a annoncé le transfert du groupe dans le camp du gouvernement», est-il dit dans un communiqué du Centre.

Le chef de l'unité a promis que ses militaires allaient désormais lutter contre les djihadistes du Front al-Nosra* et Daech* dans le sud de la Syrie.

En outre, le document a signalé que dans la soirée de vendredi, les troupes gouvernementales étaient entrées dans les localités de Dama et d'Al-Shiyah, situées également dans la zone de désescalade sud. fr.sputniknews.com 22.06

ECONOMIE

Chine

- Une ligne de chemin de fer va relier la Chine et le Népal - AFP 22 juin 2018

La Chine et le Népal sont convenus de construire une ligne de chemin de fer reliant leurs deux pays à travers l'Himalaya, a annoncé vendredi un média d'Etat lors d'une visite à Pékin du Premier ministre népalais.

Katmandou s'efforce actuellement de resserrer ses liens avec son voisin chinois, duquel il espère notamment des

investissements dans les infrastructures et un meilleur approvisionnement en énergie.

Pays himalayen enclavé entre les géants asiatiques que sont l'Inde et la Chine, le Népal est le terrain d'une lutte d'influence entre les deux puissances. L'influence diplomatique et économique grandissante de Pékin depuis quelques années est perçue avec méfiance par l'Inde, allié traditionnel du Népal.

La future voie ferrée devrait relier la capitale népalaise Katmandou à la ville de Shigatsé au Tibet (sud-ouest de la Chine), selon le quotidien anglophone China Daily, qui cite le vice-ministre chinois des Affaires étrangères Kong Xuanyou.

Le journal ne fournit aucun détail sur le calendrier ou le coût des travaux, qui pourrait s'avérer faramineux compte tenu du relief et de l'altitude: la ville de Shigatsé culmine à plus de 4.000 mètres. Elle est elle-même reliée par train à la capitale du Tibet, Lhassa, connectée au reste du réseau ferroviaire chinois depuis 2006.

Selon les médias indiens, Chinois et Népalais avaient signé mercredi huit accords d'une valeur totale de 2,4 milliards de dollars (2,1 milliards d'euros) dans l'hydroélectricité, les ressources en eau, la culture des fruits ou encore l'agriculture.

Le Premier ministre chinois Li Keqiang a fait part jeudi à son homologue népalais de son espoir que les deux pays entament des négociations sur un accord de libre-échange "le plus vite possible", selon l'agence officielle Chine nouvelle. AFP 22 juin 2018

[Haut de page ↗](#)

CAUSERIE ET INFOS

● [Causerie au format pdf \(22 pages\)](#)

Dans cette causerie, plusieurs thèmes :

- La pauvreté et une réflexion sur la situation politique en France,
- La désinformation médiatique,
- La situation au Nicaragua,
- Main basse des va-t-en-guerre sur l'OIAC,
- Une info économique sur l'Algérie.
- Sans oublier le gigolo de service, Macron. D'ailleurs c'est par lui qu'on va commencer, sa majesté oblige !

Aveux.

Pas assez centriste : A l'extrême droite !

- Macron pas "centriste" mais "beaucoup plus à droite" (Morin) - AFP 23.06

Le président des Centristes (ex-Nouveau Centre), Hervé Morin, juge Emmanuel Macron "beaucoup plus à droite" que son "discours en même temps à droite et à gauche", dénonçant notamment la réduction "de la dépense publique" et la "culture de l'ego" du chef de l'Etat, dans un entretien au Figaro publié samedi. AFP - 23.06

Morin reproche en fait à Macron de ne pas couper suffisamment dans "la dépense publique"...

Confession d'un repenté.

- Emmanuel Macron : le président et les religions - franceinfo - 24.06

"Il ne ferme pas la porte à Dieu, il est en recherche", confiait il y a peu un intime d'Emmanuel Macron. franceinfo - 24.06

[Quelques éléments de réflexion pour mieux comprendre la situation politique en France.](#)

- Thibault Muzergues : « Quatre classes sociales ont complètement phagocyté le débat politique » - comptoir.org 18 juin 2018

Thibault Muzergues travaille pour le bureau européen de l'International Republican Institute, une ONG américaine qui promeut

la "démocratie libérale" dans le monde. Fin analyste de la situation politique aux États-Unis et en Europe, il vient de publier « La quadrature des classes », aux éditions du Bord de l'eau. Il revient pour nous sur cet ouvrage, où il analyse la montée de quatre classes qui reconfigurent le champ politique sur le Vieux Continent et outre-Atlantique, au-delà du désuet clivage gauche-droite. comptoir.org 18 juin 2018

Monsieur Thibault Muzergues était interviewé par un dénommé Kévin "L'Impertinent" Boucaud-Victoire

Présentation exhaustive de M. Muzergues. Pour qui travaille-t-il ? Qu'est-ce que l'International Republican Institute ?

Wikipédia - L'International Republican Institute (IRI), est une organisation politique dont le siège se trouve à Washington aux États-Unis. L'IRI est informellement liée au Parti républicain et travaille ensemble avec d'autres think tanks néolibéraux et groupes d'études des affaires étrangères, ainsi que les National Endowment for Democracy. Sa source principale de financement est le gouvernement fédéral des États-Unis. Wikipédia.

Au moins on sait clairement à qui on a affaire, d'ailleurs il a tenu à préciser que son "approche n'est effectivement pas marxiste, mais existentialiste", on s'en serait douté ! Pour autant, il semble avoir étudié en profondeur les différentes classes et leurs couches en France, pour vous recommander cet article qui peut aider les militants à comprendre l'état d'esprit et le comportement des différentes couches de travailleurs, comment ils peuvent évoluer au sein de chaque couche selon quels facteurs, etc. Ensuite, chacun pourra corriger les erreurs ou approximations qui figureraient dans cet article, je n'ai pas eu encore le temps de le lire attentivement.

Sachez tout de même que l'institut pour lequel il travaille est sérieux pour avoir fomenté le coup d'Etat réussi en Haïti en 2004 ou avoir été à l'origine de l'unification et l'organisation d'une diversité de partis politiques du « centre » et de « centre droit » pour qu'ils s'unifient en créant l'Akcja Wyborcza Solidarnosc (AWS), qui a été au gouvernement en Pologne, ensemble avec son partenaire l'Unia Wolności (UW), de 1997 jusqu'en 2001 (Wikipédia).

Ce genre d'étude est indispensable pour comprendre la situation, et on regrettera qu'aucun parti dit ouvrier n'en ait publiée une, à ma connaissance. On se contente habituellement de généralités, de lieux communs, de faits minutieusement sélectionnés, de formules, de citations, de principes, bref, autant de matériaux auxquels on fait dire tout et son contraire, le tout enveloppé dans des sophismes ou des syllogismes qui se mordent la queue et qui finalement ne nous servent strictement à rien, sinon à se faire plaisir, à prendre nos propres illusions ou nos désirs pour la réalité, à parler de ce qu'on ne connaît pas tout en donnant l'impression du contraire, les personnes concernées se reconnaîtront aisément, n'est-ce pas ?

● Télécharger cet article.

[France. Cachez-nous tous ces pauvres...](#)

Les choses simples s'énoncent simplement, mais voyez-vous quand il s'agit d'évaluer avec précision le taux de pauvreté en France, apparemment pour l'Insee (le gouvernement) cela se complique au point qu'il est pratiquement impossible de s'y retrouver, c'est fait exprès évidemment. J'ai passé de longues heures à essayer de m'y retrouver en recoupant différentes données. J'ai dû m'y reprendre à plusieurs fois après avoir été induit en erreur.

Le résultat auquel je suis parvenu vaut ce qu'il vaut, sachant que je ne suis pas porté à surestimer le nombre de pauvres en France, bien au contraire, je l'avais évalué entre 5 et 7% pour finalement arriver après correction à un chiffre de 20% !

Ne vous empressez pas de le trouver ridicule ou surévalué, car mon calcul ne repose pas sur les critères officielles, mais sur un revenu net mensuel de 1.500 euros et non 1.008 euros. Pour l'Insee et le gouvernement avec un revenu total de 1000 euros, vous n'êtes pas pauvre, c'est grotesque, infâme, mais normal. J'ai tenu compte de la composition de chaque foyer fiscal.

Quand on mène un combat politique pour en finir avec le régime en place, on a besoin de savoir comment se compose la société, les différentes classes, etc. sinon on va raconter n'importe quoi ou tenir un discours aux travailleurs qui sera déconnecté de la réalité, avouez que ce serait fâcheux et somme toute improductif, on n'arriverait à rien. Je suis parti du principe qu'on ne pouvait pas avoir une vie décente avec un revenu inférieur à 1.500 euros net mensuel, ce qui ne me semble pas exagéré.

Si j'ai commis une erreur quelque part, veuillez s'il vous plaît m'en avertir pour que je puisse éventuellement la corriger, les lecteurs vous en remercient d'avance. Passons à notre démonstration.

Selon l'Insee, en 2014, 8,760 millions de personnes vivaient avec un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté (Seuil à 60 %, soit 1 008 euros par mois pour une personne seule.), dont 2,8 millions d'enfants ou adolescents (-19 ans), soit 5,96 millions d'adultes sur 50 780 889 (67 186 638 (population totale) - 16 405 749 (- de 19 ans - 24,41%) = 11.70% d'adultes pauvres selon leurs critères.

On peut ajouter en fixant un seuil de pauvreté plus élevé (15.00 euros nets par mois pour une personne seule), les couples composés d'homme inactif ou une femme inactive avec trois enfants ou plus 2, 272 millions (16.730 euros annuels), les couples d'actifs avec trois enfants ou plus 4,949 millions (22.820 euros annuels), ainsi que les familles monoparentales 5, 663 millions (16.110 euros annuels), soit $5,96 + 2,272 + 4,949 + 5,663 = 18,844$ millions de pauvres, auxquels il faut ajouter les retraités qui perçoivent une pension inférieure à 1.500 euros nets et les enfants quand il y en a, soit près de 25 millions au total.

19 millions d'adultes pauvres sur près de 51 millions, cela donne 37,2% environ. Cela signifie que 62,8% ont encore de quoi s'en sortir.

L'énorme décalage qui existe entre le taux de pauvreté officiel et celui que je viens de calculer provient du fait qu'ils ne considèrent pas comme pauvre un couple avec trois enfants dont un des conjoints est inactif ou ne travaille pas auquel il reste pour vivre après impôt 16.730 euros annuels, soit 1.394 euros par mois tous revenus confondus. Même avec 22.820 euros annuels, soit 1.901 euros mensuel pour un couple où les deux travaillent avec trois enfants, à la fin du mois il ne doit rien rester à économiser pour parer aux aléas de la vie. Quant aux familles monoparentales avec 16.110 euros annuels, soit 1.342 euros mensuel, ils estiment qu'elles ne sont pas pauvres, ce qui est aberrant, ignoble.

C'est surprenant à première vue de passer de 11.70% à 37,2% d'adultes pauvres, cela s'explique parce qu'ils ont fixé le taux de pauvreté extrêmement bas, par exemple un couple qui dispose de 1.300 euros net par mois sort de leurs statistiques ou dépasse le seuil de pauvreté qu'ils ont fixé, un retraité qui perçoit 1.200 euros de pension est un nanti ! Maintenant il est vrai que les couples qui disposent de 1.901 euros mensuel peuvent mieux s'en sortir selon l'âge de leurs enfants, s'ils ont un loyer modéré en HLM, pour autant les prix sont les mêmes pour tous.

On peut peut-être modérer ce chiffre de 37,2% ou même couper la poire en deux, on arrivera à un taux de pauvreté approximatif de 20 à 25% (hors enfants). Mais si on effectue cette correction, cela signifie que le nombre de personnes qui auraient les moyens de s'en sortir serait plus élevé, entre 75 et 80%. Partant de là cela pourrait expliquer la situation politique.

Vous constaterez sans étonnement que les médias reprennent en chœur telles quelles les statistiques grossières de l'Insee qui m'avaient induit en erreur, donc ma causerie d'aujourd'hui à valeur de rectificatif.

Il faut dire aussi que je n'ai jamais vécu en France après le passage à l'euro, je suis installé en Inde depuis 1996, et je n'y ai pas mis les pieds depuis 16 ans déjà, donc il y a certaines choses que j'ai du mal à saisir. Si vous veniez en Inde, vous seriez peut-être surpris de voir que tous les Indiens ou presque possèdent une moto, un téléviseur, un portable, etc. et vous pourriez en déduire hâtivement qu'ils ne sont pas si malheureux qu'on le dit, et bien vous devriez vous détromper, ils ne l'ont jamais été autant !

S'il y a en France entre 15 et 20 millions d'adultes, de travailleurs pauvres selon nos critères, cela signifie peut-être qu'un certain nombre d'entre eux seraient susceptibles de vouloir rompre avec le capitalisme et ses institutions, et qu'il serait possible de les gagner au socialisme, non ? Parmi eux, il y en a forcément des millions qui ont atteint un niveau de conscience, de connaissance, intellectuel, qui sont habitués à réfléchir, et qui pourraient refuser le destin qu'on leur a réservé et qui leur pourrit l'existence, les empêche de donner un sens à leur vie digne des valeurs ou des principes auxquels ils tiennent...

Alternatives-economiques.fr - La France compte 8,8 millions de personnes pauvres (dont le revenu est inférieur à 60 % du revenu médian, soit environ 1.000 euros par mois). Les deux plus gros groupes, avec une part d'environ 20 % chacun sont constitués par les couples avec plus de trois enfants et par les personnes seules.

...les 10 % de personnes les plus pauvres disposent d'un niveau de vie moyen de 3.080 euros par an et par unité de consommation (...) Après redistribution (...) les plus pauvres voient leur niveau de vie grimper à 9.860 euros. Et ce sont les prestations sociales qui sont le plus efficaces en la matière, comme le précise l'Insee.

Lorsque les Français touchent leurs revenus, ils sont 22 % à être en situation de pauvreté. Une fois la redistribution sociale mise en œuvre, ils ne sont plus « que » 14,1 % : 5 millions de personnes sortent ainsi de la pauvreté grâce à nos dispositifs sociaux.

Ceux qui touchent le revenu de solidarité active (RSA), 551 euros par mois, ont droit à d'autres aides, en particulier afin d'avoir accès à un toit et reçoivent entre 800 et 900 euros.

Or, non seulement il y a relativement moins de pauvres en France qu'ailleurs, mais ces derniers sont mieux lotis dans l'Hexagone que dans le reste de l'Union européenne. C'est flagrant quand on s'intéresse à l'intensité de la pauvreté. Cet indicateur mesure l'écart entre le niveau de vie moyen des personnes pauvres et le seuil de pauvreté. En France, par exemple, le seuil de pauvreté est officiellement fixé à un peu plus de 1 000 euros. Mais est-ce que la plupart des pauvres ont un niveau de vie situé juste en dessous, vers 950 euros, ou disposent-ils de beaucoup moins, comme 600 euros ? Autrement dit, les pauvres sont-ils pauvres, très pauvres ou très très pauvres ?

A l'aune de cet indicateur, la France est l'un des meilleurs élèves de la classe européenne : l'intensité de la pauvreté y est de 16,6 %, nettement sous la moyenne européenne (25 %). Ce qui veut dire qu'en France, les pauvres ont un niveau de vie

relativement proche du seuil de pauvreté. A l'inverse, en Roumanie, en Grèce, en Espagne et en Bulgarie l'intensité de la pauvreté dépasse les 30 %, signe que ces pays cumulent un fort taux de pauvreté et des inégalités élevées. alternatives-economiques.fr 13 et 19.06

Rectification d'un internaute.

- "Un "forfait logement" est enlevé à tout le monde, même si vous ne touchez aucune aide au logement ! Voici les montants réels du RSA : avec aucun enfant : $550 - 66€ = 484€$ max/mois et $66€$ c'est 12% du montant global, c'est énorme ! avec 1 enfant : $826 - 130€ = 696€$ max/mois, -15,7% avec 2 enfants : $991 - 163€ = 828€$ max/mois, -16,4%."

Unité de consommation - insee.fr

Définition

Système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage et permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes. Avec cette pondération, le nombre de personnes est ramené à un nombre d'unités de consommation (UC).

Pour comparer le niveau de vie des ménages, on ne peut s'en tenir à la consommation par personne. En effet, les besoins d'un ménage ne s'accroissent pas en stricte proportion de sa taille. Lorsque plusieurs personnes vivent ensemble, il n'est pas nécessaire de multiplier tous les biens de consommation (en particulier, les biens de consommation durables) par le nombre de personnes pour garder le même niveau de vie.

Aussi, pour comparer les niveaux de vie de ménages de taille ou de composition différente, on utilise une mesure du revenu corrigé par unité de consommation à l'aide d'une échelle d'équivalence. L'échelle actuellement la plus utilisée (dite de l'OCDE) retient la pondération suivante :

- 1 UC pour le premier adulte du ménage ;
- 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ;
- 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans. insee.fr

Etes-vous riches ? Calculez votre niveau de vie - nouvelobs.com 05 avril 2011

Savez vous si vous êtes aisés ? Ou pauvre ? Pour le savoir voici la recette. 1. Calculez vos unités de consommation (A) - 1 UC pour le premier adulte du ménage ; - 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ; - 0,3 UC pour les...

1. Calculez vos unités de consommation (A)

- 1 UC pour le premier adulte du ménage ;
- 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ;
- 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans.

Exemple : un couple, un ado, un gamin = 2,3 unités de consommation

2. Calculez votre revenu disponible annuel (B)

Ajoutez les salaires de l'ensemble de votre ménage, ainsi que les autres rentrées d'argent : revenus du patrimoine, transferts en provenance d'autres ménages, prestations sociales.

Pour une évaluation à la louche vous devez donc multiplier vos salaires nets mensuels par 12 (ou 13 si vous avez un 13e mois).

Retranchez les impôts directs (impôt sur le revenu, taxe d'habitation).

3. Divisez B par A et trouvez C.

Vous trouverez ainsi le « niveau de vie » individuel des personnes de votre ménage. Donc le vôtre.

Exemple : $50440/2,3 = 21.930$

4. Situez « votre » C le dans le tableau ci dessous (réalisé par l'Insee sur la base de chiffres 2010).

Si votre C est inférieur à 10.430, vous faites partie des 10% les plus modestes.

Si votre C est situé entre 15.180 et 31.860 euros, vous faites partie des classes moyennes.

Si votre C est de 36.270 euros, vous faites partie des 10% les plus riches. nouvelobs.com 05 avril 2011

Non vous ne rêvez pas, avec un revenu net total annuel de 15.180 euros, soit 1.265 euros, une personne seule fait partie des classes moyennes et elle devrait être satisfaite de son « niveau de vie » !

Et ceux qui se situent entre 10.430 et 15.180 euros, ils passent où, à la trappe ? Ils correspondent semble-t-il à ceux que j'ai réintroduit dans leur calcul pour évaluer plus justement le taux de pauvreté en France, qui rejoint ainsi la moyenne de l'UE (25%).

- Corriger les inégalités sans dépenser un "pognon dingue" ? - xerficanal-economie.com 13.06

Qu'entend-on par aides sociales ? Certains prennent l'ensemble prestations sociale, 32 % du PIB en 2016 selon la DREES. C'est clairement une acception trop large, qui inclut les retraites, la santé etc. D'autres restreignent la notion aux minimas sociaux. Soit 26 milliards d'euros, environs dont 44% sont dédiés au RSA, 33% au Handicap, 10% aux chômeurs en fin de droit, et 9% au minimum vieillesse. Et lorsque l'on ajoute là-dessus le projet prêté au gouvernement par le Canard enchaîné, d'une réduction de 7 milliards des aides sociales, il est bien sûr tentant de rapprocher ce montant de celui dont ont bénéficié les plus riches à travers la réforme de l'ISF et de la fiscalité sur les revenus du patrimoine... soit 4,5 milliards. Les démunis, les handicapés, les chômeurs en fin de droit, les retraités les plus pauvres, seraient la variable d'ajustement de la politique en faveur des plus riches.

En fait, le spectre des aides sociales est beaucoup plus large. Il existe un véritable maquis d'aides, au plan local. Au niveau départemental, notamment. A ce niveau, il faut tenir compte, en plus des minimas déjà cités, des aides à la dépendance des personnes âgées (aide à l'accueil, aide à domicile), des aides à l'enfance. La DREES dénombre près de 40 milliards d'aide au plan départemental en 2016. Il y ensuite, tout ce qui concerne l'aide au logement. Lorsque l'on mettait bout à bout, les aides sociales au logement, à l'enfance, à la vieillesse (hors retraites et réversion), au handicap, plus les aides dédiées à l'exclusion sociale, on atteignait 138 milliards en 2015, selon la classification d'Eurostat... soit 6,2% du PIB... c'est beaucoup incontestablement, et pour un gouvernement qui cherche des pistes d'économie, il est clair qu'il y a là un gisement potentiel. A cela près, que ce pognon dingue, ne singularise en rien la France. Les pays du Nord, l'Allemagne ou le RU dépensent plus que nous en la matière. Le capitalisme brutalise les populations précaires, bien au-delà des frontières hexagonales, et l'État, répare la casse un peu partout. xerficanal-economie.com 13.06

Exproprions les assistés !

- L'assistance aux riches : « un pognon de dingue » à plus de 300 milliards par an ? - alternatives-economiques.fr 16.06

L'ensemble des aides sociales, incluant « l'action sociale » (c'est-à-dire le financement de l'activité des agents publics remplissant ces missions) est chiffrée par la DREES à 69 milliards d'euros, chiffre pour 2013. De son côté, Henri Sterdyniak, expert sur ces questions depuis longtemps, indique un chiffre de 70 milliards. On est à peine au-dessus de 3 % du PIB (2.230 milliards en 2016)

Qu'en est-il de « l'assistance aux riches » ? L'ordre de grandeur est de 300 milliards d'euros par an, 4,3 fois plus que les aides sociales qui nous coûtent paraît-il « un pognon de dingue ». Voici les principaux postes.

Commençons par le plus gros morceau, la fraude et l'évasion fiscale. L'estimation la plus prudente de la seule évasion fiscale se situe entre 60 et 80 milliards par an de pertes pour les recettes publiques. Mais dans un billet de juin 2017 qui s'appuyait sur une expertise de Gérard Gourguechon, je posais la question : « Fraude et évasion fiscale en France : 200 milliards par an ? Voir aussi cet autre billet, qui soulève la question du périmètre de ce qu'on évalue, de ce qu'on retient pour qualifier la fraude et/ou l'évasion : « Évasion fiscale : 11 milliards ou 200 milliards par an de pertes pour les finances publiques en France ? ». Sur cette base, je retiens un ordre de grandeur de 150 milliards de coût annuel de l'évasion et de la fraude fiscales.

Le second poste d'assistance aux riches (et aux grandes entreprises qu'ils détiennent) est constitué des niches fiscales légales et des « niches sociales » (réductions ou exonérations de cotisations sociales). Certaines répondent à d'authentiques objectifs d'intérêt général, comme les réductions d'impôt pour les dons aux associations ou pour des travaux d'isolation. D'autres bénéficient avant tout aux personnes plus riches et ne peuvent pas être considérées comme justes. D'autres vont aux entreprises, comme des crédits d'impôts ou des exonérations de cotisations sociales. A priori, ces dernières ne sont pas destinées « aux riches », elles sont même le plus souvent défendues au nom de l'investissement et/ou de l'emploi, mais quand il est clair qu'elles remplissent très mal cette mission d'intérêt général, alors elles font avant tout grossir les bénéficiaires non réinvestis et les dividendes et, in fine, c'est bien dans la poche des riches qu'on les retrouve.

On ne connaît pas exactement le montant total actualisé des niches fiscales et « sociales », mais il y a eu dans le passé des études sérieuses, et, depuis, le montant total s'est bien alourdi avec le CICE et le pacte dit de responsabilité de 2014. Voici ce que j'écrivais dans un article de l'Observatoire des inégalités de septembre 2016 (<https://www.inegalites.fr/Quelles-priorites-pour-une-fiscalite-juste>): « Un rapport parlementaire de juin 2010, présenté par Gilles Carrez, alors député UMP, estimait que les « niches » accordées depuis 2000 représentaient pour le budget de l'État un manque à gagner annuel supérieur à 100 milliards d'euros à la fin de cette décennie ! On devrait en particulier considérer comme une niche notoirement inefficace les 46 milliards annuels de « cadeau sans contrepartie » que représentent le Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) et le pacte dit de « responsabilité ». Sur cette base, on doit approcher aujourd'hui les 150 milliards d'euros de niches fiscales. Je rejoins ici le chiffre fourni dans le rapport d'audit citoyen sur la dette publique publié en 2014 (<https://www.audit-citoyen.org/wp-content/uploads/2014/05/note-dette.pdf>).

Il faut y ajouter les exonérations de cotisations sociales et autres « niches sociales », pour lesquelles on peut conseiller cet article du Monde : « Les niches sociales, ces autres niches qui coûtent 52 milliards à la "Sécu" » https://abonnes.lemonde.fr/politique/article/2013/09/19/les-niches-sociales-ces-autres-niches-qui-coutent-52-milliards-a-la-secu_3480596_823448.html.

Pour mon évaluation des ordres de grandeur, je conviendrai, ce qui me semble le moins, que seulement la moitié des quelques 200 milliards de niches fiscales et sociales relève de l'intérêt général. Dans le cas du CICE et du pacte de responsabilité, c'est nettement moins de la moitié, voir cet article d'Alternatives économiques : « Pacte de responsabilité, les raisons de l'échec ». Le reste, c'est du cadeau sans contrepartie. J'en suis à environ 250 milliards d'euros annuels « d'assistance aux riches ». Il manque le troisième gros poste, la baisse de la fiscalité sur les revenus et sur le patrimoine des plus riches et des entreprises depuis une trentaine d'années. Je cite à nouveau mon article de l'Observatoire des inégalités : « Le taux marginal d'imposition sur le revenu (celui qui s'applique à la tranche la plus élevée des revenus) était encore à 65 % en 1986, et le taux d'imposition sur les sociétés à 45 %. Ces dernières années, ils étaient respectivement de 40 % (devenus 45 % depuis 2013) et 33 %. En théorie, car les plus riches et les plus grandes entreprises savent en réduire la portée. Selon le Conseil des prélèvements obligatoires, les entreprises du CAC 40 ne paient plus qu'à un taux d'imposition réel de 8 % alors que les petites entreprises versent 30 % ». Cette citation ne tient pas compte des « cadeaux Macron » récents d'environ 7 milliards/an concernant la réduction de l'ISF à une peau de chagrin, la suppression de « l'exit tax » et la « flat tax » plafonnée à 30 % sur les revenus du capital. Mais aussi la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés passant de 33 % à 25 % d'ici 2022, soit un manque à gagner de 11 milliards d'euros en 2022 selon Le Figaro (<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2017/08/30/20002-20170830ARTFIG00113-impot-sur-les-societes-une-baisse-de-11-milliards-d-euros-d-ici-2022.php>).

Je ne suis pas en mesure d'évaluer correctement l'ensemble des cadeaux aux riches que représentent ces allègements de taux depuis 30 ans, mais selon cette étude de l'Institut des politiques publiques (<https://www.ipp.eu/wp-content/uploads/2014/07/n12-notesIPP-juillet2014.pdf>), il est clair que la forte réduction du poids de l'impôt sur le revenu progressif (mais de moins en moins progressif, voir le graphique suivant) au bénéfice de la CSG non progressive a conduit à un transfert massif de plusieurs dizaines de milliards d'euros vers les plus aisés. Par ailleurs, les cadeaux fiscaux aux plus riches ont aussi concerné l'impôt sur les successions et donations : le manque à gagner en recettes publiques de cet impôt est de l'ordre de 7 milliards rien que du fait de diverses réformes introduites depuis 2000 (<http://piketty.pse.ens.fr/files/Memoire2011Goupille.PPD.pdf>).

Il faudrait réaliser un exercice semblable pour l'impôt sur les sociétés (IS), mais beaucoup de données fiables existent dans le rapport d'audit citoyen sur la dette publique (<https://www.audit-citoyen.org/wp-content/uploads/2014/05/note-dette.pdf>). Faute de mieux, j'évalue à 50 milliards d'euros au moins le cadeau fiscal aux riches non pas par rapport à une « fiscalité juste » idéalisée, mais par rapport aux normes, seuils et tranches qui ont existé dans les années 1970 et jusqu'au milieu des années 1980, pour l'IR et pour l'IS, et par rapport aux normes de 2000 pour l'impôt sur les successions.

J'en suis donc à environ 300 milliards d'euros comme « pognon de dingue » d'aides aux plus riches, en n'ayant pas retenu le haut de la fourchette pour l'évasion et la fraude fiscale ni pour les niches ni pour la remise en cause de la progressivité des impôts.

Emmanuel Macron prétend qu'il n'y a pas d'argent magique, mais c'est tout simplement parce qu'en tant que Président des riches il vise avant tout à accentuer la « redistribution à l'envers » : ponctionner sur les 90 % les moins riches, sur les services publics, sur la protection sociale, pour favoriser encore plus la toute petite minorité qui a ses faveurs et qui lui rend bien. alternatives-economiques.fr 16.06

Un favoritisme fiscal que rien ne justifie - monde-diplomatique.fr février 2018

Le fléau de l'assistanat

Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, zones franches, exonération de la taxe foncière, facilités comptables, niches et allègements en tous genres : au fil des décennies, les pouvoirs publics ont taillé un environnement fiscal et réglementaire sur mesure pour le patronat, sans aucune contrepartie. L'État-providence fonctionne donc très bien... pour les entreprises.

par Christian de Brie

Il y a plus de cinquante ans, commentant la réduction de moitié de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, le patron des patrons

de l'époque lâchait : « Les carottes n'intéressent pas le patronat. » Depuis, les chefs d'entreprise n'ont cessé d'en croquer par pleins paniers, jusqu'au dernier président du Mouvement des entreprises de France (Medef), M. Pierre Gattaz, fanfaronnant en 2015 qu'en échange de quelques bottes supplémentaires (le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, CICE) on allait créer un million d'emplois. Les carottes ont été livrées. Pas les emplois.

La rhétorique est bien rodée. Un : ne jamais reconnaître avoir bénéficié d'un avantage fiscal, sinon du bout des lèvres et comme une maigre compensation, avant de demander une réduction beaucoup plus importante. Deux : toujours se plaindre des « charges » écrasantes pesant sur les entreprises. Ce discours patronal porte ses fruits : les mesures fiscales favorables s'accumulent... sur le dos de la collectivité.

Seul impôt d'État direct pour les sociétés de capitaux, l'impôt sur les sociétés (IS) est censé taxer annuellement le bénéfice, c'est-à-dire l'enrichissement net d'un exercice sur l'autre, au taux officiel de 33,33 % (1). En réalité, une chimère...

Tout d'abord, les règles ainsi que les pratiques comptables et fiscales permettent aux entreprises de minimiser le bénéfice imposable, qui n'a que de lointains rapports avec les profits réels. Ensuite, les politiques des gouvernements successifs ont accordé aux sociétés des allègements, dispersés dans un grand nombre de niches, censés les inciter à adopter tel ou tel comportement ou à améliorer leur compétitivité. De plus, les entreprises jouent le rôle d'auxiliaires du fisc, en tant que collectrices d'impôts et de cotisations sociales dont elles tirent quelques avantages. Enfin, tandis que les petites et moyennes entreprises (PME) bénéficient d'un taux réduit à 15 %, les pratiques d'optimisation et d'évasion fiscales permettent aux grands groupes de fixer eux-mêmes le montant de l'impôt qu'ils consentent à payer. Le bénéfice fiscal s'établit comme la différence entre les profits réalisés et les charges déductibles. En minimisant plus ou moins légalement le montant des profits déclarés et en gonflant celui des charges, l'entreprise peut ramener l'assiette de l'impôt à la dimension d'une soucoupe. Si on laisse de côté les pratiques frauduleuses de fausses factures et de ventes sans facture, deux postes de charges offrent en particulier de nombreuses possibilités : les provisions et les frais généraux.

Empilement de mesures désordonnées

Les provisions sont l'un des régimes les plus riches de la fiscalité, où l'imagination des pouvoirs publics vient au secours de celle, pourtant fertile, des entreprises. Ouvertes à toutes ou réservées à certaines ou à une poignée de secteurs privilégiés, elles se déclinent sous les formes les plus diverses : provision pour dépréciation, pour hausse des prix, pour fluctuation des cours, pour dépréciation du portefeuille-titres, pour risques afférents à des opérations de crédit, pour litige, pour créance douteuse... Ainsi, lorsque, en 2014, la justice américaine condamne BNP Paribas à une amende de 8,9 milliards de dollars, la banque française provisionne les frais de procès et d'avocats, avant de les « consolider en charges déductibles du bénéfice imposable ». Traduction du jargon comptable : un tiers du montant sera alors payé par la collectivité...

Quant aux frais généraux, il s'agit d'un fourre-tout extensible à volonté. À côté des charges d'exploitation bien réelles, on y trouve des dépenses dont on peut douter qu'elles soient utiles ou nécessaires à la réalisation du bénéfice. C'est le cas, en particulier, des dépenses des dirigeants transformées en charges d'exploitation, puis en éléments du prix de revient, et supportées en fin de parcours par le consommateur : un transfert légal sur les plus faibles des dépenses des plus favorisés.

Car les hauts cadres ont des goûts exigeants : hôtels de luxe, meilleurs restaurants, première classe dans les avions, limousines de fonction, cartes de crédit maison, sièges sociaux opulents, galas et réceptions somptueux, villégiatures de rêve. Séminaires, colloques ou réunions stratégiques ont plus souvent lieu dans des bâtiments historiques rénovés proches de terrains de golf, voire dans les meilleures stations de sport d'hiver, que dans des banlieues industrielles. L'État prête d'ailleurs son concours en louant les joyaux du patrimoine national pour les réceptions éblouissantes des dirigeants de grandes entreprises : Sainte-Chapelle, château de Versailles, Musée du Louvre... Un exemple parmi tant d'autres : en avril 2017, M. Bernard Arnault, première fortune de France, a reçu à dîner une brochette de deux cents invités de marque dans la prestigieuse salle des États du Louvre, entre La Joconde, de Léonard de Vinci, et Les Noces de Cana, de Véronèse, pour le lancement d'un modèle de sac Louis Vuitton. À la charge de l'entreprise, c'est-à-dire en partie à celle des contribuables.

Inventorier l'ensemble des niches fiscales relève de la gageure. On en compte plusieurs centaines, qui ne bénéficient pas uniquement aux entreprises. Leur coût global s'élève à plusieurs dizaines de milliards d'euros par an, pour une efficacité que la Cour des comptes conteste.

À la multiplication annoncée des zones franches, véritables zones de non-droit fiscal, s'ajoute la concurrence acharnée à laquelle se livrent les collectivités locales pour attirer les investisseurs en soldant leurs impôts. Réduction de la contribution sociale de solidarité des sociétés, la C3S : de 1 milliard d'euros en 2015 et de 2 milliards en 2016 ; exonération partielle ou totale de la taxe foncière ; sans parler des aides, subventions et prêts bonifiés, ou de la mise à disposition à prix cassés de zones industrielles et commerciales tout aménagées.

La fiscalité des entreprises consiste en un empilement désordonné de mesures de circonstance, prises sous la pression du patronat, sans cohérence ni évaluation sérieuse du rapport coût/efficacité. Tout se passe comme si les pouvoirs publics s'étaient résignés à brader au profit du privé leurs moyens d'intervention et leurs obligations d'assurer une équitable répartition

des prélèvements fiscaux et parafiscaux. En témoignent les importantes réductions d'impôts consenties aux entreprises qui investissent dans l'humanitaire, le sport ou la culture, et dont les champions du CAC 40 savent si bien profiter pour se donner une image d'acteurs généreux et désintéressés... aux frais des contribuables (2).

De plus en plus coûteux, le crédit d'impôt recherche (CIR), de 5,5 milliards d'euros en 2016, ne donne lieu à aucune vérification sérieuse et régulière. Certains s'en servent pour financer des « recherches » en marketing ou en publicité, ou tout simplement pour alimenter leur stratégie en matière d'évasion fiscale.

Beaucoup plus considérable et dispendieux : le CICE, mesure-phare du « pacte de responsabilité » du précédent quinquennat, entré en vigueur en 2013, dont la facture a explosé. Il est passé de 6,43 milliards d'euros en 2014 à 12,6 milliards en 2016 et à 15,7 milliards en 2017. Un coût exorbitant pour un résultat décevant. Dans son cinquième rapport, en octobre 2017, le comité de suivi estime qu'il aurait permis de sauvegarder ou de créer de trois mille à... cent mille emplois. Autant dire qu'on n'en sait rien, sinon qu'il coûte plusieurs centaines de milliers d'euros par emploi !

Environ 80 % du prélèvement obligatoire global (POG) — en particulier la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et les cotisations sociales — est prélevé chaque année par l'entreprise, sur le consommateur et le salarié, pour le compte de l'État, des collectivités locales et des organismes sociaux. Ainsi, les pouvoirs publics sous-traitent au secteur privé l'essentiel des prélèvements, et bientôt davantage encore quand l'impôt sur le revenu sera retenu à la source. Intermédiaire obligée, l'entreprise joue le rôle des fermiers généraux de l'Ancien Régime. Comme eux, privilège de la charge, elle en tire parti : banquier, mais pas philanthrope.

Suppression de la taxe sur les dividendes

Jusqu'à ce qu'elles soient reversées aux destinataires, les sommes collectées demeurent gratuitement à la disposition de l'entreprise. Durant un temps variable, d'un à plusieurs mois suivant les prélèvements concernés. Portant sur des centaines de milliards d'euros, l'avantage de trésorerie vient gonfler la marge brute (le cash-flow). Pour en optimiser la gestion, on pourra utiliser les cotisations sociales prélevées sur les salaires pour des spéculations boursières.

Sous la Ve République, la politique fiscale a toujours cherché à privilégier la grande entreprise nationale en favorisant les investissements — par des incitations, des déductions, des abattements, des réductions, des régimes spéciaux — et la formation de grands groupes par fusion et absorption, apport partiel d'actifs, constitution de holdings, sociétés mères et filiales. Avant de s'apercevoir que, avec la libre circulation des capitaux, les privilèges fiscaux bénéficiaient aussi aux multinationales susceptibles de prendre le contrôle des groupes français, et exigeant retour sur investissement par compression des coûts, licenciements et délocalisations. Avec l'accord et la complicité du patronat national, qui participe activement à l'optimisation fiscale — la « fraude légale », devenue un des objectifs majeurs de la « bonne gouvernance ». Avec l'aide coûteuse de cabinets d'avocats, de comptables, de fiscalistes, de consultants spécialisés, on construit une structure juridique par un enchevêtrement complexe de holdings, sociétés mères, filiales, sous-filiales et participations croisées permettant de transférer l'essentiel des bénéfices dans les pays à fiscalité réduite et dans les paradis fiscaux. Dans le même temps, des nuées de prédateurs en libre circulation mondiale, fonds vautours et fonds de pension, se ruent sur les entreprises à dépecer, siphonnant la trésorerie, liquidant les actifs, bradant les brevets, avant de prendre la fuite.

En réalité, le rendement net de l'IS, « le plus lourd du monde » selon le patronat, n'atteint pas la moyenne des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Il a fortement baissé au cours des dernières années, alors que les bénéfices des entreprises n'ont cessé de croître. La baisse programmée du taux de l'IS, de 33,33 % à 25 % d'ici à 2022, sans révision de l'assiette, profitera surtout aux grandes entreprises, dont le taux effectif d'imposition est déjà systématiquement inférieur à celui des PME. Il s'agit cependant là de taux assez théoriques : ils peuvent être largement inférieurs, voire nuls pour nombre de multinationales opérant en France. Car les données fournies ne tiennent pas compte des pratiques d'optimisation fiscale et d'ingénierie financière. L'agence France Stratégie a calculé par exemple que le rapport entre impôt et profits (hors États-Unis) dégageait un taux effectif d'imposition de 8,6 % pour Google et de 3,7 % pour Apple.

Dans un environnement prédateur qui ne se soucie guère de l'investissement, mais plutôt de la valeur actionnariale, la réduction de l'IS, la suppression de la taxe sur les dividendes de 3 % instaurée en 2012 (3) et la suppression de la dernière tranche de la taxe sur les salaires permettront de verser davantage de dividendes. En 2016, 45,8 milliards d'euros ont déjà été distribués, soit 57 % des bénéfices. Et ce sans effet notable sur l'emploi et l'investissement, mais avec une hausse des inégalités.

Les allègements fiscaux et parafiscaux annuels n'ont cessé de croître, passant de 11 milliards d'euros en 2014 à 34,5 milliards en 2017. Avec 101 milliards d'euros cumulés en quatre ans, l'assistanat aux entreprises, dont profitent surtout les plus grandes, bat tous les records. Une charge écrasante pour la collectivité. monde-diplomatique.fr février 2018

[Ils osent tout. Flagrant délit de fake news de l'AFP.](#)

Propagande de guerre. Quand l'information version Agence Française de Propagande (AFP) tourne à la fable.

Titre - Syrie: l'aviation russe bombarde des zones rebelles dans le sud - AFP, publié le dimanche 24 juin 2018 à 02h47

Grille de lecture.

En fait de rebelles, il s'agissait des barbares du Front al-Nosra issus d'Al-Qaïda.

Nulle part ils ne seront mentionnés comme tels dans cet article par l'AFP et l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) qui est une émanation des services de renseignement britannique (MI6) installé à Londres.

Mieux, nulle part non plus il ne sera fait mention que le bombardement de la Russie et de l'armée syrienne sur les positions tenues par le Front al-Nosra était la réponse à l'attaque de 1.000 de ces barbares contre les positions de la 9e division blindée de l'armée syrienne dans les localités de Dama et de Deir-Dama intervenue dans la nuit de vendredi à samedi, soit quelques heures plus tôt.

Pire encore, l'agence de presse russe Sputnik avait fourni ces informations la veille, c'est-à-dire le samedi 23 juin 2018 à 13:23 et mis à jour 14:34 le même jour. Ce qui signifie que l'AFP les a ignorées délibérément pour ensuite broder son récit, qui évidemment correspond à la politique adoptée par Macron et les faucons néolibéraux du Pentagone et de Washington sur la Syrie ou sert leurs intérêts.

Question : Pourquoi l'AFP dénature-elle les faits ?

Pour faire passer la Russie et l'armée syrienne pour l'agresseur, ensuite pour leur imputer d'avoir violé l'engagement pris de ne pas attaquer une zone dite de désescalade. Assad et Poutine n'ont pas de parole, ce sont des voyous, d'horribles dictateurs and so on...

La preuve est ainsi clairement établie que l'AFP prend ouvertement position pour les barbares d'Al-Nosra en déformant, tronquant volontairement les faits.

- AFP 24 juin 2018 - Syrie: l'aviation russe bombarde des zones rebelles dans le sud.

La Russie a bombardé tard samedi des zones contrôlées par les rebelles dans le sud de la Syrie, pour la première fois depuis qu'elle a accepté une trêve dans cette partie du pays il y a près d'un an, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Selon l'OSDH, la Russie a lancé près de 25 frappes sur des villes contrôlées par les rebelles dans l'est de la province de Deraa, dans le sud du pays en guerre.

L'OSDH n'a fourni aucun bilan.

"D'intenses raids aériens russes frappent des villes dans l'est de la province de Deraa pour la première fois depuis que la trêve a été conclue dans le sud de la Syrie l'année dernière", a indiqué Rami Abdel Rahman de l'OSDH.

Les avions utilisés samedi lors de ces raids provenaient de la base Hmeimim, une base permanente de l'armée russe, située dans le nord-ouest de la Syrie, selon l'observatoire.

"Les frappes russes ont débuté vers 22H30 (19H30 GMT) et se sont arrêtées après minuit", a déclaré Ibrahim Mohammad, un chroniqueur indépendant dans les médias de la ville de Basr al-Harir, au nord-est de Deraa.

Il a raconté qu'en entendant les avions, les habitants de la ville et lui-même se sont réfugiés dans les sous-sols et les abris anti-bombardements, avant de décrire le bruit sourd et constant du bombardement durant près de deux heures.

La Russie, les Etats-Unis et la Jordanie avaient accepté en juillet 2017 de respecter une zone de désescalade dans les parties contrôlées par les rebelles dans le sud afin d'y réduire les hostilités.

Depuis lors, les avions russes - qui opèrent en Syrie depuis 2015 - avaient évité de bombarder des positions rebelles dans le sud.

Les raids russes interviennent au moment où, depuis mardi, les troupes de Bachar al-Assad bombardent les zones contrôlées par les rebelles dans l'est de Deraa. Le pilonnage et les combats se concentrent dans une zone à cheval entre cette province et la partie ouest de la province voisine de Soueïda.

Depuis mardi, au moins 19 civils ont été tués dans les zones rebelles, selon l'OSDH.

Le régime a perdu huit de ses soldats dans les affrontements samedi avec les rebelles, portant à 13 ses pertes depuis mardi, toujours selon l'OSDH. Plus de 12.000 Syriens ont fui la province de Deraa ces derniers jours.

Selon les Nations unies, ces opérations du régime mettent en danger plus de 750.000 civils dans la région.

Après avoir sécurisé la capitale Damas, l'armée syrienne se concentre sur le sud du pays, où les rebelles contrôlent toujours la majorité des provinces de Deraa et de Soueida.

Cette région stratégique est située non loin du plateau du Golan syrien, dont une large partie est occupée par Israël depuis 1967. AFP 24 juin 2018

- fr.sputniknews.com 23.06 - Plus de 1.000 terroristes d'al-Nosra attaquent l'armée syrienne, 5 morts et 19 blessés

Des terroristes du Front al-Nosra* ont attaqué l'armée gouvernementale syrienne dans la nuit de vendredi à samedi, dans la zone de désescalade sud, a annoncé le Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit. Les combats ont fait au moins 5 morts et 19 blessés, des civils ont été également touchés.

Dans la nuit du 22 au 23 juin, le Front al-Nosra* est passé à l'attaque contre des positions des troupes gouvernementales dans la zone de désescalade sud, faisant des morts et des blessés, a signalé le Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit en Syrie.

«Dans le nord-est de la zone de désescalade sud, plus de 1.000 djihadistes du Front al-Nosra* ont attaqué les positions de la 9e division blindée de l'armée syrienne dans les localités de Dama et de Deir-Dama», a indiqué samedi le centre dans un communiqué.

«On compte dans les rangs des troupes gouvernementales cinq morts et 19 blessés. En outre, les frappes des terroristes ont touché des civils habitant ces localités», est-il précisé.

Des commandants d'unités locales de l'Armée syrienne libre, dont un premier grand groupe venait de rallier les forces syriennes, ont demandé à ces dernières, par l'intermédiaire du Centre russe, de les aider à repousser l'assaut du Front al-Nosra*.

Dans certaines directions, l'armée gouvernementale syrienne et les combattants de l'ASL ont réussi à arrêter la progression de l'ennemi et mènent actuellement des combats à Dama et Deir-Dama. Des mesures de protection de la population civile ont été prises.

Précédemment, le Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit a affirmé que la première unité importante de l'Armée syrienne libre, Tadjamaa al-Wiat al-Oumari, s'était rangée du côté du gouvernement de Bachar el-Assad. Le chef de l'unité a promis que ses militaires allaient désormais lutter contre les djihadistes du Front al-Nosra* et Daech* dans le sud de la Syrie. fr.sputniknews.com 23.06.2018 à 13:23

*Organisations terroristes interdites en Russie.

Rappel d'une fake news monumentale.

Le 27 août 1992, Michel Rocard (PS) (Ouest-France) : «La monnaie unique, ce sera moins de chômeurs et plus de prospérité.»

En 1996, Jacques Attali (PS) : «Lorsque [le Traité de Maastricht] sera appliqué, il est évident qu'il y aura une très forte croissance qui en découlera car nous aurons un grand espace économique avec une monnaie unique.» (Source : 12 pays européens s'opposent à un futur budget de la zone euro - francais.rt 23 juin 2018)

L'art de la désinformation préventive. Quand les médias avaient adopté la propagande de l'Otan contre Erdogan.

- Turquie: Erdogan célèbre sa réélection à la présidence AFP, publié le lundi 25 juin 2018 à 04h11

D'après l'agence de presse étatique Anadolu, M. Erdogan est arrivé en tête de la présidentielle avec un score de 52,5% après dépouillement de plus de 99% des urnes, et l'alliance dominée par l'AKP menait avec 53,61% dans le volet législatif du scrutin.

Son principal concurrent, le social-démocrate Muharrem Ince, arrive en deuxième position de la présidentielle avec 30,7%, et

l'alliance anti-Erdogan formée par plusieurs partis d'opposition pour le volet législatif du scrutin récolte 34%, d'après les résultats partiels publiés par Anadolu. AFP 25 juin 2018

LVOG - "D'après l'agence de presse étatique", donc de l'affreux dictateur Erdogan, pour l'occasion seulement car le reste du temps l'AFP a couvert tous ses crimes ou coups tordus, l'AFP ne peut s'empêcher d'exprimer son désarroi ou sa déception de voir Erdogan réélu dès le premier tour...

Vous pouvez observer que même dans les plus petits détails de la rhétorique il faut que l'AFP glisse sa propagande malsaine. Quelle saloperie !

Voilà comment les médias ont couvert la campagne électorale turque à charge contre Erdogan ou en dénaturant la situation. Révélateur.

- Turquie : un scrutin indécié - franceinfo - Il y a 5h
- Turquie : l'heure de vérité - franceinfo - Il y a 5h
- Élections en Turquie : l'heure de vérité pour Erdogan - franceinfo - Hier à 00h33
- Turquie: le pays vote, Erdogan en danger - La Tribune - Hier à 10h16
- Élections en Turquie : une chance pour l'opposition ? - franceinfo - Hier à 11h29
- Élections en Turquie : "Le profil des candidats de l'opposition a changé la donne" - franceinfo - Hier à 14h23
- Élections en Turquie : "C'est le scrutin de tous les dangers pour Erdogan" - franceinfo - Hier à 15h23
- Turquie : l'opposition dénonce des tentatives de fraude électorale - Orange avec AFP - Hier à 16h46
- Suspense et nervosité en Turquie pour un scrutin très ouvert - Libération - Hier à 16h49
- Élections turques : un premier tour indécié - franceinfo - Hier à 17h29
- Elections en Turquie : le vote kurde menace Erdogan - leparisien.fr - Hier à 21h31
- Turquie : Recep Tayyip Erdogan va-t-il être renversé ? - LEPOINT - 23 juin 2018 à 18h16
- Turquie : l'opposition qui défie Erdogan - franceinfo - 23 juin 2018 à 23h43

[Que se passe-t-il au Nicaragua ? Coup d'Etat fomenté par le patronat et le FMI, soutenu par Amnesty International et les puissances occidentales.](#)

- Lettre ouverte à Amnesty International de la part d'un ancien prisonnier de conscience - investigation.net 18 Juin 2018

Extrait.

A l'origine, les réformes de la sécurité sociale n'avaient pas été proposées par le gouvernement sandiniste, mais par le Fonds Monétaire International (FMI), et étaient soutenues par un groupe d'affaires influent, appelé COSEP. Elles visaient à relever l'âge de la retraite de 60 à 65 ans et à doubler le nombre de points nécessaires pour bénéficier d'une sécurité sociale à taux plein de 750 à 1500. Parmi les retraités impactés (à peu près 53000) figuraient les familles des combattants qui avaient péri dans le conflit armé des années 1980, à la fois de l'armée sandiniste et des « Contras », l'armée mercenaire financée par les Etats-Unis, à l'époque où la NED fut créée, entre autres, pour arrêter la propagation du Sandinisme en Amérique Latine.

Le gouvernement nicaraguayen s'opposa aux réformes du FMI en rejetant l'exclusion de retraités, proposant à la place de réduire de 5% l'ensemble des pensions, une augmentation de toutes les cotisations au système de sécurité sociale, ainsi qu'une réforme fiscale qui supprimerait le plafonnement qui protégeait les plus gros salaires du Nicaragua d'une plus forte imposition. Les milieux d'affaires furent furieux et, avec des ONG, organisèrent les premières manifestations, prétextant les réformes de la même façon manipulatrice que le rapport d'Amnesty International : « ...la réforme augmenta les cotisations à la sécurité sociale à la fois des employeurs et des employés, et imposa une cotisation supplémentaire de 5% aux retraités. » investigation.net 18 Juin 2018

[L'Otan se dote d'un nouveau tribunal de guerre.](#)

- Armes chimiques: discussions au sommet pour renforcer les pouvoirs de l'OIAC - AFP 24 juin 2018

Grille de lecture.

Quand les faucons du Pentagone (Otan) ou les va-t-en-guerre néolibéraux désignent les auteurs d'une attaque chimique réelle ou imaginée avant même toute enquête, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques a le devoir de ne pas les contredire, un point c'est tout.

AFP - Les puissances mondiales ont l'occasion lors de discussions à La Haye à partir de mardi de faire un pas historique en donnant aux experts de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) le pouvoir de déterminer les responsables de telles attaques.

Malgré l'horreur généralisée que suscitent les images d'enfants contaminés par des armes chimiques, la communauté internationale n'a pas réussi jusqu'à présent à prendre des mesures punitives contre les responsables présumés dans un contexte de confrontation amère entre la Russie et les pays occidentaux. (Vous avez bien lu, l'AFP demande que des "mesures punitives (soient prises) contre les responsables présumés", donc sans preuves, la présomption de culpabilité établie par Washington fera l'affaire. Cela a le mérite d'être clair. - LVOG)

Après l'empoisonnement en mars par un agent innervant de l'ex-espion russe Sergueï Skripal et de sa fille à Salisbury (sud-ouest de l'Angleterre) - la première attaque chimique depuis des décennies sur le sol européen - le Royaume-Uni, qui a attribué cette action à la Russie, a appelé au renforcement du pouvoir de l'OIAC.

Soutenue par 11 alliés, Londres a convoqué une rare session spéciale à l'OIAC au cours de laquelle elle cherchera à donner aux experts de l'organe le pouvoir de nommer les responsables de toute utilisation future d'armes chimiques. (Sauf que voilà, comme toutes les armées impérialistes produisent les mêmes armes chimiques, biologiques, nucléaires, etc. n'importe laquelle peut les utiliser sans qu'on le sache forcément ou sans qu'on sache qui les a utilisées en cas de confrontation inter-impérialiste, sauf en cas de flagrant délit, et encore, elles le démentiront et les médias couvriront leur mensonge... Il en va de même des armes conventionnelles. - LVOG)

Lors de la réunion, le Royaume-Uni soumettra aux délégations des Etats membres une proposition pour que l'OIAC "commence à attribuer la responsabilité des attaques d'armes chimiques en Syrie", a déclaré sur son compte Twitter le ministre britannique des Affaires étrangères, Boris Johnson.

"Avec son expertise technique avérée en matière d'armes chimiques, l'OIAC est le bon organe pour étudier qui est derrière une attaque", a-t-il ajouté.

Quelque 96% des stocks d'armes toxiques déclarés dans le monde ont été éliminés sous la surveillance de l'organisation lauréate du prix Nobel de la paix. Le reste est toujours détenu par les États-Unis et doit être détruit d'ici 2023.

"Ce n'est pas le même problème des armes chimiques que nous avons affronté pendant la Guerre froide par exemple", a déclaré le diplomate français Nicolas Roche à un think tank de Washington, le Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS).

"Il s'agit vraiment d'une utilisation presque quotidienne de ces armes dans un théâtre d'opérations à des fins tactiques et militaires", a-t-il affirmé. (Affirmation gratuite et sans preuve de l'ordre de la désinformation et de la propagande. - LVOG)

Au milieu de fortes divergences politiques entre la Russie et l'Occident sur la guerre en Syrie, les pourparlers à La Haye pourraient prendre les traits d'une confrontation tendue.

Le premier jour de la session spéciale est ouvert aux médias avant que les représentants des 193 pays membres de l'OIAC ne se réunissent à huis clos mercredi pour voter sur le projet britannique, qui devra pour être approuvé obtenir une majorité des deux tiers des votants.

Initialement prévue sur deux jours, la réunion pourrait s'étendre jusqu'à jeudi.

"Nous sommes à la croisée des chemins", a déclaré le directeur de l'OIAC, Ahmet Uzumcu, lors d'un séminaire du CSIS cette semaine.

Les récentes attaques chimiques présumées sont un "réveil brutal", a-t-il poursuivi, ajoutant que la situation actuelle n'était pas "tenable" en l'absence d'un mécanisme d'identification des responsabilités, une "lacune majeure".

Mais la Russie, principal allié du régime syrien et accusée par Londres d'être responsable de l'empoisonnement de Sergueï Skripal et de sa fille, a déjà critiqué la teneur des pourparlers.

"Les initiateurs font peu pour dissimuler le fait qu'ils prévoient de s'en servir pour attiser l'hystérie anti-syrienne et anti-russe", a déclaré sur son compte Twitter l'ambassade de Russie à La Haye, où se situe le siège de l'OIAC.

Avant l'expiration de son mandat en décembre, la mission d'enquête commune ONU-OIAC, le Joint Investigative Mechanism (JIM), avait déterminé que le régime syrien avait utilisé du chlore ou du gaz sarin au moins quatre fois contre sa propre population et que le groupe État islamique avait utilisé du gaz moutarde en 2015. Moscou a exercé son pouvoir de veto au Conseil de sécurité de l'ONU pour mettre fin au mandat du JIM. (Contrevérité, le chlore ne fait pas partie des armes chimiques, et pure invention car aucun rapport n'a attribué à la Syrie l'usage du gaz sarin. - LVOG)

L'OIAC devrait également dévoiler prochainement les résultats de son enquête sur l'attaque présumée au sarin et au chlore du 7 avril à Douma, près de Damas. (Alors qu'il s'agit de gaz qui se dissolvent dans l'air, un mois plus tard l'OIAC était encore en train d'en chercher les traces à Douma ! Cela se passe de commentaire. - LVOG)

Techniquement, l'OIAC est capable d'identifier les responsables d'une attaque à l'arme chimique, a indiqué M. Uzumcu, mettant la communauté internationale en garde contre l'inaction: "Une culture de l'impunité ne peut pas se développer autour de l'utilisation d'armes chimiques". AFP 24 juin 2018 (Affabulation, l'OIAC a les moyens d'identifier la nature des matériaux entrant dans la composition d'une arme utilisée, mais pas son origine puisqu'ils peuvent être produits par de nombreux pays. - LVOG)

- Armes chimiques: la Russie s'attend à de nouvelles accusations de l'OIAC contre Damas - AFP 22 juin 2018

La Russie a accusé vendredi l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), qui cherche à renforcer ses pouvoirs, de préparer un rapport "rempli de fausses preuves" accusant Damas de recours aux armes chimiques dans la Ghouta orientale en Syrie.

L'OIAC a annoncé en mai avoir fini de prélever des échantillons dans la ville syrienne de Douma, théâtre le 7 avril d'une attaque chimique présumée, et les conclusions de ses experts pourraient être rendues publiques prochainement, selon le directeur général de l'Organisation, Ahmet Üzümcü.

Cette attaque présumée, qui a fait au moins 40 morts, selon des secouristes, a été imputée par les Occidentaux au régime de Bachar al-Assad et a déclenché des frappes de Washington, Paris et Londres contre des installations du pouvoir syrien. Pour leur part, Moscou et Damas ont dénoncé une "mise en scène".

"Il est évident qu'un nouveau rapport accusateur, rempli de fausses preuves, est en train d'être préparé", a affirmé vendredi un haut responsable de l'armée russe, le général Igor Kirillov, lors d'une conférence de presse.

"La mission spéciale de l'OIAC mène son enquête comme elle l'entend", a assuré le général Kirillov, en estimant que cette enquête n'avait "rien à voir ni avec l'objectivité, ni avec l'impartialité".

Cette déclaration intervient alors qu'une réunion spéciale de l'OIAC est prévue les 26 et 27 juin à La Haye, suite à la demande de Londres visant à renforcer les pouvoirs de l'institution.

La décision de donner aux experts de l'OIAC le pouvoir de nommer les responsables de toute utilisation future d'armes chimiques devrait notamment figurer à l'ordre du jour de la réunion.

A la mi-juin, l'OIAC a annoncé que du sarin et du chlore avaient été "très probablement" utilisés dans deux attaques dans le sud de la Syrie en mars 2017.

Aux yeux du général Kirillov, ces annonces "douteuses" visent à "renforcer l'argumentation tirée par les cheveux" des experts de l'OIAC avant la présentation du rapport sur l'attaque présumée à Douma.

Pour sa part, la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova, a affirmé que des équipements servant à la fabrication des armes chimiques découvertes à Douma, dans l'ex-enclave rebelle de Ghouta orientale reprise par le régime syrien, avaient été fabriqués en Europe de l'Ouest.

"Cet équipement est venu aux mains de terroristes et combattants en provenance de l'Europe de l'Ouest", a-t-elle assuré, lors du briefing.

Fin avril, la Russie avait déjà affirmé avoir trouvé des cylindres contenant du chlore en provenance d'Allemagne et des "fumigènes" britanniques dans la Ghouta orientale.

Jeudi, le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov a par ailleurs critiqué l'enquête de l'ONU accusant le régime syrien, dont Moscou est le principal allié, de "crimes contre l'humanité" pendant le siège de la Ghouta orientale.

La commission d'enquête de l'ONU "n'est pas allée sur place", a dénoncé M. Lavrov.

"Nous sommes en principe très sceptiques quant aux méthodes de ce type de travail, qu'il porte sur des crimes de guerre ou sur l'utilisation des armes chimiques", a déclaré M. Lavrov. AFP 22 juin 2018

A lire.

« Armes chimiques » en Syrie et OIAC : à propos d'une récente déclaration conjointe , par Nicolas Boeglin -

<http://www.voltairenet.org/article200973.html>

Manipulation des masses et fabrication du consentement. C'était semble-t-il un peu trop gros !

Grille de lecture.

L'AFP est aux ordres, partant de là cette agence de presse d'Etat ne peut pas produire d'informations contraires à la politique de l'Elysée. Il faut donc en déduire que cette opération médiatique a fait l'objet d'une fuite ou révélation au plus haut niveau pour qu'elle soit dévoilée au grand jour, notamment du ministère des Affaires étrangères du Honduras allié des Etats-Unis.

Mais pourquoi cet article ? Mais parce que le mal est fait si on peut dire, donc cela ne coûte rien à l'AFP de le dénoncer après coup. Un coup de pub ou de com pour son image. L'essentiel c'est que le Times ait maintenu sa couverture, et que les photos détournées continuent de circuler ainsi que les fausses infos.

- Les fausses images d'enfants séparés de leurs parents à la frontière USA-Mexique - AFP 23 juin 2018

De nombreuses photos et vidéos circulent sur internet depuis que Donald Trump a mis en place sa politique de tolérance zéro face à l'immigration illégale, ce qui a mené plus de 2.300 enfants à être séparés de leurs parents à la frontière entre Etats-Unis et Mexique.

Mais beaucoup d'entre elles ne correspondent pas à la réalité.

Que vérifie-t-on et que sait-on?

Au moins trois images, largement partagées sur les réseaux sociaux ces derniers jours, illustrent des situations qui ne sont pas celles vécues par les 2.342 enfants détenus en raison de leur statut migratoire irrégulier.

La première montre une fillette hondurienne, Yanela Varela, en larmes. Elle est vite devenue sur Twitter ou Facebook un symbole de la douleur provoquée par la séparation des familles.

Cette image a même contribué à déclencher des donations d'un total de plus de 18 millions de dollars à une association texane d'aide aux migrants appelée RAICES.

La photo a été prise le 12 juin dans la ville de McAllen, au Texas, par John Moore, un photographe qui a obtenu le prix Pulitzer et travaille pour l'agence Getty Images.

Time Magazine en a fait sa Une, mettant face à face, dans un photomontage sur fond rouge, la petite fille apeurée et un Donald Trump faisant presque trois fois sa taille et la toisant avec cette simple légende: "Bienvenue en Amérique".

Un article en ligne publié par Time et portant sur cette photo affirmait initialement que la petite fille avait été séparée de sa mère. Mais l'article a ensuite été corrigé, la nouvelle version déclarant: "La petite fille n'a pas été emmenée en larmes par des agents de la police frontalière des Etats-Unis, sa mère est venue la chercher et elles ont été emmenées ensemble".

Time a néanmoins utilisé la photo de la fillette pour sa spectaculaire couverture.

Mais au Honduras, la responsable de la Direction de protection des migrants au ministère des Affaires étrangères, Lisa Medrano, a donné à l'AFP une toute autre version: "La fillette, qui va avoir deux ans, n'a pas été séparée" de ses parents.

Le père de l'enfant, Denis Varela, a confirmé au Washington Post que sa femme Sandra Sanchez, 32 ans, n'avait pas été séparée de Yanela et que les deux étaient actuellement retenues dans un centre pour migrants de McAllen (Texas).

Attaqué pour sa couverture, qui a été largement jugée trompeuse, y compris par la Maison Blanche, Time a déclaré qu'il maintenait sa décision de la publier.

"La photographie du 12 juin de la petite Hondurienne de 2 ans est devenue le symbole le plus visible du débat sur l'immigration actuellement en cours aux Etats-Unis et il y a une raison pour cela", a affirmé dans un communiqué aux médias américains le rédacteur en chef de Time, Edward Felsenthal.

"Dans le cadre de la politique appliquée par l'administration, avant son revirement de cette semaine, ceux qui traversaient la frontière illégalement étaient l'objet de poursuites criminelles, qui entraînaient à leur tour la séparation des enfants et des parents. Notre couverture et notre reportage saisissent les enjeux de ce moment", argumente M. Felsenthal dans son communiqué.

Un autre cliché montre une vingtaine d'enfants derrière une grille, certains d'entre eux tentant d'y grimper. Il circule depuis des jours comme une supposée photo de centres de détention pour mineurs à la frontière mexicaine.

Mais son auteur, Abed Al Ashlamoun, photographe de l'agence EPA, a pris cette image en août 2010 et elle représente des enfants palestiniens attendant la distribution de nourriture pendant le ramadan à Hébron, en Cisjordanie.

Enfin, une troisième image est celle d'un enfant en train de pleurer dans ce qui semble être une cage, et qui remporte un grand succès sur Twitter, où elle a été partagée au moins 25.000 fois sur le compte @joseiswriting.

Encore une fois, il s'agit d'un trompe-l'oeil: il s'agit d'un extrait d'une photo qui mettait en scène des arrestations d'enfants lors d'une manifestation contre la politique migratoire américaine et publiée le 11 juin dernier sur le compte Facebook Brown Berets de Cemanahuac.

Que peut-on conclure?

Les trois photographies mentionnées et amplement partagées sur internet ont été sorties de leur contexte et détournées, et ne peuvent servir de preuves des conditions de vie dans les centres de détention de mineurs clandestins. AFP 23 juin 2018

Cette opération a pour origine le clan de l'oligarchie financière associée aux faucons du Pentagone à laquelle participe l'Otan depuis le début puisque partie de Turquie et d'Allemagne, les deux liés intimement à la confrérie des Frères musulmans.

Sachant que l'immigration était un thème de prédilection de ce qu'ils appelaient la gauche et l'extrême gauche, il était à prévoir qu'elles allaient marcher à fond dans cette provocation, tout en se divisant, car certains refuseraient de cautionner cette opération infâme montée de toutes pièces, je parle ici pour moi notamment, puisque à ma connaissance l'ensemble du mouvement ouvrier a décidé de participer à cette instrumentalisation et d'en ignorer les auteurs ainsi que leurs objectifs politiques.

C'était un peu comme si les portes d'une prison s'étaient ouvertes soudainement sans que personne ne sache qui détenait les clés, qui les avait ouvertes et sans que personne ne cherche non plus à savoir pourquoi, étonnant, non ? Comme quoi c'est relativement un jeu d'enfant de manipuler ou instrumentaliser des gens (militants) qui prétendent avoir atteint un certain niveau de conscience, et qui en réalité confondent connaissance et dogmatisme.

Les auteurs de cette opération savaient qu'elle déchirerait également la droite traditionnellement opposée à toute immigration, et qu'elle n'aurait pas d'autres choix que d'adopter la rhétorique de l'extrême droite, tout en sachant que parmi la droite certains s'y opposeraient tout du moins en parole.

On est donc en présence d'une machination consistant à semer le chaos à droite et à gauche, de sorte que le représentant centriste du clan de l'oligarchie le plus réactionnaire, Macron, puisse gouverner ou appliquer tranquillement sa politique, une fois débarrassé de tout concurrent ou de toute opposition qui pourrait menacer son pouvoir dès lors absolu.

Tous les thèmes (le racisme et plus particulièrement l'antisémitisme, l'homophobie, la misogynie, la légalisation de la drogue, etc.) qu'ils ont mis en avant depuis maintenant 40 ans basés sur les préjugés profondément ancrés dans la société et destinés à les choquer, frénétiquement depuis le passage de Hollande à l'Elysée, n'ont été entre leurs mains qu'une tactique ou des instruments destinés à servir la stratégie politique de l'oligarchie qui vise à instaurer un ordre mondial totalitaire.

Il est extraordinaire de constater que la soi-disant gauche et extrême gauche ont participé à des opérations politiques initiées par l'oligarchie elle-même avec le soutien en premier lieu de monarchies européennes. S'il fallait des faits ou des preuves matérielles pour démontrer à quel point elles étaient décomposées, on n'a plus que l'embarras du choix.

Effectivement on peut dire que cela a fonctionné à merveille, peut-être même au-delà de leurs attentes, mais c'est une autre histoire, puisqu'ils sont parvenus à disloquer la gauche et la droite et à s'emparer de tous les pouvoirs, y compris l'Etat.

Ils ont davantage brisé l'illusion qu'il existait un clivage entre la gauche et la droite, que ce clivage lui-même basé sur les rapports établis entre les classes qui n'ont pas été entamés, ce qui leur offre un certain répit pendant lequel Macron s'emploie hystériquement à faire passer son programme ultra réactionnaire.

Cela a également permis de mettre en lumière que la caractérisation de gauche était surfaite ou usurpée, pour ainsi dire sans fondement, ou plutôt qu'elle partageait les mêmes fondements que la droite, ce qui pourrait conduire ceux qui s'en réclament

d'en chercher la réelle signification, de classe cette fois. C'est tout le bien qu'on peut se souhaiter en attendant des jours meilleurs.

En complément

- Sanctionner les pays anti-migrants : la proposition de Macron - leparisien.fr - 23.06

[Leur vieux monde en perte.](#)

- Contrôle de l'information en Russie : la Coupe du monde est "un décor Potemkine" pour "éviter de voir la réalité" - franceinfo 23.06

"Il y a une mainmise presque totale du Kremlin sur l'information", a dénoncé Christophe Deloire, secrétaire général de Reporters sans frontières... franceinfo 23.06

Aux Etats-Unis le "presque" est de trop.

- Nicaragua: nouvelles attaques des forces de l'ordre, 8 morts dont un enfant - AFP 24.06

Au moins huit personnes, dont un enfant de 15 mois, ont été tuées dans des opérations samedi des forces de l'ordre et des groupes paramilitaires...AFP 24.06

Pas un mot sur les milices patronales et d'extrêmes droites à la solde de Washington à l'oeuvre pour renverser le régime en place...

- L'ONG allemande Lifeline à Salvini: "Ce sont des humains que nous sauvons" - AFP - 24.06

Tandis que le sort des millions de travailleurs allemands pauvres les laisse indifférent... Leur humanisme est bien la politesse ou la bonne conscience des salauds...

- Dans le sud syrien, la misère des déplacés fuyant la menace d'une offensive - AFP 24.06

Vaut mieux qu'ils restent sous la coupe des barbares d'Al-Nosra...

- Espagne : la colère monte après la remise en liberté de "La Meute" - franceinfo 23.06

Voilà une prise de conscience très sélective qui participe au chaos général relayée par les médias...

INFOS EN BREF

ECONOMIE

Algérie

- La Banque d'Algérie a déclaré avoir fait fonctionner jusqu'en mars dernier la planche à billets pour créer 3.585 milliards de dinars de monnaie, soit environ 26 milliards d'euros - sputniknews.com 23.06

La Banque d'Algérie a déclaré avoir fait fonctionner jusqu'en mars dernier la planche à billets pour créer 3.585 milliards de dinars de monnaie, soit environ 26 milliards d'euros. Dans un rapport cité par le Journal officiel, elle a précisé que cette émission s'inscrivait dans le cadre d'un plan quinquennal approuvé par les parlementaires.

Jusqu'au 31 mars dernier, la Banque d'Algérie a procédé à l'émission de billets. Elle a confirmé dans son rapport mensuel, cité par le Journal officiel, qu'elle avait émis avant la fin du mois de mars 2018 un total de 3.585 milliards de dinars, soit près de 26 milliards d'euros. Cette émission s'inscrit dans le cadre d'un plan quinquennal de recours à la planche à billets qui a été approuvé par les parlementaires en septembre dernier afin de financer la dette publique, d'éviter une cessation du versement des salaires et pensions aux fonctionnaires et retraités et de relancer les projets à court de financement.

En effet, les besoins du Trésor public algérien en financement sont très lourds cette année. Selon le ministre algérien des Finances, Abderrahmane Raouya, si l'année dernière ils s'étaient chiffrés à 570 milliards de dinars (environ 4,1 milliards d'euros), ces besoins ont triplé cette année pour atteindre un équivalent de 13,2 milliards d'euros et doivent constituer l'année prochaine

580 milliards de dinars, soit quelque 4,2 milliards d'euros.

Ce plan était conforme aux orientations souhaitées par le Président Abdelaziz Bouteflika qui n'envisageait pas pour son pays l'option de recourir à l'endettement extérieur pour financer la commande publique et permettre une relance de la croissance économique. Toutefois, il s'est retrouvé sous le feu des critiques du Fonds monétaire international (FMI) et de l'opposition.

Ainsi, le FMI, qui avait affirmé dans un rapport que l'Algérie devait saisir les opportunités qui se présentaient à elle pour «atteindre le double objectif de stabilisation macroéconomique et de promotion d'une croissance durable», estime que ces mesures risquent d'aggraver les déséquilibres, d'accentuer les tensions inflationnistes et d'accélérer la perte de réserves de changes, ce qui créera un environnement économique qui ne sera propice ni aux réformes, ni au développement du secteur privé.

Pour l'opposition, un tel financement non conventionnel conduira à une flambée de l'inflation, à la baisse du pouvoir d'achat et à la chute du cours du dinar algérien. sputniknews.com 23.06

Vite il faut renverser Bouteflika, dixit le FMI...

[Haut de page ↗](#)



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries juillet 2018

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 2 juillet 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Causerie au format pdf (39 pages)

Cette causerie a été rédigée entre le 26 juin et le 2 juillet. Elle est volumineuse et de ce fait quelque peu bordélique, je n'ai pas les moyens de vous offrir une meilleure présentation, ni le temps, pour tout dire je commence à avoir de sérieuses douleurs permanentes à la main droite, arthrite ou arthrose, je n'en sais rien, donc je vais être forcé de lever le pied, je n'ai plus le choix, le portail sera actualisé moins souvent.

[De nombreuses réflexions politiques agrémentées de passages relatant mon expérience personnelle.](#)

1 - La civilisation humaine est-elle en péril ?

A force de ménager les muscles des hommes, il se pourrait qu'au bout de 10,20, 30 générations l'espèce humaine produise des hommes faibles aux muscles atrophiés, de sorte qu'ils seraient conduits à vivre de moins en moins longtemps puisque le coeur est un muscle, le plus fragile.

On pourrait en dire autant du système respiratoire ou des poumons qui alimentent directement le cerveau, quand vous tombez dans le coma, le coeur continue de battre et c'est le cerveau qui est atteint.

Et partant du constat que les yeux sont des appendices du cerveau ou qu'ils y sont directement reliés, l'hypothèse de la dégénérescence de leur développement ou composition ainsi que leurs facultés n'est pas à écarter non plus, du fait des mauvais traitements (agressions) qu'ils subissent dès le plus jeune âge en fixant des écrans, ce qui évidemment se répercuterait sur le fonctionnement du cerveau qui en serait altéré.

Au contraire, l'homme ne serait-il pas en train de grandir... Certes, et de s'avachir, y compris au niveau du cerveau, ne l'auriez-vous pas constaté ?

C'est le mode de production et le mode vie qu'il impose qui en est le responsable.

A notre époque, il faut absolument bannir les efforts, les travaux manuels, tout remplacer par des machines, marcher ou se déplacer en vélo est une perte de temps, or le temps c'est de l'argent ou plutôt du profit, or il existe des pertes de temps utiles

quand ils correspondent à la morphologie de l'homme ou contribuent au bon fonctionnement de ses organes, et puis nous en sommes arrivés au point où les hommes ne sont plus foutus de faire quoi que ce soit avec de simples outils, bref, avec leurs dix doigts, de la même manière qu'ils possèdent des rudiments de pharmacopée, mais ils ignorent tout des vertus curatives des plantes, ils appuient sur le bouton de l'interrupteur et la lumière jaillit, mais leurs connaissances sont nulles en physique.

L'homme moderne qu'on nous vend comme la panacée de la civilisation humaine, est en réalité pratiquement nul dans tous les domaines, physique, mental, intellectuel, culturel, et bien sûr politique. La mécanisation l'a certes soulager des tâches les plus ingrates ou pénibles, mais en même temps elle l'a fragilisé et elle en a fait un idiot qui produit et consomme sans se poser trop de questions, sans savoir ni quoi ni comment ni pourquoi. Il en est résulté, que son rapport à la notion de cause à effet qui est à la base de la logique s'est affaibli, au point d'être entraîné dans une spirale infernale qui est en train de le broyer à tout jamais s'il ne réagit pas à temps. Il ne s'aperçoit pas que c'est uniquement la soif insatiable de profit et de pouvoir d'une poignée d'oligarques psychopathes, qui détermine la notion du temps qui régit son mode de vie, l'ensemble de l'existence qu'il subit, qui est un des éléments essentiels influençant l'ensemble des activités des hommes jusqu'à l'anatomie et la reproduction de leur espèce.

Au lieu de passer mon temps libre à glander ou à me divertir bêtement, bien que je sois loin d'être le dernier à faire la fête, j'ai passé plus de 43 ans à étudier une multitude de domaines en les abordant souvent à partir d'ouvrages de vulgarisation davantage à ma portée ; parce qu'on ne possède pas forcément les connaissances requises pour aborder d'emblée des questions particulièrement complexes, tout le monde l'admettra, la physique ou la mécanique quantique par exemple, l'astrophysique, etc. Mais aussi parce que la plupart des ouvrages scientifiques sont rédigés dans un langage quasi hermétique qui les rend inaccessibles aux néophytes que nous sommes. Toutefois, des chercheurs ou des scientifiques qui excellaient dans leur domaine ont parfois rédigé des ouvrages à la portée de tous, notamment Marx et Engels pour ce qui est de l'économie et des sciences sociales, des anthropologues ou des ethnologues, des archéologues ou des géologues, des philosophes ou des psychanalystes, des médecins ou des biologistes, des naturalistes, etc.

Et puis on est en droit de se demander comment on pourrait prétendre vouloir changer la société en demeurant ignorant à ce point. N'est-ce pas ce qui donne finalement un sens à la vie, que d'essayer de comprendre d'où on vient et vers où l'on va, dans quelle direction la société pourrait s'orienter en dépassant le règne de la nécessité, de l'exploitation de l'homme par l'homme, de l'ignorance dans laquelle nous baignons depuis notre origine ?

Notre combat politique est perdu d'avance si nous ne parvenons pas à lui donner cette dimension, c'est la conclusion à laquelle je suis parvenu.

Un article qui tombe à pic. Bienvenue chez les mutants.

- Deux tiers des internautes se sentent dépendants des écrans - AFP 26.06

Deux tiers des internautes se sentent "dépendants" de l'écran de leur téléphone, tablette ou ordinateur, indique un sondage publié mardi.

À la question "diriez-vous que vous êtes dépendant vis-à-vis de vos outils connectés (smartphone, tablette, ordinateur...)?", 38% des sondés répondent "un peu dépendant", et 29% "totalement dépendant", soit un total de 67%.

Environ un tiers des sondés se voient à l'inverse "peu dépendants" (19%) ou "pas du tout dépendants" (13%).

Un médecin généraliste membre du conseil d'administration de la Fondation, Pierre Wolff, a estimé que ces résultats montraient une tendance à "l'hyperconnexion numérique" chez les Français. Il en dénonce les dangers pour la santé: sommeil et alimentation perturbés, et activité physique insuffisante.

La majorité des sondés estiment en effet que l'exposition aux écrans a un "impact négatif" sur leur activité physique (57% d'entre eux) et leur sommeil (56%) et surtout leur vision (76%).

Les sondés déclarent en moyenne passer 4 heures 22 minutes par jour devant leur écran de téléphone, tablette ou ordinateur, avec une pointe à 6 h 28 mn chez les 18-34 ans, et 7 h 13 mn chez les cadres.

Mais 77% estiment qu'internet prend dans leur vie quotidienne "la place qu'il faut", tandis que pour 22% il prend "une place trop importante". AFP 26.06

6 h 28 mn par jour devant leur écran de téléphone, tablette ou ordinateur, plus 1 à 3 heures passées devant la télévision, 8 heures de boulot, 1 à 1h30 de transport, 1 à 2 heures pour prendre les trois repas quotidiens, 1 à 1h30 à se préparer le matin, déjeuner, à faire les courses ou préparer le repas du soir, faire un brin de ménage, repasser le linge, etc. on arrive à une moyenne située entre 16 et 18 heures sur une journée de 24 heures, le reste étant consacré au sommeil, il reste peu de temps pour réfléchir tranquillement, lire, étudier, participer à des activités culturelles ou artistiques, éventuellement à la lutte de classe...

77% d'imbéciles heureux, le capitalisme a encore de beaux jours devant lui !

Avant on évoquait une vie de con, qu'est-ce qu'il faut dire dorénavant ? Stop !

Ceux que ce discours choquerait sont des nantis, il ne leur est pas destiné ou ils peuvent aller voir ailleurs, on ne les retient pas !

2 - Le courant politique qui se moque des conventions, des convenances, du conformisme, du politiquement correct, des susceptibilités, des a priori, des préjugés, des jugements derniers prononcés par des esprits étroits ou bornés qui de surcroît se croient éclairés ou supérieurs.

3 - J'ai enfin obtenu mon visa à vie OCI (Origin Citizen Indian) ou l'équivalent de la nationalité indienne, le droit de vote en moins.

4 - Dans la nuit de samedi à dimanche une partie du toit de la maison délabrée du frère de ma compagne s'est écroulée, il était en tuile. Heureusement personne n'a été blessé. Dimanche matin, une dizaine de personnes s'est activées pour réparer le toit avant la tombée de la nuit, sauf qu'à 13h30 il s'est mis à tomber des cordes ! Ils n'ont vraiment pas de bol. Ils sont pauvres évidemment et ils font connerie sur connerie parce qu'ils ne sont pas évolués.

J'ai eu l'occasion d'en parler avec Kumar il y a quelques semaines de cela, et ce n'était pas la première fois. Je lui ai dit sans détour ce que je pensais, cela se passait chez moi, il était assis à table en face de moi. Je lui ai dit que le problème des pauvres, c'est qu'ils avaient le don de se foutre dans la merde ou d'en rajouter encore et encore parce qu'ils n'avaient pas grand chose dans la tête, en précisant qu'ils n'y étaient pour rien. Et c'est vrai, c'est même caricatural en ce qui le concerne. Cela fait des années qu'il a entrepris de construire une nouvelle maison sans trouver les moyens de la terminer, car dès qu'il a un peu d'argent de côté, il le dépense ou pire il en fait cadeau à des membres de sa famille qui ne lui ont rien demandé, c'est cela le plus fort. Il a acheté un terrain en 2013 qui ne lui sert à rien, 275.000 roupies, en cadeaux il a dépensé plus de 200.000 roupies en 5 ans. Mieux encore, il a fait détruire une partie des travaux effectués dans sa nouvelle maison parce qu'il avait changé d'idée. Pire encore, il a entrepris de construire un premier étage, alors qu'il n'a jamais été foutu de terminer le rez-de-chaussée. C'est à croire qu'il fait exprès d'être con, c'est ce que je lui ai dit textuellement, qu'il était très con ou bête si vous préférez (je sens que je vais encore choqué les âmes sensibles, les bonnes consciences à 2 balles!), parce qu'en plus il se croit le plus intelligent de la famille et c'est ainsi que ses 5 soeurs le considèrent.

C'est un garçon charmant, très calme, souriant, serviable, généreux, trop, qui est sous l'influence de sa culture abominable, du qu'en-dira-t-on, pas flambeur ou ambitieux, courageux, mais pour qui les apparences comptent plus que tout, or il n'y a rien de pire car cela n'a jamais nourri un homme ou réglé des problèmes. Il croit bien faire, sans se rendre compte qu'il a pourri l'existence de ses trois enfants avec lesquels il rencontre de sérieuses difficultés, parce que cela a influé sur le développement de leur caractère, au point qu'à part sa fille de 3 ans, je ne veux pas voir ses deux fils chez moi. Je lui ai déjà prêté 225.000 roupies pour ses travaux. J'attends la fin août pour débloquer de l'argent que j'ai placé à la banque pour lui prêter 200.000 roupies supplémentaire, en attendant les travaux de sa maison sont stoppés, par sa faute, parce qu'il a refusé de vendre ce foutu terrain qui ne lui sert à rien, et maintenant sa bicoque qui s'écroule. Et dès qu'il aura déménagé, il vendra le minuscule terrain où se trouve sa baraque en ruine, il a déjà plusieurs acheteurs, et il me rendra ces 200.000 roupies. C'est l'accord que nous avons passé. Mais c'est seulement récemment qu'il s'est décidé à le vendre parce qu'il n'avait pas d'autre solution. Il a dû cogité ce que je lui avais conseillé de faire. Je lui ai expliqué aussi que je ne pouvais pas dilapider mon petit capital, parce quand je serai mort, sa soeur (47 ou 48 ans, elle n'en sait rien!) qui vit avec moi se retrouverait sans revenu. Je dois donc au contraire continuer d'économiser afin d'assurer les vieux jours de ma compagne, j'y tiens. Et au rythme où va l'inflation, c'est une nécessité absolue, car dans 20 ans ou plus, les intérêts que me rapporte mon capital actuel seront une misère. Il faut donc être prévoyant, réfléchir des décennies à l'avance pour ne pas se retrouver dans une merde noire.

Quand on est pauvre, plus que tout autre on n'a pas le droit à l'erreur. Quand je suis arrivé en Inde j'avais un capital de 230.000 francs à l'époque, c'est que dal de nos jours, et bien j'ai réussi à vivre dessus pendant 22 ans parce que j'ai su le gérer intelligemment. Oui en me privant en permanence, et alors, en échange de quoi j'ai pratiquement arrêté de bosser à 35 ans, j'ai profité de la vie et j'ai échappé à la misère qui m'attendait en France, cela valait le coup, j'ai toujours été honnête, je n'ai exploité ou volé personne, je n'ai pas de dettes et je ne dois rien à personne, je n'en suis pas fier, j'en suis heureux comme cela et c'est l'essentiel.

J'ai raconté cela à Kumar en anglais, il est parfaitement bilingue, sans qu'à aucun moment il se crispe ou se mette en colère. J'ai été avec lui d'une franchise absolue sans jamais le juger ou lui reprocher quoi que ce soit. Je l'ai simplement mis en face de la situation dans laquelle il se retrouvait, en précisant toutefois qu'il y était pour quelque chose, en lui signifiant que malheureusement je n'avais pas les pouvoirs d'un banquier, ce qui l'a bien fait marrer. Comme quoi on peut tout se dire simplement sans se foutre sur la gueule ou s'insulter, je dis cela pour les lecteurs qui ne supportent pas mon discours, ils doivent être trop évolués ma foi, tout du moins c'est ce qu'ils croient ! Oh je sens que je vais encore me faire des amis ! Kumar, c'est ma classe, et tous les malheurs qui l'accablent me touchent directement, vous comprenez ?

5 - Le mot du jour : STOP !

Quand en 1976, il y a 42 ans, j'ai découvert Marx et je me suis engagé dans le militantisme, c'était pour changer le monde. Bien sûr ma condition d'ouvrier pauvre y avait été pour quelque chose, mais surtout ou plus que tout, je ne voulais pas reproduire le mode de vie de mes parents, je ne voulais pas subir ce qu'ils avaient dû supporter toute leur vie, je ne tenais pas à leur ressembler, je voulais travailler pour vivre, pas vivre pour travailler, je ne tenais pas à être un esclave.

Ce que je veux dire par là, c'est que je m'étais fait une idée de la vie qui ne correspondait pas du tout avec celle qu'on voulait m'imposer, j'estimais que si nous étions venu au monde, c'était pour profiter de la vie, s'épanouir, et bien je pense qu'un jour ou l'autre c'est le genre de truc qui a traversé la tête de tous les jeunes.

Et maintenant la question qu'il faut se poser, c'est pourquoi, comment et à quel moment cette idée leur est sortie de la tête. Cela me semble très important pour les aider à renouer avec cette aspiration qui n'avait rien d'excentrique ou d'extravagant, pour définir un discours qui soit adapté à ces travailleurs ainsi qu'à la situation. En parcourant la littérature du mouvement ouvrier, on arrive vite à la conclusion que ce n'est pas vraiment sa préoccupation ou sa source d'inspiration, son objectif pour qu'ils modifient leur état de conscience et s'engagent dans le combat politique pour abattre le régime en place.

Quand vous prenez le discours des partis et des syndicats, vous vous apercevez que le capitalisme est leur seul horizon, au-delà de leur diatribe qui se veut parfois radicale, leur catalogue de revendications est compatible avec le capitalisme, mieux ou pire selon notre conception de la lutte de classe, toutes les réformes sociales adoptées dans le passé ont été intégrées (digérées) au fonctionnement du capitalisme grâce à l'hétérogénéité de la classe ouvrière et à la division internationale du travail, elles ont même servi à assurer sa survie au lieu d'être les prémices de son abolition.

Au départ le capitalisme s'y est adapté à contrecœur, au point plus tard de revendiquer ces réformes sociales ou de faire croire qu'il en était à l'origine, ne serait-il pas bourré de vertus qu'on ignore, pour finalement les liquider après qu'il eut développé les capacités pour parvenir aux mêmes objectifs à moindre coût tout en resserrant les liens de la servitude qui entravaient ses esclaves, ses serfs pour parodier N. Rockefeller.

Il fut une époque où une partie du monde était développé et exploitait l'autre moitié vouée au sous-développement. Durant toute cette période, la première pillait les matières premières des colonies de l'autre, à un coût de la main d'oeuvre ridiculement bas, ce qui lui permit de réaliser de gigantesques profits sur les produits finis écoulés dans les pays développés. Simultanément commença à se développer un marché dans les colonies, les fonctionnaires, la petite bourgeoisie ou les classes moyennes devenaient des clients potentiels auxquels il pourrait écouler ses marchandises. Et le développement des forces productives entraîna celui de la lutte de classe, ce qui se traduisit par l'augmentation du niveau de vie des travailleurs employés dans l'industrie qui devenaient de ce fait de nouveaux consommateurs potentiels des produits fabriqués en occident. Evidemment, ils ne leur seraient pas proposés aux mêmes prix et le profit à en attendre serait très nettement inférieur, mais sur le volume il n'était pas négligeable, et puis cela permettait de faire tourner les usines en occident à plein régime...

Bien plus tard vint l'époque où la partie colonisée du monde avait développé une importante classe ouvrière et classe moyenne, mais pas dans n'importe quelle condition, sans que la lutte de classe n'eut atteint le niveau de celui des pays occidentaux qui les eut contraint à accorder d'importantes réformes ou concessions à la classe ouvrière ou à l'ensemble des classes exploitées, de sorte que ce nouveau marché au potentiel extraordinaire présentait dorénavant des qualités bien supérieures à celui de l'occident dans absolument tous les domaines : main d'oeuvre nombreuse ou illimitée, bien formée, docile, disciplinée, inorganisée, atomisée, somme toute très arriérée et c'est peu dire, parfois sous l'emprise de religions, de superstitions, taillable et corvéable à merci, facilement manipulable, bref, présentant toutes les qualités requises pour en tirer le maximum de profit.

Dès lors ces deux mondes ou ces deux marchés allaient se retrouver en concurrence dans tous les domaines, économique, industriel, commercial, scientifique, technologique, sociale, politique, puisque les pays anciennement colonisés ne se bornaient plus à produire des matières premières ou à fournir de la main d'oeuvre à bon marché, ils allaient produire en quantité illimitée tout ce que les pays occidentaux produisaient dans des conditions nettement moins favorables sur le plan économique, social et politique.

Les capitalistes en vinrent à se demander pourquoi ils continueraient de produire quoi que ce soit en occident, puisque finalement cela leur rapportait moins en prenant davantage de risques, notamment sur le plan politique, dès lors que les régimes de tous les pays où leurs multinationales étaient implantées étaient des dictatures ou des régimes semi-féodaux, où le prolétariat n'avait pratiquement aucun droit social et n'était pas prêt sur le plan politique de menacer leur pouvoir, l'idéal en somme pour les exploités.

Il advint donc un moment où ces deux mondes ou marchés basculèrent, l'un entamant une régression sans fin dans absolument tous les domaines, il est important de le préciser une fois de plus, on verra plus loin pourquoi, tandis que l'autre se développait et tendait à le remplacer dans des conditions d'exploitation et d'oppression proches de celles du XIXe siècle en Europe, proches mais pas similaires. Prenons un exemple pour l'illustrer.

Les oligarques occidentaux ont transféré des masses de capitaux en Inde, mais pour qu'ils prospèrent il fallait mettre les Indiens au travail et leur permettre de consommer en rehaussant les salaires, ce qui leur permettrait par la même occasion d'accéder au crédit, mais avant cela nécessitait de développer les infrastructures du pays, aussi les mêmes oligarques ou les institutions

financières internationales (c'est la même chose) octroyèrent des prêts au gouvernement indien, c'est ainsi que tout le monde en Inde se retrouva endetté jusqu'au cou à des taux d'intérêt frôlant l'usure, pendant que ces oligarques (y compris indiens) empochaient tranquillement leurs dividendes ou réalisaient de juteux profits. S'il y a bien eu extension du marché mondial, c'est au prix de l'endettement de tous les Etats et peuples concernés.

En 2018 en Inde, il est devenu impératif de travailler pour un couple avec deux ou trois enfants pour ne pas sombrer dans l'extrême pauvreté. Pourquoi ? Depuis le développement économique du début des années 90 (1991 pour être précis), la société a imposé à l'ensemble de la population de profondes transformations en terme de besoins, de charges on devrait plutôt dire (éducation, transport, communication, numérique, biens d'équipement, etc.), qui correspondent à un niveau d'éducation ou de vie considérablement supérieur à celui qu'ils étaient les années ou décennies précédentes, sauf que l'immense majorité des travailleurs indiens n'y étaient pas préparés ou n'avaient pas les moyens d'y accéder, de suivre le rythme, parfois parce qu'ils étaient illettrés ou analphabètes ou parce qu'ils avaient un niveau d'instruction trop faible, parce qu'ils étaient très pauvres, du coup ils doivent s'y adapter comme ils peuvent. Comment ? En sacrifiant leurs enfants et leur couple en travaillant tous les deux, et évidemment en s'endettant, car ils sont pratiquement tous endettés auprès d'usuriers.

Il faut comprendre que sans un moyen de transport personnel, un deux-roues à moteur, il est devenu impossible de travailler ou de se déplacer rapidement, les transports en commun sont rares où ne passent pas dans tous les villages, d'accompagner les enfants à l'école ; sans téléphone portable ils ne sont pas joignables, or nombreux sont journaliers ou n'ont pas un emploi à horaires fixes ; sans parler d'autres contraintes financières qu'ils s'imposent en rapport avec leurs coutumes ou leur statut. A chaque événement familiale ils doivent faire un don ou un cadeau conséquent ou ils se sentent obligés d'imiter les membres de leur famille, leurs voisins, par exemple s'ils envoient leurs enfants dans des écoles privées ; mais surtout, ils ont cessé de vivre à plusieurs générations sous le même toit, et les héritages de terres se sont épuisés à cause de la démographie galopante, il ne reste plus rien à partager, il leur faut donc louer ou construire une petite maison, pas en feuilles de cocotier comme hier, non en dure et cela coûte une fortune, ils sont donc contraints très souvent de vivre dans des habitations insalubres, inachevées, et il n'est pas rare qu'ils hébergent un ou plusieurs membres de leur famille qui se retrouvent à la rue, qui ont sombré dans le dénuement le plus totale, la pauvreté absolue, j'en connais plein, etc.

Donc les Indiens travaillent quand ils le peuvent, et en retour voilà le mode de vie cauchemardesque qui leur est réservé, seule une infime minorité parvient à s'en sortir, les fonctionnaires et ceux qui ont fait des études supérieures, ou encore ceux dont les parents ou grands-parents n'avaient pas dispersé ou dilapidé les terres qu'ils possédaient et que gèrent leurs petits-enfants ou qui leur assurent un confortable capital quand ils les vendent pour monter une entreprise ou un commerce, un terrain qui valait quelques dizaines de milliers de roupies il y a 25 ans en vaut aujourd'hui des millions ou davantage encore.

Les travailleurs indiens sont donc contraints d'accepter les conditions de travail et de rémunération qui se présentent à eux. Ils travaillent plus qu'autrefois, ils consomment plus qu'autrefois, ils ont un compte en banque, une carte bancaire, en fait ils alimentent uniquement le mode de production capitaliste, mais on ne peut pas dire qu'ils ont des conditions de vie meilleures qu'autrefois, par bien des côtés que je viens d'exposer brièvement elles sont pires encore, angoissantes au possible, cauchemardesques. Tenez, je ne raconte pas d'histoires, au moment même où j'écrivais ces lignes, Selvi (ma compagne) vient de donner une mangue et deux tomates à Srida (la fille de sa soeur Adi), dont l'époux travaille, parce qu'il ne lui reste plus une roupie en poche pour manger avec ses deux enfants, c'est elle qui a demandé deux tomates, elle a commencé à travailler à la chaîne dans une usine de produits pharmaceutiques il y a une semaine. Son salaire mensuel est de 5.000 roupies (66 euros environ) pour 48 heures hebdomadaires. Elle nous a raconté que les cadences étaient si infernales que les ouvrières quittaient leur emploi au bout de 2 ou 3 jours, alors qu'elles ont absolument besoin de travailler... Vous voyez, je n'ai même pas eu le temps de finir de vous raconter le malheur qui frappe des centaines de millions de familles indiennes, qu'une autre histoire se présente, voilà ce qu'on vit ici au quotidien.

Les classes moyennes vivent un cauchemar similaire, leurs conditions de travail ne sont pas meilleures, elles travaillent plus généralement, elles sont particulièrement serviles. Elles n'ont aucune sécurité d'emploi, aucun avantage social, elles ont une voiture achetée à crédit au lieu d'une mobylette ou un petit scooter, elles ont une maison plus grande également achetée à crédit, elles dépensent sans compter pour la scolarité de leurs enfants, en vêtement, en biens d'équipement, etc. mais elles n'en profitent pas davantage non plus, leur vie se résume à montrer qu'elles ont un statut supérieur à la moyenne de la population, vous parlez d'une satisfaction, c'est misérable. Elles consomment frénétiquement, c'est l'essentiel pour le capitalisme.

Vaut mieux que ce soit des travailleurs soumis et sans droit, qui produisent dans des conditions d'exploitation maximales sans recourir à la lutte de classe, qui paient chaque marchandise ou service généralement privatisé, qui s'adonnent au bonheur de la consommation sans autre objectif ou horizon dans leur vie, plutôt que recourir à des travailleurs exigeant sans cesse qu'on leur accorde de nouveaux droits, qui revendiquent de meilleures conditions de travail, qui s'accrochent à des acquis sociaux d'un autre âge, qui ne sont jamais satisfaits de leurs conditions d'existence, qui coûtent chers pour finalement rapporter peu, hormis beaucoup de tracas et des menaces.

J'imagine que dans un grand nombre de pays en Asie, en Afrique, au Moyen-Orient ou en Amérique latine, la situation doit ressembler à celle qui existe en Inde. Ils achètent les classes moyennes et les fonctionnaires, l'aristocratie ouvrière et ils sont tranquilles. Vous me direz que c'est la même chose ailleurs, certes, mais ils ne procèdent pas exactement dans les mêmes conditions.

Et ces menaces sont d'ordre politique, ce qui ne risque pas d'arriver dans les pays comme la Chine ou l'Inde par exemple, où règne un régime totalitaire ou semi-féodal gangrené par la corruption. Les oligarques peuvent s'enrichir sans entrave, les multinationales peuvent se livrer à des ententes commerciales sur le dos du peuple, peuple qui est pour ainsi dire privé de tout droit politique. Sur ce plan-là, politique, le basculement que nous avons évoqué précédemment valait le coup, puisqu'ils ont troqué un régime trompeusement qualifié de démocratique prenant en compte l'existence de la lutte des classes, au profit de régimes autoritaires, totalitaires quasi indébouillonnables dans l'état actuel des rapports entre les classes, un modèle de société que les dirigeants des puissances occidentales leur envie et qu'ils s'emploient à mettre en place pas à pas dans leur propre pays, partout dans le monde.

Voilà à quelle étape ils en sont, politique, d'où Macron qui est chargé d'achever le sale boulot, qui consiste à imposer le modèle de société anglo-saxon néolibéral, totalitaire. A suivre

6 - Ce qui caractérise Macron.

- Son programme néolibéral qu'il entend appliquer au bulldozer.

- Pour contrebalancer l'image épouvantable qui en est la conséquence, il est contraint d'être en permanence en campagne électorale, c'est-à-dire qu'il doit s'employer à essayer d'amadouer toutes les couches sociales qu'il maltraite par ailleurs, en recourant à des expédients par nature aussi volatiles que les promesses électorales, histoire d'embrouiller les esprits ou de duper les plus naïfs qui figurent même parmi ses partisans ou son électorat de privilégiés.

Si j'ai bien compris la situation, il ne peut pas souffrir l'existence d'un concurrent sérieux, car il serait obligatoirement battu en 2022. Pendant que tous ses concurrents, adversaires ou prétendus ennemis se déchirent ou poléminent, il doit rester l'unique candidat au trône de France.

7 - L'AFP se radicalise ou devient le porte-parole officiel des barbares.

L'AFP (L'Agence Française de Propagande de l'Otan) a cessé depuis quelques jours de préciser la nature des "groupes rebelles" armés qui affrontent l'armée de la République laïque arabe syrienne, en réalité différents groupes de barbares issus d'Al-Qaïda ou Daesh, sans doute histoire que les lecteurs les assimilent à de simples opposants légitimes à Bachar el-Assad, de manière à ce qu'ils les soutiennent et soutiennent ainsi Macron et le gouvernement français engagés dans la guerre en Syrie pour obtenir la chute du président syrien.

Voici les expressions que l'AFP a employé dans deux articles sur agrémenter le champ lexical des rebelles : "les secteurs rebelles", "les groupes rebelles", "les territoires rebelles", "les quartiers rebelles", "les territoires sous contrôle rebelle", "des bastions rebelles".

Dans un article de 47 lignes, rebelles apparaît 8 fois (Exode massif face à l'avancée des forces du régime dans le sud de la Syrie - AFP 26 juin 2018), 5 fois dans un article de 20 lignes (Le régime syrien a lancé une offensive dans la ville de Deraa AFP 26 juin 2018).

En ne nommant pas ces mouvements ou groupes issus d'Al-Qaïda ou de Daesh, l'AFP fait disparaître la nature barbare. L'AFP est donc complice de barbarie.

J'ai adressé un article sur ce sujet au blog Les-Crises pour qu'ils le publient, sans mentionner l'adresse de mon site, mais apparemment ils n'y sont pas disposés, ce qui ne m'étonne pas. A qui voudriez-vous que je l'envoie ? A des gens qu'il faut flatter, dont il faut partager les idées sans jamais les critiquer ? Ce n'est pas mon genre. On en connaît, on ne connaît que cela à vrai dire, vous savez ces gens qui se plaignent d'être censurés par les médias, de subir une forme d'ostracisme... qu'ils appliquent eux-mêmes. C'est pitoyable.

Pourquoi insister sur ce sujet (La désinformation des médias) ? C'est une sorte d'avertissement adressé aux lecteurs.

Pour montrer aux lecteurs, qui sont sans aucun doute des gens biens, équilibrés, progressistes ou humanistes, plutôt cartésiens ou logiques, épris de justice et de vérité, mais qui ont peut-être la naïveté ou la faiblesse de croire plus ou moins inconsciemment que les hommes et le monde ne sont pas parfois aussi terrifiants que certains les dépeignent, qu'ils ignorent qu'en réalité nos ennemis sont capables de bien pire que tout ce qu'ils ont pu imaginer ou leur prêter jusqu'à présent ou qu'ils n'ont rien en commun avec nous, hormis combattre pour une cause... opposée à la nôtre.

On peut facilement se méprendre sur leur compte parce qu'ils revêtent différents masques. Ce sont des fanatiques, la pire pourriture qui soit, ce qu'on ne devinera pas au premier abord ou qu'on refusera d'admettre, et lorsque les circonstances nous y forcerons, il sera trop tard. Comment cela ? Quelle question ! On croit rêver !

Enfin, observez ce qui se passe sous vos yeux, vous ne voyez pas que l'immense majorité de la population est incapable de la moindre réaction face à leurs guerres, qu'elle adopte une attitude indifférente, passive, soumise, résignée. Hormis quelques partis regroupant tout au plus quelques milliers de militants complètement marginalisés ou ne bénéficiant d'aucune audience médiatique, tous de l'extrême droite à la pseudo-extrême gauche, militants, adhérents, sympathisants, intellectuels ou personnalités soutiennent ces guerres ou ils estiment qu'elles sont légitimes en y mettant les formes parfois. En est-ce la cause ou la conséquence ? Les deux.

Qui a formaté les consciences et comment ? Ces partisans de ces guerres et les médias, le gouvernement. Mais d'un autre côté, quel intérêt les travailleurs auraient-ils à ces guerres ? Aucun, et ils le savent, ils aspirent naturellement à la paix sauf parfois lorsqu'ils se sentent agresser, il suffit de leur poser la question pour s'en assurer, mais malgré tout ils laissent faire. Le conditionnement dont ils font l'objet intervient après et non avant comme voudraient nous le faire croire les crétins d'ouvriéristes, vous savez ces gens qui n'ont pas la conscience tranquille et pour lesquels l'homme (le travailleur) serait né parfait ou vertueux et qui aurait juste le malheur de l'ignorer.

Donc, s'ils adoptent cette attitude, c'est parce qu'ils estiment ne pas être concernés, ce qui peut s'expliquer facilement : pourquoi voudriez-vous qu'ils manifestent leur solidarité envers des peuples massacrés, alors qu'ils acceptent eux-mêmes quotidiennement de vivre sous un régime de servitude, en s'abaissant à subir cette condition humiliante sans broncher, ils s'ôtent pour ainsi dire les moyens de réagir, et si le conditionnement fonctionne très bien sur eux, c'est parce que leur état de faiblesse les y a prédisposés ou déjà préparés, autrement dit il ne manquerait pas grand chose pour les entraîner dans une guerre.

Maintenant que les partisans de la guerre en portent la responsabilité, c'est évident, mais ce n'était pas le thème de cette démonstration qui était consacrée à l'état de conscience des masses et comment il se forme, et éventuellement comment il peut évoluer. Car il est tout aussi évident que si tous les partis qui se réclament de la gauche ou de l'extrême gauche dénonçaient ces guerres et appelaient ensemble à s'y opposer l'immense majorité des travailleurs répondraient présents.

En complément. Quelques jours plus tard, c'était au tour de Reuters

Les barbares sont vaincus, sortez vos mouchoirs par l'agence de presse britannique Reuters.

- Les rebelles syriens perdent plusieurs localités du sud-ouest - Reuters 1 juillet 2018

Une série de localités tenues par les rebelles syriens dans la région de Deraa ont accepté samedi de passer sous le contrôle du gouvernement face à l'effondrement des lignes insurgées dans cette région du sud-ouest de la Syrie sous le feu d'intenses bombardements.

La région de Deraa, proche des frontières de la Jordanie et du Golan annexé par Israël, a été en 2011 l'un des premiers foyers de la contestation contre le président Bachar al Assad.

En cas de défaite dans ce secteur, les rebelles ne se retrouveraient plus qu'avec un seul bastion : la zone autour de la province d'Idlib, frontalière avec la Turquie, dans le nord-ouest de la Syrie. Reuters 1 juillet 2018

Nous avons montré comment l'AFP avait recyclé les barbares issus d'Al-Qaïda en rebelles tout courts, sans plus se donner la peine de les caractériser de modérés. Reuters en fait autant. Dans cet article par exemple : les "rebelles syriens" ; les "localités rebelles" ; les "négociateurs rebelles" ; un "porte-parole rebelle".

8 - L'idéologie de la guerre commence par la guerre psychologique contre les masses, par la préparation psychologique à la guerre, en commençant par la guerre intérieure. Comment ? En opposant les différentes couches ou minorités de la société à la majorité, en attisant les préjugés les plus archaïques, la haine, la violence, la xénophobie, le racisme, au nom de l'amour, de la tolérance, de la paix, de la solidarité entre les peuples, de la mondialisation, de la démocratie, de la liberté.

9 - Quelques citations ou aphorismes d'Albert Einstein.

- Il y a deux choses d'infini au monde : l'univers et la bêtise humaine...mais pour l'univers j'en suis pas très sûr. LVOG - C'est peu dire !

- La seule source de connaissance est l'expérience.

- La connaissance s'acquiert par l'expérience, tout le reste n'est que de l'information.

LVOG - Nombreux sont ceux qui confondent les deux. Pourquoi ? Parce qu'ils ne sont pas foutus de tirer des enseignements de

leurs propres expériences quotidiennes. En fait, la plupart des gens ignorent même ce que cela signifie, d'où leur incapacité à progresser. Il ne leur viendra pas à l'esprit d'observer leur propre comportement ou de se demander pourquoi telle ou telle idée leur vient à l'esprit et d'y réfléchir.

- N'essayez pas de devenir un homme qui a du succès. Essayez de devenir un homme qui a de la valeur. LVOG - Là, c'est trop demandé, on va vous répondre : Cela sert à quoi ? A rien, ne cherchez pas, vous êtes bien comme vous êtes, d'ailleurs nous vivons dans un monde merveilleux...

- Si vous ne pouvez expliquer un concept à un enfant de six ans, c'est que vous ne le comprenez pas complètement.

LVOG - C'est un truc que j'avais compris, c'est pourquoi je m'emploie à expliquer un tas de choses à ma compagne ultra arriérée en vérifiant qu'elle a bien compris, même si elle sera incapable d'en faire quoi que ce soit, ce qui est normal. C'est une épreuve qu'on devrait faire passer à nos dirigeants, vous ne trouvez pas ?

- Si une idée ne paraît pas d'abord absurde, alors il n'y a aucun espoir qu'elle devienne quelque chose.

LVOG - La plupart des gens se croient trop intelligents pour que l'absurde les atteigne, donc ils ne peuvent rien imaginer au-delà du capitalisme...

- Les grands esprits ont toujours rencontré une opposition farouche des esprits médiocres.

LVOG - Nous en sommes la preuve, je déconne...mais je le pense un peu tout de même !

- Ce qui reste éternellement incompréhensible dans la nature, c'est qu'on puisse la comprendre.

LVOG - Et à la vitesse où se transforme la société, c'est pire encore !

- Les États-Unis d'Amérique forment un pays qui est passé directement de la barbarie à la décadence, sans jamais avoir connu la civilisation.

LVOG - Une bonne définition qui s'applique à Israël.

(Source : <http://www.touteslescitations.com>)

Ce qu'Einstein n'a jamais dit : <https://www.drgoulu.com/2008/11/26/ce-queinstein-na-jamais-dit/>

[Nous vivons dans un monde gouverné par des dingues !](#)

- Cocaine et anguille sous roche - Liberation.fr 27 juin 2018

Une enquête stupéfiante parue dans la revue «Science of the total environnement» vient de démontrer que la coke mais aussi d'autres drogues présentes dans les fleuves européens sont néfastes pour les anguilles.

Déjà que les pesticides et autres agressions chimiques ne leur faisaient pas du bien, voilà ces pauvres anguilles camées à mort par la coke mais aussi, selon le magazine Sciences et Avenir qui révèle cette effarante nouvelle, par la morphine, les amphétamines ou la MDMA. En Europe, la Tamise londonienne serait d'ailleurs la plus «chargée» en cocaïne. Selon un rapport fourni par l'European monitoring centre for drugs and drug addiction, et cité par le magazine, «ces drogues se retrouvent dans les cours d'eau pour deux raisons principales : l'utilisation mondiale énorme de ces substances et l'efficacité variable avec laquelle elles sont éliminées des effluents d'eaux usées dans les stations d'épuration, qui dépend fortement de la technologie utilisée».

«Bien que les concentrations soient faibles (de 0,4 à 44 nanogrammes par litre pour la cocaïne dans les eaux de surface), l'équipe de chercheurs italiens a prouvé que ces doses suffisaient pour nuire à la santé des anguilles», explique Sciences et Avenir.

Rassurez-vous : un grand programme de repeuplement des anguilles est en cours, à la grâce du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, entre autres. Oui, il y a des causes qui en valent la peine. Liberation.fr 27 juin 2018

En complément. Quand les narcotrafiquants siègent à l'ONU, à la CIA...

- Cocaïne et opium: la production au plus haut en 2016 - L'Express.fr 26 juin 2018

La production mondiale de cocaïne, essentiellement en provenance de Colombie, et d'opium, principalement issu d'Afghanistan, a explosé pour atteindre son plus haut niveau historique en 2016-2017, s'alarme l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) dans son rapport annuel publié mardi.

La production mondiale d'opium a bondi de 65% de 2016 à 2017, à 10.500 tonnes, chiffre "le plus élevé" depuis les premières estimations de l'ONUDC au début des années 2000. Les surfaces de culture de pavot à opium ont progressé de 37% au niveau mondial entre 2016 et 2017, atteignant 420.000 hectares, dont plus des trois quarts se trouvent en Afghanistan où cette manne contribue à financer l'insurrection qui déstabilise le pays.

En Afghanistan, cette évolution est à mettre sur le compte de l'instabilité politique, du manque de contrôle par les autorités, du manque de perspectives en termes d'emploi et d'éducation, et des hausses du rendement agricole, selon ce rapport de l'agence onusienne.

La fabrication mondiale de cocaïne en 2016 a elle aussi "atteint son niveau le plus élevé": 1410 tonnes, soit 25% de plus qu'en 2015. (Bravo !)

La culture de feuille de coca, ingrédient de base de la cocaïne, couvre 213.000 hectares au niveau mondial dont 69% se trouvent en Colombie. Il s'agit d'"un défi à la mise en oeuvre de l'accord de paix" avec l'ex-guérilla des Farc, impliquée dans le trafic de drogue, souligne l'ONUDC.

Conséquences: une hausse, déjà perceptible, de l'offre sur les marchés traditionnels de consommation en Amérique du Nord et en Europe occidentale ainsi que la création prévisible de nouveaux marchés ciblant notamment "la classe moyenne en expansion des grandes économies d'Asie".

L'agence onusienne s'inquiète aussi de voir les médicaments antidouleurs à base d'opiacés, détournés à usage de drogue, devenir "une menace majeure pour la santé publique mondiale", en Amérique du nord mais aussi en Afrique. "Cela présente de multiples défis sur plusieurs fronts", estime le directeur de l'ONUDC, Yury Fedotov. (Leur humanisme est la politesse des salauds... - LVOG)

Toujours selon le rapport, le cannabis reste la drogue la plus consommée en 2016, avec 192 millions de personnes qui avouent en avoir pris au moins une fois. L'Express.fr 26 juin 2018

- Ce type de vaisselle peut provoquer le cancer, mettent en garde les scientifiques - fr.sputniknews.com 27.06

En utilisant de la vaisselle antiadhésive, un individu peut être exposé à l'acide perfluorooctanoïque. Cette substance rentre également dans la composition des matériaux résistants à l'eau et au feu.

Il est à noter que les particules d'acide perfluorooctanoïque ont des propriétés toxiques. Leur ingestion dans le corps peut entraîner le développement du cancer, l'augmentation du cholestérol et une diminution du fonctionnement du système immunitaire (...) cette substance favorise le développement de tumeurs du foie, du pancréas et des organes génitaux. En outre, l'acide perfluorooctanoïque peut rendre stérile. fr.sputniknews.com 27.06

Pour un peu ce serait une bonne nouvelle... Question : Il ne rend pas cinglé des fois ?

[Pantomime médiocre d'une ridicule marionnette nommée Macron.](#)

Du niveau d'une mauvaise comédie de boulevard.

- Emmanuel Macron se met (encore) en scène pour promulguer la réforme de la SNCF - Le HuffPost 27 juin 2018

"C'est une étape importante qui est franchie". Emmanuel Macron a promulgué ce mercredi 27 juin la réforme de la

Benjamin Griveaux a dû s'asseoir sur une chaise plus basse que celle du président afin de ne pas avoir l'air plus grand que lui à l'image.

Pour vérifier ce détail cocasse de la mise en scène du pouvoir, il suffit de consulter les images des "coulisses" de cette opération de communication, diffusées par Benjamin Griveaux lui-même.

On y aperçoit le porte-parole de l'exécutif faisant son entrée dans le bureau présidentiel et dépassant d'une demi-tête

Emmanuel Macron. Benjamin Griveaux s'assoit alors sur une chaise plus basse que celle du président et se voit contraint de croiser les jambes, faute de place. Le HuffPost 27 juin 2018

Quel pauvre type, c'est tout le personnage ! Lequel ? Les deux !

- C'est officiel sans l'être.

- Macron nomme François Sénémaud représentant personnel en Syrie - LeParisien.fr 27 juin 2018

Emmanuel Macron a nommé un représentant personnel du président de la République pour la Syrie. Le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, a annoncé ce mercredi que ce poste serait occupé par l'actuel ambassadeur de France en Iran, François Senémaud.

Ce dernier, ancien directeur du renseignement à la DGSE (il avait pris la tête du service de renseignement extérieur en 2012), a été nommé mercredi en Conseil des ministres.

A 61 ans, François Sénémaud arrivera au terme ses fonctions à Téhéran en août, a indiqué le porte-parole du gouvernement, qui a précisé que « nous ne rouvrons pas une ambassade en Syrie », même si le titre du diplomate sera « représentant personnel du président de la République, ambassadeur pour la Syrie », à compter du 27 août.

Depuis 2014, le dossier de la Syrie est piloté au Quai d'Orsay par Franck Gellet, qui vient d'être nommé ambassadeur au Qatar. LeParisien.fr 27 juin 2018

[La Constitution antidémocratique de la Ve République au service du totalitarisme. Abolition !](#)

- Boîte de Pandore constitutionnelle - L'Express.fr 27.06

- Matthieu Orphelin : « L'environnement dans la Constitution est un changement majeur » - LePoint.fr 27.06

- Richard Ferrand veut inscrire l'égalité hommes-femmes dans la Constitution - LeParisien.fr 27.06

En famille. Putain de ta race ta république des nantis !

- Les députés suppriment le mot «race» de la Constitution - LeParisien.fr 28.06

Les députés ont supprimé ce mercredi à l'unanimité en commission le mot « race » de l'article 1er et y ont également introduit l'interdiction de « distinction de sexe ».

« Elle (la France) assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction de sexe, d'origine ou de religion ». Ainsi s'écrira l'alinéa, si ces amendements identiques de LREM, MoDem, UDI-Agir, PS, PCF, sont revotés dans l'hémicycle à partir du 10 juillet, ce qui ne fait aucun doute, mais surtout si la révision constitutionnelle aboutit. LeParisien.fr 28 juin 2018

Je suggère pour le prochain toilettage de la Constitution :

« Elle (la France) assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction».

Et pour la suivante :

« Elle (la France) assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens».

Et après:

« Elle (la France) assure l'égalité devant la loi».

Et pour finir :

Désolé, ce passage a été supprimé pour être en conformité avec la réalité...

Invitation à un autodafé. Vous pouvez, non, vous devez brûler vos dictionnaires, encyclopédies, etc. bref,

la totalité des ouvrages publiés depuis des milliers d'années, sans oublier toutes les bobines de films...

Racial : Relatif à la race, aux races humaines (nègre, dravidiennne, etc. - LVOG) l'adjectif racial a vieilli ou marque des préjugés non scientifiques. Il est souvent remplacé par ethnique. (Le Grand Robert de la langue française)

- Division de l'espèce. Race. (Le Grand Robert de la langue française)

L'espèce humaine est sous-divisée en de nombreuses races en anthropologie.

- L'anthropologie étudie les corps humains pour arriver à classer les hommes en races d'après leurs caractères physiques, la forme, les dimensions, les proportions des différentes parties du corps et de la tête, la couleur et l'aspect de la peau et des cheveux. Ch. Seignobos, Hist. sincère de la nation franç., p. 5. (Le Grand Robert de la langue française)

Ethnie : Ensemble d'individus que rapprochent un certain nombre de caractères de civilisation, notamment la communauté de langue et de culture (alors que la race dépend de caractères anatomiques). (Le Grand Robert de la langue française)

- On réserve le nom de races à ceux (les groupements humains) établis d'après un ensemble de caractères physiques (...) On sait, d'autre part, qu'on appelle nation ou état ceux qui correspondent à une communauté politique. Viennent enfin ceux basés sur des caractères de civilisation, en particulier une langue ou un groupe de langues identiques; on a créé pour eux un terme qui tend de plus en plus à s'imposer, ce sont les ethnies (...) Dès qu'on aborde les grandes masses qui peuplent la majeure partie des continents, les races, les ethnies et les frontières politiques s'enchevêtrent à qui mieux mieux. Henri Vallois, les Races humaines, p. 8. (Le Grand Robert de la langue française)

On souhaite bon courage aux anthropologues...

[Le sevrage forcé des futurs esclaves, LFI en redemande.](#)

- Service national universel : un mois obligatoire pour les jeunes de 16 ans - Liberation.fr 27 juin 2018

Le gouvernement va suivre les recommandations du groupe de travail : le SNU se composera d'une séquence obligatoire d'une durée d'un mois, et d'une autre, facultative, de trois mois minimum. Dans la première, la moitié des jours seront dédiés à «un projet collectif élaboré en lien avec les associations et les collectivités» et l'autre à une phase plus passive d'«apprentissage», durant laquelle les jeunes seraient hébergés en internat. Celle-ci comportera des modules d'éducation civique, des cours de premiers secours, l'intervention de représentants de l'armée... Ce mois obligatoire sera réparti pour partie sur le temps scolaire, pour partie sur les vacances. Liberation.fr 27 juin 2018

Ils ne manquent pas une occasion de légitimer le régime en place, Macron. Ce sont des professionnels dans leur genre et ils le revendiquent.

- Service universel: "du bricolage", selon le député LFI Quatennens - AFP 27 juin 2018

Le député de La France insoumise Adrien Quatennens a estimé mercredi que le projet de service universel pour les jeunes était "du bricolage", car le gouvernement n'énonce "aucun objectif" clair et ne prévoit qu'un budget "limité" pour sa mise en oeuvre. (Il en redemande le bougre ! - LVOG)

"C'est du bricolage, il faudrait donner un horizon, une visée, mais c'est très flou", a-t-il estimé sur Sud Radio: le gouvernement veut "asseoir une promesse de campagne" d'Emmanuel Macron, mais "sans la modéliser avec un objectif précis". (Un "horizon", une "visée", dans le cadre de la Ve République, du capitalisme, cela porte un nom : Résignation. - LVOG)

Il y a pourtant "une bonne idée à la base", mais "quatre semaines, c'est très court, et avec des moyens extrêmement limités, avec un milliard d'euros de budget", cette idée devient "clairement inconséquente", a jugé le député du Nord. (Aux louanges s'ajoute le regret que Macron n'aille pas plus loin, n'en fasse pas davantage, non mais on sait jamais des fois qu'il irait dans la bonne direction, c'est juste suggéré. Abominable. - LVOG)

Le projet du gouvernement "tel qu'il est ne rime à rien", a renchéri Eric Coquerel, député LFI de Seine-Saint-Denis, sur Radio Classique. Il "s'est largement rabougri au fur et à mesure des mois et ne nous va pas", a-t-il dit. (Lui aussi il en redemande ! Comme si nos ennemis mettaient au point des projets qui ne rimeraient à rien, ben voyons ! - LVOG)

Les principales organisations lycéennes, étudiantes et de jeunesse ont fustigé début juin dans une tribune les "incohérences" et le caractère "contraignant" de ce projet, ainsi que sa logique "démagogique". AFP 27 juin 2018

A. Einstein - Celui qui est capable de marcher derrière une musique militaire n'a pas besoin de cerveau : une moelle épinière lui suffit.

LVOG - Agrémentée d'un tube digestif relié à son compte en banque...

Les mauvaises farces du supplétif du PS.

- Le PG en congrès pour raffermir son rôle de "défricheur" au service de LFI - AFP 28 juin 2018

Le Parti de Gauche se réunit en congrès samedi et dimanche à Villejuif (Val-de-Marne) avec la volonté de raffermir son rôle de "défricheur" et d'"éclairer" au service de La France insoumise, ce "mouvement citoyen" devenu "la première force d'opposition à Emmanuel Macron".

Plus d'un an après l'élection présidentielle où "il s'en est fallu de 600.000 voix" pour que "l'Insoumis Jean-Luc Mélenchon" soit au second tour, "avec de bonnes chances de succès", le PG va soumettre au vote de ses militants "un texte d'orientation", sous les mots d'ordre "Insoumission, République et écosocialisme".

Son objectif: oeuvrer "au renforcement de La France insoumise", qui revendique aujourd'hui "plus de 550.000" inscrits. Sur les dix-sept députés LFI, sept sont également au PG.

"Le PG est un parti politique, tandis que LFI est un mouvement appelé à fédérer le peuple", ont expliqué les deux coordinateurs du parti de Gauche, Eric Coquerel et Danièle Simonnet, jeudi au cours d'une conférence de presse à Paris.

Selon eux, leur congrès doit "montrer l'utilité du PG et montrer l'articulation entre son rôle propre et celui de LFI". "Le PG a un rôle de défricheur et d'éclairer pour LFI", affirment-ils. "Face au monarque absolu" Emmanuel Macron, son "objectif révolutionnaire reste le même: amener (le peuple) à prendre conscience de sa force, le fédérer contre l'oligarchie financière".

Le congrès proposera également aux militants de voter sur la sortie de leur formation du Parti de Gauche Européen (PGE), auquel appartient notamment Syriza, le parti du Premier ministre grec Alexis Tsipras, "devenu le représentant de la ligne austéritaire en Grèce".

Plus généralement, le texte d'orientation porte un jugement sans concession sur la politique "extrêmement libérale" de M. Macron, "bras armé du capitalisme financiarisé".

"La France selon Macron", c'est "l'alignement définitif sur la violence néo-libérale", selon le PG, qui reproche également au chef de l'Etat "une terrible intransigeance" concernant les migrants, "parfaitement relayée par son ministre de l'Intérieur Gérard Collomb".

"Emmanuel Macron ne s'arrêtera pas là: si rien ne vient contrecarrer et bloquer son projet, c'est une contre-révolution libérale qu'aura subie le pays. Dans quatre ans, la France n'aura structurellement plus le même visage. Ce sont bien ses principes républicains et les conquêtes sociales de la Libération qui seront profondément atteints", lit-on également sur la plateforme.

Pour "s'opposer à Macron et lui succéder", le PG affirme qu'il faut placer le peuple "en position de déterminer son avenir par la Constituante". AFP 28 juin 2018

A les entendre "La France selon Macron", c'est "l'alignement définitif sur la violence néo-libérale", alors que Mélenchon se voyait bien en Premier ministre de Macron ! Du coup, la seule question qu'on se pose, c'est jusqu'à quel point le PG est compatible avec le capitalisme car il n'a jamais eu l'intention de rompre avec.

Le discours aux apparences radicales du genre "amener (le peuple) à prendre conscience de sa force, le fédérer contre l'oligarchie financière" ne coûte rien, puisqu'il faudrait qu'il commence par renouer avec les aspirations de sa jeunesse qui consiste à estimer légitime de pouvoir vivre dans une toute autre société que celle-là, au lieu d'en quémander des miettes pour les uns et des avantages plus substantiels pour les autres, les couches que représentent le PG et qui aspirent uniquement à vivre mieux en régime capitaliste en se moquant du sort du reste des masses exploitées.

Cela dit, tactiquement pour chasser Macron s'il tient jusqu'en 2022, nous serons sans doute contraint de soutenir son candidat à l'élection présidentielle sans rien renier de notre programme qui se situe aux antipodes de celui du PG.

Dans tous les pays en Europe où un parti ou une coalition de partis similaires au PG ou à LFI est arrivé au pouvoir, tous partageaient le même programme, tenaient les mêmes discours radicaux, étaient animés des meilleures intentions du monde, et finalement tous ont capitulé face au capitalisme, à l'UE, le FMI, l'Otan, l'ONU.

Parole, parole, parole...

- Mélenchon à Madrid pour un meeting avec Iglesias - L'Express.fr 30 juin 2018

Ce lundi, l'homme fort de la France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, sera présent à Madrid afin de faire meeting commun avec le leader du parti Podemos, formation de la gauche espagnole.

Jean-Luc Mélenchon se veut le fer de lance d'une "alternative européenne" en vue des élections européennes de 2019, avec ses alliés de "Maintenant le peuple".

Formée de la France insoumise, de Podemos (Espagne) et du Bloco de Esquerda (Portugal) la plateforme créée en avril s'est élargie mercredi à Bruxelles à l'Alliance rouge-verte danoise, au Parti de gauche suédois et à l'Alliance de gauche finlandaise. L'Express.fr 30 juin 2018

Pschitt ! Effet d'annonce "hors-norme".

- Réunion FO-CGT lundi: Mélenchon salue "un évènement hors-norme" - AFP 1 juillet 2018

Le chef de file de La France Insoumise, Jean-Luc Mélenchon, a salué dimanche la réunion prévue lundi entre FO et la CGT, "un évènement hors-norme depuis la séparation de la CGT après-guerre", dans un billet publié sur son site.

"Les connaisseurs de l'histoire syndicale et sociale du pays savent qu'il s'agit d'un évènement hors-norme depuis la séparation de la CGT après-guerre", a écrit le député des Bouches-du-Rhône.

Samedi, le secrétaire général de FO, Pascal Pavageau, avait indiqué à l'AFP que le bureau confédéral de Force ouvrière recevrait lundi après-midi à son siège le bureau confédéral de la CGT, pour "se connaître et échanger", sans "aucun but d'ordre politique ou stratégique". AFP 1 juillet 2018

Pascal Pavageau affirme que cette rencontre n'a "aucun but d'ordre politique ou stratégique" et le charlatan Mélenchon en déduit qu'elle est "hors-norme", historique !

Tangage.

- Polémiques à répétition : Emmanuel Macron sème le doute - leparisien.fr 28 juin 2018

- Élus locaux : une fronde contre le gouvernement ? - franceinfo 28 juin 2018

Les relations se tendent entre le gouvernement et les élus locaux. L'association des départements a décidé de rompre le dialogue avec l'État et de boycotter la prochaine conférence nationale des territoires, les maires et les régions pourraient suivre. "Ce bras de fer dure depuis des mois avec une éternelle question : comment financer des collectivités locales qui se disent à bout de souffle ?, explique Julien Gasparutto depuis Matignon. Les collectivités ont jusqu'à samedi pour signer un pacte avec l'État sur la maîtrise de leurs dépenses, or, à ce jour, plus de trois quarts des départements n'ont pas signé ce pacte."

Les départements annoncent qu'ils boycotteront la conférence nationale des territoires mi-juillet. franceinfo 28 juin 2018

- La charge de Jean-Louis Borloo contre Emmanuel Macron - franceinfo 28 juin 2018

Le désamour est désormais officiel. Hier soir, 27 juin, lors d'une réunion publique à Valenciennes (Nord), Jean-Louis Borloo n'a pas mâché ses mots. "On est train de remplacer le vieux monde des solidarités par le jeune monde des abandons de ceux qui ont besoin de la solidarité", a-t-il déclaré. Il parle aussi d'une "monarchie faite pour les riches, dangereuse et inefficace". Des critiques acerbes qui interviennent après le rejet par Emmanuel Macron, il y a quelques semaines, du plan banlieue.

Ses propos ont surpris et en même temps agacé la majorité. "Ceux qui sont aux responsabilités depuis trente ans sont-ils les mieux placés pour nous dire ce qu'ils n'ont pas fait et que nous devrions faire ?" a déclaré Christophe Castaner. franceinfo 28 juin 2018

- Xavier Bertrand attaque durement la politique de Macron qui "ne rime à rien" - AFP 28 juin 2018

En complément : LREM : Un incubateur à despotes.

- La République en marche lance son institut de formation, future machine à fabriquer des candidats - francetvinfo.fr 29.06

Un train peut en cacher un autre.

- Macron promulgue la réforme de la SNCF - AFP 27.06

- 600 emplois menacés dans la branche fret de la SNCF - Liberation.fr 27.06

L'activité de transport de marchandise du groupe ferroviaire devra réduire ses effectifs de 11% d'ici à 2020 selon un document interne. Liberation.fr 27.06

- Philippe Martinez: "Les problèmes ne sont pas réglés" à la SNCF - AFP 27.06

La nouvelle grève des cheminots les 6 et 7 juillet est justifiée car "les problèmes ne sont pas réglés" à la SNCF malgré le vote de la réforme ferroviaire du gouvernement, a affirmé mercredi le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez. AFP 27.06

On ne s'en serait pas douter ou quand ils nous ont pris pour des débiles.

- Ordonnances Pénicaud : les patrons retiennent surtout la facilité de licencier - Libération 27 juin 2018

Anticipant un «impact non négligeable sur l'emploi», seuls 30% des dirigeants interrogés pensent que les ordonnances vont permettre de recruter plus facilement en CDI. Mais ils sont près de la moitié (48%) à dire qu'elles vont simplifier les procédures de licenciement. «Tout est dit, a réagi la CGT, dans un communiqué. Le principal objet des ordonnances consiste bien à faciliter les licenciements. Mais, cette fois, ce sont les dirigeants d'entreprises et les DRH qui le reconnaissent !»

En la matière, plusieurs entreprises ont d'ailleurs déjà sauté le pas. En janvier, la marque de prêt-à-porter Pimkie et le constructeur PSA avaient éterné le dispositif de rupture conventionnelle collective, permettant de se séparer de salariés sur la base du volontariat et avec moins de contraintes qu'un plan de sauvegarde de l'emploi. Depuis, d'autres ont suivi, comme le géant de l'informatique IBM (94 départs concernés), le magazine les Inrocks (25 postes) ou Teleperformance, entreprise spécialisée dans les centres d'appels (200 postes). Libération 27 juin 2018

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Simone Veil au Panthéon: une "décision de tous les Français" pour Macron - AFP 30.06

Abus de pouvoir. Pas en notre nom.

- «La prise en charge des LGBTphobies est un enjeu moral et de santé publique» - Liberation.fr

- Rohingya : Amnesty accuse l'armée birmane de crimes contre l'humanité - Liberation.fr

Dossier. Les colonisateurs et leurs complices. L'Otan, l'UE et leurs ONG.

- Migrants : "Il y a un risque d'instrumentalisation des ONG par les gouvernements" - Franceinfo 27.06

Le spécialiste des flux migratoires François Gemenne alerte mercredi 27 juin sur franceinfo sur "un risque d'instrumentalisation des ONG par les gouvernements", à propos de l'affaire du bateau Lifeline. Le navire, qui transporte 233 migrants, n'a toujours pas reçu l'autorisation d'accoster sur l'île de Malte. Emmanuel Macron a estimé mardi que l'ONG allemande Lifeline agissait "en contravention de toutes les règles et des garde-côtes libyens" et "fait le jeu des passeurs".

François Gemenne : Emmanuel Macron fait un mauvais procès à l'ONG. (...) Il y a quelque chose d'un peu indécent à imaginer que les passeurs allaient mettre les migrants à la mer et qu'automatiquement une ONG allait les récupérer. (...) Les ONG ne sont pas suffisamment nombreuses pour repérer tous les bateaux en perdition. (...) La raison pour laquelle les passeurs ont à ce point développé leur business, c'est parce que les frontières extérieures de l'Union européenne sont fermées. (...) C'est d'abord la faute des gouvernements européens qui, depuis 20 ans, ont refusé de développer un vrai projet politique en matière d'asile et d'immigration. Franceinfo 27.06

Rectificatif : Ce ne sont pas les gouvernements qui instrumentalisent les ONG, ce sont les ONG qui instrumentalisent la misère humaine causée par ces gouvernements. En fait, c'est leur unique raison d'être ou fonction. Ce sont des appendices des ministères de la guerre, de la misère, du chômage...

Faisons l'idiot, ce qui est vraiment étonnant, c'est que toutes les puissances occidentales qui surveillent la méditerranée 24h/24 par satellite, qui y sont présentes, ne soient pas foutus de localiser des embarcations, alors que les ONG y parviennent. C'est incroyable n'est-ce pas ? J'avais lu dans un article que j'avais publié que les premières fournissaient leurs coordonnées aux secondes qui se portaient à leur secours, mieux, connaissant depuis le temps les voies empruntées par ces embarcations, les ONG sillonnent la mer ou se postent sur leur route de manière à les accompagner jusqu'à leur destination.

A chacun sa part de marché. C'est un business très lucratif qui justifie les subventions qui leur sont accordées par les Etats et autres institutions dont l'UE, sans oublier leurs généreux ou philanthropes riches donateurs. Il faut bien que tout le monde vive... ou presque ! C'est sordide !

Dilemme ou aveu ?

- Sauver des vies sans aider les passeurs: le dilemme des ONG - AFP 27.06

Sauver des vies sans tomber dans le piège tendu par les passeurs et faire leur jeu: c'est le dilemme auquel sont confrontées les ONG venant au secours des migrants, durement critiquées par les gouvernements européens. AFP 27.06

Populisme en famille. Macron : "l'honneur de la République".

- Lifeline: Macron reprend "l'idéologie de l'extrême droite", selon Ian Brossat - AFP 27 juin 2018

Dans un communiqué intitulé ""Le jeu des passeurs": Emmanuel Le Pen et en même temps Marine Macron", le leader communiste affirme qu'"en prétendant que l'ONG Lifeline faisait le jeu des passeurs, Emmanuel Macron embrasse désormais sans retenue l'idéologie la plus crasse de l'extrême droite".

Selon M. Brossat, "dans un contexte de montée populiste en Europe, inconnu depuis les années 1930, le président de la République commet là une faute politique lourde et une faute morale dont l'Histoire sera juge".

"Élu au deuxième tour de l'élection présidentielle pour faire barrage à l'extrême droite, Emmanuel Macron trahit le serment passé devant les Français qui, en responsabilité et sans partager ses convictions, l'avaient porté au pouvoir pour l'honneur de la République", ajoute-t-il. (C'était responsable de voter Macron, le stalinisme dans toute sa splendeur.

Au contraire, à ses yeux, "en se substituant à l'inaction des États, ONG et associations agissent avec fidélité aux valeurs fraternelles de la France et de l'Europe". AFP 27 juin 2018

C'est bien ce qu'on disait : Les ONG et associations agissent pour le compte de l'impérialisme français et de l'UE. Vive la France, vive l'UE ! Et à bas le PCF !

- Cette Europe n'est pas la nôtre - Editorial de la Tribune des travailleurs - le 28 juin 2018

Extrait et fin.

- *"Nous nous adressons solennellement aux travailleurs et aux militants de toutes tendances dans nos pays respectifs pour leur dire : ne vous laissez pas entraîner dans ce piège tendu par les gouvernements. Les valeurs de l'Union européenne, des valeurs de paix et de progrès social ? Non : des « valeurs » de destruction des retraites, des droits ouvriers et de privatisation."*

LVOG - Pourquoi, auraient-ils des raisons objectives d'y être entraînés et lesquelles ?

Si un affamé se pointe chez moi pour que je le nourrisse alors j'ai déjà à peine de quoi bouffer pour survivre, j'ai le choix de partager avec lui ma maigre pitance et de m'affaiblir davantage, auquel cas nous crèverions plus vite tous les deux. En effet, c'est une solution qui arrangerait bien du monde, en priorité les privilégiés qui ne risquent pas d'être confrontés à pareil dilemme.

Ce sujet a été abordé de travers dans cet éditorial. C'est plutôt léger de se borner à faire ressortir l'hypocrisie de l'Union européenne, car il ne faut pas oublier que précédemment elle avait loué l'arrivée de ces migrants en Europe. Il aurait fallu mettre en lumière son double langage et ce qu'il cachait ou quel en était les objectifs, bref ses réelles intentions ou qui tirait les ficelles, quel était le mobil dans cette affaire, qui comptait en tirer profit et au détriment de qui. Nous avons déjà abordé tous ces aspects dans des causeries précédentes ou répondu à toutes ces questions, nous savons exactement de quoi il retourne, alors pourquoi ne pas le dire franchement et s'en tenir là ?

Vous n'avez pas remarqué que dès qu'il s'agit d'aborder un sujet qui a été traité sous un angle populiste par la fausse gauche et qui a conduit l'extrême droite à en révéler les dessous, pour qu'on ne leur reproche pas de partager certains arguments avancés

par l'extrême droite, ils se sentent obligés de participer à l'imposture de cette fausse gauche et donc de glisser à droite, pire, ils se privent des moyens de se démarquer de l'extrême droite.

Prenons par exemple le cas de la Libye. La droite et la fausse gauche avaient adopté la même position, l'extrême droite la dénonça, mais, car il y a un mais, mais l'extrême droite n'alla pas jusqu'à révéler que Kadhafi n'avait jamais bombardé Benghazi ni que c'était son intention de créer une monnaie et une banque inter africaine concurrente du dollar et de l'euro qui était le réel mobil de l'agression de la Libye par la France et l'Otan, le POI (avant la scission) s'en remit à un principe au lieu de s'en tenir aux faits, ce qui lui épargna d'avoir à affronter et démonter les arguments fabriqués par les partisans de la guerre contre la Libye, donc leur laissant le champ libre tout en donnant l'impression de s'y opposer.

Bref, la crainte obsessionnelle de figurer dans le même camp que l'extrême droite, tout du moins en apparence, les a poussé finalement dans le camp adverse ou à le ménager, celui de la guerre. Je voudrais bien qu'on m'explique d'où vient cette mauvaise conscience. Le risque était d'apparaître au côté de Kadhafi, caractérisé de dictateur par la droite et la fausse gauche ainsi que leurs médias, et d'être accusé de le soutenir.

Marx soutint la politique du kaiser quand l'Allemagne fut attaquée par la France, mais il refusa de soutenir les réformes sociales de Bismarck, sans avoir à craindre de passer pour un suppôt de l'empereur ou un ennemi de la classe ouvrière, parce que chaque fois il prit la peine d'expliquer en détail de quoi il retournait vraiment, sans se soucier du qu'en-dira-t-on et il eut parfaitement raison.

Tout le monde sait qu'il ne suffit pas de se livrer au même constat que l'extrême droite ou des idéologues de l'oligarchie sur certaines questions pour partager leurs intentions ou leurs objectifs politiques.

Tout le monde depuis des années ou des décennies à gauche et à l'extrême gauche a cru bon de soutenir ou pire, de participer à l'instrumentalisation des préjugés archaïques de certaines couches de la population, dont l'oligarchie était à l'origine par la voix de la fausse gauche (libérale libertaire), le PS et EELV relayé par l'ex-Front de gauche, dans le but de briser l'unité des masses exploitées, de briser l'éventuelle alliance entre la classe ouvrière et les classes moyennes, de diviser les porte-parole des capitalistes au détriment de ceux victimes de la mondialisation néolibérale, et de préparer ainsi les conditions nécessaires à l'élection d'un Macron ou à l'instauration d'un régime totalitaire.

Moi, je m'y suis refusé catégoriquement, en me moquant de savoir si certains m'accuseraient d'être raciste, homophobe, misogyne ou je ne sais quoi encore, une saloperie de réactionnaire, je savais que c'était inévitable parce qu'il y a toujours des gens ou des militants pour prendre tout de travers, qui n'ont jamais appris à lire et encore moins à réfléchir, incapables d'aborder une question dans une perspective politique...

Il semblerait que le problème que rencontrent les dirigeants du POID et d'autres partis, est lié à la composition de leur formation politique, plus particulièrement au niveau théorique et de conscience politique de leurs militants ou adhérents qui est loin d'être homogène ou qui souvent est proche de zéro, quand un certain nombre d'entre eux ne subissent pas l'influence de l'idéologie de la classe dominante, quand ce n'est pas l'attitude ou les discours ambigus de leurs dirigeants qui les induisent en erreur ou prêtent à confusion, conforte leur ignorance en s'écartant des faits, et si j'ose dire du marxisme ou du socialisme.

Les dirigeants de ces partis paient là le prix de leurs tergiversations, de leurs errements, de leur collusion avec cette fausse gauche réactionnaire, de leurs multiples erreurs, ils se retrouvent ainsi acculés, et comme ils s'obstinent à ne pas vouloir le reconnaître, ils n'ont pas d'autre alternative que s'enfoncer un peu plus dans le populisme.

A la question de savoir qu'est-ce qu'il aurait fallu faire des passagers d'une embarcation remplie de migrants interceptée par l'armée ou prise en charge par une ONG en pleine mer, les humanistes dont la politesse est celle des salauds répondent en chœur qu'ils fallait les escorter jusqu'à un port italien, grec, espagnol ou français, moi j'aurais répondu les reconduire d'où ils viennent en s'assurant qu'ils avaient de la nourriture et de l'eau pour effectuer ce voyage et en leur procurant des soins médicaux si nécessaire, donc en les traitant humainement, mais ni en partageant leurs illusions, ni en soutenant cette opération politique pilotée par l'oligarchie anglo-saxonne.

On ne peut pas s'empêcher de penser en lisant l'éditorial de la Tribune des travailleurs, qu'il y a quelque chose dans la situation qui leur échappe ou qu'ils ne comprennent pas au POID (et ailleurs).

Que signifiait cet appel en direction des travailleurs et des militants, sinon que les dirigeants du POID savent que la majorité est opposé à l'arrivée de ces migrants en France et qu'ils sont incapables de traiter sereinement cette question sans se mettre à dos une partie de leurs propres militants. En fait cette question (et bien d'autres) les divisent. C'est le prix à payer après avoir renoncé à certains principes ou avoir cru que la tâche qui incombait à l'avant-garde révolutionnaire était de construire un parti des travailleurs ouverts aux influences les plus néfastes du mouvement ouvrier et même au-delà, au lieu de construire un parti sur le modèle du parti bolchevik ou du parti de Lénine et Trotsky. Cela les a avancé à quoi ? Absolument rien, hormis qu'ils doivent dorénavant gérer des contradictions explosives dans leur propre parti.

Ces gens-là sont complètement irresponsables.

Comment voulez-vous qu'un travailleur au chômage depuis des mois ou des années, mal logé ou à la rue réagisse, quand il apprend qu'un migrant débarquant va se voir offrir un emploi et un logement ? Spontanément il va trouver cela dégueulasse. Et le pire, c'est qu'il risque de s'en prendre à ce migrant, dont il ne devrait pas envier le triste sort, car ils sont embarqués dans la même galère, ils sont les victimes de la même politique. Il risque en effet de prêter une oreille bienveillante aux discours xénophobes ou racistes, d'où la nécessité de lui expliquer les tenants et les aboutissants de cette machination, car il en ignore les dessous évidemment.

Ce qui est dégueulasse, c'est que l'impérialisme français (notamment) ait détruit la Libye. Ce qui est dégueulasse, c'est que le même régime l'a conduit au chômage ou à la rue. Ce qui est dégueulasse, c'est que ce migrant va se voir proposer un emploi avec un salaire de misère qu'il n'aurait pas accepté. Ce qui est dégueulasse, c'est que l'impérialisme français pille les richesses de l'Afrique et du Moyen-Orient par l'entremise de ses multinationales, sème la misère, le chaos et la désolation sur ce continent ou dans cette région du monde et ailleurs, déstabilise ou renverse des régimes, foment des guerres, des génocides uniquement pour enrichir l'oligarchie ou lui permettre d'accroître son pouvoir conformément à sa stratégie politique.

Ce qui est insupportable, c'est la survie du capitalisme avec les conséquences dramatiques qu'il impose aux travailleurs de tous les continents, c'est donc uniquement vers lui et ses représentants que vous devez tourner votre haine, votre violence légitime.

Voilà le discours que je tiens aux travailleurs et aux militants.

En guise d'épilogue, j'ai lu avant-hier que des milliers de Syriens repassaient la frontière du Liban pour rentrer chez eux après que l'armée de la République arabe syrienne eut sécurisé les zones où ils habitaient... C'est la meilleure décision à prendre pour tous les Syriens quel que soit le pays où ils ont atterri.

Quand on est né dans un pays, qu'on en a acquis la culture et la langue, qu'on a adopté un mode de vie et de pensée sur la base de ce qui forge son identité, qu'on y a ses racines, etc. c'est là qu'on est le plus prédisposé à s'épanouir autant que faire se peut, sachant qu'ailleurs on sera toujours déraciné, on ne s'intégrera jamais quel que soit notre statut ou notre état d'esprit, à moins peut-être de faire partie des rares nantis qui ont les moyens de compenser ce qu'ils ont perdu en quittant leur pays, dans un monde sous l'emprise du capitalisme. La ghettoïsation, la concentration dans un même lieu de personnes originaires d'un même pays ou continent, le communautarisme, illustrent ce qui vient d'être exposé, et si je n'ai pas mentionné le regroupement familial, c'est parce qu'il est motivé généralement par des intérêts purement économiques.

Maintenant que la guerre en Syrie est sur le point de s'achever, tout du moins espérons-le, les Syriens qui retournent en Syrie doivent exiger du gouvernement qu'il sursoit à leurs besoins les plus élémentaires, dans la mesure où ils l'ont soutenu durant ces 7 années de guerre, et parce qu'ils vont participer à la reconstruction de la Syrie, il est donc normal d'exiger de Bachar el-Assad qu'il applique des réformes sociales contribuant à l'amélioration de la condition de tous les travailleurs syriens.

On n'exigera pas encore le départ de Bachar el-Assad puisque la guerre n'est pas totalement terminée et la menace d'une intervention militaire occidentale n'est pas totalement écartée non plus, en l'absence de toute alternative politique, hormis paver la voie aux barbares issus d'Al-Qaïda soutenus par les puissances occidentales. Il faut savoir adapter sa tactique en fonction de l'évolution de la situation.

Epilogue personnel.

J'ai l'avantage sur vous de vivre en Inde depuis plus de 22 ans, 24 au total, et de passer pour un nantis auprès des Indiens, ce que je ne suis pas évidemment. Il m'a donc fallu trouver des arguments pour leur expliquer.

Je rappelle que ma retraite générale est de 242, 97 euros et ma retraite complémentaire de 141,67 euros, soit 384,64 euros mensuel, et mon maigre capital en banque me rapporte 186 euros par mois, au total mon revenu est de 571,30 euros.

Maintenant que les travailleurs indiens sont confrontés aux mêmes problèmes ou à la même situation que les travailleurs français, je leur explique comment j'ai vécu en France, comment nous étions obligés de travailler à deux pour nous en sortir, pour ma part dès l'âge de 16 ans, un truc nouveau pour eux qu'ils ont bien des difficultés à saisir et qui leur pose d'énormes problèmes quand ils ne le comprennent pas, qui tournent au drame bien souvent, pourquoi ils n'avaient aucune raison de nous envier parce que nous devons subir ces contraintes...

En ce qui me concerne, j'ai consacré les meilleures années à travailler pour finalement devoir fuir la France où je ne pouvais plus vivre décemment, ce qui me coûta d'énormes sacrifices qui se sont prolongés en Inde, puisque pour m'en tirer avec mon ridicule capital, tout en prenant d'énormes risques, j'ai dû encore me priver sur tout en attendant d'arriver à l'âge de la retraite, pour recevoir une pension misérable avec laquelle je ne pourrai pas vivre en France.

Durant toute ma vie je n'ai connu que la précarité, on peut donc rêver mieux comme idéal. Si Internet n'existait pas, je

serais totalement coupé de la France depuis 22 ans et j'ignore si je l'aurais supporté.

En 22 ans, après avoir travaillé comme prof de français dans deux établissements scolaires et croisé des centaines d'Indiens de toutes conditions ou presque, je n'en ai jamais rencontré un seul qui voulait partir en France pour autre chose que l'argent afin uniquement d'épater la galerie pour dire les choses crûment, alors qu'ils avaient tous les moyens de vivre en Inde, le plus souvent en ayant un mode de vie supérieur à la moyenne.

Pour illustrer ce passage, il y a quelques jours au téléphone, monsieur Balasedu qui est de nationalité française, mais qui vit en Inde parce qu'il s'y trouve bien, m'a appris que sa retraite de militaire était versée... à la banque Postal en France, ce qui l'oblige à aller chaque mois plusieurs fois à sa banque en Inde pour pouvoir toucher l'argent correspondant au chèque qu'il doit faire à son nom car la banque indienne doit s'assurer que son compte est bien approvisionné, et quand la somme est importante il doit même lui remettre un chèque de caution. Bref, c'est beaucoup plus compliqué que faire virer directement sa retraite sur le compte qu'il possède dans une banque indienne, la solution que j'ai adoptée.

Donc je suis complètement insensible aux arguments humanistes grotesques ou larmoyants avancés par la gauche libérale-libertaire ou néolibérale et repris en chœur par la pseudo-gauche ou extrême gauche du mouvement ouvrier.

- Migrants : l'UE arrache un accord après neuf heures de négociations - franceinfo 29 juin 2018

Un accord qui contente à peu près tout le monde "puisque'il est suffisamment flou et il n'est pas contraignant". "C'est à dire que les propositions faites sont mises en place sur la base du volontariat", rapporte le correspondant de France Télévisions à Bruxelles, Valéry Lerouge. franceinfo, 29 juin 2018

Les médias aux ordres appellent cela un accord : c'est une fake news monumentale !

- Six Français sur dix estiment que la France accueille trop de migrants - franceinfo 28 juin 2018

Six Français sur dix estiment que la France accueille trop de migrants. Selon l'enquête Odoxa-Dentsu Consulting pur franceinfo, la générosité de la France est jugée suffisante par moins d'un tiers des répondants, alors que seulement un sondé sur dix juge que le gouvernement n'en fait pas assez.

Près de neuf sympathisants PS sur dix ont de la bienveillance pour les migrants, sentiment partagé par près des deux tiers des Français proches de La France insoumise. À l'inverse, neuf sympathisants Rassemblement national (ex-FN) sur dix expriment leur peur que les migrants génèrent des problèmes économiques ou de sécurité pour les Français. Pour les proches du parti présidentiel, six Français sur dix expriment leur empathie vis-à-vis des réfugiés.

Au niveau européen, la défiance vis-à-vis des institutions s'accroît. Alors qu'en 2015, 66% des Français ne faisaient pas confiance à l'Union européenne pour gérer l'arrivée de migrants, ils sont aujourd'hui 73% à exprimer leur scepticisme. franceinfo 28 juin 2018

Ce sondage doit sous-estimer l'état d'esprit de la population, sans doute pour ensuite en pondre un autre plus près de 50%, et enfin un petit dernier en dessous de 50%... A suivre.

- Refus de réfugiés: Moscovici favorable "à titre personnel" à des sanctions financières - AFP 25.06

Une si généreuse intention de la part d'une telle ordure, ne vous interpelle-t-elle pas ?

Qui est derrière SOS Méditerranée ? Des officines liées à la NED (CIA)

- SOS Méditerranée est une association fondée en Allemagne.

Le contrat d'affrètement a débuté en janvier 2016, pour un lancement de mission fin février 2016, en partenariat avec Médecins du monde jusqu'en avril 2016, puis avec Médecins sans frontières (section Amsterdam) depuis mai 2016. (Source : Wikipédia)

- Quelques éléments relevés dans divers articles.

En février dernier, il a reçu des mains d'Anne Hidalgo la Médaille Grand Vermeil, la plus haute distinction de la ville de Paris. Avant la médaille de la ville de Paris, elle (Cette ONG - ndlr) a été récompensée à Bruxelles, ainsi que du Prix UNESCO Houphouët-Boigny. (L'UE, l'ONU, à qui profite le crime ? - LVOG)

Le navire l'Aquarius sillonne les eaux de la Méditerranée depuis 2016 et a déjà sauvé plus de 26.000 vies. (C'est à croire qu'il les suit

à la trace... - LVOG)

L'affrètement de l'Aquarius coûte 11.000 euros par jour et l'association a besoin de quatre millions d'euros par an pour pouvoir mener à bien ses missions selon Libération. Le figaro 29.06

Qui paie Sos Méditerranée et ceux qui organisent l'invasion de l'Europe ?

J'ai fait partie du secours en montagne, je comprends fort bien le côté enthousiasmant du secours en mer, mais les secourus en montagne on les rendait à leur famille tandis que ces secourus en mer, on les jette dans le chaos. Souvent ils ne savent même pas où ils sont, ni où ils veulent aller.

Ce soi-disant secours en mer, à quoi sert-il ? A transporter des personnes d'Afrique en Europe, à les déposer sur la côte d'Europe, pour quelle raison ?

Qui sont les passeurs ? Sur le continent africain, les gens qui aguichent les naïfs ce ne sont pas des passeurs, ce sont des recruteurs. Les « passeurs », ce sont « ceux qui font passer » les naïfs de la côte africaine à la côte européenne...

Si l'enfer est pavé de bonnes intentions, les humanitaires sont-ils des passeurs à l'insu de leur plein gré ?

C'est quand même une drôle d'histoire !

Quand on a fait exactement la même chose de l'Afrique en Amérique on a appelé cela « la traite des nègres » mais aujourd'hui on appelle ça « ne pas laisser des gens mourir en mer sans agir »...

Avec la « traite des nègres » on a transporté des Africains en Amérique pour les obliger à travailler et on a appelé ça l'esclavage.

Avec le sauvetage des candidats à la noyade ce sont des Africains qui, eux, veulent venir volontairement trouver du travail (qui n'existe pas) en Europe. On va appeler ça comment ? Cette nouvelle forme de déportation est-elle une nouvelle forme d'esclavage ? Esclavage auto-imposé librement consenti ? Qui se trouve derrière ce business ? (Le patronat allemand notamment, plus généralement l'oligarchie anglo-saxonne qui s'en sert pour déstabiliser l'Europe afin de la soumettre plus facilement à sa stratégie politique... - LVOG)

Mais c'est pas tout ! Quand des Africains au fin fond de leur sub-Sahara voient cette émission de TV5 que pensent-ils ? Ils pensent qu'ils sont attendus par des bateaux qui vont les passer du continent noir à celui du meilleur des mondes. Fin.

Commentaires d'internautes.

1- "Qui sont ils pour piller les pays d'origine de leur richesse humaine, des néo colonialistes, des néo paternalistes ou tout simplement les nouveaux négriers ou esclavagistes du XXIe siècle ?

L'immigration de masse est un désastre pour les candidats à l'exil et ce pour deux raisons, on déracine des peuples entiers à des fins d'exploitations mercantiles, et on saigne les pays d'origine de leur vitalité ! Ceux qu'ils appellent des chances pour..... sont autant de chances que l'on soustrait à leur pays d'origine et à son développement !"

2- Exact, s'ils sont « une chance pour la France, facteurs de développement économique », nous n'avons pas le droit de priver l'Afrique de ses chances et du développement économique. CQFD

Imparable !

- António Vitorino nouveau directeur de l'OIM - Réseau Voltaire 30 juin 2018

Le socialiste portugais António Vitorino a été élu directeur de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Cette organisation avait été créée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour gérer les déplacements de population imposés par les traités de paix. Elle est désormais rattachée à l'Onu où elle met en œuvre la politique imaginée par Peter Sutherland de destruction des États [1].

Traditionnellement dirigée par un diplomate états-unien, l'OIM était depuis deux décennies un promoteur des migrations internationales. Son dernier directeur, William L. Swing, assurait qu'elles ne devaient pas être réservées aux élites, mais devaient être démocratisées car elles sont « inévitables, nécessaires et souhaitables ».

La candidature de l'évangéliste Ken Isaacs (directeur de la Bourse du Samaritain, l'organisation de Billy et Franklin Graham), présentée par les États-Unis, a été rejetée après une campagne du Washington Post révélant ses tweets anti-musulmans [2].

Le nouveau directeur, António Vitorino, avait été ministre de la Défense du gouvernement d'António Guterres (actuel secrétaire général de l'Onu). Il avait été contraint de se retirer de la politique en raison de fraude fiscale. Cela ne l'avait pas empêché de devenir commissaire européen à la Justice et président de Notre Europe-Institut Jacques Delors.

[1] « Les tireurs de ficelles de la crise migratoire », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 2 mai 2016.

[2] "A Trump U.N. nominee would be an embarrassment to the United States", Editorial board, The Washington Post, February 11, 2018.

- Les tireurs de ficelles de la crise migratoire - Réseau Voltaire 2 mai 2016

Les biographies des trois principaux organisateurs de la crise migratoire et de la réponse que lui apporte l'Union européenne attestent de leurs liens avec l'administration états-unienne et de leur volonté préalable d'abolir les frontières. Pour eux, les migrations actuelles ne sont pas un problème humanitaire, mais l'occasion de mettre en pratique leurs théories.

Par Thierry Meyssan.

Peter Sutherland, représentant spécial du secrétaire général de l'Onu chargé des migrations internationales

Ancien commissaire européen irlandais à la concurrence, puis directeur général de l'Organisation mondiale du Commerce (1993-95) ; ancien directeur de BP (1997-2009), président de Goldman Sachs International (1995-2015) ; ancien administrateur du Groupe de Bilderberg, président de la section européenne de la Commission trilatérale, et vice-président de l'European Round Table of Industrialists.

Si Monsieur Sutherland ne manque jamais une occasion de souligner le devoir moral de venir en aide aux réfugiés — Catholique traditionnel, il est conseiller de l'IESE Business School de l'Opus Dei et, depuis 2006, consultant de l'Administration du patrimoine du Siège apostolique —, il est surtout un thuriféraire des migrations internationales. Auditionné, le 21 juin 2012, par la Commission des Affaires intérieures de la Chambre des lords, il déclarait que tout individu doit avoir la possibilité d'étudier et de travailler dans le pays de son choix, ce qui est incompatible avec toutes les politiques de restriction des migrations ; et que les migrations créent une dynamique cruciale pour le développement économique quoi qu'en disent les citoyens des pays d'accueil. Par conséquent, concluait-il, l'Union européenne doit saper l'homogénéité de ses nations [1].

Gerald Knaus, directeur-fondateur de l'European Security Initiative (ESI)

Sociologue autrichien. Il a travaillé de 1993 à 2004 en Bulgarie, en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo —à la fin du mandat de Bernard Kouchner—, d'abord pour des ONG, puis pour l'Union européenne. Il poursuit des recherches, de 2005 à 2011, au Carr Center for Human Rights Policy de l'université d'Harvard, à l'issue desquelles il publie *Can Intervention Work ?*. Il fonde l'ESI en 1999, en Bosnie-Herzégovine. L'Institut reçoit sa première subvention de l'US Institute of Peace, l'institution sœur de la NED dépendant du Pentagone. Puis, Knaus part à Washington où il est précisément reçu à la National Endowment for Democracy (NED), puis à la Carnegie Foundation, et à l'American Enterprise Institute. En outre, il est reçu par James o'Brien et James Dobbins au département d'État et par Leon Fuerth à la Maison-Blanche. Bientôt, l'ESI est financé par le German Marshall Fund, la Mott Foundation, l'Open Society Institute (de George Soros), la Rockefeller Brothers Foundation, et les gouvernements hollandais, irlandais, luxembourgeois, norvégien, suédois et suisse.

En 2004, il publie un rapport assurant que l'imputation selon laquelle 200 000 Serbes ont été expulsés du Kosovo est un mensonge de la propagande russe. En 2005, il lance la théorie selon laquelle l'AKP turc est une formation « calviniste islamique » cherchant à créer une forme de « démocratie-musulmane. »

Dans son ouvrage, *Can Intervention Work ?* —qu'il a publié avec Rory Stewart, l'ancien tuteur des princes William et Harry du Royaume-Uni, qu'il avait connu au Kosovo et qui était devenu successivement un des adjoints de Paul Bremer à Meyssan lors de l'occupation de l'Irak, puis le directeur du Carr Center for Human Rights Policy—, il salue les guerres états-uniennes et développe une nouvelle conception de la colonisation. Selon lui, l'« interventionnisme humanitaire » est légitime, mais ne peut réussir que s'il prend en compte les réalités locales. Il dresse ainsi l'éloge de Richard Holbrooke, qu'il avait connu au Kosovo. Son livre sera promu par Samantha Power, qui est comme lui une ancienne collaboratrice d'Holbrooke, et avait créé et dirigé le Carr Center for Human Rights Policy où il fut chercheur.

- Diederik Samsom, député néerlandais, président du Parti du travail

Physicien nucléaire, ancien directeur de campagne sur le climat et l'énergie de Greenpeace. Élu député (à la proportionnelle) depuis 2003, il est devenu président de son Groupe parlementaire, puis président de son parti. Il échoue cependant à la présidence du Parlement et à la fonction de Premier ministre. Il refuse alors de rejoindre le gouvernement de coalition qu'il soutient et reste président de son groupe à l'Assemblée.

Il aurait un coefficient intellectuel de 136 et a gagné par deux fois un concours télévisé de tests d'intelligence. Il se déclare athée militant, est strictement non-fumeur et végétarien. Il fut invité avec le Premier ministre Mark Rutte, en juin 2014, au Groupe de Bilderberg où ils purent discuter avec Peter Sutherland —mais pas avec Rory Stewart qui n'avait été invité qu'à la réunion de 2012—.

Selon les observateurs politiques néerlandais, il est la principale victime du référendum de soutien à l'Accord européen avec l'Ukraine. Il s'était personnellement engagé sur ce thème et contre la Russie. Sa défaite se traduit, selon les sondages, par un recul de moitié aux trois quarts de l'influence de son parti.

[1] "EU should 'undermine national homogeneity' says UN migration chief", Brian Wheeler, BBC, June 21st, 2012.

Chers amis lecteurs, avez-vous envie d'en être ? Si oui, vous seriez en bonne compagnie ! Vous pourrez éliminer tous les partis qui en sont de près ou de loin. Combien en reste-t-il à l'arrivée de fréquentables ? Allez dites-le : Aucun, hélas, pas même le moindre groupuscule !

[Ils osent tout. Un exercice simiesque de démagogie. La stratégie néolibérale à nu.](#)

- Ce n'est pas en singeant l'adversaire qu'on le vaincra par Jacques Attali - leexpress.fr 27.06

Une fois de plus, comme si souvent dans l'Histoire, des hommes politiques parfaitement républicains se croient malins en adoptant une version plus ou moins édulcorée du programme de leurs adversaires extrémistes, pensant attirer ainsi vers eux les électeurs de ces partis. (On savait que LR, LREM et le FN n'étaient pas ennemis, merci de le préciser. Comme quoi Macron est bien toujours en campagne électorale. - LVOG)

Cette stratégie a toujours échoué, partout dans le monde, et en particulier en Europe dans les années 30. Pourtant, aujourd'hui encore, en France, en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Italie, en Autriche, d'innombrables partis à la généalogie impeccable reprennent à leur compte les propos, les invectives et les propositions les plus ignobles des partis les plus extrêmes, des fascistes et des populistes les plus sombres, en particulier en matière d'immigration : "Pas un réfugié de plus. Renvoyons-les d'où ils viennent." (Le président de l'Assemblée nationale et du Sénat les reçoivent en la personne du président néonazi, xénophobe, raciste, antisémite du Parlement ukrainien, mais là c'est normal, c'est un allié de l'Otan... - LVOG)

Dans cette course folle à la surenchère xénophobe, certains, parmi les notables les mieux établis (je pense au Sénat français), en viennent même à proposer de ne plus soigner les migrants en situation irrégulière, ne se rendant même plus compte que les Français qu'ils croient défendre seraient les premières victimes de ce choix. Sans même parler de l'inhumanité d'une telle proposition, contraire à tous les principes du droit et de l'éthique. (Du droit, quel droit, de bombarder des Etats souverains comme la Syrie, l'Afghanistan, l'Irak, etc. ? De l'inhumanité, de quelle inhumanité, celle du gouvernement israélien envers les Palestiniens ? - LVOG) D'autres partis vont plus loin (et cela viendra en France) et s'allient ouvertement avec les extrêmes, de peur de les voir prendre le contrôle idéologique de toutes les droites, puis celui, politique, du pays. C'est bien ce qui se joue en France avec le parti de M. Wauquiez, qui semble craindre la concurrence, plus médiatique qu'idéologique, d'un nouveau rejeton de la famille Le Pen. (Pourtant il semblerait que cela vous arrange en Ukraine, non ? - LVOG) (...)

C'est un jeu très dangereux. Car on voit peu à peu se constituer ainsi une doctrine populiste apparemment cohérente, envahissant tout, fondée sur l'hostilité aux étrangers et la défense des rentes. (Sans doute un amalgame avec nos acquis sociaux. - LVOG) La fermeture xénophobe s'allie tout naturellement à la protection des corporatismes les plus dépassés : Le populisme s'oppose tout naturellement à tous ceux qui réussissent, nomades par nature, ouverts au monde par nécessité. (Quel monde, celui infâme que nous concocte Macron, vos amis néolibéraux, monsieur le banquier ? - LVOG)

C'est cela qui, dans les années 30, a nourri le national-socialisme, dont le retour est aujourd'hui en marche, en Europe et ailleurs, dans une idéologie parfois masquée par la jeunesse séduisante de ceux qui l'incarnent. (Macron par exemple, c'est vrai qu'il avance aussi masqué, bravo ! - LVOG)

Au lieu de flatter un peuple désorienté (Tiens donc, il y serait opposé ? - LVOG), en lui disant qu'il a raison de se refermer, il faut au contraire expliquer sans relâche que l'ouverture est la condition de la survie de notre niveau de vie, de notre démocratie et de la réussite d'un modèle de développement nouveau, positif, dans l'intérêt des générations futures. (Il a dû faire allusion à la couche de nantis qui soutiennent Macron. - LVOG) Oui, nous avons besoin d'accueillir des étrangers (Avec entre 6 et 10 millions de chômeurs ou de travailleurs à temps réduit imposé ? - LVOG). Oui, nous avons besoin de nous confronter à la concurrence du reste du monde. (Traduire : à nous aligner sur les pays où le coût de la main d'oeuvre est bon marché. - LVOG) Oui, nous

avons besoin de valoriser le succès plus que l'échec. (Il n'y a que les fainéants ou les ratés qui ne réussissent pas, c'est bien connu. Il tient de bout en bout le langage de Macron ou plutôt c'est l'inverse. - LVOG) Oui, nous avons besoin d'une démocratie courageusement laïque (Alors pourquoi détruire celles qui existaient au Moyen-Orient ? - LVOG), laissant à chacun le droit de vivre pleinement ses croyances dans la sphère privée. Oui, nous avons besoin d'innover, d'inventer ; en matière technologique comme sociale et environnementale ; en matière de moeurs comme de culture. (Ils sont bien à l'origine de l'instrumentalisation des préjugés archaïques du peuple, du réchauffement de la planète, de la place envahissante prise par les réseaux numériques, etc. - LVOG)

A nous, au plus vite, de donner un visage humain (Au capitalisme, mission impossible ! - LVOG) , empathique, à l'écoute des plus vulnérables, à cette doctrine de l'ouverture. (Vous parlez des 3 millions de mal logés en France, des 150.000 clochards, des 7 millions de chômeurs, etc ? - LVOG) Elle est la seule qui pourra nous protéger des épouvantables dictatures qui menacent. (Pour en réalité imposer la leur, celle de l'oligarchie. - LVOG) Elle est la seule qui pourra sauver plus de deux siècles de construction d'une Europe des Lumières. (Qu'ils s'emploient minutieusement à déduire quotidiennement. - LVOG)

Il faudra, pour réussir, que chacun soit écouté, respecté, promu, valorisé (La médiocratie dans toute sa splendeur. - LVOG) ; que nul ne soit oublié ou abandonné au bord de la route. On en est très loin : la dictature se nourrit toujours des négligences des démocraties. (Démocraties qui sont déjà des dictatures. - LVOG) lexpress.fr 27.06

Avec Macron vous en faites déjà la démonstration, le totalitarisme en marche.

Au passage, en lisant attentivement vous aurez remarqué qu'on retrouve la trame de la stratégie néolibérale du chaos appliquée à tous les secteurs de la société, emballée de telle sorte qu'on pourrait la confondre avec une oeuvre philanthropique !

Ces ordures sont d'une audace, d'un sang-froid et d'un cynisme à vous glacer le sang, terrifiant.

[L'Union européenne sous le signe du nazisme.](#)

- L'Estonie célèbre un criminel nazi - Réseau Voltaire 26 juin 2018

Une plaque commémorative dédiée au colonel Alfons Rebane a été inaugurée le 22 juin en Estonie.

Alfons Rebane fut un collaborateur du IIIème Reich avec le grade de Standartenführer dans la SS. Il a commis divers crimes de guerre en Union soviétique.

Le gouvernement estonien s'est dissocié de cette manifestation, mais a refusé de la condamner.

Après la Seconde Guerre mondiale, Alfons Rebane rejoignit le Royaume-Uni dans le cadre de l'opération stay-behind (Gladio). Il participa notamment à l'« opération jungle », visant à infiltrer d'anciens officiers nazis en Pologne et dans les pays baltes pour y poursuivre la lutte anti-communiste. Il donna même des cours à l'école du MI6.

L'Estonie est membre de l'Union européenne ; une organisation sensée lutter pour la paix en Europe et contre la résurgence du racisme nazi. Réseau Voltaire 26 juin 2018

[Ukraine. Bienvenue chez les nazis. Témoignage d'un repent.](#)

«On a voulu faire de moi un bourreau» - Qui crée les «escadrons de la mort» en Ukraine par Andreï Vesselov - fr.sputniknews.com 27 Juin 2018

Les milices néonazis font régner la terreur en Ukraine avec la bénédiction de Paris, Bruxelles et Washington.

Le département de contrespionnage du Service de sécurité d'Ukraine (SBU) forme des groupes illégaux spéciaux.

Leur mission: assassiner et intimider les opposants au régime. Le président Piotr Porochenko est au courant de l'existence des «escadrons de la mort». Sergueï Sanovski, instructeur militaire et ancien commandant adjoint du camp de formation et d'entraînement du régiment Azov, s'est vu proposer de diriger l'un de ces groupes. Après son refus, il a été kidnappé par le SBU, a subi la torture et a dû fuir le pays. Le correspondant de Sputnik a retrouvé Sergueï Sanovski en Birmanie. A l'heure actuelle, il attend la réponse à se demande d'asile politique en Suède.

Un «simple héros du Maïdan»

Sergueï Sanovski est un militaire de carrière, comme son père. Avant les événements de 2014, il servait au sein des forces spéciales de l'armée en qualité de chef de détachement de reconnaissance et instructeur-tireur d'élite. Puis il a quitté l'armée. Il a participé aux manifestations du Maïdan. «C'était comme un bol d'air frais. Il semblait que le pays pouvait vraiment changer pour le mieux», raconte Sergueï.

Pendant les altercations à Kiev, lui et un camarade ont caché dans un immeuble neuf personnes contre la police anti-émeute Berkout. Mais au moment où il les conduisait vers un lieu sûr, il a été violemment battu par les membres du Berkout qui lui ont cassé la mâchoire et pratiquement toutes les dents. Sergueï Sanovski est resté inconscient pendant deux jours avant de subir plusieurs opérations. La presse ukrainienne le surnommait avec pathos «simple héros du Maïdan».

A sa sortie de l'hôpital, Sergueï s'est engagé dans le bataillon Azov, dont le noyau sera constitué par la suite de nationalistes radicaux et de néonazis. Sergueï est loin de l'idéologie de droite (il situe ses opinions entre le libéralisme et le socialisme), mais il est expérimenté. Dans les rangs d'Azov il commande d'abord un groupe commando, puis occupe le poste de chef adjoint du camp de formation et d'entraînement du régiment.

«J'ai pratiquement créé ce camp de A à Z. C'est moi aussi qui ai écrit le premier programme pour les recrues d'Azov», se souvient Sergueï.

En novembre 2014, un officier d'une brigade motorisée de l'armée ukrainienne qui participait à ladite «opération antiterroriste (ATO)» a présenté Sanovski à Andreï Lissogor. Ce dernier se positionnait comme adjoint officieux et représentant du chef de l'association Corps d'officiers, Vladimir Rouban, qui s'occupait de l'échange de prisonniers.

Il a été suggéré à Sergueï de s'adresser précisément à Lissogor car il travaillait «sous le protectorat de la direction du SBU» et était «capable de régler de nombreux problèmes».

Andreï Lissogor organisait également des séminaires et des stages pour les membres de l'«ATO», les combattants de la garde nationale et des forces armées, ainsi que les agents du SBU. Les cours étaient très spécifiques. Par exemple, outre la formation au tir et au combat au couteau, il expliquait comment il fallait ligoter, torturer et étouffer les gens.

Des relations relativement confiantes s'établissent entre Sanovski et Lissogor. «J'ai participé à ses stages, et en même temps j'organais des entraînement de tir et de formation tactique pour la garde nationale», explique Sergueï.

Strangulation et torsion des parties génitales

Lors d'une rencontre avec Lissogor, Sanovski apprend que ce dernier est conseiller du chef du contrespionnage du SBU, le général Alexeï Petrov. Ce général est une créature de Piotr Porochenko, une personnalité de l'ombre, apparu une seule fois à la télévision – sur Priamoï kanal il avait annoncé avoir «percé à jour un agent russe». Il s'agissait soi-disant du conseiller du premier ministre Vladimir Groïsmán, Stanislav Ejev. De son côté, le ministère de la sécurité d'État de la république populaire autoproclamée de Donetsk (DNR) considère Petrov comme le commanditaire de l'assassinat des leaders des indépendantistes Arsen Pavlov (indicatif Motorola) et Mikhaïl Tolstykh (indicatif Guivi).

A une autre réunion avec Sanovski, Lissogor a fait venir Alexandre Poklad, commandant du département de contrespionnage.

En juin 2017, Lissogor invite Sanovski dans un café oriental du quartier résidentiel Tchaïka de Kiev. Il raconte que sur ordre direct de Petrov a été créé un réseau de groupes illégaux «pour organiser des activités sur le territoire ukrainien», y compris «l'élimination de personnes en désaccord avec la ligne politique actuelle».

«Il disait beaucoup apprécier mon expérience et la spécificité de l'accomplissement des missions par l'unité que je commandais. Et il m'a proposé de réunir un groupe de combat de 6-8 hommes parmi mes anciens collègues», explique Sergueï Sanovski.

«Toutes les questions organisationnelles et techniques seraient réglées au plus haut niveau de l'État, mais officiellement aucun de nous ne serait recruté, même pas en tant qu'agents», précise-t-il.

Andreï Lissogor a également dévoilé que deux morts retentissantes en Ukraine étaient le résultat de l'activité de ses groupes. Ainsi, l'avocat et l'un des idéologues d'Azov, Iaroslav Babitch, qui se serait pendu dans son appartement en juin 2015, a en fait été tué. «L'un l'étranglait et l'autre lui tordait les parties génitales pour que Babitch ne puisse pas se protéger le cou. C'était leur pratique habituelle», déclare Sanovski.

Lissogor a dévoilé les noms des exécutants: l'ex-combattant d'Azov Sergueï Korovine(indicatif Khorst) et un autre membre d'Azov portant l'indicatif Poloubotok. Cet assassinat était dû au conflit entre Babitch et Roman Zvaritch, chef de l'association Corps civil et ex-ministre de la Justice.

L'épouse de Babitch ne croyait pas au suicide depuis le début.

«Il lui a été rapidement expliqué que si elle ne se calmait pas, Iaroslav serait également couvert de honte après sa mort. Par exemple, on trouverait chez lui de la pornographie pédophile», affirme Sergueï Sanovski."

La seconde mort due aux groupes en question est celle de Viatcheslav Galva, colonel à la retraite de la Direction générale du renseignement de l'armée ukrainienne. Il aurait accidentellement explosé en inspectant des munitions en automne 2014. En réalité, l'explosion «accidentelle» a été organisée par un groupe illégal du SBU. La raison: son refus de coopérer et ses déclarations critiques visant le gouvernement.

D'après Sergueï, ces groupes sont derrière les nombreuses attaques rapportées contre les politiciens, les journalistes et les activistes publics. Parfois, les personnes visées étaient simplement intimidées, allaient elles-mêmes à la police ou au SBU pour demander une protection. Au final, elles se retrouvaient «sous couverture». Lissogor affirmait qu'au total plusieurs dizaines d'actions ont été organisées. «Si j'ai bien compris, ces groupes ne devaient pas seulement intimider et éliminer les opposants politiques, mais également ceux qui doutaient et ne coopéraient pas. De plus, ils étaient utilisés dans les querelles économiques», déclare Sanovski.

Lissogor soulignait constamment que l'activité de ces groupes avait été approuvée par Piotr Porochenko et que Petrov était directement soumis au président ukrainien en contournant le directeur du SBU.

Sergueï a brusquement rejeté la proposition de Lissogor. «On a voulu faire de moi un bourreau. Je suis un soldat, pas un bourreau», dit-il. Après quoi Lissogor a exigé de ne rapporter à personne cette conversation. «Sinon, dans le meilleur des cas, je me serais fait étrangler», raconte Sergueï.

La rédaction de Sputnik sait également qu'une proposition similaire a été faite à un autre instructeur militaire ukrainien, qui se trouve actuellement hors de l'Ukraine. Cette proposition lui avait été faite par Irina Roubenstein, connaissance proche et collaboratrice d'Andreï Lissogor, qui s'occupe formellement de la direction administrative de l'association Contre-offensive ukrainienne.

«Il sautait sur mon dos»

Au moment de sa dernière conversation avec Lissogor, Sanovski avait déjà quitté Azov mais dispensait des formations auprès d'autres unités de la garde nationale et de l'armée ukrainienne. Il a été définitivement déçu par la ligne officielle du gouvernement. «Chaque année cela empirait, dans la zone de «l'opération antiterroriste (ATO)» on constatait un déploiement de débauche et de pillage. Les soldats n'avaient pas d'équipements. En revanche, à Kiev, les politiciens volaient par wagons», explique Sergueï.

Une idée lui vient alors en tête: organiser une manifestation «contre la politique dans la zone de l'ATO, contre la réforme foncière et des retraites», et y faire participer des vétérans de «l'opération antiterroriste». Il a déposé une demande à la mairie, qui a donné son autorisation. Mais la manifestation n'a jamais eu lieu.

«Le 10 juillet 2017, la porte de mon appartement a été fracturée. Des hommes en uniforme criaient «SBU!». Aucun mandat, aucun document! Je n'ai pas opposé résistance mais j'ai été violemment battu. L'un d'eux sautait sur mon dos», se souvient Sanovski. A ce moment, dans l'appartement, se trouvait l'épouse de Sergueï, Tatiana, qui portait leur enfant.

Sergueï a été conduit dans le bâtiment du SBU où il a d'abord été interrogé par l'enquêteur, puis les agents du contrespionnage. «On cherchait à me faire avouer des choses absurdes: que je planifiais un coup d'État, que je planifiais l'assassinat du président et des ministres. C'est absurde! Mais ils exigeaient ces aveux et ont tout enregistré par caméra. Surtout, ils exigeaient que j'accepte de coopérer», raconte Sergueï.

L'un des agents était le fameux Alexandre Poklad, qui avait été présenté à Sergueï par Lissogor. C'est lui qui a commencé à le torturer, essentiellement par strangulation. «C'est très effrayant pour un homme de se retrouver sans oxygène. Chez nous, on étouffe essentiellement. Cela fonctionne», déclare Sanovski. Ensuite, ils ont enfilé sur sa tête un masque à gaz pour envoyer du gaz poivre par le tuyau. On lui envoyait également des décharges de taser et on lui tordait la colonne vertébrale. Sergueï a accepté de tout signer et, après 12 heures de tortures, il a été relâché.

La mauvaise réputation du département de contrespionnage et de Poklad personnellement est confirmée par le porte-parole du SBU Stanislav Retchinski. «Au lieu d'attraper de vrais terroristes, le département, dans l'esprit de l'ancienne direction de la lutte contre le crime organisé (UBOP), kidnappe les gens pour les étrangler. Ils ont un agent, Alexandre Poklad, surnommé l'«Étrangleur», qui est connu pour ça», reconnaît Retchinski.

«Ils pensaient m'avoir, mais je suis passé à l'attaque», dit Sanovski. Il a fait constater les lésions corporelles dans plusieurs cliniques médicales et a écrit une requête concernant les enlèvements et les tortures au Bureau national anticorruption

ukrainien (NABU). Ce dernier a refusé de donner suite à l'affaire. C'est alors que l'avocat de Sanovski, Sergueï Titorenko de l'association Fortetsia, a déposé une plainte. Au final, une enquête a été ouverte et l'affaire a été transmise au NABU et au parquet militaire.

Pendant que son avocat s'occupe du tribunal et du parquet, Sanovski décide de «se mettre au vert». Il change de numéro et se cache d'abord dans d'autres appartements à Kiev, avant de partir en Transnistrie, puis en Moldavie. Il y vit pendant quelques mois, sa femme lui rend visite.

«Un jour, Poklad m'a téléphoné sur WhatsApp. Il a dit qu'il savait où j'étais et qu'il était également à Chisinau. Il a dit qu'il fallait qu'on se voie. Que je devais collaborer, sinon cela se passerait très mal. Visiblement, l'enquête ouverte par le parquet était devenue une véritable menace pour eux et il voulait que je retire la plainte. J'ai fait semblant d'accepter et nous avons reporté la rencontre au lendemain, à midi. Au cas où, j'ai enregistré un message vidéo et je suis parti avec ma femme en Bulgarie», se souvient Sergueï.

A Sofia, Sanovski reçoit un message de son avocat Titorenko lui disant qu'il doit «partir d'urgence le plus loin possible, le mieux en Asie, en attendant». Depuis, l'avocat ne répond plus au téléphone. «Des perquisitions ont été organisées chez lui et chez sa mère, je pense qu'il a eu peur», déclare Sanovski.

Sergueï décide de se réfugier en Birmanie et reçoit un visa électronique. Mais quitter la Bulgarie ne fut pas simple. Il a été interpellé avec son épouse à l'aéroport pendant le contrôle des passeports. Un officier de police a expliqué qu'il faisait l'objet d'une «demande d'Interpol». Mais il n'a répondu à aucune autre question. C'est alors que Sanovski a déclaré qu'il demanderait un asile politique.

«Ses yeux sont devenus tout ronds. Ils m'ont immédiatement laissé passer et conduit dans l'avion. Ils n'avaient pas besoin d'un scandale. Manifestement, ils nous avaient arrêtés à cause d'une entente informelle avec le SBU. Ils étaient censés nous retenir pour nous transférer en Ukraine. Des gens ont été transportés de Bulgarie en Ukraine dans des coffres», dit Sergueï.

Depuis la Birmanie, Sanovski a cherché à contacter son avocat - en vain. Il s'est fait opérer de la colonne vertébrale, endommagée pendant les interrogatoires. Il voulait demander un asile politique mais la mission de l'Onu dans ce pays lui a expliqué que la loi birmane ne prévoyait pas de telle notion.

Aujourd'hui, Sergueï et sa femme ont demandé l'asile politique en Suède et sont placés sous protection policière. fr.sputniknews.com 27 Juin 2018

[Fanatisme en totalitarisme. Quand veillent les "inspecteurs moraux".](#)

- Faut-il mettre Fragonard sous les verrous ? - lepoint.fr 26.06

La susceptibilité de certaines minorités actives ira-t-elle jusqu'à débaptiser « Le Verrou » de Fragonard ?

L'écrivain Lucien d'Azay vient de rééditer *La Volupté sans recours*, superbe petit livre sur *Le Verrou* de Fragonard. Il n'a pas changé grand-chose par rapport à la première édition du texte, en 1996. Or, sa façon désinvolte d'évoquer l'attitude du personnage féminin pourrait ne plus trop passer, vingt ans plus tard. « Que signifie ce visage incertain ? écrit-il. Épanouissement ? Extase ? Horreur ? Consent-elle ? Feint-elle l'affolement ? ou bien éprouve-t-elle un véritable effroi en voyant sa vertu menacée ? » On pouvait poser ces questions naïvement voici vingt ans, elles frôlent aujourd'hui la zone dangereuse. Pire : d'Azay suggère que l'héroïne, cette coquine, pourrait bien faire semblant de n'être pas d'accord. « Soudée au corps de l'amant, il semble à la fois qu'elle s'agrippe à lui et qu'elle s'en défende. Rien ne prouve qu'elle regimbe ; on ne sait guère si son corps le repousse, si son geste le retient, ou si le mouvement de sa tête renversée l'attire : c'est qu'elle mise sur les deux tableaux »... On frise la correctionnelle !

Tout bon apôtre de la lutte contre les violences sexuelles vous le dira, *Le Verrou* représente un viol, et doit être rebaptisé ainsi. Pour le moment, personne n'a réclamé qu'on le décroche des cimaises ; au train où vont les choses, je crains cependant que sa carrière au Louvre soit compromise. À titre de comparaison, la Manchester Art Gallery a retiré temporairement cet hiver un tableau de John Waterhouse, *Hylas et les nymphes*, afin, paraît-il, de faire réfléchir le public sur la représentation condescendante des femmes dans la peinture victorienne.

Les exemples abondent aujourd'hui de ces suggestions qui semblent ridicules sur l'instant mais qui, à force d'être répétées inlassablement par des bien-pensants fanatiques, finissent par anesthésier la vigilance des esprits raisonnables et triompher. Ainsi, des féministes britanniques, émues que le baiser donné à la Belle au bois dormant ne soit pas consenti (!), ont réclamé qu'on ne fasse plus lire ce conte dans les écoles ; de même, aux États-Unis, certains éditeurs font désormais relire leurs livres à paraître par des sensitivity readers, inspecteurs moraux d'un nouveau genre chargés de traquer dans les textes ce qui pourrait heurter la sensibilité de telle ou telle minorité soi-disant opprimée. Pour le moment, seules les nouveautés sont soumises

à ce traitement préventif, mais un jour viendra, nul n'en doute, où les classiques y passeront aussi. Je ne donne alors pas cher de leur peau ; ils rejoindront Fragonard à l'index, dans un placard muni d'un verrou.

Au moins seront-ils à l'abri des imbéciles, contrairement à nous. lepoint.fr 26.06

On est bien dans le scénario évoqué par Orwell, où le passé doit disparaître au profit du présent tel que le façonne l'oligarchie, de telle sorte que les générations futures croient qu'il n'a jamais existé rien d'autres et s'y conforment...

Commentaires d'internautes.

1- "Fragonard est un peintre Rococo spécialisé dans le libertinage comme Boucher, par exemple. c'est donc toute une école de peinture qu'il faudrait interdire et bien évidemment tous les écrits libertins de l'époque (et elle dure longtemps...). nos Savonarole modernes auraient besoin de plus d'un bûcher des vanités... "

2- "Vénus naît à la suite de la chute, dans la mer, des organes génitaux de son père Ouranos, et son sperme donne l'écume de mer. sur le coté, Zéphyr fait l'amour d'un souffle de vent. il faut donc interdire la Venus de Botticelli, "meuble" offert pour des noces. "

LVOG - J'avais oublié de le préciser précédemment : il faut aussi brûler toutes ces toiles, réduire en miettes toutes ces sculptures licencieuses, tendancieuses, immorales...

Parole d'internaute. Cinéma et propagande.

- « Hollywar : Hollywood, arme de propagande massive » – 3 questions à Pierre Conesa, par Pascal Boniface - Les-Crises 01.07

Pascal Boniface. - Les États-Unis sont un pays qui n'a pas de ministère de l'Education nationale et donc pas de « récit national » officiel comme le fut l'Histoire de Michelet pour la France de la IIIe république. C'est Hollywood qui a assumé ce rôle. D'autre part, les États-Unis sont un pays fermé sur lui-même : la moitié des parlementaires n'a pas de passeport. Donc les mauvaises productions hollywoodiennes ont constitué et constituent encore la fenêtre sur le monde.

Comment expliquer que le cinéma américain représente 90 % des recettes cinématographiques de la planète pour seulement 15 % des films produits ?

Pascal Boniface. - Le cinéma est considéré aux États-Unis comme un secteur de production plus que comme une activité culturelle et fait dès lors partie des domaines que les autorités américaines veulent ouvrir au libre marché dans les négociations de l'OMC. On se souvient que dans les accords Blum/Byrnes, signés en 1946, juste à la fin de la guerre, le prêt accordé par Washington à la France était conditionné par l'ouverture des écrans français aux 2700 films américains tournés pendant la guerre. Or ces films décrivaient la réalité d'un pays, les États-Unis, qui n'avaient pas connu la guerre sur son territoire alors que les productions françaises étaient principalement centrées sur l'Occupation, la Résistance, les tueries et les privations. Le succès des films américains d'après-guerre auprès d'un public qui avait envie de souffler fut aussi commercial.

Internautes.

1- Il s'agit des accords Blum-Byrnes, signés un an avant le Plan Marshall. Comme par hasard, parmi les négociateurs français de cette soumission se trouvait un certain... Jean Monnet. https://fr.wikipedia.org/wiki/Accord_Blum-Byrnes

2- Petite correction : les États-Unis ont connu des guerres sur leur sol, la guerre d'indépendance, celle de 1812-1815 (toutes deux contre les Anglais), la guerre de Sécession (au moins 620.000 morts) et bien sûr les guerres indiennes.

LVOG - Vous ne croyez pas que cela date un peu ?

3- Il y a quand même eu en 1836 une guerre étrangère sur le (futur) sol US contre le voisin (alors propriétaire) mexicain, dont l'épisode le plus connu est raconté par le film de John Wayne, Alamo. Les Mexicains y sont plutôt plus sympas qu'ils ne l'ont vraiment été (dans la réalité, les derniers survivants du fort ont été massacrés après s'être rendus). Mais aussi, le film escamote ce qui était le vrai motif de cette guerre, déjà de sécession, déjà sur la question de l'esclavage, que le Mexique avait aboli et le Texas voulait maintenir.

LVOG - L'auteur de l'article parlait des générations d'Américains du XXe siècle, apprenez à lire...

4- L'article fait allusion à l'une des conditions pour bénéficier de l'aide du plan Marshall à la libération exigée de la France, qu'elle diffuse je crois 9 films US pour 4 films Français, l'objectif étant de faire évoluer les mentalités Françaises vers le modèle US forcément destiné à devenir universel, les autres n'étant que des sous-développés.

5- Complément : Un livre récent à ce sujet, "National Security Cinema".

" En utilisant des milliers de pages de documents acquis grâce à la "Freedom of Information Act", le livre "National Security Cinema" révèle en exclusivité que l'appareil de sécurité nationale américain dirigé par la CIA et le Pentagone est intervenu dans plus de huit cents films hollywoodiens et plus d'un millier d'émissions de télévision."

Présentation de ce livre par un de ses auteurs, sur son blog consacré à ces questions :

<https://www.spyculture.com/national-security-cinema-new-book-reveals-government-censorshippropaganda-hollywood/>

Le créateur de ce blog anglais épeluche régulièrement aussi des documents déclassifiés anglais sur cette question, dont il tire des articles ou des émissions (par exemple Alfred Hitchcock travaillait très régulièrement avec les services anglais).

6- Un document déclassifié de la CIA datant de 1985 et détaillé (22 pages) concernant les "nouveaux philosophes" français (dont des passages sur BHL et André Glucksmann avec photos) et le grand intérêt politique qu'ils représentent pour les USA.

On se doutait que les USA les avaient utilisés et soutenus, mais là on en est certain...

Document en PDF disponible en bas de l'article.

<https://www.spyculture.com/cia-loved-french-new-left-philosophy/>

7- On peu aussi regarder moins de films et lire plus.

Le cinéma est un art, mais un art qui colonise puissamment nos imaginaires, bien souvent à notre insu, à cause de la force de l'image qui entre dans nos esprits sans passer par le langage (qui est la condition de la pensée).

LVOG - Il y aurait bien des choses intéressantes à dire et à apprendre du rapport de la pensée à l'image ou au langage, assurément le langage est plus dynamique, mais l'image peut s'avérer plus directe, elle vient frapper le cerveau sans passer par la faculté cognitive de celui qui la capte, ce qui en fait le plus puissant instrument de manipulation à son insu. Là encore il faut éviter les généralisations, puisque chacun perçoit ou interprète le monde extérieur en fonction de son expérience, de ses connaissances, de sa condition. L'image parle plus qu'elle ne dit...

8- Il ne faut pas sous-estimer l'influence du cinéma (et de "l'intertainment" d'une manière générale) dans la propagande.

Souvent, cette propagande est alimentée gratuitement par les artistes qui, généralement par paresse, reprennent les thèmes dont l'industrie du divertissement américaine nous inonde.

LVOG - Ce sont des comédiens, qui jouent la comédie, donc par définition il n'y a rien de naturel chez eux au sens de réel, hormis le personnage qu'il interprète sans pour autant qu'il ait forcément un rapport avec la réalité...

9- La propagande est le préalable indispensable avant toute aventure militaire, depuis la nuit des temps. Dans ce sens, aujourd'hui, Holliviar est une redoutable Arme de Distraction Massive. Mais la presse financée par les grands groupes, qui mène la chasse aux fake news, (où sont les fake ? où sont les news ?), qui produit des outils pour les nuls et pour bien décoder, c'est une autre face d'une même réalité. Un historien et chercheur suisse passe tout son temps à batailler contre la propagande de guerre : https://www.youtube.com/watch?v=uE_ZFAyWcco

LVOG - Ce ne sont pas ceux qui se mettent à table à 20h devant leur poste de télé qui remplissent les salles de cinéma, mais plutôt ceux qui croient déjouer la propagande officielle en privilégiant d'autres supports d'informations et qui de ce fait sont tout aussi manipulés par le cinéma...

10- Ben le problème est simple...ces films remplissent les salles du monde entier. On peut donc légitimement se poser la question de savoir si nous" sommes tous Américains" ou tous ...cons?

LVOG - Les deux !

11- Hollywood est surtout la plus grande "Usine à Fabriquer du Mythomane" – en l'occurrence "Le spectateur" – que l'homme ait inventé à ce jour. LVOG - Vous avez entièrement raison, mais la littérature n'est pas mal non plus dans son genre...

12- De tous temps, tous les peuples ont adopté les marqueurs culturels du modèle dominant. Il n'y avait même pas besoin, pour un vainqueur, de décérébrer un peuple vassal ou vaincu. La soif de mimétisme s'est toujours imposée d'elle-même chez le dominé. Toujours. Question de temps. (LVOG - L'homme moderne n'est qu'un singe un peu plus évolué que les autres, pas toujours.) Ainsi la prétendue civilisation gallo-romaine. Les "élites" collabos gauloises, après avoir accepté l'esclavage massif de leurs concitoyens pour garder ses privilèges, s'est mis à singer les moeurs et us romains. Personne ne les a obligé à se couper les cheveux et à cracher sur druides et bardes. Les prolos de l'époque singèrent à leur tour leurs patrons. (LVOG - Comme quoi ce sont les "patrons" et non les "prolos" qui sont responsables de la situation actuelle.) La culture française a rayonné durant le grand siècle bien plus par la force de nos armes, à l'époque considérable que par une supériorité intellectuelle. (LVOG - Plutôt les deux en ajoutant le développement des forces productives.) Ensuite, la propagande d'Hollywood est sur le fond tellement grotesque, que des films comme les Marvel seraient produits en Russie et en Chine dans le même dessein feraient pleurer de rire le monde entier. Mais sur la forme, elle est très séduisante. Je suis toujours épaté par le fait qu'après avoir tué 4 millions de Vietnamiens en perdant à peine 70 000 soldats qui connurent les conditions de vie et de combat les plus invraisemblablement favorables et confortables de l'histoire militaire, on nous pond en permanence la pleureuse du pauvre petit gars Yankee qui en bavé héroïquement. Mais on touche le fond avec Clint qui nous balance un film sur un sérial killer, assassinant lâchement des centaines de civils femmes et enfants, labellisés (par qui?) terroristes, tout ça protégé par la plus formidable armée du monde, et arrive à nous en faire, non seulement un héros mais en plus, une victime. Et comme toujours, la critique collabo française de se pâmer d'extase devant ça (pendant que la moitié de gauche des USA hurle au scandale elle) (LVOG - Parce qu'elle est encore plus corrompue, cela ne lui coûte rien, au contraire, il paraîtrait même que cela rapporte énormément.) . La mentalité du larbin.

Totalitarisme. Ils avaient déjà désigné les coupables sans preuve, dorénavant ils s'octroient le droit de fabriquer les deux.

Tribunal d'exception et décision politique.

- Armes chimiques : l'OIAC pourra désigner les auteurs des attaques en Syrie - AFP 27.06

Les États-membres ont décidé mercredi de renforcer l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) en l'habilitant à désigner les utilisateurs de ces armes en Syrie, au grand dam de la Russie qui n'a pas exclu de se retirer de ce "Titanic".

Lors d'un vote à huis clos à La Haye où siège l'OIAC, 82 pays ont voté en faveur d'une résolution avancée par le Royaume-Uni avec le soutien de la France et des États-Unis notamment, et 24 s'y sont opposés.

Toutes deux suspectées d'avoir récemment employé des substances toxiques - ce qu'elles démentent -, la Russie et la Syrie y étaient hostiles.

"L'OIAC dispose désormais d'un pouvoir supplémentaire crucial, non seulement pour déceler l'utilisation d'armes chimiques mais aussi pour pointer du doigt l'organisation ou l'État" suspecté d'être derrière les attaques, s'est félicité le ministre britannique des Affaires étrangères, Boris Johnson.

Après le vote, la Russie a comparé l'OIAC au Titanic "en train de couler".

"Toutes les options sont sur la table", a déclaré son ambassadeur à La Haye, Alexandre Choulguine, interrogé lors d'une conférence de presse sur la possibilité que son pays se retire de l'organisation. AFP 27.06

L'OIAC compte 192 États-membres et seulement 106 ont participé à ce scrutin. Mais où sont donc passé les 86 autres États, auraient-ils été intimidés ou dissuadé de prendre position, par qui ?

ACTUALITE EN TITRES

La guerre est à la politique, ce que le marché mondial est au commerce. En fait ils se combinent.

- Réflexion faite : le commerce remplace-t-il la guerre ? - franceinfo 29.06

Euphémisme. Ils ne peuvent pas avouer que la gauche était tout simplement une imposture.

- En Amérique latine, l'émergence d'une gauche conservatrice ? - Libération 28.06

Ils ne peuvent pas avouer que la gauche était de droite, qu'elle soit conservatrice ou libérale...

[Il faut leur interdire d'interdire : Stop !](#)

- Tabac : faut-il l'interdire dans les parcs ? - franceinfo 25.06

Désormais, depuis le lundi 25 juin, les six parcs de Strasbourg (Bas-Rhin) sont sans tabac. Il s'agit d'une question de santé publique et de pollution des sols. franceinfo 25.06

[Propagande de l'Empire](#)

- Turquie : la victoire contestée de Recep Tayyip Erdogan - franceinfo 25.06

- Au Nicaragua, la vie entre les barricades et les balles - AFP 25.06

- Syrie: des dizaines de familles du sud fuient sous le feu du régime - AFP 25.06

- Deraa, berceau de la révolte syrienne, sous le feu de l'armée de Bachar al-Assad - Libération 28.06

Des hôpitaux bombardés, des corps d'enfants ensanglantés, des cortèges de réfugiés fuyant sur les routes, les images tristement familières d'Alep...Libération 28.06

- Rassemblement pro-démocratiques à Hong Kong - Reuters

Des milliers de partisans du mouvement démocratique se sont rassemblés dimanche à Hong Kong, malgré la chaleur étouffante, pour marquer le 21e anniversaire de la rétrocession à la Chine de l'ancienne colonie britannique. Reuters

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Il y a des hauts qui ne trompent pas.](#)

- France. + 7,45 % - Liberation.fr 30.06

C'est l'augmentation du prix du gaz au 1er juillet, ce qui reflète une hausse des cours sur les marchés, a annoncé vendredi le gouvernement. Liberation.fr 30.06

- La pauvreté à un plus haut niveau de 12 ans en Italie - Reuters 26 juin 2018

Le nombre de personnes qui vivent en Italie en-dessous du seuil de pauvreté a atteint l'année dernière son niveau le plus élevé en plus d'une décennie, montrent des statistiques publiées mardi.

Ils sont 5,1 millions à vivre sous le seuil de "pauvreté absolue", soit 8,4% de la population, a annoncé l'agence Istat, contre 7,9% en 2016, malgré une quatrième année de croissance consécutive.

L'Istat définit l'absolue pauvreté comme la condition de ceux qui ne peuvent se procurer des biens et des services "essentiels pour éviter les formes les plus graves d'exclusion sociale." Reuters 26 juin 2018

Comme en France et ailleurs en Europe, il faut sans doute multiplier les chiffres qu'ils fournissent par 2 ou 3...

[Haut de page ↗](#)

[Haut de page ↗](#)

[Haut de page ↗](#)

[Haut de page ↗](#)

Le 8 juillet 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai rectifié plus loin une information erronée que j'avais publiée à partir d'un article dont l'auteur était mal visiblement informé, et je n'avais pas pris la précaution de la vérifier. J'avais indiqué que les armes au chlore ne figuraient pas dans les armes chimiques, ce qui était faux.

Un internaute - "Les armes au chlore sont des "armes chimiques" ".../... ce type d'armes fait l'objet d'une interdiction par une convention entrée en vigueur en 1997, par laquelle les pays signataires s'interdisent leur utilisation et promeuvent leur destruction .../..." https://fr.wikipedia.org/wiki/Arme_chimique "

● [Causerie au format pdf \(23 pages\)](#)

A défaut de rompre et d'affronter le régime, certains préfèrent participer à une guerre civile larvée ou rampante qui ne profite qu'à nos ennemis, bref, pas vraiment dans le bon camp.

Deux réflexions politiques.

1- La "**canaille la plus immonde**", voilà comment on aurait dû se borner à traiter la social-démocratie "**vendue aux capitalistes**".

L'hégémonie dans l'Internationale du mouvement ouvrier passa ensuite à l'Allemagne, vers 1870, au moment où ce pays était économiquement en retard sur l'Angleterre et la France. Et lorsque l'Allemagne eut dépassé économiquement ces deux pays, c'est-à-dire vers la deuxième décennie du XXe siècle, le parti ouvrier marxiste d'Allemagne, parti modèle pour le monde entier, se trouva sous la direction d'une poignée de gredins fieffés, de la canaille la plus immonde vendue aux capitalistes, depuis Scheidemann et Noske jusqu'à David et Legien, les plus répugnants bourreaux issus des milieux ouvriers et passés au service de la monarchie et de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. (Lénine : La IIIe Internationale et sa place dans l'histoire (1919))

. Avis à ceux qui pendant plus d'un demi-siècle se sont encanailés avec la "**canaille la plus immonde**", et qui continuent...

2- Pourquoi nos aspirations légitimes devraient-elles passer à la trappe ?

Quand cesserons-nous un jour de penser notre mode de vie, nos conditions d'existence, de travail, notre destin autrement que sous le joug du régime d'exploitation et d'oppression ? Quand cesserons-nous de réagir en esclave ? Le plus étonnant c'est qu'on y parvient spontanément, naturellement, quand on est jeune, puis tout d'un coup quand on rejoint le monde du travail ou de l'exploitation ces aspirations s'envolent, disparaissent pour le restant de nos jours. Ce serait une réflexion à soumettre aux travailleurs, les plus avancés comprendront de quoi on leur cause...

Pour un changement de régime et de société, maintenant.

20 ans de découvertes et d'études, 20 ans de travail et le reste à la retraite et au service de la collectivité ! La retraite, ce devrait être le mode de vie à la carte librement consenti ou adopté par chacun entre le temps libre et la participation à l'organisation ou au fonctionnement de la société, sans contrainte, sans violence. Il y a le temps où on apprend, le temps où on expérimente, et le temps où on en tire des enseignements qu'on met au service de la société tout en s'épanouissant sur le plan individuel.

A-t-on subi un lavage de cerveau pour ne pas se poser les questions les plus élémentaires ?

Notre seul objectif politique, déloger l'oligarchie, s'emparer du pouvoir politique pour instaurer une République sociale.

[Tribune des travailleurs \(POID\) du 4 juillet](#)

Le Pen en avait rêvé... Éditorial de Daniel Gluckstein

Le Pen en avait rêvé, Macron l'a fait. L'accord passé entre les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne contre les migrants provoque une grande satisfaction du côté du Rassemblement national (ex-Front national, lire page 3). Le parti d'extrême droite a en effet de bonnes raisons d'être content de Macron et de l'Union européenne, puisque l'accord du 29 juin mobilise des moyens exceptionnels pour refouler les migrants.

Rappelons-nous, c'était il y a un peu plus d'un an : de la droite à l'extrême gauche, tous les « grands partis » institutionnels exigeaient des électeurs qu'ils votent Macron pour faire « barrage au Front national » (La Tribune des travailleurs titrait alors « Entre la peste et le choléra, on ne choisit pas »). La preuve n'est-elle pas apportée aujourd'hui que Macron et sa politique, l'Union européenne et ses directives font le lit de l'extrême droite et du populisme ? Aujourd'hui en Italie, et demain où ?

Les problèmes doivent être posés nettement : l'union sacrée entre gouvernements de toutes couleurs politiques – du « socialiste » espagnol Sanchez (soutenu par l'insoumis de Podemos, Iglesias) jusqu'au gouvernement d'alliance de droite – extrême droite en Autriche, en passant par le gouvernement de tous les populismes en Italie et celui de toutes les gauches au Portugal, et Merkel et Macron – pour rejeter les migrants, c'est cela qui fait le lit du populisme.

Les travailleurs en ont déjà fait l'expérience : quand on frappe une catégorie d'exploités, on frappe tous les exploités. Ce n'est pas un hasard si, dans un même mouvement, le gouvernement Macron refoule les migrants, augmente le budget des guerres, et veut privatiser la SNCF et détruire les retraites ouvrières. C'est une seule et même politique au service des multinationales qui pillent les pays d'Afrique, commandent les décisions de guerre qui disloquent ces nations et exigent, en France, la remise en cause de toutes les garanties collectives des travailleurs, prétendument responsables d'un « coût du travail » insoutenable !

Pour les multinationales et les gouvernements à leur service, comme pour leur Union européenne, les travailleurs coûtent trop cher. Trop cher aussi l'accueil des migrants, trop chères les retraites, trop chers les services publics, le statut des cheminots, le baccalauréat ou l'accès à l'Université.

Les travailleurs n'ont rien à gagner à se laisser diviser entre « Français » et immigrés. Ils ont tout à gagner au combat uni contre ce gouvernement, fauteur de misère et de barbarie, qui mène la guerre aux peuples à l'extérieur et la guerre au peuple travailleur, à la jeunesse et à leurs droits à l'intérieur.

Chaque semaine, La Tribune des travailleurs exprime la nécessité de ce combat pour l'unité ouvrière et internationaliste et se fait l'écho des initiatives en ce sens. S'abonner à ce journal, comme plus de 5 500 lecteurs l'ont déjà fait en ce début d'été, c'est prendre position nettement dans le camp de la civilisation humaine, contre le camp de la barbarie. Fin.

LVOG - Le camp de la "*civilisation humaine*", tiens, pour un peu on emploierait la même sémantique...

LVOG - Place à la civilisation, halte à la barbarie !

La classe ouvrière dans sa diversité est une et indivisible. En effet, l'unité des exploités et des opprimés du monde entier est indispensable pour combattre efficacement le capitalisme et l'éradiquer de la surface de la terre. Prolétaires de tous les pays unissez-vous !

Les multinationales des grandes puissances ou tous les impérialistes pillent les pays d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie, (en fait partout dans le monde) y fomentent des guerres, des génocides, des famines ou y participent pour défendre leurs intérêts économiques, leurs parts de marché.

Ils sèment la misère et la désolation derrière eux, et malheureusement ces peuples exploités ne sont pas suffisamment évolués pour développer une conscience politique qui leur permettrait d'affronter les régimes corrompus et tyranniques qui les oppriment et éventuellement de les renverser.

Cette tâche nous revient, nous prolétaires des pays les plus développés, les plus riches, mais comme nous sommes également incapables d'en prendre conscience et de l'accomplir, du coup non seulement nous sommes impuissants à endiguer ou à faire cesser la concurrence à laquelle se livrent tous les exploités de la terre malgré eux ou à leur dépend, pire, cela les conduit à se dresser les uns contre les autres pendant que nos bourreaux nous narguent, nous pourrissent l'existence, mènent leur guerre de classe sabre au clair, à mort.

Oui à mort, cela peut impressionner les esprits faibles, les âmes sensibles ou qui se satisfont d'un mode de vie relativement confortable qui correspond à un état d'esprit plutôt médiocre, hypocrite, mais cela ne peut atteindre ou décourager tous ceux pour qui la conscience commande de mener résolument cette guerre jusqu'à faire rendre gorge à nos ennemis communs.

Personne ne doit avoir l'esprit tranquille, personne ne doit avoir bonne conscience, personne ne doit cesser le combat aussi longtemps qu'un seul homme ou une seule femme est exploité ou opprimé quelque part dans le monde. Voilà ce qu'impose la dignité quand on se réclame de l'idéal du socialisme ou de la liberté.

On a parfaitement le droit de profiter de la vie, c'est même fortement recommandé quand on en a l'opportunité, c'est si rare parfois, mais on n'a pas le droit d'être indifférent à l'injustice qui frappe les plus faibles d'entre nous, sous peine un jour ou l'autre de prendre leur place. Quel peuple n'a pas un jour subi la guerre, alors qu'il se croyait épargné, tout cela parce qu'il s'était laissé à imaginer que son sort n'était pas lié à celui des peuples du reste du monde, fatale ou cruelle erreur ou ignorance!

C'est à cette échelle que nous éradiquerons le capitalisme, et c'est à ce niveau que doit s'élever notre conscience. Ce n'est pas en terme de degré qu'il faut évaluer l'exploitation ou l'oppression, mais en terme de nuisance pour l'humanité toute entière.

Nous avons bien compris sur quel terrain pourri on voulait nous entraîner, en nous appelant à nous attendre sur le sort de ceux qui ont été poussés à prendre le chemin de l'immigration au risque de leur vie, alors que des millions sont exterminés dans le monde dans des conditions tout aussi effroyables, à petit feu, à l'usure, faute de nourriture, de famine, d'eau potable, de soins, d'épidémies, de guerre ou tout bêtement au travail, ils travaillaient pour survivre et faire vivre leurs familles et ils ont été offerts en sacrifice sur l'autel du profit, de la cupidité, de l'avarice, de l'avidité, de l'ambition, du pouvoir, c'est tout aussi sordide et inhumain.

Il y a un siècle nous étions 1 milliard d'habitants sur terre, à peu près 30% étaient en âge de travailler, 30 autres pour cent étaient des enfants ou des jeunes, 30% étaient des vieux, cela donnait 60% d'adultes. Sur ces 600 millions, il aurait suffi qu'un tiers, soit 200 millions se tournent vers le socialisme pour entraîner les 400 millions restant. Avec 7,4 milliards d'habitants, cela donne entre 3,7 et 4,4 milliards d'adultes et complique considérablement la situation, car il faudrait qu'au moins 1 milliard se soulèvent pour entraîner la masse, cela demande un effort colossal à produire, c'est une tâche titanesque que nous avons à accomplir. Mais possible parce que pratique, bien matérielle.

Cependant, il ne faut pas raisonner en comptable, il suffirait que quelques pays en Europe basculent vers le socialisme pour que tout l'édifice du capitalisme s'écroule. On nous pousse à tendre l'oreille à ce qui se passe aux quatre coins du monde, pour qu'on ignore ce qui se passe sous nos yeux quotidiennement. Pourquoi ? Parce que c'est ce qui est sous nos yeux que nous pouvons changer, il vaut mieux qu'on n'y pense pas ou qu'on pense à autres choses, jusqu'à se perdre en spéculation, en émotion, à en perdre la raison... jusqu'à la chute finale.

C'est aux pays européens auxquels revient l'honneur de mener la révolution socialiste mondiale, parce qu'ils sont plus petits, plus puissants. En bande organisée les capitalistes sont très forts, mais séparés et amputés de la finance, ils sont en banqueroute, en faillite. Il ne faut pas qu'un peuple qui renverse le régime en place reste isolé, ce qui complique encore les choses, d'où la nécessité d'une Internationale se fixant pour objectif l'éradication du capitalisme ou du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme de la surface de la terre.

Comme on le voit, il est relativement facile d'analyser la situation, mais cela se complique dès qu'il s'agit de partager cette analyse, qui plus est considérablement quand on aborde les conclusions pratiques à en tirer.

Les capitalistes s'en tiennent strictement à leurs besoins, à leur stratégie, à leur terrain de classe, qui peut prendre une tournure offensive, violente, radicale, extrême. Nous, nous en sommes incapables pour ne pas effrayer le petit bourgeois qui sommeille en chacun de ceux qui par leur condition peuvent encore s'accommoder du capitalisme, et qui refusent d'envisager de l'affronter, préférant aller chasser sur leur terrain de classe pour finalement cautionner leur stratégie, participer à leur offensive contre l'ensemble des travailleurs en France et dans le monde.

Il faut laisser ces militants à leurs certitudes suicidaires que nous combattons. Cela ne sert à rien de s'adresser à eux pour essayer de les convaincre de quoi que ce soit, ce sont les plus bornés, les plus médiocres. Il y a des millions de travailleurs et jeunes qui se posent de plus en plus de questions sur l'orientation de la société, et parmi eux il y en a des centaines de milliers qui sont prêts à engager le combat pour rompre et en finir avec le capitalisme et qui ne sont pas organisés, qui ne l'ont jamais été. C'est à eux qu'il faut s'adresser en priorité. Il faut apprendre à les écouter parce que ce sont eux qui sont les mieux placés pour nous aider à définir le discours et la tactique qui conviennent le mieux pour convaincre leurs semblables de la nécessité de passer à l'action, de s'organiser.

Un bon maître d'école doit savoir observer et écouter ses élèves pour savoir où ils en sont, et quels moyens il va employer pour qu'ils progressent ou qu'ils puissent acquérir les connaissances contenues dans leur programme scolaire. Et bien là c'est la même chose.

[Stratégie du chaos et de l'extrême droite](#)

Un plan préconçu entrant dans le cadre d'une stratégie politique fixée de longue date.

Ils ont conçu la crise des migrants de manière à briser l'unité de la classe ouvrière, et au-delà briser la perspective révolutionnaire de l'unité de la classe ouvrière et des classes moyennes ou certaines de ces couches les plus enclines à rompre avec le capitalisme. Et ils ont merveilleusement réussi avec l'aide que leur a fourni le mouvement ouvrier. Jusqu'à présent, mais après ?

Ce fut plus qu'une simple opération de diversion.

Toutes les opérations qu'ils avaient montées jusqu'à présent en instrumentalisant les droits de certaines communautés ou minorités, n'avaient été qu'un avant-goût de ce qui nous attendait ou de ce qu'ils étaient capables de réaliser à plus grandes échelles ou en employant les grands moyens pour parvenir à leurs fins. J'ignore si vous l'aviez remarqué, mais leurs campagnes étaient mondiales.

Ils ont créé de toutes pièces les conditions politiques et militaires, qui rendraient cette machination réalisable en s'octroyant le soutien ou la complicité de tous les partis de la pseudo-gauche et extrême gauche qui participent aux institutions.

Comme vous y allez pensez-vous peut-être. Non, je pèse mes mots, absolument aucun parti n'a révélé qu'elle avait été minutieusement préparée de longue date, j'en veux pour preuve qu'à ma connaissance aucun n'a cru bon de reprendre à son compte le contenu de l'article que le Réseau Voltaire avait publié en 2016 qui en indiquait clairement les origines, qui en était les architectes, ainsi que leurs objectifs.

Une fois de plus, au lieu de s'en tenir aux faits qui se suffisaient à eux-mêmes pour démonter cette machination et ne lui accorder aucun soutien, nos dirigeants ont versé dans la plus pitoyable et impuissante propagande qui soit. En refusant d'admettre quels étaient les objectifs réels de cette opération, ils se sont privés des moyens de la condamner (et de la combattre), de sorte qu'il ne leur restait plus qu'à y participer à des degrés divers, les plus fanatiques en appelant à ouvrir toutes les frontières, les autres en larmoyant sur le triste sort de ces migrants qui servaient de bétails à l'oligarchie dans cette opération.

A aucun moment il ne leur serait venu à l'esprit qu'elle devait servir à neutraliser la lutte de classe du prolétariat disposant d'avantages sociaux ou de conditions supérieures à ceux du reste du monde, afin qu'il ne puisse pas résister au rouleau compresseur du néolibéralisme incarné par Macron qui se destinait de les détruire, d'infliger une terrible défaite politique au prolétariat qui constituait la pire menace pour leur régime, du fait de la composition du mouvement ouvrier français, du développement de la lutte de classes dans le passé et sa tradition révolutionnaire, et au-delà au prolétariat mondial, incluant ces migrants qui en font partie.

Ces migrants ont servi de boucliers humains, tout comme les mercenaires recrutés par les différentes factions issus d'Al-Qaïda et qualifiés de "rebelles", de sorte qu'on se focalise sur leur sort et qu'on ignore leurs victimes. C'est un peu comme s'ils avaient fait l'apologie du lumpenprolétariat entraîné à massacrer le mouvement ouvrier pour une bonne cause, supérieure, à côté de laquelle le destin du prolétariat français, de l'humanité toute entière ne pesait pas bien lourd, qui plus est ou d'autant plus facilement qu'il n'en a pas vraiment conscience. Donc en recourant à la pire démagogie, il était possible de dissimuler cette contradiction et de présenter les choses de manière à se faire passer pour de grands humanistes, internationalistes et j'en passe.

Ils peuvent être satisfaits, les conditions d'existence et d'exploitation épouvantables que vont connaître ces migrants vont pouvoir se généraliser à de nouvelles couches de travailleurs avec lesquels ils seront en concurrence, c'est une évolution de la division internationale du travail... à domicile ! Quelle aubaine pour les capitalistes, même en rêve ils n'avaient pas imaginé en profiter un jour !

Qui plus est ils ont réussi à faire en sorte que le mouvement ouvrier apparaisse dans le camp des ennemis des travailleurs, puisque l'immense majorité d'entre eux ne veulent pas que ces migrants atterrissent en France. La réaction se frotte les mains, c'est génial comme scénario, comme cela elle pourra taper sur l'un et sur l'autre, les travailleurs se retrouvent dépourvus de tout moyen de défense, et quand les syndicats ou les partis dits ouvriers les appellent à se mobiliser, ils boudent, ils les méprisent, au mieux ils les prennent pour de beaux parleurs, au pire des vendus, ce qu'on ne désavouera pas !

Quand la énième personne me tape du fric, et que je refuse de lui en donner, est-ce que pour autant je suis un dégueulasse ? Je comprendrais que cette personne le pense, et je lui répondrais que ce qui est dégueulasse, c'est qu'elle et moi nous nous retrouvions dans cette situation que nous n'avons jamais souhaitée, et qui ne peut que nuire à notre sort et à nos intérêts qui se rejoignent dans la lutte de classes. Le mouvement ouvrier fait le jeu de nos ennemis en faisant en sorte que nous nous affrontions.

En complément. La fabrique de boucs émissaires qui fait le lit de l'extrême droite.

- Aide aux migrants : le Conseil constitutionnel fait sauter le délit de solidarité - franceinfo 07.07

- Les Italiens invités à porter du rouge en soutien aux migrants qui traversent la mer Méditerranée - franceinfo 07.07

... et ceux qui s'y opposent.

- Des patriarches chrétiens du Moyen-Orient plaident pour un retour des réfugiés en Syrie - AFP 07.07

[Le macronanisme du banquier, c'est fini ! Macron dehors !](#)

- Comment le cafouillage du plan pauvreté enfonce Macron dans le piège du "président des riches" - Le HuffPost 06.07

- Un fils de cadre a près de cinq fois plus de chances d'être riche qu'un fils d'ouvrier - Liberation.fr 06.07

D'après France Stratégie, les «inégalités de chances» sont «importantes» dans l'Hexagone. En cause : la difficulté pour les enfants d'ouvriers à obtenir un diplôme. Liberation.fr 06.07

- Emmanuel Macron : plus de 70 % des Français jugent sa politique "injuste" - AFP 05.07

72% des personnes interrogées estiment qu'aujourd'hui, le rôle du Parlement "se limite à enregistrer les lois décidées par le président et le gouvernement." AFP 05.07

[Constitutionnalisation de la censure.](#)

Epitaphe inscrite sur la façade du ministère de la Vérité qui sert de tombe à la civilisation humaine : La guerre, c'est la paix. La liberté, c'est l'esclavage. L'ignorance, c'est la force. (G. Orwell)

Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable.

- Fake news : l'Assemblée vote les propositions de loi controversées - francetvinfo.fr 04.07

Début juin, la rapporteure avait fait voter tardivement une nouvelle formulation : "Toute allégation ou imputation d'un fait, inexacte ou trompeuse, constitue une fausse information". francetvinfo.fr 04.07

Il faut donc condamner et bannir tous les médias institutionnels, officiels, aux ordres, subventionnés par l'Etat, propriété des oligarques, à commencer par l'AFP, y compris France 2 et 3, TV5Monde, France24, etc. qui s'en donnent à cœur joie quotidiennement.

Commentaire d'un internaute.

- "Professeur en collègue, et donc intéressé par la dernière phrase de ce texte, je trouve M. Huyghe assez naïf. S'il connaissait le CLEMI, il tomberait de haut.

La dénonciation des "fake news" dans notre système scolaire est unilatérale et biaisée : elle commence par des exemples ridicules (reptiliens et Cie) pour accuser par amalgame toutes les sources d'information qui ne vont pas dans le sens européiste et mondialiste.

Lors d'un stage, j'ai eu droit à la promotion du site Conspiracy Watch par la formatrice, qui s'est ensuite bien emmêlé les pinceaux : voulant illustrer le poids du "complotisme" dans la vie politique, elle a cité "Donald Trump et la Russie" ... avant de se reprendre en bafouillant : "nan mais là c'est vrai, c'est pas du complotisme, M. Trump est vraiment proche des Russes" (c'était en janvier 2017).

Le discours (ou plutôt le bla-bla) sur les "fake news", comme aussi le bla-bla sur le complotisme, reste volontairement abstrait. Car s'il entrait sur le terrain des faits, de la controverse et de la vérification, il ne pourrait plus amalgamer "fake news" et Brexit, "fake news" et victoire de Donald Trump, "fake news" et RT.

Sur ce terrain, on parlerait français, et on serait bien obligé, finalement, de lier BOBARDS et Timisoara, bobards et couveuses du Koweït, PROPAGANDE DE GUERRE et génocide des Albanais du Kosovo, INTOX et bombardement de Benghazi par Kadhafi, MENSONGE et gazage compulsif des Syriens par Bachar, etc."

[En famille, demandez la mère.](#)

Votre destin est scellé d'avance, résignez-vous !

Vous êtes encore jeune ou entre deux âges, votre seul horizon, votre unique idéal : L'émancipation du règne de l'exploitation,

la liberté, non, la retraite sous le joug du capitalisme ! Ce qui signifie une vie de labeur passée à subir toutes les privations, frustrations, humiliations, peines, souffrances, angoisses, cauchemars inimaginables jusqu'à ce que mort s'en suive.

Avec ou sans vous serez exploités et opprimés jusqu'à votre dernier souffle, le régime capitaliste s'en porte garant et il n'est pas le seul.

- Mélenchon: les retraites, "la mère de toutes les batailles" contre Macron - AFP 6 juillet 2018

Le chef de file de La France Insoumise Jean-Luc Mélenchon a appelé jeudi les Français à mener "la mère de toutes les batailles" sur les retraites, dans un discours cinglant à Marseille contre "sa seigneurie Macron 1er", qui se rêverait en "Roi des riches".

"La mère de toutes les batailles, ce sera celle sur les retraites" et contre la retraite par points, "une arnaque", a averti M. Mélenchon dans un discours d'une heure en plein air, cours Julien, au coeur d'un quartier de bars, ateliers d'artistes et boutiques artisanales, où sortent de nombreux jeunes tous les week-ends.

"La retraite par répartition, c'est la prunelle de nos yeux", a-t-il insisté, appelant au passage les cadres à ne pas "faire les malins", car le président de la République aurait l'intention "de leur faire les poches, comme aux pros".

"Si vous vous contentez d'écouter ce qu'on vous raconte, le seul problème ce serait les immigrés", a poursuivi M. Mélenchon: "Mais je ne suis pas d'accord (avec le fait) que l'immigration soit la question N.1, la question N.2, et 3 et 4, on veut parler de sécurité sociale et de partage des richesses", a-t-il insisté, en lançant un appel aux syndicats sur ce thème: "Les organisations syndicales, je vous demande de vous réunir, et de former un comité de défense de la sécurité sociale, et nous vous suivrons".

"Ce type là, il sait ce qu'il veut", a-t-il répété, au sujet du président de la République: "Il va changer notre mode de vie, il l'a déjà fait sur le code du travail, sur le logement social, et maintenant c'est la sécu !"

Refusant que "toutes les conquêtes sociales soient détruites par des gens illuminés par le dogme stupide du ruissellement des richesses", M. Mélenchon a alerté une nouvelle fois contre le "coup d'Etat social" qui serait mené par le chef de l'Etat, "ce petit monsieur, sa seigneurie Macron 1er, dans son bureau de tête d'oeufs". AFP 6 juillet 2018

Vite appelons la police.

- Corbière (LFI) veut plus de "moyens" pour une police qui doit "rétablir la confiance avec la population" - franceinfo 05.07

[Business ou affairisme en famille. Appel d'offre ou quand nos ennemis ne sont pas les leurs.](#)

- Européennes: Coquerel envisage un "pacte de non-agression" avec Hamon - AFP 04.07

A défaut d'une alliance électorale aux élections européennes, le député La France insoumise Eric Coquerel a envisagé mercredi un "pacte de non agression" avec le parti de Benoît Hamon, Générations, malgré une "divergence de fond" sur l'Europe.

"Sur les européennes je pense qu'on a vraiment une divergence de fond qui nous rendra difficile de faire une alliance commune", a regretté le député de Seine Saint-Denis sur le plateau de LCP. "Mais par contre ça n'empêche pas qu'on pourrait avoir un pacte de non-agression", a-t-il ajouté.

"C'est pas la peine d'avoir des polémiques entre nous, on n'est pas ennemis, au contraire, je pense qu'on est assez près", a-t-il expliqué, après avoir opposé la vision "progressiste internationaliste de coopération en Europe" de LFI à celle de Benoît Hamon, qui pense, "un peu comme les socio-démocrates des années 80, que l'on peut changer l'Europe de l'intérieur".

Au contraire, a annoncé le député, "[LFI] va partir avec tous ceux qui sont d'accord sur l'idée qu'on ne peut pas changer l'Europe dans les traités actuels".

LFI se veut le fer de lance d'une "alternative européenne" en vue des élections européennes de 2019, avec ses alliés de "Maintenant le peuple".

Formée de la France insoumise, de Podemos (Espagne) et du Bloco de Esquerda (Portugal) la plateforme créée en avril s'est élargie la semaine dernière à l'Alliance rouge-verte danoise, au Parti de gauche suédois et à l'Alliance de gauche finlandaise.

Samedi, le chef de file de LFI Jean-Luc Mélenchon, avait déjà lancé un appel à Générations: "Je fais une offre à Benoît Hamon et son parti : Renoncez aux agressions inutiles et parlons tranquillement. Faisons un pacte de non-agression et respect mutuel", avait-

il tweeté au moment de la convention nationale de Générations. AFP 04.07

En complément. Voyons, on ne tue pas un Premier ministre potentiel en état de survie artificielle.

- Comment Macron tente de "tuer" la gauche et la stratégie de Mélenchon pour résister. - Le HuffPost 04.07

[Comment éviter la «radicalisation» de la classe ouvrière ? Quelle noble cause que partagera sans aucun doute Macron.](#)

- Pascal Pavageau «Démocratiquement, le gouvernement joue avec le feu» - Liberation.fr 03.07

Liberation - Le nouveau secrétaire général de Force ouvrière souhaite repenser des formes d'action pour éviter leur «radicalisation». Prêt à faire des «compromis», mais pas de cadeau au gouvernement, il appelle à une grève interprofessionnelle à l'automne et espère réaliser une union syndicale.

Pascal Pavageau - Il y a plus inquiétant. La grève unitaire des fonctionnaires, le 22 mai, a peu mobilisé. Beaucoup de militants, et pas seulement de FO, commencent à dire que cela ne sert à rien de manifester, que c'est «autrement» qu'il va falloir peser. C'est le «autrement» qui m'inquiète. (On croirait entre Macron ou un ministre. - LVOG)

Liberation - Vous craignez une radicalisation des formes d'action ?

Pascal Pavageau - Absolument. Elle est alimentée par un gouvernement qui se fiche des organisations syndicales. Résultat, certains, y compris des syndiqués, ne veulent plus de formes traditionnelles et encadrées de mobilisation. (Ils ne veulent plus des journées d'action surtout. Ils ne veulent plus non plus que les luttes demeurent isolées. - LVOG)

Liberation - Comment veulent-ils agir ?

Pascal Pavageau - C'est bien ça qui m'inquiète. Demain, ce ne sera pas une chemise arrachée... Liberation - Que leur dites-vous ?

A FO, un groupe de travail réfléchit à de nouvelles formes d'action. Quand une organisation syndicale déclenche une mobilisation, elle le fait démocratiquement, pacifiquement et dans le respect des valeurs républicaines. Et non par plaisir de «mettre le bordel». Mais quand un gouvernement donne l'impression que les syndicats ne servent plus à rien, cela peut se traduire autrement. Dans les urnes, mais aussi dans une radicalité des formes d'action. Des fonctionnaires hospitaliers ont dû faire quinze jours de grève de la faim pour obtenir 30 postes parce qu'on avait refusé de les écouter ! C'est quoi, ce délire ! (Le "délire" a été de les laisser isolés. - LVOG)

Liberation - Le paritarisme est mal en point. Le gouvernement est-il seul fautif ?

Pascal Pavageau - En soixante-dix ans, le paritarisme à la française a obtenu des résultats remarquables. Nous avons pris des décisions en faisant remonter les besoins des entreprises et des salariés. (Et lesquels ont été satisfaits en priorité ? - LVOG) Mais, aujourd'hui, on entend une petite musique de la part du patronat, liée au discours du Président, qui voudrait se passer des organisations syndicales... (Tout ce qu'il réclame, c'est que Macron y mette les formes au moins. L'attitude adoptée par Macron n'est que la traduction des objectifs fixés à la Ve République par de Gaulle et qui correspondent également à ceux de l'extrême droite. - LVOG) Ça aussi, c'est dangereux. Prenez l'exemple de la SNCF : le gouvernement a idéologiquement cassé le statut des cheminots après avoir affaibli les syndicats et renvoyé à une hypothétique négociation. (Ce qui n'a pas été "hypothétique", ce sont les mois que vous avez passés à négocier avec le gouvernement au lieu de rompre avec lui et appeler la classe ouvrière à la mobilisation générale, à la grève générale. LVOG) Mais le patronat refuse désormais de négocier et veut appliquer strictement la loi ! (Il regrette de ne pas y être associé le vendu. - LVOG) Si le nouveau président du Medef choisit de faire seulement du lobbying auprès du gouvernement, ce sera catastrophique. (Pour qui, sachant que les militants et les travailleurs risqueraient de se radicaliser ? Il se pose en rempart du régime. - LVOG)

Liberation - Vous attendez quoi de lui ?

Pascal Pavageau - Qu'il montre l'exemple. A ce stade nous sommes tous d'accord pour reprendre l'agenda social dès septembre. FO proposera de travailler sur le retour à l'emploi des travailleurs handicapés, la santé au travail, le télétravail... Nous avons des propositions concrètes. Comme quoi, nous ne sommes pas des révolutionnaires avec le couteau entre les dents ! (Non mais cela on le savait. Ils sont aux ordres, alignés sur "l'agenda social" imposé par Macron. - LVOG)

Si le Medef refuse, et oublie ce que le dialogue social a permis d'acquérir pour les entreprises et leur compétitivité, nous ferons sans lui. (...) (Merci pour eux, au moins on sait à qui il profite et pourquoi vous y participer, vous êtes un agent du patronat, CQFC ! - LVOG)

Liberation - Cela fait deux mois que vous avez pris la tête de FO avec une transmission difficile. Comment ça va ?

Pascal Pavageau - Bien. Notre congrès a été, c'est vrai, atypique : jamais le rapport d'activité d'un sortant n'a été aussi mal voté [50,54 %] et jamais une résolution générale proposée par un entrant n'avait fait 99 %. Cela me confère un mandat unanime et une responsabilité très forte. (Autrement dit, il n'existe aucun courant au sein de FO opposé à la politique de collaboration de classes qui contribue à la liquidation de nos droits et du syndicalisme, au moins cela a le mérite d'être clair. En réalité, ce n'est pas nouveau... - LVOG)

Liberation - Vous invitez Mailly à quitter FO ?

Pascal Pavageau - Non. Je l'invite à faire un choix car il existe une forme d'incompatibilité dans ses nouvelles fonctions [il est membre d'Alixio, société de conseil de Raymond Soubie, ex-conseiller social de Nicolas Sarkozy]. Liberation.fr 03.07 (Compatible avec l'appartenance au PS, comme Blondel et leurs prédécesseurs et les 99 % qui ont voté la résolution générale présentée par la "nouvelle" direction de FO. - LVOG)

[Espèce en voie de disparition. Comment ils fabriquent les schizophrènes de demain dès le plus bas âge.](#)

- Alerte aux écrans "nounous" - franceculture.fr 30.06.2017

Télévision, smartphone, tablette... Ces écrans qui ont envahi notre quotidien risquent d'entraver le développement du cerveau des jeunes enfants. 44% des enfants de moins de 3 ans utilisent régulièrement des écrans interactifs (étude de l'association française de pédiatrie ambulatoire)

Dans une tribune relayée par Le Monde le mois dernier (cahier Sciences et médecine du 31 mai), des médecins et professionnels de la petite enfance donnaient l'alerte : selon eux, l'exposition "massive et précoce" des jeunes enfants aux écrans est devenue "un enjeu de santé publique majeur". Ces professionnels de terrain font état de graves troubles "semblables à ceux du spectre autistique", une formule qui fait débat dans la communauté médicale. La référence à l'autisme est-elle appropriée ? Les spécialistes trancheront. Les professionnels de santé s'accordent en revanche sur le fait que l'exposition aux écrans n'est pas anodine sur les jeunes enfants, dont le cerveau est en plein développement.

"Ces 5 dernières années, explique le dr Anne Lise Ducanda , médecin de PMI à Viry-Châtillon (Essonne), les enseignants nous demandent de voir de plus en plus d'enfants qui présentent des retards de développement, des troubles du comportement, et des troubles du spectre autistique". franceculture.fr 30.06.2017

Autisme : Détachement de la réalité extérieure, la vie mentale du sujet étant occupée tout entière par son monde intérieur. Égocentrisme, introversité. L'autisme est l'attitude mentale propre aux schizophrènes. (Le Grand Robert de la langue française)

J'ai lu dans un autre article qu'ils avaient mis au point des applications pour des enfants dès l'âge d'1 an, c'est dingue ! Là c'est directement la structure mentale qui sera atteinte, c'est très grave. Schizophrène à 1 an, vous imaginez la suite, la société transformée en asile d'aliénés profonds et incurables.

En complément. Dégénérescence programmée ou eugénisme.

- Perturbateurs endocriniens : «Les pouvoirs publics doivent poursuivre leurs efforts» - Liberation.fr 03.07

Alors que l'agence sanitaire Santé publique France a publié mardi un bulletin sur le lien entre ces substances chimiques et la santé reproductive, le chercheur Bernard Jégou pointe le manque de données disponibles. Liberation.fr 03.07

[Ils osent tout. Leur humanisme est la politesse des salauds ou quand les barbares oeuvrent à votre bien-être.](#)

- Climat : six grands fonds souverains s'engagent à Paris dans la lutte contre le changement climatique - franceinfo 07.07

L'objectif est de mieux Six fonds souverains pesant ensemble plus de 3 000 milliards de dollars (Norvège, Nouvelle-Zélande, Qatar, Arabie saoudite, Koweït, Emirats arabes unis), réunis vendredi à Paris, ont décidé de s'engager pour la lutte contre le changement climatique, a annoncé Emmanuel Macron, vendredi 6 juillet.

Si la finance reste tournée vers la spéculation à court terme, avec une trop forte concentration des profits, elle mourra. Si l'économie reste fondée sur les énergies fossiles, nous mourrons. A travers cette initiative, nous dirigeons l'économie vers la

bonne direction. C'est pour cela qu'a été inventée la finance. Ici nous reconstruisons la finance, car nous reconstruisons la confiance et ce but commun", a déclaré Emmanuel Macron. franceinfo 07.07

Totalitarisme mondial.

Appel à la délation.

- Le gouvernement lance un dispositif de pré-plaintes en ligne pour lutter contre les actes racistes et antisémites - Le HuffPost 06.07

- Paris a besoin d'"alternance", estime Castaner - Reuters 03.07

Paris a besoin d'"alternance" et d'un "nouveau souffle", a déclaré lundi le délégué général de La République en marche (LaRem), Christophe Castaner, une pierre jetée dans le jardin de la maire socialiste de la capitale, Anne Hidalgo. Reuters 03.07

Quand l'impérialisme français décide qui doit gouverner au Mali.

- Mali: le pouvoir actuel "pas à la hauteur des enjeux", juge Jean-Jacques Bridey (LREM) - AFP 03.07

Jean-Jacques Bridey, président de la commission de la Défense de l'Assemblée, a estimé lundi que le "pouvoir actuel" malien "n'est pas à la hauteur des enjeux", au lendemain d'une attaque contre des soldats français de l'opération Barkhane à Gao. AFP 03.07

Boycott !

- Nouvel album de RSF pour la liberté de la presse - AFP 04.07

Les portraits surdimensionnés de l'artiste JR s'affichent dans le nouvel album de Reporters sans frontières. En vente à partir de jeudi, ce 58e album contribuera à financer les actions de l'association de défense de la liberté de la presse, une liberté de plus en plus menacée selon RSF. AFP 04.07

V- La justice néozélandaise confirme: Kim Dotcom est extradable aux Etats-Unis - AFP 05.07

La justice néo-zélandaise a confirmé jeudi que Kim Dotcom pouvait être extradé aux Etats-Unis où il est accusé de piratage en ligne, un énorme coup dur pour le fondateur de Megaupload.com soupçonné de pillage à échelle industrielle. AFP 05.07

- L'UE gèle son aide à la Moldavie à la suite d'un scrutin municipal - Reuters 4 juillet 2018

L'Union européenne a dit mercredi qu'elle avait gelé un programme d'aide de 100 millions d'euros à destination de la Moldavie, Bruxelles estimant que la manière dont a été contesté le résultat d'un scrutin municipal à Chisinau, la capitale du pays, était contraire aux principes démocratiques.

L'UE estime que la Moldavie n'a pas rempli les préconditions nécessaires au déboursement de son aide, à savoir le respect aussi bien des mécanismes démocratiques que de l'état de droit.

"Cette appréciation se fonde sur les derniers événements politiques en Moldavie dont, en particulier, la décision de la Cour suprême de justice du 25 juin sur l'invalidation des résultats électoraux à Chisinau", déclare l'UE dans un communiqué.

"Le versement de la première tranche dans le cadre du programme d'assistance macro-financière a de ce fait été suspendu." Reuters 4 juillet 2018

- Nicaragua: chaîne humaine pour le départ d'Ortega après des affrontements dans le nord - AFP 04.07

Des milliers de Nicaraguayens ont formé mercredi une chaîne humaine sur la route de Managua à Masaya pour demander le départ du président Daniel Ortega et la fin de la violence, qui a fait un mort mardi dans des affrontements entre opposants et forces de l'ordre dans le nord du pays. AFP 04.07

- Equateur: l'ancien président Correa dénonce le mandat d'arrêt comme un "complot politique" - AFP 04.07

L'ancien président de l'Equateur Rafael Correa a dénoncé mercredi "un complot politique" derrière le mandat d'arrêt délivré à

son rencontre mardi par la justice équatorienne, dans un entretien accordé à l'AFP à Bruxelles où il vit depuis 2017.

La justice équatorienne a lancé mardi un mandat d'arrêt contre l'ancien président, au pouvoir de 2007 à 2017, et a saisi Interpol en l'accusant d'avoir commandité une tentative d'enlèvement d'un opposant, Fernando Balda, en 2012.

"Je suis mis en cause dans une affaire sans aucune preuve, sur la base du témoignage d'un policier qui a passé sept heures la veille avec le procureur en apprenant sa leçon, disant que le président l'a appelé pour lui demander d'enlever Balda", s'est défendu l'ancien président.

"Il y a une feuille de route déjà tracée. Ils veulent m'impliquer dans ce procès, j'insiste, pour que je ne puisse pas retourner dans mon pays avant huit, dix ans", a-t-il ajouté.

Rafael Correa a également déclaré que lui et ses avocats "n'ont pas exclu" la possibilité de demander l'asile politique en Belgique.

Pendant son mandat, ce dernier avait lancé des réformes, augmenté les dépenses sociales, réduit les profits des compagnies pétrolières et suspendu certains paiements de dettes qu'il considérait comme illégitimes.

Depuis son élection l'année dernière, Moreno n'a cessé de démanteler l'héritage de gauche de Correa, faisant des ouvertures au monde des affaires et à la droite politique. AFP 04.07

- Contre l'Iran et le Venezuela, Trump obtient de Riyad une augmentation de la production de pétrole
- Sputnik 1 juil. 2018

Donald Trump a fait savoir qu'il avait convaincu le roi d'Arabie saoudite d'augmenter la production de pétrole et ce, pour isoler davantage l'Iran et le Venezuela dont les économies reposent en grande partie sur les ventes d'or noir.

Le président américain Donald Trump déploie toute son énergie à exercer la plus forte pression possible sur l'Iran et le Venezuela, cibles privilégiées de ses attaques verbales et économiques. Multipliant les sanctions pour faire plier ces deux pays, le locataire de la Maison Blanche a fait savoir le 30 juin que le roi Salmane d'Arabie saoudite avait accepté sa demande d'augmenter la production de pétrole. Dans un tweet, il a écrit : «Je viens de parler avec le roi Salmane d'Arabie saoudite et lui ai expliqué que, en raison des tensions et dysfonctionnements en Iran et au Venezuela, je demande que l'Arabie saoudite augmente la production de pétrole, peut-être de 2 millions de barils, pour combler la différence. Les prix sont trop hauts ! Il est d'accord.»

L'agence de presse officielle saoudienne a précisé le 30 juin que l'appel téléphonique entre Donald Trump et le roi Salmane avait été initié par le président américain et que les deux hommes avaient évoqué «la nécessité de faire des efforts de façon à préserver la stabilité du marché du pétrole et la croissance de l'économie mondiale». Les deux dirigeants ont aussi parlé «des efforts des pays producteurs pour combler les éventuelles insuffisances dans les approvisionnements», selon la même source saoudienne.

Le cartel et ses alliés sont liés depuis fin 2016 par un pacte de limitation de la production pour faire remonter les cours du brut. Ce qui a, semble-t-il, fonctionné puisque le baril de Brent est passé d'environ 50 dollars fin 2016 à plus de 80 dollars en mai 2018.

Le président américain a régulièrement critiqué l'Opep ces dernières semaines, l'accusant de ne pas agir. «J'espère que l'Opep va augmenter son débit de manière significative. Il faut garder les prix bas !», avait-il notamment tweeté le 22 juin. En avril, il avait accusé le cartel de maintenir des prix «artificiellement très élevés». Sputnik 1 juil. 2018

- Trump à son équipe : pourquoi ne pas envahir le Venezuela ? - Liberation.fr 4 juillet 2018

Le 10 août 2017, une réunion se tenait à la Maison Blanche pour évoquer la situation du Venezuela de Nicolás Maduro, la risque d'instabilité régionale et un éventuel renforcement des sanctions contre le régime chaviste et ses dirigeants. A la fin de la rencontre, révèle ce mercredi l'agence AP, Donald Trump aurait interpellé ses conseillers : pourquoi ne pas simplement envahir le Venezuela et déposer Maduro ?

Cette suggestion, ajoute AP, qui s'appuie sur le récit anonyme d'un haut responsable de l'administration, aurait stupéfié les officiels présents, dont le secrétaire d'Etat, Rex Tillerson, et le conseiller à la sécurité nationale, H.R. McMaster, qui ont, quitté le navire depuis. Pendant un échange d'environ cinq minutes, le général McMaster et d'autres auraient tenté d'expliquer au Président les risques liés à une telle intervention.

Pas découragé pour autant, Donald Trump, le lendemain, avait brandi publiquement la menace d'une «action militaire» au Venezuela. S'attirant aussitôt les foudres de Maduro et de son entourage, ravis de pouvoir dénoncer l'impérialisme yankee. Liberation.fr 4 juillet 2018

Liste non exhaustive...

Propagande de l'Empire.

- Attentat déjoué en France : l'Iran dénonce une machination - euronews

Un couple de Belges d'origine iranienne a été arrêté à Bruxelles, soupçonné de vouloir commettre un attentat contre l'opposition iranienne en France. Dans leur voiture, la police belge a saisi 500 grammes d'explosifs et un mécanisme de mise à feu. euronews

- L'UE lance une procédure d'infraction contre la Pologne - euronews

La Commission européenne estime que la nouvelle loi polonaise sur l'organisation des juridictions de droit commun ne respecte pas les traités européens. euronews

- Le cinéaste ukrainien Sentsov, emprisonné en Russie, dans un état "très grave" - AFP

Le cinéaste ukrainien Oleg Sentsov, emprisonné en Russie pour "terrorisme", se trouve dans un état "très grave" au cinquantième jour de sa grève de la faim, a annoncé lundi son avocat. AFP

- Dans le sud syrien, des déplacés échoués près d'une frontière fermée - AFP

Avec sa femme enceinte, Ayman al-Homsi a fui le pilonnage du régime dans le sud syrien. Il se retrouve face à une frontière fermée... AFP

- Yémen: plus de 50 morts en deux jours, les Houthis se renforcent à Hodeida - AFP

Plus de cinquante personnes, dont des civils, ont été tuées en deux jours de bombardements au sud de la ville de Hodeida, dans l'ouest du Yémen, où les rebelles ont renforcé leurs positions défensives, ont indiqué mardi des sources militaires, hospitalières et des témoins. AFP

- En Indonésie, la morale fait exploser le sida chez les homosexuels - Liberation.fr

Human Rights Watch a enquêté sur les conséquences sanitaires et sociales du harcèlement de la communauté LGBT. Liberation.fr

- Nicaragua: la CIDH visite les prisonniers d'Ortega - AFP

Aux cris de "Liberté et justice !" hurlés par les familles de détenus impliqués dans le soulèvement populaire contre le président Daniel Ortega, une délégation de la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH) a été accueillie lundi à la prison de sécurité maximale... AFP

- Washington "ne reconnaît pas" l'annexion de la Crimée par la Russie - AFP

La Maison Blanche a martelé lundi que les Etats-Unis ne reconnaissent pas l'annexion de la Crimée par la Russie...AFP

Règlements de compte.

- Le député Thierry Robert inéligible pour ne pas avoir payé ses impôts - leparisien.fr 06.07

L'élection du député Modem de la Réunion a été invalidée par le Conseil constitutionnel. Il est inéligible pour trois ans. leparisien.fr 06.07

- Au Pakistan, l'ex-Premier ministre condamné à dix ans pour corruption - Libération 06.07

C'est un coup dur porté contre l'ex-Premier ministre pakistanais, mais aussi à son parti, la PML-N, à moins de trois semaines des élections générales. Libération 06.07

Tous les peuples se révoltent.

- France. Les kinés dans la rue pour une «reconnaissance» de leur métier - Liberation.fr 06.07
- Environ 2 000 kinésithérapeutes ont manifesté jeudi devant le ministère de la Santé à Paris à l'appel de plusieurs syndicats. Liberation.fr 06.07
- Haïti : graves violences après l'annonce de la hausse importante des tarifs de carburants - leparisien.fr 06.07
- Bosnie: un cadavre et une révolte citoyenne inédite depuis 2014 - AFP 06.07
- Colombie: manifestations contre les assassinats de leaders sociaux - AFP 06.07

Stratégie du chaos et de la déstabilisation, du renversement de régimes.

- Les Moujahiddines du Peuple appellent à renverser le régime iranien - Réseau Voltaire 2 juillet 2018

Environ 4 000 personnes, principalement venues d'Europe de l'Est, ont participé tous frais payés au meeting annuel des Moujahiddines du peuple à Paris.

Commandés par Maryam Radjavi, les Moujahiddines du Peuples ont successivement été un parti politique iranien marxiste, une armée privée iraquienne au service de Saddam Hussein, une « organisation terroriste » selon les États-Unis et l'Union européenne, et désormais des « combattants de la Liberté » [1].

Ils revendiquent un nombre incalculable d'attentats meurtriers en Iran.

Disposant d'un soutien sans faille de la CIA depuis les années 80, ils invitent annuellement à Paris-Villepinte quelques personnalités internationales, généralement grassement rémunérées. Les orateurs de cette année, présentés par des journalistes comme Alex Taylor, comprenaient :

- Rudy Giuliani, avocat de Donald Trump et ancien maire de New York
- Newt Gingrich, ancien speaker de la Chambre US des représentants
- Bill Richardson, ancien ambassadeur US aux Nations unies
- Michael Mukasey, ancien attorney general des États-Unis
- Louis Freeh, ancien directeur du FBI et membre de l'Opus Dei
- Général George Casey, ancien chef d'état-major interarmes US
- Stephen Harper, ancien Premier ministre canadien
- Philippe Douste-Blazy, ancien secrétaire général adjoint des Nations unies et ministre français
- Rama Yade, ancienne ministre française
- Bernard Kouchner, ancien ministre français et cofondateur de Médecins sans frontières et de Médecins du monde.

(Quelle brochette d'ordures ! - LVOG)

De nombreuses personnalités représentaient également l'Arabie saoudite, la Jordanie et les jihadistes syriens.

Profitant de la concomitance avec les manifestations anti-gouvernementales en Iran, les orateurs ont appelés à « renverser le régime ».

Si certainement les Moujahiddines du Peuple participent à toute action anti-gouvernementale en Iran, ils ne sont pas à l'origine des manifestations actuelles. Celles-ci sont d'abord une réaction contre l'effondrement du niveau de vie et, dans certains cas, contre les restrictions d'eau ou encore des questions de sécurité. Réseau Voltaire 2 juillet 2018

Médecins du monde qu'on retrouve comme partenaire de l'ONG SOS Méditerranée, une simple coïncidence, mais non, mais non, Kouchner n'a jamais été impliqué dans aucune opération de type changement de régime, sauf peut-être en France...

Israël : Etat terroriste.

- Quand Israël créait un groupe terroriste pour semer le chaos au Liban - Investig'Action 22.06.2018

Dans les années 1979-1982, le gouvernement israélien a créé au Liban une organisation qui a commis de très nombreux attentats terroristes. Dans son livre, Rise and Kill First : The Secret History of Israel's Targeted Assassinations le chroniqueur militaire israélien Ronen Bergman revient, entre autres, sur cet épisode qui reste largement occulté.

Des choses terribles ont été faites avec le soutien de Sharon. J'ai soutenu et même participé à quelques-unes des opérations d'assassinats effectuées par Israël. Mais là nous parlons d'extermination de masse, juste pour tuer et pour semer le chaos et l'effroi chez les civils. Depuis quand envoyons-nous des ânes chargés de bombes dans des marchés pour qu'ils explosent?

Ainsi s'exprime un agent du Mossad cité dans *Rise and Kill First : The Secret History of Israel's Targeted Assassinations*, du journaliste israélien Ronen Bergman.

Source : <https://www.investigaction.net/fr/41036/>

[Dossier sur la Syrie.](#)

Syrie. La prise de position de l'AFP, un regret, un appel en faveur des barbares.

- Syrie: reprise des raids dans le sud après l'échec des pourparlers Russie/rebelles - AFP 5 juillet 2018

- Face à l'offensive du régime dans le sud, la communauté internationale se révèle, une nouvelle fois, impuissante. AFP 5 juillet 2018

Et les mauvaises nouvelles s'enchaînent...

A défaut de preuves, ils brodent, ils spéculent, ils fabulent, il ne leur reste que l'arme de la suspicion...

En revanche je dois rectifier une information erronée que j'avais publiée à partir d'un article dont l'auteur était mal visiblement informé, et je n'avais pas pris la précaution de la vérifier. J'avais indiqué que les armes au chlore n'étaient pas incluses dans les armes chimiques, ce qui était faux.

Un internaute - "Les armes au chlore sont des "armes chimiques" ".../... ce type d'armes fait l'objet d'une interdiction par une convention entrée en vigueur en 1997, par laquelle les pays signataires s'interdisent leur utilisation et promeuvent leur destruction .../..." https://fr.wikipedia.org/wiki/Arme_chimique "

- Pas de gaz innervant mais un usage possible de chlore dans une attaque à Douma selon l'OIAC - AFP vendredi 06 juillet

L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a indiqué vendredi n'avoir pas trouvé de preuve de l'usage de gaz innervant lors de l'attaque commise dans la ville syrienne de Douma en avril, mais les traces d'un possible recours au chlore.

Une équipe d'enquêteurs de l'organisation basée à la Haye a effectué plus d'une centaine de prélèvements sur sept sites à Douma quand ils avaient pu accéder aux lieux, plusieurs semaines après l'attaque du 7 avril dernier.

"Les résultats montrent qu'aucun agent innervant organophosphoré, ou leurs résidus, n'ont été détectés", indique l'organisation dans un rapport préliminaire.

"En plus des résidus d'explosifs, différents composés chlorés ont été trouvés", a-t-elle cependant ajouté.

"Le travail visant à établir la signification de ces résultats est en cours", a ajouté l'OIAC. Il s'agit de déterminer si les traces détectées peuvent être le signe d'une source active de chlore, dont la présence dans l'environnement n'est pas naturelle.

Des médecins et secouristes avaient indiqué qu'une quarantaine de personnes avaient été tuées dans l'attaque, la plupart dans un immeuble sur le toit duquel avait atterri un cylindre.

L'équipe d'enquêteurs travaille toujours à la "localisation du cylindre" et à sa "provenance", a encore indiqué l'OIAC.

L'attaque sur la Douma, imputée aux forces gouvernementales syriennes par les Occidentaux, et à la suite de laquelle des témoignages avaient fait état du recours au gaz sarin, avait déclenché des frappes de Washington, Paris et Londres contre des installations du pouvoir syrien et un pic de tensions diplomatiques avec son allié russe.

L'équipe d'enquêteurs de l'OIAC n'avait pu accéder aux lieux de l'attaque que le 21 avril, alors qu'elle était arrivée en Syrie le 14.

La Russie a été accusée à plusieurs reprises par les Occidentaux d'entraver l'accès des inspecteurs de l'OIAC à Douma, des accusations qu'elle a rejetées avec véhémence en les qualifiant de "sans fondement". Elle a accusé les secouristes syriens,

les "casques blancs", d'avoir mis en scène une attaque chimique. AFP vendredi 06 juillet

Rappel.

- Le 8 avril, les troupes syriennes qui inspectaient Al-Shimona près de Douma ont trouvé une usine artisanale de Jaysh al-Islam qui fabriquait des substances chimiques. Des agents de chlore de fabrication allemande et des équipements spéciaux ont également été découverts. A Istanbul, un journaliste de l'opposition, [nom indistinct], a mis sur sa page Twitter une vidéo montrant prétendument la zone de l'incident, probablement filmée par les Casques blancs. Un individu inconnu y est montré à côté d'une bombe artisanale comportant un produit chimique, et qui aurait frappé la chambre d'un immeuble à Douma. Tout cela était accompagné de commentaires sur une autre attaque chimique du régime contre des civils. Le fait que ce soit une mise en scène ne fait aucun doute. La trajectoire de la bombe présumée est inconcevable. Cette bombe a supposément frappé la maison, perçant un toit, et naturellement, calmement, serait tombée sur un lit en bous, sans même endommager ce lit. Une bombe peut-elle tomber sur un lit en bois sans l'endommager ?! Clairement, elle avait été placée là pendant la préparation de la mise en scène. (Quelques jours plus tard on apprendra que la soi-disant bombe était intacte, pas déformée par l'impact sur le toit du bâtiment sur lequel elle serait tombée, Allah fait des miracles ! source : Iside Syria Media Center 13 avril 2018 - LVOG

Pourtant, ce qui n'est pas examiné est le fait qu'un nombre important d'armes chimiques a été découvert en novembre-décembre 2017 sur le territoire syrien qui avait été libéré des terroristes. Sur les sites de stockage d'al-Zakhariya et d'al-Afafir dans la province de Hama, vingt conteneurs d'une tonne chacun ont été découverts. Plus de 50 munitions contenant des produits chimiques toxiques ont été trouvées. À Tal-Adli, dans la province d'Idleb, 24 tonnes de produits chimiques toxiques ont été découvertes et on pense que c'est du chlore. Dans la région d'Al-Servita, province d'Idlib, un complexe industriel a été trouvé pour la synthèse de diverses substances toxiques. 54 munitions chimiques ont été trouvées avec 44 conteneurs chimiques, et ceux-ci pourraient être utilisés pour la fabrication de substances toxiques. (L'ambassadeur russe auprès des Nations Unies, Vassily Nebenzia - Le Grand Soir 11 avril 2018)

- Un habitant de la province syrienne d'Idlib a fait savoir que les terroristes du Front al-Nosra avaient acheminé une vingtaine de bidons contenant du chlore dans un village de la région, a indiqué le Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit en Syrie dans un communiqué diffusé mardi. Sputnik 13.02.2018

- La République arabe syrienne réaffirme qu'elle ne dispose d'aucune arme chimique, quelle qu'elle soit, y compris le chlore toxique, et qu'elle réitère sa condamnation de l'usage d'armes chimiques en tout lieu, à n'importe quel moment et en toutes circonstances ; tout comme elle réaffirme sa volonté de coopération illimitée avec l'OIAC afin de s'acquitter de ses obligations inscrites dans la Convention sur l'interdiction des armes chimiques, de leur stockage ainsi que de leur utilisation. (Bachar al-Jaafari - Délégué permanent de la Syrie auprès des Nations Unies - Le Grand Soir 11 avril 2018)

Autre nouvelle qui va encore exaspérer un peu plus les va-t-en-guerre.

- Libération rapide du Sud de la Syrie - Réseau Voltaire 5 juillet 2018

L'armée arabe syrienne, appuyée par l'aviation russe, poursuit sa libération du Sud de la Syrie de Daesh et d'Al-Qaïda, en application du paragraphe 5 du memorandum sur les zones de désescalade [1].

Selon les Nations unies, près du tiers de la population de la région concernée aurait fui les combats et se serait massée aux frontières jordanienne et israélienne qui restent toutes deux closes, mais laissent passer de l'aide humanitaire.

Les forces armées US et Israël laissent entendre qu'un accord serait intervenu avec la Russie prévoyant le retrait des forces pro-iraniennes à 80 kilomètres de la ligne de démarcation israélo-syrienne. C'est faux.

En réalité, les forces armées US appliquent enfin les instructions du président Trump de ne plus soutenir Daesh et d'Al-Qaïda (même lorsque certains de ses combattants se réclament de l'Armée syrienne libre). Elles conservent cependant, « sans droit ni titre », leur base militaire d'Al-Tanf.

Israël, qui avait tissé de nombreux liens avec les groupes armés de la région et les avait publiquement soutenus, ne peut aujourd'hui continuer de le faire sans entrer en confrontation directe avec la Russie. Tsahal, qui avait aidé Al-Qaïda à chasser les Casques bleus de la Force des Nations unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD), s'est donc également retiré et réclame le retour au statut de 1974 qu'il avait lui-même violé.

Les forces pro-iraniennes qui étaient présentes dans la région étaient soit des soldats du Hezbollah, qui quittent le champ de bataille syrien depuis la libération de la Ghouta orientale, soit des miliciens afghans, qui ne sont plus indispensables pour appuyer l'armée arabe syrienne.

Les choses rentrent donc naturellement dans l'ordre.

La propagande occidentale parvient à créer la confusion sur les événements à partir de deux oublis : - Elle présente Deraa comme le « berceau de la révolution syrienne », alors que le général saoudien Anwar Al-Eshki a publiquement admis avoir pré-positionné des armes dans la ville (mosquée al-Omari) avant la manifestation qui déclencha les événements, le vendredi 18 mars 2011 (jour de prière musulmane). Le slogan qui domina alors était « Allah, Syrie, liberté ! » ; étant entendu que « liberté » ne doit pas être interprété au sens politique occidental mais dans celui de « liberté d'appliquer la charia ».

- Elle ne mentionne pas l'appartenance des groupes armés du Sud du pays à Daesh et Al-Qaïda, laissant les opinions publiques les assimiler à des contestataires, de simples « rebelles ».

[1] "Memorandum on the creation of de-escalation areas in the Syrian Arab Republic", Voltaire Network, 4 May 2017. Réseau Voltaire 5 juillet 2018

Confirmation.

- La Défense russe annonce un accord sur la cessation des hostilités à Deraa - Sputnik 07.07

Les leaders des groupes armés de la province syrienne de Deraa ont convenu de mettre un terme aux hostilités et de remettre leurs armes, relate un bulletin d'information du ministère russe de la Défense.

«À la suite des négociations entre la médiation du Centre russe pour la réconciliation et les dirigeants des formations armées dans la province de Deraa, des accords sur les questions suivantes ont été conclus: cessation des hostilités et début de la remise des armes lourdes et moyennes dans toutes les localités sous le contrôle des formations armées», selon le texte.

En outre, d'autres accords ont été également conclus, dont le règlement du statut des membres de l'opposition, l'évacuation de ceux qui ne veulent pas abandonner leur statut de combattants avec les membres de familles vers la province d'Idlib, la reprise des missions des autorités publiques syriennes dans les localités ainsi que le retour chez eux des réfugiés de la frontière avec la Jordanie.

Les troupes gouvernementales syriennes ont atteint la frontière avec la Jordanie dans le gouvernorat de Deraa et ont repris le contrôle d'un tronçon de près de six kilomètres, avait précédemment indiqué un correspondant de Sputnik en Syrie. Selon lui, c'est le succès des négociations de la partie russe avec des bandes armées illégales contrôlant cette partie de la frontière qui a permis à l'armée syrienne de reprendre le contrôle de la zone. Sputnik 07.07

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Mexique

- Mexique: Lopez Obrador amène pour la première fois la gauche au pouvoir - AFP 02.07

Andrés Manuel Lopez Obrador a remporté dimanche une victoire historique à la présidentielle mexicaine, amenant la gauche au pouvoir pour la première fois dans un pays miné par la corruption et une vague de violences sans précédent.

La troisième tentative aura été la bonne pour Lopez Obrador, surnommé "AMLO" -ses initiales-, qui a obtenu plus de 53% des voix, selon les estimations officielles.

L'ancien maire de Mexico devance de plus de trente points le jeune conservateur Ricardo Anaya, à la tête d'une coalition de droite et de gauche, et Jose Antonio Meade, du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), le parti au pouvoir, très loin derrière, en troisième position.

La gauche obtient également un succès régional sans précédent au moins six postes de gouverneurs sur les neuf en jeu, avec son parti, le Mouvement de régénération nationale (Morena).

Pour la première fois, une femme, Claudia Sheinbaum, scientifique de 56 ans et fidèle de "AMLO", dirigera la capitale et ses plus de 20 millions d'habitants.

Avec ses alliés, Lopez Obrador, qui prendra ses fonctions en décembre prochain, obtiendrait la majorité à l'Assemblée, avec au moins 250 sièges de députés. Plus de 18.000 mandats, dont 128 sénateurs, étaient également en jeu.

Il s'agit d'un "ouragan national", commentait sur la chaîne Televisa le politologue Jesus Silva Herzog Marquez.

Tout au long de la campagne, la violence a été au coeur des débats, mais elle a aussi touché de nombreux candidats ou militants sur le terrain.

Le processus électoral est déjà considéré comme "le plus sanglant" de l'histoire du Mexique, avec au moins 145 assassinats d'hommes politiques - dont 48 candidats ou pré-candidats -, selon le cabinet d'études Etellekt.

Dimanche, au moins deux militants ont été abattus, un militante du Parti des Travailleurs (PT, opposition) dans l'Etat du Michoacan (ouest), et un autre du PRI, dans l'Etat de Puebla (centre).

Plus de 200.000 personnes ont été tuées dans le pays depuis 2006 et lancement de la guerre contre le narcotrafic à l'aide de l'armée.

"AMLO" a promis d'éradiquer la pauvreté qui alimente ces violences et de ramener la paix sociale dans le pays. AFP 02.07

Chine

- Chine : un nouveau pistolet laser peut détruire une cible à 1 km de distance - LeParisien.fr 2 juillet 2018

Cette nouvelle arme du futur est un pistolet laser assez puissant pour détruire une cible à près de 1 km, rapporte le South China Morning Post.

Selon le quotidien, le projet a été développé par l'Institut d'optique et de mécanique de précision de l'Académie chinoise des sciences à Xi'an, dans le nord-ouest du pays.

La société chinoise ZKZM Laser a entrepris la production de cette arme hors normes : elle produit un faisceau d'énergie invisible qui peut traverser les objets et provoquer une carbonisation instantanée de la peau et des tissus humains.

Cette arme, qui ressemble à un AK-47, pèserait près de trois kilos et aurait une portée de 800 mètres minimum. Elle peut également être montée sur des véhicules. Elle est censée être alimentée par une batterie rechargeable au lithium capable de tirer 1 000 coups par charge.

Le pistolet laser ZKZM-500 est pour le moment classé comme « non-létal » mais une gamme particulière pourrait être produite pour les tireurs d'élite et les unités commandos. Son coût de production serait de 100 000 yuans (environ 13 000 euros).

Les chercheurs ont déclaré que sa fréquence invisible et le fait de ne produire aucun son donneraient un avantage crucial pour masquer le lieu d'où serait menée une attaque. LeParisien.fr 2 juillet 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Russie

- Des milliers de Russes manifestent dans tout le pays contre la réforme des retraites - francais.rt.com 02.06

A l'appel des syndicats et partis d'opposition, les Russes ont manifesté en masse contre le projet de relèvement de l'âge de départ à la retraite. La côte de popularité du président a pâti de l'annonce de ce projet.

Des milliers de Russes ont manifesté, le 1er juillet, dans des dizaines de villes contre le projet de relèvement progressif de l'âge de départ à la retraite de 60 à 65 ans pour les hommes et de 55 à 63 ans pour les femmes. Des seuils inchangés depuis 1932. Ils répondaient aux appels de la Confédération du travail de Russie, de la Fédération des syndicats indépendants, du parti communiste, des partis Russie juste, labloko et LDPR (nationaliste) ainsi que de l'opposant Alexeï Navalny. Les rassemblements et marches de protestation se sont déroulés sans incident notable et n'ont pas donné lieu à des arrestations.

A Moscou, où se déroulait le même jour la rencontre entre la Russie et l'Espagne, en huitièmes de finale de la Coupe du monde de football, les quatre rassemblements prévus ont été interdits. Résignés à ne pas obtenir d'autorisation avant la fin de la

compétition, le 15 juillet, les syndicats ont déposé un préavis pour le 18 juillet, veille de l'examen en première lecture du texte de la réforme.

Plusieurs catégories de travailleurs, en particulier ceux du rail et de la métallurgie, mais aussi les forces armées et la police, ne sont pas concernées par cette réforme. Le gouvernement estime que le projet de loi permettra d'augmenter les pensions de 1 000 roubles (14 euros) par an et de sauver le régime actuel de retraite par répartition.

Départ à la retraite à 65 ans, espérance de vie : 66 ans

En Russie, l'espérance de vie des hommes est de 66 ans et celle des femmes de près de 76 ans. Après une chute spectaculaire en 1991, année du démantèlement de l'Union soviétique, elle s'est peu à peu redressée. L'allongement de l'espérance de vie est l'une des priorités de l'action du gouvernement, selon les engagements pris par le président Vladimir Poutine, peu avant sa réélection le 18 mars 2018.

Lors des consultations tripartites (gouvernement, employeurs, syndicats) qui ont précédé la présentation du projet de loi, plusieurs options auraient été envisagées. Selon Tatiana Stanovaïa, présidente du Centre des technologies politiques, une des plus importantes organisations indépendantes d'analyse politique russes, citée par le quotidien Vedomosti, le gouvernement a sciemment proposé la variante la plus dure pour laisser de la marge à une négociation et permettre au président d'apparaître en modérateur, en dernier recours.

En attendant, selon le dernier sondage de l'Institut Fom, publié le 29 juin, sa cote de popularité est tombée de 62% à 48% depuis l'annonce de ce projet auquel, selon le même institut, 86% des personnes âgées de 31 à 60 ans sont opposées. En ce qui concerne l'approbation de l'action du gouvernement ou la confiance dans le président et le premier ministre, un autre institut, VTsIOM, avance des chiffres différents, mais les deux sociétés de sondages estiment que les dirigeants du pays ont atteint le niveau de confiance le plus bas depuis cinq ans. francais.rt.com 02.06

ECONOMIE

Etats-Unis

- Contre l'Iran et le Venezuela, Trump obtient de Riyad une augmentation de la production de pétrole - francais.rt.com 02.06

Donald Trump a fait savoir qu'il avait convaincu le roi d'Arabie saoudite d'augmenter la production de pétrole et ce, pour isoler davantage l'Iran et le Venezuela dont les économies reposent en grande partie sur les ventes d'or noir.

Le président américain Donald Trump déploie toute son énergie à exercer la plus forte pression possible sur l'Iran et le Venezuela, cibles privilégiées de ses attaques verbales et économiques. Multipliant les sanctions pour faire plier ces deux pays, le locataire de la Maison Blanche a fait savoir le 30 juin que le roi Salmane d'Arabie saoudite avait accepté sa demande d'augmenter la production de pétrole. Dans un tweet, il a écrit : «Je viens de parler avec le roi Salmane d'Arabie saoudite et lui ai expliqué que, en raison des tensions et dysfonctionnements en Iran et au Venezuela, je demande que l'Arabie saoudite augmente la production de pétrole, peut-être de 2 millions de barils, pour combler la différence. Les prix sont trop hauts ! Il est d'accord.»

Selon l'AFP, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) avait avalisé le 23 juin avec ses partenaires [un groupe de 24 pays qui assurent plus de 50% de la production mondiale d'or noir], parmi lesquels la Russie, le principe d'une hausse de la production de pétrole. Selon Riyad et Moscou, cela représenterait une hausse d'«un million de barils par jour», ce qui répondrait à la hausse attendue de la demande mondiale.

L'agence de presse officielle saoudienne a précisé le 30 juin que l'appel téléphonique entre Donald Trump et le roi Salmane avait été initié par le président américain et que les deux hommes avaient évoqué «la nécessité de faire des efforts de façon à préserver la stabilité du marché du pétrole et la croissance de l'économie mondiale». Les deux dirigeants ont aussi parlé «des efforts des pays producteurs pour combler les éventuelles insuffisances dans les approvisionnements», selon la même source saoudienne.

Le cartel et ses alliés sont liés depuis fin 2016 par un pacte de limitation de la production pour faire remonter les cours du brut. Ce qui a, semble-t-il, fonctionné puisque le baril de Brent est passé d'environ 50 dollars fin 2016 à plus de 80 dollars en mai 2018.

Le président américain a régulièrement critiqué l'Opep ces dernières semaines, l'accusant de ne pas agir. «J'espère que l'Opep va augmenter son débit de manière significative. Il faut garder les prix bas !», avait-il notamment tweeté le 22 juin. En avril, il avait accusé le cartel de maintenir des prix «artificiellement très élevés».

Donald Trump a exhorté les alliés des Etats-Unis à mettre fin à tous les achats de pétrole iranien, menaçant de sanctionner les pays qui ne réduiraient pas leurs importations de pétrole iranien à «zéro» d'ici le 4 novembre.

En ce qui concerne le Venezuela, les sanctions économiques renforcées par l'administration Trump ont participé au déclin de sa production d'or noir. francais.rt.com 02.06

On aurait pu classer cet article dans la rubrique politique.

[Haut de page ↗](#)

Le 10 juillet 2018

CAUSERIE ET INFOS

● Causerie au format pdf (15 pages)

Les documents de la page d'accueil du portail permettent de comprendre la situation. J'ai sélectionné les meilleurs parmi ceux parvenus à ma connaissance, il doit en exister bien d'autres. On est vraiment informé ou instruit, cela change la donne en notre faveur, si on sait exploiter cette opportunité, mais je crains malheureusement qu'on en soit incapable pour d'obscures prétextes de nature dogmatique ou par ignorance tout simplement.

Deux scoops.

1- IBM va "encore licencier 900 personnes à la fin de l'année pour ensuite embaucher des jeunes sur une filiale qui est gérée par la convention Syntec moins intéressante que la métallurgie, les jeunes sont payés 2000€", je tiens cela d'une ex-salariée d'IBM, dont je ne peux pas révéler l'identité.

2- J'ai reçu un courriel de Syrie.

- "Il y a eu un long débat, ici en Syrie, pour savoir comment agir avec les réfugiés.

Avant l'élection présidentielle du 3 juin 2014, la plupart des gens pensaient que les réfugiés étaient contre la République. Mais après, ils ont évidemment changé d'avis.

Au cours des derniers mois, les autorités syriennes, notamment le président du Conseil des ministres et le ministre des Affaires étrangères, ont multiplié les déclarations à la presse arabe appelant les réfugiés à revenir. Ces déclarations sont ignorées par la presse occidentale et du Golfe.

Je reviendrais sur cet aspect des choses dans un prochain article.

Cordialement"

Inutile de préciser l'identité de l'auteur de ce courriel, vous l'avez sans doute reconnu.

Ce qui est troublant, c'est qu'on peut avoir des échanges loyaux ou cordiaux avec des personnes qui ne partagent pas forcément nos idées, mais cela s'avère quasiment impossible avec des militants avec lesquels on est censé combattre pour la même cause, à leur place je me poserais de sérieuses questions.

Et puis, si vous croisez des Syriens, vous pourrez toujours leur suggérer de retourner en Syrie sans craindre de passer pour un raciste, à moins que vous préféreriez qu'on vous accuse d'être les complices de ceux qui font tout pour faire monter le racisme, à vous de voir... Etes-vous ou non sous influence, telle est la question.

Le capitalisme a réussi à pourrir les conditions d'existence des classes moyennes qui n'en peuvent plus.

C'est bon signe, à condition toutefois de savoir l'exploiter, c'est toujours pareil.

On a évoqué ce facteur à plusieurs reprises dans des causeries. Sous un régime capitaliste agonisant personne n'est épargné,

hormis peut-être la vermine, les prédateurs qui trônent au sommet de la société et qui sont condamnés à vivre comme des parias.

On est amené à subir, à partager les conséquences de la dégénérescence de la société quel que soit notre statut social.

Voyager en avion est devenu un cauchemar nous dit-on, rentabilité et crise du capitalisme oblige, où l'on s'aperçoit que sa conception de la démocratie coïncidait avec la généralisation de la médiocrité à tous les niveaux de la société au point de la rendre nauséabonde, détestable, insupportable.

La question à l'ordre du jour est donc de trouver les moyens pour en changer ou procéder à un changement de régime, ce qui passe par l'alliance politique des couches les plus évoluées de la classe ouvrière et des classes moyennes. C'est cette alliance qui fut à l'origine du développement du mouvement ouvrier, des révolutions à partir du milieu du XIXe siècle. Aujourd'hui, les membres des classes moyennes ont le choix entre adopter aveuglément la politique ultra libérale et réactionnaire de Macron ou rejoindre consciemment le combat du prolétariat révolutionnaire pour en finir avec le capitalisme et ses institutions, je dirais même mieux, en prendre la direction comme ce fut le cas au XIXe siècle et au début du XXe.

Nous ne devons pas assimiler les membres des classes moyennes à des nantis ou des privilégiés car ils paient très chers leur statut supérieur au reste de la société, seuls l'oligarchie, les banquiers, les milliardaires ou multi millionnaires, les rentiers doivent être qualifiés ainsi. Les membres des classes moyennes sont des travailleurs comme les autres, qui souvent travaillent encore plus que les ouvriers ou les employés ou doivent consentir de lourds sacrifices pour mériter les avantages qui leur sont accordés par les capitalistes.

Certes, ils bénéficient d'un niveau de vie supérieur qui se traduit par un confort relatif, mais c'est tout, pour tout le reste ils sont logés à la même enseigne que les autres travailleurs, quand ils se déplacent, quand ils font appel à un service, quand ils font leurs courses. Bref, dès qu'ils sortent de chez eux, ils subissent les mêmes pressions, les mêmes désagréments, ils connaissent les mêmes angoisses, ils doivent supporter les mêmes paroles ou gestes, comportements déplacés, vulgaires, violents que le reste de la population, en quelque sorte leur condition est pire que celle des ouvriers ou des employés dans la mesure où ils ne peuvent même pas profiter des avantages dus à leur statut sans que quelque chose ou quelqu'un vienne leur pourrir littéralement l'existence ou leur rappeler que la société est entrée dans une phase décadente ou de régression sociale dont les conséquences sont insupportables pour tous.

Vu sous cet angle, nous partageons le même sort abominable ou cauchemardesque que nous a réservé le capitalisme, Macron et son gouvernement. Pour bien faire, il faudrait rédiger un appel en leur direction qui partirait de cette trame. Vous comprendrez qu'il n'est pas en mon pouvoir de réaliser cette tâche, qui devrait revenir à un parti ouvrier.

Quand on vous dit que l'argent ne fait pas le bonheur mais y contribue, en lisant l'article ci-dessous on est en droit d'en douter fortement.

- Tahar Ben Jelloun - L'horreur du voyage - Le Point.fr 08.07

L'écrivain décrit l'enfer des voyages dans les transports en commun et dans les avions à l'heure où ils se sont démocratisés pour tous.

Par Tahar Ben Jelloun

Il est révolu le temps où voyager était un plaisir, une joie et une fête. On rêvait de voyage, on s'y préparait, on s'habillait comme si on se rendait à une invitation. Aujourd'hui, le voyage, ou plus précisément le transport, est devenu un cauchemar. Que ce soit avec des compagnies low cost ou régulières. Tout le monde prend l'avion. Ça s'est beaucoup démocratisé. Tant mieux. Les hommes sont en short, exhibant leurs biceps tatoués, sac au dos et téléphone coincé entre l'oreille et l'épaule, les femmes dans des jeans pleins de trous collant au corps, les yeux rivés sur leur iPhone.

Pourquoi les aéroports sont-ils devenus des centres de tension, de stress et de difficultés en tout genre ? Cela commence avec le taxi, le RER ou le train. Avec de la chance, on arrive à réserver un taxi. Il faut prévoir des embouteillages à cause des nombreux travaux lancés simultanément dans tout Paris par la maire qui veut nous faire croire qu'elle s'occupe de la capitale. Quand on veut utiliser les transports en commun, la galère est également au rendez-vous. Retard, grève, incident sur la voie, wagons pleins à craquer, arrêt au milieu d'un tunnel pour un problème technique, etc.

Une fois arrivé à l'aéroport commence le parcours du combattant. La queue pour enregistrer les bagages. Attention de ne pas dépasser les kilos autorisés. S'informer avant. Carte d'embarquement en main, en avant le circuit de la sécurité. On fait des zigzags comme des scouts. Ceux qui sont plus chanceux passent par la file privilège.

Rituel absurde

La sécurité est un rituel absurde et sans aucun effet. Depuis 2001, aucun agent de sécurité n'a arrêté un terroriste (en dehors du

gars aux baskets compensés). Les terroristes frappent quand ils veulent et où ils veulent. Peut-être qu'ils ne prennent pas l'avion ; comme tout le monde sait, ils ont le mal de l'air. Tout enlever : ceinture, chaussures, montre, veste, chapeau, rien dans les poches ; se débarrasser de la bouteille d'eau ou la boire alors qu'on n'a pas soif ; rien dans les mains. Depuis quelque temps, les agents scrutent nos mains au cas où elles auraient été en contact avec des explosifs. On passe. On est fouillé, palpé. Avec ce rituel, on est là depuis une petite heure. Tout dépend de l'aéroport, de sa densité, de sa rationalité, de son organisation.

Ensuite, il faut passer la police des frontières. La queue est immense. Sur la douzaine de guichets, seuls quatre sont ouverts. C'est le moment de la pause déjeuner. Les agents de police ont bien le droit de s'absenter pour aller manger. C'est ce qu'on se dit. Ou bien c'est ainsi et il n'y a pas d'explication.

Chercher la porte d'embarquement. Surveiller l'écran au cas où le numéro de porte change. Cela arrive souvent. La voix de l'hôtesse qui annonce les départs est incompréhensible. Faire attention à ses affaires. Envie de pisser. Ah, les toilettes sont en bas. Il faut prendre l'ascenseur. Elles sont fermées. Bouchées. Il faut aller à l'autre bout du hall. Là, il faut faire la queue. Miracle, l'avion part à l'heure. Fausse joie. Il faut compter 40 minutes de retard. L'appareil vient juste d'arriver. Le temps de faire le ménage et d'embarquer les gens, il faut bien 40 minutes.

Triomphe

L'embarquement commence. L'hôtesse regarde votre bagage cabine. Il ne passe pas. Pourtant, à l'enregistrement, l'autre hôtesse a mis une bande sur le bagage : « Approved cabin bagage ». Non, il faut le laisser. Vous le récupérez à l'arrivée. Mais mon ordinateur est dedans, je dois travailler... Vous résistez.

Dans l'avion, vous arrivez parmi les derniers. Il n'y a plus de place pour votre valise cabine. L'hôtesse vous engueule avec un air triomphant. Je vous l'avais bien dit ! Vous vous séparez de votre petite valise. Vous serrez autant que possible les fesses. Impossible d'ouvrir un journal. Vous êtes condamné à voyager comme une pauvre sardine écrasée de partout, la tête gagnée par un début de nausée.

Pas de turbulence durant le vol, mais deux familles avec des bébés qui n'ont pas cessé de pleurer durant toute la durée du voyage. Vous avez faim. Les sandwichs de la compagnie low cost sont infectes. Le vôtre est dans la petite valise, laquelle a été mise dans la soute malgré vos protestations. Comme dans le train d'avant, les passagers sortent leur repas et cassent la croûte en buvant de la bière. Le voisin rote. Vous vous bouchez le nez. On est bientôt arrivé ! Le Point.fr 08.07

Permettez-moi de vous dire monsieur Tahar Ben Jelloun, que nous nous sommes bouchés le nez en lisant votre dernier paragraphe ! Que vous ayez eu hâte de boucler votre article, on veut bien l'admettre, mais cela ne vous autorisait pas à témoigner votre mépris envers des membres des classes inférieures à la vôtre. Si leur présence vous incommode, vous n'avez qu'à voyager en 1er classe ou à voyager seul ou encore à vous installer sur une île déserte. La prochaine fois, faites-leur donc part de vos observations, je suis sûr qu'ils apprécieront...

[Croire ou savoir ?](#)

- Pourquoi fuient-ils? par William Blum - Mondialisation.ca 06 juillet 2018

L'exode massif actuel des populations d'Amérique centrale vers les États-Unis, avec les histoires quotidiennes à la une des journaux sur les nombreux enfants séparés de leurs parents, signifie qu'il est temps de rappeler à mes lecteurs une fois de plus l'une des principales causes de ces migrations de masse périodiques.

Ceux qui, aux États-Unis, sont généralement opposés à l'immigration se font un point d'honneur de déclarer ou d'insinuer que les États-Unis n'ont aucune obligation légale ou morale d'accueillir ces Latinos. Ce n'est pas vrai. Les États-Unis ont en effet l'obligation parce que beaucoup d'immigrants, en plus de fuir la violence liée à la drogue, fuient une situation économique dans leur pays d'origine directement rendue désespérée par la politique interventionniste des États-Unis.

Ce n'est pas que ces gens préfèrent vivre aux États-Unis. Ils préfèrent rester avec leur famille et leurs amis, pouvoir parler leur langue maternelle en tout temps et éviter les difficultés que leur imposent la police américaine et autres politiciens de droite. Mais chaque fois qu'un gouvernement progressiste arrive au pouvoir en Amérique latine ou menace de le faire, un gouvernement sincèrement engagé dans la lutte contre la pauvreté, les États-Unis aident à réprimer le mouvement et/ou soutiennent la droite et l'armée du pays dans la mise en place d'un coup d'État. Ce fut le cas au Guatemala, au Salvador, au Mexique, au Nicaragua et au Honduras.

L'exemple le plus récent est le coup d'État de juin 2009 (défendu par la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton) qui a évincé le modérément progressiste Manuel Zelaya du Honduras. L'augmentation particulièrement importante de la migration hondurienne vers les États-Unis au cours des dernières années est le résultat direct du renversement de Zelaya, dont le crime était d'augmenter le salaire minimum, d'accorder des subventions aux petits agriculteurs et d'instituer la gratuité de l'éducation.

C'est une histoire fréquente en Amérique latine : Les masses opprimées finissent par porter au pouvoir un dirigeant déterminé à renverser le statu quo et à deux siècles d'oppression... et peu après, les militaires renversent le gouvernement démocratiquement élu, tandis que les Etats-Unis – sinon le cerveau du coup d'Etat – ne font rien pour l'empêcher ou pour punir le régime issu du coup d'Etat, comme seuls les Etats-Unis peuvent le faire ; pendant ce temps, les officiels de Washington prétendent être très contrariés par cet « affront à la démocratie » tout en apportant un soutien majeur au nouveau régime (1). Le retour à la pauvreté qui en résulte s'accompagne de violences de la part du gouvernement et de la droite contre ceux qui remettent en question le nouveau statu quo, ce qui incite davantage à fuir le pays.

Discours prononcé par William Blum au Left Forum à New York, le 2 juin 2018.

Extrait. Nous sommes tous d'accord, je pense, que la politique étrangère américaine doit être changée et que, pour y parvenir, il faut changer l'esprit – sans parler du cœur et de l'âme – du public américain. Mais quel est, selon vous, le principal obstacle à un tel changement ?

Chacun d'entre vous, j'en suis sûr, a rencontré de nombreuses personnes qui soutiennent la politique étrangère américaine, avec qui vous avez eu des discussions sans fin. Vous avez beau souligner une horreur après l'autre, du Vietnam à l'Irak en passant par la Libye, des bombardements et des invasions à la torture. Et rien n'y fait. Rien ne les émeut.

Pourquoi ? N'ont-ils pas de conscience sociale ? Sont-ils simplement stupides ? Je pense qu'une meilleure réponse est qu'ils ont certaines idées préconçues. Consciemment ou inconsciemment, ils ont certaines croyances au sujet des États-Unis et de leur politique étrangère, et si vous n'abordez pas ces croyances, c'est comme si vous parliez à un mur de pierre.

La plus fondamentale de ces croyances, je pense, est la conviction profonde que peu importe ce que les États-Unis font à l'étranger, peu importe à quel point cela peut paraître mauvais, peu importe l'horreur qui peut en résulter, le gouvernement des États-Unis agit avec de bonnes intentions. Les dirigeants américains peuvent faire des erreurs, ils peuvent se tromper, ils peuvent mentir, ils peuvent même, à de nombreuses occasions, causer plus de mal que de bien, mais leurs intentions sont louables. Leurs intentions sont toujours honorables, et même nobles. La grande majorité des Américains est certaine.

Françes Fitzgerald, dans sa célèbre étude des manuels scolaires américains, a résumé le message contenu dans ces livres : « Les États-Unis ont été une sorte d'Armée du Salut pour le reste du monde : tout au long de l'histoire, ils n'ont fait que dispenser des aides aux pays pauvres, ignorants et malades. Les États-Unis ont toujours agi de façon désintéressée, toujours pour les motifs les plus élevés ; ils ont donné, jamais pris. »

Et les Américains se demandent vraiment pourquoi le reste du monde ne peut pas voir à quel point l'Amérique a été bienveillante et dévouée. Même de nombreuses personnes qui prennent part au mouvement anti-guerre ont du mal à se débarrasser d'une partie de cet état d'esprit ; elles marchent pour stimuler l'Amérique – l'Amérique qu'elles aiment et adorent et en qui elles ont confiance – elles marchent pour remettre cette noble Amérique sur le chemin de la bonté.

Beaucoup de citoyens tombent sous le coup de la propagande du gouvernement américain qui justifie ses actions militaires aussi souvent et aussi naïvement qu'un Charlie Brown tombant pour le football de Lucy.

Le peuple américain ressemble beaucoup aux enfants d'un patron de la mafia qui ne savent pas ce que leur père fait dans la vie, et ne veulent pas savoir, mais ils se demandent pourquoi quelqu'un vient de lancer une bombe incendiaire à travers la fenêtre du salon.

Cette croyance fondamentale dans les bonnes intentions de l'Amérique est souvent liée à l'« exceptionnalisme américain ». Voyons à quel point l'Amérique a été exceptionnelle. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont :

Tenté de renverser plus de 50 gouvernements étrangers, dont la plupart avaient été élus démocratiquement.

Lâché des bombes sur la population de plus de 30 pays.

Tenté d'assassiner plus de 50 dirigeants étrangers.

Tenté de réprimer un mouvement populiste ou nationaliste dans 20 pays.

Se sont ingérés de manière flagrante dans les élections démocratiques d'au moins 30 pays.

Ont mené le monde sur le chemin de la torture ; non seulement celle pratiquée directement par les Américains sur les étrangers, mais aussi en fournissant des équipements de torture, des manuels de torture, des listes de personnes à torturer et en dispensant des conseils en torture délivrés par des enseignants américains, en particulier en Amérique latine.

C'est quelque chose de tout à fait exceptionnel. Aucun autre pays de toute l'histoire ne se rapproche d'un tel record. Il est certainement très difficile de croire que l'Amérique agit avec de bonnes intentions.

La prochaine fois que vous vous heurtez à un de ces murs de pierre... demandez ce qu'il faudrait que les États-Unis fassent avec leur politique étrangère pour perdre leur soutien. Qu'est-ce qui constituerait pour cette personne la ligne à ne pas franchir, l'initiative de trop ? Il est fort probable que les États-Unis l'ont déjà prise.

Gardez à l'esprit que notre précieuse patrie cherche avant tout à dominer le monde. Pour des raisons économiques, nationalistes, idéologiques, chrétiennes, et pour d'autres raisons, l'hégémonie mondiale a longtemps été l'objectif final de l'Amérique. Et n'oublions pas non plus les puissants fonctionnaires du pouvoir exécutif dont les salaires, les promotions, les budgets – et leurs futurs emplois bien rémunérés dans le secteur privé – dépendent de la guerre sans fin. Ces dirigeants ne sont pas particulièrement préoccupés par les conséquences de leurs guerres pour le monde. Ils ne sont pas nécessairement mauvais, juste amoraux, à l'instar d'un sociopathe.

Prenons le Moyen-Orient et l'Asie du Sud. Les habitants de ces régions ont terriblement souffert à cause de l'intégrisme islamique. Ce dont ils ont désespérément besoin, ce sont des gouvernements laïques, qui respectent les différentes religions. De tels gouvernements ont été institués dans un passé récent. Mais quel a été leur sort ?

Eh bien, à la fin des années 1970 et pendant la majeure partie des années 1980, l'Afghanistan avait un gouvernement laïc qui était relativement progressiste, avec des droits complets pour les femmes, ce qui est difficile à croire, n'est-ce pas ? Mais même un rapport du Pentagone de l'époque témoignait de la réalité des droits des femmes en Afghanistan. Et qu'est-il arrivé à ce gouvernement ? Les États-Unis l'ont renversé, ce qui a permis aux talibans d'accéder au pouvoir. Alors, gardez cela à l'esprit la prochaine fois que vous entendrez un fonctionnaire américain dire que nous devons rester en Afghanistan pour le bien des femmes.

Après l'Afghanistan, il y a eu l'Irak, une autre société laïque, sous Saddam Hussein. Et les États-Unis ont également renversé ce gouvernement, et maintenant le pays a sa part de djihadistes et d'intégristes fous et sanglants ; et les femmes qui ne sont pas correctement couvertes courent parfois un risque sérieux.

Vint ensuite la Libye, un pays laïque, sous la direction de Mouammar Kadhafi, qui, comme Saddam Hussein, avait un côté tyrannique, mais qui pouvait, de manière importante, se montrer bienveillant et faire des choses merveilleuses. Kadhafi, par exemple, a fondé l'Union Africaine et a donné au peuple libyen le plus haut niveau de vie en Afrique. Donc, bien sûr, les États-Unis ont aussi renversé ce gouvernement. En 2011, avec l'aide de l'OTAN, nous avons bombardé le peuple libyen de manière presque quotidienne pendant plus de six mois.

Quelqu'un peut-il dire que dans toutes ces interventions, ou dans l'une d'entre elles, les États-Unis d'Amérique étaient animés de bonnes intentions ?

Quand nous attaquerons l'Iran, aurons-nous de bonnes intentions ? Aurons-nous à cœur le bien-être du peuple iranien ? Je vous suggère de garder de telles pensées à l'esprit la prochaine fois que vous aurez une discussion ou une dispute avec un Américain brandissant un drapeau... Mondialisation.ca 06 juillet 2018

L'auteur de cet article parle de " croyances " dans une Amérique vertueuse dont les dirigeants seraient animés de " bonnes intentions ", il évoque " la propagande du gouvernement américain " pour justifier sous de faux prétexte l'intervention américaine partout dans le monde, mais il ne met pas suffisamment l'accent sur l'essentiel : L'ignorance et l'insouciance, la frivolité en générale des Américains, leur niveau de connaissances médiocre, le contrôle pratiquement absolu des médias par l'oligarchie, le tout formant un cocktail toxique à haute teneur schizophrénique destiné à les éloigner de la réalité et leur faire gober n'importe quoi.

Les Américains ignoraient absolument tout de la situation réelle en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie, etc. et cela s'applique en fait à tous les peuples, y compris celui qui écrit ces lignes, car personne ne peut pas savoir précisément ce qui se passe dans près de 200 pays dans le monde, leur histoire, etc.

Les représentants ou les porte-parole de l'oligarchie usent et abusent du pouvoir dont ils disposent pour déformer et tronquer systématiquement la réalité ou interpréter la situation qui prévaut dans un pays, de sorte que le peuple adhère à sa politique, partant du principe qu'en demeurant dans l'ignorance de ce qui s'y passe réellement, le peuple sera privé des moyens qui lui permettrait de se livrer à sa propre analyse, ainsi, il ne pourra pas saisir les intentions inavouables qui sont à l'origine de la politique du gouvernement ainsi que ses véritables objectifs, donc il sera quasiment réduit à l'impuissance pour s'y opposer de manière cohérente et efficace.

Ils pratiquent la rétention d'informations à grande échelle de manière à maintenir les peuples dans l'ignorance, afin de pouvoir les manipuler plus facilement.

Aujourd'hui ce que les travailleurs ont le plus besoin, ce n'est pas qu'on leur assène une propagande ou des principes qui par ailleurs peuvent s'avérer excellents ou fort à propos dans certaines circonstances, mais qu'on les informe réellement pour qu'ils puissent se faire leur propre idée sur la situation, le fonctionnement et l'orientation de la société. Pourquoi est-ce si important ? Parce que dans le cas contraire, ils ne peuvent pas saisir notre discours qui justement part de la réalité (des faits) qu'ils ignorent, par conséquent il va forcément leur sembler surréaliste ou farfelu, il va leur apparaître en total décalage ou contradiction avec l'idée qu'ils se font de la réalité, ils ne pourront pas comprendre pourquoi nous nous y opposons ou nous affirmons qu'elle est déformée, erronée.

Les principes, c'est comme la théorie, ils n'interviennent qu'à l'issue d'un processus, ils sont en quelque sorte la conclusion d'un certain nombre d'expériences, d'études ou de travaux... Mais quand on ignore ce processus, quand on ignore ces expériences, etc. qu'est-ce qu'on peut tirer de principes ou d'une théorie ? Rien, on peut les adopter, mais on n'en tirera rien, on sera incapable de les exploiter, de les partager. C'est ainsi que les meilleures idées du monde ne servent strictement à rien.

Je pense donc je suis. (R. Descartes)

Quelques éléments de réflexion relevés dans l'introduction de l'édition Maspero de 1969 de Réforme sociale ou révolution ? de Rosa Luxemburg.

Argument (Marx) - L'effondrement inévitable du capitalisme

L'adrénaline des capitalistes, c'est la confiance dans la capacité du système économique à se développer et à produire du profit indéfiniment, à assurer l'expansion du marché mondial. Que cette confiance fasse défaut pour une raison ou une autre, c'est le krach, c'est tout le système qui s'effondre.

Mais ils ont trouvé le moyen de remédier à cette éventualité.

De nos jours les banques centrales interviennent en cas de crise pour éviter la chute du système économique ou la dislocation du marché mondial, détenues par des banques privées ou l'oligarchie, elles en ont le pouvoir puisqu'elles détiennent la planche à billets, en fabriquant et en injectant des liquidités en quantité illimitée dans l'économie, dès lors on assiste uniquement à une sorte d'effondrement contrôlé.

Mieux encore, quand les contradictions du système capitaliste atteignent leur paroxysme, c'est l'oligarchie financière elle-même qui décide de déclencher cet effondrement limité (bien qu'il puisse prendre une tournure planétaire) pour en contrôler les conséquences, et à l'arrivée pour renforcer son pouvoir au détriment des institutions politiques que par ailleurs elle contrôle également.

Les boursicoteurs professionnels, les spéculateurs véreux et autres tondeurs de coupons peuvent être rassurés, car même si un jour ils faisaient partie du lot des sacrifiés, ils ne se retrouveraient pas sur la paille pour autant, pour avoir diversifié leurs placements, seuls quelques inconscients ou imprudents ou encore mal conseillés ayant mis tous leurs oeufs dans le même panier se retrouveraient ruinés, sans que le système économique n'en soit ébranlé.

Les capitalistes ou l'oligarchie financière a donc acquis le pouvoir de contourner, de s'émanciper de cette contradiction du capitalisme, en recourant à un système mafieux digne des faux monnayeurs, en toute légalité ou impunité, puisque le pouvoir politique leur est soumis, acquis ou mieux, ils le détiennent.

Il ne faut donc pas compter sur ce facteur pour entraîner une crise révolutionnaire.

Argument (Marx) - Concentration croissante du capital.

Argument (Bernstein) - Il affirme au contraire que les petites entreprises non seulement survivent mais encore s'accroissent en nombre.

En réalité, la concentration croissante du capital n'a jamais cessé puisque les 10 oligarques les plus riches possèdent une fortune équivalente aux 48 pays les plus pauvres, et parallèlement le nombre de petites entreprises n'a cessé de croître également, soit qu'elles figurent parmi les sous-traitants de grandes ou moyennes entreprises comme une sorte d'ateliers ou de bureaux où est décentralisée une partie de leurs activités, certains secteurs de leur production, soit qu'elles servent à satisfaire des besoins locaux ou à l'essor et à la rentabilité limitée.

Donc le facteur de la concentration croissante du capital demeure plus valable que jamais, parce qu'il s'inscrit dans le cadre du processus dialectique qui est à l'origine du développement et du fonctionnement du capitalisme, il en est à la fois le moyen pour parer à la baisse tendancielle du taux de profit et l'ultime étape, c'est lui qui en détermine l'évolution au point que la survie du capitalisme en dépend.

Ce qui ne va pas sans conséquences politique, car à la concentration croissante du capital, donc à la concentration du pouvoir économique entre quelques mains, correspond ou doit correspondre la concentration du pouvoir politique également entre quelques mains, les mêmes ou les représentants de l'oligarchie au sein des Etats, des institutions, ce qui signifie que le monde est destiné à s'orienter vers une dictature mondiale de l'oligarchie. Et toute leur stratégie est orientée dans cette unique direction.

Argument (Bernstein) - Le rôle du crédit, comme facteur d'adaptation du capitalisme.

On a vu plus haut que ce facteur était depuis dépassé par un facteur autrement plus puissant : le contrôle de la monnaie, de la planche à billet, de la quantité d'argent en circulation, qui octroie à l'oligarchie financière un pouvoir quasi illimité.

Depuis 2008, les banques centrales ont fabriqué plus de 30.000 milliards de dollars pour sauver leur système économique en faillite, et éviter ainsi que les conséquences sociales qui en auraient découlé se traduisent par des révolutions. Ces quelque 30.000 milliards de dollars ont servi à réaliser cet effondrement contrôlé du capitalisme et à concentrer encore davantage le capital, à renforcer leur pouvoir.

On mesurera à quel point le mot d'ordre d'égalité ou d'une meilleure répartition des richesses est obsolète, puéril, stérile, contre-productif, tellement il est en totale contradiction avec l'évolution économique et politique qui est orientée dans une direction diamétralement opposée, par nécessité il est important de préciser et de ne jamais oublier, et non pour satisfaire uniquement la volonté de l'oligarchie de s'enrichir toujours davantage, ce qui se traduit par un degré d'inégalités si monstrueux qu'on ne pourrait sérieusement l'entamer, sauf à se satisfaire des miettes distribuées à certaines couches de travailleurs au détriment de l'immense majorité, ce qui ne correspond pas à notre engagement politique en faveur de l'ensemble des travailleurs, d'où la nécessité d'avancer le mot d'ordre de l'expropriation de l'oligarchie, les chasser du pouvoir et briser leur capacité de nuisance.

Seconde partie.

J'avais affirmé dans un ou plusieurs causeries qu'il ne fallait pas se diriger vers une grève générale à partir de revendications sociales, car elle aurait forcément un contenu politique dès le départ. En observant à quel point le pouvoir économique et politique se confond ou est détenu par les mêmes acteurs, je crois que les faits corroborent mon hypothèse.

Je crois même avoir écrit que je ne croyais plus possible une grève générale comme on en a connue autrefois du fait de l'atomisation croissante de la classe ouvrière... Soit elle prendrait immédiatement une tournure politique, soit elle serait insurrectionnelle dès le début, pour ne pas dire que ses mots d'ordre ou ses objectifs seraient politiques, viseraient directement l'Etat, les institutions, en ayant évidemment en toile de fond des revendications sociales.

Ce qui implique ou signifie que les masses ou plutôt certaines couches des masses parmi les plus avancées auraient fini par prendre conscience ou étaient parvenues à la conclusion que le régime en place était devenu incompatible avec la satisfaction de leurs besoins ou aspirations et qu'il fallait s'en débarrasser une fois pour toute, après avoir intégré l'expérience répétée une multitude de fois pendant de nombreuses décennies, que toutes les négociations n'avaient servi qu'à liquider leurs acquis sociaux, et qu'il s'était avéré inefficace de lutter pour faire reculer le gouvernement ou le patronat puisque toutes les mobilisations de masse s'étaient terminées par des échecs.

Cette hypothèse choquera sans doute les "marxistes" dogmatiques qui n'ont pas intégré les évolutions ou les transformations de la société et du capitalisme depuis un demi-siècle, et qui considéreront que c'est vouloir mettre la charrue avant les boeufs, on leur signalera au passage qu'ils ont été remplacés par des tracteurs depuis un certain temps déjà ou que la quantité s'est transformé en qualité ici comme ailleurs.

Un peu de la même manière que les travailleurs votent pour un parti, puis un autre, puis encore un autre, pour finir par se lasser et ne plus voter du tout, ce qui témoigne un début de maturité politique qui ne demande qu'à être confirmée ou orientée dans la bonne direction pour se concrétiser en terme d'action politique et d'organisation. Cela peut prendre un certain temps, plus long qu'on le souhaiterait, cela peut emprunter des chemins sinueux qu'on n'avait pas prévus, peu importe puisque l'on sait que tout retour en arrière est impossible, et que tout pas en avant dans la bonne direction les rapproche du moment où ils prendront conscience qu'il existe une issue politique à la crise du capitalisme et qu'ils en sont les principaux acteurs. Il faut donc être patient et les encourager à avancer dans cette voie, leur ouvrir le chemin qui mène à la prise du pouvoir.

On nous dira donc en substance, qu'on demande aux masses d'acquiescer un niveau de conscience politique qu'en théorie elles n'atteignent qu'au cours d'une révolution, avant que les conditions soient réunies pour qu'une révolution puisse avoir lieu, c'est tout à fait cela, compte tenu qu'elles auront expérimenté ou épuisé tous les recours ou moyens d'action possibles et imaginables et qu'à l'évidence c'est le seul qui reste à leur disposition et qu'elles n'ont pas essayé.

Alors, c'est bien parce que cela ne va pas de soi malgré tout qu'il faut les aider à avancer dans cette voie. On ne peut guère raisonnablement se fixer d'autres tâches et objectifs politiques, sous peine de se raconter des histoires ou de croire que les scénarios d'autrefois devraient se répéter à l'identique ou indéfiniment.

Quelques éléments de réflexion relevés dans l'introduction de l'édition Maspero de 1969 de Réforme sociale ou révolution ? de Rosa Luxemburg.

- une grève générale anarchiste ou une grève de masse à caractère politique...

- une grève de masse offensive et révolutionnaire...

- des masses jusqu'alors inorganisées se joignent à un mouvement révolutionnaire et en assurent le succès... - ce n'est pas l'organisation qui a créé la révolution, mais la révolution qui a produit l'organisation en de nombreux endroits : en pleine bataille de rues se créaient des syndicats et tout un réseau d'organisations ouvrières.

- Le parti doit - si l'on ose employer ce terme - coller au mouvement de masse ; une fois la grève spontanément déclenchée il a pour tâche de lui donner un contenu politique et des mots d'ordre justes. S'il n'en a pas l'initiative, il en a la direction et l'orientation politique. C'est seulement ainsi qu'il empêchera l'action de se perdre ou de refluer dans le chaos.

- un lien vivant et dialectique entre la grève économique et la grève politique. Dans une période révolutionnaire, il est impossible de tracer une frontière rigide entre les grèves revendicatives et les grèves purement politiques : tantôt les grèves économiques prennent un certain moment une dimension politique, tantôt c'est une grève politique puissante qui se disperse en une infinité de mouvements revendicatifs partiels.

- la révolution, c'est précisément la synthèse vivante des luttes politiques et des luttes revendicatives.

- ce n'est pas la révolution qui crée la grève de masse, mais la grève de masse qui produit la révolution. Mieux : révolution et grève de masse sont identiques.

- le processus révolutionnaire est un mouvement continu caractérisé précisément par une série d'actions à la fois politiques et économiques.

- l'idée importante que c'est l'action révolutionnaire elle-même qui est la meilleure école du prolétariat. Ce n'est pas la théorie ni l'organisation classique qui forment et éduquent le milieu et la classe ouvrière, c'est la lutte. Dans la lutte seule le prolétariat prendra conscience de ses problèmes et de sa force. Fin.

Il ne faut conserver de ces enseignements généraux de la lutte de classe, que ceux qui correspondent à notre époque. A savoir que lorsque les luttes revendicatives font face à un mur politique, l'objectif politique qu'on doit se donner ou fixer aux masses, c'est d'abattre ce mur politique, chasser Macron et liquider les institutions de la Ve République. Il se trouve que ce mur semble immuable, en effet, parce qu'on s'acharne à vouloir le franchir avec des moyens désuets (La révolution "par les urnes", "citoyennes", etc.) au lieu de se donner les moyens de l'abattre, encore faut-il se donner cet objet et l'affronter au lieu de chercher à le contourner, ce qui revient à s'en accommoder.

[Fraternité en famille ou quand un bouffon légitime la monarchie républicaine.](#)

- "Principe de fraternité": Mélenchon "épaté" par le Conseil constitutionnel - AFP 8 juillet 2018

Le chef de La France insoumise (LFI) Jean-Luc Mélenchon s'est dit dimanche "épaté" par le Conseil constitutionnel, qui a consacré vendredi comme "principe constitutionnel" la fraternité afin que l'aide désintéressée au "séjour irrégulier" des étrangers ne puisse être passible de poursuite.

"Moi qui n'aime guère les conseils constitutionnels d'une manière générale, je suis épaté, c'est le rappel d'un fondamental de l'identité républicaine", s'est réjoui M. Mélenchon lors du Grand Rendez-vous Europe 1-CNews-Les Echos. "L'identité républicaine c'est Liberté, on connaît, Egalité, et puis Fraternité. Quand on arrive à Fraternité on pense qu'on est dans un domaine de la métaphysique, ou des sentiments", mais "il faut rappeler quels sont les principes". AFP 8 juillet 2018

Gageons que Bernard Arnault et ses semblables soient de farouches partisans de "l'identité républicaine".

- Les 500 fortunes de France : Mais que font-ils de leur argent ? - Challenges 7 juillet 2018

Jamais la réussite de Bernard Arnault n'a été aussi impressionnante. En un an, le patrimoine de l'homme le plus riche de France s'est apprécié de 56 % et culmine à plus de 73 milliards d'euros ! Les familles Wertheimer ou Bettencourt-Meyers sont reléguées 33 milliards plus bas dans de France, quand l'an dernier le principal actionnaire de LVMH ne devançait son challenger que de 11 milliards...

Et pourtant, ces douze derniers mois n'ont pas valu que du bonheur à Bernard Arnault. Les Paradise Papers ont fait du patron fortuné leur tête de gondole : Le Monde du 9 novembre 2017 révélait ainsi que Nyn Park, une somptueuse propriété de 129 hectares trente kilomètres au nord de Londres et cachée par une société écran de Jersey, était en fait une de ses nombreuses propriétés (outre celles de Saint-Tropez, de Courchevel, d'une île aux Bahamas...).

Quelques mois plus tard, c'est Pièces à conviction de France 3 qui faisait grand cas du pavillon chypriote du yacht du PDG de LVMH et des montages fiscaux en Belgique de la multinationale... Pas de quoi redorer le blason des grandes fortunes, même au pays d'Emmanuel Macron. Challenges7 juillet 2018

En famille. Comment recouvrir les institutions de la Ve République d'un vernis démocratique à l'heure du totalitarisme.

- Macron devant le Congrès à Versailles : La France insoumise lance "une manifestation en ligne" - Franceinfo 8 juillet 2018

"On veut introduire en France la culture de la manif en ligne", explique Jean-Luc Mélenchon. Le chef de La France insoumise a annoncé dimanche 8 juillet, lors du "Grand Rendez-vous" Europe 1-Les Echos-CNews, que les députés de son groupe, qui boycotteront lundi le discours d'Emmanuel Macron devant le Parlement réuni en Congrès à Versailles, organiseront à cette occasion une "manifestation en ligne".

Alors que les parlementaires communistes ont décidé de faire référence à la Révolution française en prêtant "le serment de défendre une République démocratique" devant la salle du Jeu de paume avant d'assister lundi au discours présidentiel, Jean-Luc Mélenchon a révélé que les élus insoumis avaient une inspiration similaire. Franceinfo 8 juillet 2018

Antisocial. Quand l'AFP et France Info ou le SAV du monarque.

- Macron fixe son cap pour l'an II, avec une tonalité sociale - AFP 09.07

- Emmanuel Macron : "un nouveau contrat social" - franceinfo 09.07

L'agence de presse britannique Reuters a donné une interprétation de sa prestation diamétralement opposée.

- Loin d'un virage social, Macron annonce une amplification - Reuters 09.07

Ils osent tout.

- Stanislas Guerini (LREM): «Notre première année de mandat est fondamentalement sociale» - L'Opinion

En famille. Comment légitimer l'Union européenne.

L'essentiel c'est de participer aux élections européennes pour légitimer l'existence de l'Union européenne, tout le reste n'est que numéro d'illusionniste.

- « Les élections européennes doivent se faire sur une ligne très claire », déclare Coquerel - Publicsenat.fr 9 juillet 2018

La France Insoumise fera cavalier seul lors des prochaines élections européennes, sans le Parti communiste ou génération-s de Benoît Hamon.

Éric Coquerel, député de la France Insoumise de Seine-Saint-Denis, déclare qu'il sera « compliqué » pour son parti de faire des alliances lors des prochaines élections européennes.

« Je n'y peux rien s'il y a dispersion à gauche » réplique Éric Coquerel, député de la France Insoumise de Seine-Saint-Denis. « France Insoumise est l'opposition populaire, en tout cas du côté de notre espace progressiste, à Emmanuel Macron. Il y a d'autres forces qui veulent se présenter, mais pour l'instant, ce que je vois dans les sondages, c'est qu'on ne pèse pas tout à fait le même poids » analyse-t-il. « Ces élections européennes doivent se faire sur une ligne très claire, et c'est pour ça que je pense que ce sera compliqué de faire des alliances ».

Le plan A - plan B de la FI, sera valable pour les élections européennes. Le député rappelle que le Plan A consiste à négocier les traités, et que « si ça ne marche pas, il y a un plan B, qui est le fait d'au moins assurer de manière unilatérale les mesures que vous voulez voir appliquer ».

« Il faut rompre avec les traités. C'est ça qui identifie les listes France insoumise » conclut-il. Publicsenat.fr9 juillet 2018

Leur vieux monde craque de partout.

- Roumanie: le gouvernement obtient le limogeage de la cheffe du parquet anticorruption - AFP
- Démission de la ministre tchèque de la Justice deux jours avant le vote de confiance au gouvernement - AFP
- GB: le gouvernement en crise après la démission du ministre du Brexit - AFP
- Désaccords sur le Brexit: Theresa May perd deux poids lourds de son gouvernement - AFP
- Afrique du Sud: Un fils de Jacob Zuma inculpé pour corruption - Reuters

Propagande et fabrique du consentement.

- Flambée de violence au Nicaragua: 14 morts dans des affrontements - AFP
- La "marche solidaire" en soutien aux migrants arrive à Calais - AFP

Plusieurs centaines de bénévoles et citoyens engagés, rejoints par quelques migrants, arrivent à Calais, arrivée symbolique d'une "marche solidaire" pour les migrants, partie deux mois plus tôt de Vintimille à la frontière franco-italienne.

- Journalistes de Reuters accusés en Birmanie: refus de non-lieu, indignation internationale - AFP

Deux reporters birmans de l'agence de presse Reuters accusés d'"atteinte au secret d'Etat" pour avoir enquêté sur un massacre de musulmans rohingyas par l'armée se sont vu refuser lundi un non-lieu, Amnesty International dénonçant "une journée noire" pour la liberté...

La liberté, c'est l'esclavage. (G. Orwell)

- Autriche : 60 heures de travail par semaine ? - franceinfo 10 juillet 2018

Des journées à rallonge, jusqu'à 12 heures, installés à un poste de travail : voilà ce qui attend les travailleurs autrichiens. Selon une nouvelle loi, la durée légale reste à 8 heures par jour, mais la durée maximale autorisée passe de 10 heures à 12 heures par jour, soit une semaine théorique de 60 heures.

Les Autrichiens font déjà partie des Européens qui travaillent le plus, avec des semaines de 44 heures en moyenne. franceinfo 10 juillet 2018

Dites-moi si je me trompe, mais je crois que la législation est similaire en France, non ?

Une fake news dévoilée par leurs auteurs.

- Le mystère d'Amesbury. le «novichok» utilisé contre les Skripal est «extrêmement tenace» par Craig Murray - Mondialisation.ca, 09 juillet 2018

Les médias grand public semblent disposer d'une suite ininterrompue d'experts prêts à valider n'importe quelle propriété miraculeuse du «novichok», du moment qu'elle concorde avec la dernière théorie anti-russe du gouvernement. Hier soir, Newsnight a tiré de son chapeau un expert en armes chimiques pour nous dire que le « novichok » est « extrêmement tenace » et que par conséquent, celui qui a été utilisé contre les Skripal [puis jeté dans la nature] peut avoir gardé toute sa puissance, quelque part sous un buisson d'un parc.

Et pourtant, il y a seulement trois mois, nous avons eu cet exemple parmi des dizaines d'autres articles des médias grand public avec tous le même message, qui représentait la ligne officielle du gouvernement à ce moment :

« Le professeur Robert Stockman, de l'université de Nottingham, a dit que les traces d'agents innervants ne subsistaient pas. Il a ajouté, 'Ces agents réagissent au contact avec de l'eau en se dégradant, y compris avec la simple humidité de l'air, et donc au Royaume-Uni, ils auraient une durée de vie très limitée. C'est probablement la raison pour laquelle les rues de Salisbury ont été nettoyées au jet par précaution – cela aurait suffi à détruire l'agent. »

En fait, la dégradation du « novichok » sur la poignée de porte à cause de la pluie avait été donnée comme raison de la survie des Skripal. Mais comme aujourd'hui, les propriétés de l'agent doivent servir une nouvelle version, elles ont encore muté.

Ce n'est pas la première fois. Vous vous souvenez de l'époque où le Novichok était la plus meurtrière des substances, beaucoup plus puissante que le VX ou le sarin, et causait la mort en quelques secondes ? Mais, quand ces effets de l'agent ont dû changer pour s'adapter à la version gouvernementale de l'affaire Skripal, ils ont trouvé des scientifiques pour expliquer qu'en fait non, le « novichok » avait une action plutôt lente, n'était que graduellement absorbé par la peau, et n'était pas si létal que ça.

Les scientifiques sont intéressants à observer. Il semble qu'ils soient plus que prêts à se porter volontaires pour attribuer les propriétés qui servent le mieux les histoires les moins plausibles du gouvernement en échange d'un cachet pour leur intervention sur un média, 5 minutes de célébrité et l'espoir d'une subvention pour leurs recherches.

Selon le Daily Telegraph d'aujourd'hui, le malheureux Charlie Rowley est un héroïnomane enregistré, et si c'est vrai, le rasoir d'Occam suggère que c'est une explication bien plus plausible de son état actuel qu'un contact avec un agent innervant militaire inexplicablement tenace.

S'il est malgré tout vrai que deux attaques au « novichok » séparées ont été conduites à quelques kilomètres de chaque côté du laboratoire militaire de Porton Down, où du « novichok » est synthétisé et stocké à « des fins de tests », qu'est-ce que nous suggère le rasoir d'Occam sur la source de l'agent innervant ? C'est une question qu'aucun média grand public ne s'est posée.

Je suis un peu surpris par le tableau que les médias tentent de présenter sur Charlie Rowley et Dawn Sturgess, censément deux toxicomanes sans emploi et sans abri. Le Guardian et Sky News rapportent tous deux qu'ils étaient sans emploi, et pourtant Charlie vivait dans une maison toute neuve sur Muggleton Road à Amesbury, une zone assez chère. Selon Zoopla, les maisons y dépassent les 430 000 livres et les moins chères sont à 270 000 livres. Elles sont toutes très récentes et situées dans un nouveau lotissement résidentiel encore en construction.

Charlie Rowley and Dawn Sturgess ont tous deux des pages Facebook actives, et l'un des « Likes » de Charlie est un courtier hypothécaire, ce qui est logique étant donnée sa maison flambant neuve. Ils n'accordent pas de prêts hypothécaires à des toxicomanes sans emploi, et peu d'entre ces derniers habitent des zones résidentielles neuves. Au vu de leurs pages Facebook, Charlie et Dawn semblent tous deux très sociables, en particulier Dawn, qui compte de nombreux amis dans l'enseignement. Même si elle a été sans abri à une étape de sa vie, elle est clairement bien intégrée dans sa communauté.

Naturellement, aucun des reportages ne fait mention de l'agent du MI6 Pablo Miller, qui reste l'objet d'une notification D [une injonction gouvernementale faite aux médias de se taire sur un sujet pour « raisons de sécurité nationale », NdT]. Je me demande si Miller connaît Rowley et Sturgess, qui vivent dans la même bourgade ? Souvenons-nous que Salisbury peut bien être une ville, mais sa population ne s'élève qu'à 45 000 habitants.

La chose la plus importante est bien sûr que Charlie et Dawn recouvrent la santé. Mais hier soir, même à cette étape précoce, comme pour toute la saga Skripal, le message que les services de sécurité tentent de délivrer ne tient pas debout. L'intervention du journaliste Mark Urban dans Newsnight était tout simplement écoeurante ; il ne tentait même pas de cacher qu'il faisait de la propagande pour les services de sécurité, qui avaient dit à Urban (comme il l'a rapporté) que le téléphone de Loulia Skripal « aurait pu » être sur écoute des Russes et qu'ils « auraient même pu » écouter ses conversations à travers le microphone de son téléphone. C'était une « nouvelle preuve » que les Russes étaient derrière tout ça.

En tant qu'ancien ambassadeur britannique, je peux vous affirmer avec certitude que, de fait, les Russes auraient pu mettre Loulia sur écoute, mais que les services secrets britanniques l'ont assurément fait. Après tout, c'est leur travail, et des milliards de nos impôts sont affectés à ce type de surveillance. Si les mises sur écoute sont sérieusement présentées comme des preuves d'intentions meurtrières, le gouvernement britannique doit être très, très meurtrier.

Craig Murray est historien et activiste des droits de l'homme. Il a été ambassadeur du Royaume-Uni en Ouzbékistan.
Mondialisation.ca, 09 juillet 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 14 juillet 2018

CAUSERIE ET INFOS

Cette causerie a été réalisée sans tenir compte des infos de la veille.

La causerie de juin est disponible au format pdf, 111 pages... comme en mai !

Syrie. Deraa libérée des barbares du Front al-Nosra qualifiés de rebelles par l'AFP et les médias, Macron, etc.

C'est dommage, à cause de votre obscurantisme poussé à la limite du crétinisme, votre dogmatisme forcené, vous ne pourrez même pas partager la joie du peuple syrien, vous vous serez privés de cette victoire sur votre propre impérialisme.

Vous n'aurez pas tout perdu, vous pourrez toujours assister à la télévision au défilé militaire du 14 juillet sur les Champs-Élysées ! Les intéressés se reconnaîtront.

● Causerie au format pdf (25 pages)

[Adoptez le matérialisme dialectique.](#)

Il y a un truc que je ne comprends pas et que je voudrais bien qu'on m'explique.

Je viens d'un milieu ouvrier très pauvre, arriéré, sans aucun lien avec le mouvement ouvrier, réactionnaire, et malgré tout j'ai réussi à m'élever au niveau du socialisme il y a 42 ans sans qu'il y ait de révolution, je me demande encore comment ce miracle a pu se produire puisqu'on m'a toujours dit que c'était impossible que certaines couches des masses y parviennent. Je suis désolé de contredire ceux qui le prétendent, je suis l'exemple vivant qui démontre que c'est possible. Vous me direz que je suis l'exception qui confirme la règle. Attendez, je crois ne pas être le seul dans ce cas-là, alors la question est de savoir pourquoi nous ne sommes pas plus nombreux à y parvenir, non ?

Mais c'est peut-être mal poser la question.

Car, comment dire, disons la priorité ou l'essentiel n'est pas que des couches des masses exploitées parviennent au niveau du socialisme, mais plutôt qu'elles adoptent le matérialisme dialectique comme méthode pour interpréter la réalité. Pourquoi ?

Parce que le matérialisme dialectique n'est pas une idéologie, ce n'est pas une doctrine ou une théorie, encore moins un programme politique, c'est juste une méthode qui permet d'accéder au déroulement du processus ou au procédé qui fait appel à aux lois logiques qu'emprunte la matière, l'univers, la nature, les hommes et leur histoire, la société pour se transformer. Notre objectif devrait être de prendre conscience de ces lois logiques qui parcourent ou structurent l'ensemble du processus historique.

C'est une autre méthode pour les interpréter qui est basée sur une observation minutieuse, scientifique, de la réalité, des faits, qui permet à la fois de remonter à leurs origines et de déterminer les différentes phases de transformation par lesquelles ils sont passés, de sorte qu'on peut prévoir les orientations que pourrait prendre leur évolution dans l'avenir, donc par exemple sur le plan politique, pour déterminer une stratégie politique afin de parvenir à un objectif, sachant ou après avoir observé que les moyens existent véritablement pour y parvenir, dès lors évidemment qu'on est capable de les mettre en oeuvre, c'est là que les choses se compliquent considérablement !

Kant définissait la logique comme « la science des lois nécessaires de l'entendement et de la raison », Hegel comme « la science de l'Idée pure », pour Marx la logique était tout simplement le processus matériel qui se déroulait sous ses yeux, autrement dit il suffisait de l'observer pour en prendre connaissance, et d'en tirer des enseignements théoriques, pratiques et politiques en l'occurrence.

En comparant ces trois ou plutôt ces deux définitions de la logique, puisque les deux premières relevaient toutes deux de l'idéalisme et celle de Marx du matérialisme pour s'en tenir aux faits, on a là les deux modes de pensée qui peuvent exister, l'un sortie de la tête des hommes, l'autre s'en tenant strictement à la réalité matérielle.

Evidemment il faut concevoir que chacun de ces modes de pensée comportent des variantes, parce qu'ils peuvent être influencés par des éléments extérieurs objectifs ou subjectifs, ou tout simplement parce que les hommes n'accèdent pas au même niveau de conscience. Quand on veut progresser et ne pas perdre son temps, il est fortement conseillé de s'en remettre comme guide à ceux qui ont atteint les niveaux de conscience les plus élevés, y compris chez les penseurs ou philosophes idéalistes qui furent les précurseurs ou les voix de bien des représentations idéologiques.

La particularité et la puissance incomparable du matérialisme dialectique réside dans le fait qu'il ne se contente pas d'exposer mécaniquement des faits qui se produiraient indépendamment les uns des autres, il met en relief les liens ou les rapports qu'ils entretiennent ou dont procèdent la transformation de la société ou du monde, il prend en compte l'ensemble du processus historique depuis son origine de manière à ne rien laisser au hasard ou se perdre en spéculations hasardeuses, de sorte que son évolution prévisible apparaisse clairement sans un sens ou dans un autre, puisque le mouvement ou la vie ne sont constitués que de contradictions destinées à se résoudre indéfiniment selon les mêmes lois. C'est d'ailleurs pourquoi nous affirmons que la civilisation humaine n'est pas forcément éternelle, ou encore que jamais Marx n'a prédit que l'homme parviendra à se libérer des chaînes de l'exploitation de l'homme par l'homme ou du règne de la nécessité, il peut très bien en périr, tout comme il peut conquérir la liberté.

Depuis des lustres on entend parler de la pensée unique sans qu'on s'y soit vraiment attaqué en réalité, vous ne pensez pas que ce serait temps qu'on s'y mette sérieusement, non ?

Cette tâche qu'on devrait se fixer, qu'on devrait fixer à tous les travailleurs, présente l'avantage qu'eux seuls peuvent la réaliser librement et en tirer directement profit dans leur vie quotidienne. Car en commençant à interpréter sa condition d'une autre manière on en arrive à se poser une multitude de questions auxquelles on n'avait pas pensé auparavant, on progresse de manière fulgurante, plein d'obstacles sautent ou disparaissent, tout devient soudainement plus clair, et pour un peu plus rien ne nous retient de passer à l'action.

Répétons-le, cela n'a rien à voir avec de l'endoctrinement, avec l'adhésion à une théorie ou à un programme politique, il s'agit d'acquérir un instrument performant, le mieux adapté à l'accomplissement d'une tâche, comme le ferait n'importe quel ouvrier consciencieux, ni plus ni moins.

Il suffit de partir des faits et d'établir quels sont les rapports de cause à effet qui en sont à l'origine ou dont ils sont le produit, d'observer comment la quantité se transforme en qualité, le plus difficile étant de déterminer à quel moment précis cette transformation se réalise. C'est tout ? Oui, c'est tout. C'est simple alors ?

Pas du tout, parce qu'en réalité il existe une multitude d'éléments parasites qui vont nous empêcher de percevoir clairement ces rapports ou transformations, ceux qui nous ont induits en erreur jusque-là et qu'il va falloir discerner pour s'en débarrasser progressivement et continuer d'avancer. C'est frustrant ou décourageant !

Mais non voyons, on ne va pas s'attaquer à des choses complexes ou compliquées au départ ou dont on ignore tout ou presque, il faut procéder avec méthode, discipline et persévérance. Il faut commencer par l'appliquer à ce que nous vivons quotidiennement et qu'on est censé le mieux connaître, notre comportement, nos idées, nos propres expériences, notre condition, notre entourage, notre environnement, il y a de quoi faire avant de s'attaquer à des sujets spécifiques ou plus ardues. Soyons patient et résolu.

Qui, quoi, comment, dans quelle circonstance, pourquoi, en évitant toute interprétation, on va être amené à se poser une multitude de questions, il faudra explorer de nombreuses hypothèses sans a priori. On remet les compteurs à zéro et on reprend tout depuis le début. Et on ne revérifie tout, et on recommence aussi longtemps qu'on n'a pas trouvé de réponses satisfaisantes, cohérentes, qu'on peut justifier, argumenter, pour ensuite pouvoir les partager, car c'est aussi cela le but de la manoeuvre, sinon à quoi bon.

C'est cela la véritable école de la vie armée de cette méthode du matérialisme dialectique, et non d'apprendre des textes ou des formules, des principes par coeur comme on le rencontre le plus souvent chez les militants bornés, imbus de leur petite personne ou arrogant, dogmatiques, sclérosés ou séniles avant l'heure, parfois encore jeunes.

L'équilibre mental de nos enfants est en danger. Leur humanisme est la politesse des salauds...

- « les enfants n'ont pas forcément la distance critique vis-à-vis de ces écrans ». - publicsénat.fr 12 juillet 2018

Dépendances aux réseaux sociaux, exposition de sa vie privée... alors que 93 % des 12-17 ans possèdent un portable, certaines pratiques au quotidien peuvent se relever dangereuses pour les jeunes.

Pour Benoît Thieulin, ancien président du Conseil national du Numérique : «Il faut donc enseigner un code de bonne conduite aux enfants.» publicsénat.fr 12 juillet 2018

Ben voyons ! Ils savaient pertinemment ce qu'ils faisaient.

On connaît ce genre de discours, comme il faut enseigner un code de bonne conduite aux parents sans jamais imaginer qu'il faudrait plutôt changer de société pour que ce genre de situation n'existe pas, impensable.

Comme quoi on connaît par coeur leur rhétorique, voilà ce que j'ai lu dans un autre article publié la veille par le blog Les-Crises sur Facebook, en fait un article du Parisien publié le 19 mars 2018 : De façon générale, il y a un besoin d'éducation de la population pour comprendre la machinerie Facebook, ses algorithmes etc. Vaut mieux fuir Facebook, Twitter, etc.

Quand on fait commerce de tout comme le font ou permettent de le faire les réseaux numériques, on n'a plus de liberté. Quand tout le monde se met en scène, cela tue l'histoire, la dramaturgie, la poésie.

- Le nom de poème dramatique vient d'un mot grec qui signifie agir, pour montrer que la nature de ce poème consiste dans

l'action (Molière, la Critique de l'École des femmes)

Ce qui se passe en réalité, c'est que tout se traduit par l'effet inverse de celui recherché, un peu comme lorsqu'on se trompe de camp ou quand on brasse du vent en croyant être utile.

Quel paradoxe que de s'enchaîner davantage encore en cherchant à se libérer ! Quel paradoxe de vouloir exister et de se noyer dans la masse ! On n'a jamais été aussi proche du socialisme et on plonge dans la barbarie.

Un enfant est naturellement égocentriste à la naissance, puis très rapidement il fait la découverte ou l'expérience des rapports qui le lie au monde extérieur, ce qui le conduit à réfréner ce penchant et à adopter des rapports plus équilibrés avec son environnement, sans que ses propres besoins ne cessent d'être prioritaires à ses yeux, ce qui au passage en fera plus tard un jeune révolutionnaire face à une société oppressive et répressive. Mais certains facteurs peuvent renforcer ce penchant au lieu de s'atténuer, pour en faire un individualiste effréné ou un ambition sans scrupule ni morale.

Le narcissisme naturel qui l'anime et qui joue un rôle majeur au cours de son développement, qui concourt à son épanouissement et qui accompagne la formation de son caractère, peut tourner au délire mégalomane si ses rapports au monde extérieur sont gravement entravés ou perturbés, ou pire à la schizophrénie s'ils se coupent du monde extérieur, il en ferait dès lors une interprétation faussée qui pourrait le conduire à adopter un comportement nuisible pour lui et son entourage.

Avec les réseaux numériques, il ne fait pas directement en pratique l'apprentissage de la société dans laquelle il va être amené à vivre. Il l'aborde par procuration au moyen d'une présentation ou interprétation qu'on met à sa disposition, ce qui lui évite d'en faire lui-même l'expérience. C'est ainsi que lorsqu'il se retrouve seul face à ces instruments, il se retrouve privé du moyen de tirer des enseignements de cette expérience, de pouvoir en faire la critique et de développer son esprit critique au profit d'un mode de pensée stéréotypé, préformaté, sur lequel il n'a aucune emprise, aucun moyen de contrôle puisqu'il lui est étranger et en ignore les fonctions réelles, ce qui n'est pas le cas lorsqu'il fait directement l'expérience du monde extérieur ou quand il se livre à une activité pratique, qui est autrement instructive que de demeurer passif durant des heures devant un écran.

Ce processus se passe à l'insu de l'enfant sans qu'il ait la moindre idée des conséquences qui pourraient en découler, comment il intervient dans sa perception du monde, comment il peut influencer la formation de sa personnalité, et le plus grave en bas âge, comment il peut intervenir dans la formation de la structure de son caractère qui l'accompagnera toute sa vie.

Il faut avoir en permanence à l'esprit les intentions nuisibles et inavouables de nos ennemis pour imaginer ou comprendre pourquoi ils ont conçu cet instrument, Internet, et pourquoi ils l'ont mis à la disposition de tous, certainement pas pour que la population accède à un niveau de conscience supérieur, auquel cas elle pourrait à un moment donné remettre en cause l'ordre établi, on n'attribuera donc pas cet avantage aux réseaux numériques ou plutôt à l'usage auquel ils étaient destinés par leurs concepteurs.

PMA. Qui était à l'origine de cette monstrueuse opération, qui en sont les porte-parole ? Toujours les mêmes.

Encore une sacrée saloperie à laquelle la pseudo-gauche et extrême gauche a adoptée.

- PMA : un avis du Conseil d'Etat et de l'espoir - Liberation.fr 13.07

Rien n'interdit l'extension de la procréation médicalement assistée (PMA) à toutes... mais rien n'impose non plus au législateur d'engager une réforme. Liberation.fr 13.07

- PMA pour toutes: la majorité pourrait déposer une proposition de loi dès cette année, espère Rugy - AFP 13.07 Le président de l'Assemblée nationale François de Rugy a espéré jeudi que les députés de la majorité déposent en 2018 une proposition de loi sur la procréation médicalement assistée (PMA) pour toutes les femmes, et qu'elle soit "adoptée rapidement". AFP 13.07

Je n'ai pas le temps d'analyser à fond ce sujet.

Disons qu'à l'heure de la surpopulation mondiale, de la surpopulation d'orphelins dans le monde, tandis qu'ils s'emploient à briser les rapports qui existaient entre les hommes et les femmes, à les dresser les uns contre les autres, à faire la promotion de l'homosexualité après avoir fait celle de la pornographie et l'avoir rendu accessible à tous par le biais d'Internet, etc. que cherchent-ils ces dangereux sociopathes, quelles sont leurs réelles intentions, quelle idée ont-ils derrière la tête, pourquoi accordent-ils tant d'attention à cette question qui ne concerne qu'une infime minorité, je parle de leurs commanditaires, les oligarques. Ce sont des questions qu'on est en droit de se poser car elles ont un rapport avec l'avenir qu'ils réservent la civilisation humaine si on ne parvenait pas à les chasser du pouvoir.

Puisque cela ne concerne qu'une infime minorité, il faut écarter l'argument selon lequel ils voudraient à tout prix augmenter la population mondiale. La contrôler jusqu'à sa conception correspondrait davantage à leurs intentions sordides, la cloner sur un modèle d'esclave qu'il aurait conçu ou sélectionné, faire en sorte que le moyen de se reproduire librement au moyen d'un

rapport sexuel échappe à la population une fois un grand nombre devenu stérile... Je sais que cela peut paraître complètement dingue, mais ils le sont ne l'oublions pas, par exemple lorsqu'ils fomentent toutes ces guerres, conçoivent et produisent des armes bactériologiques, chimiques, nucléaires, et n'oublions jamais qu'ils ont de la suite dans les idées et que leur détermination est totale, leur cynisme sans fond ou limite.

Dans la rubrique la civilisation humaine dégénère à une allure fulgurante.

- Des «gratte-ciels horizontaux» pour faire face à la surpopulation en Chine ? - lefigaro.fr 11.07

En Chine, à Chongqing, une passerelle devrait bientôt voir le jour à plus de 280 mètres de hauteur. Une construction étonnante, qui reliera quatre tours de la mégapole du sud-ouest de l'Empire du milieu. À l'intérieur de la passerelle, une boîte de nuit, des restaurants, une piscine et un poste d'observation devraient cohabiter sur 300 mètres de longueur. L'ouvrage raflera logiquement la palme du plus haut passage aérien jamais construit, une fois les travaux terminés vers mi-2019.

Plus de 6000 ouvriers sont à pied-d'œuvre pour finir à temps le projet. Celui-ci accompagne l'édification de huit tours, dont deux culminent à 350 mètres au-dessus du sol. Résidences, hôtels, bureaux et divertissements verront le jour dans ces gratte-ciels. Un parc public est même prévu: «Le futur centre névralgique de la ville» annonce déjà Moshe Safdie, l'architecte responsable de l'ensemble immobilier. Dans une interview accordée au journal The Guardian, il explique: «Avec des villes denses comme Chongqing, il n'y a pas de places pour des grands parcs au sol. Nous devons donc les surélever.»

Méconnue sous nos latitudes, la ville chinoise n'en est pas moins peuplée. Et elle fait même partie des métropoles qui comptent le plus d'habitants au niveau mondial: 34 millions en 2016, sur l'ensemble de son périmètre administratif. C'est presque autant que l'aire urbaine de Tokyo (37 millions d'habitants) et bien plus que toutes les capitales européennes. La cité industrielle est devenue une mégapole gigantesque sous l'impulsion de l'État chinois. Dans les années 90, Chongqing était déclassée par rapport au reste du pays, et a bénéficié d'aides généreuses du gouvernement. En 2016, la ville a enregistré - selon les données officielles - un taux de croissance à deux chiffres pour la quinzième année consécutive. Son PIB a augmenté de 10,7% (contre 6,7 % pour la moyenne nationale, le taux le plus faible en vingt-six ans).

D'après Moshe Safdie, son «gratte-ciel horizontal» pourrait être une piste pour régler le problème de surpopulation de Chongqing. Il estime que créer une «ville dans la ville», suspendue aux gratte-ciels, aiderait à désengorger les rues de la mégapole. Une idée loin d'être vérifiable aujourd'hui, tant les grandes tours sont encore réservées à une élite fortunée. «Une nécessité économique» répond l'architecte qui espère voir fleurir les constructions comme la sienne. Pour le moment, seul l'agglomération de Minneapolis, aux États-Unis, a véritablement intégré ce système de passerelles urbaines. Les habitants sont libres de passer d'un immeuble à l'autre, et même d'effectuer de véritables trajets. Il faut dire que le réseau de la ville américaine s'étend sur plus de 18 kilomètres, mais - à l'inverse de Chongqing - culmine rarement au-dessus de deux étages. lefigaro.fr 11.07

Quel monde de cinglés !

Triple numéro d'illusionnisme.

Les réactions aux éruptions d'Alain Minc nous laissent indifférents dans la mesure où s'est un ramassis d'inepties.

Par exemple quand il affirme que "pour faire des réformes, il faut avoir un penchant autoritaire. Sinon, on se heurte à une résistance venue des profondeurs de l'Etat, le «deep State», comme dit Trump, ou encore la «technostructure». ", alors que c'est le «deep State» qui réclame à cors et à cris ces réformes !

Ou encore quand il dit que "l'ancien président (Hollande - ndlr) pensait qu'il y avait deux facteurs de production, le capital et le travail. Il cherchait à taxer l'un pour favoriser l'autre", Hollande en défenseur du travail contre le capital, on aura tout entendu !

A la question du rédacteur en chef de Libération, L. Joffrin, court-on le risque d'une révolte majeure, il répond qu'il ne "la voit pas dans le domaine social", et quatre questions plus loin ou une minute plus tard, il déclare que "l'inégalité est trop forte" et qu'il y aurait un "risque d'insurrection", bref tout et son contraire juste le temps de reprendre son souffle !

Il n'en fallut pas plus pour que certains à court d'argument pour valider leur théorie se jettent dessus comme des chiens affamés, dont la tendance Claire du NPA ou le POID.

Lu dans le dernier éditorial de Daniel Gluckstein (La Tribune des travailleurs - POID) : Contre le corporatisme et le bonapartisme, pour la démocratie !

- "La Ve République sous Macron est-elle un régime bonapartiste ? « Oui », répond Alain Minc, fieffé réactionnaire proche du président (Libération, 8 juillet). Donnant en exemple Napoléon III et de Gaulle, Minc justifie le « penchant autoritaire » d'un État qui prend tout en mains par la prétendue incapacité des syndicats et du patronat à contractualiser, et par le « risque d'insurrection

». Justification classique de toutes les dictatures."

Voici la retranscription du passage de ce dialogue entre L. Joffrin et A. Minc.

Joffrin - Le macronisme, une forme de bonapartisme...

Minc - Oui. Mais c'est ainsi qu'on fait des réformes en France. Napoléon III avait imposé de cette manière le libre-échange, De Gaulle le marché commun, Mitterrand le grand marché et l'euro.

Daniel Gluckstein a "oublié" Mitterrand, sans doute un fervent partisan de la démocratie...

Au passage en fustigeant "la prétendue incapacité des syndicats et du patronat à contractualiser", la politique dite contractuelle chère à tous les syndicats réformistes qui avec les dirigeants de la CGT sont les principaux fossoyeurs du syndicalisme de classe, il légitime la politique permanente de collaboration de classe des syndicats depuis les années 60, bravo !

Il y en aura pour tout le monde.

Vous aurez remarqué avec quelle constance D. Gluckstein d'un éditorial à l'autre penche un coup à gauche, un coup à droite... Décidément ils sont tous comme cela. Attendez, ce n'est pas terminé, on a gardé le meilleur pour la fin.

On apprend que le régime s'effondre ou se maintienne dépendrait "pour une large part, de l'attitude des sommets des organisations qui se réclament du mouvement ouvrier et démocratique", sans qu'on nous dise de quoi se compose la petite part restant, mystère une fois de plus ! A quoi cela vous avancerait de le savoir puisqu'on vous dit qu'elle est insignifiante, dont la condition des masses et l'interprétation quelles en font ainsi que la situation, en quoi devrait-on en tenir compte, elles comptent pour du beurre, et puis il ne peut pas s'agir du régime puisqu'il est en crise, il avait tenu à le rappeler.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais j'ai plutôt l'impression que les travailleurs dans leur immense majorité en ont strictement rien à foutre "de l'attitude des sommets des organisations qui se réclament du mouvement ouvrier et démocratique". Autrement dit, pour D. Gluckstein ce que pense les travailleurs ne l'intéresse pas, la seule chose qui à ses yeux présentent un intérêt c'est uniquement l'attitude des appareils et éventuellement celle des militants qui sont sous leur influence. Il adopte donc une démarche diamétralement opposée à la nôtre qui est résolument orientée vers l'ensemble des masses exploitées.

L'attitude de D. Gluckstein s'explique très bien par le fait qu'il considère que la situation serait révolutionnaire, donc il faut à tout prix qu'il puisse le justifier, histoire de galvaniser ses troupes qui iront comme par le passé de désillusion en désillusion. Et puis cela permet peut-être de satisfaire l'attente des militants inorganisés ou d'autres partis susceptibles de tomber sous le charme de son discours aux apparences radicales et qui ont tendance à prendre leurs désirs pour la réalité. Il oscille entre le gauchisme et le pire opportunisme.

[De la décomposition à la dislocation du PCF, sa capacité de nuisance n'en demeure pas moins réelle.](#)

- Pierre Laurent de plus en plus contesté au sein du PC - leparisien.fr 12 juillet 2018

Pierre Laurent passera-t-il l'automne ? Alors que le PCF doit tenir son congrès début novembre, les cadres du Parti communiste ne s'en cachent plus, ils sont de plus en plus nombreux à vouloir faire tomber le patron du PCF.

« Le PCF doit jouer son propre basket, arrêter de toujours se placer par rapport aux autres », explique le chef de file du groupe à l'Assemblée, André Chassaigne. Les signataires de ce texte critiquent vertement la décision du Parti communiste, qui n'a pas présenté de candidat à la présidentielle, pour soutenir Jean-Luc Mélenchon. Actant de fait son effacement du paysage politique.

Une décision qui n'a jamais été remise en question et qui a participé à « l'affaiblissement historique colossal » d'un parti, qui n'a fait que 2 % aux dernières législatives. « Il ne faut pas reproduire les errements, le flou, l'absence de stratégie claire », tacle de son côté le député et patron de la puissante fédération PCF du Nord, Fabien Roussel.

Le responsable de celle du Pas-de-Calais, autre bastion historique, Hervé Poly, est sur la même ligne. Les communistes sont aussi nombreux à critiquer l'apathie du parti, « pas assez actif » sur le plan national. Pierre Laurent, « inaudible », n'aurait pas pris la mesure de l'urgence, croient-ils.

Elsa Faucillon, jeune députée (37 ans) des Hauts-de-Seine et figure montante du parti, défend, de son côté, un second texte pour un « vrai rassemblement des forces de gauche antilibérales », pour la redéfinition « d'un projet communiste » moderne, plus écologiste, engagé aussi bien dans la lutte féministe, antiraciste, que dans celle des classes. Autant de critiques en creux de la direction actuelle, qui pour ses auteurs ne promet que le « statu quo ». Une troisième liste, intitulée « Reconstruire le parti de

classe », sera également présentée au congrès par la section PCF du XV^e arrondissement de Paris. leparisien.fr 12 juillet 2018

Si on a bien compris, il s'agit pour le PCF de préparer sans attendre la prochaine victoire électorale de Macron en 2022. D'ici là...

Du PS à l'extrême droite. A tous ceux qui avaient appelé à voter Hollande ou à "battre la droite", ce qui revenait au même.

Souvenez-vous de ce que nous avons affirmé à plusieurs reprises dans des causeries, comme quoi le PS ou la social-démocratie dégénérée n'avait fait que faire le lit de l'extrême droite depuis un siècle, j'avais même été plus loin en affirmant qu'ils y étaient liés ou que la collusion avec l'extrême droite n'était pas un fait isolé, il suffit d'observer notamment les rapports intimes qu'ont le PS et RN (ex-FN) avec l'extrême droite sioniste au pouvoir en Israël ou son représentant en France, le Crif, pour en avoir une certitude.

- Manuel Valls aurait choisi un allié sulfureux pour la bataille des municipales à Barcelone - M6info 12 juillet 2018

“Je n'ai pas encore pris ma décision. Mais je regarde ça de près avec beaucoup d'intérêt”. Interrogé le 30 mai dernier sur France Inter, Manuel Valls laissait la porte plus qu'entrouverte à une éventuelle candidature à la mairie de Barcelone.

Depuis, il semblerait que les choses s'accélérent. Celui qui multiplie les rencontres avec les responsables politiques espagnols aurait même déjà formé son équipe de campagne, si l'on en croit le site francophone basé à Barcelone Equinox.

Le média local va même plus loin en affirmant que l'ancien Premier ministre de François Hollande a fait son choix concernant son futur bras droit pour la bataille des municipales. Il s'agirait d'un homme très controversé en Espagne : Josep Ramon Bosch.

Ancien président de l'association Société Civile Catalane (SSC) qui luttait contre l'indépendance de la Catalogne, il avait en effet démissionné en catastrophe de son poste fin 2015, son nom étant cité dans plusieurs affaires, révélées au grand jour par le journaliste Jordi Borrás, spécialiste de l'ultra-droite, rapporte Equinox.

Josep Ramon Bosch a notamment été accusé d'avoir créé un faux profil sur Facebook via lequel il proférait des menaces de mort à l'attention des journalistes et responsables politiques pro-indépendance. On l'accuse également d'être derrière un compte YouTube qui multipliait la diffusion de vidéos contenant des images et symboles nazis. Mais l'homme de 55 ans a toujours nié son implication.

Proche des réseaux franquistes

Mais Josep Ramon Bosch est également pointé du doigt pour ses accointances avec les réseaux franquistes. Pour preuve, il s'était rendu en 2013 à une commémoration du soulèvement militaire franquiste du 18 juillet, rappelle le site local.

Equinox a d'ailleurs contacté l'homme à la réputation sulfureuse, qui a d'abord tenu à souligner que “l'affaire de la vidéo nazie n'a jamais été jugée pour cause de prescription”. Il a ensuite minimisé son rôle auprès de Manuel Valls, affirmant que ce dernier “a son propre agenda”, tout en confiant déjeuner et dîner “souvent avec lui lorsqu'il vient à Barcelone”.

Alors le député LREM officialisera-t-il sa candidature et confirmera-t-il Josep Ramon Bosch en tant que bras droit ? Celui-ci l'assure : Manuel Valls “est très motivé”. Publié récemment, le dernier baromètre électoral de la mairie de Barcelone ne donnait que 5,2% des voix au parti Ciudadans, qui pourrait soutenir le Français aux municipales de l'an prochain. M6info 12 juillet 2018

Attention chers amis espagnols, avec 5% on peut tout de même devenir Président de la République ou Premier ministre... en France, alors pourquoi pas en Espagne !

En famille. Et dire que nos braves dirigeants n'ont pas cessé de soutenir un agent assumé du patronat.

- Jean-Claude Mailly choisit les patrons et renonce à l'Europe - Libération 11 juillet 2018

Mailly avait annoncé son autre projet : celui d'intégrer Alixio, la société de conseil de Raymond Soubie, ancien conseiller social de Nicolas Sarkozy, en tant que «senior advisor». La mission de cette entreprise est d'«accompagne[r] les décideurs d'entreprises dans leurs transformations RH, stratégiques, organisationnelles et managériales». Une belle formule, pour une réalité plus triviale : dans les faits, il s'agit d'accompagner les grosses boîtes dans leurs projets de restructuration et de réorganisation, qui laissent bien souvent de nombreux salariés sur le carreau. Libération 11 juillet 2018

Rectifions: En choisissant les patrons, il choisit également l'UE !

On a bien compris, Mailly va mettre son expérience du mouvement ouvrier et les connaissances qu'il a acquises au contact des travailleurs au service du patronat, pour qu'il puisse préparer discrètement des plans de licenciements massifs. Autrement dit en faisant en sorte que cela se passe dans les meilleures conditions possibles pour les patrons sans que les travailleurs ne puissent trouver les moyens de s'y opposer. Bref, Mailly va proposer aux patrons des formules pour qu'ils puissent appliquer leurs plans de licenciement sans encombre ou à moindre coût.

Et nos ahuris de dirigeants de brailler en chœur pendant des mois, des années, des décennies : Dirigeants, dirigeants, appelez à la grève générale ! Le summum de l'opportunisme, quelle bande de fripouilles ! C'est à cela qu'il faut les juger et pas autre chose.

S'il n'y a rien qui vous choque ou vous révolte ici, c'est que vous êtes mort politiquement, cela s'adresse aux militants. Vous comprenez peut-être un peu mieux pourquoi nous en sommes rendus là avec de tels dirigeants et de tels partis.

Otan de la guerre. L'Otan : Le ciment de la guerre.

Le méga-quartier général de l'Otan est expansible, comme la guerre par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 12 juillet 2018

Une grande importance symbolique est attribuée au fait que le premier Sommet convoqué dans le nouveau quartier général de l'Alliance, qui a coûté jusqu'à présent 1,3 milliards d'euros (mais le prix réel, dont 7 % est à la charge de l'Italie, reste encore à établir) : une structure de plus de 250 000 mètres carrés, quasiment le double de la précédente, où travaille en permanence un staff d'environ 4 000 militaires et civils, dotée de 18 grandes salles où se déroulent annuellement plus de 5 000 réunions avec une participation moyenne de 500 hôtes par jour.

La structure, maintenant constituée par 8 ailes majeures et 4 mineures reliées à un long corps central, est de type modulaire : donc expansible au fur et à mesure que l'Otan continuera à s'étendre. Comme elle le fait depuis plus de 20 ans.

En 1990, à la veille de la dissolution du Pacte de Varsovie, le secrétaire d'État états-unien James Baker assurait le président de l'URSS, Mikhaïl Gorbatchev, que « l'Otan ne s'étendra pas d'un seul pouce à l'Est ». Mais en 1999, pendant qu'elle démolissait par la guerre la Fédération yougoslave, l'Otan englobait les trois premiers pays de l'ex-Pacte de Varsovie : la Pologne, la République Tchèque et la Hongrie. Puis, en 2004, elle s'étendait à l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie (auparavant membres du Pacte de Varsovie) et la Slovénie (auparavant partie de la Fédération Yougoslave). En 2008, l'Otan contribue à l'explosion de la nouvelle guerre en Géorgie. En 2009 l'Alliance incluait l'Albanie (autrefois membre du Pacte de Varsovie) et la Croatie (auparavant une partie de la Fédération yougoslave) ; en 2017, le Monténégro, lui aussi faisant antérieurement partie de la Fédération yougoslave. Après s'être étendue en 1999-2017 de 16 à 29 membres, l'Otan laisse « la porte ouverte » : sont en attente d'entrer l'Ukraine et la Géorgie, auparavant faisant partie de l'URSS ; la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine, appartenant auparavant à la Fédération yougoslave. Pour ce faire l'Otan s'est dotée d'un quartier général expansible. Réseau Voltaire 12 juillet 2018

Lafarge produisait le ciment utilisé par Daesh - Réseau Voltaire 11 juillet 2018

De nouvelles pièces ont été versées au dossier judiciaire de Lafarge à Paris. Elles attestent qu'en Syrie, Daesh était demandeur du ciment et était prêt à acheter l'usine pour continuer lui-même la production.

Rappelons que le ciment produit par Lafarge durant la guerre contre la Syrie ne pouvait être vendu que dans la zone occupée par les jihadistes et l'Otan, pas dans celle contrôlée par la République arabe syrienne. Les seules constructions importantes qui ont été réalisées dans la zone jihadiste sont des fortifications militaires souterraines.

Dès lors, il est improbable que Lafarge ait ignoré produire le ciment destiné à ces fortifications [1]. Réseau Voltaire 11 juillet 2018

[1] « Révélations : le jihad de Lafarge-Holcim », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 24 mars 2017.

Leur monde est synonyme de guerres perpétuelles.

- Combien de millions de personnes ont été tuées dans les guerres américaines qui ont suivi les attentats du 11 septembre 2001 ?
- Consortium News, 25-04-2018 publié par Les Crises 11.07.2018

Par Nicolas J.S. Davies, l'auteur de Blood On Our Hands : the American Invasion and Destruction of Iraq. Il a également écrit le chapitre sur « Obama en guerre » dans Grading the 44th President : a Report Card on Barack Obama's First Term as a Progressive Leader.

Extraits. Dans les deux premières parties du présent article, j'ai estimé qu'environ 2,4 millions de personnes ont été tuées à la suite

de l'invasion de l'Irak par les États-Unis, tandis qu'environ 1,2 million de personnes ont été tuées en Afghanistan et au Pakistan à la suite de la guerre menée par les États-Unis en Afghanistan. Dans la troisième et dernière partie de ce compte rendu, j'estimerai le nombre de personnes tuées à la suite des interventions de l'armée américaine et de la CIA en Libye, en Syrie, en Somalie et au Yémen.

Des études exhaustives sur la mortalité dans d'autres pays déchirés par la guerre (comme l'Angola, la Bosnie, la République démocratique du Congo, le Guatemala, l'Irak, le Kosovo, le Rwanda, le Soudan et l'Ouganda) ont révélé un nombre total de décès de 5 à 20 fois supérieur à celui révélé précédemment par des rapports « passifs » basés sur des bulletins d'actualités, des dossiers d'hôpitaux et/ou des enquêtes sur les droits de l'homme.

En l'absence de telles études complètes en Afghanistan, au Pakistan, en Libye, en Syrie, en Somalie et au Yémen, j'ai évalué les rapports passifs sur les décès dus à la guerre et essayé d'évaluer la proportion de morts réelles que ces rapports passifs sont susceptibles d'avoir comptées selon les méthodes qu'ils ont utilisées, sur la base des rapports entre les morts réels et les morts passivement déclarées, trouvées dans d'autres zones de guerre.

J'ai seulement estimé les morts violentes. Aucune de mes estimations n'inclut les décès dus aux effets indirects de ces guerres, tels que la destruction des hôpitaux et des systèmes de santé, la propagation de maladies par ailleurs évitables et les effets de la malnutrition et de la pollution de l'environnement, qui ont également été considérables dans tous ces pays.

Pour l'Irak, mon estimation finale d'environ 2,4 millions de personnes tuées était fondée sur l'acceptation des estimations de l'étude 2006 du Lancet et de l'enquête 2007 de l'Opinion Research Business (ORB), qui étaient conformes les unes aux autres, puis sur l'application du même rapport entre les décès réels et les décès déclarés passivement (11,5:1) entre l'étude du Lancet et de l'Iraq Body Count (IBC) [projet recensant les morts civiles dues à la guerre d'Irak. Il entretient une base de données où figurent toutes les morts rapportées par au moins deux sources journalistiques, NdT] en 2006 et le comptage de l'IBC pour les années depuis 2007.

Pour l'Afghanistan, j'ai estimé qu'environ 875 000 Afghans ont été tués. J'ai expliqué que les rapports annuels sur les victimes civiles de la Mission d'Assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) sont fondés uniquement sur les enquêtes menées par la Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan (CAIDP), et qu'ils excluent sciemment un grand nombre de rapports sur les décès de civils pour lesquels la CAIDP n'a pas encore fait d'enquête ou pour lesquels elle n'a pas terminé ses enquêtes. Les rapports de la MANUA ne font pas du tout état de la situation dans de nombreuses régions du pays où les talibans et d'autres forces de résistance afghanes sont actifs, et où se déroulent donc la plupart des frappes aériennes et des raids nocturnes des États-Unis.

J'ai conclu que les rapports de la MANUA sur les décès de civils en Afghanistan semblent aussi inadéquats que l'extrême sous-déclaration constatée à la fin de la guerre civile guatémaltèque, lorsque la Commission de vérification historique parrainée par l'ONU a révélé 20 fois plus de décès que ce qui avait été rapporté auparavant.

Pour le Pakistan, j'ai estimé qu'environ 325 000 personnes avaient été tuées. Ce chiffre est basé sur les estimations publiées des morts au combat et sur l'application d'une moyenne des ratios trouvés lors des guerres précédentes (12,5:1) au nombre de morts civiles signalées par le South Asia Terrorism Portal (SATP) en Inde.

Dans la troisième et dernière partie de cet article, j'estimerai le nombre de morts causées par les guerres secrètes et les guerres par procuration en Libye, en Syrie, en Somalie et au Yémen.

Les officiers supérieurs de l'armée américaine ont salué la doctrine américaine de la guerre secrète et par procuration qui a trouvé son plein épanouissement sous l'administration Obama comme une approche « déguisée, silencieuse et sans médias » de la guerre, et ont retracé l'évolution de cette doctrine jusqu'aux guerres américaines en Amérique centrale dans les années 1980. Alors que le recrutement, l'entraînement, le commandement et le contrôle des escadrons de la mort en Irak ont été surnommés « l'option Salvador », la stratégie américaine en Libye, en Syrie, en Somalie et au Yémen a en fait suivi ce modèle de plus près encore.

Ces guerres ont été catastrophiques pour les populations de tous ces pays, mais l'approche « déguisée, silencieuse et sans médias » des États-Unis a connu un tel succès en termes de propagande que la plupart des Américains savent très peu de choses sur le rôle des États-Unis dans la violence et le chaos insolubles qui les ont engloutis.

La nature très médiatique des frappes de missiles illégales mais largement symboliques sur la Syrie le 14 avril 2018 contraste fortement avec la campagne de bombardement « déguisée, silencieuse et sans média » menée par les États-Unis, qui a détruit Raqqa, Mossoul et plusieurs autres villes syriennes et irakiennes avec plus de 100 000 bombes et missiles depuis 2014.

Les habitants de Mossoul, Raqqa, Kobané, Syrte, Falloujah, Ramadi, Tawergha et Deir ez-Zor sont morts comme des arbres abattus dans une forêt où il n'y avait pas de reporters ou d'équipes de télévision occidentaux pour enregistrer leur massacre. Comme Harold Pinter l'a demandé dans son discours d'acceptation du prix Nobel en 2005,

« Ont-ils eu lieu ? Et sont-ils dans tous les cas imputables à la politique étrangère des États-Unis ? La réponse est oui, ils ont eu lieu, et ils sont dans tous les cas attribuables à la politique étrangère américaine. Mais vous ne le sauriez pas. Ça n'est jamais arrivé. Il ne s'est jamais rien passé. Même quand ça arrivait, ça n'arrivait pas. Ça n'avait pas d'importance. Ça n'avait aucun intérêt. »

Libye

J'estime donc qu'environ 250 000 Libyens ont été tués dans la guerre, la violence et le chaos que les États-Unis et leurs alliés ont déclenché en Libye en février 2011, et qui se poursuit encore aujourd'hui. Si l'on prend les ratios 5:1 et 12:1 par rapport aux décès comptés passivement comme limites extérieures, le nombre minimum de personnes qui ont été tuées serait de 150 000 et le maximum serait de 360 000.

Syrie Si l'on prend les chiffres rapportés passivement par le SOHR (Observatoire syrien des droits de l'homme) pour les morts de guerre non militaires comme 20% du total réel des morts, cela signifierait que 1,45 million de civils et de combattants non militaires ont été tués. Après avoir ajouté à ce nombre les 64 000 soldats syriens tués, j'estime qu'environ 1,5 million de personnes ont été tuées en Syrie. Si le SOHR a eu de meilleurs résultats que tous les efforts « passifs » précédents pour compter les morts dans une guerre, et a compté 25% ou 30% des personnes tuées, le nombre réel de personnes tuées pourrait être aussi bas que 1 million. S'il n'a pas eu d'aussi bons résultats qu'il n'y paraît, et que son compte est plus proche de ce qui a été typique dans d'autres conflits, alors jusqu'à 2 millions de personnes pourraient bien avoir été tuées.

Somalie

J'estime donc que le nombre réel de personnes tuées en Somalie depuis 2006 doit se situer entre 500 000 et 850 000, avec très probablement environ 650 000 morts violentes.

Yémen

J'estime qu'environ 175 000 personnes ont été tuées – 15 fois le nombre rapporté par l'OMS et l'ACLED (Armed Conflict Location and Event Data Project) – avec un minimum de 120 000 et un maximum de 240 000.

Le véritable coût humain des guerres américaines

Au total, dans les trois parties de ce rapport, j'ai estimé que les guerres qui ont suivi les attentats du 11 septembre ont tué environ 6 millions de personnes. Peut-être que le nombre réel n'est que de 5 millions. Ou peut-être que c'est 7 millions. Mais je suis tout à fait certain qu'il s'agit de plusieurs millions.

Nous avons besoin de toute urgence d'experts en santé publique pour mener des études exhaustives sur la mortalité dans tous les pays où les États-Unis ont sombré dans la guerre depuis 2001, afin que le monde puisse réagir de façon appropriée à l'ampleur réelle des morts et des destructions causées par ces guerres.

Comme Barbara Lee a prévenu ses collègues avant de voter de manière dissidente en 2001, nous sommes « devenus le mal que nous déplorons ». Mais ces guerres n'ont pas été accompagnées d'effrayants défilés militaires (pas encore) ou de discours sur la conquête du monde. Au lieu de cela, elles ont été politiquement justifiées grâce à une « guerre de l'information » pour diaboliser les ennemis et fabriquer des crises, puis elles ont été menée d'une manière « déguisée, silencieuse, libre de médias », pour cacher leur coût en sang humain au public américain et au monde entier.

Après 16 ans de guerre, environ 6 millions de morts violentes, 6 pays complètement détruits et beaucoup plus déstabilisés, il est urgent que le public américain reconnaisse le véritable coût humain des guerres de notre pays et la façon dont nous avons été manipulés et induits en erreur pour fermer les yeux – avant qu'ils ne continuent encore plus longtemps, détruisent davantage de pays, sapent davantage l'état de droit international et tuent des millions d'autres de nos semblables. Consortium News, 25-04-2018 publié par Les Crises 11.07.2018

Certaines estimations me semblent exagérées, notamment celles sur la Syrie. Et pour cause, l'auteur de cet article l'a pratiquement affirmé lui-même en écrivant, je cite : Toutes les estimations publiques du nombre de personnes tuées en Syrie que j'ai trouvées proviennent directement ou indirectement de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (SOHR), dirigé par Rami Abdulrahman, à Coventry, au Royaume-Uni. Son travail est financé en partie par l'Union européenne et en partie par le gouvernement du Royaume-Uni.

En effet l'OSDH en français est une émanation du MI6, les services secrets britanniques, il a donc tout intérêt à gonfler le nombre de morts et de l'imputer au "dictateur sanguinaire" Bachar el-Assad.

Cela dit il est évident que le nombre de morts causés par ces guerres s'élèvent à plusieurs millions, sans parler des morts causées indirectement par ces guerres, et sans doute à des dizaines de millions de blessés.

Extraits d'une contribution politique de la Tendance Marxiste Internationale (TMI)

Le 15 août 2017, Martin Sandbu écrivait dans le Financial Times :

« Cette année est marquée par l'anniversaire de deux événements – le centenaire de la Révolution Russe et les dix ans qui se sont écoulés depuis le début de la crise financière mondiale – qui ont plus de points communs qu'on ne le pense à première vue.

« Le modèle qui était sorti victorieux de la guerre froide a été ébranlé jusque dans ses fondements [...] par la crise financière mondiale.

« Le communisme sclérosé qu'était devenu le bloc soviétique à partir des années 1980 s'est effondré sous le poids de ses propres contradictions politiques et économiques. Avec les bouleversements politiques survenus l'année dernière, on se demande à présent si les économies de libre marché vont subir le même sort. »

Il poursuit :

« Friedrich von Hayek a affirmé que la flexibilité des prix du marché renferme plus de renseignements qu'un organe central de planification ne pourrait jamais réussir à rassembler ; et donc que la prise de décision est plus efficace quand elle découle d'une constellation de facteurs, que des instances étatiques. [...]

« Cependant, la crise financière mondiale a été une douche froide, qui a remis en question toute assertion faisant du capitalisme financier occidental le meilleur mode d'organisation économique. »

Il conclut :

« Ce qui s'est produit il y a 10 ans a été la terrible prise de conscience que les créances financières accumulées au cours des années d'expansion précédentes étaient irrécouvrables, et que la production économique à venir, sur laquelle les débiteurs avaient misé, ne serait pas suffisante pour régler l'ensemble de ces créances financières.

« [...] le libéralisme de marché, à son tour, a trahi les promesses qu'il avait fait miroiter. Les économies occidentales sont aujourd'hui bien plus pauvres que les tendances d'avant le krach ne l'avaient prédit. La crise et ses répercussions ont laissé à la jeunesse, notamment, peu de raison d'espérer que les possibilités de s'enrichir, qui s'étaient présentées à leurs parents et grand-parents, se présenteraient également à elle.

« Un système social peut perdurer très longtemps en dépit des désillusions. [...] Mais dès que les moyens de subsistance des gens cessent d'être garantis, tout ce soutien s'effondre. »

Parmi les experts capitalistes sérieux, certains commencent à comprendre que les procédés mis en œuvre au cours des 30 dernières années ne fonctionnent plus. Dans un article du journal allemand Die Zeit intitulé La mort d'un dogme, on nous informe que même le FMI a reconnu que ses politiques n'ont pas l'effet escompté. Mais évidemment, ils n'en tirent jamais toutes les conclusions qui s'imposent. (Mark Schieritz, Die Zeit, juin 2016) Wolfgang Streek, de l'Institut Max Planck, a dressé la liste de tous les problèmes du capitalisme dans un long article publié dans la New Left Review, intitulé Comment va finir le capitalisme ?, sur lequel il est plus longuement revenu dans son ouvrage paru en 2016. Il souligne la crise de légitimité qui frappe le système capitaliste parce qu'il n'est plus en mesure d'offrir autant qu'il ne l'a fait par le passé, si bien que les gens commencent à remettre le système en question. C'est ce qui explique l'instabilité électorale qui s'observe dans de nombreux pays. Il soulève également la question de savoir si les politiques dont le capitalisme a besoin peuvent être introduites par l'intermédiaire du « système démocratique ». Il se demande par là si un « système démocratique » peut ou non imposer à la classe ouvrière ce dont la bourgeoisie a besoin.

Dans son article, Streek constate que le capitalisme « va rester pour le moment dans les limbes, mort ou bien sur le point de mourir de sa propre overdose, sachant que personne n'a le pouvoir de se débarrasser de son cadavre en décomposition ». C'est plutôt une bonne description de l'état dans lequel se trouve le capitalisme actuel.

Il est significatif que Martin Wolf, commentateur économique en chef au Financial Times, ait éprouvé le besoin de répondre à Streek, dans un article dont le titre n'est pas anodin : Plaidoyer contre les théories de l'effondrement du capitalisme » (« The case against the collapse of capitalism », FT 2, novembre 2016). Les stratèges du capitalisme comprennent les maux qui rongent leur propre système !

Lénine expliquait que s'il n'est pas renversé, le système capitaliste pourra toujours se relever de ses crises, même les plus

profondes. Même dans les années 1930, il y a eu des phases de reprise. Cela fait sept ans que la presse bourgeoise parle de reprise économique. En réalité, la reprise actuelle est la plus faible de toute l'histoire ; il en découle un certain nombre de développements.

Bien entendu, le système capitaliste peut encore compter sur des réserves importantes, et si les capitalistes et les banquiers pressentent qu'ils risquent de tout perdre, ils pourront avoir recours à des mesures keynésiennes. Mais leurs réserves ne sont pas inépuisables, et elles se sont vidées à un rythme alarmant au cours des dix dernières années. Par conséquent, quand la prochaine crise éclatera, car c'est inévitable, les capitalistes et les banquiers se retrouveront dans une position bien plus précaire qu'ils ne l'étaient auparavant, pour en atténuer l'impact. Fin de l'extrait.

LVOG - L'affirmation selon laquelle il y a eu "des phases de reprise" dans les années 30 est plutôt légère ou plus qu'approximative, car en réalité elles n'ont jamais permis de résorber le chômage de masse ou de relancer l'économie capitaliste, y compris le New deal aux Etats-Unis, et c'est seulement la Seconde Guerre mondiale qui permettra d'y remédier en partie seulement et temporairement en assurant le plein emploi... sur les champs de batailles et grâce à l'industrie de guerre. Si on peut estimer qu'il est juste d'affirmer que "le système capitaliste peut encore compter sur des réserves importantes", en revanche il est faux de prétendre que "leurs réserves ne sont pas inépuisables" ou que les capitalistes ne pourraient pas "atténuer l'impact" de "la prochaine crise", alors qu'ils viennent juste de démontrer le contraire de manière magistrale en recourant dans des proportions monstrueuses à la planche à billets, qui justement à le pouvoir de palier à ce genre de situation, sur laquelle il y aurait encore beaucoup de choses à préciser, notamment qu'ils n'ont cessé depuis de recourir à ce moyen sans qu'apparemment personne ne daigne en tenir compte ou ne tienne à en évaluer les conséquences politiques, ce qui relève de la plus extraordinaire myopie.

Et dire que ce sont des Américains qui ont rédigé ce texte et qu'ils n'y ont même pas pensé. On est donc porté à prendre avec beaucoup de précaution les analyses de ce courant politique plus que leurs conclusions qui relèvent du catéchisme du parfait dogmatique.

On pourrait tout aussi bien imaginer qu'ils pourraient décider d'effacer la gigantesque dette sous laquelle croule l'économie capitaliste mondiale, il leur est arrivé de le faire partiellement dans le passé quand cela les arrangeait, par exemple avec l'Allemagne ou avec des banques, des multinationales. Alors pourquoi ne le font-ils pas ? Parce que, entre autres avantages, c'est par la dette qu'ils tiennent tous les acteurs politiques, tous les Etats, donc ils ne peuvent pas se passer de ce formidable instrument coercitif ou de pression sous peine de prendre le risque d'en perdre le contrôle. D'autant plus que lorsqu'ils effacent une dette du secteur privé, c'est pour la refiler aux Etats qui les font payer à leurs peuples.

Qui plus est, la dette est le pendant de la spéculation qui permet aux oligarques de s'enrichir toujours plus, tout du moins en apparence. Car une grande partie de la richesse qu'on leur attribue, est en réalité fictive ou n'existe pas compte tenu que la capitalisation boursière ou la valeur attribuée aux entreprises cotée en bourse est truquée ou hyper surestimée par rapport aux bénéfices qu'elles dégagent. C'est ainsi que si on les ramenait à leur véritable valeur, le capital accumulé par les milliardaires et multi millionnaires ne représenterait plus que le dixième ou beaucoup moins, à côté de laquelle la dette des principaux acteurs économiques et des Etats constituerait un fardeau qui engoulerait le capitalisme. Autrement dit, si dans un bilan on faisait figurer l'ensemble des richesses réelles accumulées par les capitalistes au côté de leurs dettes, y compris celles qu'ils ont refilé aux banques centrales, le capitalisme serait déclaré en banqueroute et devrait mettre la clé sous la porte.

Si votre maison qui vaut en réalité 1 million d'euros est évaluée au cours actuel à 3 millions d'euros, vous pourrez l'hypothéquer ou obtenir un prêt, donc vous endetter pour spéculer par exemple à hauteur de 3 millions d'euros, on estimera votre richesse à hauteur de 3 millions d'euros, alors qu'en réalité elle n'est que d'1 million. Imaginez le même calcul effectué avec des centaines de milliards d'euros ou de dollars et vous comprendrez comment ils ont pu amasser de telles fortunes en un temps record.

Ils ont engagé l'économie mondiale dans une spirale infernale, dont il ne leur est plus possible de sortir ou de faire machine arrière sans prendre le risque qu'elle explose.

Il est exact que "Lénine expliquait que s'il n'est pas renversé, le système capitaliste pourra toujours se relever de ses crises, même les plus profondes", qui plus est à notre époque avec les puissants instruments financiers dont il dispose comme on l'a souligné précédemment.

On poursuivra une autre fois car cela mériterait un long développement. On peut cependant énumérer quelques facteurs qui alimenteront notre réflexion.

Il semble qu'on confond la crise du capitalisme proprement dit, avec les crises qui sont uniquement le produit de manipulations financières de type mafieux, qu'on ait des difficultés à cerner précisément les rapports qui peuvent exister entre eux. On refuse d'admettre que les sommets du capitalisme se sont dotés de moyens pour empêcher l'effondrement du capitalisme, alors qu'ils les utilisent quotidiennement sous nos yeux. On ne parvient pas à saisir ou on refuse d'admettre une fois de plus que ce processus puisse correspondre à une stratégie politique ou plutôt l'inverse en réalité.

C'est l'orientation inexorable du capitalisme qui les a obligé à définir une stratégie non pas pour le sauver, puisqu'ils savent qu'il est condamné, mais pour préserver leur hégémonie et leurs privilèges qui sont incompatibles aujourd'hui et dans les décennies à venir avec l'augmentation croissante de la population mondiale et ses besoins, car il est impossible de concevoir qu'il serait possible de satisfaire les besoins de 10, 15, 20 milliards d'hommes et de femmes, de produire toujours plus, encore et encore, sans qu'un jour se pose la question de l'épuisement des ressources de la planète, sans parler des dégâts irréversibles causés à l'environnement, etc. ce qui contribuerait à leur rendre la vie infernale, aux oligarques, à leur descendance, à leur classe.

Cela dit, ils ont pu concevoir une stratégie pour tenter de remédier au destin funeste ou cauchemardesque auquel l'humanité est condamné sous le capitalisme, sans pour autant pouvoir l'appliquer à la lettre, car en attendant ils doivent continuer de faire avec le capitalisme, ils ne peuvent pas le faire disparaître par décret pour le remplacer par un système totalitaire basé sur un règlement de type bureaucratique et policier. Pour y parvenir il faudrait que l'ensemble des régimes de la planète adoptent leur stratégie, sauf que c'est impossible parce que certains ne sont pas encore parvenus à leur stade de développement économique et tirent profit principalement ou uniquement du système capitaliste. Leurs intérêts entrent donc en conflit, et comme se sont de superpuissances, au lieu de se faire directement la guerre pour assurer leur développement futur ou accroître leur pouvoir respectif, ils passent par des armées supplétives de mercenaires.

Donc effectivement, il ne peut pas exister d'hyper impérialisme à l'échelle mondiale tant que le système économique capitaliste existera, au passage je n'ai jamais affirmé le contraire, c'est la raison pour laquelle ils ont conçu un système politique de type bureaucratique et policier qui remplirait les mêmes fonctions sans toutefois reposer sur les lois de fonctionnement du capitalisme, puisqu'elles engendrent des contradictions qui le mettent en péril et menacent l'existence de leur classe. On s'acheminerait donc vers une sorte d'équilibre ou de répartition des pouvoirs entre les divers superpuissances contrôlant des régions ou des continents entiers, qui n'auront pas forcément le même modèle de société, mais qui seront toutes régies par les mêmes règlements ou traités.

Quelle différence existe-t-il entre un pays soumis à un régime de parti unique et un pays soumis à un régime où deux partis pratiquement identiques alternent au pouvoir ou se le partagent indéfiniment ? Quelle différence existe-t-il entre un pays où l'Etat exerce le monopole de l'information, et un pays où l'ensemble des médias sont la propriété d'oligarques ? Quelle différence existe-t-il entre un pays où les syndicats sont la propriété de l'Etat, et un pays où les syndicats ont été achetés par l'Etat ? Quelle différence existe-t-il entre un pays où l'exercice de la liberté d'expression peut vous conduire en prison, et un pays qui n'en tient pas compte, où votre voix n'a aucune chance d'être entendue ?

On nous rétorquera qu'il existe bien des nuances, assurément, mais qui dans tous les cas de figure peuvent être étouffées, non ? En Chine, disons pour simplifier les choses que l'Etat détient tous les pouvoirs. Dans des pays comme les Etats-Unis ou la France, l'oligarchie ne détient-elle pas tous les pouvoirs ? On pourrait dire qu'ils sont calqués sur le même modèle, alors que les régimes présentent d'importantes différences. Ils sont en train de les harmoniser sur la base des pires modèles existant dans tous les domaines. Et l'aspect économique passe au second plan, celui qui figure au premier plan est politique et tourné contre l'ensemble des exploités et des opprimés, là leur alliance est totale, sans faille.

Ce qu'on ne parvient pas à comprendre, c'est que le nouvel ordre mondial totalitaire qu'ils veulent instaurer, est incompatible avec l'existence du système capitaliste ou le système capitaliste ne le supporterait pas, puisqu'il s'effondrerait et alimenterait la lutte de classe du prolétariat, ils ont donc besoin d'un système qui neutralise la lutte de classe, qui la fasse disparaître par n'importe quel moyen, quitte à lobotomiser les hommes s'il le faut, tout comme l'idée qu'il serait possible de changer la société doit disparaître à jamais de leurs cerveaux. Au-delà, ils envisageront de réduire drastiquement la population mondiale pour la ramener à un niveau supportable de manière à pouvoir assurer leurs propres survies, ils pourront faire en sorte qu'elle dégénère petit à petit pour ne conserver que les hommes les plus aptes à les servir une fois réduits en esclavages.

Ce n'est pas de la science-fiction ou un roman d'anticipation qu'on vous livre là, c'est déjà en train de se réaliser sous nos yeux, mais comme cela n'emprunte pas un chemin linéaire parce qu'il est semé d'embûches, on préfère le nier. Il est clair que si nous devons persister dans cette voie, la civilisation humaine serait condamnée à disparaître ou vous pourriez dire adieu tout de suite au socialisme. Moi, je ne serai plus de ce monde d'ici là, je suis trop vieux, mais je pense aux générations suivantes auxquelles ils destinent un sort monstrueux.

Allez, le combat continue...

Un autre aspect de ce texte mérite qu'on s'y arrête un instant, "la crise de légitimité qui frappe le système capitaliste" et qui se traduit par le fait "que les gens commencent à remettre le système en question". On a envie de dire : Heureusement sinon notre combat serait perdu d'avance !

Toujours est-il que c'est au cours du processus d'appauvrissement des masses ou de l'offensive de la réaction et non après, non pas que les masses peuvent réagir puisqu'il leur manque une direction, mais que parmi elles des couches se radicaliseront forcément ou chercheront un moyen ou la voie pour rompre avec le capitalisme, de sorte qu'elles peuvent constituer la nouvelle avant-garde du mouvement ouvrier pour peu qu'un parti ouvrier incarne ou leur propose une issue à la crise du capitalisme.

Effectivement, tout le monde a pu observer sans avoir besoin d'être marxiste, que le niveau de conscience politique des masses avait progressé au-delà des apparences qui tendent à démontrer le contraire, mais chacun sait qu'il est préférable de ne pas se fier aux apparences qui sont souvent trompeuses ou mauvaises conseillères, ce qui se traduit par le rejet croissant des institutions, des partis du capital, et a commencé à se traduire concrètement sur le plan organisationnel par le renforcement des partis affichant (théoriquement) leur opposition au régime et une multiplication des mouvements sociaux, indiquant que de plus en plus de travailleurs résistent et cherchent la voie de l'affrontement avec le régime, car ils ne peuvent pas se résigner au sort que leur réserve Macron et l'oligarchie.

Un processus profond ou déterminé de maturation des consciences est en cours. Il se heurte à de nombreux obstacles auxquels il faut s'attaquer pour les faire sauter.

- "Partout il y a une colère brûlante contre les niveaux grotesques d'inégalité : la richesse obscène d'une petite minorité parasitaire contraste nettement avec la pauvreté et le désespoir grandissants à la base de la société. Les bourgeois sérieux sont de plus en plus inquiets de cette tendance, car elle met en danger la stabilité de tout le système. Partout il y a une haine brûlante à l'égard des riches. Beaucoup de gens se demandent : si l'économie va si bien, pourquoi nos conditions de vie ne s'améliorent pas ? Pourquoi détruisent-ils les aides sociales, la santé et l'éducation ? Pourquoi les riches ne payent pas de taxes ? Et ces questions ne trouvent pas de réponses.

Les bourgeois sont de plus en plus alarmés par les conséquences politiques de la crise."

LVOG - Le premier paragraphe légitime d'attiser la haine des masses envers l'oligarchie, les riches, ce que j'avais avancé dans une précédente causerie.

Le second paragraphe, à part quelques exceptions, c'est une vue de l'esprit, car ils continuent de se goinfrer comme jamais auparavant tout en poursuivant au pas de charge leur offensive contre tous les acquis sociaux de la classe ouvrière.

La crise du capitalisme est parvenue au stade où les rapports entre les classes tournent systématiquement à l'affrontement, du coup la violence à tendance à se répandre à l'ensemble de la société sans épargner personne, il est donc normal que les bourgeois en soient effrayés et le fassent savoir.

Ce que les bourgeois n'ont-ils pas encore assimilés, c'est que dorénavant ils devront vivre dans une société où la violence est omniprésente et peut frapper n'importe qui n'importe où à n'importe quel moment, c'est la rançon du succès en quelque sorte, le prix à payer pour assurer la survie du capitalisme ou du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, voilà pour l'aspect individuel.

Quant aux conséquences politiques de la crise, ils emploient les grands moyens pour qu'elles ne prennent pas une tournure incontrôlable, en contrôlant les médias (autocensure, désinformation), en utilisant les réseaux numériques pour disloquer les masses (délation, dénonciation, calomnie, fake news, etc.), en favorisant la percée de partis opportuniste ou populistes, en agitant le spectre de l'extrême droite, en recourant au terrorisme, etc.

- La bourgeoisie, empirique jusqu'à l'aveuglement, a été incapable de percevoir les ferments de colère et les forces souterraines qui grandissaient et se préparaient, en silence, à crever la surface. (Tu parles, c'est elle qui les a encadrées ! - LVOG) La bourgeoisie se félicitait de ne pas voir éclater de révolution. (Il n'y a que des abrutis pour avoir vu des révolutions là où il n'y en avait pas, quelle connerie ! - LVOG) Une fois remis du choc initial de 2008, les banquiers et les capitalistes ont repris leurs activités habituelles, comme si de rien n'était. (Tu parles, ce sont eux qui l'ont provoqué, mais quelle connerie ! - LVOG) Comme autant d'hommes ivres qui dansent au bord d'un précipice, ils se sont adonnés à leur transe jubilatoire de l'enrichissement, à un rythme plus endiablé encore, pendant qu'en face, la condition des masses allait de mal en pis.

Trotsky a analysé ce qu'il appelait « le processus moléculaire de la révolution ». Dans son Histoire de la révolution russe, il souligne que ce qui détermine la conscience des masses n'est pas seulement la crise économique, mais plutôt le processus d'accumulation du ressentiment qui se développe tout au long de la période précédente. Sous le calme apparent fermente la colère des masses, jusqu'à ce que le seuil critique soit atteint, où la quantité se transforme en qualité.

Aujourd'hui, le sentiment de soulagement qu'éprouvait la classe dirigeante a brusquement laissé place au pessimisme et aux mauvais pressentiments. Des convulsions politiques et sociales s'observent partout, accompagnées d'une extrême instabilité à l'échelle mondiale et de changements brutaux dans les relations internationales.

Même si l'économie redémarre, une telle amélioration ne viendra pas automatiquement infléchir l'évolution de la conscience des masses, qui a été façonnée par les souvenirs de dizaines d'années de stagnation ou de dégradation de leur niveau de vie. (Détrompez-vous, les expériences passées enseignent exactement le contraire ! - LVOG)

- La crise a les effets les plus durs et les plus directs sur les jeunes gens. Pour la première fois depuis des décennies, la

nouvelle génération n'aura pas les mêmes conditions de vie que celle de ses parents. Cela a des conséquences politiques graves. Dans tous les pays, la pression intolérable sur la jeunesse trouve son expression dans une augmentation nette de la radicalisation politique. Sur toutes les questions, la jeunesse se trouve bien plus à gauche que le reste de la société. Elle est bien plus ouverte aux idées révolutionnaires que les autres couches de la société et elle forme par conséquent notre base naturelle.

LVOG - Patati et patata, nous voilà bien avancés !

Dossier sur la Syrie.

Mise au point.

Si des éléments étrangers au mouvement ouvrier et à la classe ouvrière liés à l'impérialisme américains ou à ses vassaux d'Europe ou du Golfe n'étaient pas intervenus pratiquement dès le début ou ne les avaient pas directement provoqués, jamais les mouvements de masse qui ont eu lieu en Afrique du Nord et au Moyen-Orient à partir de 2011 n'auraient connu de tels développements et n'auraient fait l'objet d'une telle couverture médiatique.

Voilà la vérité que les différents courants se réclamant du trotskysme notamment se sont employés à falsifier à des degrés divers. Notre intention ne consiste pas à nier ou à minimiser la portée de la mobilisation des masses dans cette région du monde, mais à la ramener à sa juste valeur, au lieu de colporter des illusions qui précéderont de cruelles désillusions chez les militants et les travailleurs les plus avancés.

Seule la chronologie rigoureuse des faits permettait (et permet en général) de comprendre leur enchaînement, et de déterminer avec précision le rôle des différents acteurs en présence, afin de définir dans quelle direction s'orienterait la situation et quelles tâches et quels objectifs le mouvement ouvrier et les masses devraient se fixer. Dès lors qu'on s'écarterait des faits, on serait voué au mieux à l'impuissance, au pire à faire le jeu de la réaction.

Le passage qui suit est extrait d'un document intitulé Perspectives mondiales 2018, publié au début de l'année par la Tendance Marxiste Internationale (TMI). Il est en quelque sorte une caricature de l'attitude adoptée par tous les courants du mouvement ouvrier, à ma connaissance sans exception. Ce document figure intégralement dans le blog de la Tendance Claire du NPA sur Internet (<http://tendanceclaire.npa.free.fr>).

TMI - Révolution au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

La révolution qui a balayé la région en 2011-2013 a échoué parce qu'il lui manquait une direction révolutionnaire. Aujourd'hui, fatigué et confus, le mouvement général a reflué et a laissé une marge de manœuvre aux réactionnaires. La montée de la réaction et de la contre-révolution islamiste dans toute la région est liée au reflux du mouvement révolutionnaire.

Cependant, les événements de 2017 au Maroc montrent que la révolution n'est pas morte. Le soulèvement dans la région du Rif a été le mouvement le plus spectaculaire au Maroc depuis la révolution de 2011 au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. L'incident immédiat qui a déclenché le soulèvement a été l'assassinat par la police d'un jeune poissonnier, jeté dans un camion poubelle. Une fois enclenché, ce mouvement s'est déroulé avec une vitesse et une intensité incroyables. Un mouvement national de solidarité de la classe ouvrière et des couches opprimées a vu le jour avec ses propres revendications, qui n'étaient ni nationalistes, ni sectaires.

Ce mouvement anticipe les développements dans le reste de la région, où il n'existe pas un seul régime stable. Tous les régimes de la région sont faibles et luttent pour leur survie. Ils ne peuvent résoudre aucun des problèmes des masses qui, à leur tour, subissent d'énormes pressions. Tôt ou tard, le mouvement renaîtra à un niveau encore plus élevé.

LVOG - Tout y est : Déformation et manipulation systématique des faits qui n'a rien à envier à la désinformation pratiquée par les médias, interprétation de la réalité qui relève de la propagande sur un registre purement dogmatique, lieux communs et platitudes en guise d'analyse et de perspective politique...

Autant dire que si vous vous en tenez à ce qui figure dans ce texte, vous ne pourrez pas vous faire votre propre idée sur la situation, car il vous manquera la plupart des faits qui ont déterminé son orientation. C'est assimilable à du bourrage de crâne tel que le pratique les médias. Et ce n'est pas anodin, car cela fournit des arguments à ceux qui affirment que les travailleurs qui rejoignent des partis ouvriers sont embrigadés ou manipulés, à juste titre il faut malheureusement le reconnaître quand ces partis adoptent cette pratique détestable.

Cela dénote aussi une certaine conception du parti que nous condamnons, qui consiste à maintenir les militants dans l'ignorance, de sorte qu'ils ne pourront pas s'opposer sérieusement ou de manière cohérente à la ligne politique de leurs dirigeants, puisqu'ils ne disposeront pas du matériel nécessaire pour soutenir leurs propres idées ou positions.

Quand nos dirigeants ne tordent pas la réalité pour qu'elle coïncide avec leur théorie, ils la font carrément disparaître. Et les militants ne s'aperçoivent pas que ce qu'on leur présente est une interprétation d'un aspect seulement de la situation, et non les faits eux-mêmes dont ils n'auront pas connaissance, ou alors il faudra qu'ils aillent les chercher ailleurs s'ils en ont le temps, ce qui n'est pas évident quand on passe déjà quotidiennement des heures devant différents écrans, n'est-ce pas ? Ils ne s'apercevront pas non plus que leurs interprétations ne coïncident pas avec celles que font de la situation ces travailleurs en Afrique du Nord ou ailleurs, ce qui est propice à générer les pires confusions. Le cas de la Syrie est un modèle du genre.

- De quoi la bataille de Deraa est-elle le symbole ? - Réseau Voltaire 10 juillet 2018

Thierry Meyssan n'accepte pas la narration du début des hostilités en Syrie, telle que la présente la presse occidentale et du Golfe depuis 7 ans. Il revient donc sur ces événements au regard des éléments connus depuis. Comme toutes les sciences, la science politique se rapproche de la vérité en remettant en question ses conclusions précédentes et en intégrant de nouvelles observations à son raisonnement.

Par Thierry Meyssan (Damas -Syrie)

Les Occidentaux font de la bataille de Deraa le symbole de l'échec du combat qu'ils soutiennent. C'est tout à fait exact, mais pas au sens où ils l'entendent. Revenons sur les événements qui déclenchèrent les hostilités.

À partir du 4 février 2011, un mystérieux compte Facebook « Syrian Révolution 2011 » (en anglais dans le texte) appelle à manifester chaque vendredi contre la République arabe syrienne. Utilisant exclusivement des symboles sunnites tout en prétendant parler au nom de tous les Syriens, il rythmera les événements durant plusieurs années.

Selon Al-Jazeera, le 16 février, 15 adolescents (puis 8 de leurs camarades) sont arrêtés à Deraa pour avoir tagué des slogans hostiles au président el-Assad. Ils auraient été torturés et le responsable local de la Sécurité aurait insulté leurs parents. À ce jour, s'il a bien été confirmé que des mineurs avaient été interpellés plusieurs heures par la police, les tortures et les insultes n'ont jamais été établies. Les vidéos et interviews diffusés par la presse anglo-saxonne sont terribles, mais ne correspondent ni aux reportages qataris originels, ni à ce qui a pu être vérifié sur place.

Le 22 février, John McCain, qui cumule son mandat de sénateur et sa fonction de président d'une des branches de la National Endowment for Democracy [1], un des services secrets des « Cinq yeux » (USA-UK-Australie-Canada-Nouvelle Zélande), est au Liban. Il confie le cheminement des armes en Syrie au député haririste Okab Sakr. Il se rend également à Ersal pour y établir une future base arrière des jihadistes.

Le 15 mars à Deraa, ville traditionnellement baasiste, une manifestation de fonctionnaires présente diverses revendications auxquelles le président et le gouvernement répondent, le 17 mars, par des mesures sociales d'envergure.

Toujours à Deraa, une manifestation d'islamistes se tient, le vendredi 18 mars, à la sortie de la mosquée Al-Omari. La foule scandé « Allah, Syrie, liberté », étant entendu que « liberté » ne doit pas être pris au sens occidental et ne dénonce pas une dictature. Il faut comprendre ce terme au sens des Frères musulmans de « liberté d'appliquer la charia ». Durant cette manifestation, des coups de feu sont tirés à la fois contre des policiers et contre des protestataires, sans que l'on sache d'où ils proviennent. Il est probable que, comme on l'a vu au Venezuela [2], en Libye et dans d'autres pays, les tireurs étaient issus d'une troisième force chargée de créer une atmosphère de guerre civile et de préparer l'invasion étrangère. Les événements dégénèrent. Le Palais de Justice et ses archives sont brûlés, tandis qu'un groupe d'émeutiers quitte la ville pour attaquer, non loin de là, un centre des services de Renseignement militaire chargé de surveiller les troupes d'occupation israélienne sur le Golan.

Par la suite, le sénateur McCain a admis être en contact permanent avec les chefs jihadistes (y compris ceux de Daesh) et a comparé sa stratégie contre la Syrie à celle de la guerre contre le Viêt Nam : toutes les alliances sont bonnes pour vaincre l'ennemi [3]. Confronté à un enregistrement d'une de ses conversations téléphoniques, Okab Sakr a reconnu avoir supervisé les transferts d'armes vers la Syrie [4]. Le général saoudien Anwar Al-Eshki (le négociateur officiel de son pays avec Israël) s'est vanté de ce que Riyad avait préalablement acheminé des armes dans la mosquée Al-Omari [5]. Bien qu'ils aient été les seuls à en tirer profit, les Israéliens continuent à nier leur rôle dans l'attaque du centre du Renseignement militaire observant le Golan qu'ils occupent.

Quelle que soit la manière dont on interprète ces événements, force est de constater qu'ils n'ont rien de populaire, mais sont le fruit d'un complot impliquant, à ce moment-là, au moins les États-Unis, l'Arabie saoudite et Israël.

Selon la presse occidentale, la « chute » du « berceau de la révolution » marque la fin de tout espoir de « renverser Bachar el-Assad ». Certes, mais ne serait-il pas plus juste de dire que la République arabe syrienne, son armée, son peuple et son président viennent de « libérer » le « berceau de l'agression étrangère » ? Réseau Voltaire 10 juillet 2018

[1] « La NED, nébuleuse de l'ingérence "démocratique" » ; « La NED, vitrine légale de la CIA », par Thierry Meyssan, Réseau

Voltaire, 22 janvier 2004 et 6 octobre 2010.

[2] Le 11 avril 2002, ont eu lieu à Caracas, la capitale du Venezuela, les « événements du pont Llaguno », où des partisans et des opposants du président Hugo Chávez, ainsi que des membres des forces de sécurité et de simples passants, sont tombés, tués par des tirs d'origine inconnue générant une confrontation dont le solde final était de 19 morts et 72 blessés des deux côtés. Pour une information détaillée et fiable sur cette affaire, voir le documentaire d'Ángel Palacios Puente Llaguno, les clés d'un massacre. Note du Réseau Voltaire.

[3] « John McCain a admis être en contact permanent avec l'Émirat islamique », Réseau Voltaire, 19 novembre 2014.

[4] « Un député libanais dirige le trafic d'armes vers la Syrie », Réseau Voltaire, 5 décembre 2012.

[5] "Saudi admits that Syrian Revolution was armed", VoltairenetTV.

LVOG - Ce qui est épouvantable ici, c'est que pour avoir soutenu une interprétation de la situation en Syrie erronée et dictée par une conception purement dogmatique, le mouvement ouvrier français se prive et prive du même coup le prolétariat d'une formidable victoire remportée par le peuple syrien contre nos ennemis communs alors qu'il en a le plus besoin.

Voilà à quel niveau d'absurdité on en est arrivé, par pur opportunisme, c'est pitoyable au dernier degré. Volontairement je n'ai nommé aucun parti et aucun dirigeant. Les militants n'auront qu'à les soumettre à l'épreuve de cette critique pour déterminer ensuite ceux qui l'auront passée avec succès et ceux qui auront échoué.

Loin de moi l'idée de vous influencer dans un sens ou dans un autre, j'espère que les lecteurs l'auront compris. Mon intention n'est pas de démolir tel ou tel parti, mais de faire en sorte qu'on cesse de marcher sur la tête et de nous prendre pour des imbéciles, sinon nous ne progresserons jamais et l'avant-garde du mouvement ouvrier continuera de se disloquer, je ne crois pas que ce soit ce que souhaitent les militants. Là aussi l'unité est possible, mais pas à n'importe quelle condition ou sur n'importe quelle base.

Voici maintenant la version officielle et frauduleuse adoptée également par la quasi totalité du mouvement ouvrier.

- Le régime syrien hisse le drapeau national à Deraa, berceau de la révolte - AFP12 juillet 2018

Grille de lecture.

Vous allez vous apercevoir plus loin que l'AFP est la voix du Center for a New American Strategy, un puissant think tank lié aux faucons ou les pires va-t-en-guerre du Pentagone.

Non, mais attendez, il faut sortir de la cour de récréation dans laquelle veulent nous enfermer nos dirigeants. Prenez de la hauteur, les choses sérieuses se passent un cran au-dessus...

Pour falsifier la réalité ou la situation et orienter dans une direction précise les lecteurs, il n'est pas forcément indispensable d'en fournir une présentation ou une interprétation frauduleuse. Il suffit parfois de substituer un mot à un autre, de telle sorte que la sémantique employée sera suffisamment suggestive ou implicite pour induire en erreur les lecteurs ou les faire adhérer à une thèse, les conduire à partager la position adoptée par l'auteur d'un article à leur insu, car ils ignoraient ses véritables intentions ou la nature de l'escroquerie à laquelle il s'est livré.

L'AFP, comme toutes les agences de presse et l'ensemble des médias se livrent quotidiennement à cet exercice.

- Les rebelles (X4), les factions insurgées, les factions rebelles = Les barbares du Front Al-Nosra issu d'Al-Qaïda.

- Le secteur rebelle, les secteurs insurgés, localités rebelles = Le territoire contrôlé par ces barbares.

- Le berceau de la révolte, "berceau" des manifestations, un soulèvement, bastion de la révolution = Point de départ de la guerre entamée par Washington, Riad et Tel-Aviv contre la Syrie début 2011.

- Le régime (X5), le régime syrien = Le président de la République arabe syrienne élu au suffrage universel.

- OSDH = Basé à Londres ou le MI6, les agents recrutés par les services secrets britanniques.

AFP - L'armée syrienne a hissé jeudi le drapeau national dans le secteur rebelle de la ville de Deraa, berceau de la révolte contre Bachar al-Assad en 2011, un geste symbolique illustrant la nouvelle victoire engrangée par le régime et son allié russe.

Un correspondant de l'AFP à Deraa a pu voir un convoi de policiers militaires russes et d'officiers du régime syrien, accompagnés de journalistes, entrer dans le centre de Deraa, chef-lieu de la province du même nom, pour la cérémonie.

Une nouvelle fois, le président syrien a eu recours à une stratégie alliant bombardements meurtriers et négociations parrainées par Moscou, pour faire plier les rebelles dans cette province méridionale, un secteur sensible bordant la Jordanie et la ligne de démarcation avec Israël sur le plateau du Golan, en partie annexé par l'Etat hébreu.

Près de trois semaines après l'offensive lancée par le régime dans cette province, les factions insurgées ont été contraintes d'accepter le 6 juillet un accord dit de "réconciliation" négocié par la Russie, qui s'apparente en fait à une capitulation.

Cet accord impose aux rebelles l'abandon de leur artillerie lourde et moyenne. Il prévoit aussi le retour des institutions étatiques dans les secteurs insurgés et le départ des combattants refusant de rester sous contrôle du régime vers la province d'Idleb (nord-ouest) qui échappe encore en grande partie aux forces d'Assad.

"Des unités de l'armée syrienne (sont) entrées à Deraa al-Balad (centre-ville) et ont hissé le drapeau national sur la place publique", a indiqué jeudi l'agence de presse officielle Sana.

Mais le geste est pour l'instant "symbolique" a estimé l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), en précisant que les procédures prévues par l'accord n'ont pas encore été entamées.

"Les factions rebelles sont encore dans la ville de Deraa, celles qui veulent la réconciliation doivent encore abandonner leur artillerie, les procédures n'ont pas encore commencé", a déclaré le directeur de l'ONG, Rami Abdel Rahmane.

- Démoraliser les rebelles -

"Probablement dans les jours à venir, les combattants refusant la réconciliation seront évacués (...). Puis le régime entrera officiellement et procédera à des vérifications", confie à l'AFP le militant Omar al-Hariri, dans la cité de Deraa.

"A ce moment là, on pourra dire que la ville est totalement sous son contrôle", ajoute-t-il.

Grâce au soutien militaire de ses alliés russe et iranien, Damas contrôle désormais plus de 60% du pays, ravagé depuis 2011 par une guerre qui a fait plus de 350.000 morts et des millions d'exilés.

Située à une centaine de kilomètres de la capitale, la perte de Deraa est d'autant plus symbolique que la ville est considérée comme le "berceau" des manifestations anti-Assad de 2011.

Le 6 mars 2011, une quinzaine d'adolescents séduits par les révolutions tunisienne et égyptienne, avaient ainsi gribouillé sur les murs de leur école des slogans hostiles au président, marquant le début d'un soulèvement plus vaste.

Après la répression sanglante du régime, le pays a été plongé dans une guerre qui a fait plus de 350.000 morts et des millions d'exilés.

Le pouvoir syrien a désormais repris plus de 80% de la province de Deraa. Des localités rebelles dans l'ouest attendent toujours une application de l'accord.

Pour l'analyste Nick Heras, en hissant le drapeau dans la ville de Deraa, le pouvoir cherche à démoraliser les rebelles qui s'opposent encore à une reprise de leurs secteurs dans la province.

"Deraa devait être un bastion de la révolution, résistant à Assad jusqu'au bout", mais maintenant le régime "peut diffuser des images pour montrer au monde que la ville ne peut plus combattre", a dit cet expert au Center for a New American Strategy. AFP 12 juillet 2018

Qu'est-ce que le Center for a New American Strategy qui sert de référence à l'AFP ?

Le Center for a New American Strategy est un think tank lié au Pentagone basé à Washington dont le directeur général n'est rien d'autre que la néoconservatrice Victoria Nuland.

Qui est Victoria Nuland ?

- Secrétaire d'État adjoint de la secrétaire d'État Madeleine Albright entre 1993 et 1996

- Représentante permanente des États-Unis auprès de l'OTAN du 13 juillet 2005 au 2 mai 2008
- Conseillère pour la politique étrangère du vice-président républicain Dick Cheney de 2003 à 2005.
- Envoyée spéciale d'Hillary Clinton pour les Forces armées américaines basées en Europe de février à juin 2010
- Porte-parole du secrétaire d'État des États-Unis du 31 mai 2011 au 30 juillet 2013
- Secrétaire d'État assistant pour l'Europe et l'Eurasie du 18 septembre 2013 au 25 janvier 2017.
- Epouse de Robert Kagan, chef de file des néo-conservateurs et cofondateur avec William Kristol du think tank Project for the New American Century (PNAC). Il est expert au Carnegie Endowment for International Peace et au German Marshall Fund of the United States, membre du Council on Foreign Relations. (Source : Wikipédia)

En Complément. Ils osent tout.

- Syrie: Paris prédit la fin des opérations anti-Daech à l'automne - Reuters

Un bilan à mettre au compte des provocateurs à la solde du FMI, de l'impérialisme américain.

- Manifestations au Nicaragua: le bilan monte à 264 morts - AFP 11.07

Le bilan de la répression des manifestations antigouvernementales au Nicaragua est monté à 264 morts et plus de 1.800 blessés. AFP 11.07

[Haut de page ↗](#)

Le 15 juillet 2018

CAUSERIE ET INFOS

- [Causerie au format pdf \(7 pages\)](#)

Le mot du jour : Les cons ça ose tout, et c'est même à ça qu'on les reconnaît. Et qui est le roi des cons, qui ose tout, qui le revendique ? Macron ! Et sa cour.

Et il ne manque pas de rival, par exemple celui qui vient de faire l'éloge du Conseil constitutionnel, Mélenchon ! Je n'y peux rien s'il a cru bon d'adopter cette posture servile.

La connerie prend sa source en haut, puis elle dévale tous les échelons de la société pour finir sa course dans le ruisseau du lumpenprolétariat.

Et toujours ces bruits de bottes ou de canons, cette odeur de chair calcinée ou en décomposition qui couvrent les deux hémisphères terrestres.

Notre plus grand ennemi est le plus grand ami de nos ennemis : L'ignorance des masses et tous ceux qui les maintiennent dans cet état, qui s'emploient à flatter leur ignorance.

Plus le régime en place déteint sur l'Ancien Régime, plus ses serviteurs ont tendance à l'imiter...

Notre expérience épouvantable des services publics et des fonctionnaires de la Caf des Bouches-du-Rhône, de la CNAV de Paris, des services administratifs de La Réunion. On se contentera ici de la CNAV (Caisse Nationale d'Assurance vieillesse).

Je ne vous en ai pas parlé je crois, ma retraite est bloquée depuis le début du mois de juin. J'ai appris avant-hier que mes références bancaires n'étaient pas exploitables, alors qu'elles l'ont été depuis octobre 2017 et qu'elles n'ont pas changé. Délirant ! En revanche j'ai reçu en temps et en heure ma retraite complémentaire gérée par Humanis, un organisme privé.

La CNAV m'a envoyé le 4 juillet par la poste un document à faire remplir par ma banque et à lui renvoyer, donc cela mettra encore au moins un mois, alors qu'ils auraient pu me l'envoyer par Internet début juin, bref cela aurait pu être réglé en 24h.

Pendant un mois ils ont soutenu que ma retraite avait été versée. Plus fort encore, ils ont été jusqu'à mettre à ma disposition sur leur portail l'attestation de paiement du 8 juin. Ensuite ils ont accusé ma banque, puis la Bred qui assure le transfert de banque à banque pour la CNAV. Pendant ce temps-là je me suis démené pour comprendre ce qui s'était réellement passé et j'ai effectué

un tas de démarche, j'ai dérangé pour rien un tas de gens au point d'en être confus évidemment, car ce n'est pas dans mes habitudes, j'ai des principes, moi. Et vous croyez qu'ils se seraient excusés, pas le moins du monde, allez vous faire foutre !

ACTUALITE EN TITRES

Mansuétude coupable.

- Un rappel à la loi pour le journaliste Frédéric Haziza, accusé d'agression sexuelle - Liberation.fr 14.07

Vive l'armée, vive la guerre et vive le profit que je peux en attendre !

- 65% des Français d'accord avec le service national - Reuters 14.07

- Neuf Français sur dix ont une bonne opinion des militaires - Franceinfo 14.07

- Macron promet un mémorial "bientôt" pour les soldats morts en opération - AFP 14.07

Un pays en guerre... intérieure aussi.

- Collomb: 110.000 forces de l'ordre mobilisées ce week-end - AFP 14.07

- Un nouveau plan de lutte antiterroriste pour contrer la menace intérieure - AFP 14.07

Leur monde n'est plus qu'un champ de bataille planétaire.

- Un attentat suicide fait 128 morts dans le sud-ouest du Pakistan - Reuters 14.07

- Raids aériens sur Gaza : du jamais vu depuis 2014 - LeParisien.fr 14.07

- Un véhicule explose près du palais présidentiel à Mogadiscio - Reuters 14.07

Ils osent tout.

- Etats-Unis: 12 agents russes inculpés pour le piratage du parti démocrate en 2016 - AFP 14.07

Le dernier coup bas de l'Etat profond pour tenter de torpiller la prochaine rencontre Trump-Poutine...

- Migrants : des milliers de personnes ont manifesté à Vintimille contre les frontières - Franceinfo 14.07

Les frontières entre le discernement et la débilité mentale ont cédé...

- "Stop Trump": des dizaines de milliers de personnes défilent à Londres - AFP 14.07

"#DumpTrump" ("Trump à la poubelle"): des dizaines de milliers de personnes ont défilé vendredi à Londres contre la visite de Donald Trump au Royaume-Uni, un "carnaval de la résistance" contre le président américain jugé "misogyne, homophobe, xénophobe". AFP 14.07

Encore une démonstration de la gauche et extrême gauche plus néolibérales que Trump...

- Finlande: services secrets et manifs "anti-Trumpoutine" à Helsinki - AFP 14.07

- Grève générale, 260 morts en trois mois... On vous explique la violente répression au Nicaragua - Franceinfo 14.07

Lire dans cette page les articles en ligne sur la situation réelle au Nicaragua.

ACTUALITÉ DU JOUR

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Le gouvernement fait adopter par les députés l'augmentation de 40% des maires des grandes villes
- Publicsenat.fr 14.07

Dans la nuit de vendredi à samedi dernier, et en toute fin d'examen du budget, Gérald Darmanin a repris à son compte un amendement du Sénat donnant la faculté d'augmenter de 40 % le salaire des maires de grandes villes ou des présidents de départements ou de régions. Publicsenat.fr 14.07

Donc nous sommes en droit d'exiger une augmentation des salaires, des retraites et des allocations chômage et handicapées de 40%. Non ! Pourquoi non ? Ah on vous a habitué aux miettes et vous vous en contentez ! Quelle conception misérable du syndicalisme !

- Les sénateurs adoptent l'assouplissement des règles de l'apprentissage - Publicsenat.fr 14.07

Le projet de loi prévoit de repousser l'âge limite de 26 à 29 ans révolu pour l'apprentissage. Le temps de travail sera assoupli pour les apprentis mineurs. Dans certains secteurs, ils pourront travailler jusqu'à 40 heures par semaine et 10 heures par jour. Le gouvernement prévoit de mieux payer les apprentis de 16 à 20 ans (715 euros contre 685 euros). Au-delà de 26 ans, ils seront payés au Smic. Les majeurs pourront bénéficier d'une aide de 500 euros pour passer le permis de conduire. En cas de rupture du contrat, l'intervention du conseil des prud'hommes ne sera plus obligatoire.

Le rapporteur (a souligné) que l'extension du temps de travail des apprentis pouvait être utile aux secteurs de l'artisanat, de l'hôtellerie ou de la restauration. Publicsenat.fr 14.07

Tu as 16 ans et ces esclavagistes veulent te faire bosser 10 heures par jour, 50 heures par semaine. Si tu refuses, ils vont déclarer que tu es un fainéant, voilà tout !

- Cancers et pesticides dans les vignes : « Tout le monde le sait, et tout le monde ferme les yeux »
- Publicsenat.fr 14.07

En Gironde et en Charente, terres viticoles par excellence, les cas de cancers se multiplient à proximité des vignes. L'usage de produits chimiques phytosanitaires est pointé du doigt. Les familles se mobilisent pour dénoncer l'omerta qui règne au sujet des pesticides... Publicsenat.fr 14.07

Ce sont des assassins puisque « tout le monde le sait », à commencer par Macron, Philippe et le ministre de l'Agriculture.

- Polémique à Nice autour de la fermeture d'une fontaine utilisée par des SDF - Liberation.fr 14.07

Des associations dénoncent la fermeture par la mairie de Nice d'une fontaine utilisée par des SDF pour éloigner ces derniers d'une place du centre-ville, ce que dément la ville dans un communiqué publié vendredi. Liberation.fr 14.07

- 340 migrants secourus en mer ce samedi aux larges des côtes espagnoles - LeParisien.fr 14.07

340 migrants secourus en Méditerranée. L'opération de sauvetage a eu lieu ce samedi, menée par les services de secours espagnols. Ils étaient 240 répartis sur 12 bateaux... LeParisien.fr 14.07

Une telle armada, 12 bateaux, même si c'étaient de petites embarcations, n'était pas repérable par satellite quand elle prit la mer...

C'est quoi un travail d'investigation sur le Net pour démasquer les manipulations (de l'AFP) ? Mode d'emploi.

- En Syrie, des militants ont lancé la guerre... aux "fake news" - AFP 14 juillet 2018

LVOG - Donc leurs intentions sont louables...en apparence seulement.

AFP - Une équipe de six volontaires --installés en Turquie, en Syrie ou encore en Allemagne-- dirige le projet, financé grâce aux dons d'ONG européennes. (Lesquelles ? - LVOG)

"Les fausses informations se propagent plus rapidement que les vraies", s'amuse Dirar Khattab, l'un des volontaires.

Depuis 2016, la plateforme "Verify-sy" permet aux internautes de distinguer le vrai du faux, décortiquant et démontant les intox qui font le buzz, après avoir été disséminées par les groupes rebelles, le pouvoir de Bachar al-Assad, ou leurs partisans.

LVOG - Dans la suite de cet article, l'AFP va donner des exemples de fake news rapportées par ces "militants", mais étrangement on va s'apercevoir qu'aucun ne concerne les barbares issus d'al-Qaïda présentés comme des rebelles, C'est révélateur et on n'est pas au bout de nos surprises.

- Un cliché présenté sur la toile comme étant un raid aérien israélien sur Damas s'avère être, après vérification, un bombardement de l'Etat hébreu sur la bande de Gaza en 2014.

- Des images montrant des Casques blancs --ces bénévoles de la défense civile en territoire rebelle-- se préparant à mettre en scène une opération de sauvetage, sont exhibées comme preuve de leur malhonnêteté. Ce sont effectivement des acteurs... mais il s'agit du tournage d'un film réalisé par un député syrien.

- Côté opposition, une vidéo postée récemment sur internet appelant, via les haut-parleurs de mosquées, les rebelles de la province de Deraa (sud) à combattre les forces du régime s'est avérée être une vidéo remontant à 2015 au Yémen, que les militants de "Verify" ont trouvée sur Youtube.

- M. Khattab se souvient ainsi de la fois où, en décembre 2016, l'ambassadeur syrien auprès de l'ONU, Bachar al-Jaafari, a présenté devant le Conseil de sécurité une photo prise selon lui lors de la bataille d'Alep. On peut y voir un soldat à quatre pattes faisant office de marchepied à une jeune femme pour l'aider à descendre d'une camionnette. Seul hic: l'image vient d'Irak, et non de Syrie, selon "Verify".

L'équipe a créé une page Facebook qui permet également au public de participer à l'effort de suivi et d'inspection, en soumettant ses propres vérifications, ou en attirant l'attention sur une information douteuse. AFP14 juillet 2018

Question : Mais qui sont réellement ces Syriens, pour qui travaillent-ils au juste, qui les sponsorisent, les finances ?

Qui est Dirar Khattab ?

Dirar Khattab, ex-producteur de documentaires pour la chaîne qatari Al Jazeera, il vit en Allemagne.

Qu'est-ce que Verify-sy ?

Le fondateur de Verify-sy vit aujourd'hui en Turquie.

L'idée de Verify-sy est venue de l'énorme matériel de faux médias, lié à la Syrie, publié principalement sur les médias sociaux, provoquant la perte de crédibilité des médias de la révolution syrienne.

L'opinion publique et les sympathisants de la révolution syrienne, et même le public syrien lui-même, ne font pas entièrement confiance à la révolution médiatique pour cette raison. Nous, dans Verify-sy, détectons les nouvelles fausses et fabriquées sur d'autres plateformes de médias et les corrigeons afin de transmettre les vraies nouvelles au public. (Dans le blog, c'est moi qui est fait la traduction- newsdeeply.com)

On apprenait également que Verify-sy était un service ou une antenne de News Deeply.

Qu'est-ce que News Deeply ?

News Deeply is an online journalism and technology company, based in New York City. Wikipedia.org

Traduction : News Deeply est une entreprise consacrée au journaliste et aux technologies de l'information basée à New York.

Cela commence à sentir le soufre, vous ne trouvez pas ? On le vérifie tout de suite.

Que lisons-nous dans le blog de News Deeply ?

We Are the Syrian Electronic Army - newsdeeply.com June 2, 2016

- "We respect the human mind, something that the government media has never done."

- "The average readers today cannot verify the news, as they can't go back to the Russian, Iranian and Western media. This is where platforms like ours help the reader."

The amount of misinformation and lies that some news outlets spread out of Syria is unfathomable. Whether it's Hezbollah's propaganda [hub], al-Manar, or Russia's RT, these outlets spread lies to support the Syrian regime's vening in Syria. "newsdeeply.com June 2, 2016

En gros, leurs cibles sont la Russie, l'Iran, le Hezbollah les médias alternatifs occidentaux, et bien entendu Bachar el-Assad et le gouvernement syrien.

3 mois plus tôt le Huffington Post basé également aux Etats-Unis avait publié cet interview, le 3 mars 2016. Apparemment cela n'avait pas pris, donc ils ont remis cela à partir d'un autre support toujours basé aux Etats-Unis.

Là les choses vont se préciser encore, on arrive au bout, un peu de patience.

Qui a créé News Deeply ?

Lara Setrakian une américaine d'origine arménienne devenue journaliste. Correspondante pour ABC News, Bloomberg TV, the International Herald Tribune notamment. A partir de 2011 elle a couvert les événements en Egypte, Tunisie, Libye, Liban, Syrie, Yémen notamment pour Bloomberg Television et ABC News...

Elle est diplômée de l'université d'Harvard, et elle est membre du Young Global Leader of the World Economic Forum et du Council on Foreign Relations (CFR). Elle contribue également au blog du magazine américain bimestriel Foreign Policy créé par le théoricien du choc des civilisations et néoconservateur, Samuel P. Huntington.

Qu'est-ce que Foreign Policy magazine ?

Créé en 1970 par Samuel P. Huntington.

Il était publié jusqu'à fin 2009 par la Fondation Carnegie pour la Paix Internationale à Washington, D.C. Il a été racheté par The Washington Post Company fin septembre 2009. (Piliers du groupe Bilderberg depuis 50 ans - LVOG)

Quels sont les généreux donateurs de News Deeply ?

Foreign Policy Institute (SAIS) basé à Washington est un des donateurs de News Deeply, qui par ailleurs a reçu 2.5 millions de dollars de différents donateurs.

Pour terminer, qu'est-ce que Foreign Policy Institute (SAIS) ?

Appelé à l'origine The Washington Center of Foreign Policy Research, il a été fondé et financé par la Ford Foundation, puis par Carnegie Corporation and the Ford, Avalon, Old Dominion and Rockefeller Foundations. Y sera intégré le théoricien de la dislocation du Moyen-Orient, Zbigniew Brzezinski... (Source : Wikipedia)

Tous les lecteurs auront compris quelle est la nature et la fonction de ces "militants" syriens qui ont été recrutés par les parrains des barbares du Front al-Nosra et de Daesh renommés "rebelles" par l'Agence Française de la Propagande de guerre de l'Otan.

Vous aurez remarqué qu'au premier abord on ne soupçonnerait jamais qui sont leurs soutiens et quels sont leurs réelles intentions maquillées par l'AFP. Il s'agit bien d'une manipulation ou d'une information à caractère frauduleuse destinée à tromper les lecteurs pour les amener à soutenir les ennemis de la Syrie.

Bien entendu, en période de conflit ouvert l'ensemble des belligérants recourent à tous les artifices de la propagande de guerre à leur disposition pour tromper leurs ennemis, dont les fausses informations. Donc accuser systématiquement un des belligérants d'y recourir, c'est vouloir faire croire que l'autre camp n'y recourrait pas ou sous-entendre qu'il serait légitime qu'il en use, comme s'il y avait été forcé malgré lui ou qu'il en était la victime innocente, donc ici les barbares qui ont détruit la Syrie.

Il ne manque jamais de citoyens isolés prêts à servir les pires causes ou à accomplir les plus sales besognes pour en tirer profit. L'homme est capable du meilleur et des pires bassesses...

Au passage, vous aurez observé comment nos ennemis ont étendu leur toile à travers le monde. A côté, on est vraiment minable. On n'est même pas foutu de se coordonner, d'entretenir des relations loyales et cordiales, tout cela parce qu'il y en a qui ne supportent pas qu'on les critique ou qui font passer leurs propres intérêts avant tout, ils se foutent de la cause qu'ils prétendent défendre, vous avez une autre explication à proposer ? Sauf peut-être quand il s'agit de se montrer à la tribune au côté des raclures du PS ou du PCF, là ils se bousculent.

[Haut de page ↗](#)

Le 16 juillet 2018

CAUSERIE ET INFOS

● [Causerie au format pdf \(7 pages\)](#)

A bâton rompu.

Pourquoi existe-t-il un tel décalage entre le mouvement ouvrier et les masses ? Mais peut-être est-ce mal poser la question. Ce décalage existe-t-il réellement ?

Les explications qu'on nous fournit relèvent de la démagogie. On annonce aux travailleurs qu'ils vont devoir travailler plus, plus longtemps pour toujours gagner moins ou voir leurs retraites réduites, ils ne se mobilisent pas. On leur annonce un tas de mesures antisociales qui vont concerner leur mode de vie, ils ne réagissent pas. Et qu'est-ce que nous sortent nos dirigeants ? C'est de la faute des appareils, de la division, patati patata, toujours la même rengaine depuis des lustres. Ils se foutent de nous. Ils ne chercheront pas à comprendre pourquoi les travailleurs adoptent cette attitude. Certains iront jusqu'à prétendre que c'est parce que les travailleurs n'ont pas ou plus confiance dans les syndicats ou les partis ouvriers. En admettant que ce soit le cas, alors pourquoi ne s'orientent-ils pas vers d'autres partis ouvriers ? Peut-être parce qu'ils considèrent qu'ils sont aussi dégénérés ou qu'aucun ne leur tient un discours audible et cohérent, qui sait ? Cela pourrait être une partie de l'explication.

Peut-être que la majorité des travailleurs réagissent ainsi, parce qu'ils ont encore les moyens d'absorber le choc des mesures prises par le gouvernement (et les précédents), qui sait ? Ils s'en accommodent sans que leur mode de vie n'en soit profondément affecté, ils estiment donc inutile de se mobiliser. Cela pourrait être aussi une partie de l'explication.

Dans tous les cas de figure, ils témoignent qu'ils n'ont aucune conscience de classe ou si peu, c'est sans doute la seule chose qu'on peut affirmer sans prendre de risque. Sont-ils heureux pour autant ? Non, mais cela pourrait être pire. Mais cela pourrait être mieux aussi, non mais cela on s'en fout, ce n'est pas le sujet. Ah bon ? Tiens donc ! Je pense le contraire et que c'est par ce bout là qu'il faudrait prendre les choses. Il est vrai que moi aussi je pourrais me la couler douce, au lieu de me faire chier à actualiser ce portail pour que dal, après tout moi aussi j'ai le droit de profiter de la vie maintenant que je suis vieux, un vieux con, je sais.

De toutes manières, dès qu'on essaie d'aborder la situation sous cet angle, les militants refusent toute discussion, on a le droit qu'à des quolibets ou des insultes. En fait, ils ne veulent pas entendre parler des rapports entre les classes, ils ne veulent pas entendre parler des rapports qui existent entre la condition des travailleurs et la survie du capitalisme. Ils se foutent de la situation, de tous ces facteurs ou de tous ces rapports, ils se contentent de la messe qu'on leur sert depuis plus d'un demi-siècle. J'en déduis donc qu'ils tirent également satisfaction de leur condition et qu'ils n'ont aucune raison de vouloir en changer. Revenons à la question que nous posions au début.

Alors ce décalage existe-t-il réellement ? Vous avez la réponse. A suivre.

[Stratégie du chaos. Au Canada.](#)

Le Canada légalise la consommation et la culture du cannabis a-t-on appris.

Lu une réaction - "*La crainte principale est relative à la banalisation de cette substance par la société, l'accès des jeunes au cannabis qui inquiète...*"

Ce n'est pas le cannabis en soi qui pose problème ou qui constitue une crainte, mais davantage les conditions économiques, sociales et politiques dans lesquelles il est rendu accessible à tous, ce qui vaut pour le tabac, l'alcool, certains médicaments.

Pourquoi des gens se bourrent la gueule, se défoncent, se bourrent de ces saloperies ? Pourquoi en éprouvent-ils le besoin ? Pourquoi sont-ils si mal dans leur peau ? Pourquoi la vie leur semble aussi insupportable ? Pourquoi la société leur pourrit l'existence ? Il ne serait pas plutôt là le problème ?

On peut très bien savourer un bon vin, doper son imagination pour accéder à un niveau de conscience supérieur, se soigner sans se détruire le cerveau ou pire encore.

Dans un autre registre on exclura la pornographie qui est une ignominie. Quant à la vente libre d'armes j'y étais favorable pour des raisons que vous pouvez facilement deviner, mais c'était peut-être une erreur. Car à tout bien considérer, c'est peut-être l'un des plus puissants facteurs qui a rendu les Américains schizophrènes, au point d'être en état de guerre permanent contre le reste de la planète ou de porter au pouvoir des psychopathes ayant adopté cette politique.

Stratégie du chaos. Au tour de l'Inde ?

La main invisible de la gauche ultra libérale-libertaire la plus réactionnaire a frappé.

- Nouvelle rumeur meurtrière sur WhatsApp en Inde: 25 personnes arrêtées - AFP 15 juillet 2018

La police indienne a annoncé dimanche avoir arrêté 25 personnes après la mort d'un homme lynché à la suite de rumeurs d'enlèvement d'enfant lancées sur la messagerie WhatsApp.

Ces hommes ont été arrêtés à la suite du meurtre de Mohammad Azam, 27 ans, qui a été attaqué avec deux amis par une foule de 2.000 personnes vendredi soir dans le district de Bidar, dans le sud de l'Etat de Karnataka.

Ses deux amis ont été très grièvement blessés dans cette attaque survenue quelques jours après que la messagerie détenue par le réseau social Facebook a publié des conseils dans les journaux indiens sur la manière de repérer les fausses informations circulant sur sa plateforme.

Plus de 20 personnes ont été lynchées ces deux derniers mois en Inde après avoir été accusées d'enlèvement d'enfant, selon des informations de presse.

La police a précisé que Mohammad Azam et ses amis revenaient vers la ville voisine de Hyderabad après avoir rendu visite à un ami à Bidar lorsqu'ils se sont arrêtés à mi-chemin et ont proposé des chocolats à des enfants.

"L'un d'eux avait acheté des chocolats au Qatar et a essayé d'en donner aux enfants comme marque d'affection", a expliqué à l'AFP l'adjoint au chef de la police de Bidar V. N. Patil. Mais un enfant s'est mis à pleurer, attirant l'attention de plus âgés, qui ont accusé les hommes d'être des kidnappeurs, a poursuivi le policier, alors que les rumeurs sur des réseaux d'enlèvements d'enfants vont bon train sur les réseaux sociaux dans cette région.

M. Patil a précisé que les trois hommes étaient parvenus à prendre la fuite mais avaient été attaqués à quelques kilomètres par un groupe de personnes beaucoup plus nombreux alerté via Whatsapp.

Leur voiture avait basculé après avoir heurté un barrage placé par la foule en colère. Ils ont été extirpés de leur véhicule et frappés à coups de bâtons et de pierres. Trois policiers ont été blessés par la foule qui s'est déchaînée pendant près d'une heure.

Le premier "lynchage WhatsApp" connu dans le pays remonte à mai 2017, dans l'État pauvre du Jharkhand (est), où des foules avaient lynché huit personnes.

Après un an d'accalmie, ce fléau a pris une nouvelle ampleur depuis le début du mois de mai de cette année, avec des épisodes de violences désormais recensés dans une dizaine d'États de l'Inde. Début juillet, ce pays a appelé la messagerie mobile WhatsApp à "agir immédiatement" pour mettre un terme à la propagation des fausses rumeurs. AFP 15 juillet 2018

Après avoir présenté les Indiens comme des violeurs, les voilà qu'ils en font des kidnappeurs.

L'Inde est encore un pays largement sous-développé, et les Indiens ne sont jamais sortis de l'état d'arriération ou de profonde ignorance qui les caractérisait, même ou surtout quand on les retrouve au volant de leur voiture ou surfant sur les réseaux (a) sociaux...

Leur niveau de conscience en général est demeuré un niveau proche de zéro, qu'ils aient été scolarisés ou non, puisque la plupart d'entre eux n'ont reçu aucune éducation ou leurs parents étaient eux-mêmes ultra arriérés quand ils n'étaient pas analphabètes et totalement incultes.

Ici, à proprement parler on ne transmet pas de connaissances, des valeurs, des principes, ces notions n'existent pas. L'éducation ou la pédagogie sont quasi inexistantes ou se réduisent à des coutumes moyenâgeuses bourrées d'obligations et d'interdictions stupides ou coercitives, de croyances ou de superstitions. Le développement de l'homme se fait uniquement au petit bonheur la chance par mimétisme et sans explication, de sorte que la réflexion demeurera à l'état primaire et les bases de la logique la plus élémentaire resteront inaccessibles.

A bien des égards, l'Inde est un pays profondément dégénéré avant même de s'être développé.

Dans ces conditions leur accorder un niveau de conscience tant soi peu développé serait abusif ou ne correspondrait pas à la réalité, ou alors quand il en existe des traces ils vont l'employer de préférence à mauvais escient. Par exemple pour duper ou voler un plus sot qu'eux ou les étrangers qui ignorent à qui ils ont réellement affaire et qui s'apitoient sur leur sort, des proies faciles, j'en fais l'expérience quotidiennement depuis plus de 22 ans, sauf qu'il est de plus en plus difficile de m'abuser, sauf quand ma vigilance baisse parce que je suis trop pris par autres choses ou j'ai l'esprit ailleurs. Non, mais je n'exagère pas, il faut constamment être sur ses gardes, ne serait ce que lorsqu'on fait des courses par exemple.

Le mensonge et le vol, tirer profit d'une situation ou d'une personne, paraître, voilà à quoi se résume leur morale et leur comportement en général à des degrés divers, disons selon leur statut social, mais pas forcément. Selon leur condition du moment aussi, si elles sont particulièrement mauvaises ou critiques, alors ils feront facilement péter tous les codes ou règlements que la société leur avait imposés ou qu'ils avaient fini par adoptés, et il n'y aura plus de limites à leurs agissements qui pourront également se traduire par des excès de violence ou se conclure par un meurtre ou un suicide, c'est très fréquent ici, par pendaison de préférence ou par empoisonnement, décapitation ou découpage à la machette.

Les enfants sont livrés à eux-mêmes et les adultes également, seule la loi, la crainte du gendarme et de la prison, pas toujours, exerce un pouvoir sur eux et limite leurs agissements. Ils n'ont aucune notion du droit, du respect, de la morale, vous diriez du civisme en France. Ils réagissent au coup par coup.

Leur faculté de penser, quand ils s'en servent, sert uniquement leurs intérêts individuels immédiats ou à accroître leur pouvoir de manière à être digne de leur statut social ou pour atteindre un statut social supérieur, c'est le seul facteur qu'ils respectent ou qui leur en impose, car de là découle leur condition dans cette société semi-féodale basée sur la loi du plus riche et du plus fort, d'où le culte qu'ils leur vouent.

Alors imaginez ce qui peut se passer quand on met entre leurs mains des jouets modernes ou sophistiqués comme un téléviseur, une moto ou une voiture, un téléphone portable, Internet et les réseaux numériques, etc. cela va donner lieu à toutes les dérives possibles et inimaginables dans des proportions monstrueuses, c'est inévitable qu'ils en fassent un mauvais usage.

Ils vont totalement ignorer que la télévision est un formidable outil de conditionnement et d'abêtissement, de propagande, ils vont se coller devant à en perdre la vue, etc. Ils vont rouler à contresens sur une quatre voies, y compris les poids lourds de jour comme de nuit, stationner n'importe où, rouler à n'importe quelle vitesse, avec des pneus usés jusqu'à la corde, sans lumière la nuit, avec des véhicules jamais révisés ou en ruine, complètement bourrés, ils vont monter à 5 sur une petite moto, 2 adultes et 3 enfants, à 8 ou 10 dans une bagnole, etc. Ils vont passer leur temps à raconter leur vie au téléphone, qui n'est pas gratuit ! Et je n'ose même pas ou ne peux pas imaginer quel usage ils vont faire d'Internet, des réseaux numériques.

C'est terrifiant quelque part, vous ne trouvez pas, et je ne vous raconte pas tout ! Ce bref aperçu permet de comprendre que les Indiens n'ont pas du tout conscience des dangers que représentent tout ce qu'on a mis à leur disposition, ce dont je m'emploie à leur expliquer à longueur de temps évidemment, ce qu'il arrive à comprendre facilement parce que je les connais très bien et je sais comment il faut s'adresser à eux, sans les juger ou les réprimander, et puis à leurs yeux en tant que Français j'ai un statut supérieur, donc j'en use à bon escient pour leur donner de bons conseils, les mettre en garde contre certaines pratiques.

Si ce ne sont pas les plus pauvres qui utilisent Facebook ou WhatsApp, un grand nombre de jeunes issus de la classe ouvrière qui disposent d'un emploi et d'un revenu fixe y sont abonnés et accros.

Un jour Vidje déjeunait chez nous, un jeune ouvrier de 22 ans et neveu de ma compagne. J'avais constaté auparavant qu'il ne décrochait plus de son Iphone, même à table. Je lui ai montré à l'ordinateur un article de presse mettant en garde sur l'usage abusif de Facebook et les ravages que cela pouvait causer à leurs utilisateurs et sur le plan social à leur entourage, jusqu'à la dépendance et produire des crises de démences nécessitant une hospitalisation en service psychiatrique. Cela a produit un effet radical sur lui, l'histoire que je viens de vous raconter remonte à quelques mois déjà, et depuis je l'ai revu en maintes occasions et bien jamais plus je l'ai trouvé absorber par son Iphone qui restait dans la poche de sa chemise.

Il ne faut pas croire que Vidje serait plus développé que les autres Indiens. En revanche, je crois que pour avoir travaillé en usine pendant près de 2 ans, inconsciemment il a vécu une expérience qui allait lui être profitable. Il s'était retrouvé dans une situation où il avait été forcé d'écouter ce que ses supérieurs hiérarchiques lui disaient s'il voulait travailler et conserver son emploi. Il a donc développé cette faculté qui lui sera utile en d'autres circonstances ou le restant de sa vie, ce qu'il a démontré en m'écoutant, surtout que je lui avais dit sur un ton amical, qu'il était libre de faire ce qu'il voulait de son Iphone.

Pour revenir à l'article de l'AFP.

La semaine dernière ma compagne Selvi m'a demandé si on ne pourrait pas prendre chez nous chaque week-end sa petite fille (3 ans et demi) et un de ses frères (9 ans) parce qu'ils auraient été victimes d'une tentative d'enlèvement. D'après ce qu'elle m'a raconté, alors que les deux gosses marchaient le long de la grande route à 500 mètres de chez eux, un homme s'est arrêté et leur a proposé de monter sur sa moto, les gosses ont pris peur et sont partis en courant en direction de la maison de leurs parents. Peut-être voulaient-ils seulement les raccompagner chez eux, toujours est-il qu'il n'en fallu pas plus pour que les parents de ces gosses et ma compagne en deviennent hystériques, après avoir entendu plein d'histoires d'enlèvements à la télévision et dans la presse.

Bref, Vosmsica 3 ans et demi a passé le week-end chez nous, pas son frère qui est déjà un petit monstre, j'ai assez d'emmerdements sur le dos en ce moment, c'est son père qui l'a pris avec lui à son boulot, il a préféré la compagnie de ses copains au lieu de consacrer du temps à l'éducation de ses gosses, qu'il assume, c'est ce que je lui ai dit gentiment, mais fermement parce qu'il avait insisté lourdement.

La petite fille de 3 ans et demi écoute quand on lui parle, elle obéit quand on lui donne un ordre, le garçon de 9 ans s'en tape complètement et te le fait savoir, il va jusqu'à t'envoyer chier, en plus il est violent, il n'y a déjà plus rien à en tirer, et moi je n'ai pas la mentalité d'un flic, merde. Leur frère aîné qui a 11 ans est calme, il fut le premier, son père s'en occupa visiblement. Le destin d'un gosse tient à peu de choses, mais les parents l'ignorent malheureusement.

Si de manière générale on n'attribue pas aux pauvres ou aux masses la responsabilité de leur situation ou de la situation, pris individuellement il est possible de les mettre face à leurs responsabilités et de leur faire comprendre. C'est le principe que j'ai adopté, qui vaut pour ce qu'on appelle les migrants que je ne soutiens pas, alors qu'individuellement j'ai aidé des Indiens à immigrer en France, vous saisissez la distinction, n'est-ce pas ? Moi, je ne donne de leçons à personne en général, je ne dicte pas aux masses ce qu'elles devraient faire, je les mets en pratique.

[Il est bien le roi des cons.](#)

- Coupe du monde 2018 : l'explosion de joie d'Emmanuel Macron pendant la finale France-Croatie fait réagir les internautes
- Franceinfo 15 juillet 2018

Quel pantin ! C'est ce qu'on retenu la majorité des internautes. On a déjà compris que ce n'était pas lui qui dirigeait le pays...

- Mondial: l'équipe de France de football reçue à l'Elysée lundi en fin d'après-midi - AFP 15 juillet 2018
- Mondial-2018: La France exulte, emportée par sa "deuxième étoile" - AFP 15 juillet 2018
- La France célèbre la victoire - euronews 15 juillet 2018
- «Penser que tous les Français, dans toutes les villes sont réunis, c'est merveilleux !» - Liberation.fr 15 juillet 2018

La connerie est communicative.

- En images : à Paris, le bal des migrants enfièvre Stalingrad - Liberation.fr 15 juillet 2018

Ils sont moins cons... et ils ont de la mémoire.

- Les Macédoniens boycottent la célébration de l'Otan - Réseau Voltaire 15 juillet 2018

Extrait. L'ex-République yougoslave de Macédoine devait célébrer, le 14 juillet 2018, l'ouverture de sa négociation d'adhésion à l'Otan. Pour l'Alliance, cette adhésion est d'autant plus importante que, comme les Grecs, la majorité des Macédoniens sont orthodoxes et donc culturellement proches des Russes.

15 concerts « We love NATO » (« Nous aimons l'Otan ») avaient été organisés par le Parti socialiste du Premier ministre, Zoran Zaev, et devaient être retransmis par la télévision publique. Cependant, en l'absence de public, les concerts et l'émission ont

été annulés au dernier moment.

Les Macédoniens se souviennent de la guerre conduite par l'Otan contre leur voisin serbe dans sa province kosovare et de la vague migratoire, organisée par l'Alliance, qui précéda l'intervention et servit à la justifier... Réseau Voltaire 15 juillet 2018

[L'UE franchit un pas de plus vers le totalitarisme au profit des multinationales.](#)

- L'UE pourra conclure ses accords commerciaux sans Parlements nationaux - Le Figaro.fr 22.05

Les ministres du Commerce de l'UE ont validé mardi une nouvelle approche dans la conclusion des futurs accords commerciaux de l'Union qui permettra de se passer, selon les cas, de leur ratification par les Parlements nationaux afin d'accélérer les discussions.

Cette approche permettra à l'Union européenne d'éviter que les traités qu'elle négocie puissent être stoppés par un seul Parlement national ou régional, comme ce fut le cas dans le passé pour l'accord avec le Canada, le CETA. Opposé à certains dispositions du CETA, le seul Parlement de la région belge francophone de Wallonie avait bloqué, fin 2016, sa signature pendant plusieurs jours, engendrant une mini-crise diplomatique avec Ottawa.

A l'avenir, la Commission proposera donc de scinder les accords commerciaux en deux: d'un côté les dispositions purement commerciales qui ne nécessiteront que l'approbation du Parlement européen pour entrer en vigueur; de l'autre, un accord d'investissement qui devra être ratifié par tous les Parlements.

Il appartiendra cependant aux Etats membres de décider, "au cas par cas, de la scission des accords commerciaux" en fonction de leur contenu, souligne le Conseil de l'UE dans son communiqué. Le Figaro.fr 22.05

Commentaire d'un internaute en train de réaliser enfin ce qu'ils tramaient depuis le début.

- "Donc, ce sera la bureaucratie européenne, jamais élue, qui prendra des décisions pour l'Europe... Ça ressemble de plus en plus à une dictature."

Euroïnomanie s'est exclamée un autre internaute.

[Syrie. Libération franchit un cran de plus dans la désinformation ou l'imposture.](#)

Grille de lecture.

Les barbares du Front al-Nosra deviennent tout bonnement de braves et héroïques combattants. De la liberté et de la démocratie évidemment.

- Syrie. L'évacuation de Deraa a débuté - Liberation.fr 15 juillet 2018

Des combattants et civils syriens de Deraa ont commencé dimanche à évacuer la ville méridionale en direction du nord du pays. «Plusieurs centaines de combattants et quelques-uns de leurs proches sont montés à bord de 15 bus qui ont quitté [le lieu de rassemblement], a rapporté un correspondant de l'AFP. Selon les registres, 750 personnes devraient quitter [Deraa].»

Haut symbole de la révolte contre Bachar al-Assad en 2011, la province de Deraa est tombée dans l'escarcelle du régime au terme de trois semaines d'une offensive éclair qui a fait plier les rebelles et fait 150 morts parmi les civils. Liberation.fr 15 juillet 2018

Occasionnellement ou pour éviter les répétitions les barbares sont qualifiés de rebelles. Quand aux 150 morts, comment Libération pouvait-il savoir qu'il s'agissait de civils ?

Et quant à la province de Deraa, elle a été libérée de ces barbares par l'armée de la République arabe syrienne...

En complément. Après une bonne nouvelle, une mauvaise.

- Afghanistan: le pire semestre en 10 ans pour les civils, selon l'Onu - AFP 15.07

[Echec du Fonds de la Misère Internationalisée.](#)

- Démission du PM haïtien après de nouvelles manifestations - Reuters 15.07

Le Premier ministre haïtien Jack Guy Lafontant a démissionné samedi de ses fonctions, alors qu'il était confronté à un vote de défiance du Parlement après avoir annoncé ce mois-ci la hausse du prix des carburants, provoquant de violentes manifestations.

Le gouvernement a annoncé la semaine dernière une forte réduction des subventions sur les carburants, dont les prix devaient augmenter de 38% pour l'essence et de 47% pour le diesel.

Cette annonce a déclenché de violentes manifestations, marquées par le blocage de routes, le pillage de magasins et des incendies de voitures dans la capitale Port-au-Prince.

La suspension provisoire de la mesure, annoncée dès le lendemain de son application par Jack Guy Lafontant, n'avait pas suffi à mettre fin aux troubles.

L'augmentation du prix des carburants avait été décidée dans le cadre de mesures d'austérité exigées par le Fonds monétaire international (FMI).

Lafontant, médecin, avait été nommé Premier ministre en mars 2017, alors qu'il était novice en politique. Reuters 15.07

[Haut de page ↗](#)

Le 20 juillet 2018

CAUSERIE ET INFOS

La causerie débute plus loin. Je viens de prendre connaissance d'un article en relation avec une info figurant dans la causerie du jour, donc je la rajoute après avoir actualisé le portail. RSF appelait la "*communauté internationale*" à se mobiliser pour sauver 75 braves "*journalistes*" menacés par l'horrible dictateur Bachar el-Assad.

- 75 « journalistes » exerçant en Syrie appellent Israël à l'aide - Réseau Voltaire 19 juillet 2018

Soixante-quinze « journalistes » exerçant en Syrie dans les zones « rebelles » ont appelé Israël au secours. Ils demandent à pouvoir franchir la frontière, puis à être évacués en Europe.

Ces « journalistes », dont on ignore précisément les noms, ne sont en général pas des combattants. Ils ont couvert les événements et accrédité diverses imputations de crime qui auraient été commis par la République arabe syrienne, dont l'usage d'armes chimiques.

Si au début, plusieurs de ces « journalistes » étaient rémunérés par les rédactions d'Al-Arabiya, BBC, Al-Jazeera, France24 ou Sky, aucun média international ne les revendique plus.

Le MI6 britannique avait installé des correspondants chargés de fournir des « images » et des « témoignages » à la presse occidentale. Doté de 3 millions d'euros par an, ce dispositif avait été tardivement présenté comme visant à lutter contre Daesh, en réalité, il avait été conçu dès le début des événements et servait à justifier la guerre contre la République arabe syrienne. Réseau Voltaire 19 juillet 2018

- "How Britain funds the 'propaganda war' against Isis in Syria", Ian Cobain, Alice Ross, Rob Evans, Mona Mahmood, The Guardian, May 3rd, 2016.

- « Les techniques de la propagande militaire moderne », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 16 mai 2016.

LVOG - Vous verrez plus loin que mes déductions étaient justes. On progresse camarades ! Et vous ?

La causerie du jour.

Le mot du jour : Si "*les médiocres ont pris le pouvoir*", pour être incapables de les renverser, c'est que nous sommes encore plus médiocres !

● [Causerie au format pdf \(17 pages\)](#)

Il y a ceux qui ont l'art de parler pour ne rien dire, et il y a ceux qui ont l'art de faire semblant de ne rien dire tout en disant des choses sérieuses. Devinez à quelle catégorie nous appartenons ?

D'une mystification...

Friedrich Engels - Préface à l'édition allemande de 1890 du Manifeste du parti communiste.

"Pour la victoire définitive des propositions énoncées dans le Manifeste, Marx s'en remettait uniquement au développement intellectuel de la classe ouvrière, qui devait résulter de l'action et de la discussion communes. Les événements et les vicissitudes de la lutte contre le Capital, les défaites plus encore que les succès, ne pouvaient manquer de faire sentir aux combattants l'insuffisance de toutes leurs panacées et les amener à comprendre à fond les conditions véritables de l'émancipation ouvrière. Et Marx avait raison. "

Plus d'un siècle et demi s'est écoulé depuis la rédaction du Manifeste, depuis ce n'est plus seulement pour assurer la "victoire définitive" du socialisme que le "développement intellectuel de la classe ouvrière" est indispensable mais pour affronter et vaincre le Capital. Le nier, c'est renoncer au socialisme.

"Marx s'en remettait uniquement au développement intellectuel de la classe ouvrière", quel simple d'esprit ce beau parleur, quel niais ! Il ne devait pas avoir toute sa tête, la classe ouvrière se développer intellectuellement, quelle idée farfelue ! C'est ce que pensent nos dirigeants et les militants qui les suivent aveuglément. Ils ont réussi à se convaincre que cela ne servait ou ne servirait à rien. Ils sont convaincus d'être marxistes ou trotskystes que voulez-vous ! Cela laisse rêveur, n'est-ce pas ? Cela explique peut-être aussi en partie pourquoi nous en sommes là aujourd'hui, non ?

Toutes les actions n'ayant jamais conduit à une libre discussion dans les rangs du mouvement ouvrier ou d'un seul parti ouvrier parce que nos dirigeants s'y opposèrent farouchement, le développement intellectuel de la classe ouvrière ne devait pas se réaliser non plus, ni celui des militants qui sont devenus depuis des vieillards séniles.

"Les défaites plus encore que les succès, ne pouvaient manquer de faire sentir aux combattants l'insuffisance de toutes leurs panacées et les amener à comprendre à fond les conditions véritables de l'émancipation ouvrière.", en désespoir de cause ils s'accrochent plus que jamais à leurs "panacées", le marxisme rabaissé au rang de dogme, parce qu'ils ont cessé de chercher "à comprendre à fond les conditions véritables de l'émancipation ouvrière". Cela a une signification politique évidemment, mais laissons cela de côté ici.

La classe dominante a mis à la disposition de la classe ouvrière depuis plus d'un demi-siècle une multitude d'instruments de plus en plus sophistiqués, puissants, dévastateurs, pour la conditionner et lui interdire de se développer ou de progresser intellectuellement. Quand on le signale et qu'on affirme qu'il faut en tenir compte et les combattre farouchement, on nous rit au nez, on nous traite d'imbécile, je ne plaisante pas, j'ai pour ainsi dire été traité de révisionniste par un militant qui m'a accusé d'être éclectique parce que j'avais relevé le déficit de la guerre idéologique et psychologique que mène l'oligarchie contre les masses.

Si estimer qu'il est de notre devoir de militant ouvrier d'aider la classe ouvrière à élever son niveau intellectuel ou de conscience comme le pensait Marx et Engels, est incompatible avec la conception de la lutte de classe telle que la conçoivent les partis ouvriers dits de l'avant-garde du mouvement ouvrier, effectivement toute discussion entre nous est rendue impossible ou ne servirait strictement à rien, sinon perdre son temps.

Il existe une explication à leur comportement.

Leur conception de la lutte de classe sclérosée ou dogmatique ne tombe pas du ciel, elle est le produit ou la conséquence de leur refus de prendre en compte la réalité telle qu'elle se présente, elle sert finalement d'autojustification à leurs sophismes ou à leurs analyses mythomaniaques. Car dès lors qu'ils se détournent des rapports qui existent entre la classe ouvrière et sa condition, ils se privent des moyens qui leur permettraient de tenir un discours approprié en direction des travailleurs qui leur permettrait de progresser. Ils ignorent les facteurs hétérogènes ou divers qui composent ces rapports et la situation au profit d'une interprétation prête à l'emploi purement idéologique ou relevant de la propagande tels qu'ils se les représentaient il y a 10 ans ou un demi-siècle en arrière, tels qu'ils se les sont gravés un jour dans le cerveau une fois pour toute, ce qui permet de comprendre pourquoi partant de là aucune réflexion ou discussion n'est nécessaire ou possible. Et ce n'est pas anodin qu'ils évacuent de leur discours les deux extrêmes que l'on trouve dans ces rapports, en haut, l'aristocratie ouvrière, les couches supérieures, les mieux nanties, les plus corrompues de la classe ouvrière, et en bas, le lumpenprolétariat, au point qu'on se demande si toutes les couches qui se situent entre les deux existent vraiment pour eux.

L'analyse minutieuse de la composition de chaque classe et ses évolutions au fil du temps ne les intéresse pas du tout. Leur discours est adapté une fois pour toute à toutes les situations, qu'on se le dise une bonne fois pour toute, et arrêter de nous emmerder avec cette question là.

Voyons ce que cela donne ou comment cela se traduit concrètement.

... à l'autre.

C'est les vacances chez vous paraît-il, détendez-vous, ici cela n'existe pas - eh oui on ne vit pas tout à fait dans le même monde ! Alors on va poursuivre en empruntant un registre plus décontracté, populaire, à la Audiard, Janson ou Prévart au choix. Après tout vous êtes censés être de bonne humeur après la victoire de la France à la coupe du monde de football, six jours après avoir célébré le 14 juillet et peut-être avoir assisté au défilé militaire, vous êtes donc disposé à tout entendre, même le politiquement incorrect, vous savez les trucs qu'on pense tout bas et qu'on n'ose pas dire tout haut. Je vous rassure, ce sera bref, aussi tranchant que la lame d'un rasoir, mais aussi consistant qu'une pièce de boeuf bien sanguinolente, un pudding pour les âmes trop sensibles, je suis sympa, je vous mets en condition. Vous êtes prêts, alors on y a.

Nos dirigeants évoquent en permanence les masses, ils n'ont que ce nom là à la bouche, mais de qui parlent-ils réellement, que représentent-ils ?

Ils parlent des syndicats, mais de qui parlent-ils réellement, que représentent-ils ?

5% tout au plus dans les deux cas.

Et les 95% restant, où passent-ils ?

Demandez leur.

A la trappe... et observez qu'ils vous le rendent bien.

Alors, on dit stop ou on continue ?

C'est tout. Et c'est déjà beaucoup, énorme ! Ah il faut avoir une constitution robuste pour digérer un truc pareil, je vous conseille de vous y reprendre à plusieurs fois pour ne pas prendre le risque de vous étouffer, ce serait dommage.

Il est devenu fou ma foi, c'est ce que vous pensez, n'est-ce pas ? C'est trop facile.

Quoi, comment, j'aurais pétié un plomb, je serais enragé ? Non, je dis ce qui est.

Cela va en indisposer plus d'un, assurément. Si vous vous sentez concerné - le contraire m'étonnerait fort dans la plupart des cas, vous n'avez qu'à vous en prendre qu'à vous-même pour vous être laissés manipuler ou instrumentaliser honteusement de la sorte.

Pourquoi ne pas l'avoir dit plus tôt ? Je n'ai pas cessé d'essayer de vous le faire comprendre, en vain jusqu'à maintenant, vous ne vouliez rien savoir, je vous ai ménagé, mais dorénavant c'est terminé, on va appeler un chat un chat, cela vous va comme explication. C'est élémentaire, non mais attendez, si vous aviez pris le temps d'observer la situation vous vous seriez aperçus qu'elle l'était tout autant. Qu'elle soit inextricable est autre chose, ne confondez pas tout, c'est l'effet, la conséquence, le résultat de ce qu'on a précisé plus haut et non la cause, assez d'obscurantisme voulez-vous. Si la conscience des masses n'a pas évolué pour s'élever au niveau des tâches politiques qu'elles avaient à accomplir, c'est qu'il y avait une ou des causes à cela, non ? Et nous en partageons la responsabilité.

Dorénavant il y a une multitude de gens qui parlent à tort et à travers au nom des autres, qui parlent à leurs places, qui se prennent pour ce qu'ils ne sont pas et surtout qui nous prennent pour des crétins, ils ont tort de prendre les choses ainsi. La médiocrité a atteint toutes les couches de la société, et s'en préserver n'a semble-t-il pas été une de vos préoccupations, dans le cas contraire vous nous l'auriez fait savoir, n'est-ce pas ?

Vous allez braquer bien des lecteurs en employant ce ton incisif. S'il s'agit de ceux qui se sentent concernés, tant mieux, qu'ils aillent voir ailleurs si j'y suis s'ils ne le supportent pas. On ne les a jamais forcés à se connecter à ce portail, de toutes manières il n'y a rien à en attendre depuis le temps. Ils sont déjà morts politiquement, ils sont déjà rendus à l'état de fossiles, leur cas n'intéresse pas les sciences sociales, c'est du domaine de la géologie ou de la paléontologie.

Mais quelle mouche l'a piqué ? Pardon, moustique, aucun. On en a marre d'être pris pour des cons tout simplement, vous comprenez ? Non. Peu importe. La différence entre vous et moi, à vous de voir où vous vous situez, c'est que je me retrouve dans la même situation que ces 95% de travailleurs que nous avons évoqués précédemment, qui à défaut de participer activement à la lutte de classes pensent, réfléchissent... Un crime ! Vous allez nous dire qu'on est bien avancé avec cela. Plus que ce que vous pouvez le penser en fait, encore faudrait-il avoir un peu d'imagination. Or, c'est justement ce qui vous fait

le plus défaut pour vous détourner de la réalité à laquelle vous substituez vos dogmes insipides. Vous estimez que penser ou réfléchir ne serait pas agir, et bien détrompez-vous, c'est déjà agir. Sinon pourquoi nos ennemis dépenseraient-ils autant d'énergie pour conditionner les masses ?

Même quand on adopte une position neutre ou passive on agit, parfois à contre-courant de nos intérêts, je vous l'accorde, mais pas forcément ou plutôt cela comporte une autre signification qui mérite une explication, non ? Non, car pour vous l'activité humaine se réduit au mouvement de sa langue, de ses mains, de ses jambes, ah il en faut pour arpenter le bitume des boulevards parisiens ou se farcir des dizaines de journées d'action ! Scientifiquement cela correspond à une terrible régression qui nous rapproche de l'homme des cavernes.

L'homme ne se réduit pas à un squelette articulé, non mais il faut le savoir et le faire savoir. S'il bouge, s'il s'active, s'il produit, c'est parce que son cerveau lui commande... Il est sans cesse en mouvement, et vaut mieux, car dans le cas contraire il n'existerait pas tout bonnement, et la matière non plus d'ailleurs. Donc quand il pense, il agit, c'est peut-être déconcertant pour certains, mais c'est ainsi. Et c'est aussi ainsi qu'il faut le prendre, qu'il faut apprendre à le connaître. Je sais que c'est ingrat parce que cela va demander un effort d'introspection souvent douloureux ou cruel, mais il faut en passer par là quand on prétend l'aider à progresser ou quand on parle en son nom, vous avez compris où je voulais en venir. On peut préciser qu'on apprend à se connaître soi-même à travers les autres en apprenant à les observer et les écouter. En principe cela a le don de rendre plus modeste, car on s'aperçoit qu'on n'est pas différent des autres qu'on passe son temps à juger, donc c'est salutaire à plus d'un titre et permet de progresser, ce qui devrait être une obsession de tous les instants chez nous, mais si rare en réalité, hélas !

Vous voyez que je ne suis pas complètement taré. A vrai dire je n'ai jamais été aussi lucide ou serein, un vrai bonheur que je tenais à partager avec vous parce que je suis généreux en plus, profitez-en pendant qu'il en est encore tant. On a l'air de déconner, mais c'est très sérieux en réalité, si vous vous en êtes aperçus, bravo à vous !

Quand on nous dit que penser ou réfléchir n'est pas agir, dites-vous bien que c'est parce qu'on ne tient pas à ce que nous réfléchissions davantage, c'est là où je voulais en venir.

Ce que je viens de vous raconter n'a rien à voir avec le ramassis de conneries qu'on peut trouver sur les réseaux (a) sociaux que je boycotte, et par ailleurs je ne lis pratiquement plus les publications du mouvement ouvrier, qui relèvent de la mystification que j'ai évoquée et qui sert de trame à leur propagande. Je m'en tiens aux faits, à la réalité qui alimente mon imagination, je le précise, parce que vous vous êtes peut-être demandés où j'allais chercher tout cela, et bien vous avez la réponse, le plancher des vaches, ici il y en a partout, même que le frère de ma compagne en possède une, vous voyez que je ne blague pas.

Non, je ne suis pas excité, dingue, mégalomane, c'est au-dessus de mes moyens voyez-vous. J'ai toujours vécu dans la précarité, ce qui ne signifie pas forcément dans la misère, alors si je m'étais laissé aller, je serais devenu une loque ou je serais déjà mort depuis longtemps, car ici cela ne pardonne pas, sous les tropiques les virus sont très virulents et se développent à une vitesse dingue. Quel monde de dingues, quand on le disait ! On a le droit de se marrer un peu.

Quand vous vous en tenez à la réalité, vous pouvez saisir les opportunités qui s'offrent à vous pour vous en sortir, honnêtement j'entends, et quand vous vous posez des questions, vous trouvez les bonnes réponses, pas forcément du premier coup, il faut être déterminé et persévérant, il faut être motivé évidemment, en aucun cas on peut basculer dans la paranoïa ou la schizophrénie, la folie si vous préférez. Bon, j'avoue que cela n'a pas toujours été mon cas, mais je ne l'ai jamais nié, et je n'ai jamais prétendu que je serais un exemple à suivre, mon parcours est pour le moins atypique. Si j'ai emprunté à un moment donné la voie de l'aventurier, j'en suis vite revenu, entier et indemne, quelle chance, j'aurais pu y laisser ma peau ! Cela aussi fait réfléchir, croyez-moi.

Aujourd'hui, je suis parvenu à la conclusion qu'on marchait sur la tête et que cela ne pouvait plus durer, je parle du mouvement ouvrier, de nos braves dirigeants. Demandez-leur de se livrer au même exercice que celui auquel vous venez d'assister pour voir s'ils en seraient capables et quelles en seraient leurs conclusions, cela ne devrait pas manquer d'intérêt.

On vit une terrible époque, donc je pense qu'il faut encourager chacun à s'exprimer librement. Nous sommes très peu à y voir clair. Nous sommes très peu à avoir conservé intacts un certain nombre de principes et à respecter encore certaines valeurs, à respecter les autres en général, à avoir le courage de dire ce que nous pensons vraiment, même s'il nous arrive de dire ou de faire des conneries, c'est inévitable puisqu'il y a toujours quelque chose qui nous échappe.

Je me suis bien marré en écrivant cette causerie, parce que j'avais à l'esprit les crispations ou condamnations qu'engendrerait ce genre de libre discours chez la plupart des gens, en fait ce sont eux qui sont excités, mal dans leur peau, intolérants.

[La guerre fait rage dans leur propre camp.](#)

La guerre fait rage au sommet du capitalisme mondial, de l'oligarchie anglo-saxonne et internationale, entre le complexe militaro-industriel et le secteur des multinationales qui tire profit essentiellement de l'expansion du marché mondial, l'industrie financière ayant des intérêts dans les deux camps qui s'affrontent.

Leur stratégie ou objectif sont-ils identiques, parvenir à instaurer un nouvel ordre mondial qui serait gouverné par un régime bureaucratique et policier que l'oligarchie dirigerait d'une main de fer au-dessus des Etats et des peuples, cependant leurs tactiques diffèrent pour y arriver. On n'ose pas imaginer que Trump représenterait un puissant clan de l'oligarchie qui tournerait le dos à cette stratégie en prenant le risque de laisser le système capitaliste suivre son cours tout en sachant que ses contradictions menaceraient son existence, mais après tout qui sait ?

Les uns, visiblement plus pressés, privilégient la voie politique de la guerre et du despotisme, de la terreur et du chaos sur tous les continents, tandis que les autres optent pour la voie plus lente économique qui passe par le développement du commerce mondial ou les échanges commerciaux sur fond de féroce concurrence, tout en permettant aux Etats les plus puissants de conserver leurs positions dominantes, dont celle hégémonique des Etats-Unis, qui ne peut pas être remise en cause sous peine de s'effondrer et entraîner dans sa chute l'économie mondiale, certains ajoutent et la dislocation des Etats-Unis.

La première est soutenue par ce qu'ils appellent encore la gauche, en France, essentiellement par le PS, Génération, EELV, voire l'extrême gauche, NPA et LO, la droite, LREM, le Modem, une partie de LR, aux Etats-Unis, à gauche, le Parti démocrate (Obama, H. Clinton), et à droite, l'aile ultra conservatrice du Parti républicain (Mc. Cain...). Sans oublier l'Otan et l'UE, ainsi que l'ensemble des médias.

La seconde est pratiquement soutenue par personne en France de crainte d'apparaître au côté de Trump, après qu'il eut été présenté comme un dément et diabolisé. Aux Etats-Unis, seule l'aile du Parti républicain liée aux multinationales impliquées dans des échanges commerciaux avec les Brics et d'autres puissances de moindre envergure la soutient.

Pour avoir des informations plus précises et de première main, je vous renvoie aux articles du Réseau Voltaire.

Les uns pensent parvenir à leurs fins au moyen de la guerre et en instaurant partout des régimes totalitaires de type parti unique (LREM en France) ou bicéphale (Parti démocrate - Parti républicain), les autres craignent apparemment que ces guerres finissent par déboucher sur des situations incontrôlables qui pourraient dégénérer en véritables révolutions, à moins qu'ils estiment tout simplement qu'elles ne sont pas forcément favorables à leurs affaires, plus vraisemblablement les deux.

Si ces deux clans de l'oligarchie ne semblent pas être trop préoccupés par la crise du capitalisme en ayant la planche à billets à leur disposition, en revanche la voie adoptée par Trump présente une plus grande menace parce qu'elle s'inscrit dans une logique de préservation du système capitaliste qu'ils savent condamné et qui alimente la lutte des classes, leur cauchemar commun, alors sachant qu'il est en crise et qu'à part gagner du temps en délocalisant à nouveau des pans entiers de la production dans des pays où le coût de la main d'oeuvre est plus bas (Ethiopie par exemple), ils savent qu'à terme ce processus aboutira aux mêmes résultats ou les replacera dans la même situation qu'aujourd'hui dans des conditions moins favorables pour affronter la classe ouvrière, sans pour autant avoir réglé le moindre problème ou déficit auquel la civilisation humaine fait face et qui menace également leur propre existence, car on imagine que personne ne pourrait survivre si la démographie mondiale continuait à progresser au même rythme que pendant la seconde moitié du XXe siècle, sans parler de la planète qui ne pourrait pas supporter un tel traitement.

On aura compris que quel que soit le clan qui l'emporterait, il nous réserverait l'apocalypse ou la barbarie à terme si on ne parvenait pas à s'emparer du pouvoir. Il existe une multitude de paradoxes dans la situation actuelle qu'on ne distingue pas forcément au premier coup d'oeil, qui posent énormément de questions et dont il faut aller chercher les dessous pour se faire une idée de la manière dont ils pourraient évoluer ou se dénouer. Ces paradoxes sont généralement le produit de contradictions qui n'ont pas été résolues, et qui compliquent encore la situation ou peuvent prêter à confusion, ce qui en facilitera d'autant plus l'instrumentalisation sur le plan politique.

On a dit qu'ils poursuivaient une unique stratégie parce que l'évolution du capitalisme conduit inéluctablement à une concentration du capital toujours plus grande, ce qu'ils savent depuis très longtemps, concentration du capital qui est évidemment incompatible avec l'éparpillement ou le partage du pouvoir politique, avec l'expression la plus élémentaire ou déformée de la démocratie, qui ne peut être incarnée que par un régime totalitaire à l'échelle mondiale dans tous les cas de figure, mais dont les contours peuvent présenter des variantes disons du modèle de base.

Ce qui divise ces deux clans de l'oligarchie, c'est le rythme, la voie pour y parvenir ainsi que la forme que pourrait prendre ce régime, selon les rapports qu'ils conçoivent entre grandes puissances. Les uns optant pour un système intégré et rigide dirigé par des institutions supranationales toutes puissantes ; les autres ne croyant pas qu'un tel système pourrait fonctionner ou serait tenable dans le temps, pourrait se disloquer, ils préfèrent adopter un système de gouvernance plus souple qui leur laisserait une marge de manoeuvre plus grande pour négocier leurs besoins avec leurs concurrents, estimant utopique ou intenable de vouloir exercer un contrôle permanent et total sur le monde entier, il serait donc préférable de laisser les différents Etats assurer la gestion de leurs propres affaires comme ils l'entendent dès lors qu'elle ne porterait pas atteinte à l'hégémonie des Etats-Unis, qui de son côté admettraient qu'il est parfois préférable d'en passer par des compromis plutôt que risquer une crise dommageable pour ses affaires.

Ces deux clans n'ont pas non plus exactement la même perception de la lutte des classes. Obama et Mc Cain la craignent davantage que Trump, et pour s'en préserver ils ont décidé qu'il fallait absolument la neutraliser à la base. Sauf que voilà, cela ne fonctionne pas ou ne peut fonctionner que durant une brève période. Parce que dans tous pays les exploités continuent d'exiger que leurs besoins soient satisfaits, et dans nombre d'entre eux ils bénéficient d'une longue expérience de la lutte de classe qui leur permet de faire voler en éclats toutes leurs combinaisons politiques ou de faire échec à leur plan, de sorte qu'en misant tout uniquement sur un homme et un parti politique de type centriste (France), ils prennent le risque qu'ils soient rapidement discrédités et qu'ils n'aient pas de solutions de rechange pour le remplacer à temps, ce qui pourrait déboucher sur une situation politique incertaine, instable, dont l'issue pourrait s'avérer catastrophique, incontrôlable ou se traduire par une révolution, ce qui n'est pas le cas des pays où une dictature bureaucratique et policière (Chine) est déjà en place ou dans ceux où deux partis (Dits de droite et de gauche) du capital alternent au pouvoir ou gouvernement à l'aide d'une coalition (Allemagne). Il leur resterait le fascisme comme unique recours, tout en sachant qu'il n'est pas viable ou comporterait d'énormes risques de guerre civile qui compromettrait leurs intérêts.

Le clan de Trump mise davantage sur des scénarios à l'italienne, grecque, espagnole, portugaise, voire à allemande qui ont fait leur preuve, plutôt que la généralisation du scénario français trop risqué, bien qu'avec un Premier ministre de Macron comme Mélenchon ou même Mélenchon élu président le risque serait reporté à plus tard, comme en Grèce où finalement les affaires continuent.

Ils savent également qu'ils peuvent compter sur la décomposition ou la corruption du mouvement ouvrier, la dislocation de son avant-garde dorénavant fossilisée, leur impuissance à mobiliser les masses dont la majorité se complait dans sa condition.

Reste à savoir si le clan adverse ne pourrait pas être tenté de renverser son rival en précipitant une crise financière qui servirait ses plans, s'il détenait le pouvoir d'empêcher Trump de se servir de la Fed pour juguler un krach du style de celui de 1929, sachant qu'il en serait le premier acteur et bénéficiaire pour finalement reprendre la main, à moins qu'il décide tout simplement de liquider physiquement Trump, éventualité qui n'est pas à exclure compte tenu du passé. Aucun de ses scénarios n'est à écarter, cependant j'ignore quel poids pèse le clan Trump dans la Fed, donc je ne m'avancerai pas davantage.

On voit bien que sur un certain nombre de questions, il existe un consensus entre républicains et démocrates et de profonds désaccords.

Le clan de la guerre bénéficie du soutien pratiquement unanime des médias, tandis que l'autre clan entend contrebalancer ce pouvoir en s'appuyant sur ce qu'ils appellent l'opinion publique qui est majoritairement hostile à toutes les guerres, aux monstrueuses dépenses militaires, aux politiques (d'austérité) en faveur des plus riches au détriment du reste de la population en lui faisant miroiter une amélioration de sa condition qui ne viendra jamais, peu importe puisqu'il n'existe aucune alternative politique, ce qui devrait contribuer à détourner davantage les travailleurs de la politique et des institutions, tandis que certaines couches pourraient se radicaliser et chercher une issue politique en se tournant vers d'autres partis (ou formations politiques), ce qui pourrait être propice à la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire. Mais là encore faudrait-il qu'il en existe un qui leur tienne un discours qui corresponde à la situation or à notre connaissance il n'en existe aucun malheureusement. Cela vaut pour les Etats-Unis, la France et tous les pays similaires.

Ce qui rend le clan de la guerre hystérique.

- Trump conciliant avec Poutine à Helsinki, tollé à Washington - AFP 18.07

Donald Trump a obstinément refusé lundi de condamner Moscou pour l'ingérence dans la campagne présidentielle américaine lors d'un sommet à Helsinki avec Vladimir Poutine, suscitant un tollé à Washington pour son ton résolument conciliant avec l'homme fort du Kremlin.

A l'issue d'un tête-à-tête de deux heures, les deux hommes ont affiché leur volonté d'écrire un nouveau chapitre des relations entre Washington et Moscou.

Mais c'est l'attitude du 45e président des Etats-Unis sur la question brûlante de l'ingérence russe dans la campagne 2016, attestée de façon unanime par les enquêteurs du FBI et les agences américaines du renseignement, qui a provoqué la stupéfaction. Encore lundi, le chef du renseignement, Dan Coats, a confirmé ses certitudes.

"J'ai le président Poutine qui vient de dire que ce n'était pas la Russie (...) Et je ne vois pas pourquoi cela le serait", a lancé M. Trump, laissant entendre qu'il était plus sensible aux dénégations du dirigeant russe qu'aux conclusions de ses propres services.

"Le président (Poutine) conteste avec force", a-t-il insisté.

Lors de son vol de retour de la capitale finlandaise, le président américain a pu constater les conséquences de ses égards vis-à-vis de son homologue russe, se retrouvant vertement critiqué jusque par des ténors du parti républicain.

Le sénateur républicain John McCain a ainsi dénoncé "un des pires moments de l'histoire de la présidence américaine".

La vague d'indignation, d'une rare intensité, a conduit M. Trump à assurer qu'il gardait une "IMMENSE confiance" dans ses services de renseignement.

"Toutefois, je dois aussi reconnaître qu'afin de construire un avenir meilleur, nous ne pouvons pas nous tourner exclusivement vers le passé - étant les deux plus grandes puissances nucléaires mondiales, nous devons nous entendre!", a-t-il ajouté sur Twitter.

- "Triste jour pour l'Amérique"-

Le milliardaire américain, au pouvoir depuis 18 mois, affiche de longue date l'espoir de nouer une relation personnelle avec M. Poutine, un ex-officier du KGB qui dirige la Russie depuis 2000.

Donald Trump doit réaliser que "la Russie n'est pas notre alliée", a lancé le chef de file des républicains au Congrès américain Paul Ryan.

Le chef de l'opposition démocrate au Sénat, Chuck Schumer, a lui accusé le président de la première puissance mondiale de s'être montré "irréfléchi, dangereux et faible" face à son homologue russe.

Nancy Pelosi, chef de l'opposition démocrate à la Chambre des représentants, a évoqué "un triste jour pour l'Amérique".

Vladimir Poutine, qui a une nouvelle fois nié toute ingérence, souhaitait-il voir Donald Trump l'emporter face à la démocrate Hillary Clinton?

"Oui", a répondu ce dernier sans détour. Raison avancée? "Il parlait de normalisation des relations russo-américaines."

L'enquête menée à Washington sur l'interférence russe en faveur de Trump dans la campagne présidentielle de 2016 a été relancée de façon spectaculaire, à trois jours du sommet, par l'inculpation de 12 agents du renseignement russe accusés d'avoir piraté les ordinateurs du parti démocrate.

"Cette enquête est un désastre (...) qui a eu des conséquences négatives sur les relations des deux premières puissances nucléaires du monde", a lancé M. Trump, le président russe à ses côtés. "Nous avons mené une campagne remarquable et c'est la raison pour laquelle je suis président", a-t-il ajouté.

Vladimir Poutine a lui ensuite réclamé, sur la chaîne américaine Fox News, que les relations américano-russes ne soient pas "prises en otages" par cette enquête, manifestation à ses yeux d'une "lutte politique interne aux Etats-Unis".

Il a ainsi donné raison à Donald Trump qui, peu avant la première poignée de main, avait de manière surprenante de la part d'un président américain attribué dans un tweet les mauvaises relations entre Washington et Moscou à... "des années de stupidité de la part des Etats-Unis" et à la "chasse aux sorcières" menée selon lui par le FBI qui enquête sur l'ingérence russe.

Désireux de donner une image positive de leur rencontre, les deux dirigeants aux parcours très dissemblables ont insisté sur leur volonté d'aller de l'avant.

"J'espère que nous avons commencé à mieux nous comprendre", a déclaré M. Poutine, évoquant des pourparlers "très réussis et très utiles", tandis que M. Trump louait un dialogue "direct, ouvert et très productif".

Interrogé sur les rumeurs faisant état de dossiers compromettants détenus par Moscou sur Donald Trump, Vladimir Poutine les a écartées d'un revers de manche.

"Il serait difficile d'imaginer une plus grande absurdité! Sortez-vous ces idioties de la tête", a-t-il lancé.

De la Syrie à la Crimée, nombre de diplomates et d'analystes redoutaient que Donald Trump ne fasse une série de concessions à l'homme fort du Kremlin. Mais les deux hommes seront restés avertis de détails.

Arrivé à Helsinki en milieu de journée après avoir assisté à Moscou à la victoire de la France en Coupe du monde, M. Poutine a offert un ballon de foot au magnat de l'immobilier, visiblement ravi.

"Maintenant la balle est dans votre camp", s'est amusé Vladimir Poutine, déclenchant les rires de M. Trump qui a promis de l'offrir

à son fils Barron, âgé de 12 ans.

Donald Trump comme ses prédécesseurs démocrates et républicains avaient, bien sûr, déjà rencontré Vladimir Poutine. Mais le format de la rencontre, comme son timing, faisaient du face-à-face d'Helsinki un rendez-vous à part.

Le sommet est la dernière étape d'un voyage d'une semaine en Europe au cours de laquelle le magnat de l'immobilier a tiré à boulets rouges sur ses alliés - Allemagne en tête - tout se tenant soigneusement à l'écart de toute critique à l'encontre du président russe. AFP 18.07

Commentaire d'un internaute.

- "Le QI des journalistes est tombé bien bas...en quoi c'est étonnant que Poutine préférerait un Trump qui avait parlé lors de sa campagne d'apaiser les relations avec la Russie contre la dingue Hillary qui avait promis la guerre à la Russie (et avec la Syrie on serait déjà dans la troisième guerre mondiale avec elle)les journalistes ne se sont pas offusqués quand Hollande a clairement appelé à voter pour Hillary....c'était pas de l'ingérence ça?..."

Si on ne savait pas ce que Trump et Poutine s'étaient dits, maintenant on le sait !

- Ingérence russe: Trump se ravise, dit s'être mal exprimé à Helsinki - Reuters 18 juillet 2018

Donald Trump s'est employé mardi à faire retomber la tempête suscitée par sa conférence de presse de lundi au sommet d'Helsinki, au cours de laquelle il n'avait pas demandé à Vladimir Poutine des comptes sur l'ingérence russe dans l'élection présidentielle américaine de 2016 et avait pris pour argent comptant le démenti du président russe.

Donald Trump a assuré mardi, plus de 24 heures après la conférence de presse en question, que sa langue avait fourché. "J'ai dit le mot 'serait' au lieu de 'ne serait pas'", a assuré le président à la presse à la Maison blanche.

"La phrase aurait dû être: 'Je ne vois pas de raison pour laquelle ce ne serait pas la Russie' (qui se serait immiscée dans l'élection américaine), a dit Trump mardi.

Trump a ajouté qu'il avait entièrement confiance dans les agences de renseignement américaines et qu'il acceptait leurs conclusions, à savoir qu'il y avait eu ingérence de la Russie.

Chuck Schumer, chef de la minorité démocrate du Sénat, a estimé que les propos tenus mardi par Trump étaient un nouveau signe de sa faiblesse.

"Cela traduit la faiblesse du président Trump, qui a peur de se confronter directement à M. Poutine", a-t-il dit.

Donald Trump, qui avait eu de nombreuses occasions de contester publiquement Poutine à Helsinki, avait salué lors de la conférence de presse de lundi le démenti ferme apporté par Poutine à une éventuelle ingérence russe. Trump avait affirmé que l'information sur ces ingérences lui avait été fournie par le chef de la CIA, mais qu'il n'avait aucune raison de la croire. "Le président Poutine a été extrêmement ferme et affirmatif dans son démenti aujourd'hui", avait ajouté Donald Trump.

Le chef de la majorité républicaine au Sénat, Mitch McConnell, a déclaré mardi que le Sénat pourrait envisager de nouvelles sanctions contre la Russie, et il a mis en garde Moscou contre toute ingérence dans les élections de mi-mandat en novembre.

S'adressant à la presse au lendemain de la conférence de presse de Trump à Helsinki, Mitch McConnell a assuré que les Etats-Unis soutenaient l'Otan et que les pays de l'Union européenne étaient des amis des Etats-Unis, ce qui, a-t-il ajouté, n'est pas le cas de la Russie. Il faisait écho à de récentes déclarations de Donald Trump qui a présenté l'Union européenne comme un ennemi des Etats-Unis sur la plan commercial. Reuters 18 juillet 2018

- Donald Trump dit avoir eu des échanges "bien meilleurs" avec Vladimir Poutine qu'avec l'Otan - Franceinfo 18.07

La dureté du président américain envers ses partenaires de l'Otan, doublé de son ton complaisant face à Vladimir Poutine, a suscité de très nombreuses critiques aux Etats-Unis. Franceinfo 18.07

- Mattis n'exclut pas de renouer le dialogue avec son homologue russe - Reuters 18.07

Le secrétaire américain à la Défense n'est pas hostile à des discussions avec son homologue russe Sergueï Choïgou, a-t-on appris de sources officielles à Washington. Reuters 18.07

Ils sont sur le pied de guerre.

- À la poursuite du "grand fantasme des journalistes" américains: une mystérieuse vidéo de Trump dans un ascenseur - Le HuffPost 18.07

- Donald Trump aurait préféré que cet embarrassant détail dans ses notes passe inaperçu - Le HuffPost 18.07

- Meurtre d'Anna Politkovskaïa, condamnation des Pussy Riot: la CEDH épingle Moscou - AFP 17.07

La Cour européenne des droits de l'Homme a doublement condamné mardi la Russie qui n'a fait "aucun effort" pour identifier les commanditaires du meurtre de la journaliste Anna Politkovskaïa, et pour de "multiples violations" à l'encontre des Pussy Riot. AFP 17.07

Ils osent tout. Mimétisme.

- François Hollande appelle à ne faire "aucune concession à Donald Trump" - AFP 18.07

L'ancien président de la République François Hollande a appelé mardi à ne faire "aucune concession à Donald Trump", et à "être sévère à l'égard de son comportement", estimant, dans une déclaration à l'AFP, que le président américain "créé du désordre dans le monde... AFP 18.07

- Obama appelle à s'opposer à la montée en puissance des "hommes forts" - Reuters 18.07

L'ex-président américain Barack Obama a appelé mardi le monde entier à rejeter la forme de cynisme que représentent les hommes forts, allusion manifeste aux dirigeants populistes qui se sont hissés au pouvoir dans plusieurs pays. Reuters 18.07

- En Afrique du Sud, Obama dégage les coups contre Trump... sans le nommer - AFP 18.07

L'ancien président américain Barack Obama a multiplié, à mots à peine couverts mardi, les attaques contre son successeur Donald Trump, en s'en prenant aux climatosceptiques, aux leaders "autoritaires"... AFP 18.07

[Slendeur et décadence d'un régime. Macron roi des cons, de la com, des riches...](#)

- La victoire des Bleus ne profite pas à la popularité d'Emmanuel Macron - LeFigaro.fr 18.07

Contrairement à ce qu'auraient pu supposer certains observateurs, le président ne gagne pas en popularité. Bien au contraire. À la question «Trouvez-vous qu'Emmanuel Macron est un bon président?», 61% des personnes interrogées ont répondu par la négative. Le chef de l'État enregistre même une baisse de deux points par rapport au baromètre politique Odoxa pour la Presse régionale, France inter et L'Express, du 26 juin dernier. LeFigaro.fr 18.07

- L'Assemblée vote la possibilité pour le président de la République de participer au débat au Congrès - Le HuffPost 17.07

C'est une sévère entaille au principe de séparation des pouvoirs mais elle devrait contenter les détracteurs les plus virulents du Congrès de Versailles. Le HuffPost 17.07

- Emmanuel Macron "est passé de 'président des riches' au 'roi des riches'", estime Adrien Quatennens - AFP 18.07

[Ils osent tout. Quand l'imposture devient grotesque...](#)

- Mondial-2018: Philippe ne voit "rien de pire" que la récupération politique - AFP 18.07

- La réception des Bleus à l'Élysée est "l'occasion de renvoyer une très belle image des quartiers" populaires - Franceinfo 18.07

- Coupe du monde 2018 : Jean-Christophe Lagarde (président de l'UDI) a porté plainte contre Nicolas Maduro pour ses propos "inacceptables" sur les Bleus - franceinfo 18.07

Le député de Seine-Saint-Denis a porté plainte pour "incitation à la haine raciale, provocation publique à la haine raciale et diffamation raciale publique", pour les propos que Nicolas Maduro a tenus suite à la victoire de l'équipe de France de football.

Jean-Christophe Lagarde espère des poursuites. Il a également écrit au procureur de la République de Paris, François Molins, pour attirer son attention sur cette plainte. Dans son courrier, il a dénoncé une nouvelle fois des "propos inacceptables" et qui "reviennent à nier ce qu'est et ce qui fait la France".

Nicolas Maduro avait réagi publiquement lundi à la victoire de la France lors de la Coupe du monde en évoquant cette "équipe d'Afrique". "En vrai, c'est l'Afrique qui a gagné, les immigrants africains qui sont arrivés en France (...) L'Afrique a tellement été méprisée et dans ce Mondial, la France gagne grâce aux joueurs africains ou fils d'Africains", a-t-il déclaré en marge d'une cérémonie officielle. franceinfo 18.07

Maduro a raison, sur 23 joueurs sélectionnés, 13 étaient d'origine africaine ou nord-africaine, sans la poursuite du colonialisme, la France n'aurait pas remporté la Coupe du monde de football !

"Qu'est et ce qui fait la France", on va vous le dire monsieur Lagarde : plus de 6 millions de chômeurs, plus de 3 millions de personnes mal logées, 150.000 à la rue, quelque 15 à 20 millions de pauvres pendant que les actionnaires du CAC40 s'empiffrent !

Ils osent tout. Mansuétude et impunité pour la racaille.

- Un collaborateur de Macron suspendu 15 jours pour des violences - Reuters 18.07

Un collaborateur d'Emmanuel Macron a été suspendu 15 jours en mai après avoir frappé un manifestant le 1er mai à Paris, écrit mercredi le quotidien Le Monde, citant le directeur de cabinet du président de la République.

Selon Le Monde, qui écrit avoir eu confirmation de ces informations par le directeur de cabinet d'Emmanuel Macron, Patrick Strzoda, Alexandre Benalla, responsable de la sécurité lors de la campagne puis chargé de mission, adjoint au chef de cabinet du président de la République, est l'auteur de violences sur un manifestant, place de la Contrescarpe, dans le Ve arrondissement, visibles dans une vidéo largement diffusée sur les réseaux sociaux.

Il porte alors un casque des forces de l'ordre et est entouré de CRS, au côté desquels il participe à une intervention de maintien de l'ordre.

Alexandre Benalla est toujours chargé de mission à l'Élysée et s'occupe de la sécurité d'événements organisés au sein du Palais, ajoute Le Monde.

Le Monde publie la lettre adressée ensuite par le directeur de cabinet à Alexandre Benalla. Patrick Strzoda écrit que "votre comportement a porté atteinte à l'exemplarité qui est attendue, en toutes circonstances, des agents de la présidence de la République" et précise qu'il devra quitter la présidence s'il ne fait pas à l'avenir preuve d'un comportement exemplaire. Reuters 18.07

- La garde à vue de Solère levée sur avis médical - Reuters 18.07

La garde à vue du député La République en marche (LaRem) Thierry Solère a été levée mercredi soir sur avis médical... Reuters 18.07

Ils osent tout. D'un lobbying à un autre

- Climat : les producteurs de viande plus émetteurs que les pétroliers ? - Liberation.fr

Collaboration de classes et tartufferies.

- Les syndicats vigilants face au changement de ton de Macron - AFP 18.07

Les partenaires sociaux notent un changement de ton de la part d'Emmanuel Macron, qui a manifesté le souhait de plus de "dialogue" à l'avenir, mais restent néanmoins sur leurs gardes, au sortir de trois heures d'entrevue à l'Élysée. AFP 18.07

- Macron change de ton, les partenaires sociaux veulent y croire - Liberation.fr 18.07

- Pavageau (FO): « La démocratie a besoin que nos interlocuteurs sociaux soient forts » - Le Point.fr 17.07

Le Point - Que retenez-vous de cette discussion ?

Pascal Pavageau - Plusieurs points positifs. D'abord, cela faisait trois mois que nous demandions une réunion entre l'exécutif et les huit organisations syndicales, et celle-ci a finalement eu lieu. Nous avons pu avoir trois heures entières de discussion, ce qui est déjà une avancée. (...) Le président a affirmé qu'il allait désormais plus associer les acteurs sociaux à l'ensemble des sujets. Il nous a indiqué que nous serions reçus dès septembre par le Premier ministre pour parler de l'assurance chômage. Il s'est engagé à ce que la note de cadrage soit réalisée avec les organisations syndicales. Sans procès d'intention et sans trop d'optimisme, on s'achemine, sur la forme, vers un retour à la démocratie sociale. (Ils vont bondir de joie au POI et au POID ! Quelle horreur ! - LVOG)

Le Point - Vous semblez confiant quant au changement de méthode. Qu'en est-il du contenu de la politique sociale ?

Pascal Pavageau - Sur le fond, par contre, rien ne va changer. Les points de désaccord majeurs sur le plan social demeurent. Le sens des réformes reste sur l'individualisation et la casse des droits collectifs. (Il est heureux, les syndicats vont être plus étroitement associés à l'élaboration des mesures que Macron a fermement l'intention d'adopter contre les travailleurs, parce qu'il va y mettre les formes. Plus loin il le dit lui-même : "Sur la forme, le changement va dans le bon sens." - LVOG) (...) Mais si le dialogue est renoué, les choses iront moins vite, les organisations syndicales pourront plus peser dans le débat, nous serons plus écoutés, certaines de nos propositions seront sans doute retenues et peut-être que l'exécutif renoncera à certaines réformes devant nos arguments. (Peut-être ben que oui, peut-être ben que non, sur quel ton nonchalant il s'exprime, c'est à se demander s'il a conscience que c'est du sort des travailleurs qu'il s'agit, il s'en fout en réalité. - LVOG) (...) Mais le président a conclu une chose avec laquelle nous sommes d'accord : la démocratie a besoin que nos interlocuteurs sociaux soient forts. (Entendez par "interlocuteurs sociaux" les appareils vendus des syndicats qui doivent être forts face à la base, assurément on est en présence d'un consensus avec Macron. Il le dit plus loin en répondant à la question suivante quand il affirme, je cite : "Aucune avancée n'a jamais eu lieu sans l'intervention des organisations sociales, quelles qu'elles soient, et l'exécutif le sait : il ne peut rien faire sans nous", oui on s'en était aperçu, aucune régression sociale non plus ! Sinon pourquoi insiste-t-il en précisant : "Après, il n'y aura certainement pas un axe entre FO et le Medef (C'est à croire qu'il y avait matière à en douter, quel aveu ! - LVOG), mais sur la nécessité de redonner leur force aux interlocuteurs sociaux, nous sommes tous d'accord", (Nous n'en doutons pas un seul instant, les militants apprécieront. - LVOG) Le Point.fr 17.07

[Dans la rubrique internationale, ils osent tout aussi.](#)

A bas l'Etat-juif, vive la Palestine une et indivisible !

- Israël se considère désormais comme "État-nation juif", l'hébreu seule langue officielle. - Le HuffPost 18.07

- Israël: La loi sur "l'Etat-Nation" adoptée à la Knesset - Reuters 19.07

Les députés israéliens ont approuvé jeudi un projet de loi controversé qui ne reconnaît le droit à l'autodétermination qu'aux juifs.

"Israël est l'Etat-nation du peuple juif dans lequel il réalise son droit naturel, culturel, historique et religieux à l'autodétermination", dit le texte, adopté par 62 voix contre 55 et deux abstentions. Plusieurs députés arabes ont bruyamment exprimé leur indignation après le vote.

"C'est un moment décisif dans les annales du sionisme et de l'histoire de l'Etat d'Israël", s'est en revanche félicité le Premier ministre Benjamin Netanyahu.

La loi, symboliquement promulguée juste après le 70e anniversaire de la naissance de l'Etat d'Israël, retire par ailleurs à l'arabe son statut de langue officielle aux côtés de l'hébreu, pour le remplacer par un "statut spécial" qui autorise la poursuite de son utilisation dans l'administration.

"Nous continuerons à garantir le respect des droits civiques dans la démocratie israélienne, mais la majorité a aussi des droits et la majorité décide. Une majorité absolue veut garantir le caractère juif de notre Etat pour les générations à venir", a justifié la semaine dernière le Premier ministre. Reuters 19.07

En complément.

- Une délégation palestinienne à l'ONU privée de visa pour les Etats-Unis - AFP 18.07

[Nicaragua. Stratégie du chaos et de la déstabilisation des Etats menée par la CIA.](#)

Ils emploient la même rhétorique avec Ortéga qu'envers Assad.

- Les USA et l'Onu condamnent les violences au Nicaragua - Reuters 18.07

Les Etats-Unis ont condamné lundi les violences des paramilitaires nicaraguayens à l'encontre d'étudiants, de journalistes et de membres du clergé. Reuters 18.07

- Nicaragua: l'ONU accuse l'Etat de graves violations des droits de l'Homme - AFP 18.07

L'ONU a accusé mardi les autorités du Nicaragua de graves violations des droits de l'Homme, se disant très inquiète après la disparition de deux représentants du mouvement paysan détenus à l'aéroport de Managua et qui devaient participer à une conférence aux Etats-Unis. AFP 18.07

- Nicaragua: Ortega et Murillo, couple "machiavélique" accroché au pouvoir - AFP 18.07

Le 19 juillet 1979, à la tête de l'insurrection qui fait chuter le dictateur Anastasio Somoza, Daniel Ortega devient un héros au Nicaragua. 39 ans après, il s'accroche au pouvoir, avec son épouse Rosario Murillo, réprimant les manifestations qui réclament son départ. AFP 18.07

- Nicaragua: une ville rebelle visée par une opération violente des autorités - L'Express.fr 19.07

- Nicaragua: les forces pro-Ortega asseioient leur contrôle sur Masaya la rebelle - AFP 19.07

Les forces fidèles au président nicaraguayen Daniel Ortega ont assis mercredi leur contrôle sur la ville de Masaya, bastion de l'opposition violemment repris la veille, s'attirant les condamnations de la communauté internationale.

Au terme de violents affrontements, les forces progouvernementales ont pris le contrôle du quartier rebelle de la ville de Masaya, au sud du Nicaragua, qui avait érigé des barricades depuis le début de la contestation contre le président Daniel Ortega. AFP 19.07

Syrie. Le clan de la guerre ne digère pas sa défaite.

- Damas annonce la prise d'une hauteur stratégique près du Golan - Reuters 17.07

L'armée syrienne a pris lundi le contrôle d'une hauteur stratégique près du plateau du Golan en partie annexé par Israël, rapporte la télévision publique syrienne.

La colline d'Al Haara, dans la province de Deraa, est tombée aux mains des forces loyalistes au second jour d'une offensive lancée pour reprendre les secteurs encore tenus par les rebelles dans cette région du sud-ouest de la Syrie.

Avant l'occupation de la colline par les rebelles en octobre 2014 se trouvait à son sommet une installation radar d'une grande importance pour la défense anti-aérienne syrienne.

Le secteur a été lourdement bombardé ces deux derniers jours par les forces syriennes et leurs alliés russes, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Les Israéliens ont fait savoir qu'ils ne s'opposeraient pas à la progression de l'armée syrienne dans le secteur. Reuters 17.07

- Syrie: RSF veut que l'ONU protège les journalistes dans le sud du pays - AFP 17.07

L'ONG Reporters sans frontières (RSF) a demandé à l'ONU d'intervenir pour protéger des dizaines de journalistes "pris au piège" dans le sud de la Syrie, et qui craignent d'être la cible de représailles de la part du régime.

D'après un communiqué de l'ONG, "plusieurs dizaines de journalistes (sont) pris au piège dans le sud de la Syrie, depuis que l'armée du régime a repris la zone de Deraa", et certains "ont fait part à RSF de leur peur d'être exécutés ou jetés en prison dès que le régime aura pris le contrôle total de la province".

En effet, les journalistes qui ont couvert "la révolte (contre le régime d'Assad, ndlr) depuis ses débuts et ont collaboré à la documentation des violations des droits humains commises par le régime syrien" risquent d'être "assimilés à l'opposition" et pourraient du coup "subir des représailles particulièrement sévères", explique RSF.

Afin d'assurer leur protection, le secrétaire général de RSF, Christophe Deloire, a écrit le 11 juillet au secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres pour suggérer la mise en place d'"un corridor humanitaire ou un accès discret à un territoire en paix dans les pays limitrophes", ajoute l'organisation. AFP 17.07

Aucune protection particulière pour les agents de la CIA porte-parole des barbares !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Irak

- La contestation sociale en Irak entre dans sa deuxième semaine - AFP 16 juillet 2018

La contestation en Irak entre lundi dans sa deuxième semaine, un mouvement émaillé de violences meurtrières qui met en lumière la détresse sociale d'une grande part de la population dans un pays émergeant d'une quinzaine d'années de conflits ininterrompus.

Six mois exactement après la proclamation en grande pompe par les autorités de la "victoire" sur le groupe Etat islamique (EI) et alors que les violences ont drastiquement décliné dans le pays, dont un tiers tombait aux mains des jihadistes il y a quatre ans, les problèmes sociaux sont redevenus la priorité numéro un.

Ils étaient des milliers à le crier lors de nouvelles manifestations dans l'est et le sud du pays lundi matin, selon des correspondants de l'AFP.

La population a déjà sanctionné sa classe dirigeante en s'abstenant massivement aux législatives de la mi-mai et elle réclame aujourd'hui une meilleure répartition des juteux revenus du pétrole, notamment dans le sud qui s'est embrasé il y a une semaine.

Car dans le pays, deuxième producteur d'or noir de l'Opep, le secteur des hydrocarbures assure 89% des ressources budgétaires et même 99% des exportations, mais ne représente que 1% des emplois.

Et ce fossé se fait cruellement sentir dans un pays où, officiellement, 10,8% des habitants sont sans emploi et deux fois plus parmi les jeunes, qui représentent 60% de la population.

Pour les manifestants, qui s'en sont pris à différents sièges de partis politiques à travers les provinces du sud, les brûlant ou mettant à bas les affiches placardées par les politiciens, l'autre grand problème, c'est la corruption.

Depuis l'invasion emmenée par les Etats-Unis qui a renversé le dictateur Saddam Hussein en 2003, la classe dirigeante s'accapare fonds publics, ressources naturelles et projets publics, privant les Irakiens des infrastructures de base, assurent-ils.

"Ces champs de pétrole nous appartiennent, pourtant on en retire rien", tempête ainsi Hussein Ghazi, manifestant de 34 ans, à Bassora. "On entend plein de belles paroles, mais on ne voit rien venir", renchérit auprès de l'AFP Aqil Kazem, chômeur de 27 ans.

En plus, cette année, la sécheresse et les barrages construits par les pays voisins en amont sur les fleuves qui traversent l'Irak ont affecté la saison agricole, tandis que la pénurie chronique d'électricité laisse les Irakiens sans équipement au pic de l'été sous une température atteignant les 50 degrés.

Depuis le début des manifestations quotidiennes huit personnes ont été tuées, selon le ministère de la Santé. Deux l'ont été à Bassora, la grande ville portuaire du sud d'où est parti le mouvement, trois à Samawa, deux à Najaf et une à Kerbala, a détaillé le ministère sans toutefois donner de détails sur les circonstances de ces décès. Selon différentes sources, au moins une des victimes a été abattue par les forces de l'ordre à Bassora.

Le Premier ministre Haider al-Abadi, qui s'était rendu vendredi à Bassora pour tenter de calmer les esprits, a annoncé samedi soir une allocation immédiate de trois milliards de dollars pour la province, outre des promesses d'investissement dans l'habitat, les écoles et les services.

Il a appelé les services de sécurité "à se tenir en alerte car le terrorisme veut exploiter tout événement ou conflit". Mais il leur a ordonné "de ne pas faire usage de balles réelles sur des manifestants non armés".

Exacerbé par la mort d'un homme dans la province de Bassora au premier jour des manifestations, le 8 juillet, ce mouvement a fait tâche d'huile et s'est étendu à d'autres provinces du sud, dont Najaf, Missane, Kerbala, Zi Qar et Mouthanna.

Samedi, alors que la contestation menaçait de gagner Bagdad où des appels à manifester étaient lancés, internet s'arrêtait de fonctionner: les autorités ont assuré qu'il s'agissait d'opérations de maintenance. Lundi, le réseau marchait de nouveau.

La plus haute autorité chiite d'Irak, l'ayatollah Ali Sistani, a apporté vendredi son soutien aux manifestants, tout en les appelant à éviter les désordres et les destructions.

En 2015 déjà, un mouvement de protestation avait été lancé contre la prévarication et l'absence de services publics -- animé principalement par Moqtada Sadr, le nationaliste chiite arrivé en tête des législatives de mai sur un programme anti-corruption. AFP 16 juillet 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 21 juillet 2018

CAUSERIE ET INFOS

Le mot du jour : Allez on arrête de jouer à la baballe, place à la Grande Boucle, au soleil, aux vacances, elle n'est pas belle la vie ?

● Causerie au format pdf (9 pages)

L'homme n'a décidément pas dépassé le stade élémentaire du primate, c'est ce qu'a démontré l'hystérie et les commentaires dithyrambiques qui ont accompagné la victoire de l'équipe de la Françafrique à la coupe du monde de football.

On en oublierait presque qu'au départ le sport fut inspiré de la lutte que menaient les hommes pour leur survie en présence de nombreux prédateurs et face aux aléas de la nature, et que c'est leurs dispositions physiques ou morphologiques naturelles qui présidaient à la préservation ou à la sélection naturelle de l'espèce, les mieux lotis ou les plus forts survivant, alors que les plus faibles disparaissaient. Plus tard, de chasseurs intrépides ils devinrent des combattants redoutables réduisant en esclavage les plus faibles qu'ils avaient vaincus, de chefs de tribus ou de hordes de barbares ils devinrent chefs de guerre, monarques ou empereurs soumettant des peuples entiers...

Les hommes livrés au règne de la nécessité devaient entrer en concurrence les uns avec les autres et se livrer à une lutte à mort pour assurer leur propre survie, d'où l'état de guerre permanent auquel ils furent soumis tout au long de leur existence depuis la nuit des temps jusqu'à nos jours.

C'est cela qu'on vient de célébrer, d'exalter, manifestation d'infantilisme qui témoigne que la civilisation humaine n'est décidément pas encore prête à conquérir sa liberté.

Que pratiquement tous les acteurs politiques aient cru bon d'en être, augure mal la suite ou le cruel destin qui nous attend. Cela illustre à sa manière le processus de régression de la conscience collective dans lequel l'humanité est engagée. Il est destiné à se poursuivre pendant encore très longtemps, un siècle, un peu plus ou un peu moins, période pendant laquelle les conditions seront réunies pour qu'il s'inverse, il n'est donc pas irréversible, sans qu'on sache à l'avance si les exploités seront en mesure de saisir les occasions qui se présenteront à eux, tout dépendra si leur conscience aura enfin fini par mûrir, sinon la civilisation humaine sera vouée à disparaître.

L'époque où leur conscience pourrait atteindre un niveau supérieur pourrait coïncider avec l'achèvement du marché mondial, où la concurrence mondiale entre exploités n'aurait plus aucune raison d'être et ne présenterait plus aucun avantage pour les exploités, et céderait la place ou ouvrirait la voie à l'union des prolétaires du monde entier pour en finir avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

On dit qu'un régime ou un mode de production ne peut disparaître tant qu'il n'a pas épuisé toutes ses capacités, sachant que le capitalisme ne pourra être éradiqué qu'à l'échelle de la planète, parce que c'est un mode de production intégré aussi bien en terme de matières premières que de main d'oeuvre au niveau mondial, il y a tout lieu de penser que cela ne se produira pas tant qu'il ne l'aura pas entièrement colonisé, ce qui n'est pas encore le cas contrairement aux sornettes qu'on entend.

Que les néolibéraux aient défini une stratégie pour retarder le plus longtemps possible cette échéance ou interdire qu'elle se réalise en est en quelque sorte la confirmation, d'où leur acharnement à vouloir maintenir des continents entiers en état de sous-développement en recourant à des guerres pour l'illustrer.

Si on se décidait à bien vouloir regarder la réalité en face au lieu de lui substituer des théories obsolètes ou foireuses s'appuyant sur une analyse ou une perspective erronée, sans exclure qu'entre temps des révolutions pourraient se produire ici ou là qu'évidemment nous soutiendrions, tout en sachant qu'immanquablement elles seraient vouées à être vaincues ou à dégénérer parce qu'elles demeureraient isolées, tout du moins durant toute une période préliminaire sans qu'on puisse en déterminer la durée à l'heure actuelle, on réaliserait ou on prendrait enfin conscience qu'il nous faut définir une stratégie politique basée sur l'épuisement (encore à venir) des capacités du capitalisme dont les signes avant-coureurs n'ont cessé de se manifester parfois de manière extrêmement violente depuis le début du XXe siècle (Qu'on a largement surestimés...), qui ouvrirait la voie à sa liquidation de la surface de la terre, au socialisme.

Quant à la tactique, elle devrait s'articuler autour de deux facteurs, qui consisterait à aider les exploités à résister jusqu'à cette échéance (Qui se profilerait petit à petit et dont ils pourraient prendre conscience...) en luttant pour l'amélioration de leur condition d'existence (et de travail) ou pour maintenir un niveau de vie supportable, ce qui impliquerait la défense de tous nos acquis ou droits sociaux et d'en revendiquer de nouveaux, même si cela semble aléatoire ou largement compromis, tout en les aidant à faire progresser leur niveau de conscience dans la perspective des tâches politiques qu'ils auront à accomplir pour se débarrasser du capitalisme à l'échelle mondiale.

La tactique demeure ainsi subordonnée à la stratégie de manière à favoriser cette prise de conscience, sans laquelle notre combat serait perdu d'avance. Pour l'avoir oublié ou s'en être écartés, nous en sommes rendus à la situation pitoyable que nous connaissons aujourd'hui.

J'ai l'impression que ce que je propose consiste tout simplement à renouer avec les enseignements que nous avaient légués les marxistes, renvoyant dos-à-dos gauchistes et opportunistes.

Cette brève analyse constitue la trame provisoire ou plus ou moins achevée de la conclusion à laquelle je suis parvenu au terme de 15 années d'études, bien des tâtonnements et des errements après avoir été parfois induit en erreur par des relents anciens de dogmatisme notamment, dans des conditions d'isolement en Inde qui, si elles ne facilitent pas vraiment la réflexion qui se nourrit d'échanges, n'en entravent pas le développement.

L'issue de mes travaux dépendait finalement de ma détermination à trouver des réponses cohérentes ou satisfaisantes à la multitude de questions que j'allais être amené à me poser, ainsi que l'évaluation d'hypothèses toutes aussi nombreuses, ainsi que la faculté à me débarrasser de tout a priori, ce qui est toujours le plus difficile puisqu'en partie inconscient.

En réalité, je n'en suis pas tout à fait satisfait ou il reste encore bien des choses à préciser ou à modifier. Disons qu'à ce stade, l'orientation politique que je propose ici, n'est qu'une modeste contribution politique que je porte à votre réflexion. A suivre.

[Et pendant ce temps-là dans la cour de récréation ils jouent à la baballe.](#)

Ils osent tout. Union nationale. Comment flatter l'ignorance des masses dans le sens du poil.

Daniel Gluckstein s'est fendu d'un éditorial (Tribune des travailleurs - POID) dégoulinant d'opportunisme comme on n'en avait pas lu depuis un moment.

Imaginez un instant, la victoire de la coupe du monde du football-fric par l'équipe de la Françafrique : "*ça vaut le coup d'être heureux une soirée*", pour un peu il ne manquerait plus qu'un coup de canon tiré en direction du Mali ou de la Libye en guise de feu d'artifice pour que la fête soit complète ! Voilà ce qui le rend heureux, vous imaginez un peu le niveau du dirigeant. On vit à une époque particulièrement médiocre et il ne dépareille pas, c'est communicatif apparemment ou plus profond.

Quel naufrage !

On croirait un communiqué rédigé par une agence de com pour le compte d'un marchand de vent ou de miracles.

- Pour le jeune des quartiers ouvriers et populaires, pour l'ouvrier, pour le chômeur, pour la mère de famille élevant seule ses enfants, pour le bénéficiaire du RSA, (Il a oublié les handicapés, les clochards, sortez vos mouchoirs, quel misérabilisme ! - LVOG) la victoire de cette équipe de France composée, essentiellement, de jeunes issus des mêmes quartiers et des mêmes milieux est apparue comme porteuse d'un espoir, celui d'une société où tous trouveraient la place qui leur est refusée. (On ignorait qu'il en était le capitaine ! - LVOG) C'est – chargée d'illusions, sans doute – l'expression d'une puissante aspiration au progrès, à la justice sociale, à l'égalité réelle tordant le cou aux humiliations et aux discriminations, à l'exploitation et à l'oppression, à la misère. (C'est tout, n'en jetez plus la cour est pleine ! Vous aurez noté le procédé du prestidigitateur, qui de son chapeau chargé d'illusions fait jaillir miraculeusement un niveau de conscience si élevé chez les masses qu'on devrait lui attribuer un certificat d'authenticité indiscutable, tant les prolos ont le socialisme dans le sang, et si vous n'en êtes pas convaincus, dites-vous bien que rester passif devant un écran pendant 90 minutes à regarder des types courir après un ballon en est la preuve manifeste. Quelle misère ! - LVOG)

Excessif ? Quand l'opium du peuple s'apparente à un élixir de libération on est encore en dessous de la réalité en fait. Car il a tenu le même discours que Macron et l'ensemble de la classe politique de l'extrême droite à l'extrême gauche en évoquant "*les aspirations des jeunes enthousiasmés par la victoire de leur équipe de France*", elle appartient bien à tous, bel exercice de "*victoire*" partagée avec Macron, d'union nationale noyé dans un discours qui se veut par ailleurs radical mais qui ne trompe personne ; s'emballer pour un tel étalage d'ignorance assimilé aux aspirations de la jeunesse est plutôt inquiétant, dommage qu'ils ne se soient pas enthousiasmés pour la libération d'Alep ou de Deraa en Syrie, Gluckstein non plus, il est passé à côté, il avait le regard rivé ailleurs, on comprend.

Cet exercice pitoyable de populisme et de tiers-mondiste n'aurait pas été complet sans un vibrant appel à "*la République (qui) vivra quand elle accueillera fraternellement les migrants qu'elle rejette aujourd'hui au fond de la Méditerranée*", alors que cette opération pilotée depuis Washington et Bruxelles ou l'Otan avait justement pour objectif de désintégrer ce qui restait de cette République moribonde, bananière au service de l'oligarchie. Qu'il tienne à en être avec son parti n'étonnera plus personne, c'est leur droit.

Tout compte fait cet éditorial aurait très pu être publié par l'Humanité.

Vous ne trouvez pas étrange que deux militants se réclamant du socialisme en arrivent à produire deux analyses d'un fait diamétralement opposées ?

En complément. (A propos de l'affaire Benalla)

- La République est "inaltérable", a laconiquement déclaré jeudi Emmanuel Macron lors d'un déplacement en Dordogne, après avoir refusé à maintes reprises de répondre aux questions des journalistes. AFP 19 juillet 2018

Elle est moins inoxydable que le couperet de la guillotine qui attend le petit monarque...

[Affaire d'Etat. Flagrant délit ou Macron pris la main dans le SAC.](#)

Qui a dit ?

- "Je condamne avec une absolue fermeté les violences qui ont eu lieu aujourd'hui."

Réponse : Macron, au soir du 1er mai 2018. (Reproduit par Le HuffPost 19 juillet 2018)

- «Cet acte violent a un vieux parfum du SAC de De Gaulle» - Liberation.fr 20.07

- Alexandre Benalla a également agressé une femme à la Contrescarpe, comme le montre une vidéo inédite
- Le HuffPost 20.07

L'affaire du collaborateur d'Emmanuel Macron n'en finit plus de rebondir. Ce mercredi 18 juillet, Le Monde a révélé qu'un membre du cercle proche d'Emmanuel Macron avait été filmé en train de frapper un manifestant, pourtant à terre, lors des manifestations du 1er mai dernier, le tout en arborant un casque des forces de l'ordre alors qu'il était en fait membre du cabinet du président. Mais ce n'est pas tout. Dans une vidéo envoyée par un lecteur du HuffPost, on découvre ce qu'il s'est passé durant les 43 secondes pendant lesquelles il est absent de la vidéo désormais célèbre. Entre le moment où il extrait une jeune fille de la bagarre et le moment où il revient pour frapper le manifestant.

1er mai, à la place de la Contrescarpe. Dommage qu'on ne parle pas aussi de cette jeune femme qui s'est fait violenter, elle aussi, par Alexandre Benalla avant que ce dernier s'en prenne à son ami.

Dans l'intervalle, il a traversé la rue avec la jeune fille, aidé par une autre personne. Il la plaque contre le mur et fait une tentative de balayage avec sa jambe. On entend distinctement la victime dire "aïe" et "arrêtez". Alexandre Benalla écarte également de sa main une cycliste qui cherche à s'interposer. Enfin, il entend les cris de l'autre côté de la rue et traverse, laissant la victime prostrée, assise contre le mur. C'est là que la vidéo devenue virale reprend, avec l'arrivée d'Alexandre Benalla dans le champ. A la fin, grâce à la nouvelle vidéo, on se rend compte que la fille agressée est une amie du manifestant tabassé. Ils quittent les lieux ensemble. La victime déclare "C'est des malades !". Le HuffPost 20.07

En complément.

En famille. Mélenchon en défenseur de "l'autorité de l'Etat" ou gardien en chef de l'esprit de la Ve République.

- "L'autorité de l'Etat a été engagée d'une manière tellement ample et tellement forte que la sanction doit être exemplaire. Elle doit concerner lui (Alexandre Benalla, NDLR), tous ceux qui ont des activités invisibles de cette nature, et évidemment les chefs, je veux dire le chef de cabinet", a-t-il ajouté. AFP 19 juillet 2018

Merci, on avait compris qu'il ne réclamait pas la tête de Macron !

Non mais sans blague, on ne badine pas avec l'autorité de l'Etat, chacun doit la respecter, et en premier lieu Macron qui doit être à la hauteur de la fonction qu'il occupe au sommet de l'Etat selon la Constitution de la Ve République. Mélenchon y veille !

Mélenchon un opposant au régime ? Quel bouffon !

ACTUALITE EN TITRES

Militarisation de la Constitution de la Ve République pour la rendre plus "humaine".

- De la «dignité humaine» dans la Constitution - Liberation.fr 19.07
- Le "service national" inscrit dans la Constitution - L'Express.fr 19.07

Fake news. L'AFP en première ligne. La preuve.

- Londres dément toute identification dans l'affaire Skripal - Reuters

On rappelle que Reuters est une agence de presse britannique.

- La police britannique aurait identifié les empoisonneurs présumés des Skripal - AFP
- Affaire Skripal : des suspects russes dans le viseur - LeFigaro.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Confirmation. Il était légitime de les caractériser ainsi.

- Israël : la loi sur «l'Etat juif» crée la polémique - LeParisien.fr 20.07

Dorénavant nous n'emploierons plus que l'expression Etat juif à propos d'Israël.

Les barbares et protégés de l'Etat juif rapatriés chez leurs parrains occidentaux, c'est émouvant !

- Londres évacue les Casques blancs de Syrie - Réseau Voltaire 20 juillet 2018

Le Royaume-Uni, les États-Unis et le Canada vont évacuer plusieurs centaines de membres des Casques blancs après la reddition des groupes terroristes au Sud de la Syrie.

Les Casques blancs se présentent comme une organisation humanitaire alors même qu'ils ont pris part au combat, notamment en coupant l'eau durant 42 jours aux 5,6 millions d'habitants de Damas [1]. De nombreux membres des Casques blancs sont par ailleurs également membres à titre individuel d'Al-Qaïda ou de Daesh.

Les Casques blancs seront accueillis non seulement au Royaume-Uni et au Canada, mais aussi aux Pays-Bas et en Allemagne.

[1] « Une « ONG humanitaire » prive d'eau 5,6 millions de civils », Réseau Voltaire, 6 janvier 2017. Réseau Voltaire 20 juillet 2018

La guerre des clans de l'oligarchie ne connaît pas une minute de répit.

Trump invite Poutine à Washington à l'automne malgré le tollé d'Helsinki - Reuters 20.07

Donald Trump a demandé à John Bolton, son conseiller à la sécurité nationale, d'inviter Vladimir Poutine à l'automne, a annoncé jeudi la Maison blanche, trois jours après le premier sommet entre les deux hommes qui a soulevé un tollé aux Etats-Unis. Reuters 20.07

Trump et Poutine ne font plus qu'un en couverture de "Time magazine" - Le HuffPost 19.07

Trump enregistré à son insu parlant d'acheter le silence d'une ancienne playmate - AFP 20.07

Poutine: Des forces aux USA veulent saboter les résultats du sommet d'Helsinki - Reuters

Trump s'insurge contre l'amende infligée par l'UE à Google - AFP 19.07

Le président américain, Donald Trump, s'en est une nouvelle fois pris à l'Union européenne jeudi, s'insurgeant cette fois contre l'amende record infligée par Bruxelles à Google et martelant qu'il ne tolérerait plus que l'Europe "profite" des Etats-Unis. AFP 19.07

Totalitarisme. Quand Big Brothers complete...

Grille de lecture.

Je ne sais pas si vous vous en souvenez, ils avaient été jusqu'à imputer à Bachar el-Assad d'être responsables des violences qui se sont produites en Syrie au début de 2011, puis de la guerre qui s'en est suivie et ses centaines de milliers de morts.

Et bien demain, si vous souteniez le contraire en vous appuyant sur les faits n'importe où dans le monde, cette information serait censurée. Donc seule la version frauduleuse serait accessible, pas seulement sur Facebook mais publiée par l'ensemble des médias. Quant aux contrevenants intervenant sur Internet, l'accès à leurs portails ou blogs serait coupé, c'est en tout cas le sens dans lequel vont les nouvelles lois que Bruxelles et Washington sont en train de concocter...

- Facebook veut supprimer les fausses informations qui causent des violences - L'Express.fr 19 juillet 2018

Facebook continue sa lutte contre les "fake news". Le réseau créé par Mark Zuckerberg a annoncé ce jeudi vouloir retirer les fausses informations susceptibles de créer des violences de façon imminente.

Avec cette nouvelle politique, le réseau social pourra par exemple retirer des contenus inexacts ou trompeurs (comme des photos truquées) créés ou partagés pour contribuer à la violence physique ou l'exacerber. Pour y parvenir, Facebook s'appuiera sur des organisations locales ou des agences spécialisées pour déterminer si ces publications sont susceptibles d'entraîner des violences de façon imminente et donc si elles doivent être retirées.

Cette nouvelle politique consiste à examiner et supprimer un autre type de contenus, moins explicitement violents mais tout de même susceptibles d'entraîner des violences. L'Express.fr 19 juillet 2018

Cela signifie quoi ces "contenus, moins explicitement violents", sinon l'arbitraire le plus total exercé par des entreprises privées ou des multinationales, qui se transformeraient en juridiction transnationale, en tribunaux d'exception destinés à museler toute opposition aux régimes totalitaires qu'ils sont en train d'installer partout dans le monde.

Barbarie. Afghanistan : Enième massacre ordinaire de civils innocents.

- Des civils tués dans un raid aérien près de Kunduz en Afghanistan - Reuters 19.07

Quatorze personnes, dont des femmes et des enfants, ont péri dans une frappe aérienne intervenue au cours d'une opération au sol des forces de sécurité afghanes jeudi près de la ville de Kunduz, dans le nord de l'Afghanistan, a déclaré le porte-parole du gouverneur. Reuters 19.07

Dernières nouvelles du clan de la guerre perpétuelle contre tous les peuples.

Nicaragua: marche de l'opposition après les attaques d'Ortega - AFP 20.07

Une marche de l'opposition nicaraguayenne doit se dérouler samedi à Managua au moment où le dialogue avec le pouvoir est quasi rompu après les propos du président Daniel Ortega accusant l'Eglise et l'opposition de fomenter un "coup d'Etat". AFP 20.07

Le Pentagone annonce 200 millions de dollars supplémentaires pour la défense ukrainienne - AFP 20.07

Les Etats-Unis ont annoncé vendredi une aide supplémentaire de 200 millions de dollars pour renforcer la défense de l'Ukraine, engagée dans un conflit contre des séparatistes prorusses, quatre jours après un sommet controversé entre Donald Trump et Vladimir Poutine. AFP 20.07

Une réponse ou un torpillage du clan de la guerre ?

- Vers un référendum au Donbass ? - Réseau Voltaire 20 juillet 2018

Selon Bloomberg, le président Vladimir Poutine aurait proposé à son homologue états-unien Donald Trump de régler ensemble la question du Donbass [1].

Un référendum pourrait être tenu, sous la surveillance de la communauté internationale, pour permettre aux habitants de cette région de choisir leur avenir.

Le président Trump aurait réservé sa réponse.

Les accords de Minsk prévoyaient quant à eux l'adoption par la Douma ukrainienne d'un statut particulier pour le Donbass et l'organisation d'élections locales ; des engagements auxquels le président ukrainien Pedro Porochenko (photo) s'est opposé.

En mai 2014, les rebelles du Donbass avaient organisé un référendum d'indépendance. La population avait massivement voté pour se séparer de l'Ukraine, soulevant la fureur des Occidentaux.

[1] "Putin Tells Diplomats He Made Trump a New Offer on Ukraine at Their Summit", Ilya Arkhipov, Bloomberg, July 19, 2018. Réseau Voltaire 20 juillet 2018

Corée du Nord: Washington réclame à l'ONU "une pleine application des sanctions" - AFP 20.07

Le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, a réclamé vendredi à l'ONU "une pleine application des sanctions" contre la Corée du Nord pour parvenir à sa dénucléarisation, à l'issue d'une réunion avec le Conseil de sécurité destinée à maintenir son unité face à Pyongyang. AFP 20.07

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Cuba

- Cuba va inscrire la propriété privée dans sa nouvelle Constitution - LeFigaro.fr 19.07

Pour la première fois depuis 1959, le gouvernement s'est engagé à inscrire l'économie de marché dans la constitution. Examinée à partir de samedi, la révision du texte de 1976 doit faciliter l'accès des investisseurs étrangers à l'économie cubaine, dans la continuité des réformes initiées par Raul Castro depuis 2008 pour moderniser et ouvrir le pays. Le texte sera ensuite soumis à un référendum.

Révéle le 13 juillet par le quotidien du Parti communiste cubain, le Granma, le projet de constitution reconnaît «le rôle du marché et de nouvelles formes de propriété, parmi lesquelles la propriété privée», avant de préciser, quelques lignes plus loin, qu'il «réaffirme le caractère socialiste du système politique, économique et social».

Et rappelle très vite le «rôle directeur du PCC comme force dirigeante supérieure de la société et de l'État». «Il n'y aura pas de virages capitalistes», souligne le président Miguel Diaz-Canel, élu en avril.

«La constitution officialise ce qui est à l'œuvre depuis dix ans. Les cubains vont petit à petit découvrir une économie du salariat. Ce

qui est normal pour nous, mais révolutionnaire pour eux», explique Christophe Ventura, chercheur à l'IRIS et spécialiste de l'Amérique latine. Pendant 40 ans, l'île a vécu sous une économie presque totalement étatisée. Le salaire ne couvrait pour les cubains que 5% des besoins: le logement, la nourriture et les soins étant presque toujours pris en charge par l'État.

Depuis 2010, le pays mené par Raul Castro, le frère cadet de Fidel, s'est engagé dans de vastes réformes pour ouvrir le pays aux investissements étrangers. Le but étant d'attirer capitaux et liquidités dans un pays exsangue économiquement. De fonctionnaires, 201 professions sont autorisées à exercer à titre d'autoentrepreneurs ou de «petits artisans»: 591.000 Cubains sont aujourd'hui «cuentapropistas», c'est-à-dire qu'ils exercent à leur propre compte. Pourtant, l'octroi de nouvelles licences de «cuentapropistas» a été suspendu il y a un an. Face à l'économie de marché, le gouvernement envoie des signaux ambivalents: voilà presque dix ans que l'imminence de la transition cubaine fait débat chez les observateurs.

Alors, la révision de la constitution peut-elle souffler un nouvel élan? «Si l'un d'entre nous se berçait d'illusions sur cette réforme constitutionnelle, le mieux serait de les abandonner très vite», tranche un blog local critique envers le pouvoir, Cuba Economia, cité par Courrier international. Si la réforme doit faciliter l'implantation de capitaux étrangers et la création d'entreprises locales, la propriété de la terre «sera toujours soumise à des restrictions pour sa transmission et au droit de préemption de l'État sur son acquisition, à un juste prix», note le blog.

«Évidemment, Cuba n'aspire pas à une économie de marché au sens où on l'entend dans un pays totalement mondialisé, mais à une libéralisation qui n'altère pas la présence de l'état dans l'économie», détaille Christophe Ventura. Pour le chercheur, la Havane devrait trouver son équilibre dans un modèle semblable à celui du Vietnam ou de la Chine: «L'état a des intérêts y compris dans les capitaux privés, participe largement à l'économie et régule tous les investissements.»

Le Granma rappelle d'ailleurs les «principes essentiels» toujours à l'œuvre: «les moyens de production relèveront de la propriété socialiste et la planification restera la ligne directrice». «L'état doit répondre au défi d'ouvrir l'économie sans perdre le contrôle politique, et c'est pour ça que les réformes sont longues», poursuit le chercheur. «La constitution offre un cadre légal aux dynamiques déjà à l'œuvre, et ça, c'est historique. Après, tout dépend aussi du contexte extérieur, notamment les relations avec les États-Unis.» En juin dernier, Donald Trump a annulé la majeure partie de l'accord de rapprochement diplomatique conclu entre Obama et Raul Castro en 2014. LeFigaro.fr 19.07

Tunisie

C'était bien une révolution...islamiste !

- Tunisie: le parti islamiste Ennahdha remporte le plus grand nombre de mairies - AFP 19.07

Le mouvement d'inspiration islamiste Ennahdha a remporté le plus grand nombre de mairies à l'issue des premières municipales démocratiques de Tunisie, a annoncé jeudi le ministère des Affaires locales à l'AFP.

Ce scrutin s'est tenu le 6 mai, puis les conseillers municipaux ont été amenés à élire les maires dans chaque localité. A ce jour, 347 maires sur 350 ont été désignés.

Deuxième parti au pouvoir --après Nidaa Tounès, fondé par l'actuel président Béji Caïd Essebsi--, Ennahdha a décroché 130 mairies, a indiqué le ministère de l'Environnement et des Affaires locales.

Les listes indépendantes arrivent en deuxième position avec 114 mairies, juste devant Nidaa Tounès, qui a remporté 80 municipalités.

Vingt-trois ont été remportées par d'autres partis, d'après la même source.

Ennahdha est notamment majoritaire dans le gouvernorat de Sfax (centre), où le mouvement dispose de 14 mairies sur 23, et dans celui de Gabès (sud, 11 sur 16).

Ces élections devaient aussi permettre d'ancrer la démocratie au niveau local, et pour les partis de renforcer leur ancrage dans les différentes régions, alors que l'année 2019 doit être marquée par la tenue d'élections législatives et présidentielle.

Le parti Nidaa Tounès, sorti vainqueur des scrutins en 2014, est actuellement traversé par de profondes divisions.

Béji Caïd Essebsi, 91 ans, n'a pas encore fait part de ses intentions. AFP 19.07

Haut de page ↗

Le 24 juillet 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Causerie au format pdf (18 pages)

Qu'ont-ils osé ?

Les deux questions que personne ne pose : Pourquoi s'est-il écoulé 79 jours avant que cette affaire éclate, et pourquoi c'est Le Monde qui s'en est chargé sachant qu'il est acquis à Macron ? Il n'a pu agir que sur ordre, pas de Macron puisqu'il ne dispose d'aucun pouvoir.

On a appris que la discussion qui devait avoir lieu à l'Assemblée nationale et au Sénat sur la réforme des institutions a été ajournée et renvoyée au mois de septembre. Or, on sait également qu'hormis LREM tous les partis y sont farouchement opposés. Ne serait-il pas un coup monté pour mettre en difficulté Macron de sorte qu'ils réalisent l'union nationale autour de lui, aussi paradoxalement que cela puisse paraître, pour les rallier de force à son projet ? On a échappé à un nouvel attentat, qui en d'autres occasions avait fait l'affaire, vous vous en souvenez, il y a des coïncidences qui ne trompent pas.

Pourquoi du 1er mai au 18 juillet la vidéo qui est à l'origine de cette affaire a-t-elle pu tourner sur Twitter pendant 79 jours sans provoquer de réactions ou de scandale, est devenue soudainement virale et une affaire d'Etat ? A qui doit profiter le crime ou cette opération ? Cela va leur donner l'occasion de tester grandeur nature les instruments de censure qu'ils ont développés en manipulant des images et des témoignages.

Est-ce risqué pour Macron ? Le silence qui a entouré cette affaire pendant si longtemps indique que non.

C'est une hypothèse parmi d'autres que je publierai demain.

On est en pleine lutte de classes entre un milicien se prenant pour un CRS et deux jeunes manifestants. J'ai vu une photo de la place de la Contrescarpe où se sont déroulés les faits.

Une centaine de jeunes étaient assis sur le trottoir et buvaient tranquillement un verre en devisant après une manifestation, quand des CRS surgirent, les gazèrent et les matraquèrent. Il faut comprendre que des jeunes aient pu saisir tout ce qu'ils trouvaient sous leurs mains pour le balancer sur leurs agresseurs, c'était légitime, j'aurais eu envie de faire de même sans hésitation, car il s'est bien agi d'une agression caractérisée.

Il faut voir à quel niveau se situe la violence policière de l'Etat, du gouvernement Macron-Philippe.

A suivre demain.

Le 25 juillet 2018

Avant d'aborder la causerie d'aujourd'hui, un article en rapport avec l'hypothèse que j'avais formulée hier soir (en fin de journée en Inde, en début d'après-midi en France, décalage horaire de 4h30).

- Affaire Benalla: L'union de l'opposition vole en éclat - Le HuffPost 25 juillet 2018

Pendant six jours, elles étaient unies. Pour la première fois du quinquennat, toutes les composantes de la gauche et de la droite, des extrêmes aux plus centristes, étaient d'accord. L'accord était implicite, mais les oppositions se sont liguées pour suspendre l'examen de la réforme constitutionnelle tant que des explications n'auraient pas été apportées par le gouvernement dans l'affaire Benalla. Elles ont obtenu gain de cause puisque le gouvernement a finalement décidé de reporter le dossier à la rentrée.

Quelques jours plus tôt, l'opposition avait eu une première victoire en contraignant La République en marche à mettre sur pied une commission d'enquête à l'Assemblée nationale après que le Sénat a annoncé son intention de faire de même. Le HuffPost 25 juillet 2018

Je n'étais pas très loin, " toutes les composantes de la gauche et de la droite, des extrêmes aux plus centristes, étaient d'accord" avant "l'affaire Benalla" pour rejeter le volet de la réforme constitutionnelle consacré à la diminution du nombre de parlementaires avancé par Macron, et qui maintenant se divisent non pas sur ce volet de la réforme constitutionnelle, mais sur la suite à donner à "l'affaire Benalla", ce qui signifie que rien n'est changé et que Macron n'a fait que gagner du temps.

Entendu hier qui confirmerait cette piste. Mais il se peut aussi que cette hypothèse ne soit pas la bonne, plus loin j'en évoque d'autres, donc wait and see en attendant les prochains développements.

- Révision constitutionnelle : « Je pense que c'est une bonne réforme et qu'il faut la discuter » déclare Édouard Philippe - Publicsenat.fr 24.07

- Réforme constitutionnelle : « Évidemment le texte sera maintenu et débattu à la rentrée » affirme Belloubet - Publicsenat.fr 24.07

[La causerie du jour.](#)

[France. Totalitarisme. Etat policier au quotidien.](#)

- Tour de France 2018. Étape 16: cette photo d'un gendarme pendant la manifestation fait réagir - Le HuffPost 24 juillet 2018

On y voit un gendarme, à l'allure plutôt détendue, diffuser du gaz lacrymogène directement au visage d'une manifestante assise sur la route.

La photo a interpellé des internautes, surpris de la réaction agressive du policier face à une manifestante, qui ne semble pas le menacer. Le HuffPost 24 juillet 2018

Il s'agissait d'une manifestation d'agriculteur. Cette femme apparemment seule était assise sur la chaussée, au lieu de lui demander de quitter les lieux ou de la prendre par le bras pour la déplacer, ce CRS l'a gazée à bout portant !

- Hauts-de-Seine: La ville de Colombes instaure un couvre-feu pour les moins de 17 ans - 20minutes.fr 25 juillet 2018

La mairie LR de Colombes dans les Hauts-de-Seine a instauré un couvre-feu à partir de mardi pour les mineurs de moins de 17 ans dans trois quartiers sensibles de la ville, a annoncé son chef de la police municipale.

Trois quartiers sont visés par cet arrêté : Petit-Colombes, Fossés-Jean et Europe. Tout jeune de moins de 17 ans se trouvant seul dehors entre 22 heures et 6 heures du matin sur ces zones pourra être conduit au poste par la police nationale ou municipale.

« On a des statistiques très conséquentes avec beaucoup d'interventions qui impliquent des mineurs », a-t-il affirmé à l'AFP. « Le gros des infractions auxquelles nous sommes confrontées, sont commises par des 15-17 ans », a-t-il poursuivi. 20minutes.fr 25 juillet 2018

[En médiocratie. Mensonge d'Etat.](#)

La description fournie par les médias et des personnes qui ont côtoyé le nervi Benalla présente de nombreuses similitudes avec Macron : Un vulgaire arriviste, disponible et servile, un raté dévoré d'ambition, menteur chevronné ou manipulateur, il a usurpé une partie de ses titres ou qualités professionnelles, médiocre, c'est un opportuniste acharné, il bénéficie d'une promotion fulgurante sans réelles expériences, il grimpe dans la hiérarchie sociale à coup de carnet d'adresses, il exploite ses connaissances pour leur rendre de petits services, infiltré, il bouche les trous, s'il ne devient pas incontournable, il finit cependant par devenir indispensable au point de lui confier des missions de confiance, vulgaire, hargneux, envieux, suffisant, il méprise tout ceux qui ont un statut inférieur au sien, il se livre à des excès de pouvoir, il se fait de nombreux ennemis parmi son entourage qui s'estime injustement rabaissé par un pitoyable roquet qu'ils lyncheront à la première occasion...

Pris en flagrant délit de médiocrité après s'être entiché de cette merde infâme qui était devenu pour ainsi dire un familier du monarque, les parrains, porte-parole et hommes de mains de Macron s'enfoncent dans le déni à l'instar de Collomb l'amnésique. Après avoir nié les faits, puis avoir cherché à les dissimuler, ils ont bien été forcés de les admettre en invoquant "une dérive individuelle" ou une série de dérives individuelles, lâchant ou plutôt mettant à l'écart la bavure, reste à trouver le fusible à faire sauter, apparemment ils l'auraient trouvé en la personne de Patrick Strzoda, le directeur du cabinet de Macron qui doit partir à la retraite dans trois mois, reste à savoir s'il acceptera de porter le chapeau, mais bon dans la start up France tout s'achète. Entre temps le déballage continue.

Quelques titres d'articles de presse pour illustrer ce qui vient d'être dit.

- Benalla: Griveaux dénonce des fantasmes autour d'une "non-affaire d'Etat" - Reuters 23.07

- L'Élysée dément le financement de travaux pour Alexandre Benalla - LeParisien.fr 23.07

- Pourquoi Benalla détenait illégalement un port d'arme - LePoint.fr 23.07

À la demande de l'Élysée, le préfet de police de Paris lui a accordé un port d'arme. Gérard Collomb jure qu'il n'était pas au courant.

- Alexandre Benalla n'avait "aucune autorisation de la préfecture de police", affirme un haut-gradé - Franceinfo 23.07

- Patrick Strzoda, dircab de Macron : idéal suspect - Liberation.fr 23.07

Le directeur de cabinet du Président et supérieur hiérarchique d'Alexandre Benalla devrait selon toute vraisemblance faire les frais de la réorganisation voulue par Macron. D'autant qu'il est à trois mois de la retraite. Liberation.fr 23.07

- Affaire Benalla: "Une dérive individuelle (...) pas une affaire d'Etat" selon Philippe - AFP 24.07

- Au Nicaragua, le pays sous haute tension pour réclamer le départ du Président Ortega - franceinfo 23.07

"Cela devient -très- compliqué de démêler le vrai du faux dans cette affaire."

"Que les oppositions veuillent consacrer tout leur temps à une affaire qui n'en est pas une" mais est "une dérive individuelle", "c'est leur droit le plus strict", rétorque M. Griveaux. - AFP 24 juillet 2018 "

Gérard Collomb a affirmé avoir été informé le lendemain des faits par son cabinet de l'existence de la vidéo sur laquelle on voit Alexandre Benalla s'en prendre à deux manifestants en présence d'un employé de La République en marche (LREM), Vincent Crase, lui aussi "observateur".

Le ministre d'Etat a nié avoir commis une quelconque faute dans la gestion de cette affaire et a imputé les éventuels manquements notamment au préfet de police Michel Delpuech. Qui, dans la foulée, s'est défendu pied à pied et à renvoyé Elysée et place Beauvau à leurs responsabilités.

Le 2 mai, "je m'étais assuré que tant le cabinet du président de la République que le préfet de police avaient été destinataires de l'information. (...) C'était à eux de prendre les sanctions et éventuellement d'informer les autorités judiciaires", a lancé Gérard Collomb.

Le préfet de police Michel Delpuech, entendu dans l'après-midi par la même commission, a contesté ce point de vue, rappelant être "sous l'autorité des autorités exécutives".

Après avoir appris l'existence de la vidéo le 2 mai, il a contacté le ministère de l'Intérieur, qui lui a répondu être "déjà en liaison" avec la présidence de la République, a-t-il rapporté. Dès lors, "il était établi pour moi que le sujet Benalla était traité par l'autorité hiérarchique dont il dépendait".

De même, alors que Gérard Collomb a contesté connaître Alexandre Benalla, dont il ignorait les fonctions même s'il l'a forcément "croisé" lors de la campagne électorale d'Emmanuel Macron, le préfet a assuré que ce chargé de mission à l'Elysée "était un interlocuteur connu".

Cet adjoint du chef de cabinet de la présidence jouait un grand rôle dans la sécurité entourant le chef de l'État et était régulièrement en contact avec des responsables policiers. Benjamin Griveaux a pourtant affirmé que M. Benalla n'était pas "en charge de la sécurité" d'Emmanuel Macron.

Dernier auditionné lundi, Alain Gibelin, directeur de l'ordre public et de la circulation (DOPC), a affirmé que M. Benalla n'avait "aucune autorisation" de la préfecture de police de Paris pour participer à la manifestation du 1er-Mai comme "observateur".

Interrogé par Marine Le Pen, M. Gibelin a également reconnu que M. Benalla était présent à des réunions entre ses services et l'Elysée entre le 4 et le 19 mai, période pendant laquelle l'adjoint au chef de cabinet d'Emmanuel Macron était censé être suspendu.

"Fondamentalement, ces événements résultent de dérives individuelles inacceptables, condamnables, sur fond de copinages malsains" entre les policiers mis en cause et Alexandre Benalla, a jugé le préfet Delpuech devant les députés.

Critiqué pour son silence public sur ce dossier, le chef de l'État a annulé son déplacement mercredi sur le Tour de France. AFP 24 juillet 2018

Cela devient -très- compliqué de démêler le vrai du faux dans cette affaire. Alors que le directeur de l'ordre public et de la circulation à la préfecture de police de Paris, Alain Gibelin, a assuré sous serment devant les députés qu'Alexandre Benalla avait participé à des réunions portant sur des déplacements du chef de l'État pendant la période où il était mis à pied, l'Elysée a immédiatement apporté auprès du Figaro un "démenti formel".

"Alexandre Benalla n'a participé à aucune réunion durant sa période de suspension", a indiqué dès ce lundi soir un proche du chef de l'État, alors que le fonctionnaire de police s'exprimait sous serment et a, durant l'audience, plusieurs fois exprimé son respect à l'égard de ce régime d'audition.

Alain Gibelin a aussi indiqué qu'Alexandre Benalla "ne bénéficiait d'aucune autorisation de la préfecture de police pour être sur cette manifestation" en tant qu'"observateur". Cela contredit aussi la version élyséenne et celle donnée ce lundi par les avocats de l'ancien collaborateur d'Emmanuel Macron. L'Elysée n'a, pour le moment, pas formulé de démenti sur ce point précis.

Le HuffPost24 juillet 2018

L'analyse que j'avais rédigée la veille.

L'affaire Benalla-Macron : Un non-événement certainement pas déclenché par hasard.

Comment expliquer qu'un fait remontant au 1er mai soit révélé par Le Monde le 18 juillet seulement, pourquoi s'est-il écoulé 79 jours avant que cette affaire éclate ?

Au départ, elle a commencé à circuler sur Twitter à l'initiative d'un sympathisant de LFI qui dès le 1er mai avait posté une vidéo dans laquelle on voyait le nervi Benalla tabasser un manifestant.

Macron et Collomb en ont été informé dès le 2 mai selon l'AFP et Le Monde, signifiant à l'intéressé qu'il serait mis à pied à partir du 4 mai pour une durée de deux semaines, et que dorénavant il serait uniquement affecté à des tâches administratives et à des événements à l'intérieur du Palais (Lexpress.fr 22.07), ce qui ne sera manifestement pas le cas puisqu'il apparaîtra en public au côté de Macron ou lors d'événements jusqu'à son licenciement le 20 juillet.

On peut émettre l'hypothèse que, sachant qu'il n'était pas totalement inconnu et qu'il s'était fait de nombreux ennemis parmi notamment les policiers, les gendarmes et les médias, ils ont craint que cette affaire éclate au grand jour au mois de septembre et vienne perturber l'agenda du gouvernement ou prenne une tournure incontrôlable, aussi ont-ils préféré crever l'abcès pendant la période des vacances en demandant au Monde de s'en charger, car on ne voit pas quel intérêt aurait eu Le Monde qui est acquis à Macron d'en prendre l'initiative.

Il existe bien une autre explication, mais à ce jour rien ne permet de la corroborer, à savoir que le clan de l'oligarchie qui a décidé d'avoir la peau de Trump s'en prendrait à Macron après qu'il eut manifesté un fâcheux penchant au compromis avec Poutine (et Trump) sur certains dossiers dont la Syrie lors de leur dernière rencontre à Moscou. A moins qu'il ne soit lui-même divisé entre ceux qui admettaient la nécessité de passer des compromis avec le clan adverse et ceux qui s'y opposaient farouchement, ils auraient alors monté en épingle cette affaire histoire de rappeler Macron à l'ordre ou pour lui montrer de quoi ils étaient capables et qu'il ne devait pas fléchir, sans prendre vraiment de risque puisque l'opposition organisée à Macron est quasi inexistante ou dispersée, impuissante à l'empêcher d'appliquer leur politique ultra libérale.

Cette version est peu vraisemblable pour au moins deux raisons. La première parce que Macron n'est qu'une marionnette et il est impensable qu'il puisse manifester la moindre indépendance vis-à-vis de ses mentors qui le guident pas à pas dans sa fonction ; On ne peut même pas imaginer un instant que Macron aurait été pris d'un excès de faiblesse et qu'il se serait rangé aux arguments de Poutine, sachant mieux que personne qu'il ne dispose d'aucun pouvoir, c'est invraisemblable. La seconde, parce qu'il a été mis en place justement par ce clan de l'oligarchie pour appliquer son programme, et à ce jour ils n'ont aucune solution de rechange. (Plus tard j'ai précisé que cela avait pu être une provocation du clan opposé à celui de Trump.)

Dernière hypothèse, faire sauter Collomb trop encombrant qui incarnait la vieille garde du PS, comme ils se sont débarrassés de Bayrou qui représentait le Modem ? Peut-être était-il trop imprévisible bien que loyal et soutien de Macron de la première heure ? A moins que tout simplement ils ne savaient pas comment faire pour se débarrasser de ce sale type, Benalla. (Apparemment cette hypothèse doit être écartée, bien que Macron ait parlé de "trahison", de qui, peut-être n'a-t-il pas encore saisi dans quel monde il était tombé en acceptant de jouer ce rôle à haut risque ou tous les coups sont permis...)

Dernière info.

- Affaire Benalla: Macron rompt le silence et se pose comme "seul responsable" - AFP 24.07

"Le seul responsable de cette affaire, c'est moi et moi seul!". Emmanuel Macron est sorti avec fracas de son silence dans

l'affaire Benalla mardi au terme d'une journée électrique au Parlement qui a vu l'exécutif mener une offensive concertée et les auditions se poursuivre.

"S'ils veulent un responsable, il est devant vous, qu'ils viennent le chercher", a lancé, bravache, le chef de l'Etat mardi soir devant son gouvernement et sa majorité parlementaire quasiment au grand complet.

"Celui qui a fait confiance à Alexandre Benalla, c'est moi, le président de la République. Celui qui a été au courant et a validé l'ordre, la sanction de mes subordonnées, c'est moi et personne d'autre", a notamment martelé le chef de l'Etat, affirmant que "personne n'a jamais été protégé".

Ironique, il avait entamé son intervention en affirmant qu'"Alexandre Benalla n'a jamais détenu les codes nucléaires, Alexandre Benalla n'a jamais occupé un appartement de 300 m2 à l'Alma, Alexandre Benalla n'a jamais gagné 10.000 euros, Alexandre Benalla lui non plus n'a jamais été mon amant".

Dénonçant "la République des fusibles, la République de la haine, celle où l'on fait trinquer un fonctionnaire ici, un collaborateur là", M. Macron a aussi soutenu ses "équipes à l'Elysée" qui "ont fait ce qu'elles devaient faire". La simple mise à pied de 15 jours de M. Benalla était "proportionnée à ce moment-là et je l'assume", s'est-il défendu.

Mais le président a aussi évoqué son sentiment de "déception" et de "trahison" après les actes d'Alexandre Benalla, décrits par la macronie comme "une dérive individuelle" et non "une affaire d'Etat" depuis deux jours. AFP 24.07

J'ai lu une quinzaine d'articles qui m'ont convaincu qu'on avait mieux à faire que perdre son temps avec cette affaire qui pue le coup tordu, au regard des réactions qu'elle a entraînées et de l'instrumentalisation dont elle fait l'objet.

On se contentera de reproduire le communiqué adopté par le bureau national du POID qui ne présente pas plus d'intérêt qu'une déclaration de principe, mais qui présente au moins l'avantage de situer cette affaire sur le plan politique.

- Sous la Ve République, tout ramène au Président.

L'affaire Benalla vient rappeler, à qui l'aurait oublié, la nature du régime de la Ve République : un régime politique fait d'opacité, de coups tordus, de polices parallèles, de barbouzes sous la couverture d'un pouvoir présidentiel tout puissant au sommet de l'État.

Inacceptables sont bien sûr les violences exercées par cet individu, travaillant à l'Élysée et sur ordre du président, contre des manifestants. Mais à qui fera-t-on croire que le scandale se limite à un individu ? Ou qu'il est circonscrit aux différents échelons de la hiérarchie administrative que le pouvoir fait sauter comme autant de fusibles pour protéger la clé de voûte des institutions : le président de la République lui-même ?

Sous la Ve République, tout ramène au président.

Le véritable scandale, c'est non seulement que Benalla participe à la répression, mais aussi – et surtout – que l'affaire a été étouffée. S'il ne s'était pas trouvé des militants et des journalistes pour dévoiler les faits, jamais ils n'auraient été dévoilés. Ainsi le veulent les institutions de la Ve République qui donnent tout pouvoir au président pour faire régner l'arbitraire : qu'il s'agisse de la participation des hommes de l'ombre à la répression ou qu'il s'agisse, sur d'autres plans, des ordonnances contre le Code du travail, des votes bloqués à l'Assemblée nationale, de l'usage répété du 49-3 ou encore de tous ces coups de force contre les droits acquis par la classe ouvrière et la jeunesse (Sécurité sociale, retraites, services publics, statuts, conventions collectives).

On entend, ici et là, des responsables de « gauche » protester contre ces agissements intolérables. Ils ont raison bien sûr. Mais peut-on s'en remettre à une éventuelle commission d'enquête parlementaire ou au dépôt d'une motion de censure à l'Assemblée nationale ? Non : les travailleurs et les jeunes savent d'expérience que sous la Ve République le Parlement n'a aucune indépendance par rapport au pouvoir exécutif.

Révélant au grand jour une nouvelle fois la pourriture de la Ve République, l'affaire Benalla s'ajoute à une longue liste : affaires Ben Barka, Boulin, Garantie foncière, Markovic, tuerie d'Auriol et beaucoup d'autres épisodes qui ont jalonné l'histoire de la Ve République.

La seule conclusion conforme à la démocratie, c'est qu'il faut en finir avec le régime de l'arbitraire. La seule conclusion conforme à la démocratie, c'est : « Dehors Macron, président illégitime ! Dissolution de la Ve République ! Assemblée constituante souveraine, élue à la proportionnelle intégrale par laquelle les délégués du peuple définiront eux-mêmes ce que doit être le contenu, les normes, les garanties, au plan social comme au plan politique, de la démocratie ! »

Moins que jamais, ce gouvernement ne peut prétendre à la moindre légitimité pour détruire les 42 régimes de retraite qui existent

dans ce pays. Moins que jamais, ce gouvernement illégitime ne peut prétendre réduire à la misère les femmes privées de pension de réversion et liquider les avantages attachés aux régimes de retraite.

Illégitimes sont le gouvernement et sa contre-réforme des retraites ! Seul est légitime le combat pour l'unité des travailleurs et de leurs organisations, en un front unique pour imposer le retrait de la réforme des retraites et le maintien de tous les régimes existants !

C'est dans ce combat que le POID vous appelle à prendre votre place.

LVOG - "*S'il ne s'était pas trouvé des militants et des journalistes pour dévoiler les faits*", quelle crédulité, quelle magnanimité envers Le Monde, écoeurant de démagogie ! Pour un peu Le Monde aurait eu l'intention de faire "*sauter*" Macron, pitoyable !

Ces crétins sont encore tombés dans le panneau, à savoir que cette affaire n'a pas été montée en épingle par Le Monde pour des prunes, elle a été commandée, elle correspond à un besoin précis, et ce n'est certainement pas par esprit de déontologie journalistique qu'ils l'ont sortie.

Et on ne peut pas lui imputer d'avoir commis une erreur ou d'avoir pris une initiative maladroite, puisque rappelons-le une énième fois il n'a aucun pouvoir, même pour manger un chocolat il doit demander la permission de sa barbie fripée.

En revanche, c'est encore une autre explication ou hypothèse, il se peut que ce soit le produit de la guerre des clans que se livre l'oligarchie, Le monde a pu servir d'intermédiaire pour adresser une mise en garde aux conseillers de Macron de la part du clan le plus extrémiste, estimant qu'ils s'écartaient de la ligne qu'il leur avait fixée, notamment sur la Russie, la Syrie, etc. rendant l'exercice du pouvoir de plus en plus risqué ou périlleux. Ils ont pu aussi laisser une certaine marge de manoeuvre à Macron histoire qu'il puisse commettre de graves erreurs, dont ils se serviraient par la suite pour le rappeler à l'ordre.

Mais tout cela peut s'avérer dérisoire, puisque l'affrontement entre les clans de l'oligarchie va se poursuivre, ce qui devrait se traduire par une accélération ou un approfondissement de la crise politique en France. Macron que l'on voit souvent mal à l'aise en train de se mordre les lèvres n'a pas fini d'en baver !

Quand LFI vole au secours de la République des copains et des coquins, de la Ve République, de l'Etat bourgeois.

LFI - C'est le cœur de l'État républicain qui est ébranlé. La République s'est justement constituée avec la Révolution française pour être le rempart des citoyens contre l'arbitraire. En République, le recours à la force n'est pas l'effet d'un caprice, mais l'exécution d'une loi que le peuple, par ses représentants, a élaborée, et à laquelle il consent. L'usage de la force est strictement encadré. Il est crucial que l'Etat ait le monopole de la violence légitime, et qu'elle soit employée à bon escient, pour que le peuple consente à l'autorité de l'Etat. Pourquoi consentir à un pouvoir brutal et arbitraire ?

(Benalla, le sbire du roi Macron ? - lafranceinsoumise.fr 20 juillet 2018)

La République, "*le rempart des citoyens contre l'arbitraire*", par exemple quand la famille d'un chômeur est jetée à la rue parce qu'elle ne peut plus payer son loyer, ce n'est que justice rendue, quelle infamie LFI !

La République qui matraque les faibles pour le compte des puissants ou protéger leurs intérêts appliquerait "*une loi que le peuple, par ses représentants, a élaborée, et à laquelle il consent*", la limite de l'ignominie est franchie par LFI !

Effectivement, "*l'usage de la force est strictement encadré*"... à sens unique, jamais employée envers les patrons ou actionnaires, elle ne sert qu'à protéger les nantis, le régime, les institutions au service de la propriété privée des moyens de production.

LFI en vient à se faire le porte-parole des CRS, qui le 1er mai ont gazé et matraqué sauvagement une centaine de jeunes inoffensifs assis en train de boire un verre sur une place du 5e arrondissement de Paris en marge de la manifestation. "*Pourquoi avoir laissé salir l'image de la police nationale ?*" demandent-ils, parce qu'elle aurait été propre avant ?

Pour finir, logiquement ils en arrivent à souffler à Macron la décision qu'il devrait prendre pour s'en sortir les cuisses propres : "*pourquoi avoir préféré laisser circuler les images de ce qui paraissait une bavure policière plutôt que d'exclure cet individu ? Dans ce cas, tout le monde aurait pu croire que Monsieur Benalla n'était qu'une brebis galeuse.*" Autrement dit, ils soumettent l'idée à Macron que la responsabilité de toute cette affaire devrait retomber sur celui qui n'a pas pris la sanction adéquate dès le 2 mai, Patrick Strzoda, le directeur du cabinet de Macron. Coïncidence, c'est une idée qui est dans l'air. Allez, on vous revaudra cela, signé : Macron.

LFI des opposants à Macron, vraiment ?

[Cette initiative non plus n'a pas été prise par Macron, mais bien par ses conseillers qui représentent les intérêts de l'oligarchie.](#)

- La Russie réintroduit la France en Syrie - Réseau Voltaire 22 juillet 2018

Lors de l'entretien que le président Poutine a accordé à son homologue français juste avant la finale de la Coupe du monde de football à Moscou, le 15 juillet 2018, le président Macron a admis que l'Occident avait perdu la guerre contre la Syrie. Il a alors évoqué le souhait de son pays de mener une opération humanitaire en Syrie.

Le détail de l'opération humanitaire jointe a été fixé lors d'un entretien téléphonique entre les deux chefs d'État, le 21 juillet.

Jusqu'ici les actions humanitaires françaises étaient exclusivement destinées aux « rebelles », c'est-à-dire aux habitants des zones contrôlées par les jihadistes.

De nombreux efforts « humanitaires » occidentaux et français en particulier ont servi de couverture à la livraison de matériels militaires ; raison pour laquelle la République arabe syrienne exigeait lorsqu'elle le pouvait de pouvoir perquisitionner ces convois.

Les Forces spéciales françaises ont soutenu les jihadistes durant la totalité de la guerre, à l'exception des trois derniers mois de la présidence Sarkozy.

Un Antonov 124 de l'armée russe est venu chercher 44 tonnes d'aide humanitaire à Châteauroux (centre de la France) et les a transportées à la base russe d'Hmeinim (ouest de la Syrie). Ce chargement sera principalement distribué par l'armée russe au nom de la France dans la Ghouta orientale.

La Russie semble parrainer un possible retour de la France en Syrie, malgré les crimes qu'elle y a commis. Réseau Voltaire 22 juillet 2018

Celle-ci non plus.

- Macron tient des pourparlers avec Lavrov et le chef d'état-major russe à Paris - sputniknews.com 24.07.2018

Le Président de la République française s'est entretenu ce mardi avec le chef de la diplomatie et le chef d'état-major russes. L'accélération du règlement politique en Syrie, la reconstruction du pays, le retour des réfugiés et d'autres dossiers ont été abordés.

Emmanuel Macron a accueilli mardi dans la capitale française Sergueï Lavrov et Valéri Guérassimov, le chef d'état-major russe. Plusieurs sujets brûlants, dont celui du règlement de la crise en Syrie, étaient à l'ordre du jour de leur entretien, a précisé le ministère russe des Affaires étrangères.

«L'entretien a été consacré à la situation en Syrie, à l'accélération du processus du règlement de la crise dans ce pays, ainsi qu'aux problèmes de sa reconstruction après la guerre», a précisé dans un communiqué la mission diplomatique.

Macron sur l'affaire Benalla: «C'est une trahison. Le seul responsable c'est moi» Un autre point clé concernait l'importance du retour dans les meilleurs délais des réfugiés et des personnes temporairement déplacés, a souligné le ministère.

Par ailleurs, les deux parties ont évoqué la mise en œuvre du train de mesures de Minsk datant du 12 février 2015 et ont confirmé leur détermination à maintenir leurs contacts dans le cadre du format Normandie, est-il indiqué dans le document.

Depuis lundi, le ministre russe des Affaires étrangères et le chef d'état-major russes sont en déplacement à Jérusalem, Berlin et Paris. Avec le Premier ministre israélien à Jérusalem, ils ont évoqué la fin des opérations antiterroristes dans le sud de la Syrie. Ensuite, MM.Lavrov et Guérassimov ont discuté avec la chancelière Angela Merkel des conditions pour le retour des réfugiés en Syrie, ainsi que le fonctionnement du format Normandie. sputniknews.com 24.07.2018

[L'Otan et l'Etat juif étaient les parrains des barbares humanitaires nommés Casques blancs.](#)

- L'Otan coordonne l'évacuation des Casques blancs - Réseau Voltaire 22 juillet 2018

L'évacuation de Casques blancs, qui avait été demandée par le Royaume-Uni, a été évoquée lors du sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Otan, le 11 juillet 2018.

C'est en définitive l'Organisation de l'Alliance atlantique qui a coordonné l'évacuation de 422 Casques blancs et leurs familles avec l'aide d'Israël et de la Jordanie, qui disposent tous deux d'un bureau de liaison au Quartier général de Bruxelles.

Bien que l'Alliance ait supervisé les jihadistes durant sept ans depuis la base du LandCom d'Izmir (Turquie), c'est semble-t-il la première fois que l'Alliance admet jouer un rôle en Syrie.

Cette évacuation incluait bien évidemment l'encadrement des Forces spéciales occidentales, principalement des SAS britanniques.

Cette opération a été rendue possible par la Russie qui n'est pas intervenue contre le convoi.

Le président Trump aurait donné son feu vert à l'Alliance pour l'évacuation de tout le personnel occidental impliqué dans la guerre secrète contre la Syrie. Réseau Voltaire 22 juillet 2018

Parole d'un parrain.

- Netanyahu donne des précisions sur l'évacuation des Casques blancs de Syrie - sputniknews.com 22.07

Le chef du gouvernement israélien a déclaré qu'il avait permis de lancer l'opération d'évacuation des Casques blancs et de leurs familles en tant que geste humanitaire notamment après que les dirigeants américain, canadien et d'autres pays s'étaient adressés à lui avec une telle demande.

«Il y a quelques jours, le Président Trump, le Premier ministre Justin Trudeau et d'autres dirigeants m'ont contacté avec la demande d'aider à évacuer des centaines de membres des Casques blancs de Syrie», a affirmé Benjamin Netanyahu sur Twitter. «Ces personnes sont actuellement en danger, c'est pourquoi j'ai autorisé leur transport via Israël vers un pays tiers en tant que geste humanitaire», a-t-il expliqué.

Financés notamment par Londres et Washington, les Casques blancs sont accusés par Damas d'être liés aux groupes les plus extrémistes opérant en Syrie et de porter notamment assistance aux terroristes blessés dans les bombardements. sputniknews.com 22.07

La version édulcorée ou falsifiée des faits destinée à l'opinion publique par l'Agence Française de Propagande de l'Otan.

Ce n'est pas une interprétation mais un simple constat ou aveu. Pour ceux qui ignoraient les faits censurés jusque là par l'AFP et les médias pour ne pas s'être informés ailleurs.

Leur humanisme est la politesse des salauds...

Si ce sont de braves secouristes que craignent-ils ? Si au contraire ce sont des barbares, ils risquent le sort réservé aux barbares...

- Des centaines de Casques blancs restent bloqués dans le sud syrien - AFP 23.07

Plusieurs centaines de Casques blancs sont toujours bloqués dans le sud syrien au lendemain d'évacuations orchestrées par Israël, ont indiqué lundi à l'AFP deux de ces secouristes, qui s'inquiètent du sort que le régime pourrait leur réserver. AFP 23.07

- Syrie : le sort inquiétant de centaines de Casques blancs - LeParisien.fr 23.07

- Des Casques blancs syriens évacués par Israël vers la Jordanie - AFP 22.07

Plus de 400 Casques blancs, secouristes volontaires dans les zones rebelles en Syrie, et membres de leur famille ont été évacués dans la nuit par Israël vers la Jordanie alors qu'ils semblaient pris au piège face à l'offensive du régime dans le sud syrien.

Les personnes évacuées, au nombre de 422 selon un nouveau chiffre fourni par les autorités jordaniennes, doivent être accueillis par la Grande-Bretagne, l'Allemagne et le Canada, qui sont à l'initiative de cette opération exécutée dans le plus grand secret.

Moscou et Damas accusent les secouristes d'être liés à des groupes jihadistes et de véhiculer des "mensonges" sur leurs opérations militaires.

Il est pour l'heure impossible de savoir combien de secouristes se trouvent toujours dans le sud syrien.

D'après le quotidien israélien Haaretz, les évacués, dont l'armée israélienne avait une liste des noms, ont convergé vers deux points de rassemblements distincts. L'armée a ouvert ces deux passages et fait monter les personnes dans des bus qui les ont transportés directement à un poste-frontière avec la Jordanie.

"Ces personnes ont sauvé des vies et la leur était maintenant en danger, c'est pourquoi j'ai accepté de les emmener via Israël vers un pays tiers", a déclaré le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

"Nous nous félicitons que ces courageux volontaires, qui ont sauvé des milliers de vies, soient désormais hors de danger", a commenté le Département d'Etat américain, félicitant Israël, la Jordanie, l'Allemagne, le Canada et la Grande-Bretagne pour leur rôle dans cette opération.

Les médias d'Etat syriens n'ont pas soufflé mot de l'évacuation mais ont affirmé qu'un raid aérien israélien avait visé dimanche une "position militaire" du régime dans l'ouest du pays, faisant "uniquement des dégâts matériels".

A Londres, le chef de la diplomatie, Jeremy Hunt, et la ministre du Développement international, Penny Mordaunt, ont indiqué dans un communiqué avoir "estimé (...) que les (Casques blancs) avaient besoin d'une protection immédiate", rappelant qu'ils avaient été "la cible d'attaques" par le passé.

A Berlin, une source diplomatique a confirmé à l'AFP que l'Allemagne, qui a financé le groupe à hauteur de 12 millions d'euros depuis 2016, "participera avec plusieurs partenaires internationaux à l'accueil des Casques blancs évacués".

Le ministre de l'Intérieur allemand Horst Seehofer a ainsi confié au quotidien Bild que son pays accueillerait huit secouristes et leur famille, soit une cinquantaine de personnes selon la publication.

Le ministère canadien des Affaires étrangères a de son côté assuré qu'Ottawa allait accueillir jusqu'à 50 Casques blancs avec leurs familles, soit environ 250 personnes, selon la chaîne publique CBC.

Pour sa ministre des Affaires étrangères Chrystia Freeland, le Canada "ressent une responsabilité morale profonde envers ces personnes qui font preuve de bravoure et d'altruisme".

Bénévoles, les Casques blancs sont sortis de l'anonymat grâce à des vidéos poignantes relayées sur les réseaux sociaux, les montrant, casques sur la tête, se ruer sur les lieux bombardés pour extraire des survivants, surtout des enfants, ensevelis sous les décombres des immeubles détruits par les bombardements du régime ou de son allié russe.

Ces secouristes insistent sur leur neutralité et leur non affiliation avec un groupe politique ou armé. AFP 22.07

Le gouvernement français avoue soutenir les barbares issus d'Al-Qaida.

- Syrie / soutien aux Casques blancs - Déclaration de la porte-parole du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères - diplomatie.gouv.fr 22.07

Grâce à une forte mobilisation internationale, un groupe de Casques blancs et leurs familles a pu quitter aujourd'hui la Syrie où leur sécurité était gravement menacée. La France s'est activement associée aux démarches conduites avec plusieurs partenaires pour permettre le succès de cette opération.

Ce groupe de Casques blancs et leurs proches se trouvent actuellement en Jordanie, où ils sont pris en charge par le Haut-commissariat aux réfugiés des Nations unies. Les démarches nécessaires à leur réinstallation dans des pays tiers sont en cours. La France est prête à contribuer à l'accompagnement et à la protection de ces personnes et de leurs familles.

La France a apporté un soutien constant à l'organisation des Casques blancs, engagés volontaires au service de la population syrienne dans les pires circonstances. La France rend hommage au courage et au dévouement dont ils ont toujours fait preuve et que beaucoup d'entre eux ont payé de leur vie. diplomatie.gouv.fr 22.07

Encore un cafouillage au sommet de l'Etat

L'Onu pas impliquée dans la distribution de l'aide française en Syrie - Reuters 25 juillet 2018

Les Nations unies vont laisser le Croissant-Rouge arabe syrien superviser la distribution de plus de 50 tonnes d'aide humanitaire française dans la Ghouta orientale, près de Damas, a déclaré mardi une porte-parole de l'Onu à Damas.

"Le Croissant-Rouge arabe syrien distribuera cette aide sans supervision de l'Onu, contrairement à ce qui avait été dit", a déclaré une porte-parole des Nations unies dans la capitale syrienne.

De source au Quai d'Orsay, on soulignait mardi soir que ces propos "ne sont pas conformes à l'accord passé avec les Russes et les Nations unies".

"Nous procédons actuellement aux clarifications nécessaires. Nous sommes confiants dans le fait que cette opération humanitaire sera menée à bien", a-t-on dit à Reuters.

Le Croissant-Rouge arabe syrien a diffusé sur Twitter des images montrant ses équipes prendre en charge l'aide destinée à la Ghouta. Reuters 25 juillet 2018

De l'Etat français à l'Etat juif.

- Biens volés aux juifs : Édouard Philippe veut «faire mieux» dans la restitution - LeParisien.fr 22 juillet 2018

Encore plus à droite et dégénéré que l'extrême droite.

- Des milliers d'Israéliens dans la rue contre une loi interdisant la GPA aux couples gays - AFP 23 juillet 2018

Des milliers d'Israéliens ont manifesté dimanche, notamment à Tel-Aviv, contre une loi excluant les couples de même sexe du droit de recourir à la gestation pour autrui (GPA).

La police n'a pas donné de chiffres sur le nombre de manifestants mais le quotidien Haaretz a évoqué la présence de quelque 60.000 personnes sur la place Yitzhak Rabin à Tel-Aviv. (C'est comme si près d'un million de personne avait manifesté à Paris. - LVOG)

Quelque 200 entreprises ont annoncé qu'elles permettaient à leurs employés qui le souhaitent de ne pas travailler pour aller manifester sans que cette journée soit retranchée de leurs vacances.

"C'est une mesure symbolique, mais qui exprime un réel soutien", a affirmé à l'AFP Julien Bahloul, porte-parole de l'Association des pères homosexuels d'Israël.

"Nous demandons l'égalité pour la communauté LGBT", a affirmé à l'AFP Chen Arieli, présente sur la place Yitzhak Rabin à Tel-Aviv. Selon elle, les protestataires ne manifestent pas uniquement pour la GPA, mais pour la sécurité des personnes homosexuelles dans la rue.

Plusieurs entreprises ont par ailleurs annoncé qu'elles étaient prêtes à contribuer à hauteur de l'équivalent de plus 15.000 dollars (12.700 euros) aux frais engagés par les couples homosexuels contraints de recourir à la GPA à l'étranger.

Selon M. Bahloul, les couples homosexuels souhaitant avoir des enfants doivent trouver une mère porteuse aux Etats-Unis ou au Canada, ce qui revient à plus de 100.000 dollars alors que si la GPA était autorisée en Israël, la coût serait deux fois moindre.

Israël est considéré comme un pays pionnier en termes de droits des gays et lesbiennes, mais l'homosexualité demeure un tabou dans les milieux religieux, très influents au sein du gouvernement de Benjamin Netanyahu, considéré comme le plus à droite de l'histoire de l'Etat hébreu. AFP 23 juillet 2018

Non, cela ne valait pas "le coup d'être heureux une soirée".

(Lire la causerie précédente - Et pendant ce temps-là dans la cour de récréation ils jouent à la baballe.)

- La footballisation des esprits : L'extazy de l'éphémère par Chems Eddine Chitour - Mondialisation.ca 17 juillet 2018

Pendant un mois, en effet la planète a été sommée de vibrer au rythme du roi football. Comment le football opère ? Cet engouement planétaire fait partie de la stratégie du néolibéralisme qui crée des besoins chez l'individu qui devient de ce fait esclave du divin marché, pour reprendre l'expression du philosophe Dany Robert Dufour. Cependant, les dégâts du néolibéralisme ne sont pas les mêmes selon que l'on soit au Nord comme au Sud. Examinons pour commencer le phénomène de société dans les pays du Sud. Le philosophe Fabien Ollier dresse un état des lieux sans concession de cette grand-messe planétaire orchestrée par « la toute-puissante multinationale privée de la Fifa ».

« Il suffit, écrit-il, de se plonger dans l'histoire des Coupes du Monde pour en extraire la longue infamie politique et la stratégie d'aliénation planétaire.(...) » (1)

« L'expression du capital le plus prédateur est à l'oeuvre : les multinationales partenaires de la Fifa et diverses organisations mafieuses se sont déjà abattues sur l'Afrique du Sud pour en tirer les plus gros bénéfices possibles. (...) Tout cela relève d'une diversion politique évidente, d'un contrôle idéologique d'une population. En temps de crise économique, le seul sujet qui devrait nous concerner est la santé de nos petits footballeurs. C'est pitoyable. Il existe en réalité une propension du plus grand nombre à réclamer sa part d'opium sportif. (...) le football est organisé en logique de compétition et d'affrontement. Jouer ce spectacle par des acteurs surpayés devant des smicards et des chômeurs est aussi une forme de violence. (...) La symbolisation de la guerre n'existe pas dans les stades, la guerre est présente. Le football exacerbe les tensions nationalistes et suscite des émotions patriotiques d'un vulgaire et d'une absurdité éclatants. (...) » (1)

Hypnose collective

La même analyse, sans concession, nous est donnée par Samuel Metairie il parlait de la coupe 2010 mais les arguments n'ont pas pris une ride.

« Trente-deux équipes, dont une vingtaine issues de pays occidentaux, vont pouvoir fouler les pelouses de leurs crampons, et servir les bas instincts pulsatifs de milliers d'hommes et de femmes peuplant les stades en jouant aux gladiateurs des temps modernes. Sauf que ces gladiateurs sont devenus des hommes d'affaires intouchables, dont le salaire mensuel (disons honoraires ou dividendes) correspond, à plusieurs années de travail d'un salarié français moyen » (2)

« Juste pour pousser une balle avec ses potes jusqu'à 30 ans, pendant que de plus en plus de Français vont être obligés de travailler jusqu'à 65-70 ans. (...) Une question vient à l'esprit : si le football était vraiment un sport, ne pourrait-on pas payer ces gens raisonnablement, à hauteur du salaire minimum ? Ne pourraient-ils pas reverser ce capital vers ceux qui en ont besoin, aux pauvres oubliés par l'Occident, aux peuples d'Afrique, d'Asie, d'Amérique, au lieu de prendre l'Afrique pour une cour de récréation ? (...) Aux quatre coins du monde, surtout dans les pays plus pauvres, c'est partout la même logique du capitalisme : l'appareil économique occidental s'implante, génère des marges commerciales et des bénéfices. Il fait de l'argent sur place en exploitant la main-d'oeuvre locale, et rapatrie ses capitaux dans les grandes banques européennes. (...) » (2)

Echelle des valeurs inexistante et scandale des salaires

Justement, pour parler de l'indécence des sommes colossales perçues, il faut savoir par exemple, que dix joueurs les mieux payés dont David Beckham, Ronaldinho Gaucho, Whyne Rooney ont reçu en une année 135 millions d'euros en salaires, primes, droits de sponsoring... soit en moyenne 20 millions de dollars par individu (55.000 \$/jour, contre 2\$/jour en moyenne pour un Africain) ou encore le salaire journalier du joueur est équivalent à ce que reçoivent deux Africains sur une carrière de 32 ans). C'est ça le scandale du marché du néolibéralisme, de la mondialisation laminoir qui font que ce que la société a accumulé pendant des siècles risque de disparaître sous les coups de boutoir du « Divin marché » où la valeur d'un individu, c'est de plus en plus ce qu'il peut rapporter, et ce qu'il peut consommer et non ce qu'il recèle comme culture et savoir.

On est loin de l'aspect noble du sport. On peut penser valablement que cette dimension du sport pour le sport avec les « magiciens » du ballon comme Di Stefano, Kopa, Pélé, Garrincha, et tant d'autres, s'est arrêtée avec, il y a une vingtaine d'années, pour laisser place au vedettariat et aux salaires démentiels. Quand on pense aux héros de l'équipe du FLN qui avaient tout laissé tomber entre 1958-1962 alors qu'ils étaient joueurs professionnels dans les clubs français, tout ceci pour porter haut et fort la voix du combat pour l'indépendance de l'Algérie

Dans cette coupe 2018 on remarquera au passage que chaque joueur de l'équipe de France recevra 350.000 euros, indépendamment de ce qu'ils touchent avec les sponsors de leurs cachets dans les clubs. Un seul footballeur en l'occurrence Kylian Mbappé a décidé de verser ses indemnités à des œuvres charitables

A quoi cela sert d'étudier ?

On rapporte que le mathématicien russe, Grigori Perelman, a ignoré le prix d'un million de dollars. D'après la Voix de la Russie, le mathématicien russe Grigori Perelman a ignoré le prix d'un million de dollars qui lui était attribué par l'Institut mathématique de Clay pour avoir prouvé l'hypothèse de Poincaré. Le lauréat n'est pas venu à la cérémonie de la remise du prix qui s'est passée mardi 8 juin dans le cadre d'un symposium mathématique à Paris. Le Russe s'était déjà vu décerner en 2006 la médaille Fields, considérée comme le « Nobel en mathématiques », qu'il avait refusée. Le mathématicien et directeur de l'Institut Henri-Poincaré, Michel Broué, s'est réjoui de l'attitude de Grigori Perelman en déclarant que « l'activité des mathématiques était jusqu'à maintenant, par nature, protégée de la pourriture financière et commerciale, j'emploie ce terme volontairement. Mais je pense que c'est sans doute une des raisons qui font que Perelman dit et veut dire qu'il ne veut pas travailler pour le fric ni pour les récompenses. C'est une chose, il travaille pour l'honneur de l'esprit humain. » (3) (...)

Quand on pense dans le même ordre à l'épopée des joueurs algériens vainqueurs de l'équipe nationale d'Allemagne en Espagne,

en 1982 cette même équipe qui arrachera la coupe et qui revenus au pays se virent offrir un téléviseur ou un réfrigérateur ... Quand je pense aux joueurs algériens qui sont systématiquement éliminés des compétitions malgré l'apport des joueurs off shore (beurs français) et qui réclament des dizaines de milliers d'euros où un professeur d'université touche moins de 800 euros ! C'est tout ceci qui nous fait dire que le football mis au service d'une idéologie d'un système de gouvernants est une imposture. Il rappelle sans excuse le panem et circenses du pain des jeux de cirque de l'empire romain décadent qui achetait ainsi la paix sociale ! On comprend alors, l'illusion de l'éducation, notamment dans les pays du Sud où l'éducation est la dernière roue de la charrette.

Plus globalement l'Ecole ne fait plus rêver. L'exemple le plus criard nous est donné par Ranitea Gobrait cette jeune lauréate du bac de Polynésie avec 20,33 de moyenne qui a cravaché toute sa vie et qui n'arrive même pas à s'inscrire à l'université. En supposant qu'elle arrive finalement à s'inscrire, elle va galérer et brûler ses neurones pour un salaire infime par rapport aux cachets de ces footballeurs dont la plupart, il faut le dire, n'ont pas fait d'études supérieures voire n'ont même pas le bac ! Et pourtant il a suffit de jouer au ballon pour garantir des dizaines de fois le salaire d'une vie d'un besogneux. (...)

Un seul coupable une mondialisation laminoir

Après avoir laminé le « collectif » au profit de l'individualisme le néo-libéralisme s'attaque sans résistance majeure, aux derniers bastions du vivre ensemble. Après avoir laminé les Jeux olympiques qui sont devenus des jeux marchands où l'effort passe en arrière plan de ce qu'il peut rapporter en terme d'image, après avoir créé des ersatz de divertissements, le néolibéralisme investit l'industrie du plaisir fugace et ne s'installe pas dans la durée, il vole d'opium en opium en « extrayant de la valeur » au passage, laissant l'individu sujet consommateur sous influence en pleine errance avec des réveils amers, où il retrouve la précarité, la malvie en attendant un autre hypothétique soporifique devenant définitivement l'esclave du divin marché selon le juste mot du philosophe Dany Robert Dufour.

Il est incontestable qu'une victoire au football pour le citoyen lambda est un opium qui lui permet d'oublier les problèmes qui le rattraperont assez vite après la dissipation de cet extazy prozack de l'éphémère. Quant aux autres ceux qui tirent les ficelles financières, c'est tout bénéf, cette coupe, il ont extrait, tout valorisé, les images, les maillots les boissons, et il est normal qu'ils partagent avec ceux qui ont permis ce résultat. Ainsi va le monde. Mondialisation.ca 17 juillet 2018

Notes

1. Fabien Ollier : « La Coupe du Monde, une aliénation planétaire » Le Monde.fr 10 06 2010
2. Samuel Metairie. Quand l'Occident dissimule son colonialisme derrière un évènement sportif...Le Grand soir 12 juin 2010 : <http://www.legrandsoir.info/Quand-l-Occident-dissimule-son-colonialism...>
3. <http://forumdesdemocrates.over-blog.com/article-le-foot-gage-de-paix-5...>

Parole d'internaute

1- "Une analyse mondialisation/démondialisation correspond davantage à la situation actuelle. "

LVOG - A celle qu'on vous suggère d'adopter sous l'égide du capitalisme...

2- "La dictature du capital, et de la finance, a encore de beaux jours à exploiter. Il s'agit moins de réduire une quelconque opposition que de supprimer l'idée même d'opposition avant qu'elle ne se forme dans l'un ou l'autre esprit humain."

LVOG - Encore faudrait-il que "l'idée même d'opposition" mérite vraiment son statut...

3- "Hélas, si ce n'était qu'une question de couleur il suffirait de renverser le rapport de domination et tout serait réglé. Les massacres ethniques en Afrique, entre populations noirs, réfute l'hypothèse. Idem pour les autres minorités en terme d'influence. Un président noir ou une femme présidente ne résoudra pas, en raison de leur simple appartenance, racisme ou sexisme, les preuves sont là. Il en va de même pour les idéologies.

Un petit enfant n'est spontanément ni raciste ni sexiste et pas non plus cruel ou pervers envers tel ou tel autre enfant en raison de l'absence de richesse ou de pouvoir des parents de celui-ci. Le problème est donc bien culturel et non naturel, la solution n'est pas dans la recherche et l'éradication d'un gène mais dans une éducation non ensanglantée par une idéologie, celle de classe (portée avant tout par la dominante mais diffuse universellement).

Pour retrouver raison et sensibilité, ou appartenance pleine et entière à la nature humaine mais aussi à celle plus vaste qui

englobe tous les règnes, en ces temps apocalyptiques, la solution ne peut être que radicale. Mort au néolibéralisme et à ce qui nous y a conduit : Mort à l'argent !"

LVOG - Aux rapports entre dominant et dominé qui président à tous les rapports dans la société, et qui est le produit du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'il faut éradiquer...

4- "Vous est-il jamais venu à l'idée que lorsque l'enfant n'a pas eu l'immense privilège d'être instruit, contrairement à vous si dispendieux de vos sciences quasiment infuses, celui-ci se borne au mimétisme propre à toute évolution d'espèces animales ?"

LVOG - Ne vous êtes-vous jamais aperçu que cette instruction et la manière dont elle est transmise relèvent également du mimétisme la plupart du temps ? Dans le cas contraire il faudrait attribuer à ceux qui la transmettent un niveau de conscience... qu'ils n'ont pas, ce qui vous a échappé parce que vous en faites partie. Une observation attentive aurait dû vous permettre de vous en apercevoir, parce qu'on ne perçoit jamais mieux ce que nous sommes qu' à travers les autres auxquels nous ressemblons.

[L'art consommé de la confusion, de la désinformation au service de la déstabilisation ou de la désintégration politique.](#)

Le gouvernement italien populiste d'extrême droite "vire à gauche".

- Les virages à gauche par le nouveau gouvernement italien, par Jacques Sapir - Les Crises 20 juillet.2018

Rappelons qu'on gouvernement populiste d'extrême droite est en place en Italie.

George Soros, Open Society, plutôt "classée à gauche".

- Bannon, l'ex-conseiller de Trump, débarque en Europe pour doper les mouvements populistes - AFP 21 juillet 2018

Steve Bannon, le sulfureux ex-conseiller du président américain Donald Trump va créer une fondation en Europe afin de mener une révolte populiste de droite sur le continent, écrit le site américain Daily Beast.

Proche de l'alt-right, l'extrême droite américaine, Steve Bannon a confié au site ses ambitions, avec comme première étape les élections européennes de 2019.

Tout un symbole, le quartier général de son organisation baptisée "Le Mouvement" devrait être implanté à Bruxelles, capitale de l'Union européenne, selon un article du Daily Beast publié vendredi soir. Avant les élections de 2019, il prévoit l'embauche de dix employés avec notamment un expert opinion.

"Le Mouvement" pourra fournir des sondages, du conseil et de la réflexion à des personnalités à la droite de l'échiquier politique qui ne disposent pas forcément d'organisations bien rodées pour les soutenir, rapporte le Daily Beast.

L'objectif de Steve Bannon est clair: rivaliser avec la fondation du milliardaire américain George Soros, Open Society, plutôt classée à gauche.

Les dernières échéances électorales en Europe, la réélection de Viktor Orbán en Hongrie, l'arrivée au pouvoir en Italie du mouvement d'extrême droite la Ligue --aux côtés des populistes du Mouvement cinq étoiles--, semblent galvaniser Steve Bannon.

"L'Italie est le coeur battant de la politique moderne", dit-il. "Si ça marche là-bas, ça peut réussir n'importe où."

Et le très controversé théoricien populiste de Donald Trump, surnommé le "président Bannon", quand il conseillait le locataire de la Maison Blanche, de faire une prédiction: "Vous allez avoir des Etats-nations individuels avec leurs propres identités, leurs propres frontières". AFP 21 juillet 2018

L'UE est contrôlée par le clan des oligarques opposés à celui de Trump qui joue la carte des populistes et de l'extrême droite, Poutine fait de même, incluant les souverainistes ou nationalistes de tous bords...

[Ils osent tout. Manipulation des consciences planétaire.](#)

"Prise de conscience", c'est ce qui leur fait le plus défaut.

- "Osons la fraternité !", écrivains et intellectuels aux côtés des migrants - franceinfo 21.07

Sami Tchak est l'une des plumes de l'ouvrage collectif "Osons la fraternité". Trente écrivains et intellectuels lancent un appel aux côtés des migrants.

Ces écrivains appellent à une prise de conscience. franceinfo 21.07

- Australie: manifestations contre la politique d'immigration du gouvernement - AFP 23.07

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Espagne

- Espagne: le Parti populaire plébiscite Pablo Casado et marque un virage à droite - LeFigaro.fr 21.07

Le Parti populaire (PP) espagnol a annoncé samedi s'être choisi un nouveau dirigeant qui accentue l'ancrage à droite du parti conservateur au pouvoir de 2011 au 7 juin dernier.

Virage à droite pour le Parti populaire espagnol. Étourdi par la chute de Mariano Rajoy début juin, après l'adoption d'une motion de censure, le PP a élu samedi Pablo Casado comme nouveau chef de file. Un député de 37 ans dont la désignation marque l'arrivée d'une nouvelle génération au sein du parti et accentue l'ancrage à droite de cette formation libérale-conservatrice. «Une nouvelle étape commence aujourd'hui (samedi)» pour le PP qui va «tenter de reconquérir le cœur de tous les Espagnols après les semaines si difficiles que nous avons dû vivre», a déclaré Casado, ovationné par les membres de sa formation. «Le Parti populaire est de retour» et «nous sommes disposés à gouverner une nouvelle fois cette société», a ajouté le nouveau chef de la droite.

Licencié en droit, Casado, a placé sa campagne sous le signe du virage à droite, rappelant son admiration pour l'ex-président colombien Alvaro Uribe.

Maintenant qu'il est à la tête du PP, Casado pourrait se voir rattrapé par la polémique sur son CV. Il y a quelques mois, en plein scandale sur le master de la présidente PP de la région de Madrid Cristina Cifuentes, il avait dû reconnaître qu'il avait obtenu un master dans la même université que cette dernière, alors que 18 matières sur 22 lui avaient été validées d'office parce qu'il était déjà licencié en droit et qu'on l'avait dispensé de cours.

Casado va devoir aussi recomposer un parti qui a perdu trois millions d'électeurs entre les législatives de 2011, où Rajoy avait obtenu la majorité absolue, et celles de 2016. Beaucoup d'entre eux, écœurés par les multiples scandales de corruption ayant éclaboussé le PP ces dernières années, se sont tournés vers le petit parti libéral Ciudadanos, grand rival du PP au centre-droit. Le Parti populaire devra en tout cas se mettre rapidement en ordre de bataille: des scrutins municipaux, régionaux et européens l'attendent dès mai 2019. LeFigaro.fr 21.07

Venezuela

Sabotage de l'économie vénézuélienne et menace du FMI.

- Venezuela: inflation de 1.000.000% d'ici fin 2018 et contraction du PIB de 18% - AFP 23 juillet 2018

L'inflation au Venezuela devrait accélérer de 1.000.000% d'ici la fin de l'année et le PIB du pays, en crise financière et humanitaire, devrait se contracter de 18% en 2018, selon des prévisions du FMI publiées lundi.

"Nous projetons une poussée de l'inflation de 1.000.000% d'ici la fin 2018, ce qui signifie que le Venezuela est dans une situation similaire à celle de l'Allemagne en 1923 ou à celle du Zimbabwe à la fin des années 2000", a commenté dans un blog Alejandro Werner, un des responsables du Fonds monétaire international.

Il souligne en outre que les pays voisins risquent d'être de plus en plus exposés aux répercussions de l'effondrement de l'économie vénézuélienne.

La pénurie de nourriture, les difficultés croissantes pour accéder aux soins de santé, à l'électricité, à l'eau, aux transports,

combinées aux problèmes d'insécurité, ont fait fuir en masse la population qui se réfugie notamment en Colombie et au Brésil.

"Le Venezuela reste englué dans une profonde crise économique et sociale", a résumé Alejandro Werne. Et en 2018, le pays pétrolier enregistrera une récession à deux chiffres pour la troisième année d'affilée, a-t-il précisé.

La contraction du PIB devrait être pire qu'escompté au printemps (-3 points de pourcentage) et encore plus marqué qu'en 2017 (-16,5%) alors que la production de pétrole, principale ressource du pays, continue de s'effondrer, a-t-il commenté.

Le Venezuela tire 96% de ses revenus du brut. Or sa production de pétrole s'est effondrée d'au moins la moitié en un an et demi faute de liquidités pour moderniser les champs pétroliers.

Et la production de brut a poursuivi sa chute en juin, à 1,5 million de barils par jour (mbj), soit son plus bas niveau en 30 ans, a aussi indiqué récemment l'Organisation des pays exportateurs de pétrole.

Le FMI pointe par ailleurs du doigt la mise en circulation d'un nombre toujours plus grand de billets, ce qui alimente l'hyperinflation.

L'exactitude des prévisions reste toutefois sujette à caution, le Venezuela ne transmettant plus de données à l'institution de Washington depuis plus de dix ans.

Début mai, le FMI avait ordonné à Caracas de lui fournir des données économiques fiables sous peine d'exclure le pays de l'institution dans le cadre d'une procédure de "censure".

Le FMI, qui compte 189 membres, n'a pas pu effectuer de mission économique dans le pays depuis 2004. Il ne reçoit depuis que des données parcellaires. AFP 23 juillet 2018

Quand la Fed, la BCE, la BoE, la BoJ font tourner la planche à billets (dollar, euro, livre, yen) depuis 10 ans à hauteur de dizaines de milliers de milliards de dollars, là étrangement pour le FMI cela n'alimente pas l'hyperinflation, étrange, non ?

[Haut de page ↗](#)

Le 29 juillet 2018

CAUSERIE ET INFOS

Si cela ne tenait qu'à moi, je me serais contenté d'un seul article à lire plus loin : Quel clan de l'oligarchie est derrière Trump ? Quand l'institution financière la plus puissante du monde soutient Trump.

● [Causerie au format pdf \(21 pages\)](#)

Ce qui est révélateur, c'est la manière dont l'ensemble des commentateurs attirés et tous les partis du mouvement ouvrier ont traité l'affaire Benalla-Macron de façon à empêcher les travailleurs de comprendre la situation.

Comment ? En l'abordant par le petit trou de la lorgnette de la propagande ou du populisme, en se focalisant sur un des aspects de cette affaire et en négligeant les autres, sans même savoir de quoi il retournait vraiment, avouant au passage que la recherche de la vérité ne les intéressait pas vraiment.

A ce stade, je n'ai aucune certitude, j'essaie de recouper tous les éléments en ma possession. Il n'en demeure pas moins que Macron ne dispose pas de la majorité des deux tiers au Congrès (Députés + sénateurs) pour faire passer le nombre de députés de 577 à 400, à l'heure actuelle cette réforme des institutions serait rejetée, et on ne voit pas comment il pourrait en être autrement plus tard, j'ignore si le Sénat est concerné. L'affaire Benalla a-t-elle servi de prétexte à un vulgaire chantage pour obtenir le ralliement de LR ou briser sa résistance à cette réforme ? Il se peut que ce ne soit qu'un aspect de cette affaire qui peut très bien avoir été conçue à tiroirs, de sorte que si elle tournait mal, une opération de diversion serait toujours envisageable pour sauver les apparences et la marionnette Macron au passage.

[Qui a conscience que deux clans s'affrontent au sommet de l'oligarchie internationale ?](#)

Personne ou presque.

Des voix discordantes évoquent un "conflit entre le capitalisme financier transnational et le capitalisme productif national", d'autres parlent d'un "affrontement entre d'un côté l'alliance Russie-États-Unis et de l'autre l'État profond anglo-saxon".

Cet affrontement a pour toile de fond la crise exacerbée du capitalisme mondial, dont l'issue permettra à la civilisation humaine de franchir une étape décisive vers son émancipation du règne de la nécessité, l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, ou signifiera sa dégénérescence complète jusqu'à sa disparition finale.

Quand on lit les déclarations ou les réactions de certains hommes d'affaires, patrons de presse, dirigeants de partis politiques, force est d'en déduire qu'ils l'ignorent ou qu'ils ne l'ont pas en permanence à l'esprit. Alors que dire des citoyens lambda ou des militants qui ne reçoivent des médias institutionnels qu'une information tronquée, sciemment déformée, sinon que cela leur passe au-dessus de la tête et qu'ils se font manipuler en adoptant la version officielle.

Et puis c'est pratique pour créer toutes sortes de confusions ou amalgames sur le plan politique, pour par la suite instrumentaliser n'importe qui ou n'importe quoi et se servir du mouvement ouvrier corrompu comme caution, qui va soutenir l'un de ces clans et se retrouver au côté de la réaction et perdre ainsi son indépendance, c'est le ticket gagnant dans tous les cas de figure, car en fait toute opposition réelle au régime aura disparu.

On semble ne pas (vouloir) remarquer que le "ni droite ni gauche" ou "de droite et de gauche" est l'aboutissement d'un long processus (de décomposition) au cours duquel il fut de bon ton de les opposer, de nier leur connivence, ce qui constitua une formidable mystification, puisqu'en réalité la droite et la gauche étaient déjà liguées ou avaient passé un accord tacite contre les masses. À terme, pour faire face à l'état de crise permanente du capitalisme qui deviendrait forcément politique, leur objectif commun était de faire disparaître toute véritable opposition au régime, toute opposition organisée, de sorte que seule l'idéologie servant les intérêts de l'oligarchie ou des capitalistes demeure à la disposition ou accessible aux membres des différentes classes, pour que chacun l'adopte ou que personne ne puisse y résister, tant elle allait devenir omniprésente et s'incruster profondément dans les cerveaux, afin de les formater au modèle de société totalitaire qu'ils envisageaient d'instaurer comme seule issue concevable à la crise du capitalisme.

Que nous romprions avec la gauche (et la combattions) après l'avoir caractérisée, était salubre, souhaitable, fortement conseillé, une question de survie tout simplement.

Dès lors que la gauche adopta le capitalisme, elle devint le pire ennemi de la classe ouvrière et du socialisme, de la civilisation humaine, dans la mesure où elle allait insuffler au mouvement ouvrier et à la classe ouvrière, à l'ensemble des classes moyennes, l'idéologie de la réaction. Recruter au sein des classes moyennes et de l'aristocratie ouvrière, elle répandit sans difficulté leurs aspirations petites bourgeoises au sein du prolétariat (et des syndicats) de sorte qu'elles ne soient plus que son unique perspective politique, abandonnant la lutte pour le pouvoir ou pour renverser le régime en place au point que finalement cette idée même finisse par se tarir ou ne lui vienne même plus à l'esprit. Le mouvement ouvrier et la classe ouvrière allaient y laisser leur indépendance de classe, ce qu'ils avaient de plus cher. Du réformisme bourgeois, ils glissèrent vers le corporatisme.

Durant les sept dernières décennies qui se sont écoulées, des centaines de milliers d'ouvriers et de membres des classes moyennes se radicalisèrent et manifestèrent des dispositions qui les rendaient aptes à adopter le socialisme et à construire un véritable parti ouvrier révolutionnaire. Si ce processus n'avait pas été entravé par l'attitude de dirigeants incompetents, dogmatiques ou corrompus, il aurait pu contribuer à influencer le cours de la situation en modifiant le rapport de forces qui existait au sein du mouvement ouvrier en renforçant les courants qui demeuraient fidèles au socialisme ou qui cherchaient à renouer avec lui même inconsciemment.

Si nous n'eûmes jamais l'occasion de renverser le régime, en revanche nous eûmes réellement celle de préparer les conditions pour y parvenir, mais nous l'avons laissé passer. Or nous savons qu'une telle opportunité se présente exceptionnellement et que ne pas la saisir nous condamne ensuite à attendre la prochaine indéfiniment ou pendant une très longue période. Période de tous les dangers, puisque l'on sait également qu'elle est suivie par une période de réaction dont on ignore la durée. Période au cours de laquelle l'avant-garde et le mouvement ouvrier vont dégénérer et se disloquer, sans qu'on sache quand prendra fin cette régression.

La question était de savoir si en l'absence des conditions objectives pour renverser le régime, il serait possible ou non que les conditions subjectives mûrissent au point de modifier en partie la nature des conditions objectives auxquelles étaient soumises les masses, de sorte qu'elles soient suffisamment développées pour poser la question du pouvoir politique, ce qui nécessiterait une élévation du niveau de conscience des masses de manière à ce qu'elles ne se contentent plus du sort qui leur avait été réservé, mais placent la barre de leurs exigences si haute qu'elles deviendraient incompatibles avec l'existence du capitalisme et justifieraient son renversement, autrement dit qu'elles ne se contenteraient plus des quelques satisfactions qu'elles pouvaient tirer de leur condition, mais s'en tiendraient strictement à leurs aspirations légitimes qui ne pourraient jamais être satisfaites sous un régime capitaliste.

C'était seulement dans cette perspective qu'il aurait été possible de construire un puissant parti ouvrier révolutionnaire, en partant

de la condition réelle des masses et la manière dont elles l'interprétaient, et non de théories obsolètes ou d'analyses oiseuses reposant uniquement sur un aspect de la situation au lieu de la considérer dans son ensemble. On a semble-t-il oublié que l'amélioration de la condition ouvrière (et des classes moyennes) au cours du XXe siècle pour bien réelle qu'elle fut, loin de nous l'idée de le nier, bien au contraire, demeura un leurre puisque, qu'on soit ouvrier ou médecin, employée ou architecte, aucun n'a jamais pu disposer librement de son sort ou de son destin, tous ont dû le subir, aucun n'a pu vivre la vie dont il aurait rêvé, tous nos choix nous ont été imposés, qu'on en ait eu conscience ou non, aucun n'aurait imaginé un jour devoir subir autant de souffrances, humiliations, déconvenues, désillusions, angoisses, peurs, autant d'oppression, de haine, totalement inutiles et injustes, qui ne correspondaient pas du tout avec la société dans laquelle ils auraient voulu vivre, l'existence qu'ils auraient voulu avoir, et jamais ils n'en auront l'occasion tant que le capitalisme existera.

Voilà une argumentation, qui portée à l'intelligence des exploités des différentes classes, avaient de quoi les faire réfléchir, parce qu'il contient est rigoureusement exact ou reflète leur misérable existence. La seule liberté qu'on leur accorda fut de se soumettre à ce mauvais traitement ou de s'en accommoder en essayant d'éviter le pire, mais sans pouvoir y parvenir à des degrés divers ou de le combattre pour y mettre un terme.

La seule question qui nous intéresse est de savoir si nous pouvions et si nous pouvons ou non construire un parti qui rassemblerait les éléments les plus conscients des différentes classes exploitées et opprimées dans la perspective de changer de société en se débarrassant du capitalisme. Si maintenant on nous répondait non ou que cette argumentation était farfelue, il faudrait en conclure que le capitalisme aurait encore de longues décennies devant lui, voire davantage, avec les conséquences terribles, dramatiques que cela impliqueraient par la suite pour l'humanité, on n'ose pas imaginer un tel cauchemar ou que les hommes soient aussi bornés, mais qui sait ?

Le passage qui suit avait été rédigé avant les quatre derniers paragraphes que vous venez de lire.

Les militants n'ont rien à se reprocher et on n'a pas à les juger. C'est par faiblesse de différentes natures que nous adoptâmes tous un discours dogmatique et une attitude conciliante envers des dirigeants qui ne furent jamais à la hauteur de leurs responsabilités. Les nouveaux militants ont des intentions généreuses et des aspirations légitimes, mais ils ignorent dans quel monde ils ont mis les pieds, la portée d'un tel engagement qui va immédiatement les placer dans des situations inconfortables et qui les amènera à recourir à des expédients pour s'en sortir, dont le mimétisme et le dogmatisme qui sont évidemment les pires attitudes à adopter, faute de formation préalable ou d'y avoir été préparés. Le plus déstabilisant, c'est de se retrouver à défendre une position, alors qu'on en est incapable faute de n'y avoir pas suffisamment réfléchi soi-même ou d'en ignorer la signification politique, c'est un peu comme parler de quelque chose qu'on ne connaît pas. C'est pratiquement inévitable et on n'en meurt pas, encore faut-il qu'on nous donne les moyens de progresser, ce qui n'est pas le cas, puisque c'est un des aspects du militantisme qui n'intéresse pas nos dirigeants. En règle générale les militants sont livrés à eux-mêmes et doivent se débrouiller seuls pour analyser leurs propres expériences ou ils n'en parlent pas pour ne pas passer pour des imbéciles, ce qui est le meilleur moyen de le rester.

Si j'avais un conseil amical à leur donner, c'est d'observer attentivement le comportement des autres militants, ils y reconnaîtraient le leur pour se corriger ou éviter à l'avenir de les imiter. On apprend à se connaître au contact des autres et pas autrement au départ, par la suite après des années d'expériences on parvient à s'observer directement soi-même, ce qui permet d'éviter de faire pas mal d'erreurs, cela fait partie de l'école de la vie.

On s'est écarté de notre sujet, mais pas tant que cela, car pour caractériser les différents courants politiques ou pour progresser en tant que militant, il faut acquérir un solide esprit critique qui passe par la maîtrise du matérialisme dialectique.

L'affaire Benalla a fait l'objet de plusieurs interprétations, qui reflètent différents aspects de la situation, donc au lieu d'agir en vulgaire dogmatique en ne retenant que celle qui correspond à notre sensibilité ou à notre manière d'aborder la situation au risque d'exclure certains facteurs qui jouent un rôle déterminant, nous devons les considérer comme complémentaires en laissant de côté les plus farfelues ou à caractère policier, parce que c'est le seul moyen de tenir compte des rapports entre les classes et à l'intérieur de chaque classe, pour saisir l'évolution ou l'orientation des différentes représentations idéologiques du régime pour mieux le combattre.

Les travailleurs n'abordent pas la situation sous le même angle, les idées de la classe dominante étant les idées dominantes, ils l'aborderont de préférence sous l'angle adopté par la classe dominante, sous un angle qui est favorable à la classe dominante. Donc pour qu'ils en arrivent à l'aborder sous un angle qui correspond à leur propre terrain de classe, il faut commencer par leur montrer ce que la classe dominante leur cache ou ce qu'ils ignorent, comment elle opère en coulisses à leur dépend, pour que ses réelles intentions soient mises en lumière, afin qu'ils saisissent qu'ils faisaient l'objet d'une manipulation qui avait pour objectif de les maintenir dans l'ignorance de la situation réelle pour qu'ils ne soient pas en mesure d'intervenir dans la lutte de classes, car lorsqu'on ne comprend pas une situation on aura tendance à ne pas s'en mêler, on adoptera une attitude passive qui reviendra à la subir...

Deux internautes se sont posés des questions.

1- "Ces images sont connues, nous le savons désormais, par le ministère de l'intérieur, la préfecture de police de Paris, l'Elysée depuis le 2 mai. Donc aussi par les journalistes. Mais n'apparaissent que maintenant.

Le jour où Macron fait envoyer un convoi humanitaire en Syrie, semblant se rapprocher de la Russie dont il a vu le président à 2 reprises pendant la coupe du monde. Publiées par Le Monde dont les accointances avec les néo-conservateurs américains et leur politique en Syrie est flagrante depuis des années. Amplifié par les révélations du Canard Enchaîné d'hier qui, bizarrement, me semble depuis longtemps avoir les mêmes complaisances que la majorité de ses confrères vis-à-vis de l'État profond US.

Le moment où ces faits ont été rapportés ne saurait être fortuit. Car Lordon a raison : d'habitude on en parle pas, encore plus quand ça touche la présidence Macron. Alors que Le Monde a fait partie de ceux qui l'ont aidé à en arriver là, avec le bouquin qui a dézingué Hollande (Un président ça ne devrait pas dire ça) et, aidé par le canard, en dézinguant Fillon au quotidien pendant des semaines...

Pourquoi maintenant est la question de tout ce « spectacle »."

2- "On oublie que c'est Le Monde, "journal de révérence" et ancien soutien déterminé à l'élection du Président qui a lancé l'affaire Benalla. Plutôt que relever ce grand moment de courage journalistique comme cela a été fait, on devrait plutôt se demander quels parrains de M. Macron ont décidé de le bousculer, en dehors des patrons du Monde bien entendu, et pourquoi. A-t-il déplu en oubliant qui l'a fait roi? On saura sans doute cela si cet été l'affaire n'est pas médiatiquement enterrée cet été et si, prochainement, une nouvelle marionnette est sortie du chapeau oligarchique pour concourir à sa place aux prochaines présidentielles. Il reste que nous vivons des heures gravissimes pour la France dont une part des élites fait de plus en plus figure d'aristocratie et de "parti de l'étranger". Le pire est de toute évidence devant nous."

A ce stade on ignore si c'est un des clans de l'oligarchie ou des hauts fonctionnaires, de la police ou de l'armée qui est à l'origine de la sortie du Monde, puis depuis avant-hier de Libération...

En complément

- Un truc vieux comme le monde : Provocation - réaction -réprobation - répression ou reprise en mains.

- Quand des oligarques font monter la sauce, après le tandem Niel-Pigasse, c'est au tour de Drahi.

- Le Monde est à l'origine de l'affaire Benalla-Macron, Libération prend le relais...

- Quand c'est le barbouze Benalla qui fournit la version officiel qui sera retenue...

- Quand le milicien parade sur TF1 et LREM et refuse de s'exprimer devant le Parlement...

- Benalla : «Je n'ai rien fait de répréhensible» - LeParisien.fr 28.07

Après une semaine de silence, Alexandre Benalla enchaîne les prises de parole. Après une interview au journal « le Monde » parue jeudi...LeParisien.fr 28.07

Au passage, un appel à casser du manifestant... puisque c'est tout à fait légal...

Un "pari" calculé mais risqué... un euphémisme.

- Emmanuel Macron et le pari russe - Sputnik 25.07

La distribution conjointe d'aide humanitaire par la France et la Russie, malgré les couacs qui l'accompagnent, est un signe supplémentaire de l'inflexion diplomatique qu'est en train d'opérer Paris sur le dossier syrien. C'est l'avis du journaliste et spécialiste du Moyen-Orient Christian Chesnot. Il s'est confié à Sputnik.

D'après lui et comme le révèle Libération, citant un spécialiste du dossier, «cette opération humanitaire a été décidée à l'Elysée, pas au Quai d'Orsay». Le palais présidentiel semble vouloir prendre le contrôle du dossier syrien. Mais pourquoi?

«Emmanuel Macron a toujours plus ou moins gardé la main concernant la Syrie. Pourtant, cette décision de mener une opération humanitaire conjointe avec la Russie est un signe supplémentaire de l'inflexion dans la politique diplomatique de la France concernant la Syrie», explique Christian Chesnot à Sputnik.

Pour Christian Chesnot, le rapprochement avec Moscou tenté par Emmanuel Macron s'explique par une analyse pragmatique de la situation sur le terrain:

«La Russie a gagné en Syrie. C'est un fait. Damas a repris quasiment tout le pays, les rebelles ont pratiquement été effacés du sud. La France s'est retrouvée hors-jeu. Elle veut revenir sur le terrain. Emmanuel Macron a juste analysé la situation de manière pragmatique et s'est dit que l'on entrait dans une nouvelle phase. Une phase où il faut renouer contact avec la Russie.»

Quid du «lobby néo-conservateur» au Quai d'Orsay, composé de «pro-Otan, pro-Etats-Unis, anti-Iran, anti-gouvernement syrien» comme le décrit Christian Chesnot? Et bien selon le spécialiste du Moyen-Orient, même s'ils voient d'un mauvais œil un rapprochement avec Moscou, ils n'auront pas d'autre choix que de suivre l'Élysée. Avant de conclure: «De toute façon, le pays qui les préoccupe le plus, c'est l'Iran.» Sputnik 25.07

L'affaire Benalla vue sous des angles différents

Macron : Une erreur de casting ? - Comité Valmy 27 juillet 2018

Extrait. Les interventions de certains de ses parrains, à commencer par le premier des oligarques français, François Pinault, suivi par les gardes flancs que sont Jacques Attali et Alain Minc, témoignent de leur perplexité, face, non pas à ce que le jeune roi ferait, mais à la façon dont il le ferait. Le choix du terme « insurrection » par Minc n'est sûrement pas dû au hasard. Emmanuel Macron fit répondre à Pinault par Ferrand de manière insultante. Il a eu tort, oubliant qu'il ne faut jamais négliger les signaux faibles.

C'est pourquoi il faut essayer de comprendre le pourquoi de la volte-face du journal Le Monde, jusque-là soutien assidu d'Emmanuel Macron, qui a envoyé un sacré missile avec la révélation de l'existence et du comportement du chouchou du président. Ne nous laissons pas impressionner par les éléments de langage des godillots, et la risible invocation de l'article 73 du code de procédure pénale. Il faut quand même rappeler la brochette de graves infractions manifestement commises à cette occasion. De façon inattendue, quelques heures après la victoire en Coupe du Monde de football, en pleine période de congés d'été, l'étincelle lancée a embrasé la plaine. Que s'est-il passé ? La première interrogation c'est la raison du missile du Monde, ceux d'Ariane Chemin ne sont jamais gratuits. Les rafales de révélations qui ont suivi dans les deux jours montrent bien que le dossier était prêt. Et ne pouvait être seulement le fruit d'un travail de journaliste d'investigation. Règlement de comptes au sein de la sphère policière ou opération de plus grande envergure visant à affaiblir durablement le chef de l'État ? Impossible de répondre aujourd'hui, mais il est clair que quelqu'un a appuyé sur un bouton. Et qu'à la surprise générale de nombreuses forces par effet d'aubaine se sont mises en mouvement et ont convergé pour en faire une affaire d'État.

Parce que c'était leur projet

On rappellera à ce stade que la victoire d'Emmanuel Macron à l'élection présidentielle de 2017 est le fruit d'un ensemble d'éléments dont quelques-uns relèvent de l'opération concertée. Il y a le choix d'Emmanuel Macron par la caste de la haute fonction publique de l'inspection des finances – incarnée par Jean-Pierre Jouyet -, l'appui de l'oligarchie, l'incroyable soutien médiatique, et des moyens financiers considérables. Mais surtout le raid judiciaire organisé par le couple infernal Parquet national financier (PNF) et Pôle d'instruction du même nom contre la candidature de François Fillon. Lancé par Le Canard enchaîné, il a vu une partie de l'appareil judiciaire conduire une procédure à une vitesse sans précédent pour ce type d'affaires. En liaison, de façon grossière, avec la presse destinataire en urgence de pièces tronquées. (...)

Macron en mode Jeff Tuche

Le résultat a été de fausser le premier tour de l'élection présidentielle et de permettre à Macron de devenir président de la République grâce à moins de 18% des inscrits au premier tour qui était le seul qui comptait. Cette opération, qui a amené à l'Élysée un candidat inconnu et improbable au CV politique particulièrement léger, et à l'Assemblée une cohorte de parlementaires incompétents, a bien sûr particulièrement brutalisé les mondes politique et administratif existants. Emmanuel Macron est comme quelqu'un qui a gagné une fortune au Loto. Il est persuadé que ce sont ses qualités et non un concours de circonstances qui l'ont amené là. (...)

Narcissisme, ego boursoufflé, autoritarisme et absence de véritable culture politique, Emmanuel Macron a adopté des comportements et des attitudes qui ont transformé, pour les battus, les humiliations en exaspération. Notamment devant le comportement incroyable de suffisance de la petite caste de ses amis, verrouillés dans le bunker de Bercy. Plus récemment, la gay pride pornographique dans la cour de l'Élysée, l'exhibitionnisme gênant de la célébration de la victoire en Coupe du Monde de football, le retour au galop d'un sociétalisme que les bourgeois de province exècrent, et quelques autres incidents ont sérieusement fissuré ce bloc bourgeois dont il ne faut pas oublier que le ralliement de la partie nationale fut contraint et forcé. En son sein, beaucoup des perdants de l'année dernière, battus aux législatives par des chèvres, sont avides de revanche. Il ne fallait pas croire non plus que cette façon de gouverner en solitaire entouré d'une petite poignée d'affidés et de favoris peu recommandables n'allait pas heurter l'administration française. Un État est aussi un monstre administratif, il ne se réduit pas à trois bureaux à l'Élysée et quelques petits marquis répartis entre la rue du Faubourg Saint-Honoré et Bercy.

La facture de la mystification de 2017 ?

Finalement, la révélation du journal de Matthieu Pigasse est entrée en résonance avec une sorte de climat insurrectionnel. Non pas au sein des couches populaires, qui en général détestent Macron mais pour l'instant comptent les coups, mais plutôt dans des secteurs divers de la bourgeoisie, des couches moyennes et de l'administration. Personne n'a envie de prendre les armes évidemment, mais on sent la rage et l'envie de régler des comptes. Et ce d'autant que, pour l'instant, le bloc populaire est divisé et les partageux silencieux. Le jeune roi se verrait-il présenter la facture de la mystification de 2017 et de son comportement ? (...) Comité Valmy 27 juillet 2018

- Macron Gate ou pourquoi l'affaire Benalla ? - Comité Valmy 26 juillet 2018

Extrait. Mais pourquoi tout à coup la machine s'est-elle mise en route ? N'a-t-il pas suffisamment rempli le contrat de déstructuration de l'Etat pour lequel il a été lancé ? S'est-il pris à rêver d'être un véritable Président, qui rencontre Trump et Poutine, décide d'aller se rendre trois fois en Russie (au Forum économique de Saint-Petersbourg, à la demi-finale et à la finale) faisant voler en éclat l'isolement politique du Mondial ? Peut-on croire qu'il y ait encore des "forces saines" dans le pays qui, choquées par ce qui se passe, aient suffisamment de poids pour faire faire une volte-face à la presse main stream, quand elles n'ont rien pu faire contre le coup d'état médiatico-juridique qui a porté Macron au pouvoir ? Bref, ce scandale monté en affaire d'Etat, en révélation d'un "Système Macron" où trouve-t-il sa source, son impulsion ?

Cette question m'intéresse beaucoup plus qu'une énième révélation sur les frasques d'un Benalla. Car en fonction de sa réponse nous aurons soit la chance de voir un réel nettoyage de notre système politique (n'oubliez pas que le Père Noël existe tant que son inexistence n'est pas démontrée), soit il ne s'agira que d'un rappel à l'ordre au "petit Macron" qui reviendra à sa place d'exécuteur des basses oeuvres, soit ... il s'agira d'un prétexte pour encore affaiblir les institutions étatiques. La présidence affaiblie, salie, la Ve république a vécu et l'on pourra nous vendre une VIe parlementaire, totalement maîtrisable. Comité Valmy 26 juillet 2018

Benalla et Crase multirécidivistes

- 1er mai L'autre interpellation de Benalla et Crase - Liberation.fr 28.07

Dans une vidéo révélée par «Libération», on voit les deux hommes intervenir contre des manifestants au jardin des Plantes, trois heures avant les événements de la place de la Contrescarpe. L'un d'eux, placé en garde à vue, a porté plainte jeudi avec la militante qui filmait.

Des images de cette scène, capturée par le téléphone d'une amie de l'interpellé, ont été supprimées au moment de l'arrestation par un fonctionnaire menaçant. La vidéo a été récupérée sur la carte mémoire du téléphone grâce à un logiciel dédié. Selon nos informations, deux nouvelles plaintes ont été adressées jeudi au parquet de Paris, pour «violences volontaires par personnes dépositaires de l'autorité publique en réunion», «usurpation de signes réservés à l'autorité publique aggravé par le fait qu'ils facilitent la commission d'un délit», «usurpation de fonctions», «atteinte à la liberté», «dégradation de biens», et «introduction frauduleuse dans un système de traitement de données». Déposées contre X, ces plaintes ciblent néanmoins Vincent Crase, Alexandre Benalla et Philippe Mizerski, le major de la préfecture qui était chargé, théoriquement, de les encadrer.

La séquence en cause est extraite d'une vidéo de six minutes, et se termine brusquement au moment de l'interpellation. Quand les images commencent, un petit groupe de manifestants est rassemblé près de policiers en tenue dans le jardin des Plantes. L'un des manifestants est contrôlé puis relâché. Noémie (1), 24 ans, fonctionnaire au ministère de la Justice et militante communiste, dit avoir commencé à filmer «parce qu'un policier a bousculé un manifestant». Les forces de l'ordre sont nombreuses, se mettent en ligne, et repoussent les quelques militants, contraints de suivre la direction indiquée.

«Les gens essayaient de partir par tous les moyens. Il y avait beaucoup de gaz lacrymogène, on voulait traverser le parc pour partir à l'opposé de la manifestation», raconte aujourd'hui Romain, 23 ans, étudiant en sciences politiques à l'université Paris-I. Sur la vidéo, Noémie s'inquiète alors de la tension ambiante : «Ils nous suivent encore [les policiers, ndr], je n'ose pas éteindre ma caméra.» Portable à la main, elle continue de filmer, tandis que la ligne de policiers avance dans leur dos. L'un d'eux leur indique une nouvelle fois la direction à suivre pour sortir. C'est alors que les manifestants empruntent un petit chemin, et tombent une minute plus tard nez à nez avec Alexandre Benalla, Vincent Crase et le major Mizerski. Noémie filme toujours et explique à Libération : «A ce moment-là, j'ai le téléphone dans la main au niveau de mon torse.» Au premier plan, Vincent Crase, arborant un brassard «police», ordonne aux militants de quitter le jardin des Plantes par une sortie. Juste derrière lui, figurent Benalla et le major Mizerski. L'instant est fugace et ne permet pas de voir si Benalla est lui aussi porteur d'un brassard à cet instant. «On vient de nous dire qu'il fallait qu'on sorte rue Buffon», «faut se mettre d'accord», lancent les manifestants, pensant être face à des policiers de la BAC.

De façon autoritaire, Vincent Crase rétorque : «Vous allez là-bas.» Au même moment, à l'arrière-plan, on entend : «Elle filme, elle filme.» L'un des manifestants répond tout de suite : «Elle a le droit de filmer.» Puis les images deviennent floues. La jeune femme hurle, la séquence se coupe. Romain, qui commençait à s'éloigner, réagit : «Je vois que Noémie est ceinturée d'une façon

très violente. Je ne sais pas quoi faire, je vais vers eux, je pose mes bras sur la personne qui ceinture Noémie et quelqu'un derrière moi me fait une balayette et me menotte.» Sous le choc, Romain ne se souvient plus qui le met au sol : «J'avais la face contre le sable, je n'ai pas vu la suite.»

Noémie poursuit : «Je me suis fait plaquer contre l'arbre le plus proche avec le téléphone dans la main. J'ai les deux bras écartés et mon corps tape l'arbre.» La jeune femme, elle aussi en état de choc, n'est pas en mesure d'identifier la personne qui la plaque. Un peu en retrait, Elias, 22 ans, surveillant dans un lycée parisien et militant communiste lui aussi, est témoin de la scène. Il dit se souvenir très bien que «la personne qui saute sur Noémie avait les cheveux rasés». Une description qui pourrait donc correspondre à Vincent Crase.

La scène se poursuit et, manifestement, l'existence de la vidéo inquiète leurs interlocuteurs. Noémie se souvient qu'on lui hurle alors distinctement : «Eteins [la vidéo] ! Eteins !» Quelqu'un lui demande ensuite sa carte d'identité, s'éloigne de 10 à 15 mètres et la regarde longuement. «Je me souviens qu'à côté, un manifestant avait mal, il saignait, mais on m'a dit "regarde ailleurs", raconte Noémie, encore très choquée. Ce n'est d'ailleurs qu'à ce moment-là que je réalise que Romain aussi est interpellé.»

Celui qui est parti avec la carte d'identité est de retour. Un nouvel échange vif débute : «On n'a pas le droit de manifester en France le 1er Mai ?» s'insurge Noémie. Réponse de son interlocuteur selon son récit : «Non, t'as qu'à aller au Venezuela ou à Cuba.» La jeune femme, «terrorisée», garde les mains en l'air depuis de longues minutes. Son interlocuteur la menace pour récupérer la vidéo, assure-t-elle : «Donne-moi ton téléphone, sinon on t'embarque.» Noémie, hors d'elle, répond : «Vous n'avez pas le droit de faire ça.» Selon la militante, l'homme examine alors les photos et les vidéos, et en supprime plusieurs. Puis lui rend l'appareil et leur ordonne de «dégager». «Est-ce que je peux savoir votre numéro de matricule ?» s'énerve Noémie. Toujours selon elle, l'homme répond «007». Le soir, Noémie parvient à récupérer la vidéo effacée.

Contactés par Libération, les avocats des deux plaignants s'indignent. Nadja Diaz, conseil de Romain, condamne «la garde à vue éprouvante de [son] client pour des faits particulièrement graves qu'il n'a pas commis. Il attend que la lumière soit faite sur le rôle joué par ceux, désormais bien connus, qui n'avaient manifestement pas autorité pour intervenir d'une quelconque manière dans son arrestation». Quant à l'avocat de Noémie, Grégory Saint Michel, il pointe la responsabilité directe des autorités : «La préfecture de police, le ministère de l'Intérieur, la présidence de la République savaient que ce jour-là, messieurs Benalla, Crase, et Mizerski avaient commis des exactions. Ont-ils poussé leurs investigations plus loin pour connaître leur folle journée ? Ont-ils préféré se cantonner aux faits dénoncés de la Contrescarpe pour se contenter d'une petite mise à pied, non appliquée au demeurant ?» Vincent Crase et l'avocat d'Alexandre Benalla n'ont de leur côté pas répondu à nos sollicitations.

(1) Tous les prénoms ont été modifiés.

Totalitarisme. Répression aveugle.

- Tour de France: un gendarme prend Christopher Froome pour un touriste... et le plaque au sol - lesoir.be 25.07

Après une 17e étape déjà compliquée pour lui sur le plan sportif, Christopher Froome a connu une situation pour le moins surprenante après la course.

Alors qu'il redescendait vers son bus, situé au pied du col du Portet, sur son vélo, un gendarme l'a pris pour un cyclotouriste et l'a directement plaqué au sol.

Le quadruple vainqueur de la Grande Boucle s'est retrouvé couché par terre, devant plusieurs supporters ébahis, avant qu'un assistant de la Sky ne vienne recadrer le gendarme coupable.

L'attaché presse de la formation Sky a tout de même tenu à rassurer directement : «C'était une incompréhension, Chris va bien». lesoir.be 25.07

Parole d'un faussaire, d'un imposteur, d'un mystificateur.

- Affaire Benalla: "L'Elysée n'a jamais rien caché", selon Macron - Reuters 25.07

Les faits ou déclarations qui contredisent Macron.

- Alexandre Benalla habite à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine). Mais Le Monde a révélé, vendredi 20 juillet, que le jeune homme a déclaré le 9 du même mois résider au 11 quai Branly, dans le très chic 7e arrondissement de Paris.

S'agissant du logement de fonction parisien dévolu à Alexandre Benalla, Patrick Strzoda a indiqué qu'il lui avait été attribué avant les incidents du 1er-Mai et qu'il n'avait "jamais été occupé". "Il était attribué en fonction de la disponibilité, à tout moment, qui

était demandée à M. Benalla."

- Patrick Strzoda a précisé que la retenue différée - jamais dévoilée à ce jour - participait "d'une mesure de gestion" au titre d'un décret de 1986 qui régit l'emploi des contractuels et interdit la suspension de traitement. Reuters 25.07

- Le directeur de cabinet de l'Élysée, Patrick Strzoda s'est attaché, devant la commission d'enquête de l'Assemblée nationale, mardi 24 juillet, à démentir certaines rumeurs qui couraient à ce sujet : "J'ai entendu dire qu'il avait une rémunération de 10 000 euros mensuels. C'est faux", a-t-il affirmé, sans toutefois avancer de chiffre précis.

"Ces informations sont connues de la Cour des comptes qui nous contrôle chaque année et elles sont connues de la mission parlementaire de la commission des finances. Donc ces informations sont à votre disposition", a-t-il ajouté. Patrick Strzoda a par la suite été démenti par le député centriste Philippe Vigier. "Ni Lise Magnier, ni moi, les rapporteurs spéciaux de la mission 'pouvoirs publics', ne disposons des informations sur la rémunération et les avantages accordés à Alexandre Benalla", a réagi l'élu d'Eure-et-Loire sur Twitter. francetvinfo.fr 25.07

Selon les informations du Canard Enchaîné, le jeune homme émargeait en fait à 7 113 euros bruts mensuels. Selon un document gouvernemental transmis à l'AFP, il touchait environ 6 000 euros nets par mois. francetvinfo.fr 25.07

- Alexandre Benalla avait choisi d'anciens officiers de sécurité de Hacène Chalghoumi, connu comme « imam » de Drancy. Il avait aussi sélectionné des recrues hors SDLP. Notamment un ancien militaire, policier depuis peu, lequel a néanmoins passé avec succès les tests en vigueur dans la police sur la protection rapprochée. Il a donc atterri directement au GSPR malgré son inexpérience en protection de personnalité. Le Point.fr 21.07

- Macron à propos de Benalla : «Je suis fier de l'avoir embauché à l'Élysée» - LeParisien.fr

- Macron aux médias: "Vous avez dit beaucoup de bêtises" sur l'affaire Benalla - AFP

- Affaire Benalla : des "barbouzes" assurent-ils la protection d'Emmanuel Macron ? - Franceinfo

- Alexandre Benalla "bagagiste" des Bleus? La "fadaise "de Castaner moquée par Macron - huffingtonpost.fr 25.07

"Alexandre Benalla, bagagiste d'un jour, n'a jamais occupé cette fonction dans la durée. Toutes ces choses qu'on a entendues..." s'est ensuite lamenté Emmanuel Macron sans toutefois préciser l'origine de cette information erronée. C'est pourtant Christophe Castaner qui l'a affirmé sur CNews, le jeudi 19 juillet, en détaillant les nouvelles attributions d'Alexandra Benalla, l'ancien chargé de mission élyséen au coeur d'une tempête politique. "Il n'a plus de fonction de sécurité aujourd'hui. Il a des fonctions logistiques. J'ai entendu dire l'Élysée qu'il était chargé des valises de l'équipe de France" lors du retour des Bleus à Paris le 16 juillet.

Une affirmation réitérée sur RMC et BFMTV, ce lundi 23 juillet, quand le secrétaire d'État des chargé des relations avec le Parlement a affirmé que l'ancien collaborateur de l'Élysée, filmé en train de frapper des manifestants le 1er mai à Paris, était "en charge de la logistique, notamment des bagages" des Bleus. Une réponse qui a fait s'étrangler l'opposition, accusant le gouvernement de vouloir minimiser le rôle d'Alexandre Benalla.

Avant Emmanuel Macron, son directeur de cabinet à l'Élysée, Patrick Strzoda, avait déjà démenti Christophe Castaner lors de son audition par la commission d'enquête de l'Assemblée nationale dans l'affaire Benalla. huffingtonpost.fr 25.07

Circulez il n'y a rien à voir en ploutocratie.

- Sous une forme ou une autre, tous les protagonistes de l'affaire ont désormais parlé. - Le HuffPost 27.07

Vraiment ?

- L'opposition déserte la commission d'enquête Benalla à l'Assemblée - Reuters 27 juillet 2018

Le corapporteur Les Républicains de la commission des Lois chargée d'enquêter sur l'affaire Benalla à l'Assemblée a annoncé jeudi son départ de l'instance dénoncée comme une "parodie", à l'heure où les auditions touchent à leur fin.

"Est-ce que l'Élysée souhaite torpiller les travaux de notre commission ? Je le crois, je le crains", a déclaré Guillaume Larrivé face au rejet acté la veille de nouvelles auditions de responsables de l'Élysée, du ministère de l'Intérieur et de LaRem qu'il demandait. Reuters 27 juillet 2018

- Benalla: "rien ne (me) troublera", déclare Macron - AFP

"Il y a un président de la République qui est au travail, qui continue et que rien ne troublera", a déclaré Emmanuel Macron, interrogé jeudi à Madrid sur les conséquences de l'affaire Benalla.

- La loi sur la protection du secret des affaires validée par le Conseil constitutionnel - Franceinfo

Ce texte transpose une directive européenne. Il est vivement critiqué par des élus, des journalistes et des associations.

Parole d'internaute.

1- "...on pouvait s'attendre à du serment du jeu de paume, à du la patrie est en danger, à de grandes envolées et des actes forts. Et alors? On a vu des députés ânonner 20 fois à tour de rôle, la même question plutôt que de relever immédiatement les incohérences et invraisemblances des arracheurs de dent. On a vu Méluche s'écraser comme un nase après une baffe de Philippe pourtant facilement renvoyable dans ses 22. On a vu MLP toujours aussi nulle, déplorer un manque de fair play (je cite) quand on est en train de monter à l'assaut de l'Élysée avec le couteau dans les dents. On a vu le mari de l'ex-assistante du candidat Macron zozoter quelques réprimandes sans un mot plus haut que l'autre. On a vu le patron LR du sénat déplorer (quelle violence, que de haine comme dirait Macron) que le président ait préféré parler devant ses pompom-girls plutôt que devant les Français.

Est-on devenu un pays de pieds nickelés?"

LVOG - Un exercice de servilité unanime ou l'union nationale de la médiocrité...

2- "Je crois que vous rêvez quand vous parlez de révolution. Demandez à E. Todd, on ne fait pas de révolution avec des vieux. Les vieux, c'est frileux, c'est grincheux, c'est facho, mais ça ne castagne pas. Et nos jeunes? Ben y en a de moins en moins, et ils se divisent en trois catégories, l'immense majorité dont la militance et le sens civique se limite à Hanounah ou Fun Radio, les neuneus qui fondent l'alpha et l'omega du combat politique dans le LGBT et les droits des minorités à crucifier les mâles blancs de plus de 50 ans et enfin, les barbus pour qui la république n'est qu'une déclinaison du démon qu'il conviendrait d'éradiquer.

Et vous savez quoi?

Macron et son gang le savent très bien.

Révolution?"

LVOG - Todd est bien mal placé pour parler de révolution, vous dites n'importe quoi. C'est un peu caricatural mais pas très éloigné de la réalité. Vaut mieux s'en tenir strictement au terrain de la lutte des classes...

3- "On assiste bien à une augmentation des violences policières au sein des manifestations. Les exemples ne manquent pas (retraités tabassés, jeunes non violents etc...) de personnes prises pour cibles alors qu'elles n'étaient pas en positions agressives. Les policiers n'agissent pas violemment par principe (sauf certains cas isolés), ils agissent sur ordre.

Il suffit également de regarder l'usage des lois votées soit disant pour lutter contre le terrorisme pour s'apercevoir que celles ci sont principalement utilisées contre les opposant politiques et économiques (80% des personnes arrêtées). Oui le néolibéralisme est fortement lié aux thématiques d'extrême droite, c'est même une nécessité pour sa survie, car il est de plus en plus fortement contesté par la population."

LVOG - L'extrême droite sert les intérêts du néolibéralisme, c'est un instrument du régime, pour défendre le régime... Tout ceux qui ont adopté le néolibéralisme, alimentent ou se servent de l'extrême droite, hier le PS.

4- "La grande force des journaux c'est que les lecteurs assidus vous rétorqueront "c'est vrai puisque tous le disent, et même la télé"....d'où le rôle essentiel du rédacteur en chef. La lecture devient alors un enrichissement pour les intellectuels qui ensuite étalent leur savoir : j'en connais plein."

LVOG - L'unique parade consiste à leur présenter des faits qu'ils ignorent en leur proposant de le vérifier eux-mêmes...

5- "Oui, je suis attristée de constater au sein même de ma famille et autour de moi, les gens croire " tout ce qu'on dit à la télé !"... Au début, j'esseyai d'expliquer le côté caché des événements qui pouvaient sous tendre l'actualité mais c'est peine perdue !

Depuis, j'ai abandonné l'idée de donner une autre vision ... En règle générale, les gens préfèrent le mensonge, car cela permet de ne pas se remettre en question et surtout de ne pas changer ! C'est une faiblesse mentale."

LVOG - Il faut leur rétorquer qu'il n'y a que les crétins pour croire sur parole les puissants et leurs porte-parole qui n'ont aucun intérêt à leur dire la vérité, sauf quand cela les arrange...

6- "Le pire, c'est quand ces gens là vous disent : toi t'y connais rien, tu ne regardes jamais les infos ! Combien de fois ça m'est arrivé ?"

LVOG - Vous pouvez leur demander de vous expliquer en quoi cette forme de mimétisme constituerait une marque d'intelligence...

7- "Il est plus facile de tromper les gens que de les convaincre qu'ils ont été trompés." Mark Twain."

LVOG - L'amour-propre des gens est mal placé. Ils s'identifient à des idées qu'ils ont adoptées un jour sans trop savoir pourquoi ou ils seraient bien en peine de l'expliquer, et s'en séparer ce serait comme les amputer de quelque chose qui leur appartient. Il arrive aussi qu'ils conservent chez eux un tas de choses qui ne leur servent à rien depuis des années. Ils n'ont aucune idée sur leur propre comportement, ils sont faibles ou déséquilibrés sur le plan psychologique et ils l'ignorent.

Il vaut mieux parfois se livrer à un monologue plutôt que d'essayer de convaincre quelqu'un, si votre démonstration est cohérente, il arrivera que cela les déstabilise. Mais éviter de partir sur un autre sujet. Il faut prendre le temps d'écouter les autres, ensuite on leur demande de faire de même. Si on parvient à détecter où ils se trompent et pourquoi, en revanche on ignorera quand et comment, eux seuls le savent, donc il faut les laisser s'exprimer...

8- "Le drame des journalistes c'est d'oublier la fameuse phrase "je ne suis pas d'accord avec vous mais je me battrais pour que vous puissiez vous exprimer".

Ils sont pour beaucoup désormais dans le fameux bushisme "vous êtes avec nous ou contre nous" et sont prêts non plus à argumenter, ni débattre mais prêts à "abattre" la personne qui ne porte pas la même idée qu'eux pour la faire taire plutôt que débattre au risque d'être mis en défaut."

LVOG - Cela vaut également dans le mouvement ouvrier, d'ailleurs je crois n'avoir jamais connu autres choses...

9- "La plupart des gens, des "petites gens", ne lisent pas les journaux et regardent d'un œil le JT, sans en comprendre la moitié. Ce n'est pas qu'ils soient bêtes, c'est qu'ils ont à vivre. On leur dit que les Américains sont gentils, ils le croient volontiers, et donc que les Russes sont méchants. C'est aussi bête et basique que ça. Ils fonctionnent de manière binaire, alors que ce n'est pas forcément le cas dans le cadre de leur travail. "Les histoires du monde", ça les dépasse. Les bons, c'est forcément nous. Ce n'est pas du cynisme, c'est un raisonnement basique et spontané, un réflexe clanique, familial. Si nous avons des problèmes avec les Chinois, par exemple, le point de vue des Chinois est ignoré, impensé. Un Chinois ne peut pas avoir raison contre nous. Trente ans et plus que je constate cette manière de fonctionner des "gens" dans mon milieu (milieu populaire et rural, personnes peu instruites, industrieuses et généralement sympathiques, serviables, voire bonnes pâtes)."

LVOG - Ce milieu, dont je suis issu, voue un culte aux puissants même quand ils le piétinent ou le réduit à la misère, cela correspond à son niveau d'évolution... Je me souviens de mon père qui estimait qu'il était juste que les riches soient riches, en revanche il estimait injuste que d'autres travailleurs soient mieux lotis que lui, et quant à ceux qui avaient une condition pire que la sienne, c'était parce qu'ils étaient fainéants ou des bons à rien! Et jusqu'à sa mort je n'ai jamais réussi à lui faire adopter une de mes idées, et ma mère, 85 ans, en est au même point.

10- "La question est : pourquoi ça se passe comme ça ? La "propagande " n'existe pas d'aujourd'hui. Elle est vieille comme la politique et le pouvoir. Ce qui a profondément changé, c'est la force de frappe de cette propagande omniprésente qui utilise les incroyables moyens que fournissent aujourd'hui les médias "instantanés". Ca matraque partout, tout le temps, jour et nuit avec une démultiplication sans limite. Ce qui a profondément changé aussi, c'est la résistance de plus en plus faible "des masses " à la pénétration des messages omniprésents, avec un temps de réflexion réduit comme peau de chagrin. Et hélas, ce qui a profondément changé aussi, c'est la baisse générale de la culture historique, géographique, et politique au sens premier du terme, qui facilite, oh combien, le prêt à penser. Surtout si on le présente sous le camouflage "des libertés" et des "droits de l'homme "(dernier exemple en date, le sauvetage des casques blancs qui fait pleurer dans les chaumières). C'est bien triste, mais les seuls responsables ne sont pas les manipulateurs. Les manipulés ont leur part de responsabilité, et elle n'est pas mince. Une évolution doit commencer par là. Et ça ne paraît pas être pour demain. "

LVOG - Sur l'échelle des responsabilités, ceux qui détiennent le pouvoir occupent le sommet, puis viennent les intellectuels, suivis par les classes moyennes, et enfin les éléments les plus évolués de la classe ouvrière, les plus défavorisés en sont exclus.

Si la propagande est devenue omniprésente au travers une multitude de supports, c'est qu'elle a un rôle à jouer. Si elle a une

fonction à remplir, c'est qu'elle sert à quelque chose. Et si elle est utile, c'est qu'elle permet d'atteindre des objectifs politiques, dans le cas contraire, si elle était inopérante ou inefficace, cela n'aurait aucun sens et ils n'y recourraient pas. Donc il faut la démonter, la combattre farouchement, quotidiennement.

11- "L'espoir, c'est une réalité simple et incontestable, à savoir que la propagande en question est coincée dans une spirale de surenchère qui ne fait que la discréditer davantage au fil des jours. Il suffit par exemple d'aller jeter un coup d'œil aux fils de commentaires des articles russophobes mainstream pour se rendre compte que les dissidences d'opinions enflent chaque jour au sein du lectorat (en gardant encore à l'esprit que nombre d'entre-eux sont censurés ou simplement que les lecteurs ne se donnent pas la peine de réagir). Les gens sont de moins en moins dupes alors que les médias et gouvernements sont obligés d'en remettre une couche pour alourdir encore le trait de narratives déjà grotesques.

Pour s'en convaincre, une récente étude de l'institut Gallup aux USA (juin 2018):

<https://news.gallup.com/poll/1675/Most-Important-Problem.aspx>

A la question : "quelle sont les plus grands sujets d'inquiétude que la nation doit affronter aujourd'hui? Moins de 0.5% des Américains répondent "la situation avec la Russie". Les médias occidentaux ont beau se déchaîner, leurs citoyens s'en foutent éperdument. Sans doute que tout ce battage teinte la perception de la Russie (ou de la Syrie d'Assad, ou des républiques du Donbass, etc.) d'une coloration négative, mais il s'agit d'un vernis d'opinion très superficiel, et à mon avis facilement et rapidement réversible."

LVOG - Vous avez raison de soulever cette contradiction. Mais il ne faut pas oublier qu'une illusion peut en cacher une autre et ainsi de suite sans que vous en voyiez le bout. Tout dépend si vous êtes en mesure d'en tirer des enseignements, or la plupart des gens en sont incapables. Sinon, il n'y a que lorsque les bases du régime ont été sapées, et que la crise du régime prend une tournure révolutionnaire, que les masses deviennent hermétiques aux discours de ses représentants, l'heure de l'affrontement direct entre les classes a réellement sonné.

La propagande a pour fonction de retenir les masses d'affronter le régime, de le désigner comme responsable de leur condition. Elle lui sert de rempart, à canaliser et neutraliser la capacité d'agir des masses. De gros malins nous disent que la propagande n'aurait aucune emprise sur les masses, tout comme la publicité ou l'éducation qu'elles ont reçue, les idées qui leur ont été transmises quand elles étaient jeunes, et pourtant de génération en génération on constate qu'elles adoptent le même mode de vie ou de pensée, les mêmes rapports. Pendant ce temps-là rien ne change ou le capitalisme reste en place, mission accomplie.

[La manifestation qui fait trembler le régime, camarade, la situation est révolutionnaire !](#)

- Affaire Benalla: 150 manifestants à Paris pour "aller chercher Macron" - AFP 28 juillet 2018

"Macron démission, Benalla en prison", ont notamment scandé les manifestants, réunis à l'appel du Front social uni, qui fédère des syndicats professionnels (Sud, des branches de la CGT), des syndicats étudiants, ainsi que des collectifs féministes ou d'aide aux sans-papiers. AFP 28 juillet 2018

[Aux ordres. Benalla déjà réhabilité par la hiérarchie policière et militaire... et médiatique.](#)

- Pluie de témoignages pour saluer le "talent" Benalla - Reuters 25 juillet 2018

"Courage", "engagement", "excellence", les autorités rivalisent de superlatifs pour saluer les qualités d'Alexandre Benalla, en contraste saisissant avec les syndicats qui décrivent des fonctionnaires de police "terrorisés" par cet homme.

"Alexandre Benalla, c'est quelqu'un qui nous a accompagnés pendant la campagne, avec beaucoup de courage et d'engagement", a dit Emmanuel Macron mardi, dans ses premières explications sur l'affaire devant les députés de la majorité. "Quoi qu'il advienne, quoi qu'il se passe dans cette affaire, je n'ai pas à oublier cet engagement ou à ne pas me souvenir de ce qu'il a fait et de ce qu'il a été", a-t-il poursuivi, évoquant le "talent" du chargé de mission.

"Il a beaucoup fait durant l'année qui vient de s'écouler, dans ce cadre-là. Il a aussi gagné la confiance de certains de ses interlocuteurs en dehors de l'Elysée avec lesquels il travaillait au quotidien", a-t-il ajouté.

Le Commandant militaire de la présidence de la République, Éric Bio-Farina, entendu mercredi par la commission des Lois de l'Assemblée, a décrit un "excellent spécialiste" doté d'une "grande faculté d'anticipation", frappé seulement de quelques défauts de jeunesse.

"Il avait 26 ans, il avait sans doute quelques défauts propre à la jeunesse, une forme d'enthousiasme, de fougue qui pouvaient

paraître parfois un peu débridés, mais en tout cas sur le plan opérationnel et missionnel, tout le monde à la présidence de la République appréciait les services rendus par Alexandre Benalla et ce serait lui faire une grave injustice que de le nier maintenant", a-t-il déclaré, démentant avoir eu vent de frictions entre gendarmes et policiers et ce dernier.

Même analyse mardi du directeur de cabinet d'Emmanuel Macron Patrick Strzoda, supérieur hiérarchique du collaborateur, pour qui "il excellait" et "était très apprécié dans la maison car c'est quelqu'un qui était extrêmement disponible, extrêmement réactif, extrêmement efficace".

En revanche, les principaux syndicats de policiers auditionnés mardi au Sénat, ont décrit une personne qui "faisait régner la terreur au sein du GSPR (Groupe de sécurité de la présidence de la République-NDLR). Il incarnait à travers ses propos, son attitude, une position de pouvoir suprême", selon les mots du secrétaire général d'Unité-police Force ouvrière, Yves Lefebvre.

Mais au plus haut niveau, les responsables préfectoraux et policiers démentent avoir été mis au courant d'abus.

"La crainte qu'il peut inspirer c'est clairement inexact au sein du GSPR", a dit aux députés le chef du GSPR, Lionel Lavergne, qui a exclu avoir été informé de "difficultés de comportement" concernant le collaborateur, tandis que le préfet de police de Paris, Michel Delpuech, a nié devant le Sénat avoir eu connaissance d'aucune situation où Alexandre Benalla aurait "mis en péril ou gêné" une opération. Reuters 25 juillet 2018

L'heure a sonné de la contre-offensive.

- Affaire Benalla: la majorité dénonce en chœur une "instrumentalisation politique" - AFP 28 juillet 2018

Au lendemain de l'intervention controversée d'Alexandre Benalla au journal de 20H00 de TF1, les composantes de la majorité ont dénoncé samedi à l'unisson une "instrumentalisation politique" de l'affaire par l'opposition, invitant à "passer à autre chose".

"Il y a eu une instrumentalisation politique. Ceux qui exerçaient le monopole du pouvoir depuis des décennies essayent de déstabiliser le nouveau président", avance ainsi le président du MoDem, François Bayrou, dans une interview au Monde où il récuse toute "affaire d'Etat" et fustige "l'ère du soupçon universel".

Dans sa défense d'Emmanuel Macron, l'ancien ministre de la Justice glisse cependant quelques coups de griffe, trouvant "inutilement western" la formule présidentielle "qu'ils viennent me chercher" ou "l'organisation de la majorité présidentielle pas encore aboutie" entre LREM et MoDem. Et il appelle à reprendre sur "des bases nouvelles" la réforme institutionnelle.

Même son de cloche chez Gabriel Attal, porte-parole de LREM, pour qui les oppositions se sont "abîmées dans cette séquence".

"L'instrumentalisation politique et le blocage du processus législatif leur coûtera en termes d'image. Pendant toute cette séquence, le monde ne s'est pas arrêté de tourner, seuls les députés de l'opposition ont décidé de faire grève", a déclaré au Point ce député des Hauts-de-Seine.

L'affaire Benalla devrait cependant continuer à occuper les travaux du Parlement la semaine prochaine, avec l'examen des motions de censure de droite et de gauche à l'Assemblée mardi, et la poursuite des travaux de la commission d'enquête du Sénat, qui entendra notamment Christophe Castaner, délégué général de LREM. AFP 28 juillet 2018

La cote de popularité de Macron subit le même traitement à géométrie variable que le chômage.

- Malgré l'affaire Benalla, la confiance en Macron et Philippe remonte - Le HuffPost 28.07

La cote de confiance d'Emmanuel Macron et d'Edouard Philippe est en légère hausse (+2) en juillet, après deux mois de forte baisse, selon un sondage Harris Interactive réalisé de mardi à jeudi et publié samedi.

Avec 42% d'opinions positives chacun, le chef de l'Etat et son Premier ministre progressent de 5 points auprès des Français interrogés qui n'expriment aucune préférence partisane.

En pleine affaire Benalla, ils cèdent en revanche du terrain auprès de tous ceux qui expriment une préférence politique, y compris pour La République en marche (-7 pour Macron, -4 pour Philippe), selon cette enquête pour le site Délits d'Opinion, un site spécialisé dans l'analyse de l'opinion publique.

Enquête réalisée en ligne du 24 au 26 juillet auprès de 966 personnes de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas. Marge d'erreur de 1,4 à 3,1 points. Le HuffPost 28.07

Emmanuel Macron voit sa popularité baisser après l'affaire Benalla - Le HuffPost 29.07

Non, l'affaire Benalla n'est pas vraiment sans conséquence pour le chef de l'État. Dans le dernier baromètre Ifop/JDD publié ce dimanche 29 juillet, Emmanuel Macron voit sa cote de popularité baisser d'un point, pour s'établir à 39% d'opinions favorables, soit le plus bas score mesuré par cet institut depuis sa prise de fonction.

Si la perte d'un point n'a rien de dramatique, le détail des résultats publiés par l'hebdomadaire a de quoi interpellier l'exécutif. Le JDD indique en effet que le sondage a été réalisé "en deux temps". Une première étude a été faite les 18 et 19 juillet, soit dans les 24 heures qui ont succédé au premier article du Monde sur Alexandre Benalla. Sur cette période, "il gagnait alors 1 point de popularité par rapport à juin", note l'hebdomadaire.

La deuxième phase de l'enquête, opérée entre les 25 et 27 juillet (soit en plein coeur de la polémique), s'avère bien difficile pour Emmanuel Macron. Sur cette seconde période, le chef de l'État dévisse de quatre points, pour s'établir à 37%. "L'impact est donc bien là, même si, une fois les deux vagues reconstituées, le chef de l'Etat est mesuré à 39%", résume l'hebdomadaire. Et ce n'est pas tout. Toujours selon cette étude, la popularité d'Emmanuel Macron s'érode même auprès de ses soutiens, perdant 12 points auprès des sympathisants du MoDem entre les mois de juin et juillet (de 58 à 46%).

Pour se rassurer, le président de la République peut se tourner vers le sondage Harris Interactive réalisé de mardi à jeudi et publié samedi dans lequel sa cote de confiance (et non de popularité) gagne deux points. Le HuffPost 29.07

[Dans la guerre des clans au sommet de l'oligarchie, c'est celui qui incarne le mieux leurs intérêts collectifs qui l'emporte.](#)

- Trump-Poutine: déminage à tous les étages à Washington - AFP 25.07

La Maison Blanche a annoncé mercredi le report du prochain sommet entre Donald Trump et Vladimir Poutine, dans une vaste opération de déminage pour tenter d'en finir avec la polémique incessante née de la première rencontre bilatérale entre les présidents américain et russe. AFP 25.07

- Trump et Juncker désamorcent la crise entre Washington et Bruxelles - AFP 25.07

Donald Trump et le chef de l'exécutif européen Jean-Claude Juncker ont désamorcé mercredi la crise née des tarifs douaniers imposés par les Etats-Unis, annonçant une série de décisions dans l'agriculture, l'industrie et l'énergie dont la portée exacte reste cependant à confirmer. AFP 25.07

L'Agence Française de Propagande (AFP) porte-parole du clan de l'oligarchie opposé à Trump a singulièrement manqué de précision ou édulcoré les faits.

- L'UE a fait des concessions à Trump pour éviter une guerre commerciale - Reuters 26 juillet 2018

Le président américain, Donald Trump, a obtenu de l'Union européenne des concessions commerciales de nature à éviter une guerre commerciale entre les deux blocs, rapporte le Wall Street Journal citant un responsable européen.

Reçu à la Maison blanche, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, et la commissaire européenne au Commerce, Cecilia Malmström, auraient ainsi accepté que l'Union s'engage à importer davantage de soja, qu'elle réduise ses droits de douane dans l'industrie et qu'elle agisse davantage sur les exportations de gaz naturel liquéfié.

Un terrain d'entente a également été trouvé afin de faciliter les exportations du secteur américain d'équipements médicaux.

Citant le responsable européen, qui a assisté à la réunion organisée à la Maison blanche, le Wall Street Journal indique que les deux parties travaillent toujours à l'élaboration d'un communiqué commun susceptible d'aplanir leurs divergences sur l'automobile.

Ces informations ont été saluées à Wall Street où les principaux indices boursiers ont immédiatement amplifié leurs gains. Le Dow Jones a terminé en hausse de 0,68% alors qu'il était presque à l'équilibre quelques minutes auparavant. Reuters 26 juillet 2018

Rappelons aux lecteurs ce qu'ils ignorent en général, c'est-à-dire que l'UE impose des droits de douane ou des taxes sur certaines importations supérieures à celle des Etats-Unis qui réclament un traitement équitable. L'AFP et les médias acquis au clan de l'oligarchie va-t-en-guerre ou le plus extrémiste déforment les faits en sous-entendant exactement le contraire ou en mentant ouvertement (fake news).

Quel clan de l'oligarchie est derrière Trump ? Quand l'institution financière la plus puissante du monde soutient Trump.

- Selon le PDG de Blackrock, Donald Trump a été bon pour l'économie mondiale et "a compris les peurs et les besoins des gens"
- cityam.com 26.01.2018

S'exprimant sur le programme Today de la BBC Radio 4, Larry Fink a déclaré que Trump "a été bénéfique pour l'économie américaine, et qu'il a donc été bénéfique pour l'économie mondiale".

On a également demandé au patron de Blackrock s'il avait des inquiétudes au sujet du bruit protectionniste provenant de l'administration américaine.

Fink a déclaré: "Je suis convaincu que la mondialisation a été bénéfique pour plus d'êtres humains que jamais auparavant.

Cela ne signifie pas que les gens n'ont pas été laissés pour compte au Royaume-Uni ou laissés pour compte aux États-Unis. Pour certains d'entre eux, la mondialisation n'a pas été bonne, et je pense que c'est la raison pour laquelle nous avons eu le Brexit, je pense que c'est la raison pour laquelle nous avons eu l'élection de Donald Trump.

Donald Trump a compris les peurs et les besoins des gens. "

Fink a ajouté que Trump "croit qu'il a pour mission de rendre l'Amérique encore plus belle, et si vous regardez tous ses comportements, il essaie de l'exécuter".

"Que je sois d'accord ou pas d'accord, il essaie de l'exécuter", a déclaré Fink.

Le patron de Blackrock a dit qu'il ne pensait pas qu'il était inapproprié de redessiner "certains de ces traités qui étaient si asymétriques". cityam.com 26.01.2018

Pourquoi Trump bénéficie-t-il du soutien des oligarques les plus puissants ?

La réforme fiscale de Donald Trump consistant à alléger les taxes sur les entreprises, revient en réalité à accroître la fortune des actionnaires au détriment du reste de la population.

Le Monde - Selon les calculs de la banque JPMorgan, cités par le Financial Times, l'essentiel de cet argent va surtout permettre aux entreprises de racheter leurs propres actions. Une manière de rendre l'argent aux actionnaires, alternative au versement de dividendes et plébiscitée par toutes les grandes sociétés américaines. En 2016, elles ont ainsi racheté pour plus de 530 milliards de dollars d'actions, puis pour 557 milliards en 2017. Ce chiffre devrait exploser à plus de 800 milliards de dollars (647 milliards d'euros) cette année. Du jamais-vu. Au total, si l'on cumule les dividendes et les rachats d'actions, on parvient à la somme vertigineuse de 1 200 milliards de dollars, soit à peu près la capitalisation boursière cumulée des 40 plus grandes entreprises françaises.

Selon les analystes de la banque Goldman Sachs, en 2018 les firmes américaines devraient accroître leurs investissements et frais de recherche de 11 % et la rémunération des actionnaires de 22 %. Ces derniers applaudissent à cette manne qui tombe du ciel, et ils continuent de soutenir la Bourse de Wall Street à un niveau historique. Mais ce transfert massif de l'argent public vers la poche des actionnaires comporte de grands risques pour l'économie et la société.(Source : Le Monde 16.04.2018)

L'alternance dans la continuité... Ce qui doit se passer dans leurs têtes.

La guerre, c'est bien, cela permet de s'enrichir rapidement, mais elle ne peut pas durer indéfiniment, et puis ce n'est pas le seul moyen pour s'enrichir toujours plus... On la fait si on estime que c'est nécessaire, sinon on passe à autre chose, rien n'empêche d'y revenir dans l'avenir, cette option n'est pas compromise ou abandonnée, loin de là, elle est juste suspendue et toujours disponible, pas de quoi en faire un drame ou une dépression...

Et puis il est toujours possible de justifier l'augmentation des dépenses militaires, par exemple pour renouveler le stock de matériel militaire (Navires, avions, matériel roulant, etc.) devenu obsolète sachant que les nouvelles armes coûtent toujours plus chères, sans avoir besoin de s'inventer perpétuellement une menace ou un ennemi si cela nuit à nos intérêts, sachons faire preuve d'un peu de souplesse d'esprit, gardons notre sang froid, soyons optimistes, voyez comme les affaires s'annoncent florissantes avec Trump.

Allez, la guerre continue et les affaires aussi...

Ils osent tout.

- Nicaragua: une ONG exhorte Ortega à démanteler les groupes paramilitaires - AFP 27.07

- Trump menace la Turquie de sanctions si elle ne libère pas un pasteur américain - AFP 27.07

- Des dissidents russes trouvent refuge en Lituanie - AFP 27.07 Une centaine de ressortissants russes cherchent l'asile politique en Lituanie, intégrée de force à l'Union soviétique avant de devenir un membre résolument pro-occidental de l'Union européenne et de l'Otan et ouvertement critique à l'égard du Kremlin.

Au moins on sait qu'il n'est pas le seul dans ce cas-là.

- Erdogan qualifie Israël d'État « le plus fasciste et raciste au monde » - LePoint.fr 24 juillet 2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Les militaires russes remercient Tsalal pour avoir frappé Daech en Syrie - Sputnik 26.07

Après des informations sur la frappe d'Israël contre un système de tir en Syrie, la Défense russe a annoncé qu'il s'agissait d'une provocation de Daech*, censée engendrer une contre-attaque israélienne sur les positions de l'armée syrienne, et a remercié Tsalal pour ses actions.

Israël attaque un système de tir syrien qui a lancé deux roquettes Les terroristes de Daech* ont pilonné le territoire de l'État hébreu ce mercredi et ont été éliminés par les forces armées israéliennes, a affirmé le ministère russe de la Défense.

«Le 25 juillet aux environs de 21h30 (20h30 heure de Paris) les terroristes de Daech* ont tiré des roquettes contre le territoire israélien depuis les localités de Nafa et de Shadjara (dans la province de Quneitra), tentant de provoquer ainsi une frappe des troupes israéliennes contre les positions de l'armée gouvernementale syrienne».

«Tous les terroristes et systèmes de tir ont été rapidement détruits grâce à une contre-attaque de précision de l'aviation et de l'artillerie de l'Armée de défense d'Israël», a précisé le ministère.

Sukhoi en flammes: une vidéo montrant vraisemblablement l'avion abattu par Israël publiée Le commandement des troupes russes en Syrie a remercié les militaires israéliens pour avoir frappé les positions des terroristes et avoir empêché leur grande provocation. Sputnik 26.07

Pakistan

Le candidat de l'armée au pouvoir.

Imran Khan : un champion populiste prend la tête du Pakistan - liberation.fr 27.07

C'est un peu comme si Cristiano Ronaldo devenait Premier ministre. Vingt-six ans après avoir offert au Pakistan sa seule victoire en Coupe du monde de cricket, Imran Khan a remporté mercredi les élections générales. Et enfilé pour la seconde fois son costume préféré, celui de héros national. Le Pakistan, deuxième pays musulman au monde avec 207 millions d'habitants, se retrouve donc avec un ancien play-boy international à sa tête. A 65 ans, les excès ont eu raison de ses traits ravageurs. Les nuits en boîte avec Mick Jagger ne sont plus qu'un souvenir, comme son mariage avec une héritière britannique d'origine juive qui faisait les délices de la presse people. L'homme chante désormais les vertus de la charia et vient de se marier pour la troisième fois avec une voyante qui porte le voile.

Avant la tombée des premiers résultats, le chef de la puissante Ligue musulmane (PML-N), Shahbaz Sharif, dénonçait «des fraudes si flagrantes que tout le monde s'est mis à pleurer», et a annoncé qu'il rejetait les résultats. Jeudi, Imran Khan a revendiqué la victoire, sans qu'on sache si le PTI sera majoritaire ou aura besoin de former une coalition pour gouverner.

Tous les autres partis crient pourtant à la triche. Le processus électoral a été entaché par la présence, mercredi soir, dans tous les bureaux de vote, de représentants de l'armée qui ont fait sortir les observateurs des partis au moment du dépouillement, au mépris de la Constitution. Pour le chercheur Christophe Jaffrelot, auteur du Syndrome pakistanais, l'immixtion de la très puissante armée pakistanaise, qui a dirigé le pays jusqu'en 2008, était prévisible : «Le but des militaires était d'éviter que Nawaz Sharif ait un deuxième mandat et qu'un pouvoir civil fort s'installe au Pakistan. On est sorti de la démocratie libérale pour tomber dans une forme de mascarade.» Imran Khan a balayé les accusations, mises sur le compte des «médias indiens».

Pourtant, l'homme qui promet «un nouveau Pakistan» n'est pas un modèle d'intégrité. Il partage avec Donald Trump la richesse et la célébrité, le narcissisme et l'amour des réseaux sociaux, mais aussi l'inconstance, le populisme et l'inexpérience politique. Les très médiocres résultats de son parti, qui dirige depuis 2013 la province du Khyber Pakhtunkhwa en coalition avec le parti islamique Jamaat-i-Islami, laissent sceptique sur sa capacité à «vaincre la corruption et le terrorisme en quatre-vingt-dix jours», comme il l'a promis. Et ses flirts répétés avec les extrémistes lui ont aussi valu le surnom de «Taliban Khan». Mais selon Jaffrelot, l'ampleur de ces contradictions ne dérange pas ses électeurs de la classe moyenne : «Comme lui, ils sont d'un côté attirés par la modernité et la liberté, et de l'autre se raccrochent à des traditions réaffirmées au nom du nationalisme ethnoreligieux devenu un idiome universel.»

Dans son premier discours mis en ligne sur le Web, l'ex-champion, qui vit dans une immense propriété tape-à-l'œil avec parc et piscine sur les hauteurs d'Islamabad, a promis de défendre la veuve et l'orphelin, de redresser l'économie «tombée dans les abîmes», de réformer le système de santé et l'éducation. liberation.fr 27.07

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Le gouvernement sucre la prime d'activité aux travailleurs invalides - capital.fr

"Un nouveau mode de calcul de la prime d'activité est appliqué depuis le 1er juillet. Les travailleurs qui touchent une pension d'invalidité en subissent les conséquences de plein fouet. "Je veux partager le témoignage d'une mère de famille célibataire, conseillère clientèle à mi-temps car son handicap ne lui permet pas de travailler plus. Elle perçoit une pension de 726 euros par mois et entre 600 et 700 euros de salaire. Elle va perdre à partir de ce mois sa prime d'activité de 140 euros par mois". capital.fr

Etats-Unis

- Aux Etats-Unis, le nombre de travailleurs de plus de 85 ans atteint un record - RFI 07.07.2018

"On les voit rendre la monnaie dans les petites cabines de péage d'autoroute, animer des stands dans les supermarchés, ou faire le ménage dans les bureaux. Ils ont pourtant dépassé depuis longtemps l'âge de la retraite. Le nombre de personnes de plus de 85 ans qui occupent un emploi n'a cessé d'augmenter depuis dix ans aux États-Unis." RFI 07.07.2018

[Haut de page ↗](#)



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries août 2018

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er août 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Causerie au format pdf (9 pages)

Plus on est de fous... et moins on rit ou tant qu'il reste du riz, on s'en fout !

Comment cela ne vous fait pas marrer ? Pourtant cela ne rend pas constiper, bien au contraire, à condition d'être épicé cela rend même de bonne humeur et en prime c'est aphrodisiaque paraît-il, paradisiaque n'exagérons pas.

Par les temps qui courent on se soulage comme on peut, de toutes manières on n'arrivera jamais à rivaliser avec les bas-fonds de la fine équipe de l'Elysée dont les miasmes empuantissent l'atmosphère. Il faut bien vivre ou plutôt survivre. .

C'est valable pour l'augmentation de la démographie mondiale, mais aussi pour les réseaux numériques...

Une bonne nouvelle tout de même, il paraîtrait que les jeunes se lassent rapidement de Facebook...

Comment donner un sens à sa vie dans une société aussi pourrie ? C'est la question qui devrait tarauder chacun, non ? En combattant pour en changer. En embringuant les jeunes et les moins jeunes dans des associations, ils les entraînent à collaborer avec cette société abjecte au lieu de la rejeter pour en changer. Votre inconscience individuelle fait notre malheur collectif, pensez que c'est seulement collectivement que nous nous en sortirons. Seule une issue politique partagée par le plus grand nombre permettra de mettre un terme à ce cauchemar.

Personne ne peut s'en sortir individuellement, pas même les riches qui ne doivent pas servir de modèles. Ils seraient presque plus à plaindre qu'à envier pour être aussi dégénérés que les aristocrates hier au crépuscule de l'Ancien Régime. Ils s'emmerdent grave pour poser leurs culs sur les gradins d'un court de tennis de Roland Garros et suivre la baballe voler d'un côté et de l'autre du filet, ou regarder un match de football sur leur yacht ancré dans la baie de Cannes entourés de leurs putains au sourire hébété.

[Lobotomisation. L'art d'enseigner la soumission ou de créer des imbéciles heureux.](#)

- Les "cours de bonheur" font leur arrivée dans les écoles indiennes - Le HuffPost 30 juillet 2018

Pour des centaines de milliers d'enfants indiens, la rentrée a eu un goût un peu différent. Rentrés en classe à la mi-juillet, les

écoliers de la région de Delhi ont une nouvelle matière au programme: le cours de bonheur .

Inspirées par l'État voisin du Bhoutan qui inventait en 2009 le "bonheur national brut", les autorités de cette région très dynamique de l'Inde veulent enseigner aux enfants à être heureux. Pour cela, ils auront 45 minutes par jour dédiées à la relaxation, la méditation et l'échange...sans cahier, sans stylo et sans notes. Une démarche appuyée par le Dalaï-Lama, comme le rapporte le Washington Post. Le HuffPost 30 juillet 2018

Avec des références pareilles, c'est que le pire est à venir.

Cela me rappelle ce directeur de marketing, un familier de la famille Gandhi vivant dans la banlieue de Delhi à qui j'avais donné des cours particuliers de français il y a longtemps déjà, son père avait été ambassadeur au Sénégal, son épouse était rédactrice dans une revue économique. Il m'avait dit qu'hormis quand il était cloîtré chez lui où il se sentait bien, dès qu'il franchissait la porte de son appartement c'était l'enfer. Depuis la situation n'a fait qu'empirer.

Sur 1,4 milliard d'Indiens, combien peuvent se dire heureux ? Même pas les plus riches qui doivent vivre dans des ghettos, personnellement je n'en connais pas, des Indiens heureux. Alors comment faisons-nous ? On se force, on feint, on procède par abstraction, et puis cela ne dure jamais plus qu'un rictus ou une grimace. Mes rapports avec eux se bornent à observer leurs visages, je les connais bien.

J'ai quand même parler politique et syndicalisme avec un postier ce matin. Comment résister au néolibéralisme sinon en luttant avec et dans les syndicats... Il m'a dit que le gouvernement voulait réduire le nombre de fonctionnaires dans tous les services, je lui ai répondu que c'était la même chose en France et partout dans le monde. Il m'a dit aussi que les partis communistes étaient devenus pourris, je lui ai répondu que c'était aussi le cas en France depuis des lustres... On s'est quitté sur une poignée de main fraternelle. C'est peu, mais cela fait du bien.

France. Quelques indices économiques.

Atlantico.fr - ...(En France) la demande intérieure pour les produits manufacturés est aujourd'hui au même niveau qu'en l'an 2000, alors que sur la même période la demande de services a augmenté de 40%.

...même aux États-Unis et au -Royaume-Uni, pays où les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont les plus développées, l'emploi dans ce secteur ne représente que 3,4% de l'emploi total (2,5% en France). L'idée selon laquelle le développement des start-up, des emplois dans le numérique, va régler le problème de la bipolarisation des marchés du travail relève de la grande illusion. Atlantico.fr le 29 Juillet 2018

France. La médiocratie au stade terminal.

- Jamel Debbouze révèle avoir décliné un poste au gouvernement - LeParisien.fr 29 juillet 2018

Il ne manquait plus que le dîner de cons.

- Macron convie le gouvernement à dîner mercredi - Reuters 30.07

... et une voyante qui ose tout.

- Julie Gayet voit "une vraie attente" autour de Hollande - L'Express.fr 30.07

Selon l'actrice, compagne de l'ancien président socialiste, "beaucoup de gens espèrent son retour" en politique. L'Express.fr 30.07

...plus niaise tu meurs !

- "Il me fait beaucoup rire": Julie Gayet évoque l'humour "légendaire" de François Hollande - Le HuffPost 30.07

Benalla poubelle.

- Une deuxième enquête vise Benalla, une nouvelle vidéo fragilise sa défense - LeParisien.fr 31 juillet 2018

- Une nouvelle vidéo accablante - Liberation.fr 31.07

- Affaire Benalla : une nouvelle enquête ouverte pour d'autres violences commises le 1er mai à Paris - Franceinfo 31.07

Le parquet de Paris a annoncé, lundi 30 juillet, l'ouverture d'une nouvelle enquête dans l'affaire Benalla, pour d'autres violences commises le 1er mai dans la capitale. Il s'agit cette fois de faits qui se sont déroulés au Jardin des plantes, quelques heures avant les heurts survenus place de la Contrescarpe. Cette enquête a été ouverte après les plaintes de deux jeunes de 23 et 24 ans affirmant avoir été victimes d'une interpellation musclée.

Des images ont été diffusées par Libération. Sur cette vidéo, on distingue trois personnes qui "ressemblent fortement" à Alexandre Benalla, Vincent Crase (un gendarme réserviste salarié de La République en marche) et Philippe Mizerski (policier chargé d'encadrer Alexandre Benalla le 1er mai), a indiqué Grégory Saint-Michel, l'avocat de la jeune femme, à franceinfo.

La scène se passe dans l'après-midi du 1er mai. Les deux jeunes manifestants quittent le cortège, où les violences commencent à éclater et traversent le jardin des Plantes. Ils croisent trois personnes qu'ils pensent être des policiers et qui leur indiquent le chemin à prendre. Mais l'une d'elle s'aperçoit que la jeune femme filme avec son téléphone portable. "À partir de ce moment-là, quelqu'un a sauté sur elle, l'a ceinturée, l'a plaquée contre un arbre pour essayer de lui prendre son portable, lui demandant d'arrêter de filmer", raconte son avocat. Toujours selon Grégory Saint-Michel, la personne a effacé les vidéos prises par la jeune femme. Franceinfo 31.07

Précision.

Vincent Crase, doté d'un brassard police, leur indique la sortie, puis la vidéo s'interrompt, la jeune femme tenant le téléphone étant manifestement violemment bousculée. Libération cite le témoignage du jeune homme interpellé à cette occasion, selon lequel son amie a été "ceinturée d'une façon très violente", possiblement par Vincent Crase selon un témoin. Reuters 31.07

Dans une interview donnée ce dimanche au JDD, après les révélations de Libération, Alexandre Benalla a démenti avoir participé à une quelconque interpellation au Jardin des Plantes. "J'étais derrière les policiers en tant qu'observateur, on peut le voir distinctement, je n'ai ni casque, ni brassard, ni radio", assurait-il au Journal du Dimanche. Ce que cette nouvelle vidéo semble donc contredire. francetvinfo.fr 31.07

Une histoire glauque...

- L'arsenal impressionnant d'Alexandre Benalla - LePoint.fr 30 juillet 2018

Trois pistolets Glock, un fusil à pompe : sans appartenir au GSPR, le jeune chargé de mission était pourtant doté des mêmes armes de poing. Les 3 armes de poing sont des Glock 17, 26 et 19.

Pour se conformer à son contrôle judiciaire, le garde du corps d'Emmanuel Macron a remis ce matin ses armes à la justice. En effet, lors de la perquisition effectuée à son domicile par les policiers de la brigade de répression de la délinquance à la personne, un service de la police judiciaire parisienne, Alexandre Benalla avait prévenu ses hôtes : s'il possède bien des armes, elles sont en lieu sûr pour « éviter qu'elles soient volées en cas de cambriolage », s'était-il justifié devant les policiers. Il s'est donc rendu au TGI de Paris pour remettre ses armes au juge d'instruction, qui les a immédiatement placées sous scellés judiciaires. Selon nos informations, il lui reste une arme en dotation qu'il doit également remettre à la justice. LePoint.fr 30 juillet 2018

Provocation d'un nervi. On avait deviné que le macaron ne s'était pas fait tout seul...

- Alexandre Benalla: personnalités et anonymes indignés par la Une "pathétique" du JDD - HuffPost 29.07

"Ce que j'ai fait pour Macron." Alexandre Benalla accorde, avec son interview dans le JDD ce dimanche 29 juillet son troisième entretien en quatre jours dans un grand média national. Après Le Monde, le 20 heures de TF1, c'est donc dans Le Journal du Dimanche que l'ancien collaborateur de l'Élysée mis en examen pour "violences en réunion" livre une nouvelle fois "sa vérité."

"J'ai dit que j'étais prêt à démissionner. On m'a répondu que ce n'était pas la peine", explique Alexandre Benalla qui ajoute que la présidence a "utilisé" le recel présumé d'images de vidéosurveillance qui lui est reproché pour "couper court" au "scandale" et engager une procédure de licenciement le 20 juillet à son encontre.

Et la couverture du JDD, parfois accusé de complaisance à l'égard d'Emmanuel Macron ne passe pas chez tout le monde. On y voit Alexandre Benalla, en costume, rasé, lunettes de vue sur le nez, les bras croisés, semblant s'adresser directement aux lecteurs à côté des mots "ce que j'ai fait pour Macron." "Une formule et une Une qui resteront culte, Pulitzer de la Com" pour le journaliste et président du Festival de Cannes Pierre Lescure qui se lâche sur son compte Twitter. HuffPost 29.07

...et théoricien du complot !

- Dans un long entretien au «JDD», l'ex-collaborateur de Macron persiste sur sa ligne de défense : il assure n'avoir commis aucune infraction pénale et entretient l'hypothèse d'un complot. Liberation.fr 29.07

Et Crase la vermine à la poubelle...

- Affaire Benalla : Castaner annonce une procédure de licenciement contre Crase - Le Parisien 31 juillet 2018

... avec Macron !

- Avec l'affaire Benalla, le "nouveau monde" vanté par Macron a pris du plomb dans l'aile - Le HuffPost 31.07

Avant de refermer le couvercle de la poubelle de la Ve République, les invités se bousculent...

- Le PC et LFI voteront la motion de la droite, pas l'inverse - Reuters 31 juillet 2018

Les députés du Parti communiste et de La France insoumise ont annoncé mardi qu'ils voteraient, en plus de leur propre motion de censure, celle défendue par Les Républicains, lesquels ont en revanche décidé de ne pas souscrire à celle de la gauche. (Pour ceux qui ne savaient pas encore quelle était la véritable nature de la gauche : de droite ! Ils n'ont vraiment aucun scrupule, aucun principe, aucune dignité, ils se sont vendus corps et âmes au régime. - LVOG)

Les deux textes dirigés contre le gouvernement, sommé de s'expliquer sur l'affaire Alexandre Benalla et ses suites, n'ont de toute façon aucune chance d'aboutir compte tenu du rapport de forces à l'Assemblée nationale, largement favorable à La République en marche (LaRem) et au MoDem. (Ils ne loupent pas une occasion de légitimer les institutions antidémocratiques de la Ve République. - LVOG)

Les signataires de la motion de gauche dénoncent une "obstruction au bon fonctionnement de la commission d'enquête parlementaire" sur le dossier Benalla et ceux de la motion de droite accusent la majorité de ne pas vouloir "faire toute la transparence sur cette affaire". (Commission présidée par une députée LREM qui ne voulait pas "faire toute la transparence sur cette affaire", non, sans blague ! Elle aurait eu tort de se gêner, sachant que ces raclures de gauche sont eux-mêmes des imposteurs que la transparence effraie par dessus tout. - LVOG)

En dépit des convergences entre les deux motions, le groupe LR, le plus important au sein de l'opposition se refuse à mêler ses voix à celles de la gauche. (Convergences et collusion. - LVOG)

"Je n'aime pas la confusion des genres, je n'aime pas les alliances de circonstance", a justifié le député Damien Abad, vice-président du parti, sur franceinfo. (Un consensus permanent où chacun garde son masque, c'est mieux. - LVOG) Reuters 31 juillet 2018

ACTUALITE EN TITRES

[L'amnésie du directeur de conscience des barbares du Front al-Nosra qui ont "fait du bon boulot" en Syrie.](#)

- Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères pendant 4 ans, dit n'avoir jamais entendu parler de l'affaire Lafarge en Syrie - Le HuffPost 31.07

Ils osent tout

- Julien Dray «L'affaire Benalla est un révélateur de l'exercice du pouvoir» - Liberation.fr 30.07

- "Fake news": le patron du New York Times met Trump en garde - AFP 30.07

ACTUALITÉ DU JOUR

[Des rats ! Ils ne veulent rien donner, il faut tout leur prendre !](#)

- Saint-Tropez : sollicités, les propriétaires de yachts refusent d'aider financièrement les sauveteurs en mer - M6info 30 juillet 2018

Depuis la mi-juin, le canot de la Société Nationale de Sauvetage en Mer (SNSM) de Saint-Tropez est immobilisé à quai. La raison ? Le bateau est en panne, et les sauveteurs n'ont pas le budget nécessaire pour effectuer les réparations, comme l'a révélé Var-Matin.

Alors pour assurer le sauvetage de navires en détresse pendant la période estivale, les bénévoles de la station SNSM ont eu une idée : solliciter les grands fortunes du coin propriétaires de yachts amarrés à Saint-Tropez.

Mais quasiment aucun d'entre n'a daigné répondre à leur appel. "On a demandé à tous les propriétaires importants de bateaux ici – le CAC 40 : Arnault, Pinault, Lagardère... – et à des sociétés", a expliqué dans les colonnes du quotidien local Pierre-Yves Barasc, le président de la station de la SNSM Saint-Tropez. "On n'a eu aucun retour, sauf une promesse jamais tenue. Un seul bateau, loin d'être le plus gros, a donné 10.000 euros. Si 30 personnes en avaient fait autant...on aurait pu avancer plus vite", regrette-t-il. M6info 30 juillet 2018

[Le groupe Bilderberg se fissure ou prend partie pour le clan opposé à celui de Trump.](#)

- Fake news": le patron du New York Times met Trump en garde - AFP 29 juillet 2018

Le patron du prestigieux New York Times a révélé dimanche avoir vigoureusement mis en garde Donald Trump sur ses attaques répétées contre la presse lors d'une rencontre à la Maison Blanche, qualifiant son discours sur les "Fake news" de "dangereux et nuisible".

C'est le président américain lui-même qui avait révélé un peu plus tôt dans un tweet avoir discuté de fausses informations avec Arthur Gregg (A.G.) Sulzberger, directeur de la publication du New York Times, que M. Trump prend régulièrement pour cible de ses critiques.

"Avons passé beaucoup de temps à parler des vastes quantités de Fake News qui sont publiées par les médias et comment ces Fake News se sont métamorphosées en une phrase, "Ennemi du peuple". Triste!", a-t-il tweeté.

Donald Trump qualifie régulièrement de Fake News (fausses informations) les médias généralistes américains qui, pour la plupart, se montrent très critiques sur sa présidence.

Ce tweet a conduit M. Sulzberger à publier un communiqué sur cette rencontre, qui était supposée rester confidentielle comme toutes les réunions que les dirigeants des grands médias américains ont régulièrement avec les responsables du gouvernement.

A.G. Sulzberger, 37 ans, a précisé avoir rencontré le président septuagénaire le 20 juillet, à la demande de la Maison Blanche, accompagné du responsable de la page éditoriale du journal, James Bennet.

Il a ajouté avoir décidé de répondre publiquement au tweet de M. Trump, en se basant sur les notes détaillées prises par James Bennet et lui-même.

"Mon objectif principal en acceptant cette rencontre était de soulever mes inquiétudes au sujet de la rhétorique anti-presse extrêmement troublante du président", a expliqué celui qui a succédé début 2018 à son père Arthur Ochs Sulzberger comme directeur de la publication du Times.

"J'ai dit franchement au président que je pensais que son discours n'était pas seulement facteur de division mais qu'il était de plus en plus dangereux", a-t-il ajouté dans ce communiqué transmis à l'AFP. (Division de l'oligarchie. - LVOG)

"Je lui ai dit que bien que l'expression "Fake News" soit fausse et nuisible, j'étais beaucoup plus préoccupé par sa façon de caractériser les journalistes comme des "ennemis du peuple". (Ce qu'ils sont effectivement. - LVOG)

- Journalistes menacés -

"Je l'ai prévenu que ce langage incendiaire contribuait à une augmentation des menaces contre les journalistes et allait inciter à la violence", a poursuivi le patron du NYT, précisant avoir insisté sur le fait que "c'est particulièrement vrai à l'étranger". (Il menace Trump de recourir à la violence si nécessaire pour qu'il infléchisse sa politique. - LVOG)

"La rhétorique du président est utilisée par certains régimes pour justifier des répressions d'ampleur contre les journalistes", a-t-il dénoncé. (Comme si ils avaient attendu Trump. - LVOG)

"Je l'ai imploré de revenir sur ses vastes attaques contre le journalisme, que je pense être dangereuses et nuisibles pour notre pays", a ajouté M. Sulzberger tout en précisant que le président américain avait bien sûr le droit comme ses prédécesseurs de critiquer la façon dont la presse relate son action.

M. Trump ne pouvait pas laisser le New York Times avoir le dernier mot: dans une série de tweets dimanche après-midi, le président américain a lancé de nouvelles attaques contre la presse, affirmant que ce sont les médias qui "mettent des vies en danger, et pas seulement celles de journalistes (...) en révélant des délibérations internes de l'administration". "Le défaillant New York Times et le Washington Post d'Amazon ne font rien qu'écrire de mauvais articles, même sur des réussites très positives, et ils ne changeront jamais!", a-t-il ajouté. (Cette attaque est frontale. Trump prend de gros risques, certains journalistes évoquent une liquidation physique. - LVOG)

Le New York Times fait partie des médias les plus souvent attaqués par Donald Trump, avec la chaîne CNN et le Washington Post, propriété du patron d'Amazon Jeff Bezos.

Les diatribes contre la presse font partie du cocktail idéologique du milliardaire républicain qui cherche à décrier les élites, dont la presse, selon lui éloignées des préoccupations du pays. (Je pense plutôt que c'est un procédé habile pour faire parler de lui et faire passer sa politique par les médias, parce que les élites n'ont pas non plus attendu Trump pour se vautrer dans la fange. - LVOG)

Une polémique a opposé la semaine dernière CNN à la présidence américaine qui avait refusé à l'une de ses journalistes l'accès à la Maison Blanche pour une conférence de presse du président américain et du président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker.

Le New York Times occupe cependant une place à part pour Donald Trump. Né à New York, ville où il a construit son succès dans les affaires, c'est probablement le journal qu'il connaît le mieux. C'est à lui aussi qu'il avait accordé l'une de ses premières grandes interviews peu après son élection. (L'AFP veut rabibochoer tout le monde ! - LVOG) AFP 29 juillet 2018

Totalitarisme. Collusion et censure.

- L'Union européenne met sous pression les réseaux sociaux - Les Crises 30 juillet 2018

Extrait. L'UE a mis jeudi sous pression les réseaux sociaux et les plateformes, tels Facebook et Twitter, pour qu'ils luttent davantage contre la désinformation en ligne. Bruxelles n'exclut pas de proposer fin 2018 des mesures réglementaires, si nécessaire.

Lors d'une conférence de presse à Bruxelles, la commissaire européenne à l'Economie numérique, Mariya Gabriel, a insisté pour "donner une chance aux réseaux sociaux et aux plateformes en ligne de résoudre le problème une fois pour toute".

L'exécutif européen propose aussi de soutenir la création d'un réseau indépendant de vérificateurs de faits et une série de mesures visant à stimuler un journalisme de qualité et à promouvoir l'éducation aux médias.

Ces propositions ont été élaborées après un rapport d'un groupe de travail, mis sur pied en janvier et constitué de 40 représentants de grands médias européens (RTL, Mediaset, Sky News), de la société civile (RSF) et des géants technologiques (Facebook, Twitter et Google), d'universitaires ainsi que de journalistes, y compris un représentant de l'AFP. Les Crises 30 juillet 2018

Totalitarisme. Pudibonderie et oppression.

Ils ont osé censurer Rubens, Delacroix et Courbet.

- Belgique : la drôle de réaction d'un musée après la censure d'un tableau par Facebook - Franceinfo 30 juillet 2018

Que faire lorsque Facebook censure l'une de vos œuvres d'art ? En Belgique, la maison Rubens, à Anvers, a trouvé la solution après la censure d'un tableau du peintre. Ce dernier montre le Christ presque nu, ce qui n'a pas plu au réseau social. Pour protester, le musée a fait circuler de faux agents de sécurité pour écarter les visiteurs des tableaux "trop osés". Ils interrogent les touristes : "Avez-vous un compte sur un réseau social ?"

Protéger les utilisateurs de Facebook de la nudité

Ces agents en uniforme du FBI (pour FaceBook Intelligence) demandent à ceux qui confirment utiliser le réseau social de s'écarter des tableaux montrant un nu, pour leur propre bien, évidemment. Ce n'est pas la première fois que Facebook censure une œuvre d'art : on peut citer La Liberté guidant le peuple de Delacroix ou encore L'Origine du monde de Gustave Courbet. Franceinfo 30 juillet 2018

Et simultanément ils rendent la pornographie accessible à tous ! On a affaire à des tyrans. Demain ce sera la philosophie, la littérature, le théâtre, etc. Ils finiront par les partis politiques et les syndicats et un régime fasciste sera instauré.

Et nous, que faisons-nous face à cette menace ? On se disperse, on polémique, on s'ignore, au lieu de nous rassembler et élaborer une stratégie pour les abattre...

[A bas l'Etat juif ! Ahed est une brave fille, ne change rien surtout.](#)

- Aucun regret pour une jeune Palestinienne après huit mois dans une prison israélienne - AFP 30.07

"Ma vie a énormément changé mais je n'ai rien fait de mal que je puisse regretter", a affirmé lundi à l'AFP Ahed Tamimi, l'adolescente palestinienne devenue icône de la résistance à l'occupation israélienne après huit mois en prison pour avoir giflé deux soldats. AFP 30.07

Je considère les Palestiniens comme des prisonniers dans leur propre pays d'invasisseurs et agresseurs soutenus par Washington et toutes les puissances impérialistes.

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

Syrie

- La Syrie libère toute la ligne de démarcation avec Israël - Réseau Voltaire 31 juillet 2018

L'Armée arabe syrienne est parvenue à libérer la totalité de la ligne de démarcation avec Israël qui était occupée par des jihadistes.

L'administration el-Assad confirme que la rapidité à laquelle les derniers combats ont eu lieu est la conséquence des accords Poutine-Trump conclus lors du sommet d'Helsinki du 16 juillet.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, et le chef d'état-major, Valéri Guérassimov, se sont rendus successivement en Europe —malgré l'interdiction d'accès au territoire prononcée contre le général Guérassimov— et en Israël. Ils se sont engagés au respect de la ligne de démarcation israélo-syrienne.

Trois réunions secrètes ont eu lieu entre l'Armée arabe syrienne et l'armée israélienne, sous les auspices de l'Onu et de la Russie.

L'administration Netanyahu a fermé sa frontière à ses collaborateurs qui lui demandaient asile et s'est abstenue de leur faire parvenir des munitions. Elle espère obtenir que l'armée arabe syrienne stationne sans troupes pro-iraniennes le long de sa frontière.

L'armée états-unienne devrait, quant à elle, se retirer de la base qu'elle occupe illégalement à Al-Tanf (frontière jordanienne). Réseau Voltaire 31 juillet 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 2 août 2018

[CAUSERIE ET INFOS](#)

● [Causerie au format pdf \(18 pages\)](#)

[Parole d'internaute à propos du roturier Macron.](#)

1- "Pour ma part je ne vois aucune grandeur dans le personnage, que du vide, aucun courage, aucune sincérité. Tout est faux chez lui, faux semblant, fausse modestie, fausse intelligence. Je ne comprends pas comment des gens peuvent l'entendre et le prendre

au sérieux, ses discours me hérissent le poil, ce sont ceux d'un mauvais acteur, tout est surjoué.

Non seulement le personnage est faux mais aussi la fonction, il ne gouverne pas grand chose au service de la France ou des français. Une pute, pour reprendre le mot de Minc, et de l'un de ses employeurs, caractérisant le métier de banquier d'affaire, voilà de quoi Macron est le nom, prêt à toutes les compromissions pour satisfaire le client. Un fake président avec, hélas, une vraie capacité de nuisance au service des 0,...1% les plus riches."

2- "Macron est un acteur qui lit un texte dans un théâtre « France » où tout est faux, en carton-pâte, où les pouvoirs réels sont partis à Bruxelles, Washington et la City. Macron fait semblant, en l'attente de son cachet dans 4 ans où il sera remplacé par un autre acteur, une femme, car le casting est préparé à l'avance."

3- "La monarchie absolue de droit divin, instaurée par Clovis et largement « améliorée » par ses successeurs au fur et à mesure que le royaume s'agrandissait, n'a été abolie qu'il y a à peine un peu plus de 2 siècles. Et encore, elle a été remplacée à diverses reprises par des régimes plus ou moins républicains, voire carrément monarchiques et/ou dictatoriaux (Vichy pour le plus récent).

Aujourd'hui nous sommes sous un régime semi monarchique instauré par De Gaulle à la suite de son coup d'état de 1958. Et sur le plan économique nous vivons dans un système capitaliste régi par la finance internationale qui se satisfait pleinement du régime politique en vigueur, ce que De Gaulle n'a jamais compris (l'intendance suivra, la politique française ne se fait pas à la corbeille, etc etc). Et pour cela la finance n'a besoin que de simples valets : UE, Merkel, Macron... qui, étant à sa botte, en profitent et font profiter des petits copains pour obtenir certains avantages dont le menu peuple est évidemment privé. Macron n'est ni Sylla ni Caligula, et encore moins Jupiter, c'est simplement un petit pantin qui certes profite allègrement du système, mais que ce dernier mettra à la porte s'il n'obéit plus à son maître."

4- "Le déclenchement de l'affaire Benalla est venu juste après la décision, avec Poutine, de faire transporter par la Russie de l'aide humanitaire en Syrie. Et c'est ce même journal Le Monde qui a maintenu dans le mainstream depuis des années toute la narrative atlantiste sur la vision de la guerre en Syrie."

En complément.

Lu dans : Syrie : Paris et Washington jouent les prolongations ! Par Richard Labévière - prochetmoyen-orient.ch

- Toujours à la pointe de la propagande, le quotidien Le Monde titre : « Deraa, l'étincelle de la révolution syrienne s'est éteinte... » S'ensuit une hallucinante diatribe anti-russe et anti-Bachar relevant davantage du parti-pris idéologique que d'une information maîtrisée, recoupée et responsable. Depuis mars 2011, Le Monde nous annonce le renversement imminent du « boucher de Damas ». La libération de Deraa constitue pour le quotidien, qui n'est plus que l'ombre de lui-même, un cinglant démenti, sinon un cruel retour du réel signifiant que depuis le début de la crise syrienne, Le Monde nous désinforme et nous ment. prochetmoyen-orient.ch

[En famille. Est-ce une injonction ou une menace du porte-parole du "syndicat du crime" ?](#)

- Ne les appelez plus jamais «Gafam - Liberation.fr 1 août 2018

On a coutume de regrouper en un commode syndicat du crime numérique Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft : les Gafa(m). Ces entreprises seraient toutes des menaces pour la démocratie et les libertés. Si leur principal point commun est qu'elles sont dans le secteur des nouvelles technologies et qu'elles représentent les cinq plus grosses capitalisations boursières (935 milliards de dollars pour Apple !), leurs business modèles sont très différents. Liberation.fr1 août 2018

[Macronneries et barbouzeries](#)

Pourquoi les médias-oligarques ont-ils déclenché l'affaire et l'ont-ils entretenue quotidiennement depuis le 18 juillet ?

- Affaire Benalla : Macron réinvente la saga de l'été - Le Point.fr 31.07

De nombreux lecteurs se plaignent apparemment que l'affaire Benalla soit montée en épingle par la presse. De telles récriminations me surprennent. Je suis le premier à critiquer les journalistes, leurs œillères et leurs biais, mais je trouve pour une fois qu'ils font leur travail.

« Ça se contredit, ça crée le doute et ça sent l'enfumage »

Si la presse en fait tant, c'est peut-être aussi que la moindre intervention d'un protagoniste de l'affaire lui redonne du grain à

moudre. Chaque justification rallume l'incendie au lieu de l'éteindre : ça ne colle jamais, ça se contredit, ça crée le doute et ça sent l'enfumage. Entre l'autosabotage de la commission d'enquête au Palais-Bourbon, les trous de mémoire du ministre de l'Intérieur et la défense énigmatique du président qui se plaint d'avoir été trahi, fait applaudir le traître puis crie à la tempête dans un verre d'eau tout en réclamant qu'on vienne le chercher, tout dans cette histoire donne l'impression d'une plomberie qui fuit et d'un mystère inviolé. Le Point.fr 31.07

- La révision constitutionnelle star malgré elle des motions de censure - Le HuffPost 31 juillet 2018

En théorie, c'est d'elle que les députés auraient du débattre pendant cette session extraordinaire. Mais l'examen de la révision constitutionnelle a été suspendue il y a dix jours par l'affaire Benalla.

En réalité, cette réforme n'a jamais été bien loin des discours qui se sont succédés pendant près de trois heures. Car si les opposants à la réforme ont obtenu temporairement une pause dans ce débat, et ont revendiqué à ce titre une victoire, ils réclament l'enterrement définitif. Au minimum, les communistes et la France insoumise réclament qu'un référendum soit organisé pour la voter.

Sur Twitter.

1- Tout comme les LR, la FI se félicite que l'"affaire Benalla" entraîne le report de l'examen de la révision constitutionnelle. C'est donc ça. - Nathalie Loiseau

2- Les choses sont claires : la droite et la gauche conservatrices (affublées de leurs extrêmes) visent l'échec de la réforme constitutionnelle. - Florian Bachelier

3- Les masques tombent : l'opposition voit dans cette affaire #Benalla un prétexte pour refuser la réforme constitutionnelle. Stop à l'instrumentalisation ! - Pascale F. Personne

"Nous ne courberons pas l'échine face à ce projet de révision constitutionnelle qui a été ajourné et que vous seriez bien inspiré d'abandonner", a lancé le président des Républicains à l'Assemblée Christian Jacob estimant qu'il est "urgent de résister à la tendance d'un pouvoir technocratique".

"La France a besoin de contre-pouvoirs. L'Assemblée Nationale est le premier de ces contre-pouvoirs", a repris le député LR qui dénonce depuis des semaines un projet qui va réduire le nombre de députés et ne vas pas redonner du poids au Parlement.

Mais La République en marche aurait tort de balayer les derniers jours d'un revers de main. Car même ses alliés veulent tirer les leçons de l'affaire Benalla. "Ce texte constitutionnel, perfectible, pourra être amélioré à la lumière estivale des événements récents pour que force reste à la loi et que tout pouvoir soit équilibré par des contre-pouvoirs", a lancé à la tribune le député Modem Patrick Mignola.

Son collègue Franck Riester, président du groupe UDI-Agir, a lui aussi dénoncé le fait que depuis trop longtemps "les pouvoirs du Parlement ont été détournés au profit de ceux du président de la République". "Monsieur le premier ministre et Madame la Gardes des sceaux, il est encore temps d'améliorer le contenu des projets de loi, a-t-il estimé. Donnons nous les moyens de garantir mieux la séparation des pouvoirs et l'équilibre des institutions ce qui n'est pas suffisamment le cas dans les textes présentés. Faute d'évolution des textes, notre groupe serait dans l'incapacité à voter la réforme."

En théorie, l'examen doit reprendre à la rentrée. Toutefois la conférence des présidents de l'Assemblée qui établit l'ordre du jour du Palais Bourbon a préféré ne pas évoquer le sujet ce mardi. On ne sait donc pas quand le débat explosif sur la Constitution va reprendre. Il est bien la première victime de cette affaire Benalla. Le HuffPost 31 juillet 2018

Quand la droite détient le pouvoir politique, elle gouverne pour le compte des capitalistes, et quand c'est la gauche qui y est, elle gère les affaires courantes moyennant rémunération et autres avantages en nature en attendant que la droite la remplace et ainsi de suite. La gauche n'est rien d'autre que le supplétif de la droite, elle prend le relais, ils se passent et repassent le témoin et la vie continue comme avant.

Quand ni l'un ni l'autre ne peut faire l'affaire, l'affaire se corse. Ils ont le choix entre recourir au centre constitué d'une alliance d'un pan de la droite et de la gauche qui se retrouveront dans une coalition qui ne veut pas dire son nom pour poursuivre la politique de la droite, et l'extrême droite dont les dirigeants sont si médiocres ou débiles qu'ils hésiteront à deux fois avant de faire appel à ses services sous peine de déclencher une guerre civile qu'ils ne contrôlèrent pas forcément.

En principe, en recourant au centre, ils disloquent la droite et la gauche au profit des extrêmes, l'extrême droite et l'extrême gauche, un risque qu'ils peuvent assumer parce qu'ils sont neutralisés également, c'est ce qu'on peut observer quotidiennement, le centre appliquant une partie du programme de l'extrême droite, tandis que l'extrême gauche liée à la gauche qu'elle a

idéalisée pendant près d'un siècle, est incapable de l'assumer et se déchirent, se divisent à l'infini de sorte qu'elle demeure marginal ou inaudible.

Vous vous souvenez peut-être des causeries dans lesquelles j'insistais sur la nécessité de faire l'inventaire de la lutte de classe depuis au moins 1945, histoire d'y voir plus clair, de remettre chacun à sa place, de repérer les erreurs qui ont été commises ou les trahisons, pour repartir sur des bases saines, et bien à ce jour personne à l'extrême gauche n'a voulu se livrer à cet exercice salutaire, le reste est à l'avenant et il ne faut pas s'en étonner.

Personnellement j'ai préféré rompre avec tous ces courants politiques plutôt que continuer à avaler des couleuvres comme disent certains militants, à un moment donné on n'a plus le choix. Qu'aucun militant, cadre ou dirigeant me rejoigne ou partage mes analyses, peu importe, c'est dommage, je ne cautionnerai plus des dirigeants et des partis qui ont failli ou pire encore, et qui continuent de tenir le même discours comme si de rien n'était, c'est tellement insensé ou grotesque, contraire à ma conception du combat pour le socialisme ou pour notre émancipation, qu'une autre attitude reviendrait à renier mes principes ou mon idéal, les seules choses qui donnent encore un sens à ma vie.

Au lieu de reconnaître nos faiblesses, nos lacunes, nos erreurs, nos errements, on s'est enfoncé jusqu'au cou dans le déni, le mensonge, la mégalomanie, on s'est autodétruit, on a tout abîmé, on a tout gâché. Le sursaut viendra peut-être des nouvelles générations de militants, les autres sont usées, foutues.

En complément

- 61% des Français pensent que Macron doit s'expliquer devant une commission d'enquête - Le HuffPost 01.08

Encore une manipulation ou comment les instituts de sondages vous prennent pour des cons sachant qu'elle ne serait pas indépendante !

- La popularité de Macron au plus bas après l'affaire Benalla - Le HuffPost 01.08

Pour les curieux : 27%.

- Nicolas Hulot dégringole dans le palmarès des politiques préférés des Français - Le HuffPost 01.08

Il est toujours millionnaire au moins ? Ouf !

Voyous, barbouzes, cow-boys, justiciers, miliciens, nervis...

- Benalla et Crase, les deux cow-boys de l'Élysée rattrapés par le colt - Liberation.fr 1 août 2018

Les nouvelles révélations sur les armes détenues par les deux comparses soulèvent de nombreuses questions sur leur acquisition. Et les complicités dont le duo a pu bénéficier.

Un coffre-fort contenant des armes de poing et un fusil à pompe disparaissant mystérieusement du domicile d'Alexandre Benalla juste avant sa perquisition. La confirmation que son compère Vincent Crase portait bien un Glock à la ceinture sans la moindre autorisation lors des manifestations du 1er Mai. Et des pistolets déclarés à la préfecture de police par La République en marche mais portés illégalement à l'extérieur des locaux du parti... Les dernières révélations du Canard enchaîné et du Monde soulèvent de nombreuses questions sur la passion des armes à feu que nourrissaient les deux cow-boys de l'Élysée, et l'impunité dont ils ont pu bénéficier.

Les pistolets de LREM

Des armes ont-elles été détenues illégalement au siège de LREM ? Selon le Monde, trois pistolets, dont un Glock 17, auraient été découverts au siège du parti présidentiel. Des armes «non déclarées», selon le quotidien, qui précise qu'une demande d'autorisation a été envoyée à la préfecture de police mais que celle-ci est restée lettre morte en raison d'un dossier incomplet. La situation est en réalité plus complexe.

Selon nos informations, le parti a bien été autorisé par la préfecture à détenir trois armes au sein de ses locaux afin d'assurer la sécurité des lieux, comme le permet la loi en cas de risque «exceptionnel». Mais la demande était en cours de régularisation en raison du déménagement du siège de LREM, transféré en septembre du sud au centre de Paris. Depuis qu'une enquête judiciaire a été ouverte, il n'y a pas eu de perquisition au siège du parti, mais les policiers de la PJ parisienne, saisis des investigations, se sont fait remettre le 21 juillet des documents relatifs aux conditions dans lesquelles Vincent Crase était autorisé à détenir une arme. Dans ce cadre, comme en attestent des mails entre LREM et la préfecture versés à la procédure, il est apparu que le parti

avait effectivement demandé des autorisations, mais l'information judiciaire doit désormais déterminer si toutes les formalités administratives ont été correctement remplies.

Le Glock 17 de Vincent Crase

Seule certitude : même en cas de feu vert préfectoral, ces armes ne pouvaient en aucun cas quitter les locaux. C'est pourtant bien l'un de ces pistolets, le Glock 17, que Vincent Crase portait à la ceinture lors des manifestations du 1er Mai.

Pendant plusieurs jours, l'ancien gendarme réserviste invité par Alexandre Benalla sur l'opération de maintien de l'ordre a nié l'évidence. Comme l'avait révélé Libé, il était toutefois possible de distinguer assez nettement, sur certaines vidéos, un holster (étui) d'arme à feu et la forme d'une crosse d'arme de poing à la ceinture de Crase ce 1er Mai. Après avoir à nouveau démenti lors de sa garde à vue, il a fini par reconnaître avoir porté un Glock 17 ce jour-là. « Cette arme n'est pas à mon nom, elle appartient à LREM, elle est réservée pour la défense du site LREM », a-t-il précisé face aux enquêteurs, selon le Monde.

Vincent Crase n'a pourtant plus aucune autorisation de port d'arme depuis juin 2017, détail qui ne l'a pas empêché de continuer à s'entraîner dans un stand de tir privé à Paris et de se comporter avec un « vrai sentiment d'impunité », selon un de ses proches, n'hésitant pas à sortir calibré en toute illégalité. « J'ai toujours une arme sur moi, c'est une habitude de travail et de sécurité », s'est justifié benoîtement le comparse de Benalla, dont la présence ce 1er Mai n'avait par ailleurs jamais été déclarée à la direction de la préfecture de police de Paris, comme l'a révélé la commission d'enquête parlementaire.

Mis en examen pour « port prohibé d'arme de catégorie B », Vincent Crase vient d'être licencié de LREM. Mais l'ex-détective privé féru d'armes à feu, également détenteur d'un fusil sans permis selon le Monde, est encore loin d'avoir livré tous ses secrets.

L'armoire forte de Benalla

La scène, savoureuse, a été racontée par le Canard enchaîné. Le 20 juillet, les policiers de la BRDP se rendent à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) pour perquisitionner le domicile d'Alexandre Benalla, placé en garde à vue quelques heures plus tôt. Mais faute de parvenir à crocheter la serrure, ils décident d'apposer un simple scellé sur la porte et de revenir le lendemain matin avec les équipements adéquats. Sauf qu'entre-temps, l'armoire forte contenant trois pistolets et un fusil à pompe Remington s'est brusquement volatilisée. « Elle a dû être emmenée en lieu sûr par une personne », a expliqué sans rire l'ancien chargé de mission d'Emmanuel Macron, évoquant l'intervention d'un « ami » pour justifier cette disparition hallucinante. Selon l'Obs, ce mystérieux émissaire aurait visité son appartement entre le 19 et le 21 juillet afin de mettre certains objets en « lieu sûr », dont les armes à feu. Une volonté de faire le « ménage » simplement destinée, selon Benalla, à éviter toute incursion inopportune à son domicile, notamment de certains journalistes ayant repéré son adresse. Rien à voir, selon lui, avec une bonne vieille opération de barbouzes.

Escroquerie politique. LFI, ces "opposants" qui se fondent dans les institutions de la Ve République.

- « L'affaire Benalla a révélé le manque de pouvoir du Parlement » - Liberation.fr 01.08

Le député La France insoumise de Seine-Saint-Denis Eric Coquerel a toujours été contre le projet de révision constitutionnelle. Après l'affaire Benalla, le texte a été reporté sine die, une décision positive pour l'écu qui juge « impensable d'adopter une loi institutionnelle alors même que les institutions sont mises à mal ». (Sinon il ne serait pas contre, c'est ce que cela signifie, non ? A trop causer, ils se démasquent eux-mêmes ces charlatans. Il aurait préféré que les institutions se portent mieux, quelle noble intention ! Comme dirait l'autre, pour parler vulgairement on en aurait pris davantage dans la gueule, merci monsieur Coquerel. - LVOG)

Dans quelle mesure le report de la révision constitutionnelle est-il lié, selon vous, à l'affaire Benalla ?

Même si je reste convaincu qu'il s'agissait dès le départ d'une mauvaise réforme qui affaiblirait les pouvoirs de l'Assemblée nationale, il est vrai que l'affaire Benalla-Macron rendait son examen impossible. Il est tout à fait impensable d'adopter une loi institutionnelle, alors même que les institutions sont mises à mal, c'est contradictoire. D'ailleurs, cette affaire a souligné deux problèmes : le contournement absolu de l'Etat, de la police et des autres institutions par Emmanuel Macron, en direct de l'Elysée. Elle a également révélé le problème actuel de notre pays, qui est le manque de pouvoir du Parlement. (Non, sans blague, cela dure depuis 1958, il n'en a jamais eu ! Quand je vous dis qu'ils n'en ont rien à foutre de notre sort, en sortant une telle connerie il le prouve. - LVOG)

Que reprochez-vous à ce projet avorté ?

Une réforme qui visait à diminuer encore le pouvoir du Parlement, c'était complètement indécent, surtout dans ces conditions-là. Mais sans Benalla, les oppositions se seraient malgré tout positionnées contre ce projet, car l'affaire révèle qu'on est face à une concentration de pouvoirs au-dessus de toutes les institutions légales. En ce sens, le projet de révision constitutionnelle

cadre totalement avec la façon de faire d'Emmanuel Macron : une vision du pouvoir très dirigiste et personnelle. Cette réforme visait sans nul doute à entériner le souhait du président de la République de contourner encore l'obstacle que peut représenter l'Assemblée nationale dans la réalisation de son projet. S'il voyait cette réforme comme la clôture triomphale de sa première année à l'Elysée, elle a en fait été son premier couac notable. Et cela peut avoir des conséquences sur la suite des réformes qu'il espérait mettre en place. (Que des lieux communs ou parler pour ne rien dire. - LVOG)

Craignez-vous que l'exécutif tente de passer en force les mesures phares (baisse du nombre de parlementaires, non-cumul dans le temps, proportionnelle) qui ne nécessitent pas de modifier la Constitution ?

Le gouvernement serait très mal inspiré de s'embarquer là-dedans. Cela voudrait dire qu'il est complètement rétabli de la crise, et je ne pense pas que ce sera le cas à la fin de l'été. S'il voulait passer en force, il commettrait là une très lourde erreur. D'autant que je ne pense pas que le Sénat le suive : si le débat reprend à la rentrée, je doute que le texte soit adopté par les sénateurs. Jusqu'à maintenant, le Sénat à majorité Les Républicains (LR) hésitait et cette affaire l'a fait basculer dans l'opposition. Cela explique peut-être les déclarations de Richard Ferrand selon lesquelles le gouvernement n'a pas remis l'examen du texte à l'ordre du jour de la rentrée.

Les députés de la majorité se sont dits soudés au sortir de cette séquence. Avez-vous échoué à les faire douter ?

Cette affaire a créé un isolement des macronistes à l'Assemblée. Au début du quinquennat, les marcheurs profitaient de la position floue, voire ambiguë de certains groupes, qui ne savaient pas se situer par rapport à la majorité LREM-Modem écrasante. Je pense notamment au groupe Nouvelle Gauche. Au moment du vote de confiance au gouvernement, ils se sont largement abstenus, alors que les élus UDI-Agir ont voté en faveur du gouvernement d'Edouard Philippe. Les marges, qui faisaient un peu tampon, n'existent plus, elles sont complètement passées dans l'opposition. Liberation.fr 01.08 (Opposition stérile, ainsi le veut la Constitution de la Ve République qui doit être abolie, discours qu'on n'a pas entendu dans sa bouche. - LVOG)

En complément.

- Censure: Philippe dénonce "une instrumentalisation politique" et promet de ne pas "ralentir" - AFP 31.07

- Benalla: Philippe accuse l'opposition de chercher l'immobilisme - Reuters 31.07

Médias alternatifs. Comme ils les aiment finalement les multinationales du CAC40.

- Le véritable bilan annuel des grandes entreprises françaises - bastamag.net 28.06.2018

Extrait. Si l'on regarde la réalité des chiffres et des faits, Danone se situe dans la moyenne en terme de redistribution de ses profits aux actionnaires. Elle fait partie des multinationales tricolores qui possèdent la plus grosse proportion de filiales dans les paradis fiscaux. En terme de rémunérations, elle est l'un des groupes les plus inégalitaires du CAC40. Son effectif en France a chuté de 9% depuis 2010 alors même que son chiffre d'affaires augmentait de 45%. (Normal, il le réalise en très grande partie hors de France! Lire plus loin, ils le disent eux-mêmes ! - LVOG)

Danone contribue à l'envahissement du monde et des océans par le plastique, n'apportant que des réponses partielles et imparfaites en matière de recyclage. Le groupe agro-alimentaire a réduit ses émissions de gaz à effet de serre et affiche des objectifs ambitieux dans ce domaine, mais l'industrie laitière reste l'une des principales sources mondiales de gaz à effet de serre. bastamag.net 28.06.2018

LVOG - Là cela tourne à la chronique des chiens écrasés, excusez-moi, des vaches écrasées ! On pourrait aussi supprimer les vaches et le lait pour atteindre ces " objectifs ambitieux " ! Ils répriment une multinationale, pourquoi, il faudrait en attendre autre chose ? C'est à croire qu'ils les aiment plus qu'ils ne souhaitent leur nationalisation ou socialisation, non ? Ah ces braves révolutionnaires !

- Une multinationale coûte en moyenne 300 millions d'euros par an à la collectivité - bastamag.net 9 juillet 2018

Extrait. Admettons que les politiques de soutien à la compétitivité de nos entreprises soient coûteuses. Sont-elles au moins efficaces ? Les chiffres que nous avons collectés pour le « véritable bilan annuel » suggèrent que non. Toutes les entreprises de notre échantillon (Total, Michelin, Renault, EDF et Sanofi), à l'exception d'EDF, ont vu leur effectif en France diminuer depuis 2010, alors même que leur effectif mondial et leur chiffre d'affaires cumulé croissaient de plus de 10 % sur la même période. Une tendance que l'on retrouve à l'échelle de tout le CAC40, qui a vu ses effectifs en France baisser de 20 % depuis 2010, malgré un chiffre d'affaires en hausse. Sur la même période, les dividendes ont bondi de 44 %. Soit une privatisation des bénéfices, et une socialisation des coûts... bastamag.net 9 juillet 2018

LVOG - On croirait entendre le "produisons français" des staliniens, non ? Eh oui, il y en a qui en sont encore là ! Et quelle en est la signification politique ?

Si au moins les multinationales du CAC40 augmentaient leurs effectifs en France, si au moins elles se montraient encore plus généreuses envers leurs salariés en terme de rémunération et autres avantages, ces derniers mériteraient de figurer parmi l'aristocratie ouvrière... au même titre que ces idiots utiles du régime !

ACTUALITE EN TITRES

Ca baigne ! Je sens que le jour de la révolution approche camarades trotskystes...

Vous aurez compris que je me fous d'eux...

- +18,9 % - Liberation.fr 01.08

C'est la hausse des immatriculations de voitures particulières neuves en France en juillet sur un an, selon des chiffres provisoires publiés mercredi... Liberation.fr 01.08

A chaque impérialiste son près carré.

- Pékin met en garde contre toute ingérence étrangère au Cambodge - Reuters 1 août 2018

- La Turquie menace les Etats-Unis de mesures de rétorsion après les sanctions américaines - AFP 1 août 2018

Stratégie de la tension, du chaos.

- La chute de Maduro "est proche", juge le président colombien - AFP 1 août 2018

- Nicaragua: Ortega rend hommage à l'armée, l'opposition manifeste à nouveau - AFP 1 août 2018

Au lendemain d'une série d'entretiens où il s'est montré inflexible, le président nicaraguayen Daniel Ortega rend hommage mardi à l'armée, restée pour l'heure en marge de la crise, tandis que l'opposition manifeste à nouveau. AFP

Le clan de la guerre ne désarme pas.

- Trump cherche à créer des divisions, accuse la star du basket LeBron James - AFP 1 août 2018

- L'Union inflige des sanctions à six entreprises russes - Reuters 1 août 2018

L'Union européenne a infligé mardi des sanctions à l'encontre de six sociétés russes à qui elle reproche d'avoir contribué à la construction d'un pont reliant la Crimée au territoire russe, un ouvrage que le bloc juge illégal. Reuters 1 août 2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Les Émirats, premier État à rouvrir son ambassade à Damas - Réseau Voltaire 1er août 2018

Selon l'agence Fars, suite à une réunion entre les deux chefs des services de Renseignement émirati et syrien, les généraux Mahamat Al-Chamsi et Ali Mamlouk, la décision de rouvrir l'ambassade des Émirats arabes unis à Damas aurait été prise.

Les Émirats, qui ont déjà rouvert une correspondance aérienne avec Damas.

Cheik Mohammed ben Zayed Al Nahyane (photo), le cadet du souverain et homme fort du pays, aurait décidé de souffler la politesse aux Occidentaux.

À l'initiative du Royaume-Uni et de la France, la presque totalité des ambassades en Syrie ont été fermées dès le début de la guerre. Réseau Voltaire 1er août 2018

1.2- Les armes lourdes iraniennes retirées à 85 km du Golan, dit Moscou - Reuters 01.08

Les forces iraniennes ont retiré leurs armes lourdes à 85 km de la ligne de démarcation avec les hauteurs du Golan contrôlées par Israël, a déclaré l'émissaire du président russe pour la Syrie, que cite mercredi l'agence de presse russe Tass. Reuters 01.08

1.3- Les va-t-en guerre qui refusent la paix en Syrie y croient encore, à l'instar de leur porte-parole, l'Agence Française de Propagande de l'Otan.

Grille de lecture.

Fake news, amalgame, désinformation.

Vous constaterez que l'AFP ne cherche même plus à sauver les apparences, ils vont jusqu'à nommer rebelle une coalition dans laquelle figurent les barbares issus d'Al-Qaïda. Lisez, c'est écrit en toutes lettres.

- Syrie: nouvelle coalition de rebelles à Idleb, dans le viseur du régime - AFP 2 août 2018

Des groupes rebelles dans le nord-ouest de la Syrie ont annoncé mercredi la formation d'une nouvelle coalition, alors que le président Bachar al-Assad avait récemment mis en garde que la province d'Idleb était sa nouvelle priorité.

Située près de la frontière turque dans le nord-ouest syrien, la province d'Idleb est dominée par l'organisation jihadiste Hayat Tahrir al-Cham (HTS), formée par l'ex-branche syrienne d'Al-Qaïda.

La région accueille également une multitude de groupes rebelles, puisque c'est là que sont envoyés les combattants insurgés des autres régions de Syrie à mesure qu'elles sont reconquises par le pouvoir de Damas.

Le "Front national de libération" a été formé pour regrouper le Front syrien de libération --coalition qui regroupe déjà les deux poids lourds Ahrar al-Cham et Nouredine al-Zinki-- et quatre autres factions rebelles.

La nouvelle coalition comprend par ailleurs le puissant groupe rebelle Jaich al-Ahrar, influent dans la province d'Idleb, et qui par le passé avait tissé des alliances avec Hayat Tahrir al-Cham.

"La Turquie cimente encore un peu plus son influence à Idleb, au moment où les groupes armés de l'opposition --à l'exception de HTS-- cherchent à dissuader le régime", a réagi sur son compte twitter l'expert sur la Syrie Charles Lister.

Moscou, allié indéfectible du régime, a temporisé mardi la possibilité d'une offensive contre Idleb.

"Il n'est pas question et il ne peut pas être question pour le moment d'une offensive d'ampleur à Idleb", a affirmé l'émissaire russe pour la Syrie, Alexandre Lavrentiev.

Le chef de l'opposition syrienne en exil, Nasr al-Hariri, avait également exclu une offensive gouvernementale contre Idleb, lors d'un récent entretien avec l'AFP.

Déclenché en 2011, le conflit en Syrie s'est complexifié au fil des ans avec l'implication de pays étrangers et de groupes jihadistes, sur un territoire de plus en plus morcelé. (Euphémisme et glissement sémantique à l'annonce de la fin de cette guerre impérialiste que l'AFP a soutenue contre la Syrie. - LVOG)

Qui est Charles Lister, cet expert sur la Syrie auquel l'AFP fait référence ?

- Trump's Syria Strategy Would Be a Disaster Charles Lister - foreignpolicy.com 17 November 2016

Traduction : La stratégie de Trump en Syrie sera désastreuse.

Normal quand la guerre c'est la paix (G. Orwell - 1984) !

Charles Lister travaille pour trois think tanks néoconservateurs : Foreign Policy, Brookings Doha Center, The Brookings Institution.

Brookings Institution.

L'Institution s'est donnée pour mission de « fournir des recommandations imaginatives et pratiques sur trois grands points : affermir la démocratie américaine ; améliorer le bien-être économique et social, la sécurité et les opportunités de tous les Américains ; et de sécuriser un système international plus ouvert, plus sûr, plus prospère et coopératif. »

La Brookings Institution est un think tank américain ayant son siège à Washington

Avant de prendre sa retraite en tant que général quatre étoiles du United States Marine Corps, le président de Brookings, John R. Allen, fut commandant de la Force internationale d'assistance et de sécurité de l'OTAN et des forces américaines en Afghanistan. Son précédent président Strobe Talbott [archive] fut ministre adjoint des Affaires étrangères de Bill Clinton. wikipédia.org

Voilà le monde auquel appartient l'AFP, le pire d'entre tous, qui fournit quotidiennement les matériaux et l'orientation politique qui sont repris comme tels par l'ensemble des médias en France, presse écrite, radio, télévision.

2- Zimbabwe

2.1- Zimbabwe: le pays dans l'attente des résultats de la présidentielle, l'UE livre son rapport - AFP 1 août 2018

Les observateurs de l'Union européenne (UE) doivent faire connaître mercredi leur rapport sur l'élection présidentielle au Zimbabwe, tandis que le pays s'installe dans une attente tendue avant la proclamation des résultats, prévue vendredi ou samedi.

L'opposition a revendiqué dès mardi la victoire de son candidat Nelson Chamisa dès le premier tour de la présidentielle la veille, face au chef de l'Etat sortant Emmerson Mnangagwa.

Une proclamation qui a suscité la colère du gouvernement qui a menacé d'arrestations ceux qui annoncent des résultats alors que le décompte traîne en longueur.

Lundi, les Zimbabweens se sont rendus en masse et dans le calme aux urnes pour élire leurs président, députés et conseillers municipaux, lors des premiers scrutins depuis la chute de Robert Mugabe, tombé en novembre après trente-sept ans au pouvoir.

La présidentielle se joue entre Emmerson Mnangagwa - ancien bras droit de Robert Mugabe et membre de la Zanu-PF, au pouvoir depuis l'indépendance en 1980 - et Nelson Chamisa du Mouvement pour le changement démocratique (MDC).

"Les résultats montrent au-delà de tout doute raisonnable que nous avons gagné les élections et que le prochain président du Zimbabwe est Nelson Chamisa", a déclaré un haut responsable du MDC, Tendai Biti, expliquant se baser sur les informations des agents électoraux du parti.

De son côté, M. Mnangagwa, qui a succédé à Robert Mugabe à la faveur d'un coup de force militaire, s'est dit confiant de l'emporter.

"Les informations obtenues par mes représentants sur le terrain sont extrêmement positives", a-t-il assuré sur Twitter.

La menace, semble-t-il, d'un haut responsable du MDC de donner le détail de "ses résultats" a provoqué les foudres du ministre de l'Intérieur, Obert Mpofu, qui s'est dit prêt à "envoyer en prison" ceux qui seraient tentés de donner des chiffres.

"Je suis sûr que personne ne souhaite provoquer les foudres de la loi", a-t-il lâché.

Les résultats de la présidentielle ne seront pas connus avant vendredi ou samedi, a prévenu la commission électorale (ZEC).

Si aucun candidat n'obtient la majorité absolue, un second tour sera organisé le 8 septembre.

Le retard pris par la commission suscite les pires inquiétudes de l'opposition, qui n'a cessé de dénoncer pendant la campagne

la "partialité" et le manque de transparence de la ZEC.

"Il y a un retard délibéré dans l'annonce des résultats. Ce retard est totalement inacceptable", a estimé Tendai Biti.

Pendant ce temps, devant le siège du MDC, des partisans de l'opposition criaient victoire en brandissant des affiches "Votez Nelson Chamisa", tandis que des policiers équipés de canons à eau patrouillaient à proximité.

Aucun incident n'a été signalé depuis la fin du scrutin, contrairement aux élections de l'ère Mugabe.

Mais l'opposition est sur ses gardes, victime ces dernières décennies d'élections truquées et entachées de violence.

Le président Mnangagwa, soucieux de se démarquer, a promis cette année des scrutins libres, justes et transparents et a invité, pour la première fois en seize ans, des observateurs électoraux occidentaux.

L'Union européenne doit présenter mercredi un premier rapport très attendu.

La ZEC de son côté a affirmé mardi que les élections n'avaient été entachées d'"aucune fraude".

"Nous, à la commission électorale du Zimbabwe, ne volerons pas le choix" des électeurs, "quel qu'il soit", a assuré mardi sa présidente Priscilla Chigumba.

Dans les rues d'Harare, des habitants s'inquiétaient cependant des réactions du parti au pouvoir en cas de défaite.

"Il est exclu que la Zanu-PF accepte" la victoire du MDC, a estimé Tracy Kubara, une commerçante de 26 ans.

Mais si le MDC est déclaré vaincu, "les gens descendront à coup sûr dans la rue parce qu'ils sont avides de changement", a-t-elle ajouté.

Selon le cabinet BMI Risk Consultancy basé à Londres, la défaite éventuelle du parti gouvernemental pourrait provoquer "une intervention de l'armée pour sécuriser le pouvoir pour la Zanu-PF".

Depuis son indépendance, le Zimbabwe n'a connu que deux chefs de l'Etat, tous les deux issus du même parti, la Zanu-PF. D'abord M. Mugabe, contraint à la démission en novembre dernier à l'âge de 93 ans, puis M. Mnangagwa, son ancien vice-président.

M. Mnangagwa, 75 ans, a promis un "nouveau Zimbabwe" et la relance de l'économie, au bord de la faillite.

M. Chamisa, âgé de 40 ans et sans grande expérience politique, a lui fait de sa jeunesse son arme principale pour séduire un électorat en quête de sang neuf. AFP 1 août 2018

2.2- Zimbabwe: l'armée tire à balles réelles contre des partisans de l'opposition - AFP 1 août 2018

Des militaires ont tiré à balle réelle mercredi à Harare contre des partisans de l'opposition, qui dénoncent des fraudes lors des élections générales de lundi, les premiers scrutins depuis la chute du président Robert Mugabe en novembre, a constaté un photographe de l'AFP.

Des chars et des camions transportant des militaires circulaient dans les rues de la capitale à proximité des bureaux où est réunie la commission électorale, qui a annoncé la victoire aux législatives du parti au pouvoir, la Zanu-PF. AFP 1 août 2018

2.3- Après les élections, le Zimbabwe sombre dans la violence euronews 1 août 2018

A peine les premiers résultats électoraux annoncés au Zimbabwe, l'armée a tiré contre des partisans de l'opposition à Harare, la capitale. Bilan : au moins trois morts. L'opposition conteste les résultats des législatives qui donnent la victoire au parti du président Mnangagwa, qui a succédé à Robert Mugabe.

"Aujourd'hui, nous avons vu le déploiement de chars de l'armée et des tirs à balles réelles sur des civils sans raison apparente, a réagi Nkululeko Sibanda, le porte-parole du MDC, le Mouvement pour un changement démocratique. Les civils sont fondés à exiger le respect de leurs droits de manière légale. Tout désordre public doit être traité par les policiers qui sont les mieux formés pour ces opérations. Les soldats sont formés pour tuer en temps de guerre."

Ces violences rappellent celles de l'ère Mugabe, fréquentes après les élections. Les observateurs de l'Union européenne ont dénoncé un scrutin inéquitable. Les résultats de la présidentielle qui se tenait aussi lundi ne sont pas encore connus. Pour le chef de l'opposition, aucun doute : ils seront truqués. euronews 1 août 2018

3- Comores

- Comores: le référendum qui renforce les pouvoirs du président plébiscité - AFP 31 juillet 2018

Les Comoriens ont approuvé à une écrasante majorité de plus de 92% une réforme constitutionnelle très controversée qui permet au président de briguer un deuxième mandat consécutif, selon les résultats officiels d'un référendum organisé lundi et boycotté par l'opposition. (Au Comores ou ailleurs en Afrique, quand un président veut "briguer un deuxième mandat consécutif" ou un troisième, c'est "très controversée", autrement dit illégitime, mais pas en France où la monarchie est héréditaire... depuis Clovis ! - LVOG)

"Je vous donne les résultats au niveau national. Oui: 172.240, soit 92,74%. Non: 13.338, soit 7,26%", a annoncé le président de la commission, Ahmed Mohamed Djaza, lors d'une conférence de presse à Moroni.

La participation au référendum, organisé dans le petit archipel de l'océan Indien à l'histoire politique mouvementée, est de 63,9%, a-t-il ajouté.

La réforme plébiscitée lundi renforce ses pouvoirs, en lui permettant de briguer deux mandats de cinq ans consécutifs, contre un seul actuellement.

La réforme supprime aussi les trois postes de vice-président et la Cour constitutionnelle, plus haute instance judiciaire. Elle fait également de l'islam la "religion d'Etat" de ce pays de moins de 800.000 habitants, à 99% musulmans.

L'opposition n'était pas joignable immédiatement après l'annonce définitive des résultats, mais dans la journée, alors que le "oui" était déjà largement en tête, elle avait crié au "trucage".

"Quels résultats ! Un scrutin truqué, des chiffres préfabriqués, voilà la consultation populaire du président Azali", avait réagi le secrétaire général du parti Juwa, Ahmed el-Barwane, interrogé par l'AFP. Quelques minutes plus tard, il a été arrêté par des gendarmes alors qu'il circulait à Moroni, a affirmé son entourage.

L'annonce des résultats du référendum n'a provoqué aucune réaction dans la capitale Moroni, qui vaquait à ses occupations habituelles mardi soir.

L'opposition, qui dénonce les "abus de pouvoir" d'Azali Assoumani depuis des mois (opposants arrêtés, leader assigné à résidence, Cour constitutionnelle suspendue), avait décidé de ne pas faire campagne et appelé à boycotter le scrutin.

Dans les nombreux bureaux de vote visités par les journalistes de l'AFP lundi, les électeurs s'étaient faits rares, avec souvent moins d'un quart de votants une heure avant la fin du vote.

Un constat partagé par les observateurs de la Force en attente de la région Afrique de l'Est (EASF).

"Dans la plupart des bureaux visités, il y avait moins de 20 électeurs qui attendaient. Mais quand on repassait une heure plus tard, on constatait soudain un afflux de bulletins dans l'urne", a déclaré à l'AFP Jules Hoareau de la mission de l'EASF. "Cela n'a pas de sens", a-t-il ajouté.

Il a aussi dénoncé le fait que "dans tous les bureaux visités" par l'EASF, "les représentants des partis n'ont pas été autorisés à signer les procès-verbaux", ce qui met "en doute la crédibilité du processus électoral".

Le président Azali, âgé de 59 ans et dont le mandat expire en 2021, avait prévenu qu'en cas de victoire du "oui," des élections anticipées seraient organisées en 2019.

Maintenant que sa réforme a été adoptée, il pourra, à condition de remporter les élections, rester au pouvoir jusqu'en 2029.

Le référendum modifie la fréquence de la présidence tournante en vigueur depuis 2001, qui a permis de stabiliser les Comores, théâtre de nombreux coups d'Etat et de crises séparatistes depuis son indépendance de la France en 1975.

La Constitution établissait une présidence tous les cinq ans entre les trois îles formant l'Union des Comores (Grande-Comore,

Mohéli et Anjouan).

Au terme de son mandat de cinq ans, le président ne pouvait pas se représenter immédiatement. Il devait attendre que ce soit le tour de son île pour briguer de nouveau la fonction suprême. Après l'adoption du référendum, cette disposition a sauté. AFP 31 juillet 2018

4- Afrique du Sud

- Afrique du Sud: L'ANC va amender la constitution pour les expropriations - Reuters 31 juillet 2018

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a annoncé mardi que le Congrès national africain (ANC, au pouvoir) allait procéder à un amendement de la Constitution afin de permettre des expropriations agricoles sans compensation.

Cette annonce intervient après l'annonce par l'ANC en mai qu'elle allait "tester l'argument" selon lequel la loi en vigueur autorisait une redistribution des terres sans compensation.

Il est devenu clair que notre peuple souhaite que la constitution soit plus explicite concernant l'expropriation terrienne sans compensation comme cela a été montré lors des auditions publiques", a dit Ramaphosa dans une allocution enregistrée.

"Suivant la procédure parlementaire, l'ANC va finaliser les amendements proposés à la constitution qui soulignent plus clairement les conditions dans lesquelles les expropriations de terres sans compensation seront effectuées", a-t-il ajouté.

La majeure partie des terres sont détenues par les Blancs et cette question apparaît comme une survivance de l'époque de l'apartheid 25 ans après l'abolition de ce régime de ségrégation.

Depuis la fin de l'apartheid en 1994, l'ANC s'en est tenu à la politique du "vendeur volontaire - acheteur volontaire" par lequel le gouvernement achetait des exploitations agricoles appartenant aux Blancs pour les redistribuer aux Noirs. Reuters 31 juillet 2018

Les redistribuer... au noir, à ses amis de préférence, et non aux travailleurs Noirs sans terre, qui exploitaient les terres des Blancs.

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- La tour Eiffel fermée en raison d'un conflit social - euronews 1 août 2018

Quand deux symboles de la France ne font qu'un... La tour Eiffel est en grève, ou plutôt fermée pour cause de conflit social depuis 16 heures ce mercredi. Les syndicats réclament que les conditions d'accueil des touristes soient plus efficaces et que le flux de visiteurs déjà munis d'un billet soit mieux régulé.

Avec 6.2 millions de visiteurs en 2017, la tour Eiffel est le quatrième monument le plus visité de Paris. Un préavis de grève a été déposé pour le jeudi 2 août par les syndicats. euronews 1 août 2018

Espagne

- La grève des taxis espagnols s'étend - euronews 31 juillet 2018

Les chauffeurs de taxis espagnols sont en colère. Après Barcelone, puis Madrid, leur grève s'étend à d'autres régions du pays. Ils s'inquiètent de la concurrence des VTC, notamment Uber. Ils menacent à présent de bloquer des ports, des aéroports et même la frontière avec la France s'ils n'obtiennent pas satisfaction.

"Nous ne croyons pas à l'équilibre des pouvoirs aujourd'hui au Parlement, explique Miguel Angel Leal, président du syndicat des taxis. Nous ne pensons pas qu'il ira de l'avant avec quelque loi que ce soit et nous n'avons pas confiance dans le fait que chaque région autonome, de manière unilatérale, appliquera les normes conformément à ce que souhaite le secteur des taxis."

Le secteur réclame la limitation du nombre de licences accordées aux VTC à une pour trente licences de taxi. Les négociations avec le gouvernement n'ont rien donné. "Nous défendons le fait que ce soit un service public, nous sommes dans les règles. Eux, non, s'emporte un chauffeur de taxi. Ils doivent suivre les mêmes règles. C'est une concurrence complètement déloyale."

Les taxis de Madrid se sont joints à la grève dès samedi, provoquant d'énormes embouteillages. Certains taxis portugais affichent leur solidarité. De leur côté, les sociétés de VTC fustigent ce mouvement social, en raison en particulier des agressions de leurs conducteurs mercredi dernier. euronews 31 juillet 2018

ECONOMIE

Quelques indices.

- Depuis le krach de 2008, les Français les plus riches ont triplé le pourcentage de l'économie qu'ils détiennent personnellement. De 2009 à 2018, leur fortune collective est passée de 10 à 30 pour cent du Produit Intérieur Brut (PIB) du pays, atteignant un niveau record de 650 milliards d'euros, selon le classement 2018 du magazine Challenges. La production nationale, quant à elle, n'a crû que de 12 pour cent. - Les Crises.fr 01.08

- "Les manufacturiers de médicaments dépensent près de deux fois plus pour la promotion de leurs produits que pour la recherche et le développement, révèle une nouvelle étude. Dans leur analyse des données provenant de deux entreprises spécialisées dans les études de marché, Marc-André Gagnon et Joel Lexchin, de l'université York, de Toronto, ont constaté que les sociétés pharmaceutiques américaines ont consacré, en 2004, 57,5 milliards \$ US à leurs activités de promotion. Par comparaison, les dépenses en recherche et en développement de l'industrie pharmaceutique aux Etats-Unis se chiffraient la même année à 31,5 milliards \$, selon un rapport de la Fondation nationale des sciences, incluant les fonds publics dévolus à la recherche industrielle." Les Crises.fr 01.08

C'est trop !

- Migrants : l'Allemagne crée des emplois... à 80 centimes de l'heure - europe1.fr 23 août 2016

Berlin compte créer 100.000 "minijobs" à destination des populations réfugiées en Allemagne pour faciliter leur intégration. A moindre coût.

Bien accueillie ou conspuée, la proposition ne laisse personne indifférent. Mardi, le ministère du travail allemand a annoncé qu'il comptait créer 100.000 emplois à destination des migrants arrivés dans le pays ces dernières années pour favoriser l'intégration de ceux qui ne disposent pas de titre de séjour. Jusque-là, rien de sulfureux. Sauf que dans la droite ligne des "mini-jobs" créés dans le pays avec les lois Hartz dans les années 2000, ces emplois devraient être payés... 80 centimes de l'heure. Un salaire très bas, inférieur même à celui que touchent les chômeurs de longue durée (un euro et cinq centimes) que justifie le gouvernement par la nécessité de multiplier les offres : "Les réfugiés qui restent en Allemagne ne doivent pas devenir des chômeurs de longue durée", a martelé le gouvernement à l'occasion de cette annonce.

Débat économique... De plus, les mini-jobs font débat en Allemagne. En effet, en 2011, 20% des salariés allemands étaient payés à un niveau inférieur au Smic horaire français et 40% avaient un salaire mensuel net inférieur à 1000 euros. En 2012, l'Agence allemande pour l'emploi (BA) a chiffré à 7,4 millions le nombre de "mini-jobs", des contrats à temps partiel rémunérés 450 euros par mois maximum, dont plus d'un tiers concernaient des salariés ayant plusieurs emplois. Selon le BA, ils pénaliseraient parfois la création de vrais emplois.

Et débat politique. De l'autre côté du spectre politique, les défenseurs du projet arguent que les réfugiés sont pour la plupart heureux de participer à ces activités qui ne sont "pas un vrai travail", comme le soutient Gudrun Heute-Bluhm, directrice générale de l'association des villes allemandes. A noter que les migrants accueillis dans les foyers du pays perçoivent une aide des collectivités locales proche de 140 euros. Pour ceux qui se logent par leurs propres moyens, cette aide monte à 300 euros. Mais le salaire proposé dans le cadre de ces mini-jobs restera tout aussi bas pour eux. europe1.fr 23 août 2016

Ubérisation

- Les salariés et indépendants face aux plateformes digitales - xericanal-economie.com 12/07/2018

La fin du travail, ou a minima la fin du salariat, ce sont les deux grandes prophéties qui ont accompagné la montée en puissance de l'économie des plateformes. Toute l'économie pourrait basculer à terme dans une ubérisation de la relation de travail. Derrière ce spectre du délitement du travail et du salariat, il y a deux idées bien ancrées. 1) Le modèle des plateformes a vocation à se généraliser, évinçant à terme les acteurs traditionnels. Plus agile, plus automatisé, porté par les effets de réseau, il ne peut que faire chuter les acteurs en place ; 2) Ces plateformes ont vocation à mobiliser du travail à la tâche. Nous assisterions donc à l'éclosion de l'économie de la prestation généralisée, disons plutôt de la relation client-fournisseur généralisée, où

chacun deviendrait entrepreneur de lui-même. Tout cela sur le champ de plus en plus étroit des tâches non automatisables, celles qui ne peuvent être prises en charge par un algorithme ou un robot.

L'emploi indépendant concentré dans des secteurs spécifiques

Certains voient aujourd'hui dans la légère résurgence de l'emploi indépendant qui s'esquisse depuis quelques années dans de nombreuses économies développées, le début de concrétisation de la prophétie. Ont-ils vraiment raison de voir dans ce signal, la manifestation d'un délitement généralisé du salariat ? Rien n'est moins sûr en fait.

Prenons le cas de la France. On y observe bien une augmentation nette de près de 350 000 personnes de l'emploi indépendant entre 2010 et 2017. Ce qui représente le tiers de l'augmentation nette de l'emploi total sur la période. Il y a la une nette inflexion par rapport à la tendance au reflux que l'on observait jusqu'en 2003.

Mais cette montée du travail indépendant se concentre d'abord sur des secteurs bien spécifiques. D'abord les services aux entreprises, essentiellement dans les activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques, ainsi que dans les activités scientifiques et techniques. Second plus gros contingent ensuite, les activités de santé, puis les services aux particuliers, le commerce, l'enseignement, l'hébergement.

Ce sont dans ces secteurs que prolifèrent aujourd'hui les plateformes. Outre les plus connues dans le commerce avec Amazon, l'hébergement avec Airbnb ou Booking, le transport de personnes avec Uber, Blablacar, etc. On les voit de plus en plus prendre position dans les métiers du conseil dans le domaine juridique, l'expertise comptable, l'ingénierie, la technologie notamment. Elles y proposent des actes standardisés, et proposent une mise en relation entre offreurs et demandeurs ou l'automatisation de certaines prestations.

Une transfiguration de l'indépendance

On peut voir les prémices d'un modèle amené à balayer les acteurs en place. Mais pour l'heure, ces acteurs occupent plutôt un nouvel espace du marché, proposant des prestations basiques et standardisables à des micro-entrepreneurs, TPE ou PME qui n'y avaient pas ou peu accès jusqu'ici.

Ce faisant, ce à quoi on assiste c'est à une mise en réseau des indépendants dans ce type de métiers. C'est à une mise en concurrence certes, mais surtout à une codification de ces métiers, avec la création d'un lien de subordination technologique, l'inféodation à des cahiers des charges précis. Autrement dit, l'extension du modèle des plateformes a pour première conséquence d'organiser l'indépendance, de la formater, de la regrouper sous des marques, d'y injecter du marketing, de la communication.

Ce à quoi on assiste finalement, bien au-delà des secteurs du conseil, c'est finalement à une transfiguration de l'indépendance, plus qu'à celle du salariat ou à une disparition de l'emploi. Je n'irais pas jusqu'à parler de fin de l'indépendance, mais on en est finalement pas si loin. Ou disons plus proche que du grand fantasme survenu du « tous entrepreneurs » dans un monde digital. xerficanal-economie.com 12/07/2018

[Haut de page ↗](#)

Le 6 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

C'est l'été indien en Europe ! Imaginez que cela dure 8 ou 9 mois par an, c'est ce que j'endure... Et ne vous plaigniez pas, vous avez de l'électricité, de l'eau, ce qui n'est pas toujours le cas en Inde.

Attention, votre mode de vie et votre alimentation peuvent vous causer de sérieux problèmes... Non, personne ne s'y fait jamais ! On le supporte, on le subit comme beaucoup d'autres choses... Cela fait réfléchir. C'est vite dit. Cela dépend, il faut y être habitué... Et ne dites pas que cela vous met de mauvaise humeur, regardez-moi, est-ce que j'ai l'air de mauvaise humeur ?

Bonne journée.

● [Causerie au format pdf \(31 pages\)](#)

Quelle époque terrible que celle où des fous dirigent des aveugles. — William Shakespeare

En juillet, je n'ai lu que 450 articles environ.

Pour enregistrer des films ou des concerts, des pièces de théâtre, des documentaires, etc. vous pouvez utiliser gratuitement Video DownloadHelper, à condition d'avoir un system d'exploitation récent, System 7 de Microsoft au minimum, c'est très simple et efficace, j'ai téléchargé plus de 700 films et 1.200 concerts ou albums. En cas de besoin, je peux vous aider.

Lu quelque part qui peut vous intéresser.

Si vous ne souhaitez pas faire l'objet de prospection commerciale par voie téléphonique, vous bénéficiez du droit de vous inscrire gratuitement sur la liste dite « Bloctel » d'opposition au démarchage téléphonique, accessible par le lien www.bloctel.gouv.fr, conformément à l'article L.223-1 du code de la consommation.

Rectificatif ou précision.

J'avais émis l'hypothèse que la réforme institutionnelle avancée par Macron et qui devait venir devant l'Assemblée nationale aurait pu être à l'origine de l'affaire Benalla, parce que tous les partis y étaient opposés hormis LREM, elle doit être abandonnée, parce qu'en fait elle figure dans des projets de loi soumis aux députés et sera donc adoptée puisque LREM a la majorité absolue à l'Assemblée nationale, et elle ne passera pas par le Congrès comme je l'avais supposé par erreur (par ignorance) et où elle aurait été rejetée.

Du coup, l'hypothèse la plus vraisemblable à retenir est sans doute celle à laquelle nous avons également fait allusion, d'un règlement de compte entre clans de l'oligarchie suite à la visite de Macron à Poutine et à l'infléchissement de sa politique sur la Syrie. Un coup tordu et rien de plus, mais qui révèle toutefois qu'au sein même de l'entourage de Macron qui lui dicte la politique a adopté, il existe des tensions et des divisions, des éléments indécis qui en sous-main sont prêts si nécessaire à saper son autorité, à trahir le clan qu'ils étaient sensés représenter.

Face aux succès remportés par Trump et sa détermination affichée à poursuivre dans la même voie, certains idéologues ou porte-parole du clan opposé à celui de Trump hésitent ou sont prêts à changer de camp ou tout du moins à le suivre sur certaines questions. Surtout quand ils observent qu'Israël se range au côté de Trump, cela signifie que le rapport de forces n'est plus favorable au clan de la guerre, de la diabolisation de la Russie, etc. celui qui a porté Macron au pouvoir et dont font partie ses conseillers, Attali, Jouyet, Minc, etc.

Maintenant parmi ses parrains, les oligarques qui l'ont propulsé à l'Elysée, certains n'ont-ils pas abdicé ou n'ont pas encore compris qu'au sommet de l'oligarchie anglo-saxonne on s'était interrogé sur la meilleure stratégie adoptée, après que celle mise en oeuvre précédemment n'eut pas permis d'aboutir aux objectifs escomptés. Ils ont dû réaliser que les Etats-Unis étaient littéralement haïs par tous les peuples sur tous les continents, et que dans ces conditions il leur serait impossible d'espérer davantage de leur stratégie et que le moment était venu d'en changer sans pour autant abandonner leur plan d'instaurer une dictature mondiale, je dirais même qu'il est plus d'actualité que jamais puisque l'orientation du capitalisme que représente Trump va alimenter la lutte des classes.

C'est paradoxal, c'est un pari risqué, sans doute, mais ils n'ont pas le choix. Il leur est imposé par la crise du capitalisme, l'impossibilité de réduire d'un coup de baguette magique les inégalités de développement qui existent entre les différentes nations, et la résistance de tous les peuples qui exigent que leurs besoins soient pris en compte.

Il faut comprendre qu'aucun des deux clans de l'oligarchie ne peut l'emporter seul sans le soutien de l'autre, après avoir essayé une formule, ils en testent une autre sans totalement abandonner l'autre, quitte à y revenir plus tard si nécessaire et ainsi de suite. Sur le plan politique en France, cela signifie que le clan qui a porté Macron au pouvoir est affaibli ou n'a plus la main, il doit composer avec ses adversaires ou lui faire d'importantes concessions. C'est en quelque sorte à retardement la conséquence de l'élection de Trump, dont la politique a mis plus d'un an pour s'imposer, après qu'il eut passé la première année à faire le ménage dans le gouvernement qu'on lui avait imposé et dans l'administration américaine qui lui était hostile, gangrenée par les néolibéraux les plus fanatiques et prêts à se lancer dans une nouvelle guerre mondiale.

Pendant toute la durée de cette affaire, je n'ai pas trouvé un article dans lequel Trump se serait exprimé ou aurait émis une remarque, un signe qui ne trompe pas.

Les articles qui m'ont amené à invalider cette hypothèse.

- La réforme institutionnelle, l'une des priorités de la rentrée pour Griveaux - AFP 3 août 2018

La réforme constitutionnelle prévoit notamment la suppression de la Cour de justice de la République, qui juge les ministres en fonction, au profit de la cour d'appel de Paris. Elle doit également réformer les conditions de fabrication de la loi, notamment les

règles de dépôt d'amendements et l'accélération des procédures.

La réduction de 30% du nombre de parlementaires, la limitation du cumul à trois mandats identiques dans le temps et la dose de 15% de proportionnelle figurent dans des projets de loi organique et ordinaire. AFP 3 août 2018

- Après l'affaire Benalla, le casse-tête de la majorité pour sauver la réforme constitutionnelle - franceinfo 03.08

...les deux autres projets de loi (qui ne modifient pas la Constitution et ne nécessitent pas une majorité des 3/5es) regorgent de mesures clivantes. C'est ainsi dans le projet de loi organique que figure la baisse de 30% du nombre de parlementaires ou la limitation des mandats dans le temps, qui hérisse à droite comme à gauche. franceinfo 03.08

[Editorial de la Tribune des travailleurs par Daniel Gluckstein - La crise de la Ve République au jour le jour.](#)

Le 27 juillet, les députés du Parti socialiste, du Parti communiste et de La France insoumise ont déposé une motion de censure commune contre le gouvernement. Cette motion critique des « dysfonctionnements graves (et) une dérive autocratique au sommet de l'État » ; elle met en cause « plusieurs responsables au plus haut niveau de l'État », ainsi que « le Premier ministre, qui a refusé de s'exprimer devant l'Assemblée nationale » et « les députés de La République en marche ».

Le nom de Macron est absent de ce texte, de même que sa fonction et sa responsabilité dans l'affaire Benalla. Tout juste y trouve-t-on cette allusion : « Les faits interrogent les habitudes du président de la République en matière de sécurité. »

Le dépôt de cette motion de censure, acte symbolique (elle sera rejetée), n'a qu'une fonction : indiquer ce que « la gauche unie » veut et ce qu'elle ne veut pas.

Ce qu'elle veut : condamner une situation où « la confiance que le peuple doit accorder au gouvernement et dans ses institutions est compromise ».

Ce qu'elle ne veut pas : remettre en cause l'autorité du chef de l'État et les institutions de la Ve République.

Pourtant : si un seul individu doit être mis en cause, c'est Macron ; et si des institutions devaient être accusées, ce n'est pas tel ou tel service de police ou de justice, mais bien la Ve République dans son ensemble.

De dirigeants politiques qui prétendent parler en son nom, le peuple travailleur serait en droit d'attendre un appel clair à rompre avec ce régime discrédité et rejeté, et non un appel clair à le sauver.

De dirigeants se réclamant des intérêts ouvriers, populaires ou simplement de la démocratie, il serait en droit d'attendre qu'ils sus-pendent toute participation aux travaux de l'Assemblée nationale aussi longtemps que n'auront pas été retirés de l'ordre du jour les projets de loi destructeurs que le gouvernement persiste à vouloir y inscrire.

Allons plus loin. Pourquoi ces dirigeants n'iraient-ils pas jusqu'à soumettre une motion qui dise : « Constatant l'étouffement de toute discussion sérieuse dans la commission d'enquête parlementaire, et constatant que cet étouffement n'est pas une dérive mais une conséquence de la nature antidémocratique des institutions, l'Assemblée nationale s'autodissout ; elle convoque des élections générales à une Assemblée constituante chargée d'écrire une Constitution conforme à la démocratie, c'est-à-dire aux besoins de la majorité du peuple, au plan politique comme au plan social » ?

On objectera qu'une telle motion n'aurait pas davantage de chances d'être adoptée ?

Elle aurait en tout cas le mérite d'ouvrir une perspective claire, répondant à l'aspiration qui monte dans tout le pays.

Le Parti ouvrier indépendant démocratique a manifesté le 13 mai dernier, avec des travailleurs et des militants de toutes tendances, sur les mots d'ordre : « Macron, dehors, un an, ça suffit ! Dehors la Ve République et l'Union européenne ! »

Nous n'avons rien à modifier à ce mot d'ordre aujourd'hui. Au contraire.

LVOG - Nous partageons cet éditorial.

LFI et le PCF se sont présentés aux élections législatives en expliquant que leurs élus se serviraient de l'Assemblée nationale comme tribune pour représenter les intérêts des travailleurs... et on s'aperçoit une fois élus qu'ils font le contraire. En guise de combat contre les institutions de la Ve République, en réalité ils se fondent dedans. Il n'y a rien de nouveau en la matière, c'est exact, c'est une constante chez eux depuis 1958. Ils sont les héritiers de la SFIO (PS) et du PC sous la IV ou la IIIe République.

Qu'ils soient issus de la social-démocratie ou qu'il s'agisse du PCF, ils n'ont eu de cesse de soutenir le régime en place, au moins ils sont fidèles à quelque chose et servent à quelque chose. Leurs discours radicaux d'un jour ne servent qu'à couvrir leur trahison, leur collusion permanente avec le régime. Les travailleurs ne sont pas dupes. Après avoir légitimé Macron à maintes reprises, ils le ménagent, c'est dans l'ordre des choses.

La bonne méthode consiste effectivement à s'adresser aux travailleurs et aux militants de tous les partis qui se réclament de la classe ouvrière, et non à leurs dirigeants vendus. Ils n'ont rien à attendre du capitalisme et ses institutions, de leurs représentants, y compris ceux qui se caractérisent de gauche.

La totalité de leurs aspirations sont parfaitement légitimes et ils doivent s'y tenir coûte que coûte. Sauf qu'ils ont tendance à les rabaisser ou à les oublier. Il faut les aider à en prendre conscience, à les étendre à l'ensemble de leur mode de vie pour qu'ils arrivent à la conclusion qu'elles sont incompatibles avec l'existence du régime en place et qu'ils s'organisent pour le balayer à terme, sinon ils devront se résigner au triste sort qu'il leur réserve ainsi qu'à leurs enfants ou petits enfants.

Rien que l'idée de devoir vivre un jour de plus dans une société, un monde aussi pourri, est révoltant, personne ne peut ou ne devrait s'y résoudre sous peine de perdre toute envie de vivre, toute dignité.

Pourquoi et pour quoi vit-on ? D'où partons-nous et vers quoi nous tendons ?

Nous appartenons à la matière organique, nous sommes des organismes vivants, nous faisons partie de la faune, de l'espèce animale, plus précisément de celle des mammifères primates, dotés d'un cerveau qui commande nos organes, nos membres, nos sens, l'ensemble de nos fonctions biologiques, avec la particularité de se représenter le monde extérieur ou de le refléter ce qui nous permet de l'interpréter, de produire des idées, de penser, au-delà d'en prendre conscience et de prendre conscience de nous-même, de l'ensemble des expériences que nous serons amenées à vivre tout au long de notre existence, ce qui nous permettra d'élever ou de développer notre niveau de conscience pour agir ou transformer notre environnement de manière à pouvoir satisfaire nos besoins ou assurer notre survie...

Mais au départ, nous ne sommes que de petits animaux, faibles, sans défense, totalement ignorant de nous-même et de ce qui existe autour de nous, sans connaissance, sans conscience. Nous allons être amené à vivre dans un monde, une société qui a été façonnée par les hommes au fil des millénaires et dont nous ignorons tout.

Cette société a évolué sans que les hommes aient conscience du processus dialectique, des lois qui étaient à l'origine de cette transformation, les mêmes qui sont à l'oeuvre dans la nature, la matière. Une fois sa représentation du monde extérieur parvenue à un stade de développement supérieur dans sa petite tête de primate, la nécessité lui vint de pouvoir la transmettre, de la conserver, et c'est ainsi qu'il se dota petit à petit d'un langage, cela prit tout de même des dizaines de milliers d'années avant de parvenir à un moyen de communication élaboré.

Si le langage est une activité pratique, il devait servir à transmettre les enseignements que les hommes avaient tiré de leurs expériences, de leurs observations, etc., de sorte que les moyens encore rudimentaires qu'ils avaient découverts ou inventés pour subvenir à leurs besoins ou améliorer leur mode de vie, allaient se perfectionner, leur force de travail allait devenir le principal moteur de l'évolution de la civilisation humaine.

Une fois atteint un certain stade de développement permettant aux hommes de produire au-delà de leurs propres besoins, la société allait donner naissance aux différentes classes sociales, aux Etats, et se munir de frontières pour délimiter leur territoire, la lutte des classes était née et allait devenir l'autre principal facteur de l'évolution de la civilisation humaine.

La division de la société en classes allait être dès le départ inégale et injuste, au profit des plus robustes des plus rusés qui allaient s'accaparer les moyens de production et exploiter la force de travail des plus faibles, qui composeront successivement d'un côté la classe des exploités, des esclaves, des serfs, et enfin celle des salariés, et de l'autre la classe des exploités, des esclavagistes, des féodaux, et enfin celle des capitalistes. Ces transformations successives seront le produit du développement des forces productives et de la lutte des classes qui se traduira par le passage à un nouveau mode de production, supérieur au précédent, tandis que les exploités n'auront que leur force de travail pour survivre, les exploités accapareront l'essentiel des richesses produites.

Jusque là, je pense que les lecteurs n'ont eu aucune difficulté pour suivre cette démonstration. La suite peut s'avérer plus ardue à saisir, parce que j'aborde l'étape suivante sous un angle légèrement différent de celui auquel nous avons été habitués jusqu'à présent.

Dans le cadre du mode de production capitaliste les forces productives vont continuer de se développer, pour parvenir à un stade où à sont tour ce mode de production va devenir une entrave à leur développement, mieux, c'est la division de la société en classes qui va constituer dorénavant un obstacle au progrès de l'humanité pour s'émanciper du règne de la nécessité, qui jusque là a ponctué toute l'histoire de l'épopée humaine, de manière inconsciente rappelons-le.

Les forces productives ont atteint un tel degré de développement ou de perfectionnement qu'il est désormais possible de produire de quoi satisfaire l'ensemble des besoins de la population mondiale dans sa totalité, ce qui dans le passé était impossible, de sorte que la division de la société en classe n'a plus aucune raison d'être. Quel que soit le continent, le pays, chaque homme ou femme devrait pouvoir en principe accéder au même niveau de vie, à la même qualité de la vie, au bien-être, disposer des mêmes biens, des mêmes services sans que ce qui les différencie n'intervienne, de sorte que les notions de pauvre ou de riche, de statut social, appartiendraient au passé...

Or c'est incompatible avec la société telle qu'elle existe aujourd'hui, puisqu'elle a été bâtie sur la base des inégalités qui existaient entre les classes. Donc à défaut de permettre à l'humanité toute entière d'accéder à un niveau de vie supérieur, la classe qui détient le pouvoir s'y opposant détruit en masse les forces productives qui permettraient de satisfaire les besoins de tous les hommes. Par tous les moyens elle va empêcher qu'elles se développent davantage car elle ne peut pas admettre que les richesses produites soient partagées entre tous les hommes sans distinction de classe, mieux, parce qu'elle sait que cela coïnciderait avec la disparition de ses privilèges, et son statut de classe hégémonique disparaîtrait également, ce qu'elle ne peut évidemment ni concevoir et encore moins admettre.

C'est la raison pour laquelle, pour que la civilisation humaine et les forces productives puissent continuer d'évoluer ou accéder à un stade supérieur, la classe des exploités doit s'emparer des moyens de production pour les mettre au service des besoins de l'humanité, ce qui ne peut se concevoir sans une révolution pour chasser les exploités qui ont accaparé également le pouvoir politique.

On a répondu à la question : Pourquoi et pour quoi vit-on ? D'où partons-nous et vers quoi nous tendons ?

Il y a cependant encore une précision à apporter et pas des moindres.

Les hommes, plus précisément les exploités et les opprimés, n'ont pas encore pris conscience que l'histoire de la civilisation humaine tendait soit vers leur servitude à vie ou l'élimination de l'espèce humaine, soit vers leur émancipation du règne de la nécessité ou conquérir leur liberté. L'immense majorité l'ignore toujours. Et il est impensable que l'humanité franchisse cette étape supérieure de son développement sans qu'un grand nombre en prennent conscience. L'humanité en a été jusqu'à présent l'acteur largement inconscient, mais comme le stade de développement auquel sont parvenues les forces productives coïncident avec la fin d'un cycle, soit le mode de production en place cède la place à un mode de production supérieur pour les libérer, soit elles sont vouées à s'autodétruire, toutes les guerres qui ont émaillé le XXe siècle et qui se poursuivent sous nos yeux en sont la meilleure illustration, on peut ajouter toutes les usines, entreprises, infrastructures qui sont abandonnées, fermées, détruites, alors qu'elles étaient en parfait état de fonctionnement ou étaient utiles à la population.

Nous sommes partis du petit animal qui a la naissance est complètement ignorant du monde dans lequel il est venu au monde, et qui est pourvu de la faculté de développer sa conscience. Que va-t-il en faire ? Jusqu'à quel niveau va-t-il la développer ? De quels moyens dispose-t-il pour y parvenir ? Quels obstacles va-t-il rencontrer pour qu'elle ne se développe pas ? Va-t-il les combattre ou se résigner à demeurer tel qu'il est ? Pourquoi n'y parvient-il pas ? Est-il possible de l'aider à y parvenir ? Qui l'aide, qui lui tient ce genre de discours ?

Je prétends que la plupart n'ont même pas conscience de la première ligne de cet exposé, qu'ils ont vécu ou plutôt survécu en recourant largement au mimétisme, par atavisme, exactement comme lorsque l'homme en était encore au stade élémentaire du primate, autant dire qu'ils ne sont pas plus évolués, même quand ils sont au volant de leur voiture ou tapotent sur un clavier.

On nous accusera peut-être de détester la terre entière, je m'y attendais, je connais ce refrain qui relève du procès d'intention ou de la diffamation. Attendez, j'ai affirmé que l'homme avait la faculté de développer sa conscience, à ma connaissance je n'ai pas fait de sélection, je n'en ai exclu aucun, sauf vous peut-être si vous y tenez.

Je prétends que le discours politique est une chose, il est indispensable, mais il n'est pas suffisant à notre époque, et surtout il ne permet pas d'atteindre les travailleurs qui ne raisonnent pas comme des militants. Moi, j'essaie de penser comme un travailleur pense, je ne cherche pas à me mettre à sa place ou à penser à sa place, c'est ce qui me distingue de la plupart des militants à l'esprit étriqué qui vivent dans leur bulle et qui en cela n'aident en rien les travailleurs à progresser, dans le cas contraire cela se verrait ou se saurait.

Ce n'est certainement pas en prenant nos désirs pour la réalité qu'on arrivera à quoi que ce soit.

Du particulier au général et vice versa constitue un des aspects de la dialectique.

Les conditions objectives comportent deux facettes, l'une générale, l'autre particulière. C'est un des aspects de la dialectique que l'on doit traduire dans notre discours, de manière à faire ressortir le rapport qui existe entre les deux, de sorte qu'on puisse agir dessus pour le modifier. Cela ne peut se faire qu'en recourant à un élément extérieur qui se situe sur le plan des conditions subjectives, à savoir la manière dont les travailleurs interprètent leur condition.

Je n'ai plus le temps de poursuivre, donc à suivre plus tard.

Dans quel monde vivons-nous ?

- De la royauté aux « démocraties » modernes, un continuum antidémocratique - partage-le.com 01.08

Vivons-nous en « démocratie » ? Bien sûr que non[1] ! Quelle drôle de question[2], me direz-vous. Cependant, si l'on en croit les médias de masse, les membres du gouvernement, les philosophes et autres intellectuels médiatiques, cela ne fait aucun doute : nous vivons évidemment en démocratie. Pour preuve, leur meilleure justification consiste bien souvent à bafouiller quelque chose signifiant à peu près « parce que c'est le nom du régime politique actuel », ou « parce que les institutions actuelles correspondent à ce que l'on appelle la démocratie », bref, une sorte de tautologie qui suggère que nous vivons en démocratie parce que nous vivons en démocratie. En termes de bluff, un joueur professionnel de poker ne ferait pas mieux, ou pas pire, c'est selon. Un rapide examen des institutions étatiques actuelles nous montre, au contraire, qu'elles sont toutes directement issues de régimes politiques qui n'avaient strictement rien de démocratique, pas même l'ombre d'une prétention.

Commençons par la plus détestée : la police. Pas besoin de recourir à des sources controversées pour découvrir l'histoire séculaire de cette triste institution. Le site web officiel de la police nationale l'explique très bien :

« Au X^{IV}e siècle, la hiérarchie royale s'établit comme suit : prévôt dans les prévôtés (de la taille d'une châellenie ou fief, une grosse commune rurale d'aujourd'hui), bailli ou sénéchal dans les bailliages ou sénéchaussées (de la taille d'un comté, environ d'un quart de département).

Ils cumulent des pouvoirs d'administration, de police et de justice. Cette hiérarchie est plus tard coiffée par les intendants, que l'on peut apparenter à nos préfets. [...]

'La police consiste à assurer le repos du public et des particuliers, à protéger la ville de ce qui peut causer des désordres'. L'édit que présente Colbert à Louis XIV en mars 1667 résulte de l'évolution des mœurs françaises depuis quelques siècles en matière de sécurité publique. Il envisage une approche globale de la criminalité et constitue l'acte fondateur de la police sous l'ancien régime en clarifiant une situation héritée du moyen-âge [sic].

La charge de lieutenant de police qu'il institue a pour but de créer un pouvoir autonome veillant à la bonne marche de la cité, quelque pression qu'il puisse subir. »

Au passage, il faut souligner un point important. À la lecture de leur formulation de l'histoire de la police, on ne ressent absolument pas — et il n'est jamais suggéré — que la « bonne marche de la cité » constitue l'imposition autoritaire et violente d'un ordre social hautement inégalitaire élaboré par et pour une poignée d'autocrates. Le discours étatique, y compris (manifestement) celui de l'État soi-disant démocratique de notre temps, évite toujours l'autocritique, c'est-à-dire la critique de l'État, même de l'État autoritaire, même de l'État royaliste ouvertement et officiellement antidémocratique d'il y a plusieurs siècles. L'histoire étant écrite par les vainqueurs, cela n'a rien de surprenant. Les descriptions des régimes étatiques du passé — royaumes, empires, etc. — que l'on peut lire dans un certain nombre de manuels scolaires traitant de l'histoire française n'insistent que très rarement sur leurs côtés profondément antidémocratiques, autoritaires, inégalitaires. Le même phénomène de culte du pouvoir fait que des Stéphane Bern — des lèche-bottes des descendants des rois et des reines d'autrefois, des nostalgiques des régimes ouvertement despotiques du passé — bénéficient d'émissions sur les principales chaînes de télévision et, plus généralement, de tribunes dans les médias de masse (radios, journaux) ; que de nombreuses rues portent les noms de nobles, de tyrans et de dictateurs ; que les villes sont parsemées de statues à leurs effigies?; que leurs demeures (palais, châteaux, etc.), jugées dignes d'admiration, deviennent des musées ou des attractions touristiques ; que partout, dans la culture dominante, on parle de ces « grands hommes qui ont fait l'histoire » ou qui « ont fait la France », etc. Ce phénomène découle du principe implicite et inhérent à toute société étatique selon lequel l'État (soi-disant démocratique, ou pas), comme ses dirigeants, doit être respecté, glorifié. Du principe qui fait que le pouvoir glorifie le pouvoir.

Quoi qu'il en soit, ce qu'il faut comprendre, et retenir, c'est que la police est une création historique de la royauté dont la « démocratie » moderne a (étrangement) hérité.

Le Sénat et l'Assemblée nationale, pour faire simple (on pourrait remonter encore plus loin dans le temps) sont des produits de la révolution bourgeoise de 1789 (« la constitution thermidorienne de 1795 fait naître le Sénat sous le nom de Conseil des Anciens ; il devint Corps législatif sous le Consulat et l'Empire[3] » ; l'Assemblée nationale, quant à elle, est née en 1789 lorsqu'un groupe de bourgeois, les fameux « députés du tiers état », considérant, avec la mégalomanie habituelle des bourgeois, qu'ils représentent « les quatre-vingt-seize centièmes au moins de la nation », décident de se proclamer Assemblée nationale). Il s'agit donc là aussi d'institutions créées par et pour des régimes non démocratiques.

Même chose pour les ministères : « Au moment de la Révolution française, les mots ministre et ministère deviennent courants et

la Constitution de 1791 en fixe le nombre à six : Justice, Intérieur, Contributions et revenus publics, Marine, Guerre, Affaires étrangères[4]. » Le site du ministère de l'Intérieur le vante sans aucune gêne : « Depuis deux siècles, le ministère de l'Intérieur est au cœur de l'administration française : il assure sur tout le territoire le maintien et la cohésion des institutions du pays. » Il y a deux siècles, parce que c'est Napoléon Bonaparte, ce grand démocrate, qui a créé « ce qui a fait, et fait encore, la force de l'État en France : une administration institutionnalisée, indépendante, professionnalisée, hiérarchisée, rationalisée, nerf de la puissance publique. La politique intérieure de Napoléon s'exerça au travers de cette pyramide solide. À la tête de l'État, l'Empereur confia la direction d'un pan de l'action publique à des ministres[5]. » Là encore, à travers son propre discours, on constate que l'État, loin d'être critique à l'égard des régimes étatiques autoritaires et ouvertement despotiques du passé, se vante d'en être l'héritier direct.

Ainsi, de la tyrannie bonapartiste nous avons aussi hérité la Légion d'honneur, le Code civil, le Conseil d'État, et une bonne partie des structures actuelles de l'État. C'est également sous Napoléon Bonaparte que l'institution scolaire commence à prendre sa forme actuelle. Le site web de la Fondation Napoléon l'explique : « Sous le Consulat, Bonaparte met en place de nouvelles institutions qui parviendront jusqu'à nous, tant elles ont paru conformes aux nécessités de notre pays. » C'est-à-dire que les institutions établies par et pour un dictateur ont « paru conformes aux nécessités de notre pays » supposément démocratique. Simple coïncidence.

D'ailleurs, à propos de Napoléon et de la glorification des despotes des régimes étatiques passés, il faut savoir que la Fondation Napoléon, considérée d'utilité publique [sic], bénéficie d'aides publiques, comme lorsqu'elle a eu pour projet d'éditer la correspondance générale de Napoléon Bonaparte. C'est-à-dire que l'argent des contribuables, l'argent des petites gens — celui des descendants des sujets de l'Empire — est utilisé — par les descendants des dirigeants de l'Empire — pour financer cette fondation qui « se donne pour mission de faire connaître l'histoire du Premier et du Second Empire, et de contribuer à la mise en valeur du patrimoine napoléonien ». Qui se donne pour mission, autrement dit, de glorifier tout ce qui se rapporte à ce tyran sanguinaire, ce meurtrier de masse[6] qu'est Bonaparte. Les Guadeloupéens et les Martiniquais, qui subissent toujours les conséquences de la colonisation et qui, en plus de cela, paient le prix de politiques néocoloniales incroyablement irresponsables — avec l'empoisonnement des terres au chlordécone[7] pour au moins un demi millénaire, parfois qualifié de « Tchernobyl antillais », pour ne donner qu'un exemple — doivent se réjouir du fait que leurs impôts servent à glorifier leur Némésis, le « Bourreau des Antilles », Napoléon Bonaparte.

Mais revenons-en à l'imposture démocratique. Un des seuls arguments avancés par ceux qui croient vivre en démocratie consiste à affirmer que l'élection est synonyme de démocratie. Sauf que pas du tout. La « démocratie » (le pouvoir du peuple) n'est pas synonyme de « régime électoral » (la délégation du pouvoir à un petit groupe de gouvernants), au contraire[8].

Et d'ailleurs, nous pourrions continuer encore et encore. La majorité des institutions qui régissent actuellement notre société sont des produits des régimes tout sauf démocratiques du passé. La duperie est grotesque d'une organisation sociale qui, d'un côté, se proclame radicalement différente (« démocratique ») de celles qui l'ont précédée (royautés, empires, etc.) et, de l'autre, se fonde précisément sur leurs institutions. Et pourtant, il s'agit d'un procédé très commun dans la société marchande. Les commerciaux professionnels de la sphère anglophone parlent de rebranding. Le rebranding est « une stratégie marketing qui consiste à trouver un nouveau nom ou un nouveau symbole pour une marque établie de longue date, afin de lui donner une identité différente, nouvelle, dans l'esprit des consommateurs, des investisseurs, des concurrents et autres acteurs. »

Ce même procédé a d'ailleurs donné naissance au mal nommé « développement durable ». Lorsqu'ils se sont rendus compte que tout ce dont ils faisaient (et font) frénétiquement l'éloge, et qu'ils regroup(ai)ent derrière le concept du « développement », précipitait une catastrophe écologique (et sociale) globale, et quand ils ont réalisé que l'opinion publique commençait à s'en inquiéter, les dirigeants étatiques et corporatistes du monde ont conjointement décidé, après quelques réunions (comme la Conférence de Stockholm), d'employer, à la place du terme « développement », l'expression « développement durable ». Quelle imagination féconde, me direz-vous. Certes, mais là n'est pas l'important. Ce qu'il faut voir, c'est que fondamentalement, rien n'a changé[9]: la planète est toujours en train d'être détruite (mais par la production d'ampoules basse consommation plutôt que haute consommation, de réfrigérateurs ou de téléviseurs A+++ plutôt que E-, de plastique soi-disant biodégradable en plus du pas du tout biodégradable, de véhicules roulant au biodiesel en plus de véhicules roulant au pétrole, etc.). Seule la manière de qualifier ce qui était et ce qui est encore entrepris a changé. D'où la continuation de la catastrophe.

De la même façon, nos « démocraties » modernes sont des rebrandings des régimes autoritaires du passé. Sous son nouveau vernis, l'État reste l'État : une organisation sociale fondamentalement antidémocratique. Seule son appellation a changé. partage-le.com 01.08

Notes.

1- <http://partage-le.com/2018/01/8605/>

2- <https://youtu.be/8Tt9hRY7Uk8>

3- [https://fr.wikipedia.org/wiki/S%C3%A9nat_\(France\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/S%C3%A9nat_(France))

4- https://fr.wikipedia.org/wiki/Minist%C3%A8re_fran%C3%A7ais#Historique

5- https://fr.wikipedia.org/wiki/Ministres_de_Napol%C3%A9on_Ier#La_conception_du_r%C3%B4le_de_ministre_sous_le_r%C3%A8gne_de_Napol%C3%A9on

6- <http://melanine.org/?Douceur-Coloniale>

7- https://www.lemonde.fr/planete/article/2018/06/07/scandale-du-chlordecone-aux-antilles-l-etat-a-fait-en-sortie-d-en-dire-le-moins-possible_5311379_3244.html

8- <https://www.ledevoir.com/lire/370322/la-democratie-trahie-par-l-election>

9- <http://partage-le.com/2016/02/cet-insoutenable-mot-de-developpement-par-fabrice-nicolino/>

Assemblée Nationale : « un retour en force du secteur privé » - alternatives-economiques.fr 09/07/2018

Sébastien Michon Chargé de recherche au CNRS et enseignant à l'IEP de Strasbourg, spécialiste de sociologie des élus et des questions de professionnalisation de la politique

Extraits.

Vous avez travaillé sur cinq législatures différentes, jusqu'à 1978. Quelles tendances avez-vous pu dégager sur le temps long ?

Nous avons essayé de mesurer ces tendances en nous intéressant aux parcours des élus et nous avons observé, en effet, une forte augmentation au cours des quarante dernières années du nombre d'anciens auxiliaires politiques. Ces positions sont devenues de véritables marche-pieds pour faire des carrières politiques au plus haut niveau.

Un phénomène encore plus large ressort de l'étude des données que nous avons collectées : celui de l'allongement des carrières en politique. Pour accéder au premier échelon de la politique nationale, l'Assemblée Nationale, il faut avoir passé de plus en plus de temps en tant qu'élu local ou en tant que collaborateur politique ou auxiliaire politique. Le nombre d'années à attendre dans ces positions était passé de 12 ans en moyenne en 1978 à 19 ans en 2012. Une file d'attente s'est en quelque sorte créée : un certain nombre de personnes étaient candidates pour accéder aux différents mandats, notamment les plus prestigieux, ce qui les a contraintes à se maintenir plus longtemps en politique pour pouvoir accéder, plus tard dans la carrière, à différents mandats.

Dans cette file d'attente vous aviez des personnes qui étaient dans le champ politique depuis plusieurs années, en tant qu'élu ou en tant qu'auxiliaire, à plein-temps. Ils ont ainsi développé un certain nombre de connaissances et de savoir-faire : répondre à des journalistes, prendre la parole en public, animer une réunion, diriger une fédération locale d'un parti... Par rapport à des personnes aux novices, qui avaient un autre emploi, ils se trouvaient nettement avantagés dans la compétition pour les positions les plus prestigieuses. Ce sont des personnes fortement investies et qui ont des coups d'avance par rapport à ceux qui n'ont pas le temps, parce qu'ils travaillent à côté.

Pour ce qui est des élections législatives de 2017, vos données racontent-elles une histoire très différente de ce qu'on a pu entendre dès la sortie des urnes, sur le renouvellement des élites politiques ?

Ce renouvellement était un enjeu fort pour le groupe désormais majoritaire à l'assemblée. La République en Marche avait d'ailleurs annoncé dans sa campagne la présence de plus de 50 % de « novices » sur leurs listes. Nous avons voulu mesurer avec justesse si tous les élus qui étaient annoncés comme des novices en étaient véritablement.

Ce que nous montrons, c'est que s'ils étaient des « novices » dans la carrière électorale, ils étaient loin d'être sans passé politique ! Prenons par exemple Marie Guévenoux : cette députée LREM a certes été élue pour la première fois en 2017. Mais en réalité elle est dans l'espace politique depuis presque vingt ans : c'est une ancienne attachée parlementaire d'Alain Madelin, qui a aussi été membre de plusieurs cabinets ministériels. On pourrait multiplier les exemples de ce type.

Nos données permettent de préciser cette définition de novices : ce sont des personnes qui n'ont jamais été élues auparavant, et qui n'ont jamais été collaborateurs ou auxiliaires. Il n'y a finalement que 44 % de véritables novices parmi les députés LREM.

Nous avons essayé de mesurer ces tendances en nous intéressant aux parcours des élus et nous avons observé, en effet, une forte augmentation au cours des quarante dernières années du nombre d'anciens auxiliaires politiques. Ces positions sont devenues de véritables marche-pieds pour faire des carrières politiques au plus haut niveau.

Un phénomène encore plus large ressort de l'étude des données que nous avons collectées : celui de l'allongement des carrières en politique. Pour accéder au premier échelon de la politique nationale, l'Assemblée Nationale, il faut avoir passé de plus en plus de temps en tant qu'élu local ou en tant que collaborateur politique ou auxiliaire politique. Le nombre d'années à attendre dans ces positions était passé de 12 ans en moyenne en 1978 à 19 ans en 2012. Une file d'attente s'est en quelque sorte créée : un certain nombre de personnes étaient candidates pour accéder aux différents mandats, notamment les plus prestigieux, ce qui les a contraintes à se maintenir plus longtemps en politique pour pouvoir accéder, plus tard dans la carrière, à différents mandats.

Dans cette file d'attente vous aviez des personnes qui étaient dans le champ politique depuis plusieurs années, en tant qu'élu ou en tant qu'auxiliaire, à plein-temps. Ils ont ainsi développé un certain nombre de connaissances et de savoir-faire : répondre à des journalistes, prendre la parole en public, animer une réunion, diriger une fédération locale d'un parti... Par rapport à des personnes aux novices, qui avaient un autre emploi, ils se trouvaient nettement avantagés dans la compétition pour les positions les plus prestigieuses. Ce sont des personnes fortement investies et qui ont des coups d'avance par rapport à ceux qui n'ont pas le temps, parce qu'ils travaillent à côté.

Pour ce qui est des élections législatives de 2017, vos données racontent-elles une histoire très différente de ce qu'on a pu entendre dès la sortie des urnes, sur le renouvellement des élites politiques ?

Ce renouvellement était un enjeu fort pour le groupe désormais majoritaire à l'assemblée. La République en Marche avait d'ailleurs annoncé dans sa campagne la présence de plus de 50 % de « novices » sur leurs listes. Nous avons voulu mesurer avec justesse si tous les élus qui étaient annoncés comme des novices en étaient véritablement.

Ce que nous montrons, c'est que s'ils étaient des « novices » dans la carrière électorale, ils étaient loin d'être sans passé politique ! Prenons par exemple Marie Guévenoux : cette députée LREM a certes été élue pour la première fois en 2017. Mais en réalité elle est dans l'espace politique depuis presque vingt ans : c'est une ancienne attachée parlementaire d'Alain Madelin, qui a aussi été membre de plusieurs cabinets ministériels. On pourrait multiplier les exemples de ce type.

Nos données permettent de préciser cette définition de novices : ce sont des personnes qui n'ont jamais été élues auparavant, et qui n'ont jamais été collaborateurs ou auxiliaires. Il n'y a finalement que 44 % de véritables novices parmi les députés LREM. Quelle rupture le groupe LREM a-t-il donc induit à l'assemblée ?

On peut identifier quatre catégories au sein des députés LREM. Il y a d'abord les députés sortants, transfuges d'autres partis, tels François de Rugy, Barbara Pompili, Christophe Castaner... Ces ancien(ne)s député(e)s ont rejoint la République en Marche juste avant les élections. Ils représentent 11 % du groupe.

Ensuite, on a tous ceux qui n'avaient pas été élus au niveau national mais qui avaient déjà fréquenté les coulisses du pouvoir, en particulier les cabinets ministériels – à l'instar de Benjamin Griveaux, qui faisait en quelque sorte partie de la garde rapprochée de Macron et qui a trouvé là un premier mandat d'importance. Ils sont aussi à peu près 10 %.

On a également un bloc d'environ un tiers d'élus locaux, qui pour la plupart n'avaient pas une longévité importante dans le champ. Je pense qu'au moment des attributions de l'étiquette « En marche ! », la commission de sélection des candidats a souhaité obtenir un certain équilibre (?) tout en trouvant des candidats un peu partout. Ils ont donc sélectionné des élus locaux souvent avec une courte expérience : quatre ans, cinq ans, ou un mandat tout au plus. On n'a donc pas de « vieux routiers » de la politique. Le fait qu'ils étaient aussi à la recherche de candidates femmes les a aidés, car en moyenne, au local, les femmes ont moins d'expérience. La part des élus locaux est donc importante, mais ils ont une expérience politique beaucoup plus faible que les élus locaux qu'on retrouve au PS ou chez Les Républicains.

Pour finir la dernière catégorie identifiée est celle des novices — ceux qui n'ont jamais été élus, même au local et qui n'ont jamais été auxiliaires politiques. C'est tout de même la catégorie la plus importante (44 % des députés LREM).

Le renouvellement est donc fort, malgré tout. Mais on constate, paradoxalement, que ces candidats qui durant leur campagne critiquaient la « distance au terrain » et arguaient de leur ancrage dans la « vraie vie » ne font pas vraiment de travail de circonscription. Certains ont affirmé de manière assez décomplexée que ça ne les intéressait pas. Je pense notamment au député de la région lyonnaise, Bruno Bonnell, qui a fait cette sortie dans la presse : « moi, je suis un élu de la nation, ce qu'on pense en circonscription, je n'en ai rien à foutre ». Certains n'ont même pas ouvert de permanence !

Or ce travail de circonscription, c'est un peu le symbole de la politique du XX^e siècle. La permanence est un lieu où on accueille les citoyens, où se développe une forme d'assistance sociale : les citoyens, ne sachant pas trop où frapper, vont voir l'élu, le député ou la maire pour demander une recommandation, un avis, de l'aide, pour trouver un logement, un emploi... etc.

Un autre élément à mettre en perspective est que ce renouvellement est fortement situé socialement, avec des élus provenant souvent de l'élite économique. Nombre de députés novices ont été cadres supérieurs dans le privé, dirigeants ou associés dans des entreprises. Beaucoup ont monté des entreprises à côté de leur activité principale, ont été autoentrepreneurs à un moment... Les catégories populaires sont toujours quasi-absentes de la représentation nationale.

Nous avons essayé de mesurer ces tendances en nous intéressant aux parcours des élus et nous avons observé, en effet, une forte augmentation au cours des quarante dernières années du nombre d'anciens auxiliaires politiques. Ces positions sont devenues de véritables marchepieds pour faire des carrières politiques au plus haut niveau.

Un phénomène encore plus large ressort de l'étude des données que nous avons collectées : celui de l'allongement des carrières en politique. Pour accéder au premier échelon de la politique nationale, l'Assemblée Nationale, il faut avoir passé de plus en plus de temps en tant qu'élus locaux ou en tant que collaborateur politique ou auxiliaire politique. Le nombre d'années à attendre dans ces positions était passé de 12 ans en moyenne en 1978 à 19 ans en 2012. Une file d'attente s'est en quelque sorte créée : un certain nombre de personnes étaient candidates pour accéder aux différents mandats, notamment les plus prestigieux, ce qui les a contraintes à se maintenir plus longtemps en politique pour pouvoir accéder, plus tard dans la carrière, à différents mandats.

Dans cette file d'attente vous aviez des personnes qui étaient dans le champ politique depuis plusieurs années, en tant qu'élus ou en tant qu'auxiliaire, à plein-temps. Ils ont ainsi développé un certain nombre de connaissances et de savoir-faire : répondre à des journalistes, prendre la parole en public, animer une réunion, diriger une fédération locale d'un parti... Par rapport à des personnes aux novices, qui avaient un autre emploi, ils se trouvaient nettement avantagés dans la compétition pour les positions les plus prestigieuses. Ce sont des personnes fortement investies et qui ont des coups d'avance par rapport à ceux qui n'ont pas le temps, parce qu'ils travaillent à côté.

Pour ce qui est des élections législatives de 2017, vos données racontent-elles une histoire très différente de ce qu'on a pu entendre dès la sortie des urnes, sur le renouvellement des élites politiques ?

Ce renouvellement était un enjeu fort pour le groupe désormais majoritaire à l'assemblée. La République en Marche avait d'ailleurs annoncé dans sa campagne la présence de plus de 50 % de « novices » sur leurs listes. Nous avons voulu mesurer avec justesse si tous les élus qui étaient annoncés comme des novices en étaient véritablement.

Ce que nous montrons, c'est que s'ils étaient des « novices » dans la carrière électorale, ils étaient loin d'être sans passé politique ! Prenons par exemple Marie Guévenoux : cette députée LREM a certes été élue pour la première fois en 2017. Mais en réalité elle est dans l'espace politique depuis presque vingt ans : c'est une ancienne attachée parlementaire d'Alain Madelin, qui a aussi été membre de plusieurs cabinets ministériels. On pourrait multiplier les exemples de ce type.

Nos données permettent de préciser cette définition de novices : ce sont des personnes qui n'ont jamais été élues auparavant, et qui n'ont jamais été collaborateurs ou auxiliaires. Il n'y a finalement que 44 % de véritables novices parmi les députés LREM.

Quelle rupture le groupe LREM a-t-il donc induit à l'assemblée ?

On peut identifier quatre catégories au sein des députés LREM. Il y a d'abord les députés sortants, transfuges d'autres partis, tels François de Rugy, Barbara Pompili, Christophe Castaner... Ces ancien(ne)s député(e)s ont rejoint la République en Marche juste avant les élections. Ils représentent 11 % du groupe.

Ensuite, on a tous ceux qui n'avaient pas été élus au niveau national mais qui avaient déjà fréquenté les coulisses du pouvoir, en particulier les cabinets ministériels – à l'instar de Benjamin Griveaux, qui faisait en quelque sorte partie de la garde rapprochée de Macron et qui a trouvé là un premier mandat d'importance. Ils sont aussi à peu près 10 %.

On a également un bloc d'environ un tiers d'élus locaux, qui pour la plupart n'avaient pas une longévité importante dans le champ. Je pense qu'au moment des attributions de l'étiquette « En marche ! », la commission de sélection des candidats a souhaité obtenir un certain équilibre (?) tout en trouvant des candidats un peu partout. Ils ont donc sélectionné des élus locaux souvent avec une courte expérience : quatre ans, cinq ans, ou un mandat tout au plus. On n'a donc pas de « vieux routiers » de la politique. Le fait qu'ils étaient aussi à la recherche de candidates femmes les a aidés, car en moyenne, au local, les femmes ont moins d'expérience. La part des élus locaux est donc importante, mais ils ont une expérience politique beaucoup plus faible que les élus locaux qu'on retrouve au PS ou chez Les Républicains.

Pour finir la dernière catégorie identifiée est celle des novices — ceux qui n'ont jamais été élus, même au local et qui n'ont jamais été auxiliaires politiques. C'est tout de même la catégorie la plus importante (44 % des députés LREM).

Le renouvellement est donc fort, malgré tout. Mais on constate, paradoxalement, que ces candidats qui durant leur campagne critiquaient la « distance au terrain » et arguaient de leur ancrage dans la « vraie vie » ne font pas vraiment de travail de circonscription. Certains ont affirmé de manière assez décomplexée que ça ne les intéressait pas. Je pense notamment au député de la région lyonnaise, Bruno Bonnell, qui a fait cette sortie dans la presse : « moi, je suis un élu de la nation, ce qu'on pense en circonscription, je n'en ai rien à foutre ». Certains n'ont même pas ouvert de permanence !

Or ce travail de circonscription, c'est un peu le symbole de la politique du XX^e siècle. La permanence est un lieu où on accueille

les citoyens, où se développe une forme d'assistance sociale : les citoyens, ne sachant pas trop où frapper, vont voir l'élu, le député ou la maire pour demander une recommandation, un avis, de l'aide, pour trouver un logement, un emploi... etc.

Un autre élément à mettre en perspective est que ce renouvellement est fortement situé socialement, avec des élus provenant souvent de l'élite économique. Nombre de députés novices ont été cadres supérieurs dans le privé, dirigeants ou associés dans des entreprises. Beaucoup ont monté des entreprises à côté de leur activité principale, ont été autoentrepreneurs à un moment... Les catégories populaires sont toujours quasi-absentes de la représentation nationale. alternatives-economiques.fr 09/07/2018

- Les (ultra)riches sont des psychopathes - partage-le.com 26.07

De nombreuses études scientifiques, d'année en année, l'ont démontré de différentes manières, les ultrariches ont tendance à être de sacrés sociopathes. On peut par exemple lire, dans un article[1] de Slate intitulé « C'est scientifiquement prouvé: les riches n'en ont rien à faire des autres », publié en 2018 :

« Un nombre croissant d'études démontrent que nous ne sommes pas tous logés à la même enseigne. Être riche changerait notre façon de voir le monde : plus on a d'argent, moins on prêterait attention aux autres et à leurs problèmes. [...]

'Les études réalisées en ligne, sur le terrain et en laboratoire aboutissent toutes à la même conclusion : les riches se préoccupent moins d'autrui que les autres classes sociales', déclare Pia Detze, la principale auteure de l'étude relayée par Quartz. »

Dans un précédent article de Slate, publié en 2010 et intitulé « Les riches n'ont pas d'empathie[2] », on apprend que :

« Les riches ont moins d'empathie que les pauvres, affirme une étude parue dans Psychological Science. D'après les chercheurs, la réussite de la classe défavorisée dépend beaucoup de la capacité de ses membres à compter sur les autres. Par exemple, explique Science Daily, si on ne peut pas se permettre d'avoir une nounou ou une baby-sitter, on doit compter sur ses voisins ou sa famille pour qu'ils surveillent les enfants pendant qu'on travaille.

Pour une de leurs expériences, les chercheurs ont utilisé des volontaires qui travaillaient dans une université, en déterminant leur classe sociale par leur niveau d'études. Dans un test de perception émotionnelle, les volontaires ont regardé des photos de visages et ont dû dire quelles émotions ces visages traduisaient. Les gens les plus éduqués ont eu de moins bons résultats que les gens les moins éduqués. Lors d'une autre, les étudiants de classe supérieure (déterminée par les propres perceptions de chaque étudiant sur le statut socio-économique de sa famille) avaient plus de mal à lire correctement les émotions d'un inconnu pendant un entretien d'embauche en groupe.

Pourquoi cette différence ? Les chercheurs pensent que les personnes riches peuvent résoudre leurs problèmes grâce à leur argent, elles ne dépendent donc pas autant de l'entraide fournie par les autres. »

Dans un article intitulé « La richesse éloigne les riches de leur humanité[3] », publié en 2014 sur le site de l'Agence Science-Presse, un média québécois à but non lucratif, rappelant que « les résultats d'expériences démontrant que l'argent nous éloigne de notre humanité s'accumulent en effet de plus en plus », on découvre les travaux de Dacher Keltner et de ses collègues de l'Université de Californie à Berkeley :

« Ils ont par exemple observé le comportement d'automobilistes à des intersections où il y avait quatre arrêts obligatoires. Les gens qui conduisaient des voitures de luxe étaient quatre fois plus enclins à couper les autres voitures que les gens conduisant des voitures bon marché. Même phénomène observé aux traversées piétonnes : les personnes dans des voitures économiques respectaient la priorité de passage aux piétons tandis que les gens dans les voitures de luxe ignoraient les piétons 46% du temps.

Et ce peu de considération pour les autres ou pour les règlements ne se manifeste pas seulement en voiture. Ayant invité des gens de différentes classes sociales dans leur laboratoire pour divers tests, l'équipe de Keltner avait disposé à la sortie un gros pot rempli de bonbons mais avec une inscription bien en vue à côté disant que les bonbons étaient réservés aux enfants qui venaient au laboratoire. Et encore une fois, plus riche était la personne, plus elle prenait souvent malgré tout un bonbon en sortant.

D'autres études montre que la richesse s'accompagne d'une plus grande probabilité d'enfreindre le code de la route, de tricher, de commettre des vols à l'étalage ou d'être moins généreux envers ceux qui demandent la charité. Certains expliquent cela par le sentiment de liberté que procure l'argent et qui fait croire qu'on peut se passer des autres, oubliant qu'il y a des choses pour notre équilibre affectif qui s'achètent difficilement. Le fait que l'opulence amène également un sentiment de supériorité essentialiste [4], c'est-à-dire l'impression d'être naturellement supérieur, ne doit pas aider non plus, côté empathie... »

Dans un autre article[5], publié sur Atlantico, on apprend que :

« Selon certaines études, les personnes appartenant à des catégories socioprofessionnelles très élevées partageraient de

nombreux points en commun avec les psychopathes. [...] Les scientifiques suisses de l'université de Saint-Gall se sont un jour amusés à comparer les comportements des traders à ceux des psychopathes retenus dans des établissements de haute sécurité. Certes, les opérateurs de marché n'ont pas bonne réputation, mais n'était-ce pas pousser le bouchon un peu loin ? Que nenni. Selon les résultats, les financiers de l'extrême serait encore plus manipulateurs et dangereux que les patients des asiles. Le goût pour la prise de risque chez les traders serait dû à un tempérament imprudent et manipulateur encore plus prononcé que chez les psychopathes. »

Dans un texte intitulé « La pathologie de la riche famille blanche[6] », le journaliste Chris Hedges, résumant ce qui précède, écrit que :

« La pathologie de la riche famille blanche est la plus dangereuse des pathologies des États-Unis. La riche famille blanche est maudite par trop d'argent et de privilèges. Elle est dénuée d'empathie, conséquence de vies entières de prérogatives. Son sens de la loyauté est restreint et elle ne possède pas d'aptitude au sacrifice personnel. Sa définition de l'amitié se réduit à 'que pouvez-vous faire pour moi??' Elle est possédée par un désir insatiable d'accroître sa fortune et son pouvoir. Elle pense que la richesse et les privilèges lui confèrent une intelligence et une vertu supérieures. Elle baigne dans l'hédonisme et le narcissisme effrénés. Et à cause de tout cela, elle interprète la réalité à travers un prisme d'auto-adulation et d'avarice qui relève de la démence. La famille blanche et riche est une menace. »

Emmanuel Macron est de ceux-là. Beaucoup — voire l'immense majorité — de ceux qui ont accès à des postes importants, qui jouent des rôles importants dans le système politico-économique dominant (« décideurs » politiques, PDG de multinationales, ultrariches à la tête d'empires financiers, etc.) en sont également. De manière plus générale et véritablement « systémique », une des nombreuses horreurs du capitalisme mondialisé, organisé par et pour les ultrariches, c'est qu'il est littéralement conçu pour encourager, à tous les niveaux, des comportements sociopathologiques, inhumains — à travers l'obligation de vendre son temps de vie sur un marché du travail ; la marchandisation de tout (de toutes nos activités quotidiennes, des interactions humaines les plus élémentaires, du monde naturel, ce qui donne les fameux « services écosystémiques », etc.) ; le fait que nous soyons prisonniers d'une société d'une taille et d'une complexité qui dépassent largement l'entendement humain, ce qui implique que nous ne pouvons faire autrement que de cautionner toutes sortes de choses dont nous ignorons tout, bon gré, mal gré, avec les conséquences que l'on sait ; et finalement la destruction de tout ce qui faisait d'une communauté une communauté, de tout ce que « faire société » impliquait d'entraide et de solidarité.

C'est pourquoi, d'un certain point de vue, les résultats d'une étude menée par des chercheurs de l'université australienne de Bond, qui nous révèlent que plus de 20% des PDG sont des psychopathes, ne sont pas étonnants (selon certaines évaluations, sur l'ensemble de la population ce taux serait d'environ 1%). Et pourtant, d'un autre point de vue, ils le sont. 20%, seulement ?! Dans une organisation sociale dont le fonctionnement général nous impose à tous de supporter, de cautionner, ou d'adopter au quotidien des comportements antisociaux, cela semble bien peu, d'autant plus que l'entreprise est l'entité sociopathologique par excellence (ainsi que Joel Bakan tente de l'exposer dans *The Corporation*).

Le système économico-politique dominant — dans lequel le pouvoir n'est pas équitablement réparti entre tous mais concentré entre quelques mains, accaparé par une oligarchie — encourage la psychopathie en récompensant les comportements psychopathiques et en punissant ceux qui font preuve de conscience et d'intégrité. Le seul exemple de l'entreprise suffit amplement à l'illustrer. Pour se maintenir dans la course capitaliste, une entreprise doit rester compétitive et, pour ce faire, ses dirigeants n'hésiteront pas à recourir à des licenciements massifs, au mépris de leurs conséquences humaines désastreuses. De la même manière, l'industrialisme se basant sur la surexploitation du monde naturel, une entreprise compétitive est une entreprise qui n'hésite pas à exploiter, polluer ou détruire l'environnement. Les politiques mentent et ne tiennent jamais leurs promesses, tout le monde le sait et, à l'instar des dirigeants du monde de l'entreprise, ils n'hésitent pas à instaurer des mesures d'austérité, au mépris de leurs conséquences humaines désastreuses.

Le lien entre pouvoir et psychopathie est inéluctable. L'histoire plurimillénaire de la civilisation et de l'État, c'est l'histoire de sociétés dans lesquelles le pouvoir est accaparé par un homme ou un groupe d'hommes (et pas de femmes, dans l'immense majorité des cas), qui en abuse. En contraste, l'histoire bien plus longue des sociétés sans État, c'est souvent celle de peuples ayant réussi, par diverses modalités culturelles, à empêcher l'accaparement ou l'accumulation du pouvoir. C'est à l'aune de cela qu'il faut comprendre la célèbre phrase de Louise Michel : « Le pouvoir est maudit, c'est pourquoi je suis anarchiste. »

Bien évidemment, les sociopathes ultrariches qui tirent le plus profit de l'organisation socioéconomique dominante sont prêts à tout pour défendre leurs privilèges, pour défendre cette organisation qui leur octroie pouvoir et richesse. Y compris, manifestement, à employer les forces violentes dont ils détiennent le contrôle. Il s'ensuit, très logiquement, que la non-violence, seule, n'a aucune chance de faire advenir le changement social et écologique tant attendu.

En attendant, une poignée d'ultrariches continuera à régner et à s'enrichir toujours plus au détriment de nous tous et de la planète dans son ensemble. Jusqu'à ce que... partage-le.com 26.07

- La pauvreté en Europe - inegalites.fr 13 juin 2018

17,3 % des Européens, soit 87 millions de personnes, vivaient sous le seuil de pauvreté en 2015 selon Eurostat [1], si on prend

en compte le seuil à 60 % du revenu médian de chaque pays (voir encadré ci-dessous). La Finlande (11,6 %), le Danemark (11,9 %), la Norvège (12,2 %) et les Pays-Bas (12,7 %) font partie des pays où le taux de pauvreté est le plus faible. Avec un taux à 13,6 %, le niveau de la pauvreté en France se situe également parmi les plus bas d'Europe. Il est même le plus faible des pays les plus peuplés.

À l'opposé, la Roumanie (25,3 %), l'Espagne (22,3 %) et la Grèce (21,2 %) ont les taux de pauvreté les plus élevés. L'Italie et le Portugal ne sont pas loin avec respectivement 20,6 % et 19,0 %. Ces pays sont fortement touchés par la crise économique et ont un taux de chômage très élevé, notamment chez les jeunes.

En prenant en compte les seuils à 40 % du niveau de vie médian national (c'est-à-dire le niveau de la grande pauvreté), les hiérarchies et les écarts entre les pays sont partiellement modifiés. En moyenne, 6,4 % de personnes sont touchées en Europe. En Roumanie (13,5 %), en Espagne (10,7 %) et en Grèce (10,2 %), plus d'une personne sur dix vit dans la grande pauvreté. Le Royaume-Uni (5,6 %), la Suède (5,1 %) et l'Allemagne (4,8 %) sont proches de la moyenne européenne. En France, la part de la population très pauvre est parmi les plus faibles (3,1 % selon Eurostat). Seule la Finlande contient encore mieux la grande pauvreté (2,2 %).

Quel seuil de pauvreté retenir ?

Les taux de pauvreté mesurent la proportion de la population qui vit avec un revenu disponible inférieur au seuil de pauvreté. Ce seuil correspond à un pourcentage du revenu médian national. Le seuil le plus souvent utilisé équivaut à 60 % du revenu médian. Le seuil à 60 % est le plus fréquemment utilisé dans les comparaisons européennes. Il s'agit d'une convention qui correspond à une conception large de la pauvreté. On peut tout aussi bien utiliser le seuil à 50 %, voire à 40 % qui se focalise sur la grande pauvreté. Aucun seuil n'est objectivement meilleur.

Le seuil retenu n'est pas le revenu médian européen mais le revenu médian de chaque pays. Le Royaume-Uni enregistre 15,9 % de pauvres au seuil à 60 % du revenu médian contre 22,3 % en Espagne. Le seuil de pauvreté britannique est plus élevé que le seuil espagnol : il est estimé à 876 euros par mois au Royaume-Uni contre 759 euros en Espagne. inegalites.fr 13 juin 2018

- Démographie Vers une planète à 11 milliards d'humains - alternatives-economiques.fr 12/07/2018

Nous vivons une époque tout à fait exceptionnelle dans l'histoire de l'humanité : quand l'auteur de ces lignes est né, il y a soixante et un ans, 2,9 milliards d'êtres humains « seulement » peuplaient la Terre. Aujourd'hui, nous sommes 7,6 milliards, 2,6 fois plus... Une hausse inégalée en un temps si court.

Des vies plus longues

La population humaine a en effet oscillé entre 200 et 400 millions d'individus depuis le début de notre ère jusqu'au XVI^e siècle, selon les estimations du projet HYDE de la Netherlands Environmental Assessment Agency. Elle n'a fini par dépasser le milliard qu'au seuil du XIX^e siècle. Depuis, la croissance démographique n'a cessé de s'accélérer. C'est le résultat, tout d'abord, d'un recul rapide de la mortalité des jeunes enfants : en France, le taux de mortalité infantile¹, qui était de 30 % au XVIII^e siècle, est tombé à 0,35 % du fait des progrès de la médecine et des conditions d'accès à celle-ci, ainsi que de l'amélioration des conditions d'hygiène, avec notamment l'eau courante et le traitement des eaux usées. Ce mouvement, qui a d'abord touché les pays industrialisés, se poursuit dans les pays du Sud, en dépit des difficultés qu'ils rencontrent : à l'échelle mondiale, le taux de mortalité infantile, qui était encore de 6,5 % en 1990, a reculé à 3 % en 2016, une division par deux en un quart de siècle.

Parallèlement, l'amélioration des conditions de travail et celle de la médecine ont permis un allongement spectaculaire de la vie. Au début du XIX^e siècle, l'espérance de vie n'était que de quarante ans en France, elle a aujourd'hui doublé. Là aussi, la même évolution se poursuit dans les pays du Sud : l'espérance de vie à la naissance, de 52,6 ans en moyenne dans le monde en 1960, est aujourd'hui montée à 71,9 ans, quasiment vingt ans de plus. En 1960, seuls 43 % des hommes et 53 % des femmes dépassaient l'âge de 65 ans. Aujourd'hui, ces taux sont respectivement de 73 % et 81 %. Cet allongement de la vie contribue par lui-même à la hausse de la population : si chacun d'entre nous reste sur Terre quatre-vingts ans au lieu de quarante, la population double à nombre de naissances égal.

Deux enfants par femme en 2100

Mais la croissance démographique a surtout accéléré du fait des comportements de reproduction, qui ne se sont adaptés qu'avec retard à la nouvelle donne. A l'époque où la mortalité infantile touchait un nouveau-né sur trois et où le risque était grand que les guerres et les épidémies enlèvent les autres avant l'âge adulte, il fallait que chaque famille ait de nombreux enfants pour qu'un ou deux survivent et puissent assurer les vieux jours de leurs parents, en un temps où les systèmes de retraite n'existaient pas. Par la suite, les femmes ont longtemps continué à avoir de nombreux enfants, alors que ceux-ci avaient beaucoup plus de chances de vivre qu'auparavant. D'où l'explosion démographique que l'on a pu observer dans les pays développés, puis dans ceux du Sud.

La transition démographique, ce processus qui amène les femmes à réduire leur nombre d'enfants, est cependant achevée désormais dans les pays développés : quasiment tous sont passés depuis les années 1980 sous la barre des 2,1 enfants par femme, qui stabilise une population. Cette transition est également bien engagée à l'échelle mondiale : une femme avait en moyenne 5 enfants en 1960, elle n'en a plus aujourd'hui que 2,5. Cette chute a été particulièrement marquée en Chine (de 5,7 enfants par femme à 1,6) et en Inde (de 5,9 à 2,4). Mais le cas le plus spectaculaire est fourni par l'Iran des mollahs : on y est passé de 6,9 enfants par femme en 1960 à 1,7 en 2015. C'est notamment cet exemple qui avait amené Youssef Courbage et Emmanuel Todd à contester en 2007 la thèse du « choc des civilisations » [1]. L'Afrique constitue cependant une exception majeure, même si la transition démographique est enclenchée : les femmes y ont en effet encore 4,9 enfants en moyenne.

Comment la population va-t-elle évoluer à l'avenir ? La prévision démographique est un art difficile. On connaît certes le nombre de personnes nées au cours des années précédentes, mais il faut encore estimer le nombre d'enfants qu'elles-mêmes auront à l'âge adulte. De plus, des crises, comme des épidémies ou des guerres, peuvent avoir un impact sensible difficile à prévoir : l'épidémie de sida, qui a surtout affecté l'Afrique, a changé la donne démographique sur ce continent dans les années 1990. Enfin, à l'échelle d'un pays donné, les comportements migratoires peuvent, eux aussi, modifier profondément les choses.

Défi écologique

Les Nations unies réalisent cependant régulièrement une prospective démographique mondiale. Le dernier exercice date de 2017. Trois hypothèses ont été chiffrées. Tout d'abord, si le taux de fécondité des femmes se maintient d'ici à 2100, 10,8 milliards de personnes peupleraient la Terre en 2050 et 16,3 en 2100, plus de deux fois plus qu'aujourd'hui... A l'autre extrême, si la fécondité passait de 2,5 enfants par femme aujourd'hui en moyenne à 1,75 en 2050 et 1,5 en 2100, la population mondiale culminerait à 8,8 milliards de personnes en 2050, pour redescendre à 7,3 milliards en 2100, un peu moins qu'aujourd'hui.

Enfin, la projection médiane, celle que privilégient les Nations unies, anticipe une baisse de la fécondité de 2,5 enfants par femme aujourd'hui à 2 en 2100. Dans cette hypothèse, nous serions 9,8 milliards en 2050 et 11,2 milliards en 2100, 47 % de plus qu'aujourd'hui... Dans ce cas de figure, l'Afrique subsaharienne apporterait à elle seule la moitié de la croissance démographique : avec son milliard d'habitants, elle pèse aujourd'hui 14 % de la population mondiale ; les 2,2 milliards d'Africains de 2050 en représenteraient 22 % ; et leurs 4 milliards de descendants 36 % en 2100. Une pression démographique qui alimente les spéculations au sujet des migrations massives susceptibles de se produire au cours des prochaines décennies.

On assisterait aussi à un vieillissement sensible de la population : la part des plus de 65 ans, qui est aujourd'hui de 8 %, grimperait à 16 % de la population mondiale en 2050 et à 23 % en 2100. Tandis que les moins de 25 ans passeraient de 42 % à 30 %. Ceci étant, les 25-65 ans, le coeur de la population active, baisseraient seulement de 49 % du total aujourd'hui à 48 % en 2100. Or, c'est cette proportion qui est déterminante sur le plan économique : combien de jeunes et de vieux un actif doit-il nourrir ?

Cette hypothèse médiane est privilégiée par les Nations unies parce qu'elle intègre des changements très progressifs des comportements humains en matière de reproduction. Elle semble cependant difficilement compatible avec les défis écologiques auxquels est confrontée la planète. Les pays riches ont évidemment une lourde responsabilité en la matière et nous devons changer en profondeur nos modes de vie, mais la recherche d'une stabilisation plus rapide de la population mondiale est elle aussi sans doute incontournable.

1. Mortalité infantile : nombre de décès d'enfants de moins de 1 an rapporté au nombre de naissances vivantes

2. Transition démographique : passage d'un régime où la fécondité et la mortalité sont élevées à un régime où elles sont faibles. alternatives-economiques.fr 12/07/2018

Parole d'internaute.

- Encore une jolie page de propagande réchauffiste. Les vagues de chaleur à court terme ont toujours existé. C'est illusoire de faire des raisonnements à long terme à partir d'événements climatiques à court terme. D'autant plus que la loupe médiatique met du spectaculaire sur les événements, sans les cadrer dans un contexte avec du recul. Et la prévision du climat futur est basée sur un modèle de faible valeur, pour la simple raison qu'il n'a jamais rien prévu correctement.

Il y a d'autres théories, bien sûr qui ne sont pas politiquement correctes car dans ce domaine on n'a pas le droit de douter de l'histoire officielle sinon on perd ses crédits. Par exemple, celle de Valentina Zharkova sur les cycles solaires, qui prévoit l'entrée dans une ère de faible activité solaire à partir de 2020 et pour un bon moment, où nous verrions la Tamise gelée comme en 1677. Il faut voir comme elle s'est fait taper dessus pour avoir osé dire ça.

La réalité c'est qu'il n'y a aucun consensus scientifique sur le climat, contrairement à ce que les politiques comme ces bandits de Al Gore ou Obama veulent faire croire, et pour la simple raison qu'il n'y a pas de modèle qui fonctionne. Et il n'y a même pas de mesures de température potables, à part Argo depuis les années 2000. La base d'un modèle correct ce sont des mesures valables.

Il y a un moment où il faut cesser de dire des bêtises sur le climat.

Toute cette histoire c'est de la religion, pas de la science.

[Le vieux monde craque de partout.](#)

Dans un sens ou dans l'autre, pour le meilleur ou le pire...

- Une immense foule de druzes israéliens proteste contre une loi controversée - AFP 5 août 2018

Une foule immense de druzes israéliens et leurs sympathisants a manifesté samedi à Tel-Aviv contre une nouvelle loi controversée qui disent-ils fait d'eux des citoyens de seconde classe.

Selon les médias israéliens, quelque 50.000 personnes ont pris part à la manifestation. AFP 5 août 2018

- Des manifestants attaquent une école religieuse en Iran, tensions croissantes - AFP 4 août 2018

Des manifestants iraniens ont attaqué une école religieuse dans une province proche de Téhéran, après plusieurs jours de protestations contre les difficultés économiques à l'approche du rétablissement des sanctions américaines.

Vendredi soir, "environ 500 manifestants ont attaqué une école religieuse, tentant de briser ses portes et de brûler des objets", a rapporté samedi l'agence de presse Fars, proche des conservateurs, en citant le directeur de l'école d'Ishtehad dans la province de Karaj.

Ils "sont arrivés avec des pierres et brisé toutes les fenêtres de la salle de prière, scandant des slogans contre le régime", avant d'être dispersés par la police anti-émeutes, a-t-il ajouté en faisant état d'arrestations.

Ces derniers jours, des manifestations rassemblant des centaines de personnes ont eu lieu dans plusieurs grandes villes comme Chiraz (sud), Ahvaz (sud-ouest), Machhad (nord-est) et Karaj. AFP 4 août 2018

- Argentine: des milliers de manifestants contre la légalisation de l'avortement - AFP 5 août 2018

Des milliers de fidèles convoqués par les églises évangéliques d'Argentine ont manifesté samedi à Buenos Aires contre le projet de légalisation de l'avortement qui doit être examiné par le Sénat mercredi. AFP 5 août 2018

- Nicaragua: manifestation de soutien aux médecins licenciés par le pouvoir - AFP 5 août 2018

Des milliers de personnes ont défilé samedi à Managua pour soutenir les médecins licenciés par le gouvernement pour avoir soigné les opposants blessés au cours des manifestations qui, depuis mi-avril, ont fait 317 morts et au moins 2.000 blessés.

Simultanément, des milliers de personnes favorables au président Daniel Ortega ont manifesté à l'appel du gouvernement pour demander "justice pour les victimes du terrorisme". AFP 5 août 2018

- Bangladesh: 115 étudiants blessés dans une manifestation qui dégénère - AFP 5 août 2018

Une centaine d'étudiants ont été blessés samedi au Bangladesh dans des heurts avec la police, qui a tiré des balles en caoutchouc en direction de manifestants protestant contre l'insécurité routière, selon un médecin et des témoins. AFP 5 août 2018

- A Séoul, affluence record à une manifestation de femmes contre les caméras espions - AFP 5 août 2018

Une nouvelle manifestation pour exiger du gouvernement sud-coréen de réprimer davantage la "pornographie par caméra-espion" a attiré samedi à Séoul une foule record de 70,000 femmes, selon ses organisateurs.

Ce sont 10.000 de plus que la précédente édition de cette manifestation mensuelle, malgré une canicule sans précédent dépassant les 37 degrés.

Les manifestations dénoncent un phénomène grandissant baptisé "molka": des vidéos de femmes tournées à leur insu dans les toilettes, à l'école, dans les trains, les vestiaires... qui sont devenues omniprésentes. AFP 5 août 2018

- Gaza: décès d'un adolescent palestinien blessé par des tirs israéliens - AFP 5 août 2018

Un adolescent palestinien a succombé samedi à ses blessures infligées la veille par des tirs de soldats israéliens lors d'une manifestation près de la barrière séparant Israël de la bande de Gaza, a annoncé le ministère de la Santé dans cette enclave. AFP 5 août 2018

- Afghanistan : des kamikazes déguisés en femmes tuent au moins 35 fidèles dans une mosquée chiite
- LeParisien.fr 5 août 2018

Le bilan s'est alourdi samedi à Gardez, dans l'est de l'Afghanistan, où les autorités ont dénombré 35 morts et 94 blessés au lendemain de l'attentat de deux kamikazes en burqa dans une mosquée... LeParisien.fr 5 août 2018

Quand des médias dits alternatifs se livrent à des numéros d'illusionnisme.

- Comment les professionnels de l'évasion fiscale noyautent les institutions européennes - bastamag.net
11 juillet 2018

Extrait. Face à la succession des scandales, et dans un contexte d'austérité budgétaire sur le vieux continent, les instances européennes se devaient de faire quelque chose pour lutter contre l'évitement fiscal des multinationales. (...) (Nous n'attendons rien des "instances européennes", nous considérons qu'elles sont illégitimes. Bref, ces gens-là leur accordent une légitimité que les peuples leur refusent. Pour qui roulent-ils ? - LVOG)

« Si nous voulons que les multinationales paient leur juste part d'impôts, il faut créer un mur étanche entre les législateurs et l'industrie de l'évitement fiscal », conclut Vicky Cann, de Corporate Europe Observatory. C'est ce que l'Organisation mondiale de la santé, assiégée par les lobbyistes de l'industrie du tabac, a fini par décider. Une initiative qui pourrait être reproduite dans d'autres secteurs. bastamag.net 11 juillet 2018

Là c'est pire encore, ils légitiment l'existence des multinationales et de l'ONU dont l'OMS est une officine. Sans rire, ces gens-là sont de gauche, mais pas vraiment des opposants au capitalisme, ils sont donc de droite et l'ignorent ! C'est leur droit, mais qu'ils l'assument.

Quand au nom du pluralisme de l'information, ils offrent une tribune à une officine de la NED/CIA.

- Russie 2017/2018, par Amnesty International - Les Crises 5 août 2018

Extrait. Les droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique ont fait l'objet de restrictions supplémentaires. Des défenseurs des droits humains et des ONG indépendantes ont cette année encore été victimes de manœuvres de harcèlement et d'intimidation. Les droits culturels ont été battus en brèche, par le biais notamment de représailles et de l'autocensure. Des minorités religieuses ont continué d'être harcelées et persécutées. Le droit d'être jugé dans des conditions équitables a fréquemment été bafoué. La torture et les autres mauvais traitements n'ont pas cessé ; l'action des organismes indépendants de surveillance des lieux de détention continuait de se réduire. Le Caucase du Nord était toujours le théâtre de graves atteintes aux droits humains. La Russie a opposé son veto aux résolutions du Conseil de sécurité [ONU] sur la Syrie. Les droits des migrants et des réfugiés n'étaient pas protégés. Certaines formes de violence domestique ont été dépénalisées. Les personnes LGBTI demeuraient victimes de discriminations et de violences. En Tchétchénie, les hommes gays ont été la cible d'une campagne concertée d'enlèvements, de torture et d'homicides de la part des autorités locales. (...) (On retrouve là le discours des Obama, Clinto, Mc Cain, du PS au NPA, de l'Otan... - LVOG)

La police a bien souvent usé d'une force excessive et inutile pour disperser les manifestants pacifiques. (...) (Comme dans de nombreux pays pour ne pas dire tous. - LVOG)

Depuis le 26 mars, au moins huit manifestants ont été mis en examen pour des actes de violence dont ils se seraient rendus coupables alors qu'ils tentaient de se défendre ou de protéger des tiers des brutalités policières, à Moscou, à Petrozavodsk et à Volgograd. Des poursuites ont été engagées au pénal contre d'autres manifestants, dont certains faisaient l'objet d'accusations contestables. (...) (Comme dans de nombreux pays pour ne pas dire tous. - LVOG)

Le 7 février, la Cour européenne des droits de l'homme a rendu un arrêt dans le cadre de l'affaire Lachmankine et autres la Russie, concernant 23 requérants de différentes régions. (...) (Pour convaincre les lecteurs du bien-fondé de leurs intentions et de leurs accusations, tout au long de leur article ils vont faire appel à l'Union européenne, qui comme chacun sait est une institution démocratique... - LVOG)

La Loi sur les « agents de l'étranger » affectait le fonctionnement des ONG. (...) (Les ONG jouent un rôle si déterminant dans

la déstabilisation des Etats et la dislocation du mouvement ouvrier, qu'ils leur accordent quasiment un statut institutionnel international privilégié au-dessus des lois des Etats, à l'instar des Etats-Unis qui vont infliger des sanctions à n'importe qui dans le monde après avoir employé le dollar lors de transactions commerciales, par exemple. Ou encore les multinationales ou les entreprises transnationales qui intentent des procès à des Etats qui refusent la commercialisation de certains produits sur leur territoire... - LVOG)

En mars, la Cour européenne des droits de l'homme a regroupé les requêtes dont elle avait été saisie par 61 ONG russes au sujet de la loi sur les « agents de l'étranger » et les a communiquées au gouvernement russe. (...) (Dis-moi qui te finance et je te dirai qui tu es, elles ne sont pas financées par les travailleurs russes de toutes évidences. - LVOG)

Les médias restaient pour l'essentiel sous le contrôle de fait des pouvoirs publics, qui s'en servaient pour discréditer les défenseurs des droits humains, leurs opposants politiques et, plus généralement, les voix dissidentes. (...) (Comme en France, aux Etats-Unis et dans de nombreux pays, un lieu commun qui présenté de cette manière tend à le faire oublier. - LVOG)

Poursuivant leur campagne de répression de la liberté d'expression sur internet, les pouvoirs publics ont pris diverses mesures restrictives (...) (Comme en France, aux Etats-Unis et dans de nombreux pays, un lieu commun qui présenté de cette manière tend à le faire oublier. - LVOG)

La législation de lutte contre l'extrémisme a été élargie et de nouveau appliquée de façon arbitraire contre les formes d'expression protégées. (...) (Comme en France, aux Etats-Unis et dans de nombreux pays, un lieu commun qui présenté de cette manière tend à le faire oublier. - LVOG)

Une loi autorisant les autorités à qualifier d'« agents de l'étranger » des médias enregistrés à l'étranger et recevant des financements de l'étranger a été promulguée en novembre. Elle avait pour conséquences de jeter le discrédit sur ces médias et de les astreindre à de sévères obligations en matière de rapport d'activités. (...) (Comme en France et aux Etats-Unis ou encore en Israël, un lieu commun qui présenté de cette manière tend à le faire oublier. - LVOG)

La Russie a fait usage de son droit de veto à cinq reprises au sein du Conseil de sécurité de l'ONU pour bloquer des résolutions destinées à imposer des sanctions pour production et utilisation d'armes chimiques en Syrie, à condamner l'attaque qui aurait été menée avec des armes chimiques sur la ville de Khan Cheikhoun, à prier le gouvernement syrien de permettre l'accès à tous les sites et à en autoriser l'inspection, et à renouveler le mandat du Mécanisme d'enquête conjoint chargé d'identifier les personnes responsables d'attaques à l'arme chimique. (...) (La Russie a empêcher que les Américains et ses alliés bombardent la Syrie et liquident Bachar el-Assad, voilà son crime ! Pour qui roulent-ils ? Vous avez la réponse. Et Les-Crises ? Vous l'avez également. - LVOG) Les Crises 5 août 2018

Inutile de publier la suite elle est à l'avenant, Amnesty International ne fait que relayer la propagande de l'Otan...

Commentaires d'internautes

1- Vulgaire propagande de ces Ong financées par notre ennemie l'oligarchie afin de préparer le terrain aux futures guerres de l'Otan menées contre les pays refusant l'ordre mondial néocon en tentant de discréditer par avance le soutien de la Russie aux pays ciblés dont en premier lieu l'Iran. Collusion entre les idiots utiles de l'imperialisme israélo-Américain et les criminels de masse qui mettent en oeuvre ses plans.

2- Il est certain que selon les critères US des "droits humains", tels qu'ils sont définis dans la Déclaration de 45 et portée sur les fonts baptismaux de l'évangélisation anticommuniste par Eleonor Roosevelt, la Russie fait figure de pays sous-développé face aux 23 exécutions en 2017 et aux 14 en 2018 aux USA.

... sans parler de la torture permanente de l'attente de l'exécution, le record à battre est de 33 ans. Walter Moody exécuté cette année à 83 ans n'aura été supplicié que pendant 22 ans.

.. ni des peines de travaux forcés ou des détentions arbitraires comme à Guantánamo.

Il est réconfortant de voir que "la lettre au Père Noël" continue à remplir sa fonction avec Amnesty à la barre même si la Russie n'est plus communiste depuis belle lurette.

Ceci n'est pas une approbation des dérives russes mais une objection sur la qualité des moucheurs... surtout si en plus s'ils se planquent à Londres.

Quand le doigt du sage montre la lune, les idiots regardent soit le doigt soit la lune. C'est le sage qu'il faut regarder.

3- J'ai parfois l'impression qu'Amnesty international est devenue un appendice de la politique washingtonienne, notamment en stigmatisant systématiquement les régimes progressistes de l'Amérique du sud. l'article publié ici me donne un peu la même impression, car c'est une instruction totalement à charge contre le gouvernement russe, alors que ne sont évoqués ni le rôle de l'église orthodoxe ni les pratiques et les pressions de divers mouvements politiques extrémistes.

4- Évidement que la Russie a ses tares et que des abus sont commis. Personne ne conteste ça. Aucun pays n'est parfait. La France est régulièrement condamnée pour l'état déplorable des ses prisons indigne d'un pays développé. Par contre, je mets en doute l'impartialité d' Amnistie Internationale. Une ONG très loin d'être neutre et qui était en première ligne en Syrie (particulièrement à Alep) avec les "White Helmets" et l'OSDH...

5- Je n'ai pas pu lire plus que les en-têtes de paragraphe. Qui peut encore croire de telles salades indigestes prémâchées, répliquables à l' infini avec un moteur de langage branche sur le référentiel de la bien-pensance la plus épaisse? Ces rapports me font vomir. Tout cela sent la fin d'un règne, c'est trop gros et trop stupide.

Quand les médias dits alternatifs recyclent le discours de l'Otan.

- L'évacuation des Casques blancs en Syrie est-elle le prélude de l'ultime bataille ? investigaction.net 31 Jul 2018

Présentation de l'article par Investig' Action :

Investig' Action - Trahis par les Etats-Unis à l'issue des discussions entre Trump et Poutine, les rebelles syriens seraient-ils sur le point d'essayer l'assaut final? Le grand reporter Robert Fisk en pointe les signes...

Robert Fisk - Grâce à Donald Trump, c'en est fini pour les « rebelles » de Syrie qui ont été trahis par les Américains – sûrement en fin de compte par Trump lui-même au cours des discussions secrètes qu'il a eues avec Vladimir Poutine à Helsinki, peut-être le plus important des « inconnus » de ces conversations à laquelle seuls les interprètes étaient présents- comme ils ont été trahis par les Arabes du Golfe. (Vous avez le droit de verser une larme sur le sort de ces barbares après leur défaite. Les néostalinien ne supportent pas que Poutine puisse s'entendre avec Trump sur certaines questions. Pour eux la Russie ne peut que s'opposer aux Etats-Unis, comme autrefois l'Union soviétique, qui en réalité en était le complice, mais plus discrètement, ce qui leur permettait de la soutenir hypocritement. - LVOG)

Pour quelle autre raison Poutine viendrait-il d'annoncer un investissement russe de 43 milliards d'Euros dans l'industrie pétrolière et gazière iranienne ? Ne s'agirait-il pas tout simplement de rétribuer l'Iran pour son investissement dans la guerre de Syrie ? Un cadeau de Moscou qui signifierait « merci de ce que vous avez fait mais vous pouvez partir maintenant » qui serait couronné par la marche triomphale à Téhéran des forces « victorieuses », de retour en Iran après avoir fait leur devoir révolutionnaire islamique en Syrie ? (...) (Pathétique ! - LVOG)

Et voilà ! La Russie soutient l'économie iranienne, et en échange Poutine décide pour l'Iran en Syrie. (...) (Et alors, vous préféreriez que ce soit Trump ou Netanyahu qui décide à sa place ? Ah oui, Poutine se fourvoie en s'affichant avec le régime islamique iranien ! Pourquoi, Poutine devrait être le nouveau Lénine d'un régime capitaliste ? N'importe quoi ! Staline, peut-être ! On se marre bien quand même ! - LVOG)

Mais nous devons aussi nous rappeler que les nations qui ont si longtemps cherché à renverser Assad vont maintenant essayer – tout doucement – de rétablir une certaine forme de relation avec le régime de Damas. (...) Les Américains voudront aussi faire partie du casting – à la mode Trump – et à ce moment-là Poutine sera à sa disposition. (...) (Et il a trouvé cela tout seul ce "grand reporter", bravo ! - LVOG)

Les Russes sont prêts à fournir des garanties de passage sûr pour les réfugiés – ce que ces promesses valent reste une question ouverte alors que des milliers de sans-abri craignent le régime (...) (Il ne pouvait pas terminer sans reprendre la terminologie occidentale sur "le régime" syrien, et au passage une note venimeuse contre la République arabe syrienne; - LVOG)

Totalitarisme. En liberté surveillée.

- Un collègue-lycée contraint illégalement des enfants à être traçables en permanence - laquadrature.net 30 juillet 2018

Il y a dix jours, une lycéenne de l'établissement scolaire privé Rocroy Saint-Vincent de Paul, à Paris, a révélé un changement du règlement intérieur de l'établissement. À compter de la rentrée, chaque collégien et lycéen devra porter sur lui un porte-clef fourni à l'établissement par la start-up française New School et qui permettra de localiser l'élève via une puce Bluetooth intégrée. Voici le résultat de notre analyse juridique et technique de ce système, concluant à son illégalité. laquadrature.net 30 juillet 2018

Des lecteurs ne se connectent plus à ce portail, parce qu'ils estimaient que son auteur serait passer sous l'influence de théories

du complot, plus précisément parce que je m'intéresse à ce que nos ennemis mijotent contre nous, dont le recours à différentes technologies pour nous surveiller d'abord, ensuite pour nous opprimer davantage, et pour finir nous réprimer. Délire, surréalisme, mythomanie, science-fiction répondent-ils, vraiment ? On a la preuve ici que c'est bien la réalité.

Vous comprenez pourquoi ces gens-là sont dangereux, parce que nier la réalité, c'est encore le meilleur moyen de la subir ou d'être impuissant pour agir dessus...

Télécharger l'article de 10 pages :

● DOCUMENT. Un collège-lycée contraint illégalement des enfants à être traçables en permanence». (30.07)

Les inquisiteurs veillent.

- Seins, fesses, blagues de beau... sus aux cartes postales sexistes - Liberation.fr 05.08

Le mouvement féministe «Femmes solidaires» lance une campagne sur les réseaux sociaux pour dénoncer «l'image dégradante» des femmes véhiculées par certaines cartes postales, preuves (accablantes) à l'appui.

Avant de se lancer, elles ont joué les touristes lambda, flânant dans les boutiques de leur secteur, sans être particulièrement en alerte. Et le résultat est accablant : en quelques semaines, les quelque 10 000 membres des 190 antennes du mouvement féministe «Femmes solidaires» ont glané un sacré paquet de cartes postales sexistes, venues d'un peu partout en France. Liberation.fr 05.08

Le HuffPost en est encore là le 5 août 2018.

Lu dans l'article : Steven Seagal nommé "représentant spécial" du ministère russe des Affaires étrangères

- ...alors que les relations entre Moscou et Washington, au plus bas depuis la fin de la Guerre froide, sont notamment plombées par des divergences persistantes sur le conflit en Syrie, l'Ukraine ou encore les accusations d'ingérence russe dans la présidentielle américaine de 2016... Le HuffPost 5 août 2018

Stratégie de la déstabilisation des Etats et du chaos

- Corée du Nord: Washington impose des sanctions à une banque russe - Reuters 3 août 2018

Les Etats-Unis ont imposé vendredi des sanctions contre une banque russe en raison d'activités avec la Corée du Nord. Reuters 3 août 2018

- Nicaragua : la dérive sanglante d'Ortega - LeParisien.fr 3 août 2018

De plus en plus cruel, de plus en plus sanglant, de plus en plus insupportable. LeParisien.fr 3 août 2018

- Le taulard Lula à la présidentielle, permission impossible ? - Liberation.fr 3 août 2018

Libération se lâche ou les masques tombent...

Fake news, intox, xénophobie hystérique du clan de l'oligarchie favorable à la guerre mondiale.

- Des responsables américains sonnent l'alarme sur "la menace" russe - AFP 02.08.

En meeting en Pennsylvanie jeudi soir, Donald Trump a, une nouvelle fois, semblé qualifier l'idée d'une ingérence russe dans l'élection présidentielle de "arnaque".

Le contraste est à nouveau flagrant entre cette déclaration, lancée devant ses partisans, et la solennité de la conférence de presse tenue par les hauts responsables du renseignement américain, depuis la Maison Blanche, seulement quelques heures auparavant. AFP 02.08.

- La Russie continue à vouloir affaiblir les élections, dit Coats - Reuters 02.08.

- Les propos de Trump menacent la sécurité des journalistes, selon l'Onu - Reuters 02.08.

Bienvenue chez les dégénérés qui ont un sexe à la place du cerveau.

- Des milliers de personnes à la Gay Pride de Jérusalem, sous haute surveillance - AFP 02.08.

- A Paris, les Gay Games pour «déconstruire les représentations fondées sur l'ignorance» - Liberation.fr 02.08.

Près de 300 000 visiteurs sont attendus pour la 10e édition de ces «Jeux olympiques» LGBT, symboles de la lutte contre les discriminations, qui se tient dans la capitale à partir de ce samedi. Liberation.fr 02.08.

- Le Parlement adopte définitivement le projet de loi contre les violences sexuelles et sexistes - Liberation.fr 02.08.

- «Upskirting» Fin de parties pour les voyeurs - Liberation.fr 02.08.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Venezuela

- Venezuela: Maduro dit avoir échappé à un attentat et accuse le président colombien - AFP 05.08

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a accusé son homologue colombien Juan Manuel Santos d'être responsable d'un attentat contre lui samedi à Caracas, commis selon les autorités vénézuéliennes avec des drones chargés d'explosifs.

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a accusé son homologue colombien Juan Manuel Santos d'être responsable d'un attentat contre lui samedi à Caracas, commis selon les autorités vénézuéliennes avec des drones chargés d'explosifs.

"Aujourd'hui on a essayé de m'assassiner", a déclaré M. Maduro lors d'une intervention radio-télévisée. "Je n'ai pas de doute que le nom de Juan Manuel Santos est derrière cet attentat", a-t-il assuré.

A Bogota, le gouvernement colombien a catégoriquement rejeté cette accusation, la qualifiant d'"absurde".

Un mystérieux groupe rebelle qui serait composé de civils et de militaires a revendiqué l'action, dans un communiqué diffusé sur les réseaux sociaux.

"Nous ne pouvons pas tolérer que la population soit affamée, que les malades n'aient pas de médicaments, que la monnaie n'ait plus de valeur, que le système éducatif n'enseigne plus rien et ne fasse qu'endoctriner avec le communisme", assure ce texte. Celui-ci est signé du "Mouvement national des soldats en chemise", jusque-là inconnu.

Le ministre vénézuélien de la Communication Jorge Rodriguez avait expliqué auparavant que M. Maduro avait réchappé à un attentat commis avec des drones chargés d'explosifs alors qu'il prononçait un discours lors d'une cérémonie militaire dans le centre de Caracas.

Sept militaires ont été blessés et hospitalisés à la suite de l'attaque, a déclaré le ministre.

"Il s'agit d'un attentat contre la personne du président Nicolas Maduro", a assuré le ministre après l'incident où l'on a vu M. Maduro, en direct à la télévision gouvernementale, interrompre son discours.

En pleine allocution, après une détonation, M. Maduro, son épouse Cilia Flores et les hauts gradés qui les entouraient sur une estrade ont regardé vers le ciel, l'air surpris et inquiet.

Après quoi la caméra a montré plusieurs centaines de soldats en train de rompre soudainement les rangs et de se mettre à courir sur l'avenue où se déroulait l'événement, dans une certaine confusion. La télévision d'Etat a ensuite coupé la retransmission.

Selon le ministre de la Communication, "une charge explosive (...) a détoné à proximité de l'estrade présidentielle" et d'autres

charges ont explosé en plusieurs endroits de la parade militaire.

M. Maduro "en est sorti complètement indemne et se trouve en ce moment en train d'effectuer son travail habituel", a déclaré le ministre.

Le président, a-t-il toutefois indiqué, "est en réunion permanente avec le haut commandement politique, avec les ministres et avec le haut commandement militaire".

Lors de son intervention postérieure, M. Maduro a fait état de plusieurs arrestations.

Outre le président colombien Santos, il a accusé des personnes vivant selon lui aux Etats-Unis. "Les premières investigations nous indiquent que plusieurs des financiers (de l'attentat, ndlr) vivent aux Etats-Unis, dans l'Etat de Floride", a déclaré M. Maduro.

"J'espère que le président Donald Trump est disposé à combattre les groupes terroristes", a-t-il ajouté.

Les explosions ont "causé des blessures à sept membres" de la Garde nationale bolivarienne qui étaient déployés sur le lieu de la cérémonie militaire, et ces effectifs "reçoivent actuellement des soins" dans des hôpitaux, a indiqué M. Rodriguez.

Le gouvernement a accusé "l'extrême droite", expression par laquelle il désigne l'opposition vénézuélienne, d'être impliquée dans cet "attentat".

Quelques minutes après les événements, les forces de sécurité étaient en train d'inspecter un immeuble qui se trouvait à proximité et dont la façade était noircie, a constaté l'AFP.

2-Syrie

2.1- Deux drones-espions israéliens abattus par des systèmes antiaériens syriens près de Damas - sputniknews.com 02.08.2018

Après que l'agence Sana a affirmé que des systèmes syriens de défense aérienne avaient abattu une cible à l'ouest de la capitale, un militaire syrien a confirmé ces informations à Sputnik, précisant qu'il s'agissait de deux drones de reconnaissance israéliens.

Des militaires syriens ont détruit jeudi dans la soirée deux drones appartenant à Israël, a appris Sputnik d'un militaire syrien.

«Les systèmes antiaériens syriens ont abattu deux drones-espions israéliens à l'ouest de Damas», a déclaré la source. sputniknews.com 02.08.2018

2.2- L'ambassade israélienne commente le déploiement de la police militaire russe dans le Golan - sputniknews.com 02.08.2018

Le déploiement de la police militaire russe sur le plateau du Golan a été réalisé avec l'aval de la partie israélienne, a annoncé l'ambassade de l'Etat hébreu à Moscou.

Israël «répondra avec hostilité» à toute incursion de soldats syriens sur le Golan Israël a donné son feu vert au déploiement de policiers militaires russes sur les hauteurs du Golan situées à la frontière syro-israélienne, a annoncé jeudi l'ambassade israélienne à Moscou.

«L'ambassade d'Israël en Fédération de Russie confirme que le déploiement des forces de la police militaire russe a eu lieu après des consultations avec Israël», a fait savoir le service de presse de la mission diplomatique.

Plus tôt dans la journée, l'état-major interarmées russe avait déclaré que la police militaire russe implanterait huit postes d'observation sur le plateau du Golan pour prévenir les provocations dans la région.

Exercice surprise de l'armée israélienne dans le Golan À l'issue des entretiens avec son homologue américain Donald Trump à Helsinki le 16 juillet dernier, Vladimir Poutine avait estimé nécessaire de régler la situation autour du plateau du Golan suite à la victoire définitive sur les terroristes sur le sol syrien. sputniknews.com 02.08.2018

2.3- Israël bombarde un groupe de Daesh en Syrie - Réseau Voltaire 3 août 2018

Le ministre israélien de la Défense, Avigdor Liberman, a reconnu que la guerre contre la Syrie s'achevait par le retour à la situation antérieure à 2011. Lors d'une inspection des forces israéliennes au Nord du pays, il a admis que le gouvernement de Damas était désormais le seul interlocuteur légitime dans le pays.

Changeant immédiatement son fusil d'épaule, l'armée israélienne a bombardé un groupe de Daesh côté syrien, tuant au moins sept terroristes.

Suite au sommet russo-US d'Helsinki, plusieurs États du « Moyen-Orient élargi » considèrent que la République arabe syrienne a gagné la guerre contre les jihadistes. Les Émirats arabes unis préparent la réouverture de leur ambassade. Israël a obtenu le respect de la ligne de démarcation avec la Syrie et tente de négocier un retrait des conseillers militaires et des milices pro-iraniennes d'où cet inattendu geste de bonne volonté contre ses alliés d'hier. Réseau Voltaire 3 août 2018

2.4- L'Onu se redéploie sur la ligne de démarcation syro-israélienne - Réseau Voltaire 3 août 2018

La Force des Nations unies chargée d'observer le dégagement (ou FNUOD) a réalisé, le 1er août 2018 (journée commémorative de l'Armée arabe syrienne), sa première patrouille le long de la ligne de démarcation syro-israélienne depuis quatre ans.

La FNUOD avait été chassée de ses positions, le 28 août 2014, et remplacée par Al-Qaïda avec l'aide de l'armée israélienne. Les Nations unies avaient versé par virement bancaire une rançon à l'organisation terroriste pour obtenir la libération de 45 Casques bleus fidjiens enlevés. Jamais l'Onu n'a révélé le nom du détenteur du compte bancaire.

Les Casques bleus ont été symboliquement escortés par la Police militaire russe ; laquelle a implanté 8 postes d'observation en avant de leurs lignes de manière à prévenir toute provocation, a confirmé le général Sergueï Roudskoï . Réseau Voltaire 3 août 2018

3- Yémen

- Yémen: 55 civils tués dans les attaques de jeudi sur Hodeïda - AFP 4 août 2018

Au moins 55 civils ont été tués et 170 blessés dans des attaques survenues jeudi sur la ville yéménite de Hodeïda, sur la mer Rouge, a indiqué vendredi le Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Dans un communiqué du chef de sa délégation au Yémen, Johannes Bruwer, l'organisation a condamné cette attaque, évoquant "des explosions au sol dont les circonstances demeurent inconnues", et déplorant "le manque de respect pour la vie des civils".

Selon ce communiqué, "55 civils ont été tués et 170 autres blessés lorsqu'une série d'explosions ont frappé des secteurs densément peuplés de la ville côtière, dont un marché aux poissons et des zones entourant l'hôpital Al-Thawra", un établissement soutenu par le CICR.

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- L'ONU «choquée» par le raid à Hodeïda contre «le plus grand hôpital du Yémen». - Liberation.fr 3 août 2018

- Le Yémen menacé par une nouvelle "vague majeure" de cas de choléra avertit l'OMS - AFP 3 août 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Chili

- Chili: menace de grève à la plus grande mine de cuivre au monde - AFP 3 août 2018

Les mineurs chiliens d'Escondida, plus grande mine de cuivre au monde, ont voté jeudi la grève après avoir rejeté une proposition de hausse salariale, jugée insuffisante, du groupe propriétaire anglo-australien BHP, faisant craindre une hausse des cours du métal rouge.

Quelque 84% des travailleurs affiliés au "Sindicato 1" ont approuvé l'arrêt de travail, selon le communiqué. Lors de la précédente grève, de 44 jours en 2017, la production de cuivre avait chuté de 39% au premier semestre, à 327.863 tonnes.

Sur les 2.500 adhérents au syndicat, 2.330 ont participé au vote de mercredi soir, une "chiffre historique pour notre syndicat", souligne cette instance.

Des négociations salariales étaient en cours depuis plusieurs semaines à Escondida, site qui représente 5% de la production globale, selon certains analystes.

Les travailleurs demandent notamment une augmentation de 5% et une participation salariale aux bénéfices enregistrés en 2017, à hauteur de 34.000 dollars (29.000 euros) par personne.

Lors des négociations de ces dernières semaines, l'entreprise a revu à la hausse son offre initiale de 13,5 à 15 millions de pesos chiliens, soit 23.000 dollars (19.600 euros) par travailleur de la mine, en plus d'un prêt sans intérêt et d'autres avantages.

Escondida est un des sites miniers les plus rentables du monde. Malgré la grève la plus longue de l'histoire des mines du pays, es bénéfices en 2017 ont été de 1,192 milliards de dollars (1,020 milliards d'euros), en hausse de 20% par rapport à l'année précédente.

L'activité des mines chiliennes, pilier de l'économie du pays, est tirée par l'appétit de la Chine, premier importateur mondial de métal rouge. Avec un tiers de la production de la planète, le Chili reste le champion du cuivre. AFP 3 août 2018

ECONOMIE

France

- L'armurier français Manurhin passe sous contrôle émirati - RT 2 août 2018

Le fabricant historique des pistolets de la Police a été racheté par un groupe émirati. Il avait cédé cette activité depuis plusieurs années mais restait le seul producteur français de machines de munitions.

La chambre commerciale du tribunal de grande instance de Mulhouse (Haut-Rhin) a décidé ce 1er août que le fabricant de machines de munitions Manurhin, ex-fleuron de l'armement français, serait repris par le groupe de défense des Emirats arabes unis Edic (Emirates Defense Industries Company), selon le greffe.

Fondé en 1919, Manurhin s'était rendu célèbre avec la fabrication des revolvers de la police nationale, activité aujourd'hui abandonnée au profit de la production de machines de cartoucherie. L'offre de reprise d'Edic prévoit de conserver 104 des 145 employés que comptait l'entreprise au moment de la mise en redressement judiciaire.

Trois autres groupes étaient candidats à la reprise de Manurhin : l'industriel de l'armement belge New Lachaussée, la PME française Odyssee Technologies et le groupe slovaque Delta Defence. Deux autres candidats, l'un tchèque et l'autre français, ont retiré leur offre en ne se présentant pas à l'audience.

«Le tribunal de Mulhouse, qui connaît l'unique cause de nos difficultés, s'est prononcé avec pragmatisme en faveur du projet financier le plus solide pour Manurhin », a commenté dans un communiqué le président du directoire, Rémy Thannberger.

«Edic reprend l'intégralité de notre carnet de commandes et le fait que plus des deux tiers des effectifs soient conservés à Mulhouse montre que nous avons su préserver le savoir-faire de l'entreprise, et surtout le transmettre à une nouvelle génération de collaborateurs prometteurs», a-t-il ajouté, regrettant que «la France ne croi[e] plus en son industrie».

Le ministre français de l'Economie, Bruno Le Maire, s'est félicité de la décision du tribunal qui permet de maintenir «plus de 100 emplois industriels et de pérenniser un savoir-faire industriel exceptionnel». Seul fabricant français de machines de munitions, Manurhin était en redressement judiciaire depuis le 13 juin après avoir été placé pendant un an en procédure de sauvegarde. Il est actuellement détenu à 60% par des investisseurs alsaciens et sa direction. Celle-ci explique les difficultés du fabricant par l'impossibilité de financer son développement et d'avoir accès au crédit bancaire. Son chiffre d'affaires a chuté à 12,1 millions d'euros en 2017, soit moins de la moitié de 2016, alors que son carnet de commandes s'établit à 100 millions d'euros. En 2017 Manurhin a connu une perte nette 2017 de 16,7 millions d'euros. RT 2 août 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 7 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

Les articles de la rubrique CAUSERIE ET INFOS ont été classés par catégorie ou pays. Je vais voir comment on peut les archiver pour les retrouver facilement. Peut-être en vrac dans un fichier et en tapant un mot clé votre ordinateur vous enverra aux titres correspondant. Je n'ai plus de temps à consacrer à une banque de données, désolé. Je n'est pas de robot pour m'assister !

- Causerie au format pdf (17 pages)

Pour ceux qui sont familiarisés avec l'informatique.

- Dire adieu à Google c'est possible. Voici quelques astuces - Sputnik 06.08

Google a pénétré dans tous les domaines de votre vie et vous ne pouvez plus imaginer votre existence sans ses produits? En même temps, vous avez l'impression qu'il en «sait» beaucoup trop sur vous, ce qui vous préoccupe? Voici donc des alternatives qui vous permettront d'y renoncer.

Dans son blog, le journaliste et expert en communication Nithin Coca a partagé son expérience en matière de substitution de produits Google par d'autres analogues dont vous n'avez peut-être jamais entendu parler. Il est donc temps de les découvrir, propose le journal russe Life.

Moteur de recherche: <https://duckduckgo.com> et <https://www.startpage.com>

Ces deux services sont orientés sur la confidentialité: ils ne recueillent pas vos données personnelles. En se servant des deux, vous trouvez sans souci en ligne tout ce que peut trouver le célèbre moteur de recherche Google.

Navigateur web: <https://www.mozilla.org>

À quoi bon vous attacher tant à Chrome, si Firefox existe? Les créateurs de ce navigateur ont comme personne d'autre pensé à la confidentialité des utilisateurs. Qui plus est, Mozilla a été récemment mis à jour et offre désormais des améliorations importantes.

Messagerie: <https://jitsi.org/jitsi-meet>

Voici encore une alternative parfaite à Hangouts / Google Chat. Jitsi Meet peut être téléchargé ou lancé directement depuis le navigateur. Rapide et sûr, il fonctionne sur pratiquement toutes les plateformes.

Cartes: <https://wego.here.com/?x=ep&map=41.484,32.80816,3,normal> et <https://maps.me>

Saviez-vous que Here WeGo est plus rapide que Google Maps? Mais ce n'est pas tout! Il offre par ailleurs plus de résultats que ce dernier. Pour les mobiles, les voyageurs ne trouveront rien de mieux que Maps.me.

Courrier électronique: <https://protonmail.com>

Contrairement aux autres messageries, ProtonMail vous garantit un haut niveau de sécurité et de confidentialité. Un autre atout est son interface qui est facilement accessible. Seul défaut: l'option gratuite est assez limitée et pour avoir accès à la totalité des fonctions, il vous faudra payer quatre euros par mois.

Calendrier: <https://www.fastmail.com>

Les produits Google sont tellement omniprésents que les stratups ne pensent même pas à créer des alternatives. «Après avoir testé quelques autres options médiocres, j'ai choisi Fastmail», souligne Nithin Coca.

Documents/Stockage: <https://nextcloud.com>

NextCloud est une alternative digne de Google Docs et Google Drive. Vous y trouverez toutes les fonctions de ces derniers et il vous surprendra par son agréable interface. Il vous faudra pourtant être patient lors de son premier lancement qui est assez difficile.

Analyse d'audience de sites: <https://matomo.org>

Certes, Matomo n'est pas aussi bon que Google Analytics, mais ce logiciel gratuit vous fournira toutes les informations de base

sur votre trafic et sans que des personnes tierces puissent y accéder.

Système d'exploitation mobile: <https://lineageos.org> et <https://f-droid.org/en>

Le népotisme est un héritage de l'Ancien Régime.

- "Le népotisme est partout en Inde, de la politique à Bollywood." Le HuffPost 6 août 2018

Népotisme : Abus qu'une personne en place fait de son crédit, de son influence pour procurer des avantages, des emplois aux membres de sa famille, à ses amis, aux personnes de son parti, de son milieu. (Le Grand Robert de la langue française)

Bollywood, l'Hollywood indien basé à Mumbai, ex-Bombay.

Mumbai est la capitale économique de l'Inde, Kolkatta, ex- Calcutta est la capitale industrielle et Delhi la capitale politique. Le népotisme et la corruption gangrène la société à tous les étages, d'où le statut semi-féodal que je lui attribue. Le statut social est l'une des seules choses avec la religion que les Indiens respectent ou digne d'intérêt pour eux, malheur à ceux qui sont en bas de l'échelle sociale !

Népotisme en Ve République. De la famille au clan des fripouilles et des putains.

- Affaire Benalla : Macron et ses proches «ont géré la crise en clan» - leparisien.fr 06 août 2018

Le silence du chef, de qui et par qui tout procède en Macronie, fut si long qu'il a révélé de façon criante les faiblesses du dispositif par temps de crise. Il n'y a qu'à tendre l'oreille, encore aujourd'hui, au sein de la majorité pour se rendre compte de l'effroi qui l'a traversée au plus fort de la tempête Benalla.

Aujourd'hui, certains pointent « le bunker de l'Elysée » auquel seul un petit nombre de députés ont accès. « Ils fonctionnent en clan et ont géré la crise en clan, juge a posteriori un parlementaire marcheur. S'ils veulent que nous soyons une famille politique, il va falloir qu'ils changent. »

Emmanuel Macron a gagné la présidentielle en mode commando grâce à un petit cercle fermé de fidèles rompu au culte du secret. Avant l'affaire Benalla, les arbitrages à l'Elysée étaient pris de plus en plus tard, quitte parfois à mettre les ministres devant le fait accompli. leparisien.fr 06 août 2018

- La "Secret Story" de Benalla. Travailler auprès d'une "star" de la télé-réalité ne va pas le changer beaucoup ! (Un internaute)

- Closer confirme : Alexandre Benalla a (déjà) retrouvé du travail, comme garde du corps d'Ayem - Closer 05 août 2018

Mardi 30 juillet dernier, Ayem Nour a été aperçue aux côtés... d'Alexandre Benalla. Ce même jour, l'ex-candidate de Secret Story aurait littéralement "pété les plombs" dans un avion lorsqu'elle a appris que la nounou de son fils Ayvin ne serait pas assise à côté d'elle selon Public. D'après TvRealityFR, c'est Vincent Miclet, l'ex-compagnon d'Ayem Nour qui aurait engagé l'ancien garde du corps d'Emmanuel Macron pour assurer la sécurité de leur fils. "Alexandre Benalla est désormais le nouveau garde du corps d'Ayem & Ayvin, il les accompagnera dans tous leurs déplacements !", peut-on lire sur le compte Instagram.

En ce moment, celui qui se faisait appeler "Mars" et s'affichait proche d'Emmanuel Macron sur son profil Tinder, comme Closer vous le révélait, se trouve dans la ville de Marrakech. Closer 05 août

Une histoire de putains qui rehausse l'image du gigolo Jupiter.

Vincent Miclet, homme d'affaires milliardaire (transport, construction, pétrole et trading), PDG de Petroplus Overseas, châtelain et il profite de son argent pour s'acheter des putains...

- Nesma aurait passé du temps avec le milliardaire qui n'aurait pas hésité à dépenser plus de 10 000 euros pour le shopping personnel de la jeune femme. Idylle sincère avec Nesma ou simple aventure passagère pour tenter de rendre Ayem jalouse ? star24. tv 24 août 2017

Dans quel monde vivons-nous.

Des psychopathes tyranniques sont aux commandes, les élites ou les intellectuels dégénérés ou corrompus sont à leur service, et

les peuples ignorants subissent le sort qu'ils leur imposent.

Rien de changer en somme depuis des millénaires, non ? Tout du moins sur ce plan-là.

L'homme a créé les conditions lui permettant d'accéder à son émancipation, mais il demeure incapable de s'en saisir pour la réaliser. Certains d'entre eux se croient évolués parce que leurs conditions matérielles ont évolué, mais comme ils continuent d'ignorer le processus dialectique qui en est à l'origine, leur niveau de conscience ne dépasse pas le stade élémentaire d'un primate évolué.

Pire, au lieu de progresser la civilisation humaine régresse, se décompose, se disloque, se putréfie, du coup il ne peut pas profiter pleinement de l'amélioration de sa condition matérielle, parce qu'il vit dans une société (un monde) de plus en plus inégalitaire et injuste, autant dire détestable, qui l'angoisse, mine son existence ou lui interdit de lui donner un sens, bref, en un mot lui pourrit la vie qu'il ait un revenu de 1.000 ou de 10.000 euros par mois, personne n'y échappe.

Plus les jours passent et plus son cas s'aggrave ou la situation empire, dans ces conditions il devient pour lui de plus en plus difficile de se sentir bien dans sa tête ou dans sa peau, il doit redoubler d'hypocrisie ou d'imagination pour faire abstraction de cette réalité peu ragoûtante, tout simplement bien digérer ou passer une bonne nuit. Il pourra toujours se donner bonne conscience en estimant qu'il n'y est pour rien sans que cela change quoi que ce soit, les brefs et aléatoires répit qu'il aura encore les moyens de s'offrir demeureront superficielles avant de replonger dans le cauchemar qui est devenu son lot quotidien.

Dès lors on pourrait dire qu'il ne tient qu'à lui de mettre un terme à cette situation, mais on s'en abstiendra, parce que tout est fait pour qu'elle dure indéfiniment et qu'il ne comprenne pas ce qui se passe réellement.

Ici, nous essayons juste de l'éclairer, ensuite il fera ce qu'il peut.

Comment expliquer dès lors ce mécontentement mondial nonobstant une amélioration indéniable de la condition humaine générale? - Mondialisation.ca 06 août 2018

- ... huit hommes seulement disposent d'une richesse équivalente à celle de la moitié la plus pauvre de la population mondiale. Le document considère qu'il est «plus que grotesque» qu'une poignée d'hommes riches, emmenés par le fondateur de Microsoft Bill Gates, détiennent une fortune de 426 milliards de dollars correspondant aux avoirs de 3,6 milliards de personnes.

De même, un rapport[9] de l'Institute for Policy Studies a révélé que les trois citoyens les plus riches des États-Unis (Jeff Bezos, Bill Gates et Warren Buffett) sont plus riches que la moitié la plus pauvre de la population de ce pays, soit 160 millions de personnes! Leur richesse combinée correspond au chiffre effarant de 248,5 milliards de dollars. Commentant les conclusions de ce document, Chuck Collins, économiste et co-auteur du rapport, a déclaré que la «classe des milliardaires» continue de se séparer du reste de la population à un rythme accéléré, et que «tant d'argent concentré dans si peu de mains quand tant de gens luttent n'est pas seulement un signe de mauvaise politique économique, c'est une crise morale».

Pankaj Mishra fort bien capturé et éloquent résumé l'image d'ensemble et la chorégraphie de cette danse macabre dans laquelle le monde s'est retrouvé. Il a fait remarquer que «les futurs historiens pourraient bien voir en un tel désordre le début de la Troisième –la plus longue et la plus étrange– des Guerres mondiales, une guerre qui, par son ubiquité, s'apparente à une guerre civile mondiale.

- Recensant un nombre impressionnant de recherches dans son livre de 2014 *The Progress Paradox*[11], Gregg Easterbrook affirme que presque tous les aspects de la vie occidentale se sont considérablement améliorés au cours du siècle dernier, et que les cinquante dernières années ont tellement amélioré presque tout pour presque tout le monde que c'est de la pure perversité de se sentir mal à propos de tout ou presque. Tout récemment[12], il a réitéré cette affirmation tout en dénonçant tous ceux qui sont engagés dans une «politique de nostalgie compétitive» qui exige le retour à un passé idéalisé qui ne peut jamais être atteint parce que, dit-il, il n'a tout simplement jamais existé. Au lieu de cela, Easterbrook est convaincu que par quelque critère d'évaluation significatif que ce soit, le monde moderne est meilleur qu'il ne l'a jamais été et qu'un avenir meilleur encore peut être réalisé.

Dans la même veine, évaluant la condition humaine au troisième millénaire, le chercheur en sciences cognitives Steven Pinker, s'appuyant également sur les résultats d'une vaste recherche et soixante-quinze graphiques, souligne que «la vie, la santé, la prospérité, la sécurité, la paix, la connaissance et le bonheur»[13] sont en augmentation, pas seulement en Occident, mais dans le monde entier. Il tire de ce fait la conclusion apparemment logique qu'il n'y a jamais eu de meilleur moment pour être un être humain.

Et pourtant, aujourd'hui, la plupart des hommes et des femmes se sentent moins heureux que les générations précédentes; un fait qui a poussé David Callahan à poser la grande question de savoir pourquoi tant de gens se promènent-ils en exhibant un air renfrogné plutôt qu'en souriant, heureux qu'ils devraient être de la chance qu'ils ont d'être nés dans la génération actuelle?[14]

Comment expliquer dès lors ce mécontentement mondial nonobstant une amélioration indéniable de la condition humaine générale? (...)

Je vous fais grâce de la suite qui était très longue et qui relevait de la divagation d'un intellectuel à la dérive ou paumé.

Voici comment il termina son article, c'est pour dire :

- Dans une prochaine analyse, nous tenterons d'expliquer les raisons et les seules conditions et circonstances dans lesquelles l'Islam sera effectivement en mesure de répondre à l'appel qui lui est lancé de jouer à nouveau son «rôle historique». (Tout un programme, quel délire ! - LVOG)

Notes.

[9]Chuck Collins et Josh Hoxie, Billionaire Bonanza 2017: The Forbes 400 and the Rest of Us.

[11]Gregg Easterbrook, The Progress Paradox: How Life Gets Better While People Feel Worse, 2004.

[12]Gregg Easterbrook, It's Better than It Looks: Reasons for Optimism in an Age of Fear, PublicAffairs, 2018.

[13]Steven Pinker, Enlightenment Now: The Case for Reason, Science, Humanism, and Progress, 2018.

[14]David Callahan, The Cheating Culture: Why More Americans Are Doing Wrong to Get Ahead, 2004.

(Source : La civilisation moderne à l'épreuve par Amir Nour - Mondialisation.ca 06 août 2018

Témoignages.

- De l'ubiquité du mal par Craig Murray (ex-diplomate britannique) - Mondialisation.ca 01 août 2018

Pour ceux qui ne le sauraient pas déjà, en ce moment au Royaume-Uni, le leader du Labour (Parti travailliste) Jeremy Corbyn est la cible d'une campagne médiatique tonitruante destinée à détourner les électeurs de sa candidature aux prochaines élections qu'étant donnée la faiblesse du parti Tory mené par Theresa May, le Labour est quasiment sûr de gagner, ce qui le placera incontestablement en position de Premier ministrable (le Premier ministre britannique est nommé par la Reine, qui doit choisir le leader du parti arrivé en tête des législatives). L'accusation majeure portée contre Corbyn : il serait « antisémite ». En réalité, il est seulement « coupable » de soutenir les droits des Palestiniens.

Quant à Craig Murray, il a été révoqué en 2004 de son poste d'ambassadeur du Royaume-Uni en Ouzbékistan pour y avoir dénoncé des faits de torture et des violations graves des droits de l'homme. Malheureusement pour lui, l'Ouzbékistan était l'allié des USA et de la Grande-Bretagne. (Entelekheia)

Ma vision du monde a changé pour toujours quand, après 20 ans au ministère des Affaires étrangères, j'ai vu des collègues que je connaissais et que j'aimais s'aligner sur la complicité de la Grande-Bretagne dans les pires tortures, comme l'explique en détail le stupéfiant récent rapport de la Commission parlementaire du renseignement et de la sécurité [Rapport sur les mauvais traitements et la torture de prisonniers de 2001 à 2010, Commission d'enquête du Parlement britannique, PDF]. Ces collègues avaient également accepté de garder le secret sur cette politique, en contournant délibérément toutes les procédures normales d'enregistrement et de suivi des dossiers, comme la commission l'a noté :

131. Nous constatons ne pas avoir vu non plus vu les procès-verbaux de ces réunions, ce qui nous préoccupe beaucoup. Les discussions politiques sur une question aussi importante auraient dû faire l'objet de procès-verbaux. Nous approuvons la conclusion de M. Murray, à savoir que si cela n'avait pas été grâce à ses actions, ces questions n'auraient peut-être jamais été révélées.

Les gens qui faisaient ces choses n'étaient pas spécialement mauvais ; ils essayaient simplement de garder leur emploi et se rassuraient en se disant qu'ils étaient seulement des fonctionnaires qui obéissaient à des ordres. Nombre d'entre eux étaient également motivés par cette fièvre « patriotique » irresponsable qui s'empare de certains en temps de guerre, alors que nous envahissions l'Irak et l'Afghanistan. Presque personne dans le ministère des Affaires étrangères britannique ne s'était élevé contre la torture ou contre cette guerre illégale — Elizabeth Wilmshurst, Carne Ross et moi avons été les seuls à démissionner.

J'ai ensuite fait l'expérience encore plus mortifiante d'un ministère des Affaires étrangères qui a cherché à me punir pour ma dissidence par une série d'accusations d'inconduite grave — dont certains chefs d'accusation criminels. Mes accusateurs savaient très bien que leurs allégations étaient fausses. Les enquêteurs ont su qu'elles étaient fausses, grosso modo, dès

leur deuxième jour d'investigations. J'ai néanmoins subi l'enfer d'un lynchage médiatique de six mois avant d'être acquitté de tous les chefs d'accusation initiaux (je n'ai été reconnu coupable que d'avoir révélé les chefs d'accusation dont je faisais l'objet, leur existence ayant été officiellement secrète !) Ceux qui m'ont fait ça étaient des gens que je connaissais.

J'avais été précédemment premier secrétaire de l'Ambassade de Grande-Bretagne en Pologne, où j'avais été brutalement confronté à l'histoire de l'Holocauste, notamment à travers ma participation à l'organisation de la commémoration du 50e anniversaire de la libération d'Auschwitz. Ce qui m'avait le plus frappé était l'ampleur de l'opération de l'Holocauste, les dizaines de milliers de personnes complices de son administration. Je ne pouvais pas comprendre comment cela avait pu se produire — jusqu'à ce que je voie des gens ordinaires, au sein du Foreign Office britannique, se rendre complices de programmes de torture. Alors j'ai compris, pour la première fois, la banalité du mal ou, peut-être plus précisément, l'ubiquité du mal. Bien sûr, je ne compare pas l'ampleur de ce qui est arrivé à l'Holocauste – mais le mal peut opérer à des échelles différentes.

C'est ce que je crois revivre aujourd'hui. Je ne pense pas que la majorité des journalistes de la BBC, qui diffusent un flot continu de propagande contre Corbyn, qui serait selon eux « un antisémite », croient sincèrement Corbyn raciste. Ils ne font que leur travail, qui est d'aider la BBC à écarter la perspective d'un gouvernement de gauche radicale, au Royaume-Uni, qui menacerait le partage actuel des richesses massivement opéré en faveur des élites mondialistes. Ils feraient valoir qu'ils ne font que répercuter ce que d'autres disent ; mais bien sûr, le choix de ce qu'ils rapportent et la façon dont ils le disent reflètent leur mission.

La vérité dont je suis certain est la suivante. Si, comme l'ont proclamé certains médias sur le ton de l'hystérie, les Juifs de Grande-Bretagne étaient réellement sous le coup d'une menace existentielle du type de celle qui a englouti les Juifs d'Europe dans les années 1930, Jeremy Corbyn, Billy Bragg, Roger Waters et, si je peux me permettre, votre humble serviteur, nous ferions partie des quelques personnes qui mourraient à leurs côtés sur les barricades. Pourtant, ils sont traités aujourd'hui « d'antisémites » et harcelés parce qu'ils soutiennent le droit à s'opposer à l'oppression des Palestiniens. Quant aux journalistes qui portent ou répercutent actuellement ces accusations, en cas de crise grave, ils continueraient à peaufiner leur propagande officielle pendant que les fonctionnaires rédigerait des bordereaux de trains. C'est comme ça que ça marche. Je l'ai vu. De très près. Mondialisation.ca 01 août 2018

[Combat contre l'imposture, le populisme, l'opportunisme, la désinformation.](#)

A gauche, droite !

Comment légitimer le régime en place ou faire croire que les Etats-Unis pourraient être une démocratie ? La gauche poisseuse, décomposée, corrompue vous fournit le mode d'emploi.

Poissex dans le sens de quelque chose de gluant qui inspire le dégoût.

- Terrain d'entente : Pour des élections sûres et une véritable sécurité nationale par Noam Chomsky, Michael Moore, Bill Richardson, etc - Les Crises 6 août 2018

Extrait. De nombreux Américains demeurent profondément préoccupés par les informations faisant état d'ingérence russe dans les élections de 2016. Entre-temps, les relations entre les États-Unis et la Russie sont à leur niveau le plus bas et le plus dangereux depuis plusieurs décennies. Dans l'intérêt de la démocratie au pays et de la sécurité nationale, nous devons trouver un terrain d'entente pour sauvegarder les intérêts communs – en prenant des mesures pour protéger les élections nationales et empêcher la guerre entre les deux superpuissances nucléaires mondiales. (Lire les précisions plus loin. - LVOG)

(...) En tant que nation, nous devons renforcer notre système électoral contre les intrusions illégales... (C'est quasiment le discours des néoconservateurs fanatiques des partis démocrate et républicain repris par l'ensemble des médias aux Etats-Unis et en France notamment. Ils entretiennent l'illusion que le système électoral américain pourrait être favorable aux travailleurs, alors qu'il ne l'a jamais été depuis qu'il existe, soit un siècle. Ils osent tout. - LVOG)

(...) En même temps, les gouvernements américain et russe montrent de nombreux signes qu'ils sont sur la voie de la confrontation. (Ces intellectuels sont visiblement sous l'influence des néoconservateurs va-t-en-guerre... - LVOG)

(...) Les États-Unis devraient mettre en œuvre un changement d'approche marqué à l'égard de la Russie. (Ces intellectuels sont manifestement mal informés ou c'est du pur populisme. LVOG)

(...) Aucun avantage politique, réel ou imaginé, ne pourrait compenser les conséquences si une fraction des arsenaux américains et russes devait être utilisée dans un échange thermonucléaire. (On en tremble déjà ! Ils répandent la propagande de la terreur qui rend impuissant les peuples et profite uniquement à ceux qui les oppriment. Ce sont aussi des psychopathes. - LVOG)

Quel délire ! Vous savez pourquoi ils en sont là ?

Parce qu'ils sont inféodés au régime capitaliste, au système politique en place, au bi-partisme entre républicain et démocrate financés par Wall Street, alors quand les deux candidats ou partis sont manifestement infréquentables, ils ne savent plus à quel saint se louer ou se vendre, ils en perdent la notion de la réalité ce qui les amène à raconter n'importe quoi, soutenir les thèses les plus farfelues, ils s'enfoncent dans le déni un peu plus chaque jour jusqu'à s'y noyer. Leurs masques tombent, ils montrent leur vrai visage d'opportuniste, de fausse gauche qu'ils sont.

Décus par Obama, puis par Sanders, dans l'impossibilité de soutenir H. Clinton, il ne leur reste plus qu'à charger Trump aveuglément quitte à faire le jeu des néoconservateurs les plus extrémistes. Sur la Syrie, ils ne pouvaient soutenir ni Daesh ou Al-Nosra, ni Bachar el-Assad, alors ils les ont renvoyés dos-à-dos, laissant les mains libres aux agresseurs de la Syrie en devant ainsi leurs complices.

Bien entendu, notre propos n'est pas de soutenir Trump contre ses adversaires. Mais au moment où il met un terme à la guerre en Syrie, il serait mal avisé de lui attribuer la responsabilité de la situation en Syrie, ce serait faire preuve de la plus crasse stupidité ou souhaiter que la guerre continue.

Paradoxalement, dans certaines circonstances nous devons tenir compte des nuances qui existent au sein du camp de la réaction sans que cela ne nous pose un problème ou conduise à une quelconque confusion, puisque quel que soit le camp que nous ménagerions, la caractérisation que nous en faisons ne laisse aucun doute sur ses intentions, encore faut-il le rappeler ou le préciser. Tout dépend de l'enjeu surtout.

Il n'existe pas de règles valables en toutes circonstances, contrairement à ce que se figurent la plupart des militants qui n'ont pas été formés au maniement de la dialectique. Marx n'a pas soutenu les réformes sociales proposées par Bismarck parce qu'elles auraient contribué à renforcer son pouvoir au détriment des socialistes, mais il a adopté une position similaire à Guillaume II sur l'unité de l'Allemagne attaquée par la France, parce qu'il estimait que la constitution de tous les peuples en nations était un facteur progressiste qui s'inscrivait dans le cadre du processus dialectique historique.

Ce processus doit être abordée sur deux plans, diachronique (historique) et synchronique (présent ou à un moment donné). De la même manière que l'on peut décrire une personne telle qu'elle se présente devant nous en faisant abstraction de son passé, ou la décrire à partir des expériences qu'elle a vécues depuis sa naissance.

Variante : grand angle et téléobjectif, microscope et télescope, micro et macroéconomie, etc. A suivre.

En complément. De qui et de quoi cette gauche institutionnelle se fait-elle l'écho ?

- Malgré l'hystérie fomentée dans les élites politiques et les médias alignés sur le Parti démocrate, la campagne anti-russe des démocrates ne trouve aucune réponse significative parmi la grande masse du peuple américain. (...) il est clair que la campagne des démocrates sur l'ingérence russe n'évoque pas de réponse populaire. wsws.org 26 juillet 2018

- Les Américains sont las de la saga politico-judiciaire liée à l'«ingérence russe» dans la présidentielle américaine de 2016, selon le dernier sondage de Harvard-Harris Poll, publié vendredi par The Hill.

64% des personnes interrogées estiment que l'enquête sur les liens entre Donald Trump et la Russie cause du tort aux États-Unis, tandis que 56% ont souligné que les autorités américaines devraient s'occuper d'autres problèmes, notamment de la santé, de l'économie, du chômage et de la lutte contre le terrorisme. 44% ont soutenu la poursuite de l'enquête. sputniknews.com 24.06.2017 (Source vérifiée : <http://thehill.com/homenews/administration/339146-poll-voters-grow-weary-of-russia-probes>)

Poll: Voters grow weary of Russia probes - thehill.com 06/23/17

...73 percent — say they're concerned that the Russia probes have caused Congress to lose focus on the issues important to them.

In addition, 62 percent said there exists a campaign to delegitimize the president. thehill.com 06/23/17

Traduction.

73% - se disent préoccupés par le fait que les sondages russes ont fait perdre au Congrès l'attention sur les questions importantes pour eux. En outre, 62% ont déclaré qu'il existe une campagne pour délégitimer le président.

Autrement dit la majorité des Américains s'en foutent contrairement à cette gauche de nantis, ils ont des problèmes plus importants qui les préoccupent.

Les ONG sont les principaux instruments du « Soft Power », de la stratégie du chaos et de la

déstabilisation des Etats.

- Comment Washington et les ONG « Soft Power » ont manipulé le nombre de morts au Nicaragua pour entraîner un changement de régime et des sanctions. par Max Blumenthal - Mondialisation.ca 04 août 2018

Le gouvernement sandiniste du Nicaragua a-t-il vraiment tué plus de 300 manifestants pacifiques ? Une analyse médico-légale du nombre de victimes révèle que l'affirmation est un mensonge dangereux.

Une étude détaillée du nombre de morts enregistrés au Nicaragua depuis la violente campagne de destitution du président Daniel Ortega et de son gouvernement sandiniste montre qu'au moins autant de partisans sandinistes ont été tués que de membres de l'opposition. L'étude, « Monopolizing Death », montre comment les ONG locales partisans ont compté tous les décès survenus depuis avril, y compris les accidents et les meurtres de Sandinistes, avec les meurtres commis par les forces pro-gouvernementales. Washington s'en est emparé pour plaider en faveur de sanctions et intensifier les pressions pour obtenir un changement de régime.

La manipulation du nombre de morts fut la pièce maîtresse d'une harangue du 25 juillet par la représentante républicaine Ileana Ros-Lehtinen devant la Chambre des Représentants (ie Assemblée Nationale). Alors qu'elle plaquait en faveur d'une résolution bipartite condamnant le président nicaraguayen Daniel Ortega pour avoir soi-disant ordonné le massacre de manifestants, Ros-Lehtinen a déclaré : « Monsieur le Président, quatre cent cinquante ! C'est ainsi que de nombreux Nicaraguayens ont été tués par le régime d'Ortega et ses voyous depuis le mois d'avril de cette année ».

L'image d'un régime dictatorial qui abat les manifestants pacifiques sans défense a été conçue pour exercer une pression en vue d'une attaque contre l'économie nicaraguayenne sous la forme d'une série de sanctions, comme la loi Nica (Nica Act). Son récit fut appuyé par le vice-président Mike Pence, qui a condamné le gouvernement nicaraguayen pour « 350+ morts aux mains du régime », et par Ken Roth, directeur exécutif de Human Rights Watch, qui a également laissé entendre qu'Ortega avait personnellement ordonné l'assassinat de « 300 manifestants contre son régime corrompu et répressif ».

Au cours des deux dernières semaines, je me suis rendu au Nicaragua pour interviewer des dizaines de victimes de l'opposition nicaraguayenne soutenue par les États-Unis. J'ai rencontré des fonctionnaires de police qui ont vu leurs collègues abattus par des éléments bien armés alors qu'on leur ordonnait de rester à l'intérieur de leurs locaux, des dirigeants syndicaux sandinistes dont les maisons ont été incendiées, et des citoyens ordinaires qui ont été enlevés à des barrages routiers et extirpés de leurs foyers pour être battus et torturés, parfois avec l'assentiment de prêtres catholiques. Il était clair pour moi que l'opposition nicaraguayenne était tout sauf pacifique dans sa tentative de changement de régime.

Et il était également clair que de nombreux Sandinistes avaient été tués depuis le début du chaos en avril. Les victimes de l'opposition comprennent Gabriel de Jesus Vado, un policier de Jinotepe, qui fut kidnappé, traîné derrière une voiture et brûlé vif sur vidéo lors de la « tranchée » à Monimbo ce mois-ci, un quartier de Masaya que l'opposition occupait violemment depuis des semaines.

Mais selon la logique employée par le Congrès et la Maison Blanche, qui tient le gouvernement responsable de chaque mort survenue entre avril et juin au Nicaragua, le meurtre de Vado et d'une vingtaine d'autres membres de la police nationale nicaraguayenne n'a jamais eu lieu, pas plus que la mort de quiconque tué par les paramilitaires de l'opposition. C'est ce que vous devez croire si vous blâmez le gouvernement sandiniste pour tous les morts.

La manipulation du bilan des morts par le Congrès et les ONG occidentales de soft power est exposée méticuleusement et en détail dans « Monopolizing Death ».

L'auteur de cette étude médico-légale, le chercheur nicaraguayen indépendant Enrique Hendrix, décrit son analyse comme « la preuve d'une campagne qui, en l'absence d'une cause juste, utilise la mort de chaque citoyen comme motif pour manipuler les émotions de la population afin d'opposer « le gouvernement » et « le peuple ».

Hendrix m'a dit qu'il a commencé son étude, « Monopolizing Death », deux semaines après le début des protestations anti-Sandiniste. « Tous les médias d'opposition ont commencé à prétendre que tous ces décès se produisaient [aux mains des forces gouvernementales], et j'avais beaucoup d'incertitudes », a-t-il dit. « J'ai donc commencé à faire des recherches sur les listes des organisations de défense des droits de l'homme et j'ai vraiment essayé de déterminer si le nombre de morts n'était composé que d'étudiants, comme le rapportaient les médias de l'opposition. »

Le texte complet de l'étude de Hendrix, traduit en anglais par le collectif de journalistes Tortilla con Sal, est intégré à la fin de cet article, ainsi qu'une feuille de calcul analysant (en espagnol) chaque décès en détail.

Les ONG partisans de défense des droits de l'homme en tant qu'arme de changement de régime

L'étude de Hendrix examine les décès enregistrés par les trois principales organisations nicaraguayennes de défense des droits de l'homme. Il s'agit du Centre nicaraguayen des droits de l'homme (CENIDH), de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), dont l'implication a été demandée par le gouvernement du Nicaragua le 13 mai dernier, et de l'Association nicaraguayenne des droits de l'homme (ANPDH).

Ce sont les organisations sur lesquelles le Congrès US, la Commission interaméricaine des droits de l'homme et les organisations internationales de soft power comme Human Rights Watch se sont appuyés pour comprendre la violence qui a déferlé sur le Nicaragua.

Pendant mon séjour au Nicaragua, j'ai appris comment les membres du CENIDH et de l'ANPDH ont participé activement à la campagne de destitution du gouvernement sandiniste. Par exemple, trois étudiants de l'université publique UNAN m'ont dit que le conseiller juridique du CENIDH, Gonzalo Carrion, était présent avec les étudiants et les militants de l'opposition lorsqu'ils ont pris le campus et que Carrion était même un spectateur de leur violence.

Ramon Avellan, le commissaire de police de Masaya, m'a raconté comment des membres du personnel de l'ANPDH sont apparus à plusieurs reprises à son poste de police aux côtés de militants de l'opposition pour le supplier de se rendre. Cet acte qui aurait abouti à la prise totale de la ville par l'opposition armée, qui, selon Avellan, comprenait une forte représentation des cartels criminels locaux.

L'ANPDH a été fondée à Miami, véritable base de l'opposition de droite du Nicaragua, et a été financée dans les années 1980 par le National Endowment for Democracy du gouvernement américain pour dépendre les Contras comme victimes de la brutalité communiste. Aujourd'hui, le groupe reste une arme politique de choix contre le mouvement sandiniste.

Comment les ONG antisandinistes de « défense des droits de l'homme » et Washington ont manipulé les données

Hendrix a constaté que les trois principaux groupes de défense des droits de l'homme autoproclamés au Nicaragua avaient supprimé les contextes des décès qu'ils avaient enregistrés afin d'associer chaque mort non naturelle survenue dans tout le pays entre le 19 avril et le 25 juin aux meurtres commis par les forces pro-gouvernementales nicaraguayennes.

Il a constaté que sept catégories de décès étaient incluses dans les rapports sur les droits de l'homme. Toutes les catégories, à l'exception d'une seule, n'avaient aucun lien avec la violence gouvernementale.

Le voici :

- Noms en double
- Décès non liés aux protestations
- Personnes assassinées par l'opposition
- Les militants de l'opposition, y compris ceux qui sont impliqués dans les actions violentes.
- Des spectateurs innocents
- Noms sans données significatives pour déterminer la cause du décès
- Décès omis dans chaque liste

Selon Hendrix, les rapports du CENIDH, du CIDH, de l'ANPDH et de l'ANPDH ont été complétés par les décès de « victimes d'accidents de la circulation, d'altercations entre gangs, de meurtres par vol, de ceux tués par le tir accidentel d'une arme à feu et, plus absurde encore, d'un suicide ».

L'étude du CIDH comprend neuf noms en double, alors que les trois organisations mentionnent 97 morts qui n'avaient aucun lien avec les manifestations. Les causes de 77 décès mentionnés dans les trois rapports restent inconnues.

Alors que l'opposition nicaraguayenne a hurlé au massacre d'étudiants relevant du génocide, Hendrix a découvert lors de ses recherches que sur la soixantaine de morts parmi les éléments anti-sandinistes aux mains des forces pro-gouvernementales, seuls 16 ou 17 étaient réellement des étudiants.

Le plus choquant est que la recherche médico-légale de Hendrix a démontré que l'opposition a tué au moins autant de partisans sandinistes et d'agents de police que d'opposant tués par les forces gouvernementales. Ce chiffre contredit directement la narrative, diffusée par les États-Unis, d'un dictateur qui fauche les manifestants pacifiques.

Il serait facile pour quiconque connaît la situation qui s'est développée sur le terrain au cours des trois derniers mois de comprendre pourquoi tant de Sandinistes ont été tués.

Fin avril, Ortega a ordonné à ses forces de police de rester dans leurs locaux, comme condition du dialogue national qu'il a entamé avec l'opposition. L'ordre signifiait que pendant environ 55 jours, les partisans sandinistes ont été laissés seuls pour

repousser une croisade nationale de vengeance sanguinaire. D'innombrables citoyens ont été battus ou menacés de destruction de biens par l'opposition uniquement parce qu'ils appartenaient au front sandiniste.

Parmi les meurtres de Sandinistes décrits dans le rapport de Hendrix, il y avait un bébé de 25 mois, l'enfant de Gabriella Maria Aguirre, qui est décédée le 13 juin à Masatepe de bronchoaspiration lorsque son ambulance a été retenue à un barrage routier de l'opposition.

Pendant ce temps, dans des villes comme Masaya et Jinotepe, la police s'est retrouvée assiégée, coupée pendant des semaines sans nourriture ou médicaments, et a fini par livrer une bataille féroce avec les militants de l'opposition qui les avaient encerclés.

La mort de ceux qui, au sein des rangs de l'opposition, ont été tués par accident ou à la suite de violences fratricides a également été décontextualisée dans ces rapports et n'est donc pas reconnue comme telle par Washington et les organismes juridiques internationaux. Par exemple, le journaliste guatémaltèque Eduardo Spiegler, qui fut écrasé par un décor de rue – un « arbre de vie » – renversé par des manifestants de l'opposition alors qu'il couvrait leurs actes de vandalisme.

Des ONG anti-sandinistes aux organismes internationaux, sans aucun contrôle entre les deux.

Le gouvernement nicaraguayen a nommé sa propre commission composée d'experts indépendants pour enquêter sur les décès survenus depuis avril. Selon Hendrix, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a refusé d'accepter les données de l'enquête officielle du Nicaragua, préférant s'appuyer sur celle de l'ANDPH.

Cela signifie que le principal organisme international chargé de tirer des conclusions sur la violence au Nicaragua s'est largement appuyé sur une ONG partisane résolument anti-sandiniste et n'a pas fait de travail indépendant.

À Washington, pendant ce temps, des membres du Congrès comme Ros-Lehtinen n'ont pas seulement compté sur la narration déformée de l'opposition, ils ont exagéré le nombre de morts pour faire promouvoir une attaque plus profonde contre l'économie du Nicaragua.

Hendrix a souligné qu'étant donné que les ONG locales de défense des droits de l'homme comme ANDPH comptaient tellement sur les médias d'opposition hautement partisans pour établir un bilan, « il est impossible de vérifier dans beaucoup de cas s'ils disent même la vérité » .

Il s'est demandé si « nous ne serions pas devant une manipulation encore plus grande que celle que nous connaissons. »
» Mondialisation.ca 04 août 2018

Ahurissant ! Quelle découverte ou quand la recherche scientifique fait un bond d'un siècle en arrière et crie eureka !

- Des chercheurs découvrent des propriétés inhabituelles à la sexualité - Sputnik 29 05.08.2018

Les bienfaits de la sexualité dépassent le plaisir évident. Faire l'amour est bon pour la santé physique et morale, à en croire des résultats scientifiques plutôt surprenants.

Après avoir réalisé plusieurs études, des scientifiques de l'Université d'État de New York ont constaté que des substances chimiques qui avaient été découvertes dans les spermatozoïdes étaient responsables de l'humeur, indique le portail américain List25.

En outre, selon les résultats de leur étude, des rapports sexuels réguliers réduisent le nombre de maux de tête et aident à lutter contre la dépression, ainsi qu'à normaliser le sommeil. Sputnik 29 05.08.2018

Après cette détente dans tous les sens du terme on se sent bien, on est détendu, vous l'avez remarqué aussi, eux ils viennent de le découvrir, on les plaint ! Apparemment, ce sont des scientifiques qui n'ont jamais connu l'orgasme, ce qui confirme ce que j'avais supposé dans une précédente causerie...

L'agence de presse russe Sputnik publie presque quotidiennement des articles complètement débiles dont certains s'apparentent visiblement aux fake news. Comme RT, ils relaient la voix de l'extrême droite, en cela ils peuvent s'entendre avec Trump. Il n'y a pas de mystères, que des explications...

[Totalitarisme. De fausses bonnes intentions pour une vraie censure.](#)

Grille de lecture.

Loin de nous l'idée de soutenir cet illuminé, provocateur et réel complotiste, cet idiot utile du régime comme il en existe une multitude, qui mêle vraies et fausses informations, de sorte que le doute s'installe durablement dans les esprits ou que le peuple à défaut de certitudes ne soit pas en situation de pouvoir démêler le vrai du faux et ne croit plus en rien, hormis des chimères.

Quand on est dans l'impossibilité de savoir quelle est la situation exacte, il est impossible de la combattre, pire, on est susceptible de la saisir par le mauvais bout et de combattre contre son propre camp.

- Les géants du web passent à l'offensive contre le complotiste Alex Jones - huffingtonpost.fr 07.08

Le réseau social (Facebook - ndr) précise que c'est bien le langage utilisé et pas les thèses conspirationnistes véhiculées par Alex Jones qui l'a incité à agir.

De son côté, Apple a retiré de sa plateforme la plupart des podcasts d'Alex Jones, a constaté l'AFP, information relevée initialement par BuzzFeed. Sollicité par l'AFP pour commenter cette décision et en préciser la portée, Apple n'a pas donné suite. Puis à la mi-journée lundi, YouTube a suspendu la chaîne d'Alex Jones, qui comptait 2,4 millions d'abonnés. huffingtonpost.fr 07.08

Que lui reproche-t-il ?

- D'affirmer que le gouvernement américain aurait commandité plusieurs actes terroristes, comme les attaques du 11-Septembre.

- ...de "glorifier la violence" et "d'utiliser un langage déshumanisant pour décrire des personnes transgenre, musulmanes et immigrées", en infraction avec le règlement interne de Facebook. huffingtonpost.fr 07.08

Parce que voyez-vous, les oligarques (GAFAM) et leurs porte-parole n'ont jamais manifesté la moindre mauvaise intention envers les musulmans et les immigrés, les opprimés en général, ils ne conspirent pas contre tous les peuples, ils n'ont jamais diffusé de fake news, d'ailleurs c'est bien simple, ils sont irréprochables !

Quant au 11/9 on est invité à soutenir la version officielle délivrée par Bush, Powell , Cheney et Cie !

Ils nous prennent vraiment pour des cons ! Ils osent tout, quoi ! Et cela commence à se savoir...

[Ils osent tout.](#)

- Européennes 2019: "bon marxiste", Julien Dray explique pourquoi il veut être tête de liste PS - Le HuffPost 06.08

"Je suis un bon marxiste, je préfère un pas en avant que mille programmes."

"Au cœur de ma démarche, il y a la volonté de créer une dotation universelle qui s'impose à tous les pays pour chaque jeune européen à l'âge de 18 ans, indique le conseiller régional francilien. Ce serait un capital de départ donné à chaque jeune pour faire sa vie comme il l'entend." Le HuffPost 06.08

Permettre à "chaque jeune" de "faire sa vie comme il l'entend", pour sortir une connerie pareille, effectivement pas besoin de programme, là il prend vraiment les jeunes pour des demeurés !

- Climat : "La situation est tellement urgente qu'il faudrait une planification écologique", selon Eric Coquerel - Franceinfo 06.08

Un crétin utile du lobbying écologiste emmené par Obama, Al Gore et quelques milliardaires de Wall Street...

Non, il a raison, pourquoi vous l'attaquer sur ce point-là ? Réfléchissons un instant, comme un changement de régime n'est pas d'actualité, il est impossible de réaliser une "planification écologique". Alors pourquoi faire croire le contraire ? Pour faire oublier qu'il ne combat pas pour un changement de régime, CQFD.

Autrement dit, selon le principe cause toujours il en restera quelque chose, cela revient à charger ceux qui détiennent le pouvoir de la réaliser, c'est entretenir l'illusion que cela serait possible, il leur sert la soupe, capito ?

- Artus - Pourquoi soigne-t-on les crises de la dette par l'endettement ? - LePoint.fr 06.08

Question à 1 centime d'euro : Parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement ! Là aussi réfléchissons un instant.

Dans quel état sont sortis tous les Etats qui avaient participé à la Seconde Guerre mondiale ? Endettés jusqu'au cou. Et quelle est la première mesure qu'ils adoptèrent à l'issue de la guerre pour relancer le cycle du capitalisme ? Ils recoururent massivement à la dette, au plan Marshall, en quatre ans les États-Unis versèrent à l'Europe 16,5 milliards de dollars (l'équivalent de 173 milliards de dollars de 2018). (Wikipédia)...

- Transracisme: peut-on être blanc de peau et se sentir profondément noir, ou inversement? - Slate.fr

Slate ou le transracisme !

- L'Aquarius ne veut pas reconduire les migrants en Libye - Reuters 06.08

Alors qu'on le saisisse ou qu'on le coule !

- Devant la Maison Blanche, des stars de Broadway manifestent contre Trump - AFP 06.08

Chantant "America the Beautiful", hymne patriotique américain, portant les lettres "treason" (trahison) à bout de bras devant la Maison Blanche, plusieurs stars de Broadway ont donné de la voix lundi contre la présidence de Donald Trump. AFP 06.08

Ce sont des nostalgiques de la grandeur passée de l'impérialisme américain, du Far West à Broadway !

- Affaire Skripal: Londres prêt à demander à Moscou l'extradition de deux suspects, selon The Guardian
- Reuters 06.08

Le journal, qui cite des sources au sein du gouvernement et des services de sécurité, ajoute que les procureurs ont bouclé leur demande d'extradition et qu'elle est prête à être transmise à la Russie.

La police et les agences du renseignement, poursuit le Guardian, ont reconstitué les mouvements des deux suspects russes depuis leur entrée sur le territoire britannique jusqu'à leur départ. Reuters 06.08

Qui sont ces deux ressortissants russes ? Que faisaient-ils en Grande Bretagne ? Pendant combien de temps y sont-ils restés ? Quand sont-ils arrivés et quand sont-ils partis ? Top secret ! Vous devez croire sur parole le gouvernement britannique et ses services de sécurité, désolé, mais c'est trop nous demander.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Venezuela

1.1- Venezuela: Maduro prépare sa riposte après l'attentat dont il aurait été la cible - AFP 6 août 2018

Le président du Venezuela Nicolas Maduro, soutenu par l'armée, se prépare à répliquer avec une poigne de fer à l'attentat dont il dit avoir été la cible, et l'opposition redoute une nouvelle vague de répression.

Le ministre de la Défense Vladimir Padrino Lopez a exprimé dimanche, de même que le haut commandement militaire, son entier soutien au président Maduro.

"Nous restons fermement attachés à nos convictions, soutenant inconditionnellement et avec la plus grande loyauté notre commandant en chef", a déclaré le ministre.

Il a confirmé les déclarations de M. Maduro selon lesquelles il a réchappé samedi à un attentat mené avec des drones chargés d'explosif pendant une cérémonie militaire dans le centre de Caracas.

Six hommes accusés d'avoir tenté d'assassiner M. Maduro ont été arrêtés, a annoncé dimanche le ministre de l'Intérieur Nestor Reverol.

"Nous avons jusqu'à présent six terroristes et tueurs à gages arrêtés, plusieurs véhicules saisis; des perquisitions ont eu lieu dans divers hôtels de la capitale, où des preuves accablantes ont été découvertes", a déclaré le ministre.

"Les exécutants et les planificateurs à l'intérieur et à l'extérieur du pays ont été entièrement identifiés" et "d'autres arrestations ne sont pas exclues dans les prochaines heures", a indiqué M. Reverol.

Le procureur général Tarek Williams Saab, proche du pouvoir, a annoncé qu'il révélerait lundi les identités des personnes arrêtées.

Peu après les faits, M. Maduro a mis en cause son homologue colombien, qui doit passer les rênes du pouvoir mardi à son successeur Ivan Duque. "Je n'ai pas de doute que le nom de Juan Manuel Santos est derrière cet attentat", a assuré M. Maduro, évoquant aussi des "financiers" non identifiés qui résideraient aux Etats-Unis.

Il a également mis en cause "l'ultra-droite", se référant ainsi à l'opposition vénézuélienne.

"Il n'y aura pas de pardon" pour les auteurs, a prévenu M. Maduro. "Ceux qui ont osé aller jusqu'à l'attentat personnel, qu'ils n'espèrent pas le pardon, nous les poursuivrons et nous les capturerons où qu'ils aillent se cacher, je le jure!", a lancé le président.

A Bogota, le gouvernement colombien a qualifié d'"absurde" l'accusation portée contre le président Santos.

Les Etats-Unis ont nié toute responsabilité dans les faits. "Je peux dire catégoriquement qu'il n'y a eu absolument aucune participation du gouvernement américain là-dedans", a déclaré John Bolton, conseiller pour la sécurité nationale du président Donald Trump.

Selon le ministre de l'Intérieur, l'attaque a été menée à l'aide de deux drones, chacun chargé d'un kilo de C4, un puissant explosif militaire.

L'un des drones a survolé la tribune présidentielle mais a été brouillé et est allé exploser "hors du périmètre prévu", a déclaré M. Reverol. Le contrôle du second drone a été perdu et il a explosé contre un bâtiment situé non loin du lieu où se déroulait la parade.

Un mystérieux groupe rebelle qui serait composé de civils et de militaires a revendiqué l'action dans un communiqué diffusé sur les réseaux sociaux. AFP 6 août 2018

1.2- Pas d'implication US dans l'explosion de drones au Venezuela, dit Bolton - Reuters 5 août 2018

Selon Bolton, le gouvernement de Nicolas Maduro pourrait être à l'origine de cette explosion.

"Cela pourrait être beaucoup de choses, comme un prétexte mis en place par le régime de Maduro ou quelque chose d'autre", estime le conseiller américain... Reuters 5 août 2018

Il fallait oser le dire !

2- Etats-Unis/Iran.

- Washington détaillera lundi le rétablissement des sanctions contre l'Iran - Reuters 6 août 2018

La Maison blanche effectuera lundi une annonce pour détailler le rétablissement des sanctions contre l'Iran qui doit avoir lieu dans la semaine, conformément au souhait du président Donald Trump, a déclaré dimanche le secrétaire d'Etat Mike Pompeo.

Une première série de sanctions américaines doit ainsi être rétablie dans la semaine. Elles portent sur l'achat par l'Iran de dollars, sur le commerce de l'or et des métaux précieux, sur le charbon et sur les logiciels industriels.

"Il s'agit d'une part importante de nos efforts visant à repousser les activités malveillantes de l'Iran", a déclaré Mike Pompeo aux journalistes dans l'avion qui le ramenait à Washington après un voyage en Asie. "Les Etats-Unis vont appliquer ces sanctions", a-t-il ajouté.

Selon un représentant du département du Trésor, qui s'est exprimé sous couvert d'anonymat, le rétablissement des sanctions sera effectif mardi à 16h01 GMT.

Plus tôt dans la journée de dimanche, la télévision publique iranienne rapportait que Téhéran allait assouplir les règles de contrôle

des changes afin de tenter d'endiguer le plongeon du rial, la devise nationale, qui a perdu la moitié de sa valeur depuis avril dans la perspective d'un retour des sanctions américaines.

Des manifestations se sont produites dans plusieurs villes d'Iran pour une sixième soirée consécutive, dimanche, pour protester contre l'inflation provoquée par la chute du rial, selon des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux.

Un homme a été tué à Karaj, à l'ouest de Téhéran, ont annoncé les autorités, niant toute implication des forces de sécurité, ont rapporté les agences de presse iraniennes.

"Le peuple iranien est mécontent - non pas des Américains, mais de ses propres dirigeants", a réagi Mike Pompeo. "Il est mécontent de l'incapacité des dirigeants iraniens à tenir leurs promesses économiques."

Washington veut que les Iraniens puissent être entendus dans le choix des responsables du pays, a dit le secrétaire d'Etat, sans aller jusqu'à appeler à un changement de régime à Téhéran.

Mike Pompeo a toutefois déclaré qu'il faudrait "un changement important" de la part de l'Iran pour échapper au rétablissement des sanctions américaines, à commencer par adopter un comportement "normal".

La semaine dernière, Donald Trump s'est dit prêt à oeuvrer à une amélioration des relations entre Washington et Téhéran en s'entretenant avec les dirigeants iraniens, une proposition rapidement rejetée par des représentants iraniens.

"Nous sommes ravis de discuter s'il y a un accord approprié, qui pourrait mener à une issue positive", a dit Mike Pompeo. "A l'heure actuelle, il n'y a aucune preuve de leur envie de changement de comportement." Reuters 6 août 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

3- Bangladesh

- Bangladesh. La colère étudiante ne faiblit pas - Liberation.fr 6 août 2018

Les universités de Dacca, capitale du Bangladesh, se sont à nouveau enflammées lundi. Plus d'une centaine de manifestants et des journalistes ont été tabassés par les forces de l'ordre ou, selon plusieurs sources, par des jeunes affiliés au parti au pouvoir. Les protestataires dénonçaient l'insécurité routière, après la mort de deux collégiens percutés par un bus. Ils réclament la démission du ministre des Transports. En réponse, le gouvernement propose la peine de mort en cas d'accident mortel «délibéré»... Liberation.fr 6 août 2018

Dans tous les pays ou presque toutes les couches de la population sont à cran, elles n'en peuvent plus d'être gouvernées par des despotes civils ou militaires...

[Haut de page ↗](#)

Le 8 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

● [Causerie au format pdf \(11 pages\)](#)

[Au pays de la non-violence...](#)

Message reçu du Consulat général de France à Pondichéry.

- L'annonce du décès, survenu ce jour, de M. KARUNANIDHI, leader politique et ancien Chief Minister du Tamil Nadu, ses obsèques et les hommages qui lui seront rendus pourraient donner lieu à des manifestations et affecter la vie quotidienne par des mesures d'ordre public décidées par les autorités locales (restrictions de mouvements et jours de deuil) en particulier au Tamil Nadu et à Pondichéry.

Le Consulat général de France recommande à la communauté française de se tenir informée, d'éviter les lieux de rassemblement et de limiter en tant que de besoin les déplacements au nécessaire.

Karunanidhi, homme d'affaire parmi les plus grandes fortune du Tamil Nadu (60 millions d'habitants où j'habite), mafieux, chef d'un gang à la tête duquel se trouve son fils, Staline (ce n'est pas une blague !), impliqué avec sa soeur dans plusieurs affaires de corruption, malversations, trafics, spoliation de terres, assassinats, etc. Staline a pris le relais de son père à la tête du DMK, un parti nationaliste tamoul. L'air patibulaire, Karunanidhi n'est jamais apparu en public sans ses lunettes noires. Il est décédé à l'âge de 95 ans, la pourriture a la peau dure !

[Le tableau de l'été en images et en texte \(de haut en bas en partant de la gauche\).](#)

Texte accompagnant l'image de la page d'accueil du portail.

- "Mimétisme ; Quand puritanisme féminin et putasserie font bon ménage. ; Macron produit de la télé-réalité comme cette poufiasse, elle est à vendre en ce moment ; La farce... et à la trappe ! ; A la commission des lois ils papotent, rêvassent, se marrent bien ou s'emmerdent ! ; C'est le peuple syrien qu'il faut saluer pour son courage héroïque contre une coalition de 134 Etats et une horde de barbares ; Facebook impuissant même au Venezuela."

On sait que leur milieu et ceux qui gravitent autour est porté aux vices, à toutes les perversités, à la prostitution, à la traite des blanches.

Ils n'arrêtent pas de nous emmerder avec leurs histoires d'harcèlement sexuel, et ils nous montrent des seins et des culs, des corps dénudés, des formes provocantes à tire-larigot. Après avoir instauré le puritanisme de bénitier, ils ont fait la promotion de la pornographie qu'ils ont mis à la portée de tous avec Internet, et avec la crise du capitalisme, les salaires misérables et le chômage de masse ils ont transformé la société en un immense lupanar dont ils sont les premiers à tirer profit dans tous les sens du terme. Après avoir assimilé la femme à une sous-espèce de l'homme, les voilà qui décrètent qu'elle serait son égal quand ils n'inversent pas les rôles pour monter l'un contre l'autre, alors que la nature a fait en sorte qu'ils soient complémentaires.

Si les préjugés et le comportement que peuvent avoir certains hommes envers les femmes sont archaïques et détestables, ils en portent la responsabilité pour avoir maltraité les femmes pendant des siècles ou plutôt des millénaires, depuis que l'exploitation de l'homme par l'homme existe ou le passage au patriarcat qui a ravalé la femme à un statut inférieur du fait de sa fonction sociale procréatrice depuis que le développement des forces productives a permis de produire des marchandises au-delà des besoins des hommes et d'accumuler des richesses, du coup la valeur d'usage d'une femme a été supplanté par la valeur d'échange des marchandises produites par les hommes dès lors qu'elle permettait aux hommes d'accroître leur pouvoir, pour finalement instaurer une société qui leur accorderait des droits supérieurs à ceux des femmes.

Et quand les femmes furent mises à contribution pour produire certaines marchandises produites jusque là par les hommes, leur statut demeura longtemps inchangé, puis il évolua pour se rapprocher de celui des hommes mais sans jamais l'égaliser autrement que sur le papier, continuant en réalité d'être surexploitées, doublement exploitées, encourageant les hommes à conserver le même comportement de supériorité à leur égard, les mêmes préjugés qu'on leur reproche aujourd'hui.

Dans un grand nombre d'entreprises ou de fonctions les femmes rentrèrent en concurrence avec les hommes ou les remplacèrent, parce que les capitalistes en tiraient davantage de profit en sous-payant leur force de travail.

Depuis l'époque où les femmes étaient vendues à la foire aux esclaves jusqu'à nos jours, rien n'a fondamentalement changé puisque le rapport de dominant à dominé qui caractérise le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme n'a jamais cessé d'exister ou continue de se reproduire à tous les échelons de la société.

Ce qui ressort de cette brève analyse, c'est que les hommes et les femmes ont toujours été soumis au même rapport de dominant à dominé qui a pour origine les inégalités sur lesquelles repose le mode de production capitaliste et qu'il ne disparaîtra qu'avec lui, puisque les bases de l'exploitation de l'homme par l'homme ou de l'exploitation de la femme par l'homme auront disparu.

Dès lors, la nouvelle société à laquelle nous aspirons sera bâtie non pas sur le principe d'égalité, puisque la nature a fait en sorte que l'homme et la femme ne soient ni égaux, semblables ou comportent des fonctions spécifiques à chacun, mais sur un principe qui intègre l'ensemble de ces particularités de manière à ce que les besoins ou aspirations de l'ensemble des hommes et des femmes soient satisfaits cette fois sans discrimination, après qu'ils eurent cessé d'être en concurrence ou de s'affronter au travers de rapports devenus obsolètes et qui disparaîtront naturellement.

[7 800 000 c'est beaucoup plus \(dangereux\) que le RN \(ex-FN\).](#)

- Le tweet du Monde qui a lancé l'affaire Benalla a été diffusé aux... 7 800 000 abonnés du Monde ! - Les-crisis.fr

En réalité, cela signifie que Macron bénéficie de beaucoup plus de soutiens que ce que l'on nous raconte...

Etat policier. Quand la population se transforme elle-même en agence des services du renseignement.

Un internaute - Facebook (avec seulement 23 000 salariés) ce sont les habitants de la terre entière qui renseignent cette base de donnée (avec enthousiasme).

Internet tombe sous le coup de la censure mondiale des GAFAM.

- La grande purge commence sur Internet - Réseau Voltaire 7 août 2018

En moins de douze heures, les géants de l'Internet ont supprimé tous les comptes du groupe Infowars et du journaliste Alex Jones, favorable au président Donald Trump.

Cette purge, qui fait suite à une audition de la Commission de la chambre des Représentants pour la Justice sur la censure d'Internet, a été coordonnée par Apple, Facebook, Google, Spotify et YouTube.

Toutes les vidéos d'Alex Jones ont été supprimées de la toile.

Cette décision a été prise au nom de l'idéologie puritaine qui affirme la responsabilité de chacun de s'opposer aux discours déviants. Elle contredit la conception états-unienne de la liberté totale d'expression, exprimée par le 1er amendement de la Constitution.

Des sociétés privées liées au Parti démocrate viennent de mettre fin à un principe fondateur des États-Unis, ainsi que nous l'avions anticipé, il y a deux ans : « Les États-Unis vont-ils se réformer ou se déchirer ? », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 25 octobre 2016. Réseau Voltaire 7 août 2018

Internet va s'avérer être d'ici quelques années, le plus formidable instrument de la dictature mondiale de l'oligarchie jamais conçu pour asservir les peuples. Avec cet épisode on n'est même pas encore au hors d'oeuvre, c'est plutôt de l'ordre de l'amuse-gueule, de la friandise qui ne touche que des couches marginales de la population. Personnellement je ne fréquentais pas le portail d'Alex Jones.

En complément.

- Edward Snowden estime que Facebook est une société de surveillance se présentant comme un réseau social - cnewsmatin.fr 19.03.2018

France. Le préfet de police de Paris auteur d'une fausse déclaration (fake news).

- Benalla. Le couple de la Contrescarpe n'a pas menti à la police - Liberation.fr 8 août 2018

Le contenu des réponses des services de police au procureur de Paris, qui avait demandé la raison pour laquelle le couple molesté par Alexandre Benalla le 1er Mai, place de la Contrescarpe, n'avait pas été interpellé, met à mal la déclaration du préfet de police de Paris Michel Delpuech. Ce dernier avait déclaré, devant la commission d'enquête parlementaire, le 23 juillet, que les deux jeunes gens n'avaient pas leurs papiers au moment de l'interpellation et qu'ils avaient fait état de «fausses identités», ce que la Sûreté territoriale dément. Liberation.fr 8 août 2018

Ils ont tous ou presque fait de fausses déclarations, à commencer par Macron et Collomb !

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- A Toulouse, une crèche provisoire pour protéger les familles à la rue de la canicule - Liberation.fr

- Migrants confrontés à la canicule : «Les conditions de vie sont extrêmes» - Liberation.fr

- Faut-il faciliter l'embauche de sans-papiers dans la restauration ? - Capital - 07.08

- L'armée suisse au secours des vaches frappées par la sécheresse - Reuters

- Grèce : des plongeurs se mobilisent pour sauver des hippocampes - euronews

Quelle excellente idée ! Pourquoi les esclavagistes et la pseudo-gauche et extrême gauche soutiennent-ils l'immigration illégale ?

Grille de lecture.

Quand employeurs s'enquière du sort des demandeurs d'asile, des réfugiés, des migrants, des sans-papiers, c'est forcément qu'ils sont animés de bonnes intentions, qui oserait imaginer le contraire, franchement ?

Mais les esclavagistes et la pseudo-gauche et extrême gauche ne partagent pas les mêmes intentions diront les naïfs ou les crétiens ? Là n'est pas la question. Cette question est faite pour nous détourner de l'essentiel, car ce ne sont pas les intentions qui comptent, mais bien la réalité. On s'en tiendra donc à la réalité. Or la réalité, c'est un pays qui compte des millions de travailleurs au chômage qui ne demandent qu'à travailler et qui ne trouvent pas de travail, parfois ou de plus en plus souvent parce que lorsqu'ils répondent à une offre d'emploi on leur propose des conditions de travail ou une rémunération misérables qu'ils refusent, et c'est parfaitement légitime. Du coup, ils restent au chômage et des centaines de milliers d'emploi demeurent disponibles. Il faut avoir à l'esprit que ces conditions de travail épouvantables ou cette rémunération misérables sont tout à fait légales. Là est la véritable question et pas ailleurs.

En conséquences le patronat fait pression sur le législateur pour qu'il leur permette d'embaucher une main d'oeuvre sans défense, taillable et corvéable à merci, composée de sans papiers, de migrants, de demandeurs du droit d'asile.

Pour rappel.

- Migrants : l'Allemagne crée des emplois... à 80 centimes de l'heure - europe1.fr 23 août 2016 (causerie du 2 août)

C'est de cela que se rend complice la pseudo-gauche et extrême gauche. Ils permettent au patronat de réaliser son rêve, ce qu'il ne peut pas imposer aux travailleurs du pays, il va pouvoir en bénéficier en recourant à la main d'oeuvre étrangère, à la limite, il n'aura même plus besoin de délocaliser pour profiter d'une main d'oeuvre à bas coût en Asie ou en Afrique, on va lui servir à domicile, sur un plateau.

La pseudo-gauche et extrême gauche instrumentalisent ces travailleurs immigrés, manipulent travailleurs et militants en avançant cette question pour faire oublier qu'ils refusent d'affronter le patronat et le gouvernement, qu'ils n'ont jamais eu sérieusement l'intention de proposer aux travailleurs une issue à la crise du capitalisme.

Pour bien comprendre la véritable nature de cette pseudo-gauche et extrême gauche, il faut également avoir à l'esprit qu'elles tiennent un double discours. D'un côté elles dénoncent les méfaits de l'impérialisme au Moyen-Orient ou ailleurs qui seraient la cause de cette immigration massive, et de l'autre elles supportent la politique de leur propre impérialiste d'une multitude de manières à des degrés divers, qui consistent à tenir un discours similaire justifiant une opération militaire quand elles ne la réclament pas, par exemple le NPA sur la Syrie, à ranger le gouvernement syrien sur le même plan que les barbares issus d'al-Qaïda, tous partis confondus pour le coup, jusqu'à refuser de rompre avec l'Otan qui participe à toutes guerres en Asie et en Afrique, l'ONU, par exemple FLI, le PCF...

En résumé, la pseudo-gauche et extrême gauche en dénoncent les causes et les conséquences, mais ne retiennent finalement que les conséquences en refusant de s'attaquer aux causes, ce qui les rangent dans le camp de la réaction. L'immense majorité des militants n'ayant pas grand chose dans la cervelle, cela leur suffit pour se dire ou se croire de gauche ou d'extrême gauche, ce qui n'est évidemment pas le cas. Oui, quelque part aussi leur humanisme est la politesse des salauds, inconsciemment bien sûr, je précise.

- Faut-il faciliter l'embauche de sans-papiers dans la restauration ? Capital - 07.08

La recette miracle ? Face à une pénurie de main-d'œuvre, les restaurateurs et les hôteliers réclament aux pouvoirs publics de faciliter l'obtention des autorisations de travail pour les étrangers sans papiers. Bonne ou mauvaise idée ?

1. Un secteur en manque de main-d'oeuvre

Le secteur de la restauration est en crise, il connaît une pénurie de salariées : il y aurait "130.000 emplois à pourvoir dans le secteur de l'hôtellerie-restauration", constate Didier Chenet, président du Groupement national des indépendants (GNI) hôtellerie-restauration dans Le Parisien. À Thionville (Moselle), Bruno Clément, patron du restaurant gastronomique Les moulins bleus, souhaite recruter deux cuisiniers et un serveur pour son restaurant ; mais, il "passe à côté d'un chiffre d'affaires de dingue parce que je n'arrive pas à embaucher". Il estime quant à lui le nombre de CDI à pourvoir à 50.000. En somme, selon Roland Hégué, président de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie la pénurie d'emplois, dans le

secteur serait "historique".

2. Cela permettrait une meilleure intégration des migrants

"Les personnes qui viennent sur notre territoire ne sont pas venues pour demander l'assistance, elles sont venues pour avoir la liberté de construire leur vie", analyse dans Le Figaro Aurélien Taché, député En Marche du Val d'Oise, auteur d'un rapport en février 2018 sur l'intégration des étrangers. Sur RFI, Bruno Viguier, coordinateur du projet HOPE (Hébergement Orientation Parcours vers l'Emploi), qui aide les immigrés à se former à la langue et à un emploi, souligne que ces contrats "leurs permettent d'avancer vers l'autonomie", tout en apportant un "nouveaux souffle à ces secteurs".

1. Des mesures existent déjà

En réalité, une mesure existe déjà pour permettre aux immigrés de travailler légalement, même si "elle est souvent exceptionnelle et n'est pas automatique", précise Pierre Henri, directeur de France terre d'asile. En principe, cette autorisation est obtenue 6 à 9 mois après l'obtention du statut de demandeur d'asile. Cette autorisation de travail est valable 6 mois, et renouvelable jusqu'à la décision de Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), qui attribue le statut de réfugié. Quatorze familles de métiers, dits métiers ouverts, sont accessibles aux ressortissants non européens. Cette liste de métiers initialement créée en 2008, devait ouvrir le marché du travail français aux étrangers, pour combler la "pénurie de personnel dans certains secteurs", précise Le Figaro. Par ailleurs, cette liste est élargie pour certains pays. Les États-Unis, le Canada, le Maroc, la Tunisie ou encore le Sénégal "voient en effet leurs ressortissants autorisés à postuler à une centaine d'emplois en France".

2. La vraie solution serait de booster les formations et l'attractivité du secteur

L'embauche de migrants permettrait peut-être de juguler la pénurie de main-d'oeuvre, mais pas de répondre aux causes de ce manque de bras, en particulier le déficit de formation et le manque d'attractivité du secteur. "Les jeunes ne sont pas encouragés, lors de leur orientation à apprendre ces métiers. On les considère encore comme des métiers secondaires, ce qui est une hérésie. (...) Aujourd'hui, nous sommes face à une crise de recrutement. Les professionnels du secteur n'ont certainement pas fait ce qu'il fallait faire pour l'anticiper. C'est probablement une raison", déplore Hervé Bécam, vice-président de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (UMIH), dans *Tourmag.com*. *Capital* - 07.08

Les professionnels du secteur de l'hôtellerie, du bâtiment, etc. recourent massivement au travail au noir, sinon ils contournent ou violent la législation du travail en vigueur en toute impunité.

Ils ont de la suite dans les idées, la preuve.

- Faut-il faciliter l'accès au travail des demandeurs d'asile ? *Capital* - 20.02

Jusqu'à présent, un demandeur d'asile doit attendre 9 mois après l'enregistrement de sa demande par L'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRO) pour pouvoir solliciter et obtenir une autorisation de travail. Dans un rapport remis lundi 19 février au Premier ministre Édouard Philippe et au ministre de l'Intérieur Gérard Collomb, le député LREM Aurélien Taché souhaite faire passer ce délai de 9 à 6 mois. Alors, faut-il accélérer l'accès au travail des demandeurs d'asile ? À vous de juger.

1. L'intégration passe par le travail C'est toute la philosophie qui parcourt le rapport d'Aurélien Taché : faciliter l'accès au travail des demandeurs d'asile, c'est faciliter leur intégration en France. "La première chose que recherche un demandeur d'asile lorsqu'il arrive, ce n'est pas qu'on le mette dans un centre d'hébergement ou qu'on lui donne une allocation pour qu'on s'occupe de lui, c'est qu'on le laisse travailler", juge le député LREM dans les colonnes du *Parisien*. Une position que partage Nathaëlle Bricaut, conseillère en insertion professionnelle, interrogée par *L'Express* : "Les réfugiés veulent montrer leur reconnaissance en se rendant utile et éviter à tout prix de passer des mois au chômage", explique-t-elle.

2. Cela évite le travail au noir

Revers de la médaille pour les demandeurs d'asile qui ne peuvent pas encore travailler légalement : le travail au noir. "Un employeur peut recruter un demandeur d'asile ou un réfugié qui a obtenu un visa de séjour, tant que ses autorisations de travail sont en règle. Sinon, tous deux prennent le risque de tomber sous le coup de la loi du travail au noir", rappelle BFM TV. Par ailleurs, "l'absence de déclaration du salaire qui caractérise le travail au noir prive le travailleur de ses droits sociaux (pas de droits au chômage ni à la retraite puisque pour en bénéficier il faut cotiser à l'assurance chômage et à l'assurance vieillesse)", explique *L'Humanité*. D'autant que si, dans le même temps le demandeur d'asile bénéficie de l'Ada (allocation pour demandeur d'asile), cette aide peut lui être totalement coupée s'il a dissimulé un travail au noir.

1. Cela risque de créer un appel d'air

Le gouvernement suit jusqu'à présent cette logique. "A côté du "Wir schaffen das !" ("Nous y arriverons !") d'Angela Merkel, à

propos de l'accueil des réfugiés, la mobilisation française a toujours fait pâle figure. La volonté de l'administration d'éviter tout "appel d'air", en aménageant l'intégration des réfugiés, a accentué le décalage avec le voisin allemand", notent Les Echos. Pour le démographe Cris Beauchemin, interviewé par Le Monde, si appel d'air il y a, "ils [les migrants] se dirigent d'abord là où ils ont des réseaux sociaux, puis vers le pays qui leur offre le plus d'opportunités économiques, dans la petite industrie ou les travaux agricoles par exemple".

2. Cela risque d'amplifier le chômage des Français

Lorsqu'un demandeur d'asile souhaite travailler, l'administration française peut lui interdire certains secteurs de métiers si elle juge que le niveau de chômage y est trop important. C'est le principe de l'opposabilité de la situation de l'emploi. Mais, comme le remarque un rapport de l'OCDE publié en novembre dernier, cité par La Croix, " pour les métiers dits en tension, où il n'y a pas assez de candidats, il n'y a pas d'opposabilité de la situation de l'emploi. Mais la liste de ces métiers, créée en 2008, n'a jamais été actualisée". Ce qui explique pourquoi, 7 ans après la création de cette liste, en 2015, seuls 15% des métiers étaient toujours en tension : les demandeurs d'asile avaient donc accès à des postes où il y avait assez de postulants français. Par le passé, la France avait déjà décidé d'aller bien plus loin : "En 1991, le droit au travail [des demandeurs d'asile] avait été interdit, pour éviter l'effet d'annonce pour des flux de travailleurs potentiels", rappelle Catherine Wihtol de Wenden, directrice de recherche au CNRS, dans une tribune publiée par Slate. Capital - 20.02

Propagande et imposture.

- Hollywood demande le retrait de l'étoile de Trump de son Walk of Fame - AFP 08.08

Le conseil municipal de West Hollywood, quartier de Los Angeles où se situe le célèbre Walk of Fame, a adopté à l'unanimité une résolution demandant à ce que l'étoile de Donald Trump soit retirée de la célèbre promenade touristique, a annoncé son maire mardi. AFP 08.08

Mais pas celles de John Wayne ou Ronald Reagan...

- Le cinéaste ukrainien Sentsov, emprisonné en Russie, a perdu 30 kg, selon son avocat - AFP 08.08

Le cinéaste ukrainien Oleg Sentsov, en grève de la faim dans une prison russe depuis près de trois mois, a perdu 30 kg et souffre de problèmes cardiaques, a annoncé mardi à l'AFP son avocat. AFP 08.08

C'est qu'il était obèse s'il n'est pas encore mort !

- La politique étrangère "éthique" du Canada sur la sellette - AFP 08.08

En mettant les droits de l'homme au coeur de sa diplomatie, le Canada s'est attiré les foudres de l'Arabie saoudite et risque de perdre quelques contrats juteux, conséquence d'une politique étrangère "éthique" qui ne fait pas l'unanimité. AFP 08.08

Pour l'Agence Française de Propagande de la guerre, c'est politiquement incorrect.

ACTUALITE EN TITRES

Chouette, une bonne nouvelle !

- 33,5 milliards - Liberation.fr 8 août 2018

C'est le montant, toujours astronomique, du déficit du commerce extérieur français au premier semestre, qui a été communiqué mardi. Liberation.fr 8 août 2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Venezuela

1.1- Attaque au drone sur Maduro: un ex-chef de police municipale dit avoir joué un rôle - Reuters 8 août 2018

Un ancien chef d'une force de police municipale du Venezuela passé dans l'opposition affirme avoir participé aux préparatifs de l'attaque au drone piégé qui a visé samedi le président Nicolas Maduro.

Dans une interview accordée à Reuters à Bogota, la capitale colombienne, Salvatore Lucchese dit avoir orchestré avec la "Résistance" cette opération que le président vénézuélien, sorti indemne, a présentée comme une tentative d'assassinat.

Cette "Resistencia" est une association aux contours flous et sans structures formelles de militants anti-Maduro, de leaders étudiants et d'anciens militaires.

"Nous avons un objectif et sur le coup, nous n'avons pas été en mesure de le matérialiser à 100%", a dit Lucchese, sans préciser son rôle exact dans l'opération. "La lutte armée continuera", a-t-il poursuivi.

Un groupe méconnu, le "Mouvement national des soldats en tee-shirt", se réclamant lui aussi de la "Résistance", a revendiqué l'attaque. Lucchese a refusé de dire s'il était lié à ce mouvement.

Cet ancien chef de la police municipale de San Diego, dans l'Etat de Carabobo (centre), a fait parler de lui une première fois en 2014 pour avoir refusé de disperser une manifestation de l'opposition, un acte de désobéissance qui lui avait valu dix mois de prison.

Aucun commentaire n'a pu être obtenu auprès du ministère vénézuélien de l'Information sur les affirmations de Lucchese, qui a rompu cette année avec le parti d'opposition Volonté populaire, lui reprochant sa stratégie de dialogue avec le pouvoir Maduro.

L'opposition vénézuélienne a annoncé mardi soir qu'un parlementaire et une cheffe d'un mouvement de contestation étudiant avaient été arrêtés à Caracas par les services du renseignement.

Au cours du week-end, les autorités vénézuéliennes ont arrêté six personnes, dont un suspect recherché pour son implication dans une attaque contre une base militaire en 2017.

Lors d'un discours retransmis à la télévision mardi soir, Nicolas Maduro a fait référence à Salvatore Lucchese et estimé que ce dernier avait des liens avec le nouveau président colombien Ivan Duque, intronisé mardi.

"Un ancien chef de la police, membre de la droite vénézuélienne, a revendiqué d'être à l'origine de l'attaque. Il était aujourd'hui un invité spécial à la cérémonie d'investiture" d'Ivan Duque, a-t-il dit.

D'après les autorités vénézuéliennes, deux drones piégés à l'explosif ont été lancés samedi en fin d'après-midi lors d'une cérémonie militaire à laquelle Maduro participait dans le centre de Caracas. Le premier a été neutralisé par les forces de sécurité, le second a chuté sur un immeuble.

Le président vénézuélien a imputé l'attaque de samedi à des figures de l'extrême droite vénézuélienne et à leur soutien à l'étranger, accusant notamment le gouvernement colombien. Reuters 8 août 2018

1.2- Venezuela: Maduro accuse des députés de l'opposition d'implication dans l'"attentat" - AFP 8 août 2018

Au cours d'une longue allocution radio-télévisée, M. Maduro a présenté ce qu'il considère comme des "preuves" de la réalité d'une tentative d'assassinat contre lui.

Il a accusé l'ancien président du Parlement, l'opposant Julio Borges, actuellement en exil, d'être lié à l'attaque aux drones survenue samedi à Caracas pendant une cérémonie militaire.

Le président Maduro a dit s'appuyer sur des déclarations qui auraient été faites par des personnes, au nombre de six, arrêtées à la suite de l'incident.

"Toutes les déclarations pointent vers Julio Borges, qui vit dans une propriété à Bogota protégé par le gouvernement sortant de Colombie. Nous savons qu'il est assez lâche pour participer à ce genre d'événements", a affirmé M. Maduro.

Le président vénézuélien avait accusé dès samedi le président sortant colombien Juan Manuel Santos d'être derrière l'"attentat" contre lui. Une allégation rejetée catégoriquement par Bogota.

Mis en cause par M. Maduro, Julio Borges lui a répondu directement sur Twitter. "Ni le pays ni le monde ne croient à ta farce de l'attentat", a-t-il écrit. "Nous savons tous que c'est un montage pour nous poursuivre et pour nous condamner, nous qui nous opposons à ta dictature".

Selon la version des autorités vénézuéliennes, une tentative d'assassinat a été menée contre M. Maduro avec deux drones chargés d'explosif. Sept militaires ont été blessés.

Outre M. Borges, M. Maduro a aussi accusé d'implication dans l'"attentat" un député de l'opposition vénézuélienne, Juan Requesens.

Dans un témoignage filmé sur une vidéo que M. Maduro a diffusée, les noms de MM. Borges et Requesens ont été mentionnés par un militaire en retraite qui est l'une des personnes arrêtées après l'incident de samedi.

La formation d'opposition à laquelle M. Requesens appartient, Primero Justicia, a annoncé que ce député et sa soeur avaient été arrêtés mardi par le service vénézuélien du renseignement, le Sebin.

"Le député Juan Requesens et sa soeur Rafaela ont été capturés et frappés par 14 hommes du Sebin", a déclaré Primero Justicia sur son compte Twitter.

Rafaela Requesens a été libérée par la suite, selon sa famille.

Sur Twitter, M. Borges a condamné l'arrestation du député. "Nous dénonçons devant le monde l'abus injustifiable" commis contre Juan Requesens, "dont on a violé l'immunité parlementaire et qui a été emprisonné", a-t-il écrit.

Parallèlement à l'allocution de M. Maduro, le président de l'Assemblée constituante, Diosdado Cabello, numéro deux du régime chaviste, a annoncé que cette assemblée discuterait dès mercredi de "la suppression de l'immunité parlementaire de ceux qui sont impliqués" dans l'"attentat" contre M. Maduro. AFP8 août 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1-Italie

Italie: les populistes font adopter une loi controversée sur le travail - AFP 7 août 2018

Les populistes italiens au pouvoir depuis deux mois ont fait adopter mardi, sous le feu des critiques, leur première loi majeure qui ambitionne de réformer le marché du travail et de frapper les entreprises abusant de la flexibilité.

Dans la foulée de la Chambre des députés la semaine dernière, le Sénat a avalisé mardi le "décret-loi dignité", avec 155 voix pour, 125 voix contre et une abstention, donnant le feu vert définitif à un texte limitant le recours aux contrats à durée déterminée (CDD) et pénalisant licenciements et délocalisations.

Ce cheval de bataille de Luigi Di Maio, ministre du Travail et chef de file du Mouvement 5 Etoiles (M5S, antisystème), est sous le feu des critiques du patronat italien, ainsi que du Parti démocrate (PD, centre gauche).

"Citoyens 1 - Système 0", a tweeté mardi Luigi di Maio, triomphant. Et les sénateurs de sa formation ont qualifié de "révolution culturelle" ce coup porté au "fléau social qui s'appelle la précarité".

"Le ministre du Travail est depuis aujourd'hui le ministre du Chômage", a commenté pour sa part, l'ex-chef du gouvernement Matteo Renzi, l'homme fort du PD, sur les réseaux sociaux. "Grace aux géniales intuitions du ministre Di Maio, nous allons perdre 80.000 postes de travail", a-t-il dit, en reprenant un chiffre des services du gouvernement qui a fait polémique en juillet.

Selon le patronat (Confindustria), les nouvelles mesures vont décourager les investissements et limiter la croissance. Quant au tour de vis sur les CDD, il "risque d'avoir un impact négatif" sur le chômage.

L'Italie est confrontée à un chômage endémique, avec un taux de 10,9% en juin, qui monte à 32,6% pour les 15-24 ans, très au-dessus de la moyenne de la zone euro (16,8% en mai).

Concrètement, il ne sera plus possible de dépasser les deux ans en CDD, contre trois auparavant. En outre, les CDD se

verront appliquer une charge de cotisations sociales croissante de 0,5% à partir du premier renouvellement, pour quatre renouvellements maximum.

Seules les personnes faisant le ménage ou s'occupant de personnes âgées sont exclues du dispositif.

Au delà de douze mois, les employeurs devront justifier la prolongation, par exemple pour un pic non prévu d'activité, une mesure source de recours en justice, prédit le patronat. En l'absence de justification valable, le CDD sera transformé en CDI.

Les entreprises ne pourront pas en outre totaliser plus de 30% d'emplois temporaires. Les indemnités pour licenciements abusifs sont également augmentées, tandis que les entreprises procédant à des embauches bénéficieront d'un bonus.

En mars 2017, le gouvernement de Paolo Gentiloni (PD) avait abrogé le dispositif des "vouchers", sortes de chèques emploi service censés lutter contre le travail au noir mais dont la généralisation avait entraîné de nombreux abus.

Le gouvernement populiste a souhaité les réintroduire de manière extrêmement restrictive dans l'agriculture (entreprises jusqu'à cinq employés) et le tourisme (jusqu'à 8 employés), pour dix jours maximum et pour les chômeurs, les étudiants et les retraités.

Cette mesure a été introduite par la Ligue (extrême droite) de Matteo Salvini, qui partage le pouvoir avec le M5S, particulièrement à l'écoute des entrepreneurs du nord de l'Italie.

Toute entreprise ayant reçu une aide de l'Etat sera en outre tenue de la rembourser si elle délocalise son activité dans les cinq ans qui suivent. Si cette délocalisation a lieu en dehors de l'UE, l'entreprise devra rembourser de deux à quatre fois le montant de l'aide.

La loi comprend aussi une interdiction de la publicité des jeux de hasard, une disposition qui inquiète les milieux sportifs compte tenu du gros marché des paris sportifs.

Les sénateurs du PD se sont bruyamment opposés mardi à cette révision législative qui balaie le "Jobs Act", grande réforme du marché du travail de M. Renzi.

En vigueur depuis mars 2015, le Jobs Act avait introduit un contrat de travail à durée indéterminée à "protection croissante", qui permettait aux employeurs un licenciement plus facile pendant au moins trois ans mais dont l'impact réel a fait débat. AFP 7 août 2018

2- Inde

- Inde : des milliers d'ouvriers du thé en grève pour 50 centimes d'augmentation - LeParisien.fr 8 août 2018

50 centimes par jour, c'est le montant de la revalorisation salariale exigée par des centaines de milliers d'ouvriers dans les plantations de thé Darjeeling, dans l'Est de l'Inde.

Une augmentation qu'ils espèrent obtenir en se mettant massivement en grève. « Plus de 400 000 ouvriers de quelque 370 plantations participent à cette grève de trois jours » dans l'État du Bengale Occidental, a précisé Alope Chakraborty, président du comité central du syndicat des ouvriers du thé.

Pour l'heure, le salaire minimum journalier d'un ouvrier à la plantation est de 169 roupies (2,10 euros). Les syndicats demandent une augmentation de 20% à 203 roupies (2,60 euros).

La mousson, une période de choix pour les grévistes

Si la grève n'a pas encore eu d'incidence sur le travail dans les plantations, le répit risque d'être de courte durée. Les syndicats ont opportunément choisi de mener cette grève en période de mousson, quand la production atteint des sommets et que les pertes financières peuvent être colossales.

Gautam Dev, un ministre régional, s'est dit sensible à la question et en quête d'une solution pour revaloriser le salaire minimum des ouvriers.

Vestiges de la période coloniale britannique, les plantations de thé font régulièrement les gros titres de la presse indienne en raison des conflits salariaux et des mauvaises conditions du travail. LeParisien.fr 8 août 2018

Ici, à plus de 2.000 kilomètres au sud, le salaire minimum journalier est de 200 roupies pour une femme, entre 300 et 400 pour

un homme.

[Haut de page ↗](#)

Le 11 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

Pour la première fois depuis 22 ans, cela fait deux semaines que le ciel est couvert et qu'il pleut par intermittence entre deux rayons de soleil ou la nuit. La température est tout de même remontée hier à 41°C à l'ombre.

En attendant le cocktail chaleur et pluie enchante la nature qui explose, les arbres poussent à vue d'oeil. En décembre dernier, en pleine mousson, j'avais mesuré jusqu'à une progression de 20 cm en un mois. Un jour tu te cognes la tête contre une branche, et quelques semaines plus tard tu passes en dessous ! C'est merveilleux, dommage que les hommes ne progressent pas aussi vite !

Je n'y connais rien en arboriculture et j'hésite à les tailler. A force de les voir prendre de la hauteur, je me demande comment je vais faire pour aller cueillir les oranges, mandarines, mangues, etc. Et puis si on en reçoit une sur la tête, j'ai pesé une mangue qui faisait 750 grammes, et je ne parle pas des noix de coco, comme quoi même en paix on vit dangereusement.

Allez on se détend un instant avant de partir au front ! Je ne vous dis plus bon week-end parce qu'ici on ignore ce que cela veut dire...

● [Causerie au format pdf \(20 pages\)](#)

Le mot du jour : Le crime de penser n'entraîne pas la mort. Le crime de penser est la mort. (George Orwell, 1984)

Une variante de mon cru : Quand on en vient à oublier que la vie qu'on subit ne correspond pas à celle qu'on aurait voulu avoir, on est déjà mort.

A moins que vous préféreriez celui-là : On ne naît pas homme, on le devient. (Érasme)

On aura vécu dans une société en guerre pendant un quart de siècle depuis le démantèlement de la Yougoslavie par l'Otan jusqu'à l'agression de la Syrie, sans que cela n'affecte outre mesure notre mode de vie en occident, quel bonheur tout de même ! Quant à notre mode de pensée, je n'en dirais pas autant, quel malheur ! Après avoir supporté le pire, la guerre, on est en droit de s'attendre au pire, non ?

- Dans un monde hypermédiatisé, à une époque où l'information et la désinformation circulent à la vitesse de la lumière, avec l'omniprésence des médias sociaux et la multiplication des médias alternatifs, on pourrait espérer avoir accès à une diversité d'opinions et à des échanges enrichissants. Tout comme la peur de l'Autre qui mène rapidement à l'intolérance, à la xénophobie et au racisme, la peur du discours de l'Autre engendre l'intolérance et la censure. Ce qu'on nous dit c'est : ne sois pas différent, ne pense pas différemment et tout ira bien. (Claude Jacqueline Herdhuin, journaliste canadienne)

Les réflexions que cela m'a inspirées.

Le mouvement est inhérent à la matière, aux différents éléments qui la composent, ils sont indissociables...

Jadis, si les hommes ne s'étaient pas livrés à une observation rigoureuse de leur environnement, ils n'auraient sans doute jamais évolué...

Au départ, au stade élémentaire, ils ont procédé à des distinctions ou différenciations, divisions, comparaisons... Constatant que les mêmes causes engendraient les mêmes effets, ils se mirent à les reproduire et à les théoriser, c'est ainsi que l'esprit scientifique naquit ou les bases élémentaires de la logique.

Le mimétisme est un acte primaire inconscient à relier à l'instinct de survie de l'animal.

Cela ne signifiait pas pour autant qu'ils auraient saisi ce qui était à l'origine de ces causes qu'il mettra des dizaines de milliers d'années à pénétrer sans toutefois parvenir à la découvrir jusqu'à nos jours, puisque les hommes demeurent toujours ignorant du processus dialectique qui est à l'origine de la transformation, de l'évolution de la matière, de la nature, de l'homme, de la société, d'où ses superstitions, ses religions, ses illusions.

De nos jours, l'homme accède par mimétisme à travers son éducation à un niveau élémentaire de conscience qui varie en fonction des conditions qu'il a trouvées à sa naissance sans en avoir conscience, et c'est tout aussi inconsciemment que sa conscience va se développer jusqu'à un certain niveau en fonction de ses expériences et des interprétations qu'il en aura faites, pour ensuite stagner ou progresser péniblement sans parvenir à percer ce qui demeurera pour lui un mystère, pour enfin être voué à régresser pour ne pas être parvenu à élever sa conscience à un niveau supérieur et disparaître comme il était venu, un bien triste destin.

Il suffit d'observer comment les hommes se sont jetés aveuglément sur la religion, le sport, le cinéma, la télévision, Facebook et Twitter notamment, pour en avoir confirmation...

Une internaute - "L'humanité est présente en chacun de nous, mais seulement à l'état de germe, et la plupart du temps ce germe n'écloie pas vraiment ou bien végète difficilement et nous ne valons alors guère mieux que nos frères animaux mais avec une puissance technique dangereusement supérieure."

- "En rejoignant la CDU et la CSU dans une nouvelle « grande coalition » malgré le désastre pour les trois partis (qui formaient déjà la « grande coalition » précédente) à l'élection de 2017, le SPD n'a pas seulement aidé à former le gouvernement le plus à droite depuis la fondation de la République fédérale allemande après la Deuxième Guerre mondiale, il a encore fait de l'AfD (extrême droite - ndlr), qui n'a obtenu que 12,6 pour cent des voix, l'opposition officielle. "(Ulrich Rippert, wsws.org) En France, la social-démocratie dégénérée a fait mieux en réussissant à porter l'extrême droite la plus débile de l'Europe à près de 20%... et à engendrer Macron !

[En famille LFI, LR, PS, PCF, Génération.s.](#)

- Jean-Luc Mélenchon invite des députés de toutes les oppositions à son université d'été (sauf le RN) - Le HuffPost9 août 2018

Le Leader de la France Insoumise va organiser son université d'été à Marseille les 24,25 et 26 août prochain. Mais, fait étonnant, il a cette fois-ci décidé d'inviter pour l'occasion des députés d'autres partis et de différents horizons politiques. LR, PS, PCF, Génération.s (mouvement de Benoît Hamon) seront de la partie, révèle Le Figaro ce mercredi 8 août.

Les députés LR Marianne Dubois (Loiret) et Olivier Marleix (Eure-et-Loire) vont ainsi participer à une table ronde sur la défense et la vente par l'Etat du groupe Alstom. Le député LR a par ailleurs assuré au Figaro que cette rencontre "n'est pas la convergence des luttes".

La députée LREM de la Manche Sonia Krimi, qui avait également accepté l'invitation, a finalement préféré se désister. Le HuffPost 9 août 2018

Domage pour l'union nationale, mais c'est l'intention qui compte et qu'on retiendra... Vous vous imaginez débattre de quoi que ce soit avec des membres du parti de Sarkozy, quel délire, LFI mérite la palme du populisme !

[Totalitarisme. Délation, autodafé, censure, interdiction...](#)

- Faut-il interdire les cartes postales sexy ? - Capital 09.08

Faut-il interdire les défilés de mode, le festival de Cannes, toutes les médias, les chaînes de télévisions, les magazines, portails ou blogs ou figurent des Barbies à moitié dénudées ? Vous me direz que ce ne serait pas une grosse perte, c'est sûr !

Après la censure de peintures du XVIIe siècle (exposition en Belgique), les cartes postales. Les affiches, livres, disques, etc. suivront... Effacer le passé, le réécrire (ainsi que le présent) en permanence pour qu'il concorde avec l'idéologie officielle du moment, de sorte qu'on croit qu'elle a toujours existé ou qu'elle n'a jamais connu de concurrents, afin que chacun l'adopte ou s'y conforme, et condamne tout autre interprétation jugée comme farfelue, déviante ou perverse.

Ils s'attaquent aux préjugés archaïques parce qu'ils savent que cela divise, déchire et affaiblit toutes les classes, pendant ce temps-là ils gouvernent tranquillement...

[Le vieux monde. Un partisan de Macron déboussolé. \(Abonné au Point\)](#)

- "Entre les affairistes avides d'argent, les transfuges politiques à l'ambition personnelle démesurée, les conseillers de l'ombre qui se réunissent en secret, les conseillers "barbuzes " prêts à tout pour plaire au maître, les ministres au courant de rien et brusquement amnésiques, et les serviteurs hauts fonctionnaires qui couvrent le pouvoir macronien, il y a de quoi avoir la nausée. (...)

Le nouveau monde de Macron n'est plus qu'un ramassis de vieilles combines et de grosses ficelles."

LVOG - Vous vouliez dire sans doute un ramassis de médiocres, serviles, prostituées, corrompus, pourris... C'est ce qui caractérise généralement la fin d'un régime.

Et en plus ils sont corrompus.

- Plainte complémentaire d'Anticor contre le numéro deux de l'Élysée - AFP 9 août 2018

L'association Anticor a déposé mercredi une plainte complémentaire pour "prise illégale d'intérêt" contre le secrétaire général de l'Élysée, Alexis Kohler, dont Mediapart a révélé lundi qu'il avait approuvé, comme haut-fonctionnaire, des contrats concernant l'armateur MSC, fondé et dirigée par des cousins de sa mère.

L'association anticorruption avait déposé fin mai une plainte initiale auprès du PNF (parquet national financier) contre le bras droit d'Emmanuel Macron pour "prise illégale d'intérêt", "trafic d'influence" et "corruption passive" après des premières révélations du site d'information. Ces révélations avaient déclenché l'ouverture d'une enquête judiciaire.

Anticor dénonçait alors la présence de M. Kohler comme représentant de l'État à partir de 2010 au conseil d'administration de STX France (chantiers navals de Saint-Nazaire), dont MSC était le principal client, sans faire état de ses liens familiaux avec l'armateur, dont il était devenu en octobre 2017 directeur financier de la filiale croisières. AFP 9 août 2018

En complément

Recyclage en famille.

- Onu: Droits de l'homme. Bachelet appelée à succéder à Zeid - Reuters 09.08

Le secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres, a choisi l'ancienne présidente socialiste chilienne... Reuters 09.08

Décodex, Bellingcat, DisinfoLab, ConspiracyWatch, etc. Chasse aux sorcières, maccarthysme, police de la pensée...

Fichage, flicage, machine à relayer les rumeurs ou fausses informations...

J'avais affirmé il y a déjà quelques années que leur principal objectif était stratégique, à savoir dégoûter, détourner les travailleurs de la politique, donc du mouvement ouvrier, de ses partis, des syndicats, afin qu'ils puissent tranquillement appliquer leur politique ou orienter la société dans une direction précise.

Nombreux sont ceux qui ont interprété les réseaux numériques comme un nouvel espace de liberté (d'expression), alors qu'en réalité ils consacraient l'absence de démocratie dans la société, autrement dit cela a été interprété à l'envers.

Qu'ensuite, ceux qui les avaient conçus s'en servent comme instruments pour manipuler les consciences, allaient être un jeu d'enfant, puisque ceux qui devaient les utiliser n'auraient pas conscience de participer eux-mêmes à l'atomisation, à la dislocation de la démocratie, qui au demeurant est incompatible avec le traitement violent de la phase terminale du capitalisme qui allaient subir.

La supercherie reposait sur chimère, une croyance ou le miracle de la démocratie, consistant à affirmer : un homme ou une femme une voix, sans se soucier le moins du monde de savoir si cette voix correspondait à un niveau de connaissance, d'expérience, de conscience, de sorte que le comble de l'idiotie ou de l'ignorance pourrait rivaliser et l'emporter sur les esprits les plus évolués ou développés, ce qui était d'un grotesque hallucinant, mais sert toujours d'étalon de mesure à nos dirigeants.

Nous, nous sommes conservateurs, nous en sommes restés aux enseignements de la révolution russe de 1917 ou plus largement de la lutte des classes jusqu'à nos jours.

Chaque fois que la classe dominante jeta un os à ronger au peuple, il se jeta dessus avidement, pire il se détourna de ses propres intérêts.

Religion, alcool, sport, crédit, actions en Bourse, jeux, drogue, pornographie, télévision, divertissements en tous genres, Facebook et Twitter, etc. sur fond de guerre, d'offensive contre la classe ouvrière, de corruption du mouvement ouvrier, etc. de censure, maccarthysme, fascisme, totalitarisme...

C'est la combinaison de ces trois types de facteurs en s'attaquant aux différents niveaux de la conscience humaine qui les rend

si efficaces ou redoutables. Ils sont d'autant plus difficiles à combattre qu'on a tendance à les traiter séparément. Un peu de la même manière que lorsqu'on étudie séparément la philosophie, l'histoire, l'économie, la politique, la sociologie, l'ethnologie, l'anthropologie, la psychologie, etc. au final on n'aura rien compris ou presque ou cela s'avèrera totalement inutile.

[Flagrant délit. Comment ils colportent des fake news à partir d'hypothèses qui n'ont rien d'anodines puisqu'elles reprennent la propagande de l'Otan, Bruxelles...](#)

Libération 10 août 2018 - L'affaire Benalla a-t-elle été propulsée sur les réseaux sociaux par des comptes plus ou moins proches de la Russie ? Depuis une semaine, l'hypothèse circule, relayée notamment par des proches du pouvoir. Libération 10 août 2018

En réalité, ils les ont fabriquées.

LeParisien.fr 10 août 2018 - Benalla, «ingérence russe» et fichage politique : tout comprendre à la polémique.

L'affaire Benalla a-t-elle été gonflée sur les réseaux sociaux par une poignée de comptes hyperactifs et soumis à des influences politiques ou étrangères ?

En plus d'être accusée d'avoir propagé une « fake news », Disinfo Lab se retrouve aussi mise en cause pour avoir « fiché » les utilisateurs de Twitter. LeParisien.fr 10 août 2018

Quelques articles sur le même sujet

- Tous fichés ? Comment Twitter permet le fichage politique de la population - Les Crises 9.août.2018
- L'étude de l'influence russophile sur le Benallagate : d'énormes failles méthodologiques- Les Crises 9.août.2018
- Olivier Berruyer : « On est passé de la russophobie à la russophilophobie » - Les Crises 10.août.2018

[DisinfoLab, une intox qui fait un flop.](#)

Qu'est-ce que DisinfoLab ?

- Une officine liée à l'Union Européenne...
- Une officine liée au puissant think tank Atlantic Council, un des leviers de l'influence américaine dans le monde...
- Parmi ses illustres membres : Henry Kissinger, Wesley Clark, le PDG de Boeing...
- Une officine financée par la fondation Open Society du milliardaire américain George Soros (25 000 \$)...
- Une officine financée par Tweeter (125 000 \$)...

Inutile d'aller plus loin et de perdre son temps, on aura compris qu'il s'agit d'une officine relayant la propagande de l'Otan, des néoconservateurs va-t-en-guerre les plus fanatiques. Une de plus. Quand elles sont grillées ou démasquées, ils en créent d'autres et ainsi de suite, la désinformation ou la fabrique du consentement ne doit jamais cesser...

Evidemment, les agences de presse, les médias institutionnels et l'illusionniste Mélenchon se passeront bien de fournir ces détails compromettant ou suffisamment expressifs pour que les lecteurs se fassent une idée précise de la nature de cette officine de la réaction.

Pourquoi agissent-ils ainsi ? Pour que personne ne puisse se forger une conviction sur la base de faits. Or sans conviction, sans connaître la nature de votre ennemi, pas d'engagement politique, pas de combat politique, vous serez réduits à l'impuissance en présence d'interprétations contradictoires dont vous ne saurez pas quoi trop penser, accordant aux différents acteurs d'avoir à la fois tort et raison, bref, vous ne serez pas plus avancés et c'est bien là le but de la manœuvre.

Mais pour Mélenchon agit-il comme cela ? Parce qu'il ne tient pas à ce qu'on lui attribue des convictions qu'il n'a pas et qui l'engageraient trop loin, des convictions qui sont finalement en contradiction avec les siennes, même affronter une officine aussi insignifiante est au-dessus de ses moyens, alors le régime, il ne faut pas y penser.

Mélenchon est uniquement un démagogue qui brasse du vent. Il ne peut aborder et analyser à fond aucun sujet, sinon il se démasquerait lui-même.

Il vient de l'illustrer de manière éclatante en polémiquant avec une misérable officine totalement inconnue jusqu'à présent, sans révéler ses liens avec l'UE et des think tank néoconservateurs américains ou encore Soros, ce qui aurait permis immédiatement de saisir ses véritables intentions et de comprendre quel rôle elle était censée jouer, pourquoi elle existait ou pourquoi elle avait été créée.

Au lieu de cela, Mélenchon en a fait une minable affaire personnelle. Pire, il l'a traitée à la manière d'un esprit policier, passant ainsi à côté de l'essentiel, alors que ce coup médiatique devait servir à alimenter la propagande psychologique de guerre de l'Otan contre la Russie. Il n'y a rien d'étonnant à cela, quand on sait que Mélenchon est opposé à la rupture avec l'Otan, avec l'impérialisme américain, on peut ajouter l'UE, l'ONU, etc. quand il ne fait pas l'apologie de l'armée coloniale française !

Le HuffPost nous apprend que Mélenchon sur Twitter n'a même pas osé nommer cette officine, il est vraiment minable ce type-là !

- "Je ne suis pas un bot russe": Jean-Luc Mélenchon s'emporte contre une ONG qui entend traquer les fake news - Le HuffPost 10.08

Les répliques du séisme provoqué par l'affaire Benalla ont des conséquences pour le moins inattendues. Dans la soirée du jeudi 9 au vendredi 10 août, Jean-Luc Mélenchon s'est fendu d'un tweet plutôt surprenant, dans lequel il s'en prend, sans la nommer, à l'ONG EU DisinfoLab, auteure d'une étude controversée sur le rôle de comptes Twitter liés à la russosphère en marge de la polémique portant sur les agissements de l'ex-collaborateur d'Emmanuel Macron.

"Eh stupide barbouze ! Je ne suis pas un bot russe. C'est juste moi, Mélenchon, qui tweete contre toi ! Si t'as besoin de me fichier pour t'en rappeler, c'est que tu es encore plus bête que tu en as l'air", s'emporte le leader de la France insoumise, signant son tweet de son numéro de "matricule 14452". (...)

Fin de l'histoire? Pas vraiment. Dans le même temps, plusieurs membres de l'opposition, de la France insoumise aux Républicains, raillaient les cris d'orfraie poussés par la majorité concernant cette prétendue "ingérence russe" et mis en doute le sérieux l'ONG.

Ce faisant, la CNIL a été saisie de "plusieurs plaintes" et a indiqué à l'AFP qu'elle allait mener l'enquête. De son côté, l'ONG s'est défendue en indiquant que "ces données ont été publiées à dessein de vérification méthodologique", précisant que son activité de recherche consistait à "exporter des données publiques de conversation et de les analyser".

Et d'ajouter: "Nous ne réalisons pas de fichage mais nous comprenons que cela puisse être interprété comme tel, et en sommes profondément désolés".

L'équipe de DisinfoLab a insisté sur son site, jurant que son étude "est fondée sur l'exercice du droit à la liberté d'information et du droit du public à l'information, ce qui constitue un intérêt légitime au regard du RGPD et ne nécessite donc pas de recueillir le consentement des personnes concernées". Le HuffPost 10.08

- Le EU DisinfoLab à l'origine d'une intox : l'affaire Benalla, produit de la « russosphère » ? - Les Crises 7 août 2018

Les Crises. - Après le Brexit, l'élection de Trump, la Catalogne, les fausses informations lors de l'élection de Macron, les armes chimiques en Syrie, la cyberattaque des JO de Pyeongchang, la Vague de Froid de l'hiver dernier, etc, voici aujourd'hui l'ombre russe dans... l'affaire Benalla.

Cette narrative est venue de l'association "EU DisinfoLab", par la voix du cofondateur Nicolas Vanderbiest et de son président Alexandre Alaphilippe.

Nous allons donc présenter cette association, puis ses récents travaux et enfin analyser les réactions de la presse.

Extrait.

Comme on peut le lire sur leur site, cette association a été créée en 2017 à initiative de Nicolas Vanderbiest ("assistant et doctorant dans le département de relations publiques de l'Université Catholique de Louvain où [il] mène une thèse sur les crises de réputation des organisations sur le World Wide Web dans le Laboratoire d'Analyse des Systèmes de Communication des Organisations")

Ce point relatif au renforcement "des efforts européens [...] pour lutter contre la désinformation" mériterait d'être explicité, quant à la proximité de cette structure – qui se fait appeler "ONG" – avec les structures de l'Union Européenne.

Car, sauf erreur, on ne trouve rien sur leur site à propos de son financement.

Grâce à la précieuse équipe d'Arrêts sur Images, on apprend cependant ceci :

La structure serait donc financée exclusivement par... Twitter (sic.) et compte l'UE parmi ses partenaires....

Ils ne cachent cependant pas l'identité de leurs partenaires :

Twitter donc, mais surtout le fameux et très puissant Think tank Atlantic Council, un des leviers de l'influence américaine dans le monde. Je vous laisse observer la liste des membres honoraires du Conseil d'Administration de l'Atlantic Council :

Ce sont juste les administrateurs honoraires – nous vous donnerons bientôt la liste des administrateurs opérationnels (y figurent Henry Kissinger, Wesley Clark, le PDG de Boeing...)

Les 3 compères d'EU DisinfoLab lancent donc des initiatives avec ce "partenaire" :

Le 11 avril 2018 le EU DisinfoLab était partenaire d'une conférence sur la désinformation avec... l'Atlantic Council :

Par ailleurs, le 17 mai, le EU DisinfoLab était partenaire d'une autre conférence organisée par la fondation Open Society de George Soros.

On trouve dans les autres partenaires de EU DisinfoLab les structures officielles de l'Union européenne de "lutte contre la propagande russe", dont EUvsDisinfo – et son obsession régulière envers la Russie. Il est intéressant de noter que face au comportement de ce site, le 6 mars 2018 la parlement néerlandais a voté une résolution (par 109 voix contre 41) demandant la fermeture de ce site (source).

Il y a aussi le think tank tchèque European Values, et son fameux programme Kremlin Watch. Son directeur Jakub Janda a traité le Président tchèque Milos Zeman de "Cheval de Troie russe".

Enfin, nous terminerons ce tour d'horizon des partenaires de EU DisinfoLab avec "Defending Democracy" dont la profession de foi illustre clairement le problème :

La Russie de Vladimir Poutine a lancé une guerre hybride contre l'Occident – une guerre contre la Démocratie, l'État de droit et notre mode de vie. Alors que nos gouvernements ont lentement saisi l'ampleur et l'urgence de la menace, ils n'ont pas encore trouvé une réponse claire et unie.

L'ennemi veut perturber notre société, discréditer nos institutions et miner notre confiance pour que nous nous retournions contre nous-mêmes. (...)

La guerre contre l'Occident est une guerre contre la Vérité. Tout ce qui nous tient à cœur est menacé : notre confiance dans l'État de droit ; notre confiance dans les institutions publiques et les élections équitables ; notre confiance dans le savoir et la science ; notre confiance dans le journalisme et les médias ; et peut-être surtout, notre confiance dans un sens commun de décence et de cohésion sociale. Notre Démocratie est en jeu, et nous devons la défendre.

Défendre la Démocratie est une initiative indépendante et non partisane. Nous travaillons pour une réponse transatlantique plus forte à la guerre hybride du Kremlin contre nos démocraties. (...) Les Crises 7 août 2018

- Affaire Benalla : aucune preuve d'ingérence russe sur Twitter, selon une étude - Franceinfo 9 août 2018

Rien ne permet d'affirmer qu'une ingérence russe a amplifié l'affaire Benalla sur Twitter, selon une étude d'une organisation de lutte contre la désinformation publiée mercredi 8 août. Dans cette étude menée du 19 juillet au 3 août, l'ONG DisinfoLab souligne que "plus de 4,5 millions de tweets en français ont été échangés sur ce sujet par plus de 247 701 auteurs différents".

Face à ce volume "exceptionnel", trois fois supérieur à BalanceTonPorc, où 1% des comptes ont publié 47% du contenu, l'ONG a, dans un premier temps, émis début août l'hypothèse d'une ingérence de comptes "pro-Mélenchon", "pro-Rassemblement national" et "russophiles", dont certains seraient tenus par des humains, d'autres par des robots. Plusieurs responsables politiques, dont le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux, avaient alors appelé à ce que "toute la transparence soit faite

sur la diffusion de ce type de message".

Mais les résultats de l'étude nuancent les premières conclusions et relèvent l'absence de preuve d'une tentative d'ingérence organisée, puisqu'il est "impossible de déterminer si une vraie personne se trouve derrière chaque compte, et encore moins d'identifier si un compte est à la solde d'un réseau de désinformation étranger", notent les auteurs. De plus, seulement "trois personnes utilisaient un système automatique de retweet".

L'étude montre certes "la tendance de comportement d'une minorité de comptes très, très active" et qualifiée de "russophile" pour ses nombreux retweets des médias russes Russia Today et Sputnik, a déclaré à l'AFP Alexandre Alaphilippe, chercheur à DisinfoLab, mais "la raison de ce comportement, nous ne l'avons pas".

Ces conclusions sont renforcées par celles d'une autre étude, menée par un spécialiste de la communication politique en ligne, Damien Liccia. "Il n'y pas d'ingérence russe dans l'affaire Benalla. L'influence des (robots) a été infinitésimale", a-t-il affirmé à l'AFP. Franceinfo 9 août 2018

- Est-il vrai que l'ONG DisinfoLab s'est rendue coupable sur Twitter de fichage politique ? - Liberation.fr 10.08

Un Internaute. - "Le terme ONG est une escroquerie sémantique. Le terme anglais indique seulement un truc style "asso à but non lucratif". Grosse différence de sens entre "Asso à but non lucratif" et "organisation non gouvernementale". L'intégralité de ces ONG sont discrédités entre scandales de remplissages de fouilles dans le caritatif, et les collusions manifestes entre beaucoup d'autres et les pires agences gouvernementales d'influence, on peut dire qu'un ONG, c'est soit pourri, soit mercenaire, soit supplétif beurk."

Parole d'Internaute.

1- Ce soir, je rallume l'ordi et veux me connecter sur Twitter : ils me redemandent mon numéro de téléphone, pour la seconde fois depuis une quinzaine de jours ! Eh bien, non. Il n'y a aucune raison à cela, je tweete depuis chez moi sur mon laptop (pas de smartphone). Je quitte ce réseau, comme j'ai quitté Facebook fin avril. Ça devient malsain.

2- Ah mais je ne prétends pas que mon abstention va faire crever le système. Je suis seulement conséquent avec moi-même, car j'ai quelques principes. Je sais très bien, sans tomber des nues, que tout est surveillé, et je ne suis pas spécialement parano, mais figurer sur un fichier "politique" pour avoir tweeté sur un barbouze élyséen, merci bien, ce n'est pas l'idée que j'ai d'un réseau social.

3- Un jour un camion de nervis viendra s'arrêter en bas de chez vous et vous entendrez les portes enfoncées par ceux qui vous cherchent sur des bases peu fiables pour des motifs débiles par ce qu'ils n'ont pas perçu votre humour passager enregistré pour toujours sur le réseau . . .

Vous ne comprenez toujours pas que le fait de avoir rien à se reprocher ne vous protégera en rien? Le fait d'avoir affaire à des amateurs semi-finis (c'est d'ailleurs souvent une caractéristique des nervis) ne les rends que plus dangereux.

4- Je crois que vous n'avez pas compris.

S'ils envoient le camion de nervis ça ne sera pas grâce à "twitter", mais plutôt grâce à mon voisin.

Ne vous trompez pas quand ils sont venus chercher les juifs, les communistes et les autres, la majorité des gens était plutôt satisfait et si ça ce passait aujourd'hui avec les musulmans, ça serait pareil.

S'ils se basent sur les "twitter", ils auront beaucoup de faux positifs et trop de faux positifs rend les nervis contreproductifs par la révolte des gens. (...)

Pourquoi un truc datant du 1er Mai sort pile poil au moment où le Coup va être réalisé cassant la dynamique...

On n'a pas fini de rire (jaune, puisqu'il faut préciser).

Les 50.000 fichés devraient tous porter plainte, inonder le système de réclamations. Et comprenez moi bien, pas pour obtenir justice (on n'en est plus là) mais pour dérégler, gripper, bloquer, foutre en l'air le truc...

5- Plein de gens sont persuadés que le réseau est "virtuel" et "incontrôlable"... c'est totalement faux ! Internet c'est comme la télé ou la radio : c'est un réseau physique parfaitement contrôlé. Câbles, noeuds, serveurs, alimentation électrique. Espionnage massif des câbles et noeuds, contrôle des fournisseurs d'accès. Toute personne qui a des amis dans des pays "exotiques" ou "non-

grata", sait que les conversations les plus banales peuvent être interrompues d'une minute sur l'autre pendant plusieurs heures ou plusieurs jours en cas de crise politique. Sans parler de l'alimentation électrique de ce réseau, qui ne tombe pas du ciel.

6- Moralité, il faut s'arrêter de s'ennuyer avec toutes ces applications chronophages et s'occuper de son petit jardin, sa copine, ses enfants, enfin la vraie vie quoi.

7- Moralité, il faut s'arrêter de s'ennuyer avec toutes ces applications chronophages et s'occuper de son petit jardin, sa copine, ses enfants, enfin la vraie vie quoi.

8- Tous les jours, je suis sidéré de constater l'étendue de la bêtise humaine.

Ce petit opportuniste a trouvé un créneau, il en profite et n'est pas près de s'arrêter, puisque ça marche.

Les politiques jouent de Twitter comme s'il s'agissait d'un outil commun de communication.

Les médias nous racontent régulièrement ce qui se passe sur ce réseau social.

Il s'y passe souvent de belles choses qui rassemblent des citoyens innocents.

Il s'y propage aussi de vilaines idées.

L'anonymat permet aux « courageux » d'exprimer des choses dignes des plus bas instincts de l'humanité.

Non, ce n'est pas un outil commun de communication,

C'est le micro trottoir adapté à l'époque d'internet et à la communication à deux balles qui ne distingue pas le vrai du faux, le sachant du croyant. L'outil facile du faux journaliste.

Tant qu'il y aura des hommes politiques et des journalistes disposés à donner du crédit à Twitter sans conditions, il y aura des Nicolas Vanderbiest qui en profiteront et se feront une réputation en suivant l'air du temps.

Aujourd'hui, l'air du temps, c'est la russophobie, le complotisme ou je ne sais quel mot rebelle reflétant une pensée non conforme. Quand on n'est pas dans la « pensée unique », on est complotiste, c'est le nouveau point Godwin, du maccarthysme à la petite semaine.

Suffit-il de dire :

« C'est la faute aux russes »,

« Nous avons les preuves »,

Non monsieur Macron, non monsieur Ayrault, les preuves, on les attend toujours.

Le fameux « chercheur » Nicolas Vanderbiest « doctorant » ne dupe que ses adeptes. Il faut lire son charabia dans ses pseudo-études pour se rendre compte que tout cela n'a rien de scientifique. C'est un saltimbanque de supermarché, un camelot qui fait son auto-réclame en s'attribuant des titres ronflants plus ou moins usurpés.

Les médias et les politiques ont suivi ses pensées fumeuses démontrant ainsi leur incapacité à juger de la chose vraie, intelligente, utile.

9- C'est bien que la presse remonte un peu l'affaire mais ils ne présentent qu'une partie de l'affaire.

Ils parlent quasiment uniquement du fichage politique.

Et ils ne parlent pas du financement d'une ONG européenne par des intérêts étrangers (conseil atlantique, soros...) pour faire de la propagande anti-russe.

10 - Vous avez parfaitement compris le principe de la propagande "à l'occidentale" : les faits qui ne peuvent pas être cachés doivent être présentés sous l'angle le moins subversif. C'est ce qu'y a de plus efficace même.

11 - Non seulement EU Disinfo Lab fait machine arrière, dépassée par le fiasco de ses "révélations", mais si vous tapez maintenant "Benalla" sur un moteur de recherche, vous tombez sur des papiers qui évoquent le scandale du flicage effectué par cette officine avec la collaboration de Twitter, les plaintes déposées auprès de la CNIL...

12 - Oui, leur but n'est pas de délivrer des études de qualité, mais de faire des pseudo-études (qui présentent bien) pour "montrer" que c'est les russes, défendre Macron, etc...

On connaît la musique on a déjà Conspiracywatch de Reichstadt et le Decodex du Monde. C'est de l'enfumage total mais à destination de qui ? La plupart des gens se foutent de ces organismes, ceux qui s'intéressent un peu à la politique leur crachent dessus. Donc à qui cet enfumage est-il destiné ? Les journalistes ?

13- Avec l'affaire EU Disinfo Lab, nous sommes de plain pied dans la nouvelle ère de la Police de la Pensée.

Au delà du "pointage" douteux de prétendus russophiles, cette officine a malheureusement réussi un tour de force au vu de l'ampleur qu'a prise cette affaire.

Chacun sait aujourd'hui qu'il peut être fiché et qui plus est de façon arbitraire et erronée. Quel moyen plus efficace que ce "buzz" pour créer, au sein du peuple, la peur de communiquer et de partager des informations qui ne respectent pas la doxa politico-médiatique ?

14- Le vrai danger, c'est Twitter, c'est le GAFSA, ce sont ces géants américains de l'informatique qui font partie intégrante du complexe militaro-industriel.

15- Aujourd'hui l' "opposition" est moins dans le débat politique, que dans la possibilité du débat et les règles du débat, car tous deux sont les bases, le terrain de ce débat et sont fortement compromis. Liberté de s'informer, existence d'une information (non news, non enquêtes), information plurielle, liberté d'expression, et capacité à traiter l'information (éducation = machine à fabriquer des veaux ?) c'est bien là problème aujourd'hui.

En complément. Sur Google.

1- Le gouvernement américain est le suzerain de Google à qui il a concédé une part importante du domaine public.

Comme dans toute bonne structure féodale, la puissance publique délègue une part importante de sa puissance à ses vassaux, juridiquement indépendants, à qui elle confère le droit d'en tirer profit autant qu'ils le souhaitent pourvu qu'ils le fassent dans un sens favorable au suzerain – c.a.d. en lui faisant allégeance.

2- Pour que Google ait pu être sciemment créé par la CIA, il aurait fallu qu'il existe des penseurs capables d'imaginer et d'anticiper précisément ce que Google est devenu des décennies plus tard. Les esprits visionnaires de cet ordre sont extrêmement rares.

Personne n'a pu concevoir exactement ce que Google est devenu aujourd'hui.

En revanche, Google est exactement le produit de ce que préconisaient les théoriciens de la cybernétique dans les années 40-50, dont la CIA a été l'une des institutions chargées de l'application.

3- Google ne repose que sur des algorithmes (1) + des positions (2) monopolistiques acquises parfois par l'ingéniosité + du dumping (2), (positions très similaires à gould fisk ou rockefeller dans le rail) enfin (3) avec des loopholes sur la vie privée des utilisateurs

(1) ce point est l'objet de l'article

(2) qui octroie ou laisse faire des monopoles?

(3) qui ne légifère pas?

j'ajouterais (4) l'exonération de taxes: qui ne fait rien payer en impôts aux GAFSA depuis le début ? et qui donc les financent directement de sorte qu'ils sont en cheville avec eux: l'Europe de Bruxelles

La question n'est pas tant qui a fait directement mais qui a laissé faire. Par exemple si vous avez la responsabilité de la police en France et que vous fermez les yeux sur le trafic de drogue alors vous êtes dealer

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Frappes aériennes au Yémen : des dizaines de morts, dont une trentaine d'enfants - LeParisien.fr 09.08

- L'Onu veut une enquête fiable sur la frappe aérienne au Yémen - Reuters 10.08

Et pendant ce temps-là Américains et Français continuent de livrer des armes à l'Arabie saoudite avec la bénédiction de l'ONU...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Comment Poutine et Trump mettent fin à la guerre contre la Syrie - Réseau Voltaire 7 août 2018

La presse occidentale continue à soutenir les élites financières transnationales et à tenter de déconsidérer l'action du président Trump. Cette attitude rend difficilement compréhensibles les progrès entrepris vers la paix en Syrie. Thierry Meyssan revient sur les accords conclus au cours des cinq derniers mois et les avancées rapides sur le terrain.

par Thierry Meyssan

C'est avec prudence et détermination que la Fédération de Russie et le président Trump mettent définitivement fin à la domination du monde par des intérêts transnationaux.

Convaincu que l'équilibre des puissances ne dépend pas de leurs capacités économiques, mais militaires, le président Poutine a certes restauré le niveau de vie de ses concitoyens, mais il a développé l'Armée rouge avant de les enrichir. Le 1er mars, il révélait au monde les principales armes de son arsenal et le début de son programme de développement économique. (Il s'est aussi attaqué aux retraites des travailleurs russes... - LVOG)

Dans les jours qui suivirent, la guerre se concentra sur la Ghouta orientale. Le chef d'état-major russe, le général Valeri Guérassimov, téléphona à son homologue US, le général Joseph Dunford. Il lui annonça qu'en cas d'intervention militaire US, les forces russes cibleraient les 53 navires US de la Méditerranée et du Golfe, y compris leurs 3 portes-avions à propulsion nucléaire. Surtout, il lui enjoignit d'informer le président Trump des nouvelles capacités militaires de son pays.

En définitive, les États-Unis laissèrent l'Armée arabe syrienne et quelques fantassins russes libérer la Ghouta des jihadistes qui l'occupaient.

Seul le Royaume-Uni tenta d'anticiper les événements en organisant l'« affaire Skripal » : si l'ordre mondial actuel s'effondre, il faut rétablir la rhétorique de la Guerre froide opposants les gentils cow-boys et les méchants ours russes.

En juin, lorsque l'Armée arabe syrienne, soutenue par l'aviation russe, se déplaçait vers le Sud du pays, l'ambassade US en Jordanie prévenait les jihadistes que, désormais, ils devraient se défendre seuls, sans aide ni soutien du Pentagone et de la CIA.

Le 16 juillet à Helsinki, les présidents Poutine et Trump allaient beaucoup plus loin. Ils abordaient la question de la reconstruction, c'est-à-dire des dommages de guerre. Donald Trump, nous l'avons souvent écrit ici depuis deux ans, est opposé à l'idéologie puritaine, au capitalisme financier et à l'impérialisme qui en découle. Il estime à juste titre que son pays n'a pas à endosser les conséquences des crimes de ses prédécesseurs dont son peuple a lui aussi été victime. Il affirme que ces crimes ont été commis à l'instigation, et au profit, des élites financières transnationales. Il considère donc que c'est à elles de payer, même si personne ne sait précisément comment les y contraindre.

Les deux présidents sont également convenus de faciliter le retour des réfugiés. Ce faisant, Donald Trump a renversé la rhétorique de son prédécesseur selon laquelle ils fuyaient la « répression de la dictature » et non pas l'invasion des jihadistes.

Alors que dans le Sud du pays, les jihadistes fuyaient à leur tour devant les forces syriennes et russes, et que quelques unités désespérées de Daesh commettaient des atrocités inimaginables, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergeï Lavrov, et

le chef d'état-major russe, Valeri Guérassimov, entreprenaient une tournée européenne et moyen-orientale.

Ils étaient reçus le plus discrètement possible dans l'Union européenne. En effet, selon le discours occidental le général Guérassimov est un conquérant qui a envahi et annexé la Crimée. Il est donc interdit d'accès dans l'Union, défenseuse auto-proclamée de « l'état de droit ». Malheureusement comme il était trop tard pour retirer son nom de la liste des sanctions, l'Union décida de fermer les yeux sur ses grands principes et de laisser exceptionnellement entrer le héros de la réunification de la Crimée et de la Russie. La honte qui saisit les dirigeants ouest-européens face à leur hypocrisie explique l'absence de photographies officielles des audiences accordées à la délégation russe.

À chacun de ses interlocuteurs, la délégation russe résuma quelques décisions du sommet d'Helsinki. Faisant preuve de sagesse, elle s'abstint de demander des comptes sur le rôle de chaque État durant la guerre et les appela au contraire à aider à sa fin : retrait des forces spéciales, arrêt de la guerre secrète, suppression de l'aide aux jihadistes, retour des réfugiés, réouverture des ambassades. Elle affirma notamment que chacun pourrait participer à la reconstruction sans exclusive.

Sitôt la délégation partie, la chancelière Angela Merkel et le président Emmanuel Macron firent ingénument interroger le Pentagone pour savoir s'il était vrai que le président Donald Trump comptait faire payer certaines compagnies transnationales (KKR, Lafarge, etc.) —juste pour semer le trouble outre-Atlantique—. Cette attitude du président Macron, ancien cadre bancaire, est d'autant plus déplorable qu'il avait tenu à symboliser sa bonne foi en offrant 44 tonnes d'aide humanitaire à la population syrienne, transmises par l'armée russe.

Au Moyen-Orient, le voyage de la délégation russe fut plus couvert par les médias. Lavrov et Guérassimov purent annoncer la création de cinq commissions pour le retour des réfugiés. Chacune, en Égypte, au Liban, en Turquie, en Iraq et en Jordanie, comprend des représentants de l'État hôte et des délégués russes et syriens. Personne n'a osé poser la question qui fâche : pourquoi une telle commission n'a-t-elle pas été constituée avec l'Union européenne ?

Concernant la réouverture des ambassades, les Émirats arabes unis ont pris les « Occidentaux » et leurs alliés de court en négociant la réouverture de la leur.

Restait la préoccupation des Israéliens d'obtenir le départ de Syrie des conseillers militaires iraniens et des milices pro-iraniennes, dont le Hezbollah. Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a multiplié les allers-retours à Moscou et Sotchi pour plaider sa cause. On se souvient que Guérassimov avait ironisé sur le culot des vaincus israéliens exigeant le départ des vainqueurs iraniens. Lavrov, quant à lui, s'était diplomatiquement retranché derrière un refus de principe de ne pas s'ingérer dans la souveraineté syrienne.

La Russie a résolu le problème : la police militaire russe a réinstallé les forces de l'Onu le long de la ligne de démarcation syro-israélienne, dont elles avaient été chassées il y a quatre ans. Durant toute cette période, elles avaient été remplacées par Al-Qaïda, soutenu par Tsahal. La Russie a en outre installé en arrière de la ligne de démarcation, en territoire syrien, huit postes d'observation militaire. De la sorte, Moscou peut à la fois garantir à l'Onu et à la Syrie que les jihadistes ne reviendront pas et à Israël que l'Iran ne l'attaquera pas depuis la Syrie.

Israël, qui jusqu'ici misait sur la défaite de la République arabe syrienne et qualifiait son président de « boucher », a subitement admis par la voix de son ministre de la Défense, Avigdor Liberman, que la Syrie sortait vainqueur du conflit et que le président el-Assad était son chef légitime. Pour manifester sa bonne volonté, Liberman a fait bombarder un groupe de Daesh que jusqu'ici il soutenait en sous-main.

Petit à petit, la Fédération de Russie et la Maison-Blanche remettent de l'ordre dans les relations internationales et convainquent divers protagonistes de se retirer de la guerre, voire de postuler pour la reconstruction. De son côté, l'Armée arabe syrienne poursuit la libération de son territoire. Il reste au président Trump à parvenir à retirer ses troupes du Sud (Al-Tanf) et du Nord du pays (Est de l'Euphrate) et au président Erdogan à abandonner à leur sort les jihadistes réfugiés au Nord-Ouest (Idleb). Réseau Voltaire 7 août 2018

En complément

- «A la Maison Blanche, on pense que le Congrès saborde la politique de Trump» - Liberation.fr 09.08

Mercredi, le Congrès américain a voté de nouvelles sanctions économiques contre la Russie, qu'il juge responsable de l'empoisonnement au Novitchock de l'ancien...Liberation.fr 09.08

- "Fahrenheit 11/9" : Michael Moore nous explique pourquoi il veut faire tomber Donald Trump avec son nouveau documentaire - Le HuffPost 09.08

1.2- Qui paiera 388 milliards de dollars de dommages de guerre pour la Syrie ? - Réseau Voltaire 8 août 2018

Lors d'un séminaire qui s'est tenu à Beyrouth les 7 et 8 août 2018, la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (ESCWA) des Nations unies a estimé les dommages de guerre pour la Syrie à au moins 388 milliards de dollars.

La Commission présentera son rapport Syria, 7 years at war (La Syrie, 7 ans en guerre) dans la prochaines semaines.

Le président états-unien, Donald Trump, considère qu'il s'agit d'une guerre d'agression et qu'elle a été organisée par des intérêts financiers transnationaux (KKR, Toyota, Lafarge etc.). Ce serait donc à eux et aux États qui les ont aidés de payer cette somme. Réseau Voltaire 8 août 2018

1.3- Le PKK turc poursuit la kurdisation forcée du Nord de la Syrie - Réseau Voltaire 10 août 2018

Tout en négociant leur réintégration dans la République arabe syrienne, les Kurdes du PYD poursuivent leur politique de kurdisation forcée du Nord du pays (« Rojava »).

Le PYD, branche syrienne du PKK turc, a tenté de créer un État indépendant au Nord de la Syrie avec l'aide militaire des États-Unis, de la France et d'Israël. Comme ils étaient arrivés sur ces terres dans les années 1980 en tant que réfugiés politiques, ils ont entrepris une politique de kurdisation forcée des populations arabes et chrétiennes. Celle-ci comprenait des expropriations sans compensation, la conscription obligatoire des jeunes pour les enrôler dans leur milice pro-US, et l'imposition d'un nouveau curriculum scolaire correspondant à l'idéologie du PKK et dispensé en langue kurde.

Le 7 août 2018, le PKK turc vient ainsi de fermer l'école chrétienne assyrienne de Derbiseye (Syrie), coupable de refuser ce programme, malgré les objurgations de l'évêque assyrien d'Hasaké, Mgr. Maurice Amsih. Réseau Voltaire 10 août 2018

2- Etats-Unis/Russie

2.1- Empoisonnement au Novitchock: Washington annonce des sanctions contre la Russie - AFP 09.08

Les Etats-Unis ont annoncé mercredi leur intention d'imposer de nouvelles sanctions économiques à la Russie, après avoir déterminé que Moscou était derrière l'attaque à l'agent Novitchock au Royaume-Uni.

Après l'empoisonnement début mars à Salisbury de l'ex-agent double russe Sergueï Skripal et de sa fille Ioulia, "les Etats-Unis ont déterminé le 6 août (...) que le gouvernement russe avait utilisé des armes chimiques ou biologiques en violation des lois internationales", a indiqué la porte-parole du département d'Etat, Heather Nauert, dans un communiqué.

Conformément à la loi américaine sur les armes chimiques, cela entraîne l'imposition de sanctions économiques qui, si le Congrès ne s'y oppose pas d'ici là, entreront en vigueur le 22 août, a-t-elle ajouté.

"Nous avons toujours dit très clairement que nous étions d'accord avec la conclusion qu'il s'agissait de l'agent Novitchock et que le coupable était en fin de compte la Fédération de Russie", a déclaré mercredi à la presse un haut responsable du département d'Etat.

Les sanctions envisagées, qui portent sur l'exportation de certains produits technologiques, comme des appareils ou de l'équipement électroniques, pourraient coûter "des centaines de millions de dollars" à l'économie russe, a indiqué un autre haut responsable américain ayant requis l'anonymat.

A partir du moment où les sanctions entreront en vigueur, la Russie aura 90 jours pour déclarer qu'elle n'utilise plus d'armes chimiques ou biologiques, s'engager à ne plus le faire à l'avenir et permettre des inspections pour s'assurer de leur élimination, a-t-il ajouté.

En cas de non respect de ces exigences, une deuxième salve de sanctions "draconiennes" serait décrétée, a poursuivi le haut responsable américain, notant qu'elles pourraient aller jusqu'à interdire les aéroports américains aux compagnies aériennes russes ou même suspendre les relations diplomatiques entre les deux pays.

2.2- Le Royaume-Uni a salué les nouvelles mesures de ses alliés américains, comme l'a appris Sputnik au 10 Downing - Street. sputniknews.com 09.08

La Russie a toujours démenti les allégations de Londres. Début avril, les chercheurs du laboratoire britannique de Porton Down avaient reconnu ne pas être en mesure d'établir le pays d'où provenait l'agent innervant utilisé dans cette tentative d'assassinat. Le gouvernement russe a à plusieurs reprises demandé à Londres de lui permettre de participer à cette enquête. sputniknews.com 09.08

En complément

- «A la Maison Blanche, on pense que le Congrès saborde la politique de Trump» - Liberation.fr 09.08

Mercredi, le Congrès américain a voté de nouvelles sanctions économiques contre la Russie, qu'il juge responsable de l'empoisonnement au Novitchock de l'ancien...Liberation.fr 09.08

- "Fahrenheit 11/9" : Michael Moore nous explique pourquoi il veut faire tomber Donald Trump avec son nouveau documentaire - Le HuffPost 09.08

3- Inde

Une incroyable histoire indienne. Arnaque sur fond de corruption.

- L'achat de Rafale français par l'Inde se retrouve au cœur d'un scandale - sputniknews.com 09.08

Un scandale a éclaté en Inde concernant l'achat par le pays de 36 avions de chasse français Rafale. Des représentants du Bharatiya Janata Party ont accusé le gouvernement «d'abus de pouvoir» en affirmant qu'un appareil coûtait aujourd'hui le double de ce qui avait été prévu initialement.

L'Inde est en proie à un scandale concernant l'achat par le pays de 36 Rafale: des représentants du Bharatiya Janata Party, au pouvoir, ont affirmé qu'il y avait eu corruption. Ils ont fait cette déclaration lors d'une conférence de presse qui s'est déroulée notamment en présence de l'avocat Prashant Bhushan, de l'ancien ministre des Communications et des Technologies informatiques Arun Shourie et de l'ex-ministre indien des Finances, Yashwant Sinha.

Selon Business Line, supplément au journal indien The Hindu, ils ont qualifié le contrat sur l'achat des chasseurs de Dassault Rafale de «plus grosse arnaque de l'histoire en matière de défense». Ils sont certains que l'achat de ces 36 Rafale n'est qu'un «exemple d'abus de pouvoir par le gouvernement».

La pierre d'achoppement est le prix des avions. En effet, les participants à la conférence de presse ont noté que le coût total des 36 appareils pour l'Inde se montait à quelque 600 milliards de roupies (7,56 milliards d'euros), soit environ 210 millions d'euros l'avion. Ce qui, d'après eux, est le double de la somme annoncée initialement dans la compétition Medium Multi-Role Combat Aircraft (MMRCA).

Ils ont affirmé qu'un préjudice particulièrement important avait été porté à la sécurité nationale. En effet, les forces aériennes indiennes avaient besoin de 126 avions, mais le pays ne pourra s'offrir que 36 Rafale qui ne pourront être livrés qu'en 2022 au plus tôt.

Le gouvernement indien a approuvé en 2016 l'achat de 36 avions de chasse du constructeur français. Ce contrat, aboutissement de presque un an et demi de rudes négociations entre Paris et New Delhi, représentait la plus grosse commande à l'exportation pour les Rafale du constructeur Dassault. sputniknews.com 09.08

4- Malaisie

- Mahathir Mohamad libère la Malaisie de l'influence saoudienne - Réseau Voltaire 8 août 2018

Le nouveau Premier ministre malais, Mahathir Mohamad, a retiré les troupes de son pays de la Coalition conduite par l'Arabie saoudite au Yémen.

Il vient également de fermer le Centre pour la paix internationale du roi Salman (KSCIP) à Kuala Lumpur et de transférer ses prérogatives à l'Institut malais de défense et de sécurité.

Présenté comme un dictateur en retraite par la presse occidentale, Mahathir Mohamad a été réélu triomphalement à 93 ans à la tête d'une alliance électorale comprenant ses anciens opposants. Il a immédiatement lancé une vaste opération anti-corruption qui a permis de découvrir les détournement de fonds ahurissants de son prédécesseur, Najib Razak, et les cadeaux qu'il avait reçus [1]. Il coupe aujourd'hui tous les ponts avec le royaume wahhabite saoudien. Réseau Voltaire 8 août 2018

[1] « Le Premier ministre malais a reçu 681 millions de dollars du roi Salmane », Réseau Voltaire, 15 avril 2016.

5- Venezuela

- Venezuela: le pouvoir s'attaque au chef de l'opposition en exil - AFP 9 août 2018

La Cour suprême vénézuélienne a ordonné mercredi l'arrestation de Julio Borges, ex-président du Parlement en exil, et lancé la procédure pour le juger, en pleine offensive du pouvoir contre l'opposition que le président Nicolas Maduro accuse d'avoir voulu l'assassiner.

La Cour s'est aussi déclaré favorable à des "poursuites" contre le député Juan Requesens, 29 ans, qui a milité avec Julio Borges dans le parti d'opposition Primero Justicia (la Justice d'abord). Il a été arrêté mardi dans un lieu de détention

Il est également impliqué par M. Maduro dans la "tentative de magnicide", c'est-à-dire d'assassinat d'une personnalité de haut rang, selon les termes du procureur Tarek William Saab.

L'attaque à l'aide de drones chargés d'explosif avait pour but d'attenter, selon le gouvernement, à la vie du chef de l'Etat lors d'un défilé militaire à Caracas samedi.

Selon le procureur, 19 personnes au total sont "directement liées" à cet attentat qui, selon le gouvernement, a été organisé à partir d'une ferme à Chinacota, en Colombie, par des personnes qui ont reçu 50 millions de dollars.

Le procureur a notamment cité deux "financiers" supposés de l'attaque, Rayder Ruso Marquez et un colonel à la retraite, Oswaldo Valentin Garcia, actuellement en Colombie, ainsi qu'une troisième personne, Osman Delgado Tabosky, dont il a demandé l'extradition auprès des Etats-Unis.

"C'est le moment pour les pays de la région qui sont confrontés aux migrations, qui souffrent des migrations de condamner Maduro et de lui dire qu'il est temps pour lui de partir", a déclaré l'ambassadrice des Etats-Unis à l'ONU, Nikki Haley, en visite à la frontière entre la Colombie et le Venezuela. AFP 9 août 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Italie

- Colère des ouvriers agricoles africains dans les champs de tomates italiens - LeParisien.fr 9 août 2018

Le cœur lourd et l'âme endeuillée, des centaines d'ouvriers agricoles, essentiellement africains, ont crié leur colère devant la préfecture de Foggia, après la mort de seize des leurs ce week-end.

Délaissant mercredi les champs de tomates du Sud de l'Italie, ces manifestants ont marché pendant trois heures sur les petites routes défoncées de la région pour gagner Foggia, où d'autres les ont rejoints devant la préfecture.

« Plus jamais des esclaves », ont-ils scandé en parcourant la plaine de Foggia, dans les Pouilles, où des milliers d'ouvriers agricoles africains mais aussi polonais, bulgares ou roumains passent l'été à ramasser les tomates sous un soleil de plomb.

Des salaires anormalement bas

Bien qu'ils soient quasiment tous en situation régulière - avec un permis de séjour ou une demande d'asile en cours d'examen -, les ramasseurs de tomates bénéficient rarement des conditions de travail et de rémunération requises par la loi.

« Je travaille 8 à 10 heures par jour pour 30 €, avec seulement 30 minutes de pause à midi, et je dois encore verser 5 € chaque jour pour le transport », a dénoncé un Malien de 22 ans, dont la rémunération apparaît dans la moyenne des témoignages recueillis par l'AFP et par des associations.

En principe, le salaire minimum dans l'agriculture italienne s'élève à 48 € brut pour des journées de 7 heures maximum.

Une dénonciation des conditions de transports des ouvriers agricoles

Si les étés derniers ont été marqués par la mort de plusieurs ouvriers agricoles italiens ou étrangers dans les champs, cette semaine c'est la question du transport qui a fait les gros titres.

Samedi puis lundi, deux fourgonnettes qui ramenaient des ouvriers agricoles à la fin de la journée sont entrées en collision frontale avec des camions de tomates. Des accidents ayant coûté la vie à 16 ouvriers et fait 4 blessés graves, tous originaires d'Afrique.

La Coldiretti, le principal syndicat agricole, a pour sa part dénoncé les pressions du marché, expliquant que dans une bouteille de coulis de tomates vendue 1,30 euro dans les supermarchés italiens, la tomate représentait 8 % du prix, contre 10 % pour la bouteille, 18 % pour le traitement industriel et 53 % pour la distribution. (Les distributeurs sont des racketteurs, leur statut tient effectivement de la mafia, y compris en France. - LVOG)

Mardi, le ministre de l'Intérieur, Matteo Salvini, venu rencontrer les autorités et des représentants des ouvriers agricoles, a promis une multiplication des contrôles. Il a également pointé la responsabilité de la mafia dans le malheur des ouvriers agricoles. « C'est un problème de mafia. Dans la province de Foggia, il y a une criminalité mafieuse que j'ai l'intention d'éradiquer rue par rue, village par village, par tous les moyens légaux », a-t-il prévenu.

De son côté, le procureur de Foggia, Ludovico Vaccaro, a confirmé à la presse que les enquêtes autour de la main-d'œuvre agricole révélaient « parfois une gestion par des groupes mafieux « mais qu'il n'y avait » pour l'instant pas d'élément allant dans ce sens » dans l'enquête sur les deux accidents mortels. LeParisien.fr 9 août 2018

États-Unis

- États-Unis : les médicaments opioïdes première cause de mortalité - LePoint.fr 10 août 2018

Devant les armes à feu. Devant les accidents de la route. La première cause de mortalité aux États-Unis est en réalité l'overdose causée par les opioïdes. Des médicaments particulièrement forts, dérivés de l'opium. Ils ont bénéficié dans les années 80 et 90 d'un intense lobby de la part de l'industrie pharmaceutique américaine, accusée aujourd'hui d'avoir banalisé des traitements particulièrement lourds. Extrêmement addictifs, ils sont d'ailleurs toujours régulièrement prescrits sur ordonnance aux Américains.

Les statistiques ont de quoi faire froid dans le dos. En 2016, révèle le Figaro, 64 000 personnes ont perdu la vie après avoir pris de trop fortes doses de ces médicaments. Cela représente 175 morts par jour. Près de 11 millions de personnes souffriraient d'addiction désormais. LePoint.fr 10 août 2018

Quand des assassins de masse (les trusts pharmaceutiques) font la loi.

Que les faibles, les malades, les handicapés, les miséreux crèvent ! Dommage qu'on ne puisse pas ajouter à tous ces déchets les quelques 93 millions de chômeurs, et pendant qu'on y est tous les Noirs, hispanos, descendants des Peaux-Rouges, camés, détraqués...

[Haut de page ↗](#)

Le 12 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

● [Causerie au format pdf \(10 pages\)](#)

[Nouvelle du bled.](#)

- Inde : 37 morts dans des crues soudaines au Kerala - AFP 11 août 2018

Des crues soudaines dues à la mousson ont tué 37 personnes et déplacé 37.000 autres au Kerala (sud-ouest de l'Inde), provoquant glissements de terrain et inondations, ont annoncé samedi les autorités.

L'Etat, prisé des touristes pour ses plages bordées de palmiers et ses plantations de théiers, subit de fortes pluies chaque année lors de la mousson, mais les précipitations ont été particulièrement fortes cette année.

Les habitants déplacés "ont été évacués vers 350 centres d'accueil dans tout l'Etat", a indiqué un coordinateur régional à l'AFP.

L'armée a été sollicitée pour des missions de sauvetage au Kerala après que deux jours de fortes pluies ont contraint les autorités à ouvrir les vannes de 27 réservoirs pour éponger l'eau excédentaire. Les vannes de l'un de ces réservoirs n'avaient pas été ouvertes depuis 26 ans. AFP 11 août 2018

Comme quoi je ne vous ai pas raconté de blague hier. Ici au Tamil Nadu (sud-est de l'Inde), le ciel est encore couvert et on a eu quelques gouttes de pluie la nuit dernière et ce matin, la température a baissé... Ce qu'on craint le plus, ce sont les cyclones qui emportent tout et tue davantage.

Attention, les manipulateurs sont parmi nous.

Quand BDS devient le relais du clan de l'oligarchie opposé à Trump.

- Des organisations juives mondiales approuvent le mouvement Boycott, Désinvestissement, Sanctions - legrandsoir.info 6 août 2018

Lu dans cette lettre.

- Le mouvement BDS, porté par la société civile palestinienne pour la défense de ses droits, nommé pour le Prix Nobel de la Paix, a prouvé son engagement continu dans la lutte contre l'antisémitisme et contre toute forme de racisme et d'intolérance, en vertu de son attachement à la Déclaration Universelle des Droits Humains.

- Nous assistons à l'essor alarmant de régimes autoritaires et xénophobes, au premier rang desquels se trouve le gouvernement dirigé par Donald Trump. Ces régimes, tout en s'alliant avec le gouvernement d'extrême-droite d'Israël, font cause commune avec des mouvements racistes et suprémacistes blancs dans leurs propres pays.

- Or notre histoire nous a trop bien enseigné les dangers que représente la montée de partis et de gouvernements fascistes et ouvertement racistes. legrandsoir.info 6 août 2018

La rhétorique du Parti démocrate et des faucons va-t-en-guerre républicains...

Nous nous abstenons de prendre parti pour un clan ou un autre de l'oligarchie, on ne fait pas parti de leur famille, vous saisissez la nuance n'est-ce pas ?

Tactiquement on peut être amené à ménager celui qu'on estime être temporairement le moins dangereux, le moins cruel, on ne va jamais au-delà. Et le moins dangereux ou le moins cruel n'est pas toujours celui auquel on pense en premier, on ne s'en tient pas aux apparences, aux idées reçues, etc. on essaie de faire preuve d'un peu plus de discernement, de perspicacité ou de lucidité, vaut mieux !

Commentaire d'un Internaute

- "Respect et considération pour tous les juifs qui ont le courage de rester simplement justes et humains."

LVOG - Le courage et les généreuses intentions peuvent induire en erreur ou ne sont pas forcément de bons conseillers...

Comment les staliniens défendent le régime millimètre par millimètre.

- Derrière l'affaire Benalla, la banalisation de la violence policière - legrandsoir.info 3 août 2018

LVOG -L'idiot regarde le doigt et non la lune que lui montre le philosophe, proverbe chinois bien connu de nos lecteurs

- L'incendie a pris à la plaine avec une telle vigueur et une si surprenante rapidité qu'il est encore trop tôt, dans la fournaise, pour deviner où il s'arrêtera.

LVOG - Sans même évoquer qui en est à l'origine et essayer de chercher pourquoi.

Un pétard mouillé. LFI et le PCF accepteront de faire partie des commissions mises en place pour traiter cette affaire, avant d'en dénoncer leur fonctionnement, bref, les pitreries habituelles pendant que l'essentiel passait à la trappe.

- Mais une étincelle a mis le feu à une société politique que l'on croyait apathique.

LVOG - Quand on apprend que les services publics ne serviraient pas les "intérêts privés".

- La démarche est plus que symbolique. Elle exprime que le néolibéralisme de M. Macron est extrémiste : il vise à la privatisation des fonctions même de l'État, renonçant à ce qui constitue un des piliers de la démocratie, à savoir la distinction entre un appareil public, censé défendre l'intérêt général, et la sphère des intérêts privés, régis par les stratégies individuelles.

LVOG - Gloire à l'Etat des capitalistes tel qu'il existe depuis 1789, rien de moins ! Pour ceux qui ne l'auraient pas relevé spontanément l'"appareil public censé défendre l'intérêt général", ce qui pour l'auteur de cet article serait "un des piliers de la démocratie" n'est rien d'autre que l'appareil policier qui protège le régime, matraque les manifestants à tour de bras.

La suite est somme toute logique, il en prend ouvertement la défense en bon agent du régime.

- On comprend que l'institution policière tout entière se rebelle contre l'entreprise : elle signifie que la police n'a pas pour fonction d'assurer l'ordre public — la paix civile, devrait-on dire plus exactement.

LVOG - "La paix civile" qu'il revendique signifie le maintien des rapports établis entre les classes au profit de la classe des exploités, quitte à recourir à la force, à la répression... Un réactionnaire assumé n'aurait pas dit autre chose.

Le plus naturellement du monde, en zélé légaliste, il en vient à faire l'éloge de la législation en vigueur qui a pour vocation de maintenir "la paix civile" au profit du régime en place. On comprendra dès lors pourquoi LFI et le PCF ne peuvent pas l'affronter ou réellement le combattre.

- Ainsi, il est heureux que M. Macron et l'idéologie qu'il incarne aient trouvé un frein. Il est appréciable que l'on cherche à recadrer les pouvoirs publics pour qu'ils soient soumis à la loi plutôt qu'au bon plaisir du Président. Mais il serait dramatique que l'affaire Benalla ne soit pas l'occasion de proclamer que c'est la violence même de la police, fût-elle « d'État », qui est devenue insupportable dans une société qui aspire à la paix.

LVOG - Et de finir lamentablement par une contre vérité ou un grossier mensonge, puisqu'il n'a jamais été question d'abandonner le projet de réforme constitutionnelle.

- La séquence victorieuse s'achève, la bête est blessée. On sait maintenant que M. Macron peut être battu. Et déjà, il doit abandonner son projet de réforme constitutionnelle, qui visait à donner encore plus de pouvoir au président de la République.

LVOG - En fait d'"incendie", de "frein", de "séquence victorieuse", de "bête blessée", on a plutôt assisté à une piteuse opération de sauvetage du soldat Macron.

Une sorte d'Attali à l'américaine, il y en a plein qui essaient à travers le monde.

- « L'effondrement de l'Irak réalisé par les États-Unis a été un désastre » par Christian Parenti - legrandsoir.info 4 août 2018

Qui est le Dr. Christian Parenti ?

Christian Parenti a un doctorat en sociologie (co-supervisé en géographie) de la London School of Economics et est professeur au Global Liberal Studies Program de l'Université de New York.

Le Dr. Parenti a terminé une série de bourses de recherche postdoctorale au Centre des études supérieures de la City University of New York, où il a travaillé en étroite collaboration avec les géographes Neil Smith et David Harvey. Il a également reçu des bourses de l'Open Society Institute, de la Ford Foundation et de la Rockefeller Brothers Foundation.

En tant que journaliste, il a beaucoup écrit sur l'Afghanistan, l'Irak et diverses régions d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Ses articles ont été publiés dans Fortune, The Washington Post, le New York Times, le Middle East Report, London Review of Books, Mother Jones et The Nation (où il est collaborateur de rédaction). Il a également participé à la réalisation de plusieurs documentaires et a remporté de nombreux prix journalistiques, notamment le prix Lange-Taylor 2009 et le prix du meilleur magazine 2008 de la Society for Professional Journalists. Il a également reçu une nomination aux Emmy 2009 pour le documentaire Fixer : The Taking of Ajmal Naqshbandi. legrandsoir.info 4 août 2018

Mais où Le Grand Soir a-t-il été pêcher ces renseignements sur monsieur Parenti ? A la source, dans le blog de monsieur Parenti (<http://www.christianparenti.com>)

Qu'est-ce que cela signifie, Le Grand Soir ne s'est-il pas rendu compte à qui il avait affaire ? Vous voulez dire quoi par là qu'il ne serait pas aperçu que Parenti tenait un double langage semblable au sien ? Dans cet interview il attaque violemment Trump, mais

il n'aura pas un mot pour ses adversaires soutenus par ses généreux donateurs, il est donc sur la même ligne que les staliniens et néostaliniens, voire les crypto-staliniens.

Comment procède-t-il ?

Comme Attali, il mêle des éléments d'analyses fort justes et de propagande, de sorte que le lecteur mis en confiance attribuera de la cohérence aux premiers et sera dans son élan porté à en accorder aux seconds ou ne soupçonnera pas l'escroquerie, puisque la propagande consiste uniquement à donner une version partisane et tronquée de la réalité et non une analyse objective et intégrale de la réalité.

Au besoin, la confusion fera le reste et le tour sera joué. C'est ainsi qu'ils parviennent sans difficultés majeures à bernier l'immense majorité, y compris les esprits les plus évolués ou qui se croient tels.

Le protecteur de Macron sort du bois.

- J. Attali. Résister, hier, aujourd'hui, demain - L'Express 08.08

L'art de se présenter en partisan de la liberté, de la démocratie, en ennemi de toutes les formes de totalitarisme...tout en faisant sa promotion, très fort, n'est-ce pas ? Ils osent tout que voulez-vous, il faut vous y faire pour ne pas être abusé.

Mais comment va-t-il s'y prendre pour embobiner les lecteurs afin qu'ils adhèrent à son discours ? C'est à la fois très fin et très tordu comme vous l'imaginez, mais aussi extrêmement rudimentaire. Pour bien comprendre ce qui suit il faut avoir en tête la personnalité et les intentions d'Attali, le banquier et le conseiller des Présidents de Mitterrand à Macron.

Pour celui qui a élevé la démagogie ou l'imposture au rang de vertu suprême, d'idéal, tout est prétexte à inoculer son venin à ceux qui veulent bien l'écouter. Il y a quelques jours, il a saisi l'occasion de la mort d'un résistant nommé Arsène Tchakarian pour y aller de sa diatribe habituel contre ceux qui douterait du bien-fondé du nouvel ordre néolibéral que son poulain Macron incarne et a pour mission d'instaurer, s'en prenant pêle-mêle à ceux qui "sur les tribunes, au Parlement, dans les livres ou les invectives tweetées, emploient la rhétorique de la Résistance" désormais réservée exclusivement à la cour de Jupiter. Qu'on les brûle et on n'en parlera plus !

Pour mettre les lecteurs en confiance, le fieffé réactionnaire ne va pas y aller par le dos de la cuillère, il va commencer par rendre un pompeux hommage à un "communiste" combattant pour "la liberté des générations à venir", comme s'il s'en souciait, en réalité c'est tout autre chose qui le préoccupe : Préserver Macron et les oligarques, mais pas seulement, vendre l'idéologie néolibérale au passage.

Donc, pas question de s'attaquer à "des gens qu'il suffirait d'éliminer ou d'affaiblir", cela ne servirait à rien "d'abattre des dirigeants, plus ou moins interchangeable, ni même les figures de proue d'une ploutocratie triomphante", théoriquement c'est exact, à ceci près qu'en concentrant ou cristallisant le pouvoir, Macron et les oligarques constituent bien les points faibles de leur dispositif, qui sont devenus la cible de toutes les critiques ou sujets à polémique quasi permanente, voire à scandales.

L'exercice périlleux auquel il va se livrer ensuite va consister à faire croire que le capitalisme et le marché seraient réformables, ce qui exigerait "beaucoup plus de savoir, de compétence, de tactique, de stratégie, pour agir au bon moment et au bon endroit", pour embobiner le peuple, on lui fait confiance, c'est un expert en la matière, tout en suggérant que le responsable de leur dérive serait la démocratie qui "n'est certes que largement formelle" pour avoir "conduit à l'actuel désastre", et qui "ouvrirait la voie à de nouveaux pouvoirs totalitaires", tel celui de Trump aux Etats-Unis, Conte en Italie, qui sait Le Pen ou Mélenchon demain en France, etc. si rien n'était fait "pour faire en sorte que l'idéologie du monde change et que les règles du jeu y soient modifiées", en France concis, un nouvel ordre mondial qui serait forcément plus totalitaire que celui qui existe aujourd'hui.

Et qui d'autre que Macron pourrait imposer ces "règles du jeu" ? Personne à l'heure actuelle, d'où la nécessité de voler à son secours et de dissiper les doutes que l'affaire Benalla a pu éveillé chez certains de ses adeptes. C'est à croire que cet article leur était destiné en priorité.

Extraits.

Attali - Aujourd'hui, résister n'est plus aussi simple : le capitalisme, le marché et les forces qui l'animent sont des mécanismes, non des gens qu'il suffirait d'éliminer ou d'affaiblir. Et ceux qui, sur les tribunes, au Parlement, dans les livres ou les invectives tweetées, emploient la rhétorique de la Résistance (comme s'ils étaient confrontés à des nazis et qu'ils étaient eux-mêmes dans le maquis) devraient réfléchir à deux fois avant de se croire aux prémices d'un nouveau "groupe Manouchian" face à un pouvoir totalitaire.

Aujourd'hui, en tout cas, dans nos pays où règne une démocratie qui n'est certes que largement formelle, il ne sert à rien de

désigner des responsables, il faut chercher des causes. Ce qui compte, ce n'est pas d'abattre des dirigeants, plus ou moins interchangeables, ni même les figures de proue d'une ploutocratie triomphante, mais de changer les mécanismes par lesquels l'agencement de la démocratie et du marché a conduit à l'actuel désastre, y compris écologique.

C'est beaucoup moins romantique ; cela exige beaucoup moins de courage physique, mais beaucoup plus de savoir, de compétence, de tactique, de stratégie, pour agir au bon moment et au bon endroit, pour faire en sorte que l'idéologie du monde change et que les règles du jeu y soient modifiées. Agir autrement ne changerait rien au monde, sinon que cela ouvrirait la voie à de nouveaux pouvoirs totalitaires, pas forcement plus plaisants que ceux d'aujourd'hui. Toutes les colères, toutes les rages sont donc bienvenues dans ces combats, à condition d'en comprendre l'enjeu et de ne pas en détourner les espérances. L'Express 08.08

Parole d'Internaute.

A propos du scandale déclenche par l'officine néolibérale EU DisinfoLab.

- "Et bien voilà, je pense qu'on l'a plus ou moins vu venir mais c'est bien de pouvoir s'appuyer sur des faits précis. Voilà pourquoi je ne veux pas de smartphone, ni de compte sur un réseau asocial.

Benjamin Bayard a bien expliqué comment fonctionne la collecte de masse de l'information avec la complicité active des utilisateurs puisque c'est eux-mêmes qui remplissent leur propre fiche en fait...

Pour cela rien de plus "simple", il suffit de leurs donner accès gratuitement à des outils et services à la pointe de la technologie. Le premier et le plus pertinent était certainement Google (le fait qu'il y ait eu rapidement beaucoup de services de boîte mail gratuits sur Internet n'est probablement pas non plus anodin), mais la création des réseaux sociaux avec Facebook pour centraliser toutes les opinions et tendances des utilisateurs sur des serveurs privés c'est encore plus fort. Le reste est une histoire de profilage systématique par algorithme qui transforme cette masse gigantesque de données en espèces sonnante et trébuchante. Et il est évident que ces outils ont le plus grand intérêt pour les services secret de tous pays.

Il faut remarquer aussi que la surveillance permanente de la population se mue tranquillement en contrôle permanent désormais puisque les GAFKA censurent ouvertement certains contenus et même des "influenceurs", comme Alex Jones.

Une nouveauté aussi c'est la représentativité des réseaux asociaux dans les médias "traditionnel" (France 24 et France Info en particulier). Comme les chroniques ou on explique après un débat politique, les tendances des commentaires des utilisateurs, quelques fois mêmes avec de jolis graphiques comme ceux représentés dans l'article. Les RS pourtant très peu représentatifs de la population deviennent une référence d'opinion et de tendance de la population, peut être bientôt au même rang que les fameux sondages."

LVOG - Imaginez qu'hier ils aient censuré le Réseau Voltaire (et le Centre de recherche sur la mondialisation, Investig'Action, Les Crises...), et nous n'aurions sans doute jamais su ce qui se passait réellement en Syrie ou alors beaucoup plus tard, quand il aurait été pratiquement inutile de le savoir, puisque toute action en réaction aurait été obsolète ou décalée par rapport à la situation.

Dans quelle société vivons-nous ?

- Le "Français moyen" est-il vraiment pris à la gorge ? - xerficanal-economie.com 19/02/2018

Qui sont les Français du milieu ? En centrant l'analyse sur les seuls salariés, la rémunération nette mensuelle qui sépare en deux parts égales la population, l'une gagnant plus, l'autre moins, est d'un peu moins de 1800 euros pour un temps plein. Les chiffres surprennent toujours mais seuls 17% des salariés gagnent plus de 3000 euros en France, et au-delà des 5000 euros vous faites déjà partie du club très fermé des 5% des Français les mieux payés.

Le Français médian vit en famille

Mais le Français "du milieu" ne vit pas seul, c'est pourquoi il faut glisser vers la notion de ménages médians. Ses revenus ne sont pas non plus uniquement composés de salaires, mais aussi de prestations sociales, de gains issus de son patrimoine, voire de pensions de retraite. Et surtout il paie des impôts, c'est pourquoi il faut passer à la notion de niveau de vie qui intègre ces différents éléments.

Les personnes seules ne représentent que 15,5% des ménages médians, un chiffre proche de la moyenne du reste de la population. La France du milieu se caractérise par une surreprésentation des familles traditionnelles, avec au moins un enfant mineur à charge (37,7%, 3 points de plus que la moyenne nationale). Cette surreprésentation est avant tout le fait des couples avec deux enfants.

Avec 3606 euros par mois.

En termes de niveau de vie, le Français du milieu dispose d'environ 20.600 euros annuels, soit 1717 euros par mois. Pour un une famille avec deux enfant mineurs, l'enveloppe est de 3606 euros. Un niveau de vie en progression sur longue période : +0,9% en moyenne par an, sur les 20 dernières années.

C'est très loin du sentiment commun de l'écrasement des classes moyennes. En revanche ce qui est vrai, c'est que depuis la grande récession, c'est la stagnation ou presque. C'est d'autant plus mal vécu qu'en face, les dépenses contraintes ou pré-engagées (logement, gaz, électricité, télécoms, assurances) se sont envolées. D'où ce sentiment, lui bien réel, d'être pris à la gorge, sans véritable marge de manœuvre.

Il s'est endetté pour devenir propriétaire en banlieue

C'est bien pourquoi, malgré leur position centrale dans les distributions des revenus, deux-tiers des ménages médians se sentent financièrement en difficulté. Près de 25% ont du mal à remplacer un meuble hors d'usage, et 20% n'ont pas les moyens de partir en vacances au moins une semaine.

En cause essentiellement, le poids du logement dans leur budget, logement dont ils sont majoritairement propriétaires. En 1984, 48,2% des ménages du 5ème décile de revenus étaient propriétaires. En 2013, dernière année disponible, ils étaient 58,8%. Entre ces deux dates, ce sont les catégories populaires les plus démunies, appartenant aux trois premiers déciles, qui ont été exclues de l'accession à la propriété. A l'autre bout du spectre, c'est chez les plus aisés que le taux de propriétaires a le plus progressé, alors qu'il partait d'un niveau déjà beaucoup plus élevé. Propriétaires, certes, mais au prix d'un endettement de plus en plus lourd et le plus souvent en banlieue car le cœur ou les meilleurs quartiers des grands centres urbains leurs sont devenus inaccessibles.

Et il a peur pour son avenir

Il n'est donc pas étonnant que les personnes vivant dans un ménage médian expriment un certain pessimisme face à l'avenir. Sur une échelle de 1 à 10, les individus médians évaluent à 7 l'inquiétude à l'idée que leurs revenus soient insuffisants pour assurer leurs vieux jours, soit un niveau très proche de ceux observés pour les individus pauvres ou modestes.

La France moyenne fait de la résistance, mais certaines digues ont lâché avec la crise et le pessimisme s'est installé... et avec lui une perte de confiance dans le fonctionnement des institutions au sens large. xerficanal-economie.com 19/02/2018

LVOG - Il faut ajouter qu'un grand nombre de travailleurs vont hériter de leurs parents des sommes loin d'être négligeables (ce ne sera pas mon cas et c'est très bien ainsi...), biens immobiliers, biens en tous genres, de leurs économies, argent liquide, plans d'épargne ou actions, bref, si leur condition était le seul critère à prendre en compte dans la perspective d'un soulèvement révolutionnaire comme certains l'affirment, vous pouvez encore attendre longtemps !

Si l'argent ne fait pas le bonheur, force est de constater que la plupart des gens s'en contentent et supportent un mode de vie médiocre ou qui ne correspond pas à leurs aspirations en se faisant une raison, hélas pour tous ceux qui n'en ont pas les moyens en France et ailleurs dans le monde !

- Le recul de l'âge de la retraite à 62 ans coûterait cher aux Français - RT 31 juil. 2018

Un rapport de l'Assurance maladie détonne. Contrairement aux recommandations du Medef, faire travailler les citoyens de plus en plus longtemps pourrait s'avérer contre-productif financièrement. En cause : les dépenses liées aux arrêts maladie.

Repousser l'âge de la retraite, une mesure contre-productive ? Plus on travaille vieux, plus on coûte cher à la société : c'est en substance ce que révèle le rapport de l'Assurance maladie publié le 31 juillet. Dans celui-ci, on peut noter que la moyenne, pour les arrêts maladie indemnisés en 2016, est de 35 jours par an, toute catégorie d'âge confondue. Mais pour les salariés qui ont plus de 60 ans, ce nombre moyen explose à 76 journées.

Les différents graphiques montrent que plus un salarié avance en âge, et plus il voit sa moyenne de journées indemnisées progressivement augmenter. Toutefois, un écart se creuse après l'âge de 60 ans. En effet, pour les salariés qui ont entre 55 et 59 ans, la moyenne de journées indemnisées est de 52, soit, certes, 17 de plus que la moyenne, mais 24 de moins que les soixantaines. «L'une des tendances de fond sur la période [2010-2016] est la croissance de la place des personnes de 60 ans et plus dans les arrêts maladie», explique ainsi le texte, qui relève que cette catégorie d'âge représente «7,7% des montants indemnisés en 2016 contre 4,6% en 2010».

Tout cela pourrait, selon le rapport, être une conséquence de la réforme des retraites de 2010, présentée par l'ancien ministre

du Travail Eric Woerth, qui a porté de 60 à 62 ans l'âge de départ légal à la retraite : «L'évolution de la structure d'âge des arrêts peut être la conséquence des réformes des retraites car elles ont augmenté la participation des personnes les plus âgées au marché du travail. En effet, selon les données de l'Insee, le taux d'activité de la population des 55-64 ans est passé de 41,7 % au premier trimestre 2010 à 54,1% au dernier trimestre de 2016.» Le coût plus élevé d'un salarié sénior dans les dépenses de santé s'explique en outre par plusieurs facteurs. Plus le salarié vieillit, plus la durée de son arrêt est en moyenne long. Etant en fin de carrière, il bénéficie, en règle générale, d'un salaire également plus élevé qu'en début de vie active, ce qui implique des indemnités elles aussi supérieures. Par voie de conséquence, la tendance va naturellement à l'augmentation du coût des arrêts maladie et des arrêts de travail. Selon des chiffres donnés par le journal Les Echos, celui-ci est passé de 6,3 à 7,1 milliards d'euros entre 2013 et 2016. Pour les derniers chiffres disponibles, sur la période allant de juin 2017 à juin 2018, le montant s'élève à 10,4 milliards d'euros.

Un rapport qui contredit les projections néolibérales

Pourtant, certains tenants néolibéraux tentent d'insuffler l'idée que le système social ne pourrait tenir qu'en rallongeant la durée du travail. Le patronat avec le Medef ou l'institut néolibéral de l'Ifrap préconisent tous deux de repousser l'âge légal du départ à la retraite à 65 ans. Une perspective qui pourrait donc s'avérer coûteuse pour la société et risquée financièrement sur le long terme.

Emmanuel Macron avait promis, durant la campagne présidentielle, de préserver l'âge de la retraite à 62 ans pour la prochaine réforme du système, prévue pour 2019. Reste à savoir s'il cédera aux sirènes néolibérales ou s'il s'en tiendra au pragmatisme économique. RT 31 juil. 2018

L'âge de départ à la retraite devrait être fixé entre 40 et 45 ans en fonction des contraintes endurées pendant la période de travail. Ensuite chacun pourrait profiter du temps qui lui reste à vivre, tout en consacrant une partie de son temps libre au fonctionnement de la société. Mais chacun pourrait continuer de travailler s'il le souhaite, évidemment, s'il considère que son expérience peut encore être utile à la société, chacun serait libre de choisir son destin...

Epouvantable, monstrueux, inhumain, utopique le socialisme, n'est-ce pas ? Non, il suffit de l'adopter pour qu'il se réalise, encore faudrait-il qu'un parti en fasse la promotion. Lequel ? Ne cherchez pas, vous y êtes !

ACTUALITE EN TITRES

La réaction se mobilise.

- Un an après Charlottesville, cette nouvelle manifestation rappelle que l'extrême droite américaine est désorganisée mais prospère - Le HuffPost
- Venezuela : manifestation pour la libération d'un député de l'opposition - AFP
- Nicaragua: des milliers de manifestants réclament la libération des prisonniers - AFP
- Il parcourt les routes pour écrire "Stop Brexit" sur la carte de l'Europe - Franceinfo

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Russie/Iran/Kazakhstan/Azerbaïdjan/Turkménistan.

- Signature d'un accord historique en vue pour les pays de la Caspienne - AFP12 août 2018

C'est l'épilogue de plus de 20 ans d'éprouvantes négociations avec pour enjeux pétrole, gaz et caviar: les chefs d'Etat de la Russie, de l'Iran, du Kazakhstan, de l'Azerbaïdjan et du Turkménistan doivent signer dimanche un accord historique définissant le statut de la mer Caspienne.

Réunis dans le port kazakh d'Aktaou, les cinq pays qui bordent la Caspienne se sont mis d'accord sur le statut de cette étendue

d'eau, en plein vide juridique depuis la dissolution de l'Union soviétique, qui englobait alors la totalité de ces Etats sauf l'Iran, avec lequel existait un accord, aujourd'hui caduc.

Il devrait aider à apaiser les tensions existant de longue date dans la région, qui recèle de vastes réserves d'hydrocarbures, estimées à près de 50 milliards de barils de pétrole et près de 300.000 milliards m3 de gaz naturel.

Selon le Kremlin, l'accord préserve la plus grande partie de la Caspienne en tant que zone partagée, mais partage entre les cinq pays les fonds marins et les ressources sous-marines.

Selon le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Grigori Karassine, la Caspienne bénéficiera d'un "statut légal spécial": ni mer, ni lac, qui ont tous deux leur propre législation en droit international.

Si la Russie a dû céder sur un certain nombre de sujets, "elle gagne des bons points pour avoir fait sortir une situation de l'impasse" et renforcé son image de pays producteur d'accords diplomatiques, relève John Roberts, analyste collaborant avec l'Atlantic Council. (L'Atlantic Council dont EU DisinfoLab est le partenaire. L'AFP et les médias aux ordres ne font plus appel qu'à des "experts", des "analystes", des "spécialistes" intégrés dans des think tanks ou des officines néolibérales. - LVOG)

De plus, l'accord devrait assoir la prédominance militaire russe dans la région en interdisant à des pays tiers de disposer de bases militaires sur la Caspienne.

L'Iran, pour sa part, pourrait profiter de la clarté apportée par le texte pour lancer des projets communs avec l'Azerbaïdjan.

Syrie

- La «cible ennemie» abattue près de Damas aurait été identifiée - Sputnik 11.08.2018

L'aéronef détruit dans la nuit de vendredi à samedi par les systèmes de la DCA syrienne aurait pénétré dans l'espace aérien syrien en provenance de l'État hébreu, affirme le site Al-Masdar.

L'objet abattu dans la nuit de vendredi à samedi dans le ciel de la province de Damas par les systèmes de défense aérienne syriens aurait été identifié comme étant un drone israélien, affirme le site d'information Al-Masdar.

Selon une source militaire, l'appareil a survolé la région de Deir al-Ashayr, dans l'ouest de la province, avant d'être intercepté. Le drone assurait probablement une mission de surveillance.

Un autre appareil sans pilote avait été abattu par la DCA syrienne la semaine dernière, ses débris n'ont pas pour l'heure été retrouvés.

Une cible ennemie abattue par des systèmes antiaériens syriens dans la province de Damas Plus tôt dans la journée de vendredi, les systèmes antiaériens de la base de Hmeimim, dans la province de Lattaquié, ont abattu deux drones lancés depuis un territoire contrôlé par les radicaux.

La semaine dernière, l'armée syrienne a également anéanti deux cibles, a appris Sputnik d'un militaire syrien, qui a précisé qu'il s'agissait de deux drones de reconnaissance israéliens. Sputnik 11.08.2018

Yémen

- Attaque au Yémen : le Conseil de sécurité de l'ONU n'ordonne pas d'enquête indépendante - francais.rt.com 11 août 2018,

L'ONU n'a pas demandé l'ouverture d'une enquête indépendante suite aux frappes attribuées à la coalition arabe qui ont fait un carnage au Yémen, tuant notamment 29 enfants. Elle espère que l'enquête menée par Riyad sera «crédible et transparente». francais.rt.com 11 août 2018

Ben voyons ! Barbares !

En complément. Leur humanisme est la politesse des salauds... Illustration.

- Le contrat d'armement (11 milliards de dollars - ndlr) entre Riyad et Ottawa pas menacé par la crise diplomatique, selon Daniel Turp - francais.rt.com 11 août

Ouf !

Haut de page ↗

Le 13 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

● Causerie au format pdf (12 pages)

J'ai appris que de simples travailleurs se connectaient à ce portail, ils sont les bienvenues. On va tâcher d'en tenir davantage compte.

J'ai eu une idée hier soir en apprenant que des personnes qui ne maîtrisaient pas du tout l'informatique ou s'en désintéressaient, ne pouvaient pas télécharger de la musique parce qu'ils n'avaient pas d'application dans leur ordinateur. Je pourrais leur proposer des morceaux qu'ils pourraient télécharger tout simplement en cliquant sur un lien comme ils le font pour un article en pdf. Je vais y réfléchir. Ce serait beaucoup plus rapide que de les télécharger à partir d'une boîte aux lettres et cela reviendrait au même.

Cela irait de la musique classique au metal rock en passant par le jazz, le blues, le flamenco, etc. hormis la variété. Le problème, c'est la taille des fichiers et le temps pour les télécharger, car ici j'ai un gros problème pour en être resté au système d'exploitation XP de Microsoft, plus aucun logiciel ou aucune application n'est actualisé. J'ai bien envisagé de passer au Système 7 que j'utilise sur le portable, je possède le CD, mais j'ignore si mon ordinateur est compatible avec, et je n'ai pas l'intention de racheter un ordinateur.

Mes connaissances en informatique et en anglais étant limitées je me suis abstenu de faire une tentative qui pourrait paralyser l'ordinateur en cas de mauvaise manipulation, je dois faire appel à un informaticien, mais là aussi je crains qu'il fasse des conneries et supprime inutilement certaines applications ou certains fichiers. En attendant, j'ai mis à jour le portable prêt à prendre le relais au cas où, j'ai réussi à copier tous les logiciels que j'utilise pour actualiser le portail dont Filezilla, et j'ai pris la précaution de copier l'intégralité sur un disque dur externe toujours au cas où le portable lâcherait, quel boulot de dingue !

Autre info personnelle.

J'ai modifié mon mode de vie, dorénavant je me lève une heure plus tôt, entre 5h30 et 6h, et je vais me coucher entre 21 et 21h30, car j'ai constaté qu'en fumant moins le soir je dormais mieux. Et puis voir le soleil se lever à la campagne accompagné du chant des oiseaux, c'est bien agréable, cela met tout de suite de bonne humeur. Vivre en ville, quel cauchemar ! Parfois on n'a pas le choix...

Le mot du jour.

Einstein : on ne peut pas résoudre un problème avec le même type de pensée que celle qui l'a créé.

LVOG - Ce qui disqualifie tous ceux qui se réclament du capitalisme, qui s'en accommodent ou refusent de le combattre pour l'éradiquer de la surface de la terre. Et hop Facebook, Twitter et Cie ont disparu ! Ce serait radical et salutaire, afin que la population ne devienne pas schizophrène...

Il y a un truc qui me tracasse et ce n'est pas la première fois que j'y pense, cela m'a pris au réveil ce matin.

Je me lève et je sors dans le jardin, et je me dis : c'est chouette quand même, c'est super la nature. Je rentre dans la maison et je me dis : tu as du bol, c'est bien agréable, et là je me fais la réflexion qu'en me levant j'étais plutôt taciturne ou encore à rabâcher, et voilà-t-il pas que quelques instants plus tard je me sens heureux, revivre, je me sens bien et j'aurais envie que cela continue...

Puis je me demande pourquoi le reste du temps ou dès que j'aborde la politique je deviens tout contraire, triste à mourir, oppressé, belliqueux et je ne sais quoi encore, bref tout ce que je déteste en fait, parce que ce n'est pas ainsi que je vis ma condition. J'ai bien conscience de ne pas être le plus à plaindre, j'ai eu une chance inouïe dans la vie, alors que j'étais très mal barré.

Et effectivement ce n'est pas de moi qu'il s'agit, mais de tous les malheureux exploités jusqu'à la corde, de tous ceux qui souffrent injustement dans le monde, qui sont opprimés lâchement, et c'est vrai que lorsqu'on y pense on n'a pas envie de se marrer ou de prendre un ton léger, on aurait l'impression de leur manquer de respect, quelle horreur!

Mais en même temps pour les côtoyer quotidiennement ou partager leur existence, si je les connais bien, je ne retiens que l'aspect triste ou effroyable de leur condition et j'en oublie qu'ils ont malgré tout le sourire facile, la bonne humeur spontanée,

pas parce qu'ils seraient idiots même s'ils le sont -il faut rester lucide et ne pas faire dans le romantisme, mais parce qu'ils en ont besoin pour supporter leur condition, c'est comme une soupape sans laquelle ils étoufferaient ou deviendraient fous de douleur, de rage, et se feraient du mal inutilement.

Ils ont cette légèreté que je ne peux partager qu'avec mon entourage le plus intime, parce qu'il est facile de garder le contrôle de la situation, on se comprend, au-delà c'est plutôt problématique parce qu'on ne connaît pas les gens, du coup j'aurais plutôt tendance à être austère... Et c'est cette attitude que j'adopte en général dans mes causeries, où il faut bien dire, on n'aborde pas vraiment des sujets ou des situations qui prêtent à se marrer, sous peine d'être pris pour un barjot ou d'avoir une conduite indécente.

Certes la politique ou la lutte des classes ne sont pas vraiment une partie de plaisir ou le lieu privilégié pour se détendre, cependant je me demande si à force de les présenter sous un angle peut-être trop sérieux, rigide, triste à mourir, on ne fait pas fuir ceux qui y viennent timidement, ceux qui viennent y chercher ce qu'ils ne trouvent pas ailleurs, et qui effectivement frappent à la bonne porte puisque l'issue à la crise du capitalisme, la solution à tous leurs maux ne peut être que politique.

Du coup, je me dis que bien qu'il s'agisse d'une affaire sérieuse ou qu'on ne peut pas traiter à la légère, il faudrait trouver un autre moyen de la présenter, de manière à ce qu'elle n'agisse pas comme un repoussoir envers ceux qui ne sont pas indifférents à la politique ou tout simplement au sort qu'on leur fait subir injustement. Par exemple en recourant plus souvent à la dérision, à l'humour, à l'ironie, à des tournures d'esprit qui ne fassent pas ressortir seulement l'aspect brutal de la situation, mais aussi absurde, en usant de sarcasmes ou de railleries pour faire ressortir son côté ridicule parfois jusqu'à en rire sans que notre discours politique n'en soit altéré, de sorte qu'il pénétrerait plus volontiers dans les esprits, cela lui enlèverait un peu de sa rigidité pour le rendre plus fluide, plus accessible au plus grand nombre, c'est bien notre objectif, n'est-ce pas ?

Sinon le militant prend le risque de passer pour une machine pour ainsi dire insensible, qui débite son discours comme s'il s'écoutait parler en étant indifférent à la personne qu'il a en face de lui, déjà qu'il commet l'erreur de parler des travailleurs comme s'il n'en était pas un lui-même, donc il en faut peu pour que cette personne le considère comme étranger à sa condition et ne se sente pas concernée par son discours.

Si on ne s'imagine pas à quel point on peut se méprendre sur les autres, on s'imaginera encore moins quelle méprise peut susciter notre propre comportement. On est généralement plus prompt à donner des leçons qu'à en recevoir ou à observer, écouter les autres, or c'est seulement ainsi qu'on peut progresser. On voudrait que les autres progressent, mais on ne fait rien pour progresser soi-même et à la longue cela donne un type franchement insupportable. On ne comprend pas pourquoi, d'ailleurs on ne se le demande pas puisqu'on n'en a pas pris conscience. On est tellement certain de détenir la vérité, d'avoir atteint un niveau de conscience supérieur, qu'on en vient à ne plus se voir soi-même, peut être à force d'ignorer les autres, tout simplement parce qu'on ne les connaît pas ou on n'a jamais pris la peine de les étudier.

De nos jours avec les réseaux (a)sociaux tout le monde peut déverser sans retenue son ignorance, ce qui rend un fier service à nos ennemis, puisque cela leur permet d'en prendre la mesure en temps réel pour ensuite l'instrumentaliser à l'insu de tous, puisque presque tout le monde veut en être, afin évidemment de pouvoir mieux nous taper dessus, donc pas vraiment selon le principe que plus on est de fous plus on rit, ce serait plutôt plus on pleure, même si on a à l'esprit rira bien qui rira le dernier !

Puisque selon l'adage on peut rire de tout mais pas avec n'importe qui, entre nous on ne devrait pas s'en priver. Donc on a tort de s'en passer, cela détend et rend plus disponible le cerveau, l'aère, le décongestionne en quelque sorte, cela donne un aspect plus convivial à nos rapports.

Et puis il faut avoir à l'esprit que si le ridicule ne tue pas, il peut pénétrer profondément les camisoles les plus robustes jusqu'à instituer le doute, faire vaciller les convictions les plus solides, parfois les disloquer.

Quant à l'humour ou à l'ironie, elles peuvent pénétrer en douceur les failles de l'hypocrisie ou de la bonne conscience des plus superficielle au point qu'on en rit soi-même, jaune parfois parce que c'est désagréable de constater à quel point il était vain de vouloir se tromper soi-même, et qui plus est les autres.

Voilà qui a dû vous mettre de bonne humeur, tout du moins je l'espère, c'est tout le mal que je vous souhaite en ce début de semaine.

Maintenant, ce n'est pas le tout d'avoir pris conscience de quelque chose, il faut le mettre en pratique, et malheureusement cela ne s'improvise pas, cela s'apprend comme tout le reste, eh oui ! il faut s'astreindre à une certaine discipline pour obtenir un résultat ici comme ailleurs dans la vie, et ce n'est pas gagner d'avance quand on a pris une fâcheuse habitude, tout reste à faire. On va essayer de faire au mieux comme toujours.

On pourrait dire que les réseaux (a)sociaux sont le lieu où les travailleurs se livrent inconsciemment à une concurrence féroce qui comble de bonheur nos ennemis, comme si cela ne leur suffisait pas de l'être sur le plan de l'exploitation de leur force de travail, c'est à croire qu'ils en redemandent !

Aussi sans le vouloir, hier soir je vous ai dégotté un passage de Marx qui traite un tout autre aspect de la concurrence, sur le plan économique, en nous offrant une démonstration prodigieuse du pouvoir de la dialectique. Ce n'est certes pas à mourir de rire, mais après la lecture attentive de cet enseignement vous ressentirez une profonde satisfaction qui le vaut bien, car vous aurez l'impression d'avoir appris quelque chose, ce qui est toujours merveilleux, n'est-ce pas ? Et si malgré tout vous y étiez insensible, c'est sans doute que vous avez de sérieux progrès à faire, pas de quoi en être triste, ne le prenez pas mal, on en est tous là quelque part !

Marx - Toute la logique de M. Proudhon se résume en ceci : la concurrence est un rapport social dans lequel nous développons actuellement nos forces productives. Il donne à cette vérité, non pas des développements logiques, mais des formes souvent très bien développées, en disant que la concurrence est l'émulation industrielle, le mode actuel d'être libre, la responsabilité dans le travail, la constitution de la valeur, une condition pour l'avènement de l'égalité, un principe de l'économie sociale, un décret de la destinée, une nécessité de l'âme humaine, une inspiration de la justice éternelle, la liberté dans la division, la division dans la liberté, une catégorie économique.

La concurrence et l'association s'appuient l'une sur l'autre. Bien loin de s'exclure, elles ne sont pas même divergentes. Qui dit concurrence, suppose déjà but commun. La concurrence n'est donc pas l'égoïsme, et l'erreur la plus déplorable du socialisme est de l'avoir regardée comme le renversement de la société.

Qui dit concurrence dit but commun, et cela prouve, d'un côté, que la concurrence est l'association; de l'autre, que la concurrence n'est pas l'égoïsme. Et qui dit égoïsme ne dit-il pas but commun ? Chaque égoïsme s'exerce dans la société et par le fait de la société. Il suppose donc la société c'est-à-dire des buts communs, des besoins communs, des moyens de production communs, etc., etc... Serait-ce par hasard pour cela que la concurrence et l'association dont parlent les socialistes ne sont pas même divergentes ?

Les socialistes savent très bien que la société actuelle est fondée sur la concurrence. Comment pourraient-ils reprocher à la concurrence de renverser la société actuelle qu'ils veulent renverser eux-mêmes ? Et comment pourraient-ils reprocher à la concurrence de renverser la société à venir, dans laquelle ils voient, au contraire, le renversement de la concurrence ?

M. Proudhon dit, plus loin, que la concurrence est l'opposé du monopole, que, par conséquent, elle ne saurait être l'opposé de l'association.

Le féodalisme était, dès son origine, opposé à la monarchie patriarcale; ainsi, il n'était pas opposé à la concurrence, qui n'existait pas encore. S'ensuit-il que la concurrence n'est pas opposée au féodalisme ?

Dans le fait, société, association sont des dénominations qu'on peut donner à toutes les sociétés, à la société féodale aussi bien qu'à la société bourgeoise, qui est l'association fondée sur la concurrence. Comment donc peut-il y avoir des socialistes qui, par le seul mot d'association, croient pouvoir réfuter la concurrence ? Et comment M. Proudhon lui-même peut-il vouloir défendre la concurrence contre le socialisme, en désignant la concurrence sous le seul mot d'association ?

Tout ce que nous venons de dire fait le beau côté de la concurrence, telle que l'entend M. Proudhon. Passons maintenant au vilain côté, c'est-à-dire au côté négatif de la concurrence, à ce qu'elle a de destructif, de subversif, de qualités malfaisantes.

Le tableau que nous en fait M. Proudhon a quelque chose de lugubre.

La concurrence engendre la misère, elle foment la guerre civile, elle « change les zones naturelles », confond les nationalités, trouble les familles, corrompt la conscience publique, « bouleverse les notions de l'équité, de la justice », de la morale, et, ce qui est pire, elle détruit le commerce probe et libre et ne donne pas même en compensation la valeur synthétique, le prix fixe et honnête. Elle désenchant tout le monde, même les économistes. Elle pousse les choses jusqu'à se détruire elle-même.

D'après tout ce que M. Proudhon en dit de mal, peut-il y avoir, pour les rapports de la société bourgeoise, pour ses principes et ses illusions, un élément plus dissolvant, plus destructif que la concurrence ?

Notons bien que la concurrence devient toujours plus destructive pour les rapports bourgeois, à mesure qu'elle excite à une création fébrile de nouvelles forces productives, c'est-à-dire des conditions matérielles d'une société nouvelle. Sous ce rapport, du moins, le mauvais côté de la concurrence aurait son bon.

(...)

M. Proudhon ne parle que du monopole moderne engendré par la concurrence. Mais nous savons tous que la concurrence a été engendrée par le monopole féodal. Ainsi primitivement la concurrence a été le contraire du monopole, et non le monopole le contraire de la concurrence. Donc, le monopole moderne n'est pas une simple antithèse, c'est au contraire la vraie synthèse.

(...)

Ainsi le monopole moderne, le monopole bourgeois, est le monopole synthétique, la négation de la négation, l'unité des contraires. Il est le monopole à l'état pur, normal, rationnel.

(...)

Dans la vie pratique, on trouve non seulement la concurrence, le monopole et leur antagonisme, mais aussi leur synthèse, qui n'est pas une formule, mais un mouvement.

(Karl Marx : Misère de la philosophie, page 59 version électronique)

Quel extraordinaire dialecticien, une merveille de pensée ! Une délectation par ces temps si médiocres.

Et la synthèse sur le plan politique. Il n'y a pas d'autre issue que politique.

En pratique, si on ne s'investit pas sur le plan politique ou qu'on le néglige, on sape notre destin, qui, comme le reste de notre vie ne sera pas très reluisant. On peut espérer mieux, on mérite mieux.

[Inutile de mettre votre ceinture : Le décollage est reporté à une date indéterminée...](#)

Le premier JT du Media avait été diffusé le 15 janvier, à l'occasion du lancement du Media, et n'a jamais vraiment décollé : une audience de 10 000 personnes en moyenne, c'est peu pour un journal qui absorbe environ la moitié des ressources de la webtélé. leparisien.fr 12 août 2018

On a le droit d'en rire. LFI revendique plus de 500.000 adhérents... Quelle escroquerie !

[Dans quel monde vivons-nous ?](#)

Une description qui sied à ceux qui nous gouvernent ou détiennent le pouvoir depuis des lustres.

Une description commune du psychopathe explique :

« Les psychopathes ne ressentent rien pour les autres mais seulement pour eux. Ils ressentent bien biologiquement des émotions mais psychologiquement les troubles caractériels de leur maladie viennent troubler et altérer le ressenti de ces émotions. Ils n'ont aucun sentiment envers les autres. Toute émotion est ramenée à eux de n'importe quelle façon. Les autres ne sont que des objets qui servent à assouvir leurs envies. Ce problème d'absence d'empathie explique pourquoi ils n'ont aucune morale et donc aucune limite à faire du mal à autrui physiquement et moralement. D'où leur dangerosité. » partage-le.com 07.2018

L'écologie... de marché...

L'écologie grand public, celle des gouvernements, des entreprises et des grandes ONG, ne fait (évidemment) que reproduire le narcissisme culturel de la société industrielle. La nature doit être gérée par l'être humain, au mieux, mais toujours selon ce qui arrange l'économie de marché. partage-le.com 07.2018

... une escroquerie durable, mais pas éternelle.

- Si vous allez à San Francisco, vous y verrez des seringues et de la merde - partage-le.com 07.2018

La ville de San Francisco est régulièrement promue dans les médias de masse comme un modèle de gestion écologique des déchets pour son taux de recyclage de 80%. En France, le film documentaire Demain, réalisé par Mélanie Laurent et Cyril Dion, a beaucoup participé à la diffusion de cette idée. Partout où il passe, Cyril Dion brandit le cas de San Francisco comme une preuve de ce qu'il est possible de rendre une ville écolo-durable (« L'exemple le plus impressionnant, que nous présentons dans le film, est celui de la ville de San Francisco qui recycle 80 % de ses déchets »). Si seulement.

Affirmer que San Francisco est un modèle de ville durable est une sacrée performance. Ou peut-être est-ce au contraire d'une simplicité confondante : il suffit de répéter cette affirmation sans l'étudier, sans aucun esprit critique. En creusant un peu, on réalise rapidement qu'elle se base sur un certain nombre d'absurdités. À commencer par le fait que le taux de 80% est une arnaque comptable[1]. La ville comptabilise en effet dans son calcul du taux de déchets recyclés, entre autres bizarreries, les déchets du bâtiment et des travaux publics. Ce qu'aucune ville ne fait[2]. Sans ce tour de passe-passe, le taux de recyclage de la

ville serait plutôt de l'ordre de 60%. Au passage, on notera que Recology, l'entreprise chargée de la gestion des déchets de la ville, a été condamnée à payer 1,3 million de dollars en 2014 pour des pratiques frauduleuses. Mais cette arnaque comptable n'est rien au regard de ce qui suit.

La ville de San Francisco (870 000 habitants) produit chaque année toujours plus de déchets, en 2013 elle en a produit plus de 2 millions de tonnes, quand la communauté urbaine Marseille Provence Métropole (plus d'un million d'habitants) n'en produisait que 653 226 tonnes. Un modèle. La ville de San Francisco génère chaque jour environ 1 200 tonnes[3] de déchets non recyclables et non compostables qui sont enfouies sous terre. Un modèle.

En outre, ce qu'ils (les gouvernements, les entreprises et les médias de masse) qualifient de recyclage n'a rien d'écologique. Le traitement des déchets se fait toujours loin hors de la ville, dans des usines énergivores (sauf pour le bois/papier qu'ils brûlent en usine de biomasse, une autre catastrophe écologique). Dans le film *Demain*, on ne voit que la part des déchets qui est compostée, et c'est tout. Sachant que les déchets compostés constituent la part la moins importante des déchets collectés dans la ville. Ce qu'ils n'expliquent pas dans le documentaire, c'est qu'une grande partie des déchets (métaux, plastiques, etc.), uniquement triée, est exportée et disséminée à travers le globe, jusqu'en Chine, aux Philippines et au Vietnam — d'ailleurs, depuis que la Chine a restreint ses importations de déchets en 2017, Recology se retrouve face à un problème relativement gênant, celui de trouver comment écouler les tonnes d'ordures qu'elle expédiait habituellement vers l'empire du Milieu. C'est-à-dire que ces déchets produits par les San-Franciscains sont compressés en balles en usine puis expédiés à l'autre bout du monde pour être recyclés — sachant que le recyclage n'est pas une véritable solution, d'abord parce que le recyclage infini est un mythe[4], ensuite parce que le recyclage du plastique est particulièrement inefficace[5], et enfin et surtout parce que le recyclage, dans le cadre d'une société industrielle capitaliste de croissance, ne résout aucun des problèmes fondamentaux qu'elle implique (de surconsommation de ressources, y compris énergétiques, de pollutions en tous genres, d'étalement urbain, de croissance démographique, etc., etc.).

Récapitulons. Ce qu'ils nous présentent comme un modèle de vertu écologique, de durabilité, c'est une ville dont la production de déchets par personne, relativement élevée, ne cesse de croître, et dont la gestion de ces déchets consiste à en enfouir une partie, à en expédier une autre en Chine et ailleurs, et à en brûler une partie en incinérateur ; c'est aussi une ville qui trafique ses calculs de taux de recyclage. Un modèle.

Mais nous ne devrions pas avoir besoin de discuter ainsi de la soi-disant durabilité d'une ville comme San Francisco. Comme toutes les grandes métropoles du monde, San Francisco dépend directement de l'ensemble des infrastructures et des pratiques toutes plus insoutenables les unes que les autres de la civilisation industrielle. Il faut une sacrée dose d'ignorance historique et écologique pour ne pas comprendre que l'urbanisation de la baie de San Francisco a dramatiquement ravagé ce qui était jusqu'à il y a moins de 300 ans un écosystème sain (non pollué) et plein de vie. Où sont passés les condors de Californie, les wapitis, les ours, les loups et ainsi de suite, qui pullulaient dans la baie ? Les conséquences du développement de la civilisation industrielle dans la baie de San Francisco rappellent les conséquences de son développement partout sur la planète : extermination et disparition de nombreuses espèces vivantes, pollution des eaux (aujourd'hui, on retrouve un peu de tout dans les eaux de San Francisco, du mercure, des résidus de médicaments en tous genres, des huiles de moteur usagées, des déchets plastiques, et ainsi de suite ; cinq des plages les plus polluées de Californie se trouvent dans la baie, qui ne cesse de s'acidifier), pollution de l'air (en ce moment, la qualité de l'air dans la baie n'est pas loin d'être la pire de tous les États-Unis[6]), etc.

Leur manière de mesurer la qualité écologique de la ville — et d'une ville en générale — est grotesque. Comme si on pouvait se contenter de statistiques concernant le « recyclage » des déchets produits par une ville pour l'estimer. Comme si on pouvait occulter les nombreux impacts environnementaux (sans parler des impacts sociaux), entre autres choses, de la production mondialisée des appareils électroniques les plus couramment utilisés par les San-Franciscains — iPods, iPads, iPhones, Google Glass... — ou de leurs voitures, réfrigérateurs, téléviseurs, ou de leur nourriture, ou de la construction des infrastructures qu'ils utilisent et des bâtiments dans lesquels ils vivent, et ainsi de suite. Si toutes ces choses étaient prises en compte, on s'apercevrait immédiatement de l'insoutenabilité totale de la civilisation industrielle et de son mode de vie. Mais elles ne le sont pas, évidemment, propagande oblige.

Et comment ne pas parler des inégalités sociales ? San Francisco est une des villes les plus chères des USA. La gentrification en cours n'a pour cesse d'épurer la ville de ses habitants les plus pauvres[7] :

« La ville de San Francisco connaît un processus de gentrification d'une violence sans commune mesure avec ce que l'on peut constater en France. On l'a longtemps appelé embourgeoisement, ou changement urbain dans le contexte de la recherche académique française, sans pour autant y mettre les significations que contient le terme anglo-saxon. Il faut pourtant être clair : il est bien question ici de processus similaires dans leurs conséquences, bien que la rapidité à laquelle ils se produisent diffère, ou que leur visibilité ne permette pas de les identifier aussi facilement. »

Et comment ne pas voir toute la folie et l'inhumanité de la civilisation industrielle dans le fait que la ville ne parvient toujours pas à gérer les problèmes qui découlent de la présence des nombreux sans-abri, souvent atteints de troubles psychiatriques, qui errent dans ses rues, résultat des politiques calamiteuses des gouvernements qui se sont succédé et symptôme du mal-être qui ronge la modernité ? On estime qu'ils sont 7 500 à vivre dehors sur une population totale de 870 000 habitants (presque 1% de la population). Très récemment, la nouvelle maire de San Francisco, London Breed, dans une des premières interviews[8] qu'elle

a accordées depuis son entrée en fonction, a expliqué qu'il y avait « plus d'excréments sur les trottoirs » que jamais, et qu'on « ne parle pas que de crottes de chiens, mais de matières fécales humaines ». Au cours des six premiers mois de l'année 2018, plus de 16 000 plaintes concernant des « excréments » ont été déposées auprès des autorités de la ville. La présence de déchets en tous genres, y compris de seringues, est actuellement un véritable problème pour la municipalité. Ainsi que l'explique le San Francisco Chronicle dans un article[9] intitulé « Pourquoi San Francisco fait face à un déluge de seringues » : « La ville de San Francisco distribue plus de seringues gratuites aux toxicomanes — 400 000 par mois, un chiffre qui ne cesse de croître — que la ville de New York, dix fois plus peuplée ». La consommation de drogue en public est un problème croissant dans toute la ville. Des habitants se plaignent, entre autres, de « devoir enjamber des gens qui s'injectent de l'héroïne dans les stations de métro ».

Ainsi que l'a récemment titré[10] le Business Insider, « Le centre-ville de San Francisco est davantage jonché de seringues, de déchets et d'excréments que certains des plus pauvres bidonvilles du monde ». Dans l'article, on apprend notamment que « la contamination de certains quartiers de San Francisco est pire que celle de certains endroits du Brésil, du Kenya ou de l'Inde ». Un modèle.

Je me suis promené dans les rues de San Francisco. Je ne connaissais pas grand-chose de l'histoire de la ville. J'ai été stupéfait par le nombre de clochards, de toxicomanes et de malades mentaux qu'on y rencontre. Parfois au pied d'immeubles de luxe réservés aux super-riches, ou devant les bureaux d'Uber, de Microsoft, ou de Twitter. J'ai vu les gratte-ciels, ces manifestations délirantes de l'hubris de la société industrielle, dont les constructions sont autant de désastres écologiques. Les travaux incessants qui font de toutes les villes d'interminables chantiers. Les magasins de luxe de l'hypercapitalisme actuel. Les businessmen pressés — de faire du profit, toujours plus, en exploitant les hommes et en détruisant la planète, toujours plus — qui ignorent machinalement tous les clochards qu'ils croisent lors de leur jogging matinal. Je n'ai pas vu « des gens doux et gentils, le long des rues de San Francisco », me parler de fleurs et devenir mes amis. Je n'ai pas vu de fleurs dans les cheveux mais des oreillettes Bluetooth et des smartphones dans les mains. Bref, j'y ai vu la démence commune de la modernité.

Il n'y a rien de durable à San Francisco. Comme beaucoup d'autres, cette ville incarne précisément l'insoutenabilité, l'iniquité et la folie qui gangrèment la civilisation industrielle. Ceux qui se servent de son cas pour suggérer qu'on pourrait la rendre durable ou écologique sont les idiots utiles du capitalisme vert. C'est l'évidence même. Ceux qui ne le comprennent (toujours) pas aujourd'hui ne manqueront pas de le constater d'ici quelques années. partage-le.com 07.2018

Notes.

Voir ici : <https://www.bloomberg.com/view/articles/2014-07-11/san-francisco-s-recycling-claims-are-garbage> et ici : <https://discardstudies.com/2013/12/06/san-franciscos-famous-80-waste-diversion-rate-anatomy-of-an-exemplar/>

<https://www.bloomberg.com/view/articles/2014-07-11/san-francisco-s-recycling-claims-are-garbage>

<http://www.sfexaminer.com/where-does-the-garbage-go/>

https://www.youtube.com/watch?v=i03kd_diDDk

<https://reporterre.net/Dechets-plastiques-le-recyclage-n-est-pas-la-solution>

<https://www.sfgate.com/bayarea/article/Bay-Area-air-quality-worst-nation-climate-change-12842251.php>

<http://www.laviedesidees.fr/La-gentrification-a-San-Francisco.html>

<https://www.sacbee.com/news/state/california/article214962990.html>

<https://www.sfchronicle.com/bayarea/matier-ross/article/Why-San-Francisco-is-stuck-with-a-deluge-of-12952111.php>

<http://www.businessinsider.fr/us/why-is-san-francisco-so-dirty-2018-2>

ACTUALITE EN TITRES

La blanchisseuse de la cour.

- La question d'une démission de Kohler ne se pose pas - Reuters 12.08

- Seillière et le fisc. L'occasion fait le baron - Liberation.fr 12.08

L'ex-patron du Medef et des cadres de sa société Wendel étaient sous le coup d'un redressement fiscal après la mise en place d'un montage financier. Mais la décision a été invalidée pour un simple vice de forme. Liberation.fr 12.08

Ils osent tout.

- "Hollande 2022" : un tract distribué par de jeunes militants hollandistes pour tester la popularité de l'ancien président - Franceinfo 12.08

PSychopathe, quoi !

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Condamnation de Monsanto : Hulot évoque le "début d'une guerre" contre les pesticides - Franceinfo 12.08

- Le gouvernement veut s'attaquer au plastique via "un système de bonus-malus" - Le HuffPost 12.08

Guerre des clans de l'oligarchie.

- Une ex-conseillère de Donald Trump diffuse l'enregistrement de son licenciement - Le HuffPost 12.08

- Venezuela : un député arrêté donne de ses nouvelles à sa famille - AFP 12.08

- Damas recrache ses listes de suppliciés - Liberation.fr 12.08

- Torture en Syrie : la mort pour dessein - Liberation.fr 12.08

- Manifestation de Sikhs à Londres pour l'indépendance du Pendjab - AFP 12.08

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Un ministre d'un État membre de l'UE en visite officielle à Damas - Réseau Voltaire 12 août 2018

Le premier vice-président du gouvernement tchèque et ministre des Affaires étrangères, Martin Stropnický, s'est rendu à Damas en visite officielle. Il a été reçu par son homologue syrien, Walid al-Mouallem.

Depuis le début de l'agression contre la Syrie, l'Union européenne a fermé les ambassades de ses États membres, interdit aux consuls syriens d'organiser des bureaux électoraux dans leurs locaux, et institué des sanctions contre la République arabe syrienne et ses principaux élus et fonctionnaires.

Cependant, l'Autriche, la République tchèque et la Roumanie ont conservé leurs ambassades ouvertes.

Sous l'impulsion de son président, Miloš Zeman, la République tchèque a observé les événements sur place, présenté des rapports à l'UE, et délivré des visas Schengen aux personnalités syriennes se déplaçant dans l'Union. Le président Zeman n'a jamais retiré son soutien à son homologue syrien, Bachar el-Assad.

Martin Stropnický fut successivement ministre de la Culture, de la Défense et désormais des Affaires étrangères. Si plusieurs leaders étrangers sont venus secrètement à Damas ces derniers temps, il est le premier responsable d'un exécutif de l'Union européenne à se rendre publiquement en Syrie depuis le début de l'agression étrangère.

La Fédération de Russie et la Maison-Blanche ont trouvé un accord, lors du sommet d'Helsinki, le 16 juillet, pour mettre fin au

conflit. L'Armée arabe syrienne vient de libérer l'ensemble du Sud du pays (sauf Al-Tanf, toujours occupé par les États-Unis), jusqu'aux frontières libanaise, israélienne et jordanienne. Réseau Voltaire 12 août 2018

Mais pas jusqu'à la frontière turque. Là les choses semblent plus compliquées, encore que, Trump a multiplié récemment les attaques contre Erdogan, tout d'abord avec l'affaire d'un pasteur américain détenu par la Turquie, puis une taxe sur l'acier et l'aluminium qui a fait chuter brutalement la monnaie turque, il se pourrait qu'il s'en serve pour exiger le retrait de l'armée turque du nord de la Syrie en attendant l'évacuation de Al-Tanf, ce qui signerait la fin définitive de cette guerre... A suivre.

Palestine occupée.

- Israël. Grande manifestation à Tel-Aviv contre la loi sur l'Etat-nation. - Liberation.fr 13 août 2018

Ils étaient des dizaines de milliers samedi soir à Tel-Aviv pour manifester contre la loi qui, depuis juillet, définit Israël comme l'«Etat-nation du peuple juif» et fait des Arabes israéliens des citoyens de seconde zone. Des Israéliens juifs se sont joints aux manifestants qui ont crié en hébreu et en arabe «égalité, égalité !», «on ne se taira pas, l'apartheid ne passera pas !», tout en traitant le Premier ministre, Benyamin Nétanyahou de «fasciste». La semaine dernière, une énorme manifestation avait déjà réuni la minorité druze, opposée elle aussi à la loi. Liberation.fr 13 août 2018

ECONOMIE

Quantitative Easing ou le miracle de la planche à billets... pour les banquiers.

- Confusion entre masse monétaire et liquidités : le grand méli-mélo - xerficanal-economie.com 20/02/2018

Nous vivons dans un monde hyper liquide. C'est une sorte d'évidence. Les banques centrales américaines, européennes et japonaises ont fait exploser leur bilan à partir d'août 2008, moment où les politiques de Quantitative Easing commençaient à imprimer leur marque. Les achats massifs de titres de dettes aux acteurs financiers ont multiplié par près de cinq les encours d'actifs de la FED et de la Banque du Japon, et par plus de trois ceux de la BCE. C'est énorme.

Par cette politique de rachats, elles ont directement alimenté en cash les banques de second rang. Elles ont gonflé ce que l'on appelle la base monétaire, qui est constituée des pièces et billets et des avoirs monétaires des banques auprès de leur banque centrale. Et cette base monétaire, c'est la matière première du crédit. Les banques sont supposées produire du crédit au prorata de cette liquidité première : la variation de la masse monétaire M est égale à k fois la variation de la base monétaire. C'est ce que l'on appelle le multiplicateur monétaire dans nos manuels, qui suggère une relation stable entre la base monétaire et la quantité de monnaie détenue dans une économie.

Le quantitative easing n'a pas augmenté la masse monétaire...

Dans cette représentation simplifiée, la liquidité qu'ont injectée les banques centrales auprès du système bancaire doit se retrouver dans l'économie, dans le système de poupées russes de la masse monétaire pour ceux qui s'en souviennent : $M1$, $M2$, $M3$, etc. C'est-à-dire dans les différents périmètres de la monnaie, qui englobe des pièces, billets et dépôts à vue détenus par les agents économiques, dans son acception la plus étroite ; et les dépôts à terme, livrets et divers produits négociables, dans son acception plus large. La mécanique qui fait que la base monétaire se diffuse aux agents non bancaire, c'est le crédit.

Regardons néanmoins ce qui s'est passé avec le Quantitative Easing, aux États-Unis notamment. La base monétaire a bien explosé depuis la crise, dans des proportions qui sont en ligne avec ce que l'on sait de l'ampleur des injections de la FED. En revanche, du côté de $M1$ et $M2$, il est clair que le pronostic du multiplicateur est déjoué. La monnaie banque centrale est essentiellement restée piégée dans le système bancaire. En première analyse, le QE n'a pas induit une explosion de la quantité de monnaie en circulation. On le voit clairement lorsque l'on présente $M2$ en croissance sur un an.

...Mais il a augmenté la liquidité des marchés

Dire que le QE n'a pas agi sur la liquidité de l'économie est cependant erroné. Et c'est là qu'il faut s'attarder sur la polysémie du terme liquidité. La liquidité, c'est certes la quantité de monnaie disponible dans une économie. Mais qu'est-ce que la monnaie dans des économies qui n'ont eu de cesse de créer des produits toujours plus négociables, que l'on peut titriser, ou que l'on peut utiliser comme collatéraux pour ouvrir des lignes de crédit ? Si les effets de richesse augmentent la consommation, c'est précisément que la richesse se transforme facilement en instrument de transaction et a le pouvoir d'agir sur la capacité d'achat des agents.

Ce qui a véritablement augmenté dans nos économies, c'est ce que l'on appelle la liquidité de marché, c'est-à-dire la capacité à acheter ou à vendre rapidement les actifs qui y sont cotés sans que cela n'ait d'effet majeur sur leur prix.

Or cette liquidité-là varie au cours du temps. Elle est affaire de confiance. Dans les phases ascendantes du cycle, tout actif paraît liquide. Le périmètre de la liquidité s'étend, ce qui participe à l'emballement la machine économique. L'inflation ne se loge pas alors sur le marché des biens et services, mais sur le marché des actifs.

Cette liquidité peut disparaître du jour au lendemain. Lorsque la défiance se répand, la machine est rapidement mise en péril par une crise d'illiquidité, qui menace de bloquer l'ensemble des transactions.

De ce point de vue, le QE a bien eu un impact sur la liquidité. Non pas sur la masse monétaire, mais sur la liquidité des marchés, y compris le marché monétaire. Il a servi à pallier une perte brutale de liquidité des marchés, ce qui rend son effet a posteriori en partie invisible. xerficanal-economie.com 20/02/2018

[Haut de page ↗](#)

Le 14 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai été en ville ce matin pour téléphoner à ma mère et lui souhaiter ses 84 ans. Et en plus je suis un bon fils !

En ce moment j'actualise quotidiennement le portail parce que ma compagne est absente pour raison familiale. Quand elle n'est pas là, elle me manque au bout d'une heure, et au bout de la deuxième je n'ai plus hâte de la revoir ! Là je ne suis pas un très bon compagnon ! On fait ce qu'on peut, si sa présence m'est agréable, son absence me soulage parce que je ne suis pas interrompu dans mes pensées par des trucs insignifiants.

Je suis aussi allé chez le dentiste, le meilleur évidemment, le plus cher, cela va de soi ! Il m'a soulagé de 1.500 roupies pour refaire un plombage, le salaire minimum est de 4.800 roupies. Voilà pourquoi je dois économiser.

J'en ai profité pour aller au marché à Pondichéry, quelle cohue, c'est vraiment désagréable. Et ça pue ! Sans parler de la circulation, c'est le mois des fêtes des temples, quel bordel, quel bruit ! Sur mon chemin, j'ai été acheté de l'insecticide pour les fourmis qui colonisent les hibiscus l'été. Je suis passé par la route que j'empruntais il y a 7 ans quand j'habitais au bord de mer dans la banlieue nord, je n'y étais repassé que deux ou trois fois depuis, cela a tellement changé que j'ai eu à nouveau l'impression de n'y être jamais venu, alors que pendant 10 ans je l'ai arpenté quotidiennement, c'est pour dire à quel point l'Inde change vite et en profondeur.

La CNAV ne m'a toujours pas versé ma retraite depuis le mois de mai à cause d'un imbroglio entre banques française et indienne. Ils usent et abusent de ma patience...

A part cela, toujours un ciel couvert et quelques gouttes de pluie, hier la température était remontée à 41°C à l'ombre. J'ai profité de l'après-midi pour consolider mon installation, on ne sait jamais, la période des cyclones n'est pas terminée. Je me sens vieux, fatigué

● [Causerie au format pdf \(15 pages\)](#)

[Déconnectez-vous, débranchez la pile... avant de disjoncter.](#)

- Guy Birenbaum, journaliste : «j'étais connecté de 5 heures du matin à minuit» - liberation.fr 14 août 2018

«Je n'ai jamais cru qu'on pouvait tomber malade parce que l'on passe trop de temps connecté sur Internet. En 2014, je l'étais de 5 heures du matin à minuit, avec les écrans, les réseaux sociaux, les notifications... plus le boulot, plus des périodes compliquées au travail, plus la violence intrinsèque aux réseaux sociaux, aux blogs... Pour moi, ça a commencé par des signes chimiques, mal au ventre, mal au dos, etc., jusqu'à une incapacité totale, un effondrement massif. Je n'arrivais même plus à décrocher quand des amis m'appelaient.

«J'ai été pris en main par un psychiatre et un psychanalyste que je vois toujours. S'ensuit une thérapie assez classique avec prises de médicaments. Je me suis retrouvé en arrêt de travail pendant un mois et demi ou deux mois, ce qui n'est pas si long finalement. J'avais vraiment besoin de comprendre ce qui n'allait pas. J'ai dû quitter tout ce qui concerne le numérique pendant

deux mois pleins, puis j'ai fait disparaître tout ce qui est notification. Je suis réapparu trois mois plus tard environ sur les réseaux sociaux et suis passé en moyenne de 100 tweets par jour à 5 ou 6 tweets, et encore c'est beaucoup. Je reste hypervigilant et je ne considère pas que je suis à l'abri de craquer encore d'une manière ou d'une autre. Si je voyais que je me remettais à perdre trop de temps avec des activités de ce genre, je saurais maintenant que cela veut dire qu'il y a un problème. C'est un signal d'alerte. Le concept que l'on nous a vendu, la sérénité, qui consistait à dire qu'Internet est génial parce qu'en cherchant un truc vous en trouvez un autre, puis un autre... eh bien je pense que c'est une saloperie, car ça nous amène de liens en liens, de clics en clics, à des distances phénoménales de ce que l'on cherchait. On reste deux heures sur Internet alors que l'on avait mieux à faire.» Liberation.fr 14 août 2018

Il a fallu qu'il en arrive à cette extrémité pour comprendre "qu'il y a un problème"...

Circulez il n'y a rien à voir !

Nous sommes passés à côté de la réunion annuelle du groupe Bilderberg qui a eu lieu à Turin du 7 au 9 juin inclus.

- Bilderberg, la conférence la plus secrète du monde - lesechos.fr 07.06.2018

Le groupe Bilderberg se réunit à partir de jeudi pour trois jours à Turin, en Italie. Depuis 1954, ce club ultra-fermé reçoit des grands du monde politique et économique sans que rien ne filtre de leurs échanges, charriant fantasmes et théorie du complot.

Le lieu a été tenu secret jusqu'au dernier moment. La liste des invités et les thèmes des discours aussi. Ce jeudi 7 juin, pour trois jours, s'ouvre à l'hôtel Torino Lingotto Congress à Turin en Italie, la conférence Bilderberg, un club très fermé qui réunit chaque année des personnalités du monde économique, politique et intellectuel. Pendant trois jours, les participants y croiseront peut-être cette année Patrick Pouyanné, le patron de Total, faisant la queue au buffet du déjeuner avec l'ambassadeur pour les Océans norvégien, Vidar Helgesen, ou participeront aux conférences assis à côté de la reine des Pays-Bas ou d'Henry Kissinger, deux piliers de la conférence.

Depuis 1954, une centaine d'invités triés sur le volet convergent au printemps vers un hôtel de luxe privatisé pour l'occasion et placé sous haute protection. Chefs d'Etat, ministres, patrons de banque, PDG de multinationale, militaires, spécialistes de la sécurité internationale, universitaires et représentants d'organisations internationales comme le FMI ou la Banque mondiale sont priés de venir seuls, sans conjoint ni garde du corps.

« Cercle d'influence puissant »

Créé en pleine guerre froide par le milliardaire américain David Rockefeller, l'ancien diplomate polonais Joseph Retinger et le prince Bernhard des Pays-Bas, le « groupe Bilderberg » tire son nom de l'hôtel où le groupe s'est réuni la première fois à Oosterbeek, aux Pays-Bas. « L'objectif était de constituer un cercle d'influence puissant dans les domaines économique et financier, pour faire face à la menace communiste », explique Thierry de Montbrial, le patron de l'Institut français des relations internationales (Ifri), qui en a fait partie pendant près de quarante ans.

« C'est un événement géopolitique majeur dans l'année », assure une ancienne participante. Mais l'« événement » reste confidentiel. Rien ne filtre jamais des échanges qui s'y tiennent. « C'est une règle importante et qu'il ne faut pas changer si l'on veut maintenir la qualité des débats », assure Henri de Castries, l'ancien patron d'Axa et président du comité directeur du groupe de Bilderberg.

En être ou pas

Que se passe-t-il vraiment pendant ces trois jours ? Ceux qui y participent affirment qu'il s'agit de discussions informelles et de réunions sur les grands sujets du moment. Les seules informations publiques sont les - très - larges thèmes de discussion et la liste des participants. Cette année, 128 personnalités de 23 pays débattront entre autres du « populisme en Europe » ou du « monde post-vérité » ; mais aussi de l'« informatique quantique » ou des « Etats-Unis avant les élections de mi-mandat ».

Mais c'est surtout la liste des invités qui retient l'attention. Bref, en être ou pas, un peu comme les dîners du Siècle, à Paris. Un cénacle d'initiés avertis parlant le même langage et partageant les mêmes valeurs (D'où les invités du PS, merci de cette précision! - LVOG). Entre égaux. D'ailleurs, les invités sont placés lors des débats par ordre alphabétique, sans hiérarchie. « J'ai ainsi longtemps été placé à côté de Mario Monti », raconte Thierry de Montbrial.

De même, les dîners et déjeuners ne sont jamais placés, sauf pour la table de la reine des Pays-Bas et celle du président du Bilderberg. « En 2010, il me semblait reconnaître la personne dans la queue devant moi pour le buffet... c'était Bill Gates », raconte encore Thierry de Montbrial. « C'est un truc génial pour rencontrer des gens et cultiver son réseau », s'enthousiasme un ancien participant. « A côté, Davos c'est la seconde division », ironise un autre.

Cette année, côté français, le ministre de l'Education, Jean-Michel Blanquer, mais aussi l'ancien Premier ministre Bernard Cazeneuve, aujourd'hui avocat chez August Debouzy, ou bien encore la nouvelle directrice générale de l'Unesco, Audrey Azoulay, seront présents. Des Américains, comme le cofondateur de KKR Henry Kravis et le général David Petraeus, qui a rejoint le fonds, le cofondateur de LinkedIn, Reid Hoffman, ou le professeur de science politique Michael Horowitz feront le voyage et dialogueront peut-être avec le CEO de Vodafone, l'Italien Vittorio Colao, ou le président de Fiat Chrysler, John Elkann...

Coeur du réacteur

Mais pour comprendre le mode de fonctionnement du Bilderberg, il faut d'abord s'intéresser au comité directeur, c'est le coeur du réacteur. C'est là que tout se joue, sa composition permet de décrypter l'objet et la doctrine de la conférence. Une trentaine de personnalités forment ce comité permanent présidé depuis 2011 par le Français Henri de Castries (Président de l'Institut Montaigne - ndlr). Historiquement, pour ce club fondé au moment de la guerre froide, les Américains y sont surreprésentés avec neuf personnes, dont Kenneth Jacobs, le président de Lazard, mais aussi Eric Schmidt, l'ancien président d'Alphabet, le holding qui chapeaute Google. Les autres pays ont deux représentants.

Outre le président du comité, l'ancienne directrice générale d'Artémis Patricia Barbizet représente la France. L'on y trouve aussi le Turc Ömer Koç, à la tête de l'un des plus importants holdings turcs, le Portugais José Manuel Barroso, ancien président de la Commission européenne et maintenant président de Goldman Sachs International, l'Allemand Thomas Enders, patron d'Airbus, l'Américain John Micklethwait, rédacteur en chef de Bloomberg, ou encore l'Anglaise Zanny Minton Beddoes, à la tête de la rédaction de « The Economist »...

Bonnes intuitions

A eux, chaque année, de choisir le lieu de la réunion annuelle. Le pays invitant charge ses nationaux du comité directeur de lever les fonds pour financer le séjour de la centaine d'invités auprès des entreprises et des autorités. Quand la réunion s'est tenue en France, au Trianon Palace, par exemple, c'est le fondateur de Fimalac, Marc Ladreit de Lacharrière, qui s'est chargé de trouver les fonds. « Ce n'est pas un gros budget, entre 1 et 2 millions tout au plus. D'autant plus que maintenant les participants doivent payer leur billet et leur chambre d'hôtel », assure Thierry de Montbrial.

Mais, surtout, c'est ce comité directeur qui va sélectionner les heureux candidats qui auront le droit de venir participer aux débats. Et il faut avouer qu'en ce domaine ils ont eu de bonnes intuitions : Bill Clinton, Margaret Thatcher, Edouard Philippe, Emmanuel Macron ont participé bien avant leur arrivée au pouvoir à ces journées... Nicolas Sarkozy ou Donald Trump, en revanche, n'ont jamais été invités. (Ni Obama, simple oubli des Echos. - LVOG)

Le club est clairement libéral - voire libertarien avec Peter Thiel au comité directeur - mais les « sociaux-démocrates » sont aussi les bienvenus. Dominique Strauss-Kahn (en 2000), Michel Rocard ou Laurent Fabius ont fait partie des invités, tout comme l'ancien secrétaire général de l'Élysée Jean-Pierre Jouyet (Et bien d'autres encore du PS depuis 1954 : Gaston Defferre, Jean-Pierre Chevenement, Pascal Lamy, Pierre Beregovoy, Bernard Kouchner, Lionel Jospin, Michel Sapin, Hubert Vedrine, Henri Nallet, Manuel Valls. - LVOG), aujourd'hui ambassadeur de France à Londres... Chaque pays représenté au comité directeur _ une vingtaine _ a son quota d'invités.

Augmenter la diversité

« C'est une sélection très scrupuleuse des participants », explique Henri de Castries, qui reconnaît trier sur le volet « des gens qui ont une pensée » et capables en outre d'écouter les autres pendant trois jours d'affilée. « On a intérêt à avoir quelque chose à dire et parler un excellent anglais, sinon on n'est plus invité », confirme une sélectionnée. De toute façon, « on y est invité jamais plus de deux ou trois fois. (Faux, Andre Levy-Lang (Paribas), Olivier Roy (CNRS), Bertrand Collomb (Lafarge), Jean-Claude Trichet (ex-BCE), Nicolas Baverez (Figaro et Le Point), etc. ont été invités plus de 2 fois. - LVOG) Ca tourne », explique Thierry de Montbrial.

Depuis qu'il a pris la présidence du Bilderberg, Henri de Castries a donné comme directive d'augmenter la diversité, de féminiser et de rajeunir les participants. C'est ainsi que Jeff Bezos, le patron d'Amazon, des économistes comme Nicolas Baverez et Laurence Boone ont fait partie des « happy few ».

Mais le groupe reste exclusivement composé de personnalités du monde occidental. « On peut discuter sans l'Inde et la Chine car il faut revenir à l'esprit du Bilderberg : celui de renforcer les relations transatlantiques par des échanges les plus larges possible », explique le président de l'Institut Montaigne (Un des mentors de Macron. Sans doute qu'il n'a pas prononcé le nom de la Russie pour ne pas se compromettre! - LVOG) . Cela n'empêche pas cependant la vice-ministre des Affaires étrangères chinoises, Ying Fu, ou le professeur d'économie, Yiping Huang, d'avoir été invités.

« Gouvernement du monde »

A l'intérieur de ce cénacle, « toutes les sensibilités doivent être représentées », tient cependant à préciser Henri de Castries. Il

rappelle que des échanges extrêmement vifs peuvent avoir lieu, reflétant bien souvent les débats extérieurs, comme en 2003 au moment de la guerre en Irak. Cette année-là, la conférence était organisée au Trianon Palace à Versailles, en France, et de vives discussions avaient opposé plusieurs participants au néoconservateur John Bolton, alors proche de George W. Bush (et aujourd'hui conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump).

Mais, au bout du compte, « aucune résolution ne sera prise, aucun vote ne sera organisé, aucune mesure ne sera proposée. Il y aura des comptes rendus mais non attribués et distribués exclusivement aux participants », assure Thierry de Montbrial, qui veut casser « la machine à fantasmes ». Car le secret qui entoure la réunion fait le bonheur des thèses complotistes de « Gouvernement du monde », de « cheval de Troie de la CIA en Europe »... (Qui complot, sinon eux en refusant de dévoiler le contenu de leurs discussions. - LVOG)

« C'est clairement une idéologie transatlantique et 'business oriented', ne craint-il pas de dire, mais penser que la CIA a influencé le Bilderberg est invraisemblable. Car ce sont de grands hommes d'affaires comme David Rockefeller ou Giovanni Agnelli qui l'ont lancé, et je vous assure qu'ils n'avaient pas besoin de la CIA pour le faire. » (Pardi, parce qu'ils sont la CIA, le Pentagone, la Fed ! A qui obéissent-ils ? Est-ce la CIA qui fixe le cap ou l'oligarchie financière ? La réponse est dans la question. - LVOG)

Règle de Chatham House

« Il faut arrêter de fantasmer sur le Bilderberg, il fonctionne comme tous les think tanks britanniques ou les conférences qui adoptent la règle de Chatham House [un code éthique historique de la diplomatie britannique qui interdit de rendre publics les identités et les propos des invités,Ndlr] », confie un habitué de ces clubs très fermés.

D'autres conférences, tout aussi secrètes mais moins connues, l'utilisent, comme celles de la Ditchley Foundation. Ce n'est pas un hasard si elles ont été créées dans les années 1950. La Ditchley Conference, qui se réunit une dizaine de fois par an depuis 1958, a officiellement pour but de développer les relations entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. (La Grande-Bretagne, le 52e Etats américain avec Israël. - LVOG)

« L'évolution du Bilderberg reflète l'évolution du monde », explique Thierry de Montbrial qui, après une période très business, note un retour du politique. Et quand il a fallu compter avec l'Asie, plusieurs personnalités du groupe - David Rockefeller et Henry Kissinger, notamment - ont créé en 1973 la « commission trilatérale » avec pour but de construire une coopération politique et économique entre les trois zones clefs du monde - Europe occidentale, Amérique du Nord et Asie-Pacifique. (L'Afrique et le Moyen-Orient devant demeurer sous-développés ou leurs colonies, et l'Amérique du Sud l'arrière-cour des Etats-Unis. - LVOG)

Preuve du changement du Bilderberg, son président a accepté de répondre à nos questions et commencé à lever le voile. (En réalité, il se va se contenter de dire ce qu'on savait déjà. - LVOG) Depuis 2013, la conférence a même son propre site Internet sur lequel sont publiés la liste des invités et les thèmes, quarante-huit heures avant l'ouverture. (Liste toujours incomplète. - LVOG) Mais cela s'arrête là. Ce qui se dit au Bilderberg reste au Bilderberg. lesechos.fr 07.06.2018

Bref, si c'est la journaliste des Echos qui affirme qu'ils complotent ouvertement contre tous les peuples, on ne va pas la contredire pour une fois.

Les puissants et représentant du vieux monde se réunissent et discutent du sort du monde dans le plus grand secret, et quand on s'en émeut ou qu'on leur pose des questions, ils répondent avec l'aplomb d'un psychopathe : "arrêter de fantasmer", c'est "la règle", quoi de plus normal, entendez par là, c'est nous qui détenons le pouvoir, alors nous faisons ce que nous voulons de vos vies et cela ne vous regarde pas, circulez il n'y a rien à voir !

Cette réunion sert à diffuser auprès de personnalités parmi les plus puissantes ou leurs représentants déjà en poste la ligne politique définit pour l'année à venir par les membres du "comité permanent" de ce groupe de fripouilles, et à promouvoir parmi eux ceux qui dans l'avenir représenteront leurs intérêts au sein de gouvernements, d'institutions internationales ou conseils d'administration de multinationales, à désigner les prochains chef d'Etat.

En complément.

États-Unis : une centaine de journaux préparent la riposte contre Trump - LeParisien.fr 13.08

Jeudi, ces titres de presse publieront dans leurs pages un éditorial en réponse aux attaques répétées du président américain contre les médias.

Depuis plusieurs semaines, les attaques de Donald Trump contre les médias sont de plus en plus nombreuses et de plus en plus violentes. Le président américain a même utilisé l'expression d'« ennemis du peuple » pour désigner une partie d'entre eux. Face à ces attaques, les journaux américains ont décidé d'organiser une riposte concertée, comme le rapporte CNN.

Le Boston Globe a proposé aux autres quotidiens du pays de publier dans leur édition de jeudi un éditorial sur les « dangers résultant des attaques de cette administration contre la presse ». Samedi, plus de 100 titres avaient déjà décidé de participer à l'opération. « Je m'attends à ce que ce nombre augmente encore dans les prochains jours », a déclaré à CNN Marjorie Pritchard, directrice adjointe en charge des éditoriaux au Boston Globe.

Quelques journaux à fort tirage, comme le Miami Herald ou le Denver Post, publieront un éditorial jeudi, « mais la majorité sont des titres distribués dans des régions moins peuplés », a précisé Marjorie Pritchard.

Le texte ne sera toutefois pas identique d'un média à l'autre : chaque journal publiera son propre éditorial. « Nos mots ne seront pas les mêmes. Mais nous pouvons tous nous accorder sur le fait que de telles attaques sont alarmantes », a estimé Marjorie Pritchard dans le Washington Post. LeParisien.fr 13.08

L'ex-conseillère de Trump assure qu'il est raciste et dit posséder "plein" d'autres enregistrements - Le HuffPost 13.08

C'est un caillou de plus dans la botte du pouvoir américain. Dimanche 12 août, une ancienne haute conseillère de Donald Trump, Omarosa Manigault Newman, a diffusé un enregistrement compromettant pour la présidence des États-Unis. Le HuffPost 13.08

Ses textos anti-Trump à sa maîtresse lui coûtent son poste au FBI - AFP 13.08

Ses textos anti-Trump envoyés à sa maîtresse ont coûté son poste à l'agent spécial Peter Strzok, limogé par le FBI. "Enfin" a tweeté lundi le président, qui le poursuit de son ire depuis des mois. AFP 13 août 2018

La Turquie ne parvient pas à enrayer la débâcle de la livre - AFP 13.08

La Turquie n'est pas parvenue lundi à stopper l'effondrement de sa monnaie alimenté par l'aggravation d'une crise diplomatique avec les Etats-Unis, accusés par le président Recep Tayyip Erdogan de vouloir "frapper dans le dos" son pays.

Un voyage privé en Iran coûte son poste à un ministre norvégien - AFP 13 août 2018

Le ministre norvégien de la Pêche, Per Sandberg, a démissionné lundi après avoir enfreint les règles de sécurité lors d'un voyage privé en Iran avec une ex-reine de beauté d'origine iranienne.

Numéro deux du parti du Progrès (droite anti-immigration), M. Sandberg, 58 ans, a admis s'être rendu en Iran en juillet avec sa nouvelle compagne de 28 ans sans avoir au préalable averti les services du Premier ministre et en emportant son téléphone portable de fonction.

Les services de sécurité norvégiens citent régulièrement l'Iran comme l'un des pays les plus actifs en matière d'espionnage, avec la Chine et la Russie. AFP 13 août 2018

[De qui s'agit-il ?](#)

Dans un article de The Guardian publié jeudi 15 février il met en garde contre la liberté des médias sociaux qui peuvent « influencer la manière dont les gens pensent et se conduisent sans même qu'ils s'en rendent compte ». Il ajoute « Ceci interfère avec le fonctionnement de la démocratie et l'intégrité des élections » et le peuple perd « sa liberté de penser ». D'où l'urgence de légiférer pour que la liberté d'expression soit plus strictement contrôlée sur internet et les réseaux sociaux.

Réponse : le milliardaire américain George Soros

Au nom de la « liberté du peuple » George Soros veut instaurer « le contrôle de la liberté ». De même que dans le 1984 d'Orwell le ministère de l'Amour organisait la semaine de la Haine. (Source : Soros demande à l'Union Européenne de « réguler les réseaux sociaux » - Observatoire du journalisme 20 février 2018)

Ce qui est intéressant, c'est de constater que toutes les lois adoptées par les gouvernements successifs en France (et Bruxelles) ont été soufflées ou commandées par des oligarques anglo-saxons néoconservateurs. Toutes les opérations à relent communautarisme sous Hollande et maintenant sous Macron (les "migrants") dans lesquelles se sont engouffrés la pseudo-gauche et extrême gauche avaient la même origine.

[Etrangement, les médias et autres antifas sont aux abonnés absents.](#)

- [Pas de bol] Le consul d'Ukraine en Allemagne était un antisémite pro-nazis... - Les Crises 13 août 2018

Bravo à la vigilance du journaliste et blogueur indépendant ukrainien Anatoli Chariï !

Notez que si de grands médias anglo-saxons en ont parlé en mai, suite à une dépêche Reuters... aucun grand média français ne l'a apparemment fait...

«Être nazi est honorable»: le consul d'Ukraine en Allemagne épinglé pour ses idées nazies - Sputnik, 14.05.2018

Attiré par l'idéologie nazie, le consul d'Ukraine à Hambourg appelle sur sa page Facebook à l'ajout d'une croix gammée sur le drapeau ukrainien, à la reconquête de territoires en Pologne et en Hongrie, a révélé un journaliste, qui ajoute que le consul n'est pas seul à le penser parmi les représentants de la diplomatie ukrainienne à l'étranger.

Le journaliste et blogueur indépendant Anatoli Chariï a analysé le contenu de la page Facebook, visible uniquement par ses amis, du consul ukrainien à Hambourg Vassil Marouchtshchinets et a attiré l'attention sur ses publications sous forme d'appels à la conquête des territoires «ukrainiens» de Pologne et de Hongrie.

Les révélations du journaliste ukrainien, qui vit en exil dans l'UE depuis les événements de Maïdan, ont été publiées sur sa chaîne YouTube et on y peut activer les sous-titres français, anglais et allemands.

Le journaliste a illustré son enquête avec les postes scandaleux du diplomate ukrainien. Ainsi, un poste de M.Marouchtchinets daté du 22 novembre 2017 dit: «Voilà, les démocrates et les tolérants! Seulement par la force nous pourrons libérer notre sol», en faisant référence à certains territoires en Pologne.

Un peu plus tard, le 7 décembre 2017, le consul a appelé également à la reconquête de territoires en Hongrie, écrivant: «L'armée ukrainienne de 2017 n'est pas l'équivalent des quelques centaines de soldats SS désarmés dans la Carpatho-Ukraine en 1939».

Le consul ukrainien dévoile aussi sur Facebook son projet de drapeau pour l'Ukraine, qui représente une croix gammée aux couleurs du drapeau ukrainien sur un fond rouge et noir.

«Être nazi est honorable» et «Gloire à l'Ukraine, mort aux antifascistes», de tels commentaires ont été également déterrés sur la page du diplomate, ainsi que des posts antisémites appelant à «punir les juifs» et niant l'Holocauste. À ce sujet, M.Chariï attire une attention spéciale sur le fait que le consul travaille en Allemagne.

Suite aux réactions incendiaires, le blogueur a publié une deuxième vidéo, pointant du doigt le fait que le consul ukrainien à Hambourg était ami avec d'autres diplomates ukrainiens, qui aimaient et commentaient ces postes antisémites favorables au nazisme, par exemple, l'ambassadrice d'Ukraine en Portugal Inna Ognivets.

Dans sa deuxième vidéo, le blogueur assure que le diplomate en question a commencé à bannir les personnes dans la liste de ses amis dans une tentative d'identifier celui qui en aurait donné l'accès au journaliste. Nombre de ses contacts ont commencé à le retirer de leur liste d'amis.

Le consul d'Ukraine à Hambourg a été suspendu de ses fonctions pour la durée de l'enquête, a déclaré lundi le porte-parole du ministère ukrainien des Affaires étrangères, Mariana Betsa, au portail Ukrainskaïa Pravda.

L'affaire autour du consul ukrainien antisémite est déjà en train d'être examinée par les services spéciaux allemands, a indiqué M.Chariï dans un post Facebook appelant à «faire connaître plus largement» ce scandale.

«Dans la vidéo, Anatoli montre et démontre que Vassil Marouchtchinets a dans ses contacts bon nombre de personnes travaillant comme diplomates pour le MAE ukrainien ! Et un certain nombre d'entre eux ont régulièrement liké ses posts antisémites, prouvant ainsi que non seulement ils les ont vus, mais qu'en plus ils étaient d'accord avec ce qui y était écrit !

Même le père de la Consule générale de Hambourg (Oksana Tarassiouk), Boris Tarassiouk, qui est député à la Rada et ancien diplomate ukrainien, fait partie des amis Facebook de ce cher Vassil Marouchtchinets, et a donc eu l'occasion de voir les posts du collègue de sa fille ! Et il semble que cela ne l'ait pas choqué plus que cela.

Cette consule générale n'a pas non plus été choquée lorsque les collègues de Vassil lui ont offert pour ses 60 ans, un gâteau « Mein Kampf », qu'il a fièrement affiché sur son mur Facebook :"

Parmi ceux qui ont liké ses posts on retrouve entre autres :

- Valentin Adomaityš : le plus fervent soutien des posts néo-nazis de Vassil Marouchtchinets, il est presque systématiquement dans les personnes ayant liké ses posts. Ce monsieur fut ambassadeur d'Ukraine en Inde et au Népal et il est président de l'ONG Ukraine-Inde.
- Tsivati Viatcheslav : qui travaille à l'académie diplomatique d'Ukraine.
- Leonid Yassinsky : lui aussi travaille à l'académie diplomatique d'Ukraine...
- Bogdan Pylypiv : qui est professeur à l'académie nationale du Ministère de l'Intérieur ukrainien.
- Valery Stoupak et Vassil Gamianine : qui travaillent au Ministère des Affaires Étrangères d'Ukraine. Le deuxième a carrément liké la photo avec le gâteau « Mein Kampf »...
- Lioudmila Mlochtch : qui est président de l'association centrale des Ukrainiens en Allemagne.
- Alexandre Chiian : qui est président du centre d'information et de culture germano-ukrainien à Düsseldorf.
- Inna Agnyvets : Ambassadrice d'Ukraine au Portugal ! Son like est visible dans la troisième vidéo sur ce dossier faite par Anatoli, et publiée hier.
- Igor Lossovskyi : Vice-représentant permanent de l'Ukraine auprès des organisations internationales à Vienne, dont l'OSCE

Et pour prouver définitivement que sa hiérarchie ne pouvait pas ignorer son idéologie politique, de 2004 à 2006, voici ce qui ornait son bureau au Ministère des Affaires Étrangères à Kiev :

Le drapeau de l'UPA, l'armée insurrectionnelle ukrainienne, qui a à son actif des massacres de Polonais en Volhynie, et de juifs. Sputnik, 14.05.2018

Epilogue.

- Marouschinets a été viré du corps diplomatique ukrainien. Décision du 30 mai 2018

Source : Ministère des affaires étrangères de l'Ukraine, 31-05-2018

[Là aussi les braves médias défenseurs de la liberté d'expression sont aux abonnés absents.](#)

- Un site d'actualités vénézuéliennes réputé est la dernière victime de Facebook - par Venezuela Analysis - Mondialisation.ca 12 août 2018

Venezuelanalysis, site d'actualités vénézuéliennes renommé est la dernière victime de Facebook

Facebook a encore supprimé la page d'un média. Cette fois, il ne s'agit pas d'un réseau d'extrême droite comme Infowars, mais de "la seule plateforme médiatique indépendante vénézuélienne de gauche en anglais", le site d'information Venezuela Analysis, noté sur Twitter.

Les administrateurs du site d'information ont été informés par Facebook, jeudi, que leur page avait été "dépubliée" en raison d'une "activité récente" qui "n'est pas conforme aux règles des pages Facebook". Lorsqu'une page Facebook n'est pas publiée, elle n'est plus consultable par le public, seulement par les administrateurs. Venezuela Analysis aura la possibilité de faire appel de la décision.

On ne sait pas exactement quelle activité spécifique a motivé la décision de FB.

Le site a réagi en disant : c'est une "tentative évidente de bloquer notre couverture locale de la situation sur le terrain au Venezuela. Avez-vous besoin de plus de preuves que [Facebook] est le bras armé des [médias grand public] pour censurer les voix alternatives ?"

Le site a également indiqué que sa page a été dépubliée après qu'il a posté un "article brillant qui démolissait la couverture

lamentable des [médias grand public] sur la tentative d'assassinat contre le [président vénézuélien Nicolas Maduro]", samedi.

L'organe d'information financé par ses lecteurs est une exception dans le paysage médiatique anglophone en raison de sa position pro-bolivarienne qui offre un contraste frappant avec l'essentiel de la couverture du Venezuela aux États-Unis, qui promeut généralement l'opposition vénézuélienne, en relayant servilement ses déclarations et en couvrant abondamment ses manifestations souvent violentes, tout en clouant le gouvernement élu au pilori.

Venezuela Analysis a reçu le soutien enthousiaste de beaucoup de personnalités d'influence. Le cinéaste John Pilger a écrit : "Jamais un pays, son peuple, sa politique, son dirigeant, ses mythes et ses vérités n'ont fait l'objet d'autant de mensonges et de contre-vérités que le Venezuela au cours de la dernière décennie. Non seulement [Venezuela Analysis] a fait beaucoup pour corriger cela par son respect scrupuleux des faits, qu'ils soient patents ou dissimulés, mais il offre une occasion unique de se livrer à une véritable analyse de l'un des mouvements populaires les plus imaginatifs du monde".

Le cinéaste Oliver Stone a déclaré : "Contrairement à la plupart des reportages des médias grand public sur les gouvernements d'Amérique latine, Venezuela Analysis fournit une contre-expertise qui ferait cruellement défaut sinon, en offrant une vision progressiste des développements au Venezuela, qui va au fond des choses et prend également en compte le point de vue des pauvres qui forment la majorité du pays."

Le linguiste et philosophe Noam Chomsky a écrit que le site "a régulièrement fourni une description, une analyse et des commentaires très utiles sur les développements au Venezuela, comme on en trouve rarement aux États-Unis ou en Occident en général, et indispensables à une compréhension équilibrée".

Tout le monde n'apprécie pas autant la couverture de Venezuela Analysis, cependant. Dans une dépêche des États-Unis révélée par WikiLeaks, le site figure sur une liste de sites Web dont se servirait soi-disant le gouvernement vénézuélien pour utiliser "libéralement, le cyberspace dans sa guerre contre l'oligarchie, le néolibéralisme, le gouvernement des États-Unis et le projet de Zone de libre-échange des Amériques."

La censure par FB de la page de "Venezuela Analysis" fait suite à la censure coordonnée de YouTube, Facebook et Apple du site Infowars, un média d'extrême droite. Toutes les dérives sont à craindre si des entreprises de technologie se mettent à décider toutes seules de ce qu'il est permis de dire.

Cette censure fait également suite à la suppression de quelque 32 pages par Facebook, dont une manifestation organisée par des militants de gauche de Washington, contre un rassemblement d'extrême droite organisé en commémoration du rally meurtrier de Unite the Right à Charlottesville, Virginie en 2017, qui était truffé de slogans et de symboles néonazis. L'un des six organisateurs de la manifestation de Washington a été accusé d'avoir eu une activité compatible avec des trolls présumés du Kremlin.

Facebook a intensifié sa recherche des opinions alternatives depuis le rapport du directeur du renseignement national de janvier 2017 sur "les activités et les intentions de la Russie dans les récentes élections américaines" dont la moitié des pages était consacrées à détailler des allégations douteuses contre RT et Sputnik, et qui disait notamment que ces médias cherchaient à fomenter une "agitation radicale" au profit du Kremlin.

Depuis, Twitter a interdit à RT et à Sputnik de faire de la publicité sur sa plate-forme, et Google a "dé-listé" les deux médias de sa page de recherche Google News, ce qui a fait dire à Ivor Crotty, le directeur des médias sociaux de RT, dans un tweet ironique sur le traitement algorithmique défavorable de RT par Facebook, que Facebook était "un bon Américain".

Facebook s'est associé au Conseil de l'Atlantique - financé par l'OTAN, des États du Golfe et des entreprises d'armement - pour éliminer les soi-disant fausses nouvelles de sa plate-forme. Le rival régional du Venezuela, la Colombie, que le gouvernement vénézuélien a accusé d'avoir participé à la récente tentative d'assassinat contre Maduro, est devenu en juin le premier "partenaire mondial" de l'Amérique latine de l'OTAN.

Il va sans dire que les positions du think tank sur la Russie sont celles des faucons purs et durs, mais ses positions sur le successeur d'Hugo Chavez sont également celles du Département d'Etat américain. Le Conseil de l'Atlantique prétend que le leader bolivarien démocratiquement élu Maduro a entraîné le Venezuela "dans la pire crise économique et humanitaire de son histoire", et appelle les États-Unis à "intensifier les sanctions économiques contre le Venezuela dans le cadre d'une stratégie visant à modifier le comportement autoritaire de Maduro". Mondialisation.ca 12 août 2018

[Comment justifier un colossal budget militaire sans guerre \(ou presque\) sur terre : en la transportant dans l'espace !](#)

- Trump signe le budget 2019 du Pentagone et défend sa Force de l'espace - AFP 13.08

Donald Trump a défendu lundi son projet de Force de l'espace, en pointant du doigt la Chine, à l'occasion de la signature du

budget 2019 du Pentagone, d'un montant record de 716 milliards de dollars.

Cette loi de financement "donnera aux militaires américains la puissance de feu dont ils ont besoin pour gagner n'importe quel conflit rapidement et de façon décisive", a indiqué le président américain au cours d'une cérémonie de signature sur la base militaire de Fort Drum, dans l'Etat de New York.

"Nous pensons que nos soldats méritent les outils, l'équipement et les ressources qu'ils ont gagnés par le sang, la sueur et les larmes", a ajouté M. Trump.

La loi débloque 69 milliards de dollars pour les opérations extérieures en cours (Afghanistan, Syrie, Irak, Somalie, etc.), prévoit une augmentation de 2,6% des salaires des membres des forces armées, et autorise des dizaines de milliards d'investissements dans la modernisation de la Navy, de l'US Air Force et des missiles de défense des Etats-Unis.

Quant à la Force de l'espace, dont M. Trump veut faire la sixième branche des forces armées, elle nécessitera un financement complémentaire que le Congrès devra approuver.

"Comme le ciel, la terre et la mer, l'espace est devenu un terrain de combat", a-t-il déclaré. Une Force de l'espace permettra aux Etats-Unis de "rattraper" leurs adversaires, qui ont déjà "commencé à armer l'espace", a-t-il indiqué.

"La Chine a même lancé une nouvelle division de ses forces armées pour superviser ses programmes militaires dans l'espace", a-t-il précisé.

Le président américain n'a pas mentionné la "Force spatiale" de la Russie, qui existe déjà depuis plusieurs années.

"Nous sommes les plus puissants. Nous sommes les mieux financés. Nous sommes les plus nombreux. Nous sommes les plus forts. Nous sommes les plus malins", a-t-il avancé. AFP 13.08

Quand la réaction se mobilise ou leur humanisme est la politesse des salauds...

- La gauche presse Macron d'accueillir «l'Aquarius» et ses 141 rescapés - Liberation.fr 13.08

Du Parti socialiste aux communistes, des responsables politiques appellent le Président à ouvrir en urgence un port français... Liberation.fr 13.08

- Bangladesh: des enquêteurs veulent rendre justice aux Rohingyas - AFP 13.08

A Cox's Bazar au Bangladesh, non loin de la frontière birmane, au sein du plus grand camp de réfugiés du monde, des enquêteurs documentent discrètement les souffrances endurées en 2017 par la minorité musulmane rohingya, dans l'espoir leur rendre justice. AFP 13.08

- Oleg Sentsov, un cinéaste au goulag - L'Express.fr 13.08

Emprisonné depuis 2014, le réalisateur ukrainien entame son 92e jour de grève de la faim. L'Elysée et Hollywood se mobilisent...L'Express.fr 13.08

Tête de Turc !

- La Turquie ne parvient pas à enrayer la débâcle de la livre - AFP 13 août 2018

La Turquie n'est pas parvenue lundi à stopper l'effondrement de sa monnaie alimenté par l'aggravation d'une crise diplomatique avec les Etats-Unis, accusés par le président Recep Tayyip Erdogan de vouloir "frapper dans le dos" son pays. AFP 13 août 2018

... et la preuve du contraire ! L'AFP ou la palme de la désinformation au quotidien.

- RPT- La livre turque remonte après les annonces de la banque centrale - Reuters 13 août 2018

La livre turque est remontée lundi, après son plus bas record de 7,24 par dollar, la banque centrale de Turquie ayant annoncé qu'elle fournirait toute la liquidité nécessaire aux banques, mais la devise reste sous pression et sa chute continue à secouer les marchés mondiaux.

Le ministre des Finances, Berat Albayrak, dans un entretien au quotidien Hurriyet, avait indiqué que la Turquie mettrait en oeuvre dans la journée un plan d'action économique à la suite de la chute de la monnaie nationale, .

La banque centrale a déclaré dans la matinée qu'elle avait réduit de 250 points de base le coefficient de RO en livre turque pour toutes les échéances et abaissé de 400 points de base le coefficient de RO en devises jusqu'à trois ans d'échéance.

La banque centrale a ajouté que ces mesures ont été prises pour assurer le fonctionnement adéquat des marchés financiers et donner aux banques une certaine souplesse dans la gestion de leur liquidité.

Selon des banquiers, la banque centrale pourrait également répondre aux besoins de liquidités en livres turques des banques avec son taux au jour le jour de 19,25% - supérieur de 150 points de base au taux de référence de prises en pension hebdomadaire (repo). Ils notent que ce pourrait être un premier pas vers un resserrement monétaire via des taux multiples, utilisés ces dernières années, à la place du taux repo, auquel elle est revenue en mai comme principal taux directeur.

La livre turque a touché un plancher sans précédent de 7,24 par dollar dans les échanges de la zone Asie-Pacifique. Elle a réduit ses pertes à la suite des déclarations d'Albayrak et de la banque centrale, revenant à 6,90 vers 15h10 GMT.

Elle a perdu plus de 40% face au dollar cette année en raison surtout des craintes que suscite l'influence qu'exerce le président Recep Tayyip Erdogan sur l'économie, de ses appels répétés à une baisse des taux et des tensions qui s'accumulent entre la Turquie et les Etats-Unis.

La chute de la livre a atteint un point culminant vendredi, la monnaie turque cédant jusqu'à 18% et plombant les Bourses européennes et américaines, les investisseurs s'inquiétant en particulier de l'exposition des banques à la Turquie.

L'indice des valeurs bancaires turques est tombé à son plus bas depuis novembre 2003 sur la base des cours en dollars et les obligations bancaires en dollars, comme la dette souveraine, ont chuté, tandis que la Bourse d'Istanbul a perdu jusqu'à près de 7%, l'indice des valeurs vedettes de la Bourse d'Istanbul affichant un repli d'environ 50%, toujours en dollars, depuis le début de l'année.

La rechute de la livre a touché les bourses asiatiques lundi, ainsi que le rand sud-africain, qui a chuté de plus de 10% à un plus bas de deux ans de 15,7 par dollar, déclenchant une fuite vers la qualité représentée par des devises telles que le dollar, le franc suisse et le yen.

Pour Timothy Ash, stratège de BlueBay Asset Management, le plan annoncé par le ministre des Finances et détaillé par la banque centrale aurait dû être prêt avant l'ouverture des marchés asiatiques. "Ils sont toujours en retard, toujours en train de rattraper, toujours trop tard et il y a alors déjà eu des dégâts; c'est un cas d'école sur la manière de ne pas gérer une crise", affirme-t-il sur Twitter.

Berat Albayrak a dit que la rigueur budgétaire serait le principal pilier de la nouvelle méthode économique de la Turquie et des dispositions budgétaires seront appliquées à des indicateurs économiques ciblés si nécessaire.

Le ministre des Finances a ajouté qu'un plan avait été concocté pour les banques et pour l'économie "réelle", en particulier les PME, qui sont le plus touchées par les fluctuations de change.

Le ministre exclut que la Turquie intervienne sur les comptes bancaires en dollar, affirmant que toute saisie ou conversion de ces dépôts en livre turque étaient exclues.

Albayrak, qui est le gendre du président, juge que l'accès de faiblesse de la livre turque est une "attaque", se faisant ainsi l'écho d'Erdogan.

Erdogan, qui se qualifie lui-même d'"ennemi des taux d'intérêt", veut un crédit bancaire bon marché pour stimuler la croissance mais les investisseurs craignent une surchauffe de l'économie turque avec pour conséquence des lendemains qui déchantent.

S'exprimant devant ses partisans à Trébizonde, une cité balnéaire de la mer Noire, Erdogan a réfuté dimanche l'idée que la Turquie était confrontée à une crise financière comparable à celle qui a touché les pays asiatiques il y a un vingtaine d'années.

La chute de la livre est la conséquence d'un complot et ne reflète pas les fondamentaux économiques, a-t-il dit.

"Quel est le motif de cette tempête dans un verre d'eau? Il n'y a aucune raison économique (...) Il s'agit d'une opération menée contre la Turquie", a-t-il lancé.

La banque centrale avait relevé les taux en urgence en mai pour soutenir la monnaie nationale et avait récidivé le mois suivant. Elle n'a toutefois pas resserré sa politique monétaire lors de sa dernière réunion voici trois semaines.

La BBDK, l'organisme de tutelle du secteur bancaire turc, a fait savoir qu'il limitait les opérations bancaires sur les swaps de devises. Reuters 13 août 2018

[Ils osent tout. Leur humanisme est la politesse des salauds... ou des barbares... Une fake news en prime.](#)

- Syrie : l'hôpital Espoir œuvre en pleine zone rebelle - euronews 13 août 2018

En Syrie, cet hôpital pour enfants porte bien son nom : l'hôpital Espoir. Il est situé à Ghandoura, un village au nord du pays en pleine zone rebelle. (Barbare - LVOG)

Cet hôpital a été inauguré l'année dernière. Avant, le personnel soignait des nouveaux nés dans un hôpital d'Alep. Puis en 2016, l'armée de Bachar al-Assad a pénétré dans la ville. L'hôpital est tombé sous les bombes et de nombreux enfants sont morts. (Fake news. Lire plus loin - LVOG)

Ce terrible souvenir hante encore Malaké Harbaliyya, infirmière : "Nous étions responsables des enfants. Leurs petites âmes n'ont rien fait pour mériter cette guerre. Ce qui est terrible, c'est que ces frappes ont eu lieu à l'hôpital et que cela se soit passé à l'endroit où se trouvaient les enfants". (Déjà détruit et transformé en dépôt d'armes et de munitions par les barbares, témoignages et photos à l'appui. - LVOG)

L'hôpital a été construit grâce à une campagne de financement participatif. Il survit grâce aux dons d'ONG. Pour poursuivre sa mission, le personnel espère bénéficier du soutien du fonds de l'ONU pour l'enfance. euronews 13 août 2018

Non, non, ne sortez pas vos mouchoirs.

Pour rappel.

L'hôpital d'Alep avait été détruit, il y a sept mois - Réseau Voltaire 5 mai 2016
<http://www.voltairenet.org/article191644.html>

Il n'est pas vrai que le « dernier hôpital » d'Alep-Est ait été détruit par Nabil Antaki (Médecin syrien à Alep) - Arrêt sur info 20 novembre 2016
<https://arretsurinfo.ch/il-nest-pas-vrai-que-le-dernier-hopital-dalep-est-ait-ete-detruit/>

La destruction sans fin du "dernier hôpital d'Alep" - Les Crises 13 décembre 2016
<https://www.les-crises.fr/destruction-de-lhopital-dalep-25-juillet-2016>

[Ah ces Indiens, ils ne sont pas dignes de confiance décidément!](#)

- L'Inde ne participera pas au plan du Pentagone contre la Chine - Réseau Voltaire 13 août 2018

Le gouvernement de Narendra Modi a indiqué que l'Inde ne participera pas au projet du Quadrilateral Security Dialogue (QSD), dit « Quads ».

Celui-ci avait été imaginé par l'administration Bush Jr. Il s'agissait d'allier le Japon, l'Australie et l'Inde pour contrer l'influence chinoise dans le Pacifique. Il avait échoué en 2010, juste après l'annonce par le président Xi du projet de « route de la soie ». À l'époque l'Australie avait jugé plus prudent de coopérer avec Beijing. Les « Quads » avaient ressurgi en 2017 à la faveur d'un changement de gouvernement à Canberra.

Le Premier ministre australien Malcolm Turnbull était venu plaider cette cause à la Maison-Blanche, le 24 février 2018. Le 30 mai, le secrétaire US à la Défense, Jim Mattis, renommait le commandement états-unien du Pacifique en « US IndoPaCom », laissant entrevoir un possible arrangement avec l'Inde.

Cependant, les projets indiens d'implantation de bases maritimes dans le Pacifique ne semblent pas fonctionner. Par réalisme, New Delhi semble abandonner la rhétorique anti-chinoise des hindouistes du BJP (Modi) et renouer avec la stratégie de non-alignement traditionnellement défendue par le parti du Congrès (opposition). Réseau Voltaire 13 août 2018

C'est peut-être un peu vite dit, on verra, wait and see... Les Indiens sont indisciplinés, hyper individualistes, bordéliques au

possible, donc ce n'est pas étonnant que ces projets aient foiré. D'ailleurs je me demande encore comment ils peuvent envoyer des satellites dans l'espace, c'est un mystère pour moi qui vit en Inde depuis plus de 20 ans. Mais maintenant que j'y pense peut-être pas, comme là où il faut un travailleur trois ou cinq Indiens seront nécessaires, en vérifiant tout 10 ou 20 fois au lieu d'une ou deux, ils peuvent mettre au point un satellite.

En 1996, pour dédouaner 4 malheureuses caisses métalliques qui contenaient mes effets personnels à l'aéroport de Chennai (ex-Madras, capital du Tamil Nadu), cela avait pris la journée, et nécessité de remplir une dizaine de formulaires, de se balader d'un bureau à l'autre, et au bas mot de mémoire pas moins de 30 signatures et cachets, la procédure bureaucratique avait été respectée pile poil à la lettre ! J'étais sorti épuisé de cette expérience inoubliable. On avait bien cru que les bureaux allaient fermer en fin de journée sans que j'aie récupéré mes caisses, alors que mon taxi (un minibus loué très cher) attendait, et je ne me voyais pas passer une nuit à l'hôtel...

[Haut de page ↗](#)

Le 17 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

Hier, j'ai fêté le 22e anniversaire de mon installation en Inde. Le jour de l'indépendance de Pondichéry, la veille c'était celle de l'Inde le 15 août 1947. Je suis arrivé en Inde au bon moment en somme, tout est dans l'ordre des choses.

J'ai déjà passé près du tiers de ma vie en Inde et c'est là que je finirai mes jours semble-t-il. Compte tenu de la tournure que prend la situation politique en France, je n'aurai rien à regretter. Je ne serai pas plus utile en France, pour autant que le portail serve à quelque chose. Je crois qu'en réalité je suis mieux intégré ici que je ne le serais en France, au moins je n'ai pas à supporter les conversations insipides des uns et des autres, la médiocrité ambiante dans laquelle ils se complaisent et qu'ils cultivent. Seuls mes proches me manquent, il faut se faire une raison.

● [Causerie au format pdf \(14 pages\)](#)

PREMIERE PARTIE DE LA CAUSERIE

- "L'opinion publique est la clé. Avec l'opinion publique, rien ne peut faillir. Sans lui, rien ne peut réussir. Celui qui manipule les opinions est plus important que celui qui applique les lois." – Abraham Lincoln (1809-1865), 16e président américain

Dites-le aux crétins qui parlent en notre nom et qui s'emploient à l'ignorer.

Entre nous, vous comprenez pourquoi il y a tant d'intellectuels et de membres des classes moyennes qui préfèrent se ranger dans le camp de la réaction ou qui remettent leurs sorts entre ses mains plutôt que choisir celui de la classe ouvrière, parce que la réaction tient compte de la réalité et elle se donne les moyens d'atteindre les objectifs qu'elle s'est fixée, tandis que dans le camp adverse ils s'enfoncent un peu plus chaque jour dans le déni qui les perdra, donc nous perdra.

Etats-Unis. Quand la médiacratie contre-attaque.

En guise de grille de lecture.

- "Nous sommes reconnaissants au Washington Post, au New York Times, Time Magazine et d'autres grandes publications dont les directeurs ont assisté à nos réunions et respecté leurs promesses de discrétion depuis presque 40 ans. Il nous aurait été impossible de développer nos plans pour le monde si nous avions été assujettis à l'exposition publique durant toutes ces années. Mais le monde est maintenant plus sophistiqué et préparé à entrer dans un gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est assurément préférable à l'autodétermination nationale pratiquée dans les siècles passés." – David Rockefeller, Baden-Baden, Allemagne, 1991

Personne ne pourra dire qu'il ne le savait pas.

- [Attaqués par Trump, les journaux défendent la liberté de la presse - AFP 16 août 2018](#)

"Les journalistes ne sont pas l'ennemi": honnis par Donald Trump, des centaines de journaux américains ont répondu jeudi en publiant des éditoriaux pour insister sur l'importance de la liberté de la presse.

Menés par le Boston Globe sous le mot d'ordre #EnemyOfNone (Ennemi de personne), plus de 200 groupes de presse ont contre-attaqué face à la multiplication des coups de boutoir du président américain contre les médias, qualifiant à l'envi de "Fake News" tout organe de presse publiant des informations qui lui déplaisent.

Le milliardaire n'hésite pas également à traiter les grands médias d'"ennemi" ou d'"ennemi du peuple".

Il a de nouveau dégainé jeudi matin. "Les médias fake news sont le parti d'opposition. C'est très mauvais pour notre Grand Pays... Mais nous sommes en train de gagner!", a-t-il tweeté.

"Nous avons aujourd'hui aux Etats-Unis un président qui a créé un mantra selon lequel tout média qui ne soutient pas ouvertement la politique de l'administration actuelle est "l'ennemi du peuple", écrit le Globe dans son éditorial jeudi.

"C'est un des nombreux mensonges propagés par notre président comme par un charlatan d'antan qui jetait de la poussière ou de "l'eau magique" sur une foule pleine d'espoir", poursuit le prestigieux quotidien.

Selon le Globe, cette attitude de Trump à l'égard des médias encourage les hommes forts comme le Russe Vladimir Poutine ou le Turc Recep Tayyip Erdogan à traiter les journalistes comme des ennemis.

"Il n'y a rien que je désirerais plus pour notre Pays qu'une réelle liberté de la presse", a ajouté Donald Trump un peu plus tard sur Twitter. "Le fait est que la Presse est libre d'écrire et de dire ce qu'elle veut, mais la plupart de ce qu'elle dit est fake news, à des fins politiques ou tout simplement pour essayer de blesser des gens. L'honnêteté l'emporte!"

Le New York Times, fréquemment cible des invectives présidentielles, a publié un court éditorial sous un titre en lettres capitales "La presse libre à besoin de vous", rappelant que le peuple avait le droit de critiquer la presse. (Mais nous n'avons pas besoin du New York Times ! - LVOG)

"Mais insister sur le fait que les vérités qui vous déplaisent sont des "fake news" est dangereux pour la démocratie", écrit le Times. (Alors qu'ils colportent des torrents de mensonges à longueur de temps... Boycott !- LVOG)

Pour les défenseurs de la liberté de la presse, les déclarations de M. Trump menacent le rôle de contre-pouvoir des médias et vont à l'encontre du premier amendement de la Constitution qui garantit la liberté d'expression et protège les journalistes.

"Je ne crois pas que la presse puisse rester sans rien faire et subir, elle doit se défendre lorsque l'homme le plus puissant du monde tente d'affaiblir le premier amendement", estime Ken Paulson, ancien rédacteur en chef du quotidien USA Today et un des responsables du Newseum, le musée de l'information à Washington.

Mais il relativise l'efficacité de cette campagne de sensibilisation: "Les personnes qui lisent les éditoriaux n'ont pas besoin d'être convaincues. Ce ne sont pas elles qui hurlent (sur les journalistes) aux meetings présidentiels".

Selon lui, face aux assauts de la Maison Blanche, les médias doivent développer une campagne "marketing" plus large pour souligner l'importance d'une presse libre comme valeur fondamentale.

Mais l'initiative de jeudi pourrait galvaniser les partisans du président, qui pourraient y voir une preuve que les médias sont ligués contre lui.

"Les médias organisent une attaque plus étudiée et publique que jamais contre Donald Trump" et contre "la moitié du pays qui le soutient", a tweeté Mike Huckabee, ancien gouverneur républicain et commentateur sur la chaîne conservatrice Fox News.

Même des critiques du président ont des doutes. A l'instar de Jack Shafer, de Politico, qui pense que l'effort coordonné "va à coup sûr avoir un effet contre-productif". (Assurément et tout ce qui peut saper le pouvoir des médias est bon à prendre. - LVOG)

Mais pour les défenseurs des médias, les enjeux sont bien trop importants pour accepter que les affirmations présidentielles soient hors de contrôle.

Selon un récent sondage Ipsos, 43% des républicains pensent que le président devrait avoir l'autorité de fermer des médias ayant une "mauvaise attitude". AFP 16 août 2018

Commentaire d'internaute (Abonné au Figaro)

1- On peut noter que lors des dernières élections américaines, l'électorat était réparti à peu près à 50-50 entre Clinton et Trump.

Par contre en ce qui concerne les journaux, sur 206 journaux 200 étaient en faveur de Clinton, soit 97%. Un score qui ne fait pas penser à une démocratie mais plutôt à une dictature. 97%, certains peuvent ne pas aimer la façon dont Trump signale le problème, mais il faut bien reconnaître que 97% contre lui, 3% pour lui, c'est un déséquilibre préoccupant pour une vie démocratique saine. On pourrait regarder ce qui se passe en France également.

Source : <https://www.bfmtv.com/international/sur-200-medias-americains-194-avaient-soutenu-hillary-clinton-1057376.html>

2- Ces médias ont activement milité pour l'élection de Hillary.

Le peuple a élu Trump.

Depuis, ces médias, avec une vision toute personnelle de la réalité factuelle, n'hésitent pas à se lancer dans un anti-trumpisme qui tourne à l'obsession.

Dire que ces mêmes médias sont les ennemis du peuple n'est donc pas totalement faux. Ce n'est certes pas politiquement correct de le dire ni de l'écrire, mais ce n'est pas totalement faux.

3- 98 % des journaux étaient ouvertement contre Trump lors des élections, et ils se disent parler au nom du peuple?

Voir l'article "La presse américaine accélère son déclin" paru il y a 2 mois dans les échos, ils sont en baisse de ventes et recettes pub que ce soit en version papier et numérique et ont licencié 50% du personnel en une décennie.

4- Lorsqu'un millionnaire achète un journal, ce n'est pas pour le plaisir de vous informer.

Les citoyens désertent les anciens médias parce qu'ils constatent une incohérence entre ce qu'on leur dit et ce qu'ils voient de leurs propres yeux.

5- C'est extraordinaire:

Le premier éditorial cité (je n'ai pas lu le reste) ne peut pas s'empêcher de parler du méchant Poutine.

Cet éditorialiste est tellement incompetent et tellement obsédé qu'il ne peut pas sortir de son antipoutinisme radical.

Tous les jours de l'année, quel que soit le sujet, il lui faut absolument tout réduire, toujours, à Poutine.

Il lui est impossible de parler des États-Unis, de la presse américaine, ou même de jardinage, sans faire un détour par Moscou.

Pourquoi Moscou? On n'en sait rien. Ça n'a aucun sens. C'est une obsession. Une maladie.

Et surtout, ce n'est pas une info; On sait qu'ils n'aiment pas Poutine. On sait qu'ils n'aiment pas Trump. Ils l'écrivent des centaines de fois par jour. Ils doivent en être à la millionième occurrence.

On a compris.

C'est un peu comme si chaque matin, ils écrivaient des articles pour dire que le jour c'est levé. On est au courant.

En 1990, l'avocat Mike Godwin avait énoncé une loi devenue célèbre: la loi Godwin qui veut que plus une conversation dure, quel que soit le sujet et même si ça n'a rien à voir, et plus la probabilité augmente de voir apparaître une référence à la guerre de 40.

Ce qui est reproché aux médias, c'est précisément une variante de la Loi Godwin: le Trump bashing quotidien, le Poutine bashing quotidien.

Aux États-Unis, ils ont appelé ça le TDS, le Trump Derangement Syndrome.

6- Je ne supporte pas que tu sois élu, j'avais choisi ma championne et elle a perdu, je te le fais payer. Je me venge. Je te sors toutes tes affaires de mœurs datant de 30 ans. Je te sors toutes tes emails, fax et téléphone vers la Russie même pour quand t'as appelé pour réserver un hôtel. Et quand t'as souhaité "bon anniversaire" à poutine, je considère ça comme de la haute trahison.

Malgré tout, on reste quand même amis ?

7- La presse américaine sera plus crédible le jour où elle nous expliquera pourquoi Trump a été élu malgré toute la publicité négative qu'elle lui avait opposée.

Dans tous les cas, un peu plus d'introspection et d'humilité lui fera du bien.

Quand l'hystérie xénophobe des va-t-en-guerre ultra réactionnaires n'a plus de limite.

- Emprisonner l'«espion russe Kissinger»: le dernier pas vers la guerre civile - fr.sputniknews.com 16.08.2018

Le patriarche de la politique étrangère américaine, le «stratège et sage» Henry Kissinger est tombé sous le fouet de la campagne médiatique anti-Trump. Henry Kissinger qu'on ne pouvait pas jusqu'alors salir publiquement dans les médias américains, a été pratiquement proclamé auteur du plus terrible crime de la politique US.

L'agence Bloomberg a publié une investigation scandaleuse affirmant que Henry Kissinger est le cardinal gris de la politique américaine qui était le fameux «point d'assemblage» autour duquel tournaient tous les participants au «complot russe»: Donald Trump, Jared Kushner (gendre du Président américain), l'ambassadeur russe Sergueï Kisliak et même Maria Boutina arrêtée aux USA.

Il était inimaginable que quelqu'un ose impliquer dans ce scandale quelqu'un comme Henry Kissinger. Mais c'est tout de même arrivé, et c'est un signe très grave que la société américaine et l'élite politique sont au seuil d'une guerre civile et que plus aucune règle n'est de rigueur. Il n'y a plus d'intouchables, et si après le «scoop» de Bloomberg l'équipe du procureur spécial Robert Mueller, chargée d'enquêter sur le «complot russe de Trump», s'intéressera officiellement à Kissinger, ce qui signifiera qu'à présent tout est possible en Amérique. Allant jusqu'à un conflit réel entre les partisans de l'establishment et les soutiens de Trump.

Il existait toujours des personnalités à ne pas critiquer — les vieillards de tribu, les détenteurs de sagesse, les conseillers qui n'étaient pas attaqués même pendant les conflits politiques intérieurs et les guerres intestines. Et si tout à coup la chasse était ouverte contre les personnalités neutres et émérites, c'est qu'un malheur doit arriver.

Il faut savoir qu'Henry Kissinger est une figure qui (en théorie) doit toujours rester au-dessus de la bataille, parce que tous les participants d'une confrontation politique comprennent la valeur de l'existence de certaines forces qui peuvent se permettre de réfléchir à des dizaines d'années d'avance en se moquant de la conjoncture politique ou électorale mondiale. C'est grâce à cette sage configuration de l'élite politique américaine que le tandem de Brzezinski et de Kissinger toujours en conflit a réussi, entre autres, à garantir la constance de la politique étrangère américaine vis-à-vis de la Chine, de Nixon à Obama. Vladimir Poutine expliquait même aux journalistes européens que les Présidents américains changeaient, mais pas la politique, parce qu'elle est déterminée par des «hommes avec des attachés-cases en costard noir» qui, eux, ne changent pas après les élections.

L'intox de Bloomberg s'appuie sur plusieurs accusations graves visant Henry Kissinger, qui avait déjà énervé pas mal de monde aux USA par ses rencontres avec Poutine et Trump, ainsi que les tentatives supposées d'organiser avec l'aide du Président américain une alliance antichinoise avec la participation de la Russie. «Les relations de Kushner avec le groupe lié à la Russie ont commencé par un déjeuner avec Kissinger», disent les journalistes américains. A notre époque, c'est un prétexte très sérieux pour un dénigrement médiatique (voire une visite au FBI). Se référant à ses propres informations, Bloomberg affirme qu'en mars 2016 le gendre de Donald Trump avait reçu une invitation au déjeuner officiel du Center for the National Interest (centre analytique prônant des relations pragmatiques et constructives avec la Russie). Durant cette rencontre au Time Warner Center, à Manhattan, Jared Kushner aurait fait la connaissance d'Henry Kissinger, qui assistait à cet événement mondain grâce à son statut de président d'honneur du CNI.

C'est là aussi que Jared Kushner a rencontré Dimitri Simes, directeur du centre, avec lequel il organisera ensuite le discours de campagne en politique étrangère du candidat Donald Trump. Cette organisation, supervisée par Kissinger et dirigée par Simes, est accusée de liens avec Maria Boutina, inculpée pour tentatives de «pénétrer et influencer» les ONG américaines importantes. De plus, bien que Simes ait proposé à d'autres candidats à la présidence de tenir un discours dans son centre, seul Trump avait accepté de le faire, probablement parce qu'ils ne voulaient pas être associé à l'organisation qualifiée de «prorusse» par Bloomberg.

Il est à noter que la supposition que la structure créée par Henry Kissinger (l'un des principaux stratèges pendant la Guerre froide et co-auteur de l'alliance antisoviétique de Nixon avec la Chine) soit une «organisation prorusse» pourrait être logique seulement dans un roman de Kafka. Ce qui n'empêche pas les journalistes américains de lancer de telles accusations. Ils enfoncent le clou en disant que c'est le centre de Kissinger qui avait organisé le discours de Trump, en marge duquel Jared Kushner aurait fait la connaissance de l'ambassadeur de Russie aux USA Sergueï Kisliak. Et qu'il lui aurait demandé un service: utiliser l'ambassade russe aux Etats-Unis comme un canal officiel (et incontrôlé par les services secrets et les diplomates américains) de communication directe entre l'équipe de Trump et le Kremlin.

Mais cette situation est d'autant plus curieuse qu'en accusant Kissinger de créer des conditions pour un «complot entre Trump et

le Kremlin», il faut forcément inviter pour un interrogatoire au FBI Hillary Clinton et son mari. Le fait est qu'Henry Kissinger, au vu de son statut particulier, n'est ni républicain ni démocrate, c'est le «patriarce de la politique américaine». Pendant de longues années la famille Clinton passait ses vacances d'hiver avec Kissinger et sa femme dans une villa en République dominicaine. Clinton elle-même avait déclaré pendant la campagne que son avis était «important» pour elle, et elle était même fière que Kissinger l'ait félicité pour son travail au poste de secrétaire d'Etat. Il avait même reporté la célébration de son 90e anniversaire pour que le couple Clinton puisse assister à la fête. Et voilà que cet homme avec d'immenses relations, un statut inébranlable et un mérite colossal pour les USA a été jeté dans le hachoir médiatique et accusé de facto de haute trahison (du moins de complicité).

Le monde de la politique américaine a perdu la raison. Une partie de l'establishment américain est prête à sacrifier le corps politique de Kissinger sur l'autel de la lutte contre la «menace russe» pour nuire à Trump et empêcher la normalisation des relations russo-américaines. D'un côté, c'est flatteur pour Moscou. De l'autre — quand une puissance nucléaire se délabre et le système politique qui y est établi depuis longtemps s'effondre, cela ne présage rien de bon. Certes, le conflit intérieur en cas de sa dégénération en guerre civile aurait un immense préjudice pour les USA, mais cela ne réduit pas pour autant les risques pour les autres pays, au contraire. L'hégémonie mondiale souffre d'un dédoublement de la personnalité, elle se comporte violemment et dangereusement. Seuls les efforts collectifs permettront de la retenir, or les négociations en ce sens n'ont même pas encore commencé. fr.sputniknews.com 16.08.2018

[Venezuela. Quand la médiacratie contre-attaque ou quand la censure, c'est la liberté d'expression](#)

- Censure d'Internet : après Alex Jones, TeleSur - Réseau Voltaire 16 août 2018

Facebook a annoncé retirer les comptes en anglais de la chaîne de télévision panaméricaine TeleSur.

Le 7 août 2018, Mark Zuckerberg, le directeur de Facebook, avait personnellement coordonné avec Apple, Google, Spotify et YouTube (mais pas Twitter) la suppression des comptes liés à Alex Jones et à InfoWars pour cause de «conspirationisme». Il entend également supprimer la «propagande communiste» (sic).

Créée à l'initiative du président Hugo Chávez, TeleSur était une chaîne publique d'information continue commune à l'Argentine, à la Bolivie, à Cuba, à l'Équateur, à l'Uruguay et au Venezuela. Cependant, au cours des dernières années, l'Argentine et l'Équateur s'en sont retirés.

En 2005, suite au Congrès Axis for Peace organisé par Thierry Meyssan à Bruxelles, TeleSur, alors dirigé par Aram Aharonian, envisagea un partenariat avec Al-Jazeera. Mais c'est à ce moment là que la chaîne qatarie changea de ligne éditoriale pour devenir le porte-parole des Frères musulmans. Depuis, un accord a été conclu avec l'Angola, la Guinée Bissau et le Mozambique pour des programmes en langue portugaise, et un échange de programme est réalisé avec la chaîne libanaise Al-Mayadeen.

TeleSur produit également des informations en anglais que Mark Zuckerberg entend éliminer de la toile. Il est en effet indispensable pour le commandement US de l'Amérique latine (US SouthCom) d'empêcher les autorités vénézuéliennes de communiquer aux citoyens états-uniens leur vision de la crise qui traverse leur pays [1].

Lors de l'attaque de l'actuelle Serbie, en 1999, l'Otan avait bombardé la télévision yougoslave. Lors de l'attaque de l'Afghanistan et de l'Iraq, le président Bush avait envisagé de bombarder Al-Jazeera au Qatar, mais le Premier ministre britannique Tony Blair lui avait annoncé qu'il allait reprendre en main la chaîne avec les Frères musulmans. Lors de l'attaque israélienne du Liban, en 2006, les États occidentaux avaient interdit la chaîne du Hezbollah Al-Manar et Tshal l'avait bombardée. En 2011, l'Otan avait bombardé la chaîne nationale libyenne. Réseau Voltaire 16 août 2018

En complément.

- En France, des Ouïghours sous la pression des autorités chinoises - AFP 17 août 2018

- Evo Morales bling-bling - Liberation.fr 17 août 2018

[Dans quel monde vivons-nous ?](#)

- Pourquoi l'espérance de vie recule aux États-Unis - LeParisien.fr 16 août 2018

Deux études sur la mortalité expliquent le déclin de l'espérance de vie américaine depuis 2012.

Les États-Unis peuvent se targuer d'être la première puissance économique au monde, le pays qui consacre la part la plus importante de son PIB aux dépenses de santé, sa situation sanitaire et sociale n'en demeure pas moins préoccupante.

Tandis que la tendance dominante était à l'allongement de l'espérance de vie tout au long des XXe et XXIe siècle, les conclusions de ces études confirment un renversement de perspective dans les pays développés.

C'est, à tout le moins, la conclusion de deux études publiées ce mercredi dans le British Medical Journal. La baisse de l'espérance de vie des Américains serait liée à un problème « systémique ». Conduite par Steven Woolf (Virginia Commonwealth University), la première étude révèle une hausse alarmante de la mortalité chez les adultes américains d'âge moyen au cours des 17 dernières années et spécifiquement depuis 2012, année où l'espérance de vie américaine a commencé à stagner avant de décliner à partir de 2015. Cette année-là, rapporte la seconde étude menée par Jessica Ho (University of Southern California) et Arun Hendi (Princeton University), une douzaine de pays riches dont la France connaissaient simultanément un déclin significatif de leur espérance de vie par rapport à l'année précédente.

Les chercheurs observent une étroite corrélation entre le taux de mortalité et le niveau de vie des individus. Plus il est faible, plus le « taux de mortalité à mi-vie » est élevé. « Nous soupçonnons que l'inégalité croissante des revenus, les déficiences de l'éducation, la fracture sociale et le stress peuvent jouer un rôle important », explique Steven Woolf. Sur le plan sanitaire, cela se traduit par l'augmentation d'un large éventail d'affections dans certaines catégories de la population. Chez les Amérindiens, les taux de mortalité entre 25 et 64 ans a ainsi augmenté pour 12 causes différentes, dont les maladies dues à l'hypertension (+ 270 %), le cancer du foie (+ 115 %), les hépatites virales (+ 112 %) ou encore les maladies du système nerveux central (+ 100 %). Chez les Amérindiens le taux de mortalité en lien à l'usage de drogue ou de médicaments a « explosé » de 410 % depuis 2011.

Selon leurs travaux, ce pic de mortalité est essentiellement imputable aux maladies respiratoires, cardiovasculaires, du système nerveux central ou encore à une sévère épidémie de grippe. Mais alors que ces grandes causes de décès concernaient dans ces pays les plus de 65 ans, aux États-Unis en revanche, la perte d'espérance de vie « s'est concentrée sur des populations d'âges moins avancés ». D'autres facteurs tels que le manque d'accès universel aux soins, la possession d'armes à feu par la population ou le taux élevé d'obésité peuvent selon ces auteurs, expliquer la spécificité américaine. LeParisien.fr 16 août 2018

SECONDE PARTIE DE LA CAUSERIE.

Psychopathe et lotomisé.

- Entre chiens et loups - L'Express.fr 15.08

Chaque jour, un nouvel épisode, mi-réel, mi-rêvé, de la vie d'Emmanuel Macron à l'Élysée. L'Express.fr 15.08

- Ces vacanciers qui espèrent une rencontre avec Macron LeParisien.fr 15.08

Théodora jette un dernier coup d'œil à l'inscription qu'elle vient de dessiner sur le sable de la plage qui borde le fort de Brégançon. « J'ai mis mes initiales, mon âge, et désire voir Macron »... LeParisien.fr 15.08

Macronnerie, imposture et indignité.

Henry Kravis. Proche de John McCain, le fondateur de KKR est membre du Council of Foreign Relations et du Groupe de Bilderberg (dont sa femme est administratrice). Il emploie le général David Petraeus (ancien directeur de la CIA) avec qui il a organisé les transferts de fonds et d'armes à Daesh. Ami de longue date d'Emmanuel Macron, il a secrètement financé sa campagne électorale. (Réseau Voltaire 14 août 2018)

Et puis il y a les grandes âmes qui quotidiennement versent une larme sur le sort des "migrants", pour faire oublier qu'en adoptant leur discours ils ont été les complices des puissances impérialistes et des multinationales qui les ont agressées, les ont livrés aux barbares qui les ont forcés à prendre la route de l'exil.

Ces belles âmes répondront-elles présents pour les aider à rentrer chez eux, pour faire payer ceux qui portent la responsabilité de leur malheur, du massacre de leurs proches, de la destruction de la Syrie, qu'il nous soit permis d'en douter, puisque pour le moment on observe qu'ils continuent de les cautionner en appelant leurs bourreaux à faire preuve de générosité, dont Macron.

Non seulement ils se sont trompés de combat, ils ont franchi la ligne de l'infamie, ce qui a le don de réjouir le gouvernement et l'UE.

- "Aquarius" : "C'est un accord qui rend un peu son honneur à l'Europe" selon Jean-Yves Le Drian - Franceinfo 15.09

Le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères estime sur franceinfo que l'accord trouvé "fait preuve de solidarité concrète". Franceinfo 15.09

Les voilà comblés !

Mais direz-vous pourquoi vous vous emballez comme cela... Parce que pendant qu'on s'emploie à montrer le vrai visage (hideux, cruel) du capitalisme aux travailleurs pour les aider à rompre avec lui, pour saper les bases du régime, les droitdelhommistes, les ongistes, les tiers-mondistes et une myriade de décomposés s'emploient à donner l'occasion à ses représentants d'apparaître sincères et généreux, alors qu'ils ont armé les barbares qui ont fait fuir plusieurs millions de Syriens (Libyens, Irakiens, Afghans etc.) au péril de leur vie.

Alors monsieur Soros, la pêche a-t-elle été bonne ? Au-delà de nos espérances, ils ont tous mordu à l'hameçon.

Nos soi-disant dirigeants ou théoriciens ne voient décidément pas plus loin que le bout de leur nez. Ils se moquent de savoir que ces opérations sont commandées depuis l'Otan ou les néoconservateurs, ils se fichent des objectifs politiques pour lesquels elles ont été conçues. Ils ont tous mordu à l'appât qui leur était destiné, il n'en manque pas un à l'appel, bravo!

Des deux clans de l'oligarchie, ils trouvent encore le moyen de soutenir le plus réactionnaire.

Vous aurez constaté qu'il y a plusieurs façons de traiter l'actualité quotidienne ou les événements qui se produisent, selon que l'on prend en compte ou non la manière dont ils se présentent (leurs origines qui n'apparaissent pas forcément ou qui sont inconnues de la plupart des gens), afin d'en évaluer toutes les conséquences pour les différents acteurs et déterminer leur portée dans le temps, ce qui permettra de les interpréter et d'en tirer profit ou des enseignements, à moins qu'on se condamne à les subir quand on se borne à leur immédiateté.

Assurément, on pourrait employer un niveau de langue plus élevé ou tenir un discours plus rigoureux et évoquer la perspective politique ou historique dans laquelle se situe chaque événement, le processus dialectique dans lequel ils s'inscrivent, mais à quoi cela servirait-il puisque tout le monde ou presque s'en fout ou se situe en deçà. L'heure n'est plus à penser, mais à vivre ses émotions sans réfléchir.

Ils ont la rigidité intellectuelle cadavérique des démagogues professionnels. Ils dégainent leurs principes ou leurs dogmes auxquels la réalité doit être réduite ou se conformer, en évacuant tout ce qui la contrarie ou les embarrasse, de sorte qu'ils sont assurés d'avoir toujours raison, l'essentiel pour eux est de se faire passer pour ce que l'on croit qu'ils sont, même si à l'arrivée cela n'a plus rien à voir avec leurs convictions qui ne sont plus que du domaine des apparences ou des illusions.

Jacques a dit lever la main, ils lèvent la main. Ils dénoncent là un consensus... pour ailleurs se vautrer dedans. On leur a collé une étiquette, alors ils ne tiennent pas à dépareiller, ils doivent en être dignes, il faut qu'ils en soient. Il est des nôtres, il est de gauche forcément. La marine américaine débarquerait sur les côtes européennes 150 millions de réfugiés, ces crétins applaudiraient à tout rompre, ne vous marrez pas, ils en sont là. Quelle époque médiocre !

Les voilà en bonne compagnie avec ce criminel de guerre du PS.

- Migrants: Kouchner pour un "mécanisme" européen de "répartition" - AFP 15.08

- Migrants : «La France doit être plus généreuse» - LeParisien.fr 17.08

Les guerres coloniales ne le sont-elles pas ? Tout dépend pour qui ! Quelle intention politique cela cache-t-il ? Va-t-elle faire un don à la Syrie pour avoir participé directement à sa destruction ?

- Saisir des transnationales pour reconstruire la Syrie ? - Réseau Voltaire 14 août 2018

Le président Trump s'est fait élire sur la promesse de renverser le capitalisme financier et de restaurer le capitalisme productif. Dans cette logique, il considère que les dommages de guerre dus à la Syrie ne doivent pas être payés par les États-Unis, mais par des sociétés transnationales. Cette révolution des relations internationales est-elle souhaitable et possible ?

LVOG - Elle est inconcevable parce que le capitalisme est condamné à la faillite, il est déjà en faillite, et sans le soutien, les magouilles du capitalisme financier pour le maintenir artificiellement en vie, il se serait effondré depuis longtemps. Le capitalisme productif, les grandes entreprises sont criblées de dettes, sans le soutien des banques centrales ils seraient en banqueroute. C'est tout le système capitaliste qui est à l'agonie. La Bourse n'est qu'une gigantesque bulle qui n'attend que d'éclater, la valeur des entreprises (De leurs actions, actifs ou rendement...) est tellement surévaluée qu'elle ne correspond plus à aucune réalité, la profit qu'elles dégagent annuellement représente au mieux moins de 1/10e du leur cotation. . Et l'essentiel de leur profit est ponctionné par les actionnaires, du coup le budget de la recherche des entreprises n'a jamais été aussi bas une fois retranchées les subventions des Etats, et pour se moderniser elles doivent emprunter, s'endetter toujours plus. La marge nette annuelle des entreprises avoisinent 3 à 4%, tandis que pour avoir une idée de celle des marchés financiers il faut ajouter au

pire un zéro, au mieux deux zéros, voire un troisième ! Quant au taux de profit moyen à l'échelle mondiale il avoisine zéro !

Et puis il ne faut pas prendre pour argent comptant leurs chiffres ou statistiques. A les entendre l'inflation serait contenue à un niveau historiquement bas depuis des décennies, alors qu'avec une rémunération multipliée par deux disons en 20 ans en occident, par trois en Inde, à besoins comparés on est encore plus pauvre ou on vit plus mal qu'avant parce que les prix se sont envolés, les loyers, les charges fixes, etc. Et c'est la même chose avec le chômage qui ne serait que de 5 ou 6% aux Etats-Unis sur la base de statistiques truquées réalisées par téléphone et peaufinées avec des algorithmes, alors qu'en réalité il avoisinerait ou dépasserait 20%. Dans ces conditions il n'existe aucun remède pour sauver le capitalisme, sinon la fuite en avant, maintenir ouvert le robinet des banques centrales et surexploiter davantage encore la main d'oeuvre en lui imposant des régimes totalitaires, fascistes, sur fond de guerre civile larvée et de chaos, éventuellement de nouvelles guerres.

Le capitalisme industriel américain ne peut rivaliser avec celui de la plupart des pays en Afrique, en Asie, en Amérique centrale et latine, en Europe centrale. Et puis il ne faut pas perdre de vue que si la réindustrialisation des Etats-Unis était rendu possible, elle le serait au détriment de la main d'oeuvre d'autres pays, mais aussi des travailleurs américains et des classes moyennes... A suivre.

Par Thierry Meyssan.

Ils étaient 114 États membres des « Amis de la Syrie » à financer sa destruction par les jihadistes. Mais, après leur échec, aucun ne veut payer quoi que ce soit pour sa reconstruction. Pourtant, ils n'ont pas eu de problème pour soutenir les États qui accueillent des réfugiés syriens ; étant entendu qu'il ne s'agissait pas là d'un geste humanitaire, mais d'un moyen de priver la Syrie de ses ressources humaines.

Surtout, tous espèrent s'enrichir en masquant leur crime et en obtenant des contrats de reconstruction.

Les 7 et 8 août, la Commission économique des Nations Unies pour l'Asie occidentale (ESCWA), réunie à Beyrouth, a estimé le coût minima de la reconstruction à 388 milliards de dollars [1]. Elle devrait rendre un rapport détaillé sur ce sujet en septembre. D'ores et déjà, consciente que ce qu'a vécu le pays n'a pas grand chose à voir avec une « guerre civile », mais avec une agression étrangère, elle a annoncé le titre de ce rapport : Syria, 7 years at war. C'est-à-dire La Syrie, 7 ans en guerre et non pas 7 ans de guerre.

À titre de comparaison, le Liban, dont la population est trois fois moindre, n'a pu obtenir que 11 milliards de dollars d'aide internationale lors de la conférence CEDRE, en avril dernier.

Les États-Unis, qui planifièrent la guerre dès 2004, ne veulent pas donner un sou. Selon l'administration Trump, cette guerre a été conçue par l'administration Bush Jr. et conduite par celle d'Obama. Or ces deux administrations ne servaient pas les intérêts du peuple états-unien, mais ceux d'une classe financière transnationale. Elles ont certes détruit la Syrie, mais aussi l'économie US. Ce ne serait donc pas à Washington de payer, mais à ces gens et aux sociétés transnationales directement impliquées dans la guerre.

Par exemple, le fonds de placement états-unien et rival du Carlyle Group, KKR d'Henry Kravis (valeur boursière 150 milliards de dollars). Il emploie le général David Petraeus et a fait transiter des fonds et des armes vers Al-Qaeda et Daesh [2]. Ou le constructeur automobile japonais Toyota (valeur boursière 170 milliards de dollars) qui a fourni l'ensemble des véhicules neufs de Daesh [3]. Ou encore le fabricant de machines de construction Caterpillar qui a vendu aux jihadistes les tunneliers nécessaires à la construction de leurs réseaux souterrains (valeur boursière 76 milliards de dollars). Sans parler du cimentier franco-suisse Lafarge-Holcim qui a produit 6 millions de tonnes de ciment pour construire leurs bunkers (valeur boursière 40 milliards de dollars) [4], etc.

L'engagement de ces sociétés dans l'application du plan de l'amiral Arthur Cebrowski pour détruire les États et les sociétés du Moyen-Orient élargi s'explique probablement par la certitude qu'elles auraient accès aux ressources naturelles de la région sous la protection des armées occidentales.

Faire payer des multinationales n'exclut pas d'obtenir des réparations de certains États comme l'Arabie saoudite, le Koweït, le Qatar ou la Turquie qui ont financé ou dont des ressortissants ont publiquement financé les jihadistes.

Si la République arabe syrienne parvient à réunir les preuves de leur rôle durant la guerre, elle sera en droit d'en demander la saisie devant les tribunaux du pays de leur siège social. En reprenant l'argumentaire du président Trump, elle pourra compter sur l'appui de la nouvelle administration US.

Il est donc possible, même sans parvenir à faire payer des États, de réunir les 388 milliards de dollars évoqués par l'ESCWA.

À la fin de toutes les guerres ayant donné lieu à réparation des sociétés nationales ont été saisies. La nouveauté serait cette fois de tirer les conclusions de la globalisation économique et de saisir des transnationales.

Notes.

[1] « Qui paiera 388 milliards de dollars de dommages de guerre pour la Syrie ? », Réseau Voltaire, 8 août 2018.

[2] « Des milliards de dollars d'armes contre la Syrie », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 18 juillet 2017.

[3] « Le département US du Trésor enquête sur les approvisionnements de Daesh », Réseau Voltaire, 8 octobre 2015.

[4] « Révélations : le jihad de Lafarge-Holcim », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 24 mars 2017.

LVOG - N'y comptez pas ! Ou alors ils vont assassiner Trump.

En complément dernières infos sur la Syrie.

- Washington réarme des Kurdes en Syrie - Réseau Voltaire -15 août 2018

Les États-Unis viennent de faire parvenir à des Kurdes du Nord de la Syrie une très importante cargaison d'armes (environ 250 camions).

Il est impossible de dire en ce moment, contre qui Washington entend utiliser ces armes.

Les États-Unis relancent-ils la guerre contre la Syrie ou s'approprient-ils à instrumenter des Kurdes contre la Turquie ? Réseau Voltaire -15 août 2018

- La France va contribuer à sécuriser la frontière Syrie-Jordanie Reuters 15 août 2018

Emmanuel Macron a annoncé mercredi à l'occasion d'un entretien téléphonique avec le roi Abdallah II de Jordanie que la France allait contribuer au maintien de la sécurité le long de la frontière syro-jordanienne.

"Le Président de la République a annoncé une contribution française au maintien de la sécurité le long de la frontière syro-jordanienne", annonce l'Elysée dans communiqué diffusé à l'issue de l'entretien téléphonique. "La coopération entre les deux pays se renforce en matière de sécurité et de défense", peut-on lire. Reuters 15 août 2018

Ils ont un sexe à la place du cerveau.

- L'Allemagne adopte un projet de loi pour reconnaître le "troisième genre", une première en Europe - Le HuffPost

- Jack Phillips, le pâtissier qui avait refusé un gâteau à un couple gay, poursuivi par une femme transgenre - Le HuffPost

- Un Afghan homosexuel se voit refuser l'asile en Autriche parce qu'il "n'agit pas comme un gay" - Franceinfo

- «Christine Hallquist est simplement devenue la première candidate trans/non-binaire au poste de gouverneur d'un parti politique principal dans l'histoire américaine.» - Liberation.fr

- Réserve aux adultes: un établissement aux serveuses topless ouvre à Kiev - fr.sputniknews.com 15.08.2018

Que diriez-vous si on venait vous servir votre café à moitié nu? L'établissement Sex.ed.Coffee, qui vient d'ouvrir à Kiev, propose à ses clients de leur faire apporter leur café par des serveuses topless.

Un établissement «hot» de Kiev propose à ses clients de savourer une tasse de café tout en appréciant la beauté naturelle. Le premier art-café du genre, à tendance sexuelle, vient d'ouvrir ses portes dans la capitale de l'Ukraine.

Le menu de l'établissement, baptisé, selon les médias ukrainiens, Sex.ed.Coffee, est composé de plats à appellations exclusivement sexuelles et les murs sont tapissés de toiles érotiques. Le tout sur fond de musique romantique. Cerise sur le gâteau: la commande est apportée par des serveuses aux seins nus tous les mardis.

«Il y a également de bonnes nouvelles pour la gent féminine. Les propriétaires du bar cherchent un jeune homme au torse musclé, également pour servir le café, cette fois-ci aux clientes», a indiqué l'administration du café. fr.sputniknews.com 15.08.2018

- La Tribune des Travailleurs 13 août 2018 (Facebook) – Le président tunisien Béji Caïd Essebsi a annoncé lors d'un discours solennel son souhait que l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) se saisisse sans tarder d'un projet de loi instituant l'égalité successorale qu'avaient jusque-là défendue en vain les féministes tunisiennes. Selon le droit successoral actuel, inspiré des préceptes coraniques, la femme n'hérite que de la moitié de la part de l'homme à même degré de parenté.

Et il faut en déduire quoi, vive Béji Caïd Essebsi, vive l'Assemblée des représentants du peuple qui poursuit la politique de Ben Ali ?

ACTUALITE EN TITRES

Malheureusement le capitalisme ne s'effondrera pas tout seul...

- Avant la catastrophe de Gênes, l'Italie avait connu dix effondrements de ponts en cinq ans - Franceinfo 16.08

- En France, une maintenance en souffrance Liberation.fr 16.08

Un audit révélé il y a quelques semaines sur l'état des infrastructures montre que l'Hexagone dépense sept fois moins que le budget requis pour entretenir ses ponts. Liberation.fr 16.08

Dans la famille du totalitarisme demandez les Frères musulmans.

- Le Qatar vole au secours d'Erdogan - LePoint.fr17.08

Malgré le blocus saoudien auquel il est soumis, l'émirat va investir 15 milliards de dollars pour venir en aide à la Turquie en grave difficulté financière. LePoint.fr17.08

ACTUALITÉ DU JOUR

Du NPA à LR : la lie !

- Universités d'été: LFI invite des élus de différents partis, du PCF aux Républicains. - AFP 14 août 2018

"Il nous a semblé normal de faire de ces universités d'été un espace où les différentes forces d'opposition puissent venir s'exprimer", a expliqué mardi à l'AFP Manuel Bompard, coordinateur des campagnes au sein de La France insoumise.

- Christine Poupin du NPA doit intervenir sur le sujet des retraites. AFP - 14 août 2018

Avec de telles "forces d'opposition" Macron peut dormir tranquille... Wauquier Poupin Mélenchon Laurent même combat, bravo !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Inde

LVOG - Hommage à un ultra nationalisme ex-milicien d'extrême droite.

- Atal Bihari Vajpayee, le nationaliste hindou consensuel - AFP 17.08

Figure vénérable de la politique indienne, orateur hindi hors pair et poète à ses heures, l'ancien Premier ministre indien Atal Bihari Vajpayee, mort jeudi à l'âge de 93 ans, était le visage modéré des nationalistes hindous au pouvoir.

Co-fondateur du Bharatiya Janata Party (BJP, Parti du peuple indien), dont est issu l'actuel Premier ministre Narendra Modi, Vajpayee a contribué par son charisme et ses opinions, plus mesurées que celles de l'aile dure du parti, à structurer ce mouvement presque confidentiel et l'a mené jusqu'aux plus hautes responsabilités du pays.

En 1998, le nationaliste hindou défie la communauté internationale en ordonnant de procéder à des essais de bombes atomiques au Rajasthan. (En guise de "charisme", de "visage modéré"! - LVOG)

Né le jour de Noël 1924 à Gwalior, dans le centre de l'Inde, Vajpayee a flirté dans sa jeunesse avec le communisme et le parti du Congrès avant de rejoindre le puissant Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS, Corps des volontaires nationaux), organisation matrice de l'hindouisme politique, où il a fait ses classes. AFP 17.08

Son parcours incarnait bien la décomposition politique qui caractérise ce pays semi-féodal.

Modi, l'actuel Premier ministre, est également issu du BJP.

Le RSS est à l'hindouisme politique, ce que le wahhabisme est à l'islam politique.

[Haut de page ↗](#)

Le 21 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

● Causerie au format pdf (13 pages)

Le 1%, la caste des 1% les plus riches, l'ultra minorité qui détient le pouvoir et gouverne, et l'ultra minorité ou les minorités communautaires qui veulent imposer un certain modèle de société à la majorité, appartiennent à la même idéologie et sont complémentaires, c'est l'alliance de l'aristocratie financière avec l'aristocratie ouvrière ou encore les classes moyennes, l'élite intellectuelle, la gauche institutionnelle, qui caractérise l'impérialisme.

Bon, d'accord cela ne date pas d'hier... Mais alors pourquoi n'en avons-nous pas pris la mesure ?

[Bienvenue chez les psychopathes, Macron, sa cour et leurs serviteurs.](#)

- Voici les 10 professions où l'on compte le plus de psychopathes - Business Insider 18 Août 2018

La plupart du temps, les psychopathes sont difficiles à repérer. Dans le manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux, ou le DSM-5, on apprend qu'une personne avec une personnalité psychopathique est définie comme ayant un amour-propre surdimensionné et un don dans la manipulation des autres.

La chose que les psychopathes ont tendance à avoir en commun est la carrière. Par exemple, vous avez plus de chance de les trouver dans les postes de leaders, vu leur impitoyabilité, leur charisme et leur intrépidité. Ils sont très forts lorsqu'il s'agit de prendre des décisions rapides, mais moins dans les professions plus empathiques, comme les professions d'infirmier ou de thérapeute.

1- PDG

Les psychopathes ont ce qu'on appelle la "résistance au chaos". Cela ne veut pas seulement dire qu'ils restent calmes face au stress — mais aussi qu'ils font souvent des ravages pour tous ceux qui les entourent, parce que ils donnent bonne impression lorsque tout le monde autour d'eux est en difficulté. Certains psychopathes utilisent cette méthode pour monter les échelons jusqu'au sommet de leur carrière.

2- Avocat Dans "Confessions d'une sociopathe: dans la tête d'une manipulatrice", l'auteur M.E. Thomas, une sociopathe autoproclamée, clame qu'être une sociopathe l'a aidée à être une meilleure avocate. Dans un article pour Psychology Today, l'avocate Ruth Lee Johnson a dit que les traits psychopathiques comme la confiance en soi, l'insensibilité et le charme trompeur sont pratiques quand on est avocat, mais qu'ils ne suffisent pas. Dans un autre contexte, ils pourraient même faire de quelqu'un une personne vraiment formidable.

3- Présentateur télé ou radio

Certains psychopathes font également preuve de narcissisme, ce qui est largement défendable dans les métiers où il faut faire face à l'attention du public. La popularité de ce choix de carrière chez les psychopathes est due au fait que pour être présentateur télé ou radio, il faut également rester calme face à la pression.

4- Commercial

Une personne psychopathe qui travaille dans la vente présente probablement des traits comme l'auto-promotion sans vergogne, le vol des contacts d'autres personnes, le désir incessant de gagner toujours plus d'argent, et l'incapacité de travailler en équipe. Selon le fonctionnement de l'organisme dans lequel vous travaillez, cela pourrait être votre pire cauchemar ou le métier de vos rêves.

5. Chirurgien

Une étude, publiée dans le Bulletin du Collège royal des chirurgiens d'Angleterre, a cherché à savoir si les chirurgiens étaient réellement des psychopathes potentiels. Les résultats ont montré que les consultants dans les CHU ont eu un score plus élevé sur l'échelle de la personnalité psychopathique que leurs collègues dans les hôpitaux généraux. Les auteurs ont donné diverses raisons possibles; "l'immunité contre le stress est le trait de personnalité dominant chez le docteur," et le fait que les chirurgiens aient à prendre des décisions rapides et difficiles au quotidien.

6- Journaliste

Dutton a établi la liste des caractéristiques des psychopathes comme le charme, la pleine conscience, l'impitoyabilité, la concentration, et l'action — qui sont toutes des avantages dans le journalisme, surtout lorsque vous avez des délais stricts et que vous avez besoin d'obtenir des réponses de vos sources.

7- Officier de police Les psychopathes n'ont pas forcément de motivations extérieures. Garder son sang-froid en situation de stress est l'une de leur caractéristique. Les officiers de police font un métier dangereux et très intense, donc c'est une énorme qualité que de savoir garder son calme en temps de crise. C'est une des raisons pour lesquels le maintien de l'ordre public est une des carrières préférées des psychopathes.

8- Ecclésiastique Dans un article pour Psychology Today, le vétéran du FBI Joe Navarro a expliqué certaines raisons pour lesquelles les psychopathes vont vers des carrières ecclésiastiques. La première réside dans le fait que les organisations religieuses peuvent apporter une raison à certaines personnes d'en exploiter d'autres, tout en légitimant leurs actions. De plus, il est facile de faire des alliances, ce qui donnent aux manipulateurs le pouvoir d'accéder aux informations sensibles.

9- Chef cuisinier Les psychopathes s'épanouissent là où les autres personnes ont tendance à rater, ce qui pourrait être une des raisons pour lesquelles ils s'en sortent si bien dans une cuisine infernale.

10- Fonctionnaire

Être fonctionnaire est le 10ème choix de carrière préféré des psychopathes, selon Dutton. En effet, en 2014, le gouvernement britannique a envisagé d'embaucher spécifiquement des psychopathes pour "maintenir l'ordre", car ils sont "très bons en situation de crise" et parce qu'ils n'ont "aucun sentiment pour les autres, aucune morale, et ils ont tendance à être très intelligents et logiques". Business Insider 18 Août 2018

Tout ceci est à considérer avec certaines réserves sous un régime néolibéral ou à une époque caractérisée par la réaction sur toute la ligne s'agissant des fonctionnaires, quoique mes expériences personnelles des derniers mois et des cinq dernières années tendent à prouver que les fonctionnaires de la Caf et de la CNAV se comportent en petits despotes vis-à-vis des assurés sociaux, quant aux autres professions ou carrières ils s'accommodent assez bien de la tyrannie ou la font régner.

Je rappelle que la Caf a accusé mon épouse d'avoir fraudé sans lui fournir le moindre élément de preuve depuis 2013, et a exigé qu'elle rembourse plus de 13.000 euros, en supprimant son allocation logement et en amputant son allocation adulte handicapée de près de 400 euros, lui laissant à peine 600 euros mensuels pour vivre. Sans preuve on ne peut pas contester leur accusation, c'est le propre du despotisme.

Quant à la CNAV, elle ne m'a pas versé ma retraite générale depuis le mois de mai suite à un problème de communication avec la banque qui transfère ma retraite en Inde, l'erreur étant imputable aussi bien à la CNAV qu'à la Bred qui a confondu le code Swift de ma banque en Inde qui lui avait été transmis par la CNAV, alors que c'était le code IFSC qui s'applique en Inde quand la transaction passe par une banque intermédiaire indienne, ce qu'ignorait la CNAV pour ne pas avoir été informé de cette modalité par la Bred. Mais pendant 3 mois, la CNAV a soutenu que c'était moi ou ma banque en Inde qui était responsable du problème.

C'est moi qui est résolu le problème il y a quelque jours en recevant de la Bred le nom de la banque intermédiaire indienne par laquelle elle passait, je l'ai contactée à Mumbai par courriel et c'est ainsi que j'ai découvert d'où venait le problème, la CNAV et la Bred en ont été incapables, c'est lamentable.

Bienvenue chez les schizophrènes qui nous gouvernent.

L'avantage de bombarder les gens d'informations en tous genres ou sur ce qui se passe dans le monde, c'est qu'ils vont être transportés ailleurs, et pendant ce temps-là par le biais de leurs émotions qu'ils ne maîtrisent pas, dans leur cerveau s'imprimera inconsciemment une réalité qui n'est pas la leur. Pour bien comprendre de quoi on parle, il faut toujours avoir à l'esprit qu'on est en présence d'un processus inconscient.

Ils se retrouvent déconnecter de la réalité qui se déroule devant leur yeux ou qui les concerne directement, qu'ils finissent par ignorer ou qui les laisse indifférents, de la même manière qu'ils vont s'émouvoir du sort d'un malheureux ou d'un gosse à l'autre bout du monde, sans que celui de ceux qu'ils côtoient quotidiennement ne les interpelle ou ne les fasse réagir, ne change quoi que ce soit à leur comportement, à leur manière de pensée ou de percevoir la société. On peut observer que l'incohérence de leurs réactions ne les portera pas à les modifier, autrement dit elles ne serviront à rien ou ne contribueront pas à changer le cours des choses.

La schizophrénie consiste à remplacer la réalité par une autre, à substituer à la réalité celle qu'on a fabriquée dans son cerveau ou plus généralement celle qu'on a fabriquée spécialement pour vous à cet effet sans que vous en ayez conscience.

Une fois déconnecté de la réalité, vous n'êtes plus en mesure de pouvoir l'interpréter ou de comprendre ce qui se passe, du coup vous ne pouvez pas agir efficacement sur la réalité pour en changer le cours en fonction de vos aspirations, vos rapports à la réalité sont totalement faussés et vous devenez une proie facile pour les imposteurs, manipulateurs ou charlatans en tous genres.

La croyance est une forme de schizophrénie, dans la mesure où on substitue à l'action, aux forces de l'univers, de la nature et des hommes celles de puissances qui n'existent que dans l'imagination de l'homme. La confusion entre la réalité et l'imaginaire peut conduire à la schizophrénie.

L'ambition démesurée est une forme de schizophrénie aggravée.

Si la tendance à la schizophrénie chez l'homme est aussi vieille que ses fantasmes, on peut penser qu'elle se développa au fur et à mesure que les hommes renforcèrent leur pouvoir sur la nature et sur les hommes les plus faibles.

Définition. (Grand Robert de la langue française)

Schizophrénie - Psychiatrie. Psychose caractérisée par une désagrégation psychique (ambivalence des pensées, des sentiments, conduite paradoxale), la perte du contact avec la réalité (repliement sur soi, désintérêt, apathie, inertie, parfois délire) et des troubles endocriniens, sympathiques et métaboliques.

Psychan., didact. (Conçue non comme une maladie ou un syndrome, mais comme une tendance psychique générale). Prédominance des mécanismes de refoulement et du désinvestissement de la réalité sur les mécanismes de restitution (chez Freud); refus des symboles et des codes formateurs du moi et garants de la société, maintien de l'inconscient et du désir au niveau des « flux » et des « molécules » des « machines désirantes » (Deleuze et Guattari), etc.

La schizophrénie ou démence précoce, caractérisée par la perte totale du contact avec l'ambiance, la dissolution des synthèses mentales qui assurent l'adaptation au réel permettant alors une libération sans frein de l'autisme, chez ces sujets qui se meuvent dans un univers qui n'a plus de commune mesure avec le nôtre, qui lui est devenu aliéné, c'est-à-dire, comme l'étymologie l'indique, étranger. Jean Delay, la Psycho-physiologie humaine, p. 81.

Autisme - Psychopath. Détachement de la réalité extérieure, la vie mentale du sujet étant occupée tout entière par son monde intérieur. L'autisme est l'attitude mentale propre aux schizophrènes.

Personnalité psychopathique : conformation mentale dont les traits les plus marquants sont l'impulsivité, l'instabilité, l'intolérance à la frustration, l'incapacité d'une adaptation satisfaisante au milieu, menant à des conduites antisociales.

Macron, son gouvernement, LREM...

Parole d'Internaute.

- "Gloser sur les bavardages, les propos colportés des uns et des autres sur les microcosmes touiteur ou face de bouc me

surprendra toujours. C'est comme fabriquer de l'info à partir d'une matière première de comptoir bien moisie. En déduire quoi que ce soit serait du même tonneau.

Sauf qu'à notre époque moderne, c'est ça qui fait foi et qui agite les zébulons. Je serais mort de rire si ce n'était aussi pathétique.

Quand c'est gratuit, c'est toi le produit ! Et encore une fois, ça n'a pas loupé. Ces deux réseaux a-sociaux, c'est combien de produits ?"

LVOG - Le miséreux, le pauvre, le chômeur, la plupart des ouvriers ne sont pas concernés, il n'y a que les élites ou les intellectuels décérébrés, les membres des classes moyennes, des couches supérieures du prolétariat, bref les nantis, repus, corrompus par le capitalisme parmi ceux qui utilisent Twitter, plus quelques paumés qui ont pour idéal de leur ressembler ou qui envient leur statut de privilégié. Apparemment ils disposent de trop de temps libre ou ils n'ont rien de mieux à faire, ce qui montre à quel point ils n'ont rien à dire et sont médiocres.

Vous pouvez mettre dans le même tonneau tous ceux qui glosent ou bavardent sur le réchauffement climatique, le racisme, la xénophobie, l'homophobie, la misogynie, etc. qui les dénoncent à juste titre ou non, mais refusent de s'attaquer à leur cause : le capitalisme dont ils s'accrochent très bien finalement, d'ailleurs ils le disent eux-mêmes. Quand on leur soumet des propositions pour le combattre, cela ne les intéresse pas.

Tous ces gens participent à une entreprise qui a été spécialement conçue pour eux et tournée contre l'ensemble des exploités et des opprimés. Répétons-le, elle consiste à diluer à l'infini la démocratie de telle sorte qu'elle apparaisse si grotesque, afin de justifier l'instauration d'un pouvoir autoritaire ou totalitaire qu'une partie de la population va réclamer elle-même, pouvoir représenté par l'oligarchie et l'élite qui la sert.

Si la démocratie, telle qu'elle est censée s'exprimer à travers les mal nommés réseaux sociaux, est synonyme de cacophonie, d'affrontement sans fin, de mythomanie, de perversion, de chaos, etc. c'est que le peuple ne la mérite pas ou qu'il est incapable d'y accéder ou encore qu'elle ne correspond pas de nos jours au modèle de gouvernance permettant de gérer la société, alors il faut la déclarer hors la loi et laisser la minorité qui détient le pouvoir s'en charger. C'est ainsi que pense l'oligarchie.

C'est aussi une manière de détourner ou de neutraliser en douceur la lutte de classes... On pourrait ajouter que cette situation est le produit du refus d'admettre que la conception de la lutte de classe qui avait été adoptée à la fin du XIXe siècle n'était plus adaptée à notre époque...

Quand on évoque la fabrication du consentement chère aux idéologues néoconservateurs, on nous rit au nez. Elle sert notamment à endiguer, à pervertir, à annihiler les aspirations les plus élémentaires mais aussi les plus fondamentales des exploités et des opprimés, sans lesquelles la nécessité d'en finir avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme se trouve privée de justification au profit de l'autoritarisme, le totalitarisme.

Ils osent tout.

- Fallait-il augmenter le salaire de Benjamin Smith, le nouveau patron d'Air France ? - Capital 17 août 2018

Benjamin Smith, numéro deux d'Air Canada, a été nommé jeudi directeur général d'Air France-KLM. Il devrait prendre ses fonctions "au plus tard le 30 septembre". Mais déjà, son salaire fait jaser... Le dirigeant a obtenu que la rémunération pour ce poste soit triplée. En 2017, le DG était payé 600.000 euros par an, auxquels il fallait ajouter une part variable de 510.000 euros. Or, Benjamin Smith aurait réussi à négocier un salaire supérieur à 3 millions d'euros chez Air France. Capital 17 août 2018

Vous êtes donc en droit d'exiger le triplement de votre salaire, non ?

- Promotion du livre de Schiappa par le service de presse du ministère: la Cnil passe l'éponge - AFP

- "Pétition vivante" à l'Onu à l'adresse des dirigeants mondiaux - Reuters

- Rohingyas : Washington sanctionne des commandants militaires birmans - Liberation.fr

- Quand le Labour et Jeremy Corbyn s'enfoncent toujours plus dans l'antisémitisme - Atlantico.fr

- États-Unis : à 87 ans, elle se fait taser par des policiers en jardinant - LePoint.fr

Martha Al-Bishara, qui avait un couteau pour couper des pissenlits, était considérée comme un danger par les forces de l'ordre américaines. LePoint.fr

- Début du pèlerinage à La Mecque : "C'est un retour à l'origine même de l'Homme sur terre" - Franceinfo

[Cela Trump énormément ou une imposture peut en cacher une autre.](#)

J'essaie de cerner très précisément ce que représente Trump et son clan d'oligarques et je dois avouer que c'est assez troublant ou difficile de s'y retrouver, car il incarne une sorte de populisme aux relents d'extrême droite tout en se défendant d'adopter son idéologie, contrairement au parti démocrate et la majorité des élus républicains qui en pratique l'ont appliquée alternativement ou ensemble, notamment son volet impérialiste guerrier et en alimentant sans cesse celui du communautarisme.

Si comme on nous le dit Trump incarne le capitalisme industriel, c'est qu'il est encore plus dangereux qu'on ne le pense, parce que ce serait favoriser le développement du capitalisme qui conduit à son effondrement et à une nouvelle guerre interimpérialiste au détriment du capitalisme financier qui s'est contenté jusque là de guerres localisées ou de menaces. Peut-être que cela signifie qu'ils auraient décidé de passer à l'étape supérieure qui précède un krach et une guerre mondiale. Les deux clans instrumentalisent l'extrême droite qui serait chargée de prendre le relais temporairement ou de les épauler. Les démocrates provoquent l'extrême droite, tandis que les républicains la flatte, le partage des rôles est respecté, la collusion qui existent entre eux présente des variantes, mais dans les deux cas c'est juste une question de circonstances en fonction de leurs besoins ou de leur stratégie.

Il reste de nombreux facteurs sur lesquels on ignore quelle serait l'attitude si Trump persistait, dont celle de la Fed, des oligarques les plus puissants, le Pentagone, etc. On a dit que sa stratégie menait à l'effondrement du capitalisme, à condition que les oligarques mafieux qui contrôlent la Fed ne s'emmêlent pas ou laissent faire comme en 1929... On peut imaginer le chaos qui en résulterait sur les économies européennes, dont les plus fragiles qui seraient tentées de se rabattre sur l'extrême droite dans sa version intégrale ou dans sa version limitée populiste, à moins qu'elles forment une coalition comme en Italie, plusieurs pays y sont déjà plus ou moins préparés dont l'Espagne, l'Allemagne, la France, la Grèce, la Hollande, l'Autriche, la Suède, la Grande-Bretagne est en retard, sans oublier l'Ukraine et les pays baltes qui ont réhabilité le nazisme. Cela fournirait un excellent prétexte aux institutions supranationales pour achever de se saisir du pouvoir politique ou se substituer à tous les pays de l'UE qui deviendraient ingouvernables en croulant sous une dette encore plus colossale, sous l'égide des Etats-Unis. Toutes les guerres et tous les krachs boursiers ont toujours servi à accroître la richesse et le pouvoir des oligarques les plus puissants au détriment des Etats et des peuples, or la stratégie de Trump s'inscrit dans cette perspective. Et ils y recourent quand ils ne parviennent plus à avancer ou à franchir une nouvelle étape de leur plan, qui demeure de concentrer tous les pouvoirs ou d'instaurer un régime mondial sur lequel les peuples n'auraient aucune emprise, aucun moyen de contrôle, aucune possibilité de le contester, un régime ploutocratique totalitaire. En cela démocrates et républicains, les deux clans de l'oligarchie qui s'affrontent, partagent le même objectif, il n'y a que les moyens ou la tactique et dans une certaine mesure la stratégie pour y parvenir qui diffèrent.

Trump et ses provocations permettent à l'oligarchie de mesurer le degré de décomposition de chaque pays, c'est en tout cas ce qu'on peut déduire en observant les réactions irrationnelles qu'ils suscitent ou qui sont très éloignées de la réalité et ajoutent un peu plus de confusion à la compréhension de l'orientation de la situation mondiale.

Le clan de Trump doit être inquiet de l'affaiblissement des Etats ou de leurs institutions que de plus en plus de travailleurs rejettent ou dont ils se détournent, ils doivent craindre qu'à un moment donné ils pourraient en perdre le contrôle, et que le mouvement ouvrier pourrait profiter de cette faille pour se réorganiser sur de nouvelles bases politiques, leur pire cauchemar !

Le néolibéralisme incarne dans tous les domaines les pires excès du capitalisme ou de l'impérialisme, par conséquent il était à prévoir qu'il arriverait un jour où les peuples le rejetteraient violemment ou avec un tel dégoût qu'il serait pratiquement impossible de prendre le relai en reprenant mot à mot sa rhétorique, aussi valait-il mieux en prendre le contre-pied pour berner les naïfs et poursuivre en grande partie la même politique puisque leurs objectifs sont inchangés. Si ses représentants officiels sont grillés, il faut en trouver d'autres, ce qui n'est pas un problème, les candidats se bousculent au portillon, mais en étant aussi marqués à droite il va falloir redoubler d'imagination et de populisme, de démagogie, sortir le grand jeu dans une sorte de tragi-comédie sordide...

Pour saisir les intentions réelles de Trump et du clan auquel il appartient, c'est un peu comme dans les affaires criminelles, on doit se demander quel est le mobile du crime pour découvrir le coupable, sauf que là on connaît déjà le ou les noms des coupables, en revanche on ignore à chaque nouvelle étape de la crise du capitalisme ce qu'ils vont imaginer ou quels moyens ils vont employer pour parvenir à leurs fins ou à l'étape suivante, c'est ce que nous nous employons à découvrir en nous basant sur les faits.

La vision que les uns et les autres ont de Trump est faussée par la guerre qu'il mène au clan adverse de l'oligarchie, qui considère que la partie est gagnée ou qu'ils ont gagné la guerre de classe et qu'ils n'ont aucune raison de modifier leur stratégie. J'ai l'impression qu'ils veulent sauter certaines étapes ou qu'ils sont trop sûrs d'eux. On doit donc prendre ses déclarations et chacune de ses mesures avec une extrême prudence. Les polémiques dans lesquelles il s'engage reposent sur de réels désaccords avec ses adversaires ou relèvent de la manipulation, de la provocation, de l'instrumentalisation, ce qui fait que le plus souvent personne ne sait où il veut en venir, ce qui est encore le meilleur moyen pour faire ce qu'on veut quand on veut, c'est très habile, on est loin d'être en présence d'un abruti comme certains commentateurs l'affirment.

On aura constaté également qu'il ne s'est en aucune manière attaqué au pouvoir de l'oligarchie, il n'a pas non plus réduit le pouvoir (et le budget) des agences de renseignement ou du Pentagone, bien au contraire, donc l'essentiel est sauf ! Il les a réorientés sans qu'on sache précisément dans quels buts précis. Hormis son inflexion sur la Syrie et la Russie ou sa position sur la Chine, pour le reste rien de changé.

Effet multiplicateur ou amplification.

- Donald Trump dénonce la "censure" des voix conservatrices sur les réseaux sociaux - Franceinfo
- Donald Trump proteste contre la censure des conservateurs - LePoint.fr
- Donald Trump dénonce la « censure » des opinions de droite sur les réseaux sociaux - LeParisien.fr
- Donald Trump dénonce la «censure» de voix de l'ultradroite sur les réseaux sociaux - Liberation.fr

Ce que Trump a réellement dit.

- Donald Trump dénonce la "censure" des voix conservatrices sur les réseaux sociaux - franceinfo 18.08

Le président américain a vivement épinglé, samedi 18 août, la suspension par les géants d'internet des activités de personnalités de la droite américaine sur les réseaux sociaux. "Les réseaux sociaux discriminent absolument les voix Républicaines/Conservatrices", a écrit Donald Trump sur Twitter, promettant que son gouvernement ne laisserait pas ça arriver, sans apporter davantage de précisions.

"Ils font taire les opinions de beaucoup de personnes de droite alors qu'en même temps ils ne font rien pour les autres", a-t-il dénoncé. "La censure est quelque chose de très dangereux & absolument impossible à surveiller", ajoute-t-il dans un deuxième tweet, avant de s'en prendre, une nouvelle fois aux médias. "Il n'y a rien d'aussi bidon que CNN et MSNBC et pourtant je ne demande pas à supprimer leur comportement malade", a tempêté Donald Trump contre deux chaînes qu'il critique régulièrement. franceinfo 18.08

- Enquête russe: Donald Trump crie au "Maccarthysme" - AFP 19 août 2018

Donald Trump, en froid avec le monde de l'espionnage après avoir révoqué l'habilitation secret défense d'un ex-chef de la CIA, s'est emporté dimanche contre l'enquête russe, la qualifiant de "Maccarthysme de la PIRE espèce".

"Etudiez feu Joseph McCarthy parce que nous sommes en ce moment dans une période avec Mueller et son gang qui fait passer Joseph McCarthy pour un débutant. Chasse aux Sorcières Truquée", a tweeté le locataire de la Maison Blanche.

Sa salve de messages matinaux ne cachant guère son irritation a été postée au lendemain d'une information du New York Times selon laquelle un avocat de la Maison Blanche, Don McGahn, a "largement coopéré" avec l'enquête menée par l'équipe du procureur spécial Robert Mueller sur les soupçons de collusion entre l'équipe de campagne du républicain et la Russie.

"Je l'ai autorisé ainsi que tous les autres à témoigner - Je n'avais pas à le faire", affirme M. Trump, qui avait déjà posté un message en ce sens la veille.

"Je n'ai rien à cacher et j'ai exigé la transparence pour que la Chasse aux Sorcières Truquée et Abominable puisse prendre fin", poursuit-il. "Maccarthysme de la PIRE espèce".

Dans les années 50 en pleine guerre froide, les Etats-Unis, plongés dans une période de paranoïa que l'on désigna comme la "peur rouge", le sénateur républicain du Wisconsin Joseph McCarthy lança une campagne visant toute personne soupçonnée d'être communiste ou d'éprouver des sympathies pour le régime embrassé par Moscou, la "chasse aux sorcières".

La comparaison au Maccarthysme était d'actualité ce dimanche outre-Atlantique, utilisée également pour condamner le retrait par Donald Trump de l'habilitation secret défense de l'ancien directeur de la CIA John Brennan et ses menaces de la retirer à d'autres anciens haut responsables.

Mike Mullen, un ancien chef d'état-major américain, a confié à la chaîne Fox News que cette pratique lui rappelait notamment "l'ère McCarthy quand l'administration commença à dresser des listes d'individus qui n'étaient pas en accord avec eux".

"Historiquement, cela s'est bien évidemment révélé très problématique pour le pays", a-t-il poursuivi, renvoyant à la "liste

d'ennemis sous le président Nixon", en référence à une pratique controversée de ce président républicain révélée par le scandale du Watergate.

La décision de M. Trump cette semaine de révoquer l'habilitation de John Brennan, dernier patron de la CIA sous le président Obama, a créé un véritable tollé. D'anciens patrons de l'agence de renseignement ainsi qu'une demi-douzaine d'espions de haut rang l'ont dénoncée dans une lettre ouverte et la polémique était encore vive dimanche.

"Notre inquiétude est maintenant que l'habilitation secret défense soit utilisée comme un instrument politique pour s'en prendre aux personnes qui ne sont pas d'accord avec le président", a noté Leon Panetta, un autre ex-patron de la CIA.

"Le président exerce certainement" le droit à la liberté d'expression, a ajouté M. Panetta, qui a aussi été ministre de la Défense de Barack Obama. "Et je pense que nous avons tous le droit de l'exercer".

M. Brennan a pour sa part appelé le parti républicain, qui contrôle le Congrès, à empêcher davantage d'anciens responsables du renseignement de voir leur habilitation remise en cause par Donald Trump. "Il est temps pour les membres du Congrès de se réveiller", a-t-il estimé sur NBC.

"J'ai qualifié son comportement de trahison et je m'y tiens", a-t-il ajouté. M. Brennan avait formulé cette accusation pour la première fois après la conférence de presse de Donald Trump et son homologue russe Vladimir Poutine à l'issue de leur sommet d'Helsinki, marquée par la posture conciliante du président américain vis-à-vis du maître du Kremlin.

Mais du côté des élus républicains, la prudence était de mise sur la question des révocations d'habilitations secret-défense.

"Je ne veux pas que ça devienne une routine. Je ne veux pas voir ça être politisé", a réagi le sénateur Ron Johnson, chef de la commission du Sénat sur la Sécurité intérieure, estimant que rien ne montrait que ces responsables aient utilisé à mauvais escient leurs habilitations.

Mais l'élu républicain a également estimé que M. Brennan avait "dépassé les bornes" en allant à la télévision pour accuser le président de "trahison".

Au sein de l'administration, l'heure est aux attaques contre M. Brennan.

La décision de lui retirer son habilitation était "certainement appropriée", a déclaré le conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche John Bolton sur ABC. Il est "totalement dérangé", a affirmé l'avocat de Donald Trump Rudy Giuliani sur NBC. AFP 19 août 2018

En complément

- L'Onu s'inquiète des propos de Trump sur la presse - Reuters 20.08

- Les États-Unis accusent la Chine d'ingérence dans les élections - LePoint.fr 19 août 2018

Donald Trump a récemment multiplié les attaques contre l'enquête menée sur une éventuelle collusion entre la Russie et l'équipe du président durant la campagne de 2016. Mais, ce week-end, il a accusé la Chine d'ingérence dans les élections. Un message publié samedi au milieu d'une série de tweets dénonçant la « censure » des voix conservatrices sur les réseaux sociaux. « Tous ces idiots qui se focalisent sur la Russie devraient commencer à regarder dans une autre direction, la Chine. »

Le tweet est passé largement inaperçu, jusqu'à ce que le conseiller à la sécurité nationale de la Maison-Blanche, John Bolton, soit questionné à ce sujet dimanche sur la chaîne ABC, et accuse lui aussi Pékin, mais aussi Moscou, Téhéran et Pyongyang de tenter de s'immiscer dans le processus électoral américain.

Quatre pays dans le viseur américain

« Je peux certainement vous dire que c'est une menace suffisante pour la sécurité nationale des États-Unis – l'ingérence de la Chine, l'ingérence de l'Iran, l'ingérence de la Corée du Nord – pour que nous prenions des mesures pour tenter de la contrer », a déclaré M. Bolton. « Ce sont donc quatre pays, en fait. » Pressé de donner des détails sur la façon dont ces pays, notamment la Chine, tenteraient d'influencer les élections américaines, M. Bolton est resté vague. « Je ne veux pas entrer dans les (détails) de ce que j'ai vu ou pas. Mais je peux vous dire que pour les élections législatives de 2018, ce sont les quatre pays qui nous préoccupent le plus », a-t-il dit. LePoint.fr 19 août 2018

Ils veulent tous en être.

Quand les populistes apportent leur soutien aux médias pratiquant la censure et l'autocensure, la désinformation au quotidien, champion toutes catégories en matière de fausses information (fake news).

- Rubrique *Aujourd'hui* de La Tribune des Travailleurs (latribunedestravailleurs.fr)

16 août 2018 – A l'initiative du « Boston Globe », plus de 350 journaux américains publient des éditoriaux répondant aux diatribes du président américain contre les médias. Ils dénoncent « la guerre sale contre la presse libre » menée par le président Trump.

Ces "diatribes" ne seraient-elles pas amplement justifiées ? Le POID considérerait-il que ces 350 journaux américains représentent "la presse libre" ? C'est en tout cas ce qui ressort ici, bravo ! Du coup on est en droit de se demander si La Tribune des Travailleurs en fait aussi partie.

[L'éditorial de La Tribune des travailleurs par Daniel Gluckstein : Conte de fées télévisuel ou propagande d'État ?](#)

Connaissez-vous « le pays du plein emploi » ? Selon France 2 qui lui a consacré une longue séquence de son « 20 heures » (le 9 août), c'est le Danemark : « Le taux de chômage (y) est de 3,9 % » grâce à l'instauration de « la flexisécurité », un dispositif qui « permet d'embaucher et de licencier très facilement ».

Un véritable paradis, à en croire le directeur de la filiale danoise de Vinci : « Il n'y a pas de notion de demande administrative de licenciement, on n'a pas besoin non plus de présenter des plans sociaux, on n'a pas besoin de demander l'autorisation des syndicats. »

Précision de France 2 : « Ce modèle pour embaucher et licencier facilement a été pensé en concertation avec les syndicats danois. » Un modèle ? Pour qui ?

Pour être indemnisés, les chômeurs « doivent prouver leur bonne foi en postulant à deux offres d'emploi par semaine ». Et pas question d'en refuser une ! Le patron de l'équivalent de Pôle emploi est clair : « Vous devez accepter des emplois qui n'ont pas de rapport avec vos qualifications. Vous devez prendre des jobs dans les cafés, les supermarchés, des jobs très faciles à obtenir, pour lesquels vous devez postuler. » En cas de refus, « on peut vous couper vos indemnités de chômage et vous mettre une amende ».

Au fait, quel est l'objectif de ce merveilleux conte de fées télévisuel « du pays qui a vaincu le chômage » ? Le reportage s'en cache à peine : « Pour créer de l'emploi, le modèle danois est considéré comme l'un des plus performants au monde. Les organismes économiques internationaux proposent aux autres pays de s'en inspirer. » C'est vrai que la « flexisécurité » est inscrite dans la « stratégie de Lisbonne » de l'Union européenne depuis 2007, et dans les recommandations du FMI, de l'OCDE, de l'Union européenne, et dans les considérants de toutes les contre-réformes gouvernementales en France. Elle figure aussi dans l'Accord national interprofessionnel (ANI) de 2008 sur la « modernisation » du marché du travail. Mais, jusqu'à présent du moins, si des coups majeurs ont été portés, la flexisécurité à la danoise n'a pas encore été imposée en France.

C'est sans doute un pur hasard si cette propagande d'État intervient alors que les projets de loi Pacte et Pénicaud 2, prolongeant les contre-réformes El Khomri et Pénicaud 1, prétendent aller plus loin dans la remise en cause des garanties collectives pour imposer le travail forcé, à la tâche, surexploité.

Le propre d'un régime de démocratie politique, c'est la liberté d'organisation, la souveraineté du peuple et la liberté d'expression.

Le propre d'un régime totalitaire, c'est sa volonté d'intégrer les syndicats à l'État, appuyée sur des institutions capables d'imposer toutes les mesures décidées au sommet et d'étouffer les « affaires », le tout accompagné de la répression et d'un organisme de propagande d'État.

Une seule question se trouve ici posée : faut-il s'accommoder des institutions de la Ve République, ou réaliser l'unité pour en finir avec ce régime avant qu'il n'aille jusqu'au bout de sa logique totalitaire ?

LVOG - Mais au fait, au Danemark la Constitution interdirait-elle la création d'un nouveau syndicat ouvrier qui serait indépendant de l'Etat ? Apparemment non. Donc la seule question qui mériterait d'être posée ne serait-elle pas de savoir pourquoi il n'a pas vu le jour au cours des décennies antérieures, et pourquoi tous les syndicats sont pourris, vendus, totalement corrompus, question qui est également valable pour la France et tous les autres pays.

On avait avancé timidement l'idée que la constitution d'un nouveau syndicat ouvrier s'imposait, parce que nous savions que la quasi totalité des militants y seraient farouchement opposés au départ... Dorénavant, on peut affirmer sans prendre de risques que cette stratégie était cohérente, parce qu'elle reposait sur des faits ou l'évolution des rapports entre les syndicats et l'Etat qui

la justifiait ou correspondait à un véritable besoin pour organiser la classe sur d'autres bases que la collaboration de classe, le réformisme, le corporatisme. Autrement dit, nos dirigeants ont eu faux sur toute la ligne.

Ils recoururent à la démagogie et au double langage pour justifier leur collusion avec les appareils des syndicats, ils ne cessèrent de ménager leurs dirigeants, ils refusèrent d'exiger le droit de constituer des courants au sein des syndicats, ce qui aurait permis de rassembler les syndiqués sur la base du principe de l'indépendance des syndicats de l'Etat et du patronat, du capitalisme, ce qui aurait permis d'organiser ou structurer la résistance au corporatisme à l'intérieur des syndicats, et quand cela serait devenu impossible, d'en sortir pour créer un nouveau syndicat ouvrier...

Au lieu d'avancer dans cette direction, ils laissèrent les directions syndicales toutes puissantes dicter leur loi et collaborer ouvertement avec les gouvernements successifs et le Medef, brader tous nos droits ou acquis en refusant de porter les revendications de la classe ouvrière réduites à une peau de chagrin ou des miettes, et par conséquent d'organiser sa mobilisation, réduite à des journées d'action destinées à briser son unité et sa résistance, afin que le gouvernement et le patronat puissent appliquer leur politique antisociale.

Si ce "modèle" antisocial a été mis en place "en concertation avec les syndicats", c'est que ces syndicats étaient déjà pourris jusqu'à la moelle depuis belle lurette et qu'il n'y avait rien d'autres à en attendre, non ? Non, cette question est décidément taboue.

Partant de là, la logique la plus élémentaire commanderait de fuir les syndicats, puisqu'ils ne sont pas plus réformables que le capitalisme ou les partis traditionnels de la classe ouvrière, non ? Mais non voyons, c'est leur unité qui est à l'ordre du jour nous dit-on, encore faudrait-il savoir sur quelle orientation ou pour servir quelle cause.

C'est vrai qu'une planche pourrie peut vous sauver la vie, tout dépend à quelle distance du rivage on se trouve. On peut se remettre d'une gangrène, d'un cancer, etc. tout dépend de leur niveau d'avancement, si on ne parvient pas à les stopper, tout espoir serait mal avisée ou toute illusion serait cruelle et l'issue serait fatale.

ACTUALITE EN TITRES

La liberté, laquelle et pour qui ?

- Macron rappelle "l'extrême précarité de la liberté" à Bormes-les-Mimosas - AFP

Réponse :

- Des députés LREM appellent à étendre le travail dominical - LeParisien.fr

Comment ces dégénérés après avoir fait l'apologie de la pornographie, poussent la population à la perversion.

- Comment un dîner à quatre m'a convertie à l'échangisme - Le HuffPost

Ménagerie ou lupanar en guise de société...

- Endométriose: Enora Malagré, qui faisait «jusqu'à 3 fausses couches par an», va se faire retirer l'utérus - 20minutes.fr

- 6 positions sexuelles pour faire l'amour sous la douche - Le HuffPost

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Poutine appelle l'UE à participer à la reconstruction en Syrie - AFP 19 août 2018

Le président russe Vladimir Poutine a appelé samedi les Européens à participer financièrement à la reconstruction de la Syrie pour permettre le retour chez eux de millions de réfugiés, lors d'une visite en Allemagne.

"Il faut renforcer la dimension humanitaire dans le conflit syrien et je veux dire par là avant tout l'aide humanitaire à la population syrienne, et aider les régions où les réfugiés se trouvant à l'étranger peuvent retourner", a-t-il déclaré avant un entretien avec la chancelière Angela Merkel.

Il y en a un million en Jordanie, autant au Liban, et 3 millions en Turquie, a-t-il énuméré.

L'Allemagne en a accueilli aussi plusieurs centaines de milliers depuis 2015, au plus fort de la crise migratoire, qui a ébranlé la cohésion de l'Union européenne et affaibli politiquement Angela Merkel.

"C'est potentiellement un énorme poids pour l'Europe", a-t-il mis en garde.

"C'est pourquoi il faut tout faire pour que ces gens rentrent chez eux", ce qui veut dire concrètement rétablir les services de base comme l'approvisionnement en eau ou les infrastructures médicales.

La chancelière a estimé de son côté que la priorité en Syrie était "d'éviter une catastrophe humanitaire", sans rentrer dans les détails. AFP 19 août 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 25 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

● Causerie au format pdf (21 pages)

En Inde, il n'existe que des rapports commerciaux, y compris avec les esprits, les anges ou l'au-delà.

De l'ordre, de la méthode, de la logique, essayons de faire marcher nos petites cellules grises.

Je me suis connecté aux portails de LO, du NPA et de sa tendance Claire et j'ai tout fermé en moins d'une minute sans lire le moindre article. J'avais l'impression d'être sur des blogs parrainés par Soros. En me connectant à différents portails de médias dits alternatifs, j'ai eu l'impression de me retrouver sur des blogs des clans de l'oligarchie qui s'affrontent.

Qu'il nous soit permis de revendiquer notre indépendance et notre droit de nous situer sur un autre terrain, pas en fuyant l'actualité, mais en l'affrontant car on ne craint aucune récupération ou instrumentalisation. Ce n'est pas prétentieux, c'est être libre, c'est le seul espace de liberté qu'il nous reste, alors si nous ne nous en emparons pas, nous sommes foutus car d'autres l'occuperont à notre place et notre cause disparaîtra.

Il y a ceux qui ne sont pas très exigeants, qui vivent d'illusions et les colportent, qui se contentent des apparences, et puis il y a ceux qui s'acharnent à découvrir ce qu'elles recouvrent, qui essaient de comprendre, qui creusent comme des explorateurs en remontant à la source d'une rivière. C'est peut-être ingrat et fastidieux, mais c'est passionnant et cela en vaut la peine.

De nos jours j'ai l'impression que les gens ne sont pas ou plus très curieux, et comme le vomis qu'on leur propose en guise de connaissance constitue une régression par rapport à autrefois, ils ont singulièrement tendance à dégénérer avant d'être parvenus à maturité. Autrement dit, il leur manque quelque chose pour se projeter au-delà de leur médiocre quotidien, on n'ose même pas parler d'idéal, pour que leur imagination nourrisse leurs aspirations de sorte qu'elles dépérissent avant même d'avoir fait leur apparition ou qu'ils soient parvenus à les formuler. Bientôt à ce rythme-là, on ne pourra plus dire qu'ils les ont perdues ou oubliées puisqu'elles n'auront jamais existé, car entre temps leur imagination se sera tari tout comme leur espoir de vivre dans une autre société. Ainsi le cauchemar décrit par Orwell sera réalisé.

C'est ce qui nous pend au nez à force de nier la réalité ou certains aspects de la réalité. C'est l'imagination qui permet de faire remonter à la surface les matériaux issus de la réalité ou des expériences des hommes qui sommeillent aux fins fonds de leur inconscience, afin qu'ils en prennent conscience pour qu'éventuellement ils puissent la transformer. Quand on en est privé, on est condamné à errer dans le monde des apparences qui donnent lieu à toute sorte d'illusions d'où ne sortent jamais rien.

Autre sujet de réflexion.

Ce n'est qu'entre le milieu des années 60 et 70 que la notion de temps de la majorité des ouvriers a connu une modification importante, jusque là il n'avait pas de voiture, pas de téléphone, pas de machine à laver, il n'avait jamais voyagé en avion, le temps de travail diminuait, les congés payés rallongèrent, on peut ajouter qu'il n'avait pas la télévision couleur, et au début des années 80 cette tendance s'amplifia avec une 5e semaine de congés payés, la retraite à 60 ans et la semaine de travail de 39 heures.

Gain de temps et davantage de temps libre ne furent pas vraiment employés à bon escient, puisque cela s'arrêta là puis régressa, sauf pour l'aristocratie ouvrière principalement qui bénéficia encore d'une baisse du temps de travail. Et pour la plupart les salaires allèrent augmenter considérablement, ce qui allait leur permettre d'acheter une voiture et une machine à laver, de disposer du téléphone, de s'acheter des billets d'avion, pendant qu'il allait passer le temps libre supplémentaire dont ils bénéficiaient dans leur voiture, au téléphone, dans des avions ou des trains, sur des routes...

Nous bénéficiâmes de conditions favorables pour pouvoir consacrer une partie de notre temps à préparer notre émancipation du règne de l'exploitation et nous fûmes incapables de saisir cette occasion, pire, les acquis sociaux que nous avions conquis ne servirent qu'à alimenter la machine capitaliste pour assurer sa survie au détriment de la nôtre, il ne faut donc pas s'étonner si par la suite notre condition devait se détériorer, et que tout espoir de se libérer du joug du capitalisme s'éloigne un peu plus jour après jour.

Le saviez-vous ?

- ...quand vous réalisez que le CFR (Council Foreign Relation créé et présidé par Rockefeller - ndlr) a pour membres les top exécutifs du New York Times, du Washington Post, du Los Angeles Times, de Time, Life, Fortune, Business Week, et des chaînes NBC, CBS (NdT: CNN, Fox News, MSNBC etc. n'existaient pas dans les années 70... Ils ont rejoint le club depuis...) et bien d'autres, vous pouvez être certain qu'une telle unanimité n'est pas une coïncidence et qu'elle est parfaitement délibérée... (Gary Allen publié en 1976 "The Rockefeller File" ou "Le dossier Rockefeller" - Au coeur du Nouvel Ordre Mondial... Le dossier Rockefeller 2eme partie...- <http://resistance71.wordpress.com/2011/10/05/au-coeur-du-nouvel-ord>)

- Feu Arthur Hays Sulzberger, chairman du comité directeur du New York Times (NdT: à cette période), était membre du CFR et aujourd'hui (NdT: en 1975-76, c'est pire aujourd'hui !), il y a au moins 11 personnes ayant de hautes fonctions au sein du New York Times qui sont membres du CFR... (id)

Rappelons que tous ces médias sont la propriété d'oligarques ou liés aux banquiers.

La liberté d'expression telle qu'ils la conçoivent, est un instrument politique ou de propagande destiné à interpréter la situation conformément aux besoins de l'oligarchie et à censurer toute interprétation qui mettrait à mal la leur ou qui desservirait leurs intérêts. Bien entendu la définition qu'ils en donnent publiquement ne correspond pas à l'usage qu'ils en font, autrement dit il y a escroquerie sur la marchandise.

S'associer à leur appel quand ils estiment que leur exercice de la liberté d'expression est entravée, c'est se rendre coupable de complicité de cette escroquerie que les lecteurs ou téléspectateurs ignorent.

C'est manquer singulièrement de discernement au nom du dogmatique principe de la défense de la liberté d'expression en toutes circonstances. En fait ou plus précisément, c'est détourner ce principe qui se retourne en son contraire, quand ceux qui en font usage sont animés de mauvaises intentions ou inavouables envers les exploités et les opprimés, destinées à les tromper.

Les démagogues ou populistes affirment qu'on n'a pas à prendre en compte ce genre d'argument, parce que de tout temps le combat pour la liberté d'expression devrait avoir la même signification politique, or ce n'est pas le cas, tout dépend quelle classe la réclame, ce qui déterminera son contenu et sa finalité. Partant de là, on comprend immédiatement pourquoi on ne pouvait pas, on devait pas s'associer ou soutenir une initiative provenant de ces médias.

Chaque fois qu'on nous propose de s'associer à un combat, on doit se demander qui ou quelle classe en est à l'origine, et à qui ou à quelle classe il va profiter, sinon on prend le risque de se retrouver aux côtés de nos ennemis pour livrer un combat contre notre cause.

La liberté d'expression existe, certains le nient par opportunisme, peut-être parce qu'ils sont incapables d'en faire un bon usage.

Ils sont et ils font exactement le contraire. La preuve.

Ils sont libres, ils sont indépendants, ils ne sont pas engagés politiquement, idéologiquement ils ne sont pas marqués, ils se bornent juste à vous informer et à vous donner des analyses pour vous permettre de comprendre la situation.

- Le gouvernement glisse la réforme constitutionnelle en dessous de la pile - Liberation.fr 23 août 2018

Victime du charivari parlementaire provoqué par l'affaire Benalla, le projet de réforme constitutionnelle, qui aurait dû être adopté dès juillet par l'Assemblée nationale, devrait passer quelques mois supplémentaires au réfrigérateur. C'est ce qu'a fortement suggéré mercredi le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, à l'issue du Conseil des ministres de rentrée.

«Nous sommes très attachés à ce qu'on puisse réviser la Constitution», a assuré Griveaux, avant d'annoncer que la priorité serait «vraisemblablement» donnée à la loi Pacte, qui doit favoriser la croissance des entreprises et l'intéressement des salariés. Des objectifs à haute priorité, alors que l'activité économique a ralenti en 2018.

Libération commence par regretter que la réforme constitutionnelle n'ait pas été adoptée dès le mois de juillet, car en n'en pas douter et pour votre bien elle devait l'être et elle le sera, que cela plaise ou non à certains.

Quant à "la croissance des entreprises et l'intéressement des salariés" à leur propre servitude ou pour mieux les enchaîner au char du capitalisme, c'est plus qu'une nécessité, elle est plus qu'indispensable, c'est une "haute priorité", et vous n'avez pas à vous demander pour qui en sachant qui l'a concoctée, à ce niveau-là cela ne se discute même pas, chacun est appelé à soutenir cette loi Pacte, à imiter Libération.

Chaque fois il aura suffi d'une simple expression pour innocemment vendre aux lecteurs la camelote réactionnaire du gouvernement. Et ne pensez pas que les lecteurs de ce torchon seraient assez intelligents pour s'en être aperçus, sinon ils arrêteraient de l'acheter, à moins évidemment qu'ils attendent quelque chose du gouvernement, dans ce cas-là ils n'ont commis aucune erreur.

[Fausses nouvelles. Sputnik aussi en connaît un rayon.](#)

Une arme à un billion de dollars: comment la Chine va ruiner l'économie des USA - sputniknews.com 22.08.2018

LVOG - La Chine possède 1 200 milliards de dollars de bons du Trésor américain. Maintenant comparez le titre de cet article avec le dernier paragraphe, vous observerez qu'ils se contredisent, c'est de la propagande à 2 balles !

Sputnik - Il ne faut évidemment s'attendre à aucune action drastique de la part de Pékin, car cela ne répond tout simplement pas à ses intérêts. Si la Chine décidait de suspendre ses achats ou de vendre un gros paquet d'obligations américaines, cela susciterait certainement une panique totale sur les marchés. Le taux de change du dollar baisserait, ce qui nuirait aux exportations chinoises. (Source : sputniknews.com 22.08.2018)

Alors c'est vrai qu'après, Macron et les médias qui l'ont porté au pouvoir ont beau jeu de critiquer les agences russes de presse qui ne valent guère mieux que l'AFP, Reuters, Euronews ou AP. Et ce n'est qu'un exemple parmi des milliers d'autres, car on y a le droit quotidiennement.

Les lecteurs doivent donc être très vigilants sur ce qu'ils lisent, si je peux me permettre un conseil.

[Quand ils disent eux-mêmes qu'ils complotent contre les peuples.](#)

Lu dans un article.

- "Les élites, habiles mais discréditées, savent que la gauche est opportuniste et, quand il le faut, elles tolèrent temporairement la rhétorique et les réformes de gauche tant que leurs intérêts économiques ne sont pas en péril. L'élite sait que la gauche met son clignotant à gauche et tourne à droite."

Cela s'applique à la nouvelle gauche, à la gauche de la gauche qui s'inscrit dans le prolongement de la gauche traditionnelle qui était passée à droite avec armes et bagages il y a plus d'un siècle.

L'élite sait et ce qu'ils appellent la gauche sait également, la collusion est donc totale et permanente. La gauche savait dès l'origine qu'elle allait être instrumentalisée par l'élite pour servir les intérêts qu'elle représentait. On est en présence d'une escroquerie partagée, et pour qu'elle fonctionne il fallut que les deux larrons se répartissent les rôles et s'y tiennent strictement moyennement rétribution et avantages en tous genres, exercice assimilable à de la corruption.

On aura compris que pour accepter de se faire traîner dans la boue un jour ou l'autre après avoir été couverte de lauriers, il fallait vraiment que cela vaille le coup, la gauche était à la fois un maquereau et une putain, un flic et une balance, un bourreau et un salopard, à cet égard elle est pire que l'oligarchie sur l'échelle de l'infamie, on aurait du mal à imaginer plus cruel et sordide.

Elle sert à détourner la classe ouvrière de la tâche historique qu'elle avait à accomplir au profit de son ennemi, qui au lieu de faire franchir à la civilisation humaine une nouvelle étape vers la liberté la conduit à la barbarie, au totalitarisme.

On a l'impression que la population est hypnotisée par le capitalisme.

C'est ringard. Attendez, ce n'est pas théorique ou une interprétation, c'est la réalité des faits.

La plupart des gens trouvent toujours une raison ou un prétexte pour refuser de le combattre, ce qui montre l'influence qu'il a sur eux indubitablement. Quand on perd ses aspirations, quand on oublie ce qui s'est passé, quand on s'accommode de la marchandisation de tous nos besoins, on est en droit d'affirmer qu'on est en train de perdre notre liberté de penser, notre liberté tout court puisque je pense donc je suis en tant que membre d'une espèce évoluée et menacée d'extinction.

Appuyer sur le bouton de son poste de télévision pour regarder le journal de 20H en est l'illustration à grande échelle...

[Avilissement de la pensée. Crétinisme ou médiocrité intellectuelle. Indigne.](#)

Que ne feraient-ils pas pour se donner bonne conscience, pour étaler leur crasse ignorance, pour se faire passer de gauche. Attention, leurs critiques sont uniquement le pendant de leur allégeance au régime, aux institutions américaines devant lesquelles ils se prosternent !

- Et l'usage idiot des tweets est également indigne du poste que détient Trump, c'est la marque d'un tyran de cour de récréation, peu sûr de lui, qui cherche à attirer l'attention par Philip Giraldi - Mondialisation.ca, 14 août 2018

LVOG - Un poste enviable, mais pas pour nous. Le reste est à l'avenant.

Philip Giraldi - À une époque d'information continue, comment est-il encore possible à un politicien de recourir au double langage, de se vanter continuellement, de reporter les blâmes sur des boucs émissaires et de déformer honteusement la vérité la plupart du temps, sans être démasqué comme un charlatan et être discrédité ? En effet, comment ? C'est là une question mystérieuse et énigmatique que l'on peut se poser à propos du président étasunien Donald Trump, en tant que politicien. Mondialisation.ca, 14 août 2018

LVOG - Une question mystérieuse et énigmatique, vraiment ? Comment ont procédé ses prédécesseurs ? En faisant des promesses au peuple, en lui mentant effrontément, en lui suggérant des boucs émissaires pour justifier toutes leurs guerres. Les moyens de communication à notre époque amplifient le phénomène à travers la caisse de résonance des médias et des réseaux (a)sociaux et donnent lieu à toute sorte de manipulation.

Phénomène - Ce qui se manifeste à la conscience, que ce soit par l'intermédiaire des sens (phénomènes extérieurs, physiques, sensibles) ou non (phénomènes psychologiques, affectifs...). Au sens le plus large, on nomme phénomène tout fait qui peut être objet de connaissance rationnelle, de science. (Le Grand Robert de la langue française)

- L'énigme de l'orwellien Donald Trump : comment réussit-il à s'en tirer si facilement? par Prof Rodrigue Tremblay - Mondialisation.ca, 17 août 2018

Il y a trois autres raisons qui peuvent expliquer pourquoi les coups de gueule de Trump, ses mensonges à répétition, ses contrevérités, ses tromperies et ses tentatives de type dictatorial pour contrôler l'information, pour ses supporteurs les plus fanatiques, du moins, sont comme de l'eau sur le dos d'un canard.

La première raison vient de l'idée que se fait Trump de la politique et même des affaires gouvernementales. (...) Trump pense qu'il n'y a rien de mal à mentir et à encourager ses assistants à faire de même. Dans ce nouveau contexte d'immoralité politique, nous serions entrés dans l'ère de la post-démocratie.

La deuxième se retrouve dans les tactiques habiles et astucieuses que Donald Trump a adoptées pour déséquilibrer et manipuler les médias afin d'accroître sa visibilité auprès du grand public et afin de les transformer en des outils commodes de propagande, en sa faveur.

Enfin, certains médias d'extrême droite, tels que les réseaux de Fox News et de Sinclair Broadcasting sont devenus des passoires qui présentent systématiquement les mensonges et les déformations de Trump comme des vérités et des faits supposément « alternatifs ». (...)

Donald Trump joue en politique le rôle d'une diva, et il se comporte comme il le faisait quand il était l'hôte d'une émission de

télévision. En effet, si l'on considère la politique et les affaires publiques comme l'équivalent d'un programme de télé-réalité, cela signifie que nous sommes dans un monde de divertissement, et que les politiciens d'aujourd'hui sont avant tout des amuseurs publics ou des comédiens. (...)

Une telle pratique a pour conséquence de dégrader le discours public dans la poursuite du bien commun et du bien-être général et de l'abaisser au niveau d'une entreprise privée frivole, où l'expertise, la recherche et la compétence peuvent facilement être remplacées par l'improvisation, l'arbitraire fantaisiste et charlatanerie. (...)

Une telle dérive autoritaire constitue, à mon avis, une grande menace pour la démocratie américaine. Mondialisation.ca, 17 août 2018

LVOG - C'est marrant, on avait plutôt l'impression que les Américains étaient convaincus qu'il n'existait nulle trace de la démocratie aux Etats-Unis. Voilà à quoi sert ce genre d'article : à légitimer le régime en place et ses légendes, à entretenir des illusions...

La référence à Orwell était plutôt mal venue, dans la mesure où c'est le parti démocrate et les ultra néoconservateurs du parti républicain qui l'incarnent le mieux. L'auteur de l'article se réclamant de la gauche ou étant un supporter du parti démocrate explique cela.

[Quand les staliniens orphelins de leur patrie de prédilection se rabattent sur le maoïsme et la Chine.](#)

- Le socialisme chinois et le mythe de la fin de l'Histoire par Bruno Guigue - Mondialisation.ca, 21 août 2018

<https://www.mondialisation.ca/le-socialisme-chinois-et-le-mythe-de-la-fin-de-lhistoire/5627306>

Fin de l'article (au moins 10 pages) qui fait l'apologie du régime totalitaire chinois : "Que cela plaise ou non, le « socialisme à la chinoise » met une fessée au capitalisme à l'occidentale."

Quel infantilisme ! Que dire alors de l'état des fesses des travailleurs chinois ! Au moins elles ne sont sollicitées que superficiellement... et non en profondeur monsieur Guigue !

Ah les réformes économiques entreprises par les autorités chinoises depuis des décennies porteraient sur "le long terme", les générations de travailleurs chinois qui auront été sacrifiées entre temps auraient apprécié ce discours ! A aucun moment il ne se posera la question de savoir à quel prix exorbitant ou dans quelle condition les générations actuelles bénéficient d'un meilleur mode de vie que les précédentes.

Ce qu'un occidental n'a pas à l'esprit, c'est que ce soit en Afrique ou en Asie ou n'importe où dans le monde, dans les pays économiquement sous-développés par rapport aux puissances occidentales impérialistes ou coloniales, bien que l'économie ne soit pas développée les travailleurs vivaient, oui aussi extraordinaire que cela puisse paraître ils arrivaient à vivre, incroyable n'est-ce pas, et pas forcément plus mal ou ils n'étaient pas forcément plus malheureux qu'un Français en 2018, encore faut-il prendre en compte tous les facteurs qui composaient leur condition, au lieu de la juger à partir de nos propres critères qui font référence à une multitude de besoins qui ont été inventés pour alimenter la machine capitaliste plus que pour le bien-être de la population puisqu'un certain nombre en sont exclus.

Notre mode de vie s'est effectivement amélioré sur le plan matériel, mais on a perdu en liberté, dans le sens où dans les pays sous-développés la relation au temps, au travail, au climat, etc. était différente, on travaillait quand c'était nécessaire ou quand il y avait du travail, parfois à tour de rôle, l'effort était réparti d'une certaine manière, on travaillait quand les conditions climatiques le permettaient, sinon on s'abstenait, une fois que le travail fourni suffisait à satisfaire leurs besoins élémentaires, ils estimaient inutiles de travailler davantage, et le reste du temps ils profitaient de la vie. Ils disposaient de cette liberté qu'ils ont dorénavant perdu pour toujours puisque ce n'est pas demain la veille qu'on passera au socialisme.

En quelque sorte leur comportement correspondait à celui qui prédominait à l'époque précapitaliste, quand on n'était pas astreint à travailler comme un esclave tout au long de sa vie, quand la notion de solidarité ou de partage du travail et des richesses au sein des familles était mise en pratique. Le but de leur existence n'était pas de jouir ou d'accumuler des biens matériels comme c'est uniquement le cas dans la société occidentale de nos jours, le pendant du capitaliste qui accumule du capital et que le travailleur mime sans en avoir conscience, ce qui inconsciemment lui permet de légitimer l'existence du capitalisme, on se demande souvent pourquoi les travailleurs y sont tellement attachés, on a peut-être là une partie de la réponse.

J'ai eu la chance de vivre en partie ces deux époques en Inde, bien que la première touchait à sa fin au début des années 90. Depuis c'est le règne infernal du capitalisme qui s'est imposé à pratiquement tous les Indiens. Tous les progrès dont ils ont bénéficiés l'ont été au détriment de leur liberté, et donc de leur joie de vivre qui a également disparu au profit d'un rythme ou mode de vie cauchemardesque.

On nous dira qu'autrefois leur condition était extrêmement précaire, tout dépend de ce qu'on entend pas là une fois de plus, quels critères on emploie pour en juger, toujours est-il que leur condition actuelle l'est tout autant, en pire, car désormais ils sont tenus de satisfaire des besoins qu'on leur a imposés sans toujours en avoir les moyens, de sorte que cela les ronge, les angoisse au détriment de leurs relations devenues détestables, puisqu'ils sont prêts à tout pour faire face à leurs obligations...

J'ai vécu en Inde à l'époque où on devait se contenter d'un éventail ou d'un modeste ventilateur pour supporter la chaleur suffocante, y compris la nuit, cela ne m'empêcha pas de dormir, il le fallait bien. Je dormais à même le sol sur une natte. Depuis je ne peux plus me passer de la climatisation pour dormir en été et de mon matelas confortable. Et je ne dors pas mieux, c'est là le comble, alors cela m'a fait réfléchir.

Mon propos n'est évidemment pas de rejeter le progrès, mais de montrer que ceux qui nous racontent qu'il rime avec bonheur se foutent de nous ou ignorent de quoi ils parlent.

Parole d'Internaute

A propos du Yémen et du massacre perpétué par l'Arabie saoudite armée par les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et soutenue par Israël.

1- "L'occident a besoin du pétrole saoudien, c'est vital. Il n'y a aucune morale dans cela. Les Etats n'ont que des intérêts, pas de préoccupations d'ordre éthique. Les Etats sont des monstres froids, et les multinationales qui les ont mis à leur service dans le cadre de la mondialisation, sont des monstres encore plus froids.

Lorsque vous avez compris cela, vous ne vous étonnez plus de rien ou presque...

Les Etats ne "manifestent de préoccupation éthique" que lorsque il est dans leur intérêt de le faire : en clair lorsque cela emmerde un autre Etat désigné comme ennemi. Exemple actuel, la préoccupation occidentale pour le gréviste de la faim Oleg Sentsov, du moment que cela emmerde Poutine c'est tout bon. D'autre fois, ils mettent en sourdine, car il y va de leur intérêt commercial de le faire : exemple le Tibet et la Chine, il est de bon ton de ne pas trop emmerder les chinois avec cela, car nous avons trop d'intérêts commerciaux en jeu."

2- "6700 missiles à 1000 000 pièces pour tuer 10000 personnes.... Sans dés, les Saoudiens et USA auraient proposé 7 mlds de dollars à se partager entre tous les combattants Houthis et il n'y aurait plus de rébellion. Même pire, avec ce qu'a coûté en totalité ce massacre, il y avait de quoi se faire un grand allié de tout le Yémen.

Mais il est vrai que les actionnaires et les corrompus du complexe politico-militaro-industriels n'auraient pas pu se goinfrer encore plus."

Quand des monstres de cruauté nous gouvernent et mentent à tour de bras

- Proche conseiller d'Obama, Ben Rhodes reconnaît que les Etats-Unis ont armé les jihadistes en Syrie - investigation.net 20 Août 2018

Source : <https://theintercept.com/2018/06/22/is-it-time-to-reckon-with-obamas-foreign-policy-legacy>

Extrait. Au cours d'un large entretien intitulé « Examen des conséquences de la politique étrangère d'Obama », l'analyste Mehdi Hasan pose la question à Ben Rhodes, longtemps conseiller national à la sécurité à la Maison Blanche sous Obama.

«Sommes nous trop intervenus en Syrie ? Parce que la CIA ayant consacré des centaines de millions de dollars à mettre sur pied et armer les rebelles anti-Assad, beaucoup de ces armes, comme vous le savez, ont terminé aux mains de groupes djihadistes et parfois même aux mains de Daesh.

Mehdi Hasan: Mais enfin, vous coordonnez un tas de ces interventions. Vous le savez, les Etats-Unis étaient lourdement impliqués dans cette guerre de concert avec les Turcs, les Saoudiens et les Qataris.

Ben Rhodes : Oui, j'allais le dire : la Turquie, le Qatar, l'Arabie Saoudite.

Mehdi Hasan :Vous y étiez aussi.

Ben Rhodes : Oui, mais la situation une fois dégénérée en espèce de guerre de religion civile entre les différentes factions se déchirant pour ce qu'elles percevaient comme leur unique chance de survie, nous étions devenus incapables de mettre un terme à la situation et, c'est une partie de ce dont je débats dans mon livre, il nous était devenu impossible de forcer l'interruption d'un

tel massacre une fois qu'il était en cours.

A notre connaissance, c'est la première fois qu'un média d'une telle importance a osé demander à un conseiller de haut rang en matière de politique étrangère de l'administration Obama s'ils oseraient assumer le soutien de la Maison Blanche pendant tant d'années aux djihadistes en Syrie.

Les derniers aveux balbutiants de Ben Rhodes sur Obama à la Maison Blanche armant les djihadistes en Syrie font suite à des reportages explosifs de Mehdi Hasan parus à partir de 2015.

En tant que présentateur de l'émission d'Al Jazeera, « Head to Head », Hasan demanda au général Michael Flynn, ancien chef du renseignement du Pentagone, à qui on pouvait reprocher la montée en puissance de Daesh ? (L'interview d'août 2015 était bien antérieure à l'entrée de Flynn dans la campagne de Trump).

Hasan soumit à Flynn le mémo déclassifié de la DIA (Défense Intelligence Agency) de 2012 mettant en évidence le soutien de Washington aux terroristes d'Al-Qaeda et de Daesh dans le but de s'opposer à la fois à Assad et à l'Iran. Flynn avait confirmée la déclaration d'Hasan, disant qu'il s'agissait d'une « décision intelligente que de soutenir une insurrection regroupant des salafistes, Al Qaeda et les Frères musulmans... ». investigation.net 20 Août 2018

[Oleh Sentsov. Il était d'extrême droite en 2014 et il est d'extrême gauche en 2018 !](#)

Grille de lecture.

Ils en sont tous, tous réclament à cors et à cri sa libération : Le Monde, BFMTV, Le HuffPost, Le Figaro, Libération, Amnesty International, etc. Arte, France24, RFI, France Inter, etc.

L'Union européenne et les États-Unis ont condamné la détention d'Oleh Sentsov et demandé sa libération.

Le président ukrainien Porochenko a appelé à sa libération. Pompeo aussi, Macron également cela va de soi, etc. Si la CIA et les néonazis le soutiennent, ainsi que Washington et Bruxelles, la totalité des médias je crois que par prudence on va s'abstenir de les imiter, comme dirait l'autre ça pue l'instrumentalisation à plein nez ! Que Mélenchon en soi n'étonnera personne.

Les uns disent qu'il est d'extrême droite, les autres qu'il est d'extrême gauche. Et quand on lit leurs récits où ils se contredisent, on s'aperçoit qu'ils ne sont d'accord sur pratiquement rien ! Sauf les deux infos suivantes, qui le moins que l'on puisse dire ne plaide pas vraiment en sa faveur ou nous le rendent plutôt inféquentable :

- Après le début du mouvement Euromaïdan en novembre 2013, Oleh Sentsov est devenu un activiste d'AutoMaidan, et durant la crise de Crimée en 2014 il a aidé les militaires ukrainiens assiégés dans leurs bases en leur livrant des provisions. Il a alors déclaré qu'il ne reconnaissait pas l'invasion puis l'annexion russe de la Crimée.

- Son avocat, Dmitry Dinze (connu pour avoir défendu des membres du groupe Pussy Riot).

Rappel des faits par Wikipédia dont on sait qu'elle fait parti des GAFAM, du clan ultra néoconservateur. Et ce qui est intéressant ici c'est que le rédacteur de Wikipédia qu'on ne peut pas soupçonner d'être un partisan de Poutine ou de la Russie a reproduit les charges qui ont été retenues contre Oleg Sentsov, sur lesquelles ses défenseurs préfèrent ne pas s'attarder ou occultent délibérément, lisez plutôt c'est très instructif.

- Sentsov a été arrêté le 11 mai 2014 sur supposition de préparation d'actes terroristes. Il est l'un des quatre citoyens ukrainiens (avec Hennady Afanasyev, Alexei Chirnigo et Oleksandr Kolchenko) détenus par le FSB, qui les accuse de préparer des actes terroristes contre les infrastructures de Simferopol, Yalta et Sébastopol. Ces charges sont passibles de vingt ans de prison. Après une détention de trois semaines sans charges, une note du FSB a accusé les quatre Ukrainiens d'être « membres d'une organisation terroriste qui devait déposer des explosifs artisanaux le 9 mai 2014 près du mémorial de Lénine de Simferopol et mettre le feu aux bâtiments administratifs de la communauté russe de Crimée et du parti politique russe « Russie unie » à Simferopol les 14 et 18 avril 2014 ». Sentsov, Afanasyev, Chirnigo et Kolchenko ont aussi été accusés d'être des membres du groupe ultranationaliste ukrainien Secteur droit, ce que Sentsov et Secteur droit ont nié...

Depuis le 19 mai 2014, Sentsov est détenu à la prison de Lefortovo à Moscou.

Pour protester contre sa condamnation qu'il estime illégale, Sentsov entame une grève de la faim le 14 mai 2018. Wikipédia.org

La biographie d'Oleh Sentsov a été confirmée par deux officines qui militent pour sa libération :

The Guardian - The head of a German film fund who supported his movies, Kristen Niehuus, claimed that Sentsov was merely a protestor against the annexation of Crimea by Russia. Guardian Tuesday 10 Jun 2014

Sentsov est un opposant déclaré à l'annexion de la Crimée par la Russie.

La suivante qui le confirme, n'est rien d'autre que la voix de l'Amérique.

Radio Free Europe- Sentsov, a Russian-speaking native of Simferopol, openly opposed the Russian annexation of Crimea. He was also active in Automaidan, the automotive wing of Ukraine's pro-Western Euromaidan protests, and helped deliver food and supplies to Ukrainian servicemen blocked at Crimean bases in the early days of the Russian standoff. Radio Free Europe June 26, 2014

On fait confiance au récit de la Voix de l'Amérique. Vous lirez plus loin que le Front de gauche russe le présente comme un partisan de l'annexion de la Crimée par la Russie. Vous ne manquerez pas d'observer que ces deux partisans de Oleg Sentsov soutiennent des versions diamétralement opposées ! Et voyez-vous on serait davantage porté à croire la déclaration de Radio Free Europe qui date de 2014 qui était passée à l'époque inaperçue.

En 2014, les porte-parole du coup d'Etat réalisé à Kiev par l'Otan, la CIA, le Mossad, Bruxelles avaient tout intérêt à compter leurs partisans, et à faire connaître leur engagement quand ils avaient un statut social au-dessus de la moyenne de la population ou quand ils avaient une certaine influence sur elle, histoire de légitimer le régime néonazi instauré en Ukraine ainsi que l'intégrité de l'Ukraine. Donc sur ce point précis, ils n'avaient aucun intérêt à raconter des histoires. S'ils ont reconnu Oleg Sentsov comme l'un de leurs hommes de main contre les intérêts de la Russie, on serait mal avisé de ne pas les croire, cela semble logique, non ?

Maintenant, voyons ce qu'en dit une agence de presse russe, RT.

- Qui est Oleg Sentsov, l'activiste ukrainien condamné pour terrorisme et emprisonné en Russie ? - RT 21 juin 2018

Le 9 juin, Oleg Sentsov a rendu publique une lettre adressée aux dirigeants du G7.

Il est en outre accusé d'avoir coordonné l'action d'un groupe d'activistes liés au mouvement paramilitaire néonazi ukrainien Secteur Droit (Pravy Sektor), interdit en Russie. La mission de ce groupe consistait à frapper des organisations politiques et des infrastructures en Crimée, dans le but de faire revenir la péninsule dans le giron de l'Ukraine.

Ce groupuscule serait responsable d'avoir mis le feu aux bureaux de la Communauté russe de Crimée, une organisation publique, et au bureau local du parti Russie unie, le parti au pouvoir en Russie, à Simféropol, au printemps 2014, ainsi que d'avoir essayé de faire exploser une statue de Lénine, le 9 mai 2014.

Le 25 août 2015, la cour pénale de la ville de Rostov-sur-le-Don, dans le Sud de la Russie, l'a condamné en raison de ces faits et l'a reconnu coupable de «terrorisme» et de «trafic d'armes». Oleg Sentsov a pour sa part toujours clamé son innocence.

Il exige la libération de «tous les prisonniers politiques» ukrainiens détenus en Russie, sans pour autant réclamer sa propre grâce. Par «prisonniers politiques», Oleg Sentsov entend les citoyens ukrainiens accusés d'actions dirigées contre les autorités russes.

Quant au timing de son action, il ne doit rien au hasard, puisque le cinéaste voulait attirer l'attention sur son cas et celui des autres prisonniers ukrainiens au moment où le monde entier a les yeux rivés sur la Russie à l'occasion du Mondial 2018.

L'Ukraine, par l'intermédiaire de son chef de la diplomatie, Pavel Klimkine, a appelé de nombreuses fois les pays occidentaux à faire pression sur le plan politique et diplomatique sur la Russie, notamment par l'intermédiaire d'un durcissement des sanctions. La diplomatie ukrainienne avait en outre clairement appelé à gâcher la fête du football en Russie, en se servant notamment du cas d'Oleg Sentsov.

Le 9 juin, Oleg Sentsov a rendu publique une lettre adressée aux dirigeants du G7. «Chers Messieurs ! Merci beaucoup pour ce que vous et vos pays faites pour l'Ukraine. Nous avons encore beaucoup à faire par nous-mêmes et avec votre aide. Par exemple, pour gagner cette guerre hybride contre notre ennemi», explique-t-il dans cette dernière, en référence à la Fédération de Russie. RT 21 juin 2018

Des précisions intéressante n'est-ce pas? On a de plus en plus l'impression que cette opération s'inscrit dans le prolongement de la longue liste des provocations qui ont été montées par les néoconservateurs pour justifier l'orientation de l'OTAN contre la "menace" russe.

Voyons quels sont les arguments de ses partisans ?

- Serguei Oudaltsov hospitalisé, en grève de la faim sans eau... par Djordje Kuzmanovic 21.08 - Les Crises 23.08

Extrait. En 1998, alors étudiant, il fonde le mouvement Avant-garde de la jeunesse rouge et ne cesse depuis de s'opposer à Vladimir Poutine, secondé par son épouse Anastasia, notamment au sein du Front de Gauche dont il est le coordinateur principal.

Lors de la visite de Jean-Luc Mélenchon à Moscou, le 8-11 mai dernier, nous avons organisé une rencontre officielle avec Serguei Oudaltsov et une série de représentants du Front de Gauche russe, mettant en place des relations formelles entre cette formation et la France Insoumise. (...)

Serguei Oudaltsov est, depuis six jours, en prison et en grève de la faim sans eau. Transporté à l'hôpital hier soir dans un état de déshydratation critique, il y est alimenté en perfusion contre sa volonté. Arrêté lors des récentes manifestations contre la réforme des retraites, il a été condamné – au terme d'un procès expéditif – à 30 jours de prison pour avoir, lors d'un meeting, brûlé des effigies de plusieurs responsables politiques favorables à cette réforme que l'opposition de gauche considère inique. (...)

...il approuve, dans les grands traits, la politique extérieure russe, de l'annexion de la Crimée à l'intervention armée en Syrie, en passant par le soutien apporté aux républiques indépendantistes de l'Est de l'Ukraine. (Wikipédia et les Russes affirment le contraire en se basant sur des faits. - LVOG)

Deux remarques. Du côté d'Oudaltsov, le recours à une forme aussi radicale et désespérée de protestation que la grève de la faim sans eau, alors même que la peine prononcée est relativement légère, peut paraître incongru. Oudaltsov lui-même le justifie en avançant que son incarcération vise surtout à l'empêcher de participer aux grandes mobilisations contre la réforme des retraites qui devraient marquer la rentrée politique début septembre. Mais son geste n'est sans doute pas étranger à sa volonté de briser le mur d'indifférence dont il est entouré, contrairement à ses homologues de l'opposition libérale, lors de ses nombreuses arrestations. (Bien sûr, il aurait été embastillé en 2015 pour l'empêcher de participer à des manifestations en 2018 ! - LVOG)

Du côté de l'État russe, enfin, la dureté de la répression qui s'abat sur les opposants s'explique bien entendu par la volonté de conservation du pouvoir par ceux qui le détiennent, mais pas uniquement. Depuis la série des révolutions de couleurs, puis Maïdan, les dirigeants russes craignent réellement un coup d'État, soutenu sinon provoqué par des puissances étrangères. Cette crainte, que les médias occidentaux présentent volontiers comme de la paranoïa, se fonde pourtant sur des faits avérés ; la liste est longue des actions d'influence et de déstabilisation auxquelles les États-Unis se livrent aux quatre coins du globe, y compris en Russie. Il est d'ailleurs assez amusant de les voir se plaindre mondialement de l'intrusion russe dans leur dernière élection présidentielle – sans toutefois en apporter aucune preuve concrète – alors qu'eux-mêmes se vantent d'avoir activement participé au détournement de l'élection présidentielle russe de 1996 où Boris Eltsine, chouchou de l'Occident, a été réélu contre Guennadi Ziouganov, le candidat du parti communiste, grâce à une fraude et à des manipulations massives.

Ce n'est donc pas sans raison que l'État russe craint d'être renversé par des opposants désignés par les États-Unis. Mais l'exemple d'Oudaltsov montre bien l'influence néfaste, en Russie comme ailleurs – on pense particulièrement à l'Amérique Latine – de ces actions de déstabilisation menées par les États-Unis, qui conduisent à une mise en tension de la politique intérieure. En effet, pour le connaître personnellement, je peux affirmer qu'Oudaltsov n'est pas un agent d'influence étasunien, mais juste un militant de gauche désireux de changer son pays. Mais devant la réalité de la menace extérieure, le pouvoir, nerveux, s'en prend avec une violence disproportionnée à ceux qui pourtant le contestent sur des bases très différentes – ce qui ne manque pas de grinçante ironie. Les Crises 23.08

Des milliers de personnes à travers les ONG et les réseaux (a)sociaux remplissent inconsciemment le même rôle qu'un "agent d'influence étasunien", surtout quand ils en appellent aux dirigeants des puissances occidentales du G7, à l'ONU, etc. et ils ne comprennent pas qu'on leur applique le même traitement qu'à n'importe quel provocateur professionnel.

L'Agence Française de Propagande de l'Otan en rajoute une couche.

- Appels à libérer Sentsov au 100e jour de sa grève de la faim - AFP 23.08

"Oleg Sentsov peut mourir à chaque minute": de nouveaux appels à libérer le cinéaste ukrainien, détenu en Russie, ont été lancés mardi, au 100e jour de sa grève de sa faim, face à une apparente indifférence du Kremlin. AFP 23.08

ACTUALITE EN TITRES

[La réponse qu'attendaient ceux qui ont balancé l'affaire Benalla.](#)

- Emmanuel Macron à ses ministres : « On ne lâche rien » - LePoint.fr 23.08

« Ne croyez pas que je vais lâcher quoi que ce soit », a martelé le président, mercredi, lors du premier conseil des ministres de l'an II de son quinquennat. LePoint.fr 23.08

- Macron maintient son cap avec une pléiade de réformes - AFP 23.08

Esclavagisme à domicile, c'est plus pratique.

- Hôtellerie-restauration : les patrons tablent sur les exilés - Liberation.fr 22.08

Les syndicats patronaux, qui disent avoir 100 000 postes à pourvoir, pressent le gouvernement de faciliter l'accès au travail des demandeurs d'asile et des réfugiés. Liberation.fr 22.08

Libération se fait le porte-parole des syndicats patronaux, normal !

Que vaut la parole d'escrocs, de Libération ?

- Escrocs - Liberation.fr 23.08

Angoissante impunité des leaders populistes. Orbán, Salvini, Grillo, Wilders... Liberation.fr 23.08

Effectivement, ceux qui ont monté la machination qui a permis à Macron d'être élu bénéficient d'une impunité angoissante...

C'est le progrès !

- Le scorbut, une maladie qu'on pensait disparue, fait son retour ! - LePoint.fr 20/08/2018

Une maladie du XVIIIe siècle causée par une carence en vitamine C est en pleine recrudescence dans les pays développés, révèle ScienceAlert. LePoint.fr 20/08/2018

Y compris en France...

Quand leur société devient pornographique.

- Au Mexique, la ville de Guadalajara va tolérer les relations sexuelles dans les lieux publics - Le HuffPost 22.08

- Christine and the Queens se confie sur sa sexualité: "je m'épanouis désormais comme femme phallique" - Le HuffPost

Ils osent tout.

- Remettre les démocraties à l'offensive - L'Express.fr

Cela existe ?

- Paris juge prématuré un retour des réfugiés syriens - Reuters

Alors que Washington et Moscou y sont favorables...

- Inondations en Inde : une fillette de 8 ans fait don de toutes ses économies pour aider les victimes - Franceinfo

Ils ont été la chercher où ? Son vélo doit valoir 2 à 3.000 roupies, je ne comprends pas mes voisins et différentes personnes de mon village très souvent viennent m'emprunter entre 500 et 2.000 roupies pour boucler les fins de mois...

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Royaume-Uni : une loi pour protéger chiots et chatons - euronews

- A Paris, un refuge pour les poissons rouges - euronews
- Les Rohingyas célèbrent la fête du sacrifice, un an après le début de la crise birmane - AFP
- Les intérêts économiques internationaux au-dessus des droits d'1 million de musulmans emprisonnés en Chine - Le HuffPost
- Venezuela. Au moins 2,3 millions de personnes ont fui le pays en trois ans - Liberation.fr
- Les migrants du Diciotti dans l'impasse - euronews
- Les chiffonniers de Sofia tremblent pour leur existence - AFP
- «Inclure l'environnement dans le débat sur les paradis fiscaux» - Liberation.fr 23 août 2018
- Journée de plage pour 5.000 enfants défavorisés - euronews

Ces gens-là sont la bonté même, comment, qui oserait en douter ?

ACTUALITÉ DU JOUR

Tous pourris !

- Françoise Nyssen de nouveau épinglée pour des travaux non déclarés à Paris - Franceinfo 22.08

En 2012, elle aurait fait agrandir de 150 mètres carrés les locaux parisiens de la maison d'édition Actes Sud, dont elle était la présidente, sans en informer la mairie de Paris ou le fisc, selon "Le Canard enchaîné". Franceinfo 22.08

- Le Média : l'ancienne patronne Sophia Chikirou mise en demeure - LeParisien.fr 22.08

La guerre de clans se poursuit au Média, la webtélé proche de la France insoumise, en plein conflit de succession. Accusée par la nouvelle direction de malversations au profit de son entreprise personnelle entre septembre 2017 et juillet 2018, l'ex-n°1 Sophia Chikirou est aujourd'hui sommée de rembourser.

Selon des informations de Libération, confirmées au Parisien, celle qui est redevenue conseillère de la France insoumise en vue des Européennes de 2019 a été mise en demeure par les deux autres cofondateurs, le psychanalyste Gérard Miller et le producteur Henri Poulain. LeParisien.fr 22.08

En famille.

Enfin !

- Rentrée du PS à la Rochelle : «C'est terrible, on n'a plus personne» - LeParisien.fr 24.08

Gros titre ce jeudi à la Une de Sud-Ouest : « La Rochelle attend déjà ses people ». Il y a quelques années, cela aurait pu concerner les Universités d'été du PS, quand une foule compacte de militants et de caméras s'agglutinait autour des « stars » : les Jospin, Rocard, Strauss-Kahn, Aubry et autre Hollande. Mais « ça, c'était avant, maintenant c'est terrible, on n'a plus personne », se lamente l'ancien député François Lamy. Les vrais people attendus à La Rochelle n'arriveront que dans quinze jours pour... le festival de la fiction télé.

Désormais le PS n'organise plus à l'Encan, près du port, que deux jours de formation pour ses élus.

Environ quatre cents élus ont quand même répondu présents et se sont répartis dans les « ateliers thématiques » ou pour suivre des tables rondes sur « la perception qu'ont les Français des collectivités territoriales » ou « l'attractivité des territoires ». LeParisien.fr 24.08

Ils n'auront aucun mal à "fédérer" des "citoyens" qui sont de droite..

- Rentrée du Parti socialiste : "Il faut que nous fédérions toutes les oppositions contre les mauvais coups d'Emmanuel Macron"
- Franceinfo 24.08

"Il faut fédérer l'ensemble des forces de gauche, parfois même des citoyens qui ne sont pas forcément de gauche" dit la sénatrice PS de Paris Marie-Noëlle Lienemann. Franceinfo 24.08

... auxquels Mélenchon fournira un vernis de gauche...

- Mélenchon veut fédérer les anti-Macron - Liberation.fr 24 août 2018

Jean-Luc Mélenchon rassembleur. Alors que s'ouvrent jeudi à Marseille les «Amfis d'été», l'université d'été de La France insoumise, le député FI a fait sa rentrée politique jeudi avec un entretien à la Provence dans lequel il prédit que «Macron va se trouver face à une digue d'une longueur à laquelle il ne s'attend pas». Comprendre : la FI est prête à faire front avec toutes les oppositions
- Rassemblement national excepté - au gouvernement.

Pour les prochains rendez-vous - la réforme des retraites au premier semestre 2019 et les élections européennes en mai prochain - il rejette tout «sectarisme» et fait des appels du pied à la gauche du PS, en évoquant la possibilité de travailler avec Emmanuel Maurel et Marie-Noëlle Lienemann pour les européennes. Pour ce faire, il promet de discuter sur des contenus dont «l'angle sera le plus large possible». Avec un objectif : faire des élections de mai 2019 un «référendum anti-Macron».

La FI est en bonne posture pour la rentrée, estime l'ex-candidat à la présidentielle. Alors que la plupart des partis, à droite comme à gauche, se cherchent encore des têtes de liste pour les élections européennes, la formation a déjà sa liste, constituée «par une commission dont la moitié des membres ont été tirés au sort».

Côté social, le député de Marseille estime que «les conditions de combat sont meilleures». Il note que FO a rejoint la CGT, SUD et la FSU dans l'opposition à la réforme des retraites. Il prédit que le PS, qui a «franchi le Rubicon», s'opposera aussi au projet, et qu'il sera possible de «former un front avec les groupes de gauche». Dont il prendrait évidemment la tête. Liberation.fr 24 août 2018

Comment légitimer l'UE. Boycott !

- Européennes: Mélenchon y voit "un référendum anti-Macron" - L'Express.fr 24.08

FO, la CGT, SUD et la FSU sont-ils réellement opposés à la réforme des retraites, à la politique ultra réactionnaire du gouvernement ? Réponse.

- Rentrée présidentielle : Pascal Pavageau (FO) "On est sur la casse des droits collectifs, l'individualisation et l'anéantissement du modèle social" - franceinfo 22.08

Pascal Pavageau - C'est le même cap, la même vision, la même idéologie...

LVOG - Il sait parfaitement à quoi s'en tenir puisqu'il le dit lui-même. Plus loin il le confirmera : "On a tous les sujets sur la table, ils sont imposés souvent de façon unilatérale par le chef de l'Etat et par le gouvernement". Donc, s'il accepte le cadre que Macron et le gouvernement lui ont fixé, c'est qu'il en est le complice ainsi que les conséquences pour les travailleurs, on ne peut pas parler de trahison ou de capitulation puisqu'il se range lui-même dès le départ dans le camp de nos ennemis. Il n'y a donc rien à en attendre, et la signification politique de tout appel en sa direction consistera en fait à lui demander de faire son sale boulot jusqu'au bout, ce dont nous ne doutons pas un instant.

Pascal Pavageau - ...il y a ces fameux très gros dossiers, comme la question du changement de système de retraites, ou une demande de négociation dont on ne connaît pas encore les contours sur l'assurance chômage, mais dont on craint que les contours ne soient pas très bons et visent à en finir avec l'assurance chômage.

LVOG - A retenir : "pas très bons", pas franchement mauvais, juste de quoi justifier la participation de FO à cette sordide mascarade, c'est le discours de la CFDT.

A une question sur l'attitude du gouvernement et du patronat, voilà ce qu'il répondra : "C'est d'ailleurs une généralité : on a de la déprotection, de la destruction, mais on n'a jamais en face une proposition aléatoire ou de compensation."

Voilà à quoi les dirigeants syndicaux vont participer. C'est clair, non ?

[Le clan de la guerre ne désarme pas.](#)

- Londres appelle Européens et Américains à "aller plus loin" pour contrer la Russie - AFP

Le nouveau chef de la diplomatie britannique, Jeremy Hunt, a appelé mardi à Washington les Etats-Unis et les Européens à "aller plus loin" pour contrer la Russie de Vladimir Poutine, demandant notamment un durcissement des sanctions de l'Union européenne.

- Michael Cohen, le "pitbull" de Trump, désormais muselé - AFP

- États-Unis : Paul Manafort condamné pour fraudes bancaire et fiscale - LeFigaro.fr

- «La présidence la plus corrompue de l'histoire» - Liberation.fr

L'ancien conseiller d'Obama Norman Eisen, surnommé «tsar de l'éthique», estime qu'une potentielle obstruction à la justice pourrait être fatale au mandat de Donald Trump. Liberation.fr

- Donald Trump, un président en danger ? - LePoint.fr

Si l'étau se resserre autour de Donald Trump après les revers judiciaires de ses anciens proches, nul ne peut prédire l'issue de l'enquête russe. LePoint.fr

- Selon Microsoft, des pirates russes ont ciblé des conservateurs américains - LeParisien.fr

En complément.

- Qui est le pasteur Andrew Brunson ? - Réseau Voltaire 22 août 2018

Le pasteur Andrew Brunson a été arrêté en Turquie pour espionnage. Il semblait jusqu'à présent qu'il était otage du gouvernement turc dans l'espoir d'obtenir l'extradition de l'ancien allié du président Erdogan et collaborateur de la CIA, Fethullah Gülen.

Cependant, une photographie circule actuellement en Turquie montrant le même Andrew Brunson, sous uniforme US en Iraq, en train de manipuler les lingots de la Banque centrale iraquienne.

Si cette information était vérifiée, elle conduirait à réinterpréter totalement cette affaire. Réseau Voltaire 22 août 2018

Belle photo en effet...

Totalitarisme

Comment, Facebook ferait de la résistance ? Ils osent tout.

- Facebook Messenger dans le viseur de la justice américaine - Liberation.fr

Le département américain de la Justice demande au réseau social de lui fournir les moyens d'écouter des conversations vocales passées avec application de messagerie instantanée. Liberation.fr

La censure, c'est la liberté d'expression.

- Campagnes d'influence : nouveau tour de vis chez les géants du Net - Liberation.fr 23 août 2018

Longtemps accusés de déni et de laisser-faire face aux «fake news», les tycoons du numérique ont, depuis un an, rivalisé de déclarations et de tris sévères. Et à l'approche des élections de mi-mandat aux Etats-Unis, ils montrent de plus en plus les dents. Mardi, Microsoft a annoncé avoir saisi, sur décision judiciaire, six noms de domaine internet acquis par le groupe de pirates APT28 (ou Fancy Bear), accusé par Washington d'être une émanation du renseignement militaire russe et d'avoir, notamment, siphonné des milliers de mails du Comité national démocrate en 2016. Selon l'entreprise, APT28 a créé des sites malveillants, répliques de ceux de think tanks conservateurs, d'un site du Sénat américain ou encore du portail de service du cloud de Microsoft dans le but de subtiliser les mots de passe des utilisateurs. L'entreprise affirme par ailleurs avoir fermé en deux ans 84 sites malveillants liés à la Russie. Des déclarations qui n'ont pas manqué de faire réagir le ministère russe des Affaires étrangères, lequel a évoqué une «chasse aux sorcières».

Le même jour, Facebook, Twitter et Alphabet (maison mère de Google) ont expliqué avoir fermé des centaines de comptes

suspects, que l'entreprise américaine de cybersécurité FireEye suspecte d'être d'origine iranienne. FireEye a expliqué avoir identifié un réseau de sites web et de faux profils sur Facebook, Instagram, Twitter, Google + et YouTube, ciblant les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Amérique latine et le Moyen-Orient, pour y diffuser des messages en phase avec les intérêts de Téhéran. D'après l'entreprise de Mark Zuckerberg, qui a fermé «652 pages, groupes et comptes» sur sa plateforme et sur Instagram, cette campagne serait liée à «des médias d'Etat iraniens». Twitter, de son côté, a précisé avoir fermé 284 comptes. Liberation.fr 23 août 2018

Lobotomie précoce.

- France. Enfants youtubeurs. Poussins aux jeux d'or - Liberation.fr

S'ils le disent eux-mêmes...

- Facebook et Twitter se vantent de censurer des informations - Réseau Voltaire 22 août 2018

Facebook et Twitter ont déclaré avoir censuré des informations diffusées par des groupes liés à l'Iran et à la Russie.

Selon les deux sociétés, il s'agirait de fausses nouvelles (fake news). Cependant, elles ne donnent ni connaissance de l'identité de ces comptes, ni de leurs contenus, ce qui rend impossible de juger par soi-même la légitimité de cette censure et qui prive les personnes sanctionnées de tout recours.

Historiquement, les États-Unis ont adopté le principe de liberté totale d'expression (y compris pour les fausses nouvelles et les discours de haine) à travers le 1er amendement de leur Constitution. Il s'agissait de ne pas reproduire la censure, et pire le recours au secret de ce qui avait été censuré, qui avait notamment caractérisé le Saint-Office ou Inquisition.

Simultanément, le Washington Post révèle que Facebook note les internautes qui lui signalent des contenus mensongers [1]

Ce procédé est exactement le même que celui du « crédit social » mis au point par la République populaire de Chine et qui soulevait jusqu'ici de fortes critiques en Occident.

En outre, Facebook a supprimé 5 000 options permettant à ses annonceurs de cibler leur clients. Après le scandale révélé par le secrétariat US au Logement, il s'agit de prévenir les filtrages sur des bases politiques, religieuses ou ethniques. Réseau Voltaire 22 août 2018

[Etats-Unis. Un régime à la dérive.](#)

- Qui commande à la Maison Blanche ? Trump, ou sa propre administration ? par Rep. Ron Paul
- Mondialisation.ca, 14 août 2018

Les principaux membres du cabinet du président Trump travaillent-ils contre lui ? Il est difficile de ne pas conclure que bon nombre des néocons les plus bellicistes que Trump a (à tort selon moi) nommés aux postes les plus importants travaillent activement à saper l'ordre du jour du président. Surtout quand il semble que Trump cherche à nouer le dialogue avec des pays que les néo-conservateurs considèrent comme des adversaires qui ont besoin d'un changement de régime. (...)

Il semble que les personnes nommées par Trump travaillent à nouveau contre lui. (...)

Le présumé empoisonnement a eu lieu en mars et ce n'est que maintenant que le Département d'État a décidé que la Russie était derrière et donc soumise à la loi de 1991 sur les sanctions. Y a-t-il eu de nouvelles informations révélant l'implication de la Russie ? Selon un briefing du département d'Etat, il n'y en avait pas. Le département d'Etat vient de décider de croire le gouvernement britannique sur parole.

D'ailleurs, d'où tenons-nous le droit de poursuivre la Russie pour un crime présumé commis au Royaume-Uni ?

La propre administration du président Trump l'oblige à accepter la décision du département d'État et à accepter des sanctions qui pourraient bien inclure, selon la loi de 1991, une rupture complète des relations diplomatiques avec la Russie. Ce serait une déclaration de guerre de facto. Pour des allégations non prouvées. (...)

Il est certainement possible que le président Trump soit pleinement conscient des manœuvres de Bolton et de Pompeo et qu'il approuve. Peut-être aime-t-il jouer au « gentil flic, méchant flic » avec le reste du monde, tout en faisant des ouvertures de paix tout en imposant des sanctions et en faisant des menaces de guerre. Mais il semble que certains de ses membres du Cabinet obtiennent le maximum de lui. Mondialisation.ca, 14 août 2018

Si Ron Paul ne sait pas trop quoi penser de Trump et comment cela va finir cet affrontement, on serait mal avisé de prétendre le savoir, hormis que ce seront toujours les travailleurs qui en feront les frais, mais bon, c'est un lieu commun.

- Savoir décrypter la logique pro-business de Trump - xerficanal-economie.com 12/06/2018

Avec la crise, on aurait pu s'attendre à la revanche des salariés. Au sein même du « Main Stream » économique, on a commencé à admettre que le partage des fruits de la croissance jouait trop en faveur du capital. Et que ce déséquilibre était à la racine de la crise et de l'instabilité financière contemporaine. Les institutions internationales se sont mises à valider les travaux sur la déformation du partage de la VA en faveur du capital, sur le creusement des inégalités, en attribuant pour partie la cause à l'ouverture commerciale ... FMI, OCDE ont commencé à promouvoir la restauration de filets de sécurité sociaux dans les pays les plus déréglementés. Et la présidence d'Obama semblait augurer une nouvelle ère de rééquilibrage social et environnemental.

Bref, la page des Reaganomics semblait se tourner. Ouvrant peut-être celle d'un retour de l'État Providence et d'une remise à jour du compromis fordiste. Trump a alors fait irruption comme un accident de l'histoire. Mêlant autoritarisme, ultra-libéralisme, protectionnisme, hyper-communication débridée, dans un grand fourre-tout à l'apparence incohérente. L'image du fou infantile, versatile, mégalo jusqu'au ridicule, a jeté un voile sur son action ; à tel point que presque personne n'a songé dans un premier temps à décrypter sa stratégie.

Décomplexé et sans entrave, le business selon Trump

Et pourtant, il y a bien une doctrine chez Trump. Non homologuée certes, mais que l'on pourrait qualifier d'abord de pro-business. Pro-business, ne veut pas dire « politique de l'offre », avec tout ce que cette dernière véhicule de douloureux, de vertueux. Il ne s'agit pas ici, de brider les salaires, d'intensifier la concurrence, de s'attaquer aux rentes, de bâtir une crédibilité financière par de l'orthodoxie budgétaire. Non. Une politique pro-business, c'est une politique qui dit business first, et qui muselle tout ce qui fait grain de sable : l'environnement, les règles prudentielles, les concurrents trop gênants, le coût de la protection sociale.... C'est le business décomplexé et sans entrave. C'est le déni de tout ce que les experts pointent comme des déséquilibres non soutenables.

Certes le mix du protectionnisme et du laisser-fairisme dérouté les économistes, habitués à la cohérence de leur corpus. Il sonne comme un oxymore improbable, un libéralisme antilibéral, et condamné de ce fait à l'échec. Comment l'incohérence pourrait-elle accoucher de résultats positifs ? La messe est dite. Trump ne peut qu'accoucher d'un fiasco. Et pourtant ce n'est pas ce que disent les chiffres ou les marchés. La croissance US se porte bien. L'emploi aussi. On peut certes s'abriter derrière le fait qu'il s'agit d'une illusion de court terme, qui va tourner court. Mais est-ce vraiment incohérent ? Au fond, Trump ne serait-il pas l'incarnation extrême d'un nouveau trade-off, qui s'étend bien au-delà des frontières américaines ?

Moins d'État pour moins de mondialisation

Le compromis proposé, pourrait être résumé de la sorte : Moins d'état, contre plus de protection vis-à-vis du reste du monde. Plutôt que de promouvoir moins d'État, pour plus d'ouverture à la concurrence, à la manière Reagan, ou un État réparateur des inégalités primaires que génère la mondialisation, c'est-à-dire plus d'Etat, pour plus de mondialisation, à la façon sociale-démocrate, le capitalisme version Trump c'est moins d'Etat pour moins de mondialisation. Ce faisant, il prétend attaquer les inégalités à la racine : en rétablissant un plein emploi, en atténuant l'effet délétère de la concurrence avec les pays en dumping fiscal ou social.

Et ce nouveau trade-off fait des émules. Ce nouvel objet doctrinal, moins d'Etat, moins de mondialisation est celui qui rallie les attelages populistes hétéroclites. L'Italie en est symptomatique. Mais à y regarder de plus près, le Macronisme, en est aussi la version soft, beaucoup plus homéopathique. Et l'entente affichée entre les deux hommes est moins feinte qu'il n'y paraît, Car Macron c'est aussi business first. C'est moins d'aide sociale, une écologie business compatible. Et c'est aussi la tentation de restreindre la mobilité du capital, quand cette dernière devient déstabilisante, menaçant les centres de décision, et une certaine fermeté à l'égard de la Chine.

Il faut se souvenir de la condescendance des Européens à l'égard de l'acteur d'Hollywood Reagan. Sa politique a mené à certains égards au pire, certes, mais 20 ans plus tard. Oui les inégalités se sont creusées. Oui la sphère financière est devenue ingouvernable. En attendant, elle a produit des résultats positifs à moyen terme, et s'est diffusée à travers toute la planète, changeant la face du capitalisme. Le risque chez Trump réside aussi dans son succès. Oui la croissance peut être au rendez-vous, que sa politique soit soutenable à long terme ou non. Oui la doctrine fait des émules. La facture de sa politique sera dans 20 ans, mais il sera trop tard pour corriger le tir. xerficanal-economie.com 12/06/2018

Quel roman !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Chine/Inde

- Ce qui se cache derrière le rapprochement militaire entre la Chine et l'Inde - sputniknews.com 23.08.2018

L'Inde et la Chine rétablissent leur coopération dans le domaine militaire après le conflit de 72 jours dans l'Himalaya l'an dernier.

Le Premier ministre indien Narendra Modi s'est entretenu hier à New Delhi avec le ministre chinois de la Défense Wei Fenghe, en déplacement pour quatre jours en Inde, écrit jeudi le site de la chaîne RT.

Le chef du gouvernement indien a noté qu'à présent les deux pays régleraient leurs litiges «en les empêchant de dégénérer en conflit». Les experts pensent que la coopération entre Pékin et New Delhi dans le cadre de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et des Brics, ainsi que la ligne de la politique étrangère de Washington, qui cherche à faire pression sur l'Inde, ont contribué à ce rapprochement.

Pendant l'entretien prévu ce 23 août entre les ministres de la Défense des deux pays, les deux interlocuteurs évoqueront les perspectives d'une patrouille conjointe sur le plateau de Doklam dans l'Himalaya, où un conflit de deux mois s'était déroulé l'an dernier entre les deux pays. C'est ce qu'a rapporté la revue India Today se référant à ses propres sources. De son côté, le quotidien chinois officiel du PCC Renmin Ribao note que la visite actuelle du ministre chinois de la Défense Wei Fenghe en Inde «témoigne du rétablissement des relations dans le domaine militaire».

Trump fait l'impossible: l'Inde, la Chine et le Japon s'unissent contre les USA Jeudi, selon les médias indiens, les ministres de la Défense de l'Inde et de la Chine évoqueront les perspectives de renforcement de la confiance, la mise en place d'une liaison permanente entre les militaires des deux pays et la reprise des exercices communs suspendus il y a un an.

Selon Evgueni Gratchikov, expert du Centre d'études du socialisme mondial à l'Académie des sciences sociales de la Chine, Pékin fait un pas en direction de l'Inde et compte s'entendre avec New Delhi sur des questions concrètes concernant le règlement des incidents frontaliers.

«Ce sont des petits pas pour atteindre un grand objectif: faire en sorte que l'Inde n'adopte pas une position anti-chinoise active», souligne l'expert.

D'après l'expert militaire Alexandre Mikhaïlov, directeur du Bureau d'analyse militaro-politique, la pression de Washington sur Pékin, et notamment la guerre commerciale déclarée par le président américain Donald Trump, jouent également leur rôle dans le renforcement des liens entre la Chine et les États voisins, tout particulièrement la Russie et l'Inde.

«Toutes ces restrictions en matière de taxes poussent la Chine à se rapprocher de ses voisins, y compris la Russie. Nous voyons que la Chine se rapproche militairement de l'Inde. Un dialogue positif a lieu en ce moment, alors qu'il y a quelque temps ces deux pays étaient au bord du conflit», souligne l'expert. sputniknews.com 23.08.2018

[Haut de page ↗](#)

Le 26 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

Après plusieurs essais cela fonctionne au format zip. Have a good day.

Le portail sera actualisé demain. En attendant, j'ai téléchargé dans le serveur du portail 4 morceaux de musique destiné à ma fille et aux lecteurs que cela intéresserait et qui ne possèderaient pas d'application pour en télécharger sur Internet dans leur disque dur. Par la messagerie électronique, il n'est pas non plus possible d'envoyer des fichiers volumineux tels des concerts ou des films, avec outlook le volume est limité à 40 MO. Je ne télécharge que des vidéos accessibles gratuitement au téléchargement. En stock, 1.300 environ pour la musique et plus de 750 films. Je précise qu'il ne s'agit pas de téléchargements illégaux (Youtube uniquement).

Si cela fonctionne, j'envisage d'en télécharger des dizaines, voire beaucoup plus, tout dépendra de l'intérêt manifesté par les lecteurs. On peut même envisager qu'un lecteur souhaite télécharger un morceau de musique qui lui tient à coeur, et que je le mette en ligne spécialement pour lui pendant quelques jours, le temps qu'il le charge dans son ordinateur. Je suis rustre, mais sympa non ?

Un conseil qui vaut ce qui vaut.

Pendant que j'y suis, aujourd'hui on télécharge un tas de vidéos que l'on peut visionner autant de fois que l'on veut quand on le souhaite, mais il se pourrait que ce ne soit plus le cas dans l'avenir. Car il suffirait qu'ils actualisent le lecteur de vidéos qui se trouve dans votre ordinateur en supprimant dans le logiciel la possibilité de lire d'anciennes vidéos pour que vous ne puissiez plus en regarder aucune, ceci une fois qu'ils auraient rendu payant le téléchargement de chaque vidéo, ils y viendront un jour cela ne fait aucun doute, vous avez saisi ? Et même si vous bloquiez l'actualisation de ce logiciel, il leur suffirait que vous vous connectiez sur Internet pour introduire dans votre ordinateur comme une sorte de virus qui vous en interdirait l'accès.

Aussi, si vous envisagez de changer d'ordinateur, ne vous séparez pas de votre vieil ordinateur, mettez-le précieusement de côté, il pourrait bien vous être utile plus tard. Gardez aussi les CD-ROM du système dans lesquels figure ce logiciel (VideoLAN). Et n'utilisez jamais votre vieil ordinateur pour vous connecter à Internet.

Pour le moment nous n'en sommes pas encore là. Cependant, ils ont été jusqu'à supprimer la possibilité d'accéder à des vidéos avec le système XP de Microsoft depuis mai 2018, donc de télécharger de nouvelles vidéos. Une autre opération était prévue au mois d'août 2018, pour le moment je n'ai constaté aucun effet. Bien entendu, ils n'ont pas prévenu les utilisateurs du système XP qui ont été mis devant le fait accompli, les GAFAM osent tout comme vous le savez, en toute impunité, donc il faut s'attendre à tout de leur part. Dorénavant j'utilise l'ordinateur portable pour télécharger des vidéos puisqu'il fonctionne sous le système 7 de Microsoft, et cela me fait chier de passer d'un ordinateur à l'autre, je n'ai franchement pas de temps à perdre. Pour un peu je vais devoir acheter une seconde souris plus pratique et un autre clavier car celui du portable est en anglais, j'ai déjà un écran 15' de secours, après c'est le manque de place, il me faudrait une troisième table, on n'en finit plus, c'est un truc de dingue ! Et moi qui avais horreur de l'informatique ! Comme quoi on n'est vraiment pas libre !

A plus tard, bon moral et bon courage, le combat continue... en musique !

[Haut de page ↗](#)

Le 27 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

Do you like music (up in this page) ? It gives peaceful mind we need to think in this crazy world !

- [Causerie au format pdf \(22 pages\) - inclus le message d'hier](#)

[Encore une fois sur les deux clans de l'oligarchie anglo-saxonne qui s'affrontent.](#)

Le cadre ou l'origine de cet affrontement.

L'accumulation du capital ou la concentration des richesses entre les mains d'une infime minorité de capitalistes est le produit d'un processus dialectique matérialiste et historique dont fait partie le développement du capitalisme et ses lois de fonctionnement, ainsi que la lutte des classes.

Les contradictions du système économique capitaliste qui sont inhérentes aux rapports établis entre les classes depuis son avènement, il y a de cela déjà plusieurs siècles, reposaient en pratique de son origine à nos jours sur le principe de l'inégalité entre les classes que rien ni personne n'a jamais pu justifier ou faire respecter autrement qu'en recourant à la force ou à la répression. Ces différents facteurs vont se combiner et se traduire par des conséquences sociales et des injustices de plus en plus insupportables, que la majorité des exploités et des opprimés qui composent les peuples seront amenées inévitablement à contester violemment.

D'où la nécessité pour l'oligarchie financière qui domine le capitalisme de renforcer toujours et encore son pouvoir politique, de le confisquer aux peuples, de manière à ce qu'ils ne puissent plus contester ou menacer sa domination de classe ou ne soient tentés d'envisager un changement brutal de régime, qui ne pourrait être que basé sur l'inversion des rapports entre les classes, prélude à l'éradication du capitalisme de la surface de la terre, à la fin du règne de l'exploitation de l'homme par

l'homme, puisque le capitalisme ou sa version mondialisée, l'impérialisme, en écrivait le dernier chapitre ou parachevait le cycle du règne de la nécessité, qui précède celui enfin atteint de la liberté. On pourrait s'interroger et se demander à quand remonte le début du règne de la nécessité, mais là n'est pas notre objet, cela nous entraînerait trop loin, bien au-delà de l'existence de l'homo sapiens ou du paléolithique.

Ce tableau décrit la réalité, c'est en quelque sorte un constat reposant sur des faits, et non une interprétation, une théorie issue d'une doctrine, un discours partisan, excepté un élément subjectif qui fait l'objet de polémiques interminables ou que certains contestent, à savoir, que rien ne dit que les peuples seront amenés un jour à contester l'existence du régime capitaliste ou le sort qu'il leur réserve, dans la mesure où il a octroyé des conditions qui le rendent supportable à la majorité.

Si cela permet effectivement d'expliquer en partie pourquoi il est parvenu à durer si longtemps, tout d'abord rien ne dit que ces conditions demeureront aussi favorables dans l'avenir, et si le contexte général dans lequel se situent ces conditions ne va pas se détériorer de telle sorte que c'est l'ensemble de la société qui leur apparaîtra insupportable, sans compter qu'en contrepartie des avantages matériels qui leurs sont concédés ils doivent subir des sacrifices à côté desquels ces privilèges ont un goût de plus en plus amer, alors de là à ce qu'un jour ils prennent conscience que leurs aspirations les plus chères ont toujours été bafouées et qu'ils exigent qu'elles se réalisent, n'a rien d'une hypothèse improbable.

On peut certes bénéficier de conditions privilégiées qui nous rendent la crise du capitalisme supportable, mais quand la société toute entière sombre dans la médiocrité et la décadence, quand sa décomposition s'accélère et touche absolument tous les domaines au point de devenir angoissante et imprévisible sans que rien ne semble pouvoir la stopper, on peut imaginer que la tension ou le profond malaise, la révolte qui en découle, se répercutera sur l'ensemble des membres des différentes classes exploitées quelle que soit leur condition ou leur statut, car personne n'a souhaité un jour vivre dans une telle société, donc la question de s'en débarrasser devrait finir par hanter la tête de la majorité d'entre eux, si elle ne leur a pas déjà traversé l'esprit.

L'avitissement progressif et l'asservissement total de l'homme auquel conduit le naufrage du capitalisme, le néolibéralisme, le développement des inégalités sociales et des injustices dans des proportions monstrueuses, est incompatible avec l'existence de la civilisation humaine et porte atteinte aux intérêts les plus fondamentaux de chacun d'entre eux, aussi est-il permis de penser que la majorité d'entre eux en prendront conscience à temps, c'est tout du moins le seul espoir sur lequel repose notre salut.

Si maintenant on nie ou on rejette ce facteur, il n'y a plus qu'à s'avouer vaincu d'avance et cesser le combat. A chacun de choisir en toute conscience, quel sens il entend donner à sa vie, et quel destin il souhaite pour lui et les générations futures.

C'est un combat très difficile à mener, parce qu'il faut s'attaquer aux faiblesses inhérentes à la nature humaine sans heurter la susceptibilité des personnes concernées, mais on peut le gagner si on sait y mettre la forme, si nous faisons preuve de la même détermination que nos ennemis. Et puis dans ce domaine comme dans tous les autres, il faut avant tout faire preuve de logique pour briser les obstacles qui empêchent la majorité de prendre conscience de la nécessité d'un changement de régime. Si on ne croit pas dans sa capacité à y parvenir on est foutu. La logique et la méthode, la patience et la persévérance peuvent venir à bout des obstacles ou des esprits les plus retors.

Deux clans, deux stratégies, un unique objectif

Le clan Obama-Clinton-feu Mc Cain n'intègre dans sa stratégie ni un effondrement du capitalisme, ni un affrontement direct entre les classes qu'il considère comme des options, il s'appuie d'une part sur les médias et les réseaux (a)sociaux pour mener leur guerre idéologique et psychologique contre les masses, la fabrique du consentement, et d'autre part sur les centristes et la social-démocratie dégénérée, les partis de la gauche et de l'extrême gauche institutionnelle qu'il instrumentalise au moyen du communautarisme, ce qui permet de les diviser et de les affaiblir, cela vaut pour l'extrême droite et les mouvements populistes de droite, et il envisage sérieusement une guerre en Europe de l'Otan contre la Russie.

Le clan Trump intègre l'effondrement du capitalisme en sachant que la réindustrialisation des Etats-Unis est un leurre, et se prépare à un affrontement direct entre les classes en soutenant les mouvements populistes de droite qui peuvent être alliés à l'extrême droite et qu'il instrumentalise, estimant que l'influence des médias et des réseaux (a) sociaux est amenée à diminuer inexorablement et que la contestation des institutions ainsi que le régime drastique imposé aux masses conduisent à leur radicalisation et à une explosion sociale à laquelle il faut se préparer pour l'écraser, il considère que le communautarisme présente plus d'inconvénients que d'avantages à ce stade, tout en conservant en option une nouvelle guerre mondiale qu'il souhaite éviter pour le moment.

Le clan Obama-Clinton-feu Mc Cain privilégie cette tactique pour parvenir à renforcer le pouvoir des institutions supranationales au détriment des Etats, tandis que le clan adverse penche pour la privatisation des Etats, qui dans les deux cas seraient gouvernés par une bureaucratie sous un régime de type totalitaire.

Le clan Obama-Clinton-feu Mc Cain exclut la Russie de son plan, il estime qu'elle doit se soumettre, tandis que le clan Trump veut l'intégrer dans son plan, tout en lui permettant d'y participer selon ses spécificités ou ses besoins de manière à pouvoir mieux la contrôler.

Le clan Trump entend se servir de la lutte des classes tant qu'elle ne remet pas en cause l'existence du capitalisme, tandis que le clan Obama-Clinton-feu Mc Cain veut la neutraliser, ce qui va à l'encontre du processus historique et des intérêts des capitalistes, puisque la lutte des classes a toujours été associée au développement du capitalisme au lieu de constituer une entrave à son développement.

Maintenant quel sort réservent-ils au système économique mafieux qu'ils ont mis en place ?

Le clan Obama-Clinton-feu Mc Cain s'en sert pour vampiriser l'économie productive quitte à fausser les rapports entre les classes dans des proportions aussi monstrueuses que les inégalités qui en découlent, engendrant des tensions sociales et politiques soudaines qui peuvent prendre une tournure incontrôlable, mais surtout elle contribue à accélérer la crise du capitalisme dont certains Etats sont incapables de gérer les conséquences, de soutien au capitalisme en faillite, elle se transforme en menace pour son existence, c'est ce que pense le clan adverse qui préfère l'employer autrement.

On sait que tout accroissement de la concentration du capital se traduit par une baisse du taux de profit, donc en alimentant ce processus, en l'accéléralant le système économique mafieux fragilise le capitalisme qui ne peut plus s'en sortir qu'en produisant toujours plus pour consommer toujours plus, ce qu'ils appellent la croissance, alors que ce rythme à terme est insoutenable et susceptible d'entraîner l'explosion du marché mondial, d'autant plus qu'il y a toujours plus de pauvres ou de gens insolubles dans le monde ou encore endettés jusqu'au cou. C'est la raison pour laquelle Trump veut privilégier l'emploi aux Etats-Unis, à la fois source de plus-value et favorable à la consommation. A suivre.

Comment pensent les supporters de Macron, qui sont-ils ?

Un internaute qui a posté un commentaire dans le blog Les Crises fournit une indication...

- "Il faut arrêter avec ce discours de "la droite, ce sont les méchants capitalistes; et la gauche, ce sont les gentils humanistes".

La gauche et la droite sont des concepts bidons. Je ne veux pas un politique de droite ou de gauche ou du centre ou de l'extrême ou de n'importe où. Je veux juste quelqu'un qui prend les décisions qui lui semble les meilleures, peu importe si la solution vient de chez Obama ou Poutine ou Xi Jinping ou de René du bistrot du coin. Si ça marche, c'est la seule chose qui m'intéresse. (...)

Les gens ne devraient pas penser en terme de politique de gauche, politique de droite. Il devrait plutôt essayer de réfléchir à la meilleure politique dans tel et tel domaine. (...)

De Gaulle est vu comme quelqu'un de droite, pour moi il est tout simplement quelqu'un qui n'a œuvré que pour le bien de son pays, de sa patrie."

LVOG - Vous avez raison Macron en est le digne héritier au sommet de la Ve République...

Comme quoi ils ne savent même plus ce que signifie être de gauche.

- "*La logique de la gauche est le partage des richesses, la lutte contre les inégalités. (...) La logique de la droite, c'est que c'est le mérite qui permet à chacun de réussir, et donc les riches peuvent être plus riches sous la droite, car ils le méritent.*"

LVOG - Sinon ils ne seraient pas riches, on appelle cela un sophisme ou du vent !

Ils sont tous de droite les lecteurs petits bourgeois de ce blog.

- "*Je suis d'accord avec vous sur le fait que De Gaulle avait appliqué une bonne politique économique pour la France, qui était dans l'intérêt de tous les citoyens.*"

Un Internaute précise.

- "*De Gaulle n'a pas eu le choix à la sortie de la guerre. Les maquisards disposaient des armes, et le pays était au bord de l'embrasement. S'il a lâché les acquis de l'époque, c'était uniquement pour éviter la révolution. D'ailleurs, le PC stalinien de l'époque l'a bien aidé et à tout fait pour désarmer les résistants communistes.*"

LVOG - Bref, le PC était déjà de droite et de gauche, cela vous fait penser à quelqu'un, n'est-ce pas ? Macron est bien le digne héritier de de Gaulle...

[Le saviez-vous ?](#)

Plus de 1,5 million de réfugiés syriens ont déjà pu regagner leur foyer a déclaré jeudi 23 août l'ambassadeur russe auprès de l'Onu, Vassili Nebenzia. sputniknews.com 24.08

Faites-le savoir...

[Et dire que le Danemark aurait un modèle social idyllique, éthylique serait plus juste !](#)

- Dans quels pays la population consomme-t-elle le plus d'alcool? La réponse est inattendue...- sputniknews.com 24.08

Des chercheurs de l'Université de Washington ont déterminé les nations qui consommaient le plus d'alcool au monde, indique la revue Lancet.

Les scientifiques ont examiné les données de 28 millions de personnes de 195 pays. Cette recherche s'est étalée de 1990 à 2016.

Ils ont découvert qu'au Danemark, il y a le plus grand nombre de consommateurs d'alcool. 97% des hommes et 95% des femmes boivent régulièrement des boissons alcoolisées. Une situation similaire est observée dans des pays tels que l'Allemagne et la Norvège.

Mais du point de vue de la quantité de l'alcool consommée par jour, les Européens de l'Est sont les leaders. Parmi les hommes, ce sont les Romains, avec 8,2 unités d'alcool quotidiennement. Quant aux femmes, ce sont les Ukrainiennes qui occupent la première position, avec 4,2 unités. Une unité d'alcool équivaut à 10 grammes d'éthanol, soit une canette de bière, un petit verre de vin ou un shooter d'une boisson forte. sputniknews.com 24.08

[Boycott des bétailières !](#)

- Les bagages en cabine deviennent payants chez Ryanair - euronews 24 août 2018

Ryanair a décidé de faire payer à ses passagers le droit d'emporter une petite valise, que ce soit en soute ou en cabine, poussant encore un peu plus loin le modèle low-cost et ses critères de rentabilité.

Jusqu'à présent, les passagers de la compagnie irlandaise pouvaient emporter avec eux gratuitement une petite valise ainsi qu'un petit sac supplémentaire.

Mais la compagnie à bas coût a expliqué dans un communiqué publié jeudi soir que ses clients devraient dorénavant payer un embarquement "prioritaire", facturé 6 euros par voyage et par personne, pour avoir le droit d'emporter une petite valise en cabine.

Les passagers qui ne choisiront pas cette formule pourront sinon faire enregistrer leur petite valise en soute, mais cela sera aussi payant, à hauteur de 8 euros par bagage au moment de la réservation.

Dorénavant, les passagers ne pourront donc emmener gratuitement qu'un petit sac, comme un sac à main ou un petit sac à dos pouvant être placé sous le siège.

L'entreprise irlandaise a expliqué vouloir ainsi réduire les délais à l'embarquement.

L'un des critères de rentabilité important pour une compagnie low-cost est en effet le temps de rotation de ses appareils.

Pour augmenter le nombre de vols quotidiens, amortir l'ensemble des coûts fixes et rentabiliser la flotte, chaque avion doit passer le moins de temps possible au sol - environ 30 minutes pour un low-cost - entre deux vols.

Les bagages payants signifient plus de revenus mais aussi, s'ils sont moins nombreux, un temps de chargement et de déchargement réduit. Et moins de poids dans l'avion, rimant avec une consommation de kérosène plus basse.

Si le bagage en soute constitue déjà une variable d'ajustement pour de nombreuses compagnies, le bagage dit "cabine", pouvant se ranger dans les compartiments situés au-dessus des sièges, reste gratuit.

Le principal concurrent de Ryanair, la britannique easyJet, propose ainsi toujours un bagage à main par personne à bord, sans limite de poids, mais respectant certaines dimensions.

Enregistrer sa valise en soute était au contraire déjà systématiquement payant pour les compagnies à bas coût, là où ce service est compris dans le prix du billet pour les compagnies traditionnelles.

Mais ces dernières s'adaptent elles aussi : certaines - comme Air France - proposent à présent des tarifs "light", avec un bagage en soute en option payante sur des vols transatlantiques, afin d'aligner leur prix d'appel sur celui de leurs redoutables nouvelles concurrentes, les compagnies low-cost longue distance.

Depuis quelques mois, Ryanair prenait à la porte d'embarquement une partie des petites valises que les passagers prévoyaient d'emmener en cabine et les transportait gratuitement en soute, faute de place suffisantes dans les compartiments à bagages au-dessus des sièges, selon elle.

Mais cette politique "qui a conduit à l'étiquetage de jusqu'à 120 valises gratuitement aux portes d'embarquement a conduit à des retards de 25 minutes environ", a expliqué la compagnie.

Pour mettre fin à ce problème, elle prévient qu'à partir du mois de novembre, "il n'y aura plus d'étiquetage gratuit des bagages à la porte d'embarquement". Concrètement, cela signifie que les passagers devront avoir payé préalablement soit pour un embarquement prioritaire, soit pour un bagage en soute.

Ryanair autorisait les passagers à emmener une petite valise et un petit sac gratuitement depuis 2013 et le lancement de sa politique "Always Getting Better". Ce programme d'amélioration du service visait à rendre plus aimable une compagnie jusque-là connue pour la rudesse de ses conditions de voyage.

Cette politique a connu du succès et contribué à doper le trafic de Ryanair, devenue depuis la première compagnie aérienne en terme de passagers transportés en Europe.

L'entreprise est confrontée cependant à une fronde sociale inédite de son personnel depuis l'an passé et a entrepris de négocier avec des syndicats pour répondre à une partie des demandes d'amélioration des conditions de travail, ce qui va lui occasionner des coûts supplémentaires. euronews 24 août 2018

Ryanair vous annonce que pour compenser les hausses de salaires que ses actionnaires ont généreusement accordées au personnel et qui amputent leurs dividendes, les personnes de plus de 65 kilos ne seront plus admis à voyager dans nos avions afin de réduire la facture de kérosène, j'anticipe...

[Hollywar ou la société du divertissement.](#)

- La fabrique de l'ennemi par le cinéma américain avec Pierre Conesa - Les Crises 25 août 2018

Le cinéma est-il la continuation de la guerre par d'autres moyens ? Pierre Conesa, ancien haut fonctionnaire au ministère de la défense, publie "Hollywar : Hollywood, arme de propagande massive" (Robert Laffont, mai 2018)

"Ce qui frappe aux États-Unis, c'est la masse des mauvais films : ce sont eux qui fabriquent l'opinion." Pierre Conesa

Ancien haut fonctionnaire au ministère de la Défense, spécialiste des questions stratégiques et militaires, Pierre Conesa porte un regard géopoliticien sur un vaste catalogue de films américains qu'il analyse dans Hollywar : Hollywood, arme de propagande massive.

S'inscrivant dans un axe du bien et du mal, dessiné par Washington, le cinéma américain a distribué successivement le rôle du méchant, aux noirs, aux indiens, aux mexicains, aux communistes, avant d'incarner à l'écran la figure de « l'Arabo-irano-terroristo-musulman » qui fait aujourd'hui peur au monde entier.

"C'est le cinéma qui fait le récit national américain. Ce récit fait comme nous avec Michelet : le pays est une image d'une réalisation divine sur terre et donc l'autre, ne peut être qu'un envieux, un ennemi, une menace, un porteur de vice." Pierre Conesa (Source : France culture, Pierre Conesa, 13-06-2018) Les Crises 25 août 2018

Commentaires d'Internauts

1- Non seulement le cinéma américain fabrique l'ennemi mais encore il fait des USA un ennemi idéal aux yeux de ses ennemis potentiels et même il leur donne des idées.

Dans Indépendance Day, le héros se sacrifie pour sauver la terre des extra-terrestres et il est vénéré pour son geste,

littéralement porté aux nues, très exactement comme un djihadiste attend que son sacrifice le mène au ciel.

Le problème de la violence, c'est qu'elle est réciproque.

Les bons des films américains (et autres...) sont plus méchants que les méchants qu'ils combattent. Ça leur permet de « vaincre »...

2- "L'enfer du devoir", le film le plus honteux de l'histoire récente où même la fillette yéménite sur béquilles sort un flingue pour tirer sur les gentils militaires américains, forcés alors de commettre un massacre.

Une bouse pareille, faut voir les notes qui lui sont attribuées par les critiques et les spectateurs par chez nous, et alors seulement on comprend l'ampleur du lavage de cerveau.

Confortablement installés dans nos canapés on regarde ça d'un oeil impavide et vient la scène tellement extravagante que clic! le cerveau se rallume malgré tout et qu'on réalise que tout ça n'est que propagande. Ils sont forts quand même, Hollywood.

3- Comme si le cinéma français, exposant bourgeois et fils de bourgeois, ne servait pas non plus les buts de celui qui produit le film. Avec la spécificité française que l'argent des impôts des ouvriers sert à financer des films montrant des bourgeois qui s'ennuient parce qu'ils ont la vie trop facile. Mais enfin si en plus les Français ou leurs enfants sont assez aliénés pour payer pour aller voir ça...

LVOG - La question est plutôt de savoir pourquoi et de le combattre, car si vous en restez là, vous allez détester la terre entière...

4- En plus du cinéma, les séries télévisées qui sont prises et beaucoup plus accessibles (il suffit d'allumer le "poste" jouent également leur rôle de propagande et de formatage des esprits.

Regardez les deux épisodes de "Chapeau melon et bottes de cuir" intitulés "Le long sommeil" que rediffuse Arte en ce moment. Cela met en scène des Russes et cela de passe en France. Énormes clichés sur les Russes (bon, c'était pendant la période URSS) et sur les Français souvent tournés en ridicule et victimes de la bureaucratie alors que les anglais sont beaux, courageux, efficaces, etc.

C'est très visible dans ces deux épisodes qui datent et dont on décèle du coup assez facilement les grosses ficelles.

LVOG - Ce genre de séries était très bien réalisé et tourné, plans, images, paysages et décors, personnages soignés, voire dandys, rythme, enchaînement et durée de chaque scène ou action millimétrée et sans temps morts ou longueurs, dialogues brefs et percutants, où humour et dérision, légèreté et gravité sur fond social ou politique se côtoyaient, de sorte que le téléspectateur était littéralement scotché à l'écran pour ne pas perdre une miette du scénario pour tenter de résoudre lui-même l'énigme qu'on lui soumettait, transformé en policier pour découvrir le coupable, sans s'apercevoir qu'insidieusement il servait à légitimer le régime en place, son appareil policier, sa politique impérialiste, sans qu'il réagisse ou n'offre la moindre résistance comme si passivement il s'y accoutumait, ce qui évidemment influencerait inconsciemment son interprétation de la situation et de sa condition.

Si dans son insouciance ou inconscience il arrive à se distraire en jouant les détectives au côté des agents du MI6 ou 5, de la CIA ou du FBI, de la DGSE ou DGSI, il n'en faudra pas beaucoup plus pour qu'il adopte un état d'esprit policier ou justifie l'existence de ces officines du crime.

Cela participe de la fabrication du consentement, de la résignation à combattre pour un changement de société.

5 - N'oublions pas que le plan Marshall, au sortir de la 2e guerre mondiale, obligeait l'Europe à accepter un gros quota de films US, comme par hasard...

LVOG - Plus largement, il était stipulé que la majorité de la somme allouée aux différents Etats devait servir à acheter des marchandises made in USA.

Totalitarisme. Le fichage politique ne date pas d'hier.

- Affaire Eu Disinfo Lab, par Isabelle Attard - Les Crises 25 août 2018

Avec l'affaire EU Disinfo Lab, le secrétaire d'État Mounir Mahjoubi et les anti-complotistes complotistes (à moins que ce ne soit l'inverse) ont tout fait pour minimiser la gravité du fichage politique des twittos ayant réagi au scandale Benalla (...)

...nous devons réfléchir aux utilisations futures des fichiers actuellement constitués même s'ils peuvent sembler anodins aujourd'hui.

Les deux exemples français ci-dessous prouvent qu'ils ne restent que rarement dans 1 tiroir et qu'ils sont le plus souvent utilisés pour répertorier les opposants politiques, vrais ou supposés. Le premier recense les anarchistes français et fut réalisé par A. Bertillon en 1893 & 1894.

Rappelons le contexte : Suite aux répressions sanglantes des manifestations ouvrières (Chicago 1886 ; Fourmies 1891) des anarchistes décident d'actions ciblées contre les pouvoirs étatiques et capitalistes, la « propagande par le fait ».

En France A. Bertillon, chef du service photographique de la préf de police de Paris, crée un fichier de 417 hommes & femmes considérés comme anarchistes. Les critères pour être dans ce fichier étaient assez flous : abonné à une revue libertaire ou simple sympathisant.

Ce fichier des anarchistes ([http://www.imagespensees.org/memoires/article/fichier-des-anarchistes ...](http://www.imagespensees.org/memoires/article/fichier-des-anarchistes)) est consultable aujourd'hui car le Metropolitan Museum of Art de New York a ouvert l'an dernier ses archives sous forme de fichiers téléchargeables et réutilisables.

En réaction aux attentats anarchistes, le parlement votent les 3 tristement célèbres #LoisScélérates le 28 juillet 1894. La 3ème permet d'interdire la diffusion de journaux anarchistes comme "Le Père peinard" d'Emile Pouget et "Le Révolté" d'Élisée Reclus .

La 2ème permet d'inculper tout membre ou sympathisant. Elle encourage également la délation. Elle est votée le 18 décembre 1893. Il en découle début 1894 l'arrestation de nombreux anarchistes sur la base du fichier Bertillon comme Paul Reclus, Sébastien Faure ou Félix Fénéon.

Les antimilitaristes et le « carnet B » Bien avant le début de la 1ère guerre mondiale le gouvernement français s'inquiétait d'une possible démobilisation nourrit par les antimilitaristes. Une liste d'environ 1800 suspects à arrêter immédiatement en cas de mobilisation est alors établie.

Ce fichier, répondant au nom de code de "Carnet B" (https://fr.wikipedia.org/wiki/Carnet_B) regroupait les antimilitaristes les plus virulents, des chefs syndicaux ou encore des membres de la SFIO qu'il était prévu d'emprisonner dès le déclenchement des hostilités.

Créé dès 1886 par le général Boulanger pour ficher les potentiels espions, Georges Clemenceau réoriente le carnet à partir de 1907 pour surveiller surtout les anarchistes et antimilitaristes.

En 1909, le ministère de l'Intérieur décide d'ajouter au Carnet B tous les Français susceptibles d'entreprendre des actions antimilitaristes pouvant troubler l'ordre public ou gêner la mobilisation

Jean-Pierre Deschodt (<https://journals.openedition.org/ccrh/3567>) décrit les différentes catégories de personnes inscrites dans le carnet B, je cite :

- les anarchistes & syndicalistes : les amis de Sébastien Faure, des individus violents et exaltés pouvant occuper les fonctions de secrétaire de la Bourse du travail. Propagandiste excité faisant des provocations contre les militaires, favorables à l'insoumission & aux grèves
- les communistes : Organisateur de manifestations communistes, meneurs de grèves, apôtres de la guerre civile, secrétaires du rayon communiste, présidents d'un syndicat municipal communiste, apologie de faits qualifiés de crime et membres du comité central ;
- les autonomistes : francophobie, autonomisme breton, agitateur autonomiste manifestant des sentiments germanophiles. Roger Salengro (futur ministre du Front populaire) & Victor Pengam secrétaire général de la bourse du travail de Brest font partie du carnet B .

Voici comment Pengam est dépeint : « propagandiste anarchiste et antimilitariste des plus militants. L'un des chefs du mouvement révolutionnaire (secrétaire général de l'Union régionale des syndicats et de la Bourse du travail de Brest). [...] Secrétaire général du nouveau syndicat anarchiste des ouvriers du port. Ouvrier à l'arsenal. Serait susceptible de faire du sabotage en cas de mobilisation. (...) Mesure à prendre en cas de mobilisation : à arrêter »

L'existence de ce fichier, sensé resté secret, fuita dans la presse en 1912. Les militants & sympathisants anarchistes et syndicalistes purent imaginer quel serait leur sort : camp d'internement ([https://www.editionsquartmonde.org/rqm/document.php?id=6028 ...](https://www.editionsquartmonde.org/rqm/document.php?id=6028)) (env. 70 en France pdt 1ère guerre) ou exécution...

Finalement ce carnet ne fut pas utilisé en 1914 pour arrêter les antimilitaristes. La CGT et la SFIO se ralliant au patriotisme de

l'Union sacrée. (Ils se chargeront de faire la police à leur place dans leurs rangs. - LVOG)

Mais il est intéressant de noter que ce carnet B ne disparut pas avec la 1ère guerre mondiale. Il fut conservé au siège de la Sureté nationale à Paris puis saisi en 1940, par l'Abwehr, le service de renseignement de l'état-major allemand... Rien ne se perd en somme, et c'est bien ça le problème... « Celui qui ne connaît pas l'histoire est condamné à la revivre » Karl Marx. Les Crises
25 août 2018

Parole d'Internaute.

A propos des médias.

1- Un journaliste, de métier, apprend (à l'école du journalisme) à être une péripatéticienne du "système libéral".

Soit il s'en rend compte, soit il ne s'en rend pas compte.

S'il ne s'en rend pas compte, il croit être libre et faire de l'information; alors qu'il n'est qu'un idiot et dangereux pour la population.

Et s'il s'en rend compte, que fait il ?

Il joue, présentement, à la victime; ce qui aggrave son cas.

Il lui reste à rejoindre le "complotisme", s'il est "un Homme".

LVOG - Ou changer de métier...

2- Je ne sais que dire sur la naïveté de ce journaliste et de ses collègues, quand on est capable de se trouver duper de cette manière on ne s'étonne plus d'avoir une presse complètement asservi économiquement et idéologiquement.

Ils se sont livrés complètement à ceux qui cherchaient à les faire taire, et ne commencent, pour les plus suspicieux, que maintenant à se demander si ils ne sont pas tombés dans un traquenard...

Non sérieusement je ne sais si je dois éclater de rire ou halluciner devant un exemple de manque d'instinct de survie de toute une communauté face à ses prédateurs ? Et par delà m'inquiéter pour nous qui ne sommes pas si différent.

LVOG - Maintenant ils ont trop à perdre pour changer, leur carrière, leur statut, etc.

A propos de Hollande, du PS et davantage.

- Le N°1 du PS accuse Macron de trahison, réhabilite Hollande - Reuters 26.08

1- Cela donne à réfléchir : ces politiciens professionnels là sont des girouettes, ils vont là où le vent les pousse, ils se mettent au service du courant d'air présentant le plus d'opportunités. Ils constituent leurs carnets d'adresse, leurs relationnels : c'est leur seul réel capital, leur permettant une progression dans ces appareils politiques pyramidaux que sont les partis grands partis politiques.

L'indignation n'est qu'une façade, la conviction qu'un faire valoir auprès de l'électeur crédule qui croit au scénario sans cesse remis en scène de l'homme providentiel qui sauvera la république.

Triste spectacle que celui de nos démocraties, qui n'ont jamais eu de démocratique que le nom.

LVOG - Comme quoi de plus en plus de gens commencent à s'en apercevoir...

2- Ces gens là sont des professionnels de la manipulation, des transformistes, des "houdini" du paysage politique français.

Bien sûr que la guerre des classes est devenu une chose obsolète, puisqu'ils sont passés depuis bien longtemps à la guerre des places. Guerre des places pour accéder à l'assiette au beurre.

Ce ne sont que des marionnettes dont le "Grand Capital", comme aurait dit l'ineffable Georges Marchais, tire les fils.

La grande représentation a lieu tous les cinq ans, et le public des "citoyens enfants", se laisse toujours abuser par les artifices, mis

en oeuvre par de tels artistes du camouflage et de la dissimulation.

Mitterrand nous avait débarrassé du parti communiste et de la lutte des classes, Hollande son fils spirituel, qui a de la suite dans les idées (si l'on écoute l'interview de "Caton") nous aura débarrassé de la gauche.

Par contre, tous deux, nous auront embarrassé (et comment !) d'un parti néo-fasciste qui monte (...)

... le corps électoral n'est pas immunisé contre le danger fasciste, c'est pour cela que la contestation de l'oligarchie se reporte sur un parti d'extrême-droite.

Mais c'est surtout, parce que Mitterrand, Hollande, et consort, n'ont eu de cesse de tuer la gauche dans ce pays, au prétexte qu'il y aurait eu dans ce même pays, un héritage intellectuel trop imprégné de pensée marxiste. Et c'est pour cela, que sous la houlette de l'UE et des lobbies transatlantiques (TAFTA), ces faux hommes politiques de gauche font -depuis le tournant de la rigueur en 1983-, tout pour normaliser ce pays, et lui imposer le "libéralisme économique" à marche forcée (viol de la volonté populaire lors du référendum de 2005, au prétexte qu'il y aurait eu trop de votes rouges-bruns pour le NON, décrets, 49-3, utilisation abusive de l'état d'urgence etc...), pour le macronniser tambour battant.

LVOG - C'est un fait que cet "héritage intellectuel trop imprégné de pensée marxiste" constituait un réel danger pour le régime, mais il a été bradé par ceux qui s'en réclamaient à l'extrême gauche et qui n'eurent de cesse de faire la courte échelle au PS ou au PCF, et le gouvernement PS-PCF qu'ils appelaient de leurs vœux sonnera le glas de leur déchéance finale.

3- Hollande, de "droite"...

Non, comme tous les professionnels de la politique il n'est ni de "droite" ni de "gauche".

Ces postures, ces "valeurs" ne sont qu'un argument commercial (comme pour les lessives : "Lave plus blanc que blanc") et sont uniquement destinées à convaincre l'électeur que la soupe (ou la lessive) est meilleure dans la SARL qui les emploie que chez les concurrents.

Un politicien professionnel n'a qu'une seule véritable motivation : son propre intérêt, le reste n'est que foutaises.

Le jour où la loi imposera aux "Représentants du Peuple Souverain" de rendre des comptes, d'être transparents, d'être révocables à la moindre incartade (sans indemnités, voire même en étant invités à long séjour à Cayenne) et que les décisions crapuleuses soient annulées immédiatement et sans discussion, à ce moment là je réfléchirais à l'opportunité de remettre les pieds dans un isoloir...

Je parle de "représentants", pas "d'élus"... Grosse nuance.

LVOG - Vous avez raison, ils ne sont ni de "droite" ni de "gauche", ce sont des serviteurs du régime...

4- La gauche remet en cause le capitalisme et l'ordre bourgeois, et veut changer le rapport par rapport aux moyens de production. La droite non et se satisfait du capitalisme.

On peut appeler le centre cette idée de sécurité / flexibilité, qui n'est pas de gauche (CSG), et qui est marqué par la droite (libéralisme) ou la gauche (keynes). Gauche, droite, entre gauche, centre droit : voilà le paysage politique pour l'économie. Quant aux valeurs (mariages, religions, etc), du plus libertaire au plus traditionaliste, c'est un autre (!) clivage droite/gauche qui ne cesse de semer la confusion, car les gens mélange les deux.

En économie le PS est devenu un mélange de centre-gauche (au moins sur son pied gauche) et de centre droit (Hollande, Valls, etc). Le parti s'est droitisé depuis le Vieux sur les questions économiques, mais il est resté "de gauche" dans les mentalités très longtemps. Et cela a pu être le cas car sur les valeurs il est plutôt de gauche. La confusion est totale si on mélange tout !

Depuis les années 80 tout le paysages politiques s'est droitisé (y compris le parti ou je milite, le PCF, en tout cas sur les lignes Laurent-Bufferet... Ils sont devenue incapable de parler de classes ou aux prolos, perdu dans les alliances trop larges, et dont les idées ont été popularisé mais dénaturé par Mélenchon). La conséquences ?

Les grandes forces politiques du pays (EM, LR, FN, FI, PS, Generation.s) ne sont pas de gauche; ils sont soit de droite (LR, EM, FN) soit de centre-gauche. (j'irais jusqu'à dire que Chirac était centre-droit, voir Sarkozy, qui me paraissent moins libéraux que Macron – mais les contextes économiques ne les y ont pas poussé je pense).

Et dans le large spectre du centre-gauche jusqu'à la droite les grandes idées de la gauche n'existe pas. Pas de lutte des classes,

pas de mise en cause du capitalisme, personne capable de nous dire "fermons la bourse". Donc le clivage droite/gauche devient en effet caduque, et le rapport "peuple et la démocratie" (politique, économique mais pas dans l'entreprise) devient la seule grande différence. Le problème tel qu'on l'analyse c'est que même les plus souverainistes (que ça soit la FI ou le FN) sont soumis aux mêmes capitalistes, et ne les remettent pas en cause.

LVOG - Autrement dit, ils sont tous de droite. C'est ce qu'avait osé affirmer à haute voix dans plusieurs causeries, ce qui m'avait valu un rappel à l'ordre d'un brave trotskyste lambertiste m'expliquant en substance qu'on devait s'en foutre ou que l'essentiel était ailleurs, ce qui me fit penser plus tard qu'il n'était pas indifférent au discours de Macron...

Personnellement j'estime que si les travailleurs continuent de penser en terme de droite et de gauche, c'est notre devoir de leur expliquer de quoi il en retourne vraiment, ce qui à ma connaissance ne nous écarte pas du terrain de lutte de classes, bien au contraire, encore faut-il aller au bout de notre analyse et préciser qu'être de gauche a une signification bien précise, c'est aspirer à un changement de régime, à en finir avec le capitalisme.

[En famille. "Nous pourrions nous entendre \(Avec LR - ndlr\) dans l'avenir pour contrer Emmanuel Macron", espère une militante LFI. Quel "honneur" !](#)

À Marseille, deux députés LR en terre insoumise - LeFigaro.fr 25 août 2018

Heureux de pouvoir faire «vivre le débat d'idées» au sein de leurs universités d'été, le mouvement de Jean-Luc Mélenchon se targue aussi de prouver qu'il peut rassembler à lui seul l'opposition face à Emmanuel Macron. «On montre que c'est chez nous que ça se passe. Les gens viennent à nous. C'est une démonstration de force», estime un député Insoumis. Ravis d'avoir pu attirer deux élus LR dans leur sillon, les hôtes insoumis ont tenu à choyer leurs invités. (On n'en doute pas... chacun va chercher ses idées là où il peut, c'est révélateur. - LVOG)

«C'est un honneur pour moi d'être à la même tribune qu'une députée Les Républicains», approuve, sourire aux lèvres, le député insoumis Alexis Corbière en introduction du débat sur le service universel obligatoire. Applaudissements nourris des militants présents dans la salle. «Quand on est passionné sur un sujet qui nous passionne, cela vaut le coup de venir en débattre», estime Marianne Dubois, opposée au projet du gouvernement et à l'initiative d'un rapport parlementaire sur le service universel. Peu médiatisée, l'élue LR, qui a suspendu ses vacances en Bretagne pour être présente vendredi à Marseille, s'avoue étonnée par le nombre de caméras, intriguées par sa venue. (On aura compris que la passion du pouvoir était plus forte que leurs convictions. Quand on débat, quand on confronte des idées sur un sujet, en principe c'est pour convaincre l'autre que nos idées sont meilleures que les siennes pour qu'il les adopte, sinon ce n'est qu'une suite de monologues qui ne servent à rien hormis perdre son temps, vous me direz qu'ils sont justement rémunérés pour cela... - LVOG)

«Nous pouvons nous rapprocher sur certains points pour lutter contre le gouvernement, mais nous conservons évidemment nos désaccords qui sont importants», souligne Eric Coquerel. (Il a eu raison de préciser "évidemment" sinon nous aurions eu un doute ! - LVOG) «C'est intéressant de recevoir des élus de l'opposition. Nous pourrions nous entendre dans l'avenir pour contrer Emmanuel Macron», espère une militante. (Vous pourriez même former un front unique ou fusionner, qu'est-ce que vous voulez que cela nous foute franchement ? - LVOG)

Contrairement à celle du PS, un peu agacée de voir le député Boris Vallaud et le député européen Emmanuel Maurel prendre le micro à Marseille, la direction des Républicains ne s'est pas montrée hostile à l'intervention des siens chez les Insoumis. «C'est une décision personnelle qui n'engage pas le parti mais qui a le mérite de faire vivre le débat républicain», glisse un cadre depuis la rue de Vaugirard. Le match retour est donc envisageable aux universités de LR? «Pourquoi pas?» glisse Bastien Lachaud (LFI) devant les caméras. «Il faut voir dans quelles conditions. Ca peut-être piégeux... Franchement, je ne sais pas», reconnaît, un peu moins emballé, Alexis Corbière. LeFigaro.fr 25 août 2018

- Olivier Marleix, un Républicain chez les Insoumis - Le Point.fr 25 août 2018

Extraits.

Olivier Marleix (LR) - De plus, sur un sujet comme la défense de notre industrie, face à une mondialisation financière débordante, brutale, et peu soucieuse de l'humain, tous les Français devraient se retrouver. Si vous dites que, face à cela, il faut un capitalisme français qui se base sur une baisse des charges, et donc une baisse de la dépense publique en amont, vous ne vous faites pas forcément lyncher ici ! (...) (Ah ben encore heureux ! - LVOG)

On peut, comme tous les Français, vouloir défendre notre système de production et ne pas défendre les mêmes moyens que l'on se donne pour le faire. C'est la contradiction sur laquelle butent les Insoumis : ils pleurent au rachat d'une grande entreprise par les étrangers, mais je ne vois pas ce qu'ils proposent, si ce n'est le retour du grand marxisme. D'ailleurs, personne n'a crié « nationalisation » durant la table ronde... (...) (Soumission oblige ! - LVOG) C'est une tradition ancienne en politique que de débattre entre adversaires politiques, on le fait tous les jours à l'Assemblée nationale. Et je me souviens d'une convention de l'UMP où Nicolas Sarkozy avait invité Bernard Thibault, à l'époque secrétaire général de la CGT. (Normal, ils étaient compatibles ! - LVOG)

Et puis cette table ronde a été l'occasion pour Les Républicains de porter une parole : je ne veux pas laisser à Mélenchon le monopole de la réflexion sur la critique de la mondialisation financière, sur l'abandon de la souveraineté. Ce sont des sujets sur lesquels la droite doit redéfinir ses valeurs et ses convictions. Donc, je suis là pour nous faire entendre aussi. À partir de là, qui utilise qui ? Le Point.fr 25 août 2018

Ils fournissent un argument à ceux qui prétendent que le régime serait démocratique, dont Macron et LREM, vous avez la réponse à votre question. Maintenant si vous êtes sûr qu'il y a des oreilles pour vous "entendre" à LFI, on ne vous contredira pas.

Libération s'inquiète ou quand le "rêve européen" est un cauchemar.

- Le rêve européen de Macron peu partagé par les Français - Libération 26 août 2018

Macron peut-il en attendre un nouveau rebond dans l'opinion comparable à celui de l'an dernier ? Dans un climat morose et une conjoncture dégradée, cela sera difficile. Le sondage ViaVoice publié ce lundi par Libération incite à la prudence : interrogés sur ce que devraient être, selon eux, les priorités de l'exécutif, les sondés ne sont que 8 % à citer la refondation de l'Europe, très loin derrière l'emploi, le pouvoir d'achat ou la lutte contre la pauvreté. On voit mal, dans ces conditions, comment les Français pourraient applaudir aux sacrifices auxquels on leur demande de consentir au nom de la discipline européenne en matière de déficit public.

Nullement découragés, les chefs de la majorité LREM veulent croire qu'il est encore temps de convaincre que l'Europe est la réponse aux grands défis du moment, qu'il s'agisse du commerce international ou de l'immigration. Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'année passée n'aura pas permis de progrès notables. Les migrants naufragés pourraient en témoigner... Le chef de l'Etat et sa majorité n'ont plus que neuf mois - c'est très court - pour installer l'idée que l'enjeu des européennes se résumera au choix, passablement binaire, entre l'Europe de Macron et celle des nationalistes. Libération 26 août 2018

Trumpets and trumperies

- Les États-Unis annulent 200 millions d'aide aux Palestiniens, "à la demande" de Donald Trump - Le HuffPost 25 août 2018

Voilà qui ne devrait pas arranger la situation sur place. Les États-Unis ont annoncé vendredi l'annulation de plus de 200 millions de dollars d'aide aux Palestiniens, une décision dénoncée par les autorités palestiniennes comme étant "anti-paix".

Les relations sont gelées entre Washington et l'Autorité palestinienne depuis l'annonce par Donald Trump, fin 2017, de sa reconnaissance unilatérale de Jérusalem comme capitale d'Israël. Les Palestiniens refusent depuis tout contact avec l'administration américaine et lui dénie tout rôle de médiateur dans le processus de paix avec Israël.

En réponse, Donald Trump avait annoncé fin janvier qu'il allait conditionner le versement de l'aide aux Palestiniens à leur retour à la table des négociations, bloquant alors les 215 millions de dollars que l'administration américaine devait investir en 2018 à Gaza et en Cisjordanie occupée pour l'aide humanitaire et au développement. Les États-Unis avaient aussi déjà drastiquement coupé en janvier leur contribution à l'UNRWA, obligée depuis de licencier plus de 250 employés. Le HuffPost 25 août 2018

- Pas de "progrès en matière de dénucléarisation" : Trump annule le voyage de son secrétaire d'Etat en Corée du Nord - Franceinfo

Mike Pompeo avait annoncé jeudi qu'il se rendrait pour la quatrième fois à Pyongyang la semaine prochaine. Franceinfo

- L'immunité garantie au directeur financier de la Trump Organisation - Reuters

Le parquet américain a accordé une immunité à Allen Weisselberg, directeur financier de la Trump Organisation, dans le cadre de l'enquête sur Michael Cohen, ancien avocat personnel du président des États-Unis, rapporte vendredi le Wall Street Journal. Reuters

- Les trolls russes mêlés à la propagande des anti-vaccins - LePoint.fr

Ce qui les ronge.

- Tempête après tempête, les républicains restent fidèles à Trump - AFP 26.08

"L'étai se resserre", "bientôt le moment de vérité": malgré les réactions suscitées par le spectaculaire témoignage à charge de son ancien avocat personnel, Donald Trump peut, encore, compter sur le soutien sans faille des dirigeants républicains.

"Les républicains du Congrès font semblant de ne rien voir avec le président Donald Trump: en ignorant ses mensonges, ses subversions des conventions démocratiques et ses attaques contre les institutions du gouvernement ou, quand cela est impossible, en minimisant ses outrages", s'est indigné le New York Times dans un éditorial jeudi.

Politique protectionniste dans un parti défendant traditionnellement le marché libre, attitude conciliante envers le président russe Vladimir Poutine dans un parti longtemps méfiant face à l'ennemi de la Guerre froide, liaisons extraconjugales présumées dans un parti où valeurs familiales et religieuses priment: rien de ce que fait Donald Trump ne semble pouvoir provoquer la fonde des républicains. AFP 26.08

Ils osent tout en famille. Les barbares et la "**communauté internationale** sont en deuil.

- Entre John McCain et Donald Trump, un mépris mutuel - AFP 26.08

L'une des dernières volontés de John McCain était limpide: il avait fait savoir qu'il ne voulait pas de Donald Trump à son enterrement. AFP 26.08

- John McCain avait raconté comment il a vécu sa défaite face à Obama: "Je dors et je pleure comme un bébé" - Le HuffPost 26.08

- John McCain, sénateur et ancien candidat à l'élection présidentielle américaine, est mort à l'âge de 81 ans - Franceinfo 26.08
L'élu républicain était soigné depuis 2017 pour un cancer du cerveau. Franceinfo 26.08

- John McCain, mort du héros anticonformiste de l'Amérique conservatrice - Liberation.fr 26.08

Le sénateur John McCain, pilote torturé pendant la guerre du Vietnam, candidat à la Maison Blanche est mort samedi à l'âge de 81 ans, des suites d'un cancer du cerveau. Liberation.fr 26.08

- John McCain : mort du franc-tireur de l'Arizona - LePoint.fr 26.08

Le sénateur, qui souffrait d'une tumeur au cerveau, est décédé à l'âge de 81 ans. Héros de guerre, il ne mâchait pas ses mots contre Donald Trump. LePoint.fr 26.08

- McCain : un affranchi parmi les républicains - euronews 26.08

- Mort de John McCain : un hommage manque à l'appel, celui de Donald Trump - LeFigaro.fr 26.08

La mémoire du républicain John McCain était célébrée quasi-universellement ce dimanche aux Etats-Unis. LeFigaro.fr 26.08

- John McCain : l'Amérique meurtrie - M6info 26.08

- John McCain, ancien candidat à la présidence américaine, est mort - Atlantico.fr 26.08

Et ce qu'ils célèbrent : Sa participation "**à la destruction d'une partie du monde**"

- Décès de John McCain, chef d'une branche du service secret des « Cinq yeux » - Réseau Voltaire 26 août 2018

Le sénateur John McCain est mort, le 25 août 2018, à l'âge de 81 ans. La presse internationale salue en lui un « héros du Vietnam », un « homme intègre » et « sans concession » face au président Trump.

L'action de ce « défenseur de la liberté » au Vietnam se limite à avoir bombardé des civils. En 1967, l'avion qu'il pilotait est descendu par la DCA soviétique alors qu'il détruisait une usine électrique. Fils d'un amiral qui deviendra le commandant en chef du PaCom, il est fait prisonnier de guerre durant cinq ans et sera longtemps torturé.

Il est élu en 1982 à la Chambre des représentants, puis en 1986 au Sénat. Cet homme prétendument intègre est l'un des cinq sénateurs corrompus par Charles Keating (les « Keating five ») pour couvrir ses arnaques aux petits épargnants.

Lors des primaires républicaines de 2000, il affronte George Bush Jr. qui ne croit pas en son héroïsme au Vietnam et l'accuse

d'avoir trahi son pays (il avait signé des aveux sous la torture).

Candidat du Parti républicain contre Barack Obama en 2008, il affronte les révélations du New York Times selon qui des sociétés auraient financé sa campagne de 2000 en paiement de ses positions à la présidence de la Commission du Commerce.

Inclassable en politique intérieure, il soutient la condamnation pénale des femmes qui avortent aussi bien que le rejet de la torture.

Depuis 1993, John McCain cumulait son mandat de sénateur et la présidence de l'IRI, un organisme destiné à corrompre les partis politiques de droite dans le monde. L'IRI est un des principaux pseudopodes de la National Endowment for Democracy (le service secret commun des « Cinq yeux » que sont l'Australie, le Canada, les États-Unis, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni). Malgré le montage juridique complexe de ce système, il s'agit là d'une fonction exécutive. Il l'a exercée durant 25 ans, violant le principe de la séparation des pouvoirs, jusqu'au début du mois où il a été remplacé par son ami, le sénateur Dan Sullivan.

En sa qualité de président de l'IRI, il a participé à l'organisation de très nombreux coups d'État et a soutenu toutes les guerres états-uniennes et britanniques sans exception. Il a par exemple préparé le coup d'État manqué contre le président constitutionnel Hugo Chávez au Venezuela, le renversement du président constitutionnel Jean-Bertrand Aristide en Haïti, la tentative de renversement du président constitutionnel Mwai Kibaki au Kenya et, plus récemment, celui du président constitutionnel ukrainien, Viktor Ianoukovytch.

Véritable chef d'orchestre du « printemps arabe », il lance les guerres de Libye et de Syrie lors d'une réunion des services secrets alliés au Caire, en février 2011. Puis, il se rend au Liban pour confier l'approvisionnement militaire des jihadistes en Syrie au député haririste Okab Sakr. À cette occasion, il visite Eرسال et décide d'y installer la base de repli que les jihadistes utiliseront ultérieurement contre la Syrie.

En mai 2013, il se rend illégalement au Nord de la Syrie sous protection israélienne. Il y rencontre divers chefs jihadistes, notamment Mohammad Nour qui venait d'enlever 11 civils libanais. Et, selon nous, il rencontre également Abou Bakr al-Baghdadi, le futur calife de Daesh, ce que son secrétariat conteste.

Pourtant un an plus tard, invité du Sean Hannity's Show (Fox News), le 16 septembre 2014, il critique un article relatant la précarité d'un cessez-le-feu entre jihadistes « modérés » et « extrémistes ». Puis il affirme connaître la situation sur le terrain syrien et, se référant à son expérience au Vietnam, il défend l'idée de s'appuyer sur tous les « rebelles » pour renverser la République arabe syrienne. Pour ce faire, il révèle lui-même avoir rencontrés les leaders de Daesh et être en contact permanent avec eux.

Avec détermination et sans états d'âme, il aura participé à la destruction d'une partie du monde. Réseau Voltaire 26 août 2018

ACTUALITE EN TITRES

Leur vieux monde. Prostitution et barbarie.

- Karine Ferri exhibe un décolleté prêt à exploser... cette tenue, fallait oser ! - Public
- Photo. Topless, Valérie Bègue pose en tenue très légère au milieu des vignes - Voici.fr
- Aux Etats-Unis, trois hommes sont accusés d'avoir eu des milliers de relations sexuelles avec des animaux - Closer

Je précise que ces titres s'affichent dans la colonne verticale à droite de l'écran de la page Yahoo news, je fais juste un copier/coller des titres.

ACTUALITÉ DU JOUR

La hiérarchie catholique en est resté "au bon vieux temps" du général Videla.

- Des Argentins tournent le dos à l'église, après le rejet de l'avortement - AFP 26.08

Le mouvement prend de l'ampleur en Argentine: depuis le rejet par le Sénat du droit à l'avortement au pays du pape François, de

plus en plus de personnes renoncent à leur baptême pour protester contre le poids de cette institution dans le débat public. AFP 26.08

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Le Liban reconnaît-il la fin de la guerre en Syrie ? - Réseau Voltaire 24 août 2018

Le président libanais, Michel Aoun, aurait eu un entretien téléphonique avec son homologue syrien, Bachar el-Assad.

Or, depuis le début de la guerre en Syrie, seul le président russe Vladimir Poutine et le président d'Ossétie du Sud, Anatoli Bibilov, ont des contacts officiels à ce niveau avec la République arabe syrienne.

La majorité des États dans le monde considère que la guerre en Syrie est une « guerre civile », tandis que la Russie et l'Ossétie du Sud affirment que c'est une agression étrangère par jihadistes interposés.

En juin 2012, les différents partis libanais ont conclu la Déclaration de Baabda [1] par laquelle ils se sont engagés à ne pas laisser les institutions libanaises intervenir dans la guerre. Cependant, les partis signataires s'y sont eux-mêmes engagés, d'abord le Courant du Futur (Hariri) du côté des jihadistes, puis beaucoup plus tard le Hezbollah du côté de Damas.

Le président Michel Aoun considère quant à lui que, depuis le sommet Poutine-Trump d'Helsinki (16 juillet 2018), la politique de « distanciation » n'a plus de raison d'être. Il lui revient donc de reconnaître la victoire du président Bachar el-Assad et de négocier directement avec lui le retour des réfugiés et la normalisation de leurs relations.

Au contraire, d'autres responsables politiques libanais, qui considèrent la présidence Trump comme un accident passager et le sommet d'Helsinki comme nul et non avenu, restent attachés à la Déclaration de Baabda imaginée par Barack Obama et Hillary Clinton à la veille de la première Conférence de Genève. Réseau Voltaire 24 août 2018

[1] « Déclaration de Baabda », Réseau Voltaire, 11 juin 2012.

Yémen

- Yémen: 26 enfants tués par des frappes de la coalition - AFP 26.08

Vingt-six enfants ont été tués jeudi au Yémen dans des frappes de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite, ont annoncé vendredi des responsables de l'ONU... AFP 26.08

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

LVOG - Budget 2019 : Antisocial !

1- Prestations sociales, heures supplémentaires, emplois aidés : Edouard Philippe dévoile les mesures fortes du budget 2019 - francetvinfo.fr 26.08

Edouard Philippe a dévoilé les grandes lignes du budget 2019 dans un entretien au JDD, dimanche 26 août.

Pour maîtriser les dépenses publiques, trois prestations sociales (l'aide personnalisée au logement, les allocations familiales et les pensions de retraite) "progresseront de façon plus modérée, de 0,3 % par an en 2019 et en 2020 ", a révélé Edouard Philippe. C'est nettement moins que l'inflation, qui a accéléré et s'élevait en juillet à 2,3% sur un an.

En revanche, "les prestations qui bénéficient à nos concitoyens les plus fragiles, comme le RSA, seront augmentées conformément à la loi". Le Premier ministre a en outre assuré que "la prime d'activité, le minimum vieillesse, l'allocation pour les adultes handicapés" augmenteraient "très significativement", conformément aux promesses de campagne du président Emmanuel Macron.

"Nous assumons une politique de transformation et de maîtrise des dépenses qui privilégie, je le redis, la rémunération de l'activité et qui rompt avec l'augmentation indifférenciée des allocations, a expliqué Edouard Philippe. C'est par le retour à l'activité et une meilleure rémunération du travail que notre pays sera plus prospère."

"Dès le 1er septembre 2019, les cotisations salariales sur les heures supplémentaires seront supprimées pour tous les salariés, dans le privé comme dans le public", a annoncé le Premier ministre au JDD. Selon lui, "cela représentera en moyenne plus de 200 euros supplémentaires par an" pour "une personne payée au Smic" et la mesure coûtera "2 milliards" d'euros. Cette mesure, à l'origine programmée pour 2020, va donc être avancée d'un an. "Nous voulons que les Français puissent revenir vers le travail, que ce travail paie, et qu'il paie de mieux en mieux", a martelé le Premier ministre.

Le chef du gouvernement a confirmé que les contrats aidés verraient leur financement "diminuer". L'exécutif a déjà nettement réduit la voilure, avec seulement 200 000 nouveaux contrats aidés budgétés pour 2018, après 320 000 en 2017 et 459 000 en 2016. "Nous voulons transformer l'action publique en diminuant le financement des politiques qui ne sont pas efficaces, par exemple sur le logement ou les contrats aidés, dont la plupart ne permettent pas d'obtenir ensuite un emploi viable", indique Edouard Philippe.

En parallèle, le gouvernement "engage un effort inégalé pour la formation de ceux qui en ont le plus besoin". "Le chômage baisse (...), les créations d'emploi ont repris et pourtant, dans l'industrie, les services, la restauration ou l'agriculture, il y a des difficultés de recrutements, poursuit Edouard Philippe. Il y a là un problème de compétences auquel il faut remédier en investissant massivement dans la formation."

Dans sa volonté de maîtriser la dépense publique, le gouvernement prévoit également la suppression d'environ 4 500 postes dans la fonction publique d'Etat en 2019, et le chiffre sera "supérieur à 10 000 en 2020". "Nous tiendrons l'objectif du président de la République de supprimer 50 000 postes à l'horizon 2022", selon Edouard Philippe. Emmanuel Macron a promis au cours de sa campagne pour la présidentielle 120 000 suppressions de postes dans la Fonction publique au cours du quinquennat au total, dont 50 000 sur le périmètre de l'Etat où, dans le cadre du budget 2018, 1 600 suppressions de postes avaient déjà été actées.

Interrogé sur la montée en puissance très progressive de ces suppressions de postes, le Premier ministre explique qu'il "ne croit pas à la politique du rabot". "Notre méthode privilégie une transformation de l'action publique en profondeur et le développement du numérique, des économies à long terme et une amélioration du service public, fait-il valoir. La réduction du nombre de fonctionnaires n'est pas le fondement mais la conséquence d'une transformation de l'action publique qui monte en puissance au fil du temps."

"Mais il y aura par ailleurs des recrutements : plus 2 000 agents supplémentaires dans la police, la gendarmerie et à la DGSI, 1 300 à la justice - parce qu'il s'agit de priorités", a indiqué Edouard Philippe.

Edouard Philippe a "écarté l'hypothèse d'une mesure brutale de transfert [du financement des arrêts maladies] vers les entreprises", estimant que "tous les acteurs" doivent agir pour contenir leur progression. Le quotidien Les Echos indiquait début août que l'exécutif envisageait de faire prendre en charge par les entreprises, à la place de la Sécurité sociale, quatre jours d'indemnités journalières pour les arrêts de moins de huit jours. Un projet auquel le patronat s'est vivement opposé.

"Notre politique vise à augmenter la croissance et à favoriser le retour à l'emploi. Nous avons pris beaucoup de mesures pour stimuler l'activité des entreprises et l'investissement, explique le Premier ministre. On ne va pas envoyer de contre-message." Mais "l'enjeu des arrêts maladie est considérable". "Chaque année, un peu plus de 10 milliards d'euros sont consacrés à l'indemnisation des salariés arrêtés, et ce volume progresse de plus de 4 % par an, poursuit-il. En trois ans, le nombre de journées indemnisées est passé de 11 à 12 par an et par salarié du privé."

Pour Edouard Philippe, "c'est comme si notre pays avait instauré un jour de congé supplémentaire", et la part croissante des dépenses de santé destinées à couvrir les arrêts maladie "veut dire qu'on a moins d'argent pour le financement des hôpitaux ou de nouveaux traitements".

"Tous les acteurs du système doivent se mettre autour de la table pour trouver les moyens de contenir cette progression, exhorte-t-il. Donc il ne s'agit pas de renvoyer vers tel ou tel le coût de ces indemnités - les entreprises pas plus que d'autres. C'est ensemble qu'il faut résoudre le problème. Mais je veux dire à tous que cela ne peut pas durer." francetvinfo.fr 26.08

Police, gendarmerie, DGSI, justice leur priorité, l'appareil policier du régime pour affronter la classe ouvrière !

Philippe a raison : Cela ne "peut pas durer" : Macron et son gouvernement dehors !

LVOG - Ils osent tout. "**Il dit tout haut ce que le gouvernement et le patronat pensent tout bas**".

2- Supprimer les vacances en juillet-août ? Le curieux référendum non-anonyme d'un Intermarché - leparisien.fr 24 août 2018

Dans l'Hérault, le patron d'un supermarché de la chaîne a lancé un vote pour que ses salariés ne posent plus de congés pendant les vacances d'été.

« Avoir accepté de mettre en place des congés payés au mois de juillet et d'août est pour moi une erreur. » L'aveu lance une lettre adressée aux salariés d'un Intermarché de Villemagne-l'Argentière (Hérault) le 31 juillet. Son auteur ? Le directeur du supermarché, Jean-Pierre Le Berrigo. Son but ? Convaincre ses employés de renoncer à leurs vacances d'été, pour « faire progresser l'entreprise », et entériner l'affaire par un référendum où les votants ne peuvent se retrancher derrière leur anonymat.

Si certains internautes, surpris par des éléments du texte, ont pensé que ce document était un faux, il n'en est rien. Il est bien l'oeuvre de ce patron de ce supermarché installé à 80 km à l'ouest de Montpellier. Sur une page, Jean-Pierre Le Berrigo tente de rallier son personnel à son point de vue.

« Vous êtes tous de très bons professionnels dans vos domaines respectifs, et pour nous deux mois les plus forts vous prenez tous ou presque des congés, écrit-il. C'est au moment où l'on a le plus besoin de vous que vous vous absentez pour laisser vos univers à des saisonniers qui n'ont aucune connaissance de notre métier et aussi, souvent pas forcément l'envie que vous avez de faire bien. »

« Décider sans votre accord ne servira à rien », poursuit la lettre de Jean-Pierre Le Berrigo qui soumet donc la décision au suffrage de ses salariés. Mais à ses conditions. « Ce vote n'est pas anonyme car je considère que nous devons tous assumer nos décisions, justifie-t-il. Les votes non exprimés seront pris en compte comme un oui pour ne pas se retrouver avec une participation trop faible. »

Pour être adopté, le référendum doit être soutenu par « non pas 50 % », mais « 60 % » des salariés du magasin de Villemagne-l'Argentière, « afin que [la] décision soit incontournable grâce à l'adhésion d'un maximum d'entre vous ». En bas de la lettre, l'employé est invité à entourer « oui » ou « non » et à indiquer les motivations de son choix.

Contacté par Le Parisien, Jean-Pierre Le Berrigo, agacé par la fuite du document sur Internet, a refusé de nous répondre par téléphone. Via Facebook, il nous a parlé de « bel exemple de démocratie dans l'entreprise ». « Il n'y a rien contre les lois du travail. Je les respecte. Comme mes salariés. La preuve, pas de passage en force. »

Légal son référendum ? Sur le fond, oui. « Rien n'interdit d'empêcher ses salariés de positionner leurs jours de congé à telle ou telle date, nous explique Me Eric Rocheblave, avocat en droit du travail. Il n'y a pas de droit imprescriptible d'avoir ses vacances en août. Avec les lois adoptées en mars 2018, l'employeur peut conclure un accord d'entreprise avec ses salariés et peut le faire par référendum. »

Sur la forme, le dossier est bien moins correctement ficelé. « La loi précise que la consultation doit être secrète, donc il ne peut pas interdire les votes anonymes, poursuit l'avocat. Sur sa majorité de 60 % de oui, ça n'est pas vraiment une faveur puisqu'il faut l'accord de deux tiers des salariés pour qu'un tel accord soit adopté. »

A priori, ses salariés ne l'ont pas suivi. « Ça divise, il y a des avantages et des inconvénients de chaque côté », nous explique une employée de l'Intermarché. « Dans mon rayon, on est contre », nous glisse l'un de ses collègues.

« J'ai perdu je pense », nous indique Jean-Pierre Le Berrigo qui a déjà reçu « pas mal » de réponses. Le suspense ne devrait pas durer jusqu'à la fin du mois de septembre, date où il doit proclamer les résultats du référendum. Et où il lui faudra peut-être commencer à réfléchir au planning des prochaines vacances d'été. leparisien.fr 24 août 2018

Chasse aux pauvres : Chassons-les du pouvoir !

3- L'arrêté «antimendicité» de Besançon contesté en justice - Liberation.fr 24 août 2018

Des recours ont été déposés ce vendredi devant le tribunal administratif pour tenter de faire annuler la mesure très polémique prise début juillet par le maire LREM (ex-PS - ndlr) de la préfecture du Doubs.

Le texte, censé empêcher «tout trouble à l'ordre public» selon l'édile, interdit du 10 juillet au 30 septembre, de 10 heures à 20 heures et du lundi au samedi, «la consommation d'alcool, la mendicité, accompagnée ou non d'animaux, les regroupements, ainsi que la station assise ou allongée lorsqu'elle constitue une entrave à la circulation publique». Il s'applique principalement dans le centre-ville. Le risque ? Une amende de 38 euros.

Le maire, l'ex-socialiste Jean-Claude Fousseret, qui a rejoint les rangs de la majorité, se défend de toute chasse aux pauvres, et martèle «rester de gauche» tout en soulignant que la mesure ne s'applique que «dans 1% de la surface de la commune». Il justifie cette mesure par les récriminations constantes des commerçants et des riverains du secteur concerné.

Plusieurs autres villes de France ont pris des arrêtés similaires ces dernières semaines, comme La Roche-sur-Yon ou encore Nice, en vertu des pouvoirs de police conférés aux maires par le code général des collectivités territoriales. A Besançon, cette décision, saluée par l'union des commerçants, suscite pourtant l'ire de nombreux habitants. Ainsi, une manifestation a rassemblé environ 200 personnes le 18 août. Une pétition en ligne a également été lancée et un autre rassemblement est prévu le 1er septembre pour exhorter le maire à faire marche arrière. Le mot d'ordre ? «Je suis assis.» Liberation.fr 24 août 2018

Que le maire de Besançon, Jean-Claude Fousseret, soit un ex-PS n'étonnera plus personne.

[Haut de page ↗](#)

Le 28 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai modifié l'image illustrant l'actualité en rendant hommage à McCain, c'est le Ministère de la Vérité qui me l'a imposé, mais je ne suis pas sûr qu'il appréciera !

Je retirerai les morceaux de musique mis en ligne au fur et à mesure que ma fille les aura téléchargés, disons au bout de 3 ou 4 jours. Au moins le portail sert à quelqu'un !

- [Causerie au format pdf \(7 pages\)](#)

Parole d'Internaute.

1- "Le problème de Chavez est d'avoir fait du socialisme à l'européenne, c'est-à-dire du social mais garantissant toute liberté d'enrichissement du privé...l'animal se retourne maintenant contre Maduro avec l'appui des US qui ne peuvent pas lâcher une telle occasion."

LVOG - Confusion. Vous vouliez dire du socialisme... sans socialisme, c'est bien cela, n'est-ce pas ?

2- Quand on constate "l'hommage" scandaleux rendu par Macron, Le Drian et consorts à Mac Cain, un des néocons US les plus radicaux qui a oeuvré durant des décennies à promouvoir des changements de "régimes" dans nombre de pays "ennemis de la démocratie" par la guerre, nos gouvernants démontrent avant tout leur allégeance au parti de la guerre.

LVOG - C'est le parti de la guerre qui gouverne depuis plus de deux siècles, réveillez-vous...

[Pas étonnant que le parti fasciste ne parvienne pas à recruter aux Etats-Unis, les partis républicain et démocrate s'en chargent.](#)

- Vietnam, Irak, Syrie : qui était vraiment John McCain, «héros» regretté par l'exécutif français ? - RT 27 août 2018

Plusieurs membres de l'exécutif français, chef de l'Etat en tête, ont rendu hommage au sénateur républicain. Qualifié de «héros américain», John McCain était partisan d'un interventionnisme américain sans limite.

Dans le sillage de nombreuses personnalités politiques américaines, plusieurs membres du gouvernement français ont tenu à saluer la mémoire du sénateur républicain John McCain, décédé le 25 août des suites d'un cancer du cerveau.

«John McCain était un vrai héros américain. Il a consacré sa vie entière à son pays. Sa voix manquera. Nos pensées respectueuses vont à ses proches», a tweeté le 26 août, en anglais, le chef de l'Etat français Emmanuel Macron.

Le ministre des Armées Florence Parly a usé de termes similaires pour rendre hommage à celui qui fut candidat à la Maison Blanche. Elle a notamment affirmé que ce dernier avait «inspiré des générations de part et d'autre de l'Atlantique».

Même tonalité du côté de Jean-Yves Le Drian. Le ministre des Affaires étrangères a entre autres regretté la disparition d'un «analyste subtil de la vie internationale».

Au cours de sa longue carrière politique, l'ancien sénateur de l'Arizona a notamment été un fervent partisan de l'interventionnisme américain à travers le monde. En 1999, alors que Bill Clinton est à la tête des Etats-Unis, il soutient les bombardements américains (et de l'OTAN) de cibles serbes pendant la guerre du Kosovo. Alors que l'ONU peine à imposer une solution politique au conflit, John McCain reproche au président démocrate de ne pas envoyer davantage de troupes sur le terrain.

Le journaliste Ben Norton a par exemple tweeté une carte datant de 2013 qui recense tous les pays dans lesquels «le belliciste» John McCain souhaitait voir «une intervention de l'armée américaine». (La liste : Syrie, Iraq, Afghanistan, Libye, Kosovo, Nigeria, Bosnie, Corée du Nord, Iran, Russie, Soudan, Mali, Chine. - ndr)

En 2000, alors qu'il est candidat aux élections primaires du parti Républicain dans l'optique de concourir à l'élection présidentielle, il milite pour une politique internationale clairement interventionniste incarnée par son projet de «Refoulement des Etats voyous» (Rogue State Rollback). Ce projet consiste à appuyer financièrement et militairement les opposants politiques de différents dirigeants comme le Nord-Coréen Kim Jong-il et l'Irakien Saddam Hussein, au sein même de ces pays, désignés unilatéralement comme «voyous» par Washington. Fervent partisan de la guerre en Irak

Trois ans plus tard, en 2003, les Etats-Unis de Georges W. Bush adoptent une ligne politique interventionniste, proche de la sienne, et décidant d'envahir l'Irak sous le prétexte de la présence sur place d'«armes de destruction massive». Malgré l'opposition de trois membres permanents du Conseil de sécurité (la Chine, la France et la Russie), l'ONU ne peut empêcher l'intervention américaine unilatérale en Irak.

Outre les centaines de milliers de morts du conflit, l'invasion américaine a conduit à l'effondrement de ce pays, et plus largement du Moyen-Orient, avec notamment la multiplication des attaques terroristes. C'est entre autres durant cette guerre qu'Abou Bakr Al-Baghdadi, futur numéro un de l'organisation djihadiste Daesh, a fait ses armes, passant cinq ans dans une prison américaine.

Alors que l'intervention de Washington se révèle être un fiasco, John McCain s'oppose au départ des troupes américaines décidé par Barack Obama, face à qui il échoue lors de l'élection présidentielle de 2008. Sa position : les Etats-Unis resteront en Irak «cent ans s'il le faut».

Le journaliste américain Michael Tracey rappelle sur son compte Twitter : «Souvenez-vous quand [John] McCain a suggéré en 2008 que l'armée américaine reste 100 ans en Irak, ce pour quoi il a été largement fustigé.»

Défenseur acharné des frappes de l'OTAN en Libye

En 2011, en Libye, John McCain soutient, une fois encore, l'interventionnisme américain dans le cadre de l'intervention militaire menée par l'OTAN. S'il ne défend pas alors l'idée d'une intervention au sol, il appelle à une intensification des bombardements.

En outre, six mois avant la mort du leader libyen Mouammar Kadhafi, il se rend à Benghazi, fief de départ de l'insurrection armée (dont une partie comprenait une antenne locale d'al-Qaïda, AQMI) d'où il appelle la communauté internationale à reconnaître le Conseil national de transition libyen. Sept ans après le début du conflit, et malgré les tentatives de médiations internationales, deux autorités se disputent aujourd'hui le pouvoir dans un Etat failli. D'un côté, le gouvernement d'union nationale, reconnu par la communauté internationale et basé à Tripoli. De l'autre, une autorité exerçant son pouvoir dans l'est du pays, avec à sa tête le maréchal Khalifa Haftar qui tient sa légitimité de ses succès militaires.

Fervent soutien des rebelles syriens

La même année, alors que la Syrie est également secouée par des protestations, John McCain prend position en faveur d'un départ du président syrien Bachar el-Assad. Pour parvenir à cet objectif, il se fait le partisan d'une aide militaire aux rebelles syriens (en grande partie islamistes) restant ainsi fidèle à sa ligne en matière de politique internationale évoquée une décennie plus tôt. La crise se mue rapidement en guerre et l'influence de Daesh dans le pays, se fait grandissante.

Là encore, John McCain se rendra sur place pour rencontrer les insurgés, appelant à leur fournir des armes lourdes. Après avoir diffusé un cliché de ses rencontres, il sera accusé dans la presse d'avoir pris la pose avec des rebelles ayant participé à l'enlèvement de 11 pèlerins chiites en Syrie.

Pas à une polémique près, John McCain accusera le président Barack Obama d'être «directement responsable» de la fusillade d'Orlando en 2016, revendiquée par Daesh. «Lorsque [Barack Obama] a retiré tout le monde d'Irak, al-Qaïda s'est rendu en Syrie, est devenu Daesh et Daesh est aujourd'hui ce qu'il est grâce aux faillites de Barack Obama», justifiera-t-il.

Virulent critique de la Russie

«Poutine n'est ni un ami, ni un concurrent. Poutine est notre ennemi [...] Il a choisi de saper les démocraties autour du monde» tweetait le sénateur républicain le 12 juillet 2018.

Peu enclin au principe de non-ingérence dans les affaires d'autres Etats, John McCain était également connu pour son attitude vis-à-vis de la Russie. Le 16 mars 2017, alors que le sénateur républicain du Kentucky, Rand Paul, s'oppose au projet de loi sur l'adhésion du Monténégro à l'Alliance atlantique, John McCain n'hésite pas à l'accuser de travailler pour Vladimir Poutine. Trois ans plus tôt, celui qui a apporté son soutien au mouvement du Maïdan, en Ukraine, avait estimé ainsi que la Russie n'était rien d'autre qu'une «station essence qui prétend être un pays».

Dans son dernier livre, John McCain accusait Vladimir Poutine de vouloir mener un «assaut sur les fondements de la démocratie [américaine]». Il appelait également les autorités américaines à «cyber-bombarder» la Russie. Enfin plus récemment, en mai 2017, alors qu'il intervenait à la chaîne de télévision américaine ABC, le sénateur républicain a affirmé sans ambages que Vladimir Poutine demeurait «la première et la plus importante des menaces, plus encore que Daesh». RT 27 août 2018

En complément. Les médias ont perdu l'un des leurs et le font savoir.

- Les deux affronts de la Maison Blanche à la mémoire de John McCain - Le HuffPost 27 août 2018

[Les promesses n'engagent que les ignorants ou les naïfs qui y croient.](#)

- Quand le candidat Macron promettait de "préserver le niveau de vie des retraités" - Le HuffPost 27.08

C'était l'un des engagements phares d'Emmanuel Macron pendant la campagne de 2017. Mais la promesse, martelée par candidat d'En Marche! à la présidentielle, de "maintenir" le pouvoir d'achat des retraités ne sera finalement pas tenue en 2019, ni en 2020. L'annonce faite dimanche 26 août de la désindexation pendant deux années consécutives des pensions de retraite par rapport à l'inflation vient d'atomiser le leitmotiv présidentiel, le fameux "je fais ce que j'ai dit".

Après la hausse de la CSG ponctionnant depuis janvier les pensions supérieures à 1200 euros, ce sont désormais tous les retraités (à l'exception des bénéficiaires du "minimum vieillesse") qui subiront une perte de pouvoir d'achat face à l'inflation, comme l'a calculé le HuffPost dans le détail.

...l'ancien ministre de l'Économie affirmait en mars 2017 sur France 2 au sujet des retraités qu'"il n'y aura pas de perte de pouvoir d'achat" s'il était élu. "Le niveau de vie des retraités, on doit le préserver" annonçait-il même dans un clip de campagne vantant les mérites de son projet de réforme des retraites

Lors du débat organisé par TF1 en mars 2017, Emmanuel Macron reprochait même à François Fillon (LR) de vouloir "faire des économies sur le dos des retraités" dans son projet présidentiel. Pourtant un an et demi plus tard, Édouard Philippe, le Premier ministre d'Emmanuel Macron, met l'accent sur les économies à réaliser afin de contenir les déficits publics. Et de faire peser notamment "sur le dos des retraités" le prix de la rigueur budgétaire. Le HuffPost 27.08

Je vous fais grâce des déclarations tonitruantes de Martinez (CGT), Pavageau (FO), Berger (CFDT), qui dans la foulée ont confirmé qu'il en faudrait plus pour qu'ils rompent leurs relations avec Macron et le gouvernement, leur collaboration serait plus appropriée... au saccage de nos droits sociaux. Ils se feront un devoir de le démontrer une fois de plus dans les semaines ou mois qui viennent. Et nous ne doutons pas que certains se chargeront de relayer leur bonne parole, il faut bien que la mystification continue pour que Macron applique tranquillement sa politique antisociale...

[Une histoire de vases communicants.](#)

Extrait. Selon le ministère des Comptes publics, les recettes fiscales de l'Etat ont reculé de 2,4 % par rapport au premier semestre 2017 à périmètre constant. Compte tenu d'une inflation qui se situe à 2,1 % sur un an en juin dernier, cela signifie en réalité une baisse en volume de 4,5 %. Considérable : cela creuse un trou de 14 milliards d'euros sur l'année, 0,6 point de produit intérieur brut (PIB).

Mais le plus inquiétant c'est la façon dont le gouvernement a engendré ce trou dans les rentrées fiscales. Les recettes des taxes qui pèsent sur les gens ordinaires - la taxe intérieure sur la consommation de produits énergétiques (TICPE), la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ou encore l'impôt sur le revenu - augmentent en volume en 2018 par rapport à la même période de 2017.

Les recettes fiscales qui font chuter l'ensemble ne sont concentrées que sur l'impôt sur les sociétés d'une part, et les autres impôts d'autre part. Ceux-ci regroupent surtout les différentes formes d'imposition du capital : impôt de solidarité sur la fortune (ISF) devenu impôt sur la fortune immobilière (IFI), droits de successions, impôt forfaitaire sur les revenus du capital... Or ce

dernier poste chute à lui seul de 39 % en volume par rapport à 2017, l'équivalent de 10,5 milliards d'euros sur l'année.

Autrement dit, bien que les gens ordinaires continuent à acquitter de plus en plus d'impôts, l'Etat va être obligé de réduire significativement les services qu'il leur rend à cause de l'ampleur considérable des cadeaux fiscaux consentis aux entreprises et aux très riches... alternatives-economiques.fr 17.08

En complément. Les prédateurs ne sont jamais à court d'idées quand il s'agit de vampiriser les pauvres, les retraités, etc. pour se faire du fric.

- Rémunérer les donneurs de sang, quelle bonne idée ! - LePoint.fr 27 août 2018

Ces matériaux de base, le sang et, plus précisément, le plasma, sont, eux, devenus les produits d'un commerce florissant pour les pays exportateurs, au premier rang desquels les États-Unis. LePoint.fr 27 août 2018

Sordide ! Ils osent tout, ils sont comme cela...

[Le roïtelet a été recadré, l'affaire Benalla est passée par là...](#)

- Syrie : le maintien d'Assad serait une « erreur funeste », selon Macron - LeParisien.fr 27.08

Le président français Emmanuel Macron a jugé lundi qu'un « retour à la normale » en Syrie avec le maintien de Bachar al-Assad à sa tête serait « une erreur funeste ».

« Nous voyons bien ceux qui voudraient, une fois la guerre contre Daech achevée, faciliter un retour à la normale : Bachar al-Assad resterait au pouvoir, les réfugiés [...] retourneraient et l'Europe et quelques autres reconstruiraient », a déclaré le chef de l'Etat au cours de son discours annuel face aux ambassadeurs de France. (Il n'a pas osé citer Lafarge pour reconstruire la Syrie, dommage ! Quand on vous dit que les multinationales sont humaines, généreuses, des philanthropes, c'est tout de même étrange que personne ne veuille le croire... - LVOG)

« Si je considère depuis le premier jour que notre premier ennemi est Daech (acronyme arabe du groupe djihadiste Etat islamique, ndlr) et que je n'ai jamais fait de la destitution de Bachar al-Assad une condition préalable à notre action diplomatique ou humanitaire en Syrie, je pense qu'un tel scénario serait néanmoins une erreur funeste », a-t-il estimé. (Moins que de vous avoir au pouvoir ! - LVOG)

« Qui a provoqué ces milliers de réfugiés ? Qui a massacré son propre peuple ? Il n'appartient pas à la France de désigner les futurs dirigeants de la Syrie pas plus qu'à un autre pays mais c'est notre devoir et notre intérêt de nous assurer que le peuple syrien sera bien en situation de le faire » a-t-il ajouté. LeParisien.fr 27.08

Qui, mais vous qui a armé, encadré, conseillé, soutenu les barbares issus d'Al-Qaïda, certainement pas les Syriens qui les ont combattu héroïquement...

[Tiens, là silence radio de Macron, comme c'est étrange. Normal, Macron participe à l'armement de l'Arabie saoudite.](#)

- Yémen : accords secrets entre la coalition saoudo-émiratite et al-Qaïda - middleeasteye.net 14.08

"La coalition menée par l'Arabie saoudite a conclu des accords secrets avec des éléments d'al-Qaïda au Yémen, payant même des sommes conséquentes à ces combattants, a révélé ce lundi 6 août Associated Press. « La série d'accords secrets conclus par la coalition soutenue par les États-Unis avec al-Qaïda pour se retirer des zones contrôlées par les militants au sud du Yémen se concentrait sur trois zones principales : la ville de Mukalla et les provinces d'Abyan et de Shabwa », précise l'enquête de AP. Les principales dispositions ont ainsi permis aux combattants d'al-Qaïda de se retirer en toute sécurité et de garder armes et argent avec eux. En outre, des centaines de combattants ont été intégrés aux forces de la coalition."

Fausse guerre contre al-Qaïda

La coalition menée par l'Arabie saoudite a conclu des accords secrets avec des éléments d'al-Qaïda au Yémen, payant même des sommes conséquentes à ces combattants, a révélé ce lundi 6 août Associated Press.

« La série d'accords secrets conclus par la coalition soutenue par les États-Unis avec al-Qaïda pour se retirer des zones contrôlées par les militants au sud du Yémen se concentrait sur trois zones principales : la ville de Mukalla et les provinces d'Abyan et de Shabwa », précise l'enquête de AP.

Les principales dispositions ont ainsi permis aux combattants d'al-Qaïda de se retirer en toute sécurité et de garder armes et argent avec eux. En outre, des centaines de combattants ont été intégrés aux forces de la coalition. « À Shabwa, les paiements directs en espèces ont été faits aux éléments d'al-Qaïda », a constaté l'AP.

Ces deals ont été menés et conclus sous l'œil des Américains, qui, selon AP, ont évité de mener des frappes de drones dans les zones couvertes par les accords entre la coalition et al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA), une des plus dangereuses branches de la nébuleuse créée par Oussama ben Laden.

Fausse guerre contre al-Qaïda

L'enquête de l'agence d'information américaine démontre que, contrairement aux allégations de la coalition proclamant des victoires depuis deux ans contre al-Qaïda au Yémen et assurant avoir démuni ses capacités de frappes contre l'Occident, ces « victoires » se sont réalisées sans un seul coup de feu tiré.

« Le 22 avril 2016, des véhicules blindés, des camionnettes et d'autres véhicules transportant environ 3 000 éléments d'al-Qaïda sont sortis de Mukalla, la cinquième plus grande ville du Yémen et un important port sur la mer d'Oman. Deux jours plus tard, les forces soutenues par les Émirats arabes unis ont entamé la bataille et ont déclaré la victoire sur le groupe, qui dirigeait la ville depuis un an », rapporte AP. Un chef tribal de la région a déclaré à un journaliste de l'agence : « Al-Qaïda n'a pas été vaincu. Ces hommes ne se sont même pas battus ».

Un journaliste local de Mukalla, qui a requis l'anonymat par peur de représailles, a déclaré : « Nous nous sommes réveillés un jour et al-Qaïda avait disparu sans combat. »

« Nous n'avons pas vu de morts malgré la déclaration de guerre contre al-Qaïda. » Importantes sommes payées

« Nous n'avons vu aucune arrestation d'éléments terroristes », a déclaré un responsable de la sécurité yéménite à Shabwa, une autre localité concernée par l'accord entre la coalition et al-Qaïda. Un accord qui comprenait également le paiement de sommes importantes aux commandants locaux d'AQPA et à leurs hommes.

Autre cas de figure : au printemps 2016, quatre médiateurs tribaux ont négocié un accord pour l'évacuation des combattants d'AQPA d'une série de villes de la province méridionale d'Abyan, y compris la capitale provinciale de Zinjibar.

« La disposition centrale était que la coalition et les drones américains cessent tous les bombardements pour que les éléments d'al-Qaïda puissent se retirer avec leurs armes. Pendant presque une semaine, en mai, les hommes d'AQPA sont partis en camion. Le dernier jour, les combattants restants ont été conviés à un dîner d'adieu à la ferme de l'un des médiateurs. »

« Un négociateur d'al-Qaïda a déclaré que l'accord comprenait également une disposition visant à enrôler 10 000 éléments des tribus locales - dont 250 militants d'al-Qaïda - dans la force yéménite soutenue par les EAU », révèle encore AP, citant des sources de cette même force. middleeasteye.net 14.08

Ils osent tout.

- Le chef de l'armée birmane doit être poursuivi pour "génocide", selon l'ONU - AFP

- Affaire Sentsov: Kiev poursuit Moscou devant la CEDH - L'Express.fr

L'Ukraine invoque l'interdiction de la torture, le droit à la liberté et à un procès équitable dans plusieurs arrestations contre ses ressortissants en Russie. L'Express.fr

- Les deux affronts de la Maison Blanche à la mémoire de John McCain - Le HuffPost

- Russie : Alexeï Navalny condamné à 30 jours de prison - LeParisien.fr

A ceux qui suggèrent qu'Alexeï Navalny aurait été arrêté et emprisonné en vue des manifestations du 9 septembre, le Kremlin répond par la négative. LeParisien.fr

Argument éculé : Sentsov s'en est déjà servi, alors qu'il est emprisonné... depuis 2015 !

Accord en ioucedé.

- Les USA et le Mexique concluent un nouvel accord commercial - Reuters 27 août 2018

Donald Trump a annoncé lundi que les Etats-Unis et le Mexique s'étaient entendus sur un nouvel accord de libre-échange, qui se substitue à l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna), avant l'ouverture rapide de pourparlers avec le Canada.

Le nouvel accord prévoit entre autres une augmentation de la part des composants d'origine américaine et régionale dans les voitures assemblées au Mexique.

Trump devrait notifier au Congrès d'ici la fin de la semaine son intention de signer un nouvel accord de libre-échange dans les 90 jours, ce qui laissera le temps à Enrique Peña Nieto de signer le texte avant la fin de son mandat.

L'annonce de l'accord Mexique-Etats-Unis a fait grimper les Bourses américaine, mexicaine et canadienne mais aussi européennes, dans l'espoir d'un apaisement des tensions commerciales globales.

La Bourse de Mexico a atteint un plus haut de sept mois et le peso s'est raffermi d'environ 1,3% face au dollar, sa meilleure séance depuis plus d'un mois.

Les échanges commerciaux entre les Etats-Unis, le Mexique et le Canada représentent plus de 1.000 milliards de dollars (856 milliards d'euros) par an. Reuters 27 août 2018

Trump signe cet accord en ioucedé avec Nieto qui a fait preuve d'une vassalité sans faille vis-à-vis des Etats-Unis, avant que son successeur Andrés Manuel López Obrador entre officiellement en fonction le 1er décembre, craignant peut-être qu'il soit moins malléable ou qu'il soit plus gourmand, qui sait, pour le peuple mexicain, quelle abomination !

[Haut de page ↗](#)

Le 30 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

Une causerie très dense, et comme d'habitude pleine d'infos, d'éclaircissements ou d'enseignements pour qui veut mieux comprendre la situation mondiale ou combattre le capitalisme sur tous les fronts. Bonne lecture et réflexion.

● Causerie au format pdf (23 pages)

Quand on affirme que Macron et LREM, les médias et leurs "experts", l'UE, relaient la propagande de guerre de l'Otan, les lecteurs mal informés seraient en droit de se demander si nous ne délirions pas ou nous ne ferions pas preuves de désinformation ou je ne sais quoi encore... L'article suivant est assez précis pour leur ôter le moindre doute sur l'origine de la campagne hystérique xénophobe ou russophobe qui empeste l'atmosphère depuis l'ère Obama, elle vient de l'Otan et du Pentagone.

Au passage, vous êtes-vous demandés pourquoi tous les partis dits ouvriers sans exception censurent le Réseau Voltaire qui est une source d'information irremplaçable ? Comment expliquez-vous cette misérable attitude, d'autant plus qu'ils le consultent pour en tirer des informations sans citer leur source ? En revanche ils vont soutenir les médias des oligarques comme Le Monde, Libération, etc. quand ils prétendent être victimes d'une atteinte à la liberté d'expression ou de la presse, alors que chacun sait qu'ils pratiquent l'autocensure et la désinformation quotidiennement et relais la propagande de l'Otan et de l'UE que le Réseau Voltaire dénonce et combat.

Pour faire l'idiot, on pourrait dire, allez y comprendre quelque chose, mais non, le sujet est trop grave, et la signification politique qui vous vient peut-être spontanément à l'esprit pour caractériser cette attitude est sans doute la bonne, hélas! Vous ne vous trompez pas, les faits ou la vérité des faits ne les intéresse pas, et après certains s'étonnent qu'on ne parvienne pas à construire un véritable parti ouvrier révolutionnaire, tandis que d'autres affirment que dans la situation actuelle se serait très difficile, voire impossible, mais ne font-ils pas tout ce qui faut pour qu'il en soit ainsi, car aucun travailleur ne peut cautionner de telles pratiques.

Sans information fiable, il est impossible de comprendre la situation, donc d'en tirer des enseignements pour mener notre combat politique, ce qui revient à nous réduire à l'impuissance face à la propagande de notre ennemi.

Vous avouerez que j'ai l'art de me faire des amis parmi les adhérents ou militants de ces partis, entre nous, ce n'est pas mon objectif

si cela doit être au détriment de la vérité ou de nos principes, sans préjuger que certains d'entre eux condamnent l'attitude de leurs dirigeants.

Je persiste et signe, s'il existe une source d'information qui mérite d'être soutenue sans condition, c'est bien le Réseau Voltaire et particulièrement le journaliste Thierry Meyssan qui vit à Damas, la capitale de la Syrie.

[Braves gens dormez tranquille, l'UE et l'Otan veille à la paix en Europe... en se préparant à la guerre contre la Russie.](#)

- Ponts écroulés et ponts bombardés par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 28 août 2018

Alors que nous avons tous été horrifiés par l'écroulement du pont Morandi de Gênes, Manlio Dinucci nous rappelle que la société gestionnaire de cet ouvrage a été privatisée... pour payer la destruction par l'armée italienne des ponts de Serbie. C'était en 1999, sous les ordres de l'Otan.

« L'image est vraiment apocalyptique, on dirait qu'une bombe est tombée sur cette très importante artère » : voilà comment un journaliste a décrit le pont Morandi qui venait de s'écrouler à Gênes, en brisant la vie de dizaines de personnes [1].

Mots qui ramènent à l'esprit d'autres images, celles des environ 40 ponts serbes détruits par les bombardements Otan en 1999, parmi lesquels le pont sur la Morava méridionale où deux missiles frappèrent un train en massacrant chez ses passagers. Pendant 78 jours, décollant surtout des bases italiennes fournies par le gouvernement D'Alema, 1 100 avions effectuèrent 38 000 sorties, larguant 23 000 bombes et missiles. Détruisant systématiquement les structures et infrastructures de la Serbie, et provoquant des milliers de victimes chez les civils. Aux bombardements participèrent 54 avions italiens, qui effectuèrent 1 378 sorties, en attaquant les objectifs désignés par le commandement étasunien. « Pour le nombre d'avions nous n'avons été seconds que derrière les USA. L'Italie est un grand pays et on ne doit pas s'étonner de l'engagement montré dans cette guerre », déclara D'Alema.

Dans l'année même où il participait à la démolition finale de l'État yougoslave, le gouvernement D'Alema démolissait la propriété publique de la Società Autostrade (gestionnaire aussi du pont Morandi), en en cédant une partie à un groupe d'actionnaires privés et en cotant le reste en Bourse. Le pont Morandi s'est écroulé fondamentalement par la responsabilité d'un système centré sur le profit, le même qui est à la base des puissants intérêts représentés par l'Otan.

Le rapprochement entre les images du pont Morandi écroulé et des ponts serbes bombardés, qui à première vue peut sembler forcé, est au contraire fondé.

Avant tout, la scène déchirante des victimes ensevelies par l'écroulement devrait nous faire réfléchir sur l'horrible réalité de la guerre, que les grands médias nous mettent sous les yeux comme une sorte de wargame, avec le pilote qui cible le pont et la bombe téléguidée qui le fait sauter en l'air.

En second lieu nous devrions nous rappeler que la Commission européenne a présenté le 28 mars un plan d'action prévoyant la potentialisation des infrastructures de l'UE, ponts compris, mais pas pour les rendre plus sûres pour la mobilité civile, mais plus aptes à la mobilité militaire [2]

En réalité, le plan a été décidé par le Pentagone et par l'Otan, qui ont demandé à l'UE d'« améliorer les infrastructures civiles afin qu'elles soient adaptées aux exigences militaires » : de façon à pouvoir déplacer avec la plus grande rapidité des chars d'assaut, canons autopropulsés et autres véhicules militaires lourds, d'un pays européen à l'autre pour faire face à « l'agression russe ». Par exemple : si un pont n'est pas en mesure de supporter le poids d'une colonne de chars d'assaut, il devra être renforcé ou reconstruit.

On dira que dans ce cas le pont deviendra plus sûr aussi pour les véhicules civils. Mais la question n'est pas aussi simple.

Ces modifications ne seront effectuées que sur les tronçons les plus importants pour la mobilité militaire et l'énorme dépense sera à la charge de chaque pays, qui devra soustraire des ressources à l'amélioration générale des infrastructures.

Une contribution financière de l'UE est prévue pour un montant de 6,5 milliards d'euros, mais —a précisé Federica Mogherini, responsable de la « politique de sécurité » de l'UE— seulement pour « assurer que des infrastructures d'importance stratégique soient adaptées aux exigences militaires ».

Le temps presse : pour septembre le Conseil européen devra spécifier (sur indication de l'Otan) la liste des infrastructures à potentialiser pour la mobilité militaire. Le pont Morandi y figurera-t-il, reconstruit pour que les chars d'assaut des USA et de l'Otan puissent en sécurité transiter sur la tête des Génois ? Réseau Voltaire 28 août 2018

Notes.

[1] Le pont Morandi, important viaduc autoroutier de Gênes géré par une société privée, s'est écroulé le 14 août, en faisant plus de 40 victimes. La cause probable est un effondrement structurel, dont les signes ont cependant été ignorés pendant des années. Ndlr.

[2] « UE : un "espace Schengen" pour l'Otan », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, Il Manifesto (Italie) , Réseau Voltaire, 3 avril 2018.

Qui va les chasser du pouvoir, qui peut les chasser du pouvoir ?

Qui, sinon la masse unie des exploités et des opprimés renouant avec la tradition révolutionnaire du prolétariat de la fin du XIXe siècle et du début du XXe...

Ils osent encore le dire.

(Après la démission de Hulot le millionnaire, qui s'est enrichi grâce au sponsoring de multinationales.).

- L'Elysée : « L'important, c'est que les décisions soient prises dans l'intérêt général ». leparisien.fr 28.08

Pantalonnade. Qui en réalité prend les "décisions", pas Macron c'est une marionnette, il ne dispose d'aucun pouvoir, qui sinon l'oligarchie et dans son propre intérêt.

Parole d'Internaute

1- "C'est la pensée internet d'aujourd'hui. Quelque soit l'idée la plus stupide qui vous vienne, vous trouverez toujours, grâce à la masse d'information à disposition, quelques faits avérés qui semblent aller dans votre sens. Vous faites alors un montage de tous ces faits, de quoi assommer le contradicteur et avoir l'air de prouver ce que vous dites, et vous publiez. Ça se faisait déjà avant Internet à part que, maintenant, c'est à la portée de tout le monde."

LVOG - Grâce à Facebook, Tweeter et Cie...

2- J'adore ce mec!

Face à la dictature mondialiste multiforme, Donald fait figure de « résistant »! Et les actes de résistance de Trump au mondialisme (récupérés par les gauchos...) ne sont pas de simples escarmouches, mais des bombardements intenses sur ce nouveau fascisme internationaliste, imposé par médias, lobbyistes des multinationales, paléo-trotskyistes, gauchistes immigrationnistes et grande finance internationaliste, tous unis dans un but de destruction des Nations et de leurs identités culturelles...une vieille rengaine de tous les socialismes, qu'ils soient nationaux ou internationaux...

LVOG - Tous ces acteurs participent à la confusion générale qui profite aux néoconservateurs les plus ultra réactionnaires de manière à écarter la seule menace qui pèse sur le régime qu'ils incarnent : Le socialisme. Comme autrefois, ils préfèrent encore la guerre à la révolution socialiste.

A vouloir trop prouver, on se démasque...

- Donald Trump charge Google et Twitter qu'il accuse de "censure" - atlantico.fr 28 Août 2018

Facile, on ne peut pas leur prêter de bonnes intentions à moins d'être un idiot...

- Mis en cause par Trump, Google se défend de toute «manipulation politique» - leparisien.fr 28 août 2018

La firme de Menlo Park indique dans un communiqué au ton très ferme que son moteur de recherche « ne classe jamais les résultats de recherche pour manipuler une opinion politique ». « La recherche n'est pas utilisée pour défendre un programme politique et nous ne dévions pas nos résultats vers une quelconque idéologie politique », ajoute-t-elle.

« Notre but est de nous assurer que les utilisateurs qui tapent une recherche dans la fenêtre Google Recherche reçoivent le résultat le plus pertinent en quelques secondes », insiste l'entreprise, soulignant qu'elle apporte chaque année « des centaines d'améliorations aux algorithmes qui pilotent la recherche » pour assurer qu'ils pêchent du contenu de « grande qualité ». leparisien.fr 28 août 2018

Question : D'après vous, selon Google, c'est quoi "le résultat le plus pertinent", sinon celui des portails ou blogs dont le contenu est compatible avec la programme politique soutenu par Google, les GAFAM, le clan de l'oligarchie opposé à Trump.

"On n'a plus le droit ni d'avoir faim, ni d'avoir froid" parole de J-J Goldman qui a gagné 58 millions d'euros en 2017 et estime que ce n'est pas suffisant, sa maison de disque non plus.

LVOG - Je n'ai pas le temps de m'attarder sur ce sujet, mais au regard des protagonistes que l'on trouve dans les deux camps, il semblerait que les GAFAM craignent que la population déserte Internet après l'avoir appâtée avec la mise en ligne gratuite de musique, films, documentaires, articles, etc., alors qu'ils ont conçu internet comme un puissant instrument destiné à asservir les peuples en le rendant indispensable dans leur vie quotidienne, par exemple pour lire son courrier ou trouver, remplir et renvoyer des documents administratifs ou encore pour régler des factures, etc.

Si l'accès à la musique et au cinéma, à l'information devient payant, ce qui est déjà le cas en grande partie, disons trop rapidement, en plus de l'abonnement souscrit à un fournisseur d'accès à Internet qui n'est pas gratuit non plus, ils peuvent craindre qu'une partie de la population décroche des écrans qui procèdent à l'abrutissement générale.

Mais surtout, les GAFAM ne supportent pas qu'une institution leur dicte la politique qu'ils doivent adopter, car cette institution peut aussi changer de politique ou voire disparaître dans le cas de l'UE. Sans parler que cela ne ferait qu'accroître le partage de fichiers entre internautes sans aucun contrôle cette fois, y compris au contenu jugé illégal.

Et puis, comme chacun d'entre nous, j'ai pu constater que certains fichiers (YouTube) étaient accessibles gratuitement au téléchargement, alors que d'autres sont uniquement destinés à la lecture, d'autres encore sont téléchargeables mais payant, l'ensemble légalement.

De nombreux artistes acceptent que leurs oeuvres ou certaines d'entre elles figurent sur Internet et puissent être téléchargés gratuitement, tandis que d'autres s'y refusent à moins que l'internaute paie.

Souvent ce sont les ayants droit ou leurs maisons de disques qui bloquent la diffusion ou rendent payant le téléchargement, idem pour le cinéma.

Si j'ai téléchargé gratuitement plus de 1000 morceaux de musique ou concerts, aucun des deux ou trois dernières années, ils sont tous payant, hormis quelques rares exceptions généralement de mauvaise qualité, ceci explique cela dans ce cas-là.

Apparemment la vente de CD n'a pas chuté, et les concerts font toujours salle comble, donc de quoi se plaignent-ils ces nantis ? Ils veulent faire payer les plus pauvres qui se contentent de vidéos souvent médiocres, il faut que les pauvres casquent coûte que coûte, c'est cela ?

- A Bruxelles, bataille féroce autour de la réforme du droit d'auteur - AFP 28 août 2018

"Mensonges" contre "coups bas": la directive européenne sur la réforme du droit d'auteur fait l'objet d'un lobbying tous azimuts entre ses partisans --médias et créateurs-- et ses opposants --géants du numérique et militants de la liberté sur internet.

L'objectif de la réforme, proposée en 2016 par la Commission européenne, est de moderniser le droit d'auteur à l'ère du numérique.

Le principe est d'inciter les plateformes, comme YouTube, à mieux rétribuer les créateurs de contenus (article 13), mais aussi de créer un nouveau "droit voisin" pour les éditeurs de presse (article 11), qui doit permettre aux journaux ou agences comme l'AFP de se faire rémunérer lors de la réutilisation en ligne de leur production. Deux fronts se sont dégagés: d'un côté les créateurs et la presse, en quête de revenus; de l'autre, une alliance inattendue entre les géants du numérique, qui craignent une remise en cause de leur "business model", et les militants d'internet, qui voient dans le texte une menace pour la liberté du web. AFP 28 août 2018

- « Si on ne peut pas vivre de nos œuvres, nous, créateurs, sommes condamnés à disparaître » - Le Monde 03.07.2018 Dans une tribune au « Monde », plus de 70 artistes demandent la juste rémunération des œuvres diffusées sur

Internet, avant le vote, jeudi, d'une directive européenne. Jean-Jacques Goldman, Abd Al Malik, Julien Doré et Jain font partie des signataires de la tribune

Tribune. Extrait.

L'objectif de cette nouvelle directive n'est pas d'imposer un filtrage ou une quelconque censure sur Internet, mais au contraire de permettre de mieux identifier les œuvres diffusées sur les plates-formes numériques et de rémunérer leurs auteurs. Ces puissants acteurs économiques du numérique sont aujourd'hui des diffuseurs comme les autres, des partenaires essentiels comme

les autres et, à ce titre, doivent être responsables comme les autres. Le Monde 03.07.2018

- Jean-Jacques Goldman, Julien Doré et plusieurs artistes se mobilisent pour les droits d'auteurs
- huffingtonpost.fr 04.07.2018

L'ADIMA, groupe de pression qui rassemble les GAFAs et d'autres grands noms du secteur technologique, a appelé dans un communiqué les eurodéputés à "sauver l'internet" en rejetant le projet de réforme, lors d'un vote qui devrait intervenir ce jeudi au Parlement européen, réuni cette semaine en session plénière à Strasbourg. huffingtonpost.fr 04.07.2018

Commentaires d'Internauts

1- Comment ces gens ne comprennent-ils pas que leur discours s'entend comme " j'ai plein d'argent et je veux en gagner plus"? Même s'ils sont réellement des défenseurs des artistes leur discours est complètement brouillé par leurs fortunes.

2- Avec la protection des oeuvres 70 ans après la mort de l'artiste, nos "artistes" ont d'ors et déjà prouvé leur capacité à voir au delà de leur existence. Quel est le moteur de la création ? avoir une rente ? créer une dynastie de gestionnaires ? Je pense que le moteur de la création n'est pas l'argent, et que cette proposition de loi au parlement européen est liberticide. Qu'ils montrent leur capacité à abandonner leurs droits au delà de leur mort et on en reparle !

3- Internet n'aurait jamais pris cette ampleur sans l'accès gratuit à la culture pour tous, qui a motivés nos premiers abonnements. Maintenant que le boum économique a eu lieu, engraisant une fois de plus les éditeurs et le capital, ceux-ci réclament une dîme supplémentaire. Ils n'arrêteront jamais et trouveront toujours des artistes pour signer leurs papiers. Goldman, toujours pas sur spotify parce-que 4 cents l'écoute d'une chanson c'est pas assez. Pauvres riches...

4- Les artistes voudraient être libre jusqu'à la médiocrité et devenir un artiste officiel d'un Etat, d'un milliardaire, d'une banque, d'un industriel, d'une communauté et le fin du fin : artiste du peuple. Pendant ce temps les enfants se battent pour prolonger les droits de la famille et passer à la télé. Que depuis la nuit des temps les artistes soient obligés de se vendre pour exister, OK, mais nous en sommes tous là, sans droit d'auteur.

5- En essayant de décrire vos propos, je comprends que vous imaginez que les droits d'auteur constituent une espèce de rente versée par l'Etat à quelques artistes. Un musicien écrit une chanson à succès. Pourquoi serait il normal de télécharger sa chanson, de la diffuser à la radio, ou dans un bar sans le rémunérer ? C'est ça le droit d'auteur. Ce qui lui revient quand d'autres gagnent de l'argent grâce à sa chanson. Et lui permet de vivre.

6- On n'est pas toujours d'accord avec eux, mais dans cette affaire, total soutien aux artistes face aux GAFAs. Car ces derniers révèlent un machiavélisme destructeur. Ils s'activent pour rendre les oeuvres d'artistes gratuites à travers une diffusion massive, en quasi illégalité, mais n'oublie pas de faire payer le prix fort pour les pubs qu'ils ont en gestion, et là ils sont intraitables.... tout en amassant des richesses incommensurables. Complètement immoral donc. Honte sur eux.

7- Vous savez bien que le téléchargement légal rétribue les créateurs. Si téléchargement illégal il y a, c'est un problème qui touche le téléchargement et le site qui le lui permet. Mais ce n'est pas le droit, ni un vide juridique, c'est illégal.

8- Certes, il est difficile de contredire cette tribune. Mais pour mémoire, quand l'industrie nous a fait passer du vinyle au CD (souvent de qualité indigne), puis du CD au CD remasterisé, puis a tenté de nous faire passer au SACD ou au DVD audio, il n'y avait guère d'artiste pour s'émouvoir d'être rémunéré 2 ou 3 fois ou plus pour la même oeuvre, que d'ailleurs on ne pouvait pas écouter avant d'acheter. La technologie a changé le rapport de force, et leur apprend l'humilité, c'est déjà ça.

9- Quand on voit l'état de dénuement extrême dans lequel se trouvent les jeunes plasticiens on a beaucoup de mal à compatir au sort des artistes de variétés. Et comme d'hab ceux qui se beurrent les deux côtés de la tartine, en général plutôt les intermédiaires, avancent masqués derrière la liberté d'expression.

10- Est il normal d'écrire un tube dans sa vie et de vivre toute sa vie sur des royalties ? Est ce qu'un carreleur est rémunéré à chaque fois qu'on marche sur son carrelage ? Il faut inventer un nouveau système ou les artistes sont rémunérés quelques années après la sortie de leur disque, puis doivent travailler (faire des concerts !! y'a pire comme boulot) pour ensuite vivre, ou refaire des disques. Aucun des artistes qui signe la pétition n'est à plaindre.

11- Le régime du droit d'auteur est complètement obsolète. C'est devenu au mieux une rente de situation, au pire un droit à la paresse rémunérée. Une disruption totale est nécessaire pour booster la création. 20 ans de droits à partir du 1er janvier suivant la création puis survivance pendant 50 ans sur les droits d'adaptation. Cela permettra de libérer l'accès à la culture tout en préservant l'auteur du pillage.

12- Toujours la même vieille rengaine : sans droits d'auteurs, la création va disparaître. Mais la création n'a pas attendu les

droits d'auteurs. Homère, Virgile ou Ronsard n'ont pas eu besoin de droits d'auteurs pour créer. Et aujourd'hui, des millions de créateurs, artistes, écrivains, intellectuels, vivent sans droit d'auteur (ou si peu), et ça ne les empêche pas de créer. Ils sont professeurs, journalistes, ... Ceux qui ne sont mûs que par l'appât du gain ont bien sûr du mal à comprendre.

13- Le secteur est riche. Qu'il s'organise différemment pour mieux distribuer. Qu'il y ait moins de très riches et moins de très pauvres (revenus du plus riche ne dépassant pas de plus de 10-20 fois celui du plus pauvre). Qu'une partie des droits d'auteurs soient mis dans un pot commun et redistribués.

14- La « campagne de désinformation » est très limitée, puisque aucun grand média ne relaie les arguments contre cette loi européenne sur les droits d'auteurs. Par ailleurs, l'opposition à cette loi vient des internautes et des citoyens, en raison de graves conséquences sur les libertés individuelles. Si elle venait des GAFAM, il y aurait eu bien plus de couverture média. Le problème concerne les articles 11 et 13, entre autres parce qu'ils menaceront le partage des liens sur Internet.

15- La seule réponse que je peux donner à ces auteurs tient en une seule oeuvre : le Boléro de Ravel. Son histoire est une parfaite illustration de ce qu'il faut arrêter dans le droit d'auteur. Quand ces signataires diront que cette histoire est un scandale, que cela ne doit plus se reproduire, alors on pourra les écouter et les croire. En attendant, cette histoire de rémunération perpétuelle dérange un peu.

16- Cette tribune aurait eu plus de sens signée par les deux gros industriels de la musique que par des artistes (si je cite les noms de S. et U., je risque encore la modération ?). L'allongement à 70 ans post-mortem m'enlève toute compassion pour le "pre-mortem". Des droits renforcés et mieux payés pour 25 ans après la publication d'une oeuvre semblent plus équitable. Les artistes de la liste se trompent d'adversaires: ils roulent pour leurs éditeurs, aux intérêts contraires aux leurs!

D'autant que les droits voisins rendent la vie belle aux éditeurs de musique qui conservent les droits de musiques des années 30 ou 40 parce qu'un obscur contrebassiste ou parolier a vécu centenaire. Mais leurs héritiers touchent-ils vraiment quelque chose? J'en doute fort et l'opacité du système ne plaide pas pour son maintien. L'industrie de la musique maîtrise scandaleusement un droit complexe, au détriment de bien des artistes dont les GAFAM pourraient bien être de meilleurs amis.

17- Dans le temps, on rémunérait à la prestation. La création/culture ne doit pas être privatisée. Changez de modèle économique. 3 mois de travail en studio pour des rentes à vie c'est difficilement justifiable. Faites des concerts, des festivals, tournez dans les bars, dans des fêtes ou chez les gens et vous serez rémunérés. En bref, travaillez, comme tout le monde.

- La directive sur le droit d'auteur : désinformation et étude indépendante - april.org 29 juin 2018.

Déclaration d'universitaires européens à l'attention des députés du Parlement européen préalable au vote en séance plénière de la directive sur le droit d'auteur le 5 juillet 2018

Pour lire cette déclaration :

<https://www.april.org/la-directive-sur-le-droit-d-auteur-desinformation-et-etude-independante>

La transition avec le sujet suivant était toute trouvée.

[Mystification. Bono est la voix de l'UE et de Soros.](#)

- Le groupe U2 prend les couleurs de l'Europe - euronews 28 août 2018

Les membres du groupe U2 porteront les couleurs du drapeau européen lors de leur tournée de 2018 en Europe. Cette décision a été annoncée par le chanteur du groupe, Bono, dans une tribune intitulée : "l'Europe est une pensée qui doit devenir un sentiment". euronews 28 août 2018

LVOG - ONE (9 millions de membres) fait partie des ONG des réseaux Soros (Open Society Institute).

Bono - Chanteur de U2 - Co-fondateur de ONE et (RED)

Membres du Conseil d'administration(<https://www.one.org/fr/person/bono>)

- Morton H. Halperin - Open Society Institute

- Sheryl Sandberg - Directrice générale, Facebook

- Susan A. Buffett - Présidente de la Fondation Sherwood et de la Fondation Susan Thompson Buffett.

- David Cameron - Ancien Premier ministre du Royaume-Uni

- Joe Cerrell - Directeur général, politiques mondiales et plaidoyer, Fondation Bill & Melinda Gates
- Mark Suzman - Directeur général de la stratégie et des politiques mondiales Fondation Bill et Melinda Gates
- Joshua Bolten - Président et Directeur général de Business Roundtable
- Kevin Sheekey - Responsable mondial des relations avec les gouvernements et de la communication chez Bloomberg L.P. Président de Bloomberg Government
- Lawrence Summers - Ancien secrétaire au Trésor des États-Unis
- Michele L. Sullivan - Directrice de l'innovation sociale d'entreprise chez Caterpillar et Présidente de la Fondation Caterpillar

Dis-moi qui te finance, qui tu fréquentes et je te dirai qui tu es.

one.org - (RED) est une division de The ONE Campaign et noue des partenariats avec des marques emblématiques mondiales comme Apple, Bank of America, Coca-Cola, Beats by Dre, et Belvedere...

En 2016, les dépenses de The ONE Campaign se sont élevées à 35,9 millions de dollars...

ONE faisait partie d'une équipe – composée notamment de la Fondation Gates, du gouvernement canadien et du Fonds mondial lui-même (ONU - LVOG)...

Nous avons été très présents lors de festivals et rassemblements religieux, notamment Together 2016 (plus de 150 000 participants). Nous avons également participé à des événements organisés dans des lieux de culte aux quatre coins du pays et avons travaillé en partenariat avec Seacoast, une « mega-church » du sud des États-Unis..

...nous nous sommes rassemblés avec plusieurs ONG – dont Global Citizen, Oxfam et Save the Children – pour lancer une campagne commune, soutenue par plus de 115 000 personnes, dans le but d'appeler les dirigeants européens à répondre aux besoins de ces réfugiés tout en soutenant le développement des populations les plus pauvres de la planète sur le long terme...

Nous avons continué de mener des actions de plaidoyer et de mobilisation en faveur d'une plus grande transparence financière à la veille du Sommet anti-corruption organisé à Londres en mai 2016. ONE a mis l'accent sur un ensemble de cinq mesures clés pour lutter contre la corruption et l'évasion fiscale...

Plus de 55 000 membres de ONE ont pris part aux actions menées dans le cadre de cette campagne. Nous avons également contribué au Sommet mondial du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert organisé à Paris...

Au cours de cette même année (2016), sept nouveaux partenaires du secteur privé ont rejoint le projet : Salesforce, NetJets, Piaggio, Lokai, Billecart-Salmon, Ergo Depot et S'well...

Grâce à cette campagne, (RED) a récolté 69 millions de dollars pour le Fonds mondial, auxquels sont venus s'ajouter les dons de la Fondation Bill & Melinda Gates...

(En font partie - LVOG - L'actrice hollywoodienne Robin Wright, DJ Khaled, James Corden, Julia Roberts et Neil Patrick Harris... Plus 8 grands artistes nigériens : Waje, Toolz, Hon. Desmond Elliot, Falz, Yemi Alade, Basketmouth, Kate Henshaw et Ali Nuhu...

Engagement et activités en Afrique : 3 651 775 dollars (dont 2 623 324 dollars de subventions)...

Nigeria.

En janvier 2016, nous avons lancé avec succès le programme ONE Champions à Abuja au Nigeria. Nous avons recruté au total 23 « Champions » et les avons formés aux processus d'élaboration des politiques publiques...

En partenariat avec 76 organisations de la société civile du secteur de la santé, ONE a travaillé sur une proposition de budget en matière de santé et de stratégie à moyen terme pour le secteur, signée par l'ensemble des membres de la coalition...

Engagement de l'Union Africaine (UA)

En partenariat avec l'Union Africaine, ONE a saisi l'occasion offerte par les divers forums techniques et de haut niveau de l'UA pour appeler les dirigeants africains...

Aux États-Unis

Les membres de ONE Action sont des porte-paroles hautement engagés et ont apporté un précieux soutien aux grandes

campagnes menées par ONE Action...

La SEC (Securities and Exchange Commission, autrement dit Wall Street - LVOG) a cité plus de 100 fois des recommandations formulées par ONE...

Si la campagne ONE Vote 16 mettait au départ l'accent sur l'élection présidentielle, nous avons également noué des liens avec des candidats clés au Congrès...

Europe

Suite aux efforts de lobbying de ONE et de ses partenaires, l'Italie a augmenté son engagement de 40 %, la France et la Suède ont maintenu leurs engagements respectifs aux niveaux de 2014-2016, l'Allemagne a augmenté son engagement de 33 % (et revu ainsi pour la première fois en dix ans sa contribution à la hausse), et les Pays-Bas ont ajouté 10 millions d'euros à leur engagement initial.

L'Australie, quant à elle, a augmenté sa contribution de 10 %...

Nous avons organisé une campagne ONE Vote en Irlande pour les élections parlementaires...

Vers la fin de l'année, nous avons commencé à préparer nos actions de campagne et de plaidoyer en vue des élections législatives et présidentielles de 2017 en France, en Allemagne et aux Pays-Bas...

Grâce à la générosité de nos donateurs, ONE Action ne sollicite aucun financement auprès du grand public...

Donateurs

Alex and Ani
America Movil
Ann and John Doerr
Anonymous
Anonymous Fund of MCF
Bank of America
Bill and Melinda Gates Foundation
Bloomberg Philanthropies
Bono
Cargill
Caterpillar Foundation
Cindy and Ryan Beedie
Dangote Foundation
DEMDACO
Denis O'Brien
Fossil
Foundation to Promote Open Society
Fund for Policy Reform
George Lucas Family Foundation
Google
Iger Bay Foundation
Lauran and Myrna Bromley
Litowitz Family Foundation
Lynne and Marc Benioff
Marilyn and Jeffrey Katzenberg
MARS, Incorporated
Mary Ann and Mark Kaufman
Natalie and Amar Doman
New Venture Fund
Omidyar Network
Paddy McKillen
Robert Kraft, New England Patriots Foundation
Ronald O. Perelman
Sherwood Foundation
Sheryl Sandberg
Skoll Foundation
The Bromley Foundation

The Columbus Foundation
The David Geffen Foundation
The Parker Foundation
Theresa Gouw and Matthew McIntyre
Tom Freston
Trott Family Foundation
William and Flora Hewlett Foundation
YouTube

(Source : <https://www.one.org/fr/infos/nos-finances>)

- Morton Halperin chez ONE : réseaux d'Etat & réseaux Soros - sorosconnection.wordpress.com 11 février 2017

Les ONG en général et les réseaux Soros en particulier pratiquent un soft power puissant et effectif. On peut y trouver un grand nombre de raisons ou de justifications : incapacité des Etats à assurer une mission qui échoit dès lors aux initiatives privées, efficacité des moyens de communication, meilleure adaptation aux situations diverses. Mais le facteur principal reste l'aura dont jouissent les ONG, perçues et auto-proclamées représentantes de la « société civile ».

Le profil LinkedIn [1] d'Halperin permet de retracer sa carrière depuis 1960. Point commun de ses postes successifs depuis 1967 : le lieu, Washington DC, au plus proche du pouvoir politique. Sur ONE, sa biographie sur ses années « Maison-Blanche » indique seulement qu'il a « travaillé au gouvernement fédéral américain dans l'administration de Clinton, de Nixon et de Johnson » . [2] C'est incomplet. Son profil LinkedIn précise qu'il fut secrétaire de l'assistant adjoint au département de la Défense, directeur de la planification des politiques au Conseil de sécurité nationale à la Maison-Blanche, consultant pour le département de la Défense (conseillant Bill Clinton sur le maintien de la paix – le PeaceKeeping développé par Kitson dans son Low Intensity Operations – et la promotion de la démocratie), à nouveau le Conseil de sécurité nationale, puis directeur de la planification des politiques sur les questions clés de la politique internationale pour le département d'Etat. De janvier 1977 à novembre 1992, Morton Halperin dirigea le Center for National Security Studies. Il s'y « concentrait sur les questions touchant à la fois aux libertés civiques et à la sécurité nationale, telles que le rôle réel des agences de renseignement et du secret d'Etat. »[3]

C'est sans surprise qu'on retrouve Halperin par deux fois membre du très influent Council on Foreign Relations, que le « Global Go To Think Tank Index Report » de 2016 classe 10ème des plus grands think-tanks mondiaux (il comprend plusieurs milliers de membres) [4] . On y retrouve notamment George et Jonathan Soros, six membres de la famille Rockefeller, Henry Kissinger et Zbigniew Brzezinski.[5]

Ni LinkedIn ni Wikipédia[6] ne sont pour autant complets à son sujet. Une recherche complémentaire nous apprend qu'Halperin occupe le poste de haut conseiller à la Millenium Challenge Corporation (MCC), un organisme paragouvernemental (voir notamment son nom de domaine en .gov), et fait partie de son bureau directeur. Au sein de ce bureau, on trouve le secrétaire d'Etat, le secrétaire au Trésor, le représentant au Commerce des Etats-Unis, l'administrateur de l'USAID, le PDG de la MCC mais aussi quatre membres du secteur privé nommés par le Président des Etats-Unis sur les conseils et avec l'accord du Sénat. Difficile de faire plus « made in White House ».[7]

La frontière entre think-tank et ONG est souvent poreuse (d'où le CFR dans le para-gouvernemental). Halperin a été membre d'autres think-tanks particulièrement influents : la Brookings Institution (plus grand think-tank au monde selon le rapport précité) et la Carnegie Endowment for International Peace (classée 5ème). Le lecteur pourra se reporter aux sites correspondants de ces organisations et y découvrir avec intérêt leurs membres et leur fonctionnement.

Pendant près de neuf ans (1984-1992), Halperin dirigea l'antenne washingtonienne de l'ACLU (American Civil Liberties Union). Il y collabora avec le directeur de la CIA de l'époque, William Casey.[8] Si l'Open Society finance cette ONG au moins depuis 2000 [9], on retiendra surtout le don faramineux que l'organisation de Soros lui accorda en 2014, i. e. 50 millions de dollars.[10]

Pendant trois ans (janvier 2003 – décembre 2005, ce qui semble difficile puisque la page Wikipédia dédiée date sa création du 24 octobre 2003 [11]), Halperin fut vice-président Senior du Center for American Progress, que l'Open Society subventionne généreusement depuis sa création en 2003. Le Fondateur et premier président de ce think-tank fut John Podesta, ancien chef de cabinet de Bill Clinton (1998-2001), directeur de la campagne présidentielle d'Hillary Clinton en 2016 et dont des dizaines de milliers de courriels accablants (les « Podesta Emails ») furent révélés par Julian Assange de WikiLeaks.

La biographie présente sur ONE rapporte en outre qu'Halperin est « coprésident du Groupe de travail sur la stratégie nucléaire de la Fondation New America ». Financée par de nombreuses organisations et entreprises, elle reçoit des subventions de l'Open Society.[12] Hormis les divers membres de l'ONG de Soros qu'on peut y trouver, notons la présence en tant que co-président de Jonathan Soros, l'un des fils de l'oligarque.[13] Il passa auparavant neuf ans au Soros Fund Management en tant que président, puis comme vice-chairman de 2005 à 2011.

Enfin, depuis maintenant quinze ans (2002), Halperin est haut conseiller à l'Open Society au sein du bureau du président et prodigue à ce dernier et aux cadres de l'ONG des conseils stratégiques, notamment pour les plaidoyers sur les questions des « sociétés ouvertes ». Il est aussi l'ancien directeur des plaidoyers pour la branche américaine de l'Open Society.[14]

Ce bref article biographique est bien entendu incomplet. Volontairement, il ne fait que reprendre des éléments biographiques facilement accessibles sur Internet, loin de relever du journalisme d'investigation. Au regard du parcours de Morton H. Halperin – et de tant d'autres... –, alternant successivement entre fonction gouvernementale, réseaux de renseignement, ONG, think tanks « para »-gouvernementaux, le tout mélangé avec de nombreux va-et-vient, comment rester dupe et n'y voir qu'un représentant de la « société civile » ?

George Soros travaille étroitement avec les services de renseignement américains, cela semble évident. (...)

Que les « jeunes ambassadeurs » de ONE soient dupes est une chose. Que des journalistes et le pouvoir politique se fassent abuser au même titre et laissent carte blanche à des hommes de Soros & du renseignement américain pour peser sur notre législation et nos élections en est une autre. sorosconnection.wordpress.com 11 février 2017

Notes

[1] <https://www.linkedin.com/in/morton-halperin-36298a15>

[2] <https://www.one.org/fr/person/morton-h-halperin/>

[3] <https://www.one.org/fr/person/morton-h-halperin/>

[4] http://repository.upenn.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1011&context=think_tanks

[5] <http://www.cfr.org/about/membership/roster>

[6] https://en.wikipedia.org/wiki/Morton_Halperin

[7] <https://www.mcc.gov/about/org-unit/board-of-directors>

[8] https://en.wikipedia.org/wiki/Morton_Halperin#ACLU

[9] <https://www.opensocietyfoundations.org/about/programs/us-programs/grantees/american-civil-liberties-union-national-office>

[10] <https://www.opensocietyfoundations.org/voices/ending-mass-incarceration>

[11] https://en.wikipedia.org/wiki/Center_for_American_Progress

[12] <https://www.newamerica.org/our-funding/our-funders/>

[13] <https://www.newamerica.org/our-people/jonathan-soros/>

[14] <https://www.opensocietyfoundations.org/people/morton-halperin>

Bono, un personnage particulièrement maléfisant entièrement fabriqué.

Wikipédia - (Il) se passionne aussi pour le théâtre, ce qui lui permet de monter de nombreuses fois sur scène afin de chanter. En revanche, c'est un guitariste médiocre, ce qui l'amène naturellement vers le chant...

Bono possède une technique vocale qui lui permet de chanter sur des notes relativement hautes⁸. Elle a beaucoup évolué aux cours des albums.

Avant l'enregistrement de The Unforgettable Fire, Bono réapprend à chanter...

Il est considéré durant cette période comme l'une des plus belles voix du rock...

Sur Pop, Bono commence à éprouver quelques problèmes de voix[réf. nécessaire] et on[Qui ?] lui conseille alors de mener une vie plus saine. Il arrête les cigarillos et diminue l'alcool...

Sa voix est aujourd'hui désignée par un grand nombre d'artistes[Qui ?] comme la voix la plus sexy du rock...

...auteur engagé dans diverses causes humanitaires et politiques (Artists Against Apartheid, Amnesty International, Greenpeace, War Child, Jubilee 2000, etc.)

Bono est associé du fonds privé d'investissement Elevation Partners, qui possède des participations dans le magazine Forbes et l'éditeur de jeux vidéo BioWare. Depuis janvier 2009, il participe comme éditorialiste au journal américain, le New York Times. Elevations Partners aurait également investi près de 210 millions de dollars sur Facebook depuis 2009, acquérant, selon les sources, entre 1,5 % et 2,3 % de son capital. La valeur de ces actions a depuis fortement progressé - notamment à la suite de l'entrée en bourse du réseau social en 2012 - et était estimée en 2015 à 1,4 milliard de dollars. Le fonds d'investissement aurait ainsi à cette date une valeur financière supérieure aux revenus générés par U2 sur l'ensemble de sa carrière.

En 2003, il sera récompensé d'un Golden Globe de la meilleure chanson originale à Beverly Hills en Californie pour The Hands That Built America...

En janvier 2005, en marge du Forum économique mondial de Davos, il participe au lancement d'un label de produits Product Red...

Il a été reçu plusieurs fois au Vatican, par les papes Jean-Paul II et Benoît XVI...

En février 2003, le président français Jacques Chirac le nomme Chevalier de la Légion d'honneur. En décembre 2005, Bono est déclaré personnalité de l'année 2005 par le magazine américain Time pour son combat en faveur de l'Afrique, aux côtés de Bill Gates et de sa femme Melinda Gates. En janvier 2006, il reçoit le prix des médias allemands, toujours pour ses actions humanitaires.

En mars 2007, sur proposition du premier ministre britannique Tony Blair, il est fait chevalier de l'Ordre de l'Empire britannique par la reine d'Angleterre pour ses nombreuses actions humanitaires, mais ne peut porter le titre de Sir, car il n'est ni citoyen britannique ni citoyen d'un pays membre du Commonwealth, il peut cependant apposer à sa signature les lettres KBE (Knight of the British Empire). Tony Blair avait affirmé[réf. nécessaire] qu'il recevait cet honneur pour avoir ouvert les yeux aux dirigeants du G8 sur les besoins accrus d'aide au développement en Afrique. Bono a déclaré être flatté de cet honneur et espérer qu'il lui sera utile pour ses représentations.

Il a été en lice pour le prix Nobel de la paix en 2003, en 2005 et en 2006.

Il a fait partie à deux reprises de la liste des hommes les plus influents du monde dressée par le magazine Time en 2004 et en 2006.

Il est « Homme de la paix » 2008.

Il est nommé Commandeur de l'ordre des arts et des lettres par la ministre de la culture française, Aurélie Filipetti en juillet 2013.

Fin 2006, pour échapper à une réforme irlandaise qui est revenue sur le répit fiscal accordé aux royalties, le groupe a transféré aux Pays-Bas le siège de U2 Limited, société qui gère environ un tiers de la fortune de la formation, ce qui suscite quelques réactions en raison des engagements politiques du groupe et de Bono en particulier. U2 est le groupe de musique qui a généré les revenus les plus importants en 2005 dans le monde¹⁸. Or, aux Pays-Bas, les redevances sont pratiquement exemptes de toute fiscalité.

En novembre 2017, il est mentionné dans l'enquête des Paradise Papers. En ayant investi dans une entreprise basée sur l'île de Malte, Bono aurait participé à hauteur de 5,1 millions d'euros à la construction d'un centre commercial en 2007 dans une petite ville de Lituanie, un pays qu'il n'aurait jamais visité, que ce soit seul ou pour une tournée avec son groupe. Wikipédia.org

Soros avait invité quelques amis à son troisième mariage en 2013 dont l'incontournable Bono.

En anglais, je n'ai pas le temps de traduire.

- George Soros ties the knot - pagesix.com September 22, 2013

Billionaire George Soros was married Saturday a lavish ceremony followed by a wedding party with guests including Bono and IMF chief Christine Lagarde.

Soros, the 83-year-old investor and philanthropist, married health-care consultant Tamiko Bolton, 42, in front of a small group of friends and family, including his five children, at his Bedford estate, which Soros bought in 2003 from "Jurassic Park" author Michael Crichton.

The intimate wedding ceremony was followed by a reception at 4:30 p.m. with more than 500 guests at the Caramoor estate in nearby Katonah. Guests included World Bank President Jim Yong Kim and foreign leaders, including Hendrik Toomas Ilves, president of Estonia; Ellen Johnson Sirleaf, president of Liberia; and Edi Rama, prime minister of Albania.

Also on hand were Gov. Cuomo, House Democratic Leader Nancy Pelosi and California Lt. Gov. Gavin Newsom, as well as hedge-fund titans Paul Tudor Jones and Julian Robertson, British businessman Jonathan Adair Turner, also known as Baron Turner of Ecchinswell, and Italian Foreign Minister Emma Bonino.

Wedding speakers included former UN Secretary-General Kofi Annan and Columbia Professor Anya Schiffrin, wife of Nobel Prize-winning economist Joseph Stiglitz. pagesix.com September 22, 2013

Un pédophile attardé et une prostituée...

Kofi Annan qui est décédé il y a quelques jours et que la "communauté internationale" a couvert de louanges, on se disait bien aussi...

Pour ceux qui ne le savent pas, quand les médias font référence à la communauté internationale, elle se réduit aux Etats-Unis et ses vassaux.

[Qui sème la guerre récolte la révolution socialiste ou la révolution nationale-socialiste, devinez laquelle favorise la situation ?](#)

Après les émeutes racistes de Chemnitz, l'Allemagne inquiète - liberation.fr 28 août 2018

Sidéré, le pays a vu cette ville de Saxe s'embraser deux soirs consécutifs, dimanche et lundi, après la mort d'un homme dans la nuit de samedi à dimanche, qui a suivi une «altercation». Deux suspects, un Syrien et un Irakien, ont été arrêtés.

Dimanche soir, à la suite de ce fait divers, un agglomérat de militants de l'AfD (extrême droite), du mouvement islamophobe Pegida et de hooligans du club de football ultra Kaotic Chemnitz ont défilé dans la rue sur l'air de «Nous sommes le peuple» ou «Les étrangers dehors». Ce premier soir, ils étaient environ 800. Sur des vidéos, on voit des skinheads qui pourchassent dans la rue des personnes ayant l'air «étranger» ; c'est-à-dire non blanches.

Lundi soir, le nombre de «manifestants» a grossi : au moins 6 000 personnes, selon le dernier bilan de la police, ont défilé dans la rue, face à un millier de contre-manifestants. Des individus ont été vus en train de faire le salut hitlérien, interdit en Allemagne: dix procédures préliminaires ont été engagées. Toujours selon la police, on dénombre 20 blessés, dont deux policiers. Les forces de l'ordre ont reconnu dans la soirée avoir cruellement manqué d'effectifs. Ils étaient 591.

«Guerre civile»

«Le degré de haine, d'agressivité et de mépris a choqué même l'observateur chevronné de Pegida», commentait mardi matin le correspondant dans la Saxe du quotidien de gauche Die Tageszeitung, parlant de «guerre civile». «Lorsque des foules excitées d'extrême droite créent de l'agitation au cœur de l'Allemagne et que l'Etat de droit est dépassé par les événements, cela rappelle un peu la situation de la République de Weimar», écrit pour sa part Der Spiegel.

A gauche, beaucoup accusent Seehofer (Le ministre de l'Intérieur CSU - ndlr), figure de proue d'une politique migratoire très durement antiréfugiés, d'avoir soufflé sur les braises. «La foule raciste de Chemnitz n'est pas tombée du ciel», a commenté la porte-parole du parti de gauche Die Linke au Bundestag, Ulla Jelpke, dans les colonnes du journal Die Zeit. «Seehofer et Cie, avec leurs élans antiréfugiés, ont clairement leur part de responsabilité dans cet échauffement du climat social.» liberation.fr 28 août 2018

- Manifestations anti-migrants en Allemagne : Merkel dénonce «la haine de la rue» - leparisien.fr 28 août 2018

A l'origine de ce déferlement de haine, la mort d'un Allemand de 35 ans, poignardé dimanche matin en marge d'une fête locale. Les deux suspects de cet homicide, un Syrien de 22 ans et un Irakien de 23 ans, sont soupçonnés d'avoir « sans justification, à plusieurs reprises, porté des coups de couteau à la victime, à la suite d'une altercation », selon le Parquet.

Pour le parti social-démocrate, membre de la coalition gouvernementale d'Angela Merkel, ces manifestations s'inscrivent dans un contexte de raidissement idéologique au plan national et international. Pour l'extrême droite allemande, cet événement est l'occasion de mobiliser l'opinion contre l'immigration et la politique du gouvernement d'Angela Merkel, à qui elle reproche d'avoir laissé entrer plus d'un million de demandeurs d'asile venant notamment de Syrie et d'Irak, en 2015 et 2016.

L'hebdomadaire allemand Der Spiegel va jusqu'à comparer ces démonstrations de force à « la situation de la République de Weimar ». Une référence au régime politique démocratique né en Allemagne dans le sillage de la Première Guerre mondiale, qui dut affronter régulièrement des tentatives de déstabilisation dans la rue et finit par disparaître lors de la prise du pouvoir d'Adolf Hitler en 1933.

Pour le chef de la diplomatie, Heiko Maas, ce sursaut d'extrême droite doit être pris au sérieux : « Il représente une menace pour la cohésion de nos sociétés. Nous devons tout faire pour défendre [...] la démocratie et la liberté, pas seulement à Chemnitz, mais partout dans le monde ». Josef Schuster, le chef du Comité central des Juifs en Allemagne, a lui aussi exprimé ses inquiétudes, jugeant que « chaque citoyen avait le devoir de s'élever contre les mouvances d'extrême droite ».

Mardi après-midi, une nouvelle manifestation prévue à Dresde, où l'extrême droite est fortement implantée, n'a rencontré que peu d'écho. leparisien.fr 28 août 2018

On retiendra : "Nous devons tout faire pour défendre [...] la démocratie et la liberté" qu'incarne évidemment le gouvernement Merkel et le patronat allemand. Si l'extrême droite ne menace pas directement le régime ou ne peut pas parvenir au pouvoir, au moins elle sert à légitimer celui qui est en place, qui peut ensuite continuer d'appliquer tranquillement sa politique antisociale et impérialiste.

Qui est encore dupe des tenants et des aboutissants de cette irruption soudaine de réfugiés en Europe ?

Un Internaute.

- "Vouloir faire croire que seule l'extrême droite veut stopper l'afflux de migrants relève de l'imposture médiatique."

LVOG - Pour montrer à quel point la pseudo-gauche et extrême gauche est démagogique, sordide, vendue, quand il s'agit de défendre la liberté d'expression cela ne les dérange pas de s'encanailler avec les médias-oligarques ou de se retrouver au côté de personnages peu fréquentables au prétexte que leurs intentions seraient différentes ou opposées, là ils ne sont pas à court d'arguments pour justifier leur position, mais quand il s'agit de s'opposer à une machination montée de toutes pièces par l'Otan, là étrangement ce prétexte ne fonctionne plus, par crainte de passer pour des réactionnaires ou par pur dogmatisme, ils ne peuvent pas adopter une autre position car ils seraient incapables de la défendre.

L'opportunisme et le gauchisme se combinent pour alimenter l'extrême droite, qu'ils vont ensuite prétendre combattre pour qu'on oublie le rôle sinistre qu'ils ont joué et se faire passer pour des gens de gauche ou opposés au régime qu'en réalité ils servent.

Ils prétendent combattre leur impérialisme en dénonçant l'origine de cet exode, les guerres qu'il a fomenté au Moyen-Orient et en Afrique, mais quand il s'agit d'en analyser les conséquences en prenant en compte tous les facteurs ou acteurs qui composent la situation, là ils procèdent à une sélection minutieuse, à une censure de certains d'entre eux en occultant soigneusement ceux que les auteurs de cette machination se sont justement employés à faire disparaître pour finalement leur emboîter le pas.

Autrement dit, leur attention ne porte que sur le sort de ces réfugiés, et encore, car le destin qui les attend dans le meilleur des cas est loin d'être enviable, et ils ignoreront totalement celui des travailleurs allemands avec lesquels ils entreront en concurrence, et qui en réaction renoueront avec des préjugés que l'on croyait disparus à jamais ou en feront surgir de nouveaux, en prenant très mal d'être ainsi culpabilisés, alors que pas un seul peuple dans le monde se comporterait autrement face à un afflux massif d'étrangers dans leur pays, qui plus est ayant un mode de vie très éloigné du leur, pire, qu'on leur impose en les traitant de xénophobes ou de racistes, ce qui a le don de faire naître ces préjugés, ce serait l'objectif recherché qu'ils ne s'y seraient pas pris autrement.

On est bien en présence de la même logique qui voit une minorité détenir le pouvoir et gouverner au détriment de la majorité, où c'est une minorité qui impose sa volonté à la majorité du peuple qui doit la subir.

Personnellement je vis en Inde depuis 22 ans, j'appartiens à une infime minorité d'occidentaux installés dans ce pays, et bien je peux vous dire qu'en dehors de chez moi, jamais, nulle part, en aucune manière mon mode de pensée ou mon mode de vie n'est pris en considération. Aucune de mes valeurs ou des principes auxquels je suis attaché n'existent en dehors de ma tête, et quand il me prend de les extérioriser ou de vouloir les faire valoir, on me remet en place ou on me fait comprendre qu'ici les gens pensent et vivent différemment et que c'est à moi de m'y adapter ou de faire mes valises, sans que je ne traite la personne de xénophobe, de nationaliste ou de raciste, elle a raison et je lui dis en m'excusant si j'en ai l'occasion.

Car voyez-vous, je considère que ce principe de respect est inaliénable, il constitue la base de tous nos rapports en tant que membre de la même classe d'exploités, la base de l'unité de notre classe à l'échelle mondiale sans laquelle nous ne vaincrons jamais notre ennemi, le capitalisme, notre unique ennemi. Et quand on s'en tient à ce principe, on ne porte pas de jugement sur nos semblables qui sont si différents de nous, du coup on ne peut pas devenir xénophobe ou raciste, car on a en permanence à l'esprit les conditions qui sont à l'origine de nos différences, de ce que l'on est, de notre manière de nous comporter, il n'y a que dans les cas extrêmes où une personne attende à des principes qui sont universels, comme par exemple voler son voisin, que l'on est en droit de la rappeler à l'ordre.

Ce serait trop long de vous raconter les rapports que j'ai avec les Indiens, j'ai eu l'occasion d'aborder ce sujet dans de nombreuses causeries. En gros, on ne peut pas vivre ensemble, alors chacun chez soi. C'est encore le seul moyen de se supporter, car j'ai besoin de vivre selon mon mode de vie sans que quelqu'un empiète dessus ou me pose des problèmes, j'ai déjà mon lot comme tout le monde! Et puis, je ne tiens ni à me disputer avec des gens inutilement, ni à essayer de les convaincre de respecter mes principes, je pense que c'est mieux ainsi pour tout le monde, ce qui nous permet d'avoir des relations disons normales, sans plus. Cela ne m'empêche pas de prêter de l'argent ou de rendre des services gratuitement à un tas d'Indiens ou sans rien en attendre en retour, comme on dit tout le plaisir est pour moi et je les en remercie, je précise car entre eux ce n'est pas le cas, et de les respecter scrupuleusement. C'est la seule satisfaction que je tire de nos rapports en sachant qu'il est impossible d'en espérer davantage. C'est peu et beaucoup à la fois, car ce n'est pas toujours facile de respecter les autres en toutes circonstances, il suffit d'une méprise pour adopter une attitude injuste, qui à leurs yeux sera injustifiée, et c'est vite arrivé...

S'agissant de ce qui se passe en Allemagne, évidemment que les manifestations violentes de l'extrême droite sont intolérables.

Mais ce qui me met hors de moi ou que je ne supporte pas, c'est qu'on feint d'en ignorer les raisons dont certaines sont légitimes ou tout du moins compréhensibles. Mettez-vous un instant à la place d'un travailleur allemand pauvre, qui est au chômage ou qui a un salaire misérable, qui vit dans un taudis ou à la rue, quand il apprend qu'un million d'étrangers débarquent et qu'on va leur fournir un emploi et un logement et qu'ils vont s'estimer heureux ainsi, tout du moins provisoirement, il va prendre cela pour une provocation intolérable, alors qu'il se sent abandonné à son triste sort. Il ne faut pas perdre de vue qu'il n'a pas du tout conscience de ce qui se passe réellement, il est instrumentalisé au même titre que ces réfugiés. Il risque de porter une oreille attentive au discours de l'extrême droite, et par dessus le marché on va l'accuser d'être raciste ou le culpabiliser, ce qui sera le meilleur moyen pour qu'il se radicalise ou pour renforcer sa première réaction au point de se persuader qu'elle était juste, voilà comment on gagne des travailleurs aux thèses de l'extrême droite.

On semble avoir oublié que la xénophobie ou le racisme n'apparaissent pas spontanément ou ne sont pas présents dans la tête des travailleurs, ce sont les conditions qu'on leur impose qui vont les sensibiliser à ces notions détestables. Pourquoi ? Mais parce qu'on ne tient pas compte de ces conditions, puisqu'on se penche uniquement sur le sort des réfugiés sans même se demander qui a ouvert les vannes à cette immigration massive, comment elle a été organisée, planifiée, à qui elle profite réellement, à personne hormis le patronat, l'oligarchie.

Cela étonne-t-il quelqu'un que le mouvement ouvrier y soit associé ? Moi, pas du tout. Mais combien sommes-nous à nous poser ces questions, à réfléchir, à aborder la situation autrement que comme nous la présentent les représentants de l'Otan, de l'oligarchie, en demeurant strictement sur notre terrain de classe, au lieu d'être sensible aux émotions qu'elle provoque et sur lesquelles est construite la propagande de nos ennemis ?

ACTUALITE EN TITRES

Libération fer de lance de la réaction

- Une démission recyclée aussi sec - Liberation.fr 28.08

L'opposition, tous bords confondus, saute sur l'occasion du départ de Hulot pour accabler le gouvernement. Liberation.fr 28.08

- Thierry Coste sur le départ de Nicolas Hulot: "C'est pas très glorieux pour le n°3 du gouvernement" - Le HuffPost 28.08

Voilà qui l'est assurément !

- Besançon : la justice rejette l'un des recours déposés contre «l'arrêté anti-mendicité» - Liberation.fr 28.08

Mais certains s'inquiètent...

- La démission de Hulot, nouvelle épine dans le pied de Macron - Reuters 28.08

- Départ de Hulot, affaire Nyssen, budget critiqué : la rentrée du gouvernement torpillée - LeParisien.fr 28.08

L'Empire menace.

- Brésil : L'armée déployée à la frontière avec le Venezuela - Reuters 28.08

- Pérou : Lima décrète l'urgence sanitaire face à l'exode de Vénézuéliens - Reuters 28.08

- La Birmanie rejette le rapport de l'ONU sur les "crimes" de son armée contre les Rohingyas - AFP 28.08

- Les Etats-Unis ont récusé mardi la compétence de la Cour internationale de justice dans la procédure engagée par l'Iran. - Liberation.fr 28.08

- Mattis ne prévoit pas de suspendre d'autres manoeuvres avec la Corée du Sud - Reuters 28.08

- L'ONU demande que le chef de l'armée birmane soit poursuivi pour «génocide» - LeFigaro.fr 28.08

ACTUALITÉ DU JOUR

Débarrassons-nous de «l'ancien monde» !

- Medef : devant les patrons, Edouard Philippe en phase avec «l'ancien monde» - Liberation.fr 28.08

En ouverture de la vingtième université d'été du syndicat des grands patrons, le Premier ministre a défendu la politique «pro-entreprises» de son gouvernement...

Une crise ? Quelle crise ? Ce mardi, peu après l'heure du déjeuner, Edouard Philippe est venu jouer au VRP des réformes de sa majorité devant les patrons réunis à Jouy-en-Josas (Yvelines) pour l'université d'été du Medef. Et ce n'est pas la démission de Nicolas Hulot le matin même qui allait bousculer son propos...

Edouard Philippe est venu défendre sa politique. Il faut dire que le nouveau patron des patrons, Geoffroy Roux de Bézieux, avait l'air contrarié, la veille, apprenant que le gouvernement avait choisi de repousser (du 1er janvier au 1er octobre 2019) une baisse de quatre points de cotisations patronales au niveau du smic et décidé d'augmenter le cinquième acompte d'impôt sur les sociétés pour les grandes entreprises.

Avant de laisser sa place à Philippe à la tribune, Roux de Bézieux l'a prévenu : «Les mesures annoncées par Bruno Le Maire hier sont un très mauvais signal.» Certes, Roux de Bézieux a salué un «gouvernement [qui] a redonné la confiance aux entrepreneurs» avec la réforme du code du travail et la fin d'une «surtaxation du capital» et demandé à ses troupes de «renvoyer la balle» en investissant dans de nouvelles entreprises. Mais il a aussi rappelé sa «ligne rouge» : «Ne pas alourdir les charges.»

Sans nouvelles annonces, Edouard Philippe a cajolé son hôte, listant ce qu'il compte faire voter à la rentrée : suppression d'une vingtaine de petites taxes, suppression ou gel de seuils, simplification des procédures de transmission et création d'un guichet unique pour les créateurs d'entreprise, réforme de l'intéressement, de la participation et de l'actionnariat salarié... Il a surtout insisté sur un mot qu'ici, tout le monde adore : la «compétitivité».

Quant aux réformes sociales, il s'est aussi voulu rassurant. Avant de revoir, dans deux jours à Matignon, le président du Medef pour ouvrir les discussions sur l'assurance-chômage et la santé au travail, il a insisté sur le «problème d'appétence» de certains demandeurs d'emploi. «L'assurance-chômage doit mieux responsabiliser tous ceux qui ont besoin de revenir vers l'activité.» Les patrons l'ont bien applaudi. Liberation.fr 28.08

Libération jubile !

Hier ils condamnaient le voyeurisme.

- Topless : «Les femmes se considèrent suffisamment libérées pour ne plus avoir à le prouver» - Liberation.fr 28.08

Symbole de liberté pour les femmes à l'origine, les seins nus sont de plus en plus rares sur les plages françaises. Une pratique dont les femmes ne trouvent plus la nécessité, selon Janine Mossuz-Lavau, directrice de recherches au Cévipof (CNRS, Sciences-Po).

- Dans la BD "Pénis de table", cette discussion entre hommes révèle ce qu'il faut savoir sur l'orgasme masculin - Le HuffPost 28.08

- Sur France Inter, Constance se met seins nus pour dénoncer les "puritains moralisateurs" - Le HuffPost 28 août 2018

"La poitrine, les doudounes, les nénéés, les lolos, les nibards, les nichons, les roberts, les flotteurs", les seins quoi. Voilà le thème de la "Chronique de Constance" de ce mardi 28 août dans l'émission "Par Jupiter" sur France Inter. Dans le studio de la radio qui a vu Nicolas Hulot annoncer sa démission dans la matinée, l'humoriste a conclu l'après-midi en feu d'artifice en dévoilant ses seins. (Quel délire ! Jupiter doit se contenter d'oeufs au plat refroidis, pendants et tout frippés. - LVOG)

"Mais pourquoi diable, Constance, est-ce que tu nous parles de ta poitrine aujourd'hui et pas plutôt de ton anus", a lâché la chroniqueuse au début de son billet.

Toujours habillée d'une robe d'été, la comédienne a rappelé que dimanche dernier était "la journée mondial du topless", un

événement "largement boudé à Kaboul" mais aussi "en France où régulièrement des scandales éclatent quand les femmes osent allaiter leur bébé dans un endroit public, ou même se mettre seins nus sur une plage (...), explique-t-elle en pointant du doigt les "puritains et les moralisateurs".

"Il faut faire la nique à ces moralisateurs qui nous disent qu'on est pervers avec notre peau qu'on aère alors que eux ils ont juste un problème avec leur zizi", lâche-t-elle avant de se mettre poitrine à l'air provoquant l'hilarité du studio... Le HuffPost 28 août 2018

C'est le type même d'une personnalité psychopathique : impulsivité, instabilité, intolérance à la frustration... (Le Grand Robert de la langue française).

Du fait que le corps de la femme mais aussi de l'homme fait l'objet de convoitise et de commerce, ils ne doivent pas être exposé dans des positions suggestives propre à déclencher des pulsions agressives et parfois incontrôlables, violentes dans des lieux où personne ne peut garantir leur sécurité, dont en général les lieux publics, hormis ceux qui leur sont réservés, comme certaines plages qui accueillent des nudistes.

Vous voyez, on aborde tous les sujets.

Quand une femme adopte une tenue provocante, elle ne doit pas s'étonner que les hommes la regardent ou qu'elle fasse naître chez eux consciemment ou non un désir sexuel, et qu'il se trouve des détraqués parmi eux pour les tripoter, des maniaques pour les violer, ce que personne n'est censé ignorer, n'est-ce pas?

Et puis, c'est un truc de femme d'avoir une tenue provocante, cela n'existe pas chez les hommes. Ce sont des dandies, des excentriques, des tops modèles, des gravures de mode, des belles gueules ou des corps d'Apollon, elle privilégie la forme au fond, en fait comme l'homme !

Le désir qui naît au-delà du désir charnel n'est pas forcément voué à connaître un destin meilleur, bien qu'il soit plus raffiné ou élégant. Autrement dit il ne faut pas non plus s'attendre à régler cette question en continuant de vivre dans cette société puritaine ou de dépravés. C'est un véritable numéro d'équilibriste de ne pas verser dans l'une ou dans l'autre.

Il faut ressentir une certaine vibration pour avoir envie de l'autre, donc je préfère que ce soit la femme qui prenne l'initiative de la manifester en premier, ce qui exclut que je touche une femme, sauf éventuellement celles qui manifestent cette disposition, et encore, à condition de me tendre la main, ce qui fut déjà rare dans le passé, et encore plus depuis que je suis vieux, mais pas un vieux cons !

Il y a des hommes comme moi qui sont sensibles au charme ou aux qualités d'une femme, et il y en a d'autres qui privilégient l'usage sexuel qu'ils pourraient en faire. Evidemment, quand ils sont animés de telles intentions, il ne faut pas s'attendre à ce qu'ils respectent les autres en général.

La pornographie, la prostitution qui s'affiche à travers les médias jusqu'au sommet de l'Etat ou de l'oligarchie (Soros), ne concourent pas à valoriser les femmes, bien au contraire. Que ce soit le seul moyen qu'aient trouvé certaines femmes pour se mettre en valeur ou avoir l'impression d'exister en dit long sur la dégénérescence ou la décadence de la société.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grèce

Tsipras remanie son gouvernement avant les élections de 2019 - Reuters 28 août 2018

Le Premier ministre grec Alexis Tsipras a remanié mardi son gouvernement dans la perspective des élections législatives de l'an prochain.

Les élections législatives en Grèce ont lieu tous les quatre ans. Actuellement, dans les sondages, Syriza est crédité de 5,3 à 11,6% de moins que la Nouvelle démocratie (ND, droite), en tête des intentions de vote. Les élections législatives sont prévues à l'automne 2019. Reuters 28 août 2018

Abstention plus émiettement des votes et la Nouvelle démocratie prend le relais, émiettement politique qui est le produit

de l'atomisation sociale et de toutes les formes de corporatisme ou de communautarisme qu'on ne parvient pas à éviter ou à dépasser pour se réapproprié un état d'esprit collectif et affronter uni le régime.

Syriza et Tsipras sont à vomir, sans ne jamais leur avoir prêté de bonnes intentions pour les travailleurs grecs.

Syrie

- L'Iran réaffirme sa volonté de maintenir une présence militaire en Syrie - Reuters 28 août 2018

L'Iran va maintenir sa présence militaire en Syrie malgré les pressions insistantes des Etats-Unis, a affirmé mardi l'attaché militaire iranien à Damas, Abolqassem Alinejad.

L'Iran et la Syrie ont signé un accord de coopération militaire à l'occasion de la visite le week-end dernier à Damas du ministre iranien de la Défense Amir Hatami.

Les Etats-Unis ont encore exigé la semaine dernière, par la voix du conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, John Bolton, le retrait des forces iraniennes de Syrie.

"La poursuite de la présence de conseillers (militaires) iraniens en Syrie fait partie de l'accord de coopération militaire signé entre Téhéran et Damas", a déclaré à l'agence de presse iranienne Irna l'attaché militaire iranien dans la capitale syrienne.

Cette présence inquiète aussi les Israéliens mais l'Iran souligne que ses militaires sont en Syrie à l'invitation du président Assad et qu'il n'est pas question de les retirer dans un avenir proche.

L'accord de coopération militaire irano-syrien insiste sur la nécessité de garantir la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Syrie, a poursuivi Abolqassem Alinejad.

"L'Iran aidera la Syrie à nettoyer les champs de mines disséminés à travers le pays (...) et à reconstruire les installations militaires endommagées par la guerre", a-t-il dit. Reuters 28 août 2018

Etats-Unis

L'AFP se désolé ! McCain qui a appris aux républicains "à tendre la main aux démocrates" n'est plus.

- Après McCain, les voix républicaines anti-Trump se font plus rares - AFP 29 août 2018

Le décès de John McCain, franc-tireur parmi les sénateurs républicains, laisse les élus de son parti sans successeur évident pour s'opposer au président américain Donald Trump.

Plusieurs des voix rebelles ont renoncé à se représenter aux élections parlementaires de novembre et quitteront le Sénat en janvier.

C'est le cas de Jeff Flake, sénateur de l'Arizona comme John McCain, et de Bob Corker, qui étaient allés en 2017 jusqu'à accuser Donald Trump d'être un "danger" pour la démocratie.

"Il n'y a peut-être pas de place pour un républicain comme moi" dans le parti actuel, avait lancé Jeff Flake en annonçant qu'il ne se représenterait pas le 6 novembre, lorsqu'un tiers du Sénat et l'ensemble des sièges de la Chambre des représentants seront en jeu.

Il a encore rendu un hommage appuyé à John McCain, lundi soir dans l'hémicycle: "Nous devons à sa mémoire d'au moins essayer de lui ressembler un peu plus".

Les républicains qui retournaient au Sénat pour la première fois depuis son décès ne montraient en tout cas pas d'empressement à reprendre le flambeau anti-conformiste.

En larmes, le sénateur Lindsey Graham, ami proche de John McCain mais aussi proche de Donald Trump, a rendu hommage à celui qui lui a appris à tendre la main aux démocrates.

"Il m'a appris que les principes et les compromis n'étaient pas incompatibles", a-t-il déclaré mardi dans l'hémicycle, à côté du pupitre de John McCain...

Avant lui aussi de rejeter l'habit de successeur. "Ne vous tournez pas vers moi pour remplacer cet homme".

- Plus admiré par les démocrates? -

Avec le décès de John McCain samedi à 81 ans, d'un cancer du cerveau, la mue du Grand Old Party vers le "parti de Trump" semble bien se confirmer.

Car l'ancien magnat de l'immobilier reste très populaire auprès de la base du parti. Et peu sont ceux qui semblent prêts à s'attirer ses foudres à l'approche des élections parlementaires.

Déjà, le successeur de John McCain pourrait être plus conservateur. Il sera nommé par le gouverneur de l'Arizona, Doug Ducey, qui joue lui aussi son poste en novembre et fait face à un choix délicat.

"M. McCain était devenu à la fin de sa vie une figure qui divisait profondément les républicains, et peut-être plus admirée des démocrates au niveau national, à cause de ses critiques du président et les critiques que le président lui avait adressées", a analysé Kyle Kondik, expert en politique américaine à l'université de Virginie, lors d'une conférence de presse mardi.

Le gouverneur Ducey se retrouve face à un choix délicat: il pourrait nommer l'épouse du sénateur, Cindy McCain, avancent certains médias. Mais cette dernière est "probablement plus à gauche que son époux", remarque Kyle Kondik.

A l'inverse, s'il choisit un sénateur trop à droite, ce dernier pourrait avoir du mal à conserver son siège lorsqu'il sera en jeu en 2020.

Le chef des démocrates à la chambre haute, Chuck Schumer, a commencé à rassembler mardi, de concert avec Jeff Flake, les signatures de sénateurs partisans de renommer l'un des bâtiments du Sénat en son hommage. AFP 29 août 2018

"McCain était (...) peut-être (une figure) plus admiré des démocrates au niveau national", et il y en a qui espèrent encore tirer quelque chose de ce parti, autant dire qu'il n'y a rien à en attendre... d'eux.

[Haut de page ↗](#)



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries septembre 2018

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 4 septembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Causerie au format pdf (22 pages)

La causerie d'août est disponible au format pdf, 178 pages, tu parles de vacances !

J'ai posté trois commentaires sur le blog Les Crises à la suite d'un article sur les banques. Et je dois avouer à ma grande surprise (feinte) que j'ai plus de succès qu'avec les internautes qui se connectent à mon portail, c'est le comble ! On se détend un peu, est-ce que j'ai l'air crispé franchement ?

Et pourtant j'aurai de quoi l'être depuis que la CNAV a cessé de me verser ma retraite depuis le mois de mai. Attendez, hier j'ai reçu un message m'apprenant que ma situation pourrait être régularisée au mieux d'ici 4 à 6 semaines ! Quel recours ai-je pour faire valoir mes droits ? Absolument aucun. J'invite les agents de la CNAV à boycotter la journée d'action bidon du 9 octobre pour ne pas retarder davantage le traitement de mon dossier...

Heureusement que j'ai pensé à faire des réserves au cas où, comme l'on dit, j'ai de quoi tenir au moins 2 ans! J'ai peut-être l'air con et la vue basse (ou qui baisse c'est vrai), mais depuis que je consacre un peu plus de temps à mes propres affaires, je ne me laisse plus prendre au dépourvu. Quand on est seul à gérer ses propres affaires, on a intérêt à ne pas se laisser aller.

Certains lecteurs ou ex-lecteurs me prennent pour un sale type parce que je ne soutiens pas la vague de migration massive orchestrée par l'Otan, pour un peu je serais un raciste qui s'ignore ou je ne vaudrais pas mieux que l'extrême droite.

Bien que je sois en proie à des difficultés financières à cause de la CNAV, je viens de prêter sans intérêt 300.000 roupies au fils de ma compagne Selvi, un Indien, un tamoul, qui plus est aussi foncé de peau que sa mère, quelle horreur ! Un grand dadais de 28 ans bête et faible. Jayanti, une jeune femme de mon village, m'a emprunté 2.000 roupies la semaine dernière pour faire face à une dépense imprévue, alors qu'elle et son époux n'ont pas encore touché leurs paies. Kajelveli, ma voisine, est venue téléphonée chez moi, le lendemain elle m'a emprunté 40 roupies pour acheter de quoi manger, je lui ai également fourni deux kilos de riz, et hier elle est revenue me réclamer deux tomates et deux oignons pour préparer le dîner, alors qu'elle ne m'a jamais remboursé les 340 roupies qu'elle me doit depuis je ne sais plus combien de temps, et ainsi de suite. Vous comprenez pourquoi je me fous éperdument de ce pensent de moi ces lecteurs.

J'ai constaté que la musique que j'ai mise en ligne n'avait pas eu plus de succès que le reste, c'est révélateur, c'est logique en somme ! Il en faut plus pour me démonter. On se marre bien quand même.

Luka Šulic et de Stjepan Hauser sont des violoncellistes de génie, comme quoi l'homme est encore capable du meilleur, c'est rassurant, non ? Souriez, c'est pour la photo, merde !

Bon, l'actualité n'est pas de nature à être optimiste, certes, aussi faut-il puiser en nous-même la force qui nous permet de passer cette épreuve difficile, encore faut-il que cela ne sonne pas creux évidemment, d'où ces causeries qui nous fournissent la substance pour tenir le coup ou affronter toutes les situations sans y perdre son âme comme aurait dit Marx.

Il est vrai qu'au cours de notre vie on va de désillusion en désillusion, mais on doit reconnaître qu'on y est quelque part pour quelque chose, il faut être honnête jusqu'au bout, sinon à quoi bon, surtout quand on devient vieux. Et qu'on ne vienne pas nous dire qu'on n'aurait plus rien à perdre quand on est encore bourré d'illusions.

Ma compagnie vous est toujours aussi désagréable, soit, je me passerai de la vôtre ! Vous l'aurez cherché ! Parfois je pense à Molière, à Audiard... Et en plus cela a le don de me mettre de bonne humeur, vous voyez que je ne peux pas être animé de mauvaises intentions, comment le pourrais-je en consacrant ma vie aux autres et à notre cause.

C'est désolant de devoir toujours se justifier, mais je conçois très bien que ce soit indispensable ici avec tous les charlatans qui sévissent sur le Net ou dans nos rangs. Avec mon entourage ou les Indiens que je croise régulièrement et qui m'apprécient, je procède de même.

Je les provoque pour tester les sentiments qu'ils ont envers moi, alors que pour moi l'essentiel ce sont les principes ou les valeurs que je respecte, que j'applique, au point qu'ils me détestent et renient leurs sentiments pour évaluer leur sincérité ou leur hypocrisie, et je crois avoir discerné que leurs sentiments demeuraient intacts, ce qui me fait dire que je dois être sincère. C'est d'ailleurs à cela que devait servir cet exercice, qui consistait à tester ma sincérité à travers celle des autres. Vous voyez à quel point on a besoin des autres pour progresser. Un bel exemple, non, je ne parle pas de moi évidemment, sans vouloir me livrer à une figure de style. C'est je pense un de nos biens les plus précieux ou une de nos qualités les plus précieuses.

Qu'on les raccourcissent !

Voilà qui convient très bien également à l'ensemble des oligarques, banquiers, hommes d'affaires, actionnaires du CAC40, patrons des quelque 2.000 grandes entreprises, spéculateurs, boursicoteurs, etc.

K . Marx - F. Engels - Luther montre très bien, par l'exemple de l'usurier, ce capitaliste de forme démodée, mais toujours renaissant, que le désir de dominer est un des mobiles de l'auri sacra fumes. « La simple raison a permis aux païens de compter l'usurier comme assassin et quadruple voleur. Mais nous, chrétiens, nous le tenons en tel honneur, que nous l'adorons presque à cause de son argent. Celui qui dérobe, vole et dévore la nourriture d'un autre, est tout aussi bien un meurtrier (autant que cela est en son pouvoir) que celui qui le fait mourir de faim ou le ruine à fond. Or c'est là ce que fait l'usurier, et cependant il reste assis en sûreté sur son siège, tandis qu'il serait bien plus juste que, pendu à la potence, il fût dévoré par autant de corbeaux qu'il a volé d'écus; si du moins il y avait en lui assez de chair pour que tant de corbeaux pussent s'y tailler chacun un lopin. On pend les petits voleurs... les petits voleurs sont mis aux fers; les grands voleurs vont se prélassant dans l'or et la soie. Il n'y a pas sur terre (à part le diable) un plus grand ennemi du genre humain que l'avare et l'usurier, car il veut être dieu sur tous les hommes. Turcs, gens de guerre, tyrans, c'est là certes méchante engeance; ils sont pourtant obligés de laisser vivre le pauvre monde et de confesser qu'ils sont des scélérats et des ennemis; il leur arrive même de s'apitoyer malgré eux. Mais un usurier, ce sac à avarice, voudrait que le monde entier fût en proie à la faim, à la soif, à la tristesse et à la misère; il voudrait avoir tout tout seul, afin que chacun dût recevoir de lui comme d'un dieu et rester son serf à perpétuité. Il porte des chaînes, des anneaux d'or, se torche le bec, se fait passer pour un homme pieux et débonnaire. - L'usurier est un monstre énorme, pire qu'un ogre dévorant, pire qu'un Cacus, un Géron, un Antée. Et pourtant il s'attife et fait la sainte-nitouche, pour qu'on ne voie pas d'où viennent les boeufs qu'il a amenés à reculons dans sa caverne. Mais Hercule entendra les mugissements des boeufs prisonniers et cherchera Cacus à travers les rochers pour les arracher aux mains de ce scélérat. Car Cacus est le nom d'un scélérat, d'un pieux usurier qui vole, pille et dévore tout et veut pourtant n'avoir rien fait, et prend grand soin que personne ne puisse le découvrir, parce que les boeufs amenés à reculons dans sa caverne ont laissé des traces de leurs pas qui font croire qu'ils en sont sortis. L'usurier veut de même se moquer du monde en affectant de lui être utile et de lui donner des boeufs, tandis qu'il les accapare et les dévore tout seul Et si l'on roue et décapite les assassins et les voleurs de grand chemin, combien plus ne devrait-on pas chasser, maudire, rouer tous les usuriers et leur couper la tête. » (Martin Luther, l. c.) (K . Marx : Le Capital - Livre I, Section VII)

L'origine de la discorde qui agite les deux clans de l'oligarchie vient de très loin.

K . Marx - F. Engels - "Cette savante dispute sur le moyen de répartir, de la manière la plus favorable à l'accumulation, entre le capitaliste industriel et le riche oisif, le butin pris sur la classe ouvrière, fut interrompue par la Révolution de Juillet." (K . Marx : Le Capital - Livre I, Section VII)

Si au lieu de juger on essayait de comprendre, on se porterait mieux.

K . Marx - F. Engels - Si terrible et si dégoûtante que paraisse dans le milieu actuel la dissolution des anciens liens de famille (324), la grande industrie, grâce au rôle décisif qu'elle assigne aux femmes et aux enfants, en dehors du cercle domestique, dans des procès de production socialement organisés, n'en crée pas moins la nouvelle base économique sur laquelle s'élèvera une forme supérieure de la famille et des relations entre les sexes. Il est aussi absurde de considérer comme absolu et définitif le mode germano-chrétien de la famille que ses modes oriental, grec et romain, lesquels forment d'ailleurs entre eux une série progressive. Même la composition du travailleur collectif par individus de deux sexes et de tout âge, cette source de corruption et d'esclavage sous le règne capitaliste, porte en soi les germes d'une nouvelle évolution sociales (325). Dans l'histoire, comme dans la nature, la pourriture est le laboratoire de la vie. (K . Marx : Le Capital - Livre I, Section VII)

Notes.

324 - V. F. Engels, l.c., p. 152, 178-83.

325 - « Le travail de fabrique peut être pur et bienfaisant comme l'était jadis le travail domestique, et même à un plus haut degré. » (Reports of Insp. of Fact. 31 st. oct. 1865, p.127.)

Selon que l'on considère que cette pourriture s'inscrit dans le cadre d'un processus historique ou qu'on l'aborde comme une abstraction sans tenir compte du processus historique dont elle est le produit provisoire, on en fera deux interprétations différentes, et les conclusions auxquelles on parviendra seront aléatoires, opposées ou erronées.

Tout état d'un élément ou d'un corps est le produit du mouvement de la matière à un moment donné. Qu'on ait besoin de décomposer ce mouvement en autant de fragments ou d'étapes de la transformation de la matière est indispensable pour saisir la nature ou la composition, le fonctionnement des différents éléments qui la composent, de les isoler du reste de la matière qui peut avoir une influence sur leur évolution, est une chose. Il n'en demeure pas moins que ce sont les rapports qu'ils entretiennent entre eux qui déterminera de quelle manière ces étapes s'enchaîneront, s'orienteront, et qui forgera leur destin.

On ne peut pas parler de prise de conscience, tant qu'on n'a pas à l'esprit l'ensemble de ce processus diachronique et synchronique, dialectique. Et comme il nous arrive à tous de ne pas l'avoir clairement en tête, on commet tous des erreurs d'appréciation, ce qui est somme toute naturel. Ce laboratoire de la vie qu'est la pourriture peut engendrer le pire comme le meilleur, tout dépend si on en prend conscience ou non, et s'agissant du meilleur, là c'est loin d'être acquis quand on baigne dans la plus inextricable des confusions qui consiste à le nier, on prend le risque de se condamner au pire et c'est bien dommage...

Défense du marxisme. Elargissons l'horizon de notre réflexion.

K. Marx - F. Engels - Supposé que le travail nécessaire à l'entretien du producteur et de sa famille absorbât tout son temps disponible, où trouverait-il le moyen de travailler gratuitement pour autrui ? Sans un certain degré de productivité du travail, point de temps disponible; sans ce surplus de temps, point de surtravail, et, par conséquent, point de plus-value, point de produit net, point de capitalistes, mais aussi point d'esclavagistes, point de seigneurs féodaux, en un mot, point de classe propriétaire (2) !

La nature n'empêche pas que la chair des uns serve d'aliment aux autres (3); de même elle n'a pas mis d'obstacle insurmontable à ce qu'un homme puisse arriver à travailler pour plus d'un homme, ni à ce qu'un autre réussisse à se décharger sur lui du fardeau du travail. Mais à ce fait naturel on a donné quelque chose de mystérieux en essayant de l'expliquer à la manière scolastique, par une qualité « occulte » du travail, sa productivité innée, productivité toute prête dont la nature aurait doué l'homme en le mettant au monde.

Les facultés de l'homme primitif, encore en germe, et comme ensevelies sous sa croûte animale, ne se forment au contraire que lentement sous la pression de ses besoins physiques. Quand, grâce à de rudes labeurs, les hommes sont parvenus à s'élever au-dessus de leur premier état animal, que par conséquent leur travail est déjà dans une certaine mesure socialisé, alors, et seulement alors, se produisent des conditions où le surtravail de l'un peut devenir une source de vie pour l'autre, et cela n'a jamais lieu sans l'aide de la force qui soumet l'un à l'autre.

A l'origine de la vie sociale les forces de travail acquises sont assurément minimes, mais les besoins le sont aussi, qui ne se développent qu'avec les moyens de les satisfaire. En même temps, la partie de la société qui subsiste du travail d'autrui ne compte presque pas encore, comparativement à la masse des producteurs immédiats. Elle grandit absolument et relativement à mesure que le travail social devient plus productif (4).

Du reste, la production capitaliste prend racine sur un terrain préparé par une longue série d'évolutions et de révolutions économiques. La productivité du travail, qui lui sert de point de départ, est l'oeuvre d'un développement historique dont les périodes se comptent non par siècles, mais par milliers de siècles. (K . Marx : Le Capital - Livre I, Section VII)

Notes.

2 - « L'existence d'une classe distincte de maîtres capitalistes dépend de la productivité de l'industrie. » (Ramsay, l. c., p. 206 .) « Si le travail de chaque homme ne suffisait qu'à lui procurer ses propres vivres, il ne pourrait y avoir de propriété. » (Ravenstone, l. c., p. 14, 15.)

3 - D'après un calcul tout récent, il existe encore au moins quatre millions de cannibales dans les parties du globe qu'on a déjà explorées.

4 - « Chez les Indiens sauvages de l'Amérique, il n'est presque pas de chose qui n'appartienne en propre au travailleur; les quatre-vingt-dix-neuf centièmes du produit y échoient au travail. En Angleterre, l'ouvrier ne reçoit pas les deux tiers. » (The advantages of the East India Trade, etc., p. 73.)

5 - Diod., l. c., 1. 1, ch. LXXX.

6 - « La première (richesse naturelle), étant de beaucoup la plus libérale et la plus avantageuse, rend la population sans souci, orgueilleuse et adonnée à tous les excès; tandis que la seconde développe et affermit l'activité, la vigilance, les arts, la littérature et la civilisation. » (England's Treasure by Foreign Trade, or the Balance of our Foreign Trade is the Rule of our Treasure. Written by Thomas Mun, of London, Merchant, and now published for the common good by his son John Mun. Lond., 1669, p. 181, 182.) « Je ne conçois pas de plus grand malheur pour un peuple, que d'être jeté sur un morceau de terre où les productions qui concernent la subsistance et la nourriture sont en grande proportion spontanées, et où le climat n'exige ou ne réclame que peu de soins pour le vêtement... Il peut y avoir un extrême dans un sens opposé. Un soi incapable de produire, même s'il est travaillé, est tout aussi mauvais qu'un soi qui produit tout en abondance sans le moindre travail. » (An Inquiry into the present high price of provisions. Lond., 1767, p. 10.)

Ce que les nostalgiques de la révolution française se gardent bien de vous dire, et pour cause.

K. Marx - F. Engels - Dès le début de la tourmente révolutionnaire, la bourgeoisie française osa dépouiller la classe ouvrière du droit d'association que celle-ci venait à peine de conquérir. Par une loi organique du 14 juin 1791, tout concert entre les travailleurs pour la défense de leurs intérêts communs fut stigmatisé d'attentat « contre la liberté et la déclaration des droits de l'homme », punissable d'une amende de 500 livres, jointe à la privation pendant un an des droits de citoyen actif (50).

Ce décret qui, à l'aide du code pénal et de la police, trace à la concurrence entre le capital et le travail des limites agréables aux capitalistes, a survécu aux révolutions et aux changements de dynasties. Le régime de la Terreur lui-même n'y a pas touché.

Ce n'est que tout récemment qu'il a été effacé du code pénal, et encore avec quel luxe de ménagements ! Rien qui caractérise ce coup d'Etat bourgeois comme le prétexte allégué. Le rapporteur de la loi Chapelier, que Camille Desmoulins qualifie de « misérable ergoteur (51) », veut bien avouer que le salaire de la journée de travail devrait être un peu plus considérable qu'il l'est à présent... car dans une nation libre, les salaires doivent être assez considérables pour que celui qui les reçoit, soit hors de cette dépendance absolue que produit la privation des besoins de première nécessité, et qui est presque celle de l'esclavage. Néanmoins il est, d'après lui, « instant de prévenir le progrès de ce désordre », à savoir « les coalitions que formeraient les ouvriers pour faire augmenter... le prix de la journée de travail », et pour mitiger celle dépendance absolue qui est presque celle de l'esclavage. Il faut absolument le réprimer, et pourquoi ? Parce que les ouvriers portent ainsi atteinte à la liberté « des entrepreneurs de travaux, les ci-devant maîtres », et qu'en empiétant sur le despotisme de ces ci-devant maîtres de corporation - on ne l'aurait jamais deviné - ils cherchent à recréer les corporations anéanties « par la révolution (52) ».

Notes.

50 - L'article 1 de cette loi est ainsi conçu : « L'anéantissement de toute espèce de corporations des citoyens du même état et profession étant l'une des bases fondamentales de la Constitution française, il est défendu de les rétablir de fait, sous quelque prétexte et sous quelque forme que ce soit. » L'article 4 déclare : « Si des citoyens attachés aux mêmes professions, arts et métiers prenaient des délibérations, faisaient entre eux des conventions tendant à refuser de concert ou à n'accorder qu'à un prix déterminé le secours de leur industrie ou de leurs travaux, les dites délibérations et conventions sont déclarées inconstitutionnelles, attentatoires à la liberté et à la déclaration des droits de l'homme, etc. », c'est-à-dire félonies, comme dans les anciens statuts. (Révolution de Paris, Paris, 1791, 3t. III, p. 253.)

51 - Révolutions de France, etc., n° LXXVII.

52 - Buchez et Roux : Histoire parlementaire de la Révolution française, X, p. 193-95, passim (édit. 1834).

On retiendra que "le régime de la Terreur lui-même n'y a pas touché", à cette loi organique du 14 juin 1791 qui dépouilla la classe ouvrière du droit d'association. Bravo à ceux qui s'en réclament, dont les trotskystes du POI et POID!

Parole d'un émigré.

Hormis être contraint à l'exil politique pour échapper à la répression d'un régime totalitaire ou à un génocide, rien ne justifie de quitter son pays, sinon des raisons d'ordre individuel que l'on ne peut pas invoquer pour contester le sort qui nous est réservé par la suite et que l'on doit assumer.

On a tendance à perdre de vue qu'assumer la responsabilité des décisions qu'on a été à prendre au cours de notre vie, le plus souvent sous la contrainte, fait partie de notre personnalité, et que s'y refuser nous conduit à perdre notre identité, en terme psychanalytique cela se traduit par la désagrégation de la personnalité ou schizoïde.

Quant à l'exil économique, il ne se justifie que lorsqu'il est une question de vie ou de mort, dans tous les autres cas il est motivé par des questions de convenance personnelle qui n'ont pas à être prises en compte, parce que tous les exploités sont logés à la même enseigne quel que soit leur statut, j'entends dans un pays donné. Quand vous tombez malade, si le système de santé est déplorable dans le pays où vous vivez, que vous soyez un ouvrier pauvre ou un cadre supérieur vous serez traité de la même manière, je peux même ajouter que c'est valable si vous êtes riche ou ministre, à moins d'aller se faire soigner dans un autre pays.

A ma connaissance, les grandes famines, les génocides ou les guerres du XVIII^e au XX^e siècle n'ont pas engendré de gigantesques migrations naturelles, hormis les juifs menacés d'extermination qui y ont été contraints par la barbarie nazi. On peut citer la guerre et la terrible famine qui a ravagé le Biafra (Nigéria), l'Ethiopie, le Soudan, les guerres et génocides de la région des Grands lacs en Afrique centrale (Rwanda...), la guerre de l'Otan qui a conduit à la dislocation de la Yougoslavie au début des années 90, le massacre des Palestiniens en 1948, etc.

Par ailleurs, il a toujours existé une immigration illégale en provenance d'Afrique ou d'Asie organisée par des organisations mafieuses, qui répondait à la tentation individuelle de membres des classes moyennes ou des classes inférieures disposant de quelques biens ou terres à vendre pour payer des passeurs ou leur voyage afin d'améliorer leur condition de vie à n'importe quel prix, en manifestant la plus parfaite indifférence à l'égard des membres de leur famille, de leurs proches, du milieu dans lequel ils avaient toujours vécu, bref, sans manifester la moindre conscience, y compris politique évidemment. Cela ne signifie pas que par la suite dans leur solitude, ils ne seront pas nostalgiques de leur passé ou ils ne prendront pas conscience qu'ils avaient plus à perdre qu'à gagner en se lançant aveuglément dans cette aventure, ce qui a le don de faire larmoyer les tiers-mondistes ou les mauvaises consciences en tous genres qui s'apitoient sur leur sort...

Nous sommes comptables du sort collectif des exploités et des opprimés à travers le monde, mais pas de leur sort individuel, avis à ceux qui confondent les deux et se font manipuler.

Tout drame humain doit retenir notre attention quelle qu'en soit l'origine, la question n'est pas là qu'on se comprenne bien. Mais dès lors qu'un drame humain a été conçu à grande échelle dans le cadre d'une machination sciemment orchestrée par des tiers, en l'occurrence l'Otan pour le compte du clan de l'oligarchie qui la dirige, puis instrumentalisés pour donner lieu à toutes sortes de manipulations afin de nuire aux intérêts d'autres personnes (ou peuples) ou à des fins politiques inavouables, devant l'ampleur des conséquences sociales et politiques qui en découlent, celles-ci retiendront davantage notre attention parce qu'elles coïncident avec les objectifs que poursuivaient ceux qui avaient échafaudé ce plan ou cette opération destinée à la fois à nuire aux intérêts de la majorité et à modifier l'orientation de la société dans une direction déterminée, les moyens d'y parvenir n'étant qu'occasionnels ou de circonstances parmi d'autres, par exemple le recours au terrorisme ou toute sorte de provocations ou coups tordus...

Ce processus est d'autant plus habile, scélérat et sordide qu'il a été conçu pour détourner l'attention des peuples à la fois de son origine et de son objectif, au profit de l'instrument ou du moyen qui aura été retenu pour en assurer le bon déroulement, instrument qui servira de bouc émissaire à l'extrême droite, ce qui permettra ensuite d'assimiler tous les opposants à cette machination ou ceux qui la dénoncent à des xénophobes ou des racistes, des fascistes et j'en passe, de les traîner dans la fange de l'opprobre, ce qui permettra de justifier la censure dont ils feront l'objet et la boucle de l'imposture sera bouclée.

Pour vivre dans un pays (Inde) qui a été colonisé par les puissances occidentales, je peux vous dire que les plus pauvres n'ont jamais imaginé un instant quitter leur pays, ce sont les classes moyennes et supérieures qui ont donné l'exemple. En revanche, si c'est vous qui proposez à un Indien de quitter l'Inde pour la France par exemple, donc si c'est vous qui lui suggérez que ce serait possible, là ils sont quasiment unanimes à vouloir partir, hormis les oisifs ou les rentiers qui seraient obligés de travailler et qui n'y tiennent pas.

J'ai aidé des Indiens à quitter leur pays au début des années 2000, et j'en ai dissuadé certains de le faire en leur expliquant qu'ils ne le regretteraient pas, parce que la France était appelée à régresser ou à s'effondrer, tandis que l'Inde était appelée à se développer, et comme ce fut effectivement le cas ils m'en sont reconnaissants. J'ai aussi dissuadé des Indiens d'aller travailler dans les pays du Golfe où des conditions infernales les attendaient. Et bien aussi incroyable que cela puisse paraître pour un esprit occidental borné, ils ont trouvé les moyens de continuer à vivre en Inde, ils travaillent et ils ont fondé une famille, bref, ils n'en sont pas morts !

Les puissances occidentales utilisent ces réfugiés ou migrants comme boucliers humains pour servir leur stratégie politique, de

la même manière que des barbares ont pris en otage le peuple syrien, et ce sont les mêmes crétins qui dans les deux cas aveuglés par leur dogmatisme ou leurs émotions à géométrie variable vont se placer au côté de leurs propres bourreaux. Qu'il nous soit permis de ne pas les imiter.

Quand le porte-parole de la barbarie devient le héros de nos gouvernants

Si la situation est pleine de contradictions et prête évidemment à confusion, en revanche elle force les uns et les autres à dévoiler leur vraie nature, un régal.

En famille. Qui a dit ?

- « John McCain était un héros américain, un homme décent et honoré et un ami à moi. Il va nous manquer non seulement au Sénat américain, mais à tous les Américains qui respectent l'intégrité et l'indépendance. »

Réponse : Le sénateur du parti démocrate Bernie Sanders sur Tweeter.

Hommage épouvantable à ce monstre de cruauté.

Rappelons qu'il fut un des modèles dont s'inspira Mélenchon lors de la campagne électorale des présidentielles de

2017, il avait envoyé quelques membres de son équipe de bras cassés aux Etats-Unis pour rencontrer des membres de l'équipe de Sanders, afin de glâner des idées pour avoir une meilleure audience ou gagner des voix auprès de la classe moyenne et de l'aristocratie ouvrière.

Sanders avait concouru à la candidature du parti démocrate à l'élection présidentielle américaine de 2017, avant de se rallier piteusement à H. Clinton.

Avant Sanders, il y avait eu Tsipras ou encore Mitterrand...

A peine avais-je fini d'écrire ces lignes que l'écho de Sanders nous parvenait.

- Mort de McCain : le vibrant hommage de son adversaire Biden - LeParisien.fr 31.08

- « Je m'appelle Joe Biden. Je suis démocrate. Et j'aime John McCain ! » LeParisien.fr 31.08

En fait tous les démocrates étaient des clones de McCain.

- Obama livre un hommage à son ancien adversaire John McCain, "Nous étions dans la même équipe" - Le HuffPost 01.09

Pour l'éternité, comme l'AFP...

- John McCain, "héros" de l'Amérique, de retour pour l'éternité à l'Académie navale - AFP 03.09

Si c'est Maduro qui le dit, les gauchistes et populistes de gauche et d'extrême gauche n'oseront pas le qualifier d'extrême droite.

- Depuis le Venezuela, Nicolás Maduro : «Arrêtez de laver les toilettes à l'étranger» - Liberation.fr 30 août 2018

Le président socialiste vénézuélien lance un appel à ses compatriotes qui ont fui le Venezuela : «Arrêtez de laver les toilettes à l'étranger et rentrez dans votre patrie !» Pour Nicolás Maduro, ce ne sont ni la pauvreté, ni l'hyperinflation, ni la faillite des services publics, ni les pénuries qui provoquent l'exode massif mais «une campagne de la droite». Liberation.fr 30 août 2018

Totalitarisme. Tous collabos, y compris contre vous-même !

- Le Conseil constitutionnel limite le droit au chiffrement - 01net.com 05.04

Chiffrer ses données est un droit pour tous les Français, sauf quand ils sont soupçonnés d'un crime ou d'un délit. Dans ce cas, ils peuvent être contraints par l'administration judiciaire de révéler leurs mots de passe de chiffrement selon les termes de l'article 434-15-2 du code pénal, même si cela revient à s'accuser soi-même. C'est en effet ce que vient de confirmer le Conseil

constitutionnel dans sa décision du 30 mars 2018.

En Europe, les interprétations en la matière sont assez différentes. Au Royaume-Uni, révéler un mot de passe ne relève clairement pas du droit de ne pas s'auto-incriminer. Sa non-divulgation est punie de cinq ans de prison, selon la loi Regulation of Investigatory Powers Act. Plusieurs personnes ont d'ailleurs déjà été condamnées. En Allemagne, en revanche, le droit de ne pas s'auto-incriminer est nettement plus protecteur : la divulgation d'un mot de passe est vue comme une participation active à l'enquête judiciaire, ce qu'un accusé peut donc logiquement refuser. 01net.com 05.04

C'est un peu comme si vous aviez planqué des lettres compromettantes, et que la police vous intime l'ordre de lui indiquer où elles se trouvent, le Conseil constitutionnel estime que c'est un devoir, normal son président est L. Fabius.

Commentaire d'un Internaute.

- "De tous temps les gouvernements "légaux" ont voté des lois leur permettant de garantir leur impunité.

Sur ce point, les "démocraties", les autocraties et les dictatures se rejoignent dans une sarabande sans fin. La première chose que fera tout système politique sera de protéger sa propre existence contre ses opposants. Et les motivations sont toujours "justifiées", qu'il s'agisse d'une junte ou d'une monarchie sanguinaire ou d'une révolution réellement démocratique.

C'est simplement une question de point de vue.

Alors on "barbouze" les opposants (souvent eux-mêmes manipulés par d'autres barbouzes aux service d'intérêts convergents) et il est nécessaire de savoir exactement ce que font les opposants.

Dans une dictature, il suffit d'invoquer des "mesures d'urgence" ou un "état d'exception" pour prévaloir la "sécurité de l'état".

Dans une "démocratie" les dirigeants se servent de prétextes fallacieux (parfois sous faux drapeaux) pour faire avancer le flicage total de l'ensemble de la population.

Désormais, nous avons la "lutte contre le terrorisme" et la "lutte contre le crime organisé" qui permettent de mettre en place des outils de flicage performants... pour fliquer les quidams, pas les terroristes ou les criminels qui arrivent facilement à passer entre les mailles de ce filet particulier.

L'énorme avantage de ces "mesures de protection de la population" est qu'elles permettent à certains ploutocrates de consolider leurs fortunes, et qu'elles ne nécessitent pas de déploiement de policier (humains et issus de la population) qui pourraient commettre l'affront de devenir solidaires de la population.

Fliquez, ça ne coûte pas (très) cher (de toute façon ce sont les fliqués qui payent) et au moins les systèmes automatiques ne risquent pas de se rebeller contre leurs "maîtres".

La dernière "épine dans le pied" est le chiffrement de données par les particuliers. Si on souhaite les espionner en masse le déchiffrement nécessite de très fortes puissances de calcul.

A mon avis, la prochaine loi sur ce sujet consistera dans l'obligation (pour "lutter contre le terrorisme") dans l'obligation pour tous les résidents de donner leurs clés de chiffrement aux services de l'état.

Connaissant la "porosité" de certaines sources de données je peux vous garantir que ces clés seront rapidement connues de la planète entière, à l'exception des "gueux" bien sûr.

Ils pourraient avoir l'idée incongrue d'aller fouiner dans les données personnelles de leurs "élites", ce qui pourrait s'avérer gênant."

LVOG - A ceci près qu'une "révolution réellement démocratique" exprime les aspirations de la majorité, donc elle est légitime pour employer tous les moyens contre la minorité de parasites qu'elle a chassé du pouvoir pour neutraliser leur pouvoir de nuisance...

[Voilà la seule chose qui intéresse l'écologiste : Continuer de boire du café et de manger du chocolat !](#)

- "Comment va-t-on continuer à boire du café et à manger du chocolat, ce qui ne poussera jamais ici, dans un monde où le prix du baril explose ? Le coût du fret conventionnel va nécessairement exploser".

Pauvre chéri, quelle angoisse ! Le transport maritime mondial représente 10,3 milliards de tonnes transporté par des dizaines

de milliers de cargos en 2016, soit environ 90 % du trafic commercial. (Source : Libération 30 août 2018)

En fait, les écologistes n'en ont rien à foutre du prix de ceci ou cela du moment qu'ils peuvent continuer de vivre comme avant. Leurs intentions sont viciées à la base. L'intérêt qu'ils portent à la qualité de l'air, de l'eau, des aliments, etc. a pour origine leur désir de profiter de la vie agréable qu'ils ont le plus longtemps possible, il est facile de comprendre dès lors pourquoi c'est leur priorité et non de changer de régime puisqu'ils sont satisfaits de celui qui est en place.

Parole d'Internaute

1- "Constatations de la montée des nationalismes des gens manifestant leurs inquiétudes parfois brutalement une population excédée de la vague migratoire que ces politiques ne savent manifestement pas gérer dans la paix civile, revers de la médaille et une des conséquences de nos guerres illégales crapuleuses en Libye et au Proche et Moyen Orient , et pas seulement en RFA, mais on assiste au même phénomène dans plusieurs états en Europe prélude à la chute de l'UE, et pour éviter ce cas de figure nos dirigeants si Européiste jusqu'au bout des ongles vont tout faire pour focaliser notre l'intention du public en diabolisant les Russes en prévision d'une Guerre Mondiale, et que le peuple hypnotisé bien échauffé par les médias propagandistes (présence sur les plateaux TV de sophistes sionistes et Atlantistes) alimentant ses phobies et confortant sa haine envers l'autre, désignant le bouc émissaire parfait "le méchant pour les sots" (L'Arabe, le Russe ou même le Chinois) sans jamais voir que les véritables ennemis des peuples sont justement ceux en qui ils manifestent toutes leurs confiances aveuglement (parce qu'ils causent bien et qu'ils passent bien à la Télé) mais focalisent leurs colères envers celui qui n'est pas comme eux, qui ne pense pas comme eux et qui dérange ses habitudes programmés pour entrainer nos pays vers une guerre absurde et perdue d'avance ou alors s'achevant vers une conclusion révolutionnaire ! A qui la faute ? à la politique pro-migration décidé par Merkel pour des raisons humanitaires dans une Allemagne championne du travail précaire en Europe..... ou pour une tout autre raison peut être ? Affaire à suivre ! Et pourtant pour régler ce problème c'est si simple mais il n'appartient qu'à vous concitoyen et concitoyennes d'y réfléchir et d'en trouver les solutions possibles tout en conservant sa dignité son honneur et en toute humanité !"

2- Le raccourci est vite fait ! Si vous n'êtes pas d'accord avec l'immigration vous êtes extrême ou populiste ! Mais visiblement l'amalgame n'est plus dissuasif !

LVOG - Au lieu d'aborder cette question sur le plan politique, la pseudo-gauche et extrême gauche l'aborde sur le plan émotionnel ou en mettant en avant des principes généraux sans tenir compte que les conditions qui en étaient à l'origine étaient totalement différentes, ils réalisent un amalgame favorable au plan de l'Otan.

En complément. Qui a dit ?

- "Si à nouveau des gens défilent aujourd'hui dans les rues en effectuant le salut nazi, notre histoire passée nous oblige à défendre résolument la démocratie"

Réponse : Le ministre des Affaires étrangères, Heiko Maas. Lexpress.fr 02.09

L'Allemagne une démocratie, on s'étouffe !

Vous lirez plus loin qu'après 15 ans de guerre et de destruction, les Irakiens manifestent parce que les compagnies pétrolières qui ont vendus pour plus de 7,7 milliards de dollars de pétrole entre août 2017 et 2018 recourent à la main d'oeuvre étrangère au lieu d'employer des travailleurs irakiens qui sont massivement au chômage, de quoi ils se plaignent, non mais vraiment... Ils demandent juste au gouvernement que ces emplois leur soient réservés en priorité dans la mesure du possible pour pouvoir retrouver un semblant de vie normale après toutes ces années de guerre, normal, non ?

Sondage truquée ou fabriquée.

Par un sondage BVA diffusé vendredi 31 août commandé par Orange, RTL et La Tribune, le plus sérieusement du monde, on apprend que la popularité de l'ensemble des partis politiques est à la baisse à l'exception notamment d'EELV qui gagne 1% à 35%.

Or ce micro-parti de moins de 10.000 adhérents ne dépasse pas 5% sur le plan électoral, et s'il a une poignée d'élus c'est uniquement dû à des alliances avec le PS, le PCF ou LFI. Bref, il est quasiment inexistant.

Le résultat de ce sondage est donc assimilable à une fausse nouvelle (fake news). Sans avoir besoin de le vérifier, on devine que la question était posée de telle sorte que les personnes interrogées devaient se prononcer davantage sur l'écologie plutôt que sur les écologistes d'EELV.

Mais pourquoi ? Pour que ceux qui contestent un des aspects du régime continuent d'être divisés et que leurs voix soient éparpillées lors de chaque élection, de sorte que seuls les partis de la réaction puissent l'emporter, LREM en priorité, LR par défaut. C'est d'autant plus indispensable depuis que le PS a été réduit à une portion congrue. (Source : AFP 31 août 2018)

Les rats quittent le navire avant qu'il ne fasse naufrage

- Stéphane Bern quittera sa mission sur le patrimoine s'il n'est qu'un "cache-misère" ou "un pantin" - Franceinfo 31.08

L'animateur, chargé d'une mission sur le patrimoine, refuse d'"être associé" à une politique "en défaveur du patrimoine".
Franceinfo 31.08

Allez, vive la monarchie!

Quand les médias-oligarques sont comme Macron ni de droite ni de gauche.

- Macron a-t-il perdu la main ? - LeParisien.fr 31.08

En quelques jours, Emmanuel Macron a donné une image totalement inédite, à mille lieux de celle qu'il avait réussi à imprimer depuis le début de son quinquennat. Voilà en cette rentrée calamiteuse les horloges présidentielles totalement dérégées, avec un président qui semble momentanément avoir perdu la main. LeParisien.fr 31.08

- Philippe Besson nommé consul : le retour du vieux monde - Liberation.fr

Et voilà, Emmanuel Macron est comme les autres, il case les copains, les courtisans, il distribue des fromages.

- Six victoires des intérêts économiques sous Macron - Liberation.fr

Depuis l'élection du candidat En marche, les lobbys ont réussi au moins six fois à infléchir les plans gouvernementaux. Dernier exemple, révélé par «Libération» : la loi hydrocarbure.

- La République en marche veut inviter Obama à son deuxième conseil national - LePoint.fr

Macron ou le pouvoir de nuisance et de menace de l'Organisation terroriste de l'Atlantique nord (Otan) renforcée.

- Macron propose de renforcer la "solidarité" entre Etats de l'UE en cas d'attaque armée - AFP 30.08

Il a pour cela proposé que soit envisagée "une solidarité renforcée quasi-automatique, ce qui fera qu'entre Etats membres qui seront d'accord avec cette réforme, nous puissions avoir une véritable solidarité d'intervention si un Etat était attaqué".

Cela nécessitera de "refonder" les traités européens, en particulier l'article 47.2 du Traité de Lisbonne qui porte sur l'assistance mutuelle entre Etats, que la France a déclenché pour la première fois après les attentats du 13 septembre 2015 à Paris.

Cette réforme permettrait à l'UE d'avoir "une espèce d'article 5 renforcé", a précisé le président, en faisant allusion à la disposition de l'Otan qui stipule qu'une "attaque armée" contre un des pays membres est "considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties", déclenchant ainsi une assistance au secours de l'Etat concerné.

Emmanuel Macron a indiqué que cette "avancée" n'était "pas contraire" à l'Otan, qui "reste une alliance importante et stratégique". "Mais nous avons besoin d'une solidarité renforcée" entre Européens, selon lui. AFP 30.08

Ils inventent une menace pour justifier leurs dépenses militaires, 34 ou 37 milliards d'euros je crois, qui permettraient de rouvrir toutes les lignes de chemin de fer qui ont été fermées, les gares, les bureaux de poste, les écoles, les centres de la Sécurité sociale, etc. sans que cela coûte un centime de plus aux travailleurs, aux contribuables.

Ces dizaines de milliards, ces milliers de milliards de dollars dans le monde de dépenses militaires servent à engraisser des rentiers sur la mort, les actionnaires et propriétaires de l'industrie d'armement, qui sont le plus souvent des banquiers, des oligarques.

Aveu. La baudruche de la russophobie éventée.

- Le FBI a échoué à recruter un oligarque russe comme informateur - Le Parisien 02 septembre 2018

La tentative a échoué. Un oligarque russe, Oleg Deripaska, a été approché entre 2014 et 2016 par le FBI et le ministère américain

de la Justice pour faire de ce milliardaire proche du Kremlin un informateur travaillant pour le compte de Washington. Mais les choses ont mal tourné, rapporte le New York Times, l'informateur ayant averti les autorités russes.

Selon le quotidien américain, qui cite des associés d'Oleg Deripaska, les Américains souhaitent notamment avoir des informations sur l'ingérence russe lors de l'élection présidentielle de 2016 et une possible collusion entre l'équipe de campagne de Donald Trump et Moscou.

Des agents du FBI auraient ainsi rencontré Oleg Deripaska à New York pour lui demander si Paul Manafort, l'ancien directeur de campagne de Donald Trump, depuis reconnu coupable de fraude fiscale et bancaire par la justice américaine, avait servi d'intermédiaire entre le Kremlin et l'entourage du milliardaire républicain.

En échange de ces informations, les autorités américaines étaient prêtes à aider Oleg Deripaska avec ses différents problèmes judiciaires et administratifs aux Etats-Unis. Mais le milliardaire a nié toute collusion, et a même informé Moscou de ses échanges avec les autorités américaines.

Oleg Deripaska avait déjà offert de collaborer à cette enquête, chapeauté par le procureur spécial Mueller, assurant disposer de « preuves » montrant que la Russie n'avait pas aidé à faire élire Donald Trump.

Selon le New York Times, au-delà du simple cas d'Oleg Deripaska, les Etats-Unis ont approché clandestinement une demi-douzaine d'oligarques pour s'assurer de leur coopération. Sans succès, pour le moment.

Oleg Deripaska, 50 ans, fait partie des personnalités russes visées par les sanctions économiques de l'administration Trump. Il a ainsi été obligé de démissionner en mai du conseil d'administration de son groupe, le géant de l'aluminium Rusal, pour le protéger des sanctions le visant. Le Parisien 02 septembre 2018

[Schizophrénie collective ou quand les classes moyennes basculent dans la réaction ou justifient l'établissement d'un régime totalitaire.](#)

- Sécurité : malgré les critiques, les villes misent de plus en plus sur le tout-caméra - lefigaro.fr 17/08/2018

Il y a quelques années encore, elle faisait peur, elle est aujourd'hui encensée. Devenue omniprésente dans le paysage de la sécurité, la vidéo se répand comme une traînée de poudre. Dans nos rues, par le biais des caméras, c'est aujourd'hui le raz-de-marée, en dépit de vifs questionnements.

Même les plus petites communes aujourd'hui s'équipent. Baudinard-sur-Verdon dans le Var détient le record. Il est le village le plus surveillé, avec 12 caméras pour 156 habitants! Convaincus de la nécessité de s'équiper, mais aussi sous la pression de leurs administrés qui, depuis les attentats, réclament toujours plus de sécurité, les maires investissent des sommes folles dans ces installations onéreuses... lefigaro.fr 17/08/2018

Réaction d'internautes abonnés au Figaro.

- 1- "Ça m'est égal d'être filmé que ce soit dans les villes où je circule ou par des représentants de la loi parce que je pense me conduire correctement et poliment. Il y aurait atteinte à ma vie privée si on me filmait chez moi sans mon accord ! À l'extérieur c'est la vie publique et si chacun se conduit correctement, il n'y a aucune raison de refuser d'être filmé. Les droits de l'homme c'est le respect de l'autre et pas s'en servir pour excuser des personnes qui les bafouent."
- 2- "Les caméras sont donc utiles et elles le seront encore plus lorsque les logiciels de reconnaissance faciale seront utilisés."
- 3- "Ces installations sont de plus en plus nécessaires , soit disant rassurantes, les cas les plus significatifs médiatisés sont nombreux."
- 4- "A Monaco ,à dubai vidéosurveillance partout bilan un taux de crimes l'un des plus bas au monde"
- 5- "Un exemple à suivre pour toutes les villes de France."
- 6- "A généraliser partout en France, même dans les plus petits patelins."
- 7- "Avec la petite délinquance et incivilités en tout genre ces moyens sont utiles pour lutter contre ces fléaux..."
- 8- "Quand on a rien à se reprocher il n'y a aucun problème...et c'est un plus pour notre sécurité."

9- "On apprécie la camera qui filme l'arbitre d'un match de foot et on critique les cameras qui filment les criminels potentiels dans la rue."

10- "Pour avoir accueilli des millions d'immigrés inassimilables , inintégrables , et inemployables, qui vivent en vase clos dans des cités criminogènes de larcins , de trafics , de prostitution ..et d'allocations sociales , la France est confrontée à une insécurité grandissante qui oblige les Français à vivre reclus, surveillés, contrôlés. Les bienfaits de la mondialisation."

Totalitarisme et lobbying au pouvoir. Les trusts de l'industrie pharmaceutique qui nous empoisonnent recrutent dans les facultés de médecine.

- La faculté de médecine de Lille suspend son diplôme d'homéopathie - Liberation.fr 2 septembre 2018

La faculté de médecine de Lille a suspendu son diplôme d'homéopathie pour l'année universitaire 2018-2019 dans «l'attente de la position» de la Haute autorité de santé (HAS) sur cette pratique, a-t-on appris dimanche auprès du doyen de la faculté.

«La faculté de médecine de Lille décide de suspendre son diplôme d'université d'homéopathie pour l'année universitaire débutante dans l'attente de la position de la HAS et d'échanges nationaux sur l'encadrement de cette pratique et de son enseignement», peut-on lire sur le compte Twitter de la faculté de médecine de Lille. Il s'agit d'une position prise «dans le cadre d'une réflexion scientifique et pédagogique», a indiqué à l'AFP le doyen de cette faculté, Didier Gosset.

«Force est de constater que nous enseignons une médecine fondée sur les preuves - on tient à une rigueur scientifique, absolue -, et force est de constater qu'en parallèle l'homéopathie n'a pas évolué, que c'est une doctrine qui est restée en marge du mouvement scientifique, que les études sont rares sur l'homéopathie, qu'elles sont peu solides, maintenir notre enseignement serait le cautionner», a-t-il affirmé.

Le débat sur l'utilité de l'homéopathie a ressurgi avec vigueur en France, numéro un mondial des préparations homéopathiques, depuis la publication mi-mars dans Le Figaro d'une tribune au vitriol d'une centaine de médecins opposés à cette pratique et réclamant l'arrêt de sa prise en charge partielle par l'assurance maladie.

Cette tribune attaquait les «médecines alternatives», dont l'homéopathie, pratiquées selon les signataires «par des charlatans en tout genre qui recherchent la caution morale du titre de médecin pour faire la promotion de fausses thérapies à l'efficacité illusoire».

Des médecins favorables à l'homéopathie ont répliqué en portant plainte devant le Conseil de l'Ordre des médecins contre les signataires. Le ministère de la Santé a saisi la Haute autorité de santé pour évaluer l'efficacité de l'homéopathie et le bien-fondé de son remboursement et attend son avis d'ici fin février. Liberation.fr 2 septembre 2018

Autrefois quand notre fille était en bas âge, la pharmacopée allopathique étant inopérante, nous recourûmes à l'homéopathie qui nous donna entière satisfaction, et compte tenu de son âge il était impossible d'évoquer l'effet placebo ou l'autosuggestion pour expliquer sa guérison, nous en concluâmes logiquement que l'homéopathie était efficace.

Les charlatans, ce sont tous ces médecins allopathiques qui vous prescrivent des ordonnances longues comme le bras, qui vous bourrent de médicaments sans se soucier de leurs effets secondaires, bref, qui vous détruisent la santé, quand ils ne poussent pas la cruauté jusqu'à vous maintenir artificiellement en vie. C'est uniquement pour avoir bonne conscience ou par conformisme qu'il vous demande ce que vous mangez, si vous buvez de l'alcool ou fumer, généralement leur questionnaire ne dure pas plus de 10 secondes.

En revanche un médecin homéopathe consciencieux vous interrogera pendant 45 minutes à une heure, voire plus, pour tout savoir sur votre mode de vie, chez vous et au travail, votre alimentation, les conditions dans lesquelles vous prenez vos repas, combien de temps ils durent, où se situe votre habitation, si elle est aérée, sur votre chauffage, vos horaires, vos distractions, sur votre état d'esprit, la manière dont vous passez vos nuits, votre temps libre, vos rêves, etc. de manière à pouvoir se faire une idée la plus précise possible sur votre état de santé physique et psychique puisque les deux interfèrent, pour pouvoir vous prescrire un traitement qui permettra de s'attaquer à l'origine de votre déséquilibre biologique ou de renforcer vos anticorps, votre résistance aux différents virus, etc. qui est dû généralement à des carences en vitamines, minéraux, oligo-éléments, acide aminées et autres protéines, qu'un surmenage ou un manque de sommeil ou encore quelques excès viennent aggraver.

Je n'ai absolument aucune confiance dans les médecins allopathiques.

ACTUALITE EN TITRES

Comment ils fabriquent des handicapés à vie.

- Chine : si les enfants sont myopes, c'est à cause des jeux vidéo - LePoint.fr

En famille. Confirmation. LFI ou le PS bis.

- Mélenchon veut siphonner le PS - leparisien.fr 03 septembre 2018

Ils osent tout.

- Hollande égratigne Macron et prône un avenir à gauche. - Reuters 31.08

"On ne peut pas être simplement dans la gestion et dans l'accumulation des réformes soi-disant indispensables." Hollande à Cherbourg (Manche) Libération 31 août 2018

Hollande à Macron : Tout ce que tu fais est très bien, tu poursuis ma politique, mais vois-tu pour faire diversion tu dois monter des opérations... Regarde comment je m'y suis pris, j'ai débuté mon mandat avec le TSCG, la règle d'or, l'ANI, et bien tout de suite j'ai embrayé avec le mariage pour tous, cela a duré plus de 6 mois, c'est passé comme une lettre à la poste, puis j'ai continué avec les Roms, après ce fut le tour de la théorie du genre, du sexisme, de la misogynie, etc. entre temps on a manigancé un attentat puis on en a bénéficié d'un autre, quelle aubaine, et tu vois j'ai rempli ma mission et je suis allé au bout de mon mandat, fastoche non...

- Confiance en légère hausse (+1%) pour Macron selon un sondage - AFP

Avec une marge d'erreur de 3% ! Excellent !

- Un gendarme tire sur un automobiliste et le tue lors d'un contrôle routier dans le Gard - AFP 31 août 2018

- Il faut classer les vagues au patrimoine mondial de l'Unesco. » - Liberation.fr

- Les Nations unies défendent enfin les droits de la mer - Liberation.fr

... les dents de la mer !

- «En cinquante ans, les océans ont perdu 77 milliards de tonnes d'oxygène» - Liberation.fr

La chercheuse au CNRS de Toulouse Véronique Garçon explique...

Elle est très forte ! Ils osent tout. Quel délire !

- Orban et Salvini veulent-ils tuer la démocratie libérale? - L'Express.fr

La fondation Open Society, créée par George Soros, quitte la Hongrie. Symbole d'un recul de la démocratie face au populisme ? - L'Express.fr

Soros et Open Society incarnent la démocratie, il fallait oser le dire, c'est fait ! Rien ne les arrête.

- Agressions sexuelles dans le cinéma : Il faut que "les pouvoirs publics se positionnent aux côtés des femmes" - Franceinfo

Stratégie du chaos et de la tension, de la déstabilisation des Etats.

Une expression de l'AFP qui doit vous dire quelque chose.

- "Une stratégie de la tension qui semble porter électoralement ses fruits"

A propos de la situation en Allemagne créée pour faire monter l'extrême droite...

- Managua expulse la mission de l'ONU après un rapport dérangeant - AFP 1 septembre 2018

- Washington arrête de financer l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens - AFP 1 septembre 2018
- Lula mis hors-jeu de la présidentielle au Brésil - AFP 1 septembre 2018
- Ukraine : le principal dirigeant séparatiste tué dans un attentat - AFP 1 septembre 2018
- Crise économique au Venezuela : "C'est tout un système qui s'effondre" - actu.orange.fr 26 juil. 2018
- L'Argentine impuissante à enrayer la chute du peso - Reuters 30 août 2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Palestine occupée

Totalitarisme. Apartheid et censure.

- Israël : la radio publique s'excuse après avoir diffusé du Wagner - LeParisien.fr 3 septembre 2018

La musique du compositeur allemand, taxé d'antisémitisme, est taboue sur les ondes israéliennes.

La radio publique israélienne s'est excusée pour avoir diffusé un morceau de Richard Wagner. Le compositeur allemand, est en effet boycotté en Israël pour ses propos antisémites.

Dans un communiqué publié dimanche, une porte-parole a qualifié d'« erreur » la diffusion vendredi par une station nationale de musique classique d'une partie du « Crépuscule des Dieux ».

Elle a rappelé que « les instructions au sein de la radio israélienne demeurent les mêmes depuis des années : la musique de Wagner ne doit pas être jouée ». Elle a souligné « la peine qu'une telle diffusion peut susciter chez les survivants de l'Holocauste » écoutant la radio.

« Nous nous excusons auprès de nos auditeurs », a conclu la porte-parole, estimant que « le responsable de l'émission musicale s'est trompé de choix en diffusant ce morceau ». Un des compositeurs favoris de Hitler

Le compositeur allemand (1813-1883), dont les oeuvres imprégnées de nationalisme ont été adoptées au XXe siècle par le IIIe Reich, est notamment célèbre pour avoir été l'un des compositeurs favoris d'Adolf Hitler. Il n'y a pas de loi en Israël interdisant de le jouer, mais les formations musicales s'en abstiennent.

L'oeuvre de Wagner reste taboue en Israël, même si en juillet 2001, le chef d'orchestre argentino-israélien Daniel Barenboïm avait osé jouer un extrait de Tristan et Iseult, avec l'Orchestre philharmonique de Berlin, à Jérusalem.

Jonathan Livny, chef de la Israel Wagner Society, a néanmoins salué la diffusion de la musique de Wagner par la radio publique. « Nous ne diffusons pas l'opinion du compositeur, mais la belle musique qu'il a écrite », a dit Livny, dont le père est un survivant de l'Holocauste. « Celui qui ne veut pas écouter cette musique peut éteindre la radio », a-t-il ajouté. LeParisien.fr 3 septembre 2018

En complément

- Antisémitisme «Corbyn doit reconnaître qu'il a un problème» - Liberation.fr

Il a osé soutenir des organisations palestiniennes, un crime !

- Pourquoi la chanteuse Lana Del Rey annule un concert en Israël? - Sputnik 02.09

La chanteuse américaine Lana Del Rey a annulé un concert prévu en Israël sous pression d'organisations pro-palestiniennes, justifiant sa décision par le fait qu'elle n'avait pas eu le temps d'organiser en même temps un concert en Palestine, selon

The Guardian.

La prochaine venue de la jeune femme en Israël avait provoqué une campagne pro-palestinienne pour l'annulation de sa prestation. Elle devait être la vedette du Festival Meteor en Haute Galilée prévu du 6 au 8 septembre en Israël, a indiqué The Guardian. Or la plupart des fans palestiniens de Lana Del Rey seront dans l'impossibilité de se rendre à ce festival.

«C'est important pour moi de chanter à la fois en Palestine et en Israël et traiter tous mes fans de façon équitable, a déclaré sur son compte Twitter l'artiste. Malheureusement, il n'a pas été possible d'enchaîner les deux visites par manque de temps, ce qui fait que je reporte ma prestation au Meteor Festival jusqu'au moment où je pourrais planifier des visites à la fois pour mes fans israéliens et palestiniens.» Sputnik 02.09

Syrie

- Moscou et Damas accusent Londres, Paris et Washington de préparer une attaque chimique - Réseau Voltaire 30 août 2018

Le destroyer USS The Sullivans (DDG-68) de l'US Navy avec 56 missiles de croisière à son bord a été prépositionné dans le golfe persique. Simultanément, un bombardier stratégique B-1 de l'US Air Force doté de 24 missiles de croisière air-sol AGM-158 JASSM est arrivé sur la base aérienne Al-Udeid au Qatar.

Le 29 août, le secrétaire général de l'Onu, António Guterres, a appelé toutes les parties impliquées en Syrie, à la retenue.

Le 30 août 2018, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, et son homologue syrien, Walid al-Mouallem, ont, lors d'une conférence de presse jointe, accusé le MI6 britannique de préparer une attaque chimique en Syrie afin de justifier une attaque en retour de ce pays par les Occidentaux.

M. Lavrov a précisé que cette attaque était organisée via les Casques blancs, une ONG créée par le MI6 et qui a déjà participé de nombreuses fois aux combats.

M. al-Mouallem a indiqué que les Casques blancs venaient d'enlever 44 enfants dans le gouvernorat d'Idleb pour les sacrifier au cours de cette opération. Des experts anglophones de la compagnie britannique « Olive » sont arrivés à Kafr Zita pour superviser la mise en scène.

À Moscou, Alexeï Tsygankov, chef du Centre russe pour la réconciliation des conflits, a affirmé que les Casques blancs venaient d'acheminer des substances toxiques à Saraqib.

À Moscou, la porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a précisé que dans le cadre de cette opération, le MI6 venait de créer un compte Twitter au nom d'une fillette fictive, Hala, chargé de rendre compte en direct de l'attaque chimique et de l'attribuer au gouvernement syrien.

À Washington, l'ambassadeur de Russie, Anatoli Antonov, a mis en garde l'administration contre toute participation à cette opération sous faux drapeau. Réseau Voltaire 30 août 2018

En complément

- Syrie: Le pape lance un appel pour les civils d'Idlib - Reuters 03.09

Irak

- Irak: troubles près d'infrastructures stratégiques dans une région pétrolière - AFP 2 septembre 2018

Des centaines de manifestants bloquent dimanche différents points stratégiques de la province pétrolière de Bassora, berceau d'un mouvement de contestation sociale et qui, à ce jour, est également en proie à une crise sanitaire, a rapporté un correspondant de l'AFP.

Les exportations de pétrole ont atteint en août un pic annuel avec près de 112 millions de barils vendus pour plus de 7,7 milliards de dollars, selon le ministère du Pétrole.

Pourtant, la majorité des habitants, en particulier à Bassora, ont le sentiment de ne pas bénéficier des juteuses recettes de l'or noir et se plaignent d'un chômage galopant dans une région où les compagnies pétrolières emploient surtout de la main d'oeuvre étrangère.

Début juillet, ils avaient lancé de Bassora des manifestations qui ont ensuite gagné l'ensemble du sud du pays, pour réclamer de meilleurs services publics.

En outre, depuis trois semaines, la province de Bassora est en proie à une crise sanitaire sans précédent: près de 20.000 personnes ont été hospitalisées pour des intoxications après avoir bu de l'eau puisée dans le Chatt al-Arab.

L'agriculture, elle, pâtit également de cette pollution de l'eau, couplée à une sécheresse, importante cette année. AFP 2 septembre 2018

Inde

- En Inde, deux statues aussi politiques que gigantesques - AFP 3 septembre 2018

En proie à un accès de nationalisme et de gigantisme aux mains des nationalistes hindous, l'Inde est engagée dans la construction de deux statues titanesques. La première est en cours d'achèvement dans le Gujarat (ouest), bastion du Premier ministre Narendra Modi. La seconde, annoncée pour 2021, figurera un célèbre roi-guerrier hindou dans la baie de Bombay.

Chacune mesurera le double de la statue de la Liberté de New York. Coût de ces chantiers: environ 800 millions d'euros.

Le taille de ces statues et le choix des personnages qu'elles représentent - tous deux emblèmes nationalistes hindous - ne sont cependant pas anodins, alors que l'Inde entre en campagne électorale en vue des élections législatives de l'année prochaine.

Le Bharatiya Janata Party (BJP), parti au pouvoir depuis 2014 à New Delhi, "s'approprie des icônes depuis quelque temps", note Sudha Pai du Indian Council of Social Science Research.

Au Gujarat, la "Statue de l'Unité", en l'honneur de l'un des personnages-clés de l'indépendance, Sardar Vallabhbhai Patel, culminera bientôt à 182 mètres de haut au barrage Sardar Sarovar.

Sur ce chantier, des milliers de travailleurs s'affairent actuellement à poser le revêtement en bronze en vue de l'inauguration programmée pour le 31 octobre, date anniversaire de la naissance du premier ministre de l'Inde post-coloniale.

Aussi appelé "l'homme de fer de l'Inde", pour la façon dont il a négocié le ralliement d'États princiers à la nation fraîchement émancipée, Patel est une figure politique révérée par les nationalistes hindous.

Ceux-ci considèrent que l'Histoire l'a injustement oublié au profit de Jawaharlal Nehru, premier chef de gouvernement du pays et issu des rangs du parti du Congrès, formation actuellement dans l'opposition.

"Patel a été utilisé pour effacer l'héritage de Nehru. Le BJP veut changer la façon dont l'Histoire est perçue et montrer que la droite était tout aussi importante dans la lutte de l'Inde pour la liberté" contre le colon britannique, analyse Sudha Pai.

Les positions de Patel, socialement conservateur et économiquement favorable aux milieux d'affaires, sont assez proches de celles du BJP d'aujourd'hui, explique Ghanshyam Shah, ancien professeur à l'université Jawaharlal Nehru de New Delhi.

"Chaque Indien regrette que Sardar Patel ne soit pas devenu le premier Premier ministre" d'Inde, avait déclaré M. Modi en 2013.

En mettant en avant la place de Patel dans l'histoire indienne, la droite hindoue cherche à contrecarrer le legs de Nehru et sa famille, qui ont dirigé l'Inde moderne durant plusieurs décennies.

"Modi a énormément utilisé le legs de Patel dans ses campagnes électorales. Il utilisera très vraisemblablement la Statue de l'Unité durant la campagne à venir, mais je m'inquiète de la façon dont cela influencera les électeurs", estime Ghanshyam Shah.

En 2016, le Premier ministre indien a également posé à Bombay la première pierre d'un mémorial controversé du roi marathe Chhatrapati Shivaji, le montrant chargeant épée au vent sur son cheval.

Prévue pour s'élever sur un affleurement rocheux en pleine mer face à la mégapole, la structure du Shivaji devrait dépasser celle du Patel de 30 mètres - en prenant en compte les piédestaux.

Notoire pour avoir combattu l'empire musulman des Moghols au XVIIe siècle, ce chef de guerre hindou est un héros régional

au Maharashtra, État dont Bombay est la capitale. L'aéroport de la ville, la principale station ferroviaire ainsi qu'un parc sont déjà baptisés d'après Shivaji, dont le nom est souvent invoqué par le personnel politique local. AFP 3 septembre 2018

C'est ça, un truc "local" dont se foutent les Indiens ! Le nationalisme de l'extrême droite indienne ne concerne que le nord de l'Inde, et encore, seulement dans les Etats où le BJP est solidement implanté et principalement dans les grandes villes. Il attire les classes moyennes, les plus corrompues.

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- COR-CGT et FO appellent à la mobilisation le 9 octobre - Reuters 31 août 2018

Les syndicats de salariés CGT et FO, ainsi que les syndicats étudiant Unef et lycéen UNL ont lancé jeudi soir un appel à une "première" journée de mobilisation et de grève interprofessionnelle le 9 octobre contre la politique menée par le gouvernement.

L'Union syndicale Solidaires a également validé le principe de cette journée d'action mais doit encore valider la date retenue "lors de son instance nationale la semaine prochaine", est-il précisé dans un communiqué commun des cinq organisations.

Cette décision a été prise à l'issue d'une réunion intersyndicale organisée jeudi en fin de journée à l'initiative de FO.

Les cinq organisations précisent dans leur communiqué que cette "première journée de mobilisation et de grève interprofessionnelle, étudiante et lycéenne" vise à dénoncer "une politique idéologique visant à la destruction de notre modèle social, favorisant notamment l'explosion des inégalités et la casse des droits collectifs".

Neuf organisations de retraités (CGT, FO, FSU, Solidaires, CFE-CGC, CFTC, FGR-FP, UNRPA Ensemble & Solidaires, LSR) avaient déjà appelé à manifester le 9 octobre. Reuters 31 août 2018

Une énième journée d'action bidon...

ECONOMIE

Argentine

- L'Argentine impuissante à enrayer la chute du peso - Reuters 30 août 2018

La banque centrale d'Argentine a porté jeudi son principal taux directeur à 60% dans l'espoir d'endiguer l'inflation, une initiative spectaculaire qui n'a pas suffi à enrayer la chute du peso, tombé à un plus bas historique face au dollar.

La monnaie argentine, qui a désormais perdu plus de la moitié de sa valeur depuis le début de l'année, plongeait de près de 20% vers 16h25 GMT, au-dessus de 40 pour un dollar, un creux sans précédent.

Le peso argentin est victime des inquiétudes suscitées par le niveau élevé de l'inflation, le ralentissement de l'économie et les conséquences plus larges des turbulences sur les marchés émergents liées à l'appréciation du dollar.

Outre le relèvement de son taux directeur de 15 points de base à 60%, la banque centrale a relevé le taux de réserves obligatoires des banques de cinq points.

Avant ces annonces, le coût d'une garantie contre un risque de défaut de l'Etat argentin sur sa dette en dollar à cinq ans avait bondi de plus de 40 points à 696 points selon les données d'IHS Markit.

La banque centrale a convoqué une réunion spéciale de son comité de politique monétaire, qui a voté à l'unanimité en faveur de ce relèvement de taux "en réponse à la situation des taux de change et au risque d'une inflation accrue", déclare-t-elle dans un communiqué.

Mercredi, pour tenter d'apaiser les marchés financiers, le gouvernement argentin a demandé au Fonds monétaire international (FMI) d'accélérer le versement d'une partie des 50 milliards de dollars de financements prévus. Le FMI a simplement déclaré étudier cette demande en réclamant un resserrement des politiques monétaires et budgétaires en Argentine.

En dépit de la signature de cet accord de financement avec le FMI au début de l'année, le président Mauricio Macri s'efforce de convaincre les marchés qu'il peut stimuler la croissance économique tout en réduisant les déficits publics et l'inflation.

Son chef de cabinet, Marcos Peña, a assuré jeudi devant la presse que le gouvernement "trouverait des moyens d'accélérer le processus de resserrement budgétaire".

L'Argentine est déjà convenue avec le FMI de ramener le déficit budgétaire cette année à 2,7% du produit intérieur brut (PIB) et à 1,3% l'an prochain, contre 3,7% en 2017.

Les mesures d'austérité rencontrent l'hostilité des Argentins qui doivent déjà faire face à une hausse de leurs factures de chauffage, d'électricité et d'eau.

La CGT, première confédération syndicale du pays, et d'autres syndicats ont appelé à des grèves générales de 24 heures et de 36 heures fin septembre pour protester contre ces mesures. Reuters 30 août 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 8 septembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

- [Causerie au format pdf \(28 pages\)](#)

[Un petit mot personnel.](#)

Vendredi je suis allé en scooter à Chennai retirer mon overseas citizen of India card, autrement dit je suis devenu citoyen indien de l'étranger et je n'ai plus besoin de visa pour demeurer en Inde jusqu'à la fin de mes jours, ce qui équivaut à posséder la double nationalité française et indienne. J'avais entrepris cette démarche en novembre 2017 pour régler définitivement ma situation.

J'ai mis trois heures pour faire 180 kilomètres, la route était déserte à 6h du matin et excellente, je n'ai pas dépassé le 70 au compteur pour ménager mon nouveau scooter et profiter du paysage et du lever du soleil, en short, t-shirt et sandales comme toujours. Chennai a énormément changé depuis 2001 avec plein d'échangeurs et des voies à sens unique y compris en ville, de sorte qu'il n'y a pratiquement pas d'embouteillages, le trafic est fluide mais on ne s'arrête pas à des feux rouges, hormis trois ou quatre au total, et la chaussée était impeccable, j'en ai été agréablement surpris. Le retour a été plus pénible à cause de la chaleur, je n'avais rien emmené pour me couvrir la tête et je me suis pris un gros coup de soleil, pour un peu on va me prendre pour un touriste, ce que je déteste.

Avant de partir j'angoissais un peu parce que le port du casque est obligatoire à Chennai et je n'en ai pas évidemment, personne n'en porte où je vis depuis la loi qui est passée il y a deux ans. Selon les médias, les policiers étaient particulièrement attentifs à son respect et auraient dressé plus de 154.000 contraventions en deux ans. Tu parles, je me suis arrêté trois fois en ville pour demander mon chemin à des policiers qui s'en foutaient éperdument, ils étaient trop occupés avec leur iPhone ou à glander. Il paraît que 83% des conducteurs de deux-roues n'en portent pas à Chennai, parfois ils en ont un, mais pas sur la tête !

Sur ce plan-là les Indiens sont moins cons ou soumis que les Français qui obéissent au doigt et à l'oeil, ils ont adopté l'état d'esprit germanique en entrant dans l'UE il faut croire, bêtes et disciplinés.

Bref, j'avais le choix entre prendre le bus et devoir prendre ensuite un auto-rickshaw, ce qui m'aurait coûté 600 roupies pour un voyage de 4 h30 au moins à l'aller et la même chose au retour, soit 1.200 roupies, opter pour un bus climatisé et déboursier au total 1.900 roupies, ou prendre un taxi et payer environ 3.500 roupies, en essence je n'ai dépensé que 450 roupies aller/retour et j'étais rentré à 13h40. Selvi (ma compagne) a été heureuse de me revoir vivant ! Une bonne journée en somme et une bonne chose de régler.

Pour se marrer un instant, j'ai oublié de vous dire qu'il n'y avait pas de limitation de vitesse sur ces voies express genre autoroute, pas le moindre panneau, et si j'ai croisé des vaches, comme il avait plus les semaines précédentes elles broutaient l'herbe sur le bas-côté de la chaussée ou parfois sur le terre-plein central, alors qu'il y en a qui déboulent à fond la caisse, j'ai même été doublé

par une Jaguar et une grosse BMW qui filaient à toute allure, n'exagérons rien, disons à 130 ou 150 km/h, mais bon à cette vitesse-là une vache, la carcasse des passagers finirait au barbecue ou régalerait les charognards ! Non, ce n'est pas plus indécent que d'acheter une telle bagnole dans un pays pareil.

Je me suis aperçu qu'il m'arrivait d'être anxieux sans aucune raison apparente, hormis celles que je m'inventais. C'est peut-être dû à la vieillesse, parce qu'à mon âge on peut de moins en moins se retourner ou corriger notre trajectoire, les alternatives ont tendance à se faire rares, donc il faut éviter de faire des conneries ou de décider des trucs à la va vite. Et il y a toujours quelqu'un pour te dire ne fais pas ci ne fais pas ça, c'est pénible à la fin, alors le mieux c'est encore de décider soi-même et là tout se passe bien ou est sous contrôle.

C'était de la folie d'aller à Chennai en scooter (125cm³ Suzuki), le bout du monde ! Ils m'auraient privé de ce petit plaisir, alors que je n'en ai pas beaucoup déjà ; Pour aimer la vie et les autres, on n'a pas envie de vivre dans un monde où le plaisir n'existerait pas, personne ne serait heureux, mais le drame, c'est que c'est leur vie qui est ainsi ou plutôt la société. Vous me direz que pour vivre la tristesse, il faut connaître aussi le bonheur, ah oui, mais il est éphémère, tu n'as pas intérêt à le louper tellement il est tenu, tu pourras toujours te le raconter et le raconter aux autres, les Indiens sont très bavards.

A part cela, Kajaveli est venue me demander deux oignons et deux tomates pour préparer un cari (ou cary, curry), je ne pouvais pas lui refuser, c'est ma voisine d'en face et elle est plus pauvre que moi. Deux jours plus tard elle nous a apporté un cari de poisson au tamarin dans un grand bol, c'est gentil. Raika, mon autre voisine a raconté à ma compagne qu'ils ne s'en sortaient pas et elle a commencé aussi à travailler à mi-temps, toutes les deux ont des enfants en bas âge, elles ont moins de 25 ans. Du coup elle est tombée malade, gros mal de tête et elle est épuisée au point de dormir quand son époux rentre le soir, et comme elle n'avait pas préparé le repas, il l'a salement engueulée, s'il ne l'a pas frappé... Elle a raconté à Selvi qu'il n'était jamais là et picolait avec ses copains, et du coup son petit salaire ne suffit pas, tous mes voisins sont dans le même cas, c'est dramatique. J'évite de parler avec leurs époux qui a la première remarque se font menaçants ou tiennent des propos incohérents, ce qui ne m'empêche pas de leur rendre des services, comme par exemple leur prêter des outils.

Quand je vous dis que les Indiens ont des rapports épouvantables et des conditions de vie insupportables, je pourrais pratiquement l'illustrer quotidiennement, cela nous interpelle évidemment, c'est bien triste. Cela suffirait à expliquer ma radicalisation politique si c'était nécessaire. Et malgré tout il faut bien continuer à vivre...

[Cause toujours il en restera quelque chose...](#)

Les médias et ceux qui nous gouvernent ont pris l'habitude de relayer toutes sortes d'accusations non étayées à l'encontre des acteurs qui les encombrant ou qu'ils ont décidé d'éliminer, sachant pertinemment qu'elles étaient fabriquées ou l'oeuvre de minables faussaires connus ou anonymes, de manière à leur porter préjudice pour que la population s'en détourne et à apparaître comme les seuls garants de la vérité ou de la véritable information.

Comme ces accusations circulent en boucle continuellement, ils se fichent qu'elles soient éventées ou contredites plus tard ou même de devoir avouer eux-mêmes qu'ils s'étaient trompés, parce qu'entre temps elles auront pénétré profondément le cerveau des gens au point de se forger des convictions, qui par la suite seront pratiquement impossibles à déloger selon le principe qu'il n'y a pas de fumée sans feu, d'où la nécessité impérieuse de les traiter immédiatement avant que ce conditionnement n'opère ses ravages.

Quand une personne est accusée d'avoir commis un délit, on va éplucher sa vie et dans la plupart des cas on va s'apercevoir qu'elle n'a pas toujours eu un comportement exemplaire, ce dont évidemment elle ne s'était pas vantée lorsqu'on l'avait interrogée. Du coup, elle pourra être reconnue innocente du délit dont on l'avait accusé, mais certains passages de son passé peu reluisants laisseront des traces indélébiles. C'est le même principe qu'ils utilisent pour démolir quelqu'un ou faire en sorte que plus personne ne leur accorde leur confiance par la suite, ainsi leur objectif est atteint.

Alors quand on nous dit que cela n'a aucune incidence sur l'état d'esprit des travailleurs, qu'il nous soit permis d'en douter fortement, j'irais même plus loin en affirmant que les faits prouvent exactement le contraire et se traduit par la passivité des masses, leur neutralité, leur refus de se mobiliser, leur doute vis-à-vis de tout un chacun, y compris elles-mêmes, or c'est justement ce que les masses ont le plus besoin pour passer à l'action, avoir confiance en elles-mêmes et ne pas douter de leur capacité pour affronter et vaincre le régime en place. Sinon pourquoi la réaction se donnerait-elle autant de mal pour manipuler les masses si elle n'obtenait aucun résultat, un peu de logique s'il vous plaît.

Nous raconter à longueur de temps que le régime est en crise ne nous fait pas avancer d'un millimètre, qui ne le sait pas, qui ne s'en aperçoit pas dans sa vie quotidiennement, franchement, allons plus loin, cette fâcheuse manie de refuser obstinément d'envisager les rapports entre les classes sous un autre angle, ne manifesterait-il pas une méconnaissance des masses, et partant de là un manque de confiance dans les masses ?

[Un échange par courriel avec monsieur Thierry Meyssan \(Réseau Voltaire\).](#)

A propos de votre article "Comment l'administration de l'Onu organise la guerre".

Nous sommes tous les deux des citoyens du monde monsieur Meyssan !

Je vous rappelle que l'ONU "organise la guerre" depuis sa fondation, et que l'un de ses premiers actes criminels fut de sacrifier la Palestine, avec le soutien de Staline il faut préciser, le reste devait être à l'avenant et il le fut effectivement... Vous concéderez que cette terrible décision a eu des répercussions économiques et politiques mondiales jusqu'à nos jours...

Certes, mais les choses ont profondément changées : des Etats-membres organisent encore des guerres, mais cette fois, c'est aussi et d'abord l'administration de l'Onu, les hauts-fonctionnaires internationaux. Ils n'obéissent plus aux Etats dont ils sont issus, mais à des intérêts financiers sans patrie. En 1948, les sionistes assassinaient le comte Folke Bernadotte, aujourd'hui ce sont ses successeurs qui organisent la guerre.

Effectivement, les Etats ne servent plus que de caution à ces guerres. Et le suffrage universel ne sert plus qu'à élire les représentants qui les couvriront ou les justifieront, et puisque généralement ils étaient informés de ce qui les attendait quand ils n'étaient que candidats à des postes ministériels ou à la fonction suprême de chef de l'Etat, on ne peut pas dire qu'ils seraient otages de ce pouvoir occulte qu'on appelle aussi l'Etat profond, ils en sont plutôt les complices.

C'est en tout cas ce qu'on pouvait dire hier. Car la situation évolue très rapidement sous l'effet des conséquences néfastes ou désastreuses que cette politique occasionne, ce qui conduit les peuples à la rejeter et se traduit lors de chaque élection par l'éviction de ceux qui l'ont appliquée. C'est ce qui a amené une partie de l'oligarchie à s'interroger sur l'opportunité de modifier sa stratégie tout en conservant les mêmes objectifs, de manière à ne pas perdre la main sur les Etats qu'elle contrôlait, tout en continuant de déstabiliser ceux qui lui résistaient.

Je n'ai plus le temps de continuer cette analyse. Quelques pistes de réflexion pour la prochaine fois.

- En pratique, elle instrumentalise les conséquences de cette politique en alimentant l'extrême droite et le populisme et les musulmans lui servent de bouc émissaire pour finalement s'attaquer à toutes les couches exploitées...
- Il leur faut un ennemi réel ou imaginaire pour justifier leurs dépenses militaires, les restrictions aux libertés, l'austérité...
- Ce pouvoir de l'oligarchie était en gestion depuis longtemps...
- Peu de rotations du personnel dans la haute administration, les technocrates... ils se repassent les dossiers, les contre-réformes sont préparées depuis des décennies, chaque locataire de l'Elysée s'emploie à les faire passer petits bouts par petits bouts...

[Incroyable, je peux devenir populaire, mais pas populiste, mais pas auprès de mes lecteurs !](#)

- Toi aussi, Bernie ? Par Chris Hedges - Les Crises 3 septembre 2018

Commentaire recommandé par Les Crises

Tardieu

Tsipras, Sanders, Mélenchon, Corbyn et bien d'autres avant eux ont toujours été égaux à eux-mêmes... Pour l'ignorer on feint de le découvrir, et partant de là on spéculé, on fantasme, on échafaude des théories sur la politique qu'ils auraient menée, alors que tout était écrit depuis le début, il suffisait de savoir lire.

Il n'y avait pas à attendre un changement de régime d'Allende, Blum, Mitterrand, Hollande, Soares, Zapatero, Chavez, Maduro, Morales, etc. etc. car finalement ils incarnaient la même idéologie, les mêmes intérêts de classe qu'ils n'ont jamais remis en cause, tout le reste est du baratin...

Mais un changement de régime, est-ce ce que vous souhaitez ou préférez-vous entretenir l'illusion que le capitalisme serait réformable parce que finalement il vous a relativement épargné ?

En fait j'ai commis une erreur, je voulais dire la politique qu'ils auraient pu mener. Vous aurez constaté que je n'ai pas modifié mon discours d'une virgule, bien que les lecteurs de ce blog ne soient pas acquis à notre cause.

51 internautes partagent ce commentaire qui a déclenché la fureur des internautes qui se sentent démasqués...

Hier la distinction était moins apparente ou le "miracle" de la dialectique, comment la quantité s'est transformée en qualité

- Avec Macron on est passé d'une République aristocratique à un régime ploutocratique...

Sans qu'il y n'y ait d'incompatibilité entre les deux, comme entre le PS et LREM, les hauts fonctionnaires et les technocrates qui officiaient pour les présidents précédents sont pour la plupart demeurés en place, ceux qui ont depuis de nombreuses années préparer les dossiers et les contre-réformes que Macron entend adopter...

Parole d'Internaute

- "Pour conserver ce contrôle, le capitalisme dominant a besoin de maintenir 5 avantages par rapport aux pays émergents (la Chine principalement):

- accès privilégié aux ressources
- avantage militaire
- contrôle de la circulation de la monnaie
- avance technologique
- hégémonie médiatique et culturelle

Les guerres perpétuelles sont donc nécessaires pour empêcher la Chine ou d'autres pays émergents de remettre en cause ces 5 avantages, et notamment de menacer cet accès privilégié aux ressources, en justifiant une présence militaire sur la planète entière."

Il y a "urgence est à faire connaître les faits" au moment où s'installe pas-à-pas un régime totalitaire.

Seule la mobilisation de millions de travailleurs et de jeunes, unis avec leurs organisations, peut empêcher ce régime d'aller jusqu'au bout de sa logique : la destruction de tous les droits ouvriers et démocratiques et l'instauration d'un ordre corporatiste et totalitaire digne de Vichy.

Alors oui, l'urgence est à faire connaître les faits en élargissant la diffusion de La Tribune des travailleurs. L'urgence est à bâtir l'unité des rangs ouvriers pour balayer la contre-réforme des retraites, l'unité des rangs ouvriers pour chasser Macron et la Ve République. (Extrait de l'éditorial de Daniel Gluckstein de la Tribune des travailleurs publié le 6 septembre - Gare aux oiseaux de bon augure !)

Chacun s'y emploie à sa manière.

Achevons-les ! Macron : Dehors tout de suite !

- La popularité d'Emmanuel Macron en chute libre pour la rentrée - Le HuffPost 06.09 L

e plancher atteint en août est à nouveau battu dans la vague de septembre du baromètre YouGov pour Le HuffPost et CNews. L'alerte est d'autant plus sérieuse que pour la première fois, le président de la République obtient un score inférieur à celui du premier tour de la présidentielle 2017. Seulement 23% des sondés soutiennent désormais son action, en baisse de quatre points en un mois.

Pire, 69% des Français ont un avis négatif sur son action, soit une progression de sept points en un mois. Sur ce dernier point, c'est un résultat équivalent à celui de François Hollande en septembre 2013; le socialiste était alors à 21% d'opinions favorables.

Sans surprise, cette dégringolade rejaillit sur Edouard Philippe. Comme le relève YouGov, "le premier ministre voit également son niveau de popularité baisser ce mois-ci pour atteindre à son tour un niveau d'impopularité record". Seuls 24% des Français ont une image positive de son action, en baisse de six points ce qui constitue la plus forte chute. Les opinions négatives augmentent de neuf points à 64%, ce qui est là encore un record.

De même la confiance dans le gouvernement s'effondre. Seulement 20% des sondés ont une opinion favorable de l'action de l'équipe ministérielle, soit sept points de moins.

Près de 4 Français sur 5 (78%) jugent que "les lobbys ont trop d'influence sur la politique française", selon les résultats d'une étude réalisée par l'institut YouGov pour Le HuffPost et CNews.

84% des sympathisants de La République En Marche jugent le poids des lobbys trop important tout comme 95% des électeurs de la France insoumise et 74% des soutiens du Rassemblement national (ex-FN).

Indicateur intéressant, quasiment la même proportion de l'opinion critique à l'égard des lobbys désapprouve la politique écologiste du gouvernement. 76% des personnes interrogées jugent que l'action menée par Emmanuel Macron n'est "pas bonne pour l'environnement". Un constat qui culmine à 93% chez les électeurs de Marine Le Pen, 89% chez ceux de Jean-Luc Mélenchon. Désormais, un sympathisant LREM sur deux (50%) partage ce sentiment. Le HuffPost 06.09

Quand le gouvernement dépense des millions d'euros en voyages d'agrément et rogne sur le niveau de vie des plus pauvres

- Coût du voyage de Philippe dans les Hautes-Alpes: "polémique inutile" pour Giraud (LREM) - AFP 6 septembre 2018

Le coût du déplacement mercredi dernier d'Edouard Philippe dans les Hautes-Alpes, épinglé par Le Canard enchaîné, provoque une "polémique inutile", considère le député LREM Joël Giraud, rapporteur général du Budget.

L'hebdomadaire relate qu'en raison de la panne d'un des deux avions type Casa prévus pour l'aller, deux hélicoptères Super Puma avaient été employés pour ce déplacement du Premier ministre.

Pour le retour, les Super Puma ont d'abord reconduit Edouard Philippe et ses équipes de Gap à Grenoble, où l'attendait le Casa, en raison des conditions météorologiques.

La presse a été reconduite en Casa à Paris, selon le témoignage d'une journaliste AFP. Facture totale: 150.000 euros d'après Le Canard enchaîné, 80.000 euros selon Matignon.

Ces 80.000 euros couvrent les transports du Premier ministre, d'élus, de chefs entreprises et de la presse, a-t-on précisé de même source à l'AFP.

Le recours à un vol privé Tokyo-Paris en décembre par Edouard Philippe pour le ramener plus vite de Nouvelle-Calédonie avait déjà fait polémique.

Le Premier ministre avait alors "assumé" la décision de recourir à un avion loué par Matignon à une société privée pour 350.000 euros, pour ramener du 5 au 6 décembre plusieurs ministres et une soixantaine de personnes en métropole, au lieu d'utiliser l'appareil de l'armée. AFP 6 septembre 2018

Quand l'Élysée se bunkérise pour protéger Macron.

- L'Élysée refuse de révéler le salaire de Benalla - L'Express.fr 6 septembre 2018

L'Élysée aurait refusé de dévoiler le montant du salaire d'Alexandre Benalla à deux députés car le "principe de la séparation des pouvoirs s'applique à l'égard du président de la République", révèle Le Parisien. En juillet dernier pourtant, après l'affaire, Alexandre Benalla avait confié au Monde être rémunéré 6 000 euros net par mois. L'Express.fr 6 septembre 2018

Soit 10.000 euros brut...

Il est bien le digne héritier de de Gaulle qui avait un penchant pour la tête de veau et qui prenait les Français pour des veaux.

- S'il était un plat, Emmanuel Macron serait une "blanquette de veau" : le portrait chinois du président devant des collégiens - Franceinfo 04.09

Avec Macron, même le veau est dévalorisé...

Il ne leur reste plus que la méthode Coué pour "tenir".

Emmanuel Macron encourage son gouvernement à "tenir" - L'Express.fr 6 septembre 2018

Dites-nous plutôt combien cela va vous rapporter.

- "Ça valait le coup": Hulot pense que sa démission a "provoqué un sursaut" - Le HuffPost 04.09

Quand ils avouent avoir renoncé à avoir "des élus exemplaires", on ne les contredira pas.

- Richard Ferrand en route vers la présidence de l'Assemblée nationale, une prime à la casserole? - Le HuffPost

C'est peu dire que ce remaniement a été décevant! François Nyssen reste au gouvernement malgré sa réticence persistante à respecter les règles d'urbanisme. Muriel Pénicaud est confirmée dans ses fonctions malgré sa fâcheuse habitude de donner des "rendez-vous secrets" avant les appels d'offres. Saluons néanmoins le départ de Laura Flessel, éclaboussée par une affaire de fraude fiscale...

Mais la simple déception a vite été remplacée par de la consternation. On nous annonce que Richard Ferrand ? qui, le 19 juin 2017, n'était pas assez bien pour rester au Gouvernement ? serait, aujourd'hui, favori pour devenir le 4e personnage de l'État!

Certes, l'information judiciaire ouverte depuis le 12 janvier 2018, suite à la plainte avec constitution de partie civile déposée par Anticor, est toujours en cours et n'a pas abouti à une condamnation...

Mais, même en l'absence de condamnation ou de mise en examen, les faits sont là: en 2011, Richard Ferrand – conseiller départemental et conseiller régional, à l'époque – a profité de ses fonctions de directeur d'une mutuelle pour permettre à sa compagne de réaliser une juteuse plus-value d'un demi-million sans risquer le moindre euro. À l'évidence, ce type de comportement, rendu possible grâce à un conflit d'intérêts parfaitement indéfendable, suffit à le disqualifier d'aspirer à de plus hautes fonctions (même si, lors du second tour des législatives, 20.991 électeurs de la 6e circonscription du Finistère ont visiblement pensé le contraire).

Force est de constater que la France est un des rares pays à s'interroger aussi longuement sur l'avenir politique de ses élus les moins scrupuleux. En Scandinavie, il n'y aurait même pas de débat. Un candidat plus vertueux serait préféré.

Que cette candidature soit sérieusement envisagée illustre à merveille la fameuse "prime à la casserole" théorisée par Philippe Séguin. Ah, comme elle est déjà loin la moralisation de la vie politique qui devait être le préalable à l'action du nouveau quinquennat!

Il est bien dommage que l'on ait renoncé aussi rapidement à avoir des élus exemplaires. Pourtant, comme le rappelait Gandhi, "l'exemple n'est pas le meilleur moyen de convaincre, c'est le seul".

Bon, Gandhi a dit et fait beaucoup de conneries. Être honnête ou sincère, plein de bonnes intentions, c'est bien mais insuffisant, cela ne remplacera jamais une argumentation bien étayée, une stratégie, une orientation ou un programme politique...

Incroyable, qui aurait cru qu'ils étaient compatibles ?

- RN, DLF, ex-GUD... Le lancement de campagne très à droite d'un candidat à la présidence des jeunes LR - Le HuffPost 6 septembre 2018

Toutes les droites y étaient...mais très peu de militants Les Républicains. Mercredi 5 septembre, un premier candidat s'est lancé dans la course à la présidence des jeunes LR, dont les dates du scrutin restent à définir. Le jeune Erik Tegnér, 25 ans, ex-soutien de Virginie Calmels reconverti en chantre de "l'union des droites", a débuté sa campagne devant environ 200 personnes réunies sur une péniche du centre parisien.

"J'ai choisi de me présenter parce qu'on a plus le temps. Il y a une question civilisationnelle, identitaire et démographique qui nécessite qu'en 2022, on accède au pouvoir", a prévenu le jeune candidat, vantant cette soirée de lancement comme une "démonstration de force" réunissant à la fois "des jeunes de partis plus à droite" et d'autres "hors-parti".

Comme vous pouvez le voir dans la vidéo en tête d'article, Erik Tegnér a amorcé cette campagne entouré d'une "union des droites"... particulièrement à droite. Des députés Sébastien Chenu (Rassemblement national) et Nicolas Dupont-Aignan (Debout la France), en passant par l'essayiste souverainiste Paul-Marie Coûteaux ou encore le président du Parti chrétien-démocrate, Jean-Frédéric Poisson, de nombreuses personnalités de la droite et de l'extrême droite sont venues soutenir le jeune militant.

Dans l'assistance, on pouvait aussi croiser le porte-parole de Génération identitaire Romain Espino, ou encore Frédéric Pichon, ex-patron de l'organisation d'extrême droite Groupe union défense (GUD). Un seul élu républicain, peu connu, avait fait le déplacement: Louis-Alexandre Alciator, adjoint au maire de Clichy-la-Garenne. Sur place, Le HuffPost n'a rencontré aucun jeune s'affichant comme membre des Républicains.

"C'est une démarche de bon sens absolu", a lui vanté Nicolas Dupont-Aignan, au sujet de ce dialogue entre les droites prôné par la jeune sensation de la soirée. "C'est le seul chemin possible pour créer une alternative au mirage Macron. Sa force est

seulement liée à la faiblesse de l'opposition", a ajouté le président de Debout La France, félicité par Erik Tegnér pour "son choix courageux dans l'entre-deux-tours de rejoindre Marine Le Pen". Le HuffPost 6 septembre 2018

Comment instaurer un régime totalitaire. Attali nous livre le mode d'emploi.

C'est une obsession chez lui !

Ce qu'il propose, ce n'est pas une simple réforme du régime ou des institutions, mais un véritable changement de régime basé sur une réforme institutionnelle "totale". Et de préciser que "les enjeux ne sont pas des questions de personnes mais de structure" pour mettre en place ce qu'il appelle une "économie positive". Nous verrons plus loin de quelle structure il s'agit, celle d'un Etat totalitaire.

Et pour mettre les lecteurs en confiance ou leur prouver qu'il serait animé d'intentions bienveillantes, il prétend que ce nouveau modèle de société serait conforme à "l'intérêt des générations futures", alors qu'il ne se soucie guère de celui des générations présentes ou ne s'est jamais soucié de celui des générations passées, hormis pour leur pourrir la vie, mais les lecteurs ne sont pas censés le savoir ou l'avoir à l'esprit.

Ce qu'il propose, c'est de subordonner les institutions qui font appel au suffrage universel à deux institutions non élues qui disposeraient d'un pouvoir "de contrôle des lois et des décrets" qu'aucune institution ne pourrait contester, en incluant les conséquences qui pourraient en découler pour les "intérêts des générations futures", qu'il faut traduire par les besoins futurs de l'oligarchie ou des capitalistes sachant qu'il se fout éperdument de ceux du peuple.

On pourrait imaginer qu'une loi qui serait contraire aux intérêts des générations présentes pourrait être adoptée dès lors qu'elle serait déclarée bénéfique pour les générations futures, ce qu'aucune génération future ne pourrait contredire puisqu'elle n'existerait pas, il suffirait que ces deux institutions s'en portent garantes pour qu'il en soit ainsi ou que cette loi soit adoptée. Ce qui préparerait l'adoption de lois contraires aux intérêts de toutes les générations présentes et futures au seul profit du marché, de l'oligarchie, sans qu'aucun contrepouvoir ne puisse les contester.

Vous penserez peut-être qu'il n'y aurait pas grand chose de changer par rapport à ce que nous connaissons déjà, à ceci près que ce serait gravé dans la Constitution, non seulement vous n'auriez plus aucun droit politique, mais ce serait la norme, le nouveau modèle de société dans lequel nous devrions vivre, ce qui justifierait la répression contre quiconque s'aviserait de le contester, il serait déclaré hors la loi, vous saisissez la distinction entre un régime passablement totalitaire donc qui tolère encore certaines libertés et un régime totalitaire tout court qui n'en tolère aucune. C'est le manuel d'une dictature absolue.

Il a instrumentalisé les problèmes dus à des variations climatiques qui ont des conséquences néfastes sur la population, pour placer sa propagande en faveur d'un régime totalitaire et justifier le contrôle des lois par des instances supérieures non élues, qui étendu du climat au climat des affaires permettrait à l'oligarchie de se doter d'un pouvoir illimité. Quand je pense que lorsque j'affirmais que notre combat politique devait être axé contre la Constitution, on me riait au nez, j'étais à côté de la plaque...

Aujourd'hui le Conseil constitutionnel et le Conseil d'État ont le pouvoir de retoquer une loi, décision dont le président et le gouvernement peuvent tenir compte ou non, s'ils en tiennent compte tout rendre dans l'ordre, en revanche s'ils persistaient, on se retrouverait en présence d'un double pouvoir revendiquant le pouvoir, donc deux classes opposées ou aux intérêts contraires. Or avec la réforme institutionnelle "totale" que préconise Attali, cette loi ne viendrait même pas à exister sur le papier, elle ne ferait l'objet d'aucun débat parce que le Conseil constitutionnel et le Conseil d'État s'y seraient opposés en amont, au préalable, le président et le gouvernement pourraient être déclarés hors la loi, et il suffirait que le Conseil constitutionnel et le Conseil d'État appellent toutes les institutions à ne plus leur obéir ou à ne plus reconnaître leur autorité pour qu'ils soient renversés.

- Pour un ministère de l'économie positive par Jacques Attali - l'express.fr 05.09

Extrait. Telle est la définition de l'économie positive : celle qui se préoccupe, dans chacune de ses décisions, de l'intérêt des générations futures.

Cette réforme institutionnelle ne serait totale que si le Conseil constitutionnel et le Conseil d'État voulaient bien reconnaître que la défense de l'intérêt des générations futures fait aussi partie de leurs prérogatives, dans le contrôle des lois et des décrets. Ne serait-ce que parce que la Constitution en fait une valeur sacrée de la République. l'express.fr 05.09

Totalitarisme. Quand l'Otan et le ministère des Armées deviennent le ministère de l'information ou le Ministère de la Vérité.

- «La France prépare un tour de vis contre la presse et commence par les médias russes» - sputniknews.com 05.09

Un rapport français publié le 4 septembre et intitulé «Les manipulations de l'information, un défi pour nos démocraties» s'en prend

à nouveau à la «propagande» des médias russes et recommande au gouvernement de marginaliser Sputnik et RT. L'historien des médias Antoine Lefebure dénonce un document qui précéderait un «muselage» de la presse.

«Les opérations informationnelles russes sont aujourd'hui un habile mélange de propagande de tradition soviétique et de divertissement à l'américaine.»

Quel programme! Quatre experts du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des Affaires étrangères (CAPS) et de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) ont dévoilé le 4 septembre leur étude intitulée «Les manipulations de l'information, un défi pour nos démocraties». Le tout devant la ministre des Armées Florence Parly.

214 pages où la Russie occupe une place très importante, de même que ses médias publics, RT et Sputnik. Le ton accusateur avec lequel les experts jugent les médias russes fait un étrange écho à la bienveillance à l'égard du pouvoir. Par exemple, ils proposent de «décrédibiliser les médias propagandistes», sur le modèle d'Emmanuel Macron, dont l'équipe avait confirmé le 27 avril 2017 avoir refusé les accréditations presses à RT et Spuntik. Attaque contre la liberté de la presse? Pas pour nos «experts», qui assurent que cette décision peut «se justifier». En effet, RT et Sputnik «ne font pas un travail journalistique, mais de propagande». Pour la litanie d'exemples, on repassera.

Contacté par Sputnik France, l'historien des médias Antoine Lefebure dénonce un rapport «partiel et partial», qui s'inscrit dans l'agenda du gouvernement:

Contacté par Sputnik France, l'historien des médias Antoine Lefebure dénonce un rapport «partiel et partial», qui s'inscrit dans l'agenda du gouvernement:

«Ce rapport contient des données dont certaines sont justes et d'autres, plus que discutables. Il s'inscrit dans une volonté du gouvernement de préparer un tour de vis contre la presse en commençant par ce qui est le plus facile à atteindre: les organes de presse liés à des États étrangers. Il débute par les médias russes, car l'ambiance est à l'hostilité envers Moscou.»

Si Daesh, la Chine ou encore l'Iran sont également visés, le rapport, qui cite des «interlocuteurs dans les instances européennes», affirme que «80% des efforts d'influence» sont le fait de la Russie. Il faut bien cela pour «manipuler» les opinions occidentales.

Parfois, les solutions prônées par les experts ont de quoi surprendre. Le rapport se félicite par exemple d'une initiative balte, visant à faire essaimer des tribus d'«elfes» sur le Net, en opposition aux «trolls» qui séviraient pour le compte de Moscou. Quant à savoir ce qui fait de vous un charmant elfe ou un hideux troll, il y a fort à parier que votre ligne politique y soit pour beaucoup.

«Ce rapport est très politique et divise le monde entre le camp du Bien et le camp du Mal, qui est représenté par la Russie et ses alliés. En face nous avons les Gentils qui s'opposent aux informations qui viennent de Russie. Ce contexte rappelle un peu les années 60 et limite l'intérêt du rapport», analyse Antoine Lefebure.

Les experts du CAPS et de l'IRSEM saluent également le travail du think tank European Values, basé à Prague. (...)

Le ministère des Affaires étrangères et le ministère des Armées viennent de publier un rapport conjoint intitulé « Les Manipulations de l'information: un défi pour nos démocraties » dans lequel est préconisé de ne pas accréditer RT et Sputnik, médias russes. (...)

En revanche, rien sur les cas de censure, dont de nombreux comptes ont récemment fait l'objet sur Facebook et Twitter, notamment aux États-Unis. L'Oncle Sam serait même un exemple, puisque dans leurs 50 recommandations à destination des États pour lutter contre «la désinformation», les experts proposent d'«envisager l'enregistrement des médias étrangers» en suivant «l'exemple américain». Le PDG de Facebook, Mark Zuckerberg s'est de son côté fendu d'une tribune publiée dans le Washington Post le 4 septembre et dans laquelle il a rappelé les efforts du premier réseau social au monde pour «protéger la démocratie» en luttant contre la désinformation. Récemment, une vague de fermetures de comptes étiquetés à droite a frappé plusieurs réseaux, dont Facebook et Twitter, et déclenché l'ire de Donald Trump. Le 24 août, le locataire de la Maison-Blanche avait twitté ceci:

«Les géants des réseaux sociaux sont en train de réduire au silence des millions de gens. Nous ne pouvons pas tolérer cela, même si cela signifie que l'on continue à écouter les fake news de CNN dont les audiences ont beaucoup souffert. Les gens doivent pouvoir déterminer ce qui est vrai et ce qui est faux sans censure.» (...)

Les auteurs du rapport se félicitent même d'un «écosystème médiatique français relativement sain». Ce que conteste vivement Antoine Lefebure:

«Je pense que c'est une erreur de dire cela. Le paysage médiatique français n'est pas sain. 90% de la presse est tenue par des groupes financiers qui ont des intérêts multiples dans l'industrie de l'armement ou des télécommunications. Il n'y a

pas énormément de liberté pour les journalistes qui font leur boulot.

Le niveau n'est pas non plus excellent. Si vous prenez la presse anglo-saxonne, qui n'est pas parfaite, il y a tout de même plus de travail et de données. En France, nous sommes dans une espèce de mélange d'information biaisée et d'opinion.»

Les experts ont réponse à tout. Si les gouvernements sont obligés de museler davantage l'information, ce ne serait pas dans une volonté de contrôle de l'opinion publique, mais, encore une fois, de la faute de la Russie et des nations étrangères:

«D'autre part, un effet indirect qui est de générer chez les gouvernants une tentation liberticide. Cela pourrait être le véritable effet final recherché par les puissances étrangères à l'origine des manipulations de l'information: non pas tant de convaincre la population de tel ou tel récit que d'inciter les gouvernements à prendre des mesures contraires à leurs valeurs démocratiques et libérales.» sputniknews.com 05.09

La personnalité de deux des quatre rapporteurs de ce manuel de la tyrannie institutionnalisée en dit plus que de longs discours sur les intentions de ses commanditaires, l'OTAN, le Pentagone ou l'oligarchie financière.

Jean-Baptiste Jeangène Vilmer

Membre du conseil scientifique du Collège de Défense de l'OTAN. Prix maréchal Foch de l'Académie française 2013, Munich Young Leader 2018.0

Alexandre Escorcia

- Conseiller diplomatique du premier commandant suprême allié transformation de l'OTAN de nationalité française à Norfolk aux États-Unis (2009-2012)

Quelques passages de ce rapport.

A. L'Union européenne

Les phénomènes de manipulation de l'information ont fait l'objet dans l'Union européenne d'une prise en compte progressive et d'abord relativement éclatée entre institutions. Le sujet a initialement été appréhendé sous l'angle des relations extérieures de l'Union et de la nécessité de protéger l'image de l'UE dans son voisinage oriental.

Les promoteurs de la East StratCom Task Force prennent soin de préciser qu'« il ne s'agit pas de faire de la contre-propagande ».

B. L'OTAN

L'Alliance atlantique a une longue expérience sur ces questions, ayant été confrontée pendant la guerre froide aux tactiques soviétiques de « guerre psychologique » utilisant des « mesures actives ». Encore aujourd'hui, l'Alliance appréhende le phénomène principalement sous l'angle de la menace en provenance de Russie.

Au coeur de ce dispositif figure le centre d'excellence de l'OTAN sur la communication stratégique (NATO StratCom COE), créé en 2014 à Riga.

Le Parlement européen contre la propagande hostile

Le Parlement européen « 1. souligne que la propagande hostile contre l'Union européenne prend diverses formes et utilise divers outils, souvent conçus de façon à correspondre au profil des États membres, dans le but de déformer la vérité, d'instiller le doute, de diviser les États membres, d'entraîner un découplage stratégique entre l'Union européenne et ses partenaires d'Amérique du Nord, de paralyser le processus décisionnel, de discréditer les institutions de l'Union et les partenariats transatlantiques – dont le rôle dans l'architecture de sécurité et économique européenne est reconnu – aux yeux et dans l'esprit des citoyens de l'Union et des pays voisins, et de saper le discours politique européen fondé sur des valeurs démocratiques, les droits de l'homme et l'état de droit ; rappelle que l'un des principaux outils utilisés est l'incitation à la peur et à l'incertitude chez les citoyens de l'Union, ainsi que l'exagération de la puissance des acteurs étatiques et non étatiques hostiles ;

(Extrait de la résolution du Parlement européen du 23 novembre 2016 sur la communication stratégique de l'Union visant à contrer la propagande dirigée contre elle par des tiers.)

A. La vérification des faits

(Entendez, les faits qui ne sont pas conformes à ceux qu'ils fabriquent et qu'ils censurent systématiquement. - LVOG)

La vérification de la véracité des faits est la réponse la plus naturelle aux fausses nouvelles, et donc la plus répandue.

Cependant, la vérification des faits a aussi de nombreuses limites structurelles. Premièrement, le cerveau humain est relativement résistant à la correction. Les études montrent que la correction d'une croyance préalable n'est généralement pas efficace : la plupart des gens continuent d'utiliser en tout ou partie une information dont ils reconnaissent pourtant la fausseté. C'est un phénomène connu en psychologie sous le nom d'effet d'influence continue (continued-influence effect). Et il est d'autant plus fort que les croyances réfutées sont profondément ancrées : la vérification des faits fonctionne mieux sur les sujets nouveaux, ne suscitant pas d'idées préconçues. Le problème bien entendu est que « les fausses informations concernent aujourd'hui essentiellement des thèmes politiques qui reflètent des convictions idéologiques profondes ».

Ensuite, la vérification des faits est par définition un outil d'après coup : sa nature corrective signifie qu'il n'arrive que lorsque le mal est fait, après la diffusion de la fausse nouvelle. S'il permet de dénoncer ce qui est faux, tronqué ou fabriqué tout en faisant oeuvre de pédagogie, il n'efface pas l'impact psychologique important associé à la lecture d'une fausse nouvelle.

Par ailleurs, il n'atteint pas toujours, voire pas souvent, sa cible, c'est-à-dire que la correction n'est en général pas lue par les personnes qu'il s'agissait de convaincre : « les audiences les plus susceptibles d'être influencées par la désinformation russe pourraient aussi être les moins susceptibles de consommer régulièrement ou même d'accéder à des sites contrant la désinformation ». « Puisque les fake news sont le signe d'une défiance populaire à l'égard

Enfin, il y a aussi le risque que la vérification des faits devienne elle aussi un marché, dont se saisissent un nombre croissant d'acteurs (ONG, médias mais aussi plateformes digitales comme Facebook) : la logique du gain et/ou la volonté d'apparaître vertueux prennent parfois le pas sur la recherche de vérité, ce qui tend à décrédibiliser aux yeux de certains le recours à l'outil. Sans compter que cet outil est parfois détourné par ceux-là mêmes qui diffusent le plus de fausses nouvelles : RT a par exemple lancé un FakeCheck en quatre langues.

Toutes ces limites ne signifient pas que la vérification des faits n'est pas importante : elle est absolument nécessaire, mais aussi insuffisante. C'est un soin palliatif, qui doit être complété par d'autres mesures.

B. Initiatives normatives

(Quand des officines de la NED/CIA ou financés par elles ou des oligarques comme Soros sont chargés d'établir la liste des médias honnêtes. - LVOG)

Nous consommons des informations comme nous consommons de la nourriture. Les deux sont potentiellement bénéfiques et néfastes. Il faut donc faire un tri. De ce point de vue, la lutte contre les manipulations de l'information peut s'inspirer de l'étiquetage nutritionnel. C'est ce que certains appellent le « modèle Michelin » : des labels, index et classements permettant de distinguer les médias sérieux des autres. En 2014 déjà, Pomerantsev et Weiss recommandaient la création d'un classement international de la désinformation s'inspirant de la méthodologie des classements de Freedom House ou Transparency International.

Plusieurs initiatives sont en cours, dont un projet d'index global (disinformationindex.com). La plus prometteuse est sans doute l'initiative pour la confiance dans le journalisme (Journalism Trust Initiative) de Reporters sans frontières (RSF).

Le président Macron l'avait évoquée pour la soutenir dans ses vœux à la presse du 3 janvier 2018 (« une forme de certification des organes de presse respectant la déontologie du métier me paraît à cet égard non seulement intéressante, mais souhaitable »). RSF l'a officiellement lancée trois mois plus tard, le 3 avril, avec ses partenaires, l'agence France-Presse, l'Union européenne de radio-télévision et le Global Editors Network. Plutôt que d'identifier et blâmer les désinformateurs, il s'agit de « renverser la logique en donnant un avantage réel à tous ceux qui produisent des informations fiables, quel que soit leur statut », explique son secrétaire général Christophe Deloire, et de décerner un label de qualité aux médias qui le méritent, c'est-à-dire qui respectent un certain nombre de critères tels que l'indépendance éditoriale, la transparence ou la déontologie. Les médias seraient alors incités à les satisfaire afin de rasséréner les annonceurs publicitaires qui recherchent des environnements stables et non contestés. Les plateformes digitales pourraient, à terme, décider de valoriser les contenus de qualité en mettant en avant dans leurs algorithmes les médias certifiés. L'approche de RSF se veut donc incitative.

C. La recherche

(Quand des think tanks financés et liés au Pentagone et à l'UE sont chargés de contrôler l'information. - LVOG)

Les think tanks et les universités s'emparent également du sujet. Pour ne citer que quelques exemples, le think tank

tchèque European Values organise depuis 2016 un StratCom Summit à Prague qui est l'un des rendez-vous annuels les plus importants du secteur. Le dernier en date, en avril 2018, a réuni 200 experts, gouvernementaux et de la société civile, d'une trentaine d'États. Aux États-Unis, l'Atlantic Council a mis en place une structure dédiée, le Digital Forensic Research Lab (DFRLab), qui est vite devenue une référence. Ce laboratoire, qui travaille étroitement avec l'équipe de Bellingcat, une plateforme d'investigation digitale, assure un rôle important de détection et d'enquête sur les principales campagnes de désinformation. À Bruxelles, le EU Disinfo Lab produit également des analyses remarquées. Signalons enfin l'Alliance for Securing Democracy (ASD), une organisation transatlantique bipartisane dont l'objectif est de répondre aux ingérences russes dans les processus démocratiques aux États-Unis et en Europe.

L'université n'est pas en reste, notamment au Royaume-Uni : l'université d'Oxford a un projet de recherche Computational Propaganda ; King's College London s'est doté d'un Centre for Strategic Communications ; la London School of Economics d'un programme (appelé Arena) pour « répondre aux défis de la désinformation », au sein de l'Institute of Global Affairs, etc. Ailleurs dans le monde, on peut également citer le Cyber News Verification Lab de l'université de Hong Kong et l'université de Lund qui travaille étroitement avec le MSB suédois.

E. Les journalistes

(Quand les médias qui fabriquent les fake news ou sont chargés de les colporter sont chargés de vérifier les faits. - LVOG)

Les journalistes sont naturellement en première ligne du combat contre les manipulations de l'information et, bien souvent, ils participent, voire sont à l'initiative, de certaines des actions précédentes, notamment la vérification des faits.

Pour lire ou consulter ce rapport : ● Ce rapport au format pdf - 214 pages

[Quand les oligarques nomment directement les ministres. La preuve.](#)

- Remaniement : Maracineanu, les dessous d'une nomination - LeParisien.fr 5 septembre 2018

C'est un coup de gueule dans notre journal qui a ouvert les portes du ministère des Sports à l'ancienne championne de natation. LeParisien.fr 5 septembre 2018

LeParisien est la propriété du groupe LVMH - Moët Hennessy Louis Vuitton, dont le principal actionnaire est l'oligarque Bernard Arnault, un des parrains de Macron.

Pour la petite histoire depuis le rachat du titre en 2015 par le milliardaire.

En mars 2016, le titre est accusé d'autocensure par plusieurs syndicats (SNJ, FO et SNJ-CGT) et par la Société de journalistes du quotidien.

En mars 2018, les délégués SNJ (syndicat national des journalistes) du Parisien déplorent que Bernard Arnault « s'invite trop souvent dans les pages » du journal, portant atteinte à la crédibilité de celui-ci. Wikipédia.org

Et s'invite au gouvernement au même titre que Bouygues, Dassault, Lagardère, Bolloré, Drahi, Pinault, Niel, Pigasse, quoi de plus normal en ploutocratie.

[Vous êtes invité à devenir un agent des services de renseignement par Alexis Corbière \(LFI\)](#)

- «Le problème de Facebook, c'est son caractère intrusif» - Slate.fr 07.09

À la question de Slate (5'58), «Un quart des Américains ont supprimé l'application Facebook de leur téléphones, et vous?», Alexis Corbière a répondu par la négative: «Non, je ne l'ai pas fait» mais trouve ce «phénomène intéressant»: «Le problème de Facebook c'est son caractère intrusif. Et ça il faut le combattre, il faut une législation là-dessus. Tous ces énormes Gafa échappent à tout. Il faut pouvoir leur appliquer une législation nationale. Est-ce que ça passe par le retrait de Facebook? Pourquoi pas, mais il doit y avoir une réflexion plus large». Slate.fr 07.09

Qu'un quart des Américains ait un niveau de conscience politique supérieur à celui d'Alexis Corbière est une bonne nouvelle ! Ce charlatan s'accommode très bien des Gafa et légitime ainsi leur pouvoir de nuisance extraordinaire, il est dans son rôle de social-démocrate gestionnaire du capitalisme, qui finalement n'est pas si mauvais que cela, il faut juste l'encadrer avec de bonnes lois... Allez monsieur Corbière, souhaitez-lui longue vie ! Vendu, escroc !

Comment les médias-oligarques endorment et manipulent les lecteurs.

La méthode.

Un coup ils sortent un article qui n'est pas à l'avantage de Macron, tout du moins le titre et sa présentation, ce que de nombreux internautes se bornent à lire sans aborder le contenu de l'article, où généralement cela s'arrange quand cela ne les contredit pas carrément.

Et un autre coup, d'emblée ils diffusent la propagande de l'Otan ou des idéologues de l'oligarchie fanatiques de la guerre.

Bref, c'est l'art d'entretenir la confusion ou de l'amalgame entre vérité et contrevérité ou demi-vérité et demi mensonge de manière à faire adhérer le plus grand nombre à leur politique.

Décrypter leur méthode est capital, car cela permet de les démasquer ou de semer le doute dans la tête de ceux qui leur étaient acquis, de saper ou neutraliser la base qui les soutient, donc affaiblir Macron et son gouvernement. Encore faudrait-il qu'on en profite pour faire passer notre politique, mais cela on en est encore incapable, hélas !

- Hulot ou un bigorneau, rien ne changera - Liberation.fr 04.09

Le ministère de l'Écologie restera un portefeuille fantoche tant que le capitalisme court-termiste sera le modèle économique dominant. Liberation.fr 04.09

Pour un peu Libération serait un opposant au néolibéralisme, à Macron. Et dans l'article suivant...c'est le capitalisme "court-termiste" qui est à l'honneur !

- Un rapport dissèque les manipulations de l'information par la Russie - Liberation.fr 04.09

Un rapport réalisé par deux instituts de recherche des ministères français des Affaires étrangères et des Armées... Il est forcément fiable ou non orienté... Sachant qu'ils sont acquis à l'Otan, ils nous prennent vraiment pour des cons !

Quand la guerre des clans fait rage au sommet de l'oligarchie anglo-saxonne.

Quand le groupe Bilderberg recourt à l'anonymat pour parvenir à ses fins.

- Le journaliste Bob Woodward signe un portrait accablant de Donald Trump - AFP 04.09

Le Washington Post, journal pour lequel travaillait Woodward.

Le Washington Post a publié ce mardi de longs extraits de « Peur », le livre écrit par le célèbre journaliste Bob Woodward et qui paraîtra le 11 septembre prochain aux Etats-Unis. Le journaliste, célèbre dans le monde entier pour son travail sur le scandale du Watergate dans les années 1970 avec Carl Bernstein, dresse tout au long des 448 pages de son ouvrage le portrait d'un président aussi impulsif qu'inculte, si l'on se fie aux premiers extraits publiés mardi par le Washington Post. AFP 04.09

Selon Woodward, Trump aurait suggéré au ministre de la Défense, Jim Mattis, de tuer ou "buter" Bachar al-Assad, pour "ordonner finalement des frappes plus classiques en guise de représailles" selon Le Parisien.

Donald Trump se comporterait "comme un écolier de CM2" selon Mattis. Woodward relate que Trump serait paranoïaque.

Voyons qui se comporte comme quoi et ce qu'il y a lieu d'en tirer comme conclusion.

Le Parisien - Quand des conseillers volent des documents sur le bureau de Trump. Au milieu du chaos semblant régner dans la Maison-Blanche telle qu'elle est dépeinte par Bob Woodward, certains en viennent à recourir à des méthodes peu orthodoxes pour limiter les effets du nationalisme économique du président. Gary Cohn, ancien conseiller économique, aurait ainsi « volé une lettre qui se trouvait sur le bureau de Trump » qui visait à retirer les Etats-Unis d'un accord commercial avec la Corée du Sud. D'après Cohn, Donald Trump n'a jamais remarqué qu'elle avait disparu. "J'ai juste pris le papier sur son bureau", a dit Cohn à un conseiller présidentiel, raconte le livre. (Précision de Reuters 04.09 - LVOG)

Et lorsque Rob Porter a eu pour consigne de rédiger une lettre notifiant le retrait des Etats-Unis de l'ALENA (accord de libre-échange incluant le Canada et le Mexique), Gary Cohn lui aurait assuré qu'il avait la solution : « Je peux arrêter ça. Il suffit que je

vole la lettre sur son bureau. » Le Parisien 04.09

Dans ces conditions, paranoïaque on le serait à moins, quant au comportement de Gary Cohn, c'est davantage celui d'un petit voyou que celui d'un écolier.

En matière de manipulation de l'information, un modèle du genre : le recours à la dénonciation calomnieuse anonyme.

- Le New York Times publie la tribune anonyme d'un "résistant" de l'administration Trump - AFP 6 septembre 2018

Le New York Times a publié mercredi la tribune anonyme d'un haut responsable de l'administration Trump qui explique pourquoi et comment il s'efforce, avec d'autres, de lutter de l'intérieur contre les "pires penchants" du locataire de la Maison Blanche.

La publication de ce témoignage intervient au lendemain de la diffusion de larges extraits d'un livre explosif du journaliste d'investigation Bob Woodward, qui dresse le portrait d'un président colérique et paranoïaque que ses collaborateurs s'efforcent de contrôler, voire de contourner, pour éviter de dangereux dérapages.

L'auteur de ce texte, intitulé "Je fais partie de la résistance au sein de l'administration Trump", souligne clairement qu'il ne s'agit pas pour lui de soutenir la démarche de la gauche américaine mais de protéger son pays contre le comportement de son 45e président.

"Nous pensons que nous avons d'abord un devoir envers notre pays, et que le président continue à agir d'une façon néfaste à la bonne santé de notre république", écrit-il.

"C'est la raison pour laquelle nous nous sommes engagés à faire ce que nous pouvons pour préserver nos institutions démocratiques tout en contrecarrant les impulsions les plus malencontreuses de M. Trump jusqu'à ce qu'il ait quitté son poste".

"Le coeur du problème est l'amoralité du président", poursuit-il.

Estimant que l'administration a engrangé un certain nombre d'avancées depuis son élection --déréglementation, réforme fiscale, renforcement de l'armée-- il juge que ces dernières ont été obtenues "en dépit de et non grâce" à Donald Trump, dont il qualifie le style de "mesquin", "impétueux" et "inefficace".

Le New York Times explique avoir pris la décision rare de publier une tribune anonyme à la demande de son auteur, dont le quotidien connaît l'identité. "Nous pensons que publier cet essai est le seul moyen de permettre à nos lecteurs de prendre connaissance d'un point de vue important", dit le journal. AFP 6 septembre 2018

Et dire qu'il y en a qui vont jusqu'à nier l'existence de l'Etat profond et sa collusion avec la pseudo-gauche, les médias-oligarques, le Pentagone.

- Après la tribune dans le NY Times, Trump évoque une menace contre la démocratie - Reuters 7 septembre 2018

Donald Trump, en meeting électoral jeudi soir dans le Montana, a estimé que la tribune anonyme publiée dans le New York Times révélait, si son contenu est exact, l'existence d'une menace contre la démocratie américaine au sein même des structures du pouvoir.

"Des agents non élus de l'Etat profond qui s'opposent aux électeurs pour promouvoir leurs propres programmes secrets sont véritablement une menace pour la démocratie elle-même", a dit le président américain à Billings.

"Est-ce de la subversion? Est-ce de la trahison? C'est une chose horrible", a-t-il dit à ses partisans venus l'écouter à Billings.

"L'Etat profond et la gauche, et leur véhicule, les médias bidons (the Fake News Media), deviennent fous et ils ne savent plus quoi faire", avait-il tweeté tôt jeudi matin avant d'égrener les performances de l'économie américaine et du marché de l'emploi. Reuters 7 septembre 2018

Quand ils en deviennent hystériques.

- Les démocrates assaillent le candidat de Trump à la Cour suprême - AFP 04.09

- Cette photo du candidat de Trump à la Cour suprême a fait scandale - Le HuffPost 04.09

Il n'a pas serré la main d'un inconnu...

La désinformation au service de la propagande de guerre.

- Donald Trump a commenté les informations sur sa prétendue intention de faire tuer Assad - sputniknews.com 05.09

Donald Trump a déclaré mercredi qu'il n'avait pas discuté de la possibilité de faire assassiner le Président syrien Bachar el-Assad, démentant ainsi les révélations que le journaliste américain Bob Woodward fait dans son livre consacré à la présidence de Trump à paraître le 11 septembre prochain.

Donald Trump a commenté les révélations de Bob Woodward sur l'assassinat de Bachar el-Assad. Le Président américain a déclaré à des journalistes qu'il n'avait pas discuté de la possibilité de faire assassiner le Président syrien.

«Cela n'a jamais été envisagé», a souligné Donald Trump, interrogé à ce sujet par des journalistes dans le Bureau ovale lors de sa rencontre avec l'émir du Koweït.

Le chef de l'État américain a par ailleurs qualifié le livre de Bob Woodward de «fiction». sputniknews.com 05.09

[Affaire Skripal. Traitement partiel et partial de l'information. Cherchez l'erreur.](#)

Londres professe des accusations et prétend avoir des preuves, mais quand Moscou lui demande de les rendre public ou de lui communiquer, Londres refuse.

- Novitchok : nouvelles accusations, nouveau démenti russe - euronews 6 septembre 2018

Sur un plateau de télévision ce mercredi, la porte-parole du ministère russe des Affaires Etrangères a rejeté à nouveau les accusations britanniques : "Les noms et les photographies qui ont été publiés dans les médias ne nous disent rien", a déclaré Maria Zakharova à propos des deux hommes accusés par Londres d'avoir tenté d'empoisonner Sergueï et Ioulia Skripal au Novitchok.

"La Russie continue de demander que toutes les informations et les données lui soient communiquées sur ces affaires. Et la Russie reste ouverte à la collaboration - malgré le manque total de respect et de volonté de coopérer de la part des Britanniques. Nous voulons que Londres le sache". euronews 6 septembre 2018

Cet article renvoie les deux acteurs principaux dos-à-dos, vous pourriez donc croire à un traitement impartial de l'information, et bien détrompez-vous. En voici la preuve.

- Le Royaume-Uni relance l'affaire Skripal - Réseau Voltaire 5 septembre 2018

Le Premier ministre britannique, Theresa May, a révélé à la Chambre des Communes, le 5 septembre, que Scotland Yard était parvenu à identifier les auteurs de l'attaque au Novitchok contre Sergueï et Yulia Skripal ainsi que contre le sergent Nick Bailey [1].

Les deux hommes, du nom d'Alexander Petrov et de Ruslan Boshirov (des noms très communs en Russie), sont arrivés de Moscou à l'aéroport de Gatwick, le 2 mars à 15h et sont repartis à Moscou deux jours après, le 4 mars à 22h30.

Le Royaume-Uni n'a pas adressé de demande d'extradition à la Russie car celle-ci n'extrade jamais ses ressortissants.

Le gouvernement russe a immédiatement affirmé ne pas savoir de qui il s'agissait et a demandé à Londres de lui transmettre les empreintes digitales de ces personnes. La procédure d'attribution de visas à des citoyens russes exige en effet une prise d'empreintes. Cependant, le gouvernement May s'y est opposé.

En l'absence de moyens d'identification les accusations britanniques restent invérifiables. Réseau Voltaire 5 septembre 2018

Le conflit entre le Royaume-Uni et la Russie a hanté le XIXème et le XXème siècle. Il n'était pas rare que les Britanniques utilisent de fausses preuves pour accuser les Russes de nouveaux maux. Ainsi, en 1924, avec une fausse tentative soviétique d'influencer les élections au Royaume-Uni [2]. Réseau Voltaire, 23 avril 2018.

[1] "Theresa May statement on the Salisbury investigation", by Theresa May, Voltaire Network, 5 September 2018.

[2] Sur le faux télégramme Zinoviev, voir : « L'affaire Skripal : le mensonge de trop ? », par Michael Jabara Carley, Traduction Jean-Marc Chicot, Strategic Culture Foundation (Russie)

Vous avez situé où se trouvait le lézard, le trou, l'information manquante, censuré par euronews, qui change tout.

Le gouvernement russe a immédiatement (...) demandé à Londres de lui transmettre les empreintes digitales de ces personnes. La procédure d'attribution de visas à des citoyens russes exige en effet une prise d'empreintes. Cependant, le gouvernement May s'y est opposé.

- Moscou fera bientôt connaître au monde l'histoire de l'affaire Skripal - sputniknews.com 05.09

La Russie a l'intention de présenter prochainement l'histoire de l'affaire Skripal à La Haye et à New York, apprend-on dans le communiqué que le ministère des Affaires étrangères a diffusé mercredi.

Moscou fera bientôt connaître au monde l'histoire de l'affaire Skripal, a déclaré le ministère russe des Affaires étrangères.

«Nous ferons prochainement connaître à la communauté internationale "l'histoire de l'affaire". Nous le ferons à La Haye et à New York. Nous sommes convaincus que tôt ou tard nous mettrons fin aux tentatives britanniques pour chercher des prétextes toujours nouveau pour nous attaquer», indique le communiqué du ministère russe des Affaires étrangères mise en ligne le 5 septembre. sputniknews.com 05.09

- Moscou réagit à la publication des photos des Russes suspectés dans l'affaire Skripal sputniknews.com 05.09

La police de sa Majesté a publié des photos des Russes suspectés dans l'empoisonnement de Sergueï Skripal et sa fille Iulia à Salisbury. Or, le ministère russe des Affaires étrangères souligne que ni les noms ni les photos des suspects «ne disent quoi que ce soit à Moscou». D'ailleurs, le gouvernement britannique n'exclut pas qu'il puisse s'agir de pseudonymes.

«Des médias ont publié les assertions de responsables britanniques sur les suspects dans les empoisonnements à Salisbury et à Amesbury. On cherche à les lier à la Russie. Les noms ainsi que les photos publiés ne nous disent rien», a souligné la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova.

- Les étranges photos des « espions russes » - Réseau Voltaire 6 septembre 2018

Scotland Yard a publié les photographies de l'arrivée des deux « espions russes » présumés de l'affaire Skripal, à l'aéroport de Gatwick, le 2 mars 2018.

Cependant, les photos, prises par la même caméra de surveillance à la sortie du même vol, portent exactement la même heure à la seconde près. Réseau Voltaire 6 septembre 2018

[Tous les peuples résistent.](#)

- Crise sociale en Irak: un nouveau mort à Bassora, des obus sur la zone verte à Bagdad - AFP

Trois obus se sont abattus tôt vendredi sur la Zone verte où siègent les autorités à Bagdad, alors qu'un couvre-feu était imposé à Bassora, province pétrolière du sud, après la mort d'un nouveau manifestant et l'incendie de bâtiments publics et de sièges de partis. AFP

- Nouvelles manifestations contre la cherté de la vie au Yémen - AFP

Des milliers de Yéménites ont de nouveau manifesté jeudi à Aden contre la cherté de la vie, réclamant le départ du gouvernement de ce pays ravagé par la guerre et en proie à la pire crise humanitaire au monde. AFP

[Leur vieux monde hideux](#)

Grille de lecture.

Ce sont les mêmes qui sont à l'origine de la prostitution et de la pornographie à grande échelle et qui prétendent défendre les droits des femmes. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous ne participons à aucune de leurs campagnes, mieux nous les dénonçons et les combattons.

- Les domestiques au Liban, un esclavage qui ne dit pas son nom - Slate.fr 2 septembre 2018

Plus de 250.000 travailleuses domestiques immigrées sont employées dans les foyers, liées à leurs employeurs par un système de parrainage qui ne leur garantit aucun droit. Slate.fr 2 septembre 2018

- Des milliers d'Ukrainiennes dans l'enfer de l'esclavage sexuel - sputniknews.com 05.09

La pauvreté, la guerre dans le Donbass et l'ignorance juridique ont fait de l'Ukraine l'un des principaux fournisseurs de prostituées au monde, explique le journal Izvestia. sputniknews.com 05.09

Ils osent tout

La question qui tue celui qui ose la poser ou en douter.

- Emmanuel Macron face au soupçon d'un pouvoir trop sûr de lui - AFP

La Macronie manque-t-elle d'"humilité"? AFP

- Manque d'humilité? Emmanuel Macron préfère revendiquer "un doute sain" - Le HuffPost

- Privatiser La Poste, quelle bonne idée ! - LePoint.fr 04.09

La Deutsche Post et le Royal Mail ont été privatisés avec succès. Et pourquoi conserver une banque publique dans un secteur bancaire essentiellement privé ? LePoint.fr 04.09

- Alain Carignon, l'incroyable come-back - L'Express.fr 04.09

Maire il y a trente-cinq ans, ministre, passé par la case prison... Il veut se présenter aux municipales à Grenoble en 2020. L'Express.fr 04.09

- Explosion des chiffres des violences faites aux femmes - Reuters

- La France prête à de nouvelles frappes en Syrie, dit Lecointre - Reuters

- Michael Moore compare Trump à Hitler dans un nouveau documentaire - Reuters

- Novitchok: Londres tient Vladimir Poutine pour responsable - AFP

- Skripal: les pays occidentaux soutiennent les conclusions britanniques - L'Express.fr

- Les États-Unis accusent la Syrie de préparer une attaque chimique à Idlib - LeFigaro.fr

- Les États-Unis affirment détenir de «nombreuses preuves» que le gouvernement syrien préparerait des armes chimiques destinées à l'offensive imminente contre Idlib. Une affirmation démentie par Damas.LeFigaro.fr

- Le «Coachella israélien» miné par les appels au boycott propalestinien - Liberation.fr

Le festival Meteor a vu une quinzaine de ses têtes d'affiche, dont la chanteuse Lana Del Rey ou le groupe Rockers of Montreal (photo), annuler leur venue en Israël... Liberation.fr

- Veillée d'armes et pourparlers autour d'Idlib - Liberation.fr

La dernière zone contrôlée par l'opposition vit dans l'attente d'une probable offensive du régime et de ses alliés, au moment où se tiennent deux réunions sur l'avenir de la région. L'ONU et les ONG s'inquiètent des conséquences catastrophiques en cas d'assaut. Liberation.fr

- Un tribunal brésilien annule la suspension du glyphosate - Reuters 04.09

- Colin Kaepernick, le joueur de foot américain antiraciste, devient le visage de la dernière campagne de Nike - Franceinfo 04.09

Mimétisme.

- Birmanie : l'ONU demande la libération "immédiate" des journalistes de Reuters - AFP 04.09

- La France apporte son soutien aux journalistes condamnés en Birmanie - Atlantico.fr 04.09

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Israël revendique plus de 200 agressions contre la Syrie en 18 mois - Réseau Voltaire 5 septembre 2018

Intervenant à la conférence anti-terroriste d'Herzliya, le 4 septembre 2018, le ministre israélien du Renseignement et des Transports, Yisraël Katz, a revendiqué plus de 200 opérations militaires contre la Syrie au cours des 18 derniers mois (photo).

Tout en prétendant que ces opérations ont visé principalement des objectifs liés aux Gardiens de la Révolution iraniens (c'est-à-dire incluant le Hezbollah libanais), il n'a pas caché que beaucoup d'entre elles faisaient partie de la guerre internationale contre la Syrie.

Ces opérations auraient —selon un officier israélien qui accompagnait le ministre— compris le tir de plus de 800 missiles et obus de mortiers. La dernière opération a eu lieu le jour-même à Wadi Al Uyun (Hama).

D'une manière générale, selon nos observations sur place, les opérations militaires israéliennes sont coordonnées avec les organisations jihadistes, Tsahal intervenant pour les couvrir au plan aérien. Les avions israéliens tirent, autant que possible, depuis l'espace aérien libanais ou international, sans pénétrer dans l'espace aérien syrien.

Alors que la plupart des États occidentaux et arabes du Golfe arment et financent les jihadistes, mais s'abstiennent d'intervenir sur le terrain, les États-Unis et Israël sont directement parties prenantes au conflit. D'autres États ont choisi de ne déployer que des Forces spéciales, notamment la France et le Royaume-Uni.

La guerre contre la Syrie a été planifiée par le Pentagone dans le cadre de la stratégie Rumsfeld-Cebrowski de 2001 [1]. Tout en se joignant au commandement US, chacun des alliés a poursuivi ses propres buts. Le Royaume-Uni a perturbé le plan US en poursuivant sa propre stratégie du « printemps arabe » de 2005, la France sa stratégie de 1921 d'enrôlement de milices kurdes contre les indépendantistes arabes, et Israël sa stratégie du « plan Yinon » de 1982 [2].

Notes.

[1] « Le projet militaire des États-Unis pour le monde », par Thierry Meyssan, Haïti Liberté (Haïti) , Réseau Voltaire, 22 août 2017.

[2] "A Strategy for Israel in the Nineteen Eighties (The "Yinon Plan")", by Oded Yinon, Translation Israel Shahak, Kivunim (Israel) , Voltaire Network, 1 February 1982. « Du "plan Yinon" à la "stratégie Yaalon" », par Alfredo Jalife-Rahme, Traduction Arnaud Bréart, La Jornada (Mexique) , Réseau Voltaire, 19 novembre 2014. Réseau Voltaire | 5 septembre 2018

1.2- L'implication d'Israël dans la guerre contre la Syrie - Réseau Voltaire 6 septembre 2018

Selon Foreign Policy [1], Israël aurait payé, depuis 2013, plusieurs milliers de combattants durant la guerre contre la Syrie, au tarif de 75 dollars par mois. L'État hébreu aurait également fourni des armes par trois points de passage le long de la ligne de démarcation à partir d'août 2014. Cette aide militaire s'est doublée d'une aide humanitaire. Cependant, Israël aurait cessé son soutien, en juillet 2018, à la suite d'un accord avec la Russie stipulant le retrait des troupes iraniennes à 50 miles (80 km) de la ligne de démarcation.

Ces informations confirment ce que nous avons toujours dit. Mais elles sont bien en dessous de la réalité.

- Le soutien aux jihadistes contre la Syrie a commencé avant le début des événements. Ainsi, la première opération militaire, à Deraa (mosquée al-Omari), le 18 mars 2011, était encadrée par des officiers israéliens. Elle se termina par la prise du Centre des Renseignements chargé de surveiller le Golan occupé par Israël.

- Israël a organisé la prise par Al-Qaïda de la zone de démarcation confiée à la FNUOD, en août 2014, de manière à pouvoir plus facilement transporter des armes lourdes en Syrie. En juin 2016, les États-Unis et la Russie étaient convenus de déposer ensemble un projet de résolution au Conseil de sécurité pour enjoindre Israël de cesser son soutien à Al-Qaïda et de rétablir les Casques bleus de la FNUOD [2]. Au dernier moment, le Pentagone s'était opposé à ce projet de résolution.

- Le soutien humanitaire comprenait les soins médicaux de plus de 3 000 combattants d'Al-Qaïda et leurs familles au Ziv Medical Centre où le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, s'est fait filmer en train de féliciter leurs officiers (photo).

- Le projet d'accord russo-israélien sur le retrait des troupes iraniennes n'a jamais été conclu, la partie russe l'ayant décliné.

Le rôle d'Israël avait déjà été évoqué dans des termes proches par le Wall Street Journal [3]. Le quotidien financier établissait une comparaison avec l'opération « Bonne frontière » qu'Israël avait mise en œuvre à la frontière libanaise juste avant d'envahir le Liban, en 1982. Si Foreign Policy n'y fait pas référence, c'est parce qu'il explique le soutien aux jihadistes en Syrie par la rhétorique anti-iranienne. Réseau Voltaire 6 septembre 2018

Notes.

[1] "In Secret Program, Israel Armed and Funded Rebel Groups in Southern Syria", Elizabeth Tsurkov, Foreign Policy, September 6, 2018.

[2] « Le Conseil de sécurité s'apprête à enjoindre à Israël de rompre avec al-Qaïda », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 2 juillet 2016.

[3] "Israel Gives Secret Aid to Syrian Rebels", Rory Jones & Noam Raydan & Suha Ma'ayeh, The Wall Street Journal, June 19, 2017.

1.3- La Syrie reconstruit ses écoles - Réseau Voltaire 3 septembre 2018

Malgré les difficultés financières, la République arabe syrienne a commencé à reconstruire le pays en mettant la priorité non pas sur les habitations personnelles, mais sur les infrastructures et les services publics.

Les principales routes du Sud du pays ont déjà été refaites.

Surtout, 350 000 professeurs ont repris l'école dont 30 000 nouveaux qui ont été recrutés, 100 nouvelles écoles sont en cours de construction et 3 000 devraient être reconstruites d'ici trois ans.

Opposé à tout enseignement autre que le Coran, les jihadistes avaient systématiquement détruit —avec le soutien de l'Otan— les écoles dans les territoires qu'ils occupaient. Durant sept ans, de nombreux enfants ont été privés d'école par l'agression étrangère. Réseau Voltaire 3 septembre 2018

1.4- L'opposition armée syrienne appelle Moscou et Ankara à bombarder Idleb - Réseau Voltaire 4 septembre 2018

Fuad Elîko, porte-parole de « Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution », a appelé la Turquie et la Russie à éradiquer Al-Qaïda d'Idleb (Nord de la Syrie).

Pour le leader de l'opposition armée à Damas, le Front al-Nosra qui contrôle 60 % de la région d'Idleb est une organisation terroriste.

Cette déclaration intervient de manière surprenante alors que les messages d'appel à ne pas attaquer Idleb se multiplient en Occident.

M. Elîko est considéré comme proche de la Turquie. Ankara vient de renforcer son dispositif militaire à sa frontière afin de prévenir un flux de réfugiés si les jihadistes d'Idleb étaient attaqués. Réseau Voltaire 4 septembre 2018

1.5- En complément. Comment les puissances occidentales apportent leur soutien aux barbares qui ont pris en otage la population d'Idlib et la terrorisent.

Grille de lecture.

La menace, c'est évidemment l'armée de la République arabe syrienne et ses alliés, et non ces barbares soutenus par le Pentagone, Bruxelles, Londres et Paris.

- Syrie: L'aviation russe pilonne à nouveau la province d'Idlib - Reuters 04.09
- Les réfugiés d'Idleb sous la menace d'une offensive de Damas - AFP 04.09
- Syrie: laisser la porte "ouverte à la négociation" à Idleb (Le Drian à l'AFP) - AFP 04.09
- Syrie : le Conseil de sécurité de l'ONU se réunira sur la situation à Idlib - LeParisien.fr 04.09
- Rentrée des classes à Idleb, menacée d'une offensive du régime - AFP 04.09

Et vous remarquerez à quel point ils sont bien intentionnés envers l'extrême droite quand cela les arrange, ils osent tout, quoi.

- Brésil : le candidat d'extrême droite à la présidentielle poignardé pendant un bain de foule - Franceinfo
- Valls à Barcelone, c'est presque fait - LeParisien.fr

Petit nouveau dans l'arène politique espagnole, Manuel Valls est l'attraction médiatique de cette rentrée à Barcelone. LeParisien.fr

Entendez par "attraction médiatique" que les médias le parrainent, s'emploient à essayer faire monter sa popularité...

2- Palestine occupée

- À peine transférée à Jérusalem, l'ambassade de ce pays est de retour à Tel Aviv - sputniknews.com 06.09

Le gouvernement paraguayen a annoncé le retour de son ambassade en Israël à Tel Aviv, moins de quatre mois après son transfert à Jérusalem. Apprenant cette nouvelle, le Premier ministre de l'État hébreu a ordonné la fermeture de l'ambassade israélienne à Asuncion.

Le ministre paraguayen des Affaires étrangères, Luis Alberto Castiglioni, a annoncé mercredi que le gouvernement de son pays avait décidé un nouveau transfert de son ambassade en Israël, de Jérusalem à Tel Aviv, et d'appliquer immédiatement cette mesure.

En effet, si sous l'ancien Président, Horacio Cartes, ce pays sud-américain avait été le troisième à transférer son ambassade de Tel Aviv à Jérusalem, le nouveau dirigeant, Mario Abdo Benitez, s'est opposé à ce changement, informe l'AP.

À cette annonce, Israël a déclaré qu'il fermait son ambassade au Paraguay, affirmant que cette décision rendrait «tendus» les liens des deux pays.

Et, comme le précise l'agence AFP, Benjamin Netanyahu a ordonné la fermeture de l'ambassade de son pays au Paraguay.

«Le Premier ministre a demandé au ministère des Affaires étrangères de fermer l'ambassade d'Israël au Paraguay», cite la source un communiqué du bureau du chef du gouvernement. sputniknews.com 06.09

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Ukraine

- Des milliers d'Ukrainiennes dans l'enfer de l'esclavage sexuel sputniknews.com 05.09

La Turquie, Israël, la Pologne et les Émirats arabes unis sont les principaux importateurs d'esclaves sexuelles ukrainiennes, écrit mercredi 5 septembre le quotidien Izvestia.

La pauvreté, la guerre dans le Donbass et l'ignorance juridique ont fait de l'Ukraine l'un des principaux fournisseurs de prostituées au monde, explique le journal Izvestia. Certaines jeunes femmes se font amadouer par la promesse d'un «travail» spécifique

et apprennent qu'elles doivent accorder des services sexuels une fois qu'elles sont arrivées sur place. Rien que le mois dernier, les policiers ont bloqué les canaux de trafic d'êtres humains partant de Zaporojie, d'Odessa et de Kiev vers l'étranger.

Svetlana, originaire de la région de Kiev, frémit encore quand elle raconte ce qu'elle a vécu. Son père est décédé en 2017, et l'étudiante a dû trouver un travail de serveuse dans un restaurant de cuisine turque à Kiev. Un certain Elmir lui a proposé un travail dans un établissement prestigieux aux Émirats arabes unis.

«J'ai senti le goût de l'argent. J'ai senti que je pouvais aider ma mère. Je pensais qu'Elmir était un bon ami. Je pensais pouvoir lui faire confiance», raconte-t-elle.

Svetlana était censée partir à Dubaï pour divertir et motiver les clients à commander davantage de nourriture et de boisson. Mais la réalité était toute autre. Dans la capitale émiratie, la jeune femme a appris qu'elle devait fournir des services sexuels.

«J'ai été directement amenée dans l'appartement du patron du bordel, Kemal. J'ai été immédiatement prévenue que toute tentative de refuser le travail était vaine. Ils me faisaient du chantage et me menaçaient. Ils connaissaient l'adresse de ma mère. Ils menaçaient de s'en prendre à elle si je résistais», raconte l'Ukrainienne.

La jeune femme a «travaillé» pendant un mois et demi, pratiquement sans répit. Elle se faisait injecter des médicaments pour moins dormir et servir un plus grand nombre de clients.

L'étudiante a réussi à rentrer à Kiev grâce à un client compatissant. Il a suggéré à la jeune femme de voler son passeport aux patrons, lui a acheté des billets jusqu'à Kiev et l'a aidée à se rendre à l'aéroport. Dans la capitale ukrainienne, Svetlana a appris qu'Elmir avait obtenu 1.000 dollars pour sa «vente», puis un pourcentage des revenus aux Émirats arabes unis. A présent, Svetlana bénéficie d'un soutien psychologique et son souteneur a été arrêté. Il risque jusqu'à 12 ans de prison.

Le trafic d'êtres humains ne cesse de s'intensifier en Ukraine. Au premier semestre 2018, les policiers ont recensé 186 cas, dont 108 d'exploitation sexuelle. 156 personnes ont été reconnues victimes de ces crimes: 91 femmes, 49 hommes, 9 mineurs et 7 enfants en bas âge.

Les observateurs sont convaincus que les statistiques policières ne sont que la pointe de l'iceberg. L'activiste sociale Ianina Sokolova, ancienne ambassadrice de bonne volonté de l'Unesco, affirme que 160.000 citoyens ukrainiens ont été victimes d'exploitation sexuelle hors du pays.

Les recruteurs opèrent également via les sites de rencontre et les réseaux sociaux. Les victimes sont accrochées par un conte de fées sur l'amour romantique et une vie prospère. Les liens sont d'abord établis par correspondance, puis la jeune femme part à l'étranger et se retrouve dans un piège. Un autre moyen consiste à kidnapper des jeunes femmes dans la rue. sputniknews.com 05.09

Venezuela

- Venezuela: Pas de crise migratoire, selon le gouvernement Maduro - Reuters 4 septembre 2018

Le gouvernement du Venezuela a estimé lundi qu'il n'y avait pas d'exode massif de Vénézuéliens vers les pays voisins et que la situation était exagérée pour justifier une intervention internationale.

"Il y a une volonté de transformer des flux migratoires normaux en crise humanitaire afin de justifier une intervention internationale au Venezuela (...) Nous ne l'accepterons pas", a déclaré la vice-présidente Delcy Rodríguez, dénonçant par ailleurs les chiffres sur les flux migratoires fournis par les agences internationales.

D'après les Nations unies, plus de 1,6 million de Vénézuéliens ont quitté leur pays depuis 2015, frappé par la crise économique, l'hyperinflation et la pénurie de médicaments et de denrées alimentaires.

Fin août, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a annoncé que l'exode des Vénézuéliens était sur le point d'atteindre un "stade de crise" semblable à celles des migrations en Méditerranée vers l'Europe.

Dans une allocution à la télévision lundi soir, le président vénézuélien, Nicolas Maduro, a déclaré que les manifestations dans le pays et les sanctions américaines avaient persuadé certains Vénézuéliens de "tenter leur chance" dans d'autres pays mais que la plupart d'entre eux le regrettaient déjà.

"Plus de 90% de ce groupe de 600.000 Vénézuéliens ayant quitté le pays ces deux dernières années, selon des chiffres confirmés et certifiés, le regrettent", a-t-il indiqué.

Le nombre croissant de personnes fuyant la crise économique et les troubles politiques au Venezuela, menace de déstabiliser les pays voisins. La Colombie, le Pérou et l'Equateur ont demandé une aide internationale plus importante pour gérer l'afflux de migrants vénézuéliens qui accablent leurs services publics respectifs.

ECONOMIE

Chine - Afrique

- La Chine promet 60 milliards de dollars d'aide "sans conditions" à l'Afrique - Franceinfo 3 septembre 2018

La Chine, premier partenaire commercial de l'Afrique, a promis, lundi 3 septembre, 60 milliards de dollars au continent, le président Xi Jinping vantant une aide "sans conditions", face aux critiques de l'Occident. Pékin est volontiers accusé d'imposer à ses partenaires un endettement intenable via d'onéreux crédits.

L'engagement de Xi Jinping est intervenu au début du 7e Forum sur la coopération sino-africaine, qui réunit durant deux jours dans la capitale chinoise les dirigeants de 53 pays africains. Le sommet est l'occasion pour le président chinois de célébrer ses "nouvelles routes de la soie". Lancée en 2013, cette initiative vise à développer la connectivité commerciale de la Chine avec le reste du monde et à sécuriser ses approvisionnements.

Le géant asiatique a investi annuellement plusieurs milliards de dollars en Afrique depuis 2015 dans des infrastructures (routes, chemins de fer, ports) ou des parcs industriels. Des investissements largement salués par les pays africains, qui espèrent ainsi accélérer leur développement économique. Ces initiatives suscitent toutefois des critiques croissantes venues de l'Occident, soulignant l'envolée de l'endettement de certains pays.

Des accusations de "néo-colonialisme"

En ouverture d'un long discours le sommet, le président chinois s'est évertué lundi à les désamorcer. Il a assuré que la Chine "annulerait" une partie de la dette des nations africaines les moins développées, insulaires, ou enclavées. Parmi les 60 milliards de dollars supplémentaires promis, figurent des lignes de crédit de 20 milliards de dollars. Deux fonds, consacrés à la finance du développement et au financement des importations de biens africains, seront créés.

Le soutien du géant asiatique comprendra également 15 milliards de dollars "d'aide gratuite et de prêts sans intérêts". Et les entreprises chinoises seront encouragées à investir "au moins 10 milliards de dollars" en Afrique au cours des trois prochaines années.

"Les investissements de la Chine en Afrique ne s'accompagnent d'aucune condition politique. La Chine ne s'immisce pas dans les affaires intérieures de l'Afrique et ne lui impose pas sa volonté", a affirmé Xi Jinping lundi matin devant un parterre d'acteurs du monde économique et commercial. Il a toutefois reconnu la nécessité de "s'assurer de la viabilité commerciale des projets" afin de "réduire le risque des investissements". S'exprimant après lui, le président sud-africain Cyril Ramaphosa a vivement réfuté l'étiquette de "néo-colonialisme" parfois collée par des "détracteurs" occidentaux à propos de l'aide chinoise.

Des déséquilibres dans les échanges

L'expression a été employée récemment à Pékin par le Premier ministre malaisien Mahathir Mohamad, qui venait d'annuler des contrats d'infrastructures de 22 milliards de dollars signés avec la Chine, disant s'inquiéter pour la dette de son pays.

Le président sud-africain a en revanche plaidé pour le règlement de certains déséquilibres. "Très souvent, l'Afrique exporte des matières premières vers la Chine, tandis que la Chine nous exporte des produits finis (...). Cela limite le potentiel et la capacité de production de l'Afrique ainsi que la création d'emplois sur le continent africain", a-t-il regretté.

Lors du dernier sommet, à Johannesburg en 2015, le président chinois avait déjà annoncé une enveloppe de 60 milliards de dollars d'aide et de prêts à destination des pays africains.

L'Afrique du Sud

- L'Afrique du Sud en récession pour la première fois depuis 2009 - Reuters 4 septembre 2018

Selon Statistics South Africa, l'économie sud-africaine s'est contractée de 0,7% au deuxième trimestre, pénalisée par un repli dans

les secteurs de l'agriculture, des transports et de la distribution. Au premier trimestre, la baisse avait été de 2,6% (chiffre révisé).

Le rand a accru ses pertes face au dollar de plus de 2% et les emprunts d'Etat ont fléchi après la publication de cette statistique. Les analystes prévoient une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 0,6% au deuxième trimestre.

"Nous sommes en récession. Nous avons enregistré une contraction au premier trimestre (...) et maintenant au deuxième trimestre avec une baisse de 0,7%", a déclaré le statisticien général du pays, Risenga Maluleke.

D'après Statistics South Africa, la production agricole a chuté de 29,2% au deuxième trimestre, tandis que le secteur des transports, des communications et du stockage a reculé de 4,9%. La production minière a en revanche crû de 4,9% et le secteur financier a progressé de 1,9%. Reuters 4 septembre 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 9 septembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Un complément de dernière minute à la causerie du jour.

J'ai traité l'opération nommée *Debout pour le climat*, mais je viens de découvrir le personnel de l'ONG qui en était à l'origine, leur CV (extrait) vous donnera une précieuse indication sur ses commanditaires, si je vous dis Rockefeller ou Soros (ONE), vous allez hurler au complotisme, et bien lisez, c'est extrait de leur portail <https://350.org/team/>

Tom Kruse

Tom Kruse est chargé de programme pour le volet gouvernance mondiale du programme de pratique démocratique du Rockefeller Brothers Fund. Il a rejoint le Fonds en juin 2008 pour gérer le développement et la direction de la subvention de gouvernance mondiale, y compris la formation des objectifs, des stratégies et des initiatives du programme.

Ricken Patel

Ricken Patel est co-fondateur et directeur exécutif d'Avaaz.org. Ricken a été élu «Ultimate Gamechanger in Politics» en 2009 par le Huffington Post et a été nommé jeune leader mondial par le Forum économique mondial de Davos. Avant Avaaz, il a vécu en Sierra Leone, en Afghanistan et dans d'autres pays en conflit et a travaillé pour l'International Crisis Group, la Fondation Rockefeller, le Centre international pour la justice transitionnelle et Res Publica.

Gus Speth

Il a occupé des postes prestigieux en tant qu'administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement, président du Groupe des Nations Unies pour le développement et doyen de la Yale School of Forestry and Environmental Studies. Speth était également le fondateur et président du World Resources Institute, professeur de droit à l'Université de Georgetown, président du Conseil américain de la qualité de l'environnement et avocat principal et co-fondateur du Conseil de défense des ressources naturelles. Speth siège actuellement aux conseils du Natural Resources Defence Council, du World Resources Institute, du Rockefeller Brothers Fund, du New Economics Institute, du New Economy Network et de l'Institute for Sustainable Communities.

Vicky Rateau

Vicky Rateau est la responsable de la campagne pour les efforts d'organisation et de plaidoyer nationaux et internationaux d'Oxfam America en matière de sécurité alimentaire et de changement climatique. Elle a joué un rôle de chef de file dans de nombreuses campagnes mondiales sur la pauvreté au cours des 11 dernières années, notamment la campagne Make Trade Fair d'Oxfam International. Rateau était le directeur de campagne de la campagne ONE et un organisateur syndical du SEIU. Rateau a précédemment siégé au conseil d'administration de 1Sky.

Van Jones

Van Jones is a globally recognized, award-winning pioneer in human rights and the clean-energy economy. He is a co-founder of three successful non-profit organizations: The Ella Baker Center for Human Rights, Color of Change and Green For All. Jones is

the best-selling author of the definitive book on green jobs, *The Green-Collar Economy*. He served as the green jobs advisor in the Obama White House in 2009. Jones is currently the President of Rebuild the Dream.

Van Jones

Van Jones est un pionnier primé mondialement reconnu dans le domaine des droits de l'homme et de l'économie des énergies propres. Il est co-fondateur de trois organisations à but non lucratif à succès: le Centre Ella Baker pour les droits de la personne, la couleur du changement et Green For All. Jones est l'auteur à succès du livre définitif sur les emplois verts, *The Green-Collar Economy*. Il a été conseiller en emplois verts à la Maison Blanche d'Obama en 2009.

Liz Thompson

Henrietta Elizabeth Thompson est l'un des deux nouveaux secrétaires généraux adjoints nouvellement nommés, en tant que coordinateurs exécutifs de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio 2012).

Kumi Naidoo Kumi Naidoo est le directeur exécutif de Greenpeace International et travaille en étroite collaboration avec Greenpeace depuis plusieurs années.

Sze Ping

Sze Ping est actuellement secrétaire général de la Société des entrepreneurs et de l'écologie. Il a travaillé pour le programme environnemental des Nations Unies et a dirigé la création de Greenpeace en Chine depuis 1999.

Ronny Jumeau

Ronny Jumeau est un politicien et diplomate seychellois. Il est aujourd'hui représentant permanent des Seychelles auprès des Nations Unies et des États-Unis, ministre de la culture et de l'information, ministre de l'environnement et ministre de l'environnement et des ressources naturelles.

Le mot du jour : Ne vous laissez pas ou plus manipuler.

● Causerie au format pdf (11 pages)

[En famille. Faites tomber les masques. Mélenchon est un imposteur, un serviteur "loyal".](#)

- La rencontre entre Jean-Luc Mélenchon et Emmanuel Macron à Marseille était-elle organisée ? - franceinfo 08.09

Une version des faits contredite par les équipes de Jean-Luc Mélenchon. "Ça n'était pas organisé. C'est Emmanuel Macron qui se déplace jusqu'à la terrasse de l'hôtel où Jean-Luc Mélenchon était, pour venir le voir", soutient une proche du député.

Contacté par franceinfo, l'Elysée explique que c'est un membre de la délégation qui a prévenu Emmanuel Macron de la présence de son ancien concurrent à la présidentielle. "C'est le préfet ou le chef de cabinet qui a su que Jean-Luc Mélenchon était attablé à cette terrasse. Il en a alors informé le président de la République, qui a dit qu'il irait le saluer à la fin de son bain de foule, avant de partir", assure-t-on. Une version qui semble en conformité avec celle rapportée par les équipes du député des Bouches-du-Rhône. franceinfo 08.09

- Quand Jean-Luc Mélenchon "assumait" d'être "comptable" de ses propos - Le HuffPost 8 septembre 2018

En octobre 2016 sur le plateau du "Grand jury RTL-LCI", Jean-Luc Mélenchon insistait sur la responsabilité personnelle des politiques quant aux propos qu'ils tiennent. "J'assume ce que je dis", assurait alors un Jean-Luc Mélenchon "comptable" de sa parole.

"Je ne vais pas m'engueuler dans un bar avec le président de la République" a également expliqué Jean-Luc Mélenchon. Mais son changement de ton à l'égard d'Emmanuel Macron ne trahirait-il pas une manière de ne "plus assumer", de "tortiller" ou de "biaiser" ? C'est-à-dire ce que le patron de la LFI reprochait précisément au chef de l'Etat, il y a deux mois à peine, après son discours devant le Congrès. Le HuffPost 8 septembre 2018

- A Marseille, Mélenchon fustige Merkel et Macron, des "contre-humanistes" - AFP 8 septembre 2018

Le chef de file de la France Insoumise Jean-Luc Mélenchon a accusé vendredi Emmanuel Macron et Angela Merkel d'être "des contre-humanistes", lors d'une manifestation à Marseille à l'occasion de la rencontre des deux dirigeants dans la cité phocéenne.

"Les deux mêmes (...) qui imposent à toute l'Afrique des partenariats économiques où on supprime les droits de douane et où on pousse à la misère toute la paysannerie, les deux mêmes viennent faire les malins là en disant "nous sommes des humanistes" mais pas du tout, ce sont des contre-humanistes!", a lancé Jean-Luc Mélenchon devant la presse.

"Le plus grand xénophobe qu'on ait, c'est quand même lui, monsieur le président de la République française, qui vient de faire voter une loi dans laquelle il est prévu qu'on peut tenir en centre de détention des familles, enfants compris, pendant 95 jours", a-t-il accusé.

Le député des Bouches-du-Rhône a invité M. Macron et Mme Merkel à "faire le tour des quartiers et ils verraient le recul des administrations publiques, l'abandon, la pauvreté, qui sont le résultat de la politique que ces deux-là soutiennent".

Près de 200 personnes, en majorité des retraités militants du PCF ou de LFI, s'étaient rassemblés vendredi matin sur le Vieux-Port de Marseille...

Dans l'après-midi, M. Mélenchon, aux côtés d'autres élus locaux, a été reçu par le président Macron. Le député LFI a décrit "un moment sympa, un peu protocolaire", lors duquel il a "plaidé pour la Méditerranée". M. Mélenchon a affirmé que le président lui avait "expliqué son accord avec [s]a vision de la Méditerranée et [lui] a dit que lui aussi comptait revenir à un scénario "petit bassin méditerranéen"". L'Union pour la Méditerranée compte actuellement 43 pays.

En revanche, sur le dossier des mineurs isolés étrangers, qu'il a également abordé avec le président "pour que l'État prenne sa part", M. Mélenchon a conclu: "Je crains hélas que son point de vue n'ait pas évolué", déplorant "une désinvolture technocratique".

Le député a réitéré ses critiques contre Mme Merkel, qui "a roulé trois présidents français dans la farine: Sarkozy, Hollande et Macron", selon lui. "Elle n'est pas un partenaire loyal", a-t-il conclu. AFP 8 septembre 2018

Mélenchon, si, la preuve.

- A Marseille, l'aimable balade de Macron et Mélenchon - Leparisien.fr 08.09

Hasard de la déambulation ? Non, selon le Figaro, qui assure le face-à-face organisé, Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon se croisent à la terrasse d'un hôtel. Le président de la République et député des Bouches-du-Rhône, qui refuse le titre de président de la France insoumise, ont bavardé quelques minutes en souriant.

« J'ai toujours du plaisir à discuter avec Monsieur Mélenchon. On n'a pas toujours les mêmes idées »... « Pas souvent », le coupe Mélenchon. « On a des confrontations politiques, mais M. Mélenchon, ça n'est pas mon ennemi », répond-il à des journalistes, désignant en creux Marine Le Pen comme son ennemie. « Il est à Marseille, il est dans ma circonscription, il y a une dimension de respect », s'est-il justifié. « Ce n'est pas une atmosphère où on se met des gifles à tout propos. Il sait que je suis son opposant. »

« Je suis content que vous soyez dans ma circonscription », a conclu l'élu de Marseille. « Pourquoi n'avez-vous pas emmené Madame Merkel se promener un peu ? », ironise-t-il. Des journalistes présents lui rappellent qu'un peu plus tôt dans la journée, lors d'une manifestation, il a traité Emmanuel Macron de « plus grand xénophobe qu'on ait ». L'ancien sénateur socialiste, gêné, fronce les sourcils. « Non, ça m'étonnerait », s'amuse Macron, séducteur. « Vous ne pouvez pas le croire ! Peut-être une légère exagération marseillaise... », minauda l'Insoumis. Leparisien.fr 08.09

Il justifie amplement la caractérisation qu'on en a fait, et encore, on était en dessous de la vérité, car c'est un imposteur et rien d'autre autre ou un vil serviteur du régime qui avance masqué. Une serpillière, et encore elle ferait un meilleur usage. Abjecte, pitoyable, médiocre à l'extrême.

[Décryptage d'une manipulation de masse. Debout pour le climat ou le lobbying de l'oligarchie financière.](#)

En guise d'avant-propos ou d'introduction.

La propagande ou le mode d'emploi de : Le totalitarisme, c'est la démocratie.

Partage-le.com - Dans son livre Propaganda, paru en 1928, Edward Bernays, un des pères de l'industrie de la propagande, et l'inventeur du fameux concept des relations publiques, dont le travail a profondément influencé et façonné la société industrielle de consommation (...) écrivait que :

« La manipulation consciente, intelligente, des opinions et des habitudes organisées des masses joue un rôle important dans

une société démocratique. Ceux qui manipulent ce mécanisme social imperceptible forment un gouvernement invisible qui dirige véritablement le pays.

Nous sommes pour une large part gouvernés par des hommes dont nous ignorons tout, qui modèlent nos esprits, forgent nos goûts, nous soufflent nos idées. C'est là une conséquence logique de l'organisation de notre société démocratique. Cette forme de coopération du plus grand nombre est une nécessité pour que nous puissions vivre ensemble au sein d'une société au fonctionnement bien huilé. » (...)

Il y a plusieurs décennies, face à des préoccupations écologiques grandissantes et à un désastre environnemental de plus en plus flagrant, les dirigeants corporatistes et étatistes ont pris conscience de ce qu'il leur fallait faire quelque chose pour maintenir la « paix sociale », afin de garantir la continuation du système techno-économique dominant. Ils ont alors inventé le concept du « développement durable », officialisé en 1987. Dans l'ensemble, rien ne changeait, si ce n'est que tout ce qui était manifestement nuisible devait désormais être qualifié de « durable ». Il s'agissait du début d'une formidable campagne de greenwashing, qui dure encore à ce jour.

C'est à cette époque-là que les énergies dites « vertes » ou « renouvelables » ont commencé à être présentées comme la solution miracle à tous les problèmes de la civilisation industrielle. C'est à partir de ce moment-là que le discours écologiste des médias de masse, des grandes ONG — qui sont nées d'une volonté et d'une nécessité, pour les élites, de gérer la protestation écologique, au travers du processus qu'Arundhati Roy appelle l'ONGisation de la résistance[4] — et des États (trois types d'acteurs qui, en réalité, n'en forment plus qu'un), a commencé à se concentrer sur — et à se réduire à — la seule promotion des énergies dites « renouvelables ».

Le hic, c'est, d'une part, que les industries des énergies dites « renouvelables » ne sont pas vraiment écologiques, que leur déploiement implique un certain nombre de dégradations environnementales, de pollutions, de nuisances écologiques, et qu'elles ne se substituent pas aux énergies fossiles, mais s'y ajoutent (il n'y a jamais eu autant de charbon, de gaz et de pétrole consommés dans le monde). Yves-Marie Abraham, professeur à HEC Montréal, explique qu'elles « ne peuvent d'ailleurs se substituer aux énergies fossiles parce qu'elles représentent un potentiel productif très inférieur (intermittentes le plus souvent, elles sont difficilement stockables et surtout beaucoup plus diffuses). Passer aux énergies renouvelables impliquerait une baisse drastique de nos capacités de production, ce que les industries ne peuvent évidemment accepter. En revanche, ces énergies représentent effectivement une occasion d'affaire intéressante. » (...)

Malgré la présence, dans l'appel pour la marche du 8 septembre 2018, d'une minuscule espérance en un monde « où l'humain passe avant le profit », rien d'autre n'indique une remise en question du capitalisme, de l'État ou de la corporatocratie. Rien d'étonnant, d'abord parce que les industries des panneaux solaires, des éoliennes et des autres énergies dites « renouvelables » ne pourraient exister sans le capitalisme, sans l'État, et tout ce qu'ils impliquent. Mais aussi et peut-être surtout parce qu'une bonne partie des ONG partenaires de l'appel sont autant de manifestations de l'ONGisation de la résistance dont parle Arundhati Roy.

Un exemple significatif : 350.org, une des principales ONG organisatrices de cet événement, a été fondée aux États-Unis grâce à l'argent d'une des plus célèbres familles de philanthrocapitalistes, à savoir les Rockefeller, au travers d'une de leurs fondations (le Rockefeller Brothers Fund), et bénéficie encore aujourd'hui de leur soutien.

Il devrait être évident qu'une ONG écologiste ouvertement anticapitaliste, déterminée à se concentrer sur la défense du monde naturel, des écosystèmes et des espèces vivantes, et non pas sur le déploiement de nouvelles technologies, aurait beaucoup moins de chance d'être subventionnée et médiatisée.

Si le mouvement écologiste se transforme en un mouvement pour le climat, c'est avant tout parce que cela répond aux exigences du capital, des multinationales et des élites dirigeantes, qui formatent le mouvement écologiste à leur guise, notamment par le biais du financement.

Ainsi que l'écrivait Joel Kovel, un des pionniers de l'écossocialisme (qui est mort cette année), dans son livre *The Enemy of Nature: The End of Capitalism or the End of the World* (Zed, —2002) :

« Le capital est plus qu'heureux d'intégrer le mouvement [environnemental] grand public en tant que partenaire de sa gestion de la nature. Les grands groupes environnementaux lui offrent un triple service : de légitimation, en rappelant au monde que le système fonctionne; de contrôle de la désobéissance populaire, en agissant en tant qu'éponge qui aspire et restreint l'anxiété écologique de la population; et de rationalisation, en tant qu'administrateur utile afin d'introduire un certain degré de contrôle et de protéger le système de ses pires tendances, tout en garantissant la continuation des profits ».

C'est effectivement ce qu'explique James Murombedzi, un ancien dirigeant d'un programme de la Fondation Ford en Afrique du Sud :

« La philanthropie appuie l'agenda du capital. En conséquence, dans la mesure où un programme va à l'encontre des intérêts du capital, celui-ci ne sera pas soutenu par la philanthropie. Les ONG et les organisations communautaires ne sont pas directement obligées par les donateurs d'agir d'une certaine manière. Cependant, il existe en quelque sorte un processus

de renforcement négatif qui implique qu'à moins qu'une ONG ou une organisation communautaire [...] ne se concentre sur les problèmes en vogue, qu'à moins qu'elle ne se comporte de manière acceptable aux yeux des donateurs, on lui dira que son agenda ne correspond pas à ce que le donateur recherche. Les donateurs établissent des priorités en fonction de leurs choix délibérés, ce qui fait que les intérêts et les activités de l'ONG se concentrent sur le domaine pour lequel des subventions sont disponibles. [...] L'agenda des organisations distributrices de subventions est l'agenda du capital. C'est un agenda conçu pour rendre plus supportables les effets négatifs du capital plutôt que pour réformer le système par lequel le capital est créé. »

Et comme l'écrit Derrick Jensen :

« Un large pan de "l'écologisme" – et en particulier l'activisme du mouvement climatique – en a été réduit à n'être, de fait, qu'un outil de lobbying au service d'un secteur industriel. Il s'agit d'un tour de passe-passe très habile de la part du capitalisme et des capitalistes : transformer une inquiétude très réelle vis-à-vis du réchauffement climatique en un mouvement de masse, puis utiliser ce mouvement de masse pour soutenir les objectifs de secteurs spécifiques de l'économie industrielle capitaliste.

Si vous demandez aux personnes mobilisées au sein de ce mouvement de masse pourquoi elles manifestent, elles vous répondront peut-être qu'elles essaient de sauver la planète. Mais si vous leur demandez quelles sont leurs revendications, elles vous répondront sans doute qu'elles souhaitent davantage de subventions pour les secteurs industriels du solaire, de l'éolien, de l'hydroélectrique et de la biomasse.

Il s'agit d'un incroyable tour de force des relations publiques / du marketing. Je ne blâme pas les manifestants. Ce ne sont pas eux le problème. Le problème, c'est que c'est précisément la spécialité du capitalisme. Et le vrai problème, c'est que le solaire et l'hydroélectrique profitent à la société industrielle, pas au monde réel... »

Défiler dans les rues des métropoles pour demander à nos dirigeants d'accroître les investissements financiers dans les secteurs des énergies dites « vertes » n'a rien à voir avec défendre le monde vivant. La production industrielle d'électricité — soi-disant « verte » ou pas — ne lui bénéficiera jamais. (Source : partage-le.com)

Comme quoi leur propagande, ça marche... quoique. Une planète "viable" vaut bien une société totalitaire.

Grille de lecture.

Quoique parce que malgré le battage médiatique peu de gens ont répondu à leur appel.

Après l'enfumage de Nuit debout, Debout pour le climat ! Encore une opération télécommandée depuis les Etats-Unis, plus précisément planifiée par le clan de l'oligarchie financière qui défie Trump, celui du Pentagone, du parti démocrate, auquel il faut ajouter celui de feu McCain au sein du parti républicain.

La preuve, l'Américain Bill McKibben qui en est à l'origine a contribué à la rédaction du programme du parti démocrate d'Obama-Clinton (A lire plus loin).

Donc, rien de spontané, rien à voir avec la remise en cause du capitalisme, bien au contraire.

Initiative hyper médiatisée, tous les médias-oligarques ont répondu présent.

Bien entendu ils ont déformé les faits en faisant croire que la marche organisée en France avait été lancée sur Facebook par "un jeune homme de 27 ans", et comme par hasard elle correspondait à la date du 8 septembre qu'avait programmé l'ONG 350.org de longue date.

Orange.fr - Un simple événement Facebook lancé par Maxime Lelong, un citoyen parisien, appelant à marcher pour le climat est devenu viral. Son initiateur espère une prise de conscience collective. Orange.fr

Streetpress.com - L'événement, au départ confidentiel, a depuis fédéré une trentaine d'ONG, dont Attac ou 350.org.

Au départ, Maxime choisit l'anonymat et se cache derrière une page nommée « explore le monde », qui héberge l'événement. « J'estime que depuis 4 ans je ne suis plus vraiment journaliste, je passe le plus clair de mon temps à gérer des fiches de paie et réfléchir à des stratégies de médias. » Rapidement, les choses s'emballent. Et les ONGs lui embrayent le pas.

Peu de médias ont pour autant noté que Maxime Lelong, en plus d'être « citoyen lambda » est aussi journaliste. Il est le rédacteur en chef de 8e Etage, un site d'information indépendant fondé à Lyon en mars 2014.

Le jeune homme prend son clavier et décide de créer un événement Facebook intitulé Marche pour le Climat. « L'écologie, c'est

la seule priorité ! », défend-il. Streetpress.com

En fait, il s'agissait d'une opération montée contre Trump par le clan de l'oligarchie financière qui a juré d'avoir sa peau. La preuve.

Ledroit.com - C'est à San Francisco que se tiendra à partir du 12 septembre le Sommet mondial des villes et entreprises pour le climat, organisé par le gouverneur de Californie en réponse à la politique anti-écologique de Donald Trump. ledroit.com

Cela ne vous étonnera pas si vous avez lu attentivement la dernière causerie, dans laquelle nous relations comment Attali se servait de la question climatique pour appeler à un changement de régime, totalitaire. Simple coïncidence de date, évidemment !

Cette opération avait également pour objectif de soutenir l'ONU et la COP à venir, la 24è.

Ledroit.com - De Bangkok à San Francisco en passant par Bruxelles, des dizaines de milliers de personnes ont pris part à des marches samedi pour exiger des gouvernements qu'ils agissent enfin sérieusement contre le dérèglement climatique en pleine préparation de la COP24.

Près d'un millier d'événements étaient organisés dans une centaine de pays, dans le cadre de l'appel baptisé «Rise for climate» (Debout pour le climat).

«Les évènements climatiques extrêmes menacent nos enfants. La seule façon de protéger notre avenir, c'est une action pour le climat ambitieuse, et maintenant», a plaidé sur Twitter le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres.

«C'est la plus grande journée d'action pour le climat en France, la preuve que les citoyens sont prêts à demander des comptes», a commenté Clémence Dubois, responsable des campagnes de 350.org en France.

700 scientifiques français ont lancé samedi un appel aux dirigeants, publié par le journal Libération, pour qu'ils passent «de l'incantation aux actes pour enfin se diriger vers une société sans carbone». Ledroit.com

Riseforclimate.org - Le 8 septembre, nous allons nous réunir dans nos quartiers pour agir, présenter les communautés dans lesquelles nous souhaitons vivre, et montrer aux pouvoirs publics comment suivre notre exemple.

Dans nos Rues pour le Climat est un mouvement international organisé par des centaines de dirigeant.e.s locaux.ales et des dizaines de partenaires. Il est piloté par un comité mondial, qui collabore avec nos partenaires internationaux et nationaux.

Nous pensons que le Sommet Mondial sur l'action pour le Climat, qui aura lieu en Californie du 12 au 14 septembre 2018, représente une occasion unique de faire pression sur les pouvoirs publics locaux et leurs institutions, pour élever leurs ambitions et en faire davantage pour le climat.

Le Sommet Mondial sur l'action pour le Climat est un rassemblement de maires, de pouvoirs publics, d'entreprises et de membres de la société civile, qui se tiendra à San Francisco du 12 au 14 septembre 2018. Son objectif annoncé est de mettre à l'honneur les actions climatiques qui ont lieu dans le monde entier, et d'inspirer des engagements plus profonds entre ses participant.e.s et de la part des autorités nationales. Il s'agira du plus grand rassemblement de ce genre.

Le monde doit rapidement abandonner les combustibles fossiles pour se tourner vers une énergie 100% renouvelable accessible à tou.te.s. riseforclimate.org

Je n'ai pas le temps évidemment d'éplucher ces 350 ONG ou organisations, aussi, nous nous arrêterons sur l'une d'entre elle, et je pense que ce sera suffisant pour que les lecteurs se fassent une idée sur cette opération à grande échelle.

Goodplanet.info - La Fondation GoodPlanet participe et soutient cette marche.

Ses partenaires.

BNP Paribas

Suez

Agence France Presse (AFP)

Fondation Bettencourt Schueller

Fondation Didier et Martine Primat

MAIF

OMEGA

Coca-Cola
Canon
Bouygues
Galeries Lafayette
Mayer Brown (un cabinet d'avocats international dont les bureaux sont situés dans les principales places financières mondiales)
Pernod Ricard
Nathan
Antargaz Finagaz
La Poste
Fondation RAJA-Danièle Marcovici
Blachère Illumination
MEEDDAT (ministère de l'Ecologie)
ADEME (L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie)
Mairie de Paris
AFD (Agence Française de Développement)
FFEM (Fonds Français pour l'Environnement Mondial) Ministère de l'Éducation Nationale
ONU
UNEP (Programme des Nations Unies pour l'Environnement)
France TV
Etc. etc. etc.

Vous ne serez pas étonné non plus qu'elle ait eu le soutien de Mélenchon.

AFP- Le leader de la France insoumise Jean-Luc Mélenchon a défilé. « C'est un moment intéressant de prise de conscience écologique », a-t-il estimé.

- Mobilisation inédite pour le climat à travers la France - AFP 09.09

Les marches pour le climat organisées samedi à Paris et dans les principales villes du pays ont entraîné une mobilisation jamais vue en matière de défense de l'environnement, l'ONG 350.org revendiquant 115.000 participants, dont 50.000 à Paris, où la préfecture de police a comptabilisé de son côté 18.500 personnes.

"C'est la plus grande journée d'action pour le climat en France, c'est la preuve que les citoyens sont prêts à demander des comptes et des engagements aux élus qui nous entourent, après un été catastrophique au niveau climatique", a commenté à l'AFP Clémence Dubois, responsable des campagnes de 350.org en France.

Cette marche répondait à un appel citoyen lancé sur Facebook par Maxime Lelong, 27 ans. "Je vais être papa (d'un fils) en décembre, je veux qu'il ait une planète vivable", a plaidé ce samedi Maxime Lelong.

Ces marches en France se sont greffées sur une campagne internationale d'action, "Rise for climate" (Debout pour le climat), qui a vu d'autres milliers de personnes prendre part à des rassemblements samedi dans de nombreuses villes à travers le monde.
AFP 09.09

Comme je l'ai précisé précédemment, c'est l'inverse qui est vrai, c'est Rise for climate qui comprend 350 ONG ou organisations dans le monde, dont des associations française, qui était à l'origine de cette opération en France.

Rise for climate (Debout pour le climat) qu'est-ce que c'est ?

Qui est derrière cette machination ? Le parti démocrate américain. Cela vous étonne ?

Act.350.org - Aujourd'hui, 8 septembre, nous organisons des centaines de rassemblements dans des villes du monde entier pour exiger de nos responsables locaux qu'ils s'engagent pour un monde Zéro Fossile qui donnera la priorité à l'humain et à la justice plutôt qu'au profit.

Assez de tergiversations, assez de retards : Il est temps de passer à une transition rapide et juste vers une énergie 100 % renouvelable pour tou.te.s.

Les vrais engagements en faveur du climat émergent d'une base citoyenne. Ce qui signifie que le pouvoir appartient aux citoyen-ne-s, pas aux entreprises. Ceci implique également des opportunités économiques pour les travailleur-se-s ainsi que justice et dignité pour les populations les plus durement touchées par l'industrie des énergies fossiles et par le réchauffement climatique.

La semaine prochaine, des villes, des états, des entreprises et des représentant-e-s de la société civile du monde entier se

réunissent en Californie pour le Sommet mondial de l'action pour le climat.

Le Sommet a proposé à chaque maire, chaque gouverneur et responsable de la planète de prendre de vrais engagements pour que le monde puisse atteindre les objectifs de l'accord de Paris sur le climat.

Les objectifs fixés sont les suivants : une transition rapide, juste et équitable vers une énergie 100 % renouvelable et l'arrêt immédiat des nouveaux projets ayant recours aux énergies fossiles.

C'est pourquoi nous devons agir maintenant. Si vos représentant-e-s élu-e-s s'engagent, votre rassemblement sera une fête. S'ils ou elles échouent à prendre des mesures, c'est l'occasion de leur demander des comptes.

Nous sommes à la croisée des chemins. En agissant ensemble, nous pouvons mettre fin à l'ère des énergies fossiles et protéger le climat dont nous dépendons tou-te-s. act.350.org

Qui est Bill McKibben, le fondateur de 350.org?

350.org est une organisation non gouvernementale environnementale internationale, fondée en 2007 aux États-Unis par le journaliste, auteur et militant écologiste Bill McKibben. Son action se concentre sur la lutte contre le réchauffement climatique ; elle est notamment connue pour s'opposer au projet d'oléoduc Keystone^{1,2} et pour promouvoir le désinvestissement des énergies fossiles. Wikipedia.org

Bill McKibben fonde l'association 350.org en 2007. C'est un journaliste, auteur et militant écologiste américain.

En 2012, The Boston Globe dit de Bill McKibben qu'il est « devenu la nouvelle star des écologistes », dont l'homme politique Al Gore « loue "la passion, la sincérité et les connaissances impressionnantes" »², tandis que le magazine Time le qualifie de « meilleur journaliste environnemental au monde »⁴. Le journaliste Stéphane Foucart du Monde estime en 2015 que Bill McKibben est « devenu l'une des personnalités les plus influentes de la lutte contre le réchauffement »³. Selon The Boston Globe, malgré son succès, le militant écologiste est apprécié pour sa simplicité et son humilité.

Pendant la campagne pour les Primaires présidentielles du Parti démocrate américain de 2016, Bill McKibben sert de remplaçant politique au sénateur du Vermont Bernie Sanders, l'unique candidat face à Hillary Clinton. Bernie Sanders nomme d'ailleurs Bill McKibben au sein du comité chargé d'écrire le programme politique du Parti démocrate pour 2016. Wikipedia.org

Pour le vérifier :

https://www.washingtonpost.com/politics/sanders-scores-platform-concessions-from-democratic-national-committee/2016/05/23/e9ee8330-20fc-11e6-aa84-42391ba52c91_story.html?noredirect=on&utm_term=.da34a1c83a94

Un rappel qui brise bien des idées reçues.

Chroniquesdugrandjeu.com - ...le fond du parti Démocrate est, et a toujours été belliqueux. Les historiens savent qu'entre 1945 et 1990, toutes les guerres ont été déclenchées par des administrations Démocrates et terminées par des administrations Républicaines. C'est un président Démocrate (Truman) qui a balancé deux bombes nucléaires sur Hiroshima et Nagasaki, c'est toujours lui qui est intervenu dans la meurtrière guerre de Corée (1950-1953), ce sont deux autres Démocrates (Kennedy et Johnson) qui ont déclenché la guerre du Vietnam.

A l'inverse, ce sont quelques Républicains avisés qui ont mis fin à ces conflits dévastateurs, parmi lesquels Eisenhower, commandant suprême des alliés pendant la Seconde Guerre Mondiale et connaissant personnellement les horreurs de la guerre. Non seulement il a mis un terme aux hostilités en Corée mais nous avertissait, lors de son fameux discours d'adieu de janvier 1961, sur le danger du complexe militaro-industriel. chroniquesdugrandjeu.com 31 Août 2018

Commentaires d'Internautes

1- Je ne suis pas sûr qu'un projet d'installation de panneaux solaire fabriqués en Chine (c'est le cas de grande majorité des panneaux vendus) soit une bonne chose pour l'environnement (fabrication grâce centrale charbon transport par bateau et camion grâce au pétrole) ni pour les emplois (importations).

Encore du Greewashing.

2- Le mouvement écologiste mondial tend à se réduire à ce mouvement pour le climat... un piège pour ne surtout pas changer le système et nos modes de vie !

3- L'ingénierie sociale ! C'est pas ce que l'on appelait la manipulation des masses il y a quelques décennies ? Les écolos font ce qu'on leur dit de faire, Ils pensent ce qu'on leur demande de penser et ils gueulent les slogans qu'on leur demande de gueuler... pour le plus grand bénéfice des financiers et des multinationales, et des Etats qui prennent leur part au passage (on appelle ça des taxes).

4- "Des pertes de 10 % à 25 % par degré de réchauffement à cause des insectes" Nous avons tous constaté qu'en traversant la France autrefois, notre pare-brise était couvert d'impact d'insectes, alors qu'il n'y en a plus un seul aujourd'hui. Le journal Le monde est une fosse d'aisance de mensonges.

Dans quel monde vivons-nous ?

- De la crise des subprimes à la crise des sans-abri - franceculture.fr 31.08

Près de 9 millions de logements ont été vendus aux enchères à des prix cassés après la chute de Lehman Brothers. Qui a profité de cette grande braderie ? Et qui en pâtit aujourd'hui ? Reportage à Phoenix, l'une des villes des États-Unis les plus touchées par la bulle immobilière et son explosion.

Que sont devenus les gens qui, expulsés de leur maison, avaient dû trouver ces habitations précaires ? C'est cette question qui m'a poussé à enquêter du côté de l'immobilier, et en Arizona.

Pourquoi l'Arizona ? Parce que ce fût l'un des Etats les plus affecté par la crise immobilière qui a précédé et suivi la faillite de Lehman Brothers, avec la Floride, la Californie, et le Nevada. Ces quatre Etats (regroupés autour de l'appellation Sand States, comme sable) ont compté à eux quatre plus de 40% des saisies immobilières post crise. Ici une étude en anglais à ce sujet.

(<https://eu.azcentral.com/story/money/business/consumers/2018/08/17/invitation-homes-refunds-family-arizona-republic-article-landlord-problems/1023354002/>)

Pourquoi Phoenix ? Parce que c'est la ville qui a le plus attiré les fonds financiers venus de Wall Street (Hedge funds, et private equity). Profitant de la baisse vertigineuse des prix de l'immobilier, ces fonds ont acheté aux enchères des milliers de maisons au plus fort de la crise, qu'ils louent aujourd'hui. Ils sont devenus, au niveau fédéral des acteurs majeurs de la location, et des bailleurs peu fréquentables à lire de très nombreux articles. Ici, et ici.

(<https://theintercept.com/2018/01/20/you-think-your-landlord-is-bad-try-renting-from-wall-street/> ; <https://eu.azcentral.com/story/money/business/consumers/2018/08/17/invitation-homes-refunds-family-arizona-republic-article-landlord-problems/1023354002/>)

Ces acquisitions ont été facilité par la politique très accommodante de la Réserve Fédérale américaine, qui pour sortir de la crise a inondé le marché de liquidité, et ainsi exacerbé les inégalités, dénonce Danielle Di Martino Booth, ancienne conseillère réserve fédérale, que l'on entend dans le reportage. (<https://dimartinobooth.com/>)

Cette razzia sur les maisons vendues aux enchères a été si spectaculaire, que la télé en a fait un reality show, tourné à Phoenix, et dont j'ai rencontré deux protagonistes, Lou et John.

Aujourd'hui, Phoenix est la deuxième ville américaine où il y a le plus d'expulsion locative, et où les prix de l'immobilier sont le plus remontés. Ils ont même retrouvé le niveau qu'ils avaient avant l'explosion de la bulle. La ville fait aussi face à une augmentation continue des sans abris.

(<https://www.citylab.com/equity/2017/10/where-evictions-hurt-the-most/544238/> ; et ; <https://eu.azcentral.com/story/news/local/phoenix/2018/04/07/phoenix-homeless-stabbing-death-curtis-bagley/494972002/>)

Quel lien entre la crise des subprimes, les saisies qui ont suivi, les difficultés des plus modestes à se loger et la crise des sans abri qui sévit sans bruit sur la côte Ouest des États-Unis ?

C'est ce que raconte ce reportage de Marie Viennot, réalisé par François-Charles Domergue.

Invité : Norbert Gaillard, docteur en économie, spécialisé dans les agences de notation, la régulation financière.

A Los Angeles, la ville a déclaré l'état d'urgence pour cette crise des sans abri. franceculture.fr 31.08

(<https://www.cbsnews.com/pictures/homeless-crisis-los-angeles-skid-row-portland-san-diego-seattle/13/>)

ACTUALITE EN TITRES

Pour son baptême de l'air dans son nouveau poste, faites-le sauter uniquement avec son parachute doré !

- Le nouveau dirigeant d'Air France-KLM aura droit à un parachute doré - Liberation.fr 7 septembre 2018

En cas de départ contraint (révocation ou non-renouvellement de son mandat), Smith pourra prétendre à une indemnité pouvant atteindre deux ans de rémunération (fixe plus variable), soit un montant maximum de 8,5 millions d'euros. Un joli parachute doré. Liberation.fr 7 septembre 2018

Ils osent tout

- Climat: 700 scientifiques français exhortent les politiques à agir - Reuters

- Pourquoi la France veut s'armer pour la guerre dans l'espace - Le HuffPost

- "N'ayons pas l'Europe honteuse", dit Nathalie Loiseau - Reuters

- A Bordeaux au festival Climax, un «appel des fraternités» lancé entre autres par Edgar Morin - Liberation.fr

- Aurore Bergé répond à Gérard Larcher : « la République exemplaire n'est pas une illusion » - Publicsenat.fr

- Un comité propose de créer un musée en mémoire des attentats - Reuters

- Prélèvement à la source : « Une bonne réforme mais on n'y comprend plus rien du tout » selon Benoît Hamon - Publicsenat.fr

Ne vous moquez pas de lui, tous nos dirigeants en sont au même point sur la situation en France ou mondiale !

[Haut de page ↗](#)

Le 10 septembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

● Causerie au format pdf (13 pages)

Le mot du jour : Propagandastaffel !

Pourquoi vous ne tapez plus sur la droite ou l'extrême droite ? La question con qu'on m'a posée un jour qui méritait une réponse sensée : Tout simplement parce que les lecteurs de ce portail ne sont pas censés être de droite ou d'extrême droite ! Et maintenant si on se farcit la pseudo-gauche et extrême gauche, c'est parce qu'elles avancent masquées. Les étiquettes et les généreuses intentions, généralement c'est comme les promesses électorales...

Confirmation. Quelle était la cible visée par l'opération mondiale **Debout pour le climat** ? Réponse.

- Climat: les pays en développement s'insurgent contre Washington - AFP 10.09

- Climat: les pays en développement s'insurgent contre Washington - Liberation.fr 10.09

Non, je n'ai pas réalisé un copier/copier, il n'y a pas d'erreur, Libération a repris tel quel le titre de l'AFP.

Non, ce n'est pas une théorie du complot, une simple machination démontée

Les oligarques, par l'intermédiaire de leur fondation ou association dont personne n'a jamais entendu parler ou tout le monde ignore jusqu'à l'existence, vont recruter des membres issus des classes moyennes qui ont un profil déterminé, c'est-à-dire qui n'ont aucune conscience de classe ou qui sont acquis au capitalisme, ayant de préférence un penchant à droite libertaire, mais pas forcément, une combinaison d'individualisme et de mégalomanie qu'ils vont mettre à l'épreuve et flatter ou encourager fera très bien l'affaire, jusqu'au jour où ils seront mûrs pour aller exercer leur talent dans des ONG ou d'autres officines davantage exposées ou médiatisées, et servir leur agenda en fonction de leurs besoins.

Ils sont totalement inconnus la plupart du temps, ils sortent de nulle part et ils disparaîtront de la même manière une fois qu'on n'aura plus besoin d'eux. Les plus zélés ou ambitieux, ceux qui manifestent des prédispositions à devenir des psychopathes endurcis, pourront officier pendant des années ou pourront se voir récompensés par une reconnaissance de l'élite corrompue qui les adoptera, ceux que l'on retrouve sur les plateaux de télévision ou à la radio, dans la presse écrite, sur Internet, les bloggeurs, les youtubeurs, et pour entretenir leur délire ils seront invités à rejoindre des think tanks néolibéraux ou ultra conservateurs qui les guideront et la boucle sera bouclée.

Avec les mal nommés réseaux sociaux, Facebook, Twitter, etc. ils ne manquent pas de candidats pour colporter leur propagande ou jouer leurs agents de communication, de renseignement aussi, pour faire croire aux ignorants ou aux naïfs que c'est le peuple qui est à l'origine de leurs campagnes et qui réclame l'application de leur politique ou que la société soit orientée dans une direction précise. Ils démultiplient ainsi leur puissance de propagande à moindre frais et sans s'exposer, sans prendre de risque.

Ils agissent sur ordre, en connaissance de cause ou non, leur agenda est fixé par leurs donateurs ou ceux qui les rémunèrent, et quant à leurs agents recrutés sur le Net, ils sont gratuits, ce qui relativise le coût de chaque opération. L'essentiel, c'est qu'un maximum de gens participent à leurs opérations ou campagnes ou encore adoptent leurs mesures ou lois, aussi ils ne doivent pas savoir qui en est à l'origine et quels en sont les objectifs. C'est enfantin à comprendre, il suffit de mettre à leur place chaque acteur. A suivre.

[La médiocrité s'empare décidément de toutes les couches de la société.](#)

Heureux soient les pauvres qui ne mangent pas tous les jours à leur faim ou ceux qui sont atteints de sous-alimentation, quand ils n'en crèvent pas, ils peuvent vivre très longtemps, quel bonheur !

Des scientifiques ont découvert que c'était néfaste pour la vie des hommes de se goinfrer, en voilà encore qui n'ont pas inventé le fil à couper le beurre ou qui n'ont rien d'autre à foutre. Et dire qu'ils ont fait de longues études pour en arriver là, pitoyable ! Le dernier des écervelés qui vit sur cette planète aurait pu le deviner.

Après on nous demande si les scientifiques devraient être impliqués dans la destinée de la société, quand on observe à quel point ils sont influençables ou manipulables sur la question climatique, on aura tendance à répondre par la négative.

- De quelle façon manger moins influe sur l'espérance de vie? - sputniknews.com 09.09

Le régime alimentaire pourrait avoir un impact sur l'espérance de vie, selon les dernières études. Des scientifiques ont découvert que moins nous mangeons, plus longtemps nous pourrions vivre.

Des scientifiques de l'Institut national de la santé (NIH) aux États-Unis ont conclu qu'une alimentation limitée aidait à prolonger la vie et influençait positivement la santé, relate le site Cell Metabolism.

Afin de prouver leur hypothèse, les scientifiques ont mené une expérimentation avec des souris de laboratoire. Les 292 rongeurs ont été divisés en deux groupes. Un groupe a été nourri selon le schéma standard plusieurs fois par jour, et le deuxième a reçu une nourriture riche en protéines mais sans sucres et graisses.

Ensuite, les souris ont été divisées en sous-groupes: un tiers des rongeurs a pu manger autant qu'ils voulaient, le deuxième groupe a reçu une quantité limitée de nourriture à n'importe quelle heure, et le dernier groupe a eu très peu de nourriture une fois par jour.

Les souris qui ont mangé sans limite sont mortes les premières. Les autres cobayes de cette expérimentation ont vécu 28 semaines de plus en moyenne. Les souris du troisième sous-groupe, qui ne mangeaient qu'une fois par jour, ont vécu le plus long.

Les scientifiques soulignent que le métabolisme des souris est très semblable au métabolisme humain. De ce fait, les conclusions tirées lors de ces expériences sont également applicables aux humains.sputniknews.com 09.09

On va les imiter : il paraîtrait qu'il y aurait de plus en plus d'Américains atteints d'obésité et que la durée de vie moyenne aurait régressé, y aurait-il un rapport de cause à effet. Sans blague ?

Ils s'impatientent. De quoi Libération est-il le nom ? La pire réaction... de gauche évidemment.

Comment, cela ne vous préoccupe pas ?

- «Qu'est-il arrivé au Parti républicain ?» - Liberation.fr 10 septembre 2018

Barack Obama a dénoncé vendredi le mutisme des républicains face aux dérives de Donald Trump, dans un discours passionné visant à mobiliser les démocrates à l'approche d'élections législatives cruciales.

Depuis l'Illinois, l'ex-président américain a stigmatisé ces élus qui s'en tiennent à «de vagues déclarations de désapprobation quand le Président fait quelque chose de scandaleux. Ils ne rendent service à personne en soutenant activement 90 % des trucs fous qui viennent de cette Maison Blanche, et en disant : "Ne vous inquiétez pas, on évite les 10 % restants"» en référence à la tribune dans le New York Times d'un haut fonctionnaire anonyme, expliquant faire de la résistance intérieure.

Relativement discret depuis son départ de la Maison Blanche, le 44e président des Etats-Unis a clairement l'intention de s'impliquer dans la campagne à venir. Obama a aussi dénoncé les attaques répétées de Trump contre l'indépendance de la justice ou la liberté de la presse. Liberation.fr 10 septembre 2018

Une autre manière de présenter la confrontation États-Unis - Russie. Retour sur les années Eltsine omniprésentes.

- Unipolarité contre multipolarité – La véritable ingérence russe dans la politique américaine par Diana Johnstone (Consortium News)
- Mondialisation.ca 30 août 2018 Consortium News

Extraits.

...aujourd'hui, c'est le capitalisme qui règne sur le monde. Aujourd'hui, les États-Unis et la Russie sont engagés dans une lutte sans merci entre capitalistes. A première vue, cela peut sembler être un affrontement classique entre capitalistes rivaux. Et pourtant, une fois de plus, un conflit idéologique émerge, un conflit qui divise les capitalistes eux-mêmes, en Russie et aux États-Unis mêmes. C'est le conflit entre mondialistes et souverainistes, entre un monde unipolaire et un monde multipolaire. Le conflit ne se limitera pas aux deux grandes puissances nucléaires. (...)

...dans un certain 'manifeste capitaliste' datant du début des années 1990 qui proclamait :

'Notre guide est le profit, acquis d'une manière strictement légale. Notre Seigneur est Sa Majesté, l'argent, car c'est Lui seul qui peut nous conduire à la richesse comme norme dans la vie.'

Les auteurs de ce tract audacieux étaient Mikhail Khodorkovsky, qui est devenu l'homme le plus riche de Russie, avant de passer dix ans dans une prison russe, et son partenaire d'affaires de l'époque, Leonid Nevzlin, qui s'est depuis confortablement retiré en Israël.

Des prêts en échange d'actions

C'était le bon vieux temps, dans les années 1990, lorsque l'administration Clinton faisait réélire Eltsine pendant que celui-ci laissait piller la Russie par de tels jeunes loups, notamment en utilisant le tour des 'prêts en échange d'actions'.

Dans un article de Vanity Fair de 2012 sur son héros, Khodorkovsky, la journaliste féroce anti-Poutine Masha Gessen a résumé en toute franchise comment cela fonctionnait :

« Les nouveaux oligarques – une douzaine d'hommes qui avaient commencé à exercer le pouvoir que l'argent apportait – concoctèrent un plan. Ils prêteraient de l'argent au gouvernement, qui en avait grandement besoin, et en retour, le gouvernement mettrait en garantie des paquets d'actions équivalant à une participation majoritaire dans les grandes sociétés d'État. Lorsque le gouvernement ferait défaut, comme les oligarques et le gouvernement l'avaient prévu, les oligarques en ont pris le contrôle. Par cette manœuvre, l'administration Eltsine a privatisé le pétrole, le gaz, les minéraux et d'autres entreprises sans l'approbation du Parlement ».

Cela a si bien fonctionné que depuis son poste au sein de l'organisation de la jeunesse communiste, Khodorkovsky a utilisé ses relations pour prendre le contrôle de l'industrie pétrolière russe Yukos et devenir l'oligarque le plus riche de Russie, avec une fortune de 15 milliards de dollars, dont il contrôle encore une partie malgré ses années de prison (2003-2013). Son arrestation a fait de lui un héros de la démocratie aux États-Unis, où il avait de nombreux amis, en particulier ceux qui l'aidaient à vendre des morceaux de Youkos à Chevron et Exxon. Khodorkovsky, un jeune homme charmant et généreux, a facilement convaincu

ses partenaires américains qu'il était le champion numéro un de la démocratie et de la primauté du droit en Russie, en particulier des lois qui permettent aux capitaux nationaux de fuir vers les banques étrangères et aux capitaux étrangers de prendre le contrôle des ressources russes.

Vladimir Poutine ne voyait pas les choses de cette façon. Sans restaurer le socialisme, il déposséda Khodorkovsky de Youkos et convertit l'industrie pétrolière et gazière du modèle de 'société ouverte' toléré par Eltsine en une industrie capitaliste nationale. Khodorkovsky et son partenaire Platon Lebedev ont été accusés d'avoir volé tout le pétrole que Youkos avait produit dans les années 1998 à 2003, jugés et condamnés à 14 ans de prison chacun. Ce changement a ruiné les plans américains, déjà en cours, de 'balkaniser' la Russie entre ses nombreuses provinces, permettant ainsi au capital occidental de poursuivre sa mainmise sur l'économie russe.

La dépossession de Khodorkovski fut certainement une étape importante dans le conflit entre le président Poutine et Washington. Le 18 novembre 2005, le Sénat US a adopté à l'unanimité la résolution 322 présentée par Joe Biden dénonçant le traitement de Khodorkovsky et Lebedev comme étant politiquement motivé. Biden, vice président sous Obama, est devenu une sorte de proconsul d'Ukraine après putsch de Maidan en 2014.

Le conflit idéologique de base ici se trouve entre les États-Unis d'Amérique unipolaires et la Russie multipolaire. La position de la Russie, comme Vladimir Poutine l'a clairement indiqué dans son discours historique à la conférence sur la sécurité de Munich en 2007, est de permettre aux pays de jouir de leur souveraineté nationale et de se développer à leur manière. Le gouvernement russe actuel s'oppose par principe à toute ingérence dans la politique d'autres pays. Il préférerait naturellement un gouvernement américain prêt à l'accepter.

Les Etats-Unis, en revanche, sont par principe en faveur de l'ingérence dans d'autres pays : parce qu'ils veulent un monde unipolaire, avec un système unique, et se considèrent comme l'autorité finale quant au régime qu'un pays doit avoir et comment il doit gérer ses affaires.

Donc, si les Russes essayaient de s'ingérer dans la politique intérieure des États-Unis, ce ne serait pas pour changer le système américain, mais pour essayer de l'empêcher de changer le leur. Les dirigeants russes sont clairement suffisamment cultivés pour comprendre que les processus historiques ne dépendent pas d'enfantillages lancés à partir d'un ordinateur.

Les décideurs politiques américains pratiquent l'ingérence tous les jours. Et ils sont parfaitement disposés à permettre aux Russes d'interférer dans la politique américaine – pourvu que ces Russes soient unipolaires comme eux, comme Khodorkovsky, qui aspirent précisément au même monde unipolaire recherché par le Département d'Etat et George Soros. Mieux encore, l'empire américain compte sur de telles ingérences de la part des Irakiens, des Libyens, des Iraniens, des Russes, des Cubains – de tous ceux qui se rendent à Washington pour demander au pouvoir des États-Unis de régler de vieux comptes ou de renverser le gouvernement de leur pays d'origine. Tous ceux-là sont parfaitement les bienvenus pour faire pression en faveur d'un monde gouverné par l'Amérique.

L'ingérence russe dans la politique américaine est tout à fait bienvenue tant qu'elle contribue à tourner l'opinion publique contre Poutine « multipolaire », glorifie la démocratie américaine, sert les intérêts américains, y compris le complexe militaro-industriel, aide à faire tomber les frontières nationales (sauf celles des États-Unis et d'Israël) et remplit les poches appropriées dans les allées du Congrès. Mondialisation.ca, 30 août 2018

[Une autre manière de présenter leur modèle de société.](#)

Animals (1977) est un album mythique des Pink Floyd inspiré par "La ferme des animaux" de George Orwell.

Dans ce roman, l'humanité est divisée en 3 castes qui donnent leurs titres aux morceaux de l'album:

"Pigs": les porcs, la bourgeoisie qui s'engraisse en exploitant les deux autres classes

"Dogs": les chiens, la petite bourgeoisie, la classe intermédiaire qui encadre le cheptel d'une main de fer, ce que Milgram appelle des "agents".

"Sheep": les moutons qui suivent et obéissent docilement, aveuglés et impuissants.

Les cochons, les chiens et les moutons.

Exactement ce que disait Nicholas Murray Butler, cochon lui-même (CFR, Carnegie, Pilgrim Society) avec sa fameuse citation:

"Le monde se divise en trois catégories de gens: un très petit nombre qui fait se produire les événements, un groupe un peu

plus important qui veille à leur exécution et les regarde s'accomplir, et enfin une vaste majorité qui ne sait jamais ce qui s'est produit en réalité." blog.syti.net

Qui a dit ?

- « J'ai détesté mes ennemis avant même qu'ils me retiennent captif parce que la haine me soutenait dans mon dévouement à leur destruction complète et m'a aidé à surmonter l'impulsion humaine vertueuse de reculer avec dégoût devant ce qui devait être fait par ma main. » (1)

- « Malgré la nature enivrant d'un appel aux armes ou bien la justesse de la cause, nous devrions encore verser une larme pour tout ce qui sera perdu lorsque la guerre nous demande son dû. Jetez une larme et continuez à tuer nos ennemis aussi vite que possible et aussi impitoyablement que nous le devons. » (2)

Réponses :

1– John McCain sur la Guerre du Vietnam, avril 2001

2– John McCain, octobre 2001.

(Source : La canonisation de John McCain : les médias et l'élite politique transforment le belliciste en saint - Mondialisation.ca 04 septembre 2018)

Un monstre, quoi !

La gauche a les représentants qu'elle mérite.

Pendant des décennies, plus d'un demi-siècle, voire un siècle, on vous a présenté la gauche sous un angle particulièrement avantageux, et la plupart des gens ou des militants s'en sont accommodés sans se poser de questions, parfois hypocritement en occultant ses aspects les plus abjectes parvenus à leur connaissance.

Maintenant que le masque de l'imposture est tombé, l'heure des comptes ou des mises au point a sonné et personne ne peut y échapper, mais apparemment ils préfèrent devenir sourds ou le rester, plutôt que se livrer à un inventaire de la lutte de classe de la seconde moitié du XXe siècle par crainte de dévoiler du même coup leur incurie ou leur propre faillite politique. Ce qui vaut à ceux qui s'acharnent pour les y contraindre d'être quasiment bannis ou ignorés du mouvement ouvrier, préférant s'enfoncer dans leur attitude suicidaire qui ne peut profiter qu'à nos ennemis.

- Les Démocrates – de Biden et Obama à des représentants de la « gauche » comme Bernie Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez – se sont emparés de l'occasion pour s'associer à une personnalité qui, tout au long de sa vie, a maintenu les liens les plus étroits avec l'armée. Toujours soucieux de déclarer leur fidélité à cet appareil de violence, les démocrates ont élevé, avec l'ancien directeur de la CIA, John Brennan, dans leur panthéon politique, pour mieux mener leur opposer à Trump sur la base la plus à droite possible. (...)

Aujourd'hui, l'armée et les services de renseignement jouent un rôle de plus en plus prépondérant dans toute la vie américaine. L'armée est intégrée aux médias et les médias y sont intégrés. Les politiciens, les Démocrates autant, sinon plus, que les Républicains, citent leurs antécédents militaires et parmi les services de renseignement comme étant leurs qualifications les plus importantes pour le poste. (Source : La canonisation de John McCain : les médias et l'élite politique transforment le belliciste en saint - Mondialisation.ca 04 septembre 2018)

Quand la gauche est au pouvoir, qui gouverne ?

- "Je suis ravie de me retrouver, ici, dans ce nouveau siège. J'ai souvent été au siège mère de New York, mais c'est bien d'avoir un avant-poste du Conseil tout à côté, à quelques rues du Département d'Etat. Le Conseil nous fait de nombreuses suggestions, et cette proximité signifie que je n'aurai plus à aller aussi loin pour recevoir des recommandations à propos des actions à mener et de la manière de voir le futur."

Réponse : Le 15 juillet 2009, Hillary Clinton reconnaît implicitement que le CFR est au-dessus du gouvernement dans un discours devant les membres de la section de Washington du Council of Foreign Relation (CFR).

Le coup du boomerang après avoir soutenu toutes les guerres de l'OTAN ou du Pentagone et instrumentaliser l'extrême droite.

- En Allemagne, l'AfD fait même déraiser la gauche - Liberation.fr 10.09

Gênés par la montée et les outrances du parti d'extrême droite, le SPD, les Verts et Die Linke sont partagés sur la stratégie à adopter pour ne pas perdre leurs électeurs. Liberation.fr 10.09

Le coup d'Etat du 11 septembre 2001 réalisé par l'Etat profond américain fut la première étape d'une stratégie globale qui devait conduire à la situation actuelle... Ceux qui feignent de l'apprendre sont malhonnêtes ou ses complices ou les deux à la fois de préférence.

Ils sont tellement empêtrés dans leurs mensonges, qu'ils ne peuvent plus faire marche arrière et dire la vérité aux travailleurs sans se démasquer, cela vaut pour tous ceux qui soutiennent cette opération de l'OTAN. Ceux qui hier accusaient les sociaux-démocrates et les staliniens d'avoir opté pour la guerre et le fascisme au détriment du socialisme, en viennent à adopter la même attitude face aux opérations montées par l'OTAN, le Pentagone, l'oligarchie financière. Dans ces conditions, le pire est à venir et semble inévitable, mille fois hélas !

[En famille. La bouillabaise électorale ou les "grands enjeux" des européennes.](#)

- A Marseille, la gauche du PS fait un pas de plus vers Mélenchon - AFP 9 septembre 2018

La gauche du PS a fait un pas de plus vers une sortie du parti à l'approche des élections européennes, en accueillant dimanche à Marseille le chef de file de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon.

Invité de marque de l'université d'été de "Nos Causes communes", le club créé par le courant d'Emmanuel Maurel et le MRC (Mouvement républicain et citoyen), M. Mélenchon a tendu la main à ses anciens camarades socialistes.

"Si chaleureuses qu'aient été les rencontres qui m'ont permis de construire avec d'autres cette force (LFI), mes amis, vous me manquez", a lancé l'ancien sénateur PS, en faisant part de son espoir que "finisse cette longue solitude pour (lui) d'avoir été séparé de (sa) famille intellectuelle et affective" en 2008. (Quand on disait qu'il n'avait jamais rompu le fil avec le PS, nous ne divaguions pas. - LVOG)

"Sachez que nous vous attendons, le coeur plein d'espérance et d'allégresse à l'idée des fraternités qui s'annoncent", a-t-il également déclaré devant un auditoire d'environ 300 personnes, dont nombre de militants issus de la Gauche socialiste, le courant qu'il avait fondé en 1988 avec Julien Dray.

Dans son discours de 45 minutes à la tribune, M. Mélenchon a également rappelé ses forces - 7 millions des voix au premier tour de la présidentielle, 17 députés, et bientôt un "commando" annoncé de députés européens - et s'est réjoui de sa place désormais dominante, selon lui, à gauche. "La crise du leadership populaire est réglée. Me voici", a-t-il affirmé.

"La sociale-démocratie, comme le libéralisme, sont des programmes épuisés", a-t-il asséné, en arguant que le "compromis" avec le capital est devenu "impossible" puisqu'il s'est "transnationalisé". (Quel aveu au passage ! Reste la Constitution, les institutions de la Ve république ne sont pas transnationalisées et qu'il est possible de les abattre, mais cela ne fait manifestement pas partie du programme de ce social-démocratie. - LVOG)

Très applaudi, M. Mélenchon a proposé aux participants de converger sur quatre "révolutions": la planification écologique, la rupture avec les traités européens, le refus des accords de libre-échange et le protectionnisme solidaire. (Révolutions qui n'en sont pas, dont les unes pourraient convenir à Obama et les autres à Trump. - LVOG)

La réponse du député européen Emmanuel Maurel, qui de longue date caresse l'idée d'un rapprochement avec M. Mélenchon, était très attendue.

"Parce que nous avons l'intuition que les causes communes, les causes que nous défendons, sont plus importantes que ce qui pourrait nous différencier ou nous séparer (...) oui à un dialogue exigeant", a-t-il répondu.

S'il n'a annoncé aucun ralliement, il a égrainé dans son discours les points d'accord entre lui et M. Mélenchon, et dressé une nouvelle fois le réquisitoire du quinquennat de François Hollande, qui a "tourné le dos" aux promesses des socialistes selon lui.

"Le président sortant fait mine de découvrir qu'Emmanuel Macron est libéral, quel scoop", a-t-il ironisé, en se moquant des "larmes de crocodiles" de ceux qui il y a quelques mois encore "se disaient à équidistance d'Emmanuel Macron et de Jean-Luc Mélenchon". (Et lui il "fait mine de découvrir" que Hollande l'était aussi, quel escroc ! - LVOG)

Il a esquissé quelques propositions pour la campagne des européennes, demandant notamment un "moratoire sur les traités de

libre-échange" et une opposition claire au traité euro-canadien CETA.

La gauche du PS finira-t-elle par sauter le pas ? Ses troupes semblent partagées. La sénatrice Marie-Noëlle Lienemann ne semble guère en douter, évoquant auprès de la presse le lancement d'un nouveau mouvement allié à M. Mélenchon, qui s'appellerait Les Socialistes - une marque qu'elle a déposée en 2016.

M. Maurel préfère lui parler du débat qu'il entend mener au sein du PS sur la "stratégie" et les "grands enjeux" des européennes, alors que le PS travaille encore à son projet et n'a pas choisi sa tête de liste.

Selon un proche de M. Maurel, les choses pourraient évoluer à l'occasion du Conseil national du PS, le 13 octobre. "Le travail en interne continue même si nous ne nous faisons aucune illusion (...) Clairement, si la ligne est celle que nous connaissons actuellement, il y aura sortie de 70% de nos membres dans les instances dirigeantes du parti à l'issue du CN", menace-t-il. AFP 9 septembre 2018

Quand le "capital transnational" a besoin d'une "démocratie transnationale".

- Européennes: le libéral belge Guy Verhofstadt veut s'allier avec Emmanuel Macron - AFP 9 septembre 2018

L'ancien Premier ministre belge Guy Verhofstadt, chef de file des libéraux et centristes au Parlement européen (ADLE), veut former un mouvement avec En Marche en vue des élections européennes de 2019, a-t-il annoncé dimanche dans un entretien à Ouest-France.

M. Verhofstadt plaide pour des "partis paneuropéens" et une "démocratie transnationale".

Interrogé par l'AFP, le délégué général de La République en marche Christophe Castaner a cependant indiqué que son parti n'était "pas dans une logique d'alliance", même si "nos convergences sont grandes". "Nous travaillons ensemble" et "sommes ravis que M. Verhofstadt nous soutienne", a-t-il ajouté.

"Après la rencontre Orban-Salvini, la lutte en 2019 sera une lutte entre les populistes nationalistes d'une part, et une alternative pro-européenne", a déclaré l'ancien Premier ministre, alors que l'extrême droite réalise une poussée aux législatives en Suède.

M. Verhofstadt assure avoir avec Emmanuel Macron, non seulement "la même analyse" mais aussi "plus ou moins les mêmes propositions". Il se dit prêt à siéger au sein du même groupe parlementaire, dont le nom reste encore à définir. Ce mouvement commun pourrait être lancé en octobre.

"Ce sera quelque chose de nouveau, un mouvement. Une alternative pro-européenne aux nationalistes", a déclaré le centriste libéral, qui plaide pour une campagne commune.

"Chaque parti va garder ses symboles, mais on crée un mouvement plus large. L'objectif c'est de créer un groupe décisif dans le futur parlement, un outil pour arrêter la vague nationaliste", poursuit le président de l'ADLE. AFP 9 septembre 2018

Quand ils assument servir les besoins des multinationales.

- "Les lobbies, nous en avons besoin", assure l'ancien ministre Benoist Apparu (LR) - Franceinfo 10.09

L'ancien ministre du Logement estime que les lobbies sont importants, soulignant qu'une "décision publique qui n'est pas partagée par les professionnels du secteur" est une "mauvaise chose". Franceinfo 10.09

Quand l'extrême droite gouverne déjà.

- Poussée de l'extrême droite en Suède : "Le facteur fondamental, c'est la crise sociale depuis les années 1990" - Franceinfo

- Allemagne : la mort d'un jeune fait craindre un nouveau Chemnitz - LeParisien.fr

- L'Italie embrasse les idées de l'extrême droite les yeux fermés - Liberation.fr

Après avoir célébré leur héros McCain, au tour du candidat brésilien d'extrême droite Jair Bolsonaro.

- Brésil. Le candidat d'extrême droite se remet d'une attaque au couteau - Liberation.fr

Jair Bolsonaro va mieux : il s'est laissé photographier à l'hôpital. Le candidat d'extrême droite, en tête des sondages (22 % d'intentions de vote)...

Rio vit une guerre civile larvée. Les gens bien s'arment pour défendre leur famille", affirme Armando Piccini, visiteur assidu d'un stand de tir de Niteroi, près de Rio de Janeiro.

"Si les autorités n'agissent pas, ce sera une guerre ouverte", ajoute ce chef d'entreprise de 52 ans, fervent défenseur d'une libéralisation du port d'arme, un des principaux chevaux de bataille de Jair Bolsonaro, candidat d'extrême droite à la présidentielle d'octobre.

Au Brésil, le port d'armes est régulé par une loi, que M. Bolsonaro veut abroger s'il est élu.

En juillet, une vidéo sur laquelle il apparaissait en train d'apprendre à une petite fille à imiter un revolver avec ses mains a mis le feu aux poudres. Un geste polémique qu'il vient de refaire sur son lit d'hôpital.

"Les enfants brésiliens doivent percevoir les armes comme une chose liée à la protection de la vie", s'est justifié le candidat dans un entretien au journal O Globo.

Au club de tir, tout le monde trouve ça très naturel. "Mon fils est ici", affirme Anderson Lessa, commerçant de 46 ans, désignant un adolescent.

"J'ai appris à mes trois fils à conduire, à nager et à tirer. Je les ai préparés pour qu'ils puissent se défendre, je crois que c'est un droit fondamental", conclut-il. AFP et Liberation.fr 10.09

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

- Le Pentagone reconnaît avoir dépensé 1,5 trillion \$ en guerres depuis le 11-Septembre - Réseau Voltaire 29 août 2018

Selon une estimation publiée par le Pentagone, le coût des guerres menées depuis le 11 septembre 2001 dans le cadre de la stratégie Rumsfeld-Cebrowski s'élève à plus de 1 500 milliards de dollars [1]. Les dépenses les plus importantes ont eu lieu sous le second mandat de George Bush Jr. et le premier mandat de Barack Obama.

Ces données sont contestées par la Brown University. Selon elle, les coûts réels sont quatre fois plus élevés, de l'ordre de 5 600 milliards de dollars [2].

Présenté comme la « guerre globale au terrorisme », l'ensemble de ces conflits visaient en réalité, selon l'amiral Arthur Cebrowski, à détruire les structures étatiques de la partie du monde non connectée à l'économie globale. Réseau Voltaire 29 août 2018

Notes

[1] Quarter 2 : Cost of War Update as of March 31, 2018, US Department of Defense.

[2] Summary of US Costs of War in Iraq, Afghanistan, Pakistan, Syria and Homeland Security, FY2001-2018, Brown University.

2- Syrie

2.1- YouTube censure les chaînes du gouvernement syrien - Réseau Voltaire 9 septembre 2018

La société YouTube (propriété de Google) a fermé le 8 septembre 2018 les chaînes du gouvernement syrien, dont celle de la présidence syrienne, du ministère syrien de la Défense ou encore de l'agence de presse gouvernementale Sana.

YouTube n'a pas expliqué sa décision.

Les chaînes existant depuis plusieurs années et ayant des programmes différents, cette censure collective ne peut pas avoir été décidée en fonction des contenus, mais uniquement en raison de leur éditeur : le gouvernement de la République arabe syrienne.

Les États-Unis menacent d'attaquer prochainement la Syrie. Un plan de bombardement du pays a été présenté par le Pentagone au président Trump. Il comprend la destruction des installations de radio et télédiffusion. Si une attaque occidentale devait arriver, le gouvernement syrien serait incapable de communiquer avec sa population et à l'étranger. Réseau Voltaire 9 septembre 2018

2.2- La Syrie devrait attendre le 6 novembre pour libérer Idleb - Réseau Voltaire 9 septembre 2018

La Russie accuse les Britanniques de préparer une attaque chimique sous faux drapeau à Idleb, tandis que les États-Unis accusent la Syrie d'en préparer une. Les échanges virulents au Conseil de sécurité des Nations unies peuvent donner l'impression qu'une intervention occidentale est imminente.

En réalité, les Britanniques ne peuvent accuser la Syrie que si celle-ci déploie son armée de Terre à Idleb, car les armes chimiques ne peuvent pas être dispersées par voie aérienne, mais uniquement par des obus de mortier. Pour le moment, l'attaque terrestre d'Idleb est préparée par des bombardements russes ciblés sur des installations d'al-Qaïda. Rien de plus.

Si l'attaque d'Idleb débutait avant le 6 novembre 2018, date des élections de la Chambre des représentants US et du tiers du Sénat, la Syrie se mettrait en danger. Il suffirait alors aux Britanniques de réaliser leur opération sous faux drapeau pour contraindre le président Trump à intervenir en urgence, c'est-à-dire sans avoir le temps de vérifier les imputations de Londres. Faute de quoi, Donald Trump prendrait le risque de perdre les élections de mi-mandat et de se retrouver mis en accusation par le nouveau Congrès (impeachment).

Une attaque US serait alors extrêmement létale, contrairement aux mises en scènes précédentes.

Il est donc plus prudent pour la Syrie d'attendre ces élections pour libérer Idleb. Réseau Voltaire 9 septembre 2018

2.3- Deux F-15 américains portent des frappes aux munitions au phosphore sur Deir ez-Zor - sputniknews.com 09.09

Le 8 septembre, deux avions américains F-15 ont frappé le gouvernorat de Deir ez-Zor en Syrie avec des munitions au phosphore, a annoncé le général Vladimir Savtchenko, chef du Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit en Syrie.

Deux F-15 américains ont porté samedi des frappes aux munitions au phosphore sur le gouvernorat de Deir ez-Zor, en Syrie, a déclaré ce dimanche le général Vladimir Savtchenko, chef du Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit en Syrie.

«Des frappes ont été réalisées le 8 septembre contre la localité de Hajin dans le gouvernorat de Deir ez-Zor, avec utilisation de munitions incendiaires au phosphore par deux appareils F-15», a-t-il indiqué.

Vladimir Savtchenko a fait remarquer que les raids avaient engendré d'importants incendies.

«Les informations sur d'éventuels morts et blessés sont en train d'être précisées», a-t-il encore ajouté.

L'utilisation d'armes au phosphore blanc est interdite par le protocole additionnel de la Convention de Genève, a-t-il rappelé.

Les forces de la coalition anti-Daech* dirigée par les États-Unis ont entamé vendredi dernier des exercices dans l'est de la Syrie, avait précédemment annoncé le site de la coalition, précisant qu'il s'agissait du secteur de la garnison d'Al-Tanf et dans un rayon de 55 km autour. La garnison d'Al-Tanf abrite une base militaire américaine en Syrie où sont formés et armés des détachements de l'opposition syrienne. Le camp de réfugiés de Rukban est situé dans une «zone de sécurité» à proximité de la base militaire américaine d'Al-Tanf, déployée illégalement en avril 2017 sous le prétexte de la lutte antiterroriste. sputniknews.com 09.09

2.4- Berlin pourrait se joindre aux frappes de Washington, Londres et Paris en Syrie - sputniknews.com 10.09

Le gouvernement allemand se penche actuellement sur un éventuel emploi d'avions contre le Président syrien Bachar el-Assad, a affirmé le journal Bild.

Le ministère allemand de la Défense étudie la possibilité de recourir à ses chasseurs-bombardiers Tornado dans d'éventuelles opérations militaires contre l'armée du Président syrien Bachar el-Assad, a annoncé ce dimanche le journal Bild, se référant à des sources au sein du ministère.

L'Allemagne dépensera plus d'un milliard d'euros pour se réarmer Selon le journal, la ministre de la Défense, Ursula von der Leyen,

a donné l'ordre d'étudier la question de la participation du pays à d'éventuelles frappes de l'alliance que forment les États-Unis, la France et le Royaume-Uni contre les forces gouvernementales syriennes en cas d'utilisation de l'arme chimique dans le gouvernorat d'Idlib.

Une demande appropriée a été adressée à Berlin par Washington et des négociations préliminaires sur le sujet se sont tenues la semaine dernière au sein du ministère allemand, a fait remarquer Bild.

Le journal a souligné qu'une éventuelle décision en ce sens serait «historique».

«L'Allemagne risquerait ainsi pour la première fois d'entrer en confrontation directe avec l'allié de la Syrie, la Russie», a-t-il noté. sputniknews.com 10.09

3- Iraq

3.1- L'Iraq à la croisée des chemins - Réseau Voltaire 9 septembre 2018

La Coalition laïque de Moqtada al-Sadr a exigé les excuses et la démission de son ex-allié, le Premier ministre iraquien Haïder al-Abadi, en réponse aux émeutes de Bassorah.

Moqtada al-Sadr, bien que leader chiite, promeut à la fois une politique d'indépendance face à l'Iran et aux États-Unis et une stratégie d'alliance avec les autres composantes religieuses irakiennes.

Le Premier ministre Haïder al-Abadi a été imposé conjointement par les États-Unis et l'Iran, en 2014, malgré l'élection démocratique de Nouri al-Maliki. Il s'était engagé à suivre la politique US durant son prochain mandat et avait annoncé qu'il appliquerait les sanctions de Washington contre Téhéran.

L'ayatollah Ali al-Sistani, l'autre grande figure chiite du pays, a appelé à la constitution d'urgence d'un nouveau gouvernement pour résoudre la crise.

Les émeutes qui viennent d'éclater à Bassorah ont des causes anciennes et une cause nouvelle : l'empoisonnement de l'eau courante, désormais beaucoup trop salée pour être bue. Elles ont coûté la vie à quatorze personnes. Bassorah est le poumon pétrolier de l'Iraq. Indépendamment de la crise de l'eau et des services publics, elle sera donc impactée par la décision de suivre ou de rejeter les sanctions US contre l'Iran. C'est aussi une ville à très grande majorité chiite. Pourtant le consulat iranien et une délégation iranienne à l'aéroport ont été sauvagement attaqués.

Ces événements interviennent alors que le gouvernement iranien d'Hassan Rohani a cessé d'espérer l'aide européenne et pris acte des sanctions édictées par le président Trump. Il vient de s'unir avec les Gardiens de la Révolution pour renforcer ses positions militaires à l'étranger. Réseau Voltaire 9 septembre 2018

3.2- Le spectaculaire retournement de cheikh Hassan Rohani - Réseau Voltaire 9 septembre 2018

Durant sa campagne électorale, le président iranien, cheikh Hassan Rohani, s'était engagé à ne plus soutenir la Syrie. Effectivement, depuis le début de son mandat, en août 2013, il s'est abstenu d'envoyer des membres de son gouvernement en Syrie et a laissé vacant le poste d'ambassadeur à Damas durant près de deux ans.

Le soutien de l'Iran à la Syrie est exclusivement passé par le Guide de la Révolution, l'ayatollah Ali Khameneï, qui a envoyé régulièrement ses collaborateurs à Damas, et par les Gardiens de la Révolution, qui conseillent l'Armée arabe syrienne.

Or, le 5 novembre 2018 les sanctions US contre les secteurs bancaires et pétroliers iraniens entreront en vigueur. Toute la politique d'alliance d'Hassan Rohani avec l'administration Obama sera balayée. Constatant le refus du président Trump de tout compromis et l'incapacité européenne à agir, cheikh Hassan Rohani s'est résigné à changer de politique.

En quelques jours, plusieurs hauts responsables du gouvernement iranien se sont rendus à Damas apporter leur soutien à la République, dont le ministre de la Défense, le général Amir Hatami, le 26 août et le ministre des Affaires étrangères, Mohammad-Javad Zarif, le 3 septembre.

Désormais, les deux branches du pouvoir iranien soutiennent Damas. Réseau Voltaire 9 septembre 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 11 septembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Au passage je me souhaite un bon anniversaire !

J'ai acheté un gros gâteau au chocolat que nous allons partagé avec nos voisins et leurs enfants, ainsi que le frère et la fille de ma compagne et leurs enfants. Eh oui, je suis un rustre qui sait vivre !

La plupart de mes lecteurs ne m'apprécient pas parce qu'ils sont bourrés d'a priori, contrairement à mes voisins qui jugent sur pièces ou sont moins injustes, alors que je leur mène la vie dure ! Ce matin j'ai brûlé les ordures de ma voisine Kajelveli, quand elle est venue m'emprunter 50 roupies je lui en ai fait la remarque gentiment, elle m'a remercié le plus naturellement du monde, comme si c'était normal !

On se marre bien entre nous. Ils ont de la chance que j'ai une conscience de classe assez développé, chut, ne le répétez pas trop fort, vous allez vous faire des ennemis parmi vos petits camarades !

● Causerie au format pdf (7 pages)

Le commentaire qui accompagne les images plus haut : Affiche de 1911 du mouvement ouvrier américain. Le département d'Etat a la preuve que Bachar al-Assad prépare une attaque chimique sur Idlib, C. Powell avait accusé Saddam Hussein de détenir des armes de destruction massive pour justifier le bombardement de l'Irak... avant d'avouer plus tard qu'il n'en était rien. L'ONG des Casques blancs ses complices.

Le mot du jour : Nous vivons en guerre et tout le monde s'en fout !

Inquiétant, non ?

Pourquoi l'évoquer puisque tout le monde s'en fout.

J'ai consulté quelques blogs de partis dits ouvriers, et j'ai constaté qu'ils n'avaient consacré aucun article ou info en bref depuis le début du mois de septembre à la guerre contre l'Afghanistan, l'Irak, la Syrie et le Yémen notamment qui se poursuit. Par contre ils se préoccupent du sort de leurs ressortissants qui ont atterri en France, au doigt et à l'oeil ils respectent l'agenda de l'OTAN et du Pentagone et ne tiennent surtout pas à interférer dans leurs affaires sur les champs de bataille, on comprend, c'est moins risqué !

En la matière la palme de l'ignominie revient au POID, qui a relayé la propagande du clan de la guerre ou de l'Etat profond américain opposé à celui de Trump qui tente d'infléchir la politique de ses prédécesseurs. On s'en tient à ce qu'il a publié dans son blog à la manière d'un internaute lambda.

POID (<https://latribunedestravailleurs.fr/category/fil-dinfos>)

6 septembre 2018 – Etats-Unis: au lendemain de la diffusion d'extraits d'un livre du journaliste Bob Woodward dressant le portrait d'un président Trump colérique et paranoïaque que ses collaborateurs s'efforcent de contrôler, voire de contourner, pour éviter de dangereux dérapages, le New York Times publie la tribune anonyme d'un haut responsable de l'administration de Trump, expliquant comment il s'efforce, avec d'autres, de lutter de l'intérieur contre les « pires penchants » du président américain.

Le New York Times, qui pour l'occasion a les faveurs du POID, est un des piliers du groupe Bilderberg depuis plus de 50 ans. Rockefeller qui en était le président eut l'occasion de remercier chaleureusement le New York Times et le Washington Post pour avoir gardé le silence sur les guerres et autres coups tordus que l'oligarchie avait fomentées secrètement durant un demi-siècle.

Bon, apparemment, il est dit que la guerre doit demeurer un secret bien gardé réservée entre les puissants de ce monde et nos dirigeants, et que les gueux que nous sommes n'en serons informés que lorsque les bombes nous tomberont sur la tête.

Le NPA n'est pas en reste dans le genre opportunisme hystérique.

Vous avez pu prendre connaissance dans les deux causeries précédentes, comment l'opération du 8 septembre dernier nommée *Debout pour le climat* avait été orchestré par le clan de l'oligarchie qui affronte Trump dans l'unique but de l'affaiblir, et que par conséquent tous les participants à ces manifestations se transformeraient automatiquement et à leur insu en agents de cette machination ou de ce clan va-t-en-guerre ou seraient instrumentalisés tel quel qu'ils le veuillent ou non, ce dont vous

pouviez avoir confirmation dès le lendemain en lisant les articles de presse qui en ont rendu compte, se félicitant du succès de cette opération, qui en réalité n'a mobilisé que très peu de participants en France ou à travers le monde, peu importe, les médias qui sont à la solde de ce clan ne pouvaient que déformer les faits.

- NPA. Marchons pour changer le système, pas le climat ! - Jeudi 6 septembre 2018

Le 8 septembre, journée mondiale pour le climat, des marches se dérouleront partout dans le monde. Le NPA appelle à y participer massivement. (...)

Aujourd'hui l'appel à la mobilisation lancé par des dizaines d'associations rencontre un écho jusqu'alors inédit. (...)

Les marches du 8 septembre pour le climat sont une nouvelle étape de la mobilisation.

Que le NPA fasse également dans la désinformation n'étonnera personne. A côté, vous avez pu comparer avec quel sérieux et profondeur nous avons traité ce sujet. Mais apparemment, nous ne poursuivons pas les mêmes objectifs politiques.

Il m'est arrivé d'évoquer les Indiens qui ne voient pas plus loin que le bout de leur rue ou de leur village, il faut dire qu'ils n'ont jamais connu rien d'autres, donc cela peut se comprendre. Et bien les Français sont pareils, sauf qu'eux ils ont connu ou ils ont eu accès à autres choses au cours de leur vie. Ils ont fait des études, ils regardent la télévision depuis très longtemps, ils lisent, circulent beaucoup, voyagent, ils sont tous connectés à Internet, ils savent qu'il se passe quelque chose au-delà de leur petit monde étriqué, aussi s'emploie-t-on à flatter leur préoccupations individuelles afin qu'ils s'y cantonnent, comme si ce qui se passait dans le monde ne devait pas les concerner ou n'avait aucune incidence sur leur mode de vie ou la société.

Le jour où ils se réveilleront et qu'ils apprendront que c'est à leur tour de partir à la guerre ou de la subir, ils se demanderont hébétés ce qui leur arrive. Ils sauront à qui demander des comptes pour les avoir désinformés aussi longtemps.

[Confirmation. L'élite aristocratique d'un régime monarchique](#)

- Hauts fonctionnaires : le grand ménage promis par Emmanuel Macron n'a pas eu lieu - Franceinfo 11 septembre 2018

Je les ai évoqués hier dans la causerie et ce n'est pas la première fois qu'une telle coïncidence se produit, comme quoi je suis bien phase avec la réalité, contrairement à mes détracteurs qui la fuient, qui sont incapables de prévoir quoi que ce soit ou qui ne voient jamais rien venir.

L'Ecole Nationale de l'Aristocratie en est le vivier.

- Un directeur général des services nommé à l'Élysée - Reuters 11 septembre 2018

Jérôme Rivoisy, issu de la même promotion qu'Emmanuel Macron à l'ENA, a été choisi pour occuper le nouveau poste de directeur général des services de l'Élysée, a-t-on appris lundi auprès de la présidence, confirmant une information du Monde. Reuters 11 septembre 2018

Et pendant ce temps-là dans le bac à sable.

- Olivier Besancenot pousse la «chansonnette» dans un rap anti-Macron - LeParisien.fr 11 septembre 2018

Macron peut dormir tranquille avec de tels opposants...

[Les masques tombent. Quand la Nouvelle Gauche ou vieille droite retourne "aux fondamentaux"... au bercail.](#)

- Les députés socialistes de la "Nouvelle Gauche" vont (encore) changer de nom pour revenir aux "socialistes" - Le HuffPost 10 septembre 2018

Les députés de la "Nouvelle Gauche" opèrent un retour aux fondamentaux. Les trente élus socialistes de l'Assemblée nationale ont décidé de changer une nouvelle fois de nom, plus d'un an après un premier changement en juin 2017. De députés de la "Nouvelle Gauche", les voilà repassés à députés "socialistes" -et apparentés-, leur dénomination historique.

Ils avaient choisi de laisser derrière eux l'étiquette "socialistes" à la suite des élections législatives douloureuses pour la gauche. Aujourd'hui, il semblerait que la dénomination a retrouvé les faveurs de ces députés de l'Assemblée, rapporte Le Monde. Le HuffPost 10 septembre 2018

Le saviez-vous ? Qui a dit ?

- « Quand il s'agit de protéger l'État et de faire respecter la norme républicaine, il y a une convergence avec la droite, je l'assume »

Réponse : Mélenchon, rapportée par le Monde des 20-21 juillet 2018. lemonde.fr 28.07

On se disait bien qu'il était de droite ou qu'au lieu d'affronter le régime ses véritables intentions étaient "de protéger l'État" des capitalistes, les institutions de la Ve République. Quand on a à l'esprit cette déclaration et bien d'autres du même genre, et qu'on analyse son programme, on en arrive forcément à la conclusion que c'est un charlatan, un serviteur du régime en place.

Parole d'Internaute (Abonné au Point)

- "La vérité commence à sortir du puits..."

On y arrive doucement... Il va falloir bientôt expliquer pourquoi il y avait déjà des "rebelles" étrangers en Syrie dès 2011... Et pour qui "roulait" Lafarge...

A quand une amende honorable des médias pour faire oublier une longue désinformation ?

On attend avec impatience un excellent billet de FOG qui nous expliquera, saperlotte, qu'il savait tout depuis le premier jour..."

Il y a des lecteurs du Point qui ont un niveau de conscience supérieur à bien des militants du mouvement ouvrier, ce qui n'étonnera plus personne non plus...

Menace de guerre.

- L'aviation US incite les compagnies à éviter l'espace aérien iranien - Reuters 11 septembre 2018

L'administration américaine de l'aviation civile (FAA) a publié un nouvel avertissement à destination des compagnies aériennes, les incitant à la prudence quand elles décident d'emprunter l'espace aérien iranien en évoquant des activités militaires émanant ou transitant par l'Iran, notamment vers la Syrie.

Le département d'Etat conseille aux citoyens américains de ne pas se rendre en Iran, estimant qu'il y a un risque d'arrestation abusive et de détention. Reuters 11 septembre 2018

Désinformation et propagande psychologique pour préparer les esprits à la guerre.

- Syrie: exode massif à Idleb, où l'ONU craint la "pire catastrophe humanitaire" du siècle - AFP 11 septembre 2018

- Syrie : Idleb, au bord de la catastrophe - euronews 11 septembre 2018

- Syrie : la bataille d'Idlib pourrait devenir la «pire catastrophe humanitaire» - LeParisien.fr 11 septembre 2018

De l'Irak à la Syrie. Comment ça marche ou démontage d'un mécanisme infernal.

Comment inventer une menace qui n'existe pas et la marteler, pour que l'on finisse par croire qu'elle serait réelle, pour ensuite affirmer qu'elle a bien été mise à exécution pour finalement justifier une intervention militaire, l'objectif de cette machination.

- Armes chimiques: Les USA mettent à nouveau la Syrie en garde - Reuters 11 septembre 2018

Le conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump a déclaré lundi que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont convenu qu'une nouvelle utilisation d'armes chimiques par le gouvernement syrien entraînerait "une réponse encore plus ferme" que celle des précédentes frappes aériennes menées en avril.

"Nous avons tenté au cours des derniers jours de transmettre le message que s'il y avait une troisième utilisation d'armes chimiques, la réponse serait beaucoup plus ferme", a dit John Bolton.

"Je peux dire que nous avons des consultations avec les Britanniques et les Français qui nous ont rejoint dans la seconde frappe et

ils sont d'accord qu'une nouvelle utilisation d'armes chimiques entraînerait une réponse plus ferme", a-t-il poursuivi.

Le général François Lecointre, chef d'état-major des armées françaises, a déclaré jeudi dernier que la France était prête à frapper de nouveau en Syrie si le régime de Bachar al Assad faisait usage d'armes chimiques.

"Nous sommes prêts à faire des frappes parce que le président de la République a maintenu son exigence et son ordre d'être prêts à faire des frappes si jamais l'arme chimique venait à être employée à nouveau", a dit le général Lecointre à des journalistes.

"Ces frappes peuvent être faites en national mais l'intérêt majeur, c'est de le faire avec le nombre le plus important de partenaires", a-t-il ajouté.

Des responsables américains ont affirmé au cours des derniers jours qu'ils avaient acquis la preuve que le gouvernement syrien préparait des armes chimiques avant une offensive sur l'enclave rebelle d'Idlib dans le nord-ouest du pays.

Le général Joseph Dunford, chef d'état-major des armées américaines, a déclaré la semaine passée qu'il menait des consultations quotidiennes avec la Maison blanche sur les options militaires si la Syrie ignorait les mises en garde sur cette question.

Les bombardements entamés la semaine dernière par l'armée syrienne et ses alliés dans la province d'Idlib, dernière région aux mains de l'insurrection (Front al-Nosra issu d'al-Qaïda - LVOG) , a fait 30.000 déplacés, selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'Onu (Ocha).

Avec l'appui de la Russie et de l'Iran, Damas prépare une vaste offensive pour reprendre Idlib et les secteurs adjacents, dans les provinces de Lattaquié, d'Hama et d'Alep, où vivent trois millions de personnes. Reuters 11 septembre 2018

- La Guerre mondiale, une option US en Syrie (WSJ) - Réseau Voltaire 10 septembre 2018

Selon le Wall Street Journal [1], les États-Unis envisagent plusieurs options en Syrie, notamment celle d'attaquer des objectifs russes et iraniens, au risque de provoquer une Guerre mondiale.

Cependant, le journal assure que la Maison-Blanche envisage aussi des options politiques et économiques, pas nécessairement militaires. Réseau Voltaire 10 septembre 2018

- L'Allemagne se prépare à attaquer la Syrie - Réseau Voltaire 10 septembre 2018

Selon le journal Bild [1], le gouvernement allemand a été sollicité par les États-Unis pour participer à une frappe aérienne contre la Syrie.

Alors que Londres prépare une attaque chimique sous faux drapeau à Idlib, Washington menace depuis plusieurs semaines de frapper la Syrie si elle utilise de telles armes.

L'opération alliée impliquerait à la fois l'Allemagne, la France, les États-Unis et le Royaume-Uni.

La ministre allemande de la Défense, Ursula von der Leyen, a fait procéder à une étude des possibilités allemandes d'intervention, la semaine dernière. Une réunion s'est tenue à Berlin avec un représentant du Pentagone afin de faire entrer l'Allemagne dans la Coalition occidentale anti-syrienne.

Selon Deutsche Wirtschaftsnachrichten, la chancelière Angela Merkel avait pourtant déclaré soutenir l'opération militaire russe à Idlib contre les jihadistes. Réseau Voltaire 10 septembre 2018

Note.

[1] « Angst vor Giftgas-Angriffen auf Idlib. Regierung prüft Tornado-Einsatz gegen Assad », Karina Mössbauer, Bild, 9. September 2018.

- Une rencontre entre terroristes et Casques blancs a eu lieu vendredi à Idlib - sputniknews.com 08.09

Un rassemblement de différents groupes terroristes, y compris le Front al-Nosra*, et avec la participation des Casques blancs, s'est tenu le 7 septembre à Idlib. Les participants se seraient mis d'accord sur des scénarios de futures mises en scène d'« incidents » ayant potentiellement recouru à des substances toxiques, a annoncé la Défense russe.

Les leaders de groupes terroristes, notamment des dirigeants du Front al-Nosra*, se sont rencontrés le 7 septembre à Idlib, en Syrie. Des membres des Casques blancs ont également pris part à la rencontre, a déclaré le porte-parole du ministère russe de la Défense Igor Konachenkov.

Lors du rassemblement, les personnes réunies ont notamment discuté de scénarios de futures mises en scène d'«incidents» ayant potentiellement recours à des substances toxiques par les troupes gouvernementales syriennes, a-t-il expliqué.

La rencontre en question a eu lieu dans un poste de commandement des terroristes situé à proximité de l'école Al-Wahda, à Idlib.

«Lors de la réunion ont été mis au point et approuvés les scénarios et le tournage de mises en scène d'"incidents" avec utilisation présumée de substances toxiques par les forces gouvernementales syriennes contre des civils dans les villes de Jisr al-Choghour, Saraqeb, Taftanaz et Sarmin», a précisé la Défense russe.

«La préparation complète de tous les participants impliqués dans la réalisation de provocations mises en scène devrait être achevée dans la soirée du 8 septembre. Le signal marquant le début de la mise en pratique de ces provocations par les terroristes dans la province d'Idlib proviendra d'un ordre spécial de certains "amis étrangers de la révolution syrienne"», a souligné Igor Konachenkov.

Il a notamment ajouté que «le département militaire russe continuait de surveiller de près la situation en République arabe syrienne ainsi que les actions des forces armées de différents pays de la région du Moyen-Orient».sputniknews.com 08.09

- Trump punit les Palestiniens en fermant leur mission à Washington - AFP 11 septembre 2018

Les Etats-Unis ont annoncé lundi la fermeture du bureau de représentation palestinienne à Washington, accusant les dirigeants palestiniens de refuser de parler à l'administration de Donald Trump et d'engager des négociations de paix avec Israël. AFP 11 septembre 2018

- Les Etats-Unis menacent de sanctions les juges de la Cour pénale internationale s'ils poursuivent des Américains - Franceinfo 11 septembre 2018

Un conseiller de Donald Trump a menacé de sanctionner des membres de la CPI si des poursuites étaient engagées contre des Américains ou des alliés des Etats-Unis. Franceinfo 11 septembre 2018

Ils osent tout.

- Malgré la poussée populiste, la Suède reste un modèle - L'Express.fr 11 septembre 2018

- Pas de majorité parlementaire en Suède, progression de l'extrême droite - Reuters 10 septembre 2018

Plusieurs semaines de négociations seront sans doute nécessaires pour former un gouvernement en Suède, où les coalitions de gauche et de droite ont quasiment fait match nul lors des législatives de dimanche, marquées par une nouvelle progression de l'extrême droite et une absence de majorité.

Après dépouillement de la quasi-totalité des bulletins, le bloc formé par le Parti social-démocrate au pouvoir, les Verts et le Parti de gauche était crédité de 40,6% des suffrages, alors que l'Alliance des Chrétiens-démocrates, des Libéraux, des Modérés et du Parti du centre obtenait 40,3%.

Les Démocrates de Suède (SD), formation eurosceptique et hostile à l'immigration, recueille quant à elle 17,6% des voix, soit près de cinq points de plus qu'en 2014, alors que leur chef de file Jimmie Akesson tablait sur 20 à 30%. En sièges, ils passent de 49 à 62, tandis que les coalitions de gauche et de droite en obtiennent respectivement 144 et 143 au Riksdag (parlement), qui en compte 349.

L'arrivée en 2015, au plus fort de la crise migratoire en Europe, de 163.000 demandeurs d'asile, soit le plus fort taux par habitant au sein de l'UE, a polarisé les électeurs et brisé le consensus politique. Certains Suédois estiment en outre que leur système social traverse une crise.

L'allongement des listes d'attente pour se faire opérer, la pénurie de médecins et d'enseignants, et l'incapacité de la police à éradiquer la violence dans les banlieues défavorisées, où les immigrants sont majoritaires, ont ébranlé la confiance des Suédois en leur modèle social. Reuters 10 septembre 2018

- Les sociaux-démocrates ont perdu 2,8 points par rapport à 2014, et réalisé leur plus mauvais score depuis plus d'un siècle. AFP

10 septembre 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 14 septembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Causerie au format pdf (28 pages)

Première partie.

[Le vieux monde qu'il nous faut renverser. \(A propos de l'image à l'écran plus haut à gauche.\)](#)

Syti.net - En bas, la population ordinaire, les esclaves de la dette dont le cycle de vie se réduit à la naissance, l'école, le travail, les impôts, les dettes, et la retraite.

Au dessus, les organisations qui assurent le contrôle du cheptel: les 3 branches de la "religion du Livre" (judaïsme, christianisme, islam) qui enseignent que l'obéissance aux règles est récompensée par le paradis, les gouvernements et leurs systèmes coercitifs (services secrets, armée, police, justice, prisons), l'éducation, et les médias qui assurent la diffusion des messages de l'élite vers les masses. (Ajoutons les réseaux numériques tels Facebook, Twitter, etc. - LVOG)

Encore au-dessus, le contrôle des ressources mondiales. C'est le niveau où opèrent les multinationales de l'industrie et des services.

Le niveau supérieur est le contrôle financier mondial par le biais des banques, des banques centrales, des taux d'intérêts et du système d'impôts et de taxes. (Précisons, la planche à billets. Ajoutons la Bourse. - LVOG)

Les niveaux suivants sont cachés au commun des mortels, les médias n'en parlent jamais. Ce sont les "clubs de réflexion" (ou "think tanks"), les réseaux d'influence, les institutions transnationales qui constituent le "gouvernement mondial".

On pourrait placer encore au-dessus un niveau oublié par ce diagramme: les sociétés secrètes (Skull and Bones, Bohemian Groove, Franc-Maçonnerie, Prieuré de Sion, Ordre de Malte...)

Enfin, au sommet se trouve l'élite de l'élite dont l'appartenance est héréditaire, les membres sont issus de dynasties capitalistes ou de lignées royales. syti.net

[Ce que soutiennent les ONG et le mouvement ouvrier : La traite d'êtres humains, le trafic d'esclaves.](#)

L'alliance ou le consensus des ONG et du mouvement ouvrier sur cette question et bien d'autres à l'initiative de l'oligarchie il ne faut jamais oublier de préciser, ne devrait plus étonner personne, elle fournit au passage une indication précise sur l'état de putréfaction avancé du mouvement ouvrier, et permet de comprendre pourquoi les travailleurs s'en détournent, parfois au profit de l'extrême droite.

En atteignant un tel degré d'opportunisme, le mouvement ouvrier et ce qui ose encore se prétendre son avant-garde ont franchi la limite qualitative au-delà de laquelle ils ont changé de nature, après avoir adopté la stratégie de la pire réaction dont l'objectif est d'interdire, de briser ou de disloquer l'unité des masses.

Quand un travailleur vous expose les difficultés auxquelles il fait face, il y a au moins cinq manières de lui répondre : 1- on s'en fout ; 2- il en est responsable ; 3- personne n'en est responsable ; 4- c'est l'Etat qui en est responsable 5- c'est une catégorie de la population qui en est responsable. Selon l'attitude qu'on adoptera, 1- il aura l'impression d'être abandonné à son triste sort ; 2- il culpabilisera ; 3- il maudira la fatalité ; 4- il s'en prendra au régime, 5- il trouvera un bouc émissaire sur lequel déverser sa haine.

En réalité, il n'existe pas ou rarement de réponse unique ou aussi tranchée, généralement c'est une combinaison qui correspond le mieux à sa situation, hormis les attitudes 1 et 5 qui sont évidemment à bannir.

Tout le monde porte une part de responsabilité dans ce qui lui arrive au cours de l'existence, pas forcément directement mais indirectement.

Si on n'est responsable ni des problèmes que nous rencontrons ni de leurs causes, en revanche nous sommes responsables de la manière dont nous les abordons ou de la réponse que nous leur apportons, autrement dit de ses conséquences, tout du moins en partie ou à notre niveau selon la place qu'on occupe dans la société, au sein des rapports sociaux de production.

Dans le cas contraire on devrait admettre ou en déduire que nous serions impuissants à agir sur le cours des choses ou à changer la société, ce à quoi nous ne pouvons pas nous résoudre ou ce qui ne correspond pas à la réalité.

Donc finalement notre comportement ou notre réponse consistera à reconnaître à l'Etat et ses représentants, au système économique et ses institutions politiques la responsabilité de ce que subissent les travailleurs à titre individuel ou collectif, tout en leur précisant que de leur prise de conscience ou non de cette responsabilité, de leur décision d'agir ou non en conséquence dépendra en dernière analyse leur avenir, leur sort, car personne ne peut se substituer à eux, personne ne peut agir à leur place afin que leurs besoins ou aspirations soient pris en compte ou satisfaits.

Et il faut qu'il sache que c'est la seule attitude satisfaisante, responsable, digne et inattaquable possible à avoir dans leur intérêt, pour vivre en harmonie avec tous les membres de leur classe, toutes générations confondues, sans aucune distinction ou discrimination particulière, de manière à demeurer uni avec l'ensemble des exploités et des opprimés, brisant toutes les frontières, tous les préjugés archaïques, xénophobe, raciste, homophobe, sexiste, etc. que les classes dominantes et les églises ont cultivé et inculqué aux peuples pendant des siècles, l'art de la haine au nom de l'amour, de la culpabilité au nom de leur ignorance, de la soumission au nom de leur infériorité, de la résignation au nom de la fatalité, de la servitude au nom de leur impuissance face aux puissants qui gouvernent.

Peut-être que cette argumentation sera encore insuffisante à certains qui tiennent à avoir toujours raison même lorsque les faits prouvent le contraire, aussi nous aborderons notre sujet sous un angle légèrement différent.

La division du travail mondialisée conduit à accroître la concurrence entre travailleurs à l'échelle mondiale mais pas dans n'importe quelle condition, au détriment de ceux qui disposent de conditions de travail et de rémunération les meilleures, produit de leur lutte de classe ou acquis sociaux arrachés par les générations antérieures au capitalisme. Pour parvenir à cet objectif, exploiter toujours plus la main d'oeuvre humaine, qu'elle soit manuelle ou intellectuelle, les capitalistes ont commencé par exploiter aux quatre coins du monde la main d'oeuvre qui extrayait les matières premières pour approvisionner leurs usines situées en occident au moindre coût, ce qui leur permit de fournir du travail à leur propre prolétariat et de leur distribuer une partie des énormes profits qu'ils avaient réalisés dans leurs colonies, leurs ouvriers traitaient donc des matières premières qu'ils transformaient en produit finis et commercialisables en dégageant à leur tour des masses colossales de plus-value que les capitalistes allaient accumuler... Ces produits finis étaient destinés à la fois à alimenter le marché intérieur de leur propre pays, et à être exportés de manière à conquérir des parts du marché mondial.

Puis ils exportèrent une partie de ces capitaux pour produire les mêmes marchandises à moindre frais, qu'ils expédièrent ensuite en occident, de telle sorte que les marchandises produites en occident ne pouvaient pas rivaliser avec les coûts de production qui avaient cours dans les autres continents, ce qui devait entraîner la fermeture d'un grand nombre d'usines en occident, pour finalement sans attendre décider de les fermer et de les délocaliser, ce qui devait se traduire par une nouvelle accumulation de capitaux dans des proportions gigantesques entre les mains des capitalistes.

Sur le plan social, ce processus allait avoir des conséquences énormes et dramatiques pour les travailleurs occidentaux avec le développement d'un chômage de masse notamment. Les puissances occidentales et leurs multinationales toujours en quête de matières premières à moindre coût allaient continuer de piller les richesses de tous les autres continents, mais elles ne pouvaient pas délocaliser toutes les usines employées à la réalisation de produits finis, il fallait bien qu'elles continuent de fournir du travail à leurs propres ouvriers pour écouler leurs marchandises et pour qu'ils ne crèvent pas de faim et se révoltent, et c'est à contre coeur elles devaient accepter ce compromis qui leur était imposé à condition toutefois de réduire la part de la plus-value produite qui leur échappait ou qui était distribuée généreusement à leurs travailleurs, ce qui devait se traduire par la dégradation continue de leur condition de travail et l'augmentation du taux d'exploitation, l'allongement de la durée du travail et la remise en cause de tous leurs acquis sociaux, l'individualisation du contrat de travail, de leurs droits, la marchandisation et la privatisation des services publics.

Il ne devait plus rester pour ainsi dire que des petites et moyennes entreprises, des sous-traitants des multinationales, dont l'activité était impossible à délocaliser ou dont la production était destinée au marché local, bien qu'en proie à la concurrence effrénée du marché mondial, ce qui devait les conduire à surexploiter leur main d'oeuvre.

Parallèlement le secteur des services allaient se développer rapidement au fur et à mesure que les services publics allaient disparaître, ou au détour de nouveaux besoins que les capitalistes allaient inventer pour accroître leurs moyens de contrôle sur l'ensemble de la société ou mieux l'enchaîner au capitalisme, dans la mesure où il allait avoir le monopole de ces services dont plus personne ne pourrait se passer par la suite, de sorte que l'idée même de remettre en cause le capitalisme ou le modèle de société en vigueur reviendrait à ne plus pouvoir satisfaire les besoins correspondant à ces services, ce qui ne viendrait à l'esprit de personne.

L'ensemble de ces facteurs allaient largement contribuer à ôter de la tête des travailleurs qu'il faudrait ou qu'il serait possible en s'unissant de changer de société, de procéder à un changement de régime, leur mode de vie n'ayant cessé d'être plus dépendant de l'existence du capitalisme au fil du temps...

Aujourd'hui la division du travail à l'échelle mondiale connaît un nouveau développement, pas uniquement dans les pays économiquement sous-développés, elle est importée en Europe par le biais de marchands d'esclaves qui prennent le relais des marchands d'armes ou des faiseurs de guerre, de passeurs et d'ONG soutenus par la pseudo-gauche et extrême gauche, processus initié par l'OTAN en collaboration avec l'UE, pour briser dans les pays de l'UE la résistance des travailleurs à la liquidation de leurs droits sociaux exigée par l'oligarchie, au moyen de cette concurrence à laquelle on leur demande de s'associer sous peine d'être traités de xénophobes ou de racistes. Du coup, c'est la droite et l'extrême droite, les populistes qui apparaissent aux yeux d'un grand nombre de travailleurs comme les meilleurs défenseurs de leurs intérêts.

Cette provocation devait être un facteur supplémentaire de division, de dislocation de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier en mettant en lumière leur profonde dégénérescence ou corruption en ajoutant un peu plus de confusion à la situation actuelle au profit du gouvernement, du patronat.

Faites tomber les masques. Mélenchon n'a jamais eu l'intention "**d'aller à l'encontre des politiques ultralibérales**".

- Immigration : Mélenchon prend ses distances avec son porte-parole - liberation.fr 13 septembre 2018

Dans les colonnes de l'Obs, Djordje Kuzmanovic fait plus que la défendre. Il la paraphrase : «Sur la question migratoire, en particulier, la bonne conscience de gauche empêche de réfléchir concrètement à la façon de ralentir, voire d'assécher les flux migratoires, qui risquent de s'accroître encore du fait des catastrophes climatiques. Plutôt que de répéter, naïvement, qu'il faut accueillir tout le monde, il s'agit d'aller à l'encontre des politiques ultralibérales, ce que la social-démocratie a renoncé à faire.»

Après la diffusion de l'interview, la polémique s'est invitée sur les réseaux sociaux. Des militants insoumis, des communistes, des socialistes... Les mots de Djordje Kuzmanovic, candidat de LFI dans le Nord lors de la dernière législative, ont fait couler de l'encre. Jean-Luc Mélenchon a également reçu quelques messages d'élus insoumis «inquiets». Et le tribun a frappé. Il a contacté l'Obs afin de faire ajouter en bas de l'interview : «Le point de vue qu'il exprime sur l'immigration est strictement personnel. Il engage des polémiques qui ne sont pas les miennes.»

Dans les colonnes du Monde, le porte-parole se dit surpris: «A l'exception de la première question sur la hiérarchisation des luttes, ce que je dis sur l'immigration a été la ligne de Jean-Luc Mélenchon.» Peut-être. Ou pas. Mais le chef des insoumis a décidé d'éteindre la polémique, de laisser seul Kuzmanovic face à ses mots. Contacté par Libé, un élu nous explique que Mélenchon a bien réagi : «C'est un soulagement pour beaucoup, à quelques mois des européennes, alors que La France insoumise tente de rassembler autour de son projet, ce n'était pas le moment de se perdre avec une polémique qui ne concerne qu'une seule personne.» Reste une question : combien de personnes au sein de LFI partagent la ligne de Kuzmanovic ? liberation.fr 13 septembre 2018

La parole est aux esclavagistes.

- France : l'appel à l'embauche de demandeurs d'asile - euronews 13 septembre 2018

Pour Alain Fontaine, propriétaire du restaurant "Le Mesturet" à Paris, c'est une vraie nécessité :

" Certains chefs d'entreprises, d'établissements hôteliers ou de restauration, sont soit obligés de fermer certains services, soit obligés de fermer certaines chambres dans leurs hôtels, parce qu'ils n'ont pas le monde pour gérer un service ou des chambres. Par conséquent, c'est frustrant au quotidien et c'est frustrant au niveau économique puisque vous avez là une main d'œuvre, vous avez un potentiel, vous avez des gens qui veulent travailler et de l'autre côté, vous ne pouvez pas, et donc on est puni deux fois. " euronews 13 septembre 2018

Totalitarisme et esclavagisme. Un mécanisme bien huilé qui favorise le tandem d'extrême droite LREM-RN.

- Européennes 2019: sondage inquiétant pour LREM, alarmant pour Les Républicains et désastreux pour le PS - Le HuffPost 14 septembre 2018

L'échéance approche et les signaux ne sont pas forcément positifs pour plusieurs formations politiques. La République en marche (LREM), avec 21,5% des intentions de vote, devancerait d'une courte tête le Rassemblement national (21%) lors des élections européennes de mai 2019, selon un sondage Odoxa pour Le Figaro et franceinfo publié ce jeudi 13 septembre.

A huit mois de l'élection, qui sera le premier scrutin intermédiaire du quinquennat en France, LREM et le RN devancent Les Républicains (14%), La France insoumise (12,5%).

Suivent Debout la France de Nicolas Dupont-Aignan (6%), Europe Ecologie-Les Verts (5%) devant le PS (4,5%), le parti Générations de Benoît Hamon (4%) et les centristes de l'UDI (3%).

Le Parti communiste et Les Patriotes de Florian Philippot recueillent 1,5% des intentions de vote, devant le Nouveau parti anticapitaliste (NPA), l'Union populaire républicaine de François Asselineau et la liste de l'ex-candidat à la présidentielle, Jean Lassalle, tous trois à 1%.

Selon le sondage Odoxa-Dentsu Consulting, l'immigration arrive en seconde position dans les sujets qui détermineront le vote des Français. Juste après la question du pouvoir d'achat. Le HuffPost et lefigaro.fr 13 et 14 septembre 2018

Vous ne voudriez tout de même pas qu'on participe à cette opération crapuleuse, sordide. Et notez qu'encre une fois la pseudo-gauche et extrême gauche en sont.

Des boucs émissaires utiles à l'extrême droite et à l'extrême gauche.

- Quelques mots à propos de la catastrophe migratoire en Europe par Phil Butler (journal-neo.org) - Mondialisation.ca 05 septembre 2018

Les Européens en ont ras le bol. La masse critique de réfugiés est atteinte. Avec l'afflux de millions de demandeurs d'asile et de migrants économiques, tout individu sensé aurait pu prédire ce qu'il allait arriver à la cohésion de l'Union européenne. Et aujourd'hui, les citoyens s'étonnent de voir cette catastrophe s'aggravant toujours, résulter de la confiance qu'ils avaient mise en leurs dirigeants. Il est temps que les Européens remettent en cause l'Union Européenne et repensent leur avenir.

Au début de la crise migratoire, Angela Merkel, la chancelière allemande, était à la tête du groupe de dirigeants européens qui ont imposé l'ultra-libéralisme aux citoyens de l'Union européenne. En 2014, quand le continent a commencé à être envahi de réfugiés, elle était la tête de proue de l'ordre mondial libéral. Aujourd'hui, la dirigeante la plus populaire d'Europe ressemble à l'agneau sacrificiel qu'offriront en sacrifice les mondialistes, pour assouvir leur soif destructrice. La folie d'importer d'Afrique et du Moyen-Orient des millions de réfugiés, finira par être entièrement attribuée à Merkel et à l'idéalisme allemand. Mais, sa folie n'est qu'une infime partie du plus grand drame mis en scène par ses collègues de Bruxelles. Les alliés bavarois de la CSU de Merkel, lui ont quand même donné jusqu'à la fin du sommet de l'UE pour alléger le fardeau de l'immigration en Allemagne. Si elle ne réduit pas l'impact de la prise en charge de 1,6 million de migrants depuis 2014, elle perdra certainement son job et sa réputation.

Ceux qui s'étonnent de la situation actuelle, se posent une question logique quant aux dirigeants de l'UE : « À quoi pensent-ils ? » Et c'est la question que tout le monde se pose aux quatre coins du globe. En Italie, Matteo Salvini, le ministre de l'Intérieur, a pris position. Les Italiens ne veulent pas d'un autre navire amenant des migrants africains depuis la Libye. À Malte, le gouvernement a entamé des poursuites judiciaires contre l'ONG allemande Mission Lifeline, responsable d'avoir amené 234 migrants de Libye vers ses côtes. Devant la traite d'êtres humains, le bateau est au centre des préoccupations croissantes de ceux qui affirment que les ONG allemandes ne font pas des 'missions de sauvetage', mais font plutôt de concert du trafic d'esclaves. Là où autrefois la forme peu courante de libéralisme d'Angela Merkel impressionnait l'Allemand moyen, règne aujourd'hui une violente dissidence.

La crise politique de l'UE est illustrée par les déclarations du président français Emmanuel Macron, qui a déclaré que Mission Lifeline a outrepassé « toutes les règles et la garde côtière libyenne » et « a fait le jeu des trafiquants » en allant chercher les migrants au large de la Libye. De Varsovie et Budapest à Londres et Madrid, le désastre migratoire a pris une ampleur telle que les grands médias européens parlent de la colère des citoyens. Pendant ce temps, à New York et à Washington, la presse défend la doctrine Soros : détruire et conquérir par tous les moyens. Le New York Times est le meneur, il scande « Malte sévit contre un navire humanitaire transportant des migrants. » Cela contraste fortement avec la radio internationale Deutsche Welle, disant : « L'Allemagne et l'Autriche jurent de barrer la voie migratoire. » Pour ceux qui s'en souviennent, ces organes médiatiques avaient tous la même posture stoïque le jour le président russe Vladimir Poutine a demandé : « Vous rendez-vous seulement compte de ce que vous faites ? » Il est évident désormais que les mondialistes se sont servis des êtres humains désespérés comme d'une arme. Mais dans quel but ? Les Hongrois ont-ils raison de défier l'UE en créant un ensemble de projets de loi criminalisant l'aide apportée aux immigrés clandestins, lois aussi connues sous le nom de 'Stop Soros' ?

Voyez l'Espagne, l'Italie et la Grèce, les pays les plus touchés par la crise économique. Ces trois pays sont les principaux ports d'entrée des réfugiés des guerres, de la famine et des calamités économiques – et ce trio est le plus profondément enfoncé par l'Union Européenne. Quand Angela Merkel a ouvert la porte de l'Allemagne aux migrants, cela a été comme un poignard enfoncé dans le cœur des États membres de l'UE, déjà bouleversés par les exigences d'austérité économique de la Banque mondiale, du FMI et de la Commission européenne. Toute cette affaire semble sortie du manuel de l'apprenti destructeur. Si l'objectif de choc de civilisations à-la-Soros était atteint, l'effondrement des villes européennes serait une grande victoire pour les pauvres types qui élucubrent ce genre de calamités. Et les dirigeants occidentaux désignent du doigt la Russie et Poutine en le présentant comme un ennemi ignoble ! Ce qu'a fait Merkel à l'Allemagne et à l'Europe – ou sa courbette volontaire au nouvel ordre –, rivalise en stupidité macabre avec ce qu'a fait le Troisième Reich d'Hitler. La crise migratoire résulte d'une action impitoyable d'hégémonie retorde ou d'une politique des plus manifestement stupides de l'histoire. Tout ce que nous pouvons

faire, c'est espérer que les esprits plus sains ou plus intelligents finiront par l'emporter.

Quel désastre.

LVOG - Non, il n'y a rien de "stupide" là-dedans, c'était planifié bien avant que l'OTAN attaque la Libye et liquide Kadhafi, tout le monde en connaissait les conséquences à venir.

C'est marrant comment ces intellectuels deviennent soudain amnésiques ou se livrent à des analyses partielles qui se terminent toutes par l'espoir qu'un miracle se produira, autrement dit un constat d'impuissance en guise de proposition politique on peut difficilement faire moins ou pire.

A qui devait profiter cette imposture ? Debout pour le climat "**aux côtés de patrons de multinationales**".

Voilà à quelle manipulation nous étions invités à participer, invitation que nous avons décliné évidemment, contrairement à tous ces dégénérés de gauche et d'extrême gauche en quête de bonne conscience.

Les mêmes qui soutiennent le trafic d'esclaves ou encore qui se rangent au côté des barbares qui ont déferlés sur la Libye, l'Irak, la Syrie, etc. bref, qui ont adopté la propagande et la stratégie de l'OTAN, du clan de l'oligarchie le plus extrémiste ou radical des partis démocrate ou républicain américain, qui participent à toutes leurs campagnes communautaristes populistes...

- L'accord de Paris en danger, sommet mondial à San Francisco - BFMTV12 septembre 2018

Maires, gouverneurs, élus et patrons du monde entier se retrouvent mercredi à San Francisco pour un sommet convoqué afin d'interpeller les dirigeants mondiaux sur la faiblesse de leurs engagements contre les gaz à effet de serre, voire leur abdication dans le cas de Donald Trump.

Le Sommet mondial pour l'action climatique est le premier du genre et les responsables gouvernementaux n'en sont pas les têtes d'affiche.

Paris, Bonn, Pékin, Le Cap, Mexico, Tokyo, des villes indiennes, de multiples régions de plusieurs continents ainsi que des Etats américains gouvernés par des démocrates seront représentés à divers niveaux pendant les trois jours du sommet, aux côtés de patrons de multinationales désireux d'annoncer de nouveaux engagements "verts": passer à l'électricité propre, développer les voitures électriques, mieux isoler les bâtiments, encourager le recyclage, limiter la déforestation...

Le sommet est accueilli par le gouverneur de Californie Jerry Brown et coprésidé par plusieurs personnalités dont le milliardaire Michael Bloomberg, le négociateur chinois pour le climat Xie Zhenhua ou encore Patricia Espinosa, secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. BFMTV 12 septembre 2018

[Totalitarisme. Le Ministère de la Vérité au secours d'un régime aux abois.](#)

- Une future déclaration mondiale contre la désinformation et pour la démocratie - AFP 11 septembre 2018

Face aux "fake news" et la crise de confiance qui mine les démocraties, Reporters sans frontières a chargé une commission indépendante composée de prix Nobel, journalistes et juristes de rédiger une "déclaration internationale sur l'information et la démocratie", 70 ans après la déclaration universelle des droits de l'Homme.

Cette déclaration aura pour objet "d'énoncer des principes, de définir des objectifs et de proposer des modalités de gouvernance". Elle pourra aussi servir de référence à "tous ceux qui sont attachés à préserver un espace public libre et pluraliste, condition de la démocratie", explique RSF dans un communiqué.

Pour la rédiger, RSF a constitué une commission indépendante, présidée par l'iranienne Shirin Ebadi, prix Nobel de la paix, et son secrétaire général Christophe Deloire.

Elle comprend 24 personnalités éminentes de 17 pays : l'essayiste Francis Fukuyama et l'ex-président du Sénégal Abdou Diouf y côtoieront Marina Walker, directrice adjointe du Consortium international des journalistes d'investigation, ou encore Can Dündar, ex-rédacteur en chef du quotidien turc Cumhuriyet, et plusieurs autres prix Nobel (Amartya Sen, Joseph Stiglitz, Mario Vargas Llosa).

"L'objectif ultime de l'initiative est d'obtenir un engagement international d'Etats, d'entreprises privées et de représentants de la société civile. RSF entend qu'un processus politique soit lancé à l'initiative de plusieurs dirigeants de pays démocratiques, sur la base de la déclaration qui sera rédigée, pour aboutir à un "Pacte international pour l'information et la démocratie", affirme l'association.

Alors que la déclaration universelle des droits de l'Homme avait été en gestation pendant deux ans, avant d'être adoptée à Paris par l'assemblée générale des Nations Unies, en 1948, le calendrier de cette initiative est nettement plus serré : la commission, qui se réunira pour la première fois cette semaine, a deux mois pour aboutir à un texte et des consultations ont déjà été lancées afin de nourrir ses travaux.

RSF souhaite en effet que des dirigeants du monde entier puissent s'engager "dès la mi-novembre" sur l'élaboration d'un tel "pacte mondial", a indiqué à l'AFP M. Deloire.

Des membres de la commission seront reçus ce mardi à l'Élysée pour présenter ce projet au président français Emmanuel Macron.

"Nous lançons un mouvement de reconquête pour la liberté d'opinion", résume M. Deloire, face à "une crise systémique" qui affecte le débat public, entre multiplication des attaques à l'encontre des médias et crise de confiance dans les démocraties, et développement d'une "jungle informationnelle avec des problèmes de désinformation".

Il s'agit également de réfléchir à la "structure du débat public" sur les plateformes numériques, dit-il. "Elles ont posé leurs tables et leurs chaises sur la place du village mondial, et c'est elles qui décident désormais qui peut s'asseoir et où", sans les garanties et les systèmes de régulation qui accompagnaient les médias traditionnels.

Autre mission, contrer les discours violemment anti-médias qui se multiplient notamment aux États-Unis ou en Europe centrale.

"Les journalistes américains se sentent attaqués par leur propre gouvernement à un niveau jamais vu, en tout cas de mon vivant", a dit à l'AFP la journaliste américaine Ann Marie Lipinski, ex-rédactrice en chef du Chicago Tribune, dirigeante de la Nieman foundation for journalism à l'université de Harvard, et membre de la commission mise en place par RSF. AFP 11 septembre 2018

Rappelons que RSF est une officine de la NED/CIA... On l'a illustré une multitude de fois dans les causeries.

[A propos de quelques think tanks dont j'ai découvert l'existence par hasard.](#)

Le Groupe Spinelli.

Le 15 septembre 2010, Guy Verhofstadt co-fonde le Groupe Spinelli avec Daniel Cohn-Bendit, Isabelle Durant et Sylvie Goulard. Il s'agit d'un groupe interparlementaire informel au Parlement européen qui rassemble les élus désireux de relancer la recherche d'un fédéralisme au sein de l'Union européenne. Il regroupe des personnalités telles que Jacques Delors, Mario Monti, Andrew Duff, Joschka Fischer, Pat Cox, Elmar Brok et Élie Barnavi.

L'Institut Berggruen.

« L'Institut Berggruen est un groupe de réflexion se voulant indépendant et non-partisan consacré à l'étude comparative et à la conception de systèmes de gouvernance adaptés aux défis complexes spécifiques au XXI^e siècle. »

The Council for the Future of Europe.

« The Council for the Future of Europe : un groupe de réflexion interne institué afin de débattre et de préconiser des moyens visant à parvenir à une Europe unifiée. »

Il est présidé par l'ancien Premier ministre italien, Mario Monti. Parmi ses membres figurent notamment d'anciens chefs d'État : Tony Blair (R.-U.), Gerhard Schröder (Allemagne), Felipe González (Espagne), Romano Prodi (Italie), Matti Vanhanen (Finlande), Guy Verhofstadt (Belgique), Franz Vranitzky (Autriche), et Marek Belka (Pologne) ; on y compte également des économistes : Joseph Stiglitz, Michael Spence, Robert Mundell, Jean Pisani-Ferry, Nouriel Roubini, et Otmar Issing ; y figurent encore des chefs d'entreprise tels que Mohamed El-Erian et Juan Luis Cebrián, ou des universitaires comme Niall Ferguson et Anthony Giddens ; l'ex-président de la Commission européenne Jacques Delors ainsi que l'ex-directeur du Comité international de la Croix-Rouge Jakob Kellenberger, le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce Pascal Lamy, le président de Goldman Sachs et l'ex-directeur de l'Organisation mondiale du commerce Peter Sutherland, l'ex-directeur de la Deutsche Bundesbank Axel Weber, Doris Leuthard, membre du Conseil fédéral suisse et l'homme d'affaires Alain Minc en font également partie.

Cela date un peu. Ce qui est intéressant c'est d'observer que figurent dans le même panier de crabes la droite et la gauche, leurs dirigeants, leurs porte-parole, leurs idéologues ou théoriciens, etc. D'autres les ont remplacés parfois.

Ils sont moins cons que nous, qui sommes incapables de nous rassembler sur une plate-forme politique pour lutter ensemble contre le régime, on n'est même pas foutu de s'entendre sur l'essentiel. Dès que deux militants émettent des idées différentes sur

n'importe quel sujet, c'est un prétexte à division, à polémique sans fin, aux insultes... C'est à croire que tout le monde se satisfait de la situation actuelle.

Il faut dire qu'aujourd'hui il est extrêmement difficile de rencontrer deux militants qui partagent les mêmes positions sur les questions déterminantes qui nous concernent, du coup il est impossible de s'entendre. Autrefois il y avait un ou deux dirigeants dont le discours faisait autorité, qui ne fuyaient pas la discussion, qui étaient prêts à examiner tous les éléments qu'on leur soumettait, etc. de nos jours il n'en existe pas.

Seconde partie.

Attaque contre la monnaie indienne.

La roupie, la monnaie indienne, s'est effondrée face au dollar depuis quelques semaines. Je n'étais pas au courant, j'ai lu cela quelque part. Ah oui, c'était dans le portail du Parti des travailleurs (POID) ! Et après ? Après, après quoi, rien la roupie s'est effondrée face au dollar. Non mais, attendez, pourquoi, il doit bien y avoir une explication... Assurément, quelle perspicacité dites donc, mais là on ne vous la donnera pas, on ne vous fournira même pas la piste qui vous permettra de comprendre de quoi il retourne. Mais alors, à quoi sert ce genre d'information ? A rien, à strictement rien.

En fait, cela devait être juste un copier/copier de la présentation d'une info en provenance de l'AFP ou de Reuters, et si vous alliez sur leur portail, en prime vous auriez le droit à l'article complet ce qui vous permettrait peut-être de répondre à votre question. Mais rien n'est moins sûr puisqu'elles censurent une partie des faits. Tout dépend quel clan de l'oligarchie ces faits concernent, si c'est celui de Trump et qu'ils lui portent préjudices, elles n'auront aucune raison de les censurer bien au contraire, en revanche, si ils mettent en lumière le rôle obscur joué par le clan opposé à Trump, elles les censureront, c'est aussi simple que cela.

Modi, le Premier ministre indien a fait savoir qu'il passerait outre les sanctions américaines contre l'Iran, pire il a manifesté l'intention de passer un nouveau contrat d'armement avec la Russie, pire encore, il entretient de bonnes relations avec Poutine et Xi, là, trop c'est trop...

Voilà, vous avez la réponse à votre question, pourquoi la roupie a plongé les derniers jours, car sur le plan intérieur Modi n'est nullement menacé.

Trois lignes d'explication suffisait à transformer une information brute, inutile ou qui n'avait ni queue ni tête en un élément de la situation mettant en scène différents acteurs, ce qui apportait aux lecteurs un éclairage suffisant pour qu'ils se fassent une idée sur leur rôle et la signification politique de la baisse de la roupie.

Mes moyens étant limités, je ne peux pas traiter toutes les infos, chacun peut le comprendre, je traite une info quand j'estime que c'est nécessaire ou qu'elle en vaut vraiment la peine, sinon je me contente d'un titre suffisamment évocateur pour que les lecteurs sachent à quoi s'en tenir. Et puis, quand je suis submergé, je balance des articles complets, ce qui permet à chacun de comprendre de quoi il retourne, pour peu qu'on ait suffisamment d'éléments de la situation en tête ou qu'on sache lire entre les lignes, c'est indispensable pour décrypter les articles des médias et ne pas se faire manipuler.

C'est un truc que j'ai appris à faire tout seul sur le tas. A la base je suis autodidacte, et ce n'est qu'à 45 ans que j'ai obtenu un diplôme universitaire en science du langage, qui permettait d'enseigner le français dans les établissements scolaires publics ou privés.

Il faut de la volonté pour faire ce boulot. Il faut aussi être convaincu que cela servira à quelque chose, à mon avis aucun effort n'est vain quand il s'agit de démonter la propagande de nos ennemis, et ainsi élever le niveau de conscience des travailleurs et des militants, c'est d'autant plus motivant que cela m'aide à progresser. Oui, c'est une obsession chez moi, je l'avoue. Je suis un névrosé endurci pour de longue date -plus de 44 ans, avoir déclaré la guerre à l'ignorance en général, et il y a du boulot en la matière. La tâche s'annonce colossale, longue, inépuisable, parfois ingrate, mais ô combien indispensable et gratifiante quand on obtient des résultats.

Face à la pire des démagogies, il faut faire preuve de pédagogie tout en tenant un discours accessible à chacun, ne pas faire compliqué quand on peut faire simple. Si je vous cause de didactique, vous allez vous demander qu'est-ce que c'est, donc j'évite d'embrayer sur ce sujet par exemple, les lecteurs ne sont pas tous des intellectuels ou des professeurs.

A notre époque, nous sommes submergés de moyens d'informations qui tous tendent à colporter la propagande officielle, y compris la publicité, le cinéma, le théâtre, pour conditionner les masses, et si nos ennemis y consacrent autant de temps, d'efforts et d'argent, c'est parce que c'est payant à l'arrivée. La preuve, ils arrivent même à faire passer des lois scélérates pratiquement sans encombre ou dans l'indifférence générale, et ne parlons pas de leurs guerres qui ne mobilisent qu'une infime minorité

de travailleurs.

Ils arrivent à gouverner parce qu'ils ont des agents dans le mouvement ouvrier, mais si ces agents peuvent ainsi sévir, c'est parce que la masse des travailleurs et des militants demeurent profondément ignorante de la situation, et par conséquent ils sont facilement manipulables, chacun peut l'observer ou le comprendre facilement, c'est logique tout simplement.

Nos dirigeants les mieux disposés s'obstinent à le nier, ils ne veulent pas entendre parler de cet argument. Pourquoi ? Que craignent-ils ? Etrange, non ? Comment expliquent-ils qu'on en soit arrivé là ? Ils en sont incapables, hormis recourir à des sophismes ou des syllogismes foireux, soutenir des théories qui ont été contredites mille fois par les faits, ils s'enferment dans un dogmatisme suicidaire qui justement en est la cause, ce n'est pas raisonnable, c'est dramatique.

Fake news. The Guardian ou la gauche britannique réactionnaire prend le relais.

- Suicide des femmes : l'étude qui accable l'Inde - LePoint.fr 13 septembre 2018

Une récente étude de la revue scientifique Lancet révèle que, dans le monde, 40 % des suicides touchent des Indiennes, rapporte the Guardian.

Les chercheurs soulignent qu'en Inde, le suicide touche particulièrement les femmes mariées de moins de 35 ans.

Le phénomène serait également dû aux mariages forcés. Pour cause, près d'une Indienne sur cinq est mariée de force avant l'âge de 15 ans.

Des études indiquent que 62 % des Indiennes ne trouvent pas les violences conjugales anormales. D'autres facteurs, tels que les grossesses précoces et le manque d'indépendance financière, contribuent au taux de suicide chez les femmes. Les auteurs de l'étude soulignent toutefois que le chiffre doit être revu à la hausse, après la dépénalisation du suicide en avril dernier. LePoint.fr 13 septembre 2018

Holà ! Holà ! Quel pays horrible ! Et les hommes, n'en parlons pas, des sauvages !

En réalité vous êtes encore en présence d'une grotesque manipulation. La preuve.

Un portail du gouvernement indien précise qu'en 2010 sur 187 000 suicides de personnes âgées de plus de 15 ans, 115 000 étaient des hommes et 72 000 des femmes, mais les médias occidentaux ne retiennent que le cas des femmes.

- This corresponds to about 187 000 suicide deaths in India in 2010 at these ages (115 000 men and 72 000 women)

Source : Suicide mortality in India: a nationally representative survey - NCBI - NIH - 2012 <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4247159>

Wikipédia précise que le taux de suicide des hommes en Inde est en moyenne le double (twice) de celui des femmes

- On average, males suicide rate is twice that of females. en.wikipedia.org

Mieux encore, alors que ces ordures de médias occidentaux insistent sur les mauvais traitements infligés aux femmes par les hommes qui seraient selon eux la cause principale du suicide de femmes, en réalité, cette cause n'entre en ligne de compte que dans 4% des cas, oui vous avez bien lu, 4%!

- ...a fraction of total suicides, violence against women – such as domestic violence, rape (viol), incest and dowry (dot)– accounted for less than 4% of total suicides. - The Registrar General of India, Government of India (2012) - <http://ncrb.nic.in/CD-ADSI-2012/suicides-11.pdf>

Les conséquences désastreuses du développement économique de l'Inde à marche forcée à partir du début des années 90, le taux de suicide a augmenté de 40% entre 1990 et 2016.

- The study said there was an increase of 40% in the number of suicide deaths between 1990 and 2016 - timesofindia.indiatimes.com

Et 80% des suicides (hommes et femmes confondus) sont le fait de personnes qui ont été scolarisés.

- In 2012, 80% of the suicide victims were literate, higher than the national average literacy rate of 74% - en.wikipedia.org

Incroyable, ils osent tout ces salopards !

Allez, une petite histoire indienne par un **citizen of India** ou citoyen du monde.

Hier soir, Raika et sa petite fille sont restées à manger avec nous. Raika, c'est une de mes voisines, elle a moins de 30 ans et trois enfants encore en bas âge. Hier on célébrait aussi la Vinayagar (Ganesh) puja chez les hindous, c'était férié. Sauf que l'époux de Raika était absent, il était encore parti picoler avec ses copains, pendant que leurs deux jeunes garçons étaient rivés à la télévision.

Elle a eu le droit à un cocktail au sirop d'hibiscus et litchi, 4 caries (Poulet grillé 65, pommes de terre et poulet, navets au citron, sambar ou purée de lentilles) et un riz façon byriani végétarien, le riz mélangé au reste de crudités du midi, le tout cuisiné et réchauffé par le chef, moi évidemment, et elle s'est régalée. Quand elle est parti sur les coups de 21 heures après avoir aidé Selvi à faire la vaisselle, son époux n'était toujours pas rentré.

Dans cette société semi-féodale, les hommes sont traités comme des esclaves, et les femmes comme des sous-hommes, dans ces conditions comment voulez-vous que les hommes ne traitent pas les femmes comme leurs esclaves ? Ce qui est marrant, c'est que j'ai de meilleures relations avec les femmes qu'avec les hommes, non pas parce que je les draguais, mais parce qu'elles se confient plus que les hommes, entre elles elles se racontent leurs malheurs et moi je les écoute, cela m'intéresse pour mieux comprendre dans quel pays je vis.

En général, c'est Selvi qui me rapporte leurs discussions, ensuite je plaisante avec elles en me moquant de leurs époux, histoire qu'elles sachent que tout le monde n'est pas indifférent à leur malheur ou trouve normal le comportement en général des hommes.

Compte tenu que le développement économique de l'Inde se fait au détriment des travailleurs et où pratiquement la lutte de classe est quasi-inexistante en dehors des fonctionnaires qui sont relativement peu nombreux, puisqu'ici pratiquement tout est privatisé, sauf l'électricité et la poste, l'hôpital et l'école public étant laissés à l'abandon, on peut ajouter les salariés des grandes entreprises quand ils ont pu créer un syndicat, mais ils constituent une infime minorité des travailleurs indiens, les mentalités évoluent beaucoup plus lentement étouffées par la religion et les coutumes, la famille, l'emprise des castes a régressé, du coup si leur mode de vie évolue ou s'améliore sur le plan matériel, en revanche tous les rapports à tous les échelons de la société tendent à se dégrader davantage encore, bref le cauchemar continue...

[J'irai cracher sur leur tombe \(B. Vian\)](#)

- L'autre face de John McCain - Les Crises 12 septembre 2018

Source : Consortium News, Max Blumenthal, 27-08-2018

Si les panégyriques dédiés McCain par divers acteurs politiques semblent déconnectés de la réalité, c'est parce qu'ils reflètent la vision de l'élite sur les interventions militaires américaines qui les considèrent comme une partie d'échecs, les millions de personnes tuées par des agressions non provoquées n'étant que des statistiques, dit Max Blumenthal.

Alors que la guerre froide entrait dans sa phase finale en 1985, la journaliste Helena Cobban a participé à une conférence universitaire dans un centre de villégiature haut de gamme près de Tucson, en Arizona, sur les interactions entre les États-Unis et l'Union soviétique au Moyen-Orient. Lorsqu'elle a assisté au "dîner de gala avec discours d'ouverture", elle a rapidement appris que le thème virtuel de la soirée était "Adoptez un Moudjahidine".

"Je me souviens m'être mêlée à toutes ces riches républicaines de la banlieue de Phoenix et qu'on m'a demandé : "Avez-vous adopté un muj ?". Cobban me l'a dit. "Chacun d'entre eux s'était engagé à parrainer un membre des moudjahidins afghans au nom de la lutte contre les communistes. Certains assistaient même à l'événement, assis à côté de leur 'mouj' personnel."

Le conférencier d'honneur de la soirée, selon Cobban, était un dynamique nouveau membre du Congrès, John McCain.

Pendant la guerre du Vietnam, McCain avait été capturé par l'armée nord-vietnamienne après avoir été abattu alors qu'il était en route pour bombarder une usine civile d'ampoules électriques. Il a passé deux ans à l'isolement et a subi des tortures qui l'ont laissé avec des blessures invalidantes. McCain est revenu de la guerre avec une haine profonde et durable de ses anciens ravisseurs, remarquant aussi tard qu'en 2000, "Je déteste les bridés. "Je les haïrai aussi longtemps que je vivrai." Après avoir été critiqué pour cette remarque raciste, McCain a refusé de s'excuser. "Je faisais référence à mes gardiens de prison, dit-il, et je continuerai à les citer dans un langage qui pourrait offenser certaines personnes à cause des coups et de la torture de mes amis.

Le ressentiment viscéral de McCain a façonné son soutien verbal aux moudjahidines ainsi qu'aux escadrons de la mort de droite en Amérique centrale – et tout groupe de d'intermédiaires voué à la destruction des gouvernements communistes.

McCain était tellement engagé dans la cause anticommuniste qu'au milieu des années 1980, il avait rejoint le conseil consultatif du Conseil des États-Unis pour la liberté dans le monde, affilié américain de la Ligue anticommuniste mondiale (WACL). Geoffrey Stewart-Smith, un ancien dirigeant de la section britannique de la WACL qui s'était retourné contre le groupe en 1974, a décrit l'organisation comme " une collection de nazis, de fascistes, d'antisémites, de vendeurs de mensonges, de racistes vicieux et d'égoïstes corrompus ". Elle s'est transformée en une internationale antisémite."

Des notables comme Jaroslav Stetsko, le collaborateur nazi croate qui a aidé à superviser l'extermination de 7 000 Juifs en 1941, Jorge Rafael Videla, ancien dictateur argentin brutal, et Mario Sandoval Alarcon, chef de l'escadron de la mort guatémaltèque, ont rejoint McCain dans l'organisation. Le président de l'époque, Ronald Reagan, a honoré le groupe pour avoir joué " un rôle de leader en attirant l'attention sur la lutte courageuse que mènent actuellement les véritables combattants pour la liberté de notre temps ".

À l'occasion de sa mort, McCain est honoré de la même manière – en tant que héros patriotique et combattant pour la liberté et pour la démocratie. Un flot de biographies élogieuses est en train de jaillir du corps de presse de Washington qu'il décrivait comme sa véritable base politique. Parmi les groupies les plus enthousiastes de McCain se trouve Jake Tapper de CNN, qu'il a choisi comme sténographe personnel pour un voyage au Vietnam en 2000. L'ancien animateur de CNN Howard Kurtz a demandé à Tapper en février 2000 : " Quand vous êtes dans le bus [de campagne], faites-vous un effort conscient pour ne pas tomber sous le charme magique de McCain ?"

"Oh, vous ne pouvez pas. Vous devenez comme Patty Hearst lorsque l'ALS l'a prise ", a plaisanté Tapper en réponse.

Mais le regretté sénateur a également reçu des hommages gratuits de tout un éventail de libéraux éminents, de George Soros à son client promoteur du "soft power", Ken Roth, ainsi que de trois autres directeurs de Human Rights Watch et de la célébrité "socialiste démocratique" Alexandra Ocasio-Cortez, qui a salué McCain comme "un exemple sans précédent de décence humaine". Le représentant John Lewis, le symbole des droits civils préféré de la classe politique du Beltway, a également pesé pour honorer McCain en tant que " guerrier de la paix "

Si les panégyriques dédiés McCain par divers acteurs politiques semblent déconnectés de la réalité, c'est parce qu'ils reflètent la vision de l'élite sur les interventions militaires américaines qui les considèrent comme une partie d'échecs, les millions de personnes tuées par des agressions non provoquées n'étant que des statistiques.

Il y a eu peu de personnalités dans la vie américaine récente qui se sont consacrées aussi personnellement à la perpétuation de la guerre et de l'empire que McCain. Mais à Washington, l'aspect le plus marquant de sa carrière a été soigneusement négligé ou écarté comme une banale singularité d'un noble serviteur méritant néanmoins le respect de tous.

Depuis le Sénat, McCain n'a pas simplement tonner en faveur de chaque intervention majeure de l'ère de l'après-guerre froide, tout en poussant parallèlement à des sanctions et à des campagnes de subterfuges. Il était impitoyable lorsqu'il s'agissait de faire avancer les objectifs impériaux, en passant d'une zone de conflit à une autre pour recruter personnellement des fanatiques d'extrême droite en tant que mandataires américains.

En Libye et en Syrie, il a cultivé des filiales d'Al-Qaïda en tant qu'alliés, et en Ukraine, McCain a courtisé les néo-nazis actuels, des néo-nazis utilisant le salut nazi.

Alors que le bureau du Sénat de McCain fonctionnait comme un club privé pour les lobbyistes de l'industrie de l'armement et les néoconservateurs, ses alliés fascistes ont mené une campagne de catastrophe humaine qui se poursuivra bien après le flétrissement des fleurs sur sa tombe.

Les médias américains ont peut-être cherché à enterrer cet héritage avec le corps du sénateur, mais c'est surtout pour cela que le monde extérieur se souviendra de lui.

Ils ne sont pas Al-Qaïda

Lorsqu'une insurrection violente a déferlé sur la Libye en 2011, McCain s'est parachuté dans le pays pour rencontrer les dirigeants du principal groupe insurgé, le Libyan Islamic Fighting Group (LIFG), combattant le gouvernement de Moamar Kadhafi. Son but était de rendre casher cette bande d'islamistes purs et durs aux yeux de l'administration Obama, qui envisageait une intervention militaire à l'époque.

Ce qui s'est passé ensuite est bien documenté, bien que ce soit à peine discuté par une classe politique de Washington qui dépendait de la charade de Benghazi pour éviter le véritable scandale de la destruction de la société libyenne. Le cortège de Kadhafi

a été attaqué par des jets de l'OTAN, permettant à une bande de combattants LIFG de le capturer, de le sodomiser avec une baïonnette, puis de l'assassiner et de laisser son corps pourrir dans une boucherie à Misrata pendant que les fanboys rebelles prenaient clichés sur clichés du corps pourrissant.

Un massacre de citoyens noirs de Libye par les milices sectaires racistes recrutées par McCain a immédiatement suivi l'assassinat du dirigeant panafricain. ISIS a pris le contrôle de Sirte, ville natale de Kadhafi, tandis que la milice de Belhaj a pris le contrôle de Tripoli, et une guerre des seigneurs de guerre a commencé. Comme l'avait prévenu M. Kadhafi, le pays en ruines est devenu une base pour les passeurs de migrants en la Méditerranée, alimentant la montée de l'extrême droite à travers l'Europe et permettant le retour de l'esclavage en Afrique.

Beaucoup pourraient décrire la Libye comme un État en déliquescence, mais cela représente aussi une réalisation réussie de la vision que McCain et ses alliés ont fait progresser sur la scène mondiale.

Après l'assassinat orchestré par l'OTAN du dirigeant libyen, McCain a tweeté, "Kadhafi s'en va, Bachar el Assad est le prochain.

Le gâchis syrien de McCain

Comme la Libye, la Syrie a résisté à l'alignement avec l'Occident et s'est retrouvée soudain confrontée à une insurrection salafi-jihadiste armée par la CIA. Une fois de plus, McCain s'est fait un devoir personnel de vendre les insurgés islamistes à l'Amérique comme étant un croisement entre les Minutemen et les Freedom Riders de l'ère des droits civiques. Pour ce faire, il a pris sous son aile un jeune agent syro-américain basé à Washington, Mouaz Moustafa, qui avait été consultant auprès du Conseil transitoire libyen pendant la période précédant l'invasion de l'OTAN.

En mai 2013, Moustafa a convaincu McCain de franchir illégalement la frontière syrienne et de rencontrer des combattants de la liberté. Un millionnaire israélien nommé Moti Kahana, qui a coordonné les efforts entre l'opposition syrienne et l'armée israélienne par l'intermédiaire de son ONG Amaliah, a prétendu avoir " financé le groupe d'opposition qui a amené le sénateur John McCain à visiter la Syrie déchirée par la guerre ".

"Cela pourrait être comme son heure Benghazi", a remarqué Moustafa avec enthousiasme dans une scène d'un documentaire, "Red Lines", qui dépeint ses efforts pour un changement de régime. "[McCain] est allé à Benghazi, il est revenu, nous avons bombardé."

Au cours de sa brève excursion en Syrie, McCain a rencontré un groupe d'insurgés soutenus par la CIA et a béni leur lutte. "Le sénateur voulait assurer à l'armée syrienne libre que le peuple américain soutenait son appel à la liberté, soutenait sa révolution", a déclaré Moustafa dans un entretien avec CNN. Le bureau de McCain a rapidement publié une photo montrant le sénateur posant à côté d'un Moustafa rayonnant et de deux hommes armés à l'air sinistre.

Quelques jours plus tard, les hommes ont été mentionnés par le Lebanese Daily Star sous le nom de Mohammad Nour et Abu Ibrahim. Tous deux avaient été impliqués dans l'enlèvement de 11 pèlerins chiites un an auparavant et ont été identifiés par l'un des survivants. McCain et Moustafa sont retournés aux États-Unis, devenus cibles des moqueries de l'animateur du Daily Show, John Stewart, et ont fait l'objet de reportages très critiques de la part de tous les médias. Dans une mairie de l'Arizona, McCain a été réprimandé par des électeurs, dont Jumana Hadid, une chrétienne syrienne qui a averti que les militants sectaires dont il s'était entouré menaçaient sa communauté d'un génocide.

Mais McCain a quand même continué à aller de l'avant. Sur la colline du Capitole, il a introduit dans son théâtre interventionniste un autre jeune agent douteux. Nommée Elizabeth O'Bagy, elle était membre de l'Institute for the Study of War (Centre d'étude de la guerre), un groupe de réflexion financé par l'industrie de l'armement et dirigé par Kimberly Kagan du clan néoconservateur Kagan. Dans les coulisses, O'Bagy était consultante pour Moustafa au sein de son Groupe de Travail d'Urgence Syrien, un conflit d'intérêts évident que son principal parrain au Sénat connaissait bien. Devant le Sénat, McCain a cité un éditorial du Wall Street Journal de O'Bagy pour appuyer son évaluation des rebelles syriens comme étant principalement " modérés " et potentiellement favorables à l'Occident.

Quelques jours plus tard, O'Bagy a été dénoncée pour avoir falsifié son doctorat en études arabes. Dès que Kagan, humilié, a congédié O'Bagy, la faussaire universitaire a emprunté un autre passage par la porte tournante du Beltway, pénétrant dans les couloirs du Congrès en tant que nouvelle assistante en politique étrangère de McCain.

McCain a finalement échoué à voir les "révolutionnaires" islamistes il s'est contenté de gérer la prise de contrôle de Damas. Le gouvernement syrien a tenu bon grâce à l'aide de ses ennemis mortels à Téhéran et à Moscou (Il doit y avoir une erreur de traduction pour Moscou. - LVOG), mais pas avant qu'une opération d'armement et d'équipement de la CIA d'un milliard de dollars n'ait contribué à engendrer l'une des pires crises de réfugiés de l'histoire de l'après-guerre. Heureusement pour McCain, il y avait d'autres intrigues qui réclamaient son attention, et de nouvelles bandes de voyous fanatiques qui avaient besoin de sa bénédiction. Des mois après son gâchis syrien, le militariste obstiné s'est tourné vers l'Ukraine, alors en proie à un bouleversement encouragé par les ONG américaines et financées par l'UE.

Le 14 décembre 2013, McCain s'est matérialisé à Kiev pour une rencontre avec Oleh Tyanhbok, un fasciste impénitent qui avait émergé en tant que leader de l'opposition. Tyanhbok avait cofondé le Parti social-national fasciste, une formation politique d'extrême droite qui se vantait d'être le "dernier espoir de la race blanche, de l'humanité en tant que telle". Pas fan des Juifs, il s'était plaint qu'une "mafia moscovite juive" avait pris le contrôle de son pays, et avait été photographié en train de lancer le salut nazi sieg heil lors d'un discours.

Rien de tout cela n'avait apparemment d'importance pour McCain. Pas même la scène de néo-nazis de Pravyï sektor remplissant la place Maidan de Kiev pendant qu'il apparaissait sur scène pour les enflammer.

"L'Ukraine rendra l'Europe meilleure et l'Europe rendra l'Ukraine meilleure!" a proclamé McCain à une foule enthousiaste tandis que Tyanhbok se tenait à ses côtés. La seule question qui lui importait à l'époque était le refus du président élu de l'Ukraine de signer un plan d'austérité de l'Union européenne, optant plutôt pour un accord économique avec Moscou.

McCain était tellement déterminé à remplacer un gouvernement indépendant par un vassal de l'OTAN qu'il a même réfléchi à une attaque militaire contre Kiev. "Je ne vois pas d'option militaire et c'est tragique", a déploré M. McCain dans une entrevue au sujet de la crise. Heureusement pour lui, le changement de régime est arrivé peu après son apparition à Maidan, et les alliés de Tyanhbok se sont précipités pour combler le vide.

À la fin de l'année, l'armée ukrainienne s'était enlisée dans une guerre de tranchées sanglante avec des séparatistes pro-russes et anti-coup d'état dans l'est du pays. Une milice affiliée au nouveau gouvernement de Kiev, Dnipro-1, a été accusée par les observateurs d'Amnesty International d'avoir bloqué l'aide humanitaire dans une zone tenue par les séparatistes, y compris de la nourriture et des vêtements pour la population déchirée par la guerre.

Six mois plus tard, McCain est apparu à la base d'entraînement du Dnipro-1 aux côtés des sénateurs Tom Cotton et John Barasso "Les habitants de mon pays sont fiers de votre combat et de votre courage", a déclaré M. McCain à une assemblée de soldats de la milice. Lorsqu'il a terminé ses remarques, les combattants ont clamé un salut de l'époque de la Seconde Guerre mondiale, rendu célèbre par les collaborateurs nazis ukrainiens : "Gloire à l'Ukraine !"

Aujourd'hui, les nationalistes d'extrême droite occupent des postes clés au sein du gouvernement pro-occidental ukrainien. Le président de son parlement est Andriy Parubiy, co-fondateur avec Tyanhbok du Parti social-national et leader du mouvement en l'honneur des collaborateurs nazis de l'époque de la seconde guerre mondiale comme Stepan Bandera. Sur la couverture de son manifeste de 1998, "View From The Right", Parubiy est apparu dans une chemise marron de style nazi avec un pistolet attaché à la ceinture. En juin 2017, McCain et le président républicain de la Chambre, Paul Ryan, ont accueilli Parubiy au Capitole pour ce que McCain a appelé une "bonne réunion". C'était un coup de pouce aux forces fascistes qui balayaient l'Ukraine.

Au cours des derniers mois en Ukraine, une milice néonazie parrainée par l'État, appelée C14, s'est déchaînée et lancée dans un pogrom contre la population rom d'Ukraine, le parlement du pays a installé une exposition en l'honneur des collaborateurs nazis et l'armée ukrainienne a officiellement approuvé le salut officiel pro-nazi "Glory to Ukraine" ("Gloire à l'Ukraine").

L'Ukraine est maintenant l'homme malade de l'Europe, un cas d'aide perpétuelle, enlisé dans une guerre sans fin à l'Est. Comme preuve de l'effondrement du pays depuis sa soi-disant "Révolution de la dignité", le président Petro Poroshenko, extrêmement impopulaire, a promis à John Bolton, conseiller en matière de sécurité nationale à la Maison-Blanche, que son pays – autrefois une source abondante de charbon à égalité avec la Pennsylvanie – achèterait maintenant du charbon aux États-Unis. Une fois de plus, une opération de changement de régime qui a engendré un État fasciste défaillant représente l'un des plus grands triomphes de McCain.

L'histoire de McCain évoque le souvenir de l'une des déclarations les plus incendiaires de Sarah Palin, une autre fanatique crétine qu'il a imposé sur la scène mondiale. En octobre 2008, lors d'un caractéristique discours de campagne décousu, Palin a accusé Barack Obama de "copiner avec les terroristes". Le trait a été ignoré comme étant ridicule et à la limite de la calomnie, comme il devait l'être. Mais en regardant la carrière de McCain, l'accusation semble grandement ironique.

Selon toute norme objective, c'est McCain qui s'est mêlé aux terroristes et qui a arraché aux contribuables américains autant de ressources qu'il le pouvait pour maximiser leurs ravages. Espérons que les sociétés brisées par les opérations par procuration de McCain reposeront un jour en paix.

Max Blumenthal est un journaliste primé et l'auteur de livres dont le best-seller républicain Gomorrah : Inside the Movement That Shattered the Party, Goliath : Life and Loathing in Greater Israel, The Fifty One Day War : Ruin and Resistance in Gaza, et le prochain The Management of Savagery, qui sera publié par Verso. Il a également produit de nombreux articles imprimés pour un large éventail de publications, de nombreux reportages vidéo et plusieurs documentaires, dont Je Ne Suis Pas Charlie et Killing Gaza, qui vient d'être publié. Blumenthal a fondé GrayzoneProject.com en 2015 et en est le rédacteur en chef.

Source : Consortium News, Max Blumenthal, 27-08-3018 ; Les Crises 12 septembre 2018

Parole d'Internaute

1- "Il faut absolument couper les ailes à ce canard boiteux qu'est la soi-disant révolte syrienne spontanée et pacifique qui aurait été récupérée par les intégristes. En 2011, je côtoyais une libanaise dont une partie de sa famille est syrienne et une syrienne qui n'avaient pas l'air d'avoir beaucoup de sympathie pour le président Bachar al-Assad. Une des deux, je ne me rappelle plus laquelle, a de la famille à Deraa, là où la pseudo révolution pacifique a commencé, l'autre à Alep.

Début 2011, elles m'ont dit que cette révolution n'avait rien de pacifique, car des barbus étrangers rattachés à certaines mosquées tiraient sur les forces de l'ordre qui ont perdu beaucoup d'hommes. Elles avaient très peur pour leur famille que ça ne tourne au bain de sang, sans imaginer pour autant que ces événements provoqueraient la guerre que l'on sait.

Depuis, il ne se passe pas un jour sans que je ne cherche des informations sur la toile pour voir et essayer de comprendre ce qui se passe en Syrie..."

2- "Les leçons que donne l'axe OTAN-Golfe-Israël à Assad et Poutine sont particulièrement ignobles. Ne venons-nous pas de massacrer 40 000 civils à Mossul et 20 000 civils à Raqqa ? Sans compter le gros million de victimes de certains pays OTAN dans tout le Moyen Orient depuis 2001. Comment les semeurs de chaos en Afghanistan, en Irak et en Libye, osent-ils ouvrir leurs micros et piailler en public des leçons à Assad et Poutine ?"

Ils osent tout, il n'existe plus aucune force politique organisés pour contester leur pouvoir, leur régime, leur politique, il est là et nulle part ailleurs le problème et la solution...

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Un plan de 8 milliards d'euros pour "enrayer la pauvreté" - AFP 13.09

Un aveu.

- Pauvreté : comment débloquer l'ascenseur social, en panne depuis quarante ans ? - Franceinfo 13.09

En France, il faut aujourd'hui en moyenne six générations à des personnes issues de familles modestes pour s'élever socialement, selon une étude de l'OCDE. Franceinfo 13.09

Ca craque de partout.

- Plan pauvreté : le directeur de l'Observatoire des inégalités dénonce un "double discours" - Franceinfo 13.09

- Eric Heyer (OFCE) : «Ce n'est pas en réformant le code du travail que l'on va faire baisser le chômage» - liberation.fr 13.09

- Six chiffres qui montrent l'ampleur de la pauvreté en France - franceinfo 13.09

Franceinfo revient en six chiffres sur la situation de précarité qui touche une partie des Français. 8,8 millions

C'est le nombre de Français qui vivaient au-dessous du seuil de pauvreté en 2016, selon la dernière étude de l'Insee, publiée mardi 11 septembre. Le taux de pauvreté s'établit à 14% de la population contre 14,2% en 2015. Une personne seule ou une famille sont considérées comme pauvres si elles disposent de ressources inférieures à 60% du revenu médian. L'Insee le fixe à 1 026 euros par mois en France métropolitaine en 2016.

Un tiers

C'est la part des familles monoparentales en situation de pauvreté, en France en 2016. Ainsi, 34,8% des familles monoparentales sont pauvres - ce qui représente 2 millions de personnes - soit un taux quatre fois plus élevé que pour les couples avec un ou deux enfants. Dans neuf cas sur 10, il s'agit d'une femme seule avec son, ou ses enfants.

2 millions

C'est le nombre de personnes qui exercent un emploi mais disposent d'un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté, selon des chiffres de 2015, rapporte l'Observatoire des inégalités. Comment l'expliquer ? Une partie des travailleurs sont employés en

temps partiel ou par intermittence et sont loin d'atteindre le Smic. Ainsi 57 % des salariés au Smic travaillent à temps partiel et 15 % sont en contrat à durée déterminée ou en intérim.

On note également qu'environ 5 % des salariés sont rémunérés à un salaire inférieur au Smic, comme les mineurs, les apprentis, les animateurs de centres de vacances, ou encore les assistantes maternelles. Il ne faut pas oublier également les travailleurs indépendants qui ont des revenus mensuels moyens faibles.

11%

Une étude de l'Institut de recherche et de documentation en économie de la santé (IRDES), datant de 2014, nous apprend que 94,4 % des Français disposent d'une assurance maladie complémentaire (communément appelée "mutuelle"). Mais au sein de ceux qui n'en possède pas, on retrouve 11 % des ménages les plus modestes.

Cette absence de complémentaire santé limite l'accès aux soins, obligeant les plus pauvres à renoncer à certains soins ou à avoir recours à des soins de moindre qualité, notamment en matière d'optique ou dentaire (prothèses), détaille l'Observatoire des inégalités. Ainsi 41,4 % des personnes qui n'ont pas de mutuelle renoncent aux soins dentaires, 23,8 % à l'achat de lunettes.

2,79 millions

C'est le nombre de personnes pauvres âgées de moins de 18 ans. Cela représente près de 20% des jeunes Français. Ils vivent au sein de familles aux faibles revenus, conséquence notamment de la séparation de leurs parents. Les plus touchés sont ceux dont les parents ont des charges de logement élevées, en particulier ceux qui vivent dans les grandes villes.

21%

Ne pas pouvoir faire trois repas par jour ni s'alimenter sainement est une réalité pour près d'un Français sur cinq, selon le dernier baromètre Ipsos-Secours populaire, publié mardi 11 septembre.

Un peu plus d'un cinquième des Français sondés (21%) ont déclaré ne pas être en mesure de s'offrir une alimentation saine leur permettant de faire trois repas par jours et 27% ont admis ne pas avoir les moyens financiers de s'acheter quotidiennement des fruits et légumes.

«On voudrait croire que le poste de l'alimentation est sanctuarisé mais force est de constater qu'on le sacrifie. L'alimentation est la variable d'ajustement face à des dépenses contraintes comme le loyer ou l'énergie», observe Amandine Lama, d'Ipsos. 19 % des parents d'enfants de moins de 18 ans rencontrent des difficultés financières pour payer la cantine. franceinfo 13.09 et Liberation.fr 11.09

1 118

1 118 euros nets mensuels, c'est le revenu en deça duquel on commence à être pauvre selon les Français interrogés par le Secours populaire. Soit une somme proche du smic (1 173 euros) et un peu supérieure au seuil officiel de pauvreté (1 015 euros pour une personne seule, soit 60 % du revenu médian français). Chez les Français dont le revenu mensuel est inférieur à 1 200 euros, 56 % sont en difficulté pour payer des actes médicaux mal remboursés, 45 % pour payer leur loyer, 57 % pour faire face aux dépenses d'énergie, 67 % pour partir en vacances une fois par an, 40 % pour payer une mutuelle santé. Liberation.fr 11 septembre 2018

48 %

48 % des Français parviennent à mettre un peu d'argent de côté, contre 40 % l'année dernière, selon le baromètre du Secours populaire publié mardi. Cette étude sur la perception de la pauvreté par les Françaises et les Français a été réalisée par Ipsos auprès d'un millier de personnes. 4 % réussissent même à en mettre «beaucoup» (contre 3 % l'année dernière). Bonne nouvelle donc, mais dans le même temps la crainte de basculer dans la précarité a augmenté (+2 points) et plus de huit personnes sur dix jugent toujours que leurs enfants ont davantage de risques qu'eux de connaître une situation de pauvreté. Liberation.fr 11 septembre 2018

En complément.

- Le château de Versailles, lieu diplomatique prisé d'Emmanuel Macron - LeFigaro.fr

Pas de quoi vous payer une bagnole, un deux-roues à moteur, un billet de train, de bus, et bien adoptez le vélo, sinon la marche à pied (sur les mains pour ne pas user vos précieuses godasses !)

- "Plan vélo": le gouvernement dévoile ses mesures pour faciliter ce mode de transports - Le HuffPost

L'état d'esprit du vulgaire boutiquier et du locataire de la majestueuse start'up France était le même !

- L'Élysée va mettre en vente des produits dérivés sur sa boutique en ligne - Le HuffPost 14 septembre 2018

Tout est bon dans la recherche de fonds. À l'instar des États-Unis où la vente des produits dérivés est élevée au rang de religion, l'Élysée va dès ce vendredi 14 septembre faire commerce de produits marqués de son estampille sur un site internet, rapporte Le Figaro.

"Ainsi, la montre au bracelet tricolore, produite par Lip (déjà portée par Emmanuel Macron ndr), y sera par exemple vendue pour 169 euros", détaille le quotidien, qui précise que la présidence a misé sur le made in France pour garnir sa boutique en ligne. Outre des bracelets en or 14 carats à 250 euros pièce, l'Élysée propose également des produits moins onéreux, comme des stylos, des totes-bags ou encore des mugs.

Plus cocasse, des tee-shirts barrés de citations d'Emmanuel Macron seront également mis en vente. Et si vous n'êtes pas fan des "croquignolesques" ou autres "parce que c'est notre projet", vous pourrez toujours vous rabattre sur le tee-shirt flanqué de la photo du président de la République célébrant le 1er but de l'Équipe de France lors de la finale contre la Croatie.

Une partie de ces recettes (12% seulement selon RTL) iront dans les caisses de l'État pour l'entretien du palais présidentiel et des résidences du chef de l'État. Ce lancement de produits siglés "Élysée" coïncide avec les Journées du Patrimoine, avec l'installation d'une boutique éphémère dans la cour du palais ouvert au public et la mise en place d'un site de vente en ligne (boutique.elysee.fr). Le HuffPost 14 septembre 2018

Commentaires d'Internautes

1- "8 milliards sur 4 ans, c'est 62 centimes d'euro par jour pour les 8 800 000 français vivants sous le seuil de pauvreté. Soit moins de 20€ par mois pour des gens qui ont du mal à se nourrir au jour le jour.

Et sur ces 20€, il faut retirer les différentes baisses des aides sociales."

2- "Hausse des prix de l'essence, du gaz, de l'électricité, du contrôle technique, du forfait hospitalier, de la CSG,... Baisse des APL, gel des pensions de retraites, des allocations familiales & j'en passe!

Il faut avoir un sacré culot pour présenter un Plan Pauvreté. Dérisoire."

3 - "La vision que Macron a de la pauvreté est purement néolibérale: être pauvre serait le résultat "d'accidents de la vie, de batailles perdues", une situation individuelle bien triste mais déconnectée du reste. Or, la pauvreté est le produit des inégalités sociales!"

[Macronie gaullienne.](#)

- Croix de Lorraine : Macron plus gaulliste que de Gaulle ? - LePoint.fr

- Alexandre Benalla: ces images qui contredisent l'Élysée - huffingtonpost.fr 13.09

L'ex-collaborateur d'Emmanuel Macron a été filmé en train de se comporter comme un policier. Sauf qu'il ne l'a jamais été. huffingtonpost.fr 13.09

- Affaire Benalla: tension après un coup de fil de Macron au Sénat - AFP 14 septembre 2018

Un coup de fil très inhabituel d'Emmanuel Macron à Gérard Larcher (LR) sur le traitement de l'affaire Benalla a provoqué la colère des sénateurs qui enquêtent sur la position qu'occupait l'ex-conseiller à l'Élysée, et pose la question de la séparation des pouvoirs.

"Qui est ce bagagiste, comme l'a dit M. Castaner, cette petite frappe, M. Benalla, pour qu'il puisse bénéficier du soutien de tout l'appareil d'État ?", a tonné jeudi le chef de file des sénateurs LR, Bruno Retailleau.

Objet du courroux sénatorial: selon le site de L'Obs, M. Macron a appelé mardi le président du Sénat pour lui demander de garantir les équilibres institutionnels, estimant en substance que la commission sénatoriale sur l'affaire Benalla s'en éloignait.

Les échanges avaient été rudes le jour-même entre les sénateurs et l'ex-conseiller de l'Elysée, qui est allé jusqu'à juger la commission "illicite", qualifiant ses membres de "petites personnes" et son président Philippe Bas, issu de l'opposition LR, de "petit marquis".

Alexandre Benalla a fini par accepter, "contraint", son audition, fixée au 19 septembre comme celle de Vincent Crase, ex-salarié de La République en marche filmé à ses côtés le 1er mai.

L'entourage de Gérard Larcher a confirmé qu'il avait reçu un appel du président de la République, sans en révéler la teneur.

"Si ce coup de fil a effectivement été donné et si des remontrances ont été faites au président du Sénat, elles sont du point de vue constitutionnel totalement inadéquates. Il y a là une atteinte à la séparation des pouvoirs", souligne Dominique Rousseau, professeur de droit à Paris-1. AFP 14 septembre 2018

Ils osent tout

Quand la propagande tient lieu d'information...

- Une future déclaration mondiale contre la désinformation et pour la démocratie - AFP

Quand ils se partagent des rôles...

- Les gafa n'ont pas tous les droits - Liberation.fr

- Avec les Gafa, Emmanuel Macron joue l'as des taxes - Liberation.fr

Il faut bien que l'injustice rapporte...

- Injures visant la veuve du préfet Erignac: 15.000 euros d'amende pour Charles Pieri - AFP

Idlib aux mains des barbares, c'est le bonheur !

- Syrie : Le Drian juge que l'assaut sur Idlib menacerait la sécurité de l'Europe - LeFigaro.fr

- Syrie : à Idlib, bombardée par le régime, "les gens vivent en attendant la mort" - Franceinfo

Un homme a accepté, sous couvert d'anonymat, de témoigner de l'enfer vécu par les habitants d'Idlib et sa région, bombardés par le régime syrien et son allié russe. Franceinfo

Si c'est seulement une crainte, tout va bien...

- Qatar: Malgré la réforme, les travailleurs étrangers craignent d'être exploités - Reuters

Et pendant ce temps-là personne devant l'ambassade d'Arabie saoudite qui continue de massacrer le peuple yéménite.

- Les soutiens d'Oleg Sentsov lancent une «chaîne illimitée de grévistes de la faim» - Liberation.fr 14.09

A partir de ce vendredi et à l'initiative d'un collectif de cinéastes et intellectuels français, des personnalités se relaieront tous les jours devant l'ambassade de Russie Paris, pour réclamer la libération du réalisateur ukrainien dans un état critique. Liberation.fr 14.09

Au bureau des assassins, demander le PSOE.

- Livraison d'armes : face à Riyad, Madrid remballe son éthique - Liberation.fr 14.09

Pour honorer un contrat passé avec l'Arabie Saoudite, le gouvernement espagnol est revenu sur son engagement de ne pas livrer 400 bombes utilisées pour tuer des civils. Liberation.fr 14.09

Quand une utopie se transforme en imposture.

- "Zéro", nouveau mot d'ordre des villes pionnières du climat - AFP 14.09

Zéro carbone, zéro voiture à essence, zéro déchet: de nombreuses villes représentées au sommet climat de San Francisco visent désormais une suppression totale des gaz à effet de serre en quelques décennies, un objectif encore utopique il y a quelques années. AFP 14.09

Collusion avec l'extrême droite. Il est leur candidat et ils le font savoir

- Brésil: Le candidat Bolsonaro se remet d'une troisième opération - Reuters 14.09

Le candidat d'extrême droite à l'élection présidentielle brésilienne, Jair Bolsonaro, se remettait jeudi d'une nouvelle opération d'urgence consécutive à l'agression dont il a été victime lors d'un meeting de campagne il y a une semaine. Reuters 14.09

Chouette s'écrie Reuters, enfin une bonne nouvelle !

Ils prennent soin de leurs agents provocateurs.

- Un membre des Pussy Riot hospitalisé dans un état grave - L'Express.fr 14.09

Piotr Verzilov avait envahi la pelouse en finale du Mondial en Russie. Sa compagne dit ne pas exclure un empoisonnement. L'Express.fr 14.09

Au Novitchok sans doute, et même pas mort ? Dommage.

Tous les Vénézuéliens crèvent de fin à cause du tyran Maduro...

- "Les Vénézuéliens ont faim, ils nous l'ont tous dit", raconte notre reporter de retour de la frontière entre Venezuela et Colombie - Franceinfo 14.09

Et les quelque 4 millions de Colombiens je crois qui ont fui la Colombie d'Uribe pour se réfugier au Vénézuéla de l'horrible Chavez puis Maduro, ils mangent quoi ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Confrontation Etats-Unis-Russie

La Russie ouverte à une amélioration des relations avec les USA, dit Lavrov - Reuters13 septembre 2018

La Russie est prête à faire sa part du chemin pour sortir les relations avec Washington de l'impasse, a déclaré jeudi Sergueï Lavrov.

Le chef de la diplomatie russe a ajouté que Moscou prenait au sérieux la volonté affichée de Donald Trump de rétablir le dialogue entre les deux pays, tout en estimant que le président américain se heurte à la persistance d'un profond sentiment antirusse aux Etats-Unis.

"Nous sommes prêts à faire notre part du chemin pour sortir les relations bilatérales de l'impasse", déclare Sergueï Lavrov dans une interview accordée à l'agence de presse allemande DPA publiée sur le site de son ministère jeudi.

Les relations continuent à se détériorer à l'initiative de Washington, poursuit le ministre.

"Nous prenons au sérieux les déclarations de Donald Trump sur sa volonté d'établir un dialogue normal entre nos pays", assure-t-il. Mais si le président américain envoie "des impulsions positives", "elles sont totalement compensées par la montée de la russophobie au sein de l'establishment américain, qui considère notre pays comme une menace pour la suprématie politique américaine." Reuters13 septembre 2018

- Donald Trump serait heureux si Vladimir Poutine et Xi Jinping enterraient le dollar sputniknews.com 23.08

Quand on adopte un regard pragmatique sur le déchaînement des passions par lequel se caractérisent les efforts d'un segment de l'élite US d'anéantir la carrière de Trump, on se demande d'où viennent ces émotions, cette volonté de stopper Trump de manière anticipée et malgré le préjudice éventuel pour la structure étatique et la réputation des USA.

L'Amérique n'a-t-elle pas connu d'autres Présidents détestés par une partie de l'élite? Si. Mais, à l'exception de Kennedy, ils n'ont pas fait l'objet de mesures plus extraordinaires que cela.

En omettant toute la propagande superficielle et les aberrations médiatiques visant à duper la partie la plus crédule de l'électorat américain (qui peut vraiment penser que Trump fera venir un ours portant une chapka à la Maison Blanche), il ne reste qu'une seule théorie qui explique parfaitement les efforts entrepris pour son élimination. En fait, les médias qui œuvrent pour la «destruction médiatique» de Donald Trump ne s'en cachent pas vraiment. Le Président américain est accusé de préparer le «meurtre avec préméditation» du dollar américain. Sachant que si, par le passé, Trump était soupçonné de prendre un risque inconsidéré susceptible de nuire à la monnaie américaine, aujourd'hui le curseur a changé: il est accusé de préparer sciemment un crime, et les auteurs les plus audacieux nomment même ses complices: Vladimir Poutine et Xi Jinping.

Un journaliste de Reuters écrit ainsi: «L'isolationnisme américain fait naître des doutes quant au statut du dollar en tant que monnaie de réserve mondiale». L'«isolationnisme américain», en l'occurrence, est un simple euphémisme pour désigner «la politique du Président américain actuel». L'un des principaux médias de masse de la planète parle des risques pour la monnaie américaine en utilisant les mêmes termes que les représentants russes officiels, qui indiquent que l'usage du statut du dollar en tant qu'arme politique sapera inéluctablement ce statut particulier. Si même le très mesuré gouvernement allemand, via son ministre des Affaires étrangères Heiko Maas, évoque déjà la nécessité de créer une infrastructure financière mondiale (y compris des analogues du système SWIFT et du FMI) contournant le système financier américain (et donc le dollar), force est de constater que le processus a démarré.

L'article de Charles Wallace pour le magazine Forbes va encore plus loin, et porte un message intéressant: «Le ministre russe des Affaires étrangères a déclaré que les pays qui étaient confrontés aux sanctions, c'est-à-dire l'Iran, la Turquie et la Russie, pourraient commencer à utiliser leurs propres monnaies pour le commerce international, en insinuant que les jours du dollar en tant que monnaie de réserve internationale étaient comptés. Probablement personne n'en serait plus heureux que Donald Trump.»

La logique de cette accusation s'appuie sur les propos de Trump lui-même, qui a une vision très peu orthodoxe (mais plutôt juste) du commerce international et des relations interétatiques. Selon son interprétation de la réalité, il existe deux catégories de pays dans le système du commerce international: les losers et les vainqueurs. Les losers sont ceux qui achètent les produits et les services étrangers en plus grande quantité qu'ils n'en produisent, et affichent donc un solde commercial négatif. Et les vainqueurs sont ceux qui fabriquent ces mêmes produits et services activement achetés par les losers.

Selon cette vision de la réalité, les USA, l'Espagne ou la Grèce sont des losers, alors que la Chine, l'Allemagne ou la Russie sont des vainqueurs. Les critiques de Trump indiquent qu'un tel système est bénéfique pour les USA. Et que le paiement des exportateurs en dollars, que les USA peuvent imprimer en quantité illimitée, est ce facteur précis qui permet à l'Amérique, d'un côté, de vivre au-dessus de ses moyens et, de l'autre, de répéter aux autres pays la phrase immortelle de John Connally, ministre des Finances sous Reagan: «Le dollar est notre monnaie et votre problème».

Cependant, Trump et ses partisans pensent qu'une telle vision est une bêtise impardonnable. Car une telle configuration entraîne des conséquences difficiles à pallier et très lourdes: il devient défavorable pour les USA de produire autre chose que le dollar, l'industrie américaine devient plus rusée et les emplois quittent l'Amérique, alors que les pays-vainqueurs intelligents échangent massivement les dollars obtenus contre les technologies et les ressources importantes. Le cauchemar de Trump et de ses partisans est un scénario où il ne resterait plus de l'économie américaine qu'une grande planche à billets, et où le capital humain américain se transformerait en ramassis de pseudo-startupeurs, agents immobiliers, promoteurs et combattants professionnels pour les droits des minorités.

Afin d'empêcher ce scénario apocalyptique, qui a été mentionné à plusieurs reprises par le Président américain et ses conseillers en stratégie économique pendant la campagne présidentielle, il faut au moins faire en sorte que toutes les importations aux USA soient coûteuses, et que toutes les exportations américaines soient bon marché. D'où les guerres commerciales contre le monde entier, les taxes sur les produits chinois, les conflits avec l'UE, le Canada et le Mexique. D'où les accusations de la Chine, de l'UE et même de la Russie du fait que les concurrents américains fassent des manipulations monétaires contre les USA sur la scène mondiale. Donald Trump a besoin d'un dollar faible, car redresser la balance commerciale américaine sera complètement impossible sans cela.

Les critiques de Trump soit pensent qu'il est impossible d'atteindre cet objectif et de préserver le statut du dollar en tant que monnaie de réserve mondiale, soit jugent que ce projet est fondamentalement incorrect en soi («nous nous portons bien avec la planche à billets, pourquoi avons-nous besoin de l'industrie?»), soit, comme le journaliste de Forbes, soupçonnent que Trump

se réjouirait même de la chute du dollar du piédestal mondial, car cela lui faciliterait la tâche.

A en juger par les positions publiquement exprimées par le président américain et son équipe, ils pensent qu'ils peuvent et doivent réussir à tout faire: relancer l'industrie, vaincre tout le monde dans la guerre commerciale, et surtout parvenir à le faire avant que les efforts de la Russie, de la Chine et de l'UE pour la création d'un système financier alternatif ne portent leurs fruits. Il est évident que Donald Trump perçoit la hausse du cours du dollar par rapport aux autres monnaies comme un obstacle regrettable: il a même critiqué la direction de la Fed pour ne pas l'aider et ne pas augmenter son taux directeur, ce qui pousse le cours du dollar vers le haut.

Le Président américain aura-t-il suffisamment de capacités politiques pour parvenir à l'affaiblissement du dollar tant désiré? C'est une bonne question. Mais il est certainement loin d'être le seul à le vouloir.

De son côté se trouve non seulement le capital industriel américain, mais également les spéculateurs financiers qui espèrent manifestement faire fortune grâce à sa tentative de réindustrialiser l'Amérique et à l'augmentation des exportations américaines. Par exemple, le représentant du conglomérat financier BlackRock, qui gère 6.288 milliards de dollars d'actifs, a déclaré aux journalistes de CNN qu'un «dollar faible serait une bonne chose pour les marchés financiers américains».

Si la présidence Trump n'était pas interrompue par une destitution, un putsch, une crise constitutionnelle ou la balle d'un «tireur solitaire de Dallas», il aurait une chance d'y parvenir avec ses alliés. Plus exactement, on doute qu'il puisse «rendre sa grandeur à l'Amérique», comme il l'avait promis aux électeurs, mais il devrait au moins parvenir à «rendre le dollar faible». sputniknews.com 23.08

- Les médias occidentaux décernent la palme au président russe sputniknews.com 13.09

En analysant la réaction des médias étrangers, et notamment britanniques, aux exercices militaires russo-chinois et au Forum économique oriental de Vladivostok, force est de constater que les grandes lignes de leur propagande se contredisent.

D'un côté, ils cherchent par tous les moyens à persuader le lecteur que la Russie est un acteur faible sur la scène mondiale, que Poutine est un autocrate désespéré et qu'il ne faut pas prendre au sérieux ce pays «station-service» qui est sur le point d'être achevé par les sanctions économiques américaines.

De l'autre, dans ces mêmes médias, nous assistons à un véritable «culte du terrible Poutine et de la terrible menace russe». Par exemple, les exercices de grande envergure des armées de la Russie et de la Chine, qui se sont déroulés parallèlement au Forum économique oriental, ont été qualifiés par le journal britannique The Telegraph de «moment de triomphe» du président russe. Autrement dit, les journalistes britanniques ont formulé pour cet événement des éloges que même les médias russes ou chinois publics ne s'étaient pas permis.

De plus, les journalistes britanniques ont perçu dans les vols d'avions-espions américains à proximité de la zone des exercices le signe que l'Occident collectif s'inquiétait des risques représentés, pour l'Occident collectif, par la coopération russo-chinoise active. La phrase concernant le triomphe de Vladimir Poutine s'éclaire à la lumière du contexte médiatique dans lequel évoluent les journalistes britanniques: le fait est que dans leur réalité personnelle, la Russie reste un pays «à l'armée rouillée et inefficace, qui n'est plus capable de rien depuis longtemps», et ni les tirs de missiles Kalibr ni les opérations réussies de l'aviation et des forces spéciales russes en Syrie n'ont permis de briser ce stéréotype médiatique. Il est donc logique que dans ces conditions, les auteurs du Telegraph éprouvent un sérieux choc quand l'armée russe organise des manœuvres d'envergure, qui plus est avec son homologue chinoise.

Étant donné que, malheureusement, nous vivons à une époque où les mêmes, les images marquantes et les sound bites (ou «bouchées sonores») sont plus importants et influentes que les réflexions complexes, on peut considérer que le Forum économique oriental de 2018 et les manœuvres militaires qui se sont déroulées en parallèle ont bénéficié d'une couverture médiatique appropriée, sachant que l'effet médiatique a été assuré en grande partie de par les médias occidentaux de leur plein gré. Les photos et les images de Vladimir Poutine et de Xi Jinping mangeant ensemble des blinis et du caviar rouge ont été relayées par les plus grandes chaînes mondiales, les agences de presse et les journaux.

Cette image visuelle de l'amitié russo-chinoise paraît particulièrement marquante sur fond de décision du président américain Donald Trump de n'assister à aucun des sommets asiatiques prévus, ce qui laisse aux experts occidentaux le sentiment désagréable que l'Asie dans l'ensemble sort de la sphère d'influence et d'intérêts des USA et que dans cette région-clé de la planète régnera désormais l'alliance russo-chinoise. Du point de vue d'un expert américain ou britannique typique, c'est clairement une perturbation du cours normal des choses.

Plus encore, la venue du premier ministre japonais Shinzo Abe au forum de Vladivostok ne fait que renforcer les soupçons que la politique américaine de «guerre commerciale contre tous», couplée à l'usage incontrôlable du «bâton des sanctions», entraîne des résultats déplorables: les pays impactés par les agissements de Washington commencent à régler les problèmes dans le dos

des USA.

Les projets gaziers russes comme Sila Sibiri («Force de Sibérie») et le gazoduc entre la Russie et la Corée du Sud passant par la Corée du Nord évoqué pendant le forum, sont un thème particulièrement sensible pour ceux qui, en Occident, s'opposent à Moscou. D'ailleurs, Sila Sibiri est mentionné par les journalistes russes dans le même contexte que les exercices militaires. En d'autres termes, ils y voient un instrument d'influence géopolitique de la Russie — et ce n'est pas dépourvu de logique. Le fait est que la Chine (tout comme la Corée du Sud et le Japon) est un pays qui dépend des importations d'hydrocarbures, ce qui la rend très vulnérable (et dans certains cas même dépendante) des pays exportateurs d'hydrocarbures (c'est-à-dire de pétrole et de GNL), ainsi que des pays qui peuvent bloquer toutes les voies maritimes de fourniture de pétrole et de GNL — c'est-à-dire des USA, qui appliquent le principe de l'Empire britannique selon lequel «celui qui contrôle le commerce maritime contrôle le monde».

En l'occurrence, la Russie est à la fois l'ennemi juré des USA (parce qu'il est impossible de l'isoler depuis la mer, notamment après l'échec de l'idée américaine de «voler la Crimée» en 2014) et un sérieux facteur de risque pour les USA dans leurs relations avec d'autres pays. Le gazoduc Sila Sibiri ne peut être bloqué par aucun groupe aéronaval américain, c'est pourquoi ce projet a une telle importance géopolitique — et c'est aussi pour cette raison que les activistes proaméricains en Russie ont même mené une campagne active contre celui-ci. Si de tels projets étaient menés avec la Corée du Sud et/ou le Japon (comme cela a été évoqué pendant le Forum économique oriental), trois changements géopolitiques et géoéconomiques majeurs, loin de réjouir Washington, s'opéreraient dans le monde.

Premièrement, le «marché premium du GNL en Asie» disparaîtrait ou se réduirait considérablement parce que la Russie comblerait la majeure partie des besoins des importateurs asiatiques grâce au gaz de pipeline bon marché. A l'heure actuelle, le GNL coûte en Asie, en fonction de la conjoncture de marché, 20 à 50% de plus qu'en UE, et c'est ce marché qui intéresse les compagnies gazières américaines dont les intérêts sont activement promus par Donald Trump. Ces compagnies n'arrivent pas à se faire à l'idée que les revenus qu'elles considèrent déjà comme leurs (on parle ici de milliards de dollars) partiront dans les caisses de Gazprom.

Deuxièmement, si la Russie garantissait aux économies asiatiques un accès aux hydrocarbures bon marché, elles recevraient un grand avantage dans les guerres économiques contre les USA qui cherchent actuellement à tirer le maximum de leurs propres ressources énergétiques.

Troisièmement, Washington pense à juste titre que l'«habitude» de l'UE d'importer du gaz russe explique une certaine influence de Moscou sur les pays européens, sans laquelle un rideau de fer total serait dressé depuis longtemps à la frontière Russie-UE. C'est un cauchemar pour tout diplomate américain que d'imaginer la Russie exercer la même influence en Asie du Sud-Est.

Les opposants occidentaux ne savent pas encore comment faire face à ces risques, mais on peut dès à présent prédire leur décision principale: les sanctions. D'ailleurs, le New York Times a déjà annoncé que les USA préparaient des sanctions contre la Chine pour «violation des droits de l'homme dans la lutte contre le terrorisme ouïghour». Il faut donc s'attendre à l'élargissement du club des pays frappés par les sanctions américaines.

Toutefois, plus Washington prendra de décisions irréflechies, plus nombreux seront les alliés potentiels qui tendront la main à Moscou. sputniknews.com 13.09

En complément.

- Ukraine: L'UE proroge ses sanctions individuelles contre des Russes - Reuters 13.09

- Ukraine: Washington et l'UE condamnent des élections factices dans l'Est pro-russe - AFP 13.09

Les États-Unis et l'Union européenne ont condamné mercredi les projets d'élections dans les territoires de l'Est de l'Ukraine contrôlés par des pro-Russes, à Donetsk et Lougansk, y voyant une initiative de Moscou. AFP 13.09

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Costa Rica

- Costa Rica: grève et blocages routiers contre un projet de réforme fiscale - AFP 14 septembre 2018

Plusieurs axes routiers étaient bloqués jeudi au Costa Rica, perturbant la circulation dans plusieurs communes et compliquant l'accès au principal aéroport du pays, au quatrième jour d'une grève illimitée contre un projet de réforme fiscale contesté.

Un millier d'étudiants et d'enseignants des quatre universités publiques ont aussi manifesté jeudi, marchant en direction du Palais présidentiel pour défendre leur autonomie. La nuit précédente, la police avait pénétré sur le campus de l'Université du Costa Rica afin de poursuivre des étudiants qui avaient bloqué la veille une route voisine.

Des syndicats du secteur public avaient appelé à la grève lundi pour protester contre un projet de réforme fiscale actuellement en discussion à l'Assemblée législative (Parlement). Le texte prévoit notamment des augmentations d'impôts.

La réforme cherche à contenir le déficit public, qui en 2017, a atteint 6,2% du PIB et pourrait atteindre 7,2% en 2018 sans nouvelles recettes. AFP 14 septembre 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 17 septembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

● Causerie au format pdf (16 pages)

La rubrique musique est abandonnée, je mettrai juste en ligne des morceaux le temps que ma fille les télécharge, puis je les supprimerai.

Quand Macron conseille à un jeune chômeur de l'imiter ou de faire le trottoir.

- Macron à un jeune chômeur : «Je traverse la rue et je vous trouve un emploi» - LeParisien.fr 15.09

Encore un petit effort...

L'homme est un animal, un mammifère, un primate, un hominidé, et comme il n'y a pas de transmission génétique ou héréditaire du savoir, il naît ignorant ou sauvage, esclave ou inconscient de sa nature et de la société. Le but de sa vie va consister à s'élever au-dessus de cette condition primaire afin de lui donner un sens ou de se donner un idéal, de conquérir sa liberté.

Maintenant quand on nous dit qu'il serait l'être appartenant à l'espèce animale la plus évoluée de la Terre, on est en droit d'en douter fortement, d'une part parce que cette évolution n'est pas innée comme on vient de le dire, d'autre part parce que rien ne permet d'affirmer qu'il parviendra à évoluer au cours de son existence ou à quel niveau d'évolution il parviendra. Et s'il ne parvenait pas à prendre conscience de ses besoins, des conditions et des moyens qui lui permettraient de les satisfaire, il se condamnerait à subir sans fin le règne de la nécessité, qui est le lot de la nature animale avec toutes ses conséquences violentes, cruelles, barbares.

A ce jour, après une évolution de millions d'années, force est de constater qu'il n'y est toujours pas parvenu.

Et pour cause...

Les oligarques ont acquis tant de richesse et de pouvoir, qu'ils peuvent déstabiliser l'économie de n'importe quel pays dans le monde. Et qu'est-ce que cela change ? Rien, absolument rien, puisqu'on vous le dit, vous devez le croire.

Non mais cela leur a permis aussi de contrôler ou d'acquérir la plupart des médias, de posséder en plus la quasi-totalité des réseaux numériques. Et alors, qu'est-ce que cela change ? Rien, absolument rien, puisqu'on vous le dit, vous devez le croire.

Etc. etc. etc.

Voilà le discours que tiennent nos dirigeants qui s'obstinent à ne pas vouloir en tenir compte. Partant de là, sont-ils crédibles ? Devinez.

C'est bien cela le plus grave.

- Le mensonge permanent, la plus grave des menaces par Chris Hedges (Truthdig 29.07) - Les Crises 15 septembre 2018

(<https://www.les-crises.fr/le-mensonge-permanent-la-plus-grave-des-menaces-par-chris-hedges>)

Chris Hedges - Le mensonge permanent est l'apothéose du totalitarisme.

Le régime totalitaire récompense toujours la brutalité et la stupidité.

Le cœur du totalitarisme est son désir d'un conte populaire simple.

LVOG - Eh bien voilà ce qu'on pense du "conte populaire simple" de monsieur Chris Hedges :

Commentaire que j'ai posté suite à son article publié par le blog Les Crises.

- "Vous n'en avez pas marre de ce baratin ?

"Nous devons opposer..."

"Nous devons bâtir ..."

"Nous devons nous soustraire..."

Patati patata, nous "devons"..., sauf en finir avec le capitalisme, il faut juste l'"affamer" et le "paralyser.

Entre populisme version parti démocrate de Wall Street : "coopératives gérées par des travailleurs, "circuits courts pour l'alimentation", "régime végétalien", "structures artistiques, culturelles et politiques indépendantes", etc.

... et gauchisme impuissant du petit bourgeois individualiste :

"bloquant les pipelines et les sites de fracturation", "descendant dans la rue pour des actes incessants de désobéissance civile"

... pour finalement pratiquer l'entre-soi "en nouant des relations de personnes à personnes" dans des bunkers "des villes refuges"

Cependant il a un doute sur l'efficacité de sa théorie ou il n'y croit pas lui même "peut-être qu'en fin de compte nous ne pourrons pas nous sauver nous-mêmes", assurément, mais il n'en a pas vraiment conscience.

...et à défaut d'imaginer un moyen collectif pour en finir avec le capitalisme, il ne lui reste plus qu'à vivre de fantasmes, d'illusions, de mensonges, d'hypocrisie qu'incarneront "des groupes de résistance où la vérité, la beauté, l'empathie et la justice perdurent", et tant pis si le reste de la société et le monde pourrit sur place, c'est-à-dire tout ce qui existe en dehors de ces mégalomanes endurcies, à sa manière il est atteint de schizophrénie aiguë, c'est un psychopathe."

Depuis il a fait l'objet d'une douzaine de commentaires des lecteurs du blog Les Crises. La majorité partage mon analyse, mais ce qui est extraordinaire, c'est qu'aucun n'a pris position sur l'essentiel, la nécessité d'en finir avec le capitalisme, et un ou deux seulement s'est interrogé sur les moyens pour y parvenir que je n'avais pas proposés pour que mon commentaire ne soit pas censuré, je voulais juste qu'on ait un aperçu de ce qu'avait dans le ventre les lecteurs de ce genre d'articles.

J'ai obtenu ce résultat en enfermant Chris Hedges dans son propre système ou en faisant ressortir ses contradictions à partir de ses propres arguments, de sorte que personne ensuite ne pourrait les nier, d'où le questionnement des uns et l'embarras des autres.

Je devrais poursuivre en appelant à renouer avec les enseignements du marxisme et de la révolution russe de 1917 et à rejoindre le parti qui les incarne, mais lequel ? Je n'ai pas de réponse à cette question. Il doit exister dans les tendances de plusieurs partis des militants éparpillés qui partagent l'essentiel de mes analyses, mais à ce stade ils ne peuvent constituer un pôle de regroupement.

C'est peut-être à cela qu'aurait dû servir ce portail, c'était sans doute ce qu'espéraient les militants qui s'y connectaient il y a 10 ans ou plus, et qui ont été déçus que je ne m'engage pas dans cette voie. Je dois avouer qu'à l'époque je n'avais pas une vision aussi claire qu'aujourd'hui de la situation, je n'ai pas manqué d'audace, je n'en avais pas la capacité et je leur avais dit, et puis irrémédiablement j'ai trop de lacunes pour faire un dirigeant. Personne n'a voulu admettre ou n'a pu comprendre que l'on devait adapter notre conception de la lutte de classe aux profondes transformations de la société et du monde, à l'évolution du capitalisme et ses institutions... Du coup malheureusement, la combinaison de ces facteurs a fait que nous en sommes là, réduit à un constat ou à supporter tel ou tel parti ponctuellement sans pouvoir aller au-delà. C'est sans doute cela qui est le plus préoccupant ou la clé pour sortir de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons.

Au cours des 70 dernières années, aucun nouveau parti ouvrier n'a réellement vu le jour, tous ceux qui ont été créés l'ont été sans que leurs dirigeants rompent avec l'opportunisme qui avait gangrené leurs anciens partis, et de fait s'y sont développés les

mêmes méthodes détestables, le même sectarisme et dogmatisme, les mêmes tendances bureaucratiques conduisant à des épurations, des défections massive au fil du temps, des scissions, etc. sans qu'aucun n'émerge vraiment, dans ces conditions ils inspirent davantage la méfiance que la confiance et c'est bien normal, mais ô combien dommage à notre cause !

Si un ouvrier ou une employée ou encore un étudiant peut passer à côté de tout cela, ce ne sera pas le cas des lecteurs du blog Les Crises auxquels je me suis adressé et qui sont issus pour l'essentiel des couches supérieures du prolétariat, des intellectuels, des membres des classes moyennes, à la première discussion avec un militant ils se braqueraient, un malaise les envahirait en présence de quelqu'un qui tenterait de les convaincre de se rallier à ses positions ou de partager une analyse avant même qu'ils aient eu le temps de s'exprimer. Cela aura évidemment le don de produire un effet désastreux chez quelqu'un qui aborde la situation sous un autre angle ou qui s'est forgé ses propres convictions, en s'apercevant qu'elles ne sont pas pris en compte ils auront l'impression de ne pas exister ou que finalement toute discussion est impossible ou ne sert à rien.

Les travailleurs en général ou disons moins évolués le ressentent de la même manière, mais ils sont incapables de l'exprimer. Comme ils disent souvent : Ce que vous dites est bien beau, on est d'accord avec vous, mais on a déjà entendu mille fois ce genre de discours, histoire de dire on ne nous y prendra plus. Les militants ne comprennent pas pourquoi ou ils se racontent des histoires ou encore ils en ignorent la signification, et ce n'est pas leurs dirigeants qui va leur fournir, qu'ils leur demandent pourquoi, nous traduirons leurs réponses, qui à mon avis illustreront de ce qu'on a dit plus haut.

Comme vous pouvez le voir ou le pressentir à la lecture de ce passage ou au travers de votre expérience de militant, militer ne va pas de soi de nos jours, nous ne sommes plus au début du XXe siècle ou au lendemain de la Seconde Guerre mondiale lorsqu'il suffisait de balancer un mot d'ordre pour que spontanément des centaines de milliers de travailleurs s'en saisissent ou vous rejoignent, ils sont quotidiennement mille fois plus bombardés d'informations et de propagande qu'autrefois, ce qui au lieu de les aider à se forger des conviction fait en sorte qu'ils n'en ont plus aucune ou si peu, et encore, elles sont contradictoires et ils sont enclins à une confusion inextricable qui les conduit à se méfier de tout le monde...

Dans ces conditions, si vous ne tenez pas un discours parfaitement adapté à cette situation, vous n'avez aucune chance qu'on vous écoute ou qu'on vous prenne au sérieux, je dirais même par expérience, et ce ne sont pas les lecteurs qui me contrediront, que quoi qu'on fasse pour les mettre en confiance, on n'aboutira à rien.

En envoyant le commentaire ci-dessus au blog Les Crises, j'ai juste voulu faire une expérience. J'ai constaté qu'il avait été plutôt bien accueilli alors que ce n'était pas évident du tout. Ce n'est pas grand chose, je le sais, mais le résultat même limité est positif, je n'en attendais pas davantage à ce stade.

Monsieur Chris Hedges a ses entrées aussi bien au wsws (World Socialiste Web Site), une organisation trotskyste dégénérée, qu'au New York Times, un tel grand écart qui ne le choque pas parce qu'il s'est fabriqué un système de pensée basé non pas sur la lutte de classes mais la collaboration de classe. On en veut pour preuve que ses articles consistent à inviter ses lecteurs à s'accommoder du capitalisme, plutôt que le combattre pour l'éradiquer de la surface de la terre. C'est d'ailleurs à ce titre qu'avec Truthdig il a été primé à plusieurs reprises par différentes organisations officiant sur la côte ouest des Etats-Unis sous l'influence des oligarques de la Silicon Valley et du parti démocrate.

C'est la bonne conscience du bobo, de l'intellectuel ou du petit bourgeois qui se dit de gauche, qui est heurtée par les excès du capitalisme quand ils l'atteignent ou lui font faire des cauchemars, aussi lui prodigue-t-il des conseils pour qu'il leur rende la vie plus agréable, sans qu'ils aient à culpabiliser ou à justifier sans cesse d'avoir un mode de vie somme toute confortable ou à l'abri du besoin, tandis que le reste de la population en est privé ou croule sous la guerre, après tout il n'y est pour rien, il a la conscience tranquille, il a critiqué le capitalisme, il n'a pas l'intention d'en faire davantage sous peine de devenir un paria en Californie ou à Los Angeles, il vit dans un autre monde que le nôtre qui lui procure satisfaction, alors c'est comme le capitalisme, pourquoi l'abandonner franchement.

Ils sont des milliers et des milliers d'intellectuels à écrire des articles ou des livres, à donner des interviews, à être invités à des conférences, à avoir créé des organisations et des portails sur Internet bâtis exactement sur le même modèle, on les appelle les opposants, mais à quoi finalement, hormis ce qui perturbe leur mode de vie, dérange leur bonne conscience et les concepts qu'ils ont adoptés pour l'entretenir pour que la vie continue comme avant, et le capitalisme aussi.

Quand on examine leur mode de pensée, on s'aperçoit qu'il fonctionne en circuit fermé, comme un système qui est uniquement conçu pour légitimer ou autojustifier les théories qu'ils ont imaginées, parfaitement hermétique à tout élément étranger pour le sauvegarder, ils vont passer le reste de leur vie à l'entretenir et à rien d'autre, autrement dit il n'y a rien à en attendre puisque leur horizon ne dépasse pas celui du capitalisme.

Nous au contraire, nous avons adopté un mode de pensée dynamique, ouvert, que l'on ne peut pas enfermer dans un système ou une bulle sous peine qu'il se putréfie, comme tout système qui périclète de ses propres contradictions. Notre théorie n'est pas gravée dans le marbre. Elle évolue en fonction des transformations de la société et du monde. Elle n'est pas dictée par un dogme ou elle n'est pas conçue pour se conformer à un système ou être compatible avec lui. Elle est avant tout le reflet du processus dialectique auquel est soumise la société et tous les facteurs qui la composent, dont l'évolution des rapports détermine l'orientation de

la société dans une direction ou une autre. D'où l'action (ou le combat politique) à laquelle nous proposons aux travailleurs et militants de s'associer à partir des faits et de leurs enchaînements pour modifier l'orientation de ces rapports en faveur des exploités et des opprimés afin de parvenir à un changement de régime.

Contrairement à tous ces gens-là, ces beaux parleurs, on ne vit pas de notre théorie, on n'en tire aucun profit individuel, hormis donner un sens à notre vie et en être fier, on n'a même pas besoin de la justifier parce qu'elle correspond à l'idéal humaniste le plus élevé qu'un homme ou une femme peut adopter, en revanche on doit démonter toutes les théories qui s'opposent à la réalisation de cet idéal, notre émancipation du règne de la nécessité, de l'exploitation de l'homme par l'homme, qui passe évidemment par l'éradication du capitalisme de la surface de notre planète.

Ce n'est pas l'objectif de ces gens-là assurément. Ils se comportent comme un procureur qui vous dirait : j'ai le pouvoir de vous rendre votre liberté, mais je n'en userai pas car c'est contraire à ma fonction, à mes convictions, à mes intérêts. Ils critiquent le capitalisme, pour aussitôt le ménager ou se corrompre avec lui. Ils pratiquent en permanence une sorte de double langage. Comment cela se traduit-il ? Ils se considèrent au-dessus des classes et méprisent les masses dans lesquelles ils n'ont aucune confiance.

Voyez comme ils s'adressent aux représentants du capitalisme, à ses institutions dont l'ONU, qu'ils parent de qualités ou de bonnes intentions qu'ils n'ont jamais eu. C'est la limite au-delà de laquelle ils ne peuvent aller ou tout ce qu'on peut attendre d'eux. Autrement dit, ils ne servent qu'à les cautionner ou légitimer leur existence, et la leur au passage, car ils leur rendent bien en retour en leur attribuant des postes, des tribunes, etc. sans lesquels vous n'auriez jamais entendu parler d'eux, ils n'existeraient pas.

Parfois par bêtise ou méchanceté gratuite, on me reproche d'être isolé et inconnu de fait. Et bien je préfère encore mon statut à celui de ces gens-là. Ce ne sont pas les pires, quoique, il faut se méfier des apparences, parce qu'en détournant les travailleurs du combat pour le socialisme ils représentent un véritable danger pour le mouvement ouvrier quand ils ne conduisent pas les militants et travailleurs à désertier le combat politique ou à sombrer dans le désespoir.

S'il fallait un exemple pour l'illustrer, lors de la dernière campagne électorale présidentielle américaine, ils ont fait campagne pour Sanders qui s'est ensuite rallié à H. Clinton, et maintenant quand ils parlent de Trump, ils en viennent à regretter que H. Clinton n'ait pas été élue ou encore Obama, parfois pas si ouvertement, ils y mettent les formes, il faut lire attentivement, sinon ils reprennent à leur compte les thèmes de campagne du parti démocrate, quand ils ne manifestent pas leur nostalgie de l'Amérique des décennies précédentes qui fut toujours en guerre contre le reste du monde.

Ils ne manquent pas de références qui ne sont pas les nôtres.

- Je suis d'accord avec Robert Scheer, l'éditeur de Truthdig qui blogue aujourd'hui sur le rôle de Huffington. Les gens apprécient Huffington et, à juste titre, à mon avis, parce qu'elle est apparue à l'époque où la presse avait échoué, avait été dépassée par des objectifs commerciaux et jouait un rôle actif auprès du gouvernement Bush et de la guerre en Irak. Sans nos lecteurs de vérité, y compris (...) Chris Hedges, Naomi Klein (...) nous aurions des problèmes encore plus graves. De plus, le Huffington Post, comme Facebook, crée un support pour un dialogue public de masse, que j'estime inestimable. Nous avons besoin de cette conversation et de toutes les autres que nous partageons. (Chris Hedges, Huffington, and the Taste of Truth by Alison Rose Levy - Huffington Post blog 23.02.2011)

Le Huffington Post, j'en lis des articles tous les jours, c'est le genre Atlantico.fr ou Slate.com, où on est en présence d'une critique du capitalisme d'extrême droite néolibérale qu'incarne Macron.

Bref, avec de tels opposants, le capitalisme est bien gardé.

La transition est toute trouvée !

[Faites tomber les masques. En famille. Pas touche à Macron ! Mélenchon gardien des institutions antidémocratiques de la Ve République.](#)

- Benalla: Mélenchon dénonce une "escalade sans précédent" après les propos de Castaner AFP 14 septembre 2018

Jean-Luc Mélenchon a fustigé vendredi "l'escalade sans précédent" dans "le bras de fer" sur l'affaire Benalla entre l'exécutif et le Sénat, dominé par l'opposition de droite, après l'avertissement lancé par Christophe Castaner aux sénateurs.

Le délégué général de La République en marche a averti vendredi matin lors d'une conférence de presse que "si certains pensent qu'ils peuvent s'arroger un pouvoir de destitution du président de la République, ils sont eux-mêmes des menaces pour la République".

"Le bras de fer de Macron, Castaner et Benalla avec le Sénat est du jamais vu. Il marque désormais une escalade sans précédent avec l'accusation de Castaner selon laquelle le Sénat chercherait la destitution du Président de la République", a réagi le leader de La France insoumise dans un post sur sa page Facebook.

"En exportant sa crise d'autorité, l'exécutif l'amplifie et déstabilise les institutions. Gare aux chutes imprévues!", a-t-il lancé. AFP 14 septembre 2018

Mélenchon ne loupe pas une occasion pour légitimer Macron et les institutions. Non mais vous imaginez un peu, destituer sa majesté Macron Ier, déstabiliser les institutions, quelle audace insupportable !

Effectivement, Mélenchon pourrait faire un bon Premier ministre sous Macron !

En complément.

Je me suis demandé pourquoi dans certains articles Thierry Meyssan faisait allusion aux trotskystes américains qui seraient devenus des néoconservateurs, sans en faire une fixation, je lui ai posé la question et il ne m'a pas répondu. Et ce matin tombant sur un article du Point dédié à Plenel, j'ai eu l'idée de taper sur Google les noms de quelques dirigeants trotskystes des années 30-40 pour voir ce qu'ils étaient devenus, et là j'en ai découvert un auquel Meyssan devait faire allusion, je n'en ai pas trouvé d'autres, il faut dire que je n'ai pas cherché au-delà d'une poignée de dirigeants.

Wikipédia - James Burnham (November 22, 1905 – July 28, 1987) Dirigeant trotskyste du Socialist Workers Party (SWP) qu'il quitta en avril 1940.

En 1955, il aida William F. Buckley Jr. à fonder le magazine National Review, qui, dès le début, prit position dans la politique étrangère, ce qui correspond à celui de Burnham. Burnham est devenu un contributeur de longue date à la revue, et Buckley l'a qualifié "d'influence intellectuelle numéro un sur la Revue nationale depuis le jour de sa fondation." Néoconservateur, "bien que les idées de Burnham aient eu une influence importante sur les factions paléo-conservatrices et néoconservatrices de la droite américaine.

En 1983, le président Ronald Reagan lui a décerné la Médaille présidentielle de la liberté. (Wikipédia en anglais)

C'était l'histoire d'un mec en quête essentiellement de reconnaissance et de pouvoir.

- Dans la tête d'Edwy Plenel - Le Point 14.09

Journaliste à « Rouge » dans les années 1970, il fut ensuite directeur de la rédaction du « Monde » de 1996 à 2004. Il est depuis 2008 cofondateur et président du site d'information Mediapart. (Les idées, ça va ça vient tout dépend ce que cela rapporte. - LVOG)

- Il cherche à influencer la société française pour qu'elle devienne « radicalement démocratique et sociale ». (Ce qui est évidemment impossible en régime capitaliste, c'est antinomique. - LVOG)

- Il assigne à son journal la tâche de mobiliser les citoyens, de tenir le peuple en éveil. Il considère ainsi qu'attaquer Mediapart et l'attaquer lui, c'est s'en prendre à la démocratie. (Rien que cela, il ne fallait pas l'attaquer quand il a appelé à voter Macron, sans doute parce le futur roitelet incarnait la démocratie. - LVOG)

- Quand il était au creux de la vague, il a corédigé un ouvrage avec Hollande en 2006. Il était sûr que Hollande serait président un an plus tard. Il a eu du flair, il s'est juste trompé de moment. Il a aussi appelé à voter Macron alors qu'idéologiquement il était plus proche de Mélenchon. Alors, quand l'actuel président l'invite à l'interviewer, il en profite pour apparaître plus comme un opposant que comme un simple journaliste-questionneur. (Il faut bien essayer de sauver les apparences de manière à faire en sorte que ses partisans ou lecteurs puissent conserver leur bonne conscience. Il aura bouffé à tous les râteliers pour développer sa boutique. - LVOG)

- Aujourd'hui, Edwy Plenel est à la tête d'un journal très rentable. (La bonne conscience et l'imposture n'ont pas de prix ! - LVOG)

- Il est adulé au XXe siècle par les étudiants des écoles de journalisme et tout autant par ceux du XXIe siècle. Le Point 14.09 (Quand on sait ce que sont devenues les écoles de journalisme, c'est peu flatteur, c'est même détestable. - LVOG)

[Ils osent tout. En famille. La gauche réactionnaire ou l'illusion des "fabricants d'espoir".](#)

- Européennes: l'union de la gauche écolo et non-populiste à la fête - Liberation.fr 15.09

En l'absence des Insoumis à la fête de l'Humanité, le numéro 1 du PCF Pierre Laurent et Benoit Hamon ont appelé ce samedi à un rassemblement de toutes les forces sociales écologistes et européennes. Mais le leader de Génération.s a tâché les penchants populistes du mouvement de Jean-Luc Mélenchon...

Son traditionnel discours à la Fête de l'Humanité, devant les représentants de la gauche dont Benoît Hamon (Génération.s), Emmanuel Maurel (PS) ou encore Julien Bayou (EELV), était tout autant destiné aux électeurs de gauche qu'aux militants communistes.

"Ce ne sont pas les colères qui nourrissent (les luttes), ce sont avant tout les espoirs. Nous sommes, les communistes, des fabricants d'espoir, nous l'avons toujours été", a-t-il ainsi déclaré.

"Nous ne devons pas nous laisser être prisonniers d'un étai infernal, d'un côté la surenchère de la politique ultralibérale, de l'autre côté le poison nationaliste, xénophobe", a-t-il dit aux communistes.

Parmi les mesures qu'il imagine, "un droit opposable à une alimentation de qualité pour tous", notamment dans la restauration scolaire, et un "droit aux transports non polluants", grâce à un "ferroviaire accessible". Liberation.fr 15.09

Après le "droit opposable au logement", alors que plus de 110.000 travailleurs sont à la rue, il fallait oser !

[Qui gouverne ? Quand la stratégie du Nouvel ordre mondial totalitaire est à l'honneur à l'Assemblée nationale.](#)

- Nouvel ordre mondial: quand l'Institut Montaigne dicte sa stratégie à la France - sputniknews.com 14.09

En dénonçant les règles du jeu, les États-Unis ont détruit l'équilibre établi où l'Occident était le maître du monde parce que représentant les valeurs démocratiques, fait place au monde multipolaire et donc aux rapports de force. Quelle place la France peut-elle avoir pour recréer le «concert des nations»? Réponse d'un lobbyiste à l'Assemblée.

Brexit, présidence de Trump, montée du «populisme», défaite stratégique des Occidentaux, le monde international est en pleine transformation, en totale mutation a expliqué Dominique Moïsi à la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

Une audition, le 12 septembre, où le géopolitologue a expliqué aux députés qu'au-delà du terrorisme de l'État Islamique et de la réémergence de la Russie et de la Chine, «les Européens et donc les Français» se doivent de trouver leur place dans la refondation de l'ordre mondial.

Dominique Moïsi est le conseiller spécial de l'Institut Montaigne, un think tank ou lobby financé par les entreprises du CAC 40 et proche du pouvoir en place. Fin connaisseur de la politique internationale, Dominique Moïsi ne peut être classé ni comme un néoconservateur ni comme un tenant de la realpolitik, à l'instar d'Henri Kissinger. Invité par les députés durant plus de deux heures, il a discoursé sur le thème: «la déconstruction de l'ordre de l'après-guerre: quelles conséquences pour la France?» Une véritable stratégie clefs en main pour la France, donnée par ce membre du groupe Bilderberg et de la Trilatérale.

http://videos.assemblee-nationale.fr/video.6564084_5b98bebd85fe1.commission-des-affaires-etrangeres--m-dominique-moisi-conseiller-special-de-l-institut-montaigne-12-septembre-2018

«Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, nous nous sommes pensés constitués, par rapport aux États-Unis et dans le cadre d'une Amérique qui était tout à la fois l'assurance vie des démocraties, l'arbitre des affaires du monde et le champion de la démocratie. [...] Mais [...] l'Amérique, comme le berger avec son troupeau, nous conduit à la noyade et se noie avec nous.» (L'Amérique le champion de la démocratie depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale : De la guerre du Vietnam à celle contre la Syrie. Ils osent tout. - LVOG)

Considérant que «nous» avons déjà eu «des problèmes avec les États-Unis» par le passé et que l'élection de Donald Trump n'en est qu'un de plus, Dominique Moïsi explique que le divorce entre l'Europe et les États-Unis —et donc le changement de l'ordre mondial-, réside davantage dans la non-application de la ligne rouge de Barack Obama au sujet de l'emploi d'armes chimiques en Syrie.

Pourquoi? Parce que cette faiblesse occidentale aurait selon lui enterré les valeurs des Droits de l'homme et de la démocratie. L'ordre mondial créé par les États-Unis, «un empire relativement bénévolaire et bienveillant depuis 1945» n'existe donc plus et «nous» devons donc nous réinventer dans cette refondation du nouveau monde. Mais qui ça, nous? ("Un empire relativement bénévolaire et bienveillant depuis 1945", qui n'a cessé de guerroyer sur tous les continents en réalité. S'il peut tenir ce discours, c'est parce qu'il est en terrain conquis à l'Assemblée nationale. - LVOG)

«Pour nous Européens, pour nous Français donc, le plus important est de réaliser qu'au moment où les États-Unis s'éloignent de nous, la Russie et la Chine se rapprochent l'une de l'autre.»

La réponse est limpide. Pour faire face à l'entente russo-chinoise, les Français doivent sceller leur destin dans celui de l'Europe. Mais d'une Europe qui n'est pas celle du Brexit ou du populisme d'un Trump ou d'un Orban, mais bien celle de la démocratie et du mondialisme libéraux... prôné par la Trilatérale et le groupe de Bilderberg. Si Dominique Moïsi constate justement que les États-Unis ne sont plus le leader, il récuse l'idée d'un rapprochement avec Pékin ou Moscou, justement à cause de notre modèle et de notre mission:

«D'intégrer cette transformation du monde, lié à ce phénomène majeur qu'est l'évolution des États-Unis, sans être tenté par un renversement d'alliances tel qui pouvait s'en produire au XVIIIème siècle. Il serait absurde, comme le rêvent certains, de substituer à l'Amérique, la Chine ou la Russie. C'est une mauvaise idée.» (Il reprend à la virgule près la propagande de l'OTAN, des oligarques anglo-saxons va-t-en-guerre les plus extrémistes. – LVOG)

Il ajoute:

«Et c'est une idée qui ne mène nulle part. Nos intérêts et nos valeurs nous obligent dans la mesure du possible, non pas à nous substituer à l'Amérique, mais, en nous rapprochant les uns des autres, car nous en avons les moyens et les capacités, à reprendre le flambeau du modèle démocratique libéral classique.» (Celui des guerres impérialistes, coloniales, des coups d'Etat, etc. – LVOG)

Reprendre le flambeau! Mais pas forcément à la façon des États-Unis, cet empire qui a finalement beaucoup agi par décisions unilatérales, mais en restaurant la paix par le droit. Le concert des nations est une réalité aujourd'hui: avec le déclin des États-Unis, la réémergence de la Chine, la restauration de la Russie et la création de l'Europe. Et cet équilibre des puissances, selon Dominique Moïsi, ne peut être respecté que par l'instauration d'un nouveau droit international, un nouveau multilatéralisme — comme celui prôné par Emmanuel Macron — une version 2.0 des Nations unies. Mais pour cela, l'Europe doit être puissante.

«L'ère post-OTAN, oui! Mais cela rejoint la question sur l'Europe de la Défense. Elle est indispensable. [...] Il y a en Europe, deux pays et deux seuls, qui perçoivent l'Europe comme puissance et l'un de ces deux pays est en train de quitter l'UE: le Royaume-Uni. L'Allemagne évolue dans une direction positive, mais très lentement. Et donc en réalité, la France est très isolée aujourd'hui dans sa conception de l'Europe puissance. Et cet isolement risque de durer.»

Si, comme tous libéraux, surtout de l'Institut Montaigne, Dominique Moïsi considère qu'unis, les pays européens représenteraient une puissance économique de premier ordre, sur le plan militaire, sans être une chimère, cette perspective d'une Europe puissance est loin d'être réalisable. Outre le Royaume-Uni et son Brexit, les pays de l'Est préfèrent encore actuellement l'OTAN et ne veulent pas entendre parler d'une Europe de la Défense. Le constat étant celui-ci, l'europhobe convaincu revient donc sur un dessein national:

«Les États-Unis ont abandonné l'Amérique latine à la Chine. L'Europe a très largement abandonné l'Afrique à la Chine et nous avons conjointement abandonné le Moyen-Orient à la Russie. [...] Nous sommes partout sur le recul. À terme, cela n'est pas possible. Et donc je pense que pour nous Français, notre vraie priorité [...] c'est l'Afrique, suivie par le Moyen-Orient, suivie par l'Amérique latine.» (L'avenir, c'est le colonialisme en somme ! – LVOG)

Reprenant —si ce n'était son idée- le programme stratégique d'Emmanuel Macron sur la place de la France en Afrique, Dominique Moïsi continue le constat d'échec des dernières politiques de l'Élysée et du Quai d'Orsay face à leurs concurrents russes et chinois. L'Europe n'étant pas puissante militairement, c'est la France qui doit donc assurer son rayonnement à l'international.

Mais sans les États-Unis, qu'en est-il du positionnement de la France dans ce monde en mutation?

«Il y a une reconstruction du Moyen-Orient autour de deux alliances en pointillés: l'Iran, la Turquie et la Russie, et les États-Unis, l'Arabie saoudite et Israël. La France ne doit pas choisir entre l'Arabie saoudite et l'Iran. Elle doit garder une forme d'équilibre entre les deux. Elle ne doit pas non plus considérer que la question des valeurs est totalement derrière nous. Le réalisme nous conduit à comprendre que rien n'est possible aujourd'hui au Moyen-Orient sans la Russie.»

Le réalisme! Voilà un mot essentiel dans la géopolitique. Un réalisme à la De Gaulle par exemple? Si Dominique Moïsi souhaite que Paris adopte une position d'équilibre au Moyen-Orient- comme le fait Moscou par ailleurs- la Russie et les États-Unis devraient-ils être traités de la même façon par la France?

«Nous traitons différemment la Russie et les États-Unis et l'explication est simple. La guerre économique n'est pas la guerre. Les États-Unis nous menacent par [...], son imprévisibilité, son absence de vision, de clarté, de logique. Ils sont une menace considérable pour notre avenir. Mais ils ne nous menacent pas directement. Il n'y a pas d'armée américaine qui soit prête à

se déployer pour envahir l'Europe.» (Mais il y a l'armée américaine et de l'OTAN prêtent à envahir la Russie, tout est dans le non-dit ici. - LVOG)

Dominique Moïsi balaye d'un revers de main cette idée selon laquelle les États-Unis seraient une menace pour l'Europe. Sur l'aspect économique, si Donald Trump semble s'opposer au système du libéralisme absolu, sa politique pourrait aussi être analysée comme un énième moyen de pression. Sur le plan militaire, rappelons seulement que 70.000 militaires américains sont basés sur le continent. Et les Russes, qui n'ont pas de soldats en Europe, pourraient-ils nous envahir?

«Je ne crois pas d'ailleurs que cela soit l'intention russe. Je ne sombre pas dans ce travers, mais nous ne pouvons pas traiter de la même manière un pays qui de manière systématique cherche à nous affaiblir, à entrer dans nos processus électoraux, à intervenir de la manière la plus négative à la veille des élections présidentielles en France pour déstabiliser, si cela est possible, le favori français et les États-Unis.» (La fable pour justifier la différence de traitement entre la Russie et les États-Unis, c'est médiocre et usé comme argument. – LVOG)

Le deux poids deux mesures étant expliqué, Dominique Moïsi considère que si nous devons échanger avec la Russie, notamment au sujet du Moyen-Orient, si nous devons renforcer nos discussions avec la Chine, où nous avons un «retard considérable» par rapport à l'Allemagne, ces deux partenaires-concurrents devraient être analysés comme nos plus grandes menaces. Attention, «phrase un peu lourde et provocatrice»:

«Le terrorisme est une réalité de notre vie quotidienne qui va continuer. Mais l'arbre du djihadisme ne saurait cacher la forêt russe qui elle-même ne saurait cacher l'immensité de la forêt chinoise. En réalité, si nous devons hiérarchiser l'ordre des menaces, le terrorisme est le plus spectaculaire, mais à long terme ce n'est pas le plus fondamental, le plus sérieux.» sputniknews.com 14.09 ("Si nous devons hiérarchiser l'ordre des menaces", celle de ce spécimen de psychopathe l'emporte. - LVOG)

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- La CEDH condamne le Royaume-Uni, mais pas la surveillance de masse - Liberation.fr 14.09
- L'Assemblée nationale refuse (encore) d'inscrire l'interdiction du glyphosate dans la loi - Le HuffPost
- L'Assemblée vote l'interdiction des couverts et de contenants jetables en plastique - Le HuffPost
- Le gouvernement veut faire immatriculer les vélos - Le HuffPost

Ou comment créer artificiellement de nouveaux besoins...

Marquage ou immatriculation, travaux d'infrastructures, réaménagement des voiries, développement du double sens cyclable, aménagement de «sas vélos», locaux sécurisés pour stationner des vélos, locaux destinés au stationnement des vélos deviendra obligatoire dans les nouveaux immeubles de bureaux ou d'habitation...

- Novitchock : deux espions russes présumés arrêtés aux Pays-Bas - AFP 14 septembre 2018

Deux espions russes présumés, soupçonnés d'avoir voulu pirater un laboratoire suisse associé à l'enquête Skripal, ont été arrêtés aux Pays-Bas et renvoyés en Russie au printemps, ont rapporté vendredi les médias et des sources officielles. AFP 14 septembre 2018

J'ai lu quelque part que la Russie soupçonnait les Britanniques de vouloir falsifier leur rapport sur l'affaire Skripal, apparemment ils ont voulu le vérifier par eux-mêmes. A suivre.

- Malgré l'ouragan, une prison de Caroline du Sud refuse d'évacuer ces 650 prisonniers - Slate.fr 14 septembre 2018

Alors que le gouverneur a ordonné à la population de fuir les zones à risque, un établissement pénitentiaire oblige détenus et surveillants à rester sur place. Slate.fr 14 septembre 2018

- Gaza: deux Palestiniens, dont un enfant, tués par des tirs israéliens - AFP 14 septembre 2018

Deux Palestiniens, dont un enfant de 12 ans, ont été tués vendredi par des tirs de soldats israéliens lors de manifestations et de heurts dans la bande de Gaza le long de la frontière avec Israël, a indiqué le ministère gazaoui de la Santé. AFP 14 septembre 2018

- Le conflit afghan pourrait être le plus meurtrier de 2018 - LeFigaro.fr 14 septembre 2018

Enlisé dans un double conflit avec l'État islamique et les talibans, l'Afghanistan déplore déjà près de 20.000 morts pour cette année. LeFigaro.fr 14 septembre 2018

- Peut-on encore critiquer l'Arabie saoudite ? - LePoint.fr 14 septembre 2018

Le royaume ne laisse plus aucun pays occidental dénoncer ses violations des droits de l'homme sous peine de les frapper au portefeuille. LePoint.fr 14 septembre 2018

Tiens, cela confirme ce que vous avez lu plus haut...

- L'armée très présente dans l'élection au Brésil - AFP 14 septembre 2018

- Hongrie : Guy Verhofstadt appelle les Etats-Unis à agir contre Viktor Orban Atlantico.fr - 15 septembre 2018

L'ancien Premier ministre belge, président du groupe des libéraux au Parlement européen, a publié une tribune sur le site de CNN où il appelle les Etats-Unis à se joindre aux Européens pour "stopper" Orban "immédiatement". Atlantico.fr 15 septembre 2018

- Répression des Ouïgours : les Etats-Unis montrent les dents à la Chine sur la question des droits de l'Homme - Atlantico.fr 15.09

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

- Démission de l'amiral McRaven, ex assassin-en-chef du Pentagone - Réseau Voltaire 14 septembre 2018

L'amiral William H. McRaven a présenté au secrétaire à la Défense sa démission du Conseil consultatif de l'innovation.

Ce conseil avait été créé en 1996 par le secrétaire à la Défense, Ash Carter, afin de tirer le meilleur parti des industries innovantes de la Silicon Valley. Il réunit des personnalités de l'Internet et des militaires de haut rang.

L'amiral McRaven est entré en opposition frontale avec le président Trump lors du retrait par ce dernier de l'habilitation Secret-Défense de l'ancien directeur de la CIA, John Brennan. Il avait alors publié une tribune libre pour demander par solidarité le retrait de sa propre habilitation. Ce texte avait été publié par le Washington Post [1] le jour même où d'anciens hauts responsables du Renseignement publiaient également un texte de soutien à Brennan [2].

Après la publication d'une tribune libre anonyme anti-Trump dans le New York Times [3], cette fois attribuée à un haut fonctionnaire de la Maison-Blanche, McRaven a été prié de présenter sa démission du Conseil où il siégeait.

L'amiral McRaven est devenu célèbre en conduisant l'opération Trident de Neptune (Neptune's Spear). Il aurait assassiné Oussama Ben Laden dans sa demeure d'Abbottabad, au Pakistan. Cette opération mise en scène par le président Barack Obama, a été vivement contestée par le Pakistan. D'abord parce qu'elle a été accomplie en violation de sa souveraineté et ensuite parce qu'Oussama Ben Laden ne résidait pas à Abbottabad, mais est mort en Afghanistan en décembre 2011. L'amiral McRaven a alors dirigé les Forces spéciales (US SoCom). À ce titre, il a été auditionné par le Congrès et a fièrement révélé pratiquer des assassinats politiques dans 78 pays dans le monde. Le président Obama avait chargé McRaven de constituer un réseau avec les Forces spéciales alliées de manière à pouvoir assassiner n'importe qui, n'importe où dans le monde, en moins de 48 heures [4].

John O. Brennan a mené une longue carrière à la CIA jusqu'à en devenir directeur (2013-17). Il a développé considérablement le programme d'assassinat par drones de l'Agence. Dans ce cadre, il a travaillé étroitement avec l'amiral McRaven. Il est par contre entré en conflit avec le général Michael T. Flynn du Renseignement militaire. Devenu le premier conseiller de Sécurité nationale du président Trump, Flynn a immédiatement fait révoquer Brennan et a tenté de réorganiser la CIA autour de ses missions de Renseignement humain et non plus de liquidation de ses ennemis. Brennan a alors mené le combat politique contre Flynn et Trump les accusant d'être des agents russes. Son accréditation Secret-Défense a été révoquée le 15 août 2018. Réseau Voltaire 14 septembre 2018

Notes.

[1] « Revoke my security clearance, too, Mr. President », by William H. McRaven, Washington Post (United States) , Voltaire Network, 16 August 2018.

[2] "Statement from former senior intelligence officials", Voltaire Network, 16 August 2018.

[3] "I Am Part of the Resistance Inside the Trump Administration", New York Times (United States) , Voltaire Network, 5 September 2018.

[4] « La globalisation des Forces spéciales », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, Il Manifesto (Italie) , Réseau Voltaire, 13 mai 2014.

Syrie

- Washington, Paris et Londres crient à une attaque chimique en Syrie: quid des preuves? - sputniknews.com 14.09

Les États-Unis, la France et le Royaume-Uni n'ont présenté aucune preuve de l'intention du gouvernement syrien d'utiliser des armes chimiques, a déclaré vendredi le chef de la diplomatie russe. Selon lui, les accusations des pays occidentaux poussent les radicaux à mettre en scène une nouvelle provocation.

Il n'y a aucune preuve de la préparation par Damas d'une attaque chimique, a déclaré ce vendredi le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, lors de la réunion du Forum russo-allemand.

«Ils [les pays occidentaux, ndlr] ne nous présentent aucun fait prouvant que le gouvernement [syrien, ndlr] se prépare à une telle chose. Dans le même temps, les données concernant le nombre de bidons de chlore livrés [à Idlib, ndlr] rendues régulièrement publiques par les militaires russes sont négligées», a-t-il précisé. sputniknews.com 14.09

En complément

Idlib, plus grande base-arrières de djihadistes d'Al-Qaïda dans le monde - Atlantico.fr

Voilà ce que "la communauté internationale" ou les puissances occidentales appellent à défendre...

Irak

- Irak: le bloc proche de l'Iran emporte la bataille du Parlement - AFP 15 septembre 2018

Le Parlement irakien a élu samedi à sa direction les candidats soutenus par le bloc proche de l'Iran, préfigurant la formation du prochain gouvernement par les anciens combattants anti-jihadistes proches de Téhéran et le populiste chiite Moqtada Sadr.

Neuf mois après l'annonce de la "victoire" sur le groupe jihadiste État islamique (EI) et sur fond de crise sociale et sanitaire, ces élections constituent le premier pas vers un nouveau cabinet après une paralysie politique de plus de quatre mois.

Les députés élus en mai ont porté à la présidence de la chambre le sunnite Mohammed al-Halboussi, soutenu par le bloc pro-Iran, dominée par l'Alliance de la Conquête de Hadi al-Ameri.

Ils lui ont choisi comme premier adjoint Hassan Karim, l'ancien maire d'arrondissement de Sadr City, bastion de Moqtada Sadr à Bagdad.

L'émissaire iranien "Qassem Soleimani a réussi à unifier les forces chiites et à obtenir des postes aux sunnites qui l'ont suivi", affirme à l'AFP le politologue irakien Hicham al-Hachémi.

De son côté l'émissaire américain Brett McGurk a "échoué à diviser les chiites, n'est pas parvenu à tenir ses promesses de postes aux sunnites qui s'étaient ralliés aux Etats-Unis et n'a pas été en mesure de faire peur aux sunnites qui ont choisi le camp iranien", poursuit M. Hachémi.

"L'Irak a déjà marqué deux points, tandis que les Etats-Unis en ont perdu trois", résume-t-il.

M. Halboussi --élu à 37 ans plus jeune président du Parlement en Irak-- a obtenu 169 voix sur 298 votes exprimés, tandis que l'ex-ministre de la Défense Khaled al-Obeïdi, candidat du Premier ministre sortant Haider al-Abadi, n'en a récolté que 89.

M. Abadi était un temps pressenti pour conserver son poste après son alliance avec Moqtada Sadr, vainqueur des législatives sur un programme anti-corruption commun avec les communistes.

Mais son grand allié l'a lâché le 8 septembre à l'issue de quatre jours de manifestations meurtrières à Bassora, ville pétrolière du sud en proie à une crise sanitaire sans précédent. Et M. Abadi a jeté l'éponge cette semaine.

Ce sont désormais ses deux rivaux, arrivés devant lui aux législatives, qui désigneront son successeur après s'être dit "sur la même longueur d'ondes" pour former le futur gouvernement.

Dans le système irakien d'élection à la proportionnelle, calibré pour éviter tout retour à la dictature après Saddam Hussein, les listes de députés doivent se regrouper en coalitions.

Le bloc qui compte le plus de députés désigne le Premier ministre, qui exerce véritablement le pouvoir exécutif.

Ce choix semble donc aujourd'hui entre les mains de MM. Ameri et Sadr, qui ont rallié autour d'eux des forces sunnites et kurdes.

Car dans un système qui réserve traditionnellement le poste de président du Parlement à un sunnite, de président de la République à un Kurde et de Premier ministre à un chiite, les tractations portent sur un accord englobant les trois postes.

- "Technocrates" -

Le futur président de la République sera élu par le Parlement dans les trente jours qui suivent. C'est lui qui chargera officiellement la plus large coalition de former le gouvernement.

En 2014, alors que l'EI venait de s'emparer de près d'un tiers de l'Irak face à des forces armées en pleine débandade, M. Abadi, peu connu du grand public, avait été choisi comme le candidat du consensus, à même de satisfaire l'Iran et les Etats-Unis, les deux puissances agissantes en Irak, actuellement à couteaux tirés.

Pour les experts, un tel scénario pourrait tout à fait se reproduire cette année, alors que le chef spirituel de la majorité des chiites d'Irak, le grand ayatollah Ali Sistani, a déjà dit refuser un politicien ayant été au pouvoir par le passé.

Moqtada Sadr, lui, pousse pour un Premier ministre "indépendant" et un gouvernement de "technocrates", tandis que M. Ameri, lui-même chef d'un puissant groupe armé soutenu par l'Iran et dénoncé par Washington, a déjà annoncé qu'il ne serait pas candidat au poste de chef du gouvernement.

M. Halboussi était jusqu'à son élection au Parlement le 12 mai sur une liste sunnite locale, le gouverneur de la province d'Anbar, dans l'ouest désertique.

Devant les 298 députés --sur 329-- présents lors du vote, il a plaidé pour "de réelles réformes", évoquant notamment Bassora, théâtre la semaine dernière de manifestations meurtrières réclamant des services publics et la fin de la corruption. AFP 15 septembre 2018

A lire dans la causerie du 10 septembre : L'Iraq à la croisée des chemins - Réseau Voltaire 9 septembre 2018

Venezuela

- Venezuela: le secrétaire général de l'OEA n'exclut pas une "intervention militaire" - AFP 15 septembre 2018

Le secrétaire général de l'OEA, Luis Almagro, a déclaré vendredi qu'il ne fallait pas exclure "une intervention militaire" au Venezuela pour "renverser" le gouvernement de Nicolas Maduro, responsable de la grave crise économique, humanitaire et migratoire que traverse le pays.

"En ce qui concerne une intervention militaire visant à renverser le régime de Nicolas Maduro, je pense que nous ne devons exclure aucune option", a déclaré M. Almagro lors d'une conférence de presse dans la ville colombienne de Cúcuta, principal point d'entrée des Vénézuéliens en Colombie, près de la frontière avec le Venezuela.

Le dirigeant de l'Organisation des Etats d'Amérique (OEA), que le président Maduro accuse d'"ingérence", a soutenu sa déclaration en faisant état de "violations des droits de l'homme" et de "crimes contre l'humanité" commis selon lui par le gouvernement vénézuélien contre son peuple.

"Devant la souffrance des gens, devant l'exode (de la population) qu'il (le gouvernement vénézuélien), a provoqué, des actions diplomatiques doivent tout d'abord être menées, mais nous ne devons exclure aucune (autre) action", a-t-il déclaré.

Il a affirmé que le pouvoir vénézuélien utilisait "la misère, la faim, le manque de médicaments et des instruments répressifs pour imposer sa volonté politique au peuple".

Jeudi, M. Almagro avait estimé que la crise déclenchée par l'émigration massive des Vénézuéliens pouvait se résoudre par un gouvernement démocratique.

"La crise migratoire vénézuélienne se résout par la démocratie dans le pays", a déclaré M. Almagro lors d'une visite à Carthagène des Indes, en Colombie, où il s'est entretenu avec le président Ivan Duque.

"C'est une nécessité très claire, sinon le régime va continuer à nous mentir, va continuer à nous dire qu'il n'y a pas de crise, pas de pénuries, que le problème n'a pas de dimensions humanitaires", a-t-il ajouté.

"La crise migratoire vénézuélienne est absolument immorale car elle démontre l'indolence d'un gouvernement (...) à l'heure de traiter les problèmes, les besoins de son peuple", a-t-il souligné.

M. Almagro a mis en cause le "régime" de Nicolas Maduro, qu'il a qualifié de "dictatorial", notamment pour son refus de reconnaître l'exode massif de la population, en raison de la crise du pays.

"Tenter de soutenir ce mensonge (...) est définitivement un acte immoral", a estimé le secrétaire général de l'OEA.

Il a salué l'accueil réservé aux migrants vénézuéliens en Colombie, qui a reçu plus d'un million de personnes, dont plus de 820.000 ont été régularisées.

Onze pays d'Amérique latine, réunis pour la première fois la semaine dernière sur la crise des migrants vénézuéliens, ont appelé Caracas à accepter l'aide humanitaire pour endiguer cet afflux qui déstabilise les capacités d'accueil de la région. AFP 15 septembre 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Bangladesh

- Bangladesh: les ouvriers du textile dénoncent le salaire minimum - AFP 15 septembre 2018

Les syndicats bangladais manifestent pour dénoncer le salaire minimum "inhumain" de 95 dollars par mois fixé par le gouvernement pour les quatre millions de travailleurs de l'habillement du pays. AFP 15 septembre 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 19 septembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Il pleut depuis quelques jours, comme c'est si rare ou c'est l'époque de la mousson, on n'ose pas se plaindre. En revanche, on n'est pas vraiment organisé en conséquence, ce qui se traduit par bien des désagréments dont certains qu'il faut ensuite gérer en urgence, d'où cette brève causerie.

Nier la réalité ou se réfugier dans le déni n'a jamais fait avancer notre cause, flatter l'ignorance des travailleurs ou des militants non plus, cela sert juste à donner l'illusion qu'on partage les mêmes idées ou valeurs, alors qu'en fait ce n'est pas le cas. Il ne faut pas être très exigeant ou rigoureux pour s'en contenter.

Ici on dénonce et on combat cette illusion suicidaire, parce qu'elle constitue notamment le principal obstacle qui entrave notre combat politique..

On va peut-être nous répliquer que le premier sujet qu'on aborde ci-dessous dans cette causerie n'intéresse pas les travailleurs, qu'il ne concerne qu'une minorité, nous répondrons comme votre littérature ou votre engagement marginal.

Cet argument est d'autant plus foireux qu'il n'est jamais suivi d'effets. Je veux dire par là que des travailleurs peuvent participer à la lutte de classes, mais cela ne se traduit pas par une modification de leur état d'esprit, parce qu'ils n'en tirent aucun enseignement ; dans le cas contraire cela se saurait depuis belle lurette et nous n'en serions certainement pas rendu là. Nos contradicteurs refusent de l'admettre (encore un déni) alors que c'est l'évidence même.

Des millions de travailleurs ou militants ont participé à toutes sortes d'action depuis un demi-siècle et ils n'ont jamais progressé. Vous croyez que nos dirigeants se demanderaient pourquoi, pensez-vous, cette question ne leur effleure même pas l'esprit. A quoi pensent-ils alors ? Demandez-leur, moi j'y ai renoncé, il n'y a rien à en tirer.

Personnellement, je n'essaie pas de convaincre qui que ce soit de quoi ce soit, je ne fais pas de prosélytisme, je n'ai aucune ambition personnelle et je n'ai rien à vendre, aucun appareil à défendre, aucun statut à protéger, et je n'ai de compte à rendre à personne puisque j'ignore qui sont mes lecteurs, hormis ma conscience qui me commande de me conduire dans la vie conformément à mes idées ou mon idéal.

J'ai cru un moment qu'on pourrait peut-être développer quelque chose à partir de ce portail, en fait je n'en ai jamais été convaincu du fait que nos contemporains sont devenus hyper susceptibles, pour être soumis à une propagande hystérique permanente qui a exacerbé leur émotivité au point de ne plus être en mesure de penser librement ou de se l'interdire, on ne sait jamais où cela pourrait les mener... En attendant on peut observer où cela nous a mené.

Et quant à ceux qui estiment que la liberté de pensée n'a jamais été aussi grande, on leur répondra qu'elle ne fait qu'illustrer à quel point leur mode de pensée et de vie est médiocre, et qu'ils en soient fiers est finalement dans l'ordre des choses notez bien.

Après que mes lecteurs eurent rejeté toutes les propositions que je leur avais faites, je les invite juste à nous élever un peu au-dessus de cette médiocrité histoire de ne pas rompre avec notre idéal ou d'en être digne, ce n'est pas grand chose j'en conviens, mais tant à la fois !

Quand on devient vieux, on ne peut pas se résigner à finir nos jours dans une société aussi détestable. On doit mettre les forces qu'il nous reste au service de notre classe pour l'aider à se dresser contre la tyrannie et la renverser, sinon cela signifierait que notre existence n'aurait eu aucun sens, et finir nos jours dans de pareilles circonstances serait le pire des cauchemars qu'on ne souhaitera à personne. Ayez au moins la bonté de respecter notre dernière volonté si vous n'en partagez pas le contenu, merci à vous.

● Causerie au format pdf (13 pages)

[Totalitarisme. Une officine de Big Brother démasquée.](#)

- #DisinfoGate : Synthèse générale - Les Crises 17.09

Résumé général

- 1) "l'ONG" belge EU DisinfoLab – à l'origine de l'étude sur le « gonflage numérique » de l'affaire Benalla par « l'écosystème russophile » – n'est en fait qu'un paravent d'une nébuleuse de sociétés commerciales, dont le cœur est SAPER VEDERE, une agence de communication spécialisée sur l'accompagnement en cas de crise médiatique. Ces deux structures ont les 3 mêmes fondateurs, dont parmi eux le consultant Nicolas Vanderbiest, actionnaire à 40 % de Saper Vedere.
- 2) Les fondateurs entretiennent régulièrement une confusion entre leurs nombreuses casquettes. Lorsque Nicolas Vanderbiest parle, est-ce le chercheur, le blogueur, le cofondateur de l'association sans but lucratif DisinfoLab, le consultant auto-entrepreneur, l'actionnaire presque majoritaire de Saper Vedere, le partenaire de Visibrain ? Mystère...
- 3) De façon très étonnante, cette micro-association a rapidement été soutenue financièrement par Twitter, ainsi que par de puissants partenaires, tels l'Atlantic Council ou la Fondation Open Society de George Soros.
- 4) Lors de la présidentielle 2017, Nicolas Vanderbiest a été extrêmement actif, et s'est éloigné de la nécessaire neutralité scientifique propre à son statut de chercheur, au détriment de certains candidats (Le Pen, Fillon...).
- 5) La confusion entre les différentes casquettes des fondateurs a fini par entraîner un mélange des rôles entre les structures ainsi que de profonds conflits d'intérêts.

6) La plupart des partenaires de Disinfo ont une attitude envers la Russie qui les ferait certainement qualifier de "complotistes", si un autre pays était la cible de leur obsession.

7) Disinfo a œuvré afin de lancer une polémique autour du rôle de la supposée "russosphère" sur Twitter, sans succès avant le Premier tour de la Présidentielle 2017, mais avec succès au cours de l'affaire Benalla. Et on comprend vraiment mal pourquoi Disinfo a choisi de s'intéresser à cette affaire...

8) Enfin et surtout, deux membres de la Galaxie SaperVedere/Disinfo sont également des membres clés de la Team Macron, et ont œuvré à la communication de Macron durant la Présidentielle. Par ailleurs, Aurore Bergé députée LREM, et Pierre Le Texier responsable du pôle e-influence chez En Marche, s'avèrent étonnements proches de Nicolas Vanderbiest, et ont ardemment soutenu le DisinfoLab au cours de la polémique. Les Crises 17.09

LVOG - EU Disinfo Lab figure à la page 144 du rapport des ministères des Affaires étrangères et des Armées intitulé *Les manipulations de l'information* : À Bruxelles, le EU Disinfo Lab produit également des analyses remarquées.

EU Disinfo Lab figure en compagnie de Digital Forensic Research Lab (DFRLab), une structure de l'Atlantic Council, ythink tank néoconservateur, Bellingcat, dont le fondateur Eliot Higgins a rejoint le Digital Forensic Research Lab du Atlantic Council en 2016 (Wikipédia.org), financé par la plateforme de financement participatif Kickstarter basée à New York, dont on ignore le nom des généreux mécènes, elle brasse déjà 1,9 milliard de dollars, et Securing Democracy (ASD), une officine travaillant sur la base des informations fournies par la CIA, le FBI et le NSA (Source : Wikipédia.org), dont les travaux sont dirigés par d'ex-membres du département d'Etat (Laura Rosenberger, Michael Chertoff, Mike McFaul) ou des hauts fonctionnaires (Jamie Fly) de l'administration Bush ou Obama, bref, une autre antenne des services de renseignements américains.

Lu dans le rapport des ministères des Affaires étrangères et des Armées intitulé ***Les manipulations de l'information***.

- Décrédibiliser la désinformation grâce aux sources ouvertes (page 145)

Un exemple de la puissance du journalisme collaboratif en est la brillante enquête du New York Times – menée notamment avec le groupe d'investigation Bellingcat – qui prouve la responsabilité du régime el-Assad dans l'attaque chimique de Douma.

LVOG - Alors que chacun sait que cette attaque n'a jamais eu lieu !

Ce qui est intéressant ou ce qu'il faut retenir, ce sont les liens qui existent entre toutes ces officines, les médias, l'armée, les services de renseignements, les oligarques, les gouvernements. En fait un véritable complot contre tous les peuples pour les empêcher de prendre conscience de ce qui se trame dans leur dos et ainsi pouvoir continuer de les asservir.

Le rôle que joue tous ces acteurs est inavouable, démasquer leur collusion, les neutraliser, anéantir leur capacité de nuisance, leur ôter tout pouvoir devrait être notre objectif politique.

[Le capitalisme, comment cela fonctionne-t-il ?](#)

Contrairement aux idées reçues ce ne sont pas les hommes particulièrement avides de richesses et de pouvoir qui l'ont adopté qui en décident. Non, ce système économique fonctionne selon les lois de la dialectique ou de la logique qui concourent à l'évolution ou la transformation de la matière, disons pour simplifier, des lois qui se résument à des rapports de cause à effet. Et comme elles présentent la singularité de ne pas apparaître telles quelles au premier abord, elles font l'objet d'une mystification qui tend à faire croire qu'elles seraient la panacée ou qu'elles seraient éternelles, alors qu'en réalité elles correspondent uniquement à une période donnée, au stade déterminé auquel est parvenu le développement des forces productives.

Maintenant toute chose étant périssable un jour ou plutôt, aucun rapport aussi stable soit-il (en apparence seulement) ne pouvant demeurer en l'état indéfiniment, il arrive forcément un moment où ce rapport se désagrège d'une manière ou d'une autre, ou la limite de son existence est atteinte, soit en régressant à un état antérieur pouvant aller jusqu'à la putréfaction, de sorte que ces éléments constitutifs seront rendus méconnaissables pour être retournés à l'état primaire, soit en donnant naissance à un rapport supérieur qui permettra à ces éléments constitutifs d'évoluer encore, dès lors que les conditions qui président à leur développement auront été modifiées ou favorisées, de manière à ce que cette nouvelle progression puisse se réaliser.

Ce qu'il faut comprendre ici, c'est que dans un système, un cadre, un rapport, un mode production donné, tout ne peut pas se produire. Il faut donc recourir à un élément extérieur pour réunir les conditions qui permettront le changement souhaité ou recherché, pour être plus précis, il faut parvenir à agir sur le rapport qui existe entre les éléments déterminants qui sont présents au sein de ce système ou cadre, de manière à le faire éclater et qu'il donne naissance à un rapport supérieur, puisque tel est notre objectif, permettre à la civilisation humaine de progresser à nouveau en se libérant du joug de l'exploitation de l'homme

par l'homme.

De la même manière que ce n'est pas la volonté du capitaliste qui serait à l'origine des lois de fonctionnement du système économique en vigueur, il ne suffit pas de le savoir ou d'en prendre conscience pour que le rapport qui existe entre les classes s'en trouve modifié, inversé, renversé, non, il faut agir, se rassembler, s'unir, s'organiser, construire un parti, s'emparer du pouvoir politique, afin de neutraliser l'élément nuisible qui au sein de ce rapport incarne ou conduit à la décomposition, à la putréfaction de la société, la classe des capitalistes, en commençant par son sommet, l'oligarchie parce que son pouvoir coïncide avec l'instauration d'une société totalitaire.

Eh non, l'esclavage salarial n'est pas une fatalité !

K . Marx - Mais toutes les méthodes qui aident à la production de la plus-value favorisent également l'accumulation, et toute extension de celle-ci appelle à son tour celles-là. Il en résulte que, quel que soit le taux des salaires, haut ou bas, la condition du travailleur doit empirer à mesure que le capital s'accumule.

Enfin la loi, qui toujours équilibre le progrès de l'accumulation et celui de la surpopulation relative, rive le travailleur au capital plus solidement que les coins de Vulcain ne rivaient Prométhée à son rocher. C'est cette loi qui établit une corrélation fatale entre l'accumulation du capital et l'accumulation de la misère, de telle sorte qu'accumulation de richesse à un pôle, c'est égale accumulation de pauvreté, de souffrance, d'ignorance, d'abrutissement, de dégradation morale, d'esclavage, au pôle opposé, du côté de la classe qui produit le capital même. K . Marx : Le Capital (Livre I - Section VII)

En macronie

- Les sénateurs LREM boycotteront l'audition de Benalla - L'Express.fr 18.09

- Fan de Giscard, ex-journaliste et "dandy"... Cinq choses à savoir sur Gilles Le Gendre, le nouveau patron des députés LREM - Franceinfo 19.09

Voilà qui devrait les inspirer.

- Sodomie, sex-toy et pratiques sexuelles... cette BD répond aux questions avec humour - Le HuffPost 19.09

L'obsession, la perversité, la dépravation sexuelle, voilà à quoi ils veulent conduire nos enfants ou petits enfants ces frustrés ou détraqués.

La question que chacun devrait se poser : Pourquoi tiennent-ils tant à ce que nos enfants se fassent sodomiser, pratiquent l'homosexualité, deviennent des obsédés sexuels ?

Pour qu'ensuite ils se détestent, ils se dégoûtent d'eux-mêmes, pour les rabaisser, les culpabiliser, en faire des êtres inférieurs, faibles, vulnérables, de sorte qu'ils ne parviennent jamais à avoir confiance en eux-mêmes et donc en personne, ainsi ils seront manipulables à merci...

En complément.

- Éducation nationale: 1800 postes supprimés en 2019 - L'Express.fr 17.09

Ces suppressions de poste concerneront le second degré -collèges et lycées- ainsi que les services administratifs. L'Express.fr 17.09

Envoyez chier tous ceux qui ne vous écoutent pas !

Entendu à la Fête de l'Humanité.

AFP - Quel communisme prôner aujourd'hui, à qui et comment le parti doit-il s'adresser ?

"Vous faites lire ça à des jeunes des milieux populaires, ils vont vous envoyer chier, c'est incompréhensible!", peste lors d'un débat une vieille militante. AFP16 septembre 2018

C'est incompréhensible pour tout le monde, et cela ne concerne pas uniquement le PCF. De toutes manières ils s'en foutent, ils ne s'adressent pas aux travailleurs, ils ne s'adressent qu'à des militants ou l'élite intellectuelle.

Personnellement, je partage les conditions et l'état d'esprit d'un travailleur inorganisé, et bien je peux vous dire que je trouve insipide leurs littératures, je ne parle pas des revues théoriques évidemment. A ma connaissance depuis plus de 70 ans, il en a toujours été ainsi tous courants du mouvement ouvrier confondus.

Ils écrivent pour leurs adhérents, pas pour les travailleurs tous statuts confondus qui sont davantage habitués au langage plus fluide ou accessible de la presse. Ils se comprennent entre eux, et encore ! Leurs articles ne sont pas conçus pour vous informer ou pour vous permettre de réfléchir librement, pour que vous progressiez, ils s'en foutent, ils sont uniquement rédigés pour placer leur propagande, leur camelote.

Quand on les écoute, on s'aperçoit qu'ils ont tous le même comportement, ils sont tous formatés sur le même modèle. On a l'impression qu'ils ont subi un lavage de cerveau ou qu'ils ont adhéré à une secte, ils vivent hors sol, dans une bulle, dans un autre monde que le nôtre. Ils ne pensent pas, c'est le parti qui pense à leur place, autrefois j'en ai fait l'expérience pendant trois ans, et ce n'est que bien plus tard que je m'en suis rendu compte.

J'étais devenu tellement cinglé, qu'un jour un de mes meilleurs potes, et sa copine que j'avais fréquentée pendant des années, lui était technicien au CEA et elle secrétaire au ministère de la Défense, m'ont carrément foutu à la porte de chez eux, en me disant que j'étais devenu impossible et qu'ils ne voulaient plus me voir, je ne parlais plus que de politique... J'étais devenu méconnaissable. Je ne les ai jamais revus.

J'allais oublier de préciser que ce sont eux et le frère de Chantal qui m'ont initié à Informations ouvrières (POI) en 1976, ils l'achetaient de temps en temps le dimanche matin sur le marché de Suresnes, mais contrairement à moi qui présentais déjà les signes avant-coureurs et inquiétant de l'activisme forcené que j'allais devenir en rejoignant l'OCI, les discussions qu'ils eurent avec ces militants les détournèrent pour toujours du militantisme et même de la politique. Et le pire ou le plus navrant de cette histoire, c'est qu'à l'époque on partageait les mêmes positions, quel gâchis !

Hélas, "même avec 2%" le cadavre du stalinisme bouge encore !

- A la Fête de l'Humanité, les militants viennent se convaincre que le "PCF n'est pas mort" - AFP 17.09

"La Fête de l'Humanité prouve que même avec 2%, le PCF n'est pas mort"... AFP 17.09

Non, la lutte contre le stalinisme et la social-démocratie ne doit pas faiblir ou disparaître aussi longtemps que le régime existera et même après. Pensez qu'ailleurs qu'en France ils sont encore très présents et nuisibles.

[La gauche, c'est avant tout les affaires.](#)

- Selon Paris Match, l'ancien Premier ministre Manuel Valls file le parfait amour avec Susana Gallardo. - gala.fr 29 août 2018

Cette femme de 53 ans est loin d'être inconnue dans son pays. Susana Gallardo est « une figure de la haute bourgeoisie catalane », écrivent nos confrères. Et pour cause, elle est l'héritière des laboratoires pharmaceutiques Almirall. Celle qui a suivi ses études dans la fameuse université d'Oxford en Angleterre est une redoutable femme d'affaires, qui « a tracé sa voie dans le milieu des affaires et de la finance ». Philanthrope et membre du conseil d'administration de l'Université nationale de Catalogne, elle est également connue pour son précédent mariage.

Pendant près de 30 ans, Susana Gallardo a été mariée à Alberto Palatchi. Il s'agit de la 26e fortune d'Espagne et patron de la société Pronovias, spécialisée dans les robes de mariée. Une union qui « a fait d'elle une des femmes les plus influentes du pays », racontent nos confrères.

Et cette idylle pourrait bien poser quelques problèmes à l'opposition comme le soulignent nos confrères de L'Express : « La gauche barcelonaise reproche à Valls d'être soutenu par la droite libérale et pointe les réseaux de sa nouvelle compagne, Susana Gallardo, peut-on lire. gala.fr 29 août et 17 septembre 2018

[Macron : Le rejet ! Dehors !](#)

- Comment expliquer la fin de l'état de grâce d'Emmanuel Macron - Franceinfo 18.09

Après quinze mois de mandat, seuls 19% des Français estiment que le bilan du chef de l'Etat est positif, selon un sondage Kantar Sofres Onepoint pour RTL, publié lundi. Franceinfo 18.09

Au fait, monsieur Macron, quand vous traverserez, faites attention...

Ils osent tout

- Utiliser des pailles en verre, quelle bonne idée ! - LePoint.fr
- Assurance chômage: Berger craint "un piège" du gouvernement - AFP
- Mattis en Macédoine pour contrer "l'influence" russe sur le référendum - AFP
- Macédoine: Défilé à Skopje en faveur de l'adhésion à l'UE et à l'Otan - Reuters
- Un millier de Hongrois défilent contre Orban à Budapest - Reuters
- Un millier de Hongrois ont manifesté dimanche contre le Premier ministre Viktor Orban lors d'un rassemblement pro-européen organisé par des partis de gauche.
- Syrie: médecins et infirmiers manifestent à Idleb contre une offensive - AFP

Plus de 300 médecins et infirmiers ont manifesté dimanche en Syrie dans la province d'Idleb, s'inquiétant d'une possible offensive du régime de Bachar al-Assad et appelant la communauté internationale à les protéger, a constaté un correspondant de l'AFP.

- Nouvelle manifestation contre la réforme des retraites en Russie - Reuters
Quelque 500 personnes ont manifesté à nouveau dimanche à Saint-Petersbourg contre le projet de relèvement de l'âge de la retraite, une semaine après l'interpellation de centaines de protestataires à travers la Russie.
- L'Allemagne inquiète pour la santé de l'opposant russe Verzilov - Reuters

Comment Trump sert les intérêts du premier cercle de l'oligarchie.

- Jamie Dimon (JPMorgan) regrette ses propos sur Donald Trump - Reuters 16 septembre 2018

Le patron de JPMorgan a aussi jugé que les politiques mises en oeuvre par Donald Trump étaient favorables à l'économie américaine.

"Il faut lui en faire crédit", a dit Jamie Dimon en référence aux baisses d'impôts et à la politique de dérégulation appliquées aux Etats-Unis. "Cela a aidé l'économie. C'est impossible de dire dans quelle mesure." Reuters 16 septembre 2018

- John Kerry a voulu tacler Donald Trump, mais il aurait dû s'y prendre autrement - Le HuffPost 18.09

Se moquer du président, d'accord, mais n'importe comment, non. Le HuffPost 18.09

- 200 milliards de dollars de produits chinois frappés à leur tour par Washington - AFP 18 septembre 2018

Donald Trump agitait la menace depuis des semaines. Il a fini par la mettre à exécution: 200 milliards de dollars d'importations chinoises supplémentaires vont être taxés à 10% pour punir la Chine de ne pas corriger ses pratiques commerciales jugées "déloyales".

"Les tarifs douaniers prendront effet le 24 septembre et s'élèveront à hauteur de 10% jusqu'à la fin de l'année. Le 1er janvier, les taxes douanières seront portées à 25%", a-t-il expliqué dans un communiqué transmis par la Maison Blanche.

Pékin ne devrait pas manquer de riposter dans la foulée.

"Si la Chine venait à prendre des mesures de représailles contre nos agriculteurs ou autres industries, nous mettrions en oeuvre immédiatement la phase 3, à savoir des tarifs douaniers sur quelque 267 milliards de dollars d'importations supplémentaires", a d'ores et déjà prévenu le président américain.

Si ce montant de marchandises était à son tour surtaxé, ce serait la totalité des importations chinoises qui seraient frappées de mesures protectionnistes américaines.

Donald Trump exige de Pékin qu'il réduise de 200 milliards le déficit commercial américain en ouvrant davantage son marché aux produits américains.

Outre les tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium de respectivement 25% et 10% imposés au nom de la protection de la sécurité nationale, Washington a taxé à hauteur de 25% quelque 50 milliards de dollars de produits chinois pour compenser cette fois le "vol" de la propriété intellectuelle.

L'administration Trump déplore qu'en contrepartie d'un accès au marché chinois, les entreprises américaines sont contraintes de partager avec des partenaires locaux une partie de leur savoir-faire technologique.

Pour faire changer cette pratique, Donald Trump avait déjà menacé de taxer la totalité des plus de 505 milliards de dollars d'importations chinoises. Sans effet pour le moment sur son partenaire commercial.

"Si les Etats-Unis adoptent de nouvelles mesures sur les droits de douane, la Chine n'aura d'autre choix que de prendre des mesures de rétorsion pour défendre ses droits et intérêts légitimes", a même prévenu lundi Geng Shuang, porte-parole de la diplomatie chinoise, exhortant Washington à négocier de "bonne foi".

Pékin avait déjà indiqué envisager de nouvelles taxes sur 60 milliards de dollars de biens américains après les 25% sur 50 milliards de dollars de marchandises en juillet/août.

"Espérons que cette situation commerciale soit résolue, en dernier ressort par moi-même et par le président Xi (Jinping) pour lequel j'ai un profond respect et affection", a déclaré Donald Trump. AFP 18 septembre 2018

- La Chine taxe 60 milliards de dollars de produits américains Reuters 18 septembre 2018

La Chine a annoncé mardi qu'elle imposerait à partir du 24 septembre de nouveaux droits de douane sur 60 milliards de dollars (51 milliards d'euros) d'importations américaines, en représailles à la décision de Donald Trump de taxer 200 milliards de dollars d'importations chinoises.

Les taxes chinoises iront de 5% à 10%, au lieu des 5% à 25% initialement envisagés, et s'appliqueront comme prévu à 5.207 produits américains importés, précise le ministère des Finances sur son site internet.

Les produits qui devaient initialement être taxés à 25%, comme le gaz naturel liquéfié, le seront à 10%, ajoute-t-il en écho à l'initiative similaire des Etats-Unis d'imposer dans un premier temps des droits réduits.

La Chine présente sa décision comme une "réponse forcée à l'unilatéralisme et au protectionnisme des Etats-Unis". Elle prévient qu'elle relèvera ses tarifs douaniers si Washington fait de même.

Pékin prélèvera les nouveaux droits de douane à partir du 24 septembre, la date fixée par l'administration Trump pour imposer les siens. Reuters 18 septembre 2018

[Dossier sur la Syrie.](#)

- Les revendications occidentales sur la Syrie - Réseau Voltaire 18 septembre 2018

Alors que sur le terrain, la guerre se termine et qu'il ne reste qu'Idleb à libérer des terroristes, les Occidentaux repartent en campagne. Ils viennent de présenter leurs revendications à l'envoyé spécial de l'Onu, Staffan de Mistura. Sans surprise, les États-Unis refusent le processus conduit par la Russie pour la seule raison qu'ils n'y ont pas participé, tandis que le Royaume-Uni et la France entendent imposer des institutions qui leur permettraient de contrôler le pays en sous-main.

par Thierry Meyssan

L'envoyé spécial du secrétaire général de l'Onu pour la Syrie, Staffan de Mistura, a reçu à Genève une délégation du Groupe d'Astana (Iran, Russie, Turquie), puis le 14 septembre, une autre du Petit Groupe (Arabie saoudite, Égypte, États-Unis, France, Jordanie et le Royaume-Uni).

Côté occidental, l'ambassadeur James Jeffrey et le colonel Joel Rayburn conduisaient la délégation US, tandis que l'ambassadeur et ancien directeur du Renseignement extérieur (DGSE 2012-16), François Sénémaud, présidait la délégation française.

Chaque délégation a remis aux Nations unies un document secret sur ses revendications, en vue de peser sur les négociations intra-syriennes en cours. Russia Today a fait fuiter le document occidental [1], comme Kommersant avait fait fuiter il y a deux semaines les directives internes de l'Onu [2].

- Première remarque, le point 3 du document du Petit Groupe reprend la directive interne de l'Onu : « Il n'y aura pas d'assistance internationale à la reconstruction dans les zones contrôlées par le gouvernement syrien en l'absence d'un processus politique crédible conduisant inéluctablement à la réforme constitutionnelle et aux élections supervisées par l'ONU, à la satisfaction des pays donateurs potentiels. » [3].

L'Allemagne, qui a participé à des réunions du Petit Groupe, ne semble pas avoir été représentée à celle-ci. La veille, son ministre des Affaires étrangères, Heiko Maas, s'était désolidarisé de ce point. Juste avant de rencontrer son homologue russe, Sergeï Lavrov, il avait tweeté que son pays était prêt à participer à la reconstruction « s'il existe une solution politique menant à des élections libres » [4] [5]. Pour le Petit Groupe et pour l'Onu, la reconstruction ne commencera pas tant que les pays donateurs potentiels n'auront pas atteint leurs objectifs de guerre, pour l'Allemagne, elle peut accompagner le processus de réconciliation politique.

- Deuxième remarque : les différents interlocuteurs internationaux font référence à la résolution 2254 du 18 décembre 2015 [6]. Cependant, le Petit Groupe extrapole le sens du texte. Alors que la résolution du Conseil de sécurité pose que la rédaction de la Constitution est l'affaire des seuls Syriens entre eux, le Petit Groupe affirme qu'elle ne doit être rédigée que par un Comité placé sous les auspices et contrôlé par l'Onu.

Il s'agit évidemment de casser les décisions de Sotchi, c'est-à-dire à la fois de détruire ce qui a été fait dans les derniers mois et de s'opposer au rôle de la Russie dans la solution de la crise [7]. Les États-Unis veulent conserver leur statut de puissance indispensable, tandis que le Royaume-Uni et la France entendent poursuivre leur projet colonial.

- Troisième remarque : le Petit Groupe n'entend pas seulement transférer la responsabilité de la rédaction de la Constitution de Sotchi à Genève, il a déjà son idée sur ce qu'elle doit être. Il s'agirait de reproduire le modèle que Washington a imposé à l'Iraq et qui y maintient une crise permanente pour le plus grand bénéfice des Occidentaux. Les pouvoirs du président seraient exclusivement protocolaires ; ceux du Premier Ministre seraient inexistantes au niveau régional ; et ceux de l'armée devraient être limités.

Les puissances coloniales maintiennent leur pouvoir au Proche-Orient derrière des apparences de démocraties. Elles parviennent toujours à constituer des gouvernements non-représentatifs de leurs peuples. Depuis 1926 au Liban et depuis 2005 en Iraq, les institutions ont été conçues pour surtout empêcher que ces pays redeviennent des États-nations. Le Liban est divisé en communautés religieuses et l'Iraq en régions distinctes à prédominance d'une communauté religieuse. Israël, quant à lui, n'a pas plus de gouvernement représentatif, non pas à cause de sa Constitution —il n'en a pas—, mais de son système électoral.

- Quatrième remarque : alors que la résolution 2254 édicte que les élections devront avoir lieu sous la supervision de l'Onu, le Petit Groupe considère que l'organe syrien chargé de l'organisation des élections devra travailler quotidiennement sous les ordres de l'Onu, notamment en ce qui concerne d'éventuelles plaintes pour fraude.

Ainsi, les Occidentaux se conservent la possibilité d'annuler des résultats qui ne correspondraient pas à leurs attentes : il suffira de faire déposer une plainte pour fraude et de la déclarer fondée. Le Peuple syrien aurait le droit de voter pourvu qu'il tombe dans le piège qui lui est tendu, et encore à la condition qu'il vote pour ceux que l'on a choisis pour lui.

En Europe, les citoyens cherchent leur souveraineté, en Syrie ils se battent pour leur indépendance. Réseau Voltaire 18 septembre 2018

Notes.

[1] « Déclaration de principes du Petit Groupe pour la Syrie », Réseau Voltaire, 18 septembre 2018.

[2] « Paramètres et principes de l'assistance des Nations Unies en Syrie », par Jeffrey D. Feltman, Réseau Voltaire, 3 septembre 2018.

[3] "There will be no international reconstruction assistance in Syrian-government-held areas absent a credible political process that leads unalterably to constitutional reform and UN-supervised elections, to the satisfaction of potential donor countries".

[4] "Wenn es eine politische Lösung in #Syrien gibt, die zu freien Wahlen führt, sind wir bereit Verantwortung beim Wiederaufbau zu übernehmen"

[5] « L'Allemagne se positionne contre la directive Feltman », Réseau Voltaire, 14 septembre 2018.

[6] « Résolution 2254 (Plan de paix pour la Syrie) », Réseau Voltaire, 18 décembre 2015.

[7] « Consensus entre Syriens à Sotchi », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 6 février 2018.

- Moscou et Ankara annoncent la création d'une zone tampon à Idlib - Reuters 18 septembre 2018

Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan se sont mis d'accord lundi sur la création d'une zone démilitarisée dans la province syrienne d'Idlib pour séparer les forces gouvernementales de la rébellion.

Cette zone tampon sera opérationnelle mi-octobre et les rebelles "d'orientation radicale", y compris le Front Al Nosra, en seront exclus et devront quitter la région.

Des soldats russes et turcs patrouilleront dans cette zone large de 15 à 20 km d'où seront retirées toutes les armes lourdes, ont déclaré les présidents russe et turc réunis en sommet à Sotchi, au bord de la mer Noire.

Le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, a précisé qu'il n'y aurait pas d'opérations militaires supplémentaires de la part des troupes du régime Assad et de leurs alliés contre Idlib, rapporte l'agence de presse Interfax.

Le ministre s'exprimait après les déclarations de Poutine et Erdogan.

Le président turc a fermement plaidé en faveur d'un arrêt des opérations militaires et de l'offensive voulues par le gouvernement Assad dans cette province où vivent quelque trois millions de personnes.

Erdogan redoutait un nouvel exode de civils en direction de la Turquie située un peu plus au nord et où s'entassent déjà 3,5 millions de réfugiés ayant fui les sept années de guerre civile.

"Nous nous sommes mis d'accord pour que soit créée d'ici le 15 octobre le long de la ligne de contact entre l'opposition armée et les troupes gouvernementales une zone démilitarisée de 15 à 20 km avec le retrait de tous les rebelles d'orientation radicale, y compris Al Nosra", a déclaré Poutine lors d'une conférence de presse avec Erdogan.

"D'ici le 10 octobre, à la demande du président turc, nous (avons approuvé) un retrait des armes lourdes, des chars, des lance-roquettes et des mortiers de tous les groupes d'opposition dans cette zone", a ajouté le président russe.

"La zone démilitarisée sera contrôlée par des patrouilles mobiles d'unités turques et d'unités de la police militaire russe", a-t-il poursuivi.

"Grâce à cet accord, nous avons évité de vivre une vaste crise humanitaire à Idlib", a commenté Erdogan devant la presse. "L'opposition va rester dans les régions où elle se trouve. En échange, nous nous assurerons que les groupes radicaux, que nous avons identifiés avec la Russie, ne puissent pas opérer dans la zone concernée".

"La Russie va certainement prendre les précautions nécessaires pour s'assurer que la zone de désescalade d'Idlib ne soit pas attaquée. Ensemble, nous garantirons la détection et la prévention de provocations et de violations émanant de partis étrangers à l'accord", a ajouté Erdogan. Reuters 18 septembre 2018

- La bataille d'Idlib est repoussée - Réseau Voltaire 18 septembre 2018

Les présidents russe et turc se sont rencontrés à Sotchi, le 17 septembre 2018.

Depuis leur précédente rencontre, le 7 septembre à Téhéran, la Russie avait durci le ton en évoquant pour la première fois le caractère illégal de la présence militaire turque à Idlib. Elle avait souligné que celle-ci devrait prendre fin.

Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan ont avant toute chose signé des accords de coopération économique concernant la construction du gazoduc Turkish Stream et de la centrale nucléaire civile d'Akkuyu ; des accords particulièrement bienvenus pour Ankara dont l'économie vient de s'effondrer brutalement.

Concernant la zone actuellement occupée par les jihadistes et l'armée turque en Syrie —zone qui correspond à peu près au gouvernorat d'Idlib—, les deux États ont décidé de se donner une nouvelle chance de séparer l'opposition armée syrienne des jihadistes.

Des accords identiques de désescalade avaient été convenus pour cette région et pour d'autres par le passé, soit avec les États-Unis, soit avec la Turquie. Ils ont tous échoué et sont devenus caducs au bout de six mois. Dans la pratique, il s'est avéré que les jihadistes et l'opposition armée syrienne sont composés des mêmes hommes, qui sont des mercenaires avant d'être des

militants. Ils ont souvent appartenu à divers groupes durant les sept ans de conflit, changeant de l'un à l'autre au gré des opportunités financières.

La République arabe syrienne avait déjà fait savoir qu'elle considérait comme prudent de repousser la libération d'Idleb après les élections législatives US du 6 novembre. En effet, en cas d'attaque, il aurait suffi au Royaume-Uni de mener une opération chimique sous faux-drapeau pour contraindre le président Trump à attaquer la Syrie durant sa campagne électorale.

Le président Erdogan présente à son peuple l'accord qu'il vient de conclure comme une double victoire : il aurait sauvé la population civile d'Idleb de la guerre et aurait obtenu des contrats avantageux de la Russie.

Cependant, la réalité est bien différente : la Turquie était en position de grande faiblesse pour négocier avec son ennemi historique et ami d'un jour, la Russie. Déjà son économie ne survit que grâce à la présence de touristes russes dont Moscou a déjà montré qu'il pouvait les faire venir ou partir en un instant.

- Les accords économiques éloignent un peu plus Ankara de l'Otan.

- Une ligne de démarcation va être instaurée d'ici le 5 octobre entre la zone jihadiste et le reste de la Syrie. Cette zone démilitarisée sera placée sous la responsabilité jointe de la Russie et de la Turquie. Les troupes turques devraient reculer de quelques kilomètres à l'intérieur de la zone actuelle, de manière à laisser les Syriens libérer l'autoroute reliant Damas à Alep.

La Russie éloigne donc la Turquie des Occidentaux, évite de placer son allié syrien en danger et poursuit la libération de son territoire sans avoir à livrer de combats. Réseau Voltaire 18 septembre 2018

- Israël utilise un avion militaire russe comme bouclier - Réseau Voltaire 18 septembre 2018

Le 17 septembre 2018, vers 22h (heure locale), un turbo-propulseur Il-20 militaire russe a disparu des écrans radars en Méditerranée, à environ 35 kilomètres des côtes syriennes. Il retournait à la base aérienne d'Hmeymim avec 14 personnes à son bord.

L'incident est survenu alors qu'une bataille faisait rage dans la zone. Quatre F-16 israéliens attaquaient depuis les eaux internationales l'Institut des industries techniques de Lattaquié. La défense anti-aérienne syrienne est parvenue à détruire en vol plusieurs missiles ennemis.

Israël attaque désormais tous les centres de recherche scientifique liés aux armées. Il s'agit de poursuivre le programme d'assassinat des scientifiques militaires non-Israéliens du Moyen-Orient, tel qu'il a été déjà mené en Iran et en Iraq.

L'attaque israélienne a été précédée par l'intrusion d'un avion Torpedo britannique.

Les États-Unis ont accusé la Syrie d'avoir détruit l'avion russe par inadvertance dans le feu de l'action.

Cependant, la Syrie accuse la frégate française l'Auvergne d'avoir participé à la bataille, ce que Paris nie comme à son habitude.

De nombreux satellites ont observé la bataille du 17 septembre et en conservent des enregistrements.

L'Iliouchine Il-20 était un quadrimoteur à hélices qui menait une mission d'observation des forces occidentales dans la zone et des drones des jihadistes au moment où la bataille a débuté.

L'étude des enregistrements montre que (1) la France a bien tiré des missiles sur la Syrie (2) un des avions israéliens s'est caché derrière l'appareil russe, de sorte qu'un tir syrien le visant a atteint l'Il-20.

Le fait d'utiliser un avion d'un pays tiers pour se protéger de la DCA ennemie constitue un acte de guerre. C'est ce qu'a fait Israël à l'encontre de la Russie. Réseau Voltaire 18 septembre 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 23 septembre 2018

[CAUSERIE ET INFOS](#)

Un petit mot personnel.

1- J'ai enfin réussi à venir à bout de mon problème avec la CNAV qui traînait depuis début juin, date depuis laquelle ma retraite était bloquée.

J'ai reçu le 21 ce courriel de la Bred qui effectue les transferts bancaires pour le compte de la CNAV :

- Nous vous informons que la CNAV a ordonné un paiement en votre faveur le 20.09.2018, date de valeur 25.09.2018 chez notre correspondant bancaire en Inde ANZ.

Ce virement correspond aux échéances de mai à août. Par ailleurs, nous vous informons que la CNAV a modifié les informations relatives au code IFSC de la Syndicate Bank afin que ce paiement et les futurs paiements soient correctement acheminés.

Il m'a fallu redoubler de diplomatie, de courtoisie, de patience, de logique et de perspicacité, chaque fois que j'ai correspondu avec ces organismes qui m'ont répondu n'importe quoi pendant des mois. Comme quoi j'ai des qualités cachées, je déconne, j'ai usé de psychologie pour les motiver ou qu'ils bougent, et j'ai évité qu'ils en viennent à me demander de changer de banque, donc j'ai eu tout bon.

Ils ont perturbé mon existence, mais comme j'ai noté tout ce que je n'ai pas pu faire, je n'aurai plus qu'à l'appliquer pour que cette perturbation soit dissipée et qu'on n'en parle plus, comme quoi je ne suis pas non plus parano, aigri ou déstabilisé, je réfléchis trop, c'est quand on arrête de réfléchir qu'on le devient, un vieux con. C'est usant nerveusement tout de même, après je m'étonne d'être parfois anxieux, pas de vieillir ou de la mort, mais de l'orientation de la société où on se retrouve seul face à un mur, un écran, une société déshumanisée. Il m'est arrivé en pleine nuit de me lever pour noter dans l'ordinateur ou sur une feuille de papier une idée qui m'était venue en me réveillant ou en somnolent qui m'ouvrait une porte et ainsi de suite, un travail d'investigation facilité par le fait que je regardais tous les soirs un film avec Hercule Poirot ou Sherlock Holmes pour aiguïser ma logique, on trouve son inspiration où on peut, dans la réalité de préférence, parfois légèrement romancée ou arrangée, adaptée au cinéma ou au théâtre ou mise en musique.

Ce fut une expérience que je pris comme une épreuve pour tester mes capacités, mes facultés, ma résistance aux assauts d'un régime tyrannique. Malheur aux faibles d'esprit !

2- Ce matin mon voisin a coupé deux grosses branches d'un flamboyant qui empiétaient sur son terrain. En fait elles s'étendaient au coin de son terrain au-dessus de sa salle de bain en plein air qui lui sert aussi de pissotière, il n'a pas de toilettes. Et vous savez pourquoi ? Parce que des feuilles minuscules de cet arbre magnifique tombaient sur lui de fines gouttelettes de rosée quand il prend sa douche le matin.

Je précise que son terrain est un véritable dépotoir qui par endroit tient du bidonville, dans lequel figure une cabane en parpaings recouverte de feuilles de cocotier dans laquelle dorment ses poules, il est mitoyen de l'espace qui sert de décharge à cette partie du village sans que cela ne l'incommode contrairement à quelques gouttelettes de rosée. Les deux grosses branches du flamboyant couvraient une superficie d'environ 20m² et leur procuraient de l'ombre une grande partie de la journée. Bref, j'ai estimé qu'il était inutile de lui livrer ma pensée ou de discuter avec lui, parfois on n'a rien à gagner à vouloir forcer le destin. Il m'a demandé s'il y avait un problème, je lui ai répondu que non, tout est dans l'ordre des choses.

3- Tous les matins je fais un tour dans le jardin, et l'après-midi j'y passe entre 1 et 2 heures à l'entretenir, le nettoyer et l'arroser, quelle activité stressante ! Dimanche on va semer des légumes, c'est la saison, les nuits sont plus fraîches.

Du vendredi au lundi matin la famille s'agrandit, je joue au grand-père gâteau avec Vomsica (3 ans et demi), l'une des petites-filles de ma compagne. Son comportement naturel est merveilleux, je la trouve très délurée pour son âge, comme quoi au départ on possède tous la faculté de progresser. Elle a déjà du tempérament ou on voit qu'elle a déjà développé une partie de son propre caractère.

On a parlé de mimétisme dans des causeries, j'ai été surpris de la voir balayer avec sa grand-mère et ranger la vaisselle sans qu'on lui ait demandé, apparemment elle imite spontanément ce que font les autres femmes, d'un point de vue occidental mal informé ou décomposé c'est peut-être regrettable, moi j'y vois une marque de mépris envers les femmes qui devraient forcément se comporter comme les hommes, car c'est comme si on attribuait à leurs activités moins d'intérêt qu'à celles des hommes.

Cette propension à vouloir que les femmes se comportent comme des hommes (ou l'inverse), est aussi malsaine que la prétention à vouloir imposer un mode de pensée ou de vie unique à tous les membres de la société ou à tous les peuples. Cette fâcheuse habitude se reporte aussi sur les enfants ou les animaux de compagnie auxquels on impose à l'excès ou sans faire preuve de discernement nos propres règles ou contraintes. Comme dans toute cohabitation, il faut trouver un équilibre pour éviter que l'existence ne prenne une tournure oppressante. Cela implique que chacun reste à sa place, à condition d'en avoir conscience.

Or, c'est ce qui fait le plus défaut généralement, du coup on empiète sur la liberté de l'autre et on en arrive à une confusion des rôles ou des responsabilités qui nous rend la vie insupportable. Rien n'interdit des aménagements ou une évolution du rôle de chacun du moment que c'est partagé ou assumé.

Ma compagne n'est pas astreinte à certaines tâches, tenez pendant que j'écris ces lignes elle fait une sieste avec sa petite fille, et tout à l'heure c'est moi qui vais cuisiner. Et trois jours par semaine Selvi est absente, elle va aider sa fille et s'occuper de sa vieille mère, il faut bien que quelqu'un le fasse, c'est plutôt honorable comme activité, non ? Pendant ce temps-là je me coltine tout dans la bonne humeur. C'est elle qui m'a imposé cet emploi du temps qui est justifié, donc je m'y suis adapté. Elle m'a imposé beaucoup d'autres choses, mais sachant que par ailleurs elle doit me supporter, la pauvre ! on a trouvé un équilibre qui nous convient en acceptant de part et d'autre de faire des concessions.

En politique on en est incapable, parce qu'on perd de vue l'essentiel, on croit qu'on s'en tirera mieux en le faisant passer à la trappe, parce qu'on craint qu'il soit une source de division, et c'est le contraire qui se produit justement, parce qu'on ne le partage pas vraiment et on refuse de l'admettre, on persiste dans une voie qui ne peut mener que dans une impasse. Parfois l'essentiel se déplace, et aujourd'hui c'est le cas avec les dirigeants dont on a écopé, qui par leur comportement passé nous interdit de leur accorder la moindre confiance, mille fois hélas ! mais on ne peut pas les imiter ou devenir soudainement amnésique, ce serait inutile et nuisible parce qu'on aboutirait au même résultat, autrement dit à rien ou nulle part, et par dessus le marché on s'en voudrait d'avoir fait preuve d'une telle faiblesse ou de s'être compromis dans des illusions sans lendemain.

Présentation de la causerie d'aujourd'hui.

- Dans cette causerie volontairement hors du commun, à partir de quelques faits tirés de l'actualité parmi des milliers d'autres du même genre, j'ai voulu montrer comment ceux qui nous gouvernent pourrissent tout, pourrissent systématiquement la vie de l'ensemble de la population.

Ces faits sont somme toute banals et se répètent quotidiennement, et c'est pour cette raison que j'ai trouvé bon de les traiter. Certes ils ne présentent aucun intérêt politique, disons directement, mais répétés des milliers et milliers de fois ils finissent par accaparer, envahir et influencer les esprits, la manière dont les différents acteurs perçoivent les rapports qu'ils ont entre eux, et qui une fois pollués se répercuteront sur le plan politique pour mieux les diviser et les maintenir dans la servitude.

Une suite de petits détails en apparence insignifiants peuvent lentement mais assurément parvenir à modifier le regard que l'on porte sur la société, inconsciemment généralement, c'est dialectique, c'est donc à ce niveau là que j'ai traité ces faits. Et qu'on ne vienne pas nous dire qu'ils tiendraient uniquement du café du commerce, expression que par ailleurs je trouve méprisante dans la bouche de militants, qui feraient mieux de le fréquenter pour discerner comment la dialectique opère, ce que manifestement ils ignorent pour certains.

● Causerie au format pdf (22 pages)

[Confirmation. Macron est ultra minoritaire et illégitime : 14 %.](#)

- Plutôt aisés, «macronolâtres», pro-Europe : le portrait-robot des sympathisants macronistes - LeParisien.fr 21 septembre 2018

Les sympathisants de La République en marche représentaient, en juin, 14 % de la population. Ils sont plutôt aisés, pro-entreprise, pro-Europe, penchent à gauche sur les questions sociétales, à droite sur l'économie et se divisent sur l'immigration. C'est du moins le bilan d'une vaste étude de la Fondation Jean-Jaurès dévoilée ce vendredi.

Cette enquête, menée sur un panel de 12 500 personnes, montre que ceux qui s'estiment proches du parti présidentiel sont légèrement surreprésentés chez les seniors et nettement plus diplômés et plus aisés que la moyenne : 38 % gagnent plus de 3 500 euros par mois, 12 points au-dessus de la moyenne.

Ils ne sont en revanche guère plus nombreux dans les grandes villes, contrairement à une idée largement répandue. « Leur sociologie est exactement la même que chez les sympathisants LR », explique Gilles Finchelstein, directeur général de la Fondation. « C'est la France qui va bien et qui se sent bien », souligne-t-il : 58 % d'entre eux ont ainsi le sentiment d'avoir « réussi leur vie ».

Ils approuvent massivement Emmanuel Macron, tant pour sa personnalité (91 %) que pour son action (90 %), selon cette enquête réalisée en juin 2018, avant l'affaire Benalla.

Les sympathisants LREM partagent les avis de gauche sur les questions sociétales comme l'homosexualité et la peine de mort. Mais ils sont bien plus pro-Europe, jugeant à 59 % cette question « importante » et estimant qu'ils auraient « de grands regrets » si l'UE disparaissait, contre seulement 55 % des Français. Et ils pensent à 61 % que la démocratie fonctionne bien (contre 28 % des Français).

Plus surprenant, 46 % trouvent qu'il faut à la tête du pays « un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections ». Sur cette question ils se situent en 2e place derrière le FN.

Ils sont aussi décalés quand ils classent comme deuxième préoccupation la plus importante, après le chômage, la compétitivité des entreprises, alors que les autres partis citent le pouvoir d'achat ou l'immigration.

Mais les Marcheurs sont divisés sur deux points : l'immigration et la préoccupation sociale. Ils sont 37 % à trouver qu'il y a « trop d'immigrés » (contre 52 % des Français) et 44 % que « l'islam est une menace pour l'Occident » (contre 55 % des Français), mais sur ces deux questions ils se divisent nettement entre pour et contre.

Idem pour la nécessité d'une justice sociale redistributive, où ils se divisent entre pro et anti. « Leur famille politique est celle des libéraux, sur la société comme sur l'économie, mais sur ces points le clivage gauche-droite se reconstitue à l'intérieur du parti », conclut la Fondation. LeParisien.fr 21 septembre 2018

S'ils le disent eux-mêmes.

Il faut à la tête du pays « un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections », un point de vue partagé par RN (ex-FN)... Alors, LREM d'extrême droite comme je l'affirme, oui ou non ?

On retiendra également :

- Les sympathisants LREM partagent les avis de gauche sur les questions sociétales, ceux du parti démocrate américain aussi, le modèle de LREM.

LREM reproduit le "le clivage gauche-droite" sur "la société comme sur l'économie", normal, car si certains se disent de droite et d'autres de gauche, cela signifie tout simplement qu'il n'existe aucune différence entre les deux, ils sont tous de droite.

[Voilà une annonce qui devrait réjouir les "macronolâtres".](#)

- Un milliard à 1,3 milliard d'économies par an demandées à l'Unédic - Reuters 21 septembre 2018

Le gouvernement a demandé vendredi aux partenaires sociaux de réaliser des économies d'un à 1,3 milliard d'euros par an sur trois ans dans le cadre des futures négociations sur l'assurance chômage, a-t-on appris de sources syndicales et patronales.

Le chef du cabinet de la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, a présenté ce vendredi aux partenaires sociaux les grandes lignes du document de cadrage qui doit servir de base aux prochaines négociations sur le régime.

Les négociations sur ce dossier, si les partenaires sociaux souhaitent les mener, se tiendront jusqu'à fin janvier-début février. La lettre de cadrage devrait être envoyée mardi ou mercredi.

Le document demandera aux partenaires sociaux de revoir les règles concernant le cumul emploi-chômage, soit le fait de percevoir des allocations tout en touchant des revenus d'un travail à activité réduite. Ce dispositif, dont les règles ont été changées en 2014, n'encourage pas toujours à reprendre une activité à temps plein, estime le ministère.

Même constat sur "l'activité conservée", soit la possibilité pour une personne travaillant pour plusieurs employeurs de toucher des indemnités en cas de perte d'une des activités. Les règles devront là aussi être rediscutées.

Les partenaires sociaux se sont montrés très critiques sur les orientations de la réforme.

"C'est un document sur une réforme à l'envers puisqu'on part d'un objectif budgétaire pour fixer les objectifs dans lequel on va reparamétrer l'assurance chômage", a dit le vice-président de la CPME, Jean-Michel Pottier, à l'issue de la rencontre.

"Malheureusement, il me semble que cette future réforme de l'assurance chômage, même si le gouvernement la veut systémique, est quand même avec un prisme marqué sur les économies", a dit le négociateur de Force ouvrière, Michel Beaugas. "1,3 milliard d'économies par an, c'est beaucoup." (Vendu, un centime d'euro c'est déjà trop ! - LVOG)

Pour la CGT, "c'est un projet qui est complètement ficelé d'avance" et qui vise "les travailleurs précaires".

Les organisations syndicales et patronales annonceront dans les prochains jours si elles souhaitent participer aux négociations.

Pour la CFDT, "la question, c'est de replacer bien le demandeur d'emploi au coeur de cette logique et de sortir de la logique budgétaire qu'a le gouvernement, avec des économies qui nous ont été annoncées, qui sont extrêmement conséquentes". Reuters 21 septembre 2018

Aucun syndicat ouvrier digne de ce nom ne devrait accepter de participer à cette mascarade.

En complément.

Un pistolet sur la tempe.

- Faut-il obliger les chômeurs à aller vers des secteurs en manque de bras ? - Capital 21 septembre 2018

Les bras lui en tombent !

- Alexandre Benalla explique être au chômage, les internautes lui proposent de "traverser la rue" - Le HuffPost

[Subventionner ou entretenir la pauvreté, ils ont appelé cela un Etat providence, une démocratie.](#)

- Combien d'alocs peut toucher une famille avec quatre enfants et un faible salaire ? Libération 21 septembre 2018

Pour répondre, estimons les droits d'une famille dont un parent est au foyer et n'attend pas d'enfant. L'autre perçoit un smic (soit 1 149,07 euros net par mois). Les quatre enfants sont âgés de 4 à 10 ans. Ils vivent à Paris et ont un loyer de 1 600 euros. Pour estimer le montant de leurs allocations, il faut prendre en compte l'aide personnalisée au logement (APL), le revenu de solidarité active (RSA), la prime d'activité, l'allocation de rentrée scolaire (ARS) et la prime de Noël, également versée par la CAF. Les allocations familiales sont désormais comprises dans le revenu de solidarité active.

Voici les aides auxquelles notre famille pourrait prétendre : 465,30 euros par mois d'APL, 125,07 euros de RSA, 775,76 euros de prime d'activité, 124 euros d'ARS et 36 euros par mois de prime de Noël (ces deux dernières aides n'étant versées qu'une fois par an, nous avons divisé leur montant par douze). Au total, cette famille touche 1 526,13 euros d'allocations par mois. Dans une autre simulation, abaissons le salaire du parent qui travaille à 800 euros par mois. La famille percevrait alors 1633,75 euros.

Au-delà des allocations, cette famille accède à certains services, gratuitement ou à prix réduits. Elle bénéficie de la couverture de maladie universelle (CMU) et des tarifs sociaux pour le gaz et l'électricité. En Ile-de-France, les bénéficiaires de la CMU ont aussi droit aux transports gratuits. Si le montant des allocations cumulées semble élevé aux yeux de certaines personnes, «cette famille est en fait proche du seuil de pauvreté», assure Jean-Christophe Sarrot du mouvement ATD-Quart Monde. Il rappelle qu'elle doit supporter de nombreuses «dépenses incompressibles» telles que le loyer, les assurances ou l'alimentation. Et explique que «l'idée selon laquelle les familles nombreuses pourraient bien vivre avec les aides sociales est fautive». Libération 21 septembre 2018

Cette famille ouvrière de 6 personnes dispose donc mensuellement pour survivre de $1\ 149,07 + 1\ 526,13 = 2\ 675,20$ euros, et une fois payé le loyer, 1 600 euros, il lui reste 1075,20 euros, reste encore à soustraire les factures d'eau, de gaz, d'électricité, de téléphone, d'essence, de parking, d'assurance, de frais scolaires (les cahiers et les stylos ne sont pas encore gratuits), de vêtements (les enfants grandissent), d'alimentation (il faut bien se nourrir), plus au moins un crédit (ils ne peuvent remplacer aucun bien d'équipement comptant avec un revenu aussi misérable), etc. mais cette famille n'est pas pauvre !

[Réseaux asociaux \(Facebook, Twitter, etc\). Pourquoi les ont-ils inventés ?](#)

Instrumentalisation et provocation d'un côté, manipulation et répression, censure de l'autre.

Laurent Joffrin, Directeur de la publication de Libération : (Hapsatou Sy) "violemment attaquée sur «les réseaux», ce pilori moderne". Liberation.fr 20.09

Mais qui met qui au pilori ?

On ne peut le comprendre qu'en ayant en tête l'origine d'Internet, le Pentagone, qui en a assuré le développement civile et en conserve le contrôle, donc quels intérêts ils doivent servir, quand on fait référence au Pentagone, il faut penser au complexe militaro-industriel-financier et médiatique aux mains des oligarques anglo-saxons les plus puissants.

Ils se servent de brebis pour attirer le loup, brebis qu'ils ont élevés eux-mêmes ou qui présentent les qualités requises pour remplir ce rôle à leur insu très souvent. Ils s'en servent et puis les jettent, dit autrement tant qu'ils sont en vie ils s'en servent, et quand le loup leur porte un coup fatal, ils les abandonnent et ainsi de suite.

Leurs brebis sont à la fois l'objet de leur instrumentalisation et leurs proies ou victimes parce qu'elles n'appartiennent pas à leur milieu. Sorties de nulle part généralement, elles sont leurs créatures, passagères, le produit de leur idéologie monstrueuse. Ils les choisissent en fonction de leur degré de médiocrité ou de crétinisme, qui combinés à une ambition démesurée ou psychopathique sont à même de remplir la mission qu'ils leur ont assignée.

On observe également que généralement leurs victimes figurent parmi des personnalités qui ont un long passé derrière elles, qu'ils ont adorées tant qu'elles servaient leurs intérêts ou relayaient leur idéologie, et qu'ils ont décidé de descendre dès lors que leur profile ne correspondrait pas à leur tournant idéologique, elles étaient devenues des brebis galeuses qu'il fallait supprimer ou alors ils allaient s'en servir dans le cadre de nouvelles provocations où elles allaient affronter des brebis toutes fraîches et innocentes.

Pour que leur machination fonctionne et justifier leur idéologie, donc pour que le plus grand nombre la partage, comme toujours ils ont besoin d'un ennemi, qui existe déjà ou qu'ils fabriquent, qui incarne le mal (xénophobe, raciste, homophobe, sexiste, perverse, violent, alcoolique, drogué, menteur, tricheur, faussaire, malhonnête, etc.) , leur victime, auquel ils opposeront la représentation du bien, de l'insouciance, de l'honnêteté, de la générosité, de l'humanisme, etc. leur brebis égarée ou non, corrompue par leur idéologie, qu'ils récompenseront en conséquence ou remercieront en cas de défaillance.

C'est ainsi qu'ils ont mis en pleine un tribunal qui n'a rien à envier à l'inquisition, aux ressources intarissables puisque l'ensemble de la population y participe directement ou indirectement, ses verdicts étant relayés en boucle par tous leurs médias que très peu de gens finalement boycottent. Leur venin va de la sorte s'infiltrer lentement mais sûrement dans toute la société, dans tous les cerveaux, de manière à ce qu'ils s'adaptent à la société totalitaire qu'ils sont en train de mettre en place, répétons-le avec le concours actif ou passif de la population, d'où son succès.

Les véritables opposants au régime sont évidemment étrangers à cette entreprise digne d'un complot puisque tout le monde ou presque ignore les intentions inavouables de leurs commanditaires, ils ne sont jamais invités sur un plateau de télévision ou dans un studio de radio, aucun journal ou magazine ne leur offre une tribune pour qu'ils puissent s'exprimer librement. Ils sont censurés ou font l'objet d'autres attaques sans qu'il leur soit permis d'y répondre...

Pour autant, nous ne devons pas nous détourner des moyens ou des mécanismes auxquels ils recourent pour manipuler la conscience des masses, notre devoir est de les démonter, de leur montrer comment cela fonctionne, comment cela a été conçu pour leur nuire, car c'est là en définitif le objectif.

Nous vivons dans une société structurée autour ou dominée par un Etat voyou et criminel, des imposteurs, des oligarques mafieux, des médias faussaires, des partis, des syndicats, une élite, un système judiciaire, scolaire, universitaire corrompus, un système économique basé sur le vol, le colonialisme, la guerre, l'impérialisme... le tout élevé au rang d'idéal.

Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner qu'elle ait une influence sur le mode de pensée ou le comportement de chacun, à défaut d'avoir acquis une véritable conscience de classe ou de s'être élevé à un niveau de conscience supérieur.

Leur but est de semer la haine partout, qu'on finisse par haïr la terre entière, que nous nous affrontions les uns et les autres pendant qu'ils tirent les ficelles. Et il faut admettre que cela fonctionne à merveille. Personnellement, je n'ai jamais eu un échange depuis plusieurs décennies avec une personne vraiment saine d'esprit ou qui ne serait pas sous l'influence à des degrés divers de leur idéologie, je dirais même plutôt plus que moins ou les choses allant en empirant avec le temps, ce qui ne pousse pas à adopter un optimisme démesuré évidemment.

Pour autant, on doit continuer de discuter avec chaque travailleur sans les juger, en redoublant de patience et de bienveillance, en essayant de leur faire prendre conscience de la réalité telle qu'elle est, même au risque de les choquer, après tout, au mieux cela peut être salutaire, tout dépend comment on s'y prend, le mieux est de les laisser parler et de les mettre ensuite face à leurs contradictions, qu'ils y réfléchissent plus tard ne pourra que servir leurs intérêts, notre cause. Il faut donc bannir toute accusation puisqu'ils ne savent pas où ils en sont, aidons-les plutôt à le découvrir, ensuite ils seront mieux disposés pour écouter nos propositions.

Voilà leur modèle de société idéale : Une démocratie monarchique (oligarchique adaptée à l'occident).

Un demi-million d'électeurs du petit royaume africain d'eSwatini, une des dernières monarchies absolues de la planète, sont appelés à élire vendredi leurs députés lors d'un scrutin qualifié de "farce" par l'opposition, en l'absence de partis politiques.

Les candidats aux 59 postes soumis au vote se présentent à titre personnel et non sous l'étiquette d'un parti.

Les formations politiques, interdites dans ce pays d'Afrique australe jusqu'en 2005, ne sont toujours pas autorisées à participer aux élections.

"Des élections sont une compétition entre partis politiques. Mais ici, on assiste à une non-élection, un système de nomination par les royalistes. Si vous y participez, vous ne pouvez pas défendre vos idées politiques", explique à l'AFP Alvit Dlamini, à la tête du Ngwane National Liberatory Congress (NNLG), le plus ancien parti de l'eSwatini ou ex-Swaziland.

La commission électorale, elle, défend bec et ongles ce système.

"Les élections dans l'eSwatini sont uniques", reconnaît sa vice-présidente Pholile Dlamini, qui parle de "démocratie monarchique".

"Vous êtes choisis par votre communauté en raison de votre mérite individuel et non de votre affiliation", ajoute-t-elle.

Il contrôle enfin l'exécutif et le judiciaire: il nomme le Premier ministre, son gouvernement et les juges qu'il peut démettre.

"Le système politique est censé être inclusif mais, de fait, il concentre les pouvoirs" entre les mains du roi, constate Bheki Makhubu, rédacteur en chef du mensuel The Nation.

"Le roi a toute autorité, basée sur la présomption qu'il est le plus sage d'entre nous", ajoute-t-il, expliquant que "le gouvernement ne tolère aucune dissidence".

Preuve du règne sans partage du roi Mswati III, il a rebaptisé unilatéralement cette année son pays eSwatini ("terre des Swazis", en langue swati). AFP 21 septembre 2018

Dans cette monarchie absolue si vous participez au processus électoral, "vous ne pouvez pas défendre vos idées politiques", en France, dans cette monarchie oligarchique ou ploutocratie la question ne se pose même pas, puisque ceux qui y participent ont abdiqué leurs idées politiques...

Voilà dans quel dilemme ils voudraient nous enfermer.

Le 13 septembre à la sortie du collège Dulcie-September à Arcueil (Val-de-Marne), un adolescent de 12 ans traverse la rue au moment où un bus de la ligne 323 de la RATP arrive, obligeant le chauffeur à freiner brusquement. Ce dernier demande au collégien de faire attention. «Ferme ta gueule et conduis ton bus», aurait alors lancé le jeune, faisant perdre son sang-froid au conducteur qui est descendu du bus pour le gifler. Le geste filmé par d'autres collégiens et diffusé sur Snapchat a rapidement tourné sur les réseaux sociaux et a été vu plus d'un million de fois sur Internet. liberation.fr 19 septembre

Pourquoi ce fait divers a-t-il été monté en épingle, pourquoi est-il devenu une info virale sur le Net ? Parce qu'il divise ou oppose les générations entre elles, les travailleurs à la jeunesse.

Ce chauffeur de bus, tout comme ses collègues, est excédé par les incivilités et les violences (jets de pierres et vitres brisées) qu'il subit quasi quotidiennement, donc on peut comprendre sa réaction. Ses collègues le soutiennent et c'est normal.

Maintenant, quand ceux qui gouvernent s'emploient à pourrir l'existence de toutes les couches de la population en toute impunité, il ne faut pas s'étonner qu'elles finissent par déteindre sur eux ou par adopter leur comportement, on peut le comprendre également.

Pour éviter que l'un ou l'autre ne se produise, il n'y a plus de doute à avoir : il faut faire table rase !

Personnellement, je n'ai jamais levé la main sur un enfant ou un adolescent.

En France, il n'est plus possible pour des enfants, des vieux, des handicapés, des personnes fragiles de marcher sur un trottoir.

Au-delà de la sécurité, l'utilisation de ces trottinettes pose aussi la question du partage de l'espace public et de la sécurité, car les utilisateurs dépassent très souvent les 6 km/h maximum autorisés sur les trottoirs et slaloment entre les piétons.

Entre vélo et trottinettes électriques, c'est également un peu l'amour vache. "Il est évident que la cohabitation entre des vélos qui vont entre 15 et 25 km/h ne peut pas se faire avec des trottinettes qui peuvent aller jusqu'à 45 km/h, et qui sont en fait des mini-scooters."

Selon Philippe Sfez, le gérant de Glisse Urbaine, un magasin spécialisé : "Mais celle-ci, qui est débridée, peut rouler plus vite. Il paraît que certains modèles peuvent même monter jusqu'à 70 km/h." francetvinfo.fr 19 septembre

En revenant en bus de Pondichéry où j'avais emmené le scooter en révision, le chauffeur freine brusquement, je saisis la barre située devant mon siège et je saisis les cheveux de la passagère qui occupait le siège devant le mien, elle s'est retournée en

grognant, je me suis excusé. J'ai bien fait de quitter la France en 1996.

Ils osent tout. Comment la véritable extrême droite se camoufle.

- Salut les racistes par Laurent Joffrin, Directeur de la publication de Libération — 20 septembre 2018

Eric Zemmour : «Votre mère a eu tort de vous appeler ainsi. Elle aurait dû prendre un prénom du calendrier et vous appeler Corinne par exemple, ça vous irait très bien.»

Hapsatou Sy : «Jamais je n'ai entendu quelque chose d'aussi blessant. Parce que pour moi qui aime ma France, qui aime ce pays, que ça vous plaise ou ça vous déplaise, je trouve que ce que vous venez de dire n'est pas une insulte à mon égard, c'est une insulte à la France.»

Eric Zemmour : «C'est votre prénom qui est une insulte à la France. La France n'est pas une terre vierge. C'est une terre avec une histoire, avec un passé. Et les prénoms incarnent l'histoire de la France.»

Soucieux de ne pas encourir de poursuites, les producteurs coupent le dernier échange au montage. Mais dans la polémique qui s'ensuit, alors qu'elle est violemment attaquée sur «les réseaux», ce pilori moderne, Hapsatou Sy décide de le mettre en ligne pour prouver sa bonne foi. (...)

Au lieu de défendre sa chroniqueuse, Ardisson, importuné dans sa grandeur par la mise en ligne de l'extrait coupé au montage, attaque à son tour Hapsatou Sy. Avec une élégance rare, il déclare publiquement que la production a avancé de l'argent à la chroniqueuse sur ses prestations à venir, affirmant qu'elle a du mal à payer ses impôts et que dans ces conditions, sous-entend-il, elle ferait mieux de ravalier l'insulte et de s'écraser. Ainsi parlent ceux qui ont un portefeuille à la place du cerveau. Au bout du compte, l'insulteur s'en tire avec les honneurs et le fiel médiatique se répand sur l'insultée. Jolie fable moderne, qui mérite une petite morale : il faut désormais appeler un chat un chat et Zemmour un raciste. Quant à ceux qui l'invitent en rangs serrés pour promouvoir son livre à coups d'insanités, ils sont renvoyés à leurs responsabilités. Libération 20 septembre 2018

Libération et tous les médias en connaissent un rayon dans ce domaine !

Une remarque de la vice-présidente Pholile Dlamini d'eSwatini pourrait s'appliquer à Hapsatou Sy : "Vous êtes choisis par votre communauté en raison de votre mérite individuel", entendez la communauté néolibérale qui l'a adoptée pour affronter un des représentants du capitalisme industriel français du XXe siècle qui s'oppose au tournant néolibéral du capitalisme ou au pouvoir des trusts financiers transnationaux, qui pour parvenir à ses fins n'hésitent pas à recourir à tous les moyens (représentations) idéologiques pour briser toute forme de résistance au sein de toutes les classes, y compris celle des capitalistes, toute forme de rapport dans la société, sans prendre de risques puisque cette résistance ne dénoncera jamais leurs contradictions, ce qui somme toute est un jeu d'enfant, ou elle ne remettra jamais en cause l'existence du capitalisme.

On n'a aucun intérêt à entrer dans leur jeu, parce qu'à l'arrivée il n'y aura que des perdants, les seuls gagnants seront ceux qui l'ont initié, ceux qui sont aux commandes. En fait, cette controverse ramène à l'opposition entre Macron et son clan représenté par la courtisane Hapsatou Sy, et Fillon dont le sien est représenté par Zemmour.

Que Zemmour soit un réactionnaire, tout le monde le sait. Qu'il ait une conception de l'identité française étriquée ou archaïque, aussi, il l'assume et ne manque pas une occasion pour le faire savoir, ce qui lui fut donné d'emblée lors de cette émission. Mais ce n'est pas sur ce point précis que Joffrin et Hapsatou Sy l'ont attaqué. Il faut préciser ici que la citation de Joffrin était tronquée dans Libération, le passage suivant ayant disparu et on comprendra plus loin pourquoi : "Chez moi (...) on doit donner des prénoms dans ce qu'on appelle le calendrier, c'est à dire les saints chrétiens" (bfmtv.com 20.09), un concept obsolète depuis déjà de nombreuses années, mais qui renvoyait à la droite chrétienne qui a accompagné le développement du capitalisme et dont il est l'un des porte-parole.

Une fois évacué cet argument qui faisait référence à une représentation idéologique sur laquelle il était préférable de ne pas s'étendre pour éviter que la discussion prenne une tournure politique, exercice auquel Zemmour était rompu, Hapsatou Sy allait lui prêter une "intention à la haine raciale" (bfmtv.com 20.09) qui depuis a été repris en boucle par les médias et les réseaux sociaux, méthode particulièrement scélérate s'il en est qui va bien au-delà du procès d'intention, employée pour que les téléspectateurs ou les lecteurs en arrivent à la conclusion que si Zemmour est aussi peu recommandable, c'est que l'idéologie ou les intérêts qu'il défend ne valent pas mieux ou il est préférable de ne pas l'écouter.

Cette arriviste est allée plus loin sur BFTMTV en estimant qu'"Eric Zemmour mérite d'être interdit de plateaux de télévision". (bfmtv.com 20.09)

Qu'elle se rassure, les GAFAs sont en train de supprimer du Net tous les portails, blogs, vidéos, TV qui ne sont pas conformes à la stratégie du sommet de l'oligarchie, ceux des gouvernements vénézuélien, syrien, du Hezbollah, etc. et ce n'est qu'un début,

après avoir censuré certains supports américains d'extrême droite ou apparentés à l'extrême droite, leur caution morale.

Sur Laurent Joffrin.

Laurent Joffrin, ex-PS, acquis au néolibéralisme et maintenu à son poste après le rachat de Libération par l'oligarque franco-israélien Drahi.

- En 1994, il participe au programme Young Leaders organisé par la French-American Foundation. (Wikipédia.org)

- En novembre 2006, dans le cadre du plan de relance d'Edouard de Rothschild, il est désigné à la fois Président Directeur Général et Directeur de la rédaction de Libération.

Il est enfin membre de plusieurs think-tank comme la Fondation Saint-Simon, En temps réel, Phares et balises ou encore le Club Danton, sans oublier Le Siècle, incontournable select club des élites françaises. (republique-des-lettres.fr)

Dans le même registre, puisqu'ils font un amalgame entre tous les opposants ou voix critiques au néolibéralisme toutes tendances politiques confondues de l'extrême droite à l'extrême gauche, on s'aperçoit que leur instrumentalisation de l'extrême droite qu'ils alimentent sans cesse par le biais de polémique sans fin, comporte de multiples fonctions qui a pour but outre de se présenter en défenseur de la démocratie et de la liberté d'expression, d'isoler, de censurer la véritable extrême gauche qui seule propose aux masses une issue politique à la crise du capitalisme sans même avoir à la nommer ou y faire référence.

Et là encore c'est une affaire qui fonctionne à merveille, puisque tous ceux qui se situent à gauche ou à l'extrême gauche foncent tête baissée sur l'extrême droite, qui en réalité ne fait que révéler ce que ceux qui nous gouvernent et les médias manigancent et passent sous silence, du coup ils se discréditent eux-mêmes en niant des faits bien réels ou qu'ils ont refusé de prendre en compte et que d'autres sources sans rapport avec l'extrême droite ont relayés. Finalement, cette pseudo-gauche et extrême gauche agit en agent de l'oligarchie ou elle fait le sale boulot à sa place, croyant s'attaquer à l'extrême droite, pour peu qu'elle y croit réellement car issue ou liée ou encore influencée par le stalinisme, elle ne sert qu'à discréditer les versions des faits qui dévient de celles officielles qui sont destinées aux masses pour les manipuler, ou à nier des faits compromettant pour le régime et qui ne doivent pas parvenir à la connaissance des masses. Et bien entendu les médias ne sont pas en reste ou se régalent de ce spectacle.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que comme l'extrême droite bénéficie de moyens pour se faire entendre, contrairement aux véritables opposants de gauche au régime qui en sont privés, la faire taire, c'est faire disparaître des faits qui pouvaient parvenir à la connaissance de personnes qui n'épousaient pas forcément l'idéologie de l'extrême droite ou qui n'avaient aucun rapport avec elle, et qui dans certains cas pouvaient aider à se faire une idée libre de la situation ou sans lesquels cela serait rendu très difficile, voire impossible.

Et en dernière analyse, l'extrême droite sert de bouc émissaire à Macron, au gouvernement, à LREM pour qu'on ne les caractérise pas d'extrême droite, ce qu'ils sont en réalité, et elle sert à la pseudo-gauche et extrême gauche à se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas pour avoir abandonné le combat pour le socialisme.

Ceux qui ignorent le réseau tentaculaire mondial qu'ils ont tissé pour asseoir leur pouvoir totalitaire, auront forcément des problèmes pour le combattre, c'est un euphémisme. Donc bien le cerner pour ne pas tomber dans ses pièges présente un intérêt pour tous les militants ou travailleurs. Je me répète, j'estime que c'est l'extrême droite qui est déjà au pouvoir, puisque la gauche a pris la place de la droite, et que la gauche est quasiment inexistante ou totalement impuissante, c'est la définition d'un régime totalitaire ou l'opposition n'existe pas, elle n'est pas réduite au silence ou férocement réprimé, c'est le silence qui s'impose à elle du fait de son comportement irrationnel, illogique. Il suffirait juste qu'elle en change pour changer la donne, c'est à cela que nous travaillons. Nous encourageons l'unité, mais pas à n'importe quel prix, sur la base du principe non négociable que seul un changement de régime permettra de changer de société et de mettre ainsi un terme aux maux qui accablent l'ensemble des exploités et des opprimés, nous prenons l'engagement d'oeuvrer dans cette direction.

- L'extrême droite à l'assaut des médias et de la critique des médias ...

- <https://www.acrimed.org/L-extreme-droite-a-l-assaut-des-medias-et-de-la-critique-des-...>

- 18 oct. 2012 - Cet observatoire – « L'Observatoire des journalistes et de l'information médiatique » (OJIM), a été créé très récemment par Claude Chollet, un ...

- L'extrême droite vénézuélienne a les faveurs des médias mainstream ... <https://www.legrandsoir.info/l-extreme-droite-venezuelienne-a-les-faveurs-des-medias-m...>

- LesInrocks - L'extrême droite développe sa critique des médias <https://www.lesinrocks.com/.../l-extreme-droite-developpe-sa-critique-des-medias-1137...>

- Les sites de «réinformation», la stratégie payante de l'extrême droite ... www.slate.fr › Médias

- Ces médias à la droite de la droite qui veulent "réinformer" les ... <https://www.la-croix.com> › France › Politique

Comment Big Brother recrute ses miliciens, les médiocrités qui vont servir ses desseins. Une ascension fulgurante à la Benalla ou Macron.

Wikipédia - À l'âge de 24 ans, Hapsatou Sy crée Ethnicia, un concept d'espaces de beauté et ouvre, en 2005, son premier salon sur l'île Saint-Louis à Paris. En 2007, elle remporte le 2e prix du concours Grand prix jeunes créateurs organisé par le groupe Unibail-Rodamco. Hapsatou Sy rencontre le président de la République Nicolas Sarkozy en 2011, afin d'échanger sur l'entrepreneuriat au féminin. La même année, elle est sélectionnée pour représenter l'entrepreneuriat français au G20 Yes. Elle sera également nommée Rising Talent lors du Women's Forum de Deauville en 2010. Son réseau d'espaces de beauté se développe jusqu'au 25 septembre 2013 où elle annonce, à la suite de difficultés financières, la liquidation judiciaire de sa société, pour se consacrer dorénavant au développement de ses différentes marques de cosmétiques en France et à l'international. En juin 2014, Hapsatou Sy lance sa première collection de prêt à porter nommée 'antiKOD' cosignée avec cinq stylistes.

Elle inaugure chaque année le cours magistral de création d'entreprise à Sciences Po de Jacques-Henri Eyraud.

Dans l'édition 2013 du Choiseul 100, qui regroupe les leaders économiques de demain et qui est le résultat d'une recherche empirique sur la détection des jeunes dirigeants et des cadres à très hauts potentiels, elle occupe la 78e place.

En mai-juin 2012, elle est l'une des membres du jury de cinq numéros de l'émission L'Inventeur 2012 présentée par Alex Goude et Sandrine Corman le lundi en première partie de soirée sur M6.

Entre octobre 2012 et juin 2016, sur D8, elle est chroniqueuse dans l'émission quotidienne Le Grand 8 présentée par Laurence Ferrari, aux côtés de Roselyne Bachelot (présentatrice occasionnelle) Audrey Pulvar (remplacée la dernière saison par Aïda Touihri), Elisabeth Bost et Myriam Weill (occasionnellement)¹². De mars à avril 2015, elle présente Projet Fashion en deuxième partie de soirée sur la même chaîne. L'émission est basée sur un concours de créateurs, qui est l'adaptation française du jeu Project Runaway.

En 2015, il est révélé par le magazine Voici qu'elle partage sa vie avec le présentateur français Vincent Cerutti.

Elle est marraine de la première édition du concours Graines de Projet organisé par The Empowerment House le 21 avril 2016 à Gennevilliers.

Depuis mars 2017 elle présente l'émission Afrique Investigation sur Canal+ Afrique.

En avril 2017, les éditions Dunod publient son premier livre, Partie de rien, témoignage sur son parcours d'entrepreneuse¹⁶.

Depuis septembre 2017, elle fait partie de la bande de chroniqueurs de l'émission Les Terriens du dimanche ! de Thierry Ardisson sur C8¹⁷.

À partir du 14 octobre 2017, tout comme son compagnon Vincent Cerutti, lui aussi candidat, elle participe à la huitième saison de Danse avec les stars sur TF1, avec Jordan Mouillerac comme partenaire de danse.

Télévision

2012 : L'Inventeur 2012 sur M6 : jurée

2012-2016 : Le Grand 8 sur D8 : chroniqueuse

2015, 2017 : Le Grand Concours des animateurs sur TF1 : candidate

2015 : Projet Fashion sur D8 : animatrice

Depuis 2017 : Afrique Investigation sur Canal+ Afrique : animatrice

2017 : Fort Boyard sur France 2 : candidate

Depuis 2017 : Les Terriens du dimanche ! sur C8 : chroniqueuse

2017 : Danse avec les stars sur TF1 : candidate²¹.

Ouvrage

Partie de rien, éditions Dunod, 5 avril 2017, 192 p. (ISBN 978-2100761968)

Récompenses

2007 : 2e prix du concours « Grand prix jeunes créateurs » organisé par le groupe Unibail-Rodamco

2011 : Prix Trofémina dans la catégorie « Business ».

2010 : Rising Talent au Women's forum de Deauville (Wikipédia.org)

Hapsatou Sy est très attachée à ses parents, et notamment à son père, à qui elle rend hommage dans son livre *Partie de rien*. Sénégalais, il est arrivé en France après sept mois de périple entre passeurs, racket, noyade évitée de justesse. Un vrai combat pour devenir Français, qui explique en partie pourquoi la sortie d'Eric Zemmour est vécue comme une claque pour Hapsatou Sy. "Mon père a quitté le Sénégal en 1972. Avant d'arriver en France, il a parcouru de nombreux pays, du Maroc à l'Espagne, et a eu une force incroyable pour changer de vie. Quand il m'a raconté son parcours, un jour de 1998, j'ai décidé que je réussirais pour lui", expliquait-elle à Paris Match durant la promotion de son livre.

« Mon père, c'est mon héros. (...) Le jour où mon père me raconte son parcours, je jure de tout faire pour l'honorer. Ma réussite, c'était juste ça : qu'il me regarde un jour et qu'il me dise 'je suis fière de toi' », rajoutait-elle dans les médias. gala.fr 18 septembre 2018

On croirait entendre Jupiter !

Epilogue.

Elle a commis l'erreur impardonnable ou peut-être fatale d'avoir manqué de loyauté envers ses bienfaiteurs.

lepoint.fr 21.09 - Après une semaine d'invectives et de bad buzz, C8 et les différents protagonistes de cette détestable affaire veulent calmer le jeu. Franck Appietto, directeur général de la chaîne, a reçu la jeune femme et lui a donné des assurances : elle ne sera pas chassée de l'antenne. Hapsatou Sy devrait devenir chroniqueuse dans une des nombreuses émissions de Cyril Hanouna. Sans doute dans *Balance ton post*, qu'il lancera à la fin du mois en deuxième partie de soirée. Voilà pour la version officielle. Dans l'arrière-boutique, on est plus mesuré et on cache difficilement sa colère. Un hiérarque de C8, qui souhaite rester anonyme, ne cache pas son exaspération : « L'urgence est de lui faire signer un document par lequel elle s'engage à ne pas rendre publiques les images qu'elle a tournées. Nous n'avons pas envie de nous offrir un scandale fait d'accusations – même mensongères – de racisme. On lui payera peut-être une année de piges, soit environ 60 000 euros, et après, du balai... Il serait étonnant qu'après sa sortie et l'exploitation illicite des images un producteur accepte de signer avec elle... » « C8 tient à démentir ces propos », a réagi la chaîne auprès du Point. (...)

Elle vantait en mars 2018 à la une du magazine *Management* : « Faire parler de soi en bien... en mal. Les meilleures techniques pour réussir sa com. » lepoint.fr 21.09

Un autre "cas de conscience".

- Exfiltrer Collomb ou pas ? Le casse-tête de Macron... - LeParisien.fr

C'est un macroniste de haut rang qui assène, comminatoire : « Il faut exfiltrer Monsieur Collomb ! ». LeParisien.fr

Les faits qui confirment mon analyse.

- "En Allemagne, le débat ne porte que sur l'immigration" - L'Express.fr 21.09

Selon la journaliste allemande Michaela Wiegel, les discussions sur l'Europe sont éclipsées par la question migratoire. L'Express.fr 21.09

- L'AfD, deuxième parti d'Allemagne (sondage) - euronews 21 septembre 2018

Selon un sondage, la popularité du parti allemand d'extrême droite AfD est à son plus haut niveau. Si des élections se tenaient demain, l'AfD réunirait 18 % des voix, en progression de deux points, d'après l'étude d'ARD DeutschlandTrend.

Le parti créé en 2013 arrive deuxième des intentions de vote derrière la CDU-CSU d'Angela Merkel (28 % en recul d'un point) mais devant les sociaux démocrates (17 %, en recul d'un point).

Une autre étude publiée par l'INSA montre que près d'un Allemand sur deux souhaite une nouvelle élection, soulignant le mécontentement depuis l'affaire Maassen, qui a écorné l'autorité de la chancelière. euronews 21 septembre 2018

Comment cautionner la destruction du Yémen et le massacre de son peuple.

Le Parisien 20.09 - Les bombardements aériens ne suffisent pas à venir à bout des rebelles dissimulés dans la population, d'où une succession de bavures. (Il faudrait peut-être envisager de frapper plus fort encore et tant pis pour les bavures puisqu'elles sont inévitables. - LVOG) Affaiblis, les houthis n'hésitent pas à enrôler des enfants et à truffier le terrain de mines. (Tandis que la coalition Américano-anglo-saoudienne-sioniste massacre sans hésitation des milliers d'enfants yéménites, bombardant écoles et hôpitaux, mais c'est pour leur bien, au paradis sans doute! - LVOG) Le conflit a déjà fait 10 000 morts. (Dont 2500 enfants - LVOG)

Selon l'ONG Save the Children, plus de cinq millions d'enfants sont en train de mourir de famine ! « Dans un hôpital que j'ai visité dans le nord du Yémen, les bébés étaient trop faibles pour pleurer », a déclaré Helle Thorning-Schmidt, directrice générale de l'ONG.

(Save the Children, une ONG liée tout d'abord à la Société des Nations, puis à l'ONU. Elle est financée à hauteur de 80% par l'Etat américain et l'oligarchie, en 2017 elle a brassé plus de 800 millions de dollars (<https://www.savethechildren.org/us/about-us/resource-library/annual-report>). Save the Children International a pour directrice générale depuis 2016, Helle Thorning-Schmidt, sociale-démocrate, Première ministre danoise de 2011 à 2015, c'est la décision de vendre une partie de l'entreprise publique d'énergie DONG Energy à la banque d'investissement américaine Goldman Sachs qui entraîna une crise gouvernementale et des élections anticipées que son parti perdit. (Source : Wikipédia.org) - LVOG)

La communauté internationale, qui tente de relancer les pourparlers de paix, observe avec inquiétude ce conflit dans une région où transite près du tiers du pétrole mondial. Et où, selon l'ONU, se joue presque incognito « la pire crise humanitaire au monde ». Le Parisien 20.09

La communauté internationale, traduire les puissances occidentales impérialistes n'ont aucun intérêt dans la région, par conséquent elles ne sont pas impliquées dans cette guerre, il faut le croire puisqu'ils le disent. Et puis bombarder Idlib pour libérer la population des barbares, ce serait commettre un crime contre l'humanité, mais bombarder le Yémen, c'est assurément accomplir une oeuvre humanitaire. - LVOG

Quand le "mirage écologique" tourne au cauchemar.

- Dans la Somme, village à vendre "cause éoliennes" francetvinfo.fr 20.09

Les éoliennes sont un symbole de l'énergie propre, l'emblème de la transition énergétique. Pourtant, dans toute la France, 70% des projets sont attaqués en justice par des riverains excédés, qui dénoncent ce qu'ils appellent un "mirage écologique". "Envoyé spécial" a rencontré plusieurs de ces opposants pour un reportage à voir le 20 septembre 2018.

Située dans un couloir de vent avec peu de relief, la Somme est un terrain propice à l'installation d'éoliennes. C'est le département qui en compte le plus : 600 sur les 6 000 implantées en France, soit une éolienne terrestre sur 10. Jusqu'à la saturation ? Ou l'encerclement, comme à Montagne-Fayel, 160 habitants ? Le secteur compte déjà 50 éoliennes, et il y en aura bientôt 75 de plus. Pour dénoncer leur présence, des pancartes "A vendre, cause éoliennes" ont fleuri dans le village.

"La seule limite, c'est de ne pas aller à moins de 500 mètres des habitations, donc ils peuvent en mettre où ils veulent...". Est-ce que ce n'est pas le prix à payer pour la transition énergétique ? "Le prix à payer pour qui ? répond Julie Sandri, 37 ans, présidente de l'association SOS de nos campagnes 80. Pour les gens qui consomment le moins ? On est en pleine campagne. Est-ce que vous pensez que c'est la campagne et la rase campagne qui consomment le plus ?" francetvinfo.fr 20.09

Les écologistes s'en foutent que votre village et votre horizon soient défigurés, ils n'y viendront pas passer leurs vacances, même pour un pique-nique à la campagne ils iront ailleurs, c'est trop laid !

Comment, on ne vous a pas consultés, on n'a pas tenu compte de votre opposition à l'installation de ces champs d'éoliennes, ah ben c'est que la France n'est pas une démocratie et que les écologistes ne sont pas des démocrates mais des tyrans comme les autres !

Pour eux ce qui compte, c'est leur petit confort, le vôtre ils s'en tapent complètement. Ils étaient PS compatibles, maintenant ils sont Macron compatibles. Comment, aux prochaines élections vous ne voterez pas ou vous voterez extrême droite, non, ce n'est pas possible, après tout vous méritez bien ce qui vous arrive bande d'arriérés ou de réacs.

Bravo !

[Qui complot, qui sont les complotistes, pourquoi dénoncent-ils les théories du complot ? Réponse.](#)

- Incroyable : le Financial Times admet cacher des informations « dans l'intérêt général » - or-argent.eu 12.09

Vous n'allez pas apprendre grand-chose dans cet article. Vous pourrez en revanche le brandir à ceux qui vous traitent de théoricien du complot. Intitulé « Durant une crise, il ne faut parfois pas tout dire », il rappelle furieusement la déclaration célèbre de Jean-Claude Juncker « vous devez mentir lorsque cela devient important », l'article est signé John Authers, éditeur associé du FT : Durant une crise, il ne faut parfois pas tout dire

« Il est temps d'admettre que j'ai, par le passé, omis de communiquer des informations importantes à mes lecteurs. C'était il y a 10 ans, nous étions au pire de la crise financière, et je pense avoir fait le bon choix. Maintenant qu'une décennie s'est écoulée, je pense qu'il faut en discuter.

Cela s'est passé le 17 septembre 2008, 2 jours après la faillite de Lehman. Ce mercredi fut, selon moi, le jour le plus terrifiant de la crise, lorsque la planète fut à 2 doigts d'un effondrement financier total. Mais je n'en ai pas vraiment parlé dans le Financial Times.

Deux nouvelles très importantes venaient de tomber le mardi soir. Tout d'abord, AIG avait reçu une aide d'urgence de 8,5 milliards. Elle en avait besoin afin de payer les CDS qu'elle garantissait. Sans cela, les obligations qui se trouvaient sur le bilan des banques et qui étaient censées être complètement assurées contre le risque seraient devenues sans valeur. Cela signifie que de nombreuses banques se seraient retrouvées techniquement insolvables. La faillite d'AIG aurait provoqué, selon de nombreux analystes, l'effondrement immédiat de l'intégralité du système bancaire européen, ce qui aurait eu un impact important sur la dette américaine. (...)

Simultanément, le Reserve Fund, le plus important fonds mutuel américain indépendant, annonçait des pertes sur ses obligations Lehman. Ce qui provoqua la chute de son titre à moins d'un dollar. C'était terrifiant, car ce type de fonds, qui achète des obligations à court terme, faisait partie des fonds garantis. Aucune institution de ce genre n'avait jamais franchi la barre du dollar.

Ces fonds étaient des clients vitaux pour les obligations à court terme. Sans eux, comment les sociétés et les grandes banques pouvaient-elles se financer ? Les investisseurs se ruèrent pour retirer leur argent des fonds, tandis que ceux-ci vendaient à tour de bras leurs obligations corporate pour pivoter vers la sécurité des Treasuries.

Il s'agissait d'un bank run, la solvabilité des plus grosses banques de Wall Street était remise en question. Durant ce chaos, le taux des obligations américaines tomba jusqu'à leur plus bas depuis Pearl Harbor. Les gens désespérés cherchaient la sécurité, la chute du rendement n'avait alors aucune espèce d'importance.

Mais contrairement au bank run de Northern Rock de 2007 en Grande-Bretagne, rien de tout ceci ne fut visible. On ne voyait pas des gestionnaires faire la file dans la rue pour acheter des obligations. Mais selon les banquiers de Wall Street que j'ai interrogés, le système bancaire risquait l'effondrement.

À l'époque, j'avais beaucoup d'argent chez Citibank, plus que le montant garanti. Si Citi devait faire faillite, ce qui m'était inconcevable auparavant, j'allais perdre de l'argent. Durant la pause déjeuner, je me suis rendu chez Citi afin de transférer la moitié de mon épargne chez Chase, dans l'agence voisine. Cela me permettait de doubler le montant assuré.

Cela se passait à Manhattan, où les bureaux de banques d'investissement sont nombreux. Dans l'agence Citi je me suis retrouvé dans une longue file, au beau milieu de banquiers de Wall Street. Ils étaient venus faire la même chose que moi. Dans l'agence Chase d'à côté, idem, elle était remplie de banquiers anxieux.

Lorsque mon tour est venu, on m'a expliqué que Chase et Citi avaient convenu d'un plan d'action commun. Je n'avais pas besoin d'ouvrir un compte chez la concurrence. L'employée m'a demandé si j'étais marié, et si j'avais des enfants. Elle a ensuite ouvert autant de comptes séparés que possible. En souriant, elle m'indiquait avoir fait la même chose durant toute la matinée. C'était la première fois que de telles demandes se manifestaient.

J'avais du mal à respirer. J'étais en train d'assister à un bank run, au cœur du quartier des affaires de New York. Les gens qui étaient en train de paniquer étaient les personnes les mieux informées de la situation.

Tout ce que j'avais à faire, c'était de prendre quelques photos de banquiers en costume en train de faire la file, et d'ajouter une petite légende.

Nous ne l'avons pas fait. Un tel article en première page du Financial Times aurait pu faire basculer le système dans le précipice. Nos lecteurs ne se doutaient de rien, cela aurait engendré une terrible panique.

Ai-je pris la bonne décision ? Je le pense. Aucun journal n'a publié ces photos dans les agences de Manhattan. La liberté d'expression ne nous octroie pas le droit de mettre de l'huile sur le feu. (...)

Quelques semaines plus tard, les dépôts assurés passaient de 100.000 à 250.000 \$. 10 ans plus tard, les banques américaines

sont virtuellement les seules qui sont devenues plus sûres. (...) Le souci est que les actions entreprises pour résoudre ce problème ont empêché la prise de mesures pour juguler d'autres risques. Aujourd'hui, ils prennent la forme d'actifs surévalués, d'investissements à effets de levier, et des caisses de retraite qui possèdent ces actifs. La prochaine crise ne sera pas bancaire, elle sera posée par la chute de la valeur des actifs détenus par les caisses de retraite, laissant ensuite une génération avec des revenus insuffisants pour vivre.

La mauvaise nouvelle est qu'il s'agit d'une crise dont la solution peut attendre. Les politiciens peuvent l'ignorer. La bonne nouvelle est que, cette fois, je ne suis pas obligé de ne pas en parler. » [Commentaire or-argent.eu](#)

Nos lecteurs apprécieront le cynisme de ce journaliste. Si le système s'était effondré, aurait-il eu aussi le courage d'informer ses lecteurs qu'il s'était mis à l'abri, en compagnie de ses amis banquiers, tout en omettant de faire son travail d'information ? Il s'agit de la preuve irréfutable que vous ne pouvez pas compter sur la presse pour vous informer lorsque la situation est grave. C'est pourquoi se préparer est important. [or-argent.eu 12.09](#)

[Extrait de la revue de presse du blog Les Crises.](#)

- Affaire Chevron-Équateur : l'arbitrage international confirme sa réputation d'instrument au service des puissants - [multinationales.org](#)

"La Cour permanente d'arbitrage de La Haye, tribunal commercial privé saisi par Chevron, a rendu une décision sommant l'Équateur d'annuler la sentence historique rendue par ses tribunaux contre le géant pétrolier américain, responsable d'un désastre environnemental dans la région amazonienne du pays. Une nouvelle illustration du rôle controversé de l'arbitrage international et des mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États, inclus dans de nombreux traités de libre-échange." [multinationales.org](#)

- Venezuela : L'ONU affirme que la situation est due à la guerre économique - [legrandsoir.info](#)

"Le Bureau du Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme (ACNUDH) a publié un long rapport sur la situation au Venezuela qui assure que ses problèmes sont dus, en grande partie, à la guerre économique et au blocus financier contre le Gouvernement de Nicolás Maduro. Ce document compare les sanctions et les blocus économiques modernes contre les pays aux « sièges des villes mis en place au Moyen-Âge dans l'intention de les obliger à se rendre. » Il est catégorique sur le fait qu'au Venezuela, il n'y a pas de crise humanitaire ni de crise de l'alimentation. Le document, publié le 30 août dernier, a été élaboré par l'expert indépendant de l'ONU, Alfred-Maurice de Zayas, dans le cadre de la « promotion d'un ordre international démocratique et équitable » après une visite qu'il a faite dans le pays entre le 26 novembre et le 9 décembre 2017." [legrandsoir.info](#)

[Ils osent tout.](#)

- Les États-Unis dénoncent le sort des musulmans ouïghours : nouvelle attaque contre la Chine - [LeParisien.fr](#)

C'est si inattendu que les observateurs des relations entre les deux pays ont du mal à ne pas y voir un but caché. [LeParisien.fr](#)

Alors que les États-Unis ont massacré des millions de musulmans en Afghanistan, Irak, Libye, Syrie, Somalie, etc.

- Docteur Jeremy et mister Corbyn - [L'Express.fr](#)

Au Royaume-Uni, Jeremy Corbyn a revigoré le Parti travailliste. Qui reste cependant miné par les accusations d'antisémitisme. [L'Express.fr](#)

Etre antisioniste ou soutenir les Palestiniens, c'est être antisémite...

- L'aptitude de Trump à gouverner de nouveau mise en doute - [AFP](#)

Donald Trump faisait face vendredi à une nouvelle polémique explosive sur sa capacité à gouverner, un haut responsable de l'administration ayant évoqué en 2017 la possibilité de le mettre à l'écart du pouvoir, selon des informations du New York Times que ce dernier dément fermement. [AFP](#)

Et Reagan, Bush ? Ah ben non, ce sont nos modèles...

- Des employés de Google ont voulu contrer le décret migratoire de Trump, selon le Wall Street Journal - [AFP](#)

Tels maîtres, tels chiens...

[La fabrique du consentement ou leur propagande permanente, hystérique.](#)

- Climat : Emmanuel Macron va être désigné «champion de la Terre» à New York - LeParisien.fr

A quand le maître de l'Univers ?

- Ce migrant vénézuélien pousse son père handicapé jusqu'à Bogota à la recherche de médicaments - Le HuffPost

Sortez vos mouchoirs, quel tyran ce Maduro !

- USA: un militant pour les armes accusé d'agression sexuelle sur mineure - AFP

Enfin, ils en ont trouvé un !

- Chaque année, 12 millions de mineures sont mariées de force dans le monde - LeFigaro.fr

Et 10 fois plus crèvent de faim ou de sous-alimentation...

- L'UE hausse le ton pour défendre l'Etat de droit - euronews

Les institutions européennes sont à l'offensive pour défendre l'Etat de droit au sein des Etats membres. Le Luxembourg n'a pas enfreint les règles européennes en matière d'aides d'Etat avec McDonald's. C'est la conclusion d'une enquête de la Commission européenne ouverte en décembre 2015. euronews

L'UE ou la parole d'un paradis fiscal mafieux...

- La France se mobilise pour le cinéaste ukrainien Sentsov - euronews

La France se mobilise pour Oleg Sentsov , ce cinéaste ukrainien emprisonné en Russie et qui mène une grève de la faim depuis le 14 mai dernier. Depuis vendredi dernier, un collectif de personnalités dont l'ancienne garde des Sceaux Christiane Taubira, ont entamé une grève de la faim tournante... euronews

Comment, il n'est pas encore mort depuis le temps ? C'est étrange au Yémen ils crèvent plus vite de faim...

- Décès de Marceline Loridan-Ivens : "Elle avait senti l'antisémitisme monter", selon l'écrivaine Judith Perrignon - Franceinfo

L'écrivaine et cinéaste Marceline Loridan-Ivens est morte mardi à l'âge de 90 ans. Franceinfo a recueilli le témoignage de Judith Perrignon, avec qui elle a écrit deux ouvrages. Franceinfo

Les sionistes n'avaient que cela à se mettre sous la dent...

- "Ici on sauve des vies": dans l'usine à bébés de MSF en Afghanistan - AFP

La mère a été admise à 9h30, la naissance enregistrée à 9H35. Dans le sud-est de l'Afghanistan, les femmes arrivent souvent in extremis à la maternité de Médecins sans Frontières (MSF), l'une des plus actives au monde avec jusqu'à 90 naissances par jour.

MSF une autre officine de renseignement financée par la NED/CIA.

- La Chine expurge les manuels scolaires de contenus non approuvés - Reuters

Comme partout ailleurs dans le monde...

- Sanctions US contre la Chine pour l'achat d'armes russes - Reuters

Optez pour le made in USA...

- Au Venezuela, les excès meurtriers de la politique sécuritaire - Liberation.fr

Amnesty International s'alarme, dans un rapport publié jeudi, d'un nombre croissant d'exécutions impunies, souvent menées par les militaires, dans le cadre de la lutte contre l'insécurité. Liberation.fr

Amnesty International spécialisé dans la réalisation de rapport à la demande de Soros et Cie...

- Guerre au Yémen: plus de cinq millions d'enfants menacés de famine - AFP 19 septembre 2018

Au moins leurs souffrances seront abrégées, quelle généreuse attention...

- Fake news: Ce sont les pro-Fillon qui en auraient partagé le plus pendant la présidentielle - Le HuffPost

Ah ben moi qui croyais que c'était Le Monde, Libération, Le Parisien, Le Figaro, Le Point, TF1, etc...

- Benalla, simple collaborateur ou garde du corps ? des doutes persistent - AFP

Simple collaborateur ou garde du corps du chef de l'État ? Pourquoi était-il autorisé à porter une arme ? L'audition d'Alexandre Benalla par les sénateurs mercredi n'a pas permis de lever les zones d'ombre entourant son rôle à l'Élysée.

Ils sont bien les seuls à avoir des doutes...

- "Je ne suis pas un voyou", a protesté l'ex-chargé de mission. Reuters

Pourquoi, aurait-on des raisons d'en douter ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis.

- L'aptitude de Trump à gouverner de nouveau mise en doute - AFP 22 septembre 2018

Donald Trump faisait face vendredi à une nouvelle polémique explosive sur sa capacité à gouverner, un haut responsable de l'administration ayant évoqué en 2017 la possibilité de le mettre à l'écart du pouvoir, selon des informations du New York Times que ce dernier dément fermement.

Au coeur de ces nouvelles révélations: Rod Rosenstein, numéro deux du ministère de la Justice qui supervise l'enquête du procureur spécial Robert Mueller sur les soupçons de collusion entre l'équipe de campagne de Donald Trump en 2016 et le Kremlin.

Le New York Times s'appuie sur plusieurs sources, notamment des notes prises par des agents du FBI. Or l'un des auteurs de ces compte-rendus, Andrew McCabe, ex-directeur par intérim du FBI, n'a pas démenti leur contenu vendredi. "Il ignore comment un journaliste peut avoir obtenu ces notes", a simplement écrit son avocat, Michael R. Bromwich.

Selon le Washington Post, M. McCabe explique dans ses notes qu'en mai 2017, un Rod Rosenstein très inquiet après le limogeage choc du chef du FBI, James Comey, par le président américain, a suggéré devant témoins qu'il faudrait enregistrer Donald Trump à son insu pour rendre compte du "chaos" régnant à la Maison Blanche.

Il aurait alors discuté d'une mise à l'écart de M. Trump, en activant une procédure encore jamais utilisée aux Etats-Unis, prévue par le 25e amendement de la Constitution en cas d'incapacité du président à gouverner.

L'article du New York Times prend un écho particulier après plusieurs publications récentes qui décrivent une Maison Blanche dysfonctionnelle, où de hauts responsables vont jusqu'à contourner les ordres présidentiels: le livre du journaliste d'investigation Bob Woodward et la tribune d'un haut responsable anonyme de l'administration Trump.

Ce dernier texte, publié par le même New York Times, affirmait également que certains membres du cabinet avaient

brèvement envisagé d'écarter Donald Trump de la présidence peu après son arrivée à la Maison Blanche, en janvier 2017.

Rod Rosenstein a catégoriquement nié vendredi estimer que Donald Trump n'était pas en mesure d'exercer ses fonctions.

"Je veux être clair sur ce point: sur la base de mes échanges personnels avec le président, il n'existe aucun fondement pour invoquer le 25e amendement de la Constitution", a-t-il écrit.

"L'article du New York Times est inexact et incorrect", a-t-il ajouté, dénonçant des "sources anonymes qui sont évidemment partiales contre le ministère".

"Je n'ai jamais envisagé ou autorisé un enregistrement du président", a-t-il martelé dans un nouveau communiqué publié dans la soirée.

"Aucune des propositions de M. Rosenstein n'a apparemment abouti", souligne le New York Times. Mais "il a dit à M. McCabe qu'il pourrait parvenir à convaincre" le ministre de la Justice, Jeff Sessions ainsi que John Kelly, alors ministre de la Sécurité intérieure, de se joindre à ses efforts.

Le ministère de la Justice a laissé entendre qu'une plaisanterie de M. Rosenstein avait en fait été mal comprise, en publiant le témoignage, sous couvert d'anonymat, d'un ex-haut responsable qui se trouvait "dans la salle" lorsqu'il a évoqué le sujet.

"Son commentaire était sarcastique et n'a jamais été débattu avec une quelconque intention d'enregistrer une conversation avec le président", dit-il.

L'avocat d'Andrew McCabe, Michael R. Bromwich, explique lui que son client a bien mis sur papier la teneur de ses rencontres avec de hauts responsables du gouvernement Trump. Il les a toutes livrées au procureur Mueller il y a "plus d'un an". Une autre copie de ces notes était encore conservée au FBI en janvier 2018.

Ces révélations vont en tout cas dans le sens du scénario, martelé sans relâche par Donald Trump, de forces à l'oeuvre contre lui au sein même de son administration.

Son fils, Donald Junior, a d'ailleurs rapidement ironisé sur Twitter: "Personne n'est choqué que ces gars fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour saper" la présidence Trump.

De quoi inquiéter les démocrates et autres défenseurs de l'enquête du procureur Mueller que Donald Trump n'a de cesse d'attaquer en dénonçant une "chasse aux sorcières".

Puisque le ministre de la Justice, Jeff Sessions, s'est récusé dans l'affaire russe, Rod Rosenstein est le seul rempart censé protéger la bonne marche des investigations.

Le chef de l'opposition démocrate au Sénat, Chuck Schumer, a d'ailleurs rapidement averti vendredi: "cet article ne doit pas être pris comme prétexte pour servir l'objectif vil de limoger" Rod Rosenstein "afin de nommer un responsable qui autorisera le président à s'immiscer dans l'enquête du procureur spécial". AFP 22 septembre 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 25 septembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

● [Causerie au format pdf \(15 pages\)](#)

1- Ils sont partis dans l'intelligence artificielle, alors qu'ils ne sont pas capables de développer l'intelligence tout court.

2- La parfaite valeur est de faire sans témoins ce qu'on serait capable de faire devant tout le monde. (La Rochefoucauld, Réflexions ou sentences et maximes morales, 216, p. 275.) (Le Grand Robert de la langue française)

Une variante que j'avais lu quelque part et que j'ai conservée parce que j'ai en horreur l'hypocrisie : La générosité qui consiste à se séparer du superflu ne coûte rien ou n'a aucune valeur. La véritable générosité consiste au contraire à partager ce qu'on a, quitte

à ce que notre condition en soit affectée ou à devoir se priver soi-même.

Qui partage ce principe, qui le met en pratique ? Il existe assurément différents niveaux de conscience, c'est ce qu'on peut observer ou en déduire, cela étant nous n'avons pas vocation à porter des jugements mais à nous fixer pour objectif que chacun puisse progresser.

Quand on vit en Inde depuis de longues années, on est très souvent confronté à des cas de conscience, cela fait réfléchir à tous les niveaux.

C'est une expérience éprouvante, mais ô combien enrichissante quand on l'aborde honnêtement. Plus d'une fois j'ai dû me sermonner pour ne pas voir eu un comportement exemplaire, parce que j'étais moi-même accablé de difficultés et abandonné à mon sort, puisque je ne pouvais compter sur absolument personne pour me venir en aide d'une manière ou d'une autre, et comme il était relativement facile de se trouver des excuses, ma bonne conscience était sauvée sur le coup. Sauf que par la suite elle allait se transformer en cauchemar parce que je ne me passe rien, pas le moindre écart qui révèle un manque de maturité d'esprit, une entaille à mes principes dont je dois absolument découvrir l'origine pour progresser, c'est mon obsession.

On ne peut pas être digne d'un idéal, du socialisme, en se conduisant n'importe comment dans la vie... J'ai suffisamment à faire avec mes propres faiblesses et lacunes pour m'occuper de celles des autres. Le témoignage que je livre ou le partage de mes expériences me valent des critiques ou plutôt des jugements injustifiés de la part de ceux qui se sentent visés parce que je décris, alors que je ne vise personne en particulier sauf si je le précise, peut-être parce qu'ils se reconnaissent eux-mêmes et ne le supportent pas, ne se supportent pas eux-mêmes.

On doit admettre que nous avons tous plus ou moins des idées préconçues sur un tas de choses qui sont bien-fondées ou non, mais celles sur lesquelles généralement on refuse de se pencher nous concernent directement et c'est dommage, car si on a besoin des autres pour apprendre à se connaître, on ne peut pas connaître les autres sans se connaître soi-même. D'où l'intérêt d'être modeste et de ne jamais se prendre pour ce qu'on n'est pas, ce qui en guise de récompense si on peut dire, nous procurera en retour une grande satisfaction à côté de laquelle toutes les autres apparaîtront désuètes ou insolentes.

Pour commencer, il faut s'assumer tel que nous sommes. L'épreuve suivante va permettre de vous tester et tant pis si elle s'avèrera cruelle pour certains, ils ne devront s'en prendre qu'à eux-mêmes.

3- Pour commencer levons le voile sur une dissimulation, une mystification qui fait le bonheur du capitalisme et ses agents dans le mouvement ouvrier qui se retranchent derrière ou qui l'ont adoptée.

K. Marx- ...le salaire semble payer le travail parce que l'ouvrier ne le reçoit qu'une fois le travail accompli. La forme du salaire efface toute trace de division de la journée de travail en travail payé et travail non payé. C'est l'inverse de ce qui se passe avec l'esclavage. L'esclave semblait ne travailler que pour son maître, même dans la partie de la journée de travail où il ne faisait que remplacer la valeur de ses propres moyens de subsistance; tout son travail apparaît comme du travail non payé. Dans le salariat, au contraire, le travail non payé lui-même apparaît comme payé. Dans un cas, le rapport de propriété dissimule le travail effectué pour son propre compte par l'esclave; dans l'autre, le rapport d'argent dissimule le travail gratuit de l'ouvrier salarié.

On conçoit, par conséquent, écrit Marx, l'importance décisive de la transformation de la valeur et du prix de la force de travail en salaire ou en valeur et prix du travail lui-même. Sur cette forme apparente, qui rend invisible le rapport réel et fait apparaître exactement son contraire, repose toute la notion juridique de l'ouvrier comme du capitaliste, toute la mystification du mode de production capitaliste, toutes ses illusions de liberté, toutes les billevesées apologétiques de l'économie vulgaire. (Extrait de Franz Mehring, Karl Marx. Histoire de sa vie, Leipzig 1920 (3e édition))

Tout le monde ou presque est parvenu à la conclusion que rien n'était gratuit dans cette société. Or c'est une erreur, l'ensemble des salariés quel que soit leur statut fournissent gratuitement une partie de leur travail aux capitalistes ou aux patrons, à l'Etat essentiellement au service des capitalistes.

Cet argument mériterait d'être développé, les travailleurs ne doivent rien aux capitalistes, aux patrons, à l'Etat, ce sont eux qui leur doivent tout...

Plus consistant.

On a rajouté dans la page d'accueil du portail un extrait de *L'impérialisme et la scission du socialisme* rédigé par Lénine en 1916.

Aujourd'hui on traitera brièvement le passage suivant qui est toujours d'actualité, pour peu qu'on tienne compte de l'ensemble des facteurs qui composent la situation, au lieu de s'évertuer à leur prêter d'autres fonctions que celles qu'ils remplissent.

Lénine - Notons que dans sa « conception » de l'impérialisme, qui revient à farder ce dernier, Kautsky marque un recul non

seulement par rapport au Capital financier de Hilferding (quel que soit le zèle que mette aujourd'hui Hilferding lui-même à défendre Kautsky et l'« unité » avec les social-chauvins !), mais aussi par rapport au social-libéral J. A. Hobson. Cet économiste anglais, qui n'a pas la moindre prétention au titre de marxiste, définit avec beaucoup plus de profondeur l'impérialisme et en dévoile les contradictions dans son ouvrage de 19023. Voici ce que disait cet auteur (chez qui l'on retrouve presque toutes les platitudes pacifistes et « conciliatrices » de Kautsky) sur la question particulièrement importante du caractère parasitaire de l'impérialisme :

Des circonstances de deux ordres affaiblissaient, selon Hobson, la puissance des anciens Empires :

1. le « parasitisme économique » et
2. le recrutement d'une armée parmi les peuples dépendants.

« La première circonstance est la coutume du parasitisme économique, en vertu de laquelle l'Etat dominant utilise ses provinces, ses colonies et les pays dépendants pour enrichir sa classe gouvernante et corrompre ses classes inférieures, afin qu'elles se tiennent tranquilles. » En ce qui concerne la seconde circonstance, Hobson écrit :

« L'un des symptômes les plus singuliers de la cécité de l'impérialisme »

(dans la bouche du social-libéral Hobson, ce refrain sur la « cécité » des impérialistes est moins déplacé que chez le « marxiste » Kautsky)...

LVOG - ... et chez tous nos dirigeants un siècle plus tard dont l'aveuglement est devenu légendaire.

Pour ce qui est du « parasitisme économique », depuis il s'est développé dans des proportions tentaculaires, monstrueuses. Il a été théorisé. Il s'est structuré, il s'est doté de puissantes institutions financières supranationales sous l'égide de l'oligarchie financière anglo-saxonne et internationale qui dictent leurs lois à tous les Etats, et malheur à ceux qui leur résistent ! Il coïncide aussi avec la réglementation et les instruments financiers de type mafieux dont l'oligarchie financière s'est dotée, après avoir réalisé le hold-up du siècle en s'emparant des banques centrales et de la machine à billets...

Quant au « recrutement d'une armée parmi les peuples dépendants », elle n'a jamais cessé pour donner les armées de mercenaires sanguinaires des Talibans, Al-Qaïda, Daesh, que les kautskystes de notre époque atteints de « cécité » ont assimilés à la classe ouvrière ou au mouvement ouvrier, auxquelles il faut ajouter l'armée d'esclaves qui déferlent sur l'Europe, selon les plans définis par les mêmes impérialistes et que le mouvement ouvrier corrompu soutient unanimement de la même manière, ce qui est logique en somme.

Mais comment expliquer cela ? Lénine a fourni la réponse :

- Une couche privilégiée du prolétariat des puissances impérialistes vit en partie aux dépens des centaines de millions d'hommes des peuples non civilisés.

LVOG - "Centaines de millions d'hommes des peuples non civilisés" sur lesquels le mouvement ouvrier verse bruyamment une larme et pas une de plus pour se donner bonne conscience, parce qu'il n'incarne plus que cette "couche privilégiée du prolétariat des puissances impérialistes" qui vit à leur dépens, ceci explique ou cautionne cela. Ce facteur est devenu tabou, les militants le nient ou ne veulent pas en entendre parler. Pourquoi ? Vous n'avez pas une petite idée...

On aura compris que c'est parce que les puissances impérialistes partagent cette « cécité » avec cette "couche privilégiée du prolétariat " que la perspective d'un changement de régime est renvoyée à une date indéterminée ou aux calendes grecques.

Et pour notre malheur, ainsi que celui des "centaines de millions d'hommes des peuples non civilisés", c'est vers cette "couche privilégiée du prolétariat " que nos dirigeants se tournent, alors qu'il existe des millions de travailleurs qui n'en font pas partie et qui ont atteint un degré de conscience qui ne demande qu'à progresser pour peu qu'on sache s'adresser à eux au lieu de les négliger.

[La démagogie ou manipuler les esprit est un art. Qui a dit ?](#)

- "Il faut parler à l'individu, à ce qu'il est et pas forcément parler en fonction de ses propres pensées. Il ne faut pas asséner une vérité, il faut aller la rechercher dans son interlocuteur. Et si on parle de l'autre on arrivera à le convaincre, si on parle de soi, on sera hautain et arrogant."

Réponse : François Hollande, en visite dimanche à Tulle, en Corrèze. L'Express.fr 24 septembre 2018

Traduction : Pour embobiner quelqu'un il faut le laisser parler et ensuite lui dire ce qu'il avait envie d'entendre, en passant sous silence vos propres pensées ou vos réelles intentions qui vont à l'encontre des siennes. Votre interlocuteur manifeste une attente, des besoins, il suffira d'affirmer que vous l'avez bien compris ou que vous allez en tenir compte pour faire naître chez lui un espoir... qui sera sans lendemain et ainsi de suite.

On peut très bien parler de soi sans être pour autant hautain et arrogant, en arborant une fausse modestie par exemple pour tromper les naïfs ou ceux que cela arrange. Quand on représente ou défend des intérêts aussi inavouables que nos intentions, il ne peut pas en être autrement, c'est pour cela que Hollande et ses semblables sont si répugnants, sordides.

Communautarisme et son instrumentalisation. Et touche pas à la police.

- Marcel Campion provoque un tollé...

Il a osé faire référence ou s'attaquer au communautarisme homosexuel, il est accusé d'homophobie. Que défendent-ils en réalité ? Le communautarisme et non les homosexuels ou les intérêts d'une quelconque minorité ou communauté.

Ils se servent du communautarisme pour faire valoir des intérêts individuels ou politiques ou pour régler leurs propres comptes. Quand c'est une femme qui en prend l'initiative, elle accusera ensuite son contradicteur de misogynie ou pire encore, si c'est un juif, d'antisémitisme, si c'est un Arabe ou un Africain, de racisme, si c'est un pro UE, de nationalisme ou de xénophobie, et ainsi de suite.

Epilogue qui le confirme dès le lendemain.

- Campion: l'attribution du marché de Noël en suspens - L'Express.fr 24.09

- Le gouvernement est favorable au réexamen de la convention du marché de Noël, suite aux propos homophobes du roi des forains. L'Express.fr 24.09

- Gérard Collomb dénonce les propos "intolérables"...

Quand un policier ou un militaire meurt dans l'exercice de ses fonctions, il a les honneurs officiels de l'Etat, mais quand c'est un manifestant qui est handicapé à vie ou assassiné par des CRS, il a tout juste droit à des regrets tirés du bout des lèvres et encore, en somme, le regret qu'ils aient dû formuler des regrets !

Quant à leur insécurité, elle est proportionnelle à l'insécurité sociale qui est le produit de l'ordre qu'ils défendent ou de la politique antisociale du gouvernement.

"L'édifice est lézardé" : Abattons-le ! Dehors Macron, à bas l'oligarchie !

- Sondage. Popularité de Macron : la dégringolade continue - lejdd.fr 22 septembre 2018

Emmanuel -Macron avait déjà perdu 5 points dans notre précédent sondage Ifop, au mois d'août (34%). Il récidive en septembre et chute d'autant, à 29% de satisfaits seulement. "Le Président est extrêmement fragilisé dans sa relation avec les Français, note Frédéric Dabi, directeur général adjoint de l'Ifop. Il n'y a plus que son socle du premier tour de la présidentielle qui tient." Il perd en particulier 9 points dans les professions intermédiaires et 11 chez les employés. Il chute également de 12 points chez les sympathisants écologistes, conséquence de la démission de Nicolas Hulot, et baisse très fortement parmi ceux du centre (MoDem et UDI). Edouard Philippe perd 6 points

Parmi les griefs les plus fréquemment exprimés par les sondés : le pouvoir d'achat, le sort réservé aux retraités, le -désintérêt pour l'environnement. "L'édifice est lézardé, note Dabi. La bienveillance, c'est fini." Édouard Philippe suit la même pente et perd 6 points à 34%. lejdd.fr 22 septembre 2018

Encore une info approximative ou arrangée en faveur de Macron, car en réalité lors du 1er tour de la présidentielle Macron n'avait obtenu que 24,01% des voix des votants, 18,19% des voix des inscrits.

Inscrits:47 581 118
Votants: 37 003 546
Abstention: 10 577 572
Votes blancs: 659 302
Votes nuls: 285 431

Emmanuel Macron: 8 657 326

(Source : <https://www.interieur.gouv.fr/Archives/Archives-elections/Election-presidentielle-2017/Election-presidentielle-2017-resultats-globaux-du-premier-tour>)

[La Suisse, un modèle de démocratie à moins de 25% de matière grasse.](#)

Dans le canton de Saint-Gall (nord-est) près de 67% des habitants ont voté dimanche en faveur d'une "interdiction de la burqa" dans l'espace public de leur région. Le taux de participation était de 36%.

La participation aux scrutins nationaux n'a mobilisé dimanche que 37% des inscrits. AFP 23 septembre 2018

Pratiquement partout dans le monde, lors de chaque élection de nos jours les candidats élus obtiennent moins de 25% des suffrages des inscrits. Le régime capitaliste est minoritaire et illégitime à l'échelle mondiale. Normal, c'est à cette échelle qu'il faut l'éradiquer.

[Budget 2019](#)

- Budget : qui veut gagner des milliards ? Qui doit se serrer la ceinture ? - liberation.fr 23 septembre 2018

Les entreprises gagnent sur presque tous les tableaux

Ce qu'elles gagnent :

Les organisations patronales ont la victoire modeste - même grognonne. Mais, comme l'an passé, les entreprises sont les principales gagnantes de ce budget. En 2019, elles bénéficieront à la fois du versement du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) au titre de 2018 et d'une baisse «durable» de cotisations patronales qui remplacera, à l'avenir, le CICE. Coût pour les finances publiques : 20 milliards d'euros. S'y ajoute une nouvelle baisse de l'impôt sur les sociétés : de 33,3 % à 31 % pour celles qui réalisent des bénéfices supérieurs à 500 000 euros, avant un plancher de 25 % pour toutes en fin de quinquennat. Le gouvernement a aussi prévu de supprimer 21 «petites taxes» à faible rendement et veut stimuler les investissements des PME en leur permettant de déduire, pendant deux ans, jusqu'à 40 % de leurs achats robotiques et numériques. L'Etat poursuit ainsi une politique de l'offre dont il attend des gains de compétitivité, de nouveaux investissements... et des embauches.

Ce qu'on leur demande :

D'abord, un peu de patience. Les entreprises devaient bénéficier au 1er janvier d'une baisse de 4 points des cotisations patronales au niveau du salaire minimum. «L'année prochaine, on sera à zéro cotisation sur le Smic», s'enthousiasme-t-on dans la majorité. Mais cette ristourne à 2 milliards d'euros n'interviendra finalement qu'au 1er octobre 2019 pour tenir le budget. Les plus grosses sociétés devront aussi accepter une majoration de leur cinquième acompte de l'impôt sur les sociétés. «L'Etat nous demande de lui avancer sa trésorerie», pestait il y a quelques semaines le nouveau patron du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux. Dans sa revue des aides aux entreprises, le gouvernement a aussi choisi de récupérer un milliard d'euros : certains secteurs industriels ne bénéficieront plus du taux réduit de la taxe sur les produits énergétiques et les réductions d'impôt dont bénéficient les entreprises qui font du mécénat pourraient être rabotées.

Les plus fortunés toujours autant chouchoutés

Ce qu'ils gagnent : Pour les plus riches, les mesures ont été mises en place dès l'année dernière : en réformant la fiscalité du capital (flat tax de 30 %) et en réformant l'impôt sur la fortune, l'exécutif voulait les inciter à rapatrier leurs capitaux et à investir dans l'économie nationale. Ces deux mesures sortiront intactes du projet de loi de finances (PLF) 2019. Lequel va aussi réformer l'exit tax. Celle-ci s'appliquait pendant quinze ans après un départ hors de France aux plus-values réalisées dans le pays. Il faudra désormais attendre deux ans pour être exonéré. Ce seuil permettra, selon le gouvernement, de «limiter les abus» et d'«envoyer un signal» aux plus aisés.

Ce qu'on leur demande :

Fort peu de chose, sauf d'«investir» en France. Selon le ministre des Comptes publics, Gérard Darmanin, il est encore «trop tôt» pour mesurer les effets des mesures adoptées en 2018. Mais «de plus en plus de contribuables fortunés reviennent en France», disait-il la semaine dernière à Libération. Pour les inciter davantage, le ministre de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire, est chargé d'installer la tuyauterie : réforme de l'épargne retraite, nouveautés dans l'assurance-vie... Plusieurs mesures de son «plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises» (Pacte) devraient être intégrées au PLF.

État et collectivités soumis aux réductions d'effectifs, à quatre exceptions près

Ce qu'ils gagnent :

L'exécutif en fait la grande vertu de son budget : celui-ci serait construit autour de «choix». Autrement dit, certains ministères seront gagnants, d'autres sacrifiés. Parmi les premiers, les missions «Défense», «Justice», «Recherche et Enseignement supérieur» ou «Solidarité» voient leurs crédits augmenter nettement l'année prochaine. Dans l'ensemble, les dépenses publiques devraient augmenter de 0,6 % en 2019 (contre + 1,5 % en 2017). Du côté des collectivités, «le montant global des concours financiers de l'Etat [...] ne sera pas remis en cause», a assuré le secrétaire d'Etat Olivier Dussopt. L'Etat souhaite cependant qu'elles limitent leurs dépenses annuelles à + 1,2 %. Quant aux 70 000 suppressions de postes attendues dans les collectivités sur le quinquennat, Dussopt leur fait «confiance pour y parvenir, sans intervenir dans leur libre administration».

Ce qu'on leur demande :

Les ministères du Travail et de la Cohésion des territoires sont les principaux perdants du budget, en raison notamment des nouvelles coupes dans les aides au logement et les emplois aidés. L'Etat doit par ailleurs supprimer 4 500 postes, (dont 1 800 pour la seule Education nationale dans le secondaire). C'est pourtant peu, compte tenu de l'objectif de 50 000 suppressions fixé d'ici à 2022. La Cour des comptes a mis en garde le gouvernement : «Pour atteindre [cet] objectif, ce seront 70 000 emplois qui devront être supprimés, compte tenu des effectifs supplémentaires prévus pour les missions sécurité, défense et justice, soit 19 500 emplois», prévenait-elle avant l'été. Soulignant qu'«un tel effort ne [peut] être concentré sur les seuls autres ministères, [...] cela correspondrait en effet à une réduction de leurs effectifs de près de 25 % en cinq ans».

Les retraités condamnés à payer

Ce qu'ils gagnent :

Attention, terrain miné. L'exécutif sait qu'il a perdu des points auprès de ce public stratégique, dont 40 % a été touché cette année par une hausse non compensée de 1,7 point de CSG. Le Premier ministre a donc annoncé la semaine dernière un geste pour 300 000 retraités : ceux qui sont soumis au taux réduit de CSG (3,8 % au lieu de 8,3 % pour le taux plein) le resteront tant que leurs revenus ne dépassent pas le seuil de 1 331 euros par mois (2 042 euros pour un couple) deux années de suite. Et ils seront bien plus nombreux à bénéficier de la nouvelle baisse de la taxe d'habitation. L'exécutif a aussi promis pour 2019 une hausse «très significative» du minimum vieillesse et tué dans l'œuf le débat sur les droits de succession souhaité par le patron de La République en marche, Christophe Castaner. «Arrêtez d'emmerder les retraités», a déclaré Emmanuel Macron à son entourage - accreditant au passage l'idée que c'était le cas jusqu'à présent...

Ce qu'on leur demande :

L'opposition en fera son miel durant le débat budgétaire : comme les allocations familiales et les APL, les pensions ne progresseront que de 0,3 % durant les deux prochaines années, un taux qui s'annonce nettement inférieur à celui de l'inflation. Au sein de la majorité, certains cherchent à épargner les retraités les plus modestes, préservés de la hausse de CSG en 2018. Une idée que Bercy n'écarte pas : «Mais c'est technique et il faut faire attention à ne pas faire entrer des gens dans la CSG», fait remarquer un ministre. Au sein du gouvernement, d'autres militent pour que l'exécutif «assume» sa position de départ : les retraités doivent faire un effort pour aider les actifs.

Le pouvoir d'achat des ménages au cœur de la com

Ce qu'ils gagnent :

Préparez-vous à entendre ce chiffre chez tous les porte-voix de la majorité : «6 milliards d'euros de baisses d'impôts» en 2019. Après avoir raté l'an dernier sa communication sur les «gains de pouvoir d'achat en faveur des actifs», le gouvernement compte se rattraper cette année. La suppression des cotisations salariales chômage et maladie, faite en deux temps en 2018, produira ses effets complets en 2019. A l'automne, la grande majorité des Français bénéficiera d'un deuxième tiers de baisse de taxe d'habitation. En outre, salariés et fonctionnaires ne paieront plus de cotisations lorsqu'ils accepteront des heures supplémentaires. Pour un salarié au Smic, cette mesure est censée, selon le gouvernement, rapporter 200 euros de plus par an. Enfin, comme en 2018, les travailleurs pauvres bénéficieront d'une revalorisation de la prime d'activité. De quoi, espère l'exécutif, clore l'insistant procès instruit sur le pouvoir d'achat.

Ce qu'on leur demande :

Le gouvernement s'était engagé à ne pas augmenter les impôts, ni en créer de nouveaux. Une promesse qui a ses exceptions : la fiscalité des carburants va - encore - progresser au 1er janvier 2019, de 7 centimes par litre pour le diesel et 4 centimes pour l'essence, selon la trajectoire fixée par l'ex-ministre Nicolas Hulot. Hausse aussi de la taxation du tabac, qui devrait augmenter

de 50 centimes en avril et de 50 en novembre. A la rentrée, Edouard Philippe a aussi annoncé la fin, en 2019 et en 2020, de l'indexation sur l'inflation des allocations familiales, des allocations logement ainsi que des retraites. Elles ne progresseront que de 0,3 % (quand l'inflation sera, selon l'Insee, de 1,6 % en 2018). En intégrant ces «désindexations», l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) chiffre le «gain de pouvoir d'achat» à 3,5 milliards d'euros. Près de deux fois moins que les 6 milliards avancés par le gouvernement. liberation.fr 23 septembre 2018

Comment les ploutocrates se goinfrent sur fond de corruption généralisée.

Extrait du rapport de la cours des Comptes. (Le Point)

Grand Palais

Entre 2010 et 2017, le budget de cette rénovation de luxe avait été doublé et une nouvelle rallonge de 75 millions d'euros vient encore d'être accordée, ce qui nous amène à un total, sans doute encore provisoire, de 541 millions.

La Maison de la radio

Le budget s'élevait au départ à 262 millions d'euros (...) il atteint aujourd'hui 736 millions, près de trois fois plus.

Le réaménagement des Halles

Un milliard d'euros. Pour la seule Canopée, cette treille de métal jaunâtre qui coiffe le centre commercial, il aura fallu déboursier 300 millions d'euros, le double du budget initial.

La nouvelle salle philharmonique de la Villette

L'enveloppe de départ avait été estimée à 100 millions d'euros. Puis on est très vite passé à 170 millions pour terminer finalement à 386 millions, près de trois fois plus !

Aux Batignolles, pour la nouvelle cité judiciaire

Résultat : 90 millions d'euros de loyer annuel à payer jusqu'en 2043, ce qui va représenter une addition finale de 2,7 milliards d'euros en tenant compte des intérêts.

Le « supermétro » du Grand Paris Express

En 2010, le projet était évalué à 19 milliards d'euros. En 2017, selon la Cour des comptes, on atteignait 38,5 milliards !

Le musée des Confluences

Son budget a été multiplié par cinq, passant de 61 à 330 millions d'euros.

La deuxième gare TGV de Montpellier

Elle a coûté 135 millions d'euros

40 000 ronds-points

A 1 million d'euros en moyenne, cela fait 40 milliards.

133 millions du kilomètre

La Réunion. «La route la plus chère du monde », car il s'agit d'un chantier de 1,6 milliard d'euros pour 12,5 kilomètres d'une route côtière entre Saint-Denis et La Possession, soit 133 millions du kilomètre, c'est-à-dire 22 fois plus qu'une autoroute normale !
Le Point 23.09

Commentaire d'un abonné du Point.

- "Permettez-moi de supposer que vous n'avez pas approché l'état-major d'un grand groupe du B.T.P. Chez nous le devis initial

n'a aucune importance. Les "gros" se mettent d'accord entre eux, se partagent le gâteau et ne se marchent pas sur les pieds. J'ai eu sous les yeux une carte ultra secrète où étaient découpés les "terrains de chasse respectifs". Non, ce qui est essentiel, ce sont les avenants. C'est là-dessus qu'entreprises et partis politiques s'engraissent. Oui, s'engraissent. Parce que là, c'est open bar. Tout y passe !

Je n'entre pas dans les détails, mais croyez-en ma très longue expérience, le prix de départ est totalement accessoire. : Treize années chez une grosse entreprise aujourd'hui filiale de Vinci et vingt ans chez "le" major. Et pour finir, dix ans chez Framatome où là encore... Quoique pour ce dernier, la philosophie était différente. Il fallait cibler "la" personne (pas forcément un "gros cigare", non) et ensuite la traiter comme il convenait. Putain le fric qu'on a ramassé avec ça ! Indécent ! "

En complément. Le Palais doit être digne de son monarque.

- La Cour des comptes somme l'Élysée de faire des travaux - LeParisien.fr 22.09

On ne badine pas avec les travaux de rénovation de l'hôtel particulier le plus célèbre de la République qu'est l'Élysée. LeParisien.fr 22.09

On imagine déjà toutes les entreprises qui vont se jeter sur ce marché extrêmement juteux ou le fric qu'ils vont se faire, sans parler de ceux qui leur auront attribué...

Totalitarisme. Leur humanisme est la politesse des salauds. La boucherie des guerres les émeuvent moins.

Je rappelle que je mange moins de 50 grammes de viande ou de produits de la mer par jour.

- «La viande est un meurtre»: des dizaines d'actions antispécistes organisées devant des boucheries - Liberation.fr 22.09

«Boucherie Abolition» organisait ce samedi des happenings avec d'autres mouvements pour dénoncer le «système zoophage» partout en France. Liberation.fr 22.09

Ces tyrans attaquent absolument toutes les couches de la population, voilà venu le tour des bouchers, donc des éleveurs, des agriculteurs qui pratiquent aussi l'élevage, puis ce sera à celui des charcutiers, des poissonniers et des pêcheurs, des pisciculteurs, des apiculteurs qui pillent les abeilles, des fromagers, des boulangers et des pâtisseries qui utilisent des oeufs, des épiciers qui vendent des produits contenant de la viande, j'allais oublier les maroquiniers, les chirurgiens qui utilisent des boyaux pour faire des valves cardiaques, etc.

Au milieu des années 80, j'avais appris que le patron de la marque Céréale qui était végétalien (vegan) était mort suite au régime alimentaire qu'il s'imposait

L'Inde est réputée pour ses vaches sacrées, les Indiens seraient végétariens, patati, patate. Depuis 22 ans j'en ai croisé des milliers, notamment quand j'enseignais, je n'ai rencontré qu'un seul végétarien, cherchez l'erreur.

A midi au déjeuner, oeufs durs et crudité, et ce soir, un reste de foie de poulet et des crevettes, plus des lentilles et bien sûr des légumes et du riz. On ne mange plus de porc ou de mouton, trop cher, quant aux boeufs, puisque tout le monde n'en mange pas chez nous, on s'en passe dorénavant, je ne vais tout de même pas cuisiner plusieurs currys de viande. En saison on mange du calamar, quant aux poissons, on en mange peu, on a abandonné aussi les gros poissons style requin ou thon, trop cher.

Bon, c'est vrai que j'ai les moyens d'en acheter, mais pas de gaspiller mon fric, c'est une question de décence quand beaucoup d'autres n'ont pas le choix ou se nourrissent comme ils peuvent. Eh oui, jusque dans les détails je respecte mes principes, et je vous assure qu'on ne s'en porte pas plus mal pour autant, la preuve, j'ai 10 ou 15 kilos en trop, quelle honte, je déconne, je mange peu en réalité, je bouge peu, c'est ce portail qui me fait grossir !

Il n'a qu'à prendre celui du POID : Aquarius : « Ouvrez-nous les portes ! » (<https://latribunedestravailleurs.fr>)

- Le Panama annonce qu'il retire son pavillon à l'Aquarius - AFP 22 septembre 2018

Le Panama a annoncé samedi qu'il allait retirer son pavillon au navire humanitaire Aquarius, déjà privé de pavillon par Gibraltar, pour "non-respect" des "procédures juridiques internationales" concernant le sauvetage de migrants en mer Méditerranée.

En août, le gouvernement de Gibraltar avait révoqué le pavillon de l'Aquarius après lui avoir demandé de suspendre ses activités de sauvetage pour lesquelles il n'est pas enregistré dans le territoire britannique. Le bateau s'était alors tourné vers le Panama. AFP 22 septembre 2018

Les passeurs sont de véritables hommes d'affaires, au lieu d'emmener leur marchandise à destination, en cours de route ils la transfèrent sur des embarcations qui la livreront à bon port gratuitement, ils réalisent ainsi une économie de temps et de gasoil ; en accélérant la circulation du capital, les capitalistes réalisent davantage de profit, on comprend mieux dès lors pourquoi tous ces acteurs sont liés... par des intérêts communs. Quant à leur marchandise, sa valeur demeurera inchangée, d'où le prix dérisoire auquel elle sera vendue sur le marché aux esclaves.

Parole d'internaute

- "La première fake-news est celle de l'omission, pratiquée chaque jour par nos donneurs de leçons. Combien de témoignages oubliés dans les 575 pages du Rapport de la Commission sur le 11/9 (dont 300 témoignages d'explosions dans les WTC 1 2 et 7 parmi lesquels 118 infalsifiables compilés selon les méthodes du FBI par un universitaire US "taquin" ...) ? ...

Pourquoi avoir caché en France l'origine des nombreux témoignages dès mars 2011, de journalistes en Syrie qui ont été inquiétés menacés séquestrés voire attirés dans des guet-apens en zone de tir de l'armée syrienne, par les pseudo-rebelles encensés par nos médias ?

Pourquoi avoir oublié de publier les témoignages des 6 congressistes US qui ont demandé à lire et analyser les preuves US de la culpabilité de l'armée syrienne dans l'attaque au gaz de la Ghouta du 21 août 2013 ? Tous sont remontés des sous-sols du Capitole en déclarant que c'était bidon. Et ceux qui voulaient voter pour une intervention avaient changé d'avis.... mais que dalle dans nos médias... etc... la fake news par omission, de ce côté-ci du rideau de fer atlantiste, est toujours pratiquée dans le même sens, celui de ses maîtres."

LVOG - Et ce que vous ne savez peut-être pas, le plus navrant ou pitoyable, c'est que même le mouvement ouvrier s'en fout et continue de soutenir les versions officielles du 11/9 ou de la guerre en Syrie et bien d'autres fables...

L'internationale des corrompus.

Julie Gayet, Hollande et les Rafale : les clés d'une histoire franco-indienne - leparisien.fr 22 septembre 2018

En accordant une interview à Mediapart vendredi, François Hollande a ravivé en Inde la polémique autour des conditions d'achat de 36 Rafale en 2016. L'opposition reproche au Premier ministre indien, Narendra Modi, d'avoir favorisé la société de l'un de ses proches, Reliance.

L'ancien chef de l'Etat entendait lui se défendre de tout conflit d'intérêts avec ce groupe qui a partiellement financé en 2016 un film de sa compagne Julie Gayet. Explications.

Deux partenariats qui coïncident

Le 23 septembre 2016, la France signe la vente de 36 avions de chasse à l'Inde pour 8 milliards d'euros, dix ans après le lancement de l'appel d'offre et cinq ans après son attribution à la France. Le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian se félicite du « plus important contrat d'aéronautique militaire jamais signé par la France ».

Pour fournir les chasseurs demandés, Dassault travaillera avec un partenaire indien, Reliance.

Depuis l'an dernier, l'opposition indienne accuse Narendra Modi d'avoir favorisé cette société appartenant à l'un de ses proches, Anil Ambani, au détriment de Hindustan Aeronautics Limited, un groupe d'armement public choisi par le gouvernement précédent (quand la vente portait sur 126 appareils). Le président du parti du Congrès, Rahul Gandhi, accuse Modi d'« énorme corruption ».

L'affaire rebondit le 31 août dernier, quand le quotidien The Indian Express relève la coïncidence entre deux événements impliquant le couple Hollande-Gayet : la signature pour les besoins d'un film d'un partenariat entre Reliance et la société de production de Julie Gayet, Rouge Internationale, le 24 janvier 2016, d'une part ; la venue de François Hollande en Inde pour signer un protocole d'accord pour la vente des avions Dassault, le 26 janvier 2016, d'autre part.

Ce qu'en disent Hollande et Gayet

Interrogé par Mediapart, François Hollande affirme qu'il n'était « pas du tout informé » de l'accord entre l'entreprise de Julie Gayet et Reliance. En outre, le choix de cette société indienne comme partenaire de Dassault ne lui aurait pas non plus incombé.

« Nous n'avions pas notre mot à dire à ce sujet. C'est le gouvernement indien qui a proposé ce groupe de service, et Dassault qui

a négocié avec Ambani. Nous n'avons pas eu le choix, nous avons pris l'interlocuteur qui nous a été donné. C'est pourquoi, par ailleurs, ce groupe n'avait pas à me faire quelque grâce de quoi que ce soit. Je ne pouvais même pas imaginer qu'il y avait un quelconque lien avec un film de Julie Gayet », explique François Hollande.

Les autorités indiennes affirment pour leur part que c'est Dassault qui a sélectionné Reliance, non le ministère de la Défense. C'est également ce que dit la société d'Anil Ambani, ainsi que Dassault, dans un communiqué, vendredi. Concernant la contribution de Reliance au budget de son film Tout là-haut, Julie Gayet affirme que c'est My Family, co-producteur du long-métrage, qui a demandé à cette entreprise de participer au tour de table.

La Cour des comptes indienne saisie

En Inde, l'affaire a encore enflé ces derniers jours. Jeudi dernier, les parlementaires d'opposition ont saisi le Comptroller and Auditor General of India (CAG), la Cour des comptes du pays, d'une demande d'enquête sur ce marché pour « mauvaise gestion des fonds publics, mise en danger de la sécurité nationale, favoritisme et violation des dispositions légales des marchés par Dassault Aviation ».

Depuis la publication des propos de François Hollande, le président Rahul Gandhi, a accusé le Premier ministre Modi d'avoir « trahi l'Inde » : selon lui, il « a personnellement négocié et modifié le contrat Rafale à huis clos. Grâce à François Hollande, nous savons maintenant qu'il a personnellement apporté à Anil Ambani un contrat portant sur plusieurs milliards de dollars ». La presse indienne souligne qu'avant cette signature Reliance a enregistré des pertes pendant quatre années consécutives.

Outre le lien étroit de son patron avec le Premier ministre, l'opposition indienne reproche à la filiale de Reliance dédiée à la défense son manque d'expérience dans la fabrication d'avions de chasse : elle n'a été enregistrée que 12 jours avant l'annonce par Modi, le 28 mars 2015, de l'achat des 36 avions Rafale. leparisien.fr 22 septembre 2018

Anil Ambani et son clan ou plutôt gang sont réputés mafieux, criminels ici en Inde.

Personnellement j'ai rompu ma connexion Internet avec Reliance il y a plus de 4 ans après avoir été victime de ce que j'appellerai une escroquerie, ils m'avaient vendu un modem G3, et quelques mois plus tard sans préavis du jour au lendemain ils ont carrément coupé ma connexion pour que j'achète le nouveau modem G4. J'ai refusé et en prime je leur ai laissé une ardoise équivalent à une fois et demi le prix du modem. Ils m'ont menacé du tribunal, puis ils ont abandonné les poursuites.

Avant, la société Tata m'avait volé 1.000 roupies, la caution que j'avais versée lors de la signature de mon abonnement à leur service. Quand j'ai rompu mon contrat avec eux dans les règles, ils ne m'ont jamais rendu cette somme, des gangsters !

[En famille. Leur humanisme est la politesse des salauds...](#)

- Violences conjugales : 88 personnalités lancent un appel à Macron - Liberation.fr

La comédienne Murielle Robin est à l'initiative de la tribune «Sauvons celles qui sont encore vivantes», parue le 23 septembre dans le «Journal du Dimanche». Liberation.fr

- 160 personnalités et anonymes réclament un congé paternité plus long et obligatoire - Liberation.fr

Une pétition lancée par les collectifs Congé Parentégalité et Pour une parentalité féministe (PA.F) a réuni 160 signataires, dont le secrétaire général de la CGT Philippe Martinez ou l'ancienne patronne du Medef Laurence Parisot, pour réclamer l'instauration d'un congé paternité obligatoire... Liberation.fr

En famille quoi...

- Les adolescentes sont les premières victimes des crises humanitaires selon l'ONU - Le HuffPost

Les crises humanitaires sèment la terreur, et particulièrement chez les adolescentes, qui sont les premières victimes à souffrir de l'instabilité géopolitique mondiale. Mariées de force, abusées, privées d'école, elles sont vulnérables...Le HuffPost

[Ils osent tout](#)

- Hollande étrille Mélenchon, "un opposant à la fois en frac et en peau de lapin" - Le HuffPost

- Budget : « Ce que Macron donne d'une main, il le reprend de l'autre » selon Olivier Faure - Publicsenat.fr

- Bayrou réclame une démocratie sans "corset" à LREM - AFP

- Quand les démagogues minent l'Europe de l'intérieur - Liberation.fr

- Russie: l'opposant Alexeï Navalny arrêté dès sa sortie de prison - AFP

"Navalny est arrêté parce que le pouvoir est faible comme jamais", a estimé sur Twitter l'une des responsables du mouvement anticorruption de l'opposant, Lioubov Sobol...

"Ils isolent (...) le leader de l'opposition. Ils ont peur, paniquent et se vengent", a-t-elle ajouté.

M. Navalny est devenu la principale figure de l'opposition russe depuis d'imposantes manifestations en 2011 et 2012.

LVOG - Navalny monsieur 1%, l'agent de Soros et Cie. !

AFP - ... des milliers de Russes ont répondu à son appel dans tout le pays contre la réforme des retraites...

LVOG - Ce ne serait pas plutôt les syndicats et le Parti dit communiste qui y auraient appelé ?

... ces rassemblements sont restés limités à quelques milliers de personnes, comme samedi encore à Moscou,

- Cour suprême : nouvelle accusation d'inconduite sexuelle contre le juge Kavanaugh - LeParisien.fr

Le juge Brett Kavanaugh, candidat de Donald Trump à la Cour suprême, fait face à une nouvelle accusation d'inconduite sexuelle. Ce deuxième témoignage intervient quatre jours avant l'audition...

- Brésil: Black & Black, un réseau social pour mobiliser la population noire - AFP

À l'approche des élections générales brésiliennes, le réseau social Black & Black se présente comme le premier au monde destiné à la communauté noire, donnant plus de visibilité aux candidats de couleur dans un pays gravement touché par le racisme.AFP

LVOG - ... d'extrême droite, comme au Venezuela ou ailleurs. Chut !

AFP - Cette plateforme numérique permet aussi de mettre en valeur des événements culturels et des initiatives d'entrepreneurs noirs.

Le communautarisme déguisé pour diviser les travailleurs brésiliens et permettre au candidat à l'élection présidentielle d'extrême droite d'être élu l'année prochaine...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

- S-300 : le Royaume-Uni, la France et Israël ne pourront plus survoler la Syrie - Réseau Voltaire
24 septembre 2018

La Fédération de Russie livrera d'ici deux semaines des batteries de défense anti-aérienne S-300, ainsi que des systèmes de contrôle automatisés modernes pour les postes de commandement de la défense antiaérienne, présents uniquement dans l'arsenal de l'armée russe, à la Syrie.

Le modèle des S-300 n'a pas été spécifié. En 2013, la Fédération de Russie avait promis des S-300-V4 à la Syrie, mais ils n'avaient pas été livrés pour ne pas mettre en péril la domination aérienne d'Israël.

Le ministre de la Défense russe, Sergueï Choïgou, a déclaré : « Cela garantira notamment la gestion centralisée de toutes les forces et installations de défense antiaérienne syriennes, la surveillance des airs et une prise de décision rapide. Plus important encore, l'identification de tous les avions russes par les moyens de défense antiaérienne syriens sera garantie ».

Cette décision fait suite à l'attaque britannico-franco-israélienne du 17 septembre 2018 à Lattaquié au cours de laquelle un Iliouchine Il-20 russe a été détruit avec 15 hommes à son bord.

La Syrie est le 17ème pays à s'équiper de S-300.

D'une portée de 300 km, ces équipements rendent impossible le survol du pays ou son approche depuis la Méditerranée ou un pays voisin par une aviation ennemie, dont les aviations britannique, française et israélienne.

Leur entrée en service en Syrie met fin à la domination aérienne israélienne sur le Moyen-Orient. Si la livraison de S-300 envisagée, il y a cinq ans, avait été annulée, c'était à la demande des États-Unis pour protéger les capacités aériennes israéliennes. Manifestement, ce veto ne fonctionne plus. Pourtant, le conseiller de Sécurité nationale US, John Bolton, a qualifié cette décision d'« escalade », manifestement pour protéger le président Trump durant la campagne électorale législative US.

« Nous sommes convaincus que la mise en œuvre de ces mesures permettra de refroidir les "têtes brûlées" et de décourager les actions insensées qui menacent nos militaires. Sinon, nous devons répondre conformément à la situation en cours », a déclaré M. Choïgu, faisant clairement référence à l'État hébreu. Réseau Voltaire 24 septembre 2018

- Il-20: Moscou fournit de nouvelles données contraires aux explications d'Israël - sputniknews.com 24.09

Le ministère russe de la Défense a rejeté les explications d'Israël suite à la destruction de l'avion Il-20 en Syrie s'appuyant sur les données recueillies par ses systèmes antiaériens déployés sur le terrain.

Les données provenant de la base aérienne de Hmeimim en Syrie prouvent la responsabilité d'Israël dans le récent crash de l'Iliouchine Il-20 russe, a annoncé lundi le ministère de la Défense.

Selon le porte-parole ministériel Igor Konachenkov, les allégations de représentants de Tsahal selon lesquelles la partie israélienne n'a aucun rapport avec la destruction de l'appareil sont « fausses ». L'officiel a évoqué les données sur les vols d'avions israéliens et celui du missile syrien S-200 recueillies par les radars des systèmes antiaériens S-400 sur la base aérienne russe de Hmeimim.

« Ces nouvelles informations prouvent que la responsabilité de la tragédie de l'Il-20 russe incombe entièrement aux forces aériennes israéliennes », a affirmé M. Konachenkov lors d'une conférence de presse. sputniknews.com 24.09

D'après lui, les militaires russes ont établi que les F-16 israéliens n'avaient pas quitté la zone concernée suite à la destruction de l'Il-20, contrairement aux déclarations de Tsahal.

Dans le même temps, les nouvelles données témoignent du fait que les avions israéliens se cachaient derrière l'aéronef russe, l'exposant ainsi aux tirs de missiles syriens, a fait savoir le porte-parole.

« Sur l'écran, on voit bien la direction du vol du missile S-200 syrien et la position des avions israéliens et russe. On voit également que le missile se dirige vers l'avion israélien », explique M. Konachenkov.

[Haut de page ↗](#)

Le 28 septembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Le mot du jour : Il faut refonder de fond en comble l'avant-garde du mouvement ouvrier.

● [Causerie au format pdf \(23 pages\)](#)

Pourquoi ? La question de trop.

Et nous qui pensions qu'ils étaient animés de mauvaises intentions, on a dû se tromper. A moins que...

Pourquoi ceux qui détiennent le pouvoir, les médias-oligarques, le New York Times et le Washington Post ou Le Monde et Libération notamment, autrement dit le groupe Bilderberg, Wall Street ou le CAC40 qui au passage sont responsables du chômage de masse et des guerres, les négriers des temps modernes, le parti démocrate ou la gauche devenus la caution morale de la

pire réaction, pourquoi se passionnent-ils tant pour les migrants ?

Pour que ce marché aux esclaves ne fasse l'objet d'aucune critique ou soit soutenu par la majorité de la population qui jusqu'à présent s'y oppose, le mouvement ouvrier lui apportant sa caution de gauche, sa touche "d'humanité".

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Aquarius : la gauche dénonce le refus du gouvernement de laisser débarquer les 58 migrants - Le Parisien 25 septembre 2018

- « On ne ferme pas les portes des urgences quand quelqu'un qui est au bord de mourir s'y présente », a réagi sur BFMTV le porte-parole du PS, Boris Vallaud.

- « Ce n'est pas celui d'un pouvoir moralement décadent car incapable d'honorer notre devoir le plus simple et le plus élémentaire d'humanité », a dénoncé de son côté Benoît Hamon, le président de Génération.s, dans un message posté sur Twitter.

- Yannick Jadot, tête de liste d'EELV pour les élections européennes, a critiqué des réponses gouvernementales « si éloignées de notre humanité et de nos principes ».

- « L'Aquarius doit pouvoir accoster à Marseille. C'est notre devoir et notre honneur », avait lancé lundi sur Twitter le chef de file de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, qui a renchéri dans un autre message posté mardi matin. « Honteuse trahison du devoir d'humanité. Le supplice des 58 de l'Aquarius doit prendre fin. L'alliance Macron/Salvini contre les naufragés doit cesser. ».

- « Tergiverser, ne pas honorer ce devoir d'humanité, est aussi cynique qu'inacceptable », a abondé la députée LFI Clémentine Autain.

- Au PCF, Ian Brossat, tête de liste pour les Européennes, a demandé « quelle crédibilité aura Macron lorsqu'il fera la leçon à Salvini ? » Le Parisien 25 septembre 2018

C'est le front unique de la mauvaise conscience qui exige que Macron accomplisse son devoir, mais il ne demande que cela, cela tombe bien.

Avec l'ONG Oxfam le PCF tient à ce que Macron soit "crédible"... à défaut d'être légitime, mais cela il ne faut surtout pas le dire. Quant aux autres suppôts du régime, Hamon, Jadot, Autain et Mélenchon, ils tiennent exactement le même discours, c'est dans l'ordre des choses, on est social-impérialiste ou on ne l'est pas, on ne se refait pas.

Ils sont les fers de lance des lois liberticides ou de la répression de la liberté d'expression

Autrefois le mouvement ouvrier dénonçait les provocateurs, de nos jours il les encense ou il participe à leurs opérations.

- Marlène Schiappa salue la première condamnation pour outrage sexiste - Le HuffPost 25.09

C'est une première saluée par le gouvernement. Marlène Schiappa a confirmé ce mardi que pour la première fois une personne a été condamnée pour outrage sexiste dans la foulée de l'adoption de la loi sur les violences faites aux femmes. Le HuffPost 25.09

- A Calais, «une atteinte sans précédent à la liberté d'expression» - Libération 25 septembre 2018

Le tribunal de Boulogne-sur-Mer a condamné ce mardi un travailleur humanitaire à 1 500 euros d'amende pour un tweet ironique dénonçant les abus policiers.

Loan Torondel, alors coordinateur à Calais de l'association l'Auberge des migrants, a été reconnu coupable de diffamation. Même s'il a fait appel de la décision, il s'agit d'un signal «très fort» et «dangereux» selon Katia Roux, chargée de plaider à Amnesty International, qui s'était rendue au tribunal pour apporter son soutien au jeune travailleur humanitaire.

C'est un message négatif et paralysant qu'envoie la justice à ceux qui défendent les migrants sur le terrain et relatent d'éventuels abus des forces de l'ordre. C'est la première fois qu'une personne est condamnée pour diffamation, mais les situations de harcèlement envers les bénévoles ne sont pas rares. Libération 25 septembre 2018

Halte à la réaction, au totalitarisme : La "régression victorienne" ne passera pas !

- "Une main aux fesses n'a jamais tué personne", quand Eugénie Bastié lance la polémique - Public 25 septembre 2018

"Je crois qu'une main aux fesses n'a jamais tué personne". avec cette déclaration, Eugénie Bastié créait la polémique. Invitée au micro de Léa Salamé sur France Inter, ce mardi 25 septembre à 7h50, la journaliste essayiste est venue présenter son prochain ouvrage "Le porc émissaire: terreur ou contre-révolution". Ainsi, elle appuie quelques-uns de ses propos écrits sur les mouvement "MeToo" et "BalanceTonPorc" qu'elle présente comme, signe d'une "régression quasiment victorienne".

L'essayiste conservatrice explique alors que : "la libération de la parole autorise toutes les dérives et le bazarment de l'État de droit au nom de la lutte contre les violences sexuelles." Elle continue sur les mouvement lancés après l'affaire Weinstein : "Les hommes craignent désormais de se retrouver seuls avec les femmes, redoutent d'être accusés, la peur a bel et bien changé de camp (...). Je trouve qu'il y a un climat désagréable et détestable de suspicion généralisée entre les deux sexes."

Plus tard, Léa Salamé revient sur une citation tirée de son livre : "Une main aux fesses n'a jamais tué personne, contrairement aux bonnes intentions qui pavent l'enfer des utopies". Ce à quoi l'invité répond : "Je ne réhabilite pas la main aux fesses, je m'érige contre la victimisation excessive, qui à mon avis, est une régression parce qu'on considère dans une certaine frange du mouvement #MeToo que la femme doit être traitée comme un enfant. C'est-à-dire qu'elle est innocente a priori, (...) Je crois qu'il faut hiérarchiser les violences, hiérarchiser les souffrances."

Ainsi, Eugénie Bastié estime que les violences subies par les femmes doivent être hiérarchisées. "Hier, le JDD a fait sa Une sur les femmes battues. Il me semble que c'est urgent de combattre les violences faites aux femmes, notamment physique". Toutefois, elle souligne que toutes les violences ne se valent pas et ne doivent pas "être mises dans le même sac". "De l'allusion sexuelle à la remarque sexiste, à la mains sur les fesses jusqu'à l'agression et au viol, on finit par mettre toutes les violences dans le même sac et ne plus les hiérarchiser".

Plus tard, la journaliste regrette qu'il y ait "une dimension élitiste qui occulte la question sociale, selon elle. Elle conclut : "MeToo est un mouvement, une révolte des élites. Il n'y a pas eu de MeToo dans les supermarchés, dans les usines. Il y a MeToo dans les journaux, dans le milieu du cinéma".

En affirmant que la main aux fesses ne se fait que dans les classes populaires c'est se fourrer le doigt dans l'oeil jusqu'au coude. C'est même du mépris de classe.

Face à ses propos, la rédactrice en chef de la revue Limite, à laquelle Eugénie Bastié participe également, s'est désolidarisée au nom de la revue en ajoutant : "je te le dis clairement, tes propos d'aujourd'hui me choquent."

Pour information et pour avis : c'est l'avis personnel d'Eugénie Bastié, pas celui de la rédaction de Limite, et il n'engage pas l'ensemble des rédacteurs de Limite.

Qui a dit le contraire chère Mahaut Herrmann ? Pourquoi te sens-tu obligée de me désavouer publiquement ? Public 25 septembre 2018

On est bien en présence d'une dictature débridée ou assumée de la pensée unique, puisqu'ils ne jugent pas le comportement ou les actes d'une personne, mais ce qu'elle pense ou exprime à propos de comportement ou d'actes, qui doit être conforme à la conception qu'en a l'idéologie de la classe dominante, que chacun doit adopter sous peine d'être cloué au pilori ou jeter en pâture aux chiens de garde de l'idéologie néolibérale et à leurs agents sur les réseaux numériques.

Cette véritable tyrannie qui vise tous ceux qui dévient ou s'écartent de leur conception des rapports qui doivent exister à tous les niveaux de la société, témoigne que la démocratie est incompatible avec l'existence du capitalisme.

Dès lors on se trouve placé face à l'alternative suivante : Soit on leur emboîte le pas et nous sommes condamnés à connaître le même sort que la société vouée à une régression ou à une dégénérescence sans fin, au chaos et à soutenir leurs guerres ; soit on s'y refuse et on engage le combat politique pour en finir avec le capitalisme et ses institutions en s'organisant, car en demeurant isolé on prendrait le risque d'être trop faible pour résister à l'influence de leur propagande relayée par notre entourage.

[Défense du marxisme. Le capitalisme à visage humain n'a jamais existé.](#)

L'accumulation primitive du capital et les inégalités sociales n'ont rien de naturel ou ne relèvent pas de la fatalité. Comment le capitalisme dont on nous vante les qualités s'est-il développé ?

K. Marx - La première manufacture de plumes d'acier sur une grande échelle a été fondée à Birmingham, par M. Gillot. Elle fournissait déjà, en 1851, plus de cent quatre-vingt millions de plumes et consommait, par an, cent vingt tonnes d'acier en lames. Birmingham monopolisa cette industrie dans le Royaume-Uni et produit maintenant, chaque année, des milliards de plumes d'acier. D'après le recensement de 1861, le nombre des personnes occupées était de mille quatre cent vingt-huit ; sur ce nombre il y avait mille deux cent soixante-huit ouvrières enrôlées à partir de l'âge de cinq ans.

K. Marx - La bonneterie était encore, en 1840, un métier manuel. Depuis 1840, il y a été introduit des machines diverses, mues aujourd'hui par la vapeur. La bonneterie anglaise occupait, en 1862, environ cent vingt mille personnes des deux sexes et de tout âge, à partir de trois ans. « Tendency to factory system. » (L.c., p.LXVII.)

Oui, vous avez bien lu, ce n'est jamais mauvais de se rafraîchir un peu la mémoire ou de regarder les choses en face. C'est cette monstruosité que cautionnent tous ceux qui s'émeuvent de la condition des femmes, des enfants, etc. en Afrique ou en Asie, et qui s'accommodent du capitalisme ou refusent de rompre avec lui.

D'où vient l'orientation économique adoptée par Macron et le Medef ?

Je vous propose les conclusions d'un rapport du Forum économique mondial qui en quelque sorte s'attribue les fonctions d'un gouvernement mondial sans en avoir le pouvoir, que j'ai traduit de l'anglais avec l'aide de Google. En caractères gras figurent les passages les plus significatifs.

World economic forum (Forum économique mondial)

Committed to improving the state of the world (Engagé pour améliorer l'état du monde)

The Future of Jobs - Report 2018 (L'avenir des emplois - Rapport 2018)

Centre for the New Economy and Society (Centre pour la nouvelle économie et société)

Conclusions

Le nouveau marché du travail qui prend forme à la suite de la quatrième révolution industrielle présente à la fois des défis et des opportunités. Alors que les entreprises commencent à formuler des stratégies de transformation de main-d'œuvre au cours de la période 2018-2022, elles disposent d'une véritable opportunité pour tirer parti des nouvelles technologies, notamment l'automatisation, afin d'améliorer la création de valeur économique par le biais de nouvelles professions et augmenter les compétences de leurs employés pour atteindre leur plein potentiel pour effectuer de nouvelles tâches à forte valeur ajoutée, dont certaines n'auront jamais été effectuées auparavant par des travailleurs humains. L'argument commercial en faveur d'une telle «stratégie d'augmentation» devient de plus en plus clair et devrait, à notre avis, faire l'objet d'une attention croissante au cours des prochaines années, notamment grâce aux travaux du Centre pour la nouvelle économie et la société.

Dans le même temps, les évolutions technologiques et l'évolution des rôles professionnels et des structures professionnelles transforment la demande de compétences à un rythme plus rapide que jamais. Il est donc impératif pour les gouvernements, les entreprises et les particuliers de réaliser une vision positive de l'avenir des emplois pour un apprentissage tout au long de la vie, des stratégies et des programmes inclusifs de reconversion et de perfectionnement des compétences professionnelles. Les compétences non techniques et non cognitives deviennent de plus en plus importantes en tandem et il existe des opportunités significatives de partenariats multipartites innovants et créatifs entre gouvernements, employeurs, prestataires de services éducatifs et autres pour expérimenter et investir dans de nouveaux types d'enseignement et de formation, ce sera plus utile pour les individus dans ce nouveau contexte du marché du travail.

À mesure que ce nouveau marché du travail prendra forme au cours de la période 2018-2022, les gouvernements, les entreprises et les particuliers se trouveront également confrontés à une série de questions entièrement nouvelles. Par exemple, alors que les relations de travail s'orientent de plus en plus vers des arrangements temporaires et indépendants, comment pouvons-nous nous assurer que les individus reçoivent le soutien et les conseils dont ils ont besoin pour acquérir les bonnes compétences tout au long de leur vie professionnelle? Alors que les employeurs déconstruisent les rôles professionnels traditionnels et regroupent les tâches en réponse aux nouvelles technologies, comment peuvent-ils minimiser les risques et tirer le meilleur parti de nouveaux partenariats avec des ressources telles que les indépendants et les plateformes de talents en ligne? Et comment peuvent-ils garantir que ce regroupement des tâches ne mène pas par inadvertance à de nouvelles formes de polarisation de l'emploi par le biais de la «ségrégation des tâches», selon laquelle des groupes spécifiques de travailleurs se voient attribuer de manière disproportionnée les tâches les plus gratifiantes?

Bien qu'il soit hors de la portée de ce rapport d'essayer de fournir des réponses complètes à toutes les questions ci-dessus, une série d'implications et de priorités immédiates se distinguent pour différentes parties prenantes. Pour les gouvernements, il faut d'abord s'attaquer de toute urgence à l'impact des nouvelles technologies sur les marchés du travail en améliorant les politiques éducatives visant à améliorer rapidement le niveau d'instruction des individus de tous âges, notamment (et mathématiques) et compétences non cognitives, permettant aux gens de tirer parti de leurs capacités humaines uniques. Les

points d'intervention pertinents comprennent les programmes scolaires, la formation des enseignants et la réinvention de la formation professionnelle à l'ère de la quatrième révolution industrielle, élargissant ainsi son attrait au-delà des professions traditionnelles faiblement et moyennement qualifiées. Deuxièmement, l'amélioration de la formation et de l'offre de compétences doit être équilibrée par les efforts déployés du côté de la demande. Les gouvernements peuvent aider à stimuler la création d'emplois grâce à des investissements publics supplémentaires et en mobilisant des investissements privés grâce à des financements mixtes ou à des garanties publiques. La nature exacte des investissements souhaitables variera d'un pays à l'autre.

Cependant, au cours des prochaines années, il existe un énorme besoin et un besoin évident de créer une infrastructure matérielle pour alimenter la quatrième révolution industrielle - des réseaux de communication numérique aux réseaux d'énergie renouvelables et intelligents jusqu'aux écoles et hôpitaux intelligents, en passant par les dispensaires et les structures de garde améliorées. Troisièmement, dans la mesure où les nouvelles technologies et l'augmentation de la main-d'œuvre stimuleront la productivité, les revenus, les gouvernements pourraient trouver des moyens d'améliorer les filets de sécurité sociale pour mieux soutenir ceux qui ont besoin d'aide pour s'adapter au nouveau marché du travail. Cet objectif pourrait être atteint en réformant et en étendant les systèmes de protection sociale existants ou en adoptant un modèle entièrement nouveau, comme l'idée du revenu de base et des services de base. Les enseignements tirés de projets pilotes de ce type - en plus de ceux actuellement menés dans des pays tels que les Pays-Bas, divers États américains et canadiens, le Kenya, l'Inde et le Brésil - seront déterminants pour tous les gouvernements au cours de la période 2018-2022.

Pour les industries, premièrement, il sera rentable de se rendre compte que la concurrence pour les rares talents qualifiés équipés pour saisir les opportunités de la quatrième révolution industrielle s'intensifie et devient plus coûteuse dans les années à venir. Il existe une opportunité de soutenir les compétences de leurs effectifs actuels vers de nouveaux rôles hautement qualifiés (et réorganisés sur le plan technologique) pour garantir que leur effectif atteigne son plein potentiel. Nos constatations indiquent que, à ce jour, de nombreuses entreprises ont l'intention de limiter leur offre de formation aux compétences au cours de la période 2018-2022 aux salariés exerçant les fonctions d'emploi actuelles plutôt que de penser plus à long terme et de manière créative. De toute évidence, une approche plus inclusive et proactive sera nécessaire pour accroître la disponibilité des compétences futures et remédier à la pénurie imminente de compétences et pour permettre à un plus large éventail de travailleurs de partager les avantages des nouvelles technologies et de travailler plus efficacement avec eux grâce à l'augmentation des compétences. Deuxièmement, la nécessité d'assurer un bassin suffisant de talents qualifiés crée une opportunité pour les entreprises de se repositionner véritablement en tant qu'organisations d'apprentissage et de recevoir un soutien pour leurs efforts de requalification et de mise à niveau d'un large éventail de parties prenantes. Un modèle prometteur implique de nouvelles formes de certification des compétences professionnelles, similaires aux systèmes existants fournis par diverses entreprises du secteur des technologies de l'information. En établissant des références objectives et commercialisables pour un grand nombre de nouveaux emplois, ces programmes pourraient aider à mieux cibler les programmes de formation, accroître la flexibilité du marché du travail et créer des compétences claires et des mesures de performance pour aider les employeurs à sélectionner les candidats et les travailleurs certifiés pour obtenir des primes de compétences. Troisièmement, avec l'importance croissante des plates-formes de talents et des travailleurs en ligne, les industries conventionnelles devraient également réfléchir de manière stratégique à la manière dont ces éléments d'action pourraient également être appliqués aux effectifs de 'concert' et de plate-forme.

Pour les travailleurs, il faut absolument assumer la responsabilité de l'apprentissage tout au long de la vie et du développement de carrière. Il est également clair que de nombreuses personnes devront être soutenues par des périodes de transition professionnelle et des phases de recyclage et de perfectionnement par les gouvernements et les employeurs. Par exemple, l'apprentissage tout au long de la vie devient un domaine d'expérimentation riche, plusieurs gouvernements et industries recherchant la bonne formule pour encourager les individus à se soumettre volontairement à une mise à niveau périodique des compétences. De même, si un revenu de base universel à part entière peut rester politiquement et économiquement irréalisable ou indésirable au cours de la période 2018-2022, certaines variantes ou certains aspects de l'idée - comme un fonds universel d'apprentissage tout au long de la vie - peut recevoir une attention croissante au cours des prochaines années. Les solutions sont susceptibles de varier selon les pays et de dépendre des circonstances politiques, économiques et sociales locales.

En fin de compte, l'objectif principal des gouvernements, des industries et des travailleurs devrait être de veiller à ce que les emplois de demain soient rémunérés équitablement, entraînent un traitement respectueux et décent et offrent des possibilités réalistes de croissance personnelle, de développement et d'épanouissement. Nous espérons que cette nouvelle édition du Rapport sur l'avenir de l'emploi du Forum économique mondial constitue à la fois un appel à l'action et un outil utile pour façonner de manière proactive l'avenir des emplois afin de concrétiser cette vision.

Fin.

Quelles fonctions remplissent les moyens de production au sein de la formation du capital

Ce rapport ayant été rendu public, vous aurez discerné les expressions ou les passages destinés aux différents acteurs qui évidemment pouvaient apparaître contradictoires, selon qu'ils s'adressaient aux exploités ou aux exploités.

Contrairement à ce qu'ils affirment, les nouvelles technologies ne sont pas la panacée, elles ne produiront pas de miracle pour sauver le capitalisme de la faillite, en revanche elles devraient permettre à l'oligarchie d'accroître ses richesses et son pouvoir totalitaire sur le reste du monde.

Pour que ces affirmations aient un sens ou soient prises au sérieux, j'ai pensé qu'il serait bon de montrer ou de rappeler quelles fonctions remplissaient les moyens de production au sein de la formation du capital.

Dans ces extraits du tome I du Capital rédigé par Karl Marx, on pourrait remplacer les machines par les nouvelles technologies et on arriverait sensiblement aux mêmes conclusions.

Elles doivent servir notamment à augmenter le taux d'exploitation, à fabriquer davantage de plus-value sans toutefois à l'arrivée parvenir à freiner la chute inexorable du taux de profit.

Le manuscrit de Marx a été rédigé de manière à pouvoir être accessible aux ouvriers à la fin du XIXe siècle, les lecteurs reconnaîtront donc le ou les facteurs qui dans chaque passage demeurent actuels ou sont communs aux machines et aux nouvelles technologies. Ils s'apercevront également que le capitalisme n'a pas changé et que l'essentiel des enseignements qu'en ont tirés Marx et Engels sont toujours d'actualités. Ils en déduiront ou ils comprendront peut-être pourquoi le capitalisme n'est pas réformable et il est devenu un obstacle au progrès social, d'où la nécessité d'abolir ce système économique basé sur la propriété privée des moyens de production ou de passer au socialisme.

K. Marx - De même qu'un changement dans la valeur des moyens de production, malgré la réaction qu'il opère sur eux, même après leur entrée dans le procès de travail, ne modifie en rien leur caractère de capital constant, de même un changement survenu dans la proportion entre le capital constant et le capital variable n'affecte en rien leur différence fonctionnelle. Admettons que les conditions techniques du travail soient transformées de telle sorte que là où, par exemple, dix ouvriers avec dix instruments de petite valeur façonnaient une masse proportionnellement faible de matière première, un ouvrier façonne maintenant avec une machine coûteuse une masse cent fois plus grande. Dans ce cas, le capital constant, c'est-à-dire la valeur des moyens de production employés, serait considérablement accrue, et la partie du capital convertie en force de travail considérablement diminuée. Ce changement ne fait que modifier le rapport de grandeur entre le capital constant et le capital variable, ou la proportion suivant laquelle le capital total se décompose en éléments constants et variables, mais n'affecte pas leur différence fonctionnelle.

K. Marx - Comme tout autre développement de la force productive du travail, l'emploi capitaliste des machines ne tend qu'à diminuer le prix des marchandises, à raccourcir la partie de la journée où l'ouvrier travaille pour lui-même, afin d'allonger l'autre où il ne travaille que pour le capitaliste. C'est une méthode particulière pour fabriquer de la plus-value relative.

K. Marx - Comme tout autre élément du capital constant, la machine ne produit pas de valeur, mais transmet simplement la sienne à l'article qu'elle sert à fabriquer. C'est ainsi que sa propre valeur entre dans celle du produit. Au lieu de le rendre meilleur marché, elle l'enchérit en proportion de ce qu'elle vaut. Et il est facile de voir que ce moyen de travail caractéristique de la grande industrie est très coûteux, comparé aux moyens de travail employés par le métier et la manufacture. Remarquons d'abord que la machine entre toujours tout entière dans le procès qui crée le produit, et par fractions seulement dans le procès qui en crée la valeur. Elle ne transfère jamais plus de valeur que son usure ne lui en fait perdre en moyenne.

K. Marx - Etant donné la proportion suivant laquelle la machine transmet de la valeur au produit, la grandeur de cette quote-part dépendra de la valeur originale de la machine. Moins elle contient de travail, moins elle ajoute de valeur au produit. Moins elle transmet de valeur, plus elle est productive et plus le service qu'elle rend se rapproche de celui des forces naturelles. Or la production de machines au moyen de machines diminue évidemment leur valeur, proportionnellement à leur extension à leur efficacité.

Une analyse comparée du prix des marchandises produites mécaniquement et de celles produites par le métier ou la manufacture, démontre qu'en général cette portion de valeur que le produit dérive du moyen de travail, croît dans l'industrie mécanique relativement, tout en décroissant absolument.

En d'autres termes, sa grandeur diminue absolument, mais elle augmente par rapport à la valeur du produit total, d'une livre de filés, par exemple.

Il est clair qu'un simple déplacement de travail a lieu, c'est-à-dire que la somme totale de travail qu'exige la production d'une marchandise n'est pas diminuée, ou que la force productive du travail n'est pas augmentée, si la production d'une machine coûte autant de travail que son emploi en économise. La différence cependant entre le travail qu'elle coûte et celui qu'elle économise ne dépend pas du rapport de sa propre valeur à celle de l'outil qu'elle remplace. Cette différence se maintient tant que le travail réalisé dans la machine et la portion de valeur, elle ajoute par conséquent au produit, restent inférieurs à la valeur que l'ouvrier avec son outil, ajouterait à l'objet de travail. La productivité de la machine a donc pour mesure la proportion suivant laquelle elle remplace l'homme.

K. Marx - En supposant donc que trois mille livres sterling soient le prix ou de cent soixante ouvriers ou de la machine qui les déplace, cette somme d'argent, par rapport à la machine, exprime tout le travail - travail nécessaire et surtravail - réalisé en elle, tandis que par rapport aux ouvriers elle n'exprime que la partie payée de leur travail. Une machine aussi chère que la force du travail qu'elle remplace, coûte donc toujours moins de travail qu'elle n'en remplace.

Considéré exclusivement comme moyen de rendre le produit meilleur marché, l'emploi des machines rencontre une limite. Le travail dépensé dans leur production doit être moindre que le travail supplanté par leur usage. Pour le capitaliste cependant cette limite est plus étroite. Comme il ne paye pas le travail mais la force de travail qu'il emploie; il est dirigé dans ses calculs par la différence de valeur entre les machines et les forces de travail qu'elles peuvent déplacer. La division de la journée en travail nécessaire et surtravail diffère, non seulement en divers pays, mais aussi dans le même pays à diverses périodes, et dans la même période en diverses branches d'industrie. En outre, le salaire réel du travailleur monte tantôt au-dessus, et descend tantôt au-dessous de la valeur de sa force. De toutes ces circonstances, il résulte que la différence entre le prix d'une machine et celui de la force de travail peut varier beaucoup, lors même que la différence entre le travail nécessaire à la production de la machine, et la somme de travail qu'elle remplace reste constante. Mais c'est la première différence seule qui détermine le prix de revient pour le capitaliste, et dont la concurrence le force à tenir compte. Aussi voit-on aujourd'hui des machines inventées en Angleterre qui ne trouvent leur emploi que dans l'Amérique du Nord. Pour la même raison, l'Allemagne aux XVI^e et XVII^e siècles, inventait des machines dont la Hollande seule se servait; et mainte invention française du XVIII^e siècle n'était exploitée que par l'Angleterre.

En tout pays d'ancienne civilisation, l'emploi des machines dans quelques branches d'industrie produit dans d'autres une telle surabondance de travail (redundancy of labour, dit Ricardo), que la baisse du salaire au-dessous de la valeur de la force de travail, met ici obstacle à leur usage et le rend superflu, souvent même impossible au point de vue du capital, dont le gain provient en effet de la diminution, non du travail qu'il emploie, mais du travail qu'il paye.

K. Marx - La productivité de la machine est, comme nous l'avons vu, en raison inverse de la part de valeur qu'elle transmet au produit. Plus est longue la période pendant laquelle elle fonctionne, plus grande est la masse de produits sur laquelle se distribue la valeur qu'elle ajoute et moindre est la part qui en revient à chaque marchandise. Or la période de vie active de la machine est évidemment déterminée par la longueur de la journée de travail ou par la durée du procès de travail journalier multipliée par le nombre de jours pendant lesquels ce procès se répète.

L'usure des machines ne correspond pas avec une exactitude mathématique au temps pendant lequel elles servent. Et cela même supposé, une machine qui sert seize heures par jour pendant sept ans et demi embrasse une période de production aussi grande et n'ajoute pas plus de valeur au produit total que la même machine qui pendant quinze ans ne sert que huit heures par jour. Mais dans le premier cas la valeur de la machine se serait reproduite deux fois plus vite que dans le dernier, et le capitaliste aurait absorbé par son entremise autant de surtravail en sept ans et demi qu'autrement en quinze.

L'usure matérielle des machines se présente sous un double aspect. Elles s'usent d'une part en raison de leur emploi, comme les pièces de monnaie par la circulation, d'autre part par leur inaction, comme une épée se rouille dans le fourreau. Dans ce dernier cas elles deviennent la proie des éléments. Le premier genre d'usure est plus ou moins en raison directe, le dernier est jusqu'à un certain point en raison inverse de leur usage.

La machine est en outre sujette à ce qu'on pourrait appeler son usure morale. Elle perd de sa valeur d'échange à mesure que des machines de la même construction sont reproduites à meilleur marché, ou à mesure que des machines perfectionnées viennent lui faire concurrence. Dans les deux cas, si jeune et si vivace qu'elle puisse être, sa valeur n'est plus déterminée par le temps de travail réalisé en elle, mais par celui qu'exige sa reproduction ou la reproduction des machines perfectionnées. Elle se trouve en conséquence plus ou moins dépréciée. Le danger de son usure morale est d'autant moindre que la période où sa valeur totale se reproduit est plus courte, et cette période est d'autant plus courte que la journée de travail est plus longue. Dès la première introduction d'une machine dans une branche de production quelconque, on voit se succéder coup sur coup des méthodes nouvelles pour la reproduire à meilleur marché, puis viennent des améliorations qui n'atteignent pas seulement des parties ou des appareils isolés, mais sa construction entière. Aussi bien est-ce là le motif qui fait de sa première période de vie, période aiguë de la prolongation du travail.

K. Marx - A mesure que les machines se généralisent dans une même branche de production, la valeur sociale du produit mécanique descend à sa valeur individuelle. Ainsi se vérifie la loi d'après laquelle la plus-value provient non des forces de travail que le capitaliste remplace par la machine, mais au contraire de celles qu'il y occupe. La plus-value ne provient que de la partie variable du capital, et la somme de la plus-value est déterminée par deux facteurs : son taux et le nombre des ouvriers occupés simultanément. Si la longueur de la journée est donnée, sa division proportionnelle en surtravail et travail nécessaire détermine le taux de la plus-value, mais le nombre des ouvriers occupés dépend du rapport du capital variable au capital constant. Quelle que soit la proportion suivant laquelle, par l'accroissement des forces productives, l'industrie mécanique augmente le surtravail aux dépens du travail nécessaire, il est clair qu'elle n'obtient cependant ce résultat qu'en diminuant le nombre des ouvriers occupés, par un capital donné. Elle transforme en machines, en élément constant qui ne rend point de plus-value, une partie du capital qui était variable auparavant, c'est-à-dire se convertissait en force de travail vivante. Il est impossible par exemple d'obtenir de deux ouvriers autant de plus-value que de vingt-quatre. Si chacun des vingt-quatre ouvriers ne fournit sur douze heures qu'une heure de surtravail, ils fourniront tous ensemble vingt-quatre heures de surtravail,

tandis que le travail total des deux ouvriers n'est jamais que de vingt-quatre heures, les limites de la journée étant fixées à douze heures. L'emploi des machines dans le but d'accroître la plus-value recèle donc une contradiction, puisque des deux facteurs de la plus-value produite par un capital de grandeur donnée, il n'augmente l'un, le taux de la plus-value, qu'en diminuant l'autre, le nombre des ouvriers. Cette contradiction intime éclate, dès qu'avec la généralisation des machines dans une branche d'industrie la valeur du produit mécanique règle la valeur sociale de toutes les marchandises de même espèce, et c'est cette contradiction qui entraîne instinctivement le capitaliste à prolonger la journée de travail avec la plus extrême violence, pour compenser le décroissement du nombre proportionnel des ouvriers exploités par l'accroissement non seulement du surtravail relatif, mais encore du surtravail absolu.

La machine entre les mains du capital crée donc des motifs nouveaux et puissants pour prolonger sans mesure la journée de travail; elle transforme le mode de travail et le caractère social du travailleur collectif, de manière à briser tout obstacle qui s'oppose à cette tendance; enfin, en enrôlant sous le capital des couches de la classe ouvrière jusqu'alors inaccessibles, et en mettant en disponibilité les ouvriers déplacés par la machine, elle produit une population ouvrière surabondante qui est forcée de se laisser dicter la loi. De là ce phénomène merveilleux dans l'histoire de l'industrie moderne, que la machine renverse toutes les limites morales et naturelles de la journée de travail. De là ce paradoxe économique, que le moyen le plus puissant de raccourcir le temps de travail devient par un revirement étrange le moyen le plus infaillible de transformer la vie entière du travailleur et de sa famille en temps disponible pour la mise en valeur du capital.

K. Marx - Le système mécanique augmente en premier lieu la plus-value et la masse des produits dans lesquels elle se réalise. A mesure que croît la substance matérielle dont la classe capitaliste et ses parasites s'engraissent, ces espèces sociales croissent et multiplient. L'augmentation de leur richesse, accompagnée comme elle l'est d'une diminution relative des travailleurs engagés dans la production des marchandises de première nécessité, fait naître avec les nouveaux besoins de luxe de nouveaux moyens de les satisfaire. Une partie plus considérable du produit social se transforme en produit net et une plus grande part de celui-ci est livrée à la consommation sous des formes plus variées et plus raffinées. En d'autres termes, la production de luxe s'accroît.

K. Marx - Enfin l'accroissement extraordinaire de la productivité dans les sphères de la grande industrie, accompagné comme il l'est d'une exploitation plus intense et plus extensive de la force de travail dans toutes les autres sphères de la production, permet d'employer progressivement une partie plus considérable de la classe ouvrière à des services improductifs et de reproduire notamment en proportion toujours plus grande sous le nom de classe domestique, composée de laquais, cochers, cuisinières, bonnes, etc., les anciens esclaves domestiques.

K. Marx - Tous les représentants sérieux de l'économie politique conviennent que l'introduction des machines est une calamité pour les ouvriers manufacturiers et les artisans avec lesquels elles entrent en concurrence; presque tous déplorent l'esclavage des ouvriers de fabrique.

Et pourtant, quel est leur grand argument ? C'est que les désastres qui accompagnent la période d'inauguration et de développement une fois consommés, les machines augmentent en dernier lieu le nombre des esclaves du travail, au lieu de le diminuer ! Oui, le nectar dont l'économie politique s'enivre est ce théorème philanthropique : Qu'après une période de transition et d'accroissement plus ou moins rapide, le régime de fabrique courbe sous son joug de fer plus de travailleurs qu'à son début il n'en avait affamés par le chômage forcé.

Citations employées dans ces extraits qui sont d'actualité.

LVOG - Les bienfaits de la "croissance" : en fait elle appauvrit l'ouvrier !

- « Quand le fabricant, par suite de l'amélioration de ses machines, double ses produits... il gagne tout simplement (en définitive) parce que cela le met à même de vêtir l'ouvrier à meilleur marché, etc., et qu'ainsi une plus faible partie du produit total échoit à celui-ci. » (Ramsay, l.c., p.168.)

LVOG - Les prix baisses, quelle aubaine ! Vraiment ?

- Dans tous les pays où l'industrie n'est pas restreinte, le prix des subsistances doit affecter le prix du travail. Ce dernier sera toujours diminué quand les articles de première nécessité deviendront moins chers. » (Considerations concerning taking off the Bounty on Corn exported, etc. London, 1752,, p.3.) « Le salaire diminue dans la même proportion que la puissance de la production augmente. Les machines, il est vrai, font baisser de prix les articles de première nécessité, mais elles font par cela même baisser de prix le travailleur également. » (A Price essay on the comparative merits of competition and cooperation. London, 1834, p.27.)

LVOG - Pourquoi font-ils produire en Chine, en Inde, etc. ?

- « Les machines ne peuvent que rarement être employées avec succès pour abrégier le travail d'un individu : il serait perdu plus de temps à les construire qu'il n'en serait économisé par leur emploi. Elles ne sont réellement utiles que lorsqu'elles agissent sur de grandes masses, quand une seule machine peut assister le travail de milliers d'hommes. C'est conséquemment dans les pays

les plus peuplés, là où il y a le plus d'hommes oisifs, qu'elles abondent le plus. Ce qui en réclame et en utilise l'usage, ce n'est pas la rareté d'hommes, mais la facilité avec laquelle on peut en faire travailler des masses. » Piercy Ravenstone: Thoughts on the Funding System and its Effects. Lond., 1824, p.45.

LVOG - Quand l'Etat, les ONG ou plutôt les cotisations sociales, les impôts ou les taxes que nous payons ont remplacé les "paroisses".

- Ce qui avant l'établissement de la loi des pauvres (en 1833) fit en Angleterre prolonger la concurrence entre le tissu à la main et le tissu à la mécanique, c'est que l'on faisait l'appoint des salaires tombés par trop au-dessous du minimum, au moyen de l'assistance des paroisses. « Le Rév. Turner était en 1827, dans le Cheshire, recteur de Wilmslow, district manufacturier.

LVOG - Le travail des femmes, quel bonheur! Pour qui ?

- « Le but constant et la tendance de tout perfectionnement des machines est de se passer du travail de l'homme ou de diminuer son prix en substituant le travail des femmes et des enfants à celui des adultes, ou le travail d'ouvriers grossiers et inhabiles à celui d'ouvriers habiles. » (Ure, l.c., t. 1, p.35.)

D'un clan à l'autre de l'oligarchie.

- Le locataire de la Maison Blanche a entamé son intervention à l'ONU par une séquence d'autosatisfaction, soulignant la bonne santé de l'économie américaine, le budget record de l'armée, les sommets atteints par les marchés financiers ou l'ampleur de sa réforme fiscale, adoptée fin 2017.

(Référence à la Cour Pénale Internationale, notamment.) « Nous n'abandonnerons jamais la souveraineté américaine à une bureaucratie mondiale non élue et irresponsable », a affirmé le président américain, rejetant « l'idéologie du mondialisme ».

L'oligarchie n'a pas changé de stratégie, constatant que l'hégémonie américaine était de plus en plus contestée jusqu'au sein des institutions internationales, une fraction de celle-ci a décidé qu'il valait mieux en sortir ou procéder autrement pour parvenir à ses fins, et effectivement le budget record de l'armée, les sommets atteints par les marchés financiers ou l'ampleur de sa réforme fiscale témoignent que Trump gouverne bien dans la même direction ou exclusivement pour accroître le pouvoir de l'oligarchie et de l'armée.

Il y en a qui estiment que Trump gouvernerait pour le bien des Américains, en réalité c'est tout le contraire. Comment cela ? C'est très simple à comprendre, il vise la réindustrialisation encore largement hypothétique de l'Amérique, qui si elle devenait se concrétiser se traduirait par la mise en concurrence d'entreprises fonctionnant selon des conditions particulièrement avantageuses pour leurs actionnaires au détriment de leurs salariés qui se verraient privés de tout droit, dont celui de constituer des syndicats, avec des entreprises qui continueraient de fonctionner selon les anciennes normes, de telle sorte qu'elles seraient désavantagées et seraient vouées, soit à disparaître ou fusionner, soit elles seraient contraintes d'adopter la réglementation dont bénéficient leurs concurrents, donc d'affronter la classe ouvrière pour peu qu'elles en aient les moyens, ce qui est une autre histoire. Précisons que cette concurrence ne viserait pas forcément la même branche d'industrie, elle servirait de moyen de pression pour tirer vers le bas la condition de l'ensemble de la classe ouvrière, en particulier ses couches supérieures.

Mimétisme

- Dans son discours (...) Emmanuel Macron s'est alarmé de la "crise profonde" que traverse "l'ordre international", symbolisée par "l'impuissance" dont est menacée l'ONU.

Ce constat rejoint celui du chef de l'ONU, Antonio Guterres, qui a déploré "un monde de plus en plus chaotique". Il a regretté que "le multilatéralisme soit autant critiqué au moment où il est le plus nécessaire". Sur les libertés : «L'agenda des droits de l'homme perd du terrain et l'autoritarisme progresse».

Tout en saluant un discours "fort" (de Macron - ndlr), l'ONG Oxfam a appelé le chef de l'Etat "à joindre bien davantage le geste à la parole (...) s'il veut être réellement crédible". AFP et Libération 25 et 26 septembre 2018

Macron regrette que le Conseil de sécurité de l'ONU ne l'ait pas autorisé à bombarder la Syrie. Ensuite, son discours ne sert qu'à masquer qu'il est le produit ou l'expression de ce qu'il dénonce.

Rappel sur le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres.

- ...depuis juillet 2012, le véritable pouvoir n'y est plus détenu par le secrétaire général, mais par son « numéro 2 » : le directeur des Affaires politiques, Jeffrey Feltman. En dehors de tout contrôle, celui-ci utilise les moyens de l'Onu pour maintenir la guerre

dans tout le « Moyen-Orient élargi ». (Pour Lavrov, Guterres ne serait qu'un homme de paille à la tête de l'Onu - Réseau Voltaire 21 août 2018)

- Le nouveau secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a procédé aux nominations de son équipe.

Le directeur des Affaires politiques, Jeffrey Feltman, a été prorogé dans ses fonctions pour une année. Durant le mandat de Ban Ki-moon, il s'agissait de la plus haute fonction diplomatique au monde.

M. Feltman représente les intérêts de l'État profond US. Diplomate de carrière, il a d'abord servi en Israël, puis pour le compte de l'Autorité provisoire de la Coalition en Irak (un organisme privé qui ne dépendait pas de la Coalition, mais concentrait les membres du « gouvernement de continuité » US). Ambassadeur au Liban, il organisa l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri, la Commission d'enquête de l'Onu et le Tribunal spécial contre les présidents Émile Lahoud et Bachar el-Assad. Par la suite, il devint l'assistant d'Hillary Clinton au département d'État, puis entra comme numéro 2 à l'Onu. (Feltman prorogé à l'Onu - Réseau Voltaire 16 février 2017)

[Née en 1934, elle a vécu la guerre, quelle chance !](#)

- Christiane, retraitée de 82 ans: "On a eu beaucoup plus de chance que les jeunes d'aujourd'hui" - Le HuffPost 25 septembre 2018

Comme quoi les épreuves les plus pénibles de l'existence ne servent strictement à rien, quand on n'est pas capable d'en tirer des leçons, autrement dit, elles peuvent se répéter et ainsi de suite. Après on nous parle du "devoir de mémoire", pure démagogie. On comprend également pourquoi il serait inutile de se pencher sur le passé... C'est le meilleur moyen pour ne jamais progresser.

Quand ils ne sont pas nostalgiques d'un passé qui ne le mérite pas ou qu'ils embellissent, et encore, quand il a vraiment existé, ils le noircissent, à croire que le présent serait meilleur, et ne parlons pas du futur qui devrait être merveilleux...

C'est ainsi qu'on s'illusionne à tout propos. Dans ces conditions il n'y a pas de quoi s'étonner de ce qui arrive, puisque c'était pour ainsi dire déjà écrit. Si on se penchait sur le passé, on comprendrait mieux le présent, et ainsi peut-être pourrions-nous prétendre à un avenir meilleur. Comme nous sommes barrés, c'est plutôt compromis.

[A quoi mesure-t-on l'avancé du totalitarisme ? Au degré de servilité ou de lâcheté des élites et de leurs serviteurs.](#)

Vous aurez bien compris que ce n'est pas le cas du dénommé Zemmour qui nous intéresse, mais les mécanismes auxquels ils recourent pour descendre quelqu'un, ici, pour éliminer ou écarter un des leurs qui hier encore servait leurs intérêts, ailleurs, quiconque ose critiquer le régime, au-delà, ses véritables opposants.

Vous me direz que les véritables opposants au régime n'ont jamais accès aux médias ou ils les censurent déjà. Certes, à ce stade ce ne sont pas eux qui sont directement visés, mais ceux qui se contentent de mettre en lumière les contradictions du discours ou de la politique adoptée par le gouvernement, de la propagande des représentants ou des agents du régime, et qui ainsi portent un coup à leur crédibilité, ce qu'ils estiment insupportable, alors que Macron a besoin du soutien de la majorité pour gouverner ou appliquer son programme.

Toute personne dont le discours fait référence à un fait censuré, tronqué, détourné, manipulé par Macron ou son gouvernement ainsi que les médias, et qui révélerait leurs véritables intentions, doit être systématiquement traitée en paria, réprimée, éliminée.

Sans soutien populaire, les despotes ne peuvent pas se maintenir au pouvoir indéfiniment, et ils encourent le risque que l'opposition finisse par se rassembler ou trouver la voie pour les renverser. D'où la nécessité d'exercer un contrôle absolu sur l'information, et de recourir à une multitude de mécanismes, dont des provocations pour diviser les opposants au régime.

On pourrait aller plus loin ou préciser que pour le moment ils ont de la chance et ils peuvent continuer de gouverner, parce que la question à l'ordre du jour n'est plus de porter au pouvoir un candidat ou un parti pour réformer ou améliorer le régime, mais de trouver les moyens pour le renverser. Cette question, les masses ne sont pas encore parvenues à en prendre conscience clairement, mais elles ont commencé à l'intégrer dans leur analyse de la situation, ce qu'exprime leur rejet de Macron et l'abstention massive lors de chaque élection, le rejet des institutions antidémocratiques de la Ve République.

C'est dans cette perspective que s'inscrit notre combat politique et cette partie de la causerie, en fait tous les sujets que j'aborde dans les causeries. En doutiez-vous ?

- Eric Zemmour lâché par les journalistes du Figaro - programme-tv 23.09

Dans un mail interne que se sont procurés nos confrères de 20 Minutes, la société des journalistes (SDJ) du quotidien a tenu à rappeler à l'ordre Eric Zemmour : "La SDJ rappelle qu'une Charte déontologique, ratifiée par notre actionnaire, la direction, la rédaction et les syndicats, s'impose à tous les collaborateurs du Groupe Figaro et ce, quels que soient la forme et le canal de leurs prises de position." Dans cette charte, il est notamment stipulé que les journalistes qui l'ont ratifiée, s'engagent à ne pas porter atteinte à l'image du journal, par leurs propos, et ce même dans le cadre "d'interventions extérieures dans les médias (TV, radio,...)".

"La SDJ a été saisie par des journalistes de la rédaction qui se sont émus des propos tenus par Eric Zemmour. Il nous a semblé opportun de rappeler notre Charte, qui s'applique à tous," s'est ainsi expliqué Stéphane Durand Souffland, président de la SDJ du Figaro, à 20 Minutes.

La réponse d'Eric Zemmour ne s'est pas faite attendre. Ce dernier a ainsi déclaré qu'il n'avait pas à se justifier devant la SDJ qui s'érigeait en "en tribunal révolutionnaire", rappelant que ses propos n'ont pas été publiés dans Le Figaro, "n'engagent aucunement le journal", selon lui. programme-tv 23.09

La Charte déontologique de journalistes, cela existe ? A part celle des oligarques propriétaires des médias et d'usines d'armement, dont Dassault, vous, vous en connaissez d'autres ? Même que leurs clients qui ont bombardé la Libye, l'Irak et la Syrie y font référence, c'est pour dire...

L'autocensure doit devenir la norme sous peine d'être excommunié par les inquisiteurs.

- "ONPC": Eric Zemmour désinvité par Laurent Ruquier? La production s'explique - huffingtonpost.fr 26.09

Les propos d'Eric Zemmour sur le plateau des "Terriens du dimanche" au sujet du prénom de Hapsatou Sy ont relancé le débat de savoir s'il faut "interdire de télévision" le polémiste. À cette question, Laurent Ruquier semble, pour le moment, avoir tranché.

Alors que sa présence dans l'émission "On n'est pas couché" du 20 octobre prochain dans le cadre de la promotion de son dernier livre "Destin Français" semblait actée, selon les informations de Valeurs actuelles confirmées par Le Parisien, le polémiste n'en sera pas. Ce mardi 25 septembre, l'ancien chroniqueur de "ONPC" a appris d'après les médias qu'il a été "décommandé".

Et si l'entourage de l'écrivain a expliqué au Parisien que cette décommande avait été faite "sans donner aucune raison", la production précise qu'elle n'a pas à se justifier à chaque fois qu'elle décide de ne pas inviter quelqu'un.

Dans l'émission "Quotidien" sur TMC ce 24 septembre, le journaliste Julien Bellver a affirmé que Laurent Ruquier était "défavorable" à la présence d'Eric Zemmour sur le plateau de son émission. La direction de France Télévisions n'a pas donné de consignes, selon le journaliste, mais la production "ne veut pas prendre de risque".

Une épidémie.

- L'avocat d'Alexandre Benalla, Laurent-Franck Liénard, annonce sur Facebook qu'il lâche l'affaire - Le HuffPost 26.09

Et pour cause...

- Selfie d'Alexandre Benalla armé : le parquet de Poitiers ouvre une enquête préliminaire - Franceinfo 25 septembre 2018

En complément.

Comment accuser ses adversaires de ses propos méfaits ou refuser d'en assumer les conséquences.

- Castaner s'en prend à Salvini, Orban, Le Pen et Wauquiez, les «pyromanes de l'Europe» - LeFigaro.fr 26.09

[Ils n'ont jamais cessé de s'enrichir.](#)

Sous Mitterrand la Bourse avait flambé. Sous Hollande les riches sont devenus encore plus riches, normal, ils étaient de gauche ! Et ceux qui avaient porté Hollande au pouvoir ont désigné son ministre de l'Economie, un ex-banquier, pour poursuivre son oeuvre, quoi de plus naturel, puisque même l'oligarchie est de gauche ou ni de droite ni de gauche, ce qui revient au même, puisque finalement ils étaient tous de droite ! Chut !

Si on ne se retenait pas, on dirait : mais qui a été assez con pour appeler à voter pour eux, devinez ? Et le pire, c'est que la plupart des militants seraient prêts à remettre le couvert !

- Patrimoine «net» des plus fortunés : plus de 1 000 milliards d'euros - Libération 26 septembre 2018

Selon un rapport du gouvernement remis aux députés, le nombre de redevables à l'impôt de solidarité sur la fortune n'a cessé de progresser sous le quinquennat Hollande.

On en sait plus sur les derniers jours de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Transformé depuis le vote du budget 2018 en simple «impôt sur la fortune immobilière» (IFI), cette contribution demandée aux plus fortunés du pays a connu sa dernière année en 2017. Alors, un rapport remis cette semaine aux députés de la commission des finances de l'Assemblée nationale sur le «plafonnement» de l'ISF (mesure que le Conseil constitutionnel avait obligé à mettre en place pour éviter un impôt «confiscatoire» lors de l'abaissement en 2012 du seuil d'entrée dans l'ISF par le nouveau pouvoir socialiste) en dit beaucoup sur nos plus fortunés.

Ainsi, l'an dernier, 358 198 personnes exactement étaient redevables de l'ISF. Ces derniers ont, détaille ce document, «déclaré» un «patrimoine net taxable» de 1 029 milliards d'euros ! Certes, le patrimoine net de l'ensemble des ménages français est estimé à quelque 11 000 milliards d'euros. Mais, selon l'économiste Pierre Madec de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), cela veut donc dire que «1,5% des contribuables les mieux dotés possèdent 9% du patrimoine net total».

Sous Hollande, 15% de «redevables ISF» en plus

Par ailleurs, selon ces données transmises par le gouvernement au Parlement, le nombre de redevables de l'ISF a très sensiblement augmenté entre 2013 et 2017, soit sous le quinquennat de François Hollande : on est passé de 312 406 à 358 198 personnes soumises à cet impôt sur la fortune, soit, avec 45 792 redevables supplémentaires, une hausse de 14,7%. «Ce qui montre bien que, en pleine période de crise, les riches continuent de s'enrichir fortement», s'insurge le député communiste du Nord Fabien Roussel. «Les plus fortunés ont profité de ce «plafond» imposé par le Conseil constitutionnel. Petit rappel : depuis 2013, si l'impôt sur le revenu et celui sur la fortune dépassent 75% des revenus perçus, alors le fisc rabote l'ISF. Résultat, les plus gros contribuables, mieux protégés que le bouclier fiscal mis en place par Nicolas Sarkozy, récupéraient une partie de leur ISF... voire ne payaient plus rien. «Sur les cinquante plus grandes fortunes françaises, onze ne payaient plus d'ISF grâce au plafonnement !» rappelle le député centriste Charles de Courson, partisan de la suppression de cet impôt.

L'Etat a rendu 1 000 euros par jour

En 2017, 11 514 personnes ont ainsi bénéficié de ce plafonnement : soit deux fois plus qu'en 2013. Au total, ces familles dont le patrimoine moyen était de 13,6 millions d'euros (+7% en quatre ans) ont vu diminuer, grâce au plafonnement, le montant moyen d'ISF net à payer : il était de 45 449 euros en 2017 contre 54 588 euros en 2013 (-16,7%). Sans le plafonnement, l'Etat aurait récupéré 1,3 milliard d'euros supplémentaires, c'est près de deux fois plus qu'en 2013 (708,6 millions). Mieux : si on regarde dans le détail, les 1 139 redevables de l'ISF gagnants ont été épargnés, en moyenne, de près de 365 000 euros chacun en 2017. L'Etat leur a donc rendu 1 000 euros par jour...

Ce même mécanisme a été maintenu pour le nouvel impôt sur la fortune immobilière. Avec une bonne nouvelle pour l'Etat sur ce sujet-là : l'IFI rapportera plus que les premières estimations réalisées l'an dernier par le gouvernement. Bercy tablait ainsi sur 850 millions d'euros quand l'ancien impôt sur la fortune a permis de récolter 4,2 milliards en 2017. Selon le quotidien les Echos, qui s'appuie sur les annexes du projet de loi finances adopté lundi en conseil des ministres, l'IFI rapportera finalement 1,2 milliard d'euros en 2018 et devrait amener 1,5 milliard dans les caisses l'an prochain. «Je n'ai jamais cru aux estimations du gouvernement, fait savoir le député Charles de Courson. Il était impossible que, dans le patrimoine des 300 000 plus fortunés français, l'immobilier représente seulement 20%.» Si les chiffres se confirment, la transformation de l'ISF en IFI n'aura donc pas coûté 3,4 milliards aux caisses de l'Etat mais 2,7 milliards à 3 milliards... tout de même. Libération 26 septembre 2018

Et au même moment les syndicats refusent d'avancer les revendications qui correspondent aux besoins des travailleurs les plus pauvres : augmentation de salaire de 20 à 30%, smic, retraite minimum, allocation chômage, vieillesse, handicapée à 2.000 euros, etc. blocage et réduction des loyers jusqu'à 50%, retraite à 50 ans, abrogation de la sélection à l'université, interdiction des licenciements, confiscation de toutes les bureaux et habitations inoccupés pour loger tous les clochards et mal logés, confiscation des dividendes des actionnaires du CAC40, etc...

En complément.

- Médicaments : et si on ne remboursait plus que les génériques ? - Capital 25.09

Après 20 ans d'existence, le médicament générique a toujours du mal à se vendre. Le gouvernement souhaite en faire décoller les ventes et présente, dans le cadre du projet de loi financement de la Sécurité sociale, une mesure visant à moins rembourser les patients qui refusent des génériques... Capital 25.09

Si on ne remboursait plus rien, ce serait mieux encore, dans l'avenir les cotisations sociales demeureraient dans les caisses des compagnies d'assurance ou des mutuels et autres organismes privés, le capital récupérerait ainsi plus rapidement et plus sûrement une partie de la plus-value qu'il a dû céder aux travailleurs... et d'éliminer plus rapidement les déchets qu'il a produits, les plus faibles, les plus pauvres qui coûtent à l'Etat beaucoup d'argent qu'il pourrait employer à meilleur escient, par exemple pour financer des travaux d'infrastructures en faisant appel à des multinationales pour les réaliser.

Si on voulait être encore plus précis, on devrait dire que rien ne coûte à l'Etat puisque l'Etat ne produit rien, il gère les impôts et taxes ainsi que les cotisations sociales qu'il nous extorque dont une partie bénéficie aux travailleurs. Et l'Etat gère à la manière d'une entreprise capitaliste la masse salariale des fonctionnaires et le capital dont il dispose, capital qui ne fonctionne pas en circuit fermé, mais qui est une fraction du capital total produit ou disponible d'une nation, et au-delà de l'économie mondiale... Il est donc normal qu'il soit soumis aux mêmes lois et aux mêmes influences ou pressions du marché, ou qu'il doive s'adapter à ses besoins ou emprunter la même orientation néolibérale.

Entre nous, je me demande si un jour on va finir par le comprendre, ce n'est pas gagné d'avance parce qu'il y a trop d'intérêts en jeu, vous voyez ce que je veux dire, n'est-ce pas ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Suède

- Suède : le Premier ministre démis de ses fonctions - euronews 25 septembre 2018

En Suède, le Premier ministre Stefan Löfven a été démis de ses fonctions par une motion de censure au parlement. L'opposition de centre-droit et l'extrême droite ont voté ensemble contre le gouvernement de ce Social-démocrate, fortement fragilisé depuis les législatives du 9 septembre.

"A travers l'histoire, a déclaré le Premier ministre sortant, les partis de gauche et de droite ont pu se rassembler et porter ce pays au travers de temps difficiles. Partout dans le pays, les partis collaborent pour obtenir une majorité et gouverner localement. Le peuple suédois a le droit d'attendre la même chose au niveau national. Je continuerai à travailler pour trouver un gouvernement qui abandonne la politique des blocs et place le pays en premier."

Ensemble, les conservateurs de l'Alliance et l'extrême droite totalisent plus de sièges au parlement que le bloc de centre-gauche, qui reste la première force élue.

Le soutien de l'extrême droite, emmené par Jimmie Akesson, sera primordial pour les conservateurs pour prendre la tête du prochain gouvernement. Leur leader, Ulf Kristersson, a pourtant promis de ne jamais coopérer ni avec la gauche, ni avec les populistes.

Les consultations, qui reprennent jeudi, pourraient durer plusieurs semaines. euronews 25 septembre 2018

Syrie

- C'est parti: la Russie envoie des armes pour brouiller les radars de l'aviation en Syrie - sputniknews.com 25.09.2018

Le ministère russe de la Défense a commencé à transférer en Syrie des complexes de guerre électronique, écrit le journal Izvestia, se référant à des sources proches du ministère.

Les premiers complexes de guerre électronique ont été livrés le lundi 24 septembre à la base aérienne de Hmeimim, en Syrie, par des avions Il-76, annonce le journal russe Izvestia, se référant à des sources proches du ministère. La composition exacte du transfert n'a pas été divulguée.

«Ce sera un cauchemar»: les médias israéliens sur les S-300 russes en Syrie Le transfert d'armes de guerre électronique vise à supprimer la navigation par satellite, les radars de bord et les systèmes de communication de l'aviation militaire. Ces complexes pourront créer un dôme radioélectronique impénétrable sur un rayon de plusieurs centaines de kilomètres au-dessus de la Syrie et du territoire adjacent de la mer Méditerranée.

Selon le rédacteur en chef du portail militaire, il s'agirait de systèmes Krasoukha4, destinés à combattre les avions et les drones et R-330J «Jitel». De plus, la base de Hmeimim pourrait se doter du complexe dernier cri Divnomorye, capable de brouiller des signaux des radars à bord, ainsi que ceux des systèmes de communication, de contrôle et de navigation par satellite.

Le 24 septembre, la Russie a annoncé son intention de livrer prochainement des systèmes antiaériens S-300 à l'armée syrienne afin de renforcer ses capacités de combat dans le cadre du drame de l'avion russe Il-20.

De plus, le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, a prévenu que l'armée russe brouillerait les communications de tout avion voulant frapper la Syrie depuis la mer Méditerranée. sputniknews.com 25.09.2018

Iran

- Les Émirats revendiquent l'attentat d'Ahvaz - Réseau Voltaire 24 septembre 2018 Réseau Voltaire 24 septembre 2018

Un attentat a tué 24 personnes et en a blessé 60 autres lors d'un défilé militaire, le 22 septembre à Ahvaz (Iran).

Ahvaz est la capitale de la région arabe du Khuzestan. Le 22 septembre 1980, le président Saddam Hussein tenta d'annexer cette population à l'Iraq, provoquant la guerre Iraq-Iran. À l'époque, l'immense majorité des arabes iraniens résistèrent à l'agression étrangère. Le défilé militaire du 22 septembre 2018 marquait l'anniversaire de cette terrible guerre, financée par les Occidentaux contre la Révolution khomeiniste.

Plusieurs groupes organisent régulièrement des protestations et des attentats au Khuzestan :

- Le Parti de la solidarité démocratique d'Ahvaz (soutenu par la CIA et le MI6, il tente de coaliser les diverses minorités non-perses d'Iran)

- L'Organisation de libération d'Ahvaz (soutenue par les fidèles de feu Saddam Hussein).

L'attentat de cette semaine a été revendiqué à la fois par le Front populaire et démocratique des Arabes d'Ahvaz (censé regrouper diverses organisations pro-Iraqiens) et par Daesh (qui a publié une vidéo des kamikazes avant leur action).

Rappelons que le régime de Saddam Hussein en Iraq avait abandonné la laïcité dans le cadre de son programme de « Retour à la Foi ». Lors de l'invasion US, les membres du Parti Baas furent interdits de politique et l'armée nationale fut dissoute, tandis que le pays fut dirigé par des chiites liés à l'Iran. L'ancien vice-président Ezzat Ibrahim Al-Douri étant le grand maître de l'Ordre des Nachqbandis (une confrérie soufie), fit alliance avec la CIA et le MI6 pour intégrer Daesh avec ses hommes et obtenir sa revanche contre les chiites. Par conséquent, les deux revendications de l'attentat renvoient par des chemins différents à Washington et à Londres. C'est pourquoi la République islamique d'Iran a immédiatement accusé les Occidentaux et les États du Golfe sponsors du terrorisme.

Cependant, l'un des conseillers du prince héritier des Émirats arabes unis, Mohammed ben Zayed, a déclaré que son pays venait de parvenir à faire entrer la guerre en Iran, revendiquant ainsi publiquement le rôle de son pays dans l'attentat. Ce type de déclaration n'est pas si surprenant que cela au Moyen-Orient. En 2015, le président turc, Recep Tayyip Erdogan s'était publiquement félicité des attentats qu'il avait commandité en Europe.

La position des Émirats a brusquement changée, non pas à cause de la guerre au Yémen (où ils combattent contre les Houthis soutenus par l'Iran), mais à cause de la rupture de l'accord USA-Iran (JCPoA). Au cours des deux dernières décennies, la richesse des Émirats était basée sur le contournement des sanctions US par l'Iran. Le port de Dubaï était devenu le centre de ce trafic. Désormais les deux pays sont ennemis et la question de la souveraineté d'un îlot du Golfe ressurgit.

Le président iranien, cheikh Hassan Rohani, a promis une « réponse terrible » aux Émirats, contraignant le ministre émirati des Affaires étrangères, Anwar Gargash, à revenir en arrière et à démentir les propos précédents de son gouvernement. Réseau Voltaire 24 septembre 2018

Etats-Unis-Palestine occupée

- Proche-Orient: Trump penche pour la première fois pour la solution à deux Etats - AFP 27 septembre 2018

Le président américain Donald Trump a dit mercredi pour la première fois sa préférence pour une solution à deux Etats afin de mettre fin au conflit israélo-palestinien, promettant de présenter son plan de paix "équilibré" d'ici quatre mois.

"Je pense vraiment que quelque chose va se passer. C'est mon rêve d'y parvenir avant la fin de mon premier mandat", en janvier 2021, a-t-il lancé lors d'une rencontre avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

En marge de l'Assemblée générale annuelle de l'ONU à New York, il s'est dit convaincu "à 100%" que les Palestiniens, qui ont gelé tout contact avec l'administration américaine depuis qu'elle a reconnu Jérusalem comme capitale d'Israël fin 2017, reviendraient à la table des négociations.

"J'aime bien la solution à deux Etats", a ajouté le président américain, qui s'était jusque-là gardé de privilégier cette voie appuyée par ses prédécesseurs et la communauté internationale.

"Je pense que les deux Etats vont voir le jour", a-t-il même ajouté un peu plus tard devant la presse. Même si c'est "un peu plus difficile", "cela marche mieux parce que chacun gouverne de son côté", a-t-il expliqué.

Il n'a pas précisé si c'est ce que proposera le plan de paix concocté dans le plus grand secret par son gendre et conseiller Jared Kushner.

"Si les Israéliens et les Palestiniens veulent un Etat, c'est OK pour moi. S'ils veulent deux Etats, c'est OK pour moi", a-t-il assuré. "Je suis un facilitateur".

Mais le plan sera, a-t-il promis, "équilibré", car Jared Kushner, s'il "adore Israël", sait que "tout le monde doit être satisfait".

Pour la première fois également, l'occupant de la Maison Blanche a d'ailleurs donné un calendrier pour la présentation de cette proposition, maintes fois reportée. "Dans les deux, trois ou quatre mois", a assuré Donald Trump, qui rêve d'aboutir à "l'accord ultime" entre Israéliens et Palestiniens là où tous ses prédécesseurs ont échoué.

La ligne officielle de l'administration Trump consistait jusqu'ici à soutenir une solution qui aurait la faveur des deux camps, israélien et palestinien, sans pousser ni rejeter les deux Etats.

"La solution des deux Etats a complètement disparu du paysage politique israélien et n'existe que dans les rappels que nous en faisons, nous Européens. Les Etats-Unis se refusent depuis l'élection de Trump à y faire référence", déplorait encore récemment un diplomate européen.

Il s'agit donc d'un tournant. AFP 27 septembre 2018

Russie

- «Intox» à un moment bien choisi: Moscou sur le nouveau tournant dans l'affaire Skripal - sputniknews.com 26.09

Dans le contexte de nouvelles révélations du site Bellingcat, qui «enquête» régulièrement sur l'affaire Skripal, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova a indiqué qu'il s'agissait d'une intoxic faite à un moment soigneusement choisi.

Pour la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, l'article de Bellingcat sur Rouslan Bochirov, impliqué par Londres dans l'affaire Skripal, et qui serait «en réalité» un agent du renseignement russe, n'est qu'une «intox» qui s'inscrit dans la continuité de la campagne visant à détourner l'attention de ce qui s'est réellement passé à Salisbury.

«La nouvelle intoxic concernant Alexandre Petrov et Rouslan Bochirov est parue tout de suite après le discours de Theresa May au Conseil de sécurité de l'Onu sur les armes de destruction massive où elle a de nouveau formulé des accusations contre la Russie. Il n'y a pas de preuves, ce qui signifie la poursuite de la campagne dont l'objectif principal est de détourner l'attention de la question essentielle: que s'est-il passé à Salisbury?», a-t-elle écrit sur sa page Facebook.

«La question reste la même: quand seront formulées des preuves quelconques de l'implication ne serait-ce que de quelqu'un dans, comme le dit Londres, l'empoisonnement à Salisbury?», a souligné Mme Zakharova.

Le site Bellingcat, qui a déjà fait paraître d'autres articles manquant de preuves irréfutables, a affirmé mercredi que Rouslan Bochirov, ressortissant russe suspecté par Londres d'implication dans l'empoisonnement de l'ex-agent double Sergueï Skripal et de sa fille Ioulia, serait «en réalité» un colonel des services russes de renseignement militaire, le GRU, répondant au nom d'Anatoli Tchépiga.

Selon un article publié par le site Bellingcat en coopération avec Insider, Rouslan Bochirov serait né le 5 mai 1979 dans le village de Nikolaïevka, dans la région de l'Amour (Extrême-Orient russe), et aurait servi à Khabarovsk dans la 14e brigade des troupes d'élite relevant du GRU.

Le secrétaire britannique à la Défense, Gavin Williamson, a de son côté publié un tweet affirmant que «la véritable identité d'un des suspects de Salisbury s'avérait être un colonel russe», mais a ensuite supprimé ce tweet.

Le ministère russe de l'Intérieur commente «l'enquête» de Bellingcat sur l'affaire Skripal Bellingcat avait précédemment publié un article avec «des informations affirmant que selon "la base de données du Service fédéral des migrations", Petrov et Bochirov étaient des agents du GRU». Igor Zoubov, vice-ministre russe de l'Intérieur, a alors déclaré qu'il était impossible d'établir, en se basant sur ces données, si une personne concrète travaillait pour le renseignement militaire russe et que le Service des migrations ne comptait pas «de sections relevant du GRU».

Le 5 septembre dernier, le parquet britannique avait formulé aux Russes Alexandre Petrov et Rouslan Bochirov quatre chefs d'accusation, notamment pour tentative de meurtre de l'ancien officier Sergueï Skripal et de sa fille Ioulia, ainsi que du policier britannique Nick Bailey. La Première ministre britannique, Theresa May, affirme que les deux suspects sont des hommes du GRU sans pour autant présenter de preuves pour appuyer ces allégations.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a indiqué pour sa part que «l'affaire Skripal» volait en éclats en raison de l'absence de quelque preuve que ce soit de la culpabilité de Moscou. Le ministère a présenté au Foreign Office une soixantaine de notes diplomatiques pour exiger d'accorder à la Russie l'accès à l'enquête et aux citoyens russes impliqués, demander une aide juridique et proposer une coopération, notamment pour organiser une enquête commune. Toutefois, les autorités britanniques n'y ont pas réagi. sputniknews.com 26.09

Qui a relancé cette affaire ?

Des médias britanniques, le Daily Telegraph et la BBC.

Qui révèle quoi ?

Le site Bellingcat lié au think tank du Pentagone Atlantic Council.

Qu'a-t-ils trouvé ?

Une photo d'une personne qui aurait pu être Chepiga jeune, sans en avoir la certitude cependant. (Atlantico.fr 26 Septembre 2018)

Et à part cela ? Rien ou si, on a au moins la certitude que leurs récits sont purement et simplement fabriqués.

Soudan du Sud

Tiens, c'est bizarre, il n'y a personne pour aller jouer au justicier au Soudan du Sud ?

- La guerre civile au Soudan du Sud a fait près de 400.000 morts - Reuters 26.09

Le bilan de la guerre civile au Soudan du Sud est considérablement plus élevé que ce qui avait été rapporté jusqu'à présent, à en croire une étude rendue publique mercredi, qui avance le chiffre global de plus de 380.000 morts.

La partition du Soudan sous l'égide de la "communauté internationale", de l'ONU, et particulièrement d'Israël ne devait pas vraiment profiter à ses habitants. Bon, ce sont des nègres, des sauvages, qui plus est des musulmans, des pauvres, des déchets colatéraux du capitalisme mondial...

Ils n'ont pas eu la chance de naître au bon endroit au bon moment, voilà tout.

Et après cela ils osent encore nous donner des leçons de morale, d'humanisme, ils osent prétendre que le capitalisme serait légitime...

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Argentine

- Paralysée par une grève, l'Argentine change de gouverneur de la Banque centrale - AFP 25 septembre 2018

L'Argentine, paralysée mardi par une grève générale contre la baisse du pouvoir d'achat, a changé de gouverneur de sa Banque centrale, un signal sans doute destiné au Fonds monétaire international, avec lequel le gouvernement négocie un renforcement du plan d'assistance.

A la surprise générale, le gouverneur de la Banque centrale de la République d'Argentine (BCRA), Luis Caputo, a démissionné après trois mois seulement à son poste, "pour raisons personnelles" selon un communiqué officiel.

Le nouveau gouverneur de la Banque centrale, Guido Sandleris, jusqu'ici vice-ministre de l'Economie, est un proche du ministre de l'Economie Nicolas Dujovne que le FMI connaît bien : c'est lui qui a mené les négociations techniques qui ont abouti en juin à l'octroi d'un prêt de 50 milliards de dollars.

"Il y avait une rumeur (de démission) depuis vendredi. En raison de frictions entre le FMI et la Banque centrale. Et puis Caputo n'était pas un gouverneur définitif", estime un économiste argentin, Fausto Spotorno. "La priorité du gouvernement est un accord avec le FMI", souligne-t-il.

Le FMI n'est pas étranger au départ de M. Caputo, relève l'économiste en chef de l'Institut management and fit Matias Carugati. "Je ne sais pas si le FMI a demandé son départ ou s'il a préféré démissionner plutôt que de travailler sur une ligne contraire à celle qu'il préconise, mais son départ est lié au nouvel accord avec le FMI", dit-il.

Proche du président de centre-droit Mauricio Macri, Luis Caputo avait négocié début 2016 l'accord sur la dette avec les fonds "vautours" américains. Secrétaire aux Finances, puis ministre des Finances, il avait été nommé en juin gouverneur de la Banque centrale. Mais les tensions avec le FMI et le ministre de l'Economie Nicolas Dujovne ont eu raison de lui.

La première tranche du prêt, de 15 milliards de dollars, a aussitôt été débloquée pour stabiliser la troisième économie d'Amérique latine et enrayer la crise du peso, qui depuis le début de l'année a perdu la moitié de sa valeur face au dollar.

Le remplacement de M. Caputo par M. Sandleris met en évidence que "Dujovne se maintient comme le patron de l'équipe économique. En plus, (Sandleris) est quelqu'un qui a une bonne relation avec le FMI. Son arrivée à la BCRA devrait donner lieu à une politique monétaire plus proche à ce que veut le FMI", relève M. Carugati.

Dans la rue, les manifestants ont justement dénoncé l'alignement de l'Argentine sur les politiques du FMI. "Nous sommes mobilisés car nous sommes contre la politique d'austérité du gouvernement et le FMI. Cela affecte nos salaires, et notre qualité de vie", se plaint Gabriela Vera, une enseignante participant au blocage d'un accès routier à Buenos Aires, dans le cadre de la grève générale.

Mardi, les administrations et la plupart des commerces étaient fermés dans la capitale et les principales villes du pays, car ni autobus, ni métro, ni taxis ne circulaient. Dans les aéroports, les écrans affichaient que tous les vols étaient annulés. Le trafic aérien devait reprendre mercredi.

La grève générale a eu lieu alors que Mauricio Macri se trouve à New York pour l'Assemblée générale des Nations unies et pour rassurer les marchés sur la politique qu'il a mise en oeuvre pour faire face à la crise économique que traverse son pays.

Le pouvoir d'achat des 41 millions d'Argentins a considérablement baissé. En 2018, l'inflation se situera au dessus de 40%, la récession atteindra 2,4% et le chômage est en hausse. AFP 25 septembre 2018

ECONOMIE

[Etats-Unis-Japon](#)

- USA et Japon vont négocier un accord de libre-échange - Reuters 27 septembre 2018

Donald Trump a annoncé s'être entendu mercredi avec le Premier ministre japonais Shinzo Abe pour engager des négociations sur un accord bilatéral de libre-échange à l'égard duquel Tokyo se montrait jusqu'ici très réticent.

"C'est quelque chose que, pour diverses raisons au cours des années, le Japon n'était pas disposé à faire mais maintenant, il

"l'est. Nous sommes donc très heureux à ce propos, et je suis sûr que nous aboutirons à une conclusion satisfaisante et dans le cas contraire, ohhhhhh", a commenté le président américain.

Donald Trump dénonce un excédent commercial à ses yeux trop important du Japon vis-à-vis des Etats-Unis - 69 milliards de dollars (58,7 milliards d'euros) dont près des deux tiers proviennent des exportations d'automobiles. Il réclame un accord bilatéral afin de corriger ce qu'il considère comme une anomalie.

Tokyo veut éviter des droits de douane élevés sur ses exportations d'automobiles et redoute l'ouverture de certains de ses marchés sensibles, notamment son marché agricole.

Les principaux négociateurs commerciaux des deux pays - le ministre japonais de l'Economie, Toshimitsu Motegi, et le représentant américain au Commerce, Robert Lighthizer - se sont rencontrés mardi à New York et, selon les médias japonais, se sont entendus sur les grandes lignes d'un accord bilatéral.

Un communiqué commun aux deux pays fixe les limites des négociations.

"Pour les Etats-Unis, les résultats concernant l'accès aux marchés pour le secteur automobile seront destinés à accroître la production et les emplois aux Etats-Unis dans l'industrie automobile", peut-on lire.

"Pour le Japon, concernant les produits de l'agriculture, de la forêt et de la pêche, les résultats relatifs à l'accès aux marchés tels que reflétés dans les précédents accords de partenariat économique constituent le niveau maximal", est-il ajouté en référence au Partenariat transpacifique abandonné par Trump en 2017. Reuters 27 septembre 2018

[Haut de page ↗](#)



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries octobre 2018

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai légèrement modifié (simplifié ou allégé) la page d'accueil.

La causerie du jour est particulièrement dense, elle m'a épuisé !

- Causerie au format pdf (45 pages)

[De la destruction de l'Etat le plus progressiste d'Afrique \(La Libye\) et sans doute du monde... à l'élection de Macron.](#)

Il est de bon ton de mettre cela et bien d'autres choses encore sur le compte de l'impérialisme américain, du Pentagone, de l'OTAN, de l'oligarchie, etc. nous y ajouterons le mouvement ouvrier tel qu'il est devenu, corporatiste, communautariste, bourgeois, impérialiste, corrompu, à l'exception toutefois des rares militants qui sont restés fidèles au socialisme, bien qu'ici ou là la plupart ont participé à des opérations destinées à servir les intérêts de la réaction ou les ont soutenues, parce que leurs dirigeants y étaient favorables ou n'avaient pas mis à leur disposition les arguments disponibles pour s'opposer et briser la propagande officielle...

Quand vous lirez plus loin les articles de la rubrique *Dans quel monde vivons-nous ?*, vous aurez peut-être comme moi l'impression que la situation se tend à l'extrême presque partout, et que cette tension extrême s'accompagne de la montée de l'extrême droite, et vous constaterez également qu'à l'opposé l'extrême gauche se délite et demeure marginale comme si elle était coupée de la société ou du monde, des masses.

L'extrême gauche s'est totalement fourvoyée en bâtissant sa stratégie sur des facteurs qui devaient finir par s'épuiser et la réduire à l'impuissance, parce qu'elle avait adopté une théorie qui ne correspondait pas à la réalité, aux faits. Elle a bénéficié de mille occasions pour prendre conscience au cours des longues décennies passées qu'elle avait surestimé ou sous-estimé certains facteurs pour corriger son analyse du développement de la situation depuis le premier tiers du XXe siècle, qui fut marqué à la fois par la montée en puissance du mouvement ouvrier et de l'opportunisme qui devait concourir à sa dislocation ou à sa destruction, dès lors qu'il n'était plus orienté vers le socialisme ou qu'il avait abandonné la perspective de changer de société, il devait être réduit à l'impuissance ou pour ainsi dire être neutralisé, condition qui devait permettre au néolibéralisme de s'épanouir et d'étendre son pouvoir au monde entier.

Ce constat, nos dirigeants refusent de l'admettre, leurs militants également. Ils ne veulent pas admettre que la montée en

puissance du mouvement ouvrier et les succès qu'il allait remporter sur le plan social devait se traduire par l'embourgeoisement ou la corruption des masses et du mouvement ouvrier lui-même, et qu'il en fut ainsi lors de chacune de ses offensives, de sorte qu'au lieu d'avancer vers l'émancipation du capital ou de s'en servir comme levier pour avancer dans cette voie, la classe ouvrière fut rivée plus solidement encore au capitalisme, ce qui était pratiquement inévitable ou prévisible du fait que les dirigeants du mouvement ouvrier étaient des agents du capital, le PS et le PCF.

Nos dirigeants passèrent leur temps à vouloir leur faire jouer un autre rôle, à leur prêter des intentions qu'ils n'avaient jamais eu, en vain à chaque fois bien entendu, de sorte qu'ils les confortèrent à la direction du mouvement ouvrier tandis qu'ils prenaient de plus en plus ouvertement en charge les contradictions du capitalisme, ce qui les amènera à gérer la société pour son compte une fois parvenu au pouvoir, que ce soit en 36, 47, 81.

Ils ne comprirent pas ou ils ne voulurent pas comprendre que lorsque les masses bénéficient de conditions qui leur permettent de vivre à peu près normalement, elles vont s'accommoder du capitalisme, y compris de ses excès tant qu'elles n'y sont pas confrontées elles-mêmes. En fait ce qu'ils ignorent, c'est de quoi sont constitués les hommes, principalement leurs faiblesses, quelle influence peut avoir sur leur mode de pensée et leur comportement le monde extérieur, la société, de quelle manière les modifications objectives de la société se traduisent subjectivement dans leurs têtes, pour généralement se contenter du sort qu'on leur a réservé dès lors que leurs besoins les plus élémentaires sont satisfaits, peu leur importe comment, tant que leur condition sera supportable ils estimeront inutiles de passer à l'action. Tout au plus une fraction d'entre eux se mobiliseront pour préserver leur statut ou leur mode de vie ou tenter de l'améliorer à la marge, sans jamais envisager la nécessité de changer les bases sur lesquelles repose la société, puisqu'elles leur conviennent telles qu'elles sont, ou ils se sont résignés à ignorer les aspirations qui avaient pu naître chez eux lors de leur jeunesse et qui sont incompatibles avec l'existence du capitalisme.

Le cours emprunté par le mouvement ouvrier une fois totalement gangrené par la social-démocratie et le stalinisme, devait justement reposer sur la négation de ces aspirations révolutionnaires qui coïncidait avec le combat pour changer de société ou le socialisme. Les masses exploitées, les travailleurs en général ne pouvaient pas aborder la situation d'un point de vue socialiste, ils ne pouvaient pas imaginer spontanément qu'il était nécessaire de changer la société de fond en comble pour mettre un terme aux maux qui les accablaient malgré tout, à des degrés divers, et que la seule manière pour qu'ils en prennent conscience résidait dans le fait que sous aucun prétexte ils ne devaient abandonner les aspirations à la justice sociale, à davantage de liberté, profondément humanistes qui leur avaient traversé l'esprit lors de leur jeunesse, sans quoi ils se condamneraient à subir indéfiniment le joug de l'exploitation et de l'oppression, pour finalement s'apercevoir au crépuscule de leur vie qu'elle n'avait eu aucun sens, qu'ils étaient passés à côté de l'essentiel ou pire, en arriver à la conclusion qu'ils auraient préféré ne jamais venir au monde comme me l'a rapporté un jour un camarade à propos de son frère mourant.

Les travailleurs ne pouvaient pas comprendre spontanément que le combat pour l'amélioration de leur condition immédiate n'était qu'une étape de la lutte pour en finir avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, et que cet objectif était à leur portée, qui plus est que personne d'autres ne le mènerait à leur place. Ils n'ont pas pu saisir que le progrès social dont ils bénéficiaient, et qui était en grande partie dû à leur lutte de classe, ne constituait pas un acquis définitif, et qu'à défaut de poursuivre leur combat jusqu'à l'abolition du capitalisme, il précéderait une longue période de régression sociale qui les mènerait à la situation actuelle.

Nos dirigeants, une fois de plus, au lieu de partir de ce constat dramatique qui tourne dorénavant au cauchemar et que chacun a quotidiennement sous les yeux, s'emploient à le nier, se réfugient dans un déni suicidaire, criminel, en refusant obstinément de modifier leur analyse de la situation, leur conception de la lutte de classe qui nécessite de toute urgence de prendre en compte les profondes transformations qu'ont subi la société et le monde au cours des 7 ou 8 dernières décennies ou depuis l'avènement de l'impérialisme au tournant du XXe siècle, dont les prémisses remontent à la fin du XIXe siècle ou au tout début du XXe siècle, même antérieurement si on tient compte de l'analyse du développement du capitalisme en Grande-Bretagne qu'avait produit Marx et Engels.

La majorité des travailleurs ont encore les moyens de vivre à peu près normalement selon les normes qu'ils ont adoptées, travailleurs issus de la classe ouvrière ou des classes moyennes, de la petite bourgeoisie, ils constituent le socle sur lequel s'appuient les représentants du régime pour assurer sa stabilité ou pérenniser l'existence du capitalisme.

En revanche, ils ne peuvent pas ne pas savoir que plus le temps passe, plus personne n'est à l'abri des mauvais coups du capitalisme, tous connaissent parmi leurs proches des travailleurs qui en sont victimes, qui ont vu leur vie brisée du jour au lendemain (chômage, expulsion, endettement, etc.), sinon ils en entendent parler absolument partout, aucun ne peut désormais l'ignorer, c'est un des aspects de la situation que je considère déterminant et que nos dirigeants s'emploient à ignorer. Ceux qui suivent également.

Tous se sentent aussi directement concernés par la chasse aux sorcières organisée par les chiens de garde du régime, qui menacent quiconque ayant des pensées ou des comportements qui dévient de ceux imposés par ces nouveaux inquisiteurs, qui auraient conservé des préjugés archaïques ou invouables, au point de se sentir mal à l'aise ou gênés pour s'exprimer en public, de crainte d'une dénonciation ou de représailles, de sanctions, qui peuvent ternir leur réputation ou briser leur vie dans les cas extrêmes.

Tous aussi se sentent concernés par toutes les guerres qui se poursuivent, le terrorisme qui peut frapper n'importe où ou presque, l'insécurité croissante ou la violence aveugle, l'incivilité qui tend à se généraliser, tous ces actes sont autant de signes témoignant de la décomposition accélérée de la société qui ne peut que les angoisser et les questionner.

Il ressort de ce constat ou de ces faits, puisqu'on a décidé de demeurer strictement sur ce terrain, que bien que la majorité des travailleurs bénéficient de conditions matérielles ou financières qui leur permettent de ne pas sombrer dans la pauvreté ou la déchéance, il n'en demeure pas moins que leur condition d'existence ne peut que se dégrader à l'instar de la société en général, prendre une tournure problématique, incertaine, angoissante, à côté de laquelle les satisfactions qu'ils en tiraient apparaissent de plus en plus superficielles, éphémères, réduites à peu de choses, voire compromises...

Autrement dit, l'orientation générale de la société s'écarte toujours plus de leurs aspirations, des aspirations légitimes qui leur avaient traversé l'esprit autrefois et avec lesquelles ils doivent justement renouer, leur salut en dépend en grande partie. Ils ont abandonné ces aspirations au profit d'un mode de vie relativement confortable tout en conservant leur statut d'esclaves, compromis qui aujourd'hui les menace, aussi le seul moyen d'y mettre un terme c'est de reprendre ou de poursuivre leur combat jusqu'au bout cette fois, et il faut bien qu'ils prennent conscience qu'il n'existe pas d'autres alternatives ou que personne ne mènera ce combat à leur place.

Soit ils se résignent à vivre dans une société ou un monde promis à la déchéance dans absolument tous les domaines, au chaos, à la guerre, à la barbarie et à en subir toutes les conséquences à venir, y compris pour les générations futures, leurs enfants ou petits enfants, soit ils décident de s'engager sur le champ dans le combat politique pour en finir le plus tôt possible avec le capitalisme et ses institutions, sans condition ou réserve.

Je pense que de très nombreux travailleurs sont prêts à entendre ce discours et à s'en saisir, parce qu'il correspond à ce qu'ils vivent au quotidien. Maintenant on peut l'étayer facilement ou le moduler en fonction du travailleur avec lequel on discute, ce ne sont pas les arguments qui manquent.

Très souvent et cela depuis des années, on nous dit que les travailleurs en ont marre, mais de quoi au juste ? De tout et parfois de presque rien, parce qu'ils sont excédés qu'on leur impose un mode de vie, des conditions de travail qu'ils n'ont pas choisies, qui ne correspondent pas à leurs aspirations. Car en réalité, ils ne décident de rien, ils ne disposent d'aucune liberté, tout leur est imposé de leur naissance à leur mort, et j'irais même jusqu'à affirmer que ce sont ceux qui ont le moins à se plaindre de leur condition qui sont le plus à même de s'en apercevoir parce qu'ils n'ont rien d'autres à penser, logique, non ?

Cela signifie que ce discours est adapté aux conditions de toutes les couches d'exploités.

En complément.

Le mouvement ouvrier a fait tout un plat de la retraite à 60 ans en 81, la panacée, une grande victoire, etc. Tu parles, un ouvrier qui a commencé à travailler dès 16 ans et qui est employé sur un chantier, à la chaîne en usine, en fonderie, à la mine, etc. est usé jusqu'à la corde dès 40 ou 45 ans. Quant à l'employé ou au cadre qui travaille dans un bureau, un commerce, etc. qui pendant des décennies effectue des tâches répétitives, abrutissantes ou sans aucun intérêt, qui plus est dans des conditions détestables, il n'a qu'une hâte, c'est que cela s'arrête le plus tôt possible, avant de devenir vieux et de voir ses forces déclinées.

Tous auraient voulu faire autre chose de leur vie, mais la société ne leur en a pas donné l'occasion. Tous ou presque sont profondément frustrés, deviennent mélancoliques, neurasthéniques, aigris, vieux avant l'âge. Aucun n'a l'impression d'avoir profité de la vie quand sonne l'heure de faire les comptes, aucun ne s'estime heureux de son sort, certains s'en rendent compte très tôt puis n'y pensent plus ou plutôt s'efforcent de ne plus y penser, d'autres s'en aperçoivent quand il est trop tard, alors pour faire bonne figure ils tourment le sujet en dérision ou passent à autres choses, ils peuvent mentir sauf à eux-mêmes, ne parlons pas de ceux qui arrivent à se convaincre qu'ils ont eu une existence merveilleuse, ce sont des psychopathes, ils sont irrécupérables, heureusement ils ne sont qu'une infime minorité.

Je prétends qu'il faut lier ce genre de discours au discours politique pour atteindre le point le plus sensible de chaque travailleur de manière à les faire réagir ou tout du moins se questionner dans un premier temps, parce qu'il n'aborde ni leur condition, ni la situation de la même manière qu'un militant. Et le principal défaut ou la principale faiblesse des militants, c'est qu'ils sont incapables d'aborder tranquillement le sujet que nous venons de traiter ou d'aborder les travailleurs autrement que sur le plan strictement politique.

L'exercice auquel je viens de me livrer et que je vous ai invité à partager, à consister à montrer qu'à défaut d'une guerre, d'avoir 15 ou 20 millions de travailleurs jetés brutalement à la rue accompagné d'une misère noire frappant des millions et millions de travailleurs et leurs familles, il était possible d'aider les travailleurs à élever leur niveau de conscience, et donc d'organisation, pour que la nécessité de changer de société ou d'en finir avec le capitalisme cesse d'être une utopie.

Vous noterez que je ne me suis pas détourné de la lutte de classe, je n'ai pas tourné le dos aux enseignements de la lutte de classe du passé, je n'ai pas renié le socialisme, j'ai juste adopté une tactique et une stratégie de combat qui prend en compte

les profondes transformations qu'ont connu toutes les classes et toutes les couches de la société, adaptée à la réalité tout simplement. Et j'ose ajouter que s'en détourner nous serait fatal !

Je vous ferais également observer qu'à aucun moment je n'ai cherché à vous imposer une théorie ou une doctrine gravée dans le marbre. Les arguments que j'ai avancés étaient suffisamment souples pour constituer la trame ou l'ébauche d'une nouvelle théorie qui reste à finaliser. Quant aux seuls principes intangibles ou non négociables auxquels j'ai fait référence et qui structurent notre stratégie, ils sous-entendent qu'au préalable nous envisagions sincèrement, loyalement ou sérieusement la nécessité d'en finir avec le capitalisme, et que nous admettions, que pour y parvenir il fallait impérativement rassembler et organiser dans un parti politique tous les travailleurs qui partageaient cet objectif ou qui avaient atteint ce niveau de conscience politique, autrement dit, qui assumaient librement leurs convictions ou leur engagement politique.

Notre mot d'ordre fédérateur de tous les opposants résolu au capitalisme pourrait être : Stop ou encore, organisons-nous pour mettre fin au capitalisme ! La suite de la causerie nous fournira amplement matière à le justifier si nécessaire.

[Bienvenue dans le meilleur des mondes et ses courtisans.](#)

Un article à lire à jeun tant le degré de servilité atteint par la journaliste qui l'a rédigé est à vomir.

- Philippe Grangeon, l'hémisphère gauche de Macron - leparisien.fr 30 septembre 2018

Le futur conseiller spécial du président le presse de renouer avec son ancrage à gauche (Qui n'a jamais existé. - LVOG) et la bienveillance de sa campagne. (Macron "bienveillant", envers qui ? - LVOG) Portrait d'un influent homme de l'ombre.

Son arrivée à l'Elysée devrait être rapidement officialisée (Ca urge, à croire que 67 millions de Français l'attendent aussi ! - LVOG) , assure-t-on en haut lieu (Il est toujours bon de rappeler que Jupiter se situe au-dessus de la plèbe. - LVOG). « Dans les quinze jours », croit savoir un éminent macroniste. (Son excellence dispose d'éminences qu'est-ce que vous croyez ? - LVOG) L'intéressé, si attaché à sa liberté chérie (Qui a un prix, nous verrons lequel plus loin. - LVOG), répète qu'il n'a pas encore dit oui. (Il se fait prier, c'est qu'il doit être modeste, qualité partagée par Macron ! - LVOG) Mais que ne ferait-il pas pour ce jeune président (Et beau, intelligent, etc. s'il vous plaît. - LVOG), dont il parle avec l'autorité et la bienveillance d'un père ? (Que c'est touchant, il ne manque plus que le saint esprit ! - LVOG) « Je veux qu'il réussisse » (Sans blague ? Même les pires crapules sont loyales! - LVOG), dit-il, hanté par « le chaos » d'une France qui se serait donnée un jour aux extrêmes. (C'est déjà fait, ce que ne peut pas admettre cette journaliste puisqu'elle partage la même idéologie que Macron. - LVOG)

« Il sera le Jérôme Monod d'Emmanuel Macron », résume l'un de ses amis. Philippe Grangeon n'a pas connu l'ex-éminence grise de l'ancien président Jacques Chirac, mais il les a vus déambuler rue de Verneuil, à Paris. « J'ai le sentiment qu'il y avait beaucoup d'amitié entre eux. Si c'est ça, oui. » Son futur titre ? Conseiller spécial du président, rien que ça. Ce jeune sexagénaire — 61 ans — sera l'un des rares « seniors » du cabinet élyséen et de la macronie avec le président du Modem, François Bayrou et, jusqu'à récemment, le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb. (Comme les nouveaux philosophes à une autre époque, jeune et vieux réactionnaire. - LVOG)

« Si j'y vais », insiste-t-il. Il sera chargé d'amener un peu de « séniorité », comme il dit, une fibre de gauche réformiste (Un des nombreux masques de la droite en fait. - LVOG), et beaucoup d'empathie chez les cassants quadras de la start-up nation (Ici vous avez confirmation que la journaliste a adopté jusqu'à la rhétorique de Macron. - LVOG) . A l'Elysée, où il disposerait d'un bureau, il devrait occuper un poste transversal à cheval entre la com, la stratégie et les sujets économiques et sociaux, en lien avec Matignon. Tout en restant bénévole, pour préserver sa liberté. « Une ancre, une boussole »

Signe de l'importance du bonhomme, Ismaël Emelien, autre conseiller spécial et grand taiseux, accepte d'évoquer ce « coup de foudre amical ». « Philippe, c'est une ancre, ça fait écho à son tropisme breton, loue-t-il. C'est assez rare les boussoles qui indiquent toujours le Nord, y compris dans la tempête. » On a beaucoup dit de Macron qu'il dirigeait la France avec Ismaël Emelien et Alexis Kohler, le secrétaire général de l'Elysée. Ils sont quatre désormais. ("Les boussoles qui indiquent toujours le Nord" sont inutiles quand le champ magnétique s'inverse, c'est déjà arrivé dans le passé, à la planète, à Louis XVI ou à Nicolas II aussi. - LVOG)

Car Grangeon a déjà son rond de serviette dans les réunions au sommet à l'Elysée (Et cela ne date pas d'hier, la suite plus loin le confirmera. - LVOG) , où l'on a pris l'habitude de croiser sa haute silhouette. Omniprésent mais invisible, il a son mot à dire sur chaque réforme, chaque remaniement, chaque nomination : l'un des DRH officieux, il a soufflé le nom de Florence Parly pour la Défense. (Liée aux cercles néocons, là ça commence à puer. - LVOG) Et une ligne directe avec le chef de l'Etat, comme lui insomniaque (Pas étonnant au côté de sa Barbie toute fripée, il y a de quoi faire des cauchemars ! - LVOG). « Philippe, c'est un coup de fil qui commence à 23h30 et se finit à 1h30 », se marre Benjamin Griveaux, porte-parole du gouvernement. (Comme c'est guilleret! - LVOG)

Sa complicité avec Macron remonte à 2012, quand le jeune homme était numéro trois du Palais (Il ne manque plus que la couronne ! Elle ira loin cette journaliste. - LVOG). Ces deux intuitifs, grands affectifs, devaient se voir une heure. Ce fut trois.

(Quelle intelligence, quelle bonté ce Macron, il a tant d'autres qualités ! - LVOG) « On ne s'est jamais vraiment quittés », souffle Grangeon. Quoi de commun entre l'inspecteur des finances passé chez Rothschild et le gamin peu diplômé d'une cité HLM du Val-d'Oise ? « Une forme d'ostracisme », dit-il (Oh les malheureux, comme c'est injuste! - LVOG). Il tutoie Macron. Lui parle cash. Parce qu'il est plus âgé et qu'il était là dès le début.

Macron doit cesser d'être Juppé pour redevenir Rocard (Qui occupera au sein du PS la place de Delors et qui prise par la suite par Hollande. Giscardiens ou centristes, farouches partisans de l'UE et du néolibéralisme.- LVOG)

Il n'a pas du tout aimé, par exemple, que le président s'en prenne à un chômeur. Trop humiliant. Fait rare, Macron a reconnu que sa sortie sur les « Gaulois réfractaires » était une erreur. L'effet Grangeon, qui veut renouer avec la bienveillance de sa campagne ? « Les Français ont pris des risques, on leur doit tout, martèle-t-il. Chaque phrase doit être aimante. » (Le rôle de Grangeon se résume donc à masquer autant le véritable état d'esprit de Macron que ses réelles intentions, un démagogue professionnel, quoi. - LVOG)

De même cet homme de gauche (Traduire de droite - LVOG), qui a eu épisodiquement sa carte au Parti socialiste (PS) (Confirmation. - LVOG), le somme de ne pas oublier d'où il vient (Cela ne risque pas d'arriver ! - LVOG). Grangeon, dingue de chanson française, qui truffe ses analyses de paroles de Brassens et Louis Chedid, a son idée sur celle qui colle le mieux à Macron : « Une très jolie chanson de Julien Clerc qui s'appelle Utile. » Flagornerie ? Un message, plutôt. Le texte, signé Étienne Roda-Gil, est un vibrant plaidoyer de gauche (Julien Clerc de gauche, ça c'est la meilleure. - LVOG). « Macron, c'est un homme de gauche qui vient d'un gouvernement de gauche, qui tend la main à des gens de droite. C'est un Rocard 4.0 qui fait le big bang », scande-t-il de son timbre hypnotique. (La voilà hypnotisée, à croire qu'elle serait sa confidente! En réalité c'est exactement l'inverse, Macron, c'est un homme de droite qui vient d'un gouvernement de droite, qui tend la main à des gens de la gauche social-impérialiste. - LVOG)

Son diagnostic tient en quelques mots : Macron doit cesser d'être Juppé pour redevenir Rocard. « Je suis un gardien scrupuleux du et en même temps », achève-t-il. Il était très favorable, ainsi, aux plans pauvreté et santé et à la loi Pacte, qui donne de nouveaux pouvoirs aux salariés (De nouveaux instruments de la collaboration de classes en réalité. -LVOG) . Encarté CFDT depuis 1994 et ex-bras droit de l'ancienne secrétaire générale Nicole Notat, il veut aussi renouer avec les syndicats. (Un rocardien en somme, la pire pourriture. - LVOG)

Il a repéré Delanoë

Rarement homme de l'ombre a si bien porté son nom (Autrement dit, ce sont des personnalités non élues qui décident de la politique adoptée par ceux qui nous gouvernent à l'insu de tous puisqu'ils demeurent dans l'ombre ou toute le monde ignore leur véritable fonction, après cela qui complot ? - LVOG). Totalemment inconnu, ce faux timide a pourtant trente ans de politique dans les veines. Dénicheur de talents, il a repéré Bertrand Delanoë - qui dit : « C'est lui qui m'a fait élire maire de Paris » -, conseillé DSK, Lionel Jospin à Matignon et, surtout, l'ancien président François Hollande. (On est bien en présence d'un illusionniste professionnel, il n'y a pas de doute à avoir. - LVOG)

Entre 2012 et 2017, tous les samedis à 11 heures, avec son grand complice Robert Zarader, ils retrouvaient le président dans son bureau du salon doré, pour parler élections et stratégie. Ça finissait toujours pareil, avec Hollande qui lançait : « On déjeune ! » C'est peu dire qu'ils l'ont poussé à l'audace, lui soufflant en 2016 de remplacer Valls par Macron à Matignon. Puis, le voyant plonger dans les sondages, de faire campagne en ticket avec Macron, et de saborder le PS au profit d'un mouvement citoyen sur le modèle de SOS-Racisme, dont ils furent parmi les premiers encartés avec leur pote Julien Dray. (Il a écumé parmi les pires immondices, il est digne de figurer parmi les éminences de Macron assurément. - LVOG)

Il faut les imaginer ces trois-là, dans les années 1990, qui faisaient tous les samedis un kilomètre en piscine. Grangeon, toujours plié en quatre, a gardé la carrure, lui. « On a presque envie de lui donner cent euros pour qu'il s'achète un costard ! », se moque un des deux autres. (C'est la recette pour durer quand on est un roturier, ce qui a échappé à Sarkozy. - LVOG)

« Agent double » pour les hollandais

Les hollandais rient moins : « double jeu », « trahison », « agent double ». Tous évoquent cette réunion du 2 avril 2016, élargie à Ségolène Royal et... Emmanuel Macron, où Hollande a pour la première fois évoqué une candidature. Quatre jours après, Macron lançait En marche, dont Grangeon est membre fondateur (Le voile de l'ombre se déchire. - LVOG). Par la suite, il se portera candidat aux sénatoriales pour La République en marche, avant d'échouer à huit voix près. Son soutien à Macron a « déçu » Stéphane Le Foll. « Il a fait un choix que je ne partageais pas », poursuit-il. L'ancien ministre des PTT, Paul Quilès, qui l'a eu à son cabinet, n'est pas plus tendre sur ses « contorsions ». (Il doit en connaître un rayon en la matière celui-là. Il y a ceux qui ont pour vocation ou ambition d'apparaître au premier plan quitte ensuite à être grillés et rétrograder sans changer de rôle ou d'étiquette, et il y a ceux qui demeurent dans l'ombre indéfiniment et qui peuvent en changer en fonction des besoins du régime, ce dont en quelque sorte des VRP multiscartes du régime. - LVOG)

Grangeon laisse dire, mais refuse le procès en trahison de Hollande (Il a d'excellentes raisons pour cela, tout à fait justifiés. -

LVOG) , pour qui il a « une grande tendresse ». (Pour ce cynique, alors que la journaliste nous a présenté à deux reprises Grangeon comme quelqu'un de bienveillant ? C'est qu'il ne doit rien avoir à envier à Hollande, Macron a fait le bon choix. - LVOG) « Lui sait que je ne l'ai pas trahi. » « Il n'aime pas le mensonge, la malhonnêteté, la perversité » (On s'étouffe en entendant cela, grotesque ! Là il s'est dévoilé, quel crétin! - LVOG) , le défend Bruno Julliard, son ami (Une autre ordure finie. - LVOG). Beaucoup lui souhaitent donc bon courage pour l'Elysée ! (Ah ben nous aussi pendant qu'on y est ! - LVOG) Grangeon espère ne pas être trop malheureux. (Il ne le mérite pas ! - LVOG) La chanson fétiche de ce faux retraité ? Louis Chedid, « Chaque jour est une vie » : « Pas une minute à perdre, pas une seconde, chaque jour est une vie. » Avec Macron, il sera servi. (La soupe est bonne à l'Elysée paraît-il, quel bonheur ! Comment vous n'avez pas envie de le partager avec eux ? - LVOG) leparisien.fr 30 septembre 2018

A chaud, en terme de "bienveillance", de saloperie ou d'injustice en réalité, voilà de quoi Macron est capable.

- Oui, le gouvernement économise bien sur le handicap - Liberation.fr 29 septembre 2018

Sous couvert de «rationaliser» et en changeant les règles de la revalorisation des prestations, le gouvernement supprime le «complément de ressources», l'une des deux aides complémentaires possibles pour les personnes qui ont un taux d'incapacité au moins égal à 80 %. Les plus lourdement handicapées, donc. Cette prestation - de 179 euros par mois - disparaîtra au 1er janvier pour les nouveaux allocataires, elle continuera d'exister pendant dix ans pour les bénéficiaires actuels. Liberation.fr 29 septembre 2018

Excusez-moi, j'allais faire inutilement un procès d'intention à Macron, rectifions immédiatement.

- Les armées justifient leur budget urbi et orbi - Liberation.fr 27.09

L'une des administrations les mieux, sinon la mieux lotie par le budget 2019 proposé par le gouvernement, elle se retrouve aujourd'hui dans la position délicate du «chouchou», poussant ses hauts responsables à s'activer pour justifier ce traitement largement favorable dans un contexte par ailleurs maussade. Pour 2019, le projet de loi de finances envisage une hausse de 1,7 milliard d'euros pour les armées, soit 5% de plus qu'en 2018, lui-même en augmentation par rapport à l'année précédente. En 2019, elles devraient obtenir 35,9 milliards d'euros, contre 32,4 en 2017.

Ces chiffres figuraient déjà dans la loi de programmation militaire (LPM), votée au début de l'été après avoir beaucoup occupé la ministre des Armées, Florence Parly tout au long de l'année. Le projet de loi de finance confirme donc cette hausse qui doit conduire, en 2025, à 50 milliards d'euros, soit les 2% du PIB réclamés par l'Otan. Voilà les armées comblées, ainsi que ses chefs le reconnaissent volontiers, tout en rappelant à quel point elles en avaient besoin. Liberation.fr 27.09

Ils leur servent tous la soupe côté jardin...

Devinez qui est le champion des "valeurs universelles des droits de l'homme" et du "nouvel humanisme contemporain".
Macron évidemment !

- Les trois quarts des Français (74%) sont d'accord avec Emmanuel Macron qui a refusé lundi 24 septembre d'accueillir l'Aquarius et ses 58 migrants à Marseille, selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour franceinfo et Le Figaro publié jeudi 27 septembre. francetvinfo.fr 27.09

- Un pavillon pour l'Aquarius: MSF lance un appel mondial - Lexpress.fr 27.09

Sur les rangs, deux paradis fiscaux : Le Vatican et la Suisse ! On n'arrête plus le populisme... de gauche !

Sinon, il y a le pavillon de l'OTAN !

... et il en a bien besoin côté cour...

- La popularité d'Emmanuel Macron continue de s'éroder - AFP 27.09

- La popularité d'Emmanuel Macron continue de s'éroder - Franceinfo 27.09

- Le recul d'Emmanuel Macron dans l'opinion se poursuit, selon le baromètre BVA - Reuters 27.09

La cote de popularité d'Emmanuel Macron a perdu deux points en septembre pour s'établir à 32% de bonnes opinions, un plus bas inédit depuis son entrée à l'Elysée, selon le baromètre mensuel BVA-Orange pour RTL et La Tribune publié vendredi. Reuters 27.09

"Aucun Etat n'est ni libre, ni populaire". Peu importe : Vive la France libre !

Pour une meilleure répartition des richesses (les profits des capitalistes diminueraient) afin d'assurer la survie du capitalisme, périodiquement en panne d'imagination et bien davantage encore, il y en a toujours un pour nous ressortir cette théorie foireuse dont Marx et Engels s'étaient employés à démontrer l'inconsistance.

Produire toujours plus pour consommer toujours plus, le capitalisme ne demande pas mieux, c'est d'ailleurs le seul moyen d'assurer sa survie à l'échelle mondiale ou de compenser la baisse du taux de profit, pour le comprendre il faut considérer le capitalisme à cette échelle et non sur le plan national.

Produire sans cesse de nouveaux besoins pour que les produits précédemment acquis par les acheteurs leur semblent obsolètes ou dépassés pour les inciter à s'en séparer au profit de nouveaux produits dont ils ne feront pas forcément un meilleur usage, cela présente au moins l'avantage de permettre d'alimenter la machine capitaliste, et inclut généralement mais pas obligatoirement, que ce seront toujours les mêmes couches de la population qui se les procureront tandis que d'autres dans le même pays ou ailleurs dans le monde en seront privés ou n'y auront pas accès pour cause d'insolvabilité ou de pauvreté.

Le capitalisme ne serait pas réformable, vous l'avez cru, et bien vous vous êtes lourdement trompés, en voici la preuve, mais bon, vous n'êtes pas obligés de souscrire aveuglément à cette thèse populiste, de gauche évidemment.

- "La reprise économique, c'est tout simplement la croissance, à nouveau, de la production des marchandises." (D. Gluckstein, éditorial de La Tribune des travailleurs du 27 septembre 2018)

Et nous, crétiens que nous étions, nous avons cru que la crise du capitalisme coïncidait avec la surcapacité des unités de production et la surproduction de marchandises à l'échelle mondiale...

Après "l'union libre des peuples libres d'Europe", "l'union libre des peuples et des travailleurs de toute l'Europe", "l'union libre des Républiques libres d'Europe", voilà venu le temps du "gouvernement libre de toute attache avec les banques, les multinationales et l'Union européenne", un gouvernement sorti de nulle part qui réaliserait "la relance de l'économie par la relance de la consommation ouvrière, donc par l'augmentation générale des revenus ouvriers", quel monde merveilleux que voilà... qui ressemble étrangement à celui que nous promettent LFI et le PCF, ce qu'il y a de pratique avec ce genre de mirage, c'est qu'il suffit que le soleil se couche pour qu'il disparaisse !

Ainsi un carterons de dirigeants décideraient de rompre les amarres avec les banques, les multinationales et l'Union européenne, sans qu'ils résistent ou s'y opposent féroce, pendant qu'ils continueraient tranquillement leur business et tandis que leur immense pouvoir de nuisance ne serait nullement entamé, une fable en somme, car on ignore par quels moyens ou à l'issue de quel processus politique ces dirigeants seraient parvenus au pouvoir ou à former un tel gouvernement.

Ainsi il pourrait exister un gouvernement "libre de toute attache avec les banques, les multinationales et l'Union européenne" qui le seraient donc également il ne faut pas oublier de préciser, et ces puissants acteurs économiques qui ont investi l'ensemble des institutions conserveraient leur formidable pouvoir de nuisance, pouvoir qui s'étend à absolument tous les secteurs économiques, pouvoir qu'il n'est nullement question de leur ôter mais dont ils se sépareraient de bonne grâce dès lors qu'on leur demanderait poliment, qui peut croire de pareilles balivernes.

Un gouvernement qui ne serait pas libre mais socialiste et révolutionnaire, issu d'un processus révolutionnaire s'appuierait sur la mobilisation révolutionnaire des masses exploitées et les organes de pouvoir indépendants qu'elles auraient créés pour confisquer les clés de leurs coffres, saisir leurs biens et les avoirs, les obliger à déposer les armes, les neutraliser, les réprimer, les juger, les pendre si nécessaire, une fois dissout l'appareil de répression de l'Etat (des capitalistes), la police, les CRS, les services de renseignement, l'armée, la magistrature, car à moins de se faire des illusions fatales, on ne peut pas imaginer un seul instant que spontanément et dans la bonne humeur ils se mettraient au service d'un tel gouvernement, question déterminante qu'élude notre illusionniste de service, et pour cause car ne pas la résoudre revient à réduire à néant son argumentation.

Pourquoi ne pourrait-on pas soumettre cette perspective politique aux travailleurs et aux militants ? Pour différentes raisons affirment ses opposants.

A leur époque Marx et Engels proposèrent le socialisme aux travailleurs, dans son intégralité, sans fard ou sans le maquiller par crainte de les effrayer, on se demande bien de quoi, une réaction de petits bourgeois, c'était quelque chose de nouveau qui pouvait éveiller la curiosité, mais de nos jours, après l'expérience épouvantable de la social-démocratie et du stalinisme pendant un siècle ce genre de discours ne passerait plus, il serait très difficile à caser, encore plus à défendre. Si vous dites aux travailleurs et aux militants que vous n'avez rien trouvé de mieux à leur proposer, vous prenez le risque qu'ils vous répondent que vous n'auriez pas pu trouver pire.

Que répondre à cela ? Rien généralement, les militants qui n'ont acquis aucune base théorique solide du socialisme se contentent de bredouiller quelques mots incompréhensibles ou s'embrouillent à vouloir démontrer des contradictions que l'on attribue au socialisme, alors qu'elles lui sont étrangères ou ont été inventées par ses ennemis, bref, vaut mieux laisser tomber ou avancer lentement et masqué pour ne pas les choquer, autrement dit il est préférable de se rallier au réformisme bourgeois en attendant des jours meilleurs, et tant pis si c'est l'antithèse du socialisme...

Attendez, qui a dit aux travailleurs et aux militants que la social-démocratie et le stalinisme ont représenté le socialisme, qui à part leurs dirigeants et les ennemis du socialisme, c'est-à-dire les représentants du capitalisme, et il faudrait croire les uns et les autres, c'est cela que vous faites et que vous nous demandez de faire. Mais nous sommes pas d'accord, la social-démocratie et le stalinisme sont étrangères au socialisme ou leurs dirigeants s'en sont écartés, l'ont abandonné, renié, pire, ils en sont devenus également les pires ennemis, donc ne confondez pas ou n'attribuez pas au socialisme les tares de ceux qui finalement ne l'avaient jamais réellement adopté ou pas intégralement.

Cela ne vous est-il jamais venu à l'esprit que nos ennemis avaient tout intérêt à vous mentir sur ce plan-là aussi ? Ils passent leur temps à tenter de vous écarter de la lutte de classe et à se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas en agitant le chiffon du communautarisme, et vous voudriez qu'ils vous disent la vérité sur le socialisme, vous rêvez ou vous avez perdu la tête ou quoi ?

On peut poser la question du gouvernement ouvrier, à condition d'avoir défini les conditions à réunir pour y parvenir, car sans théorie, sans programme, sans drapeau et sans parti on n'arrivera jamais à rien, on ne pourra jamais changer de société ou simplement en finir avec les difficultés qui nous accablent. C'est ce qu'il faut dire en face aux travailleurs et aux militants pour qu'ils connaissent le processus à suivre, ensuite ils pourront juger si cela valait le coup ou non, au lieu d'accorder le bénéfice du doute au régime en place qui leur pourrit la vie. Il faut dire les choses telles qu'elles sont, c'est ma théorie.

J'ai une autre théorie : Tout ce qu'on peut faire soi-même dans la vie, on doit le faire. Pourquoi ? Parce que, soit que personne ne le fera à notre place, soit que personne ne pourra le faire à notre place. C'est seulement ainsi qu'on se réalise, qu'on progresse sur la voie de notre émancipation. C'est en quelque sorte un acte libérateur à la portée de tous. On comprend dès lors que laisser le soin à d'autres de s'en charger revient à abdiquer le peu de liberté dont nous disposons, et que dans ces conditions on se prive de la capacité d'agir pour changer de société ou on se résigne à subir le triste destin qu'on nous a réservé.

S'il y a une chose que les travailleurs peuvent accomplir, c'est parvenir à se donner les moyens politiques pour renverser le régime, prendre le pouvoir, instaurer une République sociale, dont le premier acte sera, non pas de rompre avec le capitalisme, expression que nous avons employé longtemps, trop longtemps même et dépassée de nos jours, de le briser, de lui ôter tout pouvoir économique et politique.

Rompre, ce serait le laisser vivre, cela ne changerait fondamentalement rien en somme par rapport à la situation actuelle, le briser, c'est résolument s'engager dans un changement de société, changer les bases sociales sur lesquelles elle repose, décréter que les moyens de production appartiennent dorénavant à la communauté du peuple travailleur et que personne ne peut les accaparer ou en prendre le contrôle à son profit, les rapports sociaux de production de la nouvelle société, les biens produits et les services proposés étant déterminés exclusivement par les besoins et les aspirations de l'ensemble de la population afin de pouvoir les satisfaire dans une large mesure dans un premier temps ou faire disparaître les inégalités les plus criantes, de sorte que la question de la répartition des richesses serait largement résolue, non pas temporairement et partiellement comme ce fut le cas jusqu'à présent, mais définitivement.

Les discours sur la croissance, la reprise économique, la relance de l'économie, sont empruntés à nos ennemis de classe, alors il est normal qu'ils finissent par échouer sur leur terrain de classe. Répétons-le, on voudrait nous faire croire que ce serait le seul discours à la portée des travailleurs, pour finalement leur servir le sophisme d'un gouvernement libre dont on ignore comment il pourrait voir le jour, non, ce n'est pas sérieux, c'est flatter leurs pires penchants ou instincts qui justement font les beaux jours du capitalisme.

Nous pensons au contraire que les travailleurs méritent mieux. Ce n'est pas en les prenant pour plus ignorants ou inconscients qu'ils ne sont, qu'on les aidera à progresser ou à trouver la voie de l'affrontement avec le régime, de la révolution prolétarienne pour le renverser.

Le gouvernement libre nous renvoie deux siècles en arrière, quand Marx et Engels ferraillaient avec les anarchistes, les lassalliens, les proudhoniens, à l'époque antérieure à la Commune, après leur compte était bon!

Lénine - L'"Etat populaire libre" était une revendication inscrite au programme des social-démocrates allemands des années 70 et qui était devenue chez eux une formule courante. Ce mot d'ordre, dépourvu de tout contenu politique, ne renferme qu'une traduction petite-bourgeoise et emphatique du concept de démocratie. Dans la mesure où l'on y faisait légalement allusion à la république démocratique, Engels était disposé à "justifier", "pour un temps", ce mot d'ordre à des fins d'agitation. Mais c'était un mot d'ordre opportuniste, car il ne tendait pas seulement à farder la démocratie bourgeoise; il marquait encore l'incompréhension de la critique socialiste de tout Etat en général. Nous sommes pour la république démocratique en tant que meilleure forme d'Etat pour le prolétariat en régime capitaliste; mais nous n'avons pas le droit d'oublier que l'esclavage salarié est le lot du peuple, même dans

la république bourgeoise la plus démocratique. Ensuite, tout Etat est un "pouvoir spécial de répression" dirigé contre la classe opprimée. Par conséquent, aucun Etat n'est ni libre, ni populaire. Cela, Marx et Engels l'ont maintes fois expliqué à leurs camarades de parti dans les années 70. (L'Etat et la révolution - V. Lénine)

Lénine - Engels écrivait à Bebel pour critiquer le projet de programme de Gotha (que Marx a également critiqué dans sa fameuse lettre à Bracke). Parlant spécialement de la question de l'Etat, Engels disait ceci :

"L'Etat populaire libre est devenu un Etat libre. D'après le sens grammatical de ces termes, un Etat libre est un Etat qui est libre à l'égard de ses citoyens, c'est-à-dire un Etat à gouvernement despotique. Il conviendrait d'abandonner tout ce bavardage sur l'Etat, surtout après la Commune, qui n'était plus un Etat, au sens propre. Les anarchistes nous ont assez jeté à la tête l'Etat populaire, bien que déjà le livre de Marx contre Proudhon, et puis le Manifeste communiste, disent explicitement qu'avec l'instauration du régime social socialiste l'Etat se dissout de lui-même (sich auflöst) et disparaît. L'Etat n'étant qu'une institution temporaire dont on est obligé de se servir dans la lutte, dans la révolution, pour réprimer par la force ses adversaires, il est parfaitement absurde de parler d'un Etat populaire libre : tant que le prolétariat a encore besoin de l'Etat, ce n'est point pour la liberté, mais pour réprimer ses adversaires. Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'Etat cesse d'exister comme tel. Aussi proposerions-nous de mettre partout à la place du mot Etat le mot "communauté" (Gemeinwesen), excellent vieux mot allemand, répondant au mot français "commune" (pp. 321-322 de l'original allemand). (L'Etat et la révolution - V. Lénine)

En complément.

Lénine - Comme l'on sait, l'activité pratique des social-démocrates s'assigne pour tâche de diriger la lutte de classe du prolétariat et d'organiser cette lutte sous ses deux aspects : socialiste (lutte contre la classe des capitalistes en vue de détruire le régime des classes et d'organiser une société socialiste), et démocratique (lutte contre l'absolutisme en vue d'instaurer en Russie la liberté politique et de démocratiser le régime politique et social du pays). Nous avons dit : comme l'on sait. En effet, dès leur apparition en tant que courant social et révolutionnaire distinct, les social-démocrates russes ont toujours très nettement indiqué cet objectif de leur activité; ils ont toujours souligné les deux aspects et le double contenu de la lutte de classe du prolétariat; ils ont toujours insisté sur la liaison indissoluble de leurs tâches socialistes et démocratiques, liaison qui s'exprime concrètement dans le nom qu'ils se sont donné. Néanmoins, vous rencontrerez souvent encore des socialistes qui se font une idée complètement fautive des social-démocrates, qui les accusent de négliger la lutte politique, etc.

LVOG - Cette confusion fut l'une des raisons qui conduisit Marx et Engels après la Commune à se réclamer du communisme.

Lénine - Convaincus que seule la doctrine du socialisme scientifique et de la lutte des classes peut à l'heure actuelle être la théorie révolutionnaire servant de drapeau au mouvement révolutionnaire, les social-démocrates russes la diffuseront de toutes leurs forces et la défendront contre les fausses interprétations; ils se dresseront contre toutes les tentatives de rattacher le mouvement ouvrier encore jeune de la Russie à des doctrines moins précises. Les considérations théoriques prouvent, et l'activité pratique des social-démocrates démontre, que tous les socialistes de Russie doivent devenir des social-démocrates.

LVOG - Avis à ceux qui adoptent "des doctrines moins précises" ou tiennent un discours approximatif ou ambigu...

Lénine - Outre la propagande du socialisme scientifique, les social-démocrates russes s'assignent pour tâche la propagande dans les masses ouvrières des idées démocratiques ; ils s'attachent à mettre en lumière toutes les manifestations de l'absolutisme, son contenu de classe, la nécessité de le renverser...

LVOG - Pour ce qui est de "la nécessité de le renverser", il n'y a plus que les gauchistes pour y faire référence...

Lénine - S'il n'est pas une question de la vie ouvrière, dans le domaine économique, qui ne doit être utilisée aux fins d'agitation économique, il n'est pas non plus de question, en matière politique, qui ne doit faire l'objet d'une agitation politique. Ces deux formes d'agitation sont indissolublement liées dans l'activité des social-démocrates, comme les deux côtés d'une médaille. L'agitation économique et l'agitation politique sont, au même titre, indispensables au développement de la conscience de classe du prolétariat; elles sont l'une et l'autre, au même titre, indispensables pour guider la lutte de classe des ouvriers russes, car toute lutte de classe est une lutte politique.

LVOG - On retiendra ou on se remémorera que "toute lutte de classe est une lutte politique.

Lénine - Nous avons montré le lien indissoluble qui unit la propagande et l'agitation socialistes et démocratiques, le parallélisme total de l'action révolutionnaire dans l'une et l'autre sphères. Mais il existe aussi une différence importante entre ces deux formes d'activité et de lutte. Cette différence tient au fait que, dans la lutte économique le prolétariat est absolument seul : il a contre lui la noblesse terrienne et la bourgeoisie, bénéficiant seulement (et encore pas toujours) de l'aide des éléments de la petite bourgeoisie qui se sentent attirés vers lui. Tandis que dans la lutte démocratique, politique, la classe ouvrière russe n'est pas seule : elle a à ses côtés tous les éléments, couches et classes politiquement dans l'opposition, qui sont hostiles à l'absolutisme et le combattent sous telles ou telles formes. A côté du prolétariat il y a aussi les éléments d'opposition de la bourgeoisie ou des classes cultivées, ou de la petite bourgeoisie, ou des nationalités, religions, sectes, etc., etc., persécutées par l'absolutisme.

Une question se pose tout naturellement : quelles doivent être les rapports de la classe ouvrière avec ces éléments ? Et ne doit-elle pas s'allier à eux pour lutter ensemble contre l'absolutisme ? Puisque tous les social-démocrates reconnaissent qu'en Russie la révolution politique doit précéder la révolution socialiste, ne convient-il pas, après s'être allié à tous les éléments d'opposition politique pour lutter contre l'absolutisme, de laisser pour l'instant le socialisme de côté ? N'est-ce pas obligatoire pour intensifier la lutte contre l'absolutisme ?

LVOG - Il fallait entendre par "le socialisme", la remise en cause de la propriété privée des moyens de production, l'expropriation des capitalistes.

On remplacera de nos jours "les éléments d'opposition de la bourgeoisie", par les capitalistes (et leurs représentants) qui tentent de résister au mondialisme ou au néolibéralisme qui les réduit en simples commis des banquiers ou qui menace de les faire disparaître.

Lénine- Examinons ces deux questions.

L'attitude de la classe ouvrière, en tant que combattant contre l'absolutisme, envers tous les autres groupes et classes d'opposition politique de la société, est déterminée avec une parfaite précision par les principes essentiels du social-démocratie, exposés dans le célèbre Manifeste du Parti Communiste. Les social-démocrates soutiennent les classes progressistes de la société contre les classes réactionnaires, la bourgeoisie contre les représentants de la propriété terrienne avec leurs privilèges de caste et contre le corps des fonctionnaires ; la grande bourgeoisie contre les aspirations réactionnaires de la petite bourgeoisie. Ce soutien ne suppose ni ne requiert aucun compromis avec les programmes et les principes non social-démocrates : c'est le soutien d'un allié contre un ennemi déterminé.

Si les social-démocrates prêtent ce soutien, c'est pour hâter la chute de l'ennemi commun, mais ils n'attendent rien pour eux-mêmes de ces alliés temporaires et ne leur font aucune concession. Les social-démocrates soutiennent tout mouvement révolutionnaire contre le régime social actuel, toute nationalité opprimée, toute religion persécutée, toute catégorie sociale humiliée et ainsi de suite, dans leur lutte pour l'égalité des droits.

LVOG - "Les social-démocrates soutiennent (...) toute religion persécutée", voilà qui va en mettre plus d'un mal à l'aise ! Et c'est vrai qu'on a manqué d'a propos sur cette question, observant qu'elles étaient toutes attaquées, hormis une, le judaïsme qui participe à la persécution de toutes les autres. On a laissé le terrain libre à l'extrême droite ou aux opportunistes en tous genres, une faiblesse ou une erreur politique, un manque de courage la plupart du temps de la part de nos dirigeants...

(...)

Lénine- Enfin, dans la pratique, ce soutien se traduit par le fait que les social-démocrates russes sont prêts à conclure des alliances avec les révolutionnaires d'orientation différente en vue d'atteindre tels ou tels objectifs partiels, ce qu'ils ont plus d'une fois pratiquement démontré.

LVOG - Alliance que l'on doit encourager évidemment, sauf quand s'y trouvent mêlés des éléments de la réaction afin d'atteindre de tout autre objectif que celui affiché, ce à quoi s'emploie presque systématiquement le NPA par exemple.

Nous en arrivons ainsi à la deuxième question. Tout en montrant la solidarité qui unit tels ou tels groupes d'opposition aux ouvriers, les social-démocrates mettront toujours les ouvriers au premier plan ; ils s'attacheront toujours à expliquer le caractère temporaire et conditionnel de cette solidarité ; ils souligneront toujours que le prolétariat est une classe à part qui, demain, peut se trouver opposée à ses alliés d'aujourd'hui. On nous dira : « Cette mise au point affaiblira tous ceux qui combattent à l'heure actuelle pour la liberté politique. » Une telle mise au point, répondrons-nous, fortifiera tous ceux qui combattent pour la liberté politique. Seuls sont forts les combattants qui s'appuient sur les intérêts réels, bien compris de classes déterminées ; et tout escamotage de ces intérêts de classe, qui jouent dès à présent un rôle prépondérant dans la société moderne, ne fera qu'affaiblir les combattants. Premier point.

LVOG - "Tout escamotage de ces intérêts de classe" semble approprié à la formule du "gouvernement libre"...

Lénine - En second lieu, dans la lutte contre l'absolutisme la classe ouvrière doit se mettre à part, car elle seule est l'ennemi conséquent jusqu'au bout et irréductible de l'absolutisme ; c'est entre elle seule et l'absolutisme que les compromis sont impossibles ; c'est dans la classe ouvrière seule que le démocrate peut trouver un partisan sans réserve, qui n'hésitera ni ne regardera en arrière. Dans toutes les autres classes, dans tous les autres groupes et couches de la population, l'hostilité envers l'absolutisme n'est pas irréductible ; leur démocrate regarde toujours en arrière. La bourgeoisie ne peut pas ne pas se rendre compte que l'absolutisme freine le développement industriel et social ; mais elle redoute la démocratisation complète du régime politique et social, et peut toujours faire alliance avec l'absolutisme contre le prolétariat. La petite bourgeoisie a une double nature ; attirée vers le prolétariat et le démocrate, elle l'est aussi vers les classes réactionnaires ; elle cherche à freiner l'histoire ; elle est capable de se laisser prendre aux expériences et aux avances de l'absolutisme (telle, par exemple, la « politique populaire » d'Alexandre III) ; elle est capable de faire alliance avec les classes gouvernantes contre le prolétariat

pour consolider la situation de petit possédant. Les personnes instruites, les intellectuels en général, ne peuvent manquer de s'insurger contre la barbare oppression policière de l'absolutisme qui persécute la pensée et le savoir ; mais les intérêts matériels de ces intellectuels les attachent à l'absolutisme et à la bourgeoisie, les obligent à se montrer inconséquents, à passer des compromis, à vendre leur ardeur révolutionnaire et leur esprit d'opposition pour les émoluments que l'État leur verse ou pour une participation aux bénéfices ou aux dividendes. Quant aux éléments démocratiques appartenant aux nationalités opprimées ou professant une religion persécutée, chacun sait et voit que les antagonismes de classe au sein de ces catégories de la population sont beaucoup plus forts et plus profonds que la solidarité de toutes les classes de telle ou telle catégorie contre l'absolutisme et pour des institutions démocratiques. Seul le prolétariat peut être – et, en raison de sa situation de classe, il ne peut pas ne pas être – démocrate jusqu'au bout, ennemi déterminé de l'absolutisme, sans concession ni compromis. Seul le prolétariat peut être un combattant d'avant-garde pour la liberté politique et les institutions démocratiques ; car, premièrement, c'est le prolétariat qui a le plus à souffrir de l'oppression politique, car celle-ci ne trouve aucun correctif dans la situation de cette classe, laquelle n'a accès ni au pouvoir suprême, ni même au corps des fonctionnaires, ni n'a la possibilité d'influencer l'opinion publique. En second lieu, seul le prolétariat est capable de réaliser jusqu'au bout la démocratisation du régime politique et social, car une telle démocratisation mettrait ce régime entre les mains des ouvriers. Voilà pourquoi la fusion de l'activité démocratique de la classe ouvrière avec le démocratism des autres classes et groupes affaiblirait la vigueur du mouvement démocratique, affaiblirait la lutte politique, la rendrait moins résolue, moins conséquente, plus portée aux compromis. En revanche, l'affirmation de la classe ouvrière comme telle, en tant que combattant d'avant-garde pour les institutions démocratiques, renforcera le mouvement démocratique, intensifiera la lutte pour la liberté politique, car la classe ouvrière stimulera tous les autres éléments démocratiques et d'opposition politique ; elle poussera les libéraux vers les radicaux politiques, elle poussera les radicaux à rompre sans retour avec tout le régime politique et social de la société actuelle. Nous avons dit plus haut que tous les socialistes de Russie devaient devenir des social-démocrates. Nous ajoutons maintenant : tous les démocrates véritables et conséquents de Russie doivent devenir des social-démocrates. (Lénine : Les tâches des social-démocrates russes - 1897)

LVOG - "La fusion de l'activité démocratique de la classe ouvrière avec le démocratism des autres classes et groupes affaiblirait la vigueur du mouvement démocratique, affaiblirait la lutte politique, la rendrait moins résolue, moins conséquente, plus portée aux compromis", lorsqu'elle est poussée à l'extrême jusqu'à constituer la nature d'un parti ouvrier ou influencer sa ligne politique, elle conduit à sa décomposition, à son éclatement ou le condamne à végéter, à justifier ses compromis honteux par d'autres compromis ou reniements et ainsi de suite, à l'instar du PT par exemple.

Capitalisme : Stop ou encore ? Dans quel monde vivons-nous ?

En lisant ces articles, je n'ai pas pu empêcher de me dire que dans mes causeries j'étais encore largement en dessous de la réalité, alors que l'on m'a reproché mon discours outrancier, du coup je me dis qu'il y a de quoi s'interroger sur la manière dont les gens interprètent la situation.

En fait ce qu'on nous demande, c'est de les ménager, alors qu'ils s'en prennent mille fois plus dans la gueule de la part des capitalistes ou de leur société immonde. La description qu'on en a dans les articles suivants se passe de commentaires ou d'interprétations tellement elle est saisissante, à peine croyable...

- Etats-Unis. La ploutocratie c'est maintenant ! par Michael Brenner - Les Crises.fr 29 septembre 2018

Extraits.

Les Crises - Les États-Unis peuvent être qualifiés aujourd'hui de ploutocratie – pour un certain nombre de raisons, et cela a un impact profond sur les médias, l'éducation et les groupes de réflexion – et même sur l'ensemble de la société, dit Michael Brenner.

Michael Brenner - Ploutocratie signifie littéralement le pouvoir des riches. Le « pouvoir » peut avoir diverses nuances de signification : ceux qui exercent l'autorité d'une fonction publique sont riches ; leur richesse explique pourquoi ils occupent cette fonction ; ils exercent cette autorité dans l'intérêt des riches ; ils ont la principale influence sur qui occupe ces fonctions et sur les mesures qu'ils prennent.

Aujourd'hui, les États-Unis remplissent les critères d'une ploutocratie – pour plusieurs raisons. Regardons quelques éléments de preuve frappants. La redistribution du revenu brut vers le haut de la hiérarchie a été une caractéristique de la société américaine au cours des dernières décennies. Des statistiques bien connues nous indiquent que près de 80 % de la richesse nationale générée depuis 1973 est passée aux 2 % les plus riches et 65 % aux 1 % supérieurs. Les estimations de l'augmentation du revenu réel des travailleurs salariés au cours des 40 dernières années varient de 20 à 28 %. Au cours de cette période, le PIB réel a augmenté de 110 % – il a plus que doublé.

En bref, l'écrasante fraction de toute la richesse créée sur deux générations est allée à ceux qui se trouvent au sommet de la pyramide des revenus.

Cette tendance s'est nettement accélérée depuis la crise financière de 2008. Entre 2000 et 2012, la richesse nette réelle de 90 %

des Américains a diminué de 25 %. Warren Buffet, Jeff Bezos et Bill Gates et al, c'est-à-dire le 1% le plus riche de la population mondiale, possèdent aujourd'hui plus de la moitié de la richesse mondiale (selon un rapport du Crédit Suisse en novembre 2017). Crésus est vert de jalousie.

Ce n'est pas un accident

Théoriquement, il est possible que ce changement soit dû à des caractéristiques économiques structurelles opérant à l'échelle nationale et internationale. Cet argument ne tient pas, cependant, pour trois raisons.

Tout d'abord, il y a tout lieu de penser qu'un tel processus s'est accéléré au cours des neuf dernières années, au cours desquelles les disparités se sont accrues à un rythme plus rapide. Deuxièmement, d'autres pays (beaucoup plus imbriqués dans l'économie mondiale) n'ont rien vu de tel que le phénomène spectaculaire qui se produit aux États-Unis. Troisièmement, la volonté de la classe politique du pays d'ignorer ce qui s'est passé et l'absence de mesures correctives qui auraient pu être prises sont en soi des indicateurs clairs de qui façonne la pensée et détermine la politique publique.

En outre, plusieurs mesures gouvernementales importantes ont été prises qui favorisent directement les intérêts financiers. Cela comprend le démantèlement de l'appareil de réglementation des activités financières en particulier et les grandes entreprises en général.

L'exploitation effrénée du système par les banques prédatrices a été rendue possible par les « réformes » Clinton des années 1990 et l'application laxiste de ces règles qui prévalaient encore. L'ancien procureur général Eric Holder, rappelons-le, est allé jusqu'à admettre que les décisions du ministère de la Justice quant au moment d'intenter des poursuites criminelles contre les plus grandes institutions financières ne dépendront pas seulement de la question des violations juridiques, mais incluront les effets hypothétiques de ces poursuites sur la stabilité économique. (Ces effets négatifs sont grandement exagérés).

Auparavant, M. Holder avait accordé une immunité générale à la Bank of America et à d'autres prêteurs hypothécaires pour leur apparente criminalité en falsifiant par la signature robotisée des documents de saisie sur des millions de propriétaires de maisons. En résumé, l'égalité de protection et d'application de la loi a été suspendue. C'est de la ploutocratie.

De plus, les exacerbations d'une culture réglementaire qui, en fait, fait des fonctionnaires des complices apprivoisés de l'exploitation financière sont apparues avec force lors des audiences du Comité Levin sur le scandale « London Whale » de J. P. Morgan Chase en 2013. Les responsables de Morgan ont déclaré de façon désinvolte qu'ils avaient choisi de ne pas informer le Controller of the Currency [organisme étatique, sous la tutelle du département du Trésor des États-Unis, chargé de réguler et de surveiller les banques nationales implantées aux États-Unis, NdT] des incohérences de leur comptes de négociation, sans aucunement se soucier du fait qu'ils enfreignaient peut-être la loi, étant convaincus que c'était la prérogative de J.P. Morgan de ne pas le faire.

Les hauts responsables des autorités de régulation ont expliqué qu'ils ne considéraient pas qu'il était de leur devoir de surveiller la conformité ou de vérifier si les déclarations faites par leurs homologues de Morgan étaient exactes. Ils ont également accepté d'être traités de manière insultante, par exemple d'être traités de « stupides » en face par des cadres supérieurs de Morgan. C'est de la ploutocratie à l'œuvre. L'audition de la Commission sénatoriale des finances n'a rassemblé que trois sénateurs – encore un autre signe de ploutocratie à l'œuvre. Quand les méga-banques font des profits illicites en blanchissant de l'argent pour les cartels de la drogue et s'en tirent avec une tape sur la main, comme HSBC et d'autres, c'est aussi de la ploutocratie. Franklin Delano Roosevelt, dit-on à juste titre, a sauvé le capitalisme américain. Barack Obama a sauvé le capitalisme financier prédateur.

Le système juridique est censé réguler le fonctionnement de la société indépendamment des personnes appartenant à une catégorie de nantis ; s'il est rendu malléable entre les mains des fonctionnaires pour servir les intérêts privilégiés de certains, il cesse de constituer un instrument neutre pour le bien commun. Dans la société d'aujourd'hui, il devient l'instrument d'une ploutocratie.

Les géants de la finance et les grandes entreprises en général peuvent compter sur des juges compréhensifs pour les tirer d'affaire lorsqu'ils sont acculés par les procureurs. Le procureur du district sud de New York, Preet Bharara, faisait une tentative sérieuse de demander des comptes à plusieurs prédateurs lorsque la Cour suprême de New York lui a coupé l'herbe sous le pied. Leur interprétation généreuse de la décision douteuse de la Cour suprême dans des affaires de commerce illicite a confirmé l'annulation de la condamnation de Michael S. Steinberg, le plus haut dirigeant du célèbre fonds de couverture SAC Capital Advisors. Bharara a été obligé d'abandonner sept affaires en suspens contre les gros bonnets de Wall Street.

Fraude fiscale des sociétés

Il existe une myriade d'autres exemples de complicité entre législateurs ou régulateurs, d'une part, et intérêts commerciaux particuliers, d'autre part. Les jugements de l'Agence de protection de l'environnement qui sont renversés sous la pression combinée des intérêts commerciaux des politiciens concernés et redevables en sont un. La décision du gouvernement de ne pas demander le pouvoir de négocier avec les compagnies pharmaceutiques sur le prix des médicaments payés avec des fonds publics en est un autre. La tolérance à l'égard de la dissimulation de profits à l'étranger de l'ordre de dizaines de milliards

de dollars est le troisième. Ce dernier est le plus scandaleux. Certaines des entreprises les plus juteuses paient peu ou pas d'impôt fédéral. Apple se distingue parmi elles – elle n'a rien payé. Facebook et Microsoft suivent de près. General Electric a reçu un remboursement d'impôt en 2015 – après des revenus de 8 milliards de dollars. Son taux d'imposition global dans toutes les juridictions était de 3,2 %.

En Californie, plusieurs géants du secteur privé (dont Apple et Genentech) ont lancé une campagne agressive dans un effort sans précédent pour se faire rembourser les impôts fonciers au motif que leurs actifs ont été surévalués – et que leurs bénéficiaires ont été injustement réduits. La ville de Cupertino, dans la Silicon Valley, accueille le siège mondial d'Apple, qui y a construit son vaste campus en 2014. Elle compte 13 000 employés.

Combien la société paie-t-elle à la ville de Cupertino pour les services qu'elle fournit ? 6 000 \$.

Apple a rejeté les suggestions polies selon lesquelles elle pourrait augmenter ce montant au motif que cela serait en contradiction avec son modèle commercial. La menace de déménager et déplacer le tout à Sheboygan n'est guère crédible étant donné ses investissements de plusieurs milliards de dollars dans le béton et le verre. Le pouvoir d'Apple d'obtenir ce qu'il veut est politique et culturel. Cupertino, soit dit en passant, était une ville prospère avant qu'Apple ne s'y installe.

Même à Seattle, bastion de la politique progressiste, Amazon a montré combien il est facile d'intimider et de contraindre les politiciens à la soumission. En mai, une mesure novatrice a été promulguée en matière d'impôt des sociétés, qui permettrait de recueillir 50 millions de dollars par année pour aider à couvrir le coût des programmes de logement abordable dont le pays a désespérément besoin. Il a été adopté à l'unanimité par le conseil municipal et a été acclamé à l'échelle nationale.

En juin, le projet a été rejeté par un vote de 7 contre 2. Que s'était-il passé pour produire ce 'miracle' ? Simple – Amazon a annoncé qu'elle suspendait tous ses plans d'expansion pour Seattle, et a été rejointe par Microsoft, Starbucks et d'autres dans une déclaration de guerre contre la ville. La maire Jenny Durkin a cédé : « Nous vous avons entendu », dit-elle en agitant le drapeau blanc et en s'inclinant devant ses maîtres.

Bref, une ville assiégée par les barbares s'est sauvée en s'asservissant. Ainsi, Seattle n'est guère différente d'une vieille ville industrielle dirigée par une entreprise comme Bethlehem ou Scranton, en Pennsylvanie. C'est là notre brillant avenir high-tech sous la ploutocratie.

Veuillez noter : Seattle et la Silicon Valley sont les endroits où Barack Obama, Hillary Clinton et d'autres dirigeants démocrates vont plaider pour l'argent des vautours des fonds spéculatifs et des milliardaires de l'informatique afin de financer leurs campagnes de réformes « républicaines allégées ».

Über Alles

[Références aux paroles de l'hymne allemand « Deutschland, Deutschland über alles », où « über alles » signifie « par-dessus tout » dans le sens de priorité et non de primauté ou supériorité, NdT]

L'éthique du « droit d'entreprise » est portée à son paroxysme par Uber. L'entreprise fait bien sûr fi des lois et des règlements. Elle exploite ses employés jetables pour se constituer une clientèle et dit ensuite aux autorités locales que s'ils appliquent les règles, Uber partira – et laissera les électeurs en colère derrière elle. Actuellement, ils contestent avec véhémence une décision de la Cour suprême de Californie selon laquelle ses travailleurs jetables ne sont pas des « entrepreneurs indépendants ». De manière typiquement agressive, les dirigeants d'Uber achètent les politiciens et incitent ses partisans à obtenir une exception législative. Ariana Huffington, ancienne militante progressiste, membre du conseil d'administration, est entièrement d'accord. C'est ce qui se passe dans une ploutocratie.

Des interprétations assouplies des lois fiscales par l'IRS [Internal Revenue Service] à l'avantage des personnes à revenu élevé peuvent être ajoutées à la liste. Il en va de même pour les cadeaux offerts aux sous-traitants fournisseurs exclusifs pour les dizaines de milliards de dollars gaspillés en Irak et en Afghanistan. Le nombre de ces aides directes aux grandes entreprises et aux riches est infini.

Le fait est que le gouvernement, à tous les niveaux, sert des intérêts égoïstes particuliers, peu importe qui occupe des postes élevés. Bien qu'il y ait une certaine différence entre les républicains et les démocrates à cet égard, elle s'est rétrécie sur la plupart des principaux points, au point que les propriétés fondamentales du système de favoritisme sont si bien établies qu'elles sont imperméables aux résultats électoraux. L'expérience la plus révélatrice que nous avons de cette dure réalité est la décision stratégique de l'administration Obama de permettre à Wall Street de déterminer comment et par qui la crise financière de 2008 serait gérée.

La partialité systémique est le facteur le plus crucial dans la création et le maintien des orientations ploutocratiques du gouvernement. Elle est confirmée et renforcée par l'identité et l'identification des personnes qui occupent effectivement de

hautes fonctions électives.

Nos dirigeants sont presque tous riches selon n'importe quelle norme raisonnable. La plupart sont très riches. Le cabinet de Trump est dominé par des milliardaires. Ceux qui n'étaient pas déjà riches ont aspiré à le devenir et ont réussi. Les Clinton en sont un exemple frappant. Cette aspiration se manifeste dans la manière dont ils se conduisent en fonction.

Le Congrès, pour sa part, est composé de deux clubs d'hommes/femmes riches. Dans de nombreux cas, la richesse personnelle les a aidés à gagner leurs postes. Dans beaucoup d'autres, ils nouent des liens avec des lobbies qui fournissent les fonds nécessaires. L'ancien sénateur Max Baucus aurait dû porter un chandail Big Pharma, comme les joueurs de football, si les règles sur la publicité étaient appliquées. Qu'ils soient « achetés » d'une manière ou d'une autre, ils sont sûrement souvent cooptés. L'aspect le plus insidieux de la cooptation est de voir le monde du point de vue des intérêts économiques privilégiés et particuliers.

La transformation des Démocrates

La transformation du Parti démocrate, qui est passé du rôle de représentant des gens simples à celui de n'être qu'une « autre clique », est un commentaire révélateur de la manière dont la politique américaine a dégénéré en ploutocratie. Le renouvellement du parti pour satisfaire les intérêts des riches a été un thème de la dernière décennie ou plus.

De la Maison-Blanche d'Obama aux salles du Congrès, les chefs du parti (et la plupart des partisans) ont reconnu la domination des idées conservatrices sur la stratégie macro-économique (le dogme de l'austérité), sur le maintien du « non-système » des soins de santé à but lucratif, sur le sauvetage des grands acteurs financiers au détriment des autres et de la stabilité économique, sur la dégradation de la sécurité sociale et du système de santé. Le dernier point est le plus flagrant – et le plus révélateur – de nos voies et moyens ploutocratiques. Car elle implique une combinaison de tromperies intellectuelles, de manipulations flagrantes des chiffres et de mépris pour les conséquences humaines à une époque de détresse croissante pour des dizaines de millions de personnes. En d'autres termes, il est impossible de dissimuler ou de détourner les compromis qui ont été faits, qui serait lésé et qui continuerait de bénéficier des avantages de politiques budgétaires partiales.

La preuve la plus convaincante de la façon dont les intérêts financiers façonnent la politique américaine est le désintérêt systématique pour les manifestations les plus flagrantes du capitalisme prédateur. Pensez à l'exonération fiscale que les dirigeants d'entreprises se sont accordée en concevant des moyens ingénieux de se faire enregistrer dans des paradis fiscaux (ou même dans un cyber espace sans impôt) où tous les profits sont enregistrés via la manipulation des prix de transfert – comme indiqué ci-dessus. Pourtant, aucun projet de loi n'a été proposé pour remédier à ce détournement flagrant de la richesse que l'une ou l'autre des deux chambres du Congrès des États-Unis examine actuellement. Elle n'a été soulevée, quoique marginalement et brièvement, que par un seul candidat aux élections de 2016, Bernie Sanders.

Personne n'en parle cette année de mi-mandat. Quant aux vautours des hedge funds/private equity, Newt Gingrich les a dénoncés – lui, entre tous – lors des primaires républicaines de 2012 contre Mitt Romney. C'est la principale raison de sa victoire surprise en Caroline du Sud. Puis vint le débat très médiatisé en Floride. À la surprise générale, M. Gingrich n'a jamais parlé de la carrière de Romney en tant que prédateur de fonds spéculatifs. Que s'est-il passé ? Les poids lourds du Parti lui ont fait une proposition qu'il ne pouvait pas refuser : soit vous la fermez, soit vous ne déjeunerez plus jamais à Washington. Fermez votre cabinet de consultant lucratif, rendez votre carte de célébrité, et commencez à habituer votre nouvelle femme à dîner chez Eat & Park [chaîne de restaurants bon marché, NdT].

Le travail des médias

Il y a une autre dimension, absolument cruciale, à la consécration de la ploutocratie de l'Amérique. C'est contrôler les moyens de façonner la façon dont la population comprend les affaires publiques et, par conséquent, canaliser la pensée et le comportement dans la direction souhaitée. Nos guides ploutocratiques, nos prophètes et nos formateurs ont grandement réussi à y parvenir. L'un des objectifs de leurs efforts a été de faire des médias des alliés conscients ou de les dénaturer en détracteurs ou en sceptiques. Leur succès est bien visible.

Qui, dans les médias, a contesté la ploutocratie propageant le mensonge selon lequel la sécurité sociale et l'assurance-maladie sont la principale cause de nos déficits dont la faillite imminente met en péril l'économie américaine ? Qui se donne la peine d'informer le public que les fonds fiduciaires de ces deux programmes proviennent d'une source de revenus distincte du reste du budget ? Réponse : Personne à bord ou à proximité des médias grand public.

Qui a rendu le service le plus élémentaire en soulignant que de tous les emplois créés depuis 2009, aussi peu nombreux soient-ils, 60 % au moins ont été à temps partiel ou temporaires ? Réponse : encore une fois, personne. Qui s'est donné la peine de mettre en lumière les failles logiques de la vision intégriste du marché qui a tant déformé les perceptions de ce qui fonctionne et ne fonctionne pas dans la gestion macro-économique ? Oui, Paul Krugman, Joseph Stiglitz et une poignée d'autres – bien que même les collègues de Krugman qui écrivent sur les affaires et l'économie au New York Times ne semblent pas avoir le temps de le lire ou bien manquent d'esprit pour comprendre ce qu'il dit.

Prises de contrôle des groupes de réflexion

Dans le même ordre d'idées, un deuxième objectif a été de dominer le monde des groupes de réflexion et des fondations. Aujourd'hui, presque tous les grands groupes de réflexion de Washington dépendent de l'argent des entreprises. Des hommes d'affaires siègent aux conseils d'administration et façonnent les programmes de recherche. Peter G. Peterson, le milliardaire du fonds de couverture, a choisi la voie la plus directe pour acquérir l'Institut international d'économie, en le renommant d'après son nom. Il s'est ensuite mis à l'utiliser comme un instrument pour poursuivre la campagne contre la sécurité sociale qui est devenue l'œuvre de sa vie.

Et puis il y a Robert Rubin. Rubin est l'essence même de la malversation financière et l'incarnation du lien entre le gouvernement et Wall Street qui a conduit le pays à la ruine. Auteur du programme de déréglementation de Clinton alors qu'il était secrétaire au Trésor, puis super lobbyiste et président de la super banque conglomérée CITI (seulement grâce à sa déréglementation) dans les années avant qu'elle ne soit sauvée de la faillite par Ben Bernanke, Hank Paulson et Tim Geithner, et conseiller de Barack Obama qui a rempli la nouvelle administration de ses protégés. Depuis, il s'est installé en tant que président du Council on Foreign Relations et directeur du très prestigieux et généreusement financé Hamilton Project à Brookings. À la fin de l'année dernière, comme par hasard, les deux organismes ont programmé une conférence de Jaime Dimon, président et directeur général de J.P. Morgan Chase, la plus grande banque américaine. La conférence a été présentée comme un forum permettant à un PDG mondial de premier plan de partager ses priorités et ses idées devant un auditoire de haut niveau composé de membres du CFR. C'est la ploutocratie en action.

L'enseignement démoli

Le troisième objectif a été d'affaiblir l'enseignement public. Nous avons été témoins de l'attaque contre notre système d'écoles primaires publiques au nom de l'efficacité, de l'efficacité et de l'innovation. Les « charter schools » [écoles américaines laïques à gestion privée bénéficiant d'une très large autonomie dans l'enseignement et dans les programmes scolaires ; leur financement est public, NdT] sont le mot d'ordre. Les enseignants sont accusés d'être au cœur du problème. Ainsi, la privatisation, une privatisation très rentable, est vendue comme la solution pour sauver la jeunesse américaine en dépit de nombreuses preuves du contraire. La vérité historique est mise de côté : notre système scolaire public est la seule institution, par-dessus toutes les autres, qui a fait la démocratie américaine. C'est aussi un bastion de la pensée sociale éclairée. Elle peut donc être considérée comme une cible.

Il en va de même pour le prestigieux réseau des universités publiques du pays. D'État en État, elles sont affamées de financement et deviennent des agneaux sacrificiels sur l'autel du culte de l'austérité. Elles aussi sont stigmatisées comme étant « dépassées », comme ne faisant plus le travail de fournir au monde des affaires les travailleurs qualifiés, obéissants et pratiques qu'il désire. Les écoles de commerce, longtemps dépendantes du monde de l'entreprise, sont considérées comme le modèle de partenariat public-privé dans l'enseignement supérieur. L'enseignement à distance, souvent géré par des consultants « experts » ou des « entrepreneurs » à but lucratif, est présenté comme la vague d'un avenir prometteur – un avenir avec moins de professeurs à tendances libérales ayant des idées confuses concernant la vie en société. L'enseignement à distance est le compagnon de l'enseignement supérieur à la mode des écoles à charte. Beaucoup de promesses, peu de réalisations, mais bien conçues pour faire avancer un programme favorable à la ploutocratie.

Ici aussi, les conseils d'administration sont dirigés par des hommes ou des femmes d'affaires. Le coup d'état avorté à l'Université de Virginie a été provoqué par le recteur qui est un promoteur immobilier à Virginia Beach. Le président du conseil d'administration de l'Université du Texas, où les tensions sont au plus haut, est un promoteur immobilier. Le président du conseil d'administration de l'Université de Californie est le PDG de deux sociétés de capital-investissement – et le mari de la sénatrice Diane Feinstein. Son projet favori était de placer l'argent de la caisse de retraite des enseignants de Californie (CALPERS) sous la tutelle d'affaires financières privées. Deux anciens administrateurs du fonds font actuellement l'objet d'une enquête criminelle pour avoir reçu d'importants pots-de-vin d'autres sociétés de capital-investissement auxquelles ils ont versé des fonds – et qui les ont ensuite employés comme « fourgues ». C'est de la ploutocratie à l'œuvre.

L'argent comme mesure de toutes les choses

L'accomplissement ultime d'une ploutocratie est de se légitimer en ancrant dans l'esprit de la société l'idée que l'argent est la mesure de toutes choses. Cela représente l'accomplissement, c'est la condition sine qua non pour donner aux gens ce qu'ils veulent le plus. C'est la mesure de la valeur d'un individu. C'est la marque du statut dans une culture anxigène du statut. Cette façon de voir le monde décrit les conceptions de Bill Clinton, Barack Obama et Donald Trump. C'est Obama qui, au plus fort de la crise financière, a salué Jaime Dimon et Lloyd Blankfein, PDG de Goldman Sachs, comme des « hommes d'affaires avisés et prospères ». C'est Obama qui est devenu avec empressement le copain de golf de Dimon – un Obama qui, deux fois dans sa carrière, a pris des emplois dans des cabinets d'avocats d'affaires. C'est Bill Clinton qui a parcouru le monde en avion d'affaires au cours des douze dernières années. Ce sont eux deux qui ont poussé Alan Simpson et Erskine Bowles à faire pression en faveur de la paralysie de la sécurité sociale. C'est la ploutocratie qui envahit les rangs des dirigeants des deux partis de ce qui était autrefois la république américaine.

La réalisation peut-être la plus extraordinaire de l'aile financière de la ploutocratie a été de convaincre la classe politique que

ses activités largement spéculatives sont normales. En effet, elles sont considérées comme la principale raison de la croissance économique. Leur stratagème consiste à dire que leur propre bien-être est essentiel au bien-être de l'économie nationale et qu'ils méritent donc un traitement privilégié.

La subtilité, la discrétion et la retenue sont étrangères à leur style de flibustier profondément enraciné dans la culture et l'histoire du pays. Leur comportement est souvent impulsif et vorace : avides de montrer ce qu'ils peuvent faire impunément et qu'ils sont les chefs de la meute. Ils jouent avec la richesse de la nation pour s'enrichir plutôt que de faire tourner une économie.

Il y a peu d'intérêt à construire quoi que ce soit qui puisse durer – pas de « nouvel ordre », pas de nouveau parti, pas de nouvelles institutions. Pas même des statues pour eux-mêmes. Pourquoi s'embêter alors que le système existant fonctionne si bien maintenant à votre avantage et à celui de vos associés partageant les mêmes idées et les mêmes intérêts qui peuvent facilement orienter les idées, l'argent et les politiques à leur avantage.

Pendant ce temps, le public est aveugle à la façon dont il est trompé et maltraité, en grande partie grâce à des médias d'information couchés à leurs pieds. Peu de changements dans un pays dont l'idéologie civique imprègne la population de la ferme conviction que ses principes et ses institutions incarnent une vertu exceptionnelle. Le fait de contester cela constitue une menace pour les ploutocrates et les médias et le système éducatif qu'ils dirigent ou influencent.

Un État policier au service de Wall Street

L'un des exemples les plus stupéfiants de l'implication ploutocratique directe dans l'État a été l'audace de Wall Street qui a coopté une partie du service de police de New York se dotant d'une unité semi autonome pour contrôler le quartier financier.

Financée par Goldman Sachs et consorts, dirigée en partie par des employés de banques privées occupant des postes administratifs clés et ayant pour mandat explicite de prévenir et de traiter toute activité qui les menace, elle fonctionne avec du matériel à la pointe de la technologie, dans un établissement dédié fourni par ses commanditaires. Pendant des années, l'installation a été gardée « sous le comptoir » afin de ne pas inciter les personnes curieuses à la dénoncer. C'est l'unité qui a coordonné la répression des manifestations du mouvement Occupy à Manhattan. Elle représente l'appropriation d'un organisme public pour servir des intérêts privés.

L'hyper-anxiété de l'après-11 septembre 2001 a servi de couverture politique et idéologique à un accord conçu par le maire Mike Bloomberg (lui-même un milliardaire de Wall Street qui a défendu Wall Street contre toute accusation d'abus financier) en collusion avec ses anciens associés. S'agit-il simplement de Bloomberg exposant la dépendance fiscale de la ville de New York à l'égard des emplois du secteur financier ?

C'est le même Bloomberg qui a tué dans l'œuf une initiative largement soutenue visant à fixer un salaire minimum décent de 10 \$ l'heure avec assurance maladie (11,50 \$ sans) pour les projets de développement qui reçoivent plus d'un million de dollars en subventions des contribuables. Il a stigmatisé la mesure comme « un retour à l'époque où le gouvernement considérait le secteur privé comme une vache à lait... La dernière fois que nous avons vraiment eu une grande économie dirigée, c'était l'URSS et ça n'a pas si bien marché ». On pourrait difficilement être plus ploutocratique – et dans le New York de gauche.

Pas besoin de conspiration

Par ailleurs, les rouages de la ploutocratie ne sont pas bien organisés. Il n'y a pas de complot en tant que tel. C'est la convergence des points de vue et des intérêts personnels de personnes disparates dans différentes parties du système qui a révolutionné la vie publique américaine, le discours public et la philosophie publique.

Personne n'a eu à endoctriner Barack Obama en 2008-2009, à l'intimider ou à le soudoyer. Il s'est rapproché des ploutocrates de son plein gré avec son état d'esprit et ses valeurs déjà conformes à la vision qu'avait la ploutocratie d'elle-même et de l'Amérique. C'est l'homme qui, pendant les deux premières années de sa présidence, a à plusieurs reprises donné une représentation inexacte dans les médias du Social Security Act de 1935 – ignorant et ne prenant pas la peine de le découvrir, ou faisant semblant d'être ignorant afin de faire une comparaison pratique avec son pseudo plan pour les soins médicaux rempli de failles fatales. Après tout, c'est cet homme qui a cité Ronald Reagan comme modèle pour le type de présidence dont l'Amérique avait besoin. Il a été la preuve vivante de l'efficacité avec laquelle les Américains ont été mis en conformité avec la vision ploutocratique.

Cela ne veut pas dire que le succès des ploutocrates était inévitable – ou qu'ils étaient diaboliquement intelligents pour manipuler tout et chacun à leur avantage. Il y a eu un fort élément de chance dans leur victoire. Leur coup de chance le plus remarquable a été l'incompétence et la myopie de leur opposition potentielle – démocrates progressistes, intellectuels, associations professionnelles, etc. Les ploutocrates ont poursuivi leurs objectifs d'une manière désorganisée et diffuse. Cependant, l'absence d'un adversaire sur le terrain contesté a assuré leur succès.

Pas malins

Quant à l'intelligence, la ploutocratie américaine est en fait une ploutocratie stupide. Premièrement, elle va trop loin. Mieux vaut laisser quelques friandises sur la table pour les 99 pour cent et même quelques miettes pour les 47 pour cent que de risquer de générer du ressentiment et des actes de vengeance.

Depuis l'effondrement financier, les intérêts financiers et commerciaux n'ont pas pu résister à l'envie de s'en prendre aux plus faibles. Aller pêcher la petite monnaie dans le sillage du vol qualifié, c'est froter les plaies avec du sel. Pourquoi lutter contre une petite augmentation du salaire minimum ? Pourquoi exploiter impitoyablement tous ces intérimaires et travailleurs à temps partiel qui ont si peu de pouvoir économique ou politique de toute façon ? Pourquoi soutirer jusqu'au dernier sou aux petits épargnants et aux détenteurs de cartes de crédit que vous volez déjà systématiquement ? Si l'on prend les choses dans leur ensemble, ce genre de comportement est stupide.

Pour l'expliquer, il faut considérer l'obsession du statut des audacieux flibustiers d'entreprise américains. Ces traits particuliers s'intensifient au fur et à mesure que l'on s'élève dans la hiérarchie des richesses. L'une est l'impulsion de montrer à tous votre supériorité en montrant ce que vous pouvez faire pour vous en tirer. Le « Sharp dealing » [expression péjorative pour décrire un comportement sournois ou rusé qui est techniquement conforme aux règles de la loi, mais qui ne respecte pas l'éthique, NdT] a toujours été très prisé par certains segments de la société américaine. C'est l'homme qui se démène, qui manque d'assurance et qui doit prouver au monde – et à lui-même – qu'il peut agir en toute impunité. Il n'est pas très différent du voyou qui se montre à ses copains et à sa nana.

Au fond, ces gens sont des arnaqueurs – ils recherchent des sensations fortes en montant une arnaque, et non en construisant quelque chose. Ainsi, Lloyd Blankfein [chief executive officer de Goldman Sachs, NdT] ne s'est pas présenté aux réunions de la Maison-Blanche, mais Obama l'a remercié d'avoir fait savoir au président, même si la réunion avait déjà commencé, que Blankfein ne pouvait pas venir. Ainsi pourquoi Jaime Dimon [directeur des opérations chez JPMorgan Chase Co., NdT] a protesté avec indignation contre les mauvais traitements infligés par la presse, par la Maison Blanche et par quiconque.

Ensuite, il y a Jack Welch, le titan de l'industrie américaine qui se pavane, détenant le record Guinness pour le plus grand nombre d'emplois manufacturiers délocalisés par une entreprise, et pourtant il s'est permis d'appeler Obama « anti-business » quand le président a fait son choix à la place du candidat Jeffrey Immelt, qui lui a succédé, et qui a ainsi présidé le Job Council de la Maison blanche. Ou la Banque d'Amérique feignant l'obéissance pour le traitement de faveur obtenu d'Obama sur l'arnaque criminelle sur les saisies hypothécaire.

L'épisode ultime de violation flagrante de la loi est l'affaire MF Holdings – par laquelle, sous la direction de son chef, l'ancien sénateur et gouverneur Jon Corzine, ce fonds de couverture a pris l'initiative illégale de piller quelques milliards sur des comptes de dépôt pour couvrir les pertes subies dans ses opérations pour compte propre. J.P. Morgan, qui détenait des fonds de MF Global dans plusieurs comptes et qui traitait également les opérations sur titres de la société, a résisté au transfert des fonds aux clients de MF jusqu'à ce que des poursuites judiciaires l'y obligent. Action punitive : aucune. Pourquoi ? Le ministère de la Justice et les organismes de réglementation ont invoqué le prétexte boiteux que les décisions du groupe MF étaient si opaques qu'ils ne pouvaient pas déterminer qui avait cliqué sur la souris. Un soupçon de SNL. Monter des coup comme ceux-là et échapper à toute sanction est le trip personnel ultime.

Là où est l'argent

Willie Sutton, le célèbre braqueur de banque des années 1940, a expliqué ainsi pourquoi il ciblait les banques : « C'est là qu'est l'argent ». Les escrocs financiers d'aujourd'hui s'attaquent aux jeux de paris à haut risque parce que c'est là que les plus gros prennent le plus leur pied. C'est plus important que les plus grosses sommes d'argent – bien qu'elles ajoutent au frisson. Le baron de la finance est un joueur compulsif, qui s'efforce constamment d'améliorer son statut et qui n'est pas sûr de lui. Il a besoin de ses remèdes : de victoire de célébrité, de respect ou de déférence, aussi éphémères soient-ils.

La culture américaine fournit peu d'insignes de rang. Pas de « Messieurs », pas de sièges à la Chambre des Lords, pas de rites de passage qui séparent l'élite blasonnée de nous tous. Comme l'oubli éclipse les plus célèbres et les plus acclamés, ils s'emparent souvent de tout ce qui est à leur portée, aussi ridicule que cela puisse être. Lorsque IR Magazine a décerné à J.P. Morgan le prix de la « meilleure gestion de crise » de 2012 pour sa gestion de la débâcle de la London Whale [littéralement « baleine de Londres » où un trader français a provoqué un vent de panique sur les marchés financiers, les dirigeants de Morgan étaient là pour exprimer leur reconnaissance, plutôt que pour se cacher honteusement. Le seul personnage de Wall Street qui a gagné le vedettariat sans être déconsidéré dans l'esprit du public est Robert Rubin. Grâce à son agilité et à ses liens politiques, il a semi-institutionnalisé son statut de célébrité. Oui, il y a l'ancien président de la Fed, Paul Volcker. Mais sa stature repose sur une réputation inégalée de service au bien commun et d'intégrité incontestée. Les Blankfein, les Dimon, les Welch et les Rubis non seulement n'ont pas les attributs essentiels, mais ils semblent aussi mépriser le public, le rabaisser plutôt que le servir, ce que même les institutions financières privées devraient faire, tout en faisant un profit raisonnable.

Le dénigrement compulsif des pauvres et des dépossédés par les ploutocrates est peut-être la preuve la plus révélatrice

de l'obsession du statut liée à l'insécurité née de leurs acquis souvent mal acquis. C'est au cœur de leur personnalité sociale. Ils semblent trouver nécessaire de stigmatiser tous ceux qui ne sont pas dans leur classe comme des perdants. Ceux du bas de l'échelle sont condamnés comme des dégénérés moraux – toxicomanes, parasites paresseux – plutôt que comme des victimes de leur système financier. Cette posture sert d'une part à souligner leur supériorité et d'autre part à masquer les conséquences humaines de leur rapacité. Un tel comportement est l'antithèse d'une image cultivée du grand patron du commerce – même s'ils paient un prix en termes d'estime publique malgré les efforts des médias pour maintenir leur statut élevé.

Les ploutocrates américains ont un désir profond de croire en leur propre vertu – et de la faire reconnaître par les autres, en dépit des faits. Leur fierté perverse de dominer le système ne ternit pas leur façon de voir leur comportement. Blankfein a dit : « J'ai fait le travail du Seigneur ».

Dimon se pavane à travers le Council on Foreign Relations ou Brookings avec les masses entassées dans son auditoire dont les yeux rayonnent d'adulation alors qu'elles se délectent de sa renommée avides de recevoir sa sagesse sur les grandes affaires du monde. Donnerait-il son avis sur la possibilité que les BRICS puissent truquer le taux LIBOR [(pour London interbank offered rate, en français : taux interbancaire offert à Londres)] avec la connivence de la Banque d'Angleterre et de la Réserve fédérale – ou ignorer les règles de déclaration la réglementation touchant le système de rapport lorsqu'elles menacent de révéler un système de plafonnement insensé qui perd 6 milliards \$?

Les conséquences généralisées

La ploutocratie dans le style américain actuel a des effets pernicious qui vont au-delà de l'influence dominante des riches sur l'économie et le gouvernement du pays. Il crée des précédents et modèle la non-imputabilité et l'irresponsabilité qui imprègnent le pouvoir exécutif dans l'ensemble de la société. Trois administrations présidentielles successives et deux décennies de comportement malhonnête de la part d'élites d'entreprises ont établi des normes aujourd'hui évidentes dans des institutions aussi diverses que les universités et les groupes de réflexion, les associations militaires et professionnelles, voire les clubs privés. Le résultat cumulatif est une dégradation généralisée des normes dans l'utilisation et les abus de pouvoir.

La ploutocratie fait naître des tensions sociales. Logiquement, la principale ligne de tension devrait se situer entre les ploutocrates et le reste d'entre nous – ou, du moins, entre les ploutocrates et tous ceux qui ont des moyens modestes. Mais ce n'est pas le cas aux États-Unis. S'il est vrai qu'il y a eu des propos amers sur les magnats de Wall Street et leurs renflouements au cours de la première année qui a suivi l'effondrement financier, ils ne sont jamais devenus un sujet majeur de clivage politique.

Aujourd'hui, l'indignation s'est apaisée et la politique se résume à l'austérité et à l'endettement plutôt qu'à la distribution de la richesse et du pouvoir qui l'accompagne... Le sentiment profond d'anxiété et de désapprobation qui envahit le peuple se manifeste dans des manifestations de concurrence hostile entre des groupes, tous victimes eux-mêmes des ploutocrates qui prennent en fait une grande part de la richesse nationale, nous laissant tous nous battre pour les déchets. Ce sont donc les employés du secteur privé qui s'opposent aux employés de l'État parce que ces derniers ont une (certaine) assurance-maladie, une certaine retraite et une certaine sécurité par rapport aux premiers qui ont été privés de ces trois éléments. Ce sont les parents qui s'inquiètent de l'éducation de leurs enfants face aux enseignants. Les deux contre les autorités locales à court d'argent. Municipalités contre États. C'est le petit entrepreneur contre les syndicats et les exigences de l'assurance maladie. Les médecins contre les patients contre les administrateurs. Ce sont les directions d'université contre le corps professoral et les étudiants, et le corps professoral contre les étudiants qui se disputent des crédits très réduits.

Tout cela contre les conseils d'administration et les gouverneurs d'État.

Presque tout le monde est irrité par le contraste de plus en plus net entre les espoirs et les aspirations et les sombres réalités de ce à quoi ils pourraient s'attendre pour eux-mêmes et leurs enfants. Pendant ce temps, les gens au sommet attendent avec confiance et dans l'expectative au-dessus de la mêlée qu'ils ont conçue – toujours prêts à se précipiter pour dépouiller ce qui reste au moyen de la privatisation des biens publics, des contrats octroyés sans appels d'offres, des paradis fiscaux et réglementaires, des routes privées à péage, des monopoles des prêts étudiants, des acquisitions rapaces des propriétés saisies avec des mesures incitatives fédérales, et une myriade d'avantages fiscaux.

Le président Obama a utilisé son discours sur l'état de l'Union de 2017 pour envoyer le message haut et fort. « Que les facultés et les universités soient prévenues. Si vous ne pouvez pas empêcher les frais de scolarité d'augmenter, le financement que vous obtenez des contribuables diminuera ». Il a ainsi avancé un raisonnement qui l'a mis sur la même longueur d'onde que Rick Perry parce que la réalité est exactement le contraire. C'est parce que le financement public a diminué des deux tiers au cours des dernières décennies que les facultés et les universités sont obligées d'augmenter les frais de scolarité – malgré la stagnation des salaires des professeurs et du personnel. C'est l'essence même du conditionnement intellectuel au dogme égoïste de la ploutocratie et de la subordination des pouvoirs publics par la ploutocratie. Au-delà de la captation, c'est l'assimilation.

Est-ce que cette sorte de fierté perverse précède la chute ? Aucun signe que cela se produise pour le moment. La ploutocratie en Amérique est plus susceptible d'être notre destin. Le facteur dynastique croissant opérant au sein de la ploutocratie financière milite dans cette direction. La richesse elle-même a toujours été transférée d'une génération à l'autre, bien sûr ; la réduction des

droits de succession ainsi que les taux plus bas dans les tranches de revenus supérieures accentuent généralement cette tendance. Avec le recul de la mobilité socio-économique dans la société américaine, elle prend de l'ampleur.

Quelque chose qui se rapproche d'une identité de caste se forme parmi les élites financières – comme l'incarne Dimon qui est la troisième génération de courtiers en valeurs mobilières et de gestionnaires financiers de Wall Street dans sa famille. Son père était directeur exécutif chez American Express, où le jeune Dimon s'est joint à Sandy Weill. L'an dernier, Dimon a embauché son père de 81 ans pour travailler pour J.P. Morgan Chase, un épilogue révélateur de ce conte générationnel. Le salaire de première année de son père était de 447 000 \$; il devait atteindre 1,6 million de dollars – maintenant que l'apprenti a acquis de l'expérience de travail, vraisemblablement. Le sens des limites ne fait pas partie du personnage de la ploutocratie financière.

Michael Brenner est professeur en affaires internationales à l'Université de Pittsburgh.

Source : Michael Brenner, Consortium News, 05-09-2018

France. Adieu paleron: les bouchers dans le viseur de militants radicaux - AFP 28.09

"Boucher assassin!", "La viande est un meurtre!": radicaux dans leurs paroles et parfois violents dans leur actes, des militants de la cause animale s'en prennent depuis quelques mois à des boucheries, au grand dam de la filière viande qui en appelle à l'Etat pour contrer cette "terreur".

Les nuits sont d'ordinaire calmes à Saint-Arnoult-en-Yvelines, au sud-ouest de Paris. Alors, quand Elisabeth Curé, qui habite au-dessus de son magasin, a entendu l'impact de pavés projetés contre la vitrine de sa boucherie à 03H00 la semaine dernière, elle a "été surprise".

Les inconnus ont aussi tagué "stop répression", "c'est comme ça que j'ai su que c'était des vegan radicaux", explique Mme Curé.

Sa mésaventure est l'un des derniers avatars de la vague de dégradation et destruction de vitrines qui vise boucheries, charcuteries, fromageries et abattoirs, et va du faux sang versé sur la façade des magasins à la pose d'autocollants condamnant le "spécisme" et la "répression".

Dans la nuit de jeudi à vendredi, un abattoir a été partiellement détruit par un incendie apparemment criminel dans l'Ain. Dans la foulée, le président de l'interprofession des viandes bovines Interbev et celui de l'interprofession des viandes porcines Inaporc ont demandé à Emmanuel Macron d'"enrayer immédiatement" les "violences sectaires qui ne peuvent qu'aboutir à une guerre civile".

Pour les antispécistes, le spécisme (du latin "species", l'espèce) est une idéologie qui postule une hiérarchie entre les espèces, notamment entre l'être humain et les animaux. Cette philosophie, qu'accompagne une alimentation végétalienne (qui proscrie tout produit issu des animaux), connaît une fortune aussi fulgurante que récente en France.

"Depuis le début de l'année, on en est à 17 vitrines de boucheries détruites et des dizaines de dégradations", déplore Jean-François Guihard, président de la Confédération française de la boucherie, boucherie-charcuterie, traiteurs (CFBCT) qui représente 18.000 points de vente.

"L'Etat doit prendre les mesures nécessaires", juge-t-il en demandant à rencontrer les ministres de l'Intérieur et de la Justice pour endiguer cette "forme de terreur".

Interrogé au début du mois sur RMC-BFM TV, Gérard Collomb, qui les a reçus cet été, a assuré aux bouchers-charcutiers qu'ils pouvaient "compter sur (lui)".

Mi-septembre six personnes ont été interpellées dans l'enquête sur la vandalisation de neuf commerces, dont des boucheries et poissonneries, dans la métropole lilloise.

Mais, si aucun groupe n'a revendiqué ces actions, bouchers et autorités pointent du doigt une frange minoritaire et violente de l'antispécisme militant.

Parmi les mouvements et associations qui ont fait parler d'eux, L214, 269 Life France et Boucherie Abolition ont entrepris les actions les plus spectaculaires.

L214 s'est fait connaître en diffusant des images choc tournées en cachette dans des élevages ou des abattoirs.

Créée il y a deux ans, Boucherie Abolition se bat "pour l'abolition du génocide appelé boucherie", explique sa porte-parole Solveig Halloin. "Eleveur ne devrait pas être un métier. La routine de l'élevage c'est la violence et la persécution. La vache ne rit

pas, elle crie", dit-elle.

Si elle ne revendique aucune dégradation, Solveig Halloin ne les condamne pas, car "les extrémistes de la brutalité, ce sont les bouchers".

Samedi dernier, Boucherie Abolition a organisé avec 269 Life France des happenings devant des boucheries. A Paris, Vincent Aubry et une autre militante de Boucherie Abolition portaient un petit cochon mort qu'ils ont exhibé devant des boucheries pour dénoncer ces commerces qui "vendent du meurtre".

Vincent Aubry ne condamne pas non plus les destructions, mais il se dit "prêt à aller en prison s'il le faut". "Notre seule limite, c'est la violence contre les êtres humains", assure-t-il.

-"Aucune conciliation possible"-

Si en France l'émergence de ces mouvements date d'il y a quelques années, les actions directes antispécistes "ne sont pas récentes" ailleurs en Occident, rappelle Marianne Celka, enseignante-chercheuse à l'université Paul-Valéry de Montpellier.

Dès 1975, l'Australien Peter Singer sort "La libération animale", le livre fondateur des mouvements modernes de défense des droits des animaux. Dans l'Angleterre des années 1960, le Front de libération des animaux sabote des chasses à courre, puis avec le temps certains s'attaquent aux boucheries.

Depuis, le véganisme a gagné du terrain en France, à tel point que certaines grandes surfaces proposent des produits "100% vegan"... parfois à côté de leur rayon boucherie, poursuit Marianne Celka.

Les actions violentes seraient soit le fait "d'anciens activistes échaudés par la manière que le système a eu d'absorber la critique (...), soit dues à d'autres activistes qui sont arrivés là par le biais du véganisme et qui, en creusant, en sont venus à la critique antispéciste".

L'universitaire ne voit "aucune conciliation possible" entre antispécistes et bouchers.

Et pour cause: Solveig Halloin qualifie les bouchers de "vandales". De l'autre côté, Jean-François Guihard, qui les représente et les défend, dit "craindre le pire".

"Ca n'est pas notre souhait, mais certains bouchers pourraient répondre à la violence par la violence", prévient-il. AFP 28.09

C'est ce que ces dégénérés cherchent, créer un climat de guerre civile pour justifier toutes les lois liberticides à venir, accroître le contrôle de la population, etc. Je n'ai pas le temps ici de m'étendre sur ce sujet.

France. Paris. Bagarres, cambriolages, drogués... la cote d'alerte dépassée dans le Nord-est parisien - sputniknews.com 28.09.2018

Les manifestations de riverains et de commerçants excédés se multiplient dans le nord-est de Paris. Les plaignants pointent une insécurité grandissante, liée notamment à la présence de plus en plus nombreuse de fumeurs de crack. Sputnik France a interrogé forces de l'ordre, habitants et commerçants afin de connaître leur quotidien. Enquête.

«Le soir, ils sont parfois plusieurs dizaines voire une centaine. C'est impressionnant.»

Tirant sur sa cigarette pendant qu'il s'affaire à installer le bar, Raphaël devise sur la présence de plus en plus massive de fumeurs de crack sur la place Stalingrad. L'établissement dans lequel il travaille, lieu branché prisé des fêtards parisiens, se situe dans la célèbre Ronde qui domine le quartier. C'est à quelques mètres de là, à proximité du cinéma MK2, qu'un migrant afghan en situation irrégulière blessé sept personnes, dont quatre grièvement, à coup de couteau et de barre de fer au soir du 9 septembre. Si l'enquête contredit la piste du fumeur de crack qui a craqué, beaucoup d'habitants et de commerçants dénoncent la montée dans le quartier de l'insécurité liée à ces pratiques.

Mercredi 19/9 17h #paris10 scène d'injection & 1 fumeur de #crack sur la voie publique comme tant d'autres qui font le quotidien de ce quartier sacrifié. Pourtant la salle de shoot était ouverte et une camionnette de CRS stationnait à qlques mètres #scmr @prefpolice @Anne_Hidalgo pic.twitter.com/VYB43Y8i6e

— Riverains Lariboisière Gare du Nord (@LariboisiereGDN) 20 septembre 2018

François Dagnaud, maire PS du XIX^e arrondissement, a réuni ses administrés le 15 septembre pour discuter des problèmes liés à la toxicomanie: «Je le répète. L'urgence absolue, c'est la sécurité des habitants. Mais il faut aussi agir collectivement pour obtenir la mise en œuvre d'autres actions: le démantèlement des réseaux de drogue par les services de police spécialisée, la création de nouveaux dispositifs de prise en charge des toxicomanes...»

L'édile a multiplié ces derniers mois les courriers adressés aux autorités afin d'alerter sur ce «quartier en danger». Des riverains et des commerçants regroupés dans le «Collectif 19 Stop Crack» ont lancé l'été dernier une pétition en ligne, qui a dépassé les 3.300 signatures. Elle a été adressée au préfet de police de Paris afin de dénoncer une situation «qui se dégrade depuis plusieurs mois à un rythme inquiétant». Sputnik France a tenté d'en savoir plus sur la nature de cette insécurité et ses origines en donnant la parole aux forces de l'ordre, aux riverains et aux commerçants.

Plus de présence policière

Le 27 juin 2018, les autorités ont ordonné l'évacuation de la «Colline du crack». Ce haut lieu du trafic de drogue situé à proximité de la porte de la Chapelle concentrait une grande partie des fumeurs de crack parisiens.

«Après l'évacuation de la Colline du crack par les forces de l'ordre, les drogués se sont un peu éclatés partout dans les environs et d'un phénomène plutôt concentré, nous sommes passés à de multiples zones de consommation, ce qui a créé des problèmes d'insécurité», explique Axel Ronde, secrétaire général du syndicat de police Vigi.

Aujourd'hui, une grande partie de ces drogués erre entre la porte de la Chapelle et Stalingrad. D'après Le Parisien, ils seraient environ 8.000 dans le secteur. Mais qui sont-ils? «Des gens totalement désocialisés. Il y a beaucoup de mineurs isolés, dont pas mal de migrants, des sans-domicile fixe, parfois même des habitants de ces quartiers qui vivent majoritairement dans des squats», souligne Axel Ronde.

Difficile d'obtenir des chiffres précis quant à leur nombre ou à l'augmentation réelle ou non de la délinquance. Les données récentes ne sont pas disponibles à cause d'une «préfecture qui communique peu» selon le syndicaliste policier. En janvier 2017, Le Parisien publiait une carte interactive de la délinquance à Paris. Le quotidien s'était basé sur les chiffres de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) pour 2015. Si le nord de Paris était en tête au niveau des faits de violences, une fois les chiffres rapportés au nombre d'habitants, l'hypercentre de la capitale se trouvait être de loin la zone la plus dangereuse.

«Il y a vingt ans, le nord-est de Paris comptait de très nombreux drogués et l'insécurité y était omniprésente. Avec un certain embourgeoisement, la situation s'était calmée au fil des ans», analyse Axel Ronde.

Serait-elle à nouveau en train de dérapage? Sans données précises, reste le sentiment des riverains et des commerçants. Et il est mitigé. Pour certains, il est clair que l'insécurité augmente depuis le début de l'été. Pour d'autres, elle est la même depuis des années. Ava habite à proximité du métro La Chapelle depuis deux ans. Cette trentenaire est excédée par l'atmosphère qui règne dans le quartier:

«Je n'y habite pas par choix, mais par nécessité économique. Je ne pensais pas que ce quartier serait aussi minable que dangereux, et je ne crois pas que les trois CRS qui stationnent depuis quelque temps à l'entrée du métro y changent quelque chose. Absolument toutes les personnes qui vivent dans un périmètre de 100 mètres autour du métro se sont fait agresser l'année dernière. Amis, famille, voisins, ou moi-même, ont fait l'objet d'une agression: tentative de vol de portable, de vélo, de sac à main. Il y a un sentiment d'abandon... les rues sont dégueulasses, les vendeurs de cigarettes sont agressifs, le carrefour en lui-même est une insulte à l'urbanisme et ses habitants.»

La présence policière apaise pourtant certains dans le quartier. Derrière son bar, un employé du «Capucin», situé juste à côté de l'entrée du métro, se félicite d'un changement positif ces derniers temps: «La police est là depuis deux mois et ça va mieux. En général, ils restent jusqu'à minuit, à l'heure où on ferme. Avant, il y avait beaucoup de vols à l'arraché, de bagarres, de gens menacés, mais leur présence a amélioré la situation.»

C'est également l'avis d'Ismaël. Embauché il y a huit mois dans une station essence située entre les métros La Chapelle et Stalingrad, il loue la présence de policiers en civils qui patrouillent régulièrement dans le quartier et qui permettent qu'il ne devienne pas «invivable».

«L'autre jour, un client s'est fait arracher son téléphone juste à côté de la pompe. Le voleur a fait 50 mètres avant d'être arrêté par la police.»

Reste que l'insécurité est une réalité pour beaucoup. Séverine, 24 ans, habitante du quartier de Stalingrad rentrait un soir avec son copain. Un homme «visiblement défoncé» vient demander une cigarette à son conjoint. Le début d'un presque drame: «Mon copain ne fume pas. Il lui a donc signifié et là le type a commencé à s'agiter et l'a frappé au visage. Je n'ai jamais eu aussi

peur. Il l'insultait, mais on ne comprenait pas ce qu'il disait. Il était dans un état second. Heureusement, une bande de jeunes est intervenue et a fait partir l'agresseur. Nous n'avons pas porté plainte. Cela ne sert à rien. Il y en a tellement dans le quartier. Je ne sais même pas si ce type était Français.

Personne ne l'aurait retrouvé.»

«On a affaire à des infractions qui vont des petits larcins comme les vols de vélo ou de portables à des cambriolages et parfois cela va jusqu'à l'agression physique, le viol ou le meurtre, souvent tard la nuit ou tôt le matin», explique Axel Ronde.

Le 7 août, France Bleu relatait qu'un cambrioleur avait été interpellé quai de Loire dans le XIXe arrondissement de Paris. Alerté par des cris, un voisin avait appelé la police. À l'arrivée des forces de l'ordre dans l'appartement, l'agresseur était pantalon baissé et tentait de violer sa victime.

«C'est devenu banal de voir les Autolib se faire détruire la nuit, de voir des gens le visage en sang en pleine après-midi, d'assister à des bagarres géantes: oui géantes, parce que si quelqu'un dans le quartier se fait agresser, c'est toute la communauté indienne ou tamoule qui sort dans la rue défendre l'agressé. C'est très impressionnant. Cette solidarité me rassure plus que les flics qui restent plantés devant le square qui abrite les camés du quartier. Mais elle m'effraie aussi parce que, pour en arriver à une telle organisation massive d'autodéfense, c'est que le quartier doit être délaissé depuis bien des années», s'indigne Ava.

Bagarres entre «crackers» et migrants

Du côté de Stalingrad et Jaurès, qui concentrent une grande partie des «crackers» ou fumeurs de crack, les commerçants vivent des moments difficiles. Pauline, jeune serveuse du Grand Marché Stalingrad de la Rotonde parle de clients harcelés et apeurés: «Les "crackers" viennent en terrasse demander des cigarettes, de l'argent ou du feu aux clients. On a eu des vols dans le restaurant. Honnêtement cela devient compliqué.» Peter*, journaliste sportif habitué de l'établissement, décrit une scène qui l'a récemment marqué, alors qu'il se trouvait en terrasse avec des amis:

«Un soir, il devait être aux alentours de minuit, j'ai vu une femme visiblement droguée avoir une altercation avec les membres de la sécurité. Elle les a menacés et est revenue quelques minutes plus tard armée d'une chaîne qu'elle faisait tourner en l'air. Heureusement une de ses amies est intervenue pour calmer la situation. Je n'irai pas jusqu'à dire que le quartier est devenue une "no go zone", mais il est clair que cet été la situation n'est pas allée en s'arrangeant. Aujourd'hui, dans ces quartiers, si l'on vous demande du feu, c'est plus pour allumer une pipe à crack qu'une cigarette.»

Plusieurs commerçants se plaignent d'avoir de moins en moins de clients dans le nord-est de Paris. À proximité de la gare du Nord, où une salle de shoot a été ouverte il y a deux ans, certains se disent près de mettre la clef sous la porte. Interrogé par nos confrères du Figaro, un restaurateur du quartier n'en peut plus: «Entre 2012 et 2016, mon chiffre d'affaires a augmenté de 300%. Entre 2016 et 2018, il a diminué de 40%», explique-t-il. Avant d'enchaîner: «Nous étions cinq employés et nous ne sommes plus que trois. Je ne me verse plus de salaire depuis deux ans.» D'après lui, «des mecs défoncés entrent parfois dans le restaurant pour demander des clopes» et il assure que de nombreuses bagarres ont lieu quotidiennement: «Beaucoup de clients nous disent qu'ils ne reviendront plus dans notre restaurant à cause de l'insécurité.»

C'est en substance ce que nous ont confié deux employés du Mac Donald de la rue Secrétan à proximité de Stalingrad:

«Au début du mandat de François Hollande, la situation s'était calmée. Depuis cela va en s'empirant et dernièrement on voit plus de drogués, de bagarres et de violences qu'à l'accoutumée dans le secteur.»

Car le crack, ou cocaïne-base, est une drogue qui peut rendre très violent. Si son prix, d'environ six euros le caillou, est si bas, c'est que la drogue est de très mauvaise qualité. «Par ailleurs, dans les heures qui suivent la prise de cocaïne, peuvent apparaître des troubles délirants sous la forme d'épisodes psychotiques avec hallucinations auditives, visuelles et sensorielles. Cette paranoïa induite par la cocaïne peut être accompagnée d'un syndrome de recherche compulsive du produit, plus particulièrement chez les usagers de crack», note sur son site l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT).

«Le crack est une est pires drogues du monde. Elle est de très mauvaise qualité et a un impact terrible sur le corps et le cerveau de ces personnes qui ne se rendent même plus compte de ce qu'elles font», note Axel Ronde.

C'est précisément le caractère imprévisible des fumeurs de crack qui effraie Pauline et son collègue Jérémy. Ce dernier a reçu un coup de poing d'un «cracker» après lui avoir refusé une cigarette un soir en rentrant du travail. «Les camés au crack peuvent faire très peur, ils sont dans un état second. En plus, ils ont parfois des seringues, etc. Tu te dis "si je tombe sur un fou il va m'attaquer avec"», lance Pauline.

Alors elle s'adapte. Comme de nombreux riverains et travailleurs du Nord-est parisien. En cette chaude fin d'après-midi de septembre, elle porte une jupe longue qui recouvre l'intégralité de ses jambes. Un choix qui n'en n'est pas vraiment un. «J'ai mis

une jupe longue au lieu d'une courte parce que je sais que je termine tard ce soir et que je vais devoir traverser la place. Je ne veux pas céder à la peur alors je rentre en métro, mais je prie pour que rien ne m'arrive», explique-t-elle.

«Par réflexe, quand je sors du métro, je garde toujours mon portable dans une poche intérieure et je choisis mes vêtements en fonction. Je garde aussi ma clé dans la main pour ne pas avoir à chercher dans mon sac dans la cage d'escalier, au risque de tomber sur des gamins défoncés qui m'agressent, comme c'est arrivé à la voisine», raconte Ava.

Certains refusent totalement de céder à la peur. Et jugent même que la situation n'est pas si dramatique. C'est le cas de Marie. Cette jeune fille de 25 ans vit en face du canal de l'Ourcq à proximité de Stalingrad. Elle ne constate pas de dégradation au niveau sécuritaire dans le quartier:

«Je n'ai pas l'impression que le quartier soit moins sûr qu'avant et ça fait deux ans que j'y habite. Je n'ai jamais eu le moindre souci, alors que je suis une nana et que je rentre tard pratiquement tous les soirs, car je travaille en décalé. Il y a en effet beaucoup de mecs qui traînent dans la rue, ce n'est pas toujours très rassurant. Mais il y'a une distinction à faire entre les migrants et drogués. Ces derniers peuvent effectivement poser problème.»

De fait, le nord-est de Paris abrite de nombreux individus issus de la récente crise migratoire qui frappe l'Europe. Les démantèlements de camps qui ont eu lieu avant l'été dans la capitale en ont jeté de nombreux dans les rues de Paris et de sa zone nord-est. Et la cohabitation avec les «crackers» ne se passe pas toujours très bien.

«Il y a deux types de populations qui squattent la Rotonde: les camés et les migrants. Parfois, ils se battent entre eux. C'est terrible, parce que certains migrants essaient d'apprendre le français avec des associations et ils se font attaquer par les fumeurs de crack. Puis des migrants tombent malheureusement dans la came. C'est un cercle vicieux», raconte Pauline.

Fumeurs de crack, migrants, insécurité, commerces en difficulté, mineurs isolés, etc. Le tableau est sombre. Mais quelles solutions mettre en place? Plusieurs associations de quartier et de commerçants demandent plus de policiers.

«Cela tombe bien, nous aussi! Malheureusement, c'est l'inverse qui se passe depuis plusieurs années, avec des diminutions d'effectifs dans Paris intra-muros. Cela devient véritablement problématique. Maintenant, on nous parle de fusions des mairies d'arrondissements donc de fusions de commissariats. Au final, nous avons de moins en moins de policiers», déplore Axel Ronde.

Le projet du gouvernement de fermer certains commissariats parisiens afin de mutualiser les effectifs de la police nationale fait grincer des dents. «Ce n'est que le début d'une grande marche en avant. On sait très bien qu'ils vont vouloir à terme fusionner des arrondissements dans Paris [...] et fusionner des commissariats de plain-pied; ils vont fusionner les brigades anticriminalité [...] c'est un service régalien, ce n'est pas mercantile», s'est notamment désolé Eddy Sid, porte-parole du syndicat Unité SGPpolicie au micro de RT France.

Ouvrir d'autres SCMR dans Paris? Projet hasardeux: voir les nuisances créées par celle de #Paris10 dans le voisinage=afflux de deal & consommation de rue, baisse du chiffre d'affaires des commerces, quotidien dégradé des riverains.Ces salles sont incompatibles avec du voisinage. <https://t.co/ccmZNYaq35>

— Riverains Lariboisière Gare du Nord (@LariboisiereGDN) 26 septembre 2018

Nous avons souhaité connaître la position des maires des XIXe et Xe arrondissements. Mais leurs services n'avaient toujours pas répondu à nos sollicitations au moment de la publication de cet article. Du côté de l'Hôtel de Ville de Paris, on semble vouloir continuer sur la voie de la salle de shoot. Mais cette fois, dédiée aux fumeurs de crack. En août dernier, Anne Souyris, l'adjointe à la Santé (EELV) à la mairie de Paris a émis l'idée de mettre en place des bus itinérants pour les «crackers». Une trouvaille qui ne plaît pas à Axel Ronde:

«C'est bien beau de vouloir autoriser ces personnes à se droguer, mais cela crée de l'insécurité. Je pense que le problème numéro un du Nord-est parisien est la consommation de crack. Il faut une véritable politique de santé publique afin d'aider ces gens à sortir de cette addiction et à les responsabiliser. C'est de là que tout part. Je ne suis pas sûr que les laisser continuer à consommer soit une bonne solution. Il faut également mettre en place une protection de ces mineurs isolés afin de ne pas les laisser livrés à eux-mêmes dans la rue.» sputniknews.com 28.09.2018

Il y a déjà cela environ une vingtaine d'années, le fils de mon oncle Dédé qui habitait à Stalingrad est mort d'une overdose. Dédé produisait autrefois un numéro de perruches qui passait le jeudi à la télé dans la Piste aux étoiles. C'était un type qui respirait la joie de vivre, d'une gentillesse et d'une patience extraordinaire avec les animaux. Pauvre car ayant peu de cachets, devenu vieux il deviendra chauffeur de taxi et terminera sa vie dans la misère torturé par la mort de son fils unique.

Je ne l'ai rencontré qu'une dizaine de fois dans ma vie peut-être, mais je ne l'ai jamais oublié, je suis comme cela aussi. Il était bon

et doux, cela me changeait de mes parents toujours de mauvaise humeur et qui passaient leur temps à me taper dessus pour un rien... Dédé était un poète à sa façon, chez lui un énorme perroquet nous accueillait...

Argentine. Villa Zavaleta, bidonville de Buenos Aires, s'enfonce un peu plus dans la misère - AFP 29.09

A Villa Zavaleta, un bidonville de Buenos Aires ravagé par la drogue, les 1.200 familles avaient déjà du mal à joindre les deux bouts, mais la crise économique de ces derniers mois les a mises à genoux.

Dans les ruelles étroites qui serpentent entre les maisons de briques aux toitures précaires, le sol est jonché de détritiques et d'excréments. Un chien ronge une mâchoire de vache, une jeune femme droguée titube.

"Beaucoup de gens ont perdu leur travail, ici on vit avec pas grand-chose, de la solidarité et des petits boulots", explique Alejandra Diaz, responsable à Villa Zavaleta de l'ONG La Poderosa, très active dans les zones défavorisées de la capitale argentine.

La pauvreté frappe 90% de la population du bidonville et seuls 10% des habitants ont un emploi déclaré, souvent dans le ramassage des ordures. Des postes prisés, tant l'accès à l'emploi est difficile.

Le "Comedor de Nelly", sur l'avenue Iriarte, est un lieu de réconfort. Nelly Vargas, 60 ans, y sert plus de 300 repas gratuits par jour, avec le sourire et toujours un mot tendre en distribuant ce qu'elle a cuisiné, avec 16 bénévoles.

"J'ai de plus en plus de monde depuis quelques mois, les prix augmentent tellement vite que les gens ont du mal à s'acheter des aliments de base comme du lait, des pâtes ou du sucre", s'alarme-t-elle, en référence à l'inflation qui va dépasser les 40% en 2018.

"Certains jours, je n'en ai pas assez pour que tous puissent manger", dit-elle en sanglots.

- "Violence économique" -

"Elle fait beaucoup pour le quartier, souligne Alejandra Diaz, elle donne une douche aux enfants un peu (délaissés) par leurs parents drogués, elle leur procure des habits, elle a un coeur énorme".

"Vivre dans un bidonville, c'est très dur, c'est violent, tu dois endurer la violence économique, la violence policière, la violence politique. On vit en auto-gestion car l'Etat est absent", témoigne Fidel Ruiz, 23 ans, qui a de plus en plus de mal à trouver des petits boulots.

La semaine dernière, des policiers ont été condamnés pour avoir torturé des jeunes du quartier.

"Je ne vends plus grand-chose. Seulement des produits de première nécessité. Les gens n'ont pas un peso", constate Amelia Corbalan, qui tient une micro-épicerie de 2 m2 dans sa maison de la rue Ernesto Che Guevara, au coeur du bidonville.

Cette femme de 42 ans a recueilli deux voisins, des adolescents de 15 ans, afin qu'ils ne sombrent pas dans la drogue et la délinquance.

Sans eau courante ni système efficace d'évacuation des eaux usées, les habitants se retrouvent les pieds dans l'eau à chaque fois qu'il pleut. Tous les toits sont équipés de citernes de stockage, seule solution pour avoir de l'eau tous les jours.

- "Plus pauvres qu'avant" -

Lola Carrera, 46 ans, confectionne des broderies qu'elle essaie de vendre. Elle vit dans un logement précaire avec son frère et son fils de 23 ans. Elle met environ 4.000 pesos (90 euros) par mois dans le pot commun, chacun participe selon ses moyens.

"Nous sommes plus pauvres qu'avant, raconte-t-elle. Je ne peux plus acheter de yaourts, que le docteur me conseillait de manger, ni de beurre. Trop cher". Elle aimerait aussi réparer la toiture de sa maison, car les infiltrations se multiplient.

Avec l'aide de La Poderosa, son fils et d'autres jeunes recyclent des palettes en meubles.

La délinquance liée au trafic de drogue est omniprésente. Les trafiquants règlent leurs comptes dans les ruelles. Un jour de 2013, une balle perdue a tué Kevin Benega, 9 ans.

"On continue de lutter pour un logement digne, une vie meilleure, mais on en est loin. Je ne sais pas si on peut attendre un

avenir meilleur, on l'espère", dit Roxana Benega, la mère de Kevin.

"En quelques mois, la bonbonne de gaz est passée de 95 à 270 pesos. Comment voulez-vous qu'on s'en sorte?", demande-t-elle. AFP 29.09

Fabrique du consentement ou comment tester leur pouvoir de nuisance et de contrôle de la population

36 ans plus tard... l'heure a sonné !

- Le juge Kavanaugh et son accusatrice, chacun sa vérité devant l'Amérique - AFP 28 septembre 2018

Christine Blasey Ford est sûre "à 100%" d'avoir été agressée dans sa jeunesse par le juge Brett Kavanaugh. (Et Brett Kavanaugh est sûr "à 100%" de ne pas avoir été agressé cette femme dans sa jeunesse, c'est ce qui figure à la Une du New York Times - LVOG)

Christine Blasey Ford, une universitaire de 51 ans, fut la première à remonter le temps pour décrire une soirée de l'été 1982 qui, a-t-elle dit, a "radicalement" changé sa vie. (Faux, elle ne se souvenait pas exactement de l'année. - LVOG)

Elle n'avait que 15 ans quand elle s'est retrouvée à une soirée improvisée entre lycéens, dans la banlieue de Washington. Alors qu'elle allait aux toilettes, Brett Kavanaugh et son ami Mark Judge, "totalement ivres" l'ont isolée dans une chambre, a-t-elle raconté aux sénateurs avec une émotion difficilement contenue.

Après l'avoir poussée sur un lit, le futur juge se serait jeté sur elle, tentant de la déshabiller tout en la touchant partout sur le corps. "Je croyais qu'il allait me violer", a-t-elle assuré. (Elle "croyait", ailleurs elle dira qu'elle croyait qu'il voulait la tuer, cela figure dans le Washington Post qui a pris son parti naturellement, à lire plus loin. - LVOG)

Questionnée sur la possibilité qu'elle puisse se tromper d'agresseur, l'universitaire s'est dite "absolument" sûre qu'il s'agissait bien de Brett Kavanaugh. "A 100%". (Ce qui est sûr, c'est que personne ne l'a violée. - LVOG)

"Je n'ai jamais agressé sexuellement quiconque, ni au lycée, ni à l'université", a rétorqué Brett Kavanaugh, réfutant point par point les accusations de Mme Blasey Ford et soulignant les imprécisions de son témoignage.

Visiblement très en colère, parfois submergé par l'émotion, il a estimé que son processus de confirmation était devenu "une honte nationale". "Ma famille et ma réputation ont été détruites à jamais", a-t-il affirmé.

Dénonçant un "coup monté", il a assuré qu'il ne céderait pas aux appels à se retirer. "Vous me vaincrez peut-être lors du vote final, mais vous ne me ferez jamais jeter l'éponge. Jamais"...

Les sénateurs démocrates, qui ont tous loué le "courage" de Mme Blasey Ford, ont passé le juge au gril de leurs questions, sur son amitié avec Mark Judge ou sa consommation d'alcool notamment.

Certes, "j'ai probablement bu trop de bière à l'occasion", a-t-il concédé, mais "je n'ai jamais eu de trou noir". AFP 28 septembre 2018

Epilogue deux jours plus tard.

Jugeant le témoignage de Christine Blasey Ford "puissant" mais la réponse de Kavanaugh "convaincante", les onze élus républicains de la commission, majoritaires face aux dix démocrates, ont confirmé vendredi la nomination du juge. Reuters 30 septembre 2018

Grille de lecture.

Il se peut qu'elle a réellement vécue l'expérience qu'elle décrit, à ceci près qu'elle est manifestement montée en épingle pour nuire à Trump.

On retrouve une fois de plus les mêmes protagonistes, dont le parti démocrate, le FBI, le Washington Post, le New York Times et bien d'autres qui veulent la peau de Trump. Le plus troublant, c'est un euphémisme, c'est que cette affaire sort au moment même où Trump doit nommer un juge à la Cour suprême et que les démocrates s'y opposent farouchement.

Quant aux faits rapportés ou présumés, je dirais qu'ils étaient assez banals 36 ans en arrière.

Un adolescent éméché essaie apparemment d'avoir un rapport sexuel avec une adolescente peut-être aussi éméchée que lui, ou

tout du moins il la pelote, il essaie de la déshabiller sans que cela aille plus loin puisqu'elle réussit à s'enfuir, donc pas de quoi casser une patte à un canard.

Si je n'ai jamais eu ce comportement, je me souviens très bien que ce n'était pas le cas de mes petits camarades ou de leurs copines qui tournaient, qui sortaient avec les uns puis avec les autres ou plusieurs en même temps, certaines tombèrent dans des traquenards sans que jamais se produise le moindre viol je précise. A moins de faire preuve d'une extrême violence ou de tomber sur une femme particulièrement faible, il est impossible d'abuser d'une femme, ou alors il faut la faire boire ou la droguer.

D'ailleurs, cette femme qui 36 ans plus tard prétend toujours être traumatisée par cette expérience, est devenue entre temps professeure de psychologie, elle s'est mariée et elle a eu deux enfants, franchement il y a pire comme vie professionnel et sentimentale brisée. Qu'elle soit détraquée mentalement, cela n'a rien d'étonnant aux Etats-Unis, surtout chez les classes supérieures.

Il semblerait que ce soit une toute autre expérience qui l'ait fragilisée psychologiquement, le mot est faible, on devrait plutôt dire déséquilibrée, car après avoir étudié pendant des années toutes sortes de névroses et psychoses, en 2016 elle se consacra à l'étude des impacts des différents comportements sexuels, y compris les viols d'enfants, que cela ait affecté son état mental est possible. Je me souviens d'un militant de l'OCI de Gennevilliers à la fin des années 70, qui était infirmier psychiatrique et qui en était arrivé à se prendre parfois pour dieu !

Ce qu'il faut savoir aussi, c'est qu'elle a produit plusieurs versions, et elle ne se souvenait ni comment elle avait atterri dans la maison où auraient eu lieu les faits qu'elle rapportait, ni même de quelle maison il s'agissait. Elle ne se souvenait plus non plus de la date ou de l'année, apparemment cela lui est revenu après avoir été pris en charge par le FBI.

Il faut noter également qu'elle a travaillé comme psychologue au service de recherche du Département de psychologie de l'Université Stanford, connu pour servir de laboratoire ou pour collaborer aux expériences secrètes de la CIA en matière de manipulations et de tortures psychologiques.

Et pour finir, elle a suivi récemment un traitement psychiatrique et elle est engagée dans le parti démocrate.

En conclusion, il y a tout lieu de penser qu'elle fait l'objet d'une manipulation de la part des ennemis de Trump et que cette affaire a été montée de toutes pièces avec le concours du FBI que Trump a décidé de mettre au pas.

On retiendra également, que tous ceux qui se sont érigés en inquisiteurs du juge Kavanaugh et qui ont décrété d'emblée qu'il était coupable des faits qui lui étaient imputés, à aucun moment ils n'ont tenu compte de la présomption d'innocence, alors qu'il n'existe absolument aucune preuve matérielle ou témoignage qui corroboreraient les accusations portées contre lui.

Washingtonpost.com - Speaking publicly for the first time, Ford said that one summer in the early 1980s, Kavanaugh and a friend — both “stumbling drunk,” Ford alleges — corralled her into a bedroom during a gathering of teenagers at a house in Montgomery County.

S'exprimant publiquement pour la première fois, Ford a déclaré qu'un été au début des années 1980, Kavanaugh et un ami - tous deux «saouls», affirme Ford - l'ont emmenée dans une chambre lors d'un rassemblement d'adolescents dans le comté de Montgomery.

- While his friend watched, she said, Kavanaugh pinned her to a bed on her back and groped her over her clothes, grinding his body against hers and clumsily attempting to pull off her one-piece bathing suit and the clothing she wore over it. When she tried to scream, she said, he put his hand over her mouth.

“I thought he might inadvertently kill me,” said Ford, now a 51-year-old research psychologist in northern California. “He was trying to attack me and remove my clothing.”

Ford said she was able to escape when Kavanaugh’s friend and classmate at Georgetown Preparatory School, Mark Judge, jumped on top of them, sending all three tumbling. She said she ran from the room, briefly locked herself in a bathroom and then fled the house.

- Pendant que son ami le regardait, dit-elle, Kavanaugh la plaqua contre son lit et la pelotait par-dessus ses vêtements, frottant son corps contre le sien et essayant maladroitement de retirer son maillot de bain une pièce et les vêtements qu'elle portait. Quand elle a essayé de crier, il a mis sa main sur sa bouche.

"Je pensais qu'il pourrait me tuer par inadvertance", a déclaré Ford, maintenant un psychologue de recherche âgé de 51 ans dans le nord de la Californie. "Il essayait de m'attaquer et de retirer mes vêtements."

Ford a dit qu'elle avait été capable de s'échapper lorsque l'ami et camarade de classe de Kavanaugh à l'École préparatoire de Georgetown, Mark Judge, a sauté sur eux, entraînant tous les trois dans leur chute. Elle a dit qu'elle s'était enfuie de la pièce, s'était enfermée brièvement dans une salle de bain et s'était enfuie de la maison.

- Ford said she told no one of the incident in any detail until 2012, when she was in couples therapy with her husband. The therapist's notes, portions of which were provided by Ford and reviewed by The Washington Post, do not mention Kavanaugh's name but say she reported that she was attacked by students "from an elitist boys' school" who went on to become "highly respected and high-ranking members of society in Washington." The notes say four boys were involved, a discrepancy Ford says was an error on the therapist's part. Ford said there were four boys at the party but only two in the room.

Notes from an individual therapy session the following year, when she was being treated for what she says have been long-term effects of the incident, show Ford described a "rape attempt" in her late teens.

- Ford a déclaré qu'elle n'avait parlé à personne de l'incident en détail jusqu'en 2012, alors qu'elle était en couple avec son mari. Les notes du thérapeute, dont certaines parties ont été fournies par Ford et examinées par le Washington Post, ne mentionnent pas le nom de Kavanaugh, mais précisent qu'elle a été attaquée par des élèves «d'une école de garçons élitistes» membres de haut rang de la société à Washington. » Les notes indiquent que quatre garçons étaient impliqués, une divergence que Ford dit être une erreur de la part du thérapeute. Ford a dit qu'il y avait quatre garçons à la fête mais seulement deux dans la salle.

Notes tirées d'une séance de thérapie individuelle l'année suivante, alors qu'elle était soignée pour ce qu'elle considère être les effets à long terme de l'incident, montrent que Ford a décrit une «tentative de viol» à la fin de son adolescence.

- She contacted The Post through a tip line in early July, when it had become clear that Kavanaugh was on the shortlist of possible nominees to replace retiring justice Anthony M. Kennedy but before Trump announced his name publicly. A registered Democrat who has made small contributions to political organizations, she contacted her congresswoman, Democrat Anna G. Eshoo, around the same time. In late July, she sent a letter via Eshoo's office to Sen. Dianne Feinstein of California, the ranking Democrat on the Judiciary Committee.

In the letter, which was read to The Post, Ford described the incident and said she expected her story to be kept confidential. She signed the letter as Christine Blasey, the name she uses professionally.

Though Ford had contacted The Post, she declined to speak on the record for weeks as she grappled with concerns about what going public would mean for her and her family — and what she said was her duty as a citizen to tell the story.

- Au début du mois de juillet, elle a contacté The Post via une ligne téléphonique, alors qu'il était devenu clair que Kavanaugh était sur la liste des candidats possibles pour remplacer le juge sortant Anthony M. Kennedy, mais avant que Trump n'ait annoncé son nom publiquement. Démocrate enregistrée ayant apporté de petites contributions à des organisations politiques, elle a contacté sa députée, la démocrate Anna G. Eshoo, à peu près à la même époque. À la fin du mois de juillet, elle a envoyé une lettre via le bureau d'Eshoo à la sénatrice Dianne Feinstein de Californie, membre du Comité des démocrates pour le pouvoir judiciaire.

Dans la lettre qui a été lue au Post, Ford a décrit l'incident et a déclaré qu'elle s'attendait à ce que son histoire reste confidentielle. Elle a signé la lettre comme Christine Blasey, le nom qu'elle utilise de manière professionnelle.

Bien que Ford ait contacté The Post, elle a refusé de prendre la parole pendant des semaines alors qu'elle s'inquiétait de ce que cela signifierait pour elle et sa famille.

LVOG - Et le principal témoin présumé, que dit-il ?

- Reached by email Sunday, Judge declined to comment. In an interview Friday with The Weekly Standard, before Ford's name was known, he denied that any such incident occurred. "It's just absolutely nuts. I never saw Brett act that way," Judge said. He told the New York Times that Kavanaugh was a "brilliant student" who loved sports and was not "into anything crazy or illegal." Washingtonpost.com September 16

Joint par email dimanche, Judge a refusé de commenter. Dans une interview vendredi au The Weekly Standard, avant que le nom de Ford ne soit connu, il a nié qu'un tel incident s'était produit. «C'est juste absolument fou. Je n'ai jamais vu Brett agir de cette façon », a déclaré le juge. Il a déclaré au New York Times que Kavanaugh était un «étudiant brillant» qui aimait le sport et n'était «pas complètement fou ou illégal». Washingtonpost.com September 16

https://www.washingtonpost.com/investigations/california-professor-writer-of-confidential-brett-kavanaugh-letter-speaks-out-about-her-allegation-of-sexual-assault/2018/09/16/46982194-b846-11e8-94eb-3bd52dfe917b_story.html?noredirect=on&utm_term=.28772994566f

- Ford is a registered Democrat. In 2017 she participated in a local Women's March protesting Trump and attended a March For Science in San Francisco to protest Trump administration cuts to research. According to the Federal Election Commission, she has made campaign contributions totaling \$80.50, which included donations to the Democratic National Committee and Friends of Bernie Sanders.

Ford est une adhérente du parti démocrate. En 2017, elle a participé à une marche locale des femmes pour protester contre Trump et a participé à une marche pour la science à San Francisco pour protester contre les compressions de l'administration Trump dans la recherche. Selon la Commission électorale fédérale, elle a versé des contributions à la campagne totalisant 80,50 dollars, y compris des dons au Comité national démocratique et aux Amis de Bernie Sanders. Wikipédia.org.

38 ans plus tard, qui dit mieux !

- Une accusatrice de Kavanaugh contactée par le FBI - Reuters 30 septembre 2018

L'avocat de Deborah Ramirez, l'une des femmes qui accuse le juge Brett Kavanaugh d'agression ou d'inconduite sexuelle, a déclaré samedi que le FBI avait pris contact avec sa cliente, ce qui signifie que les enquêteurs de la police fédérale américaine ont élargi leurs investigations au-delà des seules accusations de Christine Blasey Ford.

Deborah Ramirez accuse Brett Kavanaugh d'avoir exhibé son sexe devant elle lors d'une soirée universitaire, lorsqu'ils étaient tous deux étudiants à la faculté de droit de Yale dans les années 1980. Kavanaugh qualifie l'accusation de "complètement fausse". Reuters 30 septembre 2018

En complément. Comment ils s'emploient méthodiquement à rendre dingues les Américains.

- Sur les écrans des avions, ceux des bars ou des téléphones, chez eux, au bureau ou dans le métro, des dizaines de millions d'Américains, happés par le spectacle, ont écouté les questions et les réponses, tenté aussi, sans grand succès, d'y voir plus clair dans cette séance de «parole contre parole». Les chiffres des audiences apporteront rapidement une idée plus précise de la foule branchée en direct.

Signe supplémentaire de la dimension historique de cet événement, le New York Times y a consacré vendredi, fait rarissime, l'entièreté de sa une.

Brett Kavanaugh a martelé son innocence et dénoncé «une attaque politique calculée et orchestrée» par les démocrates pour l'empêcher de siéger au sein de la plus haute instance judiciaire des Etats-Unis. Libération 28 septembre 2018

Cependant, on lisant les commentaires publiés à la suite d'un article du Washington Post, je me suis aperçu que l'immense majorité des Américains n'étaient pas dupes de leur grossière machination.

[France. Comme quoi leurs provocations, leur propagande et leurs manipulations des consciences fonctionnent à merveille.](#)

Comment à l'aide d'une expression, un sous-entendu, un silence, un sourire, un regard, ils instrumentalisent le racisme et l'extrême droite au profit de Macron et LREM

- «La zemmourisation de la France est en marche»: un lycée au cœur d'une polémique raciste - Sputnik 30 Septembre 2018

Quand Zemmour a balancé sa provocation à la face de Hapsatou Sy dans l'émission d'Ardisson, il savait pertinemment ce qu'il faisait dans le contexte actuel, marqué par une chasse hystérique aux préjugés en tout genre qui alimente le communautarisme (et l'extrême droite) dont cette misérable créature dévorée par l'ambition est le produit ou la porte-parole.

Incarnant la France catholique profonde de droite, donc réactionnaire, qui s'est employée à inculquer aux masses les préjugés qui avaient déjà cours sous l'Ancien Régime, il était bien trop intelligent pour ne pas savoir que l'usage qui pouvait en être fait n'était pas sans risques, et que dans le contexte actuel cela pourrait prendre la fâcheuse tournure incontrôlable d'un lynchage public pour celui ou ceux qui s'y aviseraient.

Il a semble-t-il sous-estimé que l'arrivée au pouvoir de Macron correspondait à l'avènement d'un régime totalitaire, qui ne supporterait aucune faille idéologique et pourchasserait tous ceux qui s'aviseraient d'en dévier ou d'y porter atteinte, y compris en recourant à la dérision ou à l'humour qui peut être une arme redoutable pour révéler des intentions inavouables, qui en aucun cas ne doivent parvenir à la connaissance de la population, sous peine que d'autres s'y infiltrent et y portent gravement atteinte, car même le scepticisme, le doute, la moindre hésitation quant à la valeur suprême de cette idéologie doivent être absolument bannis, et toute critique doit être systématiquement étouffée, leurs auteurs discrédités par tous les moyens, y compris ou

de préférence par les plus scélérats de sorte qu'ils ne puissent pas répondre aux accusations qu'on porte contre eux.

Zemmour se voit logiquement sanctionner, parce qu'il a commis l'erreur par sa repartie d'enclencher ce mécanisme infernal qui broie même les intellectuels les plus habiles, au lieu de demeurer sur le terrain politique où il aurait pu facilement démontrer la crasse ignorance de cette ignoble créature.

C'est sans doute sa supériorité ou son arrogance qui lui ont joué un sale tour, parce qu'il n'a pas compris que même l'être le plus insignifiant ou médiocre qui soit recèle un pouvoir immense ou peut renverser des montagnes, dès lors qu'il est soutenu par tout un régime.

Ce qu'on pourrait reprocher à Zemmour, c'est d'avoir permis de le démontrer et d'inciter une multitude de gens aussi médiocres que Hapsatou Sy de l'imiter, et ce n'est pas un hasard si la totalité des médias se sont emparés de cette polémique à l'adresse des écervelés ou des cons qui osent tout qui sont ainsi appelés à redoubler d'audace pour nous montrer de quoi ils sont capables, c'est ainsi que la société s'enfoncé un peu plus chaque jour dans la médiocrité pour le bonheur de l'oligarchie qui détient le pouvoir ou tire les ficelles, car il faut bien que cela serve à quelqu'un, n'est-ce pas ?

Ne vous méprenez pas, le sort de Zemmour nous est indifférent, tout comme celui de cette pouffiasse (Le Grand Robert précise que ce terme est "sans péjoration de nature sexuelle", ouf me voilà sauvé!).

Ils ont également réussi à avoir la peau du "roi des forains", Marcel Campion, en usant du même procédé. Pourquoi ?

- Paris: un marché de Noël sans Marcel Campion - AFP 27.09

Marcel Campion ferme la boutique. Après le tollé suscité par ses propos homophobes, il a annoncé jeudi son retrait du marché de Noël et la fin de ses activités foraines, sans pour autant dire son dernier mot. (L'AFP n'a pas rappelé qu'il était un grand ami de Bertrand Delanoé et d'autres personnalités homosexuelles, pour éviter que l'accusation d'homophobie tombe en miettes ou que les véritables raisons de cette cabale remontent à la surface. - LVOG)

"J'en ai un peu assez depuis trois ans de tout ce qu'il se passe autour de moi", a déclaré à RTL, le roi des forains. "Je considère qu'avec toutes ces agressions, ces attaques, c'est nuisible tout ça pour le métier que je représente, et quelque part il faut que je fasse très attention."

Depuis des mois, la guerre est ouverte entre le "roi des forains" et Anne Hidalgo, qui a décidé en 2017 de lui retirer l'autorisation d'installer un marché de Noël sur les Champs-Élysées. La mairie lui reprochait de ne pas vendre des produits artisanaux de la région, mais provenant de Chine, et ce, à un prix excessif.

Actions judiciaires, communication à tout crin et détermination d'acier... Après être allé sur divers terrains, c'est à la bataille politique que songe désormais Marcel Campion qui a annoncé cet été son intention de se présenter aux municipales en 2020, à Paris. AFP 27.09

L'annonce de trop de toute évidence pour la mairie de Paris ou le PS et LREM.

Parole d'Internaute.

1- "- le tour de Paris est infect

- c'est sale
- c'est dangereux la nuit "même le jour aux feux" - avec ceux qui vous cassent les vitres pour vous piquer les sacs
- de partout des mendiants
- de partout des gens qui vous emmerdent aux feux rouges
- des cabanes de migrants tout autour du périphérique
- certains quartiers puent quand vous entrez
- vous voyez des rats de partout - même en plein jour, ils viennent à vos pieds"

LVOG - C'est devenu cela Paris où je suis né et où j'ai vécu jusqu'à l'âge de 13 ans, il y a donc 50 ans en arrière ?

En voilà un argument choc qui colle avec ma théorie ou mon discours.

2- "Revoir le consumérisme c'est bien mais ce que nous consommons est dicté par ce que nous produisons. Or le "nous" qui produit, ce n'est pas nous, c'est ceux qui détiennent les moyens de production et de distribution. Ceux qui contrôlent la création de monnaie; ceux qui grâce à cette position dominante ont une position hégémonique dans les sociétés et nous dictent largement

nos pensées, notre culture, notre style de vie. Ceux-là sont le capitalisme."

LVOG - J'ai félicité l'auteur de ce commentaire dans le blog Les Crises, qui par ailleurs à citer Marx à plusieurs reprises, mais il a obtenu moins de succès que moi, alors qu'à la fin de mon commentaire je posais également la question d'en finir avec le capitalisme, mais en ayant adopté un autre discours, en somme j'ai vérifié la validité de ma théorie.

Ils osent tout

- Macron et les offres d'emploi: le Président enfonce le clou - L'Express.fr 29 septembre 2018

"Je sais comment vous vivez, c'est pour ça que je viens ici (mais) c'est facile pour personne. Je suis toujours aux côtés de ceux pour qui c'est pas facile"

"Mais je ne veux pas, parce que ce n'est pas facile, que certains tombent dans la facilité."

"Quand il y a des offres d'emploi qui existent, même si ce n'est pas exactement ce qu'on veut peut-être au début, (il faut) accepter pendant quelques mois (de) se mettre le pied à l'étrier. Et c'est important. Parce que sinon, on est dans une société qui en quelque sorte demande toujours la solution à l'autre", a jugé le chef de l'Etat. L'Express.fr 29 septembre 2018

Au début, pour "mettre le pied à l'étrier" on m'a proposé de devenir banquier, j'ai accepté sans rechigner moi, ensuite on m'a proposé de devenir ministre, j'ai encore accepté sans faire de chichis, et enfin de devenir président de la République, j'avoue que je n'avais pas le choix et je ne le regrette pas, alors faites comme moi !

Mimétisme.

- Nikki Haley, mégaphone en main lors d'une manifestation, réclame le départ de Maduro - AFP 27.09

- Venezuela: Paris soutient la démarche de six pays auprès de la CPI - Reuters 30.09

La France a apporté son soutien samedi à la démarche de cinq pays latino-américains et du Canada qui ont demandé à la Cour pénale internationale (CPI) d'enquêter sur des accusations de crimes contre l'humanité visant le gouvernement du président vénézuélien Nicolas Maduro. Reuters 30.09

- Hollande condamne la "méthode" Macron: "Moi, j'ai voulu être un président à la hauteur, mais pas hautain" - Le HuffPost

Moi je, pas hautain, il a fini dans la fosse à purain d'où il n'aurait jamais dû sortir...Le HuffPost

- Israël accuse l'Iran de cacher du matériel nucléaire à Téhéran - Reuters 27.09

Les preuves ? Non mais attendez, cette question est stupide, offensante, comment vous osez mettre en doute notre parole, du moment qu'on vous dit que l'Iran cache du matériel nucléaire, c'est qu'il existe et vous n'avez pas d'autres questions à poser, cela suffit comme preuve, cessez d'être antisémite à la fin...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Accord russo-turc: début du retrait d'un premier groupe rebelle dans le nord syrien - AFP 30 septembre 2018

Un premier groupe rebelle pro-Ankara a amorcé dimanche son retrait de la future "zone démilitarisée" dans le nord-ouest de la Syrie, en vertu de l'accord russo-turc du 17 septembre qui a permis de repousser l'imminence d'une offensive du régime sur la province d'Idleb.

"Des unités de Faylaq al-Cham se retirent depuis dimanche matin avec leurs armes lourdes, dont des chars et des canons, dans

le sud de la province d'Alep et dans la banlieue ouest de la ville" du même nom, qui sont situées "dans la zone démilitarisée" prévue par l'accord russo-turc, a indiqué à l'AFP le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), Rami Abdel Rahmane.

Le groupe, fort de "8.500 à 10.000 combattants", selon M. Abdel Rahmane, fait partie du Front national de libération (FNL), une coalition de groupes rebelles formée début août à l'instigation de la Turquie dans la province d'Idleb et des parties des provinces voisines d'Alep, de Hama et de Lattaquié toujours sous contrôle des insurgés.

"Il s'agit du deuxième groupe le plus puissant dans le nord syrien en termes d'équipements militaires et le troisième au niveau du nombre de combattants", selon le directeur de l'OSDH.

Ce début de retrait intervient au lendemain du rejet de l'accord russo-turc par Jaich al-Ezza, un groupe rebelle extérieur au FNL actif dans le nord de la province de Hama.

Conclu à Sotchi (Russie) le 17 septembre, l'accord entre Ankara et Moscou a permis d'éloigner la perspective d'une offensive militaire du régime syrien, au moins à court terme.

Il prévoit la création d'ici au 15 octobre d'une "zone démilitarisée" de 15 à 20 km de large, sous contrôle de la Russie et de la Turquie, à Idleb et ces zones environnantes, qui constituent le dernier bastion insurgé dans la Syrie en guerre. AFP 30 septembre 2018

- Onu : la Syrie appelle au retrait immédiat des forces d'occupation US, françaises et turques - Réseau Voltaire - 29 septembre 2018

Intervenant à la tribune de la 73ème session de l'Assemblée générale de l'Onu, le Vice-Premier ministre syrien, Walid Al-Moallem, a appelé au retrait immédiat des forces d'occupation états-uniennes, françaises et turques [1].

Cette déclaration intervient après l'attaque conjointe britannico-franco-israélienne et la destruction d'un avion de surveillance russe. Depuis, la Russie livre à forte cadence des matériels militaires de brouillage et de surveillance, ainsi que des batteries anti-aériennes S-300. Tandis que les États-Unis retirent leurs missiles Patriot de la région.

La présence des troupes françaises depuis le début du conflit (à l'exception des trois derniers mois du mandat du président Nicolas Sarkozy) est un secret de polichinelle. Toujours niée par les officiels et les médias français, elle est toujours constatée sur le terrain. Réseau Voltaire - 29 septembre 2018

[Palestine occupée.](#)

- Bande de Gaza : sept Palestiniens tués par des tirs de soldats israéliens - LeParisien.fr 29 septembre 2018

Sept Palestiniens, dont deux garçons de 12 et 14 ans, ont été tués vendredi par des tirs de soldats israéliens lors de manifestations et de heurts à la frontière entre Gaza et Israël. Depuis le 30 mars, des manifestations ont lieu pour réclamer la levée du blocus imposé depuis plus de dix ans par Israël à Gaza et le droit au retour des Palestiniens sur les terres dont ils ont été chassés ou qu'ils ont fuies à la création d'Israël en 1948.

Selon le ministère palestinien de la Santé, il s'agit de la journée la plus sanglante depuis le 14 mai qui avait vu la mort de plus de 60 Palestiniens lors de violences coïncidant avec l'inauguration de l'ambassade des États-Unis à Jérusalem, un motif d'indignation pour les Palestiniens.

Nasser Mossabeh, 12 ans, a été atteint d'une balle dans la tête à l'est de Khan Younès, a dit le porte-parole du ministère de la Santé à Gaza, Achraf al-Qodra. Mohammed al-Houm, 14 ans, et Iyad Al-Shaer, 18 ans, ont été tués lors d'affrontements distincts dans le centre et le nord du territoire, selon lui.

Il a fait état de la mort de quatre autres Palestiniens d'une vingtaine d'années le long de la barrière de sécurité israélienne séparant la bande de Gaza du territoire israélien.

Les sept Palestiniens « ont été tués par les tirs à balles réelles des forces israéliennes », a affirmé Achraf al-Qodra, en faisant état de plus de 200 blessés, par balle ou par inhalation de gaz lacrymogènes.

L'armée israélienne a fait état de manifestations et de heurts auxquels ont pris part selon elle plus de 20 000 Palestiniens en différents points de l'enclave le long de la barrière de sécurité lourdement gardée. LeParisien.fr 29 septembre 2018

Brésil

Aux petits soins avec l'extrême droite.

- Brésil: Bolsonaro sort de l'hôpital sur fond de manifestations - Reuters 30 septembre 2018

Ancien officier, Jair Bolsonaro, qui a dit son admiration pour la dictature militaire au pouvoir au Brésil entre 1964 et 1985, a convaincu de nombreux Brésiliens de voter pour lui en raison de ses prises de position très dures contre l'insécurité et une carrière exempte d'accusations de corruption.

Mais il fait aussi office de repoussoir pour de nombreux Brésiliens en raison de propos jugés homophobes ou misogynes.

Vendredi, le candidat a été à l'origine d'une nouvelle polémique: il a menacé de ne pas reconnaître le résultat des élections s'il n'était pas élu. «De ce que je vois dans la rue, je n'accepte(rai) pas un résultat aux élections qui soit différent de mon élection», a-t-il déclaré à la chaîne Bandeirantes.

Devenu le poulain des marchés financiers depuis qu'il a embrassé la cause du libéralisme économique pendant sa campagne, Bolsonaro peine en revanche à séduire l'électorat féminin, contrairement à Fernando Haddad, qui a succédé au pied levé à Luiz Inacio Lula da Silva, l'ancien président incarcéré pour corruption. Reuters et Lefigaro.fr 30 septembre 2018

- Au Brésil, les femmes disent «non» au candidat d'extrême droite - LeFigaro.fr 30 septembre 2018

Des centaines de milliers de femmes sont descendues dans les rues pour marquer leurs oppositions à Jair Bolsonaro, le candidat d'extrême droite ayant eu, à plusieurs reprises, des propos sexistes, homophobes et racistes.

Une véritable marée humaine. Ce samedi, les rues du Brésil ont été envahies par des milliers de femmes venues manifester contre le candidat d'extrême droite à la présidentielle Jair Bolsonaro. Au cri de «Non, pas lui!», les Brésiliennes entendaient marquer leur farouche opposition au candidat, pourtant favori dans les sondages.

Les plus grandes manifestations se sont déroulées dans les métropoles de Rio de Janeiro, Sao Paulo et Brasilia. Au total 62 villes, selon le site internet d'informations G1, ont vu des femmes descendre dans les rues, à huit jours du premier tour. Alors que les cortèges se dispersaient sans incidents en soirée, les organisateurs ont estimé que 500.000 personnes avaient participé au mouvement lancé sur les réseaux sociaux, tandis que la Police militaire indiquait qu'elle ne fournirait aucun chiffre. LeFigaro.fr 30 septembre 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

- 10 % à 15 % - Liberation.fr 27.09

10 % à 15 % des enseignants de lycées professionnels étaient en grève jeudi, selon le syndicat Snuep-FSU. Liberation.fr 27.09

- Pays-Bas: le gouvernement veut connaître la religion des propriétaires d'armes à feu - AFP 27.09

Le gouvernement néerlandais veut enregistrer l'origine ethnique et la religion des propriétaires d'armes à feu, selon un projet de loi qui suscite une polémique aux Pays-Bas, a rapporté jeudi le journal de référence De Volkskrant. AFP 27.09

- Grève européenne chez Ryanair, des dizaines de vols annulés - AFP 28.09

La compagnie aérienne à bas coûts Ryanair a été contrainte d'annuler des dizaines de vols vendredi à cause d'une nouvelle grève dans plusieurs pays européens du personnel de cabine et des pilotes, qui réclament de meilleures conditions de travail. AFP 28.09

[Haut de page ↗](#)

Le 5 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

L'abonnement du portail au serveur de la société OVH arrivera à échéance vers le 20 décembre.

Rassurez-vous, je ne vous demanderai pas d'y participer financièrement !

Pour le moment, contrairement aux marxistes qui avaient de bonnes raisons de se sacrifier parce que leur activité politique trouvait un écho dans le mouvement ouvrier, étant donné que ce n'est pas mon cas, je ne vois pas pourquoi je devrais poursuivre cette activité politique. Bien que ma contribution politique ait une valeur limitée par rapport à la leur, si je l'ai poursuivie, c'est parce que je considérais que c'était indispensable compte tenu que j'avais été pratiquement le seul à ma connaissance à prendre en compte l'évolution des différents facteurs qui composaient la situation, et que j'estimais que c'était le seul moyen de demeurer fidèle au marxisme ou au socialisme.

Cela m'a amené à me remettre en cause ou à toujours devoir me justifier quasiment en permanence, ce qui est épuisant à la longue, surtout quand cela ne débouche sur aucun résultat concret. Dans ce cas-là, vaut mieux ne pas insister plus longtemps, puisque cela n'apporte rien à personne. D'autres générations viendront et prendront peut-être le relais, je l'ignore. Tout ce que je sais, c'est que dans l'état actuel de la situation, il n'y a rien à en attendre de bon dans un proche avenir, et comme maintenant je suis vieux, je ferais peut-être mieux de consacrer le peu de temps qu'il me reste à vivre à profiter de la vie ou à faire autres choses, ce qui présentera au moins l'avantage d'être utile à quelqu'un, à moi en l'occurrence. Ils ont réalisé d'immense progrès en paléontologie, ce pourrait être un sujet d'étude passionnant dans la mesure où cela a un rapport avec l'évolution de l'homme pour mieux le comprendre, c'est une idée qui m'a traversé la tête avant-hier.

Je sais que je ne devrais pas vous dire tout cela, mais au point où nous en sommes, qu'est-ce que cela peut bien faire, non ? Vous vous en foutez apparemment, alors pourquoi je devrais me gêner. Mes convictions demeurent intactes, ce n'est pas la question, je suis seulement assez lucide pour m'apercevoir que le temps où elles se réaliseront n'est pas encore venu, donc il est inutile de vouloir forcer inutilement le destin, voilà tout. Je peux me tromper, c'est tout ce que je souhaite.

Extrait d'une lettre adressé à un proche.

J'ai mis au point une théorie politique que tu pourrais m'aider à vérifier si tu n'y vois pas d'inconvénient. En gros, je prétend que puisque une des conditions objectives fait défaut pour que les masses se soulèvent et renversent le régime, une guerre ou une crise sociale se traduisant par des dizaines de millions de chômeurs pour faire bref, je suis parti du constat que malgré le confort relatif dont bénéficie la majorité de la population et qui les conduit à la passivité ou à la neutralité sur le terrain de la lutte des classes, il n'en demeure pas moins que la totalité ne peut échapper aux manifestations de la décomposition de la société qui prennent de plus en plus souvent une tournure violente ou aux conséquences dramatiques de la crise du capitalisme qui frappent des membres de leur famille ou de leur entourage, pour en arriver à la conclusion que leur petit bonheur était de plus en plus précaire ou inconfortable, menacé par cette espèce de gangrène qui ronge l'ensemble de la société au point de lui donner un visage si hideux, si bien qu'ils pourraient en venir à se poser la question d'en changer pour ne plus vivre ce cauchemar, pour peu qu'on leur propose une alternative crédible et surtout, qu'on parvienne à leur présenter sous un angle qui leur permettrait de s'en saisir, le meilleur moyen étant de partir de la manière dont ils perçoivent leur condition ou ils vivent leurs expériences, plutôt que de leur tenir un discours purement idéologique qui les rebuterait. Autrement dit, je m'appuie autant sur les conditions avantageuses dont ils bénéficient que sur les faiblesses qu'elles recèlent et qui font obstacle à leur engagement politique, ne souhaitant nullement que leur condition se dégrade ou que le niveau d'évolution qu'ils ont atteint régresse, au contraire je pense qu'ils peuvent s'en servir pour faire sauter ces obstacles ou envisager de progresser en inscrivant ce processus dans une perspective politique, ce qui soulagerait leur conscience ou leur permettrait de continuer de profiter des avantages que la société a bien voulu leur accorder sans avoir à en rougir ou à se justifier, tout en donnant un sens à leur existence dont ils pourraient être fier, ce qui est plutôt inespéré en vivant dans une telle société.

Ce qu'ils doivent parvenir à admettre ou à comprendre est logique de bout en bout, et repose uniquement sur des faits présents ou passés qu'ils n'ont pas forcément à l'esprit et dont l'enchaînement ou les rapports de cause à effet leur échappe, mais qui apparaissent clairement dès lors qu'on les exprime distinctement ou simplement sans chercher à les interpréter ou du moment qu'on ne cherche pas à les faire coïncider avec une théorie, autrement dit, je m'adresse à leur intelligence, je les incite à faire preuve de logique pour venir à bout de la situation qui semble inextricable ou à laquelle ils ne comprennent pas grand chose pour finalement prendre leur destin entre leurs mains.

L'homme est parvenu à un niveau de développement intellectuel inégalé dans le passé, et il ne serait pas capable de s'en servir pour s'émanciper du règne de la servitude ou de la nécessité. A quoi bon alors, ce serait insensé d'en arriver à cette conclusion. Ils ignorent que ce sont les peuples exploités et opprimés qui sont à l'origine du développement de la civilisation humaine, et non des dieux ou des souverains aussi éclairés qu'ils aient pu être parfois dans le passé, par leur sueur, leur peine et leur sang, bref par leur travail, faisant davantage appel à leurs bras qu'à leur tête qui a toujours eu du mal à suivre le mouvement historique. Et bien de nos jours, c'est à leur tête de prendre le relais pour ainsi dire, afin que l'humanité franchisse une nouvelle étape sur la voie du progrès qui le mènera à sa libération définitive du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, à la liberté.

Plus directement, quand les ventres sont pleins et les têtes vides, il n'est pas difficile de savoir ce qu'on doit s'atteler à remplir. Attention, sans emprunter la méthode épouvantable des doctrinaires ou des dogmatiques qui conduit à une overdose ou vous donne rapidement la nausée.

Non, il s'agit de s'appuyer sur la capacité de chacun à se servir des instruments logiques qu'il a déjà acquis et de les perfectionner, logique qu'il emploie ou qui se déploie sous ses yeux quotidiennement et dont il n'a pas conscience ou qu'il perçoit confusément au point de confondre cause et effet, par exemple quand il s'en prend à telle ou telle couche de travailleurs au lieu de s'en prendre au capitalisme et ses représentants qui sont responsables de leur condition ou de leur comportement. Et lorsqu'on fait abstraction de ces instruments logiques, forcément on ne peut pas imaginer une société plus juste ou meilleure, on est conduit à abandonner cette perspective ou cela ne présente aucun intérêt de s'engager pour en changer, c'est cruellement logique !

Pour le reste, la conception de la lutte de classe telle qu'elle a été conçue sur la base des enseignements de la lutte de classe du passé que nous ont légués Marx, Engels, Lénine et Trotsky, ainsi que la description du développement de la civilisation humaine et du capitalisme et les conclusions pratiques qu'ils en ont tirées demeurent valables, elles constituent le socle théorique sans lequel nous serions réduits à l'impuissance ou dans l'impossibilité de nous doter d'un programme politique et d'un parti, ni même ne serait-ce qu'entrevoir la possibilité qui existe de changer de société.

L'absence de logique constitue le trait marquant du mode de pensée et du comportement des hommes. Logique sans laquelle on ne peut parvenir à un état de conscience supérieur. Or, il est le seul instrument à notre disposition pour se dépêtrer de la situation inextricable dans laquelle nous sommes, et pour atteindre le niveau de conscience minimum sans lequel il serait inutile ou impossible d'envisager sérieusement un changement de régime et de société. Voilà en gros ma théorie.

Tu m'avais écrit dans un précédent courrier qu'avec de l'argent, cela aidait à avoir une vie relativement agréable même si par ailleurs on avait quelques soucis. C'est vrai que généralement on ne voit pas les choses tout à fait de la même manière que lorsqu'on n'en a pas, on aura davantage tendance à tout relativiser, parfois à l'excès.

On témoignera une attention bienveillante au sort de ceux qui font face à de grandes difficultés, mais cela n'ira pas plus loin pour ne pas gâcher notre petit bonheur, on pourra même aller jusqu'à faire preuve de générosité en se délestant d'une somme d'argent qui en aucun cas nous fera défaut par la suite, un acte gratuit en somme, mais en aucun cas on y consacrerait un peu de notre temps ou on s'engagerait sur le plan politique.

J'en ai fait l'expérience entre 1981 et 2001, car tel fut mon état d'esprit durant toute cette longue période que j'ai eu le loisir d'analyser depuis, donc ne prend pas cela pour toi, je ne te juge pas, jamais, grave-toi cela dans le cerveau. Cela m'intéresserait de savoir ce que tu en penses, prends ton temps, réfléchis bien avant de me répondre, dis-moi franchement ce que t'inspire ma théorie, tu peux aussi la soumettre à ta mère ou à d'autres personnes, leurs avis ne me laisseraient pas indifférent. Autant te dire que les militants qui se connectent sur mon portail la rejettent, mais peut-être que cela ne te surprendra pas.

● Causerie au format pdf (29 pages)

Devinette.

Quel Etat a violé 1 417 fois l'espace aérien et maritime d'un pays et n'a pas respecté 28 résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unis relatives à ces faits ?

Réponse : Israël bien sur.

Propos tenu par le 1er octobre à Beyrouth par le ministre libanais des Affaires étrangères, Gebran Bassil, lors d'une réunion du corps diplomatique. (Source : Les accusations de Netanyahu contre le Liban démenties par les faits - Réseau Voltaire 02.10)

Le saviez-vous ?

Les 2 et 3 décembre 2017, Aurore Bergé s'est rendue avec Gabriel Attal (député, porte parole d'En Marche) et Nicolas Tenzer à Prague, pour animer un séminaire de... l'IRI (International Republican Institute).

Rappelons que l'IRI est le bras armé du Parti Républicain américain pour interférer dans la vie politique des pays étrangers – pardon, pour “Promouvoir la Liberté et la Démocratie dans le monde entier”. Présidé durant 25 ans par John McCain, qui n'a passé la main que moins d'un mois avant son décès (source), cet Institut a été impliqué dans de nombreuses interventions à l'étranger (la plus souvent citée étant son rôle éventuel dans le coup d'État à Haïti en 2004).

Note : signalons que d'autres députés apparentés LREM n'hésitent pas à intervenir à l'IRI, comme... Manuel Valls...

On voit donc qu'il y a des liens assez serrés entre En Marche et l'IRI. Cela devrait réjouir les anciens électeurs socialistes de LREM, de voir leurs nouveaux leaders dans un temple dédié à McCain et à Ronald Reagan... Les Crises.fr 04.10

En complément.

Vers une redevance télé payée par tous ? - Liberation.fr 04.10

Dans un rapport remis jeudi, la députée LREM Aurore Bergé préconise «l'universalisation» de la contribution à l'audiovisuel public. Liberation.fr 04.10

Commentaire d'un internaute.

- "...LREM est une organisation dont les principaux chefs sont littéralement vendus, idéologiquement, politiquement et financièrement, aux États-Unis.

Il ne faut pas s'étonner que le projet macronien consiste avant tout à prôner la "liberté" dans tout ce qu'il touche : on la connaît bien, cette fameuse liberté dont ils nous serinent quotidiennement les oreilles. Liberté d'entreprendre, libération des énergies, liberté d'expression, liberté d'être libre... Tout ceci est du vent, la seule liberté qu'ils comprennent c'est celle des capitaux, de la finance internationale et de la spoliation complète des peuples de leur droit à disposer d'eux-mêmes.

Leur liberté fait froid dans le dos, c'est une liberté de façade destinée à endormir le chaland pendant qu'on lui met de plus en plus de chaînes autour du cou. De la même manière, quand ils évoquent, pleins de lyrisme, vouloir porter "la lumière de la démocratie partout dans le monde", je n'ai qu'une seule image à l'esprit : la lumière des milliers de bombes larguées quotidiennement, au Yémen ou ailleurs, sur les pauvres victimes qui n'osent pas se soumettre à leur magnifique démocratie de menteurs et de corrompus."

[En famille. Ils sont des vôtres, de gauche, quoi.](#)

Qui s'est déclaré «*honoré d'être décoré de l'ordre de la Liberté pour son rôle dans le processus de paix dans l'est de l'Ukraine*» par Porochenko, le président de l'Ukraine issu du coup d'Etat de l'OTAN et des partis néonazis Svoboda et Secteur droit ?

Réponse : François Hollande sur son compte Twitter. (Source : sputniknews.com 03.10)

En France où il est bien connu, dans un sondage, Hollande a obtenu la palme du pire président de la République sous la Ve République, 16%. (huffingtonpost.com 04.10)

La gauche, il faut réduire à néant sa capacité de nuisance.

L'attaque de Trump contre la CPI est le visage inacceptable de l'exceptionnalisme américain. par Simon Tisdall pour The Guardian 10-09-2018 (Publié par Les Crises le 04.10)

The Guardian, de gauche, défend la CPI, quoi de plus naturel en somme.

Que cela ne tienne, tous les lecteurs de cet article se réjouissent de sa disparition annoncée et ne lui reconnaissent aucune légitimité. (lecture de ce matin 4 octobre)

Comme quoi, l'influence de cette saloperie diminue...

[2.000 milliards. Wanted morts ou vifs.](#)

Dans la liste des 400 personnes les plus riches des États-Unis, dressée annuellement par le magazine Forbes, Bill Gates n'arrive plus en tête pour la première fois depuis 24 ans. Cette année, Jeff Bezos, le fondateur de l'entreprise de commerce électronique Amazon, occupe la première place avec une fortune estimée à 160 milliards de dollars (138 mds EUR).

En même temps, la fortune de Bill Gates, l'Américain le plus riche ces dernières décennies, serait passée de 89 milliards de dollars (77 mds EUR) l'année dernière à 97 milliards de dollars (84 mds EUR), mais n'arrive tout de même pas à lui apporter la première place.

Parmi les cinq Américains les plus riches figurent aussi Warren Buffett et Marc Zuckerberg avec des fortunes estimées à 88 milliards de dollars (76 mds EUR) et 61 milliards de dollars (52 mds EUR).

Comme l'indique Forbes, la fortune des 400 personnes les plus riches de la planète a augmenté de 2.000 milliards de dollars au cours de cette dernière année. sputniknews.com 03.10

Que ne feraient-ils pas pour légitimer la Constitution antidémocratique de la Ve République : Des sondages !

La preuve.

Sans rire, selon le baromètre Kantar-Sofres 48% des Français auraient "une bonne image" de Jacques Chirac. Puis ils nous rappellent qu'au moment de son départ il n'était qu'à 30% ! (Source : huffingtonpost.fr 04.10)

Ils ont la mémoire courte ou ils n'ont pas connu le général-président, il est glorifié dans tous les manuels scolaires...

- Le Général de Gaulle, président préféré des Français (et de loin) - Le HuffPost 04.10

En 69, ils l'aimaient un peu moins, ils l'ont viré ! Mais qui le sait, qui s'en souvient ? On appelle cela réécrire ou falsifier l'histoire par des procédés scélérats.

66% pensent le contraire, mais ils s'attardent sur les 33% restants. C'est cela la démocratie !

- François Mitterrand meilleur président de la République de ces quarante dernières années, selon un tiers des Français - Franceinfo 04.10

Par défaut, il fallait bien un premier et un dernier (Hollande).

A bas la Ve République minoritaire et illégitime !

- 56% des Français ne sont plus attachés à la Ve République Le sondage (Odoxa-Dentsu consulting pour franceinfo et le Figaro - ndlr) révèle qu'une courte majorité de Français ne tient plus à la Ve République. Les réfractaires absolus sont deux fois plus nombreux que ceux qui y sont très attachés. Dans le détail, 20% des personnes interrogées ne sont pas du tout attachées à ce système, alors que seulement un Français sur dix (11%) se dit "très attaché" à la Ve République.

Ils ne demandent pas plus de "parlementarisme", mais l'instauration d'une véritable démocratie.

53% des Français interrogés jugent que le Sénat n'a pas un rôle utile. En revanche, 66% trouvent l'Assemblée nationale utile, ils sont 64% à penser la même chose pour le Premier ministre. Pour le tiers des sondés qui les jugent inutiles, ils estiment que c'est notre système, la Ve république, qui empêche ces institutions et acteurs d'avoir une quelconque utilité.

Les Français interrogés demandent plus de "parlementarisme" dans notre système. (Interprétation fallacieuse. - LVOG)

Le rejet des institutions et du bonapartisme atteint des sommets.

Quasiment une personne sur deux "seulement" est attachée au suffrage universel (53% sont attachés à cette élection, 44% ne le sont pas).

Les Français (49%) estiment qu'à moyen terme, notre système rend plus difficile la capacité à mener des réformes fondamentales sur la longueur. Notre système favoriserait "les dérives d'un pouvoir trop personnel" pour 62% des Français. Cette élection rend même un peu "fous" les hommes politiques visant la plus haute fonction de l'État, c'est l'avis de 71% des sondés. franceinfo 03.10

En effet, ce sont des psychopathes !

Voyage en macronie avant le naufrage.

Mémoires d'outre-tombe. Macron déjà à titre posthume : Encore un petit effort pour le concrétiser!

- Bruno Roger-Petit est désormais le « conseiller mémoire » de Macron - LePoint.fr 04.10

Fermez-là!

- Marlène Schiappa s'emporte à l'assemblée: "Taisez-vous et écoutez les réponses pour une fois!" - Le HuffPost 03.10

- Macron invite les Français à moins se plaindre. - AFP 04.10

À une retraitée qui se plaignait de sa faible pension, le président a répondu: "Le petit-fils du général (de Gaulle) m'a dit tout à l'heure" que la règle devant son grand-père était: "Vous pouvez parler très librement; la seule chose qu'on n'a pas le droit de faire, c'est de se plaindre." AFP 04.10

Mansuétude envers les riches et les puissants, haine viscérale des pauvres et des faibles. Il présente bien les signes d'un furieux psychopathe, il n'y a pas de doute.

C'est le genre de type qui est né avec une cuillère en argent dans la bouche, et qui balance à un miséreux : mais comment avez-vous fait votre compte pour en arriver là, sous-entendant qu'il avait dû y mettre du sien, voyez où j'en suis rendu... Entre nous, on ne l'envie pas !

De quoi se plaignent les retraités, ils auront été en "bonne santé" tout le temps qu'ils étaient exploités !

- 64,9 - Liberation.fr 03.10

L'espérance de vie en bonne santé, c'est-à-dire le nombre d'années que peut espérer vivre une personne sans être limitée dans ses activités quotidiennes, a progressé en 2017 en France à 64,9 ans pour les femmes (+ 0,8 an), tandis qu'elle a légèrement reculé à 62,6 ans pour les hommes, selon la Direction de la recherche, de l'évaluation, des études et des statistiques (Drees). Par ailleurs, l'espérance de vie à la naissance s'établit à 85,3 ans pour une femme et 79,5 ans pour les hommes. Liberation.fr 03.10

Confirmation. Je l'ai écrit pas plus tard que dans la dernière causerie.

Comme quoi je suis parfaitement en phase avec la situation, et non hors sol ou coupé de la réalité comme certains l'affirment.

- En faisant la leçon aux Français, Emmanuel Macron se giscardise et abîme son lien avec eux - Le HuffPost 01.10

Même que sa nourrice l'aurait violemment sermonné!

L'épouse du chef de l'État, Brigitte Macron, a récemment fait éclater sa colère contre son mari, déjà déséquilibré par une popularité en chute libre et accablé par les affaires et les déconfitures politiques, a révélé sur Twitter le journaliste Frédéric Helbert.

Frédéric Helbert. - La "tannée" donnée à Macron par son épouse, ex-prof & mentor Brigitte Macron. "C'était un huit-clos derrière la lourde porte du bureau présidentiel. Mais ça cognait si dur qu'on a tout capté dit un officier de sécurité, teneur du propos selon source "Il faut arrêter les conneries maintenant!". sputniknews.com 04.10

Ah ben non alors, pour le coup, pourvu que cela dure, bon pas trop longtemps quand même, le temps de trouver une corde pour le pendre et elle aussi !

Commenceraient-ils à douter ? Profitons-en, coulons-le !

- Le bateau ivre - LeParisien.fr 2 octobre 2018

Y aurait-il quelque chose de pourri dans le nouveau monde d'Emmanuel Macron ? Seize mois après l'instauration au Louvre d'un jeune président solide comme un roc, voilà que tout se délite et part en poussière, comme un palais miné par les maux de la vieille politique. Ses ministres poids lourds s'auto-démissionnent les uns après les autres, qui plus est en prenant de court le président et son Premier ministre qui apprennent la nouvelle en direct dans les médias. Un camouflet, une gifle d'une violence inouïe !

Même sous Hollande, brocardé pour son flou, on n'avait jamais vu cela. Il ne faut pas s'y tromper, c'est bien une crise politique majeure. Un ministère-clé pour la sécurité des Français, l'Intérieur, vacant, un gouvernement dont bien des membres ont la tête ailleurs pour cause d'ambitions municipales ou européennes, un président qui n'arrive décidément plus à imprimer sa boussole, à redonner du sens, à maîtriser les horloges.

Ce sont les collaborateurs démissionnaires qui donnent le tempo. Contraignant désormais le chef de l'Etat, en cette rentrée calamiteuse, au remaniement permanent. Emmanuel Macron, fringuant, avait entamé sa conquête de l'Elysée en

quittant Bercy à bord d'une vedette sur la Seine. Il ballote aujourd'hui sur un bateau ivre. LeParisien.fr 2 octobre 2018

Comme l'a écrit Gluckstein dans son dernier éditorial (La Tribune des travailleurs), heureusement pour Macron qu'au sein du mouvement ouvrier : "En haut, sur le plan politique, les partis de « gauche » semblent tétanisés : par leurs déchirements internes pour les uns ; et pour d'autres, par une stratégie subordonnée au calendrier électoral et donc au maintien en place du président jusqu'en 2022."

Quand l'affairisme alimente la crise politique.

- Collomb a présenté sa démission à Emmanuel Macron qui l'a refusée - AFP 01.10

- Macron réunit son Conseil des ministres, en pleine crise Collomb - AFP 03.10

En pleine crise gouvernementale, Emmanuel Macron réunit mercredi son Conseil des ministres sans Gérard Collomb dont le président a fini par accepter la démission dans la nuit.

"Le Conseil des ministres", mercredi à partir de 10h00, se déroulera "avec le gouvernement ainsi constitué", a ajouté la présidence. En conséquence, et signe de la crise qui agite le plus haut sommet de l'Etat, le Premier ministre a annulé son déplacement en Afrique du Sud prévu jeudi et vendredi, a annoncé Matignon à l'AFP.

La rupture est ainsi définitivement consommée entre le chef de l'Etat et M. Collomb, soutien de la première heure et longtemps considéré comme un "fidèle parmi les fidèles".

Le N.2 du gouvernement avait remis mardi après-midi sa démission pour la deuxième fois en 48 heures afin de reprendre la mairie de la capitale des Gaules, qu'il a dirigée pendant seize ans avant de devenir ministre en 2017.

Le départ de ce poids lourd du dispositif macronien a plongé le pouvoir, déjà fragilisé par une rentrée difficile, dans une nouvelle crise.

A peine rentré de son voyage aux Antilles, Emmanuel Macron perd son troisième ministre d'État depuis son arrivée à l'Élysée après la démission de François Bayrou en juin 2017 et celle de Nicolas Hulot en septembre.

Lundi, M. Macron avait refusé la démission de l'ancien maire PS de Lyon. Mais le "premier flic de France", 71 ans, a continué le bras de fer en maintenant sa décision de quitter le gouvernement.

"Nous constatons aujourd'hui que c'est l'ensemble du pouvoir, l'ensemble de la macronie qui est en cause", a estimé la députée LFI Danièle Obono.

"C'est bien la chute d'un régime, parce que tous les ministres d'Etat sont tombés les uns après les autres. Le président de la République voulait être maître des horloges. Aujourd'hui il a perdu le fil du temps", a abondé Damien Abad, vice-président des Républicains.

La nomination provisoire d'Edouard Philippe à l'Intérieur souligne le manque de réservoir et la difficulté pour l'exécutif de trouver un remplaçant à Gérard Collomb à ce poste stratégique.

Des six principaux ministres dans l'ordre protocolaire en place au début du mandat d'Emmanuel Macron, il ne reste aujourd'hui plus que Jean-Yves Le Drian, aux Affaires étrangères, dont le nom circule également pour prendre le relais de M. Collomb.

"Pour remplacer le numéro 2 du gouvernement, il faut une stature avec si possible un ancrage territorial", indique une source gouvernementale. AFP 03.10

- Gérard Collomb, septième démission de la présidence Macron - LeFigaro.fr 03.10

- Education Nouvelle démission au Conseil des programmes : la vice-présidente d'ATD-Quart monde claque la porte - Liberation.fr 03.10

Troisième départ en un an. Marie-Aleth Grard (photo), vice-présidente d'ATD-Quart monde, quitte à son tour le Conseil supérieur des programmes (CSP), chargé de rédiger les programmes scolaires. Cette démission intervient après celle de son président, Michel Lussault, et celle de sa vice-présidente, Sylvie Plane. «On ne peut plus discuter au CSP. Nous étions un lieu où on écoutait la parole des autres. Ce n'est plus le cas», justifie Marie-Aleth Grard dans un entretien au Café pédagogique, un média spécialisé dans l'éducation. Elle estime que le Conseil supérieur des programmes ne défend plus les intérêts des élèves issus

de familles défavorisées. «On n'est pas proches du tout des parents en général, et encore moins des parents pauvres», assène-t-elle. Liberation.fr 03.10

Je ne vois pas très bien le rapport entre les programmes scolaires et le fait d'être issu de parents pauvres, cela a toujours été le cas, non ? Je n'ai fréquenté que des écoles chics, une connerie de mes parents qui étaient trop arriérés pour m'apporter le moindre soutien scolaire, mon père était menuisier, tandis que mes petits camarades de classe bénéficiaient de celui de leurs parents, le père du plus misérable était au moins ingénieur...

En famille.

- Édouard Philippe à Valls: "La France vous sera toujours reconnaissante" - AFP 03.10

- Ces propos de François de Rugy ont consterné jusque dans les rangs de la majorité - Le HuffPost 03.10

En prime.

- Etat Privatisation en vue pour ADP, Engie et FDJ - Liberation.fr 04.10

Parole d'Internaute.

- "Le but du capitalisme, indépendamment des entreprises exerçant sous ce régime, est exclusivement de maximiser la part du profit.

Du point de vue capitaliste, les Travailleurs et la Planète ne sont que force de travail et ressources physiques, qu'il convient d'exploiter au moindre coût.

Toutes autres considérations (destruction de l'écosystème, paupérisation...) sont sans objet car ignorées du Système.

Le capitalisme n'a pas pour objet de répondre aux besoins réels. Satisfaire les besoins réels n'est qu'une conséquence particulière – et non un cas général comme on le laisse penser – de la recherche de profit.

Bien au contraire, depuis des décennies, la recherche du profit a pour conséquence d'empêcher un nombre croissant d'individus de répondre à leurs besoins élémentaires !"

Dialogue entre internautes.

- Parce que le vrai capitalisme celui de papi et de grand papi, misait au contraire sur le long terme, fabriquait des biens "qui durent", développait l'entreprise au lieu de la vendre au plus offrant des financiers pour dépeçage, et n'allait pas s'installer en Chine ou au Cambodge...

Un internaute lui répond :

- On peut se souvenir de la condition ouvrière sous le régime des capitalistes à la papi. Je ne crois pas qu'ils avaient de congés payés, ni les 35 heures, et pas de sécurité sociale... Et cela s'est terminé par la boucherie de 14, puis de 39.

LVOG - Eh oui, il n'existe pas de bon et de mauvais capitalisme !

Ils osent tout

- Les Américains rejettent à 41% la nomination de Kavanaugh à la Cour suprême - Reuters 03.10

- 6 mois de prison ferme pour avoir giflé une jeune femme dans la rue à Paris - AFP 04.10

- Les Occidentaux accusent la Russie de cyberattaques mondiales - AFP 04.10

- Londres accuse le renseignement militaire russe de mener des cyberattaques - Franceinfo 04.10

- Washington accuse Téhéran d'être le principal soutien du terrorisme - Reuters 04.10

- La Chine juge "ridicules" les accusations d'ingérence du vice-président américain - AFP 04.10

- Brésil: la présidence à portée du candidat d'extrême droite - AFP 04.10

L'AFP exulte, c'est son candidat !

Dossier. Végan ou le fanatisme assumé.

Le totalitarisme néolibéral ou le lobbysme politique permanent. Du reaganisme ou véganisme, les méfaits dévastateurs d'une lobotomie théorisée par l'extrême gauche.

Si vous n'étiez pas encore suffisamment dégoûtés de la politique, du mouvement ouvrier et de la société, afin de laisser à ceux qui détiennent tout le pouvoir le loisir de l'exercer tranquillement à leur guise contre vos intérêts, et bien voilà ce qui devrait y contribuer.

Je crois que j'ai découvert ce que recouvre le véganisme dans un article publié par le blog Les Crises (Voilà comment les scientifiques de l'ONU se préparent à la fin du capitalisme). Il s'agit d'un article de The Independent, un journal britannique en ligne étiqueté de gauche et réputé pour "*son engagement proeuropéen et ses positions libérales sur les questions de société*" (Courrier International), effectivement cela va ensemble.

Pour mieux situer cet article, il faut également savoir que The Independent a été racheté en 2016 par le groupe de presse britannique Johnston Press qui compte plus de 200 journaux, magazines et sites Internet et plus de 32 millions de lecteurs (<http://www.johnstonpress.co.uk>), et il est évidemment coté en bourse.

On est donc en présence d'une entreprise oligarchique ou d'une question exploitée ou instrumentalisée par l'oligarchie pour son compte, on est bien d'accord, n'est-ce pas ?

Dans cet article on peut lire que "*le système alimentaire mondial devra être revu*", et finalement "*les produits laitiers et la viande devraient céder la place à des régimes à base essentiellement végétale*", ce qui correspond à la définition du véganisme.

Après on ne pourra pas m'accuser de divaguer ou de me livrer à un procès d'intention, d'avoir inventé le lien qui existe entre cette campagne violente en faveur du véganisme et l'oligarchie, il est établi.

Un des aspects essentiel de cette nouvelle machination dans l'hypothèse où elle serait menée à son terme, consiste à favoriser la baisse de consommation de viande, donc de la production de viande, logique qui aboutirait à la réduction de l'offre par rapport à la demande, demande qui demeurerait intacte parce que personne ne changerait par décret du jour au lendemain ses habitudes alimentaires, ce qui se traduirait par l'envolée du prix de la viande que seuls les nantis pourraient dès lors encore se procurer, tandis que la masse du peuple serait atteinte de lourdes carences qui précipiterait sa dégénérescence, on pourrait donc assimiler cette opération à une entreprise eugéniste, criminelle, si elle conduisait à cette extrémité. Elle a déjà fait 4 morts en Italie. (Wikipédia)

Pilotée d'en haut et relayée gracieusement par les médias-oligarques, elle a bien d'autres implications ou conséquences (y compris sur le plan politique) qui toutes sont également tournées contre les couches inférieures ou les plus vulnérables de la société, plus largement elle vise l'ensemble des travailleurs, y compris des classes moyennes.

On s'aperçoit que toutes les campagnes qu'ils ont orchestrées sur ce qu'ils appellent des questions de société depuis maintenant des décennies, mais plus particulièrement depuis 2012, étaient destinées à modifier ou briser de gré ou plutôt de force les normes ou les us et les coutumes ou encore préjugés adoptés par l'ensemble de la société depuis des lustres, qui se traduisaient par un certain mode de pensée et de comportement qui se transmettait de génération en génération, ce qui selon leurs propagandistes permettrait de mettre fin à certaines injustices dont leur classe (celle des capitalistes) était responsable il faut préciser, de sorte qu'elle apparaisse progressiste ou pour enfin pouvoir donner un visage plus humain au capitalisme, sans pour autant que disparaissent tous les maux qui accablent l'ensemble de la population hormis les nantis, sans remettre en cause l'existence du régime puisqu'il s'agit au contraire de le présenter sous un angle avantageux.

Conclusion : Tous ceux qui s'engagent dans ces campagnes ou les soutiennent font systématiquement le jeu du régime ou de la réaction.

Bê, bê, bê. Après la théorie foireuse des droits de l'homme, voilà venue celle des droits des animaux qui l'est tout autant.

Encore une fois, elle a été propulsée par les médias appartenant à des oligarques.

Sous l'Ancien Régime, ce fut la religion essentiellement qui servit d'instrument pour monter les peuples les uns contre les autres ou les diviser, pour justifier les pillages, les massacres ou les guerres, afin d'accroître la richesse ou le pouvoir, les territoires des souverains et leur cour. Dans les manuels scolaires, il est encore fait référence aux guerres de religion qui n'ont jamais existé, puisqu'il ne s'agissait que de guerres de rapine, la religion servait uniquement de caution morale pour couvrir les intentions ou intérêts inavouables des féodaux et propriétaires terriens en soutane ou djellaba.

De nos jours, les oligarques, les élites qui les servent, leurs représentants, leurs médias, l'armée supplétive de larbins qu'ils ont recrutés bénévolement au sein du mouvement ouvrier, se servent de tout ce qui leur tombe sous la main pour opposer toutes les couches de la population de toutes les classes, pour détourner les travailleurs de la lutte de classe, pour achever la dislocation du mouvement ouvrier, auquel pour se faire ils ont emprunté un certain nombre d'aspirations, somme toute légitimes mais secondaires dans la mesure où elle ne pourront être satisfaites qu'une fois le capitalisme aboli, ce qui ne peut évidemment pas être l'objet des questions soulevées par l'oligarchie. C'est là qu'on s'aperçoit à quel point ceux qui y mêlent leurs voix se fourvoient gravement, font preuve d'un aveuglement, d'un opportunisme incroyable ou ne sont pas à une contradiction près.

Cela a commencé avec l'écologie peu de temps après 68. Il fallait absolument briser, disloquer l'unité des masses qui avait commencé à se réaliser, interdire qu'elle ne se rassemblent dans l'avenir et parviennent à poser et à résoudre la question du pouvoir. Cette menace dirigée contre le régime devait être écartée par tous les moyens. C'est ainsi que quelques années plus tard ils en vinrent à concevoir et développer le concept d'ONG, d'association à vocation progressiste, sociale ou humanitaire, qui viendrait empiéter sur le terrain du mouvement ouvrier, entreprise qui serait d'autant plus facilitée du fait qu'il était déjà corrompu, et que le virage néolibéral annoncé signifiait à court terme l'arrêt de mort définitif du réformisme (De ce qu'ils ont appelé les Trente Glorieuses), sur lequel il avait surfé pendant la période de reconstruction qui avait suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale, et qui devait coïncider avec son déclin inexorable. La place était chaude, et comme il n'y avait personne pour la prendre, ils s'en sont chargés en somme. C'était l'Etat, les oligarques ou les aristocrates du régime (Sortis des grandes écoles comme l'ENA) qui allaient les financer.

Pour ne pas être en reste ou s'apercevant que son déclin s'accélérait, les dirigeants du mouvement ouvrier prirent la décision de participer activement à cette opération ou même d'en prendre la direction, précipitant sa décomposition et sa chute jusqu'à le réduire à l'impuissance ou à le neutraliser pour le bonheur des capitalistes. L'avant-garde du mouvement ouvrier résista, mais n'étant pas parvenue à comprendre et à prévoir l'orientation du capitalisme pour modifier à temps sa conception de lutte de classe, elle finit pas craquer complètement, ce qu'on peut observer quotidiennement de nos jours. Elle a sous-estimé la nature et la portée de ces nouvelles représentations idéologiques créées par l'oligarchie, de la même manière qu'elle ne comprendra pas celles des réseaux numériques.

Depuis ils ont rattrapé le temps perdu, ils se sont tous mis au diapason en collaborant à cette formidable machination destinée à enchaîner davantage les masses au char du capitalisme roulant à tombeau ouvert vers l'abîme. Ils sont tous devenus écologistes, antiracistes, homophiles, etc. et les plus dégénérés d'entre eux ont adopté l'écriture inclusive (exemple : militants.es) et le dernier truc à la mode, le véganisme ou végétalisme, sans parler des drogues. En fait, dès que l'oligarchie lance une campagne mondiale, ils sautent à pieds joints dedans, il faut absolument qu'ils en soient ! Et le plus grave, c'est que cela va jusqu'à apporter leur soutien aux guerres impérialistes contre les peuples du Moyen-Orient. On comprend pourquoi après s'être ainsi discrédités, quand ils apportent leur soutien à Maduro ou Morales par exemple, personne ne les prend au sérieux et à juste titre.

La palme nauséabonde de la putréfaction de l'avant-garde du mouvement ouvrier revient incontestablement au NPA, à sa tendance Claire plus précisément, qui a cru bon de publier un article d'une obscure organisation allemande dénommée Bündnis Marxismus und Tierbefreiung ou Alliance pour le marxisme et la libération animale, qui reprend la rhétorique des adeptes cinglés du véganisme ou végétalisme, à grand renfort de références ou citations de Marx ou Engels, versant dans un dogmatisme débridé, fanatique, un délire absolu!

Je déconseille fortement d'adopter ce type d'alimentation, car il peut rapidement se traduire par des carences aux effets irréversibles si elles ne sont pas traitées à temps, elles peuvent même être fatales. J'ai exposé un cas dans la précédente causerie. J'ai aussi précisé que je mangeais peu de viande ou de produits issus de la mer, pour des raisons économiques et parce que je n'en éprouve pas particulièrement le besoin et non pour me conformer à une doctrine. Donc je n'ai aucun parti pris sur ce sujet.

Au passage, autrefois j'ai étudié pendant quelques années la composition des produits destinés à l'alimentation humaine, ainsi que leurs effets sur le métabolisme, sérieusement, à fond comme toujours, il s'agissait d'ouvrages méticuleusement choisis et rédigés par des médecins ou des chercheurs de différents pays, j'ai évidemment mis en pratique ce que j'avais appris, j'ai même été propriétaire d'un petit magasin de diététique pendant 10 mois au milieu des années 80.

Je vous avoue que j'ai parcouru cet article interminable en diagonale seulement pour ne pas perdre mon temps, j'ai franchement plus important à faire. En voici l'adresse (<https://tendanceclaire.org/article.php?id=1431>) pour ceux qui veulent se faire une idée du degré de dégénérescence qu'on peut atteindre tout en se réclamant du marxisme, je les préviens, attention, c'est effrayant, un tel fanatisme, effrayant ! Mais surtout que cela ne serve pas de repoussoir à tous ceux qui envisageaient d'étudier sérieusement le marxisme. Je leur conseille vivement de s'en tenir à Marx, Engels, Lénine et Trotsky, et une fois acquises les bases du matérialisme dialectique ils pourront aborder d'autres auteurs qui se réclament plutôt à tort qu'à raison du marxisme.

J'ai relevé deux passages dans cet article.

- "*Les humains, créatures naturelles qui doivent satisfaire des besoins naturels (comme manger, boire, etc.) ont une différence de degré et non de nature avec les animaux, et cette différence de degré est le résultat de leur propre praxis sociale.*"

Les humains, ces "*créatures naturelles*", elles ne sont pas apparues spontanément à notre connaissance. Elles ont une très longue histoire derrière elles. Elles sont issues d'une espèce animale vieille de dizaines de millions d'années. Elles présentent la particularité d'être composées en grande partie de protéines à l'origine de la formation de la plupart des molécules qui constituent les organismes vivants ainsi que les organes du corps humain. Ces protéines sont donc absolument vitales à leur développement et à leur fonctionnement. Sachant que les protéines d'origine animale ont une valeur supérieure aux protéines d'origine végétale, de par leur composition et la diversité de ses éléments qui ont des fonctions particulières, on peut en déduire que l'alimentation carnée de primates a sans doute joué un rôle déterminant dans l'apparition des hominidés ou les ancêtres de l'Homo sapiens, j'irais même plus loin dans le processus d'évolution de son cerveau et de l'homme tout court...

Un jour après avoir rédigé ce passage de mémoire, j'ai trouvé ceci sur Internet qui apporte quelques détails supplémentaires, notamment sur le rapport entre le développement de la boîte crânienne et l'alimentation carnée de nos ancêtres... bien avant les Gaulois !

Wikipédia - La cuisson de la viande mais surtout des légumes-racines tubéreuses agit comme une forme de « pré-digestion », permettant de consacrer moins d'énergie à la digestion de la viande, des tubercules, ou de protéines telles que le collagène. Le tube digestif a diminué, ce qui a permis d'octroyer plus d'énergie au cerveau humain. Ainsi, par comparaison, si l'homme moderne mangeait seulement des aliments crus et des produits alimentaires non transformés, il aurait besoin de manger 9,3 heures par jour afin d'alimenter son cerveau. Un régime essentiellement crudivore entraîne à long terme de graves carences nutritionnelles (baisse de l'indice de masse corporelle, aménorrhée chez les femmes).

Comme des neuroscientifiques l'ont montré, le nombre de neurones est directement corrélé à la quantité d'énergie (ou de calories) nécessaire pour alimenter le cerveau. La cuisson des aliments a donc permis de faire sauter un verrou physiologique et métabolique, fournissant plus d'énergie au cerveau qui aujourd'hui ne représente que 2 % de la masse corporelle des hommes modernes mais consomme 20 % de l'énergie basale nécessaire au corps humain. Wikipédia

Si j'ai bien compris sans la domestication du feu, l'homme serait demeuré un ruminant ou son espèce aurait disparu!

A propos de l'Homo ergaster qui a vécu il y a 1,9 million d'années.

Son volume endocrânien varie de 750 à 1 050 cm³, avec une tendance à l'augmentation au fil du temps. Cet accroissement du volume du cerveau semble avoir été favorisé par une consommation régulière de viande.

Bien avant la domestication du feu, Homo ergaster aurait consommé de la viande animale sans pouvoir la faire cuire. Or la viande crue est bien plus difficile à mâcher et à digérer que la viande cuite. Elle requiert un appareil masticatoire et un système digestif nettement plus développés que ceux des hommes modernes. Homo ergaster aurait préalablement découpé ou écrasé la viande à l'aide d'outils lithiques, ce qui aurait permis de gagner une partie des avantages de la cuisson. La mise en œuvre de cette forme de prémâchage aurait ouvert la voie à un changement évolutif vers la réduction de la taille des dents, des muscles masticateurs, et de la longueur des intestins. Le visage se serait ainsi modifié en s'affinant. Des dents plus petites auraient favorisé le développement de la parole. Wikipédia

En revanche dans un blog de l'université d'Angers (<http://blog.univ-angers.fr/veeganiisme/lhistoire-de-ce-recent-morale-de-vie>), figure une contrevérité : "*A l'origine les Hommes ne se nourrissaient pas de viande, mais de fruit selon certain texte biblique.*"

Heureusement que des préhistoriens plus méticuleux demeurent strictement sur le terrain de la recherche scientifique au lieu de verser dans l'idéologie.

- Autrefois, les préhistoriens astiquaient la denture des hommes préhistoriques avant d'exposer leurs crânes, pour des raisons esthétiques. Aujourd'hui, ils récoltent soigneusement le tartre pour analyser les bactéries, l'ADN et les micro bribes de végétaux qu'il recèle. Ce nouveau type de fouilles high-tech a permis de découvrir que Neandertal, tout comme Homo sapiens, avait un régime alimentaire beaucoup plus diversifié qu'on ne le pensait. Les dents sont même autrement plus bavardes : placées sous un microscope électronique à balayage, elles peuvent dire ce qu'un homme ou une femme préhistorique a mangé lors de son dernier repas.

Un indice parmi d'autres: "*les stries verticales et longues indiquent une alimentation à base de viande alors que les stries horizontales témoignent d'une alimentation plus riche en végétaux*", explique le paléanthropologue Antoine Balzeau, qui travaille au Musée de l'Homme. (<https://www.sciencesetavenir.fr/archeo-paleo>)

- A côté des produits de la cueillette, la viande occupe une place importante, indique Marylène Patou-Mathis, chargée de recherche à l'Institut de Paléontologie Humaine (Paris). (...) « *Les Néanderthaliens ont un régime de type loup, dit-elle. Mais les Sapiens Sapiens sont aussi très carnivores.* » La chasse, mais aussi le charognage des gros animaux fournissent des muscles et surtout des abats, très recherchés pour leur haute densité nutritionnelle. Au total, Boyd Eaton estime que les hommes du paléolithique se procuraient 30% de leurs calories sous la forme de protéines, soit deux fois les apports actuellement conseillés pour la population française. (<https://www.lanutrition.fr>)

Marylène Patou-Mathis relève que des femelles ont été chassées, vraisemblablement pour leur viande plus grasse. « *A certaines périodes, les Préhistoriques consomment des femelles gravides, pour leur placenta et leur fœtus. De très jeunes animaux sont abattus, là encore pour la richesse en graisses.* » Ces graisses réalisent un équilibre quasi-idéal entre les deux familles d'acides gras essentiels, Oméga 3 et Oméga 6. (id)

Question : Comment nos lointains ancêtres pouvaient-ils savoir que la consommation de tel organe ou telle molécule était bénéfique à leur santé ? Pardi, instinctivement, ce qu'ignorent ou nient de nos jours des professeurs d'université. Quel bonheur d'être autodidacte ou de ne pas leur ressembler !

- (A partir du début du néolithique) Comme l'alimentation carnée et la part des protéines reculent, cette époque est marquée par une nette diminution de la taille moyenne. (id)

En Asie où les hommes mangent peu de viande, ils sont plus petits que la moyenne, bien que le soja soit riche en protéine, cela pour la Chine et l'Asie du Sud-Est.

Bref, tous les hommes jadis depuis au moins les australopithèques étaient carnivores (vers 7 millions d'années), non pas par le biais de leur éducation ou d'us ou coutumes, mais de manière naturelle ou inné n'en déplaise à ces fanatiques. Ils se mirent à en consommer davantage après la domestication du feu (il y aurait 400.000 ans), puis après celle de bovins lors du passage au néolithique, ils se mirent à consommer également du lait et ses dérivés, des céréales, mais un peu moins de viande, les bienfaits du développement des forces productives, n'en déplaise aux ennemis du marxisme. J'ai le souvenir avec mon ex-épouse d'avoir donné de la viande et du poisson à manger à notre fille dès le plus bas âge, très rapidement, elle devait avoir quelques mois seulement, mélangé à de la purée, et nous remarquâmes qu'elle y prit goût immédiatement, surtout de la sole cuite à la vapeur et agrémentée d'un bout de beurre et un peu de sel.

Nous sommes donc en présence d'un parti pris idéologique, car aucun homme ne devient spontanément végétarien, végétarien ou végétalien.

Dans certains pays, la religion a prescrit aux hommes de ne pas manger certains animaux pour mieux les soumettre à leur autorité, boeuf, vache ou porc, etc. leur immense compassion n'allant tout de même pas au cours de leurs cultes ou rites jusqu'à épargner la vie d'autres animaux, coq, brebis, etc. qu'ils sacrifient et égorgent à tour de bras.

Le second passage de leur document que j'ai relevé ne figure nulle part dans La question juive de Marx ou il a été totalement déformé.

- "*Comme l'écrit Marx, « la façon de percevoir la nature sous la domination de la propriété privée et de l'argent est un véritable mépris et une dégradation pratique à la nature » (Sur la question juive)*"

Voici ce qui figure à la page 14 de la version électronique :

- L'idée que, sous l'empire de la propriété privée et de l'argent, on se fait de la nature, est le mépris réel, l'abaissement effectif de la religion, qui existe bien dans la religion juive, mais n'y existe que dans l'imagination.

Leur document se terminait en apothéose.

- "*La lutte de classe pour la libération des animaux est la lutte pour la libération du prolétariat*", en fait, c'est exactement l'inverse !

Parodions-les par dérision en recourant au même ouvrage de Marx :

Marx - "*les « droits de l'homme », distincts des « droits du citoyen, » ne sont rien d'autre que les droits du membre de la société bourgeoise, c'est-à-dire de l'homme égoïste, de l'homme séparé de l'homme et de la communauté*", ajoutons, et les « *droits de l'animal* » ne sont rien d'autre que les droits du membre de la société bourgeoise de consommer de la viande tandis que le reste de la société en sera privé.

Finalement, et c'est ce que nous retiendrons, leur démarche s'inspire de la théorie selon laquelle il faudrait changer les hommes pour pouvoir ensuite changer la société, alors que tout le développement historique depuis la nuit des temps a démontré

exactement le contraire. La réfutation de cette théorie est justement ce qui caractérise le marxisme ou le socialisme qui n'a fait que décrire, traduire ou retranscrire ce processus matérialiste dialectique.

Vouloir changer les hommes sans changer au préalable de société (Gramsci, Mélenchon, etc.), c'est comme prétendre que les forces productives pourraient se développer indéfiniment de manière à pouvoir satisfaire les besoins de tous les peuples sans avoir à changer de mode de production, c'est d'ailleurs ce qui politiquement sous-tend ou caractérise cette manipulation des esprits, pourquoi devrions-nous nous débarrasser du régime capitalisme puisque malgré ses tares finalement il demeure synonyme de progrès, gardons espoir camarades... dans le capitalisme, et vive le marxisme, le communisme, le trotskysme, le socialisme !

C'est terrible d'en arriver à une telle déchéance.

Le fanatisme d'une secte.

Vous devriez exclure de votre alimentation ou de votre mode de vie : la viande, le poisson, les crustacés, les mollusques, la gélatine, le lait, le beurre, le fromage, la crème fraîche, les glaces, les pâtisseries, les œufs, le miel, le cuir, la fourrure, la laine, la soie, l'alpaga, le cachemire, les perles, la nacre, les plumes, la corne, la cire d'abeille, les cosmétiques et médicaments testés sur des animaux ou contenant des substances animales, etc.

Qu'il faille fuir les zoos, les cirques, les aquariums, les corridas, les centres équestres, les champs de courses, etc. on n'a pas attendu après eux pour cela. Ils ont oublié tous les films dans lesquels des animaux jouent un rôle.

Au fait, je me demande pourquoi il faudrait épargner les animaux dits de compagnie, principalement les chiens et les chats qui ne peuvent pas manger ou pisser quand ils en ont envie, qu'on tient en laisse, qu'on enferme, et je ne parle pas des oiseaux en cage, même dorée comme dirait Prévert, la liberté a un goût amer. Je m'en suis débarrassé et j'ai la conscience plus tranquille.

Avant que cela prenne, les guerres impérialistes auront fait couler beaucoup de sang...

Dans le monde, les végans ne représentent rien. 2,3 % au Canada, 1% en Allemagne, 0,5 % en Autriche, 0,3 % en Belgique, 0,27 % aux Pays-Bas, 1,05 % en Grande-Bretagne, 1 % en Suisse, 0,5 % aux Etats-Unis, ce sondage indiquait que 70 % des Américains ayant adopté un régime alimentaire végétalien à un moment donné ont fini par l'abandonner. (Source : Wikipédia) La palme revient comme il se doit à l'Etat sioniste avec 5%, soit 300.000 personnes, sur 7,4 milliards, on a encore de la marge !

On a bien encore affaire ici au mécanisme infernal selon lequel 1% ou moins veut imposer sa loi au 99% restants, cela ne vous dit-il pas quelque chose ? Si, bravo, c'est bien sorti du même tonneau, origine contrôlée s'il vous plaît !

En guise d'épilogue.

Evidemment, aucun d'entre nous ne souhaite infliger des mauvais traitements ou des souffrances inutiles à quelque animal que ce soit, à aucun être vivant. Mais on doit bien admettre que dans certains cas ce soit indispensable de les éliminer, parce qu'ils nuisent à l'environnement de l'homme ou parce que l'homme en a besoin pour se nourrir ou assurer la survie de son espèce, au bout de 7 millions d'années on ne se refait pas, pas même par décret !

Etant l'espèce supérieure ou régnaute sur toutes les espèces vivantes, l'homme et son existence n'en est pas moins vulnérable pour autant, défendant son territoire et ses besoins il entre donc en concurrence avec toutes les espèces qui en font autant de leur côté, à armes inégales puisque l'homme a été le seul en mesure d'en inventer, il est donc naturel qu'ils s'en servent, on lui reprochera seulement d'en user à tort et à travers quand il pourrait s'en passer, ce qui n'a rien de surprenant sachant qu'il n'a même pas conscience de sa propre nature, ne parlons pas des actes de cruauté ou de barbarie que certains peuvent être amenés à commettre gratuitement et qui doivent être condamnés sans réserve. L'homme n'est pas davantage un prédateur que les autres espèces moins évoluées, qu'un magnifique petit oiseau qui déchire et dévore vivant un insecte par exemple.

Il n'est pas encore parvenu au stade supérieur de développement qui permettrait d'envisager d'autres rapports avec les animaux, d'éliminer tous ceux qui sont étrangers à son alimentation. Pourquoi consommer tout ou partie d'un animal quand on pourrait procéder autrement ou s'en passer en recourant à d'autres matériaux, en ayant toujours à l'esprit que l'homme appartient à la longue chaîne de la biodiversité, et que préserver son équilibre intrinsèque ne peut se réaliser qu'en respectant la place et le rôle que chaque espèce assume sous peine d'entraîner la disparition de certaines espèces, y compris l'homme.

Il ne pourra pas atteindre ce stade supérieur sous le régime capitaliste, puisque ce mode de production n'est guidé que par la soif insatiable du profit et du pouvoir. Il faudra mettre un terme au règne de la nécessité pour que les animaux tout comme les hommes bénéficient du respect et du bien-être auquel ils aspirent légitimement ou puissent vivre en harmonie, mais pas avant, ceux qui vous font croire le contraire sont des ignorants ou des charlatans, parfois pire encore.

[Chaque jour les marchands d'esclaves vous vantent leur camelote frelatée.](#)

- L'instant détox : est-ce que l'immigration apporte quelque chose à la France ? - Franceinfo 01.10

"Depuis que la révolution industrielle a amené à avoir un besoin de main-d'oeuvre qui dépasse largement le cadre français, ce qui fait que des gens de l'extérieur sont venus, c'est toujours le même mécanisme : en période de prospérité, il y a des tensions, mais ça se règle. En période de crise, immédiatement l'immigré devient le bouc-émissaire", explique Carl Aderhold, coréalisateur du documentaire Histoire d'une nation, diffusé en ce moment sur France 2. Franceinfo 01.10

Le reste de l'article, soit les trois-quarts, faisait l'apologie de l'immigration, rappelant qu'1 Français sur 2 était d'origine étrangère de par ses aïeux ou ses ancêtres éloignés, comme si nous ne le savions pas, mais le problème n'est pas là. Il réside dans le fait que la survie du capitalisme au-delà des conditions qui auraient dû se traduire par sa disparition ou le passage au socialisme, se traduit dorénavant par l'exacerbation, la putréfaction de tous les rapports sociaux qui se retournent contre l'ensemble de ses acteurs, y compris ceux qui détiennent le pouvoir, le nouvel épisode de la crise politique ouverte depuis l'arrivée de Macron au pouvoir l'illustre quasi quotidiennement.

Ils alimentent en permanence l'immigration ou la pompe à boucs émissaires parce qu'ils ne peuvent plus gouverner comme avant, ce qui constitue un des deux éléments qui caractérisent une situation révolutionnaire, sans que l'autre ne soit mûr, quand les masses ne peuvent plus vivre comme avant, ce qui par conséquent devrait conforter la droite et se traduire par une poussée de l'extrême droite, or ce n'est pas exactement le scénario qui se produit, on assiste plutôt à une désaffection du terrain du politique de la part des masses, laissant le champ libre à ceux qui ont mis au point cette mise en scène, de sorte qu'ils contrôlent la situation et appliquent leur programme, jusqu'à quand ? C'est la question qui doit les tarauder jour et nuit..

- Adolescents migrants à Paris : Human Rights Watch appelle l'Etat à faire plus - Liberation.fr 04.10

L'organisation internationale dénonçait en juillet la façon dont les adolescents migrants étaient traités par l'administration à Paris. Trois mois plus tard, elle juge que trop peu d'efforts ont été faits par les autorités. Liberation.fr 04.10

Human Rights Watch : elle-même annonçait en 2010 recevoir 100 millions de dollars de George Soros via l'Open Society Institute. (Wikipédia.org) No comment !

Totalitarisme. Justice sélective ou une interprétation du droit à géométrie variable.

- 6 mois de prison ferme pour avoir giflé une jeune femme dans la rue à Paris - AFP 04.10

L'homme qui avait giflé une jeune femme, Marie Laguerre, fin juillet dans la rue à Paris a été condamné jeudi par le tribunal correctionnel à un an de prison dont six mois avec sursis.

Cet homme de 25 ans, qui comparaisait détenu, reste en prison. Le tribunal a également prononcé une obligation de soin et une interdiction d'entrer en contact avec la victime, à laquelle il devra verser 2.000 euros en réparation du préjudice moral.

Il devra également suivre un stage de sensibilisation aux violences au sein du couple et contre les violences sexistes.

L'affaire avait éclaté fin juillet, lorsque Marie Laguerre, une étudiante de 22 ans, avait publié sur Facebook un billet racontant son agression, images de vidéosurveillance à l'appui. Elle y accusait l'homme de lui avoir adressé des bruits et remarques à connotation sexuelle.

"J'ai donc lâché un +ta gueule+ en traçant ma route. Car je ne tolère pas ce genre de comportement", écrivait-elle. L'homme lui avait alors jeté un cendrier, avant de la gifler violemment devant des témoins, en pleine journée.

Les images avaient suscité l'indignation, aussi bien en France qu'à l'étranger, sur fond de débat sur le harcèlement de rue. AFP 04.10

Ils multiplient les condamnations pour l'exemple pour terroriser la population... Attention, au moindre mot de travers, à la moindre allusion déplacée, au moindre geste douteux, vous pourrez être condamné !

La haine et la vengeance d'un régime corrompu, minoritaire et illégitime

- Le couple molesté par Benalla sera jugé - Reuters 02.10

Le jeune couple molesté par l'ancien chargé de mission de l'Elysée Alexandre Benalla en marge des manifestations du 1er mai à Paris sera jugé pour violences volontaires sur personnes dépositaires de l'autorité publique, a-t-on appris mardi soir de

source judiciaire.

Chloé P. et Georgios D. ont été interrogés sous le régime de la garde à vue une grande partie de la journée et "se sont vus remettre une convocation devant le tribunal correctionnel", a-t-on précisé de même source.

"Aucune plainte n'a été déposée contre eux par les forces de l'ordre et celles-ci n'ont eu à déplorer aucun blessé dans leurs rangs", selon leur avocat Me Sahand Saber sur son compte twitter. Reuters 02.10

Pas de plaintes des policiers, pas de blessés, en revanche ils vont leur faire payer d'avoir chargé Benalla...

Au fait, le voyou Benalla, toujours pas jugé, toujours pas inculpé, toujours en liberté ?

Benalla, le "protégé" de Macron, entre djihadistes, voyous et gangsters ou comment ils recyclent les ordures.

- A Londres, la mystérieuse rencontre entre Alexandre Benalla et Alexandre Djouhri - Libération 2 octobre 2018

L'entrevue devait rester confidentielle. Selon nos informations, Alexandre Benalla a rencontré Alexandre Djouhri le 5 septembre dans un grand hôtel londonien. Ce rendez-vous entre l'ancien proche collaborateur d'Emmanuel Macron et l'homme d'affaires le plus sulfureux de la sarkozie a été organisé par une connaissance commune, un certain Lucas P., 26 ans, dont la mère partage des bureaux en Suisse avec Alexandre Djouhri.

L'apparition de ce jeune homme au côté d'Alexandre Benalla dans une gare de Londres a fait l'objet d'un compte rendu de la police de l'air et des frontières. Comme l'a révélé le Canard enchaîné, les deux hommes ont été aperçus peu avant 19 heures en gare de Saint-Pancras, avant de prendre l'Eurostar ensemble. Selon la note citée par nos confrères, «leurs attitudes laissent entendre qu'ils se connaissent. Ils discutent ensemble». Le renseignement serait alors remonté immédiatement Place Beauvau puis à l'Elysée, en raison du profil de Lucas P., fiché S selon le Canard.

Selon nos informations, le signalement de Lucas P. serait lié à ses connexions avec un marchand d'armes nigérien, Aboubakar H., qui se trouve également être son voisin à Paris. Le jeune homme a été contrôlé il y a quelques mois au Niger avec 50 000 euros en espèces, somme qu'il devait rapatrier en France pour le compte de l'homme d'affaires. Entendu à son retour par la Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières, Lucas P. aurait été fiché à cette occasion. Mais le 5 septembre, lorsqu'il fait l'aller-retour à Londres avec Benalla, sa fiche ne fait l'objet d'un signalement qu'au retour, et pas à l'aller.

Quel était l'objectif de cette rencontre au sommet entre les deux Alexandre ? S'agissait-il d'un simple rendez-vous d'affaires, comme le laisse entendre un proche ? Les deux hommes ont une passion commune pour l'Afrique. Considéré comme un «frère» par de nombreux chefs d'Etat africains, Alexandre Djouhri, 59 ans, a tissé des réseaux politiques et industriels aux ramifications multiples, du Gabon au Congo-Brazzaville, de l'Algérie à la Guinée-Equatoriale. Benalla, qui pointe officiellement à Pôle Emploi, ne demanderait qu'à se reconvertir.

Ou bien faut-il voir derrière ce rendez-vous secret une tentative de Djouhri visant à trouver des appuis dans la macronie à la veille d'une confrontation délicate avec la justice française ?

La justice s'intéresse notamment aux conditions dans lesquelles il a vendu une villa de Mougins (Alpes-Maritimes) à un prix largement surestimé à une filiale du fonds souverain libyen dirigé alors par Béchir Saleh, considéré comme le banquier du régime de Kadhafi. En mai 2012, alors que ce même Béchir Saleh était recherché par la justice française, Djouhri aurait participé à son exfiltration secrète de Paris vers le Niger, avec l'aide de l'ex-patron du renseignement intérieur Bernard Squarcini, autre intime de Sarkozy.

Libéré après avoir versé une caution de 1 million de livres (1,13 million d'euros), Djouhri doit être prochainement entendu par les juges français. Libération 2 octobre 2018

[Comment une banale histoire d'espionnage est dénaturée pour être assimilée à une cyberattaque.](#)

- Les Occidentaux accusent la Russie de cyberattaques mondiales - AFP 5 octobre 2018

Les puissances occidentales ont accusé jeudi la Russie d'orchestrer une série de cyberattaques mondiales dont une tentative de piratage du siège de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) aux Pays-Bas, qui ont annoncé avoir expulsé quatre espions russes.

Le tout dans le cadre d'une campagne de mondiale de cyberattaques attribuée au Kremlin et dénoncée par les Pays-Bas, la

Grande-Bretagne, le Canada, l'Australie et la France.

"Les faits rapportés sont graves et préoccupants. La France exprime sa pleine solidarité avec ses alliés et avec les organisations internationales visées par de telles attaques", a déclaré le ministère français des Affaires étrangères dans un communiqué.

Les autorités néerlandaises ont révélé comment les agents russes avaient positionné un véhicule truffé d'équipements électroniques sur le parking d'un hôtel proche du siège de l'OIAC à La Haye dans le but de pirater à distance son système informatique. (Pirater des informations, ce n'est pas détourner ou détruire des informations, il n'y a donc eu aucune cyberattaque. - LVOG)

La Russie a dénoncé "un acte de propagande", ajoutant que "cette campagne antirusse d'espionnage aiguë" portait "atteinte aux relations bilatérales".

Les services secrets néerlandais et britanniques ont trouvé dans la voiture des agents russes un ordinateur portable et une facture de taxi pour une course du siège du GRU à l'aéroport Chereemetievo de Moscou, a précisé Mme Bijleveld. (Toujours pas trace de cyberattaque. - LVOG)

L'ordinateur portable retrouvé présentait en outre des signes de connexion aux réseaux du Brésil, de la Suisse et de la Malaisie, et pour ce dernier pays en liaison avec l'enquête sur la destruction en 2014 de l'avion du vol MH17 au-dessus de l'Ukraine. (Toujours pas trace de cyberattaque. - LVOG)

Le chef des services de renseignement néerlandais (MIVD), le général Onno Eichelsheim, a quant à lui affirmé que les quatre Russes, qu'il a identifiés comme étant Alexeï Morenets, Evgueni Serebriakov, Oleg Sotnikov et Alexeï Minine, étaient arrivés à l'aéroport d'Amsterdam-Schiphol le 10 avril avec des passeports diplomatiques russes qu'il a présentés à la presse.

Le 11 avril, ils ont loué une Citroën C3 et effectué une reconnaissance de la zone autour de l'OIAC à La Haye, tandis qu'ils étaient surveillés en permanence par le renseignement néerlandais.

Deux jours plus tard, les agents russes ont garé leur véhicule sur le parking d'un hôtel situé à côté du siège de cette organisation, et pris des photos du bâtiment, a raconté M. Eichelsheim. Dans le coffre de la voiture se trouvait du matériel électronique permettant d'intercepter le réseau wifi de l'OIAC ainsi que les codes de connexion.

Les services néerlandais ont ensuite neutralisé les quatre Russes et trouvé dans leur voiture un ordinateur portable, des téléphones portables et le reçu d'un taxi qui les a emmenés à l'aéroport à Moscou. (Toujours pas trace de cyberattaque. - LVOG)

Dans un communiqué, l'OIAC a dit avoir, depuis début 2018, "observé une augmentation des activités liées à la cybersécurité". (Cybersécurité ne signifie pas forcément cyberattaque, c'est un amalgame. - LVOG)

Les Pays-Bas avaient déjà déclaré en septembre avoir arrêté et expulsé au début de l'année deux Russes, espions présumés, les soupçonnant d'avoir cherché à pirater un laboratoire suisse associé à l'OIAC. (Tous les pays occidentaux pratiquent le piratage dans le cadre de leurs activités d'espionnage, alors pourquoi la Russie ou la Chine par exemple ne pourrait pas en faire autant ? - LVOG)

"Cette tentative d'accéder au système de sécurisé d'une organisation internationale (l'OIAC, ndr) oeuvrant à débarrasser le monde des armes chimiques démontre que le GRU méprise les valeurs et les règles internationales assurant notre sécurité à tous", ont dénoncé la Première ministre britannique Theresa May et son homologue néerlandais Mark Rutte dans une déclaration commune.

"La Russie doit cesser son comportement irresponsable, incluant l'usage de la force contre ses voisins, des tentatives d'immixtion dans des processus électoraux et des campagnes massives de désinformation", a renchéri le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg dans un communiqué. AFP 5 octobre 2018

Quel délire !

- Moscou révèle ce qui se cache derrière les accusations de cyberattaques par les Pays-Bas - sputniknews.com 04.10.2018

Les accusations formulées par les Pays-Bas prouvent qu'ils n'ont rien à opposer aux faits concernant le pays auquel appartenait le missile qui a abattu le vol MH17, a indiqué le ministère russe des Affaires étrangères.

Les accusations des Pays-Bas contre Moscou prouvent que le pays ne peut rien opposer aux faits concernant le pays auquel appartenait le missile ayant abattu le vol MH17, a déclaré ce jeudi le ministère russe des Affaires étrangères.

Il a fait remarquer que la Russie avait attiré à plusieurs reprises l'attention des Pays-Bas sur la campagne d'espionnage dans le pays qui nuisait aux relations bilatérales.

«Nous avons plus d'une fois informé la partie néerlandaise, notamment par canaux diplomatiques, que la campagne anti-russe d'espionnage déclenchée dans le pays et marquée par des "fuites" dans les médias sur de présumées cyberattaques portait préjudice à nos rapports bilatéraux», a souligné le département de l'information et de la presse du ministère en commentant les accusations que des responsables du ministère néerlandais de la Défense ont portées contre Moscou.

Les Pays-Bas ont expulsé quatre Russes soupçonnés d'une cyberattaque contre l'OIAC Les accusations des Pays-Bas visent à créer un contexte propice à l'adoption à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) de décisions qui arrangent l'Occident, selon le ministère russe.

«Les Pays-Bas ont attendu presque six mois avant de publier des informations sur l'expulsion de quatre Russes. Cela ne peut sembler étrange qu'aux personnes ignorantes de la situation», a souligné le ministère russe.

Le ministère a rappelé que la session de l'OIAC s'ouvrirait le 9 octobre et qu'elle serait consacrée aux problèmes du financement du mécanisme attributif dans le cadre de son Secrétariat technique.

«La création d'un tel mécanisme de désignation des "coupables" d'utilisation d'armes chimiques en dépit des normes du droit international et en violation des prérogatives du Conseil de sécurité de l'Onu, c'est ce à quoi œuvrent avec persévérance plusieurs pays occidentaux. Il est évident que l'intoxication informationnelle actuelle ne constitue qu'une nouvelle étape de la formation du contexte politique "nécessaire" à l'adoption de cette initiative contraire au droit», a noté le ministère russe. sputniknews.com 04.10.2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

- Trump se moque de l'accusatrice de son candidat à la Cour suprême - AFP 3 octobre 2018

Le président américain Donald Trump s'est ouvertement moqué mardi soir de la femme qui accuse son candidat à la Cour suprême d'agression sexuelle, ironisant sur le manque de précision de son récit.

Christine Blasey Ford, universitaire de 51 ans, a affirmé la semaine dernière devant le Sénat --et des dizaines de millions d'Américains devant leur écran-- être sûre "à 100%" d'avoir été agressée, à l'été 1982, par Brett Kavanaugh.

"J'avais bu une bière, j'avais bu une bière...", a lancé M. Trump lors d'un meeting de campagne à Southaven, dans le Mississippi, faisant mine d'imiter le témoignage de Mme Blasey Ford.

"Comment êtes-vous rentrée chez vous? Je ne m'en souviens pas. Comment vous êtes-vous rendue sur place? Je ne m'en souviens pas. Il y a combien d'années? Je ne sais pas, je ne sais pas, je ne sais pas", a-t-il lancé, sous les rires et applaudissements nourris.

"Dans quel quartier cela s'est-il passé? Je ne sais pas. Où est la maison? Je ne sais pas. Au premier étage, au rez-de-chaussée, où? Je ne sais pas. Mais j'avais bu une bière, c'est la seule chose dont je me souviens", a-t-il poursuivi.

"Et la vie d'un homme est en lambeaux, la vie d'un homme a été brisée", a ajouté le président américain, qui avait jusqu'ici pris soin de ne pas s'en prendre directement à l'accusatrice.

Qualifiant le juge Kavanaugh d'"être humain parfait", le locataire de la Maison Blanche a longuement dénoncé l'attitude des élus démocrates, qu'il accuse d'obstruction.

Un peu plus tôt dans la journée, M. Trump avait estimé que les hommes se trouvaient désormais dans une situation très délicate

aux Etats-Unis.

"C'est une époque vraiment terrifiante pour les jeunes hommes en Amérique, vous pouvez être coupable de quelque chose dont vous n'êtes pas coupable", avait-il déclaré depuis les jardins de la Maison Blanche.

"C'est vraiment une période difficile", avait-il martelé, estimant que la présomption d'innocence était trop souvent piétinée. AFP 3 octobre 2018

En complément.

- Donald Trump accusé d'évasion fiscale sur l'héritage de ses parents - LeParisien.fr 03.10

- La CIJ suspend certaines sanctions US contre l'Iran - Réseau Voltaire 3 octobre 2018

Dans un arrêt rendu le 3 octobre 2018, la Cour internationale de Justice (CIJ) a annulé, à titre conservatoire, plusieurs des sanctions unilatérales édictées par les États-Unis à l'encontre de l'Iran.

La CIJ est l'organe arbitral des Nations unies. Elle avait été saisie par la République islamique d'Iran selon qui les sanctions prises par les États-Unis en se retirant du JCPoA contreviennent au Traité bilatéral sur l'Amitié, les Relations économiques et les Droits consulaires du 15 août 1955 [1].

La Cour fait obligation aux États-Unis de respecter leur signature du Traité d'Amitié. À ce titre, elle leur ordonne de faciliter le commerce des médicaments et matériels médicaux ; des denrées alimentaires et des produits agricoles ; ainsi que de tous les matériels nécessaires à la sécurité de l'aviation civile. Washington devra fournir toutes les licences nécessaires à ce commerce.

Enfin, la Cour enjoint aux deux parties de s'abstenir, durant l'attente d'une décision définitive, de toute mesure de nature à aggraver leur différend en l'attente d'une décision définitive. Réseau Voltaire 3 octobre 2018

Les traités signés, les États-Unis s'asseoient dessus :

- Le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, a déclaré que ce traité d'amitié, dont Téhéran a selon lui indûment profité pendant des années, était désormais caduc. Reuters 4 octobre 2018

- Les USA se retirent d'une partie de la convention de Vienne - Reuters 4 octobre 2018

Les Etats-Unis se sont retirés mercredi de deux accords internationaux après que l'Iran et les Palestiniens ont déposé des plaintes devant la Cour internationale de justice (CIJ) pour contester des décisions de l'administration Trump.

Le conseiller de la Maison blanche à la Sécurité nationale, John Bolton, a décrit mercredi la CIJ comme "politisée et inefficace", après avoir le mois dernier menacé de sanctions la juridiction basée à La Haye considérée "comme morte" par Washington.

Plus tôt mercredi, la CIJ, organe judiciaire des Nations unies, a ordonné aux Etats-Unis de s'assurer que leurs sanctions contre Téhéran n'affectaient pas la situation humanitaire en Iran et ne mettaient pas en péril l'aviation civile iranienne.

John Bolton a annoncé que Donald Trump avait décidé de retirer aussi les Etats-Unis du protocole facultatif de résolution des conflits diplomatiques contenu dans la convention de Vienne.

"Nous allons examiner tous les accords internationaux qui pourraient encore exposer les Etats-Unis à une prétendue compétence juridictionnelle, à une résolution de litige devant la Cour internationale de justice", a déclaré le conseiller de la Maison blanche à la Sécurité nationale.

"Les Etats-Unis ne vont pas rester les bras croisés alors que des revendications politiques sans fondement sont déposées contre nous", a-t-il jouté.

Donald Trump a justifié ce retrait du protocole facultatif de résolution des conflits diplomatiques contenu dans la convention de Vienne par la décision des Palestiniens de saisir la Cour internationale de justice, instance compétente selon la convention signée en 1961, pour contester le transfert de l'ambassade des Etats-Unis à Jérusalem.

"Cela est lié à la plainte déposée par le soi-disant Etat de Palestine de désigner les Etats-Unis comme un accusé pour contester le transfert de notre ambassade de Tel Aviv à Jérusalem", a dit Bolton.

"Je tiens à souligner que les Etats-Unis demeurent partie prenante à la convention de Vienne sur les relations diplomatiques et nous attendons des autres membres qu'ils respectent leurs obligations internationales prévues par cette convention", a-t-il ajouté.

La CIJ a annoncé la semaine passée avoir été saisie d'une plainte des autorités palestiniennes qui estiment que le transfert de la représentation diplomatique américaine contrevient au texte de 1961 et doit être annulé.

Ils demandent en outre que la Cour prescrive "aux Etats-Unis d'Amérique de retirer la mission diplomatique de la ville sainte de Jérusalem et de se conformer aux obligations internationales qui découlent de la convention de Vienne". Reuters 4 octobre 2018

Israël

- La communication de Benjamin Netanyahu - Réseau Voltaire 1er octobre 2018

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a retenu les leçons du général Colin Powell. Il est ainsi parvenu à renouveler la rhétorique de son pays qui se limitait jusque là à instrumenter la « solution finale ».

Lorsque les États-Unis et le Royaume-Uni décidèrent d'envahir l'Iraq et de renverser le président Saddam Hussein, le secrétaire d'État US n'hésita pas à brandir au Conseil de sécurité une fiole, prétendument remplie d'anthrax. Pour terrifier son auditoire, il ne manqua pas de préciser qu'elle contenait suffisamment de poison pour tuer tous les new-yorkais.

Sur ce modèle, Benjamin Netanyahu brandit, en 2012, à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies un schéma explicatif de l'imminence de la réalisation de la bombe atomique iranienne.

En avril 2018, il révéla le vol par ses services secrets des archives nucléaires iraniennes. Il prétendit détenir ainsi la preuve que Téhéran avait poursuivi ses recherches malgré ses engagements internationaux. Las ! vérification faite, il ne s'agissait pas de recherches, mais d'une étude de faisabilité.

Lors de son dernier discours devant l'Assemblée générale de l'Onu, il a révélé l'existence, en plein Téhéran, d'un lieu de stockage secret de matériel indispensable à la recherche nucléaire. Las ! les journalistes occidentaux (photo du haut de la page : Euronews) qui se sont précipités sur place n'ont trouvé qu'une usine de nettoyage de tapis. Réseau Voltaire 1er octobre 2018

Macédoine

- Les Macédoniens se prononcent contre l'adhésion à l'Otan et à l'UE - Réseau Voltaire 1er octobre 2018

Les Macédoniens ont été invités, le 30 septembre 2018, à répondre par référendum à la question suivante : « Êtes-vous favorable à une adhésion à l'Otan et à l'Union européenne en acceptant l'accord passé entre la République de Macédoine et la République de Grèce ? ».

L'accord avec la Grèce avait été négocié par l'ambassadeur des États-Unis à Athènes, Geoffrey R. Pyatt, connu pour avoir préalablement organisé le putsch de Kiev avec l'aide du parti nazi Secteur droit. Il prévoit de transformer le nom de l'« Ex-République yougoslave de Macédoine » en « Macédoine du Nord » et d'abandonner toute référence historique à Alexandre le Grand.

Ce conflit date de l'indépendance de la Grèce (1822), lorsqu'Athènes entendait libérer l'ensemble de la Macédoine de l'occupation ottomane. Aujourd'hui, la Macédoine historique est divisée en une partie grecque et une partie indépendante. La mémoire d'Alexandre le Grand est revendiquée à la fois par Athènes et par Skopje qui a élevé sa statue équestre au centre de la capitale (photo). L'élève d'Aristote qui fonda un empire réunissant l'Orient et l'Occident est né dans la partie grecque de la Macédoine, mais il fut longtemps considéré comme un « barbare » par les Grecs qui ne reconnurent son autorité que par la force.

Alexandre le Grand imagina un Empire qui respecta les particularités culturelles de ses sujets (y compris des Grecs) et laissa les différents souverains vaincus au pouvoir. Au contraire l'Otan et l'UE, dans la tradition de Jules César, se présentent comme des superstructures intégrant chacun de ses membres dans des valeurs communes obligatoires. Ces deux modèles historiques sont inconciliables.

Le secrétaire d'État des États-Unis, le général James Mattis, était venu à Skopje s'assurer du bon fonctionnement du référendum. Cependant, aucun membre du gouvernement n'était venu l'accueillir à sa descente d'avion, seul l'ambassadeur US était présent.

La question posée lors du référendum, associant l'Otan et l'UE, est parfaitement logique puisque, d'un point de vue états-unien,

les deux structures sont les versants militaires et civils d'une même organisation.

Les autorités macédoniennes sont profondément divisées. Les socialistes et musulmans du gouvernement de Zoran Zaev ont appelé à voter « Oui ». Tandis que les nationalistes et majoritairement orthodoxes, dont le président de la République, Gjorge Ivanov, ont appelé au boycott des urnes.

Seuls 33,75 % des électeurs ont répondu « Oui ».

Fort mauvaise joueuse, la presse altantiste et ouest-européenne s'est mensongèrement félicitée de la victoire du « Oui », soulignant que 91,46 % des votants avaient donné leur accord et sans mentionner que 63,09 % des électeurs ne s'étaient pas rendus aux urnes. Conformément à la Constitution qui fixe un quorum pour la validité d'un référendum, la commission électorale a annulé la consultation. Réseau Voltaire 1er octobre 2018

Canada

- Le Québec tourne la page libérale et élit un gouvernement nationaliste - AFP 02.10

Les Québécois ont porté pour la première fois au pouvoir lundi la Coalition Avenir Québec (CAQ), un parti nationaliste non indépendantiste qui souhaite réduire la taille de l'État et l'immigration, tournant la page de près de 15 ans de gouvernement libéral quasi ininterrompu.

"Aujourd'hui on a marqué l'histoire, aujourd'hui il y a beaucoup de Québécois qui ont mis de côté un débat qui nous a divisés pendant 50 ans", soit la question de l'appartenance ou non du Québec au Canada, a lancé, triomphal, François Legault, Premier ministre désigné de la province, lors d'un discours à Québec.

Cet homme d'affaires multimillionnaire a promis "un esprit de rassemblement, pour gouverner pour tous les Québécois", et a dit vouloir "travailler pour un Québec fort au sein du Canada".

La CAQ, formation créée en 2011 par M. Legault, disposera de la majorité absolue à l'Assemblée nationale québécoise, avec 74 députés sur 125 selon des résultats préliminaires. Dans le précédent Parlement, dissous fin août, elle ne comptait que 21 sièges.

Le Premier ministre sortant, le libéral Philippe Couillard, a rapidement concédé sa défaite lundi soir et souhaité à M. Legault "tout le succès", depuis son fief du lac Saint-Jean.

Il s'agit d'un nouveau coup dur pour les Libéraux, la famille politique du Premier ministre fédéral Justin Trudeau. En juin ils avaient perdu l'Ontario, province la plus riche et la plus peuplée, au profit d'une autre formation conservatrice.

Le Canada organise des élections législatives dans un an, et le scrutin s'annonce incertain pour M. Trudeau, dans un contexte de montée du nationalisme.

Entre prospérité économique et quasi-plein emploi, la campagne électorale n'a guère passionné les 8,4 millions d'habitants de la Belle Province. La participation a été d'environ 67%, contre 71% en 2014 et 74% en 2012.

Pour la première fois en plus de 30 ans, la question de l'indépendance du Canada ne constituait pas un enjeu. Les partis favorables au fédéralisme canadien ont totalisé plus de 63% des suffrages.

Le prochain Premier ministre du Québec, François Legault, est un ancien ministre indépendantiste qui assure désormais ne plus vouloir se séparer d'Ottawa. Multimillionnaire, comptable de formation, il a fait fortune après avoir créé en 1986 la compagnie aérienne Air Transat. AFP 02.10

Irak

- Irak: Barham Salih à la présidence, Adel Abdoul Mahdi Premier ministre - Reuters 3 octobre 2018

Barham Salih, vétéran de la scène politique kurde, a été élu mardi à la présidence irakienne par le Parlement, après plusieurs mois de tractations, et a aussitôt chargé Adel Abdoul Mahdi de former un nouveau gouvernement.

"Je promets de préserver l'unité et la sécurité de l'Irak", a déclaré cet ingénieur de 58 ans formé en Grande-Bretagne, qui appartient l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), lors de sa prestation de serment.

Le poste de chef de l'Etat est essentiellement honorifique, mais son attribution est une étape-clé dans la formation d'une nouvelle administration, six mois après les législatives de mai, dont les résultats n'ont pas permis de constituer une majorité parlementaire.

Depuis le renversement de Saddam Hussein, en 2003, la présidence est réservée à un Kurde, le Premier ministre, véritable chef de l'exécutif, doit être chiite et le président du parlement, sunnite.

Le nouveau chef de l'Etat qui succède à Fouad Massoum a recueilli les suffrages de 219 des 329 députés. Il avait quinze jours pour charger un membre du groupe parlementaire le plus important de former un gouvernement, mais il a donc préféré le faire sur le champ.

Adel Abdoul Mahdi, un économiste de 76 ans, dispose quant à lui, de 30 jours pour constituer son équipe et obtenir la confiance du Parlement.

Adel Abdoul Mahdi a quitté l'Irak en 1969 pour s'exiler en France, où il a travaillé pour des cercles de réflexion et des magazines francophones et arabophones. Son père, un membre du clergé chiite très respecté, a été siégé au gouvernement sous la monarchie qui a été renversée en 1958.

Il a été choisi par deux coalitions rivales dirigées pour l'une par l'imam chiite Moqtada al Sadr et le chef du gouvernement sortant Haïdar al Abadi et, pour l'autre, par le chef des milices chiites pro-iraniennes Hadi al Amiri et l'ancien premier ministre Nouri al Maliki. Les deux blocs, nommés respectivement Islah et Binaa, assurent détenir la majorité au parlement.

"La nomination de M. Adel Abdoul Mahdi est intervenue à la suite d'un accord entre le bloc Binaa et le bloc Islah pour faire en sorte qu'il soit désigné par consensus et pas par un bloc majoritaire afin de régler le problème de la détermination du bloc majoritaire", a expliqué Ahmed al Assadi, porte-parole de la coalition d'Amiri et Maliki. Reuters 3 octobre 2018

Syrie

- Des États arabes s'apprentent à renouer avec la Syrie - Réseau Voltaire 3 octobre 2018

Le président syrien démocratiquement élu, Bachar el-Assad, a accordé un entretien au quotidien koweïti Al-Shahed.

Il y révèle que la Syrie et plusieurs États arabes sont sur le point de renouer leurs relations diplomatiques.

Il s'agit de la première interview du président el-Assad à un média du Golfe depuis le début de l'agression étrangère (financée par l'Arabie saoudite et le Qatar), en 2011.

La Syrie a été exclue de la Ligue arabe, dont elle est un membre fondateur, en violation des statuts de l'organisation.

La Syrie a historiquement joué un rôle international important. Le Dr. Henry Kissinger avait coutume de dire : « Au Moyen-Orient, on ne peut faire la guerre sans l'Égypte ni la paix sans la Syrie ». Réseau Voltaire 3 octobre 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Hôtel Hyatt : les femmes de chambre aspirent à 3 euros de l'heure en plus - Libération 4 octobre 2018

Une partie du personnel du palace parisien se bat depuis le 25 septembre pour obtenir des hausses de salaire et l'arrêt de la sous-traitance.

Devant le prestigieux hôtel Park Hyatt, à quelques mètres de la place Vendôme à Paris, un groupe de touristes propres observe la scène, mi-intrigués mi-amusés. Sous leurs yeux, une trentaine de salariés de l'établissement s'assoient par terre pour former une chaîne humaine. Ils tapent sur des bidons en plastique et crient : «On lâche rien, on lâche rien !» Une des grévistes leur distribue des tracts en dansant. Siglés de la CGT Hôtels de prestige et économiques (CGT-HPE) : «Hyatt ment à [ses] clients.» «On leur fait croire que c'est du luxe alors qu'on nous exploite», regrette l'une des salariés sous une pancarte «c'est la lutte des classes». Depuis le 25 septembre, une partie du personnel en charge du ménage, de la plonge ou encore de l'entretien de cet hôtel cinq étoiles est entrée dans une grève «illimitée». Chaque matin à 7 heures, ils tapent sur leurs instruments sous les

fenêtres des chambres. «On réveille les clients», rigole une femme de chambre. Avec deux revendications : que l'établissement n'ait plus recours à la sous-traitance et qu'il revalorise les salaires.

«Après deux ans de négociation avec la direction, on a décidé d'entrer en grève, car c'est notre dernier recours», avance Sameh, délégué syndical CGT. Lui est employé par l'hôtel. A ses côtés, d'autres grévistes travaillent pour une société de nettoyage prestataire, STN. Eux en sont à leur troisième grève depuis 2013. «Grâce à leurs actions, ils ont obtenu de la STN qu'elle augmente leur salaire à 1 900 euros net avec des primes supplémentaires», explique le cégétiste.

Résultat : ils sont, selon lui, mieux payés que les salariés embauchés par Park Hyatt. Lesquels réclament une augmentation de 3 euros par heure de salaire et le remboursement à 100 % du ticket de transport. «C'est le palace qui paye le moins de tous», s'agace Sameh. Pourtant, cet hôtel affiche une rentabilité plus que correcte : «On a eu accès aux comptes de l'entreprise. Quand on a vu qu'ils faisaient 8 millions d'euros de bénéfices en 2017 mais refusaient catégoriquement d'augmenter les salaires les plus bas, ça a été le déclic», fustige l'employé.

Tambours. «Vous regardez les autres hôtels de luxe autour, les salariés sont tous payés 300 euros de plus», avance Sofiane, employé pour 1 500 euros net par mois au room-service. Wandé, aussi syndiqué à la CGT, danse à quelques mètres des tambours de fortune. Arrivé en France en 1990, ce Malien qui s'empresse de montrer son titre de séjour fait la plonge à l'hôtel depuis sept ans. Son salaire, 1 300 euros net par mois, n'a jamais été revu à la hausse. Et n'a reçu une prime qu'une seule fois. A 63 ans, et à trois ans de la retraite, le voici embarqué dans sa première grève. «Le bruit, ça marche bien», se délecte-t-il en regardant les fenêtres des chambres de l'hôtel qui se seraient vidées depuis le début du conflit selon lui. De quoi «ne pas lâcher», répète Wandé.

Grillade. Sameh, au Hyatt depuis quatre ans, a vu passer beaucoup de monde. «Le turnover est important, car c'est un hôtel réputé pour être un lieu de formation», note-t-il. Ce qui explique, selon lui, la faiblesse des salaires. Mais aussi que la grève ne soit suivie que par environ 35 % du personnel, selon son estimation. «Comment voulez-vous convaincre des jeunes qui sont là depuis un mois ?» La mobilisation a surtout motivé les plus anciens, ceux qui «ne peuvent pas prendre le risque de changer d'hôtel maintenant». Sans exclure que d'autres salariés viennent gonfler les rangs.

Du côté des employés de la sous-traitance, le taux de grévistes est un peu plus important, autour de 75 % : «Un jour Hyatt peut dire qu'ils changent de prestataire, et nous, on disparaît comme ça», dit l'un d'eux. Cité par l'AFP, le directeur général du palace, Claudio Ceccherelli, affirme que la sous-traitance du ménage «fait partie du modèle économique des hôtels de la chaîne» et ne peut donc être modifiée dans ce seul établissement. Pour tenir, les grévistes peuvent compter sur la caisse de grève qui circule sur le trottoir, complétée par une cagnotte en ligne. La CGT leur a promis 42 euros par jour. Certains clients y glissent parfois un billet. Un riche voisin leur a même adressé un chèque de 20 000 euros.

Au fil des jours, la mobilisation s'organise pour durer. Jeudi, ils ont reçu le soutien de deux cheminots et de la députée LFI Clémentine Autain. Le syndicat avait prévu une grillade, devant l'hôtel, transformée en pique-nique «car le préfet a dit "pas de barbecue rue de la Paix"», raconte un gréviste. Vendredi, ils ont obtenu le droit de manifester jusqu'au Hyatt de la Madeleine. «Si le patron est d'accord [avec leurs revendications], on reprend le travail demain», prévient Wandé. Sinon, «on reste là». Libération 4 octobre 2018

ECONOMIE

Etats-Unis

- Commerce: Trump adore l'AEUMC après avoir brûlé l'Aléna - AFP 02.10

Le président américain Donald Trump a salué lundi l'accord commercial "le plus important de l'histoire des Etats-Unis" conclu in-extremis dimanche avec le Mexique et le Canada, pour remplacer un traité de libre-échange crucial pour les économies des trois pays et vieux de près de 25 ans. AFP 02.10

[Haut de page ↗](#)

Le 9 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

● Causerie au format pdf (47 pages)

Le mot du jour : Quand une affirmation ou une simple accusation a valeur de preuve, c'est que l'extrême droite est déjà au pouvoir...

Première partie

A propos des photos de la page d'accueil qui illustrent l'actualité politique.

- L'image des Palestiniens, il va falloir que je la retire, il n'y a pas une seule femme pour se faire tirer de dessus, la parité n'est pas respectée, y compris celle des cadavres !

La salle de l'Assemblée générale de l'ONU fait penser à la coque d'un bateau retournée.

Vegan ou le nouveau totalitarisme.

- Samedi 6 octobre sur C8, dans "Les Terriens du samedi!", il devait y avoir un débat opposant "des vegans à des défenseurs de la consommation animale", sauf qu'il n'a pas pu avoir lieu, les deux représentantes du véganisme s'étant mises à beugler et à monopoliser la parole, forçant l'animateur Laurent Baffie à intervenir : "Si vous voulez vous faire entendre, il faut parler moins fort, parce que vous criez et on ne vous écoute plus". (Source : huffingtonpost.fr 06.10)

Il fallait être "naïf" pour être de gauche, un cruel et dramatique euphémisme ! Mais cela en arrangeait plus d'un.

1- Oui, et le Guardian (j'en fut un lecteur régulier) muté en ImMonde continue à défendre le criminel Tony Blair et cette défense hypocrite du CPI est d'abord une attaque exprimant le regret de l'échec de la totalement belliciste et corrompue Hillary Clinton. Ce qui n'empêche que Bolton est aussi répugnant, issu du même marécage Washingtonnesque.

2- Votre commentaire a remué un couteau dans une plaie: il fut un temps déjà lointain où écoeuré par Libération et déçu par Le Monde j'allais chercher de l'information de qualité (pensais-je) sur le Guardian...Quel naïf. Il bien fallu se rendre à l'évidence.

3- Moi aussi, Alfred, je lisais parfois le Guardian... Comme j'ai lu fidèlement Marianne à partir de la guerre du Kosovo, et avec un désappointement croissant jusqu'en 2011, où j'ai arrêté... Il est dur de se défaire d'une addiction.

LVOG - J'ignore quel torchon ils lisent désormais, de gauche évidemment, c'est à se demander si un jour ils comprendront qu'ils se sont totalement fourvoyés depuis le début.

Confirmation. Comme quoi la population n'en a strictement rien à foutre !

- Roumanie: le référendum contre le mariage gay boudé - L'Express.fr 07.10.2018

Le seuil de 30% doit être atteint pour valider le résultat. Au premier jour du scrutin, à peine 5% des électeurs ont voté. L'Express.fr 07.10.2018

Vous devriez imiter l'un des fondateurs d'Apple

- (Un internaute) Quand on voit que Steve Jobs interdisait à ses enfants l'usage des tablettes, on voit mieux le delta entre cette volonté "d'éduquer" les masses et la volonté de préserver ses propres enfants des risques de l'usage de ce type de technologie :

https://www.lepoint.fr/high-tech-internet/les-enfants-de-steve-jobs-privés-d-ipad-20-09-2014-1865015_47.php <http://www.psychologies.com/Culture/Ma-vie-numerique/Articles-et-Dossiers/Trop-d-ecrans-l-alerte/Trop-d-ecrans->

les-risques-pour-les-enfants

Tout est fait pour que personne n'adopte le socialisme.

- Les intellectuels et les membres des classes moyennes en général, et au-delà tous ceux parmi eux qui se réclament de la gauche, estiment que leur destin est indissociable de celui du capitalisme, ils ont réussi à se persuader qu'il n'existait aucune alternative au capitalisme, parce qu'ils pensent que le socialisme aurait échoué.

Force est de constater que rien n'est fait pour tenter de les persuader du contraire ou qu'ils auraient été induits en erreur, comme si les arguments pour le démontrer faisaient défaut ou manquaient de cohérence pour être pris au sérieux et les amener à y réfléchir à nouveau, ce qui leur servira de prétexte pour y renoncer ou ne pourra que les conforter dans leur attitude. Cela vaut également pour la plupart des militants et des syndicalistes.

Je fais le pari que sur les quelques 10.000 militants de ce qu'on appelle l'avant-garde du mouvement ouvrier, il y en a peut-être quelques dizaines seulement et encore, qui sachent ou qui soient capables spontanément de vous expliquer en quelques mots sur quels facteurs repose le socialisme...

Un conseil.

- Quand on étudie le capital, il faut veiller à ne pas confondre quantité et valeur...

Une méthode pour progresser rapidement.

- Sérieusement, je sens que cela va en choquer plus d'un que je continue d'étudier à mon âge, quel ignorant ce mec-là, et il ose nous faire la leçon par dessus le marché, on aura tout vu, remarque sans doute motivée par ceux qui en état de grâce ont accédé à la vérité révélée.

Au cours des 40 dernières années, j'ai eu l'occasion de lire ou plutôt de parcourir l'essentiel du Capital de Marx et Engels. Je n'ai jamais tout lu, j'ai laissé de côté une grande partie du tome II, en revanche j'ai lu et étudié les deux autres tomes. Cependant je ne m'étais pas doté d'une méthode pour l'aborder, par conséquent, autant avouer que je n'en ai pas retenu grand chose en dehors des grandes lignes, il faut bien dire aussi que je n'ai jamais trouvé quelqu'un que cela passionnait ou pour en discuter.

M'y étant remis une énième fois avant-hier à la suite de lecture d'un article de presse, comme très souvent au cours des 17 dernières années j'ai commencé à prendre des notes ou à copier/coller certains passages dans un bloc-notes à l'ordinateur, puis voyant qu'ils s'accumulaient, j'en déduisis que si je voulais progresser ou m'en servir plus tard, ce serait impossible tellement ces notes étaient désordonnées.

Et c'est là que me vint une idée lumineuse, je me suis dit que pour pouvoir aborder n'importe quelle section du capital sans m'embrouiller entre capital total, fixe, constant, circulant, variable, taux de plus-value et taux de profit, etc. bref pour fixer dans ma petite tête les éléments clés du capital, je devais rassembler les passages les plus significatifs et les plus brefs en les classant par catégorie, ce qui me permettrait si nécessaire en quelques secondes de me remémorer ce que j'aurai oublié, ma mémoire étant défaillante et devenant vieux.

J'y ai consacré une grande partie de mon après-midi et je n'ai pas terminé, ensuite je ferai un tri. Plus tard dans la soirée avant de regarder un film, en y repensant, je me suis dit que j'aurais dû y penser plus tôt, d'autant plus que dans le passé j'avais toujours procédé ainsi, mais c'était à l'aide d'un cahier et d'un stylo.

Mon souci, c'était dans l'avenir de ne pas commettre de contresens en employant ces facteurs aux multiples implications et d'en avoir en permanence à l'esprit la définition la plus juste possible, ce qui peut sembler simple au premier abord, mais trompeur, surtout quand Marx ou des auteurs qu'il cita employaient parfois capital fixe pour capital constant par exemple, parce qu'il faisait une distinction entre les bâtiments et les machines, ou parce que certains auteurs mélangeaient tout, ou quand il abordait la partie du capital variable présent dans le capital constant, bref. Et je me suis aperçus qu'en procédant de la sorte, tout soudain devenait beaucoup plus clair ou accessible, c'est là que je voulais en venir.

Il suffisait de savoir très précisément à quoi correspondait chaque élément contenu dans un ensemble pour en comprendre pratiquement spontanément le fonctionnement ou à quoi il était destiné. Si je décris les éléments constitutifs d'un objet et sa fonction, automatiquement on va savoir à quoi je fais référence, un ventilateur, un scooter ou une fusée par exemple, mieux, et comment cela fonctionne, pas forcément en détail mais c'est suffisant dans la plupart des cas pour comprendre son fonctionnement, ce qu'on a absolument besoin pour aborder le capitalisme sereinement, sans appréhension, pour ensuite développer notre argumentation politique.

J'ai donc testé cette méthode, et je peux dire qu'elle est très efficace. Le matérialisme dialectique est une méthode efficace et incontournable pour interpréter le monde dans lequel nous vivons, mais elle n'est pas l'unique méthode. Le matérialisme dialectique relève de la logique pure en quelque sorte, il traduit un processus qui existe à l'état naturel, alors que la méthode que je viens de décrire est un procédé logique qui correspond à quelque chose que les hommes ont conçu ou qui est uniquement sorti de leur tête, ce qui n'est pas la même chose, bien que ce qui sort de la tête des hommes correspond à un besoin, donc là encore il existe un rapport logique de cause à effet, à ceci près qu'ils n'en ont pas forcément conscience, contrairement à celui qui a conçu et assemblé les pièces qui allaient donner un ventilateur, il en connaissait les fonctions et ils savaient qu'en les assemblant l'objet ainsi créé serait apte à remplir une fonction déterminée.

Pourquoi s'attarder sur le capital ? Parce que tout le monde s'emploie à légitimer son existence, tandis que personne n'entend démontrer le contraire en partant de ce qu'il est réellement. Je ne parle pas de tous ceux qui abordent ce sujet sous un angle purement scolastique ou dogmatique qui ne sert finalement strictement à rien, ne prouve rien ou ne convainc personne, ou sert de repoussoir, car on a l'impression désagréable d'avoir affaire à des fanatiques qui se destinent à remplacer les fanatiques au pouvoir.

Macron et son gouvernement ainsi que leurs prédécesseurs ont justifié leur politique au nom de la fatalité, au nom du capitalisme, tous ont expliqué qu'ils étaient de bonne foi et qu'ils étaient tributaire du fonctionnement du capitalisme, c'est aussi le discours que tiennent les patrons quand ils vous licencient ou pour justifier le refus de vous accorder une augmentation de salaire, sans que personne ne sache vraiment pourquoi. Pire, l'argumentation employée pour contester leurs décisions ou mesures renferme des contradictions que ceux qui la formulent sont incapables d'expliquer, parce que cela les amènerait à révéler la véritable nature du capitalisme et contester sa légitimité, à l'affronter, ce à quoi ils ne tiennent pas vraiment parce qu'ils l'ignorent eux-mêmes ou parce qu'ils sont corrompus, de sorte que Macron, le gouvernement ou le patronat ont le beau rôle en les renvoyant à leurs propres contradictions, ce qui contribue à renvoyer dos-à-dos les arguments des uns et des autres, alors que ceux des travailleurs devraient apparaître comme les seuls légitimes, ce qui n'est pas le cas, laissant place à une confusion ou domine un sentiment d'impuissance qui finalement profitera à Macron ou au patronat.

Passons à l'exercice pratique.

Comment le syndicalisme et le mouvement ouvrier a été dévoyé.

Quand les propriétaires ou actionnaires d'une usine décident de mettre la clé sous la porte et de jeter à la rue des centaines ou des milliers d'ouvriers, les syndicats et leurs acolytes des partis dits ouvriers se réjouissent quand se présente un repreneur, que cela se traduise ou non par la suppression de centaines ou milliers d'emplois. Pour eux, et surtout pour les capitalistes il ne faut pas manquer de préciser, l'essentiel c'est que l'usine ne ferme pas. Puis quelque temps plus tard les nouveaux propriétaires annonceront sa fermeture, à moins qu'à leur tour ils trouvent un nouveau repreneur qui procédera comme eux jusqu'à la disparition définitive de cette usine.

Mais à aucun moment il ne sera expliqué aux ouvriers ce qui s'était réellement passé ou de quel jeu de dupes ils avaient été les victimes, et dont les capitalistes successifs étaient destinés à être les seuls bénéficiaires. Personne ne leur expliquera comment cela avait été rendu possible ou s'inscrivait dans le cadre des lois régissant le capitalisme, donc surtout pas que c'était écrit d'avance, non, au contraire ces syndicalistes et ces militants politiques ne cesseront de leur inculquer des illusions, autrement ces ouvriers ne tireront aucun enseignement de cette expérience dramatique.

Quand j'affirme que c'était écrit d'avance ou qu'il était possible d'expliquer aux ouvriers les tenants et les aboutissants de ce processus, je n'invente rien, la preuve :

K. Marx - Lorsque l'outillage, les bâtiments, en un mot le capital fixe sont arrivés à un degré de perfection tel qu'ils peuvent fonctionner pendant de longues années sans devoir subir une modification fondamentale, il intervient une autre dépréciation, due au perfectionnement des méthodes de reproduction du capital fixe. L'outillage voit alors diminuer sa valeur, non parce qu'il doit être rejeté ou qu'il est déprécié par suite de l'introduction de machines plus récentes et plus productives, mais parce qu'il peut être reproduit dorénavant à meilleur marché. Ceci explique comment il arrive fréquemment que de grands établissements ne prospèrent que lorsqu'ils sont remis en exploitation après que ceux qui les ont possédés en premier lieu ont fait faillite ; les capitalistes qui les reprennent les achètent à bas prix et commencent ainsi leurs entreprises avec des avances moindres de capital. (K. Marx : Le Capital - Livre III - Section I)

On doit ajouter qu'en guise de "bas prix", il arrive qu'ils les rachètent pour 1 euro symbolique en reprenant leurs dettes, à condition que la valeur du capital constant ou fixe, l'outillage, les bâtiments, etc., soit supérieure. C'est ce qui explique pourquoi lorsqu'elle est parvenue à 0 aucun repreneur ne se présentera, et pour cause : ils ne reprendraient que des dettes avec rien en échange !

Il faut aussi ajouter qu'en réduisant la masse salariale le repreneur réalise une énorme économie, mais cela tout le monde l'avait compris, encore que, il ne conservera que les machines et la force de travail les plus productifs.

Bref, on aura compris qu'il n'y avait vraiment pas de quoi accueillir les repreneurs les bras ouverts, bien au contraire.

Ce qu'il y a de plus consternant, c'est de constater que ceux qui affirment vouloir en finir avec le capitalisme, s'avèrent totalement inutile quand il s'agit d'aider les travailleurs à élever leur niveau de conscience, préférant qu'ils continuent d'entretenir des illusions dans le capitalisme en leur interdisant d'en comprendre le fonctionnement, c'est à se demander quelle est la véritable nature de leur engagement politique.

Quand j'affirme que le mouvement ouvrier doit être reconstruit de fond en comble, cet exemple pris parmi des milliers d'autres illustre que cette conviction est fondée ou correspond à une nécessité.

Le Capital de Marx et Engels devrait servir de base à la formation de tout syndicaliste, de tout militant luttant pour le socialisme.

D'ailleurs, pour revenir sur ce que j'ai écrit dans ma précédente causerie, je me demande si au lieu d'étudier la paléontologie, je ne devrais pas consacrer mon temps à montrer à partir des expériences que sont amenés à vivre les travailleurs, le plus souvent pénibles ou douloureuses, voire dramatiques pour eux et leurs familles, quelles enseignements ils pourraient en tirer à partir du Capital pour mener leur lutte de classe, et parvenir à la conclusion qu'ils n'ont rien à attendre du capitalisme ou que sa liquidation est une nécessité impérieuse et tout à fait à leur portée dès lors qu'ils s'organisent...

Quelques sujets de réflexions.

Mais où se cache le capitalisme ?

Extraits.

- Le vrai pouvoir dans nos sociétés découle de ce qui est fatalement difficile à voir – les structures, l'idéologie et les discours – au lieu des individus.

- L'actuelle élite néolibérale qui dirige effectivement la planète a atteint le pouvoir absolu, de plus près que n'importe quelle élite dans l'histoire humaine. Et parce qu'elle possède un pouvoir presque absolu, elle contrôle presque totalement les discours officiels sur nos sociétés et nos « ennemis », ceux qui font obstacle à sa domination mondiale.

- Les journalistes ont généralement une relation passive avec le pouvoir, en contradiction totale avec leur image de chiens de garde tenaces. Mais c'est l'idéologie qui oriente ces récits qui est plus fondamentale que le contrôle du récit. L'idéologie garantit que le système de pouvoir est invisible non seulement pour nous, qu'il abuse et exploite, mais aussi pour ceux qui en profitent.

C'est précisément parce que le pouvoir réside dans les structures et l'idéologie, plutôt que dans les individus, qu'il est si difficile à voir. Et les structures de pouvoir elles-mêmes sont rendues encore plus difficiles à identifier car les récits créés sur nos sociétés sont conçus pour dissimuler ces structures et cette idéologie – là où réside le véritable pouvoir – en se concentrant plutôt sur les individus.

C'est pour cette raison que les journaux et les émissions de télévision regorgent d'histoires de personnalités : célébrités, familles royales, criminels, politiciens. Ils sont rendus visibles afin que nous ne puissions pas détecter les structures idéologiques internes que nous vivons, qui sont supposées rester invisibles.

Les nouvelles et le divertissement sont les ondes qui se propagent à la surface du lac, non le lac lui-même. Mais ces ondes ne pourraient pas exister sans le lac qui les forme et les façonne.

Collés à l'écran

Cela peut ressembler à une hyperbole. Éloignons-nous de notre système idéologique spécifique – le néolibéralisme – et considérons les systèmes idéologiques antérieurs dans l'espoir qu'ils offrent quelque perspective. Pour le moment, nous ressemblons à une personne qui se tiendrait contre un écran IMAX, si près que nous ne pouvons pas voir qu'il y a un écran, ni même concevoir qu'il y a une image complète. Tout ce que nous voyons, ce sont des couleurs et des pixels en mouvement. Peut-être, Pourrions-nous deviner brièvement une bouche, la roue d'un véhicule, une arme à feu.

Avant le néolibéralisme, il y avait d'autres systèmes de domination. Il y avait par exemple, le système féodal où l'aristocratie s'appropriait exclusivement une ressource commune, la terre. Ce système a exploité les masses en les forçant à travailler péniblement la terre pour une bouchée de pain, afin de produire la richesse pour entretenir les châteaux, le clergé, les manoirs, les collections d'art et les armées. Durant de nombreux siècles, le pouvoir de cette petite élite est resté largement incontesté.

Mais ensuite, une classe d'entrepreneurs a émergé, défiant l'aristocratie terrienne avec de nouveaux moyens de production industrielle. Ils ont construit des usines et ont profité des économies d'échelle qui ont légèrement élargi le cercle des privilèges, en créant une classe moyenne. Cette élite et la classe moyenne qui profitaient des miettes tombées de la table du maître, vivaient de l'exploitation des enfants des « maisons de travail » et de la main-d'œuvre des nouveaux pauvres des zones urbaines dans les bidonvilles.

Ces époques étaient systématiquement corrompues, permettant aux élites de ces temps d'étendre et de pérenniser leur pouvoir. Chaque élite produisait des justifications pour calmer les masses exploitées, pour leur faire croire par un lavage du cerveau, que le système était inscrit dans l'ordre naturel des choses ou même qu'il existait pour leur bien. L'aristocratie s'appuyait sur la monarchie de droit divin, la classe capitaliste sur la main invisible du libre marché et les revendications fallacieuses d'égalité

des chances.

Dans cent ans, si notre espèce continue d'exister, notre système ne sera pas moins corrompu – si ce n'est pire – que ses prédécesseurs.

Le néolibéralisme, le dernier stade du capitalisme, le système ploutocratique des entreprises – quel que soit le nom que vous souhaitez lui donner – a permis à une petite élite d'accumuler plus de richesses et de gagner plus de pouvoir, qu'aucun monarque féodal n'aurait pu en rêver. Et en raison de la portée mondiale de cette élite, sa corruption est plus endémique, plus totale, plus destructrice que ce que l'humanité ait jamais connu.

Une élite politique étrangère peut détruire le monde à plusieurs reprises avec des armes nucléaires. Une élite institutionnelle mondiale remplit les océans des déchets de notre consommation, et détruit les forêts, les poumons de notre planète pour des plantations d'huile de palme afin de satisfaire notre désir insatiable de biscuits et de gâteaux. Et nos médias ainsi que nos services de renseignement fabriquent conjointement un récit sur des pères fouettards et des méchants à la James Bond – à la fois dans les films hollywoodiens et dans nos journaux télévisés – pour nous rendre craintifs et malléables.

Présumée fatalité

Nous abusons pour la plupart de notre petit pouvoir sans réfléchir, avec un hypocrite sens de la morale. Nous nous disons que nous avons donné aux enfants une « bonne fessée » parce qu'ils ont été vilains, plutôt que parce que nous avons établi, assez tôt avec eux, une relation de pouvoir qui génère de la confusion, puisque nous leur avons enseigné que l'usage de la force et de la contrainte allait de pair avec l'approbation parentale.

Ceux qui ont plus de pouvoir, depuis les larbins dans les médias aux dirigeants des grandes entreprises, ne sont pas différents. Ils sont tout aussi incapables de remettre en question l'idéologie et le récit – comment notre système néolibéral est-il incontournable et « juste » – que nous tous. Mais ils jouent un rôle essentiel dans le maintien et la perpétuation de ce système.

David Cromwell et David Edwards de Media Lens ont proposé deux analogies – dans le contexte des médias – qui aident à expliquer comment il est possible pour des individus et des groupes d'aider et de mettre en œuvre des systèmes de pouvoir sans avoir la moindre intention de le faire, et sans être conscients qu'ils contribuent à quelque chose de dangereux. Bref, sans être conscients qu'ils conspirent au sein du système.

Primo : Lorsqu'un banc de poissons change instantanément de direction, il nous semble que le mouvement est synchronisé par une main invisible. Les journalistes – tous formés et sélectionnés pour l'obéissance par les médias, cherchant tous à maximiser les profits au sein de la société capitaliste d'État – ont tendance à réagir aux événements de la même manière.

Secundo :

Placez un cadre carré en bois, sur une surface plane et versez-y des roulements à billes, des billes ou d'autres objets ronds. Certaines des boules peuvent rebondir, mais beaucoup vont former une couche dans la structure en bois ; d'autres trouveront alors une place au sommet de cette première couche. De cette manière, le flux de roulements à billes construit constamment de nouvelles couches qui produisent inévitablement une forme pyramidale. Cette expérience est utilisée pour démontrer à quel point des structures cristallines quasi-parfaites, telles que des flocons de neige, émergent dans la nature sans une conception délibérée.

Le système, qu'il s'agisse du féodalisme, du capitalisme ou du néolibéralisme, émerge des conditions de la vie réelle, de ceux qui recherchent le pouvoir de la façon la plus impitoyable. À une époque où la ressource principale était la terre, une classe a émergé légitimant son droit exclusif au contrôle de cette terre et de la main-d'œuvre nécessaire pour la rendre productive. Lorsque les procédés industriels se sont développés, une classe a émergé pour exiger des droits de propriété sur ces procédés et sur le travail nécessaire pour les rendre productifs

Notre place dans la pyramide

Dans ces conditions, nous devons puiser dans quelque chose comme le principe de l'évolution selon Darwin, de la « survie du plus fort ». Le petit nombre d'individus plus avides de pouvoir, ayant le moins d'empathie, grimpera jusqu'au sommet de la pyramide et se trouvera le mieux placé pour exploiter les personnes en dessous. Il justifiera cette exploitation par un droit divin, ou par l'évidence de capacités intrinsèquement supérieures, ou par la preuve de l'efficacité du marché.

En dessous d'eux, comme les couches des roulements à billes, se trouveront ceux qui peuvent les aider à maintenir et étendre leur pouvoir : ceux qui possèdent les compétences, l'éducation et la socialisation pour augmenter les profits et vendre les marques.

Tout cela devrait être évident, voire non controversé. Cela correspond à ce que nous expérimentons de petit pouvoir dans nos

vies. Est-ce qu'un pouvoir plus grand fonctionne différemment ? Après tout, si ceux qui se trouvent au sommet de la pyramide n'étaient pas avides de pouvoir ou même des psychopathes dans leur recherche du pouvoir, s'ils étaient bienveillants et humains, s'ils étaient soucieux avant tout du bien-être de leur force de travail et de la planète, ils seraient des travailleurs sociaux et des militants pour la protection de l'environnement, non pas des PDG des empires médiatiques et des fabricants d'armes.

Cependant, fondez votre pensée politique sur ce que devraient être les truismes, articulez une vision du monde qui ne fait pas confiance à ceux qui détiennent le plus de pouvoir, car ils sont les plus capables – et déterminés – de l'utiliser à mauvais escient, et vous serez ridiculisé. Vous serez étiqueté en tant que théoricien du complot, chassé comme une victime d'illusions. Vous serez accusé d'être un fou à entonnoir, d'être de mauvaise foi, d'être anti-américain, d'être un guerrier social, un paranoïaque, un anti-israélien ou un antisémite, un pro-Poutine, un pro-Assad, un marxiste.

Rien de tout cela ne devrait nous surprendre non plus. Parce que le pouvoir – pas seulement les personnes dans le système, mais le système lui-même – utilisera tous les outils dont il a besoin pour se protéger. Il est plus facile de se moquer des critiques et de déstabiliser, en particulier lorsqu'on contrôle les médias, les politiciens et le système éducatif, que de fournir un contre-argument.

En fait, il est essentiel d'empêcher tout argument ou véritable débat. Parce que lorsque nous réfléchissons aux arguments, les pesons, utilisons nos capacités critiques, il existe un réel danger que les écailles nous tombent des yeux. Il existe une menace réelle que nous reculions de l'écran et que nous découvrions toute l'image.

Peut-on voir l'image complète de l'empoisonnement des Skripal à Salisbury ; ou l'élection étasunienne qui a conduit à déclarer Trump président ; ou la révolution en Ukraine ; ou les causes et le parcours des combats en Syrie et avant en Libye et en Irak ; ou la campagne pour discréditer Jeremy Corbyn en tant que chef du parti travailliste ; ou les véritables enjeux de la crise bancaire il y a dix ans ?

Le profit au lieu de l'éthique

Tout comme l'élite féodale n'était pas mue par l'éthique mais par la recherche du pouvoir et de la richesse, par le contrôle de la terre ; tout comme les premiers capitalistes n'étaient pas motivés par l'éthique mais par la recherche du pouvoir et de la richesse grâce au contrôle de la mécanisation ; ainsi, le néolibéralisme n'est pas dicté par l'éthique mais par la recherche du pouvoir et de la richesse par le contrôle de la planète.

La seule vérité que nous pouvons connaître est que l'élite occidentale au pouvoir est déterminée à achever la tâche de rendre son pouvoir pleinement mondial, en le transformant de quasi-absolu à absolu. Elle ne se soucie pas de vous ou de vos petits-enfants. C'est un système de calcul froid, ce n'est ni un ami ni un voisin. Il vit pour la satisfaction immédiate de l'accumulation de richesses, et non pour le destin de la planète, demain.

Et à cause de cela, il est structurellement tenu de miner ou de discréditer quiconque, tout groupe, tout État qui s'opposerait à la réalisation de sa domination absolue.

Si ce n'est pas cette idée que nous conservons à l'avant-plan de nos préoccupations lorsque nous écoutons un homme politique, lisons un journal, regardons un film ou une émission de télévision, absorbons une publicité ou nous nous livrons aux médias sociaux, alors nous marcherons tels des somnambules vers un avenir, que les plus puissants, les plus impitoyables, les moins empathiques ont conçu pour nous.

Reculez et regardez l'écran en entier. Et décidez si c'est vraiment cet avenir que vous souhaitez à vos petits-enfants. (C'est caché sous nos yeux: pourquoi nous ne pouvons pas voir le système nous détruire par Jonathan Cook (CounterPunch) - Mondialisation.ca 28 septembre 2018)

LVOG - Ce que ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre ce genre d'intellectuels qui ont raison d'affirmer que "le néolibéralisme n'est pas dicté par l'éthique", c'est que "la recherche du pouvoir et de la richesse par le contrôle de la planète" n'est pas une fin en soi ou ne correspond pas à un acte qui serait dicté par une volonté libre.

Bien au contraire, cette "recherche du pouvoir et de la richesse" exprime, coïncide ou est le produit des lois de fonctionnement du capitalisme, qui repose sur une contradiction, les inégalités sociales à l'origine du mode de production capitaliste qui impliquent un type particulier de répartition des richesses, ces deux facteurs étant intimement liés ou inséparables, sans quoi ce système économique ne pourrait pas se développer ou survivre.

Notons au passage qu'habituellement ceux qui critiquent le capitalisme traitent séparément ces deux facteurs ou ne remontent pas à leur origine commune, les inégalités sociales qui constituent le socle sur lequel repose l'ensemble du capitalisme, inégalités sociales entre ceux qui possèdent les moyens de production et accaparent l'essentiel des richesses produites, et ceux qui ne possèdent que leur force de travail pour survivre. Du coup, ils auront tendance à confondre cause et effet ou ils traiteront les conséquences sans s'attaquer aux causes des maux qui accablent les masses exploitées, autrement dit, comme ils ne

remonteront pas à leur origine ou aux fondements du capitalisme leurs critiques s'avèreront inévitablement stériles ou cela les amènera à formuler l'exigence d'une meilleure répartition des richesses qui le sera tout autant, ce qu'on peut vérifier en observant que les inégalités sociales ont tendance à croître ou n'ont jamais atteint un tel sommet.

Le fonctionnement et le développement du capitalisme sont tributaires de ses fondements qui expriment des rapports sociaux, qui à leur tour se sont traduits par un ensemble de lois régies par un processus logique qui leur est imposé, et qui partant de là s'impose aussi bien aux exploités qu'aux exploités, de sorte qu'il est impossible d'envisager de modifier radicalement ces rapports, d'enfreindre ces lois sous peine que ce système économique s'effondre, alors autant dire qu'imaginer une refonte de ses fondements signifierait tout bonnement son arrêt de mort puisqu'il impliquerait une inversion des rapports sociaux établis qui caractériserait un changement de régime ou le passage au socialisme, perspective inenvisageable pour les capitalistes et ceux qui en vivent bien.

Je n'ai pas le temps d'aller plus loin dans mon analyse, mais je ne pouvais pas conclure sans préciser que la satisfaction des besoins ou aspirations de l'ensemble de la population est incompatible avec l'existence ou le fonctionnement du capitalisme, et par conséquent il faut impérativement briser, se libérer de ce carcan.

Cette conclusion est forcément logique puisque nous sommes en présence d'un processus logique. Or le capitalisme ne peut connaître que deux fins possibles, dans la mesure où l'on conçoit que toute chose a un commencement et une fin, ce qui est inévitable, comme la vie et la mort qui est le destin de chaque homme, la comparaison s'arrêtera là puisqu'il n'y a pas d'autre alternative à la fin de la vie des hommes que la mort, soit les exploités parviendront à trouver les moyens en s'appuyant sur les bases du capitalisme de le dépasser en mettant un terme aux rapports sociaux sur lesquels il reposait, soit ils en seront incapables et le capitalisme sera condamné à s'autodétruire en entraînant la destruction de la civilisation humaine.

Ceux qui tiennent à tous prix à conserver le capitalisme, ignorent ce processus logique ou s'en détournent, ce qui inévitablement les conduira à des contradictions inextricables qu'ils ne pourront évidemment pas résoudre, qu'ils s'emploieront par la suite à entretenir et à justifier, en affirmant péremptoirement que les conditions ne sont pas réunies pour en venir à bout, ajoutant qu'ils n'y sont évidemment pour rien... Alors qu'en réalité, c'est seulement leur crasse ignorance ou leur mauvaise foi qui leur interdit de percevoir que c'est une nécessité historique d'en finir avec le capitalisme, et que cette nécessité n'avait cessé de se manifester tout au long de son développement depuis son avènement ou avant même qu'il voie le jour. A suivre.

En guise d'épilogue.

La concentration du capital et de la production est le produit des lois de fonctionnement du capitalisme soumises aux lois de la dialectique, et non le produit de la volonté ou de l'avidité des capitalistes qui n'en sont que les instruments et les destinataires en tant qu'exploiteurs ou sans lesquelles ils ne seraient pas des capitalistes !

K. Marx - Comme la production en grand n'a commencé à se développer que sous la forme capitaliste, où la poursuite du profit et la concurrence poussent à la plus grande réduction possible du coût de production, l'économie dans l'emploi de capital constant semble inhérente à la production capitaliste et paraît y répondre à une fonction spéciale : la production capitaliste développe la productivité du travail social, qui, à son tour, provoque l'emploi économique du capital constant.

La production capitaliste ne se contente pas cependant de faire deux choses séparées, indépendantes l'une de l'autre, du travail vivant, l'ouvrier, et des objets de travail. Par une de ces contradictions qui lui sont propres, elle va jusqu'à compter, parmi les moyens d'économiser le capital constant et d'augmenter le taux du profit, le gaspillage de la vie et de la santé des travailleurs, la réduction de leurs moyens d'existence.

Comme l'ouvrier consacre au procès de production la majeure partie de sa vie, les conditions de la production s'identifient en grande partie avec les conditions de son existence. Toute économie réalisée sur ces dernières doit se traduire par une hausse du taux du profit, absolument comme le surmenage, la transformation du travailleur en bête de somme sont, ainsi que nous l'avons montré précédemment, une méthode d'activer la production de la plus-value. L'économie sur les conditions d'existence des ouvriers se réalise par : l'entassement d'un grand nombre d'hommes dans des salles étroites et malsaines, ce que dans la langue des capitalistes on appelle l'épargne des installations ; l'accumulation, dans ces mêmes salles, de machines dangereuses, sans appareils protecteurs contre les accidents ; l'absence de mesures de précaution dans les industries malsaines et dangereuses, comme les mines par exemple. (Nous ne pensons naturellement pas aux installations qui auraient pour but de rendre le procès de production humain, agréable ou seulement supportable, et qui, aux yeux de tout bon capitaliste, constitueraient un gaspillage sans but et insensé). Malgré sa tendance à la lésinerie, la production capitaliste n'est pas regardante quand il s'agit de la vie des ouvriers, de même qu'elle est dépensière des moyens matériels de production, à cause de son système de distribution des produits par le commerce et de l'application de la méthode de la concurrence, qui aboutissent à faire perdre à la société ce qui est gagné et mis en poche par les individus.

Le capitaliste n'obéit pas seulement à la préoccupation de réduire au minimum strictement indispensable le travail vivant qu'il emploie directement et de raccourcir le plus possible, par l'exploitation de la productivité sociale, le travail indispensable pour l'obtention d'un produit, en un mot de faire le plus d'économie possible sur le travail vivant en lui-même ; il est aussi guidé par

le désir d'appliquer, dans les conditions les plus favorables, le travail ainsi réduit, c'est-à-dire de ramener au minimum le capital constant. Lorsque la valeur des marchandises est déterminée, non par le temps de travail quel qu'il soit, mais par le temps de travail strictement indispensable qui y est incorporé, cette détermination est faite par le capital, qui s'efforce sans cesse à raccourcir le temps de travail socialement nécessaire pour la production. Le prix des marchandises est ainsi amené au minimum, puisque le travail pour les produire est réduit autant que possible.

Il convient enfin de faire la distinction suivante quant à l'économie dans l'emploi du capital constant. L'augmentation simultanée de la masse et de la valeur du capital engagé correspond à la concentration d'une plus grande quantité de capital dans une même main. C'est précisément cette masse plus grande réunie dans une seule main - à laquelle correspond le plus souvent un nombre absolu plus grand (bien que relativement plus petit) de travailleurs - qui permet l'économie du capital constant. Au point de vue du capitaliste, il y a augmentation de l'avance nécessaire de capital, surtout de capital fixe ; il y a diminution (diminution relative), au contraire, au point de vue des matières mises en oeuvre et du travail exploité. (Extrait du Capital)

Comment la population sous influence s'accommode de la guerre ou de la barbarie dès lors qu'elle vit en paix.

Extraits.

- L'Occident rit sous cape des victimes de son endoctrinement, tout en prenant gaillardement le chemin de la banque.

Les mensonges rapportent gros.

Aucune autre partie du monde n'a autant souffert de l'impérialisme occidental après la Seconde Guerre mondiale que l'Asie du Sud-Est, à deux exceptions près peut-être, celles de l'Afrique et du Moyen-Orient.

Dans ce qui avait été appelé l'Indochine, l'Occident a assassiné près de dix millions de personnes avec des campagnes de bombardements de masse et d'autres formes de terreur — au Vietnam, au Cambodge et au Laos.* Le coup d'État indonésien mentionné plus haut a coûté la vie à au moins un million de personnes. 30% de la population du Timor oriental a été exterminée par l'occupation indonésienne, qui a été pleinement soutenue par l'Occident. Le régime thaïlandais, pleinement asservi à l'Occident, a tué indistinctement ses gauchistes dans le nord et dans la capitale. Toute la région souffre d'un apport de religieux fondamentalistes parrainé par l'Occident et ses alliés du Golfe.

Mais l'Occident y est admiré avec une ferveur presque mystique.

Les agences de presse et les « centres culturels » américains, britanniques et français diffusent de la désinformation par l'intermédiaire de médias locaux appartenant à des « élites » soumises. L'éducation locale a été façonnée par des concepts didactiques occidentaux. Dans des pays comme la Malaisie, l'Indonésie et aussi la Thaïlande, la plus grande réussite est d'obtenir un diplôme universitaire dans l'un des pays qui colonisaient autrefois cette partie du monde.

Les pays victimes, au lieu de demander réparation devant les tribunaux, admirent et plagient l'Occident, tout en recherchant, voire en mendiant des fonds à leurs bourreaux passés et présents.

L'Asie du Sud-Est, aujourd'hui obéissante, soumise, flegmatique et dépouillée des anciennes idéologies révolutionnaires, est un endroit où l'endoctrinement et la propagande occidentale ont remporté une victoire incontestable.

- Rien qu'au cours des deux dernières décennies, des pays entiers ont été ciblés par l'Amérique du Nord et l'Europe, puis à moitié affamés par des embargos et des sanctions, avant d'être finalement attaqués et réduits en pièces : l'Afghanistan, l'Irak, la Libye pour n'en citer que quelques-uns. Les gouvernements de plusieurs nations socialistes ont été renversés soit de l'extérieur, soit par l'intermédiaire de leurs propres élites et médias locaux, dont le Brésil, le Honduras et le Paraguay.

D'innombrables entreprises occidentales et leurs alliés locaux se livrent à un pillage effréné des ressources naturelles dans des endroits tels que Bornéo/Kalimantan ou la République démocratique du Congo (RDC), ruinant totalement les forêts tropicales et assassinant des centaines d'espèces.

Sommes-nous, en tant que planète, vraiment interconnectés ? Que savent les gens les uns des autres, ou de ce qui arrive à leurs frères et sœurs sur d'autres continents ?

- L'empire occidental et ses mensonges ont réussi à fragmenter le monde à un point jamais atteint auparavant. Tout se fait « au grand jour », à la pleine vue du monde, qui est en quelque sorte incapable de voir et d'identifier les menaces les plus urgentes pour sa survie. Les organes de propagande des médias de masse servent de véhicules d'endoctrinement, tout comme les institutions culturelles et « éducatives » de l'Occident ou les institutions locales façonnées par les concepts occidentaux. Cela inclut des « outils » aussi divers que les universités, la manipulation du trafic sur Internet, les censeurs et l'autocensure, les

réseaux sociaux, les agences de publicité et de communication et les « artistes » de la pop culture.

- La barbarie et les mensonges des anciens colonialistes et aujourd'hui, des néocolonialistes occidentaux suivent un schéma clair :

Le président indonésien Sukarno et son plus proche allié, le Parti communiste indonésien (PKI), essayaient de construire un pays progressiste et autonome. Il fallait donc les arrêter, renverser le gouvernement, massacrer les membres du parti, interdire le PKI lui-même et privatiser l'ensemble du pays, le vendre à des intérêts étrangers. La vaste majorité des Indonésiens ont subi un tel lavage de cerveau qu'ils blâment toujours les communistes pour le coup d'État de 1965, bien que les archives de la CIA elle-même disent le contraire.

En Iran, le premier ministre Mossadegh prenait le même chemin. Et il a fini comme Sukarno. Et le monde entier a ensuite charmé par le boucher mis au pouvoir par l'Occident — le Shah et sa somptueuse épouse.

Le Chili en 1973 où par la suite, la même tendance meurtrière s'est installée est une preuve supplémentaire de l'amour de la liberté et la démocratie de l'Occident .

Patrice Lumumba, au Congo, avait nationalisé les ressources naturelles et essayé de nourrir et d'éduquer sa grande nation. Le résultat ? Renversé, tué. Le prix : quelque 8 millions de personnes massacrées au cours des deux dernières décennies, ou peut-être beaucoup plus (voir mon film Rwanda Gambit). Personne ne sait, ou tout le monde refuse de savoir.

La Syrie ! Le plus grand « crime » de ce pays, du moins aux yeux de l'Occident, consistait à essayer d'offrir à ses citoyens une qualité de vie élevée tout en faisant la promotion du panarabisme. Les résultats que nous connaissons tous (ou les connaissons-nous vraiment ?): des centaines de milliers de personnes tuées par des extrémistes meurtriers parrainés par l'Occident, des millions d'exilés et des millions de personnes déplacées internes. Et l'Occident, naturellement, blâme le président syrien et est prêt à le « punir » s'il gagne la guerre.

Irrationnel ? Mais le fascisme mondial peut-il jamais être rationnel ?

Les mensonges répandus par l'Occident s'accumulent. Ils se chevauchent, se contredisent souvent. Mais le public mondial n'est plus formé à la recherche de la vérité. Inconsciemment, il sent qu'on lui ment, mais la vérité est si horripilante que la grande majorité des gens préfèrent simplement prendre des selfies, s'interroger sur leur orientation sexuelle, mettre des écouteurs dans leurs oreilles et écouter de la musique industriellement produite, au lieu de lutter pour la survie de l'humanité. (De la Syrie à l'Asie du Sud-Est, les mensonges de l'Occident par Andre Vltchek - Mondialisation.ca 22 septembre 2018)

Barbarie. Stop ou encore ?

- Le directeur du Programme alimentaire mondial (PAM), David Beasley, a récemment déclaré que le Yémen serait confronté à une «grande famine» si la guerre dans la péninsule arabique n'était pas immédiatement interrompue. Aujourd'hui encore, sur les 18 millions d'habitants du Yémen, les deux tiers ne savent pas comment ils pourront obtenir leur prochain repas. (Le gouvernement allemand accepte de livrer des armes à l'Arabie saoudite en guerre au Yémen par Sven Heymann - Mondialisation.ca 29 septembre 2018)

Dans quel monde vivons-nous ? Les esclaves des temps modernes ou les salariés taillables et corvéables à merci réduits à l'état de Kleenex.

- Dans la peau d'un forçat d'Amazon - Libération 5 octobre 2018

Le géant du e-commerce est plus que jamais présent dans la vie des consommateurs. Comment le vivent les milliers de chauffeurs-livreurs sous-traitants qui doivent acheminer jusqu'à 200 colis par jour ? Entre indifférence des clients, complications d'accès aux foyers et précarité de l'emploi, «Libération» s'est glissé parmi eux.

Amazon : des sous-traitants livrés à eux-mêmes

Une matinée de juin, notre téléphone clignote. Amazon nous informe que notre colis est «livré en sécurité». Rentré chez nous, pressé comme à Noël de déchirer le carton, on monte les marches de notre escalier quatre à quatre. Pour tomber nez à nez avec notre colis, posé au sol devant la porte d'entrée. Un paquet en carton de près d'un mètre de long et d'une trentaine de centimètres de hauteur censé être «caché» sous notre paillason moitié moins large. Absurde. Il est visible de tous ceux qui passent dans la cage d'escalier. Et à la portée de toute personne voulant s'en emparer.

Abonné Amazon Prime depuis un an, un service qui permet entre autres aux clients d'être livrés en un jour ouvré (voire le soir même dans certaines villes) en illimité, on sait que la rapidité est imposée par l'entreprise, entraînant une frénésie de livraisons.

Après recherches, faute de numéro de téléphone, impossible de retrouver le chauffeur pour avoir des explications sur ce paquet laissé à la vue de tous.

On se rabat sur le service communication d'Amazon pour en savoir plus. Qui nous explique que la livraison dite du «dernier kilomètre» (comprenez du dépôt au client) n'est pas vraiment le cœur de métier de la multinationale. Une entité à part, Amazon Logistics, a bien été créée il y a six ans avec pour objectif d'améliorer «l'expérience client» dans ce domaine. Mais la livraison reste sous-traitée à des entreprises spécialisées, comme TNT ou Chronopost. Amazon assure aussi veiller à ce que les employés «exercent dans de bonnes conditions». Et qu'ils ne subissent pas de pression trop importante.

Début septembre, on a candidaté à une dizaine d'offres d'emploi pour un poste de chauffeur-livreur en CDI. Il a suffi d'une recherche sur la plateforme le Bon Coin pour en trouver. On a, bien entendu, sciemment oublié de mentionner notre activité de journaliste. Deux jours plus tard, le téléphone sonne. Au bout du fil, un homme nous tutoie d'emblée : «J'ai vu ton CV, t'es toujours intéressé ?» Nous acquiesçons.

«Un peu dans le même sac»

Il décline les conditions : «C'est pour un CDI, payé 1 300 euros net. Après, ça peut évoluer si tu livres beaucoup de colis, je ne suis pas fermé à ça.» Seule condition à l'embauche : réaliser une formation de trois jours avec des chauffeurs déjà en poste. Première surprise : elle est non rémunérée et aucun contrat n'est signé. Il faut en revanche transmettre par mail une carte d'identité et un permis valide. Si les deux parties s'entendent à la fin de la «formation», un premier CDD de trois mois sera signé. Puis un CDI.

L'homme au bout du fil, Christophe (1), se justifie de procéder ainsi : «Tu sais, je vais te dire honnêtement, on est un peu dans le même sac. Moi, je ne suis qu'un sous-traitant de sous-traitant. En gros, Amazon sous-traite son activité de livraison à des dizaines de grosses entreprises. Elles ont des filiales dédiées qui, elles aussi, sous-traitent à des centaines de petites entreprises, donc nous. Et c'est là qu'on t'embauche. Donc je préfère faire ça, parce que livreur Amazon, ce n'est pas aussi simple que ça en a l'air.»

Rendez-vous est pris quatre jours plus tard pour entamer notre formation. Le soleil vient tout juste de se lever sur la zone commerciale de Vélizy-Villacoublay (Yvelines), peu après 7 heures. Entre deux entreprises à l'architecture moderne, des dizaines de camions forment un étrange ballet. Certains chauffeurs en gilet jaune entrent sur un parking. Ils sont guidés par d'autres salariés en gilet orange qui beuglent des informations inintelligibles au mégaphone. Les chauffeurs ressortent quelques minutes plus tard, le coffre rempli de dizaines de colis Amazon pour faire la place à d'autres camionnettes. Garé quelques mètres plus loin en double file, Christophe nous invite à le rejoindre dans son véhicule. Sans badge, impossible pour nous d'entrer dans le dépôt.

Le briefing de notre formation illégale aura donc lieu dans sa voiture, entre dix coups de téléphone de «ses» livreurs. Il pointe du doigt les dizaines d'utilitaires au loin. «Si tu t'en sors bien, t'en auras un pour toi.» Une chose nous étonne néanmoins : elles ont toutes un immense logo Europcar ou Rent A Car accolé sur le flanc. Christophe, bas de jogging et baskets, précise : «Comme je t'ai dit, on est des sous-traitants au dernier échelon. Donc on n'a pas vraiment l'argent pour investir dans un parc d'utilitaires. On loue des véhicules à des entreprises de location, on a des forfaits moins chers.» On apprend dans la foulée que notre employeur a fondé sa société avec des amis. Ils travaillent à 100 % pour l'entreprise de livraison nationale Easy2Go, ou plutôt l'une de ses filiales, nommée Flash. Dont le plus gros client est Amazon, assure Christophe.

Pour nous mettre dans le bain, le jeune chef d'entreprise joue la carte de l'honnêteté : «Amazon nous met la pression. Si un chauffeur ne fait pas l'affaire, n'est pas efficace, ils nous appellent et ils nous disent : "Ton gars, là, il ne rentre plus chez nous." Et ils retirent son badge. Ce ne sont pas eux qui embauchent, donc ils s'en foutent, ils ne licencient pas. Mais nous, derrière, on n'a pas le choix... Donc si tu bosses bien, c'est donnant-donnant pour toi comme pour nous.» En attendant que ses chauffeurs sortent du dépôt, on se gare près d'une station-service et d'un parking Norauto. Un homme en chemise, pantalon de costard et ordinateur sous le bras, débarque à toute allure. Il scrute les camions de location, a l'air de prendre des notes sur son carnet. «Le patron de Norauto a appelé Amazon pour se plaindre que les chauffeurs stationnent là en attendant de récupérer leurs colis. Alors il a interdit de se garer là. Il est en train de prendre le nom de ceux qui le font quand même, pour les sanctionner», éclaire Christophe. Sur la sanction, il précise : «Il va leur retirer leur badge quoi, leur interdire d'entrer.» Comprenez, en langage de sous-traitant : les licencier.

«Comme de l'intérim»

Pour se défendre de créer une économie précaire, Amazon avance être à l'origine de milliers de CDI faciles d'accès. Ceux-là mêmes qui attendraient que l'on «traverse la rue». Rien que pour le dépôt de Vélizy-Villacoublay, ouvert depuis le 3 septembre dans d'anciens entrepôts Peugeot de 13 000 m², près de 580 chauffeurs sont employés, indique Christophe. L'immense majorité en CDI. On a également pu lire dans les médias mi-septembre que «80 nouveaux» CDI seraient créés sur ce dépôt «d'ici 2020» afin de «dispatcher» les colis avec, pour finalité, d'irriguer le sud de la région Ile-de-France. Pour la multinationale, la dureté de la tâche serait donc compensée par l'assurance d'avoir un emploi stable. Sur ce point, notre employeur sous-traitant tient à ce que l'on ne se fasse pas d'illusions : «Oui, c'est un CDI. Mais le dépôt est ici en phase de test. Si ça ne fonctionne pas, en décembre ils le ferment.» Quid des CDI créés donc ? Silence gêné de notre interlocuteur. «Au mieux, ils les dispatchent sur d'autres dépôts.

Au pire...»

Grégoire (1), chef de dépôt dans une grande ville française, confirme : «Ce métier, c'est comme de l'intérim. Car ta boîte peut fermer du jour au lendemain.» Lui en sait quelque chose, l'entreprise qui l'employait avec trois autres chauffeurs a mis la clé sous la porte. La société de transport donneuse d'ordre, Easy2Go (la même qui pourrait nous employer à Vélizy-Villacoublay), a perdu l'appel d'offres avec Amazon aux dépens d'une autre. Résultat, les myriades d'entreprises dans son giron dédiées à la livraison Amazon ont dû fermer en moins de dix jours. La société titulaire du nouveau marché en a bien repris quelques-unes, dont celle de Grégoire. Mais pas suffisamment pour éviter à des dizaines de livreurs en CDI de perdre leur emploi, plaide le chef de dépôt. Contacté, Easy2Go n'a pas souhaité répondre à nos questions et a transféré notre demande directement à Amazon.

«Le dimanche, un jour normal»

Le chauffeur responsable de notre formation est un grand homme longiligne d'une trentaine d'années originaire d'Afrique francophone. Moussa (1) est arrivé en France en 2013. Il est, selon Christophe, «le meilleur chauffeur» de son parc. Voilà un an qu'il travaille pour Amazon, ce qui en fait l'un des plus anciens aussi. Il touche aujourd'hui 1 500 euros net. Moussa nous attend sur un parking un peu plus loin du dépôt. Avec, dans le coffre de sa fourgonnette de location, 120 colis. «Ça fait normalement 82 points d'arrêt», précise-t-il. Avant qu'on monte, Christophe, notre futur employeur, ajoute une dernière chose : «Concernant les horaires, moi je te paye pour sept heures. Maintenant, si tu n'as pas terminé au bout de sept heures, c'est pour toi. Sauf si le retard vient d'Amazon, là je te paye en heures supplémentaires. Tu verras, il y a des jours où tu termineras à 14 heures. D'autres à 20 heures, surtout quand tu débutes. Je peux te demander de travailler le dimanche aussi, mais c'est payé comme un jour normal.» Moussa nous toise, amusé : «Bon, tu as bien compris que ce n'était pas les 35 heures.»

Son camion démarre à toute berzingue en direction de Boulogne-Billancourt, secteur de livraison de la journée. Au pare-brise, un téléphone fourni par Amazon sert de GPS et de terminal pour vérifier les colis. Ici, on ne se fie pas à la feuille de route, mais au sacro-saint terminal. Pour nous mettre dans l'ambiance, Moussa confie rapidement avoir été agressé en banlieue parisienne il y a quelques jours. Plusieurs jeunes l'ont repéré et frappé pour prendre sa cargaison. «C'est fréquent dans certaines zones. Ils repèrent les camions Europcar et les volent», explique notre formateur. Il s'en est tiré avec plusieurs jours d'ITT (incapacité totale de travail) mais a précipité son retour au travail. Amazon ne lui en a pas tenu rigueur, à condition qu'il porte plainte.

Au bout de quinze minutes de route, le fourgon s'arrête une première fois. Moussa en ouvre la porte latérale. Dans le coffre, la centaine de colis est répartie en plusieurs grands sacs en tissu. Les plus gros paquets sont mis à part, à l'arrière du camion. Le terminal indique dans quel sac il faut prélever les colis pour livrer à l'adresse indiquée. On quitte le camion avec douze paquets. En montant les escaliers de la résidence au trot, on croise des livreurs Chronopost. Pas pressés, ils nous interrogent : «Vous êtes d'où pour aller à cette allure ?» «Amazon», lui rétorque Moussa. «Ah ouais, mais vous êtes au-dessus là. Amazon, c'est le "turfu" [futur, ndlr]», plaisante l'un des deux jeunes hommes.

Une fois arrivé au pied de l'immeuble, notre formateur décline sa technique pour livrer rapidement : «Amazon ne veut pas qu'il y ait trop de retours. Il faut livrer le plus possible, et aller vite. Alors, quand il y a un gardien, tu lui donnes les colis. S'il n'y a pas de gardien, on a acheté au marché noir des clés universelles. Elles ouvrent toutes les boîtes aux lettres.» Dans son local, la porte ouverte, le concierge flaire l'entourloupe : «Il faut sonner, hein. Si tu n'arrives pas à livrer, après tu viens me voir.» Puis, agressif, se pose en victime collatérale du système Amazon : «Les résidents laissent les colis quinze jours ici, ils en ont rien à foutre. Moi, j'ai 400 personnes dans la résidence je ne suis pas payé pour ça. A chaque colis Amazon, ils disent : "Laissez chez le gardien." Et bah le gardien, il est pas là.» Avant de temporiser, comme pour s'excuser : «Ils en ont rien à foutre de vous, je sais. Mais de moi non plus, ils en ont rien à foutre.» On sonne à l'interphone plusieurs fois. Aucune réponse. A l'aide d'un badge permettant de déverrouiller les portes d'entrée, on pénètre dans le hall. Lors de son agression, Moussa s'est aussi fait voler son trousseau de clés universelles. Impossible aujourd'hui de livrer les gros colis dans les boîtes aux lettres, tout devra se faire en main propre. «Ça va être long, je le sens», prévient Moussa. Grâce à un voisin, nous pénétrons dans l'immeuble. Direction le deuxième étage, où un résident doit réceptionner deux colis volumineux. Nous frappons. Aucune réponse. «Dans ce cas-là, t'essayes de les donner à un voisin», explique notre formateur. A la porte d'à côté, un «c'est qui ?» résonne dans le hall. «C'est Amazon, on a un colis pour votre voisine mais elle n'est pas là», crie Moussa. Toujours à travers la porte, la voisine répond : «Ah non, mais je ne la connais pas, moi. Je ne lui parle jamais, désolée.» Et Moussa de s'étonner : «C'est comme ça, ils vivent à côté mais ont peur de se parler...» Il tente plusieurs fois d'appeler la cliente, qui ne répond pas. Nous repartons avec le colis, que nous livrerons plus tard.

Dans l'immeuble d'à côté, le gardien accepte volontiers de réceptionner les six paquets de ses résidents. «Bientôt, il n'y aura plus que des colis Amazon, il faut bien se mettre à la page», dit l'homme, l'air circonspect par le ballet quotidien de livreurs. Dans le bâtiment voisin, il faut livrer un gros carton. Le client répond à l'interphone. Nous montons au quatrième. La porte est déjà ouverte, il apparaît en slip et en peignoir, une clope à la main. Moussa rit : «Parfois, ils sont même quasiment nus, je préfère sonner, laisser le colis devant la porte et partir. J'ai peur d'avoir des problèmes, qu'on m'accuse de harcèlement alors que j'ai juste livré un colis».

On prend le Pouls de la France

Les cinq prochaines livraisons sont décrites comme «faciles» par Moussa. Elles sont adressées à des clients sur leur lieu de travail. Au mieux, le service accueil des bureaux les prend en charge. Au pire, il faut monter dans les étages. Mais il n'y a pas à

mener d'enquête de voisinage pour livrer le paquet, comme dans les résidences privées. «Ça nous fait gagner beaucoup de temps», dit notre formateur. Au fil des livraisons, on s'en rend compte : lorsque l'on transporte des colis Amazon, on prend le pouls de la France. Avec plus de 100 millions de clients «Prime» dans le monde, la multinationale vampirise une grande partie du marché. Se faire livrer un disque, un livre, un ordinateur ou de l'antipuces pour chat pour le lendemain est simplissime. Résultat, de plus en plus de gens commandent chez Amazon. Celui qui passe sa journée en slip, celle qui vient d'accoucher, celle qui zieute par le judas, celui dont les pétards embaument la cage d'escalier, celle que l'on réveille de la sieste, celle qui a peur, celle qui propose le café, celui qui ne parle pas français, celle qui commande des colis tous les jours.

On pénètre des open spaces de start-up où les employés travaillent en chaussettes et se déplacent en skate. En pleine réunion, ils ne lèvent pas les yeux sur l'homme au gilet jaune qui vient les livrer. Des entreprises où des joueurs de jeux vidéo ont pour métier de s'affronter en compétition. On constate aussi, un peu amusé, qu'un autre concours que celui du CAC 40 se joue entre certaines grandes sociétés : celui des halls d'accueil. Certains ont des statues de chien en marbre blanc, dans un autre c'est un serpent fait de boules d'inox, ailleurs des murs entièrement recouverts d'aluminium sur 10 mètres de haut ou encore des plafonniers en inox en forme de mouettes géantes. Mais une constante : seuls les agents d'accueil, de ménage et de sécurité parlent aux livreurs. Comme nous, ils prennent le monte-charge sans miroir et les labyrinthiques coursives blanches aux néons blafards pour accéder aux bureaux. On laisse les ascenseurs panoramiques et les couloirs en moquette aux salariés en costard. Les agents s'intéressent, «c'est votre premier jour ?» ; questionnent, «ça fait combien de temps que vous livrez ?» ; s'inquiètent, «ils ne vous regardent pas, c'est dur, même nous ils ne nous regardent pas.» On a l'impression, sous nos yeux, d'assister à la frénésie de deux mondes qui se côtoient sans vraiment se parler. Celui des cadres qui consomment, et celui des personnes employées pour leur rendre service. Les premiers doivent en prendre plein la vue dès le hall d'immeuble. Les seconds doivent être invisibles, pour ne pas déranger. Du clic à la livraison, tout s'opère par magie.

Depuis le début de la journée, Moussa, notre formateur, est malade. Il a des sueurs froides, de la fièvre probablement. Alors que la journée avance, il marche de plus en plus lentement. «Je suis vraiment faible», nous dit-il. Il doit pourtant continuer : personne ne peut le remplacer et il ne veut pas prendre le risque de rapporter des colis au dépôt. Il est presque 17 heures quand la tournée a été réalisée. Pour autant, la journée n'est pas terminée, Moussa tient à retourner livrer chaque colis qu'il n'est pas parvenu à remettre aux clients.

«Ce n'est pas qu'on nous sanctionne si on ramène des paquets. Mais ils vont nous les ajouter à la tournée de demain, du coup j'aurai plus de colis. Donc autant les livrer tous aujourd'hui», explique-t-il. A cette heure ne restent que les livraisons problématiques. Celles où la personne est injoignable car elle a renseigné un mauvais numéro ou une mauvaise adresse. Certains aussi nous demandent d'attendre une demi-heure, le temps qu'ils rentrent du travail, pour ne pas avoir à patienter jusqu'au lendemain pour se faire livrer. La journée se termine finalement à 18 h 30, après onze heures de travail sans aucune pause, et sans même avoir mangé un sandwich sur le pouce. Moussa rentre au dépôt fier, sans colis sur les bras. Il repartira demain pour une nouvelle tournée. Sans nous.

«Fantôme»

Au cours de cette enquête, nous avons été en contact régulier avec six chauffeurs issus de dépôts différents. Sur une période de trois semaines, la moitié nous a affirmé au moins une fois vouloir démissionner. Seul un l'a fait. Jérôme, livreur à Paris, a tenu cinq mois avant de quitter l'entreprise. «Je ne pouvais plus continuer, j'étais épuisé. Le rythme est infernal, il faut toujours être au moins à 200 % et c'est toujours de notre faute, quoi qu'il se passe. Maintenant, je vais prendre quelques jours pour me reposer et ensuite on verra», confie-t-il. Ils disent livrer entre 80 et 180 colis selon les jours. «Parfois, ça peut dépasser les 200, 220», constate un chef de dépôt. Un autre livreur de l'est de la France décrit aussi les pressions subies : «Amazon met en place un système de ce qu'ils appellent des "concessions". Une plainte d'un client pour un colis non reçu ou un mauvais comportement nous vaut une "concession". Au bout de dix ou douze, on est licenciés.»

Le problème, c'est que la livraison prônée par Amazon pousse les livreurs à déposer les paquets dans les boîtes aux lettres ou chez les voisins plutôt que de les remettre en main propre. Résultat, certains disparaissent et c'est la faute des chauffeurs. Pour s'en rendre compte, il n'y a qu'à observer les milliers de plaintes quotidiennes à ce propos sur les réseaux sociaux. L'un des dirigeants d'une grande entreprise de transport sous contrat avec Amazon prophétise : «C'est une profession qui va disparaître à terme. Parce que c'est un travail de fantôme, ils ne sont pas reconnus. Les gens ne les regardent pas.» Certains ont tenté de lancer des débrayages dans leurs dépôts pour protester contre un nombre de paquets trop élevé, mais n'ont pas ou peu été entendus. De son côté, Amazon planche de plus en plus sur la robotisation de ses activités, la rumeur des livraisons par drones prenant corps ces dernières années.

Après de longues recherches, on a finalement trouvé le salarié responsable des livraisons dans notre quartier. Impossible de savoir s'il était bien à l'origine de la livraison de notre colis sous le paillason. A le voir courir régulièrement, on a fini par sympathiser. Aussi parce qu'on sait désormais ce qu'il endure. Libération 5 octobre 2018

[Deuxième partie.](#)

En Marche vers le totalitarisme.

- Les militants En marche !, aisés et surdiplômés, selon une étude - Reuters 8 octobre 2018

Un homme surdiplômé actif au train de vie confortable résidant dans une grande ville : tel est le profil type du militant La République marche (LaRem) dressé au terme d'une grande enquête de l'organisation Terra Nova publiée lundi.

Les adhérents de LaRem, qui revendique 400.000 membres du total, sont avant tout des hommes (68%), plus jeunes et un peu plus urbains que la moyenne des Français avec un niveau de formation très élevé puisque 80% sont diplômés du supérieur, selon cette étude basée sur les réponses de 8.815 "marcheurs".

Les cadres et professions libérales y sont majoritaires (60%), de même que les actifs du secteur privé (71%). Leurs revenus les situent dans la moitié haute de la société.

"Il ne s'agit pas de bourgeoisie patrimoniale mais plutôt de gens dont la caractéristique est d'avoir un niveau d'étude et de compétence culturelle et professionnelle assez solide", a dit à Reuters l'un quatre auteurs du rapport, Bruno Cautrès, chercheur au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et au Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof).

En résumé, le "marcheur" type ressemble à Emmanuel Macron, fils de médecins d'Amiens (Somme) ayant fait des études dans les grandes écoles, dont l'Ecole nationale d'administration (Ena), ayant exercé comme banquier avant de briguer la présidence. (Marié à la fille d'un industriel et ex-épouse d'un banquier il faut préciser. - LVOG)

LIBÉRAUX ET PROGRESSISTES

(C'est un oxymore du genre : La guerre, c'est la paix ou la liberté, c'est l'esclavage ou encore l'ignorance, c'est la force (1984 - Orwell) Traduire : néolibéraux et rétrogrades. - LVOG)

Au chapitre des valeurs, les "marcheurs" sont en majorité favorables au libéralisme économique, avec des sentiments positifs vis-à-vis de l'Union européenne. La question la plus importante à leurs yeux est la construction européenne (15%), ex-aequo avec le chômage (15%) et l'éducation (14,5%), suivis des déficits publics (9%) et des inégalités (9%).

"Des thèmes comme l'insécurité, le terrorisme et l'immigration les préoccupent en revanche assez peu, ce qui les distingue d'autres formations, notamment à droite", notent les auteurs.

Le rapport divise les "marcheurs" en cinq sous-catégories.

Le groupe le plus important, "cœur du macronisme", est constitué de progressistes sur le plan des valeurs et libéraux sur le plan économique (31%).

Viennent ensuite les "progressistes-égalitaires" (23%), souvent d'ancien sympathisants socialistes ayant voté pour François Hollande en 2012. "Moins libéraux économiquement que la première catégorie, il se préoccupent avant tout de justice sociale", note Bruno Cautrès.

Un groupe de même taille (23%), les "conservateurs libéraux", proches du centre-droit, mêle adhérents anciens ou actuels des Républicains, anciens électeurs de Nicolas Sarkozy ou soutiens de François Fillon en 2017.

Viennent ensuite les "modérés-conservateurs" (19%) qui "cultivent un centrisme incliné culturellement au centre-droit, voire à droite, et économiquement au centre-gauche, voire à gauche", peut-on lire dans le rapport.

Enfin, 4% des sondés sont classés dans la catégorie des "euro-dubitifs". "Ce ne sont pas des eurosceptiques comme on peut en trouver par exemple au Rassemblement national, mais ils expriment des doutes voire des craintes sur l'intégration européenne", explique Bruno Cautrès.

Quand on les interroge sur les qualités du chef de l'Etat, dont la cote d'opinion recule ces derniers mois, les "marcheurs" louent ses talents oratoires, sa capacité à incarner le rôle du leader et à prendre des risques pour ses idées.

"Les seules critiques qui émergent interrogent son peu de sensibilité aux demandes des Français et sa faible capacité à accepter la contradiction", ajoutent les auteurs de l'étude. Reuters 8 octobre 2018

On retrouve là les différentes couches sociales qui constituent le socle du fascisme.

- Delphine Gény-Stephann, ministre la plus riche - L'Express.fr 8 octobre 2018

Delphine Gény-Stephann secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, est la plus riche des membres du gouvernement, rapporte l'Obs ce lundi.

Cette polytechnicienne, qui va avoir 50 ans, a un patrimoine qui s'élève à plus de 16 millions d'euros.

Selon sa déclaration, Delphine Gény-Stephann possède deux grands appartements à Paris de 240 et 117 mètres carrés ainsi que deux propriétés de 280 et 120 mètres carrés en Bretagne. De plus, elle possède également 7 millions d'instruments financiers et 68% de start-up Alcémon de son mari, Bertrand Stephann. Ce dernier point aurait d'ailleurs été omis dans sa déclaration à l'HATVP selon l'Obs. L'Express.fr 8 octobre 2018

- Le gouvernement teste l'idée d'une retraite à taux plein à 63 ans - Liberation.fr 08.10

Sans toucher à l'âge légal de départ à la retraite fixé à 62 ans, l'exécutif avance la piste d'un an de travail supplémentaire pour partir avec une pension sans décote. Objectif : inciter les Français à travailler plus longtemps. Liberation.fr 08.10

« Je ne souhaite pas construire des places de prison pour les remplir » déclare Nicole Belloubet - Publicsenat.fr 08.10

Invitée de l'émission « Audition publique » sur Public Sénat et LCP, la ministre de la Justice Nicole Belloubet confirme que 15000 places de prison seront construites... Publicsenat.fr 08.10

Surenchère.

- Dupont-Aignan propose de taxer les prisonniers - Reuters 08.10

Le président de Debout la France, Nicolas Dupont-Aignan, a annoncé lundi le dépôt d'une proposition de loi visant à faire participer les prisonniers aux frais d'incarcération, si besoin en travaillant... Reuters 08.10

Appel à la délation.

- Nicole Belloubet confirme qu'une plateforme sera mise en place dès novembre pour signaler en ligne les violences conjugales - Publicsenat.fr 08.10

Invitée de l'émission « Audition publique » sur Public Sénat et LCP, la ministre de la Justice Nicole Belloubet a souhaité apporter des réponses concernant le traitement de la justice pour les violences faites aux femmes. Publicsenat.fr 08.10

Fabrique du consentement.

- «La PMA était une promesse de campagne, l'opinion y est favorable : l'issue est certaine» - Liberation.fr 08.10

Confirmation. On ne change pas le mode de pensée et le comportement de la population à coup de décrets ou de canons.

- «L'homophobie et la transphobie demeurent très ancrées.» - Liberation.fr 08.10

C'est là qu'on s'aperçoit que ces campagnes n'étaient pas destinées à bénéficier aux homosexuels ou aux transsexuels, bien au contraire, ce que j'ai toujours affirmé.

[A défaut d'affronter le régime, affairisme ou la course aux places et à la gamelle.](#)

- France: Les européennes aiguisent les divisions à gauche - Reuters 8 octobre 2018

Ils n'ont plus qu'une préoccupation : Désigner celui qui sera le gardien du cadavre nauséabond du stalinisme.

- Au PCF, Pierre Laurent vers la sortie - Liberation.fr 7 octobre 2018

Un choc. Une surprise. Un séisme. Un tourbillon. Les mots ne manquent pas après un résultat inédit : la direction (sortante) communiste a perdu un vote interne. A quelques semaines du congrès, qui se déroulera à Ivry-sur-Seine, les militants du PCF – plus de 30 000 votants – ont placé le texte d'orientation porté par André Chassaigne, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, et Fabien Roussel, patron de la fédération du Nord, devant celui de Pierre Laurent. Pourtant, il y a quelques semaines, le porte-parole du parti, Olivier Dartigolles nous confiait : «C'est serré mais si on fait les choses bien, si on mène une bonne campagne, ça devrait le faire.» Raté. La direction découvre la minorité.

«Un formidable signal d'espoir»

Samedi, a la tombée des résultats, Pierre Laurent a «pris acte» de la décision des militants. La défaite est rude. Le sénateur était en course pour un troisième mandat. Il espérait rassembler autour de lui toutes les générations pour écrire une nouvelle page du PCF et mettre de nouvelles têtes dans la direction afin de donner un nouveau souffle à un parti en difficulté. Sauf qu'il a perdu le fil ces derniers temps. L'année 2017 lui a été fatale. Les reproches sont nombreux, surtout l'absence d'un candidat communiste lors de la présidentielle. Après des mois d'hésitation, il a choisi de soutenir du bout des lèvres La France insoumise (LFI) de Mélenchon : la décision la «plus compliquée» de sa carrière. Il y pense «tous les jours» raconte un proche. Discret, voire mystérieux, Pierre Laurent n'a jamais laissé paraître ses émotions, il a assumé, estimant que c'était la meilleure décision pour sa famille politique.

Pas suffisant pour convaincre. En interne, plusieurs voix se sont élevées. Un de ses adversaires : «Il a couru derrière une alliance de la gauche impossible et Mélenchon nous a ridiculisés !» Un autre le décrit comme un «mou-du-genou qui a peur de prendre la moindre décision». Il prendra la parole lors du conseil national du PCF, samedi 13 novembre, afin d'indiquer ses intentions. Beaucoup parient sur une «démission rapide», très peu l'imaginent rester secrétaire national. Un connaisseur décrypte : «Le texte d'orientation n'est pas lié au poste de secrétaire national mais personne ne l'imagine rester, c'est impossible. Logiquement, il devrait laisser son poste à un signataire du texte vainqueur.»

Pendant ce temps, André Chassaigne a le sourire. Il savoure. Cette victoire a des airs de revanche. «C'est un formidable signal d'espoir», a-t-il déclaré samedi soir. Le député du Puy-de-Dôme, l'un des visages du PCF, court après depuis des années. Pas du tout fan de Jean-Luc Mélenchon, il aurait aimé être candidat lors des deux dernières présidentielles mais la direction a fait barrage. Il l'a mal vécu. Un manque de «respect» ou de «considération» selon son humeur. Un petit fossé s'est creusé entre Pierre Laurent et lui. Pour autant, André Chassaigne ne postule pas au poste de secrétaire national. Il a toujours dit «qu'il n'était pas intéressé» par le job.

La bande à Dédé

Le chef des députés communistes ouvre le champ à l'un de ses proches, Fabien Roussel. Une tête connue des communistes et inconnue du grand public. Un vendredi de septembre, on a croisé le député du Nord dans les travées de la Fête de l'Humanité. Un caractère trempé et un regard malin. L'ancien journaliste tourne à la bière, enchaîne les bises. Il laisse peu de place au silence. Des blagues, des questions, et une présentation : «73 kilos, 49 ans, 13 de tension, je suis en pleine forme.» Très loin du style Pierre Laurent.

Persuadé que la gauche a besoin d'un PCF «fort» pour se relever, il se montre offensif et se démarque de la direction actuelle : «Nous devons affirmer la volonté de présenter un candidat en 2022. Il ne faut pas avoir peur de dire les choses. Sinon, on va passer notre temps à tenter de construire des unions et à la fin on va se retrouver tout seul parce que personne ne voudra de nous.» Fabien Roussel ne cache pas son jeu : il fait comprendre que le poste de secrétaire national du PCF l'intéresse. Mais aucune déclaration officielle. Le malin préfère se replonger dans le passé. «Chez nous, c'est toujours le sortant qui désigne son successeur», dit-il confiant, persuadé que le texte qu'il présente avec ses copains arrivera en tête, et que la direction actuelle libérera le trône. Un mois plus tard, la moitié du chemin est faite.

Les débats s'ouvrent pour l'autre moitié. La bande à «Dédé» Chassaigne compte bien récupérer les clés de la maison, située place du Colonel-Fabien, mais sans les demander. Ils attendent que Pierre Laurent l'annonce. Sans brusquer. Ni provoquer. En septembre, Roussel était déjà dans le futur. Il se voyait déjà en haut de l'affiche, dans le rôle du rassembleur : «Chez nous, les communistes, on débat mais nous sommes tous des camarades, à la fin, comme toujours tous les membres respecteront la ligne décidée lors du congrès et notre famille sera unie.» Sauf que depuis le résultat de samedi, la logique n'existe plus au PCF. Liberation.fr 7 octobre 2018

Il ne vous aura pas échappé que les derniers soubresauts du PCF enthousiasme Libération en sous-titrant «Un formidable signal d'espoir»... donc Macron et LREM.

[En famille. Quand les médias penchent pour l'extrême droite.](#)

- Présidentielle au Brésil: les électeurs veulent "du changement" - AFP 08.10

Les Brésiliens votaient nombreux et dans le calme dimanche pour le premier tour de la présidentielle, exprimant l'espoir d'un "changement" dans ce scrutin où Jair Bolsonaro, le candidat d'extrême droite, apparaît en position de force. AFP 08.10

LVOG - Un coup de force ou un coup d'Etat législatif...

- De la plage à la favela, Rio vote en rêvant au changement - AFP 08.10

Dans un Brésil déchiré après une campagne électorale agressive, les habitants de Rio de Janeiro ont voté dimanche avec un crédo: le changement, aussi bien dans les quartiers chics comme Copacabana que dans les favelas comme Rocinha. AFP 08.10

LVOG - L'extrême droite fait rêver les habitants des "quartiers chics", c'est bien connu, on n'en doute pas...

- Un boulevard pour Bolsonaro - Liberation.fr 09.10

- Face à l'ex-militaire ultraconservateur, qui a failli l'emporter dès le premier tour, le Parti des travailleurs a peu de chances de rebondir. Liberation.fr 09.10

LVOG - Libération a exprimé ici un souhait...

- Brésil: la lame de fond Bolsonaro déferle sur le Parlement - AFP 09.10

Le minuscule parti de Jair Bolsonaro, qualifié très facilement pour le second tour de la présidentielle au Brésil, est devenu grand et la poussée du candidat d'extrême droite a totalement redessiné le Parlement. AFP 09.10

LVOG - Question : Comment un "minuscule parti", donc inconnu de la plupart des Brésiliens peut-il parvenir au pouvoir ? Demandez la recette à ceux qui ont porté Macron au pouvoir...

- Brésil : l'extrême droite en route vers la présidence - LeFigaro.fr 09.10

LVOG - Allez Le Figaro , souhaitez-lui bonne route !

- Brésil «Il faut empêcher le retour du PT» - Liberation.fr 09.10

LVOG - Libération ne peut s'empêcher de prendre position...

- Présidentielle au Brésil: duel incertain Bolsonaro/Haddad au 2e tour - AFP 08.10

Le candidat d'extrême droite Jair Bolsonaro s'est qualifié facilement dimanche pour le deuxième tour de la présidentielle au Brésil sur un gros score, mais il se retrouvera face à la gauche dans un duel à l'issue incertaine.

Avant que ne tombent les résultats le situant à 46,06% avec 99,99% des urnes dépouillées, loin devant Fernando Haddad, du Parti des travailleurs (PT) à 29,24%, Bolsonaro a évoqué des "problèmes avec les urnes électroniques".

"Je suis certain que si ça n'avait pas eu lieu, nous aurions eu dès ce soir le nom du président de la République", a lancé le candidat de 63 ans dans une vidéo sur Facebook.

"Nous ne pouvons pas rester sans rien dire. Nous allons réclamer au Tribunal supérieur électoral (TSE) des solutions", a-t-il ajouté.

Si ses partisans ont protesté devant le TSE à Brasilia aux cris de "fraude, fraude!", l'ex-capitaine de l'armée n'est pas allé jusque-là. "Nous devons rester mobilisés. Il reste trois semaines avant le second tour", a-t-il dit. AFP 08.10

- Jair Bolsonaro prétend que des "problèmes dans les urnes" l'ont empêché d'être élu au 1er tour - Le HuffPost 08.10

Jair Bolsonaro a-t-il été dépossédé d'une victoire au 1er tour des présidentielles au Brésil? Le HuffPost 08.10

LVOG - S'il le prétend, c'est sans doute parce qu'il existe de bonnes raisons à cela...

[Leur humanisme est la politesse des salauds...](#)

- Le prix Vaclav Havel du Conseil de l'Europe à Oïoub Titiev - Reuters 08.10

Le Russe Oïoub Titiev, président de l'antenne tchétchène de Mémorial, une Organisation non gouvernementale de défense des droits de l'homme, a été honoré lundi à Strasbourg par le prix Vaclav Havel de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Agé de 61 ans, il a été arrêté en janvier dernier et accusé de détention de cannabis, une accusation qu'il accuse la police d'avoir monté de toutes pièces. Il encourt une peine de dix ans de prison.

Les Etats-Unis et l'Union européenne ont réclamé sa libération.

Le prix des droits de l'homme Václav Havel, qui consiste en une somme de 60.000 euros, est décerné chaque année à une personnalité de la société civile oeuvrant dans le domaine des droits de l'homme. Reuters 08.10

Assassinat ordinaire et un coupable pour des milliers de crimes impunis.

- Trois Palestiniens tués par des tirs israéliens (ministère à Gaza) - AFP 06.10

Trois Palestiniens, dont un adolescent de 14 ans, ont été tués vendredi par des tirs israéliens dans la bande de Gaza lors de manifestations et de heurts le long de la frontière, a indiqué le ministère gazaoui de la Santé. AFP 06.10

- Chicago: Un policier blanc déclaré coupable du meurtre d'un ado noir - Reuters 06.10

Un agent de police blanc de Chicago, Jason Van Dyke, a été reconnu coupable vendredi du meurtre en 2014 d'un adolescent noir, Laquan McDonald, affaire qui avait exposé au grand jour les tensions entre la communauté noire et les services de police dans la troisième ville des Etats-Unis. Reuters 06.10

LVOG - S'il avait été jugé un an plus tôt, il aurait été blanchi, vous devinez pourquoi, n'est-ce pas ?

Ils osent tout

- Au Venezuela, l'inflation atteint 488.865% sur un an, selon un opposant. - Reuters 09.10

"Cela nous donne une projection de 1.030.281% d'inflation à la fin de l'année", a ajouté le député.

Un chiffre qui correspond avec les prévisions du Fonds monétaire international, selon qui l'hyperinflation au Venezuela pourrait dépasser 1.000.000% d'ici la fin de l'année.

LVOG - Qui dit mieux ?

- Lettonie: La diplomatie et la défense cibles de cyberattaques russes - Reuters 09.10

- Oleg Sentsov se réalimente de peur d'être nourri de force - L'Express.fr

- Fracturation hydraulique: Reprise au Royaume-Uni après 7 ans d'arrêt - Reuters

- Christiane Taubira reçoit un prix européen de lutte contre l'homophobie - Franceinfo

- Nadia Murad, prix Nobel de la Paix, "est un étendard de la blessure yézidie" pour l'association des Yézidis de France - Franceinfo

- Espions, Novitchock et "fake news" : on vous explique ce qui se cache derrière les cyberattaques russes dénoncées par les Occidentaux - Franceinfo

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

- Le juge Kavanaugh entre à la Cour suprême, grande victoire pour Donald Trump - AFP 7 octobre 2018

Le juge Brett Kavanaugh a prêté serment samedi à la Cour suprême, quelques heures après la confirmation de sa nomination par le Sénat, qui constitue une grande victoire pour le président Donald Trump à un mois d'élections de mi-mandat cruciales. AFP 7 octobre 2018

Syrie

- Assad explique «l'hystérie occidentale» autour d'Idlib - sputniknews.com 07.10.2018

Qualifiant la bataille pour Idlib de moment clef pour la Syrie, Bachar el-Assad a estimé que le succès de l'armée gouvernementale dans cette province signera «l'échec» des projets mûris par les pays occidentaux.

Le Président syrien Bachar el-Assad a expliqué l'emballement politique autour de la province d'Idlib par la peur de l'Occident de voir ses projets ruinés.

«L'hystérie occidentale qui précède la bataille d'Idlib s'explique par le fait que c'est quelque chose de fatal pour eux parce que la victoire des Syriens dans ce conflit fera échouer leurs projets», a-t-il indiqué, cité par l'agence syrienne Sana.

Évoquant l'accord russo-turc sur Idlib, M. el-Assad a indiqué que la position de l'État syrien était «claire» et que ce gouvernorat, comme les autres territoires syriens sous le contrôle des terroristes, reviendrait dans le giron de l'État syrien. Il a également estimé que l'accord en question est une mesure provisoire qui a permis à l'État syrien d'éviter l'effusion de sang.sputniknews.com 07.10.2018

- Moscou révèle l'objectif final de la création de la zone de désescalade à Idlib - sputniknews.com 06.10.2018

Le ministère russe des Affaires étrangères a expliqué la raison de la création de la zone de désescalade à Idlib. Selon Mikhaïl Bogdanov, vice-ministre, «les accords sur Idlib sont temporaires» et leur objectif principal est «d'éliminer le centre terroriste en Syrie».

Moscou espère que tous les accords sur Idlib seront réalisés. Leur objectif principal est d'éliminer le centre terroriste, a déclaré à Sputnik Mikhaïl Bogdanov, vice-ministre russe des Affaires étrangères.

«Les accords sur Idlib sont temporaires» et leur objectif final est «d'éliminer le centre terroriste en Syrie en général et dans la région d'Idlib en particulier, ainsi que d'instaurer l'unité et la souveraineté, l'intégrité territoriale de l'État», a-t-il ainsi déclaré.

Selon Mikhaïl Bogdanov, les terroristes qui ne déposeront pas leurs armes seront éliminés.

«Bien sûr, les terroristes qui n'ont pas déposé leurs armes, qui continuent leurs sorties, doivent être arrêtés ou éliminés, comme l'ont clairement indiqué la partie russe et certains nos partenaires, y compris les dirigeants légitimes de Damas», a précisé le diplomate. sputniknews.com 06.10.2018

Bulgarie

- Bulgarie. Une journaliste assassinée Liberation.fr 7 octobre 2018

Viktoria Marinova, 30 ans, qui venait de diffuser dans son émission d'une chaîne de télé locale un reportage sur des suspicions de fraude aux fonds européens, a été retrouvée samedi étranglée dans un parc de la ville de Ruse, dans le nord de la Bulgarie.

Il s'agit de la troisième journaliste victime d'un homicide en un an en Europe, après le meurtre du reporter Jan Kuciak en Slovaquie en février, et celui de la journaliste maltaise Daphné Caruana Galizia en octobre 2017. Liberation.fr 7 octobre 2018

Lettonie

- Lettonie: Un parti pro-russe en tête des législatives, montrent les résultats partiels - Reuters 07.10.2018

La coalition au pouvoir en Lettonie a perdu sa majorité lors des élections législatives organisées samedi, montrent les résultats partiels après 80% des bulletins dépouillés, qui confirment l'installation du parti pro-russe Harmonie donné en tête du scrutin.

Harmonie, crédité de 20% des voix, devrait rester le parti le plus important du pays. Il pourrait ainsi jouer un rôle de pivot dans le prochain paysage politique letton et influencer la ligne du gouvernement à la fois à l'égard de l'Union européenne mais également de l'Otan dont le pays est membre.

Le mécontentement envers la classe politique, considérée comme corrompue et inefficace, a provoqué la désaffection des électeurs vis-à-vis de la coalition sortante, constituée de l'Union des Verts et des paysans, de l'Alliance nationale et du parti Unité.

Selon les résultats partiels, la coalition a perdu plus de la moitié de son électorat, au profit notamment de deux nouveaux venus sur la scène politique, le parti populiste KPV LV et les conservateurs de l'Alliance, qui obtiendraient tous deux environ 14% des suffrages.

La Lettonie, ancienne république soviétique, entretient 276 km de frontière avec la Russie et constitue un pays stratégique au moment où les relations entre Moscou et les Occidentaux sont très tendues.

L'Otan a déployé un millier d'hommes dans le pays.

Harmonie, qui veut maintenir le pays dans l'Union européenne et dans l'Otan, souhaite dans le même temps améliorer les relations économiques avec la Russie et n'a renoncé que l'an dernier à son accord de coopération avec Russie unie, le parti politique du président Vladimir Poutine. Reuters 07.10.2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

Un peuple révolutionnaire, non, de propriétaires.

- 10 millions de logements de plus en trente ans - Liberation.fr 7 octobre 2018

Croissance démographique, déplacements de la population vers les zones côtières et les grandes métropoles régionales, divorces... Entre 1988 et 2018, le nombre de logements est passé de 25,6 millions à 35,4 millions en France métropolitaine, selon une nouvelle étude de l'Insee. Près de six ménages sur dix (58 %) sont propriétaires du logement qu'ils occupent. Liberation.fr 7 octobre 2018

Troisième partie.

Trafic d'esclaves. Comment justifier l'adhésion à une opération montée par l'oligarchie et l'OTAN ?

- Immigration : Clémentine Autain, au ban des Insoumis - Libération 05.10

La députée de Seine-Saint-Denis a vécu une réunion de groupe houleuse à l'Assemblée. Les autres parlementaires de son parti lui ont reproché d'avoir signé le manifeste rédigé par les rédactions de «Mediapart», «Politis» et «Regards» pour l'accueil des migrants. (Signé également par le PCF et Génération.s - LVOG)

Un désaccord sur le fond qui a laissé place à la polémique. Plusieurs têtes à gauche ont regardé de travers les élus LFI, estimant que Mélenchon «minimise le sujet pour ne pas perdre les classes populaires qui s'opposent à la venue des migrants». Une accusation qui passe mal chez les Insoumis. Libération 05.10

Le 30 septembre, sur Facebook, Autain avait publié un texte dans lequel elle tenta de justifier son engouement pour ce trafic moderne d'esclaves. Voici ma réponse.

Chacun sait ou devrait savoir que la soi-disant gauche et gauche de la gauche n'ont pas pour objectif de chasser Macron du pouvoir, l'abolition du capitalisme ou l'abrogation de la Constitution et des institutions de la Ve République.

Chacun a pu observer depuis des décennies et plus particulièrement depuis 2012, qu'elles ont participé à toutes les campagnes basées sur des thèmes communautaires initiées par l'oligarchie anglo-saxonne, les monarchies européennes, les institutions internationales telles que l'ONU et l'UE, l'ensemble des gouvernements des puissances occidentales, les think

tanks néolibéraux ou néoconservateurs, bref, la pire réaction organisée à l'échelle mondiale qui mène un féroce combat de classe sans répit contre le prolétariat mondiale.

Chacun a également pu observer que ces campagnes n'auraient jamais pu être lancées et avoir la répercussion qu'elles ont eu si elles n'avaient pas bénéficié du concours des médias et des réseaux dit sociaux appartenant tous à des oligarques.

Un tel intérêt de la part de l'internationale oligarchique pour les droits ou le bien être de telle ou telle minorité, communauté ou catégorie de la population n'aurait-il pas dû éveiller des soupçons sur les réelles intentions qui recouvraient ces campagnes de la part de ceux qui prétendent représenter leurs intérêts ?

Apparemment non, c'était inutile parce qu'il est bien connu que les puissances coloniales occidentales et les institutions à leur service ou qu'ils contrôlent ont toujours été animés d'intentions généreuses ou philanthropiques envers tous les pays, alors qu'en réalité ils ont fomenté et mené ou soutenu toutes les guerres ou coups d'Etat sur tous les continents semant la terreur et le désespoir ou la désolation derrière eux, n'hésitant pas à recourir à la pire des barbaries pour parvenir à leurs fins.

Que des monstres tels que feu McCain ou Soros parrainent ou financent toutes ces campagnes ne les a pas davantage interpellé. Au contraire, pour soutenir le trafic d'esclaves déguisés en migrants qui se déversent sur l'Europe depuis plus d'un an, Autain va aller jusqu'à emprunter leur méthode en déclarant que "le flux migratoire est globalement stable en Europe depuis plusieurs décennies", affirmation grotesque démenti par les faits qui ont été confirmés par tous les gouvernements et portés à la connaissance de tous par les médias que l'on ne soupçonnera pas d'être opposés à cet ignoble trafic.

Il ne faut "pas céder une once de terrain aux adversaires sur cette question" dit-elle, entendez par "adversaires" nos ennemis, sémantique qui trahit la véritable nature de son engagement politique qu'elle nous révélera plus loin, cette ignare et imposteur ne peut pas comprendre pas qu'elle fait le sale boulot à la place et pour le compte de nos ennemis, qui eux ne montent pas en première ligne, ne s'exposent pas dans les médias, ils restent tranquillement tapis dans l'ombre tandis qu'une armée de larbins s'exposent à leurs places.

On a souvent entend dire que Mélenchon et ses acolytes étaient les idiots utiles du régime. Autain l'a confirmé à sa manière en déclarant que "la façon dont le sujet émerge et s'impose dans le débat public" serait légitime, incontournable, car on ne pouvait pas "échapper au moment politique qui est le nôtre, si bouillant sur la question migratoire", sans jamais se demander qui en était à l'origine et à qui il devait profiter, puisqu'à aucun moment elle n'évoquera la complicité qui existait entre la mafia opérant sur la côte libyenne et l'Otan ainsi que certaines ONG, et la décision concertée prise entre Erdogan et l'Otan dont la Turquie est membre, d'ouvrir ses frontières afin qu'un flot continu de réfugiés syriens et d'autres nationalités dépassant le million s'engouffrent en Europe.

Elle le confirmera encore en poussant le crétinisme jusqu'à affirmer que "le récit que nous faisons, les thèmes que nous choisissons de porter en avant sur la question migratoire ne sont évidemment pas neutres", pardi, ils lui sont dictés par la pire réaction, ce dont elle ne peut s'apercevoir ou qu'elle ne peut que nier après avoir adopté l'attitude du déni ou de l'imposture permanente.

Madame Autain va encore plus loin dans l'imposture.

Elle reprend à son compte le procédé employé par les inquisiteurs du régime qui affirment être victimes d'une propagande déloyale ou de fausses nouvelles de la part de ceux critiquent ou s'opposent à sa politique ou à l'orientation actuelle de la société, alors qu'en réalité ce sont eux qui y recourent pour discréditer, museler, censurer toute voix discordante ou tout opposant au régime.

Cela l'a amenée à cibler ceux qui estiment selon elle qu'il ne faudrait pas "parler des migrants", mais pas de manière anodine anodins, en se disant victime d'une accusation de "diversion" qu'elle a récusée dans ces termes :

- "L'accusation de diversion me rappelle par ailleurs des querelles anciennes, quand on nous expliquait qu'il fallait mener la révolution prolétarienne et les droits des immigrés ou des femmes seraient réglés dans la foulée, quand on nous rabâchait la centralité de la lutte des classes, en ces temps où défendre les lesbiennes et les gays ou l'environnement était perçu comme une entreprise de diversion au regard du combat central. C'était avant Mai 68. Je me bats contre la dichotomie entre le social et le sociétal parce qu'en réalité, les sujets s'entremêlent. "

Comme les classes "s'entremêlent" ou la collaboration de classes, merci pour cet éclaircissement !

Surtout quand on sait qui collabore à cette sordide entreprise :

- "Mettre l'accent sur les causes des migrations ou bannir toute évocation de la liberté de circulation comme horizon, comme s'il s'agissait d'une ligne « no border » – à noter que le spectre des signataires de l'appel Regards, Politis, Mediapart est en l'occurrence si large qu'il me paraît curieux d'y voir une mainmise « gauchiste » - ne me convainc pas."

Il est vrai qu'accuser toutes ces officines de droite de « gauchiste » et tous ceux qui individuellement et de droite s'y sont associés, ne nous viendrait pas un instant à l'esprit, merci d'avoir confirmé notre appréciation précédente.

Finalement elle a lâché le morceau comme on dit, confirmant que "mener la révolution prolétarienne" ou "la centralité de la lutte des classes" étaient dépassés et devait être abandonnés au profit d'une association entre "le social et le sociétal", traduire, une association entre le travail et le capital dont Ensemble, la micro-organisation dont Autain est une ou la seule dirigeante, Regards, Politis, Mediapart sont l'expression.

Bref, tout est dans l'ordre des choses du côté de la réaction.

En complément. On ne peut pas dire que ce soit une question qui mobilise les masses.

- Près d'un millier de personnes se sont rassemblées à Paris pour témoigner leur soutien à l'Aquarius, le navire qui vient en aide aux migrants en mer, affrété par SOS Méditerranée et Médecins sans frontières. D'autres mobilisations ont également eu lieu en France et en Europe.

Des rassemblements se sont également tenus dans d'autres villes françaises, notamment à Marseille où près de 3.000 manifestants se mobilisés, et en Europe dans des villes comme Berlin, Bruxelles ou Madrid pour réclamer un « pavillon pour l'Aquarius ». sputniknews.com 08.10

Du même tonneau. Appel à la délation.

- Nicole Belloubet confirme qu'une plateforme sera mise en place dès novembre pour signaler en ligne les violences conjugales
- Publicsenat.fr 08.10

Invitée de l'émission « Audition publique » sur Public Sénat et LCP, la ministre de la Justice Nicole Belloubet a souhaité apporter des réponses concernant le traitement de la justice pour les violences faites aux femmes. Publicsenat.fr 08.10

Tenez, cela aussi est pour cette furieuse opportuniste ou affairiste.

- Roumanie: le référendum contre le mariage gay boudé - L'Express.fr 07.10.2018

Le seuil de 30% doit être atteint pour valider le résultat. Au premier jour du scrutin, à peine 5% des électeurs ont voté. L'Express.fr 07.10.2018

Comme quoi la population en a strictement rien à foutre ! Il n'y a que les écervelés dans votre genre pour nous pourrir l'existence ainsi que celle des gens que vous prétendez représenter et que finalement vous avez stigmatisés au sens ancien du terme en les montrant du doigt ou en les jetant en pâture à l'extrême droite et aux tenants des préjugés les plus archaïques et réactionnaire.

Vos maîtres à penser vous ont dicté madame Autain à la fois l'idéologie et le comportement que vous avez adoptée envers leurs opposants, permettez-nous de leur donner la parole.

Allocution de Monsieur Walid al-Mouallem, ministre syrien des Affaires étrangères et vice-Premier ministre, devant la 73ème Assemblée générale des Nations Unies.

Extrait - Maintenant que la situation est devenue plus sûre et plus stable, grâce à ce qui a été accompli contre le terrorisme, et alors que le gouvernement continue à travailler à la réhabilitation des zones dévastées par les terroristes et au retour d'une vie normale, le terrain est désormais prêt au retour volontaire des réfugiés syriens dans leur pays. Un pays qu'ils ont quitté à cause du terrorisme et des mesures économiques unilatérales ayant ciblé les bases fondamentales de leur vie. Et effectivement, nous avons commencé à assister au retour de milliers de Syriens qui s'étaient réfugiés à l'étranger.

Depuis cette tribune, je veux annoncer que le retour de chaque Syrien est une priorité pour l'État syrien, que les portes sont ouvertes à tous les Syriens présents à l'étranger pour un retour volontaire et sécurisé. De plus, j'affirme que ce qui vaut pour les Syriens présents sur le sol de la patrie vaut aussi pour ceux qui se trouvent à l'étranger, et tous sont sous l'autorité d'une même loi. Le gouvernement syrien, aidé par le gouvernement de la Fédération de la Russie, que nous remercions, ne ménagera aucun effort pour faciliter le retour de ces réfugiés et répondre à leurs besoins fondamentaux. C'est pourquoi, un comité spécial a été constitué pour les aider à rentrer chez eux et à retrouver une vie normale.

Mais, bien que nous ayons invité la communauté internationale et les organisations humanitaires à contribuer à la facilitation de ce retour, certains pays occidentaux, dans la droite ligne du sale rôle qu'ils ont joué depuis le début de la guerre sur la Syrie, continuent à lui faire obstacle, en semant la peur parmi les Syriens, en usant de faux prétextes et en politisant ce

dossier strictement humanitaire, afin de s'en servir comme d'une carte qui leur permettrait la mise à exécution de leur propre agenda politique, en subordonnant le retour des réfugiés au processus politique [de règlement de la crise syrienne].

Et aujourd'hui, alors que nous écrivons le dernier chapitre de la crise en Syrie, les Syriens sont déterminés à unir leurs forces pour supprimer les effets de la guerre terroriste et reconstruire leur pays de leurs propres mains, avec l'expérience et les compétences de leurs propres cadres et spécialistes restés au pays ou contraints de partir à l'étranger, du fait des opérations terroristes.

Quant à nous, tout en nous félicitant des initiatives des États et organismes n'ayant pas participé à l'agression contre la Syrie ou ayant adopté une approche claire et explicite contre le terrorisme, nous réaffirmons que la priorité de la participation aux programmes de reconstruction du pays va aux pays amis qui nous ont soutenus dans notre guerre contre le terrorisme. Les États qui posent des conditions restrictives préalables à leur participation ou qui continuent à soutenir le terrorisme ne sont pas les bienvenus et sont indésirables. (Syrie / Il est temps pour certains de sortir de leur déni de la réalité par Walid al-Mouallem - Mondialisation.ca 01 octobre 2018)

Cet après-midi, ma petite voisine d'environ 5 ans m'a interpellé, alors que j'étais en train de nettoyer mon jardin : vellai kara, vellaiki, vellaikai, vellai kara, ce qui signifie homme blanc, étranger blanc. J'en déduis donc que, bien que je vive en Inde depuis plus de deux décennies, que je sois marié et que je vive avec une indienne d'origine tamoul ou dravidienne, je ne serai jamais intégré dans ce pays, nulle part ailleurs qu'en France. Il ne me viendrait évidemment pas à l'esprit de prêter à cette petite fille le moindre a priori ou la moindre mauvaise pensée à mon égard, je pense que tous les lecteurs l'admettrons sans sourciller.

Elle m'a bien fait rire et on a dialogué un moment. Ah ben oui, quand une personne vous interpelle ou vous adresse la parole, vous répondez ! C'est me semble-t-il la moindre des politesses, quand vous respectez tout le monde en général, c'est naturel.

Pourquoi, quelque chose aurait-il dû me choquer ? C'est ce qu'aurait insinué nos chiens de garde de la pensée unique et du régime, si on suivait leur raisonnement, qui par bonheur ne sera jamais le nôtre, comme disait Trotsky : il ne faut pas confondre leur morale et la nôtre.

Et puis c'est comme cela, vous n'y pouvez rien et moi non plus. Cela ne me choque pas de demeurer un Vellai kara dans la mesure où nous sommes différents, c'est justifié et je l'assume. Tous ces gens qui se présentent comme les champions de la tolérance, sont en réalité les pires despotes qui soient pour ne pas respecter nos différences, celles qui existent entre nous tous. S'ils rechignent à défendre ce qu'ils sont, ce qu'on peut comprendre, ils ne sont pas dignes de défendre les droits ou les intérêts de qui que ce soit parmi les exploités ou les opprimés.

Quatrième partie.

Mystification ou les aléas climatiques et leur manipulation. Une ode au capitalisme dont l'ONU est l'instrument.

Il ne s'agit ici que d'un brouillon, de notes et de quelques réflexions, je n'ai pas le temps pour vous proposer mieux, désolé.

- Voilà comment les scientifiques de l'ONU se préparent à la fin du capitalisme par Nafeez Ahmed pour The Independent 12.09 (publié par Les Crises le 30.09)

Cela commence bien, ce ne sont pas "les scientifiques de l'ONU", puisqu'on nous dit plus loin qu'il s'agit d'un "groupe de scientifiques nommés par le secrétaire général de l'ONU", et jusqu'à preuve du contraire l'ONU a vocation à assurer la pérennité du capitalisme plutôt que de se préparer à sa fin, c'est d'ailleurs ce que confirme ce rapport qui n'a pas été du tout conçu dans cette perspective.

Extraits commentés.

Quand, je cite, "la pensée capitaliste" se penche sur le sort de l'humanité, le pire est à craindre, mais on veut nous faire croire que le meilleur pourrait en sortir, ce qui ne colle pas vraiment avec sa fin annoncée. Pourquoi ? Mais pour qu'on partage l'illusion de cette "pensée capitaliste" parce qu'il ne peut pas exister d'autre "pensée", ce n'est pas dit ouvertement, juste sous-entendu.

Toute leur démonstration repose sur le postulat frauduleux que le capitalisme et la société qu'il a façonnée, seraient responsable des perturbations ou des changements climatiques réels ou inventés. Quoi qu'il en soit, ce ne sera évidemment pas au capitalisme d'en supporter les conséquences, mais bien à la société, hormis les capitalistes, cela tout le monde l'aurait deviné.

Ils partent donc d'un constat qu'ils appellent la population à partager. Mieux, à les entendre ils seraient les porte-parole d'un constat que la population aurait dressé elle-même. Or si elle a pu constater des perturbations apparemment anormales du climat, elle n'est certainement pas en mesure d'en découvrir ou d'en connaître les origines. Ce sont des scientifiques à la demande de gouvernements ou d'institutions qui leur ont fourni une version unique de leur origine, à savoir l'activité humaine, qui ensuite a fait l'objet d'une propagande permanente ou hystérique de la part des mêmes gouvernements relayée par les médias aux ordres et les réseaux numériques, évacuant toute critique ou refusant de répondre aux questions qu'elle soulevait, rejetant toute autre version reposant sur d'autres hypothèses ou constatations qui contredisaient la leur, telle l'activité solaire, de sorte que la population s'est retrouvée en présence d'une unique version qu'elle a été sommée d'adopter, ce qu'elle fit largement, ce qui leur permit d'affirmer que la population la cautionnait et qu'elle leur accordait la légitimité nécessaire pour traiter cette question en son nom et la boucle de cette manipulation était bouclée.

Qui est à l'origine de ce constat ?

Un groupe indépendant de scientifiques (IGS) (On verra plus loin de quoi il retourne vraiment - LVOG)

Qui l'a désigné ?

Il a été nommé par le Secrétaire général de l'ONU

En quoi consiste ce constat ?

L'ère de l'énergie bon marché touche à sa fin,

Le Rapport mondial sur le développement durable est basé sur des documents de travail commandés à des experts.

Quelles sont les intentions officielles et inavouables de ceux qui l'ont dressé ?

Quels moyens utilisent-ils pour justifier leurs conclusions ou plutôt nous les imposer ?

Comment ou de quelle manière s'y prennent-ils ?

Quels sont leurs réels objectifs ?

Qui visent-ils et à qui devrait-il profiter ?

Il doit servir à imposer une modification du mode de pensée et de comportement de l'ensemble de la population, à la préparer psychologiquement à vivre plus mal dans l'avenir.

Quelles conséquences faudrait-il en attendre ?

Justifier le nivellement vers le bas du mode de vie de la majorité de la population.

- Alors que l'ère de l'énergie bon marché touche à sa fin, la pensée capitaliste lutte pour résoudre les énormes problèmes auxquels l'humanité est confrontée.

LVOG - C'est à "la pensée capitaliste" qu'il est demandé de trouver une issue à la faillite du capitalisme, quelle blague, autant demandé à un capitaliste de cesser de l'être ! Les idéologues au service de l'oligarchie veilleraient au bien-être de l'humanité, il fallait oser le dire !

- Le capitalisme tel que nous le connaissons est terminé. C'est ce que suggère un nouveau rapport publié par un groupe de scientifiques nommés par le secrétaire général de l'ONU.

LVOG - Mais pour autant il n'est pas question de l'abolir, bien au contraire.

Et qu'est-ce qui devrait justifier cette mutation du capitalisme ?

- La transition brutale vers une économie mondiale radicalement différente, en raison de l'exploitation de moins en moins durable des ressources naturelles de la planète et du passage à des sources d'énergie moins efficaces.

Ce ne serait pas plutôt le taux de profit dégagé par la production pétrolière et gazière qui serait "de moins en moins durable" ou qui aurait tendance à diminuer ? Quant aux "sources d'énergie moins efficaces", il ne lui viendra pas à l'esprit que l'oligarchie qui contrôle le marché de l'énergie n'a pas intérêt à ce que l'exploitation des énergies concurrentes du pétrole soit plus efficace ou rentable, alors qu'elles existent à l'état naturel en quantité illimitée et sont facilement accessibles à tous ou presque et gratuites, seuls leur exploitation ou leur stockage ayant un coût. Quand on sait qu'ils ont mis au point des matériaux quasi inusables et inaltérables dans le temps (alliage, caoutchouc, verre, etc.), et qu'ils ne les emploient pas dans la production, leur préférant des matériaux fragiles ou périssables qui entraîneront régulièrement le rachat de biens d'équipement ou tout autre objet dans la composition desquels ils entrent, on a de quoi douter fortement des intentions de ceux qui nous tiennent ce genre de discours...

- Le changement climatique et l'extinction d'espèces s'accélèrent alors même que les sociétés connaissent une augmentation des inégalités et du chômage, une faible croissance économique, des niveaux d'endettement croissants et des gouvernements impuissants. Contrairement à la façon dont les décideurs réfléchissent généralement à ces problèmes, ce ne sont pas du tout des crises distinctes.

LVOG - Au passage ils réalisent un amalgame frauduleux entre des perturbations ou changements climatiques d'origine solaire et qu'ils attribuent au capitalisme et à la société, et les conséquences sociales de la survie du capitalisme en crise.

Une nouvelle fois, les inégalités sociales croissantes et le chômage servent de leitmotiv pour cautionner les bonnes intentions attribuées à l'ONU, qui par ailleurs depuis sa création a soutenu toutes guerres impérialistes, maquillé les guerres civiles, les coups d'Etats, les famines et autres monstruosités causées par les mêmes puissances ou leurs multinationales...

- Ces crises font partie de la même transition fondamentale.

En fait de "transition fondamentale, elle ne concernera pas les rapports sociaux qui caractérisent le mode de production ou les inégalités sociales qui en sont à l'origine.

Toute leur argumentation repose sur le postulat que l'activité humaine est responsable du changement climatique, alors que c'est nullement prouvé.

Chacun sait ou devrait savoir que dans le passé qui ne se réduit pas à l'échelle minuscule de l'histoire des hommes, mais concerne des périodes beaucoup plus considérables ou se mesure en dizaines, centaines ou millions d'années, la terre a connu des périodes plus chaudes ou plus froides qu'aujourd'hui. Ils nient ou occultent systématiquement cet argument qui contredit leur théorie. On est donc en présence d'une imposture.

A quelle conclusion parviennent-ils ? "Les sociétés doivent abandonner les combustibles fossiles en raison de leur impact sur le climat".

"la production de pétrole a atteint un sommet", alors qu'ils en ont encore découvert récemment, sans parler des millions de kilomètres carrés qu'ils n'ont jamais réellement sondé.

Ils nous avaient sorti le même argument lors de la crise pétrolière de 1973, à les entendre les réserves de pétrole devaient commencer à diminuer à partir de l'an 2000, pour finalement augmenter !

Qu'est-ce qui motive ce rapport, tout du moins officiellement ?

- La croissance économique constante à laquelle nous nous sommes habitués est désormais menacée. Ce qui, à son tour, exerce une pression considérable sur notre politique.

En fait, ce qui est menacé, c'est l'existence du capitalisme du fait que ses contradictions sont exacerbées à la limite de la rupture ou de l'insoutenable, et se traduisent par le rejet de la part de tous les peuples. Rappelons que ce qu'ils appellent "croissance économique" correspond vulgairement à la masse de marchandises (biens et services) produites qui se traduit par une augmentation du volume du capital accumulé par les capitalistes, et non la valeur ou taux de profit qui tend à diminuer, du fait que plus la productivité et le capital total entrant dans la production augmente moins les marchandises produites ne renferment de force de travail qui est l'unique source du profit.

Ils crachent le morceau. Ils réalisent moins de profit ou la crise du capitalisme.

- Le concept de « taux de retour énergétique » (TRE) comme un indicateur clé du passage à une nouvelle ère d'énergie peu accessible. Le TRE est un ratio simple qui mesure la quantité d'énergie nécessaire pour extraire davantage d'énergie.

- Il y a des décennies, les combustibles fossiles avaient des valeurs de TRE très élevées – une petite quantité d'énergie nous

permettait d'extraire de grandes quantités de pétrole, de gaz et de charbon..... et ce n'est plus le cas...

- Aujourd'hui, nous utilisons de plus en plus d'énergie pour extraire de moins en moins de combustibles fossiles. Ce qui signifie des coûts plus élevés pour produire ce dont nous avons besoin pour faire tourner l'économie. La ressource est toujours présente dans le sous-sol – des milliards de barils d'une valeur certaine, largement assez pour faire griller plusieurs fois le climat.

-« Le coût de remplacement du cuivre, du phosphate, du pétrole et du sol – et ainsi de suite – que nous utilisons n'est même pas pris en compte. Si c'était le cas, il est probable que ces 10 ou 20 dernières années (pour les pays développés, en tout cas) il n'y a eu aucun profit réel, aucune augmentation de revenus, ça aurait été une baisse. »

Du coup on se demande comment ExxonMobil a pu être propulsé au sommet de Wall Street ou comment les oligarques des principales compagnies pétrolières ont pu s'enrichir comme jamais durant cette période...

- Il est plus difficile et plus cher de l'en extraire.

- Le grand bouleversement dans lequel nous nous trouvons actuellement : la transition vers un avenir à faible TRE dans lequel nous ne pouvons tout simplement pas extraire les mêmes niveaux de surplus en énergie et matériaux qu'il y a quelques décennies.

Qui avance ces arguments ?

Réponse : L'investisseur milliardaire Jeremy Grantham.

Conséquence de leurs conclusions.

- Le renchérissement de l'énergie (rare et chère)

- L'ère de l'énergie bon marché touche à sa fin

Ils font une fixation sur les déchets.

- Plus notre consommation d'énergie et de matériaux est importante, plus nous produisons de déchets, et donc plus les coûts environnementaux sont élevés

La sauvegarde du capitalisme synonyme du "bien commun", il fallait oser le dire.

- Selon Grantham, « nous sommes confrontés à une forme de capitalisme de plus en plus obsédé par la maximisation du profit à court terme et, semble-t-il, peu ou pas intéressée au bien commun ».

D'un aveuglement à l'autre.

- A l'aveuglement de Grantham répond celui du journaliste économique britannique Paul Mason dans son livre Postcapitalism : A Guide to Our Future, qui théorise que les technologies de l'information ouvrent la voie à l'émancipation du travail en réduisant à zéro les coûts de la production du savoir – et potentiellement d'autres types de production qui seront transformés par l'intelligence artificielle, la chaîne de distribution, etc. Ainsi, dit-il, émergera un âge utopique « post-capitaliste » d'abondance absolue, qui dépassera le système de prix et les règles du capitalisme.

- La transition vers le post-capitalisme représente la fin de l'ère qui a rendu possible initialement le capitalisme de croissance sans fin : l'époque de l'énergie abondante et bon marché.

Qu'est-ce qui les affole ?

- Quand la croissance économique a ralenti, les banques centrales ont eu recours à des taux d'intérêt négatifs et à l'achat d'énormes quantités de dette publique pour continuer à faire tourner nos économies. Mais que se passera-t-il une fois ces mesures épuisées ? Les gouvernements et les banquiers sont à court d'options.

On aime bien quand ils confondent dette privée et dette publique ou la socialisation de leurs dettes et la privatisation des profits...

Donc le rachat des dettes (privées) des banques, etc. qui sont devenues des dettes publiques, sauf qu'il arrive un moment où la masse de la population ne peut plus supporter un tel fardeau ou il est impossible d'en rajouter sans prendre le risque que tout l'édifice s'écoule

Quelle solution ? Aucune.

- "Les marchés capitalistes ne seront pas capables d'accompagner les changements nécessaires – les gouvernements devront intervenir et les institutions devront façonner activement les marchés pour répondre aux objectifs de survie de l'humanité.

Surtout quand les gouvernements et les institutions sont à la solde des marchés ! - « Une énergie plus chère n'entraîne pas nécessairement l'effondrement de l'économie », affirme l'auteur principal Paavo Järvenivu. « Bien sûr, les gens n'auront pas la même offre de consommation, il n'y a pas assez d'énergie bon marché disponible pour cela, mais ils ne sont pas non plus automatiquement condamnés au chômage et à la misère. »"

Il n'y en aura pas pour tout le monde.

"Pas automatiquement", quel cynisme, un sur deux ou sur trois seulement, vous êtes trop bon monseigneur! En fait "de survie de l'humanité", on les soupçonne plutôt de vouloir assurer la survie de la classe des capitalistes qui ne seront pas concernés ou affectés dans leur mode de vie par l'absence "d'énergie bon marché disponible".

En revanche sur le plan strictement économique, cela devrait entraîner une réduction des besoins des masses, donc se traduire par une diminution de la production, ce qui ne serait pas forcément un problème pour le capitalisme, puisque la réduction des besoins des masses coïnciderait avec la diminution de la valeur de la force de travail ce qui se traduirait par la stagnation ou la baisse des salaires, leur appauvrissement.

Sachant que la population mondiale devrait atteindre 10, 12, 15 milliards d'habitants et qu'ils prévoient qu'il sera "extrêmement difficile, voire impossible, de maintenir le niveau de consommation énergétique actuel", cela signifie qu'en conséquence le mode de vie de tous les peuples sera amené à se dégrader indéfiniment, voilà l'avenir qu'ils nous promettent.

- Dans ce futur à faible taux de rendement énergétique, nous devons simplement accepter le fait que nous ne serons pas en mesure de maintenir les niveaux actuels de croissance économique. « Avec des solutions bas carbone, il sera extrêmement difficile, voire impossible, de maintenir le niveau de consommation énergétique actuel dans les décennies à venir » conclut le document. La transition économique doit s'accompagner d'efforts « pour réduire la consommation totale d'énergie ».

Que préconisent-ils ? Le vélo et la marche à pied !

- La promotion du vélo et de la marche constitue un moyen de réduire la consommation d'énergie (Getty)

Les secteurs clés pour y parvenir comprennent le transport, l'alimentation et la construction. L'urbanisme doit s'adapter à l'avènement de la marche à pied et du vélo, à l'évolution vers les transports publics, ainsi qu'à l'électrification des transports. Les foyers et les lieux de travail seront de plus en plus connectés et proches. Dans le même temps, le transport international de marchandises et l'aviation ne peuvent pas continuer à croître au rythme actuel.

Jusqu'à faire la promotion du véganisme, une forme d'eugénisme déguisé qui vient compléter les OGM.

- Le système alimentaire mondial devra être revu.

- Finalement, les produits laitiers et la viande devraient céder la place à des régimes à base essentiellement végétale.

Nous y voilà !

Ils n'y croient pas eux-mêmes.

- Mais les marchés capitalistes ne seront pas capables d'accompagner les changements nécessaires – les gouvernements devront intervenir et les institutions devront résolument remodeler les marchés en fonction des objectifs de survie de l'humanité. Pour l'instant, les perspectives de réussite paraissent minces.

Là l'auteur de cet article se fout de nous ou ne comprend rien, car on ne voit pas pourquoi les capitalistes ne seraient pas capables d'accomplir ces "changements nécessaires" puisque ce sont eux qui les réclament et les gouvernements ou les institutions sont acquis à leur cause! Il faut donc en déduire que la résistance viendrait d'ailleurs sans la nommée, de l'ensemble de la population qui s'opposerait aux mesures qu'ils voudraient lui imposer parce qu'elles se traduiraient par une dégradation ou une régression et non une amélioration de leur mode de vie, d'où cette campagne pour la convaincre du contraire ou de partager la théorie de ces imposteurs.

Quant à la question de savoir ce qu'il faudra faire du capitalisme, elle ne se pose pas, c'est juste une "question sémantique", inutile, on le garde voyons !

- La question de savoir si ce système comprendra toujours une forme de capitalisme est en fin de compte une question sémantique. Cela dépend de la manière dont on définit le capitalisme.

« Le capitalisme, dans cette situation, ne ressemble pas à celui d'aujourd'hui », écrit Järvensivu. « L'activité économique est davantage motivée par le sens – conserver nos chances de mener une vie agréable tout en réduisant considérablement les émissions – plutôt que par le profit, et le sens se construit politiquement et collectivement. Eh bien, je pense que c'est la meilleure situation concevable en termes d'institutions modernes de l'État et du marché. Cela ne peut toutefois se faire sans un recadrage considérable de la pensée politico-économique. »

L'État et le marché oeuvreraient pour "conserver nos chances de mener une vie agréable", plutôt que d'être guidés "par le profit", ce qui devrait vous inciter à les soutenir ou à collaborer avec eux, on avait déjà compris où ils voulaient en venir, mais c'est bien qu'ils le formulent eux-mêmes.

Qui serait concerné par cette "transition économique" ou qui en subirait les conséquences ? Devinez.

- Celui qui se déplace en jet privé ou celui qui prend le bus ou le métro pour aller gratter ?

- Celui qui se déplace en 4x4 ou en berline de luxe ou le pauvre type qui va au boulot dans sa vieille bagnole ?

- Celui qui se goinfre de barbaque dans un hyppopotamus ou celui qui se contente d'un steak haché surgelé ?

- Celui qui tous les midis se restaure dans une brasserie ou une auberge ou celui qui se tape un casse-dalle au bureau ou sa gamelle au chantier ?

- Celui qui organise des surprises parties dans sa villa, son manoir ou son château ou celui qui vit à 5 dans 50m² ?

- Celui qui part en vacances en avion à l'autre bout du monde plusieurs fois par an ou celui qui part en train ou en car pour passer ses vacances en camping ?

- Celui qui tous les week-ends part à sa résidence secondaire dans sa grosse bagnole ou celui qui le passera dans son HLM délabrée ?

- Celui qui regarde la télé dans son salon sur un écran géant de 4m² ou celui qui ne la regarde plus parce qu'il n'a pas réglé la redevance ?

- Celui qui a une garde-robe digne d'un théâtre ou celui qui porte des vêtements usés jusqu'à la corde ?

- Celui qui chaque soir commande des plats préparés chez un traiteur ou celui qui doit se contenter d'un plat de lentilles ?

- Celui qui utilise un climatiseur pour se rafraîchir en été ou celui qui se contente d'un ventilateur parce qu'il n'arrive déjà pas à régler sa note d'électricité ?

- Etc. etc. etc.

Que vient faire ici le changement climatique ?

- Une production inefficace de combustibles fossiles et par l'escalade des coûts dus au changement climatique.

Et nous, pauvres idiots que nous sommes, nous pensions que c'était les lois de fonctionnement du capitalisme qui s'appliquaient également à la production des "combustibles fossiles" !

- Notre soif d'énergie est à l'origine de ce que le texte appelle les « coûts cachés » [ou externalités, NdT]. Plus nous consommons d'énergie et de matériaux, plus nous produisons de déchets, et donc plus le coût environnemental est élevé.

Ce ne serait pas plutôt que la prise en compte des déchets pèseraient sur leurs profits ou participerait à la baisse du taux de profit ?

Et le plus grand « coût caché », c'est, bien sûr, le changement climatique : « Les coûts cachés augmentent également ; les économies ont épuisé la capacité des écosystèmes planétaires à absorber les déchets générés par l'utilisation de l'énergie et des matériaux. Le changement climatique est le coût caché le plus évident. »

Commentaire que j'ai envoyé et qui a été publié par le blog Les Crises :

- "Voilà comment les scientifiques de l'ONU se préparent à la fin du capitalisme"

En réalité quand on lit attentivement cet article, on s'aperçoit que du début à la fin il est destiné uniquement à cautionner sa survie, à aucun moment il n'est remis en cause.

Fabrique du consentement et matraquage quotidien.

- Réchauffement du climat de plus de 1,5°C, et la planète "s'autodétruit" - euronews 08.10 Si l'espèce humaine ne prend pas d'urgence la mesure de l'accélération du réchauffement climatique sur notre bonne vieille Terre, elle sera cuite et recuite. euronews 08.10

- Le rapport glaçant du Giec - Liberation.fr 07.10

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat rend publique ce lundi sa première étude sur les effets d'un réchauffement de 1,5 °C des températures mondiales. Cette limite que 197 Etats s'étaient engagés à respecter fin 2015, lors de la COP 21, aura tout de même de graves conséquences. Liberation.fr 07.10

- Lutter pour le climat, c'est lutter pour la survie de notre espèce - Le HuffPost 08.10

LVOG - Pas la vôtre au moins ?

En Famille.

- Des députés de tous bords unissent leurs forces pour le climat - AFP 09.10

Des députés de six groupes politiques ont décidé d'unir leurs forces sur la transition écologique et solidaire, en créant un collectif inédit "pour organiser à l'Assemblée le travail transpartisan" sur ces sujets et l'"accélérer", a annoncé lundi à l'AFP Matthieu Orphelin (LREM).

Parmi les premiers signataires, outre l'élu du Maine-et-Loire, figurent Cédric Villani (LREM), le MoDem Erwan Balanant, Eric Diard (LR), Sophie Auconie (UDI-Agir), Guillaume Garot (PS), ou encore le communiste Jean-Paul Dufrègne, les Insoumis qui composent le septième groupe à l'Assemblée n'ayant pas paraphé le texte à ce stade.

Les experts du Giec soulignent dans leur dernier rapport que le monde devra engager des transformations "rapides" et "sans précédent" s'il veut limiter le réchauffement climatique à 1,5°C, et mettent en garde contre des risques accrus au-delà de ce seuil.

Le collectif entend se réunir deux fois par mois et notamment unir ses analyses et votes "sur des points clés et des avancées décisives", "y compris en déposant des amendements à l'identique", ainsi qu'initier ou soutenir "des coalitions de projets novatrices". Ses membres comptent être force de proposition dès les discussions sur le projet de loi de finances 2019, sur des sujets comme la mobilité durable, la biodiversité ou par exemple la lutte contre le gaspillage alimentaire. AFP 09.10

Quelle heureuse coïncidence !

- Le 50e prix Nobel d'économie à deux Américains précurseurs de la croissance verte - AFP 09.10

- Le Giec appelle à des transformations «sans précédent» pour limiter le réchauffement - lefigaro.fr 08.10

Le «résumé pour décideurs», qui doit guider les actions des gouvernements du monde entier, a été rédigé par environ 90 chercheurs internationaux, dont un quart on fait le déplacement en Corée. Le texte final a été peaufiné à l'aide des représentants des gouvernements et des représentants de l'Union européenne. lefigaro.fr 08.10

[Arguments pour démonter leur propagande.](#)

Un test qui vaut davantage que de longs discours.

Cet article du Figaro était très long, je l'ai parcouru en diagonal. J'ai tapé le mot "soleil" pour voir s'il y était présent, et bien non, pas une seule fois, à part cela on n'est pas en présence d'une formidable opération de manipulation des consciences.

Je rappelle que je ne nie pas le réchauffement climatique, je soutiens que c'est l'activité du soleil qui en est principalement à l'origine et non l'activité humaine.

Et puis on a tendance à oublier que 75% de la surface de la terre est recouverte par des océans où ne s'exerce aucune activité humaine ou si peu, et qu'une grande partie du reste de la terre est inhabité ou inexploité ou il n'y figure aucune activité industrielle. Donc on voudrait nous faire croire que la population produite sur une surface représentant 10 ou 15% de la superficie de la terre suffirait à modifier le climat qui y règne, qu'il nous soit permis d'en douter fortement.

A les entendre, on croirait que notre planète évoluerait dans un vase clos ou une bulle délimitée par la troposphère, la partie de l'atmosphère comprise entre le sol et la stratosphère, et que tout ce qui se passerait au-delà, c'est-à-dire dans la mésosphère n'aurait aucune influence sur le climat.

- Réflexions hétérodoxes sur le réchauffement climatique - contreponts.org 16 novembre 2014

Par Jacques de Guenin

Ingénieur de formation, ancien élève de l'École des Mines de Paris et titulaire d'un Master of Sciences de l'université de Berkeley (Californie). Il a fait à partir de 1958 sa carrière professionnelle au sein d'ExxonMobil puis de PSA, dont il était un des dirigeants avant sa retraite en 1993. Il a été candidat libéral aux élections législatives en 1993, puis en 1998. Élève de deux prix Nobel d'Économie (Maurice Allais et Robert Solow), il a publié lui-même divers travaux dans cette discipline.

Extraits.

L'entité qui affirme inlassablement la venue d'un réchauffement climatique est une émanation des Nations Unies qui s'appelle en anglais IPPC (intergovernmental panel on climate change), et en français le GIEC (groupe intergouvernemental des experts du climat). Cette traduction est une supercherie, car l'ajout du mot expert laisse croire qu'il s'agit d'une organisation scientifique, alors qu'il s'agit simplement d'un organisme intergouvernemental chargé de représenter les positions politiques des 195 gouvernements qui la composent. Dans son livre *Écologie, la fin*, Christian Gerondeau, donne des détails sur la composition du bureau du GIEC, où l'on découvre avec surprise que ce bureau ne contient aucun expert du climat. Désignés par le ministre de l'écologie de leur pays, les membres du GIEC sont en majorité des croyants et non des scientifiques et lorsque ce sont des scientifiques, leur spécialité n'est pas nécessairement la climatologie. Comme la plupart des politiques qui composent les gouvernements n'ont aucune culture scientifique, beaucoup de membres du GIEC sont nommés sur la recommandation des ONG écologistes comme Greenpeace, WWF, ou les Amis de la Terre. Il y a certes des dissidents dans le GIEC, qui sont de véritables experts en climatologie, mais leurs rapports techniques ne sont pas diffusés, car c'est le bureau du GIEC qui publie le document destiné au public : le résumé à l'intention des décideurs.

A contrario, dans le monde scientifique, nombreux sont les savants qui doutent du réchauffement climatique et a fortiori que si ce réchauffement existe, il soit dû aux activités humaines. Ils constatent que les températures de la terre ont beaucoup varié au cours des siècles, à une époque où les activités humaines dégageaient une quantité de CO2 négligeable, et surtout que la température n'a pas augmenté au cours des 10 dernières années alors même que la teneur en CO2 de l'atmosphère s'est considérablement accrue. On trouvera une liste d'une soixantaine de tels savants à cette adresse. En cliquant sur le nom de tel ou tel, on trouve son curriculum et son opinion sur le réchauffement climatique. Parmi eux, on notera le prix Nobel de physique français Pierre-Gilles de Gennes.

Le lecteur qui voudrait en savoir plus sur le sujet en général pourra parcourir le site pensee-unique.fr, qui contient de nombreuses autres rubriques exposées de façon particulièrement pédagogique et sans passion. Ce site est le violon d'Ingres de Jacques Duran, docteur en physique de l'université Pierre et Marie Curie et ancien directeur des études de l'École supérieure de physique et de chimie industrielles de la ville de Paris (de 1996 à 2003) au côté de Pierre-Gilles de Gennes.

Si le réchauffement climatique devait reprendre, il aurait plus d'avantages que d'inconvénients.

D'abord, il y a hélas beaucoup de gens sur cette terre qui meurent de froid et beaucoup qui couchent dehors la nuit, même dans les pays développés. Il ne fait pas de doute que tout réchauffement de l'atmosphère serait pour eux bienvenue.

Ensuite, nous aurions besoin de moins de combustible (fuel, charbon, bois) pour nous chauffer ce qui contribuerait à la diminution de l'émission de CO2, phénomène bienvenu pour ceux qui pensent que ce dernier est le coupable du réchauffement.

Enfin, de nouveaux territoires s'ouvriraient à l'agriculture et des territoires déjà cultivés verraient pour la plupart leur fertilité augmenter. Certes, d'autres pourraient être affectés par la sécheresse, encore que personne n'a encore démontré que le réchauffement climatique engendrerait moins de pluie, mais de toutes façons on pourrait compenser cela par l'irrigation.

Comme inconvénient du réchauffement, il ne reste donc que la montée du niveau des océans. Mais dissipons tout de suite une erreur communément répandue : la fusion de la banquise n'entraînerait aucune augmentation du niveau des océans, car si le haut de la banquise dépasse le niveau de la mer, c'est parce que la glace a une densité un peu inférieure à l'eau liquide. Faire fondre la glace n'entraîne donc aucun accroissement du niveau de l'eau. Pour les sceptiques qui n'auraient pas retenu les leçons de leur cours de physique dans le secondaire, nous leur suggérons de prendre un verre gradué, d'y mettre de l'eau, des glaçons, et de noter le niveau de l'eau. Ils s'apercevront que ce niveau ne change pas lorsque les glaçons ont fondu.

Or l'Arctique, le continent du pôle Nord, est formé exclusivement par la banquise. Donc la fusion de cette banquise n'entraînerait pas d'augmentation du niveau des mers. En revanche, elle permettrait des itinéraires nouveaux et plus économiques pour les bateaux. Le véritable problème est donc l'Antarctique. Celui-ci est un continent de 12,5 millions de km² entouré de quelque 1,5 million de km² de banquise. Sur le continent lui-même la couche de glace est d'environ 31 millions de km³, soit 2,2% du volume total des océans qui est de 1400 millions de km³, pour une profondeur moyenne de 3 800m. Il est estimé que la fusion totale de la couche de glace arctique entraînerait une hausse d'une soixantaine de mètres du niveau de la mer. Après, ce serait fini de l'élévation des eaux de la mer. Mais il faut bien voir que même avec les hypothèses les plus hardies de réchauffement climatique, il faudrait plusieurs siècles pour atteindre ce niveau et les investissements pour se protéger de cette hausse sur la vie d'un homme seraient bien moindres que ceux auxquels voudrait nous entraîner le GIEC pour diminuer la production de CO₂.

En une vingtaine d'années, le niveau de la mer s'est élevé de 3,2 mm/an. Mais entre 1990 et 2000, les valeurs étaient de 3,5 mm/an. À partir du début des années 2000, elles sont tombées à 2,5 mm/an. Un ralentissement qui pourrait être corrélé avec la pause enregistrée dans la hausse de la température terrestre. Mais ce qui montre bien la fragilité des explications dans ce domaine, c'est que d'autres travaux attribuent cette diminution aux variations des courants marins El Niño et La Niña, le premier entraînant plus de précipitations sur mer que sur terre, alors que c'est l'inverse pour le second.

Avec le GIEC, nous assistons probablement à un phénomène d'intoxication collective que nous avons déjà connu dans les années 70 avec le Club de Rome et qui a fini par disparaître avec le temps.

En conclusion :

Les affirmations du GIEC sur le réchauffement climatique dû aux activités humaines sont fortement contestées dans le monde scientifique.

Cela tient à ce que le GIEC est en réalité un simple panel intergouvernemental où chaque gouvernement envoie des représentants qui ne sont pas nécessairement des « experts ».

Si réchauffement climatique il y a, il aurait plus d'avantages que d'inconvénients.

Le seul inconvénient sérieux serait la montée des océans, phénomène qui mériterait plus d'études que la montée du CO₂.

- Climat : 22 vérités qui dérangent... - contrepoints.org 3 juin 2014

Voici 22 raisons de douter des thèses du GIEC.

Par Jean-Pierre Bardinet

Ingénieur ENSEM Nancy (École Nationale Supérieure d'Électricité et de Mécanique).

Selon le discours officiel du GIEC, « la science a parlé », et tout opposant sceptique est passible d'être ostracisé. Car il faut faire vite, et cela fait plus de 20 ans que l'on nous rabâche qu'il y a extrême urgence et que la Planète ne pourra plus être sauvée d'ici trois à cinq ans (et même 500 jours selon Laurent Fabius !...), sinon la Planète risque de devenir une « poêle à frire » (sur le feu, bien sûr) si nous ne réduisons pas drastiquement nos émissions de CO₂, à n'importe quel prix, même au prix de la décroissance, de la misère et de la ruine de nos économies.

Or, toute personne ayant une assez bonne culture scientifique, et qui se donne la peine de travailler la question, en arrive très vite à la conclusion que les thèses du GIEC sont fausses, pour nombre de raisons, dont voici une liste non exhaustive.

1. La TMAG (température moyenne annuelle globale) est stable depuis 1997, malgré une augmentation continue du taux de CO₂ : comment alors soutenir un rapport de causalité entre croissance de concentration du gaz carbonique et température ?

2. Les émissions humaines de CO2 depuis 1997 représentent 40% de ce que l'homme a envoyé dans l'atmosphère depuis le début de la Révolution industrielle. Or, on vient de le voir, pendant cette période, la température s'est stabilisée. Comment alors soutenir un rapport de causalité entre émissions anthropiques de CO2 et augmentation de la TMAG1 ?
3. D'autant que la part anthropique du CO2 atmosphérique n'est que d'environ 5% (analyse isotopique) au lieu de 25-30% pour le GIEC...
4. Et que la durée de vie du CO2 dans l'atmosphère est en moyenne de 5 ans au lieu de 100 ans pour le GIEC.
5. Les variations de la TMAG se font de manière sinusoïdale, avec une période de 60 ans qui correspond aux mouvements du soleil par rapport au centre de gravité du système solaire. Nous sommes au sommet de la sinusoïde, et donc les prochaines années devraient se refroidir, comme ce fut le cas après 1950.
6. Il y a un phénomène de saturation du CO2 sur une épaisseur optique de dix mètres environ. Si vous prenez une source d'IR à large spectre (corps chauffé à 1000°C, par exemple), et que vous mesurez avec un spectromètre le spectre restant après la traversée de quelques mètres d'atmosphère, vous verrez que les bandes du CO2 (4,3 et 15 microns) ont été entièrement absorbées. Donc l'atmosphère au-dessus de quelques dizaines de mètres ne voit plus les bandes d'absorption du CO2, et donc, le rajout de CO2 ne change plus rien, si ce n'est que l'épaisseur optique diminue. C'est cela le processus de saturation du CO2 atmosphérique, confirmée par les satellites, qui ne « voient » quasiment plus les bandes du CO2.
7. Dans le passé (Carbonifère), le taux de CO2 a été 25 fois supérieur au taux de CO2 actuel, et il n'y a pas eu d'emballement des températures, grâce au processus de saturation. Pourquoi nos misérables émissions de CO2 auraient-elles à présent un impact cataclysmique, alors que les lois de la Nature sont invariantes dans le temps et l'espace ?
8. Les niveaux océaniques montent de 1,7 mm/an (d'après les mesures au marégraphe de Brest), de moins 1,6 mm/an à Marseille depuis la fin du dix-neuvième siècle et aucune accélération n'a été mesurée ces dernières années.
9. Le hot spot (« point chaud ») prévu en zone tropicale, qui devait être LA preuve indubitable du rôle du CO2 sur la TMAG, n'a pas été détecté, donc il n'existe pas.
10. Le taux de vapeur d'eau atmosphérique diminue (alors que le GIEC avait prévu l'inverse – rétroaction positive – quand le CO2 augmente). La rétroaction réelle est donc négative.
11. La banquise australe atteint des records de superficie.
12. La somme des surfaces des deux banquises, dont les variations sont en opposition de phase, est à peu près constante, donc l'albedo de la cryosphère aussi.
13. Les mesures des 3000 sondes océaniques ARGO montrent, depuis leur mise en service en 2003, un très léger refroidissement des océans, entre la surface et 700 à 1000 m de profondeur (au mieux aucun gain de chaleur).
14. Le flux IR (infrarouge) quittant la haute atmosphère est supérieur aux prévisions des modèles (Il n'y a pas d'effet couverture par les GES de la troposphère).
15. La loi de Stefan-Boltzmann n'est pas applicable aux gaz, qui ne sont pas des corps noirs, ni des corps gris, alors que le GIEC l'applique aux gaz.
16. Les gaz émissifs, plus froids que la surface terrestre, ne peuvent en aucun cas la réchauffer (second principe de la thermodynamique, qui interdit le réchauffement d'un corps chaud par un corps plus froid).
17. Ce sont les températures qui ont toujours piloté les variations du CO2, jamais l'inverse. À notre époque, le retard du CO2 sur la température est de quelques mois.
18. Le projet CLOUD du CERN teste la théorie de Svensmark-Shaviv (rôle des rayons cosmiques, dont le flux est modulé par l'activité solaire, sur la formation des nuages) et les premiers résultats, assez positifs, ont été publiés dans Nature.
19. Les modèles ne savent pas modéliser la cryosphère, ni l'enneigement, dont les variations ont un impact important sur la TMAG. Le projet Earthshine, qui mesure les variations de la réflectance de la Terre, vue de la lune quand elle n'est éclairée que par notre planète, montre que cette réflectance varie essentiellement en fonction de l'enneigement. Elle a décliné de 1984 à 1998 et augmenté par la suite jusqu'en 2004, ce qui suit assez bien les variations de la TMAG.

20. Les projections des modèles numériques divergent de plus en plus des observations. Un modèle numérique n'est pas une preuve scientifique, et, quand il est réfuté par l'observation, c'est qu'il est faux et doit être mis à la poubelle, ou, au mieux revu en détail. On attend toujours la mise à la poubelle ou la révision des modèles numériques du GIEC, mis en avant par le GIEC et financés par les contribuables...

21. De toute manière, il est impossible que des modèles numériques puissent prévoir les évolutions du climat, car il s'agit d'un système chaotique couplé et non linéaire, comme le précisait le GIEC dans son rapport de 2001, et comme le montrent les instabilités du climat passé et actuel. Pourquoi cela aurait-il changé actuellement ? Sûrement pas pour des raisons scientifiques...

22. Enfin le GIEC n'est ni un organisme scientifique, ni un organisme indépendant : le résumé pour les décideurs (SPM), qui seul est lu par les instances internationales, les politiques et les médias, est rédigé sous le contrôle étroit des représentants des États et la surveillance des ONG. La composition de ses instances dirigeantes montre une minorité de scientifiques très majoritairement engagés dans l'idéologie environnementale, et une majorité ONG + États.

Depuis 1880, la seule période de covariation entre la TMAG et la teneur en CO2 fut 1978-1997. De 1910 à 1940 la TMAG a progressé au même rythme que 1978-1997 alors que les émissions étaient insignifiantes. De 1950 à 1978, alors que les émissions de CO2 s'envolaient, la TMAG a baissé. L'analyse des carottes de Vostock montre que c'est la hausse de la température qui fait augmenter le CO2 dans l'atmosphère (par dégazage) et non l'inverse. Ce processus est toujours valable de nos jours, même pour de petites variations de température (le retard du CO2 étant alors de quelques mois).

- Le changement climatique. - climatechallenge.be

Le climat n'a jamais été stable. La Terre est âgée d'environ 4,6 milliards d'années et au cours de son histoire, elle a connu un nombre incalculable de changements climatiques naturels. Ainsi, il y a eu plusieurs périodes où la Terre était presque entièrement recouverte de neige et de glace : Terre boule de neige. La dernière fois, c'était il y a 650 millions d'années. Il y a aussi eu des périodes où la Terre était beaucoup plus chaude qu'aujourd'hui : par exemple, à l'époque des dinosaures (de 150 à 65 millions d'années), l'Antarctique était entièrement dépourvu de glace.

Voici quelque 2,7 millions d'années, a commencé une ère de passages cycliques de périodes glaciaires (plus froides) à des périodes interglaciaires (plus chaudes) qui duraient environ 100 000 ans. Au cours de la dernière période glaciaire, d'énormes calottes glaciaires recouvraient le nord de l'Europe. En Belgique, des températures moyennes de -20°C en hiver étaient habituelles. Cela a duré jusqu'il y a environ 15 000 ans. C'est alors que la température a augmenté brusquement. Actuellement, nous nous situons dans une période interglaciaire. Les scientifiques l'ont baptisée « Holocène ».

- Quand on sait que la Terre a déjà environ 4,6 milliards d'années, et que l'homme (Homo Sapiens) n'y vit que depuis seulement 200 000 ans, il est clair que les précédents changements climatiques sont survenus de manière naturelle. climatechallenge.be

Les modèles numériques climatiques utilisés par le GIEC ne peuvent pas prédire le climat du 21ème-siècle
- co2thetruth.e-monsite.com

- Les modèles numériques climatiques utilisés par le GIEC ne peuvent pas prédire le climat du 21ème siècle.

Il faut se rappeler que toutes les "prévisions" climatiques du GIEC pour le 21ème siècle sont basées essentiellement sur les résultats issus des modèles numériques.

Pour utilement modéliser mathématiquement le climat il faut d'abord connaître quasi PARFAITEMENT les innombrables paramètres qui le gouvernent, leurs sens d'action, leurs intensités et leurs interactions.

De nombreux climatologues ont constaté que le climat est proche d'un système chaotique et il est donc impossible à modéliser de façon fiable.

Il existe en fait deux écoles de climatologues:

Ceux qui étudient le climat en privilégiant les observations de terrain, beaucoup de ceux-ci sont des "climatosceptiques".

Ceux qui étudient le climat en privilégiant les résultats des modèles numériques, beaucoup de ceux-ci sont des "réchauffistes" appelés aussi "carbocentristes" .

Il y a donc ceux qui se fient au réel et ceux qui se laissent convaincre par leur ordinateur ...dont les résultats sont uniquement fonction de ce qu'ils y ont mis...Ils sont généralement certains de n'avoir rien oublié ! (...)

Pourquoi les analyses par les modèles retenus par le GIEC commencent-elles toutes en 2000 ? Il aurait été facile de les faire débuter en 1900 !

Mais certainement nous aurions vu, dès aujourd'hui, des divergences ...inquiétantes...pour la crédibilité de ces modèles qui sont le pivot des annonces alarmistes du GIEC!

Mais vous verrez ci-après que ces modèles ont été testés (par d'autres chercheurs) sur le siècle dernier :

Résultats ? Ils sont faux !

(...)

Les modélisateurs du GIEC ont retenu dans leurs équations que c'est la variation de température sur Terre qui cause la variation de la couverture nuageuse. Ils n'ont pas prévu l'inverse dans leurs modèles, car ils ne considèrent pas que les variations du Soleil puissent être la cause de changements climatiques. co2thetruth.e-monsite.com

LVOG - S'ils savent de quoi se composent les nuages, ils ne sont pas foutus de savoir si le soleil joue un rôle sur leur formation.

Les devins, charlatans, prophètes du GIEC nous feraient presque marrer, quand on voit que les météorologues disposant d'ordinateurs hyper puissants ou derniers cris dignes de la NASA ne sont pas foutu de prévoir le temps qu'il fera dans 48 heures.

J'ai reçu un courriel du consulat de France à Pondichéry le 5 octobre m'informant que de fortes précipitations auraient lieu à partir du 7 et cela pendant 4 jours, sur Pondichéry, le Tamil Nadu et le Kerala.

Quand j'ai reçu ce courriel, cela faisait déjà plusieurs jours qu'ils pleuvaient sans interruption et il a cessé de pleuvoir le lendemain, le 6, nous sommes le 9 et depuis à part quelques ondées, nous avons un soleil radieux !

- Variabilité de l'activité solaire et impacts climatiques - encyclopedie-environnement.org 23-03-2018

Extrait.

Impacts possibles sur la formation des nuages

L'activité solaire module non seulement le rayonnement du soleil mais également le flux de particules énergétiques qui pénètrent l'atmosphère terrestre. Il s'agit d'une part du rayonnement cosmique galactique, qui est dévié par le champ magnétique solaire (qui dépend lui-même de l'activité du soleil), d'autre part des particules émises par le soleil lui-même notamment lors d'éruptions. Ces particules énergétiques interagissent avec les molécules de l'atmosphère pour former des ions. L'hypothèse que cette ionisation ait un impact climatique date de plus de 50 ans, mais reste très discutée, tant sur le plan théorique que sur celui des observations. Le mécanisme le plus souvent avancé est que ces ions favoriseraient la formation de noyaux de condensation nécessaires à la formation des nuages.

Le rôle des nuages sur les échanges de chaleur dans le système climatique est fondamental, via les flux radiatifs, dans les longueurs d'onde visibles et infra-rouge, mais aussi les flux de chaleur latente. La modulation solaire du flux de particules énergétiques a un impact climatique direct très faible, mais une amplification très forte pourrait exister via ce contrôle sur les nuages. Les différentes corrélations proposées entre les flux de particules énergétiques et la couverture nuageuse restent toutefois très débattues.

- Changement climatique ? Finalement c'est bien le Soleil... - contrepoints.org 22 août 2014

Par Jacques Henry.

Ancien chercheur en biologie au CNRS, dont il a démissionné avec fracas il y a plus de 15 ans, Jacques Henry profite de sa retraite pour porter un regard critique sur certains aspects de la biologie et de la médecine. Ayant travaillé pendant quelques années comme consultant auprès d'EDF dans le domaine nucléaire, il s'intéresse également aux problématiques énergétiques, en particulier l'électricité. Extraits.

- Voilà enfin avancée une preuve irréfutable que c'est bien le Soleil qui commande les fluctuations climatiques que connaît la Terre, et non l'activité humaine. Il était temps que des universitaires démontent le mythe du réchauffement climatique anthropogénique inspiré par les pseudo-scientifiques irresponsables du GIEC, cette émanation des Nations-Unies, organisation

dont on peut de plus en plus douter de l'utilité.

- Bref, toute cette entrée en matière pour dire que cet article paru dans Nature risque de faire grand bruit parce qu'il remet en cause les théories extravagantes clamées à grands coups de prix Nobel (Al Gore et le GIEC) et de déclarations tonitruantes des ONG du genre Greenpeace et autres WWF ou Sierra Club pour répandre la peur planétaire d'un hypothétique réchauffement climatique.

Je m'explique : quand le soleil fait une petite sieste, comme par exemple entre deux cycles d'activité, celle-ci dure environ 11 ans. Le flux des particules émises par le soleil en direction de la Terre diminue d'intensité et donc le champ magnétique terrestre protège moins bien l'atmosphère des rayons cosmiques galactiques. Tout cela à cause des hautes couches de l'atmosphère alors moins ionisées. C'est un peu vite dit, mais c'est à peu près comme ça que les choses se passent. Les rayons cosmiques pénètrent alors mieux dans les profondeurs de l'atmosphère et vont bombarder des atomes d'oxygène ou d'azote pour former un isotope du béryllium, le Be-10, qui se désintègre en bore avec une période de demi-vie de 1,38 million d'années. C'est ultra-pratique pour reconstituer l'activité solaire passée, puisque plus il y a de Be-10, moins le Soleil était actif. On peut dès lors reconstituer les variations d'activité du Soleil sur de longues périodes passées. Même chose pour le carbone-14, radioactif aussi, qui se forme également dans l'atmosphère naturellement par bombardement des atomes d'azote par les rayons cosmiques. Ce carbone se retrouve dans les arbres et les carbonates comme ceux des stalagmites.

Il y a enfin un autre « proxy » pour étudier les variations de l'activité solaire qui dépend cette fois de la température : c'est l'abondance relative de l'isotope naturel 18 de l'oxygène, non radioactif, qui est 12,5% plus lourd que l'isotope du même oxygène le plus abondant, l'oxygène-16. Quand l'eau des océans s'évapore sous l'action du Soleil, celle constituée d'oxygène-18 s'évapore moins vite parce que plus lourde et la différence de teneur entre ces deux isotopes dans les stalagmites, par exemple, permet de reconstituer l'activité solaire passée.

L'activité solaire de ces vingt mille années passées

C'est ce qu'a fait avec des précautions extrêmes une équipe de géophysiciens de l'Université de Lund en Suède en rapprochant les trois observations, béryllium-10, carbone-14 et oxygène-18. Ils ont ainsi reconstitué l'activité solaire au cours des vingt mille années passées, analysé les données obtenues avec le carottage de la glace du Groenland, et rapproché ces dernières des analyses de concrétions calcaires provenant d'une grotte chinoise. Les résultats ont permis d'établir une parfaite corrélation entre l'activité solaire et les subtiles variations climatiques observées et révélées par l'analyse fine des carottes glaciaires permettant de remonter aux variations climatiques se matérialisant par les précipitations neigeuses et leur abondance.

Durant la période glaciaire dite du Würm, s'étalant entre 26000 et 13000 ans avant notre ère, le climat ne fut pas toujours très très froid. Il y eut des épisodes relativement plus chauds, et l'activité solaire y est directement pour quelque chose. L'étude dirigée par le Professeur Raimund Muscheler a permis de préciser ce qui pouvait se passer au niveau atmosphérique pour expliquer l'abondance des chutes de neige au Groenland durant cette période. Au Groenland, mais pas seulement. Toute la région euro-américaine de l'hémisphère nord sous l'influence de l'océan Atlantique également, lui-même, on peut le comprendre aisément, sous l'influence de l'activité solaire et de ses variations cycliques, en particulier le cycle dit de « de Vries » d'une durée moyenne de 207 ans.

Il a été ainsi possible d'aboutir à une modélisation de ce qui a pu se passer au niveau de l'Océan Atlantique pour influencer sur l'intensité des chutes de neige au Groenland avec la persistance d'un anticyclone situé au-dessus du pays : un régime de vents d'ouest dominants pénétrant l'Afrique et apportant de l'humidité depuis l'océan, (le Sahara à l'époque était une vaste prairie), et un vent froid arrivant sur l'Europe du Nord favorisant le maintien de véritables calottes glaciaires en Scandinavie atteignant le nord de l'Allemagne. L'Écosse était recouverte d'un immense glacier.

L'épisode glaciaire du Würm vit le niveau des océans baisser de plus de 130 mètres, ce qui facilita les migrations humaines d'Asie vers l'Amérique du Nord. Cet événement s'explique parfaitement par les variations de l'activité solaire dont on ignore toujours les raisons sur le long terme mise à part l'hypothèse d'un effet de marée de Jupiter et de Saturne sur l'activité solaire interne.

En effet, une année jupitérienne dure 11 ans. Tous les 200 ans environ, Jupiter et Saturne se trouvent alignés par rapport au Soleil, curieuse coïncidence avec la durée du cycle de De Vries, peut-être bien pas si fortuite que ça. Cette direction d'investigation ne fait pas partie de cet article paru dans Nature – et aimablement communiqué par le principal auteur de l'étude – mais elle peut constituer matière à de plus amples investigations de la part des géophysiciens et des spécialistes de la dynamique interne du Soleil.

Tout cela est naturellement très complexe mais à n'en pas douter, un jour ou l'autre, peut-être très prochainement, on comprendra qu'en définitive c'est le Soleil avec ses planètes massives qui commande le climat de la Terre et non la ridicule activité humaine en regard de l'immense énergie qui nous parvient depuis cette étoile paradoxalement vivante et parfois capricieuse...

Sources : Nature, article aimablement communiqué par le Docteur Raimund Muscheler que je tiens à remercier ici.

[Haut de page ↗](#)

Le 14 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Exceptionnellement j'ai ajouté 5 articles dans la rubrique des articles d'actualité tellement leurs contenus sont gravissimes et doivent être connus de tous et à faire circuler au plus grand nombre.

Si nous avions un parti, nous les imprimerions et nous les distribuerions à la population en appelant à une réunion pour en discuter, cela aurait assurément beaucoup plus d'impact que les discours que l'on nous ressasse à longueur de temps, pour finalement aucun résultat.

- [Causerie au format pdf \(26 pages\)](#)

Quelques réflexions politiquement incorrectes.

1- Darwin fut à l'observation, ce que Freud fut à l'écoute, et Marx et Engels en réalisant la fusion de l'observation et de l'écoute découvrirent les lois générales du mouvement ou la dialectique. Entre nous, si je peux me permettre un conseil, on ferait bien de s'en inspirer. Et si Einstein parvint à s'élever au niveau du socialisme, c'est qu'il est à la portée de tous.

Mais, mais, nous sortirons nos contradicteurs, dont au passage on doutera des convictions ou de la confiance qu'ils peuvent avoir dans les masses, ce qui revient au même, tout le monde n'est pas Einstein, en effet, moi non plus ! Alors pourquoi pas vous ?

Ils n'ont jamais assimilé ce que voulait dire Marx lorsqu'il affirma qu'on ne pourrait plus s'emparer du pouvoir par un coup d'Etat orchestré par une minorité, une élite, alors on se demande ce qu'ils ont réellement compris depuis...

2- L'écosocialisme, c'est l'écocapitalisme, la version écologiste du capitalisme, et la gauche éprise ou non d'écologie n'a jamais été autre chose que la caution morale du capitalisme ou de la droite.

3- Chaque fois que le régime adopte des lois progressistes, hormis lorsqu'il y est contraint par la lutte de classe du prolétariat, c'est parce qu'il y trouve son intérêt temporairement ou parce qu'elles présentent plus d'avantages que d'inconvénients, il s'en servira comme caution morale pour imposer par ailleurs son programme antisocial, donc en aucun cas le régime et ses représentants ne peuvent se prévaloir d'être progressistes.

Ils instrumentalisent les discriminations ou préjugés dont font l'objet certaines minorités ou certaines couches de la population, alors qu'avec leur classe ils en sont à l'origine, afin de se présenter comme les champions de la démocratie, de la liberté d'expression, etc. de manière à présenter les Etats ou les peuples qu'ils agressent comme rétrogrades, antidémocratiques et ainsi légitimer leur politique impérialiste.

C'est ainsi par exemple que la loi légalisant l'avortement fut adoptée par la réaction pour redonner un vernis progressiste ou démocratique au régime, alors qu'au même moment les mouvements sociaux se multipliaient dans le pays et les universités étaient en effervescence, fragilisant Giscard par ailleurs en proie à plusieurs scandales et qui sera évincé du pouvoir quelques années plus tard.

Le seul clivage que nous reconnaissons : Pour ou contre un changement de régime, pour ou contre l'abolition du capitalisme.

4- Non, le clivage droite-gauche n'est pas mort ! - [LeParisien.fr 11.10](#)

5- Si jadis l'humanité avait adopté le mode de vie des vegans, l'homme ne serait jamais passé du paléolithique au néolithique, il n'aurait jamais utilisé le boeuf ou le cheval comme moyen de production pour développer l'agriculture, sans parler de l'élevage destiné à l'alimentation humaine, bref, on en serait resté au stade du primate et nous aurions connu le même sort que les autres branches des hominidés qui ont toutes disparues, l'homme moderne, l'homo sapiens, la civilisation humaine n'aurait jamais vu le jour.

On peut donc caractériser les vegans de primates en voie d'extinction, ils doivent appartenir à une sous-espèce de primates que l'on croyait éteinte, située entre l'australopithèque et l'homo sapiens à moins qu'elle soit antérieure de quelques millions d'années !

6- Si on peut changer la mentalité et le comportement de la population sans changer de régime, alors pourquoi devrait-on l'affronter pour en changer, autant le conserver. Autant dire qu'ils prétendent que le verbe précède l'action (Ils sont laïques et matérialistes !), ce qui est contredit par l'évolution de l'espèce humaine ou toute l'histoire antérieure. Voilà comme ces faussaires cautionnent le régime.

Cette argumentation est maladroite ou manque de précision, l'avez-vous remarqué ? Pour qu'elle soit correcte et inattaquable, il ne faut jamais oublier de mentionner qu'ils veulent changer la mentalité et le comportement des gens sans pour autant vouloir changer de régime, puisque lorsqu'on leur pose la question, ils répondent que ce n'est pas leur objectif ou qu'ils y sont opposés, bref, ce sont des partisans du capitalisme et non du socialisme. Cela vaut pour Mélenchon et ses semblables.

7- Le rapport du GIEC sur le climat commandé par l'ONU, n'est rien d'autre qu'un rapport idéologique correspondant aux besoins de l'oligarchie. Que ce thème ait été à l'ordre du jour de la réunion du groupe Bilderberg donne une idée assez précise de son origine et de ceux qui sont destinés à tirer profit de cette propagande, de l'instrumentalisation du réchauffement climatique.

Et chaque jour ces fanatiques en rajoutent une couche.

- Climat: la carte des 60 marches contre le réchauffement de la planète - Le HuffPost 12.10

8- On néglige la portée de la propagande de nos ennemis. On ne comprend pas comment elle s'ordonne. Pire, on a tendance à confondre la propagande et la réalité, au point que lorsqu'on pense à ce qui figure dans les manuels scolaires, à la manière dont l'histoire passée fut interprétée jusqu'à nos jours, bref, à l'interprétation de l'histoire communément admise, on ne s'aperçoit pas qu'en guise de connaissance de la réalité, c'est leur propagande qui nous fut transmise, infusée goutte à goutte. On en parle au passé, alors qu'elle n'a jamais cessé.

On dit aussi que ce sont les hommes qui font l'histoire, sans préciser s'ils sont conscients ou non du processus dialectique auquel ils participent d'une part, et s'ils ont conscience de faire l'histoire ou d'avoir une influence sur l'orientation ou le destin de la société ou du monde d'autre part. Cela s'applique également à la propagande qui est un avatar ou une représentation de l'idéologie de la classe dominante destiné à façonner la conscience des hommes.

Pourquoi c'est important d'étudier ce facteur ? Parce qu'en substituant la propagande à la réalité, on ne peut qu'avoir une idée déformée de la réalité passée ou présente, de l'enchaînement des faits, des rapports qui existent dans la société et leur évolution, et dans ces conditions il sera difficile, voire impossible de s'orienter, de penser librement, bref, d'agir sur le cours des choses ou de changer la société.

La propagande de nos ennemis s'adresse à l'inconscience des hommes, non pas pour qu'ils progressent, mais pour qu'ils demeurent inconscients ou ignorants de ce qu'ils trament dans leurs dos. Pour en avoir une idée plus précise, on doit avoir à l'esprit ce qui caractérise fondamentalement nos ennemis, c'est-à-dire le capitalisme, qui est à la fois leur raison d'être ou leur idéal, ainsi que leur instrument et leur objectif. Figurant en tant qu'idéal, elle correspond à quelque chose qui s'inscrit dans la durée, il faut donc la traiter à cette échelle, en tenant compte de cette dimension, tout en sachant qu'elle est tributaire des contradictions ou de la crise du capitalisme ainsi que du développement de la lutte des classes qu'elle ne fait que traduire à sa manière.

La propagande de nos ennemis s'est substituée à la réalité.

Ce qu'on retiendra et ce qui nous apparaît effarant, c'est que l'histoire telle qu'elle nous parvient ou nous est enseignée, y compris dans les partis dits ouvriers, n'est finalement de nos jours que l'histoire de la propagande. Hier plus généralement on expliquait qu'elle se confondait avec l'interprétation inconsciente qu'en avaient les hommes, plus particulièrement ceux qui détenaient le pouvoir ou détenaient un statut qui leur permettait d'agir sur l'orientation de la société.

A partir de ce facteur, on peut aussi mesurer l'influence de l'idéologie de la classe dominante sur les partis ouvriers. On comprend donc pourquoi ils nient ou refusent de la traiter ou de la prendre au sérieux, les pires aveugles ou dogmatiques allant jusqu'à prétendre que la propagande n'aurait aucune influence sur les masses, alors que les faits n'ont cessé de démontrer le contraire.

On peut tirer de son étude et de son évolution un autre enseignement révélateur de l'opportunisme de ces partis, dans la mesure où la propagande montre clairement la véritable nature de chacun des acteurs de la lutte des classes dès lors qu'on la considère dans son ensemble au lieu de traiter chacune de ses périodes comme autant d'abstractions sans liens entre elles.

L'histoire de la propagande met aussi en lumière la collusion d'intérêt qui a toujours existé entre la droite et la gauche, ce qui peut en choquer plus d'un et on comprend pourquoi.

Par exemple la propagande en faveur du colonialisme jusqu'aux premières années de la Ve République, montrait clairement que le

PS et le PCF étaient des partis fondamentalement réactionnaires, impérialistes, autrement dit qu'ils n'avaient absolument rien à voir avec la gauche ou le socialisme, ce qu'au cours des dernières décennies jusqu'à nos jours ignoreront de nombreux militants ou travailleurs ou ce sur quoi passeront allègrement ceux qui le savaient pertinemment, parce que cela entraine en contradiction avec les rapports qu'ils avaient tissés avec ces partis, en réalité l'intégralité de leur stratégie qui reposait sur une interprétation erronée de la situation.

Et en observant ce qui se passe de nos jours, on peut mesurer les conséquences désastreuses qu'aura bien plus tard ce refus de caractériser ces partis tels qu'ils étaient réellement à partir de la politique et de la propagande qu'ils avaient adoptées, qui se traduira par l'incapacité de modifier leurs rapports avec ces partis, alors qu'ils incarneront ouvertement la pire réaction, de les caractériser de droite après l'avoir nié si longtemps, même aujourd'hui aucun parti dit ouvrier n'y parvient, à ce niveau compte tenu de l'orientation actuelle dramatique de la société, on est en droit d'en conclure qu'on est en présence d'une imposture délibérée.

La plupart des militants refusent de l'admettre, ce qui les condamne à s'enfoncer toujours plus dans l'opportunisme ou à devenir des instruments de la propagande de la réaction, je les invite à y réfléchir tranquillement.

C'est comme si on était en présence d'une sorte d'amnésie collective qui aurait frappé le mouvement ouvrier et dont il serait incapable de se remettre. Eh bien, il faut vous en remettre, réveillez-vous, vous verrez, on n'en meurt pas, j'irais même jusqu'à dire qu'on s'en porte beaucoup mieux ou qu'on s'en trouve soulagé !

9- De la même manière que les scientifiques accrédités par l'ONU en fonction de leur adhésion à la version de l'oligarchie des causes de certains aléas climatiques ayant des conséquences sociales et économiques, dans le domaine de la paléontologie ou de la préhistoire la plupart des scientifiques n'ont pas grand chose dans la tête ou s'en tiennent à des a priori qui relèvent du dogmatisme ou du déni, dans la mesure où ils étudient certains facteurs et en écartent d'autres lorsqu'ils tendent à infirmer ou réfuter leurs propres interprétations ou font ressortir leurs contradictions, bref en un mot ils se comportent comme mes lecteurs, je plaisante, à peine.

En gros cela fonctionne ainsi dans leur petit cerveau, ils étudient un des aspects de la réalité auquel correspond une branche de la connaissance ou des sciences, et ensuite ils se croient autorisés à interpréter la réalité en fonction des conclusions auxquelles ils sont parvenus, ils abusent ainsi de leur statut

C'est ainsi qu'ils refusent d'admettre que les modifications intervenues dans les conditions ou l'environnement dans lesquelles vivaient nos très lointains ancêtres en corrélation avec les brutales variations climatiques ou des modifications physio-chimiques liés à l'activité des planètes ou des phénomènes atmosphériques ont pu intervenir et être à l'origine de modifications de leur mode de vie ayant eu une incidence sur leur morphologie, y compris sur le plan génétique. S'ils expliquent que des modifications génétiques seraient à l'origine de certaines modifications morphologiques, ils sont incapables de nous dire quelles seraient les causes de ces modifications génétiques, dont ils se servent pour nier que ces modifications morphologiques auraient pu être le résultat de changements intervenus dans leur mode de vie ou leur comportement.

Or, il semblerait que ce soit d'importants changements intervenus dans le climat ou dans l'environnement où évoluait la terre qui auraient été à l'origine des modifications génétiques à la base de la création de nouvelles espèces, l'adaptation des espèces existantes à de nouvelles conditions climatiques n'ayant entraîné que des modifications d'ordre morphologique et non génétique, c'est en tout cas à l'heure actuelle l'explication qui semble la plus probante puisque si je ne dis pas de bêtise, une modification morphologique n'est pas de nature à entraîner une modification génétique, c'est plutôt l'inverse qui se produit. En revanche les modifications biochimiques dues à des changements dans le comportement alimentaire ou l'environnement dans lequel évoluaient nos lointains ancêtres peuvent se traduire par des modifications génétiques. Je ne sais pas si j'ai été assez clair.

Pour passionnant que soit ce sujet que j'ai parcouru ces derniers jours (et je continue), il ressort que les découvertes et les études ou recherches qui ont été effectuées au cours des siècles derniers posent davantage de questions qu'elles n'en ont résolues jusqu'à présent, bien que d'immenses découvertes aient été effectuées, autrement dit, dans ce domaine on n'est pas plus avancé que dans la plupart des sciences sociales !

Le principal problème ou obstacle réside dans l'absence de preuves matérielles qui ont été détruites au fil du temps, ou certains chaînons manquant qu'on ne parvient pas à reconstituer pour comprendre l'interaction qu'il a pu y avoir entre les différents facteurs à l'origine de la création et de l'évolution des espèces, ce qui a donné lieu à une multitude d'interprétations fantaisistes.

Si notre espèce est le produit d'une évolution qui remonte à quelque 400 millions d'années quand les premières molécules de protéines apparurent ou donnèrent naissance à des cellules vivantes, c'est l'interaction de phénomènes physico-chimique au niveau de la planète, du système solaire et de l'atmosphère environnante qui est à l'origine de toutes les espèces organiques ou vivantes qui verront le jour à partir de cette période, et dont l'évolution donnera toutes celles qui existent de nos jours, pour ne pas remonter à la formation du système solaire il y a entre 4,5 et 5 milliards d'années qui a donné naissance à la matière inorganique, à partir d'une masse gazeuse qui en s'éloignant du soleil se mit à tourner plus lentement et à se solidifier, créant au

cours des quelques 500 millions d'années suivants les conditions favorables à la formation des océans et des grands fleuves et donc à l'apparition de la vie sous la forme de la faune et de la flore. Si la nature inspirera les poètes, c'est l'univers qui en sera la matrice.

10- On en est arrivé à la conclusion qu'en adoptant la conception de la lutte de classe et l'interprétation de la situation que nos dirigeants nous avaient proposés il y a 40 ans, nous avons été victimes d'une mystification qui dure jusqu'à nos jours, puisqu'à aucun moment malgré la faillite de leur théorie de "l'imminence de la révolution", ils ne daigneront en faire la critique ou les remettre en cause, pour croire encore que la crise du capitalisme menait fatalement à son effondrement mille fois annoncée et qui en réalité ne s'est jamais produite depuis le début du XXe siècle, et la survie du capitalisme a été rendue possible du fait notamment que la classe ouvrière et son avant-garde ont été incapables de se donner les moyens d'accomplir les tâches historiques qui leur étaient dévolues.

11- Rappel.

Médecin du Monde sert de caution morale aux guerres fomentées par l'oligarchie et planifiées depuis ses institutions dont le groupe Bilderberg auquel participera son fondateur, l'un des propagandistes de la théorie des guerres impérialistes dites préventives, Bernard Kouchner, prétexte qui servira par la suite à justifier toutes les agressions impérialistes contre les Etats et les peuples de l'ex-Yougoslavie à la Syrie.

Il faut noter que tous les pays où Médecin du Monde interviendra, correspondront à des Etats que l'impérialisme américain s'était employé à déstabiliser politiquement, à étrangler économiquement...

Médecin du Monde est donc fondamentalement le pendant d'une organisation criminelle à l'échelle mondiale.

Université de Gand (Belgique) - Master na Master Meertalige Bedrijfscommunicatie - Marlène Bragard - Année 2008-2009

En 1971, Bernard Kouchner crée le mouvement des "French Doctors" et avec plusieurs autres médecins, ils fondent « Médecins Sans Frontières ».

En 1979, à l'occasion de l'opération « Un bateau pour le Viêt-nam », Kouchner défend l'idée d'affréter un navire pour faire évacuer un groupe de Vietnamiens qui vivait sous le régime communiste. Le célèbre fondateur voulait ainsi témoigner de la violation des droits de l'homme. Il s'ensuivit une violente querelle avec la direction d'MSF qui s'y opposait. S'en suivra alors en 1980 la création par Kouchner et une dizaine d'autres de « Médecins du Monde ».

12- D'une fable à l'autre

La fable du libéralisme qui sauve le monde par Bruno Guigue - Réseau Voltaire 9 octobre 2018

Présentation par le Réseau Voltaire

Comparant l'état de la Chine populaire, de Cuba et de l'Inde, en s'appuyant sur les travaux de Jean Drèze et d'Amartya Sen, Bruno Guigue montre les progrès sociaux de régimes étatiques par rapport aux retards d'un régime « libéral » (au sens des Chicago Boys). Il n'évoque pas la question des investissements financiers et de l'alliance prônée par Deng Xiaoping entre le Parti communiste et les transnationales et préfère se concentrer sur celle des Biens communs. Si certains régimes étatiques ont échoués, d'autres ont réussi. Et ils l'ont fait mieux que s'ils avaient suivi les recettes « libérales ». Réseau Voltaire 9 octobre 2018

On comprend que pour vanter les mérites de "certains régimes étatiques (qui) ont réussi", il faille passer sous silence "l'alliance prônée par Deng Xiaoping entre le Parti communiste et les transnationales" pour ne pas en donner la signification politique ou le refus d'avancer dans la voie du socialisme, pirouette à laquelle les staliniens nous ont habitués depuis longtemps.

La caste bureaucratique au pouvoir en Chine a tiré les enseignements des erreurs commises par la bureaucratie stalinienne du Kremlin pour se maintenir au pouvoir et continuer à tirer largement profit de l'économie planifiée. Elle s'appuie principalement sur l'importante classe moyenne qui s'est développée au cours des dernières décennies, aujourd'hui endettée jusqu'au cou et qui en retour voue un culte fanatique au régime. Tandis que la majorité des travailleurs chinois fait l'objet d'une surexploitation ou continuent de vivre dans la précarité ou la pauvreté, le tout encadré par un parti et un syndicat unique qui caractérise les pires dictatures, en faire l'apologie, il fallait oser, c'est fait.

Monsieur Guigue a oublié de mentionner les néolibéraux américains qui louent le régime chinois, et qui estiment que moyennant quelques concessions il pourrait servir de modèle à l'établissement du nouvel ordre mondial qu'ils appellent de leurs vœux, vous m'excuserez de ne pas fournir les références, j'ai lu cela dans plusieurs articles que je n'ai pas le temps de rechercher.

Bref, que la Chine soit l'un des pays les plus dégueulasses, les plus pollués, les plus corrompus, les plus oppressifs, les plus liberticides de la terre ne gêne pas monsieur Guigue, lui il vit dans un autre monde, c'est un idéologue et non un partisan du socialisme ou du communisme, mais cela tout le monde l'avait compris.

Quand il y a plus d'un siècle en arrière en Europe le capitalisme se développa en prenant une tournure particulièrement monstrueuse envers la classe ouvrière, des voix s'élevèrent pour le renverser et proposer un autre modèle de développement de la société, le socialisme, aujourd'hui ces voix se sont éteintes ou ont été remplacées par une rhétorique rendant hommage au pire esclavagisme qui serait de l'ordre de la fatalité, c'est ainsi que les staliniens se recyclent.

Quant à ce qu'il a écrit sur Inde, n'importe quel voyageur mettant le pied dans ce pays s'apercevrait au premier coup d'oeil qu'il est demeuré semi-féodal et profondément arriéré. Cela dit son constat est correct sur l'Inde, mais pas au point de publier son article dans notre portail.

Entre nous, est-il vraiment sûr que les Chinois sont plus heureux que les Indiens, pour vivre en Inde depuis plus de 20 ans et sachant comment vivent les Chinois, sachant comment les Indiens s'adaptent ou contournent en partie les conditions qui leur sont imposées, personnellement je préférerais encore être Indien plutôt que Chinois. Comment cela ? Oh c'est très simple à comprendre.

Un travailleur chinois est soumis à une surexploitation hystérique, à des conditions de travail abrutissante au-delà de tout ce qu'on peut imaginer en France et en Inde, il est soumis à des cadences de travail infernales, quasi militarisées. En revanche le travailleur indien qui travaille également 8 heures pas jour, travaille généralement à son rythme, c'est-à-dire pratiquement le plus lentement possible, alors que le travailleur chinois voue un culte à l'entreprise qui l'emploie, à la production, le travailleur indien s'en fout éperdument. Il s'arrête souvent pour un oui ou un non, il fait une pause pour boire un thé en milieu de matinée et dans l'après-midi, il s'absente aussi souvent que possible sous des prétextes divers. Il faut rappeler qu'il travaille 6 jours sur 7 et ne bénéficient pas de congés payés, mais il peut prendre des congés pour aller en pèlerinage, pour se rendre à une cérémonie familiale, quand on sait que chaque famille comporte souvent plusieurs centaines de membres, on a une petite idée de ce que cela peut donner, mais là les patrons mettent des holà. Sans oublier que souvent ils ont le droit de faire une petite sieste après déjeuner, c'est qu'il fait très chaud en Inde pratiquement toute l'année. Sinon, ils sont assez souvent malades, donc absents, notamment dès le début de la mousson. Bref, vous aurez compris que notre Indien ne manque pas une occasion de résister à l'exploitation dont il fait l'objet, ce qui est totalement inimaginable pour un Chinois. Certes, un Chinois est plus productif qu'un Indien, il a peut-être un niveau de vie plus élevé, mais à quel prix ! Je n'ai pas évoqué les Indiens qui travaillent pour des multinationales occidentales ou autres et qui sont soumis aux mêmes conditions de travail épouvantables que nos malheureux travailleurs chinois, ils sont une infime minorité, ce que doit regretter amèrement notre stalinien de service. Les Indiens font preuve d'une nonchalance, d'une insouciance que ne pourrait pas se permettre un Chinois, en cela il nous est plus sympathique.

Quant aux conditions d'existence, je ne pense pas que globalement les Chinois soient mieux lotis que les Indiens. Les Indiens bénéficient de davantage de liberté, ce qui pour nous est le bien le plus précieux, monsieur Guigue nous excusera de ne pas avoir les mêmes préoccupations que les exploités qu'ils soient libéraux ou appartiennent au parti communiste chinois ou cubain.

Si à l'époque de la Commune de Paris il était impossible d'envisager la fin rapide du capitalisme, parce qu'il n'avait pas encore atteint son plein développement qui sera achevé aux alentours du passage au XXIe siècle, plus d'un siècle plus tard, à notre époque envisager le développement des pays sous-développés ou émergents sur le modèle du capitalisme du XIXe siècle et estimer cela finalement normal, relève de la pire infamie. Voilà en substance ce qu'il ne faut jamais oublier sous peine de cautionner les pires régimes dictatoriaux, y compris ceux qui se réclament du communisme.

Voici l'adresse de l'article de monsieur Guigue : www.voltairenet.org/article203405.html

[Ce qui détruit la planète, ça n'est pas l'« homme » : c'est le capitalisme.](#)

- Appels sans suite par Frédéric Lordon - Les Crises 13 octobre 2018

Extraits. On se demande combien de temps encore il faudra pour que ces appels à sauver la planète deviennent capables d'autre chose que de paroles sans suite, de propos en l'air et de mots qui n'engagent à rien — pas même à articuler le nom de la cause : capitalisme. Il est vrai que, de l'instant même où ils l'articuleraient, ni Laurent Joffrin, ni Le Monde, ni L'Obs, ni aucun de ces lieux qui se sont fait une spécialité de se refaire le plumage à coups d'appels du moment que ce soit pour de rire n'hébergerait quoi que ce soit qui menacerait de dire quoi que ce soit — car depuis maintenant des décennies, tous ces gens et tous ces titres se sont tenus avec la dernière fermeté à une ligne dont aucune force au monde ne pourra les faire dévier : dire rien. Et surtout pas « capitalisme » — sinon pour dire qu'on est tout à fait capable de le dire, et bien sûr de n'en tirer jamais aucune conséquence. À cet égard la catégorie d'« anthropocène » s'est montrée d'une fameuse utilité. Car voilà : le changement climatique, c'est la faute de l'« homme ». L'« homme en général », qui ferait bien d'ailleurs de trier ses déchets et de fermer ses robinets. Il faudra encore un peu de temps pour que, selon le vœu d'Andreas Malme (3), on en finisse avec cette ineptie de l'anthropocène et qu'on nomme vraiment les choses : capitalocène. Ce qui détruit la planète, ça n'est pas l'« homme

» : c'est le capitalisme.

On comprend que de partout, entre niaiserie humaniste des uns et refus catégorique des autres, on peine à se rendre à cette idée qui, si elle était prise au sérieux, serait, en effet, de quelque conséquence. Aussi tout est-il fait pour persévérer dans l'évitement, et faire perdurer quelques trafics mutuellement avantageux, les uns encaissant les profits de « grandes consciences » et les autres les profits de donner la parole à des « grandes consciences », le tout avec la certitude que rien de sensible ne sera modifié.

Avec ce supplément de naïveté qui fait parfois leur charme, les scientifiques des sciences dures, qui ont le plus souvent une conscience politique d'huître (il suffisait d'entendre Cédric Villani parler de politique pour être convaincu d'abandonner l'hypothèse folle d'une sorte de convertibilité automatique des formes d'intelligence entre elles), les scientifiques « durs », donc, se jettent dans la bataille avec pour tout viatique la pensée politique spontanée des savants, c'est-à-dire une sorte de maïzena à base de grands enjeux et d'humanité réconciliée. Au moment précis où les termes du conflit fondamental devraient être aiguisés comme jamais. (...)

On se demande combien de temps encore il faudra pour que ces appels à sauver la planète deviennent capables d'autre chose que de paroles sans suite, de propos en l'air et de mots qui n'engagent à rien — pas même à articuler le nom de la cause : capitalisme. Il est vrai que, de l'instant même où ils l'articuleraient, ni Laurent Joffrin, ni Le Monde, ni L'Obs, ni aucun de ces lieux qui se sont fait une spécialité de se refaire le plumage à coups d'appels du moment que ce soit pour de rire n'hébergerait quoi que ce soit qui menacerait de dire quoi que ce soit — car depuis maintenant des décennies, tous ces gens et tous ces titres se sont tenus avec la dernière fermeté à une ligne dont aucune force au monde ne pourra les faire dévier : dire rien. Et surtout pas « capitalisme » — sinon pour dire qu'on est tout à fait capable de le dire, et bien sûr de n'en tirer jamais aucune conséquence. À cet égard la catégorie d'« anthropocène » s'est montrée d'une fameuse utilité. Car voilà : le changement climatique, c'est la faute de l'« homme ». L'« homme en général », qui ferait bien d'ailleurs de trier ses déchets et de fermer ses robinets. Il faudra encore un peu de temps pour que, selon le vœu d'Andreas Malme (3), on en finisse avec cette ineptie de l'anthropocène et qu'on nomme vraiment les choses : capitalocène. Ce qui détruit la planète, ça n'est pas l'« homme » : c'est le capitalisme.

On comprend que de partout, entre niaiserie humaniste des uns et refus catégorique des autres, on peine à se rendre à cette idée qui, si elle était prise au sérieux, serait, en effet, de quelque conséquence. Aussi tout est-il fait pour persévérer dans l'évitement, et faire perdurer quelques trafics mutuellement avantageux, les uns encaissant les profits de « grandes consciences » et les autres les profits de donner la parole à des « grandes consciences », le tout avec la certitude que rien de sensible ne sera modifié.

Avec ce supplément de naïveté qui fait parfois leur charme, les scientifiques des sciences dures, qui ont le plus souvent une conscience politique d'huître (il suffisait d'entendre Cédric Villani parler de politique pour être convaincu d'abandonner l'hypothèse folle d'une sorte de convertibilité automatique des formes d'intelligence entre elles), les scientifiques « durs », donc, se jettent dans la bataille avec pour tout viatique la pensée politique spontanée des savants, c'est-à-dire une sorte de maïzena à base de grands enjeux et d'humanité réconciliée. Au moment précis où les termes du conflit fondamental devraient être aiguisés comme jamais.

Aussi tout est-il fait pour persévérer dans quelques trafics mutuellement avantageux, les uns encaissant les profits de « grandes consciences » et les autres les profits de donner la parole à des « grandes consciences », le tout avec la certitude que rien de sensible ne sera modifié

Ainsi, Aurélien Barrau, astrophysicien et vedette de la cause climatique, d'abord préempté par Le Monde pour une tribune à célébrités suscitée par la démission de Nicolas Hulot — misère sans fond... —, puis rattrapé par Libération qui lui fait livrer sa pensée politique, enfin justement non : tragiquement dénuée de politique, Aurélien Barrau explique qu'il ne faut surtout pas poser le problème dans les termes du capitalisme : trop conflictuel, trop d'inutiles divisions quand est d'abord requise la bonne volonté, la bonne volonté des hommes de bonne volonté, celle qui a le souci de réunir l'« homme », qui « transcende les divergences d'analyse économique » (4) (en effet, c'est tellement au-delà), et aspire à « un partage apaisé des richesses ». Mais bien sûr, apaisons le partage des richesses. D'ailleurs Bernard Arnault nous le disait pas plus tard qu'hier : il faudrait que s'apaise le partage des richesses. Et Jeff Bezos, si on lui posait la question, serait certainement d'accord lui aussi. Ou pas ? C'est qu'un travail de recherche récent prévoit que les industries de la communication pourraient consommer à elles seules 20 % de la production d'électricité mondiale d'ici 2025 et s'attribuer 3,5 % des émissions de carbone (5). Mais le magnat du cloud est un « homme », qui plus est de « bonne volonté », il devrait donc de lui-même, confronté à l'évidence, réorienter aussitôt Amazon dans une stratégie de décroissance responsable.

C'est d'ailleurs là le mot magique : pour ne pas avoir à dire « capitalisme », il suffit de dire « décroissance » ou, si la chose sent encore un peu trop le macramé, « post-croissance ». Avec « post-croissance » en tout cas, on fait aussi des appels dans Libération (6). On peut même tenir des conférences à Bruxelles — car l'appel est le fait d'un groupe d'universitaires « de toute l'Europe », certifié de la qualité de ses intentions. Et comme on est sur place, et même dans la place, à savoir le Parlement européen, lieu de toutes les insurrections mais avec drapeau étoilé, on va pouvoir faire des propositions à tout casser, comme celle de créer « une commission spéciale sur les avenir post-croissance au niveau du Parlement européen », une riche idée, porteuse de bien des raisons d'espérer, comme d'ailleurs celle de « transformer le pacte de stabilité et de croissance en un pacte de stabilité et de bien-être » — au moins les historiens du futur qui retrouveront ça, s'il en reste d'ailleurs

après la carbonisation générale, auront de quoi se tenir les côtes.

C'est qu'il y a de quoi rire longtemps en effet à l'idée que l'Union européenne, franchise régionale de la mondialisation néolibérale, c'est-à-dire, nous pouvons maintenant l'affirmer, de la formation sociale la plus toxique à l'échelle de l'humanité, pourrait d'elle-même se faire l'exact contraire de ce qu'elle est, pourrait déchirer ses traités, renoncer à sa dogmatique de la déréglementation, à sa vocation réelle qui est de pousser tous les feux du capitalisme, comme d'ailleurs, accordons-le lui, tous les dirigeants nationaux de ses États-membres, Macron en tête, fondé de pouvoir du capital, à qui l'idée de décroissance doit faire l'effet d'une énorme blague de fin de banquet arrosé, dont la réalité des intentions en matière de « faire la planète grande again » est maintenant assez bien documentée, au point que même le vendeur de gel douche qui lui a servi de ministre de l'écologie, normalement réputé parfaitement inoffensif, en a jeté l'éponge de dégoût. Heureusement, après un Hulot, il y a toujours un de Rugy — confirmation en personne de ce que « Vert », comme « Durable », sont les noms mêmes de l'escroquerie en matière d'écologie, la bouffonnerie de l'écologie ralliée au capitalisme, soit à peu près l'équivalent d'un presbytérien s'associant aux plans d'un hôtel-casino à Las Vegas sous couleur d'y aménager une chapelle au quatrième sous-sol (et qui ne dit pas non à l'idée d'occuper la suite king size à l'année).

Et plus le déchaînement du capitalisme explose, plus l'inanité appelliste prospère, plus il s'agit de parler haut pour ne rien dire, de titrer gros pour ne rien voir, d'avertir à la fin des temps pour exiger la fin des touillettes. Ou bien d'échapper au réel en se laissant plonger dans le monde enchanté, le monde des songes où l'on est dispensé de poser la question des causes, comme celles des conditions de possibilité de ce qu'on veut : le monde est bien près de finir, mais nous croyons à la fée Marjolaine. Convenablement disposée, il n'y a pas de raison qu'elle ne nous sauve pas. Même si l'accumulation sauvage est la raison d'être du capitalisme, on demandera au capitalisme de se faire apaisé et décroissant. Même si l'Union européenne est la forme continentale de l'hégémonie du capital, on comptera sur l'« Europe » pour arraisonner la dynamique du capital. Même si toutes les élites politiques nationales sont des hommes du capital en transit au sommet de l'État pour le service du capital, on les enjoindra d'enjoindre — les autres hommes du capital.

Et pendant ce temps, l'hypocrisie médiatique fait son beurre — son beurre symbolique, s'entend, parce que question tirages... Quand les médias soutiennent toutes les insurrections climatologiques en même temps qu'ils font élire un banquier d'affaire, interdisent de questionner le néolibéralisme essentiel de l'Union européenne, disent l'archaïsme des résistances sociales et la modernité des dérégulations, ou bien ils ne savent pas ce qu'ils font ou bien ils savent ce qu'ils font, et aucun des deux cas n'est à leur avantage. Gageons d'ailleurs que, dans les rédactions, les hypothèses concurrentes de la bêtise ou du cynisme doivent se départager différemment selon les étages, si bien qu'aucune ne devrait être écartée a priori. En tout cas le fait est là : il s'agit de travailler à laisser délié ce qui devrait impérativement être relié. Car, non, on ne peut pas éditorialiser simultanément sur le changement climatique et pour faire avaler les déréglementations de Macron ; on ne peut pas expliquer que la planète est en danger et que les magasins doivent ouvrir le dimanche ; alarmer maintenant tous les quinze jours sur le bord du gouffre et célébrer l'efficacité de la privatisation générale, c'est-à-dire la remise aux logiques de l'accumulation du capital de pans entiers d'activité qui lui échappaient. Et l'on ne peut pas non plus laisser benoîtement penser que la question climatique se règlera sitôt que « tous les gars du monde... ». La réalité c'est que pour agir avec l'urgence qui éviterait de tous griller, il va plutôt falloir passer sur le corps de certains gars. Eux ont voué leur argent, leur pouvoir et finalement le sens de leur existence entière à ce jeu même qui détruit la planète. Et comme ils ne lâcheront pas tout seuls l'affaire de leur vie, il va bien falloir la leur faire lâcher. (Source : Le Monde diplomatique, Frédéric Lordon, 12-10-2018)

[Leur humanisme est la politesse des salauds... Dans la rubrique : La dictature du 1% dicte sa loi au 99% restant.](#)

Voilà un aphorisme dont les applications sont infinies sous ce régime !

Les vegans, des "crétins"? Non, des mystificateurs qui partagent votre idéologie.

Grille de lecture

Rappelons que le rapport concocté par des scientifiques sélectionnés par l'ONU en fonction de leur adhésion à la théorie adoptée par cette institution du réchauffement climatique du à l'activité humaine, préconise la nécessité de réduire la consommation de viande (et de produits laitiers) à l'échelle mondiale, conclusion qui correspond ou légitime le véganisme dont personne jusque là n'avait entendu parler, ses adeptes représentant entre 0,1 ou moins de 1% de la population, mais qui soudainement depuis 2016 ou la COP21 a donné lieu à des provocation ou des actions violentes gracieusement relayées par les médias-oligarques.

- Antispécistes: Jadot (EELV) dénonce "des crétins" qui s'attaquent aux boucheries - AFP 12 octobre 2018

La tête de liste écologiste pour les européennes Yannick Jadot (EELV) a condamné vendredi "sans ambiguïté" les attaques de boucheries perpétrées par des activistes vegan qu'il a qualifiés de "crétins".

"Oui, je les condamne sans ambiguïté (les violences). Pour moi, ce sont aujourd'hui essentiellement des crétins qui sont en train de remettre en cause le combat ô combien légitime et important contre la souffrance animale", a expliqué l'élu écologiste

sur France Info.

Le député européen réagissait à la multiplication d'actes de vandalisme contre des boucheries et commerces de bouche tagués de revendications antispécistes par des activistes opposés à toute hiérarchie entre les espèces, et qui prônent une alimentation végétalienne.

"Moi, je veux une agriculture qui respecte les paysans, les animaux, l'environnement et notre alimentation. Et ce modèle-là, il existe et c'est celui que je veux mettre au coeur des politiques publiques", a expliqué l'élu après avoir dénoncé l'existence "d'élevages concentrationnaires qui nient la vie, la sensibilité des animaux".

Interrogé sur le slogan "la viande est un meurtre" tagué par des activistes sur la façade de boucheries, le militant écologiste a expliqué avoir personnellement "réduit sa consommation de viande parce que c'est meilleur pour la santé et pour le climat".

"Mais encore une fois, a-t-il insisté, je ne soutiens pas une seconde ces actions". AFP 12 octobre 2018

Parce qu'une "agriculture qui respecte les paysans, les animaux, l'environnement et notre alimentation" serait compatible avec l'existence du capitalisme, la Ve République ?

Il doit être le seul à croire qu'un régime qui ne respecte aucune couche d'hommes ou de femmes qui travaillent et qui méprise la jeunesse, les retraités, les handicapés, etc. pourraient respecter quelque chose ou quoi que ce soit en dehors de ce qui correspond aux besoins de sa survie ou des multinationales.

Totalitarisme. A quand des caméras de surveillance et un policier armé dans les cours des écoles maternelles ?

- Paris: des enfants de 4 ans accusés d'attouchements sur une camarade de classe - BFMTV 11 octobre 2018

Une affaire d'attouchements sur mineur a éclaté au grand jour après le dépôt d'une main courante, en début de semaine, au commissariat du XIII^e arrondissement de Paris. Mi-septembre, une fillette de 4 ans aurait été victime d'attouchements sexuels, révèle Le Parisien. Les faits auraient eu lieu dans la cour d'une école maternelle du même arrondissement où est scolarisée la petite fille.

Trois camarades du même âge l'aurait isolée sous une structure de jeu avant de lui retirer ses vêtements et de lui infliger une "pénétration digitale". L'année précédente, cette même fillette aurait déjà été victime de tels abus, commis par deux autres camarades de classe.

Concernant la responsabilité des auteurs des actes sexuels infligés à la fillette, "les parquets, dans la pratique, n'engagent bien évidemment pas de poursuites contre des enfants aussi petits", précise un policier spécialisé. BFMTV 11 octobre 2018

Comment, et ces "deux autres camarades de classe" sont toujours en liberté ? Quel laxisme de la part de la justice !

Totalitarisme. C'est bien la destruction de l'espèce humaine qu'ils visent, notamment.

Des chercheurs chinois ont réussi à donner naissance à des souriceaux en bonne santé à partir de souris de même sexe. Leurs travaux ont été publiés, jeudi 11 octobre, dans la revue spécialisée américaine Cell Stem Cell. Pour franchir la barrière qui empêche la reproduction entre parents du même sexe chez les mammifères, les chercheurs ont utilisé des cellules souches modifiées afin d'éliminer certains gènes.

Les souriceaux créés à partir de deux mâles n'ont survécu que 48 heures et les chercheurs prévoient une étude plus poussée des raisons pour lesquelles le processus n'a pas fonctionné. L'expérience a été nettement plus concluante pour les souriceaux nés de deux souris femelles : ils sont 29 à avoir été produits ainsi à partir de 210 embryons et ont ensuite vécu jusqu'à l'âge adulte en étant capable se reproduire normalement.

Un processus impensable pour des humains

Pour réussir à créer des souriceaux à partir d'animaux du même sexe, les chercheurs chinois ont utilisé des cellules souches embryonnaires haploïdes (ne contenant qu'un exemplaire de chaque chromosome, et non deux comme pour la reproduction sexuée classique). Ils ont ensuite modifié la composition génétique de ces cellules via un processus complexe, avant de les injecter dans un ovule de souris.

Théoriquement, cette méthode, qui pose de nombreuses questions éthiques, pourrait permettre une nouvelle approche pour

le clonage des mammifères, voire permettre la conception pour les couples humains homosexuels. Ces perspectives restent toutefois lointaines puisqu'en plus des considérations éthiques, ces méthodes se heurtent à des obstacles techniques.

"Il est impensable de créer un bébé humain de cette manière-là", estime le docteur Christophe Galichet, un expert qui n'a pas participé à l'étude. "Si quelqu'un voulait tenter de créer un bébé de couples lesbiens ou gays de cette façon, le seul fait de générer les cellules souches modifiées prendrait un temps considérable, avec une très faible perspective de succès à la fin", analyse-t-il. franceinfo avec AFP 12/10/2018

Pendant qu'ils sont en train de chercher comment ils pourraient détruire la nature humaine, je me remets à l'étude de la préhistoire, à l'opposé puisque mon objectif est de la préserver, donc je ne dois pas changer d'orientation politique.

[Le totalitarisme requiert une soumission absolue.](#)

- Michel Onfray explique que c'est l'Élysée qui est derrière son éviction du service public - Le HuffPost 11 octobre 2018

Michel Onfray est aussi abjecte ou infréquentable que Éric Zemmour ou Alain Finkielkraut, dont Sylvain Fort -qui est la plume du président- avait fait savoir dans le Journal du Dimanche ou dans le Parisien, qu'un certain Éric Zemmour, qu'un certain Alain Finkielkraut et qu'un certain Michel Onfray défendaient des idées nauséabondes et que ça déplaisait en haut lieu à l'Élysée." (Source : Le HuffPost 11 octobre 2018)

- Une étudiante américaine refusée d'entrée en Israël devenue symbole de la droitisation de l'Etat hébreu - Liberation.fr 11.10

L'Américaine de 22 ans, bloquée à l'aéroport Ben-Gourion depuis une semaine malgré son visa, se voit reprocher son activisme propalestinien. Aux Etats-Unis comme en Israël, des voix s'élèvent contre une forme de «police de la pensée». Liberation.fr 10.10

[Totalitarisme. Qui détient le pouvoir ? Qui sert le législateur ? Qui sert le régime ?](#)

- «Pas de McDonald's à Oléron», chronique d'une défaite annoncée - Liberation.fr 12 octobre 2018

Au bout d'un bras de fer de trois ans entre la mairie de Dolus et McDonald's, la cour administrative d'appel de Bordeaux a obligé jeudi la municipalité à accorder un permis de construire au géant de la «malbouffe». La commune doit en plus payer 105 000 euros d'astreinte à la multinationale. Liberation.fr 12 octobre 2018

Même pas besoin d'un traité transatlantique et la mise en place d'un tribunal d'exception par les multinationales et à leur service, le ministère de la Justice en France les remplace.

[Le totalitarisme a un prix : 2,5 millions de dollars.](#)

- Washington corrompt des parlementaires macédoniens pour obtenir l'adhésion à l'Otan et à l'UE - Réseau Voltaire 9 octobre 2018

Les Macédoniens ont refusé l'adhésion à l'Otan et à l'UE que le gouvernement Zaev leur proposait par référendum, le 30 septembre 2018 [1]. Cependant, le soir même les secrétaires généraux de l'Alliance et de l'Union appelaient à contourner la colère populaire et à poursuivre le processus, cette fois par voie parlementaire [2].

Selon Milenko Nedelkovski, Washington a immédiatement débuté un programme d'achat des voix des députés, révèle le Mina Report [3].

Un responsable du département d'État US, « l'agent Tesla » (alias de Mitko Burceski) a ouvert un bureau dans un appartement de luxe appartenant à Sasho Mijalkov, un cousin de l'ancien Premier ministre macédonien Nikola Gruevski. Les députés s'y rendent un à un pour recevoir 2,5 millions de dollars chacun.

L'opération est pilotée par les ambassadeurs US à Skopje, Jess L. Baily (qui a supervisé l'entrée en guerre de la Turquie contre la Libye et la Syrie), et à Athènes, Geoffrey R. Pyatt (qui organisa le coup d'État de 2014 en Ukraine).

Ils sont parvenus à faire inscrire à l'ordre du jour du Parlement le changement de nom du pays ; condition sine qua non pour l'adhésion à l'Otan et à l'UE. Le vote a été fixé au 16 octobre, c'est-à-dire le jour même de la décision de Justice concernant une dizaine de députés nationalistes poursuivis pour avoir espionné le parti social-démocrate [4]. Le plan des ambassadeurs prévoit de faire lever l'immunité de ces députés de sorte qu'ils ne puissent pas voter. Compte-tenu du nombre de voix achetées,

la majorité du Parlement basculera alors mécaniquement en faveur de la proposition du Premier ministre. Réseau Voltaire 9 octobre 2018

[1] « Les Macédoniens se prononcent contre l'adhésion à l'Otan et à l'UE », Réseau Voltaire, 1er octobre 2018.

[2] « Déclaration de l'Otan et de l'UE sur le référendum en Macédoine », Réseau Voltaire, 1er octobre 2018.

[3] "Mitko Burcevski coordinates Cash offers to MPs – \$2.5m in duffel bags", Marija Nikolovska, Mina Report, October 8, 2018.

[4] Des enregistrements illégaux de personnalités politiques ont été opérés entre 2011 et 2014. Personne ne sait par qui et les différents camps se renvoient la balle. Cependant le contenu de 33 enregistrements rendus publics fait apparaître les mœurs d'une classe dirigeante défailante.

[Leur humanisme est la politesse des salauds... Quand l'Arabie saoudite est à la tête du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, c'est la barbarie qui est légitimée.](#)

- ONU: élection controversée de Bahreïn, du Cameroun et des Philippines au Conseil des droits de l'homme - AFP 13 octobre 2018

Le Bahreïn, le Cameroun et les Philippines ont été élus vendredi au Conseil des droits de l'homme par l'Assemblée générale des Nations unies... AFP 13 octobre 2018

Une bonne nouvelle toutefois, c'est si rare !

Golan: réouverture lundi du point de passage de Qouneitra entre Israël et Syrie, annonce Washington - AFP 13 octobre 2018

ONU, Israël et Syrie ont conclu un accord pour rouvrir le point de passage de Qouneitra sur le plateau du Golan entre ces deux pays, ont annoncé vendredi les Etats-Unis en demandant aux Israéliens et aux Syriens de faciliter le travail de la mission onusienne de paix dans cette zone. AFP 13 octobre 2018

[Totalitarisme. FrançAfrique. L'Organisation internationale de la francophonie atteinte de Francofolie.](#)

- Rwanda Louise Mushikiwabo à la tête de la Francophonie - Liberation.fr 12 octobre 2018

Comme attendu, l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) a nommé à sa tête vendredi la Rwandaise Louise Mushikiwabo au détriment de la sortante canadienne, Michaëlle Jean. Ministre rwandaise des Affaires étrangères, elle a été nommée secrétaire générale de l'OIF par consensus lors d'une réunion à huis clos au dernier jour du sommet à Erevan, malgré les nombreuses critiques qui pointent du doigt le peu de cas que le Rwanda ferait des droits fondamentaux et de la défense du français (lire Libération de vendredi). Sa candidature, soutenue par Emmanuel Macron, avait déclenché des levées de boucliers.

Dans une tribune publiée par le Monde fin août, l'écrivaine ivoirienne Véronique Tadjo regrettait cette nomination annoncée alors «qu'au Rwanda, le français a été remplacé par l'anglais comme langue d'enseignement». Certes, mais le français est toujours l'une des langues officielles du pays. Liberation.fr 12 octobre 2018

Certes, Libération cautionne cette nomination, normal elle a été décidée par Macron la marionnettes des oligarques, dont Drahi le propriétaire de ce torchon.

- La présidence française de la francophonie : un scandale français par Pierre Péant - Réseau Voltaire 8 octobre 2018

L'Union africaine et le président français, Emmanuel Macron, soutiennent la candidature de la ministre des Affaires étrangères rwandaise, Louise Mushikiwabo, à la tête de l'Organisation internationale de la francophonie. Pierre Péant revient sur cette démarche incompréhensible, condamnée par la presque totalité des anciens ministres des Affaires étrangères français.

En soutenant la candidature de Louise Mushikiwabo – la ministre des Affaires étrangères rwandaises – à la tête de la Francophonie, Emmanuel Macron élève le French Bashing au sommet de l'État. Il demande aux dirigeants francophones de donner plus de poids à une personne dont la célébrité s'est construite sur la haine de la France, qui ne manque jamais une occasion de taper sur les militaires et les politiques français accusés de complicité de génocide. Une dame qui n'a aucun état d'âme pour justifier enlèvements et assassinats d'opposants à l'étranger.

Au journaliste d'Al Jazeera, qui lui posait en juin 2016 une question sur l'étranglement du colonel Patrick Karegeya dans un hôtel

sud-africain, elle répondit : « Pourquoi devrais-je être mécontent pour mes ennemis et les personnes qui nous menacent » (Why should I be unhappy about my enemies and people who threaten ?). Elle a aussi défendu fermement la décision de Kagamé de faire de l'anglais la langue d'enseignement et langue d'administration. Et du Rwanda, le 54ème membre du Commonwealth.

Le 11 septembre 2011, la candidate à la direction de la Francophonie ne déclarait-elle pas à Paris : « c'est un peu un signe des temps. L'anglais est une langue avec laquelle on va plus loin que le français. Sinon le français au Rwanda ne va nulle part ». Et, il y a quatre ans, Louise Mushikiwabo faisait détruire au bulldozer le centre culturel français ! Elle a craché à de nombreuses reprises sur la Justice française qui instruit sur l'attentat contre l'avion de Habyarimana. Le 11 novembre 2016, elle a ainsi menacé de publier « une nouvelle liste de hauts responsables politiques français accusés de complicité dans le génocide de 1994 contre les Tutsis ».

Mais surtout, cette dame est le haut-parleur d'un des pires dictateurs de la planète. Paul Kagamé est élu avec des taux soviétiques, enferme et tue ses opposants, crache sur la liberté de la presse... Les valeurs promues par l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) ne sont-elles pas « la démocratie, les droits de l'homme, l'État de droit et la justice » ? Par ce soutien Emmanuel Macron condamne l'OIF et envoie un signal très fort aux dictateurs africains : « le mépris de vos peuples ne remettra pas en cause notre soutien... »

Ce soutien est incompréhensible. Sauf d'imaginer que ses dossiers sont mal faits ou influencés par les lobbies puissants de Kagamé qui ont gangrené les principaux médias français et une partie de l'administration. Il n'y a pourtant pas de grands efforts à fournir pour se procurer des enquêtes indépendantes sur la vraie nature du régime de Kigali. À commencer par le rapport Gersony, qui dès septembre 1994 constatait que l'Armée Patriotique Rwandaise (APR), sous les ordres de Kagamé, s'était livrée à des massacres de masse contre les Hutus. Les Américains aidèrent Kagamé à enterrer ce rapport de l'Onu au point qu'aujourd'hui, il est censé n'avoir jamais existé !

Il y a aussi le rapport Mapping, également rédigé par l'Onu en 2008 et 2009, faisant état de crimes de masse commis en République démocratique du Congo entre 1993 et 2003 par les soldats rwandais. Il n'exclut pas la possibilité d'un génocide. Il y a également la justification par le juge espagnol Merelles du lancement de 40 mandats d'arrêt contre les plus proches collaborateurs de Paul Kagamé (le 6 février 2008), dont je ne citerais que les premiers mots : « Une fois le pouvoir obtenu par la violence, ils ont mis sur pied avec les mêmes méthodes un régime de terreur et une structure criminelle parallèle à l'État de droit... »

Il n'est pas nécessaire de passer beaucoup de temps sur le dossier Rwanda pour comprendre que l'histoire du drame est complètement truquée. Que Paul Kagamé et ses soutiens anglo-saxons ont réussi à imposer que les enquêtes du TPIR soient limitées aux seuls crimes des « génocidaires hutus ». Quelques jours avant le vote d'Erevan pour élire la tête de la Francophonie, un document inédit transmis récemment à la Justice française montre à tous la vraie nature du régime soutenu par Emmanuel Macron. C'est un Rapport du TPIR, daté du 1er octobre 2003 (trente pages) sur les « crimes commis par l'APR ».

Il permet de mieux comprendre Carla del Ponte, ancienne procureure du Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR), qui, dans son livre *La Traque, les criminels de guerre et moi* [1], raconte que ses problèmes ont commencé quand elle décida de mener une enquête sur le Front patriotique rwandais, « parce que le président Kagamé et d'autres leaders tutsis ont basé une grande partie de leur prétention à la légitimité sur la victoire du FPR contre les génocidaires en 1994 [...]. Ils ont présenté leur conquête du pays comme une lutte juste pour mettre fin à un génocide ». Et d'expliquer dans le détail que les autorités rwandaises tenaient sous contrôle chaque étape de ses enquêtes.

Au bout du compte, Carla del Ponte fut chassée de son poste par l'administration américaine. Furent ainsi abandonnées toutes les enquêtes sur l'APR. Le document résume le gros travail effectué par l'équipe des Investigations spéciales sur les crimes commis par l'APR pendant l'année 1994.

Ce document est effroyable. Il dégoûte du sang des dizaines de milliers de victimes en très grande majorité hutus. Toute la mécanique de la prise de pouvoir par l'APR y est minutieusement décrite. Dix-huit sites de massacres sont recensés. Les techniques d'exécution sont précisément exposées. Sont également analysés le rôle de la DMI (Directorate of Military Intelligence) dans la désignation des victimes et celui des fameux « techniciens » qui dépendaient du Haut commandement de la DMI.

Des commandos qui opéraient habillés en civil, formés à empoisonner l'eau, à tuer avec une corde, avec un sac plastique, à injecter l'huile dans les oreilles, à utiliser l'agafuni, à faire sauter des mines dans des lieux publics... Certains étaient chargés d'infiltrer les interahamwe sur certaines barrières ; « leur rôle était de prendre part aux tueries et d'inciter les interahamwe à commettre davantage de massacres ».

Bref ce rapport met en pièces l'histoire officielle du drame rwandais, telle qu'elle est imposée par le régime de Kigali et ses nombreux soutiens associatifs et médiatiques : un affrontement entre le Bien et le Mal, entre les bons Tutsis et les Hutus génocidaires. Selon ce roman-là, Paul Kagamé aurait mené une guerre de libération nationale, mis un terme au génocide et pris in fine le pouvoir, le 12 juillet 1994, malgré l'aide apportée par les militaires français aux Hutus.

La réalité est évidemment toute autre : le drame rwandais est une guerre civile sauvage entre Tutsis et Hutus, déclenchée en

octobre 1990 par une agression armée des Tutsis du FPR, diaspora installée en Ouganda, soutenue par l'armée ougandaise et relancée en 1994 par l'attentat contre l'avion d'Habyarimana... qui déclencha le génocide des Tutsis et des Hutus modérés.
Réseau Voltaire 8 octobre 2018

[1] La Traque, les criminels de guerre et moi, Carla del Ponte avec la contribution de Chuck Sudetic, Héroïse d'Ormesson ed., 2009.

En famille. Bienvenue chez les affairistes.

- Emmanuel Maurel quitte le PS - LeParisien.fr 12 octobre 2018

Il le confiait souvent : « Mon rêve, c'était d'être premier secrétaire du PS ».

Emmanuel Maurel devrait avec le club politique « Nos causes communes » qu'il a lancé, se rapprocher de La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon et probablement obtenir une place sur leur liste pour les élections européennes. Maurel et Mélenchon se connaissent bien et sont très proches. Le premier a été l'attaché parlementaire du second, quand il siégeait au Sénat.
LeParisien.fr 12 octobre 2018

Ah ben s'il y a une "place"...

Quand les ennemis du socialisme... veulent faire "vivre la flamme du socialisme historique"...

- Marie-Noëlle Lienemann quitte le PS, devenu "un canard sans tête" - AFP 13 octobre 2018

La sénatrice Marie-Noëlle Lienemann quitte le Parti socialiste, devenu selon elle "un canard sans tête", pour un nouveau parti qui sera lancé en 2019, a-t-elle annoncé dans un entretien avec le JDD samedi.

L'ancienne députée européenne dit ne pas envisager que l'élection européenne de mai puisse faire rebondir le PS. "Olivier Faure n'en prend pas le chemin. Le PS est devenu un canard sans tête", estime-t-elle.

Figure de l'aile gauche du PS, Mme Lienemann, animait le courant L'Union et l'espoir avec le député européen Emmanuel Maurel, qui a également annoncé son départ du parti vendredi.

Les deux anciens socialistes vont "créer un nouveau parti qui fera vivre la flamme du socialisme historique plutôt que d'être le gardien des cendres", formation à laquelle ils travaillent avec le Mouvement républicain et citoyen (MRC).

Les deux élus comptent "participer à une dynamique de convergences avec la France insoumise, à un nouveau Front populaire", précise-t-elle. (Le Front populaire négation ou antithèse du socialisme qui partout fraya la voie à la dictature, au fascisme, à la guerre... - LVOG)

"Ce n'est pas un regroupement d'appareil mais une dynamique plus large; bien sûr, Yannick Jadot, Benoît Hamon y ont toute leur place", ajoute-t-elle. (Alors qu'ils tiennent un discours résolument pro-UE, réactionnaire... - LVOG)

"Jean-Luc Mélenchon a dit que la France insoumise était disponible pour rediscuter du programme. Faisons-le!", ajoute l'ancienne élue de l'Essonne, qui animait la Gauche socialiste avec Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon au début des années 1990. (On ne se refait pas en effet. - LVOG)

Mme Lienemann affirme qu'Emmanuel Macron "mène une politique de droite" et que "l'extrême droite est à nos portes. Il faut construire une alternative à gauche". (Rien ne distingue le programme ou les objectifs de l'extrême droite et du néolibéralisme qu'incarne Macron, hormis les moyens pour le mettre en oeuvre ou pour les atteindre. Autrement dit l'extrême droite a déjà franchi les portes du pouvoir. Quant à "une alternative à gauche", elle sera forcément de droite puisqu'elle refusera d'affronter ou de rompre avec le régime et ses institutions, la suite vous la connaissez... - LVOG)

L'ancienne ministre du Logement rappelle qu'en 1972, le programme commun avec le PCF, "loin d'avoir fait disparaître le socialisme (...) a permis de conquérir ensemble le pouvoir en 1981." AFP 13 octobre 2018

Il leur a permis d'arriver aux affaires comme l'on dit, d'y rester dans l'opposition parlementaire et d'en vivre bien, quant à rompre avec le capitalisme, la Ve République ou changer de société, vous savez tous ce qu'il en est advenu, apparemment cela ne correspondait pas avec leurs intérêts. - LVOG)

Parole d'Internaute

1- "...notre économie est devenue une table de poker menteur où tous les joueurs trichent, mentent, changent les règles en cours de partie, et où ceux qui ont perdu continuent de jouer avec de fausses cartes pour « se refaire ». Allez donc deviner, dans ce contexte, quand s'arrêtera la partie..."

LVOG - Effectivement les devins, prophètes et charlatans en tous genres sont nombreux...

2- "Les grandes crises ont pour but de décrocher les pays dont on souhaite se séparer, dans le peloton de la croissance.

Qu'une grande crise se prépare (pas toute seule évidemment), est évident. Car avec le mur des ressources qui se rapproche, et un Baril de pétrole déjà à 85, le peloton ne peut pas être très fourni. Il faut donc au fur et à mesure que la pente augmente, porter des attaques opportunes, afin que les derniers en course puissent continuer le plus longtemps possible à avancer.

Les crises permettent en outre de rendre au dollar sa valeur refuge, d'attaquer les monnaies émergentes, et d'augmenter la dette qui devient insupportable pour de nombreux pays sauf pour l'Amérique, puisque c'est le monde entier qui porte la sienne. Et de faire redescendre le prix du baril, en raison de la chute de la demande. C'est à mon avis le but principal recherché. Cela permet d'empêcher un transfert des richesses des pays consommateurs (qui contrôlent la finance) vers les pays exportateurs de pétrole."

[Dans quel monde vivons-nous ? La monstruosité du sionisme. Témoignage.](#)

- Ce que j'ai appris au cours d'une journée passée avec Gideon Levy, le journaliste le plus controversé d'Israël. Par Robert Fisk - Les Crises 10.10

Gideon Levy, Israélien de 65 ans, journaliste à Haaretz.

Extraits.

- « En 1986, j'ai écrit un papier sur une bédouine palestinienne qui avait perdu son bébé après avoir accouché à un poste de contrôle. Elle avait essayé de traverser à trois points de contrôle (israéliens) différents, sans succès, et avait dû accoucher dans sa voiture. Les Israéliens ne l'avaient pas laissée amener le bébé à l'hôpital. Elle avait dû l'amener à pied (!) sur deux kilomètres jusqu'à l'hôpital Augusta Victoria de Jérusalem-Est. Le bébé en était mort. Quand j'ai publié cette histoire - je n'irai pas jusqu'à dire qu'Israël « a retenu son souffle », mais cela a causé un énorme scandale, le gouvernement en a discuté, et deux officiers ont été traduits en justice... »

Par la suite, Levy a révélé dix autres histoires de femmes qui avaient perdu leur bébé à des postes de contrôle israéliens. « Et aujourd'hui, tout le monde s'en moque. Je peux bien les publier, ces histoires n'intéressent plus personne, même ceux qui se donnent la peine de les lire. Cette situation est devenue totalement « normale », totalement justifiée. Maintenant nous trouvons une justification pour tout. La déshumanisation des Palestiniens a atteint un point tel que cela nous est devenu complètement égal. Sans aucune exagération, je peux te dire que si un chien israélien est tué par des Palestiniens, cela fera plus de bruit dans les médias israéliens que si 20 jeunes Palestiniens de Gaza sont abattus - sans raison - près de la clôture de séparation par des tireurs de Tsahal. La vie des Palestiniens a perdu toute valeur. Il existe tout un système de diabolisation, de déshumanisation, tout un système pour justifier que "nous" avons toujours raison et que nous ne pouvons jamais avoir tort. »

- ...les libéraux vous trouvent des tas d'arguments rien que pour avoir la conscience tranquille et ne pas se sentir gênés : "Tu ne peux pas savoir ce qui s'est passé là-bas, tu n'y étais pas, et tu sais, tu ne vois qu'un aspect de la question..." Et il est devenu très difficile de raconter ces histoires, c'est le plus frustrant. Ils voient des tireurs d'élite abattre un enfant qui agitait les bras. À la télé, ils montrent des soldats abattant une infirmière en uniforme d'infirmière, une jolie infirmière. Ils voient un enfant de 15 ans aller en prison pendant huit mois pour avoir giflé un soldat. Et ils justifient tout ! »

- « Le pire fléau que nous ayons à combattre est l'indifférence. L'apathie, qui est si répandue en Israël. Alors, si j'arrive à les secouer, même un peu, à leur faire peur, à les mettre en colère contre moi... tu sais, je pense souvent que si je les mets si en colère, ça montre qu'au fond de leur conscience, ils savent que la maison brûle, que quelque chose a mal tourné. Mais il arrive qu'on ait peur, surtout la veille de la publication d'un article. Je me dis toujours : "Oh, ne suis-je pas allé trop loin cette fois-ci ?" Et puis, quand je me relis, je me dis toujours : "J'aurais dû taper plus fort ! Je pense toujours que je ne suis pas allé assez loin."

- « La seule chose qui me manque vraiment – c'est très personnel – j'avais ramené mes meilleures histoires de la bande de Gaza. Ça fait maintenant 11 ans qu'on m'empêche d'y aller – parce que, depuis 11 ans, Israël ne laisse plus les Israéliens entrer à Gaza, même s'ils ont la double nationalité. Même s'il était possible d'aller à Gaza, très, très peu d'Israéliens s'en donneraient la peine. Peut-être que le Hamas les empêcherait de passer. C'est une décision du gouvernement israélien contre laquelle les journalistes israéliens n'ont jamais protesté – sauf moi. Parce qu'ils s'en fichent – le porte-parole de l'armée [israélienne] leur dit tout ce qu'ils doivent savoir – pourquoi se donneraient-ils la peine d'aller à Gaza ? »

- « Écoute, on parle maintenant de 700 000 colons juifs. Il n'est pas réaliste de penser que quiconque va faire évacuer 700 000 colons. Et sans une évacuation totale, aucun État palestinien n'est viable. Tout le monde le sait et tout le monde répète la même rengaine parce que ça arrange tout le monde – l'Autorité palestinienne, l'UE, les USA – “deux États, deux États”, et comme ça on peut maintenir l'occupation encore pendant cent ans, à penser qu'il y aura un jour une solution à deux États. Ça n'arrivera plus jamais. Nous avons manqué ce train-là, et il ne repassera jamais. »

- « Regardons les choses en face – maintenant c'est dans les réseaux sociaux que ça se passe. Notre journalisme se meurt. Il suffit maintenant de savoir écrire un tweet très sophistiqué. Et pour ça, on n'a besoin de se déplacer – on peut rester assis dans son salon avec un verre de whisky, et on peut être très, très sophistiqué, avec un peu d'humour, et beaucoup, beaucoup de cynisme – parce que c'est ça, le problème principal. Je veux dire que les journalistes, sauf une toute petite poignée, ne s'intéressent qu'à une chose : se faire mousser. Je suppose qu'il y a des exceptions. Je n'en connais pas en Israël. Je n'en connais pas en Cisjordanie. Il y a des militants. Il y a beaucoup de jeunes militants, vraiment adorables. »

- « Israël est en train de devenir une des pays les plus ignorants de la planète, »

- « Quelqu'un a dit qu'il vaut mieux maintenir les gens dans l'ignorance... La jeune génération ne sait rien sur rien. Essaie de parler à des jeunes d'ici – ils sont ignares. Même les choses les plus élémentaires : demande-leur qui était Ben Gourion, demande leur qui était Moshe Dayan. Demande-leur ce qu'est la “Ligne Verte”. Demande-leur où est Jénine. Rien. Même avant qu'on leur lave le cerveau, l'ignorance crasse – une partie de ce qu'ils savent est totalement faux. »

- « Parle à un jeune Israélien moyen : un garçon de café européen parle mieux l'anglais que lui, » affirme-t-il. Ce que les jeunes Israéliens savent sur l'Holocauste et les voyages à l'étranger « consiste principalement en un voyage scolaire à Auschwitz, au cours duquel on leur a expliqué que la puissance est la seule chose qui compte – la puissance militaire, c'est la seule garantie, rien d'autre que la puissance militaire ; et qu'Israël a le droit de faire tout ce qu'il veut après l'Holocauste. C'est ce qu'on leur apprend. Mais ça n'a aucun rapport avec le savoir. »

- il y a « une frange étroite d'intellectuels brillants », mais une étude récente a montré que la moitié des jeunes Israéliens reçoivent une éducation digne du Tiers Monde. Nous – et ici je m'inclus dans la génération de Levy – sommes venus au monde après « des événements très dramatiques ». La Seconde Guerre mondiale. Dans ce cas précis, la fondation de l'État d'Israël. Ses parents, en fuyant l'Europe, « se sont sauvés à la dernière minute ».

« Nous avons le poids de l'histoire à porter, et il n'existait ni Twitter ni Facebook pour l'effacer. Aujourd'hui c'est plus vide, en fin de compte, en termes d'événements historiques. Même dans cette région du monde. Que se passe-t-il ici ? Rien – ou toujours la même chose. Cinquante années d'occupation, mais rien d'essentiel n'a changé. Le cadre reste exactement le même... bien sûr, il y a plus de colonies, bien sûr, l'occupation est plus brutale, et bien sûr, on a moins le sentiment que ce n'est que provisoire. Il est désormais très clair que ce ne sera pas provisoire. Ça fait partie de la nature même d'Israël. »

- J'ai demandé à Levy si le système électoral représentatif n'était pas ce qui vaut à Israël ces coalitions gouvernementales consternantes. « Elles sont ce que nous sommes, » répond-il d'une voix lugubre. « Et Israël est très nationaliste, très à droite et très religieux – bien plus qu'on ne le pense – et le gouvernement israélien est un reflet très fidèle du peuple israélien. Et Netanyahu est la meilleure vitrine d'Israël. Il est bien trop éduqué pour Israël – mais à ses yeux, c'est ça, Israël. La puissance, la puissance, la puissance – préserver le statu quo pour l'éternité, ne jamais faire confiance aux Arabes. Ne croire en aucun accord possible avec les Arabes, jamais. Et vivre uniquement de l'épée, dans un état de guerre total. »

- Les rapports avec les USA sont simples. « Je ne sais pas si les gens se rendent compte à quel point Netanyahu dicte leur politique aux USA. Tout ce qu'ils décident aujourd'hui – l'UNRWA [l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine], toutes les coupes budgétaires – tout ça vient d'Israël. Trump s'en moque. Tu crois qu'il savait ce qu'était l'UNRWA avant cela ? Le racisme est devenu politiquement correct. » Alors, à quel moment est-ce que ça a dérapé ? « Tout d'abord, en 1967, ce fut la plus grande faute. C'est là que tout commence. Si tu veux, tu peux dire 1948 – parce que 1948 ne s'est pas arrêté en 1948, jamais. Nous aurions vraiment pu ouvrir un nouveau chapitre. » Les Crises 10.10

En complément.

- Gaza: sept Palestiniens tués, Israël ordonne l'arrêt des livraisons de fioul - AFP 13 octobre 2018

Israël a ordonné l'arrêt des livraisons de fioul à la bande de Gaza en réaction à une nouvelle journée de violences à la frontière entre l'Etat hébreu et cette enclave palestinienne où sept Palestiniens ont été tués vendredi. AFP 13 octobre 2018

Commentaires d'internautes

1- "C'est la connaissance qui libère".

A lire cet entretien, je me dis que, en Israël comme ailleurs dans le monde, ceux qui ont intérêt à maintenir l'espèce humaine en esclavage l'ont très bien compris."

2- "Dans l'Histoire, jamais un pays à la fois raciste, ségrégationniste et colonialiste n'a pu perdurer en l'état. Israël, pendant 60 ans a vécu sur la sympathie qu'il inspirait dans le monde occidental.

Aujourd'hui, le roi est nu, méprisé, détesté, haï.

Personne ne peut nourrir de sympathie pour un état qui utilise des canons, des chars et des bombes contre une population civile, surtout au nom de la race.

Personne ne peut nourrir de respect pour un état qui aligne des dizaines de snippers derrière une butte et donne l'ordre d'assassiner posément des enfants et des femmes, des ados qui ne représentent aucun danger par centaines.

Beuurk.

Il ne tient que par la force.

Et la force ne dure pas.

Personnellement, j'ai adoré Israël. Aujourd'hui il me donne envie de vomir."

3- "La conception américaniste de l'Europe occupée a vidé les cerveaux, éviscéré la diversité culturelle et anesthésié les consciences.

Vive le popcorn, le porno, les bagnoles, les discos, les burgers OGM-hormonés, la connexion GSM "smartisée" aux réseaux vide-ordures narcissiques, les treks labellisés, la dope sous toutes ses formes, la rubrique des chiens écrasés qui ne devraient pas l'être : des hallucinés asexués, lobotomisés et pleurnichards embarqués dans un monde fictionnel.

On n'a jamais tant parlé de "valeurs" depuis qu'elles ont été évacuées par un système exclusivement centré sur le fric, les rapines, le viol des corps et des consciences scientifié."

[Auraient-ils jeté leur dévolu sur Philippe II ?](#)

- Remaniement : pourquoi ça coince entre Emmanuel Macron et Edouard Philippe - LeParisien.fr 11.10

Mais que se passe-t-il donc entre Emmanuel Macron et Édouard Philippe ? Il y a encore trois jours, les macronistes misaient sur un calendrier réglé comme du papier à musique... LeParisien.fr 11.10

- Remaniement : la machine s'enraye - LeFigaro.fr 11.10

Emmanuel Macron et Édouard Philippe peinent à constituer la nouvelle l'équipe gouvernementale. LeFigaro.fr 11.10

La Ve République, bientôt un club d'échangistes ?

- Le président de l'Inserm Yves Lévy nommé conseiller d'État extraordinaire - AFP 11.10

Le médecin et scientifique Yves Lévy, à la tête de l'Inserm depuis 2014 et mari de la ministre de la Santé Agnès Buzyn, a été nommé mercredi conseiller d'Etat extraordinaire, à l'issue du conseil des ministres, sur proposition de la garde de sceaux. AFP 11.10

[En famille ils osent tout. Quand les faussaires crient à "la manipulation de l'information", on est en présence d'une mystification ou d'une imposture.](#)

Grille de lecture.

Quand on sait que quotidiennement les médias se livrent à un traitement de l'information qui relève en réalité de la désinformation, et que par ailleurs ils censurent ou écartent les voix discordantes ou tous ceux qui osent poser des questions qui suggèrent qu'elle serait faussée ou erronée en employant des méthodes scélérates et violentes, quand ils en arrivent à légiférer pour dicter de quelle manière l'information doit être traitée, ils se transforment en inquisiteurs ou en procureurs digne d'un régime autoritaire ou totalitaire.

Tous ceux qui soutiendront ce processus en seront les complices.

Quand on entend dire par Françoise Nyssen que "le premier rempart contre la désinformation et la manipulation de l'information restent les médias et les journalistes", c'est tellement grotesque, qu'on en reste interdit. Du coup, on se demande comment cela est-ce possible qu'elle puisse s'exprimer de la sorte, comme si personne ne viendra la désavouer ou la contredire ou comme si elle ne le craignait pas, parce que les médias et pas seulement la protégée, de telle sorte que son discours semblera légitime ou tout du moins correspondre à la réalité, la sienne, celle de son camp, de son clan, de sa bande, du gang mafieux qui détient le pouvoir au sommet du capitalisme.

Si c'est possible, ce n'est pas seulement parce que la voix de l'opposition de gauche serait bâillonnée ou censurée, c'est surtout parce qu'elle est trop faible ou l'opposition de gauche est désorganisée. Quand Internet et la télévision n'existaient pas, il était possible d'atteindre de larges couches des masses, et maintenant on n'y arrive plus, c'est donc qu'on a déserté les moyens qu'on employait autrefois pour les atteindre, et qu'on ne vienne pas nous dire qu'ils étaient archaïques, car aller à la rencontre des travailleurs pour discuter avec eux et leur proposer différentes formes d'actions, est aussi légitime que d'employer les médias pour faire connaître quelle politique on applique, les militants qui vont à leur rencontre leur proposent une autre politique, si cela est archaïque, autant arrêter de militer tout de suite.

Il faut donc remettre les choses à leurs places.

Si maintenant les travailleurs lisent moins ou sont moins intéressés par un support papier et préfèrent passer par un écran pour s'informer, et bien il faut leur proposer notre politique par le biais de ce support en allant bien au-delà, car on peut développer notre programme et exposer nos idées quasi quotidiennement pour que chacun puisse en vérifier la validité, la cohérence, le sérieux, on peut les confronter à l'actualité, aux faits, en faire l'expérience, ce qui ne peut que renforcer nos convictions et notre détermination, ce qu'on transmet aux lecteurs pour lesquels nous sommes uniquement animés de bonnes intentions, en l'invitant à en faire de même.

Les médias transmettent l'idéologie des exploiters et des oppresseurs, nous, nous transmettons l'idéologie des exploités et des opprimés, ensuite tout le reste est une question de représentations, l'ensemble des instruments ou des institutions qui vont relayer cette idéologie, dès lors on comprend pourquoi on doit s'organiser, on doit disposer d'un parti révolutionnaire, d'une méthode, d'une théorie et d'un programme qui incluent la perspective d'institutions, contrairement aux anarchistes qui prétendent qu'on pourrait s'en passer, alors qu'il a été prouvé que c'était impossible.

- La loi contre les "fake news" adoptée par l'Assemblée nationale - Le HuffPost 10 octobre 2018

Protectrice ou liberticide? L'Assemblée nationale a voté dans la nuit du mardi 9 au mercredi 10 octobre en nouvelle lecture les propositions de loi controversées contre "la manipulation de l'information" en période électorale. La proposition de loi ordinaire a été adoptée par 45 voix contre 20.

Mais, "le premier rempart contre la désinformation et la manipulation de l'information restent les médias et les journalistes", a souligné Françoise Nyssen en annonçant le lancement d'une mission en vue de la création d'un "conseil de déontologie de la presse", confiée à l'ex-PDG de l'AFP Emmanuel Hoog.

"Ce sujet n'existe pas. C'est une mauvaise plaisanterie", a tonné le leader des insoumis Jean-Luc Mélenchon pour qui la loi sur la presse répond déjà à la diffusion des fausses nouvelles. L'ancien candidat à la présidentielle s'est en revanche félicité de voir sa proposition de création d'un conseil de déontologie de la presse reprise tout en s'interrogeant sur les suites de la mission Hoog: "Est-elle faite pour enterrer le sujet ou pour le servir?" Le HuffPost 10 octobre 2018

- Mélenchon voulait un conseil de déontologie pour la presse, Nyssen y est favorable - Le HuffPost 10 octobre 2018

Quel opposant !

[C'est pas moi, c'est l'autre. A qui profite le crime ?](#)

- Pas-de-Calais : une «liste noire» de salariés sème le trouble chez Roquette - Liberation.fr 10 octobre 2018

Un document envoyé par mégarde à des employés du géant de l'amidon par un cabinet de consultant externe révèle un fichage des personnes travaillant sur le site de Lestrem.

Marie Battaglia, chargée de communication pour le groupe en France, se présente à l'entrée du site de Lestrem. «Il n'y a pas de liste noire chez Roquette», répète-t-elle. Elle tend un papier sans en-tête. On y lit : «Nous découvrons qu'un consultant a agi de manière inappropriée [...] et a établi un document non demandé par Roquette.» La société a, depuis, déclenché une

enquête interne.

Lors du comité social extraordinaire qui s'est tenu dans la matinée, les représentants du personnel voulaient en savoir plus sur la finalité d'un tel document. «S'agirait-il d'une première étape d'un plan de départ massif ?» s'interrogent-ils. Dans son compte rendu de réunion, la CFDT indique que l'entreprise exclut tout plan social. Ce qu'a confirmé un peu plus tard un communiqué de la direction. Liberation.fr 10 octobre 2018

Quand les chiens de garde du régime veillent... à l'ordre établi.

Quand les cadres de Force Ouvrière sont fichés en interne - Le HuffPost 10 octobre 2018

Plus d'une centaine de responsables FO ont été fichés dans un document interne, affublés de qualificatifs type "niais", "franc maçon" ou encore "trop intelligent pour entrer au bureau confédéral", selon Le Canard Enchaîné à paraître mercredi 10 octobre.

"Cet épais fichier a été constitué en octobre 2016 par des proches de Pascal Pavageau, le nouveau patron de FO, alors en lice pour remplacer Jean-Claude Mailly", écrit l'hebdomadaire, et concerne "126 responsables" du syndicat.

"Bête", "mauvais", "faux", "complètement dingue", "niais", "franc-maçon (...) mais aussi "apprécié par PP (Pascal Pavageau), "déteste JCM (Jean-Claude Mailly)", "trop intelligent pour le faire entrer au bureau confédéral"... ces commentaires étaient inscrits à côté des noms.

Interrogé par l'hebdomadaire, Pascal Pavageau, secrétaire général de FO a expliqué qu'il s'agissait d'une "belle connerie" et d'une "grave erreur". "Pour moi, c'était un mémo, de l'ordre de la prise de notes, mais je n'avais jamais vu ni avalisé le résultat, qui est truffé d'âneries, de raccourcis". Le HuffPost 10 octobre 2018

Ah ces syndicats indépendants !

Ouf, c'est possible !

- La réduction des inégalités, une question de volonté politique - Liberation.fr 10 octobre 2018

Le dernier rapport d'Oxfam publié ce mardi mesure l'effet des politiques publiques sur les écarts de richesse. Et invite les gouvernements à adopter une fiscalité progressive et un haut niveau de dépenses sociales. Liberation.fr 10 octobre 2018

A tous ceux qui vivent dans des cités ghettos, des HLM concentrationnaires, pas vraiment.

- Pamela Anderson en cage pour dénoncer les conditions d'élevage des animaux - sputniknews.com 10.10

Des personnalités politiques, des «people» comme Pamela Anderson et des membres d'associations ont décidé de s'enfermer derrière des barreaux, place de la République, afin de dénoncer l'élevage d'animaux en cage, une pratique régulièrement pointée du doigt pour sa cruauté par les associations de défense animale.

Selon les données de l'ONG CIWF, à l'origine de ce happening baptisé «Pour une nouvelle ère sans cage», 370 millions d'animaux, dont près de 90 millions en France, sont élevés dans des cages à travers l'Europe.

«Aucun animal ne mérite de vivre dans une cage ou être tenu en captivité pour notre divertissement, pour notre nourriture ou pour notre consommation. J'adore cette initiative, car personne ne peut tenir en cage plus de deux minutes, pourtant les animaux vivent toute leur vie dans une cage», explique Pamela Anderson.

Cette action symbolique, place de la République, était surtout l'occasion pour 130 ONG de lancer une initiative citoyenne européenne (ICE) pour mettre fin à cette pratique. sputniknews.com 10.10

Attention, la nourriture et la vermine se recyclent !

- Le SPD allemand veut financer la pornographie féministe - Slate.fr 10.10

- Les Verts, l'autre parti qui monte en Allemagne - AFP 10.10

Ils n'avaient jamais été aussi haut dans les sondages depuis 2011 et Fukushima... AFP 10.10

Aux laudateurs de la "grandeur", de "l'indépendance de la France".

- Essais nucléaires en Polynésie : plainte contre la France pour crimes contre l'humanité - LeParisien.fr 10 octobre 2018

Les indépendantistes polynésiens font valoir que les essais nucléaires menés pendant 30 ans sont à l'origine de très nombreux décès.

De 1966 à 1996, les atolls polynésiens de Mururoa et Fangataufa ont été le théâtre de 193 essais nucléaires français. Ils ont eu des effets sur la santé des populations et sur l'environnement, ce qui vaut aujourd'hui à la France d'être mise en accusation. Le 2 octobre, une plainte a été déposée devant la Cour pénale internationale pour crimes contre l'humanité.

« Nous le devons à toutes les personnes décédées des conséquences du colonialisme nucléaire », a expliqué l'indépendantiste Oscar Temaru, ex-président de la Polynésie, qui a annoncé ces poursuites lors d'une réunion à l'ONU. Déjà en 2016, une première plainte pour crime contre l'humanité avait été déposée par l'église protestante polynésienne.

En 2010, une loi a instauré un dispositif d'indemnisation pour les victimes dans cet archipel français du Pacifique qui compte 270 000 habitants. Mais le compte n'y est pas pour les associations de vétérans touchés par des maladies induites.

Selon Oscar Temaru, « cette poursuite en justice a pour objectif de demander des comptes à tous les présidents français vivants depuis le début des essais nucléaires contre notre pays. »

« Les essais nucléaires français ne sont que le résultat direct d'une colonisation, poursuit l'indépendantiste polynésien. Contrairement au discours français, nous n'avons pas accepté d'accueillir ces essais, ils nous ont été imposés avec la menace directe de l'établissement d'une gouvernance militaire si nous refusions. »

Le dirigeant indépendantiste précise qu'un « dialogue responsable » avait été recherché depuis 2013 avec « la puissance administrative » sous la supervision des Nations unies mais que la France les avait ignorés. LeParisien.fr 10 octobre 2018

La véritable nature de l'ONU bientôt dévoilée (sic!).

- Démission surprise de Nikki Haley, l'ambitieuse ambassadrice de Trump à l'ONU - AFP 10.10

L'ambitieuse ambassadrice des États-Unis aux Nations unies, Nikki Haley, femme la plus en vue du gouvernement de Donald Trump, a annoncé sa démission, à la surprise générale, la dernière d'une longue série parmi l'équipe stratégique du président.

M. Trump a précisé que la démission serait effective "à la fin de l'année" et qu'il dévoilerait le nom d'un successeur "d'ici deux ou trois semaines". AFP 10.10

- Trump songe à Dina Powell pour remplacer Nikki Haley à l'Onu - Reuters 10.10

Donald Trump a déclaré mardi soir qu'il songeait à l'ancienne dirigeante de Goldman Sachs et conseillère de la Maison blanche, Dina Powell, pour succéder à Nikki Haley comme ambassadrice des États-Unis à l'Onu. Reuters 10.10

Espionite aiguë et vassalité

- États-Unis : un espion chinois extradé depuis la Belgique - LeParisien.fr 10.10

Les États-Unis ont à nouveau marqué leur fermeté dans un contexte diplomatique tendu. Le pays a annoncé mercredi l'inculpation d'un espion chinois, arrêté en Belgique et extradé vers le territoire...LeParisien.fr 10.10

- Séoul ne lèvera pas ses sanctions contre Pyongyang sans aval US, dit Trump - Reuters 10.10

Donald Trump a déclaré mercredi que la Corée du Sud ne lèverait pas les sanctions imposées à la Corée du Nord sans l'accord des États-Unis, après que la ministre sud-coréenne des Affaires étrangères a dit envisager de réduire les sanctions contre Pyongyang... Reuters 10.10

Ils osent tout.

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Un italien qui vient en aide aux migrants remporte le Prix citoyen européen - euronews 10.10

- Prix Sakharov: le cinéaste Sentsov, le militant marocain Zefzafi et des ONG finalistes - AFP 10.10

Le cinéaste ukrainien emprisonné Oleg Sentsov, le militant marocain incarcéré Nasser Zefzafi et un groupe d'ONG qui portent secours aux migrants en Méditerranée sont les trois finalistes du prix Sakharov 2018, a annoncé mardi le Parlement européen. AFP 10.10

Dehors !

- Indonésie: les équipes de sauveteurs étrangers dénoncent des entraves à leur action - AFP 10.10

Plusieurs ONG ont dénoncé mardi les restrictions d'accès imposées par les autorités indonésiennes aux équipes étrangères de sauveteurs, interdites d'intervenir directement en soutien aux populations des Célèbes touchées par le séisme et le tsunami qui ont fait quelque 2.000 morts. AFP 10.10

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

- Caracas sous pression après la mort d'un opposant en prison - AFP 10.10

De l'ONU à l'Union européenne en passant par l'Organisation des États américains, les demandes d'enquête indépendante se multiplient après la mort de l'opposant vénézuélien emprisonné Fernando Alban, un suicide selon les autorités, un assassinat pour l'opposition.

Fernando Alban, 52 ans, était emprisonné depuis vendredi dans l'affaire de l'attaque présumée aux drones explosifs contre le président Nicolas Maduro. Lundi, il "a demandé à aller aux toilettes et une fois là-bas, il s'est jeté dans le vide depuis le dixième étage", a affirmé le procureur général Tarek William Saab, qui a annoncé une "enquête complète".

Le parti de Fernando Alban, Primero Justicia (La Justice d'abord), a dénoncé un "assassinat". "Nous tenons pour responsable Maduro et son régime tortionnaire", a-t-il indiqué dans un communiqué.

Le secrétaire général de l'Organisation des États Américains (OEA), Luis Almagro, a condamné le décès de l'opposant, incriminant sur Twitter "la responsabilité directe d'un régime tortionnaire et meurtrier".

L'ambassade des États-Unis à Caracas a qualifié de "suspect" le décès de l'opposant, qui constitue, selon elle, "une nouvelle violation des droits de l'Homme".

"Jusqu'à hier (dimanche), on savait qu'il était serein. Il avait même envoyé des directives à son équipe pour continuer à travailler en faveur des pauvres", a souligné l'archidiocèse de Caracas, très critique du gouvernement. Le conseiller municipal participait à des oeuvres sociales au côté de l'Église. AFP 10.10

Syrie

- Défense russe: des bonbonnes de chlore tombent entre les mains de Daech en Syrie (vidéo) - sputniknews.com 10.10.2018

Des terroristes de Daech* se sont emparés de deux bonbonnes de chlore en Syrie en raison des actions irresponsables des pays occidentaux, d'après le Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit en Syrie. Le ministère russe de la Défense a publié une vidéo où l'on voit le moment du vol.

Deux bonbonnes de chlore sont tombées entre les mains des terroristes de Daech* en Syrie lors d'une attaque contre les radicaux du Front al-Nosra* à Latamna, a annoncé le Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit en Syrie.

«Une bande pro-Daech* a mené une attaque mardi 9 octobre contre un poste de commandement du groupe terroriste Hayat Tahrir

al-Cham. Quatre radicaux et deux membres des Casques blancs ont été tués. Deux bonbonnes de chlore ont été retirées du poste de commandement», a indiqué le centre dans un communiqué.

Les bonbonnes volées ont été transportées dans le sud du gouvernorat d'Alep et remis «aux terroristes du groupe Hurras ad-Din», d'après le communiqué.

Le ministère russe de la Défense a mis en ligne une vidéo où l'on voit un tracteur jaune retirer les bonbonnes d'une cave.

Selon Vladimir Savtchenko, chef du centre russe, les agents toxiques se sont retrouvés entre les mains des terroristes en raison des actions irresponsables des représentants des pays occidentaux.

«Les pays occidentaux, qui préparent des provocations contre les troupes gouvernementales syriennes avec le concours de bandes, ne tiennent pas compte de la complexité de la situation dans la zone de désescalade d'Idlib. Ces actions irresponsables ont permis aux terroristes de Daech* de se procurer des agents toxiques», a noté M.Savtchenko. sputniknews.com 10.10.2018

[Haut de page ↗](#)

Le 17 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Cette causerie a été réalisée sans tenir compte des infos de la veille, il est déjà 15h18 en Inde et je n'ai pas encore eu le temps de me connecter à Internet.

J'ai juste appris hier soir que les parrains de Macron étaient enfin parvenus à remanier le gouvernement, à resserrer les boulons en fait, en prévision de la tempête à venir, d'après ce que j'ai compris ...

● Causerie au format pdf (15 pages)

Je rappelle que je réalise rapidement ces causeries. J'ai à peine le temps de me relire ou de corriger les fautes. Je néglige parfois la syntaxe au profit des idées qui me viennent à l'esprit ou que je développe, ce que je considère être l'essentiel. Bref, j'y consacre déjà beaucoup trop de temps, tout mon temps libre souvent au détriment de mes affaires ou de mon entourage, ce qui m'épuise évidemment. Hier sur les coups de 16h en France, seulement 45 personnes s'étaient connectées au portail, soit entre 60 et 80 en fin de journée.

Avant-hier, j'ai été obligé de me rendre à Pondichéry pour déposer plainte chez Vodafone parce que ma connexion est très lente ou ne fonctionne pas du tout et j'en ai marre. J'ai calculé que cela me faisait perdre environ 40 heures par mois ce qui est énorme. Depuis j'ai reçu deux coups de fil de Vodafone et j'attends la visite d'un de leurs employés. Pourquoi, je l'ignore ou si je le sais, ils ne croient pas ce que je leur ai raconté, alors que c'est très clair, parfois la connexion est normale et le reste du temps épouvantablement lente, ce qui signifie que le problème ne provient pas du modem ou du logiciel, mais bien de chez eux, ce qu'ils ont du mal à l'admettre, ils sont bornés ou stupides au possible, bref là aussi il faut faire preuve de beaucoup de patience, on passe son temps à faire preuve de patience, c'est usant.

Vulgairement, je me fais vraiment très chier pour actualiser le portail, sans parler des coupures de courant qui font parfois sauter l'onduleur, du coup si je n'ai pas eu le réflexe de sauvegarder au fur et à mesure que j'écrivais, je dois tout recommencer, là j'enrage ! En fait, maintenant dès j'arrive au bout d'une ligne ou de l'écran, je sauvegarde (CTRL + S), j'ai le pouce et l'index de la main gauche en permanence prêts à effectuer cette manoeuvre, tenez, maintenant par exemple, c'est à devenir dingue !

Autre chose.

J'ignore toujours s'il existe en France (ou dans un pays francophone) un portail ou un blog comparable à celui-ci, c'est-à-dire qui publie des articles et qui commente l'actualité en proposant des analyses et une perspective politique.

Hallucinant les programmes de recherche du Pentagone destinés à affamer des peuples ou à détruire l'agriculture de certains pays. C'est le complément de leur arsenal biologique et nucléaire, ainsi que de leur propagande de guerre ou encore leur guerre psychologique contre les peuples exploités et opprimés. Qui a réellement conscience de ce que cela signifie, qui en a pris vraiment la mesure ? Certainement pas ceux qui en sont encore à se livrer à des manoeuvres d'appareil ou à se positionner par rapport à tel ou tel parti qui évolue dans le cadre du parlementarisme, ou dont les tâches de leur parti sont dictés davantage par l'agenda politique des institutions au lieu de correspondre au besoin des masses de prendre conscience de la nature du

régime capitaliste qu'ils édulcorent ou rechignent à mettre en lumière tellement elle est monstrueuse. J'ai l'horrible défaut ou je commets l'erreur politique impardonnable de prétendre que l'on ne peut pas lutter efficacement, donc construire le parti, si on n'articule pas notre combat autour des aspects les plus monstrueux du régime, qui vont des gigantesques inégalités sociales à toutes ses guerres, en mettant l'accent sur les moyens qu'il utilise ou qu'il prépare pour mener sa guerre de classe contre tous les exploités ou opprimés. Pourquoi ? Comment le justifier direz-vous ?

Parce que ces moyens parlent d'eux mêmes tellement ils sont inhumains, monstrueux, barbares, les mots nous manquent parfois pour qualifier ces entreprises criminelles de masse dignes du nazisme, ils présentent l'avantage extraordinaire de témoigner sans avoir besoin de longs discours des intentions de leurs auteurs ou d'illustrer qu'un tel régime ne peut pas oeuvrer au bien-être des peuples, c'est totalement inconcevable, incompatible, toute personne un tant soit peu sensée et honnête ne peut qu'en convenir, et j'ai le défaut de penser que c'est le cas des travailleurs en général, et plus particulièrement des jeunes qui ne comprennent pas comment la civilisation humaine a pu en arriver à produire de tels instruments de destruction, et bien il faut leur expliquer encore et encore et toujours comme aurait dit Lénine.

Le capitalisme pour assurer sa survie ou plutôt les tenants de l'exploitation de l'homme par l'homme au profit d'une infime minorité de nantis a plus qu'atteint le stade de la barbarie, il a franchi cette limite en justifiant les moyens pour y recourir, car ce sont des centaines de milliers de travailleurs à travers le monde et pas seulement aux Etats-Unis, du simple employé au chercheur ou scientifique, l'ensemble des élites qui y sont associés ou en ont parfaitement conscience, de sorte que ces activités sont connues ou du domaine public, avec Internet depuis ces dernières années tout le monde ou presque a pu y accéder ou en prendre connaissance, et le plus incroyable c'est que cela n'a donné lieu à aucune réaction de masse, hormis quelques réprobations ou indignations sans lendemain de la part de petits bourgeois bornés ou corrompus en mal de bonne conscience, ce qui était somme toute normal puisque le mouvement ouvrier (international) ne s'en est jamais saisi, ce qui est aussi normal puisqu'il en est rendu lui-même au stade de la putréfaction (à l'instar du capitalisme qu'il soutient).

Qu'on se comprenne bien, mon idée n'est pas d'en faire un thème central de notre combat politique, mais d'articuler notre argumentation entre la situation sociale et politique que connaissent les travailleurs et cet argument explosif aux multiples facettes, de manière à produire un électrochoc dans leur conscience qui brisera leur résistance à passer à l'action, à tout engagement politique. Il faut bien comprendre que les discours du type le capitalisme c'est pas bien ou c'est pas beau n'a aucune perspective et qu'il faut en tirer les leçons.

Quoi de plus naturel pour des militants ouvriers que de mettre en lumière en permanence les multiples aspects monstrueux du capitalisme et de les relier au combat pour le socialisme. Ah tout le monde en parle, certes, mais certainement pas dans cette perspective !

Tout le monde en parle nous dira-t-on, c'est vite dit. Ils ne parlent pas de tout ou quand ils l'évoquent, c'est entre le fromage et le dessert et ils s'empressent de passer à autre chose, bref, pour se vautrer dans la collaboration de classes quand ils sont de gauche selon la définition frelatée qu'ils en ont ou vanter les mérites du capitalisme quand ils sont de droite, pour ceux qui l'assument.

Il y a de nombreux militants qui considèrent que ce ne serait pas convenable d'adopter un tel axe politique, beaucoup trop brutal, parce qu'ils en sont encore à se soucier des convenances établies par les tenants du régime qui les a fait exploser sans qu'ils s'en aperçoivent, eux n'ont pas ces scrupules et c'est ce qui fait leur force.

En réalité, inconsciemment ils vous ont inculqué un mode de pensée, et comme vous ne parvenez pas à vous en défaire, vous accusez ceux sur lequel il n'a aucune emprise de gauchisme ou d'extrémisme, de révisionnisme ou de populisme, de tout ce qui vous passe par la tête.

Avant on nous avait expliqué qu'il fallait ménager les susceptibilités des uns et des autres ou encore, qu'il ne fallait pas avancer le programme de la révolution socialiste pour ne pas faire fuir les travailleurs, pour attirer vers nous telle ou telle couche de travailleurs (et au-delà des déçus du PS et du PCF, des élus et j'en passe), et vous avez vu à quoi cela a servi, comment cela s'est traduit, à quoi cela nous a mené, tous ces partis ont dégénéré ou ont scissionné, ils sont pour ainsi dire inexistant aujourd'hui et sans perspective de développement, au mieux ils végètent ou versent dans un dogmatisme éculé pour ne pas disparaître.

Mais en pratique, comment devrait se traduire votre théorie, car c'est bien beau ce que vous nous racontez, une partie d'entre nous le sait depuis longtemps ou en est convaincu. Et bien par exemple, en admettant que nous aurions un parti, au lieu de pondre un éditorial sur les élections européennes dont les travailleurs n'ont absolument rien à foutre ou sur la manière dont se dispose tel ou tel appareil de partis pourris jusqu'à la moelle, on se serait saisi des derniers articles que j'ai publiés dans la rubrique *Documents d'actualité* qu'on aurait diffusé massivement en appelant les travailleurs à participer à une réunion publique pour en discuter en rapport avec la situation sociale et politique en France, ce qui nous aurait permis de présenter notre politique et notre parti.

Parmi les travailleurs à qui nous aurions distribué ces tracts, forcément il y en aurait eu qui en auraient pris connaissance ailleurs ou à la source, et qui se seraient demandés quoi en faire sans trouver de réponses. D'autres, qui en auraient découvert le contenu par notre tract, auraient été choqués par ce qu'ils auraient lu et se seraient posés des questions sur sa signification sans trouver

de réponses également. Ce qu'il faut bien comprendre c'est que dans le cas contraire cela signifierait qu'ils en ont tous rien à foutre ou qu'ils se seraient résignés à vivre dans un tel monde, franchement, qui peut croire un instant un truc pareil, c'est ce là que je pars, c'est ce qui est à l'origine de ma théorie, et je crois en cela demeurer fidèle au socialisme, puisque c'est l'un des arguments qui le justifie, ce qu'ignore beaucoup de militants ou ce dont ils se sont écartés, avoir confiance dans les masses à prendre conscience et à réaliser les tâches politiques que le développement du processus historique parvenu au stade de l'impérialisme pourrissant leur assigne, afin que la civilisation humaine continue de progresser au lieu de sombrer dans la barbarie.

Et comme je l'avais indiqué dans plusieurs causeries, nous ne proposerions pas forcément aux travailleurs qui participeraient à cette réunion de rejoindre notre parti, mais de s'associer à son combat politique ou plutôt à un des aspects de son combat politique en participant à une structure plus souple ou chacun en fonction de son niveau de conscience pourrait y trouver sa place, sur la base du principe que le capitalisme doit être éradiqué de la surface de la planète. Principe je précisais, qui devrait être non négociable, mais qui devrait être appliqué avec suffisamment de souplesse de manière à pouvoir donner lieu si nécessaire à des compromis très circonscrits et temporaires avec des représentants du mouvement ouvrier et au-delà, sans qu'aucun lien ne soit jamais établi avec eux, aucune fusion ou intégration possible dans une structure, contrairement à ce qu'on a pu observer dans des partis comme le PT, le POI, le POID ou le NPA par exemple.

- Quel monde merveilleux que voilà !

- Faire table rase de cette société pourrie devrait s'imposer à tous les esprits... Il y a urgence.

[Apprendre à apprendre ou apprendre pour comprendre, et comprendre pour agir ?](#)

Lu dans un article. "L'école doit être avant tout le lieu où l'on apprend à apprendre, pas un lieu où l'on vous bourre le crâne", c'est valable pour les militants qui l'ignorent le plus souvent.

Effectivement, la connaissance ne se transmet pas, elle se cultive, à condition d'avoir les outils adaptés. Cela dit il ne faut pas compter sur l'école ou sur l'université pour faire l'apprentissage du matérialisme dialectique bien qu'il s'y applique également, ou acquérir cette méthode ou ce mode de pensée pour interpréter le monde tel qu'il est ou les hommes tels qu'ils sont. C'est le mode de pensée dominant qu'on vous transmet.

Après l'école, il faut donc commencer par déconstruire tout ce qu'on a appris ou remettre le monde sur ses pieds ou le reconstruire conformément à la réalité. Les militants en général feraient bien d'en faire autant ! J'adore me faire des amis parmi mes lecteurs. Je m'y suis mis à l'âge de 21 ans et j'ignore si j'en verrai le bout un jour, sans doute faudra-t-il que cela s'arrête un jour ou l'autre, tout le monde n'est pas académicien ou immortel ! On se détend un peu.

Avec mémé, ma compagne Selvi, elle n'a beau avoir que 48 ans mais elle est déjà grand-mère depuis 12 ans, je me marre bien aussi. Je lui fais remarquer chaque fois qu'elle fait ou dit un truc, bon, parfois ou souvent c'est une connerie, qu'elle pense après ou pas du tout, elle en convient volontiers, c'est qu'elle a compris parce qu'on traite le truc à chaud, à froid cela devient compliquer, il faut se remettre dans le contexte et elle l'a déjà oublié. Tout cela dans la bonne humeur ou au cours d'une grosse rigolade, c'est un peu comme une enfant.

L'air de rien, j'apprends énormément de choses à son contact ou en l'observant, c'est un formidable laboratoire pour comprendre d'où l'on vient tous, ce qu'on a tendance à oublier avec le temps. Dans ces conditions on ne peut pas avoir la grosse tête ou se prendre trop au sérieux. Si je n'étais pas absolument sincère avec elle, cela ne fonctionnerait pas, je m'en tiens donc strictement aux faits, c'est le seul truc abordable pour elle.

Quand on a déblayé le terrain souvent elle me demande ce que cela signifie et je lui explique, si elle ne me le demande pas, je m'abstiens car cela signifie qu'elle n'est pas prête pour m'écouter et cela ne servirait à rien. C'est comme avec un gosse, il faut éveiller sa curiosité.

Un soir elle m'a demandé si c'était vrai que plusieurs fois l'humanité avec veaux, vaches, cochons avaient disparu de la planète avant de renaître, cette version lui semblait étrange ou ne l'avait pas vraiment convaincue, je lui ai répondu que c'était faux, ce qui l'a satisfaite. Je vous passe les détails. Elle m'a demandé de regarder à l'écran de l'ordinateur à quoi ressemblaient nos très lointains ancêtres en me posant un tas de questions pour en arriver à la formation de l'univers. Mes connaissances datant un peu, je me suis connecté à plusieurs portails pour lui fournir ensuite les renseignements les plus précis.

C'était intéressant parce qu'elle est hindoue pratiquante. J'ai observé attentivement sa réaction, j'avais les yeux rivés sur les siens pendant que je débitais ma science, qui en fait n'est pas la mienne, et je me suis aperçu que visiblement cela la passionnait, sans lui avouer je voulais voir si cela aurait une incidence par la suite sur ses croyances et je n'ai pas été déçu : Aucune ! Cela a confirmé ce que je pensais, car cela ne se rattachait à aucune expérience qu'elle avait vécue dans le passé, donc il n'y avait aucune raison pour qu'elle change de comportement, comme quoi quand je parle de la nécessité d'élever le niveau de conscience des masses (pour renverser le régime en place), j'ai à l'esprit que cela doit impérativement se traduire en pratique par la suite sous peine d'avoir été inutile, et encore, faut-il en tirer un enseignement ou relier ces différentes expériences qui se

situent sur un plan subjectif ou objectif de manière à ancrer profondément cette connaissance ou se forger une solide conviction.

Pendant que j'écrivais elle est venue dans le bureau et je lui en ai parlé, à part du gaz en fusion qui s'était ensuite refroidi à partir de 15 ou 13,5 milliards d'années environ, on n'avait rien trouvé d'autres dans l'univers. Pas un homme, pas une femme me demanda-t-elle. Non, rien de semblable, cela l'a scotchée, elle a tourné les talons et elle est partie sans dire un mot, dans trois jours aura lieu la Sarajwati puja, une des plus grandes fêtes hindoue de l'année, avant je n'avais pas ajouté un mot non plus, hormis que c'était les hommes qui autrefois avaient inventé les dieux parce qu'ils ignoraient de quoi était fait l'univers, et que je comprenais que les croyants en proie à de nombreuses difficultés telle la pauvreté, priaient en espérant que cela servirait à améliorer leur sort, mais qu'en réalité les choses se passaient autrement, qu'en travaillant ou en se battant contre la pauvreté ou cette société injuste, c'était le seul moyen d'améliorer leur condition, de la faire reculer ou de la vaincre, et qu'il n'y avait pas de miracles à attendre.

Pour la petite histoire, le lendemain lors du déjeuner, je lui ai expliqué de quoi était composé l'univers, tout ce qui existe et a existé, de la matière chimique et rien de plus, qui combinée ou selon son environnement a pris la consistance de gaz, de matières liquides ou solides... J'ai ajouté que ceux qui avaient eu la chance d'aller à l'école contrairement à elle, l'avaient peut-être appris un jour pour s'empreser de l'oublier aussi vite... A suivre.

[Quand la soi-disant gauche est chassée du pouvoir, c'est la faute au capitalisme ou à la réaction, et non d'avoir refusé de se tourner résolument vers les masses et de rompre avec le capitalisme.](#)

Ils ont détenu le pouvoir dans pratiquement toute l'Amérique latine et centrale, et qu'est-ce qu'ils en ont fait ? C'est le constat et la question qu'on doit avoir à l'esprit avant d'aborder cet article pour comprendre ce qui s'est réellement passé. Il n'y a pas de fatalité contrairement à ce qu'affirment les dirigeants de cette prétendue gauche, il n'y a que la faillite de leur idéologie étrangère au socialisme.

Si on suivait jusqu'au bout le raisonnement de Correa, on arriverait à la conclusion que la Commune et la révolution russe de 1917 ont été des accidents de l'histoire, des erreurs ou elles n'auraient jamais dû avoir lieu, et comme les Fronts populaires n'ont jamais permis aux masses d'accéder au pouvoir ou de changer de régime, par conséquent il faudrait qu'elles abandonnent cet objectif et qu'elles l'imitent, c'est à dire qu'elles se résignent à laisser des représentants des capitalistes gouverner à leur place et décider de leur sort.

Ni Chavez, ni Morales, ni Correa, ni Blum, ni Allende, ni Mitterrand n'étaient parvenus au pouvoir au cours d'un processus révolutionnaire, bien au contraire, ils ont tout fait pour qu'il ne parvienne jamais à maturité, ils se sont employés à en étouffer les prémisses, à les détourner pour que les masses ne rompent pas avec le capitalisme et ses institutions. Ils sont parvenus au pouvoir au cours d'un processus législatif dans le cadre des institutions réactionnaires en place qu'ils ont conservées en grande partie par la suite.

A entendre Correa, la hausse ou la baisse brutale des prix des matières premières dont le pétrole serait davantage due à "un retournement du cycle économique" ou à "un contexte économique international défavorable" (Ou à la crise du capitalisme), plutôt que le produit de décisions politiques sciemment prises à cet effet. A aucun moment il ne se demandera si ce n'était pas la conséquence de manipulations de l'oligarchie financière anglo-saxonne parvenue à concentrer des richesses supérieures au PIB de l'ensemble des pays de l'Amérique latine, de sorte qu'avec quelques dizaines de milliards de dollars, des centaines au total, elle n'était pas en mesure de déstabiliser, de paralyser, de faire chuter n'importe quelle économie à des fins politiques. Le Pentagone et la CIA ainsi que l'ensemble des officines qui leur servent de sous-traitants disposant de centaines de milliards de dollars n'avaient pas non plus les moyens de financer des organisations, des partis, des médias, des réseaux numériques qui oeuvreraient aux mêmes fins politiques. Correa est naïf ou idiot, c'est à se demander. Vous voyez comme c'est facile de le faire croire !

Toujours est-il que cela confirme que pour vaincre la réaction au cours d'une révolution prolétarienne et socialiste, la désarmer, la neutraliser, lui ôter tout pouvoir de nuisance, il faudra impérativement exproprier les capitalistes, les museler, les mater, les réprimer si nécessaire, sous peine qu'ils organisent la contre-révolution et nous infligent une défaite sanglante en se servant de leur pouvoir financier et de leurs médias pour retourner les masses... L'expérience de Correa et ses semblables suffit à prouver qu'il n'existe pas d'autre alternative que la révolution pour s'emparer du pouvoir et le conserver, ce qui légitime à la fois la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire et les enseignements de la révolution russe de 1917.

- Gouverner sous les bombes... médiatiques par Rafael Cerrea - Investig'Action 11.10.2018

Ce que nous raconte l'ex-président de l'Equateur, c'est l'histoire de la faillite programmée de la gauche réformiste, la gauche qui refuse de rompre avec le capitalisme, et qui au lieu d'adopter le socialisme verse dans la collaboration de classes, ce qui fait penser aux Fronts populaires des années 30 en France et en Espagne, dans les années 70 au Chili, qui tous se sont soldés par le retour de la réaction au pouvoir ou l'établissement d'une féroce dictature. C'est également le programme de LFI en France de nos jours, comme ce fut celui de Mitterrand quelques décennies plus tôt.

Monsieur Correa ne comprend pas pourquoi après avoir distribué des miettes à la classe ouvrière, elle s'est montrée ingrate envers

lui en exigeant davantage et face à son refus elle lui a tourné le dos. Il semble ne pas comprendre non plus pourquoi les masses ont tant de besoins en souffrance, et pourquoi elles exigent que l'ensemble de leurs aspirations soient satisfaites sans attendre.

En réalité il sait que pour les satisfaire il devrait aller beaucoup plus loin ou s'attaquer aux fondements du capitalisme, alors que cela ne fait pas partie de ses objectifs, dévoilant au passage qu'il n'était rien d'autre qu'un agent du capitalisme et en aucun cas un représentant des exploités et des opprimés, du socialisme.

C'est ce qui caractérise cette gauche sud-américaine qui en réalité est de droite, puisqu'elle est opposée à un changement de régime, elle préfère encore se saborder ainsi que les illusions qu'elle a pu faire naître dans la tête de millions de travailleurs, d'ailleurs vous lirez plus loin que Correa le dit lui-même. Elle ne peut donc pas constituer un modèle politique pour le mouvement ouvrier et son avant-garde, désolé.

Cette soi-disant gauche s'arrête aux portes de la démocratie, préférant encore que la réaction la cadennasse plutôt que s'en remettre aux masses pour l'imposer. Voilà pour ce qu'il en est de ces fameux progressistes ou démocrates qui servent de modèles à la confrérie des opportunistes. Après avoir été de loyaux serviteurs du régime en place, leur servilité est récompensée en les poursuivant en justice ou en les jetant en prison, et ils échappent encore au pire, pas tous, sans que personne ne bronche pour les défendre ou presque. Sans aller jusqu'à dire qu'ils ont ce qu'ils méritaient, ils récoltent le fruit amer de leur imposture, et ils perdent le peu de dignité qu'il leur restait en étalant leurs états de service dans l'indifférence générale, il n'y a plus qu'à les exécuter ou les bannir pour qu'ils disparaissent ou se taisent définitivement. C'est cruel parce qu'ils ne parviennent même plus à soulager leur bonne conscience qui leur est devenue inutile.

Rafael Cerrea - À la suite de la longue nuit néolibérale des années 1990, et à partir de l'élection d'Hugo Chávez au Venezuela en 1998, les bastions de la droite latino-américaine se sont effondrés comme des châteaux de cartes. À l'apogée du phénomène, en 2009, huit des dix principaux pays d'Amérique du Sud étaient gouvernés par la gauche. Sans parler du Salvador, du Nicaragua, du Honduras, de la République dominicaine ou du Guatemala. Dans ce dernier pays, comme au Paraguay, c'était la première fois que les progressistes parvenaient au pouvoir.

Les premières années du XXI^e siècle ont été marquées par de grandes avancées économiques, sociales et politiques, dans un contexte de souveraineté, de dignité et d'autonomie géopolitique. Ces réussites furent facilitées par la hausse du prix des matières premières, mais encore fallait-il que ces richesses soient investies dans le « bien-vivre » de nos peuples (lire le reportage de Loïc Ramirez, « Difficile construction de la santé publique en Équateur ») (1). C'est ce qui fut fait.

L'Amérique n'a donc pas connu une époque de changement, mais un changement d'époque. Pour les pouvoirs d'hier et pour les États hégémoniques, il devenait urgent d'en finir avec des dynamiques qui annonçaient la seconde étape : celle de l'indépendance régionale.

("Une époque de changement, mais un changement d'époque", traduire par aucun changement de régime ou au niveau des rapports sociaux, ils ont tous conservé le capitalisme, et à l'arrivée il a eu leur peau, c'était écrit d'avance. - LVOG)

Si l'on exclut le coup d'État (raté) contre Chávez en 2002, les tentatives de déstabilisation débutent à la fin des années 2000 : Bolivie (2008), Honduras (2009), Équateur (2010) et Paraguay (2012) (2). À partir de 2014, ces efforts désarticulés profitent d'un retournement du cycle économique pour opérer une restauration conservatrice en bénéficiant d'un soutien international, de financements étrangers, etc. La réaction ne connaît ni limites ni scrupules : elle prend aujourd'hui la forme d'un étouffement économique du Venezuela, d'un coup d'État parlementaire au Brésil ou d'une judiciarisation de la politique, avec les menaces contre les anciens présidents Luiz Inácio Lula da Silva (Brésil) et Cristina Fernández de Kirchner (Argentine), mais également contre le vice-président Jorge Glas en Équateur (3). De sorte qu'il ne reste plus que trois gouvernements progressistes en Amérique du Sud : au Venezuela, en Bolivie et en Uruguay.

La stratégie réactionnaire repose sur deux arguments : le modèle économique de la gauche aurait échoué ; les gouvernements progressistes auraient démontré leur absence de moralité.

(La réaction a raison d'affirmer que "le modèle économique de la gauche" ne pouvait qu'échouer en demeurant entièrement dépendant du capitalisme et ses aléas. La responsabilité repose entièrement sur vous et les chefs d'État de l'Amérique latine et centrale, car avec "huit des dix principaux pays d'Amérique du Sud étaient gouvernés par la gauche. Sans parler du Salvador, du Nicaragua, du Honduras, de la République dominicaine ou du Guatemala." vous ne pouviez pas dire que vous étiez isolés, que vous manquiez de soutiens extérieurs, que vous étiez étranlés économiquement et politiquement, non, délibérément au lieu de vous tourner ensemble vers le socialisme, de réaliser la Fédération des États socialistes d'Amérique latine et centrale ou les États-Unis socialistes d'Amérique latine et centrale, vous avez décidé de continuer à gérer la société pour le compte des capitalistes. Votre faillite est avant tout idéologique pour avoir refusé de vous tourner résolument vers les masses exploitées, de s'appuyer sur elles pour affronter et briser le capitalisme... - LVOG)

Depuis fin 2014, la région dans son ensemble subit le contrecoup d'un contexte économique international défavorable. Alors qu'elle connaît une récession, les difficultés spécifiques du Brésil ou du Venezuela viendraient, nous dit-on, illustrer l'échec

du socialisme.

Mais l'Uruguay, gouverné à gauche, n'est-il pas le pays le plus développé au sud du Rio Bravo ? Et la Bolivie n'affiche-t-elle pas les meilleurs indicateurs macroéconomiques de la planète ?

L'Équateur, de son côté, a affronté ce que nous avons appelé « la tempête parfaite » : la chute de nos exportations aggravée par une forte appréciation du dollar, monnaie que nous utilisons depuis 2000. Les chocs externes qui nous ont bousculés en 2015-2016 n'ont pas de précédent dans l'histoire contemporaine de notre pays. Pour la première fois en trente ans, nous avons connu une chute des exportations deux années de suite, soit une perte équivalant à 10% de notre production annuelle. En 2016, la valeur de nos exportations atteignait tout juste 64% du montant enregistré deux ans plus tôt. Au premier trimestre de la même année, le prix du baril de pétrole équatorien enfonçait le plancher des 20 dollars, un chiffre qui ne permet pas de couvrir les coûts de production.

Dans le même temps, le dollar passait de 0,734 à 0,948 euro entre janvier 2014 et décembre 2016, un bond de 30% alors que la monnaie de nos voisins colombiens se dépréciait de plus de 70%, ce qui rendait leurs exportations plus compétitives. Une première : le flux d'argent s'est inversé entre l'État et les sociétés pétrolières publiques ; le gouvernement a dû verser près de 1,6 milliard de dollars à ces entreprises pour les sauver de la banqueroute... Sans compter les litiges perdus devant des tribunaux d'arbitrage iniques qui nous ont contraints à verser plus de 1% du produit intérieur brut (PIB) aux sociétés Oxy et Chevron (4).

Pour couronner le tout, la zone côtière a connu le 16 avril 2016 un tremblement de terre de magnitude 7,8, qui a fait des centaines de victimes. La catastrophe et ses quatre mille répliques ont provoqué un plongeon de 0,7% de la croissance et engendré des pertes équivalentes à 3% du PIB. Raisons pour lesquelles nous sommes passés d'une croissance vigoureuse de 4% en 2014 à tout juste 0,2% en 2015 et à un recul de 1,5% en 2016. Mais, en dépit de difficultés aussi sévères et de l'absence de monnaie nationale, nous avons surmonté la récession en un temps record, et à un coût réduit : pas d'accroissement de la pauvreté, pas d'augmentation des inégalités. Une prouesse inédite en Amérique latine.

En Équateur, les politiques hétérodoxes ont ainsi démontré leur efficacité, tant en période d'expansion que pendant les récessions.

Entre 2007 et 2017, l'économie du pays a plus que doublé, grâce à une croissance supérieure à celle de la région. Le pays a connu la plus importante augmentation des revenus des plus démunis, dont deux millions sont sortis de la pauvreté.

Le prétexte de la corruption

Mais ces analyses économiques comptent peu pour la population. Les gens perçoivent surtout que, ces dernières années, leurs affaires tournent moins bien, leurs enfants ont plus de mal à trouver du travail et leurs revenus ne s'accroissent plus aussi vite. Un sentiment dont profite une presse qui préfère la manipulation à l'information. Une partie des médias présentent cette récession continentale comme le résultat de nos options politiques, et non comme un phénomène lié aux structures mêmes de notre économie. D'autres suggèrent au contraire que nous aurions pu procéder à des transformations plus profondes : que nous n'y soyons pas parvenus signifierait notre échec. Alors qu'ils reprochaient aux gouvernements de droite de n'avoir rien fait, ils nous fustigent pour n'avoir pas tout fait.

"Un phénomène lié aux structures mêmes de notre économie" que vous avez conservé ancrée au dollar, les bases de votre économie sont demeurées les mêmes, donc ce qui devait arriver arriva, cela vous surprend, nous, non, nous l'avions prévu quitte à nous faire de nombreux adversaires dans notre propre camp, nous l'assumons contrairement à ceux qui refusent d'admettre que les faits leur ont donné tort et nous ont donné raison, c'est ainsi.

"D'autres suggèrent au contraire que nous aurions pu procéder à des transformations plus profondes", assurément, mais pas dans le sens où vous l'entendez, celui suggéré par la réaction, dans le sens du socialisme dans lequel vous avez refusé d'avancer.

Ce que nous raconte ensuite monsieur Correa on le connaît par coeur ainsi que son dénouement, c'est ce qui arriva de Blum à Allende. Ils n'ont pas désarmé la réaction, et ensuite ils se plaignent qu'ensuite elle ait retourné les armes dont elle disposait toujours contre eux. Quelle preuve d'inconscience, d'inconsistance ou d'infantilisme ! - LVOG)

Le second axe de la critique des gouvernements progressistes s'organise sur le plan moral. Le thème de la corruption fournit un outil efficace pour fragiliser les processus nationaux-populaires. On pense évidemment au Brésil (5), mais un phénomène similaire s'observe dorénavant en Équateur.

Tout commence par une accusation plus spectaculaire que fondée. Puis vient le bombardement médiatique, qui prive la victime choisie de ses soutiens politiques. La culpabilité présumée du dirigeant poursuivi passe alors au second plan pour les juges, otages consentants de la pression de la droite et des médias : il ne s'agit plus pour eux de condamner sur la base des preuves qu'ils auraient identifiées, mais d'identifier des preuves de façon à pouvoir condamner.

Qui peut se dire opposé à la lutte contre la corruption ? Ce combat a été l'une de nos premières victoires en Équateur : au cours des dix dernières années, nous avons éradiqué la corruption institutionnalisée dont nous avons hérité. Mais, pour la droite, la « lutte contre la corruption » représente surtout les habits neufs d'une même préoccupation : qu'il s'agisse du combat contre le narcotrafic dans les années 1990 ou de la guerre contre le communisme dans les années 1970, il s'agit toujours d'organiser l'offensive politique.

On nous parle de manque de contrôles, de permissivité, de corruption systématique. Mais quels contrôles autorisent les comptes secrets sis dans des paradis fiscaux, par exemple ? En Équateur, les contrôles sont désormais si pointus qu'il faut déclarer l'origine de tout dépôt supérieur à 10 000 dollars. Une obligation que les paradis fiscaux, eux, n'imposent pas... L'Équateur est le premier pays à avoir instauré une loi interdisant aux fonctionnaires et aux élus toute interaction privée avec des paradis fiscaux.

Pour la presse, aucun doute : la corruption naît au cœur de l'État, du système public. Mais, dans les faits, elle provient en grande mesure du secteur privé, comme le prouvent le scandale Odebrecht (6) et cette anecdote : récemment encore, les entreprises allemandes pouvaient déduire de leurs versements illicites à destination de notre pays.

Sans doute la gauche subit-elle également le contrecoup paradoxal de ses réussites. Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal) des Nations unies, près de 94 millions de personnes sont sorties de la pauvreté pour rejoindre la classe moyenne au cours de la dernière décennie, en grande partie grâce aux politiques des gouvernements de gauche.

Mais, parmi les 37,5 millions de personnes que le Parti des travailleurs (PT) brésilien a tirées du besoin, peu se sont mobilisées pour soutenir la présidente Dilma Rousseff lorsqu'elle a été menacée de destitution. On peut connaître une prospérité objective et demeurer dans un état de pauvreté subjective : en dépit des améliorations de son niveau de vie, on continue alors à se sentir pauvre, non pas par rapport à ce dont on dispose (ou par rapport à ce dont on disposait hier), mais par rapport à ce à quoi on aspire.

(Tiens, monsieur Correa légitime ma théorie à sa manière. Serais-je dans le vrai ou aurais-je vu juste ?

Même le mode de vie supérieure dont bénéficient les couches moyennes et supérieures du prolétariat des grandes puissances, les classes moyennes, est une misère ou demeure très éloigné de ce que serait en droit d'attendre l'ensemble des exploités en terme de bien-être ou d'épanouissement individuel dans une société démocratique au XXI^e siècle, tant les sacrifices qui leur sont imposés en échange sont nombreux, pour finalement ne pas disposer librement de leur destin ou demeurer sous le joug d'un régime d'exploitation et d'oppression qui ne leur permet pas de décider de l'orientation de la société. Donc monsieur Correa vous étiez très loin du compte, je ne parle pas de votre situation personnelle puisque vous vivez confortablement en Grande-Bretagne sans avoir à travailler. - LVOG)

Bien souvent, les exigences de la nouvelle classe moyenne ne s'avèrent pas seulement distinctes de celles des plus pauvres : elles en sont parfois antagoniques, alimentées par le chant des sirènes de la droite, des médias et d'un style de vie imaginé à New York.

La gauche a toujours lutté à contre-courant, en tout cas dans le monde occidental. Lutterait-elle en fait contre la nature humaine ?

Le problème se complique encore si l'on prend en compte les efforts de la droite visant à forger une culture hégémonique — au sens gramscien —, de sorte que les désirs de la majorité servent les intérêts de l'élite. Un exemple, dramatique : le rejet de la loi sur les successions que nous avons tenté d'instaurer en Équateur. Alors que seuls trois Équatoriens sur mille perçoivent un héritage et que le nouvel impôt ne portait que sur les montants les plus importants (moins de 0,5% des successions, ou 172 personnes par an, sur une population de 16 millions), de nombreux pauvres et une grande partie de la classe moyenne, manipulés par les médias, ont manifesté contre un dispositif dont ils auraient pourtant tiré avantage.

De puissants ennemis

Nos démocraties devraient être rebaptisées « démocraties médiatisées ». La presse joue parfois un rôle plus important que les partis politiques lors des processus électoraux : convertie en principale force d'opposition lorsque la gauche gouverne, elle incarne le pouvoir des conservateurs et du secteur privé. Elle a transformé l'État de droit en État d'opinion.

(Mais qui leur a laissé cet extraordinaire pouvoir de nuisance, de conditionnement des masses, vous et vos semblables. - LVOG)

La gauche se heurte également à l'épuisement lié à l'exercice du pouvoir, même lorsque son passage aux affaires a été couronné de succès. Car nul ne peut gouverner en satisfaisant tout le monde. Encore moins lorsque la dette sociale est aussi grande qu'en Équateur. Avoir redonné la parole aux plus humbles, des chances aux pauvres, des droits aux travailleurs, de la dignité aux paysans, avoir arraché leur pouvoir aux banques, aux médias et aux vieux partis nous a valu de puissants ennemis, qui nous ont accusés de « polariser » le pays. Ils oublient que parvenir à la moitié de ce que nous avons réalisé aurait provoqué une

guerre civile il y a quelques décennies.

("Des chances aux pauvres" nous fait penser à la roulette ou au tirage au sort : Attention, il n'y en aura pas pour tout le monde, tenter votre chance un vendredi 13 et malheur aux perdants ! En fait, il n'a pas retiré le pouvoir aux banques et aux médias, ni aux multinationales, il va encore le prouver lui-même plus loin. - LVOG)

La gauche qui se contente de représenter une petite minorité des suffrages ignore ce que gouverner implique : répondre aux tempêtes économiques, subir les trahisons de ceux qui succombent à la tentation du pouvoir ou de l'argent, etc. Nul doute qu'un révolutionnaire n'a pas le droit de perdre la bataille morale. Un gouvernement honnête n'est cependant pas celui qui ne connaît aucun cas de corruption, mais celui qui les sanctionne. Une partie des militants souffre de ne pas percevoir cette différence et se laisse emporter par une démoralisation qui satisfait nos adversaires. Il faut toujours faire preuve d'autocritique. Mais nous devons aussi avoir confiance en nous. Les gouvernements progressistes subissent les attaques constantes des élites et des médias, qui s'emparent de la moindre de leurs erreurs pour les faire douter. Pour cette raison, le principal « défi stratégique » de la gauche latino-américaine consiste peut-être à se souvenir que les contradictions et les erreurs font partie des processus politiques : elles ne doivent pas suffire à nous faire baisser les bras.

(Des "contradictions", des "erreurs", vous vous ménagez dites donc, vous ne manquez pas de toupet pour caractériser un choix idéologique. - LVOG)

Rafael Correa

Président de la République de l'Équateur de 2007 à 2017. (Source: Le Monde diplomatique)

Notes:

(1) Dans le domaine de la santé, par exemple, les dépenses de l'État équatorien sont passées de 0,6% du produit intérieur brut (PIB) en 2000 à 7,5% en 2013. (Toutes les notes sont de la rédaction.)

(2) Lire Maurice Lemoine, « En Amérique latine, l'ère des coups d'État en douce », Le Monde diplomatique, août 2014.

(3) Vice-président de M. Rafael Correa à partir de 2013, M. Jorge Glas a occupé les mêmes fonctions sous la présidence de M. Lenín Moreno, élu en avril 2017 avec le soutien du chef de l'État sortant. Il a été arrêté le 2 octobre 2017 dans le cadre d'une enquête liée au scandale de corruption impliquant la société brésilienne Odebrecht. Les partisans de M. Correa y voient une illustration du conflit opposant l'ancien président à son successeur, le premier reprochant au second de rompre avec son héritage.

(4) Lire Hernando Calvo Ospina, « Chevron, pollueur mais pas payeur en Équateur », Le Monde diplomatique, mars 2014.

(5) Lire Laurent Delcourt, « Printemps trompeur au Brésil », Le Monde diplomatique, mai 2016.

(6) Lire Anne Vigna, « Au Brésil, les ramifications du scandale Odebrecht », Le Monde diplomatique, septembre 2017.

Et à la sauce Mélenchonaise cela quoi ? Devinez.

AFP - M. Mélenchon présentait en conférence de presse le "contre-budget" élaboré par les députés LFI avec des économistes, avant le coup d'envoi des débats sur le projet de loi de finances à l'Assemblée. Il s'agit d'un "document d'urgence" : "c'est ce que l'on ferait en cas de dissolution" et "nous sommes prêts", a affirmé le député des Bouches-du-Rhône.

Il comprend "un principe de réparation", avec des crédits augmentés jusqu'au niveau antérieur au mandat d'Emmanuel Macron, et "la question de l'écologie est au premier plan", a expliqué le député Eric Coquerel.

Ce "budget d'urgence", également tourné vers "la réduction des inégalités", prévoit de porter à 14 le nombre de tranches d'impôt sur le revenu, la suppression de niches fiscales et une taxation accrue du capital. AFP 15 octobre 2018

L'oligarchie en tremble déjà, sordides charlatans !

[Crise politique planétaire ou en famille.](#)

- Suède : les conservateurs échouent à former un gouvernement - Liberation.fr

- Portugal: Remaniement après la démission du ministre de la Défense - Reuters

- La coalition de Merkel meurtrie après l'échec électoral bavarois - AFP 15 octobre 2018

Les alliés au gouvernement d'Angela Merkel doivent tirer lundi de premières leçons après leur échec aux élections régionales en Bavière, qui fragilise encore un peu l'instable coalition de la chancelière allemande.

Les instances dirigeantes des chrétiens-démocrates (CDU) d'Angela Merkel se retrouvent dès lundi matin à Berlin tout comme les sociaux-démocrates du SPD.

Les conservateurs vont se pencher sur le camouflet historique qu'a essuyé dimanche la CSU bavaroise, le parti "frère" de la CDU, qui se réunit aussi lundi, après avoir perdu avec 37% des suffrages sa majorité absolue au parlement régional et 10 points par rapport à 2013.

Le SPD a lui reçu une véritable gifle, perdant près de la moitié de ses électeurs pour se retrouver à 9,5%.

- Balayer le gouvernement -

Sept mois après avoir été formée dans la douleur, et après deux crises internes cet été, la grande coalition CDU/CSU-SPD de la chancelière semble au pied du mur.

"L'épicentre de ce séisme politique est en Bavière, mais il peut provoquer un tsunami qui balayera le gouvernement fédéral", assène le magazine de référence Der Spiegel sur son site internet.

Il s'agit pour les intéressés d'enfin résoudre le conflit opposant le chef de la CSU et ministre allemand de l'Intérieur, Horst Seehofer, au SPD et à Mme Merkel.

Car c'est lui qui a provoqué durant l'été 2018 deux crises gouvernementales afin de pousser des thèmes chers à l'extrême droite et regagner les électeurs charmés par l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) en raison de l'accueil décidé en 2015 par Mme Merkel de plus d'un million de demandeurs d'asile.

Mais au final les gagnants du scrutin bavarois sont les Verts, 2e avec près de 18%, et l'AfD qui fait son entrée dans son 15e parlement régional sur 16 avec 10,6% des voix.

Le baromètre national publié dimanche par le quotidien Bild crédite le couple CDU/CSU d'un piètre 26%, quand le SPD végète à 17%, au même niveau que des Verts et juste devant l'extrême droite (15%). AFP 15 octobre 2018

La protégée de l'AFP "meurtrie"...

En famille. Jaurès, Guesde, Blum "naturellement"... social-impérialistes.

- Marc Vuillemot quitte le PS "plus à même" de rassembler "toutes les sensibilités de la gauche" - franceinfo 14.10

Marc Vuillemot assure demeurer "naturellement socialiste, au sens que donnait à ce terme l'Internationale ouvrière des Jaurès, Guesde et autres Blum". franceinfo 14.10

On n'en doute pas ! Il a oublié Mitterrand, non, ça c'est pour Mélenchon !

... la preuve :

- Faure (PS) plaide pour que l'Aquarius obtienne un pavillon français - AFP 15.10

Le premier secrétaire du PS Olivier Faure a plaidé lundi pour que l'Aquarius, navire privé d'immatriculation, obtienne un pavillon français, "pour que ce bateau puisse continuer à sauver des vies".

A Marseille, le leader de la France Insoumise Jean-Luc Mélenchon avait lui aussi affirmé le 6 octobre que "l'Aquarius (devait) avoir un pavillon et un pavillon français". AFP 15.10

Ces gens-là ont tous un pavillon ou une résidence secondaire, non ?

"Pour que ce bateau puisse continuer à sauver des vies", quelle touchante intention, surtout quand on sait que le PS a soutenu toutes les guerres impérialistes des dernières décennies pour ne pas remonter plus loin, leur humanisme est bien la politesse des salauds, il n'y a pas de doute !

[Dans la rubrique Leur humanisme est la politesse des salauds... Demandez l'ONU.](#)

- Hongrie : les Sans-abri bannis des rues - euronews 15 octobre 2018

Une loi interdisant aux personnes sans domicile fixe (SDF) de dormir dans les espaces publics en Hongrie, promulguée par le gouvernement du Premier ministre hongrois Viktor Orban, entre en vigueur ce lundi.

Un amendement constitutionnel approuvé par le parlement hongrois le 20 juin interdit la "résidence habituelle dans un espace public". Cet amendement durcit une loi de 2013 qui en fait un délit passible d'une amende.

La police est à présent habilitée à faire partir les sans-abri et à démanteler cabanes et abris de fortune.

La loi sert "les intérêts de la société dans son ensemble", a affirmé jeudi Attila Fulop, secrétaire d'Etat aux Affaires sociales. Son objectif est de s'assurer que "les sans-abri ne se trouvent pas dans les rues la nuit et que les citoyens peuvent circuler dans l'espace public sans entraves", a-t-il déclaré à la presse.

Manque de place dans les centres d'hébergements

Les centres d'hébergement d'urgence gérés par l'Etat offrent un nombre de places estimé à 11.000 mais selon des experts, on compte au moins 20.000 sans-abri dans le pays.

"Nous ne savons toujours pas ce qui est prévu pour les animaux, comme les chiens des sans-abri " assure Vera Kovacs membre de l'association "Logement d'abord". "Nous ne savons pas non plus ce qui se passera s'il n'y a pas de place dans les centres d'hébergement. Où iront-ils alors? "

Le gouvernement affirme augmenter les fonds consacrés aux sans abri, mais des organisations internationales et associations de défense des droits de l'homme ont critiqué la nouvelle loi.

Ce dimanche, une manifestation était organisée devant le Parlement Hongrois.

Une mesure "cruelle" selon l'ONU

En juin, la rapporteuse de l'ONU sur le logement Leilani Farha l'a jugée "cruelle et incompatible avec la loi internationale relative aux droits de l'homme". euronews 15 octobre 2018

Cette loi est inique comme toutes celles du même genre qui existent dans un grand nombre de pays où la mendicité a été criminalisée, aux Etats-Unis par exemple. Si on retenait leurs critères, c'est l'existence de l'ONU qui devrait être reconnue comme "cruelle et incompatible avec la loi internationale relative aux droits de l'homme".

[FO ce qu'il faut : Tout faux !](#)

- FO : Pavageau sur un siège éjectable - Libération 15 octobre 2018

Cette semaine pourrait bien être décisive pour l'avenir de Pascal Pavageau à la tête de Force ouvrière (FO). Elu secrétaire général du syndicat le 27 avril, il est déjà poussé vers la sortie après une affaire de fichage qui fait désordre. Le Canard enchaîné a révélé la semaine dernière l'existence d'un fichier interne répertoriant 126 cadres du syndicat et rédigé par des proches de Pavageau au moment où celui-ci faisait campagne pour prendre la direction de FO. A côté des noms de certains fichés figureraient des commentaires douteux : «ordure», «collabo», «mauvais», «niais», «complètement dingue», «trop intelligent pour entrer au bureau confédéral» ou encore «détourne de l'argent»... La vie amoureuse ainsi que l'orientation sexuelle ou les opinions politiques des dirigeants des unions départementales et des fédérations y seraient aussi mentionnées.

Pavageau n'a pas nié l'existence de ce fichier : «Pour moi, c'était un mémo, de l'ordre de la prise de notes, mais je n'avais jamais vu ni avalisé le résultat, qui est truffé d'âneries, de raccourcis.» Pour autant, la faute ne serait pas sienne, mais celle d'une de ses deux collaboratrices proches pour lesquelles il aurait prononcé quelques jours de mise à pied.

Sa réaction rapide n'a pas suffi à calmer les cadres de l'organisation. Vendredi, sur France Inter, Frédéric Homez, secrétaire

général de la puissante fédération de la métallurgie de FO, a assuré : «Il doit rendre des comptes. La meilleure solution, c'est qu'il prenne de lui-même la décision de démissionner.» Un discours tenu aussi en interne, peu avant le début de la traditionnelle réunion hebdomadaire du bureau confédéral qui devait se tenir lundi. La plupart des cadres joints par Libération reconnaissent attendre de voir «comment la situation [allait] évoluer» mais ils souhaitent aussi que Pavageau prenne ses responsabilités.

Une autre réunion, cruciale et plus élargie, de la commission exécutive confédérale de FO, qui réunit 35 membres, doit se tenir ce mercredi. Elle pourrait sceller le sort de Pavageau. Reportée par le secrétaire général au 29 octobre, selon les Echos, elle pourrait tout de même se tenir «sans Pavageau s'il le faut», selon une autre source FO interrogée par l'AFP. «La grande majorité des membres va demander sa démission», assure-t-elle, «probablement dès mercredi». Des proches ont indiqué que Pavageau était actuellement en «arrêt maladie»... Mais lundi, les patrons des fédérations de la métallurgie et de l'enseignement se sont fendus d'une déclaration commune pour exiger le maintien de la réunion de mercredi. Libération 15 octobre 2018

Mais c'est pire que les fichiers de la police ou des renseignements généraux ou de Facebook...

A suivre...

A part cela personne ne sait réellement ce qui se passe dans les syndicats, ils partagent les mêmes pratiques que le patronat, les ministères ou l'armée, secret défense oblige... de l'appareil. Tu parles de syndicats ouvriers, quelle honte de faire croire qu'ils seraient indépendants ou qu'il y aurait quelque chose à en attendre dans l'état où ils sont. Et dire qu'il y en a qui ne l'ont pas encore compris.

C'est la même chose avec les partis ouvriers, ils pratiquent le huis clos. Et après cela ils s'étonnent de ne pas inspirer confiance aux travailleurs, ils osent tout eux aussi. Si nous disposions d'un parti ouvrier digne de ce nom, nous publierions sur Internet l'intégralité des textes circulant en interne pour que les travailleurs ou les autres militants se fassent leur propre idée sur sa politique, son fonctionnement, et puissent juger s'ils sont sérieux ou non pour éventuellement le rejoindre. Pour le moment, c'est du domaine de l'utopie !

Ils osent tout

- Les Pays-Bas sont en "guerre informatique" avec la Russie, dit la ministre de la Défense - AFP 14.10

La ministre néerlandaise de la Défense Ank Bijleveld a estimé dimanche que les Pays-Bas se trouvent en "guerre informatique" avec la Russie après avoir déjoué une cyberattaque russe en avril, rapporte la radio-télévision néerlandaise NPO. AFP 14.10

- Affaire Khashoggi: Ryad ripostera à toute sanction économique - Reuters 14.10

L'Arabie saoudite a prévenu dimanche qu'elle riposterait à toute sanction économique qui pourrait lui être infligée dans le cadre de l'affaire de la disparition du journaliste dissident Jamal Khashoggi, rapporte l'agence officielle SPA en citant un responsable saoudien. Reuters 14.10

- Cisjordanie: feu vert à la construction de 31 logements pour colons à Hébron - AFP 14.10

Le gouvernement israélien a donné dimanche son accord à la construction de 31 logements pour des colons juifs à Hébron, une première depuis 2002 dans cette ville de Cisjordanie occupée où des centaines de colons sont installés au milieu de la population palestinienne. AFP 14.10

- La trêve tient toujours à Idlib - Liberation.fr 15.10

Le cessez-le-feu dans la province syrienne d'Idlib, la seule à être encore contrôlée par l'opposition à Bachar al-Assad, tient. Liberation.fr 15.10

Les barbares qui se servent de la population comme bouclier humain toujours qualifiés d'opposition par cette pourriture...

- Affaire Skripal : Trump affirme que Poutine est «probablement» impliqué - LeParisien.fr 14.10

[Haut de page ↗](#)

Le 19 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai rajouté un peu de musique l'après-midi. Ne vous fiez pas aux titres des morceaux ou n'en tenez pas compte, il n'y a pas de paroles, heureusement, c'est juste pour la musique ! Je profite que ma connexion Internet fonctionne à peu près normalement. Oreilles sensibles s'abstenir, dommage, c'est tout simplement génial !

Je rappelle que c'est principalement destiné à ma fille qui ne connaît pas d'autres moyens pour télécharger de la musique.

- Causerie au format pdf (18 pages)

Première partie

Je n'ai pas le temps d'aborder tous les sujets d'actualité, certains nécessitent d'y consacrer beaucoup de temps pour les traiter sérieusement, donc j'en laisse tomber, comme par exemple la situation au Brésil, si vous voulez en avoir une idée assez précise, vous pouvez aller sur le blog de Michel Collon qui propose de nombreux articles.

Quant à Mélenchon et ses démêlés avec la justice politique de Macron, que dire, il se tiendrait à carreau qu'il bénéficierait du même traitement ou acharnement un jour ou l'autre. Là où il est indéfendable, c'est que c'est pour rien puisqu'il ne fait qu'accompagner la crise du régime, on a envie de dire tout cela pour cela, pire, il commet l'erreur de passer de la provocation populiste qui témoigne du manque de consistance du personnage à l'abjection en s'en prenant à l'accent d'une journaliste.

Lui et LFI sont-ils poursuivis dans deux affaires à juste titre pour avoir enfreint la légalité ou il s'agit d'un procès d'intention monté de toutes pièces pour leur nuire, je l'ignore.

Certains commentateurs ont estimé que le remaniement du gouvernement avait pour objectif les élections européennes de 2019, en nommant Castaner à l'Intérieur, j'ai plutôt l'impression que Macron ou plus précisément ses parrains ont désigné des ministres encore plus psychopathes et serviles que les précédents, de manière à ce qu'ils appliquent à la lettre la politique qui leur sera dictée sans manifester le moindre état d'âme contrairement à Hulot ou Collomb ou d'autres encore, c'est une manière de resserrer les boulons avant la tempête qui menace et pour l'affronter dans de meilleures conditions si elle se concrétisait. C'est une manière de concentrer l'exercice du pouvoir autour de Macron et Philippe et certains fidèles, autrement dit la Ve République n'a peut-être jamais pris une tournure aussi réactionnaire ou dictatoriale.

Que l'opération contre LFI et Mélenchon soit déclenchée le jour même de l'annonce de la formation du nouveau gouvernement en est semble-t-il l'illustration, puisque manifestement elle n'avait pas été conçue la veille sur un coin de table, comme elle a pu être reportée après la démission de Collomb.

Celle qui a eu la peau du secrétaire général de Force ouvrière, Pascal Pavageau, a sans doute pour origine un ou des fidèles de Mailly (et du PS) qui fut pour ainsi dire humilié, une revanche entre bureaucrates pourris de l'appareil.

Tout cela nous laisse somme toute indifférent pour être étranger à ces agents du régime, ce serait se compromettre que de pleurer sur leur sort, eux ne se soucient guère de celui des travailleurs, les seuls à qui nous avons des comptes à rendre.

L'époque de la discipline qui nous était imposée par des dirigeants conciliants envers ces crapules est définitivement révolue, discipline qu'ils allèrent jusqu'à appeler républicaine lors des élections en appelant à voter pour les candidats du PS ou du PCF au second tour pour battre les candidats de la droite sur la base d'arguments frelatés ou trompeurs, tandis qu'en réalité ils étaient tous de droite ou anti-ouvriers, antisocialistes, à les entendre cela faisait partie de la tactique du front unique ouvrier qui devait permettre de construire le parti et de préparer les conditions pour que la révolution prolétarienne survienne, en réalité on ne verra la couleur de ni l'un ni l'autre. Qu'en ont-ils tiré comme leçons ? Aucune. Cela vous étonne ? Et ne vous empressez pas de tourner la page parce que depuis de l'eau aurait coulé sous les ponts ou la crise du capitalisme aurait pris la tournure d'une crise politique ouverte à l'échelle mondiale, car déjà à l'époque et même depuis un demi-siècle le PS et le PCF étaient des partis archi pourris, réactionnaires, aussi étonnant que cela puisse paraître de nos jours malgré tout on s'en accommoda, quand on y repense, on ne peut pas s'empêcher de se dire qu'on manqua singulièrement de discernement ou d'esprit critique, après on comprend mieux pourquoi nous en sommes arrivés là.

On pourrait encore discourir très longtemps sur ce sujet.

Brièvement, je pense qu'aucun de nos dirigeants n'a été capable de mesurer les conséquences ou la portée de l'emprise du réformisme et du stalinisme sur le mouvement ouvrier international au détriment du marxisme ou du socialisme qui permit au capitalisme de réaliser ce qui jusque là s'était avéré impossible ou unimaginable afin d'assurer sa survie, trouver un nouveau

souffle, repousser les limites de ses contradictions, repartir dans un nouveau cycle d'expansion et achever son emprise sur tous les peuples, éliminer les modes de production archaïques qui survivaient, précapitalistes ou encore largement teintés de féodalisme, et c'est ainsi que chaque fois qu'apparurent les signes avant-coureurs de son agonie finale ou de son effondrement, il trouva les moyens de rebondir, de se refaire une santé sur le dos de masses toujours plus considérables d'esclaves, ménageant les uns (Occident), surexploitant les autres (Asie), massacrant ceux qui l'embarrassaient (Afrique et Moyen-Orient), terrorisant ceux qu'il estimait être son arrière-cour (Amérique latine), sans la corruption du mouvement ouvrier dont nous fûmes bien malgré nous des agents il n'y serait peut-être jamais parvenu ou tout du moins nous bénéficierions aujourd'hui de meilleures conditions pour l'affronter, engager le combat final et le vaincre.

Maintenant il ne s'agit pas de réécrire l'histoire ou de spéculer sur ce qui aurait pu arriver si les choses s'étaient passées autrement, ni de se lamenter sur l'état actuel de décomposition du mouvement ouvrier, il faut en tirer les leçons et tourner la page, il faut s'en servir pour continuer le combat politique en renouant avec la méthode du matérialisme dialectique, ce que certains appellent le marxisme, avec la théorie du socialisme qu'il faut adapter à notre époque et aux gigantesques défis que nous avons à relever pour éradiquer le capitalisme de la surface de notre planète, le destin des générations futures et de la civilisation humaine en dépendent.

Répétons-le une énième fois parce que je crois qu'on a du mal à se comprendre sur ce plan-là, nous ne désignons aucun coupable en particulier dans nos rangs, nous n'avons de compte à régler avec personne, nous avons identifié nos ennemis, le capitalisme et ses représentants parmi lesquels figurent les social-démocrates et les stalinien que nous combattons. Quant aux analyses différentes que nous faisons et qui traduisent de réelles divergences que nous avons entre nous, cela fait partie de la vie, chacun devrait l'admettre et pouvoir les exposer en défendant loyalement les arguments qu'il avance, ensuite ce sera l'évolution de la situation qui confirmera les uns et infirmera les autres, sauf que malheureusement c'est rarement le cas, ce qui se traduit par des affrontements ou des polémiques stériles ou sans fins qui conduisent à notre impuissance.

Je viens de dîner avec Selvi et je reprends notre causerie en abordant le même sujet exposé plus haut sous un autre angle. Ce que je vais exposer maintenant m'est venu à l'esprit en prenant ma douche avant de passer à table, je l'ai enregistré dans le iPhone pour ne pas l'oublier, comme quoi je suis pratiquement connecté en permanence à la question qui nous occupe.

J'ai expliqué à Selvi que l'originalité de la situation actuelle consistait en une crise économique et une crise politique mondiale, qui frappe pratiquement tous les pays et dans l'absence d'un mouvement ouvrier international pour y donner une issue qui soit favorable aux exploités et aux opprimés du monde entier. Je lui ai dit ceci : construire un parti, c'est comme construire une maison. Imagine quelqu'un qui voudrait construire une maison et qui n'y parviendrait pas parce que systématiquement elle serait détruite avant qu'elle ne soit achevée et ainsi de suite, et bien voilà ce qui se passe. Cela prend des années ou des décennies pour construire un parti et il est systématiquement détruit avant d'être achevé, parce que ses dirigeants font faillites ou se laissent corrompre, parfois dès les fondations, d'autres fois en cours de construction, voilà en gros le problème que nous ne sommes pas parvenus à résoudre et qui explique la situation actuelle. Parfois il arrive aussi qu'ils soient liquidés physiquement par nos ennemis.

Pour que notre maison s'écroule il faut qu'il y ait eu un défaut dans la conception de ses fondations, les principes sur lesquels repose le parti, à moins qu'un élément extérieur intervienne, un tremblement de terre ou une inondation par exemple, le développement de la lutte des classes qui peut prendre la forme d'une guerre ou d'une révolution qui transforme un théoricien du marxisme en renégat, Kautsky par exemple. Toujours est-il que nous ne sommes pas parvenus à adopter des principes et une structure suffisamment solides pour éviter que notre parti s'effondre. Nous sommes en situation d'échec.

Ensuite j'ai repensé à la situation qui existait quand Lénine rédigea L'impérialisme stade suprême du capitalisme. Il avait observé que l'opportunisme était pratiquement victorieux partout, et il estima que c'était provisoire, sauf que plus d'un siècle plus tard rien n'a changé, hormis que l'opportunisme a également revêtu la forme du stalinisme pour combattre la révolution socialiste mondiale au côté de l'impérialisme pourrissant. On pourrait dire que chaque fois ce fut une guerre qui eut raison de notre maison ou de notre révolution, comme quoi ni la social-démocratie dégénérée ni le stalinisme ne peuvent se revendiquer du socialisme, et c'est une escroquerie politique de les amalgamer, c'est un peu comme prétendre qu'une chatte aurait enfanté des chiots. Le plus navrant, c'est que c'est aussi simple que cela à comprendre, et qu'un grand nombre n'y parviennent pas.

Lénine avait expliqué que cette victoire de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier, ainsi que ce qui caractérisait l'époque de l'impérialisme était le produit ou reposait sur l'alliance de l'aristocratie financière avec l'aristocratie ouvrière qui devrait se briser sous les coups de la crise du capitalisme ou du développement de la lutte des classes, or cette alliance existe toujours sans que les principaux intéressés en aient conscience, hormis l'oligarchie évidemment. En réalité depuis l'époque de Lénine la corruption de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier s'est quasiment généralisée chez les puissances occidentales, les anciennes puissances coloniales, au point que plus personne n'envisage la possibilité de changer de société et ignore ce qu'est réellement le socialisme.

A suivre demain ou plus tard, j'ai un torticolis très douloureux et je ne peux plus du tout bouger la tête, j'ai encore passé une nuit blanche et je suis exténué. J'ai quand même fait l'effort d'actualiser le portail.

[On aura tout entendu ou l'art de brasser du vent.](#)

Source : Le Média, Kévin Boucaud-Victoire, 24-09-2018

- Jean-Claude Michéa fait partie de ces intellectuels dont la parole est rare et précieuse. Depuis quelques années, chaque ouvrage du philosophe constitue un petit événement pour ses lecteurs, qui sont de plus en plus nombreux. Les Crises 17.10

On imagine le niveau de conscience de ses lecteurs, c'est révélateur de notre époque :

Jean-Claude Michéa, c'est pas lui qui il n'y a pas si longtemps faisait la promotion de la démocratie sortie d'une pochette surprise ou la désignation des représentants du peuple par tirage au sort ?

« Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de diverses manières ; ce qui importe, c'est de le transformer » (K. Marx - Thèses sur Feuerbach, 1845)

Source : Le Média, Kévin Boucaud-Victoire, 04-05-2018

- "Force est cependant de reconnaître que s'il nous a livré une analyse d'une pertinence rare, Marx ne nous a pas donné la clé politique pour arriver à son utopie. Pire, toutes les tentatives pour y parvenir ont mené à des situations catastrophiques. Peut-être que la solution est de relire Marx, sans oublier qu'il n'avait pas toutes les réponses."

LVOG - Ah ben non, il n'existe pas de recette miracle, sinon cela se saurait depuis longtemps, quelle perspicacité !

Quand on relie tous les éléments de cette conclusion, on ne peut s'empêcher de se dire qu'on est en présence au mieux d'un opposant au marxisme, au pire d'un de ses ennemis. Car pour réaliser l'oeuvre colossale que nous légua Marx il fallut recourir à beaucoup plus que de la pertinence, à du génie. Ensuite, l'utopie qu'il attribue à Marx était lui faire bien trop d'honneur pour le moins suspect, pour juste ensuite lui faire endosser à demi mot la responsabilité du stalinisme, à moins qu'il visait Lénine qui avait mis en pratique la théorie de Marx et donc la révolution russe de 1917, amalgame auquel nous ont habitués depuis longtemps les ennemis du socialisme.

En fait d'utopie, Marx n'a fait qu'exposer de quelle manière les contradictions issues du processus dialectique qui parcourt toute l'histoire du développement de la civilisation humaine pouvaient se résoudre favorablement, pour que le progrès social qu'elle avait réalisé au cours des derniers millénaires se poursuive au lieu de s'arrêter brutalement en étant livrée à la barbarie, une autre forme d'utopie.

Que cela ait échappé à ce petit monsieur, qui sans doute trouvera les réponses aux questions que Marx n'avait pas pu résoudre pour la bonne raison qu'à son époque elles n'existaient pas, témoigne d'un parti pris idéologique qu'il s'emploie à camoufler, et que l'on retrouve chez tous les opportunistes ou tous ces intellectuels arrogants qui finalement n'ont rien à nous proposer, hormis se livrer à des commentaires inconsistants ou réfutés par les faits en guise d'analyse qui servent la cause des ennemis du socialisme.

L'exercice auquel il s'est livré se réduit à une vulgaire figure de style, qui consiste à dire peu pour suggérer beaucoup entre la litote et la concession, reconnaissant à Marx des qualités pour finalement lui attribuer le contraire sur le plan pratique, réduisant le marxisme à une théorie avec laquelle les intellectuels peuvent se masturber tout en sachant qu'elle ne leur permettra jamais d'atteindre l'orgasme, on comprend qu'une telle frustration soit enrageant, on les plaint sincèrement !

Avant de rédiger ce passage, j'avais écrit quelques lignes hier en fin de soirée que je vous soumettais en guise de complément. J'ai repris plusieurs de ses citations en les replaçant dans une autre perspective que la sienne, celle de Marx ou du communisme, en procédant de la sorte je n'ai aucun mérite, car je n'ai fait que rendre justice à Marx ou remettre les choses à leurs places.

Quand on y réfléchit un peu, on s'aperçoit que ce que monsieur Boucaud-Victoire nomme utopie, n'est rien d'autre que le processus matérialiste dialectique et historique à l'origine du développement de la civilisation humaine, qui devait permettre aux hommes de réunir les conditions pour s'émanciper du règne de la nécessité pour entrevoir celui de la liberté, une fois le développement des forces productives parvenu au stade où le « gouvernement des hommes » pourrait céder la place à « l'administration des choses » (Marx - L'Idéologie allemande, 1845) et où la société pourrait écrire sur ses drapeaux « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ! » (La critique du programme de Gotha, 1875), autrement dit ne pas se fixer comme objectif de réaliser cette utopie qui une fois réalisée n'en serait plus une, se serait remettre en cause l'ensemble du processus historique qui a contribué à sortir, transformer, élever le primate de l'état sauvage à l'être social que nous connaissons aujourd'hui, ce à quoi on ne peut évidemment pas se résoudre.

Je poursuis, il est 4h30 du matin (mercredi), je n'ai pas fermé l'oeil de la nuit, en ce moment cela m'arrive un jour sur deux.

Source : Le Média, Kévin Boucaud-Victoire, 04-05-2018

Dans le document du 4 mai 2018 que monsieur Boucaud-Victoire, on pouvait lire aussi ceci :

- "Le mode de production capitaliste est donc condamné à termes, même si ce processus peut être extrêmement long, plus que ne le croyait Marx. Pourtant, rien ne garantit qu'il sera remplacé par un système plus juste, comme le pensent les marxistes orthodoxes et autres marxistes-léninistes."

C'est à se demander si le scepticisme ne serait pas devenu le seul moyen pour les intellectuels de prendre leurs pieds ! Quelle illusion ! On avait compris que c'était tout ce que vous aviez retenu de votre étude du marxisme, ce n'était pas la peine d'insister lourdement, vous n'êtes ni un "marxiste orthodoxe", ni un "marxiste-léniniste", dieu vous en garde ! Non mais c'est vrai, libre à lui d'être un réformiste petit bourgeois, tout ce qu'on lui demande c'est de l'assumer.

La révolution russe de 1917 et la prise du pouvoir par le parti bolchevik a validé la théorie de Marx et Engels, et jusqu'à preuve du contraire jamais et nulle part le prolétariat n'était ou n'est parvenu au pouvoir à l'issue d'un autre processus. Que les conditions n'aient pas été remplies à l'échelle mondiale pour qu'il se poursuive, ne remet nullement en cause la théorie ou les moyens qui ont été employés pour permettre à la classe ouvrière de s'emparer du pouvoir politique et procéder à un changement de régime.

Il ne faut pas se tromper, ce genre d'intellectuels le savent pertinemment, mais ils feignent de ne pas le savoir pour se livrer à un amalgame entre le bolchevisme ou le communisme et le stalinisme, parce qu'ils ont été corrompus par l'idéologie du capitalisme à laquelle ils ont finalement adhéré sous la forme du réformisme bourgeois, on les retrouve tous dans ou au tour des partis issus du PS principalement.

Il est facile de comprendre pour un intellectuel que c'est le capitalisme qui a eu raison de la révolution russe et que le stalinisme fut un de ses instruments pour la liquider, quel autre ennemi la classe ouvrière ou le socialisme avait-il, aucun. Faire preuve d'un peu de logique, cela fait du bien parfois, dites-le aux intellectuels qui ne pensent pas, mais ruminent sans cesse les idées qui n'ont jamais existé autre part que dans leurs têtes.

Moi, je suis un modeste ouvrier, donc je suis pragmatique, logique, avant de penser avec ma tête j'ai commencé par observer comment un certain nombre de mécanismes fonctionnaient, donc forcément j'ai fait l'expérience de la dialectique, que ce soit en travaillant la matière brute dans un atelier lors de mon apprentissage, puis dans un garage à réparer des bagnoles, des poids-lourds et des autocars, plus tard des copieurs, des télécopieurs, des imprimantes, du coup j'en suis arrivé à bricoler n'importe quoi, à exercer un tas de métiers ou d'emplois aussi en travaillant dans plus de 40 boîtes de toutes tailles, dans tous les secteurs économiques ou presque, on en voit des choses, on en croise des milliers de travailleurs, et forcément quand on a une soif insatiable de comprendre dans quel monde on vit, on en apprend des choses, on tire un tas d'enseignements de toutes ces expériences, on progresse, quoi.

On acquiert une ouverture d'esprit, une liberté de pensée, un esprit critique pour peu que parallèlement on continue d'étudier inlassablement, dont on ne soupçonnait même pas l'existence autrefois. Effectivement, il arrive même que j'en sois surpris moi-même, bien que j'aie toujours à l'esprit d'où je viens ou d'où je reviens plutôt, de loin, de très loin pour avoir été un arriéré ou un abruti fini à l'âge de 19 ans. Bref, je suis devenu un ouvrier qui pense, c'est à peine concevable pour un intellectuel en général.

N'allez surtout pas croire que je les détesterais, je leur dois tout, Marx et Engels en étaient, plutôt des penseurs ; intellectuel cela manque de dignité tellement ils sont éloignés de la réalité que vivent les ouvriers contrairement à Marx et Engels. On mène notre combat sur le terrain politique et non sur celui des personnes, qu'on ne se méprenne pas. Si maintenant certains de nos opposants ou de nos ennemis tiennent absolument à se ridiculiser en mettant en avant leur médiocre personnalité, qu'ils en assument les conséquences.

A chacun ses qualités et ses défauts, j'ai les miens et je les connais, cela étant, j'ai la modestie de penser que mes qualités l'emportent sur mes défauts, et que mes chers lecteurs soient d'un avis contraire ne me trouble pas, c'est leur droit et je leur accorde volontiers. Je suis bon joueur à condition qu'on soit loyal avec moi, c'est tout ce que je demande, et si cela ne leur convient pas, je n'y peux rien, comme j'ai l'habitude de dire, qu'ils aillent voir ailleurs si cela les incommode tant que cela, je ne retiens personne, on ne va tout de même pas commencer à se raconter des histoires entre nous, n'est-ce pas ? Et le plus fort, c'est que c'est le reproche qu'on me fait le plus souvent, de ne pas raconter des histoires, un comble ! Eh oui, entre nous au diable les conventions qui ont tendance à rendre respectable ce qui ne l'est pas vraiment, cela a suffisamment fait notre malheur de les respecter, le plus souvent parce que nous n'avions pas le choix, je vous l'accorde !

La vie dans cette société est compliquée, j'en conviens aisément. J'ai déménagé environ 20 fois, j'ai vécu successivement avec trois femmes, j'ai passé deux tiers de ma vie en France et un tiers en Inde, j'ai un peu voyagé en Europe et en Asie, maintenant je ne voyage plus que par le biais d'Internet, je fais le tour du monde quotidiennement l'air de rien pour actualiser le portail, et c'est seulement à 63 ans que je sais avec qui je vais passer mes vieux jours et où je m'éteindrai, c'est sans doute mieux ainsi que de l'avoir su plus tôt.

Ici l'air de rien, je bénéficie d'un mode de vie quasi idéal : Pas de télévision, pas de radio, pas de journaux, pas de conversations oiseuses à supporter puisque je ne maîtrise pas suffisamment le tamoul pour comprendre ce qui se raconte, je ne travaille pas évidemment, mieux, de rentier plutôt pauvre ou ayant tout juste de quoi survivre confortablement, c'est relatif, en se privant d'un tas de choses qui ne me manquent pas du tout, j'ai obtenu le statut de retraité qui m'a permis de figurer dorénavant parmi la couche supérieure de la classe ouvrière, à partir de seulement 230.000 francs en 1996 j'ai réussi à tenir le coup jusqu'en septembre 2017 sans bosser pour une saloperie de patron, je mets de côté les trois années que j'ai passées à enseigner le français à l'Alliance française et au lycée français de Pondichéry où je fus rémunéré moins de 100 euros par mois, je n'ai évidemment aucune dette, je suis propriétaire d'une petite maison que j'ai fait construire et d'un petit jardin magnifique, je vis un peu à l'écart d'un petit village entouré de plantation, je n'ai pour seuls ennemis que les serpents, les scorpions, les rats et les fourmis ou encore les moustiques quand il pleut, j'ai deux voisins avec lesquels je m'entends bien, ma compagne tamoule est d'une gentillesse extraordinaire, ma fille de 37 ans également, je suis un père et un grand-père comblé, depuis maintenant plus de 22 ans je fais ce que je veux de mes journées, bref, je me suis relativement bien démerdé pour un simple ouvrier qui était promis à vivre le même cauchemar que mes parents, en demeurant parfaitement honnête ou en ne devant rien à personne je précise.

J'ai eu beaucoup de chance, c'est vrai, j'ai pris énormément de risques aussi, la preuve que cela paie parfois, souvent paraît-il, je laisse le soin à ceux qui l'affirment de le prouver, surtout quand on part d'aussi bas que moi. J'ai géré mon existence en partant du constat que si je restais en France, je finirais sans doute clochard, c'est pour cette raison que j'ai quitté la France. J'avais vécu autrefois la grande pauvreté et je n'avais pas du tout l'intention de la vivre à nouveau. Donc affirmer que j'aurais fait un choix en quittant la France, ce serait exagéré. En réalité, je n'ai pas saisi une opportunité qui m'aurait été offerte pour échapper au triste sort qui m'était réservé si je demeurais en France, non, je l'ai fabriquée de toutes pièces, et à partir de là tant bien que mal j'ai planifié la suite, parfois en naviguant à vue, les choses se sont enchaînées en profitant des occasions qui se présentaient. Il fallut prendre un tas de décisions dont dépendait mon avenir, il arriva même que ce fut une question de vie ou de mort carrément, car vivre en Inde n'est pas toujours une partie de plaisir, toujours est-il qu'en faisant fonctionner mes petits cellules grises, j'ai réussi à m'en sortir convenablement et proprement, c'est l'essentiel.

Il est vrai aussi qu'à partir du 11 septembre 2001 j'aurais pu continuer à me laisser vivre au lieu de renouer avec la politique et le militantisme, à l'époque je vivais sur une plage, vous imaginez le bonheur, mais je crois que ma vie n'aurait plus eu aucun sens, j'aurais été dégoûté de moi-même, franchement, cela ne m'a pas traversé l'esprit un seul instant, j'ai préféré sacrifier mon petit confort à notre cause et je ne le regrette pas quoi qu'il advienne. A quoi bon direz-vous peut-être, puisque votre activité politique n'a débouché sur rien.

Vous savez ou vous ne savez pas, je n'en sais rien, quand vous avez réussi par chance à sortir de votre condition misérable et que vous côtoyez quotidiennement une multitude de gens qui y seront condamnés jusqu'à la fin de leurs jours, quoi que vous pensiez ou quel que soit votre mode de vie, vous ne pouvez pas être indifférent à leur sort, à cette terrible injustice, vous vous souvenez, ce qui nous hantait quand nous étions jeunes, et bien peut-être que dans ma tête je le suis resté, pour conclure, c'est tout ce que je vous souhaite, bonne journée à tous. Il est 6h55, on a passé une partie de la nuit ensemble, après vous ne pourrez pas dire que vous ne savez pas où vous mettez les pieds en vous connectant à ce portail, n'est-ce pas ?

J'ai rédigé ce passage en pensant aux nouveaux lecteurs qui ne me connaissent pas, c'est normal qu'ils se posent des questions.

Aujourd'hui (jeudi), c'est un jour férié pour cause de Sarajwati puja, les Indiens n'ont pas de bol, il pleut!

[Bienvenue dans le marigot de la macronie.](#)

Alors qu'on en finisse tout de suite : Macron dehors, abolition de la Ve République !

- Macron : sa politique ou la fin du monde - LePoint.fr 18.10

Affairisme et lobbying, c'est du pareil au même.

- Emmanuelle Wargon passe sans transition du lobbying à l'écologie - Liberation.fr 17.10

Passée par Danone comme Muriel Pénicaud et formée à l'ENA avec Edouard Philippe, la nouvelle secrétaire d'Etat auprès de François de Rugy atterrit dans un gouvernement familial mais sur des questions qui lui sont étrangères. Liberation.fr 17.10

- La nouvelle secrétaire d'Etat à l'Ecologie rattrapée par des déclarations sur l'huile de palme - AFP 18.10

Personne ne serait au-dessus des lois ? En êtes-vous sûr ?

- LFI: les élus ne sont "ni au-dessus" ni "au-dessous" des lois (Retailleau, LR) - AFP 17.10

Vérifions-le tout de suite

- Pédophilie dans l'Église : la demande de création d'une commission d'enquête refusée par le Sénat - Publicsenat.fr 17.10

Ah ben non, un miracle ne s'est pas produit au Sénat !

[L'aristocratie financière est en crise, l'aristocratie ouvrière aussi, l'un ne pouvait pas aller sans l'autre.](#)

- Pascal Pavageau démissionne de la tête de Force Ouvrière - Le HuffPost 17.10

Le secrétaire général de Force ouvrière, Pascal Pavageau, a annoncé mercredi sa démission, à la suite de la révélation par Le Canard enchaîné d'un fichier controversé sur les dirigeants du syndicat.

"Je démissionne", a déclaré Pascal Pavageau à l'AFP, indiquant qu'il adressait un courrier à tous les membres du Comité confédéral national (CCN), le "Parlement" de l'organisation, pour les en informer. Le Parlement est composé d'une centaine de responsables de fédérations et d'unions départementales. Ceux-là mêmes qui figurent dans le fichier révélé par Le Canard enchaîné, où certains sont affublés de qualificatifs comme "niais", "complètement dingue", "anarchiste", "bête" ou encore "trop intelligent pour entrer au bureau confédéral".

Dans son message adressé aux adhérents et relayé sur les réseaux sociaux par des journalistes, l'éphémère patron de Force Ouvrière, qui avait été élu à la tête du syndicat en avril dernier, exprime son amertume et ses regrets face à ses "camarades" à qui il reproche d'avoir miné son autorité et sa volonté de porter une ligne contestatrice.

"Je rends le mandat parce que j'y suis contraint face à la violence et à la haine de certains qui exigent de moi des sacrifices que personne ne devrait avoir à faire", déplore-t-il dans ce courrier, évoquant la circulation d'informations malveillantes visant son entourage et sa famille. "A tous les adhérents, je m'excuse de lâcher mais c'est trop dur", tranche-t-il en se définissant comme "un militant, pas un martyr".

"Visiblement, la cabale ne s'arrêtera pas là. Je savais qu'en acceptant le mandat de secrétaire général, tous mes actes seraient passés au crible, mais jamais à ce point", écrit-il en dressant un réquisitoire contre les "camarades", à qui il demande ironiquement d'être "fiers du mal" qu'ils lui ont "fait ainsi qu'à l'organisation, en choisissant de faire passer [leurs] intérêts personnels, [leur] petit pouvoir ou [leur] aigreur avant tout". "Pour l'ensemble de ces documents et ces erreurs de fonctionnement qui ternissent l'image de notre organisation ainsi que mes actions, je vous présente sincèrement mes excuses", assume toutefois le désormais ex-numéro un de FO, dans ce courrier, dont l'AFP a obtenu copie.

La révélation de ce fichier a fait l'effet d'un électrochoc en interne. Dès vendredi, Frédéric Homez, secrétaire général de la fédération métallurgie, avait invité Pascal Pavageau à prendre "lui-même la décision de démissionner". Lundi, le patron de cette puissante fédération, réputé "réformiste", s'était allié à un confrère appartenant au bord "trotskiste" de FO, Hubert Raguin, à la tête de la fédération de l'enseignement, pour réclamer le maintien de la réunion de mercredi.

"Une large majorité au sein de la Commission exécutive souhaite sa démission, à 3-4 exceptions près", assurait un des membres de la direction élargie avant l'annonce de Pascal Pavageau. Le HuffPost 17.10

Complément. Libération 17 octobre 2018.

(FO) réunira, les 21 et 22 novembre, son comité confédéral national, sorte de parlement de FO (regroupant les secrétaires d'unions départementales et de fédérations) afin d'élire un nouveau secrétaire général. En attendant, une commission spéciale assurera, avec le bureau confédéral, l'intérim. Elle sera aussi chargée «d'aider et d'assister le bureau confédéral pour éradiquer ces méthodes et prendre toutes décisions utiles à cet objectif». Une opération de grand nettoyage qui n'est pas sans rappeler celle menée par la CGT, en janvier 2015, après la sortie de son ancien numéro 1, lui aussi poussé au départ après le scandale autour des frais de rénovation de son bureau et de son appartement. A l'époque, l'affaire n'avait pas manqué d'égratigner l'image du syndicat de la Porte de Montreuil.

Dans les rangs de FO, certains craignent aussi que les récents déboires de leur centrale viennent ternir leur image, au moment où le syndicat avait justement repris des couleurs. Orateur confirmé, adepte de formules efficaces, parfois agrémentées de références cinématographiques, Pascal Pavageau, tenant d'une ligne plus dure que son prédécesseur, Jean-Claude Mailly, n'y était pas pour rien. Sous les huées

Les retrouvailles entre sa centrale et la CGT de Philippe Martinez, qu'il appelait de ses vœux, marquaient aussi un tournant dans le paysage syndical. «La majorité présidentielle voyait d'un mauvais œil ce rapprochement alors que va arriver la réforme des retraites, grince Jacky Gontier, secrétaire fédéral de la branche transport de FO. Des histoires comparables à ce fichier, il y en a partout dans les syndicats, les partis, les entreprises, mais on n'en fait pas autant.» Pour ce fidèle du secrétaire général

sortant, «l'affaire a été probablement pilotée par des réformistes de FO proches de la macronie. Pavageau était l'homme à abattre, puisque, ces derniers mois, c'était le seul opposant». (...)

D'autant qu'à FO, le courant trotskiste «lambertiste» est influent. Les proches du déchu racontent une autre histoire. Pour eux, en voulant «faire bouger les lignes» dans l'organisation, Pavageau se serait attiré des ennemis. Ce qui aurait précipité sa chute. «Ecœurés», ses fidèles dénoncent «la mise à mort d'un taureau». «On sait qu'ils envoyaient des fichiers aux rédactions. Quinze jours après le congrès, Pascal a été appelé par le Canard enchaîné. Les journalistes avaient obtenu des informations sur son fils et son chat, avec qui il est allé en déplacement à l'hôtel. C'était un peu niveau caniveau comme histoire, d'autant que tout avait été à ses frais. Ils ont essayé de faire fuiter un nombre incalculable de dossiers», raconte un proche. Ils ? Sur l'identité de ces «ennemis», la même source précise : «Des personnes aigries à titre personnel et aussi des représentants de courants qui ne supportaient plus l'indépendance de Pascal, qui n'est pas tenu par des courants politiques.» Un coup dirigé vers Mailly, longtemps encarté au PS, et désormais jugé «Macron-compatible» par ses détracteurs.

Pour certains soutiens de Pavageau, la fin est aussi brutale. Avec la démission de leur mentor, quatre personnes ont été licenciées. Quatre licenciements opérés par Pascal Pavageau lui-même. «On sentait qu'il se tramait des choses mais on n'a pas les mêmes règles du jeu, on a été naïfs. On ne s'attendait ni à la violence ni aux méthodes : fouiller, voler, on se croirait dans un vieux film», regrette l'un d'eux. Sur la polémique du fichier, qu'ils disent «comprendre nécessairement», ils considèrent néanmoins que cela aurait «pu et dû se gérer en interne». «Les gars qui sont scandalisés devraient relativiser : ça fait quarante ans que ça se fait à FO. C'est juste un prétexte pour le destituer», poursuit ce proche. Et de reconnaître toutefois : «Là où il y a une erreur de notre part, c'est sur les commentaires. Y a pas de quoi être fier...»

Sur la fuite du fichier, chacun a sa petite idée. «La RH s'est fait voler une clé USB qui contenait pas mal de données, alors que sa porte était fermée à clé, donc ça vient de l'interne, il n'y a aucun doute», affirme une autre source. «Une clé USB dérobée dans un sac à main. On est en plein thriller !» s'agace le secrétaire fédéral Jacky Gontier, estimant que le coupable devait être bien au courant du fonctionnement de FO.

Des mystères et suspicions qui ne vont pas faciliter la succession de Pavageau. Et ce, alors que les prétendants au poste commencent déjà à se montrer, note le syndicaliste : «On entend tout et n'importe quoi, mais une chose est sûre : soit le successeur devra être dans la ligne de Pavageau pour mettre en œuvre les résolutions qui ont été adoptées au dernier congrès. Soit, a contrario, s'il s'agit d'un réformiste du style de la fédération de la métallurgie, là, ce sera difficile de les mettre en œuvre. La seule issue, serait alors d'organiser un autre congrès. Mais vu comment s'est passé le dernier...»

Des tractations bien loin du quotidien de certains militants de base. «Secoué» par ce feuilleton, Jean-François Innocenti, délégué syndical au Crédit agricole, s'inquiète «des conséquences que cela va avoir sur le travail de terrain des militants, qui sont à mille lieues de cela». Ces mêmes militants qui «ne comptent pas leur temps et leurs efforts au quotidien» et risquent d'être «salis par les dérives de quelques-uns». Libération 17 octobre 2018

[Une bonne nouvelle de Syrie.](#)

- Les frontières de la Syrie rouvertes avec le Liban, Israël et la Jordanie, bientôt avec l'Iraq. - Réseau Voltaire 16 octobre 2018

Les postes-frontières entre la République arabe syrienne et le Liban ont déjà tous été rouverts.

Le 15 octobre, les postes-frontières de Quneitra avec le Golan occupé par Israël et de Nassib/Jaber avec la Jordanie ont été rouverts.

Le ministre iraquien des Affaires étrangères, Ibrahim Jaafari, est venu préparer le 15 octobre à Damas la réouverture du poste-frontière de Boukamal avec son pays.

La réouverture des postes-frontières avec ses voisins (sauf la Turquie) marque la fin des hostilités internationales contre la Syrie. Elle devrait notamment permettre de contourner les « sanctions » —c'est-à-dire de mettre fin à la guerre économique— et de rétablir le commerce dans la région. Réseau Voltaire 16 octobre 2018

[Deuxième partie.](#)

[Nouvelles du bled où je vis. Fanatisme, entre féodalisme et communautarisme, chez nous aussi ils sévissent.](#)

- Prayagraj - Liberation.fr 18 octobre 2018

C'est le nouveau nom de la ville qui s'appelait Allahabad depuis cinq cents ans. Le changement a été annoncé mardi par le ministre

en chef de l'Uttar Pradesh, le plus grand Etat indien, où se trouve l'immense cité. Il intervient avant l'important pèlerinage hindou de la «jarre sacrée» qui s'y tiendra en janvier. Et marque un pas de plus dans la stratégie d'effacement de l'histoire musulmane de l'Inde.

Le gouvernement de cet Etat de 200 millions d'habitants, dont près de 20 % de musulmans, explique qu'il s'agit de la «correction d'une erreur faite par Akbar», l'empereur moghol qui aurait rebaptisé l'ancienne Prayag à la fin du XVIe siècle. Liberation.fr 18 octobre 2018

Bombay est devenu Mumbai, Calcutta, Kolkatta, Madras, Chennai, etc. Qu'ils effacent les traces laissées par l'empire britannique, on est d'accord, mais là il s'agit d'autre chose. Pour autant que je me souviens, Akbar fut ce qu'on pourrait appeler un empereur éclairé, or, hormis la période qui précéda l'indépendance de l'Inde en 1947, la lumière s'est éteinte sur cet immense pays, et encore, puisque les leaders bourgeois du parti du Congrès étaient uniquement animés d'intentions bassement mercantiles...

- Inde: deuxième jour de confrontation autour du temple de Sabarimala AFP 18 octobre 2018

Des traditionalistes hindous bloquaient jeudi l'accès des femmes à un grand temple hindou du Kerala, dans le sud de l'Inde, au deuxième jour d'une confrontation tendue autour de l'application d'une décision de justice.

La Cour suprême indienne a révoqué le mois dernier la vieille interdiction faite aux femmes en âge d'avoir leurs règles, soit entre 10 et 50 ans, de pénétrer dans le temple hindou d'Ayyappa à Sabarimala.

Mais malgré la réouverture des portes mercredi du sanctuaire, pour la première fois depuis le jugement, des centaines de manifestants empêchent toute femme de cette catégorie d'âge d'y accéder. Des échauffourées ont opposé protestataires et forces de l'ordre.

En dépit de la protection policière autour d'elles, des femmes tentant de monter au temple ont dû rebrousser chemin. Le sanctuaire se trouve au sommet d'une colline dans la nature, à plusieurs heures de marche.

Des femmes journalistes couvrant l'événement ont aussi été prises à partie.

Jeudi, l'ambiance au temple lui-même était calme et festive. Aucune femme entre 10 et 50 ans ne figurait parmi les milliers de pèlerins faisant la queue pour y entrer sur fond de musique, a constaté l'AFP.

"Nous venons ici depuis notre enfance et nous comprenons la riche tradition derrière. Les femmes sont autorisées partout, dans tous les autres temples. Cela ne se fait pas ici pour une bonne raison", a lancé le croyant Sundaravadana, torse nu et tenant une pancarte "Sauvez Sabarimala".

La situation restait en revanche tendue dans la reste de la zone. Dans la nuit de mercredi à jeudi, des organisations hindoues locales ont appelé à une grève générale de douze heures et menacé quiconque ne la respecterait pas. (Au passage, il en est ainsi de la plupart des grèves générales en Inde ou limitées à certains Etats. - LVOG)

"Quelques hommes sont venus jeudi matin au parking et ont mis en garde les conducteurs de taxis de ne pas défier l'appel à la grève", a déclaré à l'AFP le chauffeur de taxi Praveen dans la ville de Pathanamthitta.

Écoles et commerces étaient fermés dans les alentours de ce sanctuaire visité chaque année par des millions de pèlerins.

Les autorités du Kerala assurent qu'elles sont en mesure de garantir l'accès au temple et ont imposé des restrictions sur les rassemblements de plus de cinq personnes, entrées en oeuvre à minuit jeudi.

Malgré cela, des groupes de 50 à 100 jeunes hommes s'assemblaient aux intersections et inspectaient les véhicules. À certains endroits, des manifestants ont jeté des pierres contre des bus.

"Les traditions existent depuis bien avant que les tribunaux ne puissent les toucher", a déclaré à l'AFP Krishna Kumar, un grand jeune homme musclé montant la garde à un carrefour dans la ville de Kozhencherry.

Les femmes indiennes peuvent accéder à la plupart des temples hindous mais certains leur sont encore fermés, malgré une intensification des campagnes pour obtenir la levée de telles restrictions ces dernières années.

L'interdiction des femmes de Sabarimala était un tabou de longue date et avait été approuvée par un tribunal du Kerala en 1991. Les femmes réglées sont souvent considérées comme impures dans cette société conservatrice et patriarcale.

La révocation de cette mesure par la Cour suprême a enragé les conservateurs, notamment dans les rangs du Bharatiya Janata Party (BJP) du Premier ministre Narendra Modi, au pouvoir à New Delhi.

Le chef marxiste du gouvernement local du Kerala a vu dans l'agitation la main du Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS, Corps des volontaires nationaux), puissante organisation de masse matrice du nationalisme hindou et dont est issu Narendra Modi. (Pour ne pas dire une milice d'extrême droite. - LVOG)

"Ces agresseurs sont motivés par des idéologies féodales et de castes (...) Tous les croyants doivent condamner cette attaque contre Sabarimala", a tweeté Pinarayi Vijayan.

En raison de la fébrilité de la situation, Trupti Desai, une militante du droit des femmes, a reporté sa visite annoncée au temple.

"Si je vais là-bas, il y aura davantage de violence. Le gouvernement a eu assez de temps pour préparer le terrain à l'application du jugement de la Cour mais ils ont échoué à protéger les femmes croyantes", a-t-elle dit à l'AFP par téléphone. AFP 18 octobre 2018

Effectivement. Les faits confirment qu'on est bien en présence d'un régime semi-féodal en Inde...

Dans l'actualité du jour.

Si les médias corrompus le disent...

- Mélenchon : Jupiter, c'est lui ! - LePoint.fr 19.10

Na ou crise d'infantilisme au Point !

- Ces 5 gestes disent qui est vraiment Mélenchon - Le HuffPost 19.10

Qui dit cela, Le HuffPost, le Washington Post...

L'AFP exulte !

- Brésil: Les militaires proches d'un retour au pouvoir, par les urnes - AFP 19.10

... et désespère...

- Après six mois de crise au Nicaragua, Ortega reste accroché au pouvoir - AFP 19.10

En famille. Qui vient d'appeler à voter Macron ou LREM, devinez ?

Qui a dit à propos des retraités : Cette catégorie représente "33% de l'électorat et pas loin de 45% des gens qui votent", avant d'ajouter: "Il faut s'occuper de nous car nous sommes un enjeu important, sur le plan économique certes mais aussi sur le plan politique".

Réponse : Daniel Fargeas, de l'association Loisirs solidarités retraités, affiliée à l'UCR-CGT. (Source : huffingtonpost.fr 18.10)

Mais au fait, si les retraités représentent "45% des gens qui votent", il faut en déduire que ce sont eux qui ont contribué largement à porter Macron au pouvoir.

La vieillesse est un naufrage dit-on, ce qu'on peut effectivement observer autour de nous quand on devient vieux. Qu'il nous soit permis de formuler le vœux d'être épargné par cette triste fin ! Vous aurez remarqué qu'on s'y emploie quotidiennement dans ce portail, on ne passe absolument rien à la réaction et à ses complices. Vous en connaissez beaucoup qui ont cette rigueur sur les principes ? Ne me répondez pas, je connais la réponse. Je dis cela en toute simplicité, un constat, quoi.

On devrait consacrer un article aux vieux, ce ne serait pas vraiment à leur avantage, pour démonter ou briser leurs arguments qui relèvent de la démagogie, genre : moi j'ai vécu de nombreuses expériences, on ne me la fait pas ; j'en ai vu du pays, je sais de quoi je parle à mon âge, etc. tu parles, en règle générale ils n'ont jamais évolué depuis leur scolarité où ils avaient été formatés pour devenir de bons petits soldats de l'impérialisme français.

La logique la plus élémentaire permet de comprendre tout de suite à qui on a affaire : à vous entendre, nous n'en serions pas là

si vous aviez su autant de choses que vous le prétendez... et je me retiens de dire tout ce que je pense, c'est du vitriole, ils sont tellement pitoyables qu'ils n'inspirent que du dégoût et de la pitié quand ils s'acharnent à vouloir nous convaincre qu'on devrait les écouter, cela dit c'est très instructif sans vouloir les juger, ils se sont déjà condamnés eux-mêmes et ils ne méritent pas une double peine, nous non plus, d'où notre légitimité à dire ce qu'on en pense, même si cela choque les âmes sensibles qui se sentiraient visées.

Quand même une bonne nouvelle qui nous vient d'Espagne.

- Manuel Valls est le moins apprécié des candidats à la mairie de Barcelone - LeFigaro.fr 18.10

Manuel Valls est le plus mal placé pour remporter la mairie de Barcelone, d'après un sondage publié par un journal espagnol ce jeudi. Il est pourtant connu par une large majorité des personnes interrogées. LeFigaro.fr 18.10

[Pénétrer dans la matrice de la macronie. Psychopathie et mégalomanie aggravée.](#)

- Quelle trace un président peut-il laisser dans l'Histoire ? par Jacques Attali - L'Express 17.10

Selon le banquier membre du PS, idéologue néolibéral et ultra sioniste, Jacques Attali, un des parrains de Macron, "*il existe, pour un dirigeant politique, cinq façons de laisser une trace*", on en retiendra trois qui valent leur pesant d'or dur ou liquide, Attali n'est pas regardant.

La guerre menace, vous devez vous y préparer et soutenir l'armée.

- "Mener une guerre ou affronter une situation tragique : on ne peut qu'espérer que l'actuel président et ses successeurs n'aient pas à démontrer leur lucidité et leur courage dans ce genre d'épreuve, militaire ou terroriste. Il leur appartient cependant d'y préparer les Français en leur parlant sans cesse des dangers du monde, en même temps que de ses potentialités, et en veillant à renforcer nos armées, en particulier avec les armes de l'avenir, tant négligées.

Adoptez le communautarisme au détriment de nos droits collectifs afin de créer un climat de guerre civile permanent.

- Mener des réformes vraiment profondes de la société française, en disant son ambition. Par exemple, aujourd'hui, en faisant de l'accès à la connaissance, de tous et à tout âge, la priorité absolue de son mandat. Ou en entreprenant un grand balayage de l'ensemble de notre droit, pour en chasser les innombrables traces de machisme qui y restent encore.

Maintenir nous-mêmes en esclavage les Africains en continuant de piller leurs richesses.

- Un grand projet international. A côté du projet européen, si désespérant, et en particulier celui de l'Europe de la sécurité, dont tout président français doit se faire le champion, on devrait aussi voir lancer aujourd'hui un grand projet vers l'Afrique. Comme le président chinois a lancé l'extraordinaire "nouvelle route de la soie", qui structure pour trente ans l'ambition internationale de la Chine, un président français devrait lancer une "nouvelle route de la Méditerranée" qui relierait l'Europe et l'Afrique, dans un projet à trente ans, au bénéfice de tous. On y ferait la carte et la planification de toutes les infrastructures qui permettraient le développement conjoint des deux continents. Sinon, c'est la nouvelle route de la soie qui le fera, et l'Europe, déjà moribonde, sera définitivement sortie de l'Histoire.

Et de conclure.

- Si un pouvoir veut être utile, il doit créer les conditions pour qu'on se souvienne de lui avec gratitude et non pas en le maudissant.

LVOG - Là il a dû avoir une tendre pensée pour sa monstrueuse créature en difficulté, Macron, haï par la majorité des masses !

[Ils vous expliquent comment la fabrication du consentement fonctionne.](#)

- L'irrésistible ascension de l'opinion publique - Slate.fr 18 octobre 2018

Extraits. L'opinion publique est l'un de ces éléments si insérés dans notre environnement qu'ils font partie de notre quotidien. On la retrouve partout, tout le temps et sous différentes formes. Omniprésente, l'opinion publique est parvenue à se rendre indispensable... (Envahissante ! Indispensable pour qui, pour quoi ? Ils vont l'avouer eux-mêmes plus loin. - LVOG)

Vous n'arrivez à choisir pour qui voter à la prochaine élection? Telle personne est pourtant beaucoup mieux placée que l'autre

pour l'emporter. (Voilà, on va vous aider à choisir pour qui voter... pour notre candidat ! - LVOG)

L'opinion publique est mobilisée dans tous les champs de la société: émissions de divertissement, publicité, marketing, discours politiques, ONG, institutions publiques, etc. (Que des représentations idéologique du régime, au mois on sait à qui et à quoi elle doit servir. - LVOG)

L'opinion publique est d'abord une construction médiévale, qui trouve ses origines aux XIIe et XIIIe siècles. Ce que l'on appelait alors la fama communis ou publica apparaît avec le développement de l'Inquisition et acquiert une fonction centrale dans l'exercice de la justice. (L'Inquisition rendant la justice, voilà l'origine des sondages, je vous l'aurai dit que vous ne l'auriez pas cru ! - LVOG)

La fama correspond à une sorte «d'étiquette» qui, si elle est collée à un individu par des personnes à la réputation respectable, va pouvoir entraîner à l'encontre de celui-ci l'ouverture d'une procédure judiciaire et éventuellement la prise de sanctions, telle que la destitution de certaines responsabilités. L'opinion publique, dès ses origines, possède donc une dimension de validation sociale. (Fama ou fatwa qui va détruire injustement la réputation d'une personne, et ils osent affirmer qu'elle aurait une "vocation sociale", on est bien en présence de monstrueux psychopathes ! - LVOG)

Elle va prendre un autre sens sous le régime de la monarchie absolue. Le gouvernement, soucieux de se tenir au courant des mouvements en cours dans la société, va envoyer des agents aux quatre coins de la ville –dans les marchés, les cafés ou les places les plus fréquentées– pour écouter et rapporter les échanges potentiellement hostiles au pouvoir. (Une entreprise policière, quoi ! - LVOG)

L'objectif de cette politique n'est pas tant de réprimer les personnes représentant un danger pour la monarchie, mais plutôt de posséder une information sur «l'état de l'opinion» –bien que le terme soit ici anachronique– afin de pouvoir l'orienter, notamment en disséminant des informations contraires ou en discréditant les éventuels fauteurs et fauteuses de trouble. L'opinion est alors collectée dans un but politique, celui de garder un contrôle sur les populations. Mais ce n'est que bien plus tard que l'on va chercher à la mesurer scientifiquement. (Extraordinaire, ils avouent que le but des sondages est "*de garder un contrôle sur les populations*", ils ont donc un caractère antidémocratique, c'est un euphémisme ! - LVOG)

Méthode initialement américaine, le sondage va très vite s'exporter, et notamment en France par l'intermédiaire de Jean Stoetzel. Au milieu des années 1930, ce jeune docteur en psychologie sociale passe une année en tant que professeur détaché à l'Université Columbia de New York, grâce à une bourse de la Fondation Rockefeller. (Tiens donc, une entreprise financée par Rockefeller ! - LVOG)

Il s'y forme aux méthodes statistiques et fait la rencontre de Georges Gallup, qui l'informe que personne ne réalise de sondage en Europe et l'encourage à le faire. En 1938, à son retour en France, Jean Stoetzel fonde l'Institut français d'opinion publique (Ifop). (Que cette saloperie vienne des Etats-Unis n'étonnera personne. - LVOG)

Dans un premier temps, la presse contribue largement à faire connaître les sondages. Dans les années 1950, des revues comme Réalités, L'Express ou encore France Observateur (ancêtre de l'actuel L'Obs) commande et diffuse de nombreuses études réalisées par l'Ifop.

L'opinion publique parvient au cours du XXe siècle à s'imposer comme incontournable, au fur et à mesure que se développent les outils permettant de la mesurer.

Entre 1945 et 1963, on recensait en moyenne 450 sondages par an dans le monde. En 1983, on pouvait en décompter 500 uniquement en France. Et en 2017, selon un rapport de la Commission nationale des sondages, 560 sondages ont été publiés sur la seule thématique de l'élection présidentielle. (Cela les rend littéralement dingue de penser qu'ils pourraient perdre le contrôle de la population, on comprend pourquoi et justifie mon travail. - LVOG)

Cette inflation du nombre des sondages médiatisés est d'autant plus impressionnante que la majorité des enquêtes d'opinion ne sont jamais publiées. Elles constituent une source d'information que la clientèle des instituts se garde bien de diffuser et utilise pour définir ses stratégies –électorales ou commerciales– et ses investissements. (Bref, pour comploter ! - LVOG)

L'industrialisation croissante de la fabrication des sondages est rendue possible par l'évolution des modes d'administration des questionnaires.

L'ensemble de ces évolutions nous offre la possibilité d'une connaissance plus fine des représentations individuelles et collectives, des valeurs et des préférences qui traversent la société. (Un complément aux fichiers des renseignements généraux, merci on avait compris ! - LVOG) Slate.fr 18 octobre 2018

[Dans la même rubrique.](#)

C'est bien une affaire de l'oligarchie, ils le confirment eux-mêmes.

- Réchauffement climatique : Bill Gates et Bruxelles s'unissent - LePoint.fr 19.10

Ou quand la véritable nature de l'UE s'expose au grand jour...

Si vous détestez le travail forcé et l'esclavage : Fuyez la France !

- "Des gens qui fuient la torture, le viol, le travail forcé, l'esclavage..." : le témoignage de Tanguy Louppe, sauveteur sur "L'Aquarius"
- Franceinfo 19.10

Ne venez pas ici en Inde, vous serez logés à la même enseigne, alors jetez-vous à la mer, c'est ce que suggère ce décérébré !

Frères et soeurs d'infortune, n'écoutez pas ces nantis, ces abrutis, cultivez la solidarité entre vous pour survivre dans votre pays et mener votre lutte de classe contre vos propres exploiters et oppresseurs, y compris les impérialistes qui veulent maintenir votre pays dans un état de sous-développement, expropriez-les, puis jetez-les dehors !

Allez, ils en rajoutent une couche toute fraîche dans la rubrique En Marche vers le totalitarisme.

- Vie privée. Le Conseil d'Etat valide le mégafichier controversé - Liberation.fr 19.10

Le Conseil d'Etat a rejeté jeudi les requêtes dirigées contre le décret instaurant le mégafichier qui regroupe les données personnelles de tous les Français... Liberation.fr 19.10

Et pour qu'on ne se trompe pas sur la nature de Macron et son gouvernement, ils s'attaquent aux plus faibles.

- Le Sénat rejette une proposition de loi visant à mieux indemniser les allocataires de l'Allocation adultes handicapés - Publicsenat.fr 19.10

- Le retour d'une demi-part supplémentaire pour les veuves « n'est pas soutenable », estime Le Maire - Publicsenat.fr 19.10

Ah ben c'est que l'existence du capitalisme « n'est pas soutenable », abolissons-le !

[Le peuple exploité résiste.](#)

- Les femmes de chambres du Park Hyatt ne lâchent rien - Liberation.fr 19 octobre 2018

- Retraités : «Macron nous considère comme des "nantis"» - Liberation.fr 19 octobre 2018

Dénonçant la baisse de leur pouvoir d'achat, ils ont manifesté, ce jeudi, à l'appel notamment de la CGT et de FO. Leurs craintes sont partagées par les actifs, selon une enquête de la CFDT. Liberation.fr 19 octobre 2018

- A l'aciérie Ascoval près de Valenciennes : «Si on ferme, c'est un scandale d'Etat» - liberation.fr 18 octobre 2018

[Flagrant délit. Libération ou la vraie fausse nouvelle.](#)

LVOG - Ce matin Yahoo news proposait deux articles, où Libération s'employait à expliquer que Macron et la ministre des Transports n'avaient pas du tout l'intention d'imposer des péages urbains, non, ils l'ont suggéré tellement fort qu'ils ont été jusqu'à suggérer aux maires des grandes villes un "tarif des péages"... à 50 centimes d'euro près !

Mieux encore dans le déni, Libération s'est employé maladroitement à vouloir faire croire que la possibilité de recourir à cette nouvelle taxe daterait de l'époque de Sarkozy, ce qui est exact, à ceci près qu'elle avait été enterrée depuis et que c'est bien Macron qui la réactive en recourant à un "avant-projet de loi d'orientation des mobilités (LOM)" (Publicsenat.fr). Lisez attentivement, c'est très tordu, mais instructif.

Les faussaires de Libération en sont arrivés là pour ménager Macron.

- Péages urbains : la fausse annonce - Liberation.fr 19 octobre 2018

L'instauration de péages aux portes des agglomérations a été présentée dans les médias comme une nouveauté de la future loi sur les mobilités. La ministre des Transports, Elisabeth Borne (photo), a rappelé que cette taxe était possible depuis les lois Grenelle de 2010, que le nouveau cadre légal «va préciser les conditions dans lesquelles les péages urbains pourront s'appliquer» et que ce sont les collectivités qui décideront, pas l'Etat. Liberation.fr 19 octobre 2018

- Péages urbains : c'est pour demain ? - Publicsenat.fr 18 octobre 2018

Alors que vient d'être dévoilé par le média « Contexte » l'avant-projet de loi d'orientation des mobilités (LOM), qui prévoit la possibilité pour certaines agglomérations de se doter d'un péage urbain, la sénatrice LR Fabienne Keller présentait ce jeudi son rapport sur les outils financiers permettant de réguler le trafic automobile.

Le péage urbain - ou « tarif de congestion » selon le texte gouvernemental - n'est en effet pas une mesure des plus populaires. De quoi expliquer la réticence des grandes villes que sont Lyon, Marseille et Paris vis-à-vis de cette disposition de la loi LOM.

L'avant-projet de loi LOM s'en tient pour l'instant à laisser la liberté aux élus locaux d'opter, ou pas, pour le péage urbain, qui se matérialiserait par un système de téléservice, avec une facture envoyée aux automobilistes en fin de mois. « Aujourd'hui, aucune collectivité n'a annoncé son souhait de mettre en place à court terme une tarification de congestion. Mais c'est demain comme aujourd'hui un outil à leur disposition », précise Elisabeth Borne, ministre des Transports.

Un projet qui serait donc tué dans l'œuf? Fabienne Keller ne s'y résout pas et préfère vanter les systèmes étrangers...

L'avant-projet de la loi LOM prévoit d'ailleurs des tarifs réduits, voire gratuits pour certains usagers, notamment pour « ceux dont le domicile ou le lieu de travail est situé dans la zone soumise à tarif de congestion ». Si la collectivité sera chargée de définir les heures d'application du tarif des péages et d'en déterminer le prix, le texte du gouvernement fixe un plafond à 2,50 euros pour les villes de 100 000 à 500 000 habitants, et de 5 euros au-delà. L'Ademe et la direction générale du Trésor, dont les conclusions sont reprises dans le rapport de Fabienne Keller, recommandent toutefois que seules les agglomérations de plus de 300 000 habitants mettent en place un péage urbain. Publicsenat.fr 18 octobre 2018

- Pour ou contre les péages urbains ? - Capital 18.10

Le gouvernement souhaite favoriser l'implantation de péages urbains à l'entrées des grandes villes... Capital 18.10

[Ils osent tout](#)

- Trump estime que Jamal Khashoggi est "certainement" mort - Reuters 19.10

Non, il a seulement été découpé en morceaux...

- L'Equateur expulse l'ambassadrice du Venezuela en représailles à des "insultes" envers son président - Franceinfo 19.10

En régime totalitaire, la moindre critique est dénoncée comme une insulte...

- Pays-Bas, pays libre - L'Express.fr 19.10

Cela existe ?

[Haut de page ↗](#)

Le 21 octobre 2018

[CAUSERIE ET INFOS](#)

Ici, grosse pluie ininterrompue, la mousson quoi ! Mais miracle du développement, je plaisante, on a du courant, pourvu que cela dure !

J'aborde certains sujets par morceaux, sinon je ne pourrais pas consacrer de temps à l'actualité.

Un courriel de menace reçu.

J'ignore d'où il provient il m'a été envoyé en empruntant mon adresse électronique.

jctardieu@outlook.fr

Sam 20/10/2018, 12:05

Hello!

My nickname in darknet is des53.

I hacked this mailbox more than six months ago. Through it I infected your operating system with a virus (trojan) created by me and have been monitoring you for a long time.

Your password for jctardieu@outlook.fr is 247dmf4

Even if you changed the password after that - it does not matter, my virus intercepted all the caching data on your computer and automatically saved access for me.

I have access to all your accounts, social networks, email, browsing history.
Accordingly, I have the data of all your contacts, files from your computer, photos and videos.

I was most struck by the adult sites that you occasionally visit.
You have a very wild imagination, I tell you!

During your pastime and entertainment there, I took screenshot through the camera of your device, synchronizing with what you are watching.
Oh my god! You were so funny and excited!

I think that you do not want all your contacts to get these files, right?
If you are of the same opinion, then I think that \$880 is quite a fair price to destroy the dirt I created.

Send the above amount to my Bitcoin wallet: 3G6jQA6D6haG5oq6KvHG5fAbwrCebVT8dR

As soon as the above amount is received, I guarantee that the data will be deleted, I do not need it.

Otherwise, these files and history of visiting sites will get all your contacts from your device.
Also, I'll send to everyone your contact access to your email and access logs, which I have carefully saved.

Since reading this letter you have 48 hours! (Il me donne 48 heures avant de saccager mon disque dur ! - LVOG)
After your reading this message, I'll receive an automatic notification that you have seen the letter.

I hope I taught you a good lesson.
Visit safe websites only, and don't enter your passwords anywhere!

Good luck!

Ma réponse : Fuck you !

● Causerie au format pdf (22 pages)

Quelques éléments pour alimenter notre réflexion politique... et agir.

Syndicalisme

Un mot d'ordre que nos dirigeants ont abandonné depuis longtemps, non, plus précisément qu'ils n'ont jamais adopté, ce qui n'est pas du tout pareil.

Trotsky - Dans les pays fascistes et semi-fascistes, tout travail révolutionnaire ne peut être qu'illégal et clandestin. Il est nécessaire de nous adapter nous-mêmes aux conditions concrètes existant dans les syndicats de chaque pays afin de mobiliser les masses, non seulement contre la bourgeoisie, mais aussi contre le régime totalitaire régnant dans les syndicats eux-mêmes et contre les leaders qui renforcent ce régime.

Le mot d'ordre essentiel dans cette lutte est : indépendance complète et inconditionnelle des syndicats vis-à-vis de l'Etat capitaliste. Cela signifie : lutte pour transformer les syndicats en organes des masses exploitées et non en organes d'une aristocratie ouvrière.

Le second mot d'ordre est : démocratie dans les syndicats. (L. Trotsky. Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste - Août 1940)

Sur le parti.

Si on doit construire un parti qui regroupe les éléments les plus déterminés ou les plus conscients de la classe ouvrière, des classes moyennes et des intellectuels, et non un parti de masse, ce parti doit être résolument tourné vers les masses, vers toutes les couches des masses exploitées, y compris ses couches inférieures ou les plus défavorisées.

Nos dirigeants ne l'ont pas compris, et ils se sont lancés dans la construction d'un parti composé d'une élite destinée aux élites que les masses devraient suivre, et évidemment cela n'a jamais pris.

Ce n'était pas parce que le parti ne devait pas être un parti de masse qu'il ne devait pas s'adresser aux masses, or c'est ainsi qu'ils l'ont interprété et le résultat à l'arrivée est nul, c'était inévitable. S'il était inévitable que le parti recrute au sein des couches supérieures de la classe ouvrière et des classes moyennes, parmi les intellectuels dans un premier temps, cela ne signifiait nullement que c'était vers ses couches ou classes que le parti devait se tourner, il y a eu une confusion dramatique sur ce plan-là.

Et qu'on ne vienne pas nous sortir l'histoire du parti bolchevik qui pendant près de 10 ans après la scission avec les mencheviks demeura un courant du parti ouvrier social-démocrate de Russie, qui connut des hauts et des bas de 1903 jusqu'à la Première guerre mondiale, étape qu'il aborda tandis que ses effectifs étaient au plus haut, pour retomber au cours de la guerre et se retrouver ultra minoritaire pour aborder la révolution de février 1917, et ce n'est qu'au cours des 8 mois qui précédèrent la révolution d'octobre qu'il connut un développement fulgurant pour devenir majoritaire au sein des soviets.

On ne peut pas comparer cette époque à la nôtre ou celle des 3 ou 5 décennies précédentes, puisque dans les années 10, il y a donc un siècle, la classe ouvrière et la paysannerie russe était en grande partie illettrée, tandis que le prolétariat français ou des puissances occidentales de la seconde moitié du XXe siècle était instruit ou avait été scolarisé, sans parler des multiples et profondes transformations qu'a connu la société durant cette longue période. Donc se servir de l'histoire du parti bolchevik pour justifier l'état actuel de l'avant-garde du mouvement ouvrier en France ne tient pas la route.

L'autre argument avancé par nos dirigeants consiste à dire qu'en période de reflux du mouvement ouvrier ou de la lutte de classe, il est impossible de construire le parti, sauf que nous ne sommes pas dans cette période, puisque les mouvements sociaux ou les grèves se multiplient dans le pays, en réalité ils n'ont jamais réellement cessé tout au long des décennies antérieures jusqu'en 2018. Donc là encore, cet argument n'est pas sérieux.

Jamais à cours d'arguments pour avoir le dernier mot ou refuser d'admettre leurs erreurs, ils nous sortent encore qu'en période de réaction sur toute la ligne, il est très difficile de recruter de nouveaux militants, ce qui est exact, sauf que lorsque la période de réaction sur toute la ligne dure des décennies, voire plus d'un demi-siècle aux Etats-Unis par exemple, que doit-on en conclure si on les écoute, qu'on n'a plus qu'à prendre notre mal en patience en attendant des jours meilleurs qui ne viendront peut-être jamais partant de là. Donc c'est un argument fallacieux, autant dire que la barbarie a triomphé et qu'on devra s'habituer à faire avec dorénavant, qui peut s'y résoudre, personne, ce qui suffit à montrer à quel point cet argument est déplacé.

Qu'ils aient l'honnêteté d'avouer qu'ils ne savent pas comment s'y prendre pour s'adresser aux masses et construire le parti, et peut-être qu'on arrivera à cerner et résoudre le problème auquel nous sommes confrontés, dans le cas contraire, répétons-le cela reviendrait à dire qu'il n'existe aucune solution, ce qui reviendrait à abandonner cet objectif et du même coup la perspective du socialisme.

On ne doit pas oublier également leur argument fétiche, le stalinisme qui serait un obstacle ou servirait de repoussoir à la construction du parti. Or depuis déjà des décennies le stalinisme n'est plus qu'un cadavre puant ou son influence sur les masses a été réduite à néant ou presque. Donc cet argument qui a pu être d'actualité juste après-guerre, ne l'est plus depuis longtemps.

Quelle influence a de nos jours le stalinisme sur le prolétariat américain, aucune ou presque, en revanche le maccarthysme ou la propagande anticommunisme ont fait bien plus de ravages au sein du mouvement ouvrier, et plus particulièrement chez les

classes moyennes ou les intellectuels, ainsi que leur embourgeoisement. C'est ce qui fera dire à Trotsky à la fin des années 30, que tant que les ouvriers s'intéresseront davantage au dernier modèle de chez Ford plutôt qu'à leur santé ou leur retraite, il serait impossible d'entrevoir une issue politique avant longtemps, je cite en substance, j'ai égaré le texte d'où est issue cette citation. Qu'est-ce que cela signifiait au juste ? Personne n'a cherché à le savoir par la suite. Ceci n'expliquerait-il pas cela ? Trotsky ne renonçait pas à la construction du parti ou au socialisme, bien au contraire, il s'efforça de cerner quels obstacles se dressaient pour y parvenir. Et il expliqua aux militants américains de la IVe Internationale, qu'au-delà de leur engagement dans la lutte de classe au côté du prolétariat, leur tâche consistait à expliquer inlassablement, encore et encore aux ouvriers américains en quoi consistait la situation et le programme de la IVe Internationale, etc. pour les gagner un à un au socialisme, travail ingrat qui exigeait beaucoup de patience sans qu'il soit forcément couronné de succès, mais il n'existait pas d'autre voie pour aller de l'avant...

Quant à la social-démocratie dégénérée, elle a pratiquement cessé de recruter dans la classe ouvrière dans les années 70. Quand j'habitais et je militais à l'OCI à Clichy-sur-Seine à cette époque, un bastion ouvrier, je me souviens que le PS avait perdu sa dernière militante issue de la classe ouvrière, ce qui évidemment n'était pas sans signification politique.

Allez dire cela à des dirigeants bornés ou dogmatiques qui s'imaginent qu'on pourrait parvenir à construire le parti en tenant le même discours à la virgule près pendant 50 ans sans tenir compte des transformations intervenues dans la société ou à l'intérieur des classes, qui s'est soldé par un échec retentissant, c'est avoir du temps à perdre ou de l'énergie à gaspiller.

Ah la bonne conscience face à ses contradictions !

Un internaute - "Sinon, au milieu de l'émission (De Russia Today - LVOG) j'ai eu droit à une "publicité" d'au moins une minute qui consistait en une interview d'Alain Afflelou sur la nécessité d'accueillir les réfugiés. Je suis toujours un peu gêné par la philanthropie des millionnaires, mais j'étais surtout surpris de voir ça au milieu d'un débat qui traitait d'immigration."

LVOG - Pourquoi cela devrait-il vous gêner, au contraire c'est révélateur, mais vous êtes apparemment passé à côté, rassurez-vous, vous êtes loin d'être le seul!

Il n'y a pas que les oligarques philanthropes qui seraient bourrés de qualités et de valeurs, leurs représentants aussi.

- Le macronisme se trouve beaucoup de valeurs - Liberation.fr 21.10

Pure infantilisme de lapereau sans doute.

- Alexandre Benalla sur le selfie à St-Martin: Macron "s'est fait avoir comme un lapin de six semaines" - Le HuffPost 18 octobre 2018

Je crois que depuis le type qui figurait à ses côtés a été arrêté et est en tôle ! Le prochain coup du lapin, ce sera pour Macron, à moins qu'il se fasse la belle comme Benalla, qu'on le foute dehors !

Cela dit certains dans le camp de nos ennemis s'inquiètent sérieusement de la tournure que prend la situation sociale et politique en France.

- Laurent Wauquiez : «Les gens sont en colère, ça va finir par exploser» - LeParisien.fr 21.10

Ils en viennent même à douter pour un oui ou pour un non, ils sont au bord de la crise de nerf !

- Brigitte et Emmanuel Macron : cette photo du couple qui ne rassure pas - Voici.fr 20 octobre 2018

- Mort de Jamal Khashoggi les doutes sur la crédibilité de la version saoudienne - Le Figaro 21.10

[De nombreux intellectuels flirtent avec le socialisme, mais quelque chose d'indéfinissable les retient de franchir le pas. Essayons d'y voir un peu plus clair.](#)

Un commentaire que je vais envoyer au portail Saker Francophone.

En lisant les articles publiés par le Saker Francophone, j'ai du mal à comprendre où tous ces intellectuels veulent en venir ou plutôt, j'ai l'impression qu'ils ne le savent pas eux-mêmes, ou pour être plus précis encore, s'ils le savent, en revanche les moyens d'y parvenir semblent leur échapper totalement.

C'est un peu comme s'ils étaient attirés par le socialisme, parce que quelque part ils savent ou pressentent que c'est la seule alternative possible au capitalisme, mais au moment de franchir l'ultime étape pour l'adopter, ils s'arrêtent nets et n'iront pas plus loin. Ils sont soudains comme traumatisés inconsciemment par quelque chose qui les empêcheraient de concrétiser leurs idées ou leurs convictions sans pouvoir le nommer. Toute leur construction théorique s'en trouve ébranlée et réduite à l'impuissance puisque ne débouchant sur aucune réalisation pratique, hormis diffuser ou publier leurs réflexions parfois ou même souvent d'une profondeur hors du commun, qui témoignent une compréhension remarquable des principaux facteurs ou acteurs qui influencent l'orientation de la société ou du monde.

En écrivant ces lignes et après avoir lu quelques articles que vous avez publiés - je vais en lire d'autres dans les semaines qui viennent pour m'assurer qu'ils confirment l'impression que m'ont laissé ceux que j'ai déjà lus ou dans le cas contraire l'informer ou m'obliger à la modifier, j'ai peut-être une explication à vous proposer. Je crois avoir observé que vous consacrez davantage d'importance aux acteurs institutionnels, mais que vous négligez ceux qui font réellement l'histoire, les masses exploitées et opprimées, les travailleurs, la classe ouvrière ou le prolétariat, qui n'existeraient qu'en période électorale ou épisodiquement quand ils se manifestent au bon souvenir de ceux qui les gouvernent en s'opposant à leur politique, tandis que ce sont eux qui produisent les richesses ou assurent des services à l'ensemble des membres de la société quotidiennement.

Votre attention se porte uniquement sur les partis démocrate et républicain issus de la classe dominante.

Ils sont traités comme une masse négligeable ou ignorée, comme si elle ne pouvait pas prendre son destin en mains, s'organiser pour décider elle-même l'orientation de la société. Peut-être que vous ne vous en rendez pas compte, ce qui serait logique, puisque votre engagement politique ne dépasse pas le stade des idées finalement ou ne se concrétise pas en terme d'organisation au côté des masses dans un ou des partis politiques, ou alors je l'ignore et je voudrais bien savoir lesquels.

J'avoue ne pas connaître tous les partis politiques qui existent dans tous les pays, aussi ce serait intéressant que vous éclairiez ma lanterne sur ce point, ou que je sache ce que vous pensez des partis qui sont les plus proches de votre sensibilité et pourquoi vous ne souhaitez pas les rejoindre ou participer à leur combat politique. Ne voyez pas dans ma démarche une curiosité malsaine, je suis moi-même inorganisé et j'ai déjà expliqué pourquoi dans mon portail à de multiples reprises, si cela vous intéressait de le savoir, je prendrais le temps de vous en fournir les raisons, c'est assez long à expliquer.

Lu dans *Les forces et les faiblesses des gauchistes par rapport aux conservateurs* par Brandon Smith - Saker Francophone 8 août 2018

- "*Ce n'est un secret pour personne que je considère la position conservatrice comme étant de loin supérieure à celle de la gauche*", bref, apparemment vous êtes de droite ou un conservateur (De gauche peut-être !), vous devez donc l'assumer jusqu'au bout, ce qui est manifestement loin d'être le cas.

Car dans cet article, quand vous parlez de la gauche et des conservateurs ou de la droite, vous faites preuve de démagogie en évitant soigneusement de rappeler qu'ils correspondent à l'existence de classes distinctes aux intérêts opposés et inconciliables, bref, au lieu de tenir compte du développement des forces productives et de la lutte des classes qui en sont à l'origine, à vous écouter elles seraient le "prolongement naturel de processus humains" sur lesquels évidemment nous n'aurions aucune emprise puisqu'il s'agirait d'un processus "naturel" qui se diluerait ou se déclinerait à l'infini dans des "processus humains", dont on ignorerait fatalement les lois qui y président, de telle sorte qu'il serait impossible de concevoir une théorie pour transformer consciemment la société.

On comprend à partir de là votre obsession à imputer à la gauche, j'entends la véritable gauche, celle qui combat pour un changement de régime par une révolution prolétarienne ou l'abolition du capitalisme, un égalitarisme autoritaire qu'elle voudrait imposer à toute la société, un principe ou un objectif qui lui est étranger depuis au moins la critique du programme de Gotha de Marx en 1875, où il expliqua que pour être le plus juste possible ou pour satisfaire les besoins ou aspirations de chaque travailleur qui somme toute étaient différents d'un travailleur à l'autre, je cite, "le droit devrait être non pas égal, mais inégal", après avoir rappeler que "les rapports juridiques naissent des rapports économiques" et non l'inverse, et que par conséquent aucun "partage équitable" des richesses ne pourrait dans l'avenir satisfaire les besoins ou aspirations de l'ensemble des masses exploités sans abolir le mode de production capitaliste.

Au passage, c'est l'unique critère qui permet de distinguer la gauche de la droite, combattre pour un changement de régime ou s'accommoder du régime en place en voulant le réformer, mission impossible évidemment.

Quand on s'en écarte ou qu'on le nie, on en arrive à la confusion qui conduit à imputer à la gauche ce qui lui est totalement étranger. Que cet égalitarisme hystérique appartienne à certains gauchistes, je vous l'accorde volontiers, mais ne confondez pas ou ne faites pas un amalgame entre la gauche et les gauchistes, ou encore la fausse gauche, la gauche institutionnelle, la gauche issue de la social-démocratie ou du stalinisme.

Maintenant on peut comprendre cette confusion du fait qu'il existe désormais un mélange des genres ou une collusion entre la gauche institutionnelle et la gauche qui se veut radicale, mais qui issue de la gauche parlementaire ou dite traditionnelle en a

conservé l'idéologie qu'elle partage finalement avec la droite, ainsi que l'extrême gauche décomposée issue du trotskysme ou du maoïsme qui oscille entre le gauchisme ou l'opportunisme pour avoir été influencée par la social-démocratie dégénérée ou par le stalinisme, aucun de ces courants politiques n'étant demeurée fidèle au marxisme ou au socialisme qu'ils ont renié ou défiguré au point de devenir méconnaissable ou servir de repoussoir aux travailleurs et aux jeunes qui ont pu à un moment donné être attirés par le socialisme ou qui ont cherché s'il existait une issue ou un moyen pour en finir avec le capitalisme.

En résumé, vous incarnez les classes moyennes, qui à défaut de s'allier à la classe ouvrière tentent de survivre en se tournant vers les éléments soi-disant progressiste ou démocratique de la classe des capitalistes qu'incarnent ceux qui prétendent de manière frauduleuse représenter la gauche.

- "*La meilleure partie de la nouvelle génération des intellectuels américains ne peut avancer sur la large route historique qu'à la condition d'une complète rupture avec les oracles de la « démocratie » demi-vérité.*" (Léon Trotsky. Coyoacan, 19 mars 1938)

Numéro d'illusionnisme. Quand ils ne cautionnent pas l'UE, c'est au tour de l'ONU, les Palestiniens apprécieront !

- Impunité « made in Europe » : pourquoi l'UE s'oppose à un traité sur la responsabilité des multinationales - multinationales.org 15.10

"Pourquoi l'Europe fait-elle obstruction, au sein de l'ONU, à l'adoption d'un traité international ambitieux sur les multinationales et leur responsabilité en matière de droits humains et d'environnement ? Un nouveau rapport publié dans le cadre du réseau européen d'investigation ENCO, dont l'Observatoire des multinationales est l'un des fondateurs, se penche sur la troublante proximité entre l'Union européenne et les lobbies des multinationales, et sur ce qu'elle révèle : une conception du monde où le secteur privé est associé à toutes les décisions, et où lui imposer des règles contraignantes devient quasi inimaginable."

Ce rapport comprend un ensemble d'études de cas (dont la version intégrale est disponible en ligne) rédigées par des experts et des organisations de la société civile d'Europe (dans le cadre du réseau ENCO) et par des organisations du sud directement impliqués aux côtés des communautés affectées. Ces cas démontrent que quoiqu'en disent les politiques et les cadres dirigeants du vieux continent sur leur « exemplarité », les multinationales européennes restent impliquées dans des violations des droits humains et de l'environnement tout autour de la planète, sans être mises face à leurs responsabilités. Le souci de « respectabilité » du vieux continent se traduit trop souvent par une délocalisation des pires impacts sociaux et environnementaux des multinationales et des consommateurs européens vers les pays du sud. Une tendance facilitée, si ce n'est encouragée, par certaines politiques de l'UE comme la poursuite effrénée d'accords de libre échange ou la promotion des marchés carbone. multinationales.org 15.10

L'Observatoire des multinationales est animés par des gens de gauche, cela vous surprend ? Moi, non. Sauf que moi je n'attends rien des institutions internationales financières ou politiques du capital et pourtant je suis de gauche.

Alors qu'est-ce que la gauche, qui est et qui n'est pas de gauche ? Vous avez deviné, bravo !

Lu dans un article rédigé par une activiste canadienne de gauche.

- "Jair Bolsonaro est devenu populaire malgré son discours raciste, misogyne, anti LGBT, anti-pauvres ... et certainement anti-socialiste, anti PT (Parti des travailleurs) et anti luliste."

Alors que Bolsonaro est un militaire à la retraite d'extrême droite, est-il "certainement" ou sûrement "anti-socialiste", un doute subsisterait-il, que signifie cette hésitation ? Elle est révélatrice. Avant d'y venir on doit se demander ce qui se passe dans la tête de ce genre de militante. Si maintenant on évacue des intentions de cette militante la perspective du socialisme, son discours s'éclaire ou se tient, devient logique.

Car en effet, plus loin elle va consacrer une grande partie de son article à nous expliquer que "les Brésiliens se sont sentis trahis par le PT" sans pour autant proposer une autre politique, puisqu'il n'existe pas d'autre alternative que le socialisme, ainsi la boucle de l'opportunisme qui conduit à la dictature est bouclée, en dehors du PT et de l'armée, point de salut ! C'est imparable.

En complément Le candidat-militaire brésilien d'extrême droite Bolsonaro a été fabriqué par les parrains du gang mafieux des oligarques anglo-saxons qui ont hissé Macron au pouvoir.

Au passage, pour la énième fois on peut observer que la "gauche" a préparé le terrain au retour de la réaction au pouvoir. On pourrait nous rétorquer qu'il aurait pu en être de même en URSS si Lénine n'était pas décédé en 1924... C'est un argument légitime que nous devons traiter sérieusement au lieu de le mépriser comme le font les gauchistes.

Certes, à ceci près qui change tout radicalement, que personne n'aurait pu imputer à Lénine et au parti bolchevik, à l'Internationale communiste les faiblesses du mouvement ouvrier et le manque de préparation du prolétariat mondial pour pouvoir passer au socialisme, de les avoir trahis, de ne pas avoir oeuvré en permanence à élever leur niveau de conscience

politique en ayant continué de combattre inlassablement sur tous les fronts l'impérialisme mondial, ce qui n'a jamais été le cas de la gauche opportuniste qui a trahi, capitulé en rase campagne.

D'autre part, en URSS, avec Lénine et le parti bolchevik la voix du combat pour le socialisme ainsi que les enseignements de la révolution russe de 1917 ne se seraient jamais éteints et auraient continué de porter de génération en génération, et avec l'Internationale communiste le prolétariat mondial et le mouvement ouvrier international auraient disposé d'un formidable instrument pour s'organiser sur les bases du socialisme et affronter le capitalisme et ses institutions internationales. A chaque instant partout dans le monde, les travailleurs les plus déterminés ou les plus conscients auraient pu adopter les tâches et les objectifs de la révolution socialiste mondiale, ce qui aurait facilité la construction de véritables partis communistes dans chaque pays et aurait contribué à renforcer l'Internationale communiste, en fait, c'est l'ensemble de la lutte de classe du prolétariat mondial, les rapports entre les classes à l'échelle mondiale qui auraient été modifiés au profit des exploités et des opprimés, perspective.

On comprend dès lors pourquoi notre comparaison ne pouvait pas aller plus loin, puisqu'aussi bien la social-démocratie que le stalinisme ne serviront pas la cause du socialisme, bien au contraire, ils ne cesseront de le combattre au côté de la réaction internationale. Au passage, on peut mesurer la portée historique et criminelle du stalinisme et la raison pour laquelle les militants restés fidèles au socialisme lui vouent une haine aussi intense que les souffrances qu'endurent injustement tous les peuples de nos jours.

A bas la "**civilisation industrielle**", vive la civilisation de l'Age de la pierre ! La nostalgie n'est pas humaniste, mais cruelle.

- Non, l'humanité n'a pas toujours détruit l'environnement - Reporterre 3 octobre 2018

Extraits.

- L'homme serait-il un destructeur invétéré, ne laissant à la Terre qu'une perspective d'anéantissement ? Les auteurs de cette tribune contestent cette vision fataliste et réductrice, qui ignore la diversité des sociétés humaines et qui légitime « l'idéologie capitaliste dominante ».

LVOG - A première vue, on pourrait penser qu'on serait en présence d'anticapitalistes, à ceci près qu'au lieu de vouloir faire tourner la roue de l'histoire dans le sens du développement de la civilisation humaine ou des forces productives, ils préfèrent la faire tourner en sens inverse et nous ramener à l'Age de la pierre !

- Les cultures autres que la civilisation industrielle sont ou étaient autant d'exemples de natures humaines foncièrement différentes. (Eh ô combien contraignante pour ceux qui travaillaient la terre autrefois, sans tracteur, sans cheval ni boeuf, attention les vegans veillent ! L'apologie - LVOG)

- Les seuls exemples de sociétés humaines véritablement soutenables que nous connaissons appartiennent à cette catégorie des sociétés non industrialisées, non civilisées. L'occulter nous condamne à ignorer la seule manière pour l'être humain de vivre sur la planète Terre sans la détruire. (Vive l'époque où l'espèce humaine en était encore au stade de la sauvagerie élevée au rang d'idéal ! - LVOG)

- Voilà une manière confortable d'occulter les différences fondamentales entre les organisations sociales des peuples du passé, des peuples actuels non industrialisés, et le fonctionnement de l'organisation sociale technocapitaliste de notre civilisation. Il est facile de définir une seule nature humaine, qui serait destructrice, lorsqu'on ignore la pluralité des cultures et sociétés. (A bas le progrès social qui est le produit du développement des forces productives et de la lutte des classes ! - LVOG)

- Le capitalisme n'a rien de naturel. (Cela ne vous fait-il pas penser à ce que nous avons lu dans un autre article à propos d'un "prolongement naturel de processus humains" ? Le progrès social non plus n'a rien de "naturel", et il a dû en passer par bien des destructions et autres vicissitudes, devrait-on le bannir également ? - LVOG)

- Le mouvement écologiste ne doit pas se laisser envahir par cette idéologie fataliste et excessivement réductrice de notre passé commun. Homo sapiens ne détruit pas la planète depuis des centaines de milliers d'années, il n'est pas non plus intrinsèquement destructeur. 50.000 ans après le premier peuplement humain de Bornéo, l'île était encore recouverte d'une forêt luxuriante. La destruction de la forêt de Bornéo a véritablement commencé au XXe siècle, avec l'exploitation induite par la civilisation industrielle. Ce n'est pas pour rien qu'aujourd'hui encore 80 % des zones les plus riches en biodiversité sont des territoires où vivent des peuples autochtones. En matière de relations avec le milieu naturel, nous avons énormément à apprendre de notre passé et des cultures non industrialisées et non civilisées qui subsistent encore aujourd'hui, malgré l'incessante expansion de la civilisation industrielle, cette monoculture mortifère. Nous ne devons pas les laisser disparaître. Par éthique et solidarité avant tout, bien sûr, mais aussi pour notre propre futur. Elles emporteraient avec elles une grande partie de ce qu'il nous faut réapprendre. Reporterre 3 octobre 2018

L'auteur de cet article, Ana Minski est artiste ; Nicolas Casaux est traducteur aux éditions Libre et membre de l'organisation écologiste Deep Green Resistance.

Deep Green Resistance, Qu'est-ce que c'est ?

Les deux principaux objectifs affichés du mouvement sont la restauration des écosystèmes et le démantèlement de la civilisation industrielle.

La théorie Deep Green s'appuie sur des éléments d'anthropologie, de phénoménologie, d'écologie profonde et d'écoféminisme.

"L'organisation indique sur son site internet que "Deep Green Resistance est une organisation radicalement féministe. Les hommes forment une classe qui mène une guerre contre les femmes. (...) En tant que radicaux, nous avons l'intention de démanteler le genre et tout le système patriarcal qu'il incarne. La liberté des femmes - en tant que classe - ne peut être dissociée de la résistance à l'ensemble de la culture dominante.". (Wikipédia.org)

Dans leur blog ils proclament : "La civilisation n'est pas et ne sera jamais soutenable." ou encore : "Deep Green Resistance remet en cause la nécessité même de l'existence de la civilisation. DGR demande « Et si on faisait sans la civilisation, tous ensemble? »

- Le réchauffement climatique a lieu en ce moment même, à une vitesse vertigineuse. La seule solution honnête est de stopper la civilisation industrielle dans ses extractions d'énergies fossiles. (deepgreenresistance.fr)

Tiens, c'est marrant ils ont les mêmes préoccupations ou ils sont arrivés aux mêmes conclusions que les oligarques, le GIEC, l'ONU...

Totalitarisme. Bienvenue chez les esclavagistes et les inquisiteurs des temps modernes.

- A Deliveroo, «c'est de l'esclavagisme» - Libération.fr 19.10

A 14 heures vendredi, une nuée d'hommes vêtus de bleu convergent vers le centre de la place de la République, à Paris. C'est là que les livreurs Deliveroo se sont donné rendez-vous à l'initiative du Collectif des livreurs autonomes parisiens (Clap). Certains terminent tout juste une commande, d'autres se sont déplacés pour l'occasion, mais tous partagent une revendication : que les tarifs appliqués par l'entreprise de livraison de repas soient augmentés.

Alexandre et Pierre (leurs prénoms ont été modifiés) sont parmi les premiers arrivés sur la place. Ils sont livreurs depuis plus d'un an et leur rémunération constitue un apport complémentaire. «C'est un travail que je fais en plus de donner des cours», explique le premier. Sur son portable il déroule le montant des transactions : 5,13 euros, 4,98 euros, 5,23 euros, 4,87 euros... «En août, Deliveroo a changé son système de tarification. Maintenant, pour une même course, l'algorithme peut nous payer 10 centimes de moins ou de plus», explique-t-il.

Surtout, selon lui, le tarif minimum a été abaissé à 4,80 euros. «Ça fait plusieurs fois qu'ils changent la tarification. Et à chaque fois, c'est nous qui sommes perdants», dit-il. A côté de lui, Adil clame que c'est «son dernier week-end». «Ça fait deux mois que j'ai commencé. On m'a dit que ça payait bien. Le mois dernier j'ai fait 2 400 euros net pour cinq heures par jour pendant sept jours. Mais maintenant on est payés au lance-pierres. La réalité, c'est qu'il y a trop de travail, c'est de l'esclavagisme moderne», regrette-t-il. Sans compter l'absence de congés payés, de congé maladie et de chômage qu'impose leur statut d'auto-entrepreneur.

«A Paris, il y a des accidents tous les jours», ajoute Adil. Avec le temps aussi, ils seraient de plus en plus livrés à eux-mêmes face à l'algorithme de l'application. «Avant, on avait des distances assez courtes et on travaillait dans des zones bien définies. Aujourd'hui, on te propose des distances beaucoup plus longues pour pas grand-chose», avance Pierre.

Leur mobilisation en est à ses débuts. «80 % des livreurs sont satisfaits de leur collaboration. Les revendications ne sont pas représentatives», argue de son côté la direction. Qui assure que l'évolution de la tarification a été faite à la demande des livreurs qui souhaitent réaliser des courses plus longues. «En France, on travaille constamment avec des nouveaux livreurs, la semaine dernière, on a eu 4 000 demandes d'inscription.» En clair : ceux qui ne sont pas contents peuvent vite être remplacés.
- Libération.fr 19.10

Totalitarisme. Leurs intentions inavouables dévoilées (pour les naïfs), mais révélateurs.

- Mémo interne de Google : les firmes technologiques se « détournent de la liberté d'expression pour se tourner vers la censure ».

"Mardi, le site internet d'extrême droite Breitbart News a rendu public un mémo interne confidentiel, écrit par des employés du géant de la technologie Google, qui parle ouvertement de censure politique. Le document note que «les firmes technologiques se

sont détournées progressivement de la liberté directe d'expression pour se tourner vers la censure et le contrôle». Ce faisant, Google, Facebook et Twitter ont cherché à mettre l'accent sur la création «d'espaces visant à garantir la sécurité et la courtoisie» et à minimiser le concept de «marchés d'idées sans intermédiaires». Breitbart a déclaré que Google n'avait pas nié la véracité du document, mais il a écrit qu'«une source officielle de Google a déclaré que le document devait être considéré comme un exercice interne de recherche et non comme une position officielle de la compagnie»."

Source : WORLD SOCIALIST WEB SITE

Si ce sont des employés de Google qui l'affirment, ils sont les mieux placés pour en parler ou savoir de quoi ils causent...

Totalitarisme. Extermination (démocratique) de masse de civils innocents made in USA.

Les États-Unis recommencent : des avions ont bombardé la Syrie au phosphore blanc.

"Le 13 octobre, la coalition dirigée par les États-Unis a utilisé des munitions au phosphore blanc au cours de frappes aériennes dans la province syrienne de Deir Ez-Zor, et fait des victimes parmi les civils. Le mois dernier, du phosphore blanc avait également été utilisé par deux F-15 de l'US Air Force (USAF) dans une attaque contre la ville de Hajin, à Deir-ez-Zor. Le gouvernement syrien a condamné à plusieurs reprises la coalition dirigée par les États-Unis, qui affirme que la nécessité de combattre Daech justifie ses actions militaires, tout en niant l'emploi de phosphore blanc. Le phosphore blanc n'entre pas dans la catégorie des armes chimiques interdites par la Convention sur les armes chimiques, mais c'est une arme incendiaire. En tant que telle, il ne peut pas être utilisé contre des non-combattants."

Source : ENTELEKHEIA

[Psychopathe, tyran, totalitarisme, définition et mode d'emploi.](#)

Voici un article ou plutôt une analyse remarquable, il n'y a rien à retrancher ou rien à ajouter ou presque.

Je vous invite vivement à le télécharger et à le diffuser à toutes les personnes que vous croiserez sans exception. Quel parti ouvrier va le reproduire, en faire un outil pédagogique pour former ses militants ? Il mériterait de faire l'objet d'une conférence publique.

- Comment les gens sont facilement contrôlés par les tyrans par Brandon Smith (alt-market.com 5 septembre 2018) - Mondialisation.ca (Ou Saker Francophone) 18 octobre 2018

La question se pose souvent dans les cercles du mouvement de la liberté de savoir comment nous en arrivons au point d'une tyrannie totale au sein d'une société. De nombreux facteurs déterminent ce résultat, mais à travers tous les différents systèmes totalitaires de l'histoire, il existe des dénominateurs communs – des éléments qui doivent être présents pour que les tyrans l'emportent. Lorsque nous pouvons identifier ces éléments communs de manière objective, nous rendons beaucoup plus difficile l'enracinement de ces structures despotiques.

C'est une question très complexe, mais je vais la décomposer du mieux possible...

La psychologie du tyran

Pour comprendre comment les tyrans contrôlent la société, nous devons d'abord examiner comment l'esprit d'un tyran fonctionne, car ces personnes ne pensent pas dans la plupart des cas comme pensent les êtres humains moyens. C'est l'un des rares cas où j'encouragerais les gens à « altérer » un autre groupe. Les tyrans sont psychologiquement anormaux à un point tel qu'il est difficile de les classer comme humains.

Je crois que la clé pour comprendre les motivations des tyrans et l'origine de ces gens repose sur notre compréhension de la sociopathie narcissique. J'ai beaucoup écrit à ce sujet dans mon article « Les élites globalistes ne sont pas humaines », donc je vais seulement en faire un résumé ici.

Les traits narcissiques et sociopathiques, comme beaucoup de traits psychologiques, sont innés. Ils sont présents chez environ 5% à 10% des personnes dans toute une société à un moment donné. Dans la grande majorité des cas, ces traits demeurent « latents » et n'affectent pas beaucoup les actions ou les relations d'une personne. Dans une minorité de cas, cependant, le narcissisme et la sociopathie deviennent les facteurs déterminants du psychisme d'une personne. Cela se produit chez moins de 1% de la population.

Pour être clair, tous les narcissiques ne sont pas des sociopathes et tous les sociopathes ne sont pas narcissiques. Il y a des gens qui sont des narcissiques de bas niveau qui excellent dans la société et qui conservent une conscience. Il y a des sociopathes de bas niveau dans la société qui remplissent des fonctions importantes dans des carrières que les personnes empathiques

trouveraient difficiles, comme certains emplois dans l'armée ou dans le domaine médical. Je parle ici de sociopathes narcissiques de HAUT NIVEAU – le genre de personnes qui deviennent des meurtriers, des violeurs, des pédophiles et, oui, des tyrans.

Un narcissique sociopathe n'est motivé que par un désir personnel. Il est incapable d'empathie pour les autres et considère les gens comme une sorte de source de nourriture et de carburant plutôt que comme des compagnons de route dans la vie. Il considère son manque de conscience comme un avantage évolutif ; un outil qui l'aide à survivre et à prospérer en piétinant, volant, manipulant et tuant si nécessaire sans culpabilité ni regret.

On pourrait penser que ces créatures seraient faciles à repérer dans une foule, mais ce n'est pas toujours aussi simple. Elles ont la capacité d'imiter les comportements de ceux qui les entourent afin de paraître plus humaines. Parfois, cela les trahit parce qu'elles ne peuvent s'empêcher de faire le perroquet ou de plagier les comportements et les manières des gens qu'elles rencontrent au point de rendre leur comportement visible. Pour ceux qui n'ont pas d'expérience avec les sociopathes narcissiques, cependant, la tactique fonctionne pendant un certain temps, parce que les gens pensent voir quelqu'un comme eux ; un reflet. Imaginez-le comme un mécanisme de survie, comme un caméléon.

Pour certains tyrans, cette capacité les rend attachants aux yeux du public pendant un certain temps. Ils peuvent être beaucoup de choses pour beaucoup de groupes, et leur capacité à mentir de façon convaincante est exceptionnelle. Ils grimpent rapidement les échelons du succès et construisent des systèmes qui leur permettent de prospérer. Mais ils ont des doutes et des faiblesses.

Dans la plupart des cas, ils sont lâches. Ils préfèrent obtenir ce qu'ils veulent par la subversion et la supercherie, et ils fuient la confrontation directe. Ils préfèrent utiliser d'autres personnes (des idiots utiles) comme armes ou boucliers plutôt que de risquer de se mesurer à leurs adversaires idéologiques. En tant que parasites, ils se concentrent sur les faibles d'esprit ou les personnes fragiles.

Ils veulent désespérément l'admiration des gens qu'ils victimisent. Par conséquent, ils sont constamment forcés de jouer des rôles afin de paraître normaux. Ils n'aiment pas ça. Ils ont l'impression que c'est au-dessous de leur statut que de se laisser aller à la pitié, et ils sont convaincus qu'ils devraient être vénérés pour ce qu'ils sont, et non pour l'image frauduleuse qu'ils ont construite. Ils veulent « sortir du placard », dans un sens, comme un sociopathe narcissique, mais s'ils le font dans un climat social stable, ils seront rejetés ou brûlés sur le bûcher. Ils se regroupent parfois pour se protéger et sont prêts à travailler ensemble tant qu'il y a un avantage mutuel.

Ainsi, ces « gens » cherchent à créer le chaos, puis à réorganiser la société pour agir davantage comme ils agissent, ou penser davantage comme ils pensent. Quand les masses ont été convaincues d'abandonner leur conscience, alors les monstres peuvent sortir à la lumière du jour sans crainte.

Voici comment ils atteignent cet objectif et comment les gens ordinaires les aident à le réaliser...

Fausse hypothèse

Presque toutes les mauvaises situations commencent par de fausses hypothèses fondées sur des préjugés plutôt que sur des faits ou des preuves. L'hypothèse la plus dangereuse quand il s'agit de tyrannie est de dire « nous avons raison, donc nous ne soutenons pas la tyrannie ». La question qu'il faut se poser, cependant, est de savoir si notre cause est vraiment si « juste » en se basant sur les faits. Si la réponse est « non », alors vous allez probablement alimenter un système tyrannique.

D'abord et avant tout, beaucoup d'êtres humains veulent avoir « raison » plus qu'ils ne veulent être exacts. C'est-à-dire qu'ils sont heureux de « gagner » sur des arguments et autour de conflits, que la vérité soit de leur côté ou non. Ce biais est à l'origine de nombreuses catastrophes de l'histoire.

Cela ne veut pas dire qu'ils n'ont pas de conscience. En fait, la plupart des gens ont une conscience qui leur dit que leurs suppositions sont fausses, mais ils peuvent quand même commettre des actes stupides et des atrocités. C'est là que les manipulateurs tyranniques ont tendance à les aider.

Les tyrans trouvent un grand plaisir à créer toutes sortes de sophismes logiques, de gymnastique mentale et d'arguments vendeurs moralement relatifs afin de convaincre un groupe de personnes que leurs idées fausses sont fondées. La vérité devient brumeuse et les preuves deviennent inutiles. Dans cet état d'esprit, lorsque les individus se fondent dans une foule, les suppositions deviennent des diktats sectaires et « gagner » devient primordial. Les fausses suppositions et les préjugés peuvent être utilisés pour transformer des gens normaux en monstres, tout cela parce qu'ils ont refusé d'accepter que leur position idéologique est erronée ; tout cela parce qu'ils avaient peur de se sentir gênés ou d'admettre s'être fait avoir.

Fausser la prise de position

Le fait de prendre parti dans le discours politique est naturel et normal. Même lorsque les gens sont tout à fait honnêtes sur les faits

et s'entendent sur les principes de base de la décence humaine et de la liberté, ils ne s'entendront pas toujours sur les solutions qui devraient être utilisées pour régler les problèmes auxquels ils sont confrontés. Cela crée un éventail de pensées au sein de la société qui est toujours présent ; on ne peut ni changer cela ni l'éviter. Les tyrans comprennent la base de cet éventail et essaient de l'utiliser à leur avantage pour manipuler les gens afin de les éloigner du discours réfléchi et de les amener à des conflits insensés.

Les tyrans exploitent les masses plus facilement quand les gens supposent que les dirigeants politiques et sociaux corrompus travaillent pour « leur côté » contre « l'autre côté ». Souvent, ces dirigeants peuvent être achetés ou menacés de soumission. Les tyrans s'en servent ensuite pour pousser les supporters des différentes opinions jusqu'aux extrêmes opposés, jusqu'à ce que les deux camps adoptent une attitude de fanatisme.

Cela se produit non seulement en politique, mais aussi en géopolitique, alors que des nations entières sont poussées à se faire la guerre par des présidents et des gouvernements fantoches pour des conflits techniques qui ne profitent qu'à la cabale des tyrans derrière le rideau.

Fanatisme et faux récits

Je considère la fanatisme comme une sorte de maladie psychologique qui est en fait transmissible – elle se propage comme un virus à travers une culture jusqu'à ce que tout le monde soit infecté. Le zèle arrive lorsqu'une personne embrasse une idéologie au point de la laisser se substituer à sa personnalité et son âme, et qu'elle n'est plus capable de penser clairement en tant qu'individu. Cela inclut la possibilité qu'elle soit du mauvais côté de l'histoire et de la morale.

Le fanatisme à l'échelle de la masse dépend d'un certain nombre de dominos successifs. La menace de l'effondrement de la société civile et des souffrances économiques aident. Les opposants idéologiques doivent être présentés comme une menace imminente et vile pour le tissu même de la société. Dans certains cas, il s'agit d'une menace réelle et créée (opposition contrôlée) ; dans d'autres cas, il s'agit d'un tigre de papier destiné à pousser un autre groupe à soutenir des mesures tyranniques.

Les tyrans construisent de faux récits. C'est ce qu'ils font de mieux. Ils encouragent les gens à devenir des méchants sans le savoir, ou ils accusent des groupes innocents de méchanceté afin de semer la division. Ils ont besoin que toutes les parties voient les autres comme un allié ou un ennemi. Il n'y a pas d'entre-deux. Si une personne ne se conforme pas à l'opinion du fanatique, elle doit être immédiatement traitée comme une menace. Cela provoque une chambre d'écho sans fin qui détruit toute dissidence ou désaccord, aussi rationnel soit-il.

Les fanatiques opèrent principalement par peur, ce qui en fait des proies faciles pour les tyrans. Et comme l'a dit un intello quelque part : « La peur est le tueur de l'esprit ; la peur est la petite mort qui efface tout. » Apathie et faux espoirs Plus que tout, les tyrans veulent une population apathique. L'apathie engendre la complaisance et l'inaction, et elle encourage également la pensée délirante. Les personnes apathiques ont tendance à considérer la philosophie du pacifisme comme un moyen de revendiquer leur propre comportement, mais ce n'est qu'un masque conçu pour cacher leur peur. Elles peuvent craindre la souffrance, elles peuvent craindre la perte, elles peuvent craindre l'échec, mais elles ont certainement peur, et cela les empêche de s'opposer à des développements dont elles savent qu'ils sont mauvais par nature et qui exigent une réaction agressive. L'apathie peut aussi être introduite dans une société par l'utilisation de faux espoirs. Les tyrans évoquent des scénarios dans lesquels le public est amené à croire qu'un « changement » positif est sur le point de se produire, généralement par la politique. Mais, il n'y aura pas de changement pour le mieux au-delà de la cosmétique. Les choses ne font qu'empirer. Dans ce processus de conditionnement, les tyrans soulèvent les espoirs des masses, puis les anéantissent encore et encore, jusqu'à ce que le public abandonne.

Le problème n'est pas que les choses ne peuvent pas changer pour le mieux, mais que le public continue à jouer selon les règles d'un jeu fabriqué par les gens mêmes qui causent leur misère. Sortir des contraintes de ce jeu nous oblige à prendre les choses en main plutôt que d'attendre que les autres fassent des changements pour nous. Il faut prendre des risques. Si la farce de la tyrannie doit finir un jour, tous les gens éveillés et conscients devront prendre de nombreux risques.

J'ai entendu dire que la tyrannie est un produit naturel et inévitable de la société humaine. Que les tyrans ne peuvent être évités, qu'ils existeront toujours et que toute tentative de les éliminer ne fera que les remplacer par d'autres tyrans. C'est le sommet de l'état d'esprit pathétique. C'est le sombre vide du nihilisme.

On pourrait aussi dire qu'il ne sert à rien de se laver soi-même parce que nous allons nous salir à nouveau demain. Mais ces gens finiraient par mourir de maladie. Si la tyrannie est une constante humaine, alors la rébellion doit aussi être une constante humaine, sinon, l'humanité mourrait ou se transformerait en quelque chose de méconnaissable. Brandon Smith - 5 septembre 2018

[Pourquoi nous rejetons l'argument du partage équitable ou d'une meilleure répartition des richesses au détriment d'un changement de mode de production ou de régime.](#)

Extraits de la *Critique du programme de Gotha* par K.Marx (1875)

- Qu'est-ce que le « partage équitable (20) » ?

Les bourgeois ne soutiennent-ils pas que le partage actuel est « équitable » ? Et, en fait, sur la base du mode actuel de production, n'est-ce pas le seul partage « équitable » ? Les rapports économiques sont-ils réglés par des idées juridiques ou n'est-ce pas, à l'inverse, les rapports juridiques qui naissent des rapports économiques ? (...)

Je me suis particulièrement étendu sur le « produit intégral du travail », ainsi que sur le « droit égal », le « partage équitable », afin de montrer combien criminelle est l'entreprise de ceux qui, d'une part, veulent imposer derechef à notre Parti, comme des dogmes, des conceptions qui ont signifié quelque chose à une certaine époque, mais ne sont plus aujourd'hui qu'une phraséologie désuète, et d'autre part, faussent la conception réaliste inculquée à grand-peine au Parti, mais aujourd'hui bien enracinée en lui, et cela à l'aide des fariboles d'une idéologie juridique ou autre, si familières aux démocrates et aux socialistes français.

20 - Voir l'article critique d'Engels « Un salaire équitable pour une journée de travail équitable », dans l'ouvrage de Marx : Salaire, prix et profit.

Pourquoi les escrocs de la pseudo-gauche ou gauche de la gauche se focalisent sur le mode de répartition des richesses au détriment du mode de production qui devrait demeurer inchangé ?

Ou ce qui distingue la vraie et la fausse gauche.

- A toute époque, la répartition des objets de consommation n'est que la conséquence de la manière dont sont distribuées les conditions de la production elles-mêmes. Mais cette distribution est un caractère du mode de production lui-même. Le mode de production capitaliste, par exemple, consiste en ceci que les conditions matérielles de production (23) sont attribuées aux non-travailleurs sous forme de propriété capitaliste et de propriété foncière, tandis que la masse ne possède que les conditions personnelles de production : la force de travail. Si les éléments de la production sont distribués de la sorte, la répartition actuelle des objets de consommation s'ensuit d'elle-même. Que les conditions matérielles de la production soient la propriété collective des travailleurs eux-mêmes, une répartition des objets de consommation différente de celle d'aujourd'hui s'ensuivra pareillement. Le socialisme vulgaire (et par lui, à son tour, une fraction de la démocratie) a hérité des économistes bourgeois l'habitude de considérer et de traiter la répartition comme une chose indépendante du mode de production et de représenter pour cette raison le socialisme comme tournant essentiellement autour de la répartition.

23 - C'est-à-dire les instruments de production (terre, bâtiments, outillage, etc).

ACTUALITÉ DU JOUR

La meute enragée de la réaction est lachée !

En avant-propos, la parole à la défense, Mélenchon.

- Mélenchon samedi 20 octobre à propos de Franceinfo et Mediapart - "*Alors ils sont pires que les flics. Personne ne nous accuse d'enrichissement personnel, personne, nulle part, dans aucune procédure. Et elle n'est pas ma compagne.*" huffingtonpost.fr 20.10

- Franceinfo "n'est pas une radio d'Etat, mais de service public" : le directeur de la station répond à Jean-Luc Mélenchon - Franceinfo 20.10

- Perquisitions à LFI : la procureure dénonce «un coup de force» du camp Mélenchon - LeParisien.fr 20.10

- Eva Joly : « Le comportement de Jean-Luc Mélenchon est indigne » - LePoint.fr 20.10

Députée européenne pour encore quelques mois, l'ancienne candidate écologiste réaffirme ses convictions et ne mâche pas ses mots contre la gauche. LePoint.fr 20.10

- Critiques de Mélenchon : Generation.s appelle la gauche à défendre la liberté de la presse - AFP 21.10

Le mouvement fondé par Benoît Hamon, Génération.s, a appelé samedi la gauche à "respecter et défendre la liberté de la presse", en dénonçant les attaques de la France Insoumise contre franceinfo, Mediapart et Quotidien. AFP 21.10

A bas la liberté de la presse quand elle s'érige en juge d'instruction à charge au détriment du principe de la présomption d'innocence et devient diffamatoire !

Quand le procureur général de gauche Mediapart mène l'enquête pour le compte du parquet.

- "Agression" et "ignominie" : Mélenchon s'en prend à Mediapart, qui révèle sa "relation extra-professionnelle" avec sa conseillère Sophia Chikirou - Franceinfo 20.10

Dans une enquête publiée vendredi soir, Mediapart affirme que le leader de La France insoumise entretient une relation avec la dirigeante de Mediascop, société au cœur de l'enquête sur les comptes de campagne de Jean-Luc Mélenchon.

"Le patron de La France insoumise et la communicante entretiennent en réalité de longue date, selon nos informations, une relation extra-professionnelle", indique Mediapart. "Celle-ci pourrait relever de la seule vie privée des deux intéressés mais prend désormais, à la lueur des investigations judiciaires, une dimension d'intérêt général", précise le site d'information. Victime d'un système "Macronie-parquet-médias"

Mediapart enfonce le clou : "Si l'enquête devait confirmer le soupçon qui a présidé à son ouverture, cela signifierait que les sommes incriminées perçues par madame Chikirou l'auraient été à l'occasion d'une campagne présidentielle dirigée par un homme politique avec lequel elle partage une relation intime régulière." Franceinfo 20.10

Propagande de la terreur et faux pronostics qui prennent l'allure de fausses nouvelles.

- Faut-il s'attendre à une crise financière majeure ? par Jean-Michel Naulot - Mediapart 18.10

Depuis quelques mois, tout le monde prévoit une grave crise financière, même d'anciens gouverneurs de banques centrales comme Jacques de Larrosière et Jean-Claude Trichet, même le FMI... Et pourtant, sur les marchés, on continue de danser ! Le président de la Banque centrale américaine semble lui-même assez inquiet et maintient un rythme soutenu de hausses de taux pour calmer cet emballement.

Même Jacques de Larrosière, ancien banquier central...

L'économiste libéral Charles Gave...

Crise financière internationale ou non, il est clair que l'euro peut disparaître...

PS : les mesures qu'il faudrait prendre à l'échelon international et en Europe pour éviter une grave crise financière, ou pour remédier à la crise qui arrive, sont exposées dans mon livre « Eviter l'effondrement », au Seuil (2017).

Le commentaire que j'ai envoyé au blog Les Crises qui a eu l'amabilité de le publier.

A quoi se réduit "tout le monde" :

- Jacques de Larrosière, ancien banquier central...
- Charles Gave, économiste libéral ...
- Jean-Claude Trichet, ex-président de la BCE et invité du groupe Bilderberg...
- Le FMI...
- Crise financière internationale ou non...

Là, c'est trop n'en jetez plus la cour est pleine !

PS : les mesures qu'il faudrait prendre à l'échelon international et en Europe pour éviter une grave crise financière, ou pour remédier à la crise qui arrive, sont exposées dans mon livre « Eviter l'effondrement », au Seuil (2017).

Vous avez compris la supercherie ?

Quand ils ne s'amuse pas à vous faire peur avec une Troisième Guerre mondiale à coups de bombes atomiques, ils vous

sortent que la Troisième Guerre mondiale financière...

Le tout pour justifier leurs dépenses militaires pharaoniques ou les dizaines de milliers de milliards de dollars, euros, yens, livres, etc. versés généreusement aux banques, institutions financières, compagnies d'assurance, etc. sans oublier les politiques d'austérité drastiques ou liberticides tournées contre tous les peuples...

[Ils osent tout. Désinformation de médias-oligarques . Quand des infos manipulées finissent par se substituer à la réalité.](#)

Le changement de nom de la Macédoine approuvé par le Parlement - Reuters 20.10

Le Parlement macédonien a adopté vendredi une proposition pour changer le nom du pays en vertu d'un accord conclu en juin avec la Grèce et qui pourrait permettre à terme à la Macédoine de se porter candidate pour intégrer l'Otan et l'Union européenne.

Le texte, approuvé par 80 élus sur 120, soit exactement la majorité des deux tiers requise pour adopter une modification de la Constitution, est la première étape d'un long processus qui requiert plusieurs votes et pourrait se terminer au plus tôt en janvier prochain.

L'Ancienne république yougoslave de Macédoine (FYROM) doit être rebaptisée République de Macédoine du Nord en échange de quoi Athènes ne s'opposera plus à son intégration au sein de l'Union européenne et de l'Otan.

"Aujourd'hui est un jour historique pour le pays", a déclaré le Premier ministre Zoran Zaev.

"La Macédoine fera part de la famille européenne. Nos rêves et notre vision d'une vie meilleure dans un pays meilleur vont se concrétiser", a-t-il ajouté.

Une fois que le changement de nom sera entériné à Skopje, le Parlement grec devra à son tour se prononcer.

"C'est un grand jour pour la démocratie à Skopje", a déclaré le commissaire européen chargé de l'Elargissement.

"Félicitations à tous ceux qui ont choisi d'emprunter la voie de l'UE", a ajouté Johannes Hahn sur Twitter. Reuters 20.10

[Rappel de ce qui s'est réellement passé en Macédoine et que les agences de presse et les médias censurent.](#)

- Washington corrompt des parlementaires macédoniens pour obtenir l'adhésion à l'Otan et à l'UE - Réseau Voltaire 9 octobre 2018

Les Macédoniens ont refusé l'adhésion à l'Otan et à l'UE que le gouvernement Zaev leur proposait par référendum, le 30 septembre 2018 [1]. Cependant, le soir même les secrétaires généraux de l'Alliance et de l'Union appelaient à contourner la colère populaire et à poursuivre le processus, cette fois par voie parlementaire [2].

Selon Milenko Nedelkovski, Washington a immédiatement débuté un programme d'achat des voix des députés, révèle le Mina Report [3]. Un responsable du département d'État US, « l'agent Tesla » (alias de Mitko Burceski) a ouvert un bureau dans un appartement de luxe appartenant à Sasho Mijalkov, un cousin de l'ancien Premier ministre macédonien Nikola Gruevski. Les députés s'y rendent un à un pour recevoir 2,5 millions de dollars chacun.

L'opération est pilotée par les ambassadeurs US à Skopje, Jess L. Baily (qui a supervisé l'entrée en guerre de la Turquie contre la Libye et la Syrie), et à Athènes, Geoffrey R. Pyatt (qui organisa le coup d'État de 2014 en Ukraine).

Ils sont parvenus à faire inscrire à l'ordre du jour du Parlement le changement de nom du pays ; condition sine qua non pour l'adhésion à l'Otan et à l'UE. Le vote a été fixé au 16 octobre, c'est-à-dire le jour même de la décision de Justice concernant une dizaine de députés nationalistes poursuivis pour avoir espionné le parti social-démocrate [4]. Le plan des ambassadeurs prévoit de faire lever l'immunité de ces députés de sorte qu'ils ne puissent pas voter. Compte-tenu du nombre de voix achetées, la majorité du Parlement basculera alors mécaniquement en faveur de la proposition du Premier ministre. Réseau Voltaire 9 octobre 2018

Notes.

[1] « Les Macédoniens se prononcent contre l'adhésion à l'Otan et à l'UE », Réseau Voltaire, 1er octobre 2018.

[2] « Déclaration de l'Otan et de l'UE sur le référendum en Macédoine », Réseau Voltaire, 1er octobre 2018.

[3] "Mitko Burcevski coordinates Cash offers to MPs – \$2.5m in duffel bags", Marija Nikolovska, Mina Report, October 8, 2018.

[4] Des enregistrements illégaux de personnalités politiques ont été opérés entre 2011 et 2014. Personne ne sait par qui et les différents camps se renvoient la balle. Cependant le contenu de 33 enregistrements rendus publics fait apparaître les mœurs d'une classe dirigeante défailante.

Alors qu'on sait déjà qu'il a été torturé, puis liquidé et finalement découpé en morceaux pour faire disparaître son corps.

Source : « Jamal Khashoggi et le complot manqué contre MBS », Réseau Voltaire, 15 octobre 2018, www.voltairenet.org/article203484.html

[La fable maintenant ou la version officielle.](#)

- L'Arabie saoudite admet que Khashoggi a été tué dans son consulat d'Istanbul - AFP 20.10

- Khashoggi: Trump estime que l'explication de Ryad est crédible - Reuters 20 octobre 2018

Le président américain Donald Trump a déclaré vendredi soir penser que l'explication donnée par l'Arabie saoudite sur la mort du journaliste et dissident saoudien Jamal Khashoggi était crédible, ajoutant que ce qui s'est passé était inacceptable.

S'adressant aux journalistes en marge d'un déplacement dans l'Arizona pour un meeting de campagne d'un candidat républicain, Donald Trump a estimé que l'annonce de Ryad était "un bon premier pas".

"C'est une grande avancée. Beaucoup, beaucoup de gens sont impliqués et je pense que c'est un très bon premier pas", a-t-il ajouté.

Le président américain a de nouveau dit ne pas vouloir que d'éventuelles sanctions contre l'Arabie saoudite affectent les contrats d'armement.

Il a aussi souligné le rôle important de Ryad dans la lutte contre l'influence de l'Iran au Moyen-Orient.

"L'Arabie saoudite est une excellente alliée. Ce qui s'est passé est inacceptable", a poursuivi Trump, ajoutant qu'il s'entretiendrait avec le prince héritier Mohamed ben Salman. Reuters 20 octobre 2018

[La gauche : Quel cauchemar!](#)

Gauche : ils rêvent d'un nouveau «Front populaire» - LeParisien.fr 20.10

Au Brésil, cela ne les fait plus "rêver" !

- Maurel et Lienemann lancent leur mouvement, "Après" - Reuters 19 octobre 2018

L'eurodéputé Emmanuel Maurel et la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann, deux transfuges du Parti socialiste, ont lancé vendredi leur mouvement provisoirement baptisé "Après", a-t-on appris auprès des intéressés.

Les deux anciens membres de l'aile gauche du PS ont choisi de se rapprocher du Mouvement républicain et citoyen (MRC) et envisagent une alliance avec La France insoumise pour les élections européennes de mai 2019.

"Nous avons réuni 650 personnalités en quatre jours, dont 50 élus ou cadres du PS. Nous en aurons plus de mille la semaine prochaine et nous nous engageons dans la création d'une formation politique nouvelle et commune", a dit Marie-Noëlle Lienemann à Reuters.

"On procède par ordre. D'abord le rapprochement avec le MRC et la fondation d'un nouveau parti", avait expliqué jeudi à Reuters Emmanuel Maurel, ancien membre du bureau national du PS. "Un nom définitif sera trouvé à la fin de l'année".

L'eurodéputé a confirmé son souhait d'un rapprochement avec La France insoumise en vue des élections européennes, en dépit des remous nés des coups d'éclat de Jean-Luc Mélenchon après les perquisitions menées mardi à son domicile et au siège de

La France insoumise.

"Sur les questions européennes, on a des idées, on est d'accord sur le programme, ça ne sert à rien de se mentir", a-t-il souligné.

Alors qu'un PS très affaibli cherche sa tête de liste pour les européennes, l'ancien candidat du parti à l'élection présidentielle de 2017, Benoît Hamon, compte se lancer dans la course en novembre avec son mouvement Génération.s. Il envisage une alliance avec les communistes, mais pas avec LFI.

Dans une tribune intitulée "Pourquoi je quitte le Parti socialiste" publiée vendredi dans Libération, Rémi Lefebvre, professeur de science politique à l'université de Lille, explique son choix de rejoindre la "dynamique collective" de Marie-Noëlle Lienemann et Emmanuel Maurel dont il dit avoir "mesuré depuis des années les convictions viscéralement de gauche".

"J'ai la conviction que des convergences sont possibles, qu'idéologiquement les diverses chapelles de la gauche sont finalement assez proches et qu'elles vont reprendre langue. Le PS est mort, pas le socialisme", écrit-il.

- Maurel, Lienemann, MRC : un nouveau parti pour que «ça bouge à gauche» - publicsenat.fr 19.10

A peine partis du PS, Emmanuel Maurel et Marie-Noëlle Lienemann se lancent dans la création d'un nouveau mouvement avec le MRC en vue d'unir la gauche. La colère de Jean-Luc Mélenchon, lors de la perquisition de la France insoumise, « ne remet en rien en cause » le rapprochement prévu avec FI pour les européennes.

Il ne manque plus que les faire-part. Le député européen Emmanuel Maurel et la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann, qui viennent tout juste de quitter le PS, ont annoncé vendredi 19 octobre leur future union avec le Mouvement républicain et citoyens (MRC), composé d'anciens chevènementistes (voir le sujet de Flora Sauvage).

Le nouveau mouvement, qui doit se constituer début 2019, a un nom, pour l'heure provisoire : APRES. Pour L'Alternative pour un programme républicain, écologiste et socialiste. Et des troupes ? Maurel et Lienemann amènent dans leur corbeille « 650 » élus et militants socialistes, assure Emmanuel Maurel, et vite « un petit millier ». L'ancien sénateur PS Gaëtan Gorce suit le mouvement, tout comme le maire de la Seyne-sur-Mer, Marc Vuillemot, la première fédérale de la Haute-Marne, Eloïse Venancio, ou le politologue Rémi Lefebvre. L'ancien leader de l'aile gauche du PS annonce d'autres parlementaires ou d'autres conseillers régionaux à venir. « Il y a plus de socialistes en dehors du PS que de socialistes dans le PS » raille Emmanuel Maurel. On n'y est pas encore, mais c'est bien l'objectif. Du côté du MRC, où la nouvelle union a été validée à 67% lors d'un vote interne, on compte deux parlementaires : le député du Nord Christian Hutin et la sénatrice du Pas-de-Calais, Sabine Van Heghe.

Le rapprochement est à l'œuvre depuis quelques mois. Un séminaire au Sénat, en juin dernier, a lancé le club « Nos causes communes », socle de leur nouvelle union, suivi d'une université d'été, début septembre, à Marseille. Club transformé en association de loi de 1901, préalable à la création du parti.

Famille reconstituée

Une famille recomposée, ou plutôt reconstituée. « Il y a une histoire des départs de l'aile gauche du PS », rappelle Bastien Faudot, porte-parole du MRC, « en 1993 avec le départ de Jean-Pierre Chevènement qui donne le MDC, Jean-Luc Mélenchon en 2008, Benoît Hamon l'an dernier et maintenant Union et Espoir », qui rassemblait les amis d'Emmanuel Maurel. Le point commun, à l'exception de Benoît Hamon : ces scissions se font sur un fort désaccord sur l'Europe. Emmanuel Maurel appelle à une « rupture brutale et radicale avec l'Europe d'aujourd'hui », à commencer par une remise en cause des traités existants. « La concurrence libre et non faussée va à l'encontre des idées progressistes que nous portons ». A savoir « défendre les classes populaires, les gens modestes » dit Bastien Faudot.

Posés derrière la table d'une brasserie, à deux pas de l'Assemblée, ils imaginent déjà créer « le chemin » qui mènera à nouveau la gauche au pouvoir. Alors que la gauche est parfois plus proche du fond du gouffre, ils vont chercher dans les heures glorieuses de son histoire. Marie-Noëlle Lienemann parle de « nouveau front populaire ». Jean-Luc Laurent, président du MRC, évoque « un nouveau cycle politique », alors que celui « ouvert à Epinay est définitivement clos avec l'élection d'Emmanuel Macron ». Emmanuel Maurel ne cache pas l'ambition de cette nouvelle bande, qui voit (trop ?) grand : préparer « un programme alternatif commun en vue de l'élection (présidentielle) de 2022 ». On pense au programme commun qui mena François Mitterrand à l'Élysée.

Perquisition à la France insoumise : Maurel dénonce une « opération politique »

Pour l'heure, la prochaine échéance électorale des européennes suffira, avec l'idée d'une liste commune avec la France insoumise. Emmanuel Maurel pourrait occuper une des toutes premières places, le MRC devrait aussi en être. Reste que l'actualité se télescope avec ce projet. La perquisition à la France insoumise, doublée de la colère très spectaculaire de Jean-Luc Mélenchon, tombent plutôt mal et ne font pas leurs affaires.

Mais pour eux, il n'y a pas de sujet. « Ça ne remet en rien en cause le choix stratégique que nous avons fait de converger les forces de gauche. Rien ne justifie le moindre changement » assure Marie-Noëlle Lienemann, qui s'étonne de la « coïncidence des dates » de la perquisition et rappelle que « le parquet n'est pas indépendant dans notre pays ». « Ça tombe bien politiquement » ajoute la sénatrice de Paris. Emmanuel Maurel prend moins de pincettes : « Il n'y a que les hypocrites et les naïfs qui considèrent que ce n'est pas une opération politique ». Il ajoute : « La seule différence peut-être entre la Macronie et l'Etat RPR, c'est qu'au moins avec Pasqua il y avait un peu de malice... »

Outre l'écueil de la personnalité de Jean-Luc Mélenchon, sur le fond, l'ambition de rassembler à terme la gauche semble encore complexe. Elle pourrait notamment buter sur ce qui lie aujourd'hui Maurel/Lienemann et le MRC : l'Europe. Pour EELV ou Génération.s, la vision du projet européen n'est pas la même. « Est-ce que l'Europe doit être fédérale ou pas n'est pas la question des européennes » répond Emmanuel Maurel, « je ne crois pas que les points de vue soient irréconciliables ». « Il faudra bien que chacun fasse un pas » veut croire Marie-Noëlle Lienemann. Premier signe encourageant : le chef de fil du Parti communiste pour les européennes, Ian Brossat, a réitéré son appel au rassemblement, lancé en septembre sur Public Sénat, en écrivant à Benoît Hamon, Jean-Luc Mélenchon, Olivier Besancenot, David Cormand et Emmanuel Maurel pour tenter de « dépasser l'état de dispersion qui est celui de la gauche aujourd'hui ».

S'il est difficile de dire si cette énième relance de la gauche fera pschitt ou sera le début de la reconquête, à la fin de la conférence de presse, Jean-Luc Laurent voit au moins une raison de se réjouir : « Ça bouge à gauche ». Mais le chemin peut être encore long. Entre la création du programme commun, en 1972, et la victoire de la gauche, en 1981, neuf années se sont écoulées. publicsénat.fr 19.10

Le cadavre de la gauche bouge encore, hélas ! Quant aux millions de travailleurs pauvres et leurs familles, ils sont prévenus "le chemin peut être encore long" avant que leurs souffrances cessent, ceux qui l'affirment s'en foutent, ils vivent confortablement...

Ils osent tout

L'AFP s'extasie !

- Ces Américains qui défient l'âge de la retraite - AFP

Ils rangent les chariots à bagages des aéroports. Ils sont vendeurs de vêtements ou caissiers dans des supermarchés à un âge où d'autres ont pris leur retraite depuis bien longtemps: aux États-Unis, l'emploi des personnes de plus de 75 ans relève de moins en moins de la singularité. AFP

Ah l'Amérique, quel modèle de démocratie, d'humanisme, de liberté !

L'AFP exulte une nouvelle fois, son candidat va être élu !

- Bolsonaro, le chantre de la dictature en passe de présider le Brésil - AFP

- Promis à la victoire lors du second tour de la présidentielle au Brésil, Jair Bolsonaro a séduit des millions d'électeurs avec un discours sécuritaire qui a fait mouche, malgré ses dérapages racistes, misogynes et homophobes. AFP

- Le Canada va accueillir des Casques blancs syriens - AFP

- Honduras: manifestation à Tegucigalpa en solidarité avec la "caravane" de migrants - AFP

- Les révoltés anti-Brexit pourraient provoquer un nouveau référendum - Le HuffPost

- Londres: manifestation pour un nouveau vote sur le Brexit - AFP

Plus d'un demi-million de personnes ont bruyamment participé à "la plus grande manifestation sur le Brexit", selon les organisateurs, samedi à Londres, pour réclamer un référendum sur l'accord final, encore négocié entre Londres et Bruxelles à cinq mois de l'échéance. AFP

[Haut de page ↗](#)

Le 22 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai rapidement actualisé le portail parce qu'une pluie torrentielle s'est abattue ici la nuit dernière et ils viennent juste de rétablir l'électricité. Du coup, j'ai quelques travaux à faire dans le jardin.

● Causerie au format pdf (10 pages)

[La dérive totalitaire du régime se confirme. La condamner sous toutes ses formes est la moindre des choses pour un militant ouvrier.](#)

- 15 octobre 2018 – Le POID exige l'arrêt immédiat des poursuites contre La France insoumise

Le Parti ouvrier indépendant démocratique condamne avec la plus grande fermeté les perquisitions opérées ce jour au siège de La France insoumise et au domicile de plusieurs de ses responsables.

Cette tentative de transférer le débat politique sur un plan judiciaire s'inscrit dans une dérive générale du pouvoir en place pour qui les partis politiques et les organisations syndicales, formes élémentaires de la démocratie, devraient être mis sous le boisseau et soumis aux institutions du régime de la Ve République.

Le Parti ouvrier indépendant démocratique exige l'arrêt immédiat des poursuites contre La France insoumise et ses dirigeants, l'arrêt des perquisitions policières, le respect des libertés démocratiques, de l'indépendance des partis et des organisations syndicales. Il se tient à disposition de toute proposition d'action dans l'unité pour faire prévaloir ces exigences. POID 15.10

Aucun article ou communiqué de LO, un article minable du NPA dans lequel il n'apporte aucun soutien à LFI et Mélenchon.

- RTL a sondé les internautes qui se connectaient sur son portail, et il en est ressorti que 57% des personnes qui s'étaient exprimés sur l'attitude de Mélenchon l'approuvaient. (Source : yetiblog.org 19.10)

- De son côté, l'organisation VIGI-CGT Police a pris la défense de M. Mélenchon, dénonçant une « utilisation de la justice et de la police nationale à des fins politiques par le pouvoir en place ». agoravox.tv 20.10

On comprend pourquoi ils s'inquiètent en haut lieu.

- Mauvaise nouvelle pour le président de la République, Emmanuel Macron ! Son principal opposant, Jean-Luc Mélenchon, lui ravit la première place dans un sondage OpinionWay pour Europe Elects réalisé entre le 19 et le 20 septembre dernier sur 1 061 personnes.

Macron dégringole en plus de... 14 points depuis juin 2018. De son côté, Jean-Luc Mélenchon peut être satisfait. Tandis que Macron dégringole, il gagne 4 points et prend la tête de l'approbation des Français pour les personnalités leaders d'organisations politiques. anti-k.org 24.09.2018

- 2017 : Mélenchon ferait mieux qu'en 2012... voire que Hollande
<https://www.marianne.net/.../2017-melenchon-ferait-mieux-que-2012-voire-que-holl...>

- Jean-Luc Mélenchon, nouvelle personnalité politique préférée des Français...
<https://www.levif.be/actualite/belgique/jean-luc-melenchon.../video-rtl-645181.html>

Etc. etc. etc.

[Les masques tombent \(pour les naïfs\). Mediapart et Plenel pris à leur propre piège ?](#)

Ils n'ont pas pu empêcher que le texte ci-dessous soit publié... par leur soin !

Peut-être n'avaient-ils pas les moyens de le censurer, à moins qu'ils se soient dits que leurs abonnés étaient comme eux de fieffés réactionnaires, et que cela n'aurait aucune incidence sur leur misérable boutique, ou encore que cela permettrait d'épurer leurs blogs, de faire fuir ceux qui penchaient à gauche, ce qui serait contrebalancer par ceux de droite qui les remplaceraient avantageusement, ils seraient davantage en famille, en période de réaction sur toute la ligne c'est sans doute la meilleure explication... mais qui risque de se retourner contre eux rapidement, qui sait ?

- Les valeurs perdues d'Edwy Plenel - blogs.mediapart.fr 21 octobre 2018

Edwy Plenel,

Où sont passées vos valeurs ? Où sont vos indignations, vos protestations, vos combats ? Il s'est passé, il y a cinq jours, un fait grave dans une démocratie républicaine et vous n'en dites rien ! Vous vous taisez ! Les faits les voici : un mouvement politique d'opposition, légal, représenté à l'assemblée nationale a été l'objet, de bon matin, de QUINZE perquisitions simultanées ! Tous ses ordinateurs saisis, tous ses documents, fichiers aux mains de la police. JAMAIS, dans toute l'histoire de la république un parti politique n'avait été victime d'une opération d'une telle ampleur ! JAMAIS ! C'est totalement inédit et vous ne dites rien ! Ni indignation, ni protestation, pas même un étonnement !

Nous sommes, vous et moi, de la même génération. Imaginez-vous qu'une opération pareille ait pu se dérouler du temps de de Gaulle, de Pompidou, de Giscard - par exemple au Parti Communiste ou au PS - sans qu'immédiatement tout ce que ce pays compte de démocrates sincères, de progressistes - et vous le premier !- ne se lève vent debout ? Mais non ! de telles choses n'étaient même pas envisageables à cette époque, aussi "fachos" que ces pouvoirs nous semblaient alors ! Aujourd'hui, une limite a été franchie. Toutes les données, documents, listes d'adhérents, de sympathisants, de donateurs, jusqu'aux documents privés les plus intimes sont dépouillés, scrutés, analysés par la police. Toute la vie d'un mouvement politique d'opposition est en possession du pouvoir. Jamais on avait vu ça, jamais ! Et pour quel crime gravissime, pour quel menace pour la république une telle mesure aussi exceptionnelle est elle prise ? Pour d'hypothétiques "irrégularités financières", pour de supposées "surfacturations"...sur un compte de campagne pourtant validé par une commission !

Et vous, monsieur Plenel, vous ne dites rien. Rien ne vous choque ? Un mouvement politique d'opposition est traité comme un gang du grand banditisme, comme une organisation terroriste pour un simple soupçon de surfacturations et vous, lanceur d'alerte intransigeant, démocrate sourcilieux, vous ne levez pas même un sourcil ! Vous vous taisez mais vous laissez écrire vos collaborateurs, ce qui vous engage. Or, qu'écrivent vos collaborateurs ? Soulignent-ils seulement le caractère inédit, totalement disproportionné de cette opération ? A peine. Tout juste concède-t-on que les liens entre le parquet et le pouvoir posent un problème qu'il faudrait résoudre un jour. Point. Pour le reste tout est à charge contre ... le perquisiteur ? Non. Contre le perquisitionné ! Le scandale, ce n'est pas l'abus manifeste et totalement disproportionné d'un pouvoir, même agissant légalement, le scandale, le vrai, le seul, c'est les hurlements de Mélenchon, c'est un doigt qui s'agite, une main qui se pose sur un substitut, des expressions républicaines trop antiques, trop hugoliennes pour être comprises par les ignorants de notre époque. Le scandale c'est la colère d'un homme et ses excès, sans que l'on se donne même la peine d'interroger les raisons, la source et peut-être la légitimité de cette colère. Voilà où en est arrivé Mediapart en l'an 2 de l'ère Macron. En attendant, monsieur Arfi "enquête". On en a vu les premiers résultats...

Tout ceci est grave, monsieur Plenel. Grave pour la démocratie, grave pour mediapart, grave pour vous. Vous pouvez ne pas aimer un homme politique, vous pouvez ne pas être en accord avec l'orientation politique de son mouvement, mais cette hostilité ne peut vous faire oublier votre devoir. Or le devoir le plus élémentaire d'un homme libre, d'un démocrate, d'un journaliste citoyen aurait été de protester contre l'absurde disproportion d'une opération qu'on ne devrait même pas croire possible dans une démocratie. La haine, la détestation d'un homme a-t-elle rendu Mediapart aveugle ? Aveugle au point de voir la poutre là où est la paille et la paille là où est la poutre ? Aveugle au point d'en oublier ses principes, ses valeurs fondamentales, au point de se renier soi-même ?

Monsieur Plenel, vous ressaisirez vous ?

(<https://blogs.mediapart.fr/ermler/blog/201018/les-valeurs-perdues-dedwy-plenel>)

Là vous rêvez ou vous êtes bourré d'illusion, Plenel s'est laissé corrompre par le régime depuis belle lurette, sinon il ne serait jamais devenu directeur du Monde, réfléchissez un peu ou faites preuve d'un minimum de logique.

Ce qui est intéressant dans cette affaire, c'est que cela révèle la pourriture de Mediapart, et devrait inciter ses abonnés ou sympathisants à s'interroger sur toutes ses prises de position antérieures, qui, s'ils les examinent attentivement, devrait les amener à la conclusion qu'ils ont été manipulés pendant des années pour le compte du régime en place.

On ne se refait pas, Mediapart vient de l'illustrer de manière magistrale.

Corruptions passées, corruptions présentes (réponses à Laurent Mauduit) par Frédéric Lordon - blog.mondediplo.net 19.07.2012

Extraits. - Il n'y a généralement pas plus révélateur de quelque embarras de conscience que la comédie de la vertu outragée. Laurent Mauduit n'a pas aimé que, évoquant son dernier ouvrage dénonciateur de corruptions présentes, je lui fasse l'affront de lui rappeler quelques corruptions passées (1), à savoir l'itinéraire zigzaguant qui l'avait conduit jusqu'ici (2). De cette gêne

lancinante, on pouvait déjà avoir un avant-goût à la réception passablement entortillée par Médiapart du documentaire de Gilles Balbastre et Yannick Kergoat *Les nouveaux chiens de garde* : impossible de le traîner dans la boue, comme s'y étaient employés tous les médias (*Le Monde* en tête, oui celui d'Edwy Plenel à l'époque) en 1998 avec le livre éponyme de Serge Halimi (3), impossible donc sauf à s'aliéner un public auprès duquel on a maintenant décidé d'occuper vaillamment une ferme position de gauche ; mais impossible également de l'endosser, cette fois non par une délibération de la raison politique-marchande mais par un mouvement de répugnance proprement incoercible. C'est que ces gens-là (au nombre desquels Acrimed ou la fine équipe du Plan B) n'ont jamais lâché d'une semelle *Le Monde* de la mondialisation heureuse, de la gauche molle qui trahit et du *Traité* constitutionnel européen, et pire encore : ils ont de la mémoire, ne sont pas des enfants de Marie, et ne croient pas plus aux effacements de l'ardoise magique qu'aux propriétés curatives des caramels mous. Dit autrement, ils sont l'inaltérable rappel aux archives des convertis de trop fraîche date. (...)

Mais pourquoi se gêner puisque le pouvoir autorise tout ? Matthieu Pigasse, patron de la banque d'affaire Lazard Frères publie un livre intitulé *Révolutions — Pigasse ! Lazard ! Révolutions !* C'est sans doute un trait d'époque que ces gens se permettent tout et à ce degré d'impudence — Pigasse, goudron, plumes oui ! On gage que même Edwy Plenel et Laurent Mauduit doivent trouver énorme ce genre d'énormité. Il faut leur dire cependant, fussent-ils en être attristés, qu'il passe parfois autour d'eux quelque parfum d'asphalte, sans doute moins fort mais tout de même entêtant, et quelques plumes voletantes. Car c'est une chose qu'ils ne pourront pas enlever : avant Médiapart de gauche, il y a eu un *Monde* de droite. Et ils en ont été les chefs.

En fait c'est ça le point important. Tout le monde sait bien que les journaux ne sont pas des blocs monolithiques, qu'ils ont leur part de luttes internes, que les soutiers ne pensent pas comme les éditocrates, et que du bas on tente comme on peut de peser sur la ligne. Mais il y a des chefs ; et la responsabilité de la ligne en question leur échoit — d'autant plus justement que la ligne... ce sont eux qui la font. Aussi est-on conduit à poser la question simple que voici : quelle a été la ligne du *Monde* de 1996 (date d'arrivée d'Edwy Plenel à la direction de la rédaction) à fin 2004, et, spécialement, quelle a été sa ligne économique sous la gouverne de Laurent Mauduit, chef du service Economie, pardon Entreprises, de 2001 à 2003, puis directeur adjoint de la rédaction à partir de 2003, enfin éditorialiste à partir de 2006 ? Quelles positions *Le Monde* et ses chefs ont-ils affichées et défendues, pour quoi se sont-ils battus ?

Répondre comme il convient à cette question demanderait de prendre le temps du florilège — la seule manière, et encore, de faire taire la dénégation. Mais c'est un florilège impossible puisqu'il devrait convoquer quasiment l'intégralité des archives du *Monde* sur la période, où, quotidiennement, étaient répétées les vérités quasi-gravitationnelles de la mondialisation (8), l'inéptie de toute idée protectionniste, le poison de toute velléité souveraine, les vertus de la concurrence (9), les charmes du dynamisme entrepreneurial (10), l'évidence des dérèglementations (11), l'enthousiasmante perspective de la construction européenne (12), le devoir sacré de lui donner une constitution, soit pour tout dire l'impératif catégorique d'accompagner, non : de précéder, enfin d'être à la hauteur « d'un monde qui change » (13). Jour après jour, pendant quinze ans, ces couillonnades nous ont été répétées à longueur de colonnes — et MM. Plenel et Mauduit voudraient qu'elles nous soient déjà sorties de la tête —, jour après jour ceux qui avaient la moindre intention de les contester ont été agonis pour archaïsme, parfois pour xénophobie, quand ils n'étaient pas en fait purement et simplement ignorés et brossés à grands coups hors du paysage de la « gauche ». (...)

Qui étaient leurs chefs ? Qui dirigeait le service Economie, pardon Entreprises ? A qui revenait-il en dernière instance de valider ces « analyses » et de les reconduire indéfectiblement pour leur donner la consistance d'une ligne ? Si l'on tient le référendum du *Traité* constitutionnel de 2005 pour l'événement politique le plus puissant et le plus classant de ces deux dernières décennies, on demandera, au titre de cette épreuve décisive, où était *Le Monde* dans cette affaire, où étaient MM. Plenel et Mauduit (15) (car ce qu'eux-mêmes ont voté dans le secret de l'isolement et de leur conscience, on s'en fout) ?

Mais on trouverait par centaines les illustrations de ce que fut *Le Monde* sous la gouverne des futurs Médiapartiens, entre psalmodie quotidienne du canon de l'époque (finance = modernité ; entreprise = la vie ; protectionnisme = guerre ; Europe = paix, raison et progrès) et vomissements de circonstances contre tout ce qui était du ressort de la pensée critique, notamment de la critique des médias, puisque les médias, fiers de prétendre critiquer tous les pouvoirs, et quoique en fait ils n'en critiquent jamais (vraiment) aucun, ne détestent rien tant que la critique de leur propre pouvoir. *Le Monde* des Livres sous la plume de Nicolas Weill en avril 2004 (16) laisse lourdement sous-entendre que Bourdieu et sa critique des médias ont quelques penchants antisémites. Qui dirige *Le Monde* et répond du *Monde* des Livres ? A qui appartient-il de laisser faire ou de barrer ces petites ignominies ? Ne serait-ce au directeur de la rédaction ? (...)

Ce que *Le Monde* de toutes ces années a pensé ne fait pas le moindre doute ; aussi peut-on dire, par une métonymie bien fondée, assimilant l'institution à ses organes de direction, que ce que le journal a défendu, ce sont ses chefs qui l'ont défendu. Rendu en ce point, il ne reste alors aux responsables mal à l'aise avec leur bilan politique qu'un seul et dernier recours : la comédie des « résistants de l'intérieur ». Sans doute, ils étaient chefs, mais il y avait d'autres chefs, plus chefs qu'eux, et eux souffraient en secret, en osmose avec leurs humbles troupes, vaillantes et combattantes, contre la chefferie des plus chefs, dans des luttes obscures, souterraines, injustement méconnues, pour « peser », arracher ici une concession à la tyrannie ambiante (« les partisans du protectionnisme sont parfois xénophobes »), faire passer là une audace conquise de haute lutte (« la mondialisation est heureuse, mais... »), bref, on ne s'en rendait pas bien compte du dehors, mais ils étaient dans le maquis. Chefs, oui (ça c'est difficile à nier...), mais chefs en lutte, pour ainsi dire chefs minoritaires, merveilleux oxymore qui ne pouvait convenir qu'à des personnalités ayant toujours déjà « pris le maquis »...

On n'imagine pas à quel point ce fantasme du résistant de l'intérieur est commun dans la chefferie médiatique, et à tous les degrés de conscience, du cynisme pur au parfait mensonge à soi-même, syndrome évidemment réservé aux chefs des médias de « gauche », entendre : de fausse gauche. Car un média de droite, par construction, n'éprouve aucun complexe à être de droite ! Les embarras de conscience n'affligent donc que les médias de gauche de droite (17) dont les chefs sont condamnés à l'être-clivé du résistant fantasmé qu'ils voudraient être et de l'homme de pouvoir qu'ils sont vraiment. (...)

De temps en temps sortent des choses plus drôles. C'est évidemment un plaisir assez goûteux de relire la critique que fait Laurent Mauduit, dans Le Monde des Livres, de l'essai de rentrée (bâclé) d'Alain Minc (22) en 2000, dont il salue « le talent et l'honnêteté », qu'il compare avantageusement à John Rawls (rien que ça !), fustigeant au passage les benêts de « la gauche radicale » qui n'ont rien d'autre à dire que « horreur économique » à l'endroit de la mondialisation, le tout sous un titre faux-cul comme pas deux qui en fait résume à soi seul toutes les hypocrisies du Monde de l'époque : « La société de marché au service de l'équité » (23)... blog.mondediplo.net 19.07.2012

<https://blog.mondediplo.net/2012-07-19-Corruptions-passees-corruptions-presentes>

Notes.

(1) Sur le sens exact à donner au mot « corruption », voir Frédéric Lordon, « Economistes, institutions, pouvoirs », communication au Congrès de l'AFEP, Paris, Université Paris-1, 5-8 mai 2012, bientôt en ligne sur ce blog.

(2) Laurent Mauduit, « Les maladroites imprécations de Frédéric Lordon », Médiapart, 9 mai 2012.

(3) Paru en 1997 (Raisons d'agir) mais qui devra attendre 1998 pour sortir du black out total et avoir le privilège de se faire éreinter.

(8) Editorial : « Il n'y a pas de recette miracle, sinon de faire ce que veulent les marchés lorsque l'on se met entre leurs mains », 14 juillet 2001.

(9) Editorial : « Les monopoles anciens sont destinés à mourir. Le changement de statut de France Télécom [...] apparaît comme un impératif. Le devoir du gouvernement est de prendre un peu de temps, non pour le cacher, mais pour le dire, et préparer au plus vite les fonctionnaires à ce changement » (13 juillet 1995).

(10) Edwy Plenel : « J'ai envie de me faire l'avocat du diable pour relancer ce débat. Est-ce que, finalement, le libéral ce serait les péchés ? Est-ce que quand même la situation dans laquelle nous sommes ne prouve pas et ne donne pas des gages de réussite à cette alliance d'un libéralisme économique et d'un libéralisme politique, à la fois du dynamisme des entrepreneurs et de la liberté des individus au nom de laquelle, d'une certaine manière, nous nous sommes battus au Kosovo » (LCI, 12 juin 1999).

(11) « La France adopte enfin la loi sur la concurrence dans l'électricité. Avec un an de retard sur ses partenaires, Paris se conforme aux règles européennes. Les députés doivent voter mardi un texte minimaliste, alors que plusieurs pays ont opté pour une déréglementation totale », Le Monde, 2 février 2000.

(12) Pierre-Antoine Delhommais et Arnaud Leparmentier : « Il reste maintenant à M. Strauss-Kahn et à ses collègues européens à suivre la voie économique américaine, caractérisée depuis des années par des réformes de structures, une baisse de la pression fiscale, des coupes claires des dans les dépenses de l'Etat et un retour à l'excédent budgétaire » (Le Monde, 5 décembre 1998).

(13) Laurent Mauduit (critique de La fin de l'eurolibéralisme de Jacques Sapir), « Comme dans un choc en retour, cette pensée unique a visiblement nourri un sectarisme antilibéral, voire même un intégrisme antilibéral [...] Les Français auront tout intérêt à s'apercevoir que le monde bouge sans eux » (Le Monde 3 février 2006). Laurent Mauduit s'abrite ici derrière une citation de Marx, curieusement sa phrase à lui ne rend pas du tout pareil...

(15) A l'époque, Edwy Plenel n'est plus directeur de la rédaction du Monde mais exilé au Monde 2... d'où il fait néanmoins campagne pour le « oui ». Laurent Mauduit, lui, est toujours directeur adjoint de la rédaction il est même en passe de devenir éditorialiste.

(16) Nicolas Weill, « Du journalisme en démocratie », Le Monde des Livres, 2 avril 2004.

(17) Voir Frédéric Lordon « Gauche de gauche, gauche de droite », Télérama, 2 mars 2012.

(18) Pierre-Antoine Delhommais, Eric Le Boucher, Eric Izraelewicz, s'ils permettent.

(22) Alain Minc, [www. capitalisme.fr](http://www.capitalisme.fr), Grasset, 2000.

(23) Le Monde des Livres, 15 septembre 2000.

LVOG - Frédéric Lordon est un pur intellectuel, ce qui n'est pas forcément un défaut, mais pas forcément une qualité non plus, on peut avoir la tête bien pleine, mais pas forcément bien faite, c'est bien connu. Il fait partie des intellectuels qui pourraient jouer un rôle dirigeant dans un parti ouvrier révolutionnaire pour peu qu'il s'en tienne au socialisme...

Cynisme sans fond. Quand Fabius (PS) révélait avoir armé les barbares qui ont détruit la Libye.

- La désinvolture de Laurent Fabius - Réseau Voltaire 21 octobre 2018

Le ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, a accordé un entretien à Russia Today. Dans celui-ci, il révèle un entretien téléphonique avec son homologue français lors de l'« Opération Serval » au Mali, Laurent Fabius.

« La France voulait que son contingent au Mali obtienne l'approbation du Conseil de sécurité de l'Onu pour lutter contre cette menace terroriste. Laurent [Fabius] m'a appelé et m'a demandé de ne pas nous y opposer [...] Mais il faut garder à l'esprit, lui ai-je dit, que vous allez réprimer les activités des gens que vous avez armés en Libye. Il a ri et m'a dit : "C'est la vie." Et il faut dire quand-même que "c'est la vie" ce n'est pas de la politique. Évidemment, c'est le principe du deux poids, deux mesures », a déclaré Sergueï Lavrov. Réseau Voltaire 21 octobre 2018

C'est ce qui a toujours fondamentalement caractérisé le PS depuis 1914, et qu'on s'est employé à faire passer au second plan ou à occulter. Qui sème l'opportunisme récolte le totalitarisme

Totalitarisme. Une société toujours plus liberticide.

- Gérard Larcher : «La réaction de Mélenchon est nulle» - LeParisien.fr 21.10

- Agressions homophobes : "Il y a vraiment urgence absolue à renforcer l'arsenal juridique et pénal" - Franceinfo 21.10

Ils osent tout. Quand ils en arrivent à faire l'apologie du travail des vieillards.

- "Ce qui compte, c'est l'énergie et l'envie" : à 70 ans ou plus, ils ont dépassé l'âge de la retraite mais refusent d'arrêter de travailler - Franceinfo 21.10

Sur les 16,1 millions de retraités recensés en France en 2016, 3,3% déclarent exercer une activité professionnelle. Parmi ces derniers, 2,5% ont plus de 70 ans, selon une enquête de la Dress (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques). Si certains sont obligés de poursuivre leur activité pour des raisons économiques, d'autres ne s'imaginent simplement pas lâcher leur quotidien d'actifs et travaillent par passion. Franceinfo 21.10 Conclusion : L'esclavage est une passion ou la liberté aurait dit Orwell, et cela se respecte !

Macron ou l'instrument de l'oligarchie félicité par ses pairs.

- Compétitivité de la France: les réformes Macron saluées par le Forum économique mondial -sputniknews.com 21.10

La France entre dans le club des 20 premières économies mondiales, en matière de compétitivité. C'est ce qu'il ressort du dernier rapport annuel dressé par les analystes du Forum économique mondial. En comparaison à l'édition 2017 de ce classement, regroupant 140 pays, la France passe de la 22e à la 17e place des économies les plus performantes.

Parmi les points clefs soulignés par les auteurs de ce pavé de 671 pages afin d'expliquer cette dynamique positive, l'«ambitieux programme de réforme» attendant à la législation du travail, la réforme des services publics (particulièrement celle de la SCNF) ainsi que la volonté du gouvernement de faire du pays une destination plus attractive pour les investissements en matière de high-tech. (...)

Autre point noir au tableau: le marché du travail. Si la France se distingue en matière de droits des salariés (18e), ainsi que pour son pourcentage de femmes au sein de la force de travail (21e), la mobilité interne (112e), les pratiques en matière d'embauche et de licenciement (130e) sans parler du taux d'imposition du travail (où la France apparaît bonne dernière), sont autant d'éléments qui viennent tirer l'hexagone vers le bas. sputniknews.com 21.10

Fake news d'Etat.

- Ryad dit ne pas savoir comment Jamal Khashoggi a été tué - Reuters 21.10

Les autorités saoudienne ignorent comment le journaliste et opposant Jamal Khashoggi a été tué dans le consulat d'Arabie saoudite à Istanbul et l'endroit où se trouve son corps, a déclaré dimanche le ministre saoudien des Affaires étrangères. Reuters 21.10

- Les Saoudiens reconnaissent le meurtre de Khashoggi, la dissimulation ne convainc pas - Moon of Alabama 20.10

L'État profond aux États-Unis et au Washington Post, où Khashoggi a écrit ses chroniques, ne sera pas satisfait du camouflage désormais proposé. Ils veulent voir MbS (et son ami Jared Kushner) partir. Le lobby sioniste et le président Trump voudront que les deux restent. Moon of Alabama 20.10

Dans quel monde vivons-nous ?

- La censure d'internet vient de faire un grand pas en avant et peu de gens l'ont remarqué par Caitlin Johnstone - Zero Hedge 14.10

Extrait. L'entité qui prend les décisions de censure pour Facebook, comme annoncé publiquement, est l'Atlantic Council, une entité partiellement financée par le gouvernement américain.

En parlant de l'Atlantic Council, il a récemment publié un document très intéressant de 21 pages sur une conférence militaire américaine détaillant, au présent, comment les géants technologiques de la Silicon Valley sont utilisés pour annuler la menace que représente le nouveau paysage médiatique pour le pouvoir américain. (Ou plutôt l'Etat profond auquel est lié un clan du Pentagone. - LVOG)

Au sujet de ce document, le World Socialist Web Site écrit ce qui suit :

Viennent les entreprises de médias sociaux. Le meilleur mécanisme pour supprimer les points de vue oppositionnels et promouvoir les récits pro-gouvernementaux est d'utiliser le secteur privé, en particulier « les géants de la technologie, dont Facebook, Google, YouTube et Twitter », qui peuvent « déterminer ce que les gens voient et ne voient pas ».

Le secteur privé doit donc faire le sale boulot du gouvernement, car la propagande gouvernementale est perçue avec suspicion par la population. « Les entreprises et le secteur privé ne comprennent peut-être pas naturellement le rôle qu'ils jouent dans la lutte contre la désinformation, mais le leur est l'un des plus importants... En Occident du moins, ils ont été placés au centre de l'action en raison de la confiance accrue du grand public en eux en tant qu'institutions. » (Ils ne comprendraient pas " le rôle qu'ils jouent", alors qu'ils se sont hissés au sommet de Wall Street, c'est prendre les idéologues néolibéraux pour des imbéciles ! - LVOG)

La propagande et la censure fonctionnent à peu près de la même manière. Si vous ne connaissez pas le concept de l'effet Streisand, je vous encourage à commencer à vous familiariser avec lui.

Nommé d'après un incident au cours duquel Barbra Streisand a tenté de supprimer des photographies en ligne de sa résidence à Malibu et a ainsi attiré par inadvertance beaucoup d'attention sur elle, l'effet Streisand décrit la façon dont les tentatives de dissimulation et de censure de l'information peuvent être utilisées pour attirer davantage l'attention sur elles quand cette dissimulation attire l'œil du public. Chaque censeur doit empêcher que cela se produise afin de faire son travail efficacement ; s'il semble que le fait de retirer quelque chose de la vue du public attirerait davantage l'attention sur lui, alors il ne peut pas pratiquer la censure dans ce cas. Zero Hedge 14.10

- Le secret de la grande bulle américaine de la fracturation hydraulique par Justin Mikulka - DeSmog 18.04.2018

Extrait. Dans l'ensemble, l'expérience américaine de fracturation a été un désastre financier pour bon nombre de ses investisseurs, qui ont été accablés par des emprunts importants, des faibles rendements et des faillites dans cette industrie, et la voie vers la rentabilité est bordée d'obstacles potentiels importants. Jusqu'à présent, l'industrie a foré les « meilleures puits » dans les principales formations de schiste argileux du pays, s'attaquant d'abord au pétrole le plus facile et le plus précieux à extraire.

Mais en même temps que les compagnies d'énergie empruntent plus d'argent pour forer plus de puits, ces puits préférentiels s'assèchent, créant un piège à mesure que plus de forages entraîne plus de dettes.

« Il faut continuer à forer », a déclaré David Hughes, géoscientifique et spécialiste dans la production de gaz et de pétrole de schiste à l'Institut post-carbone, à DeSmog. Mais il a également fait remarquer qu'avec la plupart des meilleures zones déjà forées, les producteurs sont forcés de se déplacer vers des zones moins productives.

Le résultat ? « La productivité diminue mais les coûts restent les mêmes », explique-t-il.

Bien que Hughes comprenne la raison pour laquelle l'industrie continue de forer de nouveaux puits à perte, il doute de la durabilité de cette pratique.

« Je ne pense pas qu'à long terme, ils pourront s'en sortir », a déclaré Hughes à DeSmog.

Alors que les politiciens et les médias grand public vantent les mérites d'une « révolution » énergétique américaine, il devient clair que – comme la bulle immobilière quelques années auparavant – le boom pétrolier et gazier américain, stimulé par des innovations techniques autour de la fracturation hydraulique, est peut-être l'un des plus grands récits de pertes financières de l'histoire de la nation. Et elle a rattrapé McClendon. (Le roi du schiste en 2016 - ndlr)

Dans l'introduction de *The Big Short*, le film de Michael Lewis sur le déroulement du krach financier de 2008, il décrit les mécanismes financiers de la bulle immobilière :

« Toutes ces sociétés de crédit subprime se développaient si rapidement et utilisaient une comptabilité si loufoque qu'elles pouvaient masquer le fait qu'elles n'avaient pas de bénéfices réels, mais seulement des bénéfices illusoire, d'ordre comptable. Elles avaient la caractéristique essentielle d'un schéma de Ponzi : pour maintenir la fiction qu'elles étaient des entreprises rentables, elles avaient besoin de plus en plus de capital pour créer de plus en plus de prêts subprime.

Si vous remplacez « sociétés d'exploitation du pétrole et du gaz de schistes » par « sociétés de prêts à risque », vous obtiendrez une description pertinente de l'industrie actuelle du schiste. Ces sociétés perdent plus d'argent qu'elles n'en gagnent et ne peuvent maintenir ce scénario que si les prêteurs continuent de financer leurs efforts, ce qui permettra à l'industrie de la fracturation de forer plus de puits à mesure que la production augmente, plutôt que des profits, ce que, pour l'instant, Wall Street continue de financer en grande partie.

Jusqu'à ce que les analystes et les investisseurs commencent à parler de profits plutôt que de croissance, cette période se terminera probablement, à un moment donné, d'une manière complètement familière et prévisible : la faillite. Un destin que même Aubrey McClendon, le PDG le mieux payé, le roi du schiste, a finalement rencontré.

David Hughes a résumé son point de vue sur les perspectives financières de l'industrie : « En fin de compte, vous heurtez le mur. C'est juste une question de temps. » DeSmog 18.04.2018

[Haut de page ↗](#)

Le 24 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai terminé l'actualisation du portail rapidement, car on attend encore de fortes pluies et je dois couper l'herbe du jardin à cause des serpents qui peuvent roder ici ou là, vaut mieux les voir avant de marcher dessus vous comprenez, cela peut être fatal !
Que voulez-vous, on vit dangereusement malgré nous !

● [Causerie au format pdf \(28 pages\)](#)

Première partie

Notre position sur les élections européennes de 2019.

Nous appelons au boycott de ces élections conformément à la caractérisation de l'Union européenne que nous avons adoptée. Sachant que l'Union européenne a été fondée par et pour l'oligarchie financière, pour servir exclusivement les intérêts des multinationales au détriment de ceux des peuples, nous considérons que participer à ces élections serait cautionner la légitimité de l'UE, ce qui pour nous est totalement inconcevable.

Cela dit, nous avons parfaitement conscience que de nombreux travailleurs et militants ne partagent pas notre analyse, par conséquent nous disons aux travailleurs et aux militants qui ne partagent pas notre caractérisation de l'UE et qui s'apprentent à participer à ces élections : pas une voix aux partis de droite, LREM, LR, UDI, MoDem, PS, Générations, EELV, ainsi qu'à l'extrême droite ou RN, qu'ils votent s'ils le souhaitent pour les partis qui correspondent à leur sensibilité politique LFI, le PCF, le

NPA ou LO s'ils présentent des candidats.

Autrement dit on laisse le choix aux travailleurs de boycotter ces élections ou de voter en fonction de leur interprétation de l'UE. En fait l'essentiel est ailleurs.

Ce qui sera certain, c'est que ceux qui auront refusé d'aller voter et ceux qui auront voté LFI, PCF, NPA ou LO, ainsi que les travailleurs influencés par RN qui auront été votés et qui rejettent l'UE seront majoritaire à l'issue de ce scrutin, c'est ce rapport de classes défavorable à Macron et à tous les partis de droite qui constituera le facteur essentiel.

Il faut préciser que ce sont des gens de gauche ou opposé à l'UE, qui n'en attendent rien, dégoûtés des élections en général, qui constitueront l'immense majorité des abstentionnistes, tandis que tous ceux qui sont sensibles au matraquage médiatique et qui penchent à droite auront été votés, cela semble logique.

Notre mot d'ordre qui s'articule autour du boycott et pas une voix pour les partis de droite et d'extrême droite, est conforme à la nécessité de l'unité des exploités et des opprimés pour affronter le régime. Que nous favorisons le mot d'ordre du boycott est légitime, puisqu'il correspond à nos convictions et nous les assumons, sans pour autant chercher à diviser inutilement notre classe, alors que la bataille décisive des retraites doit nous rassembler sans réserve.

Sur cette question aussi il faut savoir faire des compromis sans se compromettre, car on a bien conscience que le système actuel des retraites est profondément injuste, mais celui que nous prépare Macron le sera encore davantage, personne ne peut en douter.

Macron est minoritaire et illégitime : Touche pas à ma retraite, dehors !

Si je prends mon cas personnel, j'ai cotisé l'équivalent de 20 annuités, donc en principe j'aurais dû percevoir presque la moitié d'un salaire net nettement supérieur au smic, puisque mes salaires avaient été beaucoup plus élevés, mais n'ayant pas réuni 42 annuités, en guise de sanction ils m'ont imposé un abattement de 37,5% et je me suis retrouvé avec quelque 420 euros au lieu d'environ 700 euros, une misère, la double peine, quoi !

Quelques réflexions politiques et arguments.

Je n'ai pas eu le temps de relire ce passage ou d'approfondir les différents sujets...

1- Quand un régime n'est pas en mesure de satisfaire les besoins élémentaires de la majorité des exploités ou leurs besoins collectifs, il est illégitime et il doit disparaître. Et c'est une escroquerie ou un leurre que de croire qu'il pourrait satisfaire ceux de minorités ou de certaines communautés, ou d'imaginer qu'il suffirait de légiférer pour que la majorité modifie son mode de pensée ou son comportement envers ces minorités ou communautés, c'est plutôt le contraire qui aurait tendance à se produire parce qu'elle se sent frustrée ou injustement méprisée, ce que le législateur savait très bien à l'origine sans jamais l'avouer puisque cela coïncidait avec le but qu'il s'était fixé, que toutes les couches de la société se divisent et s'affrontent au lieu de s'unir contre le régime.

2- On les entend souvent parler d'un côté de la conscience, du niveau de conscience, du développement de la conscience, mais quand on aborde la question de la vieillesse, de la dépendance comme ils disent, du vieillissement de la population, et de l'autre de l'euthanasie, on s'aperçoit qu'ils s'acharnent à les traiter séparément, ce qui ne nous convient pas. Pourquoi ?

Parce qu'arrivera le moment où nous serons physiquement usés et nos facultés nous feront défaut, si bien qu'on sera réduit à vivre dans un état quasi végétatif où tout intérêt pour l'existence nous aura définitivement quitté dans l'attente de notre mort, nous devrions en prendre conscience ou agir en pleine conscience, c'est-à-dire décider de mettre un terme consciemment à cette expérience sachant qu'elle a atteint ses limites, et qu'au-delà se serait s'exposer à des souffrances inutiles et causer des désagréments ou des peines tout aussi inutiles à notre entourage ou à la société, puisqu'on ne pourrait rien attendre de plus de ce cadavre en sursis, donc on devrait pouvoir recourir à l'euthanasie, ce qui nous permettrait de finir notre vie dans la dignité, par un acte conscient, au lieu de l'avoir subie inconsciemment jusqu'à notre dernier souffle sans n'avoir jamais pu prendre notre destin entre nos mains, ce qui est le lot de la plupart des hommes.

Ce qui vaut sous ce régime monstrueux vaudrait également sous un autre régime ou un régime socialiste, car on ne verrait pas pourquoi on aurait vécu consciemment ou on se serait épanoui tout au long de notre existence, pour avoir la faiblesse au dernier moment de prendre le risque de tout gâcher inutilement, puisque désormais il n'y aurait plus rien à en attendre de bon, ce serait ridicule, et franchement le moment serait bien mal choisi puisqu'on n'aurait pas l'occasion de revenir en arrière par la suite pour achever cette comédie en beauté, il serait trop tard.

L'euthanasie n'est pas un acte courageux ou désespéré, mais conscient, c'est ce que je voulais dire.

3- Quand on observe les contradictions dans lesquelles se débattent certains intellectuels qui se caractérisent de gauche,

on s'aperçoit à travers les discours qu'ils tiennent que leurs confusions correspondent aux illusions qu'ils avaient placées dans ce qui fut appelé la gauche, le PS et le PCF, qu'on a sans cesse entretenues en refusant de les caractériser de droite, après avoir affirmé qu'ils étaient passés de l'autre côté de la barricade.

Tout au long de leurs discours on retrouve cette incohérence, dont on ose ensuite les accuser, alors que ce sont nos dirigeants qui en portent la responsabilité, au point qu'on ne peut leur proposer de rejoindre aucun parti. Il faut bien comprendre que ces intellectuels qui ont rompu avec le PS ou le PCF, savent que dans le passé et jusqu'à un passé récent pour ne pas dire jusqu'à nos jours, tous les courants du mouvement ouvrier sans exception se sont corrompus avec ces partis, dès lors comment ou pourquoi devraient-ils cesser de rester en marge du mouvement ouvrier, on leur a fourni un excellent prétexte dont ils usent et abusent pour le justifier.

De la même manière ou pour les mêmes raisons ils refuseront d'admettre qu'ils s'étaient fourvoyés pendant des décennies parfois en rejoignant le PS ou le PCF ou en faisant partie de leurs sympathisants, ce qui ne les aidera pas à rompre avec leurs idéologies, on comprend dès lors pourquoi ils ne peuvent pas se résoudre à rompre avec le capitalisme. S'il n'existe aucune voix suffisamment puissante pour porter le socialisme, ils n'y viendront pas d'eux-mêmes. Alors du coup, ces intellectuels ont tendance à mettre dans le même panier de crabe la totalité du mouvement ouvrier, tous ses partis et c'est bien dommage.

On peut comprendre qu'à un moment donné ils se lassent et lui tournent le dos, ce qui arrive également à bon nombre de militants, hélas ! C'est d'ailleurs la raison pour laquelle je ne tiens pas non plus à être assimilé à un de ces partis. A suivre.

[Comment la gauche et l'extrême gauche sont devenues des instruments de la réaction contre la classe ouvrière.](#)

- A bas les classes ouvrières par C.J. Hopkins – Le 1er octobre 2018 – Source Off Guardian - Le Saker Francophone

Si la Gauche doit s'unir un jour pour sauver le monde de Donald Trump et de ses légions de Poutine-nazis, nous allons devoir affronter notre principal ennemi... les classes ouvrières internationales. Oui, mes camarades, je crains qu'il ne soit temps de regarder les faits en face, si déprimants soient-ils. Les classes laborieuses ne sont pas nos amies. Regardez comment elles nous trahissent et après tout ce que nous avons fait pour elles toutes ces années ! On ne peut permettre que cela continue, pas si nous voulons sauver la démocratie des griffes de Trump, Poutine, Assad, des Iraniens et des enfants palestiniens avec des cerfs-volants terroristes, et finalement endiguer la marée sanglante du néo-fascisme et de l'anti-globalisme !

Maintenant, d'accord, je sais que vous êtes probablement en train de vous demander : « Comment est-ce possible que les classes laborieuses internationales puissent être l'ennemi de la Gauche ? » et « Cela ne rendrait-il pas tout le concept de la Gauche totalement et fondamentalement absurde ? » et autres questions pertinentes. Et c'est tout à fait juste, vous avez le droit de vous les poser. Remettre en question certains aspects de la narration officielle à laquelle les classes dirigeantes contraignent tout le monde de se conformer comme si elles étaient membres d'une secte mondiale ne fait pas de vous un nazi ou quoi que ce soit d'autre. Il est parfaitement normal de poser ces questions, tant que vous ne les posez pas sans arrêt, encore et encore, et une fois de plus, alors qu'on vous a déjà expliqué les faits. Alors voici ces faits, expliqués une fois de plus.

Les classes populaires internationales sont racistes. Elles sont misogynes. Des transphobes xénophobes. Elles ne pensent pas comme nous le voudrions. Certains croient encore en Dieu. Ce sont des suprématistes blancs. Antisémites. Des péquenauds armés, des rednecks brandissant le drapeau confédéré. La plupart d'entre eux n'ont même jamais entendu parler de termes comme « intersectionnalité », « TERF » [Trans-Exclusionary Radical Feminist, une tendance féministe qui affirme que les femmes transgenres ne sont pas vraiment des femmes, car le déterminisme biologique est une idée fautive, NdT]. Ils ne respectent pas les médias institutionnels. Ils pensent que les sources d'information comme le Washington Post, The New York Times, The Guardian, CNN, MSNBC, BBC, etc. sont fondamentalement des organes de propagande pour les multinationales et les oligarques qui les possèdent et ne sont donc finalement pas différentes de FOX, dont ils croient chaque mot des éditorialistes.

Leurs esprits sont tellement tordus par le racisme et la xénophobie qu'ils ne peuvent comprendre comment le capitalisme mondial, l'élimination progressive de la souveraineté nationale, la privatisation de presque tout, l'esclavage par la dette de presque tout le monde et le remplacement de leurs prétendues « cultures » par un semblant de culture à la sauce Disney, omniprésente ; au visage souriant ; sexuellement neutre ; non oppressive ; favorable aux entreprises, sont autant d'étapes sur le chemin menant à un monde plus pacifique, moins agressif.

Tout cela a été prouvé dans de nombreuses études avec toutes sortes de tableaux et de graphiques, et ainsi de suite. Et pas seulement par les statisticiens d'entreprise et par les médias dominants, et les think tanks libéraux. C'est pourquoi, cette semaine, Mehdi Hasan, dans une jérémiade exaspérée dans les pages de The Intercept, ce bastion du journalisme intrépide et combattif propriété du milliardaire Pierre Omidyar, a-t-il prouvé, une fois de plus, que Donald Trump a été élu parce que LES GENS SONT DES FICHUS RACISTES !

Apparemment, Hasan en a eu juste marre que ces apologistes de Trump qui aiment Poutine suggèrent que l'insatisfaction générale à l'égard du capitalisme mondial, du néolibéralisme et de la politique identitaire puisse avoir eu quoique ce soit à voir avec

l'élection par les Américains d'un clown pompeux sans aucune expérience politique au plus haut poste du pays. Hasan cite un grand nombre d'études d'experts, parmi elles celle réalisée par le Fonds pour la démocratie, qui se trouve être un autre avatar d'Omidyar. Mais ne devenons pas tous paranoïaques ou autre. Il existe littéralement des centaines d'études de ce genre à ce sujet, dont chacune a été citée par les médias grand public, les médias alternatifs, les médias extrêmes-alternatifs et pratiquement tous les fous obsédés par Trump disposant d'un blog ou d'un compte Facebook ou Twitter.

Voyez, je comprends que la vérité soit pénible, mais la science statistique ne laisse aucune place au doute. Même si certains d'entre nous veulent le nier, le fait est que le pays qui a élu Barack Obama (qui est noir) deux fois président, a été transformé, par le lavage de cerveau d'agents de Poutine, en un cloaque de xénophobie et de racisme, et c'est à nous, les gens de gauche, de remettre les choses sur la bonne voie !

Maintenant, pour y parvenir, nous devons unir la Gauche, et faire en sorte que tout le monde marche ensemble, et ainsi de suite. Ce qui signifie que nous devons identifier et éliminer tous les faux gens de gauche parmi nous. Ensuite, et ensuite seulement (c'est-à-dire après avoir traqué, dénoncé moralement et exilé tous les infiltrés néo-strasseristes [le strasserisme est un courant du nazisme, NdT] de l'« alt-right », les gauchistes de Sputnik et les apologistes d'Assad), que nous pourrions nous tourner vers une rencontre face à face avec les classes laborieuses internationales et les dénoncer moralement comme une bande de sales racistes.

D'accord, ça a l'air un peu dur, et peut-être totalement idiot, mais quel autre choix avons-nous vraiment ? Si nous voulons vaincre ces nazis pro-Poutine, il faudra bien casser quelques oeufs. Ce n'est pas le moment d'abandonner notre engagement d'imposer notre idéologie basée sur l'identité à toute personne vivant sur la planète Terre ni de tomber dans ce genre de gauchisme démodé fondé sur ce que veut la classe ouvrière. Qui se soucie de ce que veulent les classes populaires ? Ce qui est important, c'est ce que nous voulons qu'elles veuillent. Ce ne sont pas les années 1990, après tout. Toute cette absurdité sur la mondialisation et les entités supranationales comme l'OMC et la Banque mondiale, sans parler des « emplois américains »... Seuls les fascistes parlent comme ça de nos jours !

Mais sérieusement... Si vous êtes arrivé aussi loin dans mon article, et si vous vous considérez comme étant de gauche, d'une certaine manière, vous êtes probablement extrêmement frustré parce que se passe pour la Gauche ces jours-ci, et par la façon dont les classes laborieuses se tournent vers la Droite, aux États-Unis comme dans le monde entier. Si j'ai bien compris, vous voulez peut-être lire cet article de Diana Johnstone (que nous les gens de gauche ne sommes techniquement pas autorisés à lire, parce qu'il est publié à l'origine dans The Unz Review, où une quantité d'articles « alt-right » sont également publiés... et que vous ne voulez pas vous farcir ce genre de truc !).

Ce dont elle parle, c'est de l'insurrection « populiste » en cours contre le capitalisme mondialisé, et c'est aussi ce dont j'ai parlé la plus grande partie de ces deux dernières années.

C'est le moment historique que nous vivons, un soulèvement démocratique maladroit, bâclé, en partie fasciste, en partie non fasciste, contre la diffusion permanente du capitalisme mondial, l'érosion de ce qui reste de souveraineté nationale et... oui, les cultures et les valeurs des peuples.

La classe ouvrière internationale le comprend. La Droite néo-nationaliste le comprend. La majorité de la Gauche ne le comprend pas et refuse d'admettre ce qui se passe et donc elle reste sur la touche en traitant tout le monde de « racistes » et de « fascistes » tandis que les classes dirigeantes capitalistes mondiales et les néo-nationalistes règlent les choses.

C'est exactement ce que les classes dirigeantes veulent et ce que le récit officiel sur Poutine-nazi a été censé réaliser depuis le début. La « fenêtre d'Overton » (c'est-à-dire l'éventail d'idées tolérées dans le discours public) fonctionne mieux lorsqu'elle est divisée en deux moitiés claires. Pendant la prétendue « Guerre contre la terreur », c'était la démocratie contre les terroristes islamiques. Aujourd'hui, c'est la démocratie contre les Poutine-nazis. Les deux récits sont des contes de fée, bien entendu, la réalité, comme toujours, étant plus compliquée.

Si ce qui reste de la Gauche s'attend à jouer un rôle important dans notre moment historique (autre que celui de pom-pom girl moralisatrice pour les classes dirigeantes capitalistes), elle va avoir besoin de se salir un peu plus les mains, de se mêler un peu plus à toute cette classe ouvrière « populiste », leur parler et, je ne sais pas, peut-être même les écouter.

Ou peut-être que je suis totalement à côté... Je veux dire : écouter vraiment ceux de la classe ouvrière ? Certains vont sûrement dire des choses racistes, antisémites et transphobes, que nous ne pouvons pas ignorer ne serait-ce qu'une seconde, ou même discuter rationnellement et être en désaccord avec eux parce que cela signifierait leur donner une plateforme.

Ouais, écrase, je ne sais pas à quoi je pensais... Oubliez tout ce que je viens de vous faire lire. À bas la classe ouvrière fasciste !

C.J. Hopkins

Traduit par Diane, vérifié par Wayan, relu par Diane pour le Saker francophone

LVOG - Comme quoi la réflexion mûrit chez certains intellectuels à travers le monde qui sont contraints petit à petit de se tourner vers les masses laborieuses, comme leurs prédécesseurs au XVIIIe et au XIXe siècle, c'est d'autant plus difficile qu'il n'existe de nos jours aucun dirigeant de la trempe de Marx ou Engels pour les aider à se débarrasser des idées préconçues qu'ils ont adoptées sur le socialisme, continuant de confondre bolchevisme ou communisme avec le stalinisme ou le maoïsme ou encore le castrisme par exemple.

De notre côté, nous n'avons jamais reproché à un ouvrier d'avoir des préjugés archaïques, d'être croyant, ignorant, arriéré, nous ne le soupçonnons pas d'être raciste, xénophobe ou je ne sais quoi encore, puisque nous savons que c'est le régime qui en est à l'origine, et qu'il suffit de demeurer strictement sur le terrain de classe des exploités et des opprimés, du socialisme, et de mener notre combat politique dans la perspective du renversement du régime pour que l'idéologie à laquelle ils sont liés n'ait aucune emprise sur nous.

Et quand on a à l'esprit que ce qu'ils appellent la gauche est passée avec armes et bagages du côté de la réaction depuis un siècle, on considère qu'il est normal que la classe ouvrière la considère comme son ennemi. Dès lors, il est tout aussi normal que cette gauche de droite s'en prenne à la classe ouvrière en lui attribuant toutes les tares possibles et inimaginables pour camoufler sa trahison ou sa capitulation face à la réaction. Ce qui l'est moins en revanche, c'est qu'on ait mis aussi longtemps avant de s'en apercevoir, ce qui explique pourquoi on se retrouve totalement ou presque désarmé et impuissant pour la combattre. On comprend dès lors aussi pourquoi il est si difficile de l'admettre. A suivre.

Dans quelle société vivons-nous.

- Près de 260 000 Français sont devenus millionnaires (en dollars) depuis un an - Franceinfo 23 octobre 2018

Le club des millionnaires français s'est enrichi de 259 000 nouveaux membres entre mi-2017 et mi-2018. Selon le rapport annuel du groupe bancaire Crédit suisse publié jeudi 18 octobre, 2,14 millions de Français sont désormais millionnaires en dollars (environ 872 000 euros). Ce rapport intègre dans ses calculs les avoirs financiers et le patrimoine immobilier, et ne prend pas en compte les éventuelles dettes.

"La principale explication de cette hausse du nombre de millionnaires dans les pays d'Europe est la croissance de la richesse réelle, plutôt que les mouvements des taux de change", notent les auteurs du rapport. "Il y a aussi sans doute un effet de 'rattrapage', explique BFMTV. Le nombre de millionnaires français avait fortement chuté ces dernières années. Le pays comptait en effet, en 2014, 2,4 millions de millionnaires."

Les Suisses restent les plus riches

La progression notée pour la France est la deuxième plus forte dans le monde après celle des Etats-Unis, précise Le Figaro. Outre-Atlantique, 878 000 Américains sont devenus millionnaires à cette période. Les Etats-Unis comptent le plus de millionnaires au monde avec 17,3 millions de personnes. Ils sont suivis de la Chine avec 3,4 millions de millionnaires, du Japon (2,8 millions), du Royaume-Uni (2,4 millions) puis de l'Allemagne ex-aequo (2,14 millions). Toutefois, leur nombre avait chuté ces dernières années : en 2014, ils étaient 2,4 millions.

"La distribution mondiale de la richesse reste largement orientée vers l'Amérique du Nord et l'Europe, qui représentent 60% de la richesse totale des ménages mais ne comptent que 17% de la population adulte mondiale", note l'un des auteurs du rapport. En revanche, le document précise que si l'on considère le patrimoine moyen, les Suisses restent les plus riches au monde avec 11% d'adultes millionnaires. Leur patrimoine moyen s'élève en effet à 530 240 dollars (environ 461 164 euros). Franceinfo 23 octobre 2018

Ganstérisme d'Etat. Hold-up ou détournement de fonds !

- Gérald Darmanin admet que les recettes fiscales du loto du patrimoine n'iront pas au patrimoine - Le HuffPost 23.10

Quand à un pôle les riches deviennent toujours plus riches, à l'autre pôle les pauvres doivent devenir toujours plus pauvres ou plus nombreux.

- Retraites : Agnès Buzyn garantit l'âge de départ à 62 ans, mais pas le taux plein - AFP 22.10

"Le seul engagement qui a été pris, c'est que l'âge de 62 ans restera l'âge minimal de départ." La ministre des Solidarités, Agnès Buzyn, a déclaré dimanche 21 octobre que la question de l'âge de la retraite à taux plein serait tranchée par la négociation avec les partenaires sociaux, avec l'objectif "d'arriver à un consensus".

"Laissons faire la concertation, la première phase de la négociation s'est remarquablement bien passée, c'est inouï (...) AFP 22.10

"*La négociation s'est remarquablement bien passée, c'est inouï*", elle n'en revient pas elle-même, c'est dire à quel point les dirigeants syndicaux ont dû se coucher...

Quand on décidera de construire un nouveau syndicat ouvrier, il sera évidemment trop tard...

Seconde partie.

France. Macronie et régime policier

Qu'est-ce qui définit le mieux de nos jours une dictature ou un régime totalitaire ? L'alliance du pouvoir en place, des institutions, de la justice, de la police, des médias. Quand l'Etat est sous le contrôle de ploutocrates, et ses opposants menacés, harcelés, réprimés.

Qu'on ne se méprenne pas, Mélenchon et LFI ne constituent pas un danger en tant que tels pour le régime, mais c'est ce qu'il représente pour ceux qui ont des illusions en lui qui en représente un. Nous ne défendons pas Mélenchon, mais ce qu'il représente dans la tête de nombreux militants ou travailleurs.

Macron : Achevons-le !

Lu dans la presse aux ordres.

- Emmanuel Macron fatigué, usé, ses proches s'inquiètent pour sa santé...

- Emmanuel Macron "maigrît à vue d'oeil"...

- Pour un de ses collaborateurs, Emmanuel Macron est dans une période de doute. « Il doute de tout » a-t-il confié au journal Le Parisien. lanouvelletribune.info 22.10

France Info, le relais de l'Agence Française de Propagande (AFP) de l'Etat, de l'Otan, de l'UE...

Qui est Vincent Giret, le directeur de France Info ?

Il a été directeur ou directeur adjoint des rédactions de L'Expansion, du Parisien, de France 24, de Libération et enfin du Monde avant d'être nommé directeur de France Info. C'est donc un des caciques du système de propagande du gouvernement ou du régime.

Vincent Giret voulait-il faire le coup de la tronçonneuse à Mélenchon ?

- "Jean-Luc Mélenchon est le bienvenu pour une explication", affirme Vincent Giret, le directeur de franceinfo - Franceinfo 22 octobre 2018

- Jean-Luc Mélenchon voulait débattre sur BFM avec les journalistes de franceinfo. C'est non - Le HuffPost 22 octobre 2018

...le leader de la France insoumise, a proposé sur son blog "un débat public contradictoire avec nos diffamateurs de Radio France sur une chaîne comme BFM qui n'appartient pas au gouvernement. Un débat public avec notre diffamateur le rapporteur de notre compte de campagne monsieur de Chalvron".

"Quelqu'un a peur du débat, de la vérité, des comparaisons? Ils ont des raisons. Pas nous", écrivait dimanche Mélenchon

"Un match de catch entre Jean-Luc Mélenchon et la cellule investigation de Radio France sur une télévision privée, c'est non, répond lundi 22 octobre Vincent Giret, directeur de franceinfo. Ça n'est pas raisonnable". En revanche, Vincent Giret invite le leader de La France insoumise sur l'antenne de franceinfo. "Que Jean-Luc Mélenchon vienne ici, réponde à nos questions, comme le font ses lieutenants. Il est toujours le bienvenu pour une explication et un moment de journalisme normal, serein." France Info 22.10

- Mélenchon "en guerre ni contre les médias, ni contre la justice, ni contre la police" - AFP 22 octobre 2018

Jean-Luc Mélenchon a assuré lundi que la France insoumise n'était en guerre "ni contre les médias, ni contre la justice, ni contre

la police", mais qu'"une partie" de ces trois corporations étaient "en guerre" contre LFI dans le sillage du gouvernement.

"Nous ne sommes pas en guerre, ni contre les médias, ni contre la justice, ni contre la police. Mais par contre il y a une partie de la justice, de la police et des médias qui est en guerre contre nous parce que le gouvernement a décidé de nous mener cette guerre incroyable que vous avez sous les yeux", a déclaré M. Mélenchon dans une vidéo postée sur les réseaux sociaux.

"Quant à moi, maintenant, c'est ma vie privée qui paraît-il est d'intérêt général parce que, disent plusieurs journaux, dans les procès verbaux, paraît-il, on déclarerait qu'il y avait quelqu'un chez moi à 07h00 du matin. Mais j'ai le droit, moi de caractériser mes relations", a également déclaré M. Mélenchon.

"Tout cela n'est pas digne. Ce qu'on nous fait subir n'est pas digne, c'est de l'indignité voulue pour salir, pour faire craquer, pour abaisser les gens, les humilier autant qu'on peut parce que enfin, toute la caste hurle de joie", a poursuivi M. Mélenchon.

"Nous n'avons jamais surfacturé. Ceux qui le disent sont des menteurs", a assuré le député des Bouches-du-Rhône.

"Ils (les médias, NDLR) disent: vous avez fait des surfacturations, c'est à partir de là qu'ils montent tout leur roman. Il y a eu des surfacturations, elles ont été faites par la société Mediascop principalement --il y a d'autres accusations-- et j'en aurais bénéficié parce que nous aurions un lien personnel. Mais tout cela doit avoir une trace quelque part non ?", a-t-il développé.

"Ils n'ont même pas fait le minimum du travail, c'est-à-dire comparer les factures sur les mêmes prestations. C'est très facile, il suffit de comparer les factures de M. Macron, de M. Hamon, de M. Fillon et les miennes, et comme ça vous savez tout de suite combien valent les choses. Parce qu'il y a un prix du marché. C'est pas la peine de parler tout le temps du marché et de ne pas s'y référer quand par hasard il sert à quelque chose." AFP 22 octobre 2018

La fabrique du consentement mise à contribution.

- La popularité de Mélenchon entachée par l'épisode des perquisitions - Reuters 22 octobre 2018

A 22% de sondés "satisfaits" de son action, il recule de sept points de pourcentage par rapport à septembre dans le baromètre Opinion Way pour LCI réalisé mercredi et jeudi et publié dimanche, et atteint ainsi un plus bas inédit dans ce sondage réalisée depuis 2010. Reuters 22 octobre 2018

Bref, un sondage commandé par l'oligarque Bouygue...

- Après une semaine calamiteuse, Jean-Luc Mélenchon coule dans le baromètre politique Ipsos/Le Point. - LePoint.fr 24 octobre 2018

Bref, un sondage commandé par l'oligarque François-Henri Pinault...

Soupçon et harcèlement.

- Mélenchon est-il allé trop loin ? - Capital 23.10

- Comptes de campagne de Jean-Luc Mélenchon : Sophia Chikirou de nouveau entendue par les policiers - Franceinfo 23.10

Servilité bien comprise.

- Benoît Hamon ne comprend pas les attaques de Jean-Luc Mélenchon contre la presse - LeFigaro.fr 23.10

Parole d'internaute

(A propos de la cabale montée contre Mélenchon.)

1- "Être innocent n'a jamais protégé personne en politique. Mélenchon devrait arrêter de se justifier tout le temps car ses accusateurs se moquent pas mal de sa probité ou de la régularité de ses comptes. Il est coupable parce qu'il doit l'être, c'est tout. Et ce n'est pas fini, il va se faire déchiQUETER par la "justice" et par la presse.

Le comportement du prétendument vertueux Mediapart dans cette affaire est le signe que rien ne lui sera épargné. Mélenchon a justement pointé le fait que ce genre de pratique a désormais cours dans un certain nombre de pays d'Europe et d'Amérique latine. On a assez peu parlé en France de ce qu'a subi le Britannique (eurosceptique et anti-Blair) Jeremy Corbyn depuis son accession à la tête du Labour. C'était ultra violent, à mon avis bien pire que le sort qui est fait à Mélenchon. Les tentatives pour

le tuer politiquement avec l'accusation d'antisémitisme ont été incessantes et savamment orchestrées. Il a survécu et le poste de Premier Ministre lui reste accessible.

Il faut noter que le caractère de Corbyn est à l'opposé de celui de Mélenchon : il est calme, posé, très courtois, un vrai robinet d'eau tiède. Ce n'est évidemment pas le tempérament de Mélenchon (et encore moins ses comptes de campagne) qui est la cause du maccarthysme qui se déchaîne dans la presse et la justice. C'est son programme politique."

2- (Macron - Ndlr) "Un homme sous influence?"

La moralité de l'histoire serait que lorsque on a plein de dettes et un train de vie somptueux on ne peut être que redevable à l'égard de ses mentors financiers.

Bref à n'en pas douter voici un homme politique sous influence qui n'a guère d'autre souci que de continuer à flotter dans le marigot en récompensant les grenouillages qui l'ont fait roi...

Confiné par la majorité populaire dans ses derniers retranchements le voici en train de tordre les bras à l'opinion et à la justice en allumant des contre feux répressifs dignes des grandes heures du totalitarisme mondial...

Bref un coup d'état de la novlangue et du parler vide médiatique qui commence à s'apparenter à une chasse aux sorcières politique.

Honte à tous les godillots néo libéraux de ce pays qui ont transformé l'assemblée de la nation en chambre d'enregistrement au service d'une idéologie minoritaire et totalitariste qui met en place sans débat la pire dictature celle des ultra nantis..."

3- "A propos de ses revenus de l'époque Rothschild, faut croire que la braderie d'Alstom lui a rapporté un "pognon fou".

Mon opinion est faite depuis longtemps : Macron présente le profil type du Yuppie (acronyme de Young Urban Professional), terme anglophone définissant les jeunes cadres et ingénieurs de haut niveau, évoluant dans les milieux de la haute finance et habitant le cœur de grandes métropoles (définition wikipedia).

J'en connais personnellement quelques-uns (fils et filles de connaissances et amis).

Ils ont voté massivement pour leur alter égo, s'identifiant pleinement à l'artefact générationnel du système promu par l'Union Européenne : libre-échange (main-d'oeuvre, produits et capitaux), LGTB, Mariage pour Tous/pacsage, migrants... chez les autres/voisins, sans frontière ni limites, ardent défenseur de la monnaie unique si pratique pour se déplacer en Europe (sans se soucier de ses effets destructeurs), des individualistes dont le seul repère est argent et plaisirs associés."

4- "Ne pas oublier une certaine présidente suspectée de malversation qui a été délogé par un nouveau président connu pour ses malversations... comme les révolutions colorées, le #metoo ou d'autres choses, quand on élargit le champs de vision, il y a des "coïncidences significatives"..."

La morale de la morale, c'est que ceux qui font le plus la morale sont généralement ceux qui en ont le moins.

[Totalitarisme. La France un pays toujours plus liberticide.](#)

- "Black blocs" : Le Sénat adopte un texte LR contre les violences dans les manifestations - AFP 23.10

- Vous comprenez pourquoi les dirigeants syndicaux ont toléré la présence des Black blocs dans leurs manifestations...

- Le Sénat vote une proposition de loi anti-violences - Reuters 23.10

Le Sénat a voté mardi en première lecture une proposition de loi émanant de l'opposition et visant à prévenir les violences lors des manifestations, notamment en sanctionnant plus sévèrement les auteurs de tels actes. Reuters 23.10

- Campagne sur le consentement sexuel : il faut "que les rapports soient consentis, mais surtout désirés" - Franceinfo 23.10

- Entre 25 et 34 ans, une femme sur cinq dit avoir subi un rapport sexuel forcé ou une tentative - Franceinfo 23.10

- Bruno Julliard porte plainte contre Marcel Campion pour diffamation et injure homophobe - Le HuffPost 23.10

Troisième partie

Dossier sur l'affaire du journaliste Jamal Khashoggi.

Comme dans l'affaire Mélenchon, nous ne prenons pas la défense de Khashoggi qui était un personnage pour le moins inféquentable ou détestable, qui collaborait avec le Washington Post et le New York Times qui figurent par les piliers du groupe Bilderberg et de la presse états-uniennes relayant la propagande de l'Etat profond américain.

Ce qui nous intéresse c'est uniquement d'exposer et d'exploiter la pourriture du vieux monde, de montrer comment il fonctionne et quelles sont ses véritables intentions, de quoi il est capable pour parvenir à ses fins, afin que le plus nombre de travailleurs parviennent à la conclusion qu'il faut impérativement l'abattre et qu'il y a urgence en la matière.

- Le Pacte du Quincy ne protège que le roi d'Arabie, pas son héritier par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 23 octobre 2018

Extrait.

L'opération Khashoggi

Il suffisait d'attendre. Le 2 octobre 2018, MBS fit assassiner au consulat saoudien d'Istanbul un des hommes de main du prince al-Waleed Ben Talal, le journaliste Jamal Khashoggi, en violation de l'article 55 de la Convention de Vienne sur les relations consulaires [4].

Jamal Khashoggi était le petit-fils du médecin personnel du roi Abdul Aziz. Il était le neveu du marchand d'armes Adnan Khashoggi qui équipa l'armée de l'air saoudienne, puis approvisionna pour le compte du Pentagone l'Iran chiite contre l'Iraq sunnite. Samira Khashoggi, sa tante, est la mère du marchand d'armes Dodi Al-Fayed (éliminé avec sa compagne, la princesse britannique Lady Diana [5]).

Jamal avait été associé au coup de Palais que le vieux prince al-Waleed préparait contre MBS. Des spadassins lui coupèrent les doigts et le démembrèrent avant de présenter sa tête à leur maître, MBS. L'opération avait été soigneusement enregistrée par les services secrets turcs et US.

À Washington, la presse et des parlementaires US demandent au président Trump de prendre des sanctions contre Riyad [6].

Un conseiller de MBS, Turki Al-Dakhil, réplique que si les États-Unis prennent des sanctions contre le royaume, celui-ci est prêt à chambouler l'ordre mondial [7]. Car dans la tradition des bédouins du désert, toute insulte doit être vengée quel qu'en soit le prix.

Selon lui, le royaume prépare une trentaine de mesures dont les plus marquantes sont :

- Descendre la production de pétrole à 7,5 millions de barils/jour, provoquant une hausse des prix aux environs de 200 dollars le baril. Le royaume exigera d'être payé en d'autres monnaies que le dollar, provoquant la fin de son hégémonie ;
- S'écarter de Washington et se rapprocher de Téhéran ;
- Acheter des armes en Russie et en Chine. Le royaume offrira une base militaire à la Russie à Tabuk, au nord-ouest du pays, c'est-à-dire à proximité de la Syrie, d'Israël, du Liban et de l'Iraq ;
- Soutenir du jour au lendemain le Hamas et le Hezbollah.

Consciente des dégâts que le fauve peut provoquer, la Maison-Blanche sonne la curée. Se souvenant tardivement de leur beau discours sur les « Droits de l'homme », les Occidentaux déclarent en chœur qu'ils ne supportent plus ce tyran médiéval [8]. Tous leurs leaders économiques, un à un, se conforment aux instructions de Washington et annulent leur participation au Forum de Riyad. Rappelant que Khashoggi était « résident états-unien », le président Trump et son conseiller Kushner évoquent la confiscation de ses biens au profit des États-Unis pour apaiser leur courroux.

À Tel-Aviv, c'est la panique. MBS était le meilleur partenaire de Benjamin Netanyahu [9]. Il lui avait demandé de constituer un état-major commun au Somaliland pour écraser les Yéménites. Lui-même s'était secrètement rendu en Israël, fin 2017. L'ancien ambassadeur US à Tel-Aviv, Daniel B. Shapiro, prévient ses coreligionnaires israéliens : avec un tel allié, Netanyahu met le pays en danger [10].

Le Pacte du Quincy ne protège que le roi, pas les prétendants à son trône. Réseau Voltaire 23 octobre 2018

Notes.

[4] « Convention de Vienne sur les relations consulaires », Réseau Voltaire, 24 avril 1963.

[5] Lady died, par Francis Gillery, Fayard éd., 2006. « Francis Gillery : "J'ai étudié le mécanisme du mensonge d'État dans l'affaire Diana" », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 23 août 2007.

[6] "The disappearance of Jamal Khashoggi", by Manal al-Sharif, Washington Post (United States) , 9 October 2018. "Letter by the Senate Foreign Relations Committee on the disappearance of Jamal Khashoggi", 10 October 2018.

[7] "US sanctions on Riyadh would mean Washington is stabbing itself", Turki Al-Dakhil, Al-Arabiya, October 14, 2018.

[8] « Déclaration conjointe des ministres des affaires étrangères d'Allemagne, de France et du Royaume-Uni sur la disparition de Jamal Khashoggi », « Déclaration de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni sur la mort de Jamal Khashoggi », Réseau Voltaire, 14 et 21 octobre 2018.

[9] « Exclusif : Les projets secrets d'Israël et de l'Arabie saoudite », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 22 juin 2015.

[10] "Why the Khashoggi Murder Is a Disaster for Israel", Daniel Shapiro, Haaretz, October 17, 2018. Source : « Le Pacte du Quincy ne protège que le roi d'Arabie, pas son héritier », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 23 octobre 2018, www.voltairenet.org/article203577.html

- Le drame Khashoggi. Plus d'accord possible. Erdogan veut le départ de MbS - Moon of Alabama 22 octobre 2018

La saga Khashoggi continue d'influencer la situation politique au Moyen-Orient.

Vendredi dernier, le régime saoudien admettait que Khashoggi avait été tué dans son consulat à Istanbul. Depuis, il a changé deux fois d'histoire :

Après avoir nié pendant des semaines son implication dans la disparition de Khashoggi, l'Arabie saoudite a déclaré que ce dernier avait été tué dans le consulat d'Istanbul, affirmant que sa mort était le résultat d'une simple "bagarre". Une source saoudienne proche du palais royal a déclaré plus tard à CNN que le journaliste du Washington Post était mort par étouffement. Dimanche, son ministre des Affaires étrangères, Adel al-Jubeir, est allé plus loin en qualifiant, dans une déclaration à Fox News, la mort de Khashoggi de "meurtre" et d'"erreur énorme".

Mohammad bin Salman, le prince héritier saoudien et dirigeant de facto, ne semble pas avoir de bons conseillers médiatiques. Si l'on ne s'en tient pas à une seule histoire, toutes les autres seront immédiatement remises en question.

Les Saoudiens prétendaient à l'origine que Khashoggi avait quitté le consulat. Nous savons maintenant pourquoi ils se sont sentis assez sûrs d'eux-mêmes pour affirmer une telle chose. CNN tient une nouvelle histoire d'origine turque ; un leurre est sorti du consulat pour faire croire que c'était Khashoggi qui en sortait. Ils ont fourni des photos pour le prouver :

Un membre de l'équipe de 15 hommes soupçonnée de la mort de Jamal Khashoggi s'est déguisé et a été filmé par des caméras de surveillance d'Istanbul le jour où le journaliste a été tué, a déclaré un haut responsable turc à CNN.

CNN a obtenu des images exclusives de surveillance policière, dans le cadre de l'enquête du gouvernement turc, qui semblent montrer l'homme quittant le consulat par la porte arrière, portant les vêtements de Khashoggi, une fausse barbe, et des lunettes.

Mais, alors que Khashoggi était à moitié chauve, le leurre dans les vêtements de Khashoggi semble avoir tous ses cheveux.

Petit à petit, le gouvernement turc divulgue de plus en plus de détails sur cette triste histoire. Cela aide à maintenir le sujet en tête de l'ordre du jour politique.

YeniSafak, un journal grand public aligné sur Erdogan, affirme (turc, traduction automatique) que Khashoggi a été mis en contact téléphonique avec MbS pendant son séjour au consulat. On lui aurait dit de retourner en Arabie saoudite. Après avoir

refusé de le faire, il a été tué.

Un rapport ultérieur de YeniSafak (turc, traduction automatique) indique que le chef de l'équipe saoudienne envoyé au consulat, Maher Abdulaziz Mutreb, a donné quatre coups de fil au directeur du bureau de bin Salman, Badr bin Mohammed Al Asaker, à Riyadh. Ce dernier est le directeur de la fondation du prince héritier et son "éminence grise". Mutreb aurait utilisé le téléphone portable du consul. Un autre coup de fil a été donné aux États-Unis, probablement à Khalid bin Salman, le frère de MbS, ambassadeur saoudien à Washington DC. lequel est depuis retourné à Riyad. Al Jazeera Arabic avait déjà fait état de tels appels et de 19 autres appels WhatsApp à MbS lui-même.

Si la nouvelle de ces appels est avérée, le meurtre de Khashoggi était donc sans aucun doute un meurtre prémédité sur ordre direct du prince héritier.

La police turque a également trouvé une voiture abandonnée qui appartient au consulat saoudien. On peut la voir sur les images de vidéosurveillance du consulat le jour où Khashoggi a été tué.

Tout cela prouve que l'espionnage de l'équipe d'assassinat saoudienne [par les turcs, NdT] était total. Tous les réseaux de téléphonie cellulaire conservent les traces de chaque appel. Tout téléphone d'un fonctionnaire étranger en Turquie est surveillé par les services de renseignement du pays. Seul un téléphone jetable avec une carte prépayée anonyme aurait pu offrir une certaine protection.

Il semble que l'équipe saoudienne s'en fichait. Elle a tenté d'occulter l'incident en enlevant le corps, mais n'a pas fait grand-chose pour dissimuler l'opération. Ils s'attendaient probablement à s'en tirer comme ça. C'était certainement le cas de MbS, leur patron :

Le Prince Mohammed a été choqué que la disparition de Khashoggi ait dégénéré en crise diplomatique. Il n'a pas compris pourquoi la disparition de Khashoggi était considérée comme si importante, selon les personnes qui ont récemment eu des contacts avec le prince. ...

Le 10 octobre, huit jours après la disparition de Khashoggi, le prince Mohammed a appelé Jared Kushner, le conseiller et gendre du président Trump, d'après les personnes informées de cette conversation téléphonique.

Pourquoi tant indignation, a demandé le prince Mohammed en anglais. ...

La confusion du prince s'est vite transformée en rage. "Il a été vraiment choqué par une telle réaction", a déclaré un proche de la cour royale. "Il se sent trahi par l'Occident. Il a dit qu'il regarderait ailleurs [des alliés, NdT] et qu'il n'oublierait jamais comment les gens se sont retournés contre lui avant que des preuves ne soient montrées."

Personne ne semble se soucier du nombre de meurtres quotidiens dus à Mohammad bin Salman au Yémen. Il n'y a pas eu de réaction brutale lorsque MbS a enlevé le Premier ministre libanais Hariri, ni lorsqu'il a incarcéré près de 400 princes et les a torturés pour voler leur argent. Pourquoi quelqu'un se soucierait-il de Khashoggi ?

Parce que c'est ainsi que fonctionne la psychologie humaine :

La mort d'un homme est une tragédie. La mort de millions de personnes est une statistique. - Joseph Staline

Nous, les humains, nous nous soucions beaucoup plus d'une seule personne que nous connaissons que d'une masse de personnes avec lesquelles nous n'avons aucune relation.

Khashoggi était un ami personnel d'Erdogan. Il était chroniqueur au Washington Post, le journal d'information le plus apprécié de la CIA. Mohammad bin Salman est un ennemi des deux. Ni le rédacteur en chef néoconservateur du Post, Fred Hiatt, ni Erdogan n'apprécient le prince héritier saoudien. Ils font donc du grabuge quand on leur en donne l'occasion.

Ils vont donc empiler et laver publiquement le linge sale de l'Arabie saoudite jusqu'à ce que MbS ne soit plus là. Hier, le New York Times dénonçait les brigades twitter que les Saoudiens avaient engagées pour manipuler l'opinion publique. Aujourd'hui, c'est le Washington Post qui fait un rapport détaillé sur le trafic d'influence que les saoudiens exercent grâce aux groupes de réflexion américains. Le Middle East Institute, le CSIS et Brookings ne jouent plus le jeu. Ceux qui faisaient du lobbying pour les Saoudiens annulent leurs contrats. D'autres articles de ce genre seront publiés. Les années de lobbying et les dizaines de millions de dollars utilisés pour la propagande en faveur des Saoudiens sont maintenant partis en fumée.

L'affaire est préjudiciable à Trump. Il a construit sa politique au Moyen-Orient sur ses relations avec l'Arabie saoudite. Mais il ne peut pas éviter le sujet et doit faire laisser MbS face à ses responsabilités. Son propre parti fait pression en ce sens. Hier, le sénateur républicain Bob Corker, président de la commission des affaires étrangères, a rejeté la version saoudienne de l'article et

a demandé (video) à ce qu'ils en subissent les conséquences :

"C'est mon sentiment, je n'en suis pas encore sûr, mais d'après les renseignements que j'ai lus, d'après les autres extraits que j'ai lus, je pense que MbS est impliqué dans cette affaire, qu'il l'a dirigée et que cette personne a été intentionnellement assassinée. ...

Il doit y avoir une punition et un prix à payer pour cela. ...

Est-ce que je pense qu'il l'a fait ? Oui, je pense qu'il l'a fait. (...) Nous avons évidemment des coups de fil interceptés qui font penser à une participation allant à un très haut niveau, alors utilisons cela. »

Dimanche, Erdogan était au téléphone avec Trump. Le compte rendu turc de cet appel fait allusion aux négociations sur la Syrie, à la levée des sanctions contre la Turquie et à d'autres questions. Mais l'affaire Khashoggi est maintenant allée trop loin pour permettre la conclusion d'un accord à ce sujet.

Le porte-parole d'Erdogan, chroniqueur un peu fou, Ibrahim Karagül, donne un aperçu de la pensée d'Erdogan et expose ses objectifs :

Le véritable piège était tendu contre l'Arabie saoudite. Bien qu'un rapport conjoint Arabie Saoudite – États-Unis – Israël ait été établi et qu'il ait été question de protéger l'administration de Riyad de l'Iran, l'objectif était de détruire l'Arabie Saoudite par l'intermédiaire de Salman et Zayed [Prince héritier d'Abu Dhabi]. Le prochain front prévu après la guerre en Syrie est le golfe Persique, l'Arabie Saoudite. Ils n'ont jamais compris cela, ils ne pouvaient pas le comprendre. La Turquie l'a compris, mais le monde politique arabe était aveuglé.

Aujourd'hui, l'Arabie saoudite se trouve dans une situation très difficile. Le monde s'est effondré sur elle. Le prince héritier Salman traverse une épreuve pénible à cause de Zayed, qui a le contrôle sur lui. Si la gravité de la situation après l'assassinat de Khashoggi n'est pas comprise, nous assisterons à un "front contre l'Arabie saoudite", avant peu d'années. ...

L'administration de Riyad doit détronner immédiatement le prince héritier Mohammed bin Salman. Elle n'a pas d'autre choix. Sinon, elle va en payer le prix fort. S'ils ne parviennent pas à briser le piège tendu à l'Arabie saoudite par l'intermédiaire de bin Zayed, ils seront victimes de la formule de Trump "Tu ne dureras pas plus de quelques semaines", et le processus va commencer à s'enclencher dans cette direction. ...

Ce duo doit être retiré de la région et neutralisé. Sinon, ils vont y mettre le feu.

Le Prince héritier d'Abu Dhabi, Mohammed bin Zayed, est le mentor et partenaire de Mohammad bin Salman contre le Yémen. MbZ est plus intelligent que MbS – et sera plus difficile à déloger.

Erdogan a annoncé, dans un discours prononcé devant le groupe parlementaire de son parti, qu'il donnerait plus de détails sur l'affaire mardi prochain. Il ne diffusera probablement pas encore la cassette du consulat que les services de renseignements turcs prétendent avoir. Mais il pourrait bien confirmer les appels téléphoniques révélés et menacer de diffuser leur contenu.

L'objectif d'Erdogan semble clair. La possibilité pour MbS de passer un accord avec lui s'est volatilisée, celui-ci doit partir. Il essaiera de faire valoir son point de vue jusqu'au bout.

Moon of Alabama

Traduit par Wayan, relu par jj pour le Saker Francophone

[Lu dans les médias du ministère de la Vérité.](#)

- Pour Donald Trump, le meurtre de Jamal Khashoggi est "l'une des pires opérations de dissimulation de l'Histoire" - Le HuffPost 24 octobre 2018

"Ils avaient un très mauvais projet à l'origine, il a été très mal exécuté et l'opération de dissimulation a été l'une des pires de l'histoire des opérations de dissimulation", a-t-il déclaré depuis le Bureau ovale. Le meurtre et sa dissimulation sont d'après lui "un fiasco total".

Restant évasif sur d'éventuelles décisions à venir, le locataire de la Maison Blanche a pris soin de souligner combien Ryad était un "excellent allié" de Washington depuis des décennies, et a rappelé que le royaume sunnite était "l'un des principaux investisseurs aux États-Unis".

"Ils avaient un très mauvais projet à l'origine, il a été très mal exécuté et l'opération de dissimulation a été l'une des pires de l'histoire des opérations de dissimulation", a déclaré Donald Trump depuis le Bureau ovale. "Cela n'aurait jamais du être envisagé", a-t-il ajouté. "Celui qui a eu cette idée, quel qu'il soit, est dans une situation très difficile", a-t-il encore dit. Le meurtre et sa dissimulation sont d'après lui "un fiasco total".

Restant évasif sur d'éventuelles décisions à venir, le locataire de la Maison Blanche a pris soin de souligner combien Ryad était un "excellent allié" de Washington depuis des décennies, et a rappelé que le royaume sunnite était "l'un des principaux investisseurs aux Etats-Unis".

Faisant un point sur l'enquête, Recep Tayyip Erdogan a décrit un "meurtre sauvage" qui a été "planifié" pendant plusieurs jours et mis à exécution par une équipe de "15 agents". Sans impliquer nommément le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane, dit "MBS" et régulièrement critiqué par Khashoggi, le président turc a souligné l'importance de punir "toutes les personnes impliquées, des exécutants aux commanditaires" de ce meurtre.

Il faut "mettre au jour les responsabilités de chacun dans cette affaire, du plus haut niveau au plus bas", a insisté le chef de l'État turc, qui a proposé de juger à Istanbul les 18 suspects arrêtés par Ryad. Le HuffPost et AFP 24 octobre 2018

Le vice-président des Etats-Unis, Mike Pence, a dénoncé mardi le meurtre "barbare" du journaliste saoudien Jamal Khashoggi...

Il a rejeté les explications de Ryad (une altercation qui aurait mal tourné) et mis en cause sans le nommer "MBS", tout en semblant dédouaner son père, le roi Salman, dont il a dit ne pas douter de la sincérité. Reuters 24 octobre 2018

- Des parties du corps de Kashoggi retrouvées dans les jardins du consul saoudien à Istanbul - BFMTV 23 octobre 2018

Après une longue période de dénégation, les autorités saoudiennes avaient fini par admettre que Jamal Kashoggi avait été tué le 2 octobre dans les locaux de leur consulat à Istanbul. Mais, plutôt que de reconnaître un assassinat sciemment organisé, l'Arabie saoudite assurait que le journaliste était mort des coups reçus durant une bagarre ayant éclaté lors d'un interrogatoire. Par ailleurs, le royaume jurait ne pas savoir où se trouvait le corps de la victime. Il semble que ce mystère se dissipe désormais et que la version saoudienne soit à présent intenable. En effet, selon Sky News ce mardi, les enquêteurs turcs ont découvert des parties du corps de Jamal Kashoggi dans les jardins du consul général saoudien.

Le média britannique dit se fonder sur deux sources différentes, l'une liée à l'enquête, l'autre très bien placée dans les cercles politiques et en relation avec l'instruction judiciaire. Les deux ont confirmé la découverte, et la seconde a précisé la localisation de celle-ci. Et il est bien question des jardins de la résidence personnelle du consul général saoudien, Mohamed al-Otaibi, et non du consulat stricto sensu, distant de 500 mètres. Les restes du reporter attestent qu'il a été démembré et que son visage a été défiguré. Les policiers scientifiques avaient auparavant prélevé des échantillons de terre des jardins du consul général. BFMTV 23 octobre 2018

- Nouvelles révélations macabres sur la mort de Jamal Khashoggi - Le figaro.fr 22.10

Dans le quotidien Hurriyet, M. Selvi, un éditorialiste proche du pouvoir turc, affirme que Jamal Khashoggi, âgé de 59 ans, a été immédiatement conduit vers le bureau du consul où il a été «étranglé» par les agents saoudiens. «Cela a duré entre 7 et 8 minutes», précise-t-il. Le corps a ensuite été «coupé en 15 morceaux» par un médecin légiste faisant partie du commando saoudien, ajoute le journal, selon lequel le corps démembré a été sorti du consulat, mais se trouverait toujours dans un endroit inconnu à Istanbul.

Selon les médias turcs, la police a retrouvé lundi un véhicule du consulat saoudien, équipé d'une plaque d'immatriculation diplomatique, «abandonné» dans un parking souterrain d'Istanbul. La chaîne américaine CNN a pour sa part diffusé des images de vidéosurveillance montrant, selon un responsable turc, un des agents saoudiens quittant le consulat par une porte arrière et portant les vêtements dont était vêtu Khashoggi à son arrivée, ainsi qu'une barbe factice. Il s'agissait, selon le responsable turc, d'une «tentative de dissimulation» visant à faire croire que Khashoggi avait bel et bien quitté le bâtiment comme l'avait affirmé Ryad après la disparition du chroniqueur du Washington Post.

La chaîne turque AHaber a de son côté diffusé d'autres images de vidéosurveillance montrant selon elle des employés saoudiens du consulat brûler des documents au lendemain de la mort de Khashoggi.

Selon Reuters, l'un des principaux conseillers de MBS, Saoud al-Qahtani, limogé samedi dernier, aurait été présent virtuellement au consulat durant l'interrogatoire, via Skype. Al-Qahtani aurait insulté Khashoggi à plusieurs reprises, et c'est lui qui aurait ordonné à ses sbires de «disposer» du journaliste. «Apportez-moi la tête du chien», leur aurait-il ordonné, croit savoir Reuters, citant une source auprès des services de renseignement turcs. Il n'est toutefois pas certain que Al-Qahtani ait assisté à l'ensemble de la scène. Toujours selon l'agence, l'enregistrement de cette conversation sur Skype serait actuellement entre les mains du

président turc.

Erdogan s'est entretenu au téléphone dans la nuit de dimanche à lundi avec son homologue américain Donald Trump, peu après la parution d'une interview dans laquelle ce dernier a dénoncé «des mensonges» et jugé que les versions données par Riyad «partent dans tous les sens». «Je ne suis pas satisfait de ce que j'ai entendu», a déclaré lundi le président américain depuis les jardins de la Maison Blanche, précisant qu'il avait parlé au prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane. Le figaro.fr 22.10

- Ouverture de la session 2018 de la Future Investment Initiative de Riyad - Réseau Voltaire 23 octobre 2018

La session 2018 du Future Investment Initiative s'est ouverte, le 23 octobre 2018 à Riyad. Cette conférence, créée en 2017, était destinée à devenir annuelle. Cependant la majorité des orateurs et sponsors étrangers se sont retirés de l'organisation à la suite de l'assassinat de Jamal Khashoggi.

Le Future Investment Initiative se targuait d'être le « Davos du désert ». Lors de la session 2017, le prince héritier Mohamed Ben Salmane (dit « MBS ») avait présenté le projet Neom : la création d'un paradis fiscal en mer Rouge pour l'élite de la planète. Il avait également annoncé un futur abandon du wahhabisme [1].

Durant l'année écoulée, le projet Neom a été confié à Klaus Kleinfeld, un des administrateurs du Groupe de Bilderberg. Il a été étendu à la rive occidentale de la mer Rouge avec l'aide de l'Égypte. Israël devait en assurer la sécurité.

Aucun signe d'abandon du wahhabisme n'a été rendu public. Tout au plus les femmes se sont vues octroyer le droit de conduire des voitures, mais toujours en présence de leur tuteur légal.

Le retrait des principaux sponsors et orateurs de la conférence semble correspondre à une mise à l'écart prochaine de MBS par les Occidentaux.

Le Conseil de famille restreint des Saoud se réunit secrètement depuis quelques jours pour réviser une nouvelle fois la règle de succession au trône. Réseau Voltaire 23 octobre 2018

En complément

- Espagne: Le Parlement rejette l'arrêt des ventes d'armes à Ryad - Reuters 23.10

- Affaire Khashoggi : Paris fait profil bas - leparisien.fr 23 octobre 2018

Comment dire à un « partenaire » soupçonné d'être impliqué dans un meurtre que l'on est mécontent... tout en restant en bons termes ? Après tout, les clients ne sont-ils pas les rois, surtout quand ils vous achètent pour plus de quatre milliards d'euros par an ? leparisien.fr 23 octobre 2018

- "Danger d'une famine imminente et géante" au Yémen, selon l'ONU - AFP 23 octobre 2018

Le Yémen fait face à "un danger clair et présent d'une famine imminente et géante", a averti mardi le secrétaire général adjoint de l'ONU pour les Affaires humanitaires, Mark Lowcock, qui estime à 14 millions le nombre de personnes qui pourraient en être victimes. AFP 23 octobre 2018

Commentaires d'internautes

1- "Cette triste affaire me rappelle étrangement l'affaire Anna Politkovskaïa, assassinée à Moscou, ainsi que celle d'autres "journalistes dissidents russes" dans des circonstances assez obscures.

Toute la "communauté internationale" s'était alors unanimement levée pour dénoncer immédiatement, sans délai et sans apporter le moindre argument "Vlad l'empaleur"® qui était formellement à l'origine de ces assassinats barbares.

Il en va de même pour l'utilisation d'armes chimiques contre des civils innocents par "Bachar le Boucher"®.

Dans le cas de Jamal Kasogghi, il faut attendre le résultat d'une enquête impartiale de l'Arabie Saoudite elle-même avant de faire la moindre déclaration.

Étonnant non ?

Nota : Je ne suis ni pro-Poutine, ni pro-Bachar, ni anti-MBS ni quoi que ce soit.

Je me pose juste quelques questions."

2- "Dites-vous bien que lorsque nos élus et hauts fonctionnaires parlent de "valeurs", ils pensent aux valeurs boursières de leurs commanditaires.

Sans eux, point de salut... ni de carrière !

Les principes, c'est pour les sans-dents."

3- "Ce qui m'étonne le plus c'est qu'on s'étonne! Tout était couru d'avance: le cinéma de Trump qui exprimait sa réprobation en demandant que toute la vérité soit faite, les termes diplomatiques des petits valets français, britanniques et allemands. Chacun exécute son rôle dans la part du théâtre qui lui est confiée. Ce qui compte au Moyen-Orient: le combat d'Israël et le pétrole et ses pétrodollars. Reste à savoir quel est le metteur en scène.

Quant à Macron, son attitude est dans sa nature et ses discours sont des impostures (qui, comme pour tous les derniers présidents, ne sont pas de lui). Je ne l'ai jamais écouté ça m'aurait fait vomir."

4- "...il serait très judicieux de se pencher sur l'ordre de succession de MBS, car en toute logique, il n'est pas le premier sur la liste. Avec ce genre de scandales, il pourrait bien que cette information refasse surface..."

5- "Succession ? Mohammed Bin Nayef, un CIA, candidat chéri des cours atlantistes, lequel fut méchamment court-circuité en son temps par MbS. Sa mise à l'écart fut un crève-coeur occidental..."

6- "Le cas est complexe ..

– Vu le CV de Kassogghi , sa mort ne m'arrache pas des larmes . Ce gars a quand même soutenu les barbares qui égorgent tout le monde. Disons que le fait que les islamistes s'entretuent ne me gêne pas outre mesure.

– je suis naturellement non-interventionniste donc raison de plus pour ne pas me mêler de ce règlement de comptes entre barbares.

– le soutien aux barbares et le fait de leur vendre des armes me gêne beaucoup plus , mais ça fait un bon moment que ça dure , nos chers politiciens ont l'art de l'indignation sélective en fonction de leurs propres intérêts. Mais c'est vrai que l'Arabie Saoudite a des arguments solides en terme de barils de pétrole et de milliards de pétro-dollars.

7- "C'est que les Saouds ont commis un crime inqualifiable : tuer un journaliste, qui écrivait dans le New York Times en plus!

C'est pas comme tuer quelques dizaines de milliers de civils Yéménites, qui ne sont même pas premiers de cordée, ou financer des djihadistes dans le monde entier. Non, c'est pas pareil, parce que là, c'est vraiment abject. Sans compter que le "journaliste" en question était un ancien combattant barbu en Afghanistan (contre les méchant soviétiques), qui appuyait fidèlement les points de vu néocon dans ses papiers du NYT. S'il s'était agit d'un simple blogueur, 1000 coups de fouet et on en parlait plus..."

8- "Pour Skrippal le coupable fut immédiatement trouvé malgré des preuves plus que douteuses et une floppée de diplomates Russes expulsés par l'occident.

Pour Kassogghi alors que la responsabilité du régime saoudien apparait plus que probante, quelles précautions, quelle danse du ventre, on demande une enquête rigoureuse....à l'Arabie, on n'a pas pris toutes ces précautions avec Moscou pour Skrippal et on ne lui a pas demandé de conduire l'enquête, on le lui a même refusé d'y participer quand au diplomates saoudiens en occident personne ne les dérange."

Quatrième partie.

L'Otan, l'UE et l'ONU, des instruments du totalitarisme.

Macédoine

- La Macédoine devient une « démocratie » à l'états-unienne Réseau Voltaire 23 octobre 2018

Le Parlement macédonien a adopté à la majorité qualifiée le principe d'une modification constitutionnelle autorisant le changement de nom de la République et son adhésion à l'Otan et à l'Union européenne.

Le 14 juillet 2018, le gouvernement de Zoran Zaev organisait une fête nationale pour célébrer l'ouverture des négociations d'adhésion à l'Otan. Mais les Macédoniens boycottèrent les 14 concerts gratuits organisés dans le pays. Aucun ne pu se tenir.

Le 30 septembre, deux tiers des Macédoniens refusaient de soutenir le changement de nom de la République négocié par le Premier ministre Zoran Zaev et son homologue grec, Alexis Tsípras.

Washington et Bruxelles décidaient alors d'utiliser le Parlement pour contredire le peuple.

Une opération de corruption était pilotée par les ambassadeurs US à Skopje, Jess L. Baily (qui a supervisé l'entrée en guerre de la Turquie contre la Libye et la Syrie), et à Athènes, Geoffrey R. Pyatt (qui organisa le coup d'État de 2014 en Ukraine et la scission de l'Église orthodoxe en 2018). Le département d'État envoyait sur place son directeur pour les Balkans, Matthew Palmer.

Les poursuites judiciaires entreprises contre huit députés d'opposition ont été soudainement abandonnées et ceux qui étaient en prison ont été libérés. 250 000 dollars en liquide ont été remis par « l'agent Tesla » à chacun pour qu'il change son vote. Ce qu'ils ont fait. Considérés comme traîtres à la patrie, ils ont alors été exclus de leur formation politique.

L'ambassadeur Baily et l'assistant adjoint du secrétaire d'État étaient présents dans les locaux du Parlement lors du débat et du vote.

À l'issue du vote, le ministre de l'Intérieur a annoncé qu'une garde rapprochée était accordée à chacun des parlementaires ayant voté pour le changement de nom et l'adhésion à l'Otan et à l'UE.

Pendant que la Macédoine bascule ainsi dans le « camp de la démocratie » (sic), le ministre grec des Affaires étrangères, Nikos Kotzias, a présenté sa démission. Réseau Voltaire 23 octobre 2018

- Moscou dénonce le vote au Parlement macédonien sur le nouveau nom du pays - Reuters 22 octobre 2018

Le ministère russe des Affaires étrangères a dénoncé lundi le vote "truqué" du Parlement macédonien, vendredi soir, sur le changement de nom du pays à la suite de l'accord conclu en juin avec la Grèce.

Pour Moscou, ce vote n'a aucune valeur car il a été obtenu par "le chantage, la menace et l'achat de voix" à la suite de manoeuvres orchestrées par les Etats-Unis.

L'Ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM) doit être rebaptisée république de Macédoine du Nord en échange de quoi Athènes ne s'opposera plus à son intégration au sein de l'Union européenne et de l'Otan.

La loi a été votée au Parlement macédonien par 80 députés sur 120, exactement la majorité des deux tiers requise pour adopter une modification de la Constitution.

"Nous considérons ce qui s'est passé comme une violation flagrante de tous les principes, d'un point de vue moral comme d'un point de vue juridique", a déclaré le ministère russe dans un communiqué.

"Des manipulations aussi sordides ne peuvent être considérées comme l'expression de la volonté des parlementaires", a-t-il ajouté.

Pour Moscou, les huit voix nécessaires qui ont permis d'atteindre les deux tiers des suffrages ont été obtenues "par le chantage, la menace et l'achat de députés de l'opposition." Reuters 22 octobre 2018

Lettonie

- En Lettonie, la coalition sortante subit une déroute - Rupture 08.10

Défaite des sortants en Lettonie

Les électeurs lettons étaient appelés à renouveler leurs députés le 6 octobre. Dans ce pays balte de 1,9 million d'habitants, 54% d'entre eux se sont déplacés, soit 4 points de moins qu'en 2014.

Le gouvernement sortant s'est prévalu d'avoir fidèlement appliqué les réformes souhaitées par l'Union européenne (fiscalité, système de santé...), ce qui a contribué à accroître un mécontentement social latent, alors même que l'émigration, notamment de la jeunesse, reste forte, en particulier vers les pays anglo-saxons. Plusieurs scandales de corruption – dont celui qui a tout récemment impliqué le gouverneur de la Banque centrale – ont également marqué la campagne, dans une Lettonie parfois décrite comme « la capitale européenne du blanchiment ».

Enfin, les discriminations, linguistiques mais aussi sociales, que subissent les personnes d'origine non lettone (40% de la population, notamment les russophones) demeurent des enjeux politiques majeurs.

Pour le quatrième scrutin consécutif, c'est la formation cataloguée comme « pro-russe », Concorde (Saskana, traduit en anglais par Harmony), qui arrive en tête, avec 19,9% des suffrages (-3,1 points). Le fait nouveau est l'émergence d'un jeune parti, décrit comme populiste, KPV (« A qui appartient le pays ? »), qui rafle d'emblée la deuxième place, avec 14,2% des voix.

Or le KPV, à la différence de tous les partis installés, n'a jamais exclu une alliance parlementaire avec Concorde. Jusqu'à présent, celle-ci, bien qu'en tête du choix des électeurs, a toujours été tenue à l'écart du pouvoir car elle est accusée d'être proche de Moscou.

Concorde, historiquement ancrée dans la communauté russophone, attire également des Lettons « de souche » notamment du fait des mesures sociales qu'elle préconise

En réalité, Concorde se veut un parti d'orientation sociale-démocrate. Certes historiquement ancrée dans la communauté russophone, elle attire également des Lettons « de souche » (dont certaines personnalités étaient candidates sur ses listes) notamment du fait des mesures sociales qu'elle préconise. Lors de cette campagne, Concorde avait notamment proposé de tailler dans le budget de la défense au profit des secteurs de l'éducation et du logement. Un casus belli pour les partis actuellement au pouvoir, qui mettent leur point d'honneur à atteindre, voire à dépasser, le niveau du budget militaire ordonné par l'OTAN.

Cinq partis (dont trois principaux) étaient associés dans la coalition parlementaire sortante, menée par l'Union des Verts et des paysans (droite). Cette formation qui a toujours été partie prenante du pouvoir depuis 2002 s'effondre, passant de 19,5% à 9,9% des suffrages. Son alliée gouvernementale, l'Alliance nationale (AN) ne s'en sort guère mieux avec 11% des voix contre 16,6% il y a quatre ans. L'AN est l'une des formations les plus ultra, notamment en matière de restrictions à l'utilisation de la langue russe. Quant au troisième partenaire de la coalition sortante, Nouvelle unité, il ne rassemble que 6,7%, contre... 21,9% en 2014.

Outre le KPV, deux formations profitent de la déconfiture des partis au pouvoir : le Nouveau parti conservateur, qui passe de 0,7% à 13,6%, ainsi que la Nouvelle alliance libérale / FOR, récemment créée, avec 12% des voix. Il est vrai qu'en Lettonie, où n'existe pas vraiment de culture politique anciennement ancrée, les disparitions et créations de partis se succèdent avec des frontières idéologiques souvent bien floues. L'opposition à la Russie et aux habitants russophones, la fidélité à l'OTAN et à l'UE, et les orientations libérales forment cependant un ciment commun aux partis gouvernementaux.

C'est ce qui avait conduit le président de la République, issu de l'Union des Verts et des paysans, à avertir les électeurs avant le scrutin : « la ligne euro-atlantique constitue le cadre fondamental de notre action et je n'accepterai aucune exception à cette ligne ». Il lui revient désormais de désigner la personnalité qui devra former une future majorité au sein d'un Parlement éclaté en sept groupes parlementaires.

Concorde et le KPV disposent ensemble de 39 sièges (24 et 15 respectivement), ce qui constitue l'alternative la plus logique au pouvoir actuel. Mais ce total est cependant insuffisant pour atteindre la majorité absolue au sein de l'Assemblée qui compte 100 députés.

Le dirigeant de Concorde, qui est également maire de la capitale, Riga, a cependant averti qu'« aucune coalition stable et capable de gouverner n'est possible » sans sa formation. « Sinon, a-t-il poursuivi, vous pourriez avoir une coalition de xénophobes et de partisans des droits des homosexuels, et un tel gouvernement ne tiendrait pas plus de deux ou trois semaines », faisant référence aux Conservateurs et à la Nouvelle alliance libérale.

Tout porte cependant à croire que les élites installées finiront par trouver une formule écartant une « coalition pro-Kremlin / populistes » qui constituerait selon elles une hérésie pour ce pays balte, dont les dirigeants sont depuis près de trente ans convaincus – ou feignent de l'être – que les troupes russes s'apprentent à les envahir. Les mêmes continuent à témoigner d'une indulgence notable envers les nostalgiques de l'Allemagne nazie, nostalgiques qui ont pignon sur rue dans le pays.

Il reste que les électeurs lettons, et pas seulement les russophones, viennent de leur infliger une gifle retentissante, notamment sur la base d'un mécontentement social grandissant. Mais du côté de Bruxelles, une seule chose compte : que la Lettonie ne vienne pas s'ajouter à la litanie des pays menacés par les « populistes »... Rupture 08.10

La technologie et la pauvreté pour y parvenir.

- Comment les globalistes prévoient d'utiliser la technologie et la pauvreté pour asservir les masses par Brandon Smith - Source Alt-Market.com 04.10

La tyrannie est souvent perçue comme un développement soudain et inexplicable dans une société ; le produit d'un despote singulier qui prend le pouvoir pendant une période de temps limitée en raison de la peur ou de la stupidité du public. C'est l'un des grands mensonges de l'ère moderne.

La vérité est que pendant au moins le siècle dernier, presque tous les « tyrans » historiquement méprisés n'ont été que les marionnettes d'une grande cabale managériale, et la construction de chaque État totalitaire s'est faite lentement et tranquillement au cours de décennies par ces mêmes élites financières. (...)

Extrait - Pour déterminer si les ficelles d'un gouvernement particulier sont tirées par la cabale globaliste, tout ce que vous avez à faire est de voir à quelle vitesse ils mettent en œuvre des systèmes oppressifs qui servent les intérêts globalistes.

Par exemple, le gouvernement indien a récemment fait la une des journaux télévisés, car la Cour suprême de l'Inde a récemment statué que le programme biométrique controversé, Aadhaar, est légal. Dans un pays de 1,3 milliard d'habitants, environ 1 milliard ont déjà fait l'objet d'un profilage biométrique dans une base de données nationale. Ces données peuvent inclure les empreintes digitales, les scanners de l'iris et les scanners faciaux.

J'ai entendu dire que l'Inde est un endroit assez étrange pour expérimenter une telle base de données, étant donné que 60% de la population se trouve sous le seuil de pauvreté et que la plupart des gens ont à peine accès aux commodités de base. Mais je voudrais souligner que c'est la raison pour laquelle c'est un endroit PARFAIT pour les globalistes pour commencer à cataloguer la population mondiale à plus grande échelle.

Là encore, le désespoir financier et le manque de compétences en matière de production tendent à produire la soumission. Des centaines de millions de personnes touchées par la pauvreté dans les vastes cloaques urbains de l'Inde abandonnent volontairement leurs données biométriques en échange de programmes d'aide gouvernementaux.

Pour les personnes qui ne sont pas ancrées dans la pauvreté économique, l'Inde a pris d'autres mesures, notamment en exigeant que toute personne qui a accès aux services gouvernementaux, qui ouvre un compte bancaire ou qui s'inscrit à un service de téléphonie mobile abandonne également ses données biométriques au gouvernement. Dans les pays qui ne sont pas encore appauvris au niveau de l'Inde, des mesures plus subversives ont été prises pour surveiller la population. Les données sont simplement prises au lieu d'être échangées.

En Russie, Vladimir Poutine a mis en œuvre les lois Yarovaya qu'il a signées en 2016. Toutes les données numériques, des conversations téléphoniques aux courriels, sont maintenant enregistrées et stockées par les télécoms avec un accès gouvernemental pendant au moins six mois, ce qui comprend les messages Facebook et Twitter. La loi de 2014 sur les blogueurs exige également que tout blogueur ayant plus de 3 000 fans soit fiché par le gouvernement et qu'ils ne puissent pas rester anonyme. Toute entreprise exploitant un réseau Wi-Fi public est tenue par la loi d'identifier les utilisateurs par leur identifiant, qui est également conservé pendant au moins six mois.

La grille de surveillance de type FISA de la Russie est vaste, mais de nombreuses personnes dans le mouvement pour la liberté semblent ignorer cette réalité avec un culte de Poutine mal placé. Comme je l'ai noté dans de nombreux articles, la Russie est fortement influencée par les financiers internationaux.

Goldman Sachs et JP Morgan sont les plus grandes banques d'investissement du pays. La banque centrale travaille en étroite collaboration avec le FMI et la BRI. Dans le passé, le Kremlin a appelé de ses vœux une monnaie mondiale contrôlée par le FMI. Et Poutine admet même dans sa propre biographie First Person qu'il a été ami avec Henry Kissinger, zélateur du Nouvel Ordre Mondial, avant même de devenir président de la Russie. Le ministre russe des Affaires étrangères a récemment critiqué les États-Unis dans un discours prononcé devant l'assemblée générale de l'ONU au sujet de ses « attaques » contre « l'ordre international », y compris le fait de miner l'Organisation mondiale du commerce et les accords mondiaux sur les changements climatiques, ce qui montre à quel point la Russie est réellement globaliste.

Compte tenu de ce qui précède, il n'est pas surprenant pour qui que ce soit que la Russie joue le jeu avec les efforts des globalistes visant à identifier et à suivre chaque personne vivante. Il n'est pas surprenant non plus que Donald Trump, entouré de globalistes au sein de son propre cabinet, poursuive et élargisse la surveillance de la FISA sous son administration.

Début 2018, Trump a signé un projet de loi renouvelant la surveillance de masse de la population américaine par l'Agence nationale de sécurité, sans mandat, dans le cadre de la FISA. Les principaux leaders démocrates ont soutenu ce projet avec joie. Malgré toute la rhétorique récente de Trump contre la FISA, c'est Trump qui a rendu possible la continuation de la FISA.

Les grandes entreprises de médias sociaux coopèrent de tout cœur aux efforts de surveillance de masse, car elles partagent régulièrement des données personnelles avec les gouvernements du monde entier. Facebook à lui seul a connu une augmentation de plus de 33 % des demandes de données par un gouvernement en 2017, et la nature de la plupart de ces échanges de données n'est pas ouverte à un examen public.

C'est l'une des raisons pour lesquelles je suis plutôt déconcerté par la récente fureur conservatrice face à leur discrimination dans les médias sociaux – c'est comme si les militants pour la liberté se faisaient chacun piéger par la psychologie inversée pour EXIGER une participation sans entrave aux sites des médias qui les espionnent. Pourquoi quelqu'un veut-il encore s'inscrire sur ces sites Web ?

Mais où est-ce que tout cela va nous mener ? Comment la combinaison de la pauvreté et de la surveillance numérique se traduit-elle par la tyrannie ? Je crois que le programme de « crédit social » de la Chine nous donne la réponse. Le système est basé sur l'idée du « maintien de la confiance », mais la confiance en qui ? La confiance dans le gouvernement, bien sûr. La confiance se mesure à l'aide d'un score de crédit social qui est suivi tout au long de la vie d'un citoyen. Les comportements punis vont du tabagisme dans une zone non-fumeurs à la publication de contenu sur Internet que les autorités désapprouvent.

La Chine est représentative du jeu final pour l'idéal globaliste de civilisation. Avec la lutte économique de masse qui mène à la dépendance à l'égard des programmes d'aide sociale et des possibilités d'emploi du gouvernement, peu de citoyens peuvent se permettre d'être inscrits sur une « liste noire ». Le système de crédit social de la Chine crée un environnement dans lequel toutes les actions des citoyens sont suivies et ensuite « notées » pour acceptation ou conséquence. Cela comprend la façon dont les gens expriment leurs attitudes à l'égard du gouvernement lui-même. (...)

C'est pourquoi la surveillance de masse est diabolique, que quelqu'un enfreigne ou non la loi. Elle donne au gouvernement le pouvoir de dicter et de modeler le comportement en inspirant l'autocensure plutôt que de retenir les gens directement sous la menace d'une arme à feu. C'est la tyrannie appliquée d'une manière moins évidente ; une prison dans laquelle les prisonniers entretiennent les serrures, les chaînes et les barreaux. Les individus n'osent rien faire en dehors des normes collectives de peur que cela puisse être interprété comme socialement négatif. La punition pourrait inclure la perte de l'accès à l'économie elle-même, et alors que la plupart des gens vivent de chèque de paie en chèque de paie, cela pourrait entraîner la mort. Source Alt-Market.com 04.10

Le totalitarisme planétaire est déjà la réalité, la preuve.

- Dans l'hystérie réchauffiste, les juges néerlandais se substituent au politique - Rupture 11.10

Le 9 octobre, la cour d'appel de La Haye a rendu un jugement atterrant, stupéfiant et particulièrement dangereux. Elle a ordonné au gouvernement des Pays-Bas de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) plus drastiquement encore qu'initialement prévu.

En France en particulier, ce verdict a été qualifié d'« historique » par le chœur quasi-unanimement enthousiaste des forces politiques et des médias « mainstream », et bien au-delà de ce spectre. « Historique », il l'est effectivement, par ses implications non pas tant climatiques que juridiques et politiques.

Tout d'abord, il est en effet sans précédent : en principe, les tribunaux sont censés appliquer la loi (quitte à produire de la jurisprudence). Dans ce cas, les juges n'ont pas appliqué le droit national, ils l'ont créé. Car il n'y a aucun texte juridique qui prescrit une obligation quantifiée de réduction des GES.

La Cour de La Haye – qui confirmait un jugement de première instance de juin 2015 – a pallié l'absence de texte normatif par l'accumulation de références à une profusion de traités et d'accords internationaux : convention cadre de l'ONU, protocole de Kyoto, plan d'action de Bali, accords de Copenhague, Cancun et Durban. Et, pour faire bon poids, jusqu'à la convention européenne des droits de l'Homme...

Les juges néerlandais ont donc des connaissances scientifiques particulièrement pointues, au point de décider que les émissions de GES devront être réduites d'au moins 25% d'ici 2020 (base 1990). Et ce, afin de « protéger la vie et la vie familiale des citoyens ». L'institution judiciaire s'est réclamée des principes et déclarations générales pour fixer elle-même une norme applicable.

Au nom, par exemple, de cette même protection de la « vie familiale des citoyens », un juge pourrait ainsi relever le niveau du salaire minimum s'il juge que celui ayant cours n'est pas suffisant pour lutter contre la pauvreté – objectif qui figure dans maints traités internationaux... ou bien décider au contraire d'abolir le système de protection sociale si, d'obédience ultralibérale, il estime que ce dernier est un handicap pour le bien être général.

Apparaît donc ici le deuxième scandale de l'événement : des juges qui se substituent aux pouvoirs législatif et exécutif pour prendre des décisions éminemment politiques. La sacro-sainte séparation des pouvoirs est ainsi foulée aux pieds, sans que

les habitués zélotes de l'« Etat de droit » n'y trouvent à redire.

Cela peut s'illustrer concrètement : si, demain, une nouvelle majorité parlementaire sortait des urnes qui décide de ne plus aller dans le sens des oukases environnementaux (hypothèse d'école, hélas), le jugement resterait applicable. La décision politique est ainsi transférée au judiciaire. Or faut-il rappeler que les juges ne sont pas responsables devant les électeurs ?

Il est à noter que près de 900 actions similaires sont en cours dans le monde, dont les deux tiers pour les seuls Etats-Unis. Cela illustre cette tendance bien connue, issue du monde anglo-saxon, à une judiciarisation de la vie collective. 120 procès comparables ont été engagés au sein de l'Union européenne, dont 50 au Royaume-Uni. Mais c'est bien l'esprit même de l'UE qui est à l'œuvre : faire créer du droit par des instances non élues et non politiquement responsables, comme l'illustre l'exemple de la Cour de justice européenne.

Le fond du dossier

Troisième aspect, évidemment pas des moindres : le fond du dossier, en l'occurrence le réchauffement climatique (et plus généralement les « dérèglements » environnementaux), accusé de tous les maux, un « cataclysme » planétaire représentant « le plus grand défi de l'histoire de l'humanité », selon la formule employée par 200 personnalités du monde de la culture il y a quelques semaines. On n'épiloguerà pas ici sur la compétence scientifique des artistes, cinéastes et chanteurs (certainement remarquables dans leur propre partie) qui affirment sans hésiter qu'« au rythme actuel, dans quelques décennies, il ne restera presque plus rien », ni, surtout, sur leur légitimité politique pour en appeler à des « mesures potentiellement impopulaires » (sans cependant oser préciser lesquelles).

Il serait évidemment vain d'espérer équilibrer ici en quelques phrases les déferlements multi quotidiens de propagande visant à imposer l'idée que, faute de mesures restrictives drastiques, la planète court à grand pas vers les catastrophes les plus épouvantables les unes que les autres. Le dernier missile en date n'est autre que le énième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat (GIEC) décrivant des conséquences encore plus lourdes que précédemment annoncées, mais pointant opportunément que, finalement, il n'est pas trop tard pour « agir ». Rappelons qu'en 2009, la Conférence de Copenhague (COP15) était unanimement évaluée comme celle de la « dernière chance », avant, finalement, d'échouer.

Nul ne met en doute la compétence des experts du GIEC, mais l'organisme, par nature sous contrôle des Etats, exclut de fait les voix discordantes. (Vous avez tort de ne pas mettre "en doute la compétence des experts du GIEC", parce que ce ne sont pas des spécialistes du climat, l'info détaillée figure dans une précédente causerie. Et puis il n'est pas indispensable d'avoir un bac +10 pour comprendre spontanément que l'ONU n'allait pas nommer des "experts" défavorables à la thèse défendue par l'oligarchie et dont elle incarne les intérêts, un peu de logique ou de sérieux tout de même. - LVOG)

Or dès lors qu'on parle de climat, et plus généralement d'environnement, ce dont on manque, ce n'est pas d'experts, c'est de débats. Précision utile dans le contexte : un débat se mène entre interlocuteurs ne partageant pas le même point de vue... Idéalement, de tels débats devraient inclure tous les éléments du dossier – et pas seulement ceux des procureurs. Car le moins qu'on puisse dire, c'est que, pour le coupable « réchauffement », l'instruction est exclusivement menée à charge. Que celui-ci puisse également avoir des conséquences positives est une question taboue.

En outre, un élément, parmi bien d'autres, mérite d'être ne serait-ce qu'évoqué : tous les modèles et plans de réduction des émissions de GES, même jugés insuffisants par les juges néerlandais, ont un point commun : ils se basent sur une stagnation, au mieux une hausse faible de la croissance dans des pays tels que ceux de l'UE, comme c'est le cas depuis des années – 2% à 2,5% au grand maximum, bien souvent moins.

Si d'aventure la croissance repartait sur des rythmes bien plus élevés, cela balaierait toutes les réductions d'émission planifiées. Certes, à politique économique austéritaire inchangée, c'est une hypothèse improbable. Mais ceux qui veulent encore combattre en faveur du progrès économique et social – hausse du niveau de vie, de la protection sociale et des services publics, réindustrialisation – devraient être conscients que cela passe par une croissance considérablement plus forte qu'actuellement, qui implique évidemment une hausse significative de la consommation d'énergie, y compris fossile. Dans cette perspective progressiste (pour redonner un sens à ce terme, qu'Emmanuel Macron tente d'inverser), une croissance « à la chinoise » est une condition certes pas suffisante, mais ô combien nécessaire pour répondre aux besoins sociaux.

Mais la réalité est que le système nommé capitaliste par Karl Marx est arrivé au bout du rouleau historique. Il a longtemps permis un développement des forces productives, au prix de l'exploitation de l'homme par l'homme, pour reprendre les termes de l'auteur du Capital. L'exploitation est toujours là, mais la machine s'avère, en tendance, de moins en moins capable de produire des richesses, notamment parce qu'elle est phagocytée par la prolifération de la finance. (Faux, elle produit toujours plus de richesses mais toujours moins de profit ou si vous préférez, comme elle dégage de moins en moins de profit, elle doit toujours produire plus pour qu'en volume le profit augmente, d'où la course à ce qu'ils appellent la croissance, ce n'est qu'un aspect de la question auquel il faudrait ajouter celui de la dette qui le confirmerait. - LVOG)

Il était donc inévitable qu'un tel système en bout de course secrète une idéologie qui justifie la faible croissance voire la

décroissance, et habille la volonté d'imposer aux peuples la résignation avec un habit post-moderne, que certaines forces de « gauche », voire d' « ultra-gauche » portent, si ce n'est avec élégance, du moins avec suffisance.

Pour tout dire, les actuels Torquemadas revêtus de vert – ou ornés d'une épitoge batave – n'ont rien à envier, en matière de tolérance et de culture du débat, à leurs ancêtres de la Sainte Inquisition. Rupture 11.10

Ils osent tout

- Hausse de la fiscalité du diesel : Edouard Philippe justifie une "mesure courageuse" - Franceinfo

Le Premier ministre a défendu devant l'Assemblée nationale la décision du gouvernement sur la fiscalité écologique. Franceinfo

- Procès Roundup : la justice américaine rabaisse l'amende de Monsanto à 78 millions de dollars - Franceinfo

- Gafa : Bruno Le Maire en croisade européenne pour la taxe du bien - Liberation.fr

- Délinquance des mineurs : l'ordonnance de 1945 (encore) au cœur des débats - Publicsenat.fr 22 octobre 2018

- Faisons de la lutte contre les LGBT-phobies et le sexisme la Grande cause nationale 2019 - Le HuffPost

- Des strip-teasers font grimper la température à la maison de retraite - Franceinfo

Onze pensionnaires de la maison de retraite Milton Lodge dans le comté de l'Essex au Royaume-Uni ont eu droit à un dîner un peu spécial... servi par des strip-teasers. Franceinfo

- Interdiction du niqab: la France "condamnée" par un groupe d'experts de l'ONU - AFP

- Le budget de l'Italie rejeté par la Commission Européenne - Le HuffPost

- En meeting, Barack Obama tacle Donald Trump sur les "fake news" - Le HuffPost

- Trump attaque la «caravane» des migrants pour flatter sa base - Liberation.fr

- Les Russes à pied d'oeuvre pour peser sur les élections américaines - AFP

- Au Brésil, l'extrême droite portée par un souffle évangélique - Liberation.fr

- Brésil: Autour de Bolsonaro, des généraux reconvertis en politique - Reuters

ECONOMIE

Chine

- La Chine inaugure un pont maritime de 55 km entre Hong Kong et Macau, le plus long au monde - Franceinfo 23 octobre 2018

Plus d'un million de mètres cubes de béton, 55 kilomètres et une structure conçue pour durer 120 ans... Le plus long pont maritime au monde, qui relie Hong Kong, Macao et Zhuhai, en Chine continentale, a été inauguré mardi 23 octobre par le président chinois, Xi Jinping. Il s'agit du plus long ensemble de ponts maritimes et de tunnel sous-marin au monde. Les médias chinois rapportent que sa construction a englouti 420 000 tonnes d'acier, soit de quoi fabriquer 60 répliques de la tour Eiffel. Franceinfo 23 octobre 2018

"*Sa construction a englouti 420 000 tonnes d'acier*", pourquoi ne pas avoir écrit a nécessité 420 000 tonnes d'acier, pour dénigrer la Chine jusque dans les plus infimes détails, l'aviez-vous constaté ? Que voulez-vous c'est Franceinfo !

Entre nous, une seule tour Eiffel, c'est déjà une de trop, pas de vraiment de quoi en être fier, des abrutis et des pourris à Franceinfo, là cela ne fait aucun doute !

Le 26 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Je n'aurai pas le temps d'actualiser cette rubrique aujourd'hui, l'article qui suit m'a pris trop de temps pour le rédiger et je dois aller en ville faire des courses. Il n'y a rien qui presse, n'est-ce pas ? On perd déjà trop de temps avec l'actualité qui semble avoir été conçue uniquement dans ce but !

● Causerie au format pdf (5 pages)

Il existe de nos jours un gigantesque fossé qui ne cesse de se creuser entre l'évolution au cours des dernières décennies du système économique hérité du capitalisme et le système politique qui en a découlé ou qui s'est mis petit à petit en place, avec la manière dont nous les percevons. On continue de penser et de se projeter dans l'avenir comme s'ils en étaient restés au stade auquel ils étaient parvenus au début du XXe siècle, puisqu'on se réfère toujours aux mêmes analyses et aux mêmes conclusions.

C'est comme si la financiarisation de l'économie n'était qu'une formule, ou que les contradictions du capitalisme poussées dans leur ultime retranchement ne posaient pas la question de son dépassement, dans la mesure où le taux de profit tend inexorablement vers zéro, processus se traduisant par une situation ou des rapports entre les classes intenable puisqu'il en est la négation. On comprend dès lors pourquoi il ne peut demeurer en place qu'en imposant une implacable dictature mondiale, qui en constitue à la fois son pendant, sa négation politique ou son aboutissement.

Elle s'illustre sur le plan économique de plus en plus souvent par la dématérialisation de la monnaie qui est de moins en moins sonnante et trébuchante comme l'on disait il n'y a pas encore si longtemps, qui devient purement scripturale tout en demeurant bien réelle notamment pour les exploités, tandis que pour ceux qui détiennent le pouvoir de la fabriquer et de contrôler la quantité de monnaie en circulation, elle est devenue pour ainsi dire virtuelle, dans la mesure où elle est déconnectée de la réalité, de l'économie productive ou réelle, si bien qu'elle n'a plus aucune valeur ou plutôt, celle dont elle dispose ne dépend plus que de celle que lui accordent ceux qui la fabriquent ou qui détiennent le pouvoir. Ce qui explique pourquoi ils revendiquent le pouvoir politique absolue, puisque plus rien ne peut plus justifier l'existence d'un tel système économique, qui n'est plus basé à proprement dit sur la production des richesses et l'exploitation de la force de travail, il est devenu de type strictement totalitaire et ils ne prennent bien souvent même plus la peine de le camoufler.

Donc on est très loin du compte quand on explique que le capitalisme est en crise, en faillite, en fait il a déjà dépassé ce stade sans quoi il se serait déjà effondré. J'entends le capitalisme ayant atteint le niveau de développement le plus élevé qu'incarne l'économie américaine, autrement dit c'est l'orientation qu'elle impulse à l'échelle mondiale, et qui, si on ne la stoppait pas, aboutirait à une société totalement déshumanisée, asociale, tyrannique à laquelle l'ensemble de l'humanité serait appelée à ressembler. Comment ne pas observer qu'on en prend le chemin ?

Maintenant, sachant que c'est le développement des forces productives et de la lutte des classes qui sont les principaux facteurs à l'origine du développement de la civilisation humaine ou du progrès social, ces deux facteurs ne disparaissent pas pour autant, l'orientation actuelle de la société sous l'impulsion de l'oligarchie anglo-saxonne ne remet nullement en cause l'interprétation que Marx et Engels en avaient donnée, car malgré l'optimisme qu'ils n'ont jamais cessé d'afficher dans la capacité des masses exploitées à parvenir à accomplir la tâche historique de libérer l'humanité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme ou du règne de la nécessité, ils n'ont jamais cessé non plus de rappeler qu'un certain nombre de conditions devraient être réunies pour y parvenir, sans quoi l'humanité ou l'espèce humaine pourrait basculer dans la barbarie ou être condamnée à disparaître comme bien d'autres espèces avant elle, avertissement qu'on a eu tendance à oublier ou à négliger et que rappelèrent Lénine et Trotsky.

Malheureusement pour nous, car du coup on a eu tendance à considérer que le capitalisme, même parvenu au stade pourrissant de l'impérialisme, demeurerait en quelque sorte pareil à lui-même, ses fondements et les rapports entre les différentes classes demeurant fondamentalement inchangés, il n'y avait aucune raison de penser qu'on n'en viendrait pas à bout en reproduisant sans cesse la même analyse du capital et de ses représentations idéologiques, qui certes subirait quelques modifications pour le premier, seraient étoffées dans l'avenir pour les secondes, il viendrait bien un jour par s'effondrer et on finirait bien par s'emparer du pouvoir, sans pour autant qu'il soit nécessaire de procéder à une nouvelle analyse des structures de l'économie et de son pendant politique, bref, surtout il ne fallait rien changer à notre analyse du système économique, ni à notre conception de la lutte de classe qui devait nous conduire au socialisme.

Force est de constater en octobre 2018, qu'en tenant un tel raisonnement, au mieux nous nous sommes totalement fourvoyés, au pire nous nous sommes enfoncés dans un épouvantable dogmatisme qui ne pouvait que nous être fatal.

Nous n'avons pas compris que tous les rapports qui peuvent exister à un moment donné ou pendant une longue période sont le produit de certaines conditions, et que ces conditions n'existent qu'aussi longtemps que leurs limites n'ont pas été atteintes, et qu'au-delà elles vont donner naissance à de nouveaux rapports et ainsi de suite, bref, ils n'échappent pas aux lois générales du mouvement que l'on appelle aussi la dialectique. Et le plus important n'est pas de comprendre ce processus, mais quand ces limites sont franchies, à quel moment, et qu'est-ce qui en est le catalyseur ou le facteur déterminant.

Pour ce qui nous occupe, on peut le situer au moment où fut annoncée au début des années 80 et à brève échéance la fin de l'URSS et de ses satellites ou de la période ouverte par la constitution de la 1^{ère} Internationale en 1864, et non la révolution russe de 1917 comme certains l'ont affirmé, parce que d'une part elle constitua même à l'état embryonnaire la première organisation politique mondiale rassemblant le prolétariat face au capitalisme, d'autre part parce que le capitalisme ne pourra être vaincu définitivement qu'à l'échelle mondiale.

De nombreux signes avant-coureurs de ce changement de rapports qualitatif entre les classes s'étaient manifestés au cours des années 70-80, très rapidement, on pense évidemment à l'emprise du dollar sur le marché mondial, à la crise pétrolière, à la confiscation de la Banque de France par les marchés, à la construction de l'UE, à Thatcher, Reagan, au Chili, à l'éruption des 4 dragons et des 5 tigres asiatiques, etc., après coup on pourrait appeler cette période la fin de la grande illusion qui hélas dure encore, mais pour plus très longtemps maintenant... Pour finalement aboutir au pouvoir tentaculaire ou monstrueux de la finance sur l'ensemble de l'économie, de la politique, des institutions, de la société et du monde, tandis que la lutte de classe des exploités et des opprimés en est réduite à sa plus simple expression, à tenter de sauver ce qui reste encore de ce qu'elle avait conquis ou de ce qui lui avait été concédé au cours de la première moitié du XX^e siècle, à s'épuiser en vain pour avoir été incapable de renouer avec le socialisme ou avoir renoncé aux enseignements de la révolution russe de 1917 qui avait coïncidé avec le degré de conscience le plus élevé atteint par la lutte de classe du prolétariat mondial.

La décomposition et la neutralisation du mouvement ouvrier et du prolétariat réalisée conjointement par la social-démocratie et le stalinisme, leur incapacité à se doter d'une nouvelle direction au cours des décennies qui succédèrent à la Seconde Guerre mondiale, fut l'un des principaux facteurs ou l'une des conditions politiques déterminantes qui permit l'évolution économique qui s'en suivit, et qui se traduit par l'établissement de nouveaux rapports entre les classes radicalement défavorables pour celle des exploités pour une durée indéterminée, disons aussi longtemps qu'ils ne parviendraient pas à se doter d'un nouveau programme qui intégrerait cette analyse pour construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire afin d'affronter et renverser le régime en place.

On n'a pas encore abordé tous les obstacles qui doivent être surmontés pour y parvenir. Peut-être que la suite de cette analyse y contribuera. Cela fera l'objet d'un autre article.

Les tenants du capitalisme en sont arrivés au point où ils ont attribué une valeur d'échange à la moindre chose qui existait ou au moindre service que les hommes pouvaient avoir besoin, autrement dit la force de travail qu'ils sont censés renfermer, évaluation poussée à l'extrême, si bien que si j'aide mon voisin à couper du bois, il me devra un service équivalent à la force de travail que j'aurais dépensée en coupant son bois, et s'il refuse je serais en droit de le considérer comme un profiteur et de le dénoncer comme tel dans mon village, pourquoi pas exiger qu'il me rembourse ou le traîner devant un tribunal qui le condamnera, je caricature mais à peine.

Si c'est déjà ainsi que sont conçus les rapports en Inde par exemple, en revanche mon voisin n'a aucune obligation à se conformer à mon exigence de me rendre ou de me régler le service que je lui ai rendu sous une forme ou une autre, par contre dans le système économique conçu par le néolibéralisme il y serait contraint, absolument tout étant marchandisé ou réduit à une valeur d'échange, tout est réduit à sa valeur d'échange et aucune autre valeur n'existe plus, c'est ce qui caractérise d'ailleurs la loi du marché ou c'est sa définition par excellence.

Partant de là on est en droit de se demander si la seule réponse politique valable ou cohérente, donc économique qui se pose désormais à l'humanité, ne devrait pas consister tout simplement à envisager sérieusement l'abolition par décret de la valeur d'échange, autrement dit supprimer ce qui l'incarne au plus haut degré, la monnaie, puisque c'est à cet extrême opposé (Elevée au rang d'idéal, quasi déifiée) qu'a conduit le système capitaliste ou plus précisément l'exploitation de l'homme par l'homme, ce qui du même coup permettrait de résoudre toutes les questions qui se posent sur la viabilité d'un système économique alternatif au capitalisme et qui fait l'objet d'une polémique sans fin entre ses opposants et qui les divisent, ce qui évidemment fait l'affaire de nos ennemis.

Pure folie, pure utopie hurleront en chœur les dogmatiques et tous ceux qui sont attachés au capitalisme, au système de l'exploitation de l'homme par l'homme, alors que cela ne remettrait nullement en cause le degré atteint par le développement des forces productives pour satisfaire tous les besoins des hommes, bien au contraire, puisqu'elles se trouveraient ainsi libérées de toute entrave, les différentes classes étant abolies du même coup le « gouvernement des hommes » céderait la place à « l'administration des choses », ce qui permettrait au principe « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins » de cesser d'être également une utopie.

Encore faudrait-il au préalable que la masse des exploités aient conquis le pouvoir politique.

La forme de l'Etat qui en résulterait serait transitoire ou réduite à sa plus simple expression, puisque l'unique tâche qu'aurait à accomplir le nouveau pouvoir issu de la révolution consisterait à mettre en place les structures correspondantes à cette nouvelle société basée sur « l'administration des choses » qui se mettrait en place petit à petit, ce qui implique que toutes les institutions politiques issues de l'ancien régime seraient dissoutes, l'ensemble des institutions financières seraient sous le contrôle du nouvel Etat, qui dans un premier temps sans se soucier de considérations purement mercantiles, économiques, de l'inflation, etc. mettrait immédiatement un terme à la pauvreté et à la précarité, au chômage qui frappent des millions et millions de travailleurs, instaurerait la gratuité des soins et des produits médicaux, de l'école et l'accès à l'université, du logement social, des transports en commun, de l'électricité et du gaz, instaurerait le blocage des prix ou imposerait leur baisse, confisquerait l'ensemble des logements, des immeubles ou des bureaux vides, des usines ou des entreprises, des terres inexploitées de manière à résoudre immédiatement la crise du logement et du chômage, renationaliserait tous les services publics ou les rétablirait tels qu'ils existaient dans les années 60-70 en fonction des besoins de la population ou de la répartition ou de l'évolution démographique de la population, etc, voilà en quoi consisterait dans un premier temps cette nouvelle société basée sur le principe de « l'administration des choses » et non plus "le gouvernement des hommes" dont la justification tomberait en désuétude, tout comme l'existence de la propriété privée des moyens de production.

Cela inclut évidemment la socialisation (Expropriation sans rachat) de toutes les grandes et moyennes entreprises, toutes les entreprises présentant un caractère stratégique pour le bon fonctionnement de la société, qui passeraient sous le contrôle des travailleurs et de leurs organisations, qui cesseraient de produire du profit pour se consacrer exclusivement à la satisfaction des besoins de la population, donc sans se soucier des critères économiques qui avaient cours sous le capitalisme.

Une question doit vous tarauder l'esprit, mais comment feriez-vous pour trouver tout l'argent nécessaire pour réaliser ce gigantesque programme social, cette formidable transformation sociale qui profiterait à tous les membres de la société.

C'est très simple, nous ferions comme la Fed, la BCE, etc. nous le fabriquerons en quantité illimitée au fur et à mesure de nos besoins, jusqu'au moment où nous n'en aurons plus besoin où tout retour à l'ancien régime sera devenu impossible, et c'est seulement à ce moment-là que nous décréterions l'abolition de la monnaie, tandis que les classes et l'Etat finiraient de s'éteindre... On doit concevoir que ce processus serait accéléré ou entrerait immédiatement en vigueur, au cas où la réaction internationale tenterait d'étouffer la nouvelle société issue de la révolution, seule solution qu'il nous resterait en dernier recours pour rallier les masses au processus révolutionnaire.

Comment les capitalistes ont-ils procédé pour sauver leur système économique en faillite depuis le début des années 70 ?

Ils ont instauré un système financier de type mafieux permettant de le faire durer indéfiniment tout simplement, de manière à le rendre compatible avec un endettement monstrueux... Ils ont contourné les lois de fonctionnement du capitalisme, ce qui nous oblige à réviser notre analyse du système économique en vigueur, à prendre en compte cette nouvelle dimension du défi qui se présente à nous sur le plan politique, sinon nous demeurerions continuellement en deçà de la réalité économique et politique, et si par malheur cela devait être le cas, jamais nous ne parviendrions à nous en sortir, à nous débarrasser du capitalisme ou de ce système économique tyrannique. Et c'est essentiel de bien comprendre que tous les discours que nous avons tenus jusqu'à présent sont devenus obsolètes, dépassés, et que par conséquent ils sont inadaptés à la situation et ne peuvent être qu'inopérants, impuissants pour nous aider à résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés, ce qu'ils prouvent d'ailleurs quotidiennement si nécessaire.

Autrement dit, il faut impérativement et sans délai cesser de penser dans le cadre du système capitalisme, de ses institutions, dans le cadre des rapports établis entre les classes, il faut concevoir une autre société reposant sur d'autres bases, sinon notre combat politique serait perdu d'avance, il faut bien en prendre conscience et le plus tôt sera le mieux. Ce que j'ai voulu démontrer ici très succinctement, en très condensé, en me consacrant à l'essentiel, c'est que c'était parfaitement possible de concevoir un changement de régime, ce qui n'est le cas à l'heure actuelle d'aucun parti ouvrier pour avoir tous les yeux rivés vers le passé au lieu de se tourner résolument vers le futur, c'est d'ailleurs à croire qu'on ne devrait pas en avoir, ce à quoi on ne peut pas se résigner.

Cela doit donc nous conduire à une profonde rectification de l'analyse des rapports entre les classes que nous envisageons jusque là tant sur le plan économique que politique, ce qui doit se traduire par l'accélération, la radicalisation de l'ensemble du processus économique et politique une fois les institutions de l'ancien régime abattues, en envisageant une durée beaucoup plus courte de la période correspondante au socialisme avant d'en finir avec l'Etat et les différences sociales instaurées entre les classes, dont on peut concevoir qu'elles ne disparaîtront pas du jour au lendemain, parce qu'elles ne sont pas seulement de nature économique, elles concernent l'ensemble des rapports qui existent dans la société. Si les étapes demeurent en gros les mêmes, c'est leur rythme et leur délai qui doivent être modifiés, non pas pour se faire plaisir ou parce qu'on serait impatient d'en finir avec le capitalisme, mais parce qu'ils nous sont imposés par la réalité.

Voilà ce qui pourrait constituer la trame du programme politique que l'on pourrait soumettre à chaque travailleur ou militant, qu'il soit issu de la classe ouvrière ou des classes moyennes sachant que leur destin est intimement lié, sachant également que le modèle de société que l'oligarchie envisage de nous imposer à l'échelle mondiale sera, s'il se réalisait, un véritable cauchemar

pour tous les peuples quels que soient le statut social de ses membres, hormis l'oligarchie et l'élite qui gravite autour ou sert ses intérêts. A suivre.

Je vais soumettre ce texte à plusieurs personnes pour tester leur réaction. Je doute qu'ils soient bien accueillis, mais qui sait, il ne faut jamais désespérer.

[Haut de page ↗](#)

Le 27 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai corrigé toutes les fautes d'orthographe ou de frappe que comportait le document publié hier. J'ai aussi modifié la syntaxe en de nombreux endroits, j'ai corrigé aussi certains passages. Je demande donc à ceux qui l'auraient téléchargé de le télécharger à nouveau.

Mes yeux sont fatigués et pas seulement. De plus, mon correcteur d'orthographe provient d'une version de Word en anglais qui date du début des années 2000 que j'ai piraté, donc il n'est pas fiable, ce qui explique toutes ces fautes, d'autant plus que je me relis très rapidement. En fait, quand j'ai terminé ce boulot, je n'ai qu'une hâte, éteindre l'ordinateur et faire autre chose, je ne dirais pas que je bâcle le boulot, mais je ne fais pas preuve d'une rigueur absolue, désolé. C'est la raison pour laquelle je dois absolument réduire le temps que je passe quotidiennement devant l'écran et que je mets un terme aux infos en bref.

Le texte que j'ai publié hier, était en fait un brouillon ou une esquisse, puisque je l'ai rédigé d'une traite sans l'aide d'aucun document dans la matinée, il met un terme définitif aux causeries telles qu'elles ont existé depuis août 2008. Il constitue l'aboutissement ou la conclusion de la réflexion ou des travaux que j'ai menés depuis le 11 septembre 2001, date à laquelle j'ai repris le chemin du militantisme après une interruption d'une vingtaine d'années.

Désormais je consacrerai mon temps uniquement à préciser ou à en modifier certains passages en fonction du développement de la situation mondiale, à l'étayer ou à l'argumenter, à le compléter par d'autres textes.

Les infos en bref disparaissent donc. Les autres rubriques demeureront. Je continuerai de publier des articles d'auteurs divers, seulement dans la mesure où ils contiendront des éléments susceptibles de faciliter la compréhension de notre texte programmatique ou de le rendre accessible au plus grand nombre.

Pendant plus de 10 ans, j'estime avoir suffisamment démontré quotidiennement que j'étais un véritable opposant de gauche au capitalisme, incorruptible pour ne lui avoir jamais rien passé, pour ne plus avoir à le prouver et cesser sans regret cette activité politique. En guise de légitimité, d'honnêteté intellectuelle, de détermination, je pense avoir fait largement mes preuves, ce qui ne veut évidemment pas dire que je ne commets pas des erreurs, loin s'en faut, mais que je suis capable de les rectifier si j'en prends conscience, et que ma modeste contribution politique peut contribuer à nous aider à aller de l'avant. Après tout, n'est-ce pas ce qui nous fait le plus défaut de nos jours, aller de l'avant, n'est-ce pas ce dont nous avons impérativement besoin pour espérer un jour inverser le cours des choses, donner confiance aux masses en elles-mêmes, admettre que changer de société est parfaitement réalisable ? C'est cela que nous devons parvenir à partager avec les travailleurs et les militants qui n'y croient plus.

Le texte qui figure dorénavant dans la causerie d'hier est la version définitive.

● [Causerie au format pdf \(4 pages\)](#)

Complément ou précision apportée au texte publié hier.

Je tiens à préciser ici que le passage de ce texte consacré à la période qui s'ouvrirait immédiatement après le renversement du régime en place, que ce soit en France ou ailleurs, a tenu compte de l'ampleur que prendrait inévitablement la réaction internationale qui s'en suivrait pour condamner cette révolution, ainsi que les moyens auxquels elle recourrait pour tenter de restaurer l'ancien régime. Le tout évidemment dans l'attente que d'autres peuples exploités ou opprimés procèdent à leur révolution.

Jusqu'à présent nos dirigeants n'ont jamais été foutus de traiter cette question sérieusement, encore moins d'y apporter la moindre réponse concrète et cohérente. Ils se sont tout juste bornés à la poser, et encore, à demi-mot, pour ne pas effrayer leurs militants et leurs sympathisants, qui du coup se sont retrouvés totalement désarmés quand un militant d'un autre parti ou un travailleur leur posait, timidement ou en insistant lourdement pour les déstabiliser ou les ridiculiser.

Je vous laisse imaginer la multitude de questions qui surgiraient dans la tête des travailleurs ou des militants, dès que vous évoqueriez la fin du capitalisme et ses institutions, si on ne vous les a pas déjà posées : Que feriez-vous de la Bourse, de l'euro, comment réagiraient Bruxelles, la BCE, Washington, le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, l'ONU, sans oublier les médias et les réseaux numériques, bref, la "communauté internationale", les puissances impérialistes et leurs institutions, leurs larbins, y compris la Russie et la Chine sur lesquelles nous ne pourrions pas compter évidemment ? Diable, maman au secours ils sont fous, ce sont de dangereux fanatiques ! Que deviendrions-nous du jour au lendemain, on n'aurait plus de quoi se nourrir, s'éclairer, se chauffer, se vêtir, se déplacer, communiquer, ce serait l'anarchie, toute l'économie serait paralysée, on n'échapperait pas à une guerre civile, ah ça ce sera inévitable effectivement mais pas à notre initiative, etc. quelle perspective épouvantable, quelle horreur ! J'espère ne jamais vivre un tel cauchemar, vaut mieux encore conserver la société telle qu'elle est quitte à faire encore et encore des sacrifices...

J'en suis arrivé à aborder les questions liées au renversement du régime et à les traiter en observant qu'elles revenaient sans cesse dans des discussions entre des travailleurs qui la posaient sérieusement et exigeaient des réponses dans des blogs, ce qui était légitime.

Je me suis dit qu'ils avaient parfaitement raison, car on ne peut pas, mieux on ne doit pas laisser de questions sans réponses, sauf éventuellement quand elles concernent des rythmes ou des délais qui impliquent des facteurs dont on ignore l'évolution future parce qu'on ne dispose pas à l'heure actuelle de suffisamment d'éléments pour se prononcer ou émettre des hypothèses ou des pronostics suffisamment fiables reposant sur des bases sérieuses, sinon ce serait se livrer à une pure spéculation, ce qui ne fait pas partie de notre mode de pensée.

J'ai estimé qu'il valait mieux y réfléchir dès maintenant, plutôt que d'être pris au dépourvu plus tard, et de commettre des erreurs qui pourraient nous être fatales.

Vaincre le régime ou s'emparer du pouvoir ne suffira pas, il faudra le conserver, ce qui ne s'improvisera pas. Nous nous retrouverons face à une situation inédite qui nécessitera de faire preuve de beaucoup d'imagination, d'efforts et de patience pour trouver des réponses aux questions que nous aurons à résoudre, et dont l'efficacité devra être immédiate sous peine que la situation née de la révolution se retourne rapidement contre le nouveau pouvoir en place, alors autant poser ces questions ou les affronter dès maintenant, y réfléchir sérieusement dès à présent. Les fuir ne nous apporterait rien de bon, de même que la réalité.

De la même manière, nous devons donc fatalement recourir à des moyens inédits pour empêcher la contre-révolution internationale d'avoir une emprise sur notre révolution, sachant qu'absolument tous les gouvernements présents à l'ONU seront nos farouches ennemis. Il faut en avoir parfaitement conscience et en mesurer à l'avance les conséquences pour y parer le moment venu.

Ce que je viens d'exposer n'est qu'un des aspects que j'ai abordés dans ce texte.

Il faut également savoir que parmi les milliers d'articles que j'ai publiés depuis 10 ans, absolument aucun n'a jamais abordé cette question de fond, ni même d'ailleurs la question de la prise du pouvoir, qui a tout juste fait l'objet de formules lapidaires, en fait elle n'a jamais réellement été développée, comme si cela pouvait suffire de l'énoncer pour répondre à toutes les questions qui pouvaient faillir spontanément dans la tête des travailleurs et des militants, dont le mode de vie et de pensée ont été formatés par le régime en place ou la société dans laquelle ils ont toujours vécu et qui a été modelée à son image, auxquels paradoxalement en quelque sorte ils tiennent plus que tout inconsciemment, je parle du régime actuel et tout ce qui l'accompagne qui rythme leur vie au quotidien, leur assure un certain confort qu'ils ne sont pas prêts à remettre en cause au profit d'une aventure à l'issue pour le moins incertaine, puisqu'ils en ignorent tout.

Cette réaction de leur part est tout à fait légitime, ce qui du coup les portera à n'accorder aucune confiance à ceux qui se contentent de mots d'ordre ou de propagande en guise d'arguments pour les convaincre qu'un changement de société est possible, ils en arriveront à la conclusion logique inverse dès lors que nulle part ne seront développés les moyens pour atteindre cet objectif qui sous-entend la nécessité de rompre brutalement et radicalement avec le régime en place, ce qui aura plutôt le don de les effrayer et donc de produire l'effet inverse de celui escompter, ce qui explique qu'en procédant de la sorte on n'arrivera jamais à rien.

Notre émancipation ne viendra jamais de nos oppresseurs, c'est à nous de la conquérir les armes à la main ou d'en payer le prix fort, et quand nous en profiterons aucun d'entre nous ne regrettera l'époque de l'ancien régime.

Et pour cause, les auteurs de tous ces articles, qu'ils viennent de partis politiques, de blogs ou de portails Internet dits alternatifs, indépendants, qu'ils se définissent eux-mêmes comme anticapitalistes ou marxistes ou encore opposants au régime, dissidents, intellectuels ou personnalités autoproclamés de gauche, absolument tous ont manifesté ouvertement leur intention de conserver le capitalisme, de le ménager, de le réformer, allant même jusqu'à le doter de vertus qu'il a usurpées, comme si la transformation sociale de la société pouvait être compatible avec sa préservation, ce qui au mieux est une pure illusion ou un leurre largement démontré par les faits, au pire une escroquerie politique dans la mesure où l'évolution du capitalisme conduit

à l'instauration d'un régime totalitaire dont on peut suivre dorénavant quotidiennement la progression sous nos yeux à l'échelle mondiale.

Bref, chacun aura compris que plus le régime tend vers le totalitarisme, plus ils sont prêt à lui accorder des concessions, manifestant ainsi leur refus de l'affronter. On comprend dès lors pourquoi les représentant du régime se lâchent dans leurs discours ou font preuve d'autant d'audace, puisqu'ils savent qu'en face pour les affronter il n'y a que des opposants inconsistants ou d'opérette, des charlatans.

Et bien moi, j'ai décidé de prendre le contre-pied de tout ces petits bourgeois, qui finalement se complaisent dans la situation actuelle parce qu'ils sont bien lotis, non pas pour me démarquer d'eux, car ce serait leur accorder trop d'importance alors qu'ils n'ont aucune influence sur mes idées.

Non, je m'en tiens strictement à l'évolution ou à l'orientation de la société qui tend de plus en plus vers le totalitarisme, en l'interprétant à l'aide de la méthode du marxisme et des enseignements de la lutte de classe, pour définir les tâches que nous (les masses et son avant-garde) avons à accomplir et que nous aurons à accomplir après la prise du pouvoir. A ces nantis d'en être ou non. Donc je me place dans une perspective résolument optimiste ou révolutionnaire, ce qui signifie au passage que j'ai confiance dans les masses pour atteindre cet objectif, sans quoi j'en serais réduit à emboîter le pas à tous ces sceptiques professionnels, qui feraient bien par commencer à douter d'eux-mêmes ou des fables qu'ils nous racontent à longueur de temps, dans lesquels ils ne croient pas la plupart du temps, puisque répétons-le, elles ont été démenties par les faits une multitude de fois au cours des décennies antérieures, qu'ils aient cru bon de ne pas en tenir compte est leur problème, pas le nôtre. Si maintenant ce texte et les suivants leur permettaient enfin de se débarrasser de leur opportunisme ou de leurs mauvaises habitudes et de progresser, je m'en réjouirais pour notre cause, mais franchement je pense qu'il en faudra plus malheureusement.

Il y a ainsi beaucoup de gens qui campent sur leurs positions quoi qu'il arrive, ou qui penchent de plus en plus à droite au fur et à mesure que la situation se radicalise ou penche vers l'extrême droite ou le totalitarisme, ce qui permet d'affirmer sans prendre de risques, qu'en réalité ils défendent uniquement des intérêts individuels, somme toute inavouables, qu'ils camouflent en prétendant représenter les intérêts collectifs des exploités et des opprimés pour duper les naïfs ou les ignorants qu'ils flattent et qui leur prêtent attention ou leur accordent leur confiance. Qu'il nous soit permis de ne pas en être ni d'un côté ni de l'autre.

Il est donc fortement déconseillé de les écouter ou d'adopter leurs analyses ou les conclusions qu'ils en tirent quand elles concernent la lutte des classes, puisqu'elles nous mènent systématiquement dans une impasse ou ne peuvent que conduire à notre impuissance, contrairement à la stratégie de combat que j'ai définie et que je compléterai par la suite, qui part de la construction du parti à la conquête du pouvoir et qui inclut la gestion de la nouvelle société qui en sera issue afin d'éradiquer le capitalisme, le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme de la surface de la planète, planète qui du même coup se trouvera soulagée de tous les maux qui la menacent également de nos jours.

[Haut de page ↗](#)

Le 28 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai décidé de modifier la page d'accueil ainsi que le contenu du portail, les explications suivront en complément des textes publiés hier et avant-hier, un peu de patience, merci.

Le 27 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai corrigé toutes les fautes d'orthographe ou de frappe que comportait le document publié hier. J'ai aussi modifié la syntaxe en de nombreux endroits, j'ai corrigé aussi certains passages. Je demande donc à ceux qui l'auraient téléchargé de le télécharger à nouveau.

Mes yeux sont fatigués et pas seulement. De plus, mon correcteur d'orthographe provient d'une version de Word en anglais qui date du début des années 2000 que j'ai piraté, donc il n'est pas fiable, ce qui explique toutes ces fautes, d'autant plus que je me relis très rapidement. En fait, quand j'ai terminé ce boulot, je n'ai qu'une hâte, éteindre l'ordinateur et faire autre chose, je ne dirais pas que je bâcle le boulot, mais je ne fais pas preuve d'une rigueur absolue, désolé. C'est la raison pour laquelle je dois absolument réduire le temps que je passe quotidiennement devant l'écran et que je mets un terme aux infos en bref.

Le texte que j'ai publié hier, était en fait un brouillon ou une esquisse, puisque je l'ai rédigé d'une traite sans l'aide d'aucun document dans la matinée, il met un terme définitif aux causeries telles qu'elles ont existé depuis août 2008. Il constitue l'aboutissement ou la conclusion de la réflexion ou des travaux que j'ai menés depuis le 11 septembre 2001, date à laquelle j'ai repris le chemin du militantisme après une interruption d'une vingtaine d'années.

Désormais je consacrerai mon temps uniquement à préciser ou à en modifier certains passages en fonction du développement de la situation mondiale, à l'étayer ou à l'argumenter, à le compléter par d'autres textes.

Les infos en bref disparaissent donc. Les autres rubriques demeureront. Je continuerai de publier des articles d'auteurs divers, seulement dans la mesure où ils contiendront des éléments susceptibles de faciliter la compréhension de notre texte programmatique ou de le rendre accessible au plus grand nombre.

Pendant plus de 10 ans, j'estime avoir suffisamment démontré quotidiennement que j'étais un véritable opposant de gauche au capitalisme, incorruptible pour ne lui avoir jamais rien passé, pour ne plus avoir à le prouver et cesser sans regret cette activité politique. En guise de légitimité, d'honnêteté intellectuelle, de détermination, je pense avoir fait largement mes preuves, ce qui ne veut évidemment pas dire que je ne commets pas des erreurs, loin s'en faut, mais que je suis capable de les rectifier si j'en prends conscience, et que ma modeste contribution politique peut contribuer à nous aider à aller de l'avant. Après tout, n'est-ce pas ce qui nous fait le plus défaut de nos jours, aller de l'avant, n'est-ce pas ce dont nous avons impérieusement besoin pour espérer un jour inverser le cours des choses, donner confiance aux masses en elles-mêmes, admettre que changer de société est parfaitement réalisable ? C'est cela que nous devons parvenir à partager avec les travailleurs et les militants qui n'y croient plus.

Le texte qui figure dorénavant dans la causerie d'hier est la version définitive.

[Haut de page ↗](#)

Le 30 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

(Pondichéry 21h40. J'avais oublié de corriger la causerie du jour et de la formater en pdf)

Des explications dans quelques jours.

- Pourquoi ai-je supprimé de la page d'accueil du portail le drapeau rouge des communistes comportant la faucille et le marteau ?
- Pourquoi ai-je ajouté dans le bandeau en haut de l'écran : Prolétaires de tous les pays unissez-vous qui ponctue la fin du *Manifeste du parti communiste* rédigé par Marx et Engels ?

Rassurez-vous, je n'ai rien renié, bien au contraire ! La réaction se radicalise vers l'extrême droite, donc je me radicalise vers l'extrême gauche, logique ! Attention, à ne pas confondre avec le gauchisme !

Quand on commence par passer le petit doigt dans l'engrenage de la compromission, un jour ou l'autre la main entière y passera, puis le bras, puis tout le reste... A force de faire preuve de servilité ou de courber l'échine devant nos maîtres, on finit à plat ventre, par tout accepter, tout justifier... A force de se baisser pour un oui ou non pour ne pas choquer les esprits faibles ou déformés, on finit par ne plus pouvoir se redresser et marcher droit, par se prostituer. Vous aurez compris que ce n'est pas vraiment mon genre.

Diable, de l'audace, du courage, de la volonté, de la détermination pour terrasser nos ennemis !

Ne nous laissons pas impressionner par les victoires qu'ils peuvent remporter. Dans l'adversité, sachons conserver la tête haute, ne lâchons rien, ne nous démoralisons pas, soyons fiers de notre idéal humaniste, c'est le plus élevé que l'homme ait pu concevoir depuis qu'il existe, partageons-le avec le plus grand nombre ! Ensemble, nous sommes invincibles, divisés, nous ne sommes rien ! A bas la servitude humaine, l'exploitation et l'oppression !

- [Causerie au format pdf \(5 pages\)](#)

L'extrême droitisation du monde En Marche. La faute à qui ? A la fatalité, pardi ! Allez, la vie continue, elle n'est pas belle la vie, hein ?

On a vraiment la gauche et l'extrême gauche les plus connes du monde ! Excusez-moi, cela m'est venu naturellement.

Si vous cherchez des intellectuels qui font globalement preuve de discernement ou qui ne se laissent pas influencer par les discours de la réaction, bien qu'ils aient par ailleurs des lacunes politiques, ne cherchez pas parmi le mouvement ouvrier, vous n'en trouverez pas ou ils sont si rares, ce qui est symptomatique de son niveau de corruption ou de décomposition avancée.

Et surtout ne vous méprenez pas ou ne vous avisez pas d'inverser les rôles en m'accusant d'en être le fossoyeur parce que vous vous sentiriez visés, puisque je n'ai de cesse de combattre pour le reconstruire sur des bases saines, c'est-à-dire, épuré de l'opportunisme qui l'a gangrené, pourri de l'intérieur. La preuve.

Où va se nicher l'opportunisme !

Tiens, j'ai appris que le POID appelait à un rassemblement le 11 novembre place de la République à Paris, le jour de la visite de Trump en France.

Question : Avait-il appelé à un rassemblement similaire quand le brave président américain noir et réputé de gauche (sic!), démocrate s'il vous plaît, Obama, lors de ses nombreux déplacements en France ?

Quel dommage que H. Clinton n'ait pas été élu présidente des Etats-Unis ! Au moins les guerres contre Syrie et l'Irak auraient pu s'intensifier, entre autres...

- Macron juge les agressions homophobes "indignes de la France" - Le HuffPost

- En hommage aux victimes de Pittsburgh, la tour Eiffel plongée dans le noir - Le HuffPost

Comment, vous n'allez pas organiser une manifestation ou éteindre les lumières en soutien aux homosexuels et aux juifs victimes d'agressions ? Là franchement vous allez manquer à tous vos devoirs, ce n'est pas bien. Attention, on va le noter dans notre fichier et vous cataloguer à droite ou à l'extrême droite homophobe et antisémite !

On n'en peut plus de ce misérable avilissement et asservissement permanent du mouvement ouvrier...

[Brésil : Les militaires sont de retour au pouvoir, la réaction mondiale jubile !](#)

- Brésil : Jair Bolsonaro a "prévu de nettoyer définitivement" le pays "de la gauche" - Franceinfo

- Election au Brésil : Trump, Le Pen et Salvini félicitent Bolsonaro - LeParisien.fr

Le président américain Donald Trump, la leader française du Rassemblement national (RN) Marine Le Pen et le ministre italien de l'Intérieur Matteo Salvini ont félicité Jair Bolsonaro...

Macron n'est pas en reste évidemment

- Merkel: Macron dit son admiration, jure de ne rien céder aux extrêmes - Reuters

La preuve :

- Macron félicite Bolsonaro, insiste sur "le respect" des "principes démocratiques" - AFP

Extraits d'articles trouvés sur le Net qui permettent en quelques minutes de situer globalement l'évolution de la situation politique en Amérique latine et centrale.

Je n'ai pas eu le temps de rédiger un article ou de faire une revue de presse sur ce sujet, j'ai plus important à faire avec le courant politique que j'essaie d'animer. Je publierai peut-être la suite demain.

- ...Le panorama politique de l'Amérique latine, dans les années 1970, est des plus sombres. Tous les pays d'Amérique du Sud, à l'exception de la Colombie et du Venezuela, sont gouvernés par des dictatures militaires.

L'Amérique centrale est ravagée par des guerres civiles nourries par le contexte de la guerre froide. Gouverné par des civils, le Mexique semble faire exception, mais la stabilité repose sur un régime de parti unique qui contrôle les élections et ne laisse

qu'une portion congrue à l'opposition.

- ...Bouleversées par les conséquences sociales désastreuses des politiques économiques des années 1980-1990, nombre de nations d'Amérique latine ont élu à leur tête des gouvernements remettant en cause les modèles économiques néolibéraux et l'influence américaine, ceci de façon plus ou moins modérée (Brésil, Argentine) ou plus radicale (Venezuela, Bolivie).

ET 20 ANS PLUS TARD.

LVOG - Ce qui arrive aux peuples d'Amérique latine et centrale est dramatique et était prévu malheureusement, dès lors qu'ils avaient affaire à des dirigeants, des partis, des régimes refusant de rompre avec le capitalisme et ses institutions.

Ils sont victimes de l'imposture ou de la trahison de la pseudo-gauche ou gauche de la gauche ou encore radicale, qui prône la mise en oeuvre d'une politique réformiste dans le cadre des régimes capitalistes en place, que ses dirigeants appartiennent à la social-démocratie ou en soient issus, comme les Mélenchon et Cie. qui ont pris la relève dans certains pays de la social-démocratie dégénérée et désormais moribonde après que les travailleurs les eurent rejetée.

La politique ou les illusions que colportent ces escrocs professionnels consiste à promettre aux exploités et aux opprimés une multitude de réformes sociales qui devaient changer en profondeur leur mode de vie, mais comme ils sont liés au régime en place qu'ils refuseront toujours d'affronter, jamais ils ne se donneront les moyens politiques pour pouvoir les appliquer. Du coup, les travailleurs constatant qu'ils n'en verront jamais la couleur, finiront par se lasser pour finalement tourner le dos à ces partis faussement étiquetés de gauche lors des élections, se réfugiant dans l'abstention ou en laissant la voix libre aux partis de droite officiels ou d'extrême droite et à l'instauration de régimes encore plus antisociaux et répressifs.

Le même scénario n'a cessé de se répéter depuis les années 20-30, en France en frayant la voix à Pétain, en Espagne à Franco, au Portugal à Salazar, en Italie à Mussolini, en Allemagne à Hitler, au Chili à Pinochet, à Vidéla en Argentine, etc.

Autant dire que parmi tous les dirigeants dits de gauche d'Amérique latine qui se réclamèrent du socialisme, absolument aucun ne méritait de le représenter puisqu'aucun ne l'avait mis en pratique. C'est par ignorance, faiblesse ou opportunisme qu'on juge les dirigeants à leurs discours, à leurs intentions ou à leurs promesses, au lieu de s'en tenir strictement à la politique qu'ils appliquent.

- ...Amérique du Sud : la droitisation du sous-continent le plus à gauche depuis 20 ans...

- ...Le sous-continent sud-américain vit aujourd'hui une période transitoire inédite : la gauche, traditionnellement au pouvoir dans la majorité des pays depuis 1998, essuie ces dernières années de nombreux revers électoraux...

- ...Le phénomène de droitisation du sous-continent s'inscrit dans une logique cyclique liée aux évolutions économiques, qui caractérisent la politique latino-américaine depuis la Seconde Guerre mondiale...

- ...la gauche, traditionnellement au pouvoir dans la majorité des pays depuis 1998, essuie ces dernières années de nombreux revers électoraux...

- ...« grand retour » de la gauche progressiste sur la quasi-totalité du sous-continent depuis 1998...

- ...Le basculement à gauche de la politique sud-américaine est le fruit des années chaotiques de la seconde moitié du XXème siècle : dictatures, crises économiques et institutionnelles, mouvements sociaux, corruption et trafics sont tant de facteurs qui ont engendré le besoin de renouvellement politique des peuples d'Amérique latine...

- ...La gauche modérée croule sous les scandales et la conjoncture économique défavorable...

- ...La gauche est donc déstabilisée par la situation économique défavorable pour les pays exportateurs de matières premières...

- ...L'influence du monde de la finance sur l'Amérique latine n'est donc pas récente. Les dictatures qui ont toutes contracté des dettes insolvables, sont les sources des crises de la dette sur le sous-continent...

- ...Il apparait clairement que la vulnérabilité économique du sous-continent croît à mesure que la gauche reste au pouvoir...

- ...En 2017, la dépendance de l'Amérique latine vis-à-vis du cours des matières premières se montre plus forte encore qu'auparavant.

- ...Depuis 1998, l'Amérique latine avait acquis la renommée internationale d'une région dominée par la gauche progressiste, radicale ou révolutionnaire. Le phénomène de « droitisation » du sous-continent a rapidement effacé cette réputation.

...Les espoirs soulevés en Équateur, en Bolivie ou au Vénézuéla ont déçu un grand nombre de citoyens...

- ...Convertis tardivement au réformisme, les anciens révolutionnaires peinent à mettre en œuvre des réformes lorsqu'ils exercent le pouvoir....

- ... (au Brésil) Faute de réformes structurelles, la politique s'est réduite à la gestion au jour le jour, aux manœuvres tacticiennes et aux combinaisons électorales.

- ...Evo Morales a modéré sa position idéologique en passant d'un socialisme révolutionnaire à une version locale de politique culturelle démocratique libérale.

L'adhésion d'Evo Morales à une économie mixte a neutralisé toute hostilité manifeste de la part des États-Unis et des nouveaux régimes d'extrême-droite de la région.

- ...La crise de 2008-2009, la chute des prix des matières premières, et la baisse de la consommation ont eu des conséquences sur l'économie des pays latino-américains. Finies les croissances de 7, 8, voire 9 %, qui restent cependant au dessus de zéro, ce qui est toutefois une bonne nouvelle. Les caisses sont vides, les recettes ont chuté, et il n'est plus possible de mener à bien une politique sociale. Un cycle s'est achevé et la gauche au pouvoir est devenue incapable de répondre aux nouveaux défis.

- ...La corruption, que la gauche avait tellement décriée quand elle était dans l'opposition, leur salit maintenant les mains, et même davantage. Le renouveau n'a duré qu'un temps, la logique politique et la volonté de gagner les élections à tout prix l'ayant amenée à reproduire les erreurs qu'elle avait jurées ne jamais commettre...

- ...La montée et la consolidation des régimes d'extrême-droite en Argentine et au Brésil reposent sur plusieurs interventions décisives, combinant élections et violences, purges et cooptations, propagande médiatique et corruption profonde.

- ...La dénommée alphabétisation financière, qui fait partie de la politique progressiste contre la pauvreté, a aidé le capital financier à établir de nouveaux marchés de crédit pour les plus pauvres, à des taux d'intérêts très élevés. Et la fameuse inclusion par la consommation aime passer pour une bonne occasion. Au final, nous avons des populations endettées par la consommation, chez qui des besoins qu'elles n'avaient pas ont été créés.

- ...Les basculements politiques vers l'extrême droite ont eu des effets collatéraux importants, les régimes de centre-gauche ayant basculé vers le centre-droit...

- ...Moreno, Petro et Amló ne sont pas éloignés du très pragmatique socialisme à la chilienne, tel que l'a représenté Michelle Bachelet...

- ...L'État impérial américain a temporairement récupéré des régimes à sa solde, des alliés militaires et des ressources et marchés économiques. La Chine et l'Union européenne profitent des conditions économiques optimales offertes par les régimes d'extrême-droite.

- ...En 2018. Des gouvernements de la droite radicale régissent le Brésil, l'Argentine, le Mexique, la Colombie, le Pérou, le Paraguay, le Guatemala, le Honduras et le Chili...

Les présidents dits progressistes ou de gauches qui sont ou ont été au pouvoir en Amérique latine et centrale depuis le début des années 2000, j'en ai peut-être oublié.

Au Vénézuéla, Hugo Chavez et Nicolas Maduro (1999- ?)

En Bolivie, Evo Morales, (2005-?)

Au Brésil, Luiz Inacio Lula Da Silva et Dilma Rousseff (2003- 2016)

En Argentine, Nestor Nestor et Cristina Kirchner (2003-2015)

Au Chili, Michelle Bachelet (2006-2018)

En Uruguay, José Mujica (2010-2015)

Au Paraguay, Fernando Lugo (2008-2012)

En Équateur, Rafael Correa (2006-2017)

Au Honduras, Manuel Zelaya (2006-2009)

Salvador, Salvador Sánchez Ceren (2014- ?)

Au Nicaragua, Daniel Ortega (2007 -2016)

Au Guatemala, Alvaro Colom (2008- 2012)

[Haut de page ↗](#)

Le 31 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Je n'ai pas le temps d'actualiser le portail.

Comme toutes les semaines ma compagne est absente pendant trois jours, elle va donner un coup de main à sa fille et elle s'occupe aussi de sa vieille mère, aussi je dois nettoyer et entretenir le jardin, faire les courses, cuisiner, et comme dans 5 jours c'est Dipawali, l'une des plus importantes fêtes nationales qui dure trois jours, je dois absolument aller à Pondichéry en début d'après-midi pour éviter la cohue monstrueuse et le trafic infernal en ville des jours suivants.

Je fais ce que je peux, vous pouvez me croire. Ce matin par exemple, à 7h30 j'ai enregistré dans le Iphone les idées qui me sont venues en rafales à l'esprit au réveil. Et bien que j'aie diverses occupations, cela ne s'arrêtera pas de la journée jusqu'à 23h ou minuit, c'est à se faire péter la tête !

Et surtout n'oubliez jamais que je ne suis pas un intellectuel de formation, alors quand j'écris, surtout si je m'applique comme je m'y suis engagé envers moi-même, cela prend forcément beaucoup de temps pour trouver les mots justes qui correspondent à ce que je pense, cette fois je ne veux laisser absolument rien au hasard, j'entend par là la manière dont pourrait être interprété ce que j'aurai publié, tout du moins je vais essayer, encore faut-il ne pas être crevé de fatigue !

Je vais quand même prendre le temps de me connecter à Internet pour m'informer, ensuite ce sera la course le reste de la journée, vous parlez d'une vie pour un retraité ! Bon, allez, il y a pire dans le monde, hélas ! Bonne journée.

● Causerie au format pdf (2 pages)

Pourquoi ai-je supprimé de la page d'accueil du portail le drapeau rouge des communistes comportant la faucille et le marteau ?

Parce qu'il a été dévoyé ou détourné par les staliniens et leurs clones d'extrême gauche, de sorte qu'il est devenu le symbole de la faillite du socialisme ou des crimes du stalinisme que par ignorance la plupart des générations nées à partir des années 70 attribuent au communisme dont il était l'étendard, d'autant plus que les générations de militants qui l'avaient adopté dans le sillage de la révolution russe de 1917 sont sur le point de disparaître ou ne sont plus représentées que par des vieillards grabataires.

N'aurais-je pas pu y penser avant ? Pourquoi maintenant ?

Effectivement, on peut se poser ces questions et bien d'autres encore. Si je n'y avais pas pensé précédemment ou depuis déjà longtemps, peut-être que je n'aurais jamais pris cette décision ou je n'aurais pas trouvé le moment le plus opportun pour le faire. Si je l'ai prise aujourd'hui et pas hier, c'est parce que j'ai observé ces derniers temps que l'opportunisme avait envahi littéralement la quasi totalité de l'extrême gauche, qui notez bien avait déjà abandonné ce drapeau comme on se débarrasse de quelque chose devenu trop encombrant ou devenu inutile pour ne pas dire pire encore. Je fournirai plus tard d'autres explications à ce sujet, j'ai tout enregistré dans mon iPads.

Cela dit, si nous nous contenterons du drapeau rouge de la Commune, pour autant il n'est pas dit que nous ne le ressortirons pas quand l'heure de l'affrontement final avec le capital aura sonné, nous ne le brûlons pas, nous le garderons soigneusement en réserve pour en faire un usage approprié ou qui sera digne des fondateurs du socialisme scientifique ou des rédacteurs du Manifeste du parti communiste.

Pourquoi ai-je ajouté dans le bandeau en haut de l'écran : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous! qui ponctuaient la fin du Manifeste du parti communiste rédigé par Marx et Engels ?

J'ai commis une erreur en écrivant prolétaires du monde entier, j'ai corrigé où avais-je la tête! Mais bon, on s'était compris.

Alors pourquoi ajouter sur notre drapeau cet appel en direction du prolétariat du monde entier à s'unir ?

On pourrait fournir plusieurs explications pour le justifier. Par exemple, parce c'est à cette échelle que nous devons éradiquer le capitalisme, et au-delà mettre un terme au règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, vaincre toute forme d'oppression des peuples ; Parce que nous ne pouvons concevoir ou situer notre lutte politique pour notre émancipation sur un autre terrain que planétaire, on ne peut pas et on ne doit pas imaginer un seul instant qu'un peuple pourrait s'émanciper tandis que tous les autres demeureraient en servitude ; Parce que ce qui nous unit ou nous rassemble l'emporte sur ce qui nous divise ou

nos différences ; Parce que nous sommes tous embarqués dans la même galère ou nous partageons le même sort quel que soit notre condition individuelle, ainsi que le même objectif, conquérir notre liberté.

C'est aussi un appel à la fraternité de tous les peuples contre la guerre et pour la paix à l'échelle de l'humanité, qui ne verra le jour que lorsque nous serons parvenus à abolir les Etats et les frontières qui divisent les peuples, quand la distinction entre les classes aura disparu.

Quand on affirme que notre combat politique correspond à l'idéal humaniste le plus élevé qu'il ait été donné à l'homme de concevoir, on ne cherche pas à combler notre bonne conscience ou on ne cherche pas à se grandir aux yeux des autres qui auraient un idéal inférieur, ce serait méprisant et nous ne sommes en concurrence avec personne sur ce terrain-là, pour savoir que finalement notre idéal inclut tous ceux que l'on a pu imaginer un jour, non, par cette devise on signifie simplement que l'union de tous les peuples est le seul moyen pour parvenir à le réaliser.

Etait-ce vraiment nécessaire de devoir le justifier, dites-moi, entre nous, pensez-vous qu'il faille à tout bout de champ se justifier ? C'est usant et on y passe beaucoup de temps.

[Haut de page ↗](#)



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries novembre 2018

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 2 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Causerie au format pdf (3 pages)

J'ai mis la date du 2 novembre parce qu'il est déjà 0h28 du matin !

Suite aux textes que j'ai rédigés et publiés ces derniers jours, de nombreuses questions me sont venues à l'esprit auxquelles je réfléchis, ce qui m'a amené à lire ou relire un certain nombre de documents et à prendre de nombreuses notes qui feront l'objet des prochains textes. De plus je publierai quelques infos en bref ou des articles d'actualité qui devraient vous intéresser. J'ai aussi téléchargé un tas d'articles que je n'ai pas encore eu le temps de lire.

Il va forcément falloir que je sélectionne ce que je vais laisser tomber car je ne peux pas avoir la tête partout, surtout en ce moment où l'actualité est très chargée et où des bouleversements peuvent se produire à chaque instant ou sont déjà en train de se produire, notamment au Moyen-Orient ou dans les relations inter impérialistes, aux Etats-Unis, etc. je ne voudrais louper cela pour rien au monde ou me retrouver à la traîne.

J'ai aussi découvert des intellectuels dissidents de la gauche ou qui se sont radicalisés et qui participent à une sorte de collectif qui méritent toute notre attention, puisqu'ils se démarquent de la gauche et de l'extrême gauche qui sont de les coups pourris imaginés par l'Etat profond ou le clan de l'oligarchie qui a revêtu les oripeaux de la gauche ou qui a le soutien des dirigeants de la social-démocratie néolibérale, le parti démocrate aux Etats-Unis, le PS en France, etc. On partage pratiquement les mêmes positions sur toutes les campagnes initiées par l'oligarchie et reprises en chœur par la gauche et l'extrême gauche, des "printemps arabes" aux migrants en passant par la guerre contre la Syrie, une bonne nouvelle. Je vais en profiter pour intensifier la lutte contre l'opportunisme. Bref, je ne sais plus où donner de la tête !

J'ai relu des articles que j'avais publiés en 2013 sur la mondialisation et le mondialisme, et je me suis aperçu que j'avais vraiment manqué de rigueur en les rédigeant, bien que leur orientation soit globalement correcte ou qu'elle ait été confirmée par les développements intervenus depuis, aussi je ne voudrais pas 5 ans plus tard bâcler à nouveau les textes que j'envisage de vous proposer, je vous demanderai donc un peu de patience.

- L'intellectuel est, par définition, l'homme des mots, l'homme qui vit par les mots, dans les mots, et dont le rapport au monde passe davantage par les mots que par le regard, l'action ou plus généralement l'expérience. (Jean-Jacques Rosat - Chroniques orwelliennes - Collège de France)

Moi je ne suis pas un intellectuel de formation, et le rapport que j'ai au monde passe davantage par "*le regard, l'action ou plus généralement l'expérience*", cela présente évidemment des avantages indéniables puisque je pars des faits ou de la réalité et non d'idées, mais aussi l'inconvénient de devoir trouver les mots justes pour les exprimer et les partager, et cela prend du temps, beaucoup de temps... C'est certes beaucoup plus rapide quand on s'inspire largement des idées des autres qu'on a emmagasinées quelque part dans notre tête, et qu'on a juste à les reformuler en les faisant passer pour des idées originales, parfois sans même en avoir conscience ou en le niant, ce qui permet à son auteur d'en tirer une certaine satisfaction et de se croire très intelligent, ce que je ne sais pas faire sans ressentir la moindre frustration, bien au contraire, puisque le résultat est uniquement le produit de mon travail laborieux.

L'essentiel, c'est de ne pas dévier de notre objectif ou de ne jamais se faire manipuler ou instrumentaliser, de ne jamais adopter des analyses ou des positions opposées aux intérêts de notre classe, de ne jamais participer à des opérations conçues par nos ennemis et destinées à servir leurs plans, bref éviter de sombrer dans le dogmatisme, le gauchisme ou l'opportunisme, cela devrait être notre obsession de tous les instants.

En attendant la fin de la guerre annoncée contre le Yémen, à quel prix ou dans quelle condition, c'est une autre histoire...

Macron est ultra minoritaire et illégitime : Bas les pattes de nos retraites, chassons-le tout de suite !

- Emmanuel Macron poursuit son recul dans l'opinion - Reuters 26 octobre 2018

Emmanuel Macron voit sa popularité enregistrer un nouveau recul, de trois points de pourcentage, dans la dernière édition du baromètre mensuel BVA-Orange pour RTL et La Tribune publié vendredi.

A 29% d'opinions positives, 70% de négatives, le chef de l'Etat touche un plus bas inédit dans cette enquête depuis le début de son quinquennat. Reuters 26 octobre 2018

6 jours plus tard.

- La popularité de Macron plonge après le remaniement - Le HuffPost 1 novembre 2018

- Popularité : Macron chute, Philippe résiste - AFP 1 novembre 2018

La popularité d'Emmanuel Macron chute de 4 points en un mois à 21%, alors que celle d'Edouard Philippe reste stable à 27% et devance désormais nettement celle du chef de l'Etat, selon un sondage YouGov diffusé jeudi.

Un des points inquiétants pour le Président est qu'il perd dans sa base: il enregistre en effet une baisse de quatre points auprès des sympathisants centristes (75%). AFP 1 novembre 2018

- 75% des Français estiment que leur pouvoir d'achat a baissé - L'Express.fr 1 novembre 2018

Un sondage montre que 71% des Français estiment payer plus d'impôts, et que la défiance envers le gouvernement s'accroît. L'Express.fr 1 novembre 2018

- Immobilier Jusqu'où Paris flambera-t-il ? - Liberation.fr 28.10

Avec un mètre carré qui dépassera les 9 600 euros en décembre, la capitale française est la troisième ville la plus chère au monde derrière Londres et New York. Liberation.fr 28.10

Ils s'apprêtent à faire passer la contre-réforme des retraites pendant la prochaine période des vacances d'été.

- Retraites: "On va prendre le temps", "probablement" jusqu'à mi-2019, annonce Philippe - AFP 26 octobre 2018

Le gouvernement va "prendre le temps" pour boucler sa réforme des retraites, "probablement" jusqu'à mi-2019, a affirmé vendredi le Premier ministre Édouard Philippe, laissant à son tour entendre que l'exécutif laisserait passer l'échéance des élections européennes de mai.

Si l'exécutif fait valoir qu'il prend du temps pour soigner une réforme considérée par toutes les parties comme sensible, il n'a jamais reconnu publiquement préférer éviter de présenter son projet en pleine campagne des européennes, où le parti présidentiel de La République en Marche (LREM) vise la première place. AFP 26 octobre 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 6 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai cessé mon activité depuis plusieurs jours pour me consacrer à l'article que je publie aujourd'hui.

Je vous rassure, je n'ai pas tourné le dos à la lutte des classes, bien au contraire, et j'estime que cet article le prouve si nécessaire. Sauf que voilà, je ne peux pas tout faire en même temps, je n'ai qu'une tête et deux mains !

Et puis franchement, cette addiction à l'actualité quotidienne est plutôt malsaine à la longue, elle sert plus à nous empêcher de penser ou plutôt de vivre qu'autres choses, vous ne trouvez pas ? On a une vaie vie de con à force dans leur société au rythme infernal. Sur ce plan-là et c'est peut-être le seul, je regrette le passé.

Dans quelques jours je publierai la suite des textes consacrés à notre combat politique. Je laisse tomber les infos en bref. J'écrirai à mon rythme.

Aujourd'hui c'est Diwali, un jour férié. Mes amis indiens ne bossent pas, c'est si rare, alors je ne vais pas bosser tout de même !

C'EST BIEN L'OLIGARCHIE FINANCIERE QUI PROGRAMMA LE 11/9

● Au format pdf (8 pages)

Avant-propos.

Vous allez peut-être penser que j'ai perdu mon temps en rédigeant l'article que je publie aujourd'hui, personnellement je pense le contraire pour au moins trois raisons.

Tout d'abord, parce que j'estime qu'il était indispensable de vérifier que la personne qui avait rapporté les propos d'un des membres de la famille Rockefeller n'était pas un fabulateur ou un imposteur. Ensuite, que l'appartenance à la famille Rockefeller du seul témoin prouvant la préméditation du 11 septembre 2001 était établie. Et pour finir, je devais m'assurer par respect pour les personnes qui se connectent sur ce portail, que je ne les avais pas induites en erreur involontairement.

Je raconte plus loin comment j'en suis venu à devoir faire ce fastidieux travail d'investigation sur le Net qui m'a pris tout mon temps. Il en allait de ma crédibilité, vous comprenez. J'y tiens même si vous vous en foutez.

Maintenant je conçois très bien que cela n'intéressera pas ceux qui se connectent uniquement sur le portail pour profiter des infos en bref que je publie, je le précise parce qu'il y en a un qui me l'a écrit dans un courriel, ils peuvent aller les chercher ailleurs, je ne les retiens pas, ni ceux qui ont adopté aveuglément la version officielle du 11/9 à la suite de leurs dirigeants, qui sont Charlie, LGTB, PMA, SOS tout ce qu'on voudra compatible Soros, Al Gore et Cie. qui ignorent les institutions fondées par l'oligarchie qui dictent largement le cours de la situation mondiale ou la politique de Macron et son gouvernement. En 14 ans je n'en ai pas rencontré un seul avec lequel il aurait été possible d'avoir une discussion loyale ou honnête. Je leur dis tranquillement, vous perdez votre temps en vous connectant à ce portail qui ne vous apportera jamais rien. Je vous déconseille également de regarder cette vidéo, car vous comprendrez tout de travers avec les oeillères que vous avez.

Pour la regarder et écouter cet entretien entre Alex Jones et Aaron Russo, il faut se mettre dans la peau d'un libertarien américain et interpréter chaque expression qu'il emploie tel que lui la conçoit ou en tenant compte de ce qu'elle signifie pour lui. Sinon, on lui prêterait des intentions qui ne sont pas les siennes ou on lui prêterait des idées qu'il n'a jamais eu, ce que font généralement les sectaires ou les dogmatiques imbus de leur petite personne qui n'ont jamais su écouter les autres en général, principalement les travailleurs s'agissant de militants endoctrinés et à l'esprit borné.

Par exemple, quand monsieur Russo dit que le système de sécurité sociale est un fardeau pour les Américains et qu'il faudrait le supprimer, cela va faire bondir un militant dépourvu d'esprit critique qui le traitera de sale réactionnaire. Mais un militant qui a retenu ce qu'il avait dit précédemment comprendra pourquoi il tient ce discours, car monsieur Russo avait expliqué ou il expliquera plus loin qu'il n'était pas normal que chaque travailleur ne puisse pas vivre décemment de son travail et disposer des mêmes droits sociaux, et il a raison sur ce point là. Car effectivement, si tous les travailleurs avaient un salaire décent et disposaient des mêmes droits sociaux, il n'aurait pas besoin que le gouvernement leur fasse l'aumône en leur versant toutes

sortes d'allocations, tout en les maintenant dans la pauvreté que monsieur Russo dénonce ou estime inhumaine, profondément injuste.

A vous de voir à quelle catégorie de militant ou de travailleur vous appartenez, à celle qui n'a jamais appris à écouter les autres ou au contraire, à celle qui a progressé au fil de leurs expériences. Je pense sincèrement que c'est un test très instructif, car révélateur de l'état d'esprit en général ou des penchants de chacun. Il y a tellement de passages qui peuvent vous choquer dans cet entretien, qu'il faudrait pour ainsi dire consacrer un chapitre entier à chacun d'entre eux pour éviter toute méprise ou tout malentendu. C'est une cruelle épreuve, mais elle en vaut vraiment la peine. Il faut souffrir pour être beau, paraît-il, je n'en sais rien, en revanche, je sais que pour progresser dans la vie, il faut faire des efforts ou des sacrifices.

Cela dit, ne tombez pas dans le travers inverse, ce ne sont pas des socialistes, cela vous n'aurez aucune difficulté à le constater, ce sont des pro-capitalistes qui portent un regard critique sur le capitalisme, et c'est cela qui nous intéresse chez eux, je les placerais donc parmi nos adversaires plutôt que parmi nos ennemis. Ils veulent fermer la Fed et toutes les grandes banques, mettre fin à toutes les guerres, ils prennent la défense des droits des Afro-américains, ils dénoncent la précarité et la pauvreté qui sévissent aux Etats-Unis, ils veulent traduire en justice tous les ex-présidents américains depuis l'époque de Reagan jusqu'à nos jours, ainsi que les membres de leurs gouvernements, etc.

Dites donc, comme réactionnaires, franchement je crois qu'il y a pire, non ? A ma connaissance, je n'ai entendu aucun dirigeant de la gauche ou de l'extrême gauche tenir un discours aussi radical ces dernières années, tous ménagent les institutions, l'oligarchie, les médias, la magistrature, la réaction. Comment, vous ne vous en étiez pas encore aperçus depuis le temps ? Ah, vous aussi ils vous ont endormi avec leur double discours, et bien réveillez-vous ! Ne vous laissez plus manipuler, c'était peut-être là où je voulais en venir, comme présentation ce n'est pas mal, je suis satisfait si vous m'avez suivi jusque là, on va pouvoir aborder notre sujet, je vous rassure, il n'y a pas de surprises, tout est clair et carré.

Quand on souhaite vérifier une information, il faut commencer par se demander où on va la chercher, sur le Net à partir de quels mots clés ou expressions. Dans le cas présent j'avais le choix entre Aaron Russo, Nicholas Rockefeller et la famille Rockefeller. J'ai exploré ces trois pistes.

Au départ, il y a déjà quelques années, j'avais proposé aux lecteurs une vidéo que j'avais découverte par hasard sur le Net en recherchant des informations sur le 11 septembre 2001. Cette vidéo avait été réalisée par le sulfureux producteur Alex Jones que je ne connaissais pas du tout, elle consistait en un entretien qu'il avait eu avec un illustre inconnu pour moi dénommé Aaron Russo. Lors de cet entretien, Aaron Russo relatait les conversations ou révélations explosives qu'il avait eu avec son ami Nick (Nicholas) Rockefeller présenté comme un membre de l'illustre et riche famille de banquiers américains.

Son comportement m'étant apparu sincères, je ne crus pas utile de procéder à des vérifications sur sa personne ni sur le contenu de son discours que j'avais estimé globalement cohérent et sérieux, rien ne semblait clocher à première vue. Par la suite je ne reçus aucun courriel de lecteurs contestant le contenu de cette vidéo, donc je n'eus aucune raison de lui accorder plus d'attention et je n'y pensais plus. Les années passèrent jusqu'à ces derniers jours, où pour étayer un argument j'eus l'idée de faire référence à son témoignage sur les Rockefeller, et comme je ne savais plus où chercher cette vidéo dans mon disque dur qui me fait des caprices quand il s'agit de rechercher un document, je me dis que le plus rapide serait encore de la chercher sur le Net et de télécharger à nouveau cette vidéo. Et là quelle ne fut pas ma surprise de découvrir l'existence d'articles qui traitaient Aaron Russo d'imposteur, de menteur, de voleur, etc.

Choqué en pensant à mes lecteurs, immédiatement je voulus en avoir le cœur net, car il était hors de question que je fasse référence à cet entretien, s'il existait le moindre doute de manipulation. Les accusations qui étaient portées contre lui étaient extrêmement graves. Il fut accusé d'avoir inventé le personnage de Nicholas Rockefeller, puis d'avoir inventé son lien de parenté avec la famille Rockefeller, et enfin d'avoir inventé une loi fiscale dont il aurait été victime et qui n'aurait jamais existé, bref, ce serait un sale type ou un mythomane qui aurait imaginé toute cette histoire pour régler des comptes personnels, et qui aurait eu maille à partir avec la justice américaine.

Toute affaire cessante je décidais d'interrompre mon travail pour résoudre au clair cette affaire. Mais ce que j'ignorai, c'est que j'allais passer plus de quatre heures sur le Net pour en venir à bout car ma connexion est très lente, jusqu'à en perdre le sommeil parce que l'idée que j'aie pu me faire manipuler et d'avoir induit en erreur mes lecteurs me rendait malade.

Pour commencer, je pense qu'il est bon de rappeler qui était Aaron Russo décédé en 2007.

C'était un producteur de cinéma célèbre et un homme d'affaires, dont le père avait possédé une petite entreprise de sous-vêtements. Il avait été un temps négociant en or et argent, donc il n'était pas vraiment pauvre, juif comme les Rockefeller. Très jeune (en 1968), il avait possédé une boîte à Chicago où se produisirent des groupes de rock tel Led Zeppelin, Jefferson Airplane, Janis Joplin, etc. avant qu'elle ferme définitivement suite à un incendie qui la réduisit en cendres et qu'il attribua à la mafia républicaine qui estimait qu'elle était un lieu malsain ou de débauche, où se réunissait principalement la jeunesse opposée à la guerre du Vietnam. C'est au cours de cette expérience, après avoir été arrêté, racketté par la police et victime de brutalités policières qu'il commença à prendre conscience que les Etats-Unis n'étaient pas vraiment le pays de la liberté qu'il croyait être. Il milita chez

les républicains, puis il se rapprocha des démocrates, pour finalement jeter son dévolu sur les libertariens, dont il fut un des dirigeants et un prétendant à la candidature à la présidence des Etats-Unis au sein du parti libertarien en réunissant 30% des suffrages en 2004.

Maintenant voyons qui est Nicholas Rockefeller qui existe réellement.

C'est un avocat diplômé de l'université de droit de Yale, intervenant à la Cour suprême des Etats-Unis à Los Angeles. Il est membre ou participe à de nombreuses institutions américains (CFR) ou internationales (ONU), ainsi que des think tanks néoconservateurs, dont voici la liste non exhaustive.

Il est membre du Council on Foreign Relations (CFR), du conseil d'administration de la Rand Corporation (Domaine militaire), de l'International Institute of Strategic Studies (Institut international d'études stratégiques), du Pacific Council on International Policy, du Western Justice Center, un des participant au World Economic Forum (Forum économique mondial) et de l'Aspen Institute. Il fut nommé Directeur général du Rockvest Development Group et de son affilié, le Rockefeller International Fund. Récemment il a été nommé comme expert auprès de l'ONU sur le E-Commerce et il est le co-auteur d'un rapport intitulé Economic Strategy and National Security. Il a aussi une importante activité commerciale tournée vers la Chine dans les secteurs bancaire, immobilier, énergétique et des communications.

Quand j'entrepris de mettre au clair cette affaire, je commis l'erreur de commencer par chercher sur le Net le lien de parenté qui existerait entre Nicholas Rockefeller et la famille Rockefeller. Ce n'est qu'au bout de quatre heures de recherche que je réalisai que je ne trouverais rien, parce que Google faisant partie du premier cercle de l'oligarchie, des GAFA, la deuxième capitalisation à Wall Street en relation avec la NSA et la CIA avait intérêt et les moyens de faire disparaître ce lien ou faire en sorte qu'il soit difficilement accessible. Ma recherche avait porté sur les enfants, petits-enfants, arrière et arrière petits enfants du clan Rockefeller. Dès lors, je jetai mon dévolu sur Nicholas Rockefeller, et assez rapidement je parvins à trouver l'information qui me manquait.

Je ne l'ai pas dit jusqu'à présent pour ne pas jeter un doute sur ma démarche dans la tête de lecteurs, au cours de cette recherche j'avais acquis la certitude qu'il n'existait aux Etats-Unis aucune personne portant le nom de Rockefeller, hormis celle de cette famille de banquiers, industriels ou hommes d'affaires. J'en avais eu la confirmation en consultant la biographie d'une trentaine de personnes portant ce nom et tous membres de cette famille, il faut y ajouter une partie de leurs enfants.

J'en avais donc rapidement déduit que Nicholas Rockefeller faisait bien partie de leur famille même s'il n'apparaissait nulle part, pour les raisons que l'on sait, puisque cette vidéo comporte le seul témoignage dont on dispose sur la préméditation du 11 septembre 2001. Le fait que Nicholas Rockefeller, qui était loin d'être un avocat miteux ou perdu aux fins fonds des Etats-Unis, mais bien plutôt un personnage très riche et influent, qui plus est membre du CFR dont le président n'était autre que David Rockefeller, avait été un indice décisif qui m'avait encouragé à poursuivre mes recherches, cette fois avec succès.

L'information que j'ai découverte sur leur lien de parenté nous emmène en Chine. C'est là que Nicholas et David devaient se rencontrer selon un article de James T. Areddy du Wall Street Journal reproduit par le Chicago Tribune le 5 octobre 2005. Je pense que vous ne remettrez pas en cause cette source, n'est-ce pas ?

Sur le coup Nicholas Rockefeller refusa d'avouer les liens de parenté qu'il avait avec David Rockefeller qui adopta la même attitude, son associé, Peter Johnson, qui ne mit pas davantage en doute ce lien de famille et en déduisit qu'il était "probablement assez éloigné, septième ou huitième cousin".

Ci-dessous vous trouverez des extraits de l'ensemble des articles consultables sur Internet auxquels j'ai fait référence pour rédiger ce document, ainsi que leurs sources.

Nous voilà donc venu à bout de cette fausse information (Fake news) colportée sur le Net, qui était uniquement destinée à discréditer le témoignage d'Aaron Russo, et à rendre caducs les propos que lui avait tenus Nicholas Rockefeller, qui établissaient la responsabilité des Rockefeller et d'un clan de l'oligarchie dans la planification du 11 septembre 2001 et les guerres qui s'en suivront.

S'agissant de l'accusation de fraude fiscale portée contre Aaron Russo, là ce fut beaucoup plus facile de la démontrer. En effet, dans cette vidéo à 12"34' figurait un article du New York Times qui faisait référence à cette affaire. Il était daté du 14 juin 1994, et était intitulé Hight Court closing tax loophole retroactively. Ensuite je n'eus plus qu'à télécharger cet article et à traduire en français la partie qui nous concernait pour savoir qui avait menti d'Aaron Russo ou de ses détracteurs.

Ce que vous allez lire est stupéfiant.

Il était écrit noir sur blanc que le Congrès des Etats-Unis avait parfaitement le droit de voter une nouvelle loi fiscale et de l'imposer rétroactivement aux Américains, ou de déclarer illégale la loi qu'il avait adoptée précédemment, et sous prétexte qu'elle comportait une faille juridique dont auraient profité certains américains, d'exiger qu'ils s'acquittent de la différence ou

du montant correspondant à cette faille, qui plus est en leur imposant des pénalités et des intérêts couvrant la période entre l'adoption des deux lois.

Imaginez qu'en décembre 2018, l'Assemblée nationale s'aperçoive soudainement qu'une loi adoptée en 2008 et appliquée depuis comportait une faille permettant à une catégorie de Français de bénéficier d'un abattement fiscal, et qu'elle corrigeait cette loi 10 ans plus tard en indiquant que cette catégorie de Français n'aurait pas dû y avoir le droit et de la rendre rétroactive. C'est-à-dire qu'elle décide de leur appliquer cette nouvelle loi en exigeant qu'ils règlent au fisc la somme correspondant à cet abattement fiscal de 2008 à 2018. Mieux encore, en leur imposant des pénalités de retard et des intérêts couvrant toute cette période. C'est comme si demain on vous disait : Depuis 2008 vous avez été imposé à hauteur de 10% de vos revenus, nous avons commis une erreur, vous auriez dû être imposé à hauteur de 15%, et qu'on exige que vous payiez la différence sur les 10 dernières années écoulées, plus des pénalités de retard parce que vous ne les avez pas payés, plus des intérêts. Par exemple, si vous aviez payé 1.000 euros d'impôt par an pendant dix ans, et bien on vous réclamerait 50 euros multipliés par 10 ans, soit 500 euros plus les pénalités de retard et les intérêts.

Pour faire bref, Aaron Russo était négociant en or et en argent, et une loi exonérait partiellement de taxe les négociants, sans préciser que les négociants en métaux précieux en étaient exclus, donc il crut que cette loi s'appliquait à son négoce et il s'abstint de régler cette taxe.

Incroyable, mais vrai, la preuve.

High Court Backs Closing Tax Loophole Retroactively by Linda Greenhouse - New York Times 14 June 1994

The United States Supreme Court ruled today that Congress did not violate the Constitution when it closed a tax loophole retroactively in 1987 and collected back taxes from those who had relied on the original provision. (...)

In the tax case, Justice Harry A. Blackmun's opinion for the Court was a broad vindication of Congressional authority. "Tax legislation is not a promise, and a taxpayer has no vested right in the Internal Revenue Code," Justice Blackmun wrote.

He said that retroactive tax legislation did not violate due process as long as the Congressional purpose "was neither illegitimate nor arbitrary." In a concurring opinion, Justice Antonin Scalia said that the Court's reasoning "guarantees that all retroactive tax laws will henceforth be valid."

La Cour suprême des États-Unis a déclaré aujourd'hui que le Congrès n'avait pas violé la Constitution en supprimant rétroactivement une faille fiscale en 1987 et en percevant des arriérés d'impôts auprès de ceux qui s'étaient basés sur la disposition initiale.

(...)

Dans l'affaire fiscale, l'avis rendu par le juge Harry A. Blackmun à la Cour consista à confirmer et justifier la décision du Congrès. "La législation fiscale n'est pas une promesse et un contribuable n'a aucun droit acquis dans l'Internal Revenue Code", a écrit le juge Blackmun.

Il a ajouté que la législation fiscale rétroactive ne violait pas les garanties d'une procédure régulière tant que l'objectif du Congrès "n'était ni illégitime ni arbitraire". Dans une opinion concordante, le juge Antonin Scalia a déclaré que le raisonnement de la Cour "garantit que toutes les lois fiscales rétroactives seront désormais valables".

<https://www.nytimes.com/1994/06/14/business/high-court-backs-closing-tax-loophole-retroactively.html>

LVOG - "Désormais" a dit le juge mafieux Scalia, on est donc en droit d'en déduire que ce n'était pas le cas jusqu'à ce verdict, et que ce jugement ferait jurisprudence, bref, un cran de plus dans la tyrannie du régime ploutocratique sous Bill Clinton venait d'être franchi.

Les documents et sources des données qui m'ont servi pour rédiger cet article.

Les accusations portées contre Aaron Russo.

- Aaron Russo - rationalwiki.org

Aaron Russo (February 14, 1943–August 24, 2007) was an American filmmaker, political activist, tax evader and charlatan.

Aaron Russo (14 février 1943 - 24 août 2007) était un réalisateur, activiste politique, évadé fiscal et charlatan américain.

https://rationalwiki.org/wiki/Aaron_Russo

Nicholas Rockefeller n'aurait aucun lien avec la famille Rockefeller...

- Why the Conspiracy Theories Are Bullsh*t. - conspiracytheoriesarebullshit.blogspot.com 2009

Claim: Aaron Russo was told by Nick Rockefeller, allegedly of the Rockefeller family...

Nick Rockefeller - Google - the only info about this guy anywhere on the internet comes from Aaron Russo himself! Nick's a nobody, he's neither powerful nor important -- the only reliable info anyone has found is that he's a lawyer who does business in China and has served on some international think tanks -- nowhere does it even indicate that he is a member of the Rockefeller family.

Déclaration: Nick Rockefeller ferait partie de la famille Rockefeller, aurait affirmé Aaron Russo...

Nick Rockefeller - Google - la seule information sur ce type n'importe où sur Internet provient de Aaron Russo lui-même! Nick n'est personne, il n'est ni puissant ni important - la seule information fiable que quiconque ait trouvé est qu'il est un avocat qui fait des affaires en Chine et a siégé à des groupes de réflexion internationaux - rien n'indique même qu'il soit membre de la Famille Rockefeller.

<http://whytheconspiracytheoriesarebullshit.blogspot.com/2009/04/debunking-bullshit-aaron-russo-and.html>

Vraiment, Nicholas Rockefeller serait quelqu'un d'insignifiant ? La preuve du contraire.

- Member of Advisory Board, RAND Center for Asia Pacific Policy - bloomberg.com

Mr. Nicholas Rockefeller has served as the company Director since February 1999. Mr. Rockefeller is an attorney with the law firm of Troop Meisinger Steuber Pasich Reddick & Tobey, LLP, and has been with the firm since June 1997, prior to which he was engaged in the private practice of law for ten years. Mr. Rockefeller also serves as a Managing Principal of the Rockvest Development Group and its affiliate, the Rockefeller International Fund, which supervises investments...

Membre du conseil consultatif du Centre RAND pour la politique en Asie-Pacifique M. Nicholas Rockefeller est administrateur de la société depuis février 1999. M. Rockefeller est avocat au cabinet d'avocats Troop Meisinger Steuber Pasich Reddick & Tobey, srl a exercé le droit à titre privé pendant dix ans. M. Rockefeller est également directeur général du Rockvest Development Group et de son affilié, le Rockefeller International Fund, qui supervise les investissements...

<https://www.bloomberg.com/research/stocks/private/person.asp?personId=759648&privcapId=21813173&previousCapId=52612471&previousTitle=CSIP%2520Group>

La liste des administrateurs.

<https://www.bloomberg.com/research/stocks/private/committees.asp?privcapId=21813173>

Nicholas Rockefeller serait un simple avocat, pas vraiment riche. La preuve du contraire.

- International Business; Asian Luxury Hotel Is Near a Rare Sale par Wayne Aenold - New York Times August 3, 1999

Surya Semesta Internusa, a company controlled by the Suriadjaya family of Indonesia, plans to sell the 500-room Melia Bali hotel to Trenwith Holdings Ltd. for approximately \$50 million, one of the informants said. Trenwith is a joint venture 70 percent owned by Rockvest Development, a Rockefeller trust controlled by Nicholas Rockefeller, a California lawyer.

Surya Semesta Internusa, une société contrôlée par la famille indonésienne Suriadjaya, prévoit de vendre l'hôtel Melia Bali de 500 chambres à Trenwith Holdings Ltd. pour environ 50 millions de dollars, a déclaré l'un des informateurs. Trenwith est une coentreprise détenue à 70% par Rockvest Development, une fiducie Rockefeller contrôlée par Nicholas Rockefeller, un avocat de Californie.

<https://www.nytimes.com/1999/08/03/business/international-business-asian-luxury-hotel-is-near-a-rare-sale.html>

Nicholas Rockefeller ne ferait pas partie de la famille Rockefeller. La preuve du contraire.

- Confusion stymies plans for Shanghai project by James T. Areddy, The Wall Street Journal - Chicago Tribune October 5, 2005 Shanghai

The planned Peninsula Shanghai -- a \$361 million, L-shaped, 250-room hotel -- is a major part of the area redevelopment but is technically distinct from the Rockefeller Group master plan that abuts it. The hotel's builders have faced challenges over the Peninsula's height, but the project has moved on a faster track than the Rockefeller Group work.

The Rockefeller Group couldn't get its project off the ground. Relations quickly grew rocky between Rockefeller Group and New Huang Pu Group Co., the government-owned concern assigned to be the group's partner.

Stirring further confusion about Rockefeller Group in the minds of some government officials earlier this year was the arrival of one Nicholas Rockefeller, a Los Angeles attorney, who says he appealed to Shanghai Mayor Han Zheng to take over the project. He says he suggested to the mayor that his name would make it easy to adjust any contracts.

Nicholas Rockefeller declined to say where in the Rockefeller family he fits. But the family's patriarch, David Rockefeller, said through an associate that he doesn't recall ever meeting Nicholas. The relationship "is probably quite distant, seventh or eighth cousins," according to the associate, Peter Johnson.

Le Peninsula Shanghai prévu - un hôtel de 250 chambres en forme de L d'une valeur de 361 millions de dollars - constitue une partie importante du réaménagement de la zone, mais il est techniquement distinct du plan directeur du groupe Rockefeller qui le contemple. Les constructeurs de l'hôtel ont été confrontés à des défis liés à la hauteur de la péninsule, mais le projet a évolué plus rapidement que les travaux du groupe Rockefeller.

Le groupe Rockefeller n'a pas pu concrétiser son projet. Les relations entre Rockefeller Group et New Huang Pu Group Co., la société appartenant au gouvernement appelée à être le partenaire du groupe, se sont rapidement dégradées. L'arrivée d'un avocat de Los Angeles, Nicholas Rockefeller, qui a lancé un appel au maire de Shanghai, Han Zheng, a suscité une certaine confusion dans l'esprit du groupe Rockefeller. Il dit avoir suggéré au maire que son nom faciliterait l'ajustement des contrats.

Nicholas Rockefeller a refusé de dire où il se situe dans la famille Rockefeller. Mais le patriarche de la famille, David Rockefeller, a déclaré par l'intermédiaire d'un associé qu'il ne se souvenait pas avoir jamais rencontré Nicholas. La relation "est probablement assez éloignée, septième ou huitième cousins", selon l'associé, Peter Johnson.

<https://www.chicagotribune.com/news/ct-xpm-2005-10-09-0510090546-story.html>

LVOG – Ni Peter Johnson, ni David Rockefeller n'ont remis en cause la filiation de Nicholas Rockefeller à la famille Rockefeller sans fournir d'autres précisions, on comprend pourquoi. Fermer le ban.

[Haut de page ↗](#)

Le 7 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

● [Au format pdf \(4 pages\)](#)

Ce mardi 6 novembre je rajoute quelques mots à la causerie d'hier après avoir changé l'image qui illustre l'actualité politique et sociale.

Depuis le passage à l'impérialisme il y a plus d'un siècle, le pouvoir n'a cessé de glisser des institutions politiques aux institutions financières.

Ce n'est pas place de la République qu'il faut aller manifester contre la politique ultra réactionnaire de Macron ou contre la guerre, car cela ne dérangera pas les bourgeois, mais devant la Bourse, car c'est l'oligarchie qui dicte cette politique et foment les guerres.

Quant à l'Elysée et à l'Assemblée nationale, nous irons y manifester uniquement quand le moment sera venu de les prendre d'assaut et de s'emparer du pouvoir politique pour instaurer une République sociale et nous débarrasser du capitalisme.

Les opportunistes se réclament de Jean Jaurès depuis un certain temps, quand cela les arrange seulement, sinon ce ne seraient

pas des opportunistes. Bien que ce ne soit pas mon cas, on va leur rafraîchir la mémoire en lui donnant la parole, l'une de ses dernières prononcée le 31 juillet 1914, le jour de son assassinat : «[...] *Chez nous en France, on travaille de toute force à déclencher une guerre dont le but est de satisfaire des velléités écoeurantes et parce que les bourses de Paris et de Londres ont spéculé à Petersbourg [...]; on cherche la guerre qu'on attise depuis longtemps.*» (Extrait de *La falsification de l'histoire : Un moyen de maintenir le pouvoir impérial*, document disponible dans cette page au format pdf.)

Qu'il n'en tira pas toutes les conclusions politiques qui s'imposaient déjà depuis une décennie, c'est évident, après il n'en eut plus l'occasion. Remarquez bien qu'il ne fut pas le seul dans ce cas-là, puisque pratiquement l'ensemble mouvement ouvrier s'embourba dans les tranchées de l'union nationale pour n'être sauvé provisoirement et pendant une courte période que grâce à la révolution russe de 1917, dont nous nous réclamons à juste titre, puisque c'est elle grâce à Lénine et Trotsky qui permit de maintenir à flot le drapeau du socialisme pour nous le transmettre. Vous aurez compris à cette occasion, que ne pas s'en réclamer revient à tourner le dos au socialisme, la seule alternative au capitalisme.

Je vais collecter les infos d'hier sur le Net et j'arrête de bosser pour aujourd'hui.

[La causerie du jour, Pondichéry 15h.](#)

J'ai préparé une causerie et quelques infos, mais comme elle est très longue, elle ne sera prête que demain midi, le temps d'y mettre la dernière main et de la formater. Pour patienter j'en publie le début.

C'est le 23 décembre qu'arriva l'échéance du renouvellement de l'abonnement du portail au serveur qui l'héberge. Pour les 3 années à venir, cela représente la somme de 86 euros. Je n'ai encore pris aucune décision et vous allez comprendre tout de suite pourquoi.

Je me demande encore si je vais continuer seul cette activité sur le Net, car chaque info dont on prend connaissance doit être systématiquement et minutieusement analysée, tant les sources d'erreur ou de manipulation se sont multipliées, c'est délirant !

On en est arrivé au point où il faut systématiquement vérifier chaque information transmise par les médias ou d'autres sources publiant des articles sur Internet, et il est impératif de cerner qui en est à l'origine pour avoir une petite idée sur les intentions de son auteur ou dans quelle direction il voulait nous entraîner, ce qu'il voulait qu'on retienne de cette lecture, sans oublier de se demander ce qui manquait dans son article et de se poser la question pourquoi. Ensuite seulement, après avoir épuisé toutes les hypothèses et vérifié chaque supposition ou déduction qui nous étaient venues à l'esprit, à force de recoupements et de vérifications des sources, disposant de preuves matérielles solides et incontestables, on peut conclure et se dire : voilà ce qui s'est réellement passé, tu vas enfin pouvoir y faire référence ou le publier sans prendre le moindre risque !

C'est dingue, et à chaque instant on doit faire preuve de la plus grande vigilance qui soit, la moindre distraction ou inattention peut être fatale, car on n'imagine pas ce qu'ils peuvent inventer ou de quoi ils sont capables. Il ne faut jamais oublier qu'on peut se retrouver en présence d'illusionnistes, de faussaires, de mythomanes, de menteurs professionnels, de psychopathes aussi, journalistes, chroniqueurs, écrivains, historiens, économistes, "experts" en tout genre, dirigeants politiques ou simples citoyens anonymes qui véhiculent une idéologie, et qui se foutent généralement des faits ou de la réalité qu'ils triturent dans tous les sens, de la vérité, rares sont ceux qui annoncent la couleur et qui font preuve de rigueur, qui ne privilégient pas leur engagement ou leurs idées au détriment des faits, et encore plus rares sont ceux qui corrigent publiquement leurs erreurs, qui manifestent une honnêteté absolue, bref, c'est épuisant car on y passe un temps fou.

De plus, même si on sait pourquoi généralement ou on peut l'imaginer, on se demande toujours comment cela est-il possible de la part de gens censés évolués d'agir ainsi, quel plaisir cela peut leur procurer de tromper les autres de la sorte, quel sens ils donnent à leur vie. Cela nous dépasse ou surprend quelqu'un de normalement constitué ou de mentalement équilibré qui a ou croit en des valeurs, des principes progressistes ou humanistes.

Totalitarisme. Fabrication du consentement. Qui a dit ?

- "Comme souvent dans les sondages, la réponse dépend fortement de la manière dont est posée la question."

Réponse : Un aveu du média-oligarque Libération dans l'article du 2 novembre 2018 intitulé *40 % des Français favorables à un régime autoritaire ?*

Extrait du courriel reçu de la nouvelle Consule de France à Pondichéry.

- *Chers compatriotes, chers amis de la Communauté française,*

(...)

Ce mois de novembre revêt un caractère très particulier, puisque nous allons commémorer le centenaire de l'Armistice de 1918. Ce devoir de mémoire est une responsabilité collective, car il est le fondement du vivre ensemble aujourd'hui, et demain.

C'est le sens du Forum de Paris pour la Paix auquel le Président de la République Française convie les chefs d'Etat et de gouvernement de la planète pour que ce centenaire de l'armistice du 11 novembre 1918 soit l'occasion d'une réflexion sur la gouvernance mondiale.

Gageons qu'elle fait partie de la macronie, son langage en est tout imbibé comme vous pouvez le constater.

Ceux, qui parmi nous ont sous-estimé systématiquement pendant des décennies ou voire davantage, notamment les discours tenus par des chefs d'Etat occidentaux situant leur politique dans la perspective de l'instauration, je cite, d'un nouvel ordre mondial, qui n'ont pas cessé de nier farouchement cette réalité pendant plus d'un demi-siècle, veuillent bien se raviser et cesser d'induire en erreur les militants et les travailleurs avec leurs théories foireuses, leurs stratégies inadaptées à la situation.

Non, tous les militants qui tiennent compte de ce facteur et l'évaluent à sa juste valeur ne sont pas des adeptes de théories du complot, concept inventé par la CIA dans la fin des années 50 je crois. Cessez de tenir ce discours digne de l'Inquisition ou des pires dictatures, copié sur ceux qui l'emploient au gouvernement, à LREM ou dans les médias, à seule fin de discréditer les opposants au régime ou des dissidents de la gauche et de justifier la censure dont ils font l'objet.

Si nous sommes à l'aube de l'établissement d'une "gouvernance mondiale" totalitaire, il est impardonnable de ne pas l'avoir identifiée comme telle, de ne pas s'y être préparés pour l'affronter, car cela fait déjà des lustres que ce modèle de société tyrannique existait aux Etats-Unis, de très nombreux témoignages le prouvaient amplement pour qu'on prenne à temps la mesure de cette menace qui pesait sur l'avenir de la civilisation humaine. On a aussi négligé que le cours de la lutte des classes aux Etats-Unis serait capital pour l'évolution de la lutte des classes dans chaque pays ou qu'elle déterminerait son orientation ou son avenir...

Nous appelons les militants des partis qui se définissent comme l'avant-garde du mouvement ouvrier, de se doter de dirigeants qui intègrent ce facteur dans leurs analyses de la situation nationale et mondiale et qui en fassent l'axe de leur combat politique... Sinon, à quoi bon prétendre lutter contre Macron et le totalitarisme.

J'ai entièrement rédigé ce passage et le suivant d'une traite ce matin, je le précise en me disant qu'ils doivent pouvoir être améliorés...

Le parlementarisme connut trois périodes caractérisées par le républicanisme, l'affairisme et le lobbying.

- Le parlementarisme républicain vécu jusqu'à son effondrement, de la révolution bourgeoise ou de l'avènement du capitalisme jusqu'au stade de l'impérialisme... Il ne survécut pas à la Première Guerre mondiale ou il ne devait pas s'en remettre à l'issue de cette épreuve...

- Le parlementarisme affairiste lui succéda une fois les partis ouvriers totalement corrompus ; les deux premières périodes se chevauchèrent un temps sous la IV^e République en France, ce qui se manifesta par son instabilité, de la même manière que les deux dernières devaient se combiner sous la V^e République jusqu'à l'élection de Hollande en 2012 en France, ce que confirma magistralement l'élection de Macron en 2017.

- Le parlementarisme lobbyiste le supplanta quand les partis ouvriers se disloquèrent et disparurent des institutions (Etats-Unis) ou la lutte des classes fut neutralisée, marquant ainsi la fin de la République. Il faudrait préciser que la lutte des classes continue mais sans constituer une réelle menace pour le régime totalitaire en place ou qui se met en place selon les pays. Et la lutte des classes fut neutralisée parce que la classe ouvrière n'était pas parvenue à se doter d'un nouveau parti ouvrier révolutionnaire.

Ce qui distingue l'affairiste du lobbyiste, c'est que l'affairiste peut pencher à droite ou à gauche (très peu) en fonction de l'évolution de la lutte des classes dont il subit l'influence bien malgré lui, tandis que le lobbyiste penchera toujours à droite.

Le lobbyiste, c'est un affairiste qui a réussi, qui est devenu riche ou millionnaire ; les congressistes américains le sont pratiquement tous. Les affairistes votent des lois qui leur permettent de s'enrichir, sinon ils se font acheter par des lobbies, et ainsi ils deviennent eux-mêmes des lobbyistes par la suite, c'est ainsi que les lobbyistes succèdent aux affairistes au pouvoir.

Dans ces conditions, sous le parlementarisme lobbyiste plus aucune loi progressiste ou sociale ne sera plus jamais adoptée, et la société sera vouée à régresser sans cesse sur le plan social jusqu'à sa privatisation totale, totale, comme totalitaire ou totalitarisme.

C'était relativement accessible à nos dirigeants bac +7, non vous ne trouvez pas ? Vous ne trouvez pas qu'il serait temps de les remplacer ?

Le 8 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai été obligé de diviser en deux parties la causerie que j'avais prévu de publier parce qu'elle était trop volumineuse. De plus je l'ai complétée dans la journée. La seconde partie demain. Je n'ai même pas eu le temps de me connecter à Internet aujourd'hui. On fait ce qu'on peut.

● Au format pdf (12 pages)

Les infos en bref et les articles de médias divers que j'ai reproduits dans les causeries ont servi au cours de ces dix dernières années à étayer, vérifier, confirmer, corriger, affiner, ma théorie et ma stratégie politique ou plus généralement l'orientation politique que je défendais, à montrer aux lecteurs que le matérialisme dialectique était un instrument irremplaçable pour analyser la situation afin d'éviter de sombrer dans le gauchisme ou l'opportunisme, et garder le cap vers le socialisme.

Vous avouerez qu'on ne pouvait pas imaginer une épreuve plus implacable, impartiale, transparente comme il est de bon ton de dire chez ceux qui ont des choses inavouables à nous cacher, je préfère le terme de loyauté. Car j'ai pris à témoin les lecteurs ou je leur ai fait partager cette expérience, je ne les ai jamais pris en traître, je ne les ai jamais flatté ou je ne leur ai rien épargné non plus, parce que j'estimais qu'on n'était là pour se raconter des histoires, ce qu'apparemment ils ont mal vécu ou compris.

Ils ont pu vérifier eux-mêmes la véracité de ma démarche et de mes analyses, et que je ne cétais absolument rien à la réaction et à ceux qui la ménageaient ou qui en étaient les complices en se présentant sous de faux masques.

Etant totalement isolé et n'étant pas un intellectuel, il me faut forcément du temps et fournir énormément d'efforts pour mettre de l'ordre dans mes idées et les vérifier une par une, ce qui se traduit obligatoirement quand on les livre quasi quotidiennement à des approximations et bien des erreurs qui seront corrigées par la suite. Car il en passe du temps avant de se forger une solide conviction ou de parvenir autant que faire se peut à épuiser un sujet, parfois même avant d'adopter une position ou une caractérisation précise ou définitive. Entre temps on se livre à une intense réflexion qui peut nous entraîner dans des directions opposées ou hasardeuses aussi, de sorte qu'on ignore ce qui en sortira à l'arrivée, on en a bien malgré tout une petite idée, mais on ne peut s'y fier tant qu'elle demeure inachevée ou présente des lacunes ou qu'on n'a pas épuisé toutes les hypothèses ou questions qui nous sont venues à l'esprit, du coup ce que livre généralement dans les causeries correspond davantage à ce processus de maturation en cours plutôt que ses conclusions qui viendront le moment voulu.

Je suis un peu comme un chercheur qui prendrait le risque de communiquer les conclusions provisoires auxquelles il serait parvenu à chaque étape de ses travaux, et que des gens mal intentionnés ou manquant singulièrement de discernement jugeraient et critiqueraient, sans tenir compte qu'il avait spécifié qu'il ne leur avait pas encore livré ses conclusions définitives, et qui ne tiendraient jamais compte de ces dernières par la suite, leur jugement était catégorique et définitif, la plupart du temps sans jamais rien n'avoir étudié eux-mêmes sérieusement, état d'esprit qui fera d'eux des candidats potentiels idéals aux manipulations de la réaction que certains colporteront à leur tour ensuite.

Maintenant quand j'observe l'attitude des lecteurs à mon égard, qui ne suivent pas forcément les causeries au jour le jour, j'en suis arrivé à la conclusion que leur jugement se focalisait de préférence sur une étape de ce processus qu'ils prennent en cours de route et qu'ils confondent avec ses conclusions. Car, s'il en était autrement, ils s'apercevraient que les idées que je développe concordent avec les faits qui sont portés à leur connaissance quotidiennement, ainsi que l'orientation ou l'évolution de la société, du capitalisme qui en quelque sorte confirme mon analyse, pas au détail près, mais de manière générale, au point même que j'ai pu montrer que très souvent mes pronostics s'étaient avérés exacts.

Nos dirigeants possèdent la vérité révélée. Quand on les interroge, spontanément, en un éclair la réponse jaillit de leur esprit et ils vous la livrent, et désormais elle aura le statut de vérité parfaite, absolue, définitive que tous les militants seront priés d'adopter sous peine d'être méprisé, ridiculisé, isolé, marginalisé, exclus.

Et bien je ne fonctionne pas de cette manière-là, désolé, et je refuse de me plier à cette stupéfiante prétention qui fait terriblement penser au mécanisme de la fabrication du consentement destiné à contrôler les consciences et à faire de ses adeptes, des esclaves ou serviteurs dépourvus d'esprit critique ou incapables de penser librement par eux-mêmes d'un régime tyrannique ou totalitaire. Durant son existence, le mouvement ouvrier a rarement connu un autre fonctionnement, ce qui explique en grande partie sa faillite.

Moi aussi j'ai milité autrefois dans une organisation, trotskyste, et ce que j'évoque correspond à ce que j'ai vécu, j'ai eu l'occasion

d'en parler dans plusieurs causeries. Depuis cette époque, à la fin des années 70, absolument rien n'a changé, aucun dirigeant des différents courants qui se réclament du trotskysme n'a progressé ou rompu avec cette méthode, dans le cas contraire cela se saurait, n'est-ce pas, il se serait manifesté ici puisqu'on leur en avait fourni l'occasion, or tel n'a jamais été la cas.

Peu de temps avant son assassinat par un agent de Staline, Trotsky assista au début de la dislocation d'une des principales organisations trotskystes aux Etats-Unis. Je ne me souviens plus si elle a totalement disparu ou si elle existe encore à l'état décomposé, peu importe, toujours est-il que l'avant-garde du mouvement ouvrier américain qui était organisée dans l'embryon de IVe Internationale dégénéra sous les coups portés par le stalinisme et la Seconde Guerre mondiale, du new deal et du crédit bon marché qui corrompt le prolétariat, et ils ne s'en remirent jamais. Certains de ses dirigeants rejoignirent le parti républicain ou démocrate, tandis que les autres cessèrent définitivement le combat politique ou disparurent sans laisser de trace, rares sont ceux qui manifestèrent leur fidélité au socialisme, une poignée seulement peut-être, et aucun apparemment ne parvint à en transmettre intact l'héritage aux générations suivantes de militants ou de travailleurs et cela dure depuis 70 ans.

En France nous avons assisté au même processus qui fut plus lent, il devait se réaliser à un rythme différent. Tout le monde sait que, ce que les Américains produisent se transmet ou est exporté dans le reste du monde avec un certain décalage dans le temps, qu'ils s'agissent de modes, de culture ou de mœurs, et bien ce fut la même chose pour la politique. Ils ont eu Reagan au milieu des années 80, nous nous avons eu Macron 37 ans plus tard, et comme c'est parti, si les militants ne réagissent pas à temps, c'est-à-dire immédiatement, ce qui reste aujourd'hui de l'avant-garde à présent déjà disloquée, achèvera sa décomposition et disparaîtra à son tour, et nous nous retrouverons en France avec une société qui sera le clone ou la reproduction exacte de la société dégénérée américaine et bien pire encore, tyrannique, car aux Etats-Unis, avec le consentement des Américains dorénavant totalement dépendants de l'organisation financière mafieuse qui a pris le contrôle des institutions et de tout le pays ou ne disposant plus d'aucun droit social ou politique, l'espoir d'un changement politique ou de société à long terme est quasiment nul.

Encore une fois et je terminerai par là, ce n'est pas moi qui l'affirme, ce sont les faits qui nous amènent à cette effrayante conclusion, que les militants refusent d'admettre suivant docilement des dirigeants faillis ou corrompus qui le nient, alors que c'est en train de se dérouler sous nos yeux. Je les appelle à réagir avant qu'il ne soit trop tard.

Le mouvement ouvrier américain et son avant-garde se sont tellement discrédités aux yeux des intellectuels et des classes moyennes, qui furent autrefois à l'origine de la fondation des partis ouvriers, qu'ils sont livrés à eux-mêmes sans direction, tandis qu'un nombre grandissant d'intellectuels américains ayant rompu avec le parti démocrate du groupe Bilderberg demeurent incapables à ce jour de renouer avec les masses et le socialisme, alors que c'est là que réside la clé pour envisager sérieusement la perspective d'un changement de régime aux Etats-Unis, dans un premier temps, la refondation du mouvement ouvrier sur cette base.

[Dans quel monde vivons-nous ? Quelques documents et faits d'actualité pour étayer mes propos.](#)

Chaque fois il s'agit d'extrait d'article.

Le complexe industriel militaro-humanitaire se drape de vertu pour étendre l'hégémonie occidentale par Tomasz Pierscionek – Le 4 octobre 2018 – Source RT - Le Saker Francophone

Shakespeare a écrit un jour que le diable est capable de citer les Écritures quand il y va de son intérêt. Aujourd'hui, ce sont les termes « humanitaire » et « démocratie » qui servent à couvrir les morts et les destructions.

Des mots respectables comme « humanitaire » et « démocratie » ont fini par prendre un sens funeste et cynique du fait de leur détournement pour justifier l'invasion de nations souveraines, et promouvoir l'expansion de la domination militaire et culturelle occidentale à travers le monde. Les médias grand public ainsi que des militants des droits de l'homme y participent en diffusant des contre-vérités et en jouant sur les sentiments de peur, de colère et de répulsion du public pour l'influencer et faire passer pour juste une agression contre un État souverain. Source RT - Le Saker Francophone

LVOG - Effectivement, pratiquement tous les partis du mouvement ouvrier se sont associés à ces opérations montées par le "complexe industriel militaro-humanitaire", ce dont leurs dirigeants se gardent bien de révéler à leurs militants...

Make America first poor rich country par Umair Haque – Source Medium.com 24 mai 2018 - Le Saker Francophone

(Article intégral - LVOG)

Les États-Unis sont le premier pauvre pays riche.

Comment l'effondrement du pays crée une nouvelle sorte de pauvreté.

Examinons les statistiques suivantes. L'Américain moyen ne peut pas réunir 500 dollars en cas d'urgence. Un tiers des Américains n'ont pas les moyens de se nourrir, de se loger et de se soigner. Les soins de santé pour une famille coûtent maintenant 28 000 dollars, soit environ la moitié du revenu médian de 60 000 dollars.

À elles seules, bien sûr, les statistiques ne disent pas grand-chose. Mais prises ensemble ces données en disent long. L'histoire qu'elles commencent à raconter est la suivante.

Les États-Unis, semble-t-il, sont en train de devenir quelque chose comme le premier pays riche du monde. Et c'est le genre de sujet que nous ne saisissons pas bien. Après tout, l'autoritarisme et l'extrémisme ne surgissent pas dans des sociétés prospères, mais dans des sociétés en difficulté, qui s'appauvrissent de plus en plus, comme l'Amérique d'aujourd'hui. Qu'est-ce que je veux dire par tout ça ?

Commençons par ce que je ne veux pas dire. Je ne parle pas de pauvreté absolue. Les Américains ne vivent pas avec quelques dollars par jour, comme les gens en Somalie ou au Bangladesh par exemple. Le revenu médian de l'Amérique est toujours celui d'un pays riche, autour de 50 000 \$, selon la façon dont il est compté. Je ne parle pas non plus de pauvreté relative, c'est à dire les personnes vivant sous le revenu médian. Même si c'est un problème croissant aux États-Unis, parce que la classe moyenne est en train d'imploser, ce n'est pas le vrai problème auquel ces chiffres font allusion non plus.

L'Amérique semble être à l'avant-garde d'un nouveau type de pauvreté. Un phénomène pour lequel nous n'avons pas encore de nom. C'est quelque chose comme vivre au bord du gouffre, être constamment au bord de la ruine, à un petit pas de la catastrophe et du désastre, avec toujours un risque de passer à travers les mailles du filet. Cette pauvreté a deux composantes – une inflation massive pour les frais de première nécessité de la vie, associée à un risque écrasant et asymétrique. J'y reviendrai tout à l'heure.

L'Américain moyen a un revenu relativement élevé, celui d'une personne dans un pays dit riche. Seulement ce revenu ne lui permet pas d'aller très loin. La plus grande partie est dévorée en essayant de se payer les premières nécessités de la vie. Nous avons déjà vu à quel point les coûts des soins de santé sont élevés. Mais il y a aussi l'éducation, le transport, les intérêts et le loyer. Il y a les médias et les communications. Il y a la garde d'enfants et les soins aux personnes âgées. Toutes ces choses réduisent l'Américain moyen à vivre constamment au bord de la ruine, à juste un mois de salaire de la pénurie, à une urgence près de tout perdre.

Ce n'est pas le cas pour les collègues occidentaux. En Europe, au Canada et même en Australie, la société investit dans toutes ces choses – et les coûts des produits de première nécessité sont réglementés. Par exemple, je paie 50 dollars pour le haut débit et la télévision à Londres mais 200 dollars pour la même chose à New York alors qu'à Londres j'obtiens des médias beaucoup plus nombreux et de meilleure qualité pour mon argent (même en incluant des merdes américaines comme Ancient Aliens). Ce sont les bénéficiaires de la réglementation. Et lorsque des biens de base comme les soins de santé, les soins aux personnes âgées ou l'éducation sont fournis et gérés à l'échelle sociale, c'est là qu'ils sont les moins chers, et souvent de meilleure qualité. Ainsi, les soins de santé coûtent beaucoup moins cher à Londres, Paris ou Genève – et l'espérance de vie est également plus longue.

Donc, si vous gagnez 50 000 \$ aux États-Unis, c'est une chose très différente que de gagner 50 000 \$ en France, en Allemagne ou en Suède. En Amérique, vous devez payer très cher pour l'essentiel de la vie, les produits de première nécessité. Ainsi, les revenus s'étendent beaucoup plus loin dans d'autres pays, qui jouissent d'une qualité de vie nettement supérieure, même si les gens y gagnent à peu près le même montant, car ils paient beaucoup moins pour les produits de première nécessité. Les Américains sont riches, mais seulement en théorie ; leur argent n'achète pas autant que leurs pairs en occident, là où c'est le plus important, c'est-à-dire les services de base.

Que se passe-t-il lorsque les sociétés ne comprennent pas tout ceci ? Eh bien, une chose étrange est arrivée à l'économie américaine. S'il est vrai que les téléviseurs et les playstations sont devenus moins chers, le coût de base de la vie a grimpé en flèche. Toutes les choses qui améliorent vraiment la qualité de vie des gens – les soins de santé ; les finances ; l'éducation ; les transports ; le logement, etc. – en sont venues à consommer une part tellement importante du revenu moyen des ménages qu'il leur reste peu d'argent à épargner, investir ou dépenser pour autre chose. Pire encore, alors que les produits de base ont connu une inflation massive, les salaires et les revenus (sans parler de l'épargne et des prestations, des filets de sécurité et des possibilités) ont stagné pour la plupart des gens. Il en résulte une économie, et une société, qui s'effondre.

Pourtant tout cela n'est que l'effet direct d'avoir donné, par exemple, le contrôle sur les médicaments à des fonds spéculatifs, ou le contrôle sur le logement, les soins de santé et l'éducation à d'autres spéculateurs. Ils vont bien sûr maximiser les profits, alors qu'investir socialement dans ces domaines, ou au moins les réglementer, minimise les coûts réels et en optimise l'accessibilité, le caractère abordable et la qualité.

Ainsi, l'Américain moyen, qui est laissé en plan, doit emprunter, emprunter, emprunter, emprunter, juste pour maintenir une qualité de vie décente, parce que le fait de donner au capitalisme le contrôle des éléments de base de la vie a provoqué une inflation massive et galopante des produits de première nécessité, tout en réduisant les revenus. Les soins de santé ne coûtaient pas la moitié du revenu médian il y a dix ans, c'est pourtant le cas maintenant. Que se passera-t-il lorsque, dans une décennie ou deux,

les soins de santé coûteront la totalité du revenu médian ? Comment une économie, et encore moins une société, peut-elle fonctionner de cette façon ?

Que se passe-t-il si l'Américain moyen franchit la ligne ? S'il manque un paiement hypothécaire, tombe malade et est incapable de payer quelques factures à temps, s'il ne peut pas payer les coûts des soins de santé ? Et bien ils sont punis sévèrement et sans pitié. Leur « cote de crédit » est abaissée. Ils peuvent facilement se retrouver à la rue, sans argent, sans seconde chance, sans accès à un quelconque recours ou soutien... Et puis ils sont rejetés, rejetés et ostracisés. Il se peut qu'ils n'aient plus d'adresse, alors qui les engagera ? Ils ne font plus partie de la société, ils sont passés à travers les mailles du filet et il est souvent presque impossible de retrouver son chemin. Risque asymétrique ; les entreprises, les lobbies et les banques ne supportent aucun risque, précisément parce que l'Américain moyen les supporte tous pour eux.

Ainsi, les Américains ne sont pas seulement absolument ou relativement pauvres, mais pauvres d'une toute nouvelle façon. Tout d'abord, les prix des produits de première nécessité ont explosé, au point qu'ils sont maintenant inabornables pour beaucoup de ménages, peut-être même pour la plupart. Deuxièmement, les Américains courent le risque de payer ces coûts inabornables dans une mesure extrême, en assumant les risques que les institutions devraient assumer, de sorte que ces risques sont aujourd'hui dramatiquement élevés. Une banque, un fonds de couverture ou une société peut faire faillite et liquider ses actifs, et ses propriétaires resteront riches, mais si la cote de crédit d'un Américain est abaissée, s'il perd son emploi, ne peut pas payer ses factures, ou même s'il se déclare en faillite, il tombe entre les mailles du filet, est poursuivi, embarqué, marqué institutionnellement au fer rouge. Il se retrouve en dehors de la société, avec peu de moyens pour y retourner. Il n'est donc pas étonnant que les Américains travaillent beaucoup plus dur que n'importe où ailleurs puisqu'ils ils sont toujours à un pas de tout perdre, de la ruine véritable, alors que leurs pairs dans les autres pays riches ne le sont pas.

Marx aurait probablement appelé ça une paupérisation. Les théoriciens néo-marxistes appellent cela la précarité. Et bien qu'il y ait du vrai dans ces deux idées et perspectives, je pense qu'elles passent à côté de trois points essentiels.

Nous ne voyons pas l'Amérique comme un pays pauvre, mais nous devrions commencer à le faire. Les Américains mènent une vie assez abyssale – courte, solitaire, malheureuse, pleine de travail, de stress et de désespoir, par rapport à leurs pairs. C'est parce qu'ils ne peuvent pas en avoir de meilleurs, le capitalisme prédateur associé à une mauvaise gestion économique des investissements sociaux ayant rendu les produits de base vitaux ruineusement inabornables. De cette façon, il s'agit effectivement d'un pays pauvre même s'il y a un petit nombre d'ultra riches, mais ils forment l'exception, sont atypiques par rapport à la normale. Parce que ce n'est pas n'importe quelle pauvreté, la pauvreté d'avant, ou même la pauvreté à laquelle nous avons l'habitude de penser.

L'Amérique est à l'avant-garde d'un nouveau type de pauvreté. Le genre de pauvreté qui s'est développé en Amérique n'est pas seulement bizarre et horrible, il est nouveau et invisible. Ce n'est pas quelque chose que nous comprenons bien, économistes, intellectuels, penseurs, parce que nous n'avons pas de bon cadre pour y réfléchir. Ce n'est pas la pauvreté absolue comme en Somalie, et ce n'est pas seulement de la pauvreté relative, comme dans les républiques bananières dorées. C'est une création uniquement américaine. Son capitalisme extrême rencontre le darwinisme social par le biais d'une autosuffisance robuste croisée avec une cruauté britannique.

Le genre de pauvreté dont l'Amérique est pionnière d'aujourd'hui n'est pas absolue, ni même relative, mais quelque chose qui ressemble davantage à la pauvreté parfaitement accordée, à la pauvreté stratégique, à la pauvreté de base ; des gens nominalement aisés mais dont l'argent ne leur permet pas de vivre réellement bien, vivant constamment au bord de la ruine, et donc forcés de réprimer leur colère et de servir les systèmes mêmes qui les oppriment et les soumettent avec toujours plus d'indignité, de peur et de servilité.

L'Amérique est toujours innovatrice aujourd'hui. Malheureusement, ce qu'elle innove maintenant est une nouvelle forme de pauvreté. Pourtant, la pauvreté c'est de la pauvreté. Que se passe-t-il dans les sociétés où la pauvreté augmente ? L'autoritarisme augmente, car les gens perdent foi en la démocratie qui ne semble pas pouvoir leur offrir des contrats sociaux de travail. L'autoritarisme devient bientôt fascisme – « ce pays, cette terre, sa moisson, ce n'est que pour le vrai Volk » –, le cri monte, quand il n'y en a plus assez en circulation. Et le reste de cette histoire sombre et sinistre de chute dans l'abîme, vous devriez la connaître maintenant. Elle se termine par des mots que nous n'osons pas prononcer.

Pourtant, l'histoire nous l'a raconté à maintes reprises. Et elle nous la raconte, encore une fois, avec l'histoire de l'effondrement américain. Source Medium.com 24 mai 2018 - Le Saker Francophone

LVOG - On comprend mieux ce que signifie l'appauvrissement des classes moyennes dont on entend souvent parler... Pourquoi serait-ce si important d'en prendre conscience ?

Pardi, parce que cela change radicalement le regard qu'on portait sur elle jusqu'à présent ou les rapports qu'on leur prêtaient avec le régime, qui forcément vont se déliter de plus en plus ou craquent déjà de partout, cela signifie qu'il existe désormais une étroite fenêtre qui devrait s'agrandir sans cesse au travers de laquelle on pourra s'adresser à elles, parce qu'elles sont à la recherche d'une issue politique, ce qui n'était pas le cas il y a peu encore. Il faudrait qu'on soit plus précis pour déterminer

depuis quand exactement, 2008, bien avant, sans doute, et là aussi nous serions passés à côté ?

Le même processus se produira en France et ailleurs en Europe. Je l'avais pressenti ou devancé en indiquant dans des causeries qu'on devrait également s'adresser aux classes moyennes, vous en êtes témoins, n'est-ce pas ?

New York bat son record d'étudiants à la rue par Tyler Durden – Le 22 octobre 2018 – Source Zero Hedge - Le Saker Francophone

Selon une nouvelle étude, le nombre d'élèves sans-abri à New York a atteint un sommet historique pour l'année scolaire qui s'est terminée en juin.

L'augmentation du nombre d'enfants sans abri se passe à une époque où l'administration Trump proclame que nous traversons « la meilleure période économique de tous les temps ».

Les données du Centre d'assistance technique et éducative de l'État de New York pour les étudiants sans-abri (NYS-TEACHS), un projet des défenseurs des enfants de New York (AFC), ont révélé un nombre record de 114 659 étudiants hébergés en logements temporaires pendant l'année scolaire 2017-2018, une hausse de presque 3% par rapport aux 111 562 de 2016-17 ans.

Cela veut dire qu'environ 10 % de tous les élèves inscrits dans les écoles de New York sont sans abri. Ce chiffre choquant représente plus du double du taux de l'ère de la crise financière de 2007-2008. Des études gouvernementales ont montré que les élèves qui n'ont pas de domicile « sont moins susceptibles de satisfaire aux normes scolaires en lecture et en mathématiques et de terminer leurs études secondaires à temps », explique le New York Daily News.

Selon Newsy, un district scolaire du Bronx compte le nombre incroyable de 10 000 élèves sans abri. Dans une seule école, plus de 40 % des élèves étaient sans abri à un moment donné.

Les données recueillies par le bureau du contrôleur de la ville en mars, telles que rapportées par le New York Times, ont révélé une détérioration de la performance des étudiants sans-abri en raison du faible taux de fréquentation de l'école. Le rapport révèle aussi que le service de l'éducation de la ville a des difficultés à contacter les tuteurs légaux d'enfants sans-abri, en raison de leur déménagement constant d'un refuge à un autre. Source Zero Hedge - Le Saker Francophone

Effondrement en vue pour l'oligarchie par Dmitry Orlov – Le 22 octobre 2018 – Source Club Orlov - Le Saker Francophone

L'objectif du 0,01% est donc de maintenir le système financier et commercial à un niveau suffisant pour répondre adéquatement à ses propres besoins, sans se préoccuper de ceux des autres, et de garder les politiciens dans leurs poches pour rendre cela possible. Quant au reste de l'humanité ... eh bien, il est problématique. Si la culture et la société restent intactes, alors, une fois qu'ils se rendent compte que tout le système est truqué contre eux et en faveur du 0,01%, ils pourraient organiser et commencer une révolution. Mais si, d'autre part, la société et la culture ont été minées et détruites par avance, elles n'auront pas la cohésion sociale et l'esprit public nécessaires à une telle entreprise, et elles erreront simplement en poussant un chariot rempli de leurs maigres possessions, fouillant dans les ordures et dormant dans la rue.

Le but de l'oligarchie est de décimer et de neutraliser l'ensemble de la population par divers moyens. L'un d'entre eux est la destruction physique : envoyer leurs jeunes mourir ou être mutilés dans des guerres qui sont inutiles du point de vue de la défense nationale, qui ont un certain sens comme moyen d'enrichissement personnel pour certains, mais qui conviennent parfaitement comme mécanismes pour décimer les classes populaires américaines.

Il y a une synergie à explorer entre une guerre inutile et une autre forme de destruction sociale, la drogue. L'Afghanistan – un pays qui n'a jamais représenté une menace pour qui que ce soit – a été envahi et transformé en une très grande plantation de pavot à opium et une usine à fabriquer de l'héroïne. Pour créer un marché pour l'héroïne, les médecins ont été incités à prescrire de grandes quantités d'analgésiques opiacés, souvent inutilement, afin de créer un vaste bassin de toxicomanes qui passeraient ensuite à l'héroïne afghane une fois leurs prescriptions épuisées. Cette politique a été un succès et les surdoses d'opiacés aux États-Unis sont maintenant responsables de plus de décès que le cancer.

Une autre méthode est la destruction culturelle en mélangeant de force des groupes ethniques et raciaux incompatibles à l'aide d'une politique de multiculturalisme forcé. Ici, il y a un oligarque très en vue dont les empreintes digitales sont partout sur cette politique : George Soros. La stratégie consistant à détruire des pays comme l'Afghanistan, l'Irak, la Syrie et la Libye, à générer des flux de millions de réfugiés, puis à diriger ces flux vers l'Europe occidentale, peut sembler absurde à première vue – jusqu'à ce que vous réalisiez que le but ici est de créer une synergie destructive supplémentaire. Il s'agit de détruire les sociétés occidentales et leurs systèmes de soutien social en les inondant de parasites hostiles, souvent belliqueux, issus de cultures incompatibles.

Une autre méthode de destruction sociale concerne la destruction du système éducatif. Un autre oligarque – Bill Gates ancien PDG de Microsoft – a été très actif dans ce domaine, remplaçant les méthodes d'enseignement éprouvées par des méthodes absurdes, voire idiotes, pour enseigner diverses matières, dont la lecture et les mathématiques. Après cinq semestres de mathématiques à l'université et lors d'études supérieures en mathématiques, je regarde la façon dont les mathématiques sont enseignées dans les écoles américaines aujourd'hui, et je veux tordre le cou des responsables : ce n'est certainement pas des mathématiques, en aucune sorte. D'autres nouvelles méthodes d'enseignement sont tout aussi déplorables. L'objectif supposé est d'uniformiser les règles du jeu pour les groupes défavorisés : les filles (qui sont en moyenne moins douées en mathématiques et en raisonnement spatial que les garçons) et les minorités issues de populations produites par des pressions sélectives d'endurance et de résistance aux maladies, et non pour générer des QI élevés. Ceci est réalisé par un enseignement nivelé par le bas. Une autre méthode pour détruire la valeur de l'éducation consiste à mettre l'accent sur les tests normalisés. Aujourd'hui, on n'enseigne plus rien d'utile aux étudiants, mais simplement à bien réussir les tests standardisés. Le résultat est une population qui est habituée à être nourrie de force, mais qui n'est pas capable de penser de manière indépendante ou de découvrir des choses par elle-même, juste des agneaux désireux d'être conduits à l'abattoir le moment venu.

D'autres méthodes sont utilisées pour affaiblir et détruire la population générale. L'une d'entre elles les oblige à manger de la nourriture qui n'est pas de la nourriture, mélangée à du glyphosphate, du sirop de maïs à haute teneur en fructose et d'autres merveilles chimiques, ce qui les rend anémiques, obèses et malades. Une autre est de supprimer leur tendance à se reproduire en les convainquant que le sexe biologique n'existe pas et en le remplaçant par un arc-en-ciel de genres, en élevant la perversion sexuelle à un statut social élevé et en persécutant quiconque ose remettre en question le sacrifice des intérêts de la majorité sexuelle normale pour une minuscule minorité de gens (généralement moins de 1%) qui sont, par cause d'anomalie génétique, nées gay.

Récemment, un défilé de la fierté gay, une gay pride, a eu lieu à Kiev, en Ukraine, qui a été l'un des bancs d'essai les plus actifs pour la destruction sociale et culturelle. Les États-Unis ont soudoyé le pays avec 5 milliards de dollars (de leur propre aveu) pour corrompre la politique ukrainienne. Le résultat est un pays qui est passé de 52 millions d'habitants en 1990 à 42 millions en 2018 – une perte de 10 millions – et cela, selon les statistiques officielles, n'inclut pas les millions d'autres qui sont partis à l'étranger pour gagner de l'argent parce que l'économie ukrainienne en déclin n'a pas d'emplois à offrir.

L'expérimentation politique en Ukraine a inclus la production d'un culte d'État qui célèbre comme des héros les nazis ukrainiens collaborateurs de la Seconde Guerre mondiale, devenus vintages, qui ont été responsables d'actes de génocide contre les Juifs et les Polonais. Elle a produit une véritable guerre qui a tué quelque dix mille personnes dans deux régions ukrainiennes dont les habitants ont refusé de reconnaître la légitimité du gouvernement de Kiev (qui a été installé et reconnu par les États-Unis après un coup d'État sanglant en violation de la constitution ukrainienne). Au cours du mois dernier, des mesures répressives ont été introduites contre l'utilisation de la langue russe (parlée à la maison par plus de 90% de la population ukrainienne). Et, plus récemment, il y a eu un effort pour déclencher une guerre religieuse en produisant de force un schisme au sein de l'Église orthodoxe.

Le prochain pays à servir de banc d'essai pour un effondrement social et culturel géré par des oligarques semble être le Brésil. Il risque fort d'être livré à un voyou fasciste qui a un grand mépris pour la diversité de la population brésilienne, mais qui aime saluer le drapeau américain. Si cela se produit, cela se fera contre la volonté de la majorité de la population, mais avec les cris d'approbation de Washington et de l'oligarchie incroyablement corrompue et pourrie du Brésil.

Au fur et à mesure de l'évolution de la situation, les échos de la Seconde Guerre mondiale se font de plus en plus forts. L'expérience néofasciste en Ukraine est un test pour le reste de l'Europe : si tout va bien (du point de vue des oligarques), l'Europe occidentale, durement éprouvée par l'afflux des migrants, va voter pour des partis nationalistes, populistes qui, à mesure que les conditions se détérioreront, deviendront fascistes. L'objectif global est d'utiliser le fascisme pour armer à nouveau l'Europe occidentale en vue d'une guerre contre la Russie, dont les oligarques occidentaux devront s'approprier les ressources naturelles s'ils veulent avoir un espoir de poursuivre leur jeu. L'armement d'Hitler n'a pas fonctionné, mais peut-être, qu'ils doivent penser que, cette fois, ça va marcher. Non, ça ne marchera pas non plus cette fois-ci. Désolé, oligarques ! Source Club Orlov - Le Saker Francophone

LVOG - Je n'ai plus le temps de commenter cet article (extrait) mais je reviendrai une autre fois sur le sujet qu'il abordait parce qu'il est très important pour comprendre la stratégie de notre ennemi. Dans les premières pages que je n'ai pas reproduites parce que cet article était trop long, Orlov décrivait les cinq stades par lesquels passait l'effondrement du capitalisme : 1 - L'effondrement financier ; 2- L'effondrement commercial ; 3- L'effondrement politique; 4- L'effondrement social; 5- L'effondrement culturel. Or, il constata qu'au cours des dernières années, cet ordre avait été chamboulé.

Voici un extrait de ces premières pages.

Orlov - Depuis, alors que j'ai vu plusieurs effondrements se dérouler, j'ai remarqué, à mon grand désarroi, que la séquence d'effondrement canonique n'est pas toujours suivie. Oui, il y a des cas où l'effondrement financier mène toujours la danse, l'effondrement commercial le suit et l'effondrement politique vient ensuite. Mais il y a d'autres cas où l'effondrement social et culturel arrive en tête alors que le domaine financier reste intact. Il est maintenu à flot par des mesures désespérées, en jouant sur la confiance de plus en plus effrontément ou par la fraude pure et simple. Mais le commerce continue de répondre aux besoins

de ceux qui ont encore de l'argent, alors même que le monde politique dégénère en une farce pas très drôle. Me suis-je trompé dans ma séquence d'effondrement ?

Pendant un certain temps, je me suis émerveillé devant cette tournure des événements, ne sachant pas trop quoi en penser, mais j'ai fini par me rendre compte que deux types d'effondrement sont possibles : l'un est, disons, organique ; l'autre, fabriqué. Et peu de temps après, il m'est apparu clairement la vision de qui voudrait organiser les effondrements de cette manière en commençant par l'effondrement de la société et de la culture.

Alors que les trois premiers stades de l'effondrement – financier, commercial et politique – se distinguent clairement, tracer des frontières entre politique, société et culture peut s'avérer délicat. Fin de l'extrait.

LVOG - Effectivement et cela confirme mon analyse, on a pu observer que "*l'effondrement social et culturel*" a précédé l'effondrement financier qu'une multitude d'économistes ou de journalistes économiques nous prédisaient tous les quatre matins, nos dirigeants également je le signale au passage, qui de toutes évidences se faisait désirer ou tardait décidément à venir à leur grand désarroi sans qu'ils puissent en fournir la moindre explication cohérente. A l'exception de la Grèce où Goldman Sachs programma son effondrement financier qui fut suivi de son effondrement social, mais pas politique puisque Syriza et Tsipras ont assuré la relève de la Nouvelle Démocratie et du Pasok.

Et pour cause, contrairement à ce qu'affirme avec une certaine légèreté monsieur Orlov en évoquant le recours par l'oligarchie à "*la fraude pure et simple*" pour justifier l'absence d'effondrement financier, en réalité un système mafieux ou une monstrueuse machine à aspirer les profits des quatre coins de la planète, j'ai évidemment cherché à comprendre pourquoi l'effondrement de tout le système économique capitaliste ne s'était pas déjà produit, et en reliant toutes les données que nous avions accumulées qui couvraient la période allant du début des années 90 à nos jours, il apparaissait clairement que l'oligarchie après avoir renforcé son pouvoir politique comme jamais auparavant, exploitait dorénavant en toute impunité à fond tous les instruments financiers ou monétaires dont elle disposait déjà depuis très longtemps, la Fed ou le pouvoir de créer de la monnaie, la planche à billets, auxquels étaient venus s'ajouter une multitude d'instruments financiers qu'elles avaient créés (titrisation, SWAP, produits dérivés, les nanotechnologies permettant de spéculer et d'empocher des profits en un temps record, manipulation des taux de change et d'intérêts, etc.), ce qui lui permettait d'exercer un contrôle quasi total sur l'ensemble des marchés financiers (Or, monnaies, actions, obligations, matières premières, etc.), ce qui lui permettait d'être à l'abri d'un effondrement qui finalement ne pourrait se produire sans qu'elle en prenne elle-même l'initiative, comme elle le fit toujours remarquez bien, à ceci près, qu'elle ne disposait pas encore de tous ces instruments qui lui permettent aujourd'hui de manipuler tous les cours, ni du pouvoir politique qui lui permet de gérer en amont et en aval un effondrement contrôlé dont elle serait la seule à tirer profit, ce qui nous fait évidemment penser au 11/9.

Ils peuvent commencer par l'effondrement social et culturel de la société uniquement parce que le mouvement ouvrier est disloqué, totalement corrompu, neutralisé, mieux, puisqu'il y participe directement, les uns ou ce qu'on appelle la gauche en participant au dialogue social ou au corporatisme, les autres ou l'extrême gauche en prétendant que ceux qui y participent seraient indépendants ou de véritables syndicalistes, et tous sont Charlie, LGTB, PMA, SOS Racisme, SOS Méditerranée et j'en passe, même quand des partis comme le PS et ceux qui en sont issus ou EELV, etc. ont soutenu le coup d'Etat néonazi de l'Otan en Ukraine, la guerre contre la Syrie, etc., ils trouvent le moyen de les ménager, de chercher des accords avec leurs dirigeants ou pour former des coalitions en vue d'élections, en présence d'une telle marée d'opportunisme et compte tenu de son contrôle quasi total des médias, l'oligarchie en est arrivée à la conclusion que cela présenterait moins de risque d'emprunter cette voie pour atteindre ses objectifs et renforcer encore son pouvoir, car c'est cela qu'elle vise en définitif. Que les militants qui ne se reconnaissent pas dans cette description veuillent bien m'excuser de ne leur consacrer aucune place ici, car ils sont si rares qu'on est venu à se demander s'ils existaient vraiment, personnellement je ne les connais pas, qu'ils se fassent connaître et on se fera une joie de partager avec eux nos expériences ou idées.

Un effondrement financier en règle, même contrôlé réalisé par les sommets de l'oligarchie, pourrait entraîner des conséquences inattendues et difficiles à gérer ou alors, qui nécessiteraient des concessions de sa part en cas de graves tensions sociales, ce qu'elle préfère éviter si possible. Sinon à quoi bon franchement, si les gouvernements étaient obligés d'adopter des mesures sociales pour en atténuer les effets escomptés sur la classe ouvrière et les classes moyennes. A quoi leur servirait-il alors de s'être emparée du pouvoir politique, si ce n'était pas pour s'en servir comme elle l'entendait le moment voulu et pas autrement.

Si elle a le choix du scénario a adopté pour réaliser ces effondrements à tous les niveaux de la société pour accroître son contrôle dessus, sauf financier provisoirement, pourquoi devrait-elle recourir à un schéma dépassé ou présentant plus de risques, ce ne serait pas logique. Contrairement aux militants et aux travailleurs, l'oligarchie a parfaitement conscience des progrès qu'elle a réalisés au cours des dernières décennies, du degré de pourrissement atteint par les partis et syndicats du mouvement ouvrier, les classes moyennes et leurs représentants qu'elle considère à juste titre comme ses serviteurs, et elle compte bien en tirer profiter pour accroître son emprise sur la société.

Je rajoute un mot, un truc qui m'est venu à l'esprit en prenant mon repas.

Il arrive aussi que l'effondrement social précède l'effondrement politique, c'est d'ailleurs à cette fin que l'effondrement financier a

été planifié, effondrement politique qui aura pour conséquence d'amplifier par la suite l'effondrement social, on a pu le constater en Allemagne à la fin des années 20 et au début des années 30 puisqu'il a permis de porter Hitler au pouvoir. On ne pouvait pas évoquer l'effondrement politique de la social-démocratie ou du stalinisme puisqu'il avait eu lieu bien avant. Mais ce n'est pas forcément la règle comme on a pu l'observer en 1929 aux Etats-Unis. En revanche ce scénario vient de se répéter au Brésil et le Venezuela est le prochain candidat sur la liste noire de l'oligarchie anglo-saxonne ainsi que l'Iran. Quoi qu'il en soit les effondrements politiques qui se déroulent suivant ce scénario se terminent généralement par l'établissement de régimes autoritaires.

En France, l'effondrement social remonte à l'époque de Mitterrand et l'instauration de la politique d'austérité en 1982. Il fut en partie masqué par les concessions qu'il accorda en mai 81 à la classe ouvrière, mais ce fut les dernières, depuis nous sommes entrés dans un cycle de régression sociale continue et toujours plus violente et profonde puisque maintenant Macron va s'attaquer aux retraites.

Les travailleurs et les militants en France n'ont pas l'air d'avoir pris conscience que leur objectif était à terme de liquider absolument tous leurs droits. Cela s'explique peut-être aussi, parce qu'il y en a qui n'ont pas arrêté de leur dire pendant 50 ans que cela allait se produire soudainement, demain matin, du coup personne n'y croit vraiment, à tort. Ces dirigeants croyaient en procédant ainsi gagner facilement de nouveaux militants, résultat, au lieu de cela ils se sont totalement décrédibilisés aux yeux des travailleurs, et croyez bien qu'on ne s'en réjouit pas parce que nous nous retrouvons tous face à une situation dramatique.

Ici en Inde, des droits, nous n'en avons absolument aucun, hormis la journée légale de travail de 8 heures, que les patrons respectent s'ils en ont envie. Quel étourdi je suis, j'allais oublier que nous avons le droit d'acheter une bouteille de gaz, de nous procurer une carte Sim pour avoir accès au téléphone ou à Internet, d'ouvrir un compte bancaire ou disposer d'une carte de paiement, d'obtenir une carte électorale pour les Indiens, etc. à condition au préalable d'avoir subi le fichage policier (Aadhar) le plus sophistiqué au monde importé des Etats-Unis, avec reconnaissance faciale, empreinte de l'iris et des dix doigts ! Voilà pour nos droits !

Sinon, en cas de problème de toute nature, je dis bien de toute nature, un différent familial, avec votre voisin, votre employeur, un commerçant ou une entreprise, un client, un locataire, un automobiliste, etc, lisez bien, adressez-vous au commissariat de police le plus proche, je n'exagère pas, c'est là que tous les différends se règlent, ou sinon adressez-vous au tribunal si vous en avez les moyens, il traitera votre affaire dans quelques années peut-être...

Vous voyez, nous n'avons aucun droit et nous vivons sous un régime policier. Ne vous demandez pas si les Indiens en ont conscience, évidemment et comment ! C'est cela l'Inde exotique que vous vendent les agences de voyage et la génération de tarés issue de 68, ce n'était pas la mienne, en 68 je n'avais que 13 ans, j'appartiens à la génération suivante, je le précise.

Résurrection de Léon Tolstoï par Jean Piniarski - Octobre 2018 - Le Saker Francophone

Ce livre (Résurrection - ndlr) a été terminé en décembre 1899. En 1905 ont éclaté en Russie, des troubles qui ont été fermement réprimés. (Une révolution qui fut féroce réprimée. - LVOG) Et en 1917, une révolution importée de l'étranger (Faux. Tous les dirigeants étaient russes. - LVOG) a mis au pouvoir une nouvelle classe de dirigeants, la société russe s'effondrant, se dévorant elle-même faute de cohésion entre les différents groupes qui la constituent. La comparaison avec la société occidentale de notre époque peut paraître incongrue. Les conditions de vie des classes inférieures ont changé. (Elles se sont améliorées, mais comme leurs besoins n'ont cessé de croître au fur et à mesure que le capitalisme se développait ou en inventait, leurs conditions sont demeurées précaires puisqu'elles doivent consentir toujours plus de sacrifices pour tenter de maintenir leur niveau de vie ou assurer leur survie. - LVOG) Les moyens de la classe dirigeante pour tenir les classes dominées ont changé. (Pour toujours plus les asservir ou les contrôler... Ces moyens se sont multipliés, diversifiés, sophistiqués. - LVOG) Et cependant, il est possible de lire dans notre société la même amoralité et de voir à l'œuvre la déliquescence de la société. (D'en haut vers le bas et jamais l'inverse il faut le préciser. - LVOG) Le pouvoir n'appartient bien sûr pas au peuple car le pouvoir et l'argent sont confondus. Nombre de politiques et de fonctionnaires ne sont en place que pour justifier la modification de la société dans un sens toujours plus injuste qui sert les seuls intérêts des fortunés.

Les écarts entre les riches et les pauvres s'accroissent sans cesse et atteignent des niveaux inconnus dans l'histoire humaine. (Faux. Sous la monarchie, le roi et la noblesse croulaient sous de gigantesques richesses, tandis que le peuple survivait miséreux, crasseux, en guenille et crevait comme des mouches. - LVOG) La classe dominante mène, par la seule prise en compte de l'intérêt économique, à une destruction tous azimuts : environnement naturel, santé publique, niveau d'éducation, éclatement de la famille, avilissement des mœurs, dépravation des adultes et des enfants. Cette société ne tient assemblée que par un cadre toujours renforcé de mensonges et de violence. (Non, elle ne tient parce que les intellectuels et les classes moyennes refusent de prendre la direction des masses pour renverser le régime. - LVOG) La conclusion de Tolstoï est totalement transposable à la société occidentale de notre époque. Selon toute vraisemblance, nous ne sommes plus loin de l'effondrement effectif de cette société et de l'émergence d'un autre pouvoir. Espérons que le peuple en sera l'acteur et que ce changement se fera sans violence. (Par Jean Piniarski - Octobre 2018 - Le Saker Francophone)

Etonnante ou déconcertante conclusion, monsieur, dans toute l'histoire de l'humanité pouvez-vous nous citer un seul exemple de changement de régime survenu sans que le peuple y soit étroitement associé, une seule guerre qui aurait eu lieu sans qu'il

servit de chair à canons, une seule révolution qui se serait produite sans sa participation ou sa neutralité bienveillante, une seule mesure progressiste ou sociale qui aurait été adoptée sans qu'il en soit à l'origine ou qu'il ait exigé qu'elle soit appliquée. Non, le peuple n'a pas été la dernière roue du carrosse du développement de la civilisation humaine, il en a été le principal artisan, ce que les intellectuels ont trop tendance à oublier, croyant que l'histoire s'est toujours faite pas en haut, alors que c'est exactement le contraire.

Décidément monsieur l'intellectuel, vous n'avez rien retenu de la guerre du Vietnam et de la formidable résistance dont a fait preuve le peuple vietnamien face à l'impérialisme français et américain. Vous n'avez aucune excuse après la guerre qui vient de ravager la Syrie, et l'héroïsme dont fit preuve le peuple syrien en affrontant la pire des barbaries sanguinaires que l'homme ait conçue depuis les nazis, afin de préserver sa souveraineté et son indépendance, sa dignité.

Quant à la violence, n'en doutez pas un seul instant, la réaction déclenchera une effroyable guerre civile que nous ne remporterons que si nous avons une stratégie pour la vaincre, ce qui signifie qu'elle doit figurer dans notre programme au lieu de se bercer d'illusions qui ne pourraient que nous être fatales.

Vous étalez vos connaissances livresques, qui finalement ne vous et ne nous servent à strictement rien.

[Haut de page ↗](#)

Le 9 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'extraierai plus tard de cette causerie les passages qui font partie de mon analyse de la situation. Je dois me mettre à la cuisine, il est déjà 18h et il fait nuit, nous mangeons vers 19h, en principe.

● [Au format pdf \(42pages\)](#)

Un bref instant de détente avant d'entamer cette volumineuse causerie.

"*Vérités, simplicité, humanité et bonne humeur*" qui ont pratiquement totalement disparu à notre époque, un commentaire laissé par un internaute que je lis à l'écran de l'autre ordinateur en train de télécharger *Leguignon guérisseur* de Yves Deniaud et Jane Marken de 1954.

J'ai eu le bonheur ou la chance exceptionnelle, il y a 37 ans déjà, d'en être le témoin direct sur ma fille quand elle était encore un bébé et d'en être dès lors convaincu, ainsi que le témoignage de mon ex-beau-père Germain et de son épouse Evelyne depuis décédés et auxquels je pense toujours tendrement, alors que jusque là j'étais sceptique. Cela fait partie des rares expériences qu'il faut avoir vécues soi-même pour vraiment y croire, ce que j'admets volontiers tellement cela paraît incroyable au premier abord.

L'apparition des premières dents de notre fille commençait à la faire souffrir quand nous séjournions en Bretagne, on fit appel à une guérisseuse qui apposa ses mains sur ses dents, et par la suite toutes ses dents poussèrent sans lui procurer la moindre souffrance. Quant à Germain, ce fut plus spectaculaire, il renversa sur lui et sur ses mains qui étaient nues une friteuse pleine d'huile bouillante. Il se rendit chez une guérisseuse ou un guérisseur je ne sais plus au juste s'il s'agissait de la même personne, elle aspira le feu de ses mains et non seulement la douleur intense qu'il ressentait s'apaisa immédiatement, mais il demeura absolument aucune trace de cette brûlure. D'autres fois il fit appel à des rebouteux, c'était monnaie courante autrefois et efficace.

De nos jours la médecine et les empoisonneurs de l'agro-alimentaire et des trusts pharmaceutiques, ainsi que les pollueurs qui financent le lobby écologiste, sans oublier le monde universitaire et scientifique qui travaille pour eux, sont de mèches ou combinent leurs efforts pour tirer profit de l'ignorance ou de la naïveté du peuple, hormis ceux qui justifient les guerres ou les planifient, on n'imagine pas entreprise de masse plus nuisible ou sordide.

Et je n'ai lu que le titre de ce film et ce bref commentaire, voyez où cela nous a mené.

On peut se divertir sans forcément s'abrutir quand on maîtrise un tant soit peu le matérialisme dialectique ou ce qu'on appelle vulgairement le marxisme. Surtout, on peut tirer un enseignement de chaque expérience, et donc progresser. Personnellement, c'est la seule chose qui dorénavant donne un sens à ma vie et me permet de m'épanouir. Ce que j'essaie de partager aussi, mais là apparemment, c'est beaucoup plus compliqué !

Parole d'internaute

- "Les USA ont une volonté : celle de leur élite financière et du complexe militaro-industriel dont les néo-cons sont la vitrine. L'opposition républicaine à Trump est constituée de la même variété néo-cons que les démocrates pro-Hillary. Des gens dont la volonté de domination absolue n'est même pas cachée et qui ne reculeront même pas devant une 3e guerre mondiale pour réaliser leur rêve sanglant et dictatorial."

LVOG - En attendant, on peut observer qu'ils y préparent psychologiquement la population, et qu'ils tirent profit de cette psychologie de la peur puisqu'ils parviennent pratiquement partout à appliquer leur politique ultra réactionnaire et à porter au pouvoir des partis d'extrême droite ou populistes susceptibles d'évoluer vers le fascisme, comme en général les partis nationalistes ou souverainistes, on a pu le constater avec le rapprochement entre Marine Le Pen et Nicolas Dupont-Aignan ou encore en Italie et en Ukraine notamment.

Arguments politiques et actualité politique.

1- L'ampleur et la nature de l'opération policière montée à l'encontre de Mélenchon et LFI par Macron ou plutôt ses parrains et leurs sbires de la magistrature, illustre si besoin était le bien-fondé de l'orientation politique que j'ai adoptée. Si nous avons eu besoin de la justifier, et bien maintenant on peut affirmer que c'est fait.

Macron cristallise le mécontentement d'une partie des masses, ce qui était prévisible, et l'oligarchie qui devait s'y attendre s'inquiète de la popularité de Mélenchon et de LFI, ce qui bouleverse ses plans. Aussi vont-ils multiplier les provocations pour briser la dynamique qui a commencé à se développer au sein des masses, et qui se manifeste par la multiplication des mouvements sociaux à travers tout le pays, depuis que Macron a entrepris d'appliquer à la lettre son programme ultra réactionnaire. J'ignore si elle profite à LFI, mais c'est en tout cas ce qu'ils craignent et ce qu'aurait révélé apparemment certains sondages antérieurs, crainte qui à mon avis est infondé, car je ne vois pas pourquoi tout d'un coup les travailleurs qui s'abstenaient massivement régulièrement lors des élections européennes auraient soudainement envie d'aller voter, mais après tout on ne sait jamais, c'est sans doute ce qu'ils se disent ou l'explication de cette opération policière.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que le type de régime de nature totalitaire qu'ont conçu les oligarques et leurs idéologues, implique la confiscation du pouvoir, des institutions ou la neutralisation de tous les partis politiques (et des syndicats) qui jusqu'à présent jouèrent un rôle dans le parlementarisme ou alternèrent au pouvoir depuis 1958, au profit d'un parti unique qui lui-même serait appelé à avoir un statut et un fonctionnement dignes de ceux qui existent dans l'armée où la troupe est soumise à une discipline de fer et sommée d'obéir sans broncher aux ordres qui lui sont transmis par ses supérieurs hiérarchiques, autrement dit concernant les élus de LREM, doivent adopter et appliquer les mesures dictées par la crise du capitalisme ou qui correspondent aux besoins de l'oligarchie qu'incarne Macron et son gouvernement.

Par conséquent, il n'est pas concevable qu'un parti puisse concurrencer ou menacer le pouvoir dont dispose désormais LREM et son chef incontesté, Macron. C'est davantage la structure du pouvoir ou le type de régime qu'ils sont en train de mettre en place qui ne doit souffrir aucune contestation. Cela on a pu l'observer lors du déroulement de la campagne des élections présidentielles de 2017 où fut éliminé le candidat de LR (Fillon) en recourant à une cabale, au profit de la candidate du FN (Le Pen) qui devait accéder au second tour parce qu'elle ne constituait pas une réelle menace face à Macron.

Pour qu'on ne nous accuse pas de ménager Fillon, on ne sait jamais, il faut préciser que la cabale dont fut victime Fillon et sur laquelle se focalisèrent les médias, reposait d'une part sur une accusation dont auraient pu faire l'objet tous les candidats issus de partis politiques déjà présents à l'Assemblée nationale, d'autre part elle consista pour l'occasion en une interprétation hors du commun de la législation sur les assistants parlementaires en reprochant à Fillon d'avoir exploité les failles qu'elle comportait.

L'arrivée au pouvoir de Macron devait coïncider avec une modification qualitative de la nature du régime.

Depuis 1958, le régime bonapartiste de la Ve République reposa essentiellement sur le consensus, la collusion, la collaboration de classe qui existait entre les représentants officiels du capitalisme et ses agents au sein de la classe ouvrière qui siégeaient à l'Assemblée nationale principalement, où, moyennant leur loyauté envers le régime, il leur fut octroyé en échange quelques concessions de façade ou quelques miettes à la marge destinées à calmer la classe ouvrière ou les classes moyennes, ce qui leur permit de sauver les apparences, de sorte que la stabilité du régime fut assurée et permis aux capitalistes de vaquer tranquillement à leurs affaires.

Durant la longue période qui alla de 1958 à nos jours, il arriva à plusieurs reprises que les masses exploitées témoignent leur impatience ou leur exaspération et exigent de réelles réformes sociales ou une amélioration substantielle de leur niveau de vie, qui s'exprima lors d'élections présidentielles et législatives notamment (1981 et 2012) par le rejet du parti de l'ordre au pouvoir (UDR-RPR-UMP-LR ; UDF-MoDem) qu'ils renvoyèrent dans l'opposition parlementaire, en portant au pouvoir son suppléant, le PS, auquel devait s'associer le PCF ou qui devait le soutenir en ne participant pas au gouvernement. Mitterrand et Hollande et les gouvernements qu'ils formèrent, gouvernèrent loyalement pour le compte du capitalisme tout en se fondant dans les institutions

de la Ve République, de sorte que pour les capitalistes et les masses exploitées, la vie continua comme avant.

Cependant, au terme de chaque législature, après avoir adopté les mesures que la crise du capitalisme exigeait, crise qui n'allait pas cesser de s'amplifier à l'échelle mondiale durant ces quatre décennies (1981-2017), le parti au pouvoir fut renvoyé dans l'opposition parlementaire sans jamais être parvenu à appliquer l'intégralité de son programme, qui consistait essentiellement à s'attaquer à tous les droits acquis ou concédés dans le passé aux exploités, en procédant à leur liquidation par petits bouts à défaut d'avoir pu les liquider d'un coup par crainte de la réaction des masses ou du mouvement ouvrier.

N'étant parvenu que partiellement à atteindre leurs objectifs, après que le parti de l'ordre, LR, et son clone de gauche, le PS, se soient succédés au pouvoir, l'oligarchie ou leurs maîtres décidèrent que le moment était enfin venu de frapper un grand coup et de mettre un terme définitif à cette alternance ou de se débarrasser du vernis élimé démocratique qui ornait le régime bonapartiste depuis plus d'un demi-siècle au profit d'un régime ouvertement despotique ou totalitaire.

Les bonnes choses et les mauvaises devant avoir une fin un jour, on doit avouer que ce tournant n'est pas pour nous déplaire à plus d'un titre, bien qu'il soit porteur d'une lourde menace.

Tout d'abord, parce que c'est une formidable imposture qui prend fin, ensuite parce que non seulement toutes les théories ou stratégies adoptées par les dirigeants de tous les partis dits ouvriers sont balayés du même coup, et ils vont devoir également rendre des comptes à leurs militants, ainsi qu'à tous ceux qui les avaient soutenus dans le passé, dont je faisais partie et j'y tiens absolument, et enfin, on peut espérer que le mouvement ouvrier et son avant-garde en profiteront pour se reconstruire sur des bases saines, épurées de l'opportunisme ou du dogmatisme qui les avait pourris de l'intérieur, afin de se préparer et de préparer les travailleurs à l'affrontement direct qui s'annonce avec la réaction ou le régime dans le seul objectif de le renverser, de s'emparer du pouvoir politique, de procéder à un changement radical de société...

Revenons en arrière.

Donc toujours sous la Ve République, on vient de passer d'un Président de la République flanqué d'une majorité parlementaire à l'Assemblée nationale composée de godillots de droite ou de gauche, à un conseil d'administration ou plutôt une assemblée générale d'actionnaires d'une start-up, qui comme tout conseil d'administration n'accorde aucune voix délibérative aux travailleurs, dans le meilleur ou le pire des cas selon la manière dont on l'analyse, leur participation consiste uniquement à cautionner ses décisions ou son orientation.

On peut donc en conclure, que l'oligarchie, les banquiers, les actionnaires des multinationales ont réalisé un hold-up sur le pouvoir politique en France dans le cadre de la Ve République, et que le régime dorénavant en place est de nature totalitaire.

Ce qui trouble de nombreux militants ou travailleurs, c'est qu'ils y soient parvenus en maintenant la Constitution et les institutions, alors que généralement un régime tyrannique l'abroge et les suspend. Or, le fait qu'ils soient parvenus au pouvoir dans le cadre de la Constitution de la Ve République aurait dû leur mettre la puce à l'oreille et les inciter à en faire une nouvelle lecture moins légère ou approximative que par le passé, et ils se seraient aperçus qu'elle recéléait les vertus d'un véritable régime despotique qui ne demandaient qu'à être exploitées le moment venu.

Peut-être que ceci explique cela.

Ce qui paraît à peine croyable, ce n'est pas l'établissement de ce régime, ni qu'il soit compatible avec la Constitution de la Ve République, mais bien plutôt qu'il ait été qualifié pendant aussi longtemps de République démocratique bourgeoise, alors qu'en réalité il y figurait en filigrane depuis sa proclamation. Ce qui signifie qu'on a délibérément ignoré ou sous-estimé que dès son instauration la Ve République fut un régime de type bonapartiste déguisé en démocratie, qui tendrait inexorablement à devenir un régime totalitaire au fur et à mesure que la crise du capitalisme s'amplifierait, si la Constitution de la Ve République n'était pas abolie à l'issue d'un mouvement révolutionnaire des masses.

Pire encore, on se rendit coupable de participer à chaque élection en prétendant devoir profiter des contradictions du régime, pour en réalité cautionner une dictature qui ne voulait pas dire son nom, et du même coup la politique de tous les gouvernements qui se succéderont pendant 60 ans que les uns et les autres affirmeront combattre, bref, on fit preuve d'un opportunisme ou d'un dogmatisme tellement inimaginable, qu'on ne trouva rien de mieux à faire en 2017 que remettre une fois de plus le couvert à des degrés divers il faut toutefois préciser.

Personnellement j'avais refusé d'appeler à voter pour Mélenchon qui n'avait cessé d'enclencher les déclarations contradictoires notamment sur l'UE, en revanche j'ai eu la faiblesse d'adopter une position inverse lors des législatives, ce qui fut une erreur politique pour n'avoir pas suffisamment pris en compte les enseignements de l'expérience grecque. Ce n'est qu'après avoir pris connaissance des résultats du premier tour des législatives, que je me rendis compte que je m'étais laissé abuser par l'optimisme ambiant qui précéda le scrutin, alors qu'il n'avait manifestement pas lieu d'être, non pas au regard du résultat des candidats du Front de gauche à l'époque, mais parce que quoi qu'il advienne il n'y aurait absolument rien à attendre de cette coalition, ce que j'avais perdu de vue un instant. A ma décharge, je pourrais faire prévaloir que je vivais à 10.000 kilomètres de

la France et sans aucun correspondant pour m'informer de l'évolution de la situation politique dans ce pays, mais je m'en abstiendrai, je préfère admettre cette erreur et la corriger. C'est à croire que mon passé de militant trotskyste apte à la conciliation m'avait rattrapé ou m'avait joué un mauvais tour, penchant qui d'ailleurs se manifesterà à deux autres reprises sur d'autres questions politiques, la Libye et la Palestine occupée, avant que je corrige mes positions, regrettant amèrement de ne pas avoir soutenu la Libye de Kadhafi, du fait que j'avais été très mal informé ou manipulé sur la situation réelle qui prévalait en Libye, et j'en suis revenu à l'établissement d'une République sociale en Palestine sur les cendres de l'Etat sioniste et d'apartheid israélien.

Le plus extraordinaire, c'est que tous les partis politiques présents à l'Assemblée nationale continuent de collaborer quotidiennement avec Macron et son gouvernement, avec le parti unique, LREM, en participant non seulement au simulacre de débat au sein de cette institution, mais également à la totalité des commissions présidées dans leur immense majorité par des députés LREM ou LR qui ont pour unique vocation d'entériner les projets de loi du gouvernement, autrement dit de cautionner la politique farouchement antisociale de Macron ou de l'oligarchie, c'est ainsi que LFI, le PCF et le MRC contribuent l'air de rien à légitimer les lois anti-ouvrières adoptées par Macron et son gouvernement, ce qui évidemment n'empêche pas la pseudo-extrême gauche de s'allier avec eux ou de lorgner vers eux. La même mascarade a lieu au Conseil économique et social et environnemental en plus théâtral puisqu'y participent les syndicats corrompus en se drapant des mêmes arguments démagogiques qui ne trompent plus grand monde parmi les travailleurs.

Une fois ce constat dressé on est en droit de se demander qu'est-ce qui reste du mouvement ouvrier et de son avant-garde, hormis une flopée d'opportunistes, d'aventuriers ou de charlatans professionnels.

Une autre question se pose.

Macron n'est pas immortel, il est inenvisageable qu'il reste au pouvoir pendant des décennies, tout au plus parviendront-ils peut-être à le maintenir en place pendant deux législatures, mais après ? Mais après, s'ils estimaient qu'il était trop usé et impopulaire pour le faire réélire une nouvelle fois, ils pourraient lui trouver un remplaçant. A moins qu'ils se résignent à devoir subir une alternance. Mais quel parti pourrait prendre le relais de LREM ? A part LR, on en voit aucun qui pourrait éventuellement faire leur affaire. Dans ce cas-là soit au mieux entre temps ils seraient parvenus à en faire un clone de LREM, soit au pire ils s'en contenteraient et ils lui assigneraient de gérer les affaires courantes pendant 5 ans avant que le nouveau candidat de LREM qu'ils auraient fabriqué prenne la relève, à moins qu'ils fabriquent un autre parti qui ne serait qu'une copie de LREM, pourquoi pas après tout, ce ne sont pas les candidats qui manqueraient pour en faire partie.

Comme on le voit, ils ne sont pas au bout de leurs peines, et bien des accidents de parcours pourraient se produire entre temps qui viendraient bousculer ou bouleverser leur plan, ce qui signifie qu'ils n'ont pas encore gagnés la guerre de classes, loin s'en faut, désolé monsieur Warren Buffet !

Les masses exploitées ne se résigneront jamais à subir le triste sort qu'ils leur ont réservé, à nous d'en profiter pour nous préparer et préparer les travailleurs à les affronter non plus dans les urnes mais dans la rue, sur les barricades, les armes à la main, puisqu'il faudra obligatoirement en passer par là pour les chasser du pouvoir ou par une révolution.

Cette question et la conclusion à laquelle nous sommes parvenue en appelle une autre.

Les masses résistent, certes, mais c'est un constat qui doit être nuancé puisque leurs conditions sont très hétérogènes, bref, c'est insuffisant comme analyse. Les masses, disons la classe ouvrière se détournent de plus en plus de la politique, des partis dits ouvriers et des institutions, ce qui se traduit par une abstention massive lors de chaque élection, de plus le mouvement ouvrier et son avant-garde sont disloqués et se présentent devant les électeurs en ordre dispersé, donc ils n'ont aucune chance de parvenir au pouvoir, hormis peut-être LFI qui est une coalition de partis ou d'organisations du même type réactionnaire que Syriza en Grèce, dont l'exercice du pouvoir serait forcément éphémère s'il parvenait à remporter une élection présidentielle ou législative.

Hormis, certains pans de l'aristocratie ouvrière, des fonctionnaires, les travailleurs qui sont sujets à des plans de licenciement ou de fermetures d'entreprises participent à la lutte de classe ou sont organisés dans des syndicats, l'immense majorité des travailleurs se réfugient dans la passivité ou subissent leur sort sans se manifester. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils en seraient satisfaits, mais ils s'en contentent jusqu'à preuve du contraire. C'est vers eux que nous devrions nous tourner en priorité. Quant aux autres travailleurs, les intellectuels, les membres des classes moyennes, les artisans, les commerçants, les petits patrons ou de ce qu'on appelle les professions libérales, les médecins, architectes, avocats, etc. ils ont été rejoints par les couches supérieures de la classe ouvrière, ceux qu'on appelle les CSP+, les ingénieurs, cadres, etc. ainsi qu'un grand nombre de retraités qui disposent d'une pension confortable, force est de constater qu'ils rejettent en bloc le mouvement ouvrier ou la classe ouvrière ou tout du moins ils s'en sont détournés au profit des capitalistes ou leurs représentants. Ils constituent avec la classe des capitalistes la base électorale de la réaction, de LREM, de LR, du PS, de EELV, Générations.

Eux, ils ne s'abstiennent pas lors des élections, bien au contraire, ils sont motivés pour aller voter afin de préserver leurs privilèges, quitte à ce que cela se traduise par une profonde régression sociale qui frappera violemment la classe ouvrière. Cependant parmi eux un grand nombre vit de plus en plus mal la décomposition de la société et la violence aveugle qui en découle.

Ils refusent que les valeurs auxquelles ils tenaient ou qui leur permettaient de se donner bonne conscience soit sacrifiées sur l'autel du néolibéralisme, mais quitte à y renoncer ou à l'affronter, ils préfèrent encore que la société s'enfonce encore plus dans le totalitarisme.

C'est donc la combinaison de l'ensemble de ces facteurs, la corruption des couches supérieures de la classe ouvrière, des syndicats et des partis dits de gauche ou d'extrême gauche, la passivité des autres couches majoritaires inorganisées de la classe ouvrière, l'engagement de la classe des capitalistes et des classes moyennes, des intellectuels au côté du régime, sans oublier l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire, qui caractérisent la situation actuelle ou les rapports entre les classes en France.

Illustration.

LREM : Une officine plus qu'un parti, uniquement créé pour confisquer le pouvoir au profit de l'oligarchie qui en disposa à sa guise.

- Travail législatif : "Les textes arrivent trop tard et trop bouclés" estime le président du groupe LREM à l'Assemblée - Franceinfo 31.10.2018

- La guerre des Marcheurs pour la direction du parti - LeParisien.fr 1 novembre 2018

Emmanuel Macron attend de voir les parrainages des candidats et les rapports de force pour peut-être faire connaître sa préférence », confie un proche du Château. Et de conclure : « Sur le fond, il n'y a pas vraiment de différence entre eux. » LeParisien.fr 1 novembre 2018

- A Strasbourg, Macron chante une ode à l'Europe et à la paix - LeParisien.fr

- Budget : l'Assemblée vote une nouvelle hausse de 335 millions d'euros pour la police et gendarmerie - LeParisien.fr 04.11

2- En observant attentivement on s'aperçoit qu'après avoir déjà subi l'influence de la social-démocratie et du stalinisme à partir des années 40, leurs discours et leur orientation allaient être influencés de plus en plus jusqu'à nos jours par l'apparition de nouvelles représentations idéologiques, politiques, institutionnelles, scientifiques, etc. qui allaient s'avérer être autant d'instruments pour assurer l'emprise du capitalisme en crise sur l'ensemble de la société, depuis le développement au début des années 70 du mouvement écologiste pro-capitaliste ; à la même époque Médecins Sans Frontières (1971) dont l'un de ses cofondateurs fut Bernard Kouchner (PS), le théoricien de l'intervention humanitaire préventive qui servit plus tard de prétexte aux guerres de l'Otan (Serbie, Syrie) ou de l'impérialisme américain (Irak) ; celui antiraciste du milieu des années 80 (SOS Racisme, 1984) initié par le PS et fondé par Harlem Désir, Julien Dray et Bernard-Henri Lévy ; puis la montée en puissance des ONG (Instituts, fondations et toutes sortes d'associations) dans les années 90 liées ou créées par des adeptes du capitalisme, subventionnées par les Etats, des institutions internationales (UE, ONU, notamment), de riches donateurs, sans rire, des oligarques philanthropes, et enfin l'explosion d'Internet, des forums et des blogs, sans oublier les réseaux numériques (LinkedIn, MySpace, Facebook, Twitter, Instagram, Snapchat, Google+, Spotify, Youtube) à partir des années 2000...

Tous les représentations idéologiques ou politiques ainsi que les instruments de communication que nous venons de citer, allaient se combiner pour servir des objectifs politiques précis autant que divers, tactiques ou stratégiques, qui devaient se traduire principalement par la dilution ou la dissolution, la décomposition de l'idéologie opposée au capitalisme de manière à ce qu'elle soit dénaturer au point de la rendre méconnaissable ou qu'elle s'éloigne de ses objectifs politiques, si bien qu'elle ne représenterait plus aucun intérêt pour ceux qui seraient tentés de l'adopter, de sorte qu'ils se détourneraient des partis qui la véhiculeraient ou demeureraient inorganisés, tandis que ces partis et leur idéologie n'attireraient plus que des conciliateurs, des travailleurs ayant renoncé à changer de société ou des militants ayant renoncé au socialisme ou au communisme.

Cette transformation idéologique de la gauche et de l'extrême gauche ou l'influence croissante que l'idéologie de la classe dominante a sur elles, leur droitisation est très palpable à travers les positions qu'elles ont adoptées au cours des dernières années, et qui les a amenées à reprendre à leur compte la propagande de la réaction ou à participer ou soutenir toutes les opérations qu'elle a montées pour diviser les travailleurs, les détourner du combat politique contre le régime, pendant que les gouvernements successifs appliquaient le programme qui leur avait été dicté par l'oligarchie ou les besoins du capitalisme en crise. Il suffisait que l'oligarchie siffle le début de la récréation, pour que tous veuillent en être, à des degrés divers, parfois discrètement dans leurs publications ou en émettant les réserves d'usage dont les opportunistes professionnels ont le secret, ce qui le cas échéant leur permettait de continuer de tenir un double langage aux militants qui se seraient posés des questions sur leurs réelles intentions.

La gauche et l'extrême gauche adoptèrent en chœur la version officielle de G.W. Bush du 11 septembre 2001 sans tenir compte des multiples contradictions qu'elle comportait, on apprit plus tard qu'il avait été organisé par l'Etat profond et non par Al-Qaïda, et à peine deux mois plus tôt, entre le 4 et le 14 juillet 2001 (Le Figaro) des agents de la CIA avaient discuté tranquillement dans l'hôpital américain de Dubaï avec celui qu'ils présentaient comme l'ennemi n°1 des Etats-Unis et qu'ils prétendaient rechercher, Ben Laden, cela figure dans une fiche de la CIA consultable sur Internet, une farce pour les nigauds ! ; les "Printemps arabes" qui correspondaient au plan échafaudé par l'état major du Pentagone et par la NED/CIA, et qu'il aurait fallu soutenir aveuglément, plus tard on obtint une multitude de détails qui le confirma ; ils furent des Charlie hystériques au point de lancer une injonction à

tous ceux qui refuseraient d'en être, sous peine d'être caractérisé d'ennemi de la liberté de la presse ou de la liberté de pensée, rien que cela, alors que les autorités refusèrent de répondre aux nombreuses questions que posaient leur version des faits qui manifestement comportait des contradictions, plus tard on apprendra que les auteurs présumés avaient été approchés par le DGSJ et qu'ils avaient eu des rapports avec des officiers de l'armée ainsi que des trafiquants d'arme liés à l'extrême droite ; ils adoptèrent évidemment le mariage pour tous qui était tourné contre les masses et leurs préjugés archaïques, cette loi était censée accorder de nouveaux droits aux homosexuels, ceux-ci croiront que désormais ils pourraient afficher en public leur penchant sexuel, résultat, depuis les actes homophobes se sont multipliés ! Un bulletin de vote n'a jamais entraîné un changement de régime, et une loi n'a jamais modifié les croyances ou n'a jamais eu d'emprise sur les préjugés des masses ; lors des guerres de l'Otan contre la Libye et la Syrie, certains allèrent jusqu'à justifier le bombardement de la Libye ou réclamer celui de la Syrie (NPA), tous s'employèrent à traiter de la même manière les barbares issus d'Al-Qaïda et Kadhafi ou Bachar el-Assad, et une fois de plus ils reprirent à la virgule près la propagande de la coalition qui massacra les peuples libyen et syrien et détruisit la Libye et Syrie, jamais ils ne firent référence au niveau de développement atteint par la Libye ni aux droits sociaux des travailleurs libyens supérieurs à ceux des travailleurs français ou des puissances occidentales ; juste après l'élection de Trump, ils soutinrent la Marche de femmes aux Etats-Unis en se gardant bien de préciser qu'elle avait été organisée par le parti démocrate et financée par Soros ; ils soutiennent également l'organisation « Black lives matter » financée également par Soros ; les plus décomposées allèrent jusqu'à adopter l'écriture inclusive (NPA) ; ils soutiennent le mouvement pour l'indépendance de la Catalogne qui reçut l'appui financier de Soros ; dernièrement ils soutinrent en coeur l'afflux massif de réfugiés en Europe qui fut orchestré par ceux qui avaient programmé de longues dates les "Printemps arabes" ; et pour finir ils prirent la défense du journaliste saoudien Jamal Khashoggi qui fut assassiné sur ordre du prince héritier Mohammed ben Salmane, alors que Khashoggi était un sordide collaborateur du Washington Post et du New York Times ou un agent de l'Etat profond américain qui faisait l'apologie de Daesh et Al-Nosra, etc. etc. etc.

Cette liste n'est pas exhaustive, chaque fois, soit ouvertement et de manière persistante donc assumé ou soit plus discrètement et sournoisement, lors de déclarations qui ne devaient pas laisser un souvenir impérissable ou dans leurs publications dans un entrefilet en dernières pages, histoire de laisser une trace pour la postérité et qu'on ne leur reproche pas de ne pas en avoir été, ils se rangèrent au côté de la pire réaction incarnée par le clan de l'oligarchie représenté par le parti démocrate et les républicains les plus réactionnaires dont faisait partie feu MacCain, ils soutinrent ou participèrent à toutes leurs opérations ou campagnes, provocations, coups tordus et pire encore.

Les meilleures intentions du monde n'ont jamais remplacé une analyse objective et impartiale.

C'est ainsi qu'ils ne purent célébrer la libération d'Alep-Est au côté du peuple syrien, au contraire, ils la vécurent comme une amère défaite au côté des barbares d'Al-Nosra et de la coalition emmenée par les Américains, un comble, pas seulement parce qu'ils avaient refusé de soutenir la République arabe syrienne contre ses agresseurs, aussi parce qu'ils ne voulaient pas passer pour des suppôts des satans russe et iranien, ce qui témoignait si nécessaire qu'ils étaient bien sous l'emprise de la propagande de nos ennemis, sans que l'on remette en cause un instant leurs intentions notez bien, c'est très important de le préciser.

Qu'on se comprenne bien, on n'a jamais affirmé que la gauche et l'extrême gauche auraient adopté consciemment les besoins du capitalisme en crise ou qu'elles auraient délibérément changé de camps.

Non, ce que je me suis employé à expliquer ou à montrer sommairement, peut-être plus ou moins maladroitement, c'est possible, c'est que les positions opportunistes ou gauchistes qu'ils ont adoptées étaient le produit d'une analyse erronée de la société, de la situation politique et plus précisément de l'évolution de la crise du capitalisme, qu'ils abordent en se basant sur des critères en partie obsolètes et en ignorant les nouveaux facteurs qui sont apparus lors de seconde moitié du XXe siècle ou lors des 5 dernières décennies, ce qui les conduisit à une terrible confusion et à faire le jeu de la réaction.

Tenez, en voici un exemple. Laissons de côté la Fed sur le fonctionnement de laquelle ils font l'impasse, tous censurent l'existence d'institutions internationales comme le groupe Bilderberg, la Commission Trilatérale ou le Council Foreign Relation (CFR) qui ont été fondés à l'initiative des oligarques anglo-saxons, et tous occultent l'existence de l'Etat profond qui est né de l'emprise d'une poignée d'oligarques parmi les plus riches ou puissants du monde ou dont les empires financier et industriel tentaculaires s'étendent à tous les secteurs économiques et sociaux de la société sur pratiquement tous les continents.

Comme le firent l'ensemble des oligarques, ce clan de l'oligarchie (celui qui est à l'origine de la fondation de la Fed en 1913) s'investit très tôt dans la politique, depuis plus d'un siècle, c'est navrant de devoir le rappeler puisque nombreux sont ceux qui ne l'ont pas à l'esprit, que voulez-vous on en est arrivé là aujourd'hui, bref, et au fur à mesure que la fortune de ce clan augmenta, son pouvoir politique s'accrut également, jusqu'au jour où il devint si puissant qu'il fut en mesure d'influencer la politique que le gouvernement américain devait appliquer, pour en arriver à lui dicter ou lui imposer, ce qui signifiait qu'entre temps il était parvenu à s'infiltrer puis à étendre son pouvoir à l'ensemble des institutions américaines, y compris en imposant son candidat à la présidence des Etats-Unis, sans qu'il soit garanti d'être élu pour autant, ce qui importait peu puisqu'il était parvenu également à corrompre les deux seuls partis en mesure de présenter des candidats ainsi qu'une grande partie de leurs élus, le parti républicain et le parti démocrate.

Depuis déjà plusieurs décennies jusqu'à nos jours.

Ce clan de l'oligarchie financière a littéralement pris le pouvoir aux Etats-Unis, tandis que le clan adverse davantage constitué de grandes fortunes industrielles ou d'oligarques seulement millionnaires est son unique concurrent. Si le premier avance à découvert parce qu'il ne peut pas faire autrement, quand on est banquier, il est inutile d'essayer de camoufler ses réelles intentions, le second a adopté le masque de la gauche pour conserver sa base électorale constituée essentiellement par les classes moyennes et certains pans de la classe ouvrière dont les syndicats corrompus.

C'est ce rapport qui prévalu pendant longtemps entre les différents clans de l'oligarchie et entre les classes qui a été remis en cause par l'arrivée de Reagan au pouvoir, entraînant le basculement progressif du parti démocrate dans le camps des républicains, et Bill Clinton devait être le premier président des Etats-Unis ouvrant cette nouvelle période dominée par l'emprise de ce clan de l'oligarchie financière sur la politique américaine. Pour autant, tous les oligarques qui s'étaient investis dans le parti républicain n'étaient pas acquis à la stratégie définie par Rockefeller ou les piliers du groupe Bilderberg, tout comme au sein du parti démocrate, le parti républicain faisait l'objet de division et comportait différents courants, ce qu'on put observer par exemple lors des déclarations très médiatisées du courant Tea party, mais surtout lors du 11 septembre 2001.

Ce jour-là, il se produisit une série d'incidents au cours desquels on put observer que Bush n'avait été informé ou avait été dépassé par les événements. Après avoir disparu dans un premier temps, Bush et le gouvernement des Etats-Unis furent neutralisés ou suspendus de leur fonction par une autorité suprême qui ne pouvait être que l'Etat profond ou les commanditaires de ces attentats, par la suite il devait réapparaître en tenant un discours pour le moins incohérent, pour finalement lire à la nation américaine la version officielle qui manifestement lui avait été dictée sous la menace et qu'il allait dorénavant adopter. Dans un premier temps, des journalistes de CBS et d'autres médias, qui ne faisaient pas partis du premier cercle des initiés qui avait été mis dans la confiance de ce complot ou inside job, attentat commis par l'Etat profond sous un faux drapeau et qui serait attribué à Al-Qaïda et Ben Laden, fournirent des détails sur ce qui était en train de se produire sous leurs yeux ou relatèrent des témoignages de personnes sur les lieux du WTC qui disparaîtront par la suite parce qu'ils contredisaient la version officielle.

Qu'est-ce que cela signifie ou où je voulais en venir, c'est qu'il existe dans ce pays une organisation occulte qui détient plus de pouvoir que le président des Etats-Unis, donc qui est en mesure d'influencer ou de lui dicter sa politique étrangère, qui peut organiser des attentats, des coups d'Etat, fomenter des guerres ou des guerres civiles et le forcer à intervenir dans un ou des pays, qui peut aussi lui imposer de prendre certaines mesures économiques en faveur de l'oligarchie financière, etc. Dès lors, quand on aborde la politique américaine ou son orientation, si on refuse d'admettre l'existence de ce gouvernement parallèle, on pourra commettre l'erreur d'imputer au chef de l'Etat ou à son gouvernement des mesures qui sont en réalité imputables à l'Etat profond en désaccord avec lui, et qui défend généralement les positions les plus extrémistes.

Cette confusion ou ce manque de discernement ne sera pas sans conséquences politiques, puisqu'il pourra nous amener à désigner le chef de l'Etat comme l'auteur de ces mesures, alors qu'en fait elles provenaient de l'Etat profond, concessions qu'il a été obligé de lui accorder, tandis que parallèlement il adoptait des mesures qui allaient à l'encontre de la politique du clan adverse de l'oligarchie. Cet aveuglement pourra nous conduire à s'acharner sur lui au moment même où il prenait des mesures qui méritaient notre soutien au lieu de les condamner, ce qui aurait été le comble de l'absurde ou nous aurait totalement discrédité aux yeux des travailleurs, par exemple quand Trump prit la décision de cesser d'armer Al-Nosra et Daesh en Syrie, ce qui siffla pratiquement immédiatement la fin de la guerre contre la Syrie, sauf à la frontière turque et dans une poche entre la Syrie et l'Irak.

Sans aller jusqu'à manifester notre soutien à Trump, on pouvait très bien prendre acte de cette décision et l'attaquer sur d'autres aspects de sa politique, ce n'était pas les sujets qui manquaient, de sorte qu'on apparaissait ni comme des ennemis du peuple syrien ni comme des suppôts de Trump, de cette manière on exprimait notre totale indépendance de l'impérialisme. On demeurait strictement sur notre terrain de classe, ce qui pour nous est essentiel pour ne pas nous écarter de nos objectifs politiques. Ceux, qui percevaient ici une épouvantable collusion avec Trump ou nous reprocheraient de le ménager, manqueraient singulièrement de mesure et se comporteraient en gauchistes.

Trump vient pour ainsi dire d'intimer l'ordre à l'Arabie saoudite de mettre fin à la guerre au Yémen sous 30 jours, et l'ensemble des puissances occidentales ont annoncé dans la foulée qu'elles soutenaient cette décision, donc je ne vois pas pourquoi j'irai au même moment manifester spécialement contre la venue de Trump en France ou soutenir ses adversaires qui au sein de l'Otan envisagent sérieusement de déclencher une guerre contre la Russie qui se transformerait automatiquement en guerre mondiale.

Si on voulait rappeler notre condamnation de la Première Guerre mondiale du XXe siècle, c'était plutôt contre l'oligarchie financière et devant la Bourse de Paris ou à défaut devant l'ambassade de Grande-Bretagne ou devant l'Elysée qu'il fallait appeler à manifester le 11 novembre.

Ce qui est certain ou ce qu'on peut percevoir très nettement, c'est que plus la gauche et l'extrême gauche s'embourgeoisent ou penchent vers la petite bourgeoisie ou les couches les plus favorisées de la classe ouvrière, plus elles auront tendance à se droitiser ou à prendre le chemin emprunté par le PS et le PCF pour finalement se placer au côté de la réaction.

Je n'ai pas le temps de poursuivre cette analyse.

3- La gauche et l'extrême gauche se sont enfermées dans le déni permanent de pans entiers de la réalité, partant de là elles ne peuvent livrer que des discours démagogiques ou teintés de démagogie, produire des analyses erronées, développées des théories foireuses, et par conséquent définir des tâches qui ne correspondent pas à la situation ou aux rapports entre les classes, de sorte qu'en dehors d'assurer la survie des appareils de leurs partis, leur activité politique ne sert en rien notre cause, puisqu'ils ont été impuissants depuis plus d'une demi-siècle à empêcher que notre ennemi applique pas à pas sa stratégie, et surtout ne venez pas nous raconter que par exemple la gauche et l'extrême gauche seraient à l'origine de la préservation de notre système de retraite que l'on doit uniquement aux militants et aux travailleurs qui s'étaient mobilisés, tandis que la collusion de nos dirigeants avec les bureaucrates corrompus des syndicats s'étalait au grand jour, distinction qu'il faut toujours avoir à l'esprit et qui fait malheureusement défaut chez la plupart des militants, ce qui explique en partie pourquoi nous ne sommes pas parvenus à construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire.

Il y a bien des discours ou des positions adoptés par les dirigeants qui troublent ou embarrassent bien des militants qui n'en comprennent pas la signification politique. On leur dit ici, c'est la première question qu'ils doivent se poser, après ils y verront plus clairs. Ce n'est pas à moi d'y répondre à leur place, ensuite ce sera aussi à eux d'en tirer des conclusions politiques ou de se demander de quelle manière ils doivent les caractériser. Moi j'ai déjà effectué ce travail que chacun doit faire de son côté, ma réflexion n'engage que moi, vous comprenez, je ne pense pas à votre place et je n'admettrais pas que vous ou quiconque pense à ma place.

J'ai déjà expliqué dans de précédentes causeries, qu'on ne pourrait progresser aussi bien sur le plan individuel que collectif qu'ensemble, de la même manière que globalement on ne s'en sortira pas autrement, ce qui semble avoir été mal compris comme beaucoup d'autres choses d'ailleurs.

Pour la énième fois je le répète, mon objectif n'a jamais été de vous convaincre de quoi que ce soit, de vous vendre je ne sais quelle salade pour parodier Engels, cela ne m'intéresse pas, et quand quelqu'un me témoigne sa confiance, je trouve cela suspect et je fais tout pour qu'il adopte une autre attitude envers moi, c'est peut-être pousser un peu trop loin les scrupules ou les principes direz-vous, peut-être dans certains cas, je n'en sais rien, en revanche je me suis aperçus que c'était justifié dans la plupart des cas puisque je n'ai plus entendu parler de l'intéressé !

Je pars du principe que chacun est libre de penser ou d'avoir le comportement qu'il veut, à condition de l'assumer ainsi que les conséquences qui en découlent. La plupart des gens ont une personnalité qui est faite de bric à brac, d'idées venues de partout qu'ils ne maîtrisent pas généralement ou dont ils n'ont pas réellement pris conscience... Et bien moi non plus je n'échappe pas à cette règle, à ceci près que je suis d'un bloc, rien ne m'échappe ou presque, j'analyse tout ce qui me tombe sous la main, tout ce que j'observe, chaque expérience, même la plus insignifiante au premier abord, il faut au minimum que j'en ai conscience, au mieux que j'en tire un enseignement. C'est ainsi que lorsque je balaie, je cuisine, je fais les courses, je fais le ménage, j'entretiens le jardin, j'actualise le portail, etc. j'ai adopté les techniques les plus rationnelles ou performantes, les plus productives (pour se marrer) qui soient, les plus économes en temps et en énergie, en argent aussi, j'y ai réfléchi en m'observant attentivement, c'était indispensable pour que je m'améliore, et je n'admettrais pas qu'on puisse me donner une leçon de balayage, quelle honte j'aurais, j'aurais l'impression de n'avoir jamais progressé au cours de ma vie, vous imaginez un peu le traumatisme !

L'insouciance et l'oisiveté, l'absence de curiosité et le manque d'initiative ou d'audace caractérisent les gens médiocres et soumis au quotidien qui se laissent dicter leur destin et qui font notre malheur, vous ne voudriez tout de même pas qu'on les prennent comme modèle, franchement.

Par oisiveté, on entend au-delà du rentier, refuser de faire le moindre effort ou sacrifice pour élever son niveau de conscience ou améliorer son comportement, bref, se laisser vivre en général. La plupart des gens sont également injustes envers les autres, alors qu'ils font preuve d'insouciance et d'indulgence surtout envers eux-mêmes, ils passent leur temps à les juger alors qu'ils devraient s'en abstenir ou commencer par eux mêmes, cela s'adresse aussi à bien des lecteurs en ce moment, je le sais, je n'ai même pas besoin de les connaître pour pouvoir l'affirmer sans prendre le risque de me tromper.

[Le pouvoir de nuisance des médias ne date pas d'hier ni d'avant-hier.](#)

- Si la presse joue ce rôle néfaste, c'est d'abord parce qu'elle est presque tout entière « aux mains d'une poignée de gros capitalistes qui ont intérêt au maintien du capitalisme et qui tentent donc d'empêcher les gens d'apprendre à penser¹².

Les conséquences de cette mainmise capitaliste sur l'information sont, aux yeux d'Orwell, si désastreuses que – pourvu que soit garantie l'indépendance des petits journaux et des hebdomadaires de façon à permettre à toute opinion, quelle qu'elle soit, de trouver un lieu d'expression –, la perspective d'une nationalisation partielle ou totale de la grande presse n'est pas pour l'effrayer :

« Il semble que nationaliser la presse serait du "fascisme", alors que la "liberté de la presse" consiste à permettre à quelques millionnaires de contraindre plusieurs centaines de journalistes à falsifier leurs opinions. [...] Mieux vaut être contrôlé par les bureaucrates que par les escrocs ordinaires¹³. (Jean-Jacques Rosat - Chroniques orwelliennes - Collège de France)

Notes.

12. AMG-19.

13. AMG-80 & AMG-19

Nos dirigeants ont toujours défendu aveuglément la liberté de la presse, de la même manière ce sont de fanatiques défenseurs des droits de l'homme que dénonçait Marx. Bref, ils font partie des pires démagogues qui soient ou les fossoyeurs de notre cause.

Ils nous expliquent pour se justifier, qu'aujourd'hui c'est un journaliste ou un journal qui est attaqué, peu importe qu'il soit de droite il faut prendre sa défense, car si on laisse faire demain ce sera l'ensemble des journalistes et de la presse qui seront attaqués et nous en serons également victimes... Ils ont pris la défense d'Aubenas qui est une crapule, une pourriture. Et alors, vous croyez réellement que si cela se produisait les journalistes des médias-oligarques ou d'autres partis voleraient à votre secours. Non mais, il faut être tombé sur la tête pour croire un truc pareil, excusez-moi, ils sont moins cons que vous, ils en rajouteraient une couche pour que vous disparaissiez et ils seraient les seuls à s'en tirer. Et dire qu'il y en a parmi nous pour adhérer à cela !

La propagande de la réaction passe par les médias ou plus exactement par l'AFP et les instituts de sondages, ils se complètent ou partagent le sale boulot de la désinformation, des fausses nouvelles, etc.

S'agissant de l'AFP, cette officine n'est pas proprement dite aux ordres de Macron ou de la présidence de la République. Non, le venin qu'elle distille quotidiennement et que répercutent les médias provient d'ailleurs, de l'Etat profond qui sévit également en France et qu'incarne le clan de l'oligarchie réputée le plus extrémiste ou le plus va-t-en-guerre qui s'est donné pour objectif d'instaurer un nouvel ordre mondial ou un régime totalitaire planétaire.

Prouvez-le, direz vous. C'est très simple, par les faits.

On en veut pour preuve que lorsque Sarkozy avait décidé de se représenter en 2012, alors qu'il avait encore toute les chances de l'emporter, puisqu'il ne lui manquera à peine un peu plus d'1 million de voix pour être réélu au soir du second tour face à Hollande, l'ensemble des médias se sont soudain féroce ment acharnés sur lui pour le descendre, et ils y sont parfaitement parvenus, alors que 5 ans plus tôt ils avaient adopté un comportement inverse.

Cela signifiait que les médias avaient reçu ordre d'agir de la sorte ou sans même que cela soit nécessaire, ils étaient arrivés à la conclusion que Hollande ferait mieux l'affaire que Sarkozy pour poursuivre l'application de la politique dictée par les besoins définis par ce clan de l'oligarchie. Ils n'étaient pas devenus pour autant spontanément de gauche ou social-démocrates, ils ne prenaient pas non plus le risque inconsidéré de porter au pouvoir un président qui pourrait incarner dans la tête des électeurs l'ennemi de l'oligarchie ou de la finance ou encore du capitalisme, puisqu'ils savaient pertinemment que même si cette illusion leur avait traversé un jour la tête, elle serait vite dissipée par les engagements que prendraient Hollande vis-à-vis de ce clan de l'oligarchie dont finalement il était un agent, c'était d'ailleurs pour cette raison qu'ils en firent le moment venu leur candidat au détriment de Sarkozy. Tout se tient comme vous pouvez l'observer, attendez. ce n'est pas fini.

Et le même scénario se reproduisit 5 ans plus tard, quand ils déboulonnèrent littéralement Fillon pour faire élire Macron. Ce clan de l'oligarchie avait mis près de 10 ans à fabriquer minutieusement le candidat idéal qui aurait pour unique mission de liquider le Code du travail et le système de retraite par répartition, et ils estimèrent qu'il était fin prêt pour entrer en action, ce qui désappointa amèrement Fillon qui avait un temps pressenti pour accomplir cette sale besogne, il tenta de résister, mais face à l'énorme machine de propagande qu'ils déchaînèrent contre lui il n'avait aucune chance de s'en tirer et finalement ils parvinrent à le briser net, exactement comme ils l'avaient fait 5 ans plus tôt avec Sarkozy.

Et c'est encore ce clan de l'oligarchie qui orchestra la dernière provocation dont fut victime Mélenchon et LFI, et non Macron ou des membres de son gouvernement qui rappelons-le n'ont absolument aucune marge de manoeuvre, aucun pouvoir, et quand on l'oublie ou qu'on l'ignore, on ne peut pas comprendre ce qui se passe réellement.

Les vociférations de Mélenchon étaient parfaitement justifiées, mais vous aurez constaté comme moi qu'il s'est trompé de cible, en réalité c'était l'oligarchie qu'il fallait viser et non Macron, car ce sont les médias et les institutions de sondages qu'elle contrôle qui vont lui causer le plus de tort et non les déclarations de Macron que beaucoup de gens n'écoutent même plus, en revanche ils n'échapperont pas au matraquage quotidien des médias et de leurs réseaux numériques. Pour conserver une neutralité ou indépendance de façade, les médias et les instituts de sondages recourent à la méthode du double langage qui consiste par exemple, à adopter une fois un ton critique envers Macron pour ensuite l'encenser dix fois de suite. Autre exemple, ils vont sortir des sondages défavorables à Macron assortis de commentaires au vitriole sur Mélenchon.

Guerre à l'opportunisme.

Quand la gauche et l'extrême gauche n'était déjà plus de gauche ou d'extrême gauche...

Si ce sont eux qui l'affirment...

Quand le think tank néoconservateur Le Cercle de l'Oratoire évoque ses fondateurs.

« Pour la plupart issus de la gauche ou de l'extrême gauche, nous étions choqués par l'anti-américanisme qui régnait en France au lendemain du "11-Septembre". Aujourd'hui, nous sommes un peu ceux qui soutiennent les États-Unis dans le village gaulois » (« "Le Meilleur des mondes", une voix pour l'Amérique », Le Monde, 24/03/2006)

Quand la gauche était compatible avec l'extrême droite néolibérale

- Stéphane Séjourné du combat anti-CPE à l'Europe pro-Macron - Liberation.fr 28.10

Conseiller politique à l'Élysée, cet ex-militant du MJS devenu un fidèle du Président se retrouve à 33 ans sur le devant de la scène. Objectif : mettre en musique la périlleuse campagne européenne de LREM. Liberation.fr 28.10

Quand la famille s'étend à l'extrême gauche.

Jamal Khashoggi. Un "*opposant*" que la gauche et l'extrême gauche pleure en France notamment.

La Tribune des travailleurs, 23 octobre 2018 – Macron se rend au salon Euronaval, au Bourget, principalement dédié à l'armement. Dans le même temps, les déclarations condamnant l'assassinat par le régime saoudien d'un journaliste opposant ont très vite baissé de plusieurs tons. (<https://latribunedesttravailleurs.fr/category/fil-dinfos/page/2>)

Quel dommage, on en est tout bouleversé ! Et puis il est vrai que les auteurs de ce genre de déclaration sont animés de tellement bonnes intentions qu'on en redemande ! Non, merci, la poubelle est pleine.

Et quel "*opposant*" faisant l'apologie du régime barbare wahhabite! Ils osent tout eux aussi au POID.

Le prince héritier d'Arabie saoudite doit restaurer la dignité de son pays – en mettant fin à la guerre cruelle du Yémen, par Jamal Khashoggi. The Washington Post 11-09- 2018 (Publié par Les Crises 3 novembre 2018)

Extraits.

- L'Arabie saoudite pourrait user de son poids et de son influence au sein des cercles occidentaux et faire appel aux institutions et mécanismes internationaux pour résoudre ce conflit.

- L'Arabie saoudite se trouve dans une position unique pour simultanément empêcher l'Iran d'entrer au Yémen et mettre fin à la guerre dans des conditions satisfaisantes si elle échange son rôle de belligérant pour celui de pacificateur.

- Les actions de l'Arabie saoudite au Yémen ont été motivées par des préoccupations de sécurité nationale en raison de l'implication iranienne dans le pays. (On croirait entendre G. Bush! - LVOG)

- L'Arabie saoudite ne mérite pas d'être comparée à la Syrie, dont le dirigeant n'a apparemment pas hésité à utiliser des armes chimiques contre son peuple. Mais la poursuite de la guerre au Yémen validera les voix qui affirment que l'Arabie saoudite fait au Yémen ce que le président syrien Bachar el-Assad, les russes et les Iraniens font en Syrie. The Washington Post 11-09- 2018

C'est marrant, je crois avoir déjà entendu ce discours des milliers de fois depuis quelques années, pas vous ? Vous venez de découvrir que The Washington Post avait un nouveau correspondant en France !

C'est fou décidément ce que le monde regorge d'opposants !

Le banquier Jacques Attali (PS) est partisan de la paix, de la non-violence, lui qui a proclamé que Jérusalem devrait être la capitale du nouvel ordre mondial rien que cela, lui le fanatique défenseur du sionisme et de l'Etat israélien d'apartheid, lui qui incarne l'Etat profond ou les faucons néolibéraux qui ont orchestré le 11 septembre et toutes les guerres qui s'en sont suivies, y compris contre les Palestiniens, Attali un des mentors de tous les présidents au côté de BHL depuis Mitterrand, il a fait ses armes à gauche, cela ne devrait plus vous étonner maintenant...

Comment, vous ne le saviez pas ? La preuve il a osé rédiger un article publié mercredi 24 octobre par L'Express qui s'intitulait Retour de la violence, accusant Trump d'en être l'instigateur pour avoir manifesté la volonté de sortir du traité INF (Intermediate-

Range Nuclear Forces Treaty) sur les armes nucléaires de portée intermédiaire datant de 1987, mais il a fermé les yeux sur le programme de modernisation des armes nucléaires américaines s'étalant jusqu'en 2020 si je me souviens bien et doté de 1.000 milliards de dollars, programme qui avait été poursuivi par Obama, bref, tout est bon pour attaquer Trump.

Attali rempli ici parfaitement sa fonction de manipulateur des consciences, puisqu'il occulte le fait que les prédécesseurs de Trump avaient fait pire en matière de violence ou de guerre, en revanche on est en droit de s'interroger sur les réelles intentions de tous ceux qui se réclament de la gauche ou de l'extrême gauche qui adoptent la même position que Attali envers Trump, qui au mieux manquent singulièrement de discernement, qui au pire reprennent sciemment la propagande des néoconservateurs ultra réactionnaires à la suite du parti démocrate.

Attali fait partie du premier cercle de l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste. Vous en doutiez encore?

C'est lui qui relaie son discours en France, ensuite les médias lui emboîtent le pas.

- Attali. Retour de la violence - L'Express 24 octobre

- Violence - Liberation.fr 6 novembre

Selon le Washington Post, Donald Trump, pendant cette campagne des midterms, ment trente fois par jour en moyenne, sur toutes sortes de sujets. Liberation.fr 06.11

Quand la gauche néo stalinienne se démasque.

La plupart, pas tous, ouf, vous avez gagné vos galons de respectabilité !

"Ainsi que nous le constatons (trop) régulièrement, l'information internationale est particulièrement maltraitée dans la plupart des médias dominants, et notamment dans les journaux télévisés." (Acrimed - France 2 « décrypte » l'Amérique latine... en 2 minutes !)

Quand le diable se cache dans le détail.

- "*Ainsi que nous le constatons (trop) régulièrement*" : Pourquoi il devrait en être autrement de leur part ? Vous auriez des conseils à leur donner ?

- "*L'information internationale est particulièrement maltraitée dans la plupart des médias dominants*" : Pas tous, ouf l'illusion de vivre en démocratie est sauve ! Les heureux élus estampillés honnêtes par Acrimed doivent être ceux qui comme eux ménagent les régimes dits progressistes qui ont adopté le "socialisme du XXIe siècle", et qui l'un après l'autre cède la place à des régimes autoritaires ou des dictatures.

Si j'ai bien compris ce sont des fonctionnaires, des syndicalistes, ils peuvent traiter à la légère ce sujet, après tout "l'information internationale" ne les concerne pas directement, elle couvre des guerres et bien d'autres drames épouvantables que subissent les peuples qui ne sont que des détails, alors pourquoi devraient-ils s'arrêter dessus, s'ils le faisaient, ils s'apercevraient plutôt que les médias dominants sont pires les uns que les autres, au lieu de faire croire qu'il y en aurait qui seraient meilleurs ou moins pourris que les autres, c'est tout ce que je tenais à préciser.

Acrimed tient à ne pas passer pour un ennemi "*des médias dominants*", en cela il imite l'illusionniste Mélenchon, moi cela ne me dérange pas de passer pour leur ennemi, bien au contraire.

Les masques tombent ou la nature réactionnaire de la franc-maçonnerie.

- Mélenchon menacé par une "suspension temporaire" des francs-maçons - Le HuffPost 30 octobre 2018

L'exécutif du Grand Orient de France (GODF) a demandé vendredi 26 octobre à sa justice interne "la suspension temporaire" de Jean-Luc Mélenchon en raison de son "comportement vis-à-vis des magistrats, des policiers et des journalistes", a-t-on appris auprès de l'entourage du GODF.

Une motion soumise au vote du Conseil de l'Ordre vendredi a obtenu "30 voix pour et 3 voix contre", a précisé l'entourage du GODF à l'AFP, en soulignant que c'est un fait rare. L'information avait été révélée par L'Express.

La chambre suprême de la justice maçonnique, indépendante du Conseil de l'Ordre, et devant laquelle Jean-Luc Mélenchon est

invité à se défendre, doit désormais trancher, et ce "au mieux dans deux mois", selon cette source. Dans une biographie parue en 2012, celui qui est depuis devenu le leader de la France insoumise (LFI) avait indiqué être entré au GODF en 1983.

"Son comportement vis-à-vis des magistrats, des policiers et des journalistes", notamment son opposition virulente lors des perquisitions au siège de LFI et chez lui le 16 octobre, ont déplu à certains membres de la plus grande association maçonnique française, laquelle est "très à cheval sur le respect de la République, et de la liberté de la presse" notamment, a-t-on ajouté. Le HuffPost30 octobre 2018

En famille. Pourquoi à l'unisson avec la droite et l'extrême droite, la gauche et l'extrême gauche détestent-elles Orwell ?

Jean-Jacques Rosat a répondu aux questions d'Envrak au cours d'un entretien téléphonique le 1er décembre 2009

Jean-Jacques Rosat est agrégé de philosophie. Il a été professeur en lycée (1979-1999). Depuis 1999, il est attaché à la chaire de philosophie du langage et de la connaissance au Collège de France où il exerce des fonctions de maître de conférences. Depuis 2000, il est directeur de la collection Banc d'essais aux éditions Agone (Marseille).

Extraits.

- Très peu. Souvent, les militants de la gauche radicale ne reconnaissent pas Orwell comme l'un des leurs parce qu'ils l'assimilent à tort à ceux qui se réclament de l'antitotalitarisme pour combattre toute idée de révolution. Et, c'est un auteur qui dérange. Il a dit « la liberté, c'est de dire aux gens ce qu'ils n'ont pas envie d'entendre ».

LVOG - Effectivement, ils préfèrent se fier ou accorder leur confiance à ceux qui leur débitent le discours qu'ils ont envie d'entendre. Les flatteurs vivent au dépend de ceux qui les écoutent.

Parce qu'ils sont généralement dogmatiques ou ils ont un esprit étroit. En réalité rares sont ceux qui sont parvenus à développer un esprit critique pour n'avoir jamais rien étudié sérieusement par eux-mêmes. Dans un parti on ne cherche pas à savoir ce que les militants ont compris ou non, on leur demande juste d'être d'accord avec la ligne politique définie par sa direction.

- Orwell est un homme de la gauche radicale, un socialiste révolutionnaire antistalinien, non communiste et non marxiste. Ça, en France, ça n'a pas pratiquement de place sur l'échiquier politique. Jusque dans les années 70 en France, si on était un homme de gauche radicale c'est qu'on était marxiste. Après est apparu le thème de l'antitotalitarisme, mais ceux qui ont développé ce thème sont devenu des adversaires de tout socialisme ou de toute conception égalitaire de la société : Bernard-Henry Lévy, Alain Finkielkraut.... La vraie famille politique d'Orwell en France a très peu de représentants. (Jean-Jacques Rosat, professeur au Collège de France)

Je n'en fais pas partie non plus.

C'est vrai que depuis être "un homme de gauche radicale" ne signifie plus rien quand on pense à Mélenchon et à sa bande de bras cassés, ou quand on observe comment l'extrême gauche s'est avilie en reniant tous ses principes. Sans doute qu'il existait encore de nombreux militants qu'on aurait pu qualifier ainsi dans les années antérieures, mais ce qui les animait c'était plus une aspiration ou une croyance qu'une ferme détermination à maîtriser le marxisme, terme que j'emploie pour la forme, une concession mineure, mais qui ne veut rien dire si je m'en tiens à Marx lui-même. Quant à leurs dirigeants, on est porté à en douter fortement, puisqu'ils ne croyaient déjà plus eux-mêmes aux théories qu'ils avaient développées pour s'être avérées erronées ou démenties par les faits, ce qu'ils se garderont bien d'avouer à leurs militants...

Jusque dans les années 70, était pour ainsi dire qualifiée de marxiste toute personne se revendiquant de gauche, ce qui incluait la SFIO et le PC qui ne l'étaient plus depuis le milieu des années 10 ou 20 ou qui ne l'avaient jamais été selon Lénine et Trotsky, alors que seuls les courants trotskystes et maoïstes luttèrent encore pour le communisme et donc méritaient cette étiquette, pour peu qu'on ne soit pas trop regardant ou exigeant ou qu'on fasse la distinction entre leurs dirigeants et leurs militants.

La caractérisation que fait Jean-Jacques Rosat d'Orwell a de quoi laisser perplexe puisqu'il était difficile, voire impossible d'être à la fois "un socialiste révolutionnaire antistalinien" et un "non communiste". Lors des mois qui précédèrent et qui succédèrent à la révolution d'Octobre en Russie, les socialistes révolutionnaires qui n'étaient pas communistes le devinrent ou ils cessèrent d'être des socialistes révolutionnaires, et parmi eux une grande partie se convertirent plus tard au stalinisme, quand ils ne furent pas déportés et voués à une mort certaine à brève échéance ou tout simplement liquidés brutalement par Staline.

Les intellectuels théoriciens du totalitarisme

- Dans une lettre datée du 26 décembre 1948, Orwell explique qu'il a voulu dans son livre « montrer en les parodiant les implications intellectuelles du totalitarisme⁶ ». Comme le souligne avec force James Conant, la caractéristique nouvelle et

terrifiante des régimes totalitaires du XXe siècle ne consiste pas tant, pour Orwell, dans leurs instruments de terreur que dans les stratégies intellectuelles et psychologiques au moyen desquelles ils essaient de « parvenir à un contrôle total de la pensée, de l'action et de sentiments humains ». Tel qu'Orwell l'emploie, le terme « totalitarisme » désigne des stratégies (à la fois pratiques et intellectuelles) [...] qui sont appelées ainsi parce qu'elles ont pour but de parvenir à un contrôle total de la pensée, de l'action et de sentiments humains. L'usage orwellien de ce terme ne recouvre pas seulement des formes de régimes politiques, mais aussi des types de pratiques et d'institutions plus envahissantes et plus spécifiques (diverses pratiques journalistiques comptent au nombre de ses exemples favoris). Mais par-dessus tout, il applique ce terme aux idées des intellectuels – et pas seulement à celles qui ont cours dans [...] les « pays totalitaires » 7.

Du point de vue d'Orwell, explique encore Conant, les camps de concentration et les forces de la police secrète sont périphériques par rapport à l'ensemble des phénomènes culturels, sociaux et politiques qu'il se propose d'identifier comme totalitaires. Le noyau en est constitué par un sorte de « mensonge organisé » qui, si les conséquences logiques de ses tendances profondes étaient poussées jusqu'au bout, serait reconnu comme « l'exigence de ne plus croire dans l'existence même de la vérité objective8 ». C'est cela qui, pour Orwell, fait véritablement du totalitarisme l'ennemi du libéralisme 9.

Il est essentiel ici de faire observer que ces processus intellectuels et mentaux existent aussi à l'extérieur des régimes totalitaires. Conant cite à ce sujet une autre lettre d'Orwell, datée du 16 juin 1949 :

Je crois [...] que les idées totalitaires ont pris partout racine dans les esprits d'intellectuels, et j'ai essayé de pousser ces idées dans toutes leurs conséquences logiques. L'action est située en Grande-Bretagne pour souligner que les races anglophones ne valent pas mieux par naissance que n'importe quelle autre, et que le totalitarisme, si on ne le combat pas, pourrait triompher n'importe où10.

C'est d'ailleurs en Angleterre, dans la presse de gauche où il écrit, et dans les milieux d'intellectuels de gauche et d'extrême gauche où il vit, qu'Orwell s'y est heurté pour la première fois.

Notes.

7. James Conant, « Freedom, Cruelty, and Truth », in Robert B. Brandom, Rorty and his Critics, Blackwell, 2000, p. 293. Traduction française à paraître : James Conant, Orwell ou le pouvoir de la vérité, Agone, 2012.

8. Orwell, « Où meurt la littérature » (1946), EAL-4, p. 82, & Lettre à H.J. Willmet (18 mai 1944), EAL-3, p. 193.

9. Conant, op. cit., p. 295.

10. Orwell, Lettre à Francis Henson, 16 juin 1949, EAL-4, p. 601.

Propagande de l'ennemi et fabrication du consentement au quotidien.

Quand les néoconservateurs lancent un nouveau parti corporatiste... de gauche évidemment ! Ou tel père tel fils, une vieille histoire.

Lancement par l'Etat et les médias-oligarques d'un nouveau parti totalitaire.

- Européennes : Place publique, le pari citoyen de Raphaël Glucksmann - Le Parisien 29 octobre 2018

L'intellectuel cofonde Place publique, un mouvement politique 100% société civile et militante, pour peser à gauche et encourager le rassemblement aux européennes.

Un coup pied citoyen dans la fourmière des partis de gauche ! Et une volonté de briser les frontières artificielles qui les empêchent aujourd'hui de dialoguer, voire de se rassembler, à quelques mois des élections européennes. L'essayiste et intellectuel Raphaël Glucksmann, l'économiste militant Thomas Porcher et l'activiste écologiste Claire Nouvian – pour ne citer qu'eux – lancent cette semaine un nouveau mouvement politique appelé Place publique. Mouvement de gauche, proeuropéen et citoyen.

« Nous voulons être la voix des associations et des citoyens qui s'engagent », expose Glucksmann, 39 ans, figure médiatique d'une initiative qui se veut pourtant « collective ». Le mouvement doit publier, en fin de semaine, un manifeste – son « acte de naissance » – pour la défense de l'écologie et pour une « autre Europe », pour la justice sociale, contre l'évasion fiscale et pour une meilleure représentation démocratique européenne.

Parmi les signataires, on devrait retrouver des figures issues d'ONG, d'associations, des activistes, nous dit-on. « Des porteurs de causes, de gens qui ont défendu des luttes sur le terrain », esquisse Glucksmann, qui réfute l'idée selon laquelle il s'agirait là

d'un collectif uniquement issu de la bulle intellectuelle parisienne. Quelques noms circulent déjà, comme celui de Jo Spiegel, maire de Kingersheim dans le Haut-Rhin et pionnier des questions de démocratie participative. « Beaucoup de gens s'agrègent à nous », assure un membre du mouvement.

Place publique ambitionne de « structurer les orphelins de la gauche », mais aussi de « mettre publiquement les organisations politiques face à leur responsabilité ». Du PS à EELV, en passant par Génération-s ou le Parti communiste. La gauche veut-elle se résoudre à l'émiettement actuel, qui lui promet des scores résiduels aux européennes, ou est-elle prête à se rassembler pour peser ? Telle est la question posée.

« Aujourd'hui, les partis n'arrivent pas à dialoguer seuls », constate-t-on à Place publique. Le mouvement aimerait réussir à unifier la gauche. Avec Raphaël Glucksmann pour prendre la tête d'une liste aux européennes ? « Ce n'est pas du tout le sujet », balaie-t-on dans son entourage.

Depuis des semaines, les fondateurs du mouvement font le tour des partis pour sensibiliser à leur démarche. Et si l'initiative semble bien accueillie côté EELV, le député européen Yannick Jadot n'en démord pas : il veut mener la liste des Verts. Au grand dam de nombre de cadres et de militants. « On doit se mettre au service d'un projet qui dépasse notre parti », estime le maire écolo de Grenoble, Éric Piolle, qui a rencontré Glucksmann.

Le patron du PS, Olivier Faure, lui, ne s'interdit rien et attend de voir. Quant à Génération-s, Benoît Hamon semble totalement séduit. « C'est sa bouée de sauvetage », raille un socialiste, qui estime que s'il est lui-même candidat aux européennes, il finira « dans les choux ». Pas insensibles, les communistes sont, eux, en plein dans leur congrès interne.

Quant aux Insoumis de Mélenchon, ils ont été informés, mais pas démarchés. Les divergences sur la question européenne sont trop grandes, et ce même si l'on nous assure que « beaucoup » à Place publique ont voté Mélenchon en 2017.

Parmi ceux qui ont été approchés, « personne ne dit non pour le moment. Mais le risque, c'est de ne pas rassembler et de rajouter une liste de plus », observe une universitaire, contactée par Place publique. Ce dont Raphaël Glucksmann a conscience. Il marche sur une « ligne de crête ». Il peut mettre en place une dynamique d'union, qui pourrait poser des jalons pour les élections suivantes, comme faire un bide. « Il faut essayer », résume-t-il. Lui en est persuadé, si la gauche ne se rassemble pas dès les européennes, elle ne saura pas le faire avant la présidentielle. Le Parisien 29 octobre 2018

Alors que les médias-oligarques lui ont offert une tribune.

- Raphaël Glucksmann et sa bande se lancent tout seuls, comme des grands. - Libération 6 novembre 2018

- Glucksmann lance mercredi un nouveau parti, Place publique - L'Express.fr 06.11

L'essayiste engagé à gauche sera épaulé par l'économiste Thomas Porcher et d'autres personnalités de la société civile.

Il a décidé de franchir le Rubicon. Raphaël Glucksmann, ancien patron du Nouveau Magazine Littéraire, lance mercredi un nouveau parti baptisé Place publique. L'essayiste engagé à gauche sera épaulé par l'économiste Thomas Porcher, la militante écologiste Claire Nouvian et d'autres personnalités de la société civile. Leur objectif: "répondre à des urgences" démocratiques, écologiques et sociales.

L'association de financement adossée à Place publique a obtenu ce lundi son agrément auprès de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP), selon le mouvement. Un appel sera publié mercredi dans les colonnes du journal Libération. Place publique sera co-présidé par le maire de Kingersheim (Haut-Rhin), Joe Spiegel, et par la chef d'entreprise et spécialiste des questions technologiques, Diana Filippova.

Écologiste, de gauche et pro-européen, le nouveau parti s'annonce proche, idéologiquement, d'Europe Écologie-Les Verts (EELV) et de Génération.s, le mouvement de Benoît Hamon. Raphaël Glucksmann était d'ailleurs présent (tout comme l'eurodéputé écologiste Yannick Jadot) au lancement de Génération.s le 1er juillet 2017.

"Ce sont des proches avec qui je travaille depuis des années (...) Nous sommes complémentaires", assure de son côté Yannick Jadot, tête de liste EELV pour les européennes. L'Express.fr 06.11

- Thomas Porcher - Libération 4 novembre 2018

Certains l'appellent «le chroniqueur de C dans l'air», d'autres «l'économiste de Mélenchon». Disons-le tout de suite, les deux sont faux. Il officie régulièrement sur France 5 mais en tant qu'invité. Son homologue libéral Nicolas Bouzou, qui n'est «d'accord sur rien» avec lui, vante un débatteur «intelligible», «jamais agressif», «toujours constructif».

Après une année médiatique intense, M, le magazine du Monde, lui a consacré un portrait titré «Thomas Porcher, l'économie lui va si bien».

Thomas Porcher agace aussi ses pairs enseignants. Son omniprésence médiatique est perçue comme une forme d'impureté. «C'est la théorie des économistes de "seconde main", fait remarquer Raphaël Boroumand, également professeur à la PSB. L'idée que tout économiste qui passerait trop de temps dans les médias serait "perversi".» Pur conservatisme académique. Outre le bouillonnement médiatique, Porcher consacre son temps à des articles publiés dans des revues scientifiques, certains étant dans le top 5 % des plus cités au monde. Rétif à «l'esprit de classe», il ne voit aucune contradiction entre son statut de prof en école de commerce et ses principes hétérodoxes.

Ce docteur en économie, membre des Economistes atterrés depuis 2016...

Cécile Dufлот est la première à faire appel à ses services lors de la primaire écologiste en 2016. Durant la dernière campagne présidentielle, il fournit des notes de cadrage sur la transition énergétique à Benoît Hamon.

Le but ? Influencer les débats sur les élections européennes. «On discute avec des personnes qui font de la politique concrètement, au quotidien. Des ONG, des associatifs... Tous européens.»

... il se booste à l'ego trip de Booba et Kaaris, du rap «où ça clache», voire au rap «social» de Keny Arkana, quand ce n'est pas Secteur Å. «Ça m'aide pour écrire, confie l'économiste ou le fan, on ne sait plus trop. Libération 4 novembre 2018

Le dernier paragraphe situe le personnage ou le niveau de conscience de ce psychopathe. C'est dingue comme ils ont le don de les repérer, l'avez-vous observé ?

On retiendra surtout : "Rétif à «l'esprit de classe»", principe cher au corporatisme et à l'extrême droite.

[Qui est réellement Raphaël Glucksmann ? Un ultra réactionnaire déguisé en intellectuel de gauche.](#)

Extrait de la causerie du 8 mai 2016

Rappel du parcours de cette ordure professionnelle.

- Rappelons qu'il est lié au régime néonazi de Kiev par son épouse, Eka Zguladze qui fut nommé vice-ministre de l'Intérieur de l'Ukraine dans le second gouvernement Iatsenouk. (Source : La Croix (http://www.la-croix.com/Archives/2012-09-18/Le-conseiller-francais-du-Prince-georgien.-RAPHAEL-GLUCKSMANN-_NP_-2012-09-18-854932), 18/09/2012).

- Raphaël Glucksmann a rejoint Kiev, huit jours après le début des manifestations (de Maidan - ndlr). Depuis, il a contribué – sans contrat et gratuitement – à la stratégie de Vitali Klitschko, l'exboxeur devenu l'un des leaders des manifestants pro-européens en Ukraine, a écrit ses discours et développé ses contacts en Europe et aux États-Unis. (« La révolution, c'est son rayon », Le Monde, 21/03/2014).

- « À 34 ans, Raphaël Glucksmann, le fils d'André, a fait des soulèvements nationaux son fonds de commerce (Ceux orchestrés par la CIA... - ndlr). Après la Géorgie, c'est en Ukraine qu'il conseille les leaders pro-Europe », « La révolution, c'est son rayon », Le Monde, 21/03/2011

- Il est également à l'origine de la création d'une ONG en faveur de la démocratie européenne, qu'il préside à Kiev : « J'essaye de dire aux oligarques ukrainiens que s'ils veulent prouver qu'ils sont devenus pro-européens ils doivent aider les autres (Biélorusses, Russes, Géorgiens) à faire leur révolution », affirme-t-il. Avant de s'emballer, une lueur dans les yeux : « C'est tout de même la première fois que des gens meurent avec le drapeau européen dans les mains » (« La révolution, c'est son rayon », Le Monde, 21/03/2014).

- Il est cofondateur de l'association Études sans frontières, dont le comité d'honneur comprend la fine fleur des néoconservateurs français : Youri Afanassiev; Elena Bonner; Francis Bueb; Georges Charachidze; Yves Cohen; Dr. Michael Dewitte; Wilhem Donner; Olivier Dupuis; Michael Fischer; André Glucksmann; Romain Goupil; Pierre Hassner; Richard Herzinger; Kjell Olaf Jensen; Kerry Kennedy; Bernard Kouchner; Jack Lang; Pierre Lellouche; Pierre Moinot; Dr. Gérard Mortier, Rupert Neudeck; Yves Quéré; Josep Ramoneda; Jacques Rupnik; Alain Touraine.

- Pour Raphaël Glucksmann : « ce qui m'a toujours plu chez Bernard (BHL - ndlr), comme chez mon père d'ailleurs, c'est ce refus chevillé au corps de confondre objectivité et neutralité. J'aime précisément ce qu'on lui reproche : une faculté rare à prendre parti quand c'est nécessaire. » (<http://www.bernard-henri-levy.com/2008-en-georgie-par-raphael-glucksmann-10388.html>).

- Comme son père André Glucksmann, il est membre du cercle de réflexion du Cercle de l'Oratoire (cofondé par Michel Taubmann et son épouse), il contribue à l'édition de sa revue Le Meilleur des mondes (2006-2008). Créé de façon informelle, en 2001, le Cercle de l'Oratoire est devenu un lieu de rencontre pour les différentes sensibilités pro-américaines en France : « Pour la plupart issus de la gauche ou de l'extrême gauche, nous étions choqués par l'antiaméricanisme qui régnait en France au lendemain du « 11-Septembre ». Aujourd'hui, nous sommes un peu ceux qui soutiennent les États-Unis dans le village gaulois » (« Le Meilleur des mondes », une voix pour l'Amérique », Le Monde, 24/03/2006). Le groupe prend forme peu à peu, avec des « intellectuels (les philosophes André Glucksmann et Pierre-André Taguieff, l'essayiste Pascal Bruckner, l'universitaire Stéphane Courtois, coauteur du Livre noir du communisme, Jacky Mamou, ancien président de Médecins du monde, Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris...) mais aussi de jeunes journalistes, des étudiants. Des personnalités (Bernard Kouchner, Nicolas Baverez, Fadela Amara...) » (« Les meilleurs amis de l'Amérique », Libération (http://www.liberation.fr/grand-angle/2006/05/09/les-meilleurs-amis-de-l-amerique_38664), 09/05/2006). Pour leur première action, ils lancent un texte de soutien à l'intervention américaine en Afghanistan (« Cette guerre est la nôtre », Le Monde du 8 novembre 2001). Pour son premier numéro en 2006, la revue Le Meilleur des mondes. (causerie du 8 mai 2016)

Extrait de la causerie du 6 septembre 2015

- Migrants: Plus de 10.000 personnes manifestent en France pour l'accueil des réfugiés - 20minutes.fr

Ce rassemblement, intitulé «Pas en notre nom - #RéfugiésMigrantsDignité», «est né d'une discussion sur Facebook, de gens qui se demandaient comment faire pour exprimer quelque chose spontanément (...) dire non aux politiques migratoires répressives qui conduisent à la mort de milliers de personnes et oui à l'accueil», a expliqué l'un des organisateurs, l'auteur et réalisateur Raphaël Glucksmann, fils du philosophe André Glucksmann. (causerie du 6 septembre 2015)

"Ouvrez les frontières!", "Droit d'asile pour toute personne persécutée", "Charlie, où es-tu?" ou encore "L'accueil pour moi c'est oui", pouvait-on lire sur des pancartes arborées par les manifestants de tous âges et souvent venus en famille sur la place de la République. (AFP 5 septembre 2015)

- Raphaël Glucksmann : "Oui, il faut accueillir les réfugiés" - msn.com

Hier ils en sont logiquement arrivés à manifester à l'appel d'un porte-parole du néolibéralisme ou de Washington, un clone de BHL, Raphaël Glucksmann, membre du think tanks néoconservateur Cercle de l'Oratoire.

- Pour leur première action (du Cercle de l'Oratoire - LVOG), ils lancent un texte de soutien à l'intervention américaine en Afghanistan (« Cette guerre est la nôtre ». (Le Monde du 8 novembre 2001)

- « Pour la plupart issus de la gauche ou de l'extrême gauche, nous étions choqués par l'anti-américanisme qui régnait en France au lendemain du "11-Septembre". Aujourd'hui, nous sommes un peu ceux qui soutiennent les États-Unis dans le village gaulois » (« Le Meilleur des mondes », une voix pour l'Amérique », Le Monde, 24/03/2006)

- « À 34 ans, Raphaël Glucksmann, le fils d'André, a fait des soulèvements nationaux son fonds de commerce. Après la Géorgie, c'est en Ukraine qu'il conseille les leaders pro-Europe », « La révolution, c'est son rayon », Le Monde, 21/03/2011

- « Ce qui m'a toujours plu chez Bernard, comme chez mon père d'ailleurs, c'est ce refus chevillé au corps de confondre objectivité et neutralité. J'aime précisément ce qu'on lui reproche : une faculté rare à prendre parti quand c'est nécessaire. » (La Croix, 18/09/2012)

Ils ont manifesté au côté de ce chien mêlé au gouvernement néonazi de Kiev, jugez plutôt.

ojim.fr - ... membre des différents cercles néo-conservateurs français (Cercle de l'Oratoire, revue Le Meilleur des Mondes) qui soutiennent la politique belliciste des États-Unis dans le monde (Irak, Afghanistan, Libye, Syrie, Géorgie, Ukraine, etc...) ojim.fr

wikipedia.org - Il est l'époux d'Eka Zgouladze, vice-ministre de l'Intérieur puis ministre de l'Intérieur en Géorgie sous la présidence de Mikheil Saakachvili . Après avoir reçu la nationalité ukrainienne en décembre 2014, elle est nommée quelques jours plus tard vice-ministre de l'Intérieur de l'Ukraine dans le second gouvernement Iatsenouk.

Raphaël Glucksmann est présenté comme un des « conseillers officieux » du président géorgien Saakachvili , qu'il a interviewé pour un livre paru en 2008. wikipedia.org

Précisons, Saakachvili marionnette de Washington nommé gouverneur d'Odessa par Porochenko. Odessa où des dizaines de militants ouvriers avaient brûlé vifs ou avaient été exécutés par les milices fascistes du régime ukrainien il y a un peu plus d'un an.

Hier ils ont manifesté à l'appel des assassins de ces militants ouvriers, voilà où ces soi-disant trotskystes ou révolutionnaires en sont arrivés, en fait des aventuriers, des charlatans, des imposteurs qui militent pour défendre uniquement leurs propres intérêts corporatistes.

ojim.fr - « "Je travaille pour l'Europe", estime ce fédéraliste convaincu, qui a ouvert une "maison de l'Europe" à Tbilissi », « Le conseiller français du Prince géorgien. Raphaël Glucksmann », La Croix, 18/09/2012

ojim.fr - « En arrivant à Kiev, confie-t-il, j'ai envoyé un SMS à Dany [Cohn-Bendit] : "C'est bon tu peux aller au musée. Ils ont fait cent fois mieux que toi ici. Et en hiver, ce qui est un peu plus sport" », « La révolution, c'est son rayon », Le Monde, 21/03/2014.

ojim.fr - ...le premier ministre géorgien Irakli Garibachvili, « il est bien dommage que des personnes [Zourab Adeïchvili et Ekaterina (Eka) Zgouladze] que nous poursuivons en justice et qui sont recherchés par Interpol se soient confortablement installées dans le gouvernement ukrainien. Cela ne tardera pas à nuire aussi bien au gouvernement qu'à l'image de marque de l'Ukraine. » (« Tbilissi reproche à Kiev de promouvoir des personnes recherchées par Interpol », fr.sputniknews.com, 20/12/2014).

ojim.fr - Raphaël Glucksmann et sa femme Ekaterina "Eka" Zgouladze ne sont pas américains et pourtant ils ont systématiquement suivi et mis en œuvre dans leurs responsabilités au sein des gouvernements géorgiens ou ukrainiens, dans leur activité militante (Étude sans frontière) ou médiatique, la ligne politique des États-Unis. (causerie du 6 septembre 2015)

ojim.fr - « Poutine finance le FN et envoie des tanks en Ukraine. Pour lui, cela fait partie d'une même croisade, du même combat pour une vision du monde fondée sur l'exclusion, la haine, symbolisée par le cadavre d'un opposant politique avec quatre balles dans le dos. Il n'y a plus de frontière réelle entre les politiques étrangère et intérieure. Une guerre est menée contre les mélanges, les métissages, les libertés » Libération, 14/03/2015

- Invité à l'European Lab cette semaine, le documentariste et essayiste Raphaël Glucksmann revient sur l'évolution de la relation au politique, notamment la question de l'horizontalité. - Libération 4 mai 2016

Top départ de l'European Lab à Lyon... La conférence qui inaugure ce cycle de rencontres accueille Raphaël Glucksmann, documentariste et essayiste, qui signait en 2015, quelques semaines après les attentats contre Charlie Hebdo, l'ouvrage Génération gueule de bois (1). Trois questions à son auteur, qui fut aussi l'un des conseillers des leaders des révolutions démocratiques géorgienne et ukrainienne.

Raphaël Glucksmann - Ce mouvement repose largement sur des masses spontanées, descendues dans la rue sans parti politique.

L'horizontalité entraîne à la fois une explosion positive de la prise de parole et le retour d'idéologies que l'on pensait bannies à tout jamais, mais qui étaient juste censurées. Il faut donc mener le combat là où les gens s'informent le plus : sur les réseaux sociaux, les blogs, les places. (Libération 4 mai 2016)

- Médias français : Cinq cas de journalistes acquis à la doctrine néoconservatrice - legrandsoir.info 22 mai 2016

Directeur adjoint de la rédaction de l'hebdomadaire Marianne, Alexis Lacroix est également responsable des séminaires de "La Règle du jeu", revue fondée par Bernard-Henri Lévy...

Qui sont donc les faiseurs d'opinions que l'on invite ou que l'on allègue à La Règle du Jeu ? Nous retrouvons un très grand nombre de néocons du premier âge qui sont : Michel Taubmann - Galia Ackerman - Frédéric Encel - Pascal Bruckner - Brice Couturier - André Glucksmann - Raphaël Glucksmann - Romain Goupil - Bertrand Lebeau - Jacky Mamou - Pierre-André Taguieff - Marc Weitzmann - Nicole Bacharan - Monique Canto-Sperber - Mohamed Sifaoui. (legrandsoir.info 22 mai 2016)

Extrait de la causerie du 18 décembre 2016

Alors pourquoi vous en réclamez-vous ?

- L'idéologie des droits de l'homme pour justifier l'ingérence humanitaire, que Glucksmann met en avant, a fait le lit des guerres qui ont détruit et ensanglanté des pays entiers - Irak, Yougoslavie, Libye, Syrie - jeté sur les routes des millions de gens, laissés ensuite à l'abandon... Arrêt sur Info. (causerie du 18 décembre 2016)

Extrait de la causerie du 10 décembre 2017

- Jean-Luc Mélenchon explique pourquoi il avait parlé des "liens communautaires" de Léa Salamé HuffPost.fr

De même, l'expression caractérisant Léa Salamé - "ses liens politiques, familiaux et communautaires" - a été édulcorée quelques heures après la première publication. "Jean-Luc Mélenchon a été alerté par un proche que ça pouvait être mal interprété", explique Antoine Léaument, directeur de la communication numérique de LFI. (id) Alors que ces liens étaient parfaitement justifiés puisqu'elle est en couple avec Raphaël Glucksmann.

Ce que Mélenchon n'a pas osé dire à l'antenne mais qu'il sait pertinemment. (causerie du 10 décembre 2017)

- Alep, plaidoyer pour la liberté d'analyse et une géopolitique cohérente de la France par Djordje Kuzmanovic - Club Mediapart 20 décembre 2016

Ceux qui critiquent ma position peuvent bien la trouver cynique ; la leur, toute rose qu'elle soit, me paraît effrayante, car c'est celle qui conduit aux guerres. J'en veux pour preuve l'ahurissante tribune dans Le Monde du 13 décembre 2016 des « pacifistes » Yannick Jadot et Raphaël Glucksmann qualifiant exclusivement Poutine et Al-Assad de terroristes (« Poutine et Al-Assad sont des «terroristes» et ceux qui les soutiennent en France sont leurs complices ») tout en réussissant l'exploit de ne pas parler une seule fois des terroristes djihadistes d'Al-Nosra, ni de leurs financiers et inspireurs wahhabites. (Club Mediapart 20 décembre 2016)

Extrait de la causerie du 9 mars 2017

Réseau Voltaire - ... Raphaël Glucksmann appelle à une contre-manifestation dimanche dans un autre quartier de la capitale.

Raphaël Glucksmann partage les idées et le carnet d'adresse de son père, l'essayiste néo-conservateur André Glucksmann. Ce dernier fut employé, à la fin des années 80 à Londres, par le programme de la CIA, Exchange. Raphaël, quant à lui, fut conseiller de Mikheil Saakachvili, président de la Géorgie lors de la « révolution des roses », puis gouverneur de la région ukrainienne d'Odessa à l'issue du coup d'État de la place Maidan. Raphaël a épousé Eka Zgouladze, ministre de l'Intérieur de Géorgie (dans le gouvernement qui mit la majorité de son opposition en prison) et aujourd'hui ministre de l'Intérieur d'Ukraine (dans le gouvernement qui massacre la population du Donbass). Réseau Voltaire 03.03.2017

Extrait de la causerie du 24 mars 2017

L'AFP a présenté sous un angle avenant ou progressiste auquel n'importe quel travailleur ou citoyen souscrirait, la manifestation qui a eu lieu récemment place de la République contre les "casseroles" ou la corruption des élus, sans préciser qu'un néolibéral ou ultra réactionnaire en était à l'origine ni ses véritables intentions, Raphaël Glucksmann, et qu'elle était dirigée uniquement contre Fillon au profit de Macron (voire la causerie du 1er mars).

Autrement dit, l'objectif de cette manifestation (...) avait pour unique vocation de participer et légitimer l'opération en cours de déstabilisation de Fillon orchestrée depuis l'Elysée afin qu'il renonce à se présenter au profit de Macron, l'héritier naturel de Hollande.

La principale manipulation de l'AFP a consisté à ne pas révéler que Glucksmann y appelait, et quand bien même des médias l'aurait fait, ils se seraient bien gardés de rappeler qui était en réalité ce funeste individu, car aussitôt les intentions inavouables qui étaient derrière cette opération aurait été éventée et cela aurait dissuadé le peu de personnes susceptibles de se mobiliser de participer à cette manifestation. Elle fut un bide et tant mieux. (causerie du 24 mars 2017)

Extrait de la causerie du 29 avril 2017

Ces médias qui traquent les partisans du «ni-ni» - Sputnik

L'Obs (propriété de Pierre Bergé, Xavier Niel, Matthieu Pigasse, amis et soutiens de la première heure d'Emmanuel Macron) ne semble pas pardonner à l'ancien ministre (Mélenchon - ndlr) de Lionel Jospin de ne pas avoir donné de consigne de vote claire. Des chroniques, telle que « Et pourtant, je voterai Macron, par Raphaël Glucksmann » font flores... (causerie du 29 avril 2017)

Extrait de la causerie du 2 juillet 2018

Un document déclassifié de la CIA datant de 1985 et détaillé (22 pages) concernant les "nouveaux philosophes" français (dont des passages sur BHL et André Glucksmann avec photos) et le grand intérêt politique qu'ils représentent pour les USA.

On se doutait que les USA les avaient utilisés et soutenus, mais là on en est certain...

Document en PDF disponible en bas de l'article. (causerie du 2 juillet 2018)

<https://www.spyculture.com/cia-loved-french-new-left-philosophy/>

● Raphaël Glucksmann (11.05.2015)

Comment l'air de rien font-ils la promotion du totalitarisme ?

- 40 % des Français favorables à un régime autoritaire ? - Liberation.fr 2 novembre 2018

C'est ce qu'ont martelé plusieurs médias à partir d'un sondage commandé par Ouest-France à l'Institut français de l'opinion publique (Ifop). «Quatre Français sur dix prêts à un "pouvoir autoritaire pour réformer le pays en profondeur"», affirmait par exemple Europe 1. Un titre effrayant, mais un peu hâtif. Car comme souvent dans les sondages, la réponse dépend fortement de la manière dont est posée la question. Celle posée par l'Ifop est à la fois très longue, très complexe et un peu tendancieuse. La voici : «Certains pensent que la France doit se réformer en profondeur pour éviter le déclin mais qu'aucun homme politique élu au suffrage universel ne disposera plus du pouvoir nécessaire pour mener à bien ces réformes et que dans ce cadre, il faudrait que la direction du pays soit confiée à un pouvoir politique autoritaire, quitte à alléger les mécanismes de contrôle démocratique s'exerçant sur le gouvernement. Etes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec cette opinion ?» La question insiste largement sur les raisons qui justifieraient une telle évolution (une «France proche du déclin», une «nécessité de réforme») et explique que le choix de confier le pays à un pouvoir autoritaire ne reviendrait qu'à «alléger les mécanismes démocratiques». On s'étonne donc un peu moins des réponses. Liberation.fr 2 novembre 2018

Quel aveu de manipulation volontaire : "Comme souvent dans les sondages, la réponse dépend fortement de la manière dont est posée la question."

En complément

Les oligarques sont "vichystes" par nature.

- Vers quelle catastrophe mondiale les nouveaux "vichystes" nous emmènent-ils? - Le HuffPost

Au siècle dernier, il y a 90 ans, le krach boursier de 29, la montée de l'antisémitisme et de la xénophobie et l'essor des nationalismes en Europe, Italie, Allemagne, Espagne à côté du totalitarisme russe donnèrent naissance à la seconde guerre mondiale... Le HuffPost

Quand une institution totalitaire traite de fascistes ses fidèles indisciplinés

- Bras de fer sur le budget italien : « Je crois que c'est une attitude de type fasciste qui ne paye pas » selon l'eurodéputée Mercedes Bresso - Publicsenat.fr

C'est un bras de fer sans précédent qui s'engage entre Rome et Bruxelles. En cause, l'augmentation du déficit public prévue par le budget italien. La Commission européenne a demandé au gouvernement de revoir sa copie qu'elle juge hors des règles communautaires de la zone euro. Publicsenat.fr

La stratégie de la peur inculquée aux peuples est l'apanage des régimes totalitaires.

- «La France aussi est menacée par une vague populiste» - LeParisien.fr

- Hollande: "Nous sommes dans un moment très grave pour les démocraties" - AFP

Et leur objectif est atteint.

- Européennes: un sondage donne LREM et RN au coude-à-coude, LFI dévisse - Le HuffPost 04.11

Quand les GAFA, les médias et les ONG sont au service du totalitarisme.

- "Le danger sur les journalistes s'accroît", dénonce RSF - AFP

Ils osent tout. Quand le média qui a couvert toutes les guerres depuis le début des années 50 fomentées par le groupe Bilderberg auquel il participe depuis sa création dénonce un menteur.

- "Time's up" pour les employés de Google du monde entier - euronews 2 novembre 2018

De Singapour à New York, en passant par Londres et au siège mondial en Californie, des milliers d'employés de Google ont stoppé leur travail. Objectif : protester contre le harcèlement sexuel, le racisme et l'inégalité de traitement.

Tout est parti d'un article du New York Times la semaine dernière. euronews 2 novembre 2018

Toutes les opérations ou campagnes à caractère nationale (La Marche des femmes contre Trump, Black lives matter, la Marche des migrants d'Amérique centrale vers les Etats-Unis, etc. etc.) ou à caractère internationale (Mariage homosexuel, harcèlement des femmes, légalisation de la drogue, promotion de la pornographie, etc. etc.) ont toutes été pilotées ou soutenues par le New York Times et le Washington Post sans que ces parasites de gauche et d'extrême gauche n'en fassent mention.

- Violence - Liberation.fr 06.11

- Selon le Washington Post, Donald Trump, pendant cette campagne des midterms, ment trente fois par jour en moyenne, sur toutes sortes de sujets. Liberation.fr 06.11

- Sous l'ère Trump, le «New York Times» évolue en terrain miné - Liberation.fr 04.11

Le documentaire de Liz Garbus «Mission vérité», diffusé à partir de ce mardi sur Arte, met en lumière le travail d'une rédaction qui lutte chaque jour contre les intox du sulfureux président américain.

- Dans les coulisses du «New York Times» à l'heure du «carnage américain» - Liberation.fr

Arte diffuse à partir de mardi «Mission vérité», un documentaire en quatre volets sur le quotidien américain qui raconte de l'intérieur l'arrivée à la Maison Blanche de Donald Trump.

Mais la dramatisation du film, sa mise en scène, tient du même coup de l'acharnement de ces enquêteurs, correspondants à la Maison Blanche ou reporters, dans leur excitation à sortir des scoops, dans leur obsession à tout savoir, tout comprendre, tout vérifier dix ou cent fois – on prend au passage quelques leçons de journalisme.

Les flegmatiques journalistes du New York Times, eux, tiennent bon dans leur recherche de rigueur et de mesure, face à une présidence qui en est totalement dépourvue.

Rappel.

- "Nous sommes reconnaissants au Washington Post, au New York Times, au magazine Time, et aux autres grandes publications dont les directeurs ont assisté à nos réunions et respecté leurs promesses de discrétion depuis presque quarante ans. Il aurait été pour nous impossible de développer notre projet pour le monde si nous avions été exposés aux lumières de la publicité durant ces années. Mais le monde est aujourd'hui plus sophistiqué et préparé à l'entrée dans un gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est assurément préférable à l'autodétermination nationale des siècles passés." David Rockefeller, Commission Trilatérale, 1991.

- Midterms 2018 : Fox News retire de son antenne un spot électoral anti-migrants de la campagne Trump - Franceinfo 06.11

Facebook et la chaîne NBC en ont fait autant. CNN avait de son côté refusé de diffuser la vidéo dès qu'elle avait été soumise à sa régie publicitaire. Franceinfo 06.11

La fabrique du consentement passe par les sondages qu'ils fabriquent de toutes pièces.

- Une majorité de Britanniques désormais favorables au maintien dans l'Union européenne, selon un nouveau sondage - Franceinfo 06.11

D'autres aspects de la fabrication du consentement.

- Hausse des taxes sur le carburant : "Il n'y a pas le choix", selon Edouard Philippe - Franceinfo

- Consultations citoyennes : «Les Français ont envie d'Europe», affirme Nathalie Loiseau - LeParisien.fr 26.10

- Une vidéo gouvernementale sur les européennes fait débat - Reuters 3 novembre 2018

Après des images évoquant le drame des migrations en Méditerranée et des catastrophes naturelles, les dirigeants italien Matteo Salvini et hongrois Viktor Orban sont présentés comme des menaces pour l'Union européenne.

Un descriptif inspiré de l'idée défendue par le président français d'une Europe divisée entre les seuls "progressistes", qu'il entend représenter, et les "populistes" qu'il considère comme un danger.

"Il faut que les citoyens se mobilisent pour aller voter", a dit le député La République en Marche (LaRem) Pacôme Rupin à propos d'un clip "qui simplement définit les enjeux en matière de réchauffement climatique, en matière d'emploi et les enjeux aussi entre deux lignes qui aujourd'hui s'affrontent au niveau européen : une ligne pour un projet plus important au niveau de l'Union européenne et une ligne portée par les nationalistes." Reuters 3 novembre 2018

- Européennes : la campagne d'incitation au vote accusée de rouler pour LREM - LeParisien.fr

A chaque renouvellement du Parlement européen, les élections souffrent de taux d'abstention effarants : - 56,5 % en 2014, 60 % en 2009... Le gouvernement serait donc bien dans son rôle en concevant et diffusant des clips pour alerter les Français sur l'intérêt de leur vote, en précisant les dates et l'enjeu. LeParisien.fr

- «La cause animale est devenue un enjeu politique» - Liberation.fr 04.11

Selon Melvin Josse, premier lobbyiste professionnel pour la défense des animaux en France, le gouvernement n'a pas pris la mesure de l'intérêt des Français pour le sujet. Liberation.fr 04.11

- Mélenchon voit sa popularité s'effondrer - Le HuffPost 1 novembre 2018

Alors qu'il était le numéro un de ce classement au moment de l'élection de 2017, le député des Bouches-du-Rhône perd sept places et intègre en ce mois de novembre le peu envié flop 5 des personnalités les plus détestées de la vie politique.

- Dans cette partie basse du classement où Manuel Valls occupe encore la dernière place. Le HuffPost 1 novembre 2018

On a compris pourquoi ils avaient monté cette minable provocation policière contre Mélenchon et LFI. En faisant figurer Valls dans leur sondage "*des personnalités les plus détestées de la vie politique*", alors qu'il n'y avait aucune raison qu'il y soit présent, leur objectif de nuire à Mélenchon apparaît clairement à travers cet infâme amalgame avec Valls.

C'est l'histoire d'un porte-parole des barbares devenus trop embarrassant ou qui a mal tourné. Sortez vos mouchoirs !

- La fiancée de Khashoggi lance un appel poignant pour son "Jamal bien-aimé" - Le HuffPost

Libération doit être déçu, Cruz le candidat républicain a été réélu.

- J-3 : l'espoir démocrate au Texas et les chiffres records du vote anticipé - Libération.fr

Les médias des trusts pharmaceutiques qui vous empoisonnent.

- Le curcuma est-il vraiment un aliment miracle ? - leparisien.fr 29 octobre 2018

Cette épice déferle partout sous forme de gélules, jus, lotion. Mais a-t-elle vraiment les vertus qu'on lui prête ? leparisien.fr 29 octobre 2018

Comment, vous ne le saviez pas encore, les plantes n'ont jamais eu la moindre vertu médicinale ou propriété curative ? Qui vous a raconté qu'elles en avaient ? Autrefois... Comment, autrefois, mais autrefois les gens racontaient n'importe quoi, ils étaient prêts à croire n'importe quoi, depuis la science a réalisé d'immense progrès vous savez, ceux qui les ont crus étaient des idiots qui racontaient des fables, croyez-moi...

L'air de rien, ils s'attaquent à absolument tous les domaines du savoir, c'est terrifiant, non ? C'est cela aussi le totalitarisme.

[Encore dans la rubrique totalitarisme ou la fabrication du consentement](#)

Quand le totalitarisme rime avec schizophrénie aggravée.

- Tout va bien, Panasonic invente des œillères pour employés de bureau - Les Crises 03.11

Un groupe de designers rattaché à Panasonic et réunis sous le terme Futur Life Factory, a récemment dévoilé un « casque » équipé d'œillères. Son objectif ? Réduire le champ de vision et le bruit entourant chaque utilisateur au travail, particulièrement celles et ceux oeuvrant en open space. Prix de départ : 215 euros.

On connaissait les œillères utilisées en sport hippique pour « améliorer » les performances des chevaux de course, voici désormais les œillères pour humains, censées aider à « mieux se concentrer » au travail. Futur Life Factory (qui se présente sur son site comme un « groupe de designers de Panasonic dédié à la créativité »), vient en effet de dévoiler un « casque » en forme d'arc de cercle à l'horizontale, dont l'objectif est de réduire le champ de vision et le bruit entourant chaque utilisateur. Nom de code : Wear Space. (Ou War Space - LVOG) Les Crises 03.11

Quand le totalitarisme doit vous servir de "boussole morale" et rime avec absence de liberté.

- La grand-messe du numérique sous le signe de la désillusion - AFP 06.11

"La technologie va-t-elle tuer la démocratie?", "Construire la confiance à l'âge de la désinformation", "Un internet libre et ouvert n'est plus possible": la désillusion numérique s'impose comme un thème majeur du Web Summit qui s'est ouvert lundi soir à Lisbonne.

L'édition 2018 du "Davos des geeks" doit accueillir environ 70.000 participants, dont 2.000 start-ups et 1.500 investisseurs à la recherche de partenaires.

Mais cette année, les têtes d'affiche des conférences qui se succéderont jusqu'à jeudi ont été invitées en qualité de boussole morale, pour un monde numérique qui a la gueule de bois.

Tim Berners-Lee, un des pionniers de l'internet, a ainsi ouvert le bal sous les ovations de milliers de participants lors de la soirée d'ouverture, en lançant un nouveau "contrat pour le web" censé rendre internet sûr et accessible à tous.

Le physicien britannique, qui avait imaginé en 1989 un "système de gestion décentralisée de l'information" devenu l'acte de naissance du "web", constate qu'internet, malgré tous ses aspects positifs, s'est considérablement éloigné des idéaux de fondateurs comme lui: "Beaucoup de choses ont mal tourné... Nous avons des "fake news", des problèmes de respect de la vie privée, des personnes qui sont manipulées", a-t-il déclaré.

De nombreuses personnalités critiquent aujourd'hui ouvertement la centralisation d'internet aux mains de quelques géants - les GAFA américains (Google, Apple, Facebook, Amazon) et les Chinois Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi ou BATX.

Ces firmes ont acquis des quasi monopoles chacune dans leur domaine, et une puissance économique qui se traduit par un fort pouvoir politique, bien loin des idéaux qui ont animé les débuts d'internet. (Non, ces firmes n'ont pas "acquis des quasi monopoles chacune dans leur domaine, et une puissance économique qui se traduit par un fort pouvoir politique" par enchantement comme on voudrait nous le faire croire, les autorités et la législation en vigueur leur ont permis d'acquérir ce monstrueux pouvoir de contrôle et de nuisance sur l'ensemble de la société. - LVOG)

Si l'émergence des réseaux sociaux a joué un rôle dans les Printemps arabes et l'élection de Barack Obama, le premier président noir américain, la phase suivante a elle rimé avec désinformation et soupçons de manipulation des campagnes qui ont marqué en 2016 l'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis et le vote pour le Brexit au Royaume-Uni. AFP 06.11

Traduire : Si l'émergence des réseaux sociaux a joué un rôle positif dans les Printemps arabes et l'élection de Barack Obama, le premier président noir américain que nous avons fabriqués ou soutenus, en revanche l'émergence des réseaux sociaux a joué un rôle négatif lors de l'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis et le vote pour le Brexit au Royaume-Uni, parce que Trump n'était pas notre candidat et nous étions contre le Brexit.

Quand le totalitarisme rime avec le "renoncement à nos valeurs".

- Démission d'un des principaux scientifiques de Google pour cause de "renoncement à nos valeurs" en Chine. Par Ryan Gallagher - Les Crises 02.11

Un des plus importants scientifiques de Google a quitté l'entreprise pour protester contre son projet de lancement en Chine d'une version censurée de son moteur de recherche.

Jack Poulson a travaillé pour le département « Recherche et Intelligence Artificielle » de Google, où il était à la pointe sur l'amélioration de la précision des moteurs de recherche de l'entreprise.

Début août, M. Poulson a fait part à sa hiérarchie chez Google de ses inquiétudes après que The Intercept eut révélé que le géant de l'Internet développait en secret un moteur de recherche pour appareils Android à destination de la Chine. Ce système de recherche, baptisé Dragonfly (Libellule), a été conçu pour faire disparaître les contenus que le gouvernement autoritaire de la Chine considère comme sensibles, tels que les informations sur les dissidents politiques, la liberté d'expression, la démocratie, les droits humains et les manifestations pacifiques.

Après avoir entamé des discussions avec ses patrons, M. Poulson a décidé à la mi-août qu'il ne pouvait plus travailler pour Google. Il a remis sa démission qui a pris effet le 31 août.

M. Poulson, qui était auparavant professeur adjoint au département de mathématiques de l'Université Stanford, a déclaré qu'il pensait que ce projet chinois avait violé les principes de l'intelligence artificielle de Google, selon lesquels l'entreprise ne conçoit ni ne déploie des technologies « dont le but est contraire aux principes largement acceptés du droit international et des droits humains ».

Dans sa lettre de démission, Poulson a dit à ses patrons : « Parce que je suis convaincu que la contestation est essentielle au bon fonctionnement des démocraties, je suis contraint à la démission pour ne pas contribuer au recul de la protection des dissidents, et pour ne pas en tirer profit. »

« Je considère notre intention de capituler devant la censure et les demandes de surveillance, en contrepartie de l'accès au marché chinois, comme un renoncement à nos valeurs et à nos positions de principe en matière de négociation avec les gouvernements » a-t-il écrit, ajoutant : « Le risque n'est que trop concret de voir d'autres pays tenter de tirer parti de nos agissements en Chine pour exiger que nous nous plions à leurs exigences en matière de sécurité. »

Au cours des six semaines qui se sont écoulées depuis les révélations sur Dragonfly, Google n'a toujours pas répondu publiquement aux inquiétudes suscitées par le projet, malgré de vives réactions hostiles en interne comme en externe. Plus tôt ce mois-ci, Sundar Pichai, PDG de Google, a refusé de comparaître à une audience de la commission sénatoriale du renseignement, où on lui aurait posé des questions sur la censure en Chine. L'entreprise a ignoré des dizaines de questions posées par des journalistes au sujet du projet et a fait obstruction à des groupes de défense des droits de l'homme qui affirment que le moteur de recherche censuré pourrait faire que l'entreprise « contribue directement aux violations des droits humains ou [devienne] complice de ces violations ». (Google n'a pas non plus répondu à une demande de renseignements concernant cet article.)

Poulson, âgé de 32 ans, qui a commencé à travailler pour Google en mai 2016, a déclaré à The Intercept que le mutisme de l'entreprise avait nourri son sentiment de frustration. « Il y a de sérieuses répercussions à l'échelle mondiale », a-t-il dit. « Quelles sont les lignes rouges, au plan éthique, de Google ? Nous en avons déjà affiché quelques-unes, mais maintenant nous semblons les franchir. J'aimerais vraiment voir ce qu'est le bilan des engagements de Google. »

Google a lancé un moteur de recherche censuré en Chine en 2006, mais a cessé d'exploiter le service dans le pays en 2010, en invoquant les initiatives du gouvernement chinois pour entraver la libre expression, bloquer les sites Web et pirater les comptes Gmail des gens. À l'époque, Sergey Brin, cofondateur de Google, avait clairement fait savoir qu'il était fermement opposé à la censure. Brin avait passé une partie de son enfance en Union soviétique et se disait « particulièrement sensible aux atteintes aux libertés individuelles » en raison du vécu de sa famille là-bas. En 2010, après que l'entreprise a retiré son moteur de recherche de Chine, Brin a déclaré au Wall Street Journal qu'« en ce qui concerne la censure et la surveillance des opposants », il avait vu « les manifestations du totalitarisme [en Chine], et je trouve cela personnellement très troublant ».

Poulson a dit qu'il était « tout à fait d'accord avec le dossier que Sergey a présenté en 2010. C'est la compagnie que j'ai rejointe, celle qui faisait cette déclaration ». Si la position de principe en matière de lutte contre la censure est en train de changer, a-t-il dit, alors il ne peut plus « être complice en tant qu'actionnaire et citoyen de l'entreprise ».

Seuls quelques centaines des 88 000 employés de Google connaissaient Dragonfly avant qu'il ne soit rendu public. Poulson faisait partie de la majorité de ceux qui étaient tenus dans l'ignorance. Mais parce qu'il se concentrait sur l'amélioration des moteurs de recherche de l'entreprise – en particulier dans un domaine appelé « analyse internationale des requêtes » – il est possible que son travail ait pu être intégré dans le moteur de recherche chinois censuré sans son consentement et sans qu'il le sache.

Une fois que la nouvelle de Dragonfly s'est répandue chez Google, il y a eu des contestations au sein de l'entreprise. Plus de 1 400 employés du géant de l'Internet ont signé une lettre demandant la nomination d'un médiateur pour évaluer les « questions morales et éthiques urgentes » qui, selon eux, sont soulevées par le programme de censure. La lettre condamnait le mystère entourant Dragonfly et déclarait : « Nous avons besoin de toute urgence de plus de transparence, d'un siège à la table des négociations et d'un engagement en faveur de processus clairs et transparents : les employés de Google doivent savoir ce que nous construisons. »

Les patrons de Google ont essayé de contenir la colère en bloquant l'accès des employés aux documents sur le moteur de recherche chinois. Suite à des fuites lors d'une assemblée générale du personnel le mois dernier, l'entreprise a resserré les règles de sorte que les employés en télétravail ne peuvent participer à des visioconférences sur leurs propres ordinateurs – ils ne peuvent

y avoir accès que depuis un bureau dédié dans une salle Google et sous la supervision d'un responsable.

Entre mai 2016 et juillet 2017, M. Poulson a travaillé au siège social de Google à Mountain View, avant de déménager dans les locaux de l'entreprise à Toronto. Il a dit qu'il considérait ses anciens collègues de Google comme des personnes parmi les plus intelligentes et les plus travailleuses qu'il ait jamais rencontrées. Mais il est surpris qu'un plus grand nombre d'employés de l'entreprise n'aient pas démissionné pour Dragonfly. « C'est incroyable le peu de solidarité qu'il y a sur ce sujet », a-t-il dit. « Si j'ai bien compris, en cas de désaccord éthique grave sur une question, vous n'avez pas d'autre choix que de démissionner. »
Source : The Intercept, Ryan Gallagher, 13-09-2018

Quand le totalitarisme rime avec la sélection naturelle des élites

- Bill Gates et Steve Jobs ont élevé leurs enfants sans technologie — et cela aurait dû être un signal d'alarme - Business Insider FR
28 octobre 2018

Les psychologues sont rapidement en train d'apprendre à quel point les smartphones peuvent être dangereux pour le cerveau des adolescents.

Des études ont montré que les risques de dépression pour un élève de quatrième augmentent de 27% quand il ou elle utilise fréquemment les réseaux sociaux. Les enfants qui utilisent leurs téléphones pendant au moins trois heures par jour ont plus de risques d'être suicidaires. Et de récentes études ont montré que le taux de suicide adolescent aux États-Unis éclipse maintenant le taux d'homicides, les smartphones ayant un rôle moteur.

Mais les signes avant-coureurs des risques du smartphones existent depuis environ une décennie, d'après les éducateurs Joe Clement et Matt Miles, co-auteurs du nouveau livre "Screen Schooled: Two Veteran Teachers Expose How Technology Overuse is Making Our Kids Dumber."

Il devrait être révélateur, affirment Clement et Miles, que les deux plus grandes figures de la tech de l'histoire contemporaine — Bill Gates et Steve Jobs — laissent rarement leurs enfants jouer avec les produits qu'ils ont eux-même aidé à créer.

"Que savent ces riches cadres tech sur leurs propres produits que leurs consommateurs ne savent pas?" écrivent les auteurs.

La réponse, d'après une accumulation croissante de preuves, est le pouvoir addictif de la technologie digitale.

"Nous limitons combien nos enfants utilisent la technologie à la maison"

En 2007, Gates, l'ancien DG de Microsoft, avait imposé une limite au temps devant un écran quand sa fille avait commencé à développer un attachement malsain à un jeu vidéo. Aussi, il ne laissait pas ses enfants avoir de téléphones portables jusqu'à ce qu'ils aient 14 ans (aujourd'hui, l'âge moyen pour qu'un enfant ait son premier téléphone est de 10 ans.)

Jobs, qui était le DG d'Apple jusqu'à sa mort en 2012, a révélé dans une interview avec le New York Times en 2011 qu'il interdisait à ses enfants d'utiliser le nouveau iPad. "Nous limitons combien nos enfants utilisent la technologie à la maison," avait dit Jobs au reporter Nick Bilton.

Dans "Screen Schooled," Clement et Miles affirment que les parents dans la Silicon Valley semblent mieux comprendre les pouvoirs des smartphones, tablettes et ordinateurs que le grand public — malgré le fait que ces parents gagnent leurs vies en créant et en investissant dans cette technologie.

"Il est intéressant de penser que dans un établissement public moderne, où l'on requiert que les enfants utilisent des appareils électroniques comme les iPads, les enfants de Steve Jobs seraient parmi les seuls à être exclus", écrit l'auteur.

Les enfants de Jobs ont terminé leurs études, il est donc impossible de savoir comment le défunt co-fondateur d'Apple aurait répondu à la technologie éducative, ou la "edtech." Mais Clement et Miles suggèrent que si les enfants de Jobs étaient allés à l'école américaine moyenne d'aujourd'hui, ils auraient utilisés la tech en classe beaucoup plus qu'à la maison en grandissant.

C'est du moins le cas si on prend en compte une école "classique", notent les co-auteurs. Un certain nombre d'écoles de spécialité de la Silicon Valley, telles que la Waldorf School, sont visiblement "low-tech". Ils utilisent des tableaux noirs et des crayons à papier. Au lieu d'apprendre à coder, on enseigne aux enfants du savoir-être comme la coopération et le respect. À la Brightworks School, les enfants apprennent la créativité en construisant des choses et en participant à des cours dans des cabanes dans les arbres.

S'il y a une concession que Gates a fait sur la technologie, c'est les avantages qu'elle offre aux étudiants dans certains

cadres éducationnels. Business Insider FR 28 octobre 2018

Quand le totalitarisme rime avec concentration des richesses et du pouvoir.

Toujours plus de richesse et plus de milliardaires dans le monde

- Deux études, publiées respectivement par Credit Suisse et UBS, montrent un accroissement de la richesse dans le monde. - Le Monde 30.10.2018

Selon le rapport annuel « Global Wealth Report » du Credit Suisse publié le 18 octobre, la richesse mondiale a augmenté de 14 billions (14 000 milliards) de dollars (12 280 milliards d'euros), en glissement annuel à mi-2018, pour atteindre 317 billions (278,1 billions d'euros), soit une augmentation de 4,6 %.

Au palmarès de la richesse mondiale, la Chine se classe deuxième derrière les Etats-Unis. Dans ce dernier pays, la richesse progresse chaque année depuis 2008, y compris lors des replis enregistrés à l'échelle mondiale en 2014 et 2015. L'Amérique du Nord et l'Europe cumulent à elles seules 60 % de la richesse totale des ménages, pour seulement 17 % de la population adulte mondiale.

Selon le rapport de Credit Suisse, il y a désormais 2,147 millions de ménages français ayant un patrimoine supérieur au million de dollars (la monnaie de référence du rapport). La France enregistre la deuxième meilleure progression du nombre de millionnaires entre la mi-2017 et la mi-2018 après celle des Etats-Unis. La France, comme l'Allemagne, compte aujourd'hui 5 % des millionnaires du monde entier.

Selon Credit Suisse, la fortune mondiale devrait progresser de près de 26 % au cours des cinq prochaines années pour atteindre 399 billions de dollars d'ici à 2023. Les marchés émergents généreront le tiers de cette croissance, bien qu'ils ne représentent que 21 % de la richesse actuelle.

Le nombre de millionnaires devrait aussi progresser d'ici à cinq ans pour atteindre le record de 55 millions.

Selon une autre étude publiée le 26 octobre par la banque suisse UBS en partenariat avec le cabinet PwC, la fortune des 2 158 milliardaires de la planète a augmenté de 19 % en 2017, pour atteindre 8 900 milliards de dollars (7 829 milliards d'euros). En Chine, pas moins de deux milliardaires ont émergé chaque semaine. L'augmentation de la fortune des milliardaires a été deux fois plus rapide (+39 %) dans ce pays, à 1 120 milliards de dollars.

Par comparaison, la fortune des milliardaires américains a progressé de 12 % en 2017, à 3 600 milliards de dollars, tandis que celle des milliardaires européens s'est accrue de 19 %, à 1 900 milliards, principalement en raison du rebond de l'euro face au billet vert.

En 2017, la zone Asie-Pacifique comptait 814 milliardaires, contre 715 sur le continent américain et 629 dans la zone regroupant l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique, dont 414 en Europe de l'Ouest. La Chine comptait 373 milliardaires en 2017, contre seulement 16 en 2006. Le Monde 30.10.2018

Quand le totalitarisme rime le droit à la santé uniquement pour les nantis.

- Buzyn invite "tous les Français" à "se faire ouvrir" un carnet de santé numérique - AFP 06.11

La ministre de la Santé Agnès Buzyn a invité lundi tous les Français à "se faire ouvrir" un carnet de santé numérique ou dossier médical partagé (DMP), à la veille de la généralisation de ce dispositif piloté par l'Assurance maladie.

Le DMP doit engranger des "gains de temps, peut-être des économies" en rationalisant les soins. Mais "avant d'être un outil d'économies c'est avant tout un outil de partage d'information pour faire de la meilleure médecine, c'est la sécurité des soins", a assuré Mme Buzyn. AFP 06.11

Traduire : Pour que vous tombiez dans leur piège ou afin d'obtenir votre consentement, dans un premier temps on vous met en confiance en affirmant que c'est pour votre bien puisque cela permettrait de "faire de la meilleure médecine" ou de sécuriser les soins, puis le piège va se refermer sur vous. Car par la suite, quand vous aurez consulté un praticien et que vous ne serez pas satisfait de ses services, vous ne pourrez plus en consulter un autre ou comparez leurs diagnostics ou leurs traitements, ou alors ce sera à votre charge, vous ne serez plus remboursés, voilà en quoi consiste leur "outil d'économies", mais pour cela ils ont absolument besoin de votre consentement, et si vous leur accordez, ensuite il sera trop tard pour réaliser ce qui s'est réellement passé et faire marche arrière.

Cela fait partie de leur plan pour étendre leur emprise à tous les domaines de la société, de sorte que nous n'aurons même plus la liberté de vous soigner. Quand on dit que c'est un régime totalitaire à l'instar des Etats-Unis qu'ils sont de mettre en place, on nous rit au nez.

Jusqu'à présent, ils vous présentent un mécanisme qui n'a aucune valeur coercitive, mais demain ? Par la suite ils pourront décider que vous pourrez vous faire rembourser vos frais médicaux à hauteur des cotisations que vous aurez versées sur une période de 5 ans par exemple, et qu'une fois atteint cette somme ils ne vous rembourseront plus rien jusqu'à temps que vous ayez reconstitué votre capital donnant droit à nouveaux à des remboursements, seuls les plus miséreux se verraient exonérés de ce système. Plus tard ils pourront réduire cette période de 5 à 3 ans, puis à 2, à 1, jusqu'au jour où ils ne vous rembourseront plus rien en fonction de votre revenu, vous aurez perdu tous vos droits à la santé, vous vous retrouverez dans la même situation que les Américains, soit vous aurez suffisamment d'argent pour vous soigner, soit vous vous endetterez auprès de leurs banques pour vous rétablir.

Vous finirez par être endettés à vie, du coup vous accepterez n'importe quelle condition de travail pour pouvoir continuer à payer vos dettes sous peine d'être voués à une déchéance certaine dont on ne se remet jamais. Vous travaillerez dur sans penser à vous révolter par crainte de perdre votre emploi car cela signerait votre arrêt de mort. Ils vous tiendront par tous les bouts, vous serez totalement sous leur contrôle. Ce n'est pas de la fiction, cela existe déjà de l'autre côté de l'Atlantique.

Pour espérer sortir un jour de ce cauchemar, il ne vous resterait plus qu'à militer pour changer le régime, à vos risques et périls, car si votre patron l'apprenait par leurs antennes placées un peu partout, sur Internet principalement, il pourrait vous virer et il vous serait très difficile de trouver un nouvel emploi, puisque votre éventuel futur patron consulterait également la même banque de données où seraient répertoriées toutes les informations concernant votre vie, vos fréquentations, vos lectures, vos différentes activités etc.

Comment ils exploitent le réchauffement climatique à des fins totalitaires.

Quand les manipulateurs ou comploteurs parlent d'instrumentalisation.

Ils testent à l'échelle mondiale les moyens de contrôle de tous les peuples qu'ils ont créés.

Quand les manipulateurs hurlent à la manipulation.

- Hausse des prix du carburant : « Il y a une instrumentalisation du grand public » affirme Agnès Buzyn - Publicsenat.fr 06.11

Invitée de l'émission « Audition publique » sur Public Sénat et LCP, la ministre de la santé, Agnès Buzyn estime que la mobilisation prévue le 17 novembre, contre la hausse des prix du carburant, est « instrumentalisée » et souligne que « la taxation est le seul moyen de faire bouger les comportements. Publicsenat.fr 06.11

Le totalitarisme, ses institutions et ses principaux acteurs.

- L'Eurogroupe demande à l'Italie de changer son projet de budget - Reuters 06.11

- Washington rétablit ses sanctions "implacables", que Téhéran promet de "contourner" - AFP 06.11

- Les Etats-Unis ont promis lundi d'exercer une pression "implacable" pour faire plier l'Iran... AFP 06.11

- Brésil: le parquet demande de traiter en urgence l'extradition de Battisti - AFP 06.11

La procureure générale du Brésil a demandé à la Cour suprême (STF) de trancher rapidement sur la légalité d'une extradition de l'ancien militant d'extrême gauche italien Cesare Battisti, que le président élu Jair Bolsonaro se dit prêt à renvoyer en Italie. AFP 06.11

La chasse aux sorcières est ouverte au Brésil.

- Brésil: Bolsonaro favorable à ce que les élèves filment leurs professeurs - AFP 06.11

Le président élu du Brésil Jair Bolsonaro s'est dit lundi favorable à ce que les élèves filment leurs professeurs, comme l'avait suggéré une députée de son parti afin de dénoncer les enseignants "idéologues". AFP 06.11

[Ils osent tout](#)

- Frédéric Mitterrand : « On ne sait pas qui est Emmanuel Macron » - LePoint.fr
- L'hommage d'Édouard Philippe à Ho Chi Minh ne passe pas - Le HuffPost
- Manuel Valls réclame 30.000 euros à "Paris Match" après la diffusion de photos de lui et sa nouvelle compagne - Le HuffPost
- Meurtre de Khashoggi: "hideux et totalement injustifiable", selon le prince héritier saoudien - AFP 25 octobre 2018
- La "politique d'agression" de l'Iran à l'origine des sanctions, selon les EAU - Reuters
- Honduras : la caravane de migrants avance toujours vers les Etats-Unis - Liberation.fr
- MIDTERMS: Des célébrités de Hollywood réunies pour inciter les jeunes à voter - Liberation.fr

A l'AFP, les journalistes se prostituent quotidiennement sans avoir besoin de s'exiler.

- Se prostituer en exil pour nourrir sa famille restée au Venezuela - AFP
- La Chine espionne les conversations téléphoniques de Trump, rapporte NYT - Reuters

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Le Parlement européen dévoile le lauréat du Prix Sakharov - AFP

Le Parlement européen décerne jeudi son Prix Sakharov à l'un des trois finalistes sélectionnés début octobre: le cinéaste ukrainien emprisonné Oleg Sentsov, le militant marocain, également incarcéré, Nasser Zefzafi ou un groupe d'ONG qui portent secours aux migrants en Méditerranée, dont Save the Children, Médecins sans frontières et SOS Méditerranée. AFP

A bas les instruments de l'Otan et de l'oligarchie mondialiste Save the Children, Médecins sans frontières et SOS Méditerranée !

Save the Children une ONG qui dispose de bureaux à l'UE et à l'ONU, Médecins sans frontières financé par la NED/CIA.

Oleg Sentsov, le Eltsine ou Soljenitsyne du cinéaste ukrainien emprisonné, dont la gauche et extrême gauche a cru bon évidemment de prendre la défense, ce qui ne surprendra personne !

- Jour des Morts au Nicaragua: hommage aux victimes de la répression - AFP

Le traditionnel Jour des Morts du 2 novembre a pris un relief particulier vendredi au Nicaragua avec des hommages aux victimes AFP

- Au moins 550.000 Vénézuéliens entrés au Pérou depuis janvier 2017 - AFP

Quelque 550.000 Vénézuélien sont arrivés au Pérou depuis janvier 2017, ont annoncé samedi les autorités chargées de l'immigration, après avoir mis un terme fin octobre à la possibilité d'entrer sur le territoire du pays sans passeport. AFP

Dans quel monde vivons-nous ?

France. Sur le régime de la Ve République.

- Gérard Fauré. Une clientèle haut de came - Liberation.fr 25 octobre 2018

L'ancien dealer et braqueur de banque , qui a croisé la route de Charles Pasqua ou de Johnny Hallyday publie son autobiographie. Son parcours hors norme laisse entrevoir les liens entre politique et voyoucratie.

Gérard Fauré (1), fils d'un médecin militaire, fut un authentique trafiquant de cocaïne, doublé d'un braqueur de banques, et tueur à gages à l'occasion. A ce titre, l'intitulé du bouquin, Dealer du tout-Paris, le fournisseur des stars parle (1), pourrait prêter à confusion. Il n'était pas que cela. Mais comme le souligne son éditeur, Yannick Dehée, «c'est la première fois qu'un voyou parle sur les politiques». Et pas n'importe lesquels : Charles Pasqua et Jacques Chirac.

Un quart du manuscrit initial a été expurgé, des noms ont été initialisés ou anonymisés. Demeure le name-dropping dans le milieu du show-biz, visant des personnalités déjà connues pour leur addiction à la coke. Certains lecteurs s'en délecteront, mais il y a mieux - ou pire : l'interférence entre la politique et la voyoucratie, fournisseuse de services en tous genres. «On entre dans le dur», souligne un spécialiste du secteur.

Pasqua n'était guère cocaïnomane – «j'en suis sûr», atteste notre lascar – mais l'argent parallèle du secteur a pu l'intéresser... Fauré, précoce dealer au Maroc puis un peu partout ailleurs, raconte avoir été très vite pris en charge, dans les années 70, par l'Organisation de l'armée secrète. Initialement dédiée au maintien de l'Algérie française, l'OAS changera très vite de fusil d'épaule : «opérations homo» (assassinats ciblés) contre des indépendantistes basques ou corses, mais aussi braquages de banques. Le Service d'action civique (SAC) prendra ensuite le relais. Fauré, fort de ses compétences en la matière, met la main à l'ouvrage : «La recette Pasqua consistait à constituer des "mouvements patriotiques", en vérité violents, avec des voyous peu recommandables. Comment les rémunérer ? Tout simplement avec l'argent provenant de gros braquages de banques et de bijouteries, commis en toute impunité. Avec Pasqua, tout était possible, du moins pour les membres du SAC. Patriote, certainement prêt à mourir pour son pays, il gardait en revanche un œil attentif sur les caisses du parti. Moyennant la moitié de nos gains, il nous garantissait l'impunité sur des affaires juteuses et triées sur le volet, sachant exactement là ou il fallait frapper.»

L'auteur narre ainsi sa rencontre avec le politique, qu'il situe en 1978 : «Charles Pasqua donnait de sa voix tonitruante des ordres à tout le personnel, toutes les têtes brûlées de France et de l'Algérie française.» Et de lui lancer : «Alors, c'est toi le mec dont on me vante les mérites ? Bien. Tu vas reprendre du service dès aujourd'hui, avec tes amis, si tu veux bien. J'ai une mission de la plus haute importance, que tu ne peux pas te permettre de refuser, ni de rater. Compris ?» Backgammon

A l'issue de l'entretien, Gérard Fauré croisera illico le parrain marseillais «Tony» Zampa, qui traînait là par hasard, lequel l'entreprend dans la foulée sur différentes affaires à venir : des investissements dans les casinos et la prostitution aux Pays-Bas. Cas peut-être unique dans les annales de la voyoucratie, il fera parallèlement équipe avec l'illustre Francis Vanverberghe, dit «Francis le Belge», «doté d'un savoir-vivre qui valait bien son savoir-tuer». Il en garde un souvenir mi-épaté mi-amusé : «Zampa ou "le Belge", qui pourtant étaient des gangsters d'envergure internationale, se seraient fait descendre comme des mouches s'ils avaient eu la mauvaise idée de mettre les pieds en Colombie ou au Venezuela, car ils étaient prétentieux.» Pour la petite histoire, il reconstitue leur brouille à propos de... Johnny Hallyday : «Tous les deux voulaient le prendre sous tutelle, pour capter sa fortune ou l'utiliser comme prête-nom. Ils ont fini par s'entre-tuer pour ce motif et quelques autres.» Fauré considérait Johnny comme sa «plus belle prise de guerre» dans le microcosme de la coke. Mais lui gardera un chien de sa chienne après que le chanteur l'a balancé sans vergogne aux Stups, contre sa propre immunité.

Notre voyou prétend n'avoir jamais balancé, lui, du moins jusqu'à ce livre. «Si vous le voulez bien, j'attends votre version des faits s'agissant des deux chèques de M. Chirac rédigés à votre ordre. Je vous invite à bien réfléchir avant de répondre» : sollicitation d'une juge d'instruction parisienne en 1986, hors procès-verbal. Tempête sous un crâne à l'issue de laquelle Gérard Fauré évoquera une dette de jeu au backgammon... Dans son bouquin, l'explication est tout autre - «J'avais dû travestir la vérité.» S'il ne peut attester que l'ex-président prenait de la coke, il évoque son penchant pour les femmes... Pour l'anecdote, les deux chèques en question feront l'objet d'une rapide opposition de leur signataire. «Chirac, dont j'avais admiré la prestance et même les idées politiques, s'est avéré mauvais payeur.» Hommage

Ce livre-confession est une authentique plongée dans le commerce de la drogue. Notre trafiquant, dix-huit ans de prison au compteur, connaît son produit : «Aucune coke ne ressemble à une autre. Certaines, comme la colombienne, vous donnent envie de danser, de faire l'amour, mais rendent très agressif, parano et méfiant. La bolivienne rend morose, triste, et pousse parfois au suicide. La meilleure est la péruvienne, qui augmente votre tonus, votre joie de vivre et pousse à la méditation, au questionnement. La vénézuélienne a des effets uniquement sur la performance sexuelle. Les autres, brésilienne, chilienne ou surinamienne, ne sont que des pâles copies.» Son mode de transport aussi : dans le ventre d'une chèvre, elle-même logée dans l'estomac d'un boa que les douaniers, à l'aéroport d'arrivée, prendront soin de ne pas réveiller. Puis, une fois le coup du boa connu des gabelous, le ventre d'un nourrisson - une technique brésilienne consistant à empailler un bébé mort pour le maintenir en bon état, et ainsi faire croire qu'il dort au moment de passer la frontière...

Le livre s'achève sur cet hommage indirect à la police française : lors d'une perquisition à son domicile, 10 des 15 kilos de cocaïne disparaissent, tout comme 90 % des 300 000 euros logés dans un tiroir. «Je n'ai pas pensé un seul instant me plaindre de la brigade du quai des Orfèvres, dans la mesure où les vols qu'elle commettait chez moi ne pouvaient qu'alléger ma future condamnation.» (1) Nouveau Monde, 224 pp., 17,90 €.

France. Un sixième de la population parqué comme des bestiaux.

- En France, un habitant sur six vit dans un logement HLM - Liberation.fr 25 octobre 2018

Forts d'un parc de 4,5 millions de logements, les bailleurs sociaux logent près de 11 millions de personnes en France selon l'Insee. Avec une surreprésentation des familles pauvres, monoparentales ou nombreuses.

En 2016 en France, 10,7 millions de personnes (sur une population totale de 64,8 millions) étaient locataires d'un logement social,

soit un habitant sur six, révèle une étude publiée mercredi soir par l'Insee (1). La majorité de ce parc – constitué de 4,5 millions d'habitations – se trouve dans les grandes agglomérations, là où les prix de l'immobilier et les loyers du privé sont les plus élevés, et donc inaccessibles aux ménages pauvres, modestes, et même à la petite classe moyenne. Dans ce sens, les HLM jouent leur rôle de bailleurs sociaux, en proposant à ces familles une offre locative à des tarifs accessibles : selon les villes, les loyers des HLM sont deux à trois inférieurs à ceux du privé.

Où se trouvent les logements sociaux ?

«En 2016, les unités urbaines de plus de 200 000 habitants, (y compris celle de Paris) regroupent 57% des logements sociaux, souligne l'Insee. [...] La part des locataires du parc social par rapport au secteur libre est de ce fait plus importante en région parisienne, dans le nord de la France et dans les grandes villes telles que Lyon, Nantes ou Marseille.» Historiquement, une partie importante de ce parc a été construit pendant les Trente Glorieuses (1945-1975), à la périphérie de ces grandes aires urbaines, lorsqu'il fallait loger les salariés d'une économie en pleine croissance et aussi 1 million de personnes rapatriées d'Algérie. Mais avec la crise économique (et l'accession à la propriété des classes moyennes qui sont parties en habitat individuel), cet habitat s'est paupérisé. De fait aujourd'hui, près du tiers des HLM (31%) se trouvent dans «les quartiers prioritaires de la politique de la ville», indique l'étude. Des quartiers où l'habitat social prédomine largement, jusqu'à représenter 71% des logements dans les quartiers de la politique de la ville d'Ile-de-France. «Les propriétaires occupants et les locataires du secteur libre [ne] représentent [...] respectivement [que] 15% et 17% du parc.»

Quelles sont les ressources des locataires du parc social ?

Les révélations récurrentes concernant des élus ou des personnalités aux revenus confortables logés à des loyers dérisoires dans quelques immeubles HLM du centre de Paris ne doivent pas faire illusion : les locataires HLM sont plutôt modestes, voire pauvres, comparés à ceux du parc privé ou aux ménages propriétaires de leur logement. «En 2016, le niveau de vie médian (2) des locataires du parc social s'élève à 15 100 euros par an, contre respectivement 17 900 euros [pour ceux du secteur privé ndlr] et 23 300 euros [...] pour les propriétaires.»

En conflit avec le gouvernement qui lui a supprimé 1,5 milliard de moyens financiers par an, le monde HLM, qui est sorti affaibli de ce bras de fer avec l'exécutif, n'a cessé de rappeler ces derniers mois qu'il est l'un des acteurs de la cohésion sociale en accueillant des ménages pauvres qui ne trouveraient pas à se loger ailleurs, spécialement dans les grandes villes. Le niveau de ressources des demandeurs est un des principaux critères d'attribution des HLM. Sous forme statistique, l'étude de l'Insee ne dit pas autre chose : «Les ménages aux plus faibles niveaux de vie sont [...] surreprésentés dans les logements sociaux [...]. Les situations de pauvreté sont ainsi plus fréquentes.» L'Insee indique que 35% des ménages vivant en HLM ont des revenus inférieurs au seuil de pauvreté, contre 23% pour ceux du parc privé et 7% pour les propriétaires de leurs logements. L'étude précise que seuls 2% des habitants du parc social appartiennent aux 20% des personnes les plus aisées. Encore faut-il noter que les deux tiers habitent dans l'unité urbaine de Paris, où les loyers du privé sont devenus problématiques y compris pour des familles disposant de revenus considérés comme confortables.

Locataires du parc social : quel profil familial ?

Pauvreté et situation de familles sont souvent liées dans le parc social. «Les familles monoparentales sont surreprésentées dans le parc social où elles sont en proportion deux fois plus nombreuses que dans l'ensemble du parc [de logements]», souligne l'Insee. Et pour cause : elles répondent plus souvent que les autres demandeurs de HLM «aux critères d'attribution d'un logement social car leurs situations financières sont souvent parmi les plus précaires», pointe l'étude. Ces ménages constitués d'un seul parent avec un ou plusieurs enfants, vivent «plutôt en milieu urbain [...] et plus particulièrement dans les couronnes des grands pôles urbains», dont l'Ile-de-France.

Les couples avec enfant(s), et notamment les familles nombreuses sont aussi surreprésentées dans le logement social. Outre le fait que ces grands foyers sont souvent modestes, «les caractéristiques de ces logements favorisent l'accueil de ces ménages : en 2016 les logements de 3 et 4 pièces représentent respectivement 37% et 29% de ces parcs». Une offre d'appartements familiaux précieuse notamment dans les grands pôles urbains, où le parc est constitué d'une majorité de petits logements.

L'Insee souligne aussi qu'un «tiers des ménages [31% ndlr] dont la personne de référence est née à l'étranger habite dans le parc social», contre «14% des ménages dont la personne de référence est née en France». Rien d'étonnant, car cette différence est en relation avec les «caractéristiques sociodémographiques» de ces populations (revenus modestes, composition familiale) qui correspondent aux critères d'attribution du logement social : 50% des natifs d'Afrique subsaharienne, 39% de ceux de Turquie et 38% de ceux du Maghreb habitent en HLM.

(1) Insee-Première N.1715 octobre 2018

(2) Le niveau de vie correspond aux revenus d'un ménage, divisé par le nombre d'unités de consommations (autrement dit des personnes qui le composent). Un couple c'est 2 unités de consommations. Un couple avec un enfant âgé de plus de 14 ans, c'est 2,5 unités de consommations. Liberation.fr 25 octobre 2018

Etats-Unis. Raison de plus pour leur cacher.

Non seulement les idées dominantes sont celles de la classe dominante dans la société, mais surtout elles doivent à tout prix le rester. En aucun cas les idées dominantes ne doivent coïncider avec les besoins ou aspirations de la classe ou des classes dominées, auquel cas l'avenir de la classe dominante serait gravement menacée.

- Aux États-Unis, les jeunes différencient mieux les faits des opinions que leurs aînés - slate.fr 24 octobre 2018

Avec l'omniprésence d'internet, il est plus facile que jamais de propager des fausses informations (D'institutionnelles, elles sont devenues citoyennes ! Et derrière celles-ci, on retrouve souvent des membres des élites acquis au régime. Leur origine s'est diversifiée, un vrai progrès ! - LVOG). Depuis quelques années, cet afflux de fake news est souvent présenté comme faisant partie des plus farouches ennemis de la démocratie. Les réseaux sociaux sont accusés de véhiculer toute sorte de contenus pouvant biaiser les opinions des honnêtes citoyens.

(Sachant que ceux qui gouvernent ou ont gouverné un jour sont en réalité de "farouches ennemis de la démocratie", ce qu'ils ne vont pas crier sur les toits évidemment mais bien au contraire, il faut donc en déduire qu'ils sont les mieux placés pour "propager des fausses informations" puisqu'elles nuisent à l'établissement des faits sans lesquels il est impossible de se prononcer librement et donc à la démocratie de s'exprimer ou d'exister. Comme finalement ce sont toujours des partisans du régime capitaliste qui ont toujours été au pouvoir, on peut en déduire sans avoir besoin de recourir à de longs discours que la démocratie n'a jamais réellement existé.

Cependant, si jusqu'à présent elle a pu s'exprimer de manière très limitée dans un certain nombre de pays, c'était uniquement du fait que la classe au pouvoir ne pouvait pas neutraliser la lutte des classes et particulièrement celle des exploités et des opprimés, et parce qu'elle s'exerçait dans le cadre du régime en place, sans qu'elle n'en vienne à constituer une menace pour sa survie, car dans le contraire chaque fois elle fut suspendue ou réprimée férocement au profit d'une dictature encore plus dure. - LVOG)

Twitter et Facebook ont récemment pris des mesures pour bannir des propagateurs de fausses nouvelles. (Mais ils ont oublié les agences de presse et les médias propriétés des oligarques qui sont les principaux "propagateurs de fausses nouvelles". - LVOG) Le gouvernement français envisage même de faire voter une loi contre les fake news. (Mais il continue de subventionner l'AFP et les principaux médias qui diffusent des "fake news" en continu. - LVOG) Mais tout cela n'empêchera pas une pratique vieille comme le monde: présenter son opinion comme une vérité indiscutable.

(Ce que font toutes les agences de presse et les médias qui relaient en continu des informations tronquées ou déformées, de manière à qu'elles soient conforme à la propagande, aux positions adoptées ou aux besoins exprimés par l'UE, l'Otan, le FMI, etc. en présentant les faits de sorte que la population croie qu'ils sont conforme à la réalité ou à la vérité, alors que ce n'est pas le cas. Ils s'appuient sur le pouvoir dont ils disposent ou qui leur a été accordé par le régime ou les institutions en place, pour abuser du statut que la population leur accorde naïvement afin de la tromper délibérément ou orienter ses idées qui doivent coïncider avec l'idéologie de la classe dominante...

Finalement, fais ce que je te dis mais ne fais pas ce que je fais, voilà le principe que ces tyrans veulent nous imposer. - LVOG)

Heureusement, une étude du Pew research center suggère qu'aux États-Unis, les plus jeunes seraient moins à même de confondre faits et opinions que les personnes plus âgées.

(Ce qui n'est pas forcément rassurant ou une bonne nouvelle, quand on sait qu'ils ont davantage accès aux faits déformés que les médias corrompus leur présentent. En fait, les opinions qu'ils dénoncent et attaquent, qu'ils voudraient faire taire, correspondent à une autre version des faits que celle officielle qui est fabriquée par les médias.

Il ne faut surtout pas croire qu'en opposant "les personnes plus âgées" aux "plus jeunes", ils auraient de bonnes intentions envers ces derniers, bien au contraire, ce sont les jeunes qu'ils visent parce que ce sont eux qui sont les plus critiques face aux inégalités sociales et aux injustices monstrueuses dont ils sont victimes et au sort dramatique qui leur est réservé, à l'absence de toute perspective hormis celle de vivre dans une société où la médiocrité, la servilité, la pauvreté, la précarité, la violence, la guerre, la tyrannie serait la norme. - LVOG)

À l'approche des midterms, les élections américaines de mi-mandat, une équipe de recherche s'est demandée si les Américains et Américaines étaient capables de faire la différence entre un avis et une information. Elle a donc présenté dix phrases (cinq faits, cinq opinions) à 5.035 adultes en leur demandant de déterminer qui était quoi. (Orienter le vote des Américains et Américaines, voilà leur unique objectif. - LVOG)

Les plus jeunes ont toujours plus de discernement

(Ils les flattent pour mieux les bernier. Tout flatteur vit au dépend de celui qui l'écoute, c'est bien connu. - LVOG)

L'étude constate que ne pas être affilié à un parti politique et être plus familier avec les nouvelles technologies sont des facteurs qui amènent à mieux faire la différence entre faits et opinions. Ce qui pourrait expliquer pourquoi les jeunes sont plus performants, puisqu'ils sont en général moins proches des partis et plus doués avec la technologie. Mais même en prenant ces critères en compte, la différence entre les âges persiste et les jeunes sont meilleurs aux tests. Traditionnellement, plus les personnes avancent en âge et plus elles s'expriment dans les urnes.

(Tout d'abord, c'est un plaidoyer tourné contre tous les partis politiques à travers desquels s'expriment la lutte des classes, les intérêts de chaque classe au profit du marché, qui n'a pas besoin de partis politiques pour exister ou imposer ses besoins puisque la Constitution ou les lois en vigueur y pourvoient déjà à leurs places. Autrement dit les partis politiques et les institutions ne peuvent que constituer des obstacles à la libre dictature du marché qui doit réglementer, enrégimenter la vie ou le sort de chaque citoyen, il serait donc souhaitable que les partis politiques disparaissent ou qu'ils n'interviennent plus dans le processus législatif laissé à la discrétion du marché et ses "experts", et que les citoyens se contentent de s'exprimer sur les réseaux numériques qui ont développés à cet effet.

Par conséquent c'est un appel en direction des jeunes qu'ils incitent à se détourner des partis politiques, des élections (au profit du marché), puisqu'à aucun moment ils ne vont encourager les jeunes à s'organiser pour construire un parti qui correspondrait à leurs besoins, mais cela il était inutile de le préciser, chacun l'avait deviné.

Ensuite il faut traduire "plus les personnes avancent en âge et plus elle s'expriment dans les urnes", par ce n'est pas forcément une référence ou à l'avantage de la société, donc ils ne sont pas forcément un exemple à suivre, là ils ne prennent aucun risque en l'affirmant, bien au contraire, cela va dans le sens de l'objectif auquel ils voulaient en venir, car généralement plus elles ont été formatées par la propagande officielle, plus elles ont subi l'influence du régime, plus elles ont été habituées à s'en accommoder, plus elles ont été corrompues par le capitalisme, plus elles auront été aptes à se résigner au destin qu'il leur avait imposé abandonnant du même coup définitivement la perspective de vivre dans une autre société ou de renverser le régime en place, c'est moi qui le précise, alors il faut comprendre que si c'est pour en arriver-là, autant se passer des partis politiques, des élections, de toute représentation politique du peuple, contentez-vous des réseaux numériques et laissez-nous gouverner tranquillement. - LVOG) slate.fr 24 octobre 2018

On peut ne pas être affilié à un parti politique sans pour autant se détourner de tous les partis politiques, subir ou profiter de leur influence.

[Haut de page ↗](#)

Le 10 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

La suite de la causerie et quelques infos en bref demain ou lundi. Je dois aussi me reposer un peu !

● [Au format pdf \(5 pages\)](#)

[Défense du marxisme et du socialisme. Guerre à l'opportunisme.](#)

Pourquoi de l'extrême droite à l'extrême gauche détestent-ils tant Orwell ?

Parce qu'il avait trop bien compris qu'une idéologie était l'expression subjective d'un processus intellectuel généralement inconscient. Car bien qu'ayant pour origine la réalité objective du monde matériel, elle avait tendance à l'ignorer et à s'en écarter ou à puiser dans des idéologies antérieures, au point que son concepteur se figure que toute représentation en serait issue exclusivement. Autrement dit, son idéologie, qui aurait un caractère idéaliste, finirait par se substituer à la réalité. Ensuite, en fonction de l'usage qu'il compterait en faire ou le besoin qu'il aurait de la justifier, il serait libre de faire référence ou non ponctuellement à la réalité en la déformant pour qu'elle soit conforme à son idéologie. On pourrait ajouter dans le cas d'un fanatique ou d'un furieux psychopathe, selon le degré atteint par sa folie.

Engels a mis en relief, que les idéologies avaient tendance à s'enraciner dans la société, et à donner lieu à des représentations qui traversaient parfois les siècles, à en créer de nouvelles aussi, et qu'elles fonctionnaient selon leurs propres lois, en quelque sorte de la même manière que les systèmes philosophiques qui procèdent principalement par abstraction, syllogisme ou sophisme pour se justifier ou assurer leur cohésion. Il insista sur le fait qu'elles ne consistaient pas uniquement en un assemblage d'idées destinées à s'autojustifier, mais qu'elles subissaient des influences extérieures susceptibles de les modifier,

tout en devenant des facteurs objectifs capables d'influencer l'orientation de la société, d'où l'importance de définir leurs origines.

Quand on tient compte de ces précisions, on s'aperçoit au premier coup d'oeil que le stalinisme n'a pas pu germer sur le cadavre du bolchevisme ou du léninisme ou encore du communisme, et qu'il était bien le produit de la société féodale qui avait façonné les cerveaux et le mode de vie du peuple russe pendant des siècles, car chacun sait ou devrait savoir que tout un peuple ne se débarrasse pas en quelques années du mode de pensée ou de comportement, de ses habitudes, de ses préjugés, de ses croyances, etc. qui étaient profondément enracinés dans son cerveau ou dans sa culture, le terreau qui servira à l'épanouissement du stalinisme.

De nos jours, les tenants de la stratégie du nouvel ordre mondial totalitaire ou de la gouvernance mondiale tyrannique mènent une guerre idéologique permanente contre les peuples pour briser ou modifier de gré ou de force leurs modes de vie, leurs comportements, leurs habitudes, leurs modes de pensée, leurs préjugés, leurs croyances, leurs cultures, etc. en leur imposant une idéologie uniforme basée sur une philosophie nihiliste destructrice, qui fait de l'anéantissement, de la destruction, son objectif, leur but étant de mieux les contrôler, et ainsi parvenir à instaurer un modèle de société totalitaire planétaire qu'il serait impossible à renverser.

Si nos dirigeants avaient tenu compte de cette importante lacune du marxisme qu'Engels avait discernée, j'ignore s'il eut le temps d'aborder cette question durant les deux dernières années qui lui restèrent à vivre, peut-être qu'ils ne participeraient pas à cette guerre idéologique de la pire réaction contre les masses, tous les peuples.

Je n'ai pas le temps de poursuivre, comme d'habitude hélas ! J'ajoute juste un truc à développer qui vient de me venir à l'esprit et qui à mon avis est capital pour l'avenir du mouvement ouvrier.

Il serait intéressant de définir avec le plus de précision possible l'idéologie qui fut adoptée par les partis ouvriers dès leur fondation, en France la SFIO et le PC, et je suis pratiquement certain qu'on y trouverait dès le début les germes de l'opportunisme qui s'y développèrent rapidement, les envahirent et finirent par les pourrir. Cela fut sans doute inévitable, c'est aussi une hypothèse qui mérite d'être étudiée, personnellement j'en suis convaincu et je pourrais expliquer pourquoi, mais je n'ai plus le temps ici, chacun peut y réfléchir.

Entre nous, on a déjà traité cette question dans d'autres causeries en l'abordant sous un autre angle, mais il est toujours bon de vérifier si on n'aurait rien oublié ou pas commis d'erreurs. On pourrait aussi se demander, si cela devait être inévitable dans tous les cas de figure ou cela s'appliquerait au fur et à mesure à tous les partis ouvriers. On pourrait également se poser la question de savoir, s'il existe un ou des moyens de l'éviter, car si on doit systématiquement reconstruire un nouveau parti ouvrier tous les quarts ou demis siècles, parce que celui qu'on avait construit avait fini par se décomposer totalement, on ne viendra jamais à bout de cette tâche et dans ce cas-là notre cause serait perdue d'avance, vous voyez à quel point il est important de se poser cette question. A moins bien sûr qu'on en soit arrivé à la conclusion qu'on pourrait se passer d'un parti. Mais dans ce cas-là, je voudrais bien qu'on nous explique comment on pourrait parvenir à s'emparer du pouvoir ou à renverser le régime en place, qui plus est serait devenu totalitaire. A suivre.

Jean-Jacques Rosat - Chroniques orwelliennes - Sur le contrôle des esprits - Collège de France

Extrait.

- Il y a eu dans le passé des régimes tyranniques et policiers qui se sont efforcés de contrôler les actes et l'expression des pensées. Ils cherchaient souvent, par la police secrète et la délation, à connaître les pensées les plus privées. Mais ils ne cherchaient pas, à proprement parler à entrer dans les consciences et à les façonner. L'instance qui l'a fait est la religion (à travers des dispositifs comme l'Inquisition ou la confession). Et c'est précisément au moment où la religion cesse de jouer un rôle prééminent dans la direction des consciences que s'instaure la possibilité d'un contrôle et d'un façonnement politiques des esprits.

Dès la fin des années 1930, Orwell est conscient qu'il y a là une innovation d'une importance cruciale pour l'homme et la civilisation en général : le titre initial de 1984 était Le dernier homme en Europe. Et il est conscient, notamment, que c'est un problème majeur pour le mouvement socialiste auquel il vient de se joindre. Mais les théoriciens officiels du socialisme justement (et notamment marxistes) sont incapables de prendre la mesure de cette innovation parce que leur théorie, datant du XIXe siècle et enfermée dans son économisme, ne laisse aucune place à l'émergence de ce nouveau mode de domination.

- « Idéologie » est un concept qu'Orwell évite, ou qu'il n'emploie que cum grano salis. Pour au moins deux raisons.

Premièrement, il est lié à l'économisme marxiste et à l'idée d'explication en dernière instance par l'infrastructure économique. Aux yeux d'Orwell, c'est un schéma qui peut être éclairant dans un certain nombre de cas, mais il refuse d'en faire un principe d'explication général. Ce schéma est notamment inopérant pour rendre compte de ce nouveau mode de domination, lequel, comme on va le voir, peut apparaître dans des systèmes économiques et sociaux extrêmement différents : il peut se mettre en place aussi bien dans des sociétés organisées selon un principe capitaliste que dans des sociétés organisées selon un

principe collectiviste.

Deuxièmement, une idéologie, même si elle est au service d'une classe et de ses intérêts, a une autonomie relative, c'est-à-dire un certain degré d'existence propre : du point de vue des tenants d'une idéologie, au moins, leur idéologie est vraie, et vraie non parce qu'elle est la leur, mais ... parce qu'elle est vraie, c'est-à-dire conforme à la manière dont le monde est. Cela signifie que l'idéologie a, aux yeux de ses défenseurs tout au moins, une substance propre, une consistance : qu'elle est capable d'une manière ou d'une autre de rendre des comptes à la réalité et qu'elle est soumise à une exigence de vérité. Même si le défenseur de l'idéologie en question n'a que des pseudo-critères de vérité, qui sont tels que ses propres croyances sont à ses propres yeux infalsifiables (il peut toujours faire retomber son idéologie sur ses pieds, par rapport à n'importe quel fait), il n'en est pas moins persuadé que ses croyances sont vraies indépendamment du fait qu'il les croit : qu'elles sont par elles-mêmes et en elles-mêmes vraies.

De cette consistance propre de l'idéologie, résulte le fait qu'elle est durable, qu'elle a une certaine stabilité, et que, par conséquent, on peut critiquer un régime et ses actes en lui opposant sa propre idéologie. Dans 1984, il est clairement expliqué qu'une des faiblesses des régimes totalitaires passés, comme le fascisme et le stalinisme, est d'avoir voulu justifier leur action au nom d'une idéologie, et même d'avoir essayé, dans une certaine mesure, de rendre le réel conforme à cette idéologie.

Dans le système de 1984, ce qui est donné comme « devant être cru » à un moment donné n'a absolument aucune consistance propre ni aucune autonomie. Il n'est pas demandé à Winston de croire que « $2+2=5$ » parce que, selon l'idéologie du régime, il aurait été établi d'une manière ou d'une autre que « $2+2=4$ » est faux et que « $2+2=5$ » est vrai. La seule raison pour laquelle il lui est demandé de croire que « $2+2=5$ » est que le régime a décidé que c'est présentement ce qu'il faut croire ; et il faudra croire, de la même manière, que « $2+2=3$ » ou de nouveau que « $2+2=4$ » sitôt que le régime l'aura décidé. La marque d'obéissance et de fidélité au régime, ce n'est pas de croire à une idéologie déterminée présentée comme vérité, mais de croire à ce qui est donné à croire pour la seule raison que c'est donné à croire et pour le temps que c'est donné à croire. L'instabilité absolue des croyances et leur changement permanent est un des traits essentiels du système du contrôle des esprits.

C'est un point crucial pour comprendre le concept proprement orwellien de totalitarisme.

Lettre de Friedrich Engels à F. Mehring - 14 juillet 1893

Extrait.

A part cela, il manque seulement un point qui, à vrai dire, n'a pas été assez mis en relief dans les écrits de Marx et les miens, ce qui fait que nous en portons tous la même responsabilité. A savoir, nous nous sommes d'abord attachés à déduire les représentations idéologiques — politiques, juridiques et autres — ainsi que les actions conditionnées par elles, des faits économiques qui sont à leur base, et nous avons eu raison. Mais en considérant le contenu, nous avons négligé la forme : la manière dont se constituent ces représentations, etc. C'est ce qui a fourni à nos adversaires l'occasion rêvée de se permettre des interprétations fausses et des altérations, dont Paul Barth est un exemple frappant.

L'idéologie est un processus que le soi-disant penseur accomplit sans doute avec conscience, mais avec une conscience fautive. Les forces motrices véritables qui le mettent en mouvement lui restent inconnues, sinon ce ne serait point un processus idéologique. Aussi s'imaginent-il des forces motrices fausses ou apparentes. Du fait que c'est un processus intellectuel, il en déduit et le contenu et la forme de la pensée pure, que ce soit de sa propre pensée ou de celle de ses prédécesseurs. Il a exclusivement affaire aux matériaux intellectuels ; sans y regarder de plus près, il considère que ces matériaux proviennent de la pensée et ne s'occupe pas de rechercher s'ils ont quelque autre origine plus lointaine et indépendante de la pensée. Cette façon de procéder est pour lui l'évidence même, car tout acte humain se réalisant par l'intermédiaire de la pensée lui apparaît en dernière instance fondé également sur la pensée.

L'idéologue historien (historien doit être ici un simple vocable collectif pour : politicien, juriste, philosophe, théologien, bref, pour tous les domaines appartenant à la société et non pas seulement à la nature), l'idéologue historien a donc dans chaque domaine scientifique une matière qui s'est formée de façon indépendante dans la pensée de générations antérieures et qui a évolué de façon indépendante dans le cerveau de ces générations successives. Des faits extérieurs, ils est vrai, appartenant à ce domaine ou à d'autres peuvent bien avoir contribué à déterminer ce développement, mais la présupposition tacite est que ces faits sont, à leur tour, de simples fruits d'un processus intellectuel, de sorte que nous continuons toujours à rester dans le royaume de la pensée pure qui a heureusement digéré même les faits les plus têtus.

C'est cette apparence d'histoire indépendante des constitutions d'Etat, des systèmes juridiques, des conceptions idéologiques dans chaque domaine particulier qui aveugle, avant tout, la plupart des gens. Si Luther et Calvin « viennent à bout » de la religion catholique officielle, si Hegel « vient à bout » de Kant et de Fichte, si Rousseau « vient à bout » indirectement par son Contrat social républicain, de Montesquieu le constitutionnel, c'est un événement qui reste à l'intérieur de la théologie, de la philosophie, de la théorie de l'Etat, qui constitue une étape dans l'histoire de ces domaines de la pensée et qui ne sort pas du domaine de la pensée. Et, depuis que l'illusion bourgeoise de la perpétuité et de la perfection absolue de la production

capitaliste s'est encore ajoutée à cela, la victoire des physiocrates (2) et d'Adam Smith sur les mercantilistes (3) passe elle-même, ma foi, pour une simple victoire de l'idée, non pas comme le reflet intellectuel de faits économiques modifiés, mais, au contraire, comme la compréhension exacte, enfin acquise, de conditions réelles ayant existé partout et de tout temps. Si Richard Cœur de Lion et Philippe Auguste avaient instauré le libre-échange au lieu de s'engager dans les croisades, ils nous auraient épargné cinq cents années de misère et de sottises.

Cet aspect de la chose que je ne puis ici qu'effleurer, tous nous l'avons négligé, je pense, plus qu'il le méritait. C'est une vieille histoire : au commencement, on néglige toujours la forme pour le fond. Comme je l'ai déjà dit, je l'ai fait également, et la faute ne m'est toujours apparue que post festum. C'est pourquoi non seulement je suis très loin de vous en faire un reproche quelconque, d'autant plus que j'ai commencé à commettre cette faute bien avant vous, au contraire, — mais du moins je voudrais vous rendre attentif à ce point à l'avenir. (...)

Notes.

2 - Un des courants de l'économie politique bourgeoise classique apparut vers le milieu du XVIII^e siècle en France. Les physiocrates se prononçaient résolument pour la grande agriculture capitaliste, l'abolition des privilèges des ordres sociaux et du protectionnisme. Tout en reconnaissant la nécessité de liquider le féodalisme, ils voulaient le faire par la voie de réformes pacifiques, sans porter atteinte aux classes dominantes ni à l'absolutisme. Leurs conceptions philosophiques étaient proches de celles des philosophes bourgeois français du siècle des lumières. Certaines transformations économiques préconisées par les physiocrates furent réalisées pendant la Révolution française.

3 - Mercantilisme, système de conceptions économiques et politiques de certains Etats européens aux XV^e-XVIII^e siècles, favorisant l'accumulation des capitaux et le développement du commerce. Ses adeptes identifiaient la richesse de la nation à l'argent. Selon eux c'est l'argent sous forme de métaux précieux qui constituait le bien public. Les Etats qui suivaient ce système cherchaient à régler leur commerce extérieur de sorte que les exportations dépassent les importations.

Illustration par l'actualité. Leur cap : La gouvernance mondiale

- La lettre de la Consule de France à Pondichéry. (novembre 2018)

- C'est le sens du Forum de Paris pour la Paix auquel le Président de la République Française convie les chefs d'Etat et de gouvernement de la planète pour que ce centenaire de l'armistice du 11 novembre 1918 soit l'occasion d'une réflexion sur la gouvernance mondiale.

- France Info le 9 novembre 2018

- Centenaire du 11-Novembre : ce qui est au programme du bref séjour de Donald Trump à Paris

Le Forum pour la paix, point culminant du Centenaire du 11-Novembre, a pour objet de "rappeler la nécessité de défendre et renforcer le multilatéralisme mondial". Il rassemblera de nombreux acteurs de la gouvernance mondiale : des États, des organisations internationales, des ONG, des entreprises, des syndicats et des groupes religieux.

La gouvernance mondiale ne peut se mettre en place qu'avec le consentement des peuples, qui, s'ils savaient les mauvaises intentions qu'elle recouvre, s'y opposeraient évidemment. Aussi ce sont les États, les organisations internationales, les ONG, les entreprises, les syndicats et les groupes religieux, donc y compris leurs représentants, qui ne les ont jamais consultés sur cette question, qui se chargeront de donner leur consentement à leur place à cette entreprise totalitaire.

Dès lors, la question se pose de savoir comment on doit caractériser les uns et les autres, et déterminer dans quel camp ils combattent, au côté des peuples exploités et opprimés ou au côté de la pire réaction...

[Haut de page ↗](#)

Le 11 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Les voilà qui de nouveau embrasent sur l'antisémitisme, et tout le monde se sent obligé d'en être de sa petite phrase ou de son article, de sa condamnation, c'est vraiment misérable !

J'ai trouvé mieux à vous proposer, que les infos en bref qui peuvent attendre.

- Au format pdf (11 pages)

Défense du marxisme et du socialisme. Guerre à l'opportunisme.

Jean-Jacques Rosat - Chroniques orwelliennes - Sur le contrôle des esprits - Collège de France

Extrait. (suite)

La différence entre démocraties libérales et régimes totalitaires est une différence réelle, qui correspond à l'expérience ; elle doit être maintenue ; et nous avons donc politiquement besoin du concept de totalitarisme. (Au lieu de démocratie libérale, dictature libérale serait peut-être plus appropriée et plus précise. - LVOG) Mais l'indispensable reconnaissance de cette différence ne doit pas servir à masquer un fait tout aussi crucial : que les mécanismes psychologiques et intellectuels totalitaires du contrôle des esprits peuvent être mis en oeuvre dans des systèmes économiques, sociaux et politiques très divers, y compris les démocraties contemporaines. (Quelle sale manie d'employer la démocratie à toutes les sauces, sachant que c'est une utopie, puisqu'elle implique que le peuple dont la majorité est composée de travailleurs aurait conscience d'elle-même, c'est-à-dire qu'elle aurait atteint un niveau de conscience qui lui permettrait d'orienter la société dans une direction conforme à ses besoins, ce qui n'a jamais existé. C'est au contraire toujours une minorité qui présida au sort de la société et qui l'imposa à la majorité, ce qui explique pourquoi nous affirmons que jusqu'à présent les hommes n'ont jamais fait autrement leur histoire qu'inconsciemment, ou qu'ils ne sont pas encore parvenus à prendre conscience du processus dialectique matérialiste et historique à l'oeuvre... - LVOG)

Ce mode de domination est d'abord parfaitement compatible avec l'appropriation collective des moyens de production, donc avec ce qui, aux yeux notamment de la vulgate marxiste, passe pour le trait distinctif du socialisme. Il faut même aller plus loin. Il est la forme privilégiée que peut prendre la domination si celle-ci doit se reconstituer dans une économie collectiviste. Si la domination n'a plus pour base la propriété des moyens de production, sa base tendra à devenir le contrôle des esprits. (La domination est le but et le contrôle des esprits le moyen d'y parvenir, dit autrement, pour parvenir à cette domination il faut se fixer pour objectif de réaliser le contrôle des esprits. Toutes les institutions sont mobilisées pour l'atteindre au côté du parti unique et des syndicats corporatistes, les médias, les institutions de sondage, les ONG, les réseaux numériques, les publicitaires, le monde du spectacle, etc. - LVOG)

Cela ne veut évidemment pas dire que, dans un tel régime, il n'y aurait plus d'inégalité économique. Bien au contraire, la reconstitution de privilèges économiques est immédiate. (...) (Ce qui caractérisa la caste bureaucratique et parasitaire stalinienne. - LVOG) Pour Orwell, le régime issu de la révolution bolchevique n'a rien à voir avec le socialisme précisément, entre autres raisons, parce qu'il n'est pas égalitaire, et cela dès l'époque de Lénine. (Pendant les quatre premières années qui succédèrent à la prise du pouvoir par le parti bolchevik, le gouvernement ouvrier fut confronté à une guerre impérialiste et à une guerre civile, ainsi qu'un sabotage des féodaux et de la bourgeoisie russe et un blocus économique orchestré par toutes les puissances occidentales, dans ces conditions durant cette période il était matériellement impossible de venir à bout des inégalités sociales issues de l'Ancien régime, d'autant plus que 99% des communistes n'avaient pas les compétences requises pour gérer l'économie du pays. - LVOG) Les privilèges économiques y sont dévolus désormais à ceux qui se sont assurés le contrôle des esprits. (Orwell fut un farouche ennemi du stalinisme et défendit à sa manière le socialisme. - LVOG)

Mais ces mécanismes du contrôle des esprits, Orwell les identifie aussi en régime capitaliste. Par exemple, il analyse longuement les mécanismes de manipulation de l'opinion par la grande presse anglaise, qui est aux mains d'un tout petit nombre de grands propriétaires privés, ainsi que les mécanismes d'autocensure et le mépris des faits dans l'ensemble de la presse britannique, qu'elle soit de droite ou de gauche. (Distinction qui était déjà dérisoire à l'époque effectivement. - LVOG)

Le point crucial, pour Orwell, est le suivant : qu'ils soient greffés sur des systèmes capitalistes ou sur des systèmes collectivistes, ce sont exactement les mêmes mécanismes.

Selon une erreur de lecture intéressée qui date de la guerre froide, Orwell montrerait que tout projet émancipateur aboutit au goulag. Il a clairement démenti cette interprétation en juin 1949. Selon une erreur de lecture symétrique (et tout aussi intéressée) des interprètes marxistes, ou même plus généralement d'un certain nombre d'interprètes de gauche, Orwell, intellectuel sentimental et petit-bourgeois, reculerait devant les dures nécessités de la lutte des classes et serait finalement, sinon un traître à la classe ouvrière et à la gauche, un allié fort peu sûr (11). (Accusation portée par les despotes qui firent main basse sur le mouvement ouvrier jusqu'à nos jours. - LVOG) Dans les deux cas, l'erreur repose sur le même présupposé : l'identification du régime soviétique avec le socialisme, ou même avec une version imparfaite du socialisme. (Erreur ou amalgame grossier tant il était clair que le stalinisme était étranger au bolchevisme ou au socialisme comme le fit si bien remarquer Orwell. On en a confirmation juste après. - LVOG) Du point de vue d'Orwell, il est clair que le régime soviétique n'est pas et n'a jamais été socialiste ; et qu'il en est même l'opposé. (On ne pouvait être plus clair. Vous comprenez pourquoi on peut adopter Orwell sans rougir. - LVOG) L'enjeu de la critique orwellienne est de montrer, au contraire, que, si l'on veut avancer vers le socialisme, un préalable indispensable est la critique de ce mode de domination, non seulement en tant qu'il est présent dans les régimes qui se réclament du socialisme, mais en tant que ses mécanismes sont d'ores et déjà à l'oeuvre dans les partis, organisations,

journaux, etc., et chez les intellectuels qui se réclament du socialisme. (On n'a pas cessé d'en faire l'expérience depuis malheureusement, parce que nos dirigeants n'ont jamais possédé les qualités indispensables pour défendre le socialisme, du coup ils recoururent aux méthodes détestables du stalinisme pour asseoir leur pouvoir ou domination au sein de leurs partis. - LVOG)

Comme l'a pertinemment souligné Michael Walzer, entre autres, la critique d'Orwell est une « critique interne au socialisme(12) », une critique à l'intérieur de son propre camp. Comme l'a expliqué Judith Shklar, « l'intellectuel qui ne peut pas supporter les intellectuels n'est certes pas une espèce rare ; mais ce qui singularise Orwell, c'est qu'il a traduit son mépris dans la vision d'une société gouvernée par les objets de son dédain. L'État totalitaire qu'il a imaginé n'est pas tout à fait celui de Staline, non plus que celui d'Hitler. Le parti intérieur, qui dispense l'Angsoc et dirige l'aire n°1 dans 1984, est composé d'intellectuels radicaux anglo-américains(13) ».

Évidemment, celui qui porte la critique dans son propre camp passe facilement pour ou un allié objectif du camp adverse, ou un traître tout court, ou un naïf idéaliste qui n'a pas compris la théorie vraie et scientifique et qui finira nécessairement du mauvais côté. (C'est exactement mon cas, si j'en juge par l'attitude des lecteurs ou des militants qui se connectent à ce portail à mon égard. C'est évidemment infondé et profondément injuste, mais on n'y peut rien, c'est seulement un mauvais moment à passer en attendant des jours meilleurs qui viendront ou pas étant déjà vieux, peu importe, l'essentiel c'est de demeurer fidèle à ses convictions, à son idéal et de les défendre loyalement. - LVOG)

Notes.

11. Voir par exemple : Isaac Deutscher, « 1984 ou le mysticisme de la cruauté » (1954), in Enzo Traverso (éd.), *Le Totalitarisme*, Seuil, 2001.

12. Michael Walzer, « George Orwell's England », in Michael Walzer, *The Company of Critics: Social Criticism and Political Commitment in the Twentieth Century*, London, 1989 ; repris dans Graham Holderness, Bryan Loughrey and Nahem Yousaf (ed.), *George Orwell*, Macmillan, 1998, p. 195. 13. Judith Shklar, «1984 : Should Political Theory Care ? », in Stanley Hoffmann (dir.), *Political Thought and Political Thinkers*, University of Chicago Press, 1998, p. 342-343 (cité dans Conant, op. cit.).

Le document suivant se situe un an après l'adoption de la nouvelle politique économique (NEP).

(<http://www.marxists.org/francais/index.htm>)

Rappel des conditions dans lesquelles Lénine dirigea (pas seul évidemment) la Russie entre fin 1917 et 1922, alors que sa santé déclinait suite à la tentative d'assassinat dont il avait victime, et dont les conséquences lui seront fatales deux ans plus tard.

Lénine rapport politique du Comité central au XIe Congrès du Parti communiste le 27 mars 1922

LVOG - Soit environ un an après l'adoption de la nouvelle politique économique (NEP).

Extrait.

Lénine - Et il faut poser nettement cette question : qu'est-ce qui fait notre force et qu'est-ce qui nous manque ? Le pouvoir politique, nous en avons autant qu'il faut. Il ne se trouvera probablement personne ici pour dire qu'à l'endroit de telle ou telle question pratique, dans telle ou telle institution, les communistes, le Parti communiste n'ont pas suffisamment de pouvoir. Il y a des gens qui ont constamment cette pensée en tête, mais ce sont des gens tournés désespérément vers le passé, qui ne comprennent pas qu'il faut se tourner vers l'avenir. La force économique essentielle est entre nos mains. Toutes les grandes entreprises clés, les chemins de fer, etc., sont entre nos mains. Le bail, si largement qu'il soit pratiqué en certains lieux, ne joue, dans l'ensemble, qu'un rôle minime. C'est, dans l'ensemble, une part tout à fait insignifiante. La force économique dont dispose l'État prolétarien de Russie est tout à fait suffisante pour assurer le passage au communisme. Qu'est-ce donc qui manque ? C'est clair : ce qui manque, c'est la culture chez les communistes dirigeants. De fait, si nous considérons Moscou - 4700 communistes responsables - et si nous considérons la machine bureaucratique, cette masse énorme, qui donc mène et qui est mené ? Je doute fort qu'on puisse dire que les communistes mènent. A dire vrai ce ne sont pas eux qui mènent. C'est eux qui sont menés. Il s'est passé là quelque chose de pareil à ce qu'on nous racontait dans notre enfance, aux leçons d'histoire. Il arrive, nous enseignait-on, qu'un peuple en subjugué un autre, et alors le peuple qui a subjugué est un peuple conquérant, et celui qui a été subjugué est un peuple vaincu. Voilà qui est simple et compréhensible pour chacun. Mais qu'advient-il de la culture de ces peuples ? Cela n'est pas si simple. Si le peuple conquérant est plus cultivé que le peuple vaincu, il lui impose sa culture. Dans le cas contraire, il arrive que c'est le vaincu qui impose sa culture au conquérant. Ne s'est-il pas produit quelque chose de pareil dans la capitale de la R.S.F.S.R. et n'est-il pas arrivé ici que 4700 communistes (presque toute une division, et des meilleurs) ont été soumis à une culture étrangère ? Il est vrai qu'on pourrait, ici, avoir l'impression d'un niveau culturel élevé chez les vaincus. Erreur. Leur culture est misérable, insignifiante. Mais, tout de même, elle est supérieure à la nôtre. Si piètre, si misérable qu'elle soit, elle surpasse celle de nos communistes responsables, parce que ceux-ci ne savent pas suffisamment diriger. Les communistes qui se mettent à la tête des institutions - parfois des saboteurs les y poussent habilement, à dessein, pour se faire

une enseigne -, se trouvent souvent dupés. Avez très désagréable. Ou, tout au moins, pas très agréable. Mais il faut le faire, me semble-t-il, car c'est là, à présent, le nœud de la question. C'est à cela que se ramène, selon moi, la leçon politique de l'année, et c'est sous ce signe que la lutte se déroulera en 1922.

LVOG - Sans vouloir les dénigrer à tous prix, vous observerez que le facteur de la culture a toujours été quasiment absent de la formation politique des militants de gauche ou d'extrême gauche qui de fait le négligeront sans cesse, et lorsqu'il arrivera que l'actualité les oblige à l'aborder, ce sera généralement une vraie catastrophe parce qu'ils considèrent que leur culture est supérieure à celle du peuple en général ou des autres peuples, alors qu'en réalité elle est misérable ou insignifiante pour reproduire celle de la classe dominante qui n'a été conçue que pour mieux asservir le peuple ou tous les peuples puisque de nos jours elle est destinée à avoir une valeur universelle, le pendant du totalitarisme.

Par exemple, ces militants se croient supérieurs parce qu'ils ne sont pas homophobes, mais comme l'homophilie est instrumentalisée par les tenants du totalitarisme pour briser la culture des peuples qui ne l'a pas encore intégrée afin de vaincre sa résistance à la stratégie du nouvel ordre mondial que les néolibéraux veulent leur imposer, ils se font ainsi les instruments ou les complices de la pire réaction. Au lieu de profiter de leur culture, qui a bien des égards surpasse celle d'autres peuples, pour imposer un changement de régime dans leur pays, ils s'en servent pour renforcer le pouvoir en place qui tend de plus en plus vers le totalitarisme.

Lénine - Le capitaliste savait approvisionner la population. Il le faisait mal, en voleur, il nous humiliait, il nous pillait. C'est ce que savent les simples ouvriers et paysans qui ne raisonnent pas sur le communisme parce qu'ils ignorent ce que c'est.

« Mais les capitalistes savaient tout de même approvisionner la population. Et vous, le savez- vous ? Non. » Car ce sont bien ces voix-là qui, au printemps de l'année dernière, se sont fait entendre, pas toujours distinctement, mais qui n'en formaient pas moins le fond de la crise du printemps dernier. « Vous êtes, certes, de très braves gens, mais la tâche que vous avez entreprise, la tâche économique, vous ne savez pas l'accomplir. » Voilà la critique très simple mais meurtrière, s'il en est, que la paysannerie et, par son truchement, plusieurs catégories d'ouvriers, ont adressée l'année dernière au Parti communiste. Voilà pourquoi ce vieux point acquiert une telle importance dans la question de la NEP.

Il faut un contrôle réel. A vos côtés agit le capitaliste ; il agit en maraudeur, il prélève des bénéfices, mais il sait s'y prendre. Et vous? Vous essayez de nouvelles méthodes : des bénéfices, vous n'en avez pas ; vos principes sont communistes, vos idéaux - excellents ; en un mot, à vous en croire, vous êtes de petits saints et de votre vivant vous méritez le paradis, - mais savez-vous travailler ? Il faut un contrôle, un contrôle véritable, non pas celui qui consisterait pour la Commission centrale de contrôle à faire une enquête et à voter un blâme, et pour le Comité exécutif central de Russie à infliger une sanction. Non, il faut un contrôle véritable, du point de vue de l'économie nationale.

Lénine - Voilà la première leçon, voilà la première partie, essentielle, du rapport politique du Comité central. Nous ne savons pas gérer l'économie. La preuve en a été faite au cours de l'année écoulée.

Lénine - Au cours de cette année, nous avons prouvé avec une entière évidence que nous ne savons pas conduire les affaires. Voilà la principale leçon. Ou bien nous prouverons le contraire l'année qui vient ou bien le pouvoir des Soviets ne pourra exister. Et le plus grand danger, c'est que tous ne s'en rendent pas compte. Si tous les communistes, tous les responsables, se rendaient nettement compte que du moment qu'ils ne savent pas s'y prendre, ils feraient bien de reprendre leur instruction au début, nous aurions gain de cause. Ce serait, selon moi, la conclusion essentielle, capitale. Mais on ne se rend pas compte de la chose ; on a la certitude que s'il en est qui pensent ainsi, ce sont des gens peu cultivés, qui n'ont pas appris le communisme. Qu'ils étudient, et peut-être comprendront-ils. Non. Excusez. Le paysan, l'ouvrier sans-parti n'ont pas étudié le communisme? Il ne s'agit pas de cela. La vérité, c'est que le temps n'est plus où il fallait développer un programme et appeler le peuple à exécuter ce programme grandiose. Cette époque est révolue. Aujourd'hui il vous faut prouver que dans la pénible situation actuelle, vous savez pratiquement améliorer les conditions économiques de l'ouvrier et du moujik, de façon qu'ils voient que vous l'avez emporté dans la compétition.

LVOG - On voit d'ici les militants, qui ont une haute opinion d'eux-mêmes, et qui dès lors qu'on leur propose une analyse différente de la leur ou qui ne serait pas sortie de leur tête bien trop formatée, nous accusent de vouloir leur donner des leçons ou hurlent au scandale ! On s'en amuse.

Lénine - Nous ne devons pas nous rassurer sous prétexte que partout, dans les trusts de l'Etat et dans les sociétés mixtes, il y a des communistes responsables, excellents. La belle consolation, puisque ces communistes ne savent pas conduire les affaires et sont à cet égard pires qu'un vulgaire commis des capitalistes, qui a passé par l'école de la grande usine et de la grosse maison de commerce. Voilà ce dont nous n'avons pas conscience; il y a là de la vanité communiste, du comtchvanstvo pour employer la sublime langue russe. La vérité est qu'un communiste responsable, le meilleur, et manifestement honnête et dévoué, qui a subi le baigne et bravé la mort, ne sait pas faire du commerce, parce qu'il n'est pas un homme d'affaires, parce qu'il n'a pas appris cela et ne veut pas l'apprendre, parce qu'il ne comprend pas qu'il lui faut tout apprendre, depuis les premiers rudiments. Ce communiste, ce révolutionnaire qui a fait la plus grande révolution qu'on ait jamais vue dans le monde, ce révolutionnaire que contemplant sinon quarante siècles du haut des pyramides, du moins quarante pays européens avec l'espoir de s'affranchir du capitalisme, - ce communiste, ce révolutionnaire doit prendre des leçons auprès du vulgaire commis qui a trimé dix ans dans une épicerie,

qui connaît son affaire, tandis que ce communiste responsable, ce révolutionnaire dévoué, non seulement ne la connaît pas, mais ignore même qu'il ne la connaît pas.

LVOG - Là on imagine tous les dirigeants qui n'ont pratiquement jamais travaillé au cours de leur vie ou tous ces cadres ou militants qui n'ont jamais été sous les ordres de capitalistes ou de patrons. D'ailleurs cela explique pourquoi généralement ils ne s'adressent qu'aux fonctionnaires et ignorent le reste des travailleurs, l'immense majorité en somme auxquels ils n'ont jamais été foutus de s'adresser. Personnellement, j'ai bossé dans plus de 45 entreprises, on n'a donc jamais vécu dans le même monde, ce dont j'ai conscience, ce qui ne risque pas de leur arriver puisqu'ils me considèrent comme un "vulgaire commis" et leurs dirigeants flattent leur ignorance au lieu de leur donner des leçons, ce qu'on peut comprendre aussi, puisqu'ils n'ont pas retenu les leçons de Lénine...

Lénine - Dans notre lutte, il ne faut pas oublier que les communistes doivent agir après mûre réflexion. Ils vous parleront à merveille de la lutte révolutionnaire, de l'état de cette lutte dans le monde entier. Mais pour se tirer du besoin, de la misère la plus noire, il faut être réfléchi, cultivé, sensé. Ils ne savent pas s'y prendre. Nous aurions tort d'accuser les communistes responsables d'être peu consciencieux. L'immense majorité d'entre eux - 99% - ne sont pas seulement des gens consciencieux ; ils ont prouvé leur dévouement à la révolution dans les conditions les plus difficiles, et avant la chute du tsarisme et après la révolution, ils ont sacrifié littéralement leur vie. Si on cherchait ici les causes, on aurait foncièrement tort. Ce qu'il faut, c'est aborder comme il sied l'affaire publique la plus simple, comprendre que c'est une affaire publique, une affaire commerciale ; s'il y a des obstacles, il faut savoir les écarter et poursuivre ceux qui se seront rendus coupables de lenteurs bureaucratiques.

LVOG - Lénine a eu raison de préciser que personne ne remettait en cause les intentions généreuses des militants ou leur engagement politique au côté des travailleurs, la question n'est pas là effectivement, elle réside dans leur propre formation pour élever leurs connaissances, leur niveau de conscience, mais de cela ils ne veulent pas en entendre parler de nos jours. Ce qu'ils n'ont pas compris, c'est que tout ne figurait pas dans des livres, que la société se transformait et que s'ils n'en tenaient pas compte pour progresser, ils seraient voués à régresser, ce qu'on n'a pas cessé d'observer depuis 40 ans. Du coup, notre discours qui aurait pu les aider, sans vouloir leur donner de leçons, ils le rejettent en bloc.

Lénine - Voilà comment la question se pose, voilà où est la difficulté. N'importe quel commis, passé par l'école d'un grand établissement capitaliste, sait faire cela, mais 99% des communistes responsables ne le savent pas, et ne veulent pas comprendre qu'ils n'ont pas ce savoir-faire, qu'il leur faut commencer par l'a b c. Si nous ne le comprenons pas, si nous ne nous remettons pas aux rudiments, nous ne résoudrons jamais le problème économique qui est aujourd'hui à la base de toute notre politique.

LVOG - Allez dire à des militants, des cadres ou des dirigeants "*qu'il leur faut commencer par l'a b c*", ils vont vous envoyer paître sur le champ ! Vous imaginez les difficultés auxquelles Lénine a dû faire face, les mêmes que nous rencontrons de nos jours.

Moi, j'ai adopté définitivement le principe suivant que j'avais lu quelque part quand j'étudiais le bouddhisme et l'hindouisme : Considère que tu ne sais rien et que tu as tout à apprendre, ainsi tu tireras toujours le meilleur de chaque expérience et tu progresseras sans cesse sur le chemin de la liberté, du bonheur, etc... Laissons tomber le nirvana ou le paradis, s'il vous plaît ! Et effectivement, 30 ou 35 ans plus tard, je me sens relativement libre et heureux dans ce vieux monde pourri, où je baigne quotidiennement en Inde parmi les plus pauvres.

Lénine - Il faut se rendre compte, et ne pas craindre de le reconnaître, que dans 99 cas sur 100, les communistes responsables ne sont pas employés selon leurs capacités ; ils ne savent pas s'acquitter de leur tâche ; ce qu'ils doivent faire, maintenant, c'est apprendre. Si on le reconnaît, et du moment que nous en avons la possibilité (à en juger d'après l'ensemble de la situation internationale, nous aurons assez de temps pour achever notre apprentissage), il faut le faire à tout prix.

LVOG - Malheureusement, cet apprentissage sera brutalement interrompu par le stalinisme à peine deux ans plus tard, nous ne saurons jamais s'il aurait pu être mené à son terme. On nous rétorquera que les révolutions cubaine et chinoise ont répondu positivement à cette question, d'une manière déformée si j'en juge par le degré d'aliénation atteint par les peuples cubain et chinois, que je ne confonds avec les élites de ces régimes ou les classes moyennes qui ont un niveau de vie comparable à celui des classes moyennes des puissances occidentales, ce qui n'est pas le cas de l'immense majorité de ces peuples dont le niveau de vie est demeuré précaire ou pire encore.

[Un exemple de totalitarisme pris dans l'actualité.](#)

Fabrication du consentement. Trump terroriserait les médias. France Info ou la manipulation de l'info en continu.

"CNN devrait avoir honte que vous travailliez pour eux" : échange musclé entre Donald Trump et un journaliste - francetvinfo.fr 09.11

(Non, "échange musclé" entre un journaliste agressif et Donald Trump calme.)

France Info - Alors qu'il donnait une conférence de presse au lendemain des élections de mi-mandat, Donald Trump s'est écharpé avec un journaliste de CNN.

(En réalité, Trump a été littéralement agressé par un journaliste de CNN qui ira jusqu'à refuser de rendre le micro.)

France Info - La guerre entre Donald Trump et les journalistes continue.

(En réalité, ce sont les journalistes qui ont déclaré la guerre à Trump.)

France Info - Alors qu'il donnait une conférence de presse au sujet des élections de mi-mandat, qui ont eu lieu mardi 6 novembre, le Président des États-Unis a eu un échange musclé avec Jim Acosta, un journaliste de la chaîne CNN.

(Puisque France Info insiste lourdement, répétons-le, c'est le journaliste Jim Acosta de la chaîne CNN qui a eu un "échange musclé" avec le Président des États-Unis.)

France Info - Ce dernier désirait interpellé Donald Trump sur ses déclarations au sujet de la "caravane" des migrants, qu'il avait qualifiée "d'invasion". "Pourquoi l'avez-vous qualifiée ainsi ?", demande le journaliste. "Parce que je considère que c'est une invasion", répond Donald Trump. Il continue : "Je veux bien qu'ils viennent dans notre pays, mais ils doivent le faire légalement. Vous savez Jim, ils doivent suivre des règles."

(La réponse de Trump fut très apaisée, normale. Il a le droit de ne pas partager la position d'un journaliste et vice versa.)

France Info - Après un bref échange durant lequel Donald Trump campe sur ses positions et n'écoute pas les questions du journaliste, le Président en vient rapidement aux attaques personnelles.

(Pourquoi Donald Trump n'aurait-il pas le droit de "camper sur ses positions" ? Pourquoi devrait-il absolument adopter celles de ce journaliste ? Ensuite, Trump a enchaîné face à cet excité en gardant son sang-froid, ce qui a le don de rendre fou les psychopathes, en aucun cas il ne lui a adressé des attaques personnelles, il a simplement caractérisé son comportement, mais c'est un crime pour France Info.)

France Info - "Je pense que vous devriez me laisser diriger le pays et vous CNN. Et si vous le faisiez correctement, vos audiences seraient bien meilleures", pense-t-il conclure. (Où est l'agressivité de Trump ?)

France Info - Alors qu'il refuse de rendre le micro, Jim Acosta se voit rapidement insulté par le Président. "Ça suffit, rendez le micro !", s'agace-t-il. "CNN devrait avoir honte que vous travailliez pour eux. Vous êtes quelqu'un de mal poli, une horrible personne."

(Trump a eu raison de le traiter ainsi et il ne l'a pas insulté, ce journaliste n'avait pas à monopoliser le micro puisque Trump avait répondu à ses questions.)

France Info - Après la conférence de presse, la Maison Blanche a annoncé la suspension, jusqu'à nouvel ordre, de l'accréditation de Jim Acosta.

(J'en aurais fait autant, à ceci près je l'aurais fait virer manu militari !)

France Info - Depuis son élection, le 45ème Président des États-Unis entretient de mauvaises relations avec une partie des médias américains, à l'image du New York Times ou encore du Washington Post, privilégiant largement des médias conservateurs tels que Fox News pour ses sorties médiatiques. Mais la guerre avec CNN reste de loin la plus violente. francetvinfo.fr 09.11

(Depuis l'élection de Trump, ce sont les médias américains, porte-parole de Clinton qui était la candidate de l'Etat profond, qui le harcèlent quotidiennement.)

([https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/presidentielle/donald-trump/video-cnn-devrait-avoir-honte-que-vous-travailliez-pour-eux-echange-muscle-entre-donald-trump-et-un-journaliste_3025979.html#xtor=AL-79-\[article_video\]-\[connexe\]](https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/presidentielle/donald-trump/video-cnn-devrait-avoir-honte-que-vous-travailliez-pour-eux-echange-muscle-entre-donald-trump-et-un-journaliste_3025979.html#xtor=AL-79-[article_video]-[connexe]))

En complément

- «Allez-vous faire foutre!» Yann Barthès s'en prend à Trump à son arrivée en France - Sputnik 11.10

Le présentateur Yann Barthès n'a pas hésité à insulter face caméra le chef de l'État américain, en indiquant que ce dernier «n'était pas le bienvenu dans le pays».

Ce vendredi 9 novembre, Yann Barthès présentait une nouvelle émission de Quotidien sur TMC. L'animateur a retrouvé son équipe de chroniqueurs pour décrypter les sujets qui ont marqué l'actualité de la journée écoulée. Le journaliste a également donné son avis sur la venue du Président Trump à Paris pour le centième anniversaire de la Première Guerre mondiale.

À quelques heures de l'arrivée du Président américain, Yann Barthès n'a pas hésité à l'insulter:

«Go fuck yourself [Allez-vous faire foutre!, ndr.] vous n'êtes pas le bienvenu dans ce pays», a déclaré le journaliste face caméra.

« One last thing: Go fuck yourself! You are not welcome in this country! »

Postée sur les réseaux sociaux, la séquence a reçu un accueil controversé entre ceux qui applaudissaient l'audace du présentateur et ceux qui ne comprenaient pas cette initiative. Sputnik 11.10

Un salopard de journaliste m'insulterait ainsi, j'exigerais que le chef de l'Etat condamne publiquement cette insulte, sans quoi je repartirais sur le champ.

[Les coulisses d'une cabale montée contre Trump.](#)

- Les conséquences du Prologue par James Howard Kunstler – Le 8 octobre 2018 – Source kunstler.com - Le Saker Francophone

Résultat de recherche d'images pour "Christine Blasey Ford".

« Je la crois ! »

Vraiment ? Pourquoi quelqu'un devrait-il la croire ?

La sénatrice Collins du Maine a dit qu'elle croyait que le Dr Christine Blasey Ford avait vécu quelque chose de traumatisant, mais pas des mains de M. Kavanaugh. Je crois que le sénateur Collins a dit ça pour calmer la foule de #Metoo, pas parce qu'elle y croyait vraiment. Je crois que Christine Blasey Ford mentait, de part en part, dans sa voix de petite fille blessée, comme une mauvaise imitation de Truman Capote.

Je crois que le stratagème de Christine Blasey Ford s'inscrit dans le prolongement des sinistres activités en cours depuis le début de 2016 au ministère de la Justice et au FBI pour défaire la dernière élection présidentielle, et que l'histoire réelle et vraie de ces singeries séditeuses va bientôt éclater à la face du monde.

Il s'avère que l'État Profond est un petit monde. Saviez-vous que l'avocat qui siège à côté du Dr Ford aux audiences du Sénat, Michael Bromwich, est aussi l'avocat d'Andrew McCabe, l'ancien directeur adjoint du FBI congédié pour avoir menti aux enquêteurs de sa propre agence et pour avoir actuellement baratiné un grand jury ? Quelle coïncidence ! Parmi tous les avocats du coin le plus infesté par les avocats des États-Unis, c'est justement lui qu'elle a choisi.

Il est notoire que le Dr Ford s'est rendue à Rehobeth Beach, dans le Delaware, le 26 juillet, où vit sa meilleure amie pour toujours et ancienne colocataire, Monica McLean, et qu'elle y a passé les quatre jours suivants avant d'envoyer une lettre au sénateur Diane Feinstein, le 30 juillet, ce qui a donné le coup d'envoi du spectacle « agression sexuelle ». Saviez-vous que Monica McClean était un agent spécial du FBI à la retraite et qu'elle travaillait au bureau du procureur du district sud de New York sous la direction de Preet Bharara, qui avait auparavant travaillé pour Chuck Schumer, leader de la minorité démocrate au Sénat ?

Monica McClean aurait-elle pu passer ces 4 jours en juillet à aider Christine Blasey Ford à écrire sa lettre à Mme Feinstein ? Saviez-vous que l'avocat de Monica McClean, David Laufman, est un ancien avocat du Ministère de la Justice qui a aidé Peter Stroz, ancien chef du contre-espionnage du FBI, dans les enquêtes sur Clinton et sur la Russie avant de démissionner en février de cette année – en fait, il a participé à la « célèbre » entrevue avec Hillary en 2016 ? Ouah ! Quel petit marais, Washington !

Saviez-vous que Mme Leland Keyser, l'ancienne meilleure amie du Dr Ford de l'école préparatoire de Holton Arms, a dit à la dernière ronde d'enquêteurs du FBI à l'audience de Kavanaugh la semaine dernière – comme l'a rapporté le Wall Street Journal – qu'elle s'était « sentie contrainte » par Monica McLean et ses représentants pour changer son histoire – qu'elle ne savait rien de l'agression sexuelle alléguée ou de la personne qui aurait commis celle-ci, ou qu'elle avait déjà rencontré M. Kavanaugh. Je pense que ça s'appelle un parjure par subordination.

Rien de tout cela n'est insignifiant et l'affaire ne peut pas s'arrêter là. Une trop grande partie a été déformée par ce qu'il reste des médias. Et pendant ce temps, bien sûr, il y a au moins un grand jury qui écoute les témoignages de l'ensemble des

personnages derrière l'enquête Hillary bâclée et l'enquête sur la collusion russe de Robert Mueller, qui semble toujours plus douteuse : Stroz, Lisa Page, James Comey, Andrew McCabe, Bill Priestap, et autres... J'ai le sentiment que ces questions approchent maintenant la masse critique avec le déroulement parallèle de l'« affaire » Christine Blasey Ford.

Le Parti démocrate a ses empreintes digitales partout là-dessus, comme c'était déjà le cas avec les manigances de l'enquête sur la Russie. Non seulement je ne crois pas l'histoire du Dr Ford, mais je ne crois pas non plus qu'elle ait agi seule dans cette affaire louche. Ce qui se passe avec tous ces avocats associés au FBI et au ministère de la Justice, c'est un encerclement évident des chariots. Ils ont généré trop d'animosité dans le processus et ils vont se faire coincer. Ces questions sont loin d'être terminées et une bataille majeure se profile à l'horizon du compte à rebours des élections de mi-mandat. En fait, l'éditorialiste Charles M. Blow a sonné de la trompette lundi matin dans sa chronique idiote intitulée : « Libéraux, c'est la guerre ». Comme je l'ai dit : une deuxième guerre civile se profile. Le Saker Francophone

C'est semble-t-il le but de la ruée de migrants en provenance d'Amérique centrale orchestrée par les Rockefeller, Soros et Cie...

[L'Agence Française de Propagande ou comment la voix du nouvel ordre mondial totalitaire s'ingère dans les affaires du gouvernement sud-coréen.](#)

- Le président sud-coréen limoge son ministre des Finances - AFP 9 novembre 2018

Acte I.

LVOG - De la manière dont l'AFP présente la situation économique de la Corée du Sud, on pourrait être porté à croire que le président sud-coréen Moon Jae aurait injustement limogé le ministre des Finances et son chef de cabinet ou qu'il aurait voulu leur faire porter la responsabilité du ralentissement de l'économie de la Corée du Sud. Lisez attentivement.

AFP - Le président sud-coréen Moon Jae-in a limogé vendredi les deux grands manitous de l'économie, dont son ministre des Finances, dans un contexte de ralentissement de la croissance, de hausse du chômage et d'inégalités persistantes des revenus.

Le ministre Kim Dong-yeon et le chef de cabinet chargé de la stratégie politique, Jang Ha-sung ont été démis de leurs fonctions et remplacés, a annoncé un porte-parole de la présidence.

D'après la presse, les deux hommes se disputaient sur la façon de remédier aux difficultés de la 11e économie mondiale.

A l'international, M. Moon s'est fait connaître pour son rôle dans la spectaculaire détente en cours avec le voisin du Nord armé de la bombe nucléaire. Mais à domicile, sa politique économique est de plus en plus sujette à controverse et sa cote de popularité descend dans les sondages.

Acte II.

LVOG - Dans cette deuxième partie de cet article, vous allez immédiatement comprendre pourquoi l'AFP s'en est pris précédemment au président sud-coréen, il serait trop social, un crime !

AFP - Son gouvernement a nettement augmenté le salaire minimum, réduit la durée du travail et transformé des contrats de travail temporaires en contrats à durée indéterminée dans le cadre d'une politique de redistribution destinée à stimuler une "croissance portée par les revenus".

Il s'agit d'un revirement complet par rapport au modèle de croissance passé, porté par les exportations et les investissements des énormes conglomérats sud-coréens, et qui a vu l'économie sud-coréenne se hisser au quatrième rang asiatique.

Acte III.

LVOG - Pour finir, l'AFP prend fait et cause pour les adversaires du président sud-coréen, le patronat qui sabote sa politique comme le fait celui du Venezuela. L'AFP est bien le porte-parole de la réaction sur toute la ligne à l'échelle mondiale.

AFP - Les critiques du gouvernement affirment que cette politique a eu l'effet inverse de celui escompté, en aggravant la situation des gens aux revenus les plus faibles et en forçant les petites entreprises à licencier, tandis que les mastodontes hésitent à investir au vu du renforcement des régulations.

Le mois dernier, la banque centrale avait ramené sa prévision de croissance annuelle à 2,7%, contre un taux effectif de 3,1% en 2017.

Le ministre des Finances souhaitait revenir sur la politique de redistribution, y compris le salaire minimum, tandis que M. Jang voulait poursuivre sur la même voie. AFP 9 novembre 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 12 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai ajouté un passage dans l'après-midi (midi en France).

● Au format pdf (4 pages)

J'ai remis les vidéos et articles attenants que j'avais retirés de la page d'accueil en 2016. Ces supports datent un peu, mais ils sont toujours d'actualité ou peuvent servir à mieux comprendre le monde dans lequel nous vivons et son évolution.

Je ne partage évidemment pas l'ensemble de leur contenu, loin de là en général. On peut leur faire les mêmes reproches qu'aux médias dominants, cependant il existe une différence déterminante entre eux. Ces vidéos (ou ces articles) présentent l'avantage de ne pas censurer un grand nombre de faits contrairement aux médias, faits, qui dès lors qu'on les ignore ne permettent pas de se forger librement ses propres idées sur le déroulement de l'histoire, ce qui est le but de la censure, afin que l'on adopte la version officielle qui figurera dans les manuels scolaires et universitaires ou destinés à la formation des militants dans les partis dits ouvriers.

On comprend donc l'importance capital de porter ces faits à la connaissance de tous, malgré répétons-le les nombreuses imperfections que peuvent comporter parfois ces vidéos. L'essentiel, c'est d'en tirer ou d'en conserver le meilleur pour en tirer des enseignements et d'oublier le reste. D'apprendre pour comprendre pour pouvoir mener notre combat politique.

Je j'aurai pas de temps à consacrer aujourd'hui aux infos en bref.

J'ai entendu quelqu'un dans une vidéo, qui distinguait ainsi les deux principaux clans qui s'écharpent au sommet de l'oligarchie financière, évoquant celui qui voulait instaurer un nouvel ordre mondial en procédant pas à pas ou par étape, et celui qui était décidé à brusquer les choses en allant le plus rapidement possible, quitte à recourir à des guerres, voire à une guerre mondiale pour intégrer immédiatement la Chine et la Russie...

Cette distinction est perspicace, mais elle est un peu longue quand on doit y faire référence, et je n'ai pas encore trouvé la bonne formule, la plus courte et précise possible pour évoquer ces deux clans de l'oligarchie. On a bien compris qu'ils partageaient le même objectif, les Russes et les Chinois également il faut préciser, car il y en a encore qui s'imaginent qu'ils s'y opposeraient. On y reviendra plus tard.

Vous savez pourquoi nous sommes dans cette merde, excusez-moi l'expression ? Parce que nos dirigeants ont toujours refusé de l'admettre, ce sont des idéologues bornés au dernier degré. Quand on admet l'existence de ces deux clans de l'oligarchie, qu'ils ont une tactique différente mais partagent la même stratégie pour conserver leur hégémonie sur le monde, d'un coup tout devient plus clair et on peut définir une stratégie et une tactique pour les affronter, dans le cas contraire on en arrive à se vautrer dans le pire opportunisme qui soit et notre combat sera perdu d'avance, il faut bien en prendre conscience.

Qu'on le veuille ou non, bien des formules et des analyses du passé sont devenues obsolètes ou inappropriées pour comprendre le monde tel qu'il est devenu de nos jours et affronter nos ennemis, construire le parti, les instruments qui nous permettrons de les vaincre...

J'ajoute un point d'actualité à 16h en Inde, 11h30 en France.

[La guerre, c'est la paix.](#)

Leur humanisme est bien la politesse des salauds...

La gouvernance mondiale totalitaire s'est offerte le Forum de Paris pour la paix ou le dernier coup des GAFA.

Grille de lecture.

Le saviez-vous? Non, évidemment et pour cause.

La meilleure ou plutôt le pire, c'est qu'absolument aucun des participants aux différentes manifestations programmées contre Trump ou ce Forum ne le mentionnera, mais quel déni ! Aucun ne désignera non plus l'oligarchie comme planificateur et profiteur de toutes les guerres. Les chefs d'Etat ou de gouvernement passent, l'oligarchie reste, simple observation qui ne leur était évidemment pas venue à l'esprit.

Les pires imposteurs, fanatiques manipulateurs des faits dans nos rangs vont jusqu'à le nier. C'est ce que m'a confirmé un trotskyste lambertiste hier dans un courriel, refusant d'admettre que l'oligarchie n'avait cessé de renforcer ou d'étendre son pouvoir politique sur le monde depuis 70 ans, et que le mouvement ouvrier international s'était avéré totalement impuissant à l'empêcher.

Autrefois, on nous avait enseigné que pour combattre un ennemi, il fallait commencer par l'identifier ou lui ôter son masque, sans quoi notre action serait inefficace ou demeurerait vaine. Apparemment ce n'est plus de mise. Il faut croire que depuis ils se sont ravisés ou ils ont changé d'objectif et qu'ils en sont arrivés à la terrible conclusion qu'on ne pourra jamais le vaincre, alors valait mieux encore faire avec en guise de testament, en tout cas cela en est la signification politique.

- A Paris, 70 chefs d'Etat tournés vers la paix - leparisien.fr 11 novembre 2018

Devant près de 70 chefs d'Etat ou de gouvernement réunis pour les commémorations du centenaire de l'Armistice de 1918, Emmanuel Macron a martelé son message pour la paix et fustigé le nationalisme.

Ce rendez-vous, que ses concepteurs veulent rendre annuel, doit servir à débattre la gouvernance mondiale au sens large et à prôner le multilatéralisme.

Emmanuel Macron a initié le Forum de Paris pour la paix, mais c'est une association indépendante qui l'a mis sur pied. Tellement indépendante, que ce grand rendez-vous - où chefs d'états côtoieront ONG, entrepreneurs et association - n'a pas été financé par des fonds publics français, mais pour l'essentiel par des entreprises privés. Parmi elles, Google, Microsoft, ou encore Facebook, qui ont donné cinq millions d'euros pour l'occasion. «C'est une volonté du président. Il veut qu'au delà des Etats, la société civile s'implique», détaille un conseiller gouvernementale. Ce lundi matin, Jean-Yves Le Drian, le ministre des Affaires étrangères recevra tout ces grands donateurs privés lors d'un petit déjeuner au Quai d'Orsay. leparisien.fr 11 novembre 2018

« On a une offensive idéologique du djihadisme, de régimes autoritaires, de mouvements extrêmes qui de tous côtés se dévoilent être des ennemis de la liberté (...), cherchent à contrôler, censurer, exporter leur modèle, qui lancent des campagnes massives de désinformation et qui s'attaquent aux journalistes » a lancé le président Emmanuel Macron lors du premier Forum de Paris sur la Paix. Atlantico.fr 12 novembre 2018

LVOG - Voulait-il parler des médias-oligarques qui l'ont fait élire ou des 90% des médias américains qui avaient pour candidate Hillary Clinton ?

Et pendant ce temps-là leurs guerres continuent.

- Yémen: combats meurtriers à Hodeida, Washington et Londres haussent le ton - AFP 12 novembre 2018

La fabrication du consentement au service de la guerre.

- 3 raisons pour lesquelles l'Armée européenne est un idéal indispensable - Le HuffPost 12 novembre 2018

En appelant à la création d'une armée européenne, le Président français n'a pas laissé sa parole dépasser sa pensée. Il a tout simplement fait parler sa vision. Le HuffPost 12 novembre 2018

Macron n'a pas de pouvoir, mais il a une vision, qu'on se le dise !

Macron et Merkel dénoncent des élections "illégalles" - L'Express.fr 12 novembre 2018

Un scrutin dénoncé. Emmanuel Macron et Angela Merkel ont critiqué dimanche soir dans un communiqué commun les élections organisées le même jour dans l'est prorusse de l'Ukraine, décrites comme "illégalles et illégitimes".

Elles visaient à élire des "présidents" et "députés" pour les deux "républiques populaires autoproclamées par les rebelles séparatistes à Donetsk et Lougansk.

"Ces soi-disant élections nuisent à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de l'Ukraine", ont déclaré les deux dirigeants, qui se sont entretenus à Paris avec le président ukrainien Petro Porochenko, en marge des cérémonies du centenaire de l'armistice de la Première Guerre mondiale. Samedi, Bruxelles avait condamné des scrutins "illégaux et illégitimes". L'Express.fr 12 novembre 2018

AFP - Pour attirer les électeurs pour ce scrutin, les autorités donnaient à chaque personne ayant voté un "ticket" de loterie et des étals installés devant les bureaux de vote offraient des produits alimentaires à des prix bas. AFP 12.11

LVOG - Que voulez-vous, tout le monde n'a pas les moyens de LREM pour réaliser des vidéos pour convaincre le peuple d'aller voter aux élections européennes quand il n'en a pas envie !

Un évènement largement couvert par les médias-oligarques

- A Paris, les anti-Trump fustigent le «bal des vampires» - Libération 11 novembre 2018

- Parallèlement aux commémorations du 11-Novembre, une manifestation anti-Trump s'est tenue à Paris - lemonde.fr 11 novembre 2018

- 1500 personnes réunies pour manifester contre Trump à Paris - - leexpress.fr 12 novembre 2018

Etc. etc. etc.

Et il ne manquait personne à l'appel !

- Action des Femen au passage du convoi de Trump à Paris - Reuters 12 novembre 2018

[On se détend un peu entre deux coups de canon. Etait-ce vraiment une confusion ?](#)

- Quand une vieille dame confond Angela Merkel et Brigitte Macron - LeParisien.fr 11.11

LVOG - On imagine le beau et fringant jeune homme de 40 ans se coucher à côté de sa momie, quand elle a ôté, non, non pas ce à quoi vous pensez, un peu de décence tout de même, cela elle l'enlèvera seulement une fois sous le drap quand la lumière sera éteinte, la couche épaisse de crème et le maquillage qui camouflaient les multiples et profonds sillons qui avaient creusés sa peau dorénavant toute défraîchie, fripée, ravage inexorable dû au temps qui passe et amplifié par un usage excessif de ces expédients miraculeux destinés à paraître éternellement désirable...

Quelle épreuve ! Mais quelle cauchemar il doit endurer chaque soir à l'idée de coucher avec la sosie d'Angela Merkel, je voulais dire dormir, car on ne peut pas l'imaginer se livrer à une autre activité...

[Haut de page ↗](#)

Le 13 novembre 2018

[CAUSERIE ET INFOS](#)

Ma compagne est absente depuis une dizaine de jours parce que les trois enfants de sa fille Kavida sont malades et ont été hospitalisés, elle n'a passé que la journée de dimanche avec moi. Du coup, j'en profite pour travailler davantage, mais bon, à côté de cela je dois me taper toutes les tâches ménagères et le reste, je fais face, comment, en dormant moins ! Et mieux, parce que c'est l'hiver ici, quel bonheur, un peu de fraîcheur, 25°C la nuit, 40°C l'après-midi, je m'en fous, je ne mets pas le nez dehors, je bosse.

Pas d'infos en bref, j'ai mieux à faire, lire ci-dessous.

● [Au format pdf \(5 pages\)](#)

[L'orientation politique que je vous propose.](#)

A bas l'oligarchie, à bas Macron, chassons-les du pouvoir !

L'oligarchie a confisqué le pouvoir économique alors qu'elle représente moins de 1% de la population du pays, et en faisant élire Macron par une minorité de nantis elle a usurpé le pouvoir politique. Dès lors, eux seuls portent l'entière responsabilité de la situation économique, sociale et politique du pays, des maux qui accablent quotidiennement les travailleurs, de l'atmosphère délétère, de haine, de la violence aveugle qui règne dans la société.

Minoritaires et illégitimes pour nous imposer leur politique antisociale, liberticide, impérialiste, réactionnaire sur toute la ligne, les travailleurs du secteur privé qui produisent les richesses et ceux qui assurent le fonctionnement des services publics sont en droit d'exiger que l'ensemble de leurs revendications sociales et politiques soient satisfaites sans délai.

L'oligarchie et Macron s'y opposant, quel que soit notre statut ou notre condition individuelle, nos convictions personnelles, les syndicats ou les partis ouvriers dans lesquels nous militons ou dont nous sommes sympathisants, que nous soyons des travailleurs manuels ou intellectuels des villes et des campagnes, membres des classes moyennes vouées à la déchéance ou à disparaître, nous devons nous unir et engager le combat pour les chasser du pouvoir et constituer notre propre gouvernement, créer nos propres institutions, adopter une nouvelle Constitution, construire notre propre Etat, une République sociale débarrassée du capitalisme (et de l'ensemble des institutions européennes et internationales à son service), puisque son existence est devenue incompatible avec le bien-être et l'exercice le plus élémentaire de la démocratie, démocratie qui a toujours été un leurre et reste à conquérir.

L'orientation politique adoptée par l'oligarchie ne correspond pas seulement à la volonté de ses membres de concentrer toujours plus de richesses ou de pouvoir entre leurs mains, elle s'inscrit dans le cadre d'une stratégie politique qu'ils ont définie de longue date. Après avoir constaté que les contradictions du capitalisme avaient atteint les limites au-delà desquelles leur propre existence et leur domination de classe serait gravement menacée, ils ont conçu que seule l'instauration d'une gouvernance mondiale pourrait garantir leur domination sur toutes les autres classes, un nouvel ordre mondial qui devrait coïncider avec l'établissement d'un régime totalitaire à l'échelle planétaire.

Vous avez pu observer que depuis la création de la Société des nations (SDN) en 1919, puis de l'Organisation des nations unies (ONU) en 1945, de nos jours les dirigeants des puissances occidentales ou les représentants de l'oligarchie, leurs idéologues, font sans cesse référence dans leurs discours à la gouvernance mondiale ou à un nouvel ordre mondial qu'ils appellent de leurs vœux à fonder le plus rapidement possible, pour soi-disant sauver le monde de la régression sociale, de la décadence, de la barbarie ou de la guerre auxquels ils seraient promis si aucun changement politique n'intervenait à l'échelle mondiale, alors qu'ils en sont les principaux responsables.

En réalité, leur discours est uniquement destiné à obtenir le consentement des peuples à leur entreprise sordide et criminelle en leur cachant leurs véritables intentions ou la nature tyrannique du régime qu'ils veulent instaurer, parce qu'ils ne peuvent évidemment pas admettre ouvertement que la tâche historique que le capitalisme avait à accomplir est définitivement terminée, et qu'il doit céder la place à un mode de production et de répartition des richesses qui serait basé uniquement sur les besoins et les aspirations des peuples qui seraient définis et gérés collectivement par ceux qui produisent les richesses ou administrent les services rendus à la société, de sorte que pas un homme ou pas une femme ou un enfant ne serait laissé sur le bas de la route.

Si nous ignorons qui sont nos réels ennemis, la véritable nature de leurs intentions, les origines économiques de leur orientation ou de leur stratégie politique, les multiples moyens dont ils disposent pour l'imposer, comment s'articulent l'ensemble de ces facteurs, on ne peut pas comprendre la situation et on ne peut pas les combattre efficacement. Il est donc indispensable que chacun en prenne conscience et le partage avec le plus grand nombre, pour qu'ensemble nous engagions le combat politique pour avancer sur la voie de notre émancipation, les vaincre.

Les éléments les plus conscients ou déterminés de la société quelle que soit la classe à laquelle ils appartiennent, doivent construire le parti politique qui incarne ce combat et ses objectifs, afin de montrer la voie aux masses, les guider jusqu'à l'éradication du capitalisme de la surface de notre planète. Sinon, face à un ennemi puissamment organisé, c'est nous qui serons vaincus pour longtemps et la civilisation humaine sera gravement menacée, puisque toute trace d'humanité aurait disparu de la société totalitaire que nos ennemis nous imposeraient.

Les oligarques ont imaginé toute sorte d'instruments financiers ou politiques, technologiques aussi, pour sauver leurs peaux, leur système économique, pour préserver leurs privilèges exorbitants, leur capacité de nuire à l'humanité toute entière... Nous, si nous disposons de la légitimité qu'incarne notre rejet des inégalités sociales et des injustices, si nous n'avons pas à justifier notre refus de toute forme d'exploitation et d'oppression à travers le monde, en dehors du droit politique qui nous est encore accordé de nous organiser pour les combattre, nous ne disposons d'aucun autre moyen pour leur résister et les vaincre, certainement pas un bulletin de vote. Dès lors, il ne faut pas craindre de devoir les affronter, en acceptant d'en assumer toutes les conséquences qui seront mille fois moins pire que toutes celles que nous endurerions s'ils parvenaient à instaurer une gouvernance mondiale qui ne pourrait avoir qu'un contenu totalitaire, puisque ce sont de farouches ennemis de la démocratie.

[La guerre, c'est la paix. Parole de l'oligarchie. \(Suite\)](#)

Dans la causerie du 7 novembre 2018, sans savoir qui était à l'origine du Forum de la paix qui s'est tenu à Paris le 11 novembre et qui l'avait financé (Les GAFAs ou l'oligarchie), vous avouerez que j'avais eu le nez fin ou que j'étais au plus près de la réalité tout en vivant à 10.000 kilomètres de la France depuis 22 ans, contrairement à nos dirigeants qui sont soi-disant sur le terrain et qui une fois de plus se sont fourvoyés, en écrivant :

- Depuis le passage à l'impérialisme il y a plus d'un siècle, le pouvoir n'a cessé de glisser des institutions politiques aux institutions financières.

Ce n'est pas place de la République qu'il faut aller manifester contre la politique ultra réactionnaire de Macron ou contre la guerre, car cela ne dérangera pas les bourgeois, mais devant la Bourse, car c'est l'oligarchie qui dicte cette politique et fomenté les guerres.

Je rajoute ce lundi soir à 22h20 à Pondichéry, qu'on comprend mieux pourquoi les faiseurs de guerre peuvent témoigner une telle audace, une telle arrogance, ils savent qu'ils ne craignent rien. Les marionnettes qu'ils ont mis en place les protègent et le mouvement ouvrier participe à leur fabrique du consentement qui consiste à détourner l'attention des travailleurs de ceux qui détiennent réellement le pouvoir, de sorte qu'ils ne seront pas en mesure de comprendre la situation ou de les identifier pour ensuite les combattre.

S'il faut effectivement concentrer nos attaques contre Macron, comme je l'avais exposé dans une précédente causerie, encore faut-il rappeler sans cesse que sa politique s'inscrit dans le cadre d'une stratégie définie par l'oligarchie pour instaurer ce qu'ils appellent une gouvernance mondiale, et que cette stratégie ne date ni d'hier ni d'avant-hier... Sinon on ne comprend pas où il veut en venir ou cela peut porter à polémique sur ses intentions dans la tête des travailleurs et des militants qui ne comprennent pas ce qui se passe, alors qu'en réalité les choses sont très claires.

Maintenant je réponds calmement à ceux qui m'écrivent et qui me prennent pour un abruti qui serait déconnecté de la réalité ou qui passent leur temps à me faire des procès d'intention, qu'ils perdent leur temps. Je comprends que cela les rende furieux que les faits me donnent raison une fois de plus, je n'y peux rien, il ne tient qu'à eux et à leurs dirigeants d'en tenir compte, je ne demande pas mieux, car on s'en porterait tous mieux.

Il arrive même parfois qu'on soit tellement en phase avec la réalité qu'on en arrive à avoir des prémonitions qui vont se réaliser, ce dont je suis le premier surpris quand j'en prends conscience. Dans ce cas-là, je me dis que tout est dans l'ordre des choses et que surtout je ne dois rien changer. L'air de rien, cela peut nous rendre des services inestimables dans la vie, quand on est face à une menace qui peut nous être fatale, et assurément le régime qui est en train de se mettre en place en est une, qui en douterait encore ? Surtout n'allez pas croire que j'aurais eu une prémonition avant d'écrire ce que vous allez lire maintenant, il s'agit juste d'un constat.

J'ai une question à vous poser.

Les deux principaux clans de l'oligarchie partagent la même stratégie, c'est entendu, ils veulent instaurer une gouvernance mondiale ou un nouvel ordre mondial qui ne pourrait être que totalitaire. Maintenant ils ne sont pas d'accords sur la tactique, les moyens ou les rythmes et les délais pour y parvenir. Pour affronter tous les peuples et leur imposer.

Les uns veulent prendre leur temps ou procéder par étapes successives en profitant des opportunités qui existent ou qu'ils peuvent créer de toutes pièces si nécessaire, sans pour autant semer le chaos dans les sociétés ou dans le monde, ils estiment au contraire que cela pourrait être préjudiciable à leur plan ou qu'ils pourraient perdre les avantages qu'ils ont acquis parfois chèrement ou difficilement, au cas où la situation leur échapperait ou tournerait à leur désavantage, ce qu'ils préféreraient éviter pour ne pas s'éloigner de leurs objectifs ou ralentir leur marche en avant.

Les autres se moquent de ce genre de considérations, et estiment que pour briser tous les obstacles qui se dressent sur leur chemin, pour intégrer le plus rapidement possible la Russie et la Chine dans leur stratégie, il ne faut pas craindre d'en passer par la guerre ou d'user de tous les moyens à leur portée, quitte à semer un climat nauséabond ou de terreur dont ils profiteraient pour gagner la guerre idéologique et psychologique qu'ils mènent contre les masses pour les neutraliser ou les rendre incapables de s'opposer à leur plan.

Les premiers veulent instrumentaliser les illusions des masses, quitte parfois à devoir les affronter, ce qui signifie qu'ils entendent profiter de la lutte des classes en estimant qu'ils peuvent la gagner.

Les seconds veulent leur interdire d'avoir la moindre illusion, ils exigent la capitulation des masses sans condition, tout de suite, brutalement, de sorte qu'ils ignorent la lutte des classes considérant qu'ils l'ont déjà gagnée, elle n'a donc aucune raison de s'exprimer autrement que sous leur drapeau, le faux drapeau que la gauche a adopté s'agissant des masses, tout autre drapeau devant être banni.

On comprend au premier coup d'oeil que si c'est le premier clan de l'oligarchie qui est au pouvoir, on a encore une chance

de participer à la lutte des classes et de la gagner, tandis que si c'est le second qui est au commande notre tâche va singulièrement se compliquer pour ne pas dire qu'elle risque d'être fortement compromise.

On a donc tout intérêt à ce que ce soit le clan de Trump qui soit aux affaires plutôt que celui de ses adversaires, bien que les deux soient nos ennemis.

Cela étant, reste à déterminer quand et comment on les attaque de manière à ne pas favoriser le camp des adversaires de Trump qui est manifestement le plus dangereux dans l'immédiat pour nous, j'espère que tous les lecteurs en ont pris conscience ou alors je me suis mal exprimé. J'ai en quelque sorte tiré les enseignements politiques des attaques hystériques dirigées contre Trump par ses adversaires, ce que n'ont pas fait nos dirigeants, ce qui les amène à se placer au côté de la pire ou la plus dangereuse réaction.

Ce que j'ai dit du clan de Trump ne signifie pas pour autant qu'il n'en passerait pas par une guerre précédée par exemple d'un effondrement de Wall Street. Mais en l'occurrence il s'agirait d'une guerre conventionnelle, d'une crise économique classique et programmée, de sorte qu'on en connaîtrait à l'avance les règles ce qui nous permettrait de mieux les combattre, y compris dans la clandestinité. Vous me direz que ce serait un piètre soulagement après ne pas avoir pu les éviter. Certes, mais nous n'y serions pour rien, il s'agit là d'un simple constat. Je ne fais ici que présenter la situation dans laquelle nous nous retrouverions et rien de plus.

Alors qu'une guerre déclenchée par les psychopathes fanatiques de l'autre camp pourrait prendre la tournure d'un bombardement aveugle de la population civile et des villes fortement peuplées qui feraient un massacre et des destructions indescriptibles ou dont on n'a pas idée, pendant que le fascisme serait instauré dans les pays agresseurs et une guerre civile tout aussi aveugle et meurtrière sévirait, ce qui compromettrait fortement toute forme de résistance ou d'organisation, puisque tous les opposants ou simples résistants fichés par le régime seraient systématiquement exterminés.

Dans les deux cas de figure, la SDN qui rassemblait à peine quelques dizaines de pays n'ayant pas pu éviter la Seconde Guerre mondiale, elle fut remplacée par l'ONU à l'issue de cette seconde guerre en étendant son pouvoir à près de 200 états, soit l'ensemble des pays de la planète, et l'ONU n'ayant pas pu éviter la Troisième Guerre mondiale, elle serait remplacée par une institution internationale détenue par l'oligarchie et l'élite à son service qui aurait pour unique tâche de soumettre l'humanité à sa gouvernance mondiale.

On pourrait se rassurer en se disant que ce n'est pas pour autant que les nations auraient disparu ni le régime d'exploitation de l'homme par l'homme, ni la lutte des classes. Certes, certes, mais dans la tête des travailleurs de tous les peuples serait dorénavant profondément incrustée, que ceux qui détiennent le pouvoir et gouvernent sont pour ainsi dire devenus invisibles, inaccessibles, et que par conséquent il serait pratiquement impossible de les combattre pour les déloger... Certes, mais rien n'empêcherait de continuer le combat dans le cadre des territoires délimités par les anciennes frontières ou les anciens états, puisque chaque peuple posséderait toujours sa langue et sa culture, son histoire spécifique, pour renverser les représentants de ce gouvernement mondial qui serait installé au sein de je ne sais quelle institution en France, à l'Élysée, à l'Assemblée nationale ou ailleurs. D'où leur acharnement dès à présent à vouloir dénaturer les langues nationales, briser les cultures de tous les peuples et à effacer leur histoire ou à la réécrire sans cesse, avec le concours zélé de la gauche et de l'extrême gauche il faut préciser.

Je pense que chacun devrait bien réfléchir à ces questions déterminantes avant de s'engager dans n'importe quelle action politique, car il est devenu plus facile que jamais de se retrouver embarqué dans le camp de ceux qui ne nous accorderont aucun répit ou le moindre espoir de les vaincre.

Si nous n'avons pas à adopter un camp de l'oligarchie plutôt qu'un autre, nous n'avons surtout pas à favoriser celui qui a juré de nous exterminer le plus rapidement possible par n'importe quel moyen, je pense que cela mérite réflexion, vous ne pensez pas ?

Comme on dit en anglais, we are living on the edge, nous marchons sur le fil du rasoir et c'est très difficile de ne pas tomber d'un côté ou de l'autre. C'est très inconfortable comme position, nous ne l'avons pas choisie, elle nous est imposée par l'histoire de la lutte des classes, relevons ce défi et nous vaincrons !

Je gage que les militants qui sont devenus des opportunistes enragés, et qui autrefois en bolcheviks purs et durs accusaient les autres militants de manquer de mesure, de ne pas voir les nuances de gris qui existaient entre le blanc et le noir, qui les traitaient de gauchistes ou d'extrémistes, etc. etc. nous accuserons de faire ici un mauvais usage de leurs leçons, qu'entre nous, ils n'appliquent pas eux-mêmes, qu'ils ne perdent pas leur temps à m'écrire, je ne me donnerai même pas la peine d'ouvrir leurs courriels.

[Haut de page ↗](#)

Le 15 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Il est 21h16 à Pondichéry (Inde du Sud), nous sommes en alerte cyclonique, le cyclone est annoncé pour les coups de 23 h, vent à 125 km/h.

J'ai préparé une grosse causerie, la suite de celle des deux derniers jours, il ne reste plus qu'à la formater et procéder aux dernières corrections et vérifications avant de la mettre en ligne, une heure de boulot environ.

Ce qui est impressionnant, c'est le calme qui précède un cyclone. On a eu de la pluie toute la journée. Hier j'ai profité d'une accalmie pour renforcer mon installation et élaguer un bougainvillée qui passait par dessus la ligne électrique, j'ai fait aussi des provisions ! J'ai pensé à remplir le réservoir de 2000 litres. Par contre, je n'ai pas étayé les bananiers. En 2011, j'étais resté 19 jours sans eau et électricité, mais je louais une maison dans une sorte de lotissement boisé pour VIP. Maintenant j'habite dans un village, c'est différent.

A plus tard ou à demain si on a du courant. Le cyclone peut encore faiblir ou changer de direction, en général il longe la côte, ici on est à 10 kms de la mer à vol d'oiseau.

J'ai bossé toute la journée et je suis crevé, je vais plutôt regarder un film en attendant pour me changer un peu les idées, on actualisera le portail demain matin si tout va bien...

[Haut de page ↗](#)

Le 17 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Le cyclone ne nous a pas atteint, mais il a causé de gros dégâts plus loin. On a juste eu un gros coup de vent sous les coups de 2h du matin et une pluie diluvienne pendant 24h. Gros nettoyage du jardin. En moins de 5 ans, une toute petite graine a donné des arbres de 7 à 8 mètres de haut (Les flamboyants notamment) ! Ce n'est plus un jardin mais une forêt!

On est resté sans électricité 36 heures, donc je n'ai pas pu travailler. Je ne me suis pas connecté à Internet hier. Le soleil est revenu, temps radieux !

Les deux premières parties de la causerie sont presque exclusivement consacrées à la Première Guerre mondiale, la troisième à l'actualité.

Question à 10 centimes d'euro : Comment expliquez-vous l'hostilité des militants à ce portail ou à son courant politique? Que révèle-t-elle ou quelle en est la signification politique ? Je vous laisse y réfléchir tranquillement.

● Au format pdf (40 pages)

Première partie.

En guise d'avant-propos.

Cette causerie est volumineuse et très intense par les questions déterminantes qu'elle aborde et auxquelles elle propose des réponses. Le mouvement ouvrier influencé par l'opportunisme, a pris la fâcheuse habitude d'aborder la lutte de classe sous un angle idéologique qui ne permet ni de répondre aux questions que les travailleurs se posent ni de les aider à définir les tâches ou les objectifs qu'ils doivent accomplir ou se fixer, ce qui les a conduit à s'en détourner.

Ma démarche consiste essentiellement à rassembler un certain nombre d'éléments disséminés pour ensuite montrer l'orientation qui s'en dégage, s'agissant de la Première Guerre impérialiste mondiale du XXe siècle qui est l'objet de cette causerie, il ressort qu'elle a été conçue par l'oligarchie anglo-saxonne comme un moyen pour avancer vers l'établissement d'une gouvernance mondiale ou l'instauration d'un nouvel ordre mondial totalitaire. Ce constat, plus qu'une interprétation, repose sur une multitude de faits et de témoignages de plus en plus nombreux au fur et à mesure que des archives qui jusque là étaient inaccessibles, tombaient dans le domaine public et faisaient l'objet de publications ou d'articles par un certain nombre d'intellectuels ou d'historiens dans le monde.

Je tiens à préciser qu'il n'y a aucune contradiction entre le discours que je tiens ici et celui que j'ai pu tenir ailleurs dans un autre contexte, quand j'affirme que sans la volonté de l'oligarchie anglo-saxonne que cette guerre ait lieu, il n'y aurait pas eu de guerre mondiale en 1914, autrement dit de facteur subjectif, elle était devenue le facteur objectif rendant cette guerre possible... Que l'existence du capitalisme soit à l'origine des maux qui accablent tous les peuples est un fait établi qu'il n'est nullement question de remettre en cause ou de minimiser, de quelle manière ils surgissent ou se matérialisent en est une autre toute aussi déterminante, qui si on l'ignore, ne permettra pas de le combattre.

La question qui était posée à tous le 11 novembre pour lutter efficacement contre toutes les guerres impérialistes, c'était de démasquer ou de dénoncer ceux qui les fomentaient et qui dictent la politique ultra réactionnaire que Macron applique. Ainsi, on faisait d'une pierre deux coups en dévoilant leurs intentions inavouables et sordides, tout en brisant du même coup leur propagande destinée à justifier cette politique et à y faire adhérer les masses.

Pour expliquer le déclenchement de la Première Guerre mondiale du XXe siècle, il existe deux interprétations ou versions qui présentent la particularité d'en rejeter la responsabilité sur la fatalité ; fatalité qui conduirait la crise du capitalisme à se transformer inévitablement en un affrontement armé entre puissances impérialistes, fatalité qui porterait au pouvoir un fanatique qui n'hésiterait pas à recourir à la guerre pour étendre son territoire.

On remarquera que ces deux versions sont réductrices, parce que toutes les crises du capitalisme ne se sont pas transformées en krach ou en guerre, qui plus est mondiale. Ensuite, bien des fanatiques ou dictateurs sont parvenus au pouvoir à travers le monde tout au long du XXe siècle sans qu'ils aient agressé les pays voisins.

Cependant elles présentent un avantage indéniable pour leurs auteurs, celui d'évacuer le facteur qui les contredit, la phase qui a précédé cette guerre et qui s'est étendue sur de nombreuses années, de quelle manière elle a été minutieusement préparée dans le plus grand secret des chancelleries, de sorte qu'on peut affirmer preuves ou témoignages à l'appui qu'elle a été savamment planifiée, elle a été décidée au plus haut niveau par un quarteron de banquiers et de dirigeants politiques, de militaires, etc. qui avaient décidé que cette guerre devait avoir lieu pour servir leurs intérêts ou leur stratégie politique à long terme, autrement dit, il n'y eut absolument aucune fatalité dans cette histoire.

Notre combat politique consiste notamment à aider les masses à abandonner les illusions qu'elles ont dans le capitalisme, qui sont le produit de la propagande ou de la version frauduleuse de l'histoire qu'elles ont intégrée dans leur interprétation du déroulement de l'histoire ou de la situation depuis leur plus tendre enfance, et qui va influencer directement tout au long de leur vie sur les rapports qu'elles vont entretenir avec la classe dominante.

La crise du capitalisme ou l'assassinat de l'archiduc d'Autriche-Hongrie François-Ferdinand n'ont pas seulement servi de prétextes pour camoufler les véritables auteurs de cette guerre et la justifier, ils ont surtout servi à neutraliser ceux qui voulaient la combattre. Car enfin, on est impuissant, effrayé, tétanisé face à la fatalité quand elle prend une tournure aussi violente et dramatique. Comment voulez-vous lutter contre la fatalité ? C'est impossible, c'est comme lors du passage d'un cyclone, vous vous terrez chez vous en attendant que cela passe, vous ne pouvez pas lutter, vous êtes désarmés. Et puis, on ne condamne pas la fatalité, on fait avec, on s'en accommode tant bien que mal en attendant des jours meilleurs, on ne peut pas faire davantage que la subir.

En revanche, si on savait que ce qui devait arriver n'était pas réellement le produit de la fatalité, parce que cela avait été méticuleusement planifié par quelqu'un qui avait décidé de nuire délibérément à nos intérêts, de briser notre vie, de nous réserver un sort atroce juste pour en tirer profit ou accroître son pouvoir, ce n'était plus du tout la même chose, on pouvait trouver la force de résister. Même s'il était désormais trop tard pour éviter de subir cette expérience destructrice et injuste, on pouvait au moins en tirer des leçons pour la suite, car notre vie ne s'arrêtait pas là. On pouvait prendre conscience qu'on était en présence d'un complot ourdi par ceux qui détenaient le pouvoir prêts aux besoins à nous anéantir, de monstres de cruauté qui parlaient de paix pendant qu'ils préparaient la guerre dans notre dos, dès lors nous pouvions décider de ne plus jamais les croire, de rompre avec tout ce qu'ils représentaient sur le plan politique, leurs institutions, avec leur système économique, et de lutter pour leur ôter le pouvoir de nuire à nos intérêts, les terrasser, les vaincre.

Voilà ce que peut ou ce qu'aurait pu se dire les travailleurs qui auraient su la vérité, car cette vérité est terrible pour la classe qui a fomenté cette guerre, et toutes les autres auxquelles ils ont participé ou qu'ils ont instrumentalisées à un moment ou un autre pour en tirer profit, pas seulement pour accroître leur richesse, mais pour nous imposer une gouvernance mondiale, un pouvoir totalitaire à l'échelle de la planète, puisque tel est leur objectif depuis le début du XXe siècle.

L'oligarchie anglo-saxonne et celle qui s'est ralliée à sa stratégie mondiale, détient de nos jours le pouvoir de déclencher ou non une guerre mondiale, un krach boursier, d'en planifier à l'avance l'intensité et les conséquences sociales, de faire chuter pratiquement n'importe quel gouvernement ou chef d'Etat, de rayer de la carte un pays tout entier, de renvoyer cinquante ans en arrière tout un peuple, d'organiser des campagnes mondiales destinées à briser les cultures de tous les peuples, de fomenter des guerres civiles ou des attentats n'importe où dans le monde avec la complicité des médias qu'elle contrôle, d'acheter les voix des parlements pour qu'ils adoptent sa politique, d'imposer n'importe quel nouveau besoin à la population, d'influencer le mode de vie ou de pensée de peuples entiers, etc. mais surtout elle détient le pouvoir de fabriquer de la fausse monnaie en quantité illimitée,

ce dont elle ne se prive pas d'ailleurs, de trafiquer tous les cours en toute impunité, de détourner du fisc des sommes toujours plus colossales dans des paradis fiscaux, de ne pas payer d'impôt en toute légalité, etc.

Je crois que lorsqu'on n'a pas pris la mesure du gigantesque pouvoir qu'elle a acquis, on ne peut pas comprendre grand chose au monde dans lequel on vit, et on peut encore moins comprendre comment on en est arrivé là, dans ces conditions, on sera en très mauvaise posture pour la combattre efficacement, et on n'aura aucune légitimité pour donner des leçons à ceux qui ne partagent pas vos analyses qui finalement ne dépassent pas le stade de l'agitation idéologique stérile, voilà ce que j'ai à dire aux furieux dogmatiques qui vivent encore aux XIXe siècle.

Un jour, un vieux militant m'a dit en guise de reproche, qu'il en avait marre d'entendre parler à tout bout de champ de la crise du capitalisme, cela s'adressait aussi à moi. Au lieu de mal le prendre ou de me dire que j'avais affaire à un crétin qui ne partageait pas mes idées, j'ai essayé de comprendre ce qu'il voulait dire par là, car cette crise existe bel et bien, et j'en suis arrivé à la conclusion qu'il avait raison, de nos jours réduire notre discours à ce facteur est dérisoire.

Il y a un siècle ou un siècle et demi en arrière, quand une crise éclatait, les actionnaires cessaient d'avoir confiance dans la Bourse ou plutôt dans l'économie, et ils retiraient leur argent, tout le système s'effondrait sans que personne ne puisse l'éviter. Depuis, on n'a plus jamais assisté à une telle crise, même en octobre 1929 ce sont les banquiers qui ont donné le coup de sifflet de départ du krach de Wall Street, ils se mirent à vendre en masse, la panique s'en suivit comme s'était prévisible, on est bien d'accord, n'est-ce pas ? les valeurs des actions à la Bourse de New York s'effondrèrent, et quand elles atteignirent le ras des pâquerettes, ils sifflèrent la fin de la récréation et raflèrent la mise en rachetant des centaines de milliers d'actions qui ne valaient plus que dal, ils venaient de réaliser le hold-up du siècle en un éclair. Cela ne leur suffisait pas. Devenus ainsi plus riches et plus puissants que jamais, ils allaient préparer la Seconde Guerre mondiale, ils venaient de mettre la main sur des pans entiers de l'économie qui leur échappaient encore, de quoi alimenter et financer leur guerre qui leur rapporterait encore plus, ils allaient enfin devenir tout puissants, intouchables, et pourraient dicter leur loi à tous les gouvernements occidentaux dont ils allaient devenir les créanciers pour financer leurs efforts de guerre, en échange ils leur accorderont l'ONU, le FMI, la Banque mondiale, d'adosser l'économie mondiale au dollar lors des accords de Bretton Woods , etc. etc.

Nos détracteurs sont des idéologues qui interprètent l'histoire ou la lutte des classes en fonction de leurs théories, de leurs dogmes, de leurs croyances qui datent du XIXe siècle, moi je vis au XXIe siècle et je préfère m'en tenir strictement aux faits et à leurs enchaînements tels qu'ils se produisent.

La Première Guerre mondiale du XXe siècle avait été planifiée de longue date par l'oligarchie anglo-saxonne.

A lire absolument.

- HISTOIRE. HISTOIRE CACHÉE : LES ORIGINES DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE.
- HISTOIRE. LA FALSIFICATION DE L'HISTOIRE : UN MOYEN DE MAINTENIR LE POUVOIR IMPÉRIAL.

Dans cette causerie on a consacré un troisième article au *Forum de la paix* dont la devise pourrait être : La guerre, c'est la paix, puisqu'ils sont perpétuellement en guerre contre les peuples depuis l'établissement de la paix en 1945. Dans ce triptyque on s'est efforcé de montrer l'implication directe, déterminante de l'oligarchie dans la planification et le financement de la guerre, la collusion permanente qui existe entre l'oligarchie et le parti de l'autre ainsi que les partis corrompus du mouvement ouvrier, ceux d'hier et d'aujourd'hui. Mais surtout, on s'est employé à démonter leur version falsifiée de la Première Guerre mondiale.

L'assassinat le 28 juin 1914 de l'archiduc d'Autriche-Hongrie François-Ferdinand, fut un prétexte, une aubaine pour déclencher cette guerre aux 20 ou 25 millions de morts. L'histoire officielle veut que les autorités françaises et britanniques essayèrent en vain d'éviter cette guerre, mais la réalité fut toute autre. On sait qu'ils y poussèrent, qu'ils s'y préparèrent depuis au moins 1911, voire le tournant du XXe siècle.

Pour aborder ce sujet et éviter bien des confusions, il est bon de rappeler que les différents membres des gouvernements ne partageaient pas forcément les mêmes positions selon qu'ils étaient plus ou moins sous l'influence de l'oligarchie. Et vous observerez que dans tous les cas de figure ou presque, ce furent les positions défendues par l'oligarchie ou ses intérêts qui emportèrent sur ceux des Etats ou des peuples, ce qui était somme toute normal puisque c'était elle qui finançait la guerre, les banquiers seront les seuls véritables bénéficiaires de cette guerre en tant que créanciers des tous les belligérants, et eux seuls renforceront leur pouvoir sur la scène internationale face aux Etats. Enfin vous constaterez que la volonté de l'oligarchie d'instaurer une gouvernance mondiale qu'elle dirigerait, ne l'a jamais quitté depuis un siècle ou plutôt, ce fut cet unique objectif qui guida sa politique. Et dire qu'on le négligea pendant plus d'un demi-siècle, une faillite qui devait en cacher une autre !

1914 – 1918 : le pétrole déjà - Investig'Action 07 septembre 2007

- L'un des secrets les mieux gardés de la guerre de 1914-18 fut qu'au début d'août 1914, quand la Grande-Bretagne déclara la guerre au Reich allemand, le trésor et les finances de l'Empire britannique étaient de fait en faillite. L'examen des véritables

relations financières entre les principaux intérêts en guerre révèle un extraordinaire arrière-plan de crédits secrets associés à des plans détaillés pour réallouer, après la guerre, les matières premières et la richesse matérielle du monde entier et particulièrement les zones de l'Empire ottoman qui étaient réputées receler des réserves pétrolières. (...)

De nouvelles questions se posent depuis que sont devenus accessibles au public les documents internes à la direction du Trésor britannique rédigés par les officiels de l'époque où Lloyd George était le chancelier de l'Échiquier. En janvier 1914, six mois pleins avant le casus belli officiel de Sarajevo, sir George Paish, un officiel de haut rang du Trésor britannique, fut invité par le chancelier à réaliser une étude exhaustive de l'état si crucial des réserves d'or britanniques.

En 1914, l'équivalent-or de la livre sterling était le pilier du système monétaire mondial. En fait, la livre sterling était si bien acceptée dans le monde du commerce et de la finance depuis soixante-quinze ans qu'elle était considérée "as good as gold". En 1914, la livre sterling jouait un rôle comparable à celui du dollar américain avant le 15 août 1971.

Le rapport confidentiel de sir George révèle la pensée de l'époque au plus haut niveau de la City de Londres :

Une autre influence qui attise l'effervescence pour une réforme bancaire a été la puissance bancaire et commerciale grandissante de l'Allemagne et aussi le malaise croissant face au risque que les réserves d'or de Londres puissent faire l'objet d'une ruée juste avant ou au début d'un grand conflit entre les deux pays.

Ce rapport confidentiel fut rédigé plus de six mois avant que l'héritier du trône autrichien ne fût assassiné à Sarajevo.

Paish discute ensuite de sa préoccupation concernant les grandes banques commerciales allemandes que leur sophistication croissante avait conduites à renforcer leurs réserves d'or depuis la crise des Balkans de 1911-12. Sir George prévenait son chancelier que dans les conditions du moment, n'importe quelle ruée sur les banques de Londres, "entraverait sérieusement une nation désireuse de rassembler les capitaux nécessaires à la conduite d'une grande guerre".

Le 22 mai 1914, Basil Blackett, un officiel de haut rang du Trésor britannique, produisit un autre rapport confidentiel adressé à Lloyd George. Ce rapport traitait de "l'effet d'une guerre sur nos réserves d'or". Blackett écrivait :

Il est naturellement impossible de prévoir clairement l'effet d'une guerre européenne généralisée dans laquelle l'essentiel des pays du continent de même que la Grande-Bretagne seraient engagés, laissant seulement New York (en supposant la neutralité des États-Unis) parmi les grands marchés financiers disponibles du monde à partir duquel l'or pourrait être attiré vers les champs de bataille.

Aussi étonnante, au vu de la décision anglaise d'entrer en guerre ce 4 août fatidique, était la lettre de sir George Paish adressée à Lloyd George et datée du samedi 1er août 1914 à deux heures du matin :

Monsieur le Chancelier, cher Monsieur,

Le système de crédit sur lequel les affaires de ce pays reposent est complètement anéanti et il est de la plus haute importance que des mesures soient prises pour réparer ces dommages sans délai ; autrement, nous ne pouvons espérer financer une grande guerre, si à son tout début, nos plus grandes maisons sont forcées à la banqueroute.(2)

Le paiement en espèces (lingots d'or et d'argent) fut promptement suspendu par la Banque d'Angleterre, en s'appuyant sur le Bank Act de 1844. Cette décision plaça de grandes quantités d'or dans les mains de la Banque d'Angleterre, afin que le gouvernement britannique puisse financer le ravitaillement et le matériel approvisionnés pour mener la guerre déclarée peu avant à l'Allemagne. Au lieu d'or, les citoyens britanniques récupérèrent des billets de la Banque d'Angleterre en tant que moyen de paiement légal pour la durée de la période d'urgence. Dès le 4 août, l'establishment financier britannique était prêt pour la guerre.

Mais comme nous allons le voir, l'arme secrète qui devait apparaître plus tard était la relation spéciale qu'entretenait le Trésor de Sa Majesté avec le syndicat bancaire new-yorkais de Morgan.

On évoque pourtant rarement le fait que bien avant 1914, les objectifs stratégiques géopolitiques de la Grande-Bretagne n'impliquaient pas seulement l'écrasement de son grand rival industriel allemand, mais aussi, par le moyen de la conquête, la garantie d'un contrôle britannique incontesté sur ces précieuses ressources pétrolières qui depuis 1919 s'étaient imposées comme la matière première stratégique indispensable au développement économique. Ces ambitions faisaient partie du "Grand Jeu" qui devait mener à la création d'un Empire britannique transfiguré, dont l'hégémonie resterait indiscutée pour le reste du siècle, pilier d'un nouvel ordre mondial mené par la Grande-Bretagne.

L'étude des principaux théâtres de la guerre de 1914-18 révèle à quel point la sécurisation des approvisionnements pétroliers était déjà au centre des préoccupations militaires. Au cours de la guerre, la mobilité des actions militaires avait été prodigieusement accrue grâce au pétrole. Sous le commandement du maréchal von Mackensen, la campagne allemande

de Roumanie avait eu pour objectif prioritaire l'unification, sous l'égide d'un combinat pétrolier unique, – la Steaua Romana (l'Étoile roumaine) –, de toutes les ressources de production pétrolière et des oléoducs auparavant répartis entre Anglais, Hollandais, Français et Roumains. Pendant la guerre, la Roumanie fut la seule source d'approvisionnement garantie pour toutes les forces aériennes, les tanks et les sous-marins allemands.

La campagne britannique des Dardanelles qui se solda par la désastreuse défaite de Gallipoli, avait été entreprise pour sécuriser l'approvisionnement pétrolier en provenance des champs pétrolières russes de Bakou pour soutenir l'effort de guerre anglo-français.

Le sultan ottoman avait en effet décrété l'embargo sur les navires transportant du pétrole russe via les Dardanelles.

En 1918, les riches champs pétrolières russes de Bakou situés au bord de la mer Caspienne étaient l'objet d'efforts politiques et militaires intenses de la part de l'Allemagne mais aussi de la Grande-Bretagne qui les occupa préventivement pendant quelques semaines critiques, interdisant ainsi au général allemand Staff l'accès à des ressources pétrolières vitales. Le blocage de Bakou fut le dernier coup décisif contre l'Allemagne qui demanda la paix quelques semaines plus tard, seulement quelques mois après qu'il eut semblé que l'Allemagne avait triomphé des forces alliées. Le pétrole avait prouvé qu'il était au centre de la géopolitique.

Vers la fin de la première guerre mondiale, aucune puissance majeure ne doutait plus de l'importance primordiale de l'approvisionnement pétrolier pour le futur de la sécurité militaire ou économique. À la fin de la guerre, plus de 40 % de la flotte navale anglaise était propulsée au pétrole. En 1914, au début de la guerre, l'armée française disposait de 110 camions, 60 tracteurs et 132 avions. En 1918, quatre ans plus tard, les chiffres étaient de 70 000 camions, 12 000 avions tandis que les Britanniques et dans les derniers mois les Américains, engageaient au combat 105 000 camions et plus de 4 000 avions. L'offensive finale anglo-francoaméricaine sur le front occidental consuma la quantité stupéfiante de 12 000 barils de pétrole par jour.

En décembre 1917, l'approvisionnement français en pétrole était devenu tellement déficient que le général Foch pressa le président Clemenceau d'adresser un appel urgent au président Woodrow Wilson. " Un défaut d'approvisionnement pétrolier causerait la paralysie immédiate de nos armées et pourrait nous forcer à une paix défavorable aux Alliés ". Clemenceau écrivit à Wilson :

La sécurité des Alliés est en jeu. Si les Alliés ne souhaitent pas perdre la guerre, alors, au moment de la grande offensive allemande, ils ne doivent pas laisser la France manquer d'un pétrole qui lui est aussi nécessaire que le sang dans les batailles à venir.

La Standard Oil de Rockefeller répondit à l'appel de Clemenceau en assurant aux forces du maréchal Foch un indispensable approvisionnement en pétrole. Manquant d'un approvisionnement roumain suffisant et interdit d'accès à Bakou, les camions bloqués ne purent acheminer le pétrole vers les forces allemandes qui furent incapables de mener l'offensive finale de 1918, malgré l'accord germano-russe de cessation des hostilités conclu à Brest-Litovsk. (...)

- Vers le début des années 1890, un groupe de l'élite britannique, initialement issu des instituts huppés d'Oxford et de Cambridge, formèrent ce qui devait devenir le réseau politique le plus influent du demi-siècle à venir et au-delà. Ce groupe démentait formellement son existence, mais on peut retrouver ses traces dans les milieux à l'origine d'un nouveau journal impérial, la Table Ronde (The Round Table), fondé en 1910.

Ce groupe pensait qu'un nouveau système d'empire mondial, plus subtil et plus efficace, était nécessaire pour élargir l'hégémonie de la culture anglo-saxonne pour les temps à venir.

Initialement, le groupe de la Table Ronde comme il était quelque fois appelé, était explicitement anti-allemand et pro-empire. En août 1911, trois ans avant que la Grande-Bretagne ne déclare la guerre contre l'Allemagne, Philip Kerr (lord Lothian) qui était un homme influent, écrivait dans La Table Ronde :

Il y a maintenant deux codes de moralité internationale, le britannique ou anglo-saxon et le continental ou allemand. Les deux ne peuvent coexister. Si l'Empire britannique n'est pas assez puissant pour faire prévaloir véritablement des échanges loyaux entre les nations, les standards réactionnaires de la bureaucratie allemande triompheront et ce ne sera qu'une question de temps avant que l'Empire britannique lui-même ne soit la victime d'un hold-up international sur le modèle de l'incident d'Agadir. À moins que le peuple britannique ne soit assez fort pour empêcher des rivaux arriérés de l'attaquer avec une éventuelle chance de succès, ils devront accepter les standards politiques des puissances militaires agressives.

Au lieu d'une occupation militaire coûteuse des colonies de l'Empire britannique, le groupe de la Table Ronde défendait une tolérance plus répressive, appelant à la création d'un " Commonwealth of nations " britannique. Les nations membres se verraient attribuer une illusion d'indépendance, ce qui permettrait à la Grande-Bretagne de réduire les coûts importants des occupations militaires lointaines, d'abord de l'Inde à l'Égypte et ensuite vers l'Afrique et le Moyen-Orient aussi bien. Le terme d'" empire informel " était quelquefois utilisé pour décrire ce changement.

Cette faction émergente était regroupée autour du Times, journal londonien influent, où s'exprimaient des personnalités telles que lord Albert Grey, le secrétaire aux Affaires étrangères, Arnold Toynbee, historien et membre des services secrets britanniques et aussi H. G. Wells, Alfred lord Milner du projet sud-africain et Halford J. Mackinder de la London School of Economics et initiateur d'une nouvelle discipline, la géopolitique. Le laboratoire d'idées principal qui s'était formée dans les couloirs de Versailles en 1919, devint le Royal Institute for International Affairs aussi appelé Chatham House.

L'idée d'une Palestine dominée par les Juifs, dépendante de l'Angleterre pour sa survie problématique, entourée par un groupe balkanisé d'États arabes chameilleurs, était partie prenante du concept de ce groupe promoteur d'un empire britannique renouvelé.

Mackinder intervenant lors de la conférence de paix de Versailles, exposa la vision que son groupe d'influence avait du rôle que devrait jouer un protectorat britannique sur la Palestine dans le cadre du Grand Jeu qu'était la marche britannique vers un empire d'après guerre constitué autour d'une Ligue des Nations façonnée et dominée par la Grande-Bretagne.

Mackinder décrivit aussi le projet palestinien tel que le concevaient en 1919, les meilleurs esprits de l'establishment britannique :

Si l'île-monde [l'Eurasie] doit inévitablement être le siège principal de l'humanité sur ce globe et si l'Arabie en tant que passage terrestre depuis l'Europe vers les Indes et depuis le coeur-de-pays septentrional [l'Asie centrale] vers le coeur-de-pays austral [l'Afrique subsaharienne] reste prépondérante pour l'île-monde, alors la colline-citadelle de Jérusalem jouit d'une position stratégique par rapport aux réalités mondiales qui ne diffère pas essentiellement de sa position idéale dans la perspective médiévale, ou de sa position stratégique entre l'ancienne Babylone et l'Égypte.

- Commentant l'importance particulière implicitement sous-jacente à la proposition que son ami Balfour avait adressée à lord Rothschild en 1917, Mackinder notait :

Le pouvoir national juif en Palestine sera l'un des plus importants résultats de la guerre. C'est un sujet sur lequel nous pouvons à présent nous permettre de dire la vérité... un foyer national au centre physique et historique du monde, devrait donner au Juif un rang ... Il y a ceux qui essaient de distinguer entre la religion juive et la race juive, mais la représentation populaire de leur identité n'est certainement pas complètement fausse. (...)

- Vers 1920, les Britanniques avaient réussi à assurer leur ferme contrôle sur toute l'Afrique australe, y compris la partie située au sud-ouest auparavant allemande, aussi bien que sur les richesses pétrolières nouvellement découvertes de l'ex-Empire ottoman. Ils y étaient arrivés par une présence militaire, des promesses contradictoires et l'établissement d'un protectorat britannique sur la Palestine en tant que nouveau foyer juif. Mais tous les comptes n'étaient pas réglés en 1920 : l'Empire britannique était sorti de la guerre aussi ruiné qu'il y était entré, si ce n'est plus. (1914 – 1918 : le pétrole déjà - Investig'Action 07 septembre 2007 - Extrait du nouveau livre *Pétrole, une guerre d'un siècle* de William Engdahl)

LVOG - Vous ne vous étiez jamais demandé pourquoi les dirigeants du vieux monde et ceux du mouvement ouvrier partageaient la même version des faits, celle officielle. Je vous propose une explication, à vous d'en faire ce que vous voudrez.

On pourrait nous objecter que nous faisons un procès d'intention aux uns et autres, au parti de l'ordre ou de la réaction, parce qu'il proclame haut et fort qu'il est attaché à la paix, à ceci près que les bonnes intentions n'engagent en rien, exceptés pour ceux qui y prêtent attention ou les prennent pour argent comptant, au mouvement ouvrier parce qu'il tient le même discours. Certes, en dénonçant le parti de la guerre et les marchands de canons. Ils vont même jusqu'à décrire la crise économique qui serait à l'origine de la guerre, à ceci près qu'à aucun moment ils ne démonteront la version officielle (Y compris celle du 11/9, des attentats, etc.), alors que c'est le facteur capital pour comprendre ce qui s'était réellement passé et en tirer des enseignements politiques, de sorte qu'à l'arrivée on aura l'impression que la guerre (et bien d'autres événements dramatiques) aurait été inéluctable ou l'oeuvre de la fatalité qui se serait abattu un jour sur les peuples, d'un malheureux concours de circonstances que personne n'aurait pu prévoir ou éviter, bref, le discours que tient la réaction et qui figure dans les manuels scolaires, un événement au cours duquel les différents acteurs impuissants se seraient résolus à jouer chacun leur rôle de classe malgré eux, de sorte que finalement on en voudra à aucun d'entre eux, parce que personne n'en était vraiment conscient ou responsable et la boucle de l'opportunisme le plus sordide est bouclée.

Au passage, vous comprendrez peut-être mieux pourquoi on s'acharne à faire la vérité sur le 11 septembre 2001, contrairement à nos dirigeants qui ont adopté en chœur la version de G. W. Bush, ce qui explique d'ailleurs pourquoi ils n'ont rien compris ou si peu à la suite du film...

Parole d'internaute (Les Crises)

1- "La question qui m'est venue est celle de la libre circulation de l'information et le droit de débattre. Chacun a le droit d'exposer ses opinions et ses "théories", mais en accordant aussi la possibilité à chacun d'exposer et d'étayer un point de vue opposé.

Il est difficile de dire calmement pourquoi on n'adhère pas à telle ou telle vision ou théorie sans risquer de se faire insulter, d'être injustement accusé de phobies, et de toute sorte de qualificatifs méprisants, accusatoires, rappelant les moments les plus sombres de l'histoire etc..., alors qu'au contraire on souhaite exprimer sa compréhension avec bienveillance, sans haine, dans le respect de l'être humain.

On est, par cette censure qui ne dit pas son nom, réduit à ne pas avoir le droit de ne pas adhérer à une vision et de mettre en lumière ce qui nous apparaît comme des aberrations, sans s'exposer à des accusations haineuses. Pourtant j'ai envie de dire à certains, je ne partage pas votre vision et je m'y opposerai, mais cela ne m'empêche pas de vous aimer."

LVOG - Quelle indécence de dire *je vous aime* à ceux qui professent le totalitarisme et le pratiquent déjà !

La question déterminante n'est pas "*la possibilité à chacun d'exposer et d'étayer un point de vue opposé*", bien que ce soit un préalable pour qu'on puisse exposer le nôtre, mais en l'occurrence il ne faut pas se faire d'illusions, le nôtre n'aurait aucune chance d'être invité à s'exprimer lors d'un débat sur un plateau de télévision ou à la radio à une heure de grande écoute, seules les points de vue compatibles avec l'existence du régime ont le droit de citer, hier c'était la règle, de nos jours moins, le champ s'est réduit à ceux qui font ouvertement allégeance au régime ou qui ont appelé à voter Macron, tous les autres en sont exclus, les pleurnichards qui en appellent à la liberté d'expression qui n'a jamais réellement existé, qui donnent des conseils aux médias-oligarques qui l'étouffent, un comble !

Ce qui est plus important en ce qui nous concerne, c'est la nature sociale ou les intérêts de classe qui s'expriment dans le discours de chaque intervenant, pour montrer quelle est son orientation politique ou faire ressortir les véritables intentions de son auteur, afin de ne pas se faire manipuler par de beaux parleurs et démonter leur démagogie.

Que les représentants de la réaction qualifient d'ennemis ceux qui ne partagent pas leurs "opinions" ou leurs "théories" n'a rien de choquant, cela correspond à l'idée qu'ils ont de la liberté d'expression, mais quand on constate que c'est la même chose au sein du mouvement ouvrier, on est en droit de se demander quelle en est la signification politique.

Je me suis fais cette réflexion en prenant mon repas ce soir en repensant à Breton et à Orwell qui tous deux furent proches un moment du trotskysme avant de rompre avec, Breton avait rencontré Trotsky avec lequel il s'était lié d'amitié, il fut un temps sympathisant de la IVe Internationale (causerie du 18 mars 2017), et Orwell des dirigeants du POUM en Espagne en 1936 qui n'avaient pas l'étoffe de Trotsky. Je me suis dis que si Breton et Orwell avaient manifesté des prédispositions favorables envers la révolution socialisme à aucun moment ils ne rejoindront un parti trotskyste, cela devait probablement provenir de la personnalité de leurs dirigeants...

2- "À gauche pour les réformes «societales» (la lutte contre le cléricanisme) et à droite pour la défense de l'ordre économique existant (faire en sorte que les riches continuent à s'enrichir et ne soient pas obligés de partager avec les pauvres).

Tiens, ça me rappelle quelque chose..."

LVOG - Les classes moyennes ou les petits bourgeois se servent de cet artifice pour négocier les privilèges que la bourgeoisie leur concèderait moyennant leur loyauté indéfectible envers le régime, et les crétiens d'extrême gauche en firent leurs alliés... Et cela continue de nos jours !

[La guerre, c'est la paix. \(Suite -2\)](#)

Ceux qui ont appelé à manifester contre la guerre le 11 novembre ont fait preuve d'un opportunisme sans fond, tant ils sont passés à côté de l'essentiel.

Avant-hier, on révélait que le Forum pour la paix à Paris présidé par Macron et Merkel avait été organisé et financé par l'oligarchie, les GAFAs, aujourd'hui, on rappelle que la Première Guerre mondiale coïncida avec l'imposition de l'impôt sur le revenu en France, impôt qui de la poche de l'Etat devait atterrir ensuite progressivement dans celle des banquiers et des capitalistes qui ont été les réels donneurs d'ordre de la boucherie de 14-18.

- L'impôt sur le revenu (...) est mis en place de 1914 à 1916, pour moderniser le système fiscal de l'État, soit plus de 70 ans après son équivalent britannique (1842). Voté le 3 juillet 1914, loi du 15 juillet 1914, la première année d'imposition est l'année 1916, par décret du 15 janvier 1916. En pleine Première Guerre mondiale, il est initialement destiné à financer les efforts de guerre et la reconstruction de la France. (Source : Wikipédia.org)

Chouette, les créanciers, les banquiers qui ont financés les deux camps durant cette guerre vont pouvoir s'enrichir encore davantage, une simple coïncidence.

- Il faut attendre le vote du XVI^e amendement par le Congrès et sa ratification par les États le 3 février 1913 pour qu'enfin l'administration fédérale soit autorisée à lever un impôt sur le revenu permanent. (Source : Wikipédia.org)

Et dans le courant de la même année, le 23 décembre 2013, sera fondée la Fed, encore une coïncidence sans doute. Et quelque mois plus tard débutera la Première Guerre mondiale du XX^e siècle, encore une coïncidence.

Deuxième partie.

Quelques rappels pour illustrer la première partie de cette causerie.

Le 3 décembre 2017

CAUSERIE

Il existe un fil conducteur entre :

- Les banquiers de Hanove au XVII^e siècle, dont les Rothschild.
- Leur immigration dans différents pays dont les Pays-Bas, la Grande-Bretagne et la France
- Théodore Herzl et son ouvrage l'Etat juif
- La création de la Banque centrale des Pays-Bas
- La création de la Banque d'Angleterre
- Le passage du capitalisme à l'impérialisme
- Les expéditions coloniales ou les guerres de rapine en Afrique
- Le développement de l'automobile et des multiples applications du pétrole dans l'industrie
- La crise du capitalisme au détour du XX^e siècle
- L'affaire Dreyfus
- La création de la Fed en 1913 , toujours par les mêmes banquiers
- La Première Guerre mondiale
- La balkanisation du Moyen-Orient et de l'Afrique.
- La Déclaration de Balfour
- La création de la Société des Nations (SDN) en 1919
- La création de la BRI
- La création du Council on Foreign Relation (CFR) en 1921
- Pacte secret en Ecosse le 28 août 1928 entre les oligarques de la Royal Dutch Shell (Hollandais), de la Standard Oil Cie. (Exxon) (Américain, Rockefeller), et de l'Anglo Persan (BP) (Britannique) pour se partager le marché mondial du pétrole, rejoints plus tard par Mobil, Gulf, Texaco, Chevron.
- La dépression de 1929
- La création des paradis fiscaux
- La montée de Hitler et du nazisme en Allemagne
- Pearl Harbour
- La Deuxième Guerre mondiale
- Accords de Bretton Woods, en 1944 et suprématie du dollar (rattaché à l'or à la place de la livre sterling) sur l'économie mondiale
- Gatts, OMC, Accord général sur le commerce des services (AGCS), Doha
- La fondation du FMI, de la Banque mondiale
- La fondation de l'ONU, de l'Union européenne
- La création d'Israël
- Le coup d'Etat en Iran en 1953, parmi bien d'autres en Afrique en en Amérique latine
- Le club Bilderberg en 1954
- La propagation de la pornographie et de la drogue
- Friedrich von Hayek enseigne l'ultra libéralisme à la London school of economics financée par la fondation Rockefeller, puis à l'université de Chicago
- La fin de la convertibilité du dollar en or en 1971
- La Banque de France passe sous la coupe du marché en 1973.
- La Commission Trilatérale en 1973
- Pinochet au Chili et Vidéla en Argentine au pouvoir à la même époque.
- Les crises du pétrole des années 70 et 80
- Reagan et Thatcher au pouvoir au milieu des années 80.
- Le développement des ONG et des lobbies écologiste, féministe, antiraciste, antifasciste, altermondialiste, etc.
- L'implosion de l'URSS et du Pacte de Varsovie
- Toutes les révolutions dites de couleurs, des fleurs, le Printemps Arabe
- Maastricht en 1992, la BCE et l'euro en 2000.
- Le 11 septembre 2001 et toutes les guerres qui allaient suivre
- La création d'Internet puis des mal nommés réseaux sociaux
- L'élection de Sarkozy et la disparition programmée du parti gaulliste

- L'élection de Hollande et la disparition programmée du PS
- La création de LREM
- L'élection de Macron protégé de Rothschild

Que retrouve-t-on tout au long de ce fil ? Les mêmes banquiers liés aux guerres mondiales, au pétrole, au fascisme, à l'ultra libéralisme et à Israël, à Internet et la boucle du nouvel ordre mondial est bouclée.

Evidemment cela n'a absolument rien à voir avec ce qui figure dans les manuels scolaires ou universitaires, dans les ouvrages des historiens, dans la propagande diffusée par les médias détenus par des oligarques, ni même dans la formation dispensée aux militants par les partis ouvriers ou les syndicats.

Partant de là, comment voulez-vous les combattre ? Dès lors que votre argumentation comporte des contrevérités, des contradictions, des incohérences, de graves lacunes, des erreurs manifestes, etc. quelle crédibilité peut avoir votre discours ? Ce qui se passe, c'est qu'un jour où l'autre forcément les militants découvrent qu'on leur a menti ou qu'on les a trompés, et c'est terminé, ils ne veulent pas en entendre davantage et ils ont raison.

La difficulté pour eux d'accéder à la vérité ou de s'en sortir, c'est que l'histoire qu'on leur a racontée ne reflétant pas la réalité, relevait à leur insu davantage de la propagande ou d'une théorie avec laquelle ils ont fini par s'identifier, de telle sorte que s'en séparer est extrêmement difficile, par crainte du vide ou de se faire abuser par d'autres personnes qui semblent également d'une honnêteté irréprochable, mais ne le sont pas forcément.

- Un document exceptionnel : Histoire cachée : les origines secrètes de la Première Guerre mondiale
- Tour d'horizon de « Hidden History », par Gerry Docherty et Jim Macgregor par Antony C. Black
- Mondialisation.ca, 27 novembre 2017

Parmi les nombreux mythes qui embrouillent l'esprit politique moderne, aucun ne corrompt la compréhension ou ne maquille autant les faits historiques que le mythe voulant que les riches et les puissants de ce monde ne conspirent pas.

C'est totalement faux.

Ils conspirent continuellement, couramment, effectivement et diaboliquement, à une échelle qui dépasse l'entendement. Nier cette conspiration, c'est nier des preuves empiriques irréfutables et le bon sens le plus élémentaire.

Il n'en demeure pas moins que pour l'observateur averti du « grand jeu » politique, c'est une source inépuisable d'étonnement que de tomber sur des exemples toujours plus stupéfiants de machinations monstrueuses que les élites riches et puissantes sont capables d'échafauder. C'est ce à quoi s'emploient les auteurs Docherty et Macgregor, dans un livre qui nous coupe le souffle.

Ainsi, l'histoire officielle et sacralisée des origines de la Première Guerre mondiale, nous disent les auteurs, ne serait qu'un seul et même tissu de mensonges du début à la fin. Plus à propos encore est la thèse des auteurs voulant que – pour paraphraser ce qu'a dit plus tard Churchill, qui occupe d'ailleurs une place de choix dans cet ouvrage – jamais autant de personnes ont été tuées, de façon si injuste, pour assouvir les ambitions et la soif de profit d'un si petit nombre.

En démolissant les nombreuses antiennes à propos des origines de la « Grande Guerre » (y compris la « responsabilité allemande », les « efforts de paix britanniques », la « neutralité de la Belgique » et « l'inévitabilité » de la guerre), Docherty et Macgregor pointent du doigt ceux qui sont vraiment à l'origine du conflit : des impérialistes britanniques formant une cabale plus ou moins secrète, dont les visées politiques pendant une quinzaine d'années consistaient à préparer une guerre européenne afin de détruire le nouveau concurrent commercial, industriel et militaire de la Grande-Bretagne qu'était l'Allemagne.

Pour résumer, Docherty et Macgregor soutiennent que « loin de se diriger aveuglément vers une tragédie mondiale, le monde qui ne se doutait de rien est tombé dans une embuscade tendue par une cabale secrète de bellicistes » qui ne se trouvaient pas à Berlin, mais bien « à Londres ».

J'avoue ici abonder dans le sens de cette thèse, aussi frappante soit-elle, ne serait-ce que pour le principe général. Après tout, il suffit de regarder la réalité politique d'aujourd'hui pour constater que nous nageons en plein délire orwellien. De plus, trente ans de journalisme indépendant m'ont amené non seulement à conclure que ce qu'on nous sert comme « nouvelles » n'a rien à voir avec la réalité, mais aussi que les écrits et les présentations historiques sont aussi bidons qu'un billet de trois dollars. Il faut tout de même que la thèse défendue repose sur un ou deux arguments crédibles. Voyons voir ceux que nous propose « Histoire cachée ».

Les joueurs

Avant de nous lancer tête première dans le vif du sujet, commençons par esquisser le portrait des principaux protagonistes de cette sombre histoire.

Au commencement, il y avait Cecil Rhodes, le premier ministre de la colonie du Cap qui, nous rappellent les auteurs, était « en réalité un opportuniste s'accaparant des terres », dont la fortune a été assurée à parts égales « en réprimant brutalement les habitants locaux et en veillant aux intérêts miniers de la maison des Rothschild ». Apparemment, Rhodes parlait depuis longtemps de créer une « société comme celle des Jésuites » au service des ambitions mondiales de l'Empire britannique. En février 1891, il est passé aux actes en s'adjoignant les services de ses proches associés William Stead, un journaliste bien connu, et Lord Esher, un proche conseiller de la monarchie britannique.

Deux autres personnes se sont jointes peu après au cercle restreint du groupe clandestin : Lord Nathaniel (Natty) Rothschild, de la fameuse dynastie de banquiers britanniques et européens, et Alfred Milner, un érudit administrateur colonial brillant qui deviendra rapidement l'infatigable génie organisateur et maître des cérémonies du groupe.

À ces quatre personnalités centrales se sont joints par la suite Lord Northcliffe, le propriétaire du « Times », qui épaulera Stead dans sa propagande visant à préparer le public britannique à une guerre contre l'Allemagne, Arthur Balfour et Herbert Asquith, deux futurs premiers ministres britanniques qui joueront de leur influence parlementaire, Lord Salisbury et Lord Rosebery, qui apporteront un lot additionnel de connections politiques, et Lord Edward Grey qui aura l'honneur, en sa capacité de ministre britannique des Affaires étrangères en 1914, d'enfoncer le dernier clou dans le cercueil de la paix européenne. Le prince Édouard (qui deviendra peu après le roi Édouard VII) était aussi un ajout important qui, malgré son image de séducteur, était en fait un acteur politique astucieux, dont les fréquentes incursions sociales à l'échelle internationale constituaient une couverture idéale pour contribuer à forger, souvent secrètement, des alliances militaires et politiques entre la Russie, la France, la Grande-Bretagne et la Belgique.

Cette garde prétorienne a ensuite étendu ses tentacules à toutes les sphères de la hiérarchie du pouvoir britannique (puis du monde) en recrutant activement dans son « Association of Helpers » toute une myriade de bureaucrates, banquiers, officiers militaires, universitaires, journalistes et hauts fonctionnaires plus bas dans l'échelle, dont bon nombre, il s'est avéré, provenaient des collèges Balliol et All Souls, à Oxford.

Enfin, le légendaire Churchill, gonflé à bloc par sa propre grandiloquence bien lubrifiée avec l'argent des Rothschild, allait finir par occuper la place sacrée qui lui revenait parmi les avides de guerre élus secrètement.

Premières aventures

La première incursion de cette cabale élitiste a eu lieu en Afrique du Sud, avec la fomentation délibérée de la (2e) guerre des Boers (1899-1902). On avait découvert de l'or dans la région du Transvaal en 1886 et les impérialistes britanniques étaient déterminés à s'en emparer. Après un certain nombre de machinations ratées de Rhodes visant à faire tomber les Boers, l'élite secrète a obtenu un as dans son jeu quand Alfred Milner a été nommé haut commissaire de l'Afrique du Sud. Milner a aussitôt saisi le moment, sans passer Go, pour déclencher la guerre, imposer sa tristement célèbre politique de la terre brûlée et exiger une reddition sans condition, faisant ainsi valoir la philosophie martiale générale qui prévaudra plus tard contre l'Allemagne.

Après la défaite des Boers, Milner et ses acolytes (Rhodes est mort pendant les « négociations de paix ») ont rapidement investi les principaux organes de la gouvernance impériale britannique, dont les bureaux responsables des affaires étrangères, des colonies et de la guerre. Arthur Balfour est allé encore plus loin en créant, en 1902, le « Comité pour la défense impériale ». Ce dernier a joué un rôle considérable en court-circuitant presque entièrement le cabinet britannique dans les années, les mois et les jours précédant août 1914. Balfour était en fait l'un des deux seuls membres permanents de cette institution impériale d'importance majeure, l'autre étant Lord Fredrick Roberts, commandant en chef des forces armées et ami proche de Milner. C'est ce même Roberts qui, plus tard, nommera à leurs postes respectifs pendant la Première Guerre mondiale deux suivistes incompetents, Sir John French et Douglas Haig, qui mèneront des combats conduisant au massacre de centaines de milliers de soldats alliés.

L'année 1902 marquait aussi par l'établissement du traité anglo-japonais. La Grande-Bretagne craignait depuis longtemps que son empire en Extrême-Orient passe aux mains de la Russie et cherchait à amener le Japon à faire contrepoids. L'alliance a porté fruit lors du conflit russo-japonais de 1904-1905, au cours duquel la Russie a subi une défaite décisive. Sans jamais perdre de vue l'objectif à long terme (une guerre contre l'Allemagne), Milner et ses acolytes ont changé d'appât adroitement en courtisant aussitôt le czar Nicolas II, ce qui a abouti à la signature de la Convention anglo-russe de 1907. À la même période (1904), la Grande-Bretagne, avec l'aide cruciale d'Édouard VII, a mis fin à près de mille ans d'inimitié avec la France en signant l'Entente cordiale avec son ancien rival.

À la même période (1905), un accord plus ou moins secret a été conclu avec le roi Léopold II, qui autorisait la Belgique à annexer l'État indépendant du Congo. Il s'agissait, à toutes fins utiles, d'une alliance entre la Grande-Bretagne et la Belgique qui, dans la décennie qui a suivi, s'est continuellement approfondie avec la conclusion de nombreux accords militaires bilatéraux (secrets pour la plupart, donc soustraits au regard du Parlement britannique) et de « protocoles d'entente », qui mettaient

sans équivoque l'accent sur le fait que la Belgique formerait une sorte de partie « neutre » dans le conflit à venir avec l'Allemagne.

L'alliance principale était dorénavant chose faite entre la Grande-Bretagne, la Russie, la France et la Belgique. Il ne restait plus qu'à obtenir la fidélité et l'obéissance des colonies britanniques. Pour y parvenir, Milner a organisé la conférence de presse impériale de 1909, qui réunissait une soixantaine de propriétaires de journaux, journalistes et rédacteurs provenant de l'ensemble de l'Empire, qui ont côtoyé 600 autres journalistes, politiciens et militaires britanniques dans une grande orgie de propagande guerrière. Le message martial a été ensuite dûment transmis aux multitudes coloniales inconscientes. Le succès de la conférence était particulièrement visible au Canada où, malgré les divisions extrêmes sur la question, plus de 640 000 soldats canadiens ont été envoyés dans les champs de la mort au nom d'une poignée d'impérialistes britanniques.

La « crise » marocaine Docherty et Macgregor nous rappellent que l'historienne de renom Barbara Tuchman, dans son livre « Août 14 » (« The Guns of August ») qui a reçu le prix Pulitzer, « a précisé très clairement que la Grande-Bretagne était résolue à faire la guerre en 1911 et même avant. » En effet, les préparatifs de guerre étaient en cours depuis au moins 1906.

N'empêche que 1911 marque un tournant, lorsque l'élite secrète a tenté une première fois de déclencher une guerre contre l'Allemagne. Le prétexte était le Maroc. La Grande-Bretagne n'avait pas d'intérêts coloniaux directs au Maroc, mais la France et l'Allemagne en avaient. C'est alors que la cabale de Londres, avec Edward Grey au poste de ministre des Affaires étrangères, a mis dans le secret des dieux un ministre français clé, Théophile Declasse, ce qui lui a permis de monter ce qui était essentiellement une opération sous fausse bannière à Fez. La France a alors réagi en imposant une armée d'occupation. L'Allemagne s'est contentée de n'envoyer qu'une petite canonnière à Agadir, sauf que l'ensemble de la presse britannique, qui représentait les intérêts de « l'État profond » de la Grande-Bretagne, est tombé dans l'hystérie en condamnant les « menaces allemandes contre les voies maritimes britanniques », etc. Cette étincelle de guerre s'est éteinte à la dernière heure lorsque le premier ministre socialiste de la France (récemment élu), Joseph Caillaux, a entamé des pourparlers de paix avec le Kaiser. La guerre contre l'Allemagne devait donc être reportée.

Dans l'intervalle, la Grande-Bretagne, sous la direction de ses mandarins de l'ombre (presque toujours sans examen ou approbation du Parlement), poursuivait ses préparatifs de guerre. Par exemple, c'est à cette fin que Churchill, qui avait été nommé premier lord de l'Amirauté britannique en 1911, a redéployé sa flotte atlantique de Gibraltar à la mer du Nord et sa flotte méditerranéenne à Gibraltar. La flotte française a été redéployée simultanément de l'Atlantique à la Méditerranée pour couvrir le retrait de la flotte britannique. Ces manœuvres visaient stratégiquement la flotte allemande en mer du Nord. Les pions se mettaient en place sur l'échiquier.

Plaque désignant une banque comme membre (Source : Wikimedia Commons)

En France, le premier ministre de gauche et partisan de la paix Caillaux a été remplacé en 1913 par l'un des « assistants » des élites britanniques, en la personne de Raymond Poincaré, un germanophobe enragé d'extrême-droite. Poincaré a eu tôt fait de remplacer l'ambassadeur de France en Russie George Louis, qui ne prônait pas la guerre, par le revanchiste Declasse. Pendant ce temps aux États-Unis, la cabale secrète poursuivait ses manigances, surtout par l'intermédiaire de la Pilgrims Society et des maisons Morgan et Rockefeller, afin d'assurer l'élection d'un démocrate inconnu mais malléable, Woodrow Wilson, contre le président Taft, qui était partisan d'une banque centrale sous contrôle public. L'« État profond » anglo-américain a ainsi pu créer la Réserve fédérale américaine, une banque centrale privée qui s'est consacrée dès le départ au financement de la guerre contre l'Allemagne.

L'éperon balkan

Selon Docherty et Macgregor, le conte d'une simplicité trompeuse répété ad nauseam sur les circonstances entourant l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, le 28 juin 1914, serait aussi douteux que la version officielle de l'assassinat de JFK deux générations plus tard. En effet, les similitudes structurelles entre les deux – de l'absence flagrante de sécurité à la preuve manifeste de complicité de l'État (dans le cas qui nous intéresse, à partir de la Serbie, mais menant directement à Londres) – sont remarquables. L'assassinat a bel et bien causé un effet domino, sauf que les événements qui ont suivi n'étaient pas dus aux bas instincts des gens et à des forces inéluctables hors de tout contrôle humain, mais plutôt aux manigances conspiratrices d'esprits calculateurs.

Ainsi, tout de suite après l'assassinat, l'Autriche-Hongrie a bénéficié d'un soutien international généralisé, car elle était largement perçue comme la partie lésée. Mais les suspects habituels, après avoir aidé à mettre en scène le meurtre, ont réussi à renverser la vapeur de la propagande en défaveur de l'Autriche et de l'Allemagne en recourant à une ruse ingénieuse. Après avoir obtenu secrètement le contenu de la « note », qui énonçait les demandes de l'Autriche (raisonnables dans les circonstances) à l'endroit de la Serbie, la cabale secrète est arrivée à participer directement à la rédaction de la « réplique serbe ». La « réplique » devait bien sûr être inacceptable pour l'Autriche. Au même moment, le président français Poincaré s'est précipité à Moscou pour rassurer le czar et ses généraux que si l'Allemagne allait assumer ses responsabilités conformément à son alliance avec l'Autriche, la France soutiendrait la Russie dans le déclenchement d'une guerre généralisée en Europe. La France savait évidemment que l'Angleterre, ou plutôt sa clique impérialiste élitiste, souhaitait tout autant la guerre. C'est d'ailleurs à ce moment opportun que Grey et Churchill se sont ligüés pour acheter la Anglo-Persian Oil Company, assurant ainsi les approvisionnements pétroliers nécessaires à la marine britannique.

Pendant tout ce temps, le kaiser Guillaume et le chancelier Bethmann étaient les seuls hommes d'État qui aspiraient sincèrement à la paix. Leur diffamation subséquente par des hordes d'historiens pas très propres ont retenti dans les mêmes tons orwelliens que la diabolisation en cours par l'establishment des pays et des particuliers qui résistent à l'empire américain.

Grey gagne son pari

Après avoir attisé les flammes du feu allumé dans les Balkans de façon à ce qu'il embrase toute l'Europe, le ministre des Affaires étrangères britannique Grey et le premier ministre Asquith se sont employés à porter tous les sales coups possibles sur le plan diplomatique pour saboter toute possibilité de paix et rendre la guerre inévitable.

Par exemple, le 9 juillet, l'ambassadeur allemand à Londres, le prince Lichnowsky, a été rassuré à maintes reprises par Grey que la Grande-Bretagne n'était engagée dans aucune négociation secrète qui mènerait à la guerre. C'était évidemment un mensonge éhonté. Le 10 juillet, Grey a fait croire au Parlement que la Grande-Bretagne n'avait pas la moindre crainte que les événements de Sarajevo conduiraient à une guerre continentale. Au même moment, le premier ministre autrichien Berchtold était trompé de la même manière par les trois gouvernements de l'Entente, qui prétendaient que leur réaction à la « note » n'irait pas plus loin qu'une protestation diplomatique. Sauf que pendant la troisième semaine de juillet, ces mêmes gouvernements ont fait volte-face en disant qu'ils rejetaient entièrement la réponse de l'Autriche.

Le 20 juillet, comme il a été rapporté, le premier ministre français Poincaré s'est rendu à Saint-Petersbourg pour réaffirmer les accords militaires respectifs de la France et de la Russie. Le 25 juillet, Lichnowsky s'est présenté sans être annoncé au ministère des Affaires étrangères britanniques pour relayer l'appel désespéré du gouvernement allemand implorant Grey d'user de son influence pour stopper la mobilisation russe. Ce qui est incroyable, c'est que personne n'était disposé à le recevoir. De toute façon, la Russie avait secrètement commencé à mobiliser ses forces armées le 23 juillet, pendant que Churchill faisait de même le 26 juillet avec la flotte britannique à Spithead.

Bien entendu, rien de ce qui précède ne s'est fait dans le cadre d'un processus démocratique. Pour reprendre les propos de Docherty et Macgregor :

« Pour ce qui était de la population [britannique], rien de fâcheux ne se passait. C'était juste un autre week-end d'été. »

Le 28 juillet, l'Autriche a déclaré la guerre à la Serbie, même si elle n'était pas en mesure de l'envahir avant une quinzaine de jours. Pendant ce temps, le ministère des Affaires étrangères britannique commençait à faire circuler des rumeurs voulant que les préparatifs de guerre de l'Allemagne étaient plus avancés que ceux de la France et de la Russie, alors qu'en réalité, c'était exactement le contraire. Les choses se précipitaient dangereusement hors du contrôle de Guillaume.

Le 29, Lichnowsky a de nouveau imploré Grey d'empêcher la mobilisation russe à la frontière de l'Allemagne. Grey a répondu qu'il allait écrire quatre dépêches à Berlin qui, à la lumière des analyses d'après-guerre, n'ont jamais été transmises. Les dépêches ne faisaient partie que d'une mascarade pour faire croire que la Grande-Bretagne (et surtout lui, Grey) faisait tout en son pouvoir pour éviter la guerre. C'est aussi le 29 en soirée que Grey, Asquith, Churchill et Richard Haldane se sont réunis pour discuter de ce qu'Asquith appelait « la prochaine guerre ». Docherty et Macgregor soulignent de nouveau que ces quatre hommes étaient pratiquement les seuls en Grande-Bretagne au courant de la calamité qui s'annonçait, à l'insu des autres membres du Cabinet, des députés du Parlement et des citoyens britanniques. Ils en étaient en fait les architectes.

Le 30, le Kaiser a transmis au czar Nicolas un appel vibrant à une négociation de la prévention des hostilités. Touché par ce plaidoyer, Nicolas a dépêché à Berlin son émissaire personnel, le général Tatishchev, pour négocier la paix. Malheureusement, Tatishchev ne s'est jamais rendu à Berlin, car il a été arrêté et emprisonné cette nuit-là par le ministre des Affaires étrangères russe Sazonov qui, comme les auteurs l'expliquent de façon convaincante, constituait depuis longtemps un atout dans le jeu de la cabale de Londres. Sous la pression constante des hauts gradés de son armée, Nicolas a fini par céder et a ordonné la mobilisation générale dans l'après-midi du 30 juillet.

L'annonce officielle de la mobilisation russe a sonné le glas à toute possibilité de paix. Se rendant compte qu'elle avait été bernée et qu'elle allait être attaquée sur deux fronts, soit à l'ouest par la France et à l'est par la Russie, l'Allemagne a ordonné la mobilisation générale à son tour le 1er août. C'était la dernière puissance occidentale à le faire, ce qui en dit long. Mais l'Allemagne a commis alors une erreur tactique cruciale après l'annonce de la mobilisation générale, en prononçant une déclaration de guerre officielle et tenue par l'honneur contre la France. Ce faisant, elle sautait à deux pieds dans le piège tendu par Grey et cie, qui n'avaient cessé de manigancer pour que la guerre se déclenche sans être perçus comme en étant les instigateurs officiels.

Mais il restait une dernière carte dans le jeu de Grey, qu'il devait jouer pour amener un cabinet et une Chambre des communes pas très portés à la guerre d'abandonner leur bon sens et de foncer tête première dans une guerre totale paneuropéenne. Tout comme le mythe des « armes de destruction massive » a servi de prétexte à l'agression impérialiste étasunienne, le mythe de la pauvre et inoffensive « Belgique neutre » a servi de porte-étendard aux visées de l'impérialisme britannique.

Le discours qui a scellé le sort de millions de gens

Le 2 août 1914, le premier ministre Asquith a convoqué une réunion du cabinet spéciale pour discuter de la crise (montée de toutes pièces). Bien que les membres du cabinet étaient peu enclins à approuver la participation britannique à une guerre continentale, ils ont tôt fait de subir des pressions et d'obtenir des révélations à propos d'un « ensemble complexe d'obligations [militaires et politiques] qu'on leur avait déjà garanti comme n'étant pas des obligations, [et] qui s'étaient tissées autour d'eux pendant qu'ils dormaient ». Fait crucial, Grey s'est gardé de leur dire que l'ambassadeur allemand Lichnowsky avait, la veille même (1er août), proposé de garantir la neutralité belge. D'ailleurs, la supercherie de Grey n'aurait jamais été connue si le chancelier Bethmann n'avait pas fait état de la proposition au Reichstag le 4 août.

Une fois le cabinet suffisamment confondu, trompé et dupé (Asquith avait déjà donné des ordres de mobilisation à l'armée et à la marine sans que le cabinet ne l'approuve ou ne le sache), il ne restait plus qu'à bernier le Parlement. Ainsi, le 3 août, Sir Edward Grey a pris la parole pour entamer ce qui allait être un panégyrique épique sur les folies de la paix et les vertus de la guerre. L'auditoire n'était pas particulièrement réceptif là non plus, mais le sermon a réussi à gagner en force.

En commençant par dire que la paix en Europe « ne peut être préservée », Grey s'est lancé dans une litanie incroyable de mensonges et de déformation des faits à propos des accords militaires complexes en vigueur depuis longtemps entre l'Angleterre, la France, la Russie et la Belgique. Grey niait leur existence. Qu'en était-il de l'écheveau complexe des accords diplomatiques? Il n'y avait pas d'accords, pareils enchevêtrements n'existaient pas. Le Parlement était « libre » de voter en pleine conscience, d'exercer son mandat démocratique, tant qu'il ne vote pas en faveur de la paix bien sûr.

Tout ce qui précède n'était que le préambule de la pièce maîtresse du discours de Grey : la neutralité de la Belgique. Cette imposture flagrante n'a été surpassée en duplicité que par l'omission volontaire de Grey de parler au cabinet, puis au Parlement, de la garantie offerte par l'Allemagne concernant le point litigieux qu'était la neutralité de la Belgique. Grey a préféré montrer, pour faire plus d'effet, un télégramme émouvant du roi de Belgique implorant de l'aide au roi Georges. Il ne pouvait y avoir de moment mieux choisi pour qui l'aurait rédigé délibérément pour l'occasion, ce qui était d'ailleurs le cas. Les appels en faveur de la guerre des chefs des partis d'opposition qui ont suivi ce sermon étaient eux aussi prévus. Churchill les avait tous sondés et ralliés à la cause avant la session du jour. Seul Ramsay MacDonald, le chef du Parti travailliste, a nagé à contre-courant de la vague bien orchestrée « d'inévitabilité » qui revenait constamment dans la péroraison martiale de Grey.

La session du jour s'est terminée sans débat. Asquith ne l'avait pas permis, bien que le président de la Chambre l'ait pressé d'autoriser la reprise des travaux en soirée. Entre-temps, Grey a scellé le sort, c.-à-d. la guerre, en lançant un ultimatum à l'Allemagne, la sommant de ne pas envahir la Belgique, tout en sachant que l'invasion avait déjà commencé. Pour reprendre les mots de Docherty et MacGregor, c'était un « coup de maître ». La guerre était dorénavant inévitable. La session du Parlement tenue en soirée a eu beau faire l'objet d'un débat vigoureux et substantiel qui a démolé en grande partie la position de Grey, les jeux étaient faits. Au moment opportun, Arthur Balfour, « ancien premier ministre conservateur et membre du cercle restreint de l'élite secrète, s'est levé, menaçant. Il en avait assez. » Jetant tout le poids de son autorité de magistrat, il a condamné, ridiculisé et rejeté les arguments contre la guerre, les qualifiant de « lie du débat ». La Chambre des communes ayant ainsi été muselée, la dernière chance de paix en Europe était perdue.

Plus ça change...

Ce qui frappe encore et encore en lisant « Histoire cachée », c'est le son de la vérité qui retentit de chaque page, de chaque révélation. Apprendre qu'un groupe si restreint de membres d'une élite, faisant fi de tout contrôle démocratique, puisse sceller le sort – et la mort – de millions de personnes, a de quoi nous révolter. C'est vrai, mais cela ne nous surprend pas, parce que le même phénomène est en train de se produire sous nos propres yeux. En effet, l'état actuel de la « guerre permanente » est ni plus ni moins la condition inconsciente de la modernité même.

Docherty et Macgregor apportent une belle contribution ici. Ils vont beaucoup plus loin que ceux que David Irving a si justement qualifiés « d'historiens de cour », en parlant des historiens prostitués de l'élite et de l'establishment qui reprennent le consensus établi. Docherty et Macgregor nous donnent un aperçu de ce que signifie vraiment écrire l'histoire. S'il y a une leçon – ou plutôt une contre-leçon – à tirer de cet ouvrage, c'est que nous serons condamnés à répéter l'histoire aussi longtemps que nous écouterons ceux qui se consacrent à l'obscurcir et à la fausser, autrement dit, ceux qui nous mentent.

Hidden History: The Secret Origins of the First World War, publié le 17 juillet 2017

Pour vous procurer le livre :

<http://editionsnouvelleterre.com/boutique/home/32-l-histoire-occultee-les-origines-secretes-de-la-premiere-guerre-mondiale-9782918470236.html>

Le 22 mai 2014

CAUSERIE

Maison de Saxe-Cobourg-Gotha

Déjà en 1714 en vertu de l'Acte d'établissement de 1701 interdisant le trône aux catholiques, c'est un prince allemand, l'Électeur de Hanovre Georges-Louis qui avait succédé à la reine Anne qui elle appartenait à la Maison Stuart. Son arrière-petit-fils, Guillaume IV, n'ayant pas eu de postérité survivante et les femmes pouvant régner sur les îles Britanniques, c'est sa nièce Victoria qui lui succède en 1837. En revanche, la loi salique s'appliquant au Hanovre, c'est le frère du roi défunt Ernest-Auguste 1er de Hanovre qui monte sur le trône Hanovrien.

La reine Victoria épousant un cousin allemand, le prince Albert, fils du duc Ernest 1er de Saxe-Cobourg-Gotha, en février 1840, la famille royale anglaise restait une famille d'origine allemande cousinant avec l'Europe entière de la Russie à l'Espagne les monarchies de l'Empire allemand.

La Première Guerre mondiale allait changer les relations familiales des monarques anglais : en 1917, face à une opinion publique de plus en plus germanophobe, le roi Georges V du Royaume-Uni préféra changer le nom de sa dynastie et interdire le trône à tout membre de sa famille qui avait choisi le camp de l'Allemagne. Ainsi, alors que les Saxe-Cobourg-Gotha devenaient Windsor, les cousins Battenberg devinrent-ils Mountbatten quand le duc de Charles-Édouard de Saxe-Cobourg-Gotha resta Allemand. actus.blog.mongenie.com

Partis de Hanovre, les riches banquiers juifs ont essaimé à travers toute l'Europe, rendus maître des Pays-Bas ils ont créé la première banque centrale (privée) du monde, ils ont renouvelé leur exploit un peu plus tard en Grande-Bretagne, pour finir par un coup de génie en créant la Fed aux Etats-Unis un siècle plus tard. L'axe Washington-Londres-Berlin ne tient donc pas vraiment du hasard, pas étonnant non plus si les Pays-Bas peuvent revendiquer le parti d'extrême droite le plus puissant ou si c'est en Allemagne qu'un certain Hitler a pu sévir, et si les mêmes banquiers à Londres et Washington ont financé le régime nazi, ils avaient des origines communes.

On pourrait ajouter que ce n'est pas un hasard non plus si la première fois (en 1918) c'est la couronne britannique qui avait promis la Palestine aux banquiers sionistes, et si c'est l'Allemagne de Hitler financé par les Américains (notamment) qui leur a permis de concrétiser leur rêve d'un "Etat juif" trente ans plus tard. Tout se tient, l'ordre des choses est respecté. Un rappel d'un internaute.

- Son fils le prince Harry il n'y a pas si longtemps était photographié en uniforme nazi. <http://news.bbc.co.uk/2/hi/4170083.stm>

Le 31 juillet 2014

CAUSERIE

Parole d'internaute

A qui profite le crime, qui l'a commandité ?

1- "Jaurès proposait une grève générale dans les usines Schneider Renault Krupp soit les principaux marchands d'armes européens. Le Comité des forges contrôlait par le fric (gérants de la banque de France) les médias, dont les principaux avaient la propagande belliciste, et les politiques qui lui devaient leur carrière et leur siège de députés. C'était donc une fausse république qui a programmé une guerre de classe (En 1906 Clémenceau a redonné un jour de repos /semaine , i.e. les salariés bossaient 7j/7 depuis 1880 soit des conditions de goulag) pour mater le prolétariat et le rançonner car c'est le contribuable qui a payé les armes que l'Etat achetait à Schneider De Wendel Renault , permettant ainsi au comité des forges des profits considérables.

Ces gentlemen ont remis le couvert en programmant la 2e Guerre mondiale et en armant Hitler qui n'avait pas de matières premières. Thyssen a fait l'homme politique Hitler, fabriqué sa notoriété et l'ensemble de la grande industrie internationale et des banques ont participé à la fête. Hitler les a soigneusement disculpé en les dénonçant dans ses discours mais c'était bien eux qui étaient derrière le réarmement allemand."

2- "Je ne sais pas si Jaurès a écrit sur le minerai de fer, talon d'Achille des Allemands puisque l'ensemble des gisements étaient en Alsace Lorraine à portée de canons français. C'était l'autre façon de gagner la guerre rapidement, bombarder et détruire la possibilité de produire des obus. Sachant que les Français bénéficiaient du fer anglais.

A noter que la presse allemande s'est étonnée de ce que les Français n'aient pas penser à cela, ni à détruire le bassin de Briey , plus gros gisement de fer fournissant 90% de la production française. En 1913 De Wendel a vendu 4 millions de tonnes de fer aux allemands. En pleine période d'armement intensif !

On peut vérifier ces affirmations sur gallica, dans la bataille des frontières de Fernand Engerand."

La presse allemande était vendue, comme aujourd'hui la presse en générale dans tous les pays.

De Wendel, tout comme les banquiers et les autres industriels ont fourni les deux camps en capitaux et matériels, ils ont tiré profit de la guerre des deux côtés. Et cela également lors de la Seconde Guerre mondiale ce qu'ignore 99% de la population malheureusement.

Le 3 avril 2018

CAUSERIE

Durant la Première Guerre mondiale, le nombre d'ouvriers dans l'industrie de l'armement passe de 50 000 en 1914 à 1 700 000 en 1918.

Je rajoute ce 15 novembre 2018 : Et qui finança cette économie de guerre ? Pas l'Etat, il n'en avait pas les moyens ? Qui alors ? Les banquiers anglo-saxons et associés.

Le 14 juin 2018

CAUSERIE ET INFOS

Si les techniques de persuasion des masses apparaissent en Europe à la fin du XIXe siècle pour lutter contre les révoltes ouvrières, elles sont développées aux États-Unis pour convaincre les Américains de s'engager dans la Première Guerre mondiale. Peu connu du grand public, neveu de Sigmund Freud, l'auteur du livre de référence Propaganda et l'un des inventeurs du marketing, Edward Bernays (1891-1995) en fut l'un des principaux théoriciens. Inspirées des codes de la publicité et du divertissement, ces méthodes de "fabrique du consentement" des foules s'adressent aux désirs inconscients de celles-ci. Les industriels s'en emparent pour lutter contre les grèves avec l'objectif de faire adhérer la classe ouvrière au capitalisme et transformer ainsi le citoyen en consommateur. En 2001, le magazine Life classait Edward Bernays parmi les cent personnalités américaines les plus influentes du XXe siècle. Ce documentaire riche en archives retrace, à la lumière d'une analyse critique – dont celle du célèbre linguiste Noam Chomsky –, le parcours de celui qui, entre autres, fit fumer les femmes, inspira le régime nazi, accompagna le New Deal et fut l'artisan du renversement du gouvernement du Guatemala en 1954. Les-Crises.fr 9 juin 2018

Je rajoute ce 15 novembre 2018 : Après on nous raconte que la propagande officielle ne sert à rien... Que valent ceux qui parmi nous débitent ce genre de contrevérités ?

Le 27 juillet 2016

CAUSERIE

14-18 : "On croit mourir pour la Patrie, on meurt pour des industriels" de Investig'Action <https://vimeo.com/99236165>

En cette année anniversaire, les médias racontent « comment » a eu lieu la Première Guerre mondiale (dix millions de morts), mais jamais pourquoi.

« Morts pour la patrie », proclament tous nos monuments officiels. Mensonge ! 14-18, c'était déjà une guerre du fric. Non seulement chez les « méchants » (Allemagne, Autriche), mais aussi chez les « gentils » (France, Angleterre, Belgique...), le véritable enjeu était : quelle puissance dominera le monde et contrôlera ses richesses ?

C'était aussi une guerre des classes dominantes contre les pauvres, contre leurs propres travailleurs exterminés froidement. (...)

On aura retenu le choix délibéré des dirigeants de la classe dominante des deux belligérants officiels d'opter pour la guerre en présence d'une crise économique impossible à réduire autrement et qui menaçait l'existence du système capitaliste, leur pouvoir, leurs privilèges tandis que la classe ouvrière s'impatientait ou frappait à la porte du pouvoir. On relèvera également l'entente entre les industriels et les militaires des deux camps pour faire durer la guerre qui leur rapportait de gigantesques profits, et ne pas bombarder leurs quartiers généraux, seuls les ouvriers et les paysans envoyés à la boucherie devant périr lors cette guerre.

Si une partie importante de cette vidéo est consacrée au rôle du colonialisme dans la montée en puissance de l'impérialisme et le rôle qu'il joua dans le déclenchement de cette guerre inter-impérialistes, on peut regretter que bien qu'il soit fait mention de la trahison des socialistes ou sections de l'Internationale ouvrière ou IIe Internationale en Europe, le lien entre les deux facteurs ne

soit pas établi, ce qui ne permettra pas aux spectateurs de comprendre pourquoi les dirigeants de la IIe Internationale avaient abandonné l'internationalisme au profit du nationalisme, ce qui pourrait les induire en erreur ou les amener à penser que ce revirement en apparence soudain aurait été dû à la personnalité de leurs dirigeants, qui auraient pu se laisser corrompre suite aux succès électoraux de leurs partis, autrement dit, il aurait suffi par la suite qu'ils changent de dirigeants pour que ces partis adoptent à nouveau l'internationalisme prolétarien.

Illusion fatale et criminelle qui sera minutieusement entretenue pratiquement pendant un siècle par les représentants de la classe dominante et l'ensemble des dirigeants du mouvement ouvrier à l'exception des communistes jusqu'au décès de Lénine en 1924, ainsi que Trotsky et quelques dirigeants de l'Opposition de gauche, en aucun cas ceux qui plus tard s'en réclameront les héritiers, alors que la cause de ce revirement était à rechercher à l'intérieur de ces partis, dans leur composition petite-bourgeoise, mais aussi dans les syndicats qu'ils contrôlaient, qui ne regroupaient essentiellement que les couches supérieures de la classe ouvrière déjà corrompues par le capitalisme ou sur laquelle son idéologie exerçait une influence croissante au fur et à mesure que leur mode de vie s'améliorait (et que la guerre approchait) et se distinguait de celui du reste du prolétariat, grâce aux gigantesques profits réalisés par la surexploitation des colonies, Lénine ayant défini l'aristocratie ouvrière comme le pendant de l'aristocratie financière, leur combinaison constituant un des éléments majeurs déterminant la nature de l'impérialisme stade suprême du capitalisme.

Et comme quoi ce processus de dégénérescence des partis de la IIe Internationale et des syndicats était irréversible, ils récidiveront lors de la Seconde Guerre mondiale, puis soutiendront les guerres coloniales de l'impérialisme français contre l'Algérie, le Vietnam, sans oublier l'Irak et la Syrie notamment de nos jours.

Je rajoute ce 15 novembre 2018 : Il m'est revenu à l'esprit qu'en 1916 l'état major allemand avait demandé aux Britanniques de mettre fin à la guerre, mais ils s'y opposèrent...

- La falsification de l'histoire: un moyen de maintenir le pouvoir impérial Par Wolfgang Effenberger — 10 septembre 2017

L'auteur nous raconte comment la Première Guerre mondiale a été minutieusement préparée des années à l'avance dans les chancelleries, les amirautes... et par les banquiers, documents ou preuves à l'appui. - LVOG.

En 1979, David L. Hoggan écrit dans son ouvrage intitulé «Le siècle aveugle»: «Les électeurs américains frustrés, ne pouvaient pas désamorcer le système corrompu des nominations par les réunions des partis – dictant à volonté le choix des candidats aux présidentielles en les entourant ensuite avec un grand brouhaha insensé [...] – pour ces électeurs américains, l'année 1916 était à nouveau une élection présidentielle typique [...] entre les deux candidats, faisant semblant de se combattre, mais qui étaient en réalité de connivence avec J.P. Morgan et J.D. Rockefeller. Ces deux derniers avaient décidé longtemps avant la campagne électorale officielle [...] que l'entrée en guerre officielle des Etats-Unis était une nécessité absolue afin d'assurer les profits de Morgan et Rockefeller suite aux emprunts obligataires accordés aux alliés.»(9)

(9) - Hoggan, David L. Das blinde Jahrhundert. Tübingen 1979, p. 454

- Une brève histoire de la propagande - Par Corinne Autey-Roussel — 11 septembre 2017

Ces mots du chef de file historique des pionniers de la propagande occidentale définissent également la publicité, et pour cause : la seule différence entre les deux est que la publicité s'affiche en tant que telle, alors que la propagande se fait passer pour la vérité. Que ce soit pour vendre un produit, une nouvelle loi, un candidat à la présidence, un coup d'État ou une guerre, la propagande (propagande, publicité, relations publiques, communication, gestion de la perception : cinq dénominations pour une seule et même industrie) est devenue le premier moyen de communication entre les décideurs (politiciens, multinationales, banques, etc) et le reste de la population.

USA : les pionniers de la propagande en tant que discipline « scientifique » (...)

Pour les gouvernements et au premier chef celui du principal pays capitaliste, les États-Unis, il va s'agir d'harmoniser ces voix et d'étouffer celles qui pourraient les mettre en danger, par exemple celles du Parti communiste, de la gauche populiste ou encore des anarchistes. Pour leur part, les entreprises privées, qui ont découvert depuis les débuts de la presse écrite à quel point la publicité augmente leurs profits, souhaitent les contrôler. Ce qui amènera les uns et les autres, au début du XXe siècle, à recruter des journalistes d'opinion dans le cadre d'une nouvelle discipline, les relations publiques/communication d'entreprise/publicité – autrement dit, la propagande.

« Les origines des relations publiques étaient une réponse à la montée d'une classe ouvrière remuante à la fin du XIXe siècle » — Anne Bernays, romancière et fille d'Edward Bernays.

Bien entendu, ces pionniers de la manipulation de masse ne feront que structurer, codifier et développer quelque chose qui

existe déjà, mais ce faisant, ils donneront forme à un secteur indispensable au maintien de l'économie capitaliste. Sans les constantes incitations à la consommation de sa publicité et le soutien quotidien de sa propagande politique, sociale et sociétale, il est en effet probable que l'économie de marché s'effondrerait en quelques semaines.

Ivy Lee, un propagandiste de premier plan crédité de l'invention du communiqué de presse, conseille Rockefeller et à partir de 1929, la corporation de l'Allemagne nazie IG Farben. Il a pour concurrent majeur Edward Bernays, le « père » du business moderne de la communication.

Le 28 octobre 1906, un train de la Pennsylvania Railroad défile à Atlantic City, faisant plus de 50 victimes. Confrontée à la perte brutale de sa crédibilité, la compagnie, une cliente de la toute nouvelle firme de relations publiques du journaliste Ivy Lee, lui demande de redorer son image. Jusque là, les compagnies ferroviaires répondaient à ce type d'accidents en minimisant les faits ou en les occultant, en couvrant les responsables et en refusant de répondre à la presse. Lee choisira la stratégie opposée : d'abord, il demandera à la compagnie d'envoyer une déclaration à la presse, puis il invitera des reporters et des photographes à se rendre sur place dans un train spécialement affrété pour eux. Sur les lieux de l'accident, il tiendra des conférences de presse, distribuera des fiches d'information et organisera des rencontres et des interviews avec des ingénieurs experts et des cadres de la compagnie. Le public, la presse et les officiels du gouvernement seront unanimement séduits par la bonne foi apparente, le souci de sécurité et la transparence de la Pennsylvania Railroad. Dans les années suivantes, toutes les compagnies de chemin de fer emboîteront le pas aux méthodes d'Ivy Lee, et d'autres secteurs ne tarderont pas à suivre.

En 1914, La Colorado Fuel and Iron Company, une compagnie minière appartenant au milliardaire John D. Rockefeller Jr, fait tirer à balles réelles sur des mineurs grévistes et incendie leurs habitations dans un incident connu sous le nom de massacre de Ludlow.⁵ La réaction outrée de l'opinion publique pousse Rockefeller à recruter Ivy Lee. Avec sa stratégie habituelle de franchise et de bonne volonté apparentes, Lee enverra des communiqués de presse factuels à divers officiels et à des journaux, qu'il couplera à des opérations de séduction : il enverra John D. Rockefeller Jr dialoguer et manger avec les mineurs, danser avec leurs épouses et distribuer des piécettes à leurs enfants. Inconscients de la manipulation, les mineurs, la presse et le public sont encore une fois conquis.

Lee invitera ensuite les entreprises, en tout premier lieu Rockefeller, à entretenir une bonne image auprès du public et des médias en finançant des fondations à but ostensiblement philanthropiques et en opérant leurs propres départements de relations publiques.

La communication d'entreprise est née.

En quelques années, John D. Rockefeller Jr passera de l'image d'un requin sans âme – ce qu'il ne s'était pas caché d'être jusque-là – à celle d'un patron paternel et généreux.

En 1929, Ivy Lee devient conseiller en relations publiques de la corporation IG Farben, avec pour mission de désamorcer les critiques contre l'entreprise nazie aux USA. L'affaire finira mal pour Lee : en 1934, le Congrès lui demande de répondre d'accusations d'antisémitisme et de propagande nazie. Le décès de celui que l'écrivain Upton Sinclair appelait « Poison Ivy » depuis l'affaire du massacre de Ludlow interrompra l'enquête. ⁶

Selon Anne Bernays, Ivy Lee est probablement le vrai « père » des relations publiques. Il était motivé, a-t-elle écrit, par « le caractère divin de la richesse privée et le danger représenté par la foule. » ⁷

Propagande de guerre, propagande de paix : la Première Guerre mondiale de George Creel

La Première Guerre mondiale a été le creuset de tout l'appareil de communication/propagande moderne. En France, en Grande-Bretagne, les axes de la propagande se rejoignent sur une utilisation parallèle d'affiches encourageant au travail patriotique et au soutien de l'effort de guerre, ainsi que de diabolisations similaires de l'ennemi. Mais aux USA, des paramètres différents amèneront le gouvernement à coordonner une opération de propagande d'envergure inédite. Son grand ordonnateur en sera encore un journaliste, George Creel.

Jusqu'en 1917, la population des USA ne manifeste aucun enthousiasme envers cette guerre qu'elle ne considère pas comme la sienne. De plus, la neutralité rapporte bien assez : l'économie des USA a décollé grâce à la vente de produits alimentaires, de coton et de matériel de guerre aux alliés. Mais les événements finiront par forcer la main du président Woodrow Wilson et le 4 avril 1917, les USA déclarent la guerre à l'Allemagne. Reste à convaincre l'opinion publique, qui reste très majoritairement réticente à envoyer ses hommes sur des fronts étrangers.

Le journaliste d'investigation et politicien George Creel sera chargé de créer et de piloter un appareil de propagande de masse, le Committee on Public Information (CPI, également nommé Comité Creel). ⁸ Creel utilisera tous les recours possibles de l'époque : dessinateurs, photographes, journalistes, publicitaires, chansonniers, stars du muet, conférenciers et une armada de 75 000 hommes et femmes propagandistes de terrain, les dénommés « Four-minute men », qui sillonneront le pays pour haranguer les foules dans les églises, les cinémas entre deux séances, les réunions de loges maçonniques, les salles syndicales, les synagogues, les cours de catéchisme, jusqu'aux camps de bûcherons et aux réserves indiennes. Creel fera en outre composer

des chansons patriotiques et organisera des tournées de conférences de héros de guerre français et britanniques. L'opération, un immense succès, fait basculer la population américaine de l'indifférence à la fièvre militariste en quelques mois.

Les techniques de propagande inventées par le Comité Creel, reprises, développées et perfectionnées au cours des décennies suivantes dans l'ensemble du monde occidental, fonderont le business de la fabrication du consentement qui s'installera dans la vie quotidienne des sociétés occidentales après la guerre. Walter Lippmann, les débuts du concept d'interventionnisme humanitaire et le triomphe de l'élitisme

Journaliste de gauche libérale modérée, Walter Lippmann (1889 – 1974), aujourd'hui considéré comme l'un des plus grands chroniqueurs politiques au monde, rejoint Woodrow Wilson au cours de sa campagne de réélection de 1916. Malgré son pacifisme, les conseillers de Wilson persuaderont Lippmann de collaborer au Comité Creel et de s'engager dans la cause de la guerre. Dans une version progressiste de gauche du « fardeau de l'homme blanc » de Kipling, il la considérera comme un moyen privilégié d'exporter les valeurs libérales (autrement dit, de « civiliser les sauvages »).

Lippmann encouragera d'autres libéraux modérés à rejoindre ses idées. C'est le début des concepts de « guerre humanitaire » et d'exportation des « valeurs démocratiques » par les bombardements.

En 1917, il participe à The Inquiry, un service secret de renseignements voué à l'expansion du modèle démocratique américain dans le monde. A ce jour, les travaux de The Inquiry continuent d'influencer la politique étrangère des USA. 9

En 1922, Lippmann publie *Public Opinion*, un livre dans lequel il expose ses idées sur ce qu'il nomme la « fabrique du consentement ». Le peuple étant par nature, selon ses vues, « un troupeau irrationnel sans but » et le citoyen lambda un « intrus ignorant qui se mêle de tout », l'opinion publique doit être encadrée par un petit nombre d'administrateurs, d'experts et de politiciens, en d'autres termes une oligarchie. Cette élite d'experts (qui porterait « le fardeau de l'homme savant » ?) compenserait par son savoir la lacune principale des démocraties : le citoyen trop ignare pour voter de façon éclairée ou faire des choix rationnels.

Même si Lippmann, déçu de la tournure des événements, finit par prendre ses distances avec le gouvernement Wilson et par militer contre la Guerre de Corée, son idée d'exportation de « valeurs progressistes et démocratiques » par l'interventionnisme militaire deviendra le socle de la propagande de guerre des USA et de l'OTAN, la « R2P » (« Responsabilité de protéger »).

Walter Lippmann influencera profondément Edward Bernays, « père » du business moderne de la communication.

« La manipulation consciente et intelligente des habitudes organisées et des opinions des masses est un élément important d'une société démocratique. Ceux qui manipulent ce mécanisme invisible constituent un gouvernement invisible qui est le vrai pouvoir régnant de notre pays... Nous sommes gouvernés, nos esprits sont formés, nos goûts dirigés, nos idées suggérées largement par des hommes dont nous n'avons jamais entendu parler. C'est le résultat logique de la façon dont notre société démocratique est organisée. De grands nombres d'êtres humains doivent coopérer de cette façon s'ils veulent vivre ensemble dans une société fonctionnelle harmonieuse... dans presque chaque acte de notre vie quotidienne, que ce soit dans la sphère politique, dans notre conduite sociale ou notre pensée éthique, nous sommes dominés par un nombre relativement réduit de personnes... qui comprennent les processus mentaux et les schémas sociaux des masses. Ce sont également eux qui tiennent les fils qui contrôlent l'esprit public ». – Edward Bernays, *Propaganda*, 1928. 10

« Quand je suis revenu aux USA, j'ai décidé que, si on pouvait utiliser de la propagande pour la guerre, on pouvait certainement l'utiliser en temps de paix. Et 'propagande' était devenu un mot négatif, à cause des Allemands. Alors, ce que j'ai fait a été de tenter de trouver un autre mot. Et j'ai fini par trouver 'relations publiques' ». – Edward Bernays, interview. 11

Années 20, la femme libre devient une icône et un stéréotype cinématographique. Une des grandes réussites de la propagande d'Edward Bernays pour l'industrie du tabac à la fin des années 20 : pousser les femmes à fumer au nom de leur émancipation.

Homme de l'ombre quasi inconnu du grand public, Edward Bernays (1891-1995), un neveu de Sigmund Freud, sera baptisé « le père de l'industrie des relations publiques » et influencera les sociétés occidentales dans les mêmes proportions que son illustre oncle. En mercenaire d'un cynisme totalement assumé, il érige la propagande de masse en discipline scientifique, lancera le tabagisme chez les femmes, inspirera l'ensemble du business de la propagande moderne, et travaillera pour la CIA sur la propagande médiatique d'un coup d'État fomenté par les USA.

Bernays déclarera appliquer les découvertes de son oncle à la manipulation des masses, mais ses méthodes n'offrent qu'un rapport de surface avec la psychanalyse. S'il utilise systématiquement le nom de Freud comme carte de visite et caution scientifique, ses techniques proviennent au premier chef du Comité Creel (dont il avait fait partie), de Walter Lippmann, des recherches de Gustave Le Bon (*Psychologie des foules*, 1895), de Wilfred Trotter (*Instincts of the Herd in Peace and War*, 1916), ainsi que du nouveau champ des sciences comportementales (ethnologie, sociologie), auxquelles il ajoute quelques notions freudiennes mal digérées sur la sexualité et l'inconscient. Le cocktail s'avérera hautement toxique.

En 1925, la Beech-Nut Packing Company, une entreprise de salaisons, recrute Bernays pour augmenter ses ventes de bacon. Bernays pense à le mettre sur la table matinale des Américains et sollicite par lettre l'avis de 5000 médecins sur le petit-déjeuner idéal. Ils répondent tous en se déclarant favorables à un petit-déjeuner solide à la place du café matinal accompagné d'une tartine ou d'un bol de porridge avalé jusque-là par les Américains (Bernays n'a bien sûr pas mentionné le porc dans sa lettre aux médecins). Leurs réponses, envoyées à la presse américaine avec une note jointe suggérant le bacon, lanceront le petit-déjeuner dit « traditionnellement américain ». Et c'est ainsi qu'à ce jour, les Américains et à leur suite, les Britanniques mangent de salutaires tranches de porc entrelardées de graisse au petit-déjeuner.

Si ce premier gros coup publicitaire de Bernays installe durablement une habitude alimentaire et accroît exponentiellement les bénéfices de l'industrie du porc, ce n'est pas la plus célèbre de ses campagnes.

C'est avec la suivante qu'il forge son image de père fondateur du business de la propagande/publicité : en 1929, pour le compte de l'American Tobacco Company, il lance la mode du tabac chez les femmes au prétexte d'émancipation féminine. La campagne remporte un succès fracassant et double rapidement les ventes de tabac, mais l'histoire ne s'arrête pas là. Le rapport entre cigarette et sexe établi par Bernays sur les conseils d'un psychanalyste new-yorkais (la cigarette serait un « pénis pour les femmes ») pose le premier jalon d'une connivence entre business de la publicité, psychologie de bazar et revendications de libéralisme sexuel qui conduira l'ensemble de la société occidentale, étape par étape, à la révolution sexuelle des années 60, 12 puis à la consommation « libidinale » actuelle (l'achat pour le simple plaisir d'acheter).

Dans un registre plus sombre, en 1954, recruté par une grande compagnie bananière américaine propriétaire de terres agricoles au Guatemala, la United Fruit Co, Bernays travaillera avec la CIA sur la propagande d'un coup d'État contre le président élu du pays, Jacobo Arbenz, un social-démocrate qui réclamait un peu trop de progrès social pour ses paysans au goût des USA. 13 Les pays d'Amérique centrale où des entreprises nord-américaines possédaient des terres arables achetées à bas prix, cultivaient la canne à sucre ou la banane en profitant d'une main-d'oeuvre indigène bon marché et dictaient la loi avec la complicité achetée de dictateurs locaux ont légué au vocabulaire courant la dénomination « république bananière ». L'intervention des USA au Guatemala se soldera par trente-six ans de guerre civile et plus de 250 000 victimes.

En 1939, pour les corporations unies contre le New Deal de Roosevelt (une initiative trop « socialiste » à leur gré), Bernays travaillera à lier les concepts de capitalisme, de liberté et de démocratie dans l'esprit des Américains, une fusion aujourd'hui si achevée qu'aux États-Unis comme en Europe, les trois mots sont devenus rigoureusement synonymes et interchangeables. Et pourtant, ce n'est que de la propagande...

Notes.

6 'Poison Ivy' Lee and propaganda

<http://www.behindthespin.com/features/poison-ivy-lee-and-propaganda>

7 Anne Bernays, commentaire sur Amazon.

https://www.amazon.com/gp/customer-reviews/R2KEQJIHSTMSJY/ref=cm_cr_getr_d_rvw_ttl?ie=UTF8&ASIN=0465061796

8 Manipulating Minds: The War Propaganda Machine <http://www.authentichistory.com/1914-1920/2-homefront/1-propaganda/> 9 <http://www.cfr.org/about/history/cfr/inquiry.html> 10 Le livre en libre téléchargement. En anglais.

<http://www.historyisaweapon.com/defcon1/bernprop.html>

11 Documentaire « The Century of the Self » d'Adam Curtis. Intervention de Bernays dans la première vidéo, à 7:57.

<http://www.entelekheia.fr/century-self-le-siecle-du-moi/>

12 Si le texte « fondateur » de la révolution sexuelle des années 60, le très faussaire Rapport Kinsey (1948) a été financé à l'origine par la très capitaliste Fondation Rockefeller, ce n'est pas un hasard. A la remorque de Bernays et de l'American Tobacco Company, le monde du business était à l'affût des profits à tirer de la psychologie et de la sexualité, d'où une multiplication de recherches brouillonnes dans les deux domaines. En matière de recherches en sexualité, deux noms se sont imposés, Wilhelm Reich et Alfred Kinsey. L'un était psychotique, l'autre escroc.

13 Tueurs d'espoir : 1954, les fruits amers de la CIA au Guatemala

<http://www.entelekheia.fr/tueurs-despoir-fruits-amers-de-cia-guatemala/>

Le 7 décembre 2015

CAUSERIE

Fabriquer de faux prétextes de guerres est même une spécialité très américaine, qui, dès 1845, fut mise en pratique contre le Mexique, dans la politique d'expansion territoriale de Washington. Pour ceux qui ne le savent pas, le Nouveau Mexique, la Californie, le Texas et la Floride, en particulier, étaient, à l'origine, des territoires mexicains. D'ailleurs, des villes, comme Los Angeles, San Francisco, San Diego, San Antonio, ont gardé leur nom espagnol d'origine. De fait, le député Abraham Lincoln, [16e Président US, de 1860 à 1865], fit reconnaître, par le Congrès, «le caractère mensonger de ce casus belli».

En fait, toutes les guerres auxquelles les Etats-Unis ont pris part l'ont été sous de faux prétextes, fabriqués pour ce faire. Nous citerons, dans ce contexte, l'explosion, à la fin du XIXe siècle, de l'"USS Maine" et la guerre contre l'Espagne, à Cuba, le torpillage du Lusitania, pour l'entrée, dans la Première Guerre mondiale, (1914-1918), Pearl Harbor, pour la Seconde, (1939-1945), et le golfe du Tonkin, pour l'embrasement du Nord-Vietnam, (1964).

Le 12 novembre 2013

CAUSERIE

Les banquiers sont des gens heureux ! N'hésitez pas à le faire savoir.

- La guerre fait vendre. Ce ne sont pas les marchands d'armes qui le démentiront et encore moins leurs sous-traitants en tous genres. Celle de 1914-1918 fut une grande boucherie racontée en détail par les lettres des rescapés et les écrivains. Elle fut également, pendant quatre années, une opportunité pour la "réclame" qui, en dépit des circonstances, continua, tant que faire se pouvait, à vendre du rêve en jouant sur la fibre patriotique. "Toute la communication était conçue pour soutenir l'effort de guerre, et l'Etat, qui ne connaissait que l'affichage officiel, invitait surtout la population à donner son or...", explique Alain Weill, expert de l'affiche et critique d'art.

A l'occasion des commémorations du centenaire de la Grande Guerre, les éditions Hoëbeke publient La pub est déclarée ! 1914- 1918, de Didier Daeninckx. Dans ce texte qui raconte la vie d'une dactylo de l'agence Siècle Publicité, toujours à la recherche de slogans qui font vendre, l'écrivain - auteur du Der des ders (Gallimard, 1985), roman adapté ensuite en BD avec Jacques Tardi (Casterman, 1997) - retrace l'épopée de la première guerre mondiale du point de vue de la réclame. Son texte est illustré par de nombreuses publicités de l'époque, qui permettent d'entrevoir ce que furent ces quatre années de guerre à l'arrière.

Unis derrière le drapeau, et dénonçant le boche cause de tous les malheurs, les génies de la réclame ont essayé de vendre tout et n'importe quoi à une population totalement sous-informée.

Au début de la guerre, la réclame est donc très archaïque. Son seul support est la presse écrite, qui constitue alors un véritable pouvoir. Il faut se souvenir qu'au tournant du siècle la presse française comptait plus de 600 quotidiens (dont 90 à Paris entre 1881 et 1914). Elle était la plus lue au monde avec quatre quotidiens (Le Petit Journal, Le Petit Parisien, Le Matin, Le Journal) qui dépassaient chacun le million d'exemplaires.

Dès le commencement des hostilités, la censure sévit : les photographes ont l'interdiction de se rendre sur le front, et toutes les publications doivent présenter le conflit sous un jour optimiste. Quelques journaux choisissent cependant de briser la loi du silence, en privilégiant le reportage. Du coup, leurs récits mettent les réclames en porte-à-faux : difficile, dans ces conditions, de cacher que le conflit fait des millions de morts et de blessés.

Pour continuer de toucher le public et le convaincre de soutenir l'effort de guerre, les publicitaires font alors appel à des illustrateurs de grande qualité comme Francisque Poulbot (1879-1946), Théophile-Alexandre Steinlen (1859-1923) ou Charles Fouquieray (1869-1956). "Avec leur graphisme très personnel, ils mettaient en scène les orphelins et les réfugiés sur fond de désolation, mais ne montraient surtout pas les horreurs de la guerre", souligne Alain Weill. Jules-Abel Faivre (1867-1945) fera date avec ses affiches en faveur des emprunts de la Défense nationale. Dans L'or combat pour la victoire, un coq gaulois sort d'une pièce d'or, tandis que dans On les aura !, en 1916, un soldat, le regard brillant, part à l'assaut.

Au terme de quatre années de guerre, il a fallu du temps à la réclame pour revendre du rêve et aux journaux pour retrouver leur crédibilité. "Après avoir vendu la guerre, il a fallu vendre la paix", relève Didier Daeninckx. Le Monde 17.10 et mis à jour le 11.11.2013

On ne retiendra qu'une chose, c'est que ces saloperies de journaux aient retrouvé leur crédibilité pour que le capitalisme puisse poursuivre à travers le monde son oeuvre progressiste, généreuse, humaniste... Donc pour le reste rien de changer, ils adorent par dessus tout les catastrophes qui s'abattent sur les peuples, les guerres, la boue, le sang, les cadavres, les scènes de désolation et de massacres, bref, ils sont toujours aussi cyniques et aux ordres, comme Le Monde.

Il y a quelques mois j'ai lu quelque part que l'Allemagne avait proposé à la Grande-Bretagne avant le début des hostilités un plan pour éviter la guerre et les Britanniques l'avaient ignoré car cette guerre faisait leur affaire, je vais essayer de remettre la main dessus.

L'interprétation officielle de cette guerre est évidemment falsifiée ou ne correspond pas à la réalité, un ramassis de mensonges, il est donc de notre devoir de rétablir le contexte économique et politique de l'époque, ainsi que les principaux faits qui le démontrent.

Pour présenter les faits comme cela les arrangeait, ils ont eu recours au non-dit essentiellement, ils ont fait disparaître littéralement les événements qui contredisaient leur version dès lors qu'on les mettait en perspective, du coup tous les rapports entre les différents belligérants étaient faussés, il ne leur restait plus qu'à écrire l'histoire à leur façon et à la graver dans le marbre des manuels scolaires notamment. On s'occupera parallèlement du PS ou SFIO.

Troisième partie.

Et pour cause : Les chefs de guerre ce sont eux!

- A Paris, un Forum sur la paix où l'on parle peu de la guerre - AFP 12 novembre 2018

AFP - A mi-chemin entre Davos et la COP21, Emmanuel Macron a voulu réunir chefs d'Etat et société civile à l'occasion du Forum de Paris sur la paix. Une initiative plutôt applaudie, qui assume de laisser sur la touche certains conflits actuels.

LVOG - Le Forum sur la paix initié et financé par l'oligarchie (GAFA) ou le Davos de la guerre contre tous les peuples. Qu'ils applaudissent les chefs de guerre, c'est la moindre des choses, surtout quand ils ne parlent que de la paix.

AFP - Dans la grande halle de la Villette, dans le nord de la capitale française, une centaine d'associations ou d'entreprises présentent jusqu'à mardi des initiatives pour améliorer la "gouvernance mondiale".

LVOG - La collaboration de classe est indispensable pour que la gouvernance mondiale se mette en place. A ceci près que ces associations n'ont absolument aucune légitimité pour représenter les peuples qui seraient hostiles à ce qui se tramant dans leur dos ou ce dont ils ignorent.

AFP - "C'est un lien qu'on essaie d'établir depuis 18 mois et là, le président est venu et nous a demandé de quel soutien nous avons besoin. Ce genre de forum a rendu la rencontre possible", se réjouit Angela Yoder-Maina, directrice de Green String Environment, une ONG partenaire du projet.

LVOG - Les candidats à cette imposture se bousculent pour obtenir des financements de l'oligarchie.

AFP - "C'est une double interpellation, à la fois très politique et par les porteurs d'initiatives très concrètes", souligne Rémy Rioux, directeur de l'Agence française de développement (AFD), partenaire de l'évènement.

LVOG - Qui doutait que c'était une opération politique ?

AFP - Si les chefs d'Etat n'ont passé que quelques heures sur place dimanche, le temps d'écouter Emmanuel Macron et Angela Merkel plaider pour le multilatéralisme, le forum se poursuit autour de plusieurs tables rondes sur des thèmes comme la cybersécurité, l'immigration et la guerre commerciale.

LVOG - Tous les thèmes qui étaient à l'ordre du jour de la dernière réunion annuelle du groupe Bilderberg, sans doute une coïncidence.

AFP - "Arriver à rassembler autant de chefs d'Etat sur une thématique de paix, sur un plan symbolique, dans une période de grande tension, je trouve que c'est important", note Pierre Servent, spécialiste des questions de défense et auteur du livre "Cinquante nuances de guerre".

"Il y a une partie où il y a des beaux discours, de l'affichage qui a du sens mais qui ne débouche sur rien de concret. Mais ensuite il y a des ateliers qui sont utiles pour que les experts se rencontrent et approfondissent des discussions", poursuit-il.

LVOG - L'essentiel, c'est comment va se déployer la machine infernale destinée à fabriquer le consentement des peuples à leur entreprise sordide et criminelle.

AFP - Si le caractère symbolique de la manifestation a été quasi unanimement salué, plusieurs observateurs regrettent que

l'accent n'ait pas été davantage mis sur les conflits en cours.

LVOG - Pure hypocrisie comme on va le voir plus loin.

AFP - "Cela a du sens de se réunir, de discuter des enjeux de la planète et de pouvoir connecter des mondes qui ne se connectent pas facilement. Mais les sujets qui fâchent, le Yémen, la Syrie, les grandes crises humanitaires oubliées ne sont pas à l'ordre du jour", regrette Florent Geel, directeur Afrique pour la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH).

LVOG - Ce que regrette cet agent de l'oligarchie, c'est que les peuples ne soient pas davantage impliqués dans le soutien à ces guerres, puisque lui il accepte de s'asseoir à la table de ceux qui les ont fomentées et de discutées amicalement avec eux. Il va le confirmer immédiatement.

AFP - "La diplomatie, ce n'est pas simplement des projets, c'est une vision globale. Or aujourd'hui, ce forum n'est pas une étape sur un chemin d'un projet plus politique", dit-il, déplorant notamment l'absence de déclaration finale à l'issue de l'évènement.

LVOG - Il semble ne pas avoir bien compris que ce Forum s'inscrivait dans une perspective déterminée qui n'avait pas vocation à laisser place à différente interprétation politique ou la question de savoir de quelle manière une "vision globale" devrait se concrétiser ne se posait pas, puisque la politique telle que l'a conçue l'oligarchie se réduit à un régime totalitaire ou d'une certaine manière la politique aurait disparu, donc il n'y avait pas de place pour discuter ou négocier un quelconque projet que les participants à cette manifestation étaient priés d'adopter ou de rejeter.

AFP - Un choix assumé par Justin Vaïsse, président de l'évènement.

"Ce n'est pas un forum géopolitique, cela porte sur la gouvernance mondiale, pas sur la culture de la paix ou les efforts diplomatiques. Pour ça, il y a d'autres endroits comme l'ONU. On exclut tous les cas régionaux, on a fait ce choix éditorial", justifie t-il à l'AFP.

LVOG - Justin Vaïsse a lâché le morceau, il s'agissait juste de légitimer la gouvernance mondiale un point c'est tout.

AFP - "On met sur l'agenda des leaders le fait que chaque année, on va parler ici du multilatéralisme, des intérêts collectifs", poursuit-il.

LVOG - Les intérêts collectifs de l'oligarchie. Le multilatéralisme servirait uniquement à dénoncer les brebis galeuses qui résisteraient à l'instauration de cette gouvernance mondiale, de manière à les isoler et à se coaliser pour mieux les combattre ou les renverser.

AFP - "Les populations directement concernées ne sont pas forcément là. Mais le forum est un outil pour remettre la paix à l'honneur, or il y a trop peu d'occasions comme celle-là", concède Pauline Chetcuti, d'Action contre la faim.

LVOG - Que "les populations directement concernées" soient exclues est normal, puisque ce sont elles qu'ils se destinent à soumettre à leur talon de fer. Autrement dit, cette manifestation ainsi que leurs participants n'avaient aucune légitimité.

AFP - Mardi, en clôture du forum, plusieurs projets seront sélectionnés et bénéficieront d'un "accompagnement spécial" jusqu'en 2019, où une nouvelle édition de l'évènement est déjà prévue. AFP12 novembre 2018

En complément.

- Les destructeurs de la Libye, maintenant « pour la Libye » par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 13.11.

www.voltairenet.org/article203879.html

Yémen. Le dernier génocide fomenté avec l'aval de l'ONU.

- L'historien Isa Blumi de l'université de Stockholm écrit : « La guerre contre le Yémen aujourd'hui est un exemple brutal de la façon dont l'expansion des intérêts capitalistes mondiaux détruit les nations. Cela prend d'abord la forme du néo-libéralisme (souvent innocemment qualifié de mondialisation) et ensuite, au moment où commence l'inévitable effondrement structurel du pays ciblé (avec son inévitable résistance populaire qui mine l'ordre politique), on passe à une forme plus directe de violence. La guerre contre le Yémen a pris la forme la plus violente qui soit. Le pays est totalement assiégé dans l'intention évidente de provoquer une famine qui tuera la population résistante. Les pays attaquants, les États-Unis, l'Arabie saoudite, la Grande-Bretagne et les Émirats arabes unis, avaient prévu de s'emparer des ressources du Yémen, mais leur guerre d'agression piétine. Ils font maintenant les premiers pas pour y mettre fin... »

Entre le printemps 2015 et juillet 2017, la coalition américano-saoudienne a effectué plus de 90 000 raids aériens sur le Yémen. La plupart d'entre eux se sont accompagnés de bombardements extrêmement meurtriers. Faut-il croire que seulement 10 000 civils ont été tués par toutes ces bombes sans compter l'artillerie lourde, les tireurs d'élite et les attentats suicides ?

Ce décompte est organiquement contradictoire avec les opérations de masse mieux rapportées par les médias arabes pendant la guerre. Selon les meilleurs experts militaires, un chiffre oscillant entre 150 et 200 000 civils morts est bien plus vraisemblable...

Le centre de recherche Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED), associé à l'Université du Sussex, estime que depuis le début de la guerre saoudienne – en mars 2015 – 70 000 à 80 000 personnes ont été tuées au combat. Cette estimation partielle se fonde sur les décès répertoriés à la suite des combats enregistrés par les observateurs internationaux. En décembre 2017, l'ONG Save the Children a évalué que plus de 50 000 enfants étaient morts de faim et/ou emportés par une épidémie de choléra dévastatrice. La famine n'a fait qu'augmenter depuis lors. D'ici la fin de l'année, 50 000 autres enfants seront morts. Le nombre total de victimes causées par la guerre et le blocus depuis mars 2015 a donc probablement dépassé la barre des 200 000.

Guerre, famine et épidémies ont causé non seulement un nombre énorme de victimes, mais aussi d'immenses destructions : les bombardements des Émirats arabes unis et d'Arabie saoudite ont détruit au moins 421 911 maisons, 930 mosquées, 888 écoles, 327 hôpitaux et infrastructures de santé, ainsi que 38 centres de médias, tout en mettant un terme au fonctionnement de 4 500 écoles et en obligeant plus de 4 millions de personnes à fuir.

Les Saoudiens dépensent environ 200 millions de dollars par jour leur guerre contre le Yémen. La somme qu'ils ont promise cette année à l'ONU pour l'aide humanitaire au Yémen correspond à moins de 5 jours d'engagement militaire, autant dire une mauvaise plaisanterie...

Dans tous les cas de figures, la guerre saoudienne contre le Yémen a échoué. La troisième attaque des Émirats arabes unis contre le port de Hodeïda a été repoussée alors que les attaques des Houthis en Arabie Saoudite se poursuivent et s'intensifient. Leurs forces continuent à améliorer leurs capacités opérationnelles. Il y a quelques jours, ils ont équipé un nouveau missile d'une portée de 150 kilomètres et d'une précision impressionnante de 3 mètres. Après la Syrie, Washington, Tel-Aviv et leurs supplétifs européens subissent – au sud de la péninsule arabique – un nouveau revers cinglant qui était parfaitement prévisible !

En définitive, la scie à métaux saoudienne révèle crûment ce que les observateurs des Proche et Moyen-Orient savent depuis bien longtemps : l'Arabie saoudite est l'une des dictatures les plus effroyables de la planète. Mais elle est protégée par le Pacte du Quincy – signé entre le roi Ibn Séoud et le président américain Franklin Roosevelt le 13 février 1945 : pétrole contre protection... pour 60 ans. En 2005, George W. Bush a renouvelé ce pacte du diable pour 60 nouvelles années sans que ce marchandage ne mérite une seule ligne dans la presse parisienne.

Comme l'écrit encore Isa Blumi : « depuis plus d'un siècle, les Yéménites résistent à une machine capitaliste mondiale qui menace aujourd'hui de tomber en panne. Ironiquement, c'est le Yémen qui a appris aux élites ottomanes les limites du gouvernement moderne. (Source : Proche & Moyen-Orient, Richard Labévière, 05-11-2018)

Ils furent Charlie, ils sont Khashoggi!

- Khashoggi, connu pour ses articles critiques envers le prince héritier saoudien Mohammed ben Salman - Reuters 13.11

La fabrication du consentement fonctionne partout, y compris au sein du mouvement ouvrier, jusque dans les moindres détails ou là où on ne l'attendait pas, ce qui témoigne un machiavélisme consommé.

Par exemple, feu le journaliste saoudien Khashoggi fut présenté complaisamment par les médias dominants et le POID par exemple comme un "opposant", sans qu'on sache précisément à quoi ou pourquoi. Non, on ne vous fournira pas ces explications, car ce titre honorable suffit à imaginer toutes les vertus ou valeurs progressistes ou humanistes qui doivent animer celui ou celle à qui il est décerné, dont on ne mettra pas en doute les bonnes intentions envers les opprimés.

On va donc combler cette regrettable "lacune". Khashoggi était un membre ou un sympathisant de la Confrérie des Frères musulmans comme son ami Erdogan, le monarque du Qatar, les prêcheurs saoudiens ou encore les dirigeants d'Al-Qaïda qui ont fondé une myriade d'organisations criminelles...

Quelques précisions sur cette confrérie politique et son idéologie.

- Les Frères musulmans ne sont pas un groupe religieux, mais une confrérie politique. Ils sont organisés sur le modèle des loges maçonniques européennes que plusieurs de leurs fondateurs ont fréquentées. Leurs membres militent au sein de divers partis politiques publics et groupes jihadistes. La totalité sans exception des chefs jihadistes, d'Oussama Ben Laden à Abou Bakr

al-Baghdadi, sont des membres ou d'anciens membres de la Confrérie.

L'idéologie des Frères musulmans divise les actes en deux : ceux qui, selon elle, sont autorisés par Dieu et ceux qui sont interdits par Lui [4]. Consécutivement, elle divise le monde en deux : les serviteurs et les ennemis de Dieu. Enfin, elle magnifie ceux qui suivent sa conception des actes autorisés par Dieu et encourage à massacrer les autres.

Cette idéologie est professée par les prêcheurs saoudiens (même s'ils condamnent aujourd'hui la Confrérie et lui préfèrent la famille royale), ainsi que par les gouvernements turc et qatari. Elle est non seulement à l'œuvre dans la guerre en Syrie, mais également dans tous les attentats jihadistes commis partout dans le monde. (Syrie : la paix suppose la condamnation internationale de l'idéologie des Frères musulmans - Réseau Voltaire 6 novembre 2018)

Note.

[4] Ma'alim fi tarîq, Sayyid Qutb, 1964. Version française : Jalons sur la route de l'islam, Sayyid Qutb, Ar-Rissala.

LVOG - Les précédents en matière de désinformation pullulent, il en existe au moins un autre concernant les Frères musulmans, dont le siège est à Londres si je ne dis pas de bêtise.

C'est la Confrérie des Frères musulmans qui sera à l'origine des émeutes armées déclenchées à Dehra en Syrie en 1982, et qui seront réprimés par Hafez el-Assad faisant quelque 10.000 morts. La totalité des médias dominants et des dirigeants des puissances impérialistes occidentales, ainsi que l'ensemble du mouvement ouvrier en France, les transformeront en massacres d'innocents civils syriens manifestant pacifiquement commis par un horrible dictateur, dans le but que tous les peuples adhèrent à leur version falsifié des faits, afin d'isoler et affaiblir Assad face à Israël.

Donc le traitement de cet évènement par tous ces braves gens devait servir uniquement à soutenir Israël, donc la politique de l'impérialisme américain dans la région, tandis qu'ils prétendent combattre au côté du peuple palestinien contre l'Etat sioniste !

Il y a cela 36 ans, et au cours des 7 dernières années ils ont reproduit le même discours dans leurs publications, je l'ai lu notamment dans Informations ouvrières avant la scission du POI.

Des lecteurs doivent se demander pourquoi ils falsifient ainsi les faits. Pour se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, je parle des dirigeants corrompus des partis ouvriers qui savent pertinemment ce qu'ils font. Eux, ce ne sont que des vulgaires manipulateurs, des escrocs si vous préférez, tandis que les militants croient sincèrement combattre au côté des exploités et des opprimés sans imaginer un seul instant qu'ils pourraient être victimes d'une épouvantable manipulation destinée uniquement à servir d'autres intérêts ou les intérêts individuels de leurs dirigeants.

Les Frères musulmans et leur horrible idéologie sont l'équivalent des nazis, on a pu largement le vérifier depuis 7 ans avec les multiples massacres d'innocents qu'ils ont commis en Syrie, en Irak, en Libye, etc., hommes, femmes, vieillards, enfants, égorgés, crucifiés, décapités, éventrés, coupés en morceaux, enterrés vivants, jetés du haut d'immeubles, etc. donc confronté à des provocations armées et des assassinats de militaires, de policiers et de manifestants civils pacifiques, n'importe quel gouvernement dans le monde quel que soit le régime en place serait légitime pour les réprimer férocement ou les exterminer, on ne pourrait pas lui reprocher.

Cela ne poserait aucun problème si on s'en tenait strictement aux faits, à la vérité, car personne n'oserait blâmer ces gouvernements de recourir à une telle violence face à de tels barbares ou à une pareille menace de guerre civile, dont les peuples seraient la principale victime, et non ceux qui les gouvernent et qui seraient à l'abri, qui finalement en tireraient profit.

Sauf que lorsqu'on s'écarte des faits et qu'on a caractérisé au préalable de boucher celui qui réprime ces barbares, on ne peut plus lui attribuer la moindre légitimité, on est obligé de déformer les faits encore et encore, quitte à faire le jeu de ces monstres de cruauté. C'est en tout cas le rôle détestable qu'ont décidé d'endosser les dirigeants du mouvement ouvrier, des multirécidivistes en la matière il faut préciser.

J'ignore si vous avez conscience de la signification politique de cet épisode abominable parmi tant d'autres, personnellement, il confirme qu'aucun des partis ouvriers existant de nos jours, aucun de leurs dirigeants ne mérite la moindre confiance ou de diriger le mouvement ouvrier, qui doit être refondé de fond en comble sur des bases saines, des analyses qui correspondent à la réalité.

Et dire qu'il y en a encore parmi nous pour découvrir soudainement que les médias, les gouvernements et les dirigeants du mouvement ouvrier les manipuleraient, incroyable mais vrai, hélas !

On peut comprendre que des dirigeants commettent des erreurs, nous en faisons tous, c'est inévitable, on doit les corriger publiquement dès qu'on en a conscience, et s'excuser auprès des militants et des travailleurs, c'est la moindre des choses. Mais on ne peut pas admettre qu'ils recourent délibérément à de tels procédés pour nous tromper, car le plus grave et qui

est pour le coup inexcusable, c'est qu'ils se servent des militants pour défendre une toute autre cause que celle pour laquelle ils se battent loyalement, si on se laisse aller, on dirait que c'est franchement dégueulasse et mérite une sanction immédiate.

Vous croyez combattre au côté d'un peuple opprimé un tyran, un despote, un boucher, et en fait vous rendez service à Israël qui est un des pires régimes tyranniques de la planète avec les Etats-Unis, cela doit être terrible pour un militant quand il en prend conscience. Nombreux sont ceux qui refusent malheureusement de l'admettre, qui préfèrent ne rien avoir lu ou entendu. Nous leur disons : Réfléchissez bien, prenez le temps de réfléchir tranquillement, l'attitude qui consiste à refuser d'admettre les faits, est le meilleur service que vous pouvez rendre aux imposteurs qui parlent en notre nom, aux exploités et aux oppresseurs des peuples, en quoi cela aurait-il un rapport avec votre engagement politique ou vos convictions ?

Rien ni personne d'honnête ne peut justifier de telles pratiques, alors ne vous compromettez pas en les laissant se perpétuer plus longtemps par votre silence ou votre indifférence, dressez-vous pour vous y opposer et vous grandirez en dignité, vos convictions s'en trouveront renforcées et vous trouverez la force, le courage, les moyens ou la voie pour continuer le combat pour notre juste cause, celle du socialisme.

On ne peut pas lutter à la fois pour la vérité et s'enfoncer toujours plus profondément dans le mensonge ou l'imposture, à un moment donné il faut choisir, c'est une question de vie ou de mort, politique dans un premier temps, le reste suivra si vous ne réagissez pas à temps.

En complément, une réflexion de deux internautes.

1- "C'est pour cela que je n'ai pas cru au « Printemps arabe » en 2011. Cette contestation n'a touché que des régimes républicains (Tunisie, Égypte, Yémen, Libye, Syrie), comme l'avait noté le professeur Naba, et aucune pétromonarchie."

2- "Sisi (si je peux dire), les révolutions printanières arabes ont "touché" les pétromonarchies. C'est à dire que des quidam ont cru que leur vie méritait mieux et l'ont fait savoir dans la rue. Au Bahreïn et en Arabie saoudite même. Cela a été écrabouillé dans le sang en deux coup de cuillère à pot et dans le silence forcé de l'Occident. A Bahreïn personne n'a vu les blindés saoudiens faire irruption, ni les coups de fusil à pompe vers la foule, ni les protestataires ratiboisés. En Arabie on a mis ça sur le compte de l'Iran. Mais comme l'Iran n'offrirait pas de support contrairement aux Saoudiens supportant les agités syriens, en quelques dizaines de morts et quartiers rasés cela s'est terminé.

Sans parler de la guerre civile yéménite. Si les Houthis ont remporté des succès au début au point de se présenter comme le gouvernement légitime contre des rebelles pro saoudiens (tiens c'est la vision contraire ici on dit que ce sont eux les rebelles), c'est qu'ils ont eu un support populaire plus large que leur base "communautaire" initiale. Bref partout "la rue" voulait du changement. Mais vous avez parfaitement raison de dire que les "révolutions de couleur" (modélées, organisées et financées de l'extérieur) qu'on a eues les printemps arabes ont fait partie d'un agenda visant à casser les états pseudo-laïcs.

Pour terminer rappelons que le Qatar n'a pas fait qu'employer Al Jazeera mais carrément des forces spéciales."

Dans l'actualité.

Pourquoi s'acharment-ils sur Trump ?

- Près de 57% des Français jugent les mesures protectionnistes du président américain positives pour l'emploi, selon un sondage Odoxa Dentsu Consulting pour franceinfo et Le Figaro, publié jeudi 8 novembre. franceinfo, 09 novembre 2018

Depuis l'élection de Trump, Wall Street a grimpé de 40%, c'est ce que j'ai lu dans un article de presse...

C'est dans l'ordre des choses !

- Face à Trump, Macron est soutenu à gauche, pas à droite - Le HuffPost 13.11

Garde-à-vous !

- Ferrand demande aux députés de mieux se tenir pendant les QAG - Le HuffPost

Tenue, téléphone, pancartes et encore conversations... Le HuffPost

QAG : Questions au gouvernement. Normal tout le monde se fout de ce que peuvent raconter les ministres, ce sont des pantins, les décisions sont prises ailleurs !

Il n'est ni "vassal" ni "allié", c'est juste un porte-voix du clan le plus radical de l'oligarchie.

- Macron à Trump : «Être allié, ce n'est pas être vassal» - Liberation.fr 14.11

Mission impossible : Dégagez tous !

- Macron reconnaît ne pas avoir réussi "à réconcilier le peuple français avec ses dirigeants" - AFP 15 novembre 2018

Considérer c'est entendre quand les gens se plaignent, pour les amener dans cette transformation. Mais les respecter", a ajouté M. Macron

Interpellé le 4 octobre à Colombey-les-Deux-Églises (Haute-Marne) par une retraitée sur sa faible pension, puis par une autre sur la limitation de vitesse à 80km/h, M. Macron avait par exemple cité le général de Gaulle qui disait: "Vous pouvez parler très librement, la seule chose qu'on n'a pas le droit de faire, c'est de se plaindre". "Le pays se tiendrait autrement s'il était comme ça", avait-il ajouté. (Moi, Macron, est-ce que je me plains, non, alors vous devez en faire autant, c'est le seul droit que je vous accorde, quelle prétention exorbitante ! - LVOG)

"Cette réconciliation entre la base et le sommet, je considère que je n'ai pas réussi à le faire, et c'est pour moi au coeur de ce qui m'attend dans les mois à venir (...) C'est un vaste programme, mais il requiert la mobilisation de toute la nation", a conclu M. Macron sur TF1. (Vous avez bien lu, on est bien en présence d'un psychopathe : Toute la nation devrait se mobiliser pour sceller la "réconciliation entre la base et le sommet" qu'il incarne, c'est le discours qui caractérise un despote ! - LVOG)

« Je n'ai pas réussi à réconcilier le peuple français avec ses dirigeants. Ce divorce, on le voit dans toutes les démocraties occidentales, et il m'inquiète. » AFP 15 novembre 2018

Totalitarisme. La censure, c'est la liberté d'expression.

- Des fonctionnaires français censureront Facebook de l'Intérieur - Réseau Voltaire 13 novembre 2018

La société Facebook a accepté de faire entrer des fonctionnaires français dans sa cellule de censure, a annoncé le président français, Emmanuel Macron.

Cette annonce a été à l'occasion du Forum international sur la gouvernance de l'Internet, le 12 novembre 2018, à l'Unesco (Paris). La durée de cet engagement est de six mois.

Le fait que la censure du Net puisse être contrôlée par un gouvernement au sein même d'une plateforme pose de multiples questions en matière de libertés publiques.

Facebook France est dirigé par Laurent Solly, ancien chef de cabinet de Nicolas Sarkozy, puis n°2 de la chaîne de télévision privée TF1. Il est l'époux de Caroline Roux, journaliste vedette de la chaîne de télévision publique France2.

À l'international, le directeur des relations publiques de Facebook est le libéral-démocrate Nick Clegg. Il fut adjoint du Premier ministre britannique David Cameron. Réseau Voltaire 13 novembre 2018

Appel à la délation.

- Pic de signalements des actes antisémites : Philippe lance l'alerte - Liberation.fr

Dans un post Facebook, le Premier ministre a annoncé vendredi une hausse de 69 % des signalements d'actes et menaces visant les juifs depuis janvier.

- Wauquiez appelle à "combattre sans relâche" l'antisémitisme, alimenté par "la radicalisation islamiste" - AFP

- Injures antisémites: Braun-Pivet (LREM) dénonce "l'absence de coopération" de Twitter - AFP

Comment ils instrumentalisent l'évolution de l'homme et de la société pour briser les cultures qui restent ancrées dans la mémoire des peuples, afin qu'ils adhèrent à la gouvernance mondiale.

Fanatisme, hystérie, individualisme débridé, mégalomanie ou mythomanie aggravée, tyrannie, décadence, perversion,

pornographie, ... et obsession sexuelle assumée.

- Micheline, 75 ans, assistante sociale à la retraite «Ses yeux, ses rides, tout son corps me donne envie d'elle» - Liberation.fr 13.11

«Avec ma nouvelle compagne ? Evidemment qu'on fait l'amour ! J'ai une peau, j'ai une bouche, j'ai des seins, j'ai un sexe et je suis toujours vivante... Liberation.fr 13.11

- Sexe Vieux comme Eros - Liberation.fr 13.11

On peut être senior et épanoui au lit : c'est ce que clame une campagne qui circule sur les réseaux sociaux. Derrière ce kamasutra du troisième âge, Francis Carrier, créateur de la Grey Pride, une association qui met en lumière les vieux LGBT et tous les autres...Liberation.fr 13.11

- Sophie, 61 ans, enseignante en retraite «Je ne me vois pas poursuivre ma vie sans orgasmes» - Liberation.fr 13.11

«Senior, oui, aînée... je n'y suis pas encore, mais il me semble important de lever le tabou sur la sexualité des vieux... Liberation.fr 13.11

- En novembre, on ne s'astique pas le membre - Liberation.fr 09.11

Voilà la seconde édition du dernier challenge masculin en date sur les réseaux, le mouvement No Nut November. L'objectif : ne pas éjaculer pendant un mois. Liberation.fr 09.11

En complément.

- Pédophilie dans l'Eglise : un grand serviteur de l'Etat pour présider la commission indépendante - Liberation.fr 13.11

Annoncée lors de l'assemblée des évêques à Lourdes, la commission indépendante chargée de faire la lumière sur les cas de pédophilie dans l'Eglise sera présidée par Jean-Marc Sauvé, vice-président honoraire du Conseil d'Etat.

Des affaires de pédophilie ils en existent bien ailleurs, au PS par exemple, elles ont toutes été étouffées... S'attaquer à la culture et aux croyances des peuples pour mieux briser leur résistance à la gouvernance mondiale, c'est le sens de ce harcèlement permanent contre l'Eglise qui visent les croyants...

Parole d'internaute.

- "Avez-vous remarqué que la seule discrimination dont on ne parle jamais est la discrimination sociale, qui frappe indifféremment selon le sexe, la couleur de la peau ou la religion et ceci pour la simple raison que celui qui l'a subit est né au mauvais endroit ? C'est sans doute parce que de toutes les discriminations c'est la plus implacable que l'on oublie même de défendre ceux qui en sont victimes."

LVOG - Vous l'avez remarqué aussi, bravo !

Et tous ceux qui mêlent leurs voix aux campagnes contre les discriminations initiées par l'oligarchie ou leurs porte-parole ne font que la soutenir contre ceux qui sont victimes de la discrimination sociale dont elle est à l'origine. C'est leur manière à eux de neutraliser ainsi toute opposition à l'oligarchie.

[Ils osent tout ou la fabrique du consentement tourne à plein régime tout azimut.](#)

- Aung San Suu Kyi déçue du prix d'"ambassadrice de conscience" par Amnesty International - Franceinfo

- L'opposant Navalny empêché de quitter la Russie pour Strasbourg - AFP

Merde, voilà qu'il est arrivé à Strasbourg ! A la place de Poutine, je ne lui permettrais pas de rentrer en Russie !

- A la barre, Serebrennikovsubit la piètre mise en scène du Kremlin - Liberation.fr

- USA/Enquête russe: Whitaker va vérifier s'il doit se récuser - Reuters

- La Corée du Nord a caché des bases de missiles selon une étude américaine, Séoul dément - Le HuffPost

Fake news reproduit par Le HuffPost notamment. La preuve :

- Encore des reportages trompeurs dans les médias étatsuniens par Moon of Alabama – Le 12 novembre 2018 - Article publié par Le Saker Francophone.

Le New York Times ment à ses lecteurs au sujet des actions d'un État pris dans son collimateur...

Il n'y a pas de tromperie nord-coréenne. Le pays a accepté de démanteler un site d'essai de missiles, et non un "site de lancement" opérationnel, et il a accepté un moratoire sur les essais nucléaires et balistiques. Il ne s'est jamais engagé à arrêter la production ou le déploiement de missiles. (...)

Début 2018, Kim Jong-un a de nouveau donné l'ordre publiquement d'accroître la production de missiles balistiques. Ce ne sont pas des paroles en l'air. En juillet 2018, l'expansion d'une usine de missiles connue était visible sur les images satellitaires accessibles au public.

Le magazine Foreign Affairs faisait alors remarquer qu'il s'agissait de mesures légitimes et non de tromperies :

Cette activité ne suggère pas que Kim soit menteur ou qu'il "triche". Il n'a jamais promis de cesser de produire des armes nucléaires ou des missiles balistiques. En fait, bien au contraire. Dans son discours du Nouvel An 2018, Kim a ordonné au "secteur de la recherche sur les armes nucléaires et l'industrie des fusées" de Corée du Nord de "produire en masse des ogives nucléaires et des missiles balistiques". Il est clair maintenant que Kim tiens ses engagements. Moon of Alabama

- Italie : le M5S en guerre contre les journaux - LePoint.fr

Luigi Di Maio veut punir « les chacals de l'information » qui complotent contre le gouvernement et Berlusconi se transforme en paladin de la liberté de la presse.

- Au Texas, les écoliers vont finalement étudier le parcours de Hillary Clinton - Le HuffPost

Les cinq millions d'élèves des écoles publiques au Texas devraient finalement étudier le parcours de Hillary Clinton, ont rapporté des médias américains, mercredi 14 novembre. Le HuffPost

Un cours sur une barbare...

L'AFP ou la voix du FMI exulte une fois de plus.

- Argentine: le budget d'austérité approuvé, engagement tenu avec le FMI - AFP 15.11

Le parlement argentin a approuvé jeudi le budget 2019 comprenant des coupes drastiques pour revenir à l'équilibre budgétaire, un engagement pris par le gouvernement devant le FMI quand il a négocié un prêt de 56 milliards de dollars pour relancer la troisième économie d'Amérique latine...AFP 15.11

[France. Syndicalisme \(C'est un grand mot !\)](#)

- 3 candidats à la tête de FO pour succéder à Pascal Pavageau - Le HuffPost 06.11 vTrois candidats vont s'affronter à la fin du mois pour succéder à Pascal Pavageau à la tête de Force ouvrière, une première dans l'histoire de ce syndicat, a-t-on appris lundi 5 novembre au soir auprès de la direction.

Patrice Clos, 53 ans, secrétaire national des transports et de la logistique de Force ouvrière, avait été le premier candidat à se déclarer. Par ses prises de position au cours des dernières années, il se rapproche de la ligne dure de FO, comme Pascal Pavageau.

Il affrontera Christian Grolier, 52 ans, secrétaire général de FO Fonction publique, décrit par certaines sources internes comme proche du courant trotskiste au sein de FO, et Yves Veyrier, 60 ans, un membre du bureau confédéral et proche du prédécesseur de Pascal Pavageau, Jean-Claude Mailly.

Une première dans l'histoire de Force ouvrière

Les cadres de FO avaient jusqu'à mardi 6 novembre pour se porter candidats à la tête du troisième syndicat français, sans numéro un depuis la démission de Pascal Pavageau le 17 octobre, moins de six mois après son élection, à la suite de la révélation de l'existence d'un fichier controversé sur ses dirigeants, réalisé par des proches de Pascal Pavageau.

Dans ce fichier, révélé le 10 octobre par Le Canard enchaîné, des cadres de FO étaient affublés de qualificatifs comme "niais", "franc-maçon" ou encore "trop intelligent pour entrer au bureau confédéral". La direction de FO a décidé la semaine dernière de porter plainte pour "constitution de fichier".

Depuis la démission de Pascal Pavageau, le Bureau confédéral, composé d'une dizaine de membres, dirige la confédération. L'élection du nouveau secrétaire général de FO est prévue lors de la prochaine réunion du comité confédéral national, le "parlement" du syndicat, le 21 novembre.

Dans l'histoire de FO, qui vient de fêter ses 70 ans, il y a rarement eu plus d'un candidat à la tête du syndicat, mais ils n'ont jamais été plus de deux. En 1989, Marc Blondel (numéro un de FO de 1989 à 2014) l'avait emporté devant Claude Pitous à une courte majorité. Quinze ans plus tard, Jean-Claude Mailly avait également eu un challenger en la personne de Jean-Claude Mallet, qui avait finalement renoncé à se présenter à la dernière minute. Le HuffPost 06.11

- Force ouvrière fait les frais de ses notes - Libération 12 novembre 2018

«Le Parisien» a révélé lundi que certains dirigeants et cadres du syndicat ont dépensé de grosses sommes en hôtels, loyers et avions, tout en touchant d'importants salaires et primes.

Les affaires ne s'arrangent pas pour Force ouvrière. Le syndicat, qui doit élire son nouveau secrétaire confédéral le 21 novembre après la démission de Pascal Pavageau fin octobre, a subi 635 182 euros de pertes en 2017, a révélé lundi Le Parisien. Et ce, alors que la confédération avait enregistré un excédent de 1,1 million d'euros en 2016, selon ses comptes certifiés... Dans ce contexte de turbulences au sommet, le quotidien révèle notamment que certains cadres de FO ont eu recours à des notes de frais dispendieuses au cours des dernières années. L'an passé, les treize membres du bureau confédéral du syndicat ont dépensé, à eux seuls, pour 388 000 euros de frais professionnels en 2017. Soit 29 898 euros en moyenne par tête... Ce qui fait relativement désordre au moment où les comptes de la centrale sont dans le rouge.

Facture. Ici, un cadre qui, en 2015, a présenté une ardoise de 60 440 euros pour un an, dont la moitié dépensée en billets d'avion Air France. Là, huit membres du bureau qui, n'habitant pas Paris, se sont fait rembourser jusqu'à 1 800 euros de loyers par mois dans la capitale. D'autres ont été plus dépensiers en hôtels, louant notamment des chambres dans un deux-étoiles situé à deux pas du siège de FO, le Transcontinental. En 2015, un secrétaire fédéral y a dépensé 7 570 euros.

Parmi les plus dépensiers : Pascal Pavageau lui-même. Il totaliserait, selon les chiffres donnés par le quotidien, 50 836,05 euros de frais en 2017, contre près de 50 000 en 2016 et 33 800 en 2015. Dont quelque 12 000 euros dépensés en loyer. «En 2014-2015 on avait décidé de louer un studio plutôt que de réserver une chambre d'hôtel. Ça revenait moins cher. Donc, on louait un studio à 1 000 euros, ce qui correspond aux frais, se défend un proche du secrétaire démissionnaire. Il faut distinguer les notes de frais de ceux qui sont en campagne des autres, ceux qui restent à leurs bureaux.»

De son côté, Jean-Claude Mailly, son prédécesseur, a présenté une facture de 34 000 euros en 2017, contre 32 000 pour l'année 2016 et 35 000 euros en 2015. Mais l'ancien secrétaire confédéral, en poste jusqu'en avril dernier, aurait surtout touché un salaire de 100 334 euros bruts pour l'ensemble de 2017, soit plus de 8 360 euros bruts par mois. Mailly a également bénéficié d'une copieuse prime de départ à la retraite de 22 792 euros. Quant aux autres dirigeants, ils ont été rémunérés jusqu'à 86 000 euros annuels, primes comprises. Les autres cadres de FO ont aussi fait gonfler la note : cinq d'entre eux ont, en 2017, perçu, hors primes, près de 63 000 euros de salaire brut annuel, soit environ 80 000 avec les primes.

«Ça illustre bien qu'il n'y avait aucune règle sur les notes de frais, constate une source proche de Pascal Pavageau.

Certains voyageaient avec Air France, alors que pour un trajet équivalent il y avait des compagnies moins chères. D'autres voyageaient systématiquement en première classe lorsqu'ils prenaient le train. Mais là où l'écart se creuse surtout, c'est sur les dépenses quotidiennes. Sur les restaurants, par exemple, il y avait des abus. Quant aux salaires, ils étaient soumis à un accord valant convention collective. Et la règle sur l'ancienneté était très favorable à quelques salariés.» Cette même source assure que Pascal Pavageau, conscient de ces excès, avait prévu un «audit interne» des comptes, avant qu'il ne soit poussé à démissionner pour avoir constitué un fichier répertoriant les cadres du syndicat.

«Farfelu». Ce que le démissionnaire n'avait d'ailleurs pas manqué de rappeler dans sa lettre de démission, le 17 octobre. «C'est la première chose que vous avez cherché à m'imposer d'arrêter», écrivait-il, alors, laissant entendre que ce contrôle pouvait être source de craintes pour certains. Depuis, cet audit externe a été remplacé par un «état financier» réalisé en interne, sur décision du trésorier. Un changement qui n'a pas manqué d'alimenter de nombreuses rumeurs au siège de la Confédération, notamment sur la répartition des enveloppes financières entre les différentes fédérations et structures du syndicat.

«Ce n'est pas la réalité de la pratique», a réagi un membre de la direction interrogé par l'AFP à propos de ces notes de frais. «Il y a énormément de choses farfelues», a assuré un autre, avant de se refuser à tout commentaire. Il faut dire qu'après les révélations sur le «fichage» des cadres, cette nouvelle information - boule puante, dirons certains - tombe mal, à quelques jours des élections professionnelles pour les fonctionnaires. Or, «un des grands lieux d'implantation de FO, c'est la fonction publique», note Guy Groux, directeur de recherche associé au Cevipof. Avec des répercussions possibles dans les urnes ? «Sur place, les salariés ne confondent pas forcément leurs délégués syndicaux avec les têtes du syndicat. Il y a une logique de vote de proximité, on vote pour celui qui fait bien son boulot d'élu, observe le sociologue. Si FO peut conserver ses électeurs les plus fidèles, cela risque en revanche de neutraliser sa capacité à élargir son électorat.»

«Pour le syndicalisme c'est jamais bon qu'une organisation syndicale s'enfoncé dans la crise avec un déballage comme celui auquel on assiste aujourd'hui», a commenté Laurent Berger, le numéro 1 de la CFDT. Tout en assurant que son syndicat a, de son côté, «des comptes certifiés», «mesurables», avec «des règles en termes de note de frais».

Même discours du côté de la ministre du Travail Muriel Pénicaud : «Il est important de ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain et confondre tout le mouvement syndical avec quelques dérives éventuelles.» Libération 12 novembre 2018

Surtout quand ensuite l'Etat ou le patronat les recyclent, on comprend !

Ben voilà, vous voyez, j'ai raté ma vocation et je me retrouve avec une retraite de 430 euros ! Je déconne, je ne les envie pas, bien au contraire.

[Haut de page ↗](#)

Le 24 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai rectifié une erreur de formatage de la causerie d'octobre en pdf.

Cette causerie est consacrée à la journée d'action du 17 novembre et des jours suivants.

Elle aurait dû être publiée depuis plusieurs jours, mais en raison de pluies torrentielles et de longues coupures d'électricité dont une de 36 heures, ce fut impossible. Et puis de nouveaux documents sont apparus sur le Net qu'il a fallu traiter rapidement, dont l'éditorial de la Tribune des travailleurs. Au décomposé qui me harcèle depuis des années, inutile de m'écrire monsieur Coquéma, votre courriel ira rejoindre votre courant politique directement dans la poubelle.

Elle a été réalisée par petits bouts auxquels j'ai dû rajouter une très longue partie hier après-midi, du coup elle est un peu bordélique, mais on peut facilement s'y retrouver.

Les idées de la classe dominante étant manifestement devenues omniprésentes au sein du mouvement ouvrier, plus particulièrement chez ceux qui tiennent en apparence un discours radical, et qui par conséquent s'avèrent être les agents les plus zélés de la pire réaction, les ultra néoconservateurs, on n'a pas cessé de l'illustrer à de multiples occasions dans ces causeries tout au long de ces dernières années, cela étant, je ne doute pas un instant qu'ils ne se donneront pas la peine d'essayer de comprendre ma position et la condamneront sans appel, comme d'habitude, ce qui me laisse par avance totalement indifférent, dès lors qu'ils demeureront incapables de démonter mon argumentation ou de démontrer qu'elle reposait sur des bases erronées.

Il faut qu'ils sachent que contrairement à eux je n'ai pas besoin de prétextes bidons ou de seconde main pour me faire passer pour un militant de gauche ou d'extrême gauche ou encore pour avoir bonne conscience. Je constate, non sans effroi mais sans réelle surprise, que notre interprétation de la situation et du monde est incompatible dans l'état actuel des choses, et que nous ne partageons ni les mêmes principes ni la même conception de la lutte de classe, et que nos intentions ainsi que nos objectifs politiques divergent au point que toute discussion entre nous semble compromise d'avance. A vous de démontrer le contraire, ce que j'accueillerais avec enthousiasme pour n'avoir jamais été animé de mauvaises intentions envers qui que ce soit, bien au contraire.

Mon isolement politique, dont certains se réjouissent et sont assez vils pour me faire savoir, n'a absolument aucune influence sur mon comportement ou mes idées comme vous avez pu le constater, vous admettez que c'est relativement facile de se corrompre ou de se renier pour se faire des amis en politique, pour rejoindre le panier de crabes des opportunistes en réalité, il témoigne selon moi de l'état de déchéance extrême atteint par le mouvement ouvrier qui a délibérément tourné le dos à la classe ouvrière et au socialisme. Permettez-moi de demeurer à ses côtés et de continuer de le défendre quoi qu'il arrive.

Si j'avais un seul conseil à vous donner, aux jeunes militants surtout, c'est de vous méfiez comme de la peste de ceux qui ont failli pendant plus d'un demi-siècle à défendre notre cause et qui nous ont conduits où nous en sommes, et qui osent se poser en donneurs de leçons, vous savez, ceux qui se prétendent vertueux, ce sont les pires démagogues qui soient. J'en ai fait parti hélas autrefois, j'en suis revenu par chance, si ma modeste contribution qui comporte bien des insuffisances, j'en ai parfaitement conscience, peut contribuer à démêler l'extrême confusion dans laquelle s'est embourbée le mouvement ouvrier, elle n'aura pas été inutile.

Il y a une chose que j'ai oublié de préciser dans le résumé de cette causerie que vous lirez plus loin.

En imaginant que nous disposions d'un parti, notre participation à cette mobilisation contre Macron et l'oligarchie, contre le régime, n'avait pas pour objectif de le faire reculer ou abandonner son projet de nouvelles taxes sur les carburants et je ne sais quoi, ni de le chasser du pouvoir, encore moins de renverser la Ve République, mais juste d'aller à la rencontre de milliers et milliers de travailleurs, de prendre de nombreux contacts, de leur proposer notre politique, de leur faire connaître, juste pour qu'ils prennent conscience qu'il existait dans ce pays un courant politique différent des autres qui porte un idéal qu'ils ont tous un jour partagé et qu'il s'agit de faire renaître pour qu'il se réalise un jour.

Ni résignation, ni gauchisme, ni démagogie ou opportunisme dans cette démarche, juste la prise en compte de la situation, juste ce que les travailleurs attendaient ou étaient en droit d'espérer, qu'ils ignoraient parfois, sans les abreuver d'illusions d'aucune sorte, sans leur raconter des histoires, sans faux espoirs, la réalité brute de décoffrage comme dirait un maçon, méthode en tous points fidèle au marxisme ou tout du moins à ma conception du marxisme. Nous nous en tenons aux besoins et aspirations des travailleurs dont la satisfaction ou la réalisation ne peut coïncider qu'avec un changement de régime, la liquidation du capitalisme. Nous ne leur proposons pas de participer aux campagnes identitaires ou aux opérations montées par l'oligarchie ou l'Otan et soutenues par l'UE, car ce n'est pas la réaction qui décide quelle tactique nous devons adopter ou comment nous devons mener notre lutte de classe, au contraire nous combattons farouchement ces entreprises destinées uniquement à nous diviser, à briser la résistance de la classe ouvrière et des classes moyennes...

Je ne vous propose pas autre chose, je n'ai rien de mieux à vous offrir, désolé. Mais c'est déjà énorme, si partant de cette base parfaitement saine on pouvait recruter un à un des centaines puis des milliers de militants pour construire un véritable parti révolutionnaire, non ?

● Au format pdf (40 pages)

Première partie.

Le 17 novembre fut l'expression de la faillite du mouvement ouvrier pour ne pas dire son enterrement.

Tous ceux qui ont participé ou ont soutenu au cours des dernières décennies (en fait depuis les années 70-80) à toutes les campagnes identitaires initiées ou instrumentalisées par l'oligarchie et ses médias ou toutes les opérations montées par elle (à l'échelle mondiale), dont la dernière en date fut celle parrainée par l'Otan du flot d'esclaves se déversant sur l'Europe, en partagent la responsabilité.

A aucun moment ils n'ont pris conscience de la nature réactionnaire de ces campagnes ou opérations prétendument à caractère progressiste ou humaniste, qui auront été des instruments conçus pour broyer le mouvement ouvrier, achever de le disloquer, le couper de la classe ouvrière et des classes moyennes pour finalement servir uniquement l'agenda de l'oligarchie. Ce sont les mêmes dirigeants, partis ou syndicats qui y ont participé à des degrés divers, qui ont refusé de prendre la direction de la mobilisation du 17 novembre sous le faux prétexte que l'extrême droite y appelait pour sauver les apparences, en vain, chacun sait qu'ils sont tous corrompus.

Bien entendu, l'analyse que je vous propose tranche singulièrement (pour la énième fois) avec celles que j'ai pu lire ailleurs, croyez bien que je n'y suis pour rien, car j'aurais préféré de loin qu'il en fût autrement.

J'en suis même arrivé à me demander comment cela était-il possible que tant d'analyses soient ainsi produites, et que je me retrouve finalement dans aucune d'entre elles, pour y avoir détecté d'énormes lacunes ou contradictions à côté desquelles leurs auteurs étaient passés apparemment, à moins qu'ils ne s'en soucient guère ou qu'ils les entretiennent, parce qu'elles font partie depuis longtemps de leur seconde nature, inavouable bien entendu.

A mon modeste niveau sur le plan politique, je me livre en quelque sorte au même travail que monsieur Meyssan sur le plan géopolitique ; Je rassemble des matériaux éparpillés ici ou là, qui une fois réunis permettent de mieux comprendre un événement ou la situation, son orientation. Chacun croit posséder la vérité, alors qu'il n'en possède qu'un tout petit bout, c'est là qu'il faut rechercher l'origine de la plupart des polémiques qui animent le mouvement ouvrier et de l'extrême confusion dans laquelle nous baignons.

A cela vient s'ajouter que les dirigeants qui parlent en notre nom n'ont manifestement pas à l'esprit tous les facteurs et rapports qui composent la situation. Ils n'ont pas non plus assimilé suffisamment les enseignements du marxisme ou si peu compte tenu de l'usage médiocre qu'ils en font, du coup, ils ne rivalisent pas en imagination pour faire avancer notre cause, mais uniquement pour mettre en valeur leur indigence ou faillite intellectuelle avec laquelle se confond leur personnalité et leurs intérêts individuels. Il ne leur servirait à rien non plus de prendre le recul parfois nécessaire ou de se laisser le temps pour réfléchir tranquillement à une question particulièrement délicate ou compliquée, puisqu'ils possédaient déjà la réponse avant même qu'elle ne se pose. Quant aux transformations de la société, elles ne peuvent en rien nourrir leur imagination, puisqu'ils s'en servent uniquement pour justifier leur théorie, leur dogme.

J'en suis arrivé à cette conclusion navrante qui quelque part me dépasse, je veux dire par là, de quel droit je me permets de la formuler, sinon qu'apparemment je pense ou je réfléchis davantage que tous ces dirigeants réunis, prétention qui me choque terriblement, mais que voulez-vous que je vous dise.

Remarquez bien que je n'ai fait que les écouter ou les lire ou observer leur comportement, prendre connaissance de leurs positions, je n'ai même pas cherché à les interpréter ou seulement après coup pour les caractériser car c'est indispensable. Il suffisait simplement d'énoncer leurs prises de position sur une multitude de sujets au fil du temps, disons depuis les années 40, de suivre les rapports qu'ils avaient tissés avec tel ou tel facteur politique, pour comprendre que leur orientation politique ne correspondait pas du tout à l'objectif pour lequel ils prétendaient combattre.

J'en suis arrivé à la conviction que de jeunes militants ouvriers sincères et honnêtes, ils sont tous devenus au fil du temps et plus ou moins rapidement, ce qui signifie qu'ils en avaient parfaitement pris conscience, des imposteurs, des ennemis de notre cause et non pas seulement des adversaires, car on combat loyalement un adversaire, pas un ennemi contre lequel tous les coups sont permis, or c'est exactement ce qu'ils ont fait pour éliminer les dirigeants, cadres ou militants qui se dressaient sur leur chemin, on regorge de témoignages accablants qui le prouvent. Il n'est pas étonnant que les militants se réclamant du trotskysme se comportent de cette manière avec moi et j'imagine tous les militants qui ne partagent pas leurs idées foireuses ou nauséabondes.

Malheureusement je dispose de peu de documents pour mener à bien mon travail d'analyse, je fais donc avec ce que je trouve sur le Net. Je ne me focalise pas sur un événement en particulier pour tirer des conclusions, non, ma méthode consiste à observer quelle attitude ont adopté les uns et les autres au cours d'une multitude d'événements couvrant une période d'un demi-siècle ou davantage, ce qui permet de suivre leur évolution, mais surtout de faire ressortir les aspects communs ou permanents, les liens qui s'en dégagent, qui traduisaient ou trahissaient la nature de leurs véritables intentions ou d'en cerner la signification politique.

Pour aborder cette journée du 17 novembre, nous allons partir des faits, de leurs déclarations, celles dont j'ai eu connaissance. Ils ont tous déserté à cette occasion, on est bien d'accord, aucun n'a voulu se mouiller, tout au plus certains l'ont soutenu du bout des lèvres du haut de leur suffisance, d'autres y ont participé discrètement, hypocritement serait-il plus juste de dire.

Tous ont laissé ces centaines de milliers de travailleurs et jeunes face aux forces de l'ordre qui avaient ordre de réprimer brutalement toute tentative de blocage, face aux éléments d'extrême gauche, face à des provocateurs, bref, le mouvement ouvrier dans sa totalité a été en dessous de tout, ce qui confirme au passage l'analyse qu'on en a déjà fait. Nos dirigeants sont responsables des graves incidents qui ont eu lieu, des morts et des centaines de blessés.

Tout avait été programmé dès le premier jour pour que les choses se déroulent ainsi, et ils ont laissé faire, voilà la vérité. Vous ne voudriez tout de même pas qu'on les épargne, qu'on leur trouve des circonstances atténuantes, il n'en existe pas, ils ont montré à l'ensemble des travailleurs et des militants leur véritable nature contre-révolutionnaire. Nous y reviendrons en détail plus loin.

Soyez intègre, mais pas intégriste !

Apparemment c'est beaucoup trop demander, de ne pas verser dans le sectarisme, l'opportunisme ou le gauchisme, les uns et les autres viennent d'en faire une démonstration magistrale le 17 novembre, on leur dit bravo et merci, si, si sincèrement, et vous allez tout de suite comprendre pourquoi.

La manière dont cette journée a été traitée avant et après est un modèle du genre ô combien révélateur du rôle joué par les médias et le mouvement ouvrier.

Les médias dominants se sont partagés les rôles comme d'habitude, entre ceux qui condamnaient cet appel et ceux qui devaient afficher hypocritement leur neutralité, mais qui en réalité allèrent beaucoup plus loin en portant littéralement cet appel à manifester contre Macron, ce qui aurait dû alerter tout militant ayant développé un minimum d'esprit critique, en vain.

Sans chercher à savoir à ce stade qui se trouvait derrière cet appel, je me suis naturellement demandé pourquoi les médias s'employaient-ils à le populariser. Curieusement on aurait dit qu'ils voulaient à tous prix le faire connaître jusque dans les bourgs les plus reculés du pays, là où il n'arriverait jamais. Voilà comment un appel qui était destiné à demeurer ignoré de l'immense majorité de la population, allait soudainement se transformer en un appel national à manifester contre Macron par la grâce des médias qui l'avait porté au pouvoir et le soutenait quotidiennement, incroyable, n'est-ce pas ?

A partir de là devaient surgir une multitude de questions, sauf chez les crétins de gauchistes qui se jeteront avidement dans ce piège tendu par nos ennemis, qui comme d'habitude oublieront de conserver à l'esprit le fil du déroulement des événements, sans lequel on ne pouvait pas comprendre ce qui se tramait ou pourquoi les médias faisaient complaisamment la promotion de cet appel, quant aux sectaires et aux opportunistes au sein du mouvement ouvrier, ils le saisisrent en cours de route, comme d'habitude aussi, et en arriveront à des conclusions opposées toutes aussi erronées.

L'engouement des médias pour un appel à manifester contre Macron était plus que douteux, c'est un euphémisme, en réalité et venons-en à leurs réelles motivations, ils savaient que son contenu pouvait brasser une population très large allant de l'extrême gauche à l'extrême droite, et qu'ils pourraient l'instrumentaliser utilement en recourant à l'amalgame scélérat rouge-brun qui desservirait à la fois RN et LFI au profit de LREM. Ils pouvaient d'autant plus s'en servir ouvertement, qu'ils savaient à quel point le mouvement ouvrier était corrompu ou que la faillite, l'incurie politique de ses dirigeants les rendrait inapte à adopter une position correcte et à prendre la direction de cette mobilisation qu'ils bouderaient ou qu'ils condamneraient, ce qui se passa effectivement, ce qui les éloignerait un peu plus des masses qui se sentaient concernés par cet appel, au final cette opération fut un succès total, et dans la foulée le Premier ministre annonça qu'il ne céderait rien, normal.

Il faut préciser ici, que nous n'aurions pas pu venir à bout de notre analyse si nous n'avions pas caractérisé les médias d'ennemis irréductibles de la classe ouvrière, de la démocratie, du socialisme, si nous n'étions parvenus à la conclusion qu'ils étaient exclusivement au service de la gouvernance mondiale.

La même précision vaut pour les différents acteurs politiques ou l'ensemble des représentations incarnant les intérêts de l'oligarchie. La totalité des partis dits ouvriers refusant de partager cette analyse ou cette conclusion, vous comprendrez pourquoi ils en arrivent à favoriser les plans de nos ennemis ou pire encore. Non, je suis désolé de vous le dire, il n'existe pas de demi-mesure en la matière, de nuance, de compromis possible, il n'y a absolument rien à négocier, rien à retrancher, rien à ajouter, les médias, Macron, les institutions, l'oligarchie sont ainsi, je n'y peux rien et vous non plus, alors vaut mieux l'admettre ou partir de ce constat pour les combattre plutôt que le nier et dépenser son énergie en pure perte.

Chacun sachant à quoi s'en tenir en tirera librement les conclusions qu'il voudra. L'objet de ma contribution politique n'a jamais été de convaincre quiconque de se rallier à mes conclusions, bien au contraire, il revient à chacun d'analyser honnêtement les différents facteurs et rapports qui sont portés à sa connaissance et qui composent la situation, c'est tout. Tout me porte à croire que nous ne partageons pas les mêmes conclusions.

En aparté, à propos des intellectuels les plus brillants de notre époque qui existent dans de très nombreux pays.

J'ai constaté qu'un certain nombre se réclamaient du marxisme ou ne rejetaient pas le marxisme, ils y font souvent référence dans leurs articles. J'ignore précisément ce qu'il leur a apporté, toujours est-il qu'aucun ne reprend à son compte les conclusions de Marx et Engels, dont celle pratique figurant dans le Manifeste du parti communiste d'organiser les masses dans un parti ouvrier pour renverser le régime en place et s'emparer du pouvoir politique pour mettre fin au capitalisme, puisqu'aucun de ces intellectuels n'a emprunté cette voie, ce qui les condamne à errer indéfiniment d'illusion en illusion, sans qu'ils s'en aperçoivent apparemment. Bien que je ne sois pas sûr qu'ils ne s'en rendent pas compte eux-mêmes, puisque cela les amène à renier certains de leur principes ou à se contredire de plus en plus souvent et ouvertement, au point qu'ils se discréditent eux-mêmes auprès de leurs lecteurs ou sympathisants. C'est dommage parce qu'ils appartiennent à cet espèce d'intellectuels sincères et de grande valeur dont nous avons tant besoin pour fonder le parti qui nous fait tant défaut de nos jours.

Pour expliquer leur défaillance, j'en suis arrivé à la conclusion que leur statut social pouvait constituer un obstacle à leur engagement politique au côté des masses, parce qu'ils n'ont pas suffisamment étudié le développement du capitalisme, des forces productives, comment s'étaient développés le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme auquel est lié la nature humaine depuis son origine ainsi que son évolution. Car il faut bien comprendre que l'ensemble de ces facteurs étant liés, la moindre faille dans la compréhension de leurs rapports peut se traduire par une suite de confusions sans fin dans l'un ou l'autre ou plusieurs de ces facteurs, de sorte que la perspective historique qui se dégage de leur développement ne leur apparaîtra pas ou demeurera incompréhensible, du coup ils seront portés à privilégier l'idée dominante selon laquelle il n'existe pas d'autre voie que celle du capitalisme, de l'exploitation, du règne de la nécessité considérant toute autre voie comme utopique ou irréalisable, qu'ils en conviennent ou non importe peu.

Et bien je pense que la plupart des militants du mouvement ouvrier en sont au même point. Ils sont honnêtes et sincères évidemment, mais ils doivent faire face à un obstacle supplémentaire dans la mesure où ils n'ont pas forcément développé leurs facultés intellectuelles ou ils ne possèdent pas les connaissances indispensables pour comprendre les tenants et les aboutissants du processus dialectique matérialiste et historique inconscient pour finalement adopter le marxisme ou le socialisme, les enseignements de la lutte de classe du passé, dont le parti (et l'internationale) est un des éléments déterminant, sans lequel le socialisme demeurera une utopie, d'où quand on s'en écarte un tant soit peu, cela nous conduit à toute sorte d'accommodations avec le capitalisme et ses représentants, ce qui est inévitable. C'est dans ce sens-là que je disais plus haut que les conclusions auxquelles nous sommes parvenues sont non négociables, et non pour tenter d'imposer quoi que ce soit aux lecteurs, s'il vous plaît, je vous en prie, n'allez pas imaginer un instant que je serais capable d'une telle bassesse.

Revenons à notre sujet.

Quant aux enseignements qu'on peut en tirer, ils sont multiples.

Comme lors de toutes les campagnes à caractère identitaire ou communautariste qui ont vu le jour ces dernières années, ou encore toutes les opérations de manipulation des masses sur le plan politique qui ont eu lieu, un inconnu (ou présenté comme tel) lance un appel sur un réseau numérique (Irak, Libye, Egypte, Syrie, Tunisie, Etats-Unis, etc.), les idéologues de l'oligarchie (Fed, Otan, Pentagone,) s'en saisissent et décident de l'instrumentaliser au niveau national (ou mondial) à l'aide de leurs médias, en y mêlant leurs officines (NED/CIA, ONG, instituts, fondations, think tanks, etc.) ainsi que les masses et leurs représentants officiels (de droite comme de gauche) qui leur serviront de caution, à des fins politiques (inavouables) pour atteindre un objectif politique à court terme qu'ils ne parvenaient pas à atteindre par d'autres voies parfois depuis des années, et qui s'inscrit dans le cadre de leur stratégie politique globale définie de longue date, dont les masses doivent absolument ignorer le contenu.

Voilà comment cette machination opère avec le succès que l'on sait dans la plupart des cas, à l'exception de la Syrie.

En toile de fond, c'est bien la dégénérescence totale du mouvement ouvrier qui participe à ce complot politique contre les masses et l'absence d'une nouvelle direction qui sont à l'origine d'un tel succès de nos ennemis. On peut même affirmer que si nous ne parvenons pas à refonder le mouvement ouvrier sur la base d'une indépendance de classe stricte, notre combat est désespérément perdu d'avance, on ne doit avoir aucune illusion sur cette question déterminante.

Ce 17 novembre 2018 a eu lieu parce que le mouvement ouvrier est sans direction, il est livré à lui-même, donc au pires compromissions, malgré les bonnes intentions de la plupart des militants qui finalement ne comprennent pas rien à la situation après avoir été induits en erreur par leurs dirigeants traîtres, corrompus ou faillis.

On a même vu des partis comme par exemple le POID reprendre les arguments des médias les plus réactionnaires pour justifier leur refus de participer à cette journée de mobilisation contre Macron. A une autre époque, ils évoquaient à juste titre la nécessité de se battre pour prendre la direction des masses, manifestement depuis ils ont abandonné cet objectif, car quand les masses manifestent, ils sont aux abonnés absents, sous prétexte que des éléments d'extrême droite y participeraient, comme si dans chaque manifestation à caractère sociale ou politique des travailleurs sensibles à certains arguments de l'extrême droite n'y participaient pas, voilà où va se nicher le pire opportunisme ou sectarisme qui refait surface parce qu'ils ne l'ont jamais abandonné.

Aucun parti dit ouvrier n'avait appelé à descendre dans la rue le 17 novembre, sachant que l'extrême droite et ses alliés souverainiste et nationaliste s'y étaient associés et comptaient en tirer profit, cela signifie que délibérément ils ont décidé de laisser les masses au contact de l'extrême droite au lieu de leur ravir cette prétention et de défendre leur propre politique. Apparemment LFI, LO et le NPA ont soutenu du bout des lèvres cette journée de mobilisation, j'ignore quelles furent les positions adoptées par les autres partis.

Si nous avions eu un parti ouvrier révolutionnaire, nous aurions appelé à y participer, nous l'aurions préparée sérieusement, nous en aurions profité pour distribuer des centaines de milliers de tracts et discuter, prendre des contacts avec des centaines ou des milliers de travailleurs...

Autres enseignements et conséquences de l'attitude hostile du mouvement ouvrier à cette journée de mobilisation contre Macron.

Elle prend au fil des jours une tournure de plus en plus violente et désespérée faisant deux morts et de nombreux blessés inutiles qui auraient pu être évités si les syndicats et la partis ouvrier avaient joué leur rôle ou assumer leurs responsabilités au côté des travailleurs, car habituellement il est rare qu'une mobilisation atteigne un tel bilan, ces morts et blessés seront versés à leur déjà épouvantable bilan.

Il était parfaitement prévisible depuis le début, qu'en l'absence de tout cadre organisationnel ou tout service d'ordre, des éléments radicaux (ou des provocateurs infiltrés) en tous genres allaient en profiter pour s'exprimer violemment, ce qui aurait pour conséquence de donner une image détestable de cette mobilisation légitime qui serait exploitée par la suite par les médias pour le compte de Macron et son gouvernement. C'était le meilleur moyen pour dresser les uns contre les autres les travailleurs issus de différentes couches de la classe ouvrière ou des classes moyennes. Que des incidents se produisent, c'était quasiment inévitable, mais pas à ce niveau-là. Le manque d'organisation à la base profite donc à Macron, pour tenter de se refaire une légitimité usurpée depuis l'annonce de sa candidature à l'Elysée, sur ces morts et ces centaines de blessés à mettre au compte de ceux qui ont déserté leurs responsabilités ou trahi leur mandat, la cause qu'ils prétendent défendre.

Nos détracteurs qui nous traitent en ennemi ne sont pas à une incohérence ou à une contradiction près.

Ce qui est extraordinaire et révélateur répétons-le, c'est qu'ils n'hésitent pas à soutenir toutes les opérations orchestrées par l'Otan ou pilotées par les ultra néoconservateurs, dont celle des migrants vers l'Europe ou les Etats-Unis, mais quand c'est un simple camionneur qui en prend l'initiative en lançant un appel sur Facebook, il ne méritait que leur mépris, à croire qu'ils n'ont

d'yeux que pour les puissants du vieux monde..

Au passage vous aurez également constaté que tous ces partis avaient justifié leur participation à toutes les élections depuis 1958 sous prétexte qu'elles devaient les aider à les faire connaître des travailleurs, et quand l'occasion leur en est fournie, ils s'abstiennent d'en profiter, ce qui montre bien que les objectifs qu'ils affichent ne correspondent pas à leurs véritables intentions, en réalité, dès qu'il s'agit d'affronter le régime, ils disparaissent ! Tous leurs arguments sont frauduleux. A les entendre ils seraient les champions de l'unité et de l'organisation des masses, ils osent justifier leur politique en prétendant qu'elle aurait été inspirée par les masses pour ne pas se couper des masses, et voilà qu'ils viennent juste de démontrer le contraire.

Quant à ceux qui ont participé à cette journée, en matière d'opportunisme gauchiste ils ne sont pas en reste, car à les entendre elle aurait été un énorme succès, discours qu'ont également tenu l'AFP, Le Parisien, Libération, Le Huffington Post, notamment. Tu parles, elle a mobilisé à peine quelques centaines de milliers de travailleurs, à mon avis plus près de 400 ou 500.000 que les 285.000 du ministère de l'Intérieur, toujours est-il, cela ne représente pas plus d'1 ou 2% des travailleurs et jeunes concernés par la politique ultra réactionnaire de Macron.

Ceux qui ont estimé qu'ils ne devaient ni y appeler ni y participer, en appellent aux syndicats corrompus jusqu'à la moelle que l'immense majorité des travailleurs rejettent également, si on exclut les syndicats jaunes et associés, ils ne représentent pas plus de 2% ou 3 des travailleurs (actifs et retraités) et jeunes, à LFI, au PCF qui s'apprêtent à participer à l'élection de l'institution européenne pour la gouvernance mondiale ou le Parlement européen, qui soutiennent à bout de bras le régime ! On est en droit, me semble-t-il, de leur demander pendant combien de temps ils vont encore continuer à se foutre de nous, non, vous ne pensez pas que ce serait légitime de poser cette question à tous ceux qui parlent en notre nom.

En guise de complément. Le brouillon que j'avais écrit deux jours plus tôt. Je n'ai plus le temps de tout réécrire.

Quand les trotskystes sont indéfendables.

POID (Blog) - Le 17 novembre ? Un rassemblement de la plus grande confusion où se mêlent Rassemblement national de Marine Le Pen, Dupont-Aignan de Debout-La France, Jean-Luc Mélenchon et la France insoumise, le PS, les républicains de Laurent Wauquiez. Il appartient au mouvement ouvrier, en particulier aux organisations syndicales ouvrières, de prendre leur responsabilité pour mobiliser contre le blocage des salaires, pour le blocage des prix, pour la défense des retraites par répartition, pour le retrait du projet Macron-Philippe de contre-réforme des retraites.

Les syndicats ouvriers ? Lesquels ? La CGT, FO et SUD, ils doivent représenter la moitié de la totalité des syndiqués qui représentent quoi 8 à 8,5% des salariés, soit 1,3 à 1,5 million de syndiqués, parmi lesquels au moins la moitié n'ont jamais participé à une réunion syndicale, soit 600 à 700.000 syndiqués sur quelque 30 millions d'actifs et 14 millions de retraités, soit 2% en étant généreux. Ils ont appelé à voter Macron, ils n'appelleront jamais à bloquer l'économie du pays, et tous les prétextes seront bons, Martinez vient de l'illustrer.

POID (Facebook) - 17 novembre 2018 – Martinez, secrétaire général de la CGT, réclame au gouvernement une hausse du Smic pour calmer la grogne « légitime » des manifestants contre la hausse des taxes sur les carburants, réitérant son opposition à participer à la mobilisation du jour à cause de la présence de l'extrême droite.

Les travailleurs n'en ont rien à foutre des manoeuvres d'appareil de monsieur Martinez de l'extrême droite ou encore du POID, ils sont prêts à saisir n'importe quelle occasion pour se mobiliser contre Macron, mais pas ceux qui sont censés les représenter et que personne n'écoute d'ailleurs, ceci explique cela.

Martinez en apôtre de la paix sociale qui veut "calmer la grogne", Macron aussi, c'était le suppositoire anesthésiant du 17 novembre 2018 offert par les appareils de la CGT et du POID !

En Inde où comme en France le mouvement ouvrier est incapable de mobiliser les masses, quand il y a une grève générale de 24h contre la hausse des prix de l'essence, ce sont tous les partis de l'opposition parlementaire et les syndicats ouvriers et patronaux qui y appellent, et quand la majorité parlementaire a changé suite à des élections législatives, ce sont les partis qui étaient précédemment au gouvernement et qui avaient augmenté le prix de l'essence qui prennent la direction de la grève !

Vous allez penser que c'est une farce, non, je ne plaisante pas du tout. Sinon il n'y a pas de grève, c'est à prendre ou à laisser. Alors que font les travailleurs ? Ils la soutiennent évidemment, passivement, de toutes manières ils n'ont pas le choix, les boîtes sont fermées ce jour-là, c'est le patronat qui prend l'initiative, en dehors de la fonction publique et les grandes entreprises, il n'y a pas de syndicats en Inde. ils restent chez eux, et seule une infime minorité participent à des mobilisations locales, en gros c'est dimanche ! Cela peut vous étonner que j'aborde ce sujet avec une telle légèreté, je ne vais pas pleurer, je ne fais que traduire l'état d'esprit des travailleurs indiens, c'est tout. Je suis aussi impuissant qu'eux à influencer sur le cours des choses.

Pour revenir sur le 17 novembre.

Cette journée de mobilisation des masses contre Macron et son gouvernement pose de nombreuses questions qui vont alimenter les discussions au sein et autour du mouvement ouvrier et participer à la maturation de la conscience politique de la classe ouvrière, de la jeunesse et de pans entiers des classes moyennes.

On peut observer que la mobilisation a été relativement faible, même très faible, même si le taux de participation a dû être environ le double de celui annoncé par le ministère de l'Intérieur, il n'en demeure pas moins qu'on n'a pas assisté à un ras de marée. Cela peut s'expliquer du fait que la plupart des dirigeants du mouvement ouvrier avaient démissionné en annonçant qu'ils ne reprendraient pas à leur compte cet appel, certains même le condamnant. Donc aucun parti ou syndicat n'y a appelé, ce qui n'a pas empêché des centaines de milliers de travailleurs de passer outre.

Les travailleurs qui étaient les plus déterminés à se mobiliser malgré tout contre Macron se sont retrouvés sans organisation ou direction pour préparer et mener à bien cette tâche comportant de nombreux risques, ils furent condamnés à improviser tant bien que mal au fur et à mesure que se déroulait cette mobilisation, ce qui ne permit pas de la coordonner au niveau nationale, ni d'en tirer des enseignements politiques ni de définir la suite à y donner, hormis lancer un nouvel appel pour le 24 novembre...

Si nous avions eu un parti ouvrier, nous aurions appelé à y participer, puisqu'il était entendu que l'immense majorité des travailleurs pour ne pas dire tous soutenaient ce appel. Oui, aussi surprenant que cela puisse paraître, on se serait placé au côté des travailleurs au lieu de nous soucier de faire baisser la "grogne" des travailleurs, on a les préoccupations qu'on peut que voulez-vous, qui au passage révèlent les intentions des uns et des autres. On aurait participé à cette mobilisation, et on en aurait profité pour distribuer des centaines de milliers de tracts en proposant notre journal, cela aurait été une excellente journée assurément. Vous comprendrez mieux pourquoi on se demande parfois s'il existe encore des partis ouvriers en France (comme en Inde et ailleurs), parfois on a un doute !

Et puis, il y avait autre chose d'intéressant dans cette mobilisation initiée sur les réseaux numériques si j'ai bien compris. A l'issue de cette journée que faire, avant on pouvait même se demander comment allait se passer cette journée étant donné qu'elle n'avait pas vraiment de direction, cela mettait en lumière que sans organisation ou parti toute mobilisation serait sans lendemain ou ne servirait pratiquement à rien, donc cela posait directement à chaque travailleur la question de s'organiser. C'est marrant que ceux qui se destinent d'organiser les travailleurs n'y aient pas pensé, non, c'est normal.

Dans les jours qui ont précédé le 17 novembre ainsi qu'après, les médias en ont rendu compte diversement, relayant largement et gracieusement cet appel pour le faire connaître dans toute la France, aussi sommes-nous en droit de nous demander pourquoi, sans doute espéraient-ils ainsi dissuader la population d'y participer en exprimant leur crainte que la situation dégénère, autrement dit, d'un côté ils incitaient la population à y participer et de l'autre ils l'effrayaient pour qu'elle n'y participe pas, c'était à croire qu'un affreux doute les tiraillait sur leur capacité à

POID - Quand le rouge devient la couleur de la honte.

- Rouge est le drapeau des travailleurs par Daniel Gluckstein - Tribune des travailleurs - POID 22 novembre 2018

« Quelle que soit l'ampleur de la mobilisation », le 17 novembre « risque d'être marqué par une grande équivoque », écrivions-nous dans ces colonnes, à la veille de la journée de blocage des « gilets jaunes ». Les faits rapportés dans ce numéro de La Tribune des travailleurs confirment amplement ce pronostic.

(Après avoir fait preuve d'une telle audace ("Quelle que soit", "risque"), le voilà qui se félicite de son "pronostic" ! Quelle modestie, où va se nicher l'opportunisme débridé ! Et cela va être ainsi de la première à la dernière ligne, pour ne pas s'en apercevoir il faudrait être d'une mauvaise foi sans fond ou faire preuve d'une malhonnêteté intellectuelle incurable. - LVOG)

Certes, les slogans du type « Macron démission ! » reflètent un rejet sans précédent, dans toutes les couches de la population (Plus loin il fustigera ceux qui font référence non pas à "la population", mais au "peuple", terme générique qui revient pratiquement au même vous l'admettez d'autant plus que ce mouvement était appelé à être populaire, c'est Gluckstein lui-même qui vient de l'affirmer, mais il l'a déjà oublié, ce qui signifie que seul monsieur Gluckstein a le droit d'employer certaines expressions ou de leur prêter un signifiant qui variera en fonction de son humeur quand il se retrouvera à court d'arguments pour justifier sa position. Cela vous donne une idée assez précise de la conception de la liberté d'expression ou de pensée de cet autocrate-Bonaparte ! - LVOG) du président-Bonaparte tombé de son perchoir, rejet qui avait déjà perturbé chaque étape de son « itinérance mémorielle » dans l'est et le nord de la France, au début du mois. Certes, parmi les manifestants, toutes les couches sociales étaient représentées, y compris des travailleurs, des chômeurs, des jeunes saisissant l'occasion d'exprimer leur rage contre le gouvernement.

(Il a omis de citer les petits patrons, les agriculteurs, les éleveurs, les artisans, les commerçants, les classes moyennes, après n'avoir pas cessé de lorgner sur eux avec monsieur Schivardi. Notez bien que ce n'est pas un reproche de notre part, juste une mise au point qui confirme ce que j'ai déjà dénoncé dans le premier paragraphe, et ce n'est pas fini. - LVOG)

Tout cela est vrai. Mais peut-on s'en tenir là comme le font partis et organisations de « gauche » et « d'extrême gauche » qui saluent le « succès du 17 novembre », les unes avec un enthousiasme délirant pour un mouvement dont elles disputent le leadership au Front national, les autres avec un engouement plus modéré mais réel ?

(S'il a raison de dénoncer l'"enthousiasme délirant" des partis et organisations de « gauche » et « d'extrême gauche » compte tenu que cette journée d'action a plutôt été un échec, en revanche on voudrait bien qu'il nous explique pourquoi dès lors que cet appel a été lancé au départ en direction des couches des classes moyennes qui sont les plus durement frappées par la politique de Macron et ne soutiennent pas LREM, pourquoi l'extrême droite devrait-elle forcément prendre la direction de ce mouvement qui n'a été organisé par aucun parti politique, pourquoi ces couches des classes moyennes qui s'opposent à Macron devraient fatalement basculer vers l'extrême droite, alors qu'elles auraient tout intérêt à se tourner vers la classe ouvrière et ses représentants, à s'allier avec eux, à unir leur force contre Macron et le régime. En conclusion, si on suit son raisonnement et il va le confirmer par la suite, toutes les couches des classes moyennes sont destinées à rejoindre l'extrême droite. Etrange, vous ne trouvez pas. Je crois que j'ai trouvé une explication qui pourrait justifier cette position gauchiste qui ne sert qu'à camoufler ses véritables intentions.

Il se trouve que, d'une part le mouvement ouvrier à démissionner, à désertier le combat politique, car en réalité absolument aucun parti dit ouvrier n'avait appelé officiellement à participer à cette journée de mobilisation, aucun ne l'avait préparé, certains de leurs dirigeants avaient uniquement signifié qu'ils y participeraient à titre individuel, d'autre part, il aurait fallu affronter des éléments d'extrême droite, ce à quoi aucun n'était préparé ou ne l'avait envisagé, autrement dit, au lieu d'assumer leurs responsabilités ils ont pris le parti de se débiter comme des lâches sous de faux prétextes, de commenter les événements au chaud tranquillement installés dans leur fauteuil de donneurs de leçons, tandis que "des travailleurs, des chômeurs, des jeunes" allaient se retrouver aux prises avec de dangereux éléments radicalisés et incontrôlables, des provocateurs en tous genres ou des membres de l'extrême droite, sans parler des forces de l'ordre remontées à bloc par le ministère de l'Intérieur et prêtes à réprimer violemment tout débordement inévitable. - LVOG

Pour notre part, nous avons – nos lecteurs le savent – un parti pris : aborder toutes les questions non sous l'angle du « peuple » (dont on nous a abreuvés tout le week-end), mais du point de vue des classes sociales et de la lutte qui les oppose.

(Quelles classes sociales ? Ils en existent au moins trois qui sont toutes très hétérogènes par leur composition ou le statut de leurs membres, et seules deux d'entre elles sont réellement indépendantes, celle de la classe ouvrière et celle des capitalistes, celle des classes moyennes oscillant entre les deux en fonction de l'évolution de la situation ou des intérêts de ses différentes couches qui peuvent être opposées... Dès lors la question du sort et des conditions auxquelles devaient faire face les différents pans des classes moyennes dont il était question par cet appel aurait dû être abordée sérieusement. D'autant plus que de larges couches de la classe ouvrière partagent les conditions ou le niveau de vie des classes moyennes, notamment les millions de foyers qui disposent de deux revenus confortables ou largement au-dessus du smic... - LVOG)

Analysons la signification du 17 novembre sous cet angle. Que peut-on dire de la flambée des prix des produits pétroliers, à l'origine de l'opération « gilets jaunes » ?

Pour l'ouvrier ou l'employé dont le salaire est bloqué depuis des années ; pour le retraité dont le gouvernement s'acharne à amputer la maigre pension ; pour le chômeur dont la faible allocation est dans la ligne de mire de la réforme du gouvernement ; pour la mère de famille qui n'arrive pas à joindre les deux bouts, dire « non à l'augmentation des taxes sur les pétroliers », c'est une manière d'exiger plus de pouvoir d'achat des salaires, des pensions, des allocations.

("Maigre pension" pour retraite misérable, "faible allocation" dont la moitié ne bénéficie même pas, "joindre les deux bouts", alors qu'ils se privent sur absolument tout, y compris l'alimentation, le chauffage, etc. on voit que monseigneur Gluckstein n'est pas vraiment familiarisé avec ces couches de la classe ouvrière parmi les plus mal lotis, soit dit en passant, mais ce n'est pas anodin, juste révélateur. En réalisé, où elles en sont rendues, accablées de difficultés en tout genre dont elles sont dans l'impossibilité de se dépêtrer, elles exigeraient plutôt un changement radical de régime ou de société. Demandez-leur et vous serez surpris par leur réponse. Moi, en Inde qui baigne dans ce milieu en permanence, car c'est la même situation qui prévaut dans tous les pays du monde, ce n'est pas le minimum syndical qu'elles exigent, elles ne veulent pas ou plus de la charité, des miettes qu'on leur concède généreusement une fois que toutes les autres classes sont servies, vous comprenez, elles veulent vivre dignement, elles aspirent à un niveau de vie équivalent à celui des classes moyennes. Pour monseigneur Gluckstein, seules les couches de nantis qu'ils côtoient et qu'ils représentent y auraient droit, le capitalisme est ainsi fait, la société aussi et le mouvement ouvrier s'y est adapté, il s'en est accommodé, voilà l'origine de la conception de la lutte de classe qu'on nous impose depuis près de 80 ans, rejetons-la et tournons-nous résolument vers les masses, leurs couches les plus défavorisées. - LVOG)

Mais pour le patron de cette entreprise du bâtiment qui envoie 50 camions à un rendez-vous de blocage le 17 à l'aube (1), pour ces entreprises qui contribuent généreusement à la logistique de l'opération, pour les médias, propriétés de grands groupes capitalistes, qui n'ont cessé d'appeler aux blocages, et même de les coorganiser de fait, dire « non aux taxes » sur le pétrole est un premier pas qui, très vite, s'élargit : non aux taxes en général, non aux impôts, « l'État nous prend tout » pour payer des fonctionnaires fainéants, des chômeurs profiteurs, des services publics inutiles, des retraites scandaleusement élevées, et même pour aider les immigrés qu'« on ferait mieux de renvoyer chez eux ». Et puis, ajoutent les patrons et leurs acolytes tout

de jaunes vêtus, « y a pas que les taxes : il faut payer pour la Sécu, pour les retraites, toutes ces charges sociales qui étouffent nos entreprises et nous empêchent de faire du profit. » Le petit patron qui tient ce langage a-t-il seulement conscience qu'il ne fait que reprendre... le programme de Macron, contre qui, pourtant, il manifeste ?

(Quel parti pris, on est en droit de se poser la question. Il aura suffi que les médias-oligarques rapportent non sans arrière-pensées les diatribes abjectes tenus contre la classe ouvrière par certains patrons parmi les plus réactionnaires, pour que Gluckstein, à qui cela a visiblement échappé, à moins qu'il le feigne, leur attribue indistinctement ainsi qu'à "leurs acolytes tout de jaunes vêtus" parmi lesquels se trouvaient des travailleurs de toutes catégories sociales, qui estiment à juste titre qu'ils cotisent trop pour des droits qui se réduisent toujours plus au fil du temps et qui ont l'impression d'être lésés. Vous aurez constaté qu'il a bien pris soin d'écarter les discours qu'ont dû tenir d'autres petits patrons ou membres des classes moyennes favorables à la classe ouvrière, ou qu'il a pris soin de sélectionner ceux qui lui permettaient de justifier sa position, quitte à falsifier la réalité. Bref, il fallait à tous prix présenter tous les petits patrons, ce qui inclus l'ensemble des classes moyennes ou les membres des professions libérales qui emploient des salariés comme des ordures finis, des fachos, nos ennemis jurés, avec lesquels nous ne devons avoir aucun rapport. On attend avec impatience le prochain éditorial de la Tribune des travailleurs rédigé par monsieur Schivardi, le petit patron ex-candidat à la présidentielle (2007) et secrétaire national du parti de monsieur Gluckstein, à moins qu'il ait été sacrifié à l'occasion de la scission du POI, je n'en sais rien ! - LVOG)

C'est ce discours qui a dominé les blocages ce week-end, généralement porté par des « gilets jaunes » expérimentés et organisés, souvent militants politiques de droite extrême et d'extrême droite venus avec leurs cargaisons de drapeaux tricolores et d'insultes racistes, leurs méthodes de terreur et leur haine de l'ouvrier.

(Gluckstein regarde trop BFMTV apparemment ! Le drapeau ou l'écharpe tricolore qu'arboraient si fièrement les élus du PT, puis du POI, à la tribune de leurs meetings ou en tête de leurs manifestations, vous vous souvenez, n'est-ce pas ? Quand Gluckstein était secrétaire national de ce parti caméléon.

Quant aux "insultes racistes" et aux témoignages de préjugés archaïques, ils fusent et ont toujours fusés au sein de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier, qui rappelons-le pour les amnésiques fut pro colonial, raciste et xénophobe sous la IVe République (SFIO-PC) et jusque sous la Ve République, et demeura pro impérialiste jusqu'à nos jours, et la "haine de l'ouvrier", le mépris de la plèbe, des faibles, est profondément ancrée au sein des classes moyennes et des classes supérieures sans qu'elles soient forcément d'extrême droite, à moins de considérer qu'une partie de leurs membres aient déjà rejoint l'extrême droite sans le savoir, thèse que d'ailleurs je défends, dont Macron, les centristes. - LVOG)

Mais l'ouvrier, le chômeur, le retraité, la mère de famille, eux, ont besoin qu'on ouvre des écoles, des hôpitaux, des bureaux de poste et non qu'on les ferme ! Ils ont besoin de leur Sécu, de leurs retraites !

(Le voilà qui maintenant verse dans l'ouvriérisme le plus abject. - LVOG)

C'est là qu'est toute la duperie du 17 novembre. Sous le gilet jaune, l'ouvrier reste un ouvrier, et le patron un patron. Sans parler de ceux dont la chemise brune dépasse sous le gilet jaune (2) !

(Et celui du démagogue, du faussaire, de l'imposteur, du champion du dogmatisme ou de l'amalgame, c'est selon, transpire ici à grosses gouttes. D'un coup tous les patrons, ceux du CAC40 et les petits entrepreneurs, sont mis dans le même sac, lui qui pendant des années avaient tancé les militants qui ne faisaient pas de distinctions entre eux pour en imposer dans son parti jusqu'à en présenter un à l'élection présidentielle ! Lui aussi ils osent tout !

Page Facebook de la Tribune des travailleurs - 16 novembre 2018

- Nouvelle manifestation de plusieurs dizaines d'ambulanciers à Paris revendiquant la suspension d'une réforme du financement des transports sanitaires qui met les petites et moyennes entreprises du secteur « à la merci » des hôpitaux.

Que des "chemises brunes" ces ambulanciers, hier c'était les pêcheurs, les vigneron chers à Schivardi, etc. - LVOG)

Qui est responsable de cette extraordinaire confusion ? Le travailleur, le chômeur, le jeune, ainsi entraîné à agir, de fait, contre ses intérêts, aux côtés de ses ennemis de classe ? Non : sont responsables ceux qui ont rendu possible cette situation.

(Confusion dont vous et vos semblables portez l'unique responsabilité. Si les travailleurs sont entraînés à agir contre leurs intérêts, malgré eux ou inconsciemment, c'est uniquement parce que les dirigeants du mouvement ouvrier et plus particulièrement ceux de l'avant-garde ou qui se réclamaient du trotskysme les ont trahis, ont été incapables de définir une théorie ou une stratégie pour regrouper et organiser dans un même parti révolutionnaire les éléments les plus déterminés ou les plus conscients de la classe ouvrière et des classes moyennes dans la perspective d'un changement de régime et de société, pour le socialisme. Cette confusion est le produit de votre propre faillite politique. Et parce qu'il ne peut pas l'admettre ou pour s'en défendre, il en vient très maladroitement à exposer au grand jour ses propres contradictions. - LVOG)

C'est un fait : les « dirigeants de gauche » qui ont appelé à voter Macron en 2017 se refusent depuis à l'action unie pour bloquer sa politique et le chasser, respectueux qu'ils sont de la Ve République, de ses institutions, de son calendrier électoral... et ils ajoutent aujourd'hui à la confusion en soutenant les « gilets jaunes ». C'est un fait, aussi : les dirigeants des centrales syndicales, s'ils ont résisté à raison aux pressions visant à les entraîner avec les gilets jaunes, persistent néanmoins à se « concerter » avec le gouvernement sur la contre-réforme des retraites (et les autres) au lieu d'organiser l'action de classe unie pour bloquer ces attaques destructrices.

(Le double langage habituel. Après le brave journaliste saoudien Jamal Khashoggi ayant rejoint les Frères musulman, dont l'idéologie a inspiré les barbares de Daesh, élevé au rang d'"opposant" par la grâce des médias aux ordres des ultra néoconservateurs il faut préciser, un pauvre martyr digne d'être défendu par le POID, voilà que "les dirigeants des centrales syndicales" qu'il n'a cessé de ménager pendant des décennies, deviennent miraculeusement des symboles de la résistance, mais de quelle résistance s'agissait-il, à quoi ?

En réalité, sans offrir vraiment de résistance ils ont cédé aux arguments ou aux sirènes de la réaction ou des médias qui ont tout fait pour empêcher que la jonction opère entre les pans des classes moyennes opposés à la politique de Macron et la classe ouvrière en présentant dès le départ ce mouvement comme instrumentalisé par l'extrême droite, alors qu'en réalité, c'était eux qui l'avaient manipulé pour le compte de Macron afin d'isoler ces couches des classes moyennes pour mieux briser leur résistance, et par voie de conséquence celle de la classe ouvrière, il valait mieux qu'elles s'orientent vers l'extrême droite plutôt que de rejoindre des partis représentant (de manière déformée) la classe ouvrière, avec en toile de fond les élections européennes de 2019, les oligarques et leurs médias espérant bien rejouer le même scénario gagnant des présidentielles de 2017.

De tout cela, il ne sera nulle part question dans la longue diatribe de Gluckstein, comme quoi, là encore, les travailleurs et les militants ne devaient pas savoir et comprendre quels étaient les enjeux de cette opération, pourquoi les médias-oligarques et le gouvernement avaient tenu à lui donner une telle orientation. - LVOG)

Les militants du POID sont partisans de chasser Macron. Ils l'ont montré tout au long de la campagne pour l'unité « Macron, un an, ça suffit ! » qui a débouché, le 13 mai dernier, sur la manifestation de milliers et de milliers, sur ce mot d'ordre, à Paris, aux côtés de travailleurs et de militants de toutes tendances du mouvement ouvrier et démocratique.

(Vous vous êtes fait plaisir, bravo ! - LVOG)

Mais nous ne sommes pas des aventuriers. Chasser Macron, oui, mais pas pour le remplacer par n'importe qui. Chasser Macron, c'est aux travailleurs et aux jeunes, agissant sur le terrain de classe, qu'il revient de le faire, afin d'imposer la liquidation de la Ve République, l'élection d'une Assemblée constituante souveraine rompant les liens avec l'Union européenne, et l'avènement d'un gouvernement ouvrier à même de remédier aux souffrances qui écrasent le peuple travailleur.

(O qui si vous êtes des aventuriers, qui plus est professionnels, vous ne voudriez tout de même pas qu'on vous croie sur parole. Cette Assemblée constituante serait au mieux une copie conforme de l'Assemblée nationale des années 80, LFI ayant pris la place du PS, puisque les partis inféodés au régime, à l'UE y seraient forcément majoritaires, tous les partis qui y sont opposés étant ultra minoritaires ou n'inspirant aucune confiance aux travailleurs, on ne voit pas comment il pourrait en être autrement ou en prendre la direction...

N'importe qui peut tenir un discours radical en apparence. N'importe qui peut parler de lui-même à son avantage, cela ne coûte rien et ne veut absolument rien dire comme le signalait Marx. On connaît par coeur toutes ces méthodes de manipulation des consciences qui ont le pouvoir d'influencer les processus psychologiques des esprits les plus faibles pour les amener à croire ou à adhérer à ce dont ils ignorent, elles sont très efficaces, sinon nous n'en serions pas là aujourd'hui.

Ce que nous propose Gluckstein comme tâches ou objectifs est bien joli, à ceci près qu'ils sont plaqués et déconnectés de la réalité, et demeureront indéfiniment irréalisables aussi longtemps que la classe ouvrière ne se sera pas dotée d'une nouvelle direction, facteur déterminant qu'il passe sous silence. Or, cela devrait être notre tâche ou notre objectif prioritaire auquel devraient être subordonnés tous les autres. Alors pourquoi n'y a-t-il pas fait référence ici ? Tout simplement parce qu'il a échoué au bout de 40 ans (80 ans en incluant les décennies de son maître à penser, feu Pierre Lambert) de tentatives infructueuses, et parce qu'il n'a rien d'autres à nous proposer pour résoudre cette question, ce qu'il ne peut pas admettre et encore moins avouer publiquement, la modestie légendaire de ce grand dirigeant lui interdit, du coup il n'a pas d'autre alternative que se réfugier dans ses dogmes et son sectarisme qui ont conduit à la décomposition de l'avant-garde du mouvement ouvrier. A sa décharge, après avoir rassemblé à peine quelques centaines de manifestants à Paris le 11 novembre, on conçoit qu'il en soit réduit à l'impuissance et qu'il le supporte mal. - LVOG)

D'un point de vue ouvrier, la question du pouvoir d'achat appelle des mesures connues. Faut-il les rappeler ? Citons par exemple : l'abrogation de la TVA (le plus injuste des impôts), de la CSG, et des exonérations de cotisations sociales accordées aux patrons ; l'augmentation générale des salaires, pensions et allocations pour rattraper le pouvoir d'achat perdu depuis leur désindexation des prix (1983) ; le blocage des prix des produits de consommation courante, des loyers et des charges et de la fourniture d'énergie ; le financement de toutes ces mesures par une augmentation de l'imposition des profits des

grandes entreprises, à commencer par la confiscation pure et simple des 100 milliards de profits des entreprises du CAC 40 en 2018 ; etc.

(Il a oublié l'essentiel, à commencer par la dissolution de l'armée, des CRS, de la DGSE et la DGSI, etc. ; la neutralisation totale de l'oligarchie, son expropriation sans rachat, la confiscation de tous ses biens, sa mise hors la loi, son arrestation et son jugement ; la fermeture de la Bourse et la rupture avec la BCE ; la baisse du temps de travail et l'interdiction des licenciements ainsi que l'embauche des millions de chômeurs ; l'abolition des subventions de l'Etat aux médias et le remboursement des subventions qu'ils ont perçus depuis 1958 ; l'abolition des subventions de l'Etat aux syndicats, aux partis politiques, etc.

Si on comprend bien le CAC 40 continuerait d'exister, les grandes entreprises ne seraient pas nationalisées ou socialisées. Il ne se produirait donc aucune rupture avec le capitalisme, on croirait entendre Mélenchon ! Bref, les capitalistes conserveraient la totalité de leur pouvoir de nuisance et s'en serviraient pour déclencher une guerre civile et renverser ce "gouvernement ouvrier" qui n'aurait pas fait long feu. Non merci monseigneur ! Ce ne serait pas cela par hasard la démarche d'un "aventurier" ? - LVOG)

Que les « partis de gauche » fourvoyés dans le 17 novembre rompent leur promiscuité avec les patrons, la droite et l'extrême droite ; que les dirigeants des organisations syndicales cessent de conforter le gouvernement en cautionnant la « concertation » et en appellent à la mobilisation contre les contre-réformes ; alors, sans doute, les conditions commenceront à se réunir, non plus pour l'équivoque « unité du peuple » du 17 novembre, mais pour l'unité ouvrière dans, par et pour la lutte de classe balayant le gouvernement et sa politique.

("Sans doute", qui sait, sans rire, on n'en a pas du tout envie ici, il doit s'agir d'un de ses "pronostics" dont il a le secret ou qui ne veut pas dire son nom ! Autant dire qu'ils appellent les « partis de gauche » à changer de nature, de droite, réactionnaire, c'est merveilleux, la théorie du désespoir, il ne lui reste plus que cela comme perspective politique, pathétique.

Là encore, il faudrait se demander pourquoi ces partis n'attirent plus que les couches supérieures ou les plus nantis de la classe ouvrière et certains pans des classes moyennes. Comprenez bien que, si on posait cette question, d'autres surgiraient spontanément beaucoup plus embarrassantes, pour ne pas dire insupportables. Car il faudrait admettre que les masses se sont embourgeoisées, et qu'elles ont été ainsi plus que jamais solidement amarrées au char du capitalisme (au détriment du socialisme), et que dans ces conditions elles ont totalement abandonné l'espoir de changer la société, elles ne veulent même plus en entendre parler, du coup on comprend que se tourner vers ces partis n'a aucun sens ou constitue une grave erreur politique... d'aventurier si il y tient, contrairement à Mélenchon par exemple, qui sait parfaitement ce qu'il fait et où il va, et qui pour cette raison n'en est pas un. Caractérisation que j'ai pu employer par erreur ou à la légère à son encontre, je m'en excuse. On en restera à celle d'imposteur, dans la mesure où Mélenchon trompe délibérément les travailleurs sur la véritable signification de sa politique, plus que sur sa vile personne puisqu'il n'a cessé de faire allégeance à Macron.

En revanche, on devrait proposer à l'ensemble de la classe ouvrière et des classes moyennes de passer à une société radicalement différente, où seraient pris en compte les besoins ou aspirations parfaitement légitimes qu'elles ont abandonnés depuis longtemps (une fois devenues adultes en général ou peu de temps après) en demeurant soumises au régime capitaliste, autrement dit, nous devrions leur proposer une toute autre vie (ou rapports) que celle qu'elles ont vécue jusqu'à présent et à laquelle elles n'osent même plus rêver. Vous allez vous dire qu'il y a là une contradiction dans ce discours.

Effectivement, si on ignore que personne n'était destinée à venir au monde pour vivre dans une telle société ou en demeurer esclave toute sa vie, si on fait abstraction que c'est par défaut qu'on s'accommode du capitalisme ou que quelque part on se force à être heureux quand on dispose d'un mode de vie confortable, il ne faut pas être dupe ou se raconter des histoires, la bonne conscience ou l'hypocrisie dans laquelle on vit a ses limites et chacun en a parfaitement conscience, même les riches se languissent et sont sujets à des dépressions, donc le malaise est général, il touche tous les membres de la société, ce que nous leur proposerions, sauf aux riches évidemment, ce serait de s'en débarrasser en se donnant un idéal plus élevé, qui pour s'épanouir devrait être partagé par tous les membres de la société. Ce qui faut bien comprendre, c'est que les uns et les autres ne leur proposent finalement rien d'autre que continuer à vivre dans cette société pourrie moyennant quelques améliorations à la marge qui ne changeraient rien à leur mode de vie, comme si toute rupture avec les rapports (issus du capitalisme) qui existent dans la société et qui sont à l'origine de leur souffrance ou malheur était finalement inenvisageable, impossible. Du coup, pourquoi voudriez-vous qu'elles vous écoutent, qu'elles rejoignent votre combat politique, qu'elles s'engagent à vos côtés à construire le parti ? Elles préfèrent se diriger vers les partis qui flattent leurs faiblesses ou leur ignorance, et qui prétendent oeuvrer à l'amélioration de leur petit confort individuel sans rien changer fondamentalement à la société, qu'ils soit de droite, d'extrême droite ou qu'ils soient étiquetés de gauche, peu importe du moment qu'elles sont servies. - LVOG)

L'objectif de la classe ouvrière ne peut être de crier « Macron, démission ! » en compagnie de ceux qui, en réalité, réclament de Macron qu'il aille au bout de sa politique. L'objectif ne peut être que de chasser cette politique.

(Il devrait se faire embaucher comme chroniqueur à BFLTV ou TF1 ! - LVOG)

Les travailleurs n'ont rien à gagner à enfile le gilet jaune, couleur des briseurs de grève.

(Couleur qui va si bien à tous les syndicats, et pas seulement à la CFDT, CFTC ou UNSA., qui ne sont pas seulement des "briseurs de grève", mais qui sont de manière générale les fossoyeurs corrompus, vendus, du syndicalisme, de la cause des exploités. - LVOG)

Ils n'ont rien à gagner à brandir le drapeau tricolore, celui de la Ve République, et avant elle celui des versaillais qui fusillèrent 100 000 communards pour la défense de l'ordre bourgeois. Rouge est le drapeau qui flottait sur les barricades de 1848 et 1871 et dans les grèves générales de 1936 et 1968. Rouge est, dans le monde entier, la couleur de la classe ouvrière organisée pour le combat.

(Quelle fin pitoyable ! Répétons-le, pendant près de 20 ans celui qui tient ici ce discours a été à la direction d'un parti dont les élus n'ont cessé d'arborer en toute occasion leur écharpe tricolore, oui, il a raison, celle des Versaillais, des chiens comme dira Marx, des élus qui en profitaient pour déverser leurs discours anti-marxistes...

Pour rappel :

Le programme du POI : 'Nous sommes plus partisans de sauver la France qui va très mal actuellement ' (interview de Schivardi - Le Midi Libre - décembre 2008).....'Comme le général de Gaulle, je suis pour une vraie Europe des nations. (...) revenir à une Europe des peuples, au franc, renationaliser le système bancaire, comme de Gaulle l'a fait en 1946, (...) Moi je suis pour que tout le monde soit propriétaire de ses biens, ils (au PT) sont hostiles au droit de propriété. Avec certains de ses membres, mais aussi des élus sans étiquette, des radicaux de gauche, des communistes, des élus du Mouvement des citoyens et même des gens de droite, nous sommes en train de mettre en place un nouveau parti ouvrier indépendant, dont le congrès fondateur se tiendra les 14 et 15 juin à Paris. Ce sera un parti des Français pour les Français, dans une Europe des pays libres.' (Interview de Schivardi - France Soir 24 avril 2008)..... 'Je ne suis pas opposé à la propriété privée.' (Interview de Schivardi à Var Matin du 4 mai 2008)..... 'Je ne suis pas pour le Grand soir, note Pierre Jeanneney' (interview du 4 avril 2007)

● Sur le PT et le POI (D)

Rouge est le drapeau des travailleurs.

(1) Vu sur BFM TV, le 16 novembre.

(2) Uniforme des SA, sections d'assaut du parti hitlérien en Allemagne dans les années 1920 et 1930.

En résumé.

Le 16, le POID prend la défense des petits patrons qui manifestent contre "une réforme du financement des transports sanitaires" et 6 jours plus tard il les condamne en bloc par la voix de Gluckstein...

Gluckstein fustige ceux qui emploient le mot peuple, et il emploie celui de population...

Il fustige ceux qui arborent le drapeau tricolore, alors que pendant 20 ans les écharpes tricolores ornèrent fièrement la tribune des meetings ou têtes de cortège des manifestations de son parti...

Il attribue des propos racistes à des patrons, passant soigneusement sous silence que l'immense majorité des travailleurs sont opposés à l'installation des migrants en France...

Il généralise les propos anti-ouvrier de certains petits patrons à la totalité d'entre eux...

Il décrète sans distinction que tous ceux qui ont participé à cette mobilisation étaient d'extrême droite, des suppôts de l'extrême droite ou des complices de l'extrême droite...

Il passe sous silence que cette journée avait été appelée en direction des classes moyennes et qu'elle a ensuite fait l'objet d'une instrumentalisation par l'oligarchie et ses médias pour briser la résistance des pans des classes moyennes qui s'opposent à la politique de Macron.

Il passe sous silence que cette instrumentalisation poursuivait d'autres objectifs, dont celui de jeter dans les bras de l'extrême droite ces couches des classes moyennes ainsi que les travailleurs qui participeraient à cette mobilisation... Ajoutons ensuite celui de présenter RN (Ex-FN) comme un parti raciste, xénophobe, etc. infréquentable pour que les classes moyennes s'en détournent et s'abstiennent lors des élections européennes de 2019.

Il passe sous silence que cette instrumentalisation avait aussi pour objet de permettre aux médias-oligarques d'agiter l'amalgame ordurier rouge brun, dès lors que RN et LFI notamment avaient manifesté leur intention de participer à titre individuel à cette journée d'action...

Il se place au côté des médias quand cela l'arrange ou pour les flatter, et il tire dessus pour attaquer les classes moyennes faisant ainsi le jeu de Macron...

Il passe sous silence que des pans entiers des classes moyennes ont toujours penché vers l'extrême droite, donc ce n'est pas un fait nouveau, sans que cela signifie pour autant que l'immense majorité devrait y adhérer contrairement à ce qu'il prétend... Et si tout était fait pour qu'il en soit ainsi et que cela se réalisait un jour, ce qui n'est pas à exclure, Gluckstein y aurait participé...

La position adoptée par le POID est foncièrement erronée, opportuniste. On doit rompre sans délai avec cette conception de lutte de classe, que finalement partagent l'ensemble des partis du mouvement ouvrier et les syndicats et qui nous a menés où nous en sommes.

J'ignore si les lecteurs comprennent la gravité de la situation et l'enjeu de cette étape de la lutte des classes où tout peut basculer, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, la classe ouvrière et le mouvement ouvrier ne s'en sont jamais remis, les classes moyennes non plus.

La classe ouvrière et le mouvement ouvrier doivent mener strictement leur combat politique sur leur propre terrain de classe. Elles doivent en ne cédant rien à leur indépendance de classe, participer au combat des couches des classes moyennes qui s'opposent à la politique de Macron dictée par l'oligarchie sur le mot d'ordre que ni l'une ni l'autre n'ont rien à attendre du capitalisme et ses institutions ou ses représentants, et qu'il faut les renverser pour instaurer une République sociale.

On a besoin de l'alliance de ces classes pour combattre et vaincre la droite et l'extrême droite, l'opportunisme, Macron, les institutions de la Ve République, le capitalisme.

Les partis du mouvement ouvrier se sont toujours construits par le haut. Or, si on se coupe des intellectuels et des classes moyennes, on se condamne à ne jamais permettre que de nouveaux dirigeants émergent pour construire le parti qui nous fait tant défaut.

En complément. On ne peut pas transiger sur certains principes, désolé.

POID (Facebook) -13 novembre 2018 – La chaîne américaine CNN annonce qu'elle attaque en justice la Maison Blanche, pour avoir retiré la semaine dernière l'accréditation d'un de ses journalistes après un échange houleux avec Trump. La décision de retirer l'accréditation du journaliste a été prise sur la base du contenu de sa couverture et porte atteinte au premier amendement sur la liberté d'expression, a déclaré l'avocat de CNN.

LVOG - Le POID reproduit complaisamment la fausse information de l'avocat de CNN. Ils en sont là au POID, et ils prétendent défendre le trotskysme, quelle honte ! Il se trouve que j'ai traité cette info dans la causerie du 11 novembre que je reproduis intégralement, ce flagrant délit de désinformation ou manipulation de l'info le mérite bien.

Causerie du 11 novembre.

Un exemple de totalitarisme pris dans l'actualité.

Fabrication du consentement. Trump terroriserait les médias. France Info ou la manipulation de l'info en continu.

"CNN devrait avoir honte que vous travailliez pour eux" : échange musclé entre Donald Trump et un journaliste - francetvinfo.fr 09.11

(Non, "échange musclé" entre un journaliste agressif et Donald Trump calme.)

France Info - Alors qu'il donnait une conférence de presse au lendemain des élections de mi-mandat, Donald Trump s'est écharpé avec un journaliste de CNN.

(En réalité, Trump a été littéralement agressé par un journaliste de CNN qui ira jusqu'à refuser de rendre le micro.)

France Info - La guerre entre Donald Trump et les journalistes continue.

(En réalité, ce sont les journalistes qui ont déclaré la guerre à Trump.)

France Info - Alors qu'il donnait une conférence de presse au sujet des élections de mi-mandat, qui ont eu lieu mardi 6 novembre, le Président des États-Unis a eu un échange musclé avec Jim Acosta, un journaliste de la chaîne CNN.

(Puisque France Info insiste lourdement, répétons-le, c'est le journaliste Jim Acosta de la chaîne CNN qui a eu un "échange musclé" avec le Président des États-Unis.)

France Info - Ce dernier désirait interpellier Donald Trump sur ses déclarations au sujet de la "caravane" des migrants, qu'il avait qualifiée "d'invasion". "Pourquoi l'avez-vous qualifiée ainsi ?", demande le journaliste. "Parce que je considère que c'est une invasion", répond Donald Trump. Il continue : "Je veux bien qu'ils viennent dans notre pays, mais ils doivent le faire légalement. Vous savez Jim, ils doivent suivre des règles."

(La réponse de Trump fut très apaisée, normale. Il a le droit de ne pas partager la position d'un journaliste et vice versa.)

France Info - Après un bref échange durant lequel Donald Trump campe sur ses positions et n'écoute pas les questions du journaliste, le Président en vient rapidement aux attaques personnelles.

(Pourquoi Donald Trump n'aurait-il pas le droit de "camper sur ses positions" ? Pourquoi devrait-il absolument adopter celles de ce journaliste ? Ensuite, Trump a enchaîné face à cet excité en gardant son sang-froid, ce qui a le don de rendre fou les psychopathes, en aucun cas il ne lui a adressé des attaques personnelles, il a simplement caractérisé son comportement, mais c'est un crime pour France Info.)

France Info - "Je pense que vous devriez me laisser diriger le pays et vous CNN. Et si vous le faisiez correctement, vos audiences seraient bien meilleures", pense-t-il conclure. (Où est l'agressivité de Trump ?)

France Info - Alors qu'il refuse de rendre le micro, Jim Acosta se voit rapidement insulté par le Président. "Ça suffit, rendez le micro !", s'agace-t-il. "CNN devrait avoir honte que vous travailliez pour eux. Vous êtes quelqu'un de mal poli, une horrible personne."

(Trump a eu raison de le traiter ainsi et il ne l'a pas insulté, ce journaliste n'avait pas à monopoliser le micro puisque Trump avait répondu à ses questions.)

France Info - Après la conférence de presse, la Maison Blanche a annoncé la suspension, jusqu'à nouvel ordre, de l'accréditation de Jim Acosta.

(J'en aurais fait autant, à ceci près je l'aurais fait virer manu militari !)

France Info - Depuis son élection, le 45ème Président des États-Unis entretient de mauvaises relations avec une partie des médias américains, à l'image du New York Times ou encore du Washington Post, privilégiant largement des médias conservateurs tels que Fox News pour ses sorties médiatiques. Mais la guerre avec CNN reste de loin la plus violente. francetvinfo.fr 09.11

(Depuis l'élection de Trump, ce sont les médias américains, porte-parole de Clinton qui était la candidate de l'Etat profond, qui le harcèlent quotidiennement.)

([https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/presidentielle/donald-trump/video-cnn-devrait-avoir-honte-que-vous-travailliez-pour-eux-echange-muscle-entre-donald-trump-et-un-journaliste_3025979.html#xtor=AL-79-\[article_video\]-\[connexe\]](https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/presidentielle/donald-trump/video-cnn-devrait-avoir-honte-que-vous-travailliez-pour-eux-echange-muscle-entre-donald-trump-et-un-journaliste_3025979.html#xtor=AL-79-[article_video]-[connexe])) Fin.

Dites donc au POID, vous ne pourriez pas migrer aux Etats-Unis, vous pourriez vous faire embaucher chez CNN, au Washington Post ou au New York Times...

Epilogue.

- La Maison blanche rend son accréditation à CNN - Reuters 20 novembre 2018

La Maison blanche a rendu lundi son accréditation au correspondant de CNN Jim Acosta, qui lui avait été retirée après un vif échange avec Donald Trump lors d'une conférence de presse du président américain au lendemain des élections de mi-mandat du 6 novembre. Reuters 20 novembre 2018

Fake news. Là aussi le POID n'est jamais en reste.

Chacun sait ou devrait savoir que les victimes des guerres que l'impérialisme américain et ses vassaux occidentaux et sunnites mènent au Moyen-Orient depuis 20 ans ont fait plus d'un million de morts, rien qu'en Irak quelque 500.000 enfants étaient morts suite à l'embargo sur les produits pharmaceutiques. Cela n'a pas empêché le POID de reproduire un rapport états-unien réduisant ce nombre de morts de moitié.

Rappelons que le POI et le POID partagent la version frauduleuse du 11-septembre de Bush qui a servi de prétexte à toutes ces guerres qui n'en finissent pas de faire quotidiennement des victimes innocentes et des destructions innombrables, de briser la vie de dizaines de millions de travailleurs et leurs familles.

La Tribune des travailleurs - 8 novembre 2018 – Au lendemain des attentats du 11-Septembre, l'administration Bush avait annoncé une « guerre contre le terrorisme ». Près de vingt ans plus tard, ces campagnes militaires en Irak, en Afghanistan et au Pakistan ont fait un demi-million de morts, selon le rapport de l'Institut Watson pour les relations internationales de l'université Brown (Rhode Island) aux Etats Unis qui évoque un bilan de 480.000 à 507.000 morts. Ce nouveau bilan « montre une augmentation de 110.000 par rapport au précédent », rendu public en août 2016.

Incroyable, n'est-ce pas ? Dégueulasse, excusez-moi !

[Quelques articles, infos et positions du 18 au 23 décembre.](#)

Quatre figures montantes du mouvement des Gilets jaunes - Leparisien.fr 18 novembre 2018

Ils ont pris la tête d'un mouvement local ou poussent à de nouvelles mobilisations. Portrait de quatre figures émergentes au sein des Gilets jaunes partout en France.

Parce qu'ils sont révoltés, qu'ils ne s'en sortent plus, ou parce qu'ils ont toujours été engagés et se sont imposé naturellement auprès des manifestants, ils ont émergé auprès des médias et des pouvoirs publics. Portrait de quatre personnalités parmi les Gilets jaunes.

LAËTITIA DEWALLE (Val-d'Oise) : « Ni un parti, ni un syndicat »

Laëtitia Dewalle est la porte-parole des Gilets jaunes dans le Val-d'Oise.

Cette porte-parole n'a pas hésité à passer la nuit de samedi dans sa voiture. Dans la journée, près de 150 personnes avaient accompagné Laëtitia Dewalle, 37 ans, lors de l'opération escargot sur l'A15 et dans tout le département. « Nous voulons occuper le terrain jour et nuit », martèle cette habitante de Pontoise. Mère de trois enfants, la jeune autoentrepreneuse, qui n'avait pas manifesté depuis le lycée, a rejoint le mouvement via Facebook. « Les Gilets jaunes ne sont ni un parti ni un syndicat, mais nous allons essayer d'établir une liste de revendications communes. » Une certitude : « Le 17 novembre n'a été qu'un début, affirme-t-elle. On attend que les corps professionnels, comme les forains, prennent le relais dans la semaine. Et nous reprendrons le flambeau le week-end prochain. Il faut maintenir une pression quotidienne sur le gouvernement ».

MALEK MAHIEU (Nord) : « J'ai toujours aimé la politique »

Malek Mahieu est administrateur d'un groupe Facebook dans le Nord

Porte-voix au poing, Malek Mahieu est de ceux qui ont harangué les Gilets jaunes venus manifester samedi à Lille (Nord). Cet étudiant de 20 ans, futur aiguilleur du rail, est à l'origine de la manifestation, organisée entièrement sur Facebook, qui a rassemblé un millier de personnes en marge des blocages autoroutiers.

« J'ai pensé aux personnes qui n'ont pas de moyen de transport, mais qui avaient eux aussi envie faire entendre leur ras-le-bol », retrace le jeune homme, qui s'est senti « tout de suite concerné » par les Gilets jaunes et leurs revendications. « J'ai toujours aimé la politique, même si je ne suis engagé dans aucun parti ou syndicat, et quand le mouvement a commencé à émerger, je me suis retrouvé dans leur colère. Il va falloir que le gouvernement nous entende, parce qu'on ne faiblira pas, on va s'organiser pour durer », prévient Malek Mahieu, qui annonce de nouveaux blocages dans la région. Selon lui, le groupe Facebook des Gilets jaunes du Nord, dont il est devenu administrateur, compte 10 000 membres et enregistre 1000 nouvelles adhésions par jour.

MÉLODIE MIRANDELA (Seine-et-Marne) : « A un mois et demi de Noël, je ne sais toujours pas comment faire »

Elle n'était pas, au départ, à l'origine des rassemblements dans la capitale. Mais, samedi, Mélodie Mirandela est rapidement devenue l'une des figures des manifestations parisiennes. Car, à 35 ans, cette mère de famille crève l'écran. « C'est parce que j'ai une grande gueule », lâche-t-elle. Et un peu de culot, aussi.

Affirmant être non partisane et n'avoir jamais véritablement manifesté, elle n'a pas hésité, samedi, à participer activement au blocage des Champs-Élysées, au nez et à la barbe des CRS. Ce dimanche, rebelote : avec sa fille de 12 ans, elle a initié un blocage de la Francilienne du côté de Pontault-Combault (Seine-et-Marne). Et pourquoi ? Pour son pouvoir d'achat. « On est taxé de partout, à un mois et demi de Noël, je ne sais toujours pas comment faire pour acheter des cadeaux à mes enfants ! »

ERIC DROUET (Seine-et-Marne) : à l'origine du mouvement

Eric Drouet est celui qui a lancé le mouvement dans toute la France.

L'idée des blocages un peu partout en France par des Gilets jaunes le 17 novembre, c'est lui. Éric Drouet, un chauffeur routier de Melun (Seine-et-Marne) et père de famille âgé de 33 ans, vient d'annoncer la suite du mouvement sur les réseaux sociaux.

Il a créé ce dimanche après-midi un événement Facebook intitulé « Acte II : toute la France à Paris !!! ». Il donne ainsi rendez-vous aux Gilets jaunes samedi 24 novembre place de la Concorde, à Paris. Ce dimanche à 19 heures, 11 000 personnes s'étaient déjà inscrites sur Facebook au grand rassemblement national des Gilets jaunes au « Samedi jaune » du 24 novembre. Et 81 000 se disaient intéressées par l'événement.

Membre d'une association de passionnés d'automobile, Muster Crew, Eric Drouet s'était placé dès la rentrée de septembre dans le sillage de Priscillia Ludosky, cette habitante de Savigny-le-Temple, près de Melun, qui a lancé la fameuse pétition contre la hausse des taxes sur le prix du carburant qui a recueilli près d'un million de signatures ce dimanche soir.

Mais mardi matin, sa prestation sur le plateau de « Bourdin Direct », sur BFMTV a divisé les organisateurs du mouvement. Face à un Jean-Jacques Bourdin offensif, redoublant les questions sur les objectifs des Gilets jaunes, Eric Drouet, qui sortait d'une nuit de travail, n'a pas convaincu jusque dans son camp. Depuis, il se tient en retrait de la scène médiatique et ne répond plus au téléphone. Leparisien.fr 18 novembre 2018

France Info - Dimanche, une préoccupation revenait dans la bouche de tous les Gilets jaunes encore en action : comment préparer l'avenir et structurer ce mouvement né sur les réseaux sociaux, sans leader identifié qui pourrait être un interlocuteur pour le pouvoir exécutif ? France Info 18.11

LVOG - Comment diluer la colère des masses, droitiser leur mobilisation en y associant des éléments ennemis (associations, ONG) du mouvement ouvrier...

- NPA - Après le 17 novembre, prolonger la colère contre Macron et le gouvernement des riches - 17 novembre 2018

- Dans les jours qui viennent, il va falloir mettre en mouvement le mouvement social, syndicats, associations et partis politiques, pour qu'ils donnent des prolongements à cette colère en initiant des mobilisations pour le pouvoir d'achat, une augmentation générale des salaires et pensions, la suppression des mesures fiscales qui frappent les classes populaires, contre la politique de Macron en faveur du Medef et des plus riches.

LVOG - Dégagez Macron, Philippe prendra le relais !

Tendance Claire du NPA - Nous devons engager, à tous les niveaux, la bataille pour imposer aux directions syndicales un plan de bataille contre le gouvernement. Pour dégager Macron, il ne faut rien de moins qu'une grève générale, indispensable pour bloquer les profits. C'est un mouvement de l'ampleur de Mai 68 qui est nécessaire, mais un mouvement qui cette fois-ci aille jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à dégager non seulement Macron mais aussi le pouvoir des capitalistes et de leurs laquais, avec la mise en place d'un gouvernement des travailleurs/ses.

LVOG - Sans parti pour guider les masses, définir les tâches qu'elles auraient à accomplir, les objectifs politiques qu'elles devraient se fixer, et surtout sans une analyse claire de la situation, des rapports entre les classes, etc. un pure numéro d'illusionnistes gauchistes.

LVOG - Pour une société capitaliste à visage humain. Raison de plus pour s'opposer à ce mouvement.

- NPA - Contre les violences sexuelles et sexistes, construisons un mouvement féministe massif et international !

-" Les violences sexistes et sexuelles sont un phénomène massif.

Elles touchent toutes les femmes. NPA.

LVOG - Désolé, nous ne défendons pas les droits de "toutes les femmes". Nous n'avons rien en commun avec la milliardaire propriétaire d'Oréal ou la présidente en exercice du FMI.

Nous défendons les droits des travailleurs de notre classe sans distinction de sexe, de race, de croyance, etc. Nous luttons contre toutes les discriminations dont ils font l'objet dans l'unique perspective d'en finir avec le capitalisme qui est incompatible avec l'exercice de leurs droits légitimes ou de la démocratie.

Notre combat politique ne peut se situer que dans cette perspective et notre tactique doit y être subordonnée, dans le cas contraire nous serions amenés à admettre que le capitalisme aurait encore à jouer un rôle progressiste dans l'histoire, prétention grotesque alors qu'il s'évertue quotidiennement à démontrer qu'il en est totalement et irrémédiablement incapable partout dans le monde semant le chaos, la haine, la violence aveugle, la barbarie, la destruction, le désespoir...

Si nous luttons pour des réformes sociales, pour que les travailleurs obtiennent de nouveaux droits sociaux ou politique, si nous défendons tous nos acquis ou toutes nos conquêtes sociales, ce n'est pas pour que certaines générations en profitent et d'autres non dans le présent comme dans le futur, ce n'est pas pour que certaines couches de travailleurs bénéficient d'un statut supérieur, tandis que dans l'avenir ils en seront privés, nous refusons que des générations de jeunes et de travailleurs soient sacrifiées, nous refusons que les générations à venir soient vouées à subir un sort pire que les générations précédentes, fidèle à notre conception de la lutte de classe, à l'unité qui cimente notre classe toutes générations confondues présentes, passées et à venir, conformément aux besoins et aux aspirations à la justice sociale que partagent l'ensemble des travailleurs, c'est uniquement dans la perspective d'en finir avec le capitalisme que nous devons mener notre combat politique, rien ni personne ne doit nous détourner de cet objectif, nous devons dénoncer, rejeter et combattre impitoyablement toute manoeuvre destinée à nous en écarter et à nous diviser, car seuls unis nous vaincrons.

Si nous en sommes là aujourd'hui, c'est parce que le mouvement ouvrier a rompu avec cette conception révolutionnaire de la lutte de classe. Malheur à ceux qui n'en auraient pas conscience, car ils oeuvreraient contre leur propre camp ou favoriseraient les plans de nos ennemis !

Quand le mouvement ouvrier adopte l'agenda de l'oligarchie où accepte qu'elle lui dicte ses tâches.

De plus, c'est l'oligarchie et ses idéologues qui ont introduit ce facteur à l'échelle mondiale dans la lutte des classes, afin de briser tous les rapports qui existaient dans les sociétés y compris les cultures des peuples à partir desquelles ils résistent à l'agression du néolibéralisme, y compris contre les guerres impérialistes ou néocoloniales.

Nous condamnons cette opération destinée uniquement à briser cette résistance, à diviser et à dresser les membres de la classe ouvrière et des classes moyennes les uns contre les autres, alors que leur unité est indispensable pour vaincre nos ennemis et mettre un terme à tous les maux qui les accablent, et dont la responsabilisation repose sur l'existence du capitalisme ainsi que ceux qui en sont les agents au sein du mouvement ouvrier.

- L'exaspération est générale : La riposte se doit d'être générale ! - frontsocialuni.fr 19 novembre 2018

- L'absence de stratégie de mobilisation générale de la part des directions syndicales et politiques empêche notre camp de devenir une force capable de regrouper tous ceux et toutes celles qui subissent les mauvais coups du capitalisme et permet à l'extrême droite de tenter de détourner une colère légitime vers des objectifs nauséabonds.

- Nous appelons donc le 15 décembre à une grande manifestation nationale à Paris de l'Elysée au Medef qui désigne les vrais responsables afin que l'ensemble de notre camp reprenne toute sa place, amorce le tournant de la reconquête de tous les acquis qui nous ont été volés et entraîne ainsi par sa détermination tous les exploités et opprimés vers une société plus juste, plus humaine et plus fraternelle. frontsocialuni.fr 19 novembre 2018

- Le mouvement des Gilets jaunes s'étend en France, en Belgique et en Bulgarie - Réseau Voltaire 21 novembre 2018

Alors que le mouvement est pacifique, des violences ont éclaté de manière sporadique sans que l'on puisse distinguer si elles proviennent de manifestants ou de provocateurs. Elles sont largement rapportées par les principaux médias qui tentent ainsi de discréditer ce mouvement.

Le mouvement n'a pas d'organisation et se propage via Internet. Il mobilise principalement les classes moyennes, d'abord dans les zones rurales, et désormais également dans les villes. Il s'insurge contre une pression fiscale excessive. Réseau Voltaire 21 novembre 2018

- Une colère très politique par Alain Benajam - Réseau Voltaire 21 novembre 2018

La plupart des États membres de l'Union européenne poursuivent une hausse régulière de leurs prélèvements sociaux afin de payer une dette mystérieuse accumulée depuis les années 70.

Les Français semblent vouloir prendre en main leur propre destin et il y avait urgence. Le monde politico-médiatique ne pouvait plus rien pour lui que de lui lancer sa haine.

Il y a urgence car notre pays s'appauvrit à très grande vitesse selon une inexorable spirale déflationniste

La désindustrialisation de la France est massive, moi même ayant toujours travaillé dans l'industrie, je m'aperçois aujourd'hui que nombre de savoir-faire disparaissent avec les industries qui les supportaient et ce autant dans les industries mécaniques jadis fleuron de l'industrie française que dans les industries de l'électronique.

Une dette inique et inutile, obligatoirement appliquée à la France pour le rapport des intérêts qu'elle doit payer aux marchés financiers alourdit l'ensemble de la fiscalité française comme on le voit.

Il n'y a pas si longtemps la richesse française —et donc sa capacité de pouvoir supporter la dette— était soutenue par une florissante industrie. Celle-ci s'étant effondrée au profit de la Chine, ce ne sont plus que les classes moyennes qui doivent faire face à la pression financière. Dans le même temps la consommation s'écroule, les services de santé qui étaient parmi les meilleurs du monde sont également en passe de s'écrouler tout comme l'ensemble des services publics et du système éducatif.

Afin de parfaire la casse du système social français, un flot migratoire est organisé afin que des gens venant de toutes parts puissent sagement offrir leur force de travail à bas prix à la place des Français.

Les tenants du pouvoir, représentant en France le grand capital mondialiste et spéculateur, entretiennent une classe de « petit marquis » qui monopolise l'information et les médias en général. Celle-ci ne peut que déverser sa haine du peuple et ne proposer que la censure pour tenter d'endiguer les mécontentements.

Cela faisait très longtemps qu'un divorce aussi profond ne s'était pas creusé entre les élites intellectuelles et médiatiques et le peuple de France.

Le peuple de France a ainsi perdu confiance dans tout ce qui paraît être une institution, voyant même en elle une ennemie.

Le mouvement des « Gilets jaunes » se voulant apolitique au sens politicien du terme, alors qu'il est très politique au sens citoyen du terme, a rejeté l'appui de syndicats et de parti politiques déconsidérés. Il tape pourtant juste et fort contre la fiscalité inique, fiscalité dont la source est justement la dette, non pas la dette en soi qui est virtuelle, mais les intérêts qui doivent en être payés. Ce mouvement est inédit car utilisant un nouveau modèle d'organisation sociétale, le réseau et ses supports que sont les réseaux sociaux.

Que peut faire le pouvoir d'autre que de la répression et de la censure ? Il ne peut baisser les taxes sans faillir devant les marchés financiers, un modèle de faillite comme celui de la Grèce se met en place. Mais les Français accepteront-ils de subir le même sort que les Grecs. Cela n'est pas si sûr. Ce qui nous est proposé, c'est une normalisation dans une tiers-mondisation. Après avoir connu la prospérité à l'issue des « 30 glorieuses », les Français accepteront-ils de subir une paupérisation dont les limites sont insondables ?

Des hommes politiques nouveaux vont ils émerger de cette révolte ? Un système politique nouveau va t-il également en émerger car celui qui nous affecte nous a conduit directement au désastre.

Le peuple de France doit arracher le pouvoir à l'oligarchie mondialiste et à ses représentants « français ».

Cela ne sera pas simple, mais nous sommes le peuple et celui-ci, uni, ne peut être vaincu.

Il est évident que tout ceci ne fait que commencer et la juste colère populaire ne peut s'éteindre. Réseau Voltaire 21 novembre 2018

- Gilets jaunes et dérapages: la gauche sur une ligne de crête - l'express.fr 22.11

"Je sais qu'au milieu d'un mouvement comme celui-là, il y a tout et son contraire, il y a le meilleur et le pire de l'homme", a résumé ce jeudi François Ruffin.

Ces incidents interrogent particulièrement la gauche. Tirillées sur le fond, la plupart des formations politiques de gauche ont fini par soutenir les actions contre la hausse du diesel du 17 novembre. Certaines avec force, comme LFI, d'autres avec plus de modération, comme le Parti socialiste. Elles tentent désormais de trouver un équilibre précaire: soutenir la "colère populaire" tout en se dissociant de débordements qui heurtent leur ADN idéologique.

Le secrétaire national du Parti communiste Pierre Laurent a tenté ce jeudi de résoudre cette subtile équation. "Je vois avec inquiétude ces incidents. Il y a des forces politiques et des militants qui essaient d'instrumentaliser cette colère populaire, a-t-il admis sur France Inter. Mais je ne confonds pas la colère populaire sur le pouvoir d'achat à l'origine de ce mouvement et les instrumentalizations politiques." Olivier Besancenot ne dit pas autre chose. Le membre du NPA a évoqué dès lundi sur BFMTV

des "dérapages racistes inacceptables", tout en prenant soin de les isoler. "Je crois que c'est pas la majorité ce mouvement (...)
La violence politique est du côté du gouvernement. Le seul interlocuteur de ce mouvement est le ministère de l'Intérieur."

Secrétaire national du PS à la transition écologique, Jean-François Debat a été personnellement informé d'incidents racistes ou homophobes lors de manifestations. "C'est une réalité, mais pas une généralité, assure-t-il à L'Express. Dans cette mobilisation, on trouve aussi une partie de la France qui n'a pas voté Emmanuel Macron au second tour de la présidentielle." Le maire de Bourg-en-Bresse ne souhaite pas pour autant disqualifier cette grogne. "Ces incidents ne signifient pas pour autant que la colère populaire ne peut pas être comprise (...) Au PS, nous soutenons les Français qui manifestent pour le pouvoir d'achat, mais nous ne sommes pas associés au mouvement."

Fervent soutien de la mobilisation, la France insoumise refuse également de se pincer le nez. S'il regrette certains "actes isolés", le député du Nord Ugo Bernalicis juge qu'il "faut prendre ce mouvement en bloc". "On ne peut pas dire que le peuple doit se réapproprier les choses et rejeter ce mouvement à cause de ces incidents", estime-t-il. lexpress.fr 22.11

- Sondage : de plus en plus de Français soutiennent le mouvement des «gilets jaunes» - LeFigaro.fr
23 novembre 2018

Près de 8 Français sur 10 trouvent légitime l'appel à bloquer Paris ce samedi, révèle un sondage Odoxa pour Le Figaro et Franceinfo.

Ni les risques d'attentat terroriste agités par le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, ni l'inventaire à la Prévert de débordements relatés par les élus LaREM dans les médias n'auront suffi. Non seulement les Français ne se détournent pas des «gilets jaunes», mais ils sont encore plus nombreux à trouver justifiée leur mobilisation.

Preuve de l'échec de la récente stratégie de diabolisation du mouvement adoptée par le gouvernement, 62 % des sondés refusent de qualifier les «gilets jaunes» de «violents». Une grande majorité préférant les caractériser comme «populaires» (81 %), «courageux» (77 %), engagés dans «une lutte pour l'intérêt général» (78 %). Si les modes d'action à venir font débat dans les rangs du mouvement, deux Français sur trois (66 %) appellent à ce que la mobilisation se poursuive, catégories populaires en tête (78 %). Et ce, même s'ils sont une majorité à relativiser leur efficacité. 56 % des sondés expriment ainsi des doutes quant à la capacité des «gilets jaunes» d'arracher de nouvelles concessions au gouvernement, susceptible de produire de réels effets sur le pouvoir d'achat. LeFigaro.fr 23 novembre 2018

- Mobilisation en recul pour la cinquième journée des "gilets jaunes" - AFP 21 novembre 2018

Le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner a, lui, dénoncé la "dérive totale" des manifestations, pointant une "radicalisation" et "un très, très grand nombre de blessés". Même si "le mouvement s'effrite", "nous avons face à nous des militants qui ont de plus en plus envie d'en découdre avec les forces de l'ordre et des automobilistes", a abondé en soirée son secrétaire d'État Laurent Nuñez.

"Dialogue" mais "constance et détermination": le gouvernement a tenté mardi de mettre fin au mouvement des "gilets jaunes", dont il a déploré la "radicalisation" au quatrième jour d'actions ciblant notamment autoroutes et dépôts pétroliers.

Quelques heures plus tard, Edouard Philippe - qui avait parlé d'« anarchie » dimanche - en a remis une couche lors de la réunion de groupe des députés LREM : « J'ai noté tout au long de la journée de samedi une forme de crispation avec des éléments de plus en plus virulents. On a un sujet d'ordre public », a-t-il martelé.

Avant de rappeler à l'Assemblée que la manifestation programmée samedi devait être déclarée. « Quand les gens sont dans l'injure, dans l'insulte, il n'y a pas à avoir de complaisance. Et le bilan des blessés est dramatique », justifie Matignon.

"On est déterminés et on restera. On sera les derniers à Calais mais on tient bon", a affirmé à l'AFP Romuald, âgé d'une vingtaine d'années, participant à une action mercredi matin sur l'A16.

Le président du Sénat s'est dit aussi "inquiet par la radicalisation" du mouvement des "gilets jaunes". "On part de sujets qui sont des sujets légitimes, que nous entendons, qui sont la vérité sur la taxation, sur la mobilité, sur la CSG, et puis on en vient à savoir s'il faut un référendum sur la légitimité du président de la République, ce n'est pas ma conception des choses", a-t-il critiqué.

Mais sur les barrages, certains s'interrogent: faut-il continuer à bloquer coûte que coûte ou se concentrer sur "l'Acte 2" du mouvement, une manifestation nationale samedi à Paris?

Des appels à un grand rassemblement place de la Concorde circulent. Plus de 30.000 personnes se sont déclarées "participants" à cet événement créé sur Facebook, et près de 200.000 "intéressées".

Cette manifestation ne sera pas interdite mais elle ne pourra pas se tenir sur la place de la Concorde pour des raisons de sécurité,

a assuré Laurent Nuñez, répétant l'appel à déclarer cette manifestation auprès de la préfecture de police pour trouver un lieu "plus "sécuré"".

Plusieurs leaders politiques entendent se joindre à cette journée. Le chef de file de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, a indiqué que ses militants y participeraient.

Côté syndical, seule la fédération FO des transports et de la logistique a appelé à se joindre aux "gilets jaunes" pour obtenir une "augmentation du pouvoir d'achat".

Ce mouvement sans leader connu est soutenu par près des trois quarts des Français, selon plusieurs sondages. D'abord concentrés sur la hausse du prix des carburants, les motifs de griefs se sont ensuite élargis à une dénonciation plus globale de la taxation et de la baisse du pouvoir d'achat. AFP 21 novembre 2018

huffingtonpost.fr 21 novembre 2018 - Vrai succès populaire, les blocages nationaux commencés le samedi 17 novembre sont en effet émaillés de nombreux incidents plus ou moins graves. Deux personnes ont trouvé la mort en marge de ces rassemblements. Depuis, les débordements violents racistes ou homophobes se multiplient, au risque de brouiller les messages portés par le plus grand nombre des gilets jaunes modérés.

Un lourd bilan qui contraint les Français mobilisés à tenter de s'auto-discipliner. Et comme depuis le début de la grogne, c'est sur Facebook que les choses se passent. Hétéroclite à souhait, le mouvement tire sa force - mais également sa faiblesse - des réseaux sociaux. Né spontanément, sans aucun cadre syndical ni politique, le mouvement ne peut compter sur des organisateurs "professionnels" pour baliser les actions ni faire valoir une certaine homogénéité des profils et des idéaux. Ainsi, les pacifistes militent aux côtés des manifestants radicaux.

En revanche, n'importe quel participant peut apporter sa pierre à l'édifice via les innombrables groupes Facebook dédiés à la cause et ainsi toucher une large audience pour promouvoir une vision modérée du mouvement

Ainsi, depuis plusieurs jours, les appels au calme et au respect des citoyens fleurissent sur les pages principales de la mobilisation. Le groupe "nous gilets jaunes", qui regroupe plus de 15.000 citoyens en colère, s'est fait une spécialité de relayer la bonne parole. Dans la publication ci-dessous, l'administrateur de la page dresse une liste de plusieurs commandements. À savoir: "sois aimable, laisse ton concitoyen passer, souris, couvre les caméras des radars de graisse."

D'autres se montrent beaucoup plus virulents à l'égard de leurs camarades. Et les recommandations ne se bornent pas uniquement au caractère pacifique des actions. "Les crétins complètement bourrés dégagez" a par exemple écrit cet internaute sur la page "17 novembre haute-marne", visiblement agacé par les images de gilets jaunes alcoolisés sur les points de blocage.

Un groupe dédié à la promotion des règles de bonne conduite a même vu le jour ce mardi 20 novembre. Baptisé "Leadership Gilets Jaunes", il a notamment pour but de "réduire voire supprimer les violences." "Nous, Français, nous savons faire les choses bien, dans la paix, la bienveillance, et l'intérêt général. Choisissons-le encore!", écrit le créateur de la page.

De nombreux appels au calme qui se conjuguent avec une tentative de transformer le mouvement. Conscients de l'ambivalence de leurs actions - consistant à bloquer et pénaliser tous les citoyens pourtant majoritairement favorables au mouvement - certains gilets jaunes veulent désormais se tourner vers les symboles de l'État et surtout paralyser l'économie.

Un message, dont il est difficile d'en retrouver l'origine, circule d'ailleurs sur de nombreux groupes ou événements dédiés au mouvement. "La méthode utilisée n'est je pense pas la bonne! Arrêtons tout de suite ces blocages qui ne bloquent que les citoyens désirant aller travailler. La cote de popularité ne fait que descendre il suffit de voir les commentaires des gens sur Facebook et aux radios", explique, en partie, le texte recopié de pages en pages.

Ainsi, de nombreux messages fleurissent pour inciter les citoyens en colère à bloquer les centres de collecte d'impôts, les préfectures ou les péages pour rendre la route gratuite aux usagers. Certains appellent même à un boycott national du Black Friday. Une façon de ne pas pénaliser d'avantage ces Français qui partagent leur indignation sans toutefois se mobiliser. Reste désormais à savoir quels échos trouveront ces nouvelles consignes sur le terrain, alors que la mobilisation semble plus éclatée que jamais. huffingtonpost.fr 21 novembre 2018

[Seconde partie.](#)

[Lu dans un article publié par la tendance Claire du NPA.](#)

- "Liberté pour ceux qui veulent voyager et s'installer, un point c'est tout."

(Retour sur la rencontre entre la Tendence Claire et le Club Politique Bastille - 10 novembre 2018)

Tous les intervenants furent unanimes : "Un point c'est tout".

LVOG - Discours de petits bourgeois à l'esprit étroit qui n'ont même pas conscience de figurer parmi une infime minorité de nantis qui peuvent "*voyager et s'installer*" où bon leur semble pratiquement n'importe où dans le monde.

En lisant cela, au fin fond d'un petit village en Inde du Sud, je me suis demandé dans quel monde ces gens-là vivaient-ils.

Car ils semblent ignorer qu'en dehors des pays dominants qui représentent une minorité des pays qui existent dans le monde (près de 200), dans tous les autres pays, donc l'immense majorité, si vous n'êtes pas un nantis, vous n'obtiendrez jamais un visa pour la France ou un des pays de l'UE, les Etats-Unis, etc., hormis au compte-gouttes pour poursuivre des études et dans quelques cas particuliers qui confirment la règle, règle qui existe depuis plus d'un siècle.

Ces gens-là sont de dangereux apprentis sorciers. Ce sont tous des intellectuels de haut niveau, mais je les considère comme des crétins finis.

Accordez le droit aux 3,5 milliards d'Indiens, Chinois, Indonésiens, Pakistanais, Bangladeshi, Vietnamiens, etc. d'obtenir un visa pour la France et je vous garantis que plus de la moitié seront du voyage. Venez donc ici, dans mon village, demandez à n'importe quel Indien croisé sur votre chemin s'il préférerait rester en Inde ou partir vivre en France si on lui en fournissait la possibilité, en 22 ans, hormis à Pondichéry quelques Indiens des classes supérieures qui ont un statut de seigneur ou d'esclavagiste, je n'en ai jamais rencontré un seul Indien qui voudrait rester en Inde. Vous me direz, pourquoi les nombreux touristes chinois, indiens qui visitent la France ne restent-ils pas en France ? Après avoir été faire leurs emplettes sur les Champs-Élysées, avenue de l'Opéra, parce que ce sont des nantis qui auraient plus à y perdre qu'à y gagner.

Même si demain nous parvenions au pouvoir, nous serions obligés de conserver ce règlement. Nous rétablirions toutes les frontières de l'hexagone et nous renforcerions encore les contrôles, parce que nous n'aurions pas le choix. Il n'y a que de furieux gauchistes ou des ignorants pour imaginer le contraire. Répétons-le ces gens sont dangereux, ne les écoutez pas.

Sous le règne de l'inquisition.

- La nouvelle plaie du politiquement correct par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 07 novembre 2018

Extrait.

Ceux qui considèrent avoir le droit à la parole, aujourd'hui, confondent volontairement ou involontairement (consciemment ou inconsciemment) les styles, les genres, les choses dans leur ensemble, à partir du moment où ce qui est dit ne correspond pas à leur a priori ou à leurs intérêts égocentriques.

Un pamphlet, une satire, une critique, sont acceptables tant que tout cela est fait dans l'ordre des choses : c'est-à-dire au profit du monde des dominants et des prédominants dans le cercle fermé des élites qui se sont emparées de tous les pouvoirs en affirmant ouvertement qu'elles ne désirent pas du tout les partager. Selon les élites au pouvoir, ne « pas partager le pouvoir démocratiquement » signifie refuser de jouer le jeu du « populisme »!

La manipulation des opinions publiques est devenue quelque chose de délirant et qui a atteint un point dont on n'aurait jamais pu imaginer l'ampleur encore il y a une décennie! Lorsque tout le monde se dit, crie ou affiche « je suis Charlie » et que tout de suite après vous en tirez des conclusions logiques en proposant donc une réflexion objective, critique, philosophique, sur la situation politique actuelle, vous découvrez brutalement que, si vous ne soutenez pas inconditionnellement l'ordo-libéralisme actuel et ses idéologues, votre proposition sera interdite, rejetée, sanctionnée, censurée, empêchée, poursuivie, condamnée. C'est déconcertant, mais pourtant la réalité actuelle au sein d'une société vraiment désorientée!

C'est ainsi que vous avez en Occident une corporation d'inquisiteurs dont le travail consiste à censurer et sanctionner tout ce qui n'est pas « politiquement correct ». (...)

Les élites au pouvoir ne tolèrent pas la pensée libre et dissidente, qu'ils censurent donc sans états d'âme. Si vous ne partagez pas l'idéologie du fascisme ultra libéral et ne vous soumettez pas aux élites qui l'imposent partout dans le monde et à tous les niveaux, vous êtes violemment rejeté, écarté de l'accès à toute parole. (...)

Même si vous voulez continuer à faire entendre votre parole, un autre son que celui du « politiquement correct », les lieux de réunion vous sont fermés et interdits.

C'est aussi le cas pour toute personne compétente qui veut organiser une conférence d'information sur la Syrie : il est interdit en France de parler de la Syrie, car le discours officiel est un mensonge destiné à protéger un crime d'Etat perpétré sur le peuple Syrien arbitrairement martyrisé par l'intermédiaire de ses mercenaires de DAECH aux ordres et « faisant du bon boulot ». Hors de question de permettre à qui que ce soit de parler dans l'hexagone sur cette réalité qui doit rester dans le brouillard de la manipulation médiatique exécrationnelle qui est pratiquée sans vergogne par les médias aux mains des milliardaires protecteurs de la perversion ultra libérale régnante. Pour le Yémen c'est la même chose : ces peuples, syrien et yéménite, ont eu le tort de n'avoir pas accepté la loi du pillage pratiqué par le néo colonialisme de l'occident et ses règles de domination au nom de la « liberté » et de la « démocratie ».

Après Natacha Polony, Eric Zemmour et Michel Onfray, c'est aussi rigoureusement la même chose qui se passe avec d'autres personnes que l'on peut aimer ou ne pas aimer, comme Dieudonné. Le pouvoir qui ne veut entendre qu'une seule voix derrière lui, va jusqu'à ceinturer, par un cordon de policiers, la salle de spectacle où se produit l'humoriste, pour empêcher l'accès aux spectateurs !!! Ce comportement dictatorial qui existe actuellement en France est pire que tout ce qui peut se passer dans une dictature, car il se fait en pleine hypocrisie: il n'y a aucune explication donnée à ce comportement totalitaire ni de justification légale, pour la simple raison qu'il n'y en a pas. La société de droit est ouvertement bafouée et le Pouvoir considère qu'il n'a de comptes à rendre à personne! Le silence de ce Pouvoir impose sa loi de répression arbitraire sans donner d'explications, simplement parce que cet humoriste n'est pas « politiquement correct ». Nous sommes dans une apogée de l'intolérance, dans la plus totale négation de ce qui assure et caractérise la démocratie : le droit à la parole, le droit de l'exprimer, le droit de penser librement...

Inutile de dire que la « Déclaration des Droits de l'Homme » n'a plus cours en France, car les élites n'ont que haine pour ces droits qu'ils abolissent partout, dans le seul but d'imposer leur volonté qu'ils considèrent comme « compétente », les peuples étant « ignorants » et « incompetents » pour savoir ce qui est réellement bon pour eux! Dès que la parole est donnée au peuple, on est dans le « populisme »! Dès qu'un philosophe initie des gens du peuple à la philosophie, il est condamné pour « populisme », car il est sans doute dangereux d'apprendre aux gens à réfléchir et à exercer leur sens critique. Tout est fait hypocritement pour enlever à Mr Onfray le droit et la possibilité même de pouvoir continuer à faire entendre sa voix! Le message paraît clair: le peuple doit rester dans l'ignorance et se contenter d'obéir en se soumettant à la dictature d'une oligarchie au pouvoir... Comment expliquer une telle peur des élites face à tous ceux qui disent ce que le « politiquement correct » ne tolère pas? Il va de soi que les élites détiennent un pouvoir qu'il est hors de question pour elles de partager démocratiquement! La démocratie n'est pas compatible avec le pouvoir qui « se prend ». Lorsque la responsabilité de l'Etat s'exerce vraiment au nom d'un peuple, alors il n'est pas question d'un pouvoir, mais d'une autorité légitime, si elle est bien entendu exclusivement occupée par son rôle de gardienne de l'intérêt commun (de tout le peuple)...

Si l'on ne cadre pas avec l'idéologie fasciste du monde ultra libéral qui impose sa loi à tous, sans demander l'avis de personne (Cf., article du 18 mai 2017, dans mondialisation.ca : « Pourquoi l'ultra libéralisme est-il un fascisme ? »); si l'on se montre critique du système; si l'on ose attaquer la vulgate du « politiquement correct », on est traité aussitôt, au choix et selon le contexte, « d'antisémitisme », « d'homophobie », de « complotisme », de « populisme », de « racisme »...

Dès que quelqu'un fait preuve d'indépendance d'esprit, de liberté, de sens critique, on lui dit qu'il « ne détient pas les bonnes informations », qu'il est le jouet des « fake news », qu'il est naïf, « manipulé », « suicidaire », comme on l'a dit à Michel Onfray : « suicidaire nietzschéen », « délirant »... On va même jusqu'à réclamer une « expertise psychiatrique » comme cela a été fait concernant Marine Lepen et Jean Luc Mélenchon!

Il est devenu impossible de dialoguer, de débattre en France macronienne. Tout est verrouillé par la caste au pouvoir et le reste de la nation, c'est-à-dire la majorité des Français qui n'a pas voté Macron, est autorisé à se taire!

(Cf., article du 08 mai 2017 dans mondialisation.ca, auteur JYJézéquel : « Le résultat final des fausses élections présidentielles françaises ».

« ... Les voix exprimées pour Emmanuel Macron s'élèvent au nombre de : 20.630.677,00. 66,10% de 31.211.311,00 (de gens qui ont voté)= 20.630.677,00 de voix exprimées pour Macron. Le site du Ministère de l'Intérieur donne le chiffre de : 20.753.798,00 de voix pour Emmanuel Macron. Ce qui confirme une imprécision sur les inscrits du départ. Le nombre de Français inscrits et ayant le droit de vote s'élève à 47.644.602,00. Il faut donc savoir que le nombre de Français n'ayant pas choisi Macron pour président, s'élève à : 27.013.925,00 de citoyens, c'est-à-dire une écrasante majorité!... »)

Il était plus qu'évident, dans ce monde orwellien qui est devenu le nôtre, que le seul président français possible serait un pratiquant inconditionnel de la religion ultra libérale, un ultra défenseur du régime « maastrichtien » de l'UE qui se caractérise par la négation permanente de tout ce qui de près ou de loin revendique la démocratie. C'est le fondement même du pouvoir de la haute finance, dont Macron n'est qu'un représentant, et qui ne peut rien avoir en commun avec les attentes démocratiques.

Il y a de toute évidence aujourd'hui, une « criminalisation » systématique de la pensée d'opposition, qu'elle soit de droite ou de gauche. Toute pensée d'opposition est présentée comme « raciste », « populiste », « homophobe », « antisémite », « complotiste », « délirante », etc... On installe un discrédit « allant de soi », à propos de toute pensée d'opposition! Quelqu'un qui ne pense pas selon la norme du fascisme de cet ordo-libéralisme formatée par la caste des élites de l'oligarchie au pouvoir,

est condamné, rejeté, discrédité, interdit de parole, expulsé de tout accès, non seulement aux médias, mais aussi à une simple salle de conférence n'importe où dans l'hexagone! Cela se passe dans la France des « droits de l'homme! »

Il faut avouer que les Français sont tombés bien bas, en acceptant en silence le massacre de leurs valeurs républicaines traînées dans la boue par les escrocs qui les gouvernent actuellement et on se demande aussitôt à quel moment sa flamme révolutionnaire va se rallumer?

Même si je ne suis pas « nationaliste », je trouve scandaleux qu'il soit absolument interdit, actuellement en France, d'être nationaliste! La « France Insoumise » est elle aussi qualifiée de « populiste » et cette catégorie de personnes est parfaitement indésirable en France. La « France Insoumise » n'a pas le droit à la parole : on fait tout pour tuer « légalement » ce mouvement politique qui affiche son opposition déterminée au « politiquement correct ». Marine Le Pen et Jean Luc Mélenchon ont subi tous les deux des commandos de la police surarmée pour des perquisitions contestables aux sièges de leur parti, dans leur propre domicile et aux domiciles de sympathisants. On croyait ces pratiques vichystes révolues! Tout est fait pour discréditer les opposants grâce à l'appui infaillible et dévoué des médias aux mains des milliardaires veillant sur l'avenir radieux de leur business nécessitant des citoyens dociles et dressés à l'aune de l'idéologie qui permet l'enrichissement démentiel des plus riches sur le dos des plus pauvres...

L'histoire elle-même est revisitée par un Macron immature et réinterprétée dans le « bon sens » du fascisme ultra libéral. On en est là en France, à cet univers Orwellien décrit dans « 1984 » : tout ce qui n'est pas conforme à l'idéologie est sévèrement persécuté et il est même question déjà de « programmes de rééducation » des récalcitrants. Ce programme est mis en application, à travers les réformes, dans l'éducation nationale. Les diplômés ne sont accordés qu'à ceux qui se montrent dociles et bien formatés à la norme du fascisme actuel. Tout résistant est éliminé d'office et écarté d'un avenir de responsabilité dans la vie sociale...

Au final, si l'on pense correctement et objectivement la réalité, le système fanatique d'une radicalisation inconditionnelle pour la cause de l'empire « maastrichtien » de l'UE, est à égalité avec la vision « nationaliste » condamnée en France. Le comportement des inconditionnels de l'Europe telle qu'elle est, non conforme au désir des Français, (Referendum de mai 2005), est exactement le même que celui des « nationalistes »! Pourquoi donc, le comportement « maastrichtien » serait encensé, idéalisé, vanté, imposé et le comportement « nationaliste » dénigré, combattu, réprimé, persécuté, interdit? Pourquoi le premier qui reconnaît la domination de l'OTAN sur notre sécurité serait meilleur que le second voulant l'indépendance patriotique de la nation souveraine, libre et indépendante?

On criminalise la pensée libre et autonome. On classe grossièrement les personnes de manière parfaitement manichéenne en « populistes » et en « progressistes »! Cette manière archaïque de traiter les gens, cette oeuvre néfaste réalisée par les élites, est une authentique régression mentale, le symptôme visible d'une décadence de la civilisation devenue le signal de sa chute finale. Mondialisation.ca, 07 novembre 2018

Ce monsieur oublie de dire que, quand les gens qu'il défend étaient à la place de ceux qui les ostracisent ou veulent les faire taire aujourd'hui, ils se comportaient de la même manière, moins ouvertement, la censure était plus raffinée envers les véritables opposants du régime.

[Quand le mouvement ouvrier adopte la caractérisation de rouge-brun des ultra néoconservateurs pour censurer ses opposants.](#)

Ballast est une revue, créée en novembre 2014, d'une quarantaine de militants/bénévoles (de France et de Belgique), indépendante de tout groupe de presse et parti politique.

- Frédéric Lordon : « Dire ensemble la condition des classes populaires et des migrants » 1/3 revue-ballast. fr 19.11

Nous tentons, autant qu'il est possible, d'éviter les entretiens liés à la parution d'un livre. Frédéric Lordon est de retour en librairie ; de ce nouveau livre, il ne sera donc pas question. C'est que nous avons à l'esprit de revenir à ses côtés sur deux décennies de parutions et d'interventions dans l'espace public. L'économiste régulationniste — spécialiste des crises financières, des manœuvres boursières et de l'euro — est devenu philosophe spinoziste, et ce dernier s'est imposé comme l'une des figures de l'anticapitalisme hexagonal. On se souvient, au printemps 2016, de son appel à soutenir, en pleine contestation de la loi El Khomri et des mobilisations de Nuit debout, le blocage du pays tout entier par la grève générale : « On ne tient pas éternellement une société avec BFM, de la flicaille et du Lexomil ! » Mais s'il ne sera pas question de son dernier-né, l'actualité n'en est pas moins venue bousculer notre entreprise : un texte de sa plume paru le 17 octobre 2018 sur les blogs du Monde diplomatique, intitulé « Appel sans suite : migrants et salariés », a suscité au sein d'une partie de la gauche radicale une désapprobation souvent vive. Lordon y lançait le « Manifeste pour l'accueil des migrants » porté par Mediapart, Regards et Politis, tenu à ses yeux pour pure inconséquence politique. Retour, en guise de premier volet, sur ce litige dans un café de la place de la Contrescarpe — désormais haut lieu parisien de la macronie délinquante.

Stéphane Burlot - Votre dernier article a agité le petit monde militant. En examinant les critiques énoncées, il semblerait que vous

ayez viré de bord ou que vous soyez devenu « rouge-brun » !

Je ne sais pas si la tempête a concerné un dé à coudre ou jusqu'à un bol de soupe, mais à l'évidence il y a eu « quelque chose ». Mais quoi exactement ? Je serais tenté de dire que la circulation de ce texte n'a été qu'un gigantesque test de Rorschach : une surface de projection. Car les réactions furibardes le trahissent toutes à quelque degré : elles n'ont pas pris le parti de lire, mais celui du délire. Elles n'ont pas lu ce qui y était, et elles ont lu ce qui n'y était pas. Écart qui fait inévitablement penser à la logique du symptôme. Mais de quoi ? C'est ça la question : qu'est-ce qu'on assouvit ou qu'est-ce qu'on soulage quand on extravague à ce degré ? Reprenons avec méthode. Qu'est que ce que mon texte dit, et qu'est-ce que la réception en dit ?

« Mon texte prend-il position "contre les migrants" ? Évidemment non. Soutient-il la thèse de quelque restriction à l'accueil des flux de migrants actuels dans la situation actuelle ? Pas davantage. »

Mon texte prend-il position « contre les migrants » ? Évidemment non. Soutient-il la thèse de quelque restriction à l'accueil des flux de migrants actuels dans la situation actuelle ? Pas davantage. Valide-t-il celle d'une connexion causale entre migrations externes et précarité salariale interne ? Il est fait pour conduire à penser le contraire. Le fond du texte dit : imputer la précarité salariale aux migrants est une erreur d'analyse, les causes premières de la précarité sont à trouver dans la configuration néolibérale du capitalisme mondialisé et sa franchise régionale de l'euro. Normalement, c'est ici que se joue l'accord ou le désaccord. Et maintenant, que dit la réception ? Olivier Cyran : que je fais « passer la lutte anticapitaliste avant la cause des migrants », fabrication littéralement délirante — que ne rachètera pas une anaphore pousive : « Au nom de l'anticapitalisme, faut-il se résoudre / faut-il s'accommoder / faut-il accepter... » (suit la liste des abominations des politiques migratoires contemporaines). On se demande ce qu'il faut avoir pris pour avoir cru pouvoir lire dans ce texte une chose aussi absente et aussi absurde que de subordonner... tout, et spécialement l'urgence de l'aide aux migrants, au préalable de la sortie du capitalisme. Et Pierre Khalifa, il a pris des choses lui aussi ? « Est-ce que la sortie de l'euro ou une éventuelle démondialisation résoudrait la question en tarissant le flux des migrants ? », demande-t-il. Mais à qui au juste ? Car à l'évidence il parle tout seul, en tout cas pas à moi. Comment peut-on en venir au forçage qui fait lire dans un texte ce qui en est, là aussi, notoirement absent ? Et pour cause : cette idée-là est à peu près aussi absurde que la précédente.

Stéphane Burlot - Vous êtes également accusé d'économisme : vous indexeriez tout, et la question migratoire dans le cas présent, sur la sortie de l'euro ou la critique de l'Union européenne.

Impression étrange, et assez comique, d'être ainsi taxé quand il s'agit de traiter une question d'économie politique — car, évidemment, c'est cela que Khalifa a oublié en route : quelle était la question, la question très explicitement délimitée par le texte lui-même. Non pas celle « des migrants », mais celle des effets économiques des migrations — en l'occurrence de leur absence d'effets. Il y a quand même un stade d'extravagance herméneutique où l'on se prend à douter que les mots « lire » et « lecture » fassent l'objet d'une définition partagée. Il est vrai que disant ce qu'il dit, le texte dit aussi, par le fait, que si l'on veut relever les migrants d'une causalité économique imaginaire, il faut s'intéresser à la causalité réelle : celle de la mondialisation néolibérale et de l'euro. S'intéresser, c'est-à-dire nommer, pointer, et d'une manière qui exprime l'intention d'y faire sérieusement quelque chose, en tout cas un élément central de l'agenda politique, à plus forte raison si l'erreur de causalité est au principe de la situation de politique intérieure créée par la question des migrants, une situation où les confusions non-défaites, les causes mal indiquées, nourrissent le pire. Mais c'est là précisément le point de mauvais vouloir de Khalifa qui, trouvant certes l'euro néolibéral mauvais (et précarisant) ne veut pas pour autant en sortir, et préfère attendre qu'il change — et qu'il devienne bon. Comme on demanderait à un cercle de bien vouloir devenir carré.

Stéphane Burlot - Il faut bien cependant, à part ça, que « quelque chose », qui est dans le texte, ait produit les distorsions fantastiques qui font dire « rouge-brun » ou « changé de bord ». Quoi ? Où se tiennent les motifs réels de dégonchage ? Sur des points d'offense personnelle — évidemment transfigurés en raisons politiques. Notamment : les « chaisières »¹ [« le drame [migratoire] est devenu une parfaite matière pour chaisières de l'humanisme sans suite », écrivait Frédéric Lordon dans son texte, ndlr], l'oubli des classes populaires. Oui, je persiste à parler de chaisières à propos de ces personnes qui n'ont pas d'autre horizon politique que la posture morale, et s'y entendent à prospérer sur les « causes », petits accumulateurs opportunistes de capital symbolique à pas cher, occupés surtout de leur image à leurs propres yeux ou à ceux de leurs micro-milieus, à l'intersection de la bourgeoisie culturelle et de la bourgeoisie socialiste en déshérence, prête à faire main basse sur tout pour faire oublier la liste interminable de ses démissions — « manifestation ostentatoire et hypocrite de la vertu », dit le dictionnaire à propos du pharisaïsme. Là-dessus, la chose singulièrement étonnante, c'est que le texte comporte tous les codicilles² qui rendent impossible, mais bien sûr à condition de lire, toute erreur d'adresse. À qui de droit les « chaisières » ? Aux chaisières. Pas aux non-chaisières.

« Il ne devrait pas être nécessaire de dire qu'au premier chef, ce qui est insoutenable, c'est le sort objectif fait aux migrants. Car d'abord ce devrait être suffisamment évident pour qu'on n'ait pas à le dire. »

Qu'il y ait des personnes qui joignent le geste à la parole et mettent un dévouement admirable dans l'action concrète au côté des migrants, je le dis, et je le dis parce que j'en connais. Une de mes amies héberge des migrants chez elle — je pense que comme témoignage d'hospitalité en acte, on peut difficilement faire mieux. Pas un instant, elle n'a pris ombrage des « chaisières » — et pour cause : elle est le contraire d'une chaisière. Une autre, qui fait la même chose, aussi admirable, s'est sentie, elle, terriblement offensée. Mais pourquoi, lui ai-je répondu ? Pourquoi prendre ainsi pour toi ce qui, à l'évidence, ne te concerne

pas ? Comment peut-il se produire une abolition du discernement capable de produire des accès d'égoïsme aussi mal placés ? Par exemple, lorsque je lis, et ça m'arrive souvent, des diatribes sur « les économistes » (leur commission à l'ordre néolibéral, leur corruption institutionnelle, etc.), je suis capable de ne pas les prendre pour moi. Quand je tombe sur une charge contre la pleutrierie politique « des universitaires », je ne me sens pas concerné non plus. Et je n'ai pas besoin de codicilles. Je peux laisser passer une généralité sans doute analytiquement peu précautionneuse, mais dont un soupçon de discernement suffit pour voir qui elle vise en réalité. Symétriquement, quand je mets en cause « les médias », et ça m'arrive souvent aussi, je ne reçois pas de messages outrés du Diplo, de Fakir ou du Média. Qui savent assez bien où ils en sont eux-mêmes, et n'ont pas besoin de notes de bas de page pour être assurés de ne pas faire partie de l'adresse. Alors il faut s'interroger.

Stéphane Burlot - Sur quels points ?

Comment, par exemple, se fait-il que, de deux textes si formellement semblables dans leur structure argumentative (celui sur les appels « climats » et celui sur les appels « migrants »), seul le second ait produit de pareils effets ? Qu'est-ce que ça touche qui est à ce point insoutenable ? Normalement, ici, il ne devrait pas être nécessaire de dire qu'au premier chef, ce qui est insoutenable, c'est le sort objectif fait aux migrants. Car d'abord ce devrait être suffisamment évident pour qu'on n'ait pas à le dire. Et ensuite parce que c'est surtout d'autres choses qu'il s'agit ici. D'abord d'un point de cristallisation intolérable de l'impuissance politique où nous sommes. L'impuissance politique, en soi c'est dur, mais nous commençons à en avoir l'habitude. Mais l'impuissance face au drame absolu des migrants, c'est au-delà du supportable. Et c'est peut-être pourquoi, tout ce qui est fait pour se soulager symboliquement de cette impuissance, appels, tribunes, manifestes, dont nous sommes capables en temps ordinaires de reconnaître le caractère quelque peu dérisoire — à la mesure de nos moyens... — ne supporte plus ici d'être mis en question. Remettre en cause si peu que ce soit les solutions d'accommodation symbolique de l'impuissance politique, qui, confrontée à un drame extrême, prend le tour d'une culpabilité extrême, vouait sans doute à cette réception qui en définitive parle de tout sauf du texte lui-même : des souffrances de l'impuissance.

Mais aussi de l'impossibilité, autour de la question des migrants, de quoi que ce soit qui ne soit pas de l'ordre de l'unanimité morale. En fait quelque chose comme un point de sacré, qui — une fois accordé aux urgences de vie et de mort ce qui doit évidemment l'être — exclut radicalement par ailleurs tout questionnement conflictuel. Mon hypothèse serait la suivante : le migrant, c'est la figure de l'altérité la plus lointaine, par conséquent, c'est un cas passionnel pur. Je veux dire : l'éloignement est tel qu'à part la compassion due à la victime absolue, aucun autre affect n'environne la figure du migrant. Après tout, il y a d'autres hécatombes silencieuses, mais aucune n'a ces propriétés. Par exemple on meurt d'accident au travail. On meurt du chômage — l'INSERM estime à plus de 10 000 la surmortalité consécutive au chômage. Là aussi il y a un grand cimetière invisible. Mais qui n'émeut personne pareillement.

Stéphane Burlot - Et pourquoi, selon vous ?

« Mon texte rappelle que les trois médias initiateurs ont œuvré, sans doute à des degrés divers, à défaire la seule force politique de gauche qui, quoi qu'on en pense, était en position de faire obstacle à Macron. »

Peut-être, à part le fait qu'ils ne reçoivent aucune attention, parce que ces morts sont des cas passionnels plus mêlés. Pour les chaisières, je veux dire pour cette bourgeoisie pharisienne qui ne connaît que les causes humanitaires, celles qui permettent de ne jamais prendre le moindre parti politique (ou bien, pour sa partie la plus retorse, d'en prendre mais sans en avoir l'air), le moins qu'on puisse dire c'est que la figure du prolo n'est pas passionnellement pure : on en a croisé, on n'aime pas trop leurs manières, on les soupçonne de voter pour le FN, etc., beaucoup d'affects contraires qui viennent mitiger celui de la compassion. C'est pourquoi le cas des migrants permet de ne faire aucune autre politique que celle des causes prochaines (et encore) : celle qui, justement, incrimine les politiques migratoires, ses dispositifs ignobles, mais qui ne veut guère aller plus loin. Comme si le cas moral du tort fait aux migrants ne supportait pas qu'on le surcharge de quelque autre question. Car la compassion pure appelle l'unanimité pure. Or les « questions » divisent. Et moi je voulais poser des questions. Notamment aux convolutions de la mauvaise conscience mais plus encore à l'inavouable de certaines arrière-pensées — pour le coup celle de la scène politique intérieure.

Stéphane Burlot - Des lecteurs ont pu être choqués par votre texte, estimant que, la cause étant juste, ce « Manifeste », fût-il imparfait, allait toutefois dans la bonne direction...

Oui. Je sais bien que « l'urgence » permet de faire passer ce qu'on veut en contrebande, mais tout de même. Normalement on devrait faire attention à ce qu'on signe et avec qui on signe. Mon texte rappelle que les trois médias initiateurs ont œuvré, sans doute à des degrés divers, à défaire la seule force politique de gauche qui, quoi qu'on en pense, était en position de faire obstacle à Macron en 2017. L'un d'eux, Mediapart, a été spécialement actif dans cette entreprise. Mais il faudrait instruire le cas avec une grande précision. En commençant par ces tribunes grandiloquentes, s'enveloppant dans l'Allemagne des années 1930, pour fustiger, par analogies aussi grossières historiographiquement qu'ineptes politiquement, toute stratégie s'opposant à un PS en ruine, stratégie coupable d'ouvrir la voie à l'extrême-droite — Mélenchon étant l'équivalent fonctionnel du KPD [Parti communiste d'Allemagne], dont le refus de s'allier au SPD [Parti social-démocrate d'Allemagne] aurait mis Hitler à la Chancellerie. Et tout ça pour tenter de sauver Benoît-6%-Hamon, en faveur de qui Mélenchon était sommé de se retirer séance tenante. On ne se souvient pas d'avoir entendu aucun appel symétrique lorsque l'infortuné socialiste était aux fraises et que, pour le coup, son apport de voix à lui aurait pu écarter Le Pen du second tour — mais la lutte contre le FN a de ces géométries variables que

la géométrie ignore. En revanche, on se souvient de ces grands entretiens énamourés accordés au candidat Macron par Mediapart dès avant le premier tour, pour ne pas même parler de celui de l'entre-deux tours, conclu tout en œillades et en sourires complices. Il faut rappeler tout ça face à des gens dont le pli du déni est comme une seconde nature et qui, jusqu'au bout, rejettent l'évidence qu'on leur met sous les yeux, l'évidence de leurs faits et de leurs gestes. Des esprits malicieux avaient à l'époque donné le nom de balladuro-trotskysme — car, oui, tout ça vient de loin — à cette posture qui consiste à feindre de monter sur la barricade pendant quatre ans et demi, pour retomber dans la tambouille social-libérale six mois avant l'élection, et prendre un air tantôt raisonnablement enthousiaste tantôt sincèrement désolé pour expliquer qu'il faut voter Royal, Hollande ou Macron. Et donc cette fois Macron.

Car voilà le nœud de l'affaire : cet appel si plein d'humanité en faveur des migrants a été initié par des gens dont certains, de fait ou d'intention, ont contribué dès avant le premier tour à porter Macron au pouvoir, c'est-à-dire à installer une politique anti-migrants à peu près aussi dégueulasse que celle de Salvini, et puis à pousser les feux du néolibéralisme comme jamais, c'est-à-dire la cause même qui approfondit le désespoir matériel des classes populaires et leurs errements imaginaires, splendide résultat. Il faut tout de même mesurer l'énormité de cette histoire : pas un mot dans l'appel pour nommer Macron, pour dire ce qu'est sa politique, pour dire la criminalisation de l'aide aux migrants — ce ne sont pas les chaisières qu'on traîne en justice —, pour rappeler que, sous sa responsabilité, la police lacère les toiles de tente, gaze les occupants, jette les chaussures, détruit les duvets, bref, se vautre dans une ignominie proprement inimaginable, et pour tout dire fascistoïde. Je ne sais pas si tous les signataires ont bien eu ces éléments présents à l'esprit, et si ça n'a pas été le cas, il faudrait leur demander ce que ça leur fait d'en prendre conscience, et si « l'urgence » commandait aussi impérieusement de mettre tout ça de côté. Cyran, d'ordinaire très attaché à tenir son rang dans les compétitions de radicalité, concède à la rigueur qu'il y a bien dans les signataires « quelques mous du genou ». Il dit « signataires » pour ne pas dire « initiateurs ». Je trouve surtout que c'est son critère du « mou du genou » qui est devenu étonnamment mou du genou.

« Sous la responsabilité de Macron, la police lacère les toiles de tente, gaze les occupants, jette les chaussures, détruit les duvets, bref, se vautre dans une ignominie proprement inimaginable, et pour tout dire fascistoïde. »

Je dois ajouter pour finir que l'une des choses qui me révolte le plus au monde, ce sont ces entreprises d'auto-blanchiment symbolique, de retournement de veste en loucedé et d'effacement des traces pour se croire propre comme un sou neuf, et puis faire main basse sur la cause incontestable afin de mieux occuper la position de la supériorité morale incontestable. Eh bien non. On n'est pas obligé de passer tous ses faux en écriture à la duplicité. Or la duplicité, c'est la mauvaise foi caparaçonnée dans la bonne — par exemple prendre sincèrement fait et cause pour les migrants, mais depuis une position politique plus que douteuse, au regard même du « fait et cause » —, structure qui, du reste, rend impossible toute discussion, par la force des choses, puisque le mur du déni est infranchissable. Si l'on ajoute à ça le lourd soupçon que cette splendide initiative n'est peut-être pas sans rapport avec le lancement façon Ariane 5 de la candidature Glucksmann, cette opportune reconstitution de la gauche-PS sans le PS, oui, ça commençait à faire beaucoup.

Stéphane Burlot - Qu'en aurait-il été du même texte, mais publié par d'autres émetteurs ?

Mais son problème principal reste son contenu, d'une affligeante pauvreté. Rien ni sur la mise en cause de Macron, ni sur la désignation franche des causes réelles de la précarité, seule à même de défaire le ressentiment des classes populaires. Au reste, l'absence de Mediapart nous aurait privé d'un formidable moment de vérité, je veux parler de cette scène hallucinante, rapportée par Pierre Rimbert dans le *Le Monde diplomatique*, où l'on voit, à l'occasion d'un live, Danièle Obono s'expliquer sur son refus de signer, pour se voir in fine opposer cet argument totalement sidérant : « Si vous aviez signé l'appel, il n'y aurait pas eu tout ce foin. » Il faut de pareils miracles d'innocence pour prendre la mesure de ce que c'est que la pensée incorporée, celle à laquelle on ne fait même plus attention, et qui parle toute seule en soi — ici un habitus d'OPJ [officier de police judiciaire].

Le philosophe Jacques Bidet réagissait il y a peu à l'accusation de moralisme, telle qu'elle est volontiers formulée à l'encontre des défenseurs des migrants. Il demandait, rhétoriquement : « Serait-ce là une posture "morale" ? Mais peut-on se passer de morale ? Et pourquoi la morale serait-elle naïve ? » Que faites-vous de ces questions ?

Je ne suis pas sûr que ce soit un énoncé suffisant pour dénouer le problème. D'un certain point de vue, je n'ai aucun mal à épouser la formule de Jacques Bidet, et pour une raison extrêmement simple : la politique est une axiologie. Il y a donc, mais à titre consubstantiel, de la morale en politique puisque la politique ne cesse d'engager des affirmations de valeur. Mais toute la question est celle de savoir comment se configure la présence de la morale dans la politique, le rapport de la morale et de la politique, et notamment de savoir si la morale épuise la politique. Question rhétorique de nouveau, dont la réponse est évidemment non. La morale vise tendanciellement à l'unanimité alors que la politique assume l'irréductibilité du conflit — hétérogénéité rédhibitoire. Il y a donc de la morale dans la politique, mais la politique ne pourra jamais être de la morale.

Et puis la morale est un discours de prescription fort dans un discours institutionnel faible et un discours d'analyse nul. Et la morale fonctionne essentiellement à l'injonction sans suite (formelle). Dans le registre normatif qui est le sien, elle est par construction dépourvue de toute analyse de ses conditions d'efficacité, comme si l'apesanteur sociale seyait à son genre. C'est ici que, quoique fondamentalement axiologique, et par-là morale, la politique peut connaître des dégradations moralistes. J'entends par là le refuge dans l'injonction pure et le faux universalisme ignorant des conditions particulières — « faire la morale ». L'injonction morale a été longtemps la seule manière envisagée par les classes bourgeoises éduquées de lutter contre le racisme.

On en connaît les brillants résultats. Ce qui rend le « Manifeste pour l'accueil des migrants » aussi consternant, c'est combien peu il a dépassé ce stade. Et c'était bien le point de mon texte : si l'on veut que le ressentiment raciste n'envahisse pas (entre autres) les classes populaires, il va falloir leur servir autre chose que des sermons et du sourcil levé. Le racisme prend quand il rencontre les conditions qui lui permettent de prendre. Mais, de cela, le « Manifeste » ne veut discuter à aucun prix. Il en est donc réduit à « faire la morale ». C'est-à-dire à dépolitiser la question des migrants, soit à peu près le pire service à lui rendre.

Stéphane Burlot - En 2013, vous écriviez sur votre blog qu'« il est évident que l'abandon de toute régulation des flux de population est une aberration indéfendable ». Votre dernier texte n'aborde pas ce point, mais les polémiques qui l'entourent n'ont-elles pas partie liée, d'une manière plus ou moins distincte, avec cette position de fond ?

« "La frontière, pour ou contre ?", c'est de la problématisation pour "On n'est pas couché" ou pour C-News. »

Si c'est une manière de me demander si j'adhère à la position « No Border », en effet la réponse est non. Pour se faire une idée des régressions intellectuelles auxquelles conduisent soit les régressions moralistes de la politique, soit certaines formes de la « pensée militante », il faut lire cette phrase du papier que Cyran m'a consacré : « Le problème avec les frontières, c'est qu'il faut choisir : soit on est contre, soit on est pour ». Ça m'a été un accablement de lire ça — Dieu sait que Cyran est un type intelligent, mais comment est-il possible d'en arriver à ce néant de pensée ? Car « La frontière, pour ou contre ? », c'est de la problématisation pour « On n'est pas couché » ou pour C-News. En matière d'institutions, « pour ou contre », c'est la pire manière de poser les questions. Et spécialement à propos de cette institution qu'est la frontière. D'abord parce que je crois que l'humanité No Border, non seulement n'existe pas, mais qu'elle n'existera jamais. Le genre humain rassemblé dans une communauté politique unique, puisque tel est bien le corrélat du No Border, n'est qu'une posture vide de sens tant qu'on n'a pas produit la forme politique sous laquelle cette communauté pourrait se réaliser. On attend toujours des No Border qu'ils produisent la première indication à ce propos. L'humanité se distribue en ensembles finis distincts. Et le principe de la distinction s'appelle une frontière. La frontière est donc un fait positif (maintenant je me mets même à douter qu'on comprenne correctement ce que veut dire ici « positif »...). La question « oui ou non », « pour ou contre », n'a rigoureusement aucun intérêt. La seule question intéressante, c'est celle de la forme. Car l'institution « frontière » peut prendre des formes extrêmement variées, des plus haïssables, à base, en effet, de barbelés et de camps de rétention, jusqu'à de plus intelligentes, qui tolèrent, encouragent même la circulation et l'installation, mais n'abandonnent pas pour autant l'idée d'une différence de principe entre l'intérieur et l'extérieur, et d'une consistance propre de l'intérieur.

Mais qu'est-ce que c'est, une forme « plus intelligente » de la frontière ?

Relisons par exemple Robespierre et la définition de la citoyenneté française donnée par la Constitution de 1793 : « Tout homme né et domicilié en France, âgé de vingt et un ans accomplis ; tout étranger âgé de vingt et un ans accomplis qui, domicilié en France depuis une année, y vit de son travail, ou acquiert une propriété, ou épouse une Française, ou adopte un enfant, ou nourrit un vieillard ; tout étranger enfin qui sera jugé par le Corps législatif avoir bien mérité de l'humanité, est admis à l'exercice des droits de citoyen français ». Des droits « de citoyen français ». Pas « du monde », cette autre navrance de l'humanisme postural. L'idée de frontière se trouve-t-elle ici abandonnée ? Nullement : elle est élaborée. D'une manière qu'on pourrait même trouver assez admirable. C'est quand même d'un autre niveau que les slogans « pour ou contre » ou « No Border ». La frontière peut donc parfaitement se penser sous l'espèce de la porosité. Mais d'une porosité nécessairement organisée : institutionnalisée.

Donc, fatalement, encadrée par une instance étatique, des douanes et des visas.

C'est comme ça que ça s'appelle.

Visas que le Nord obtient aisément mais qu'il n'entend pas délivrer pareillement au Sud.

Mais dire cela, c'est de nouveau se tromper de plan, et rabattre le concept général de la frontière sur l'une de ses réalisations historiques particulières, la réalisation présente, dont nous tomberons sans difficulté d'accord pour la trouver détestable.

Stéphane Burlot - Vous contestez sans l'ombre d'un doute la « fausse opposition » construite entre migrants et salariés nationaux — tout en écrivant que « la classe parlante » se doit de « démontrer qu'elle pense en priorité » aux classes populaires. N'est-ce pas une contradiction ?

Ça n'en est une qu'à la condition de ne pas faire la lecture contextuelle que cette phrase appelle nécessairement. Oui, je maintiens que la « classe parlante », celle qui « tribune », qui appelle et pétitionne dans ses propres organes de presse, Libé, Le Monde, etc., a à sa manière accompagné le néolibéralisme en se désintéressant pendant des décennies de la classe ouvrière qui en prenait plein la gueule en première ligne dans l'indifférence générale. C'est un fait documentable : à quelles causes et à quelles classes ou à quelles catégories les appels ont-ils été majoritairement consacrés depuis 30 ans ? Si la chose peut sembler anecdotique et caricaturale, elle n'en livre pas moins une vérité plus large : pourquoi, à peu de choses près, n'a-t-on jamais vu de vedettes ou de personnalités des arts prendre des positions publiques pour d'autres causes que la paix/la guerre, la faim, la Terre, les maladies, bref pour des choses de préférence situées au loin, sans conséquence sur le front politique intérieur ? Les « vedettes », qui ont des intérêts de notoriété élargie à défendre, sont l'accomplissement et, partant, le révélateur de cette tendance

à éviter tout ce qui clive, fait conflit, divise (donc pourrait amputer leur zone de chalutage), et ne trouvent jamais à cette fin meilleure arme que l'affect pur de la compassion, celui qui, précisément, opère la réduction morale de la politique, la dépolitisation entendue comme refus d'assumer l'essence conflictuelle de la politique. Or, malheur à elles, les classes populaires, la classe ouvrière, ne sont pas seulement exposées à la mitigation de leur cas passionnel, elles sont le lieu du conflit majuscule dans la société capitaliste : le conflit de classes.

« C'est la mondialisation néolibérale et sa franchise européenne qui permettent de dire ensemble et la condition malheureuse des classes populaires, et la surexploitation honteuse dont sont victimes les migrants ou les sans-papiers. »

Dire quelque chose « pour » les classes ouvrières et populaires sans prendre parti, sans se situer dans le conflit, c'est par construction impossible — beaucoup ont prudemment jugé que, dans ces conditions, mieux valait s'abstenir. Le néolibéralisme étant désormais entré dans une phase répugnante, les tendances changent : le monde de la culture a enregistré le choc de la crise de 2008 et de ses suites, il n'hésite plus à parler ouvertement de politique. Que certains de ses représentants se soient retrouvés à soutenir des textes contre la loi El Khomri, la destruction du code du travail, les ordonnances SNCF, c'est un heureux changement, mais un changement récent. Assez paradoxalement, on peut penser que si elles ne sont guère lectrices de ces tribunes et appels, les classes délaissées n'en ont pas moins conscience... d'être délaissées — de l'attention pétitionnaire. D'être délaissées symboliquement en plus de l'être matériellement. Elles ont conscience que le capital symbolique des « intellectuels » s'est engagé partout sauf de leur côté pendant des décennies. Si donc, je parle de priorité, c'est parce qu'il y a un fameux rattrapage à faire, et qu'on en est qu'au tout début.

Il suffit de voir certains produits du sens commun de la gauche critique pour le mesurer : il y a peu je suis tombé sur Internet sur un graffiti qui disait ceci : « Donnez-nous la PMA, on vous laisse le PMU ». Le bourgeois urbain en moi s'est aussitôt réjoui de la géniale trouvaille. Et puis, me reprenant, j'ai vu le désastre. Je m'empresse de préciser que j'ai des raisons personnelles, si elles ne sont qu'indirectes, d'être un ardent partisan de la PMA. Mais ce slogan, c'est la catastrophe du délaissement. Voilà le paysage mental résistant sur fond duquel s'élabore encore le rapport entre les « causes ». Ça m'a donc été une chose spécialement étonnante de voir mon texte accusé de marquer une division entre classes populaires et migrants, de la part de gens qui, précisément, n'ont pas trouvé un seul mot à dire pour raccorder ces deux causes, et ceci pour refuser à toute force de poser la seule analyse qui permettrait ce raccordement : car c'est la mondialisation néolibérale et sa franchise européenne qui permettent de dire ensemble et la condition malheureuse des classes populaires, et la surexploitation honteuse dont sont victimes les migrants ou les sans-papiers, et que les seconds ne sont pas la cause du malheur des premiers. Pour qui n'est pas sous œillères, c'est normalement le perfect hit4, et ça aurait dû l'être pour les initiateurs du « Manifeste » du point de vue même de leurs intentions alléguées — mais c'est à ce genre de loupé qu'on devine le caractère trouble des mobiles réels.

Stéphane Burlot - Comment votre position s'agence-t-elle par rapport à celle du philosophe Alain Badiou, avançant que le communisme à venir doit être fondé sur « le prolétariat international et nomade » ?

Je ne peux pas répondre sans avoir au préalable dit l'immense estime que m'inspire, à part son œuvre philosophique, que j'admire même si je ne la partage pas, l'immense estime, donc, que m'inspire la force d'âme qui fait maintenir contre toute une époque : maintenir le mot communisme, maintenir la critique de la « démocratie », pendant les années 1980 et 90... Si on n'a pas traversé soi-même ces années-là, on n'imagine pas ce que ce maintien suppose d'adversité, d'opprobre même, à affronter. En ce sens, Badiou a été indiscutablement fidèle à sa philosophie de la fidélité. Maintenant, le « prolétariat international et nomade » comme le socle du communisme à venir, je dois vous dire que ça me désespère. Et le prolétariat national et sédentaire ? À la poubelle de l'Histoire ? Comment se sortir de la tête que la philosophie, ou plutôt la « grande philosophie », celle qui méprise souverainement les sciences sociales, ne peut aboutir que là. Mais sans doute comme tous les enfermements sociocentriques auxquels les intellectuels sont si enclins. La condition intellectuelle sans portes ni fenêtres est peut-être le pire des fléaux intellectuels, celui-là même dont seule une sociologie des intellectuels comme celle de Bourdieu pouvait fournir l'antidote. Au moins permet-elle de comprendre combien la préférence pour « l'éloignement », je veux dire pour les causes lointaines, est aussi une manière de maximiser les profits symboliques d'universel, par la démonstration ostentatoire de sa capacité à se détacher de sa propre localité — beaucoup d'intellectuels certainement lisent La Rochefoucauld, mais combien en prennent quelque chose pour leur propre compte ?

Vous évoquez dans ce texte le « ressentiment » populaire des oubliés, qui, in fine, conduit à Trump. Ce constat est partagé par nombre de forces toxiques, du Printemps républicain au Rassemblement national : comment transformer ce constat en proposition émancipatrice ?

« Faire de la politique, c'est faire avec la matière passionnelle qu'offre la conjoncture — car il n'y en a pas d'autre. »

Très simplement en le réinscrivant dans la position politique d'ensemble qui lui donne sa valence⁵ : la position anticapitaliste. Je suis assez familier du problème puisque je l'ai déjà rencontré maintes fois avec la sortie de l'euro : « C'est ce que dit le FN ! » C'est cette inepte criallerie qui a conduit toute une partie de la gauche à désertier cette position pourtant névralgique, sans être capable d'accéder à l'idée simple que « sortie de l'euro » n'est pas une expression complète en soi, et qu'elle peut être investie de manières très différentes qui peuvent la revêtir de significations politiques diamétralement opposées. Il y a là d'ailleurs un point de théorie assez général. Un énoncé ne recèle pas à lui seul l'entièreté de sa valence, ou de sa signification : il ne les acquiert que par réinscription dans l'ensemble énonciatif plus large auquel il appartient. En d'autres termes, l'atomisme herméneutique est

une erreur à coup sûr. L'herméneutique procède nécessairement par holisme structural : ce sont les totalités énonciatives qui livrent la vérité de leurs parties. En l'occurrence, donc, si vous voulez savoir le sens que revêt dans mon discours l'évocation du ressentiment des classes populaires, il vous suffit de la rapporter à l'ensemble de mes prises de position, et la chose doit normalement apparaître assez clairement. Pour le reste, j'entends votre question sur le mode du discours indirect, et comme une opportunité que vous m'offrez de faire cette clarification, mais en réalité à l'usage d'autres que vous — à qui je prête de ne pas trop en avoir besoin.

Mais le simple fait qu'il faille répondre à cette question donne une indication sur les confusions de l'époque, et aussi bien sur l'effondrement du discernement chez certains lecteurs à gauche. Il m'arrive de penser que Bourdieu, aujourd'hui, ne pourrait plus réécrire *La Misère du monde* : populiste, trop d'empathie pour les électeurs du FN, suspect quoi. Ceux à gauche qui pensent qu'ils ne feront la révolution qu'avec un peuple révolutionnaire constitué de leurs exacts semblables attendront la révolution longtemps. Un internaute que je ne connais pas — il s'appelle Maxime Vivas et j'en profite pour le remercier — m'a envoyé récemment cette phrase de Lénine que je ne connaissais pas non plus : « Croire que la révolution sociale soit concevable sans explosions révolutionnaires d'une partie de la petite bourgeoisie avec tous ses préjugés, sans mouvement des masses prolétariennes et semi-prolétariennes inconscientes contre le joug seigneurial, clérical, monarchique, national, c'est répudier la révolution sociale. [...] Quiconque attend une révolution sociale "pure" ne vivra jamais assez longtemps pour la voir. » La méthode matérialiste, c'est ça — et c'est autre chose que les compétitions de posture. Faire de la politique, c'est faire avec la matière passionnelle qu'offre la conjoncture — car il n'y en a pas d'autre. Et l'informer quand elle est amorphe ou quasi-amorphe, et la reformer quand elle est mal formée. L'informer ou la reformer dans le sens de l'émancipation, oui, c'est-à-dire en la redirigeant adéquatement : contre la domination du capital et contre celle de l'État.

En parlant de domination d'État, vous incluez le racisme et le sexisme structurels ?

C'est une telle évidence.

1. Se dit d'une loueuse de chaises à l'église.
2. Texte, clause, ajouté à un traité.
3. Qui peut être posé, qui est de la nature du fait ou se fonde sur les faits.
4. « En plein dans le mille ».
5. La valence, en chimie, est le potentiel de liaison d'un atome.

[Haut de page ↗](#)

Le 26 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

De nouveaux articles publiés dans la rubrique *Documents d'actualité*.

Une importante causerie sur le syndicalisme et des infos en brefs seront mises en ligne en fin de journée ou demain matin, je suis malade.

Suite à ma causerie du 24, je persiste et signe. Je vais publier quelques articles des médias dominants qui aideront à mieux comprendre la situation. Honte à tous ceux qui ménagent Macron et prennent la défense des CRS et des journalistes qui colportent la propagande néolibérale !

Lors d'un des derniers sondages qu'on n'accusera pas de complaisance, 83% des ouvriers soutiennent la mobilisation initiée le 17 novembre contre Macron et le gouvernement. Nous sommes résolument à leur côté.

Bonne journée et bonne semaine à tous, courage et moral, ici en Inde où on vit une situation mille fois plus pire et désespérante que la vôtre, on trouve la force de tenir le coup !

[Haut de page ↗](#)

Le 27 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Qui a dit qu'on n'avait pas de suite dans les idées ?

Une réflexion avant d'aller se coucher hier soir.

- Quand on regarde des vieux films français des années 30 à 60, et qu'on compare le comportement des gens à cette époque avec celui qu'ils ont de nos jours, on se dit qu'ils ont profité de la naïveté, de la simplicité, de la spontanéité du peuple qui était gage d'espoir et de progrès, ils les ont tués et le progrès social avec, tout idéal.

A suivre...

Une réflexion au réveil ce matin.

- L'effondrement économique et social entraîne un effondrement dans tous absolument les domaines, y compris ou surtout en s'attaquant aux valeurs acquises par une société. Il peut aller jusqu'à causer la destruction ou la disparition d'une civilisation toute entière. Dit autrement, en règle générale un effondrement du mode de vie se traduit par une régression du mode de pensée. On entend par effondrement économique celui du système économie en vigueur, en l'occurrence le capitalisme.

On notera qu'il peut se produire soudainement ou par étapes, ce qui est le cas de nos jours, et il affectera en priorité l'immense majorité de la population composée d'exploités et d'opprimés. Paradoxalement, si cet effondrement tend à remettre en cause tous les rapports établis dans la société, les rapports sociaux issus du mode d'exploitation ne seront pas forcément épargnés, et il pourraient se retrouver gravement menacés pour peu que les victimes de cet effondrement prennent conscience de l'origine de leur malheur et s'unissent pour s'y attaquer, autrement dit renversent le régime en place et s'emparent du pouvoir politique afin de donner une nouvelle orientation à la société.

A suivre...

C'est à croire que même en dormant je ne cesse de travailler à notre cause, qui à ce stade, il faut bien l'admettre, semble désespérée sans une réaction radicale des militants embourbés dans les sables mouvants de l'opportunisme qui menace de nous engloutir, y compris ceux qui y auront résisté.

Parce que je suis isolé et loin de la France, en toute modestie ou sans avoir la moindre ambition je tiens à le préciser, je suis absolument convaincu que mon analyse et mon orientation politique sont globalement correctes, parce qu'elles prennent en compte l'ensemble des facteurs et des rapports qui composent la situation, aussi j'en suis arrivé à la conclusion que l'attitude des lecteurs à mon égard constituait le thermomètre idéal ou le plus fiable pour estimer les chances que nous aurions de nous en sortir, et qu'elles seraient assurément nulles s'ils continuaient de se terrer dans un mutisme assourdissant et ô combien révélateur, dont la signification politique coïnciderait avec l'enterrement de notre cause ou du socialisme puisqu'il faut bien lui donner un nom.

Que nous ayons un certain nombre de désaccords, chacun doit l'admettre, mais que nous ne partagions pas l'essentiel témoignerait que la situation est sans issue et que notre combat serait perdu d'avance, ce qui ne signifie pas pour autant qu'il faudrait l'abandonner ou baisser les bras, au contraire.

Moi, je m'emploie à prendre les choses telles qu'elles se présentent et à les dire en face sans me soucier de savoir si cela plaira ou non aux uns et aux autres, ça passe ou ça casse, ce n'est pas mon problème, je ne suis pas responsable de la manière dont le mode de pensée de chacun fonctionne ou de sa structure psychologique, etc. J'ai parfaitement conscience de mes lacunes ou faiblesses, je les ai évoquées dans des causeries pour ne rien cacher aux lecteurs. Je ne cesse de remettre en question toutes les connaissances que j'ai acquises, de tout vérifier et revérifier mille fois si nécessaire, j'y passe un temps considérable, ce qui n'est jamais inutile puisque chaque fois j'en tire un nouvel enseignement qui me permet de progresser. Cela dit, je n'ai aucun mérite à procéder ainsi, c'est ma médiocre mémoire qui me l'impose ou plutôt la manière dont elle fonctionne, bref, je ne correspond pas du tout au type qu'on pourrait accuser de posséder la vérité ou d'avoir la science infuse. Pour finir, je n'ai rien à vendre, je n'ai aucun intérêt individuel ou aucune ambition à satisfaire, je n'essaie pas de convaincre qui que ce soit de quoi ce soit, cela ne m'intéresse pas puisque j'estime que ce procédé est stupide ou contre-productif. Je me borne uniquement à fournir les éléments qui permettent à chacun d'aborder librement la situation et d'en tirer des enseignements politiques pour agir, libre à moi d'en faire de même et d'exposer mes propres idées, sans qu'il y ait de confusion entre nous, je veux dire par là que si je vous accorde ce droit, je vous demande de me l'accorder également, c'est la moindre des choses me semble-t-il.

Mais là où réside une difficulté ou un obstacle majeur entre nous, c'est que la plupart ne sont pas en mesure d'expliquer pourquoi

ils ont adopté telle ou telle position, alors que moi je reviens sans cesse dessus. Je ne leur en fais pas le reproche. Dans les causeries quasi quotidiennes je m'emploie à vérifier et à étayer mes positions en apportant de nouveaux éléments, et s'ils viennent à démontrer que je m'étais trompé, je rectifie sur le champ, ainsi je ne conserve comme matériaux que ce qui repose sur de solides convictions forgées au fil de la lutte des classes. Ma démarche s'inscrit à l'inverse du type borné et prétentieux qui a raison une fois pour toute. Je suis même gêné quand les faits me donnent raison, j'en tire une satisfaction mais sans plus, cela m'encourage à poursuivre mon combat et rien de plus, car j'ai bien conscience du travail colossal qui nous reste à accomplir et qu'une vie n'y suffira pas.

En face, j'ai des adversaires arrogants qui à l'inverse versent en permanence dans le déni de la réalité, qui passent leur temps à la trafiquer ou à la tordre dans tous les sens pour qu'elle coïncide avec leur théorie, leur ligne politique ou les intérêts de leur appareil, les deux ou les trois à la fois, qui font preuve de la pire démagogie qui soit pour en présenter une version (déformée) qui correspondra à ce que les uns et les autres avaient envie d'entendre. A ceux qui se sentiraient directement concernés par les lignes qu'ils viennent de lire, je dirais ceci : dites-vous bien que cela ne fonctionnera pas éternellement, et qu'un jour ou l'autre vous irez rejoindre les dizaines de milliers de travailleurs qui avaient rejoint ces partis et les ont quittés après avoir compris que leurs dirigeants étaient des imposteurs, ou que les intentions affichées par leurs partis ne correspondaient pas réellement aux objectifs politiques pour lesquels ils combattaient, le plus souvent ils seront incapables de l'exprimer clairement, et plus tard, après avoir vécu cette expérience malheureuse ou parfois traumatisante car aux conséquences plus graves qu'on ne le pense, ils demeureront incapables d'en comprendre la signification politique, les uns, les plus nombreux, demeureront désormais inorganisés sur le plan politique et rejeteront l'idée même du parti, tandis que d'autres s'autoproclameront dirigeants en constituant de micro organisations (ou tendances) où ils reproduiront en plus grotesques les travers des partis où ils avaient milité, et ils adopteront les méthodes détestables de leurs anciens dirigeants.

- Au format pdf (35 pages)

Première partie.

Pour la refondation du mouvement ouvrier avant qu'il ne soit trop tard ou, quand cette mystification prendra-t-elle fin ?

Soit le combat du syndicalisme et des partis ouvriers s'inscrit dans la perspective d'en finir avec le capitalisme, soit il se situe sur le terrain de la collaboration de classes qui mène au corporatisme, au totalitarisme, au fascisme.

S'agissant en général de la défense des organismes sociaux, de la Sécu ou des retraites, des services publics, des entreprises nationalisées, les syndicats participent activement à leur destruction, à leur privatisation depuis des lustres.

En remontant aux années 40-50, lorsque fut instaurée la gestion tripartite des organismes sociaux, on s'aperçoit qu'ils ont couvert la mise en place d'un système social profondément injuste, dans la mesure où la Sécurité sociale ne remboursait pas ou très peu un certain nombre de prestations médicales élémentaires, telles par exemple les traitements dentaire ou ophtalmologique qui ne relevaient pas de la médecine de confort, puisqu'une infection dentaire peut avoir des conséquences graves sur le cœur ou une mauvaise vision contribue à fatiguer le cerveau.

Quelle que soit la politique menée par le gouvernement ou la majorité parlementaire en place, imperturbablement les syndicats n'ont pas cessé d'y être associées ou de l'appliquer. Or, il se trouve qu'au fil du temps leur politique a consisté à réduire les droits des assurés sociaux, à rendre plus inégal que jamais l'accès à ces droits, à rendre plus inégal que jamais l'accès à ces services publics qui correspondaient également à des besoins élémentaires ou fondamentaux, et chaque fois avec l'aval des syndicats ouvriers, qui de fait sont devenus les fossoyeurs de tous les droits sociaux des travailleurs.

Il faut en finir une fois pour toute avec la mystification qui consiste à faire croire que les syndicats seraient à l'origine du progrès social ou qu'ils y auraient participé, en réalité, en concertation avec les représentants des capitalistes, ils n'ont fait qu'adopter des mesures qui permettaient d'assurer la paix sociale ou de faire en sorte, que les exploités s'accommodent tant bien que mal du sort qui leur avait été réservé ou qu'ils se résignent à vivre dans une société toujours plus inégalitaire et injuste sans penser à se rebeller contre l'ordre établi.

Du coup, on se demande quelle est la signification politique de tout appel à l'unité en direction des dirigeants syndicaux pour qu'ils prennent la direction de la mobilisation des masses pour défendre leurs droits, sinon qu'on est en présence d'une entreprise destinée à cautionner ou couvrir leur trahison.

Il y en a qui se sont figurés que cette supercherie politique pourrait durer indéfiniment. Manifestement ils se sont trompés, les masses ont fini par prendre plus ou moins conscience que les syndicats et les partis qui les dirigeaient en sous main étaient systématiquement associés à tous les mauvais coups qui leur tombaient dessus.

L'instauration d'une politique d'austérité au début des années 80 a servi de prétexte pour couvrir la capitulation des syndicats

à combattre pour des augmentations des salaires, et partant de là à défendre tous nos acquis, c'est donc à cette époque que remonte pas seulement le tournant, le coup final porté au syndicalisme, au mouvement ouvrier qui devait inexorablement se décomposer ou pourrir de l'intérieur les décennies suivantes, puisque parmi les partis ouvriers aucun ne rompra avec ces dirigeants syndicaux et l'orientation liquidatrice qu'ils avaient adoptée.

On nous a raconté que les travailleurs avaient déserté les syndicats, parce qu'il n'y avait plus rien à gratter, le temps des réformes sociales était révolu, mais personne apparemment ne s'est demandé pourquoi et qui en portait la responsabilité.

Pendant près de trois décennies, on avait été habitué à des augmentations salariales annuelles indexées sur l'inflation, quand elle était de 11%, les salaires augmentaient de 11%, pas tous les salaires, pas ceux des travailleurs qui n'étaient pas encore mensualisés, cela viendra après 68, et en l'absence de chômage, on pouvait faire monter les prix ou vendre notre force de travail au plus offrant, les patrons à court de main d'oeuvre qualifiée ou expérimentée ou parfois de main d'oeuvre tout court, étaient prêts à vous proposer un salaire d'embauche 20 à 30% supérieur à votre dernier salaire. Les plus chanceux furent ceux qui disposaient d'une formation ou d'une expérience dans les nouvelles technologies, informatique, électronique, bureautique, etc. C'est ainsi par exemple, que mon salaire passa d'environ 1.000 francs nets mensuels au milieu des années 70 à 7.000 francs 10 ans plus tard, à 10.000 à peine 6 ans plus tard. Pour la petite histoire, après, avec un léger temps de retard, la tendance allait s'inverser, j'étais devenu trop cher et je fus viré, d'où mon départ en Inde !

Puis à partir de 1983, plus rien, des miettes, entre 1, 3 ou 4% dans le meilleur des cas, c'était comme si soudainement le filon s'était asséché sans que personne ne comprenne pourquoi. Le tournant de la rigueur allait coïncider avec la victoire du néolibéralisme en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, les têtes de file de l'impérialisme mondial, et les gouvernements de toutes les puissances occidentales allaient s'aligner dessus ou entamer la mise en oeuvre de cette politique, qui consistera à liquider systématiquement pan par pan tous les droits sociaux et politiques que les travailleurs avaient acquis ou qui leur avaient été concédés à l'issue des deux guerres mondiales ou entre ces deux guerres, que ce soit au cours de la lutte des classes ou pour permettre le redémarrage de la machine capitaliste ou la reconstruction de l'Etat qui allait être mis à son service après des années de destructions.

C'est d'ailleurs ce qui nous permet d'affirmer que les nationalisations, les entreprises publiques, une grande partie des services publics que les uns et les autres revendiquent comme une grande victoire du mouvement ouvrier, est en réalité une mystification de plus.

Dès lors on comprend mieux pourquoi ils seront presque tous liquidés ou privatisés dans pratiquement l'indifférence générale, non pas que les travailleurs n'y tenaient pas, seule une minorité d'entre eux faisaient réellement partie des revendications pour lesquelles ils avaient combattu, la Sécurité sociale notamment, quant au reste ou à l'immense majorité, ils étaient juste indispensables au bon fonctionnement du capitalisme et de la société. Demandez à un travailleurs si pour lui cela présente de l'importance que l'avion dans lequel il vole, le train ou le métro qu'il emprunte pour aller travailler, etc. soit fabriqué par une entreprise privée ou publique, il vous répondra qu'il en a strictement rien à foutre, d'ailleurs ce n'est pas écrit dessus ou sur son billet ! Faites un sondage auprès de tous les vieux travailleurs que vous connaissez, demandez-leur s'ils ont entendu parler un jour d'un combat pour la nationalisation des ports, des aéroports ou je ne sais quoi encore, je suis prêt à parier que pas un ne s'en souviendra et pas un n'y aura participé. Alors ne parlons pas des générations suivantes qui ignoreront tout ou presque de cette période. En fait, il n'y a que les fonctionnaires qui travaillent dans ces entreprises publiques ou ces services publics qui se sentent concernés par leur destin, parce que leur statut et leurs privilèges en dépendent. Ils ont un réflexe purement corporatiste et pas davantage, et c'est cela qui les perdra et nous causera souvent un tort énorme.

De la même manière que les augmentations de salaire annuelle seront réduites à une peau de chagrin pendant 35 ans, toutes les entreprises publiques et tous les services publics seront démantelés un à un, liquidés, privatisés avec la participation de tous les syndicats sans exception. Les travailleurs, qu'il faudrait cesser de prendre pour des abrutis, le savent, la réaction s'est suffisamment employée à leur faire savoir.

Les syndicats sont liés à l'Etat et au patronat par tous les bouts depuis des lustres, leur confier votre destin, c'est comme confier la clé de votre habitation à un voleur, vous comprendrez pourquoi j'ai une certaine réticence à suivre ceux qui nous prodiguent un tel conseil, pas vous ?

On aura compris que cette conception du syndicalisme et de la lutte de classe est irrémédiablement incompatible avec nos intérêts et notre cause. Tous les partis dits ouvriers s'en sont accommodés, leurs dirigeants ont même gravi des échelons dans leurs instances pour faire partie de leurs appareils, c'est à croire que c'était leur unique objectif, alors qu'il aurait dû être à un moment donné d'en sortir pour fonder un véritable syndicat ouvrier indépendant de l'Etat et des capitalistes, hypothèse ou nécessité évoquée autrefois par Léon Trotsky.

Le bilan de leur action dans les syndicats relève également d'une mystification.

On pourrait être encore plus cruel, et affirmer que le bilan du mouvement ouvrier pour s'être dévoyé ou détourné du socialisme depuis près d'un siècle est une mystification puisqu'il ne cesse d'être réduit en poussière chaque jour qui passe. L'existence

de dizaines de générations, de milliards de travailleurs à travers le monde n'aura été qu'un cauchemar du premier ou dernier jour au cours du XXe siècle jusqu'à nos jours, on ne peut tout de même pas l'ignorer ou le passer sous silence sous prétexte que certains seraient mieux lotis que d'autres ou que leur condition aurait été meilleure que celle des générations précédentes.

On a envie de dire qu'il ne pouvait pas en être autrement, sinon le capitalisme ne se serait pas développé, ce qu'on oublie souvent, il faut ramener chaque facteur à sa place au lieu de se leurrer. Si je ne m'abuse, c'est Marx dans *Le Capital* qui l'avait noté en reproduisant des discours de capitalistes qui estimaient qu'ils pouvaient tirer profit de la lutte de classe du prolétariat et qui soutinrent certaines de ses revendications ; ce qui est l'évidence même quand on y réfléchit un instant, c'est navrant de devoir le préciser, j'allais écrire dorénavant mais cela aurait été une erreur, aujourd'hui comme hier on est en présence de militants dont le niveau théorique est pratiquement nul puisque leurs dirigeants ne leur ont enseigné.

Ce qui était déterminant et permettait de caractériser les syndicats ou plus généralement, c'était leur orientation politique, ce qui aurait permis ensuite de déterminer les tâches à accomplir dans les syndicats ainsi que les rapports à avoir avec eux. Vous noterez au passage que j'estimais indispensable d'y militer pour gagner des travailleurs au parti en premier lieu, ensuite participer au développement du syndicalisme.

Notre conception du syndicalisme est très simple à comprendre : combattre pour l'amélioration de la condition ouvrière, arracher des réformes sociales des capitalistes au cours de la lutte de classe ou de la mobilisation des masses, sans jamais rien leur concéder en retour, pas le plus infime compromis, de manière à conserver intacte l'indépendance du syndicat et de la classe ouvrière, condition préalable ou indispensable pour poursuivre notre combat jusqu'à l'émancipation du capital ou la liquidation du capitalisme, notre seul et unique objectif.

Notre conception du syndicalisme est conforme au principe selon lequel notre classe ne peut mener son combat qu'à condition que son indépendance soit préservée, qu'elle ne soit liée par aucun accord aux capitalistes ou leur Etat. Elle est incompatible avec celle adoptée par les dirigeants de la SFIO et du PC puis par l'ensemble des courants politiques du mouvement ouvrier, dont les trotskystes.

C'est la collaboration de classes qui se situe à la base de leur conception du syndicalisme, elle repose sur ce principe, donc le refus d'affronter la classe des capitalistes et son Etat. Partant de là tout s'explique.

En pratique, cela se traduit par l'établissement de liens étroits et permanents entre les différents ministères et les directions syndicales, quelle que soit la majorité parlementaire ou le parti auquel appartienne les ministres ; la participation des syndicats au conseil d'administration des entreprises publiques (où sont décidées les augmentations des tarifs du gaz et de l'électricité par exemple) ou la gestion tripartite des organismes sociaux (qui va les amené à ne plus rembourser certains médicaments par exemple) ; la mise en oeuvre et même la rédaction de la politique définie par le gouvernement dans toutes ces entreprises ou organismes qui sera tournée contre les travailleurs, parce qu'on n'imagine pas qu'il pourrait en être autrement de la part de gouvernement incarnant les besoins des capitalistes ; la politique dite contractuelle qui consiste à signer avec le gouvernement et le patronat des accords dans le dos des travailleurs et des syndiqués ; à participer directement aux institutions de la Ve République, dont le Conseil économique, social et environnemental, donc constituer un des piliers de ces institutions antidémocratiques ; négocier le bradage de nos acquis sociaux, les privatisations, etc.

Selon notre conception du syndicalisme, quelle devrait être la nature d'une négociation avec le gouvernement ou le patronat ?

Notons que pour négocier, il faut qu'il y ait quelque chose à négocier, du côté du patronat, pas du nôtre, car nous n'avons rien à négocier, rien à brader, rien à céder, c'est uniquement aux capitalistes après avoir extorqué la plus-value produite par les travailleurs ou fait main basse sur les richesses qu'ils ont produites, d'en concéder une partie aux travailleurs, les travailleurs leur ont déjà cédé la plus-value qu'ils avaient produite parce qu'ils n'avaient pas le choix, ce vol étant légal, ils n'ont donc rien à leur céder de plus, au contraire, ils exigent que cette plus-value leur revienne parce qu'elle leur appartient, ce sont eux qui l'ont créée par leur travail et non les capitalistes qui n'ont produit absolument aucune richesse nouvelle.

Etait-ce le comportement adopté par les syndicats envers le gouvernement et le patronat ? Pas du tout, mais bien l'inverse, en bradant tous nos acquis sociaux, en acceptant des entailles toujours plus profondes dans le Code du travail, ils concèdent toujours plus de plus-value aux capitalistes, ils leur permettent d'accroître le taux d'exploitation, ils prennent en charge les besoins du capitalisme en crise, ils se transforment donc ouvertement en agents du capital, les syndicats ne sont plus des instruments de la lutte de classe des exploités contre les exploités, mais l'inverse.

Ma brève expérience du syndicalisme.

Quand je fus délégué syndical et du personnel chez U-Bix (Konica copieur) au début des années 80, les salariés exigèrent une augmentation générale des salaires correspondant à l'inflation, soit 8,5% si je me souviens bien. Il n'existait pas de syndicats ouvriers précédemment dans cette entreprise. Habités depuis des années à obtenir automatiquement ce niveau d'augmentation, ils se calèrent sur 8,5%. Quand je leur demandai s'ils accepteraient 5 ou 6% à la suite de négociations avec la direction, ils me répondirent pratiquement unanimement qu'ils refuseraient, c'était 8,5% ou rien.

Je les écoutai attentivement et je pris bonne note de leur détermination. Moi, je ne faisais que servir d'intermédiaire entre eux et la direction à ce stade, ensuite seulement j'organiserai la grève s'ils souhaitaient y recourir, je n'étais pas plus hier qu'aujourd'hui un gauchiste, c'était aux salariés de définir le contenu du mandat qu'ils me confieraient et que j'aurais à remplir, quelle action ils comptaient mener, ce n'était pas à moi de leur dicter quoi que ce soit ou de prendre des initiatives dans leurs dos, je ne faisais que les guider ou les conseiller, je pris soin de leur expliquer qu'ils devaient bien réfléchir avant de prendre leur décision, se battre jusqu'au bout, accepter un compromis ou capituler et accepter des miettes.

Pour justifier leur détermination à ne pas lâcher sur les 8,5%, ils m'expliquèrent que s'ils acceptaient cette année 5 ou 6%, l'année suivante on leur demanderait d'accepter 3 ou 4%, et puis plus rien les années suivantes, ce qui pour eux était inconcevable puisque les prix continueraient d'augmenter chaque année, ils refusaient que leur mode de vie se dégrade. Je leur répondis OK, ce sera 8,5% et grève illimitée avec occupation jusqu'à satisfaction. Quand je rendis compte à la direction de l'inflexibilité des salariés, elle ne me prit pas au sérieux, j'étais forcément un gauchiste, tout le monde savait que j'avais milité à l'OCI. Alors je convoquai une assemblée générale au cours de laquelle la totalité des salariés votèrent à main levée devant le directeur général les 8,5% et la grève illimitée.

Entre temps, pendant plus d'un mois elle avait tenté de m'amadouer, elle était prête à ne pas réduire la prime de 14e mois, si nous acceptions un compromis aux alentours de 5 ou 6%, les discussions avaient lieu au restaurant gastronomique du tennis club de la Défense (92) situé à Nanterre à proximité de l'entreprise, je ne cédaï sur rien, mieux, j'en rajoutai une couche en les menaçant d'une nouvelle grève s'ils touchaient au 14e mois. Finalement, la quasi totalité des salariés se mirent en grève illimitée et la direction capitula sur toutes nos revendications trois jours et demi plus tard, elle paya même les jours de grève et les tickets restaurants, tellement elle avait été surprise par la détermination unanime des salariés.

Ces salariés étaient prêts au combat. Ils ont saisi l'occasion qu'un délégué syndical était prêt également à mener ce combat jusqu'au bout, et ensemble nous devenions invincible.

Question, croyez-vous qu'à l'époque l'immense majorité des travailleurs du pays ne partageaient pas l'état d'esprit de ces salariés qui n'avaient jamais fait grève de leur vie, j'étais l'unique syndiqué ouvrier (technicien) de toute la boîte, qui s'étaient dressés dans l'unité contre la direction et la politique de rigueur du gouvernement Mitterrand-Mauroy pour exiger que leurs besoins soient satisfaits ? Pourquoi n'avons-nous pas assisté à un ras de marée, à une puissante mobilisation des masses, sinon parce que les militants des différents partis ouvriers qui avaient des mandats syndicaux étaient corrompus ?

Moi j'étais un jeune militant inexpérimenté, très dogmatique, c'était ma première expérience syndicale, je me suis débrouillé tout seul pour organiser cette grève, et je peux vous dire que je n'en menais pas large, j'ai même failli tout abandonner, je ne reçus aucun soutien extérieur, je mis la fédération de FO devant le fait accompli, je ne voulais surtout pas qu'ils débarquent dans la boîte, ils auraient été capables de tout faire foirer.

Alors imaginez ce qu'aurait pu faire des syndicats implantés depuis des lustres dans des dizaines ou centaines de milliers d'entreprises ou administrations. S'ils n'ont pas fait ce que j'ai fait, c'est tout simplement parce qu'ils ne le voulaient pas ou parce que déjà à cette époque les travailleurs avaient une idée épouvantable des syndicats, à moins que les syndicats ne les aient formatés à leur image ou en aient fait des esclaves dociles, résignés, c'est d'ailleurs ce à quoi peut mener toutes les publications syndicales sans même qu'il soit besoin de les lire.

En somme, si on a bien compris, vous voudriez imposer votre conception du syndicalisme dans les syndicats. Arrêtez votre cirque, je n'ai même pas essayé de l'imposer quand j'étais délégué syndical. Vous n'y êtes pas du tout, j'estime tout simplement que ce sera indéfiniment impossible, on ne doit se faire absolument aucune illusion à ce sujet. C'est comme ceux qui se figurent qu'en rejoignant un parti et en constituant une tendance ils pourront un jour modifier radicalement son orientation politique sans tenir compte de sa véritable nature contre-révolutionnaire ou réactionnaire, ce sont des mythomanes, des mégalomanes, des paumés, des aventuriers, les partis jusqu'aux plus infimes formations politiques en sont remplis !

Le refus de caractériser précisément les différents acteurs politiques était révélateur.

Depuis les années 40, nos dirigeants ont refusé de caractériser le PS, le PCF, les syndicats, le mouvement ouvrier, ou pour être plus précis, de modifier la caractérisation qui en avait été faite précédemment et qui était devenue obsolète ou erronée, partant de là on comprendra pourquoi ils refuseront qu'on les caractérise eux-mêmes. Ils refusent également d'admettre que la classe ouvrière et le mouvement ouvrier se sont embourgeoisés, tendance que Marx, Engels et Lénine avaient déjà observée dès la fin du XIXe siècle et le début du XXe siècle, tendance qui évidemment ne cessera de se renforcer tout au long de la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours.

En quelque sorte, ceci explique cela, et c'est pour n'avoir pas cessé de nier cette réalité que nous en sommes là aujourd'hui, que nous nous retrouverons totalement désarmés théoriquement, politiquement, sur le plan organisationnel pour affronter l'offensive néolibérale.

Ce n'était pas un gros mot à l'époque de Marx et Engels d'affirmer que le mouvement ouvrier et les masses traversaient des périodes où ils étaient réactionnaires, impérialistes, donc xénophobes et racistes puisque cela va ensemble. Et quelles conclusions en tiraient-ils? Qu'il fallait s'adresser aux couches les plus défavorisées du prolétariat, ainsi qu'à celles des couches moyennes qui ne bénéficiaient pas des largesses que le capitalisme réservait aux couches supérieures qui constituaient à ses côtés l'élite sur lequel il s'appuyait pour assurer la stabilité du régime.

Qu'avons-nous retenu de cet enseignement ? Absolument rien ! Nous avons eu faux sur pratiquement toute la ligne, et nous avons écopé la réaction sur toute la ligne, cela vous surprend-il encore ?

Seconde partie.

Vous avez envie d'uriner, soulagez-vous, c'est le moment ou jamais (lire plus loin) ou vaut mieux encore le totalitarisme que le socialisme.

Un harcèlement permanent, hystérique, auquel participe avec zèle l'ensemble de la gauche et de l'extrême gauche, tout partis et syndicats confondus.

Changement climatique, racisme, homophobie, sexisme, PMA, migrant, les instruments de la guerre idéologique et psychologique mondiale menée contre les peuples exploités et opprimés par les tenants de la gouvernance mondiale ou le nouvel ordre mondial totalitaire.

Quand la classe des colonisateurs, esclavagistes, racistes, antisémites, xénophobes, misogynes, homophobes, impérialistes, pollueurs, exploités, pillés, mafieux, criminels, inquisiteurs, dictateurs, etc. donne des leçons de morale et de démocratie à la terre entière, il est de notre devoir de dénoncer et de combattre cette imposture.

- Ce sont ceux qui saccagent notre planète qui prétendent vouloir la sauver...
- Ce sont ceux qui continuent la politique de la Françafrique, pillent et maintiennent dans le sous-développement le continent africain qui prétendent lutter contre le racisme...
- Ce sont ceux qui dressent les peuples les uns contre les autres qui prétendent lutter contre la xénophobie...
- Ce sont ceux qui ont inculqué au peuple que les homosexuels étaient des sous-hommes, qui maintenant prétendent lutter pour leurs droits...
- Ce sont ceux qui ont toujours considéré les femmes comme une sous-espèce de l'homme pour justifier les restrictions à leurs droits et des différences salariales, qui prétendent défendre les droits des femmes...
- Ce sont ceux qui découragent ou mettent des obstacles à l'adoption d'orphelins qui sont aujourd'hui favorables à la PMA...
- Ce sont ceux qui ont détruit l'Afghanistan, l'Irak, la Syrie, la Libye, etc. qui prétendent vouloir accueillir leurs réfugiés...

Tout cela n'est qu'une monstrueuse et sordide manipulation, instrumentalisation des conséquences de leur politique criminelle qu'ils entendent faire supporter aux peuples qui n'y ont jamais souscrit.

Il faut bien avoir conscience que sans le consentement du peuple, sans la participation de la gauche et de l'extrême gauche à cette machination, elle serait rendue impossible, inefficace.

Participez-y ou soutenez-les, et vous deviendrez un de leurs agents. Conservez votre dignité, adoptez résolument le combat pour la révolution socialiste mondiale !

Quelques exemples de cette propagande frénétique totalitaire.

Réchauffement climatique.

- Emmanuel Macron va lancer un Haut conseil pour le climat - franceinfo 25.11

Selon les informations du Journal du dimanche, qui cite l'Elysée, Emmanuel Macron va annoncer mardi 27 novembre la création d'un Haut conseil pour le climat composé d'experts (...) structure placée sous l'autorité du Premier ministre.

Peu de choses ont filtré (...) Emmanuel Macron va "donner le cap sur la transition écologique", devant les membres du Conseil national de la transition écologique (CNTE), composé d'élus, de syndicats, d'ONG et d'associations, dans l'objectif de la rendre "acceptable", a expliqué l'Élysée à l'AFP.

D'après Le Journal du dimanche, il devrait compter parmi ses membres Laurence Tubiana, ex-négociatrice lors de la COP21, Pascal Canfin, président de WWF France, et des personnalités du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec). Le Haut conseil pour le climat sera "doté de moyens" et pourra "intervenir sur toutes les politiques publiques", a expliqué la présidence au JDD.

D'après l'hebdomadaire, les "macronistes se sont convertis à l'idée qu'il faut 'associer davantage'" les syndicats, les associations de défense de l'environnement, les syndicats agricole et la société civile, dont certains "gilets jaunes". franceinfo 25.11

Syndicats, ONG et associations participent à la mise en oeuvre de la politique de Macron, et prétendent la combattre, c'est clair non ? Avez-vous envie de les imiter ou y participez-vous ?

- Les camions à leur tour soumis à des normes écolos ? - LeParisien.fr

- «Plus personne ne dit : "l'écologie ça suffit"» - Liberation.fr

Dans sa circonscription du Maine-et-Loire, le député LREM Matthieu Orphelin essaie tant bien que mal de «vendre» les mesures du gouvernement contre la hausse des prix du carburant. Liberation.fr

A bas l'écologie des capitalistes !

- WAG, l'application coaching pour devenir un «écolo» exemplaire - Liberation.fr

En misant sur son aspect ludique le logiciel mobile lancé par WWF invite les Français à devenir des acteurs de la révolution verte en changeant leurs habitudes de consommation. Liberation.fr

Toujours ces saloperies d'ONG qu'ils financent en première ligne...

Marché aux esclaves.

- Environ 500 migrants tentent en vain de franchir la frontière américaine à Tijuana - AFP

- À la frontière USA-Mexique, la police use de la force contre les migrants de la caravane - Le HuffPost

Sexisme

- En Europe, plusieurs marches féministes contre les violences sexistes et sexuelles - AFP

Appel à la délation par le gouvernement vichyste.

- Une plateforme de signalement de violences sexistes et sexuelles lancée mardi par le gouvernement - Le HuffPost

- La marche #NousToutes à Paris a rassemblé plus de monde que la manif des gilets jaunes - Le HuffPost

- La Turquie empêche une marche contre les violences envers les femmes - AFP

- Espagne: des milliers de manifestants contre les violences envers les femmes - AFP

- Contre les violences faites aux femmes, un record de lumières en Colombie - Le HuffPost

- 4.000 bracelets fluorescents pour la cause des femmes - AFP

- PMA comme Projet momentanément ajourné ? - Liberation.fr L'examen du texte qui doit ouvrir la procréation médicalement assistée à toutes est reporté. Mais pourquoi ?

Le néolibéralisme, c'est la démocratie

- Gifle électorale pour le camp progressiste à Taïwan - AFP 25 novembre 2018

On s'en félicite !

Pour l'AFP et les ONG encadrés par la NED/CIA, "*le camp progressiste*" signifie celui qui participe à toutes les campagnes identitaires made in USA destinées à briser la culture du peuple ou à entretenir la division de la Chine.

- Hongrie : importante manifestation de soutien à "l'université Soros" - euronews

Et pendant ce temps-là où en est le capitalisme ?

- L'urine, cette mine d'or qui s'ignore - Liberation.fr 17.11

Nos excréments regorgent de nutriments essentiels à la production de notre alimentation. Plutôt que de les faire passer à la trappe, autant les recycler. Liberation.fr 17.11

Barbouzerie

- A Nice, Nicolas Sarkozy inaugure une allée Charles-Pasqua qui fait débat - LeParisien.fr

Lobbying

- La recommandation du vaccin anti-HPV étendue aux garçons dans deux régions - Publicsenat.fr

A titre d'expérimentation, la recommandation du vaccin contre le papillomavirus, cause de cancer de l'utérus, est étendue aux garçons en plus des filles. Publicsenat.fr

[La macronie est aussi le produit de ce que les imposteurs appelèrent la gauche.](#)

En passant, l'ultra droite, voilà une caractérisation qui irait très bien au centriste qui ont adopté l'idéologie néolibéral avant que le PS la partage.

- Stanislas Guérini, futur patron d'En marche a déjà eu plusieurs vies - Le HuffPost 23.11

Le 1er décembre prochain, Stanislas Guérini devrait succéder à Christophe Castaner comme délégué général de La République en marche.

Un jeune étudiant pro-DSK

Il est tout juste diplômé de HEC quand en 2006, Stanislas Guérini vit sa première aventure politique. A 24 ans, en prolongement d'un stage dans le think tank de gauche "À gauche en Europe" (qui donnera naissance ensuite à Terra Nova), il fait partie de l'équipe de jeunes loups qui espèrent mener Dominique Strauss-Kahn à la victoire lors de la primaire socialiste. Au QG du candidat, il retrouve Benjamin Griveaux mais aussi plusieurs personnes aujourd'hui autour d'Emmanuel Macron: c'est le cas de son conseiller spécial Ismaël Emelien, de sa conseillère presse Sibeth Ndiaye ou de son conseiller économie Cédric O. Avec eux, il est chargé de préparer des notes pour le candidat qui sera finalement battu à plate-couture par Ségolène Royal. Dix ans plus tard, ils se retrouveront derrière un autre prétendant à l'Élysée.

Un chef d'entreprise écolo

Alors que certains de ses camarades restent dans le milieu politique, Stanislas Guérini met en pratique les cours qu'il a reçus à HEC dans la vraie vie. En 2007, il lance son entreprise spécialisée dans l'énergie renouvelable, Watt et Home. Il s'associe pour l'occasion avec Jean-Pierre Emelien, le père d'Ismaël et multiplie alors les allers-retours entre Paris et Grenoble où est situé le siège de sa société. Quelques années plus tard, il expliquera que c'est cette expérience qui l'a conduit à retenter l'aventure politique. "J'avais créé une société d'installation de panneaux solaires chez les particuliers, or du jour au lendemain, le gouvernement Fillon a déclaré un moratoire sur les mesures d'incitation au rachat d'électricité. Résultat: le secteur est passé en quelques mois de 25.000 à 15.000 salariés. J'ai dû faire des licenciements économiques", déplorait-il en 2017 auprès de BFMTV. Son entreprise perd près 25% de chiffre d'affaires mais contrairement à beaucoup d'autres dans le secteur, elle ne coule pas. Fin 2013, Stanislas Guérini passe la main à un autre directeur général et rejoint à Paris les rangs de la multinationale Elis (groupe de blanchisserie industrielle) comme "directeur de l'expérience client" où il bénéficie d'une rémunération confortable (un

peu plus de 7000 euros net, selon sa déclaration d'intérêts).

Un monsieur loyal pour Macron

Après une brève rencontre avec Emmanuel Macron en 2014, c'est Ismaël Emelien qui le rattrape en 2015 pour lancer l'aventure En Marche! dont il devient un pilier. En même temps qu'il est l'une des têtes pensantes du mouvement, il en devient le référent parisien. C'est à ce titre qu'il est de tous les meetings du candidat dans la capitale dont il assure l'animation. Une fois la victoire survenue et alors que certains restent dans l'ombre, il fait -comme Benjamin Griveaux- le choix de briguer un poste de député. En juin, il est élu dans la 3e circonscription, celle de la socialiste Annick Lepetit. Porte-parole du groupe LREM, il est spécialisé sur les projets de loi économiques: rapporteur du texte sur le droit à l'erreur, il l'est aussi sur la loi Pacte. Le HuffPost 23.11

[Suite de la mobilisation contre la politique d'austérité.](#)

Le prix du carburant n'est pas la seule revendication des "gilets jaunes" qui manifestent samedi 17 novembre dans toute la France. Ils dénoncent plus globalement la politique du gouvernement. francetvinfo 17 novembre 2018

Ce sont des traîtres ou des vendus qui parlent en notre nom.

Il y en a qui ont estimé que le mot d'ordre "*démission Macron*" était désuet, le POID notamment, Ruffin de La France Insoumise a fait savoir qu'il n'avait rien contre les CRS, d'autres en viennent à prendre la défense des journalistes travaillant pour la chaîne ultra néolibérale BFMTV, bref tous à leur manière ont fait acte d'allégeance au régime, dont acte. Farida Amrani (LFI) a appelé son adversaire Francis Chouat (LREM) pour le féliciter.

Les gilets jaunes rêvent de "démission" de Macron pour leur "acte 3" le 1er décembre - Le HuffPost 25.11

Un appel invitant les gilets jaunes à manifester le 1er décembre sur les Champs-Élysées a reçu des milliers de réponses.

A la différence de l'appel précédent qui préconisait un rassemblement à Concorde, cet "Acte III" a fixé comme point de rendez-vous les Champs-Élysées, en dépit des violences qui y ont été observées samedi.

"Pour le 1er décembre, il faudra faire ça proprement. Aucune casse et cinq millions de Français dans la rue", prévient la page Facebook "Les gilets jaunes", à l'origine de ce nouvel appel. À l'heure de la rédaction de cet article (près de 4h du matin, heure française), l'événement comptait plus de 12.000 confirmations et 65.000 internautes intéressés.

Dans sa description, l'appel énumère des revendications plus ou moins réalistes: une rencontre à l'Élysée pour "exiger" du chef de l'État "plus de pouvoir d'achat" et "l'annulation des taxes sur le carburant". Sans quoi "Macron démissionne", s'enflamment les administrateurs de la page.

Alors que le rassemblement parisien de samedi a été émaillé d'incidents, et que plusieurs journalistes ont été agressés par des gilets jaunes, à Toulouse et Béziers notamment, les administrateurs songent à établir un service d'ordre, à la manière d'un syndicat traditionnel.

"Pour sécuriser nos prochains rendez-vous, nous proposons de mettre en place des "gilets rouges", qui auront la responsabilité de sortir les casseurs de nos rangs. Il ne faut surtout pas se mettre la population à dos. Faisons attention à notre image les amis", avancent les organisateurs, alors que de très nombreux commentaires continuent de vilipender la presse.

Samedi 24 novembre, ce sont près de 160.000 personnes qui se sont rassemblés à travers la France pour exprimer leur ras-le-bol fiscal, soit une participation plus faible que le 17 novembre, coup d'envoi de cette grogne hétéroclite. Le HuffPost 25.11

La cote de popularité de Macron chute encore, à 25% - Le HuffPost 17 novembre 2018

Les Français sont de moins en moins satisfaits de l'exécutif: Emmanuel Macron perd 4 points en novembre, atteignant son score le plus bas à 25% de popularité, et Édouard Philippe chute de 7 points à 34%, selon un sondage Ifop publié dans le Journal du Dimanche... Le HuffPost 17 novembre 2018

Un sondage Elabe publié mercredi dernier par BFMTV révélait que 73% des Français les soutenaient, un chiffre qui monte même à 85% au sein des classes populaires. lefigaro.fr 25 novembre 2018

[Tous des fachos ont décrété Macron et ceux qui se sont opposés à cette mobilisation ?](#)

«On nous a parlé de ruissellement, mais y en n'a pas» - Libération.fr 24 novembre 2018

Au péage de la Gravelle, en Mayenne, où les voitures particulières et les poids lourds qui viennent de Paris passent gratuitement entre deux haies de gilets jaunes depuis samedi matin, les échanges vont bon train entre manifestants sur les impôts, les taxes, le pouvoir d'achat.

«On veut bien payer des impôts si c'est pour construire des hôpitaux», lance Christelle, 46 ans, artisane. «Au lieu de cela, on voit les services publics qui se dégradent et la dette qui se creuse, mais où va l'argent ?»

Où va l'argent ? La question revient comme un leitmotiv. Pascal, un grand gaillard aux cheveux coiffés en brosse, agent communal dans un village voisin, veut bien lui aussi payer des taxes, mais «pas pour qu'on supprime des profs qui se retrouvent avec trente gamins dans une classe ou qu'on enlève des infirmières dans les hôpitaux».

«Quand un simple employé a des frais vous croyez qu'on ne lui demande pas de justificatifs ?», lance un «gilet jaune» qui met également en cause les régimes de retraite des élus nationaux.

«Au lieu de supprimer l'ISF, on ferait mieux de bien distribuer les richesses», renchérit Anna, 45 ans, cadre à la Poste. «Dans ce pays, il y en a, et le bon Président c'est celui qui saura faire ça. C'est une question de décence. Je connais une femme de 75 ans qui touche 400 euros de retraite et a dû prendre un emploi de serveuse dans la restauration. Cela c'est indécent.»

Annabelle, 30 ans, qui cumule des emplois de crêpière, de poissonnière et d'animatrice dans des centres commerciaux selon les besoins de ses «patrons», abonde. Cheveux blonds coupés court et anorak mauve remonté jusqu'au menton, elle met aussi en cause le pouvoir central.

«On nous a parlé de ruissellement, mais y en n'a pas. Il n'y a rien de redistribué. On nous a dit aussi qu'on allait aider les derniers de cordée à rejoindre les premiers de cordée, mais la corde elle est cassée. On a l'impression d'être revenu au temps de Louis XVI avec un président dans son palais d'argent.»

Un peu plus loin, chacun raconte ses conditions de vie ou un petit bout de son histoire. Comme Valérie, 49 ans, qui a travaillé «vingt ans dans le commerce puis dix ans comme aide-soignante», avant de retourner vers le commerce «écœurée par le manque de considération et de moyens» dans le milieu médical.

«Il n'y a plus rien d'humain», explique-t-elle. «On n'a même plus cinq minutes pour un échange, pour prendre une main. Il faut remettre de l'humain dans la société et arrêter avec tout ce qui brille.» 24 novembre 2018

À Paris, gilets jaunes et ivresse révolutionnaire - L'Express.fr 17.11

Venu exprès de l'Yonne, Alex, 40 ans est "venu voir Macron" pour qu'il lui explique "comment vivre avec 1500 euros". "Je veux être là où ça va durer", explique cet auto-entrepreneur, persuadé que le mouvement va s'étaler sur plusieurs jours. "Macron doit quitter le pouvoir", martèle Bruno, un Val-d'Oisien de 38 ans qui travaille dans la sûreté aéroportuaire. "Si l'on compte l'abstention et les suffrages non-exprimés, Emmanuel Macron est illégitime. On doit revoter et reconnaître le vote blanc", explique-t-il. L'Express.fr 17.11

À Montpellier, les gilets jaunes ont même réservé une haie d'honneur aux participants de la marche contre les violences sexistes et sexuelles. Réunis sur la place de la Comédie, ils ont acclamé le cortège à son passage comme vous pouvez le voir ci-dessous. Le HuffPost 24 novembre 2018

["On va voir". LFI soutient indéfectible de Macron et du régime. Numéro d'illusionniste et mystification.](#)

Ruffin (LFI) : "Il faut que Macron enlève les bouchons qu'il a dans les oreilles" - AFP 24 novembre 2018

"Il faut que Macron enlève les bouchons qu'il a dans les oreilles et qu'il entende le peuple", a déclaré samedi le député de La France Insoumise, François Ruffin, venu défilier aux côtés des "gilets jaunes" sur les Champs-Élysées avant que des violences n'éclatent.

"Moi je ne viens pas pour jeter des pavés sur les CRS mais Macron a dit qu'il fallait qu'on vienne le chercher. Les gens viennent en tous cas pour lui passer clairement un message: c'est qu'il faut qu'il change de politique", a affirmé sur LCI le député de la Somme.

"La démocratie c'est aussi que les dirigeants entendent ce que le peuple a à dire quand les dirigeants mènent une politique aussi injuste (...) qui favorise l'argent contre les gens", a-t-il estimé. AFP 24 novembre 2018

Autrement dit, si ceux qui nous gouvernent entendaient le peuple, nous serions en démocratie, parce que voyez-vous se serait possible, ce serait compatible avec la crise du capitalisme, avec les besoins du capitalisme ! Allez monsieur Ruffin, vive le capitalisme, vive la Ve République!

"Je vais regarder ce que va nous proposer le président de la République (mardi), s'il y a des formes de rétablissement d'une justice fiscale, on va voir. Si c'est des usines à gaz qui en vérité ne règlent rien, je pense que ça passera mal", a averti le député LFI Alexis Corbière. AFP 26 novembre 2018

C'est tout vu, vendu !

Et apparemment les travailleurs le savent...

Totalitarisme. Avec 10% des électeurs inscrits, il est "**largement élu député**"

Législative dans l'Essonne: Francis Chouat élu dans le fauteuil de Manuel Valls - LeFigaro.fr 26 novembre 2018

Dimanche soir, c'est le maire d'Évry, Francis Chouat, qui l'a emporté, et très largement, avec 59,1 % des voix. Cette élection est cependant marquée par une abstention colossale.

Le taux d'abstention, toujours aussi élevé, autour de 82%, montre que les Insoumis n'ont pas réussi à mobiliser, dans un contexte pourtant très défavorable au gouvernement.

Pour Farida Amrani et la France insoumise, l'échec est cuisant. Elle a appelé son adversaire pour le féliciter.

Dimanche soir, Manuel Valls a salué le résultat sur Twitter, se disant «heureux et fier». «C'est aussi la défaite du populisme et de la haine de Jean-Luc Mélenchon», a ajouté l'ancien premier ministre. "Ce soir mon ami Francis Chouat est largement élu député."

Richard Ferrand, le président de l'Assemblée nationale : Sincères et amicales félicitations à Francis Chouat élu brillamment dans l'Essonne à l'Assemblée nationale.

Toutes ces considérations sont à relativiser au regard du très faible taux de participation. Déjà bas en juin 2017, à peine 36,6 %, il est tombé à près de 18 % dans cette circonscription où l'on trouve de nombreux quartiers populaires, notamment à Evry et à Corbeil-Essonnes. Un triste record. LeFigaro.fr et Le Parisien.fr 26 novembre 2018

Un avant-goût du résultat de élections européennes de 2019 ?

Dans quelle société vivons-nous ? Quelques éléments de réflexion.

- Gilets jaunes: qu'entend-on par "France périphérique"? - Lexpress.fr 24/11/2018

De quoi le mouvement des gilets jaunes est-il le nom? "C'est une confirmation de la confrontation entre la France périphérique et la France des métropoles", tranche Christophe Guilluy dans un entretien au Figaro. Nous ne sommes pas en face d'un mouvement marginal et catégoriel." Pour le géographe, la sociologie du mouvement - "socle de la classe moyenne occidentale" - et sa géographie - "territoires ruraux, petites villes et villes moyennes", témoignent d'une révolte de cette France des oubliés.

Le concept de France périphérique, en revanche, fait florès, se diffuse dans tout le débat social et politique, notamment autour des inégalités et trouve particulièrement de l'écho à droite. La notion est formellement théorisée par Christophe Guilluy dans un essai éponyme publié en 2014, sous-titré Comment on a sacrifié les classes populaires. L'ouvrage développe des thèses esquissées dans son précédent essai; Le géographe oppose une France des métropoles - où se créent les richesses et les emplois qualifiés grâce à la mondialisation - et une France frappée par la désertification des emplois: petites et moyennes villes et zones rurales. Cette dernière représente 60% de la population et près de 80% des classes populaires, estime Christophe Guilluy.

Ouvriers, employés ou petits commerçants composent cette fameuse France périphérique, éloignée de la concentration de richesse et sous-dotés en services publics: des perdants de la mondialisation, chassés des métropoles en raison de la pression immobilière, mais aussi des banlieues pour échapper au sentiment de minorité culturelle lié à l'immigration. Christophe Guilluy refuse toutefois d'ethniser son analyse. "Dans les cités, l'insécurité culturelle' est loin de ne concerner que les "petits Blancs", ainsi que le veut la caricature. Si vous étudiez la géographie de la banlieue, vous constaterez, entre autres, qu'il y a eu un fort exode de Maghrébins en pleine ascension sociale: ils ne se sentaient plus "chez eux" avec l'arrivée de nouvelles populations immigrées", expliquait-il à L'Express en 2017.

La France serait donc coupée en deux. D'un côté, la France dynamique: on y retrouve une classe urbaine de cadres aisés et une population immigrée, qui vivent néanmoins séparés par des "frontières invisibles". "Les bobos ont tous les outils pour vivre la mixité", expliquait Christophe Guilluy en 2017 à L'Express, citant les arrangements avec la carte scolaire. "Le multi-culturalisme à 10000 euros par mois, ça n'est pas la même chose que le multiculturalisme à 1000 euros par mois".

De l'autre, une France en voie de déclasserment et de relégation sociale comme culturelle, en "sécession" avec la France des métropoles. Le tout sans lien entre les deux. "Parallèlement, les milieux populaires sont, eux, dans un processus de marronnage, c'est-à-dire qu'ils n'attendent plus rien du monde d'en haut. En tout cas, la classe moyenne a explosé", estime Christophe Guilluy. Lexpress.fr 24/11/2018

Les Gilets jaunes, «un mouvement très révélateur de la cassure entre deux France» - leparisien.fr
23 novembre 2018

Pour le politologue Jérôme Fourquet, la fronde des Gilets jaunes révèle les multiples fractures - politiques, sociales, territoriales - du pays.

Directeur du département opinion de l'institut de sondages Ifop et chercheur associé à la Fondation Jean Jaurès, Jérôme Fourquet analyse les fractures de la société mises en lumière par le mouvement des Gilets jaunes.

On a l'impression d'une France fracturée. C'est un constat juste ?

Jérôme Fourquet. Oui. Ce mouvement est révélateur de multiples fractures qui se superposent. Fracture spatiale d'abord, avec d'un côté la France des zones rurales et de l'étalement urbain, fortement dépendante de l'automobile, donc extrêmement sensible au prix des carburants. De l'autre côté, la France des grandes villes, à commencer par Paris, où moins d'un foyer sur deux dispose d'une voiture. Samedi dernier il y avait un contraste criant entre les 2000 points de blocage, pour la plupart dans des petites villes ou des villages, et les effectifs squelettiques de la manifestation des Gilets jaunes place de la Concorde et sur les Champs-Élysées.

Et la deuxième fracture ?

C'est la fracture sociale. La France qui se mobilise ou qui soutient les Gilets jaunes, c'est la France des fins de mois difficiles, la France du salariat, ou de retraités, la France de la petite classe moyenne. Celle qui a le sentiment de ne plus arriver à boucler les fins de mois. Ou quand elle y arrive, c'est juste pour payer les dépenses contraintes mais sans plus pouvoir se permettre le moindre extra.

A qui s'oppose-t-elle ?

A une France beaucoup plus aisée. On l'a vu sur les réseaux sociaux, à travers les contre-pétitions venant d'un public plutôt parisien, diplômé : cadres, ingénieurs, professions intellectuelles. Ils reprochent aux bloqueurs de se préoccuper de mettre de l'essence dans leur réservoir alors qu'ils ne voient pas que la maison brûle. Les premiers ont les moyens d'avoir une vision à long terme, les autres ont le sentiment d'être aspirés vers le bas par la hausse des dépenses contraintes et des taxes, dont le prix à la pompe est l'emblème : beaucoup ne payent pas l'impôt sur le revenu, le prix de l'essence est le prélèvement le plus visible. Il y a un fossé béant entre les cadres d'un côté, les ouvriers et employés de l'autre.

La politique joue-t-elle un rôle dans le mouvement ?

Oui, la troisième fracture est politique. L'électorat qui soutient très fortement ce mouvement est celui de la protestation, ceux qui votent Rassemblement national (ex-FN), Dupont-Aignan et dans une certaine mesure pour les Insoumis. Mais on constate aussi un fort soutien parmi la population détachée de la politique, abstentionniste, revenue de tout. En face, on trouve un électorat macroniste, qui ne comprend pas voire critique ce mouvement.

Tous ces éléments se superposent-ils ?

Oui, assez bien. Prenons par exemple deux départements en Ile-de-France, les Yvelines et la Seine-et-Marne : la mobilisation est beaucoup plus forte dans le second, plus populaire, où le Rassemblement national a fait des scores très élevés. Tandis que les Yvelines sont plus macroniennes, plus fillonistes. C'est aussi un électorat dépendant de la bagnole, mais avec de plus grosses cylindrées et les moyens de faire le plein.

Pourquoi ces fractures explosent-elles aujourd'hui ?

Elles existent depuis longtemps - référendum de 2005, élections successives. Cela explose maintenant à cause du détonateur

du carburant. Emmanuel Macron n'a pas créé ces fractures, il hérite du fardeau. Mais il a exacerbé ces clivages par son action politique et son comportement. Sur les ronds-points, on entend beaucoup de références à l'ISF, à la CSG des petits retraités. On critique aussi le président des riches, et ses formules sur Il n'y a qu'à traverser la rue pour trouver du boulot, modèle social coûte un pognon de dingue, et autres Gaulois réfractaires... Macron a avivé ainsi des plaies qui étaient déjà à vif. leparisien.fr 23 novembre 2018

- Les «Gilets-jaunes», le réveil des citoyens français par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 25 novembre 2018

Selon le site de France-police.org, le samedi 24 novembre 2018 à 19h25, le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, annonçait 1619 lieux d'actions sur tout le territoire national. L'estimation du syndicat de la police était, à peu de chose près, au même niveau que celle du Ministère de l'Intérieur.

En revanche, le site contestait d'emblée et fortement le chiffre fantaisiste du ministre de l'Intérieur qui, à un individu près, annonçait sans complexe le nombre de 106.301 manifestants «Gilets-jaunes» sur toute la France. Le syndicat rappelait qu'il était absolument impossible de donner un chiffre exact de manifestants à une personne près! En faisant cette déclaration, le ministre Castaner se moquait ouvertement du monde!

A l'image du samedi 17 novembre, les points de blocage ont rassemblé en moyenne 250 gilets-jaunes. Pour assurer une rotation de dix à douze heures de manifestations, il était nécessaire que les points de blocages soient doublés et passent à une moyenne de 500 Gilets-jaunes, environ.

Le site de la police fait donc un calcul approximatif démontrant que 1619 points de manifestations multipliés par une moyenne de 500 Gilets-jaunes, donnaient environ 809.500 participants aux manifestations des Gilets-jaunes!

De plus, par le syndicat de la police, nous apprenions hier que le ministère de l'Intérieur avait fait pression sur les Parquets en leur donnant des « consignes de fermeté pour influencer leur appréciation des affaires en lien avec les Gilets-jaunes! » Le syndicat de la police se dit, par ailleurs, « scandalisé par une telle pratique, alors que les Procureurs n'ont pas à être aux ordres du ministre de l'Intérieur!»

Le site poursuit en déclarant que la police nationale attendait, à ce propos, une « réaction très forte du Syndicat de la Magistrature ». Quant au Syndicat de la police, il assure faire confiance aux Procureurs de la République qui sauront faire leur travail selon le « droit de notre pays et conformément à la jurisprudence en vigueur » et non pas selon une « justice d'exception exigée par un ministre de l'Intérieur à des fins politiciennes!»

Nous savons tous que ce mouvement citoyen est né d'initiatives spontanées et non pas à partir de consignes d'associations, de syndicats de travailleurs, de groupes politiques, ni même d'élus de la République...

C'est la conscience citoyenne qui s'est réveillée créant un mouvement citoyen de protestation et de revendication, exigeant pour l'essentiel aujourd'hui, la démission d'Emmanuel Macron jugé n'être pas à la hauteur de ses responsabilités...

Plus de 72% des Français, disait un expert en politique sur le plateau de RT France, ce jour-même, sympathisent avec ce mouvement de manifestation sur toute la France. Je rappelle que c'est à peu près la proportion de gens qui n'a pas voté pour installer Macron à l'Élysée : les voix exprimées pour Emmanuel Macron s'élevaient au nombre de: 20.630.677,00 (le chiffre du Ministère de l'Intérieur étant différent compte tenu des magouilles sur les inscrits) sur 47.644.602,00 de Français inscrits sur les listes électorales.

Au premier degré, les initiateurs du mouvement ont pensé que chacun avait un gilet jaune, ayant la vertu de rendre bien visible celui qui le porte, puisque la sécurité routière avait rendu obligatoire l'usage d'un gilet jaune fluo en cas de détresse sur la voie publique...

Mais, au second degré, il faut souligner que l'utilisation massive du gilet jaune allait donc vouloir signifier essentiellement aux politiques que le peuple disait massivement sa détresse et qu'il fallait le « voir », il fallait « l'entendre », il fallait venir à son secours en cessant de le maltraiter par une fiscalité injuste et démentielle...

Le gilet jaune était donc un premier signal, un avertissement, un signe de ralliement mais aussi un signal d'alarme. Si les «élites» arrogantes de l'oligarchie au pouvoir se sont emparées de l'État, c'est en se moquant de la volonté du peuple et sans le consentement de sa majorité... Ce Pouvoir est donc logiquement dans l'obligation d'entendre aujourd'hui ce signal d'alarme et cet avertissement « bon enfant », car le Pouvoir ne peut pas impunément se moquer du peuple et abuser de sa patience...

Or, que voit-on et qu'entend-on ?

Un Castaner déclarait le mardi 20 novembre 2018, qu'il accusait les « Gilets-jaunes » de « complicité de terrorisme » et ainsi allait pouvoir agir désormais contre le mouvement social en fonction de cette déclaration!

Il ne serait pas impossible qu'un attentat soit donc organisé également par le Pouvoir, afin, comme d'habitude, de rappeler aux frondeurs et récalcitrants, qu'ils doivent se soumettre à la nouvelle forme de dictature inaugurée en France depuis la constitutionnalisation de « l'état d'urgence »! Les jours qui viennent nous le diront si ce mouvement citoyen perdure! (...)

Car, bien entendu, il est inutile de s'éterniser sur le radotage niais de la désinformation et comme d'habitude des images manipulatoires diffusées par les médias « officiels » sur les violences montrées comme si cet épisode des Champs Élysée était la seule chose survenue à l'occasion de cette journée de mobilisation protestataire du 24 novembre... Les BFMTV menteur par vocation, les LCI menteur par nécessité, les France Info menteur par facilité, les France Télévision menteur par soumission, les TF1 menteur par intérêt... n'avaient que des lamentations à diffuser en minimisant l'importance du mouvement et en le criminalisant sans vergogne, puisque désormais une nouvelle loi, celle du 20 novembre 2018, contre « la manipulation de l'information » les protégeait avantageusement leur donnant les coudées franches pour se moquer ouvertement du peuple en colère...

Bientôt, si Macron manque de lucidité et s'entête à dire que ce qui se passe en France n'est qu'une violence passagère, gratuite et opportuniste, organisée par les casseurs d'extrême droite à l'appel de Marine Le Pen, il faudra bien que quelqu'un dise à sa Majesté que ce n'est plus simplement «une révolte passagère qui est en cours, mais que c'est devenu une Révolution, faute d'avoir été entendue à ses prémices», et qu'à ce compte là, il risque bien de voir sa tête tomber avant d'avoir réalisé l'inconscience dans laquelle son idéologie ultra libérale l'a conduit!

Le peuple Français est patient, il peut attendre longtemps avant d'engager la fronde, mais lorsque la « mesure de trop » est devenue « le plus qu'assez », son âme révolutionnaire se réveille et là il n'est plus question de soumission ou de compromission. En France, la colère du peuple peut devenir cinglante et déterminée: en l'espace de quelques heures, le pays peut se mettre à ruisseler de larmes et de sang! L'état dans lequel, les Champs Élysée se sont retrouvés, en fin de journée du 24 novembre, n'a été qu'un petit avertissement sur ce que le pays tout entier pourrait en un instant devenir! Il semble que les leçons de l'histoire ne servent pas à grand chose; pourtant, elles auraient dû avertir les nouveaux princes qui se sont arrangés pour s'emparer du pouvoir, mais il semble que non : il faut toujours recommencer à secouer le joug, car tout Pouvoir est en soi une perversion qui tend naturellement à l'abus.

« Un Pouvoir délégué sans un autre qui le surveille et le contrôle, tend naturellement à violer le principe de sa délégation, et à transformer cette délégation en souveraineté », disait Brissot en 1791. Un pouvoir délégué n'est donc pas un pouvoir mais l'exercice d'une autorité contrôlé par la volonté du peuple qui s'est exprimée dans la Constitution écrite par lui et non pas par des prédateurs au service des pilleurs de l'humanité...

Si le gilet jaune est en soi un signe d'avertissement et aussi un appel au secours, un désir d'attirer une attention bienveillante et respectueuse pour la vie de millions de concitoyens mise en danger et réclamant d'être protégée, il se pourrait bien qu'en ayant brutalisé, criminalisé et accusé de « complicité de terrorisme », ce cri d'appel des «Gilets-jaunes», le Pouvoir se soit transformé en promoteur irresponsable d'un appel aux armes et d'une mutation intempestive des «Gilets-jaunes» en « Gilets pare-balles »! Mondialisation.ca, 25 novembre 2018

[L'aristocratie syndicale élit son héritier.](#)

- Force ouvrière. Avec Yves Veyrier, le retour des «réformistes» - Liberation.fr 23 novembre 2018

Le successeur de Pascal Pavageau à la tête de Force ouvrière a désormais un nom : Yves Veyrier. Le plus ancien membre de la direction, où il siège depuis 2004, a remporté jeudi 45,75 % des voix, contre 43,35 % pour Christian Grolier, patron de la fonction publique, et 10,9 % pour Patrice Clos, le numéro 1 de la fédération des transports.

Cette victoire d'une courte tête marque le retour du clan «réformiste», longtemps porté par Jean-Claude Mailly puis balayé par l'élection de Pascal Pavageau en avril. Elle se fait au détriment de Grolier, soutenu par le puissant courant trotskyste de FO, et enterre les ambitions du clan Pavageau, dont le candidat (Patrice Clos) arrive en dernière position. «Je ne suis pas le clone de Jean-Claude Mailly, ni celui de Pascal Pavageau», a affirmé le vainqueur, plus effacé et moins offensif à l'oral que ses deux prédécesseurs. Liberation.fr 23 novembre 2018

Quel "courant trotskyste de FO", celui du POI ou du POID ? Peu importe.

[Ils osent tout.](#)

- Mieux vaut être smicard aujourd'hui que millionnaire hier - LePoint.fr

Bienvenue chez les barbares.

Les Frères musulmans recrutent en direct, Libération en fait la promotion, normal.

- Avec AJ +, Al-Jezira séduira le genre oumma - Liberation.fr 16 novembre 2018

AJ + : «Que ce soit Xavier Niel ou le Qatar, je m'en fous...»

LGBT+, féminisme, minorités... La version française du média en ligne appartenant à la chaîne qatarie épouse toutes les causes «progressistes».

Lors d'une soirée organisée par AJ + à Paris, «Libération» a rencontré les amateurs du média. Une population jeune, souvent séduite par les sujets abordant les minorités.

Des jeunes, éduqués, informés et hyperconnectés : c'est le public que semble séduire AJ + en France, si l'on en croit la soirée organisée par la chaîne dans la capitale, fin octobre. Un «tweet-up» à l'occasion duquel l'audience française était invitée à rencontrer une dizaine de membres de la rédaction, pour la plupart venus spécialement de Doha.

L'événement a lieu dans une ancienne gare du nord de Paris reconvertie en bar bobo. Une quarantaine de curieux ont fait le déplacement. L'assemblée, composée aussi bien de hipsters en sneakers que de jeunes filles voilées, affiche une moyenne d'âge de 25 ans à peine. L'ambiance sonore est teintée d'orientalisme, le buffet sans alcool, et des télé à écran plat diffusent en boucle des vidéos de la chaîne.

La plupart des followers présents, souvent bilingues voire trilingues, suivaient déjà AJ + en anglais ou en arabe avant de découvrir la déclinaison française, lancée en décembre 2017. C'est le cas de Donia, 20 ans, étudiante en journalisme, qui a grandi avec Al-Jezira en fond sonore au domicile familial. Son père est égyptien, sa mère algérienne, et sa tante présentatrice sur la chaîne qatarie. C'est donc naturellement qu'elle a commencé à suivre AJ +, qui «parle des sujets qui concernent les minorités», trop souvent délaissés ou traités comme subalternes par la presse traditionnelle. Si le média plaît à sa génération, estime la jeune femme, c'est aussi en raison de sa gratuité et de son ton pédago.

Un peu plus loin, Fateh, étudiant en sociologie politique de 25 ans, discute avec Oueys, 24 ans, qui prépare le barreau. Ce dernier vante l'attention portée par AJ + à la «condition des personnes défavorisées dans le monde. Les infos que je vais voir sur cette chaîne, je ne le vois pas ailleurs». Tous les participants voient dans AJ + un média engagé contre les injustices et les discriminations, davantage qu'un Brut ou un Konbini.

Nassim, étudiant en cinéma documentaire, est de cet avis : AJ + est «un des premiers médias français qui parle des questions liées à l'antiracisme». Il cite notamment une vidéo sur la Nuit des Noirs, festival de Dunkerque accusé de perpétuer la pratique du «blackface». Le Marseillais regrette cependant le manque de sujets traitant de l'actualité en région. Quant à la question de la plus ou moins grande dépendance à Doha, elle n'a pas l'air de chagriner le jeune homme, ni ceux que nous avons rencontrés ce soir-là : «Que ce soit Xavier Niel [fondateur de Free et coactionnaire du groupe Le Monde] ou le Qatar, je m'en fous... Certes, il y a du soft power, mais quel média échappe à ça ? Est-ce que ça décrédibilise le média pour autant ? Je ne crois pas.» Liberation.fr 16 novembre 2018

Le Monde, Xavier Niel ou l'émir du Qatar où est la différence, si ce sont eux qui le disent, on ne les contredira pas !

Vous avez raison de vous en foutre puisqu'il n'y a plus de différence entre Le Monde et Al-Jezira. Comment cela ?

Le Monde incarne l'idéologie anglo-saxonne et soutient les barbares qui ont adoptés l'idéologie des Frères musulmans. Al-Jezira adopte l'idéologie anglo-saxonne pour attirer des populations musulmanes vivant en occident en mettant en veilleuse son soutien aux barbares. Ils se partagent les rôles.

Le Qatar veut ainsi se démarquer (et emmerder) les Saoudiens et obtenir le soutien de la gauche et extrême gauche des pays occidentaux à défaut de celui de leurs peuples...

Ces barbares compatible "LGBT+, féminisme, minorités", quel bonheur, quel cadeau vous nous faites là, Allah ô Akbar! Alors que leurs disciples de Daesh en Syrie balançaient vivant du toit des immeubles des homosexuels qui allaient s'écraser sur la chaussée, quand ils ne leur coupaient pas les couilles ou ne les empalaient pas en public, à Libération ils ont déjà oublié !

C'est ce que je n'ai cessé d'expliquer, ils servent les mêmes intérêts, et ceux qui se laissent instrumentaliser en participant à leurs campagnes font le jeu de ces barbares et de la gouvernance mondiale.

- Campagne occidentale pour les Droits des islamistes chinois - Réseau Voltaire 15 novembre 2018

Les gouvernements occidentaux ont lancé, le 13 novembre 2018 au Conseil des Droits de l'homme des Nations unies, une campagne en soutien aux islamistes chinois dont certains sont internés préventivement dans des camps éducatifs.

Au début de l'opération de l'Otan visant à placer les Frères musulmans au pouvoir dans tous les États arabes, en 2010-11, la Chine populaire —comme certains pays occidentaux— a facilité le départ de ses islamistes vers le Moyen-Orient. Elle pensait à tort se débarrasser ainsi d'eux. Lentement, elle s'est rendue compte que le remède était pire que le mal, les islamistes partis combattre en Libye et en Syrie servant de modèles à de nouvelles recrues sur leur propre sol. De nombreux attentats ont alors eu lieu non seulement dans les régions musulmanes, mais aussi dans d'autres.

Jusqu'ici les musulmans vivant au Xinjiang disposaient de nombreuses exemptions à la loi générale. Ils pouvaient par exemple avoir plusieurs enfants lorsque les autres Chinois n'étaient autorisés à n'en avoir qu'un.

Par le passé, la CIA soutenait le séparatisme ouïghour face aux Chinois hans comme elle soutenait le séparatisme tchéchène face aux Russes ethniques. Aujourd'hui, elle soutient les jihadistes, ce qui est tout à fait différent même si l'objectif reste d'affaiblir Beijing et Moscou.

Après le 19ème congrès du Parti communiste, en octobre 2017, la Chine, incapable de siniser l'islam, a commencé à considérer que le problème du jihadisme ne pouvait être dissocié de l'islam lui-même. Des partisans de l'islam politique ont été arrêtés et contraints à des stages de rééducation. Leur nombre est impossible à évaluer : il se situe selon les sources entre 10 000 et 1 000 000.

Le Parti communiste vient d'exiger que tous ses adhérents prêtent serment de ne pas pratiquer le régime halal. De facto, la pratique de certains rites musulmans est devenue hors la loi.

Une communauté chinoise de 18 000 personnes (parlant le turc), dont au moins 5 000 combattants stationne actuellement à Idlib (Syrie). Elle bénéficie du soutien des services secrets turcs (membres de l'Otan). La Syrie et la Russie ont accepté de ne pas l'attaquer pour le moment, craignant le rapatriement d'une partie d'entre eux. On signale également l'arrivée de nombreux jihadistes chinois en Malaisie, en Indonésie, en Thaïlande, mais aussi aux Philippines, alors que l'on y croyait le problème réglé. Réseau Voltaire 15 novembre 2018

Front commun Qatar, Hamas, Netanyahu, Jabotinsky et Grand Israël.

- Démission du ministre israélien de la Défense, Avigdor Lieberman - Réseau Voltaire 15 novembre 2018

Le ministre israélien de la défense, Avigdor Lieberman, a démissionné de ses fonctions, le 14 novembre 2018, après la signature du cessez-le-feu avec le Hamas.

M. Lieberman est entré en confrontation avec le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, lors de l'accord israélien autorisant le Qatar à approvisionner en fuel et à transférer des liquidités au Hamas. Il s'est également opposé au cessez-le-feu avec le Hamas.

Partisan de la séparation physique des juifs et des arabes, M. Lieberman considère comme une folie de donner un pouvoir illégitime au Qatar à Gaza et des moyens au Hamas. Selon lui, il ne fait aucun doute que si cette décision fait tomber la tension à court terme, elle permettra un regain des activités terroristes des Frères musulmans à long terme.

Contrairement à la présentation qui en est faite par la presse internationale, Avigdor Lieberman est intéressé à la paix, tandis que l'appareil militaire entend maintenir le statu quo et que Benjamin Netanyahu poursuit le projet de Grand Israël de Zeev Jabotinsky.

Le sioniste religieux Naftali Bennett, beaucoup plus extrémiste que M. Lieberman, a posé un ultimatum au Premier ministre, menaçant de sortir de la Coalition gouvernementale et de la faire chuter s'il n'obtenait pas le ministère de la Défense.

Selon un sondage réalisé dans la journée, près des trois quart des Israéliens soutiennent l'analyse de M. Lieberman. De nombreux Israéliens résidant à moins de 30 kilomètres de la Bande de Gaza —région cible de roquettes depuis la prise de pouvoir du Hamas à Gaza, en 2006— ont manifesté à l'annonce du cessez-le-feu, réclamant une politique de sécurité à long terme.

On ne dispose pas de sondage sur l'opinion des Gazaouis. Les dirigeants du Hamas, quant à eux, se sont félicités de la démission d'Avigdor Lieberman, saluant une victoire pour leur mouvement.

L'Autorité palestinienne n'a pas encore réagi. Réseau Voltaire 15 novembre 2018

Aux basques de la gauche, vous méritez de le savoir.

- Il n'y a pas eu de vague bleue démocrate, juste une vaguelette par George Galloway – RT 8 novembre 2018 – Le Saker Francophone.

Extrait.

Les Démocrates n'ont pas appris grand-chose de leur défaite face à Trump en 2016. Leur « politique identitaire » consistant à célébrer « le premier ceci, le premier cela » élu au parlement dans l'histoire des États-Unis ne consolera sans doute pas ceux dont la vie continue d'être gâchée par le capitalisme néolibéral prédateur de la classe dominante étasunienne.

Et comme je vis dans un pays dirigé par Theresa May, et Margaret Thatcher avant elle, je peux vous dire qu'élire des femmes n'est pas nécessairement une bonne affaire. Sur les 101 « bébés Blair » élues en 1997 comme femmes parlementaires travaillistes, plus de 90 ont voté en faveur de la guerre en Irak (sans parler de la réduction des prestations pour les mères célibataires, entre autres).

Idem pour les député-es travaillistes gays et lesbiennes qui ont refusé de soutenir Jeremy Corbyn quand il a voulu mettre fin aux ventes d'armes à l'Arabie saoudite, un État qui jette les homosexuels du haut des gratte-ciels.

Idem pour la minorité travailliste musulmane qui a voté pour la destruction de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Libye et d'autres pays musulmans au cours des quelque 20 dernières années au Parlement britannique.

Alors, ne me demandez pas d'applaudir à l'élection au Congrès de Donna Shalala, du comté de Miami-Dade en Floride, par exemple. Je vous parie que cette amie d'Hillary Clinton, ex-membre du cabinet de Bill Clinton, dont l'élection a été saluée comme une victoire des « femmes arabes », soutiendra bientôt le bombardement des « femmes arabes ».

Bien sûr, c'est une bonne chose quand des femmes qui ont du cœur gagnent – comme Alexandria Ocasio-Cortez à New York et Rashida Tlaib au Michigan – mais ce n'est pas parce qu'une femme est une ex-militaire lesbienne ceinture noire des arts martiaux (je n'invente rien) que ça veut dire que... Vous me comprenez...

Le fait est que, sous la direction des mêmes dirigeants incompetents et corrompus qui ont choisi Hillary Clinton comme candidate de 2016 (après avoir truqué le scrutin contre Bernie Sanders), les démocrates ont perdu deux années entières à poursuivre des chimères russes, à faire équipe avec les opposants de Trump et à s'accrocher aux doctrines économiques de l'époque Clinton, sans se rendre compte que des quantités énormes de personnes appartenant à des minorités ou pauvres étaient interdites de vote, bref, avec ces leaders le parti a surtout fait du sur place.

Ceux qui aiment parier sont en train de courir chez le bookmaker pour parier sur la réélection de Donald Trump en 2020. Il sera réélu, c'est certain.

On s'est rendu compte de l'ampleur de l'interdiction de vote qui touche les électeurs, lorsque l'État de Floride a voté, cette semaine, pour redonner leur droit de vote aux « criminels » (qui sont essentiellement des Noirs, évidemment, pas des escrocs en col blanc, ni des émigrés cubains aux dents en or). 40% des hommes noirs de Floride ont découvert à leur réveil, mercredi, que leur droit de vote avait été rétabli. Cela représente un million de nouveaux électeurs noirs pour les prochaines élections.

Ayant survécu à 8 heures de CNN le soir des élections, j'ai pu entendre beaucoup de fanfaronnades sur la nouvelle « stratégie de recrutement des candidats » démocrates. Pourtant, en y regardant de plus près, on s'aperçoit que près de 100 candidats démocrates aux élections de mi-mandat étaient d'anciens militaires ou d'anciens membres de la CIA et autres services de sécurité. Rien ne témoigne mieux de l'incroyable dérive de l'ancien parti étasunien des ouvriers que ce constat.

Mes prédictions ?

Les démocrates vont perdre les deux prochaines années à examiner les relevés bancaires et les déclarations d'impôts de Donald Trump et à fouiner sur ses parcours de golf dans le monde entier, sans rien proposer de plus que la réforme du système de santé de la dernière décennie. Ils ne réduiront pas les frais de scolarité des étudiants, n'accorderont rien aux travailleurs en matière de rémunération ou de sécurité d'emploi, ne feront rien pour remédier aux clivages raciaux et à l'incarcération massive des jeunes hommes noirs aux États-Unis – comment pourraient-ils le faire ? C'est Bill Clinton qui a mis tout ça en place. (...) Ils ne proposeront aucune réforme démocratique significative pour remédier au système ridiculement dysfonctionnel car ils veulent en hériter (en Géorgie, par exemple, les machines à voter de certains quartiers pauvres, principalement noirs, n'avaient pas de fil électrique pour les connecter à la prise). Et surtout, ils vont continuer de militer, comme ils l'ont toujours fait, pour des changements de régime dans le monde entier.

Ils utiliseront tous les moyens, honnêtes ou malhonnêtes (probablement ces derniers) pour que Bernie Sanders ne soit PAS

leur candidat à l'élection présidentielle. Et, ce qui serait vraiment un gros coup de chance pour Trump, ils truqueront les primaires pour qu'Hillary Clinton porte à nouveau leur bannière en loques. Mêmes démocrates, même parti. (...)

George Galloway a été membre du Parlement britannique pendant près de 30 ans. Il anime des émissions de TV et de radio (sur RT aussi). C'est un cinéaste, un écrivain et un orateur célèbre.

Totalitarisme. Quelques témoignages supplémentaires.

France. Nouvelles lois liberticides

- Le Parlement adopte les lois anti-fake news - Lexpress.fr 20/11/2018

C'était un texte voulu et défendu par Emmanuel Macron. Ce mardi à l'Assemblée, les députés ont adopté les deux propositions de loi controversées contre "la manipulation de l'information" en période électorale.

Ces textes s'appuient essentiellement sur une surveillance des réseaux sociaux et des médias étrangers, mis en cause par le président après son élection.

Comme le rappelle Le Figaro, si les Français y étaient favorables, l'adoption ne s'est pas faite sans peine.

D'ailleurs, lors du vote, droite et gauche ont voté contre ou se sont abstenues, dénonçant des lois "inutiles" et pointant "un risque" notamment pour la liberté d'expression. La définition de la "fausse information" retenue "est toujours ni claire, ni protectrice", a estimé Constance Le Grip (LR), "sceptique" sur l'efficacité des mesures. Elle craint aussi "des effets indésirables", comme "un risque d'autocensure", de "police de la pensée" et des "atteintes à la liberté de la presse".

La loi, permettra notamment à un candidat, aux partis, ou à des associations citoyennes de faire retirer des fausses nouvelles sur les réseaux sociaux en période d'élection. Les réseaux sociaux, justement, devront faire preuve de transparence durant ces périodes en indiquant qui a payé pour promouvoir certains messages sur les fils d'actualité des internautes.

Enfin, le CSA aura la possibilité de suspendre ou de retirer aux chaînes étrangères d'émettre sur le territoire français. La loi devrait être mise en place d'ici les élections européennes de mai 2019. Lexpress.fr 20/11/2018

La barbarie jusqu'au bout.

- Fin de vie : Vincent Lambert restera dans un état végétatif, selon les experts - France 24 22 novembre 2018

Selon les experts mandatés par la justice, Vincent Lambert, tétraplégique depuis un accident en 2008, se trouve dans un "état végétatif chronique irréversible". Son cas avait relancé les débats sur la fin de vie en France.

Nouvelle étape dans l'affaire Vincent Lambert. Selon un rapport d'experts nommés par la justice obtenu mercredi 21 novembre par l'AFP, "l'état végétatif chronique" de ce tétraplégique de 42 ans, patient depuis dix ans au CHU de Reims (Marne), est confirmé comme étant "irréversible".

Nommés par le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, ces experts étaient chargés de se prononcer sur l'état du patient depuis 2014, date de la dernière expertise officielle, avant l'éventuel déclenchement d'une procédure d'arrêt des soins, souhaitée par le centre hospitalier.

Cette expertise avait été demandée par les parents Lambert, catholiques proches des milieux intégristes, et une partie de sa fratrie, qui considèrent que Vincent est "handicapé" mais a fait "des progrès".

"Vincent Lambert est dans une situation d'impotence fonctionnelle totale du fait des lésions encéphaliques irréversibles dont il a été victime en 2008, soit une durée de suivi évolutif de dix années", ont conclu les trois experts dans leur rapport datant du 18 novembre.

Son état de santé se traduit par "la limitation extrême ou totale de ses capacités d'accès à la conscience, de communication, de motricité, d'expression de sa personnalité, l'altération irréversible de son image, lui portent atteinte à un point qui n'est pas acceptable par lui-même et par son épouse et tutrice" Rachel Lambert, ont-ils ajouté.

Rachel Lambert se bat pour faire respecter la volonté de son mari qui, selon elle, n'aurait pas voulu d'acharnement thérapeutique, même s'il n'a jamais couché cette volonté sur le papier. "Ce n'est pas une surprise qu'il n'aille pas mieux, le débat

ne porte pas sur son état médical, il n'y a pas de doute là-dessus", a réagi mercredi soir auprès de l'AFP François Lambert, son neveu, également favorable à l'arrêt des soins.

Mais, sur certains points, les experts sont plus nuancés : ils avancent que la prise en charge du patient à travers ses "besoins fondamentaux primaires ne relève pas de l'acharnement thérapeutique ou d'une obstination déraisonnable", élément-clé de la loi Claeys-Leonetti sur la fin de vie.

À leurs yeux aussi, la condition médicale de Vincent Lambert "n'appelle aucune mesure d'urgence" et "il existe en France des structures pouvant l'accueillir jusqu'à sa disparition si le maintien au CHU de Reims s'avérait impossible pour des raisons autres que relevant de la simple technique médicale".

"Nous rejoignons l'avis des experts quant à la nécessité de transférer enfin Vincent dans un établissement spécialisé" pour qu'il ait "accès aux meilleurs soins", a déclaré à l'AFP Me Jean Paillot, l'un des avocats des parents du patient en livrant sa propre analyse du rapport. Cette requête a toutefois déjà été rejetée par la justice.

Un accident de voiture, sur une petite route près de Châlons-en-Champagne, a laissé le 29 septembre 2008 cet infirmier psychiatrique de 32 ans, marié et père de famille, cérébrolésé et tétraplégique. France 24 22 novembre 2018

Suisse. Même pas besoin d'intégrer l'UE...

Le Conseil fédéral peut une nouvelle fois être satisfait. Les Suisses ont suivi une fois de plus en tous points ses recommandations pour ces votations du 25 novembre.

La primauté du droit suisse sur le droit international ne sera pas inscrite dans la constitution.

Des détectives privés pourront à nouveau traquer les fraudeurs à l'assurance sociale. Les Suisses ont accepté à 64,7% la base légale permettant l'observation secrète d'assurés soupçonnés de triche. Seuls Genève et le Jura ont refusé.

Avec environ 48%, la participation est honorable, mais pas exceptionnelle. lematin.ch 26.11

Le contexte de ces votations.

Droit international : les Suisses votent - euronews 23 novembre 2018

Les Suisses décident ce dimanche par référendum si leur Constitution doit oui ou non primer sur le droit international.

Cette "initiative d'autodétermination" est soulevée par l'UDC, le parti de droite classé populiste.

Simonetta Samaruga est une conseillère fédérale issue du Parti socialiste qui craint que cette initiative ne remette en cause les engagements internationaux de la Suisse.

Simonetta Samaruga, conseillère fédérale suisse : "L'initiative d'autodétermination est une initiative populaire à grande échelle. Chaque fois que nous sommes en conflit avec un accord international, l'initiative exige que la Suisse procède toujours de la même manière. La Suisse doit renégocier. La Suisse doit résilier le contrat si nécessaire."

Le texte proposé par l'UDC est intitulé "le droit suisse au lieu des juges étrangers".

L'Union démocratique du centre estime que plusieurs traités internationaux adoptés par la Suisse ont empêché l'application de certaines lois nationales.

Selon le texte, en cas de conflit, les obligations internationales doivent être "adaptées" et si besoin, dénoncées.

À l'inverse, ceux qui s'opposent à la primauté de la Constitution suisse sur les traités internationaux relèvent qu'une victoire du oui impliquerait que la Suisse revoit non seulement ses engagements en matière de droits humains et mais aussi plusieurs centaines d'accords économiques fondés sur le droit international. euronews 23 novembre 2018

- La Suisse veut pouvoir espionner ses assurés sociaux - LePoint.fr 24 novembre 2018

Les Suisses se prononcent dimanche sur une nouvelle loi accordant un droit de surveillance « secrète » aux assurances santé pour démasquer les fraudeurs.

La presse suisse parle du « mystère de la chambre à coucher ». Car jusqu'où les assurances sociales pourront-elles aller pour vérifier si une personne est réellement malade, ou suffisamment handicapée pour bénéficier d'une rente d'invalidité, appelée « rente AI » ? Les Suisses se prononcent ce dimanche 25 novembre sur la modification « de la loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales ». Une formule compliquée pour désigner une loi qui autorisera la surveillance des assurés. Le Conseil fédéral (gouvernement) et le Parlement appellent à voter « oui », justifiant que les assurances sociales doivent pouvoir « observer secrètement l'assuré pour établir de manière certaine s'il a droit à des prestations ».

L'actuel président de la Confédération, le socialiste Alain Berset, ministre de l'Intérieur et de la Santé, défend la nouvelle loi, considérant qu'il « est central de pouvoir lutter efficacement contre les gens qui abusent » du système d'assurances.

Selon les derniers sondages, l'espionnage des assurés devrait l'emporter facilement, avec plus de 60 % des suffrages. Le « oui » est soutenu par la droite, l'extrême droite et même les Verts libéraux. En revanche, la gauche (les socialistes et les Verts), minoritaire, s'oppose à cette loi qui donne, selon elle, un chèque en blanc aux assurances. Celles-ci seraient « autorisées à violer massivement la vie privée des assurés et échapperaient à tout contrôle. Les moyens techniques nécessaires pourront être utilisés quasiment sans restriction », assurent les partisans du « non ». LePoint.fr 24 novembre 2018

Grande-Bretagne. La menace : Scotland Yard !

- La police londonienne autorisée à foncer sur les voleurs de motos - euronews 24 novembre 2018

A Londres, les voleurs de motos sont désormais prévenus : lorsqu'ils sont poursuivis en flagrant délit, les policiers pourront foncer sur eux pour les capturer. Scotland Yard a diffusé vendredi des vidéos montrant des courses poursuites au cours desquelles les policiers n'ont pas hésité à percuter des motards en fuite.

La police londonienne explique que les voleurs jouissaient jusque-là d'une relative impunité : les patrouilles renonçaient souvent à poursuivre les malfaiteurs par crainte de provoquer des accidents.

Désormais les motards n'auront plus d'échappatoires : qu'ils portent ou non un casque de sécurité et quelle que soit leur vitesse ils pourront être pourchassés à leurs risques et périls. euronews 24 novembre 2018

Ces abrutis de journalistes semblent s'en réjouir, il ne leur serait même pas venu à l'idée qu'en adoptant cette mesure la police londonienne prend délibérément le risque de provoquer des accidents, de percuter ou tuer des piétons... en toute impunité, ils seront protégés par la loi, le droit de tuer des citoyens innocents, comme aux Etats-Unis quand la police tire à vue sur des hommes ou des enfants désarmés ou qui ne présentent aucune menace, des Afro-américains de préférence.

[Totalitarisme. Quand les médias relaient la propagande des ultra néoconservateurs.](#)

huffingtonpost.fr - Donald Trump exige plus de "savoir-vivre" à la Maison Blanche, ses détracteurs s'étranglent.

huffingtonpost.fr - Jim Acosta a retrouvé son accréditation à la Maison Blanche et Trump n'a pas apprécié.

Huffingtonpost.fr - L'hôpital, la charité... La presse américaine a pu se réjouir d'avoir gagné une petite bataille face au Bureau Oval ce vendredi 16 novembre: un juge a ordonné à Donald Trump de redonner son accréditation à Jim Acosta, le journaliste de CNN banni de la Maison Blanche. Si le président a annoncé l'avoir fait de façon "temporaire", il a aussi exigé de la presse plus de respect... et de "savoir-vivre". Une dernière remarque qui a fait bondir les anti-Trump.

Twitt publié par huffingtonpost :

"Il doit y avoir un décorum à la Maison Blanche". Je vois Sarah Sanders courir dans les couloirs et répéter ça sans cesse alors que Trump tweete, fulmine de rage, dit des choses racistes, ment. Il doit y avoir un décorum à la Maison Blanche! Il doit y avoir un décorum à la Maison Blanche!" huffingtonpost.fr 16.11

Les journalistes corrompus des médias-oligarques constituent une menace pour "la survie de la civilisation" (Orwell), ainsi que ceux qui les soutiennent.

Extrait. Dressant la liste des nouvelles désastreuses ou alarmantes qui s'affichent à la une de son « quotidien du matin, un jour ordinaire peu mouvementé de novembre 1946 », Orwell laisse échapper ce commentaire :

Lorsqu'on examine ce qui s'est passé depuis 1930, il n'est pas facile de croire à la survie de la civilisation.

Ce qui rend cette époque dangereuse pour la civilisation, ce ne sont pas seulement le massacre des hommes par dizaines de millions, l'écrasement des villes sous les bombes, et les armes surpuissantes qui s'accumulent à nouveau. La pire menace aux yeux d'Orwell, c'est que le monde cesse d'être à la mesure des gens ordinaires : il devient impossible à chacun de vivre dans un univers proche et familier qu'il soit à même de comprendre et sur lequel il ait prise. Quand la vie et la survie quotidiennes dépendent directement d'événements qui ont lieu à des milliers de kilomètres et de décisions opaques prises par des puissants inaccessibles, et quand, pour comprendre ces événements et ces décisions, on ne dispose la plupart du temps que des mensonges de la propagande et de grilles d'interprétation faussées par les idéologies, c'est le socle de toute existence véritablement humaine qui se dérobe. (...)

Comment rendre les gens conscients de ce qui se passe en dehors de leur propre petit cercle, voilà un des principaux problèmes de notre temps, et une nouvelle technique littéraire va devoir être inventée pour y parvenir. (...)

Cette honnêteté et ce courage sont peu répandus dans une profession pour laquelle Orwell n'a, globalement, pas beaucoup d'estime. L'honnêteté ?

Sauf en cas de plainte pour diffamation, le journaliste moyen s'étonne, s'offusque même, qu'on se soucie de l'exactitude des noms, des dates, des chiffres et autres détails du même genre. Tout journaliste de la presse quotidienne vous le dira : l'un des secrets les plus importants de son métier, c'est l'astuce qui consiste à faire croire qu'il y a de l'information quand il n'y en a pas.

Le courage ?

Bien qu'il n'y ait pas d'interdictions expresses ni d'instructions claires sur ce qui doit ou ne doit pas être publié, on ne passe jamais outre la ligne officielle. Les chiens de cirque sautent quand le dresseur fait claquer son fouet, mais le chien vraiment bien dressé est celui qui exécute son saut périlleux sans avoir besoin du fouet.

Comme en témoignent ces chroniques, le combat politique quotidien d'Orwell est aussi, et pour une large part, un combat au sein du journalisme.

Il ne partage pas, en effet, l'idéologie professionnelle intéressée qui voudrait que, dans le combat pour la démocratie et pour un monde plus civilisé, le journalisme soit par essence dans le bon camp. Il est même clair qu'à ses yeux la plus grande partie de ce qui se publie dans la presse oeuvre au côté des forces de destruction. Analysant un numéro du Daily Mirror (l'un des tout premiers tabloïds anglais) daté de 1936, il accuse ni plus ni moins ce journal d'avoir une part de responsabilité dans la situation dramatique où se trouve l'Angleterre neuf ans plus tard : « Si vous voulez savoir pourquoi votre maison a été bombardée, pourquoi votre fils est [soldat] en Italie, [...] et pourquoi vous aurez bientôt besoin d'un microscope pour voir votre ration de beurre, vous avez sous les yeux une partie de la réponse. » Pourquoi ? Parce qu'en fabriquant de toutes pièces un monde pacifié, frivole et illusoire – « un endroit tranquille, dominé par la royauté, le crime, les soins de beauté, le sport, la pornographie et les animaux » –, un monde où l'on croit sur parole les déclarations lénifiantes des dictateurs fascistes, ce journal a interdit à ses lecteurs de prendre conscience de leur situation réelle.

Si la presse joue ce rôle néfaste, c'est d'abord parce qu'elle est presque tout entière « aux mains d'une poignée de gros capitalistes qui ont intérêt au maintien du capitalisme et qui tentent donc d'empêcher les gens d'apprendre à penser ».

(Chroniques orwelliennes par Jean-Jacques Rosat - Peut-on être journaliste, militant, et un homme libre ? - Collège de France)

[Troisième partie.](#)

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

[Inde](#)

L'extrême droite dont fait partie le Premier ministre Modi passe à l'offensive.

- Inde : des extrémistes hindous réclament un temple sur le site d'une mosquée - AFP 25 novembre 2018

Plusieurs dizaines de milliers d'extrémistes hindous ont manifesté dimanche pour exiger l'édification d'un temple à Ayodhya (Uttar Pradesh, nord de l'Inde), où a été détruite en 1992 la mosquée historique de Babri, un événement qui avait déclenché des émeutes ayant fait plus de 2.000 morts.

Les organisateurs espéraient la venue de 300.000 manifestants à Ayodhya et dans deux autres villes indiennes. Tout au long de la journée, des manifestants hindous venus en train ou en autocar ont afflué sur les lieux des rassemblements, où ont été déployés des milliers de policiers.

Des manifestants arboraient d'immenses pancartes montrant des scènes de la destruction de la mosquée, tandis que des orateurs nationalistes hindous appelaient à l'adoption par le parlement d'une loi autorisant la construction d'un temple dédié à Rama sur le site d'Ayodhya.

En 1992, des fidèles hindous inspirés par des nationalistes d'extrême droite avaient démolé la mosquée édifée au XVI^e siècle par le premier empereur moghol. Cette destruction avait provoqué d'importantes émeutes, faisant plus de 2.000 morts, en majorité musulmans.

Dix ans plus tard, le meurtre de pèlerins hindous revenant en train d'Ayodhya avait suscité des représailles contre les musulmans dans le Gujarat (ouest), qui avaient fait plus de 700 morts selon le gouvernement.

Ayodhya, considéré comme le lieu de naissance de Rama, avatar du dieu Vishnou, selon la tradition hindouiste, est un lieu sacré pour les hindous, qui affirment que la mosquée a été construite il y a 460 ans sur un site où s'élevait autrefois un temple.

Le chef du gouvernement de l'Etat d'Uttar Pradesh, Yogi Adityanath, un nationaliste qui milite pour la construction d'un temple sur le site, a rendu public dimanche un projet d'érection à Ayodhya d'une statue en bronze de Rama de 221 mètres de haut, ce qui en ferait la plus haute du monde.

A quelques mois des élections générales, les mouvements extrémistes hindous souhaitent faire pression sur le Premier ministre Narendra Modi, dont le parti nationaliste hindou Bharatiya Janata Party (BJP) entretient des liens avec des groupes extrémistes organisateurs du rassemblement à Ayodhya, comme le Vishwa Hindu Parishad (VHP) et le Shiv Sena.

Le chef du VHP Champat Rai a déclaré devant la foule que ces mouvements exigeaient "la totalité de la zone" pour l'édification du temple et qu'ils n'accepteraient pas un partage du site avec les musulmans.

La construction d'un temple a été une promesse de campagne du BJP, notamment dans l'Uttar Pradesh où il détient la majorité absolue. AFP 25 novembre 2018

Un missionnaire américain de moins.

- Américain tué par une tribu autochtone: la police indienne refuse d'enquêter auprès de la tribu - BFMTV 24/11/2018

La police indienne redoute qu'un contact avec le monde moderne perturbe profondément et bouleverse le mode de vie de cette tribu autochtone. Le corps du jeune américain tué le 16 novembre pourrait ne jamais être récupéré.

Les autorités indiennes ont renoncé à envoyer la police enquêter sur l'île de North Sentinel, où un Américain a été tué la semaine dernière, afin de protéger la tribu autochtone et isolée qui y vit des conséquences d'un contact avec le monde moderne.

Les autorités indiennes se sont limitées à un renforcement vendredi de leur observation à distance, envoyant un bateau au large de l'île pour la seconde fois.

"Les précautions nécessaires ont été prises pour assurer que ce groupe tribal particulièrement vulnérable ne soit ni bouleversé ni perturbé pendant la manœuvre," a indiqué la police dans un communiqué.

La peur de maladies aussi bénignes qu'un rhume, qui pourrait décimer la tribu de chasseurs-cueilleurs, ou la découverte de la modernité qui pourrait anéantir sa façon de vivre, l'ont maintenue dans une bulle que John Chau, qui se voyait en missionnaire, voulait briser en apportant un message d'évangélisation.

Agé de 27 ans, il a été tué il y a une semaine par le peuple des Sentinelles qui l'ont transpercé de flèches quand il a voulu débarquer pour les convertir au christianisme.

Il avait été auparavant informé par les autorités que toute intrusion était illégale, il est interdit de s'approcher à moins de 3 miles (5 kilomètres) de l'île.

Le corps de John Chau pourrait ne jamais être récupéré, les spécialistes des droits tribaux estimant qu'aucune charge ne pourra

être déposée contre les membres de la tribu, qui est probablement la dernière datant du pré-néolithique.

Selon Pankaj Sekhsaria, spécialiste des îles Andaman et Nicobar, il serait "futile" d'essayer de récupérer le corps de John Chau.

"Je ne pense pas que c'est une bonne idée de s'approcher davantage (des îles Sentinelles) car cela pourrait créer un conflit avec la communauté locale," a-t-il souligné auprès de l'AFP.

La police a indiqué qu'elle ne pouvait prévoir aucun calendrier pour une éventuelle récupération du corps.

Les autorités doivent désormais trouver un moyen de rendre le corps à la famille de John Chau tout en préservant l'isolement de la tribu qui est une garantie de sa survie.

Ces dernières décennies, les tentatives de contact du monde extérieur se sont heurtées à l'hostilité et à un rejet violent de la part de cette communauté estimée à 150 âmes.

D'une surface équivalant à la moitié de Paris, l'île de North Sentinel se situe à une cinquantaine de km à l'ouest de la ville de Port Blair, capitale du territoire indien des îles d'Andaman et Nicobar.

Selon l'ONG Survival International, les Sentinelles descendent des premières populations d'homo sapiens à être parties d'Afrique et vivent aux Andaman depuis 60.000 ans.

Pour d'autres anthropologues, il n'est pas prouvé que leur présence dans cette région soit aussi ancienne, même si elle est indubitablement plurimillénaire.

Les rares images des Sentinelles, prises depuis la mer, montrent des habitants à la peau noire. Ils ne portent pas de vêtements mais utilisent des feuilles ou des ficelles faites de fibres végétales pour des accessoires décoratifs tels que colliers ou bandeaux. BFMTV 24/11/2018

Russie-Ukraine

Provocation militaire ukrainienne contre la Russie. Avec ou sans l'aval de l'Otan ?

- Escalade entre Kiev et Moscou, qui capture trois navires militaires ukrainiens en mer Noire - AFP
26 novembre 2018

L'Ukraine a fait un pas important vers la déclaration d'une loi martiale après la capture manu militari par la Russie de trois navires de la marine ukrainienne qui a fait des blessés dans le détroit de Kertch marquant l'accès à la mer d'Azov, qui a provoqué une escalade sans précédent dans cette zone sensible.

La tension est telle que le Conseil de sécurité de l'ONU tiendra lundi une réunion d'urgence, selon des diplomates, qui ont précisé qu'elle avait été réclamée par les deux pays. Moscou a demandé qu'elle ait lieu à 11H00 (16H00 GMT), a-t-on précisé à l'AFP de même source.

Dans la nuit de dimanche à lundi, le Conseil de sécurité et de défense ukrainien réuni d'urgence a proposé au président Petro Porochenko d'introduire la loi martiale "pour 60 jours", a annoncé le secrétaire de cette structure.

Cette décision doit être entérinée par le Parlement ukrainien, dont une session extraordinaire est prévue dans l'après-midi, mais un vote positif est loin d'être garanti.

Lors de la réunion du Conseil de sécurité, le président Porochenko a dénoncé un "acte fou de la Russie contre l'Ukraine", assurant que l'"attaque" était préméditée. "La loi martiale ne signifie par une déclaration de guerre" à la Russie, "elle sera introduite uniquement pour la défense", a-t-il assuré.

Les tensions entre l'Ukraine et la Russie autour de la mer d'Azov ont connu une brusque flambée dimanche lorsque Kiev a accusé la Russie d'avoir percuté un navire ukrainien et bloqué l'accès à cette petite mer, située entre la Crimée, annexée en 2014 par Moscou, et l'est de l'Ukraine, théâtre d'une guerre avec les séparatistes prorusse.

La situation s'est rapidement dégradée, l'Ukraine accusant dans la soirée les Russes d'avoir capturé ces navires après leur avoir tiré dessus dans cette zone stratégique.

Les bateaux - deux vedettes blindées, le Berdiansk et le Nikopol, et le remorqueur Iani Kapu - tentaient d'entrer depuis la mer Noire dans le détroit de Kertch, séparant la Crimée de la Russie et marquant l'accès à la mer d'Azov.

Sur un total de 23 militaires à bord, six ont été blessés dont deux grièvement, selon l'armée ukrainienne.

La Russie a confirmé l'arraisonnement et l'"usage d'armes", en accusant les navires ukrainiens "de mener des actions illégales dans les eaux territoriales russes" et faisant état de trois Ukrainiens blessés.

La porte-parole de la diplomatie russe Maria Zakharova a dénoncé les "méthodes de bandits de grands chemins" de l'Ukraine, dans une déclaration transmise à l'AFP: "d'abord des provocations, puis de fortes pressions, puis des accusations d'agression".

La marine ukrainienne assure cependant avoir averti la Russie à l'avance de l'itinéraire de ses navires.

Selon elle, ses navires ont passé plusieurs heures devant le détroit de Kertch, alors qu'un navire pétrolier placé sous le pont de Crimée, qui enjambe le détroit de Kertch, bloquait l'accès au détroit.

Ce détroit, la seule voie maritime entre la mer Noire et la mer d'Azov, est un axe stratégique de première importance, pour la Russie comme pour l'Ukraine.

"Nous attendons de la Russie qu'elle restaure la liberté de passage dans le détroit de Kertch et nous appelons toutes les parties à agir avec le maximum de retenue afin d'aboutir à une désescalade immédiate de la situation", a exhorté l'Union européenne. L'Otan a aussi appelé "à la retenue et à la désescalade".

Le ministre ukrainien des Affaires étrangères Pavlo Klimkin a appelé l'Occident à "former une coalition claire pour résister aux actes d'agression de la Russie".

"Sur les instructions du président Porochenko, nous faisons immédiatement appel au Conseil de sécurité des Nations unies", a renchéri Volodymyr Ielchenko, représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'ONU.

La Russie revendique le contrôle des eaux au large de la Crimée depuis l'annexion de la péninsule. Kiev et les Occidentaux accusent Moscou d'"entraver" délibérément la navigation des navires commerciaux via le détroit de Kertch.

Les difficultés sont apparues avec la construction par Moscou du pont très controversé de 19 kilomètres de long dans le détroit de Kertch. L'installation de ses arches en 2017 empêche le passage d'une partie des navires. Cette année, les garde-frontières russes ont commencé à retenir des bateaux, officiellement pour des contrôles.

Kiev estime que Moscou pourrait aller jusqu'à préparer une offensive contre Marioupol, dernière grande ville sous contrôle de Kiev dans l'est du pays. AFP 26 novembre 2018

Arabie saoudite.

- Le prince héritier saoudien est derrière le meurtre de Khashoggi selon la CIA (Washington Post) - AFP 17 novembre 2018

La CIA a conclu que le prince héritier saoudien a commandité l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi à Istanbul le mois dernier, a rapporté vendredi le Washington Post, citant des sources anonymes au courant des investigations.

Cette information divulguée par le Washington Post, où collaborait régulièrement le journaliste critique de Ryad, contredit les récentes affirmations du royaume saoudien, qui a totalement dédouané Mohammed ben Salmane, surnommé "MBS".

Selon le quotidien de Washington, Khalid ben Salmane a conseillé à M. Khashoggi de se rendre au consulat saoudien à Istanbul, lui assurant qu'il ne lui arriverait rien.

Le quotidien ajoute qu'il avait passé ce coup de fil à la demande de son frère, ajoutant qu'il n'était pas clair que Khalid ben Salmane soit au courant que M. Khashoggi serait ensuite assassiné.

Khalid ben Salmane a très rapidement réagi, sur Twitter, à ces accusations, en réfutant fermement les allégations du Washington Post.

"C'est une accusation grave qui ne devrait pas être laissée à des sources anonymes", a-t-il dénoncé, accompagnant son tweet

d'un communiqué qu'il dit avoir transmis au journal.

"A aucun moment le prince Khalid n'a discuté de quoi que ce soit avec Jamal à propos d'un voyage en Turquie", est-il notamment écrit.

De son côté, le New York Times indique que des responsables américains ont averti que les agences de renseignement américaine et turque n'avaient pas de preuve évidente liant le puissant prince héritier à l'assassinat de M. Khashoggi.

Mais selon le journal new-yorkais, citant des responsables, la CIA estime que l'influence du prince est telle que l'assassinat n'aurait pu se produire sans son aval.

Sur un total de 21 suspects, il a inculpé à ce jour 11 personnes qui seront déférées devant la justice. Il a requis la peine capitale pour cinq d'entre elles.

Mais Mohammed ben Salmane, surnommé "MBS", n'avait aucune connaissance du dossier, avait affirmé lors d'une conférence de presse à Ryad le porte-parole du procureur général, Shaalan al-Shaalan.

Allié historique de Ryad, Washington s'est empressé jeudi d'annoncer des sanctions contre 17 responsables saoudiens pour leur "responsabilité ou leur complicité" dans le meurtre de Khashoggi. AFP 17 novembre 2018

- Selon Ankara, Trump a l'intention de "fermer les yeux" sur le meurtre de Khashoggi - AFP 23 novembre 2018

La Turquie a reproché vendredi au président américain Donald Trump de vouloir "fermer les yeux" sur le meurtre du journaliste Jamal Khashoggi en apportant un soutien sans faille au pouvoir saoudien au nom des intérêts économiques de Washington.

"D'une certaine façon, Trump dit "je fermerai les yeux quoi qu'il arrive"" sur le meurtre de Khashoggi, a déclaré le chef de la diplomatie turque Mevlüt Cavusoglu, en référence à des déclarations de soutien à Ryad exprimées cette semaine par le président américain.

Le meurtre de Jamal Khashoggi le 2 octobre dans le consulat de son pays à Istanbul a provoqué une onde de choc mondiale et considérablement terni l'image de l'Arabie saoudite, notamment celle du prince héritier Mohammed ben Salmane, dit "MBS".

Selon des médias américains, la CIA n'a plus de doutes sur la responsabilité du prince héritier dans le meurtre de Khashoggi. Mais M. Trump a assuré mardi que l'agence américaine de renseignement extérieur n'avait "rien trouvé d'absolument certain".

"Il se pourrait très bien que le prince héritier ait eu connaissance de cet événement tragique - peut-être, peut-être pas!", a-t-il dit, insistant sur les liens profonds entre Ryad et Washington.

"Il n'y a pas que l'argent qui compte", a vivement réagi vendredi M. Cavusoglu en référence à l'argumentaire de M. Trump qui a évoqué notamment l'achat d'armes américaines ou encore la stabilité des prix du pétrole pour justifier son soutien continu à Ryad. AFP 23 novembre 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Tunisie

- Tunisie : manifestations massives des fonctionnaires contre l'inflation - euronews 23 novembre 2018

Ce jeudi, des manifestations d'ampleur ont eu lieu dans toute la Tunisie, comme à Tunis où le rassemblement a eu lieu devant le Parlement. L'appel à la grève générale lancé par le syndicat UGTT a été très suivi. Ce dernier estime que 90% des 800 000 fonctionnaires que compte le pays ont participé au mouvement

Principale revendication : le pouvoir d'achat alors que la Tunisie connaît une forte inflation de 7,5% qui impacte fortement le budget des ménages. La chute du dinar et le chômage persistant au-delà de 15% pèsent aussi sur l'économie tunisienne.

A la tribune, Nouredine Taboubi, le secrétaire général de l'union générale tunisienne du travail revendique : "Le gouvernement nous parle aujourd'hui d'augmentation de salaires. Mais nous ne réclamons pas des augmentations de salaire. Ce que nous voulons c'est une véritable augmentation du pouvoir d'achat !"

Avec ce mouvement, le chef du gouvernement Youssef Chahed , aux affaires depuis deux ans, fait face à son premier vrai test. Lié par des prêts consentis par les bailleurs de fonds internationaux, le pays a peu de marges de manœuvres. La sortie de crise pourrait être déterminante dans les résultats des prochaines élections présidentielles et législatives prévues l'an prochain.
euronews 23 novembre 2018

- Tunisie: L'UGTT appelle à une grève nationale le 17 janvier - Reuters 24 novembre 2018

La puissante centrale syndicale tunisienne UGTT (Union générale tunisienne du travail) a appelé samedi à une grève nationale dans le secteur public le 17 janvier, à l'appui de revendications salariales.

Jeudi, déjà, 650.000 fonctionnaires ont fait grève, le gouvernement ayant rejeté les revendications de hausse des salaires dans le secteur public.

L'UGTT compte un million d'adhérents environ.

Le Premier ministre, Youssef Chahed, a déclaré samedi matin, avant l'annonce de l'appel à la grève, que le gouvernement recherchait un accord salarial réaliste avec l'UGTT, qui prenne en compte l'état des finances publiques.

"Il y a un véritable problème de recul du pouvoir d'achat et d'inflation élevée, ainsi que d'un déclin des services publics(...)Ce seront nos priorités durant la période à venir", a dit le chef du gouvernement dans un discours devant le parlement.

Le gouvernement tunisien veut ramener la masse salariale du secteur public à 12,5% du produit intérieur brut (PIB) en 2020, contre 15,5% aujourd'hui.

Le pays nord-africain, dont l'économie souffre depuis la chute du dictateur Zine Ben Ali en janvier 2011, s'est entendu en décembre 2016 avec le FMI sur un programme de renflouement à hauteur de 2,45 milliards d'euros mais les négociations en vue de sa mise en oeuvre progressent lentement. Reuters 24 novembre 2018

[En bref...](#)

- Amazon visé par des grèves en Europe - Liberation.fr

- Grève illimitée à Aerolineas Argentinas à quelques jours du G20 - Reuters

[Haut de page ↗](#)

Le 30 novembre 2018

[CAUSERIE ET INFOS](#)

On peut tromper une partie du peuple tout le temps et tout le peuple une partie du temps, mais on ne peut pas tromper tout le peuple tout le temps.

● Au format pdf (17 pages)

[Les aristocrates sont des dégénérés. L'abrutissement du peuple passe par les médias dominants.](#)

- Carolina de Bourbon réagit à ses "bêtises" sur France 2 - Le HuffPost 28 novembre 2018

Avec sa petite sœur et sa mère, Carolina de Bourbon des Deux-Siciles a été invitée dans le programme de France 2 "Ça commence aujourd'hui" sur le thème: "Aristocratie: des familles comme les autres". Faustine Bollaert l'avait alors interrogée sur les "bêtises" que peuvent faire les adolescents.

"J'ai adoré l'émission de télévision d'aujourd'hui sur France 2 'Ça commence aujourd'hui'. C'était génial d'être invitée pour un programme aussi agréable"

La jeune fille issue d'une célèbre famille d'aristocrates avait alors répondu avec une anecdote plutôt originale: "Une fois on s'était cachées derrière des arbres et à chaque fois que des gens passaient, on faisait 'bouh!'. On leur faisait peur". Suite à cet extrait, les internautes s'étaient montrés quelque peu moqueurs envers la jeune fille mais la grande majorité avait alors souligné l'innocence rare de l'adolescente de 15 ans. Le HuffPost 28 novembre 2018

Mobilisation générale. Objectif : Renverser le roitelet et abolir la Ve République !

J'ai noté que, contrairement au POID qui condamne le mouvement initié par des membres des classes moyennes inférieures contre la politique de rigueur de Macron, le POI le soutien.

L'absence de direction au mouvement initié le 17 novembre et le refus des partis et syndicats du mouvement ouvrier d'y participer dans l'unité et de manière structurer sur la base d'une plate-forme d'actions et de revendications, le condamne au pourrissement, à moins que le 1er décembre la jonction se réalise entre la manifestation prévue sur les Champs-Élysée et celle de la CGT et d'un collectif de syndiqués.

On doit favoriser le rapprochement et l'alliance entre la classe ouvrière, les classes moyennes inférieures et les étudiants, les collégiens, et appeler à la constitution d'Assemblées populaires dans toutes la France pour fédérer l'ensemble des exploités et des opprimés, qui éliront leurs propres représentants et formeront leur propre gouvernement, créeront leurs propres organes politiques indépendants sur la base de leurs revendications sociales qui détermineront l'orientation politique qu'ils entendent donner à la société, pour qu'elle rompe avec le cycle infernal du néolibéralisme et du capitalisme qu'incarne Macron et l'Assemblée nationale, la Ve République.

Il n'existe qu'une seule voie possible pour vaincre notre ennemi.

Il faut avancer dans la voie de la constitution d'un double pouvoir dans la perspective de renverser celui qui est en place.

On ne pourra y parvenir qu'en y associant chaque travailleur et les partis ou syndicats qui résolument se donneront pour tâche de se doter des moyens pour atteindre ces objectifs politiques, l'instauration d'une République sociale sur les cendres des institutions antidémocratiques de la Ve République.

Toute initiative allant dans cette direction mérite notre attention, voire notre soutien.

POI - Deux mille cinq cents militants ouvriers, syndicalistes, militants politiques, élus... d'appartenances diverses se sont réunis à Paris le 10 novembre 2018 à l'appel du CNRR pour la défense des acquis de 1936 et de 1945.

- Ruffin (LFI) se joint à un rassemblement anti-Macron jeudi à Paris - Reuters 28 novembre 2018

En pleine contestation des "Gilets jaunes", le député La France insoumise (LFI) François Ruffin se joindra à l'assemblée générale du mouvement contestataire "La Fête à Macron" prévu jeudi soir place de la République à Paris, a-t-on appris mercredi dans son entourage.

L'élu picard, qui devrait prendre la parole à cette occasion selon cette même source, entend "tester les énergies" alors que la colère de Français hostiles aux hausses de taxes qui s'exprime depuis une dizaine de jours ne semble guère faiblir.

Les organisateurs du rassemblement de jeudi au coeur de la capitale peuvent couvrir l'espoir de faire renaître le mouvement "Nuit Debout", né au printemps 2016 dans le sillage des contestations contre la loi Travail, et auquel François Ruffin avait participé. Le mouvement s'était rapidement étiolé.

En début de semaine sur Europe 1, la député de la Somme avait émis le souhait que la contestation des "Gilets jaunes" gagne les métropoles.

"Ça se passe dans la France périphérique, 'les Gilets jaunes'. Nuit debout, c'était dans le coeur des métropoles et notamment Paris", rappelait-il.

LVOG - Paris c'est quoi ? Les CSP+ sont ainsi passés de 25 % à 46 % de la population parisienne en 30 ans, cependant que le pourcentage des ouvriers a décru, passant de 18 % à 7 %. (Jérôme Fourquet pour le compte de la Fondation Jean Jaurès) Les Crises.fr.

Reuters - "Aujourd'hui, on a affaire quasiment à un renversement : ce sont les campagnes qui se mobilisent, les zones périurbaines, et pas du tout les villes. Je pense qu'on aura un vrai mouvement social, quelque chose de puissant et fort le jour où on arrivera à faire se joindre ces deux pans-là."

Sa démarche est approuvée par le député LFI de Seine-Saint-Denis Eric Coquerel.

"C'est bien : tout ce qui peut élargir le mouvement des 'Gilets jaunes', à partir du moment où ça respecte l'auto-organisation qu'il se sont donnée, c'est positif", a-t-il dit à la presse à l'Assemblée nationale. Reuters 28 novembre 2018

"Élargir, mais surtout pas l'organiser. Son "auto-organisation" ou absence d'organisation signe son arrêt de mort ! Coquerel s'en réjouit d'avance semble-t-il... et Macron aussi, "c'est positif" !

Je ne commenterai pas les dissensions et défections qui touchent LFI dont j'ai eu connaissance par les médias mainstreams, c'est un tel panier de crabes qu'on perdrait son temps.

Des dirigeants autoproclamés, des charlatans ?

Huffingtonpost.fr 30.11- François Ruffin, jeudi 29 novembre, la place de la République à Paris :

"Vous, tous les soirs, vous pouvez aller faire des apéros au vin chaud devant l'Assemblée nationale ou l'Élysée!".

"Il ne s'agit pas de faire revêtir aux gens ici un gilet jaune. Il y a plein de gens qui ne sont pas automobilistes. Ce n'est pas un symbole qui va fonctionner", a avoué François Ruffin, tout en invitant à "trouver des formes propres aux manières d'être et de lutter de chacun".

Le député de la 1ère circonscription de la Somme a proposé, par exemple, de se retrouver autour "d'apéros Facebook, vin chaud" devant les lieux de pouvoir et de se rendre "massivement" aux Champs-Élysées à l'occasion de la manifestation de gilets jaunes prévue ce samedi.

Tout au long de la soirée, cheminots, postiers ou chômeurs se sont succédés au micro pour ajouter leur grain de sel à l'effervescence sociale en cours depuis quelques semaines. "Tous les secteurs ont des raisons d'être en colère. C'est l'occasion pour mettre toutes les colères dans le chaudron et de monter le feu!", s'est réjoui l'économiste Frédéric Lordon, sous les applaudissements. "Ce qui se joue aujourd'hui, ce n'est pas la taxe sur le gazole, c'est les réformes, c'est les retraites, ce sont les lois Macron tous azimuts!", a martelé François Ruffin. huffingtonpost.fr 30.11

Quand en haut on ne peut plus gouverner comme avant et qu'en bas on ne peut plus vivre comme avant, cela signifie que le temps de la révolution est venu messieurs Ruffin et Lordon. Au lieu de proposer aux travailleurs de se préparer à affronter le régime, ces nantis leur propose "un vin chaud" face à l'Élysée !

Si vous avez encore en tête mes deux dernières causeries, vous avez pu constater de vous-même à quel point mon analyse correspondait bien à la situation. Au passage, je me félicite d'avoir rompu totalement avec le courant trotskyste lambertiste dans lequel j'avais milité à la fin des années 70. Lisez.

LVOG- Qu'est-ce qui rassemble la classe ouvrière et les classes moyennes inférieures ?

Le politologue Jérôme Sainte-Marie pour L'Express : Le problème, c'est qu'on lit les choses à travers un logiciel datant des années 70 et 80, quand les salaires augmentaient encore. Les syndicats menaient des actions revendicatives sur les lieux de travail. De l'autre côté, les héritiers du poujadisme ou les formations de droite se focalisaient sur la fiscalité et notamment l'impôt sur le revenu. Or, depuis une vingtaine d'années, la part de ceux qui le paient diminue. L'IR est l'impôt qui incarne le mieux le système social français et il est de plus en plus concurrencé par les taxes, qui ne sont pas progressives et sont perçues comme injustes. Donc l'ancienne dichotomie entre revendications salariales et protestation anti-fiscale n'a plus lieu d'être.

LVOG- Pourquoi les syndicats et le POIG condamnent-ils ce mouvement ?

Jérôme Sainte-Marie - Il y a, par ailleurs, un fort décalage entre ce mouvement et les mobilisations contre la loi travail ou la réforme de la SNCF. Aujourd'hui, c'est l'univers du privé qui se lève. C'est d'ailleurs sa force, vu que les quatre cinquièmes des salariés français travaillent dans le privé. Ce ne sont pas des gens issus d'un monde "protégé" des effets directs du capitalisme qui se lèvent, ceux qui constituent les bataillons habituels de la gauche, France insoumise comprise, mais un univers de travailleurs aux revenus modestes et à l'avenir incertain. leexpress.fr 28.11

Ces trotskystes définirent une stratégie tournée vers les syndicats, l'aristocratie ouvrière corrompue composée de couches supérieures de la classe ouvrière, de fonctionnaires, du corps enseignant et universitaire, et ils se détournèrent systématiquement des trois quarts des travailleurs abandonnés à leur triste sort. Ce fut un échec total. Ils se tournèrent vers les membres des classes moyennes supérieures, les élus, et ils obtinrent le même résultat. Ils persistent aujourd'hui, ils ne sont pas les seuls, tous

les partis ouvriers ont déserté le combat en direction des couches les plus défavorisées de la classe ouvrière et les couches inférieures de la petite bourgeoisie qui ne parviennent plus à assurer les fins de mois ou peinent à survivre, celles qui se réfugient dans l'abstention ou vote Le Pen.

Ces champions de l'unité en parole ne feront qu'entretenir et profiter de la dichotomie ou division qui existait au sein de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier entre les travailleurs des secteurs public et privé, leur stratégie sera calquée dessus. A qui ou à quoi cette division devait-elle profiter ? Au capitalisme, à assurer la stabilité du régime.

Leur discours était ainsi conçu qu'on pouvait croire qu'ils défendaient les intérêts de l'ensemble des travailleurs, mais ce n'était pas du tout le cas ; La défense des retraites devaient servir en réalité à sauver les régimes spéciaux de retraite, l'interdiction des licenciements ne devait servir qu'à sauver le statut privilégié des fonctionnaires qui bénéficiaient de la garantie de l'emploi à vie, il en sera de même des attaques contre le Code du travail, etc. La défense des services publics ne servira qu'à défendre leurs propres intérêts de boutiquiers ou leur rente de bureaucrates corrompus, qu'ils monnaieront en échange de leur soutien aux appareils syndicaux vendus.

Le POID est devenu une sous-officine de l'Agence Française de Propagande.

<https://latribunedesttravailleurs.fr/category/fil-dinfos/>

25 novembre 2018 – Le congrès du PCF, réuni à Ivry dans le Val de Marne ce week-end, a adopté un nouveau logo, élu une nouvelle direction avec Fabien Roussel en tant que secrétaire général. Fabien Roussel a lancé un appel à la gauche pour, avec les communistes, exiger d'Emmanuel Macron la tenue d'un «Grenelle des salaires» pour répondre à la colère sur la vie chère.

LVOG - Vive Grenelle, à bas la révolution !

24 novembre 2018 – Yves Veyrier, secrétaire général de FO, fait savoir dans un twitt que la confédération « appelle à la réunion rapide d'une commission tripartite » des syndicats, du patronat et du ministère du Travail « afin d'examiner les conditions de la mise en œuvre de négociations permettant de généraliser la prime transport ».

LVOG - Enfin un vrai syndicaliste à la tête de FO !

24 novembre 2018 – Castaner, ministre de l'Intérieur, dénombre en début de soirée 106 301 « gilets jaunes » manifestant contre la hausse des taxes sur les carburants dans toute la France, dont 8 000 à Paris, contre 282 710 au total samedi dernier à la même heure.

LVOG - Même Le Figaro a repris le chiffre très largement sous-estimé de 160.000 et non 106 301.

22 novembre 2018 – L'ONG Sherpa a déposé une nouvelle plainte contre l'entreprise française de BTP Vinci dans le cadre des travaux lancés en vue de l'organisation de la Coupe du monde de football 2022 au Qatar.

LVOG - Vive les ONG, à bas le mouvement ouvrier !

22 novembre 2018 – Depuis le début de la mobilisation des « gilets jaunes », le 17 novembre, de nombreux journalistes présents sur le terrain ont été victimes d'agressions physiques ou verbales de la part de certains manifestants. Quelques jours seulement après sa création, un groupe Facebook intitulé #Payetoiunjournaliste regroupe plus de 2 000 membres et des dizaines de témoignages faisant état de ces agressions ont été publiés sur cette page facebook..

LVOG - Vive les médias-oligarques, à bas le socialisme !

Eloquent, non ?

En complément.

- Les réseaux sociaux, espoir des migrants d'échapper à la rapacité des passeurs - AFP 27 novembre 2018

Où franchir la frontière? Qu'emporter dans son sac? Les réseaux sociaux bruissent de messages entre migrants d'Amérique centrale: une prochaine caravane vers les Etats-Unis se prépare. Sans argent pour payer un "coyote", un passeur, ils parient sur la force du groupe. AFP 27 novembre 2018

[Ah ces révolutionnaires maoïstes, de vrais communistes purs et durs !](#)

Vous connaissiez Cohn Bendit, mais pas encore Jack Ma, vous n'avez rien perdu !

Reuters 27 novembre 2018 - Jack Ma, patron d'Alibaba et homme d'affaires le plus célèbre de Chine, est membre du Parti communiste, a rapporté l'organe officiel du PCC, démentant ainsi l'image d'un homme sans affiliation politique.

Le Quotidien du Peuple a révélé cette appartenance via la publication d'une liste de 100 personnalités ayant favorisé le processus de "réforme et d'ouverture" de la Chine.

Jack Ma est l'homme le plus riche de Chine avec une fortune estimée à 35,8 milliards de dollars (31,6 milliards d'euros), selon le magazine Forbes.

Jack Ma a fait d'Alibaba le numéro un du commerce en ligne en Chine. Il a étendu les activités de son groupe, coté en Bourse de New York où il est valorisé environ 400 milliards de dollars, dans la logistique et les réseaux sociaux. Il tente aussi de bâtir un empire dans la "fintech" autour de la plate-forme de paiement Alipay.

Le Quotidien du Peuple cite aussi dans sa liste les patrons de Baidu, Robin Li, et de Tencent, Pony Ma, même si aucun des deux n'est désigné comme membre du Parti communiste.

Baidu, Alibaba et Tencent forment le trio des géants chinois des nouvelles technologies regroupés sous l'acronyme "BAT". Reuters 27 novembre 2018

Tenez en voilà d'autres qui valent leur pesant d'or... je vous laisse compléter...

Après Ruffin (LFI) ("Je vais regarder ce que va nous proposer le président de la République (mardi)") au tour de Roussel (PCF)

Le secrétaire national du Parti communiste, Fabien Roussel sur BFMTV et RMC. - "Si le président de la République n'a pas apporté de réponses claires sur cette question de pouvoir d'achat, il faut que les Français continuent de se rassembler, de manifester", "qu'ils maintiennent la pression" de manière "calme, sereine et déterminée". AFP 27 novembre 2018

Que ne feraient-ils pas pour légitimer Macron ?

- Édouard Philippe confirme la hausse des taxes et l'absence de coup de pouce au smic - LeParisien.fr 28 novembre 2018

Après le discours d'Emmanuel Macron, l'intervention d'Édouard Philippe ce mercredi matin sur BFMTV risque elle aussi de décevoir les Gilets jaunes. Car pour l'instant, le Premier ministre n'a rien annoncé de concret et a confirmé la hausse de la taxe sur le carburant au 1er janvier.

Pire, une écrasante majorité, trois quarts des Français, estiment que ces mesures vont "accentuer les inégalités entre les Français" (75%) et qu'elles vont "nuire au pouvoir d'achat" de nos concitoyens (73%). LeParisien.fr 28 novembre 2018

Invité au même moment dans la matinale de France Info, Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT, a réagi dans la foulée à l'annonce du Premier ministre. « Il faut exiger plus fort et plus nombreux une revalorisation importante du smic », a-t-il lancé.

Dans sa ligne de mire, l'appel à manifester lancé de longue par son syndicat ce samedi 1er décembre. Un calendrier qui coïncide désormais avec celui des Gilets jaunes, ces derniers prévoyant une nouvelle action à Paris le même jour... Et Philippe Martinez de conclure : « Il faut beaucoup de monde dans la rue samedi ». LeParisien.fr 28 novembre 2018

Macron - "Tout sera mis en oeuvre pour que l'écologie à la française puisse être une écologie populaire".

"Je souhaite que partout, cette concertation puisse être déclinée et que partout, le débat se tienne. Toutes les associations doivent pouvoir y participer, y compris les représentants des gilets jaunes".

Emmanuel Macron a ajouté qu'il ne fallait pas "renoncer à nos responsabilités, pour demain et pour aujourd'hui" et que "chacun doit jouer son rôle". "On ne peut pas être le lundi pour l'environnement et le mardi contre l'augmentation des prix du carburant." leexpress.fr 27 novembre 2018

"Tout sera mis en oeuvre"...

- Blessés des Champs-Élysées : les grenades de trop - Liberation.fr 30.11

La violente répression de la manifestation des «gilets jaunes», samedi, pose une nouvelle fois la question de l'utilisation des munitions explosives. Liberation.fr 30.11

La gouvernance mondiale et ses alliés.

- Manifestation de Greenpeace dans une centrale au charbon en Pologne - Reuters 27 novembre 2018

Neuf militants de Greenpeace ont escaladé par une échelle intérieure une cheminée de 180 mètres de haut à la centrale électrique de Belchatow, mardi dans le centre de la Pologne, pour protester contre le recours important au charbon dans ce pays... Reuters 27 novembre 2018

A bas Greenpeace et les ONG !

On devrait envoyer ces militants de Greenpeace en Sibérie et les prier de se chauffer sans recourir aux énergies fossiles ou nucléaires, comme il n'en existe pas d'autres on serait définitivement débarrassé de ces parasites ! Propos d'extrémiste direz-vous, vraiment ? Mais où avez-vous la tête si vous le pensez, vous représentez qui au juste pour en juger ?

Car en effet, quelle pourriture ! Les travailleurs polonais n'ont que le charbon pour affronter chaque année le rude hiver, les en priver reviendrait à vouloir les faire crever de froid. Vous croyez qu'on devrait soutenir ces salopards de Greenpeace ?

- Manifestation en Bulgarie pour la défense des centrales au charbon - Reuters 30.11

Les mineurs et les employés de la plus grande centrale au charbon de Bulgarie, Maritsa Iztok 2, ont défilé jeudi à Sofia pour défendre leur emploi et presser le gouvernement de soutenir la production d'énergie au charbon.

A trois jours de l'ouverture en Pologne de la COP24 sur le climat, un millier de manifestants ont demandé au gouvernement de s'engager à ne pas fermer les mines et les centrales du bassin de lignite de Maritsa Iztok, dans le sud du pays.

"On craint une fermeture des mines et des centrales les unes après les autres à cause de cette Convention-cadre", a déclaré dans le cortège à Sofia Katia Vassileva, une ouvrière de 45 ans.

Les centrales au charbon produisent plus de 40% de l'électricité en Bulgarie.

Les deux principaux syndicats du pays, qui soutenaient la manifestation, accusent la Commission européenne de vouloir aller trop vite et d'imposer à la Bulgarie des mesures trop coûteuses pour lutter contre le réchauffement climatique.

"Il faut trouver une solution car tout cela est injuste pour les pays les plus pauvres", a déclaré Vladimir Topalov, qui dirige la fédération des mineurs de la centrale syndicale Podkrepa.

Quelque 20.000 personnes travaillent dans le complexe de Maritsa Iztok.

Le gouvernement de Sofia a déjà fait savoir qu'il était hostile à ce que la COP24 adopte des objectifs plus ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

"La Bulgarie ne peut pas se permettre de perdre sa compétitivité dans le secteur énergétique et elle défendra les droits des travailleurs de ce secteur", a assuré sur Facebook le président Roumen Radev.

En Pologne, le gouvernement a annoncé jeudi son intention d'investir l'an prochain dans la construction d'une nouvelle mine de charbon en Silésie. Reuters 30.11

Ils ont notre soutien inconditionnel. A bas la COP, à bas le lobby écologiste !

[Un mouvement populaire.](#)

- Sondage : les gilets jaunes plus populaires que jamais - Le HuffPost 28 novembre 2018

Selon un autre sondage réalisé par Elabe pour BFMTV, 75% des sondés soutiennent ou éprouvent de la sympathie pour les gilets jaunes, un score en progression de 5 points sur une semaine. Si le taux d'adhésion au mouvement recule chez les cadres (56%, -9), il augmente en revanche de manière spectaculaire parmi les classes moyennes (75%, +10) et les classes populaires

(83%, +8), selon l'institut. Le HuffPost 28 novembre 2018

"Gilets jaunes" : le soutien des Français au mouvement gagne sept points (84%) malgré les annonces d'Emmanuel Macron sur l'écologie, selon un sondage - Franceinfo 28 novembre 2018

Un sondage Odoxa-Dentsu consulting pour franceinfo et Le Figaro indique que 84% des personnes interrogées trouvent le mouvement des gilets jaunes "justifié". Une tendance en progression de 7 points en une semaine et de 10 points sur 15 jours.

66% des Français indiquent avoir écouté le discours d'Emmanuel Macron mardi. Parmi eux, 78% n'ont pas trouvé le chef de l'État convaincant. C'est le pire niveau enregistré après une intervention ou annonce d'Emmanuel Macron. La parole présidentielle ne semble plus imprimer dans l'opinion. Franceinfo 28 novembre 2018

- «Gilets jaunes»: les Français appuient de plus en plus massivement le mouvement - LeFigaro.fr 28.11

Plusieurs acteurs et animateurs populaires commencent à soutenir ce mouvement a-t-on appris. Leur personnalité ne présente aucun intérêt pour être médiocre, cependant, ce qui est intéressant, c'est que le cadre totalitaire imposé par les médias est en train de se fendre sous la pression populaire...

- De Polnareff à Kaaris, les soutiens disparates des gilets jaunes - huffingtonpost.fr 30.11

Franck Dubosc, Brigitte Bardot, Gérald Dahan, Arnaud Ducret, Bernard Lavilliers, Michel Polnareff, Pierre Perret... les people en jaune révèlent le caractère hétéroclite du mouvement.

L'humoriste Gérald Dahan (LFI) a posté un "message d'alarme" sur Facebook pour soutenir "le mouvement des gilets jaunes dans leurs revendications et notamment celle de la création d'une assemblée citoyenne" contre "les décisions du pouvoir". huffingtonpost.fr 30.11

La voie du pourrissement annoncé...

Le HuffPost 28.11 - Ils sont rares les gilets jaunes convaincus par le discours d'Emmanuel Macron. Inexistants pour ainsi dire. Sur les réseaux sociaux, là où le mouvement a pris naissance et perdure désormais, l'allocution du président de la République devant le Haut conseil pour le climat ce mardi 27 novembre au matin a très rapidement été occulté par les dissensions au sein même du mouvement.

Comme depuis ces dernières heures, ce sont les huit porte-parole plus ou moins officiels qui cristallisent les tensions. Certains s'offusquent d'un mode de désignation obscur qui irait à l'encontre de l'essence démocratique du mouvement quand d'autres reprochent à ces huit représentants de jouer une partition personnelle sans représenter l'ensemble des gilets jaunes.

Et la rencontre entre François de Rugy et deux représentants du mouvement ce mardi 27 au soir a fini de raviver les tensions sur les groupes ou pages Facebook dédiés à la mobilisation. Beaucoup de ces citoyens en colère se demandent comment les deux gilets jaunes reçus au ministère de la Transition écologique ont été choisis.

C'est en effet le mode de désignation des porte-paroles de ce mouvement spontané dénué de tout cadre politique ou syndical qui semble poser problème. Depuis l'annonce de la constitution de cette équipe censée représenter le mouvement dans son immense diversité, les critiques pleuvent sur les réseaux sociaux. Beaucoup déplorent le manque de démocratie interne. Ils se plaignent, en substance, de ne pas avoir été associés aux choix et appellent à "une véritable délégation légitime."

Par ailleurs, l'article de Libération qui revient sur le processus qui a mené à l'établissement de ce collectif, intitulé "Qui a choisi les huit porte-parole des gilets jaunes? Que veulent-ils?" est particulièrement partagé sur ces pages depuis plusieurs heures. Les gilets jaunes en question reprochent aux huit élus de s'être organisés avant même la première journée de mobilisation. Des critiques en légitimité qui font écho à l'étonnement de Benoît Julou, un des organisateurs du mouvement originaire de Saint-Brieuc, qui avouait sur BFMTV ne pas avoir été mis au fait de la réunion de désignation des porte-parole.

D'autres reprochent aux huit représentants définitivement investis de ne pas être assez proche des gilets jaunes et de ne pas se rendre assez disponible pour recenser les revendications ou dialoguer sur la suite du mouvement par exemple. L'absence de parité et une tranche d'âge surreprésentée comparée à d'autres, sont également des sujets de reproches particulièrement discutés.

Emmanuel Macron n'a pas fait beaucoup d'annonces susceptibles de calmer la colère des gilets jaunes. Outre l'ouverture de trois mois de consultations sur la transition écologique, le président de la République n'a pas promis de nouvelles mesures compensatoires pour arranger les fins de mois de ces Français en difficultés. Un certain mutisme sur leurs revendications qui renforce la détermination du noyau dur.

C'est en tout cas ce qui ressort des messages publiés en référence à l'allocution du président de la République, qui devait pourtant servir à calmer les esprits après plus d'une semaine de mobilisation.

Si certains expliquent, avec humour, qu'ils n'ont pas compris un traître mot du discours du chef de l'État d'autres réaffirment leur volonté jusqu'au-boutiste avec plus ou moins de virulence. A défaut d'avoir satisfait grand monde, à l'exception de sa majorité, Emmanuel Macron aura sans doute renforcé la détermination du noyau dur des gilets jaunes, comme en témoigne ce nouvel appel à manifester sur les Champs-Élysées lancé par un des représentants du mouvement quelques minutes seulement après son entretien avec François de Rugy.

Reste désormais à savoir quelles seront les conséquences de ces ressentiments internes et des différences stratégiques affichés sur les réseaux sociaux pour la suite du mouvement. Nouvel élément de réponse: samedi 1er décembre au coeur de la capitale, pour l'acte 3 de cette mobilisation inédite. Le HuffPost 28.11

- Après leur rencontre avec Rugy, un représentant des gilets jaunes appelle à manifester le 1er décembre aux Champs-Élysées - Le HuffPost 28 novembre 2018

Répression.

Franceinfo.fr 27.11 - Tout ce que voulait faire Anthony D., c'était "prendre l'apéro devant les forces de l'ordre". Avec sa bande d'amis, ce charpentier de 32 ans originaire d'Ardèche voulait profiter de la manifestation des "gilets jaunes" du 24 novembre sur les Champs-Élysées pour organiser une "protestation pacifiste" contre le gouvernement. "On voulait juste s'asseoir devant les forces de l'ordre avec du pain, du fromage et un petit verre de rouge", affirme-t-il d'une voix sonore devant la 24e chambre du tribunal de Paris. "Ce n'était pas pour faire des dégradations", assure-t-il, les mains appuyées à la barre du box des prévenus, devant une salle remplie de journalistes.

Je n'ai jamais agressé de policiers. Je veux être jugé maintenant et qu'on en finisse avec tout ça.

Sans domicile fixe, habitant dans un camion aménagé, Anthony D. fait partie des vingt personnes jugées, lundi 26 novembre, en comparution immédiate pour "participation à un groupement formé en vue de commettre des violences ou des dégradations". Parmi ces "gilets jaunes" venus de toute la France, beaucoup de jeunes, une seule femme, un conducteur d'engins, un surveillant de prison, un saisonnier au Futuroscope, des jeunes en formation ou en recherche d'emploi...

Samedi, Anthony D. a été arrêté avec un couteau dans sa poche et un pavé dans son sac à dos. "Pourquoi portiez-vous cette arme sur vous ?" interroge la présidente. "C'est une question d'habitude, je me lève le matin, je m'habille et je prends mon couteau", explique le prévenu, vêtu d'un tee-shirt noir portant l'inscription "We Goat The Power", en référence à la chèvre, symbole de l'Ardèche.

Mon couteau, il me sert à tracer des lignes pour le travail, à manger le midi... Le seul moment où je ne l'ai pas c'est quand je m'occupe de mon fils. Anthony D. devant le tribunal de Paris

Quant au pavé retrouvé dans son sac à dos, "c'était pour ramener un souvenir à mon fils qui n'est jamais venu à Paris", justifie-t-il simplement. "Mais si j'avais eu de la batterie sur mon portable, je l'aurais plutôt pris en photo", rajoute-t-il après un bref silence. "J'ai toujours un couteau pour casser la croûte"

Tiphaine J., 26 ans, originaire de Haute-Savoie, a aussi été interpellé près des Champs-Élysées avec un sac rempli d'objets suspects : un couteau Opinel, une matraque, une sangle élastique et plusieurs clous. Cet homme à la silhouette fluette est le premier de l'après-midi à ne pas demander le renvoi de son dossier. Les mains croisées dans le dos, cet ancien charpentier explique d'une voix étouffée les raisons de son interpellation. "Toute la semaine, j'ai participé à des rassemblements dans ma région et j'étais chargé de construire des baraquements avec des palettes en bois, c'est pour ça que j'avais des clous dans mon sac", répète-t-il un brin exaspéré. Le couteau Opinel ? "Chez nous, en Haute-Savoie, on a toujours un couteau pour casser la croûte et je ne vais pas me justifier de ça", répond-il. Et pour la matraque, il assure l'avoir trouvée par terre et avoir voulu la rapporter en souvenir. Un comportement "curieux", commente la juge.

Je suis monté à Paris pour manifester, comme tous les autres qui ne sont pas contents de leur gouvernement. Je n'ai rien cassé. Je n'étais pas là pour ça. Tiphaine J. devant le tribunal de Paris

Reconverti en conseiller fiscal en Suisse, Tiphaine J. gagne environ 8 000 euros par mois auxquels s'ajoutent les 3 500 euros de sa compagne qui travaille dans un bureau d'études à Genève. "Je n'ai que le brevet des collèges comme formation", précise-t-il, rappelant qu'il est aussi sapeur-pompier volontaire et père d'un enfant de 4 ans.

C'est la première fois de ma vie que je manifeste, je n'ai pas pensé à vider mon sac. Mais je comprends que ce que j'avais peut

laisser penser que je voulais casser.

Après délibérations, le tribunal prononce la relaxe du délit de "participation à un groupement formé en vue de commettre des violences et des dégradations" et le condamne à trois mois de prison avec sursis pour port d'arme. "C'était une idiotie !"

Tom S., 22 ans, originaire de La Rochelle, a, lui, été condamné à 70 heures de travail d'intérêt général. Le tribunal l'a jugé coupable de "participation à un groupement" à cause "des différents objets retrouvés sur lui" (cagoule, gants coqués, etc.) et de recel de bouteilles de parfum volées dans un magasin près des Champs-Élysées. Les cheveux bruns bouclés, le visage juvénile, il assure être venu sur les lieux pour faire un reportage, "comme [il] en [a] déjà fait à Notre-Dame-des-Landes", et le diffuser sur Facebook.

Habitué des manifestations, il ne sait pas pourquoi il a pris ce parfum et ce gel douche Dior après la casse du magasin. "Je ne sais pas comment l'expliquer, c'était une idiotie, peut-être une réaction d'opportunisme dans un mouvement de foule", suggère-t-il en retroussant ses manches, laissant apparaître le tatouage d'une rose sur sa main. Electricien en intérim avec un salaire moyen de 1 500 euros par mois, Tom S. assure d'une voix fébrile qu'il "n'a jamais menti et s'est toujours laissé faire" depuis le moment de son interpellation et se dit même prêt à faire des travaux pour "l'intérêt commun".

Durant l'après-midi, quelques rares prévenus ont pris la parole pour expliquer les raisons de leur mobilisation, comme Loïc A., 40 ans, surveillant de prison à Fresnes (Val-de-Marne). Le crâne chauve, la barbe poivre et sel et la silhouette carrée moulée dans un tee-shirt de sport, cet ancien militaire au casier judiciaire vierge a été interpellé en possession d'un marteau. "J'ai manifesté contre la dégradation du service public", affirme-t-il d'une voix ferme, avant de demander le renvoi de son dossier. Il devra expliquer le 7 janvier pourquoi il possédait cet objet sur les Champs-Élysées.

La seule femme à comparaître de la journée a 27 ans. Originaire du Vaucluse, Iana R. est mère célibataire d'un petit garçon. Elle s'est fait interpellé avec deux pierres, une bombe aérosol de peinture noire et du sérum physiologique sur elle. Le parquet lui reproche d'avoir jeté de la peinture dans les yeux d'un policier et des projectiles sur une voiture de police. "La bombe aérosol, je l'ai trouvée et je voulais m'en servir pour me protéger face à certains 'gilets jaunes' qui voulaient pêter une voiture de police", se défend-elle, la voix tremblante. "J'ai été attrapée par les cheveux, je me suis presque vue mourir ce jour-là, j'ai vraiment besoin de rentrer et de voir mon garçon maintenant, s'il vous plaît", demande-t-elle, suppliante, à la présidente. "Maintenant que je sais, je ne viendrai plus sur Paris".

En fin de soirée, la presse a quitté les bancs de la 24e chambre lorsque Gérard, un grand gaillard âgé de 41 ans, se présente dans le box. Lui aussi affirme être venu à Paris "pour filmer". La gouaille moqueuse, ce chauffeur-livreur, qui habite à Drancy (Seine-Saint-Denis), a déjà été condamné plusieurs fois pour "outrage, violence et rébellion" envers des policiers. C'est justement ce qui l'amène lundi devant le tribunal. "Il vous est reproché d'avoir dit au moment de votre interpellation : 'Fils de pute, trou du cul, tête de chien' à un officier de police et d'avoir ajouté : 'Demain, on va tous vous brûler'", lit imperturbable la présidente. S'il reconnaît les insultes, Gérard conteste la dernière phrase et assure avoir dit : "Puisque c'est ce que vous cherchez, demain, on va tout brûler".

J'ai dit : 'On va tout brûler'. C'était pour faire la révolution mais c'était pas mon intention de le faire, c'était dit comme ça...

Contrairement aux autres prévenus qui font plutôt profil bas, Gérard, lui, n'hésite pas à tenir tête à la présidente. Interrogé sur les morceaux de bois qu'il a jetés dans un feu allumé place de la Madeleine, l'homme explique, le sourire aux lèvres, que "c'était pour se réchauffer". La présidente n'y croit pas et l'interroge à nouveau. "Ok, c'était pour que le feu se ravive", finit-il par lâcher. Gérard est relaxé des menaces de mort envers les policiers mais est condamné à 6 mois de sursis pour "participation à un groupement formé en vue de commettre des violences et des dégradations".

Dernier à passer à la barre, Pascal, 26 ans, est jugé pour avoir jeté des canettes de bière aux forces de l'ordre et en avoir blessé un lors de son interpellation. Déjà condamné plusieurs fois pour viol et violences sur des policiers, l'homme, qui habite à Saint-Quentin (Aisne), peine à s'exprimer. "J'étais venu pour manifester en tant que personne normale, je ne sais pas comment vous l'expliquer", lance-t-il à la présidente. En couple et père d'une fillette de 2 ans, Pascal travaille à Intermarché.

On a du mal à s'en sortir avec 1 200 euros par mois. Je n'en peux plus, je suis à bout. Pascal devant le tribunal de Paris

"Je regrette d'être venu sur Paris. Maintenant que je sais, je ne viendrai plus", répète-t-il plusieurs fois. Mais, pour la procureure, l'heure tardive à laquelle il est arrivé, - 20h30 -, ne plaide pas en sa faveur. "Il se rend sur les Champs en sachant pertinemment ce qu'il s'y passe, il faut être sérieux", tonne-t-elle. Elle requiert 6 mois de prison dont 4 avec sursis. Pascal échappe finalement à la prison et est condamné à 5 mois d'emprisonnement sans mandat de dépôt, peine qui sera aménageable.

Vers 22 heures, après une longue journée d'audience, 7 prévenus sur les 13 jugés devant la 24e Chambre ont demandé un renvoi afin de préparer leur défense. Ils ont été libérés sous contrôle judiciaire avant leur procès, prévu début janvier. D'ici là, ils ont l'interdiction de se rendre à Paris afin d'éviter qu'ils ne participent à une nouvelle manifestation dans la capitale.

Pour certaines familles, la comparution de leurs proches reste incompréhensible. "Je trouve ça aberrant, il n'a rien cassé et a été arrêté alors qu'il manifestait pour une bonne cause ! murmure dans un sanglot la mère d'un des prévenus, à l'écart de la salle. En plus, on ne nous explique rien, on m'a appelée pour nous dire qu'il avait été arrêté, mais je n'ai jamais assisté à une audience et je ne sais même pas ce qu'il va se passer ensuite."

On veut faire payer à ceux qui ont été 'attrapés' l'ensemble des dégradations. Un avocat de la défense à franceinfo

Samedi, le préfet de police de Paris, Michel Delpuech, avait accusé de violences des "commandos largement infiltrés (...) par des membres de l'ultradroite". Ce profil n'est visiblement pas ressorti durant cette première journée de comparutions. franceinfo. fr 27.11

- Gilets jaunes: le procureur des Hautes-Alpes menace de poursuites ceux qui bloquent les routes - Le HuffPost 28 novembre 2018

Les déchets de la gouvernance mondiale, il faut les éliminer un point c'est tout !

Le Sénat aide le gouvernement à supprimer des aides fiscales en faveur du logement des SDF - Publicsenat.fr 28 novembre 2018

Dans le cadre de l'examen du budget, le Sénat a soutenu le gouvernement dans sa demande de supprimer un avantage fiscal en faveur des propriétaires qui mettent un logement à disposition des associations d'accueil des SDF. Publicsenat.fr 28 novembre 2018

[Leur humanisme est la politesse des salauds...](#)

- Mécénat. LVMH a économisé 518 millions d'impôts sur dix ans - Liberation.fr

[Totalitarisme. Le stalino-libéralisme-libertaire agent du sionisme.](#)

- Montreuil: après un arrêté du maire, Dieudonné annule ses spectacles - AFP 29 novembre 2018

Dieudonné M'Bala M'Bala, plusieurs fois condamné pour injures raciales, incitation à la haine ou apologie du terrorisme, a annulé ses spectacles à Montreuil (Seine-Saint-Denis), après un arrêté du maire PCF visant à fermer le local privé où il se produisait depuis fin octobre, a indiqué mercredi la mairie.

Depuis le 25 octobre, Dieudonné s'était produit plusieurs soirs par semaine dans ce local, et prévoyait de continuer jusqu'à mi-décembre. AFP 29 novembre 2018

Il fut une époque où Dieudonné était proche du PS. Ils finirent par le rejeter parce qu'ils ne supportaient pas ses critiques de l'Etat sioniste, la gauche et l'extrême gauche les imitèrent évidemment, du coup il se rapprocha de l'extrême droite. Il n'est pas le seul dans ce cas-là en France, on peut ajouter les millions de travailleurs qui votent Le Pen, parce qu'ils ne supportent plus leur populisme identitaire compatible avec la gouvernance mondiale...

La confrérie des opportunistes du mouvement ouvrier a le don de faire le jeu de l'extrême droite ou du fascisme. Tenez un autre exemple avec une ONG pilotée par les ultras néoconservateurs.

Propagande sioniste. Quand Libération prend ouvertement position pour une "grande oeuvre" que n'aurait pas renié Vichy ou le IIIe Reich.

- Culture : la saison croisée France-Israël se termine en eau de bouderie - Libération 29 novembre 2018

La ministre de la Culture israélienne ne rencontrera pas son homologue français Franck Riester, venu ce jeudi clore la saison culturelle France-Israël.

...la tempétueuse ministre, passionaria ultranationaliste du Likoud, a passé une rude semaine. A la Knesset, elle a vu son grand-œuvre (une proposition de loi conditionnant les subventions culturelles à la «loyauté» des artistes à l'Etat) déraillé par pur calcul par les rivaux de Nétanyahou, lequel tente de maintenir en vie sa coalition désormais bien cabossée. De là à penser que Regev refuse d'aller au charbon pour marquer sa colère... C'est en tout cas la théorie des médias israéliens.

...c'est bien le bilan de la saison croisée, somme de festivals, rencontres, projections et concerts organisés dans les deux pays, qui est pointé (source de polémique - ndlr). Dans le Monde, une «source diplomatique» israélienne tire à vue sur le projet, auquel l'Etat hébreu a consacré 6 millions de shekels (1,4 million d'euros) : «On espérait que la culture aurait un impact diplomatique. On

a mis énormément d'argent dans cette opération pour zéro succès, en ce qui concerne l'image d'Israël en France et celle de la France ici.» Libération 29 novembre 2018

- Khashoggi, Yémen: HRW demande à l'Argentine de poursuivre le prince saoudien "MBS" - AFP 27 novembre 2018

L'organisation de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch a porté plainte lundi devant la justice argentine contre le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed ben Salmane dit "MBS", qui doit se rendre vendredi au G20 à Buenos Aires, dans les dossiers Khashoggi et du Yémen. AFP 27 novembre 2018

Human Rights Watch financé notamment par Soros...

Délation institutionnalisée.

- Indonésie : les autorités lancent une application anti-hérésie - AFP 27 novembre 2018

Une nouvelle application mobile qui permet de signaler aux autorités indonésiennes des cas d'hérésie a déclenché les protestations des défenseurs des libertés qui craignent qu'elle n'aggrave les attaques contre les minorités dans le pays musulman le plus peuplé au monde.

Les utilisateurs peuvent grâce à l'application donner des informations sur des groupes qui pratiquent un culte autre que les six religions reconnues officiellement en Indonésie, l'islam, l'hindouisme, le protestantisme, le catholicisme, le bouddhisme et le confucianisme, ou ceux qui ont une interprétation divergente des doctrines.

L'application "Smart Pakem", conçue à l'initiative du bureau du procureur de Jakarta, est disponible depuis dimanche dans le magasin d'applications Google Play.

"L'objectif (...) est de fournir un accès plus facile à l'information sur les croyances en Indonésie, d'éduquer le public et de l'empêcher de suivre les enseignements d'un individu ou d'un groupe qui ne correspondent pas à la législation", a expliqué à l'AFP Nirwan Nawawi, le porte-parole du parquet, dans un communiqué.

Des centaines de milliers d'habitants de cet archipel du Sud-Est asiatique pratiquent des cultes animistes ou mystiques souvent non reconnus par les autorités et souffrent de discriminations et d'un accès restreint aux services publics.

Pour Bonar Tigor Naipospos, vice-président de l'institut Setara pour la démocratie et la paix, cet outil est "dangereux parce que si le grand public n'aime pas (un groupe), il va le dénoncer sur l'application" et "cela risque de créer des problèmes".

Cette année, une communauté d'Ahmadi, une confession islamique jugée "déviate" par le courant majoritaire, a été sur l'île de Lombok la cible d'attaques qui ont détruit des maisons et l'ont forcé à fuir. AFP 27 novembre 2018

Profession journaliste. Définition : Agent de propagande au service de la gouvernance mondiale.

LFI - "Je ne parviens pas à ressentir de compassion sincère pour ces journalistes", lâche Sophia Chikirou sur le réseau social. "Leur niveau de corruption mentale, leurs mensonges et la désinformation qu'ils nous imposent, sont autant d'éléments qui justifient la colère. Et pour s'informer désormais, les réseaux sociaux sont plus sûrs (...) Évitions de donner le prétexte aux journalistes de se victimiser. Ne les lynchez pas : ne leur parlez pas, ne les lisez pas et ne les regardez pas". Le HuffPost 27 novembre 2018

- Les sénateurs rabetent la niche fiscale des journalistes - Publicsenat.fr 28 novembre 2018

Les sénateurs du groupe RDSE voulaient uniquement exclure des bénéficiaires d'un abattement de 7.650 euros les journalistes dont le revenu brut dépasse 93.510 euros par an. Le gouvernement s'y oppose.

« Les dispositions fiscales dont bénéficient les journalistes et la presse sont de nature à favoriser la pluralité et la liberté de la presse » a justifié le secrétaire d'Etat Olivier Dussopt.

Cette niche fiscale a été créée pour les journalistes en 1934, au nom de leurs frais professionnels. Ils faisaient partie de la liste de 110 professions pour qui une telle exonération avait été mise en place.

Selon les données issues de la Commission nationale de la carte de presse, le revenu mensuel moyen des journalistes en CDI est de 3.549 euros en 2016, de 1.969 pour les journalistes pigistes et de 1.886 pour les journalistes en CDD.

La profession connaît une forme de précarité, surtout dans les premières années d'exercice. 73,7% des journalistes sont en CDI, 18,7% sont pigistes et 3,2% sont en CDD. Chez les moins de 26 ans, 41,5% sont pigistes et 36,6% en CDD. Chez les 26-34 ans, ils sont encore 33,7% de pigistes et 8,5% en CDD. Publicsenat.fr 28 novembre 2018

Grossière provocation contre la Russie pour sauver le soldat de l'Otan Porochenko.

- Moscou condamné par la CEDH pour discrimination des homosexuels - Reuters 27 novembre 2018

La Cour européenne des droits de l'Homme a de nouveau condamné mardi la Russie pour discrimination envers les homosexuels, interdits de manifester pour leurs droits, huit ans après un premier arrêt sur le sujet qui n'avait pas été suivi d'effets. Reuters 27 novembre 2018

- Maas appelle Moscou à respecter la souveraineté de l'Ukraine - Reuters 27 novembre 2018

Le chef de la diplomatie allemande, Heiko Maas, a exhorté mardi la Russie à respecter le droit international et la souveraineté territoriale des pays voisins, après la saisie dimanche de trois navires de guerre ukrainiens. Reuters 27 novembre 2018

- Elections en vue - Ukraine - Russie : Incident naval, une manœuvre politique interne du président Porenchenko ? - Atlantico.fr 27 novembre 2018

Il est très vraisemblable que l'Ukraine, à l'initiative du président Porenchenko qui brigue un nouveau mandat en 2019 (l'élection a été fixée hier au 31 mars) malgré une impopularité grandissante, s'est effectivement livré à une "provocation" en faisant rejoindre la mer d'Azov par trois navires de guerre. En effet, s'il s'agissait uniquement de convoier des vedettes de type Gurza-M vers le port de Marioupol, cela pouvait être effectué par transport routier comme cela a été le cas au début septembre pour deux unités du même type : la "Kremenchuk" P 177 et la "Lubny" P 178. Accentuer la crise entre l'Ukraine - soutenue en sous-main par l'OTAN - et la Russie peut être une manœuvre politique à destination interne.

Bien évidemment saisi par Kiev, le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg a convoqué une "réunion extraordinaire" au niveau des ambassadeurs avec l'Ukraine le 26 novembre dans l'après-midi à Bruxelles. Malgré les cris d'indignation qui proviennent de Washington, du Canada et de l'Europe, il semble que les dirigeants politiques ne sont pas dupes de la manœuvre. D'ailleurs, il est intéressant de noter que les deux vedettes ukrainiennes pourtant bien armées pour leur taille de 23 mètres (deux canons de 30 mm couplés avec quatre missiles mer-mer Baryer) n'ont pas ouvert le feu pour se défendre. Atlantico.fr 27 novembre 2018

- Détroit de Kertch: à qui profitent les tensions russo-ukrainiennes au large de la Crimée? - sputniknews.com 27.11

André Filler, professeur à l'Institut français de géopolitique (IFG) à l'université Paris VIII, qui revenait lundi matin sur l'accrochage maritime de la veille.

Pour lui «l'enjeu principal ce sont les élections ukrainiennes», insistant sur le fait que cet enjeu soit tant pour l'Ukraine que pour la Russie. Des élections présidentielles et législatives qui selon lui font de l'année 2019 une année «cruciale» pour les relations russo-ukrainiennes.

«Le véritable enjeu, ce sont les élections législatives, à la Haute Rada de l'Ukraine, qui auront lieu le 17 novembre, puisque c'est le parlement qui représente les véritables forces à la fois législatrices et décisionnelles en Ukraine,» ajoute André Filler.

Dépeignant un président ukrainien en pleine «agonie politique», notre intervenant voit dans l'agitation internationale entourant l'incident de dimanche une opportunité pour Piotr Porochenko de «sauver les meubles», pas forcément pour lui-même, mais pour le candidat amené à défendre ses couleurs. Pour autant, alors que nous étions dans la perspective de l'instauration de la loi martiale, André Filler n'envisageait pas que Piotr Porochenko prenne le risque de repousser les élections présidentielles, dont le premier tour est prévu pour le 31 mars. «Cela enlèvera à Porochenko le peu qu'il lui reste de sa légitimité», estime-t-il. Pour André Filler, l'enjeu central est de

«Surtout ne pas laisser le Batkivshchyna [parti "Patrie", en Ukrainien, ndlr.] avec Ioulia Timoshenko s'installer dans la Rada. Je pense que la seule raison valable pour introduire la loi martiale, c'est ça. Kiev ne court aucun risque d'invasion russe d'envergure, ni par la mer, ni par les airs, ni par la terre», développe notre intervenant.

Toujours dans le même média français (l'Opinion ndlr), Balazs Jarabik, spécialiste de l'Ukraine et chercheur associé à la Fondation Carnegie, estime d'ailleurs que la volonté de Piotr Porochenko de décréter si soudainement la loi martiale —alors qu'il ne l'avait pas fait au plus fort des combats dans le Donbass ou lors du rattachement de la Crimée à la Russie- n'est probablement pas dénuée de tout calcul.

«En proposant la loi martiale, il semble bien vouloir se servir de l'incident pour faire vibrer la fibre patriotique antirusse et influencer l'opinion publique en sa faveur», relate-t-il à l'Opinion, soulignant la possibilité pour le gouvernement de reporter les élections. S'il ne croit pas à cette éventualité, André Filler s'interrogeait lui aussi quant à la volonté du gouvernement ukrainien d'«électrifier l'électorat» des parties occidentales du pays.

«Est-ce que ce type d'affrontement ne renforcerait pas la position du Président Porochenko —donné perdant il y a encore quelques jours avec presque 100% de certitude, on peut se poser légitimement cette question.» s'interrogeait André Filler.

Reflet de ce désaveu, le Président sortant est actuellement battu dans les sondages par Ioulia Timochenko et par l'acteur Vladimir Zelenski, qui a joué le rôle de Président ukrainien dans plusieurs comédies... et qui ne s'est pas déclaré officiellement candidat. sputniknews.com 27.11

- Trump menace d'annuler sa rencontre avec Poutine au G20 à cause de l'Ukraine - Le HuffPost 28 novembre 2018

Comme des relents de guerre froide. Le président américain Donald Trump a menacé mardi d'annuler sa rencontre bilatérale prévue avec son homologue russe Vladimir Poutine au G20 en Argentine... Le HuffPost 28 novembre 2018

- Le président ukrainien évoque la "menace d'une guerre totale" avec Moscou - AFP 28 novembre 2018

Le président ukrainien Petro Porochenko a évoqué la "menace d'une guerre totale" avec la Russie qui a selon lui "augmenté drastiquement" sa présence militaire à la frontière, dramatisant encore la situation déjà tendue depuis la capture de navires ukrainiens en mer Noire.

Aux yeux de Vladimir Poutine, "il est évident que tout cela a été fait en lien avec la campagne électorale en Ukraine" pour l'élection présidentielle du printemps. AFP 28 novembre 2018

La palme de la falsification des faits revient comme il se doit à l'agence du Ministère de la Vérité, l'AFP.

AFP 29 novembre 2018 - Les considérations de politique intérieure se mêlent aux enjeux stratégiques et militaires dans ce bras de fer. Vladimir Poutine a vu sa cote de popularité dégringoler sur fond de problèmes économiques et de fronde contre une impopulaire réforme des retraites. Petro Porochenko, qui cherche à se faire réélire pour un deuxième mandat, est confronté à des problèmes similaires. AFP 29 novembre 2018

Des "problèmes similaires", vraiment ? Vérifions-le immédiatement.

Vladimir Poutine a été réélu en mars 2018 avec plus de 76,69 % des voix (Le Monde 18.03.2018), le taux d'abstention avait été de 32,5%, Petro Porochenko a été élu en mai 2014 avec 54,70% des voix, le taux d'abstention avait été de 40,13%. (Wikipédia)

Selon les derniers sondages ukrainiens le taux de popularité de Porochenko se situe entre 4 et 10%.

Selon un unique sondage russe, le taux de popularité de Poutine se situerait à 39%.

En aparté, celui de Macron doit avoisiner celui Porochenko.

- Porochenko accuse Poutine de vouloir annexer toute l'Ukraine - Reuters 30.11

- Confirmation de notre version de l'incident de Kertch - Réseau Voltaire 29 novembre 2018

La Russie a rendu publics trois interrogatoires des marins ukrainiens faits prisonniers lors de l'incident de Kertch, le 25 novembre 2018, et un document (photo) saisi sur un des navires.

Selon ce document et ces vidéos, l'incident avait été planifié par l'Ukraine en coopération avec des puissances étrangères. Deux officiers des services de Renseignement militaires ukrainiens se trouvaient à bord pour coordonner les opérations. Ce sont eux qui ont interdit aux marins de répondre aux messages des Russes lorsque les navires de guerre sont entrés dans les eaux territoriales russes revendiquées par l'Ukraine.

Selon notre collaborateur Valentin Vasilescu, des avions de reconnaissance électromagnétique US et israélien ont survolé la zone avant l'incident afin de détecter les défenses russes [1].

Israël, n'est pas membre de l'Otan, mais dispose d'un bureau de liaison au siège de l'Otan à Bruxelles. Durant le coup d'État de

Kiev, quatre officiers et trente et un soldats israéliens participaient aux combats de la place Maïdan pour le compte du parti ex-nazi Svoboda, dans le cadre du service secret stay-behind de l'Alliance.

L'opération de Kertch semble avoir été commanditée par l'Otan en vue de créer une « menace russe » qui justifierait l'adhésion de l'Ukraine à l'Alliance. Elle a été supervisée par l'ambassadeur Kurt Volker. Celui-ci a été recruté par la CIA lors de ses études à l'université de Georgetown. Après avoir travaillé au siège de l'Agence à Langley, il a incorporé le service diplomatique et est devenu « conseiller » de Richard Hoolbroke durant les guerres de Yougoslavie. Il devint l'assistant de Victoria Nuland lorsqu'elle était ambassadrice à l'Otan et lui succéda à ce poste. Il est aujourd'hui ambassadeur à Kiev. Réseau Voltaire 29 novembre 2018

[1] « À qui profite l'incident du détroit de Kertch ? », par Valentin Vasilescu, Traduction Avic, Réseau Voltaire, 29 novembre 2018.

En complément. La gouvernance mondiale, c'est le fascisme.

- Washington affiche sa proximité avec le Brésilien Bolsonaro - Reuters 30.11

Le conseiller à la sécurité nationale de la Maison blanche John Bolton a rencontré jeudi le président élu d'extrême droite brésilien Jair Bolsonaro et salué la proximité de Washington avec le gouvernement qui sera mis en place en janvier à Brasilia. Reuters 30.11

[Haut de page ↗](#)



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries décembre 2018

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Au format pdf (5 pages)

[Orwell avait les mêmes faiblesses que les intellectuels de gauche, qui fatalement s'éloigneront du socialisme.](#)

Extrait des Chroniques orwelliennes par Jean-Jacques Rosat du Collège de France.

La lutte des classes – c'est-à-dire à la fois le combat que mène partout et à tout instant la classe dominante pour accaparer les richesses et renforcer son pouvoir, et la réaction des dominés pour tenter de contrecarrer cette domination – est omniprésente dans les livres et dans la pensée d'Orwell. Elle est d'abord pour lui un fait social massif, qui se manifeste et se diffracte en une multitude d'événements et de situations, jusque dans les détails les plus infimes de la vie quotidienne. Ensuite, il la regarde comme une injustice permanente : la lutte des classes a une dimension morale qui lui est intrinsèque ; celle-ci n'est pas surajoutée à un fait économique qui serait premier ; on peut dire qu'on ne voit la lutte des classes que si on éprouve soi-même ce sentiment d'injustice. Enfin – et ce point est décisif, non seulement pour l'écrivain mais aussi pour le genre de penseur politique qu'est Orwell –, la lutte de classe est pour lui l'objet d'une expérience vécue : il la ressent, il l'éprouve jusque dans son corps, soit au travers de certaines situations sociales et de certains événements dans lesquels il est impliqué, soit parce qu'il a assez d'empathie pour saisir comment les gens vivent et ressentent ce genre de situations et ces événements ; et assez d'empathie aussi pour les faire partager à ses lecteurs. La domination de classe est appréhendée chez Orwell à partir d'un sentiment spécifique qui est fondamental : l'humiliation sociale. (...)

La domination de classe, concède Orwell, était peut-être inévitable dans le passé. Mais aujourd'hui, les progrès techniques et le développement économique devraient permettre d'assurer à chaque être humain des conditions de vie décentes. Et si la domination et l'inégalité de classe sont injustifiées, alors elles doivent être abolies. Tout le monde devrait être socialiste.

"Le socialisme relève d'un sens commun si élémentaire que je m'étonne parfois qu'il ne soit pas déjà réalisé. Le monde est un radeau voguant à travers l'espace avec, potentiellement, abondance de provisions pour tous ; l'idée que nous devons tous coopérer en veillant à ce que chacun effectue sa juste part de travail et reçoive sa part équitable de provisions paraît si manifestement évidente qu'on a envie de dire que nul ne saurait manquer de la faire sienne, à moins d'avoir quelque raison corrompue de s'accrocher au présent système."

LVOG - La compréhension du socialisme n'ira pas plus loin chez Orwell, parce qu'il ne parviendra jamais à rompre avec l'idéologie

de son milieu petit bourgeois.

Il l'expliquera de manière assez confuse pour en faire porter la responsabilité au marxisme, qu'il accusera de vouloir dissoudre son "*identité*" en prônant l'abolition des classes sociales.

Il ne saisira pas que mettre un terme au règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, de l'oppression d'une classe par une autre signifierait que chaque membre de la nouvelle société pourrait enfin s'épanouir individuellement sans nuire à autrui ou à la collectivité, puisqu'elle aurait été conçue de telle sorte que la liberté des uns n'empièterait pas sur celle des autres membres de la société, parce que les rapports qui existaient sous le régime capitaliste qui plaçaient les membres des différentes classes en concurrence les uns contre les autres auraient été abolis. La liberté ne serait plus un bien exclusif réservé à une seule classe ou aux nantis, mais un bien partagé par l'ensemble des membres de la collectivité. L'exercice collectif de la liberté serait le meilleur garant du respect des libertés individuelles de chaque citoyen.

Le socialisme n'a jamais eu vocation à imposer une "*identité*" ou un mode de pensée ou de vie, un comportement auquel chaque membre de la société devrait se conformer, bien au contraire, ce sont les ennemis du socialisme qui lui attribuent cette intention totalitaire calquée sur le stalinisme qui fut la négation du socialisme.

Une fois délivré du cadre (joug) et des limites imposées par les rapports sociaux d'exploitation qui dictent quoi ou comment penser ou agir aux différents membres de la société en fonction de leur statut social ou de la classe à laquelle il appartient, chacun serait libre d'adopter les aspirations qui correspondraient à sa situation ou à sa personnalité.

La forte personnalité qu'il s'était forgé et avec laquelle il s'identifiera, constituera une entrave à son épanouissement personnel qu'il imputa au socialisme, alors que c'était la société capitaliste qui lui avait imposée.

Pourquoi, Jean-Jacques Rosat du Collège de France l'a bien résumé, Orwell "*ne s'est jamais intéressé à l'économie*" et "*Il s'est toujours défié des philosophies de l'histoire et de toutes les théories qui prétendent savoir où va l'humanité*", il en était resté à une interprétation romanesque ou sentimentale, humaniste de l'histoire sans saisir le processus dialectique matérialiste dont elle était le produit, tout comme l'économie ou les hommes eux-mêmes.

Orwell ne sera donc qualifié ni pour s'exprimer au nom du socialisme ni pour le critiquer. Pour autant, sa contribution au combat du mouvement ouvrier contre le totalitarisme qu'il a bien cerné, nous est très précieuse.

Jean-Jacques Rosat - La question décisive en politique n'est pas de savoir si on dispose de la théorie vraie. Les théories politiques sont faillibles, partielles, et elles peuvent facilement devenir des instruments de pouvoir et de domination. La question décisive est de savoir comment, dans le monde moderne, chacun, même s'il est un intellectuel, peut rester un homme ordinaire, comment il peut conserver sa capacité de se fier à ses sens et à son jugement, comment il peut préserver son sens du réel et son sens moral.

LVOG - La théorie marxiste n'est qu'un guide pour l'action, elle n'a jamais prétendu être autre chose, ce sont ses fossoyeurs et ses ennemis qui en ont fait autre chose, notamment un dogme, la vérité révélée, mais en aucun cas les auteurs du socialisme scientifique.

Pour autant, on ne peut pas envisager de changer de société sans recourir à une théorie, tous ceux qui ont essayé de s'en passer ont échoué lamentablement.

Pourquoi ? Parce que pour agir efficacement ou atteindre l'objectif politique qu'on s'est fixé, en ce qui nous concerne renverser l'ordre établi ou nous emparer du pouvoir politique, on a absolument besoin de savoir comment s'est déroulé le processus historique, qu'est-ce qui a été à l'origine de son évolution jusqu'à nos jours, et dans quelle direction il est susceptible de s'orienter (qui n'est pas donné d'avance), en fonction des transformations que peuvent subir un ensemble de rapports, selon le comportement qu'auront les différents facteurs qui les composent et qui s'opposent en leur sein, de telle sorte que l'influence qu'ils exerceront sur l'ensemble des classes sociales déterminera en dernière analyse leur destin.

Ainsi, être armé de la théorie marxiste n'a rien d'extraordinaire. La théorie marxiste ne relève ni de la divination ni de l'interprétation proprement dite, mais de la connaissance scientifique.

Une fois observé que les lois générales du mouvement ou de la dialectique s'appliquent tout au long du processus historique depuis la nuit des temps, il suffit de les appliquer aux faits et à leurs enchaînements, donc à sa base matérialiste depuis son origine ou en remontant à l'origine de l'apparition des différents facteurs (ou acteurs, représentations, etc.) au cours de l'histoire, pour concevoir de quelle manière ou dans quelle direction il pourra s'orienter dans l'avenir, vers quelle issue, la barbarie ou le totalitarisme ou notre émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, le socialisme et le communisme et au-delà la liberté...

Tous les rapports sociaux qui existent dans la société étant la reproduction des rapports économiques qui ont leurs fondements dans le système économique en vigueur, le mode de production et de répartition des richesses capitaliste, celui qui l'ignore ne peut pas envisager qu'il existe une alternative au capitalisme, et par conséquent son horizon politique n'ira jamais au-delà du capitalisme. Et pour justifier son ignorance, plus ou moins hypocritement ou inconsciemment, il sera condamné à s'en accommoder et à lui attribuer des vertus qu'il n'a pas, à subir le triste sort qu'il lui a réservé.

On assimile parfois la théorie marxiste ou le socialisme à une méthode pour interpréter le monde, si cette définition n'est pas fautive, elle n'en est pas moins réductrice et ambiguë, ce qui peut facilement porter à confusion et faire le jeu de ses farouches et nombreux ennemis en embuscade ou prêts à la déformer, en réalité, et c'est ce qui fait sa puissance, elle n'a pas été conçue ou inventée contrairement à ce qu'on croit habituellement, elle est juste la transposition dans le langage pour le rendre accessible aux hommes afin qu'ils prennent leur destin en mains, d'un processus qui existe à l'état naturel, et qui est à l'origine de la transformation de la matière en générale, qui le parcourt tout au long des différentes étapes qui vont marquer son existence, dont fait partie l'histoire des hommes, la société ou la civilisation humaine, notre espèce, la nature, l'univers... C'est la traduction consciente d'un processus inconscient dans la mesure où il échappe à la compréhension des hommes.

Donc la théorie marxiste ou le socialisme est juste le produit d'une observation attentive ou rigoureuse de ce qui existe, a existé et peut exister, et non une construction intellectuelle ou je ne sais quoi du même genre. C'est d'une banalité confondante quand on y pense. Vous comprenez mieux pourquoi on affirme que le socialisme n'est pas un système contrairement au capitalisme ou aux modes de pensée (philosophies) qui ne sont que la traduction inconsciente ou déformée de la réalité dans la tête des hommes, alors que le socialisme se confond avec la réalité.

La théorie marxiste ou le socialisme décrit ce qui existe et qu'on ne voit pas ou qu'on ne comprend pas au premier coup d'oeil ou spontanément, c'est tout. Finalement, cela revient à s'approprier la réalité et non à l'interpréter, elle n'a donc aucun équivalent, d'où sa puissance incomparable pour comprendre le monde dans lequel nous vivons et prédire son évolution...

L'issue de la guerre de classes dépendra de la capacité des éléments les plus déterminés et évolués de la classe ouvrière et des classes moyennes à se rassembler sur la base du marxisme ou du socialisme pour construire ensemble un nouveau parti révolutionnaire.

Sachant qu'aucun militant qui en deviendrait dirigeant ne serait de la trempe d'un Marx, Engels ou Lénine, ses dirigeants devraient commencer par l'admettre et consacrer une partie de leur temps à leur propre formation, afin de maîtriser plus profondément la méthode du matérialisme dialectique et pouvoir l'enseigner à leurs militants pour que l'ensemble du parti progresse sans cesse, sinon, il sera voué également à la dégénérescence et on ne s'en sortira jamais. Les militants, qui ne seraient pas aptes à suivre cette formation, militeraient dans une autre formation politique, ou les statuts du parti ne pourraient pas leur accorder les mêmes droits qu'aux autres militants suivant cette formation continue. Nous avons besoin d'une machine de guerre pour mener cette lutte à mort ou vaincre notre ennemi puissamment armé, on ne peut donc pas prendre le risque de laisser le parti à la merci d'éléments inconscients qui pourraient devenir des proies trop fragiles entre les mains d'éventuels dirigeants déloyaux ou qui failliraient. A suivre

[Mobilisation générale pour en finir avec Macron et la Ve République](#)

Dans ces deux documents vous trouverez de nombreuses prises de position de la pseudo-gauche et extrême gauche contre le mouvement initié le 17 novembre.

- Vivent les Gilets jaunes ! PARDEM.ORG - 29.11
- Comment faire gagner les Gilets jaunes ? PARDEM.ORG - 23.11

Un constat plein de danger !

- L'impossible dialogue entre l'exécutif et les «gilets jaunes» - LeFigaro.fr

À la veille d'une nouvelle mobilisation, la plupart des représentants conviés à Matignon vendredi ont fait défection. LeFigaro.fr

C'est un ordre !

- "Gilets jaunes": Matignon "n'est pas un self-service" dit Schiappa - AFP

Matignon n'est "pas un self-service" et quand "on est convié, on s'y rend", a estimé la secrétaire d'État à l'Égalité femmes-hommes... AFP

Et l'amalgame rouge-brun cher aux néocons de l'AFP.

- Le Pen et Mélenchon à la chasse aux "gilets jaunes" - AFP

Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon, avec Laurent Wauquiez et Nicolas Dupont-Aignan en embuscade, sont engagés dans une course de vitesse pour capter l'électorat populaire -et peut-être abstentionniste- des "gilets jaunes".AFP

Ils sont obligés de le reconnaître, mais plus personne non plus ne les écoute.

- Les gilets jaunes font tache d'huile dans l'opinion - Liberation.fr 30.11

Selon notre sondage Viaoice, le mouvement lancé le 17 novembre est en train d'élargir ses bases. En face, Emmanuel Macron et Edouard Philippe dévissent.

C'est l'heure de la bascule. Après trois semaines de mobilisation sur les ronds-points de France, le mouvement des «gilets jaunes» est en train de muter, politiquement et sociologiquement. C'est le principal enseignement du sondage de l'institut Viaoice commandé par Libération. Pour la première fois depuis le 17 novembre, les revendications liées au prix des carburants ne figurent plus au premier rang des préoccupations des Français. Pour 52% d'entre eux, c'est désormais «le sentiment que les personnes qui dirigent la France ne vous représentent pas, ne vous écoutent pas» qui arrive en tête des difficultés. Parmi les personnes soutenant les gilets jaunes, ce rejet de la surdité de l'exécutif passe à 63%.

«Pendant les entretiens effectués pour le sondage, la formule "pouvoir méprisant" est revenue à de nombreuses reprises, explique Aurélien Preud'homme, directeur des études politiques de l'institut Viaoice. D'ordinaire, les gens parlent d'emploi, de pouvoir d'achat en premier. Là ce qui ressort, c'est un rejet généralisé. On est dans une vraie crise politique.» Ce qui l'atteste aussi, c'est l'élargissement du soutien apporté au mouvement. Au total, 53% des sondés soutiennent le mouvement et 31% déclarent le comprendre sans le soutenir, soit plus de huit Français sur dix (84%) ayant au moins de la sympathie.

En résumé, pour Viaoice, qui a également sondé les différences d'âges et de situation géographique, «le gilet jaune a tout du Français moyen».

«On peut faire un parallèle avec les mouvements sociaux classiques, de gauche, souligne Aurélien Preud'homme. Au début, la mobilisation est portée par les plus radicaux, la CGT, les syndicats, les communistes. Mais on sait qu'un mouvement social a pris quand il arrive à convaincre au-delà de ces forces. C'est ce stade qu'on a atteint dans la crise des gilets jaunes.»

Jusqu'alors plutôt préservé par l'impopularité présidentielle, Edouard Philippe décroche fortement en novembre : il recueille 25% d'approbations, soit une chute de neuf points en un mois. Chez les sympathisants de droite, le chef du gouvernement perd carrément 20 points. Depuis le début de la crise des gilets jaunes, le Premier ministre est beaucoup plus en première ligne, enchaînant les médias et les réunions consacrées à la crise. «Son discours est perçu, au minimum, comme peu assez conciliant et son image est désormais totalement calquée sur celle d'Emmanuel Macron.» La débauche de rendez-vous officiels des membres du gouvernement avec des représentants des gilets jaunes, à la demande d'Emmanuel Macron, n'y aura rien fait. «Les gens voient bien le décalage entre la caricature que l'exécutif a tenté de faire des gilets jaunes et ceux qui sont sur les barrages, estime le directeur des études de Viaoice. Cela décrédibilise totalement la posture d'écoute du gouvernement adoptée depuis quelques jours.» Liberation.fr 30.11

En complément

Chien de garde du "réel" fabriqué par et pour la gouvernance mondiale. t

- Stanislas Guerini prêt à faire de LREM le «gardien du réel» - Liberation.fr

Déjà aux affaires. Sans attendre son élection ce samedi, Stanislas Guerini a enfilé son costume de délégué général de La République en marche. Liberation.fr

Fabrication du consentement. Les médias mafieux de la gouvernance mondiale à l'oeuvre.

- L'extase de Poutine et MBS au G20 pour leurs retrouvailles passe mal - Le HuffPost

- Quand Macron fait la leçon à MBS en toute «franchise» - Liberation.fr

[Haut de page ↗](#)

Le 3 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Il est 19h09, pendant que je termine le formatage de la causerie, je surveille la cuisson du riz, très important... On survivra... et on vaincra !

- Au format pdf (7 pages)

Face au totalitarisme, l'insurrection est légitime !

Il faut proposer aux travailleurs et aux militants d'avancer sur la voie de l'établissement d'un double pouvoir. Il faut populariser cette perspective politique face à l'intransigeance de Macron et l'ampleur des besoins urgents à satisfaire exprimés par l'ensemble de la population laborieuse et des classes moyennes.

C'est le régime qui est remis en cause, c'est le régime qu'il faut renverser. Assemblée populaire ou constituante souveraine élue par le peuple travailleur... Grève générale jusqu'à la satisfaction de l'ensemble des revendications de toutes les catégories de travailleurs du pays... Faisons table rase du passé...

- "Ambiance insurrectionnelle, avec incendies, barricades, nuages de gaz lacrymogène, canon à eau, etc."

- "Moratoire, dissolution, référendum, etc."

- Un total de 136.000 personnes ont participé samedi dans toute la France à la troisième journée de mobilisation des "gilets jaunes" au cours de laquelle 263 personnes ont été blessées contre 166.000 le samedi précédent. près de 300.000 le samedi précédent.

Des chiffres qui sont très loin de correspondre à la réalité, cela dit, on peut observer qu'il n'y a pas encore des millions de travailleurs dans la rue.

Ce mouvement qui entraîne toutes les couches de travailleurs n'est pas encore parvenu à se structurer et à se fixer des objectifs politiques. La profonde décomposition et corruption du mouvement ouvrier en est à l'origine. Ils ont habitué les travailleurs à collaborer avec le régime depuis plus de 80 ans, à trouver des solutions à leurs problèmes dans le cadre du régime en place, alors lorsqu'il s'agit de l'affronter directement, ils n'ont pas d'expériences sur lesquelles s'appuyer, et le confort relatif dans lequel ils ont vécu jusque là leur a plutôt ramolli le cerveau ou la volonté.

Oui, c'est d'une révolution prolétarienne que nous avons besoin pour nous débarrasser de tous les maux qui accaparent la société dont est responsable la survie du capitalisme et ses institutions qu'il faut maintenant balayer. Ceux qui nous gouvernent, ceux qui détiennent le pouvoir, l'oligarchie, ses représentants politiques et les élites à son service ont entraîné la société dans une régression sociale sans fin, la décadence, le chaos et la guerre.

Neutraliser leur pouvoir de nuisance est devenu une urgence, une nécessité absolue dont chacun doit prendre conscience, dont chacun est en train de prendre conscience. Si on tergiverse, si on recule, si on capitule, il faut avoir pleinement conscience que c'est le pire cauchemar qui nous attend. Il faut donc aller de l'avant et forger les instruments d'organisation qui permettront de maintenir uni ou d'unir plus solidement la classe ouvrière et les classes moyennes vouées à la paupérisation.

Quel que soit le syndicat ou le parti ouvrier dans lequel nous militons ou que nous soutenons, chaque militant doit prendre ses responsabilités et aider à forger ces instruments du combat final contre le capital, il en va de l'avenir de la civilisation humaine.

N'écoutons pas les dirigeants qui ont refusé de participer à ce mouvement révolutionnaire ou qui l'ont condamné, ils ont confirmé de manière magistrale la caractérisation qu'on en avait donnée ou leur faillite politique, et ils n'ont aucune légitimité. Vous pouvez exiger qu'ils soient à vos côtés, mais ce sera toujours pour mieux nous trahir, il faut donc davantage compter sur l'émergence de nouveaux dirigeants au cours de ce combat qui prendront la relève du combat révolutionnaire pour le socialisme.

Tous les militants doivent s'unir pour aider les travailleurs à s'organiser en laissant de côté leurs désaccords qu'ils pourraient attribuer à leurs dirigeants, ce ne serait que justice rendu que leur rendre ce qui leur appartient, car au départ aucun militant n'avait conçu son engagement politique au côté des travailleurs dans la perspective de trouver des arrangements avec leurs ennemis de classe au lieu de les combattre jusqu'au bout.

Nos dirigeants ont abandonné les deux seuls objectifs qui devaient guider le combat du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière, construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire dans la perspective de la prise du pouvoir politique par les

masses exploitées et opprimées.

Ils ont entraîné au combat et ils ont recruté des dizaines de milliers de travailleurs pendant plus d'un demi siècle, mais ils n'ont jamais rien fait pour que leurs militants acquièrent un niveau de conscience politique supérieure, pour qu'ils maîtrisent la méthode du marxisme, leurs partis n'ont été que des passoires, recrutant et perdant des milliers et milliers de militants pour finalement demeurer marginaux, impuissants, inexistants. Quand on les entend parler de leur bilan, on croirait qu'ils auraient réalisé des choses phénoménales ou qu'on leur devrait beaucoup, foutaise, imposture, pure escroquerie, on leur doit juste l'absence de direction qui nous fait si cruellement défaut pour affronter Macron et le régime, alors on se passera de leurs leçons.

Ce qui les a dépassés et qu'ils n'ont pas vu venir, c'est que les couches les plus défavorisés du prolétariat, auxquelles ils avaient tourné le dos, allaient s'engager dans ce mouvement, conduites au désespoir elles ont commencé à se saisir de cette occasion pour engager le combat contre le régime en lui donnant un contenu révolutionnaire, car cet aspect révolutionnaire ne pouvait pas venir des classes moyennes, elles n'en sont pas encore rendus au stade où elles n'auraient plus rien à perdre, bien que cette crainte puisse les pousser à se radicaliser, bien plus sûrement elles y seraient encouragées par la rage qui habitent les masses poussées à bout, qui n'en peuvent plus, qui n'ont plus aucun espoir de s'en sortir, que tout le monde méprise ou a abandonné à leur triste sort, on les croyait résignées, elles se soulèvent pour exiger un changement radical de politique, de société, et pas seulement l'annulation d'une mesure !

Alors encourageons-les à exiger un changement de régime, à refuser tout compromis avec Macron, à se donner les moyens politiques pour entraîner sa chute et prendre le pouvoir.

Les médias-oligarques n'ont pas pu étouffer ce mouvement, ils ont même été obligés de rendre compte de sa popularité et de sa radicalisation croissante, sans que personne ne les écoute davantage que Macron. On peut donc affirmer que c'est dors et déjà une victoire remportée contre les forces coalisées de la réaction et ses commis du mouvement ouvrier, reste à savoir comment il va se terminer, parce qu'il ne faut pas se faire d'illusions sur son issue, et quels enseignements en tireront les masses, tout dépendra s'il se terminera dans l'ordre ou dans la débandade, les charlatans prêts à le récupérer et à le détourner de ses objectifs étant légions.

Ce qui a le plus fait défaut à ce mouvement, c'est l'absence d'organisation et de direction, c'est le principal enseignement que les masses doivent en tirer. C'est donc la tâche la plus urgente qu'il faut leur fixer d'accomplir. Eh oui, les faits sont têtus, on en revient toujours à ce facteur déterminant, dont le parti !

[Qui a dit que Macron était un président "légitime" et le cautionne ainsi à la tête de l'Etat ?](#)

Réponse : Mélenchon. (Source : AFP 2 décembre 2018)

[Suite de la mouvement du 17 novembre](#)

- "Gilets jaunes": Griveaux écarte à nouveau tout "changement de cap" - AFP 02.11

Le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux a une nouvelle fois écarté dimanche un changement de cap de l'exécutif face à la crise des "gilets jaunes", demandant "un peu d'union nationale" autour des forces de l'ordre après les violences samedi à Paris.

«On a dit que nous ne changerions pas de cap. Parce que le cap est le bon», a déclaré Benjamin Griveaux ce dimanche matin sur BFMTV. AFP 02.11

- Gilets jaunes : le gouvernement n'exclut pas l'état d'urgence réclamé par des policiers - LeParisien.fr 02.11

- La colère des Gilets jaunes ne faiblit pas, l'exécutif doit agir vite - LeParisien.fr 02.11

- "Ça sent la révolution" : de l'Arc de triomphe à la rue de Rivoli, comment la manifestation des "gilets jaunes" a embrasé Paris - francetvinfo.fr 02.12

- Paris : émeutes inédites depuis 68 - Liberation.fr 02.11

- De Marseille à Englos, «tout le peuple nous rejoint» - Liberation.fr 02.11

Loin des violences parisiennes, les «gilets jaunes» ont continué, forts d'un large soutien populaire, à occuper ronds-points et péages tout le week-end.

Sur le rond-point des Près d'Arènes, on s'entend à peine hurler : tout autour de ce qui est devenu le QG des gilets jaunes à Montpellier, les automobilistes solidaires klaxonnent en continu. Pas de quoi déranger ceux qui se relaient ici nuit et jour depuis la

mi-novembre. Ce dimanche, ils sont une cinquantaine. Parmi eux, Richard, 69 ans, inspecteur du travail à la retraite : «Moi je suis très heureux. Depuis Mai 68, je n'ai jamais eu autant d'espoir. Peu à peu, tout le peuple nous rejoint. Même les gens des quartiers populaires sont solidaires.» Il désigne le barbecue sur lequel des mètres de saucisse grillent : «Il y a énormément de gens qui nous apportent à manger, comme en 68 quand on ravitaillait les grévistes ! C'est historique.»

Simon, sans emploi, vient de fêter ses 43 ans sur ce rond-point. Lui aussi est enthousiaste : «Voir tout le monde dans la rue, au-delà des partis et des syndicats, on n'a jamais vu ça !» Il espère que ce mouvement permettra à la France de retrouver ses valeurs : liberté, égalité, fraternité. «La richesse n'a jamais été aussi mal partagée : si on se met tous ensemble, ça va pouvoir changer.» Casquette vissée sur la tête, Jami, 64 ans, acquiesce : «Cette marée, c'est un levier pour que la vie de tous devienne meilleure. Pour les jeunes générations confrontées à un présent et à un futur de merde, pour tous ceux qui souffrent actuellement.»

Un peu en retrait, Dora, 67 ans, est réconfortée par la solidarité qui se manifeste au rond-point. «Oui, j'ai l'espoir d'une vie meilleure, dit-elle, l'espoir d'une société dans laquelle les gens ne dépriment plus...» D'autres gilets jaunes sont plus terre à terre : celle que tout le monde appelle «la mère Noël» (Sophie, 57 ans), aimerait que les travailleurs handicapés, comme elle, soient reconnus. Amédée, 22 ans, exige pour sa part le retour de l'ISF. Jim, un magasinier de 41 ans, rêve-lui de voir son Smic passer bientôt à 1 500 euros nets par mois.

A Englos (Nord) : «Ils se battent pour leurs droits»

«Ce que j'espère, c'est que Macron m'offre une bouteille de champagne pour Noël !» Marie-Noëlle blague : comme son amie Laurence, elle ne se plaint pas de son niveau de vie mais soutient les gilets jaunes. Solidaires «des gens qui ont le courage de travailler, gagnent le Smic et ne s'en sortent pas». L'hypermarché Auchan d'Englos, dans la banlieue de Lille, est ouvert pour les fêtes. Posés sur les tableaux de bord, les gilets jaunes sont nombreux. Laurence en convient, «c'est la tristesse à Paris, des gens profitent des manifestations pour détruire, ce n'est pas le but». Le but ? Elle a du mal à le définir, mais d'abord, c'est sûr, «une baisse du prix de l'essence». Caroline, 28 ans, et Damien, 33 ans, se réjouissent, eux, «que tout le monde s'entraide, soit uni pour la bonne cause, des jeunes, des retraités, des Blancs, des Noirs, ça, c'est touchant». Ils sont tous deux en CDI, elle technicienne en logistique, lui chauffeur-livreur. A leur petite fille de 8 ans, ils ont expliqué que les gilets jaunes «se battent pour leurs droits». Ils lui ont caché les images de violence à la télé, mais «elle a le droit de savoir pourquoi les gens se relaient dehors, après le travail. C'est pour son avenir, pour la future génération. Maintenant, on espère qu'ils se battent pour une vraie avancée». Laquelle ? «Une hausse du Smic, et aussi des retraites», lance Caroline. Ils voudraient un rééquilibrage des salaires, ne comprennent pas qu'un député gagne 7 000 euros bruts par mois. «Et le président de la République, même quand il n'est plus élu il garde un salaire à vie, souligne Damien. Alors que quand tu gagnes 1 500 euros par mois et que tu te retrouves au chômage, très rapidement tu n'as plus rien.»

Jean-Michel, 70 ans, cuisinier à la retraite, pointe ce Président «dans sa bulle» : «Il était en Argentine alors qu'il aurait dû s'occuper de son pays. Il dit seulement "je n'aime pas qu'on casse." On doit entendre autre chose !» Manuelle, femme de ménage, et Olivier, artisan, verraient bien Macron «dégager» : «Il faudrait remplacer ces politiciens par des travailleurs, des gens qui savent ce que c'est que travailler».

A Marseille : «Comme en Mai 68»

Les South Winners, le plus gros groupe de supporters du stade Vélodrome, avaient appelé il y a quelques jours le public marseillais à arborer, dimanche soir, leur gilet jaune à l'occasion du match OM-Reims. Osama, 23 ans, a déjà enfilé le sien bien avant le coup d'envoi. «Je voulais afficher mon soutien ce soir», explique ce jeune employé d'une grande surface. Les échauffourées de la veille n'ont rien changé à sa motivation. Samedi, les affrontements se sont multipliés à Marseille où plusieurs manifestations ont convergé vers la mairie. Les gilets jaunes ont été rejoints par un important cortège défilant pour le logement, après l'effondrement des deux immeubles le 5 novembre. Les CRS n'ont pas fait de détail, gazant la masse. Résultat : 21 interpellations après différentes violences, de l'incendie de sapins de Noël près du Vieux-Port au saccage d'une boutique de la gare Saint-Charles.

«Je ne cautionne pas, précise Osama, mais c'est comme en Mai 68. Avec le recul, notre génération est bien contente que des gens aient lancé des pavés pour que la société change. Je ne réclame pas un changement aussi radical, mais au moins que le gouvernement comprenne qu'on est déjà à découvert le 10 du mois.» Devant le stade, Benjamin, un chef d'entreprise de 35 ans a moins de difficultés. «Mais c'est par solidarité envers les plus pauvres qu'on a mis notre gilet, explique-t-il. L'Etat devrait faire comme nous, être plus solidaire.» Non loin d'eux, Jo et sa bande en jaune acquiescent. Depuis dix ans, ces Alsaciens font le trajet régulièrement en voiture vers Marseille pour supporter leur club de cœur. «En trois ans, on a pris 18 % d'augmentation entre l'essence et les péages, râle Jo, 29 ans. Enfin, cette fois-ci, avec les blocages, on est passés gratuitement.»

Son ami Thomas veut croire que le pouvoir va finir par ouvrir les yeux. «Il va falloir écouter les gens qui ont du mal à joindre les deux bouts, insiste-t-il. Moi, je suis pompier volontaire, je donne du temps pour les autres. Il faudrait que le gouvernement aussi vienne en aide à ceux qui en ont besoin.» Liberation.fr 02.11

- «On ne lâchera pas et on restera dans Paris avec nos ambulances» - Liberation.fr 02.11

- Devant l'Élysée, Ruffin demande à Macron de "partir avant de rendre notre pays fou" - Le HuffPost 02.11

- Je souffre, donc je suis - LePoint.fr 2 décembre 2018

Difficile de développer des arguments rationnels lorsque vos interlocuteurs vous opposent leur souffrance. Tel est le casse-tête du gouvernement.

Les Français souffrent, et pas qu'un peu. Voilà ce qu'ils disent d'eux-mêmes à longueur de journée depuis le démarrage du mouvement des Gilets jaunes. Le mal-être, certes, ne date pas d'hier, mais il culmine aujourd'hui à son zénith. Désormais, la vérité établie, que nul ne s'aviserait de contester, c'est que tout le monde souffre : les enfants à l'école, les parents au travail, les grands-parents à la maison, les automobilistes à la pompe, les contribuables face à la feuille d'impôt. Pour décrire le phénomène, tout le stock disponible des synonymes a été écoulé en peu de temps : colère, exaspération, supplice, calvaire, à bout... En matière de dramatisation sur l'état psychique de nos compatriotes, il sera difficile de monter en gamme à l'avenir. Quant à savoir qui souffre précisément, avec quelle intensité, depuis combien de temps et pour quelles raisons, on y réfléchira plus tard. Dans l'immédiat, l'essentiel est de se représenter la France comme une gigantesque boule de désespoir. LePoint.fr 2 décembre 2018

- «Le moment n'est-il pas venu pour vous [Martin Hirsch] de refuser d'appliquer cette politique en plaçant le gouvernement face à ses responsabilités ?» - Liberation.fr 3 décembre 2018

Dans une lettre parue dans le Journal du dimanche, 105 médecins de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris demandent à leur directeur général de démissionner. Autour du professeur André Grimaldi, ils écrivent ainsi : «Cher Martin Hirsch, vous avez déclaré que le fil rouge de votre action était la qualité des soins. Savez-vous comment a évolué cette qualité sous votre direction ? Notre conviction, c'est qu'elle s'est dégradée [...]. Vous n'en êtes pas directement responsable mais expliquer que la faute en revient aux personnels réfractaires au changement, accrochés à leur statut, à leurs routines et à leurs "privilèges" reviendrait à se défausser.» Liberation.fr 3 décembre 2018

Espagne. Confirmation. La gauche fraie bien la voie au fascisme.

- Coup de théâtre en Espagne : l'extrême droite entre au parlement régional d'Andalousie - AFP 3 décembre 2018

Un petit parti d'extrême droite, Vox, a fait son entrée dimanche dans un parlement régional, une première en Espagne, en remportant 12 sièges aux élections en Andalousie et mis fin à la domination de la gauche dans la région la plus peuplée du pays, une gifle pour le Premier ministre socialiste Pedro Sanchez.

Après dépouillement de plus de 99% des bulletins de vote, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) enregistre le pire résultat de son histoire en Andalousie, une région méridionale de 8,4 millions d'habitants.

Il tombe de 47 à 33 sièges (sur 109). Ceux obtenus par ses alliés de la gauche radicale ne lui suffiront pas pour parvenir à la majorité absolue de 55 sièges sur 109 et donc pour former un gouvernement.

Le PSOE dirige l'Andalousie, seul ou en coalition, depuis 1982 mais n'a pas réussi à faire reculer le chômage et a été éclaboussé par un vaste scandale dans lequel sont impliqués deux anciens présidents de la région et ayant donné lieu à un procès-fleuve qui approche de son dénouement.

Un parti d'extrême droite entre dans un parlement régional pour la première fois depuis le rétablissement de la démocratie en Espagne après la mort du dictateur Francisco Franco en 1975.

La débâcle du PSOE en Andalousie est un camouflet pour Pedro Sanchez qui gouverne l'Espagne depuis six mois à peine avec une minorité de 84 sièges sur 350 à la chambre des députés. Il devrait convoquer des élections législatives dans l'année qui vient, sans doute après les élections municipales, régionales et européennes de mai prochain.

A droite, les conservateurs du Parti Populaire (PP) ont remporté 26 sièges, sept de moins qu'aux précédentes régionales en 2015, malgré tous les efforts de son nouveau chef Pablo Casado qui a succédé à l'ancien Premier ministre Mariano Rajoy cet été.

En revanche le Parti libéral Ciudadanos (centre droit) bondit de neuf à 21 sièges mais sans parvenir à dépasser le PP.

"Le changement l'a emporté aux élections andalouses", s'est écrié le chef de Ciudadanos, Albert Rivera. "Le "sanchisme" en a pris un coup, maintenant il s'agit de le couler dans les urnes".

Mathématiquement, en s'alliant à Vox, les deux partis de droite auraient une majorité de gouvernement avec 59 sièges. Aucun parti n'a exclu cette alliance sans précédent.

Les alliés naturels du PSOE, Adelante Andalucía (En avant Andalousie), variante locale de Podemos (gauche radicale), ne remportent que 17 sièges.

"Alerte antifaciste", s'est exclamé le leader de Podemos Pablo Iglesias, appelant toutes les formations de gauche à se mobiliser "pour défendre les libertés, la justice sociale, la fraternité et en fin de compte la démocratie". AFP 3 décembre 2018

ACTUALITE EN TITRES

COP ou le coup d'Etat permanent contre les peuples.

"Le genre humain" n'a qu'une seule menace, un seul ennemi : Le capitalisme !

- COP24 : le monde appelé à faire plus pour limiter les catastrophes climatiques - AFP 02.11

"Le genre humain est menacé de disparition alors nous devons agir d'urgence, maintenant, et avec audace", a déclaré à l'AFP Maria Fernanda Espinosa, la présidente de l'Assemblée générale de l'ONU. AFP 02.11

Instrumentalisation des masses et fabrication du consentement à la gouvernance mondiale ou au totalitarisme.

- Allemagne: des milliers de manifestants disent "non au charbon" - AFP 02.11

A bas la COP et l'écologisme !

Un esclave averti en vaut deux.

- Un Français sur 2 pense qu'on accueille "trop d'étrangers" - L'Express.fr 02.11

Un sondage publié par le JDD dénote un durcissement de l'opinion face au phénomène migratoire. L'Express.fr 02.11

- La caravane des migrants se disloque au Mexique, faute d'entrer aux États-Unis - AFP 02.11

Les médias et les chefs d'Etat occidentaux aussi !

- Le chien de George Bush est resté fidèle au poste - Le HuffPost 02.11

Haut de page ↗

Le 5 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Vous voulez vivre mieux, « *sauver la planète* », alors virons Macron et abattons le capitalisme, la Ve République !

Macron et Philippe sont cuits, achevons-les !

● Au format pdf (13 pages)

[A bas la COP, à bas Le pacte de l'ONU sur les migrations !](#)

Dors et déjà, Macron haï par l'immense majorité de la population ne pourra pas se représenter en 2022, et Philippe ou aucun dirigeant de LREM ne pourra pas non plus se présenter, en quelques jours ce scénario a volé en éclats. Si en quelques mois à peine ils étaient parvenus à imposer un candidat inconnu ou presque et un nouveau parti, ils ne pourront pas récidiver, la ficelle serait trop grosse. Cela va alimenter la crise des institutions et pose directement la question du pouvoir politique, de l'Etat, qui ne peut trouver aucune réponse satisfaisante du point de vue des intérêts des travailleurs dans le cadre de la Constitution de la Ve République et du carcan de l'UE avec lesquels il faut rompre impérativement pour avancer vers une République sociale.

La survie du capitalisme est incompatible avec le développement de la civilisation humaine, il doit donc disparaître.

C'était la conclusion à laquelle étaient parvenus les fondateurs du socialisme scientifique Marx et Engels à l'issue de leurs années de travaux sur les fondements et le fonctionnement du capitalisme, après avoir observé que les contradictions économiques qui en découlaient entraînaient inexorablement au sein de la société la formation de deux pôles antagoniques et irréconciliables, qui au cours de leur évolution ne cesseraient de se renforcer et de se dresser l'un contre l'autre dans une lutte de classes à mort, de sorte que ces contradictions se traduiraient par une concentration toujours plus grande des richesses et du pouvoir au pôle représenté par l'infime minorité d'exploiteurs et d'opresseurs qui détenaient tous les pouvoirs, au détriment des besoins des exploités et des opprimés toujours plus nombreux à l'autre pôle, engendrant infailliblement des tensions extrêmes, dont l'issue coïnciderait avec la dislocation de la société vouée au chaos, à une régression sociale sans fin, à la guerre, à la barbarie, au totalitarisme au cas où la minorité de capitalistes conserveraient le pouvoir, ou au contraire permettrait de mettre un terme à cette grave menace qui pesait sur la survie de la civilisation humaine et constituait une entrave à son développement harmonieux, au progrès social, si au cours d'un soulèvement révolutionnaire les exploités et les opprimés organisés parvenaient à se débarrasser de ce système économique et de ses institutions politiques pour refonder la société conformément aux besoins de l'ensemble de la population afin qu'ils puissent être satisfaits et vivre en paix.

Chacun peut observer quotidiennement à quel point cette analyse était juste, au regard des conséquences qu'a engendrées la survie du capitalisme pourrissant que nous subissons tous quel que soit le pays ou le continent où nous vivons. Ce sont les faits et uniquement les faits ainsi que leurs enchaînements qui depuis le milieu du XIXe siècle jusqu'à nos jours ont confirmé les observations et les conclusions auxquelles étaient parvenus Marx et Engels.

A l'analyse du développement du capitalisme par Marx et Engels qui justifie le combat politique pour en finir avec le capitalisme, et qui nous sert de base théorique et programmatique, est venu s'ajouter un nouveau facteur, climatique cette fois, donc extérieur au capitalisme, mais que les capitalistes se sont appropriés et instrumentalisent pour accroître leur domination de classe ou mieux nous soumettre à l'ordre totalitaire qu'ils entendent instaurer. Du coup, nous devons le traiter de la même manière que n'importe quel autre facteur économique et l'intégrer dans notre théorie ou notre combat politique pour en finir avec le capitalisme. C'est d'autant plus facile et juste que c'est ainsi que les capitalistes le traite en reportant les conséquences du réchauffement climatique sur la classe ouvrière et les classes moyennes.

Si le progrès social et la démocratie sont incompatibles avec la survie du capitalisme, le capitalisme est disqualifié pour adapter la société à de nouvelles conditions climatiques, sachant par ailleurs que les multinationales continuent de saccager l'environnement et contribuent à aggraver les conséquences de la hausse de la température due essentiellement à l'activité du soleil.

Compte tenu du réchauffement climatique, pour que le 0,1% de nantis puissent continuer de vivre comme avant, les oligarques ont décidé que les besoins des 7,4 milliards d'habitants de notre planète étaient incompatibles avec l'évolution du climat de la terre, et que par conséquent ils ne seront jamais satisfaits, pire, ils devront être revus à la baisse.

L'ONU porte-parole de la stratégie du chaos et de la gouvernance mondiale.

Le chef de l'Etat, Emmanuel Macron, doit se rendre à Marrakech (Maroc), lundi et mardi, afin de ratifier le pacte de l'ONU sur les migrations. Ce pacte recense, entre autres, 23 objectifs "pour des migrations sûres, ordonnées et régulières".

Ce pacte de l'ONU sur les migrations "dit surtout qu'il faut un dialogue mondial et une gouvernance mondiale sur les questions d'immigration", et "rappelle un certain nombre de principes", analyse Matthieu Tardis, chercheur au Centre migrations et citoyennetés de l'Institut français des relations internationales (Ifri). Réaffirmant l'attachement de la communauté internationale aux droits de l'homme et de l'enfant, mais aussi à la souveraineté nationale, le pacte liste 23 objectifs "pour des migrations sûres, ordonnées et régulières". (Après la démocratie par les bombes, "des migrations sûres, ordonnées et régulières" engendrées par des guerres ! Tardis ou l'élite corrompue de la "communauté internationale" des va-t-en-guerre contre tous les peuples - LVOG)

L'ONU appelle ainsi à "lutter contre les facteurs négatifs et les problèmes structurels qui poussent des personnes à quitter leur pays d'origine". (L'ONU qui a soutenu toutes les guerres de l'impérialisme américain ! - LVOG)

"Et les migrations, on en a besoin, nos économies en ont besoin. Beaucoup de secteurs de l'économie française reposent sur des travailleurs migrants, parfois en situation irrégulière", rappelle le chercheur. francetvinfo.fr 05.11

(L'ONU marchand d'esclaves, quel aveu ! - LVOG)

Le pacte criminel de l'ONU avec l'oligarchie.

- La Centrafrique crie famine - Liberation.fr 4 décembre 2018

Dans un rapport publié vendredi, l'Unicef s'alarme du nombre croissant d'enfants atteints de malnutrition aiguë en République centrafricaine. Liberation.fr 4 décembre 2018

Instrumentalisation du réchauffement climatique : Un complot de l'oligarchie contre tous les peuples.

- Climat: le monde appelé à ne "pas trahir" les générations futures - AFP 04.11

- La Marche pour le climat maintenue par ses organisateurs à Paris - Reuters 05.11

Les organisateurs de la Marche pour le climat à Paris excluent mardi d'annuler ou de reporter la manifestation prévue samedi prochain, comme l'a souhaité le ministre de l'Intérieur qui craint de nouvelles violences liées au mouvement des "Gilets jaunes".Reuters 05.11

Fabrication du consentement. Vous devez « **renoncer à l'idée selon laquelle le futur est toujours une version améliorée du présent** ».

Ruptures - Extraits. "les augmentations programmées ne sont pas seulement pensées pour racketter encore un peu plus les automobilistes ; elles visent aussi et surtout à impulser « un véritable changement des comportements », et même à imposer une « modification des modes de vie ». Ce sont les auteurs mêmes des taxes qui le disent.

Tout cela parce qu'il faudrait « sauver la planète ». Et là, il y a une ribambelle de partis et de dirigeants de tous bords, y compris parmi les opposants à Emmanuel Macron, qui arrivent en disant : « il ne faut pas opposer le social et l'écologie ».

On nous dit qu'il ne faut pas opposer « ceux qui ont peur de la fin du mois à ceux qui ont peur de la fin du monde ». Eh bien si, il y a bien une opposition. De classe.

On ne cherche pas seulement à nous faire moins rouler (et moins vite) ; de plus en plus, des villes justifient, au nom de l'environnement, qu'on n'éclaire plus les rues la nuit (ou qu'on coupe l'éclairage de plus en plus tôt) ; ici et là – en milieu rural en particulier – on organise le ramassage de moins en moins fréquent des ordures (parfois toutes les trois semaines !) en expliquant que c'est de la pédagogie pour mieux recycler ; demain peut-être, les compteurs Linky seront capables de dénoncer les criminels qui se chauffent trop...

Et l'on n'a encore rien vu. On le sait peu, mais tout cela est théorisé. Dans le grand quotidien Le Monde (21/11/18), un philosophe australien qui fait autorité dans ces domaines affirme qu'il faudrait « se résigner à un changement de vie radical ».

Et il se lamente que cette idée ne soit pas très populaire car elle signifie « abandonner le principe fondamental de la modernité, c'est-à-dire l'idée d'un progrès ». Pour le dénommé Clive Hamilton, il faut impérativement « renoncer à l'idée selon laquelle le futur est toujours une version améliorée du présent ». Et le grand quotidien du soir, bible des élites dirigeantes, trouve cette idée si géniale qu'il la reprend et la martèle dans son éditorial.

Et voilà : derrière le racket à la pompe, déjà insupportable, se cache une idée particulièrement grave : il faudrait renoncer au concept même de progrès. Et donc de progrès social, économique, technique, scientifique. C'est-à-dire renoncer à ce qui est l'un des fondements de l'histoire de l'humanité : faire en sorte que les générations à venir disposent de plus et mieux que les générations présentes.

C'est sans doute le signe que le système est en bout de course. Il est de moins en moins capable de faire de la croissance, de produire des richesses (autrement qu'en surexploitant de la main d'œuvre à bas prix à l'autre bout du monde, en délocalisant à tout va)... Il est tout juste bon à faire enfler la finance. Et à inventer l'idéologie de la régression qui va avec. Ruptures le 02 décembre 2018

Fabrication du consentement. La « **transition énergétique** » ou « **sauver la planète** », c'est "**le faux nez de l'austérité contrainte**".

Ruptures - Extrait. Impressionnant : la mobilisation des « gilets jaunes », qui a rassemblé plusieurs centaines de milliers de

citoyens le 17 novembre et se poursuit, revêt une ampleur sans précédent dans l'Histoire de France pour un mouvement sans organisateur institué. Les développements à venir restent incertains, mais il est déjà possible de pointer les composantes de cette colère jaune, portée par des acteurs dont c'était pour beaucoup la première manif, et qui jouit d'un soutien populaire écrasant.

Son déclencheur mérite attention : la détermination gouvernementale à augmenter les taxes sur le carburant, particulièrement sur le diesel, repose explicitement sur la volonté d'imposer un changement des comportements et des modes de vie, nommé « transition énergétique ». Que près de deux sondés sur trois estiment que le pouvoir d'achat doit passer avant la conversion écologique constitue une claque d'une violence inouïe infligée au pilonnage multi-quotidien quant à l'obligation de « sauver la planète ». La « sobriété heureuse » commence à apparaître pour ce qu'elle est : le faux nez de l'austérité contrainte.

Evidemment, au-delà de l'essence, c'est le pouvoir d'achat qui a mobilisé. Alimentation, carburant, électricité, gaz, assurances, loyer : des millions de ménages sont pris à la gorge. Les protestataires sont massivement issus du monde du travail, tandis que le mouvement est accueilli avec circonspection (au mieux) parmi la bourgeoisie urbaine.

Facteur supplémentaire : la rage de se sentir ignoré par « ceux d'en haut ». Cela vaut pour le social : on a beau travailler dur, on n'y arrive plus ; mais aussi pour le politique : on a beau renvoyer les sortants, les orientations restent les mêmes. Le souvenir du référendum inversé de mai 2005 est encore cuisant. Le mantra macronien de ladite « souveraineté européenne » a objectivement aggravé les choses : il est ontologiquement incompatible avec la souveraineté du peuple. Ruptures le 03 décembre 2018

[La gauche : La MST \(Maladie Socialement Transmissible\) du mouvement ouvrier.](#)

L'antifascisme devait finalement s'accommoder du coup d'Etat néonazi de Maidan en Ukraine...

Le féminisme devait finalement s'accommoder de la théorie du genre...

L'antiracisme devait finalement s'accommoder de la traite des esclaves nommés migrants...

L'écologisme devait finalement déboucher sur la COP...

Le réformisme devait finalement s'accommoder de la collaboration de classes et déboucher sur le corporatisme...

L'anticommunisme devait finalement déboucher sur le totalitarisme...

La gauche a bien été l'allié objectif fidèle et zélée de la réaction pour faciliter l'application de sa politique et détruire de l'intérieur le mouvement ouvrier.

Quand vous remontez au début du XXe siècle, vous vous apercevez que la gauche a préféré la guerre impérialiste ou le fascisme au socialisme, qu'elle a été colonialiste, farouchement xénophobe, raciste, misogyne, homophobe, pollueur, antidémocratique, antirépublicaine, antisociale, dictatoriale. L'horreur, n'est-ce pas ? Cette imposture a duré pendant plus d'un siècle parce que tous les courants du mouvement ouvrier s'en sont accommodés. Quand vous avez cela à l'esprit, après vous ne vous étonnez plus qu'on en soit arrivé à la situation actuelle. Quand vous étiez militant ouvrier et que vous tentiez de résister à cette imposture, vous étiez systématiquement traité de gauchiste, d'ignorant, c'était vous le parasite et non cette saloperie.

En refusant de combattre tous ces courants liquidateurs du mouvement ouvrier, l'extrême gauche s'est discréditée à jamais. Que ceux qui y militent aujourd'hui ne croient pas qu'il pourrait en sortir un jour quelque chose de bon pour la classe ouvrière, ils se trompent lourdement. Un tel déni leur sera fatal un jour ou l'autre, comme ce fut le cas de centaines de milliers de militants qui l'ont plus ou moins compris avant eux sans parvenir à comprendre ce qui s'était réellement passé et qui abandonnèrent le combat politique.

C'est con à dire, mais c'est dialectique, le dilettantisme, l'absence de rigueur théorique, l'absence de principes, le refus d'admettre les faits, la mémoire sélective, la soudaine amnésie, l'hypocrisie, le mensonge, la tentation de s'accommoder de l'inacceptable, la bonne conscience, l'autosuggestion, l'autosatisfaction, l'arrogance, le manque de volonté ou de courage, l'ignorance, tout se paie un jour dans la vie comme en politique.

Quand on s'aperçoit qu'on est engagé dans une mauvaise voie et qu'on persiste malgré tout, on peut multiplier les artifices et les efforts pour retarder le moment du verdict fatal qui nous attend au bout, mais nous n'y couperons pas, et plus nous retarderons l'échéance plus lourde sera l'addition à payer.

Pour avoir délibérément persisté dans l'erreur, nos dirigeants nous ont livré pieds et mains liés à nos ennemis, totalement désarmés pour les affronter. Le gigantesque défi qui nous est posé maintenant, c'est de rompre immédiatement avec leur politique,

et de la combattre en définissant une nouvelle stratégie pour conquérir la direction du mouvement ouvrier et affronter l'oligarchie et la vaincre. Si on refuse de faire l'inventaire de la lutte de classes du XXe siècle, de la gauche et de l'extrême gauche, et d'en tirer les enseignements théoriques et pratiques, nous sommes perdus.

Le mouvement engagé depuis le 17 novembre en France témoigne que les enseignements de la révolution russe de 1917 demeurent parfaitement valables, reste à les adapter à la société d'aujourd'hui, ce que nous n'avons jamais su faire ou voulu faire, et pourtant tous les matériaux existaient, ils sont même pour ainsi dire inépuisables puisqu'il s'agit de piocher dans la réalité, tout dépendra si nous nous en contenterons ou si une nouvelle fois nous nous en détournerons pour élaborer de nouvelles théories foireuses qui nous conduiront dans une impasse.

C'est là qu'il est permis de se demander pour quelle cause nous combattons réellement, quelles sont nos réelles intentions, car s'écarter de la réalité, c'est se détourner de notre classe, de notre cause. Un jour Trotsky dit à un de ses interlocuteurs qu'il devait faire preuve d'imagination, il lui répondit que ce n'était pas facile ou qu'il en manquait, quelque chose comme cela. Trotsky lui dit qu'il n'avait qu'à puiser dans la réalité qui est une source inépuisable d'imagination au lieu de s'en détourner, je cite en substance, je n'ai retenu que l'essentiel comme d'habitude, ma mémoire fonctionne ainsi, un enseignement en quelque sorte.

C'est quand même incroyable, on n'a jamais disposé d'autant d'informations ou de connaissances sur la composition et le fonctionnement de la société, des différentes classes, et on n'est pas foutu de s'en servir pour avancer vers nos objectifs politiques, c'est qu'on est vraiment nul ! On cherche désespérément quelle est la nature du problème que nous avons à régler, alors que le problème c'est nous, il n'est nulle part ailleurs ! Apparemment chacun n'est pas prêt à l'admettre, et bien tant qu'il en sera ainsi on n'avance pas d'un millimètre.

Cessons de nous prendre pour ce que nous ne sommes pas, faisons preuve d'un peu de modestie, apprenons à observer, écouter et lire, et nous disposerons de l'état d'esprit indispensable pour affronter tranquillement la réalité. Cela rend également d'énormes services dans la vie quotidienne, c'est gratuit et accessible à tous, ce serait dommage de s'en passer. C'est plus facile de se battre contre les autres que contre soi-même, et bien il faut s'y mettre sans attendre, et puis on en tirera une saine satisfaction, sachant qu'on en partagera les enseignements.

En complément

Pourquoi tiennent-ils tant à associer «Gilets jaunes et climat» ?

Parce que ce sont les agents de la réaction au sein du mouvement ouvrier (et à l'extérieur, ONG) qui sont le fer de lance de l'instrumentalisation de la question climatique pour le compte de l'oligarchie. Un média-oligarque leur sert de tribune, ce n'est pas anodin. La pire erreur à commettre serait de croire que Libération (Drahi) encouragerait la convergence des luttes, donc conservez en permanence à l'esprit tout au long de cette lecture qu'il figure parmi nos pires ennemis.

Lisez cet article très instructif, bourré d'hypocrisie, d'arrière-pensées, des intentions inavouables, etc. que vous vous ferez un plaisir de passer au détecteur de mensonges ou de la manipulation des consciences, un excellent exercice pour aiguïser son esprit critique ou vérifier son état.

- 8 décembre : «Gilets jaunes et climat doivent pouvoir se rejoindre !» - Libération 4 décembre 2018

A quatre jours de la marche pour le climat et de la mobilisation des gilets jaunes, qui doivent se tenir au même moment, des militants et des syndicalistes cherchent des points de convergence.

De nouveaux acteurs en soutien des gilets jaunes ? À quatre jours de leur quatrième grand rendez-vous, et alors que les annonces du gouvernement ne semblent pas avoir convaincu nombre de manifestants, difficile de prédire qui marchera avec qui, et où, samedi 8 décembre. Seule certitude : une digue a sauté. Et le mouvement des gilets jaunes, qui rendait jusqu'alors certains frileux, compte tenu de la présence, dans ses rangs, de quelques manifestants d'extrême droite, semble être devenu, à leurs yeux, plus fréquentable. Jusqu'à les convaincre de marcher avec eux ou du moins de leur tendre la main ? Le scénario apparaît de plus en plus possible, d'autant que la journée du 8 décembre sera aussi marquée par une autre mobilisation : la marche pour le climat, organisée de longue date par plusieurs associations environnementales. De quoi faciliter les choses pour ceux qui auraient encore du mal à enfile la chasuble jaune.

«J'appelle les gilets jaunes à venir marcher avec nous»

Comme l'a fait la CGT samedi dernier, en appelant les gilets jaunes à rejoindre sa propre manifestation des chômeurs et précaires organisée le même jour, ils sont ainsi quelques-uns à inviter les gilets jaunes à défiler avec eux. «J'appelle les gilets jaunes à venir marcher avec nous le 8 décembre pour le climat en leur disant : la cause des inégalités et celle de la destruction de la planète est la même», a ainsi lancé le réalisateur et militant écologiste Cyril Dion sur le plateau de France 5, lundi. Chez certains gilets jaunes, l'idée fait son chemin. «On a un but commun : l'avenir de nos enfants, explique l'une d'eux, Julie, de Seine-et-Marne,

qui se sent concernée par «l'idée de faire marcher les commerçants locaux, d'arrêter d'engraisser les multinationales, que nos taxes servent réellement à de l'écologie.»

Sans préciser qui doit aller vers qui, la députée européenne EELV Michèle Rivasi a elle aussi appelé «à la convergence des luttes pour la défense de l'écologie». Et d'expliquer : «Parce que la transition écologique suppose la défense de la justice sociale, gilets jaunes et climat doivent pouvoir se rejoindre !» Mais c'est sans doute Attac, l'association pour la taxation des transactions financières, qui a fait le plus grand pas à l'endroit des gilets jaunes. Dans une vidéo postée sur Twitter mardi matin, sa secrétaire générale, Annick Coupé, explique : «[Attac] sera dans la rue les jours qui viennent et en particulier le 8 décembre puisque c'est à la fois la journée internationale de mobilisation pour le climat mais aussi, en France, le quatrième rendez-vous des gilets jaunes.» L'association planche sur la possibilité de faire le lien entre les deux mouvements. «Les questions de transition environnementale et de transition sociale ne sont pas déconnectées», pointe Aurélie Trouvé, porte-parole d'Attac.

« La colère des #GiletsJaunes est pleinement justifiée. Il y a un sentiment profond d'injustice sociale, fiscale et écologique dans ce pays ! »#RevancheLyceenne #ClimateAlarm #GiletsJaunes pic.twitter.com/l1dTDwdp54 — Attac France (@attac_fr) 4 décembre 2018

Franchir le pas

Certains voudraient aller jusqu'à un appel unitaire signé par le monde associatif, politique mais aussi syndical. D'abord frileux à l'égard des gilets jaunes, du fait notamment de la présence du FN, les syndicats ont quelque peu fait évoluer leur position, désormais plus ouverte, envers le mouvement. Ainsi, pour Solidaires, qui sera à la marche pour le climat, «le mouvement syndical doit prendre ses responsabilités et porter la transformation sociale». Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT reconnaît volontiers qu'il y a des points communs entre les revendications des gilets jaunes et de son syndicat. Mais il appelle à manifester le 14 décembre, jour où la Commission nationale de la négociation collective doit, comme chaque année, rendre son avis sur l'augmentation du smic. Et reste peu bavarde sur le 8 décembre.

Pour l'heure, le discours des deux organisations consiste donc plus à dire aux gilets jaunes de venir vers elles et non l'inverse. Excepté des initiatives isolées, comme celle de la CGT chimie, qui a appelé le 29 novembre à la «convergence avec tous les mouvements de contestation, gilets jaunes, rouges sans gilet ou blouses blanches». Plus tôt, SUD industrie ou encore FO transport avait aussi franchi le pas. Dans une tribune publiée sur Médiapart, le 27 novembre, une soixantaine de «syndicalistes contre la vie chère», principalement de la CGT et de Solidaires, affirmaient aussi qu'il était «possible de s'engager collectivement dans cette bataille».

«Nous devons jeter nos forces syndicales dans la bataille»

Dans la lignée, ce mardi, c'est un autre soutien de taille qui a apporté un coup de pouce aux gilets jaunes : la CGT fonction publique. «L'heure est à l'action pour gagner sur les revendications. [...] Nous devons aujourd'hui jeter nos forces syndicales dans la bataille.» La fédération a donc déposé deux préavis de grève : un du 9 au 31 décembre (alors que le mois devrait donner lieu à des annonces de l'exécutif sur la fonction publique) et un autre spécifique au 8 décembre. Ailleurs, dans certaines régions ou secteurs, l'appel est bien plus franc. Ainsi, selon le Courrier Picard, à Albert (Somme), des gilets jaunes et des élus CGT se sont rencontrés et ont décidé d'unir leur force le 8. A Besançon, l'antenne locale du syndicat SUD rail a aussi appelé à la «convergence des luttes» en participant aux manifestations des gilets jaunes, selon l'Est Républicain.

Reste une inconnue : à Paris, où les projecteurs seront braqués après la journée du 1er décembre, la marche pour le climat aura-t-elle bien lieu ? Craignant les débordements, le ministre de l'Intérieur a appelé, lundi, les organisateurs «à ne pas maintenir cette manifestation». Pas question, pour autant, d'annuler, pour Greenpeace France qui écrit sur Twitter : «A l'heure de l'inaction des politiques, il est impensable de ne pas laisser les citoyens faire entendre leur voix pour le climat le 8 décembre.» Libération 4 décembre 2018

Greenpeace est le porte-parole de l'oligarchie : «A l'heure de l'inaction des politiques», Macron inactif, vraiment ? Qui réclame une "transition environnementale", les ouvriers, les employés ? A ma connaissance non. Qui alors ? Et qui devrait la réaliser, Macron ou un gouvernement ouvrier, qui détient le pouvoir, qui gouverne pour qui ?

Le simple fait de reprendre à son compte cette revendication vous place dans le camp de la réaction, parce qu'aucune réponse positive ne peut y être apportée sous un régime capitaliste, sauf à en faire payer le prix aux exploités.

La palme de l'imposture revient à Attac qui entend lier "transition environnementale" et "transition sociale" sous Macron et la Ve République. La priorité, l'urgence, c'est d'engager le combat politique pour un changement de régime et de subordonner à cet objectif toutes les luttes.

[Grève générale, Macron dehors, abolition des institutions de la Ve République ! Assemblée constituante souveraine et instauration d'une République sociale !](#)

Monseigneur est trop bon, on ne veut pas de vos "miettes", on veut tout tout de suite !

- Les gilets jaunes ne lâchent rien après les "miettes" de Philippe - Le HuffPost 05.11

- Moratoire: les gilets jaunes dénoncent des "mesurettes" - L'Express.fr 05.11

Dans le fond de la poubelle du régime.

- BHL - Les Gilets jaunes entre l'Histoire de France et ses poubelles - LePoint.fr 03.11

- Barcelone: Manuel Valls hué lors d'un événement de campagne - L'Express.fr 05.11

L'ancien Premier ministre, en campagne municipale à Barcelone, était dans un quartier pauvre de la capitale catalane pour parler sécurité. Selon les images diffusées par des médias locaux, ces militants ont hué Manuel Valls et crié notamment "Moins de police, plus d'éducation" ou "spéculateurs, hors du quartier". L'Express.fr 05.11

- Macron a déjeuné avec des policiers intervenus samedi à Paris - Le HuffPost 03.11

- Des syndicats policiers réclament le soutien de l'armée - Liberation.fr 05.11

Le ministère de l'Intérieur s'inquiète de l'état de fatigue des forces de l'ordre si elles devaient faire face à un nouveau samedi d'émeutes. Liberation.fr 05.11

- Gilets jaunes : une députée LREM prise en défaut sur le montant du Smic - LeParisien.fr 03.11

« Bon, je quitte le plateau, Madame la députée ne sait pas à combien est le Smic ! » Excédé, un Gilet jaune invité ce lundi à débattre avec Elise Fajgeles (LREM) sur le plateau de CNews a estimé qu'il était inutile de poursuivre la discussion face à une élue incapable de donner le montant du salaire minimum. Il faut dire que le débat portait justement sur le pouvoir d'achat des Français, au lendemain d'un troisième week-end de mobilisation sur ce thème. LeParisien.fr 03.11

Ils s'inquiètent.

- «Gilets jaunes» : la montée en puissance d'un mouvement porté par la colère - LeFigaro.fr 03.11

- "Le pouvoir n'a aucune prise sur les gilets jaunes" - L'Express.fr 03.11

- La crise des gilets jaunes gagne les institutions - Le HuffPost 03.11

Le Figaro - Hétéroclites politiquement, peu organisés, pacifiques à certains endroits, violents à d'autres, brassant tant les classes populaires que moyennes, soutenus toujours par plus de 70% des Français, les «gilets jaunes» sont une vague colorée que personne n'a vu venir. Au point que, après trois week-ends consécutifs d'une mobilisation accompagnée de violences croissantes, il est difficile de se rappeler comment on en est arrivé là.

Libération - En une seule journée à Paris, la police a tiré des volumes parfois plus importants que sur toute une année en France. Selon les bilans consultés par Libération, pour les seules compagnies républicaines de sécurité (CRS) et les compagnies de sécurisation et d'intervention de la préfecture de police (CSI), ont été comptabilisés plus de 8 000 grenades lacrymogènes, 1 193 tirs au lanceur de balles en caoutchouc, 1 040 grenades de désencerclement et 339 grenades GLI-F4, munition composée notamment d'une charge explosive de 25 grammes de TNT.

Déjà sidérants, ces chiffres ne comprennent donc pas ceux des gendarmes mobiles, engagés également en nombre samedi, ou d'autres unités de commissariats appelés à la hâte. Sollicitée, la préfecture de police de Paris a refusé de communiquer un bilan global.

Libération - Le dispositif est inédit : cinq chambres de comparutions immédiates ont été mobilisées ce lundi pour juger 57 gilets jaunes déférés après la manifestation du 1er décembre qui a tourné à l'émeute ... et cette interrogation récurrente des avocats : «Où sont ils, ces fameux casseurs ? En tout cas pas ici.» (...) Tout au long de la journée, un visage aux traits fatigués en chasse un autre. A 17 h 30, toujours pas un seul casseur (lesquels savent apparemment parfaitement déguerpir).

- Macron « cristallise une forme de haine » - Publicsenat.fr 05.11

...un président de la République de plus en plus seul, alors que le mouvement des gilets jaunes ne faiblit pas. Publicsenat.fr 05.11

- Macron hué et insulté lors d'une visite au Puy-en-Velay - LeParisien.fr 05.11

- L'exécutif contraint de reculer face aux «gilets jaunes» - LeFigaro.fr 05.11

Dans l'espoir d'éviter un nouveau chaos, Édouard Philippe a annoncé un moratoire sur la taxe carbone et le gel des prix de l'électricité et du gaz. LeFigaro.fr 05.11

- Des concessions en rase campagne - Liberation.fr 5 décembre 2018

Moratoire sur la taxe carburants, gel de la hausse du gaz et de l'électricité, mais ni coup de pouce au smic, ni retour de l'ISF. Liberation.fr 5 décembre 2018

- Les "gilets jaunes libres" ne rencontreront pas Philippe à Matignon - Le HuffPost 3 décembre 2018

Non merci. Les gilets jaunes libres, une des franges du mouvement contestataire, annoncent ce lundi 3 décembre qu'ils ne se rendront pas au rendez-vous fixé par le Premier ministre Édouard Philippe mardi à Matignon. Le HuffPost 3 décembre 2018

- Pour Macron et Philippe, ça passe... ou ça casse - leparisien.fr 5 décembre 2018

Les mesures annoncées mardi par Edouard Philippe, suffiront-elles à apaiser la colère des manifestants ? Le Premier ministre s'est mis en première ligne tandis que le chef de l'Etat reste muet... et plus impopulaire que jamais. leparisien.fr 5 décembre 2018

- Après les annonces de Philippe, les gilets jaunes oscillent entre pouvoir d'achat et chute des institutions - Le HuffPost 5 décembre 2018

Ils sont tous d'accord sur un point: le moratoire sur la hausse des taxes sur le carburant ne suffit pas. Sur les réseaux sociaux, là où le mouvement a pris naissance, les annonces censées "apaiser la situation pour éviter qu'elle dégénère" n'ont pas trouvé un écho retentissant. L'écrasante majorité des gilets jaunes qui réagissent estiment que cette mesure est très loin de répondre à leurs préoccupations et aux revendications d'un mouvement qui a dépassé la simple opposition à la taxe carbone depuis bien longtemps.

Ces prises de parole virtuelles sont d'ailleurs dans la lignée de celles entendues dans les médias depuis l'annonce du moratoire. Les responsables de l'opposition, comme les porte-parole officiels des gilets jaunes se relaient devant les micros pour en demander d'avantage au gouvernement. Même chose sur les réseaux sociaux.

Beaucoup d'internautes engagés, participants aux pages Facebook dédiées au mouvement, ont repartagé en masse leurs revendications pour réaffirmer une certaine volonté jusqueboutiste. Et comme depuis le début du mouvement, elles ne sont pas frappées du sceau de l'unanimité. Si certains veulent se concentrer sur le pouvoir d'achat et la reconsidération des foyers les plus modestes, d'autres entendent bien renverser les institutions.

Car si le mouvement a mobilisé les Français autour de la hausse de la taxe carbone, il a rapidement basculé dans une colère beaucoup plus globale et profonde. La plupart des gilets jaunes, souvent issus de classes moyennes ou populaires, réclament des mesures fortes pour leur permettre de boucler les fins de mois et "vivre" plutôt que "survivre." "On ne veut pas des miettes monsieur Philippe", avertissent ces Français en colère.

C'est donc assez logiquement que la revalorisation du salaire minimum, le smic, est au centre des revendications relayées sur les pages Facebook des gilets jaunes. Le HuffPost 5 décembre 2018

Liberation.fr 5 décembre 2018 - Sur le réseau social où le mouvement est né et où s'échangent rendez-vous et mots d'ordres, le moratoire annoncé par le Premier ministre ne semble avoir convaincu personne.

Mardi après-midi, il fallait vraiment chercher pour trouver un seul commentaire positif dans les groupes de discussion. Pas de trace non plus d'un appel au calme. Le groupe «la France en colère !!!» a organisé un sondage à choix multiples après les annonces d'Edouard Philippe. «Vous avez été convaincu par les annonces ?» demandait Eric Drouet, un des leaders de la contestation depuis le 17 novembre. Résultats sans appel : «Non, action dans ma région samedi» (614 personnes), «Non, pas du tout satisfait» (486), «Non, Paris samedi» (404). Au total, ils n'étaient que sept à répondre «Oui».

Après le discours du Premier ministre, «poudre aux yeux», «foutage de gueule», «enfumage», «on nous la fait à l'envers» ou

«on lâche rien» sont les expressions qui reviennent le plus. L'idée générale est que le moratoire sur la hausse des taxes sur les carburants ne fait que repousser le problème : «C'est juste reculer pour mieux sauter.» «Il cherche à gagner du temps à l'approche de Noël, à nous endormir. Dans six mois, on est bons pour remettre le gilet jaune !!» écrit un internaute. Les analystes politiques voient cette suspension comme une manière d'enjamber les européennes mais les gilets jaunes relèvent plutôt que la fin du moratoire tombe «pile poil pour les vacances d'été», moment où l'essence sera d'autant plus utile et l'attention médiatique moindre pour «nous la mettre». Une capture d'écran de BFM TV avec un bandeau «taxe reportée : un geste suffisant ?» remet le feu aux poudres, apparaissant pour beaucoup comme la preuve formelle du «foutage de gueule» en cours.

La réponse tardive du gouvernement ne peut satisfaire un mouvement qui, à force de se réunir sur les ronds-points ou sur Internet, a formulé une tonne de demandes très éloignées de la seule taxe sur les carburants. Les annonces de mardi apparaissent comme des «miettes jetées à des pigeons». Et «les pigeons vont lui chier dessus», écrit un gilet jaune, résumant l'état d'esprit général.

Samedi prochain, ce sera «l'acte IV», comme disent les événements Facebook annonçant la mobilisation. Ce qui veut dire que le gouvernement a trois «actes» de retard face à un mouvement qui réclame désormais des mesures de démocratie directe, une augmentation du smic (plus que les 3 % annoncés), le rétablissement de l'ISF, des mesures pour les retraités ou la baisse des salaires des élus.

C'est à se demander si les annonces du gouvernement n'en radicaliseraient pas certains. «Au début, je n'étais pas très fan des gens qui demandaient la démission ou la destitution de Macron, il n'y a que les cons qui ne changent pas d'avis», avoue un internaute. Pour tous, pas question de renoncer à la mobilisation de samedi. «Satisfaite : non : acte IV mais pas à Paris jusqu'au retour de l'ISF et une augmentation significative du smic !» dit une gilet jaune. «Jusqu'au départ de ces clowns ! Donc "Macron démission" ce n'était pas que des mots en l'air», lui répond un autre. Dans un combat qui est devenu frontal face au chef de l'Etat, beaucoup estiment que Macron s'est défilé en laissant parler son Premier ministre, souvent qualifié de «sbire» : «Un président qui ne s'adresse pas à la nation c'est un manque de respect et c'est du mépris total.» «Où est Macron ?» s'interroge une gilet jaune interloquée. «Il change la moquette avec Brigitte», lui répond un autre, emportant les rires, numériques, de l'assistance. Liberation.fr 5 décembre 2018

- Ille-et-Vilaine : «Ils nous prennent pour des débiles» - Liberation.fr 5 décembre 2018

A quelques kilomètres de Rennes, les gilets jaunes sont tout sauf convaincus des propositions de l'exécutif, loin de leurs revendications sociales. La cassure est profonde.

Sur le rond-point de la zone commerciale de Saint-Grégoire, à la sortie de Rennes, une quinzaine de gilets jaunes se sont rassemblés, avec panneaux et drapeau breton, après avoir été évacués le matin même d'un «bivouac» en centre-ville par les forces de l'ordre. Et mardi midi, ce n'est pas le concert ininterrompu de klaxons et de sifflets qui a fait que le message d'Edouard Philippe a eu un peu de mal à passer.

La nouvelle est arrivée via un chauffeur de semi-remorque qui a bloqué quelques instants le flux de la circulation et baissé sa vitre pour annoncer la prise de parole du Premier ministre et balancer à la volée les premières mesures. Les manifestants s'en sont alors remis à leurs portables pour suivre, tant bien que mal, l'intervention du Premier ministre. Sans y trouver du tout leur compte. Sans surprise. «Au début, j'ai pensé qu'il faisait un premier pas en avant, mais au final ce n'est que de la poudre aux yeux, du foutage de gueule», commente à chaud Charlene, 30 ans, cheveux bruns tirés en arrière. Pour la jeune femme, mère de deux enfants, c'est surtout cette période transitoire de six mois qui pose problème. «Il lui a fallu trois semaines pour réagir et les violences de samedi dernier et il nous balance cette suspension de six mois pour qu'on discute et qu'au bout du compte tout recommence ? C'est au moins un moratoire à durée indéterminée qu'il aurait fallu, avec une vraie hausse du smic», juge cette ancienne employée dans la restauration rapide, en arrêt de travail en raison de ses «deux genoux flingués».

A ses côtés, Raymonde, sa mère de 65 ans, enveloppée dans son manteau fourré, explique toucher 1 000 euros de retraite après quarante-trois ans de travail et se priver de chauffage pour assumer un loyer de 550 euros, sans APL. Elle abonde dans le sens de sa fille : «Ce qu'on a entendu, c'est juste reculer pour mieux sauter, ils nous prennent pour de la merde», lâche-t-elle, prenant pour cible les «abus» dont bénéficieraient les députés, comme «le cumul des retraites». Ou encore les «40 000 euros de salaire de la première dame avec 17 000 euros pour se faire des beautés», quand une députée LREM s'est avérée incapable de donner le montant du Smic sur une chaîne d'infos en continu.

«Pendant ce temps, il n'y a jamais eu autant de suicides chez les policiers, les agriculteurs, les infirmières», ajoute-t-elle. «Ils nous prennent pour des débiles et ne comprennent rien à notre situation, renchérit Quentin, employé dans une entreprise de nettoyage industriel, venu avec sa compagne et son bébé de huit mois dans sa poussette. Cela se voit que Macron est né avec une cuillère dans la bouche.» Ce que redoutent la plupart de ces gilets jaunes, comme ce chauffeur routier en retraite, qui s'est mis à l'écart pour réécouter Edouard Philippe et ses annonces sur le gel du prix du gaz et de l'électricité, c'est que «dans six mois, on nous en remette une volée». «Ils sont à côté de la plaque, lâche-t-il, entre deux bouffées de cigarillo. Il faut remettre les services de l'Etat en marche et à l'écoute des gens. Quand vous savez ce que gagne un facteur et que celui qui distribue le courrier à l'Assemblée nationale touche 5 000 ou 6 000 euros, même s'il ne travaille pas, vous trouvez ça juste vous ?»

Face aux annonces du Premier ministre, ce que réclament la plupart de ces gilets jaunes revient en boucle : le retour de l'ISF, une augmentation significative des salaires ou encore une «fiscalité transparente». Sur le rond-point, la pancarte «un klaxon=un soutien» continue d'avoir autant de succès.

Charlie, 38 ans, en arrêt de travail après avoir dû liquider son entreprise «d'importation de bateaux» et subi un burn-out, se montre pour sa part aussi désabusé que fataliste en évoquant le président de la République et son gouvernement. «Ce ne sont pas eux les vrais patrons. Ce sont les multinationales, les grosses banques, les lobbies, qui sont tout puissants. C'est grâce à eux que Macron est arrivé au pouvoir et c'est à eux qu'il doit rendre des comptes.» Liberation.fr 5 décembre 2018

AFP 5 décembre 2018 - Éric Drouet, l'un des instigateurs du mouvement parmi les plus connus des "gilets jaunes", a appelé à "retourner à Paris" samedi, "près des lieux de pouvoirs, les Champs-Élysées, l'Arc de Triomphe, Concorde".

Pour l'Insoumis François Ruffin, les mesures annoncées, "ça ne répond pas au mal de vivre".

Le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner a invité "les gilets jaunes raisonnables" à ne pas se rassembler à Paris samedi, et a promis d'accroître la mobilisation des forces de l'ordre en France.

Le gouvernement craint aussi une extension de la colère à d'autres secteurs. Mardi, de nouveaux incidents ont éclaté devant des lycées de la région parisienne, et Marseille reste particulièrement touchée. AFP 5 décembre 2018

- A Toulouse, un lycée incendié et un millier de jeunes manifestants - Liberation.fr 05.11

En ce troisième jour de contestation lycéenne, l'entrée d'un établissement de Blagnac, en périphérie, a été ravagée par un feu de poubelles tandis que la circulation des trams et métros était interrompue. Liberation.fr 05.11

- Plus d'une centaine de lycées bloqués en France, des manifestations réprimées dans plusieurs villes - Liberation.fr 03.11

- Sans forcément se revendiquer comme «gilets jaunes», des lycéens ont ajouté leurs voix ce lundi à la contestation contre la politique d'Emmanuel Macron. Liberation.fr 03.11

- La manifestation des ambulanciers se termine avec un véhicule en feu - Le HuffPost 03.11

Un mois après leur coup de force de novembre qui avait bloqué le périphérique parisien pendant plus de vingt-quatre heures, des centaines d'ambulanciers ont récidivé ce lundi 3 décembre. Le HuffPost 03.11

[Criminiel. Quand le législateur délivre un droit de tuer au lobby pharmaceutique.](#)

- Médicament. Une décharge à signer avant d'avaler l'Androcur - Liberation.fr 4 décembre 2018

Les patients devront bientôt signer un formulaire d'accord de soins avant de débiter tout traitement avec l'Androcur (laboratoire Bayer) et ses génériques, a annoncé lundi l'Agence du médicament (ANSM). Indiqué chez la femme dans le traitement de maladies hormonales et chez l'homme pour certains cancers de la prostate, ce médicament augmente le risque de développer des méningiomes, une tumeur au cerveau le plus souvent bénigne. Selon une récente étude de l'ANSM ne portant que sur des femmes, le risque est multiplié par sept après six mois de traitement à fortes doses et par vingt après cinq ans. Liberation.fr 4 décembre 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 6 décembre 2018

[CAUSERIE ET INFOS](#)

● [Au format pdf \(10 pages\)](#)

Les syndicats qui vivent des subventions de l'Etat et non des cotisations des syndiquées, qui représentent-ils sinon la main qui les nourrit. Cela vaut pour les partis politiques institutionnels, les ONG et les médias, ainsi que tous les courants politiques qui vivent à leurs crochets.

Cette corruption de fait du mouvement ouvrier nous l'avons tous couverte, et maintenant elle nous pète en pleine gueule. Nos dirigeants, qui en furent les complices et donc les acteurs, s'enfoncent dans le déni en proclamant que les syndicats seraient indépendants, il ne leur reste plus que la fuite en avant pour se sauver eux-mêmes car ils se foutent bien du reste ou de notre cause à laquelle ils ont cessé de croire depuis longtemps, s'ils y ont cru un jour, la situation inextricable et sans issue dans laquelle nous nous retrouvons est à mettre au compte de leur misérable bilan politique.

Je les accuse d'en être responsables, car bien que leurs partis passoires aient gagné des dizaines et dizaines de milliers de travailleurs et aient suscité la sympathie de centaines de milliers d'autres pendant 80 ans, ils n'ont absolument jamais rien fait pour les former hormis leur inculquer leurs dogmes rancis, pour élever leur niveau de conscience politique, pour leur transmettre la méthode du matérialisme dialectique, ils n'en ont pas fait des militants, des combattants conscients. Ils n'ont rien fait pour les aider à se forger de solides convictions et un caractère d'acier afin qu'ils puissent résister à toutes les pressions extérieures ou à l'influence nocive de l'idéologie de la classe dominante. Ils en ont fait des machines infernales à militer cavaland d'une réunion à une diffusion, avec pour seul objectif de vendre un journal et ramasser du fric, recruter éventuellement de nouveaux militants pour combler les désertions ou les exclusions, le tout rythmé par des messages d'autosatisfaction ou des menaces.

Leur engagement dans la lutte de classes fut mis exclusivement au service d'objectifs immédiats dictés par le mouvement spontané des masses ou l'agenda des institutions ou encore l'actualité politique pendant que ses objectifs étaient abandonnés, ce qui permettra d'assurer la survie de leurs appareils et leur statut de dirigeants indéboulonnables, élus ou autoproclamés à vie, d'où le niveau théorique médiocre de leurs militants ou adhérents, et l'absence du parti qu'ils n'ont jamais vraiment eu l'intention de construire ou alors cela signifiait qu'ils furent particulièrement incompetents comme dirigeants, les deux combinés se traduisant par des partis complètement sclérosés et insignifiants numériquement.

Il faut bien comprendre la signification politique du discours qu'ils tiennent tous quel que soit le parti qu'ils dirigent.

Si comme ils l'affirmeront la conclusion à laquelle je suis parvenu est au mieux totalement erronée, au pire malhonnête ou mal intentionnée, parce qu'en fait la situation devait fatalement évoluée ainsi et ils n'y sont pour rien, cela signifierait que durant 80 ans il fut impossible de défendre le socialisme et le marxisme d'où la nullité de leur bilan, dès lors on ne voit pas par quel enchantement cela deviendrait possible demain. Cet argument ne sert qu'à couvrir leur incurie politique ou leur trahison, car à de multiples reprises ils recrutèrent des milliers et milliers de militants, et par la suite ils les perdirent sans jamais changer quoi que ce soit à leur conception de la lutte de classes et de la construction du parti, à aucun moment ils ne prêtèrent à leurs militants l'attention indispensable pour les garder, répétons-le hormis leur servir leurs discours dogmatiques insipides ou démagogiques, qui avaient pour effet de précipiter leur départ ou de conforter leur conviction plus ou moins bien cernée qu'il existait de réels problèmes dans leur parti, et que leurs dirigeants n'étaient pas en mesure de les résoudre ou qu'ils refusaient de s'y attaquer.

Ce qui fut significatif et sans doute déterminant, ce fut leur niveau et approche psychologique proche de zéro, comme si les processus psychologiques ne faisaient pas partie intégrante de la vie de chaque militant ou travailleur. Ils n'ont jamais cherché à les comprendre, ils les méprisaient en réalité, ils étaient au-dessus de cela pensez donc, ils se prenaient pour de grands théoriciens marxistes, les héritiers de Trotsky, que finalement ils en arrivent à ne plus rien comprendre à l'état d'esprit des masses ne nous étonne pas, c'est logique tout bêtement.

Les militants sont des hommes ou des femmes comme les autres, ils ont les mêmes faiblesses, ils subissent les mêmes influences, ils sont capables du meilleur et du pire, ils peuvent craquer à tout moment, ils ont un niveau de conscience en général qui n'est pas forcément plus développé que celui des autres travailleurs, et ils sont en plus soumis à de terribles pressions en adoptant l'étiquette d'un parti ou du socialisme, ce qui les rend encore plus fragile ou vulnérable, ils vont se retrouvés exposés à des situations pour lesquelles ils n'ont pas été du tout préparés, d'où la nécessité absolue qu'ils progressent et qu'ils soient pleinement conscient du processus dans lequel ils sont engagés avec les risques qu'ils comportent, ce qu'on ne leur dira pas évidemment, la pire attitude à avoir en somme, ce qui fait qu'un jour ou l'autre ils craqueront sans trop savoir pourquoi ou comment ils en sont arrivés là, malheureusement.

Durant toute leur funeste carrière professionnel nos dirigeants ont employé des méthodes déloyales et malhonnêtes, détestables envers leurs militants et les travailleurs qu'ils ont dupés et manipulés, dès lors, le sachant, comment voulez-vous que l'on incite les travailleurs à rejoindre leurs partis, c'est nous demander l'impossible, on s'y refuse, et puis cela ne servirait à rien puisqu'à l'arrivée le résultat serait toujours le même. J'en suis le premier profondément désolé, désemparé, car j'en mesure les conséquences politiques dramatiques à venir. Je ne comprends pas pourquoi personne ne réagit ou si, mais je préfère ne pas y penser, il y aurait de quoi démoraliser une armée entière !

Bref, vous aurez retenu le message : Le parti, encore le parti, toujours le parti !

Ambiance.

Leparisien.fr - Peu important les gestes du gouvernement. « C'est trop tard, il doit démissionner, point barre », lance féroce Bertrand. « On n'attend plus rien », abonde un autre, en train de raviver le petit feu de camp. Certains assurent qu'ils

se voient bien là jusqu'à Noël s'il le faut. Toutes les 5 à 10 minutes, une voiture s'arrête pour les approvisionner en bois, en café, en boîtes de conserve. leparisien.fr 05.11

Au-delà pour éviter toute division, se donner une orientation politique, la question n'est pas de savoir si on vit plus ou moins bien selon notre statut ou notre condition particulière, on n'a jamais vécu comme on l'espérait quand on était jeune, rapidement après la fin de notre scolarité ou pour certains leur cursus universitaire ou leur formation professionnelle, nous avons tous dû enterrer nos aspirations pour nous fondre dans cette société où tout nous serait imposé jusqu'à notre dernier souffle, jamais nous n'aurons la liberté de choisir réellement notre mode de vie ou plutôt, jamais nous n'aurons le choix de décider librement comment devrait fonctionner la société, sur quelle base elle devrait reposer pour que chacun puisse s'épanouir individuellement, accéder au bien-être...

Au lieu de cela on nous a imposé de vivre dans une société profondément inégalitaire et injuste, autoritaire, antidémocratique, où notre quotidien serait fait de frustrations, d'interdictions, de sanctions, d'angoisses, de mille difficultés, souffrances, peines, tristesses, cauchemars, désespoirs jusqu'à nous dégoûter de l'existence.

Pour n'avoir pas su prendre nous-mêmes notre destin entre nos mains, nous avons été les proies faciles d'imposteurs aux étiquettes diverses qui parlaient en notre nom, et qui dans un tacite accord n'ont fait que comploter dans notre dos et faire notre malheur.

Rien ne se crée, rien ne se perd, tout se transforme, il n'est pas trop tard pour remédier à cette faiblesse et s'organiser pour faire table rase du passé, et décider librement dans quelle société nous voulons vivre, débarrasser du capitalisme et ses institutions afin de pouvoir réaliser les aspirations de notre jeunesse qui ont conservé leur légitimité.

A défaut d'un parti ouvrier révolutionnaire pour porter cette orientation politique, imposons-la à ceux qui prétendent combattre pour le socialisme, à l'exception du PS et du PCF et leurs satellites qui représentent l'ordre établi qu'il nous faut renverser. Nos aspirations cesseront d'être des utopies le jour où nous décideront de nous donner les moyens de les réaliser. A chacun de savoir ce qu'il veut réellement, demeurer un esclave ou conquérir sa liberté.

[Qui doit détenir le pouvoir, qui doit gouverner? Le peuple travailleur révolutionnaire.](#)

Ils ont reculé : Exigeons qu'ils cèdent sur tout ou chassons-les du pouvoir !

- La hausse des taxes sur les carburants "annulée pour 2019" - L'Express.fr 05.12

- Macron écarte le retour de l'ISF - AFP 05.12

L'Elysée a écarté mercredi l'idée de revenir sur la suppression de l'impôt sur la fortune, mesure phare du quinquennat Macron ciblée par les "gilets jaunes", refermant la porte qu'avaient semblé entrouvrir dans la journée certains ministres. AFP 05.12

L'alliance du sabre et du goupillon est éternelle.

- Gilets jaunes : l'archevêque de Paris livre une piètre analyse - Liberation.fr 05.12

Michel Aupetit a taxé de «communautaristes ou catégorielles» les revendications des gilets jaunes, dans un billet mercredi. Liberation.fr 05.12

Une minorité de putschistes sont au pouvoir, délogeons-les !

- "Gilets jaunes": Patriat (LREM) dénonce une "volonté de putsch" par une minorité - AFP 05.12

Le chef de file des sénateurs LREM François Patriat a dénoncé mercredi une "volonté de putsch" par une minorité... AFP 05.12

La "minorité" de CRS ? Répression aveugle.

- Des "gilets jaunes" passés à tabac samedi par des CRS dans un Burger King à Paris ? Voici ce qui s'est passé - Franceinfo 05.12

Sur des images filmées par un témoin et des journalistes de France 2, on voit des CRS frapper à coups de matraques des manifestants réfugiés dans le restaurant ainsi que dans un autre café, avenue de Wagram.

Il est aux alentours de 18h50, samedi 1er décembre. La place de l'Etoile, à Paris, est envahie par les fumées des gaz

lacrymogènes. Les CRS entreprennent de déloger le millier de manifestants qui restent, après une journée de violences dans le cadre de la mobilisation des "gilets jaunes" sur les Champs-Élysées et à l'Arc de triomphe. A deux pas de là, avenue de Wagram, les hommes casqués s'engouffrent dans un restaurant Burger King fermé, mais dont la porte a été fracturée. Sur les images filmées par un vidéaste amateur, on les voit alors frapper des personnes porteuses d'un gilet jaune, à terre.

Au premier plan, devant le comptoir, on distingue un jeune homme à terre, vêtu d'un jogging gris et d'un gilet jaune autour du cou, en train de se faire frapper par un CRS. C'est Olivier*, un habitant de Moulins (Allier), âgé de 26 ans. Franceinfo a pu vérifier son identité et sa présence sur les lieux.

Venu pour la première fois manifester à Paris, le jeune homme affirme qu'il s'est réfugié dans le Burger King avec un ami, après avoir tenté de gagner la place de l'Etoile en fin de journée "pour voir". "C'était rempli de gaz lacrymos, la fumée s'épaississait, on ne voyait rien. Dans le Burger King, les gens crachaient, vomissaient", se souvient-il. A l'arrivée des CRS, son copain Pierre, également contacté par franceinfo, parvient à fuir par la porte de la rue de Tilsitt. Olivier, lui, glisse. "Je me suis retrouvé à terre et les coups pleuvaient, ça a duré trop longtemps." Le gilet jaune se lève et parvient à s'enfuir. Lundi, il s'est rendu à l'hôpital pour faire constater ses hématomes et contusions et en est ressorti avec une ITT (interruption de travail) de cinq jours. Il a fait parvenir à franceinfo une copie du certificat et se dit déterminé à porter plainte dans les prochains jours auprès du procureur de la République.

Ils avaient des gilets jaunes mais ce n'étaient pas forcément les manifestants les plus excités", confirme à franceinfo Nicolas Mercier, auteur de ces images. Selon lui, beaucoup d'entre eux "s'étaient réfugiés dans le fast-food pour fuir les émanations de gaz lacrymogènes". Il filme la scène avec sa caméra jusqu'à ce qu'un CRS vienne lui intimer d'arrêter, son flash-ball "braqué sur [lui]" et lui donnant "un coup de pied".

A cette heure-là, c'est la "reconquête de la place", confirme un journaliste de France 2, Paul-Luc Monnier. Les CRS, qui ont déploré plus de 20 blessés dans leurs rangs, sont sur les dents. "Ils se sont rendu compte qu'il y avait des gilets jaunes dans les restos de chaque côté de l'avenue. J'ai entendu un policier dire : 'Ils se sont réfugiés à l'intérieur'", indique le reporter, qui a également filmé la séquence avec son collègue. "C'était hyper violent, ils faisaient sortir les gens un par un du Burger King et leur donnaient des coups de matraque, ça criait", témoigne-t-il.

Comme le montre cette autre vidéo filmée à l'intérieur et publiée sur Twitter par un journaliste de Brut, Remy Buisine, les CRS délogent les manifestants attablés et demandent avec insistance au reporter d'arrêter de filmer.

Scène incroyable dans un restaurant, des CRS interviennent à l'intérieur sous haute tension au niveau de l'avenue Wagram. pic.twitter.com/CdMDVQluR4 — Remy Buisine (@RemyBuisine) 1 décembre 2018

A la préfecture de police de Paris, on indique que ces vidéos sont étudiées et qu'une enquête sera diligentée si nécessaire. A sa connaissance, aucune plainte n'a pour l'heure été déposée. Sollicités par franceinfo, les représentants syndicaux des CRS n'ont pas souhaité commenter ces images. Franceinfo 05.12

- Gilets jaunes: un syndicat de police dépose un préavis de grève à partir de samedi - BFMTV 05.12

Le syndicat de police Vigi a déposé un préavis de grève illimitée à partir de samedi 8 décembre, date de l'acte 4 des gilets jaunes. "Il est temps de s'organiser légalement et d'être solidaire avec eux, pour l'avantage de tous", écrivent les responsables de l'organisation syndicale dans un communiqué, expliquant rejoindre le mouvement de contestation sociale.

Le préavis de grève ne concerne pas l'ensemble des fonctionnaires de police mais les personnels administratifs, techniques, scientifiques et ouvriers d'Etat du ministère de l'Intérieur. "Sans les adjoints techniques et ouvriers cuisiniers, les compagnies de CRS peuvent être immobilisées. Sans les adjoints administratifs, des services peuvent fermés. Sans les ouvriers d'état l'entretien de bâtiments et de véhicules ne pourront plus être fait", prévient Vigi. BFMTV 05.12

Ce syndicat est issu de CGT-police.

Lors du congrès de la fédération qui a eu lieu du 19 au 21 juin 2017, le syndicat est rebaptisé Vigi Ministère de l'Intérieur. Lors des élections professionnelles du 30 novembre au 6 décembre 2018 le syndicat VIGI est représenté sur les listes du ministère et de la Police Nationale sans l'étiquette Cgt. Wikipédia.org

- Val-d'Oise : un lycéen blessé au visage par un tir de flashball - Franceinfo 05.12 Le jeune homme de 17 ans a été touché alors que la police ripostait à des jets de projectiles.

Macron appelle ses alliés à la rescousse.

- "Gilets jaunes": Macron en appelle aux partis, syndicats, patronat - Reuters 05.12

Les jaunes ont répondu présent.

- Force ouvrière appelle le gouvernement à ouvrir immédiatement les négociations avec les employeurs sur la prime de transport
- Franceinfo 5 décembre 2018

LVOG - Cette info avait déjà été généreusement relayée par le POID son complice.

Franceinfo - Les salariés posent leurs revendications, les employeurs refusent de les satisfaire, dès lors le devoir d'un syndicat c'est de se placer au côté des salariés pour préparer la grève afin qu'ils obtiennent satisfaction, et non de faire croire que par une simple discussion (négociation) avec les employeurs ils pourraient céder, s'ils n'ont pas cédé avant, ils ne céderont pas maintenant, ils ne céderont que sous la pression de la mobilisation unie des salariés dans la grève illimitée avec ou sans leurs syndicats.

Yves Veyrier, le secrétaire général de Force ouvrière est un agent de la réaction.

Yves Veyrier - Je ne sais pas, mais on voit bien qu'il y a un appel d'air qui a été créé à partir de la question du coût du transport et notamment de l'essence et du diesel, sur la question des taxes. On a demandé immédiatement un moratoire sur ces taxes pour que l'on puisse ouvrir des discussions et en particulier des négociations sur la question du pouvoir d'achat.

LVOG - Allez vous faire foutre avec votre "moratoire" ont déjà répondu les manifestants, obligeant Macron à annuler l'augmentation des taxes sur les carburants. C'est là qu'on s'aperçoit (pour les aveugles ou les traîtres professionnels) que les syndicats sont à la remorque de Macron et du régime. Et il y a encore des escrocs pour affirmer qu'ils seraient indépendants, camarades, ceux qui tiennent ce discours vous prennent pour des cons !

Dans le cul-de-basse-fosse.

- Popularité: Macron atteint son plus bas en pleine crise des gilets jaunes - Le HuffPost 6 décembre 2018

Et dire que cette enquête de popularité a été effectuée avant les événements de samedi dernier.

Avec seulement 18% d'opinions favorables, Emmanuel Macron perd 3 points de confiance, enregistrant une baisse pour le troisième mois consécutif. A l'inverse, le chef de l'Etat subit une hausse de 10 points d'avis défavorables (76%) en un mois.

"Emmanuel Macron se voit sanctionné par toutes les franges de l'opinion", constate l'institut YouGov.

Edouard Philippe, qui avait jusqu'ici évité les chutes brutales, voit son image dégringoler de 6 points, à 21% d'opinions favorables. Un record à la baisse depuis son arrivée à Matignon. Le HuffPost 6 décembre 2018

- Les annonces de l'exécutif insuffisantes pour 78% des sondés - L'Express.fr 06.12

Le soutien des Français au mouvement des gilets jaunes reste, par ailleurs, très élevé. L'Express.fr 06.12

- "Gilets jaunes": la "haine" contre le "roi" Macron, moteur de la colère - AFP 06.12

"Il croit qu'il est Dieu". "C'est le roi. Il ne voit rien": sur les barrages à travers la France, c'est la personne même du président Emmanuel Macron qui nourrit la colère des "gilets jaunes". AFP 06.12

Politiquement correct pour les médias-oligarques.

- Xavier Mathieu chouchou des gilets jaunes après son passage sur BFMTV - huffingtonpost.fr 06.12

En intentant un procès en mépris de classe à Ruth Elkrief mercredi 5 décembre sur le plateau de BFM TV, l'ancien syndicaliste Xavier Mathieu a tapé dans l'oeil de nombreux gilets jaunes, dont il a défendu ardemment les actions sur le plateau de la chaîne d'information en continu.

Oui, Macron va dégager. Il va falloir qu'il vire cette Assemblée nationale, qu'il ne respecte même pas. Il ne respecte même pas ses élus", a-t-il déclaré avec passion. Une sortie qui a entraîné un commentaire ironique de Ruth Elkrief: "on voit bien que vous êtes comédien aujourd'hui".

"Des huit (personnes présentes ndr), je suis le seul à avoir vécu ce que ces gens vivent. Je sais ce qu'ils vivent", a notamment lancé l'ex-Conti devenu comédien. Une verve et un aplomb sincère qui ont immédiatement fait mouche sur plusieurs pages Facebook de gilets jaunes, d'où est partie la contestation.

"Je crois qu'on a trouvé le vrai représentant des gilets jaunes, qu'en pensez-vous?", demande un internaute sur la page Facebook "La France en colère", dont la publication a suscité 500 commentaires et près de 200 partages en moins d'une heure. "Voilà le porte qu'il nous faut", propose un autre. huffingtonpost.fr 06.12

D'où vient cet engouement suspect du HuffPost pour monsieur Xavier Mathieu ? Je crois que j'ai trouvé une réponse.

lejdd.fr 29.09.2018 - Xavier Mathieu n'a jamais voulu faire de politique. Pourtant, les appels du pied n'ont pas manqué, du NPA à Lutte ouvrière. L'ancien Conti, qui vote écolo à chaque scrutin sauf à la dernière présidentielle, où il a opté pour Mélenchon puis Macron, ne croit plus à l'homme ou à la femme providentielle. Son salut, il le trouve au contact de la nature... lejdd.fr 29.09.2018

- Sur BFM, le gilet jaune Éric Drouet appelle à investir l'Elysée - Le HuffPost 06.12

- Gilets jaunes: l'Elysée craint "une très grande violence" samedi - Le HuffPost 06.12

La menace est prise au sérieux au plus haut sommet de l'État. "Nous avons des raisons de redouter une très grande violence", a fait savoir l'Elysée à l'AFP, alors que se multiplient les appels à une nouvelle mobilisation des gilets jaunes... Le HuffPost 06.12

- Lycées: les incitations à manifester sont "une incitation à courir un danger grave" - AFP 06.12

Le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer a mis en garde mercredi soir contre les incitations à manifester à destination des lycéens, affirmant qu'elles sont "une incitation à courir un danger grave". AFP 06.12

Quelques témoignages. Ils ne peuvent plus nier la réalité qui leur explose en pleine gueule.

- À Lille, le cri d'alarme des gilets jaunes - euronews 5 décembre 2018

A Lille, dans le nord de la France, une ancienne région industrielle, où le taux de chômage est supérieur à la moyenne nationale, les gilets jaunes se mobilisent pour exprimer leur mal être et leur ras le bol de la précarité. Pour eux, la classe dirigeante est déconnectée de la réalité :

"Les gilets jaunes, ils représentent le peuple. Il y aura un parti, j'en suis persuadé. On est obligé d'écouter le peuple. Maintenant, il y en a marre des énarques, des technocrates qui ne peuvent pas savoir ce qu'on ressent, le peuple, qui se lève tôt, qui travaille difficilement, ou pour ceux qui sont en situation de handicap, qu'on ne les aide pas, qu'on les laisse tomber. Il y en a assez. Maintenant, ce qu'il nous faut, ce sont des représentants de notre situation", explique un gilet jaune.

Notre correspondante Anelise Borges a recueilli sur le terrain des témoignages de plusieurs jaunes. Elle considère que leur cri d'alarme fait écho à d'autres mouvements sociaux à travers le monde. "Ce mouvement montre que la France n'est pas épargnée en effet par un phénomène qui s'est produit dans d'autres pays, dont l'Italie et les États-Unis, où les classes inférieures, les classes moyennes, se sentent de plus en plus exclues par la mondialisation, par l'impact social et économique que la mondialisation a sur les sociétés. Ce sont des gens qui vivent pour beaucoup d'entre eux à la périphérie des villes. Aujourd'hui, ils veulent être vus et entendus."

Les gilets jaunes de Lille et d'ailleurs en France restent mobilisés contre la hausse des taxes, mais, au-delà de cela, contre une forme d'injustice sociale, dont ils se disent victimes. euronews 5 décembre 2018

- "On est comme des Kleenex" : le témoignage d'un travailleur précaire, entre CDD et périodes de chômage - francetvinfo.fr 05.11

Comme 800 000 personnes en France, Mohammed alterne périodes de chômage et courts CDD. Il a peur aujourd'hui de perdre ses droits à l'indemnisation chômage. Les négociations sur la réforme de l'assurance-chômage abordent, à partir de ce mercredi 6 décembre, les règles d'indemnisation des chômeurs. Le gouvernement demande aux syndicats et au patronat de durcir le dispositif permettant d'enchaîner des petits boulots tout en touchant une allocation chômage, sans limite dans le temps.

Mohammed est reprographe. Il est inscrit à Pôle emploi depuis 2012 et travaille en activité réduite. Il décroche quelques contrats par an, des CDD ou des missions d'intérim. Chaque mois, c'est un nouveau combat : "Je suis bientôt en fin de droits. Je cherche toujours du travail. Je prends ce qu'on me donne, je fais des remplacements des missions d'un mois, un mois et demi".

Quand Mohammed travaille un mois, il gagne un peu plus de 1 300 euros net, ce qui lui permet de recharger ses droits à l'assurance-chômage. Quand il ne travaille pas, il touche 600 euros d'allocations. Un filet de sécurité qui lui permet tout juste de ne pas sombrer. "Avec 600 euros, j'arrive juste à payer mon loyer et honnêtement je n'ai pas grand-chose pour finir le mois. Je suis obligé d'aller au Resto du coeur et de bénéficier des colis alimentaire. Ces aides sont vitales".

Pour le gouvernement et le patronat, les règles actuelles qui permettent de cumuler une activité et une allocation n'incitent pas les chômeurs à retrouver un emploi durable. Un argument que conteste Mohammed. Pour le reprographe, ma responsabilité est du côté des entreprises : "Les employeurs ne veulent plus de CDI ! Ce n'est pas qu'on m'a proposé et que je ne voulais pas. Non ! Les employeurs abusent car le système les arrange, ils ont moins de frais. On est comme des Kleenex ! Cette précarité doit s'arrêter." francetvinfo.fr 05.11

- "Pas de loisirs ni de coiffeur, les mêmes vêtements depuis 20 ans" : le témoignage d'une mère de famille "gilet - Franceinfo 5 décembre 2018

Stéphanie qui élève seule ses trois enfants n'a pas l'intention de déposer son gilet jaune. Dès qu'elle peut, elle vient rejoindre les autres manifestants au péage de Tarbes (Hautes-Pyrénées). Les annonces du gouvernement ne vont pas changer grand-chose à son quotidien, témoigne-t-elle, mercredi 5 décembre Un budget géré à l'euro près

Avec le RSA, les allocations logement et familiales, une pension alimentaire, cette mère de famille perçoit un peu plus de 1 200 euros par mois. Il faut payer le loyer, qui représente la moitié de son budget qu'elle connaît par cœur. Ce qui lui reste est amputé par d'autres charges obligatoires. "J'ai 130 euros d'électricité par mois. Une bouteille de gaz me dure six mois. Là, je m'attends à une belle facture d'eau. Et avec toutes les assurances, j'en ai pour exactement 160 euros par mois", détaille-t-elle. Il lui reste à la fin du mois "200 euros pour vivre". Ses enfants déjeunent à la cantine. "On paie plein pot mais ils mangent un bon repas équilibré. Ce qui fait que le soir, je la fais souple..."

Le soir, on mange de la soupe, des pâtes, des patates et voilà...Stéphanie, "gilet jaune" à franceinfo

"Je n'ai pas de loisirs. Je ne vais pas chez l'esthéticienne, chez la coiffeuse. Je me coupe toute seule les cheveux. Mes vêtements, ce sont les mêmes depuis 20 ans", confie cette mère des "gilets jaunes". Pour habiller ses enfants, elle fait les vide-greniers. Il faut aussi du carburant pour aller chercher de l'aide

Pour réduire ses dépenses, cette maman célibataire a quitté son logement en ville pour vivre à la campagne où le loyer est moins cher. Mais la voiture est indispensable. L'école est plus éloignée et la hausse du prix du gasoil vire à l'angoisse.

Parfois, je ne peux plus me déplacer, même pour aller au Secours populaire chercher un colis. Ça n'est pas possible parce qu'il ne me reste pas beaucoup de gasoil. Stéphanie à franceinfo

Le carburant, elle le garde pour emmener ses enfants à l'école. "On se prive beaucoup", reconnaît-elle, disant que "la priorité, c'est les enfants". Sa petite fille de six ans lui demande de penser à elle, de temps en temps. "Mais pour penser à moi, il faut de l'argent. Et malheureusement, ce n'est pas possible", souffle-t-elle.

Stéphanie a cessé de travailler pour élever ses enfants. Elle aimerait reprendre une activité mais seulement si elle y trouve un intérêt. Or, entre les frais de garde, la baisse de certaines allocations, la perte de la couverture maladie universelle (CMU), elle redoute de se retrouver... encore plus pauvre. Franceinfo 5 décembre 2018

[La surpopulation est une des conséquences tragiques de la survie du capitalisme.](#)

Pas la surpopulation des riches, très riches, super riches, hyper riches, ultra riches, ouf !

- Gaspillage, consommation de viande, agriculture : ce qu'il faudra changer pour nourrir la terre en 2050 - Libération 05.12

Pour relever le défi de nourrir 10 milliards de personnes en 2050, il faudra lutter contre le gaspillage alimentaire, réduire la consommation de viande, gagner en productivité agricole tout en produisant moins de gaz à effet de serre, assure une étude parue ce mercredi.

Comment nourrir le monde sans le détruire ? C'est une des questions qui sous tendent les négociations de la COP 24, ouverte depuis lundi en Pologne. Il n'y aura pas de remède miracle, souligne une étude du think tank américain WRI (World Resources Institute), menée en partenariat avec la Banque mondiale, l'ONU, et deux instituts de recherche français, le Cirad et l'Inra. Le rapport qui en découle préconise d'amorcer dès maintenant des changements majeurs de notre système alimentaire. (Un rapport orienté d'institutions inféodées à l'oligarchie... - LVOG)

Selon WRI, la demande alimentaire devrait augmenter de plus de 50% en 2050 tandis que la demande d'aliments d'origine animale (viande, produits laitiers et oeufs) devrait augmenter de près de 70%. Or aujourd'hui des centaines de millions de personnes souffrent déjà de la faim, l'agriculture exploite environ la moitié des terres végétalisées du monde et génère un quart des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES). (Parce que les mêmes terres non cultivées ne produiraient pas "de gaz à effet de serre" ? - LVOG)

Parallèlement, la productivité des cultures et du bétail devra atteindre des niveaux supérieurs aux niveaux historiques, mais en utilisant la même superficie... (Culture et élevage intensif, le poison dans votre assiette garantie. - LVOG) Enfin, il sera nécessaire d'utiliser au mieux les nouvelles technologies et des méthodes agricoles innovantes pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) provenant de l'agriculture. Libération 05.12 (Un plaidoyer en faveur des OGM notamment. - LVOG)

Ce qu'il a de pratique pour comprendre l'idéologie capitaliste, c'est que lorsqu'il s'agit des besoins de la majorité le nivellement de leurs besoins doit toujours se faire vers le bas, que ce soit au niveau national, européen ou mondial. A part cela leurs rapports ne sont pas orientés idéologiquement, non, non, ce sont les complotistes qui l'affirment...

- Les émissions de CO2 ont augmenté de plus de 2% en 2018 - Franceinfo 06.12

Si l'on en croit le bilan annuel du programme scientifique international Global Carbon Project, que s'est procuré franceinfo... Franceinfo 06.12

Mais nous on ne vous croit pas !

- L'hiver est là, le charbon brûle, les Balkans suffoquent - AFP 06.12

Les vendeurs de purificateurs d'air sont seuls à se frotter les mains: l'hiver venu, les villes des Balkans suffoquent, empoisonnées par les voitures et le charbon de chauffage. AFP 06.12

Pour ces salopards de l'AFP et d'écologistes les millions de travailleurs et leurs familles des Balkans devraient crever de froid sous des hivers particulièrement rigoureux, tandis que les oligarques passent les hivers sous les tropiques...

Ils osent tout

- L'Amérique unie le temps d'un adieu solennel au président Bush père - AFP 06.12

- Jour de deuil au Kosovo en mémoire de George Bush père - Reuters 06.12

Les drapeaux ont été mis en berne mercredi au Kosovo en hommage au défunt président américain George Herbert Walker Bush, considéré dans l'ancienne province serbe comme un héros pour avoir rédigé en 1992 une lettre de mise en garde à Belgrade en cas d'intervention au Kosovo... Reuters 06.12

Totalitarisme. Emballé, c'est pesé, circulez il n'y a rien à voir...

- Derniers plaidoyers avant le sommet pour l'adoption du Pacte mondial sur les migrations AFP 5 décembre 2018

Le Pacte, qui doit être adopté la semaine prochaine... (Ils en parlent comme si c'était déjà fait, un souhait également de l'AFP. - LVOG)

"Nous assistons de la part de certains secteurs politiques à la manipulation, à la distorsion des objectifs du Pacte, on a la sensation que la migration est devenue le bouc émissaire des problèmes culturels et sociaux", a estimé dans son discours Antonio Vitorino, le patron de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). AFP 5 décembre 2018

Les intentions du "patron de l'Organisation internationale pour les migrations" ne peuvent pas être inviolables, n'est-ce pas ? Il n'y a que les crétiens ou les corrompus pour les partager et ils ne manquent pas dans nos rangs. C'est vrai qu'avant de faire table rase du passé, il va falloir commencer par faire le ménage dans nos rangs ou mettre les choses au point, non ?

[Haut de page ↗](#)

CAUSERIE ET INFOS

A celui qui me harcèle de courriels. Vous perdez votre temps, trop, c'est trop, vous comprenez, je n'attends plus rien de votre courant politique, je suis comme ces millions de travailleurs qu'on a trompés et qui ne veulent plus rien entendre, je les jette sans les ouvrir ni même lire les titres, puis je vide la poubelle pour qu'ils ne la polluent pas, car voyez-vous, même une poubelle se doit de rester propre, c'est un principe et j'y tiens, dites-le à vos dirigeants, après on verra, on jugera sur pièces s'ils sont dignes de confiance, pas avant !

Solidarité sans réserve avec tous les manifestants arrêtés ou emprisonnés depuis le 17 novembre, dont il faut exiger la libération immédiate sans condition ni sanction.

La violence, c'est quand tu es privé de boulot, quand tu as un salaire de misère, quand tu ne peux pas finir les fins de mois, quand tu n'a pas de quoi bouffer, quand on te file de la merde à bouffer, quand tu te retrouves à la rue, quand tu n'a pas de quoi te chauffer, te soigner, payer ton loyer, ta note d'électricité, te vêtir correctement, satisfaire les besoins de tes gosses et trouver le temps de t'en occuper, quand tu es couvert de dettes, quand on exige que tu te sacrifies toujours plus pour les riches, quand on te matraque dès tu manifestes, et en plus quand on te prend pour un con en t'accusant d'en être responsable !

A l'assaut du régime ! La Bourse ou la vie, voilà le mot d'ordre qu'il faudrait adopter, car il résume le mieux la guerre de classes.

Ceux qui ont pour seule préoccupation de trouver une issue pour "*sortir de la crise*" ou qui n'ont que cette expression à la bouche, cherchent en réalité à sauver le régime et roulent pour Macron. On ne négocie pas avec un ennemi à genoux, on lui porte le coup de grâce, on l'achève !

Ce que veulent les masses, c'est que l'ensemble de leurs revendications soient satisfaites tout de suite, que tous les chômeurs aient un emploi avec un salaire décent, que les 10 millions de pauvres cessent de l'être, que les plus de 3 millions de mal logés soient logés correctement, que les 150.000 SDF cessent de dormir à la rue et disposent d'une habitation permanente, que la TVA soit abolie, sauf sur les produits destinés aux riches où elle devrait être triplée ou multipliée par 10, le blocage des prix, la baisse du prix des loyers, voire leur division par 2, l'annulation de la dette de tous les particuliers, artisans, etc., sauf celle des nantis dont les intérêts seraient doublés ou triplés, le Smic à 1800 euros nets mensuel, ainsi que le minimum vieillesse, le minimum des retraites, l'allocation adulte handicapé, la confiscation des centaines de milliards empochés par les actionnaires du CAC 40 depuis 10 ans ou plus, le remboursement aux organismes sociaux des centaines de milliards de subventions et baisses de cotisations et aides en tous genres dont ont bénéficié les entreprises, à l'exception des PME, la réouverture de tous les services publics qui ont été supprimés depuis 30 ans, la renationalisation sans rachat de toutes les entreprises privatisées depuis le milieu des années 80, de toutes les grandes et moyennes entreprises, la gratuité totale des soins médicaux, de l'école, de l'université, le retrait des soldats français de tous les théâtres d'opération dans le monde, la rupture avec l'Otan, l'interdiction des OGM, la confiscation de tous les biens ou avoirs des oligarques et autres nantis qui ont placé leur fortune dans des paradis fiscaux, la rédaction d'une nouvelle Constitution et l'abolition des institutions de la Ve République, la rupture avec l'UE, la BCE et l'euro, l'ONU, le FMI, la Banque mondiale, la BRI, l'OMC, etc. l'arrêt des subventions aux médias et le remboursement des subventions qu'ils ont perçues de l'Etat depuis 10 ans ou plus, etc.

Après on discutera si nécessaire, pas avant ! C'est à prendre ou à laisser, telle en a décidé la souveraineté du peuple laborieux.

● Au format pdf (8 pages)

Après l'établissement du régime nazi de Hitler en Allemagne dans les années 30 et le bombardement atomique d'Hiroshima le 7 août 1945 par les Etats-Unis, puis celui du Vietnam au napalm dans les années 60, puis celui de l'Irak à l'uranium appauvri et au phosphore dans les années 90 et 2000, s'il existait encore des doutes sur la monstruosité du capitalisme au stade de l'impérialiste, ils auraient dû s'évanouir définitivement depuis longtemps, mais il n'en fut rien hélas, bien au contraire, l'humanité toute entière se rendit complice de ces abominables crimes commis à l'encontre de la civilisation humaine.

C'est cette absence de discernement, ce manque cruel de rigueur, de cohérence, de logique, pire, cet aveuglement, cette hypocrisie, cette vénalité, signifiait que le pire était encore à venir dans un monde devenu amoral et livré à la barbarie, et que le meilleur aurait toutes les peines du monde à y résister ou à se frayer un chemin pour en triompher.

Toute cette pourriture infâme était à mettre au compte des représentants officiels et officieux du capitalisme, aux élites corrompus, à leurs agents officiant au sein du mouvement ouvrier qui allaient profiter de leur statut pour manipuler les masses laborieuses et en faire les instruments de leur propre perte.

Du coup, le sursaut salutaire ne pouvait provenir que de l'extérieur de ce corps putréfié qui reprendrait le flambeau de la lutte de classe qui n'avait jamais quitté le cœur de dizaines de milliers de militants ouvriers demeurés fidèle à la cause du socialisme, et qui continuaient inlassablement à combattre quotidiennement au côté de la classe ouvrière avec les moyens du bord, puisque

leurs dirigeants avaient déserté le combat pour la prise du pouvoir ou la révolution socialiste. Puis-ce-t-il être l'annonce d'une refondation du mouvement ouvrier et de son avant-garde renouant avec la tradition révolutionnaire du combat classe contre classe jusqu'à la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière.

Les masses à la recherche d'une issue politique.

- Priscillia Ludosky soumet 4 revendications au vote des Gilets jaunes, dont celle « pour ou contre la Création d'une Assemblée citoyenne ? » leparisien.fr 06 décembre 2018

Ce n'est pas encore le soviét (comité) ou l'Assemblée constituante, mais l'idée mûrie de la nécessité de se doter d'une représentation nationale des exploités et des opprimés, qui pourrait être appelé à constituer un organisme politique dans le cadre de la situation et pourrait évoluer vers l'instauration de fait d'un double pouvoir en France...

Ils soutiennent la mobilisation des masses.

- Michael Youn, Muriel Robin, Jean-Michel Jarre, annoncent leur soutien aux Gilets jaunes.

Un régime "impuissant" à répondre aux attentes des masses.

- Le HuffPost 6 décembre 2018 - "Je me sens impuissante", lâche une sénatrice face à la dizaine de gilets jaunes réunis au Sénat. "Je me sens dans l'incapacité de changer les choses" lâche Esther Benbassa face aux gilets jaunes, reçus pour la première fois au Sénat.

Un mouvement qui inspire le prolétariat international

- Irak, Serbie, Allemagne, Pays-Bas, Bulgarie... les Gilets jaunes essaient au-delà de nos frontières - leparisien.fr 6 décembre 2018

[A bas la collaboration de classes, pas de négociation avec Macron, il cède sur tout ou il cède le pouvoir !](#)

Les syndicats à mots prudents - Liberation.fr 7 décembre 2018

Les principales centrales se sont accordées jeudi sur un texte qui réclame des négociations «réelles» mais élude la question de la violence policière.

La CFDT, la CGT, FO, la CFE-CGC, la CFTC, l'Unsa, et la FSU ont adopté une déclaration commune. «Ecrire ce texte est apparu comme une évidence», explique François Hommeril, de la CGC, le syndicat des cadres, qui se félicite de «ce signal fort adressé au gouvernement».

«Hors sol». Dans cette déclaration d'une quinzaine de lignes, les signataires s'inquiètent du «climat très dégradé» et pointent la responsabilité de l'exécutif, resté sourd pendant «des mois» à leur appel pour plus de «justice sociale». Prenant toutefois acte d'un changement de ton avec, mardi, la promesse du Premier ministre de lancer une concertation, les centrales s'engagent à participer à ce dialogue, «chacune avec [leurs] propres revendications et propositions, en commun chaque fois que cela sera possible». Mais pas n'importe comment.

...les syndicats exigent autre chose : des négociations «réelles», à la fois «larges, ouvertes et transparentes» sur le pouvoir d'achat, les salaires, le logement, les transports et les services publics. Mais ils ne donnent pas plus d'indications sur le calendrier et la méthode voulue pour cet éventuel Grenelle version 2018. Pas plus qu'ils ne font de propositions fortes ou d'appel à agir de concert. «Chacun a sa culture. On s'est concentrés sur l'essentiel, ce que l'on pouvait dire ensemble aujourd'hui», explique Luc Bérille, de l'Unsa. Soit pas grand-chose, rétorque Eric Beynel, porte-parole de Solidaires, présent à la réunion mais qui n'a pas souhaité parapher le texte, jugé «hors sol». Signataire, en revanche, de l'appel initié par Attac et la fondation Copernic pour une convergence des mobilisations des gilets jaunes et de la marche pour le climat (lire ci-dessus), il s'agace : «Notre responsabilité de syndicalistes n'est pas d'écrire un texte incantatoire, mais d'appeler à être présent dans la rue.»

La déclaration commune se veut, au contraire, très prudente envers les gilets jaunes. Certes, leur mobilisation y est qualifiée de «colère légitime», mais les signataires dénoncent aussi «toutes formes de violence dans l'expression des revendications». Une phrase qui fait suite à la demande de «lancer un appel au calme» que leur avait adressée, la veille, l'exécutif. Pas un mot en revanche sur la gestion policière, parfois violente, des mobilisations. Ce qui a fini de convaincre Solidaires de ne pas signer. Et conduit la CGT, qui appelle à une journée d'action le 14 décembre, à rédiger dare-dare un communiqué dénonçant une «répression inadmissible», notamment de la jeunesse : «La CGT ne peut pas accepter que le pouvoir frappe et tape nos enfants.»

La centrale de Philippe Martinez, également signataire de l'appel lancé par Attac, réclame en outre «l'ouverture immédiate

de négociations sur l'urgence sociale». Au passage, la CGT annonce aussi qu'elle ne participera pas à la réunion proposée par la ministre du Travail, ce vendredi, pour lancer le chantier de la concertation. De quoi déconcerter ses cosignataires de la déclaration commune. «Cela montre bien le grand écart interne que la CGT est en train de faire», note un secrétaire général.

Transis, les autres attendent des éclaircissements de l'exécutif. «On va voir si ce qui est proposé est acceptable. Ce serait plus simple si l'on pouvait avancer tous ensemble dans ce cadre», explique-t-on à la CFDT. Mais la prudence reste de mise. «Quand on entend certains au gouvernement répéter qu'il faut garder le cap, il y a de quoi douter», pointe François Hommeril de la CGC. La suite ? «A chaque jour suffit sa peine», souffle-t-il. Après les débordements de samedi, les yeux sont rivés sur la journée du 8. «On fait au jour le jour, note le responsable de l'Unsa. Sur le fil du rasoir.» Liberation.fr 7 décembre 2018

Les dirigeants syndicaux vendus opposent la négociation-capitulation-traison à la mobilisation des masses.

Yves Veyrier (FO - ingénieur météo, fils d'anciens militaires) - Nous n'appelons pas à manifester samedi à Paris. Nous restons sur le terrain syndical. J'appelle immédiatement le gouvernement à ouvrir les négociations avec les employeurs, en particulier sur la prime transport», a-t-il répondu mercredi matin sur France Info.

«Emmanuel Macron m'a serré la main. Le Premier ministre et François de Rugy aussi. Le Président m'a félicité pour mon élection», racontait le nouveau patron, à la sortie de l'Élysée.

«J'ai toujours pensé que la vie ce n'était pas le travail, mais l'art, la poésie, la philosophie. Pour pouvoir y accéder, il faut être capable de s'émanciper économiquement. L'action syndicale me paraît essentielle à un mouvement d'émancipation de la classe ouvrière.» Libération 6 décembre 2018

Qu'il ait "*pensé que la vie ce n'était pas le travail*", on s'en serait douter sans qu'il s'en vante. Que "*l'action syndicale*" suffise au bonheur de ce nanti, on aurait pu le deviner, il est comblé, quant à "*l'émancipation de la classe ouvrière*", ce sera un peu court et on a toutes les raisons du monde de douter que cela soit réellement sa préoccupation... et cela attendra indéfiniment si on l'écoutait. Pour réellement profiter de la vie, c'est du capitalisme qu'il faut s'émanciper, ce doit être le seul objectif des militants ouvriers, y compris ou en premier lieu dans les syndicats, avec la construction du parti pour l'atteindre.

La CGT et FO ou le "**service d'ordre**" de l'Élysée !

- Gilets jaunes: La CGT et FO offrent leur service d'ordre pour protéger les manifs. - Le HuffPost 7 décembre 2018

Les digues sont tombées! A l'assaut du régime pour le renverser.

- « Gilets jaunes » : Macron face à un samedi de tous les dangers - Les Echos 06.12

...cette mobilisation policière risque d'être insuffisante face à certains « gilets jaunes » plus déterminés que jamais. Certaines figures du mouvement appellent à l'insurrection, ou à « prendre l'Élysée », comme l'a dit l'un d'entre eux mercredi soir à la télévision. Les digues sont tombées, car les revendications dépassent allègrement le seul cadre du pouvoir d'achat.

Mais la colère ne s'éteint pas. Si la hausse des taxes sur l'essence prévue en 2019 a été l'étincelle du mouvement, son annulation pure et simple annoncée mercredi par l'Élysée, n'a rien apaisé.

Après les appels au calme lancés par Emmanuel Macron mercredi, les syndicats ont emboîté le pas dans une déclaration quasi unanime pour rejeter la violence. La droite a adopté un ton plus mesuré tandis que la gauche se réunit autour d'une motion de censure .

Mais les « gilets jaunes » n'ont que faire de ces corps intermédiaires de la République, qu'ils jugent décrédibilisés.

Les suites politiques de la journée de samedi et d'un mouvement qui s'étend sont remplies d'incertitudes. Si un départ d'Edouard Philippe est évoqué par certains membres de la majorité, beaucoup pensent que cela ne servirait à rien. « L'issue du conflit se résume au rapport entre Emmanuel Macron et les Français », estime un député En marche. Les Echos 06.12

La vermine ou le goût amer de la réaction.

- Les Verts amers - Liberation.fr

Après le recul du gouvernement face au torrent jaune des frustrations sociales...

Soyez raisonnable, mobilisez-vous !

L'Express.fr 6 décembre 2018 - Mélenchon à la tribune de l'Assemblée nationale. "Il paraît que vous demandez aux gens raisonnables de rester chez eux samedi. Eh bien, ils descendront tout de même dans la rue. Allez dire au monarque présidentiel que les gens raisonnables sont sur les ronds-points et dans les rues, et qu'ils n'en partiront pas avant que vous n'ayez cédé pour de vrai ou que vous ne soyez partis. Cédez ou partez, et quand vous partez, cédez avant"

Renversons le pouvoir ! Assemblée constituante souveraine !

- Benjamin Griveaux : «Certains éléments veulent renverser le pouvoir» - LeParisien.fr 6 décembre 2018

« Je prie pour samedi », confesse un fidèle du président de la République. Musées et tour Eiffel fermés, programme du Téléthon modifié, matches de football reportés, animations de Noël annulées... LeParisien.fr 6 décembre 2018

Vont-ils sortir les chars pour protéger l'Elysée ?

- Macron redoute une "très grande violence" samedi - Reuters 6 décembre 2018

- Gilets jaunes: des blindés et 89 000 forces de l'ordre samedi - L'Express.fr 6 décembre 2018

Macron n'a jamais été légitime, Hollande non plus.

- Macron plus impopulaire que Hollande, selon un sondage - Reuters 6 décembre 2018

On se gausse de la majorité parlementaire LREM élu avec environ 25% des voix des électeurs inscrits, mais ce fut déjà le cas de ma majorité PS sous Hollande... C'est même quasiment une règle générale dans tous les pays occidentaux, y compris aux Etats-Unis...

- Le Figaro.fr 6 décembre 2018 - Selon un sondage Odoxa pour Le Figaro et Franceinfo, 77 % des Français justifiaient le mouvement mercredi.

La nature de l'Etat policier au grand jour.

- Jeunes arrêtés à Mantes-la-Jolie: Les réactions effarées des politiques - Le HuffPost et Liberation.fr 7 décembre 2018

Plus de 700 lycéens ont été interpellés par les forces de l'ordre en France ce jeudi, lors de la quatrième journée de mobilisation lycéenne, selon le ministère de l'Intérieur.

Les arrestations les plus spectaculaires ont été menées à Mantes-la-Jolie, dans les Yvelines, où 146 personnes ont été interpellées pour «participation à un attroupement armé».

Des figures et responsables politiques ont vivement fait part de leur indignation et de leur dégoût après la diffusion sur les réseaux sociaux ce jeudi 6 décembre dans la soirée d'une vidéo montrant des dizaines de jeunes agenouillés après leur arrestation par la police en marge d'une manifestation lycéenne émaillée de violences.

Sur ces images tournées à Mantes-la-Jolie, dans les Yvelines, et dont l'Agence France Presse a pu confirmer l'authenticité, on distingue nettement des dizaines d'enfants et d'adolescents agenouillés, les mains derrière la tête ou attachées dans le dos, certains le visage contre un mur, encadrés par des policiers dans le jardin d'un pavillon et dans une maison associative par quelque 70 policiers mobilisés pour cette opération.

"Que penser d'un pouvoir qui traite ainsi sa jeunesse? Qu'il ne tient que par la force des matraques. Qu'il n'a plus d'avenir. Qu'il est à l'agonie", a réagi le député proche de la France insoumise François Ruffin, tandis que certains de ses camarades dénonçaient pêle-mêle des images dignes d'une "dictature militaire" et d'un "État policier". "Inacceptable d'un point de vue humain et démocratique", s'est indignée pour sa part la députée Clémentine Autain.

Environ 280 lycées et collèges en France ont été de nouveau perturbés ce jeudi, dont 45 bloqués, et plusieurs incidents ont été recensés, conduisant à plus de 700 interpellations au total. "On est sur des chiffres à peu près similaires aux jours précédents", a indiqué dans la journée à l'AFP le ministère de l'Éducation nationale. "Selon les établissements, les situations sont très hétérogènes, entre les blocages totaux, partiels, les barrages filtrants, des feux de palettes...". Le HuffPost et Liberation.fr 7 décembre 2018

[Coulée la machination de l'Otan et du Pentagone !](#)

- SOS Méditerranée et MSF renoncent à affréter l'Aquarius - Reuters 6 décembre 2018

[Solidarité avec tous les peuples qui ont besoin du charbon.](#)

- Les centrales à charbon européennes, enjeu de santé publique - Liberation.fr 6 décembre 2018

Ici aussi en Inde on ne peut pas s'en passer, alors merde, camarades, soyez solidaires avec nous !

[Ils n'ont pas réussi à tuer le peuple grec !](#)

- Grèce: manifestations et incidents en mémoire d'un lycéen tué par un policier - AFP 6 décembre 2018

Manifestations et incidents ont marqué en Grèce le dixième anniversaire de la mort d'un lycéen, tué à l'âge de 15 ans par un policier, une bavure qui avait alors soulevé la jeunesse grecque pendant des semaines.

Au total plus de 4.000 personnes, selon la police, ont manifesté à Athènes et Thessalonique (nord) en mémoire d'Alexis Grigoropoulos, tué par balle par un policier le 6 décembre 2008. AFP 6 décembre 2018

[Fake news, l'AFP pris en flagrant délit.](#)

- L'ONU confirme l'existence d'un tunnel en Israël près de la frontière libanaise - AFP 6 décembre 2018

Vraiment ?

- Israël ne parvient pas à fournir à la Finul de preuves de l'existence de tunnels du Hezbollah - Réseau Voltaire 6 décembre 2018

Pour la troisième journée consécutive, les Forces de Défense israéliennes poursuivent l'opération Bouclier du Nord sous le commandement du chef de la région Nord, le général Yoël Strick, et la supervision du chef d'état-major, le général Gadi Eizenkot.

Tsahal a déclaré avoir repéré deux tunnels du Hezbollah s'enfonçant en territoire israélien. Le représentant permanent d'Israël à l'Onu, l'ambassadeur Danny Danon, a dénoncé une violation de la résolution 1701 par le Hezbollah et appelé à la condamner. Selon lui, la construction de ces tunnels serait financée par l'Iran.

La Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) a tenu une réunion en présence des représentants militaires israéliens et libanais. Israël a présenté des vidéos représentant les tunnels, mais aucune preuve de leur emplacement ni de leur financement par l'Iran, et donc de violation de la résolution 1701. Le Liban a nié que ces tunnels existent et rappelé qu'Israël viole l'espace aérien et maritime libanais environ 150 fois par mois depuis douze ans.

Le ministre des Affaires étrangères libanais, Gebran Bassil, a annoncé qu'il préparait une saisine des Nations unies face aux incessantes violations de la résolution par Israël et à ses accusations diffamatoires permanentes.

Les plus hautes autorités israéliennes sont familières des mensonges les plus éhontés. En septembre 2018 à la tribune des Nations unies, le Premier ministre Benjamin Netanyahu avait ainsi accusé le Hezbollah d'avoir construit des usines d'armement en plein Beyrouth, utilisant ainsi la population comme bouclier civil. Le ministre Gebran Bassil avait alors invité les ambassadeurs en poste au Liban à venir vérifier par eux-mêmes sur place les mensonges israéliens. Autre exemple : le 20 septembre, le chef d'état major de l'armée de l'Air israélienne, le général Amikam Norkin, s'était rendu à Moscou pour justifier la destruction d'un appareil russe en tenant des propos en totale contradiction avec les enregistrements radars et satellitaires.

En Israël, la presse évoque la possibilité que cette opération de propagande ait été imaginée par le Premier ministre pour attaquer son ministre démissionnaire de la Défense, Avigdor Lieberman, ou pour détourner l'attention du public alors que la police demande sa mise en examen dans l'affaire 4000. Réseau Voltaire 6 décembre 2018

A lire également : « Israël-Liban : qui viole la résolution 1701 ? », Réseau Voltaire, 5 décembre 2018, www.voltairenet.org/article204234.html

[Voilà qui va les exaspérer !](#)

- Accords pétroliers et miniers entre la Russie et le Venezuela - Reuters 6 décembre 2018

Le président vénézuélien Nicolas Maduro, à l'issue d'une visite de trois jours à Moscou, a annoncé jeudi la signature de nouveaux accords avec la Russie dans le secteur pétrolier et l'exploitation minière, principalement les mines d'or, au Venezuela.

es accords représentent plus de six milliards de dollars d'investissements, dont cinq milliards pour augmenter la production pétrolière, a précisé Nicolas Maduro dans une vidéo postée sur son compte Twitter.

La production pétrolière vénézuélienne est en chute libre et le président Maduro s'est rendu mardi à Moscou pour discuter d'une aide financière et d'une coopération entre les deux pays dans les domaines du pétrole et du gaz.

"La Russie et le Venezuela sont plus unis que jamais", a-t-il déclaré.

Les Etats-Unis et l'Union européenne ont imposé des sanctions au Venezuela pour dénoncer les violations des droits de l'homme et les atteintes à la démocratie dans ce pays. Reuters 6 décembre 2018

[Voilà pourquoi il faut aller jusqu'au bout !](#)

- L'urgence alimentaire pourrait concerner 20 millions de Yéménites - Reuters 6 décembre 2018

Le Programme alimentaire mondial des Nations unies a rapporté jeudi que plus de 15 millions de Yéménites étaient dans un état de "crise" ou d'"urgence alimentaire" et que ce chiffre pourrait atteindre les 20 millions à défaut d'une aide humanitaire durable... Reuters 6 décembre 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 8 décembre 2018

[CAUSERIE ET INFOS](#)

● [Au format pdf \(3 pages\)](#)

La suite de la causerie et les infos en bref plus tard ou demain. En attendant, un texte que j'ai rédigé ce matin.

Ce sont les fondements des inégalités et des injustices sociales qu'il faut liquider : Le régime capitaliste et ses institutions!

Vous savez que je ne suis pas bien riche avec ma retraite de 360 euros à laquelle vient s'ajouter les intérêts mensuels de mon petit capital qui s'élèvent à 130 euros, soit un peu moins de 500 euros au total, et encore, quand le taux de change est favorable à l'euro. En ce moment j'ai prêté de l'argent sans intérêt à sept familles ouvrières pour un total qui dépasse les 800.000 roupies, soit environ 10.000 euros, soit pratiquement un tiers du capital que j'étais parvenu à économiser sou après sou au cours des 22 dernières années.

Pour autant, ces personnes n'ont pas spécialement des rapports cordiaux avec moi contrairement à ce qu'on pourrait être en droit d'attendre si on se méprenait sur leur condition et le mode de pensée qui découle du sous-développement économique dans lequel l'Inde est demeuré jusqu'à nos jours, ce qui assurément pourrait en choquer plus d'un en France qui l'ignorerait, et ce n'est pas seulement parce qu'elles ne partagent pas mes valeurs ou mes principes puisqu'on ne leur a jamais enseignés ou ils sont quasiment inexistantes ici en Inde, ou parce qu'ils seraient un luxe au-dessus de leurs moyens réservés à la bonne conscience des classes moyennes et supérieures qui s'en servent comme en France pour fustiger les préjugés archaïques des classes inférieures, non, en réalité cela a une origine beaucoup plus profonde que je vais tenter d'expliquer à ma manière.

Personnellement, mon statut me place parmi les couches supérieures de la classe ouvrière indienne. J'estime ne pas vivre au détriment des plus pauvres que moi ou de ceux qui ont un statut inférieur au mien, mais il se trouve qu'ils pensent le contraire quand bien même je ferais preuve de générosité envers eux, ils trouvent le moyens d'essayer de profiter davantage de moi ou de me voler. Cela signifie à raison que le sort qui leur a été réservé par la société est injuste, que les inégalités ou les rapports sociaux sur lesquelles repose le système économique est illégitime, bref, que rien ne peut justifier l'exploitation de l'homme par l'homme dont chaque membre de notre classe est victime, mais à des degrés divers, du coup ils estiment normal qu'ils réparent ou réduisent cette injustice ou les conséquences chaque fois qu'ils en ont l'occasion, et tant pis si cela tombe sur des gens comme moi !

J'en tire l'enseignement politique, que puisque les masses profondément arriérées et qui n'ont jamais participé à la lutte des classes ont conscience que les inégalités sur lesquelles reposent le capitalisme et le système d'exploitation de l'homme par l'homme sont injustifiables, injustes, illégitimes, d'une part il est possible de leur fixer comme objectif politique de les abolir, exactement comme cela fut le cas à la fin du XIXe siècle et au début du XXe au sein du mouvement ouvrier international révolutionnaire, d'autre part, s'il est impossible de fixer cet objectif aux masses exploitées en France et dans les pays dits développés, c'est qu'elles en ont été détournées au cours de leur lutte de classe par les agents du capitalisme qui avaient pris le contrôle du mouvement ouvrier, qui ne se contentèrent pas de justifier l'existence de ce système économique, mais également l'hétérogénéité des conditions ou statuts des masses exploitées qui serviraient à mieux les diviser pour mieux les contrôler et les asservir, afin qu'elles ne puissent pas s'unir et se soulever pour renverser le régime en place.

Ces scélérats, ces corrompus ou traîtres ont été jusqu'à théoriser, institutionnaliser cette division des masses exploitées qui vole en éclats aujourd'hui. Au fil du temps, syndicats et partis ouvriers ne sont plus devenus que les représentants de l'aristocratie ouvrière, des couches supérieures ou privilégiées du prolétariat que l'immense majorité des travailleurs rejettent ou refusent de considérer à juste titre comme leurs représentants. Ils n'ont eu de cesse d'opposer la négociation avec le gouvernement et le patronat à la mobilisation des masses, la collaboration de classes au combat classe contre classe.

Quand la pression des masses était trop forte, ils se sont arrangés avec les représentants officiels du capitalisme pour leur octroyer des réformes sociales, et dès qu'elle retomba ils s'empressèrent de les brader, de liquider tous nos droits.

Les couches progressistes des classes moyennes qui s'étaient servies de la classe ouvrière pour faire valoir leurs propres revendications, l'abandonnèrent à son triste sort lorsqu'elles s'aperçurent que la crise du capitalisme était devenue incompatible avec toute réforme sociale collective ou que la survie du régime était devenue incompatible avec l'expression même limitée de la démocratie, elles rejoignirent en bloc le camp de la réaction avec lequel elles n'avaient jamais vraiment rompu. Mais les couches inférieures ou les plus vulnérables des classes moyennes allaient connaître le même sort que la classe ouvrière, tétanisées pendant une longue période par ce revirement ou leur chute inexorable, elles allaient enfin se soulever et se tourner à nouveau vers la classe ouvrière puisque leur salut ne pourrait venir que de cette alliance avec la majorité des exploités qui composaient la société contre la classe des capitalistes et les couches supérieures de leur propre classe au pouvoir qu'incarne Macron et LREM.

Reste à savoir si la maturation politique, la prise de conscience qui est en train de s'effectuer au sein de la classe ouvrière et de ces couches des classes moyennes parviendra à la conclusion qu'un changement de régime est indispensable pour mettre un terme définitif aux conditions infâmes qu'elles subissent depuis trop longtemps. Parce que c'est la nature même de ce régime, ses fondements qui sont à l'origine du développement des inégalités et des injustices dont elles sont victimes au stade impérialisme du capitalisme pourrissant, et pas seulement la soif insatiable de richesses et de pouvoir d'une poignée d'oligarques, qu'il faudra de toutes manières éliminer ainsi que leurs représentants au cours du processus révolutionnaire, un enseignement déterminant tiré de toutes les révolutions qu'il ne faudra surtout pas négliger, car sinon cela pourrait nous être fatal.

La lutte des classes est une lutte à mort, on l'a négligé ou oublié trop longtemps, malgré les bombes qui ne cessèrent de s'abattre sur nos frères et soeurs à travers le monde, ce qui aurait dû nous faire réfléchir et nous sortir de la torpeur dans laquelle nous étions tombés au profit d'un mode de vie confortable ou nous procurant quelques avantages finalement désuets... Réagissons, soulevons-nous !

Depuis le 17 novembre, la prestation des députés qui parlent en notre nom a été pitoyable, méprisante, se confondant en excuses de ne pas pouvoir défendre plus ouvertement le régime. Il faut appeler à la grève générale, à l'insurrection, on veut la tête de Macron l'héritier des Capet (Louis XVI), on veut surtout la tête du régime capitaliste. Quand le peuple laborieux devient révolutionnaire, il exige tout de suite, et il a raison, ceux qui le fustigent pour oser avancer une telle prétention sont des réactionnaires ou ils sont sensibles aux arguments de la réaction, il faut les combattre aussi, exiger qu'ils changent de discours si c'est possible ou qu'ils cessent de parler en notre nom.

Si la totalité des aspirations et des besoins des travailleurs indiens surexploités et miséreux qui vivent dans mon village ou que je connais sont légitimes, ceux de la classe ouvrière et des classes moyennes en France le sont également, rien ni personne ne peut justifier qu'ils ne soient pas satisfaits maintenant, sans délai.

L'insurrection est un droit. La révolution une nécessité. L'abolition du capitalisme, une nécessité absolue, historique.

[Haut de page ↗](#)

Le 11 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

On essaie de suivre à 10.000 kilomètres de la France... Ici en Inde des articles et des photos de la mobilisation en France dans tous les journaux, à la télé, et tout le monde m'en parle ! Ils comprennent un peu mieux mon caractère ! Je vous laisse, je dois faire cuire les lentilles (sambar), il est 18h41 et on mange dans 40 minutes environ.

● Au format pdf (32 pages)

[Nous devons oeuvrer à un changement de régime pour vivre conformément à nos aspirations légitimes. C'est possible et ce n'est pas négociable !](#)

Les hommes sont en général médiocres et quel que soit leur statut ils ont une vie médiocre, ce qui somme toute est assez logique, la question est de découvrir qu'est-ce qui pourrait les rendre moins médiocres pour qu'ils accèdent à une vie moins médiocres également.

Jusqu'à preuve du contraire, seule la lutte de classe pouvait les aider à s'élever au-dessus de cette médiocrité qui leur collait à la peau, mais dès qu'ils étaient parvenus à acquérir une vie moins médiocre, c'était pour aussitôt sombrer à nouveau dans la médiocrité, ce qui les promettait à connaître tôt ou tard à nouveau une vie plus médiocre. D'autant plus que les générations se succédant, les nouvelles n'auraient pas conscience de l'origine de leur médiocrité pour n'avoir pas connu autre chose, ce qui devait les encourager à s'y adapter ou à considérer que c'était la norme depuis l'éternité, et partant de là qu'il n'y avait nulle raison de s'en formaliser.

Cela dit, par la force des choses, les masses laborieuses n'ont jamais pu s'en accommoder totalement ou se résigner à leur misérable condition, et elles n'eurent de cesse sous l'Ancien régime féodal ou monarchique ou sous le régime capitaliste de se dresser contre le sort épouvantable que leur avaient réservé la classe dominante, mais n'ayant pas atteint un niveau de connaissances et de conscience politique suffisant pour s'organiser et diriger elle-même sont combat, chaque fois elles durent s'en remettre à des représentants de la petite bourgeoisie ou des classes moyennes qui finirent par la trahir, hormis quelques rares dirigeants acquis à la démocratie sous la révolution française, et plus tard au socialisme scientifique ou au marxisme, qui lui resteront fidèles jusqu'au bout, mais ce qui malheureusement ne fera pas le poids face à une petite bourgeoisie ou des classes moyennes qui soumises à la formidable pression de l'inertie de l'histoire renoueront avec leur médiocrité atavique qui les conduira à renoncer à affronter le régime et à capituler en échange de la reconnaissance de leur statut qui leur procure certains privilèges.

Tout au long de la lutte de classes, elles se rangeront au côté de la classe ouvrière quand elles pourront tirer profit de leurs conquêtes sociales, ou elles s'en serviront dans l'unique but d'obtenir de nouveaux privilèges, et le reste du temps elles manifesteront leur neutralité envers le régime ou elles le soutiendront contre la classe ouvrière. Etant servies, quand sonnera l'heure du néolibéralisme elles seront indifférentes à la liquidation de tous les droits acquis de la classe ouvrière, tandis que ses couches inférieures seront reléguées au rang du prolétariat et destinées à connaître le même sort. Voilà à peu près où nous en sommes rendus aujourd'hui.

Voilà ce qui notamment explique ou permet de comprendre pourquoi et comment le mouvement ouvrier a été corrompu et a dégénéré pour finalement abandonner le combat pour renverser le régime en place ou pour le socialisme.

Quels enseignements politiques tirer de cette analyse ?

La direction du parti qu'il nous faut construire devrait être placée sous le contrôle d'un comité de surveillance composé majoritairement ou exclusivement d'ouvriers. Cela rejoint un peu à ce qu'avait proposé Trotsky à la section américaine de la IV^e Internationale à la fin des années 30 si j'ai bonne mémoire, après avoir constaté que les intellectuels qui en composaient la direction avaient la fâcheuse tendance à partir dans de grandes théories qui n'avaient plus grand chose à voir avec l'objectif politique du parti ou qui tout du moins s'en éloignaient. Je crois même me souvenir, qu'il les avait invités à se faire embaucher dans des usines pour s'imprégner de l'état d'esprit des ouvriers, parce qu'apparemment ils en ignoraient tout ou presque, ce qui constituait une sérieuse lacune quand on était un dirigeant et qu'on se destinait de construire un parti ouvrier.

Quand on voit à quel point nos dirigeants actuels sont coupés des masses, ils ne représentent que l'aristocratie ouvrière corrompue, ce n'est plus une lacune, mais un gouffre qu'ils ne pourront plus jamais combler, et pour cause ils sont trop vieux, donc usés et irrécupérables, inutiles ou nuisibles en l'état, il faut s'en séparer au plus vite, et puis ce ne sera pas une grosse perte, puisque personne ne s'en apercevra !

Maintenant ce serait sombrer dans l'ouvriérisme que de croire qu'un ouvrier serait mieux armé qu'un petit bourgeois ou un intellectuel pour résister à la corruption idéologique ou matérielle, tout dépend s'il a rejoint le mouvement ouvrier en réaction à sa condition ou s'il y a été entraîné par le milieu dans lequel il avait baigné depuis son enfance, et à quel niveau de conscience politique il était parvenu, car seule la maîtrise du matérialisme dialectique permet d'acquérir un esprit critique

suffisamment aiguisé et libre pour déjouer les ruses ou les pièges que les corrupteurs emploieront pour pervertir son engagement politique, s'il n'y est pas parvenu il sera une proie facile entre leurs mains, et inconsciemment il se laissera entraîner sur la voie du reniement de ses principes et il finira par être perdu à notre cause, cela peut arriver à n'importe qui, tous les renégats du socialisme ou du marxisme en témoignent depuis un siècle et demi.

Parfois les militants ou les travailleurs qui nous lisent doivent se demander ou ne comprennent pas pourquoi nous insistons sur ce qui leur semble être des détails insignifiants ou sans portée, et ils se trompent lourdement, car en réalité ce sont les signes non pas avant-coureur mais apparents d'une profonde corruption idéologique qui s'est déjà développé, enraciné dans le mode de pensée de celui qui en est victime, puisqu'on considère qu'au départ son engagement politique était sincère.

Chaque désaccord a une signification politique, chaque position adoptée a une signification politique. Chaque rapport entre les différents acteurs politiques ou partis, les différentes classes ou institutions, etc. comporte une signification politique qu'il faut caractériser le plus précisément possible sur le plan politique, tout en sachant qu'ils seront amenés à évoluer et qu'il faudra à nouveau encore et encore les caractériser. La nature sociale de certains est immuable, alors que celle des autres peut être modifiée qualitativement à tout moment, aussi doit-on être vigilant et capable de déterminer à quel moment ils changeront de nature ou ils basculeront dans un autre camp, et déterminer si cette modification sera irréversible ou non en fonction de certains critères déterminants, ce qui ne sera pas difficile à cerner puisqu'il suffira d'observer les méthodes qu'ils emploient pour se justifier.

Quand quelqu'un sombre dans le déni ou refuse de prendre en compte tous les facteurs et rapports qui composent la situation (présente et passée) et recourt systématiquement au mensonge, à l'hypocrisie, à l'amnésie, à la sournoiserie, à la malhonnêteté intellectuelle, au procès d'intention ou à des méthodes encore plus scélérates pour le couvrir et ainsi de suite, il enfonce toujours plus dans la mégalomanie, parce qu'il n'existe pas pour lui d'autres moyens pour justifier le reniement de ses principes ou de ses convictions qui constitue désormais le contenu ou la véritable nature de son engagement politique.

On sait maintenant que cela peut aller très très loin, autrement dit un imposteur osera tout au-delà de tout ce que peut imaginer une personne normalement constituée.

Les fossoyeurs du mouvement ouvrier et du socialisme accusent ceux qui les dénoncent ou ont démasqué leur imposture, d'être les ennemis du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière. Ceux qui n'ont eu de cesse de manipuler, tronquer, déformer les faits pendant plus d'un demi siècle, et qui ont recouru systématiquement au mensonge, à l'hypocrisie, à l'amnésie, à la sournoiserie, à la malhonnêteté intellectuelle, au procès d'intention ou à des méthodes encore plus scélérates pour accomplir leur sale besogne, nous accuse de réécrire l'histoire de la lutte des classes, d'être des faussaires, des renégats, des traîtres, des ennemis, ils n'ont guère d'autres arguments à nous opposer sans doute excéder de constater que les faits nous donnent raison neuf fois sur dix, alors qu'ils ont eu faux sur toute la ligne, on conçoit que cela puisse les rendre encore plus haineux, belliqueux, violent envers ceux qui font le bilan de leur activité politique et qui les caractérisent.

Nous avons affirmé qu'il fallait refonder le mouvement ouvrier, y compris avancer vers la création d'un nouveau syndicat, et réarmer théoriquement l'avant-garde, faire l'inventaire de la lutte de classe depuis le début du XXe siècle, c'est un crime !

J'ai été pratiquement le seul à défendre le matérialisme dialectique, vous aurez pu constater par vous-mêmes que même ceux qui prétendent défendre le marxisme ou parler au nom du socialisme l'ont délibérément passé sous silence ou l'ont systématiquement négligé, alors que ce n'est rien de moins que la méthode pour comprendre le processus historique inconscient qui se déroule quotidiennement sous nos yeux et qui est soumis aux lois de la dialectique. Ce fut un crime d'aider chacun à acquérir cette méthode pour interpréter librement la situation et élever son niveau de conscience.

J'ai été pratiquement le seul à rappeler qu'à l'origine du combat du mouvement ouvrier se trouvaient le combat pour que les aspirations légitimes de la classe ouvrière à la liberté ou à disposer de son propre sort se réalisent ou que c'était son véritable et unique objectif. Le cours révisionniste et liquidateur suivi par le mouvement ouvrier au cours de la seconde moitié du XXe siècle a enterré ces aspirations ou cet objectif en subordonnant la classe ouvrière au capitalisme et à ses institutions. Le dénoncer fut un crime impardonnable parce qu'absolument tous les courants du mouvement ouvrier y participèrent.

Tout cela je n'ai cessé de l'exposer dans mes causeries, de l'étayer, de l'argumenter, de le démontrer pendant des années, et le développement de la situation n'a fait que confirmer les conclusions auxquelles j'étais parvenu, hélas puisque j'aurais préféré avoir tort ou m'être trompé sur toute la ligne, car cela aurait signifié qu'il existait au moins un parti ouvrier auquel on aurait pu se rallier, ce qui n'est pas le cas !

Comme je l'avais titré il y a quelque temps, stop ou encore ? A vous d'en décider.

A ceux qui disent aux travailleurs qu'ils ne doivent pas se résigner, qu'ils commencent par en faire autant, au lieu de reproduire sans cesse les mêmes erreurs ou de cautionner une orientation politique et des dirigeants qui nous conduisent droit au totalitarisme.

Ceux qui prétendent défendre ou représenter l'indépendance de classe ont adopté comme un seul homme pendant plus de 70 ans les quasi-totalités des résolutions de la direction confédérale d'un syndicat dit apolitique, de fait antisocialiste, Force ouvrière,

sous Bergeron, Blondel et Mailly, croient-ils que les militants seraient frappés d'amnésie ? On nous prend vraiment pour des abrutis, quel mépris insupportable !

Même si les travailleurs et la plupart des militants ne saisissent pas très bien ce qui s'est passé entre 1945 et nos jours, ils constatent amèrement que l'orientation politique que le mouvement ouvrier avait adoptée durant plus d'un demi siècle allait aboutir à une régression sociale généralisée et sans fin, et ils l'accusent à juste titre d'en être responsable, de ce point de vue-là ou en l'état ils ont raison d'estimer qu'il est indéfendable.

Et aujourd'hui, ils exigent que tous les militants ouvriers cautionnent l'épouvantable bilan, révisionnisme, trahison de l'ensemble des syndicats et des partis dits ouvriers qui à défaut de le justifier en reportent la responsabilité sur les travailleurs ou la crise du capitalisme, la fatalité en somme, car eux de leurs côtés, ils sont évidemment irréfutables ou ils ont fait ce qu'ils devaient faire.

Sauf que les travailleurs et de plus en plus de militants rejettent ce discours, ils ne veulent plus l'entendre et là encore ils ont parfaitement raison. Alors les plus scélérats parmi ces dirigeants les accusent de s'en prendre au mouvement ouvrier, aux syndicats et aux partis dits ouvriers, loués ces derniers jours par les médias-oligarques pour avoir appelé au calme, à la capitulation face à Macron, et d'adopter la même attitude que l'extrême droite, la vieille rengaine des stalinien ou des imposteurs professionnels qui consiste à dire, si vous n'êtes pas d'accord avec la ligne politique qu'on vous propose, vous êtes un réactionnaire, voire un fasciste, un ennemi de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier, rien de moins ! Ce genre d'argument pourri, on le connaît par coeur, on l'a combattu sans cesse pendant plus d'un demi siècle.

Pourquoi en viennent-ils à cette extrémité ? Pour couvrir leur propre trahison ou faillite politique, et remarquez bien que c'est la même méthode qu'emploient les chiens de garde du régime qui officient dans les médias pour décrédibiliser et censurer tous les opposants à la politique de Macron, à l'UE, etc., pour les faire taire, disparaître.

Ils veulent rester les maîtres du mouvement ouvrier, continuer de le contrôler pour mieux le diviser et le disloquer, conserver leurs privilèges, car ce sont eux et personne d'autres les véritables fossoyeurs de notre cause et du socialisme.

On reviendra demain ou dans quelques jours sur les rapports qu'ont entretenus la classe ouvrière et les classes moyennes avec le régime durant la période allant de 1945 à nos jours, ainsi qu'avec leurs représentants ou ceux qui parlaient en leur nom.

Le principal commentaire que j'ai publié dans le blog Les Crises.fr.

En avant-première, le prochain : Vous êtes fans de monsieur Sapir qui prônait l'alliance des deux fronts, le Front national et le Front de gauche, savez-vous comment s'appelle cette alliance ? Le national-socialisme !

- Quelle illusion, aberration, ignorance ou naïveté de croire qu'on pourrait vaincre le régime ou nos ennemis de classe sans direction, sans orientation, sans stratégie, sans programme, sans théorie, sans drapeau, sans dirigeants, sans parti, à partir de bonnes intentions, c'est la négation des enseignements de deux siècles de lutte de classe, c'est la négation de toute conscience de classe, de toute conscience politique en réalité.

Tous ceux qui le prétendent et qui ont accès aux médias ou aux réseaux dits sociaux sont des charlatans, des imposteurs ou des escrocs. Vous ne tarderez pas à vous en apercevoir et à vous en mordre les doigts pour les avoir crus. Le réveil va être encore plus cruel et vous n'avez pas idée du prix que vous, que nous allons payer pour avoir fait preuve d'une telle manque de discernement.

C'est la preuve aussi que vous n'êtes décidément pas prêts pour un changement de régime, un régime débarrasser du capitalisme puisqu'il n'existe pas d'autre alternative. Vous n'avez pas voulu envisager cette alternative, alors estimez-vous heureux comme vous êtes et résignez-vous au sort effrayant qui vous attend.

Vous avez sans doute compris pourquoi.

A cause de cela, Frédéric Lordon, l'éolienne, le brasseur de vent, le moulin à prières, la flute enchanté, le marchand de sable...

Frédéric Lordon 07.12 - Et les voilà qui divagent entre l'ultradroite et l'extrême gauche, ou l'ultragauche et l'extrême droite, cherchent avec angoisse des « représentants » ou des « porte-parole » présentables, voudraient une liste circonscrite de « revendications » qu'on puisse « négocier », n'en trouvent pas davantage, ni de « table » autour de laquelle se mettre. Alors, en désespoir de cause, on cherche frénétiquement avec le gouvernement au fond du magasin des accessoires : consultations des chefs de parti, débat à l'Assemblée, réunion avec les syndicats — l'espoir d'une « sortie de crise » accrochée à un moratoire sur la taxe gasoil ? un Grenelle de quelque chose peut-être ? C'est-à-dire pantomime avec tout ce qui est en train de tomber en ruine. Voilà où en sont les « élites » : incapables de seulement voir qu'il n'est plus temps, que c'est tout un monde qui est en train de partir en morceaux, le leur, qu'on ne tiendra pas pareille dislocation avec du report de taxe ou des taux minorés, bien content si

les institutions politiques elles-mêmes ne sont pas prises dans l'effondrement général. Car il ne s'agit pas d'un « mouvement social » : il s'agit d'un soulèvement.

Quand une domination approche de son point de renversement, ce sont toutes les institutions du régime, et notamment celles du gardiennage symbolique, qui se raidissent dans une incompréhension profonde de l'événement — l'ordre n'était-il pas le meilleur possible ? —, doublée d'un regain de hargne, mais aussi d'un commencement de panique quand la haine dont elles font l'objet éclate au grand jour et se découvre d'un coup à leurs yeux. Ceci d'autant plus que, comme il a été noté, la singularité de ce mouvement tient à ce qu'il porte désormais l'incendie là où il n'avait jamais été, et là où il doit être : chez les riches. Et sans doute bientôt, chez leurs collaborateurs.

On lit que la directrice de BFM est restée interloquée d'entendre scander « BFM enculés » sur les Champs, et que le président de la société des journalistes a découvert, dans le même état, que « cela ne vient pas de militants mais de gens du quotidien ». Les pouvoirs de ce genre, ceux de la tyrannie des possédants et de leurs laquais, finissent toujours ainsi, dans la sidération et l'hébétéude : « ils nous détestent donc tant que ça ». La réponse est oui, et pour les meilleures raisons du monde. Elle est aussi qu'après toutes ces décennies, le moment est venu de passer à la caisse et, disons-le leur dès maintenant, l'addition s'annonce salée. Car il y a trop d'arriérés et depuis trop longtemps.

Depuis les grèves de 1995, la conscience de ce que les médias censément contre-pouvoirs sont des auxiliaires des pouvoirs, n'a cessé d'aller croissant. Du reste, ils ont œuvré sans discontinuer à donner plus de corps à cette accusation à mesure que le néolibéralisme s'approfondissait, mettait les populations sous des tensions de plus en plus insupportables, qui ne pouvaient être reprises que par un matraquage intensif des esprits, avant qu'on en vienne à celui des corps.

C'est à ce moment que, devenant ouvertement les supplétifs du ministère de l'intérieur en plus d'être ceux de la fortune, ils se sont mis à rendre des comptages de manifestants plus avantageux encore que ceux de la préfecture, puis à entreprendre de dissoudre tous les mouvements de contestation dans « la violence » — et par-là à indiquer clairement à qui et à quoi ils avaient partie liée.

C'est peut-être en ce lieu, la « violence », que la hargne des laquais trouve à se dégonder à proportion de ce qu'ils sentent la situation leur échapper. Au reste, « condamner » ayant toujours été le meilleur moyen de ne pas comprendre, à plus forte raison poussé par des intérêts si puissants à la cécité volontaire, « la violence des casseurs » a été érigée en dernière redoute de l'ordre néolibéral, en antidote définitif à toute contestation possible — sans par ailleurs voir le moins du monde le problème à célébrer le 14 juillet 1789 ou commémorer Mai 68 : folle inconséquence de l'Histoire embaumée, mise à distance, dévitalisée, et privée de tout enseignement concret pour le présent.

En tout cas, dans le paysage général de la violence, les médias, surtout audiovisuels, ont toujours pris ce qui les arrangeait en ayant bien soin de laisser le reste invisible, donc la violence incompréhensible, par conséquent à l'état de scandale sans cause : le mal à l'état pur. Mais pourquoi, et surtout au bout de quoi, les Conti envahissent-ils la sous-préfecture de Compiègne, les Goodyear séquestrent-ils leur direction, les Air France se font-ils une chemise de DRH, et certains gilets jaunes sont-ils au bord de prendre les armes ? Qu'est-ce qu'il faut avoir fait à des gens ordinaires, qui ont la même préférence que tout le monde pour la tranquillité, pour qu'ils en viennent à ces extrémités, sinon, précisément, les avoir poussés à toute extrémité ?

Le déni de la violence sociale est cette forme suprême de violence à laquelle Bourdieu donnait le nom de violence symbolique, bien faite pour que ses victimes soient réduites à merci : car violentées socialement, et méthodiquement dépouillées de tout moyen d'y résister « dans les formes » puisque tous les médiateurs institutionnels les ont abandonnées, elles n'ont plus le choix que de la soumission intégrale ou de la révolte, mais alors physique, et déclarée d'emblée odieuse, illégitime et anti-démocratique — normalement le piège parfait. Vient cependant un moment où la terreur symbolique ne prend plus, où les verdicts de légitimité ou d'illégitimité volent à leur tour, et où la souffrance se transforme chimiquement en rage, à proportion de ce qu'elle a été niée. Alors tout est candidat à y passer, et il ne faudra pas s'en étonner : permanences de députés, banques, hôtels particuliers, préfectures, logiquement plus rien n'est respecté quand tout a failli.

Il est vrai qu'à ceux qui ont lié leur position et leurs avantages au cadre du moment, et qui n'ont cessé de répéter qu'il n'y en avait ni de meilleur ni simplement d'autre possible, l'irruption du hors-cadre radical ne laisse aucune autre solution de lecture que « l'aberrant », le « monstrueux », ou mieux encore, quand elle est « avérée », la « violence ». Encore fallait-il qu'elle demeure marginale pour pouvoir être maintenue dans son statut de monstruosité, et puis aussi qu'on occulte systématiquement la responsabilité de celle des forces de police. Mais ce sont ces deux conditions qui sont en train d'être détruites en ce moment.

La première parce que les « gilets jaunes » offrent à profusion cette figure oxymorique, incompréhensible pour les pouvoirs, des « braves gens enragés ». « Enragé » normalement c'est « enragé », c'est-à-dire ultra-radical-minoritaire. Ça ne peut pas être « braves gens », qui veut dire majorité silencieuse — ou bien contradiction dans les termes. Or, si. Assez simplement même : on est enragé quand on est poussé à bout. Il se trouve qu'au bout de 30 ans de néolibéralisme parachevés par 18 mois macroniens de guerre sociale à outrance, des groupes sociaux entiers ont été poussés à bout. Alors enragés.

Croyant que ce dont ils ne parlent pas n'existe pas, les médias ne les avaient pas vu venir ces enragés-là. Mais voilà, ils sont

là, produits d'une longue et silencieuse accumulation de colère, qui vient de rompre sa digue. Ceux-là on ne les fera pas rentrer facilement à la maison. Et ceci d'autant moins qu'avec la naïveté des « braves gens », ils ont expérimenté, à l'occasion de leur première manifestation pour beaucoup d'entre eux, ce que c'est que la violence policière. En sont restés d'abord sidérés. Puis maintenant, s'étant repris, dégoupillés pour de bon. Alors on ne compte plus ceux qui, à l'origine « braves gens » certifiés, sont pris dans un devenir-casseur — comme certains autres, débitant des palettes sur un rond-point pour construire une cabane, sont pris dans un étonnant devenir-zadiste.

Gageons d'ailleurs que des révisions de grande ampleur doivent être en train de s'opérer dans leurs esprits. Car tous ces gens qui depuis 2016 et la loi El Khomri, jusqu'à 2018 avec Notre-Dame-des-Landes et les ordonnances SNCF, avaient été abreuvés de BFM et de France Info, invités à pleurer les vitres de Necker, se retrouvent aujourd'hui dans la position structurale des casseurs, en vivent la condition de violence policière et médiatique, et savent un peu mieux à quoi s'en tenir quant à ce que ces deux institutions diront désormais des « ultras violents radicalisés ». En tout cas c'est très embêtant pour les chaînes d'information en continu cette affaire : car si le devenir-casseur prend cette extension, que pourra donc encore vouloir dire « casseur » ?

Croyant que ce dont ils ne parlent pas n'existe pas, les médias ne les avaient pas vu venir ces enragés-là. Mais voilà, ils sont là, produits d'une longue et silencieuse accumulation de colère, qui vient de rompre sa digue. Ceux-là on ne les fera pas rentrer facilement à la maison. Et ceci d'autant moins qu'avec la naïveté des « braves gens », ils ont expérimenté, à l'occasion de leur première manifestation pour beaucoup d'entre eux, ce que c'est que la violence policière. En sont restés d'abord sidérés. Puis maintenant, s'étant repris, dégoupillés pour de bon. Alors on ne compte plus ceux qui, à l'origine « braves gens » certifiés, sont pris dans un devenir-casseur — comme certains autres, débitant des palettes sur un rond-point pour construire une cabane, sont pris dans un étonnant devenir-zadiste.

Gageons d'ailleurs que des révisions de grande ampleur doivent être en train de s'opérer dans leurs esprits. Car tous ces gens qui depuis 2016 et la loi El Khomri, jusqu'à 2018 avec Notre-Dame-des-Landes et les ordonnances SNCF, avaient été abreuvés de BFM et de France Info, invités à pleurer les vitres de Necker, se retrouvent aujourd'hui dans la position structurale des casseurs, en vivent la condition de violence policière et médiatique, et savent un peu mieux à quoi s'en tenir quant à ce que ces deux institutions diront désormais des « ultras violents radicalisés ». En tout cas c'est très embêtant pour les chaînes d'information en continu cette affaire : car si le devenir-casseur prend cette extension, que pourra donc encore vouloir dire « casseur » ?

L'autre condition est de maintenir les agissements réels de la police hors-champ. Sur ce front-là, on se battra jusqu'au bout dans les chefferies audiovisuelles. Le mensonge par occultation est général, acharné, épais comme de la propagande de dictature. La population basculerait instantanément dans l'indignation si elle avait l'occasion de voir le dixième de ce que les grands médias audiovisuels lui cachent systématiquement, ainsi ces vidéos d'une vieille dame en sang gazée ou d'un retraité matraqué. Quand France Info nous avait saoulés jusqu'à la nausée des vitres de Necker ou du McDo en feu, aucun flash à la mi-journée de lundi n'avait encore informé de la mort d'une octogénaire tuée par une grenade lacrymogène. Les robots de BFM n'opposent jamais aucune image aux syndicalistes policiers qui disent qu'on les « matraque » (sic !) et qu'on les « mutilé ». Mais, si les mots ont encore un sens, de quel côté du flashball ou du lanceur de grenades compte-t-on les éborgnés et les mains arrachées ? On se demande si Nathalie Saint-Cricq ou Apathie garderaient leur déjeuner si on leur montrait au débotté les photos proprement insoutenables (il s'agit de blessures de guerre) de manifestants mutilés — vraiment — par les armes de la police. On ne sait pas qu'il se soit encore trouvé un seul grand média audiovisuel pour montrer en boucle, comme ils le font d'habitude, aux « braves gens » pas encore devenus casseurs cette vidéo d'un jeune homme roué de coups par huit policiers, qui achèverait de les informer sur le degré de confiance qu'il convient d'avoir en la « police républicaine » quand on met tout ça — ces dizaines de vidéos, ces centaines de témoignages — bout à bout.

Mais il y a une économie générale de la violence et on sait ce qu'elle donne quand elle est lancée : elle est réciprocaire, divergente et peut emmener très loin. Nul ne sait jusqu'où dans la situation actuelle, et peut-être à des extrémités dramatiques. Mais qui l'aura déclenchée sinon Macron qui, après avoir déclaré la guerre sociale à son peuple, lui déclare la guerre policière, peut-être bientôt la guerre militaire, en compagnie des médias de gouvernement qui lui déclarent la guerre symbolique ? Le partage des responsabilités est d'autant plus clair que les offensés auront encaissé très longtemps sans mot dire : l'agression économique, le mépris élitaire, le mensonge médiatique, la brutalité policière. Or le mauvais génie de la réciprocité violente est une mémoire, et une mémoire longue. Sur un fil Twitter une baqueuse découvre sidérée — elle aussi, comme les primo-manifestants matraqués pour rien, mais en sens inverse, car, en définitive tout est affaire de sidération dans cette histoire, de sidérations opposées, qui passent les unes dans les autres, qui se nourrissent les unes les autres — la baqueuse, donc, découvre de quelle haine ses collègues et elle sont l'objet. Et l'on peine à le croire. Décidément toutes les institutions de la violence néolibérale tombent ensemble des nues. Les collégiens cernés et gazés au poivre par des flics accompagnés de chiens n'oublieront pas de sitôt ce moment de leur vie où s'est formé décisivement leur rapport à la police et, dans deux ans, cinq ans, cette police oublieuse qui les croiera de nouveau s'émouvra de la détestation brute qu'elle lira sur leurs visages — et n'y comprendra rien.

Et voilà que le corps préfectoral se met à avoir des sueurs froides à son tour. C'est qu'ils ont de quoi se sentir un peu seuls dans leurs hôtels. Depuis que la préfecture du Puy-en-Velay a brûlé, on sait de quoi « les autres » sont capables — oui, maintenant, de tout. Alors il est urgent de négocier un virage sur l'aile sans attendre, pour faire savoir par « quotidien de référence » interposé que l'Élysée macronien a quitté terre, que, eux, préfets, ont conscience des malheurs du peuple, qu'ils pourraient même se reconvertir en lanceurs d'alerte si on les écoutait. On tâchera quand même de se souvenir que ce sont ces préfets qui depuis Nuit debout font éborgner, grenader, et tirer-tendu.

Mais l'on y verra surtout le retour de ce qu'on pourrait appeler « la situation La Boétie », celle que le pouvoir s'efforce de nous faire oublier constamment, et d'ailleurs que nous oublions constamment, tant elle semble un incompréhensible mystère : ils sont très peu et règnent sur nous qui sommes nombreux. Il arrive cependant que le voile se déchire et que fasse retour la cruelle réalité arithmétique du pouvoir. Et c'est bien cet aveu touchant de candeur qu'a consenti samedi soir le sous-ministre de l'intérieur, en reconnaissant qu'il ne pouvait guère engager davantage de troupe à Paris quand toute la carte de France clignote et demande de la garnison. Un manager de la startup nation trouverait sans doute à dire que le dispositif est « stressé ». Le « stress du dispositif », c'est le retour de La Boétie. Nous sommes les plus nombreux. Nous sommes même beaucoup plus nombreux qu'eux. C'est d'autant plus vrai que le plein est loin d'avoir été fait et qu'il y a encore une belle marge de progression. Tout ça se vérifiera bientôt : lycéens, étudiants, ambulanciers, agriculteurs, tant d'autres.

Mais alors quoi ? L'armée ? L'adolescent désaxé qui est à l'Élysée en est très capable : n'utilise-t-il pas contre sa population des grenades qui sont des armes de guerre, et n'a-t-il pas fait placer des snipers avec fusils à lunettes au sommet de quelques bâtiments parisiens, image des plus impressionnantes, étonnamment offerte par Le Monde qui est peut-être en train de se demander lui aussi s'il n'est pas temps de lâcher son encombrant protégé dans un virage ?

En tout cas, terrible moment de vérité pour l'éditorialisme « faites ce que vous voulez ». On avait adoré le dégagisme à Tunis ou place Tahrir. Mais expliqué que ce qui est là-bas un merveilleux sursaut de la liberté est ici du populisme crasseux qui rappelle les heures sombres. Jusqu'ici ça tenait. Et voilà que « mais votez Macron » pourrait bien tourner Moubarak, mon dieu dans quelle mouscaille ne nous sommes-nous pas mis ? Et forcément, plus on paye pour en sortir, plus on en met partout. Tout revient, tout éclabousse. Or nous en sommes là : quand un pouvoir verse une prime exceptionnelle à des forces de l'ordre qui se rendent chaque jour plus odieuses, c'est qu'il redoute par-dessus tout d'être lâché par elles et que, toute légitimité effondrée, il ne tient plus que par son appareil de force, dans la main duquel en réalité il se remet entièrement. Faites ce que vous voulez, mais votez Moubarak.

Ce pouvoir est honni car il s'est méthodiquement rendu haïssable. Il paye une facture sans doute venue de très loin, mais dont il est le parachèvement le plus forcené, par conséquent l'endosseur le plus logique. Il n'a plus pour se cramponner que le choix de la répression sanglante, peut-être même de la dérive militaire. Il ne mérite plus que de tomber.

Source : Le Monde diplomatique, Frédéric Lordon, 05-12-2018

Quel beau discours compatible avec Le Monde diplomatique détenu à 51% par les oligarques Pégasse et Niel, étrange, non, non parfaitement inutile sinon donner bonne conscience aux petits bourgeois qui sont servis par le régime.

Soyez populaire, populeux, populo, populiste !

Là c'est *Le Parisien* de l'oligarque Drahi qui s'y adonne par la voix d'un de ces journalistes, c'est beau tout de même la liberté de la presse, la démocratie, surtout quand on ne sait pas lire entre les lignes, et ne cherchez pas les intentions inavouables qu'il y aurait derrière, il n'y en a pas, voyons il n'y en a jamais eu, quelle idée franchement !

Le Parisien 04-12-2018 - ...il faut écarter les discours de celles et ceux qui profitent de ces tentatives de récupération politique pour déconsidérer le mouvement. Du genre : « les gilets jaunes sont noyautés par l'extrême droite » (ou par l'extrême gauche). Ce mouvement est un mouvement populaire, au sens des classes populaires et des petites classes moyennes qui composent la majorité de la population.

Après la surpolitisation, la dépolitisation. C'est sans doute une variante du même mépris de classe (en tous cas de la même distance sociale) qui fait dire à certains commentateurs que les gilets jaunes n'ont, au contraire, aucune conscience politique et rien d'autre à dire que « l'essence est devenue trop chère »

Les enquêtes d'opinion indiquent régulièrement que le problème n'est pas l'absence d'idées politiques de nos concitoyens mais le décalage grandissant – pour ne pas dire le gouffre béant – qui sépare ces idées de la compétition électorale et de la gouvernance politique qui en résulte, donnant ainsi l'impression à la majorité de ces mêmes citoyens que les responsables politiques se moquent d'eux et que la démocratie ne fonctionne pas.

À nouveau, comme dans les émeutes, si seule une minorité agit, une majorité les approuve plus passivement. Et cette approbation joue un rôle très important dans le sentiment de légitimité morale que ressentent ceux qui agissent.

La colère des gilets jaunes doit donc être prise au sérieux. Et elle ne devrait pas surprendre. Elle s'inscrit en effet dans une évolution à la fois économique (le recul ou la stagnation du pouvoir d'achat), sociale (le creusement des inégalités, les difficultés du logement, de l'accès à l'université, la disparition des services publics de proximité...), territoriale (le déclassement réel ou ressenti des habitants des périphéries, des périurbains et des ruraux) et politique.

Cette dernière (l'évolution politique) est double puisqu'il s'agit à la fois du discrédit croissant des élites (tant politiques

que journalistiques du reste) et de la crise de l'offre politique qui a abouti, en 2017, à un paroxysme dont on n'a peut-être pas assez réfléchi les conséquences.

Qu'Emmanuel Macron ait été élu par défaut ou par un concours de circonstances est une évidence que sa mise en scène d'un présidentielisme exacerbé ne rend que plus grotesque et énervante. Mais, au passage, les formations politiques classiques de gauche et de droite semblent avoir sombré durablement, et avec elles une partie de leurs relais syndicaux et associatifs. Du coup, la distance est maximale entre, d'une part, un pouvoir politique perçu comme l'appropriation des institutions par une petite élite parisienne de technocrates et de rentiers du monde économique et financier et, d'autre part, un « peuple » ou une « base » se retrouvant plus que jamais sans corps intermédiaires et sans médiation avec ce pouvoir politique.

Le désarroi des élus locaux – qui s'exprime notamment lors de leurs congrès annuels – est en ce sens révélateur et inquiétant. Il est du reste passé trop inaperçu, ou bien a été lui aussi trop vite ramené à de simples questions de fiscalité. Qu'un maire sur deux déclare être à bout et ne pas vouloir se représenter aux prochaines élections municipales, en 2020, est un fait qui peut également être pris comme un signal d'alarme.

Le contraste est en effet saisissant entre l'inaction voire la relative bienveillance des policiers et des gendarmes sur les ronds-points de nos villes et villages d'une part, et ce qui s'est passé ces deux derniers samedis à Paris.

Nombre de témoignages de gilets jaunes signalent que, samedi dernier, à Paris, ils ont été attaqués à la grenade lacrymogène par des policiers dès le début de la matinée, lors même qu'ils se rendaient tranquillement aux points de rassemblement validés par la préfecture de police. Cela s'appelle de la provocation. Et le résultat est nécessairement de mettre ces manifestants encore plus en colère, pour ne pas dire en rage.

Pourtant, le nombre de grenades tirées est semble-t-il inédit (14 000 en une seule journée selon l'AFP), et on note que les CRS et les gendarmes mobiles continuent à faire un usage extensif des pistolets Flash-Ball et autres lanceurs de balles en caoutchouc dont la dangerosité et finalement l'inutilité sont reconnues non seulement par les chercheurs, mais aussi – et depuis plusieurs années – par le Défenseur des Droits (qui a clairement demandé l'arrêt de leur usage dans les manifestations), et même par l'Inspection générale de la police nationale (IGPN, dans son rapport de 2015). Le Parisien, Laurent Mucchielli, 04-12-2018

Parole d'internautes et témoignages (Extraits du blog Les Crises.fr)

1- Je suis d'une génération qui a eu la chance de connaître le plein emploi dans les années 60. Malheureusement j'ai connu aussi depuis près de 40 ans la perte d'acquis sociaux gagnés chèrement par les générations précédentes, la paupérisation d'une grande partie de la population Française, la montée du chômage de masse, le matraquage fiscal des plus démunis. Cette situation est la conséquence d'une mondialisation aveugle enrichissant les grands groupes financiers et industriels avec la complicité des gouvernements qu'ils soient de gauche ou de droite.

J'ai souvent rêvé et souhaité de tous mes vœux cette prise de conscience du peuple Français. Le peuple dans son ensemble, au moins 80 % ce qui est énorme, vient enfin de comprendre que uni derrière une cause juste il peut reprendre en main son destin et entrevoir à nouveau un avenir meilleur.

Quand un gouvernement (Président – Ministres – Députés) tente par la force d'imposer une politique en faveur des plus riches et qui laisse les plus pauvres sur le bord de la route, qu'une grande majorité de la population est contre, qu'il refuse de l'écouter et que pour seule réponse il envoie ses escadrons de CRS, qu'il a été élu avec moins de 20 % lors d'une élection volée au peuple, nous ne sommes plus en démocratie mais en dictature.

2- Ne portant pas le Gilet Jaune moi même car je ne me sens pas digne de ce vêtement (je fais aujourd'hui partie de ce que l'on pourrait appeler la classe moyenne supérieure), je souhaiterais témoigner des raisons qui me poussent à me sentir solidaire du mouvement.

En effet je vois partout autour de moi mes amis, ma famille, mes concitoyens devenir de plus en plus pauvres, méprisés et délaissés et j'enrage... J'enrage aussi de voir les élites de ce pays abuser et détourner chaque jour le mandat qui leur a été confié par les Français.

J'enrage de voir nos ministres, nos députés et notre président vendre la souveraineté de la France à une union européenne qui devient de plus en plus intolérante, impérialiste, autoritaire et osons le mot... fasciste.

Un seul champ lexical est en mesure de décrire l'attitude de nos gouvernants : celui de la trahison.

Ces gouvernants ont, en plus, l'insolence d'insulter nos concitoyens gilets jaunes de "peste brune" alors que ce gouvernement rend hommage à Pétain ou Maurras et soutient le gouvernement Ukrainien qui a maintes fois exprimé ses sympathies pour des organisations néo nazies. La peste brune n'est pas dans la rue, elle est dans les ministères et à l'Élysée.

Pour toutes ces raisons j'essaie de soutenir le mouvement des gilets jaunes par les moyens qui sont les miens.

Ce sont des actions simples comme essayer de défendre les revendications des gilets jaunes auprès de mes collègues de travail (étant juriste dans une banque privée cela peut s'avérer compliqué tant l'idéologie néolibérale est incrustée dans ce milieu).

Je tente aussi de mener des actions plus concrètes, par exemple avec quelques amis, nous tentons de rédiger une proposition de constitution de Vleme république en glanant ici et là les revendications des gilets jaunes. Nous essayons de trouver des canaux de diffusion pour ce texte afin de permettre aux gilets jaunes de le discuter et de le modifier autant qu'ils le souhaitent.

Tout cela bien sûr peut sembler dérisoire et naïf en face des manifestations de courage des gilets jaunes qui affrontent la répression d'État dans nos rues mais je ne peux me résoudre à ne rien faire.

3- A propos de casse, les médias ne déplorent pas celle du PROGRAMME MACRON (Rapport PISANI-FERRY 2007-2017), C'EST EN MARCHÉ... VERS LA MONDIALISATION LIBERALE !

Tous les observateurs ont noté le retard et la parcimonie avec lesquels le candidat Macron avait livré son programme en cours de campagne, dont les éléments lui ont été fournis par l'économiste Pisani-Ferry, à peine libéré de sa nomination de commissaire à « FRANCE STRATEGIE » au service de l'ex-ministre de l'économie, avant de rejoindre les rangs «en marche» pour celui-ci, et qui sont consignés dans le rapport mis au point sous sa direction : « 2017-2027, ENJEUX POUR UNE DECENNIE ».

Il est intéressant d'extraire de ce rapport, devenu public (Editions de La Documentation Française), les meilleurs passages illustratifs de l'analyse prospective sur laquelle s'est appuyé en « off » l'ancien banquier infiltré et s'appuie encore aujourd'hui le président élu pour définir les « réformes » qu'il envisage.

Les « Gilets Jaunes » y trouveront matière à alimenter amplement leur détermination:

CHAPITRE « NOUVELLES FORMES DU TRAVAIL »...

» LA REMISE EN CAUSE DE L'EMPLOI SALARIE STABLE A PLEIN TEMPS » (pp.58-62)

- « Transitions par le chômage...plus fréquentes.
- De plus en plus d'embauches... en contrat à durée limitée et sur des périodes d'emploi de plus en plus courtes.
- L'entrée dans la vie active... marquée par l'instabilité.
- Le temps partiel accompagné... d'une insuffisance du revenu.
- La polyactivité... : des non-salariés cumulant plusieurs activités. »

« Cette situation... crée des conditions propices au développement des nouvelles formes d'emploi – auto-entrepreneurs, travailleurs sur plateformes, contrats courts – en complément ou en substitut du salariat traditionnel. »

« LE MODELE SOCIAL FACE AUX TRANSFORMATIONS DU TRAVAIL » (pp. 62-63)

« On peut citer l'augmentation de la durée retenue pour le calcul du salaire de référence ou l'allongement de la durée d'assurance requise. Dans un contexte où le niveau des pensions par rapport aux salaires devrait décroître à long terme...

Il faut noter que le statut d'indépendant peut s'accompagner d'un niveau et d'une variabilité des revenus comparables à ceux des salariés précaires, sans que la faiblesse des droits sociaux soit compensée par la détention d'un patrimoine. »

« DIVERSIFICATION DES FORMES D'EMPLOI DEMAIN... LES OPTIONS EN DEBAT » (pp. 64-69)

» Une rupture plus radicale... non seulement l'émergence de nouveaux modèles de coordination du travail de type plateformes, mais aussi une demande des employeurs enclins à se délier de leurs coûts salariaux fixes.

Il pourrait aussi en découler une mise en concurrence accrue des travailleurs et, partant, une plus grande volatilité de leurs revenus.

Il n'est pas souhaitable d'allonger la liste des situations partiellement assimilables au salariat et au régime général, et envisager plutôt la création d'un statut juridique intermédiaire, hybride entre salarié et indépendant. Certains pays l'ont fait en définissant par exemple une catégorie de « travailleurs indépendants économiquement dépendants », c'est à dire réalisant une part majoritaire de leur chiffre d'affaires avec un seul donneur d'ordre. »

CHAPITRE « VIEILLISSEMENT, QUELLES POLITIQUES ? »

Au premier rang des rares propositions avouées du candidat présidentiel, s'est réalisée d'emblée la décision étonnante de supprimer la part de cotisation des salariés, pour la compenser par une augmentation de la CSG... appliquée à tous. Il n'a point échappé à tous ceux qui ont payé leur cotisation retraite durant leur carrière que cela revient pour eux à la payer deux fois, cette augmentation de CSG venant en réduction sèche de leur pension.

Comme si cela ne suffisait pas, a été mise « en marche » la mesure beaucoup plus pernicieuse de « désindexation » des montants des retraites sur les prix, ce qui condamne ceux-ci à l'érosion progressive inéluctable sous l'effet de l'inflation, sans que l'on s'en aperçoive tout de suite.

C'est en effet pour que l'ubérisation programmée des actifs n'apparaisse pas trop criante qu'il fallait « en même temps » programmer la paupérisation des retraités afin d'éviter l'évidence d'une France à deux vitesses (les « progressistes » progressant vers leur ubérisation et les « conservateurs » conservant leurs acquis), comme l'explique sans ambages le rapport sus-dit.

Mais les surprises réservées aux retraités ou futurs retraités ne s'arrêtent pas là quant aux réformes à opérer, comme on va le voir...

» LES ENJEUX: Un niveau de vie qui décroche par rapport à celui des plus âgés (pp. 184-186)

La pauvreté a longtemps touché davantage les personnes âgées que les jeunes. C'est aujourd'hui l'inverse...

Alors que le niveau relatif de consommation des adultes à différents âges était plutôt stable jusqu'en 2000, on observe ainsi un décrochage « au bénéfice » des plus de 60 ans depuis cette date.

Aujourd'hui, en France, le taux de pauvreté a tendance à décroître avec l'âge, ce qui n'est pas le cas dans les pays du Nord, de l'Allemagne et du Royaume Uni, où la pauvreté est stable ou croît avec l'âge. »

[Il est donc urgent d'y remédier, avec un nivellement par le bas que détaille le rapport] :

» LES CHOIX COLLECTIFS: Dépenses publiques et évolution démographique (pp. 194-198)

Il n'y a rien d'anormal à ce que les plus âgés absorbent une part importante des dépenses de protection sociale puisque... les retraites sont la contrepartie de cotisations passées. Néanmoins, la « générosité » de notre système de retraite a beaucoup reposé... sur un recours de plus en plus systématique aux déficits. Le vieillissement démographique rend la poursuite de cette tendance non soutenable pour les années à venir...

[Déjà] les plus âgés sont deux fois plus mis à contribution pour le financement de la protection sociale qu'il y a trente ans, notamment avec la création de la CSG..., avec la création de la contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie, l'imposition des majorations familiales de retraite, etc. »

« LES OPTIONS EN DEBAT: Identifier les leviers de réforme (pp.200-202)

Dans l'hypothèse d'un rééquilibrage des transferts publics des âgés vers les jeunes et les actifs, deux leviers peuvent être mobilisés:

– Le principal arbitrage concerne les dépenses de retraite, avec deux grandes options qui auraient des effets différenciés suivant les générations... Agir sur le niveau relatif des retraites, ce qui implique d'accélérer ou d'accroître l'érosion du niveau de vie relatif des bénéficiaires..., ou agir sur le nombre de retraités en continuant à retarder l'âge de départ ? Cette seconde option préserve le niveau de vie relatif des retraités mais pèse sur les actifs actuels.

– Une plus grande mise à contribution des plus âgés peut passer par une réduction des différences de taxation selon l'âge dans le système actuel sans en modifier la structure. [C'est, en clair, la surprenante proposition évoquée en introduction, ce qui n'exclue pas le reste...]. Elle peut aussi passer par une réforme plus profonde visant à transférer le financement des dépenses sociales du travail vers d'autres assiettes détenues par les plus âgés (ensemble des revenus, patrimoine).

Il est également envisageable d'accompagner une réorientation des transferts publics par une action visant à modifier – notamment par la fiscalité – les flux de transferts privés (aides familiales, donations, successions, développement du viager). »

[On comprend pourquoi Macron n'a jamais explicité pareils détails de cette brillante philosophie qui sous-tend le programme «En marche» !]

LVOG - Le programme de guerre de classe du néolibéralisme. Rien n'est à négocier, tout est à jeter.

4- Un manifestant proposait un modèle " Islandais "...j'adore !

Réponse d'un internaute :

5- L'Islande est à 42% de dépenses publiques contre 57% en France. Elle est classée 11ème sur l'échelle du libéralisme, nous 71. Il n'y a pas d'ISF.

Ils sont à 40h. Et il est classé 8ème pour le nombre de milliardaires par habitants.

6- J'ai passé mon après-midi en gilet jaune avec environ 70 personnes sur le rond-point à l'entrée de ma petite ville. Ambiance très sympa avec café, boissons et en-cas moyennant une participation libre sous une cahute de fortune. Tout le monde était représenté : jeunes, vieux, hommes, femmes, droite, gauche, centre et extrêmes des deux bords. Par contre aucun europhile ! Les gendarmes sont venus boire un coup et discuter pendant une bonne partie de l'après-midi. 90% des automobilistes avaient le gilet jaune sur la planche de bord et beaucoup klaxonnaient. Un seul mot d'ordre unanime : Macron dégage ! On remet ça lundi...

7- "Le capitalisme était considéré par les sociologues de son temps comme étant l'apogée du règne de la bourgeoisie, le fruit parvenu à maturité de la révolution bourgeoise. Et nous, de nos jours, nous ne saurions souscrire à cette opinion.

Il était entendu que le Socialisme viendrait après le capitalisme, et ceci même par des intelligences puissantes et pourtant peu favorables, comme Herbert Spencer.

Des décombres du capitalisme égoïste sortirait la fleur de l'histoire, la Fraternité des Hommes.

Au lieu de quoi, aussi consternant pour nous qui regardons en arrière que pour ceux qui vivaient à cette époque, le capitalisme, pourri jusqu'à l'os, accoucha de ce monstrueux rejeton, l'Oligarchie." J. London, Le Talon de Fer, 1908

8- Les abandonnés... abandonnés par les syndicats vendus qui les font tourner en rond pour rien, abandonnés par le PS avec ses combats de bobos (mariage gay, avenir de la planète).

[Ceci aussi explique cela.](#)

La France, recordman de la zone euro du travail précaire.

alternatives-economiques.fr - "Sus à la précarité ! La création d'un bonus-malus sur les contrats courts est sur la table des partenaires sociaux, qui discutent en ce moment des règles de l'assurance chômage. Rien d'étonnant à cela : la part des contrats à durée déterminée (CDD) dans l'emploi salarié a fortement augmenté en trente-cinq ans, passant de 6 % en 1982 à 12 % en 2017.

Si le contrat à durée indéterminée (CDI) reste la norme, les CDD représentent désormais 87 % des nouvelles embauches. La part des contrats d'une seule journée dans les CDD est passée de 8 % en 2001 à 30 % en 2017. Plus largement, les CDD de moins de trois mois représentent un peu plus de 5 % de l'emploi total. Un record à l'échelle de la zone euro." alternatives-economiques.fr

[Plus ils en rajoutent, plus le temps passe... et plus la détermination des masses va se radicaliser.](#)

- Christophe Castaner, conférence de presse, vendredi 7 décembre - "Ces trois dernières semaines ont fait naître un monstre qui a échappé à ses géniteurs." franceinfo 07 décembre 2018

Les Versaillais aux abois.

franceinfo 07 décembre 2018 - "C'est inacceptable" : la réponse de Marlène Schiappa à une figure des "gilets jaunes" qui appelle à investir l'Élysée samedi

Rentrer dans l'Élysée lors de la quatrième manifestation organisée par les "gilets jaunes", samedi. C'est l'objectif affiché par Eric Drouet, l'une des figures du mouvement et l'initiateur du blocage du 17 novembre.

François de Rugy et Marlène Schiappa ont vivement réagi, accusant ce représentant des "gilets jaunes" de vouloir "renverser le régime" et de s'attaquer à la République. "L'appel à marcher sur l'Élysée est inacceptable", a lancé Marlène Schiappa. "Votre but, c'est de renverser le président, le régime politique et non pas de porter des revendications ?" a, de son côté, lancé le ministre

de la Transition écologique. franceinfo 07 décembre 2018

- "Gilets jaunes": Le Drian "inquiet" pour la démocratie et les institutions - AFP 07.12

Les masses mobilisées sont apolitiques, indépendantes et les "gilets jaunes libres", pas leurs ennemis.

- "Gilets jaunes" : Marine Le Pen défend la Ve République - AFP 07.12

Regain d'odeur nauséabonde de l'Ancien Régime. Pour combien de temps encore ?

- «Le grand retour des domestiques dans la société française» - Le Figaro 02.12

Derrière la croissance des «services à la personne» se cache une vieille manœuvre de l'État pour masquer le chômage. Dont profitent les plus riches et qui creuse le fossé entre la France des élites et celle des précaires. Le Figaro 02.12

Ils n'y croyaient pas eux-mêmes.

"Ce ne sont pas des mesurette de pouvoir d'achat qui vont changer la donne" déclare un député LREM au sujet des annonces d'Édouard Philippe - franceinfo 07.12

Voie sans issue.

- Le pouvoir d'achat, issue de secours du gouvernement - Liberation.fr 07 décembre 2018

L'exécutif a exhorté les entreprises à faire un geste sur les salaires. Une prime ponctuelle à la veille de Noël qui est loin de répondre aux attentes. Liberation.fr 07 décembre 2018

Achevons-les !

- "Nous avons mis un genou à terre, maintenant tout le monde va vouloir nous appuyer sur la tête" : l'inquiétude des élus de la majorité - franceinfo 07 décembre 2018

C'était samedi 8 décembre.

- Gilets jaunes : 125 000 manifestants, plus de 1 300 interpellations - euronews 09.12

Après une matinée relativement calme, des heurts ont éclaté dans l'après-midi à différents endroits de la capitale mais aussi en province, notamment à Bordeaux, où le défilé de plusieurs milliers de participants, d'abord pacifique, a dégénéré en fin de parcours.

Des heurts violents se sont également produits à Toulouse, où plusieurs milliers de personnes refoulées hors du centre-ville à coups de gaz lacrymogènes ont érigé et incendié des barricades.

A Paris, des voitures ont brûlé, des boutiques ont été pillées, mais dans une proportion moindre que le samedi précédent et parfois sous les cris de réprobation de "gilets jaunes".

Bientôt l'apaisement ?

La colère se cristallise sur la question du pouvoir d'achat et contre le président français Emmanuel Macron, qui doit s'exprimer lundi. euronews 09.12

La situation leur échappe.

- "Gilets jaunes": Pas de coup de pouce général au smic, dit Pénicaud - Reuters 09.10

[Mobilisation générale pour abattre le régime et prendre le pouvoir - Acte V.](#)

- À peine "l'acte IV" terminé, certains gilets jaunes lancent déjà un "acte V" - Le HuffPost 9 décembre 2018

Pour certains, ils ne lâchent rien. Un événement a été créé sur Facebook appelant à un "acte V" du mouvement des gilets jaunes, le samedi 15 décembre. "Macron n'entend toujours pas notre message", peut-on lire sur la page du réseau social dédiée. "Son objectif ? Qu'on abandonne...Notre réponse : On ne lâchera #RIEN!".

Pour l'heure, il compte 15.590 personnes, dont 2600 participants et près de 13.000 "intéressés", ce dimanche 9 décembre. Dans la discussion de ce même événement, certains gilets suggèrent donc de "paralyser Paris" ou encore de "couper les réseaux électriques" le weekend prochain.

D'autres événements de ce type ont été créés comme "ACTE 5: Macron Démission", qui totalise de son côté 3228 participants et plus de 22.000 "intéressés" et s'accompagne d'une flopée de revendications. Un autre est intitulé "Acte 5 Référendum Macron Démission" et suggère une "manifestation pacifiste des gilets jaunes sur Porte d'Orléans", dans le 14^e arrondissement parisien. On dénombre ce dimanche dix événements comportant les mots-clés "acte 5", ce dimanche. Le HuffPost 9 décembre 2018

En désespoir de cause, l'union nationale avec sa majesté... en vain !

- Gilets jaunes : Macron lance une grande concertation à l'Élysée lundi - leparisien.fr 09 décembre 2018

Mis hors-jeu ces dernières semaines par le mouvement des Gilets jaunes, les partenaires sociaux vont revenir dans la partie. Les cinq syndicats représentatifs (CGT, CFDT, FO, CFE-CGE et CFTC), ainsi que trois organisations patronales (Medef, CPME et U2P), seront reçus lundi à 10 heures par Emmanuel Macron à l'Élysée. Une sorte de sommet social, décidé ce dimanche matin et confirmé en milieu d'après midi, qui doit durer trois heures.

Les représentants d'associations d'élus, mais aussi les présidents du Sénat, Gérard Larcher, de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand, et du Conseil économique, social et environnemental (CESE), Patrick Bernasconi, sont également conviés.

Selon l'Opinion, le chef de l'Etat, qui a jusque-là toujours refusé d'accueillir des représentants des Gilets jaunes à l'Élysée, veut leur « présenter les mesures » qu'il a l'intention d'annoncer aux Français, lundi soir selon nos informations.

L'Élysée évoque davantage une concertation. « Le président de la République a souhaité réunir l'ensemble des forces politiques, territoriales, économiques et sociales dans ce moment grave que traverse la Nation, afin d'entendre leurs voix, leurs propositions et avec pour objectif de les mobiliser pour agir », précise ainsi le palais présidentiel. (Le roi détenant le pouvoir absolu invite ses sujets à se plier à sa volonté ou à appliqué les mesures qu'il a adoptées. On se croirait revenu à l'Ancien régime ! - LVOG) leparisien.fr 09 décembre 2018

C'est comme cela que le Capet a perdu sa tête. Non, il l'aurait perdu tout de même !

- Gilets jaunes : «C'est trop tard, il fallait parler avant» - liberation.fr 9 décembre 2018

La prise de parole du Président, prévue ce lundi soir, intéresse peu les personnes mobilisées que «Libération» a rencontrées. Elles ne s'attendent pas à des mesures spectaculaires et assurent vouloir continuer le mouvement.

A Grenoble «Cette AG, c'est une nouvelle étape»

Après leur manifestation réussie dans le centre-ville de Grenoble - plus de 2 000 personnes et un premier dialogue direct avec le préfet de l'Isère -, les gilets jaunes isérois se sont retrouvés dimanche pour une longue assemblée générale dans une salle associative. Une première pour le mouvement qui n'avait jusque-là connu que des AG en plein air et peu structurées.

Plus d'une centaine de participants, femmes, hommes, jeunes et vieux, de tous milieux sociaux, ont débriéfé la journée de la veille, tenté d'en tirer des leçons, émis des idées, poussé des coups de gueule. Une discussion chaotique parfois, brouillonne faute de méthode et d'habitudes. Des flots de paroles, d'émotions, d'engagement, avant que l'AG ne finisse par se structurer en groupes de travail étonnamment efficaces : actions, revendications, organisation, communication et démocratie interne.

De Macron et de sa prise de parole, il n'a pas été question une seule fois. Cédric Trivella, l'un des porte-parole locaux, n'est pas étonné : «On n'attend rien du Président. Ça aurait été différent s'il était venu parler au peuple dès le départ. Tant qu'il ne comprendra pas qu'il doit lâcher bien plus que des miettes, on continuera.» De fait, la question de la poursuite du mouvement ne se pose pas : la détermination semble inoxydable. La pérennité des points d'ancrage des gilets jaunes sur le territoire (barrages filtrants de ronds-points et de péages) n'est pas abordée : elle va de soi pour chacun car elle est le fait de petits groupes locaux autonomes. L'AG acte en revanche une nouvelle structuration et une montée en puissance, au-delà de ces actions de base.

Le programme de la semaine est bientôt calé, avec comme axe principal «de rassembler au maximum tous ceux qui galèrent, d'aller les aider et de ramener du monde sur les actions à venir», résume Nadège. Concrètement, des rendez-vous sont fixés pour aller à une assemblée générale organisée par des étudiants et au contact des précaires, à l'entrée des services sociaux. L'autre axe est d'agir sur le terrain «des rupins», dans les quartiers favorisés de l'agglomération, et aussi de cibler les députés LREM locaux.

Deux axes principaux de revendications émergent : pouvoir d'achat et démocratie. Au-delà de la lutte contre les taxes, socle commun, «le smic, les minima sociaux et les retraites doivent être revalorisés, c'est une urgence matérielle». Sur la démocratie, le référendum d'initiative citoyenne fait l'unanimité, mais «ça n'est pas assez». Une revendication «plus importante et ambitieuse» ne tarde pas à tomber : «Démission du gouvernement et convocation d'une assemblée constituante.» Personne ne tremble à ces mots : «Cette AG est une nouvelle étape, importante : on prend du recul, on se structure et on veille à rassembler tout le monde. On veut passer à plus gros», résume posément Cédric Trivella.

A Nice «Il y a eu Louis XIV, François Ier, et Macron»

Chaque fois, elle demande une hausse du smic et des pensions, la suppression de la CSG pour les retraités, le rétablissement de l'ISF. «On avance et on ira jusqu'au bout», assure-t-elle. Ce ne sont pas les quatre semaines de lutte, les annonces gouvernementales, les violences parisiennes et la faible mobilisation ce dimanche matin qui entameront sa détermination. «Oui c'est long, oui on est fatigués. Mais on ne baissera pas les bras.» Elle replace le gilet jaune sur le dos de son chien. «Macron à la télévision ? Je ne le regarderai pas. J'aurai les échos, c'est largement suffisant . Il se prend pour un roi. Il y a eu Louis XIV, François Ier et Macron. Et nous, le peuple, on est taxés pour payer leurs privilèges.» Caroline perçoit une pension d'invalidité. Avec les allocations logements, elle dispose de 900 euros de revenus par mois.

Jean-Pierre n'a pas plus envie de «faire de l'audience à Macron». Cet ambulancier lira les annonces sur les réseaux sociaux: «S'il assumait, il l'aurait déjà fait. C'est trop tard maintenant. Il fallait parler avant.» Depuis plusieurs semaines, il planche sur un manifeste intitulé «Si j'étais président» : «Nous sommes arrivés au bout de notre Ve République agonisante et il faut que la prochaine soit vraiment différente», écrit-il. Entre un logo de la France et un coq tricolore, il demande pêle-mêle la suppression de la redevance télé, de la fiscalité, des charges sur les salaires, des frais de succession.

En Seine-et-Marne «Notre détermination s'est renforcée» liberation.fr 9 décembre 2018

Ils osent tout. Bienvenue chez les faussaires.

Un sondage a été réalisé pour LREM par l'Institut Ipsos.

Le HuffPost le 9 décembre 2018 s'emballa : "les résultats sont remarquables: en cas de participation d'une liste de gilets jaunes au scrutin, celle-ci se placerait immédiatement en quatrième position avec 12% des voix, certes loin de LREM (21%), mais au coude à coude avec le Rassemblement national (14%), les écologistes (13%), les Républicains (11%) et la France insoumise (9%)."
Le HuffPost le 9 décembre 2018

La répression préventive, c'est la liberté.

Le HuffPost le 8 décembre 2018 exalte : "Avant la tombée de la nuit ce samedi 8 décembre, le ministère de l'Intérieur a paru remporter son pari en adaptant sa stratégie de maintien de l'ordre"

"La priorité donnée aux interpellations a montré sa capacité dissuasive", a salué Christophe Castaner.

Sur la bases de réquisitions du procureur de la République de Paris qui a permis la fouille des sacs et des coffres de voitures, plus de 500 personnes avait été interpellées à la mi-journée pour éviter qu'elles ne se laissent aller à de la casse. Ce chiffre était alors supérieur à celui enregistré pour toute la journée du 1er décembre.

Ces arrestations que l'on peut quasiment considérer comme préventives ont permis d'avoir une matinée calme dans la capitale, y compris sur les Champs-Élysées...

Le HuffPost, le Washington Post français porte-parole de l'oligarchie :

- "il est difficilement envisageable que ce type de samedi ne se reproduise chaque semaine"

Le HuffPost encourage Macron à ne rien céder sur le plan politique :

Jean-Luc Mélenchon, il estime que le chef de l'Etat est "au pied du mur". "Il faut trouver une solution politique en dépit du fait qu'il

a déjà cédé sur un point très important. La dissolution se rapproche comme une issue raisonnable", veut croire le leader de la France insoumise. Au regard de cette journée de samedi, Emmanuel Macron peut espérer néanmoins ne pas avoir à en arriver là. Le HuffPost le 8 décembre 2018

Non mais franchement, qui espère qu'il dégage ainsi que les cloportes de LREM ?

Le roi a dit "**je veux**", les masses laborieuses disent : Nous voulons !

- Le président s'est voulu concret, répétant «Je veux» à l'envi. Comme pour redonner du lustre à son autorité. Le Figaro 11.12

Faites tomber les masques. Qui a osé dire ?

Après les mesures annoncées par Macron, primes de fin d'année, suppression de la hausse de la CSG.

- "*Il faut tout de suite un débat, pas dans trois mois*".

Réponse : Eric Coquerel, député LFI.

Débattre avec qui, avec Macron, Philippe, etc. Vous saisissez à qui vous avez affaire avec Coquerel et ses semblables de LFI ? De fieffés salopards !

A l'issue de la rencontre des dirigeants syndicaux avec Macron.

- "*Il nous a écoutés, on verra ce soir s'il nous a entendus*". AFP 10.12

Réponse : Le secrétaire général de FO, Yves Veyrier.

Savez-vous à quoi on reconnaît les traîtres ou les charlatans parmi nous ? A cette expression "*on verra*" ce qu'il va faire, ce qu'il va décider, etc. c'est comme s'ils attendaient les ordres de leur maître. Vous vous souvenez, n'est-ce pas, on avait entendu cela pendant des semaines et des mois après l'élection de Hollande ?

Dans quel camp combattent-ils ? Ejectés par les travailleurs, "**remis en selle par Macron**".

- À l'issue de leur entretien à l'Élysée, tous se sont félicités de se voir ainsi remis en selle après avoir eu l'impression d'être tenus à l'écart après l'élection de 2017. Le Figaro 10.12

Il semble seulement ou c'est une certitude ? Dites donc dans quel monde vivez-vous, qui représentez-vous ?

- "*Les quelques mesures ne semblent pas suffisantes pour répondre à la colère qui s'est exprimée et qui reçoit un soutien fort de la part des Français*."

Réponse : Le porte-parole du syndicat Solidaires, Eric Beynel. Libération 10 décembre 2018

Quels "*Français*" ? Les Français, connaît pas cette classe.

LFI. Une "**surprise**" ? Pas vraiment. Dis-moi qui te finance et je te dirai qui tu es ou pour qui tu roules.

La candidate tête de liste surprise, Manon Aubry, nouvelle figure chez les Insoumis. Issue de la société civile (de l'ONG Oxfam), elle est à, 29 ans, un des coups de poker de LFI pour le scrutin à venir. Le Figaro 10.12.

Oxfam, Qu'est-ce que c'est ?

https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/02/13/oxfam-portrait-d-un-geant-de-l-humanitaire_5256233_4355770.html

Le Monde 13.02.2018

Elle dispose d'un secrétariat international à Oxford et de « bureaux de plaidoyer » (lobbying) à New York, Washington, Bruxelles, Genève...

Près de la moitié des ressources d'Oxfam dépend de financements publics.

Ces chiffres représentent les ressources financières consolidées de l'ensemble de la confédération Oxfam, soit un total d'environ 1 milliard d'euros pour l'exercice allant du 1er avril 2015 au 31 mars 2016.

<https://www.oxfamfrance.org/nos-finances/>

Subventions et autres concours publics :

Cette rubrique comprend les financements de la Coopération suédoise (sur la transparence financière des banques), du ministère des Affaires Etrangères et du Développement International (Centre de Crise) et de l'Agence française pour le Développement, ainsi que des collectivités territoriales pour le Trailwalker et le Wintertrail Oxfam.

Autres fonds privés :

Ce poste comprend aussi le financement de fondations privées comme la Fondation Gates (sur l'accès à la santé et l'efficacité de l'aide publique au développement), la Charity Aid Fondation et la Fondation Ensemble.

Charity Aid Fondation.

Une banque anglaise orientée vers... les Etats-Unis !

Leur documentation fait l'éloge de la philanthropie qui pue à plein nez l'optimisation fiscale ou la défiscalisation...

This new report provides the in depth analysis to complement Rules to Give By: A Global Philanthropy Legal Environment Index, which profiles the basic rules that underpin philanthropy in all 193 UN recognised nations. Like that report, which was produced in conjunction with Nexus and McDermott, Will & Emery LLP, Donation States benefited hugely from pro bono legal support through Trustlaw – an award winning initiative by the Thomson Reuters Foundation – through which we were able to work with DLA Piper, Doulah & Doulah, General Electric Company, and Grünkorn & Partner Law Co., Ltd.

(Source : <https://www.cafonline.org>)

LVOG - Si en plus ils sont sponsorisés par des multinationales, c'est forcément "*légal*" et au-dessus de tout soupçon !

Fondation Ensemble .

Créée et dirigée par Gérard Brémond, président du groupe Pierre & Vacances-Center Parcs. Fortune estimé par Challenge en 2018 : 129 M€

Le PDG-fondateur conserve 40% du groupe Aparthotels Adagio avec le groupe Accor, n°1 européen des résidences de tourisme, avec plus de 45.000 appartements et cottages (CA : 1,4 milliard). (<https://www.challenges.fr>)

Partenaires – Réseaux

- Admical - Association fondée pour promouvoir le mécénat d'entreprise
- L'EFC (European Foundation Centre)
- Centre Français des Fondations (CFF)
- Club du Rond-point - Madame Délia Brémond, Présidente déléguée de la Fondation, est membre de ce club qui regroupe plusieurs fondateurs/fondatrices de fondations familiales françaises.

Plus une floppée d'organisations... dont Oxfam.

Source : <https://www.fondationensemble.org>

Ces bailleurs privés sont la troisième source de financement d'Oxfam France...

<https://www.oxfamsol.be/fr/propos-doxfam/transparence-et-finance>

D'où proviennent les fonds d'Oxfam ?

Subsides : qui sont les principaux bailleurs de fonds ?

L'Union européenne

Le gouvernement fédéral belge - CTB

Le gouvernement wallon

La Communauté française

Le Gouvernement flamand

Les provinces du Brabant wallon, du Brabant flamand, d'Anvers, de Flandre occidentale et de Liège

Certaines communes belges

Combien gagne le secrétaire général d'Oxfam-Solidarité ?

Eva Smets est la secrétaire générale d'Oxfam-Solidarité.

Salaire : 4.757,08 € brut par mois

Avantages : chèques-repas + 13e mois

LVOG - Ne pas oublier les chèques-repas ! Est-ce que Manon Aubry et les élus de LFI en ont au moins ?

[Le roi a parlé, place à la plèbe !](#)

- Macron : une allocution suivie par 21 millions de téléspectateurs - Le Figaro 11 décembre 2018

L'allocution présidentielle était très attendue par les citoyens français. Elle a donc été très suivie. Même très très suivie puisque plus de 21 millions de téléspectateurs étaient devant leur écran de télévision. Macron : une allocution suivie par 21 millions de téléspectateurs

Le discours d'Emmanuel Macron était retransmis en direct sur les chaînes historiques TF1, France 2 et même M6, mais aussi sur les chaînes d'info (BFMTV, CNews, LCI et Franceinfo) et sur toutes les radios généralistes.

- "Gilets jaunes" : pourquoi l'augmentation du smic promise par Macron n'en sera pas vraiment une
- Franceinfo 11 décembre 2018

Lors de son allocution, le chef de l'Etat n'a pas prononcé les mots "prime d'activité". C'est pourtant bien la revalorisation de cette prime qui se cache derrière "l'augmentation de salaire" évoquée par Emmanuel Macron.

Pour répondre aux «gilets jaunes», le président de la République a présenté un panel de mesures lors d'une allocution télévisée, ce lundi soir. Elles n'ont globalement pas convaincu.

L'Acte V dans la capitale devrait bien avoir lieu samedi. L'appel à manifester à Paris, qui avait été de nouveau lancé ce week-end, a été renouvelé dès la fin de l'allocution du chef de l'État. Sur son site, et sitôt le discours achevé, Éric Drouet, l'un des porte-parole les plus déterminés du mouvement, a réagi pour que les «gilets» maintiennent la pression. Après quelques lignes contre Emmanuel Macron - «cet homme» qui, dit-il, «nous méprise depuis le début» et qui «nous a ignorés pendant cinq semaines» -, Éric Drouet finit par : «À tous je vous dis à samedi.»

Ces treize minutes, qui n'ont pas calmé la colère des plus virulents, n'ont pas davantage satisfait les plus modérés, à l'instar de Benjamin Cauchy. Le fondateur des «gilets jaunes libres» témoigne sans détour de sa déception, en parlant de «mesurettes» qui ne vont en rien, dit-il, modifier le cap politique d'Emmanuel Macron. Preuve pour lui que ce dernier reste inflexible, l'impôt sur la fortune est maintenu. «En préservant l'ISF, il reste donc le président des riches et il s'enferme dans sa stratégie politique», dénonce-t-il en demandant que le président soumette «cette stratégie» au peuple par référendum. Cette demande de consultation de la population s'est depuis largement répandue parmi les «gilets jaunes».

Sur le terrain, c'est la colère qui l'emporte, mêlée à une déception à laquelle beaucoup s'attendaient. À Montauban, notamment, une partie des «gilets jaunes» étaient tellement persuadés d'être déçus qu'ils avaient décidé de boycotter le discours.

Finalement, sur un rond-point du nord de la ville, les 300 contestataires présents se sont ravisés. Peu avant 20 heures, ils se sont tous agglutinés autour d'une voiture ouverte et ont fait hurler la radio pour écouter l'allocution. Le verdict est sans appel.

«Ces annonces sont largement insuffisantes. Cent euros d'augmentation du Smic, c'est rien», lâche Christophe Torrent, l'un des membres actifs de la contestation. Ce salarié dans l'événementiel fait partie des nombreux militants qui ne se contentent plus des seules revendications sociales. La colère, qui a grandi dans le pays, a forgé des revendications politiques, et lui aussi

exige l'organisation d'un référendum portant sur le pouvoir d'achat. Comme beaucoup, il demande aussi la destitution d'Emmanuel Macron. En prévision de ces annonces insatisfaisantes, ces «gilets jaunes» avaient d'ailleurs, dès lundi, durci le mouvement en recourant de nouveau au blocage total. Des camions ont été empêchés de quitter les dépôts de grandes enseignes. Et déjà, avant même l'allocution, plusieurs manifestants commençaient à s'organiser pour un départ à Paris samedi.

Au Puy-en-Velay, c'est le rejet pur et simple de ces annonces. Après avoir écouté ces 13 minutes, les «gilets jaunes» ont aussitôt sorti leur calculatrice pour tenter d'y voir clair. «Cent euros, c'est du brut, du net?» interroge Michel Arnal, l'une des figures de la contestation dans la ville. «Le compte n'y est pas», tranche-t-il en relayant la pluie de réactions aussitôt tombées sur le site Internet des «gilets jaunes» du coin. Une bourrasque de critiques. «Ils sont tous remontés! Ils voulaient des mesures fortes, et c'est insuffisant», dit encore Michel Arnal qui évoque la prime versée par les employeurs. «Une prime optionnelle! Je suis chauffeur routier et je peux vous dire que mon patron n'en accordera pas», affirme-t-il en annonçant un durcissement des actions. En lieu et place des barrages filtrants, ce sera dorénavant «du blocage pur et dur». Conscient que les forces de l'ordre sont à bout, ce chauffeur routier déçu ne faiblira pas: «Ils nous taperont peut-être dessus, mais on restera mobilisés.»

Ce sentiment de ne pas avoir été entendu est largement partagé. «Les petits vont continuer à payer», déplore Nathy, cette jeune femme qui tient les barrages à Lorient depuis le début du mouvement. Elle s'étonne d'ailleurs que les «gilets jaunes» n'aient pas été une seule fois mentionnés dans l'allocution du président.

Sur certains ronds-points, on y chante l'internationale. Franceinfo et lefigaro.fr 11 décembre 2018

- Le discours d'Emmanuel Macron ne calme pas les blocages en région Le Figaro 11 décembre 2018

Semaine complexe pour le gouvernement: au lendemain des annonces d'Emmanuel Macron pour le pouvoir d'achat, lundi, qui n'ont pas calmé la colère de l'opposition, une série de grèves est prévue ces prochains jours, dans les Chambres de commerce et d'industrie (CCI), ce mardi, chez les lycéens, l'UNL ayant appelé à un «mardi noir» soutenu par des «blocages» et des «occupations». En parallèle, les agents du Centre des finances publiques ont débuté une grève, effective du 9 au 31 décembre. Ces mouvements nationaux se doublent de rassemblements et de blocages, à l'échelle locale, comme depuis trois semaines. » LIRE AUSSI - Salaires, diplômés, déserts médicaux... quatre cartes qui expliquent le mal-être des «gilets jaunes»

- Auvergne-Rhône-Alpes. Les blocages ont été reconduits dans plusieurs communes, dont Saint-Beauzire, dans le Puy-de-Dôme, Saint-Michel-de-Maurienne, en Savoie ou à Lavedieu, en Ardèche. Les habitants n'ont visiblement pas été convaincus par les annonces du Président de la République, hier soir. Plusieurs «gilets» interrogés par La Montagne ont ainsi promis qu'ils allaient «continuer» les mobilisations, par exemple à Creuzier-le-Neuf, Voreppe ou Vichy. Des perturbations sont aussi relevées par Vinci sur l'A89 (Thiers, Tarare).

- Bourgogne-Franche-Comté. Une assemblée générale aura lieu ce soir à la salle des fêtes du Magny, à Montceau-les-Mines, afin de déterminer des suites à donner au mouvement, au lendemain des annonces d'Emmanuel Macron. » Suivez notre direct sur la réponse du gouvernement aux revendications des «gilets jaunes»

- Hauts-de-France. Ce matin, des ronds-points restent occupés dans plusieurs sites, selon France 3, comme Calais, Douai ou Dunkerque. Bison Futé rapporte également des barrages filtrants dans la région, comme sur l'A2, dans le sens ouest-est entre Paris et la Belgique, au nord de Valenciennes. Un autre barrage est prévu aujourd'hui au niveau d'Avesnes-sur-Helpe, ainsi qu'à Marle.

- Normandie. La mobilisation reste visible en Normandie, dont à Mauquenchy ou à Lisieux, où les «gilets jaunes» ont promis de «continuer le combat». »

- Bretagne. Selon France Bleu, tôt ce matin, des blocages ou filtrages ont été organisés devant les lycées, notamment à Châteaulin, Quimper ou Brest. De plus, le blocage de l'Université Rennes II a été reconduit hier, et sera donc effectif aujourd'hui encore. Les mobilisations devraient également continuer à Brest, Mellac, Ploubezre ou encore Pontivy. Pour l'heure, Vinci autoroutes ne constate aucun ralentissement sur son réseau dans la région.

- Pays de la Loire. Vinci Autoroute rapporte plusieurs manifestations organisées au niveau des péages de la région, dont à Chemillé-en-Anjou, ou à Boufféré. Hier soir, peu avant minuit, Bison futé relevait également une manifestation en cours sur l'A81, à l'ouest de Laval, entre Le Mans et Rennes, au niveau de La Gravelle.

- Nouvelle-Aquitaine. Là encore, les «gilets jaunes» organisent plusieurs manifestations dans la région, et sont présents aux péages, ainsi que sur les péages de Marmande et Langon, entre Bordeaux et Toulouse. Ce matin, sur le réseau Cofiroute, Vinci relève une manifestation sur l'A10, à la sortie de Châtelleraut Nord. De même, des perturbations sont visibles sur l'A62, au niveau de Langon, tout comme sur l'A63, à Capbreton. Hier soir, la situation s'est tendue dans la commune de Guéret, dans la Creuse: selon La Montagne, une manifestation d'agriculteurs a mal tourné, et des face-à-face ont eu lieu entre les CRS et les manifestants jusqu'à 21h environ. Le quotidien rapporte qu'un membre du syndicat des jeunes agriculteurs de la Creuse a été hospitalisé. De plus, la préfecture des Landes, à Mont-de-Marsan, a été murée hier soir par des «gilets jaunes». » LIRE AUSSI

- Macron annonce un coup de pouce aux «smicards»... qui était déjà dans son programme

- Occitanie. Des «gilets jaunes» ont été vus au péage, à l'est de Tarbes, entre Saint-Gaudens et Bayonne. A Toulouse, une manifestation est également prévue par les lycéens, en réponse à l'appel national de l'UNL. Elle partira de la place Arnaud-Bernard, à 14h, et plusieurs organisations syndicales s'y joindront. Vinci fait également état de perturbations, ce matin, sur l'A20, au niveau d'Aussonne, ainsi que sur l'A61, notamment au niveau de Carcassonne et de Castelnaudary, ou encore sur l'A64 (Tarbes, Tournay). Les manifestants occupent également le péage de Cressensac, au sud de Brive-la-Gaillarde et sont présents à Valence d'Agen comme à Castelsarrasin. L'A9 est aussi ralentie, au niveau d'Agde, Sète, Narbonne et Perpignan.

- Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Vinci décrit plusieurs manifestations le long de l'A7, entre l'Auvergne-Rhône-Alpes et la Provence-Alpes-Côte-d'Azur (Tain, Loriol, Montélimar, Bollène, Avignon, Orange), ainsi que de plusieurs autres routes, comme l'A87 (Chemillé, en Pays de la Loire). Selon Vinci autoroutes, «un filtrage est toujours en cours» au niveau de La Barque, sur l'A8, rallongeant le temps de trajet entre Aix-en-Provence et Nice. De même, des manifestants sont aussi présents, comme depuis plusieurs jours, à Bandol, Manosque, Auriol ou encore Fréjus. Var Matin relève aussi des manifestants au péage du Muy et rappelle que le tunnel de Toulon est ralenti. Le Figaro 11 décembre 2018

En complément

- Une ébullition généralisée assez inédite mais pas forcément favorable au président de la République, malgré les annonces de la revalorisation du SMIC et de l'annulation de la hausse de la CSG pour les retraités les plus fragiles.

Pourtant, comme le laissait présager le titre de la vidéo de Maxime Nicolle, la majeure partie des réactions sont hostiles au président de la République et à son discours. Huffington Post 11 décembre 2018

- Guillaume Peltier, vice-président de LR: "Quand on proposera une hausse des salaires, entre autres, du SMIC à la condition que ce soit pas les entreprises qui payent, je voterai pour" (sur BFMTV) AFP 11 décembre 2018

[Répression aveugle, intimidation et manipulation n'y feront rien.](#)

- Comparutions immédiates - Liberation.fr 11 décembre 2018

Au tribunal correctionnel de Paris lundi, les personnes arrêtées préventivement ou en marge des rassemblements de samedi se sont succédé à la barre.

Comme la semaine dernière, le défilé continue. Des provinciaux, la trentaine, mâles, courte barbe, fumeurs de joints occasionnels, casier judiciaire pas toujours vierge. Tous poursuivis en comparution immédiate devant le tribunal correctionnel de Paris. Une caricature de prévenus loin de la figure de militants d'extrême droite ou gauche, l'accusation leur reprochant une «participation à un groupement formé en vue de commettre des violences ou des dégradations». Comme si, une fois de plus, les forces de l'ordre avaient manqué leurs cibles véritables. Liberation.fr 11 décembre 2018

- Y aura-t-il un mardi noir dans les lycées? - Le HuffPost 10.12

Le mouvement ne faiblit pas. Alors que la France vit un mouvement de grogne populaire considérable avec la protestation menée par les gilets jaunes, un autre mouvement est apparu en parallèle: celui des lycéens.

Depuis une dizaine de jours maintenant, ils réclament la suppression d'une série de mesures annoncées par le gouvernement, et pour certaines déjà mises en œuvre, comme Parcoursup (la procédure qui donne accès aux études supérieures), la réforme du bac ou la mise en place du service national universel (SNU). Certains exigent également le développement et la gratuité des transports en commun pour "contribuer à la transition écologique". Et le mouvement ne devrait pas faiblir.

Ce lundi 10 décembre, 450 lycées étaient perturbés, dont 50 bloqués, selon le ministère de l'Éducation. "On se rapproche en fait des chiffres de jeudi dernier", a précisé le ministère. Un peu plus de 10% des lycées français sont concernés lundi par ces blocages, barrages filtrants ou rassemblements.

Cinq sites universitaires sont restés fermés lundi (Paris 1-Tolbiac, Paris 3-Censier, Nanterre, Rennes-2 et Avignon), selon le ministère de l'Enseignement supérieur. Le HuffPost 10.12

- Réforme de la justice Des centaines d'avocats en grève et en colère - Liberation.fr 11.12

«Justice en danger, avocats en colère» : les robes noires ont bloqué lundi des tribunaux à Rouen, Nice et en Ile-de-France pour dénoncer une réforme de la justice qui «porte atteinte aux droits des justiciables».

L'examen du projet de réforme de la justice est actuellement en cours de discussions à l'Assemblée nationale, qui a déjà voté plusieurs mesures dont la fusion controversée des tribunaux d'instance et de grande instance. A Rouen, par exemple, 130 avocats ont barré l'entrée du palais de justice pour empêcher les transferts de détenus, selon le bâtonnier. Liberation.fr 11.12

Les jaunes au secours de Macron et LREM.

- Le gilet jaune Hayk Shahinyan annonce une liste aux européennes - Le HuffPost 11 décembre 2018

La conversion politique du mouvement spontané des gilets jaunes vient de passer un cap. Sur le plateau de franceinfo ce lundi 10 décembre après les annonces faites par Emmanuel Macron pour tenter de désamorcer la crise, l'un des représentants de la mobilisation, Hayk Shahinyan, a annoncé sa volonté de présenter une liste aux élections européennes 2019.

"La fracture actuelle ne va pas disparaître du jour au lendemain et je suis certain qu'avec les réformes qui vont arriver sur la table, ce mouvement va perdurer. Nous sommes en train de nous organiser. Nous allons présenter une liste aux Européennes, nous avons envie d'investir le champ politique", a déclaré celui qui a fondé l'association Gilets Jaunes le Mouvement, embryon de parti politique. Le HuffPost 11 décembre 2018

Le communautarisme réactivé ou au secours de Macron et LREM.

- «Immigration» et «identité nationale» : le débat que veut ouvrir Macron irrite déjà - LeParisien.fr 11 décembre 2018

« Je veux aussi que nous mettions d'accord la nation avec elle-même sur ce qu'est son identité profonde, que nous abordions la question de l'immigration. Il nous faut l'affronter », a déclaré le président.

La mention, qui reste encore vague, suscite déjà l'inquiétude de plusieurs personnalités, qui craignent de voir le débat autour de la hausse du coût de la vie - au cœur des revendications des Gilets jaunes - détourné. v

- Macron ne vise pas les européennes puisqu'il n'a rien à craindre de ce côté-là, mais le mouvement actuel qu'il doit briser coûte que coûte...

Seconde partie.

Totalitarisme et gouvernance mondiale. Pacte mondial sur les migrations.

Voilà ce que la gauche et l'extrême gauche nous appellent à cautionner, nous nous y opposons catégoriquement.

- Finalité du Pacte mondial sur les migrations par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 7 décembre 2018

Alors que sept États ont déjà refusé de signer le Pacte mondial pour les migrations, prétendument rédigé dans leur intérêt, Thierry Meyssan revient sur l'histoire de ce document et sur la philosophie de ses auteurs : celle de Karl Popper et du sans-frontérisme.

par Thierry Meyssan

Les États membres des Nations unies sont appelés à approuver le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, lors de la conférence de Marrakech à l'occasion du 70ème anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Le but de ce pacte, selon la Représentante spéciale du secrétaire général, Louise Arbour, est de faciliter le transfert vers les pays riches de travailleurs en provenance des pays pauvres. « Les données démographiques laissent penser que s'ils veulent maintenir leurs niveaux économiques actuels ou même développer leur économie, [les pays riches] vont devoir recevoir des travailleurs étrangers bien formés pour répondre aux demandes du marché du travail », a-t-elle déclaré. Selon le service de presse des Nations unies, il s'agit de « réguler les migrations de manière [à ce] qu'elles fonctionnent pour tout le monde ».

L'Allemagne fut le premier État à appliquer cette politique. Elle ainsi reçut en 2015 plus d'un million de migrants, dont certains venus de Syrie [1]. Cependant, deux ans plus tard, elle ne parvint pas à les intégrer. L'opposition populaire à cette migration massive a conduit la chancelière fédérale, Angela Merkel, à annoncer la fin de sa carrière.

La démarche du secrétariat général des Nations unies est actuellement rejetée par 7 États « riches » : l'Autriche, la Croatie, la Hongrie, la Lituanie, la République tchèque, la Slovaquie et la Suisse. D'autres États pourraient également la refuser, notamment la Belgique, la Bulgarie et l'Italie.

Selon le chancelier autrichien Sebastian Kurz, dont le pays représentait l'Union européenne lors des négociations de New York, mais qui s'oppose au texte, sa philosophie est d'abroger les distinctions entre les différents types de migrants (légaux et illégaux ; économiques, humanitaires et politiques). Par conséquent, le pacte aura des implications immédiates en matière de droits sociaux, aussi bien sur le territoire de l'État hôte que lors de reconduites à la frontière.

Le texte trouve son origine dans l'appendice 2 de la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants préparée sous la direction de Peter Sutherland [2]. Cette haute personnalité avait déclaré, le 21 juin 2012, lors d'une audition à la Chambre britannique des Lords, que tout individu doit avoir la possibilité d'étudier et de travailler dans le pays de son choix, ce qui est incompatible avec toutes les politiques de restriction des migrations ; et que les migrations créent une dynamique cruciale pour le développement économique quoi qu'en disent les citoyens des pays d'accueil. Par conséquent, concluait-il, l'Union européenne doit saper l'homogénéité de ses nations [3].

Le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières ne comporte aucune mesure s'imposant aux États ou limitant directement leur souveraineté. Il procède de la méthode chère aux adeptes de Karl Popper —le penseur de la « société ouverte » et du « sans-frontérisme »— de proclamer des droits (non pas au sens de « droits positifs », mais de « droits créances ») dont la mise en œuvre par des recours juridiques s'imposera aux législations nationales, plus ou moins vite selon leur système juridique. C'est cette stratégie particulièrement efficace dans le droit anglo-saxon. Elle est ainsi appliquée par l'ONG Pueblo sin fronteras (financée par le spéculateur George Soros) qui organise des caravanes de migrants à travers l'Amérique centrale, vers les États-Unis.

La philosophie de ce Pacte facilite en outre l'usage des migrations comme arme de guerre [4] que l'Otan a mis en œuvre pour déclencher la guerre du Kosovo, pour vider la Syrie de ses défenses, ou pour préparer une intervention militaire contre le Venezuela (M. Sutherland, qui est mort en début d'année, était lui-même un ancien administrateur du think-tank de l'Otan, le Club de Bilderberg). Cette stratégie a été valorisée par une autre ONG de George Soros, l'International Crisis Group, dont Louise Arbour est l'ancienne présidente.

Dans les faits, on assiste aujourd'hui à une navette : les Occidentaux envoient des armes dans les régions qu'ils détruisent et reçoivent en retour les réfugiés qu'ils font fuir de chez eux [5]. Réseau Voltaire 7 décembre 2018

Notes.

[1] « La fausse "crise des réfugiés" », « Comment l'Union européenne manipule les réfugiés syriens », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 7 septembre 2015 et 2 mai 2016.

[2] « Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants », Réseau Voltaire, 19 septembre 2016.

[3] "EU should 'undermine national homogeneity' says UN migration chief", Brian Wheeler, BBC, June 21st, 2012. « Les tireurs de ficelles de la crise migratoire », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 2 mai 2016.

[4] "Strategic Engineered Migration as a Weapon of War", Kelly M. Greenhill, Civil War Journal, Volume 10, Issue 1, July 2008. Understanding the Coercive Power of Mass Migrations," in Weapons of Mass Migration : Forced Displacement, Coercion and Foreign Policy, Kelly M. Greenhill, Ithaca, 2010. "Migration as a Coercive Weapon : New Evidence from the Middle East", in Coercion : The Power to Hurt in International Politics, Kelly M. Greenhill, Oxford University Press, 2018.

[5] « Circuit de mort en "Méditerranée élargie" », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, Il Manifesto (Italie) , Réseau Voltaire, 19 juin 2018.

- La conférence de Marrakech approuve le Pacte mondial pour les migrations - AFP 11 décembre 2018

Plus de 150 pays ont adopté lundi à Marrakech (Maroc) le Pacte mondial sur les migrations des Nations unies, en le défendant par de vibrants plaidoyers face aux critiques des nationalistes et partisans de la fermeture des frontières.

"Nous ne devons pas succomber à la peur", a exhorté le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, avant l'adoption formelle de ce texte destiné à renforcer la coopération internationale pour une "migration sûre, ordonnée et régulière".

Comme plusieurs dirigeants présents à Marrakech, M. Guterres a aussi dénoncé les "nombreux mensonges" sur le Pacte qui a généré des tensions politiques dans plusieurs pays...

Le document doit encore faire l'objet d'un ultime vote de ratification, le 19 décembre à l'Assemblée générale des Nations unies à New York.

Prévue sur deux jours, la conférence intergouvernementale de Marrakech qui coïncide avec le 70ème anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'Homme devait être une étape purement formelle du processus onusien.

Mais le sujet déchaînant les passions, une quinzaine de pays (Autriche, Australie, Bulgarie, Chili, Estonie, Hongrie, Italie, République tchèque, République dominicaine, Lettonie, Pologne, Slovaquie, Slovénie et Suisse) ont annoncé leur retrait ou le gel de leur décision après avoir approuvé le texte le 13 juillet à New York.

Les Etats-Unis, qui s'étaient retirés de l'élaboration du texte en décembre 2017 en le jugeant contraire à la politique d'immigration du président Donald Trump, ont lancé vendredi dernier une nouvelle salve contre le Pacte et contre toute forme de "gouvernance mondiale".

Non contraignant, le recense des principes --défense des droits de l'Homme, des enfants, reconnaissance de la souveraineté nationale-- et liste différentes options de coopération --échanges d'information et d'expertises, intégration des migrants etc. Il prône l'interdiction des détentions arbitraires, n'autorisant les arrestations qu'en dernier recours.

Présents à Marrakech, les défenseurs des droits de l'Homme et les ONG l'ont défendu avec ardeur même si certains le trouvent insuffisant, notamment sur les droits des migrants. Ses détracteurs, eux, le voient comme un encouragement à un flux migratoire incontrôlé. AFP11 décembre 2018

- António Guterres et les « fakes news » du Pacte sur les migrations Réseau Voltaire 10 décembre 2018

Plus de 150 États ont été enregistrés à la conférence d'adoption du Pacte global pour des migrations sûres, ordonnées et régulières de Marrackek [Note : le document de référence en anglais est intitulé Global Pact, ce que l'Onu traduit par Pacte mondial.].

En introduction, le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a tenu à dénoncer les « fausses informations » sur le Pacte. Il a notamment souligné que ce texte n'est pas contraignant et ne limitera donc pas la souveraineté des États.

Or, c'est très exactement le problème : le Pacte ne limitera pas la souveraineté des États qui y ont déjà partiellement renoncé en admettant dans leur système juridique la supériorité des textes internationaux sur les textes nationaux.

L'expression « non-contraignant » signifie que les États signataires n'auront pas à réformer leur législation. Mais il sera possible à des plaignants de faire valoir la supériorité d'un texte international sur le droit national et ainsi de contraindre à l'application du Pacte.

C'est ce qui a conduit 15 États (l'Autriche, l'Australie, la Bulgarie, la Croatie, le Danemark, l'Estonie, les États-Unis, Israël, la Hongrie, les Pays-Bas, la Pologne, la République dominicaine, la Serbie, la Slovaquie et la Suisse) à ne pas participer à la conférence.

En Suisse, le Conseil fédéral a participé aux négociations avant de se retirer à la dernière minute.

Le cas de la Belgique atteste de l'importance du Pacte qui n'est pas un simple document déclaratif comme le prétend M. Guterres. À Bruxelles, le Premier ministre, Charles Michel, a contourné les dispositions constitutionnelles pour pouvoir le signer : un parti de la Coalition au pouvoir, le NVA, a refusé le Pacte et a démissionné de ses fonctions. Le gouvernement devenu minoritaire aurait dû tomber. Mais le Premier ministre s'est maintenu au pouvoir et n'a informé le roi qu'après coup de son remaniement ministériel. Il s'est rendu à Marrakech signer le Pacte sans demander la confiance de son Parlement. Réseau Voltaire 10 décembre 2018

En complément

Le Parisien 10 décembre 2018 - L'approbation de ce pacte, dénoncé par les partis de droite et d'extrême droite, suscite de vives critiques, et fait même l'objet de multiples intox sur les réseaux sociaux, notamment dans des groupes de Gilets jaunes. Le Parisien 10 décembre 2018

[Le Josef Mengele français de retour en Syrie.](#)

- Bernard Kouchner entre illégalement en Syrie - Réseau Voltaire 10 décembre 2018

L'ancien ministre des Affaires étrangères français, Bernard Kouchner, est entré illégalement en Syrie, le 1er décembre 2018. Il a participé au Forum international sur le nettoyage racial et le changement démographique, organisé dans la zone occupée par

les États-Unis et administrée par les miliciens kurdes du PKK.

Lors de l'invasion de l'Iraq par la Coalition pro-US, M. Kouchner avait tenté en vain d'être désigné comme représentant spécial du secrétaire général de l'Onu dans le Kurdistan iraquien, comme il l'avait été au Kosovo après la conquête de l'Otan.

Le 4 juillet 2011, Bernard Kouchner et Bernard-Henry Lévy étaient les têtes d'affiche d'une réunion organisée à Paris par les Frères musulmans et l'État d'Israël en faveur du renversement de la République arabe syrienne. Cette manifestation, très médiatisée, permit de faire adhérer la classe politique française au projet états-unien de destruction des structures étatiques en Syrie. Réseau Voltaire 10 décembre 2018

Ils osent tout

- Gilets jaunes: Erdogan inquiet par le recours "disproportionné" à la force en France - Reuters 09.12

Le président turc Recep Tayyip Erdogan s'est dit samedi inquiet par le recours "disproportionné" à la force contre les manifestants à Paris tout en condamnant le "chaos" provoqué par les contestataires. Reuters 09.12

- Brésil: un gouvernement Bolsonaro de militaires et d'ultra-libéraux - AFP

- Washington sanctionne trois responsables nord-coréens pour abus des droits de l'homme - Reuters

Les Etats-Unis ont imposé lundi des sanctions financières à trois hauts responsables nord-coréens pour violations des droits de l'homme, a annoncé le département du Trésor. Reuters

Troisième partie.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Ukraine

- L'Ukraine révèle le mobile de l'incident de Kertch - Réseau Voltaire 10 décembre 2018

En 1997, l'Ukraine et la Russie conclurent un Traité d'amitié, qui entra en vigueur en 1999. Ce document aurait dû être automatiquement reconduit tous les dix ans, sauf dénonciation par l'une ou l'autre partie.

L'Ukraine a décidé en octobre de dénoncer ce Traité, puis a organisé l'incident de Kertch. En outre, le président Petro Poroshenko a donné instruction à son administration de lister tous les accords conclus avec la Russie et d'évaluer ceux qu'il conviendrait de dénoncer.

Entre autres dispositions, le Traité d'amitié et son extension de 2003 font de la mer d'Azov une mer intérieure ukraino-russe. Les navires de guerre ne peuvent y pénétrer sans l'autorisation des deux États. La Convention des Nations unies sur le droit de la mer de 1982 ne s'y applique pas.

Lorsque ce Traité et son extension seront abrogés, la mer d'Azov sera régie par le droit international, avec des eaux territoriales ukrainiennes et russe, ainsi qu'une partie internationalisée. En conséquence, les navires de l'Otan n'auront plus besoin de l'accord de la Russie pour y entrer.

Ainsi se révèle la raison pour laquelle l'Otan est impliquée dans la préparation de l'incident de Kertch. Réseau Voltaire 10 décembre 2018

Arménie

LVOG - Un produit de marketing du même type que Bolsonaro ou Macron. A la tête d'"*un petit parti d'opposition avec neuf sièges au Parlement*" huit mois plus tard, il obtient 70% des votes, plus fort que Macron ! Ah, c'est la démocratie, version totalitaire ou bruxelloise-otanienne.

- Arménie : la révolution de velours a porté ses fruits - Libération 10 décembre 2018

Dimanche, les Arméniens ont participé avec enthousiasme à un scrutin qu'ils considèrent comme le premier véritablement démocratique et «post-soviétique».

Pari gagné pour Nikol Pachinian. Huit mois après une «révolution de velours» qui avait porté cet ancien journaliste de 43 ans à la tête du gouvernement, la transition politique est confirmée en Arménie. La liste «Mon Pas» de Pachinian a obtenu 70,45% des votes, devançant très largement ses concurrentes. Le parti Arménie prospère est arrivé en deuxième position avec 8,37% des suffrages. Quant au Parti républicain, l'ancien parti au pouvoir, qui a dominé le Parlement ces dix dernières années, il n'a obtenu que 4,7% des suffrages, échouant à dépasser le seuil de 5% nécessaire pour entrer à l'Assemblée.

Au printemps dernier Nikol Pachinian a connu une ascension politique fulgurante, en quelques semaines seulement, de député coriace d'un petit parti d'opposition avec neuf sièges au Parlement en héros national, rassembleur de foules et incarnation de tous les espoirs de renouveau politique et économique. Libération 10 décembre 2018

Brésil

LVOG - Mais non la gauche corrompue ne fraie pas la voie au fascisme, où avez-vous cela ? Allez, vive Porto Alegre, vive le Forum social mondial, vive l'altermondialisme, vive Attac, vive Bolsonaro !

- Brésil: un gouvernement Bolsonaro de militaires et d'ultra-libéraux - AFP11 décembre 2018

Ultra-libéral sur le plan économique, très conservateur sur le plan moral, avec une forte présence militaire...

L'ancien parachutiste de l'armée, dont l'investiture aura lieu le 1er janvier, avait promis de dégraisser au maximum l'exécutif, réduisant à 15 le nombre de ministères, contre 29 actuellement.

Au final, il a nommé 22 ministres, dont sept militaires, deux femmes et aucun Noir.

L'un des grands défis du gouvernement Bolsonaro sera de redonner des couleurs à l'économie brésilienne, après deux années de timide croissance qui ont suivi une récession historique.

Il a choisi pour cette tâche ardue l'économiste Paulo Guedes, passé par l'Université de Chicago, berceau du libéralisme économique moderne.

Le gourou économique de Bolsonaro, qui a l'intention de mettre en place un vaste plan de privatisations, a par ailleurs nommé d'autres "Chicago Oldies" (les anciens de Chicago) -- comme les surnomment la presse brésilienne -- à des postes clés, comme la direction de la compagnie pétrolière d'Etat Petrobras et de la banque publique de développement BNDES.

Le ministère du Travail a été tout bonnement supprimé, et ses attributions diluées dans trois ministères, notamment celui de la Justice, mais aussi celui de l'Economie et de la Citoyenneté.

Jair Bolsonaro, qui a toujours affiché son admiration pour la dictature militaire qui a sévi au Brésil de 1964 à 1985, a nommé sept ministres passés par l'armée à son gouvernement.

Trois généraux de réserve ont notamment été nommés à des portefeuilles-clés, la Défense, le Cabinet de sécurité institutionnelle -- qui coordonne les services du renseignement-- et le Secrétariat du gouvernement, chargé des relations avec les Etats et municipalités.

Sans compter le vice-président élu, Hamilton Mourao, lui aussi général, censé participer activement au gouvernement.

Bolsonaro a également nommé des ministres qui partagent ses valeurs conservatrices, farouchement opposés à l'avortement et au supposé "endoctrinement" des élèves par des professeurs "gauchistes".

Deux d'entre eux ont été proposés par son gourou idéologique, le philosophe Olavo de Carvalho.

Le futur ministre des Affaires étrangères, Ernesto Araujo, a promis par exemple d'expurger le "marxisme culturel" de la diplomatie brésilienne.

Le philosophe d'origine colombienne Ricardo Vélez, professeur émérite de l'École de commandement et d'état-major de l'armée, a été nommé à l'Éducation, avec la bénédiction du puissant lobby évangélique, qui s'était opposé à un autre nom pressenti au profil

plus progressiste.

Le président élu a séduit de nombreux fidèles d'églises néo-pentecôtistes qui se sont reconnus dans son slogan "Le Brésil au-dessus de tout, Dieu au-dessus de tous".

C'est pourquoi il a choisi pour le ministère de la Famille, de la Femme et des Droits de l'Homme la pasteure évangélique Damares Alves, résolument anti-avortement, mais qui a tenu depuis sa nomination des propos conciliants envers la communauté LGBT. AFP11 décembre 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 13 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Un mot au déséquilibré qui me harcèle.

Monsieur Coquéma (erou@), c'est le cinglé du POID (ou sympathisant) qui me harcèle avec ses courriels débiles, Outlook va les bloquer, donc je ne les recevrai plus.

Un courant politique qui a voté toutes les résolutions de la direction confédérale (PS) farouchement anticommuniste et anti-ouvrière de Force Ouvrière de Bergeron à Mailly, qui soutient la version officielle frauduleuse de G.W. Bush du 11 septembre 2011 qui a permis de justifier les guerres contre l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie, etc., qui a condamné le mouvement populaire engagé depuis le 17 novembre 2018 et ainsi apporté son soutien à Macron et à la Ve République, est ni qualifié ni digne de parler au nom des travailleurs.

Tenez, ceci est pour vous et vos semblables.

- Et, de même que dans la vie privée, on distingue entre ce qu'un homme dit ou pense de lui et ce qu'il est et fait réellement, il faut distinguer, encore davantage dans les luttes historiques, entre la phraséologie et les prétentions des partis et leur constitution et leurs intérêts véritables, entre ce qu'ils s'imaginent être et ce qu'ils sont en réalité. (K : Marx Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte)

● Au format pdf (25 pages)

Première partie.

Le commentaire intégral que j'avais envoyé et qui a été publié par le blog Les Crises.fr. Cela s'adresse à des intellectuels ou des membres des classes moyennes.

- *"Quelle illusion, aberration, ignorance ou naïveté de croire qu'on pourrait vaincre le régime ou nos ennemis de classe sans direction, sans orientation, sans stratégie, sans programme, sans théorie, sans drapeau, sans dirigeants, sans parti, à partir de bonnes intentions, c'est la négation des enseignements de deux siècles de lutte de classe, c'est la négation de toute conscience de classe, de toute conscience politique en réalité.*

Tous ceux qui le prétendent et qui ont accès aux médias ou aux réseaux dits sociaux sont des charlatans, des imposteurs ou des escrocs. Vous ne tarderez pas à vous en apercevoir et à vous en mordre les doigts pour les avoir crus. Le réveil va être encore plus cruel et vous n'avez pas idée du prix que vous, que nous allons payer pour avoir fait preuve d'une tel manque de discernement.

C'est la preuve aussi que vous n'êtes décidément pas prêts pour un changement de régime, un régime débarrasser du capitalisme puisqu'il n'existe pas d'autre alternative. Vous n'avez pas voulu envisager cette alternative, alors estimez-vous heureux comme vous êtes et résignez-vous au sort effrayant qui vous attend."

Depuis le 17 novembre on n'a pas modifié notre discours, on a soutenu ce mouvement des masses engagé contre Macron et le régime en expliquant quelles étaient ses limites politiques en l'absence de toute orientation ou direction. Depuis trois semaines il a commencé à mûrir pour passer du terrain social au plan politique.

Après les misérables miettes que Macron vient de lâcher qui tiennent plus d'une arnaque que d'une concession pour temporiser

ou gagner du temps, tenter de le diviser ou de le faire refluer, j'ignore comment vont réagir les travailleurs qui se sont engagés dans ce mouvement et ceux qui le soutiennent, quelle tournure il va prendre ou s'il va s'arrêter là... pour repartir de plus belle plus tard, car maintenant il ne peut plus en être autrement compte tenu que la condition de la classe ouvrière et des classes moyennes est appelée à se détériorer inexorablement tant que le régime ne sera pas renversé.

On a tous pu observer que l'ensemble des syndicats s'étaient dressés contre cette mobilisation des masses et s'étaient placés au côté de Macron. Ils méritaient donc le rejet qu'ils inspiraient aux travailleurs. Et ce n'est pas le succès que vient de remporter le syndicat jaune ou corporatiste (la CFDT) aux dernières élections professionnelles qui les contredira. Il témoigne de l'orientation réactionnaire du mouvement ouvrier si besoin était.

Comme nous l'avons dit depuis le départ en caractérisant la majorité des masses d'embourgeoisées, corrompues par le capitalisme, la causerie d'hier sur les faiblesses ou la médiocrité de l'homme en général fut particulièrement à propos juste avant d'entendre de nombreux appels à "l'apaisement" après le discours du suzerain à ses sujets. Vous me direz que je n'ai aucune raison de m'en flatter et je suis bien d'accord avec vous, puisque c'était couru d'avance, j'ai été le premier à l'affirmer d'emblée en appelant à ne se faire aucune illusion sur le niveau de conscience politique des masses.

A la différence des autres courants du mouvement ouvrier, j'ai soutenu ce mouvement dont je connaissais l'issue depuis le début, bien qu'il ne soit pas terminé. Au XVIIIe siècle, il fallut trois ans pour que les jacobins rompent avec la monarchie et obtiennent sa tête, à une autre époque j'aurais soutenu les Communards avec Marx et Engels, contrairement à nos braves dirigeants qui les auraient condamnés, avec ces mêmes dirigeants la monarchie n'aurait pas été abolie non plus. En réalité, elle n'a jamais été entièrement abolie sur le plan politique, la Constitution de la Ve République en témoigne. Quant à la République, elle a été instaurée pour mieux masquer l'aspect monarchique ou antidémocratique du régime, pour donner un vernis démocratique à cette dictature, puisque le pouvoir devait échoir une fois de plus à une minorité, la bourgeoisie ou la classe des capitalistes, tandis que la majorité en serait exclue. Partant de là, tous les représentants de cette majorité, les classes exploitées devaient se retrouver otages de ce nouveau pouvoir monarchique devenu oligarchique ou ploutocratique, ils devaient être amenés à composer avec lui, rapport qui devait forcément avoir une influence néfaste sur l'état d'esprit des représentants des gueux qui de concessions en compromissions finiraient infailliblement à renier leur engagement politique ou à ne plus représenter que les intérêts du régime.

C'était inévitable, dès lors que les représentants de la classe ouvrière participaient aux institutions de l'Etat bourgeois, à de très rares exceptions près, rapidement ils allaient devenir méconnaissables et se laisser corrompre, ils allaient se fondre, être littéralement absorbés par le régime qui les dévoreraient.

Il en va de même chez la plupart des hommes, dès qu'ils acquièrent du pouvoir ou une position sociale supérieure. Même sans en arriver là, il suffit qu'ils se croient beaux, intelligents ou cultivés, libres ou indépendants, bien dotés financièrement, bref, qu'ils cultivent un individualisme qui frise la démence pour se croire supérieurs aux autres ou tout permis, sauf une chose, assumer leur responsabilité qui leur intime de respecter les autres et particulièrement ceux pour lesquels la nature ou la société n'ont pas été aussi généreuses, qu'ils ignorent ou méprisent ou pire encore, les déshérités, les défavorisés, les pauvres, les miséreux, les gueux, le milieu dans lequel je baigne quotidiennement en Inde, et dans lequel je suis venu au monde en France il y a 63 ans, comment pourrais-je le trahir un jour ?

Ah ! je n'ai jamais fréquenté les ors de la République française, rencontré des présidents ou des ministres contrairement à nos dirigeants, d'ailleurs je me demande bien en quoi cela aurait pu faire avancer notre cause, je ne vois pas, je dois être borné, et pour le coup fier de l'être !

Quand j'observe le malheur qui accable quotidiennement mes semblables, car toutes les semaines des gens défilent chez moi et nous racontent les malheurs qui les ont encore frappés ou leurs proches, je me demande comment ils font pour le supporter et trouver encore la force de vivre un jour de plus. Quand ils ne s'écroulent pas en pleurs, la souffrance se lit sur leurs visages, le dessous de leurs yeux en porte les stigmates et est encore boursoufflé. Ils sont intarissables, leurs récits vous nouent les tripes, on en a la gorge serrée, on se retient tout juste de pleurer avec eux, on leur prend la main ou on les prend dans nos bras, on les reconforte comme l'on peut, je parle de ma compagne indienne Selvi, moi je reste à l'écart et je n'ose même pas ouvrir la bouche, avant de partir on leur offre un fruit ou des gâteaux secs, un thé ou un jus de fruits, on est très triste, désemparés, impuissants, et moi j'enrage contre le régime.

J'en oublie totalement mon statut privilégié, bien que je ne fasse même pas partie des classes moyennes, je partage leur terrible et injuste destin, je n'ai aucun effort à faire pour ne pas subir l'influence du régime, quand le moment après je bascule vers la France en reprenant mon travail, j'ai juste à éviter de tomber dans les pièges du dogmatisme ou du sectarisme, je ne risque pas d'être récupéré par un des courants opportunistes dont les discours ne prennent pas en compte la réalité que vivent ces couches inférieures de la classe ouvrière.

C'est cette expérience renouvelée sans cesse et avec cet état d'esprit que j'aborde quotidiennement la situation politique en France.

Mises au point.

1- Bien sûr que le mouvement engagé le 17 novembre est très hétérogène, bourré d'illusions et de contradictions, comment pourrait-il en être autrement sans direction ou orientation politique.

2- Audience exceptionnelle pour Macron lundi soir, vraiment ? Comme chaque soir il y a 23 millions de personnes devant leurs écrans de télévision à 20H, rien de plus, certes, c'est déplorable, mais il faut faire avec.

Personnellement cela fait 5 ans que je me passe de télévision et je ne m'en porte que mieux ! On a le niveau de conscience qu'on a. Le monde est rempli de gens manquant singulièrement de volonté ou d'imagination, inconsistant et qui se permettent de juger les autres alors qu'ils les imitent. Qu'ils commencent par s'interroger sur leur propre mode de vie ou par balayer devant leur porte et le monde s'en portera tout de suite mieux.

3- Le mouvement du 17 novembre va-t-il réussir à passer sur le plan politique ? C'est peu probable, mais il cherche une issue politique, rien que pour cette raison on doit le soutenir et y participer. Il faut les aider à tirer les enseignements politiques de leur combat et à s'organiser au lieu de vomir dessus comme le font certains.

4- A bas la COP et le Pacte sur les Migrations, à bas les ONG, l'ONU !

[Bilderberg ou la macronnie, la machine à broyer tous les peuples de la gouvernance mondiale.](#)

Envers qui Emmanuel Macron est-il débiteur ? - Réseau Voltaire 11 décembre 2018

On présente souvent le président Macron comme un Rothschild Boy. C'est exact, mais c'est accessoire. Thierry Meyssan montre qu'il doit sa campagne électorale principalement à Henry Kravis, le patron d'une des plus grandes sociétés financières globales, et à l'Otan ; une lourde dette qui pèse aujourd'hui sur la solution de la crise des Gilets jaunes.

par Thierry Meyssan

Emmanuel Macron ne se destinait pas à la politique. Jeune homme, il espérait devenir philosophe, puis haut-fonctionnaire, puis banquier d'affaire. Pour arriver à ses fins, il fréquenta les bonnes fées de l'Oncle Sam : la French-American Foundation et le German Marshall Fund of the United States.

C'est dans ce cadre, qu'il a rencontré Henry et Marie-Josée Kravis, dans leur résidence de Park Avenue, à New York [1]. Les Kravis, soutiens indéfectibles du Parti républicain US, comptent parmi les grandes fortunes mondiales qui font la politique hors du champ des caméras. Leur société, KKR, est avec Blackstone et le Carlyle Group, l'un des principaux fonds d'investissement dans le monde.

« La curiosité d'Emmanuel pour la can do attitude, cette capacité à se dire que si l'on veut on peut, était fascinante. Mais il a une volonté de savoir, de comprendre ce qui marche sans pour autant l'imiter ou le copier qui le fait rester très français », déclare aujourd'hui Marie-Josée Drouin (Madame Kravis) [2].

Muni de la double recommandation des Kravis et de Jean-Pierre Jouyet [3], il intègre le cercle fermé de l'équipe de campagne de François Hollande. Dans un e-mail adressé à la secrétaire d'État US, Hillary Clinton, le directeur de la planification politique Jake Sullivan, décrit les quatre principaux membres de l'équipe de campagne du candidat socialiste, dont l'inconnu Emmanuel Macron. Il précise qu'il devrait devenir le Directeur général du Trésor (« the top civil servant at the Finance Ministry ») [4].

Cependant lorsque François Hollande est élu, Emmanuel Macron devient l'adjoint du secrétaire général de l'Élysée, une fonction plus politique. Il semble qu'il ambitionnait de succéder à Jean-Pierre Jouyet comme directeur de la Caisse des dépôts et consignations, poste qui échet en mai 2014 au secrétaire général de l'Élysée. Il est invité, quelques jours plus tard, au Club de Bilderberg sur proposition des époux Kravis. Il y fera une violente intervention dans un anglais parfait contre son patron, François Hollande. De retour à Paris, il démissionne de son cabinet.

Les époux Kravis sont parmi les principaux piliers du Bilderberg, dont Marie-Josée Drouin-Kravis est administratrice. Contrairement à une idée répandue, le Bilderberg n'est pas un lieu de décision. Ses archives attestent qu'il a été créé par la CIA et le MI6, puis est devenu un organe d'influence de l'Otan qui en assure directement la sécurité [5]. L'intervention de Macron ayant été bien reçue, il devient un des hommes de l'Otan en France.

Ayant quitté la politique, il ne souhaite plus y revenir. Il explique à maintes reprises à son entourage qu'il entend devenir professeur d'université. Avec l'aide de l'essayiste Alain Minc (adoubé en 2008 au Bilderberg), il obtient un poste à l'université de Berlin et un autre à la London School of Economics, mais ne parvient pas à être embauché à Harvard.

Pourtant, en août 2014 —trois mois après avoir « quitté la politique »—, il est nommé par François Hollande sur proposition de

Jean-Pierre Jouyet (adoubé en 2009 au Bilderberg), ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique.

Dans un livre paru en 2018, François Hollande assure que ce choix était son idée [6]. C'est possible, mais cela suppose qu'il n'a pas été informé de l'intervention de Macron au Bilderberg. Or, une de ses ministres et amie, Fleur Pellerin y avait également été invitée.

En décembre 2014, Henry Kravis crée sa propre agence de Renseignement, le KKR Global Institute. Il nomme à sa tête l'ancien directeur de la CIA, le général David Petraeus. Celui-ci va poursuivre avec les moyens privés de Kravis (le fonds de placement KKR) —et sans en référer au Congrès— l'opération « Timber Sycamore » que le président Barack Obama avait initiée. C'est le plus important trafic d'armes de l'Histoire impliquant au moins 17 États et représentant plusieurs dizaines de milliers de tonnes d'armes pour plusieurs milliards de dollars [7]. À ce titre, Kravis et Petraeus sont les principaux fournisseurs de Daesh [8].

Le président du Bilderberg, le Français Henri de Castries, invite le député-maire du Havre, Édouard Philippe à la réunion annuelle, qui se tient cette fois en juin 2015 en Autriche. Il sera à nouveau invité, en Allemagne cette fois, en mai 2016. Lors de la campagne présidentielle en France, Henri de Castries et Édouard Philippe seront des soutiens de François Fillon. Ils le laisseront tomber dès que Jean-Pierre Jouyet [9] aura fourni au Canard enchaîné les documents financiers réunis par l'Inspection des finances sur les emplois douteux de Madame Fillon [10]. Ils se rallieront alors à Emmanuel Macron.

En avril 2016, Emmanuel Macron fonde sa formation politique, En Marche !, dont le marketing est calqué sur Kadima !, le parti prétendument ni-droite ni-gauche d'Ariel Sharon. Son programme, quant à lui, décline les notes de l'OCDE [11] et celles de l'Institut Montaigne, dont Henri de Castries est le président. C'est d'ailleurs dans les locaux de l'Institut qu'il est créé. Mais Castries fait croire à Fillon qu'il ne soutient pas Macron et que c'est pure coïncidence. Il continuera d'ailleurs à lui faire croire durant des mois qu'il est prêt à devenir son Premier ministre.

Initialement, le financement d'En Marche ! n'est pas contrôlé. C'est une simple association qui peut recevoir des dons de l'étranger. Le nom des donateurs n'est pas transmis au fisc. L'archi-millionnaire Henry Kravis est de ceux-là.

Durant sa campagne, Emmanuel Macron rencontre régulièrement l'ancien président du FMI, Dominique Strauss-Kahn (« DSK »). Ces séances de travail seront niées jusqu'à ce qu'elles soient révélées par Le Parisien, bien plus tard, le temps que son image de pervers sexuel se soit atténuée. DSK (adoubé par le Bilderberg en 2000) apporte à la fois le soutien de la haute-fonction publique et celui du patronat français ; l'alliance sociologique qui avait porté à bout de bras le régime collaborationniste de Philippe Pétain et qui s'est reformée dans les années 80 autour de la Fondation Saint-Simon.

En juin 2018, le ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, Jean-Michel Blanquer est invité sur proposition d'Henri de Castries à la réunion annuelle du Bilderberg, qui se tient cette fois en Italie. Ce juriste, spécialiste de droit constitutionnel, a toujours lié la science politique et la pédagogie. Il a été l'un des trois directeurs centraux du ministère de l'Éducation, puis directeur de la prestigieuse École supérieure des sciences économiques et commerciales (ESSEC). Il connaissait depuis longtemps Castries qu'il a fréquenté au sein de l'Institut Montaigne.

Lorsque la crise des Gilets jaunes débute en France [12], il est rapidement évident que le problème est profond et ne pourra pas être résolu sans remettre en cause la globalisation financière, ce que le président Macron ne peut pas faire. Durant sa campagne électorale, il avait surpris ses donateurs lors d'un dîner à New York en faisant le procès de financiarisation de l'économie. C'était de la rhétorique électorale. Il avait été repris par les Kravis : la financiarisation, c'est ce qui autorise les « achats à effet de levier » (leveraged buy-out) qui leur ont permis de devenir ce qu'ils sont.

Il convient donc que face aux Gilets jaunes, le président Macron sacrifie son Premier ministre en victime expiatoire lors des prochaines élections (les européennes de mai 2019 qui seront à coup sûr perdues). Mais, outre qu'il lui faut tenir cinq mois encore, par qui le remplacer ? Lorsque l'on doit le financement de sa campagne électorale et le choix de son Premier ministre à l'Otan, il n'est pas pensable de le remplacer sans en référer à l'Alliance. Le candidat idéal à cette fonction serait donc Jean-Michel Blanquer. Réseau Voltaire 11 décembre 2018

Notes.

[1] Cette rencontre s'est probablement tenue en 2007. Par la suite, Emmanuel Macron a systématiquement rendu visite aux Kravis lors de ses déplacements aux États-Unis, tandis qu'Henry Kravis le recevait dans ses bureaux de l'avenue Montaigne lorsqu'il venait à Paris.

[2] « Quand Emmanuel Macron découvrait l'Amérique à 29 ans », François Clemenceau, Le Journal du Dimanche, 22 avril 2018.

[3] Jean-Pierre Jouyet est un ami personnel de François Hollande et de Nicolas Sarkozy. Il a dirigé l'Inspection générale des Finances de 2005 à 2007. Il était alors le supérieur hiérarchique d'Emmanuel Macron.

[4] « Hollande Team », e-mail by Jake Sullivan, May 10, 2012. Source : Wikileaks.

[5] « Ce que vous ignorez sur le Groupe de Bilderberg », par Thierry Meyssan, Komsomolskaïa Pravda (Russie), Réseau Voltaire, 9 avril 2011.

[6] Les leçons du pouvoir, François Hollande, Stock, 2018.

[7] « Des milliards de dollars d'armes contre la Syrie », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 18 juillet 2017.

[8] « Saisir des transnationales pour reconstruire la Syrie ? », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 14 août 2018.

[9] Jean-Pierre Jouyet est resté ami avec Henri de Castries à la fin de leurs études à l'École nationale d'Administration (ENA, Promotion Voltaire). C'est là qu'ils ont fait la connaissance de François Hollande.

[10] Contrairement à la version officielle, les informations du Canard enchaîné ne sont pas le fruit d'une investigation journalistique. La totalité du dossier a été fournie en une seule fois à l'hebdomadaire par Jean-Pierre Jouyet en violation du secret fiscal.

[11] L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est un des deux organismes issus du Plan Marshall. L'autre, c'est l'Otan.

[12] « Comment l'Occident dévore ses enfants », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 4 décembre 2018.

Quelle crédibilité peuvent avoir des gens et des organisations pareils ?

- Le démarrage de la révolution française a été marqué par le rejet de la politique injuste de la monarchie au niveau fiscal. La majorité de la population était soumise à une charge d'impôts énorme et totalement inéquitable puisque la noblesse et le clergé ne payaient pas d'impôts. CADTM, Eric Toussaint, 05-12-2018 - publié par le blog Les Crises.

Les trois premières lignes d'un article qui commençait par une contrevérité : "*La majorité de la population*" ne pouvait pas être "*soumise à une charge d'impôts énorme et totalement inéquitable*", pour la simple raison qu'elle était trop misérable pour en payer, mille fois plus misérable qu'aujourd'hui ! Le reste de cet article sera à l'avenant.

Les conclusions du **Manifeste du Parti communiste** ou les enseignements de la révolution russe de 1917 sont plus que jamais d'actualité.

Il y en a qui en viennent à citer Le Manifeste du Parti communiste de Marx et d'Engels, mais pas ses conclusions pratiques mise en oeuvre par Lénine et le parti bolchevik.

- Gilets-Jaunes, luttes de classes et implosion du politique ! par Richard Labévière - Comité Valmy 12 décembre 2018

Extraits - Enfin, la troisième grande leçon de cette révolte sociale, sans chef ni directoire, sciemment non-organisée de manière pyramidale, indépendante de tous partis politiques et syndicats, impose une réactualisation de la lutte de classes – telle qu'elle est théorisée par Le Manifeste du Parti communiste de Marx et d'Engels (1848). Quelques slogans des banderoles des manifestations et barrages sont parfaitement explicites : « Avant la fin du monde, les fins de mois ! » ou « Macron arrête de faire ton jus avec l'essence, l'eau, le gaz et l'électricité ». (...)

Plus généralement, cette nouvelle « lutte de classes » (ciel ! Est ce possible ! Ce terme était pourtant passé aux oubliettes) peut être rattachée à différentes formes de résistance à la mondialisation contemporaine. Fruit de la fin de la Guerre froide, de la révolution numérique et de la financiarisation des économies, cette globalisation sauvage et mortifère casse sans doute les Etats-nations, les services publics et les politiques de redistribution sociale. Et surtout ce « nouveau monde de progrès et d'innovation » s'obstine à exclure la grande masse des êtres humains des modes de faire et de vie, des codes de gouvernance, des moyens d'information aux mains d'une toute petite minorité d'experts en management, sociétés de conseil et autres grands patrons ou banquiers, seuls bénéficiaires d'une évolution rendant les plus riches, toujours plus riches et les plus pauvres, toujours plus pauvres.

Les Gilets jaunes protestent contre un monde qui travaille à les exclure – eux, leurs enfants et petits-enfants – du travail salarié au profit de caisses automatiques et autres plate-formes numériques, de toute espèce de citoyenneté et d'existence sociale en les enfermant dans l'unique rôle de consommateurs de grandes surfaces affreusement laides. Devenus en quelque sorte invisibles, les « gueux » d'aujourd'hui revêtent ces gilets phosphorescents comme s'ils voulaient défier la nuit du nouveau monde qui les rejette aux marges des autoroutes numériques, de la course au pouvoir et, en définitive, de toute espèce d'humanité. Au bout de la route, les gueux d'aujourd'hui sont devenus les « animaux » des Start-ups, des nanotechnologies, des robots actionnés par

la finance : « l'argent, c'est le sang des autres », affirmait Cecil Rhodes, l'inventeur de l'Apartheid...

Enfin, enfin, la surdité et le mépris des autorités françaises ne fait que galvaniser cette nouvelle lutte de classes. (...)

Trop peu et trop tard, l'effet d'annonce tombe à plat et rajoute au mécontentement, étant considéré comme une nouvelle roubardise d'un président aux abois, qui désormais ne peut plus sortir de son palais sans se faire copieusement huer. (...)

En réalité, et d'une manière plus profonde encore, on assiste à une crise paroxystique des vieilles démocraties dont le système de représentation ne fonctionne plus, craquant de toutes parts. Députés, sénateurs et ministres (ainsi que les représentants de la technostructure administrative) n'ont plus la confiance de leurs administrés, qui les considèrent comme les « profiteurs » d'un système hors-sol, dont la seule finalité serait sa propre reproduction au détriment des préoccupations quotidiennes de la population. (...)

On croit rêver : les dirigeants français et européens s'ingénient   foncer droit dans le mur en klaxonnant, précipitant leur propre chute d'une manière vertigineuse. En ne voulant rien entendre des souffrances de la France profonde, en ne comprenant pas que les Gilets jaunes sont aujourd'hui l'expression d'une nouvelle et profonde lutte de classes, sinon de la résurgence d'un incompressible besoin d'égalité qui touche les fondements de la démocratie. (...)

(Quel contresens, le "*besoin d'égalité*" ne peut pas "*touche(r) les fondements de la démocratie*", puisque les fondements du régime sont antidémocratiques, les fondements du régime, c'est justement les inégalités qui sont à l'origine des rapports sociaux entre les classes et qui caractérisent la nature du régime. Ce monsieur n'a rien compris au capitalisme et il est loin d'être le seul. - LVOG)

On l'a dit : la crise est profonde et perdue dans une dimension politique, sinon institutionnelle touchant les fondements mêmes du régime de la Vème République. Qu'est-ce qu'Emmanuel Macron peut promettre de plus que ce qui a déjà été annoncé malgré les fanfaronnades d'il y a quelques semaines sur l'air du « nous ne lâcherons rien ! » ? Trop peu et trop tard ? Comité Valmy 12 décembre 2018

Nous voilà bien avancé !

La crise politique pose la question du pouvoir, de l'Etat, de la nature du régime, qui doit gouverner, quelle classe, la ploutocratie ou le peuple travailleur, le régime capitaliste et ses institutions sont incompatibles avec la satisfaction des besoins et des aspirations légitimes de la majorité composée de travailleurs manuels et intellectuels, avec la démocratie, ils doivent donc céder la place ou être renversés...

- "*des classes moyennes vont apparaître dans le tiers-monde — quoi que bien moins riches que les classes moyennes occidentales — permettant à de nouveaux  tats, principalement asiatiques, de jouer un rôle sur la scène internationale. Mais simultanément, les classes moyennes occidentales vont commencer à disparaître, rendant impossible la survie des institutions démocratiques qu'elles avaient façonnées.*" (Comment l'Occident dévore ses enfants par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 4 décembre 2018)

Cette modification des rapports des classes moyennes avec le régime vient du fait qu'elles ont renoncé depuis longtemps à affronter sur le plan politique, on devrait même dire que ce n'est pas dans sa nature de l'affronter. Le passage suivant du 18 Brumaire de Louis Bonaparte de K : Marx va nous aider à comprendre pourquoi.

L'origine de la social-démocratie.

K : Marx - "En face de la bourgeoisie coalis e, s'était constituée une coalition entre petits bourgeois et ouvriers, le prétendu Parti social-démocrate. Les petits bourgeois s'étaient vus mal récompensés au lendemain des journées de Juin 1848. Ils voyaient leurs intérêts matériels menacés et les garanties démocratiques, qui devaient leur assurer la satisfaction de ces intérêts, mises en question par la contre-révolution. Aussi se rapprochèrent-ils des ouvriers. D'autre part, leur représentation parlementaire, la Montagne, tenue à l'écart pendant la dictature des républicains bourgeois, avait, pendant la seconde moitié de l'existence de la Constituante, grâce à sa lutte contre Bonaparte et les ministres royalistes, reconquis sa popularité perdue. Elle avait conclu une alliance avec les chefs socialistes. En février 1849, on organisa des banquets de réconciliation. On esquaissa un programme commun, on créa des comités électoraux communs, et l'on présenta des candidats communs. On enleva aux revendications sociales du prolétariat leur pointe révolutionnaire, et on leur donna une tournure démocratique. (politique dans le langage de Marx à cette époque. - LVOG) On enleva aux revendications démocratiques de la petite bourgeoisie leur forme purement politique, et on fit ressortir leur pointe socialiste. (sociale dans le langage de Marx à cette époque. - LVOG) C'est ainsi que fut crée la social-démocratie.

La nouvelle Montagne, qui fut le résultat de cette combinaison, comprenait, à part quelques figurants tirés de la classe ouvrière et quelques sectaires socialistes, les mêmes éléments que l'ancienne Montagne, mais numériquement plus forts. A vrai dire, elle s'était modifiée, au cours du développement, de même que la classe qu'elle représentait. Le caractère propre de la

social-démocratie se résumait en ce qu'elle réclamait des institutions républicaines démocratiques comme moyen, non pas de supprimer les deux extrêmes, le capital et le salariat, mais d'atténuer leur antagonisme et de le transformer en harmonie. Quelle que soit la diversité des mesures qu'on puisse proposer pour atteindre ce but, quel que soit le caractère plus ou moins révolutionnaire des conceptions dont il puisse être revêtu, le contenu reste le même. C'est la transformation de la société par voie démocratique, mais c'est une transformation dans le cadre petit-bourgeois. Il ne faudrait pas partager cette conception bornée que la petite bourgeoisie a pour principe de vouloir faire triompher un intérêt égoïste de classe. Elle croit au contraire que les conditions particulières de sa libération sont les conditions générales en dehors desquelles la société moderne ne peut être sauvée et la lutte des classes évitée.

Il ne faut pas s'imaginer non plus que les représentants démocrates sont tous des shopkeepers (boutiquiers) ou qu'ils s'enthousiasment pour ces derniers. Ils peuvent, par leur culture et leur situation personnelle, être séparés d'eux par un abîme. Ce qui en fait les représentants de la petite bourgeoisie, c'est que leur cerveau ne peut dépasser les limites que le petit bourgeois ne dépasse pas lui-même dans sa vie, et que, par conséquent, ils sont théoriquement poussés aux mêmes problèmes et aux mêmes solutions auxquelles leur intérêt matériel et leur situation sociale poussent pratiquement les petits bourgeois. Tel est, d'une façon générale, le rapport qui existe entre les représentants politiques et littéraires d'une classe et la classe qu'ils représentent." (K : Marx - Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte)

LVOG - On aura compris que dès l'origine social-démocratie rimait avec collaboration de classe avec les capitalistes et le régime.

Les revendications sociales du prolétariat ne devaient plus être révolutionnaires, donc cesser d'exiger l'abolition des rapports sociaux d'exploitation sur lesquels reposait le régime capitaliste et prendre une "*tournure démocratique*" qui traduit en termes politiques signifiait abdiquer son pouvoir ou se soumettre à ses maîtres et au régime.

Quant à la petite bourgeoisie, de nos jours plus qu'à l'époque de Marx apparemment, elle renoncera d'autant plus facilement à la "*forme purement politique*" de ses "*revendications démocratiques*" que son statut était incompatible avec toute indépendante de classe. Dès lors en fonction des circonstances ou des rapports entre les classes, seules les avantages sociaux ou les privilèges qu'elle pourrait tirer ou marchander de son alliance temporaire et opportuniste avec le prolétariat ou avec la bourgeoisie détermineront au côté de quelle classe elle se range.

En France, quand le PS retirera le tapis sous les pieds des couches inférieures des classes moyennes, elles continueront de profiter des privilèges qui leur avaient été accordés au cours des décennies précédentes, et quand récemment elles commencèrent à s'apercevoir qu'ils étaient en voie de disparition et leur classe avec, elles désertèrent le PS, mais comme simultanément elles constatèrent que le mouvement ouvrier continuait de collaborer ouvertement avec le régime, au lieu de s'allier avec lui, une partie remis son destin entre les mains de Macron et de LREM en imitant ses couches supérieures, tandis que la majorité d'entre elles ne comprenant pas ce qui leur arrivait se réfugia dans la passivité en attendant des jours meilleurs. Leur condition se dégradant à vue d'oeil et saisissant enfin que le pire les attendait sous Macron, en désespoir de cause une minorité d'entre envisagea de se soulever contre le régime de manière anarchique, sans direction ni programme ou parti, ce qui donna le mouvement du 17 novembre 2018. A suivre.

Un internaute : "*La république n'est pas une démocratie, mais une oligarchie.*"

Exact, la dictature de la ploutocratie, le carcan qui étouffe la démocratie...

K. Marx - La République n'est, d'une façon générale, que la forme de transformation politique de la société bourgeoise et non pas sa forme de conservation... (K : Marx Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte)

C'est la raison pour laquelle nous ne revendiquons pas la République, mais une République ouvrière ou sociale, donc en lui donnant un contenu de classe précis.

Pourquoi ne pas s'en passer carrément ? Pardi, parce qu'on ne peut pas supprimer les classes du jour au lendemain, il faut être sérieux et cohérent, nous ne sommes ni des gauchistes ni des anarchistes, nous nous en tenons à la réalité, aux rapports entre les classes et à leur évolution... Chaque chose en son temps.

Seconde partie

Ils craignent qu'un assaut des masses renverse le monarque et le régime.

- "Gilets jaunes" : le dispositif de sécurité inouï pour protéger Emmanuel Macron - 6Medias 12 décembre 2018

"Le Château s'est transformé en véritable château fort", peut-on lire dans Le Canard Enchaîné qui explique que 500

gardes républicains du premier régiment d'infanterie et une centaine de policiers et de gendarmes du Groupe de sécurité de la présidence de la République auraient été appelés.

Les lances à eau étaient prêtes pour repousser les éventuels ennemis, tout comme un hélicoptère prévu afin d'"exfiltrer le chef de l'Etat" selon le Canard Enchaîné qui fait une révélation sur les VBRG, "véhicules blindés à roues de la gendarmerie".

La fabrique du consentement... est enrayée !

- Malgré les mesures annoncées, les "gilets jaunes" restent mobilisés - franceinfo 11 décembre 2018

Depuis ce matin mardi 11 décembre, les "gilets jaunes" de Saint-Étienne-de-Rouvray (Seine-Maritime) occupent encore un rond-point. Ils sont une centaine, à peine moins qu'au début du mouvement, mais déçus, voire excédés par les annonces du chef de l'État, ils sont prêts à intensifier leurs actions. "On va bloquer l'économie comme on fait depuis le départ, sauf que cela va être plus serré qu'avant", annonce Alexandre, le coordinateur des "gilets jaunes" de Rouen. Toute la semaine, les "gilets jaunes" vont installer des barrages filtrants ou mener des opérations surprises. Mardi 11 décembre au matin, une centaine d'entre eux a bloqué un centre de traitement des déchets pendant plusieurs heures.

Chaque jour, la mobilisation est sans faille grâce à leur organisation en roulement. Les "gilets jaunes" sont soutenus en grande partie par les conducteurs pourtant piégés dans des bouchons de plusieurs kilomètres. Déterminés, tous ces "gilets jaunes" manifesteront samedi 15 décembre, la plupart restera sur place à Rouen et n'ira pas à Paris. Après l'acte IV, ils promettent de revenir sur le même rond-point au milieu duquel ils ont planté un sapin de Noël, signe qu'ils sont prêts à bloquer jusqu'aux fêtes de fin d'année. franceinfo 11 décembre 2018

- Un manifestant en Isère : «Mais nous, on tient le pavé pour aller jusqu'au bout.». Le bout, pour Claude, ce serait un référendum citoyen pour «secouer les cocotiers sur lequel les puissants sont assis». Libération 11.12

Parmi les revendications des «gilets jaunes», l'une, particulièrement détaillée, a le vent en poupe. Un référendum d'initiative citoyenne permettrait au peuple d'être à l'initiative de la loi, une revendication récurrente lors de la Révolution française.. Mais la possibilité de révoquer un élu s'opposerait directement au fonctionnement de la «démocratie représentative».

C'est peut-être la dimension la plus profonde des «gilets jaunes»: le mouvement ne demande pas seulement des mesures sociales contre la vie chère, mais souhaite aussi une meilleure expression politique des citoyens.

«Création d'un site lisible et efficace, encadré par un organisme indépendant de contrôle où les gens pourront faire une proposition de loi. Si cette proposition de loi obtient 700 000 signatures alors cette proposition de loi devra être discutée, complétée, amendée par l'Assemblée nationale qui aura l'obligation (un an jour pour jour après l'obtention des 700 000 signatures), de la soumettre au vote de l'intégralité des Français.»

Mais que recouvre exactement ce RIC? Quatre choses si l'on en croit une vidéo visionnée depuis mardi dernier par près de 600.000 internautes. Les «gilets jaunes» demandent: un RIC abrogatoire qui permettrait au peuple d'abroger une loi ; un RIC révocatoire, qui permettrait au peuple de «révoquer n'importe quel responsable politique, aussi bien le président, qu'un ministre, un député ou n'importe quel élu» ; un RIC législatif, qui permettrait au peuple de proposer un texte de loi ; un RIC constituant qui permettrait d'amender la Constitution (voire d'en changer?).

Les «gilets jaunes» estiment que ces RIC sont le seul moyen pour le peuple de «reprendre sa souveraineté». «Il n'y a rien à négocier en termes de mesures avec le gouvernement. Ce qui doit nous importer tous, c'est de reprendre le pouvoir (...) Il faut aller absolument au cœur du problème, ne pas réfléchir avec les logiciens du système», peut-on entendre dans la vidéo.

Ces débats sont aussi anciens que la démocratie moderne. «Depuis le XVIIIe siècle, le débat sur la démocratie a toujours oscillé entre deux formes, celle de Montesquieu et celle de Rousseau», rappelle l'historien du droit Jacques de Saint-Victor, professeur à l'Université Paris-8. Montesquieu était partisan d'une démocratie représentative: ce sont les représentants du peuple qui exerce la souveraineté. «Le peuple est admirable pour choisir ceux à qui il doit confier quelque partie de son autorité (...) Mais, saura-t-il conduire une affaire, connaître les lieux, les occasions, les moments, en profiter? Non: il ne le saura pas», écrit-il dans De l'Esprit des lois. De l'autre côté, Jean-Jacques Rousseau plaide pour une démocratie directe. «Le peuple anglais pense être libre ; il se trompe fort, il ne l'est que durant l'élection des membres du parlement; sitôt qu'ils sont élus, il est esclave, il n'est rien», écrit-il dans Du Contrat social. Le Figaro 11.12

Face à ce dilemme, il n'existe pas cinquante alternatives : soit le peuple travailleur est capable de se doter d'un parti ouvrier et de représentants conscients et honnêtes pour représenter réellement ses intérêts une fois qu'il l'aura porté au pouvoir, soit il en est incapable et ses intérêts ne seront jamais pris en compte et le pire est à venir.

Jusqu'à présent il a plutôt fait la preuve qu'il n'était pas capable de se doter d'un tel parti et de tels dirigeants, absolument aucun

parti existant de nos jours ne peut postuler à ce rôle historique. Constat à la fois consternant et terrifiant s'il en est. Soit on l'admet, et on a une chance de pouvoir résoudre ce problème, soit on s'y refuse et on n'en aura aucune, chacun doit bien en prendre conscience.

C'est parce que nous n'avons jamais eu de dirigeants réunissant les deux conditions ou qualités requises impérativement, possédant un niveau de conscience politique suffisamment élevé et faisant preuve d'une honnêteté absolue, un ou quelques dirigeants de la trempe des maîtres du marxisme, que nous sommes dans cette situation. Les faits et le bilan de nos dirigeants sont assez éloquents pour qu'on n'ait pas besoin de citer de noms.

Ils ferrailent durs les éditocrates et les jaunes au service de l'ordre établi...

- La bataille de l'opinion - LeParisien.fr 11.12

Comment s'y prendre pour éteindre un incendie qui couve depuis trente ans, brûle depuis deux mois et flambe depuis un peu plus de trois semaines maintenant ? LeParisien.fr 11.12

- Macron convainc l'opinion, pas tous les "Gilets jaunes" - Reuters 11.12

- Jacline Mouraud, l'une des figures des "gilets jaunes", appelle à "une trêve" après les annonces d'Emmanuel Macron - Franceinfo 11.12

O désespoir !

« Le mouvement de sympathie dont pouvaient bénéficier les Gilets jaunes va quand même, peut-être, un peu s'apaiser » estime Julien Bargeton (LREM) - Publicsenat.fr 11.12

Pas de bol !

- Allocution d'Emmanuel Macron : 54% des Français souhaitent la poursuite des actions des "gilets jaunes", en baisse de 12 points par rapport à fin novembre - Franceinfo 11.12

- "Gilets jaunes": Macron et Philippe s'efforcent d'enrayer le mouvement - AFP 11 décembre 2018

Les mesures annoncées lundi soir en faveur du pouvoir d'achat, chiffrées à environ 10 milliards d'euros, n'ont cependant pas été jugées suffisantes par de nombreux protestataires, qui ont annoncé leur détermination à poursuivre les blocages et appelé à un "acte V" de la mobilisation samedi dans toute la France.

"Sur le coup, je me suis dit que Macron nous avait un peu entendus", confiait mardi à l'AFP Thomas Miralles, porte-parole des "gilets jaunes" des Pyrénées-orientales (sud-ouest). "Mais quand on regarde dans le détail, en fait pas du tout", résume cet homme qui compte venir manifester samedi à Paris.

Comme lui, nombreux étaient les "gilets jaunes" à exprimer leur mécontentement. D'autres accueillent plus positivement les annonces. "Il y a de bonnes idées, un mea culpa, qui arrive trop tard mais on ne va pas cracher dessus", estime Claude Rambour, 42 ans, "gilet jaune" dans le nord du pays. Jacline Mouraud, porte-parole réputée modérée, a elle appelé à "une trêve", en saluant "des avancées". AFP 11 décembre 2018

- "Gilets jaunes": vont-ils lever les barrages ? - Franceinfo 11 décembre 2018

Les "gilets jaunes" étaient nombreux, lundi 10 décembre, à suivre l'allocution d'Emmanuel Macron à 20 heures. Alors, sont-ils convaincus, prêts à quitter les ronds-points qu'ils occupent depuis plus de trois semaines ? Réponses sur plusieurs zones de blocage.

Les annonces d'Emmanuel Macron ne les ont pas convaincus. Ces "gilets jaunes" ont décidé de revenir au matin du mardi 11 décembre tenir leur rond-point et continuer leur mouvement malgré le froid. À Pontarlier (Doubs), près de la frontière suisse, c'est d'abord le ton du président que les a déçus. À Roppenheim (Bas-Rhin), les "gilets jaunes" sont bien moins nombreux qu'hier. Ceux qui restent reconnaissent des avancées, mais encore insuffisantes, selon eux. À chaque "gilet jaune" ses besoins, ses revendications et donc ses frustrations par rapport aux annonces de lundi, à l'image de ces réactions à la Mède (Bouches-du-Rhône), près de Marseille. Alors, les plus déterminés, comme à Montauban (Tarn-et-Garonne), ne comptent pas lâcher de sitôt. Un dialogue de sourds qui continue entre le président et des "gilets jaunes" qui campent encore sur de nombreux barrages.

Notre journaliste Théo Souman, en duplex depuis la Mède, nous le confirme : "Oui, les 'gilets jaunes' poursuivent leur mouvement.

Ils sont une trentaine mardi matin à se relayer sur le rond-point de la Mède, près de Martigues. Ces 'gilets jaunes' se concertent depuis hier [10 décembre] sur les différents points de blocage. Tous concèdent que le président de la République a fait plusieurs gestes, mais pour beaucoup, les mesures annoncées sont insuffisantes. Par exemple, les travailleurs qui touchent un petit plus que le smic s'estiment oubliés, tout comme les retraités aux petites pensions, qui espéraient plus qu'une simple suppression de la hausse de la CSG. Ici, les 'gilets jaunes' vont poursuivre leurs actions : les barrages filtrants sur les routes ou encore le blocage du fret à l'aéroport de Marignane. Déjà, ces 'gilets jaunes' se disent prêts à manifester une fois de plus samedi prochain dans les rues de Marseille ou de Paris pour un éventuel acte V de leur mobilisation", conclut-il. Franceinfo 11 décembre 2018

- "Gilets jaunes" : après ses mesures sociales, Macron obtient l'aide des banques - AFP 11.12

Encore un geste concret pour tenter d'apaiser des "gilets jaunes" toujours en colère: Emmanuel Macron a obtenu mardi une limitation des frais bancaires, qui s'ajoutera aux aides sociales annoncées lundi. AFP 11.12

Une grossière arnaque qui ne passe pas !

- 100 euros de plus pour un salarié au smic : une mesure floue - LePoint.fr 11 décembre 2018

D'où vont venir ces 100 euros ? Les membres de la majorité ont eu le plus grand mal à apporter des précisions claires sur la mesure. « Cette augmentation de 100 [euros], elle inclut la revalorisation du smic, qui est déjà prévue, et le reste, ça va être la solidarité, ça va être le budget de l'État qui va permettre de compléter ces salaires », indiquait Muriel Pénicaud, ministre du Travail, sur France 2, juste après l'allocution d'Emmanuel Macron.

La revalorisation de 1,8 % du smic prévue en janvier 2019, et déjà actée avant la crise des Gilets jaunes, correspond à une augmentation d'environ 20 euros net par mois. Mais cette mesure-là sera bien à la charge de l'employeur, contrairement à ce qu'a annoncé Emmanuel Macron. En fin de soirée, l'Élysée explique à l'Agence de France Presse que « les 100 euros de plus [net] pour le smic correspondent à une prime d'activité de 80 euros et [à] une baisse des charges de 20 euros ». Plus de trace de la revalorisation dans le calcul.

Une accélération

Mardi matin sur France Inter, Muriel Pénicaud avait d'ailleurs changé de version : « On va augmenter [leur revenu] de 100 euros, qu'ils auront en plus de la revalorisation du smic. » « Ce n'est pas le smic qui augmente » directement, précise également Richard Ferrand, président de l'Assemblée sur RTL mardi matin, mais bien la prime d'activité, associée à une baisse de charges. LePoint.fr 11 décembre 2018

- Hausse du Smic: d'où viennent les 100 euros de Macron? Lexpress.fr 11/12/2018

La hausse prévue pour les smicards correspond à une accélération des hausses de prime d'activité sur trois ans.

Acte de générosité ou tour de passe-passe? Parmi les annonces faites lundi soir par Emmanuel Macron en faveur du pouvoir d'achat, il y a eu notamment la hausse du salaire des smicards à hauteur de 100 euros. Mais plusieurs médias ont cependant relevé que cette hausse reposera en grande partie sur une simple accélération de la hausse de la prime d'activité, prévue de longue date, sur les trois années à venir.

"Les 100 euros de plus pour le Smic correspondent à une prime d'activité de 80 euros et une baisse des charges de 20 euros", a-t-on indiqué à l'Élysée. "Ce sera fait le plus tôt possible, au plus tard en avril", a-t-on précisé.

Comme le rappelle France Info, la hausse de la prime d'activité allait s'échelonner comme suit : +30 euros en avril 2019, +20 euros en octobre 2020 et +20 euros en octobre 2021, soit un total de 70 euros qui, ajoutés à l'augmentation automatique du Smic prévue au 1er janvier prochain, atteint quasiment les 100 euros annoncés.

Une mesure déjà au programme

Le gouvernement accélère ainsi la mise en oeuvre de l'augmentation de cette prime d'activité, qui constitue un complément de salaire pour ceux qui sont rémunérés entre 0,5 et 1,2 Smic. Quelque 2,6 millions de personnes en bénéficient actuellement. L'exécutif avait déjà annoncé que le Smic mensuel brut, de 1498,47 euros soit 1184,93 euros net, allait connaître en janvier une revalorisation automatique -à la charge de l'employeur- de 1,8%, qui le porterait à 1210 euros net.

Mais tous les salariés rémunérés au Smic ne bénéficieront pas forcément de ce coup de pouce. Comme le précise Le Parisien, l'aide est calculée en fonction de la situation familiale et des revenus pour les personnes gagnant jusqu'à 1,2 Smic, donc jusqu'à

1379 euros net mensuels. Par ailleurs, ce bonus va décroissant pour les revenus allant du Smic à 1,2 Smic, et disparaît pour ceux situés en deçà d'un demi-Smic, à savoir 300 000 ménages, afin de ne pas les encourager à prendre des emplois à temps très partiel.

La hausse prévue pour les smicards correspond à une accélération des hausses de prime d'activité sur trois ans.

Acte de générosité ou tour de passe-passe? Parmi les annonces faites lundi soir par Emmanuel Macron en faveur du pouvoir d'achat, il y a eu notamment la hausse du salaire des smicards à hauteur de 100 euros. Mais plusieurs médias ont cependant relevé que cette hausse reposera en grande partie sur une simple accélération de la hausse de la prime d'activité, prévue de longue date, sur les trois années à venir.

"Les 100 euros de plus pour le Smic correspondent à une prime d'activité de 80 euros et une baisse des charges de 20 euros", a-t-on indiqué à l'Élysée. "Ce sera fait le plus tôt possible, au plus tard en avril", a-t-on précisé.

Comme le rappelle France Info, la hausse de la prime d'activité allait s'échelonner comme suit : +30 euros en avril 2019, +20 euros en octobre 2020 et +20 euros en octobre 2021, soit un total de 70 euros qui, ajoutés à l'augmentation automatique du Smic prévue au 1er janvier prochain, atteint quasiment les 100 euros annoncés. Une mesure déjà au programme

Le gouvernement accélère ainsi la mise en oeuvre de l'augmentation de cette prime d'activité, qui constitue un complément de salaire pour ceux qui sont rémunérés entre 0,5 et 1,2 Smic. Quelque 2,6 millions de personnes en bénéficient actuellement. L'exécutif avait déjà annoncé que le Smic mensuel brut, de 1498,47 euros soit 1184,93 euros net, allait connaître en janvier une revalorisation automatique -à la charge de l'employeur- de 1,8%, qui le porterait à 1210 euros net.

Mais tous les salariés rémunérés au Smic ne bénéficieront pas forcément de ce coup de pouce. Comme le précise Le Parisien, l'aide est calculée en fonction de la situation familiale et des revenus pour les personnes gagnant jusqu'à 1,2 Smic, donc jusqu'à 1379 euros net mensuels. Par ailleurs, ce bonus va décroissant pour les revenus allant du Smic à 1,2 Smic, et disparaît pour ceux situés en deçà d'un demi-Smic, à savoir 300 000 ménages, afin de ne pas les encourager à prendre des emplois à temps très partiel. De quoi inspirer à Martine Aubry un tweet non dépourvu d'ironie.

Enfin, il y a une dernière subtilité : Le Figaro a relevé que cette hausse de 100 euros net pour les smicards figurait déjà à la page 7 du programme de campagne présidentielle d'Emmanuel Macron.

"Tous les smicards qui bénéficient de la prime d'activité toucheront par exemple l'équivalent d'un 13e mois de salaire, soit 100€ nets de plus chaque mois", y lit-on. La mesure, initialement prévue pour la fin du quinquennat, est simplement avancée. L'express.fr 11/12/2018

- Isère. «C'est inacceptable la façon qu'il a eue de détourner les choses» - Liberation.fr 12 décembre 2018

Au nord-ouest de Grenoble, les ronds-points ont été vidés au lendemain de l'allocution présidentielle. Pourtant, certains restent motivés à défendre les plus pauvres face à un discours jugé malhonnête.

Mardi, il ne reste rien sur le terre-plein, si ce n'est une poignée de gilets jaunes décidés à «ne pas lâcher» la lutte. Ce grand nettoyage au petit matin, c'est «pour faire croire aux gens qui circulent que c'est fini, comme par hasard juste après le discours de Macron», dénonce Bernard, 63 ans. Technicien à la retraite, il n'y voit qu'un «enfumage» de plus du gouvernement. Les 100 euros alloués aux smicards ? «Du flanc, s'exclame-t-il. Cela ne concerne en fait que la prime d'activité. C'est de l'arnaque.» La question des heures supplémentaires fait rigoler le retraité : «J'étais aux 35 heures mais j'en faisais 45 par semaine, j'étais payé à la tâche et si le boulot n'était pas fini en temps et en heure, c'était mon problème.»

Avec 2 000 euros net pour vivre avec son épouse, Bernard s'estime privilégié. Mais il est sur le rond-point chaque jour «pour les jeunes et pour les gens qui sont dans la merde». La spéculation financière et l'évasion fiscale le font «dégueuler». Il prédit : «Notre société va devenir hyperviolente à cause des trop grands écarts de richesse entre la caste des dirigeants, la haute bourgeoisie qui ne crée rien, ne produit rien, et le peuple.» A ses côtés, Alexandra est aussi là pour les autres. La quadragénaire, qui travaille dans un service administratif, reconnaît qu'elle n'est «pas concernée par les mesures annoncées». Mais «je n'oublie pas d'où je viens», dit-elle, en parlant de sa famille d'ouvriers. Mère de quatre enfants, Alexandra trouve «inacceptable la façon qu'a eue Macron de détourner les choses» durant son allocution. «Ces mesures ciblent une population qui pourrait y croire parce que certains n'ont pas l'éducation pour comprendre tous les tenants et les aboutissants», considère-t-elle, fustigeant les raccourcis «colportés» par les bandeaux de BFM TV : «Ça me fait saigner des yeux.» Du coup, Alexandra sera «toujours gilet jaune le week-end prochain» pour cet acte V de la mobilisation qui s'annonce. Elle veut «redonner aux gens les moyens de vivre et pas juste survivre».

A 10 kilomètres de là, au rond-point de Beaucroissant, les gendarmes ont aussi lancé une opération destruction, à l'aube. Mais le cabanon qui se trouvait au passage de la D1085 a été repiqué par les gilets jaunes à quelques mètres de là dans un champ,

avec l'autorisation du propriétaire.

Sur la parcelle, une autre cahute a été bâtie accolée à un mobil-home. Une dizaine de gilets jaunes y prennent le café. Pour Claude, paysan de 57 ans, le discours présidentiel était en réalité un moyen «d'accélérer la vieille stratégie du "diviser pour mieux régner"». «On le voit sur le rond-point, depuis ce matin, beaucoup ont déjà enlevé leur gilet de leur pare-brise, certains font la gueule, note-t-il. Mais nous, on tient le pavé pour aller jusqu'au bout.» Le bout, pour Claude, ce serait un référendum citoyen pour «secouer les cocotiers sur lequel les puissants sont assis». Face à lui, Natacha, 21 ans, acquiesce. Infirmière à l'hôpital, elle a dû prendre un petit boulot à côté pour s'en sortir après avoir vu sa fiche de paie baisser sur trois ans. «Depuis le 17 novembre, on se rencontre enfin, dit-elle. Avant, on vivait les uns à côté des autres, là, on est presque devenus une famille.» Liberation.fr 12 décembre 2018

- Ille-et-Vilaine «Macron est un menteur, où va-t-il prendre l'argent ?» - Liberation.fr 12 décembre 2018

Les annonces du Président n'ont pas convaincu les gilets jaunes près de Rennes, qui restent mobilisés.

Près du rond-point qui commande l'accès du centre commercial Grand Quartier près de Rennes, où un des groupes de gilets jaunes de la métropole a établi son camp, l'heure n'est pas au démontage, loin s'en faut. Et après le discours d'Emmanuel Macron, qualifié «d'enfumage», on se dit plus mobilisé que jamais, tout en s'activant autour des abris de fortune érigés en palettes de bois. «Il y a le salon, la salle à manger, vous pouvez visiter», indique un gilet jaune, tandis qu'un autre, perceuse en main, bricole une «cuisine aménagée». De jour en jour, ces manifestants se sont organisés et ne sont pas près de lâcher prise. «Vous avez vu toute la nourriture qu'on nous apporte ? On a de quoi tenir !» remarque Killian, 21 ans, qui raconte que son patron, déménageur et sans travail à lui proposer en ce moment, lui a glissé quelques billets dans une enveloppe pour le soutenir. Quant à l'annonce du chef de l'Etat laissant entendre qu'il y aurait une hausse de 100 euros du smic quand il s'agissait de la prime d'activité, elle n'aura guère calmé les esprits.

«Il n'a rien annoncé, c'était déjà acquis, dénonce Christelle, boulangère et une des porte-parole du groupe. C'est un menteur. Et où va-t-il prendre l'argent ? Ce qu'il donne d'une main, il le reprend de l'autre.»

A ses côtés, autour du brasero, Agnès, 52 ans, complète : «Celui qui est au smic et bénéficiera de ces 100 euros va perdre des APL et passer dans la tranche d'imposition supérieure. Au final, il ne restera rien. Pareil pour la prime de fin d'année, la plupart des petits patrons ne pourront pas la payer, tout ça c'est du pipeau.» Agnès, en «arrêt longue maladie» qui, entre deux échanges, lève le poing pour répondre aux signes de sympathie des automobilistes, regrette aussi qu'il n'ait été question ni du rétablissement de l'ISF ni de la revalorisation de l'allocation adulte handicapé. Aux yeux de ces gilets jaunes, dont une vingtaine est partie lundi soir pour une opération escargot au péage de la Gravelle après l'allocution présidentielle, la suppression de la hausse de la CSG pour certains retraités n'a pas eu davantage de succès. «Personnellement, je ne paie pas de CSG, ça ne m'apporte rien», remarque Raymonde, 65 ans. Même chose pour la défiscalisation des heures supplémentaires, qui ne concernera «qu'une petite partie de la population», selon Didier, 56 ans, employé cordonnier.

«Nous avons écouté tous ensemble le Président et j'ai été très déçu, lâche ce grand gaillard, la barbe poivre et sel et des bagues à tête de mort aux doigts. Je pensais qu'il était beaucoup plus intelligent que ça. Qu'il allait frapper fort. Avec un smic à 1 500 euros ou la suppression du Sénat, et un Etat qui redevienne plus interventionniste. Il a encore écouté les technocrates. On nous dit qu'il n'y a pas d'argent, mais il faut arrêter avec ce CICE pour des entreprises comme Total ou Carrefour, qui n'en ont pas besoin.»

Loïc, 65 ans, «médecin qui soigne régulièrement des gens gratuitement», s'invite dans la conversation, demande s'il y a une cagnotte, glisse un billet dans la main d'un gilet jaune, évoque les «milliards d'euros» engloutis par l'EPR de Flamanville ou l'évasion fiscale. Il aimerait qu'on fasse «bouger les banques», sur les frais d'intervention fixes lorsqu'on est à découvert ou quand le titulaire d'un crédit se retrouve au chômage. Philippe, retraité, venu lui aussi soutenir le mouvement, estime qu'il «va falloir partager les richesses, sinon on n'y arrivera pas». «On n'est pas contre les riches, reprend Agnès. C'est le fait qu'il y ait un si grand écart entre les ultrariches et les pauvres qui ne va pas.» Liberation.fr 12 décembre 2018

- Sur Facebook, les gilets jaunes tentent de démêler le vrai du faux sur le Smic - Le HuffPost 12 décembre 2018

Le flou est -presque- total.

Car sur ces pages Facebook, les annonces du président de la République ont avant tout suscité un mélange de déception et d'indignation. Beaucoup de ces contestataires pointent du doigt le caractère incomplet des mesures promises...

Certains de ces contestataires tentent de démêler le vrai du faux en décryptant les mots choisis par Emmanuel Macron et la majorité en mode service après-vente, quand d'autres tombent dans le piège des fausses informations inévitables au sein de ces communautés. Toutes ces publications ont toutefois un point commun: elles montrent toute la détermination des gilets jaunes à continuer le mouvement malgré l'allocution présidentielle.

D'autres se montrent plus virulents et accusent le président d'avoir ouvertement "menti" en promettant une revalorisation du salaire minimum. En effet, cette mesure ne touche pas le Smic en lui-même, mais bien la prime d'activité. Une subtilité qui a pour conséquence d'exclure certains Français pourtant rémunérés au salaire minimum, l'aide sociale en question étant calculée en fonction des revenus du foyer.

Le Monde rappelle que cette aide sociale n'est pas imposable et n'a que très peu de chance de le devenir. "Son augmentation ne change donc rien à la déclaration de revenus des personnes concernées", écrit le quotidien. Le HuffPost 12 décembre 2018

- Gilets jaunes Mesures et entourloupes à la loupe - Liberation.fr 12 décembre 2018

La formule d'Emmanuel Macron était habile : «Le salaire d'un travailleur au smic augmentera de 100 euros par mois dès 2019 sans qu'il n'en coûte 1 euro de plus pour l'employeur.» A peine son intervention terminée, les chaînes d'info en continu pouvaient titrer : «Hausse du smic de 100 euros». En fait, pas vraiment... D'abord parce que, contrairement à ce que réclament depuis des années une partie de la gauche et des syndicats, il n'y aura pas de hausse «légale» du salaire minimum. Ensuite parce que les salariés au smic ont déjà reçu une partie de cette somme en 2018. Pour le cas d'un célibataire sans enfant, c'est 20 euros via la suppression de cotisations salariales et environ 13 euros au terme de deux précédentes revalorisations de la prime d'activité. Et enfin parce que, pour 2019, la majorité a déjà voté à l'Assemblée nationale une «nouvelle bonification» de 30 euros de la prime d'activité. Macron demande donc à son gouvernement d'avancer les hausses (de deux fois 20 euros) de la même prime d'activité prévue pour 2020 et 2021.

Mardi après-midi, juste avant le vote solennel du projet de loi de finances au Sénat, le gouvernement a profité d'une (toute) petite fenêtre parlementaire pour avancer le versement de la bonification de 2019. Prévue au 1er avril, elle interviendra finalement le 1er janvier. Mais, attention : dans les faits, le versement prend souvent du temps et un bénéficiaire de la prime d'activité patiente souvent trois mois avant de voir la couleur d'une revalorisation. «On va voir avec la Caisse nationale des allocations familiales s'il est possible de raccourcir ce délai», souligne un conseiller ministériel. Le gouvernement a également fait voter au Sénat une enveloppe supplémentaire de 600 millions d'euros pour financer cette «accélération» de la prime d'activité.

Par ailleurs, le smic augmentera légalement au 1er janvier, de 1,8 % pour suivre l'évolution des prix. Ce dont le gouvernement se gargarise. «Cela veut dire qu'un salarié au smic était en décembre 2017 à 1 307 euros et touchera, en janvier, 1 430 euros, soit 123 euros de plus», ajoute ce même conseiller. Ce qui veut dire que pour arriver aux 100 euros annoncés par Macron, l'exécutif part d'une situation datant du 31 décembre 2017 et non 2018. De plus, met en garde la députée PS Christine Pirès-Beaune, les couples risquent d'être pénalisés : «La prime d'activité n'est pas individualisée et dépend des ressources du foyer. Des personnes vont donc se dire, de bonne foi, qu'ils vont bénéficier de la mesure mais ce ne sera pas le cas. Dans la période, on n'a pas le droit d'être ambigu.»

Tout ça était déjà assez compliqué quand Edouard Philippe a expliqué aux députés mardi que son objectif n'était «pas d'en rester à ceux qui bénéficient aujourd'hui de la prime d'activité». Apparemment, le gouvernement veut «faire en sorte [...] que l'ensemble de ceux qui sont rémunérés au smic puissent bénéficier de cette augmentation. C'est donc aller plus loin que le dispositif tel qu'il existe aujourd'hui.» Comment ? Mystère... Il faudra attendre les futurs décrets pour le savoir. Liberation.fr 12 décembre 2018

Et puis, ils s'y mettent tous !

- Justice. La grève perdure, Belloubet persiste - Liberation.fr 11.12

Les robes noires organisent une nouvelle «journée morte» ce mercredi pour protester contre le projet de loi de la garde des Sceaux, actuellement examiné par les députés. Au cœur de la lutte, le barreau de Rouen, à l'arrêt depuis le 4 décembre, rejoint par des confrères d'Ile-de-France, de Toulon... Liberation.fr 11.12

- La mobilisation lycéenne ne faiblit pas - Reuters 11.12

Quatre cent cinquante établissements étaient perturbés mardi par des lycéens dénonçant notamment les réformes du baccalauréat et de l'accès à l'université... Reuters 11.12

Même la victoire des jaunes ou corporatistes n'y fait rien!

- La CFDT grande gagnante des élections professionnelles - Liberation.fr 11 décembre 2018

La centrale réformiste est devenue le premier syndicat français public et privé confondus. Au-delà de l'effet d'annonce, la faible participation peut aussi inquiéter les organisations.

Dans les faits, la CGT reste certes première, en pourcentage, dans la fonction publique prise dans son ensemble (Etat,

hospitalière, territoriale) avec 21,8% des suffrages. Le syndicat de Philippe Martinez devance encore la CFDT (19%) et FO (18,1%). Mais il suffisait que l'avantage en voix de la CGT, tous secteurs confondus, diminue de 20 000 pour que la CFDT lui passe devant. C'est désormais chose faite.

Sur les conseils des pros de la com, le logo CGT avait carrément été zappé de la première page des documents distribués. «On avait remarqué que les agents avaient souvent du mal à prendre nos tracts. Avec ce nouveau format, sans logo, ça marche mieux», expliquait il y a quelques jours, Erwan Trézéguet, chargé de la campagne pour la CGT Fonction publique. Mais cela n'a pas suffi.

De son côté, FO, qui pouvait redouter une baisse de sa cote de popularité en raison des récents scandales au sein de l'organisation, a préservé l'essentiel. Le syndicat reste à la première place «dans la #Fonctionpublique de l'Etat et conquiert la seconde place dans la Fonction publique hospitalière», a tweeté son secrétaire général Yves Veyrier. Lui qui, il y a deux semaines, se disait confiant : «Je ne pense pas que les électeurs attachent tant que ça d'importance à ce qu'il se passe à la tête du syndicat», avançait-il. Les faits lui ont donné raison.

Mais au-delà des effets d'annonce des uns et des autres, ces élections peuvent aussi inquiéter les organisations syndicales. Lancées il y a deux semaines, elles ont été largement boudées par les 5,2 millions d'agents concernés : la participation est passée pour la première fois symboliquement sous la barre des 50% (49,9%), en retrait de 2,9 points par rapport à 2014. En raison de ce recul, les organisations baissent en voix : «la CGT a perdu 78 500 voix par rapport à 2014 et la CFDT 47 620», a précisé le secrétaire d'Etat à la Fonction publique Olivier Dussopt, en présentant les résultats à la presse. Au total, par rapport à 2014, la CGT a baissé de 1,3 point et la CFDT de 0,3 point. Liberation.fr 11 décembre 2018

Le timing parfait ou une pure coïncidence !

Puisque le discours du souverain sur les ondes oligarchiques à ses sujets n'avait pas suffi à les calmer, un petit attentat qui tombe à pic, et comme de bien entendu ou pour les précédents, l'auteur présumé du coup de feu était pris en charge par la DGSI, la fabrique de criminels ou terroristes.

Idiot utile et pousse au crime, demandez le mode d'emploi. Cela ne s'invente pas, encore un "terroriste" qui était pris "en charge par la DGSI" !

Libération 12 décembre 2018 - Le suspect, où plutôt l'homme le plus recherché d'Europe devrait-on dire, s'appelle Chérif Chekatt. Il a 29 ans, est né à Strasbourg, dans une petite cité HLM à l'ouest de la ville, le Hohberg. Les premiers éléments de son parcours se dessinent, surtout à travers un casier judiciaire largement noirci... Il comporte 27 mentions, dont 25 condamnations.

Il a 17 ans quand le tribunal pour enfants de Metz le condamne à deux ans d'emprisonnement pour vol aggravé, enlèvement et séquestration. Les peines s'enchaînent ensuite à un rythme effréné. Tant et si bien que sa vie d'adulte se construit à l'ombre. En 2008, il est derrière les barreaux pour violences sur PDAP. Là encore il écope de deux ans de prison, sanction confirmée par la cour d'appel de Nancy. Peu de temps après, il est condamné pour une rixe dans un centre commercial de Strasbourg, où il blesse un jeune homme de 16 ans avec des tessons de bouteille. Résultat : deux ans de prison avec sursis avec mise à l'épreuve (qui sera révoqué en 2012). Celui qui est devenu multirécidiviste se retrouve à la maison d'arrêt de Mulhouse en 2013 (dix-huit mois pour violences aggravées) puis à celle d'Epinal en 2014 (trois mois d'emprisonnement supplémentaires pour violence sur PDAP) et enfin à Strasbourg. «On ne peut pas dire qu'il s'est radicalisé à ce moment-là. Sa radicalisation a été détectée car il l'était déjà», pointe la même source auprès de Libé. Il est repéré pour son «attitude prosélyte» a confirmé Rémy Heitz.

Après sa sortie de prison en 2015, ce sera au tour des autorités allemandes d'entendre parler de Chérif Chekatt. A l'été 2016, il est condamné à deux ans et trois mois d'emprisonnement pour deux cambriolages, d'abord une pharmacie, puis un cabinet dentaire. Selon le journal Tagesspiegel, il y a dérobé de l'argent liquide et des dents en or. Il sera expulsé vers la France en 2017 après avoir purgé sa peine. Chérif Chekatt fait l'objet d'une fiche S (pour sûreté de l'Etat) émise en mai 2016 par la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI). Cet outil, de pur renseignement, permet au service d'enregistrer régulièrement des informations sur la personne ciblée, notamment sur ses déplacements. En outre, Chérif Chekatt a été inscrit au fichier des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste en janvier 2016. Abondé par plus de 20 000 noms, ce document recense l'ensemble des personnes connues en France pour leur proximité avec l'idéologie jihadiste. Selon une source spécialisée, plus de la moitié de ces personnes sont suivies activement par les services de contre-terrorisme. Les plus inquiétantes sont directement prises en charge par la DGSI, ce qui était le cas du Strasbourgeois.

Le suspect, dont les parents et les deux frères étaient mercredi soir en garde à vue, était recherché par les enquêteurs dans le cadre d'une affaire de «tentative d'assassinat et association de malfaiteurs en vue de la commission d'un crime». Le juge d'instruction strasbourgeois avait ainsi délivré une commission rogatoire pour procéder à son interpellation mardi. Toutefois, quand les gendarmes sont arrivés à son domicile, il avait pris la fuite. La perquisition opérée a permis de mettre au jour un arsenal assez conséquent, composé, selon le procureur de Paris «d'une grenade défensive, quatre couteaux, dont deux de chasse, et un fusil 22 Long Rifle». Alors, quand les premières descriptions du tueur du marché de Noël affluent, les enquêteurs

pensent spontanément à lui. Libération 12 décembre 2018

- Premiers informés sur l'attentat de Strasbourg : des Israéliens - panamza.com 12.12

La photographie du suspect a été divulguée et diffusée massivement par des réseaux israéliens. La preuve en sources.

Encore une fois, des éléments confidentiels relatifs à l'auteur présumé de cet attentat terroriste ont été divulgués -en premier- par des Israéliens et des comptes anonymes engagés pour Israël.

Ainsi, mardi soir, à 22h51 (soit trois heures seulement après les faits et bien avant la presse internationale), Ronen Solomon, prétendu "analyste indépendant" israélien dans le domaine du renseignement et de l'imagerie satellite (et ancien journaliste salarié par un ami de Netanyahu), fut le premier influenceur de Twitter (basé à Tel Aviv) à diffuser conjointement la photo et l'âge de Cherif Chekatt. Détail troublant : il a depuis supprimé son tweet pourtant massivement repris (et sauvegardé, heure à l'appui, en capture d'écran -visible plus haut- par Panamza).

Neuf minutes plus tard (à 23h), BNL News, pseudo-site d'info américain (mais engagé pour Israël et contre le Hamas) a également repris la photo, partagée en masse sur Twitter.

À 23h03, c'est au tour de l'Israélienne "Rosanna" (oui, oui : celle qui avait annoncé à deux reprises un attentat de Daech contre les Gilets jaunes) de dévoiler la photo.

Dernier exemple : le cas de Jean-Patrick Grumberg, militant judéosioniste et journaliste franco-américano-israélien du site anti-français/anti-arabe Dreuz. Proche de l'agent d'influence franco-israélien Gilles-William Goldnadel, Grumberg a rédigé un article particulièrement détaillé en éléments d'information confidentiels sur Cherif Chekatt dans la nuit de mardi à mercredi.

À souligner, en attendant les suites de la contre-enquête de Panamza : vers 1h du matin, l'homme assis à la droite d'Emmanuel Macron dans la cellule de crise n'était autre que Laurent Nunez, secrétaire d'État à l'Intérieur et ami intime du judéofasciste (basé en Israël) Sam Ghozlan. panamza.com 12.12

Précision. Je sais qu'à certains égards ce portail est inféquentable, mais il arrive qu'il fournisse des informations qu'on ne trouvera nulle part ailleurs, ou pire, sur des portails d'extrême droite. Ici, tout ce qui est dit est sourcé.

- Fusillade à Strasbourg : la France placée en "urgence attentat" - Franceinfo 12.12

Le niveau d'alerte du plan Vigipirate, partout dans le territoire, a été relevé. Nous sommes passés en "urgence attentat". Ce niveau "permet la mobilisation exceptionnelle de moyens matériels et humains pour renforcer les contrôles. Des contrôles aux frontières qui hier [mardi 11 décembre] ont été renforcés à plusieurs endroits et puis aussi sur les marchés de Noël", précise le journaliste Jean-Baptiste Marteau en direct du ministère de l'Intérieur. "Des dizaines de militaires supplémentaires ont été déployés sur le terrain dans le cadre de cette opération Sentinelle", poursuit-il.

Ce déploiement est effectif sur tout le territoire, car "ce niveau 'urgence attentat' s'applique depuis hier partout en France et pas uniquement dans la région de Strasbourg (Bas-Rhin). Il faut aussi savoir que le plan Vigipirate a été entièrement revu en 2016 après les attentats de Paris. Il est désormais divisé en trois niveaux : la simple vigilance, le niveau 'sécurité renforcée', qui était déjà en vigueur depuis plus de deux ans, et ce stade 'urgence attentat', qui a été déclenché". Ce plan est limité dans le temps et "devrait durer quelques heures ou quelques jours, le temps de retrouver le terroriste". Franceinfo 12.12

Le "*terroriste*" Quel terroriste ?

- Attaque à Strasbourg: "la motivation terroriste de l'acte n'est pas encore établie", selon Nuñez - AFP 12.12

Laurent Nuñez, le secrétaire d'État à l'Intérieur, mercredi matin.

[Une occasion à saisir pour une nouvelle manifestation d'union nationale.](#)

- Mélenchon et les Insoumis font une standing ovation à Édouard Philippe - HuffPost 12.12

Un instant de trêve. Alors que la mobilisation des gilets jaunes et la réponse policière qui y est apportée ne cessent de diviser Jean-Luc Mélenchon et Édouard Philippe, les deux hommes se sont offert un moment de répit ce mercredi 12 décembre à l'Assemblée.

Édouard Philippe : "Nous pourrions exprimer nos désaccords parce que, fondamentalement monsieur le président Mélenchon, nous sommes d'accord pour défendre la République et la démocratie", le groupe insoumis se levant, déclenchant une standing ovation dans l'ensemble de l'hémicycle.

Dans sa question, un peu plus tôt, Jean-Luc Mélenchon avait déjà fait montre de sa volonté d'union de la nation dans l'épreuve traversée à la suite de l'attaque de Strasbourg. Il avait notamment dit au gouvernement "la totale solidarité des insoumis dans la traque que vous avez entreprise pour capturer l'assassin". HuffPost 12.12

Vous ne trouvez pas qu'on a l'impression d'avoir affaire à des gens du même monde qui n'est pas le nôtre ?

Cela sera-t-il suffisant pour briser cette mobilisation ? Pas sûr.

Surtout que...

- Le patronat applaudit les mesures annoncées par Macron - RT 12.12

Le Medef et plusieurs organisations de dirigeants se sont félicités des mesures annoncées par Emmanuel Macron, qui ne devraient pas affecter la compétitivité des sociétés. Toutefois, ils estiment que la prime de fin d'année sera rarement versée. RT 12.12

La question lancinante, leur cauchemar !

- Après l'attaque à Strasbourg, les "gilets jaunes" vont-ils poursuivre la mobilisation ? - francetvinfo.fr 12.12

"Il ne faut pas avoir peur et il faut continuer notre action, lance une manifestante habillée de sa veste fluo. Si on s'arrête là-dessus, Macron va être content". Même détermination sur les réseaux sociaux où s'affichent côte à côte appels à manifester et messages de compassion pour les victimes. Laëticia Dewalle, une des figures du mouvement en Île-de-France, ira, elle, manifester. "Ils ont déjà la peur au ventre tous les mois à cause de leur compte en banque, c'est pas un terroriste qui va leur faire peur et qui va les empêcher de vivre", argumente-t-elle. En revanche, dans le Sud, Christophe Chalencçon, autre porte-parole, appelle à manifester mais "ni à Paris, ni dans les centres-villes, pour ne pas perturber le dispositif 'urgence attentat'". francetvinfo.fr 12.12

Ils se désolent ! Il va falloir une guerre ou quoi ?

- Après l'attaque de Strasbourg, la détermination intacte de "gilets jaunes" - AFP 12.12

L'acte V des "gilets jaunes" sera-t-il maintenu samedi? Au lendemain de l'attaque de Strasbourg, le mouvement semblait décidé mercredi à poursuivre sa mobilisation malgré les appels du gouvernement à la "responsabilité".

De Tours à Marseille en passant par Calais, de nombreux "gilets jaunes" expriment leur solidarité avec les victimes de Strasbourg mais restent déterminés à faire entendre leur colère, dans la rue ou autour de ronds-points, après les mesures annoncées lundi soir par le chef de l'Etat.

Dans les Bouches-du-Rhône, le mouvement est "parti pour un acte V, en plus important même", affirme Thierry Marre, coordinateur des "gilets jaunes" à Istres, qui continue de réclamer comme d'autres "la démission" d'Emmanuel Macron.

Même détermination à Marseille même si l'on reconnaît que le drame strasbourgeois ne peut être ignoré. "Nous verrons ce qui se passe (...). Mais en l'état actuel des choses, nous sommes toujours partis pour un acte V", assure une coordinatrice locale, réclamant notamment la dissolution de l'Assemblée nationale.

"On ne se sent pas concernés, par ça, les attentats. C'est pour nous faire peur. On ne changera rien", lâche également "Mamyray", une retraitée de 65 ans rencontrée par l'AFP sur un rond-point à Rennes.

"Eux pensent que c'est une raison pour nous faire arrêter. Pour moi, cela (l'attentat et les +gilets jaunes+) n'a aucun rapport", estime à ses côtés, Paul, brocanteur de 24 ans.

Les annonces présidentielles, notamment l'augmentation de 100 euros des salaires au niveau du Smic, n'ont semble-t-il pas suffi à éteindre la colère des "gilets jaunes", pas plus que les appels du gouvernement à observer une pause après l'attaque terroriste sur le marché de Noël de Strasbourg, qui a fait au moins 2 morts. AFP 12.12

La réaction à découvert.

- "Gilets jaunes": Marine Le Pen "suppose que les manifestations ne pourront pas avoir lieu" - AFP 12.12

- Au lendemain de la tragédie de Strasbourg, plusieurs personnalités issues des sphères politique et médiatique ont appelé les Gilets jaunes à suspendre le mouvement. - RT 12.12

«Je pense que le mouvement [des Gilets jaunes] doit cesser», a déclaré le ministre de la Justice Nicole Belloubet ce 12 décembre, alors qu'elle intervenait à l'antenne de Public Sénat, au lendemain de la fusillade de Strasbourg.

Attaque de Strasbourg : Nicole Belloubet a déclaré qu'on pouvait parler d'attentat. Elle aurait par ailleurs estimé qu'après «l'événement dramatique de Strasbourg» et au vu des réponses de Macron aux GiletsJaunes, «le mouvement d[evait] cesser». (Twitter 12.12) RT 12.12

Ainsi, l'éditorialiste Jean-Michel Apathie a pour sa part fustigé «l'irresponsabilité» de ceux qui appelaient à manifester. «On imagine les CRS [attendant] que des casseurs, que des Gilets jaunes leur jettent des boules de pétanque et des marteaux à la figure ? [...] Quel symbole, quelle image après un attentat !», s'est attristé le journaliste avant de s'imaginer ce qu'un «observateur étranger» penserait en assistant à une telle scène : «Ils sont totalement fous dans ce pays !»

Appels à manifester, théories du complot : "Il faut être exigeant" avec les leaders du mouvement des GiletsJaunes, dit Jean-Michel Apathie. Ils doivent appeler à ne pas manifester samedi, d'abord au nom de la décence." Europe1 - 12 décembre 2018

Le maire républicain de Nice, Christian Estrosi : "Il ne peut pas y avoir un acte 5 qui fasse prendre des risques après Strasbourg."

Fusillade de Strasbourg "Une trêve des manifestations des GiletsJaunes s'impose : par respect pour les victimes et parce que les forces de l'ordre sont mobilisées pour retrouver cet individu et lutter contre le terrorisme" Damien Abad - Sud Radio Matin . RT 12.12

Troisième partie.

Ils osent tout

Sans blague!

- Logement indigne : «il y a des élus qui laissent faire» - Liberation.fr

Vive les Frères musulmans (leurs alliés ou créatures) ou l'idéologie politique des barbares !

- Khashoggi et d'autres journalistes personnalités de l'année pour le magazine Time - AFP

Le journaliste saoudien Jamal Khashoggi, tué le 2 octobre au consulat d'Arabie à Istanbul, a été désigné mardi personnalité de l'année par le magazine américain Time, une distinction partagée avec plusieurs autres journalistes qui symbolisent, pour l'hebdomadaire, la recherche de la vérité... AFP

ONG, les officines de la gouvernance mondiale.

- Pacte sur les Migrations: les ONG appellent les pays à agir - AFP

Le Pacte mondial sur les migrations des Nations unies adopté, défenseurs des droits de l'Homme et ONG appellent les pays signataires à mettre réellement en oeuvre leurs engagements, au-delà des seuls discours officiels, en plaidant pour un traitement plus humain des migrants. AFP

MSF, Oxfam, One Child, Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR)

Les Etats-Unis : L'Etat le plus corrompu de la terre.

- Gambie : accusé de corruption, l'ancien président Yahya Jammeh interdit d'entrée aux Etats-Unis - Franceinfo

[INFOS EN BREF](#)

POLITIQUE

[Italie.](#)

Israël/Palestiniens: Salvini accuse l'UE de biais anti-israélien - AFP 12 décembre 2018

Le ministre israélien de l'Intérieur Matteo Salvini (chef de la Ligue - extrême droite. - ndlr), en visite en Israël, a dénoncé mardi la position "déséquilibrée" de l'Union européenne, qu'il juge trop critique à l'égard de l'Etat hébreu, sur le conflit israélo-palestinien.

"L'Union européenne ces dernières années a été absolument déséquilibrée (...) dans sa gestion du conflit du Proche-Orient, condamnant et sanctionnant Israël toutes les 15 minutes", a-t-il dit lors d'un point de presse.

Qualifiant Israël de "rempart de sécurité pour les valeurs européennes et occidentales dans la région", il a estimé que "quiconque veut la paix soutient Israël". AFP 12 décembre 2018

Le "*ministre israélien*" au lieu d'italien, ils sont impayables à l'AFP ! Mais bon, ce n'était pas vraiment une coquille, une confirmation l'extrême droite en Italie, en France ou ailleurs est néolibérale et sioniste, fasciste.

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

[Espagne](#)

Le Smic espagnol augmenté de 22% sur décision du gouvernement - Le HuffPost 13 décembre 2018

Le chef du gouvernement espagnol Pedro Sanchez a annoncé mercredi 12 décembre qu'il augmenterait par décret le salaire minimum de 22%, lors du conseil des ministres du 21 décembre qui aura lieu à Barcelone.

"Le Conseil du 21 décembre approuvera la hausse du salaire minimum". Elle entrera en vigueur "à partir de 2019" et constituera "la hausse la plus importante depuis 1977", a déclaré Pedro Sanchez devant les parlementaires.

En annonçant qu'il relèvera par décret le salaire minimum mensuel de 858 euros à 1050 euros brut, Pedro Sanchez fait passer une mesure phare de son projet de budget pour 2019, qu'il n'a pas en ce moment les appuis nécessaires pour faire voter au parlement. Le HuffPost 13 décembre 2018

150 euros brut, une misère !

ECONOMIE

[UE](#)

- Zone euro: Convergence et compétitivité avant tout-projet - Reuters 12 décembre 2018

Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne (UE) ne retiendront pas la proposition visant à consacrer un budget de la zone euro à des fins de stabilisation économique, toute mobilisation de fonds ne devant servir strictement qu'à renforcer la convergence et à accroître la compétitivité, suivant un projet de communiqué du Conseil européen. Reuters 12 décembre 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 14 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Au format pdf (16 pages)

PREMIERE PARTIE.

Confirmation. Souvenez-vous, il y a au moins 6 mois j'avais avancé qu'elle passerait sans doute à la trappe...

- Gilets jaunes: la révision constitutionnelle suspendue. - L'Express.fr 14.12

C'est la lutte pour le pouvoir qui est engagée, la question de l'Etat, du renversement du régime et l'instauration d'une République sociale.

Acte 5 de la révolte. Rien n'y fait !

- "En dépit des annonces d'Emmanuel Macron en faveur du pouvoir d'achat et malgré l'attentat de Strasbourg" AFP 14.12

- "Gilets jaunes": le gouvernement appelle à ne pas manifester - franceinfo 13.12

Après plusieurs personnalités politiques et syndicales, le gouvernement appelle, à son tour, à ne pas manifester samedi 15 décembre. franceinfo 13.12

Ils la sentent venir...

- L'insurrection qui vient - franceinfo 14.12

Radars vandalisés, préfecture incendiée, centres des impôts murés, insultes ou menaces de mort reçus par des parlementaires : la haine contre l'Etat et ses représentants n'a jamais atteint un tel niveau en France. franceinfo 14.12

Renversons-le !

- L'Etat assiégé - franceinfo 14.12

Le pillage de la Sécurité sociale continue.

- "Finalement, la hausse de 100 euros s'ajoutera aux baisses de charges sociales de 2018, ce qui portera l'augmentation des petits revenus à près de 125 euros en 2019." AFP 14.12

125 euros, des miettes ! Et personne ne sait qui va la percevoir ni quand et qui la financera, pas les patrons, l'Urssaf, la Caf, l'Etat avec la TVA que nous payons tous.

La base fait pression et se radicalise obligeant les agents du régime à composer pour ne pas perdre la main.

- Acte 5 des Gilets jaunes : Mélenchon ne lâche rien - LeParisien.fr 14.12

- La CGT débordée par sa base sur l'idée d'une convergence - Liberation.fr 14.12

Nombre de militants affichent leur soutien aux gilets jaunes et déplorent les atermoiements de leur centrale. Liberation.fr 14.12

Vaut mieux temporiser ! Peine perdue !

- "Gilets jaunes" : la réforme des retraites "peut très bien être décalée dans le temps", plaide le député Olivier Damaisin franceinfo 13.12

Les retraites ce n'est pas la priorité, il n'y a pas d'urgence, estime, en résumé, le député du Lot-et-Garonne, Olivier Damaisin, qui hausse le ton. L'élus LREM est pourtant ambassadeur de la réforme des retraites à l'Assemblée nationale pour son groupe. Il doit donc en principe défendre cette réforme auprès des députés et des citoyens, mais là, il préfère jeter l'éponge. "Je vais arrêter mon rôle d'ambassadeur parce qu'il faut prendre le temps. C'est peut-être l'une des choses qu'on n'a pas prise jusqu'à

présent", confie-t-il.

La réforme, selon Olivier Damaisin, "peut très bien être décalée dans le temps". "Je ne suis pas sûr d'être le seul à dire ça. Ce n'est peut-être pas maintenant qu'il faut le faire d'ailleurs", précise-t-il, préférant attendre que "le soufflé retombe". "En tant que rapporteur, j'ai reçu des partenaires sociaux. Je peux vous dire que tous ne voient pas d'un bon œil la réforme des retraites. Donc, faut-il en parler maintenant ? Je ne pense pas. Pour moi, ce serait judicieux de le faire en 2020", déclare l'élu.

Comme lui, cinq députés LREM, également ambassadeurs, demandent une pause pour cette réforme. Il n'est pas question pour eux d'attiser de nouveaux foyers de contestation. Ces parlementaires sont minoritaires, mais bien décidés à se faire entendre. De son côté, Jean-Paul Delevoye continue de dire qu'il présentera ses préconisations en 2019, pour un vote du texte la même année, mais pas avant l'été. franceinfo 13.12

Totalitarisme et terrorisme d'Etat.

Grille de lecture à conserver en mémoire.

Ils ont abattu tous les terroristes qui étaient passés à l'acte et qui étaient "en charge par la DGSI" pour qu'ils ne parlent pas, trop compromettant pour l'Etat.

On pourrait se dire que l'Etat n'a rien à voir là-dedans, vraiment ? Comment cela ?

La DGSI sait qu'elle est en présence de types fragiles et manipulables, complètement marginalisés de la société et déséquilibrés, qui plus est qui n'ont rien à perdre, alors pour peu qu'on leur mette dans la tête qu'en réalisant un gros coup ou un exploit ils pourraient devenir célèbres ou il resterait une trace d'eux après leur mort, suggestion qui peut provenir de n'importe où, il suffit juste de les inciter à passer à l'action au moment que vous avez choisi pour qu'ils commettent un acte suicidaire, parce qu'ils savent à l'avance qu'ils seront abattus, ils y sont préparés, c'est même leur vœux devenu fanatique en guise d'idéal, de fin glorieuse, leur manière de dire adieu au monde en lui disant merde, c'est moi qui aies eu le dernier mot, au-delà du massacre qu'ils ont commis.

Cela se tient parfaitement, cela rejoint la mentalité ou le processus psychologique auquel est soumis un kamikaze, du type qui sacrifie sa vie parce qu'il n'avait plus rien d'autre à perdre et à en attendre. Cela paraîtra inconcevable ou irrationnel à un esprit équilibré imbu de bonne conscience, mais en fait c'est très rationnel quand on y réfléchit un instant.

Cela peut expliquer pourquoi depuis quelques années déjà, chaque fois qu'un gouvernement est en difficulté ou veut faire passer de nouvelles mesures liberticides ou antisociales, ce genre d'évènement se produit simultanément.

3 jours avant l'Acte 5. Un rapport adopté par l'UE le 12 décembre 2018. Encore une coïncidence !

- Lutte contre le terrorisme : l'UE adopte un plan pour une meilleure coordination des États - franceinfo 13 décembre 2018

Le Parlement européen a adopté mercredi 12 décembre une résolution pour renforcer la lutte contre le terrorisme en forçant les pays de l'UE à échanger leurs informations. franceinfo 13 décembre 2018

A peine 24 heures après l'affaire est pliée, le tireur abattu ! Encore une coïncidence ! Une de trop !

- Le tireur de Strasbourg abattu après 48 heures de cavale - Reuters 13 décembre 2018

- Huffington Post : Une rencontre fortuite entre les forces de l'ordre et l'homme le plus recherché de France. Le HuffPost 14 décembre 2018

Deux jours plus tôt on nous disait qu'il était l'homme le plus recherché de France et que personne ne savait où il était. Une fois de plus ils nous prennent pour des cons de toute évidence.

Fortuite ? Cette fois il n'a pas laissé ses papiers en évidence, il a fourni le lieu où il logeait.

- "Tu sais ce que j'ai fait ? J'ai tué des gens !" : ce que Cherif Chekatt a dit à un chauffeur de taxi après l'attentat à Strasbourg - franceinfo 13.12

Mardi 11 décembre, l'auteur présumé de la fusillade, qui a été abattu jeudi soir, est monté dans un taxi pour quitter le centre historique où il venait d'ouvrir le feu, tuant et blessant plusieurs passants. Dans la voiture, la conversation s'engage. "Tu sais ce que j'ai fait ? J'ai tué des gens ! (...) Pour nos frères morts en Syrie", aurait déclaré Cherif Chekatt au chauffeur de taxi, selon

des déclarations rapportées par une source proche de l'enquête à France 2.

La discussion dure environ 3 minutes. "La police a perquisitionné chez moi ce matin, ils ont trouvé une grenade", poursuit l'auteur présumé de l'attentat, toujours selon le témoignage du conducteur. Ce dernier s'est rendu dans un commissariat de Strasbourg après avoir déposé l'homme dans le quartier de Neudorf. Le chauffeur pense avoir la vie sauve parce qu'il est musulman et qu'il y avait des signes religieux dans sa voiture, notamment un collier de prière accroché au rétroviseur.

Il raconte qu'il a tout de suite vu que l'homme pris en charge était blessé au bras, parce que le fugitif lui a montré sa blessure. Il dit que l'homme était très pâle et avait l'air à la fois calme et très stressé. Le chauffeur de taxi affirme aussi qu'il connaissait très bien les rues de Strasbourg mais n'avait pas l'air de trop savoir où aller. C'est le chauffeur qui l'a convaincu rapidement de sortir du taxi. La course a duré très peu de temps. franceinfo 13.12

Quand l'Etat terroriste se fait complotiste, l'un ne va plus sans l'autre.

- "Gilets jaunes": les théories du complot fleurissent sur les réseaux sociaux - franceinfo -13.12

Et les idiots utiles ou ses suppôts de leur emboîter le pas.

- Quatennens (LFI) lance un appel aux gilets jaunes sur les théories du complot - Le HuffPost13 décembre 2018

"C'est stupide." Invité de BFMTV et RMC ce jeudi 13 décembre, Adrien Quatennens a appelé les gilets jaunes qui relaient toutes sortes de théories du complot sur l'attentat de Strasbourg à "garder raison."

"Ce n'est pas raisonnable. (...) Le ministre de l'Intérieur et le Premier ministre font tout ce qu'ils peuvent", a-t-il ajouté, avant de lancer un appel à ceux qui pourraient verser dans le complotisme: "je le dis aux citoyens qui nous écoutent: ne faites pas circuler ou ne relayez pas ce genre de fausses informations. Il faut être implacable sur le sujet." Le HuffPost 13 décembre 2018

"*Le ministre de l'Intérieur et le Premier ministre font tout ce qu'ils peuvent*" pour empêcher les masses de manifester depuis 3 semaines, les gazent, les matraquent, les menacent, les emprisonnent, bravo monsieur le charlatan ! Quand on vous dit qu'ils sont dangereux. Et après cela vous voudriez que les travailleurs renouent avec le mouvement ouvrier, ce type-là en est le fossoyeur.

N'écoutez pas les élus de LFI, du PCF, du PS, de Générations, de EELV, les dirigeants syndicaux qui sont tous corrompus par le régime, dans une large mesure vous pouvez ajouter ceux de l'extrême gauche, ne parlons pas de ceux de la droite officielle ou de l'extrême droite ce sont nos ennemis à mort.

Commentaires d'internautes (Les Crises.fr)

1- Quant à la fusillade de Strasbourg, elle vient à point pour détourner l'attention de la crise sociale (la chasse au Sarrasin, juste avant Noël) et pour associer "Gilets jaunes" et "théorie du complot".

2- "Juste après les attentats de Charlie Hebdo, le gouvernement et les médias appelaient à sortir en terrasse pour "résister". Et là, on nous fait exactement l'inverse, pour un "attentat" "terroriste" d'une dimension bien inférieure, sans revendication ni même motif."

3- Je suis tombé sur Facebook sur un GJ qui avait pris en photo sa convocation au tribunal. Les faits reprochés étaient d'avoir dans son coffre 1 gilet jaune et 1 casque de chantier qui avait été considéré par les gendarmes comme des armes par destination.

L'extrême droite sioniste appelle à "**créer un délit de complotisme**".

Panamza.com - Après Joël Mergui, le patron ultrasioniste des juifs de France qui demande la pénalisation de l'antisionisme, c'est au tour de son co-religionnaire (également engagé dans le sionisme radical) Ariel Goldmann, patron du Fonds social juif unifié (une institution dite caritative et communautariste qui fut fondée et demeure encadrée par la famille Rothschild), de proposer -sans rire- le mercredi 12 décembre de "créer un délit de complotisme" en réaction aux légitimes interrogations suscitées par l'étrange attentat survenu la veille à Strasbourg. panamza.com 13.12.2018

[ACTUALITÉ SOCIALE DU JOUR](#)

[Ford : 850 emplois supprimés à l'usine de Blanquefort - franceinfo 13 décembre 2018](#)

Impossible de trouver les mots. Ce représentant syndical ne parvient pas à annoncer la nouvelle aux salariés : Ford refuse l'unique offre de reprise de leur usine de Blanquefort (Gironde), près de Bordeaux. Le site va donc fermer. Il y avait pourtant un repreneur. Un industriel franco-belge, Punch, prêt à sauver 400 des 850 emplois du site. Pour Philippe Poutou, ancien candidat à l'élection présidentielle, lui aussi salarié, Ford n'a pas joué le jeu.

LVOG - Le gouvernement aux abois.

Dans l'après-midi du jeudi 13 décembre, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, s'est exprimé avec colère. "Je veux dénoncer la trahison de Ford vis-à-vis des plus de 800 salariés du site de Blanquefort (...) parce qu'ils avaient accepté de réduire leurs salaires, de réduire leurs RTT, de faire des efforts considérables pour garantir la reprise", a-t-il grondé. L'usine Ford de Blanquefort pourrait fermer dès la fin du mois d'août 2019. franceinfo 13 décembre 2018. franceinfo 13 décembre 2018

DEUXIEME PARTIE.

Le mouvement du 17 novembre vu par l'extrême gauche.

Chacun a entendu quotidiennement depuis bientôt un mois les représentants de la réaction, gouvernement et patronat et leurs alliés condamner les violences, appeler au calme, au respect de l'ordre républicain, bref au respect de l'ordre établi. On est bien d'accord, n'est-ce pas ?

Qui au même moment (le 8 décembre) a osé sortir dans un communiqué : "*La mobilisation ouvrière sur le terrain de classe est facteur d'ordre pour tout le pays*" ? Le POID.

LO

Nathalie Arthaud : "***On est loin du compte***" 10/12/2018

LVOG - Sans blague ! Non mais attendez, LO ce sont des gens qui prétendent vouloir refaire le monde, le roitelet jette une pièce au gueux qui ne coûtera pas un rond au patronat, bien au contraire, et elle lui sort que cela ne fait la compte, cire-leur les pompes peut-être qu'ils te balanceront la planche à billets la prochaine fois, pauvre gourde !

Editorial 11/12/2018

"Engager le combat, par la grève, pour une augmentation générale des salaires, des retraites et des allocations, qui suive la hausse des prix : c'est le seul moyen, pour le monde du travail, de se battre pour son avenir. C'est aussi la seule perspective, pour toute la société, de desserrer l'étau de la dictature du capital sur l'économie."

LVOG - La "*seule perspective*", ce sont eux qui l'ont écrit, c'est de demeurer sous ce régime, pourvu que vos maîtres desserrent un peu les maillons de la chaîne qui vous entrave et vous pourrez vous estimez heureux. C'est à cela qu'on reconnaît les vrais révolutionnaires, les vrais trotskystes !

NPA - Tendance Claire

(7 décembre 2018)

Ce lundi 3 décembre le comité exécutif du NPA a décidé d'appeler clairement non seulement à soutenir, mais à participer aux manifestations organisées par les Gilets Jaunes du samedi 8 décembre.

Articuler les luttes dans les entreprises et dans la rue, avec les Gilets Jaunes.

LVOG - Jusque là on est d'accord.

(9 décembre 2018)

La radicalité des gilets jaunes semble le reflet inverse du recul du mouvement ouvrier organisé ainsi que son intégration systématique à l'appareil d'État par le dialogue social. (Discours qui sur ce point tranche avec celui du POI-POID qui fait l'éloge de l'indépendance des syndicats, une escroquerie politique. - LVOG)

Nous saluons et félicitons toutes les unions locales ou départementales qui prennent leurs responsabilités et qui désavouent les politiques de leurs directions pour rejoindre le mouvement. Il faut dès maintenant entraîner le prolétariat en tant que tel et dans son ensemble dans cette lutte puissante contre Macron et ce qu'il représente. (Pour abattre le régime aurait été mieux ou plus précis, car c'est le régime qui est incompatible avec le progrès social et non Macron. Mais on est d'accord sur l'orientation, jusque là. - LVOG)

Rejoignons en masse les gilets jaunes, participons au développement de la conscience de classe du mouvement, faisons tomber Macron et son monde ! (Les institutions de la Ve République. - LVOG)

(10 décembre 2018)

Derrière les bons sentiments... Macron protège les riches et nous arnaque !

Il faut se saisir de la journée de mobilisation du vendredi 14 décembre pour manifester et bloquer l'économie. Il faut être encore plus nombreux dans les rues samedi 15 décembre. Le pouvoir est affaibli. C'est le moment d'y aller tous ensemble ! Bloquons tout, organisons nous sur nos lieux de travail, dans les quartiers ! Macron et son régime doivent dégager ! Le pouvoir aux travailleurs/ses, en gilets jaunes et rouges !

LVOG - Toujours la connerie de l'écriture inclusive. Passons.

NPA - Montreuil le lundi 10 décembre

L'heure est à la mobilisation générale, pour un blocage du pays, notamment par la grève. Face à ce mouvement profond contre la vie chère, Macron doit céder : mettre fin aux taxes injustes, faire payer les riches, augmenter les salaires et les revenus. Nous pouvons les faire reculer.

LVOG - Les masses avancées et les "révolutionnaires" reculent en imitant Macron. Le mouvement engagé le 17 novembre a commencé à poser plus ou moins consciemment les bases d'un processus constituant, donc politique, il avance des revendications politiques qui remettent en cause l'existence du régime ou les institutions de la Ve République, et que dit le NPA trois semaines plus tard, on veut "faire payer les riches", ce qui signifie qu'ils doivent conserver le pouvoir, or ce mouvement a adopté une toute autre orientation politique en disant qu'ils ne voulaient plus entendre parler des riches, qu'il fallait leur faire pas seulement les poches mais la peau, leur ôter le pouvoir.

Appel des Gilets jaunes de Commercy à des Assemblées populaires partout

Par Gilets jaunes de Commercy (2 décembre 2018)

Les gilets jaunes de Commercy lancent un appel à toute la population ! L'appel est ci-dessous sous format texte et vidéo.

Samedi 1er décembre, un péage gratuit à Gye près de Toul a été organisé avec 200 gilets jaunes, face à 6 flics : le péage est resté gratuit toute la journée !

Puis une soupe populaire a été préparée en commun et offerte aux habitants de Commercy, suivie d'une collecte pour le Téléthon.

APPEL DES GILETS JAUNES DE COMMERCY À DES ASSEMBLÉES POPULAIRES PARTOUT REFUSONS LA RÉCUPÉRATION ! VIVE LA DÉMOCRATIE DIRECTE ! PAS BESOIN DE "REPRÉSENTANTS" RÉGIONAUX !

Depuis près de deux semaines le mouvement des gilets jaunes a mis des centaines de milliers de personnes dans les rues partout en France, souvent pour la première fois. Le prix du carburant a été la goutte de gasoil qui a mis le feu à la plaine. La souffrance, le ras-le-bol, et l'injustice n'ont jamais été aussi répandues. Maintenant, partout dans le pays, des centaines de groupes locaux s'organisent entre eux, avec des manières de faire différentes à chaque fois.

Ici à Commercy, en Meuse, nous fonctionnons depuis le début avec des assemblées populaires quotidiennes, où chaque personne participe à égalité. Nous avons organisé des blocages de la ville, des stations services, et des barrages filtrants. Dans la foulée nous avons construit une cabane sur la place centrale. Nous nous y retrouvons tous les jours pour nous organiser, décider des prochaines actions, dialoguer avec les gens, et accueillir celles et ceux qui rejoignent le mouvement. Nous organisons aussi des « soupes solidaires » pour vivre des beaux moments ensemble et apprendre à nous connaître. En toute égalité.

Mais voilà que le gouvernement, et certaines franges du mouvement, nous proposent de nommer des représentants par région ! C'est à dire quelques personnes qui deviendraient les seuls « interlocuteurs » des pouvoirs publics et résumerait notre diversité.

Mais nous ne voulons pas de « représentants » qui finiraient forcément par parler à notre place !

À quoi bon ? À Commercy une délégation ponctuelle a rencontré le sous-préfet, dans les grandes villes d'autres ont rencontré directement le Préfet : ceux-ci font DÉJÀ remonter notre colère et nos revendications. Ils savent DÉJÀ qu'on est déterminés à en finir avec ce président haï, ce gouvernement détestable, et le système pourri qu'ils incarnent !

Et c'est bien ça qui fait peur au gouvernement ! Car il sait que si il commence à céder sur les taxes et sur les carburants, il devra aussi reculer sur les retraites, les chômeurs, le statut des fonctionnaires, et tout le reste ! Il sait aussi TRÈS BIEN qu'il risque d'intensifier UN MOUVEMENT GÉNÉRALISÉ CONTRE LE SYSTÈME !

Ce n'est pas pour mieux comprendre notre colère et nos revendications que le gouvernement veut des « représentants » : c'est pour nous encadrer et nous enterrer ! Comme avec les directions syndicales, il cherche des intermédiaires, des gens avec qui il pourrait négocier. Sur qui il pourra mettre la pression pour apaiser l'éruption. Des gens qu'il pourra ensuite récupérer et pousser à diviser le mouvement pour l'enterrer.

Mais c'est sans compter sur la force et l'intelligence de notre mouvement. C'est sans compter qu'on est bien en train de réfléchir, de s'organiser, de faire évoluer nos actions qui leur foutent tellement la trouille et d'amplifier le mouvement ! (On se disait bien que l'abstention massive aux élections et le refus de participer au mouvement ouvrier corrompu finirait par trouver une expression politique, ou qu'il s'accompagnait d'une réflexion en profondeur sur le fonctionnement des institutions et leurs relais dans la classe ouvrière qui arriverait un jour à maturité ou qui exploserait au grand jour. On l'a sous-estimé ou on a refusé de le prendre en compte, ainsi on l'a retardé au lieu de le favoriser ou l'accélérer... - LVOG

Et puis surtout, c'est sans compter qu'il y a une chose très importante, que partout le mouvement des gilets jaunes réclame sous diverses formes, bien au-delà du pouvoir d'achat ! Cette chose, c'est le pouvoir au peuple, par le peuple, pour le peuple. C'est un système nouveau où « ceux qui ne sont rien » comme ils disent avec mépris, reprennent le pouvoir sur tous ceux qui se gavent, sur les dirigeants et sur les puissances de l'argent. C'est l'égalité. C'est la justice. C'est la liberté. Voilà ce que nous voulons ! Et ça part de la base ! (Là, c'est tout le régime qui vole en éclats ! - LVOG

Si on nomme des « représentants » et des « porte-parole », ça finira par nous rendre passifs. Pire : on aura vite fait de reproduire le système et fonctionner de haut en bas comme les crapules qui nous dirigent. Ces soi-disant « représentants du peuple » qui s'en mettent plein des poches, qui font des lois qui nous pourrissent la vie et qui servent les intérêts des ultra-riches !

Ne mettons pas le doigt dans l'engrenage de la représentation et de la récupération. Ce n'est pas le moment de confier notre parole à une petite poignée, même s'ils semblent honnêtes. Qu'ils nous écoutent tous ou qu'ils n'écoutent personne ! (Je n'avais pas lu cet appel avant ce jeudi soir 13 décembre, ma causerie rédigée la veille et publiée seulement quelques heures avant était prémonitrice une fois de plus, j'évoquais non pas la nécessité de dirigeants qui "*semblent honnêtes*", mais qui ont fait la preuve qu'ils l'étaient, et j'ajoutais qu'ils devaient avoir un niveau de conscience politique supérieur pour diriger le parti de la révolution prolétarienne ou guider les masses vers la victoire finale. - LVOG)

Depuis Commercy, nous appelons donc à créer partout en France des comités populaires, qui fonctionnent en assemblées générales régulières. Des endroits où la parole se libère, où on ose s'exprimer, s'entraîner, s'entraider. Si délégués il doit y avoir, c'est au niveau de chaque comité populaire local de gilets jaunes, au plus près de la parole du peuple. Avec des mandats impératifs, révocables, et tournants. Avec de la transparence. Avec de la confiance. (C'était la définition des soviets ou ne figuraient pas seulement des délégués issus de partis ouvriers. La supériorité des représentants du mouvement ouvrier sur les autres délégués provenait du fait qu'ils avaient acquis une expérience de la lutte de classe théorique et pratique, ce qui manque également à ces travailleurs. Si les militants du mouvement ouvrier expriment consciemment ce qu'expriment inconsciemment ou de façon confuse ces travailleurs, ils gagneront leur confiance et ensemble ils pourront lutter, aller de l'avant et vaincre Macron et renverser le régime. - LVOG)

Nous appelons aussi à ce que les centaines de groupes de gilets jaunes se dotent d'une cabane comme à Commercy, ou d'une « maison du peuple » comme à Saint-Nazaire, bref, d'un lieu de ralliement et d'organisation ! Et qu'ils se coordonnent entre eux, au niveau local et départemental, en toute égalité ! (Puis au niveau national pour constituer un organe de contre-pouvoir, un gouvernement ouvrier, ce qui créerait une situation de double pouvoir qui poserait directement la question de la lutte pour le pouvoir politique, dont l'objectif ne pourrait être que le renversement du régime en place ou la défaite. - LVOG)

C'est comme ça qu'on va gagner, parce que ça, là haut, ils n'ont pas l'habitude de le gérer ! Et ça leur fait très peur.

Nous ne nous laisserons pas diriger. Nous ne nous laisserons pas diviser et récupérer.

Non aux représentants et aux porte-parole autoproclamés ! Reprenons le pouvoir sur nos vies ! Vive les gilets jaunes dans leur diversité !

VIVE LE POUVOIR AU PEUPLE, PAR LE PEUPLE, POUR LE PEUPLE !

Si vous vous retrouvez dans les bases de cet appel chez vous, dans votre groupe local de gilets jaunes, ou autre, contactez-nous sur giletsjaunescommercy@gmail.com et coordonnons-nous sur la base d'assemblées populaires et égalitaires !

La CGT 75 appelle à manifester avec les gilets jaunes samedi 15 décembre

Appel du Comité Général de l'UD du 11 décembre 2018

Le Comité général de l'Union des syndicats CGT de Paris prend la mesure de la situation sociale exceptionnelle dans laquelle il se tient.

La mobilisation des Gilets jaunes est l'expression d'une colère légitime. Les revendications pour l'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux, contre la CSG, pour la justice fiscale, pour la défense des services publics, rejoignent celles qui ont conduit la CGT à mener de nombreuses luttes. (Non, on se retient de les insulter ! - LVOG)

Désormais, les lycéens ont massivement rejoint la contestation, suivis par les étudiants.

Face à ces différentes mobilisations, le gouvernement a répondu par le mépris et une répression policière et judiciaire inédite. Il cherche à faire rempart au patronat en masquant ses responsabilités. (Même pas, passons. - LVOG)

Mais la détermination commence à faire vaciller le président Macron. Ses annonces ne répondent pas aux revendications exprimées. Il poursuit la casse du modèle social (tu parles d'un modèle, il y a toujours eu des millions de pauvres dans ce pays, mais vous les ignorez ! - LVOG) et ne remet absolument pas en cause l'inégalité de la répartition des richesses dans notre pays par son refus de s'attaquer au coût du capital. (Pas question de s'attaquer aux fondements du capital, ils ne savent même plus ce que c'est au juste. Passons. - LVOG)

La CGT exige l'arrêt de la répression et l'abandon des poursuites judiciaires. Dans la poursuite de leur mouvement, les retraités sont appelés à se mobiliser le 18 décembre, 14H30 devant Bercy, pour leur pouvoir d'achat. (Il y avait le 14 et le 15, et maintenant le 18, Macron et le Medef apprécieront. - LVOG)

Ce même jour nous participerons à la Journée internationale des migrants, à 18H place de la République (Pourvu que BHL et Soros soient de la fête ! - LVOG). Face au patronat nous sommes tous ensemble dans les luttes pour l'égalité des droits.

Pour la CGT, il y a urgence à :

augmenter le SMIC à 1800€ bruts par mois, (Nets. - LVOG)

augmenter les salaires et les indexer sur l'inflation : 300€ bruts par mois,

augmenter le point d'indice dans la fonction publique,

augmenter les pensions, (Au niveau minimum du SMIC. Retraite à 50 ou 55 ans maximum.- LVOG)

augmenter les minima sociaux,

rétablir l'ISF et supprimer le CICE, (Rien à foutre de l'ISF, on leur prend tout, on supprime l'oligarchie ! - LVOG)

supprimer la hausse de la CSG, (Supprimer la CSG et la TVA. - LVOG)

maintenir et renforcer les services publics, (Rouvrir tous les services publics fermés ou supprimés. - LVOG)

abandonner tout projet de retraite par points, maintenir tous les régimes actuels, (Alignez le régime général sur le régime spécial le plus avantageux et le généraliser à tous les retraités. - LVOG)

pérenniser la sécurité sociale et son financement par les cotisations. (En chassez le patronat et le gouvernement. Annulation de la "dette" de la SS au marché, eh oui peu y pensent! - LVOG)

Le Comité général fait sien le communiqué intersyndical des Urif : « Les unions régionales Île-de-France CGT, FO, FSU, Solidaires avec l'UNEF appellent les salariés, les étudiants et les lycéens à se réunir en assemblées générales et à décider de l'action nécessaire à la satisfaction de ces revendications, y compris par la grève ». (Pour préparer la grève générale illimitée jusqu'à satisfaction de toutes nos revendications. - LVOG)

Le Comité général appelle à manifester et à faire grève le 14 décembre, à converger avec les Gilets jaunes le 15 décembre. L'amplification de la mobilisation par la tenue d'assemblées générales les plus unitaires possible dans les prochains jours est à l'ordre du jour. Partout mettons en débat la question de la grève pour gagner sur nos revendications.

Face à un gouvernement devenu fébrile, nous pouvons gagner ! (Nous pouvons le renverser ! - LVOG)

Le POID qui a son rond de serviette à la table des dirigeants syndicaux vendus...

POID

- N'y a-t-il pas urgence à quitter la table ? par Daniel Gluckstein - La Tribune des travailleurs 13 décembre 2018

Que Macron, ce 10 décembre, se soit livré à une misérable mascarade, annonçant des mesures sur le Smic et la CSG financées par les salariés et les retraités eux-mêmes... cela n'est pas pour surprendre. La question posée est : que va faire le mouvement ouvrier ?

Le matin même, les représentants des organisations syndicales s'étaient rendus à l'Élysée porteurs, on le suppose, des revendications des travailleurs. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils n'ont pas été entendus. (Non, sans blague, les ont-ils vraiment posées au moins ? Mais encore, parce que Macron pourrait ne pas être sourds ou satisfaire les "revendications des travailleurs" quand on lui demande poliment ? Il nous prend pour des abrutis Gluckstein, cela ne marche plus monsieur ! - LVOG)

Dans tout le pays, de jour en jour plus nombreux, les jeunes et les travailleurs s'engagent sur la voie de la grève pour les revendications. Au point que le journal patronal Les Échos s'inquiète de « l'impact » de la crise sociale généralisée sur les « réformes majeures inscrites à l'agenda de 2019 », citant en particulier « celles de la fonction publique (et) des retraites ». (Alors qu'on lui parle de ce qui se passe en ce moment sous ses yeux dans la rue, il nous cause de ce qui va se passer en 2019 ! Arrêtez de nous prendre pour des demeurés ! - LVOG)

Question majeure, en effet, que celle de l'avenir des contre-réformes engagées par un gouvernement qui fait l'objet d'un tel rejet ! (Ah tiens, le revoilà qui descend sur terre ! - LVOG)

À commencer par la contre-réforme que Les Échos n'évoquent pas, celle du baccalauréat, du lycée et de Parcoursup. C'est pourtant contre cette triple contre-réforme que par dizaines de milliers, à nouveau ce 11 décembre, les lycéens bravent la répression et les violentes agressions de casseurs, organisent leurs assemblées générales et manifestent pour en revendiquer le retrait. La seule réponse conforme à la démocratie, c'est en effet le retrait et le rétablissement du droit de chaque lycéen à passer un baccalauréat-diplôme national unique sur tout le territoire ouvrant accès à l'Université. (Sésame ouvre-toi ! Demain vous serez tous bac +7 comme lui, quel monde... surtout pour ceux qui seront bac -7, la majorité ! - LVOG)

S'agissant de la contre-réforme de la fonction publique, on note que la concertation à son sujet est supposée reprendre dans quelques semaines.

Il n'en est pas de même de la concertation sur la contre-réforme des retraites qui, elle, se poursuit ! Car ce gouvernement, pourtant archi-minoritaire et rejeté de toutes parts, maintient son objectif : détruire les 42 régimes de retraite existants, précipitant dans la misère des millions de futurs retraités ! (Sa seule préoccupation, c'est le maintien des régimes spéciaux de retraite de l'aristocratie ouvrière, son fond de commerce, et le droit à la retraite pour tous à taux plein dès 55 ans par exemple, il s'en tape ! - LVOG)

Dès lors, la démocratie la plus élémentaire n'exige-t-elle pas que les organisations syndicales de travailleurs décident, conformément à ce pour quoi elles ont été constituées, de quitter la table de la concertation ? (Commencez par rompre avec eux ! - LVOG)

Chacun le comprend : dans le contexte actuel, le retrait des organisations de la table des concertations rendrait très difficile pour ce gouvernement au bord du gouffre de faire passer, seul, ses contre-réformes. Un tel retrait marquerait un pas vers l'indépendance recouvrée du mouvement ouvrier (Il ne s'aviserait pas de dater à quel moment il a perdu son indépendance, et pour cause elle a été compromise depuis bientôt un siècle ! - LVOG), un pas vers l'unité effective des travailleurs et des organisations faisant bloc sur les revendications contre le gouvernement et les patrons. (Unité qui a débouché sur les accords de Grenelles et de Matignon, qui ont permis de liquider les mouvements révolutionnaires amorcés en 36 et 68. On croirait entendre la voix de la social-démocratie dépeinte par Marx dans le 18 Brumaire. - LVOG) Ce serait un pas décisif vers l'abandon de toutes les contre-réformes dictées par la classe capitaliste dans le seul but de voler des droits, de l'argent et de la qualification aux travailleurs et à leurs familles. (Sales voleurs ! Voilà ce qui reste de ce courant trotskyste en guise d'analyse et de stratégie politique, pitoyable ! - LVOG) La Tribune des travailleurs, 12 décembre 2018

La Commune.

- HALTE À L'ÉTAT DE SIÈGE MACRONEUX ! MARTINEZ, RENDS LA CGT ! La Commune 11 décembre 2018

La révolte spontanée des masses en gilet jaune est contagieuse et embraye sur la révolte des syndicalistes contre leurs mauvais dirigeants.

La révolte des masses en gilet jaune a arraché l'annulation de la hausse de la taxe Carburant et l'annulation de la CSG pour

la majorité des retraités. La clique de Martinez qui confisque la direction de la CGT de façon elle-même despotique n'a, quant à elle, jamais rien obtenu. Nous n'oublierons jamais qu'elle s'est dressée contre la mobilisation en gilet jaune (non seulement la CGT mais également le « parti ouvrier » et sa « tribune des travailleurs ») avant de bafouiller.

BERGER ET MARTINEZ, UNIS CONTRE LA COLÈRE DES MASSES Tout aussi indélébile, la déclaration signée par Martinez avec le Berger du MEDEF où nous lisons « Le dialogue et l'écoute doivent retrouver leur place dans notre pays. C'est pourquoi nos organisations dénoncent toutes formes de violence dans l'expression des revendications. » 1 , De concert avec les haut-responsables FO FSU CFTC qui se prennent pour une POLICE DU TRAVAIL... au service DU CAPITAL. Et, ce sans la moindre sollicitude à l'égard des lycéens qui sont pourtant DES JEUNES TRAVAILLEURS EN FORMATION qui refusent de subir une SELECTION qui rime avec DECHEANCE, ne veulent pas devenir une MAIN D'ŒUVRE TAILLABLE ET CORVEABLE. (...)

LES VEILLEURS DE NUIT

Depuis le début, nous soutenons le mouvement des gilets jaunes, inconditionnellement. Nous raillons ce « parti ouvrier » qui se prend pour le Tribun des travailleurs et qui a voulu à tout prix, comme MARTINEZ, voir un « mouvement » manipulé par des « populistes » et des « fascistes ».

Aux militants de ce courant qui veulent réfléchir, rappelons ces paroles de Rosa Luxemburg qui moquait la conception policière des événements :

« La classe ouvrière consciente de l'Allemagne a depuis longtemps compris le comique de cette théorie policière , selon laquelle tout le mouvement ouvrier moderne serait le produit artificiel et arbitraire d'une poignée d'« agitateurs et de meneurs » sans scrupules.

Nous voyons la même conception se manifester lorsque deux ou trois braves camarades se forment en colonnes de veilleurs de nuit volontaires pour mettre en garde la classe ouvrière allemande contre les menées dangereuses de quelques « romantiques de la révolution » et leur « propagande pour la grève de masse » [...]

Si le déclenchement des grèves dépendait de la « propagande » incendiaire des « romantiques de la révolution » ou des décisions secrètes ou publiques des Comités directeurs nous n'aurions eu jusqu'ici aucune grève de masse importante en Russie . » 2

Il est déjà arrivé dans notre histoire que lorsque surgit l'explosion, des doctrinaires affolés en perdent leur latin marxiste et ouvrier de base. Mais fermons cette parenthèse.

UNE COLÈRE DE PLUS EN PLUS OFFENSIVE

Pour notre part, nous ne nous grimons pas en Gilet-Jaune. Nous sommes du côté de la barricade et non du côté du manche. Nous pouvons dire que la colère des masses de plus en plus offensive s'est exprimée et affermie par ce canal-là.

En effet, le canal syndical de l'action collective a été obstrué par les hautes bureaucraties qui confisquent les syndicats et l'action collective revendicative, pour promouvoir un syndicalisme de « dialogue » avec le pouvoir, un syndicalisme de suggestions, de conseillers sociaux de l'État bourgeois.

Le travail de sape de Martinez et sa bande est tel que le mouvement ouvrier et démocratique s'interdit d'intervenir pour l'abrogation de la loi du 30 octobre 2017, dite de « sécurité intérieur », matrice du déchaînement de violence des forces de l'ordre, de mises en garde-à-vue, de justice expéditive et prompte à emprisonner, Martinez et Berger préférant stigmatiser « la violence dans l'expression des revendications ».

Tant et si mal que la colère des masses, contagieuse en elle-même, « contamine » les bases de la CGT, de nombreux militants syndicalistes qui jusque-là, supportaient encore, les reniements honteux du bureau confédéral CGT.

NOTRE POSITION

Ce qui fait dire : MARTINEZ, RENDS LA CGT – LA CGT N'EST PAS A TOI.

PLACE À LA SATISFACTION DES REVENDICATIONS VITALES DES TRAVAILLEURS, DES CHÔMEURS, DES RETRAITÉS ET DE LA JEUNESSE !

LIBERATION DE TOUS LES MANIFESTANTS EMPRISONNÉS ! JUSTICE POUR LES MANIFESTANTS MUTILES, ARRÊT DES POURSUITES ! ARRÊT DES GARDE-A- VUE

ABROGATION DE LA LOI DU 30 OCTOBRE 2017

DEHORS MACRON !

Groupe marxiste internationaliste (GMI)

- À bas Macron! Manifestation centrale de la classe ouvrière et de la jeunesse à l'Élysée ! Grève générale ! - 5 décembre 2018

Extraits.

- Le 17 novembre, le point de départ des blocages routiers est la hausse du prix des carburants. Le mouvement n'a fait depuis que s'étendre. (...)

Les attaques contre les locaux de l'administration fiscale sont dans la tradition des mouvements de commerçants ou d'agriculteurs, pas du mouvement ouvrier. Le choix des Champs-Élysées, les drapeaux tricolores, La Marseillaise, les agressions de journalistes, les dégradations de radars, les débordements racistes... montrent la confusion du mouvement et témoignent du recul de la conscience de classe du prolétariat.

Les porte-parole plus ou moins consensuels du mouvement ont publié un fourre-tout hétéroclite où figurent de nombreuses mesures progressistes qui reflètent les aspirations des travailleurs salariés. (...)

La présence de petits patrons explique la modestie de la hausse du SMIC demandée (il est prévu à 1 210 euros nets au 1er janvier 2019).

D'autres mesures sont même réactionnaires et témoignent de l'influence d'autres classes, y compris la grande bourgeoisie qui est évidemment absente des blocages. Jamais n'est mis en cause le droit de propriété des grands groupes capitalistes sur l'économie. Le catalogue des « gilets jaunes » préfère défendre « la France » contre « l'étranger », voire les étrangers. (...)

Certaines de ces mesures coûteraient cher, financièrement et politiquement, aux travailleurs. Pourquoi un président de la République ? Pourquoi lui donner encore plus de pouvoir en l'élisant pour 7 ans ? Pourquoi faudrait-il rembourser la dette publique grandissante aux banques et aux riches exemptés d'ISF et fraudeurs ? Comment le faire sans augmenter les impôts ? Les « moyens conséquents » pour un État déjà policier et militariste devront aussi être financés par l'impôt et serviront à défendre les intérêts du grand capital français, à réprimer les travailleurs.

La confusion des objectifs, la perméabilité au chauvinisme permettent aux partis bourgeois de tenter de récupérer le mouvement. Wauquiez, hostile à la limitation de vitesse et favorable aux privatisations, s'était bien gardé de s'afficher avec les cheminots. Par contre, il a pu mettre en scène son soutien sur le terrain aux « gilets jaunes ». Pourtant, les « dédagistes » qui renient la lutte des classes flattent le mouvement. (...)

N'en déplaise à LFI, on est loin d'un modèle d'auto-organisation : il n'y a pas d'assemblées, pas de vote, pas d'élections, pas de délégués, pas de coordination nationale des délégués, pas de contrôle de la base sur les porte-parole, pas d'autodéfense. Une fois de plus, les réseaux sociaux montrent qu'ils facilitent la mobilisation, mais ne garantissent aucunement la démocratie des luttes. (...)

Une partie de la jeunesse s'engouffre dans la brèche : début décembre, plus de cent lycées sont bloqués, dans plusieurs universités, les étudiants tiennent des assemblées générales.

Le NPA supplie Macron de s'exprimer : « Macron se met en scène. Il est temps qu'il parle et qu'il dise des choses. » (Besancenot, France Inter, 3 décembre). (...)

Macron avait été soutenu et financé par des fractions significatives de la bourgeoisie française en se posant comme un président qui ne reculerait jamais face aux masses populaires. Il avait obtenu sur cette base 20 % des voix au premier tour de la présidentielle.

Le PS, le PCF, la CGT, la CFDT ont appelé à voter pour lui au second tour. Puis tous les dirigeants syndicaux (CGT, CFDT, FO, Solidaires...) se sont opposés à la grève générale contre Macron, face aux ordonnances, à la loi travail, à la loi SNCF. Tous participent aux « concertations » des plans contre les retraites, contre les chômeurs et contre les fonctionnaires. La CFDT soutient Macron. D'autres organisations syndicales continuent à décréter des « journées d'action » impuissantes : 9 octobre, 12 novembre, 1er décembre, 14 décembre... Comment s'étonner qu'un mouvement ait surgi en dehors des partis « réformistes » et des syndicats ?

Les classes petites bourgeoises (travailleurs indépendants, cadres) qui influencent jusqu'à présent le mouvement des « gilets jaunes » sont incapables de tracer une voie. Elles croient réconcilier toutes les classes, d'où le drapeau tricolore et la liste de

revendications inconciliables du 29 novembre. Mais ces classes intermédiaires sont vouées à se rallier à l'une des deux classes fondamentales du capitalisme, soit la bourgeoisie, soit le prolétariat. Seule la classe ouvrière, en prenant résolument la tête de tous les mouvements contre l'exploitation et l'oppression, en s'auto-organisant, en constituant des conseils, est capable d'orienter les protestations vers la satisfaction des revendications et le renversement de la bourgeoisie.

Le samedi 1er décembre, des jonctions ont parfois eu lieu avec des manifestations appelées par la CGT. Les syndicats FO et CGT du transport routier appellent à la grève à partir du 9 décembre.

Les syndicats des travailleurs salariés doivent rompre leurs négociations des plans de Macron contre les retraites, contre les chômeurs, contre les fonctionnaires. Avec les partis d'origine ouvrière, ils doivent convoquer des assemblées générales, appeler à la grève générale, à manifester massivement ensemble au palais de l'Élysée. (...)

Pour que les travailleurs contrôlent leur propre mouvement et instaurent une forme de démocratie supérieure : assemblées générales dans les villes, dans les quartiers, dans les entreprises, dans les lieux de formation, les administrations) ; élections par les AG de comités, centralisation des comités dans une coordination nationale.

Le mouvement doit s'ancrer dans les entreprises et être contrôlé par les travailleurs eux-mêmes. Alors, le drapeau rouge remplacera le drapeau tricolore de l'écrasement des communards de 1871, des guerres coloniales et mondiales.

Le prolétariat doit diriger l'ensemble des opprimés et des exploités vers le pouvoir des travailleurs, pour un gouvernement ouvrier seul à même d'unir la masse des travailleurs et de la petite bourgeoisie contre leur ennemi commun, le capital. Pour y parvenir, il faut construire au plus vite un parti ouvrier révolutionnaire du type du Parti bolchevik qui a mené les masses russes à la victoire en octobre 1917.

Le prolétariat avancé, qui exprimera cette vérité objective d'une lutte de masse disparate, discordante, bigarrée, à première vue sans unité, pourra l'unir et l'orienter, conquérir le pouvoir, s'emparer des banques, exproprier les groupes capitalistes haïs de tous. (Lénine, juillet 1916)

- À bas Macron ! Manifestation nationale unie à l'Élysée ! - 28 novembre 2018

Pourquoi un mouvement en dehors des partis ouvriers et des syndicats ?

Le capitalisme, qui est depuis longtemps mené par des grands groupes, détériore depuis plus d'un siècle l'environnement parce qu'il est basé sur le profit et la concurrence, pas l'intérêt de l'humanité. Depuis la crise capitaliste mondiale de 1974, la classe ouvrière française subit un chômage de masse. Depuis la crise capitaliste mondiale de 2008, la classe ouvrière a été appauvrie et précarisée pour que la bourgeoisie française conserve ses profits. Les logements des travailleurs pauvres des villes se délabrent, la SNCF ferme les petites lignes de train, la santé publique et l'enseignement public sont étranglés. Les plus pauvres des pauvres, les migrants, sont la cible de la répression douanière et policière. La police et l'armée recrutent et s'équipent plus que jamais.

Hollande et le gouvernement PS-PRG-EELV ont gouverné pour la bourgeoisie et déçu la masse des travailleurs qui avaient voté pour lui et pour le PS. Cela a facilité l'accession de Macron, ancien banquier d'affaires et ancien ministre de l'économie de Hollande, à la présidence. Depuis deux ans, Macron, au compte de la bourgeoisie a redoublé les attaques contre les travailleurs, renforcé l'exploitation et la flexibilité de l'emploi et des salaires. Au nom de la « transition écologique », il a transféré une grande partie des impôts des capitalistes et des riches sur le dos des travailleurs. Mais le PS, La France insoumise le PCF, Générations ont expliqué qu'il fallait attendre les prochaines élections. LFI préconise le protectionnisme et fait croire que les problèmes viennent de l'étranger (l'UE, l'Allemagne...) et non du capitalisme.

Les directions syndicales de la CGT, de la CFDT, de FO, de Solidaires... ont été incapables d'empêcher les attaques des gouvernements Sarkozy, Hollande et Macron parce qu'elles ont toujours accepté de les négocier et parce qu'elles ont empêché la grève générale. Actuellement, les chefs syndicaux acceptent de discuter des projets contre les chômeurs, les retraites et les fonctionnaires. Le PCF, LFI, LO, le NPA...les ont cautionnés à chaque fois. Comment s'étonner que le mécontentement populaire grandissant ait finalement explosé en dehors des partis « réformistes » et des syndicats de salariés ?

LVOG - Ce qu'on nous explique ici, c'est que la CGT, la CFDT, FO, Solidaires, le PCF, LFI, LO, le NPA, etc. sont des organisations ou des partis contre-révolutionnaires, réactionnaires, opposés aux droits et aspirations des travailleurs ou qui ne les représentent pas, c'est bien cela ? C'est ce que j'ai toujours affirmé, en vain.

Et ensuite, qu'est-ce qu'ils demandent aux travailleurs, je vous le donne en mille, de leur faire une nouvelle fois confiance en les appelant à l'unité, quelle inconsistance, quel opportunisme ! C'est la ligne politique que tous les courants trotskystes issus du courant trotskyste dit lambertiste (POI, POID, La Commune, Tendances Claire du NPA, GMI, CPS, etc.) ont adoptée depuis plus de 70 ans et qui a conduit à l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire à l'heure de résister à l'offensive du néolibéralisme et d'affronter le régime.

Ils n'en ont jamais tiré le moindre enseignement politique. Vous croyez qu'il leur serait venu un jour à l'esprit, que c'était là que se situait la cause principale de la dislocation de l'avant-garde du mouvement ouvrier, qui inclut les deux autres courants trotskystes le NPA et LO versant dans le crypto ou le néostalinisme ?

Pensez-vous, à les entendre ils ont toujours eu raison, ce sont des individus parfaits, des surhommes, des génies, des dieux vénérés par leurs militants qui se sont pris pour les maîtres du marxisme, alors qu'ils n'en sont pas dignes pour avoir failli sur toute la ligne ou nous avoir trahis. Car depuis 80 ces dirigeants (comme chez les aristocrates leur statut est héréditaire de génération en génération) ont largement eu le temps de prendre conscience de ce qu'ils faisaient ou que leurs théories étaient erronées, et malgré tout ils s'y sont accrochés et ils ont exclus tous les militants, cadres ou dirigeants qui osaient douter de leur justesse ou qui en proposaient d'autres, qui n'étaient pas forcément justes du reste, interdisant de fait toute confrontation des idées dans leur courant politique. Mais bon, on ne va pas s'étendre sur ce sujet, on perdrait notre temps.

Les travailleurs leur ont réservé le même sort qu'aux partis ou aux syndicats pourris qu'ils soutenaient, à juste titre, ils n'ont qu'à s'en prendre qu'à eux et non aux travailleurs ou aux militants qui les rejettent.

Il y a de cela près de 13 ans environ, lorsque les blogs et portails se mirent à pulluler sur le Net et la parole à se libérer, je les avais avertis en leur disant que dorénavant les militants (et les travailleurs) allaient disposer des mêmes sources d'informations qu'eux, et que de ce fait ils pourraient plus facilement parvenir à analyser eux-mêmes la situation, partager leurs expériences, ce qui les amèneraient à de toutes autres conclusions que les leurs ou permettraient de mettre en lumière l'opportunisme du mouvement ouvrier avec lequel ils refusaient de rompre.

Ils étaient en possession de données dont nous ne disposions pas puisqu'ils n'en fournissaient pas les sources, cherchez une référence au portail du Réseau Voltaire par exemple dans leurs publications, vous n'en trouverez absolument aucune, alors que leurs dirigeants se connectent toutes les semaines à ce portail. En recourant aux moteurs de recherche sur le Net et en tapant quelques mots clés, il est très facile de comparer la version des faits livrée par une multitude de sources et en croisant les données fournies par les uns et les autres, très souvent on parvient à savoir ce qui s'est réellement passé avec une marge d'erreur pratiquement réduite à zéro.

C'est ainsi que j'ai réussi à découvrir un tas de mensonges dont ces dirigeants nous avaient abreuvé, et j'avoue souvent être tombé des nus, car je n'en revenais pas qu'on nous ait ainsi trompé délibérément, par exemple à propos des émeutes qui avaient eu lieu en 1982 en Syrie dont les barbares des Frères musulmans avaient été à l'origine, et qui nous avaient été présentés comme un soulèvement populaire féroce réprimé par le dictateur Hafez el-Assad, le même discours qu'on n'a cessé d'entendre depuis 2011 après avoir déformé la réalité des manifestations en Syrie pour justifier la politique impérialiste de Sarkozy, Hollande et Macron.

Si vous prenez leurs analyses des événements qui ont marqué le XXe siècle, vous serez stupéfaits d'observer qu'en tenant compte de l'ensemble des données parvenues à notre connaissance maintenant, et que ces dirigeants n'ont cessé de posséder il faut bien préciser, aucune ne concorde avec le déroulement des faits, toutes ont été trafiquées, je parle des événements les plus marquants ou déterminants, car dans leurs discours ils n'ont cessé de mêler vérités et contrevérités pour que leurs interprétations paraissent vraisemblables ou puissent être acceptées par leurs militants. C'est délibérément que j'évoque leurs interprétations et non les faits dont ils s'étaient écartés. Que cela donne à réfléchir aux militants. A suivre.

[Haut de page ↗](#)

Le 15 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Aujourd'hui ici à Pondichéry, encore un problème de téléphone et un cyclone annoncé pour la nuit prochaine...

Les dimanches et soirées à venir en semaine, quelques saines et précieuses lectures et enseignements.

- La guerre civile en France 1871. K. Marx
- Les luttes de classes en France (1848-1850) - K.Marx.
- Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte - K. Marx ,1852

- Les leçons de la Commune - L.Trotsky, 1921

Tout se paie un jour...

- Au format pdf (7 pages)

Défense du trotskysme contre ses fossoyeurs du POI, POID, NPA et LO.

Cours nouveau - 1923 - L. Trotsky.

Marxisme et léninisme.

Extraits. Le marxisme est une méthode d'analyse historique, d'orientation politique, et non un ensemble de décisions préparées à l'avance. Le léninisme est l'application de cette méthode dans les conditions d'une époque historique exceptionnelle. C'est précisément par cette alliance des particularités de l'époque et de la méthode qu'est déterminée cette politique courageuse, sûre d'elle-même, de tournants brusques, dont Lénine nous a donné les plus hauts modèles et qu'il a, à maintes reprises, éclairés théoriquement et généralisés.

Ni Octobre, ni Brest-Litovsk, ni la création d'une armée paysanne régulière, ni le système de la réquisition des produits alimentaires, ni la nep, ni le Plan d'Etat, n'ont été et ne pouvaient être prévus ou prédéterminés par le marxisme ou le bolchévisme d'avant Octobre. Tous ces faits et tournants ont été le résultat de l'application autonome, indépendante, critique, marquée de l'esprit d'initiative, des méthodes du bolchévisme dans une situation chaque fois différente.

Chaque décision, avant d'être adoptée, suscitait des combats. Le simple appel à la tradition n'a jamais rien décidé. En effet, à chaque nouvelle tâche, à chaque nouveau tournant, il ne s'agit pas de chercher dans la tradition et d'y découvrir une réponse inexistante, mais de profiter de toute l'expérience du Parti pour trouver soi-même une nouvelle solution appropriée à la situation et, par là même, enrichir la tradition. On peut même dire que le léninisme consiste à ne pas regarder en arrière, à ne pas se laisser lier par des précédents, par des références et des citations de pure forme.

Lénine lui-même a récemment exprimé cette pensée par le mot de Napoléon : « On s'engage et puis on voit ». Autrement dit, une fois engagé dans la lutte, ne pas s'occuper outre mesure des canons et des précédents, s'engouffrer dans la réalité telle qu'elle est et y chercher les forces nécessaires à la victoire et les voies qui y mènent. C'est en suivant cette ligne que Lénine, non pas une fois, mais des dizaines de fois, a été accusé dans son propre parti de violer la tradition et de répudier « l'ancien bolchévisme ».

Plus l'appareil du Parti est renfermé en lui-même, plus il est imprégné du sentiment de son importance intrinsèque, plus il réagit lentement devant les besoins émanant de la base et plus il est enclin à opposer aux nouveaux besoins et tâches la tradition formelle. Et s'il est quelque chose susceptible de porter un coup mortel à la vie spirituelle du Parti et à la formation doctrinale de la jeunesse, c'est bien la transformation du léninisme, d'une méthode réclamant pour son application de l'initiative, de la pensée critique, du courage idéologique, en un canon qui n'exige que des interprètes désignés une fois pour toutes. (Ce fut le cas dans tous ces courants trotskystes. - LVOG)

Le léninisme ne saurait se concevoir sans envergure théorique, sans une analyse critique des bases matérielles du processus politique. Il faut sans cesse aiguïser et appliquer l'arme de l'investigation marxiste. C'est en cela précisément que consiste la tradition, et non dans la substitution d'une référence formelle ou d'une citation fortuite à l'analyse. Le léninisme ne saurait se concilier avec la superficialité idéologique et la négligence théorique. (Jamais je n'ai lu une analyse des rapports entre les classes émanant de ces partis qui fut un jour comparable à celles fournies par Marx, Engels, Lénine ou Trotsky, jamais ! - LVOG)

On ne saurait découper Lénine en citations appropriées à tous les cas de la vie, car pour Lénine la formule n'est jamais au-dessus de la réalité, elle est toujours l'instrument permettant de saisir la réalité et de la dominer. On trouverait sans peine dans Lénine des dizaines et des centaines de passages qui, formellement, semblent se contredire. Mais il faut voir non pas le rapport formel d'un passage à un autre, mais le rapport réel de chacun d'eux à la réalité concrète dans laquelle la formule a été introduite comme un levier. La vérité léninienne est toujours concrète. (Nos dirigeants quand ils ne l'ont pas abandonnée en ont fait un dogme. - LVOG)

En tant que système d'action révolutionnaire, le léninisme présuppose un sens révolutionnaire aiguïsi par la réflexion et l'expérience et qui, dans le domaine social, équivaut à la sensation musculaire dans le travail physique. Mais on ne saurait confondre le sens révolutionnaire avec le flair démagogique. Ce dernier peut donner des succès éphémères, parfois même sensationnels. Mais c'est là un instinct politique d'un ordre inférieur. Il tend toujours vers la ligne de moindre résistance.

Alors que le léninisme tend à poser et à résoudre les problèmes révolutionnaires fondamentaux, à surmonter les principaux obstacles, sa contrefaçon démagogique consiste à éluder les problèmes, à susciter un apaisement illusoire, à endormir la pensée critique.

Le léninisme est avant tout le réalisme, l'appréciation qualitative et quantitative supérieure de la réalité, du point de vue de l'action révolutionnaire. Aussi est-il inconciliable avec la fuite devant la réalité, avec la passivité, la perte de temps, la justification hautaine des fautes d'hier sous prétexte de sauver la tradition du parti. (Quelles "fautes d'hier", nos dirigeants n'en ont jamais commises, n'en ont jamais admises une seule, ils sont parfaits ! - LVOG)

Le léninisme est l'indépendance véritable à l'égard des préjugés, du doctrinarisme moralisateur, de toutes les formes du conservatisme spirituel. Mais croire que le léninisme signifie « tout est permis » serait une faute irrémédiable. Le léninisme renferme la morale non pas formelle, mais révolutionnaire réelle, de l'action de masse et du parti de masse. Rien ne lui est aussi étranger que la morgue fonctionnariste et le cynisme bureaucratique. Un parti de masse a sa morale, qui est la liaison des combattants, dans et pour l'action. La démagogie est inconciliable avec l'esprit d'un parti prolétarien parce qu'elle est mensongère : donnant telle ou telle solution simplifiée des difficultés de l'heure présente, elle sape inévitablement l'avenir prochain, affaiblit la confiance du parti en soi-même.

Battue par le vent et aux prises avec un danger sérieux, la démagogie se résout facilement en panique. Or, il est difficile de juxtaposer, même sur le papier, la panique et le léninisme.

Le léninisme guerroye des pieds à la tête. Or, la guerre est impossible sans ruse, sans faux-fuyant, sans tromperie. La ruse de guerre victorieuse est un élément constitutif de la politique léninienne. Mais en même temps, le léninisme est l'honnêteté révolutionnaire suprême à l'égard du Parti et de la classe ouvrière. Il ne comporte ni fiction, ni battage, ni pseudo-grandeur. (La modestie est une qualité primordiale qui a toujours fait défaut à nos dirigeants. - LVOG)

Le léninisme est orthodoxe, obstiné, irréductible, mais il n'implique ni formalisme, ni canon ou bureaucratisme. Dans la lutte, il prend le taureau par les cornes. Vouloir faire des traditions du léninisme une garantie supra-théorique de l'infailibilité de tous les dires et pensées des interpréteurs de ces traditions, c'est bafouer la tradition révolutionnaire véritable et la transformer en bureaucratisme officiel. Il est ridicule et vain de chercher à hypnotiser un grand parti révolutionnaire par la répétition des mêmes formules en vertu desquelles il faudrait chercher la ligne droite non pas dans l'essence de chaque question, non pas dans les méthodes de position et de solution de cette question, mais dans des renseignements... de caractère biographique. (

Puisque je dois pour un instant parler de ma personne, je dirai que je ne considère pas la voie par laquelle je suis venu au léninisme comme moins sûre que les autres. Mes actes au service du Parti en sont la seule garantie : je ne puis en donner d'autre. Et si l'on pose la question dans le champ des recherches biographiques, encore faut-il le faire comme il faut. Il faudrait alors répondre à des questions épineuses : tous ceux qui ont été fidèles au maître dans les petites choses lui ont-ils été fidèles aussi dans les grandes ? Tous ceux qui ont manifesté de la docilité en présence du maître ont-ils donné par là même des garanties qu'ils continueraient son oeuvre en son absence ? Le léninisme est-il tout entier dans la docilité ? Je n'ai nullement l'intention d'analyser ces questions en prenant comme exemple des camarades isolés avec lesquels j'ai, en ce qui me concerne, l'intention de continuer à travailler la main dans la main.

Quelles que soient les difficultés et les divergences de vues futures, on n'en triomphera que par le travail collectif de la pensée du Parti, se vérifiant chaque fois elle-même et par là maintenant la continuité du développement.

Ce caractère de la tradition révolutionnaire est lié au caractère particulier de la discipline révolutionnaire. Là où la tradition est conservatrice, la discipline est passive et enfreinte au premier moment de crise. Là où, comme dans notre Parti, la tradition consiste dans la plus haute activité révolutionnaire, la discipline atteint son maximum, car son importance décisive se vérifie constamment dans l'action. De là, l'alliance indestructible de l'initiative révolutionnaire, de l'élaboration critique, hardie, des questions, avec la discipline de fer dans l'action. Et ce n'est que par cette activité supérieure que les jeunes peuvent recevoir des anciens et continuer cette tradition de discipline.

Autant que personne, nous chérissons les traditions du bolchevisme. Mais que l'on n'assimile pas le bureaucratisme au bolchevisme, la tradition à la routine officielle. Cours nouveau - 1923 - L. Trotsky.

La Bourse ou la vie !

Quand en haut on ne peut plus gouverner comme avant, et quand en bas on ne peut plus vivre comme avant : C'est la révolution !

Avant ne signifie nullement que notre condition aurait été satisfaisante un jour, cela veut dire que le noeud coulant passé à notre cou par les esclavagistes n'a cessé de se refermer au point qu'il n'y ait plus d'autre alternative que l'arracher ou périr.

La question qui tue ceux qui la posent : Mais qu'est-ce qui a bien pu se passer pour que la gauche et les syndicats en arrivent à être rejetés par les masses ? Laissons de côté l'extrême gauche qui n'a fait que leur servir de caution à ces traîtres ou agents du capital et qui est vouée à demeurer indéfiniment inaudible dans l'état actuel des choses.

On n'a pas du tout envie de sauver la gauche, on n'a aucune raison de ménager les dirigeants syndicaux qu'il faut distinguer de

la masse des militants qui combattent quotidiennement au côté des travailleurs, des militants qui entendent demeurer fidèle au socialisme contrairement à leurs dirigeants. Lancer des appels dans leur direction serait comme encourager nos bourreaux à prendre la tête du cortège funèbre qui nous mènerait à notre destination finale : Le peloton d'exécution.

En revanche, on peut s'étonner qu'aucun appel à la dissolution des compagnies d'intervention (CRS), des BAC, des brigades territoriales, etc. n'ait pas encore été formulé malgré la violente répression dont des milliers de manifestants ont fait l'objet depuis le 17 novembre.

Note en bas de page de [La Guerre civile en France, 1871 \(La Commune de Paris\)](#) - Karl Marx.

- De toute l'histoire du socialisme et de la lutte politique, Marx a déduit que l'État devra disparaître et que la forme transitoire de sa disparition (transition de l'État au non-État) sera « le prolétariat organisé en classe dominante ». Quant aux formes politiques de cet avenir, Marx n'a pas pris sur lui de les découvrir, Il s'est borné à observer exactement l'histoire de la France, à l'analyser et à tirer la conclusion à laquelle l'a conduit l'année 1851 : les choses s'orientent vers la destruction de la machine d'État bourgeoise.

Et quand éclata le mouvement révolutionnaire de masse du prolétariat, malgré l'échec de ce mouvement, malgré sa courte durée et sa faiblesse évidente, Marx se mit à étudier les formes qu'il avait révélées.

La Commune est la forme « enfin trouvée » par la révolution prolétarienne, qui permet de réaliser l'émancipation économique du travail.

La Commune est la première tentative faite par la révolution prolétarienne pour briser la machine d'État bourgeoise; elle est la forme politique « enfin trouvée » par quoi l'on peut et l'on doit remplacer ce qui a été brisé.

Nous verrons plus loin que les révolutions russes de 1905 et de 1917, dans un cadre différent, dans d'autres conditions, continuent l'oeuvre de la Commune et confirment la géniale analyse historique de Marx. (Lénine : ouvrage cité, tome 25, p. 167.)

[Annulation de la dette de tous les travailleurs !](#)

- Et pourtant, c'était la première révolution dans laquelle la classe ouvrière était ouvertement reconnue comme la seule qui fût encore capable d'initiative sociale, même par la grande masse de la classe moyenne de Paris - boutiquiers, commerçants, négociants - les riches capitalistes étant seuls exceptés. La Commune l'avait sauvée, en réglant sagement cette cause perpétuelle de différends à l'intérieur même de la classe moyenne : la question des créanciers et des débiteurs 1. Cette même partie de la classe moyenne avait participé à l'écrasement de l'insurrection ouvrière en juin 1848; et elle avait été sur l'heure sacrifiée sans cérémonie à ses créanciers par l'Assemblée constituante. Mais ce n'était pas là son seul motif pour se ranger aujourd'hui aux côtés de la classe ouvrière. Cette fraction de la classe moyenne sentait qu'il n'y avait plus qu'une alternative, la Commune ou l'empire, sous quelque nom qu'il pût reparaître.

L'Empire l'avait ruinée économiquement par son gaspillage de la richesse publique, par l'escroquerie financière en grand, qu'il avait encouragée, par l'appui qu'il avait donné à la centralisation artificiellement accélérée du capital, et à l'expropriation corrélative d'une grande partie de cette classe. Il l'avait supprimée politiquement, il l'avait scandalisée moralement par ses orgies, il avait insulté à son voltairianisme en remettant l'éducation de ses enfants aux frères ignorantins, il avait révolté son sentiment national de Français en la précipitant tête baissée dans une guerre qui ne laissait qu'une seule compensation pour les ruines qu'elle avait faites : la disparition de l'Empire. En fait, après l'exode hors de Paris de toute la haute bohème bonapartiste et capitaliste, le vrai parti de l'ordre de la classe moyenne se montra sous la forme de l'« Union républicaine » qui s'enrôla sous les couleurs de la Commune et la défendit contre les falsifications préméditées de Thiers. La reconnaissance de cette grande masse de la classe moyenne résistera-t-elle à la sévère épreuve actuelle ? Le temps seul le montrera. (idem)

[Opération récupération-division-dispersion-dislocation des contre-révolutionnaires.](#)

- "Gilets jaunes": appel d'organisations de gauche à rejoindre la manifestation samedi - AFP 14 décembre 2018

Quinze organisations dont l'Espace des Luttes LFI, le Parti de gauche, le NPA, Générations, le syndicat Solidaires, l'association Attac, Droit au logement, invitent dans un communiqué à soutenir et rejoindre la manifestation des "gilets jaunes" samedi.

"Nos organisations soutiennent les revendications de justice fiscale et sociale portées par le mouvement des +gilets jaunes+. Elles appellent à manifester samedi 15 décembre, pour la justice sociale et fiscale, pour une démocratie réelle, pour l'égalité des droits, pour une véritable transition écologique et la solidarité internationale", écrivent-elles.

Rendez-vous est donné à partir de 10H00 devant la gare Saint-Lazare pour rejoindre à partir de 14H00 la place de la République à Paris. AFP 14 décembre 2018

La liste de ces 15 organisations : Attac - Solidaires - Fondation Copernic - DAL - CNDF - GDS - Ensemble - Génération-s - LFI - PG - CAC -Mouvement ECOLO - DIEM25 - NPA

Pourquoi je n'aurais pas signé le communiqué de ces 15 organisations liées ou issues de la social-démocratie et du stalinisme.

Illusion mortelle - "Emmanuel Macron maintient le cap sur l'essentiel". Pourquoi, devrait-il en être autrement ? Est-ce lui qui pourrait s'engager dans la voie d'un changement de régime débarrassé du capitalisme ?

Illusion fatale - "Elles appellent à manifester samedi 15 décembre (...) pour une démocratie réelle ". Dont Macron, les institutions de la Ve Républiques seraient les garantes ? Impossible, il faut commencer par le chasser et les abattre.

En marche entre République et Nation...

- A Paris, la CGT redonne de la voix - Liberation.fr 15 décembre 2018

La CGT tente de reprendre la main. Alors que la mobilisation des gilets jaunes fait descendre dans la rue plusieurs centaines de milliers de Français chaque samedi, le syndicat est déboussolé. Le mouvement populaire est parvenu à obtenir seul des concessions du gouvernement, quand la centrale de Montreuil s'est montrée incapable de le faire bouger en dix-huit mois. Résultat, vendredi, l'appel du syndicat à la manifestation et à la grève générale de tous les secteurs avait des airs de réponse.

Quelques milliers de lycéens, fonctionnaires, enseignants et employés du secteur privé se sont rassemblés à Paris entre République et Nation et ont défilé dans le calme, en scandant notamment «De l'argent il y en a, dans les caisses du patronat». Un militant : «Une façon pour la direction de la CGT de dire "regardez, on est aussi dans la rue". C'est un peu tard, mais bon...»

D'autres constatent cet étrange timing : un défilé organisé à la veille de l'«acte V» des gilets jaunes, prévu ce samedi. Alors même que la CGT n'a, pour le moment, pas appelé à rejoindre le mouvement. Tout au plus, Philippe Martinez, numéro 1 de la CGT, a appelé, vendredi matin, à «multiplier les grèves» et les «généraliser» pour «mettre la pression».Présent à la manifestation, il a aussi tenu à rappeler que, selon lui, «les mobilisations ne s'opposent pas» : «C'est bien qu'il y ait des actions collectives, des gilets jaunes, gilets rouges, gilets bleus, peu importe. Maintenant, il faut que ces actions puissent converger.» En témoignent les nombreux gilets jaunes qui se sont joints à la manifestation. Pourtant, au moment de défiler sous les ballons CGT, beaucoup de militants s'avouent mal à l'aise : la plupart participent et soutiennent la mobilisation des gilets jaunes depuis des semaines. «On a l'impression de devoir choisir : CGT le vendredi, gilets jaunes le samedi», regrette l'un d'entre eux. Liberation.fr 15 décembre 2018

Acte V

- A Paris, l'acte V aussi verrouillé que l'acte IV - Liberation.fr 15.12

Le dispositif de forces de l'ordre sera quasi équivalent à celui de la semaine dernière.

Avec, comme mots d'ordre, «quadrillage», «mobilité» et «réactivité». Il y aura donc des «forces lourdes», CRS et gendarmes mobiles, ainsi que «des cheveau-légers». Par cette référence militaire, époque Ancien Régime ou napoléonienne, Michel Delpuech désigne les «dispositifs d'action rapide» :

Le dispositif de sécurité sera «reconduit», «adapté» et «amélioré». Avec, comme mots d'ordre, «quadrillage», «mobilité» et «réactivité». Il y aura donc des «forces lourdes», CRS et gendarmes mobiles, ainsi que «des cheveau-légers». Par cette référence militaire, époque Ancien Régime ou napoléonienne, Michel Delpuech désigne les «dispositifs d'action rapide» : «Des groupes de 20 à 30 fonctionnaires, aguerris à l'interpellation, qui viennent des compagnies d'intervention, des BAC, des brigades territoriales, quelques fonctionnaires issus aussi de la police judiciaire, notamment de la BRI.» Selon un haut gradé de la préfecture, 80 % des interpellations du week-end dernier ont été réalisées par ces unités.

La majorité de ces arrestations ont été réalisées en première partie de journée, avant même que les manifestants puissent arriver sur les lieux des rassemblements. Une stratégie dénoncée notamment par le Syndicat des avocats de France, qui estime que ces interpellations s'apparentent à des «détentions arbitraires» : «Au mépris de tous les principes fondamentaux, le gouvernement a dévoyé la procédure pénale et organisé une vague de placements en gardes à vue dites "préventives". Il reconnaît par-là que ces mesures privatives de liberté n'ont eu d'autres objectifs que d'empêcher ces personnes de manifester.»

D'après un bilan du parquet de Paris, sur 907 placements en garde à vue de samedi dernier, 520 ont fait l'objet d'un classement sans suite. Tandis que d'autres arrestations n'ont pas dépassé le stade du contrôle d'identité. Mais posséder un gilet jaune et un masque de protection constituait le week-end dernier des éléments suffisants pour être interpellé. Liberation.fr 15.12

- "Gilets jaunes" : "Ils marchent dans les pas de nos aînés qui ont résisté, ils sont des résistants" - franceinfo 14.12

Les "gilets jaunes" sont "des résistants, ils marchent dans les pas de nos aînés qui ont résisté", a affirmé vendredi 14 décembre sur franceinfo Kamel Amriou, du mouvement citoyen des "gilets jaunes", à la veille de l'acte 5 de la mobilisation des "gilets jaunes" et de la grande manifestation prévue à Paris. Kamel Amriou affirme que les "gilets jaunes" iront manifester "pacifiquement". Il estime que "les partis politiques et un certain nombre de syndicats" ne comprennent pas la mobilisation qui "durera également en janvier" parce qu'il y a un "besoin de voir notre société évoluer et de cesser avec ces égoïsmes".

L'authenticité, c'est quand même la rue. Ce sont les vrais militants, les vrais résistants. Ce sont eux qu'il faut entendre. C'est peut-être parce que, justement, on ne les a pas suffisamment entendus, qu'aujourd'hui on est surpris de cette mobilisation soutenue par la grande majorité des Français que les partis politiques n'arrivent pas à comprendre et un certain nombre de syndicats également. Il faut tenir compte de cette profondeur réelle qui est prise dans notre pays.

Nous continuons la lutte parce que ces luttes ne peuvent pas se terminer comme cela. Les gens sont déterminés. Il se peut qu'avec les fêtes il y ait un peu de relâche. Mais les gens ont décidé d'être dans la rue, et ce n'est pas fini. Et cela durera également en janvier. On doit mener ce nécessaire travail, ce nécessaire besoin de voir notre société évoluer et de cesser avec ces égoïsmes. Tous ceux que vous voyez dans les rues sont de véritables résistants et il y a lieu que tout le monde rejoigne la résistance. franceinfo 14.12

- Quel est bilan officiel des manifestations (morts, blessés, interpellés, etc.) ? - Liberation.fr 15 décembre 2018

Six morts, 1 052 blessés parmi les manifestants, 245 du côté des forces de l'ordre, 3 326 arrestations et 2 607 placements en garde à vue : voilà, à l'heure où nous écrivons ces lignes, le bilan des manifestations des gilets jaunes, selon les chiffres communiqués par le ministère de l'Intérieur depuis le début de la mobilisation. Ces statistiques ne reflètent peut-être pas exactement la réalité de ce que nos journalistes observent sur le terrain ou sur les réseaux sociaux, où de nombreuses vidéos de violences policières ont été publiées ces dernières semaines.

Le 21 novembre, le ministère parlait de 552 blessés côté manifestants, sur les 1052 personnes touchées au final. L'évolution très importante du nombre d'arrestations au cours du dernier week-end de mobilisation. Le 8 décembre, 1723 personnes ont été interpellées par les forces de l'ordre et 1220 placées en garde à vue. Soit, là aussi, plus de la moitié des personnes interpellées et arrêtées tout au long du mouvement. Liberation.fr 15 décembre 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 18 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Il faut aussi prendre le temps de lire et de réfléchir.

● Au format pdf (24 pages)

Pour se mettre entrain.

Toute lutte de classe est une lutte politique. (Lénine 1897)

C'est donc de l'histoire de la nature et de celle de la société humaine que sont abstraites les lois de la dialectique. Elles ne sont précisément rien d'autre que les lois les plus générales de ces deux phases du développement historique ainsi que de la pensée elle-même. Elles se réduisent pour l'essentiel aux trois lois suivantes:

- la loi du passage de la quantité à la qualité et inversement;
- la loi de l'interpénétration des contraires;
- la loi de la négation de la négation. (Dialectique de la nature - Friedrich Engels, 1883)

[La question qui tue : Que venaient faire des "explosifs dans les tours WTC1, WTC2 et WTC3" ?](#)

- Un Grand jury appelé à statuer sur la présence d'explosifs au WTC le 11-Septembre - Réseau Voltaire 15 décembre 2018

Le Comité des juristes pour une enquête sur le 11-Septembre (Lawyers Committee for 9/11 Inquiry) a été créé à New York en février 2018. En avril, il a déposé une pétition de 52 pages et 57 pièces à conviction devant le procureur du district Sud de New York. À l'issue du délai de six mois réglementaire, celui-ci a désigné un Grand jury pour examiner la plainte.

À ce stade, le Comité des juristes ne remet pas en cause la version bushienne des attentats du 11 septembre 2001. Il ne se prononce pas sur l'impact des deux avions qui ont percuté deux des trois bâtiments détruits. Il se concentre exclusivement sur la présence d'explosifs dans les tours WTC1, WTC2 et WTC3. Il constate que le rôle qu'ils ont joué ce jour-là constitue un crime fédéral qui n'a pour le moment pas été poursuivi.

Par le passé, le procureur Geoffrey S. Berman a été durant deux ans l'associé de Rudy Giuliani, maire de New York au moment des faits. M. Giuliani avait appelé ses concitoyens à évacuer les tours WTC1 et WTC2 après qu'elles aient été percutées par des avions de ligne au vu des risques qu'elles présentaient selon lui de s'écrouler. Or, les bâtiments avaient été construits pour résister à des chocs bien plus violents.

La tenue du Grand jury devrait être audencée en 2019. Ce sera la première fois, dix-huit ans après les crimes, que la justice civile (et non pas militaire) états-unienne se penchera sur un aspect des attentats du 11-Septembre. Réseau Voltaire 15 décembre 2018

France. Suite du mouvement du 17 novembre.

Nous avons peut-être besoin de cet épisode de la lutte de classe pour débarrasser le mouvement ouvrier des partis et courants opportunistes liés au régime qui le contrôlent, ainsi que l'illusion que "*le particularisme et l'autonomisme démocratique*" (Trotsky) pourrait se substituer au parti ouvrier révolutionnaire pour vaincre notre ennemi ou renverser le régime en place.

La fatigue, le froid glacial, la proximité des fêtes de fin d'année, l'impressionnant dispositif policier et répressif mis en oeuvre (Vigipirate renforcé), la désinformation systématique des médias, l'absence de soutien officiel du mouvement ouvrier, les appels à des journées d'action disloquées ou catégorielles (CGT, retraités, etc.), le refus d'appeler à la grève générale, l'absence d'issue politique, l'absence de direction au sein du mouvement ouvrier laissé aux mains des héritiers de la social-démocratie dégénérée et du stalinisme, l'ovation à l'Assemblée nationale du Premier ministre par Mélenchon et sa bande de bras cassés, l'attentat de Strasbourg piloté depuis l'Élysée et la DGSI, les multiples entraves à la liberté de manifester, la fermeture d'une centaine de stations de métro, la coupure de l'A6, le refus de laisser monter dans le train des centaines de manifestants (au passage, les syndicats de cheminots ont laissé faire...), la répression violente, les arrestations et jugements arbitraires, les violences causées par les casseurs et autres provocateurs professionnels ou policiers, etc. tout était fait pour cet "Acte V" soit un échec ou qu'il soit perçu comme tel, sans parler des manipulations des chiffres des participants par le ministre de l'Intérieur.

Plus loin on a reproduit quelques extraits de la lutte de classe en France en juin 1848 et de la Commune de 1871 vue par Marx et Trotsky qui fournissent de précieux enseignements pour comprendre les faiblesses théoriques et organiques du mouvement engagé depuis le 17 novembre en France qui lui seront fatales, on l'avait annoncé dès le départ tout en le soutenant.

On ne s'étendra pas sur le rôle joué par les différents acteurs, chacun ayant joué le sien conformément à la place qu'ils occupent au sein des institutions ou au côté du régime et que le déroulement des événements a permis de percevoir clairement.

Dès lors que la fusion entre ce mouvement et le mouvement ouvrier s'avèrerait impossible du fait que ce dernier était contrôlé par les contre-révolutionnaires ou les chiens de garde du régime, son sort était écrit d'avance. Les fossoyeurs du mouvement ouvrier ont encore frappé en volant au secours de Macron et d'un régime aux abois. On ne l'a pas souligné, mais si à Paris Macron a bénéficié de la protection des CRS demeurés fidèles au régime, il n'en a pas été de même dans le reste de la France où un grand nombre de policiers ont témoigné de la sympathie envers ce mouvement car plus proche de la population laborieuse, ils ont été ébranlés par leur détermination et leur unité, et rien ne dit qu'à la longue on n'aurait pas assisté à des mutineries ou à un retournement complet de la situation en faveur de ce mouvement, qui alors aurait pris une tournure franchement révolutionnaire et insurrectionnelle.

J'ignore comment va évoluer la situation dans les semaines à venir. En attendant, les militants doivent tirer les enseignements politiques du rôle réactionnaire joué par le mouvement ouvrier, des discours tenus par leurs dirigeants, de la ligne politique qu'ils avaient adoptée, leur totale incapacité à analyser les rapports qui existaient entre les différentes classes et entre les différentes couches au sein de ces classes. Je les incite à lire ou relire les ouvrages de Marx, Engels, Lénine et Trotsky sur la lutte de classe en France du milieu du XIXe siècle jusqu'à la révolution russe de 1917 en passant par la Commune, à cette occasion ils pourront constater que jamais on leur a proposé de telles analyses depuis 80 ans. Ils y puiseront des enseignements précieux inégalables dont certains sont encore d'actualité. On y reviendra plus tard.

Personnellement, je ne me suis fait aucune illusion sur ce mouvement du 17 novembre. Il n'a pas réussi à entraîner les couches

les plus défavorisées du prolétariat qui se compte pas millions, ce qui était couru d'avance sans direction, comme quoi les masses sont avant tout pragmatiques, elles ne se lancent pas aveuglément dans une bataille, elles sont plus disciplinées qu'on ne le pense, ce qu'on interprète à tort par de la passivité quand on ignore comment elles pensent ou interprètent la situation.

Si elles n'ont rien à perdre et ne participent pas à ce combat, c'est qu'il y a quelque chose d'autre qui les retient de passer à l'action, l'absence d'objectif politique clair et de direction comme on l'a déjà dit. Elles ont besoin de chefs pour les guider, d'un parti, en qui elles peuvent avoir confiance, ce qui fait défaut aujourd'hui. Elles ne rejoindront pas ce parti avant le début de l'offensive contre le régime, parce ce parti a des tâches à accomplir ou des problèmes à résoudre qui les dépassent, auxquelles elles ne peuvent pas participer.

En revanche le parti doit être résolument tourné vers elles pour qu'au moment de l'assaut contre le régime elles se reconnaissent en lui et le soutiennent, s'engagent à ses côtés, constituent l'immense bataillon révolutionnaire qui abattra le régime, tâche héroïque qu'elles accompliront sans hésitation et avec succès. Encore faut-il que le parti ait conquis sa confiance pour pouvoir compter sur elles, rapports qu'apparemment on n'a jamais compris. Si le parti doit recruter des militants parmi les travailleurs les plus avancés, évolués, conscients, déterminés de la classe ouvrière et des classes moyennes, il doit simultanément gagner la sympathie des couches les plus défavorisées qu'il n'organisera pas dans le parti, sauf exceptions qui confirmera la règle, tisser des liens solides de fraternité avec elles, ce qu'on n'a jamais su faire.

Permettez-moi de faire référence une fois de plus à mon expérience personnelle, celle que je connais le mieux. J'ai acquis un niveau de conscience élevé et je vis avec des travailleurs indiens profondément arriérés dont j'ai réussi à conquérir la confiance. Cela ne veut pas dire qu'ils font ce que je leur dis, d'ailleurs je ne leur dicte rien, je ne me le permettrais pas, mais ils m'écoutent, ils font l'effort de m'écouter quand je leur parle, parce que je leur tiens un discours intelligible qu'ils peuvent comprendre, et même s'ils ne saisissent pas tout, ils me vouent un profond respect, ils sont attentifs, et d'eux mêmes ils me soumettent leurs problèmes pour que j'y réfléchisse et les aide à y apporter des réponses, sachant que je ne pourrais pas faire davantage pour eux. Et bien, s'ils n'avaient pas une totale confiance en moi, mes conseils ou analyses ne leur serviraient strictement à rien et ils finiraient par ne plus s'adresser à moi, et le jour où je leur sortirais quelque chose ils ne m'écouterait pas, ils ne me prendraient pas au sérieux. Ils savent que je les respecte et que je les écoute, que je partage leur sort épouvantable, ils en ont conscience et me le rendent bien, et bien c'est ce genre de rapports qu'il faut tisser avec ces couches inférieures.

Les millions de travailleurs des couches inférieures du prolétariat ont dû trouver dérisoires les revendications des "gilets jaunes", aussi déplacées que celles du mouvement ouvrier, d'ailleurs Macron ne s'y est pas trompé et il y a répondu en leur accordant des miettes. Et puis, demain ils avanceraient des revendications mirobolantes que personne chez nous ne les croirait, parce que les prolétaires ne sont peut-être pas très évolués, mais ils ont un certain sens logique élémentaire qui leur fait dire, menteur un jour, menteur toujours, voleur un jour, voleur toujours, ils peuvent être naïfs et donner leur confiance au premier venu, mais gare à celui qui la trahirait, jamais plus ils n'auraient confiance en lui, c'est une manière de compenser cette faiblesse si l'on veut, ce qu'apparemment on ignore parmi ceux qui passent leur temps à leur raconter des histoires et ils sont nombreux parmi nous. D'où aussi mon aversion pour tous les courants politiques que j'estime parfaitement justifiée, on ne nous trompe pas délibérément sans conséquences. Je ne m'étais pas posé la question de savoir si j'étais toujours aussi lié à ma classe et à la couche d'où je suis issu après avoir tant étudié et avoir eu un parcours pour le moins hétéroclite, je viens de m'apercevoir que c'était bien le cas, quel soulagement !

Quelques premiers enseignements du mouvement du 17 novembre.

Si des membres de toutes les couches de la classe ouvrière y ont participé, ainsi que des membres des couches inférieures des classes moyennes, force est de constater qu'ils sont demeurés minoritaires, bien qu'ils aient bénéficié du soutien passif de la majorité de l'ensemble des travailleurs du pays, seul un demi-million, voire un peu plus se sont réellement mobilisés.

Ce constat confirme mon analyse des rapports qui existent entre les classes que j'ai formulée à maintes reprises, même si ces rapports ont légèrement évolué depuis l'accession au trône de France de Macron. A savoir que la lutte de classe du prolétariat et les besoins correspondant à la survie du capitalisme ont contribué à l'amélioration des conditions d'existence des masses exploitées au cours du XXe siècle, s'est traduit par leur profonde subordination au capitalisme et à ses institutions, au détriment de leurs aspirations légitimes à la démocratie et à la liberté, à vivre dans une société débarrassée de toute forme d'exploitation et d'oppression, au point d'abandonner cet objectif et de se détourner du socialisme qui demeure la seule alternative au capitalisme.

C'est la trahison ou la compromission de tous les courants ou partis et syndicats du mouvement ouvrier qui a conduit les masses à adopter inconsciemment cette interprétation de leur condition et de la société, à les désarmer sur le plan théorique et à les rendre impuissantes sur le plan pratique à l'heure de l'offensive néolibérale mondiale, d'où la question récurrente et jamais réglée, la nécessité de doter la classe ouvrière d'une nouvelle direction et d'un programme révolutionnaire, de construire un nouveau et véritable parti ouvrier qui incarne la rupture avec le capitalisme et ses institutions, le socialisme.

Je serais bien curieux de voir comment les opportunistes de tous poils vont s'y prendre pour expliquer pourquoi l'immense majorité des masses ne s'est pas mobilisée depuis le 17 novembre, sur qui ou sur quoi ils vont en faire porter la responsabilité. Les uns vont accuser les travailleurs, les autres ou tous vont s'accuser réciproquement, et comme finalement aucun d'entre eux ne vaut mieux que les autres, comme à l'accoutumé ils proclameront qu'ils n'avaient absolument rien à se reprocher, bref, ils ne

changeront rien, ce qui ne nous étonne pas pour en être arrivé depuis longtemps à la conclusion qu'ils étaient incurables ou irrécupérables, qu'il n'y avait rien à en attendre, mille fois hélas, mais on ne va tout de même pas affirmer le contraire juste pour faire plaisir à des militants qui se complaisent dans cette escroquerie politique parfois depuis des lustres.

Autre enseignement.

On a pu constater que des centaines de milliers de travailleurs de toute condition, statut ou couche s'étaient mobilisés dans tout le pays sans appel à l'unité. Ils ont réalisé l'unité spontanément, le plus naturellement du monde, comme chaque fois que cela s'est produit au cours de la lutte de classe du passé.

On peut donc en tirer la signification politique suivante : Toute stratégie qui se réduisait à cet objectif de l'unité, toute ligne politique qui était subordonnée à cet objectif était profondément erronée ou une escroquerie politique dans la mesure où leurs dirigeants en avaient parfaitement conscience. Car ce sont les circonstances ou les conditions objectives qui créent les conditions de la réalisation de l'unité, elles ne se fabriquent pas ou elles ne se décrètent pas, et chaque fois que les appareils des partis ou des syndicats du mouvement ouvrier s'en emparèrent, ce fut parce qu'ils avaient constaté qu'à la base elle était en train de se développer ou elle était déjà réalisée pour uniquement en prendre le contrôle ou conserver le contrôle du mouvement des masses pour le disloquer, le conduire dans une impasse ou lui donner une orientation corporatiste, réactionnaire, sauver le régime en place.

Chaque fois le PS et le PCF ne réalisèrent pas l'unité, ils instrumentalisèrent l'unité à la base pour la tourner contre les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, ce qui se réalisa au sommet, ce fut l'unité des agents du capital infiltrés au sein du mouvement ouvrier et conspirant contre lui afin de dévoyer son combat, et non l'unité des représentants de la classe ouvrière.

Chaque fois le PS et le PCF réalisèrent l'unité sous la pression des masses, ils s'y rallièrent à contrecœur, ce qui présenta l'avantage d'éviter que les masses s'organisent elles-mêmes et prennent la direction de leur mobilisation en élisant ses propres représentants.

Les masses demeurent ainsi sans représentation politique pour mener leur combat, puisque tous les autres courants du mouvement ouvrier les appelèrent à se soumettre à ces partis inféodés au régime. Ils allèrent jusqu'à créer des comités pour l'unité afin de porter ces partis au pouvoir, et qui une fois au pouvoir appliqueraient une politique tournée contre les intérêts de la classe ouvrière.

Ces comités pour l'unité, quand ils ne s'étaient pas dissous, devaient ensuite servir à exiger que les députés du PS et du PCF adoptent des mesures conformes aux besoins des travailleurs, ce qu'ils s'empressèrent de faire comme chacun sait !

Cet épisode terminé, ces comités pour l'unité s'inscrivent désormais dans la perspective non plus d'un gouvernement PS-PCF mais d'une assemblée constituante où figureraient les représentants des mêmes partis ou leurs clones, LFI, Générations, EELV, etc. Question : Quelle couche des masses se reconnaissent-elles dans cet objectif? Aucune. Pour autant que cet objectif pourrait être juste tactiquement à un moment donné, cela signifie que la conscience des masses n'est pas mûre pour le saisir, il faut donc identifier et les aider à lever les obstacles qui se dressent sur leur chemin pour qu'elles puissent avancer dans cette voie.

Et ces principaux obstacles sont de différentes natures, bien que liés entre eux, d'une part leur soumission au capitalisme ou la croyance qu'il serait éternel et son existence légitime, donc qu'elles cessent de se prosterner devant ou de lui trouver des vertus qu'il n'a jamais eu, d'autre part, l'abandon de leurs aspirations légitimes à vivre dans une société meilleure et plus juste qui se traduit par l'abdication de leur droit à décider elles-mêmes démocratiquement l'orientation de la société, aspirations avec lesquelles elles doivent renouer, et droit qu'elles doivent se réapproprier pour conquérir leur émancipation. Aussi longtemps qu'elles ne parviendront pas à venir à bout de ces obstacles, elles ne pourront pas remplir les conditions indispensables pour renverser le régime, s'emparer du pouvoir politique pour changer de régime, bâtir la société sur de nouvelles bases sociales.

C'est aussi la raison pour laquelle il faut démasquer et combattre inlassablement et férocelement les charlatans qui leur expliquent, soit qu'elles doivent se résigner à attendre des jours meilleurs qui ne viendront jamais, soit qui leur font croire que leurs aspirations pourraient être satisfaites parce qu'elles seraient compatibles avec le régime, alors qu'il s'emploie quotidiennement à démontrer le contraire, soit encore que leurs aspirations seraient déraisonnables et qu'elles doivent les modérer, autant dire qu'ils les appellent à y renoncer définitivement ou à s'accommoder de leur condition qui ne fera qu'empirer dans l'avenir.

Il faut que l'avant-garde du mouvement ouvrier rompe catégoriquement avec cette idéologie qui l'a gangrenée de haut en bas, pour renouer résolument avec le marxisme et le socialisme. Il en va du salut de l'humanité, ni plus ni moins.

Quant aux autres enseignements à tirer de ce nouvel épisode de la lutte des classes, on les trouvera dans les expériences du prolétariat à une autre époque, ils figurent plus loin.

Il est permis et même fortement recommandé de se poser certaines questions.

Il y en a qui s'émeuvent à grands cris du traitement que les médias-oligarques réservent à la mobilisation en cours depuis le 17 novembre. Mais ils éviteront soigneusement de se poser les questions suivantes et encore moins d'y chercher des réponses cohérentes. Non, ils ont déjà des réponses toutes faites.

La question ne serait-elle pas pourquoi y a-t-il toujours autant d'esprits faibles ou d'ignorants pour regarder ces chaînes de télévision, écoutez ces radios ou achetez ces journaux qui distillent en continue l'idéologie de la classe dominante, leur mentent effrontément, les désinforment, les conditionnent, les manipulent, les abrutissent ?

Pourquoi l'immense majorité continue-t-elle à aller voter sachant qu'elle n'a rien de bon à attendre d'aucun parti institutionnel ? Pourquoi vomit-elle le mode de vie qu'on lui impose de subir, pour finalement le reproduire sans cesse ? Il suffit qu'on crée pour elle un nouveau besoin, pour qu'elle se jette dessus frénétiquement et ne puisse plus s'en passer, c'est de la démence ou un comportement infantile !

On attend vos explications. Les miennes, je les ai déjà fournies une multitude de fois, et je suis las de me répéter, en vain.

A titre personnel, au-delà du militantisme, dans la vie quotidienne j'adopte le même mode de pensée. Cela paraîtra peut-être dérisoire, mais cela témoigne un certain état d'esprit général ou permanent qui tranche avec ce qu'on peut observer généralement.

Tenez, comme j'ai dû me doter d'un Iphone il y a un an environ, j'en ai profité pour me passer de montre et de réveil devenus inutiles. Et je boycotte la télé, la radio depuis 5 ans, et je n'ai pas acheté un seul journal, magazine, livre, CD depuis au moins 10 ans. Je n'ai pas acheté un colifichet à accrocher au mur depuis plus de 20 ans. Je ne possède aucun bijou, rien. J'ai rationalisé au maximum mon mode de vie et je suis devenu le pire consommateur qui soit.

J'ai été jusqu'à relever les noms des médicaments les plus efficaces que je vais directement acheter en pharmacie pour ne pas engraisser des médecins. J'attends que mes vêtements et mes meubles tombent en lambeaux pour en racheter, je possède juste le minimum, de bonne qualité, robustes et qui me feront un long usage, donc à l'arrivée j'aurais dépensé moins. Vaut mieux peu, bon, bien et beau, que beaucoup, mal, médiocre et laid, c'est juste une question d'état d'esprit, esthétique aussi, sinon à quoi bon élever son niveau de conscience si c'est pour se laisser aller à faire n'importe quoi, et disons-le à avoir une vie de con, c'est le pire exemple qu'on puisse donner à nos semblables et dans ce cas-là vaut mieux encore la fermer !

[Sur la nature des médias. Aucune illusion, aucun ménagement n'est permis.](#)

Vous ne voudriez tout de même pas que les médias se mettent au service d'un mouvement qui réclame la tête de celui qu'ils y ont porté au sommet de l'Etat, un peu de sérieux.

Causerie du 16 avril 2017 : Faites tomber les masques. Quand ils se croient tout puissants, ils commettent l'erreur d'en dire trop ou pas assez.

Extrait.

- Quand Christophe Barbier écrit un éditorial sur les éditorialistes, la situation devient hors de contrôle - Le Huffington Post 15.04.2017

L'ancien directeur de l'Express a eu des mots discutables sur la relation lecteurs - éditorialistes. Et les internautes ne l'ont pas loupé.

"Se confronter au terrain pollue l'esprit de l'éditorialiste." Interrogé vendredi 14 avril, sur le rôle de son métier par les lecteurs du Journal du Dimanche, Christophe Barbier donne très rapidement le ton d'un échange... étonnant.

Une interview durant laquelle l'ancien directeur éditorial de la rédaction du magazine l'Express enchaîne les petites phrases et les prises de positions discutables sur le statut de "l'éditorialiste."

"Se confronter au terrain pollue l'esprit de l'éditorialiste. Son rôle est de donner son opinion, d'affirmer ses certitudes, par essence improuvables", déclare-t-il pêle-mêle avant d'évoquer les lecteurs dans une tirade assez surréaliste, les comparant à du "lierre rampant", s'élevant grâce aux "éditorialistes" dans le rôle du "tuteur": "L'éditorialiste est un tuteur sur lequel le peuple, comme du lierre rampant, peut s'élever." Le Huffington Post 15.04.2017

"Gilets jaunes": polémique autour d'une photo retouchée sur France 3 - AFP 17 décembre 2018

La chaîne de télévision France 3 s'est excusée dimanche pour avoir diffusé une photo d'un "gilet jaune" brandissant une pancarte où apparaissait seul le nom du président Emmanuel Macron, alors que sur le cliché original de l'AFP, on lisait "Macron dégage".

La chaîne, accusée de censure après avoir diffusé cette photo retouchée lors de son journal télévisé de samedi, a tweeté dimanche qu'il n'y avait "aucune volonté de masquer cette pancarte", invoquant "une erreur humaine" et précisant que "cela ne se renouvellera pas".

"Nous tenions à vous présenter nos excuses (...) nous vous devons cette explication au regard de la confiance que vous nous accordez", a annoncé par la suite la chaîne dans son JT du soir. La photo retouchée a suscité un tollé sur les réseaux sociaux avec une avalanche d'accusations de manipulation et de censure. AFP 17 décembre 2018

A quoi reconnaît-on ses amis et ses faux amis, ses ennemis ou éventuellement adversaires ?

Ils publient un tas d'articles ou extraits d'articles dans lesquels ils donnent l'air de rien la parole à des représentants du PS, Générations, EELV, PCF, FLI, et autres parasites dits de gauche, aux ONG, etc. qui se font passer pour le contraire de ce qu'ils sont et leurrent ainsi leurs lecteurs. On en déduit donc que les auteurs de ces blogs et portails roulent également pour le régime.

Un exemple d'actualité. Bastamag.

- Le 7 décembre, le Sénat a voté l'allègement de l'« exit tax » sur demande du gouvernement. L'exit tax, instaurée par Nicolas Sarkozy en 2011, avait pour objectif de lutter contre l'exil fiscal : les plus fortunés qui partaient à l'étranger devaient attendre 15 ans avant de vendre leurs actions, sous peine de payer 30 % sur les plus-values qu'ils réalisaient à l'étranger. Avec cet allègement, ils devront patienter entre deux et cinq ans, trois fois moins longtemps, avant de pouvoir vendre leurs actions sans être taxés. Cette mesure initiée par le gouvernement, a pu être votée grâce au soutien de la majorité sénatoriale de droite et du centre. Bastamag.net

Bastamag a ensuite donné la parole à deux élus issus des partis figurant parmi les opposant irréductibles à Macron et son gouvernement, au capitalisme.

- Éric Bocquet, sénateur communiste du Nord a répliqué : "On veut attirer les investisseurs, mais où sera la limite ? Veut-on 0 % de taxation ?"

- Claude Raynal, sénateur PS de la Haute-Garonne a réagi : « Cet article (...) s'inscrit de fait dans la droite ligne de l'action du gouvernement, qui n'a de cesse de privilégier les plus riches au détriment de nos concitoyens les plus modestes ».

LVOG - Parce que ce ne serait pas la politique qu'auraient appliquée le PS et le PCF quand ils étaient au pouvoir, ce n'est pas la politique qu'ils n'ont cessé de soutenir depuis des lustres.

On peut reproduire ces citations, mais dans ce cas-là il faut en faire ressortir l'aspect purement démagogique, trompeur, pour que personne ne soit tenté de se faire la moindre illusion dans l'avenir sur ces partis pourris.

Simultanément au mouvement du 17 novembre. Pour qui gouverne Macron, devinez?

Le gouvernement fait voter une mesure favorisant l'exil fiscal des plus fortunés - Bastamag12 décembre 2018

Un nouveau cadeau fait aux plus riches. Le 7 décembre [1], le Sénat a voté l'allègement de l'« exit tax » sur demande du gouvernement. L'exit tax, instaurée par Nicolas Sarkozy en 2011, avait pour objectif de lutter contre l'exil fiscal : les plus fortunés qui partaient à l'étranger devaient attendre 15 ans avant de vendre leurs actions, sous peine de payer 30 % sur les plus-values qu'ils réalisaient à l'étranger. Avec cet allègement, ils devront patienter entre deux et cinq ans, trois fois moins longtemps, avant de pouvoir vendre leurs actions sans être taxés [2]. Cette mesure initiée par le gouvernement, a pu être votée grâce au soutien de la majorité sénatoriale de droite et du centre [3].

Pourquoi alléger cette taxe ? En mai dernier, Emmanuel Macron voulait tout simplement supprimer l'exit tax. Il l'avait annoncé dans le magazine américain Forbes, justifiant cette décision par la volonté de créer un environnement plus favorable pour les créateurs d'entreprise. Selon lui, cette taxe envoyait un « message négatif aux entrepreneurs, plus qu'aux investisseurs, car il signifie qu'au-delà d'un certain seuil, vous êtes pénalisé si vous quittez la France ».

Face à la polémique suscitée par l'annonce de cette suppression, le gouvernement a finalement proposé un allègement de cette taxe dans le cadre du projet de loi de Finances 2019. « Nous menons une politique d'attractivité, notamment, pour faire venir dans notre pays, après le Brexit, des activités financières qui, certes, sont décriées, mais qui créent de la richesse », a défendu Agnès Pannier-Runacher, la secrétaire d'État au ministère de l'Économie, lors des débats au Sénat. Bastamag 12 décembre 2018

Le casino de la Bourse ou la spéculation "qui crée de la richesse", il fallait oser le dire.

Et d'un coup de baguette magique, le roitelet engrange 8% de plus en quelques heures !

AFP 16.12 à 8 heures. - Sondage Ifop publié par Le Journal du Dimanche. La cote de popularité d'Emmanuel Macron chute à 23%.

Quelques heures plus tard, le temps de fabriquer un nouveau sondage plus favorable à Macron.

Le Figaro 16.12. - Signe d'encouragement pour l'exécutif, un sondage Opinionway pour LCI publié dimanche faisait remonter la popularité d'Emmanuel Macron de deux points, à 31% de satisfaits.

Ils cherchent à s'en convaincre.

- "Gilets jaunes" : vers une fin de crise ? - franceinfo, 16 décembre 2018

Le pourcentage des personnes qui se disent "très satisfaites" de l'action du chef de l'État reste stable à 4%. Les "mécontents", eux, sont de plus en plus nombreux. Ils passent des 73 à 76% de la population totale. Les personnes "très mécontentes" du président représentent même 45% des Français, en hausse de 6 points par rapport au mois dernier.

"Malgré tout, dans l'entourage du président de la République, on se dit bien conscients que le feuilleton n'est pas clos" franceinfo, 16 décembre 2018

Il n'y a rien à "débattre", rien à "négocier" !

- "Gilets jaunes" : pour Richard Ferrand, "les combats c'est fini, le débat c'est maintenant" - Franceinfo 16.12

Quand ils tentent de se rassurer comme ils le peuvent.

- Divisions internes, trêve post-attentat, froid... Pourquoi la mobilisation des "gilets jaunes" s'est-elle essouffée pour l'"acte 5" ? - Franceinfo 16 décembre 2018

Au total, quelque 66 000 personnes ont manifesté dans toute la France, selon un décompte du ministère de l'Intérieur publié dans la soirée. Soit deux fois moins que les 126 000 samedi dernier. A Rennes, 300 personnes ont défilé contre 2 200 le 8 décembre, tandis qu'à Nantes on dénombrait 1 200 "gilets jaunes" contre 3 000 une semaine plus tôt. Pourquoi le mouvement faiblit-il ? Franceinfo vous propose trois éléments de réponse.

Pour le politologue Olivier Costa, directeur de recherche au CNRS.

LVOG - L'"expert" aux ordres entre en action.

Olivier Costa - "La multiplication des déclarations conspirationnistes, faites après l'attentat de Strasbourg, ont refroidi toute une partie des militants sincères et engagés."

Plusieurs figures des "gilets jaunes" ont en effet partagé leur satisfaction après l'allocution présidentielle. Dès le lendemain, Jacqueline Mouraud, l'une des porte-paroles, a appelé sur LCI à "sortir intelligemment du mouvement". Contacté par franceinfo, Benjamin Cauchy, porte-parole des "gilets jaunes libres", souligne que le "gouvernement a tendu la main". Il a choisi de ne pas manifester samedi pour privilégier "la négociation et le dialogue social pour faire avancer le pouvoir d'achat". "Aujourd'hui, Macron nous a compris et ce n'est pas en mettant la France à feu et à sang que nous obtiendrons gain de cause", tranche-t-il.

Samedi, les plus motivés ont dû braver le froid et parfois la pluie pour faire entendre leurs revendications. Des conditions météorologiques plus rudes que les autres semaines qui n'aident pas à mobiliser, comme le constate le "gilet jaune" Frank Buhler. "Il y a beaucoup de gens qui sont tombés malades à force d'être restés stationnés dans le froid pendant des jours", explique cette figure du mouvement originaire de Tarn-et-Garonne, à franceinfo.

Frank Buhler - "Il y a aussi l'arrivée de Noël : il faut préparer les fêtes, faire les courses... Les familles des "gilets jaunes" leur mettent la pression pour qu'ils lèvent le pied."

Marie, l'une des coordinatrices à Dinan (Côtes d'Armor), confirme auprès de franceinfo cette volonté d'insuffler un nouvel élan : "Le mouvement ne s'éteint pas mais il prend une forme différente. On va tenter d'élaborer des actions plus construites, moins fatigantes." Franceinfo 16 décembre 2018

- Hollande: le mouvement des "gilets jaunes" est en "phase de conclusion" - AFP 15.06

Lui il a dépassé celle de la pourriture en putréfaction !

- La mobilisation des "Gilets jaunes" en nette baisse - Reuters 16 décembre 2018

La mobilisation des "Gilets jaunes" était en forte baisse samedi en cette cinquième journée nationale de contestation en France, à Paris comme en régions.

En fin de journée, le ministère de l'Intérieur évaluait le nombre de participants à 66.000 dans toute la France, dont 4.000 à Paris, contre 126.000 manifestants (dont 10.000 à Paris) comptabilisés la semaine dernière.

Malgré quelques échauffourées et des tirs sporadiques de gaz lacrymogènes, notamment sur les Champs-Élysées à Paris et dans les centres-villes de Bordeaux, Lyon, Nantes et Toulouse, aucune violence grave n'était à déplorer.

A Paris, les manifestants se sont concentrés sur l'avenue des Champs-Élysées, quasiment déserte, la place de l'Opéra et celle de la République, vers laquelle ils ont afflué dans l'après-midi.

En régions, certaines sorties d'autoroutes et les abords de plusieurs villes comme Bordeaux et Nîmes ont été bloqués par des "Gilets jaunes", qui ont aussi manifesté dans le centre-ville de Marseille aux cris de "Macron démission".

Au terme d'une semaine marquée par les annonces du président Emmanuel Macron pour le pouvoir d'achat et l'attentat meurtrier de Strasbourg, la tension est retombée à dix jours de Noël, période cruciale pour le chiffre d'affaires des commerçants.

Le gouvernement, imité par de nombreux responsables politiques et syndicaux à l'exception notable de la CGT et de La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon, avait exhorté les "Gilets jaunes" à ne pas manifester cette semaine, invoquant le drame de Strasbourg et la fatigue des forces de l'ordre.

Parmi les revendications multiples des manifestants, dont beaucoup ont scandé "Macron démission", celle d'un "référendum d'initiative citoyenne" est récurrente.

Un manifestant croisé par Reuters sur les Champs-Élysées a dit tabler sur une poursuite du mouvement, malgré la mobilisation en baisse.

"Depuis l'attentat de Strasbourg (c'est plus calme), mais je pense que samedi prochain et les samedis suivants cela va revenir", a-t-il dit. "Il y a un petit moment de calme, mais ça va revenir petit à petit".

"Ça n'arrêtera pas tant que nous n'aurons pas ce que nous voulons", a renchéri un autre "Gilet jaune".

Gare Saint-Lazare, des militants des organisations Attac et Droit au Logement, notamment, se sont joints au rassemblement où se trouvait aussi le député La France insoumise Eric Coquerel. Reuters 16 décembre 2018

Des accusations amplement justifiées.

- Des gilets jaunes accusent les autorités de les bloquer pour empêcher la mobilisation - HuffPost 15.12

Sur les pages Facebook consacrées au mouvement, de nombreux internautes s'insurgent d'ailleurs du traitement réservé à certains manifestants aux abords de la capitale. Selon eux, nombre d'entre eux sont bloqués sur des péages ou aux portes de Paris. De quoi dénoncer une manœuvre du pouvoir qui chercherait à réduire le nombre de gilets jaunes dans les rues de la capitale et ainsi porter un coup à la crédibilité du mouvement.

Beaucoup estiment que le blocage de leurs compagnons aux portes de Paris ou sur des péages proches de la capitale sert à discréditer ou empêcher leurs actions. "Pour faire croire au peuple que le mouvement est mort!", estime par exemple un internaute nommé "Manu Manu Gomez" sur la page "la France en colère!!!" tenue par un des porte-parole officiels du mouvement, Éric Drouet.

D'autres se montrent un peu plus virulents à l'égard du pouvoir. "LES GARS ON EST ENTRAIN DE SE FAIRE BAISER ILS VONT FAIRE CROIRE AUJOURD'HUI HUI QUE LE MOUVEMENT S ESSOUFFLE CAR ILS ONT BLOQUE DES BUS QUI MONTENT SUR PARIS (sic)" cingle un gilet jaune visiblement énervé par la situation.

Selon plusieurs vidéos postées sur les réseaux sociaux, des gilets jaunes sont également filtrés et bloqués dans les rues de la capitale. Sur les images, on peut voir des CRS interdire l'accès à certaines rues, provoquant la dispersion des manifestants. Des opérations qui auraient pour conséquence de clairsemer les rangs et ainsi provoquer un essoufflement de la mobilisation.

Le salut du mouvement viendra-t-il des régions? La mobilisation se poursuit en tout cas sur les ronds points de l'ensemble du territoire, avec des barrages filtrants, "péages gratuits" et des opérations escargot comme à Lorient. L'A7, dans le Vaucluse mais aussi l'A62 entre Toulouse et Bordeaux, l'A61 à Carcassonne et l'A64 entre Toulouse et Tarbes sont aussi perturbées. HuffPost 15.12

AFP 15 décembre 2018 - L'A6 a été coupée dans les deux sens à la limite entre la Saône-et-Loire et le Rhône par le préfet par précaution face à la mobilisation attendue de "gilets jaunes".

Libération 15 décembre 2018. - Entre les manifestants et la police, c'est le jeu du chat et de la souris sur les Champs-Élysées. Les gilets jaunes s'engagent à peine dans une rue qu'ils en repartent en courant, bloqués par la police, qui avance ses véhicules pour couper l'accès. Ils se dirigent vers une autre rue, sont à nouveau bloqués. Ça court dans tous les sens pendant quelques secondes puis tout se calme. Et ça recommence, et ça s'arrête encore.

- Le dispositif policier, dans le quartier de la Porte Maillot encore très calme, est impressionnant : des dizaines de véhicules et des effectifs CRS et de policiers déployés importants.

- Au total, 8.000 membres des forces de l'ordre ont été déployés dans la capitale, 69.000 sur tout le territoire, appuyés à Paris par 14 véhicules blindés à roues de la gendarmerie (VBRG).

- Le préfet de police, Michel Delpuech, a annoncé vendredi que le dispositif mis en place la semaine dernière était reconduit quasiment à l'identique ce week-end. Huit mille policiers et gendarmes sont mobilisés. Les blindés de la gendarmerie sont une seconde fois positionnés dans les rues parisiennes.

- Avenue du président Willson, à Paris. «C'est calme, ça change», dit un policier. Depuis ce matin, c'est la quatrième fois que les manifestants se font encercler par les forces de l'ordre. Un dispositif visiblement destiné à décourager les manifestants, contraints d'attendre en petits groupes dans le froid. «Ça marche plutôt bien, quand ils sont peu», confirme une policière. «On a pas le droit de circuler librement en France ?» demande un homme à un CRS, qui reste de marbre.

- «plus de 600» policiers et gendarmes sont présents depuis ce matin dans le centre-ville de Bordeaux. Deux blindés de la gendarmerie, un engin lanceur d'eau, une vingtaine de camions de CRS et une dizaine de fourgons de la gendarmerie sont également installés place Pey-Berland.

- Quelques minutes plus tard, la place (de l'Opéra à Paris- ndlr) commence à se vider au compte-gouttes, la police ayant commencé à laisser passer des manifestants, en les sommant de retirer leur gilet jaune. Libération 15 décembre 2018

Horreur et damnation!

- Malgré la déception de l'acte V, des gilets jaunes appellent déjà à un acte VI - HuffPost 16.12

Certains veulent se rassembler pour l'anniversaire d'Emmanuel Macron, le 21 décembre.

La mobilisation a beau s'essouffler, le noyau dur des gilets jaunes reste déterminé. Après un acte V en forte baisse ce samedi 15 décembre, certains internautes n'hésitent pas à appeler (déjà) à un acte VI pour le 22 voire le 21 décembre. Comme depuis le début de la mobilisation après chaque rassemblement parisien, c'est sur les réseaux sociaux que les choses se passent et que les "événements" se créent.

Sur les pages ou groupes Facebook dédiés au mouvement, les appels à de nouveaux rassemblements se multiplient. Les premiers ayant commencé à fleurir alors que l'acte V n'était pas encore achevé.

Les quatre principaux "événements" créés pour l'occasion réunissent au total 80.000 personnes "intéressées." Et les mots d'ordre sont divers. De l'Acte 6 "la victoire du peuple" à l'acte 6 "préparons Noël à Paris", ces gilets jaunes affichent à nouveau leur détermination pour faire plier Emmanuel Macron. La tenue ou non d'un nouveau rassemblement occupe désormais une bonne partie des discussions au sein de ces communautés et les publications en faveur d'un nouveau samedi de manifestations se multiplient. HuffPost 16.12

- Gilets jaunes: le blocage de Rungis, nouvel espoir de certains - Le HuffPost 16.12

L'acte VI des gilets jaunes arrivera-t-il plus vite que prévu? Alors que ce samedi 15 décembre a marqué l'essoufflement du mouvement, certains Français en colère ne veulent pas lâcher le morceau et se tournent désormais vers un nouvel objectif: bloquer le marché de Rungis.

Conscients des actuelles difficultés du mouvement à mobiliser ses troupes, nombre de gilets jaunes appellent à "transformer" le mouvement pour qu'il perdure et veulent occuper les lieux sans discontinuer jusqu'au lendemain de Noël.

Ils devraient être aidés dans leur entreprise par plusieurs VTC en colère qui entendent bien jouer leur rôle dans la fronde qui secoue le pays depuis un mois.

Un événement Facebook a même été créé pour l'occasion par l'Association des VTC de France. Au total, 75.000 personnes se sont dit "intéressées" par le blocage.

Comme souvent avec les gilets jaunes, c'est sur Facebook que les choses se passent. Depuis plusieurs jours un texte appelant au blocage du plus grand marché agroalimentaire du monde est recopié à l'identique de page en page. Il explique que les VTC ont obtenu l'autorisation d'organiser un rassemblement "sur les 3 plus grosses portes de Rungis."

Derrière Rungis, c'est l'économie que les gilets jaunes veulent attaquer. Le but? Arracher de nouvelles concessions en paralysant le pays à quelques jours de Noël. "Le blocage de Rungis a pour but de faire plier le gouvernement sur les revendications des gilets jaunes en bloquant le poumon économique européen. Les GAFA doivent payer comme Uber pour les VTC", écrit pour sa part l'association des VTC de France qui présente l'action comme "le combat final."

De quoi relancer le mouvement après un acte V raté? Rien de sûr d'autant que le gouvernement risque de se montrer particulièrement attentif à la formation de blocages durables qui paralyseraient l'économie.

Alors que le chiffre des manifestants a été divisé par deux en une semaine, c'est l'occasion ou jamais pour l'exécutif de reprendre la main après une longue tétanie face à ce mouvement social aussi imprévisible qu'hétéroclite. Les membres de la majorité se relaient ainsi dans les médias depuis les annonces du président de la République en faveur du pouvoir d'achat -la hausse de la prime d'activité notamment- pour demander aux gilets jaunes de quitter les ronds-points.

Ce dimanche 16 décembre, le président de l'Assemblée nationale et proche d'Emmanuel Macron, Richard Ferrand a même réclamé l'intervention des CRS et des gendarmes pour évacuer les zones occupées par les gilets jaunes. Dans ce climat, pas certain que le gouvernement ne laisse s'installer un "blocage illimité" à Rungis. Le HuffPost 16.12

Témoignage de "**nantis, fachos**" montés à Paris ou originaires de Paris !

Libération 15 décembre 2018. - Pierre, 54 ans, agent de sécurité, est venu seul de Franconville (Val-d'Oise), pour «manifester paisiblement». En CDD dans la sécurité, il fait «de l'évènementiel, comme l'arrivée du tour de France ou le 14 Juillet». Il ne veut pas donner son nom de famille, par crainte que cela lui pose des soucis pour ses contrats. «Je gagne entre 1500 et 2 000 par mois. Mais pour faire 2 000, faut bosser dur. Je ne supporte pas qu'on dise que je suis feignant, ou qu'il suffit de traverser la rue pour trouver du travail. Mes grands parents étaient mineurs dans le Pas de Calais, ils venaient de Pologne, on peut dire qu'ils se sont tués dans les mines.»

«L'an dernier, j'ai été au chômage quelques mois. J'avais 800 euros d'indemnités mais mon loyer est de 570 euros pour un studio. Je n'ai pas pu payer et aujourd'hui j'ai un dossier de surendettement. J'ai 6 000 euros de dettes, ce n'est pas énorme mais je n'y arrive pas. J'ai recollé mes chaussures pour venir. Même acheter des chaussures est devenu compliqué. J'ai mal aux dents, je n'ai pas de mutuelle alors je prends du Nurofen. Je ne peux même pas m'acheter de lunettes. Mais je suis venu ici en pensant aux femmes et aux enfants en détresse, certaines que je connais ne peuvent même pas acheter un litre de lait.»

Fabienne Collat, 57 ans, est gardienne d'immeuble. Elle est venue à Saint-Lazare à l'appel d'organisations de gauche : «Je sers ces cochons de bourgeois depuis 20 ans, je les connais bien. Dans mon immeuble, boulevard de Courcelles, en face du parc Montceau, les loyers sont de 8 000 ou 9 000 euros. Aux étrennes, ils ne me donnent que 50 ou 100 euros alors que normalement c'est 10%. Moi je suis payée sur la base du smic, duquel sont retirés les avantages en nature, appartement, eau, chauffage. Cela me fait 900 euros nets, et on m'a dit que c'est ce qui comptera pour la retraite, ce qui me fera à peine plus que le minimum vieillesse. Je suis née et j'ai toujours vécu à Paris, mais quand je prendrai ma retraite je serai obligée de partir en Eure-et-Loir ou ailleurs.»

«Mon mari est agent de sécurité incendie, il gagne 1400 euros. On ne retrouvera pas de logement en Ile-de-France, car il faut gagner trois fois le prix du loyer. Une de mes locataires m'a dit : "Nous aussi on est impactés par les taxes." Moi je travaille 49h30 par semaine – avant, c'était 50 mais notre syndicat a obtenu une baisse d'une demi-heure – avec une pause de 11h à 15h30. En plein milieu. Les conditions de travail des gardiens sont un vrai sujet. Ils sont souvent immigrés, ils ne descendent pas dans la rue. Moi je revendique la hausse du smic horaire, des minima sociaux, des retraites et l'annulation de la CSG.»

«Mes parents étaient militants en 1968. Moi aussi je suis révolutionnaire, et j'ai le droit de manifester pour défendre mes opinions.» Libération 15 décembre 2018

Vous avez raison. Depuis ils ont adopté une orientation droitière, il suffit de voir le traitement que vous a accordé les dirigeants du mouvement ouvrier...

Union nationale. Les syndicats de policiers réclament du fric pour le sale boulot qu'ils viennent d'accomplir et dont ils sont fiers.

- Des policiers "à bout" appellent à un "Acte 1 de la police", d'autres lancent "les gyros bleus" Le HuffPost 16.12

Faut-il s'attendre à un nouveau front social? Le syndicat Unité SGP Police a "annoncé solennellement", dans un message posté sur Twitter ce samedi 15 décembre, "l'acte 1 de la colère des policiers", reprenant le terme utilisé par les gilets jaunes pour leurs mobilisations hebdomadaires, organisées depuis le 17 novembre.

"Les policiers sont à bout et ne bénéficient d'aucune reconnaissance", indique encore le tweet du syndicat, appartenant à la fédération Force ouvrière (FO). "Après les annonces du président de la République, rien pour les gradés, gardiens et adjoints de sécurité! C'est inacceptable!" écrivait encore le syndicat au soir des annonces du président face à la crise des gilets jaunes.

Invitée de BFMTV ce samedi, la déléguée nationale SGP Police Linda Kebbab avait déjà "annoncé solennellement" cet acte 1 qui "se prépare". "Les policiers ont aussi des revendications (...) on a beaucoup de dispositions politiques qui sont complètement contraires aux intérêts sociaux des salariés et plus particulièrement des policiers", avait-elle estimé, citant notamment le gel du point d'indice des fonctionnaires au 1er janvier 2019 ou encore l'allongement du délai de carence en cas de maladie d'un à trois jours dans la fonction publique. Votée au Sénat, cette mesure doit encore être adoptée par l'Assemblée nationale. Le gouvernement y est défavorable.

"On a demandé l'augmentation de l'allocation de maîtrise (une prime annuelle versée "au titre du service continu", ndlr), a précisé Linda Kebbab. On demande plus de CRS, une validation des acquis des adjoints de sécurité, une reconnaissance du statut des policiers techniciens et scientifiques, une prime pour les administratifs, la prise en charge pour les mutuelles par notre ministère, les heures supplémentaires défiscalisées".

"On a tenté le dialogue social, ça ne marche pas", assure la déléguée nationale.

Alliance demande "un véritable plan Marshall"

Le syndicat policier Alliance avait de son côté dénoncé jeudi 13 décembre une "situation explosive" chez les forces de l'ordre, mises à "rude épreuve" entre nouvelle mobilisation des "gilets jaunes" et lutte antiterroriste, après l'attentat de Strasbourg.

"Au vu de l'engagement sans faille des policiers, nous exigeons un retour immédiat sur l'investissement, avec un véritable plan Marshall", a expliqué à l'AFP Frédéric Lagache, numéro deux du syndicat de gardiens de la paix et de gradés, Alliance.

"Les forces de l'ordre vont éprouver de plus en plus de difficultés à assumer tous les fronts", a résumé le syndicat. Selon Frédéric Lagache, les policiers "entre épuisement et colère, en ont assez des gratitudes et veulent des actes" de la part du gouvernement. "Des commissariats vont finir par fermer", a prévenu le syndicaliste. Celui-ci réclame pour les policiers "des avancées sociales et la juste rétribution de leur engagement", avec le paiement des heures supplémentaires, des astreintes ou encore des heures de nuit.

Des policiers en colère, rejoints par les "Femmes des forces de l'ordre en colère" (FFOC), appellent à une journée de mobilisation le 20 décembre sur les Champs-Élysées à 21h30, rapporte LCI.

Selon le vice-président de l'association "Mobilisation des policiers en colère" (MPC), qui se dit elle aussi "apolitique et asyndicale", l'idée de se rassembler est née "après la prise de parole d'Emmanuel Macron" lundi, en réponse aux gilets jaunes. "Le président a fait des annonces pour certaines personnes, et pas pour d'autres. Une fois de plus nous sommes les grands oubliés, estime Guillaume Lebeau. La fatigue se ressent et le ras-le-bol est grandissant".

En juillet 2018, un rapport sénatorial avait invité l'exécutif à faire de la lutte contre "le malaise" des forces de sécurité intérieure, "une exigence républicaine". Le HuffPost 16.12

[Le référendum d'initiative citoyenne \(RIC\) : C'est la soumission au régime.](#)

Le RIC s'inscrit parfaitement dans le processus de la fabrication du consentement.

RIC-rac et rien de plus ou quand le changement, c'est surtout de ne rien changer ! Comment faire en sorte que ce soit les exploités et les opprimés qui légitiment le régime qui les exploitent et les oppriment, merveilleux !

Le RIC, c'est la négation de la démocratie. Pourquoi ? De deux choses l'une : soit il est compatible avec le régime en place et auquel cas il ne peut servir que les intérêts de la classe qui détient le pouvoir, soit il ne l'est pas et les représentants du régime interdiront qu'il voie le jour.

Les partisans du RIC prennent pour exemple la Suisse, un paradis fiscal pour les banquiers et l'oligarchie, les gangsters de la finance et des multinationales, c'est une blague ou quoi ? On baigne en plein délire. Ces gens-là ne sont pas sérieux, ce sont de dangereux aventuriers. On comprend mieux pourquoi les médias-oligarques en font provisoirement la promotion et pourquoi de RN à LFI en passant par LR, l'UDI, le MoDem, ils y adhèrent tous, il n'y a que le PS et LREM qui y soient farouchement opposés, normal, en tant que partis de l'ordre officiel.

- Référendum d'initiative citoyenne, la demande qui monte chez les "gilets jaunes" - AFP 15 décembre 2018

Revendication montante du mouvement des "gilets jaunes", le référendum d'initiative citoyenne (RIC) ou populaire, défendu également par plusieurs partis politiques sous des formes diverses, vise à faciliter la consultation du peuple, sans associer le Parlement en amont.

Plusieurs candidats à la présidentielle, du RN à LFI, souhaitent instaurer de véritables référendums d'initiative populaires, comme en Suisse ou en Italie.

Le RIC "réclamé depuis des années par le RN est un outil essentiel d'un bon fonctionnement démocratique !

Le leader de la France insoumise Jean-Luc Mélenchon a aussi réaffirmé son soutien à un tel dispositif cette semaine à l'Assemblée.

Le LR Julien Aubert a déposé une proposition de loi constitutionnelle début décembre pour un véritable "référendum d'initiative populaire", tandis qu'à l'UDI, on se dit favorable à étendre le référendum citoyen, notamment via la saisine obligatoire du Parlement sur des sujets par des pétitions électroniques.

Samedi, la députée MoDem Isabelle Florennes a assuré sur LCI que les élus de son groupe avaient "toujours été favorables" au RIC, mais à condition qu'il soit "encadré" et "adossé à un Parlement fort", ajoutant que la révocation serait "anticonstitutionnelle".
AFP 15 décembre 2018

LRM et le PS y sont farouchement opposés pour les mêmes raisons que LR, l'UDI, le MoDem, LFI et RN y sont favorables : soit le régime peut s'en passer, soit cela doit être un instrument pour mieux subordonner les masses au régime et aux institutions en place.

- Très "Vème République compatible" - Regards.fr 15 décembre 2018

Extrait. Un peuple souverain, seul face à lui-même... ou presque. A lire les différents argumentaires en faveur du RIC, quelque chose saute aux yeux par son absence. C'est que les partisans du RIC ne semblent pas s'inscrire en dehors du cadre de la Vème République. Car s'ils se passent volontiers de tout représentant, le gouvernement et le président de la République restent quant à eux en bonne place.

Pas question donc de changer de République. D'ailleurs, une pétition en faveur du RIC propose d'amender l'article 3 de la Constitution de 1958, qui donnerait alors : « La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum [d'initiative citoyenne, en toutes matières y compris constitutionnelle et de ratification des traités ; cet article ne peut être modifié que par voie référendaire]. »

Charlotte Girard rappelle qu'il faut « contextualiser cette revendication. Elle est brandie dans un face-à-face entre le peuple et le Président. Il y a une compatibilité extrême avec le césarisme de la Vème république. C'est donc une proposition de circonstance pour répondre à une situation immédiate. »

Doit-on y voir une victoire de l'antiparlementarisme alors que l'Assemblée nationale et le Sénat voient chaque jour leurs maigres pouvoirs se faire raboter par l'exécutif ? Au point que lorsque le chef de l'Etat propose de renforcer encore et toujours ses pouvoirs par le truchement de la diminution du nombre de parlementaires, nombreux sont ceux qui n'y ont rien trouvé à redire. Comme si on s'était collectivement habitué à ce que le Parlement ne soit plus la voix du peuple.

Antiparlementarisme triomphant.

Pour Pierre Dharréville, le constat est limpide :

« Il faut voir où est le pouvoir en France : institutionnellement, entre les mains du Président ; dans le réel, entre les mains des grands propriétaires. Si l'on veut s'attaquer aux problèmes de notre démocratie, il faut s'attaquer au pouvoir exorbitant, personnel, monarchique du président de la République, peut-être même discuter le fait d'avoir un Président. Car le cœur du problème, c'est ce pouvoir. » (Non, c'est là où le pouvoir est "*dans le réel, entre les mains des grands propriétaires*". Regard est de droite comme Mediapart. - LVOG)

Magie populaire, parmi les diverses propositions des gilets jaunes, on trouve également la « création d'une Assemblée citoyenne ». Preuve que l'antiparlementarisme n'a peut-être pas complètement gagné la partie, finalement.

En articulant le RIC avec une démocratie réellement représentative, avec une République où les pouvoirs seraient équilibrés, alors peut-être trouverons-nous un système politique s'approchant de l'idéal. Comme le dit Pierre Dharréville : « La politique, ça n'est pas la dictature de la majorité, c'est le respect d'une diversité ». (La "dictature de la majorité", c'est la véritable démocratie, quand la majorité détient le pouvoir, que Regard y soit opposé justifie la caractérisation qu'on en a donnée, réactionnaire. - LVOG) regards.fr 15 décembre 2018

[Le RIC a son théoricien-charlatan ou le culte de la médiocrité : Etienne Chouard.](#)

- Qui est Etienne Chouard, chantre du référendum d'initiative citoyenne et coqueluche des "gilets jaunes" ? - franceinfo 15.12

Les sous-titres en caractères gras sont de LVOG.

Un enseignant sympathisant du PS extérieur au milieu ouvrier et sans expérience du militantisme.

- Interrogé par franceinfo, Etienne Chouard, 62 ans, le reconnaît volontiers : il s'est "éveillé politiquement en 2005". A cette époque, ce professeur discret, auteur de deux manuels informatiques et qui votait pour le Parti socialiste sans grande conviction, publie sur son site personnel une virulente tribune contre le projet de traité constitutionnel européen, qu'il qualifie de "secret cancer de notre démocratie".

"Don Quichotte" propulsé par Le Monde et DSK.

- Dans un contexte médiatique largement favorable au traité, le texte de cet enseignant inconnu au bataillon et au style de "monsieur-tout-le-monde" (petites lunettes, chemise blanche et voix douce) remporte un succès fulgurant. Son auteur accède à une soudaine notoriété : Le Monde le décrit comme un "Don Quichotte du 'non' (...) devenu une vedette de la campagne référendaire" et Dominique Strauss-Kahn, ardent défenseur du "oui", publie sur son blog un article en "réponse à Etienne Chouard".

- "C'était la première fois en France qu'un 'Mister nobody' ["monsieur personne"] venu d'internet devenait un leader d'opinion sur un enjeu national, se souvient un journaliste qui l'a rencontré à l'époque. C'était un type qui apparaissait très sympa, très enveloppant, et qui pour autant avait effectué un décorticage extrêmement minutieux et argumenté du texte. On n'avait jamais vu ça !"

A la mégalomanie galopante.

- Il publie donc sur son site de longs articles sur la crise des institutions et de la démocratie. Pour nourrir sa réflexion, ce novice en politique dévore en treize ans "plus de 3 500 bouquins" sur le droit, la politique monétaire, les institutions politiques. Entre ses cours à plein temps au lycée, ses quatre enfants et ses sessions de parapente – qu'il maîtrise en "génie", assure son ami Franck Lepage –, Etienne Chouard ingurgite Noam Chomsky, Jacques Généreux, Bernard Manin, Jacques Rancière, Amartya Sen ou Jacques Attali.

Un penseur-blogueur coqueluche des réseaux antisociaux.

- Sur le net, la popularité de l'enseignant blogueur grandit : outre le succès de son site internet (des dizaines de milliers de visites par jour en 2005, moins ensuite), il est de plus en plus suivi sur les réseaux sociaux (désormais 28 500 abonnés sur Twitter et 129 400 sur Facebook). Sur demande d'associations ou de partis politiques, Etienne Chouard organise aussi des "ateliers constituants", dans lesquels il propose au public de réécrire la Constitution. Sa pensée séduit de nombreux internautes, qu'il surnomme ses "gentils virus" et qu'il charge d'aller propager ses idées partout où elles ne sont pas encore présentes.

Comment détourner la jeunesse du mouvement ouvrier au profit d'Internet qui sert à sa dislocation.

- Avec son blog, il a su capter l'attention de jeunes gens qui s'instruisent politiquement sur internet et pas ailleurs. Franck Lepage,

ami d'Etienne Chouard à franceinfo.

Une "vedette de la contre-culture" en rupture avec la lutte de classe et ses enseignements mis en selle par les médias dominants.

- L'enseignant passe alors pour "un contestataire, une vedette de l'underground et de la contre-culture", estime auprès de franceinfo le présentateur Frédéric Taddeï, qui l'invite pour la première fois dans l'une de ses émissions en 2014, à "Ce soir ou jamais". "Il a un côté professeur bienveillant, il ne s'emporte jamais, il est très rassurant. Et on sent qu'il travaille depuis longtemps sur son sujet."

Eclectisme frénétique, dilettantisme et démagogie.

- Parmi les ouvrages qui nourrissent son travail, et qu'il recommande ensuite sur son site, figurent ainsi ceux de personnalités pour le moins controversées, notamment l'idéologue Alain Soral... Mais aussi le théoricien du complot Antony C. Sutton et le néonazi américain Eustace Mullins.

Critique lisse ou acceptable pour ses pairs de la version officielle du 11/9.

- S'il renâcle aujourd'hui à revenir sur ces sujets, qui ne constituent pas "le cœur" de son travail, il estime par exemple que "la version du complot d'Al Qaïda" pour expliquer les attentats du 11-Septembre "paraît plus que douteuse".

Son éclectisme nauséabond jusqu'à l'extrême droite sera condamné par ceux dont l'éclectisme est compatible avec le régime.

- Au tournant des années 2010, la ligne d'Etienne Chouard séduit pourtant de moins en moins ses amis. "Il a dérivé tellement loin à frayer avec des gens d'extrême droite qu'il a fini par ruiner sa propre cause. Il s'est rendu à mes yeux, comme aux yeux de beaucoup d'autres, tout à fait infréquentable", tranche son ancien proche Frédéric Lordon en 2016. "Mon sentiment profond, c'est que tu es comme un adolescent en politique, lui assène aussi François Ruffin dans Fakir en 2013. Tu voles d'émerveillements en indignations. C'est beau, en un sens, ça apporte de la naïveté, de la fraîcheur, de la hardiesse aussi. Mais ça comporte une part d'errance." (Parole d'un fakir, quel délire ! - LVOG)

Récupération - instrumentalisation, la faiblesse fatale du petit bourgeois.

- Peu audible du grand public ces dernières années, Etienne Chouard vit un nouveau petit succès cet hiver, comme en témoigne la courbe des recherches Google à son nom. (...) D'emblée, il ne se sentait pourtant "pas concerné" par la colère de ces "anti-impôts qui roulent en bagnole", et dont les revendications lui semblaient "superficielles".

Depuis, Etienne Chouard a changé d'avis. Il salue désormais la politisation du mouvement. Début décembre, l'enseignant a même participé à une conférence sur le RIC en compagnie du très populaire "gilet jaune" Maxime Nicolle, alias Fly Rider. Sa nouvelle popularité lui vaut désormais de recevoir "100 mails par jour" de "gilets jaunes" et d'être invité à commenter le mouvement sur Russia Today, web télé financée par le Kremlin. franceinfo 15.12

DEUXIEME PARTIE

Les leçons de la Commune.

Léon Trotsky - Zlatousté, 4 février 1921.

Extraits.

- Si le particularisme et l'autonomisme démocratique sont extrêmement dangereux pour la révolution prolétarienne en général, ils sont dix fois plus dangereux encore pour l'armée. Nous l'avons vu par l'exemple tragique de la Commune.

- La Commune nous montre l'héroïsme des masses ouvrières, leur capacité de s'unir en un seul bloc, leur don de se sacrifier au nom de l'avenir, mais elle nous montre en même temps l'incapacité des masses à choisir leur voie, leur indécision dans la direction du mouvement, leur penchant fatal à s'arrêter après les premiers succès, permettant ainsi à l'ennemi de se ressaisir, de rétablir sa position.

- Le parti ouvrier --le vrai-- n'est pas une machine à manoeuvres parlementaires, c'est l'expérience accumulée et organisée

du prolétariat. C'est seulement à l'aide du parti, qui s'appuie sur toute l'histoire de son passé, qui prévoit théoriquement les voies du développement, toutes ses étapes et en extrait la formule de l'action nécessaire, que le prolétariat se libère de la nécessité de recommencer toujours son histoire: ses hésitations, son manque de décision, ses erreurs.

Le prolétariat de Paris n'avait pas un tel parti. (...)

La Révolution tomba sur lui sans qu'il s'y attendit.

Ce premier succès fut une nouvelle source de passivité. L'ennemi s'était enfui à Versailles. N'était-ce pas une victoire? En ce moment on aurait pu écraser la bande gouvernementale presque sans effusion de sang. A Paris, on aurait pu faire prisonniers tous les ministres, avec Thiers en tête. Personne n'aurait levé la main pour les défendre. On ne l'a pas fait. Il n'y avait pas d'organisation de parti centralisée, ayant une vue d'ensemble sur les choses et des organes spéciaux pour réaliser ses décisions. (...)

Cela pouvait être facilement réalisé, d'après l'aveu même des partisans de Thiers. Personne n'y pensa. Il n'y eut personne pour y penser. En présence des grands événements, d'ailleurs, de telles décisions ne peuvent être prises que par un parti révolutionnaire qui attend une révolution, s'y prépare, ne perd pas la tête, par un parti qui est habitué d'avoir une vue d'ensemble et n'a pas peur d'agir.

Et précisément le prolétariat français n'avait pas de parti d'action.

Le Comité central de la Garde nationale est, en fait, un Conseil de Députés des ouvriers armés et de la petite-bourgeoisie. Un tel Conseil élu immédiatement par les masses qui ont pris la voie révolutionnaire, représente un excellent appareil d'action. Mais il reflète en même temps et justement à cause de sa liaison immédiate et élémentaire avec les masses qui sont dans l'état où les a trouvées la révolution, non seulement tous les côtés forts, mais aussi tous les côtés faibles des masses, et il reflète d'abord les côtés faibles plus encore que les côtés forts: il manifeste l'esprit d'indécision, d'attente, la tendance à être inactif après les premiers succès.

Le Comité central de la Garde nationale avait besoin d'être dirigé. Il était indispensable d'avoir une organisation incarnant l'expérience politique du prolétariat et toujours présente --non seulement au Comité central, mais dans les légions, dans les bataillons, dans les couches les plus profondes du prolétariat français. Au moyen des Conseils de Députés, --dans le cas donné c'était des organes de la Garde nationale,-- le parti aurait pu être en contact continu avec les masses, connaître leur état d'esprit; son centre dirigeant aurait pu donner chaque jour un mot d'ordre qui, par des militants du parti, aurait pénétré dans les masses, unissant leur pensée et leur volonté.

A peine le gouvernement eut-il reculé sur Versailles, que la Garde nationale se hâta de dégager sa responsabilité, au moment même où cette responsabilité était énorme. Le comité central imagina des élections "légales" à la Commune. Il entra en pourparlers, avec les maires de Paris pour se couvrir, à droite, par la "légalité".

Si l'on avait préparé en même temps une violente attaque contre Versailles, les pourparlers avec les maires auraient été une ruse militaire pleinement justifiée et conforme au but. Mais, en réalité, ces pourparlers, n'étaient menés que pour échapper par un miracle quelconque à la lutte. Les radicaux petits-bourgeois et les socialistes-idéalistes, respectant la "légalité" et les gens qui incarnaient une parcelle de l'état "légal", les députés, les maires, etc. , espéraient au fond de leurs âmes que Thiers s'arrêterait respectueusement devant le Paris révolutionnaire, aussitôt que ce dernier se couvrirait de la Commune "légale".

La passivité et l'indécision furent dans ce cas appuyées par le principe sacré de la fédération et d'autonomie. Paris, voyez-vous n'est qu'une commune parmi d'autres communes. Paris ne veut en imposer à personne; il ne lutte pas pour la dictature, si ce n'est pour la "dictature de l'exemple".

En somme, ce ne fut qu'une tentative pour remplacer la révolution prolétarienne, qui se développait, par une réforme petite-bourgeoise: l'autonomie communale. La vraie tâche révolutionnaire consistait à assurer au prolétariat le Pouvoir dans tout le pays. Paris en devait servir de base, d'appui, de place d'armes. Et, pour atteindre ce but, il fallait, sans perdre de temps, vaincre Versailles et envoyer par toute la France des agitateurs, des organisateurs, de la force armée. Il fallait entrer en contact avec les sympathisants, raffermir les hésitants et briser l'opposition des adversaires. Au lieu de cette politique d'offensive et d'agression qui pouvait seule sauver la situation les dirigeants de Paris essayèrent de s'enfermer dans leur autonomie communale: ils n'attaqueront pas les autres, si les autres ne les attaquent pas; chaque ville a son droit sacré de self-government. Ce bavardage idéaliste --du genre de l'anarchisme mondain-- couvrait en réalité la lâcheté devant l'action révolutionnaire qui devait être menée sans arrêt jusqu'à son terme, car, autrement, il ne fallait pas commencer...

L'hostilité à l'organisation centraliste --héritage du localisme et de l'autonomisme petit-bourgeois-- est sans doute le côté faible d'une certaine fraction du prolétariat français. L'autonomie des sections, des arrondissements, des bataillons, des villes, est pour certains révolutionnaires la garantie supérieure de la vraie activité et de l'indépendance individuelle. Mais c'est là une grande erreur, qui a coûté bien cher au prolétariat français.

Sous forme de "lutte contre le centralisme despotique" et contre la discipline "étouffante" se livre une lutte pour la propre conservation des divers groupes et sous-groupes de la classe ouvrière, pour leurs petits intérêts, avec leurs petits leaders d'arrondissement et leurs oracles locaux. La classe ouvrière tout entière, tout en conservant son originalité de culture et ses nuances politiques, peut agir avec méthode et fermeté, sans rester en arrière des événements et en dirigeant chaque fois ses coups mortels contre les parties faibles de ses ennemis, à condition qu'à sa tête, au-dessus des arrondissements, des sections, des groupes, se trouve un appareil centralisé et lié par une discipline de fer. La tendance vers le particularisme, quelque forme qu'elle revête est un héritage du passé mort. Plus tôt le communisme français --communisme socialiste et communisme syndicaliste-- s'en délivrera, mieux ce sera pour la réalisation prolétarienne.

Le parti ne crée pas la révolution à son gré, il ne choisit pas à sa guise le moment pour s'emparer du pouvoir, mais il intervient activement dans les événements, pénètre à chaque instant l'état d'esprit des masses révolutionnaires et évalue la force de résistance de l'ennemi, et détermine ainsi le moment le plus favorable à l'action décisive. C'est le côté le plus difficile de sa tâche. Le parti n'a pas de décision valable pour tous les cas. Il faut une théorie juste, une liaison étroite avec les masses, la compréhension de la situation, un coup d'oeil révolutionnaire, une grande décision. Plus un parti révolutionnaire pénètre profondément dans tous les domaines de la lutte prolétarienne, plus il est uni par l'unité du but et par celle de la discipline, plus vite et mieux peut-il arriver à résoudre sa tâche.

La difficulté consiste à lier étroitement cette organisation de parti centralisée, soudée intérieurement par une discipline de fer, avec le mouvement des masses avec ses flux et reflux. La conquête du pouvoir ne peut être atteinte qu'à condition d'une puissante pression révolutionnaire des masses travailleuses. Mais, dans cet acte, l'élément de préparation est tout à fait inévitable. Et mieux le parti comprendra la conjoncture et le moment, mieux les bases de résistance seront préparées, mieux les forces et les rôles seront répartis, plus sûr sera le succès, moins de victimes coûtera-t-il. La corrélation d'une action soigneusement préparée et du mouvement de masse est la tâche politico-stratégique de la prise du pouvoir. (...)

L'éligibilité, les méthodes démocratiques ne sont qu'une des armes entre les mains du prolétariat et de son parti. L'éligibilité ne peut aucunement être fétiche, remède contre tous les maux. Il faut combiner les méthodes d'éligibilité avec celles de désignations. Le pouvoir de la Commune vint de la Garde nationale élue. Mais une fois créée la Commune aurait dû réorganiser d'un main bien forte la Garde nationale de haut en bas, lui donner des chefs sûrs et établir un régime de discipline bien sévère. La Commune ne l'a pas fait, étant privée elle-même d'un puissant centre directeur révolutionnaire. Aussi fut-elle écrasée.

Nous pouvons ainsi feuilleter page par page toute l'histoire de la Commune, et nous y trouverons une seule leçon: il faut une forte direction de parti. Le prolétariat français plus qu'aucun autre prolétariat a fait des sacrifices à la Révolution. Mais plus qu'aucun autre aussi, a-t-il été dupé. La bourgeoisie l'a plusieurs fois ébloui par toutes les couleurs du républicanisme, du radicalisme, du socialisme, pour lui mettre toujours des chaînes capitalistes. La bourgeoisie a apporté par ses agents, ses avocats et ses journalistes, toute une masse de formules démocratiques, parlementaires, autonomistes qui ne sont que des entraves aux pieds du prolétariat et qui gênent son mouvement en avant.

Trotsky: Histoire de la révolution russe - Cinq Journées (du 23 au 27 février 1917)

Extraits.

- Un soulèvement révolutionnaire qui se prolonge plusieurs jours ne peut prendre un développement victorieux que si, de degré en degré, il enregistre constamment de nouveaux succès. Un arrêt dans le cours des réussites est dangereux ; piétiner sur place, c'est se perdre. Encore les succès ne suffisent-ils pas par eux-mêmes ; il faut que la masse en ait connaissance en temps utile et puisse les apprécier. On peut laisser échapper une victoire au moment où il suffirait de tendre la main pour la saisir. Cela s'est vu dans l'histoire.

- Cependant, même dans une insurrection, les processus psychiques ne peuvent être disjoints des faits matériels.

LVOG - Comment tu as dit Léon, "*les processus psychiques*", cette expression est inconnue de nos dirigeants ! On est mal très barré !

Karl Marx : La Guerre civile en France, 1871 (La Commune de Paris)

Extraits.

La Commune fut composée des conseillers municipaux, élus au suffrage universel dans les divers arrondissements de la ville. Ils étaient responsables et révocables à tout moment. La majorité de ses membres était naturellement des ouvriers ou des représentants reconnus de la classe ouvrière. La Commune devait être non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois (1). Au lieu de continuer d'être l'instrument du gouvernement central, la police fut immédiatement dépouillée de ses attributs politiques et transformée en un instrument de la Commune, responsable et à tout instant révocable. Il en fut de même pour les fonctionnaires de toutes les autres branches de l'administration. Depuis les membres de la Commune jusqu'au bas de l'échelle, la fonction publique devait être assurée pour un salaire d'ouvrier. Les bénéfices d'usage

et les indemnités de représentation des hauts dignitaires de l'État disparaissent avec ces hauts dignitaires eux-mêmes. Les services publics cessèrent d'être la propriété privée des créatures du gouvernement central. Non seulement l'administration municipale, mais toute l'initiative jusqu'alors exercée par l'État fut remise aux mains de la Commune.

La Commune de Paris devait, bien entendu, servir de modèle à tous les grands centres industriels de France. Le régime de la Commune une fois établi à Paris et dans les centres secondaires, l'ancien gouvernement centralisé aurait, dans les provinces aussi, dû faire place au gouvernement des producteurs par eux-mêmes. Dans une brève esquisse d'organisation nationale que la Commune n'eut pas le temps de développer, il est dit expressément que la Commune devait être la forme politique même des plus petits hameaux de campagne et que dans les régions rurales l'armée permanente devait être remplacée par une milice populaire à temps de service extrêmement court. Les communes rurales de chaque département devaient administrer leurs affaires communes par une assemblée de délégués au chef-lieu du département, et ces assemblées de département devaient à leur tour envoyer des députés à la délégation nationale à Paris; les délégués devaient être à tout moment révocables et liés par le mandat impératif de leurs électeurs. Les fonctions, peu nombreuses, mais importantes, qui restaient encore à un gouvernement central, ne devaient pas être supprimées, comme on l'a dit faussement, de propos délibéré, mais devaient être assurées par des fonctionnaires de la Commune, autrement dit strictement responsables. L'unité de la nation ne devait pas être brisée, mais au contraire organisée par la Constitution communale; elle devait devenir une réalité par la destruction du pouvoir d'État qui prétendait être l'incarnation de cette unité, mais voulait être indépendant de la nation même, et supérieur à elle, alors qu'il n'en était qu'une excroissance parasitaire. Tandis qu'il importait d'amputer les organes purement répressifs de l'ancien pouvoir gouvernemental, ses fonctions légitimes devaient être arrachées à une autorité qui revendiquait une prééminence au-dessus de la société elle-même, et rendues aux serviteurs responsables de la société. Au lieu de décider une fois tous les trois ou six ans quel membre de la classe dirigeante devait « représenter » et fouler aux pieds le peuple au Parlement (1), le suffrage universel devait servir au peuple constitué en communes, comme le suffrage individuel sert à tout autre employeur en quête d'ouvriers, de contrôleurs et de comptables pour son affaire. Et c'est un fait bien connu que les sociétés, comme les individus, en matière d'affaires véritables, savent généralement mettre chacun à sa place et, si elles font une fois une erreur, elles savent la redresser promptement. D'autre part, rien ne pouvait être plus étranger à l'esprit de la Commune que de remplacer le suffrage universel par une investiture hiérarchique.

- La multiplicité des interprétations auxquelles la Commune a été soumise, et la multiplicité des intérêts qu'elle a exprimés montrent que c'était une forme politique tout à fait susceptible d'expansion, tandis que toutes les formes antérieures de gouvernement avaient été essentiellement répressives. Son véritable secret, le voici : c'était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte de la classe des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail (3).

Sans cette dernière condition, la Constitution communale eût été une impossibilité et un leurre. La domination politique du producteur ne peut coexister avec la pérennisation de son esclavage social. La Commune devait donc servir de levier pour renverser les bases économiques sur lesquelles se fonde l'existence des classes, donc, la domination de classe. Une fois le travail émancipé, tout homme devient un travailleur, et le travail productif cesse d'être l'attribut d'une classe.

- Oui, messieurs, la Commune entendait abolir cette propriété de classe, qui fait du travail du grand nombre la richesse de quelques-uns. Elle visait à l'expropriation des expropriateurs. Elle voulait faire de la propriété individuelle une réalité, en transformant les moyens de production, la terre et le capital, aujourd'hui essentiellement moyens d'asservissement et d'exploitation du travail, en simples instruments d'un travail libre et associé. Mais c'est du communisme, c'est l'« impossible » communisme ! Eh quoi, ceux des membres des classes dominantes qui sont assez intelligents pour comprendre l'impossibilité de perpétuer le système actuel - et ils sont nombreux - sont devenus les apôtres importuns et bruyants de la production coopérative. Mais si la production coopérative ne doit pas rester un leurre et une duperie; si elle doit évincer le système capitaliste; si l'ensemble des associations coopératives doit régler la production nationale selon un plan commun, la prenant ainsi sous son propre contrôle et mettant fin à l'anarchie constante et aux convulsions périodiques qui sont le destin inéluctable de la production capitaliste, que serait-ce, messieurs, sinon du communisme, du très « possible » communisme ?

La classe ouvrière n'espérait pas des miracles de la Commune. Elle n'a pas d'utopies toutes faites à introduire par décret du peuple. Elle sait que pour réaliser sa propre émancipation, et avec elle cette forme de vie plus haute à laquelle tend irrésistiblement la société actuelle en vertu de son propre développement économique, elle aura à passer par de longues luttes, par toute une série de processus historiques, qui transformeront complètement les circonstances elles-mêmes. Elle n'a pas à réaliser d'idéal, mais seulement à libérer les éléments de la société nouvelle que porte dans ses flancs la vieille société bourgeoise qui s'effondre. Dans la pleine conscience de sa mission historique et avec la résolution héroïque d'être digne d'elle dans son action, la classe ouvrière peut se contenter de sourire des invectives grossières des laquais de presse et de la protection sentencieuse des doctrinaires bourgeois bien intentionnés qui débitent leurs platitudes d'ignorants et leurs marottes de sectaires, sur le ton d'oracle de l'infailibilité scientifique.

1 - A propos de cette caractéristique de la Commune, comme nouveau type d'État Lénine écrivait : « Un organisme « non parlementaire mais agissant », voilà qui s'adresse on ne peut plus directement aux parlementaires modernes et aux « toutous » parlementaires de la social-démocratie ! Considérez n'importe quel pays parlementaire, depuis l'Amérique jusqu'à la Suisse, depuis la France jusqu'à l'Angleterre, la Norvège, etc., la véritable besogne d'« État » se fait dans la coulisse; elle est exécutée par les départements, les chancelleries, les états-majors. Dans les parlements, on ne fait que bavarder, à seule fin de duper le « bon peuple ». Au parlementarisme vénal, pourri jusqu'à la moelle, de la société bourgeoise, la Commune substitue des organismes

où la liberté d'opinion et de discussion ne dégénère pas en duperie, car les parlementaires doivent travailler eux-mêmes, appliquer eux-mêmes leurs lois, en vérifier eux-mêmes les effets, en répondre eux-mêmes directement devant leurs électeurs. Les organismes représentatifs demeurent, mais le parlementarisme comme système spécial, comme division du travail législatif et exécutif, comme situation privilégiée pour les députés, n'est plus. Il ne saurait être question de supprimer d'emblée, partout et complètement, le fonctionnarisme. C'est une utopie. Mais briser d'emblée la vieille machine administrative pour commencer sans délai à en construire une nouvelle, permettant de supprimer graduellement tout fonctionnarisme, cela n'est pas une utopie, c'est l'expérience de la Commune, c'est la tâche urgente, immédiate, du prolétariat révolutionnaire. » (LÉNINE : ouvrage cité, tome XXV, pp. 457-460.)

3- Analysant cette leçon d'une grande portée historique, que Marx a tirée de l'expérience de la Commune de Paris, Lénine écrivait : La Commune est la forme « enfin trouvée » par la révolution prolétarienne, qui permet de réaliser l'émancipation économique du travail.

Lénine : Les tâches des social-démocrates russes - 1897

- Nous avons montré le lien indissoluble qui unit la propagande et l'agitation socialistes et démocratiques, le parallélisme total de l'action révolutionnaire dans l'une et l'autre sphères. Mais il existe aussi une différence importante entre ces deux formes d'activité et de lutte. Cette différence tient au fait que, dans la lutte économique le prolétariat est absolument seul : il a contre lui la noblesse terrienne et la bourgeoisie, bénéficiant seulement (et encore pas toujours) de l'aide des éléments de la petite bourgeoisie qui se sentent attirés vers lui. Tandis que dans la lutte démocratique, politique, la classe ouvrière russe n'est pas seule : elle a à ses côtés tous les éléments, couches et classes politiquement dans l'opposition, qui sont hostiles à l'absolutisme et le combattent sous telles ou telles formes. A côté du prolétariat il y a aussi les éléments d'opposition de la bourgeoisie ou des classes cultivées, ou de la petite bourgeoisie, ou des nationalités, religions, sectes, etc., etc., persécutées par l'absolutisme. Une question se pose tout naturellement : quelles doivent être les rapports de la classe ouvrière avec ces éléments ? Et ne doit-elle pas s'allier à eux pour lutter ensemble contre l'absolutisme ? Puisque tous les social-démocrates reconnaissent qu'en Russie la révolution politique doit précéder la révolution socialiste, ne convient-il pas, après s'être allié à tous les éléments d'opposition politique pour lutter contre l'absolutisme, de laisser pour l'instant le socialisme de côté ? N'est-ce pas obligatoire pour intensifier la lutte contre l'absolutisme ?

Examinons ces deux questions.

L'attitude de la classe ouvrière, en tant que combat tant contre l'absolutisme, envers tous les autres groupes et classes d'opposition politique de la société, est déterminée avec une parfaite précision par les principes essentiels du social-démocratie, exposés dans le célèbre Manifeste du Parti Communiste. Les social-démocrates soutiennent les classes progressistes de la société contre les classes réactionnaires, la bourgeoisie contre les représentants de la propriété terrienne avec leurs privilèges de caste et contre le corps des fonctionnaires ; la grande bourgeoisie contre les aspirations réactionnaires de la petite bourgeoisie. Ce soutien ne suppose ni ne requiert aucun compromis avec les programmes et les principes non social-démocrates : c'est le soutien d'un allié contre un ennemi déterminé.

Si les social-démocrates prêtent ce soutien, c'est pour hâter la chute de l'ennemi commun, mais ils n'attendent rien pour eux-mêmes de ces alliés temporaires et ne leur font aucune concession. Les social-démocrates soutiennent tout mouvement révolutionnaire contre le régime social actuel, toute nationalité opprimée, toute religion persécutée, toute catégorie sociale humiliée et ainsi de suite, dans leur lutte pour l'égalité des droits. (Avis à nos dirigeants ! Honte à eux !- LVOG) (...)

Enfin, dans la pratique, ce soutien se traduit par le fait que les social-démocrates russes sont prêts à conclure des alliances avec les révolutionnaires d'orientation différente en vue d'atteindre tels ou tels objectifs partiels, ce qu'ils ont plus d'une fois pratiquement démontré.

Nous en arrivons ainsi à la deuxième question. Tout en montrant la solidarité qui unit tels ou tels groupes d'opposition aux ouvriers, les social-démocrates mettront toujours les ouvriers au premier plan ; ils s'attacheront toujours à expliquer le caractère temporaire et conditionnel de cette solidarité ; ils souligneront toujours que le prolétariat est une classe à part qui, demain, peut se trouver opposée à ses alliés d'aujourd'hui. On nous dira : « Cette mise au point affaiblira tous ceux qui combattent à l'heure actuelle pour la liberté politique. » Une telle mise au point, répondrons-nous, fortifiera tous ceux qui combattent pour la liberté politique. Seuls sont forts les combattants qui s'appuient sur les intérêts réels, bien compris de classes déterminées ; et tout escamotage de ces intérêts de classe, qui jouent dès à présent un rôle prépondérant dans la société moderne, ne fera qu'affaiblir les combattants. Premier point.

En second lieu, dans la lutte contre l'absolutisme la classe ouvrière doit se mettre à part, car elle seule est l'ennemi conséquent jusqu'au bout et irréductible de l'absolutisme ; c'est entre elle seule et l'absolutisme que les compromis sont impossibles ; c'est dans la classe ouvrière seule que le démocrate peut trouver un partisan sans réserve, qui n'hésitera ni ne regardera en arrière. Dans toutes les autres classes, dans tous les autres groupes et couches de la population, l'hostilité envers l'absolutisme n'est pas irréductible ; leur démocrate regarde toujours en arrière. La bourgeoisie ne peut pas ne pas se rendre compte que l'absolutisme freine le développement industriel et social ; mais elle redoute la démocratisation complète

du régime politique et social, et peut toujours faire alliance avec l'absolutisme contre le prolétariat. La petite bourgeoisie a une double nature ; attirée vers le prolétariat et le démocratisme, elle l'est aussi vers les classes réactionnaires ; elle cherche à freiner l'histoire; elle est capable de se laisser prendre aux expériences et aux avances de l'absolutisme (telle, par exemple, la « politique populaire » d'Alexandre III) ; elle est capable de faire alliance avec les classes gouvernantes contre le prolétariat pour consolider la situation de petit possédant. Les personnes instruites, les intellectuels en général, ne peuvent manquer de s'insurger contre la barbare oppression policière de l'absolutisme qui persécute la pensée et le savoir ; mais les intérêts matériels de ces intellectuels les attachent à l'absolutisme et à la bourgeoisie, les obligent à se montrer inconséquents, à passer des compromis, à vendre leur ardeur révolutionnaire et leur esprit d'opposition pour les émoluments que l'État leur verse ou pour une participation aux bénéfices ou aux dividendes. Quant aux éléments démocratiques appartenant aux nationalités opprimées ou professant une religion persécutée, chacun sait et voit que les antagonismes de classe au sein de ces catégories de la population sont beaucoup plus forts et plus profonds que la solidarité de toutes les classes de telle ou telle catégorie contre l'absolutisme et pour des institutions démocratiques. Seul le prolétariat peut être – et, en raison de sa situation de classe, il ne peut pas ne pas être – démocrate jusqu'au bout, ennemi déterminé de l'absolutisme, sans concession ni compromis. Seul le prolétariat peut être un combattant d'avant-garde pour la liberté politique et les institutions démocratiques ; car, premièrement, c'est le prolétariat qui a le plus à souffrir de l'oppression politique, car celle-ci ne trouve aucun correctif dans la situation de cette classe, laquelle n'a accès ni au pouvoir suprême, ni même au corps des fonctionnaires, ni n'a la possibilité d'influencer l'opinion publique. En second lieu, seul le prolétariat est capable de réaliser jusqu'au bout la démocratisation du régime politique et social, car une telle démocratisation mettrait ce régime entre les mains des ouvriers. Voilà pourquoi la fusion de l'activité démocratique de la classe ouvrière avec le démocratisme des autres classes et groupes affaiblirait la vigueur du mouvement démocratique, affaiblirait la lutte politique, la rendrait moins résolue, moins conséquente, plus portée aux compromis. En revanche, l'affirmation de la classe ouvrière comme telle, en tant que combattant d'avant-garde pour les institutions démocratiques, renforcera le mouvement démocratique, intensifiera la lutte pour la liberté politique, car la classe ouvrière stimulera tous les autres éléments démocratiques et d'opposition politique ; elle poussera les libéraux vers les radicaux politiques, elle poussera les radicaux à rompre sans retour avec tout le régime politique et social de la société actuelle. Nous avons dit plus haut que tous les socialistes de Russie devaient devenir des social-démocrates. Nous ajoutons maintenant : tous les démocrates véritables et conséquents de Russie doivent devenir des social-démocrates. (Lénine :Les tâches des social-démocrates russes - 1897)

Si j'osais, je reproduirais le dernier paragraphe de ce document de Lénine, mais je crains qu'ils ne s'adressent à des sourds !

Lénine - Donc, à l'ouvrage, camarades ! Ne perdons pas un temps précieux ! Les social-démocrates russes ont à fournir un immense effort pour satisfaire aux besoins du prolétariat qui s'éveille, pour organiser le mouvement ouvrier, pour renforcer les groupes révolutionnaires et leur liaison réciproque, pour pourvoir les ouvriers d'une littérature de propagande et d'agitation, pour rassembler les cercles ouvriers et les groupes social-démocrates, dispersés à travers toute la Russie, en un même parti ouvrier social démocrate !

LVOG - De nos jours le prolétariat est plutôt endormi, en partie résigné, par la force de choses suite à la trahison du mouvement ouvrier et non dans sa nature profonde, de par sa condition d'existence... Ses couches intermédiaires et supérieures ont été corrompues par le capitalisme, mais elles paient très chers leur adaptation au capitalisme, du coup, hormis qu'elles vivent mieux que les couches inférieures elles se retrouvent pratiquement logées à la même enseigne, ce qui signifie que les conditions existent pour conquérir leurs éléments les plus avancés et construire le parti...

TROISIEME PARTIE

Propagande du ministère de la gouvernance mondiale.

- Nouvelle manifestation anti-Orban à Budapest, la grogne prend de l'ampleur - AFP

Spontanée ou téléguidée par Soros qui a été viré de Hongrie ?

- 2018: Trump fait le show, son horizon judiciaire s'assombrit - AFP

- Le pape François a exprimé dimanche son soutien au pacte mondial sur les migrations de l'ONU - Liberation.fr

Leur humanisme est la politesse des salauds... Raison de plus pour y être farouchement opposé...

- «Penser une transformation écologique socialement juste» - Liberation.fr

Le commissaire européen au Climat, Miguel Arias Cañete, salue le compromis obtenu à Katowice et soutient que l'UE doit mener la transition. Liberation.fr

La pourriture des ONG en rajoute une couche.

franceinfo 16.12 - Clément Sénéchal, chargé de campagne et porte-parole climat pour Greenpeace France invité dimanche 16 décembre sur franceinfo : On accouche d'un manuel d'application basé sur le plus petit dénominateur commun. (...) Ce sont déjà des centaines de milliers de vies qui sont menacées et atteintes par le changement climatique (...)

À quoi sert cette COP24, quand on sait par exemple que l'un de ses principaux sponsors est le premier producteur de charbon de l'Union européenne ?

Il y a un vrai problème, qui est la présence des lobbies et du secteur privé, qui viennent entraver les discussions. Le Medef avait d'ailleurs laissé fuiter une feuille de route sur comment saborder ces négociations climatiques. (...)

Les citoyens sont convaincus car ils perçoivent les signaux des médias, des ONG, des scientifiques. Il faut obtenir une action politique. La plus mauvaise idée, ce serait de renoncer face à l'incapacité de nos dirigeants à construire un projet de société qui place la lutte contre le changement climatique en son cœur. franceinfo 16.12

Dans un autre article on a pu lire que c'était l'UE qui était chargée de réaliser la "transformation écologique socialement juste" de la société ou de l'imposer à tous les Etats, raison de plus pour s'y opposer...

- Affaire Khashoggi L'ONU souhaite une enquête «crédible» - Liberation.fr

Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a jugé «absolument essentiel» dimanche qu'une enquête «crédible» soit menée sur le meurtre du journaliste... Liberation.fr

L'ONU "crédible", elle n'a aucune légitimité et doit disparaître.

- Venezuela : il faut stopper cette atroce révolution bolivarienne ! - LePoint.fr

...et en appelle à l'impérialisme américain pour la "stopper"...

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Espagne.

- Les retraités espagnols manifestent pour des "pensions dignes" - AFP 16 décembre 2018

Les retraités ont multiplié samedi les manifestations dans de nombreuses villes d'Espagne pour réclamer une revalorisation des pensions, appelant parfois à occuper la rue sur le modèle des "gilets jaunes" en France.

La Coordination étatique pour la défense du système public de pensions de retraite (COESPE) et d'autres collectifs avaient appelé à manifester dans une centaine de municipalités pour réclamer "des pensions dignes".

Remontant la Gran Vía, principale avenue de Madrid, ils étaient plusieurs milliers en début de soirée à réclamer que les retraites ne puissent pas être inférieures à 1.080 euros par mois.

"Encore aujourd'hui, beaucoup de mes enfants émancipés reçoivent une aide de ma part alors que ma pension de retraite n'atteint pas les 900 euros", témoignait l'ancienne chauffeuse de taxi Mari Carmen Velarde, 73 ans. "Ma fille touche 500 euros pour un travail l'après-midi et paie 450 de loyer, alors quand je fais les courses, je fais deux paniers de provisions, et je vis avec un de mes fils", disait-elle.

Selon le ministère de l'Emploi, la pension moyenne de retraite a atteint en novembre les 1.106 euros mensuels, en augmentation de 3,40% par rapport à l'an passé.

Mais "ici, il y a plus de trois millions de retraités qui touchent moins de 400 euros par mois, c'est pourquoi nous réclamons une

pension minimale, de 1.080 euros par mois", expliquait Angel Luis Parra, 62 ans, ancien ouvrier dans la construction, derrière la banderole de son syndicat Co-Bas, clamant "comme en France, la lutte est dans la rue".

L'ancien ouvrier insistait sur l'importance de changer les conditions de travail des jeunes: "Pedro Sanchez n'a pas tenu sa promesse d'abroger la réforme du droit du travail (de 2012, ndlr) et le drame en Espagne aujourd'hui, c'est que les gens ont des contrats à temps partiels pour des salaires misérables". AFP 16 décembre 2018

ECONOMIE

Dollar

- La Russie et la Syrie affirment leur intention de se passer du dollar pour leurs futurs échanges - RT 14.12

Malgré les menaces américaines, la liste des pays qui s'efforcent de contourner le dollar pour leurs échanges ne cesse de s'allonger. Avec la reconstruction de la Syrie en ligne de mire, Damas a convenu avec Moscou d'utiliser des devises nationales.

Les sanctions, les menaces et les guerres américaines ont un revers : les pays visés s'efforcent de ne plus dépendre du dollar. D'après l'agence Tass, la Russie et la Syrie, cette dernière se trouvant en relatif état de ruines après plus de sept ans de guerre et d'ingérence occidentale, sont convenus de n'utiliser que leurs monnaies nationales dans leurs échanges commerciaux.

Une trentaine d'accords d'investissements, notamment dans le domaine de l'énergie, ont également été conclus. «Accords mutuels, transport, logistique, pour ma part toutes ces problématiques ont été résolues», a annoncé ce 14 décembre Vladimir Padalko, vice-président de la Chambre russe de commerce et d'industrie.

Cette annonce s'inscrit toutefois dans un mouvement plus large de dédollarisation des échanges commerciaux, à l'échelle mondiale. L'Iran et l'Irak ont ainsi décidé en septembre dernier d'abandonner le billet vert pour leurs transactions financières bilatérales. La Chine a pour sa part annoncé qu'elle paierait le pétrole iranien en yuans, tandis que Moscou et Pékin ont affirmé leur volonté d'utiliser leurs devises nationales pour leurs échanges.

A l'occasion du Forum mondial de l'investissement à Moscou le 28 novembre, Vladimir Poutine précisait la position de la Russie quant au statut du dollar, comme monnaie internationale. «Ce n'est pas nous qui quittons le dollar, c'est le dollar qui nous quitte», avait-il estimé, alors que la Russie est sous le coup de sanctions économiques et financières depuis 2014. RT 14.12

[Haut de page ↗](#)

Le 20 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai envoyé un courriel avec un texte (8 pages) à une des assemblées générales (Commercy), un extrait de cette causerie que j'ai fait précéder d'une présentation.

Cette causerie ne tient pas compte de l'actualité d'hier.

● [Au format pdf \(20 pages\)](#)

[A propos du développement du mouvement du 17 novembre](#)

- Gilets-Jaunes et attentat de Strasbourg par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 12 décembre 2018

Extrait. Dans mon article sur les Gilets-Jaunes, du 25 novembre 2018, publié sur mondialisation.ca, je disais précisément ceci : « Un Castaner déclarait le mardi 20 novembre 2018, qu'il accusait les 'Gilets-jaunes' de 'complicité de terrorisme' et ainsi allait pouvoir agir désormais contre le mouvement social en fonction de cette déclaration!

Il ne serait pas impossible qu'un attentat soit donc organisé également par le Pouvoir, afin, comme d'habitude, de rappeler

aux frondeurs et récalcitrants, qu'ils doivent se soumettre à la nouvelle forme de dictature inaugurée en France depuis la constitutionnalisation de 'l'état d'urgence'! Les jours qui viennent nous le diront si ce mouvement citoyen perdure! »

Les « jours qui viennent nous le diront » ! Ces jours-là sont donc venus et ils nous le disent ! Étant donné que le discours de Macron, du lundi 10 décembre, en pleine crise des « Gilets-jaunes », a fait figure de coups d'épée dans l'eau, il devenait donc urgent de faire obstacle à une « cinquième édition » de la colère du peuple, en 'laissant la voie libre' à un nouvel Auguste Vaillant (attentat à la bombe – confectionnée par le laboratoire de la police de la Préfecture de Paris – en 1893, à l'Assemblée) et comme je l'avais supputé, l'expérience démontrait encore une fois, le mardi 11 décembre 2018, qu'un « attentat bienvenu » allait en effet se pointer « comme par hasard », dans le décor d'une France secouée par la colère du peuple, en tout très similaire à celle qui se manifestait à Paris à partir du 18 mars 1871 et réprimée par le feu et le sang le 28 mai 1871 sur l'ordre d'Adolphe Thiers... Les troubles allaient reprendre et se poursuivre sporadiquement plus tard.

Il est intéressant pour la mémoire et la réflexion de chacun de relire cette déclaration de Auguste Vaillant faite aux jurés, juste avant le verdict: « Messieurs, dans quelques minutes vous allez me frapper, mais en recevant votre verdict, j'aurai la satisfaction d'avoir blessé la société actuelle, cette société maudite où l'on peut voir un homme dépenser inutilement de quoi nourrir des milliers de familles, société infâme qui permet à quelques individus d'accaparer la richesse sociale (...) Las de mener cette vie de souffrance et de lâcheté, j'ai porté cette bombe chez ceux qui sont les premiers responsables des souffrances sociales.»

Le rappel de cette déclaration qui explique les raisons de cet épisode terroriste organisé par la Préfecture de police de Paris (Cf., révélations du commissaire Raynaud : « Souvenirs de police », publié en 1923), et non pas par la volonté du peuple, faut-il le rappeler, nous ramène à l'attentat d'hier comme à un management de la terreur auquel nous sommes désormais accoutumés, depuis au moins les précisions historiques qui ont été données sur les pratiques du GLADIO en Europe, dirigé par l'OTAN et la CIA...

De plus, nous devons préciser et souligner cette autre information qui nous permet de savoir que les véhicules blindés de la gendarmerie, présents dans Paris lors de la dernière manifestation des Gilets-jaunes, le 8 décembre passé, étaient destinés, en dernier recours, à répandre sur le peuple en colère, une substance incapacitante qui allait paralyser les gens en masse. Selon les sources que nous avons consultées, la pulvérisation de ce liquide incapacitant sur une foule de Gilets-jaunes aurait été capable de « les arrêter net, mettant les gens à terre, même s'ils portaient des masques ». Chaque engin, précise l'information, aurait pu « neutraliser » une surface équivalente à plusieurs terrains de football...

On peut se demander, si le cas s'était présenté, ce que le Pouvoir de la macronie comptait faire ensuite avec ces masses de gens à terre et comment il avait l'intention de gérer cette situation surréaliste?!

Adolphe Thiers faisait tirer sur le peuple pour « mater les émeutiers » et Emmanuel Macron avait l'intention d'asperger le peuple de chimie incapacitante! Les grenades lacrymogènes ont été suffisantes, les tirs de flash-ball également, les grenades assourdissantes et la grenade GLI-F4 aussi, la matraque de même et les canons à eau, efficaces! L'IGPN et l'IGGN notent que la France est la «seule nation d'Europe à utiliser des munitions explosives en opération de maintien de l'ordre». Elles constituent «le dernier stade avant les armes à feu.» Ces lignes ont été écrites en 2014, après la mort, à Sivens, de Rémi Fraisse. Ce manifestant avait été tué par une grenade dite à «effet de souffle», la OF-F1, qui depuis a été interdite. Pourtant, la police française continue bien d'utiliser des grenades «à triple effet» qui possèdent en plus des aspects «lacrymogène» et «sonore», un «effet de souffle».

C'est le cas de la GLI-F4. Une grenade, explosive qui avait amputé de la main un manifestant sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes au printemps, et blessé plusieurs autres personnes. Devant les protestations, le Ministère de l'Intérieur avait annoncé que la GLI-F4 serait remplacée par une munition non-explosive. Mais en attendant, les GLI-F4 qui sont en stock continuent d'être utilisées pour disperser les manifestations. La police utilise bien actuellement des grenades explosives contre sa propre population. (Cf., Désintox, une production ARTE / Libération / 2P2L)

Les pauvres, les modestes, les travailleurs et même la classe moyenne, les professions libérales incluses, tous abusés (80% de la nation) par des régimes politiques au service des cartels de la mafia bancaire et de l'idéologie fasciste ultra libérale, n'ont pas le droit de protester : ils sont tenus de se laisser faire. Aucune colère n'est tolérée : c'est ainsi que Macron a commencé son discours aux Français! Si les Français manifestaient encore, comme ils se sont contentés de le faire durant des décennies depuis 1976, le résultat serait le même que celui qui s'est confirmé depuis 1976 : un entêtement du Pouvoir à poursuivre la route erronée de l'ultra libéralisme et une accumulation des conséquences de cette pratique idéologique imposée par la haute finance ou capitalisme sauvage...

Le niveau d'oppression est devenu tellement élevé, qu'il était désormais impossible pour les Français de supporter plus longtemps la cause de cette situation désastreuse et les annonces de montée brutale des taxes! Trop c'est trop. (...)

Aujourd'hui, le « hasard » fait qu'un acte terroriste tombe soudain comme un cheveu sur la soupe, attirant toutes les attentions et, par la même occasion, rappelant aux citoyens mécontents que l'État est là pour les protéger, veiller sur eux, sur leur sécurité et qu'il est donc très prudent de « rester à la maison », de se « confiner chez soi » et de « ne pas sortir dans la rue », car la

menace terroriste rôde dans le pays et menace de faire un massacre sur tous les imprudents ou récalcitrants portant gilet jaune!

Juste avant cet épisode inopiné à Strasbourg, Bruxelles disait son inquiétude grandissante ; Washington disait sa crainte de voir une contagion se propager aux États-Unis même ; Londres découvrait que les Anglais souhaitaient engager la même protestation dans tout le pays et sympathisaient avec le peuple Français en colère! (...)

Tant que l'oligarchie en place n'aura pas accepté l'abandon de l'idéologie ultra libérale en laissant le peuple organiser la subversion du capitalisme, c'est-à-dire son retour dans le cadre rigoureux et les règles d'un contrôle permanent de l'État au service des intérêts communs et non plus livré à la main « invisible du marché », la révolte se poursuivra ; car nous avons tous compris que dans un tel système, seuls les profiteurs d'en haut vivaient dans l'indécence d'une richesse délirante pendant que la majorité s'épuisait à enrichir ces 20% de privilégiés! Le peuple avait déjà dit pacifiquement le 29 mai 2005, qu'il ne voulait pas de cette Europe ultra libérale dans laquelle était organisés le pillage des nations, les injustices sociales, le déséquilibre fiscal...

Les « élites » n'ont pas voulu l'entendre quand il fallait l'entendre ; alors pourquoi s'étonnent-elles aujourd'hui de découvrir sa colère profonde?

Ce n'est pas un attentat qui va provoquer la peur des Français et les pousser à « rester à la maison », c'est-à-dire au final à la fermer. Bien au contraire : le peuple sait que la politique des « élites » au pouvoir, depuis au moins 1976 (date repère), est la responsable des violences sociales et de cette pratique du management de la terreur pour le dressage du peuple à son « amour de la soumission », ainsi que le prétexte aux mesures liberticides en cascades comme à la militarisation forcée de l'Europe! Mondialisation.ca, 12 décembre 2018

Les « Gilets jaunes » et le néolibéralisme mondialisant par Samir Saul et Robin Philpot - Mondialisation.ca, 17 décembre 2018

« Gilets jaunes », voici un soulèvement populaire authentique, contrairement au « révolutions de couleur » dans les pays de l'Est qui sont fomentées de l'extérieur, principalement de Washington et de ses alliés...

Les germes de ce soulèvement ont été plantés au début des années 1980 après la période des « trente glorieuses ». « Tous les partis », de droite à gauche, présentent les mêmes programmes politiques qui appauvrissent la majorité de la population tandis qu'une élite déconnectée s'enrichit constamment. (Je ne suis pas d'accord, les "germes de ce soulèvement ont été plantés" bien avant 1980, puisque les partis qu'on caractérisait de gauche était en réalité de droite du fait qu'ils avaient abandonné le combat pour le socialisme depuis 1914 ou 1923. On ne peut pas comprendre comment le mouvement ouvrier a pu en arriver au point où il en est rendu de nos jours en ne remontant pas à l'origine de sa dégénérescence. Et tant qu'on s'y refusera, on ne pourra pas reconstruire le mouvement ouvrier sur de nouvelles bases ou renouer avec le socialisme et on sera condamné à subir défaite sur défaite sans le moindre espoir de vaincre un jour notre ennemi. La pire des illusions consisterait à croire qu'on pourrait faire l'économie de l'inventaire de la lutte de classe depuis le début du XXe siècle. Demandez-vous plutôt pourquoi nos dirigeants s'y refusent obstinément. - LVOG)

Cette mondialisation, faite d'identitarisme individuel, de rectitude politique, de moralisme, de « valeurs » d'ordre civilisationnelle, évacue le collectif, le national et le politique. Mais aussi, elle entraîne une politique étrangère conservatrice. Mondialisation.ca, 17 décembre 2018

<https://soundcloud.com/user-363799016/le-pied-a-papineau-ckvl-les-gilets-jaunes-et-le-neoliberalisme-mondialisant-entrevue-samir-saul>

Je n'ai pas écouté cette bande sonore, j'ignore si elle est intéressante ou non.

Les Gilets Jaunes et la question des extrêmes-droites en France par Aregue Reihanian-Hadany (investigation.net) - Mondialisation.ca, 17 décembre 2018

Extrait. Le mouvement est né du sentiment ancré, depuis longtemps et chez de nombreux citoyens, d'être sacrifié par un gouvernement aveugle aux dégâts causés par sa politique de libéralisation et de cadeaux fiscaux, censée être l'unique remède aux crises.

Il s'est avéré important de chercher les tendances politiques qui pouvaient ressortir des différentes discussions entre gilets jaunes. Or si l'approche géographique montre des tendances électorales différentes selon les régions où sont actifs les gilets jaunes, la taxe sur les carburants dont est parti le mouvement touche des types de population présents partout en France : les habitants en périphérie des villes (suite aux politiques de métropolisation des centres urbains) et les habitants des zones rurales. Ainsi malgré des différences marquantes de tendances politiques en France, un même groupe social s'est reconnu comme tel car touché par cette taxe, dépassant ainsi les étiquettes politiques qui pouvaient jusque-là catégoriser politiquement les GJ.

Le premier jour d'action des Gilets jaunes a permis à beaucoup de penser que les images parleraient ainsi mieux que l'étude

des populations se revendiquant GJ. Rapidement les premières images marquantes de la première journée de mobilisation, plutôt bon enfant, se firent le reflet des débats ayant eu lieu entre gilets jaunes : des débats d'idées teintés de camaraderie. De nombreuses vidéos dépeignant des personnes souriantes et joviales défilant pacifiquement sans désir de débordement furent relayées sur les réseaux sociaux. Près de 2000 postes de ralliement furent répertoriés en France lors de la première mobilisation.

Les actes racistes et xénophobes que retinrent les médias, ne représentant qu'une infime partie des GJ, suffirent aux yeux de beaucoup à qualifier de mouvement d'extrême-droite. Ces mêmes images choquèrent beaucoup de GJ qui ne s'y reconnurent pas, ni eux, ni la nature même de leur mouvement.

En parallèle à cela, la classe politique dans sa grande majorité condamnait déjà le mouvement. Les rares personnalités politiques qui apportèrent un soutien (avec beaucoup de retenue) au mouvement furent les courants politiques d'extrême droite déçus par les précédentes élections.

Le mouvement fut ainsi très tôt qualifié même par les médias de gauche de mouvement à tendance d'extrême droite.

Si la qualification « d'extrême droite » a pu être facile à donner aux débuts de la mobilisation, la confrontation de cette idée avec les faits avérés fut plus difficile à tenir.

En effet si plusieurs personnalités de droite ont voulu timidement s'immiscer dans les débats sur les chaînes publiques, peu osaient apporter publiquement un soutien qui leur serait rapidement reproché et qu'il faudrait défendre. Cela impliquait de s'aligner sur les revendications des GJ qui tardaient à arriver, alors que leur contenu n'était pas forcément du goût des partisans des idées de droite. Dès le début, la droite se trouvait en situation délicate : il lui fallait soutenir les GJ pour s'opposer à Macron et se montrer du côté du peuple, tout en découvrant leurs revendications allant à l'encontre des intérêts des personnalités politiques de droite.

Marine Le Pen, qui a très tôt manifesté son soutien à ce mouvement, a néanmoins, face aux demandes d'augmentation du SMIC (et salaires), de la restauration de l'ISF (de plus en plus demandé par les GJ) et l'introduction du RIC (Référendum d'Initiative Citoyenne), dû annoncer plusieurs fois qu'elle était opposée à toute réforme en vue d'augmenter les salaires et le SMIC.

Depuis les combats de rue de ces dernières semaines, les arrestations massives de jeunes lycéens et de GJ, la position du RN (ancien FN) que l'on pensait favorable au mouvement devint très difficile à tenir : il s'agissait alors de soutenir les gilets jaunes alors que ces derniers étaient opposés à la police, soutenue par la majorité de l'électorat de droite.

En règle générale, à chaque affaire de « bavure » policière, le RN (ancien FN) a toujours affirmé son soutien aux agents de police mis en cause, allant jusqu'à défendre les agents de police ayant violé le jeune Théo au moyen d'une matraque. Or aujourd'hui, la féroce répression qui s'est abattue sur les GJ dès le 1^{er} décembre 2018 a montré une image des plus inédites aux yeux de GJ même. Difficile dès lors pour les GJ de soutenir un parti et un courant de pensée, qui en vient à les qualifier non pas de victimes de la police mais d'agresseurs et de casseurs.

Ainsi l'Extrême droite institutionnalisée n'a pas réussi malgré ses débuts prometteurs à tenir sa position favorable dans l'opinion publique face à l'évolution des situations rencontrées par le mouvement des GJ. Si sa place dans les médias n'est pas perdue aux yeux de tous, son impact sur le mouvement s'est réduit à l'impuissance.

La question de la police, le syndicat Alliance et les autres

La violence avec laquelle le mouvement fut réprimé choqua de nombreux GJ qui virent dans l'utilisation de moyens disproportionnés face à eux un inquiétant virage tyrannique du gouvernement. L'utilisation des réseaux sociaux pour les partager à tous permit d'en montrer les images et de dissiper les espoirs d'un ralliement des forces de police.

La question de la police se joue en partie dans les divisions syndicales (Alliance, CGT, FO) autant que dans les cas individuels de refus d'intervenir.

Le syndicat Alliance (principal syndicat de police et proche du RN) appelle à accorder des moyens supplémentaires aux forces de police, et souhaite qu'au travers d'une restauration de l'Etat d'Urgence (dont les conditions de travail pour les effectifs sur le terrain sont souvent dénoncés anonymement) le gouvernement fasse usage de forces militaires contre les manifestations de GJ. (2)

Malgré les apparences et les déclarations de Christophe Castaner, qui dit reconnaître les revendications notamment en termes de modernisation d'équipement (3) (sachant que la demande n'est pas nouvelle) (4), ce dernier se tient loin des appels alarmants des autres syndicats de police. Leurs mises en garde ? Le possible ralliement aux GJ de certains CRS, sur des questions de conditions de travail, de moral et surtout à cause de la fatigue. En effet de nombreux CRS devant être mobilisé lors des différents « actes », n'ayant pas le droit de refuser d'intervenir, ont trouvé comme solution de se mettre en arrêt maladie.

Le manque de matériel, le sentiment d'abandon sur le terrain, la durée des interventions, l'indignation face à des ordres

souvent vagues et incitant aux débordements, sont autant de facteurs à prendre en compte. Ces mêmes facteurs peuvent progressivement mener à la défection d'une partie des forces de police. Ce scénario fantaisiste n'est toutefois pas un simple épouvantail. Dès le 5 décembre, le syndicat Vigi (de police) a appelé ses membres à faire grèves et à rejoindre les GJ (5). Si cela s'étend à suffisamment de membres de la police ou qu'ils soient en arrêts maladie, leur position face aux mobilisations peut entraîner des vagues d'instabilité dont le président et par extension le système qu'il représente, pourraient avoir les plus grandes difficultés à se remettre. Les témoignages de la police, souvent anonymes, ont inondé les réseaux sous forme de mini-interviews, dans lesquelles ils parlent face cachée de leur quotidien mais également de leurs observations sur le terrain des différents groupes auxquels ils ont fait face : des groupuscules identitaires les affrontant très tôt le matin, puis au cours de la journée les GJ et les groupuscules d'extrême-gauche.

L'Extrême Droite identitaire, un regain d'intérêt qui s'essouffle rapidement

Si ces dernières années ont pu voir les groupuscules identitaires et xénophobes s'implanter dans les métropoles et les grandes villes, ils ont été au cœur de nombreux débats. La restructuration du GUD qui devint le Bastion Social, fondé en juin 2017, a permis à cette droite identitaire d'avoir des bases solides à partir desquelles lancer des campagnes de propagande basées sur une aide apportée aux démunis « nationaux », par opposition à l'accueil d'étrangers.

Le soutien politique que ces groupes ont eu jusqu'à présent (Jean-Luc Marx, préfet de Strasbourg, Gérard Collomb, maire de Lyon jusqu'en 2017, pour ne citer qu'eux) leur ont permis de conserver leurs locaux et ce contre l'avis des habitants des quartiers concernés, à Strasbourg celui de la mairie ou encore contre la demande du député Thierry Michels (LREM) proposant la dissolution du Bastion Social.

Le Bastion Social, pour ne citer que lui, a très tôt (le 7 novembre) rejoint les premières contestations face à l'annonce de la taxe sur les carburants (6). Ainsi leur rapprochement avec le mouvement des gilets jaunes se fit dès les débuts (mi-novembre). Il est à noter que lors des mobilisations à Paris, des agents de police ont témoigné de leur présence surtout le matin très tôt (chose confirmée par le Bastion Social lors de publications de photographies), mais que la majorité de ces groupuscules laissaient place aux GJ arrivés plus tardivement.

Cet élan de communication et de soutien au « peuple » fait néanmoins écho à l'annonce de la fermeture de leur local strasbourgeois pour non-renouvellement du bail. Les tentatives de rapprochement ont également changé avec l'évolution même du mouvement des GJ.

Il est apparu au fil des nombreuses discussions sur les groupes Facebook de GJ que certaines réclamations revenaient souvent : démission de Macron, annulation de la taxe, augmentation du smic, RIC, changement politique, changement économique, des orientations politiques plus tournées vers le social... Ainsi des images listant certaines de ces revendications purent être facilement échangées entre les GJ.

La tentative de récupération fut menée par des membres ou sympathisants du Bastion Social qui avancèrent des listes contenant jusqu'à 20 points plus ou moins précis de revendications qui selon eux émanent des GJ. Plusieurs points revenaient effectivement, mais étaient désormais entrecoupés de propositions nationalistes à des degrés variables, ajoutées par le BS. Cette tentative d'influencer les revendications des GJ se solda par un échec supplémentaire car les nombreuses attaques de la part des classes politiques et médiatiques poussèrent le mouvement à s'unir et à appeler de manière très ouverte, tout citoyen, sans distinction d'origine, religion ou de statut social à rejoindre le mouvement. Cette position ferme fut maintenue malgré l'attentat de Strasbourg, ce qui n'aida pas les mouvances d'extrême droite à pouvoir utiliser la peur des attentats comme cheval de Troie pour promouvoir leurs idées.

Ainsi les tentatives de divisions menées à l'encontre des GJ et contre lesquelles ils durent résister, ne permirent pas à l'extrême droite identitaire d'intégrer leurs revendications clivantes à celles des GJ. Ces groupuscules d'extrême-droite sont ainsi devenus marginaux au mouvement, sans pour autant cesser leur politique de soutien au GJ et leurs actions matinales.

Le conspirationnisme, tentative de détourner les GJ de leurs objectifs politico-économique (...) Le sujet (Pacte des migrations de l'ONU - LVOG) étant clivant et paraissant lointain et obscur aux GJ n'a pas trouvé suffisamment d'écho auprès des GJ pour se fondre dans leurs revendications. Ces derniers demeurant toujours aussi ouverts et donc particulièrement hostiles à tout ce qui devrait faire apparaître un sujet de polémique dans leurs rangs, ils ne soutinrent pas les propositions d'intégration de la lutte contre ce traité, dans leur revendications.

Les revendications du mouvement des gilets jaunes « en marche » vers la gauche (...)

Si le mouvement des GJ n'est pas tombé depuis la mi-novembre) c'est que la nature même de leurs demandes a évolué. Si au départ les revendications s'entendaient autour de la question des taxes, très rapidement le mouvement s'est avancé vers des positions plus revendicatrices en matière de politique social et d'une nouvelle république.

Le refus catégorique de se trouver des représentants dépeint leur ressentiment face aux classes politiques dans leur ensemble.

Ce refus entraîne malgré lui le fait que des positions officielles des GJ n'ont pas encore vu le jour. Les partis politiques et particulièrement d'extrême droite durent se montrer discrets sur la portée de leur soutien aux GJ dans le meilleur des cas. La désillusion des promesses politiques, couplée aux peurs de division du mouvement, prémunirent les GJ des positions et stratégies de l'extrême droite pour les influencer.

Les tendances politiques de gauche fortement présentes dans les débats des GJ sur les réseaux sociaux ne se manifestèrent pas aux travers d'organisations politiques ou syndicales mais dans les revendications individuelles, reflet des désirs de changements politiques, sociaux et économiques dont aspire aujourd'hui le mouvement des GJ dans son ensemble. Mondialisation.ca, 17 décembre 2018

Cet article de Tayeb El Mestari a été publié initialement par Le Grand Soir, puis par Mondialisation.ca le 18 décembre 2018

Extrait. L'âge capitaliste des trente glorieuses a vécu et le nouveau capitalisme, encore instable et dépouillé peu à peu de son caractère socialement protecteur, a fait voler en éclats le consensus de classes et le consentement des classes dominées. Les prolétaires coalisés exigent la démission de Macron parce qu'ils pensent que le parlement est le lieu du « bla-bla », sans pouvoir réel et que la présidence concentre le peu de pouvoir que l'Union européenne ne lui pas encore confisqué. La démission du président signifie la mise à mort de la politique économique patiemment mise en œuvre par Macron et ses prédécesseurs. En dernière instance et à travers leur revendication, les gilets jaunes se situent dans la tradition révolutionnaire ouvrière de 1848 et 1871. La question économique est une question politique, renverser l'ordre politique c'est renverser l'ordre économique. Depuis le 17 novembre, l'évolution des événements indique que l'intelligence révolutionnaire du mouvement populaire consiste à demander une amélioration économique de leurs conditions et à remettre en question de manière totale et radicale le pouvoir politique. Mondialisation.ca le 18 décembre 2018

LVOG - Non, "*renverser l'ordre politique*" ce n'est pas forcément "*renverser l'ordre économique*". Parfois on croit avoir "*renversé l'ordre politique*" et en réalité on n'a rien renversé du tout, du coup "*renverser l'ordre économique*" attendra indéfiniment. D'où je tiens cela, mais des expériences révolutionnaires de 1848 et 1871.

D'où la nécessité de détruire l'appareil d'Etat, d'abolir la Constitution et de déclarer illégitime et illégale l'ensemble des institutions issues de l'ancien régime, une fois que cet objectif est réalisé, là et pas avant vous pouvez déclarer que vous avez "*renversé l'ordre politique*" qui était en place avant la révolution politique. Ensuite, et ensuite seulement vous pouvez continuer la révolution politique par une révolution sociale ou socialiste et vous attaquer aux fondements du capitalisme, "*renverser l'ordre économique*".

A nos dirigeants qui se prennent pour des dieux réincarnés ou dont la modestie transpire de toutes leurs pores, imités par un grand nombre de militants à l'esprit borné.

Dans son introduction à l'ouvrage de Marx *Les luttes de classes en France (1848-1850)* Engels précisa que "*l'histoire nous a donné tort à nous aussi, elle a révélé que notre point de vue d'alors était une illusion. Elle est encore allée plus loin : elle n'a pas seulement dissipé notre erreur d'alors...*"

Bref, ces penseurs géniaux, des nuls qui s'illusionnaient ! Plus loin.

- "*Il est bien évident que cette négligence inévitable des modifications simultanées de la situation économique, c'est-à-dire de la base même de tous les événements à examiner, ne peut être qu'une source d'erreurs. Mais toutes les conditions d'un exposé d'ensemble de l'histoire qui se fait sous nos yeux renferment inévitablement des sources d'erreurs; or, cela ne détourne personne d'écrire l'histoire du présent.*"

Lorsque Marx entreprit ce travail, cette source d'erreurs était encore beaucoup plus inévitable. Suivre pendant l'époque révolutionnaire de 1848-1849 les fluctuations économiques qui se produisaient au même moment, ou même en conserver une vue d'ensemble, était chose purement impossible."

Et Marx ne la ferma pas, il osa même continuer de réfléchir et de formuler des analyses, quelle horreur ! Non, quelle audace, ce qui fait également le plus défaut à nos dirigeants. Il n'y a que les personnes ordinaires ou celles qui se sont élevées à un niveau nettement supérieur à la médiocrité dans laquelle baigne la multitude des bien-pensants qui peuvent faire preuve d'une telle modestie.

Alors imaginez un siècle et demi plus tard un simple militant au fin fond de son village en Inde ouvrir sa grand gueule pour critiquer l'orientation droitiste du mouvement ouvrier et de son avant-garde, je n'ai même pas le temps de la fermer que la plupart des militants m'ont déjà cloué au pilori, vivant car en plus d'être injustes ils sont cruels sans en avoir réellement conscience ! Entre nous, j'en tire satisfaction ou cela me fait marrer parce que cela confirme mes analyses. Aussi, nous n'en tiendrons pas compte.

Je ne voudrais pas dire une bêtise, j'aggraverais encore mon cas déjà désespéré, j'avais indiqué dans des causeries que j'étais parvenu à la conclusion suivante, à savoir que contrairement à la lutte de classe du passé, compte tenu des transformations qu'avaient connu les différentes classes, dont notamment l'amélioration importante des conditions d'existence de la majorité des travailleurs, que le soulèvement des masses exploitées ne pourrait plus partir de revendications sociales ou que tout du moins elles devraient être nécessairement relayées ou accompagnées de revendications politiques qui devraient prendre immédiatement le relais sous peine de voir leur soulèvement endigué ou défait. C'est ce qu'on est en train d'observer en France.

Dans la causerie précédente j'ai abordé peut-être un peu trop rapidement la question du RIC, ce qui a pu passer pour du mépris, alors que ce n'était pas mon intention. Dans celle-ci j'en montre encore les faiblesses tout en mentionnant ses avantages sur lesquels il faut s'appuyer. Je n'ai pas le temps de faire davantage, chacun doit le comprendre. J'essaie d'aller à l'essentiel, cela présente des avantages et des inconvénients, j'en ai conscience, mais je n'ai pas le choix.

Au point où en est rendu l'état d'esprit des masses, qui évidemment n'est pas uniforme, il faut ancrer dans leurs cerveaux la nécessité de renverser le régime pour accéder à la démocratie, qu'il faut en passer par une révolution, qu'il n'existe pas, qu'il n'a jamais existé dans le passé nulle part ailleurs dans le monde une autre voie pour changer de régime ou s'emparer du pouvoir politique. Par conséquent, les "concertations" avec les représentants du régime ou le RIC ou je ne sais quoi encore ne sont que des instruments de la contre-révolution pour les endormir, les tromper pour qu'elles abandonnent leur combat politique.

Le RIC, c'est l'abdication de la souveraineté du peuple dans la mesure où il s'inscrirait dans le cadre du régime en place et il dépendrait de la bonne volonté de ses représentants d'appliquer ou non les mesures qui seraient adoptées lors d'un référendum.

Les masses doivent s'organiser localement et nationalement en intégrant les partis et les syndicats (simple militants, sections syndicales, unions locales ou instances départementales, etc.) qui partagent cet objectif politique, sur le plan syndical cela prendrait la forme du combat intransigeant classe contre classe, le rejet du dialogue social, et aurait pour contenu le combat jusqu'à l'émancipation du capital qui pourrait être tourné contre l'Etat, ce qui permettrait d'unir dans un même combat travailleurs des secteurs privé et public. Il faudrait leur proposer différentes formes d'organisations si elles n'en créeraient pas elles-mêmes, de manière à associer des travailleurs de toute condition, y compris des membres des classes moyennes, et faire en sorte que des liens solides s'établissent entre le prolétariat rural et urbain, que le plus grand nombre puissent être associés à cet embryon d'organisme politique indépendant et révolutionnaire, sans sectarisme ou dogmatisme, démocratiquement.

Ces assemblées générales ou populaires devraient être appelées à soutenir tous les travailleurs en lutte dans les entreprises ou dans les différentes administrations en adoptant leurs revendications, adopter un appel en guise de soutien et leur porter en délégation, et ensuite les appeler à participer à leur assemblée populaire. Ces assemblées générales ou populaires recenseraient toutes les revendications sociales et politiques émises par ceux qui y participeraient. Elles seraient mises en discussion et en délibération. Le compte rendu de ses réunions serait distribué à la population.

Afin que les assemblées générales ou populaires de tout le pays puissent partager leurs expériences et coordonner leurs actions, elles éliraient leurs délégués lors de chaque réunion nationale, ce qui signifie que chaque assemblée générale devrait procéder à l'élection de nouveaux délégués avant la tenue de la prochaine réunion nationale, de sorte qu'il n'y aurait pas de délégués inamovibles ou permanents. Certains pourraient être réélus et d'autres non, ce qui permettrait d'éviter que des délégués confondent le mandat qui leur aurait été confié avec l'exercice d'un pouvoir individuel qui pourrait dériver sur des abus de pouvoir, et en même temps ces délégués élus présenteraient l'avantage énorme d'incarner l'évolution de la situation, du rapport entre les classes, du processus révolutionnaire tel qu'il se serait développé les jours ou semaines précédentes, afin de se fixer des tâches et des objectifs qui reflèteraient la réalité et qui soient réalisables.

Au-delà, on peut imaginer que les délégués réunis en assemblée générale ou populaire nationale pourrait adopter les statuts d'une assemblée constituante souveraine qui élirait en son sein son propre gouvernement, de telle sorte que s'établirait une situation de double pouvoir posant directement la question de l'Etat, question qui ne pourrait être résolue que par un soulèvement général des masses exploitées de tout le pays accompagné d'une grève générale insurrectionnelle.

Il ne s'agit que d'un scénario fournissant une orientation générale du mouvement des masses destiné à les doter d'une base théorique pour avancer sur la voie d'un processus révolutionnaire conscient, à partir des premiers éléments apparus depuis le 17 novembre 2018, sans qu'on puisse prédire à l'avance son déroulement ni même comment elles pourraient parvenir à s'en saisir. Y aura-t-il un parti qui se chargera de leur transmettre cette stratégie de lutte pour la prise du pouvoir, j'en doute à l'heure actuelle, et je n'ai même pas le pouvoir de leur soumettre pour qu'ils l'examinent sérieusement... A suivre.

[Les derniers développements.](#)

Ils sont faibles, divisés, aux abois, sachons en profiter pour les harceler. Soutien inconditionnel à tous les travailleurs en lutte, encourageons-les à passer à l'offensive sur tous les plans.

- "Gilets jaunes": Matignon renonce à des mesures ... avant de les maintenir - AFP 19.12

- Mesures annulées puis rétablies : le gros couac du gouvernement - LeParisien.fr 19 décembre 2018

« Après discussion avec les parlementaires de la majorité, le gouvernement maintient l'ensemble des mesures annoncées par le Premier ministre en novembre », annonce le plus sérieusement du monde un proche d'Édouard Philippe.

Dit autrement, l'annulation est annulée. Ubuesque !

Mais pour maintenir ces mesures, il faut donc les rétablir en urgence – sans doute « dans la nuit » – alors que le Budget 2019 est actuellement en cours de vote à l'Assemblée. Lors du passage du texte au Sénat ces derniers jours, elles avaient en effet été discrètement supprimées. LeParisien.fr 19 décembre 2018

Tout ce qui affaiblit l'armée est bon à prendre.

- Des chefs militaires menacés de sanctions disciplinaires pour avoir accusé Macron de "trahison" - Le HuffPost 18.12

Cavaignac enrage !

- "Ca suffit!": Castaner appelle à lever les blocages des "gilets jaunes" - AFP 18.12

Les évacuations de ronds-points et d'axes routiers bloqués dans le cadre du mouvement des "gilets jaunes" vont se "poursuivre", a affirmé lundi Christophe Castaner, ajoutant que cette mobilisation devait désormais cesser. AFP 18.12

- "Gilets jaunes" : ceux qui poursuivent le mouvement - francetvinfo.fr 17.12

Le gouvernement confirme, lundi 17 décembre, que les tarifs réglementés du gaz n'augmenteront pas d'ici à juin 2019. Néanmoins, sur le terrain, les "gilets jaunes" restent mobilisés en cette cinquième semaine de mobilisation. francetvinfo.fr 17.12

- Hausse de la prime d'activité : qui, quand, comment - Liberation.fr 17 décembre

Macron avait annoncé que «le salaire d'un travailleur au smic augmentera[it] de 100 euros». A l'arrivée, seuls 55 % des smicards vont bien les toucher. Mais 1,2 million de foyers supplémentaires auront un coup de pouce.

Tous les salariés au smic seront-ils concernés par la hausse ?

Non. En refusant de toucher au montant du salaire minimum (1 21 euros net attendus pour janvier après la revalorisation annuelle légale de 1,5 %) pour ne pas pénaliser les employeurs, il était compliqué pour le gouvernement de couvrir «tous les smicards», comme le promettait le candidat Macron. Plus de la moitié des personnes payées au smic (55 % selon Les Echos) verront leur salaire net faire un bond en 2019. Pourquoi pas tous ? Parce que le montant d'une prime d'activité dépend non pas de la situation du seul bénéficiaire, mais des revenus (allocations comprises) et de la composition de l'ensemble du foyer. «Cela peut paraître étonnant, mais 1,2 million de salariés autour du smic se trouvent dans les 30 % de foyers français les plus aisés», a justifié Édouard Philippe dans Les Echos.

L'exécutif aurait pu choisir un autre vecteur : une baisse des cotisations retraite. Un choix «plus injuste et qui, à ce titre, a déjà été censuré par le Conseil constitutionnel», a précisé le chef du gouvernement. Mardi, devant les députés, le Premier ministre avait pourtant promis de «faire en sorte [...] que l'ensemble de ceux qui sont rémunérés au smic puissent bénéficier de cette augmentation». Ce ne sera pas le cas.

Seuls les salariés au smic seront-ils concernés ?

Non plus. La semaine dernière à l'Assemblée, Édouard Philippe promettait d'«aller plus loin que le dispositif tel qu'il existe aujourd'hui». Sur ce coup-là, ce sera le cas. Le Premier ministre annonce vouloir «élargir le nombre de foyers éligibles» à la prime d'activité. Comment ? Son entourage précise que parallèlement à un article du projet de loi présenté mercredi en Conseil des ministres et qui évoquera sa revalorisation, un décret sera pris d'ici la fin de l'année pour «augmenter le montant de la prime». Ce qui fera entrer des personnes dans son champ, alors que jusqu'à présent un salarié célibataire pouvait l'obtenir s'il gagnait jusqu'à 1,2 smic. Il devrait être possible de l'avoir, demain, jusqu'à 1,5 smic. Résultat, là où, théoriquement, 3,8 millions de foyers sont aujourd'hui éligibles à cette aide (ils étaient 2,66 millions en juin 2018 à l'avoir effectivement touchée), ils seront, selon le gouvernement, 5 millions l'an prochain. Pour ces nouveaux bénéficiaires, le gain sera, selon Matignon, de «40 à 50 euros par mois en moyenne».

Quand ces salariés verront-ils la couleur de cette augmentation ?

Edouard Philippe donne une date précise : «le 5 février». Car si, dans la loi, la date du «1er janvier 2019» a déjà été inscrite au Sénat lors du passage du projet de loi de finances, il y a trois mois de décalage entre la revalorisation et le versement de cette prestation. L'exécutif a donc dû s'assurer auprès de la Cnaf que les virements seraient rapides. Cependant, rappelons qu'une partie de ces «100 euros» a déjà été versée : 20 euros via la suppression de cotisations salariales en octobre et moins de 15 euros pour un célibataire au smic via les revalorisations de la prime d'activité en 2018... Mais les syndicats et une partie de la gauche mettent en garde : «Cette affaire, c'est une escroquerie, estime Fabien Roussel, le nouveau patron du PCF. Le gouvernement dit aux salariés : pour avoir une augmentation, allez récupérer votre argent à la CAF.» Le député du Nord rappelle en outre que les montants de cette prime n'entrent pas dans le calcul des pensions.

Combien cela va-t-il coûter ?

Selon Matignon, 2,5 milliards d'euros. Soit un quart des 10 milliards concédés aux gilets jaunes depuis novembre. Pour financer la simple «accélération» au 1er janvier 2019 des revalorisations exceptionnelles de la prime d'activité prévues en 2020 et 2021, le gouvernement avait déjà fait voter, la semaine dernière, une rallonge de 600 millions d'euros à un budget atteignant déjà 6 milliards d'euros en 2019. Ce dernier devrait finalement être fixé, selon Matignon, «au-dessus de 8 milliards d'euros».

Comment va faire le gouvernement ?

En utilisant les dernières fenêtres de tir parlementaires. La dernière lecture à l'Assemblée du projet de loi finances pour 2019 a débuté lundi en séance plénière et permettra de doper le budget de la prime d'activité. Dans le projet de loi spécial gilets jaunes, qui doit être présenté mercredi en Conseil des ministres, il sera aussi demandé au gouvernement de rendre au Parlement un rapport sur la mesure dans les six mois. Enfin, un décret est attendu pour la fin de l'année. Attention, en la matière : c'est souvent dans ces détails que se logent, comme l'a qualifié dimanche le président de l'Assemblée, Richard Ferrand, certaines «carabistouilles». Liberation.fr 17 décembre

Un marché de dupes. A bas la collaboration de classes! Rejet de toute "**concertation**" ! Aucune concession à l'ennemi !

- "Gilets jaunes": Dernière ligne droite avant la "grande concertation" - Reuters 18.12

- Gilets jaunes : un débat national et déjà des doutes - LeParisien.fr 18.12

L'indépendance de la consultation, voulue par l'exécutif, est contestée alors que l'Élysée semble vouloir écarter la CNDP de son organisation.

Un débat pour tenter de sortir de cette crise politique par le haut ? C'est la quadrature du cercle qu'Emmanuel Macron espère bien boucler à l'occasion de la grande consultation nationale, censée recueillir au cours des trois prochains mois les doléances des Français. Encore faut-il savoir sous quelle forme et avec qui !

Ce mardi soir, le chef de l'État a réuni deux heures durant une dizaine de ministres directement concernés par le dossier, en esquissant un début de calendrier plus précis. Mais sans lever le voile, et le flou, qui entoure globalement cette opération qui pourrait virer à la grande usine à gaz.

Le débat se tiendra en deux-temps. D'abord celui des maires qui ont jusqu'à la fin du mois de janvier pour « faire remonter » le fruit de leurs échanges avec leurs administrés. Notamment grâce aux cahiers de doléances déjà déposés dans certaines mairies.

La seconde phase, celle du débat en tant que tel, se déroulera ensuite jusqu'à fin mars, et autour des quatre axes de discussion déterminés la semaine dernière : la transition écologique, la fiscalité, l'organisation de l'État, puis la démocratie et la citoyenneté. Mais comment les citoyens seront-ils conviés ? Où les débats se tiendront-ils ? Qui en assurera l'animation ? Mystère.

Reste à savoir aussi, qui sera le maître d'œuvre de cette opération prévue partout en France. Initialement, c'est la Commission nationale du débat public, autorité indépendante présidée par la centriste Chantal Jouanno, ancienne ministre de Sarkozy, qui devait en hériter de l'entière responsabilité. Mardi, les choses étaient moins évidentes du côté de l'Élysée.

« On est preneur de l'expertise de la CNDP pour lancer les débats et les structurer, mais en même temps on pense que c'est important de trouver des formes innovantes pour faire participer un maximum de personnes », nuance-t-on, en reprochant à cet organisme d'avoir organisé par le passé des débats « un peu trop institutionnels ». À l'image de celui organisé sur l'Europe ces dernières semaines, « dont on peut clairement dire que personne n'a entendu parler », reproche un poids lourd de la majorité, proche d'Emmanuel Macron.

Cerise sur le gâteau, Jouanno, qui a pourtant reçu sa lettre de mission signée en fin de semaine dernière par Édouard Philippe, n'était même pas conviée mardi soir à la réunion avec les membres du gouvernement...

Décidément, l'organisation de ce débat censé relancer la machine est déjà, en tout cas à ce stade, plutôt mal embarquée. LeParisien.fr 18.12

[Le RIC : La corde tissé par le condamné à mort lui-même !](#)

RIC : Comment en faire un instrument de la fabrication du consentement de l'asservissement des masses par elles-mêmes. Mode d'emploi.

- Comment encadrer le RIC? On a demandé à des experts - huffingtonpost.fr 18.12

huffingtonpost - "C'est un poison pour nos démocraties", dénonce dans Le Figaro Olivier Duhamel qui préside la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP). "Les risques sont infinis mais on peut y répondre", assure au HuffPost Marion Paoletti, maîtresse de conférences en science politique à l'université de Bordeaux et spécialiste de la démocratie participative.

Pour cette experte bordelaise, l'un des risques du référendum est de cliver la société en l'enfermant dans un débat binaire "pour ou contre" une proposition. "Face à ce danger de radicalisation, il faut créer du dialogue", explique-t-elle en prenant l'exemple de l'Oregon, Etat américain très en pointe sur le sujet. "Avant le vote, un panel de citoyens se réunit et produit un avis qui est ensuite adressé aux électeurs pour les éclairer", explique-t-elle, rappelant au passage qu'une campagne référendaire doit s'accompagner d'un maximum de communication. Et de citer celle de 2005 sur la Constitution européenne qui s'était déroulée dans de très bonnes conditions.

LVOG - Les électeurs recevraient avant d'aller voter un document qui les inciterait fortement à voter dans un sens plutôt dans l'autre. Le référendum de 2005 se serait "*déroulé dans de très bonnes conditions*" quand l'ensemble des médias et 92% des députés appelaient à voter en faveur du TCE, encore un exercice de démocratie ! - LVOG)

huffingtonpost - Ce dialogue doit inclure les parlementaires, estime pour sa part Olivier Rouquan. Le politologue qui n'est pas un militant du RIC souhaite qu'une fois le nombre de signatures suffisantes, "députés et sénateurs se saisissent du texte pour le travailler, éventuellement l'amender avant le référendum. Cette boucle peut être très efficace et illustrerait un vrai débat démocratique", précise-t-il.

LVOG - Vous devriez vous prononcer sur une question qui aurait été formulée de telle sorte que quelle que soit l'issue du référendum elle serait favorable aux besoins de l'oligarchie. - LVOG)

huffingtonpost - Ces dernières heures, on a beaucoup entendu la majorité se prononcer contre un référendum pour rétablir la peine de mort. "Pour ne pas attenter aux droits des minorités, il faut vérifier en amont que les questions sont conformes au droit", explique Marion Paoletti. (LVOG - Surtout "*au droit*" de la minorité qui a confisqué tous les pouvoirs, on a compris ! - LVOG) Un avis partagé par Olivier Rouquan. "Dès que la pétition recueille assez de signatures, le conseil constitutionnel doit se saisir et vérifier la conformité du texte au bloc de constitutionnalité, c'est-à-dire aux libertés et aux valeurs fondamentales de la République. Si le texte n'est pas conforme, on ne va pas plus loin", propose-t-il.

LVOG - Le Conseil constitutionnel garant de la Constitution antidémocratique de la Ve République ou l'incarnation juridique de la légitimité du régime capitaliste que rien ni personne ne doit remettre en cause. - LVOG)

huffingtonpost - La plupart des spécialistes sont également très sceptiques sur l'opportunité d'adjoindre un volet révocatoire au RIC. Les gilets jaunes et certains partis, comme la France insoumise, veulent permettre aux citoyens de mettre fin au mandat d'un élu. "Si l'on va dans cette logique, on change de type de démocratie, il faut en débattre plus longuement", juge Olivier Rouquan. huffingtonpost.fr 18.12

LVOG - C'est l'aveu que le régime actuel n'est pas démocratique. - LVOG)

Et si c'était une bonne idée s'exclame les représentants de l'oligarchie. Gare à celui qui oublie qu'ils ont de la suite dans les idées !

- Le gouvernement change d'avis sur le référendum d'initiative citoyenne - francetvinfo.fr 17.12

Le gouvernement se dit désormais prêt à mieux associer la population à certaines décisions, comme le réclamaient de nombreux "gilets jaunes". Un revirement par rapport à l'été dernier. (Ca pue le corporatisme, le régime de Vichy. - LVOG)

Dans une interview accordée aux Échos, publiée lundi 17 décembre, le Premier ministre, Édouard Philippe, s'est montré ouvert sur la question. "Je ne vois pas comment on peut être contre son principe, a-t-il expliqué. Le référendum peut être un bon instrument dans une démocratie, mais pas sur n'importe quel sujet ni dans n'importe quelles conditions." (A condition d'en faire un instrument antidémocratique, la réaction y est forcément favorable. - LVOG)

En juillet dernier, alors que des députés de l'opposition souhaitaient élargir le champ du référendum, Nicole Belloubet, la ministre de la Justice, refusait catégoriquement.

La France insoumise prépare en ce moment une proposition de loi. "Plus le peuple a la parole, mieux c'est. Le peuple, c'est toujours la bonne solution", soutient Éric Coquerel, député LFI. (Quel populiste pourri, il est capable du meilleur comme du pire entre les mains de charlatans de votre espèce ! - LVOG)

Ségolène Royal, dans les colonnes du Parisien, lundi 17 décembre, se montre favorable à ce type de consultations. "Osons la révolution participative", lance-t-elle. francetvinfo.fr 17.12

RIC : Une belle occasion fournie aux illusionnistes de LFI de s'illustrer.

Si le "référendum d'initiative citoyenne devait être instauré, ce serait une belle victoire", selon Adrien Quatennens - franceinfo 17.12

franceinfo - "Évidemment, si ce référendum d'initiative citoyenne devait être instauré, ça serait une belle victoire, a-t-il expliqué.

LVOG -Pour qui ? Il y croit dur comme fer l'idiot utile du régime !

franceinfo - Les annonces d'Édouard Philippe en ce sens sont un encouragement à poursuivre la mobilisation parce que cela montre qu'à mesure que les semaines passent et que les "gilets jaunes" se mobilisent le gouvernement serait prêt à quelques reculades, donc il faut continuer."

LVOG - Le programme de LFI s'inscrivait dans le cadre de la préservation du régime, ils le disent eux-mêmes, lisez.

franceinfo - Certains "gilets jaunes" proposent qu'un RIC soit engagé sur proposition minimum de 70 000 citoyens. "Cela me paraît peu", dit Adrien Quatennens. La France Insoumise propose "autour de 500 000", mais "on peut imaginer que cela soit plus. On peut l'imaginer. Ce n'est pas une difficulté", a-t-il précisé. "Nous allons faire une proposition de loi dans ce sens. À chaque fois que c'est l'actualité, nous sortons une proposition de notre programme pour en faire une proposition de loi", a-t-il annoncé.

LVOG -70 000, 500 000, c'est trop peu s'exclame notre charlatan, des millions ce serait mieux, il n'existerait que sur le papier !

Le RIC aurait forcément incité Macron à faire une politique conforme aux besoins de la classe ouvrière, il faut l'entendre pour le croire. Lisez.

franceinfo - Adrien Quatennens est revenu sur le référendum révocatoire, proposition phare du parti de Jean-Luc Mélenchon, qui permet de révoquer à mi-mandat un président de la République ou un élu local : "Si Emmanuel Macron, depuis le début de son quinquennat, savait à mi-mandat qu'il y avait un risque d'être soumis à un référendum révocatoire, peut être qu'il nous aurait épargné beaucoup de ses outrances et arrogances", a-t-il assuré.

LVOG - Si comme l'indiquent des sondages truqués RN remportait les élections européennes de mai 2019, LFI s'en félicite d'avance, non ce n'est pas une blague, lisez.

franceinfo - "Si Emmanuel Macron ne veut pas revenir aux urnes en procédant à la dissolution de l'Assemblée, c'est clair que le rendez-vous de mai 2019 [les "élections européennes] sera un référendum anti-Macron", a-t-il assuré.

Boycott ! franceinfo 17.12

Avancer le RIC présente des avantages et des inconvénients.

L'unique avantage du RIC, c'est de favoriser la discussion, la réflexion, le mûrissement de la conscience des masses qui cherchent une issue politique à la crise du capitalisme, et qui s'apercevront très vite que le RIC pour peu qu'il ait un contenu radical, conforme à l'exercice de la démocratie ou réellement révolutionnaire demeurera incompatible avec l'existence du régime, et que la seule version qui pourrait être adoptée sous la Ve république servirait uniquement à préserver le pouvoir politique détenu par la classe dominante au détriment des classes dominées.

Le RIC sert de rempart au régime pour se protéger de l'assaut des masses qui posent la question du pouvoir et entendent la résoudre à leur manière en renversant le régime en place, en s'emparant du pouvoir politique. Ce qui évidemment est inconcevable pour les représentants du capitalisme qui se disent disposés à adopter le RIC, sa version édulcorée ou minimaliste qui ne toucherait nullement aux fondements du régime, ou pire fournirait un nouvel instrument à nos ennemis pour mieux nous asservir.

Le RIC présente un avantage indéniable pour nos ennemis : Celui de faire croire qu'un changement de régime pourrait se produire pacifiquement, par la voie des urnes ; les exploités pourraient renoncer à leur hégémonie de classe sur simple injonction électorale, bref, il suffirait de leur demander poliment de renoncer à leur pouvoir pour qu'ils le cèdent, quelle criminelle et fatale illusion !

Atavisme. L'ex-trotskyiste Alexis Corbière serait-il devenu girondin ?

- Alexis Corbière : «L'échange des idées est la base» - Liberation.fr 19 décembre 2018

Libération - Pour le député de La France insoumise, qui a déposé mardi une proposition de loi pour instaurer le RIC, il s'agirait d'un droit «permettant au peuple de retrouver sa souveraineté».

LVOG - Souveraineté qu'il n'a jamais réellement eu. Mais bon, quand on refuse de rompre avec le régime et de l'affronter, il ne reste plus que faire croire que cette souveraineté a existé sous la Ve République ou attribuer au régime des vertus qu'il n'a jamais eu, dont celui d'accorder au peuple laborieux la souveraineté ou la démocratie. C'est une manière comme une autre de légitimer l'ordre établi... et Macron, son représentant. - LVOG)

Alexis Corbière, député de Seine-Saint-Denis, a déposé avec ses collègues insoumis une proposition de loi visant à instaurer le RIC.

Libération - Etes-vous surpris que le RIC figure parmi les priorités des gilets jaunes ?

Corbière - Ceux qui le sont ne connaissent pas notre histoire. Notre pays en discutait déjà lors de la Révolution, quand Condorcet proposa ce dispositif dans le projet de Constitution girondine.

LVOG - Etrange rappel, en apparence seulement, c'est à croire que pour cautionner sa position et par crainte de s'attirer les foudres des représentants du régime actuel, l'ex-révolutionnaire Corbière prendrait la précaution de rappeler que même des girondins incarnant l'Ancien Régime furent favorables tout du moins en principe à une sorte de "*référendum populaire*". Je n'ai pas eu le temps de chercher quel était le contenu exact du projet de Constitution girondine, mais cela m'étonnerait fort qu'il aurait permis de mettre fin à la monarchie, c'est même impensable. - LVOG)

Corbière - L'idée fut reprise par les Montagnards, qui y voyaient un moyen de s'affranchir du «despotisme représentatif». C'est ainsi que le référendum populaire apparut dans la Constitution de 1793. Mais ce droit disparaîtra dès la Constitution suivante.

LVOG - Corbière falsifie les faits ou il les méconnaît. En réalité, c'est quand les jacobins décidèrent enfin au bout de 3 ans de rompre avec la monarchie et de la renverser en déclarant la Commune révolutionnaire, qu'ils s'affranchirent du «*despotisme représentatif*», ni avant ni autrement. Autrement dit, ni en recourant à "*une révolution citoyenne*" ni à "*une révolution par les urnes*", mais à une révolution tout court pour changer de régime, moyen que monsieur Corbière a abandonné pour s'adonner aux joies du parlementarisme bourgeois. - LVOG)

Corbière - Depuis, aucun gouvernement n'a eu le courage de se soumettre à cette intervention populaire directe. (LVOG - Comme si c'était une question de "*courage*" ou de volonté, c'est tout bonnement et irrémédiablement impossible pour la classe dominante qui détient le pouvoir politique. - LVOG) Pire, avec la Ve République, le président est libre de gouverner contre le peuple dès son élection. Durant cinq ans, il ne doit rendre de compte ni aux citoyens, ni même au Parlement. Son impunité est totale. Et depuis l'élection de Macron, la conviction que ce président n'est au service que d'une poignée d'ultrariches s'est répandue à juste titre. Le peuple en a assez de cette oligarchie où les pouvoirs politiques et financiers sont entre les mains de quelques-uns. Le RIC apparaît comme un droit démocratique permettant au peuple de retrouver sa pleine souveraineté, même entre deux élections.

LVOG - Quand des présidents comme Macron, Hollande, Sarkozy, Chirac, Mitterrand, Giscard, Pompidou ou de Gaulle sont élus par "*le peuple*" ou que le peuple travailleur les laisse accéder au pouvoir, c'est qu'il n'est pas prêt pour assumer sa souveraineté, qui ne peut mûrir qu'au cours du développement de la lutte de classe quand la classe unie se rassemble pour affronter son ennemi, et certainement pas dans l'isolement où elle se retrouve atomisée et sans pouvoir.

Quand la souveraineté des masses laborieuses ne s'accompagne pas de la conscience de cette souveraineté, c'est qu'elle n'en est pas digne ou elle est prête à l'abdiquer au profit du premier sauveur suprême venu. Au passage, cela se voit que je suis en train de relire attentivement tous les ouvrages de Marx et Engels sur cette question ! - LVOG)

Libération - Les gilets jaunes fixent un palier de 700 000 signatures numériques...

Corbière - Cela correspond à peu près à notre proposition de 2 % du corps électoral. Mais ce n'est pas à LFI de décider quels seront les outils démocratiques mis à la disposition du peuple, mais au peuple lui-même, notamment lors du débat qui serait ouvert par la convocation d'une Assemblée constituante.

LVOG - Sortie de nulle part. Faudrait-il encore que le prolétariat s'empare de cet objectif, or ce n'est pas du tout le cas. - LVOG)

Libération - LFI prône la possibilité de révoquer les élus par référendum pendant leur mandat. Certains parlent de poujadisme...

Corbière - Sachant leurs élus révocables, les citoyens seraient moins tentés par l'abstention car ils ne pourraient plus être trahis impunément. Ce serait un cercle vertueux sur le plan civique.

LVOG - Ce qui les trahit, c'est avant tout leur niveau de conscience politique proche de zéro. Donc dans ces conditions cela ne changerait absolument rien, à part légitimer le régime et ses représentants par cette mascarade qu'est devenu le suffrage universel. Corbière a rappelé que dans sa circonscription, "près de 80 % des électeurs inscrits n'ont pas voté" pour lui, pour autant cela ne l'a pas empêché d'être élu, comme quoi même un régime antidémocratique peut être "vertueux", merci pour lui !

Pire, les partisans du RIC font tous référence à la Suisse où cet instrument institutionnel existe.

Or, lors des dernières "votations" le 25 novembre 2018, il y a donc à peine un mois, le taux de participation a été de 48%, ce qui lui enlève toute légitimité démocratique, un cinglant camouflet pour les partisans du RIC, monsieur Corbière le sait, mais il n'en dira rien, c'est à cela qu'on reconnaît les manipulateurs. Et qu'on ne nous sorte pas la close plus qu'hypothétique, fantasmagorique, mythomane de la révocabilité des élus qui n'existe pas en Suisse et qui n'existera jamais sous aucun régime soumis au capitalisme.

Les électeurs suisses étaient notamment invités à se prononcer pour ou contre la primauté du droit suisse sur le droit international et son inscription dans la constitution, et ils ont voté majoritairement contre (64%, soit 30,72% des votants, moins les suffrages blancs et nuls, bref, une minorité), ce qui signifie qu'ils ont abdiqué leur souveraineté au profit d'institutions internationales dirigées par l'oligarchie anglo-saxonne. Et qui était à l'origine de ce référendum, devinez, l'extrême droite, l'UDC, le parti de droite classé populiste. (euronews 23.11)

Les Suisses ont également voté le même jour en faveur d'une modification « de la loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales » qui permettra dorénavant à des détectives privés de traquer les fraudeurs à l'assurance sociale, les compagnies d'assurances seront « autorisées à violer massivement la vie privée des assurés et échapperont à tout contrôle. Les moyens techniques nécessaires pourront être utilisés quasiment sans restriction », assurent les partisans du « non ». (Causerie du 27 novembre 2018) Vous en redemandez du RIC ? Non, merci ! - LVOG)

Ils osent tout.

Au G7 Macron enfile un "gilet jaune" !

- La lutte contre les inégalités au coeur de la présidence française du G7 - AFP

- Des ONG attaquent l'Etat pour non-assistance à planète en danger - Liberation.fr

Oxfam France, Greenpeace France, Fondation pour la nature et l'homme (FNH) et Notre Affaire à tous.

Leurs bonnes affaires, quoi ! La crème des ONG pourries. Vous aurez remarqué qu'ils attaquaient l'Etat, pas les multinationales... qui les financent aussi, mais ce sont elles les donneuses d'ordres ou leurs parrains.

- Paris : marche pour la journée internationale des migrants - AFP

Journée internationale des migrants: près de 2000 personnes se rassemblent Place de la République à Paris. AFP

Comptage officiel et complaisant, normal, idéologiquement compatible...

- Béchir chez Bachar : «Un criminel de guerre en reçoit un autre» - Liberation.fr

- Au Nicaragua, «Ortega se comporte comme une bête blessée» - Liberation.fr

- Hongrie : la rue ne lâchera pas Orbán - euronews

Une semaine que la fronde contre le gouvernement Orbán secoue la Hongrie et ils étaient encore une centaine à braver le froid mardi soir pour manifester leur mécontentement devant le parlement à Budapest. euronews

Soros ne s'en remet décidément pas d'avoir éjecté de la Hongrie... Chaque fois que les médias-oligarques supportent "la rue", des manifestations ou un mouvement de révolte, c'est pour le moins suspect, plus que douteux connaissant leurs intentions inavouables, c'est qu'il y a forcément quelque chose de pourri derrière, ce sont leurs amis qui tirent les ficelles, l'instrumentalisent ou tentent de le récupérer.

- Tony Blair prépare les dirigeants européens à un autre référendum sur le Brexit - euronews

- Macron: la France engagée au Sahel "jusqu'à la victoire" contre les jihadistes - AFP

Il faut bien satisfaire le complexe militaro-industriel-financier et lui trouver un air de jeu... de massacres et destruction...

- Les marins ukrainiens, des prisonniers de guerre de la Russie ? - euronews

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Belgique

LVOG - Cette fois, pendant combien de temps la Belgique restera sans gouvernement, les paris sont ouverts!

- La question migratoire fait tomber le gouvernement belge - AFP 19 décembre 2018

Le pacte mondial de l'ONU sur les migrations, dénoncé par les nationalistes flamands, a eu raison du gouvernement belge: le Premier ministre libéral Charles Michel a jeté l'éponge mardi soir, faisant le constat de l'absence de soutien pour son gouvernement en place depuis 2014.

A cinq mois des législatives prévues pour le 26 mai, la démission présentée mardi soir au roi Philippe ne va pas déboucher forcément sur son départ ni sur des élections anticipées.

L'option "la plus probable", selon une source proche du pouvoir, est que le roi demande au gouvernement démissionnaire d'expédier les affaires courantes jusqu'à l'échéance électorale.

La Belgique détient un record mondial en matière de crises gouvernementales.

Entre mi-2010 et décembre 2011, le royaume de 11 millions d'habitants avait tenu 541 jours sans gouvernement de plein exercice. Cela n'avait toutefois pas empêché la prise de décisions importantes comme celle de l'intervention militaire en Libye.

La coalition au pouvoir associant depuis octobre 2014 libéraux et démocrates-chrétiens aux nationalistes flamands de la N-VA s'est effondrée sur le dossier de la migration.

L'Alliance néoflamande (Nieuw Vlaamse Alliantie, N-VA) avait retiré son soutien à Charles Michel à la veille de son déplacement pour approuver le pacte de l'ONU au nom de la Belgique, le 10 décembre à Marrakech.

Une attitude dénoncée par le chef du gouvernement comme "une volte-face" de la N-VA, alors qu'un consensus s'était dégagé sur ce texte au cours de l'été.

Malgré son caractère non contraignant, ce texte était refusé par les nationalistes flamands au motif qu'il ouvrirait la voie à des pertes de souveraineté des Etats signataires pour arrêter leur politique migratoire.

Dans le sillage des Etats-Unis et d'Israël notamment, une dizaine de pays européens ont annoncé leur retrait ou le gel de leur

décision après avoir approuvé le texte le 13 juillet à New York. AFP 19 décembre 2018

Chine

LVOG - A l'adresse des oligarques et autres capitalistes : Enrichissez-vous sous le contrôle du parti stalinien chinois!

- Xi Jinping réaffirme le cap du «socialisme chinois» - Le Figaro 18.12

Le président chinois a promis de poursuivre les réformes lors de la célébration des 40 ans de l'ouverture économique du pays lancée par Deng Xiaoping en 1978. Mais sous le strict contrôle du Parti communiste.

Le discours qu'a prononcé ce mardi Xi Jinping, à l'occasion du 40e anniversaire des réformes économiques chinoises lancées par Deng Xiaoping, était très attendu. Mais tout en promettant que la Chine allait poursuivre la voie de l'ouverture et des réformes, «l'empereur rouge» n'a annoncé aucune mesure concrète, préférant réaffirmer la suprématie du Parti communiste chinois (PCC), au pouvoir depuis 1949, et la voie d'un «socialisme aux caractéristiques chinoises».

À l'heure où les États-Unis, accusant la Chine de pratiques commerciales déloyales, fustigent notamment le soutien accordé par Pékin au secteur public, Xi Jinping n'a pas donné l'impression de vouloir changer de cap. «Nous devons, sans relâche, renforcer le développement de l'économie étatique, tout en encourageant, soutenant et en guidant le développement de l'économie privée», a-t-il déclaré, dans un discours fleuve de près d'une heure et demie, sous les ors du Palais du peuple, à Pékin.

De manière plus générale, alors que les États-Unis soumettent la Chine à de fortes pressions pour qu'elle réalise des changements «structurels», Xi Jinping a prévenu qu'il n'avait pas de leçon à recevoir de l'étranger et qu'il irait à son propre rythme. «Personne ne peut dicter au peuple chinois ce qu'il doit faire ou ne pas faire», a martelé le dirigeant chinois le plus puissant depuis Mao Tsé-toung. «Nous réformerons avec fermeté ce qui doit et peut être réformé, et nous ne réformerons absolument pas ce qui ne doit ni ne peut l'être», a-t-il ajouté. Washington a lancé une guerre commerciale contre Pékin ces derniers mois, mais les deux pays, qui s'affrontaient à coups de droits de douane, ont signé une fragile trêve le temps de faire avancer les négociations. Les déclarations du numéro un chinois n'ont en tout cas pas rassuré les investisseurs, qui craignent un ralentissement économique au niveau mondial: les Bourses chinoises ont reculé mardi, comme l'ensemble des places asiatiques.

Xi Jinping n'a par ailleurs pas manqué de saluer la spectaculaire transformation de la Chine, devenue en quelques décennies la deuxième puissance mondiale, alors qu'elle était encore en 1978 un pays très pauvre, à l'économie planifiée, où les biens de base étaient rationnés. Les «coupons» pour les céréales, la viande, l'huile ou les vêtements, qui faisaient partie de la vie quotidienne, appartiennent désormais à l'Histoire, s'est-il félicité. «Oncle Xi» a aussi estimé que la réussite économique de la Chine justifiait le choix du «socialisme aux caractéristiques chinoises», sous la direction du Parti communiste. «Se réformer et s'ouvrir n'est pas facile, à n'importe quel stade, nous nous exposerons inévitablement à toutes sortes de risques et de difficultés, et même à des tempêtes inimaginables», a-t-il précisé, tout en assurant que le Parti permettra de surmonter ces défis. (En Inde, on a toujours ces «coupons», les pauvres qui se comptent comme en Chine par centaines de millions y sont féroceement attachés. Le parti qui oserait les supprimer se condamnerait à mort. En Chine, c'est plus radical avec la dictature du parti unique, le problème ne se pose pas. - LVOG)

Le président chinois a également remis des médailles à 110 personnalités, principalement chinoises mais aussi étrangères, pour leur contribution aux réformes des 40 dernières années. Parmi ces «pionniers», figurent plusieurs milliardaires, dont Jack Ma, l'homme le plus riche de Chine et patron du géant du commerce en ligne Alibaba, ou Pony Ma, fondateur du mastodonte de l'Internet Tencent. Un astronaute, des scientifiques ou l'ex-star du basket Yao Ming ont également été honorés.

Sur les 10 étrangers de la liste, on trouve notamment Klaus Schwab, fondateur du forum économique de Davos, grand rendez-vous annuel du capitalisme libéral. Le Figaro 18.12

Et Klaus Schwab de proclamer : Vive Mao, vive le communisme à la sauce chinoise !

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Allemagne

- En Allemagne, le salaire minimum n'a pas fait baisser le nombre de «mini-jobs» - Libération 18 décembre 2018

Selon des données datant de mars 2018, ces emplois précaires, qui n'offrent aucune protection sociale pour le salarié, sont aussi nombreux qu'avant la mise en place du salaire minimum en 2015.

La face cachée de l'insolent taux de chômage allemand (5%), la voici : la persistance des emplois précaires n'offrant aucune protection sociale pour le salarié. En mars 2018, il y avait 7,6 millions de «mini-jobs» – ces emplois à temps partiel précaires plafonnés à 450 euros, sans cotisations sociales ni retraites – en Allemagne, soit autant qu'avant l'introduction du salaire minimum, en 2015, qui était censée limiter leur nombre. C'est ce qui ressort d'une réponse du gouvernement à une question écrite d'une députée verte, rapportée par le Rheinische Post.

En outre le nombre de «mini-jobs» cumulés à une activité principale a augmenté. On en comptait 2,5 millions fin 2014, on en compte 2,8 millions aujourd'hui. Parmi ces salariés «cumulards», une majorité d'hommes (1,5 million). Mais qu'on ne s'y trompe pas, l'écrasante majorité des «mini-jobbers», les gens pour qui cette activité constitue la seule source de revenus, ce sont des femmes. Sur 4,8 millions d'Allemands dans ce cas, on trouve 3 millions de femmes. Pour ces dernières, le passage à la retraite risque d'être particulièrement violent.

Le salaire minimum augmente bientôt en Allemagne ; il devrait atteindre 9,19 euros de l'heure en janvier 2019, et 9,35 en 2020. Cette hausse s'applique naturellement aux mini-jobbers. Sauf que dans le même temps, on réduit leur plafond d'heures travaillées : elles passent d'environ 51 à 49 heures par mois.

Or si les mini-jobs restent plafonnés à 450 euros, «la hausse du salaire minimum va créer une réduction du temps de travail disponible», expliquait à la presse allemande le directeur de Minijob Zentrale, Erik Thomsen. «Ce qui peut avoir deux conséquences. Soit les mini-jobbers font le même travail en moins de temps. Soit les entreprises ont recours à encore plus de mini-jobs.» Libération 18 décembre 2018

ECONOMIE

Ukraine

- Le FMI approuve 3,9 milliards de dollars de crédits à l'Ukraine - Reuters 19 décembre 2018

Le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé un nouvel accord de crédit stand-by à l'Ukraine de 3,9 milliards de dollars, avec une première tranche de 1,4 milliard qui sera débloquée d'ici Noël, ont annoncé mardi les autorités ukrainiennes.

L'assistance financière du FMI était gelée depuis avril 2017 du fait de l'incapacité de Kiev à mettre véritablement en oeuvre les réformes et le combat contre la corruption exigées par les bailleurs de fonds.

La Banque mondiale a parallèlement approuvé une garantie de crédit de 750 millions de dollars. "Les décisions de cette sorte prises par des institutions financières mondiales majeures garantissent la stabilité de nos progrès et renforcent la résilience de l'Ukraine face à de graves défis internes et externes", s'est félicité le président ukrainien Petro Porochenko dans un communiqué. Reuters 19 décembre 2018

Cambodge

- Ouverture du plus gros barrage hydroélectrique du Cambodge, avec l'aide de Pékin - AFP 17 décembre 2018

Ce barrage de 400 mégawatts, baptisé Lower Sesan 2, doit booster le réseau électrique cambodgien, à partir de cette énergie créée à partir d'un affluent du Mékong, dans la province de Stung Treng, dans le nord-est du pays.

Le Premier ministre cambodgien Hun Sen a inauguré lundi le plus grand barrage hydroélectrique jamais construit dans ce pays de la région du Mékong, avec le soutien financier de la Chine, malgré l'impact environnemental et le déplacement de milliers de villageois.

"La plupart des gens soutiennent ce projet, mais certains villageois créent des difficultés, y étant poussés par des étrangers", a déclaré celui qui dirige le Cambodge d'une main de fer depuis plus de trente ans, lors de cette inauguration diffusée sur la télévision nationale.

Ce méga projet de près de 700 millions d'euros est le fruit d'une alliance entre la compagnie cambodgienne Royal Group (qui détient 39%), la compagnie publique chinoise Hydrolancang International Energy (51%) et le groupe EVN International, basé au Vietnam (10%).

Au bout de 40 ans d'opération, le barrage appartiendra au Cambodge.

Outre les inquiétudes de l'ONU, l'ONG International Rivers dénonce "un impact écologique catastrophique" sur les stocks de poisson et l'environnement de cet affluent du Mékong. Des milliers de villageois ont dû quitter bon gré mal gré leurs villages, désormais submergés.

Avec plus de 4.800 kilomètres de long, le Mékong abrite la biodiversité aquatique la plus importante du monde après l'Amazonie, avec notamment 1.300 espèces de poissons. Et il est vital pour la survie des 60 millions de personnes vivant directement du fleuve en Asie du Sud-Est.

Pourtant, c'est plus au nord que tout se joue: les dirigeants chinois détiennent entre leurs mains l'avenir du fleuve. Pékin a déjà construit six barrages sur le cours supérieur du Mékong et investi dans plus de la moitié des 11 barrages prévus plus au sud, d'après l'ONG de défense de l'environnement International Rivers.

En contrôlant le débit en amont, la Chine possède un énorme moyen de pression. Ainsi en 2016, Pékin a permis au Vietnam d'atténuer les effets d'une grave sécheresse en ouvrant les vannes. (Ah ces ordures de Chinois, "en ouvrant les vannes" ils ont permis "atténuer les effets d'une grave sécheresse" qui aurait pu conduire une partie du peuple vietnamien à la famine ! - LVOG) AFP 17 décembre 2018

Qu'est-ce que l'ONG International Rivers ?

LVOG - Une ONG bien pourrie comme on les aime. Lisez.

(internationalrivers.org) - Board Members (Membre de sa direction)

Olivier Bercault - Consultant, Human Rights Watch

Gary Cook, Vice Chair - Senior Energy Analyst, Greenpeace International

Patrick McCully - Executive Director, Black Rock Solar; former Executive Director, International Rivers

Etc

LVOG : Les membres de la direction de cette ONG sont tous liés à des ONG pilotées et financées par l'oligarchie anglo-saxonne ou des multinationales. Et pas n'importe lesquels, lisez.

Qu'est-ce Black Rock Solar ?

Une filiale de Black Rock !

Wikipédia - BlackRock est une société multinationale de gestion d'actifs dont le siège est situé à New York. Fondée en 1988, elle est devenue le plus important gestionnaire d'actifs au monde, avec plus de 5 000 milliards d'euros fin 2016.

En 2012, elle a exercé ses droits de vote au sein de 14 872 assemblées générales d'actionnaires, dont 3 800 aux États-Unis. L'entreprise est le premier actionnaire d'une société américaine sur cinq.

En 2016, BlackRock était actionnaire au sein de 18 sociétés du CAC 40 (Atos, BNP Paribas, Vinci, Saint-Gobain, Société Générale, Sanofi, Michelin, Safran, Teleperformance, Total ...).

BlackRock dépense plus d'un million d'euros annuel en lobbying auprès des institutions de l'Union européenne et organise des dizaines de rendez-vous avec les responsables de la Commission. BlackRock entend en particulier influencer sur les questions de taxation et de régulation financière.

Pour la professeure de macroéconomie à l'Université de l'ouest de l'Angleterre (UWE) à Bristol, Daniela Gabor, « la Banque centrale européenne, qui sollicite BlackRock pour auditer les banques, n'a aucun pouvoir sur cette société. L'argument de BlackRock est simple : nous ne faisons pas de leverage, nous n'agissons pas comme les banques donc nous n'avons pas besoin d'être régulés comme une institution systémique. De fait, BlackRock passe sous tous les radars. »

Capitalisation en 2018 : 120 500 000 000 \$

Chiffre d'affaires en 2018 : 19 033 000 000 \$

Résultat net en 2018 : 5 780 000 000 \$ (Wikipédia.org)

Vous aurez compris que l'intérêt que porte cette ONG à l'"impact écologique catastrophique" de ce barrage au " stocks de poisson et l'environnement de cet affluent du Mékong" ou aux "milliers de villageois ont dû quitter bon gré mal gré leurs villages", n'était qu'un minable prétexte pour affaiblir politiquement le Vietnam et la Chine.

Sordide, monstrueux comme procédé, n'est-ce pas, rien ne les arrête, malheur à ceux qui ne l'ont pas en permanence à l'esprit, ils se feront manipuler, pire, ils manipuleront les autres militants ou travailleurs.

[Haut de page ↗](#)

Le 24 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Je vous souhaite tout le meilleur en ce 24 décembre, surtout à vos enfants.

● [Au format pdf \(31 pages\)](#)

Pas touche aux fondements du régime !

- Gardez-vous bien des causes premières ! - LePoint.fr 23.12

On ne peut pas identifier une racine unique à un problème de société. Ceux qui le prétendent ont souvent une motivation politique à le faire. LePoint.fr 23.12

La "*racine unique*" de tous les maux de la société a été clairement identifiée depuis le milieu du XIXe siècle par Marx et Engels : les inégalités sociales entre les classes qui sont à la base, à l'origine, les fondements du régime capitaliste. Les supprimer, c'est supprimer du même coup toutes les conséquences désastreuses qui s'abattent sur tous les peuples.

Refuser de l'admettre, le nier, c'est se placer délibérément au côté des capitalistes qui mènent leur lutte de classe contre les exploités et les opprimés, c'est rejoindre le camp de la réaction.

PREMIERE PARTIE

[La fatalité, cela n'existe pas, la preuve !](#)

- Journée mondiale de l'orgasme: Pour jouir, «il faut déjà ne pas avoir peur de parler de sexe» - 20minutes.fr 21 décembre 2018

"Tout le monde n'y parvient pas, à l'orgasme. Stress, fatigue, complexes et autre charge mentale peuvent plomber la libido et l'ambiance... mais ce n'est heureusement pas une fatalité. Une quête que nous explique Emmanuelle Duchesne." 20minutes.fr 21 décembre 2018

Non mais quel délire ! Et dire qu'il y en a qui se font du fric là-dessus, quel monde de cinglés !

L'homo sapiens pense, en principe, ce n'est pas forcément ce qu'il sait le mieux faire non plus, la preuve. Et pour atteindre l'orgasme il ferait bien de l'oublier, sans déconner, cela le soulagerait et même qu'il y prendrait du plaisir l'animal!

Cette gourde s'étend sur un tas de trucs dans cet interview dont je vous fais grâce tellement c'est pitoyable. Car elle oublie que notre comportement dans ce domaine comme dans bien d'autres a pour origine des considérations d'ordre social, sur lesquels sont venus se greffer un tas de principes ou préjugés plus ou moins obscurantistes, archaïques, qui nous ont été inculqués lors de notre enfance ou au travers de l'éducation que l'on a reçue, qui sont conformes ou reproduisent les rapports sociaux qui existent dans la société et qui étaient présents tout au long de son développement, en ayant comme point commun des rapports de dominant à dominé, de telle sorte qu'aucun des deux partenaires n'est réellement libre, sauf à trouver la force d'en faire abstraction pour finalement renouer avec sa véritable nature ou la laisser s'épanouir pendant une court instant, sans d'ailleurs que cela s'accompagne de la moindre prise de conscience généralement, ce domaine ne faisant pas exception à la règle.

C'est ce rapport de dominant à dominé qui finalement fausse tous les rapports dans la mesure où on n'en a pas conscience et qui nous pourrit la vie. Car on en subit les conséquences sans savoir quelle en est l'origine, alors dès que des différents interviennent dans un couple, on s'accuse mutuellement d'en être responsable, on devient injuste, et il en restera une trace par la suite qui s'effacera rarement totalement. On entend souvent des gens accuser leur conjoint ou conjointe d'être possessif ou de se laisser aller, d'être autoritaire ou d'être soumis, d'être impulsif ou de manquer d'imagination, de tout décider ou de ne rien décider, traduisant ce rapport de dominant à dominé qu'ils ne sont pas parvenus à maîtriser. J'ai envie de dire, raison de plus pour

en finir avec le capitalisme ou le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Mais il ne suffit pas d'en avoir conscience sur le plan politique pour s'émanciper de ces rapports de dominant à dominé dans la vie quotidienne, encore faut-il s'employer à en minimiser les effets désastreux sur le couple.

J'ai commis l'erreur fatale autrefois de me contenter d'en avoir conscience sans m'attaquer à chacune de ses manifestations, et quand ma compagne que j'adorais et qui je crois m'avait aimé sincèrement me quitta, elle me reprocha d'avoir été possessif, ce que je ne compris pas puisque durant 10 ans quoiqu'on fasse ou chaque fois qu'on devait prendre une décision, je pris soin de lui demander son avis, de telle sorte que nous les partageâmes, mais sans en assumer la responsabilité de la même manière puisque presque chaque fois elle refusa de prendre une décision et ce fut à moi de les prendre. C'est seulement bien plus tard que j'ai réalisé que j'aurais dû refuser ce genre de rapports qui un jour où l'autre allait se retourner contre nous. Ce qui m'échappa, c'est qu'en endossant le rôle dominant, j'acceptais un rapport qu'elle m'imposait, donc en réalité c'était elle qui occupait la position dominante et non moi. En conclusion, il ne suffit pas de partager les décisions qu'on prend, il faut s'assurer que chacun en assume la responsabilité ou en a conscience. Et dire qu'on a passé des milliers d'heures à discuter pour en arriver là, lamentable ! Mais bon, c'était il y a 39 ans.

La dégénérescence annoncée de l'espèce humaine est déjà perceptible.

- Troubles gastriques: Un étude met en garde contre la prescription trop fréquente de médicaments anti-acidité - 20 Minutes 20.12

Utilisés sur le long terme, ils ne sont pas sans risque. Pourtant, les médicaments qui réduisent l'acidité gastrique sont prescrits de façon très fréquente en France, parfois hors des recommandations d'usage, a averti l'Agence du médicament (ANSM), dans une étude publiée ce jeudi.

Plus de 15,8 millions de patients se sont vus prescrire au moins une fois des inhibiteurs de la pompe à protons (IPP) en 2015, « soit environ un quart de la population française », souligne cette étude. « Cette utilisation massive est problématique en raison des risques potentiels d'effets indésirables associés, en particulier chez la personne âgée et dans le cas de traitements au long cours », conclut-elle. 20 Minutes 20.12

15,8 millions de personnes atteintes d'acidité gastrique excessive, mais que mangent-ils et boivent-ils donc ? Les saloperies que les trusts agro-alimentaires ont créées spécialement pour détruire leur santé. Ce sont ceux qui vont s'approvisionner dans les supermarchés et qui remplissent leurs caddies de surgelés et autres boîtes de conserve, plats préparés, boissons sucrées et pétillantes, sucreries, etc.

Dans le même registre. Ils ont enfanté un monstre.

- Les Américains plus gros et plus petits qu'en 1999 - BFMTV

Une nouvelle étude américaine révèle que le poids moyen des Américains a augmenté entre 2016 et 1999, et que ceux-ci sont plus petits qu'ils ne l'étaient à l'aube des années 2000. BFMTV

[Les médias et réseaux dits sociaux à nu.](#)

Facebook ou l'esclavage partagé. Comme si cela ne vous suffisait pas d'être réduit à une vulgaire marchandise.

- Facebook, très partageur sur les données - Liberation.fr 20 décembre 2018

Selon une enquête du New York Times, le réseau social a entretenu, au moins jusqu'en 2017, des accords avec 150 entreprises - dont Netflix, Microsoft, Amazon ou Spotify - offrant à ces dernières un accès particulièrement étendu aux données personnelles de ses utilisateurs. Liberation.fr 20 décembre 2018

Quand ils ne sont pas recrutés directement par la CIA du propre aveu d'un ex-journaliste du Spiegel.

- Le journaliste allemand Claas Relotius du «Spiegel» pris la main dans le «fake» - Libération 20 décembre 2018

C'était il y a trois semaines. Claas Relotius, journaliste vedette de la presse allemande, monte sur la vaste scène du Tipi, à Berlin, pour recevoir le prix allemand du reporter de l'année 2018 devant un parterre de 400 invités. Le quatrième de sa carrière, à seulement 33 ans. Son employeur, le magazine Der Spiegel, pouvait afficher sa fierté.

Depuis, le reporter si brillant a vidé son bureau, démissionné du Spiegel, fermé son compte Twitter. Il a reconnu cette semaine

avoir bidonné quatorze reportages. Sa rédaction craint qu'il n'y en ait beaucoup plus. Libération 20 décembre 2018

Un ou des Etats interfèreraient dans les scrutins de certains pays : C'était une fake news martelée quotidiennement par les médias.

- Selon un rapport de la commission du renseignement du Sénat américain, le volume de la participation des trolls russes au trafic sur les réseaux sociaux aux Etats-Unis était de 0,0004% du flux Facebook journalier. RT 21.12

En France, elle a servi notamment à cautionner les lois «fake news» ou la censure constitutionnelle.

- Lois «fake news» : le «oui, mais» du Conseil constitutionnel - Liberation.fr 20 décembre 2018

Ils précisent notamment que les «allégations ou imputations inexactes ou trompeuses» visées par les textes sont «celles dont il est possible de démontrer la fausseté de manière objective», à l'exclusion des «opinions», des «parodies», des «inexactitudes partielles» ou des «simples exagérations». Quant à la possibilité de faire bloquer la diffusion «artificielle ou automatisée, massive et délibérée» d'une fausse info de nature à parasiter une élection en saisissant un juge des référés, ils jugent qu'une telle mesure ne peut se justifier que si le caractère «inexact ou trompeur» du contenu est «manifeste», de même que le «risque d'altération de la sincérité du scrutin».

Les mêmes réserves s'appliquent aux nouveaux pouvoirs donnés au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), qui peut désormais suspendre des chaînes de radio ou de télévision «contrôlée[s] par un Etat étranger» ou «sous l'influence de cet Etat» en cas, notamment, de diffusion de fausses informations. Liberation.fr 20 décembre 2018

Il est évident que l'application de cette loi sera appelée à porter sur d'autres sujets que les élections, disons en cas de nécessité. Elle fera en quelque sorte jurisprudence.

Si vous dites ou vous écrivez que la version officielle du 11-septembre est frauduleuse, s'agit-il d'une allégation ou d'une opinion ?

Une allégation n'a pas davantage valeur de vérité qu'une opinion, puisque l'une et l'autre peuvent constituer une interprétation qui reposera sur des faits qui auront été sélectionnés en fonction de l'usage auquel ils étaient destinés. Autrement dit, en fonction du but recherché par ceux qui en sont les auteurs, informer en ciblant de préférence certaines couches ou classes de la société, ou ceux qui sont appelés à statuer sur leur usage, licite ou illicite en l'occurrence ici, toutes les interprétations sont possibles y compris les plus abusives.

Une multitude d'évènements ayant déterminé le cours de l'histoire ont fait l'objet d'interprétations aussi diverses que contradictoires, selon que leurs auteurs avaient adopté l'idéologie de telle ou telle classe ou avaient été influencés par elle, de telle sorte qu'elles étaient incompatibles ou aboutissaient à des conclusions diamétralement opposées et aussi inconciliables que les intérêts des différentes classes en présence.

Il n'en demeure pas moins que la seule interprétation qui mérite d'être retenue, est celle qui correspond strictement aux faits et à leur enchaînement tels qu'ils se sont réellement déroulés sans qu'intervienne le facteur subjectif, or c'est pratiquement impossible, ce qui signifie que son auteur ne s'efface jamais totalement. Ses idées ou ses intérêts s'ils les expriment, doivent figurer en exergue de manière à ne pas être confondus avec les faits, de fait le plus souvent ils se trouvent entremêler et on doit faire la distinction entre la description des faits de leur interprétation qui a un caractère idéologique.

L'interprétation qu'un juge des référés ou le CSA retiendra aura forcément un caractère idéologique, et ils statueront non pas objectivement mais en fonction des circonstances ou des besoins du gouvernement, donc cette loi doit être condamnée.

Point de vue d'un internaute

- "*Wilhelm Reich fait le même constat mais sous une forme différente et plus savante. Il arrive à la conclusion que notre société est une fabrique de frustrés et que quelqu'un de frustré est incapable de penser de façon rationnelle. Il ajoute que la seule possibilité de soigner cela est par l'éducation, mais sans arriver à définir une méthode.*"

Osons proposer l'éducation politique qui est absente de l'éducation des masses laborieuses, cruelle lacune qui s'explique par le fait que l'on cherche plutôt à les embrigader qu'à les aider à élever leur niveau de conscience ou à penser librement.

D'où la fabrique du consentement via les médias.

- Ils sont à la recherche de "solutions pour que les Français retrouvent la nécessaire confiance qu'ils doivent placer dans leurs hommes et femmes politiques." (LePoint.fr 21 décembre 2018)

Vous retiendrez la "*nécessaire confiance*", et après des charlatans nous expliquent qu'on se fourvoierait en menant également le combat contre la guerre idéologique et psychologique que mène la classe dominante contre les masses par la voix de leurs médias. C'est le discours des capitulards, des traîtres.

DEUXIEME PARTIE.

La lutte de classes est une lutte à mort, plus tôt on en prendre conscience et mieux cela vaut.

Quelle attitude devons-nous avoir envers la réaction au cours de la révolution et après avoir pris le pouvoir ? Une seule. La plus intransigeante ou violente qui soit quand la situation l'imposera uniquement ou quand l'issue de la révolution en prendra. Dans tous les autres cas, nous veillerons à ce que ses membres bénéficient du même traitement que n'importe quel citoyen, c'est-à-dire qu'ils soient dépouillés de tout privilège.

- Ils ont recouru à la violence, on recourra à la violence pour les neutraliser.
- Ils nous ont réprimé féroceement, on les réprimera encore plus féroceement histoire de leur faire passer définitivement le goût du pouvoir.
- Ils nous ont terrorisé, on les terrorisera jusqu'à leur anéantissement total.

Il est inutile de préciser "si nécessaire" puisque l'on sait d'avance que ce sera indispensable parce qu'ils ne céderont jamais le pouvoir autrement que contraints et forcés par la violence.

Nous n'aurons pas la faiblesse de les ménager ou de laisser leurs actes cruels impunis, de leur permettre de prendre la fuite ou de conserver leur capacité de nuisance, nous les pourchasserons, les harcelerons, nous les jugerons et nous les châtierons impitoyablement pour tous les crimes qu'ils ont commis ou auxquels ils ont été associés.

Toutefois, il nous faut bien admettre que nous n'en aurons pas toujours l'occasion ou que tactiquement nous devons parfois en épargner certains, il en fut ainsi lors de chaque révolution où des excès de violence et de mansuétude furent commis envers ses ennemis pour la bonne cause. C'était inévitable, rien n'est parfait dans ce bas monde, donc il n'y a rien à regretter, cependant on en tirera de précieux enseignements sur le plan stratégique qui serviront lors de notre révolution.

Sachant déjà tout cela, vous comprendrez pourquoi je n'ai pas fait preuve d'un enthousiasme débordant envers le mouvement du 17 novembre ou dit des "gilets jaunes", je me suis borné à en prendre la défense contre ceux qui l'avaient dénoncé ou avaient refusé de s'y rallier, et qui précisément se trouvaient être ceux qui auraient dû en assumer la direction, mais qui en furent incapables pour avoir failli à leur mandat ou l'avoir trahi depuis belle lurette. Ils ont tous joué la carte du pourrissement de la situation et de la désagrégation de ce mouvement.

Après l'étape de la mobilisation qui demeura ultra minoritaire et principalement rurale, contenue et tenue volontairement isolée du mouvement ouvrier, vint celle des provocations étatiques et policières, de la violence qui devait en être la réponse ou la conséquence, puis vint celle du dénigrement systématique par les médias, de la répression aveugle et violente, pour finalement se terminer par la débandade et la vengeance du régime contre ses meneurs ou organisateurs, et la boucle de l'insurrection avortée était bouclée, l'ordre établi a tenu bon, les oligarques, leurs représentants et leurs agents au sein du mouvement ouvrier peuvent s'en féliciter.

La révolte des gueux a été maîtrisée, mais les germes de l'insurrection demeurent et vont continuer de se développer, jusqu'ou nul n'en sait rien à l'heure actuelle, on le saura dans un, deux ou trois ans, mais pas au-delà il n'y aurait plus grand chose à espérer, il en va ainsi dans la nature comme chez les hommes, malheur à ceux qui l'ignoreraient !

Comment je m'étais préparé (en titres).

Le 9 novembre 2018

Guerre à l'opportunisme.

- Quand la gauche et l'extrême gauche n'étaient déjà plus de gauche ou d'extrême gauche...
- Quand la gauche était compatible avec l'extrême droite néolibérale
- Quand la famille s'étend à l'extrême gauche.

- Quand la gauche néo stalinienne se démasque.
- Les masques tombent ou la nature réactionnaire de la franc-maçonnerie.
- En famille. Pourquoi à l'unisson avec la droite et l'extrême droite, la gauche et l'extrême gauche détestent-elles Orwell ?

Guerre à la réaction.

- Les oligarques sont "vichystes" par nature.
- La stratégie de la peur inculquée aux peuples est l'apanage des régimes totalitaires
- La fabrique du consentement passe par les sondages qu'ils fabriquent de toutes pièces.
- Quand le totalitarisme rime avec schizophrénie aggravée.
- Quand le totalitarisme doit vous servir de "boussole morale" et rime avec absence de liberté.
- Quand le totalitarisme rime avec le "renoncement à nos valeurs".
- Quand le totalitarisme rime avec la sélection naturelle des élites
- Quand le totalitarisme rime avec concentration des richesses et du pouvoir.
- Quand le totalitarisme rime le droit à la santé uniquement pour les nantis.
- Comment ils exploitent le réchauffement climatique à des fins totalitaires.
- Le totalitarisme, ses institutions et ses principaux acteurs.

Le 11 novembre 2018

- Défense du marxisme et du socialisme.
- Longue citation de Lénine, plus une réflexion politique...

Le 13 novembre 2018

- L'orientation politique que je vous propose.

A bas l'oligarchie, à bas Macron, chassons-les du pouvoir !

Extrait.

Minoritaires et illégitimes pour nous imposer leur politique antisociale, liberticide, impérialiste, réactionnaire sur toute la ligne, les travailleurs du secteur privé qui produisent les richesses et ceux qui assurent le fonctionnement des services publics sont en droit d'exiger que l'ensemble de leurs revendications sociales et politiques soient satisfaites sans délai.

L'oligarchie et Macron s'y opposant, quel que soit notre statut ou notre condition individuelle, nos convictions personnelles, les syndicats ou les partis ouvriers dans lesquels nous militons ou dont nous sommes sympathisants, que nous soyons des travailleurs manuels ou intellectuels des villes et des campagnes, membres des classes moyennes vouées à la déchéance ou à disparaître, nous devons nous unir et engager le combat pour les chasser du pouvoir et constituer notre propre gouvernement, créer nos propres institutions, adopter une nouvelle Constitution, construire notre propre Etat, une République sociale débarrassée du capitalisme (et de l'ensemble des institutions européennes et internationales à son service), puisque son existence est devenue incompatible avec le bien-être et l'exercice le plus élémentaire de la démocratie, démocratie qui a toujours été un leurre et reste à conquérir. (...)

Si nous ignorons qui sont nos réels ennemis, la véritable nature de leurs intentions, les origines économiques de leur orientation ou de leur stratégie politique, les multiples moyens dont ils disposent pour l'imposer, comment s'articulent l'ensemble de ces facteurs, on ne peut pas comprendre la situation et on ne peut pas les combattre efficacement. Il est donc indispensable que chacun en prenne conscience et le partage avec le plus grand nombre, pour qu'ensemble nous engagions le combat politique pour avancer sur la voie de notre émancipation, les vaincre.

Les éléments les plus conscients ou déterminés de la société quelle que soit la classe à laquelle ils appartiennent, doivent construire le parti politique qui incarne ce combat et ses objectifs, afin de montrer la voie aux masses, les guider jusqu'à l'éradication du capitalisme de la surface de notre planète. Sinon, face à un ennemi puissamment organisé, c'est nous qui serons vaincus pour longtemps et la civilisation humaine sera gravement menacée, puisque toute trace d'humanité aurait disparu de la société totalitaire que nos ennemis nous imposeraient.

Les oligarques ont imaginé toute sorte d'instruments financiers ou politiques, technologiques aussi, pour sauver leurs peaux, leur système économique, pour préserver leurs privilèges exorbitants, leur capacité de nuire à l'humanité toute entière... Nous, si nous disposons de la légitimité qu'incarne notre rejet des inégalités sociales et des injustices, si nous n'avons pas à justifier notre refus de toute forme d'exploitation et d'oppression à travers le monde, en dehors du droit politique qui nous est encore accordé de nous organiser pour les combattre, nous ne disposons d'aucun autre moyen pour leur résister et les vaincre, certainement pas

un bulletin de vote. Dès lors, il ne faut pas craindre de devoir les affronter, en acceptant d'en assumer toutes les conséquences qui seront mille fois moins pire que toutes celles que nous endurerions s'ils parvenaient à instaurer une gouvernance mondiale qui ne pourrait avoir qu'un contenu totalitaire, puisque ce sont de farouches ennemis de la démocratie.

Le 24 novembre 2018

- Cette causerie est consacrée à la journée d'action du 17 novembre et des jours suivants.

Ce n'est qu'une semaine après la première mobilisation nationale dite des "gilets jaunes" que j'ai réagi et proposé une première analyse.

Vous constaterez que je n'ai pas eu besoin de justifier mon attitude, mes positions, les causeries des semaines précédentes prouvent suffisamment que j'étais préparé à ces événements ou les titres de chaque article de presse ou chaque passage de mes causeries servaient à rappeler comment se disposaient les différents facteurs qui composaient la situation ou les rapports entre les classes, j'avais seulement négligé la situation du prolétariat rural livré à lui-même et dont les manifestations sont rares ou discrètes en dehors des élections, dont on a négligé certains aspects.

Mon orientation politique s'inscrivait parfaitement dans les événements qui allaient survenir à partir du 17 novembre, les masses mobilisées libérées du carcan étouffant du mouvement ouvrier corrompu que je n'ai eu de cesse de dénoncer et combattre, allaient se retourner contre Macron et l'oligarchie ainsi que les élites à leur service pour finalement poser la question du pouvoir politique, certes maladroitement ou à leur manière, en avançant le RIC et exiger le rétablissement de l'ISF. Et comment allait réagir le mouvement ouvrier ? En dénigrant ce mouvement, en tentant de le récupérer à des fins électorales, en volant au secours de Macron qui convoquera ses dirigeants, bref, ils resteront fidèles jusqu'au bout à eux-mêmes... et au régime.

Qui cela devrait étonner ? Chacun à jouer son rôle, l'ordre établi ne semble plus menacé, c'est l'essentiel pour eux. Ce mouvement ne sera pas parvenu à s'organiser, ses faiblesses lui auront été fatales comme je l'avais prévu, et tous les fossoyeurs de la cause ouvrière vont pouvoir s'en féliciter en chœur en répétant à qui veut bien encore les entendre, c'est-à-dire presque personne, on vous l'avait bien dit, car en plus ils sont fiers d'avoir accompli leur sale besogne au côté de la réaction, qu'ils ont camouflée plus ou moins maladroitement en falsifiant la réalité, ce qui ne surprend plus personne non plus.

Au sein de chaque mouvement révolutionnaire ou insurrectionnel ou même lors de simples mobilisations des masses, se côtoient des tendances contradictoires qui en fonction d'un certain nombre de facteurs, dont leur propre organisation, leur importance numérique, la qualité de leurs dirigeants, la nature ou le statut des manifestants, les circonstances ou le développement de la situation, etc. vont déterminer son orientation et l'évolution de celle-ci plutôt à gauche ou radicale ou plutôt à droite, petite bourgeoise ou corporatiste.

A chaque époque ou siècle, à chaque révolution vont correspondre des rapports entre les classes et des niveaux de développement économique différents, des représentations idéologiques différentes ou nouvelles (institutions, partis syndicaux, religions, etc.), des acteurs différents, un ensemble de facteurs qui vont évoluer dans une société (et un monde) ayant subi de profondes transformations au fil du temps dans un ensemble de domaines déterminant, communication, transport, information, énergie, mode de vie, conditions de travail, sciences et technologies, urbanisme, etc. de telle sorte qu'on ignore où, quand et comment se déclenchera la prochaine révolution, tout ce qu'on sait, c'est que des couches du prolétariat devront y être associées dès le départ pour former le gros de ses bataillons.

La suite dépendra d'un unique facteur, le plus déterminant avec la mobilisation des masses, l'existence ou non d'un parti ouvrier pour les guider, et sans lequel la révolution ne pourra jamais être menée jusqu'au bout et sera infailliblement défaite, car en la matière il n'existe pas de demi-mesure, de voie moyenne, de troisième voie, une seule classe peut détenir le pouvoir politique et économique, la classe des exploités et des oppresseurs ou celle des exploités et des opprimés.

[Robespierre fut à la révolution démocratique bourgeoise, ce que fut Lénine à la révolution prolétarienne et socialiste.](#)

J'ai repris l'article qui figurait dans Wikipédia que j'ai amputé des passages qui ne nous intéressaient pas ou qui relayaient la propagande de la réaction monarchique, y compris de nos jours, ce qui n'étonnera plus personne depuis que Jupiter s'est emparé du trône de France.

Robespierre fut qualifié comme Lénine de dictateur, de tyran, alors qu'il n'en fut rien comme on va le voir plus loin. Quand Mélenchon est accusé de vouloir répandre la terreur, il sait que ses détracteurs font référence à Robespierre, mais il ne défendra pas sa mémoire, par crainte d'attiser leur courroux et d'en payer le prix plus tard, il préfère ainsi préserver sa petite personne quitte à perdre toute dignité, ce type est minable et nous dégoûte.

Ce qui nous intéresse ici, c'est le fin stratège politique que fut Robespierre et le déroulement de cette révolution, et contrairement

au pleutre Mélenchon, il demeurera fidèle à la cause qu'il avait adoptée et il y laissera sa tête. Ce n'est donc pas à la révolution démocratique bourgeoise que nous rendons hommage ici, mais au peuple travailleur et à l'un de ses dirigeants les plus éclairés dit aussi "*l'incorruptible défenseur du peuple*".

Robespierre dut affronter les "indulgents" (Danton) et les "enragés" (Hébert), Lénine dut affronter les conciliateurs (mencheviks) et les extrémistes (anarchistes). Pour cette raison ils se mirent à dos les courants droitiers et gauchistes de la révolution qui les traitèrent à l'unisson de la réaction de dictateur ou tyran. En réalité ils ne firent que défendre la révolution contre la réaction. Ils préconisèrent ou adoptèrent des mesures adaptées aux besoins et au développement de la révolution, en tenant compte de l'évolution des rapports entre les classes, mesures ou positions qui évidemment dans certains cas pouvaient s'avérer contradictoires puisque la marche en avant des événements n'était pas linéaire ou écrite d'avance, mais était faite de flux et de reflux jusqu'à la victoire finale d'un des deux camps engagés dans une lutte à mort pour le pouvoir. Robespierre et Lénine firent preuve d'une détermination totale, incorruptible pour mener à bien la révolution ou atteindre les objectifs politiques qu'elle devait réaliser, c'est ce qui leur vaudra par la suite et jusqu'à nos jours la haine féroce de tous ceux qui étaient attachés à l'Ancien Régime, y compris dans les rangs des partisans de la révolution qui n'avaient pas saisi la dialectique de toute révolution.

Chaque révolution se déroulant dans des conditions particulières, si on peut en tirer des enseignements et s'en inspirer, il serait insensé de vouloir les reproduire à la lettre.

Les révolutions qui ont pour objectif un changement de régime, donc parvenir à inverser les rapports existant entre les classes pour imposer un nouveau mode de production et de répartition des richesses, ne peuvent l'atteindre sans s'emparer au préalable du pouvoir politique, réaliser une révolution politique ou démocratique qui précèdera une révolution sociale ou socialiste qui abolira les anciens rapports sociaux de production qui étaient à l'origine du pouvoir politique acquis par la classe dominante, son pouvoir politique servant juridiquement à légitimer et pérenniser son hégémonie de classe sur les classes exploitées.

Ce qu'on vient de décrire basé uniquement sur les faits et leurs enchaînement, est une règle absolue depuis que les classes et l'Etat existent. C'est rien d'autre que la description du processus dialectique qui a parcouru chaque révolution ou qui s'est déroulé lors du passage d'un mode de production inférieur à un autre plus élevé au cours du développement des forces productives et de la lutte des classes.

Différents courants politiques ou fractions vont se former au sein du mouvement engagé dans une révolution au cours de son développement, de la même manière que dans tout parti politique ou syndicat. Les uns et les autres adopteront des positions qui tendront à le tirer en arrière ou en avant, à le paralyser ou à le faire avancer, à le mettre en péril ou à le sauver, pour compliquer encore les choses, en fonction des positions qu'ils soutiendront ces rapports pourront s'inverser parce finalement ni les uns ni les autres n'auront pas une vision suffisamment claire de l'évolution de la situation, ce qui donnera lieu à toute sorte d'interprétations qui se traduiront par des affrontements entre ces différents courants qui s'accuseront mutuellement de trahison pour peu que la situation politique se dégrade ou que la révolution marque le pas ou subisse de graves revers.

C'est pour cette raison que doit émerger de la révolution un ou des dirigeants qui incarnent le processus dialectique inconscient, de manière à pouvoir assurer la cohésion ou l'unité de l'ensemble des forces révolutionnaires, afin qu'elles combattent dans la même direction pour que la révolution continue d'avancer vers son objectif politique, au lieu d'être entraînée dans des polémiques sans fin qui la paralyseraient et signeraient à terme son arrêt de mort.

On a pu observer que bien que ces dirigeants avaient développé des facultés nettement supérieures aux autres dirigeants et possédaient leur propre courant politique, il arrivait que leurs propositions soient adoptées par la majorité ou reprises par elle, mais très souvent ils étaient mis en minorité, sans pour autant être isolés, car sur le terrain les cadres ou militants de base ainsi que les travailleurs s'en saisissaient ou les appliquaient contre la volonté de la majorité des dirigeants qui s'y étaient opposés, de sorte qu'ils en tiraient une légitimité qui les protégeait de la velléité des autres courants de les écarter de la direction de la révolution, cas de figure qui ne pourrait se réaliser qu'à l'issue d'une sourde conspiration fomentée par ces courants en profitant de circonstances favorables, ce qui arriva à Robespierre, guillotiné, et à Trotsky, assassiné, Lénine étant décédé trop tôt pour connaître cet injuste et cruel destin.

- "*Lorsque le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs.*"

Discours prononcé par Maximilien de Robespierre le 24 avril 1793, l'« *incorruptible défenseur du peuple* ».

Extraits de la page de Wikipédia consacré à Robespierre.

Dans un célèbre discours du 5 février 1794, il en appelle à la terreur pour sauver la Révolution menacée de l'intérieur comme de l'extérieur : « La terreur n'est autre chose que la justice prompte, sévère, inflexible ; elle est donc une émanation de la vertu ; elle est moins un principe particulier qu'une conséquence du principe général de la démocratie, appliqué aux plus pressants besoins de la patrie ».

Pour faire face aux menaces (dans un contexte de guerre extérieure contre les monarchies coalisées et de guerre civile, insurrections fédéralistes, guerre de Vendée) et conserver les acquis de la Révolution, le Comité de salut public (le gouvernement révolutionnaire) cherche d'abord à éliminer les factions, notamment les radicaux d'Hébert, les modérés de Danton et les "Indulgents" de Camille Desmoulins et installe le régime de "La Terreur". Robespierre atteint le sommet de sa puissance en juin 1794, en étant élu président de la Convention nationale grâce au soutien de la Commune de Paris.

Dépeint par les historographes thermidoriens comme un dictateur, la réalité fut tout autre.

Robespierre tenta de limiter les excès de la Terreur, et fut avant tout un défenseur de la paix, un champion de la démocratie directe et de la justice sociale, un porte-parole des pauvres, et l'un des acteurs de la première abolition de l'esclavage en France. Ces historiens font remarquer que la chute de Robespierre, le 9 Thermidor, coïncide avec l'arrêt des mesures sociales qu'il avait prises en faveur des pauvres (la loi du maximum général par exemple, qui contrôlait le prix du pain et du grain), et le triomphe du libéralisme économique.

Extraits des positions ou mesures qu'il adopta ou défendit.

- La corporation des savetiers mineurs, la plus pauvre mais la plus nombreuse, lui confia la rédaction de leur cahier de doléances le 25 mars 1789
- Discours contre la loi martiale du 21 octobre 1789
- Un des rares défenseurs du suffrage universel et de l'égalité des droits
- Opposant au décret dit du « marc d'argent » qui instaurait le suffrage censitaire, le 25 janvier 1790
- Défenseur du droit de vote des comédiens et des juifs.
- Le 16 mai 1791, il fit voter le principe de la non-rééligibilité des députés de l'Assemblée constituante dans l'Assemblée suivante.
- Il défendit avec acharnement l'abolition de l'esclavage et le droit de vote des gens de couleur
- Il défendit aussi les Sociétés populaires
- Le 9 mai 1791 il prononce au club des Jacobins un long discours en faveur de la liberté de la presse
- Il dénonça la menace d'une dictature militaire, représentée par Gilbert du Motier de La Fayette, responsable de la répression des suisses de Châteaueuvieux par François Claude de Bouillé en 1790 et de la fusillade du Champ-de-Mars du 17 juillet 1791.
- Il prononça un ultime discours anti-belliste avant la déclaration de guerre, le 26 mars 1792.
- Fin mai et courant juin 1792, la question du régime à instaurer commençait à se poser. Le choix entre une république ou une monarchie...

Les émeutes du 20 juin 1792 qui se terminèrent par l'invasion des Tuileries constituèrent une nouvelle étape décisive de la révolution. Son dénouement allait être salutaire et tragique, Louis XVI et Robespierre allaient être guillotins à deux ans d'intervalle. Dès lors ses ennemis Girondins, La Fayette et les courants jacobins fidèles à la bourgeoisie aristocratiques et cléricales allaient pavés la voie qui allait le mener à la guillotine.

Devant la menace que faisait peser La Fayette et l'incapacité de l'Assemblée à y faire face, Robespierre proposa aux Jacobins, le 11 juillet 1792, un projet d'Adresse aux Fédérés des 83 départements saluant fraternellement les fédérés et incitant les Parisiens à les accueillir avec amitié.

Il rédigea une pétition le 17 juillet, qui demandait principalement la mise en accusation de La Fayette et de ses complices, le licenciement de l'état-major de l'armée, la destitution et la punition des directoires de départements contre-révolutionnaires coalisés avec la cour contre la liberté.

Quant à la déchéance du roi, il manifesta le souci de trouver une solution légale à la crise constitutionnelle, en laissant aux députés le soin de se prononcer, conformément à la constitution.

- À la suite de son adresse aux fédérés du 11 juillet, le ministre de la justice avait dénoncé Robespierre à l'accusateur public, mesure révélée aux Jacobins lors de la séance du 16 juillet mais demeurée sans effet. À travers ces discours, à leur tour, les Girondins menaçaient ouvertement Robespierre.

Il répliqua, dans un discours aux Jacobins, le 29 juillet, en demandant, non seulement la suspension, mais la déchéance, et, au-delà, l'élection d'une convention nationale, ainsi que le renouvellement des directoires de département, des tribunaux et des fonctionnaires publics, l'épuration des états-majors et la constitution d'un nouveau gouvernement.

Lors de la séance du 30 juillet, après avoir pris connaissance de son discours, Isnard et Brissot s'engagèrent l'un et l'autre à demander à l'Assemblée un décret d'accusation à l'encontre de Robespierre.

Méprisant ces tentatives, Robespierre revint sur son intervention du 29 juillet pour demander, cette fois, la convocation d'« une convention nationale, dont les membres seront élus directement par les assemblées primaires, et ne pourront être choisis parmi ceux de l'assemblée constituante ni de la première législature », ce qui l'excluait des personnes éligibles.

Le 7 août, Jérôme Pétion de Villeneuve vint visiter Robespierre pour lui demander d'user de son influence auprès du directoire insurrectionnel pour différer l'insurrection, afin de laisser le loisir à l'Assemblée d'étudier la question de la déchéance du roi, ce que Robespierre aurait d'abord agréé. Toutefois, lorsqu'il apprit, le lendemain, l'absolution de La Fayette, jugeant que cette décision correspondait à un défi, il y renonça. Le 9 août, dans une lettre à Georges Couthon, alors en cure, il écrivit : « La fermentation est au comble, et tout semble présager la plus grande commotion à Paris. Nous sommes arrivés au dénouement du drame constitutionnel. La Révolution va reprendre un cours plus rapide, si elle ne s'abîme dans le despotisme militaire et dictatorial ».

Son rôle lors de l'insurrection du 10 août est indiscutable pour avoir été un fin stratège politique comme il en existe peu en un siècle, c'est moi qui le précise.

Dans un texte adressé à Pétion, il affirma lui-même avoir « été presque aussi étranger que [lui] aux glorieux événements » de cette journée. Il ne voulut pas s'attribuer cette gloire qui revenait aux peuples en armes, ce que des esprits étroits et mesquins peuvent difficilement concevoir, cette précision est également de moi. Outre les discours prononcés avant l'insurrection et les pétitions de sa main, qui réclamaient la déchéance du roi et l'élection d'une Convention nationale, il en veut pour preuve que, « sous son impulsion, les Fédérés » avaient nommé « un directoire secret où figurait son ami François Anthoine » et que « ce directoire se réunit parfois dans la maison du menuisier Duplay où il logeait, comme Anthoine. » De même, pour le biographe Ernest Hamel, le rôle de Robespierre dans cette journée était indéniable, non seulement dans la préparation des esprits, mais également, supposait-il, durant la nuit qui précéda l'insurrection. Si « Robespierre ne figura pas au cabaret du Soleil-d'Or avec les principaux moteurs d'insurrection qui bientôt allaient entraîner les masses populaires à l'assaut des Tuileries », avec son discours du 29 juillet, « il fit mieux, il mena les idées au combat, et, gardien jaloux des principes décrétés en 1789, il chercha, avant tout, à empêcher la Révolution d'aboutir à la dictature ou à l'anarchie ». Partisan d'un changement constitutionnel, il fut également, dès son discours du 29 juillet, selon lui, un partisan déclaré de l'insurrection puisque, dans son souci de sauver l'État coûte que coûte, il affirmait : « Il n'y a d'inconstitutionnel que ce qui tend à sa ruine ».

Aux yeux de Jean Massin, de même, si Robespierre n'avait pas participé à l'insurrection, pas plus que Marat ou Danton, c'est qu'il n'avait « aucun des dons requis pour diriger sur place une manifestation populaire, moins encore une insurrection » et qu'il en était conscient. Mais « c'est lui qui avait vu le mieux et le plus tôt la nécessité de donner la parole au peuple. C'est lui qui avait vu le plus fortement la nécessité d'unir, dans un même mouvement, fédérés et sectionnaires pour transformer une émeute parisienne en une révolution nationale. C'est lui surtout qui avait clairement défini les buts que devait s'assigner le mouvement pour ne pas être inutile. En tous ces sens, la victoire populaire du Dix-Août était sa victoire : si sa main ne l'avait pas dirigée, son cerveau l'avait rendue possible ».

Le 10 août, dans l'après-midi, il se rendit à l'assemblée de sa section, la section de la place Vendôme, qui le nomma, le lendemain, son représentant à la Commune insurrectionnelle, puis aux Jacobins, où il esquissa, dans un discours, les mesures urgentes à prendre : le peuple ne devait pas se démobiliser, mais exiger la convocation d'une Convention nationale, La Fayette devait être déclaré traître à la patrie, la Commune devait envoyer des commissaires dans tous les départements pour leur expliquer la situation, les sections devaient abolir la distinction entre « citoyens actifs » et « citoyens passifs » et créer des sociétés populaires, afin de faire connaître la volonté du peuple à ses représentants. Pour Gérard Walter, « son souci primordial a été de discipliner le mouvement déclenché, de lui enlever son caractère chaotique et, au moyen d'une tactique ferme et intelligente, d'obtenir que le sacrifice fourni porte des fruits. » Par ailleurs, il note qu'aucune de ses recommandations ne fut négligée par la Commune

L'Assemblée décréta la création d'un tribunal criminel extraordinaire, plus connu sous le nom de « tribunal du 17 août », dont on nomma les juges dans la nuit. Le nom de Robespierre venant en tête de la liste, Robespierre aurait dû en prendre la présidence, mais il la refusa. « Je ne pouvais être le juge de ceux dont j'ai été l'adversaire » devait-il expliquer par la suite.

D'emblée, les Girondins attaquèrent les députés de Paris, et en premier lieu Robespierre, accusés d'aspirer à la dictature, en s'appuyant sur les écrits de Marat.

...les amis de Robespierre leur auraient demandé (au bataillon des Marseillais arrivés à Paris), après l'accomplissement de l'insurrection, d'investir Robespierre d'un pouvoir dictatorial, ce qui semblait s'accorder avec les appels de Marat à l'installation d'un dictateur. Toutefois, s'il revendiqua sa proposition, Marat affirma que Danton et Robespierre l'avaient l'un et l'autre rejetée.

Répondant aux accusations de vouloir « par tous les moyens d'intrigue et d'effroi », enfin, de vouloir « évidemment marché au suprême pouvoir », Robespierre répliqua, le 5 novembre, par un discours qui réduisit au silence ses adversaires en démontrant l'inconsistance des accusations de Louvet et en justifiant les mesures du conseil général de la Commune à partir du 10 août. À travers ce discours, dans lequel Robespierre répondit à Louvet : « Citoyens, vouliez-vous une révolution sans révolution ? ».

Durant le mois de novembre, tandis que les débats sur le procès diminuaient, le peuple était confronté à une pénurie des subsistances, et des troubles éclatèrent dans de nombreux départements. Considérant que les Girondins cherchaient à sauver Louis XVI pour le rétablir sur le trône, il intervint lors de la séance du 30 novembre, afin de remettre en avant la question

du procès. Puis, comme l'Assemblée menaçait de traîner en longueur sur des questions légales, il prononça un nouveau discours, le 3 décembre, dans lequel il expliqua qu'il n'y avait « pas de procès à faire », que la journée du 10 août avait déjà réglé la question et que Louis XVI devait être immédiatement déclaré traître à la nation française, affirmant : « Louis doit mourir, parce qu'il faut que la patrie vive. » La Convention rejeta cet avis, de même que celui de Saint-Just, qui demandait la mise hors-la loi du roi, mais l'acquittement devenait invraisemblable.

L'année 1793 fut consacrée à combattre une conspiration ourdie par le général Dumouriez et les Girondins. Robespierre malade et diminué ne sera plus en mesure d'affronter ses ennemis pendant plusieurs mois.

Le 11 avril, Vergniaud profitant de l'absence de nombreux Montagnards, envoyés en mission en province, retourna l'accusation de conspiration en faveur d'Orléans contre Robespierre, Danton et la Montagne et demanda la mise en accusation de Jean-Paul Marat, pour avoir initié et signé une adresse des Jacobins aux départements accusant la Convention de renfermer la contre-révolution dans son sein – le décret d'accusation fut voté le lendemain sur un rapport du comité de législation.

Après avoir tenté en vain d'obtenir la parole devant la Convention le lendemain, Robespierre prononça un discours, le 28 avril, pour dénoncer les Girondins, mais, interrompu par Charles Barbaroux et trop faible pour faire face, il quitta la tribune en invitant « les républicains » à replonger les brissotins « dans l'abîme de la honte ». Épuisé par ses efforts, il intervint une dernière fois aux Jacobins le 29 pour exhorter la Commune à prendre la direction du mouvement insurrectionnel, se déclarant lui-même incapable, « consumé par une fièvre lente », de « prescrire au peuple les moyens de se sauver ».

Le 14 août, Robespierre déclara aux Jacobins : « Appelé contre mon inclination au Comité de Salut public, j'y ai vu des choses que je n'aurais osé soupçonner. J'y ai vu d'un côté des membres patriotes qui cherchaient en vain le bien de leur pays, et de l'autre, des traîtres qui tramaient au sein même du Comité contre les intérêts du peuple.

Si les mesures d'exception étaient jugées indispensables pour sauver la République gravement menacée à l'intérieur par plusieurs soulèvements (insurrection en Vendée, insurrections fédéralistes, notamment soulèvement de Lyon) et à l'extérieur par la menace militaire (guerre contre les monarchies européennes coalisées), on n'a jamais prouvé la responsabilité de Robespierre dans les dérives et les atrocités de la répression en Vendée, à Lyon, dans le Midi, dans le Nord et à Paris, certains historiens, comme Albert Mathiez ou Jean-Clément Martin jugeant même qu'à ses yeux, la répression ne devait frapper que les vrais coupables, et non les comparses, et se réduire au strict nécessaire. Jean Massin rappelle que le 28 juillet 1790 à l'assemblée constituante il s'était opposé à Mirabeau quand celui-ci réclamait la proscription du duc de Condé. Il ne jugeait pas indispensable de frapper un émigré par définition hostile aux principes.

Selon Mathiez, quand Marc-Antoine Jullien de Paris, envoyé en mission par le comité de salut public dans les départements maritimes, l'alerta sur le comportement de Jean-Baptiste Carrier à Nantes et de Jean-Lambert Tallien à Bordeaux, il demanda leur rappel, de même qu'il réclama celui de Paul Barras et de Louis Fréron, en mission dans le Midi, de Stanislas Rovère et François-Martin Poulitier, qui organisaient dans la Vaucluse les bandes noires pour s'emparer des biens nationaux, de Joseph Le Bon, dénoncé pour ses exactions en Artois, et de Joseph Fouché, responsable des mitraillades à Lyon. Selon le témoignage de sa sœur Charlotte, lorsque ce dernier vint le voir à son retour de Lyon, Robespierre lui « demanda compte du sang qu'il avait fait couler et lui reprocha sa conduite avec une telle énergie d'expression que Fouché était pâle et tremblant. Il balbutia quelques excuses et rejeta les mesures prises sur la gravité des circonstances. Robespierre lui répondit que rien ne pouvait justifier les cruautés dont il s'était rendu coupable, que Lyon, il est vrai, avait été en insurrection contre la Convention nationale, mais que ce n'était pas une raison pour faire mitrailler en masse des ennemis désarmés ». Toutefois, les mémoires de Charlotte, publiés par le militant républicain Albert Laponneraye quarante ans après la mort de l'Incorruptible, visent à réhabiliter celui-ci en le campant comme « doux, compatissant et martyr. » On remarque enfin que dans une de ses dernières interventions, le 26 messidor an II-14 juillet 1794, au club des Jacobins, l'Incorruptible attaque Fouché, le fait exclure, en le classant parmi « les hommes dont les mains sont pleines de rapine et de sang »

De nombreux historiens ont cependant fait de Robespierre le principal théoricien de la Terreur. Cette idée reçue repose en partie sur l'idée selon laquelle il serait resté pendant toute une année, président de la Convention, lui qui ne le fut qu'un mois au total : 21 août-5 septembre 1793 et 4-19 juin 1794. Ces dernières années, les nombreuses études consacrées à la Terreur, tant par les historiens anglophones (Tackett) que francophones (Biard[Qui ?], Hervé Leuwers), obligent à revenir sur cette interprétation, la Terreur n'ayant pas été institutionnalisée, mais étant plutôt un ensemble de pratiques à la fois provoquées par des mesures venues d'en haut et des initiatives locales. Dans sa biographie de Robespierre, Hervé Leuwers a ainsi montré qu'en parlant de vertu et de terreur, dans son discours célèbre du 5 février 1794 (17 pluviôse an II), Robespierre tentait de théoriser le gouvernement révolutionnaire (et non la Terreur) en s'appuyant sur la théorie politique de Montesquieu qui distinguait les gouvernements républicains (avec pour principe, la vertu), monarchiques (avec l'honneur) et despotiques (avec la crainte ou la terreur) ; Robespierre n'y parlait donc pas de la « Terreur » des historiens. Dans ce texte, explique Hervé Leuwers, Robespierre veut démontrer que « le gouvernement révolutionnaire repose à la fois sur la vertu, parce qu'il est républicain par essence, et sur la terreur, parce qu'il est despotique par nécessité. C'est un « despotisme de la liberté », totalement distinct du despotisme défini par Montesquieu, car la force est ici utilisée contre les ennemis de la république »

Certains députés comme Laurent Lecointre ont relativisé dès l'an III la responsabilité de Maximilien Robespierre dans la Terreur. De même, sous le Directoire, Reubell a confié à Carnot : « Je n'ai jamais eu qu'un reproche à faire à Robespierre, c'est d'avoir été

trop doux[197]. »

Par la suite, d'autres acteurs ou témoins, comme Napoléon Bonaparte, ont critiqué la thèse thermidorienne selon laquelle Robespierre était l'inspirateur de la Terreur puisque le phénomène avait cessé avec sa mort : « Robespierre, disait Napoléon en présence du général Gaspard Gourgaud et de Mme de Montholon, a été culbuté parce qu'il voulait devenir modérateur et arrêter la Révolution. Jean-Jacques de Cambacérès m'a raconté que, la veille de sa mort, il avait prononcé un magnifique discours qui n'avait jamais été imprimé. Billaud et d'autres terroristes, voyant qu'il faiblissait et qu'il ferait infailliblement tomber leurs têtes, se ligüèrent contre lui et excitèrent les honnêtes gens soi-disant, à renverser le « tyran », mais en réalité pour prendre sa place et faire régner la terreur de plus belle[198] ». De même, selon Emmanuel de Las Cases, il le pensait « le vrai bouc émissaire de la révolution, immolé dès qu'il avait voulu entreprendre de l'arrêter dans sa course [...]. Ils (les terroristes) ont tout jeté sur Robespierre ; mais celui-ci leur répondait, avant de périr, qu'il était étranger aux dernières exécutions ; que, depuis six semaines, il n'avait pas paru aux comités. Napoléon confessait qu'à l'armée de Nice, il avait vu de longues lettres de lui à son frère, blâmant les horreurs des commissaires conventionnels qui perdaient, disait-il, la révolution par leur tyrannie et leurs atrocités, etc., Cambacérès, qui doit être une autorité sur cette époque, observait l'Empereur, avait répondu à l'interpellation qu'il lui adressait un jour sur la condamnation de Robespierre, par ces paroles remarquables : « Sire, cela a été un procès jugé, mais non plaidé. » Ajoutant que Robespierre avait plus de suite et de conception qu'on ne pensait ; qu'après avoir renversé les factions effrénées qu'il avait eu à combattre, son intention avait été le retour à l'ordre et à la modération ».

Robespierre est entré dans la légende noire car cette thèse a trouvé une utilité auprès de quelques grands dictateurs des temps modernes qui se sont réclamés, et de Robespierre et de la Terreur comme une nécessité (les « sévérités nécessaires » pour assurer le « salut public »).

Le conventionnel Jacques-Marie Rouzet, englobé dans la proscription des députés emprisonnés comme complices des Girondins, expliqua comment il survécut grâce à Robespierre : « Ce fut lui, écrit-il, qui le 3 octobre 1793, empêcha que les soixante-treize (députés girondins) mis en arrestation fussent aussi accusés, malgré la demande, entre autres par Nicolas Osselin (...) Ce fut Robespierre qui repoussa les sanguinaires aboiements de Jacques-René Hébert dans sa feuille du père Duchêne, et les hurlements, entre autres, de Dufourny à la tribune des Jacobins, tous également impatients de faire de ces (73) prévenus une hécatombe ». Le même député rappela aussi que « Robespierre condamna l'absurde brutalité que déployait Hébert dans la procédure contre Marie-Antoinette. Il s'exaspéra tellement à ce sujet que, dans la violence de ses gestes, il brisa son assiette ».

Parmi les « soixante-treize », d'ailleurs, plusieurs ont écrit à Robespierre pour le remercier de les avoir sauvés, comme les députés Charles-robert Hecquet, Jacques Queinnec, Alexandre-Jean Ruault, Hector de Soubeyran de Saint-Prix, Antoine Delamarre, Claude Blad et Pierre-Charles Vincent le 29 nivôse (18 janvier 1794), ou pour lui demander de proposer une amnistie générale, comme Pierre-Joseph Faure, député de Seine-Inférieure, le 19 prairial (7 juin 1794), veille de la fête de l'Être suprême et Claude-Joseph Girault, député des Côtes-du-Nord, enfermé à la prison de La Force, le 26 prairial 1794.

De la même façon, le 20 messidor (8 juillet 1794), un ancien constituant qui a assisté aux mitraillades de Lyon et a été victime de la répression, écrivit à Robespierre, pour lui exprimer la joie qu'il éprouva en apprenant, par un ami sûr de retour de Paris, qu'il avait blâmé la conduite de Jean-Marie Collot d'Herbois dans cette ville.

Le 30 frimaire an II (3 décembre 1793), Robespierre proposa devant la Convention l'institution d'un comité de justice, qui allait dans le sens du « comité de clémence » réclamé par Camille Desmoulins dans le quatrième numéro du Vieux Cordelier (20 décembre), pour rechercher et élargir les patriotes injustement détenus. Toutefois, cette proposition fut rejetée le 6 nivôse (26 décembre), après un débat confus, devant l'opposition du Comité de sûreté générale, jaloux de ses prérogatives, et de Jacques-Nicolas Billaud-Varenne. Aux Jacobins, lors de la séance du 29 ventôse (19 mars 1794), il s'opposa à la discussion sur les signataires des pétitions royalistes dites des 8 000 et des 20 000. De même, il tenta en vain de sauver Madame Élisabeth de France, s'opposant ainsi à Jacques-René Hébert le 1er frimaire (21 novembre 1793) qui demandait notamment aux Jacobins « qu'on poursuive l'extinction de la race de Capet », et, d'après le témoignage du libraire Maret, rapporté par le royaliste Claude Beaulieu, affirma, après son exécution en mai 1794 : « Je vous garantis, mon cher Maret, que, loin d'être l'auteur de la mort de Madame Élisabeth, j'ai voulu la sauver. C'est ce scélérat de Jean-Marie Collot d'Herbois qui me l'a arrachée. » Il tenta de la même façon de sauver l'ancien constituant Jacques-Guillaume Thouret, que l'on avait compromis dans la soi-disant conspiration des prisons, et, seul, refusa de signer le mandat d'arrestation.

Dans une brochure publiée au début de la Restauration, Ève Demaillot[n 2], un agent du Comité de salut public, nommé en mai 1794 commissaire dans le Loiret, affirma y avoir été envoyé par Robespierre afin d'élargir les suspects arrêtés sur l'ordre de Léonard Bourdon, qui furent presque tous délivrés, et parmi eux « l'abbé Le Duc, fils naturel de Louis XV, prêt à aller à l'échafaud, [qui] dut la vie à Robespierre ».

Enfin, le 9 Thermidor, Jacques-Nicolas Billaud-Varenne reprocha à Robespierre son indulgence, expliquant : « La première fois que je dénonçai Georges Danton au Comité, Robespierre se leva comme un furieux, en disant qu'il voyait mes intentions, que je voulais perdre les meilleurs patriotes ».

Or, pour le publiciste royaliste Claude Beaulieu, « il reste pour constant que les plus grandes violences depuis le commencement de l'année 1794, ont été provoquées par ceux-là mêmes qui ont écrasé Robespierre. Uniquement occupés, dans nos prisons,

à rechercher dans les discours qu'on prononçait, soit aux Jacobins soit à la Convention, quels étaient les hommes qui nous laissaient quelque espoir, nous y voyions que tout ce qu'on disait était désolant, mais que Robespierre paraissait encore le moins outré ».

Fin 1793, la majorité des Conventionnels continua à soutenir le Comité de salut public qui obtint ses premières victoires militaires, mais les luttes pour le pouvoir entre révolutionnaires s'exacerbèrent, dans un contexte de crise économique aggravée par la loi sur le maximum général. Ceux qui voulurent arrêter la Terreur, jugée inutile et dangereuse, autour de Danton et de Desmoulins, reçurent le surnom d'Indulgents. Ceux qui entendirent la radicaliser et l'étendre aux pays voisins, autour des dirigeants du club des Cordeliers, Hébert, rédacteur du Père Duchesne, le journal des sans-culottes, reçurent a posteriori celui d'Hébertistes.

De la fin de novembre 1793 au milieu de janvier 1794, il se forma comme un axe Robespierre-Danton pour combattre la montée des Hébertistes et la déchristianisation qui se déchaîna en novembre.

Robespierre mit fin aux espoirs d'alliance de Danton le 25 décembre, après le retour de Collot de Lyon, et amalgama les deux factions adverses dans un même complot : « Le Gouvernement révolutionnaire doit voguer entre deux écueils, la faiblesse et la témérité, le modérantisme et l'excès ; le modérantisme qui est à la modération ce que l'impuissance est à la chasteté ; et l'excès qui ressemble à l'énergie comme l'hydropisie à la santé. » À égale distance des factions, il condamna ceux qui voudraient voir la révolution rebondir ou rétrograder. Stratégie politique efficace qui lui donna une position de juge moral et d'arbitre et lui permit de renforcer son contrôle du pouvoir et d'éliminer ses opposants.

Les deux factions se combattirent en vain pendant deux mois. À la fin de l'hiver, la situation économique catastrophique (attroupements devant les boutiques, pillages, violences) précipita le dénouement. Les Hébertistes tentèrent une insurrection qui, mal préparée, non suivie par la Commune, échoua. Le Comité fit arrêter les dirigeants cordeliers dans la nuit du 13 au 14 mars. Tous furent exécutés le 24 mars sans que les sans-culottes ne bougent.

Le lendemain de l'arrestation des Hébertistes, Danton et ses amis reprirent l'offensive. Le numéro 7 du Vieux Cordelier, qui ne parut pas, réclamait le renouvellement du Comité et une paix aussi rapide que possible. Ce numéro, contrairement aux précédents, attaquait frontalement Robespierre, à qui il reprochait son discours prononcé aux jacobins contre les Anglais, le 11 pluviôse an II (30 janvier 1794).

Mais Robespierre disposait contre les chefs des Indulgents d'une arme efficace, le scandale politico-financier de la liquidation de la Compagnie des Indes, dans lequel furent impliqués des amis de Danton. Le 30 mars, le Comité ordonna l'arrestation de Danton, Delacroix, Desmoulins et Pierre Philippeaux. Le procès, ouvert le 2 avril, fut un procès politique, jugé d'avance. Danton et ses amis furent guillotins le 5 avril. Pour les Hébertistes comme pour les Dantonistes, ce fut Saint-Just qui se chargea du rapport d'accusation devant la Convention, en utilisant et en corrigeant pour les Dantonistes les notes de Robespierre.

Le 6 décembre 1793, Robespierre entraîna la Convention à défendre « toutes violences ou menaces contraires à la liberté des cultes », sans du reste « imputer ce qui a été fait jusqu'à ce jour en vertu des arrêtés des représentants du peuple »

La déchristianisation violente allait non seulement à l'encontre du principe de liberté des cultes mais risquait d'allumer partout de nouvelles Vendées.

Ce n'est donc pas parce que la déchristianisation (ou le culte de la Raison) était un mouvement athée que Robespierre s'opposa à elle, mais parce qu'elle pouvait être perçue comme telle (Robespierre lui-même semble l'avoir perçue ainsi), ce qui, dans une Europe croyante, permettait de traiter les révolutionnaires de « Sans-Dieu » et de dresser contre eux tous les croyants. Sa position était essentiellement politique.

Ceci étant, la déchristianisation n'était pas un mouvement athée. Le culte de la Raison, qui l'accompagnait, n'était rien moins que le culte de l'Être suprême]. Le 30 novembre, lors d'une fête de la Raison, à Paris, dans l'église Saint-Roch, l'orateur déclara : « Ils sont renversés ces autels, où, pendant dix-huit cents années, on insulta l'être suprême, la raison et l'humanité. »

On parle souvent de « culte de l'Être suprême », comme si le décret du 18 floréal instituait une nouvelle religion, voire un culte de la personnalité. En fait, la fête annuelle de l'Être suprême ne se différenciait guère des fêtes de la Raison, ni dans les discours ni dans les décors ni dans le déroulement[n 4], comme en attestent les tableaux d'époque. Mais le terme « Être suprême » ne prêtait plus à confusion, contrairement à « Raison », ce qui explique sa popularité dans tous les milieux.

Le seul point noir de cette fête furent les invectives de quelques députés, le dantoniste Laurent Lecointre en tête, contre Robespierre qui marchait devant eux en tant que Président de la Convention. Ils le traitèrent notamment de « Pontife ». Ces paroles insignifiantes, noyées dans la foule, mais que Robespierre semble avoir entendues, traversèrent l'histoire et arrivèrent jusqu'aux oreilles de Jules Michelet qui, viscéralement hostile à Robespierre, ne vit plus en lui que le Pontife de l'Être suprême, ne trouvant pas de meilleur moyen pour le discréditer.

C'est oublier un peu vite que la croyance en un Être suprême n'était pas une exclusivité de Robespierre, que la fête de l'Être suprême ne fut pas son invention, et que ni cette croyance ni ces fêtes ne disparurent avec lui.

Deux attentats sont réputés avoir été perpétrés contre Robespierre les 22 et 23 mai 1794.

Au printemps, Robespierre fut la cible de collègues de la Convention, anciens dantonistes comme Bourdon de l'Oise ou envoyés en mission rappelés à Paris comme Fouché et Barras, animés par la crainte ou un esprit de revanche, mais aussi du Comité de sûreté générale, qui lui reprochait la création du Bureau de police générale – habilité à prononcer des relaxes et destiné à diminuer l'influence de ce Comité – et la fête de l'Être suprême. Enfin, des conflits opposèrent les membres du Comité de salut public.

Le 27 prairial (15 juin), Vadier présenta à la convention un rapport sur une prétendue « nouvelle conspiration » – l'affaire Catherine Théot –, montée de toutes pièces par le Comité de sûreté générale, et obtint le renvoi de la prophétesse et de dom Gerle devant le Tribunal révolutionnaire. À travers cette « conspiration imaginaire », il visait Robespierre et le « culte de l'Être suprême ». Robespierre obtint de ses collègues du Comité de salut public, le 29 prairial (17 juin), qu'un nouveau rapport serait présenté à la Convention et qu'il en serait chargé. Le 9 messidor (27 juin), il réclama la révocation de Fouquier-Tinville, trop lié à ses yeux au Comité de sûreté générale. Le lendemain, lors de la séance du Comité, cette demande fut refusée. Gérard Walter suppose également que Robespierre put donner lecture de son projet de rapport. Toujours est-il que la conversation dégénéra, des critiques lui furent adressées, peut-être sur son rapport, et il fut traité de « dictateur ».

À partir de ce jour, Robespierre cessa d'assister aux réunions du Comité, jusqu'au 5 thermidor (23 juillet). En revanche, il continua de prendre part aux séances de la Convention et surtout des jacobins, où il avait de vrais amis et de solides soutiens.

Le 9 Thermidor an II (27 juillet 1794), Robespierre fut empêché de s'exprimer à la Convention et invectivé de toutes parts quand un des représentants « à mauvaise conscience », Louis Louchet, qui était proche de Fouché, demanda le décret d'accusation contre lui. La proposition fut votée à main levée et Robespierre arrêté.

Toutefois, aucune prison n'accepta d'enfermer les prisonniers, qui se retrouvèrent libres à l'Hôtel de Ville de Paris. La Commune de Paris avait fait sonner le tocsin et s'apprêtait à l'insurrection, mais Robespierre tergiversa à donner l'ordre du soulèvement. Affolés, les députés votèrent sa mise hors-la-loi, ce qui équivalait à une mort sans procès. La nuit avançant et l'ordre d'insurrection ne venant pas, les rangs de la Commune finirent par se clairsemer et, vers deux heures du matin, une troupe dirigée par Paul Barras fit irruption dans l'Hôtel de Ville sans rencontrer beaucoup de résistance.

Le lendemain après-midi, les prisonniers furent conduits au Tribunal révolutionnaire, où Fouquier-Tinville fit constater l'identité des accusés, qui, mis hors la loi, ne bénéficiaient pas de défense.

Ainsi, Robespierre fut condamné sans procès et guillotiné l'après-midi même du 10 thermidor. (Wikipédia.org)

[Voilà de quoi alimenter notre réflexion.](#)

On vous parle des soulèvements révolutionnaires qui ont eu lieu en 1905 et 1917 en Russie, et en 1936 et 1968 en France, mais ce qu'on oublie de vous dire c'est qu'un facteur décisif ou plutôt deux les distinguent pour ne pas dire les opposent.

En 1905 en Russie, la révolution est partie de la classe ouvrière et des syndicats et elle a été soutenue par le Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR), et elle est parvenue à se structurer en créant des comités (soviets) dans lesquels le mouvement ouvrier organisé fut intégré, et en 1917 le même scénario s'est reproduit à ceci près que le prolétariat russe disposait d'un véritable parti ouvrier ou parti communiste, le parti bolchevik dont Lénine était un des dirigeants, dont le programme intégrait les enseignements de la Commune de 1871 ainsi que ceux que Marx et Engels avaient légué au mouvement ouvrier international, et sans ce parti la révolution n'aurait jamais été menée jusqu'au bout et le pouvoir aurait échu à la bourgeoisie.

Que ce soit en 1905 ou en 1917, aux revendications sociales étaient associées des revendications politiques dont à bas l'autocratie, le mouvement ouvrier était révolutionnaire, il avait pour objectif le renversement du régime en place (tsarisme, de type impérial et féodal).

Tandis qu'en France en 1936 et en 1968 le mouvement ouvrier français était pourri par la social-démocratie dégénérée et le stalinisme, et il n'existait pas de parti ouvrier révolutionnaire ou communiste, hormis quelques organisations dites trotskystes, en 1936 trop faibles pour pouvoir influencer sur le cours de la lutte de classe, en 1968, 28 ans après l'assassinat de Trotsky sur ordre de Staline, elles n'étaient plus que l'ombre ou la caricature grossière du parti bolchevik et étaient tout aussi faibles que 32 ans plus tôt. En 1936 et en 1968 le sort du mouvement révolutionnaire du prolétariat fut scellé ou condamné à la défaite dès le premier jour parce qu'il devait demeurer sous le contrôle des staliniens et des social-démocrates, donc en l'absence d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire.

Aucune révolution quelle qu'en soit la nature ne peut vaincre si son objectif politique ne consiste pas à porter au pouvoir la classe qui y participe et qui la dirige, car c'est le seul moyen d'unir l'ensemble de cette classe, et quand il s'agit d'une révolution de libération nationale ou pour mettre fin à un régime de type féodal ou monarchique d'entraîner le prolétariat au combat.

Dans le cas d'une révolution prolétarienne, si le prolétariat ne parvient pas à créer ses propres structures d'organisation dans lesquels seront intégrés les syndicats et les partis ouvriers qui partagent les objectifs politiques de son combat, et à se doter d'un parti ouvrier révolutionnaire qui combat ouvertement pour en prendre la direction, elle est vouée à l'échec irrémédiablement. Pourquoi ? Parce que dans ces conditions elle ne parviendra jamais à l'étape suivante, la révolution socialiste, dont la fonction est de s'attaquer aux fondements économiques du capitalisme pour répondre aux besoins des masses ; il est facile de comprendre que si les masses s'aperçoivent que le gouvernement révolutionnaire en place ne satisfait pas leurs revendications sociales ou poursuit la politique de son prédécesseur, elles cesseront de se mobiliser, elles désertent la révolution, elles ne la soutiendront plus et la réaction la renversera ou reprendra le pouvoir. C'est aussi simple que cela, et si vous n'en êtes pas convaincu, observez le sort qui a été réservé à tous ces gouvernements dits de gauche d'Amérique latine ou ailleurs, après vous aurez peut-être compris qu'il n'existe pas d'autre voie pour atteindre nos objectifs.

Qu'on ne nous accuse pas d'être dogmatique ou doctrinaire, au contraire, on se contente uniquement d'observer comment la dialectique opère au sein de la lutte des classes, comment les événements se produisent et s'enchaînent dans la réalité, comment évoluent les rapports entre les classes, et on en tire des enseignements théoriques et pratiques, rien de plus.

En décembre 2018, les rapports qui existent entre le prolétariat et le mouvement ouvrier ne sont plus les mêmes qu'en 1936 ou 1968, ils sont également différents de ceux qui existaient en Russie en 1905 et en 1917, on ne peut donc pas les interpréter de la même manière sous peine de verser dans le dogmatisme, et de se méprendre sur la nature du mouvement qui a surgi le 17 novembre en France, à propos duquel j'ai lu et entendu tout et son contraire.

Ceux qui déforment systématiquement la réalité, qui refusent l'existence de ces rapports tels qu'ils sont aujourd'hui, se sont compromis jusqu'au cou en soutenant parfois depuis plus d'un demi-siècle les appareils pourris des syndicats et des ex-partis ouvrier PS et PCF, n'ont pas d'autre alternative que recourir au déni permanent et à s'enfoncer toujours plus dans l'opportunisme qu'ils masqueront par leur dogmatisme en manipulant des citations de Marx, Engels, Lénine, à cette occasion ils ne sont même pas gauchistes, mais droitiers et soutiennent Macron, le régime.

Non, ce n'est la disparition de l'URSS, la crise économique, ni même l'embourgeoisement du prolétariat qui permettent d'expliquer pourquoi ces rapports existent, pourquoi les masses ont tourné le dos au mouvement ouvrier, c'est parce qu'il est corrompu, pourri jusqu'à l'os après avoir été soumis au traitement que lui a infligé la social-démocratie et le stalinisme. Dit autrement, si les trois facteurs que j'ai cités précédemment sont la cause de ces rapports, c'est uniquement parce que le mouvement ouvrier était pourri à l'origine, dès la fin (et même avant) de la Seconde Guerre mondiale, car rien ne permet d'affirmer que ces trois facteurs devaient forcément entraîner une droitisation du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière, c'est seulement parce que ses dirigeants étaient des agents du capital qu'il devait ensuite emprunter cette orientation, ce sont eux qui ont été les fossoyeurs des syndicats, du socialisme, de la lutte de classe et nos ces facteurs.

D'ailleurs les masses ne s'y sont pas trompés en 2017, elles ont rejeté Macron et les représentants du mouvement ouvrier, et le mouvement qui a surgit le 17 novembre s'inscrit dans le même processus. Entre ceux qui ont appelé à voter Macron, ceux qui ont refusé d'appeler au boycott au second tour de la présidentielle sous prétexte qu'ils étaient apolitiques, les masses ont raison de les traiter de collabos, de vendus au régime, d'être complices de Macron.

Ceux qui s'en indignent, sont justement ceux qui pratiquent ce déni permanent dont il était question plus haut. En réalité, ils se dressent ainsi contre les masses, entre les masses et les appareils des syndicats pour les protéger, en fait ils protègent Macron puisque les appareils sont à son service.

En fait, la situation actuelle rappelle davantage celle de 1789, 1830 et 1848 lorsque la classe ouvrière disposait d'aucun parti ouvrier, pas même en 1871 lors de la Commune, ce qui signifie qu'au niveau politique les masses sont revenues à une situation antérieure à celle qui a vu naître le mouvement ouvrier organisé, donc entre la fin du XVIIIe et du XIXe siècle.

Souvenez-vous, je n'ai pas attendu le 17 novembre 2018 pour affirmer qu'il fallait refonder le mouvement ouvrier, les événements actuels l'illustrent bien si nécessaire. Mais cela ne suffira pas, il faut comprendre pourquoi et comment nous en sommes arrivés là. Nos dirigeants s'y refuseront toujours, on comprend pourquoi puisqu'ils en portent la terrible responsabilité, ce qu'on comprend moins en revanche, c'est pourquoi les militants s'y refusent également, alors qu'ils ne servent qu'à cautionner des syndicats et des partis faillis ou corrompus, irrécupérables. Ils croient être utiles à la classe ouvrière parce qu'ils combattent sincèrement à leur côté, ce dont on n'a jamais douté, mais ils se trompent lourdement, en quelque sorte ils jouent le même rôle que les ONG, ils ne font qu'accompagner la dégénérescence de la société tandis que la classe dominante renforce son pouvoir pour mieux asservir les masses, ils soulagent momentanément les souffrances des uns, tandis que l'immense majorité croule sous le désespoir, et le pire, c'est encore qu'ils s'en détournent, ce qui leur vaut d'être mal traités injustement par ceux qui se sont mobilisés depuis le 17 novembre, ce qu'ils ne comprennent pas évidemment et les conduit à se reconnaître dans le discours de leurs dirigeants, bref, ils adoptent le comportement qui justifie le mauvais traitement dont ils font l'objet, autrement dit ils ont tout faux, c'est triste à dire.

TROISIEME PARTIE

Non, la lutte de classe ne s'improvise pas.

Sans conscience de classe : Pas de salut !

Sans parti de classe : Pas de changement de régime !

Comment se décline de nos jours l'opportunisme, quelques exemples.

On nous dit qu'il faut "bloquer les contre-réformes", qui serait contre parmi nous, parmi les travailleurs ? Personne, hormis ceux qui sont mal informés.

On nous dit qu'il faut réaliser l'"unité ouvrière", qui est contre ? Personne, tout reste à savoir de quoi on parle, s'il s'agit de l'unité des militants politiques ou syndicaux qui se battent quotidiennement au côté des travailleurs avec la classe ouvrière ou s'il s'agit de l'unité des appareils de leurs partis politiques et de leurs syndicats traités ou vendus. On nous dira qu'il ne faut pas les opposer, car l'unité des appareils est indispensable pour que l'unité de la classe se réalise ou parce que les militants conservent des illusions dans leurs appareils. Or, en réalité c'est exactement l'inverse qui se produit. C'est quand les masses et les militants manifestent leur unité sur une revendication que les appareils s'en emparent pour briser cette unité en proposant des mesures ou des moyens d'action qui ont pour fonction de les diviser, affaiblir et les démoraliser dans le but qu'ils se démobilisent.

On nous dit aussi que le but de la mobilisation du mouvement ouvrier serait de "faire reculer" Macron et son gouvernement ou encore, qu'il faut "bousculer le gouvernement et gagner de nouveaux droits", alors qu'on a assisté exactement au contraire pendant quatre décennies. Peut importe, les uns et les autres continueront de tenir le même discours comme si de rien n'était, ce qui a de quoi détourner les travailleurs du mouvement ouvrier ou les pousser au désespoir ou à endosser un gilet jaune sans lendemain.

Sinon ils répètent à l'envie qu'il faut généraliser les luttes, les unifier, avancer vers la grève générale, etc. mais ils refusent d'observer que les travailleurs ne les écoutent pas ou plus. Partant de là, ils refuseront d'en chercher la signification politique et nous serons condamnés à subir le rouleau compresseur du néolibéralisme ou de la gouvernance mondiale que l'oligarchie veut nous imposer sans pouvoir nous y opposer sérieusement.

Quelques éléments d'actualité qui confirme mon analyse.

Voilà ce qu'entendent ou lisent les travailleurs depuis des décennies et que les dirigeants, cadres, militants du mouvement s'acharnent à ignorer.

L'aveu fatal.

- La remise en cause des corps intermédiaires, systématiquement contournés depuis le début du quinquennat, est un handicap majeur, alors qu'ils seraient si cruciaux pour canaliser un conflit social de ce type. (Le Monde, 4/12)

Effectivement, ce sont devenus des piliers du régime, sans même formellement être intégrés à l'Etat, pourquoi faire puisqu'ils peuvent ainsi obtenir les mêmes résultats et davantage encore.

Comment Génération-s vend les voix de ses électeurs en échange d'« **une petite commission** ».

- Génération-s. Pour ses pépètes, Juanico préfère la caisse du PCF à celle du PS - Liberation.fr 21 décembre 2018

Pour fonctionner, un parti peut compter sur les adhésions, les dons et les dotations publiques. Mais, pour bénéficier des 40 000 euros annuels pour chaque député rattaché, il faut avoir présenté des candidats aux dernières législatives, en 2017. Ce qui n'était pas le cas de Génération-s, fondé en 2018. Régis Juanico, son seul député, a alors choisi de flécher ses pépètes vers... le PCF, comme on peut le voir dans le JO de jeudi. «Nous avons un accord technique», explique l'ex-socialiste. La somme reviendra donc bien à Génération-s, au nom d'un deal avec la place du Colonel Fabien, moyennant «une petite commission». Mais pourquoi ne s'est-il pas rattaché au PS dont il est trésorier du groupe à l'Assemblée ? «On discute plus avec le PCF.» Liberation.fr 21 décembre 2018

Quand "**l'illusion démocratique**" servait à masquer la servilité des élites dites de gauche.

Un internaute - "Daniel Schneiderman qui se croit obligé dès le lendemain de publier un article pour s'excuser de sa présence sur RT et annoncer qu'il n'y retournera plus. Faut-il que la pression de la caste gouvernementale et médiatique soit puissante pour en arriver là et que les esprits libres se comptent sur les doigts. Il est dorénavant permis de débattre dans les limites du "cercle de la raison" cher à Minc mais pas plus. Schneiderman a eu peur de se faire taper sur les doigts. Quelle déception mais en fait déception à demi tant ses émissions sont souvent calibrées pour plaire à la pensée unique. De la fausse impertinence, ils auraient dû le garder à la télévision pour faire figure de caution. Schneidermann n'a que peu d'importance, c'est le fait qui est révélateur du monde de l'illusion démocratique dans lequel nous vivons. La servitude volontaire a de beaux jours devant elle."

LREM et droite et de gauche : "**Des anciens transfuges du PS ou des Républicains**".

- publicsenat.fr 21 décembre 2018 - Vanik Berberian, maire de Gargilesse-Dampierre dans l'Indre (2.000 habitants)

Je vais vous prendre l'exemple de l'eau et l'assainissement, qui a été un combat pour les maires ces derniers mois, pour laisser les élus décider de transférer ou non la compétence.

Quand vous avez le Sénat dans sa diversité géographique et politique qui dit il faut laisser le libre choix aux élus. Quand vous avez toutes les associations de maires qui étaient pour laisser le libre choix aux communes. Et finalement le transfert a été rendu obligatoire. Pourquoi ? Parce que la majorité LREM aujourd'hui, fait comme on lui dit de faire.

Dans la composition des REM à l'Assemblée, vous avez des anciens transfuges du PS ou des Républicains, et puis vous avez une population d'élus, novices, qui ont pensé pouvoir s'émanciper. Sauf que, ils sont certainement très compétents dans leur domaine, mais ils ne connaissent pas le reste et dans ces cas-là, ils font comme leur parti leur dit de faire. Et leur mouvement, leur dit de faire ce que l'administration lui a dit de faire.

Voilà le processus. Pour nous c'est un marqueur parce que ça détermine un mode de gouvernance. publicsenat.fr 21 décembre 2018

Un rappel par un internaute.

- "*Richard Ferrand a été membre du parti socialiste de 1980 à 2017.... c'est dire si il a les qualités pour être droit et honnête !*

Ensuite, sentant le vent tourner, pendant le naufrage Flamby, il se rallie à Macron.

Il est finalement élu président de l'Assemblée nationale le 12 septembre 2018.....comme quoi il a fait ses preuves, et a été récompensé par la caste politique !"

On pourrait remonter ainsi jusqu'au début du XXe siècle...

Leur maître les siffle et ils accourent.

Tendance Claire du NPA - "Nous avons donc noté que les directions syndicales se sont empressées de se rendre à l'Élysée lorsque Macron les a convoquées après les avoir méprisées. "

" il faut noter que la posture de Martinez d'appeler après près d'un mois de soulèvement à ce que « tout le monde se mette en grève » sans prendre les moyens d'organiser cette grève sonne bien creux. Martinez va sûrement payer cher des années de luttes défensives perdantes, de journées d'actions sans perspectives ou encore de compromissions et de négociations avec les gouvernements. Plus que jamais, à l'heure où de nombreuses Unions Départementales, Unions Locales voir fédérations appellent à la grève générale et à l'action commune avec les Gilets Jaunes, il faut continuer à faire pression, par la base, et en interpellant les différentes structures, sur ces bureaucrates qui sacrifient nos luttes et se contentent de négocier un moindre recul social.

Les discussions sont nombreuses dans la CGT, de la base aux directions de syndicats, de fédérations ou d'UD et d'UL. De plus en plus, un gouffre se creuse entre la position de la confédération et de Martinez, et celle des syndiqué-e-s qui elles et eux non plus n'en peuvent plus et aspirent à un grand chamboulement. Pour beaucoup, la confédération a loupé le train, n'a pas su réagir, et est restée aveugle à ce qui se passait. Malgré certaines réticences, le mouvement des Gilets Jaunes est désormais vu avec bienveillance par beaucoup de syndiqué-e-s, et il vraiment urgent que les structures syndicales permettent d'étendre ce mouvement sur les lieux de travail. Mais pour cela, on a besoin de signaux forts, ce que les confédérations ne semblent pas disposées à faire.

Il en est de même dans l'éducation nationale où malgré des postures combatives, la FSU n'organise nullement la riposte face à Macron, alors que ce secteur est particulièrement visé par le pouvoir. Tendance Claire du NPA

Tous leurs mots d'ordre sont compatibles Macron ou font partie de son discours.

Tendance Claire du NPA -appel collectif à rejoindre et soutenir la manifestation des gilets jaunes du samedi 15 décembre signé par : Attac – Solidaires – Fondation Copernic – DAL – CNDP – GDS – Ensemble – Génération-s – Espace des Luttes LFI – PG – CAC -Mouvement ECOLO – DIEM25 – NPA – LFAM

Elles appellent à manifester samedi 15 décembre, pour la justice sociale et fiscale, pour une démocratie réelle, pour l'égalité des droits, pour une véritable transition écologique et la solidarité internationale. Tendance Claire du NPA

Les travailleurs ont de bonnes raisons de douter fortement de leurs réelles intentions...

Promotion de l'extrême droite... de gauche.

- La gauche étale ses fractures sur la Place publique - Liberation.fr

Place publique est le parti co-fondé par Raphaël Glucksmann, admirateur et propagandiste hystérique du coup d'Etat de l'Otan et des néonazis de Kiev ou de la place Maïdan en Ukraine, devant lequel viennent se prosterner les dirigeants dits de la gauche, sans oser jusqu'à présent s'associer à son entreprise machiavélique.

Quand l'élite pense, cela donne quoi ? : "**Cela reste un mystère**".

- "L'ADN national empêche de réformer sans violence" - L'Express.fr 20 décembre 2018

Historien et académicien, ce biographe de figures de la Ve République, Eric Roussel, revient sur le lien des chefs de l'Etat avec le pays.

Des crises surviennent tous les quarante à cinquante ans (...) Les autres pays connaissent de pareils soubresauts, mais il n'y a qu'en France où cela prend cette tournure violente. Cela reste un mystère. L'Express.fr 20 décembre 2018

Et les travailleurs devraient avoir un complexe d'infériorité ou ne seraient pas légitimes pour détenir le pouvoir politique ? Quand la crème des intellectuels étale sa crasse ignorance, on est en droit de penser, parce que voyez-vous un travailleur cela pense aussi, que les travailleurs ne feraient pas pire que ceux qui les gouvernent. Chassons-les du pouvoir, prenons le pouvoir et la société ne s'en portera que mieux !

QUATRIEME PARTIE

En macronnerie.

Plus rien ne sera comme avant.

- La cacophonie du nouveau monde - Liberation.fr 19 décembre

Mardi, le gouvernement annonçait remballer une série de mesures promises en novembre, avant d'annuler l'annulation deux heures plus tard. Un rétropédalage de plus dans une macronie déboussolée, après l'enchaînement de cafouillages qui a rythmé la crise des gilets jaunes.

Christian Jacob, le chef de file des députés LR, mercredi matin sur RFI : «Il y a un vent de panique à tous les étages : à l'Elysée, à Matignon, à l'Assemblée nationale, tout le monde bouge au gré du vent. Il n'y a plus de ligne qui soit tenue, plus de cap. On a un président de la République qui ne tient plus rien, aujourd'hui». Liberation.fr 19 décembre

Ils ont goûté au pouvoir

- Revirement de Matignon : les députés LREM explorent le sentier de la rébellion - Liberation.fr 19 décembre

Le premier conflit d'envergure de la mandature, mardi, pourrait augurer d'un changement dans la relation entre l'exécutif et sa majorité.

Et Matignon recula fissa, enseveli sous les dizaines de SMS et d'appels courroucés... Mardi après-midi, alors qu'ils s'apprêtaient à englober d'une traite la fin du projet de loi de finances (PLF) pour 2019, les députés de la majorité se sont étranglés en découvrant l'annulation d'une partie des mesures annoncées mi-novembre par Edouard Philippe. Extension du chèque énergie, relèvement du barème kilométrique, doublement de la prime à la conversion : au début de la contestation des gilets jaunes, le Premier ministre avait dégainé cet arsenal social pour accompagner son augmentation de la fiscalité verte. Ayant depuis dû renoncer à la hausse des taxes sur le carburant, le gouvernement projetait de passer à la trappe ces dispositifs. Sans doute ne s'attendait-il pas à une telle rebuffade du groupe majoritaire.

Mais les députés LREM, qui avaient fait le service après-vente de ces aides dans leurs circonscriptions quitte à se faire secouer par les gilets jaunes, ont décroché en nombre leur téléphone pour s'opposer à cette marche arrière. Dans les couloirs de l'Assemblée, «il y a eu une heure et demie de flottement où l'on n'est mobilisé pour dénoncer ce délire», raconte un macroniste qui décrit les entrées et sorties dans les salons attenants à l'hémicycle de la vice-présidente du groupe, Amélie de Montchalin, pendue à son portable. D'autres sont montés au créneau, comme Matthieu Orphelin, Laurent Saint-Martin, Roland Lescure ou Jean-Baptiste Djebbari. «On a appelé la conseillère parlementaire de Matignon. On a prévenu : "Ça ne passera pas", "on ne le votera pas", "on ne tiendra pas le groupe"», résume Jean-Baptiste Moreau.

Pour les députés, ce renoncement envisagé pour colmater une petite partie de la brèche budgétaire allait coûter politiquement bien plus cher. Laurent Saint-Martin, vice-président de la commission des finances, résume : «On n'est pas à 130 millions d'euros près sur un sujet de 10 milliards», soit la facture totale des mesures prises par l'exécutif pour répondre à la crise. «Ce n'est pas parce qu'on vient de donner un bras qu'il faut quand même retirer un doigt, complète Roland Lescure, président de la commission des affaires économiques. Pour un techno, +1-1=0. Mais pour un politique, +1-1, cela fait -2 !» Au-delà du mauvais signal qu'aurait envoyé l'abandon d'aides censées encourager la transition écologique, un marcheur pointe le risque de «dire tout et son contraire dans un contexte de contestation de la parole publique». «Alors qu'on tente de rétablir la confiance, revenir sur ces mesures était inconcevable. C'est une question de crédibilité», abonde Lauriane Rossi. Sur la forme, les députés LREM ont par ailleurs peu apprécié d'apprendre la volte-face gouvernementale via une dépêche AFP : «Ce n'est pas comme si on n'avait pas reçu le Premier ministre le matin même en réunion de groupe, s'agace l'un d'eux. Il nous a fait la lecture de son interview de lundi dans les Echos. Sans nous dire un mot de ce que le gouvernement s'apprêtait à faire.» «Autogestion»

Face au tollé, Matignon a finalement maintenu les mesures. Soit l'annulation de l'annulation. «On a dû être assez convaincants», sourit un marcheur. Nombre d'entre eux aimeraient y voir le signe d'une meilleure prise en compte d'un groupe qui aspire à être davantage écouté. Y aura-t-il un avant et un après gilets jaunes ? «Nous sommes passés d'un rapport de courtoisie à un vrai rapport politique entre le gouvernement et une majorité qui s'assume et veut développer sa réelle utilité collective», affirme Hugues Renson. «Quand les députés se bougent, maintenant on les prend au téléphone !» veut croire un de ses collègues.

Certains reconnaissent aussi que pour peser sur les arbitrages, les parlementaires doivent encore se muscler. «On a eu du mal à structurer les remontées du terrain. Ce n'est pas en envoyant 300 notes aux conseillers de l'Elysée qu'on a un impact», admet un député qui espère que l'organisation mise en place il y a quelques semaines par le patron du groupe, Gilles Le Gendre, mette les 300 élus en ordre de marche. Un autre lance un avertissement plus ferme : «Le groupe se cabre, ce sera de plus en plus le cas. Il est en autogestion et son chef de file n'en prend pas le lead.» Liberation.fr 19 décembre

Première fissure.

- Le député Sébastien Nadot exclu du groupe LREM après son vote contre le budget 2019 - Franceinfo

Son éviction a été décidée "à l'unanimité" par les membres du bureau, a indiqué à la presse le président du groupe LREM, Gilles Le Gendre. Franceinfo

D'autres en rajoutent une couche.

- Cette députée LREM veut que «tout le monde paie des impôts, dès le premier euro» - LeParisien.fr

C'est la jeune pousse de l'Assemblée nationale. Mais ne vous fiez pas à son air juvénile... Du haut de ses 27 ans, Bénédicte Peyrol est une pointure de la prestigieuse commission des Finances....

Ils ne se sont pas mobilisés, donc aucune raison de les augmenter. Un pour tous, non, pas vraiment tous pour un !

- Fonctionnaires : le gouvernement confirme qu'il n'y aura pas d'augmentation du point d'indice - Franceinfo

Vos dirigeants syndicaux ne vous l'ont pas dit: Ils vous sacrifieront aussi !

Macron. L'infamie est à la gloire, ce que l'imposture est la dignité : Indélébile !

- «Il ne sort plus sans se maquiller tellement il est marqué. Il se maquille même les mains», a même déclaré un député de La République en marche cité par Le Monde. RT 23.12

Etat policier et militarisation du pouvoir.

- Colère des policiers: les salaires revalorisés - L'Express.fr

Le ministère de l'Intérieur va revaloriser les salaires des policiers, entre 120 et 150 euros nets par mois selon le grade.

A l'issue d'une journée de protestation des forces de l'ordre, le ministère de l'Intérieur a accepté mercredi soir de revaloriser les salaires des policiers qui réclamaient plus de moyens après leur mobilisation en masse face aux "gilets jaunes".

Depuis le début de la semaine, le gouvernement cherche à désamorcer la fronde qui monte dans la police et avait promis de s'attaquer au "chantier" du paiement des millions d'heures supplémentaires en souffrance et de verser une prime exceptionnelle de 300 euros.

Sous pression mercredi après des fermetures "symboliques" de commissariat dans plusieurs villes, l'Intérieur est finalement allé plus loin en concluant un accord de revalorisation salariale à l'issue de négociations tendues avec les trois principaux syndicats de la profession. L'Express.fr

Au passage, vous voyez qu'ils ne sont pas aussi puissants que cela, malgré tous les moyens financiers, matériels, répressifs, etc. dont ils disposent, que tout l'édifice de l'Etat peut s'écrouler comme un château de cartes, c'est la leçon qu'il faut retenir et insuffler aux masses : on peut abattre le régime, les vaincre pour peu qu'on soit organisé et qu'on ait une parti ouvrier pour nous guider jusqu'à la prise du pouvoir...

- Le Noël militaire de Macron - LeParisien.fr 21.12

Une veille de Noël militaire. Un mois après une interview on ne peut plus jupitérienne depuis le porte-avions Charles-de-Gaulle, Emmanuel Macron retrouve les soldats. LeParisien.fr 21.12

Lui et les siens n'ont pas tiré les leçons du dernier épisode de la lutte des classes de toute évidence, tant mieux !

Les derniers développements.

- Gilets jaunes, acte VI : nombreux rassemblements et blocages mais mobilisation en baisse - Libération 23.12

A trois jours de Noël, l'«acte VI» des gilets jaunes rassemblait samedi plusieurs dizaines de milliers de manifestants à travers le pays, en baisse par rapport au samedi précédent, avec des défilés épars, la poursuite de barrages routiers et quelques blocages aux frontières.

L'acte 6 du mouvement des "gilets jaunes" s'est traduit à Paris par une longue marche de plus de six heures dans les rues de la capitale, samedi 22 décembre. Selon les autorités ils étaient environ 2 000 à manifester, à coup de slogans hostiles envers le gouvernement. Il y a aussi eu des débordements limités, une déambulation dans une totale improvisation pour semer la police, de Montmartre à Bastille. Libération 22 et 23.12

38.000 participants dans toute la France selon les derniers chiffres truqués du ministère de la Désinformation.

Après la répression et les menaces, le temps de la vengeance est venu.

La réaction rassérénée franchit un cran de plus en interdisant de manifester.

- Manifestation de "Gilets jaunes" interdite samedi dans le Gard - Reuters 21.12

Le préfet du Gard a annoncé vendredi l'interdiction de la manifestation des "Gilets jaunes" prévue samedi sur l'accès à l'échangeur autoroutier de Nîmes-Ouest ainsi que sur un parking et un rond-point proches.

Dans un communiqué, Didier Lauga explique que le "premier jour des vacances scolaires de Noël va entraîner une forte fréquentation des axes de circulation, et de l'autoroute en particulier".

"Dans ces conditions, pour la sécurité de tous, une manifestation à cet endroit ne peut être envisagée compte tenu des précédents", souligne-t-il. Reuters 21.12

- Emmanuel Macron après l'acte VI des gilets jaunes: "c'est maintenant l'ordre qui doit régner" - Le HuffPost 23.12

"C'est maintenant l'ordre qui doit régner, le calme et la concorde. Notre pays a besoin de ça. Il a besoin de concorde, d'unité, d'un engagement sincère pour des causes collectives fortes et il faut apaiser les divisions", a déclaré le chef de l'État.

"On ne peut pas opposer générations actuelle et future", a-t-il dit. "Il faut arriver à faire une vraie transition, il faut qu'on puisse consommer, se loger, se chauffer différemment, il faut des solutions beaucoup plus locales".

"Il est plus intelligent de passer par des initiatives locales que de faire la même loi pour tout le monde", a-t-il ajouté. Le HuffPost 23.12

On guillotinerait aussi le procureur de la République en Charente, avec ou sans maquillage.

RT 23.12 - Un pantin à l'effigie d'Emmanuel Macron a été décapité dans la soirée du vendredi 21 décembre lors d'une manifestation de Gilets jaunes à Angoulême.

La préfecture a indiqué dans un communiqué que les faits portaient «gravement atteinte tant à la personne qu'à la fonction du Président de la République» et étaient «susceptibles d'être qualifiés pénalement».

Le procureur de la République en Charente a annoncé avoir ouvert une enquête «pour provocation au crime et outrage», confiant celle-ci au commissariat de police d'Angoulême. RT 23.12

- Une nuit de garde à vue pour le gilet jaune «vu à la télé» - Libération 23 décembre 2018

...il était 14 h 15 samedi à Paris, rue Vignon dans le quartier de la Madeleine, lorsque des policiers escortés de gendarmes mobiles ont foncé droit sur Eric Drouet pour l'interpeller, sous les huées, au milieu d'un groupe de quelques dizaines de gilets jaunes. Ses partisans ont filmé la scène, qui a été abondamment relayée sur les réseaux sociaux, assortie de dénonciations de la «dictature Macron» et d'appel à la «libération» de ce chauffeur routier de 33 ans devenu figure incontournable du mouvement.

Embarqué lors de cet «acte VI» à Paris, qui a été marqué par une mobilisation déclinante et quelques incidents (lire ci-dessous), Eric Drouet a donc passé la nuit au dépôt avant d'être présenté dimanche à un magistrat du parquet, qui lui a notifié sa convocation devant le tribunal correctionnel et son placement sous contrôle judiciaire. Il sera jugé - le 5 juin selon l'AFP - pour «port d'arme prohibée de catégorie D» et «participation à un groupement formé en vue de violences ou de dégradations», et à interdiction de venir à Paris d'ici là. Si «acte VII» il y a, ce sera sans lui.

Les policiers auraient trouvé une sorte de matraque dans son sac, un simple «bout de bois», dément son avocat. Et il lui est reproché d'avoir organisé un début de manifestation sauvage, samedi, avec l'idée d'en découdre avec les forces de l'ordre. Parti du Sacré-Cœur, sur la butte Montmartre, le rassemblement n'a pas mobilisé les foules et a fini nassé rue Vignon. Le secrétaire d'Etat à l'Intérieur, Laurent Nuñez, semblait faire grand cas de l'interpellation de Drouet : il «a appelé à cette manifestation sur les réseaux sociaux, il a donné un certain nombre de lieux de rendez-vous et il était présent sur ces lieux, donc c'est un organisateur, à ce titre-là c'est un délit d'organiser une manifestation non déclarée», a martelé samedi le numéro 2 de Beauvau. L'avocat d'Eric Drouet, Me Kheops Lara, a dénoncé de son côté «une manœuvre grossière visant à le discréditer aux yeux de l'opinion publique pour le faire passer pour un vulgaire casseur».

Le «cas Drouet» intéresse la justice depuis qu'il avait laissé entendre, le 5 décembre, sur un plateau télé, que les gilets jaunes pourraient marcher sur l'Élysée et y «rentrer». Des propos tenus à la veille de l'«acte IV», qui a violemment dégénéré le samedi 8 décembre à Paris, et qui lui ont valu l'ouverture d'une enquête du parquet de Paris pour «provocation à la commission d'un crime».

En tout état de cause, le profil de ce trentenaire, qui se présente comme «totalement apolitique» et défend le caractère «populaire» du mouvement, a de quoi intriguer. (Pourquoi ? Parce qu'il ressemble trop à monsieur tout le monde, à l'immense majorité des travailleurs qui en ont plus que marre de Macron et sa politique. - LVOG)

Soupçonné d'antiparlementarisme après avoir déclaré «je ne crois plus en cette République» et appelé au «renouveau», ce fort en gueule flirte aussi avec le complotisme. Comme dans cette vidéo où il évoque le «pacte de Marrakech» signé par Macron «pour faire venir 480 millions d'immigrés en Europe» et «qui vend la France». Ou dans cet autre message où il évoque l'influence des médias sur la présidentielle : «Les candidats n'ont pas les mêmes moyens financiers car les banques achètent les médias

pour faire monter les candidats»...

Pas de quoi prouver pour autant un lien avec l'extrême droite. A l'annonce de son arrestation, Jean-Luc Mélenchon l'a d'ailleurs soutenu : «Je ne le connais pas. Mais je demande pourquoi il est en garde à vue ? Il n'a aucune autre dangerosité que ses idées et sa mobilisation [...]. Il faut relâcher monsieur Drouet vite fait !» a tonné le leader des insoumis. C'était chose faite dimanche, après une nuit au dépôt. Libération 23 décembre 2018

L'antiparlementarisme est un crime, le rejet du pacte de Marrakech est un crime, dénoncer le lien qui existe entre les banquiers et les propriétaires des médias qui sont en réalité les mêmes (sic) est un crime, affirmer qu'ils ont joué un rôle décisif dans l'ascension fulgurante et l'élection de Macron est un crime, leurs auteurs sont coupables de haute trahison et doivent être réprimés, tel le veut l'ordre tyrannique qui règne en France.

Pire, avec le soutien de la gauche et de l'extrême gauche qui tiennent en permanence un double langage, la réaction peut affirmer que ceux qui tiennent ces discours seraient d'extrême droite ou sous son influence selon l'amalgame ordurier rouge-brun, alors qu'en réalité ces positions ou interprétations sont conformes à la réalité et fidèles aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière exclut du parlement, 4% seulement des députés a un statut d'employé et il n'y figure pas un seul ouvrier, et tout le reste est à l'avenant.

A bas les institutions de la Ve république, à bas le pacte de Marrakech, à bas la COP, à bas l'ONU et l'Otan, à bas l'oligarchie, ses médias et Macron ! Voilà ce qu'ils ne supportent pas, et bien nous continuerons de le proclamer et de mener notre combat jusqu'à la chute du régime et l'instauration du socialisme. Libération 23 décembre 2018

Numéro d'hypnose d'une clone de Ségolène Royal au profit du dernier des Capets (Macron).

LVOG - Elle est hypnothérapeute.

- Jacline Mouraud envisage de créer son propre parti - Le HuffPost 23 décembre 2018

Elle est l'un des visages par lesquels tout a commencé. Jacline Mouraud, figure du mouvement des gilets jaunes, n'exclut pas de créer son propre parti politique, d'après ses confidences au Journal du dimanche ce 23 décembre.

Elle assure par ailleurs ne pas avoir l'intention de se porter candidate aux européennes sur une liste de La République en marche, alors que l'idée d'une liste gilets jaunes est évoquée.

L'hebdomadaire raconte une scène, au cours de laquelle cette mère de trois grands enfants est interpellée par un homme qui lui suggère de "travailler avec Macron". "Mais moi j'ai pas dit le contraire, il faut que vous alliez parler avec l'autre groupe. C'est la guerre, d'un côté il y a la bande à (Eric) Drouet (une autre figure des gilets jaunes, ndlr) qui veut démolir la démocratie française, et de l'autre il y a les gens comme moi qu'on appelle les modérés", lui répond Jacline Mouraud.

Elle dit avoir trouvé Emmanuel Macron "touchant" dans son allocution pour présenter ses mesures en réponse à la crise. Elle confie aussi avoir demandé un rendez-vous au président via la rubrique "contact" du site de l'Élysée, sans obtenir de réponse. Le HuffPost 23 décembre 2018

[RIC et la négation de la démocratie.](#)

Parole d'un citoyen "**démocrate**" suisse.

LVOG - Quand "*le sentiment de vivre dans une démocratie*" consiste à avoir la "*propension à se mettre la tête dans le sol pour ne pas voir la misère devant nos portes*".

- "*Pour être Suisse,*

Oui encore nous avons nos propres problèmes (grave pour certains) et une propension à se mettre la tête dans le sol pour ne pas voir la misère devant nos portes.

Mais malgré tous, j'ai toujours le sentiment de vivre dans une démocratie. Ce n'est pas un dirigeant qui décide à ma place, mais mes concitoyens et moi par ma petite voix. Que je sois d'accord avec eux ou non, le majoritaire l'emporte."

LVOG - Il est heureux, le reste ou le malheur des autres ne compte pas, merci on avait compris !

Le RIC, c'est le 10% de matière grasse qui entoure l'os à ronger que les démagogues appellent démocratie.

- Les chiffres officiels de la confédération sont les suivants:
- 10.5.1892 : 1re récolte de signatures à l'appui d'une initiative populaire
- 15.9.1892 : dépôt de la 1re initiative populaire
- 320 : initiatives ayant abouti, de 1891 à aujourd'hui
- 206 : initiatives ayant fait l'objet d'une votation
- 114 : initiatives ayant échoué au stade de la récolte des signatures
- 94 : initiatives retirées
- 4 : initiatives déclarées nulles par le Parlement
- 184 : initiatives rejetées en votation populaire
- 22 : initiatives acceptées par le peuple et les cantons
- 9 : initiatives au stade de la récolte des signatures

Soit 22 initiatives acceptées sur 206 mises au vote (10%).

(Source : <https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/dossiers/125-ans-initiatives-populaires.html>)

Parole d'internautes suisses.

1- "Une grosse limitation du référendum en Suisse c'est qu'il faut une double majorité : celle du peuple (normal) ET celle des cantons (moins normal). Et là, le souci est que pour des raisons historiques y a une majorité de (tout) petits cantons campagnards qui votent systématiquement à droite à chaque votation et empêchent toute réforme progressiste de passer. La sur-représentation des zones agricoles frappe encore, comme au Royaume-Uni où, pour rappel, le découpage électoral fait que Thatcher a mené toutes ses réformes anti-sociales avec en réalité le vote de seulement 35% des électeurs."

2 - "Cinq cantons (sur 26 cantons et demi-cantons) concentrent à eux seuls la moitié de la population du pays. Imaginez le ressenti des 21 autres États ayant sans cesse l'impression d'être tenus pour quantité négligeable. "

Qui célèbre la collaboration de classes jusqu'au niveau de l'Etat?

- "*Les citoyens suisses, grâce à la démocratie directe, disposent de moyens leur permettant de participer à la gestion de l'État.*"

Réponse : Le Conseil fédéral suisse. (www.admin.ch/gov/fr)

RIC à la suisse.

Du portail de la Chancellerie fédérale suisse.

Répertoire des objets rejetés.

LVOG - Il s'agit des questions qui ont fait l'objet de référendums et qui ont été rejetés.

Extraits les plus significatifs.

Antidémocratique

- "pour davantage de droits au peuple grâce au référendum avec contre-proposition (Référendum constructif)"

Anti service public.

- «En faveur du service public»
- 'Services postaux pour tous'
- 'pour l'encouragement des transports publics'
- «Pour une caisse publique d'assurance-maladie»

Antisocial.

- Pour des salaires équitables»
- '6 semaines de vacances pour tous'

- 'pour une durée du travail réduite'
- 'contre le relèvement de l'âge de la retraite des femmes'
- 'Sécurité du logement à la retraite'
- «Aider les familles! Pour des allocations pour enfant et des allocations de formation professionnelle exonérées de l'impôt»

Pro oligarchique.

- «Pour une monnaie à l'abri des crises: émission monétaire uniquement par la Banque nationale!
- «Halte aux privilèges fiscaux des millionnaires (abolition des forfaits fiscaux)»
- 'pour un impôt sur les gains en capital'
- 'contre l'abus du secret bancaire et de la puissance des banques'
- «Pas de spéculation sur les denrées alimentaires»
- 'ville-campagne contre la spéculation foncière'

Protège les lobbies et trusts.

- "pour l'abolition des expériences sur animaux"
- 'pour des médicaments à moindre prix'
- «Pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire (Initiative «Sortir du nucléaire»)»

Pro militariste.

- 'Pour l'interdiction d'exporter du matériel de guerre'
- "pour une Suisse sans nouveaux avions de combat"
- 'Oui à l'abrogation du service militaire obligatoire'
- sur le fonds d'acquisition de l'avion de combat Gripen (Loi sur le fonds Gripen)
- 'demandant le droit de référendum en matière de dépenses militaires'

CINQUIEME PARTIE

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis et Syrie.

1.1- Les Forces états-uniennes évacuent la Syrie - Réseau Voltaire 19 décembre 2018

Les portes-parole de la Maison-Blanche et du Pentagone, Sarah Sanders et Dana White, ont confirmé que le président Donald Trump avait donné l'ordre aux personnels US d'évacuer la Syrie après son entretien avec son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan.

Le personnel du département d'État quittera le pays sous 1 jour, celui du département de la Défense (environ 4 000 hommes, dont seulement 2 000 officiellement) sous 100 jours.

Les États-Unis occupent illégalement le Nord-Est de la Syrie depuis quatre ans. Le gouvernement syrien leur a demandé plusieurs fois de se retirer, sans réponse.

Le nouvel ambassadeur US pour la Syrie avait indiqué que les troupes de son pays se maintiendraient tant que (1) Daesh subsisterait (2) des troupes iraniennes seraient présentes (3) il n'y aurait pas de solution politique à la crise syrienne. Or, (1) le Pentagone a mis en scène une bataille contre Daesh, qualifiée de décisive (2) il n'y a pas de soldats iraniens en Syrie, juste des conseillers militaires (3) la Maison-Blanche serait désormais prête à reconnaître la légitimité du gouvernement syrien.

La Turquie a annoncé lancer prochainement une opération contre les Kurdes indépendantistes pro-US stationnés au Nord-Est de la Syrie. Réseau Voltaire 19 décembre 2018

1.2- Trump décide de retirer tous ses soldats de Syrie - LeFigaro.fr 19 décembre 2018

À l'écoute de ses «instincts» et convaincu que les États-Unis n'ont rien à faire en Syrie, Donald Trump passe à l'acte.

Depuis la campagne électorale, il promet d'en rapatrier les troupes américaines dès la défaite de l'État islamique (EI). Ce dernier serait désormais confiné sur une infime portion de son ancien territoire. Le président américain ne prête donc plus l'oreille

aux généraux qui l'avaient convaincu au printemps dernier de ne pas désertier avant une victoire complète.

«Le Pentagone a reçu l'ordre de retirer les troupes de Syrie le plus rapidement possible», a déclaré mercredi une source officielle au Wall Street Journal. Selon le New York Times, le secrétaire à la Défense, James Mattis, et d'autres responsables militaires ont tenté de dissuader Trump de procéder à un retrait total, qu'ils jugent prématuré et contre-productif. Une telle décision reviendrait à abandonner les alliés kurdes des États-Unis, à la merci d'une nouvelle offensive de la Turquie évoquée ces derniers jours par le président Recep Tayyip Erdogan. Elle laisserait également le champ libre à la Russie et à l'Iran, alliés de Bachar el-Assad, en contradiction avec les efforts de Washington pour isoler Téhéran. Elle pourrait enfin favoriser une résurgence de l'EI, qui mène toujours des actions de guérilla avec quelque 2000 combattants le long de la frontière syro-irakienne.

Dans un communiqué publié mercredi par la porte-parole Sarah Sanders, la Maison-Blanche tente d'éviter ces écueils.

Elle affirme avoir déjà «commencé à rapatrier les forces américaines» parce que «les États-Unis ont vaincu le califat territorial» de Daech. Mais elle indique que cela «ne signale pas la fin de la coalition ou de sa campagne», seulement «une transition vers la prochaine phase», laquelle n'est pas spécifiée. Washington «reste prêt à se réengager à tous les niveaux pour défendre les intérêts américains». Ainsi, les États-Unis s'en vont ; mais ils seraient prêts à revenir. Leur décision n'affecterait pas la campagne de raids aériens menés depuis le Qatar. Et ils maintiennent quelque 5200 soldats en Irak voisin. LeFigaro.fr 19 décembre 2018

1.3- L'ordre de retrait des troupes américaines de Syrie a été signé - AFP 24 décembre 2018

Le Pentagone a annoncé dimanche la signature de l'ordre de retrait des troupes américaines de Syrie, que le président Donald Trump veut "lent et extrêmement coordonné" avec la Turquie. AFP 24 décembre 2018

1.4- La Turquie annonce le retour de 300.000 réfugiés en Syrie Reuters 22 décembre 2018

Près de 300.000 civils syriens ont pu rentrer dans leur pays grâce aux deux opérations militaires menées par la Turquie dans le nord de la Syrie, a déclaré le ministre turc de l'Intérieur Suleyman Soyly samedi.

La Turquie abrite plus de 3,5 millions de réfugiés syriens sur son territoire et une partie de la population turque considère ces civils comme un fardeau économique et comme une menace pour l'emploi.

Le ministre a précisé que les opérations militaires et les opérations de police ainsi que l'activité des gardes-côtes ont permis d'endiguer le flux de migrants syriens à destination de l'Europe occidentale. Reuters 22 décembre 2018

A mon avis, tout cela va se terminer par un accord entre Erdogan et Assad soutenu par Trump : Erdogan se chargeant d'en finir avec la résistance armée kurde, tandis qu'Assad réintègre ce territoire dans la Syrie en accordant une large autonomie aux Kurdes en échange de quoi ils déposeront les armes... Au passage une défaite cuisante pour Israël qui oeuvrait au côté des Américains.

1.5 -Le chef du Pentagone claque la porte après l'annonce de Trump sur la Syrie - AFP 21 décembre 2018

Le chef du Pentagone Défense Jim Mattis a brutalement annoncé jeudi sa démission du gouvernement de Donald Trump, au lendemain de l'annonce du retrait des troupes américaines en Syrie qui a pris de court ses alliés.

D'autant que, selon plusieurs médias américains, la présidence américaine a demandé au Pentagone d'envisager un retrait partiel également d'Afghanistan -- alors que Jim Mattis avait plaidé et obtenu l'an dernier une augmentation des troupes.

France, Royaume-Uni et Allemagne, alliés des États-Unis dans la lutte contre l'EI et cibles régulières de ses attaques, n'ont pas caché leur inquiétude après l'annonce du retrait américain, qui a provoqué levée de boucliers dans la propre famille politique de Donald Trump.

Pour la présidence française, cette "décision massue" démontre que le président américain est "de plus en plus seul sur la scène internationale et à prendre ses décisions". AFP 21 décembre 2018

Pour l'AFP, "la scène internationale" se réduit à la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne !

1.6- Trump accélère la transition à la tête du Pentagone - Reuters 24 décembre 2018

Donald Trump a accéléré dimanche le remplacement de James Mattis, qui a démissionné de ses fonctions de secrétaire à la Défense, annonçant que Patrick Shanahan, qui était jusque-là son adjoint au Pentagone, lui succéderait à compter du 1er janvier sur une base intérimaire. Reuters 24 décembre 2018

1.7- Démission de l'envoyé des Etats-Unis pour la coalition antijihadistes AFP 22 décembre 2018

L'émissaire des Etats-Unis pour la coalition internationale antijihadistes Brett McGurk a présenté vendredi sa démission, a indiqué samedi un responsable du département d'Etat.

La semaine dernière, celui qui avait été nommé en 2015 par le président démocrate Barack Obama assurait que les Américains avaient vocation à rester encore pendant un bon moment en Syrie.

Selon plusieurs médias américains, il avait décidé de quitter son poste en février mais il a avancé cette échéance après les rebondissements de la semaine.

Le Wall Street Journal et le New York Times ont évoqué le départ de la moitié des 14.000 militaires américains engagés sur le sol afghan dans ce conflit vieux de 17 ans lancé après les attentats du 11 septembre 2001.

"Concernant la Syrie, nous devons à l'origine y être pour trois mois et, c'était il y a sept ans -nous ne sommes jamais partis", a tweeté M. Trump samedi, avant la révélation de la démission de M. McGurk.

"Lorsque je suis devenu président, l'EI se déchainait. Désormais, l'EI est en grande partie vaincu et d'autres pays de la région, y compris la Turquie, devraient être capables de s'occuper facilement de ce qu'il en reste. Nous rentrons à la maison!", a-t-il ajouté. AFP 22 décembre 2018

1.8- Macron toujours bien inspiré, et BFMacronTV prend au sérieux ses divagations.

Le 15 avril sur BFMTV, Macron avait assuré "avoir convaincu Trump de rester dans la durée" en Syrie : "Il y a dix jours, le président Trump disait : 'Les États-Unis ont vocation à se désengager de la Syrie'. Nous l'avons convaincu qu'il était nécessaire d'y rester."

Fin octobre à Istanbul, après un nouvel échange avec Trump, l'Elysée a annoncé que Paris et Washington "partagent les mêmes objectifs sécuritaires et politiques en Syrie". JDD 19 décembre 2018

2- Cuba

- Cuba : le Parlement a adopté la nouvelle Constitution, ouverte au marché - AFP 23 décembre 2018

Le Parlement cubain a adopté à l'unanimité samedi le projet de nouvelle Constitution du pays, qui reconnaît le marché sans renoncer à l'objectif d'une société communiste et sera soumis à référendum le 24 février.

Le texte a été approuvé lors d'une séance ordinaire du Parlement, qui n'était pas ouverte aux journalistes de la presse internationale, selon le site internet du quotidien officiel Granma.

"Cette Constitution est une expression authentique du caractère démocratique et participatif de notre peuple, car elle est née de lui et recueille ses sentiments", a déclaré auparavant Homero Acosta, coordinateur de la commission de rédaction.

Le texte est arrivé au Parlement dans une version largement modifiée, après trois mois de débats populaires auxquels ont participé 8,9 millions de Cubains (sur 11 millions d'habitants).

Dans un pays pourtant habitué à l'unanimité politique depuis un demi-siècle, ont surgi 783.174 propositions de modifications, rajouts ou suppressions d'articles.

Les autorités socialistes, qui ont vanté cet exercice de démocratie, ont donc dû corriger leur copie: la commission a rectifié 60% du texte.

Lors de la présentation du texte initial, un élément, très symbolique, avait été largement commenté, à Cuba comme à l'étranger: la suppression de la nécessité de construire une "société communiste", comme stipulé dans la Constitution actuelle de 1976.

Le président Miguel Diaz-Canel avait dû en septembre clarifier les choses: "Le communisme et le socialisme sont intimement liés. N'importe lequel de ces deux termes implique l'autre".

Par prudence, le nouveau texte rétablit la référence: "Si (son élimination) créait des doutes et qu'on puisse penser que Cuba abandonne (le communisme), eh bien voilà", a déclaré Homero Acosta en annonçant le retour à l'article originel.

De quoi irriter l'opposition, qui a appelé à voter non au projet: "Dire que ce n'est que dans le socialisme et le communisme que l'être humain atteint sa pleine dignité est une insulte à l'intelligence", a réagi l'Union patriotique de Cuba (Unpacu, dissidents) dans un communiqué envoyé à l'AFP. (Dans le capitalisme et l'impérialisme, il faut dire que plus personne ne se pose plus cette question, hormis leurs suppôts déguisés en "dissidents" . - LVOG)

Si Cuba ne renonce pas au communisme, son économie est de plus en plus mixte, et 591.000 Cubains travaillent dans le privé, soit 13% des salariés.

La nouvelle Constitution vise donc aussi à reconnaître cet état de fait, en admettant le marché, la propriété privée et l'investissement étranger.

Mais un principe reste souverain: l'Etat socialiste garde "les rênes de l'économie", a assuré Homero Acosta.

Autoriser plusieurs partis ou l'élection directe du président - actuellement désigné par les députés du PCC - n'ont jamais été prévus dans la nouvelle Constitution. AFP 23 décembre 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grande-Bretagne

LVOG- La Grande-Bretagne occupée... par l'armée... à la moindre occasion, l'avez-vous remarqué ? Comme en France...

- GB: L'armée déployée à l'aéroport de Gatwick, survolé par des drones - Reuters 21 décembre 2018

Des militaires britanniques ont été déployés jeudi à l'aéroport de Gatwick, survolé à plusieurs reprises par des drones de grande taille qui ont paralysé le trafic aérien à l'approche de Noël.

Tous les vols ont été annulés et plusieurs milliers de passagers ont dû patienter, tandis que la police tentait vainement de mettre la main sur les pilotes de ces engins qui sont réapparus à chaque fois que le trafic était sur le point de reprendre.

"Nous déploierons les forces armées. Nous sommes là pour aider et pour faire tout ce que nous pouvons", a déclaré à la presse le ministre de la Défense, Gavin Williamson.

Vers 17h00 GMT, easyJet, premier usager de Gatwick, a annoncé avoir annulé tous les vols prévus jeudi faute d'informations sur la reprise du trafic.

La direction de l'aéroport s'est contentée d'indiquer qu'il resterait fermé jusqu'à nouvel ordre. Environ 115.000 personnes devaient y passer dans la journée. Reuters 21 décembre 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 26 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

● [Au format pdf \(15 pages\)](#)

[A propos du portail.](#)

J'ai oublié de vous signaler que j'avais renouvelé (pour 3 ans) l'abonnement (86 euros) du portail au serveur de la société qui l'héberge en France.

Comme je m'y suis pris au dernier moment, et que ma banque ne pouvait pas effectuer le virement et que je ne pouvais pas non plus effectuer ce règlement avec ma carte bancaire, ce que j'ignorais, c'est ma fille qui s'en est chargée, et elle a refusé que je

la rembourse malgré mon insistance je précise, car j'aurais pu lui envoyer un mandat international plus tard. C'est donc une institutrice (une horrible fonctionnaire!) qui financera notre portail jusqu'en décembre 2021. Encore un énorme merci à elle de ma part et de celle de la société des lecteurs anonymes !

Eux ne pensent pas à moi, mais moi je pense à eux, voici la demande que j'ai formulée par courriel à quelqu'un qui m'est très proche. J'ai l'art de me faire des amis comme toujours.

- Je t'écris beaucoup, je pourrais écrire moins il est vrai. Aurais-tu remarqué si j'avais un peu ou trop un ton professoral ou un autre quelconque défaut dans ma manière de m'exprimer, je ne sais pas, de l'arrogance, un truc insupportable dont je ne m'apercevrais pas, tu peux me parler franchement je ne me fâcherai pas, au contraire.

Je te demande cela car plus aucun de mes lecteurs ne m'écrivent depuis déjà je ne sais plus deux ou trois ans ou plus. Je me demande si c'est parce que mes idées les indisposent ou si cela proviendrait du ton que j'emploie ou les deux à la fois. Pour ce qui est des idées je n'en changerais pas évidemment, mais en revanche je pourrais améliorer ma communication ou tout du moins essayer.

Ce n'est pas facile de s'exprimer librement avec des gens qui sont bourrés d'idées préconçues, tabous, complexes, etc. entre ceux qui craignent de passer pour des cons et ceux qui te prennent pour un con, je sais que je pense beaucoup plus qu'eux, je n'ai que cela à faire, mais cela ne garantit pas le résultat pour autant. Quand tu sais que les plus grands penseurs ont dit un tas de conneries, après les tiennes ne te surprennent plus. Et puis les gens deviennent de plus en plus susceptibles, paranos, schizophrènes avec le terrorisme, fake news, complot à toutes les sauces, dès que tu parles d'un truc qu'un mec d'extrême droite a évoqué, tu deviens infréquentables, ils deviennent dingues, ils croient que tout le monde les juge à force d'entendre parler qu'ils sont surveillés de partout, ils n'osent même plus ouvrir la bouche (en présence d'un inconnu surtout) ou alors ils n'écoutent plus personne en dehors des personnes qui font partie de leur bulle, etc. alors imagine un peu quand tu oses t'opposer à leurs idées, mais franchement pour qui tu te prends, tu n'es qu'une merde mon pote, ferme ta gueule. Même par courriel ils deviennent menaçants, j'en ai fait l'expérience, d'ailleurs tout ce que je te raconte là, je l'ai vécu ces dernières années sans m'en formaliser, il en faudrait beaucoup plus pour me déstabiliser, d'ailleurs je n'ai rien changé, au contraire !

Bref, c'est tellement compliqué que j'ai abandonné l'idée de construire un discours en tenant compte de mes lecteurs réels et potentiels, je m'en tiens à mes principes, je leur dis ce que je pense et je les respecte, ensuite ça passe ou ça casse, c'est uniquement leur problème, et l'air de rien si des fois je les maltraite, souvent je les ménage en me disant que c'est préférable de faire des concessions sur la forme pour mieux faire passer le contenu, l'essentiel. Je suis plus près de Robespierre que de Danton ou Hébert (ma dernière causerie).

Donc n'hésite pas à me dire ce que tu penses réellement, cela me rendra service. Parfois j'ai reçu des mails de militants qui m'écrivaient qu'ils étaient pratiquement d'accord sur tout avec moi, alors que leurs courriels démontraient justement le contraire. Je leur en ai fait la remarque ou j'ai écrit dans une causerie un truc qui leur était destiné, je n'ai jamais plus eu de leurs nouvelles, j'avais vu juste et cela ne leur a pas plus ! Je suis devenu un redoutable polémicien ! Je dois les terroriser, non mais cela me fait marrer, dis-moi, est-ce grave docteur ?

Donc on va continuer comme si de rien n'était. J'ajouterai juste qu'il m'arrive de changer d'idée, quand j'avais dû me prononcer à la hâte sur une question que je n'avais pas suffisamment étudiée. C'est inévitable, principalement parce que de nos jours on ne peut se fier à personne, à aucun dirigeant, ils sont tous corrompus idéologiquement. A défaut de mieux on adopte une idée reçue qui nous semble valable, alors qu'elle est devenue obsolète, on la défend loyalement, c'est l'essentiel, ensuite on rectifie si on en a l'occasion. Si Lénine avait viré tous les dirigeants, cadres ou militants qui ne partageaient pas ses idées ou avec lesquels il avait eu des désaccords importants, il serait resté le seul militant du parti bolchevik ! Même cela ne vient pas à l'esprit des militants qui cautionnent leurs dirigeants, c'est affligeant.

[La vie et le combat... continuent, ne sont-ils pas intimement liés ?](#)

Avant-hier soir, j'ai passé la soirée avec ma compagne Selvi, rien de spécial, on a juste regardé des vidéos en mangeant, 2Cellos, Prince, Scorpions et Def Leppard en concert jusqu'à 23 heures.

Temps radieux, 11 heures au Tamil Nadu, 30°C à l'ombre, c'est supportable pour un 25 décembre !

Les idées qui me sont venues spontanément à l'esprit au réveil à 4 heures du matin, du coup je me suis levé pour ne pas les oublier. Je ferai peut-être une sieste cet après-midi.

La révolution, c'est comme un fruit qui peut être amer, délicieux, infect.

Si on le cueille trop tôt ou quand il n'est pas encore mûr, on sera quitte pour aller se soulager en courant et on n'en profitera pas vraiment.

Si on attend qu'il soit trop mûr pour le cueillir, il sera infecte, immangeable et on le jettera.

Si on le cueille à temps ou quand il est mûr, on pourra le savourer et tirer profit de ses qualités biologiques.

Bref, avant c'est trop tôt, après c'est trop tard, et pendant il faut être au bon endroit au bon moment, sans quoi adviendra que pourra ! C'est à se demander ce qu'on enseigne à l'école et quelles leçons on tire de nos propres expériences, apparemment pas grand chose ou manifestement on ne sait pas l'employer à bon escient par la suite.

Comme quoi on devrait s'inspirer de la dialectique de la nature qui apparemment nous est devenue totalement étrangère, et c'est bien là le drame.

Les écologistes sont très mal placés pour nous donner des leçons.

Pour des gens qui veulent sauver la planète, cela fait franchement désordre, comme quoi ils n'ont pas grand chose dans la tête, la preuve ! Au lieu de vouloir changer les hommes au lieu de changer de régime, ils feraient bien par commencer par changer eux-mêmes.

L'écologisme, c'est un fruit pas mûr qui vous file la colique. Indigeste, pas comestible, à déconseiller. Quant à l'écocialisme, c'est un fruit qui ne mûrira jamais ou sera pourri avant d'être parvenu à maturité. Attention, il est d'autant plus dangereux qu'il aura l'aspect d'un fruit mûr ! A éviter, il est infectieux.

Souvenez-vous de notre causerie du 18 décembre.

- C'est donc de l'histoire de la nature et de celle de la société humaine que sont abstraites les lois de la dialectique. (Dialectique de la nature - Friedrich Engels, 1883)

Il suffit d'ouvrir les yeux, d'observer, c'est à la portée de chacun. Est-ce si difficile que cela ? Apparemment oui, aussi étonnant que cela puisse paraître. Ma maison est plantée en pleine nature, d'où j'écris en tendant le bras je pourrais vous cueillir des fleurs sauvages, voilà pourquoi peut-être je suis plus près de "la société humaine" que certains ne le pensent en passant une bonne partie de mon temps devant un écran d'ordinateur. Quand je détourne le regard de l'écran, mes yeux se portent sur des papillons, des oiseaux, des hibiscus rouge flamboyants, un immense tamarinier, un instant de détente, de soulagement aussi, pour se ressourcer, ainsi je ne suis jamais très éloigné de ma réelle nature, vous savez, celle avec laquelle on a tendance à se couper. En fait je bénéficie de conditions exceptionnelles pour penser à notre cause, donc j'essaie de vous en faire profiter, peut-être maladroitement, je l'ignore.

[Deux citations tirées de commentaires d'internautes.](#)

1- *"À mesure que l'instruction descend dans ces classes inférieures, celles-ci découvrent la plaie secrète qui ronge l'ordre social irrégulier. La trop grande disproportion des conditions et des fortunes a pu se supporter tant qu'elle a été cachée ; mais aussitôt que cette disproportion a été généralement aperçue, le coup mortel a été porté. Recomposez, si vous le pouvez, les fictions aristocratiques ; essayez de persuader au pauvre, lorsqu'il saura bien lire et ne croira plus, lorsqu'il possédera la même instruction que vous, essayez de le persuader qu'il doit se soumettre à toutes les privations, tandis que son voisin possède mille fois le superflu : en dernière ressource il vous le faudra tuer."* Chateaubriand (Mémoires d'outre-tombe)

LVOG - Et comme nous ne nous laisserons pas tuer, nos ennemis savent le sort qui les attend.

C'est aussi une des justifications du socialisme ou ce qu'il affirme, d'où notre optimisme...

Les médias-oligarques-menteurs-militarisés ont trouvé un dernier truc pour attaquer Trump.

- «Tu crois encore au Père Noël ?» : la bourde de Trump face à un enfant de sept ans - LeParisien.fr 25.12

Comme si en 2018 un enfant de sept ans était aussi naïf qu'autrefois.

En fait, à part le foi gras et le champagne, ce qu'ils ne digèrent pas c'est que le niveau de conscience des enfants a tendance à se développer de plus en plus rapidement au fur et à mesure qu'ils sont en contact avec une multitude de supports de connaissance.

Ils préféreraient qu'ils soient attardés sur le plan intellectuel et mental pour mieux les contrôler plus tard et en faire des esclaves dociles, mais apparemment les choses ne vont pas se passer de cette manière-là !

Quand tu es en contact avec des gosses de 4 ou 5 ans, tu t'aperçois très vite qu'ils vont tester ta perspicacité, ta faculté de réagir ou non aux histoires ou mensonges qu'ils peuvent raconter. Cela signifie que dès cet âge-là on n'a pas du tout intérêt à leur raconter des histoires ou n'importe quoi car on perdrait en crédibilité à leurs yeux, on se compromettrait en quelque sorte, et ensuite pour avoir de l'autorité sur eux pour les protéger, et bien on ferait face à de grosses difficultés. D'où la nécessité de toujours répondre à leurs questions, de ne jamais leur mentir, de ne rien leur cacher, sauf pour les soustraire à des peines inutiles, ce qu'on pourrait leur expliquer par la suite et qu'ils admettraient volontiers.

La désinformation bat son plein, que se passe-t-il exactement au Nicaragua, au Soudan et dans bien d'autres pays où se produisent des mouvements de masse ou présentés comme tels ? Il est plus prudent d'attendre d'en savoir plus sur ce qui se passe réellement dans ces pays pour en dire davantage, on s'en tiendra à ce qu'on sait déjà.

2- *"Les Etats-Unis d'Amérique forment un pays qui est passé directement de la barbarie à la décadence sans jamais avoir connu la civilisation"* Albert Einstein

LVOG - J'ajouterai que c'est le sort qu'ils ont réservé à tous les pays qu'ils ont pillés tout au long du XXe siècle, pour les maintenir le plus longtemps possible dans un état de sous-développement. En Inde où je vis, c'est exactement ce qui s'est produit, extérieurement ou matériellement la condition de la majorité du peuple s'est améliorée, mais au prix d'énormes sacrifices en matière de liberté et dans des conditions tellement épouvantables que le pays ressemble à un asile de fou, un hospice pour indigent, une décharge et est invivable. Il a littéralement pourri sur place au fur et à mesure qu'il se développait, et quand il n'a pas sombré dans la décadence, il est demeuré profondément arriéré, ce qui vaut guère mieux.

Le capitalisme au XXIe siècle, c'est le retour à la barbarie et ne peut pas être chose, sauf à s'en débarrasser une fois pour toute et passer au socialisme.

[Encore quelques enseignements du mouvement du 17 novembre et des "gilets jaunes" \(Suite\).](#)

Il faut préciser d'emblée compte tenu de la gravité de la situation et de la multitude de témoignages directs, que chaque dimanche des milliers de manifestants pacifiques ont littéralement été agressés par les membres de l'appareil répressif de l'Etat, ce qui a parfois entraîné leur réaction violente et légitime, et que dans bien d'autres cas le droit de manifester a été bafoué sur ordre de Macron, du Premier ministre et du ministre de l'Intérieur qui portent l'entière responsabilité des 10 morts et des centaines de blessés, ainsi que les dégâts matériels occasionnés.

Les médias scélérats ont inversé les rôles en faisant abstraction de l'origine des violences commises par certains manifestants pour les condamner, ainsi elles ont joué le rôle de porte-parole de la réaction et de défenseur de l'ordre établi, ce qui ne devrait surprendre personne, ou tout du moins aucun de nos lecteurs que l'on avait affranchi de toute confusion sur leur nature.

Cela étant dit.

Vous avez identifié les "indulgents" et les "enragés", Danton et Hébert, bravo ! En revanche pas trace de Robespierre ou plutôt de Lénine ! Une révolution sans tête ne risque pas d'aboutir !

Pour autant on ne doit se faire aucune illusion sur le mouvement dénommé les "gilets jaunes".

La nature petite bourgeoise du mouvement des gilets jaunes le condamnait à rejoindre les rangs du régime dès lors que la classe ouvrière n'en prendrait pas la direction.

Il confirme que dès lors que la classe ouvrière ne prend pas la direction d'un mouvement destiné à devenir insurrectionnel il est voué à la défaite et à disparaître. On entend par là, dès lors que des pans entiers de la classe ouvrière ne s'y rallient pas, et que les dirigeants de ce mouvement, qui peuvent être issus d'autres classes, n'ont pas conscience du rôle et des tâches historiques que le prolétariat doit accomplir pour conquérir son émancipation et réaliser la démocratie.

Il confirme que la petite bourgeoisie n'est pas et ne peut pas être une classe indépendante. Cela explique pourquoi tous les éléments de la petite bourgeoisie (mais pas seulement, au sein de la classe ouvrière également) qui se définissent eux-mêmes comme progressistes, humanistes, de gauche et qui refusent d'adopter le socialisme, sont irrémédiablement condamnés à adopter le capitalisme et à en assumer toutes les conséquences, et comme par lâcheté ou hypocrisie ils s'y refusent ou ils en sont incapables tant elles sont monstrueuses, il ne leur reste plus qu'à justifier ou maquiller leur ralliement au capitalisme en le parant d'hypothétiques vertus passées, présentes ou à venir, à sombrer dans le déni permanent et finalement à sombrer dans l'imposture ou l'opportunisme.

En manifestant l'intention de créer un parti ayant pour principale revendication politique ou pour unique perspective politique le RIC, il indique clairement quelle est sa nature en se fondant finalement dans les institutions de la Ve République ou se soumettant au régime. Ce sera donc un parti de droite. Nous ne commettrons pas à nouveau l'erreur de laisser planer un doute sur sa nature

ou sa fonction politique au sein de la lutte des classes.

Il valait mieux laisser se développer ce mouvement sachant qu'il était condamné d'avance et observer à cette occasion l'attitude adoptée par les différents acteurs, pour ensuite en tirer des enseignements politiques pour la suite de notre combat. Et là il faut avouer que nous avons été comblés au-delà de nos espérances ! C'était une formidable occasion pour construire le parti, mais on l'aura laissé filer une fois de plus.

Nous savions que le mouvement des gilets jaunes était le produit de la profonde décomposition du mouvement ouvrier, en quelque sorte il fut l'occasion de le confirmer de manière magistrale, entre ceux qui le soutinrent aveuglément comme s'ils avaient à expier un péché mortel, et ceux qui le condamnèrent en recourant à des procédés scélérats, on fut servi à en avoir la nausée !

Je pense que la classe ouvrière avait besoin de cet épisode pour se débarrasser des oripeaux du réformisme bourgeois et renouer avec la tradition du mouvement ouvrier révolutionnaire. Et puis il servit à lui montrer la véritable nature du régime, une machine de guerre destinée uniquement à servir et défendre les intérêts des capitalistes, prête à la moindre menace à recourir à une répression féroce, lui indiquant par là que la lutte de classes était une lutte à mort à l'issue de laquelle un seul des combattants demeurerait en vie tandis que l'autre devrait périr.

Dans ces conditions, il est inconcevable que la classe qui détient le pouvoir puisse le partager avec une autre classe, donc toute tentative de faire croire le contraire est purement et simplement une escroquerie politique, dont leurs auteurs auront plus ou moins conscience, précision qui s'impose puisque malheureusement la plupart des travailleurs et des militants l'ignorent pour ne pas avoir à les caractériser de réactionnaires, ce qu'ils méritent dans bien des cas, ce qui n'est pas une insulte ou un verdict définitif qu'ils se rassurent.

Et puis cet épisode a permis de montrer à quel point le régime était vulnérable, Macron prêt à être exfiltré en hélicoptère si l'Élysée tombait, des commissariats en partie désertés, des policiers qui sympathisent avec les manifestants, des militaires qui se rebellent, des CRS qui se font porter pâles, alors imaginez quelques millions seulement qui déferleraient à l'assaut des institutions et en un éclair il n'en resterait plus rien ! Encore faudrait-il que les esprits de dizaines de millions de travailleurs y aient été préparés et soutiennent la révolution ou tout du moins n'y soient pas hostiles et s'y rallient ensuite...

On a également pu observer de près quelles fonctions ont rempli les médias au côté du régime. Ceux qui s'étendent en long, en large et en travers sur ce sujet ne valent pas mieux en général, et leur discours en apparence radical ne sert qu'à le camoufler. Il faudra les neutraliser leur capacité de nuisance le plus tôt possible au cours du processus révolutionnaire, prendre le contrôle de toutes les chaînes de télévision et les radios appartenant à des oligarques, les exproprier sur le champ, arrêter leurs directions et leurs dirigeants, cela vaudra pour l'ensemble de la presse détenue également par des oligarques, toutes les imprimeries du pays étant saisies et placées sous le contrôle de leurs ouvriers.

Pendant qu'on y pense, à propos du téléphone et d'Internet. Le gouvernement ne pourra pas couper le téléphone car il en aura aussi besoin, par contre il pourra couper Internet. Il ne coupera pas le téléphone, pas si sûr, évidemment, avec tous les fichiers qu'ils auront constitué, ils pourront facilement cibler les numéros à couper, dans ce cas-là il faudra passer par un tiers en principe non fiché, un membre de la famille, un proche, un collègue de travail, un voisin, un inconnu, ou passer par des complices pour obtenir des cartes en fournissant des copies de faux papiers ou justificatifs de domicile, le mieux étant de prendre le contrôle des entreprises qui délivrent ces cartes, ce sera un objectif stratégique capital avec les médias.

Inutile ici de revenir en détail sur la répression féroce dont furent victimes les manifestants lors de l'acte V de cette mobilisation. On peut ajouter que cela donne un éclairage nouveau sur les rapports réels qui existent entre les classes et qu'ils ne sont pas en faveur des conciliateurs et autres collaborateurs avec les représentants du régime, gouvernement et patronat, les dirigeants des syndicats en tête qui sont tous des agents du régime avec lesquels les masses identifient le mouvement ouvrier ou l'ensemble des syndicats, militants inclus, qui pour certains se désolidarisent de leurs dirigeants, ce qui devrait alimenter la crise dans les syndicats et tous les partis qui se sont compromis avec cette pourriture, on ne s'en plaindra pas, bien au contraire.

Les représentants de la petite bourgeoisie, ainsi que les blanquistes et les proudhoniens qui représentaient la classe ouvrière au sein de la Commune commirent l'erreur fatale de ne pas arrêter et juger Thiers et son gouvernement quand ils étaient encore dans les murs de Paris, et quand ils déménagèrent à Versailles, ils ne bougèrent pas davantage, vous connaissez la suite. Ils n'avaient tiré aucune leçon du déroulement de la révolution démocratique bourgeoise de 1789 à 1794.

Il fallut trois longues années pour obtenir la tête de Louis Capet dit le XVIe. Ce fut long, oui et non puisqu'il s'agissait de mettre fin à plus de 1700 ans de monarchie ou de féodalité, et encore entre juillet 1789 et août 1792 les révolutionnaires avaient eu au moins deux autres occasions qu'ils laissèrent échapper de liquider Louis XVI, mais peut-être pas la monarchie, il aurait aussi fallu la tête du général La Fayette, mais ce n'était pas gagné d'avance plus tôt, comme quoi parfois il est urgent d'être patient et de réfréner notre ardeur à en finir une bonne fois pour toute avec le régime, chaque révolution a sa propre dialectique et il ne faut pas brûler les étapes sous peine de finir carbonisé, qu'on se le dise.

Avec le capitalisme on en est entre deux et deux siècle et demi d'existence sur le plan institutionnel en partant de la Grande-

Bretagne et de la France, c'est très peu si on le compare à la monarchie et au mode de production féodal, mais cette comparaison est déplacée ou même aberrante pour au moins deux raisons : Du fait du gigantesque développement des forces productives et de l'explosion de la démographie mondiale depuis l'avènement du mode de production capitaliste, qui permettent de satisfaire les aspirations et les besoins matériels de l'humanité et de mettre un terme au règne de la nécessité pour entrevoir enfin celui de la liberté, objectif réalisable depuis environ un siècle mais auquel s'oppose la survie du capitalisme qui privilégie la satisfaction des besoins d'une infime minorité au détriment du reste de la population mondiale.

Voilà pourquoi c'est l'unique obstacle à abattre pour résoudre tous les maux dont souffrent l'humanité et notre planète, objectif politique autour duquel l'ensemble des exploités et des opprimés ainsi que leurs représentants devraient se rassembler.

Mais comme le capitalisme s'est doté d'institutions politiques pour représenter et préserver ses intérêts, les justifier sur le plan juridique ou du droit et les imposer au reste de la population, il faut commencer par lui retirer le pouvoir politique pour saper la légalité de son pouvoir économique basée uniquement sur les inégalités sociales entre les classes que rien ni personne ne peut légitimer ou justifier.

D'où la nécessité du combat politique pour chasser ses représentants au pouvoir en recourant à un soulèvement révolutionnaire des classes exploitées et opprimées, puisqu'il n'existe pas d'autres moyens démocratiques pour parvenir à cet objectif.

Le capitalisme qui clôt le cycle du règne de la nécessité et de l'exploitation de l'homme par l'homme précipite l'heure de l'émancipation, de la libération des opprimés ou de la destruction finale de la civilisation humaine.

Autre enseignement.

Les masses ont fait l'expérience de la répression, des provocations policières, des médias menteurs, cela devrait les aider à rompre avec le régime ou à se détourner de leurs porte-parole, ils jugeront d'un mauvais oeil à juste titre tous ceux qui les ménagent ou leur trouvent des vertus ou qui tiennent un double langage, Mélenchon et sa clique de bras cassés par exemple.

Autre chose.

Dans ma causerie du 18 décembre, j'ai attaqué Etienne Chouard que je tiens pour un charlatan, pour autant quand il fut qualifié de rouge-brun par Autain (LFI) à l'Assemblée nationale, j'ai estimé qu'il était préférable de rester en retrait, sachant que cela ne dérangeait pas madame Autain de s'encanailler avec les ordures d'EELV, de Génération.s ou du PS qui étaient allés saluer le coup d'Etat de l'Otan réalisé grâce à des milices néonazis ou de se faire la porte-parole de toutes les campagnes identitaires ou communautaristes orchestrées par les idéologues de l'oligarchie, je ne tenais pas à me compromettre en reprenant la caractérisation de cette opportuniste hystérique, même si j'estime Soral infréquentable.

A ces ordures vous pouvez ajouter Laurent Mouchard dit Joffrin, rédacteur en chef de Libération auquel Autain a tendu la perche de l'ignominie.

En couverture de Libération le 6 mai 2017 - Faites ce que vous voulez mais votez Macron.

Libération le 21 décembre 2018 - Libération titrait : L'original : Chouard, Dieudonné, Ruffin

Joffrin qui porte bien son nom : Ruffin veut mélanger sans précaution le jaune des gilets au rouge et au vert de sa rhétorique d'extrême gauche. On voit, dans son cas, ce que donne un tel mélange de couleurs : du brun.

Monsieur Laurent Mouchard (et son père millionnaire qui a financé le FN) qui était un ami intime de J-M Le Pen dans les années 60 est sans contestation possible bien placé pour en parler...

J'ai caractérisé le néolibéralisme d'extrême droite parce qu'il ne peut pas supporter la moindre expression de la démocratie empiète sur son pouvoir totalitaire. Donc tous ceux qui en sont les porte-parole méritent cette caractérisation.

J'ai affirmé également que la gauche institutionnelle ou réformiste était l'antichambre de l'extrême droite ou qu'elle faisait le lit de l'extrême droite, les faits l'ont amplement confirmé. Pourquoi ? Mais parce qu'elle est viscéralement liée au régime, et lorsque la crise du régime devient aiguë elle prend la tourne d'une dictature ouverte ou du fascisme.

Comment des acteurs comme BHL, Kouchner, Hollande, Macron, et des milliers d'autres dirigeants politiques, éditorialistes, journalistes, philosophes, historiens, intellectuels, etc. ont-ils pu un jour se revendiquer de gauche, se faire passer pour des gens de gauche, alors qu'en réalité ils ne l'avaient jamais vraiment été ? Certes, parce que la gauche était déjà complètement pourrie ou était déjà de droite.

C'est ainsi que la plupart des acteurs qui se prétendaient de gauche à une époque, emprunteront le discours ou les arguments de l'extrême droite dans d'autres circonstances, et s'ils n'étaient pas compatibles avec le socialisme, ils le seront avec le fascisme. Une simple constatation vous observerez.

Et après ?

Dans l'avant-dernière causerie j'avais proposé une stratégie politique tirée des enseignements des révolutions de 1789-1794, 1830, et février et juin 1848, ainsi que la Commune de 1871, je n'avais pas inclus ceux des révolutions russes de 1905 et 1917 puisqu'il n'existe pas de parti ouvrier révolutionnaire en France en 2018. Je vous y renvoie.

J'ignore quelle tournure va prendre la situation politique dans les semaines à venir, si les masses vont réaliser ce qui s'est passé depuis le 17 novembre, quels enseignements elles vont en tirer. Certains affirment que la mobilisation va continuer ou repartir de plus belle, je n'ai pas suffisamment d'éléments pour en juger. J'ai simplement constaté que les dirigeants de LFI qui appellent à continuer à aller manifester à Paris n'ont pas été capable ou n'ont pas pu mobiliser leurs 9 millions d'électeurs de la présidentielle, leurs 500.000 adhérents dont on ignore s'ils ont réellement existé un jour.

On peut penser qu'il va leur falloir du temps pour réagir même si leur condition est demeurée inchangée et que ce seront les prochaines mesures annoncées par Macron qui mettront à nouveau le feu aux poudres, quand, au printemps, avant, d'ici l'été prochain, le thème des retraites est explosif, Macron osera-t-il le mettre sur la table dans quelques mois, je l'ignore.

Une simple étincelle peut désormais embraser le pays du jour au lendemain et conduire à une insurrection, certains le souhaitent, d'autres le redoutent, mais ce que tous doivent savoir, c'est qu'une insurrection doit impérativement s'appuyer sur les enseignements de la lutte de classe du passé pour espérer triompher et que le chemin pour parvenir au but est semé d'embûches, de pièges qu'il faut déjouer, malheur à ceux qui confondraient leurs désirs avec la réalité, qui continueraient de refuser d'entendre cet avertissement.

Une insurrection pour aboutir à besoin de fins stratégiques, de dirigeants capables de saisir la moindre modification intervenue entre les classes pour déterminer les tâches et les objectifs que les masses doivent accomplir ou se donner pour infliger des revers à l'ennemi, agir de manière disciplinée, organisée pour pouvoir réagir et reculer en ordre en cas de défaites partielles, afin d'aborder dans les meilleures conditions l'étape suivante pour aller de l'avant, encaisser tout recul pour mieux repartir à l'assaut, éviter toute tergiversation ou hésitation qui se solderait par la division et la démoralisation de nos forces ou les affaiblirait. Nous sommes supérieurs en nombre, la légitimité est de notre côté, notre cause est juste, vaincre notre ennemi est à notre portée dès lors qu'on garde cela à l'esprit en permanence, qu'on l'insuffle aux masses pour qu'elles ne flanchent pas au moment décisif, pour qu'elles soient gonflées à bloc et balayent les doutes qui pourraient les ronger, qu'elles fassent preuve d'héroïsme, d'où la nécessité absolue qu'elles soient organisées ou puissent s'appuyer sur un parti qui a su gagner leur confiance et qui la mérite parce qu'il ne les trahira jamais. Sachant que c'est une lutte à mort qui sera engagée, on ne pourra pas en confier la direction au petit bonheur la chance, à des dirigeants qui se sont compromis dans le passé, à des dirigeants autoproclamés, ceux qui vous disent le contraire sont de dangereux charlatans ou aventuriers qui jouent avec votre vie, il faut les combattre impitoyablement.

La révolution est un acte démocratique tant par la forme que par son contenu, parce c'est la majorité qui au mieux y sera associée ou qui finira par y participer, au pire, qui la soutiendra voilà pour la forme, et parce que les intérêts qu'elle représente coïncident avec les aspirations ou besoins de l'immense majorité des exploités et des opprimés qui composent la société, elle n'a pas besoin de chercher ailleurs une justification ou une légitimité parce qu'elle les porte en elle, voilà pour le contenu.

En lisant cela, vous comprendrez peut-être mieux pourquoi nous qualifions de gredins ou de réactionnaires tous ceux qui s'y opposent, tous les dirigeants des partis institutionnels qui osent parler en notre nom ou qui n'ont que la démocratie à la bouche et qui vomissent dessus quotidiennement.

Maintenant il nous faut admettre que nous abordons cette phase décisive de la lutte de classes dans les pires conditions à tous les niveaux, il ne faut surtout pas se le cacher, mais les choses peuvent évoluer très rapidement et nous continuons de croire que notre combat n'est pas perdu d'avance, même si nous partons avec un lourd handicap.

Les masses n'y ont pas été du tout préparées, les militants non plus. On n'a pas cessé de les bercer d'illusions ou de leur raconter des histoires, peu importe d'ailleurs qu'ils y aient plus ou moins cru, toujours est-il qu'elles ne sont pas parvenues à se doter d'une nouvelle direction pour mener ce combat dont l'enjeu sera décisif pour l'avenir de l'humanité, cela aussi il faut le conserver précieusement à l'esprit en permanence. Cela doit être notre objectif prioritaire. Les dirigeants qui vous diront qu'il n'a jamais cessé d'être le leur sont des menteurs, nous avons eu mille occasions de le démontrer au cours de la dernière décennie dans ces causeries en remontant parfois un demi-siècle en arrière pour montrer que c'était une constante chez eux de tenir un double langage, inutile d'y revenir ici.

Dès lors nous nous retrouvons dans la situation où nous ne pouvons placer notre confiance dans aucun parti ouvrier, ce qui est en soi désastreux ou dramatique. On pourrait admettre qu'on se soit trompé sur leur compte une fois, deux fois, trois fois à la limite mais pas des dizaines de fois sur une durée aussi longue, ou alors cela signifierait qu'on se serait fourvoyé sur toute la ligne,

pour nous en convaincre il faudrait qu'on admette qu'on a rêvé, que les faits qu'on a relevés minutieusement ne se sont jamais produits, qui plus est après être revenu dessus une multitude de fois ou en les ayant examinés sous tous les angles parce qu'on n'y croyait pas nous-même, combien de fois je me suis dit : Ce n'est pas possible, pas eux, non, je ne veux pas le croire, et puis à la longue il a bien fallu se résigner à l'évidence, si, eux aussi.

Par ailleurs pour avoir milité dans une organisation, je n'ai pas perdu de vue qu'un parti pouvait adopter une ligne politique pour défendre son appareil, pour des raisons qui pouvaient nous échapper, pour éviter d'être complètement isolé, pour remobiliser ses militants démoralisés ou je ne sais quoi encore, j'ai imaginé toute sorte de scénarios pour justifier leurs positions, y compris bien entendu qu'ils pouvaient être motivés par l'aggravation de la crise du capitalisme, du régime, qui avait entraîné une modification des rapports entre les classes, je pense sincèrement ne rien avoir laissé au hasard et j'en suis chaque fois arrivé aux mêmes conclusions, donc j'ai dû me résoudre à les accepter.

Malgré tout j'ai appelé les lecteurs à rejoindre tel ou tel parti plutôt que rester inorganisés quitte à ce que cela soit perçu par certains comme une concession inacceptable ou pire une compromission, j'y ai pensé évidemment. Et puis peu de temps après, ces partis tenaient à nouveau un discours que nous ne pouvions que condamner, et nous nous retrouvions dans la même situation que précédemment. J'ai eu des contacts avec des cadres de certains partis ou dirigeants de petites formations, mais chaque fois je me suis retrouvé en présence de furieux dogmatiques ou des militants à l'esprit étroit, borné, qui ne voulaient même pas examiner mes arguments, je devais adopter les leurs ou me rallier inconditionnellement à leurs positions et la fermer, c'était inacceptable et j'ai abandonné. Que pouvais-je faire de plus, rien, hélas ! Moi je ne demande qu'à être convaincu que je me suis trompé, j'en serais le premier à en être heureux, quel soulagement ce serait entre nous, mais je ne peux quand même pas inventer quelque chose qui n'existe pas.

On m'a adressé un tas de documents que j'ai commencé à lire, pour m'apercevoir dès les premières pages que leurs auteurs reproduisaient les erreurs des dirigeants qu'ils dénonçaient, c'était tellement gros que je n'ai pas insisté non plus.

Si je dis que les faits m'ont donné raison, cela ne vaudra rien dire ou n'avancera à rien, puisqu'ils sont convaincus que ce qui arrive devait arriver ou que c'était écrit d'avance et que personne n'y peut rien, donc il n'y a pas à chercher où les uns ou les autres auraient commis des erreurs pour les corriger, ce qui les conduit à ne rien changer comme si de rien n'était, bref, tout est pour le mieux dans le pire des monde et personne n'y peut rien, c'est la fatalité, c'est comme cela, c'est triste et effrayant à la fois quand on y pense, c'est un cauchemar, que voulez-vous que je vous dise de plus.

Cela ne servirait à rien non plus d'affirmer que je n'ai aucun intérêt dans cette affaire contrairement à eux, aucune ambition personnelle dans mon trou en Inde, cela ne m'empêcherait pas de pouvoir me leurrer moi-même, même en étant sincère ou honnête, mais j'ai franchement du mal à l'envisager pour avoir retourné dans tous les sens mille fois ces questions, quel profit j'en tirerais, d'avoir raison, quelle connerie, soyons sérieux ! Et puis je pars toujours des faits, quand je dénonce une surinterprétation par exemple, je fournis toujours les éléments matériels qui le démontrent, je n'invente rien.

Je conçois très bien qu'on mette en avant tel ou tel mot d'ordre pour faire de l'agitation, mot d'ordre qui peut s'avérer réducteur ou qu'on peut interpréter de différentes manières, mais on ne juge pas là-dessus l'activité d'un parti, d'un courant politique, mais sur ses résultats concrets, son bilan au bout d'un demi-siècle d'existence ou davantage, quel objectif il a permis d'atteindre, où il en est en terme de construction, comment il s'y est pris pour élever le niveau de conscience des masses, on ne va le juger en examinant le niveau de conscience des masses ce qui serait ridicule et injuste puisqu'ils sont marginalisés, mais celui de ses propres militants et cadres, dirigeants, sur le contenu de sa production écrite, de ses déclarations, appels, de quelle manière il s'adresse aux masses, à qui il s'adresse, se donne-t-il les moyens de construire le parti ou ses dirigeants poursuivent un tout autre but, etc. A suivre.

[Derniers développements de la situation en France, quelques infos et témoignages.](#)

Totalitarisme. L'ordre doit régner. Au tour des menaces et des sanctions pénales.

LVOG - Nous exigeons la libération de tous les manifestants emprisonnés depuis le 17 novembre, l'abandon des poursuites judiciaires, l'annulation de toutes les sanctions prises à leur contre !

- Gilets jaunes : le gouvernement veut en finir - Liberation.fr 24.12

L'exécutif a affiché dimanche et lundi un message de fermeté après plusieurs semaines de manifestations des gilets jaunes émaillées de violences. Liberation.fr 24.12

Thiers la haine de la classe ouvrière est de retour.

- Gilets jaunes: Philippe pour punir sévèrement l'agression de policiers Reuters - 24.12

- Edouard Philippe affiche sa "détermination à ramener l'ordre" - AFP 24 décembre 2018

Les psychopathes forcenés en rajoutent.

- "Gilets jaunes" : pour Mounir Mahjoubi, les ingérences de "forces étrangères" via les réseaux sociaux sont "inacceptables" Franceinfo 24 décembre 2018

Que s'est-il réellement passé à Paris lors de "l'acte 6", entre des manifestants et des gendarmes motorisés ?

Grille de lecture.

Un groupe de manifestants se trouvaient à proximité de l'avenue Georges V sans présenter apparemment de menace à l'ordre public, quand tout d'un coup suite à un ordre donné par un supérieur hiérarchique de les disperser, les forces de l'ordre leur envoient non pas une mais trois grenades de désencerclement, en réponse à cette agression caractérisée, leur réaction immédiate a été de s'en prendre à quatre gendarmes motorisés qui étaient à leur portée, oeil pour oeil, dent pour dent, rien de plus banal en somme. A la répression aveugle ou injustifiée, ils vont s'en prendre aux forces de l'ordre qui leur tomberont sous la main, histoire de montrer qu'ils ne résigneront pas à subir un tel traitement. A la violence extrême ou à la terreur, ils répondront par la terreur ou leur violence se situera au même niveau, ce qui était légitime. Le ministre de l'ordre établi et les médias à ses ordres fourniront une autre version, amputée, normal.

- Le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, considère que les policiers ont eu "une attitude exemplaire face à des attaques inqualifiables". - franceinfo 24.12

Tournées samedi 22 décembre lors de "l'acte 6" des "gilets jaunes", les images montrent trois motards de la police, obligés de prendre la fuite alors qu'ils sont pris à partie par des manifestants. "Ces images ont impressionné, elles ont choqué", a estimé Edouard Philippe, lundi 24 décembre, en fin de matinée.

Quelques secondes avant les premières violences, on voit un policier lancer ce que le journaliste pense être une "grenade de désencerclement" explique-t-il à franceinfo.

Stéphanie Roy (reporter freelance pour l'agence Line Press et Clément Lanot, journaliste indépendant) a également publié une vidéo de "la scène dans sa totalité" où l'on voit les policiers lancer trois grenades pour, semble-t-il, bloquer les manifestants qui voulaient s'engouffrer dans l'avenue George-V. franceinfo 24.12

Quand le règne de la terreur se retourne contre eux

- Joachim Son-Forget (député LREM) accusé de sexisme après avoir évoqué "le pot de maquillage" d'Esther Benbassa - Le HuffPost 25 décembre 2018

La querelle virtuelle a commencé le 23 décembre, lorsque Joachim Son-Forget s'est ému d'un tweet de la sénatrice EELV, où elle dénonçait les termes de "violence" et "vulgarité" employés par Brigitte Macron - citée dans un article du Monde- pour décrire les comportements de certains manifestants lors des mobilisations de gilets jaunes.

Cette publication a provoqué l'agacement de Joachim Son-Forget, qui a estimé que l'élue EELV avait "détourné" un article "partial et à charge" pour "mettre de l'huile sur le feu". Et de s'attaquer au physique de la sénatrice: "Avec le pot de maquillage Esther Benbassa que vous vous mettez sur la tête, vous incarnez plus que jamais ce que vous tentez maladroitement de caricaturer. Vous le sentez l'amalgame violent maintenant?" Le HuffPost 25 décembre 2018

Ne cherchez pas, entre eux il n'y a que la couche de maquillage qui les distingue.

[Macron vomit le peuple et lui fait savoir une fois de plus, tout en honorant l'armée, le dernier fidèle rempart du régime.](#)

- Message de Noël : pour Macron, un tweet et un hommage aux militaires - LeParisien.fr 25 décembre 2018

LeParisien.fr- Le chef de l'État a tweeté ce mardi matin un message très simple pour souhaiter un bon Noël à ses concitoyens : "Brigitte se joint à moi pour souhaiter un joyeux Noël à chacun d'entre vous."

LVOG - "Moi", pour vous, c'est lui, mais pour lui ce n'est pas lui, son moi n'est pas pour vous, vous avez pigé ?

LeParisien.fr - Le chef de l'Etat est tout de même intervenu en toute fin de soirée, vers 23h30, au cours de l'émission « Noël avec nos soldats », diffusée depuis Port-Bouët, à Abidjan (Côte d'Ivoire) mardi soir sur France 2. Emmanuel Macron a alors endossé son rôle de chef des armées. Le président de la République a évoqué les hommes et les femmes « tombés au combat », affirmant connaître la « douleur du premier Noël qui suit le départ d'un proche ». « Au milieu des festivités, ayez un instant pour penser à eux. Nos soldats, leurs familles, nos blessés et nos disparus », a-t-il notamment énuméré lors d'une courte allocution. LeParisien.fr 25 décembre 2018

Il n'allait pas évoquer ceux qui sont "tombés" victimes de la féroce répression policière qu'il a ordonnée.

Vos, soldats, leurs familles, vos blessés et vos disparus en sont pas les nôtres !

La réaction assumée dans toute sa splendeur.

- Manifestations des "gilets jaunes" : "Ceux qui restent sont des antirépublicains" - franceinfo 23.12

Jean Petaux, politologue à Sciences Po Bordeaux.

La violence est proportionnelle à la baisse des effectifs, c'est-à-dire qu'il reste les noyaux les plus militants, les plus extrémistes et les plus protofascistes.

Ce qui est clair, c'est que ceux qui restent sont des antirépublicains, clairement. Ce mouvement, depuis le début, est absolument inédit.

C'est un mouvement qui, au maximum, rassemble 40 000 personnes sur l'ensemble du territoire, et vous avez une stratégie de la violence et de la tension.

Ce sont des faits inadmissibles, inacceptables en République et en démocratie. Il ne faut pas se cacher derrière son petit doigt et dire qu'il y a des raisons de faire ça, il n'y a pas de raisons de faire ça. Il y a une mécanique qui est une convergence entre le brun et le rouge et de ce point de vue là, François Ruffin est une véritable caricature de ce processus. Il y a une convergence des mouvements factieux et séditieux qui s'incarnent dans ce qu'on a vu à Toulouse, Bordeaux et Paris.

Il y a de fortes chances, compte tenu de l'agenda social du premier semestre, que d'autres explosions sociales se multiplient. La rentrée de janvier ne va pas du tout être simple pour le gouvernement.

Je pense que le degré de détestation qu'a atteint Emmanuel Macron auprès d'une majorité de Français n'est pas rattrapable dans la mesure de la confiance à son égard. franceinfo 23.12

Fabrication du consentement ou l'esclave en guise de destin

- "Gilets jaunes" : "Le vrai débat c'est un contrat démocratique et social qu'il faut inventer", selon le député LREM Patrick Vignal - Franceinfo 25.12

Au lendemain de l'acte 6 de la mobilisation des "gilets jaunes", Patrick Vignal, député LREM de l'Hérault, estime sur franceinfo qu'on est à un tournant qui doit permettre au président de la République de rebondir et de cesser d'avoir une fracture". Franceinfo 25.12

Ils ont de quoi s'inquiéter : "On ne lâche rien."

- "Gilets jaunes" : "Que ça soit le réveillon, Noël, Pâques, on tiendra tant qu'on n'aura pas ce qu'on veut" - franceinfo 25.12

Ils ne lâchent pas leur rond-point même à Noël. Lundi 24 décembre, des "gilets jaunes" ont décidé de réveiller sur leur campement. Objectif : montrer qu'ils restent déterminés, même pendant les fêtes. C'est le cas d'une quinzaine de Picards. Ils ont passé la soirée sur le rond-point de l'Oiseau à la sortie de l'A16 près d'Abbeville dans la Somme, en entonnant un chant toute la soirée : "On ne lâche rien."

Olivia, au chômage, s'est recréé un cocon ici : "Tout le monde est solidaire, c'est vrai qu'on est là du matin jusqu'au soir, c'est comme une deuxième famille", ajoute-t-elle. Jean-Luc et Joël ont décoré le sapin posé dans le coin de la cabane, ils ne se voyaient pas réveiller ailleurs que sur leur rond-point : "On continue. Que ça soit le réveillon, Noël, Pâques, on tiendra, tant qu'on n'aura pas ce qu'on veut, on tiendra. Il a beau dire ce qu'il veut Macron, il ne nous aura pas. Parce qu'ici, ce sont des gens déterminés, parce que faire Noël ici, chapeau !", lancent-ils. Et les deux "gilets jaunes" promettent qu'ils seront au même endroit pour le jour de l'an. franceinfo 25.12

Parole d'internaute

1- "C'est étrange que ces spécialistes en tout genre même Todd ou des journalistes comme Daniel Schneidermann disent "je n'ai rien vu venir" ! Cela fait quand même bien 30 ans que le système de casse générale du pays est "en marche" c'est le cas de le dire. Comment tout ces gens là n'arrivent pas à prendre "le pouls du peuple" qu'ils côtoie même sur leurs sites ? Les chiffres a surveiller : 135 000 000 de repas donnés par les Restos du Coeur, l'an dernier (sans compter le Secours Catholique, Secours vert) les délocalisations, destructions d'emplois, le chômage de masse, la précarisation, pauvreté qui rappelle les années d'après guerre auraient dû les alerter. De même les appels des services de santé publiques, les écoles qui ferment, des villages abandonnés. Il était clair que le modèle économique prôné dans les années Reagan/Thatcher ayant déjà mis a mal les Usa et Uk devaient chez nous donner les mêmes résultats. "

2- "Le système de domination actuel (les féodalités financières comme vous le dites si bien) repose aussi sur toute une hiérarchie de larbins, de détournements des fonds publics, de fraudes fiscales, de corruption locale sous le regard bienveillant de l'État.

Dans mon coin par exemple, en plus des ronds points il y a des groupes de gilets jaunes qui se sont formés pour étudier tout ça, fusionnant avec des associations déjà existantes, alertant la population de ces situations illégales, réclamant à nos élus de saisir les autorités concernées (Cour des Comptes, Autorité de la Concurrence, ...), ...

Et ça ne fait que commencer...

Ils tremblent de peur, parce que eux aussi ont bien compris qu'il ne s'agissait pas que de Macron..."

RIC. Réaction d'un travailleur suisse.

"Actum est de republica ! 24.12

Ne rêvez pas de la Suisse ! La Démocratie ici aussi n'est qu'une chimère, les projets véritablement sains sont rares et systématiquement retoqués, quand ils ne sont pas choisis pour coller à certaines exigences plus ou moins occultes... Il n'y a pas pire simulacre que celui qui singe trop habilement la réalité. En Suisse, les salaires sont certes élevés, mais les produits de première nécessité sont hors de prix pour le Suisse moyen, sans parler des loyers et pourtant tout le monde se tient à carreau. Ici à xxx, il y a un très fort contingent de CSP+ et au-delà, provenant de pays anglo-saxons venus pour quelques années « faire du fric » avant de saccager socialement d'autres pays, bien moins lotis que celui-ci ! La Suisse est devenue un Disney Land sans frontière où le rêve multiculturaliste de la boboitude branchouille règne en maître. Extrêmement voyante et décomplexée, elle arrive à faire croire en sa domination qui reste essentiellement symbolique. Et comme la culture alémanique est ce qu'elle est, il n'y a pas de vague. Le conditionnement des masses fonctionne à merveille ! La Suisse est aussi un laboratoire à ciel ouvert où la police non plus ne faut pas dans la dentelle. Il faut néanmoins reconnaître c'est le défaut de sa qualité, les gens ici sont bien plus respectueux les uns des autres (les autochtones surtout. La caste de privilégiés du multiculturalisme et les jeunes générations sont globalement toutes aussi égoïstes et narcissiques que les autres partout ailleurs) que les Français entre eux, notamment. Autre culture, autre Histoire. Mais la France que j'aime se réveille enfin d'un trop long sommeil !

La Suisse que j'aime malgré tout, pour ses paysages, sa sérénité, son Histoire, est une Suisse amplement fantasmée. Elle est devenue de décennies en décennies le Cheval de Troie de la Dictature mondialiste en Europe. Le véritable coffre-fort du monde quoi qu'on en dise... L'un de ces plus importants moteurs financiers. La BRI, c'est à côté...

Bref, ne rêvons pas la Suisse et investissons pacifiquement (et d'urgence ! Ils sont fébriles, profitons-en !) nos journaleries nationales et régionales pour faire entendre la voix du peuple de France, la voix de tous les Français en mesure de comprendre la réalité de la partition diabolique jouée par nos élites autoproclamées. Et nous sommes bien plus nombreux que le miroir merdique déformant le prétend à longueur d'antenne !"

ECONOMIE

[La Bourse ou la vie](#)

LVOG- Le dollar et les taux d'intérêt qui montent, le pétrole qui baisse, les signes avant-coureurs de la prochaine explosion financière programmée?

- Les bourses mondiales dévissent pour Noël - euronews 25 décembre 2018

La bourse de Tokyo a plongé de 5% mardi, après un week-end prolongé et une baisse à Wall Street. En cause, les incertitudes à Washington et la chute des prix du pétrole.

Les investisseurs ont réagi aux critiques de Donald Trump concernant la banque fédérale américaine mais également au Shutdown aux Etats-Unis. Le Dow Jones a signé son plus mauvais réveillon de Noël, - 650 points, et pourrait connaître le plus mauvais mois de décembre depuis la grande dépression de 1931.

En Chine, la bourse de Shanghai a également dévissé de 2%.

La plupart des bourses mondiales sont restées fermées ce 25 décembre pour Noël. euronews 25 décembre 2018

[Le nouvel ordre mondial mafieux de la finance.](#)

- Rothschild et Goldman Sachs pratiquent la fraude et le blanchiment en Malaisie et ailleurs - Réseau Voltaire Mexico (Mexique) 24 décembre 2018

Il manque un milliard de dollars au Fonds souverain malais ; une erreur des banques Goldman Sachs et Rothschild. S'il s'agissait de petites banques, leurs dirigeants seraient en prison. Mais celles-ci sont coutumières du fait et vous présentent leurs excuses.

par Alfredo Jalife-Rahme

On a découvert des transactions irrégulières à hauteur de cinq milliards de dollars, et un réseau de blanchiment d'argent dans dix pays, qui impliquent les banques d'investissement censées être au-dessus de tout soupçon Goldman Sachs et Rothschild, le tout dans une opération frauduleuse contre IMDB, le fonds souverain malais, et cela a secoué le monde financier, depuis les USA jusqu'à Singapour, en passant par la Suisse [1].

Les fonds vautour, sur lesquels règne l'Israélo-américain Paul Singer [2], qui ont dépecé l'Argentine [3], s'intéressent maintenant au Mexique, qui possède naïvement des bons Texcoco fournis par le couple apatride Videgaray/Peña.

Le site Bloomberg revient sur l'histoire de IMDB de Malaisie, le scandale qui a secoué le monde de la finance [4].

La banque Rothschild AG a —dit-on— sérieusement rompu avec les règles du blanchiment d'argent dans sa pratique corruptrice en Malaisie, qui a piégé les prêteurs dans le monde entier [5].

Bizarrement, le régulateur financier suisse Finma, qui doit encore à l'opinion publique mexicaine la liste des fraudeurs du fisc à très grande échelle du Mexique néolibéral mis à nu par les HSBC Papers [6], Panama Papers [7] et Bahamas Leaks [8] — ne signale pas de relation commerciale significative de la banque Rothschild avec un certain client « qu'on ne saurait nommer » dans le blanchiment d'argent.

Question idiote : qui peut bien être ce client secret ? George Soros, le philanthrope partenaire des banquiers Rothschild ? Est-ce que Soros est un blanchisseur, alors que l'un de ses pantins littéraires, Mario Vargas Llosa le romancier péruvien, s'est retrouvé exposé dans les pestilentiels Panamá Papers ? [9] Mario Vargas Llosa, avec ses deux alliés narco-littéraires au Mexique, a défendu férocelement la CEU (l'Université d'Europe Centrale) fondée par Soros à Budapest, où il apporte la peste [10].

Excessivement corrompu, Vargas Llosa s'est attaqué au populisme du gouvernement hongrois. Je parie qu'il ne sait même pas ce que signifie le terme.

Selon Tom Wright du Wall Street Journal, la Malaisie poursuit Goldman Sachs pour malversation, à hauteur de 2 700 millions de dollars soustraits au fonds étatique d'investissements IMBD [11].

Le FBI s'est joint à l'enquête criminelle multinationale, déclenchée par Hong Kong, Singapour, le Luxembourg, les Émirats Arabes Unis, les Seychelles et l'Australie, qui a conduit à l'arrestation de l'ex Premier ministre malais Najib Razak, ce qui est l'une des raisons du retour triomphal de l'ex Premier ministre Mahathir Mohamad, ennemi bien connu du méga-spéculateur [12].

Le fonds souverain d'Abou Dabi, l'International Petroleum Investment Company, a déposé une autre plainte contre Goldman Sachs auprès des tribunaux de New York [13].

D'ailleurs, Martin Werner Wainfeld, l'Israélo-argentin coupable du Fobaproa, la plus importante opération frauduleuse contre le Mexique, a été directeur assistant des télécommunications avec le président mexicain Ernesto Zedillo, partenaire de Goldman Sachs, pour devenir ensuite propriétaire de la banque Mifel [14].

Combien ont bien pu détourner de Fobaproa les trois entités, Goldman Sachs, Zedillo et Werner [15] ?

Les scandales crapuleux de Sachs ne sont pas nouveaux, ils ont été résumés par Matt Taibbi [16]. Sans surprise, l'article original de Taibbi dans le magazine Rolling Stones a été censuré [17]. Cela faisait longtemps que les monstres et monstruosité commises par Goldman Sachs ne pouvaient plus être dissimulés, depuis l'époque de « l'effet tequila » [18].

On ne peut que s'étonner que cette énième combinaison de fraude et de blanchiment de Goldman Sachs ait brusquement éclaté au grand jour, alors qu'il s'agit d'un conglomérat de banquiers israélo-US, dont l'influence est énorme, au point que les présidents démocrates et républicains se suivent, sans que la légendaire banque frauduleuse et blanchisseuse se voie écartée du pouvoir : c'est le cas de l'ex patron israélo-US Steven Mnuchin, secrétaire au Trésor du cabinet Trump.

Notes.

[1] "How the 1MDB Scandal Led to Goldman's First Criminal Charges", Shamim Adam, Yudith Ho and Cedric Sam, Bloomberg, December 21, 2018.

[2] « "Fondos buitres", detrás del latrocinio petrolero de México, Gaza y las Malvinas », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 5 de Mayo de 2014.

[3] Argentina, los fondos "buitres" y las Malvinas, Alfredo Jalife-Rahme, Orfila, 2014.

[4] "The Story of Malaysia's 1MDB, the Scandal That Shook the World of Finance", Shamim Adam, Laurence Arnold, and Yudith Ho, Bloomberg, May 24, 2018.

[5] "Rothschild Bank caught up in money-laundering scandal", Russia Today, July 28, 2018.

[6] "6 cosas que debes saber sobre el escándalo de HSBC en Suiza", Forbes, 15 de Febrero de 2015.

[7] « Wikileaks denuncia a George Soros de haber financiado Los papeles de Panamá », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 10 de April de 2016.

[8] « Bahamas Leaks : desnudan "lavado fiscal" de Pinochet, Macri, Pemex y el PAN de México », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 25 de Septiembre de 2016.

[9] « Los papeles de Panamá de Vargas Llosa : lavado neoliberal imperfecto en los paraísos fiscales », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 4 de Mayo de 2016.

[10] « Mario Vargas Llosa defiende la universidad fundada por George Soros », La Vanguardia, 22 de Junio de 2017.

[11] "Malaysia Files Criminal Charges Against Goldman Sachs", Tom Wright, Wall Street Journal, December 17, 2018.

[12] « Increíble regreso nacionalista de Mahathir en Malasia : sacude a "globalistas" y al sudeste asiático », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 13 de mayo de 2018.

[13] "Goldman Sachs Sued Over 'Central Role' in 1MDB Scandal", Bradley Hope, Wall Street Journal, November 21, 2018.

[14] « Martín Werner Wainfeld : Del FOBAPROA/IPAB a socio de banca Mifel y Goldman Sachs », Alfredo Jalife-Rahme, Voces del Periodista, 1 de Abril de 2009.

[15] « Cuando el multigenocida Goldman Sachs saqueó México y Ghana », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 2 de Mayo de 2010.

[16] « ¿Goldman Sachs busca aniquilar a China ? », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 29 de Agosto de 2010.

[17] "Matt Taibbi's "Vampire Squid" Takedown Of Goldman Sachs Is Finally Online", John Carney, Business Insider, July 16, 2009.

[18] « ¿Abandonó "Dios" a Goldman Sachs ? », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 21 de Abril de 2010.

Réseau Voltaire Mexico (Mexique) 24 décembre 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 29 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

● Au format pdf (19 pages)

Quelques formules à retenir.

L'Internationale oligarchique existe :

- La finance transnationale.
- La finance globale.

La gouvernance mondiale assurée par les multinationales.

- Ils détruisent toute forme d'État pour en contrôler l'exploitation.

Une autre formule à retenir.

- Le ministère des commis.

Le ministère des commis non pas de Bonaparte mais de l'oligarchie financière qui a mis en place Macron, un pantin.

Marx à propos de la réponse de Louis Bonaparte à l'Assemblée législative le 1er novembre 1849. Il qualifiera ainsi le ministère d'Hautpoul, le ministère de Bonaparte ou l'organe du président, face à l'Assemblée législative, le ministère des commis.

Réflexions politiques sur la situation.

En mettant fin à la guerre en Syrie, les espoirs impériaux de Macron s'envolent.

Dans l'impossibilité d'exporter la guerre de classes pour soulager l'énorme pression qui pèse sur son régime en état de banqueroute, il va falloir qu'il la livre à l'intérieur, c'est ainsi que la lutte des classes fait rage depuis le 17 novembre 2018. Sa marge de manoeuvre étant pratiquement nulle, il ne peut répondre aux revendications sociales de la classe ouvrière et des couches inférieures de la petite bourgeoisie qu'en leur prodiguant des miettes et par une répression féroce...

Pire encore, en mettant en veilleuse la propagande contre le terrorisme, en dénonçant l'instrumentalisation du réchauffement climatique, en ridiculisant la propension hypocrite des bourgeois à se présenter en champion de la lutte contre le racisme, l'homophobie, la misogynie, en se moquant de ses alliés, en s'en prenant violemment aux médias institutionnels, en osant même attaquer la Fed, le clan de l'oligarchie que représente Trump prive Macron et ses semblables pour ainsi dire de toute légitimité ou l'affaiblit, alors que les rapports entre les classes sont en train de se tendre à l'extrême et font poindre la menace d'un soulèvement révolutionnaire des masses dans un grand nombre de pays, notamment en Europe.

Quelles en sont les conséquences immédiates ?

D'une part, il sème la confusion et le doute dans la tête des capitalistes et contribue ainsi à les diviser et à les affaiblir, alors que la crise rampante du capitalisme s'accroît de jour en jour et sape tout espoir de rémission.

D'autre part, il oblige les couches moyennes et supérieure de la petite bourgeoisie qui ont été conduites à soutenir et à fournir le gros des troupes du clan le plus extrémiste et décadent de l'oligarchie à resserrer les rangs autour de lui et à se radicaliser toujours plus à droite. Tandis que ses couches inférieures qui leur avaient emboîté le pas à défaut de pouvoir se tourner vers le mouvement ouvrier trop corrompu, se retrouvent acculées, durement frappées, pour ainsi dire paupérisées ou en voie de l'être, du coup elles n'ont plus d'autre alternative que se soulever ou se résigner à mourir en étant sûres d'être vaincues si elles ne s'allient pas à la classe ouvrière, si la classe ouvrière ne se soulève pas massivement. D'où le nouvel examen de conscience auquel elles sont contraintes de se livrer dans les pires conditions, après avoir placé leur destin entre les mains de la social-démocratie ou de la gauche pourries jusqu'à la moelle, il va falloir qu'elles choisissent leur camp. Une partie basculera

dans celui du prolétariat, une autre préférera se laisser bernier par les illusions propagées par une multitude d'acteurs liés au capitalisme ou à l'oligarchie, d'extrême droite ou agissant sous le faux masque du souverainisme.

Tout dépendra en dernière analyse du comportement qu'adopteront la classe ouvrière et le mouvement ouvrier.

Reste à savoir si le mouvement ouvrier profondément compromis et contrôlés par des agents du capital va finir par implorer et aura ou non la capacité de se reconstruire sur les bases du socialisme. Pour le moment il craque de partout, ses appareils corrompus se sont mis au service de Macron, ils continuent de jouer le rôle sordide de relais institutionnel auprès du pouvoir, mais en même temps ils sont obligés de radicaliser leur discours pour ne pas se couper de leurs bases qui subissent l'influence de la révolte des "gilets jaunes".

Tout cela on l'a déjà vécu mille fois depuis les années 30 et chaque fois cela s'est soldé de la même manière, sur le fond j'entends. Pourquoi ? Parce que les masses ne sont jamais parvenues à s'organiser elles-mêmes et à imposer aux syndicats et aux partis dits ouvriers de participer aux organismes qu'elles auraient créés ou d'accomplir à leur côté les tâches qu'elles auraient définies, de reprendre à leur compte leurs revendications sociales et politiques, chaque fois les agents du capital au sein du mouvement ouvrier sont parvenus à contrôler et à conduire la mobilisation des masses vers une impasse ou une défaite.

Donc à ce titre la mobilisation dite des gilets jaunes est intéressante puisqu'elle a empêché les appareils pourris du mouvement ouvrier de prendre la direction de leur mouvement, ce qui a permis de le poursuivre depuis le 17 novembre. En même temps, elle a révélé une faiblesse fatale en demeurant coupée du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière urbaine concentrée dans ou plutôt autour des grandes villes. Les appareils l'ont exploitée évidemment pour tenter de casser la dynamique enclenchée par le prolétariat rural et les couches inférieures afin d'éviter que la jonction s'opère avec le prolétariat urbain ou des grandes villes, ils ont fait en sorte que les "gilets jaunes" demeurent isolés pour que Macron puisse plus facilement les réprimer.

Je pense que dans la situation, telle qu'elle était la veille du 17 novembre, les choses ne pouvaient pas se dérouler et se conclure provisoirement autrement, car les rapports entre les masses et le mouvement ouvrier étaient devenus tellement pourris qu'il était impossible qu'ils changent du jour au lendemain. Il allait falloir du temps pour que chacun tire les enseignements de ce qui s'était passé pour espérer aborder la prochaine étape ou occasion dans de meilleures conditions. On n'a pas seulement besoin de l'unité du prolétariat urbain et rural, mais aussi des couches inférieures des classes moyennes auxquelles on peut assimiler une grande partie du prolétariat, on a besoin qu'ils se dotent d'objectifs politiques et d'instruments pour les atteindre en terme d'organisation sur tout le territoire.

Il n'en demeure pas moins que de par la place intermédiaire qu'elles occupent au sein des rapports de production entre la classe des capitalistes et la classe ouvrière, les classes moyennes ne peuvent pas être indépendantes, du coup il leur est impossible de prétendre à prendre la direction d'un soulèvement contre le régime, ce rôle revient à la classe ouvrière puisqu'il n'existe pas d'autres classes qui pourraient l'assumer. Et comme la classe ouvrière est très hétérogène, compte tenu que seules ses couches les plus défavorisées ou inférieures n'ont rien à perdre et sont susceptibles d'incarner la rupture avec le capitalisme, mais qu'elles n'ont pas les moyens de l'exprimer consciemment pour entraîner dans son combat toutes les autres couches du prolétariat, pour représenter leurs intérêts ainsi que ceux de toutes les couches d'exploités et d'opprimés, elles ont besoin d'un parti qui les incarne consciemment, qui incarne leur unité, dans lequel se rassembleront l'ensemble de ses éléments les plus déterminés, combattifs, les plus évolués, les plus conscients, qui aura pour tâche de les aider à lever tous les obstacles qui se dresseront sur le chemin qui les mènera à la prise du pouvoir, de les guider tout au long du processus révolutionnaire jusqu'à la victoire finale.

[Une réflexion politique sur les stratégies de nos ennemis.](#)

Les différentes puissances impérialistes sont en situation de concurrence les unes avec les autres. Quel que soit le rang qu'elles occupent sur le plan économique ou militaire, elles partagent le même ennemi : Le prolétariat mondial. De plus, toutes doivent faire face aux contradictions qui sapent la survie du capitalisme, donc leur propre existence. Elles ont conçu différentes stratégies pour contenir à la fois le prolétariat mondial et les contradictions du capitalisme, mais toutes à terme s'avèrent inopérantes ou vouées à l'échec, ce qui les oblige à d'incessants recadrages, quitte parfois à en changer radicalement quand elles se retrouvent au bord du gouffre, ce qui est le cas aujourd'hui.

Pour autant, on sait que pour contrecarrer les contradictions qui rongent inexorablement le capitalisme et mettent en péril sa survie, retarder le moment où ils ne pourront plus cacher plus longtemps qu'il est effectivement en faillite, ils n'ont pas d'autres alternatives qu'accroître toujours plus la rationalisation et la concentration de la production, des capitaux qui se retrouvent entre les mains de quelques millions de riches à hyper riches sur une population totale qui dépasse 7,4 milliards d'êtres humains, mécanisme qui inexorablement contribue à amplifier ces contradictions jusqu'à les rendre insoutenables sur le plan social.

Sur le plan politique, cela devait se traduire par leur emprise croissante sur tous les Etats, et tous les peuples seraient privés de tout droit politique par l'intermédiaire d'une législation internationale qui leur serait imposée par le biais d'institutions supranationales antidémocratiques à l'échelle mondiale ou continentale, ONU, UE, Otan, etc. pour aboutir à un mode de

gouvernance autoritaire et ouvertement antidémocratique qui serait rejeté par tous les peuples, qui précipiterait à son tour une crise politique qui combinée à une crise sociale quasi mondiale prendrait une tournure imprévisible ou incontrôlable, aucun peuple ne se résignant à accepter le sort épouvantable qu'ils leur avaient réservé.

D'un côté les capitalistes sont voués à se livrer à une guerre impitoyable, de l'autre, ils sont condamnés à s'entendre, mais pas dans n'importe quelle condition, reste à savoir ceux qui demeureront en vie, ceux qui seront absorbés et ceux qui seront voués à se sacrifier ou à disparaître.

Depuis le début des années 90, c'est la combinaison d'un contexte international et de conditions intérieures favorables qui a permis à l'oligarchie anglo-saxonne de recourir à une autre stratégie et à des procédés de type mafieux qui sont étrangers aux lois de fonctionnement du capitalisme en toute impunité, pour accroître démesurément et légalement sa fortune et son pouvoir politique, ainsi qu'influer sur le cours de la situation mondiale, uniquement à son profit et au détriment de tous les peuples, y compris américain.

Tous les Etats et plus particulièrement ceux des pays les plus développés ont été sommés de cesser de financer des programmes sociaux, de réduire leurs dépenses publiques, de cesser de financer les infrastructures destinées à la population ou les privatiser, de socialiser les dettes des banquiers, de transférer leur souveraineté à des institutions supranationales, d'accroître leurs dettes envers les créanciers internationaux, d'accroître l'imposition des classes moyennes ainsi que les taxes, en créer de nouvelles, de baisser les impôts sur les bénéfices réalisés par les entreprises, de déréguler le marché du travail, de fermer les yeux sur l'évasion fiscale et les paradis fiscaux, de faire preuve de mansuétude envers ceux qui pratiquaient l'optimisation fiscale, d'augmenter leurs dépenses militaires, etc.

Ce programme de guerre engagé par l'oligarchie financière contre la classe ouvrière et les classes moyennes s'est soldé par de gigantesques inégalités sociales et la paupérisation croissante du prolétariat et des couches inférieures des classes moyennes, la généralisation de la précarité sociale, un chômage de masse, la fragilisation ou la décrépitude de nombreuses infrastructures, le tout alimenté par une propagande identitaire ou communautariste destinée à créer un climat nauséabond de haine, de violence aveugle et de pogromes, de déstabilisation permanente, de délation et de guerre civile larvée, le summum de la terreur étant atteint en recourant à des attentats propices à l'union nationale avec leurs bourreaux.

Ce programme fut tellement bien appliqué à la lettre par ceux qui ont gouverné depuis 30 ans ou plus selon les pays, trop bien semble-t-il, que quel que soit le parti au pouvoir, son côté répétitif, son aspect systématique ont fini par être repérés même par les moins évolués, qui commencent à réaliser qu'il a été conçu sciemment dans l'unique but de nuire à leurs intérêts ou de les asservir, et qui en viennent au fil du développement de la lutte des classes à se demander comment s'en débarrasser une fois pour toute.

Cela avait de quoi inquiéter les oligarques qui se sont dits qu'il fallait se ressaisir et changer de stratégie pour affronter la classe ouvrière et les classes moyennes. Ils avaient cru jusque là qu'ils pourraient aller au bout de leur logique sans encombre, que la guerre psychologique et idéologique qu'ils menaient contre les masses exploitées suffiraient pour neutraliser leur capacité de résistance et atteindre leurs objectifs, mais ils ont sous-estimé au moins deux facteurs, le premier étant qu'elles ne se résigneraient jamais au sort qu'ils leur avaient réservé, et que leur condition étant devenue insupportable elles finiraient un jour par se soulever, le second étant qu'elles ont atteint un niveau d'instruction nettement supérieur à celui d'autrefois quand le prolétariat était illettré ou presque, qui combiné aux moyens d'information dont elles disposaient les aideraient à développer les facultés qui leur faisaient défauts pour acquérir un esprit critique qu'elles mettraient à profit pour commencer à prendre leur distance avec le régime ou à prendre conscience de sa nature jusqu'au jour où elles seraient devenues hermétiques à tout argument et le rejetteraient en bloc. En fait, les instruments qu'ils avaient mis à la disposition des masses pour mieux les contrôler allaient se retourner contre eux. De la même manière qu'elles allaient finir par comprendre quel rôle tenaient le mouvement ouvrier et les médias au côté du régime qui les opprimait. Ceux qui se présentent comme des partenaires sociaux sont par définition liés ou associés aux représentants du régime qu'ils rencontrent, ils en sont les complices, les agents au sein du mouvement ouvrier et rien d'autres. Que les masses les perçoivent ainsi témoigne de leur maturité au moins sur ce point, à juste titre. Reste qu'elles ne peuvent pas se passer du mouvement ouvrier organisé, de son expérience, de ses précieux enseignements pour mener leur lutte jusqu'au bout, mais c'est un autre sujet qu'on a déjà abordé.

Les oligarques pensaient qu'en instaurant un régime de terreur et de chaos ils parviendraient à leurs fins, et ils se sont trompés. Cela dit, ils n'ont pas abandonné pour autant leur objectif d'instaurer une gouvernance mondiale ou un nouvel ordre mondial qui serait tout aussi terrifiant, parce que c'est pour ainsi dire dans les gènes du capitalisme, dans sa nature, c'est l'idéal monstrueux vers lequel il tend selon le processus dialectique auquel ses lois sont obligées de se plier, il en est prisonnier, et il devra en périr et nous avec si on ne stoppe pas ce processus à temps, ou plutôt, si on ne l'oriente pas dans une autre direction.

S'apercevant que leur rouleau compresseur avait des ratés ou qu'il n'était pas infaillible, ils tentent de se rabattre sur une autre stratégie tout aussi dangereuse pour nous. Car du coup, si la stratégie des néolibéraux enragés pouvait conduire à une nouvelle guerre mondiale à défaut de parvenir autrement à neutraliser définitivement la lutte des classes, la stratégie adoptée par Trump et son clan peut très bien l'avoir déjà intégrée dans son programme. Comment cela ? C'est simple à comprendre, dans la mesure où la crise du capitalisme et la lutte des classes dès lors qu'on les laisse se développer naturellement y conduisent tout simplement, on en a fait l'expérience à deux reprises au cours du XXe siècle, on ne peut donc pas l'ignorer. Donc ce n'est

pas étonnant que Trump joue aussi la carte de l'extrême droite, de la même manière que Poutine si vous avez lu ou observé attentivement les titres des articles qui sont publiés par les agences de presse russes. Dans ces conditions, sans m'avancer davantage car je manque d'éléments pour le pronostiquer, il ne serait pas étonnant que d'ici peu, peut-être peu de temps après la réélection de Trump s'il était réélu, ils se produisent une gigantesque crise financière (programmée) qui ravagerait l'économie mondiale et précipiterait les conditions d'une nouvelle guerre mondiale, à moins que ses adversaires en prennent l'initiative avant la fin de son mandat pour lui en faire porter la responsabilité, ce qui pour nous ne changerait pas grand chose, comme dirait l'autre, c'est dans l'ordre des choses malheureusement.

Ils escompteraient comme chaque fois en être les uniques bénéficiaires, ce qui leur permettraient d'imposer en douceur sur un océan de douleur leur gouvernance mondiale, les Etats ayant failli à empêcher cette guerre, leur pouvoir déjà réduit à une peau de chagrin s'évanouirait pour de bon au profit d'institutions supranationales contrôlées par l'oligarchie qui gouverneraient le monde et la boucle du néolibéralisme, du totalitarisme serait bouclée.

Le but de cette guerre serait donc de réunir les conditions pour instaurer leur nouvel ordre mondial, conditions impossibles à réunir autrement, incroyables, qu'on ne pouvait pas imaginer autrement, de la même manière qu'il a fallu que le mouvement ouvrier soit complètement pourri pour que d'utopie l'Union européenne devienne une réalité, sans cette condition l'UE n'aurait jamais vu le jour ou elle serait demeurée à l'état embryonnaire. Il y en a qui s'imaginent que tous ces rapports seraient immuables, et sur un ton catégorique ils vous sortent que ceci ou cela ne se réalisera jamais pour l'éternité, ce sont des crétins qui ne savent pas lire ou qui n'ont rien appris !

Cela étant, si cette stratégie favorise le développement de la lutte des classes au lieu de chercher à l'étouffer, non sans arrière-pensées comme on l'a signalé précédemment, tout du moins pour un temps, en lui accordant un sursis, la question déterminante est de savoir si nous saurons en profiter ou non, nous n'aurons plus d'autres occasions, après il sera trop tard, chacun doit en prendre conscience le plus tôt possible, un conseil d'ami.

En conclusion, la stratégie du clan Clinton-Obama-Soros consiste à étouffer la lutte de classe, tandis que celle du clan de Trump serait de l'écraser, donc dans les deux cas en recourant au fascisme, Macron était le candidat et l'exécutant du premier clan, Le Pen celui du second. En pratique, dans pratiquement tous les domaines leur deux méthodes vont se combiner, ainsi les uns et les autres pourront continuer de tenir un double langage et de s'accuser mutuellement au détriment des naïfs qui les écouteront.

Certains lecteurs ont peut-être cru que j'avais des illusions dans Trump ou que je cherchais à le ménager, quelle connerie franchement ! J'ai toujours su de quelle peste mortelle il était porteur, mais en même temps j'avais détecté la faille ou la faiblesse qui existait dans sa stratégie, et je me suis dit que si nous étions capables de nous y engouffrer on pourrait la faire éclater et vaincre notre ennemi, je n'ai jamais été animé par une autre intention, en doutez-vous ? Je peux me tromper, c'est certain, mais au moins une chose est sûre, c'est que je suis aussi incorruptible et par les temps qui courent, c'est rare !

Questions aux naïfs.

Le "sort de plusieurs centaines de milliers de sans-papiers arrivés aux Etats-Unis" inquiète (Les démocrates porte-parole des milliardaires, les oligarques philanthropes, les dirigeants des entreprises cotées à Wall Street, bref, les bonnes consciences en tout genre... - LVOG), selon l'AFP le 28 décembre 2018.

Croyez-vous sincèrement qu'ils en ont quelque chose à foutre du sort de ces "sans-papiers" comme des autres dans d'autres pays comme la France par exemple ? Bien sûr que non.

Et tout le reste est à l'avenant.

Alors pourquoi vous compromettez-vous en participant à toutes leurs campagnes identitaires ? Avez-vous tant besoin de cela pour vous faire passer pour des gens de gauche ou d'extrême gauche ? N'y aurait-il décidément rien d'autre qui permettrait de vous distinguer de la droite ou de l'extrême droite ?

C'est navrant mais révélateur, car il n'y a qu'une seule chose que la droite et l'extrême droite ne pourront jamais s'accaparer, revendiquer, récupérer que les militants devraient mettre en avant mais à laquelle ils ne pensent pas : Le socialisme scientifique, c'est-à-dire, la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière, la collectivisation des moyens de production et de répartition des richesses, l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, perspective qu'apparemment ils ont abandonnée.

C'est aussi tout ce qui nous sépare.

Du coup, vous vous condamnez à combattre dans le mauvais camp ou contre votre camp.

Autre constat qui témoigne du degré de dégénérescence du mouvement ouvrier.

Autrefois quand des provocateurs ou des agents de l'ennemi s'infiltrait dans le mouvement ouvrier ou tendait de l'influencer pour qu'il modifie son orientation, une fois repéré il était chassé sans ménagement, maintenant qu'ils peuvent agir de l'extérieur, on les encense ! Bravo !

[Censuré par le blog Les Crises pour avoir osé traité E. Todd d'infantilisme.](#)

- Il faut distinguer les blogs ou portails qui sont principalement consacrés à informer et fournir des analyses aux lecteurs, le Réseau Voltaire par exemple, de ceux qui prétendent délivrer le même service et qui en réalité se livrent à de la propagande en faveur du régime, généralement ils avancent déguisés ou masqués en médias indépendants ou leurs auteurs affirment être apolitiques, le blog Les Crises par exemple, vous pouvez ajouter Mediapart.

Si leur humanisme est la politesse des salauds, leur conception de la liberté d'expression ou de la démocratie aussi !

[Des militants du POID ne supportent plus la position de leurs dirigeants sur les "gilets jaunes"](#)

Rappel, dès le départ le POID a caractérisé ce mouvement d'extrême droite pour ensuite tenir un double langage.

S'ils en viennent à laisser passer ce genre de commentaires, c'est parce qu'ils sont trop nombreux, histoire de relâcher la pression qui pèse sur eux et de garder le contrôle de leurs troupes. Chaque fois qu'une crise éclate dans un parti, sa direction ou son appareil cadenas pour éviter que cela s'ébruite, en vain, des infos parviennent toujours à filtrer ou ils ouvrent un peu les vannes...

Extrait de commentaires. Je ne peux pas en publier davantage, ma connexion se bloque, peut-être parce que je ne suis pas abonné à Facebook ou mon navigateur n'a pas été actualisé.

- Michael Clément. Moi perso j'ai aussi un problème avec la manière dont sont traités les GJs dans la tribune des travailleurs. Et quand j'en parle autour de moi je ne suis pas le seul abonné et membre du POID que ça dérange (Surtout les articles de Gluckstein)

Pour ainsi dire je ne la propose plus aux gens que je viens de rencontrer car je ne veux pas que ça donne une mauvaise image du journal.

A mon avis la TT va perdre des abonnés si ça continue.

LVOG - La TT, c'est la Tribune des travailleurs, l'hebdomadaire du POID.

- Arnaud Marie. Hypocrites...vous passez votre temps à casser du gilet jaune dans les pages de la TT.

Dès que j'ai cinq minutes, je résilie mon abonnement (après au moins 10 ans)

LVOG - La TT n'existe pas depuis 10 ans...

Réponse de la Tribune des Travailleurs

Extraits.

TT - Je ne vois pas , où dans la TT , on ne cesse de "casser" du gilet jaune Certains trouvent même qu'on n'en parle pas assez

TT - Après , Armand , tu fais ce que tu veux ...

- Tout se discute, vraiment, vérifions-le immédiatement.

LVOG - On vous accorde le droit suprême "de ne pas être d'accord" parce que vous n'en aurez aucun autre !

TT - Pour ce que tu dis, tu as parfaitement le droit de ne pas être d'accord, je répète, tout se discute.

LVOG - Pas ici, pas maintenant, plus tard, ailleurs... jamais !

TT - cela nécessite des discussions entre nous dans les instances pas sur facebook, nous sommes un parti pas un réseau social.

LVOG - On aura compris que le POID utilise uniquement Facekook comme un instrument de propagande, comme tous ses autres supports, journal, revue théorique, tract, etc. et non pour élever le niveau de conscience des militants et des travailleurs, cela n'intéresse pas ses dirigeants...

... jamais !

TT - Je le répète, tout se discute.

LVOG - Tu as le droit de t'exprimer avec eux à huis clos, à leurs conditions, question : Que craignent-ils donc tant ici ?

TT - ...c'est parfaitement ton droit de le penser et de l'exprimer mais je t'invite à le faire dans les instances, et en écrivant directement au journal, la page facebook n'est pas une AG publique de militants ni une réunion interne.

LVOG - La fausse modestie pour finalement nous dire que ses dirigeants ne se trompent jamais, merci on le savait depuis longtemps !

TT - Des travailleurs qui adhèrent au POID, d'autres qui la quittent, cela a toujours existé, ce n'est pas en soi une preuve qu'il se trompe.

LVOG - Vous avez toujours raison, d'ailleurs vous n'avez cessé de faire la démonstration... du contraire !

TT - Nous progressons beaucoup en nombre de militants et en abonnés, mais là encore cela ne prouve pas forcément que nous avons raison.

LVOG - Tiens donc, alors qu'en réalité la situation devient de plus en plus claire, sauf pour ceux pour laquelle elle demeurera toujours obscure et "complexe". Et puis comprenez, si "la situation actuelle est complexe" pour des dirigeants d'un parti, alors imaginez un instant ce qu'elle est pour vous qui n'êtes qu'un vulgaire travailleur ou militant de base : inabordable, alors fermez-la ou cessez vos critiques infondées !

TT - La situation actuelle est complexe, rien ne coule de source.

LVOG - Ce genre d'argument pouvait encore se discuter il y a quelques décennies en arrière, mais plus maintenant où tout le monde est surinformé, là ils le prennent pour un abruti !

TT - "...ce qu'il est juste de dire un jour, il n'est pas forcément juste de le dire de la même manière 8 jours plus tard."

LVOG - Et voilà qu'ils lui donnent une leçon... en avouant qu'ils ne savent pas trop quoi en penser eux-mêmes !

TT - "Donc, attention, lorsque les événements s'accroissent il est d'autant plus important d'en discuter entre-nous car rien ne coule de source pour personne".

LVOG - Ils ont l'art de vous faire croire qu'ils pourraient tenir compte de vos arguments, je ne parle pas de vos conclusions qu'ils n'écouteront même pas, alors qu'ils s'en foutent éperdument.

Ils n'acceptent de discuter que sur la base des faits ou des arguments qu'ils ont soigneusement sélectionnés et qui correspondent à leurs positions, leur ligne politique, leurs objectifs politiques, qui vous échapperont ou que vous ignorerez si vous ne connaissez pas leur histoire, si vous ne vous posez pas de question sur les rapports qu'ils entretiennent ou ont entretenus avec les différents acteurs institutionnels depuis que leur courant politique existe, le courant trotskyste lambertiste qui renvoie au début des années 50, un courant demeuré groupusculaire...

C'est dommage d'être passé à côté d'une telle occasion, nos victoires sont si rares, même quand elles ont un goût amer.

Au fait, avez-vous célébré l'annonce du retrait des troupes américaines de Syrie, quel parti ouvrier l'a célébré ? Aucun. Bon, on sait pourquoi, on vient de le dire.

J'ai envoyé mes vœux au fondateur du Réseau Voltaire, le journaliste Thierry Meyssan, que je considère comme le géopoliticien le plus fameux de notre époque. Voici le bref échange que nous avons eu sur la Syrie où il vit.

LVOG - A mon avis, tout cela va se terminer par un accord entre Erdogan et Assad soutenu par Trump : Erdogan se chargeant

d'en finir avec la résistance armée kurde, tandis qu'Assad réintégrera ce territoire dans la Syrie en accordant une large autonomie aux Kurdes en échange de quoi ils déposeront les armes... Au passage une défaite cuisante pour Israël qui œuvrait au côté des Américains.

T.M. Deux remarques :

- Il paraît difficile pour les membres du YPG de réintégrer directement la Syrie après avoir proclamé leur indépendance. Il se pourrait que des milices iraqiennes chiites viennent à leur secours face aux Turcs; que les uns et les autres baissent les armes; et que ces milices pro-Iran restituent alors le territoire à la Syrie.

- Les membres du YPG ne peuvent pas disposer d'autonomie car ce territoire était avant la guerre majoritairement arabe. Certes le YPG a pratiqué un intense nettoyage ethnique, mais ce n'est pas acceptable. Les Kurdes, comme toutes les minorités syriennes, sont représentées dans l'administration et l'armée sans être rattachés à un territoire.

Et une incidente :

- le YPG a certes combattu les jihadistes jusqu'en 2014, mais il n'a pas tardé à laisser tomber la Syrie et la Russie pour faire allégeance aux USA. Etrange retournement ! A partir de ce moment, il a participé à la Coalition anti-Daesh qui n'a pas combattu Daesh, juste fait semblant. Et lorsque Raqqa est tombé, le YPG a incorporé tous les membres de Daesh qui le souhaitaient dans les FDS (Forces démocratiques syriennes). C'est l'histoire de mercenaires qui sont congédiés par leur employeur, pas d'un peuple en lutte pour son indépendance.

En complément : Le pseudo-Kurdistan (Les États-Unis refusent de se battre pour des financiers transnationaux par Thierry Meyssan 25.12.2018)

Extrait. Le projet occidental de création d'un État colonial au Nord-Est de la Syrie qui serait attribué aux Kurdes ne verra pas le jour. Au demeurant de moins en moins de Kurdes le soutenaient, considérant que cette conquête serait comparable à la proclamation unilatérale d'un État, Israël, par les milices juives, en 1948.

Ainsi que nous l'avons souvent expliqué, le Kurdistan n'est légitime que dans les frontières qui lui furent reconnues en 1920 par la Conférence de Sèvres, c'est-à-dire dans l'actuelle Turquie et pas ailleurs [5]. Les États-Unis et la France envisageaient, il y a quelques semaines encore, de créer un pseudo-Kurdistan en terre arabe et de le faire administrer sous mandat de l'Onu par l'ancien ministre des Affaires étrangères français, Bernard Kouchner [6].

[5] « Les projets de Kurdistan », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 5 septembre 2016.

[6] « Bernard Kouchner entre illégalement en Syrie », Réseau Voltaire, 10 décembre 2018.

LVOG - Cette mise au point, qui n'est pas la première de monsieur Meyssan met à mal la version falsifiée à laquelle s'accroche le mouvement ouvrier français qui n'a cessé de prendre fait et cause pour la cause nationale kurde, l'identité kurde, l'indépendance kurde, etc. alors que les kurdes sont intégrés dans les différents pays où ils sont présents et participent à leurs institutions, ils bénéficient des mêmes droits que le reste de la population.

Certes leur situation n'est pas idéale, mais en dehors des couches qui constituent la ou les classes dominantes dans ces pays, l'Irak, l'Iran, la Turquie, la Syrie, quelle communauté, quelle classe peut se prévaloir de s'épanouir librement, aucune, tout comme en France ou dans n'importe quel pays dans le monde, à l'exception toutefois de quelques-uns comme les États-Unis ou Israël où règne la ségrégation raciale ou l'apartheid.

Au fait, les "gilets jaunes", le prolétariat rurale des différentes régions françaises réclament-ils l'indépendance de la Bretagne, de la Lorraine, de la Picardie, de la Savoie ?

Les social-démocrates fidèles à eux-mêmes.

"C'est épouvantable pour les Kurdes, qui ont été formidablement courageux dans la lutte contre Daech", a réagi l'ex-ministre des Affaires Étrangères du gouvernement de Lionel Jospin, de 1997 à 2002, Hubert Védrine (PS), mercredi 26 décembre sur France Inter.

"L'échec des Français et des Américains dans l'affaire syrienne laisse le champ libre à la Russie, qui a empêché la chute finale du régime de Damas, aux Iraniens, qui poussent leurs pions dans toute la région, ainsi qu'aux Turcs", a-t-il insisté. "La seule espérance, c'est que la Russie soit assez embarrassée d'être coincée dans cette affaire, avec les Iraniens, et recherche un appui", a conclu Hubert Védrine. Franceinfo 26.12

La région, n'était-elle pas plus "stable" avant que la France et d'autres puissances occidentales se chargent de la déstabiliser ou la livrer au chaos et à la barbarie ?

- Retrait programmé de l'armée américaine de Syrie : les Kurdes se cherchent de nouveaux protecteurs - Franceinfo 26.12

"La France doit prendre ses responsabilités, plaide Gabriel Kino, porte-parole des Forces démocratiques syriennes (FDS), une alliance majoritairement kurde créée et armée par Washington. "La France fait partie de la coalition comme la Grande-Bretagne et d'autres pays. Ils doivent assurer la protection et la stabilité de cette région que nous avons libérée ensemble de Daech", estime-t-il. Franceinfo 26.12

Aucun soutien au FDS, l'intégralité du territoire syrien doit repasser sous le contrôle de la République arabe syrienne !

- Inquiets, les Kurdes syriens se tournent vers Moscou et Damas - Reuters 27 décembre 2018

Alarmés par la décision de Washington de retirer les 2.000 militaires américains présents en Syrie, les dirigeants kurdes syriens, dont les milices tiennent une bonne partie du nord de ce pays, demandent à la Russie et à son allié, le régime de Damas, d'envoyer des forces à la frontière afin d'éloigner la menace d'une offensive turque.

Des responsables kurdes du nord de la Syrie, qui se sont rendus à Moscou la semaine dernière, doivent se rendre de nouveau en Russie, avec l'espoir que le Kremlin incite Damas à "assumer son devoir de souveraineté", a déclaré à Reuters le plus haut responsable politique kurde syrien, Aldar Xelil.

"Nos contacts avec la Russie, ainsi qu'avec le régime [de Damas] visent à trouver des mécanismes clairs pour assurer la protection de la frontière nord", a dit Aldar Xelil, artisan des projets d'autonomie du nord de la Syrie. "Nous souhaitons voir la Russie jouer un rôle important pour favoriser la stabilité", a-t-il ajouté.

Le président syrien Bachar al Assad, qui contrôle de nouveau la majeure partie de la Syrie grâce à l'aide de ses alliés - Russie, Iran, Hezbollah libanais - s'est engagé à récupérer les territoires aux mains des FDS. Ces régions, riches en pétrole, en eau douce et en terres agricoles, sont jugées importantes pour la reconstruction de la Syrie.

La responsable kurde syrienne Ilham Ahmed, qui a eu des discussions cette année avec Damas, assure que les contacts avec le régime syrien n'ont jamais cessé.

"Nous sommes actuellement en train de lancer une nouvelle initiative", a-t-elle déclaré mercredi à Rakka, lors d'une réunion avec des responsables des tribus. "Nous allons par tous les moyens tenter de faire pression sur le régime pour qu'il trouve un règlement politique, afin que nous conservions notre dignité de citoyens syriens", a-t-elle continué. Reuters 27 décembre 2018

La capitulation sans condition, la dissolution du FDS, le désarmement des milices kurdes, le rétablissement des principes républicains bafoués par le YPG !

- À la demande des Kurdes pro-US, l'Armée arabe syrienne entre à Manbij - Réseau Voltaire 28 décembre 2018

La ville de Manbij, dans le gouvernorat d'Alep, était occupée de 2014 à 2016 par Daesh. Elle a été libérée par les Kurdes pro-US soutenus par la Coalition internationale. En juin 2018, les États-Unis ont confié la gestion de la ville au « Conseil militaire de Manbij » et y ont organisé des patrouilles communes avec la Turquie.

Bien qu'elles se réclament du « communalisme libertaire » de l'anarchiste états-unien Murray Bookchin, les autorités de Manbij ont mis en œuvre une politique de kurdisation forcée de la ville. Celle-ci n'était initialement qu'à un quart kurde, cependant l'enseignement en arabe fut interdit. Les arabes, les assyriens et les tcherkesses furent largement discriminés et spoliés.

Depuis l'annonce du retrait des Forces US de Syrie, la Turquie a planifié une opération militaire contre les Kurdes pro-US. Ceux-ci ont d'abord appelé la France au secours, puis ne voyant rien venir, se sont tournés vers Damas. Les Kurdes pro-US ont demandé que les troupes syriennes se déploient d'abord à Manbij, puis dans l'ensemble du Nord-Est de la Syrie, au-delà de l'Euphrate.

Cependant des turkmènes se sont exprimés pour être libérés de la dictature des Kurdes pro-US non pas par la Syrie, mais par la Turquie.

Le 28 décembre 2018, l'armée arabe syrienne est entrée à Manbij et a hissé le drapeau de la République arabe syrienne. Réseau Voltaire 28 décembre 2018

- Face à la menace turque, les Kurdes s'en remettent à Al-Assad - Liberation.fr 29 décembre 2018

L'armée régulière syrienne a progressé vendredi dans le nord du pays, autour de Minbej, jusque-là contrôlé par les Kurdes. Ceux-ci redoutent une offensive turque depuis le retrait des troupes américaines.

D'après les informations de l'AFP, il semble que les 300 combattants du régime d'Al-Assad soient restés en bordure de la ville, bien que Damas ait affirmé y avoir déployé le drapeau national. «Un vrai coup de théâtre», selon Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris). Liberation.fr 29 décembre 2018

- L'agence Anadolu publie la carte de l'occupation militaire française de la Syrie - Réseau Voltaire 28 décembre 2018

L'agence turque officielle, Anadolu, a publié la carte des bases militaires de l'armée d'occupation française en Syrie.

Depuis le début de l'opération anglo-saxonne contre la Syrie, en 2005, et particulièrement depuis le début des opérations militaires, en 2011, la France espère rétablir un mandat sur son ancienne colonie. Ce projet avait été explicité par le président François Hollande lors d'un voyage aux Nations unies à New York.

Selon cette carte à jour au 28 décembre 2018, il existe neuf bases militaires secrètes françaises, dont une dans le gouvernorat d'Alep, au Nord de Manbij. Or, les Kurdes pro-US viennent d'appeler Damas au secours face à l'armée turque. Actuellement, les troupes syriennes prennent le contrôle de la région aux côtés des Kurdes pro-US. Les forces françaises vont rapidement se trouver encerclées par leurs alliés d'hier. Réseau Voltaire 28 décembre 2018

- La Ligue arabe se prépare à réintégrer la Syrie - Réseau Voltaire 26 décembre 2018

Au Caire, la Ligue arabe se prépare à réintégrer la République arabe syrienne qu'elle avait exclue en 2011, en violation de ses propres statuts.

La Syrie est un des membres fondateurs de la Ligue. Elle en avait été exclue à la demande du président Barack Obama au prétexte d'être une dictature réprimant son peuple, en réalité dans le cadre d'une opération secrète visant à anéantir ses structures étatiques.

Fin 2011, la Ligue arabe avait accepté d'envoyer en Syrie une mission d'observation pluraliste composée de personnalités de chaque État membre. Ayant eu l'opportunité de voyager partout et de rencontrer aussi bien les responsables gouvernementaux que les leaders de l'opposition, cette délégation avait été la seule et unique source crédible de la situation du pays. Dans un rapport d'étape, elle avait affirmé qu'il n'y avait pas de révolution dans le pays, mais une attaque étrangère. Furieux, le Qatar, qui avait alors acheté à la Palestine la présidence annuelle de la Ligue, avait payé 1 milliard de dollars au Soudan pour qu'il rappelle le chef de la mission. Celle-ci fut alors dissoute. L'Observatoire syrien des Droits de l'homme, une association des Frères musulmans britanniques alimentée par le MI6 devenait alors la source unique des médias occidentaux et du Golfe.

Aucune motion n'a été déposée pour le moment en vue de la réintégration de la Syrie, mais le personnel égyptien réinstalle les drapeaux de la République arabe syrienne au siège de la Ligue.

Le 16 décembre 2018, le président soudanais Omar el-Béchar était venu rencontrer son homologue syrien, Bachar el-Assad, à Damas. Il représentait à la fois les États-Unis, l'Arabie saoudite et le Qatar. À l'issue de son déplacement, le président US, Donald Trump, annonçait le retrait des troupes états-uniennes de Syrie.

Les Émirats arabes unis devraient prochainement rouvrir leur ambassade à Damas. L'Arabie saoudite devrait également financer une partie des 400 milliards de dollars nécessaires à la reconstruction.

En définitive, à l'issue de six années de résistance suivies de sept années de guerre, « Bachar n'est pas parti » et presque plus personne au Moyen-Orient élargi pense que la Syrie a vécu « une révolution qui a mal tournée ». Réseau Voltaire 26 décembre 2018

"Presque plus personne (...) pense que la Syrie a vécu « une révolution qui a mal tournée »", il n'y a que les manipulateurs professionnels du mouvement ouvrier qui continueront de soutenir cette version frauduleuse, ainsi que les historiens et autres universitaires histoire de donner un gage de confiance aux représentants du régime.

Confirmation dès le lendemain.

- Les Emirats arabes unis rouvrent leur ambassade à Damas - Reuters 27 décembre 2018

Les Emirats arabes unis (EAU) ont rouvert jeudi leur ambassade à Damas, une victoire diplomatique pour le régime de Bachar al Assad.

Ce mois-ci, le président soudanais Omar al Bachir a été le premier chef d'État arabe à se rendre à Damas depuis le début du conflit syrien.

La Syrie a été exclue de la Ligue arabe en 2011, au début de la guerre civile. Interrogé en avril par le journal Al Baïan, Ahmed Aboul Gheit, secrétaire général de l'organisation, a jugé que cette suspension avait été "très hâtive". Le Parlement mis sur pied par la Ligue s'est prononcé récemment pour sa réintégration.

Un diplomate arabe a déclaré à Reuters la semaine dernière, sous le sceau de l'anonymat, qu'à son avis la plupart des pays arabes souhaitaient la réintégration de la Syrie au sein de la Ligue arabe. A l'en croire, trois ou quatre Etats seulement y sont opposés. Reuters 27 décembre 2018

En complément.

- Remaniement surprise en Arabie saoudite: nouveau chef de la diplomatie - AFP 28 décembre 2018

Le roi Salmane d'Arabie saoudite a remanié jeudi son gouvernement, choisissant notamment un nouveau chef de la diplomatie, quelques mois après l'affaire Khashoggi dont le royaume continue de subir les retombées.

Ancien ministre des Finances, Ibrahim al-Assaf a été nommé chef de la diplomatie. Il remplace Adel al-Jubeir, qui avait été nommé à ce poste en avril 2015 par le défunt roi Abdallah, disparu il y a quatre ans.

Le remaniement permet au prince héritier Mohammed ben Salmane, qui tient de facto les rênes du pays, à "consolider son pouvoir", une bonne partie des nouveaux arrivants figurant parmi ses "alliés clés", a noté sur Twitter Ali Shihabi, à la tête de la Fondation Arabia, souvent présentée comme proche du pouvoir saoudien. AFP 28 décembre 2018

[Quelques enseignements de la lutte de classe en France entre 1848 et 1850.](#)

Les journées de juin 1848 par Friedrich Engels

Extrait. Ce qui distingue la révolution de Juin de toutes les révolutions précédentes, c'est l'absence de toute illusion, de tout enthousiasme.

Le peuple n'est point comme en Février sur les barricades chantant Mourir pour la patrie * - les ouvriers du 23 juin luttent pour leur existence, la patrie a perdu pour eux toute signification. La Marseillaise et tous les souvenirs de la grande Révolution ont disparu. Peuple et bourgeois pressentent que la révolution dans laquelle ils entrent est plus grande que 1789 et 1793.

La révolution de Juin est la révolution du désespoir et c'est avec la colère muette, avec le sang-froid sinistre du désespoir qu'on combat pour elle; les ouvriers savent qu'ils mènent une lutte à la vie et à la mort, et devant la gravité terrible de cette lutte le vif esprit français lui-même se tait.

Le 24 juin 1848.

Extrait. Ce qui frappe le plus dans ce combat désespéré, c'est la fureur avec laquelle se battaient les « défenseurs de l'ordre ». Eux, qui, auparavant, avaient des nerfs si sensibles pour chaque goutte de « sang bourgeois », qui avaient même des crises de sentimentalité à propos de la mort des gardes municipaux du 24 février, ces bourgeois abattent les ouvriers comme des animaux sauvages. Dans les rangs de la garde nationale, à l'Assemblée nationale, pas un mot de compassion, de conciliation, pas de sentimentalité d'aucune sorte, mais bien une haine qui éclate avec violence, une fureur froide contre les ouvriers insurgés. La bourgeoisie mène avec une claire conscience une guerre d'extermination contre eux. Qu'elle soit pour l'instant victorieuse ou qu'elle ait immédiatement le dessous, les ouvriers exerceront contre elle une terrible vengeance. Après une lutte comme celle des trois journées de Juin, seul, le terrorisme est encore possible, qu'il soit exercé par l'un ou l'autre des partis.

Le 25 juin 1848.

Extrait. La bourgeoisie a proclamé les ouvriers non des ennemis ordinaires, que l'on vainc, mais des ennemis de la société, que l'on extermine. Les bourgeois ont répandu l'assertion absurde que, pour les ouvriers qu'ils avaient eux-mêmes acculés de force à l'insurrection, il ne s'agissait que de pillage, d'incendie et d'assassinat, que c'était une bande de brigands qu'il fallait abattre

comme des bêtes sauvages. Et, cependant, les insurgés avaient occupé pendant trois jours une grande partie de la ville et s'y étaient comportés d'une façon tout à fait convenable. S'ils avaient employé les mêmes moyens violents que les bourgeois et les valets des bourgeois commandés par Cavaignac, Paris serait en ruines, mais ils auraient triomphé.

La façon barbare dont les bourgeois procédèrent dans cette lutte ressort de tous les faits isolés. Sans parler de la mitraille, des obus, des fusées incendiaires, il est établi qu'on ne fit aucun quartier dans la plupart des barricades prises d'assaut. Les bourgeois abattirent sans exception tout ce qu'ils trouvèrent devant eux. Le 24 au soir, plus de 50 insurgés prisonniers furent fusillés sans autre forme de procès dans l'avenue de l'Observatoire. « C'est une guerre d'extermination », écrit un correspondant de L'Indépendance belge, qui est elle-même une feuille bourgeoise. Sur toutes les barricades on croyait que tous les insurgés sans exception seraient massacrés. Lorsque La Rochejaquelein déclara à l'Assemblée nationale qu'il fallait faire quelque chose pour contrecarrer cette croyance, les bourgeois ne le laissèrent pas achever et firent un tel vacarme que le président dut se couvrir et interrompre la séance. Lorsque M. Sénard lui-même voulut prononcer plus tard (voir plus loin la séance de l'Assemblée) quelques paroles hypocrites de douleur et de conciliation, le vacarme recommença. Les bourgeois ne voulaient pas entendre parler de modération. Même au risque de perdre une partie de leur fortune par le bombardement, ils étaient résolus à en finir une fois pour toutes avec les ennemis de l'ordre, les brigands, incendiaires et communistes. (...)

La bravoure avec laquelle les ouvriers se sont battu est vraiment admirable. Trente à quarante mille ouvriers qui tiennent trois jours entiers contre plus de quatre-vingt mille hommes de troupe et cent mille hommes de garde nationale, contre la mitraille, les obus et les fusées incendiaires, contre la noble expérience guerrière de généraux qui n'ont pas honte d'employer les moyens algériens ! Ils ont été écrasés et, en grande partie, massacrés. On ne rendra pas à leurs morts les honneurs comme aux morts de Juillet et de Février; mais l'histoire assignera une tout autre place aux victimes de la première bataille rangée décisive du prolétariat.

Lénine. Sur la nature de la petite bourgeoisie.

Extrait. La petite bourgeoisie représentait une autre force sociale d'une importance capitale, mais hésitante, terrorisée par le spectre rouge, influencée par les clameurs élevées contre les « anarchistes ». Rêveuse dans ses aspirations et éprise de rhétorique « socialiste », se qualifiant volontiers de « démocratie socialiste » (jusqu'à ce terme qui est repris textuellement aujourd'hui par les socialistes révolutionnaires conjointement avec les mencheviks !) la petite bourgeoisie craignit de faire confiance à la direction du prolétariat révolutionnaire, sans comprendre que cette crainte la condamnait à faire confiance à la bourgeoisie. Car il ne peut pas y avoir de ligne « moyenne » dans une société au sein de laquelle la bourgeoisie et le prolétariat se livrent une lutte de classe acharnée, surtout quand cette lutte est inéluctablement aggravée par la révolution. Or, le propre de l'attitude de classe et des aspirations de la petite bourgeoisie, c'est de vouloir l'impossible, de rechercher l'impossible, bref cette ligne « moyenne ».

Le prolétariat était la troisième force de classe décisive, aspirant non à une « réconciliation » avec la bourgeoisie, mais à la victoire sur cette dernière, à la progression hardie de la révolution, et ce, sur un plan international. Voilà les circonstances historiques objectives qui engendrèrent Cavaignac. La petite bourgeoisie fut « écartée », par suite de ses hésitations, de tout rôle actif, et mettant à profit la crainte qu'elle avait de se fier au prolétariat, le général Cavaignac, cadet français, entreprit de désarmer les ouvriers parisiens et de les fusiller en masse.

La révolution se solda par ces fusillades historiques; la petite bourgeoisie, numériquement la plus nombreuse, était et resta politiquement impuissante, à la remorque de la bourgeoisie; trois ans après, la monarchie césariste était restaurée en France sous une forme particulièrement odieuse. » (V. I. Lénine: OEuvres complètes, tome 25, pp. 93-94, Éditions sociales, Paris, 1957).

[Suite de la mobilisation du 17 novembre ou du mouvement dit des "gilets jaunes".](#)

Le sort des "gilets jaunes" était scellé d'avance depuis... 1848 ! Confirmation.

Pour Rémi Lefebvre, professeur de sciences politiques à l'université de Lille, l'équation reste donc difficile : "S'ils ne s'organisent pas, ça va s'essouffler. S'ils se normalisent en parti, ils vont se dénaturer". AFP 28 décembre 2018

Dans la poubelle de la récupération.

- Elections européennes : le PCF veut s'ouvrir aux Gilets jaunes - LeParisien.fr 27 décembre 2018

Ils sont très convoités. Le nouveau secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, a fait un nouvel appel du pied ce mercredi aux Gilets jaunes pour les élections européennes du 26 mai. LeParisien.fr 27 décembre 2018

- Philippot veut conduire une "liste hybride mi-Patriotes mi-gilets jaunes" - AFP 27 décembre 2018

Le président des Patriotes Florian Philippot veut conduire une "liste hybride, mi-Patriotes mi-gilets jaunes" aux élections

européennes, et a déposé la marque "Les Gilets jaunes" à l'Institut national de la propriété intellectuelle (Inpi), a-t-il indiqué jeudi à L'Opinion. AFP 27 décembre 2018

- "Gilets jaunes" : l'écrivain Alexandre Jardin prêt à aider le mouvement pour les européennes - Franceinfo 27 décembre 2018

Pas question pour autant d'être candidat, précise le romancier dans les colonnes de "Paris Match", mercredi.

C'est dans ce but qu'il a été convié à une réunion "dans un appartement proche" des Champs-Élysées, à Paris, jeudi 20 décembre, avec "quelques dizaines" de "gilets jaunes".

Il y a quelques jours, c'est le chanteur Francis Lalanne qui annonçait rejoindre le mouvement pour présenter une liste aux européennes. Son nom : le rassemblement Gilet jaune citoyen. Franceinfo 27 décembre 2018

Acte VII et plus si affinité ?

Que prévoient les gilets jaunes pour leur acte VII (et la suite) - Le HuffPost 27.12

Les gilets jaunes seront de nouveau mobilisés ce week-end, dans la nuit du nouvel an et courant janvier, faute de réponses "suffisantes" du gouvernement à leurs revendications, a appris l'AFP ce jeudi 27 décembre de sources concordantes au sein du mouvement.

"Les gilets jaunes sont toujours aussi mobilisés, a affirmé à l'AFP Laetitia Dewalle, l'une de leurs figures dans le Val-d'Oise. La mobilisation va se poursuivre ces prochains jours, même si le gouvernement a démantelé ces dix derniers jours une grande partie des points de blocages" (rond-points, barrages, péages), a-t-elle ajouté.

Selon plusieurs représentants de ce mouvement très divers, de nouvelles manifestations auront lieu samedi 29 décembre, pour le septième week-end consécutif, à Paris et dans d'autres villes. Des rassemblements et blocages ont ainsi été annoncés dans les régions de Rennes, Marseille et Bordeaux, selon des journalistes de l'AFP.

La page Facebook "Gilets Jaunes Toulouse" appelle ses sympathisants à un "Acte VII: Joyeuses fêtes Macron" dans le centre-ville. En Rhône-Alpes, un appel a été lancé pour bloquer, à partir de vendredi matin, et "pour une durée indéterminée", la raffinerie Total de Feyzin, au sud de Lyon, ainsi que l'Hôtel de Région à Lyon.

Un nouveau rassemblement des gilets jaunes est ensuite attendu la nuit de la Saint-Sylvestre à Paris sur les Champs-Élysées pour "continuer la lutte pacifiquement et de façon festive", selon un groupe Facebook gilets jaunes qui regroupe plusieurs milliers de personnes.

La Mairie de Paris a indiqué jeudi que les festivités prévues ce soir-là sur l'avenue, notamment un "spectacle son et lumière" et un feu d'artifice, étaient maintenues malgré cet appel.

"On est actuellement dans la trêve des confiseurs. Mais les gilets jaunes seront mobilisés la nuit du nouvel an à travers le pays. Pas forcément pour des actions de blocages, beaucoup réveilleront juste ensemble pour montrer que la mobilisation ne va pas s'éteindre avec la nouvelle année", a dit Benjamin Cauchy, une des figures du mouvement dans la région toulousaine.

La mobilisation pourrait d'autant moins s'éteindre que "les gens commencent à réaliser que les annonces faites par le président Macron", notamment lors de son adresse à la nation du 10 décembre, comme la hausse de 100 euros pour les salaires proches du smic, "et le budget 2019" adopté ces derniers jours par le Parlement, "n'ont pas répondu à leurs attentes en matière de pouvoir d'achat", a ajouté Benjamin Cauchy.

Si l'on ajoute un possible mécontentement lié au début du prélèvement de l'impôt à la source, "on pourra se retrouver avec une mobilisation de grande ampleur fin janvier", selon lui.

Les mesures annoncées jusqu'à présent par Emmanuel Macron face à la contestation sont "insuffisantes et sans réelle volonté d'améliorer le niveau de vie des français", a réaffirmé mercredi 26 décembre dans un communiqué Priscillia Ludosky, initiatrice de la pétition réclamant une baisse des prix du carburant à l'origine du mouvement.

Pour dénouer la crise, Priscillia Ludosky et d'autres gilets jaunes mobilisés depuis le début de la contestation à la mi-octobre réclament notamment "une baisse sérieuse de toutes les taxes et impôts sur les produits de première nécessité" (énergie, logement, transports, produits alimentaires, vêtements), une baisse "significative" des traitements et salaires des élus et hauts fonctionnaires et la mise en place du référendum d'initiative citoyenne (RIC). Le HuffPost 27.12

- "Gilets jaunes" : trêve ou mobilisation ? - AFP 28 décembre 2018

- À la veille d'une nouvelle journée de mobilisation et comme chaque semaine depuis le début du mouvement, des appels à manifester ont été lancés sur les réseaux sociaux. Sur cette page Facebook, près de 9 000 personnes annoncent qu'elles se rendront à Paris. 60 000 "gilets jaunes" se disent intéressés par la manifestation.

Mobilisation le 31 décembre. Impossible de savoir quelle sera l'ampleur de cette journée d'action.

[Totalitarisme. La France est un Etat policier.](#)

- Lanceurs de balles de défense : Beauvau en recommande 1280 - Liberation.fr 27 décembre 2018

Malgré les récents blessés dont une dizaine d'éborgnés et les alertes des ONG, le ministère de l'Intérieur s'apprête à acquérir 1 280 nouvelles armes de type Flash-Ball. Liberation.fr 27 décembre 2018

71 061 - Liberation.fr 27 décembre 2018

C'est le nombre de personnes incarcérées dans les prisons françaises au 1er décembre 2018, a déploré mercredi l'Observatoire international des prisons (OIP), pour qui «un nouveau terrible record a été franchi». Parmi ces détenus, «22 890 sont dans des prisons occupées à plus de 150 %», dénonce l'association fondée en 1990 pour alerter sur les conditions de détention. Citant des chiffres de l'administration pénitentiaire, l'OIP précise que 1 506 détenus dorment par terre et que le taux d'encellulement individuel est de 40 %, «alors que c'est un droit inscrit dans la loi française depuis 1875». Liberation.fr 27 décembre 2018

- "Gilets jaunes" : 48 enquêtes ouvertes pour violences policières depuis le 17 novembre - AFP 28 décembre 2018

L'Inspection générale de la police nationale (IGPN), la police des polices, a été saisie par la justice de 48 affaires de violences policières présumées lors de manifestations des "gilets jaunes" et des lycéens, a indiqué vendredi le ministère de l'Intérieur.

Plusieurs de ces affaires avaient trouvé un large écho sur les réseaux sociaux, notamment la vidéo d'un homme en train de se faire rouer de coups par des policiers à Paris le 1er décembre ou celle des lycéens de Mantes-La-Jolie, filmés le 6 décembre mains entravées ou sur la tête, à genoux ou assis au sol, après leur interpellation.

D'autres enquêtes concernent des manifestants blessés après des tirs de lanceurs de balle de défense (LBD), notamment un "gilet jaune" à Toulouse ou un lycéen à Orléans.

Depuis le début du mouvement le 17 novembre, dix "gilets jaunes" sont décédés et plus de 1.500 ont été blessés, dont une cinquantaine gravement, selon des sources policières. Les forces de police et de gendarmerie, qui ont procédé à plus de 5.500 interpellations et plus de 5.000 gardes à vue, déplorent de leur côté plus de 1.000 blessés. AFP 28 décembre 2018

- Charente : trois gardes à vue après la "décapitation" de Macron par des "gilets jaunes" AFP 28 décembre 2018

Trois "gilets jaunes" ont finalement été placés en garde à vue vendredi 28 décembre, à Angoulême, dans l'enquête sur la "décapitation" d'un pantin à l'effigie d'Emmanuel Macron lors d'un rassemblement de "gilets jaunes"

Les trois hommes ont été entendus au commissariat en tant qu'organisateur de la manifestation.

La préfecture avait signalé "des faits graves", "susceptibles d'être qualifiés pénalement". Elle rappelait que si la manifestation avait fait l'objet d'une déclaration en préfecture, "le détail de son déroulement n'avait pas été précisé".

L'avocat des trois hommes, Me Pierre-Henri Bovis, a regretté ces prises de position donnant à l'affaire un "tournant politico-judiciaire".

Il a estimé que ses clients étaient victimes d'une "lourde médiatisation", "contre leur gré", d'un "événement qui relevait d'un second degré", une "pièce de théâtre organisée par des 'gilets jaunes', pour des 'gilets jaunes'".

"Si cela a choqué, ils en sont conscients et prêts à s'excuser", mais "ils ont agi dans un cadre légal", et "ont usé de leur droit de manifester et d'organiser un événement déclaré en préfecture, sans haine ni violence".

Trois journalistes, dont un photographe de la Charente Libre, qui avaient couvert le rassemblement, ont par ailleurs été entendus par la police, où ils avaient été convoqués non comme témoins mais comme "mis en cause".

Le Syndicat national des Journalistes s'en est ému dans un tweet : "Trois journalistes de @charentelibre mis en cause pour avoir couvert une manifestation. Mais où va-t-on ? Et la liberté d'informer ?", s'est indigné le premier syndicat national de la profession. AFP 28 décembre 2018

La Réaction En Marche...

- "Gilets jaunes" : une marche républicaine de soutien au gouvernement le 27 janvier - AFP 28 décembre 2018

L'idée de cette marche a été lancée par Laurent, un ingénieur toulousain, sympathisant LREM. Ce dernier estime que les attaques contre le président de la République sont allées beaucoup trop loin.

"Quand j'entends 'le président des riches', qu'il est à la solde des banquiers, d'un nouvel ordre mondial complotiste, ça me choque et je trouve ça injuste", dénonce Laurent sur Europe 1. "C'est quand même quelqu'un qui fait bouger les choses", affirme encore le Toulousain.

L'initiative est soutenue par deux collectifs : "STOP. Maintenant, ça suffit" et "Les Foulards Rouges".

La marche devrait se dérouler au départ de la place de la République, à Paris. AFP 28 décembre 2018

D'abord nommé marche "en soutien à Emmanuel Macron" il a depuis été rebaptisé "Marche républicaine des libertés". Le Figaro 28 décembre 2018

Lire : D'abord nommée marche "en soutien à Emmanuel Macron" elle a depuis été rebaptisée "Marche républicaine des libertés", ils écrivent n'importe comment parfois et apparemment personne ne relit derrière eux.

Où est-ce qu'ils ont été le chercher celui-là ?

ACTUALITÉ DU JOUR

En macronnie.

Barbouzerie élyséenne.

- Nouvelle crise pour l'Élysée après une offensive de Benalla - AFP 28 décembre 2018

La crise qui couvait depuis le début de la semaine après les révélations sur les activités en Afrique d'Alexandre Benalla a explosé vendredi avec la confrontation entre l'Élysée et l'ancien collaborateur d'Emmanuel Macron, qui a dit maintenir des liens avec la présidence depuis son licenciement cet été.

La présidence a dû se fendre d'un communiqué, plaçant l'ignorance: elle dit ne disposer "d'aucune information remontée par les services de l'État concernés sur l'utilisation par M. Benalla des passeports diplomatiques qui lui avaient été attribués dans le cadre exclusif de ses fonctions à la présidence de la République".

Contre-attaquant, M. Benalla a assuré au JDD que ses passeports lui avaient été restitués "par la présidence", son entourage précisant à l'AFP que c'était "début octobre".

Il avait affirmé, sous serment devant la commission d'enquête du Sénat le 19 septembre, avoir laissé ce document dans son bureau de l'Élysée.

Il a également souligné entretenir des "relations" et des "échanges réguliers" avec "certains membres de la présidence", dans une lettre adressée au cabinet d'Emmanuel Macron, dont l'AFP a obtenu copie.

M. Benalla reproche à Patrick Strzoda, directeur du cabinet d'Emmanuel Macron à qui la lettre est adressée, de ne pas lui avoir "transmis directement (ses) interrogations" au lieu de "les porter sur la place publique", "au regard des relations que

j'entretiens avec certains membres de la présidence, et des échanges réguliers que j'ai avec eux".

M. Strzoda l'avait sommé de s'expliquer sur "d'éventuelles missions personnelles et privées" menées "comme consultant" alors qu'il était "en fonction à l'Élysée".

Il lui répond qu'il n'avait "jamais effectué de missions personnelles et privées" durant ses fonctions à l'Élysée et n'avoir "a fortiori jamais reçu directement ni indirectement de rémunérations en résultant". En outre dans ses activités actuelles, il ne s'est "jamais prévalu d'une quelconque recommandation ou appui de la présidence de la République dans le cadre de (s)es nouvelles activités, et le prétendre serait purement mensonger" et "diffamatoire", affirme-t-il.

L'Élysée a repoussé sur le Quai d'Orsay, disant avoir, dès son renvoi pour motif disciplinaire en juillet, "demandé aux administrations compétentes" de récupérer les passeports.

Le Quai d'Orsay a annoncé dans la foulée l'intention de Jean-Yves Le Drian de saisir le parquet, "sur le fondement de l'article 40 du code de procédure pénale" qui enjoint tout représentant des autorités de le faire s'il a connaissance d'un crime ou d'un délit. Le ministère affirme avoir réclamé en juillet, puis en septembre la restitution des deux passeports. Le signalement auprès du procureur de la République était en cours d'analyse vendredi soir, a indiqué à l'AFP une source judiciaire. AFP 28 décembre 2018

La haine des pauvres assumée et légitimé par le régime.

- Paris Le permis de construire d'un centre social du XVIe annulé - Liberation.fr 28 décembre 2018

Le tribunal administratif de Paris a annulé vendredi le permis de construire délivré en mars 2016 pour un centre d'hébergement pour sans-abris... Liberation.fr 28 décembre 2018

[A l'extrême droite toute !](#)

Espagne

- Espagne : droite et extrême droite alliées en Andalousie - Liberation.fr 28 décembre 2018

Avec les voix du parti extrémiste Vox, la candidate de Ciudadanos (centre droit), Marta Bosquet, a été élue présidente du Parlement régional. Juan Manuel Moreno, le leader du Parti populaire d'Andalousie (droite), devrait, lui, devenir président de la région. Liberation.fr 28 décembre 2018

Brésil et Israël

- Bolsonaro et Netanyahu saluent une nouvelle "fraternité" entre le Brésil et Israël - AFP 29 décembre 2018

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et le président élu du Brésil Jair Bolsonaro ont célébré vendredi à Rio de Janeiro le début d'une nouvelle "fraternité" entre leurs deux pays, avec la perspective d'une étroite collaboration économique et militaire.

Les deux dirigeants se sont rencontrés dans un fort militaire à la vue imprenable sur la célèbre plage de Copacabana, donnant ainsi le coup d'envoi de la première visite officielle d'un chef de gouvernement israélien au Brésil.

Accueilli par une haie d'honneur de militaires et d'autorités locales à sa descente de l'avion, il doit rester cinq jours au Brésil et assister le 1er janvier à l'investiture en grande pompe du président élu d'extrême droite à Brasilia.

Benjamin Netanyahu, pour sa part, a qualifié sa visite d'"historique", tout en évoquant également la "fraternité, l'alliance" qui peut "porter (les deux pays) vers les sommets".

"C'est difficile à croire que nous n'ayons pas eu ce genre de contacts par le passé", a-t-il souligné.

Il faisait référence au fait que le Brésil observait depuis des décennies une politique de neutralité dans le conflit israélo-palestinien.

Le gouverneur élu de l'Etat de Rio de Janeiro, Wilson Witzel, s'est rendu récemment en Israël, où lui ont été présentés selon la presse brésilienne des drones capables de tirer à distance sur des suspects. AFP 29 décembre 2018

Etats-Unis

- Pas d'accord en vue: les Etats-Unis s'enfoncent dans le "shutdown" - AFP 28 décembre 2018

Les négociations entre démocrates et républicains ont échoué jeudi à mettre fin au "shutdown" aux Etats-Unis. La paralysie partielle des administrations fédérales, qui a mis des centaines de milliers de fonctionnaires au chômage forcé, va donc se prolonger, au moins jusqu'à la semaine prochaine.

Au coeur du blocage depuis six jours: le mur voulu par Donald Trump à la frontière avec le Mexique pour lutter contre l'immigration clandestine.

Le président républicain exige cinq milliards de dollars pour le construire. Les démocrates refusent de le financer, mais ont proposé une enveloppe de plus d'un milliard pour d'autres mesures de sécurité à la frontière.

Résultat: une impasse budgétaire. Et tant que les deux partis ne se mettront pas d'accord, les financements de 25% des ministères et administrations fédérales resteront suspendus. AFP 28 décembre 2018

- USA: L'opinion impute le shutdown à Trump plus qu'aux démocrates, selon un sondage - Reuters 28.12

Cela confirme ce qu'on a affirmés au début de cette causerie.

[Haut de page ↗](#)

Le 31 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Bon réveillon à tous !

Demain : L'An I de la République sociale!

● [Au format pdf \(17 pages\)](#)

A retenir.

Au matin de l'insurrection du 28 juillet 1830.

On ne crie plus, comme la veille, « *Vive la Charte, à bas les ministres!* » mais, « *Vive la liberté, à bas les Bourbons !* »

A mesure que la population arrive dans les rues ou sur les places, des rassemblements se forment et grossissent rapidement. Des fleurs de lys sont brisées, les insignes de la royauté effacés, « À bas les Bourbons ! » est scandé. Des bandes d'ouvriers parcourent les rues en abattant, brisant ou brûlant les enseignes aux armes de France, les panonceaux des notaires, et jusqu'aux plaques des conducteurs de diligence et des facteurs de la poste, et aux estampilles des voitures publiques. Partout le mot royal est effacé ou couvert de boue. En plusieurs endroits on attache les armes de France à la corde des réverbères cassés. On ne crie plus, comme la veille, « *Vive la Charte, à bas les ministres!* » mais, « *Vive la liberté, à bas les Bourbons !* ». Wikipédia.org

Au matin de l'an 2019.

On ne crie plus "*moins de taxe, augmentation des salaires, Macron démission*", mais "*Vive la liberté, à bas le dernier des Capets !*" ou "*tout le pouvoir aux travailleurs, à bas l'oligarchie et la Ve République*"... A suivre

La lutte des classes est une lutte à mort disions-nous.

La bourgeoisie mène avec une claire conscience une guerre d'extermination contre eux. (les ouvriers insurgés le 24 juin 1848)
(Les journées de juin 1848 par Friedrich Engels)

LVOG - La bourgeoisie, cette "guerre d'extermination" contre les exploités et les opprimés, elle n'a jamais cessé de la mener en réalité, en recourant à la législation qu'elle avait adoptée et par laquelle elle la justifiait ou la légitimait en temps normal ou de

paix social, sinon par le canon contre son peuple si nécessaire, le reste du temps contre d'autres peuples pour les piller, sans que personne ne s'en émeuve plus que cela et cautionne hypocritement son pouvoir où le droits exorbitant qu'elle s'accordait d'exploiter et d'opprimer qui bon lui semblait au quatre coin de la terre, car en échange de quoi le pays s'enrichissait et tout le monde en profitait proportionnellement à son statut social, un peu, beaucoup, passionnément, à la folie... et même pas du tout.

C'est ainsi que les esprits se sont laissé corrompre en cautionnant ce qu'il faut bien appeler la pire des injustices qui soit pouvant aller jusqu'à l'extermination de millions d'hommes et de femmes innocentes.

Chacun s'en est accommodé, chacun en a tiré profit, chacun s'est arrangé avec sa conscience pour le justifier. Après tout, ne sommes-nous pas impuissant à changer l'ordre des choses. Certes, dès lors qu'on s'y soumet, il ne faut jamais oublier de le préciser, car, que l'on ne comprenne pas ce qui se passe réellement est une chose, mais cela n'empêche personne d'avoir conscience qu'on est en présence ou qu'on est soi-même victime d'une terrible injustice contre laquelle on ne bougera pas le petit doigt ou on ne manifesterà pas, pire, quand on nous appellera à la cautionner par la voie des urnes, nous répondrons présent, nous y collaborerons et nous nous aviliront davantage encore. De quoi se détester soi-même... avant de détester les autres sous n'importe quel prétexte, ce qui n'augure rien de bon en général.

N'aurait-il pas été préférable, répétons-le, sans forcément comprendre ce qui se passait réellement, mais en ayant tout de même conscience d'être en présence d'un régime profondément injuste et d'une imposture, de refuser de participer à cette mascarade sordide, de rejeter les institutions...

On peut parfaitement admettre que cela n'ait pas été forcément à la portée de tous à une autre époque, mais pas aujourd'hui après que le capitalisme eut revêtu une forme généralisée aussi monstrueuse, mafieuse, criminelle, barbare.

Voilà un argument qu'on peut présenter aux travailleurs, en précisant bien que notre but n'est pas de les culpabiliser ou de les juger, mais de les faire réfléchir et les aider à prendre conscience qu'en ne réagissant pas et en ne s'organisant pas contre le régime pour l'abattre, ils creusent leur propre tombe.

En juillet 1830, en février et en juin 1848, en septembre 1870 et en mars 1871, le prolétariat avait des conditions de travail et d'existence épouvantables, il était en très grande partie illettré ou son degré d'instruction était très faible, les inégalités sociales étaient gigantesques et pire que de nos jours contrairement à ce qu'affirment les ignorants, les injustices également, réduit à l'état misérable et inorganisé, sans syndicat ni parti, le prolétariat en haillons avait parfaitement conscience d'être la victime de prédateurs et d'opresseurs sans scrupule ni morale qui les méprisaient profondément, qui haïssaient les gueux.

Il ne disposait aucun droit social ou politique, hormis celui de se soulever contre ses oppresseurs. Comme il n'était pas en mesure de s'organiser et de se mobiliser par lui-même, c'était soit des pans de la bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie monarchiste ou républicaine qui s'en chargeaient, qui les enrôlaient et qui s'en servaient de chairs à canon face au régime, au monarque ou au gouvernement en place pour que leurs exigences soient prises en compte, tandis que celles du prolétariat passeraient à la trappe ou seraient réduites à quelques miettes.

Plus tard, ce sont encore des petits bourgeois qui organisèrent le prolétariat et qui constituèrent les premiers partis ouvriers, l'idée de ces petits bourgeois étaient encore une fois de se servir des bataillons de la classe ouvrière et de la paysannerie pour obtenir des concessions du régime ou améliorer leur sort, tandis que celui de la classe ouvrière passait au second plan ou aux oubliettes.

L'avènement du socialisme scientifique de Marx et Engels au milieu du XIXe siècle ne mit pas un terme à cette pratique détestable, il permit cependant de donner une nouvelle orientation au mouvement ouvrier, dans la mesure où désormais c'était à la classe ouvrière qu'était dévolu le rôle principale au sein de la lutte de classe des exploités et des opprimés et d'en prendre la direction, compte tenu que c'était elle qui devait s'emparer du pouvoir politique pour cette fois pouvoir satisfaire ses propres besoins et non plus ceux de la petite bourgeoisie ou des classes moyennes. Mieux encore, cette doctrine de la classe ouvrière (le marxisme) et ses objectifs coïncidaient avec l'ensemble des besoins de la société pour assurer son développement harmonieux, de telle sorte que plus personne ou aucune autre classe sociale ne pourrait contester le rôle et les tâches historiques que le prolétariat devait accomplir puisque le destin de la société ou de la civilisation en dépendait.

Bien entendu les petits bourgeois influencés par le capitalisme ou leur statut social refusèrent de céder la place à la classe ouvrière, de lui reconnaître ce rôle historique qui est le produit du processus dialectique matérialiste du développement des forces productives ou du capitalisme parvenu à son terme, et depuis près de 180 ans ils n'ont jamais cessé d'empoisonner le mouvement ouvrier avec leur doctrine bourgeoise, le réformisme bourgeois, consistant à l'atteler au régime et à lui interdire toute indépendance de classe de manière à ce qu'il ne puisse jamais trouver la voie pour le renverser. Telle fut le rôle dévolu à la SFIO devenu le PS, au PC devenu le PCF, et à la totalité des partis ou formations politiques qui en sont issus, Génération.s, MRC, PG, LFI, etc. Jusqu'au jour où la classe ouvrière et les couches inférieures des classes moyennes les rejetèrent ou rompirent avec eux.

Entre temps, à une autre époque, au début du XXe siècle, un prolétariat parvint à s'organiser et à construire un véritable parti ouvrier, pour les ouvriers, construit sur les bases de cette doctrine qui concentrait également les enseignements de la lutte de

classe du prolétariat mondial, de telle sorte qu'il parvint au pouvoir et à liquider le régime en place au profit d'un Etat ouvrier, une République social, socialiste, telle furent les révolutions russes de 1905 et particulièrement celle victorieuse de 1917 dirigée par le parti bolchevik et principalement Vladimir Illitch Oulianov, dit Lénine.

Dans un monde dominé par le capitalisme, la Russie révolutionnaire demeurait une goutte d'eau dans un océan de réaction. Et à l'intérieur de la Russie, les mentalités n'allaient pas évoluer au même rythme que les profonds changements politiques déjà accomplis et ceux économiques entamés dans des conditions extrêmement difficiles après 4 ans de guerre impérialiste suivie par 4 ans de guerre civile fomentée par la réaction financée et armée par les puissances occidentales impérialistes. De plus, il faut se rappeler que le prolétariat russe qui représentait moins de 10% de la population, était aussi illettré que la paysannerie et les masses en France au XIXe siècle, et que par conséquent ils étaient à la merci des changements pouvant intervenir à la direction du parti bolchevik, tout se passerait très bien dès lors que son et ses principaux dirigeants seraient de véritables marxistes acquis à la cause ouvrière et au socialisme, mais que tout se passerait très mal pour peu qu'ils viennent à disparaître brutalement pour être remplacés par des dirigeants qui se comporteraient comme des petits bourgeois vaniteux animés d'autres intentions ou tenus à d'autres principes, se moquant de cette doctrine et du socialisme.

Et c'est ce qui se produisit, une fraction du parti bolchevik au comportement et aux intérêts semblables à ceux de misérables petits bourgeois profitèrent du faible niveau d'évolution (d'instruction, de conscience) du prolétariat et de la paysannerie et de la disparition du principal dirigeant et théoricien de la révolution (Lénine) pour s'emparer du pouvoir, liquider le parti de la révolution socialiste, pour finalement à terme liquider l'Union des Républiques Socialiste et Soviétiques au profit du rétablissement du capitalisme, ils agirent conformément à l'état d'esprit en général du petit bourgeois dans lequel il ne faut jamais placer sa confiance sous peine qu'il la trahisse un jour.

La doctrine du marxisme fut ainsi confirmée en pratique. Elle permit au prolétariat de s'emparer du pouvoir et de commencer à instaurer une société meilleure et plus juste. Maintenant, on ne peut pas lui imputer le fait que cette expérience fut rapidement dévoyée, stoppée, puis éliminée, car elle n'a pas choisi à quel moment cette expérience allait avoir lieu, de la même manière que le 26 juillet 1830 Charles X se voyait encore en monarque à vie pour finalement être détrôné le lendemain, idem pour le tsar par exemple, ce serait faire un mauvais procès au marxisme de l'accuser d'être responsable du manque de maturité du prolétariat ou de lui en imputer les conséquences, il faut être sérieux et honnête, ce que ne sont pas ses nombreux ennemis évidemment.

Les masses se lancent à l'assaut du pouvoir avec les moyens dont elles disposent dans des conditions qui lui sont imposées, et bien il en est de même pour le marxisme ou le socialisme et pour le parti qui combat sous son drapeau. Toute autre impression serait l'oeuvre de faussaires ou d'agents du capitalisme.

Défense du marxisme.

Lénine - Les destinées historiques de la doctrine de Karl Marx - 01.03.1913

Extraits.

La période de la Révolution de juin 1848 à la Commune de Paris en 1871.

Au début de la première période, la doctrine de Marx est loin d'être dominante. Elle n'est que l'une des très nombreuses fractions ou courants du socialisme. Les formes dominantes dans le socialisme sont celles qui au fond s'apparentent au populisme de chez nous : incompréhension de la base matérialiste du mouvement historique, incapacité de discerner le rôle et l'importance de chacune des classes de la société capitaliste, camouflage de la nature bourgeoise des réformes démocratiques à l'aide de différentes phrases pseudo-socialistes sur le "peuple", la "justice", le "droit" etc.

La Révolution de 1848 porte un coup mortel à toutes ces formes bruyantes, bigarrées, tapageuses du socialisme d'avant Marx. Dans tous les pays, la révolution montre à l'oeuvre les différentes classes de la société. Le massacre des ouvriers par la bourgeoisie républicaine, dans les journées de juin 1848, à Paris, achève de fixer la nature socialiste du prolétariat, du prolétariat seul. La bourgeoisie libérale redoute l'indépendance de cette classe, cent fois plus que la pire réaction. Le libéralisme peureux rampe devant cette dernière. La paysannerie se contente de l'abolition des vestiges du féodalisme et se range du côté de l'ordre ; elle ne balance que rarement entre la démocratie ouvrière et le libéralisme bourgeois. Toutes les doctrines sur le socialisme hors-classes et la politique hors-classes se révèlent un vain bavardage.

La Commune de Paris (1871) achève cette évolution des réformes bourgeoises ; c'est uniquement à l'héroïsme du prolétariat que doit son affermissement la République, c'est-à-dire cette forme d'organisation de l'État dans laquelle les rapports des classes se manifestent de la façon la moins dissimulée.

Dans tous les autres pays d'Europe, une évolution plus confuse et moins achevée conduit toujours à une société bourgeoise constituée. A la fin de la première période (1848-1871), période de tempêtes et de révolutions, le socialisme d'avant Marx meurt. Des partis prolétariens indépendants naissent : la première Internationale (1864-1872) et la social-démocratie allemande.

La période de 1872 à 1904.

La deuxième période (1872-1904) se distingue de la première par son caractère "pacifique", par l'absence de révolutions. L'Occident en a fini avec les révolutions bourgeoises. L'Orient n'est pas encore mûr pour ces révolutions.

La dialectique de l'histoire est telle que la victoire du marxisme en matière de théorie oblige ses ennemis à se déguiser en marxistes. Le libéralisme, pourri à l'intérieur, tente de reprendre vie sous la forme de l'opportunisme socialiste. La période de préparation des forces pour les grandes batailles, ils l'interprètent comme une renonciation à ces batailles.

L'amélioration de la condition des esclaves en vue de la lutte contre l'esclavage salarié se fait, selon eux, au prix de l'abandon pour un sou, par les esclaves, de leur droit à la liberté. Ils prêchent lâchement la "paix sociale" (c'est-à-dire la paix avec l'esclavagisme), la renonciation à la lutte de classes, etc. Ils ont de nombreux partisans parmi les parlementaires socialistes, les différents fonctionnaires du mouvement ouvrier et les intellectuels "sympathisants".

La période de la Révolution russe à nos jours (1913).

Les opportunistes n'avaient pas encore fini de glorifier la "paix sociale" et la possibilité d'éviter les tempêtes sous la "démocratie", que s'ouvrait en Asie une nouvelle source de grandes tempêtes mondiales. La révolution russe a été suivie des révolutions turque, persane, chinoise.

Les longs ajournements d'une lutte décisive contre le capitalisme en Europe ont poussé au désespoir et à l'anarchisme les gens peu soucieux des conditions de la préparation et du développement de la lutte de masse. Nous voyons maintenant combien myope et pusillanime est ce désespoir anarchiste. (Celui des "gilets jaunes" ? - LVOG)

Celui qui, après l'expérience de l'Europe et de l'Asie, parle d'une politique hors-classes et d'un socialisme hors-classes, mérite simplement d'être mis en cage et exhibé à côté d'un kangourou australien.

Cependant la décomposition de tous les partis bourgeois et la maturation du prolétariat sont en progression constante.

LVOG - La social-démocratie et le stalinisme sont presque parvenus à renvoyer la classe ouvrière en deux siècles en arrière en pourrissant le mouvement ouvrier, de telle sorte qu'il est devenu méconnaissable et par bien des aspects infréquentables tellement il est corrompu. La prochaine période verra la lutte entre ceux qui veulent le sauver (ou son cadavre) tel qu'il est devenu, et ceux qui sont décidés à le reconstruire sur les bases du socialisme...

Le marxisme est la doctrine de la lutte de classes

Article écrit par Lénine à l'occasion du 30e anniversaire de la mort de K. Marx, publié dans le n°3 de la revue théorique bolchevique "Prosvéchtchénié" ("L'Education"). Mars 1913

Extrait. Pas une seule liberté politique n'a été conquise sur la classe des féodaux sans une résistance acharnée. Pas un seul pays capitaliste ne s'est constitué sur une base plus ou moins libre, démocratique, sans qu'une lutte à mort n'ait mis aux prises les différentes classes de la société capitaliste. Marx a ceci de génial qu'il fut le premier à dégager et à appliquer de façon conséquente l'enseignement que comporte l'histoire universelle. Cet enseignement, c'est la doctrine de la lutte de classes. Les hommes ont toujours été et seront toujours en politique les dupes naïves des autres et d'eux-mêmes, tant qu'ils n'auront pas appris, derrière les phrases, les déclarations et les promesses morales, religieuses, politiques et sociales, à discerner les intérêts de telles ou telles classes. Les partisans des réformes et améliorations seront dupés par les défenseurs du vieil ordre de choses, aussi longtemps qu'ils n'auront pas compris que toute vieille institution, si barbare et pourrie qu'elle paraisse, est soutenue par les forces de telles ou telles classes dominantes. Et pour briser la résistance de ces classes, il n'y a qu'un moyen : trouver dans la société même qui nous entoure, puis éduquer et organiser pour la lutte, les forces qui peuvent - et doivent - par leur situation sociale - devenir la force capable de balayer le vieux et de créer le nouveau.

Seul le matérialisme philosophique de Marx a montré au prolétariat la voie à suivre pour sortir de l'esclavage spirituel où végétaient jusque-là toutes les classes opprimées. Seule la théorie économique de Marx a expliqué la situation véritable du prolétariat dans l'ensemble du régime capitaliste.

Une nouvelle contribution politique.

Comme je l'ai déjà expliqué, le seul avantage de poser le RIC ou RIP, c'est qu'il pose la question de la nature de l'Etat, du pouvoir politique, et comme il est incompatible avec l'existence de la Ve République, en allant au bout de notre réflexion on en arrive à la conclusion qu'il faut impérativement en finir avec la Ve République, c'est aussi simple que cela, c'est tout simplement

logique, dialectique.

C'est l'unique objectif politique que les travailleurs et les militants doivent se fixer. Ils doivent y subordonner leurs luttes, ce qui doit se traduire sur le plan pratique par leur organisation.

Le même objectif est valable pour le prolétariat dans tous les pays du monde, car c'est la Constitution et les institutions politiques nationales qui constituent l'obstacle à la remise en cause du mode de production et de répartition des richesses à l'origine des inégalités sociales et des injustices, de tous les maux dont souffrent les masses laborieuses.

Depuis que j'ai repris mon activité de militant ouvrier et que j'ai rompu en 2005 avec le courant politique dans lequel j'avais été organisé à la fin des années 70, je n'ai cessé d'affirmer que ce devait être notre axe politique et qu'il fallait y préparer les masses, en vain, personne n'a voulu m'écouter. Pourquoi ? Parce que cela nécessitait que nos dirigeants rompent avec les appareils pourris du mouvement ouvrier, particulièrement ceux des syndicats, sauf qu'ils s'étaient trop compromis avec eux pour pouvoir faire marche arrière, pour qu'ils reconnaissent et corrigent publiquement leurs erreurs, comme ils en furent toujours incapables, il ne leur restait plus qu'à continuer à tenir leur double langage habituel dont les composantes se neutralisaient, ce qui à terme devait avoir des conséquences désastreuses, les travailleurs qu'ils avaient gagné devaient désertier les uns après les autres pour finir par se retrouver avec des partis sclérosés, sectaires, décomposés, n'inspirant confiance à personne ou marginalisés, qui ne pourraient jouer aucun rôle au cours de la période à venir de la lutte de classes.

Pour prendre la mesure de leur énorme responsabilité dans la situation actuelle, il faut avoir à l'esprit qu'en sabotant la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire, ils permirent aux autres composantes corrompues du mouvement ouvrier d'avoir les mains libres pour se droitiser davantage ou continuer leur sale boulot de fossoyeur du mouvement ouvrier organisé et du socialisme, au point qu'il n'inspirait plus que le rejet à la classe ouvrière, qui non seulement se retrouverait sans direction, mais sans représentation politique ou même syndicale face à la réaction, au gouvernement, au patronat.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que tant qu'il existait la menace que les masses se tournent vers un ou des partis incarnant le socialisme, même de manière déformée, les autres partis ouvriers dégénérés étaient plus ou moins obligés d'en tenir compte, pour être plus précis, de tenir compte des aspirations des masses pour contrer cette menace, mais une fois que cette menace avait pratiquement totalement disparu, plus rien ne les empêchait de faire ouvertement allégeance au régime et d'ignorer la condition dans laquelle se retrouvaient plongées masses.

On nous avait expliqué qu'ils (PS-PCF) étaient appelés à monter de plus en plus ouvertement au créneau pour permettre au gouvernement d'appliquer sa politique, sous prétexte que c'était l'aggravation de la crise du capitalisme qui leur commandait d'agir ainsi, ce qui était exact, mais ce que nos dirigeants se sont bien gardés de préciser, c'est pourquoi ou qu'est-ce qui leur permettait sur le plan politique sans prendre de risque, hormis celui de se saborder eux-mêmes, ce qui ne constituerait pas un inconvénient insurmontable puisque d'autres partis issus des leurs prendraient le relais et ainsi de suite, Génération.s, LFI, pour n'en citer que deux, ou Syriza qui a pris la place laissée vacante par le PASOK qui ne pouvait plus remplir sa fonction contre-révolutionnaire au côté du régime en Grèce, idem au Portugal, en Allemagne avec les Verts et Die Linke, en Espagne avec Podemos, etc.

Bien entendu, quand bien même aurait existé un parti ouvrier révolutionnaire, les vieux partis issus du mouvement ouvrier passés dans le camp de nos ennemis n'auraient jamais été amenés à rompre le régime, mais en étant obligé de prendre en charge une partie des revendications du prolétariat, ils auraient alimenté sa lutte de classe, contre leur gré ils l'auraient entraîné au combat et ainsi ils auraient participé à maintenir sa conscience de classe à un certain niveau, ce qui aurait créé les conditions favorables pour que le nouveau parti ouvrier puisse recruter des dizaines de milliers de travailleurs et construire le parti.

Pourquoi le PS s'est-il désengagé brutalement de la lutte de classe au côté de la classe ouvrière dès la chute de l'URSS et ses satellites et déclarer publiquement qu'il avait renoncé au socialisme au profit du capitalisme? Parce que ce n'était pas seulement la menace du communisme aurait été écartée, mais parce que c'était davantage un coup mortel porté au PCF, qui par la suite n'a fait que décliné pour finalement devenir pour ainsi dire inexistant 20 ans plus tard.

Jusque là le PS dirigé ou contrôlé par des membres de la bourgeoisie ou des couches supérieure des classes moyennes organisait principalement certaines couches inférieures et moyennes de la petite bourgeoisie ou des classes moyennes, y compris dans les universités à travers les syndicats, il contrôlait plusieurs syndicats dits ouvriers, notamment FO, des syndicats corporatistes, la CFTC et la CFDT notamment, au sein des syndicats, les syndicats qu'il contrôlait ou influençait jouaient le même rôle que le sien sur le plan politique envers le PCF. La fin de cette période, qui devait s'achever au début des années 90, fut annoncée dès le début des années 80 avec l'adoption de la politique d'austérité par Mitterrand. Tandis que les couches inférieures de la petite bourgeoisie allaient petit à petit désertier le PS, la classe ouvrière allait en faire autant avec le PCF et les syndicats.

Le PS au pouvoir (soutenu par le PCF) révélait ou confirmait sa véritable nature réactionnaire et tournaient le dos résolument à la classe ouvrière et aux couches inférieures des classes moyennes. C'était l'occasion ou jamais d'expliquer aux travailleurs pourquoi et que dans l'avenir ils ne devraient absolument rien attendre de la part de ces partis pourris pour leur ôter les

dernières illusions qu'ils auraient pu avoir dans le PS ou le PCF. C'était à ce moment-là, lorsqu'ils étaient au pouvoir qu'il fallait aider les masses à rompre avec ces partis, pour que dès le début de l'offensive (à venir) du néolibéralisme en France que l'on peut faire remonter en 2007 sous Sarkozy, après avoir déjà subi 25 ans d'austérité, elles soient prêtes ou en ordre de bataille pour se soulever. L'avant-garde du mouvement ouvrier a bénéficié de 25 longues années pour élaborer et appliquer cette stratégie, mais elle en a été totalement incapable.

La suite demain ou dans les jours qui viennent...

ACTUALITÉ DU JOUR

On ne leur souhaitera pas une bonne année 2019.

On va vous pourrir 2019, promis !

- Vous pensez que 2018 a été une année pourrie ? - Franceinfo 30.12

Ils parlent pour eux !

Vos fins de mois sont difficiles ou commencent le 15, on s'en tape, sachez-le !

- Sports d'hiver : de la neige et un bon taux de réservation au Grand-Bornand, en Haute-Savoie - Franceinfo 30.12

Ils vous haïssent et vous le font savoir

Le dernier des Capets qui a encore la tête sur les épaules disparaît...

Ces derniers jours, M. Macron se montre très discret et personne ne sait au juste où il se trouve. Le programme d'activités du Président n'est pas mis à jour sur le site de l'Élysée. sputniknews.com 29.12.2018

et réapparaît, où, parmi les siens, pardi !

A Saint-Tropez au "coeur de cette cité balnéaire huppée de la Côte-d'Azur".

... et même que l'Agence Française de Propagande s'en félicite.

"Il n'y a pas eu manifestations d'hostilité à son encontre, bien au contraire". - AFP 29 décembre 2018

On se reconforte comme on peut !

Ce qui est triste pour les nantis, c'est qu'ils ne veulent aller pratiquement nulle part sans craindre qu'on les dévalise ou les conspu, pour leur sécurité, ce qui n'est pas le cas des parias qui peuvent se rendre presque partout et s'y sentir à l'aise.

Marcheront-ils sur Saint-Tropez ?

- Une marche de soutien à Macron prévue à Paris le 27 janvier - Le HuffPost 30.12

Les gilets jaunes, "ça suffit".

- Vers une manifestation pro-Macron le 27 janvier ? - L'Express.fr 30.12

Les anti-gilets jaunes veulent, à leur tour, descendre dans la rue.

Bonne appétit. Et 12 quenelles pour la table du président. Vous ne trouvez pas que cela fait beaucoup quand même?

Grille de lecture.

12 serveurs d'un grand restaurant parisien ont adressé un bras d'honneur à je ne sais qui, Macron peut-être, sans doute, qu'ils ont déguisé en quenelle pour être certain que cela serait remarqué, c'est réussi !

Mais c'est qu'en face les hargneux, teigneux, les haineux, les belliqueux, les matraqueurs, les gazeurs l'ont très mal pris.

- Le Train Bleu porte plainte après la "quenelle" de ses salariés - HuffPost. 30.12

Ce week-end, une photo montrant des salariés du célèbre restaurant parisien "Le Train Bleu", que les visiteurs en provenance du sud de la France peuvent admirer en arrivant à la Gare de Lyon, effectuer une quenelle a été exhumée et a littéralement enflammé les réseaux sociaux.

Twitter, Facebook, Trip Advisor... Le restaurant s'est attiré les foudres de nombreux internautes, dénonçant le personnel photographié en train d'effectuer ce geste popularisé par le polémiste Dieudonné, et dont la connotation antisémite ne fait guère de doutes.

"Ceux des personnes figurant sur la photographie qui font encore partie de ses effectifs seront convoqués dans les plus brefs délais et le cas échéant sanctionnés de manière exemplaire", indique encore le communiqué, précisant que la société se tient à la disposition de la justice "l'identification de toutes les personnes qui se sont adonnés à un geste haineux".

"Notre groupe est tout entier dédié à faire partager par le plus grand nombre la gastronomie française, ses saveurs et son savoir-faire. Comme le soulignait il y a quelques jours Bernard Pivot, la quenelle est un plat qui fait partie du patrimoine de la gastronomie lyonnaise dont le nom a été dénaturé par ce geste en forme de salut nazi inversé, devenu un signe de ralliement dont nous n'ignorons ni la gravité ni la signification antisémite avérée", poursuit SSP, qui a "décidé de porter plainte auprès du procureur de la République". HuffPost. 30.12

Sur la photo figure 12 serveurs, cela fait beaucoup, ces 12 salariés seraient tous des nazis, invraisemblables évidemment. Cela montre l'état d'esprit et les intentions de la réaction d'écraser le peuple, de briser sa résistance, de la mater, de le soumettre par la force, obtenir sa capitulation totale sans condition.

Dans ces conditions nous n'avons plus d'autre alternative que nous soulever et renverser le régime en place pour instaurer une République sociale et démocratique.

[Heil ! Quand les néonazis refusent de s'assumer ou leurs zélés porte-parole et provocateurs pris à leur propre piège.](#)

Personnellement, cela ne me serait pas venu à l'esprit de penser à l'iconographie nazie en voyant cette Une du Monde, ni même de comparer Macron à Hitler même si tous les deux étaient de dangereux psychopathes, même si tous les deux avaient un faible pour le gaz, même s'ils partageaient la haine de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier, la comparaison s'arrêtait là, provisoirement ?

- "Le Monde" s'est-il inspiré de l'"iconographie nazie" pour sa une sur Macron ? On vous explique la polémique - franceinfo 31.12

franceinfo - La couverture de l'hebdomadaire M le magazine du Monde, paru vendredi 28 décembre, s'est attiré les foudres des critiques, dont plusieurs membres de la majorité. Tous accusent le journal d'avoir repris "les codes de l'iconographie nazie".

Le président de l'Assemblée nationale Richard Ferrand ne l'écrit pas exactement comme ça, mais juxtapose cette une à une photo d'Adolf Hitler, assurant qu'il "ne peut s'agir d'un hasard".

LVOG - La critique courroucée du maréchal Ferrand, spécialiste en la matière apparemment, eut à peine le temps d'être formulée que la putasserie offrit ses excuses marquées empressées dans le plus pure style des laquais fardés et poudrés de l'Ancien Régime.

franceinfo - La polémique a poussé le directeur des rédactions du journal, Luc Bronner, à présenter des excuses "à ceux qui ont été choqués par des intentions graphiques qui ne correspondent évidemment en rien aux reproches qui nous sont adressés". Dans ce court texte, le journaliste explique que la couverture signée par le directeur artistique Jean-Baptiste Talbourdet, fait référence "au graphisme des constructivistes russes au début du XXe siècle", mais emprunte aussi aux travaux de l'artiste canadien Lincoln Agnew.

LVOG - Peut importe l'explication fournie par monsieur Talbourdet ? Pas tant que cela. Vous allez comprendre tout de suite pourquoi France Info l'a reproduite. On y reviendra ensuite.

franceinfo - Sur son blog hébergé par Mediapart, Olivier Beuvelet, chargé de cours en histoire de la photographie, en esthétique de l'image et en cinéma à l'université Paris 3, y voit au moins une "référence à l'iconographie totalitaire des années 1930". Et sur Twitter, un graphiste confirme que "tous les codes des affiches de propagande de dictatures" sont là, mais pas seulement Adolf Hitler. Il cite "Mao, Lénine, Hitler... tous !"

LVOG - Vous avez saisi, pour se livrer à l'amalgame préférée des idéologues néolibéraux les plus ultra réactionnaires : rouge-brun, associant Mao et Lénine à Hitler, alors que l'ordre chronologique oblige si quelqu'un a plagié ou copié un graphisme existant, ce sont les nazis et non les bolcheviks ou les maoïstes. Que cela paraisse dans Mediapart, cet appendice pourri du Monde n'étonnera personne.

Attendez ce n'est pas fini. Ils vont aller jusqu'à justifier ce clin d'oeil au nazisme en y mêlant les "gilets jaunes", en fait ce sont eux qui en porteraient la responsabilité, ne sont-ils pas d'extrême droite, des fachos. Lisez.

franceinfo - Pour ce graphiste, "c'est fait exprès", mais il ne faut pas pour autant en déduire que Le Monde considère Emmanuel Macron comme un dictateur. Alors que la mobilisation des "gilets jaunes" dure depuis un mois et demi, et que les Champs-Élysées ont été le théâtre de violents affrontements, il estime que le journal "peut aussi vouloir illustrer le sentiment d'une partie du peuple". Pour lui, ce visuel, où la foule tourne le dos au chef de l'Etat qui regarde dans une autre direction, signifie surtout que "la foule ici descend dans la rue contre lui, pas pour l'aduler". franceinfo 31.12

LVOG - Pardi ! On se doutait bien que Le Monde n'avait jamais eu l'intention de considérer Macron comme un dictateur, franchement, après en avoir fait le président des banquiers, n'est-ce pas monsieur Pigasse, directeur général de Lazard Frères S. A.S... et bilderberger (2005) comme il se doit, et philanthrope par dessus le marché, donateur de la French American Foundation !

Ouf, nous voilà rassurés, la démocratie est sauvée !

[Dernières Infos sur la mobilisation dite des "Gilets jaunes".](#)

- La mobilisation des "Gilets jaunes" faiblit, tensions en province - Reuters 29 décembre 2018

L'acte VII des gilets jaunes marqué par une faible mobilisation, tensions à Paris, Toulouse et Rouen - Le HuffPost 29 décembre 2018

Après un "acte VI" qui a peu mobilisé et au milieu des fêtes de fin d'année, le septième week-end de mobilisation des gilets jaunes a démarré timidement ce samedi 29 décembre alors que des rassemblements étaient organisés à Paris, Marseille, Lyon, Metz, Rouen, Nantes, Toulouse ou encore Bordeaux.

Environ 12.000 gilets jaunes ont été recensés, selon les informations de LCI. La préfecture de police de Paris a dénombré 800 manifestants dans la capitale, à 18 heures. Le HuffPost 29 décembre 2018

A Paris, les gilets jaunes font la tournée des médias - Libération 29 décembre 2018

Comme le week-end dernier, le lieu du rassemblement parisien des gilets jaunes est resté secret jusqu'au dernier moment. Le top départ a été donné en milieu de matinée sur les réseaux sociaux par quelques leaders du mouvement : «Paris, go, go, go.» Avec une heure : «13h30». Et une adresse, celle des locaux de BFMTV (où se trouve aussi RMC, Libération et l'Express) dans le XV^e arrondissement de Paris. Sur place, environ 400 personnes ont répondu à l'appel. Une manifestante clame dans un mégaphone : «On tourne le dos aux collabos pendant une petite minute.» La foule, qui fait face à une ligne de policiers, s'exécute.

En milieu d'après-midi, l'idée d'aller continuer la tournée des médias en direction d'Europe 1 ou Radio France plane un moment. Plusieurs gilets jaunes repartent alors dans une déambulation, avec policiers et gendarmes à leur trousses, puis atterrissent finalement près de la Tour Eiffel. Vers 17 heures 30, la plupart s'étaient dispersés ou étaient encerclés par les forces de l'ordre.

Un rassemblement se déroulait dans le calme place de la République, où une urne avait été installée en vue d'une "consultation citoyenne".

Rouen - Des manifestants ont incendié la porte d'enceinte de la Banque de France, a rapporté la police, qui a signalé également des feux de poubelles et des barricades.

Tarbes - A Tarbes, dans les Hautes-Pyrénées, département assez fortement mobilisé depuis le début du mouvement, la manifestation a réuni samedi matin dans le calme un millier de personnes, contre 2.000 la semaine dernière.

Toulouse - Quelque 2.000 personnes, selon les observateurs, 1.350 selon la préfecture de Haute-Garonne, ont manifesté.

Des affrontements ont opposé forces de l'ordre et manifestants, qui lançaient de la peinture jaune, selon une journaliste de Reuters. Des poubelles ont été incendiées dans le quartier de Compans-Caffarelli, du mobilier urbain a été détruit.

A 16h30, la préfecture de Haute-Garonne a annoncé sept interpellations.

Bordeaux - Ils étaient quelque 2400 «gilets jaunes» à manifester dans les rues de Bordeaux ce samedi après-midi, selon les chiffres de la Préfecture.

Si le degré de violence n'a pas égalé celui des semaines précédentes, plusieurs heurts et incidents (barricades en feu, lacrymogènes, tir de LBD...) ont toutefois été signalés cours Pasteur, cours Clemenceau et cours de la Marne ainsi que place Tourny. Au total, une douzaine d'interpellations ont été effectuées selon la préfecture.

Marseille - La préfecture de police a dénombré 900 "Gilets jaunes". Quelque 260 manifestants étaient recensés dans le reste des Bouches-du-Rhône, département dans lequel sont intervenues sept interpellations.

Dans le Var, une douzaine de rassemblements étaient signalés, avec notamment un barrage au péage de Bandol dans le sens Toulon-Marseille sur l'autoroute A50.

Vinci Autoroutes faisait état de difficultés de circulation sur l'A7, l'A9 et l'A10.

Dans les Pyrénées-Orientales, la préfecture a interdit toute manifestation jusqu'au 1er janvier 2019 à la suite du décès la semaine dernière d'un automobiliste à Perpignan-Sud « lié aux perturbations de circulation". Libération et Reuters 29 décembre 2018

- Nantes, Toulouse, Paris: le bilan des blessés par flash-ball lors de l'acte 7 - Sputnik 29.12

Au total, en France, 57 de personnes ont été interpellées dont 33 placées en garde à vue pendant l'acte 7 des Gilets jaunes, d'après les informations de la préfecture de police vers 18h00.

Nantes - Un jeune homme (22 ans) a été blessé par LBD à la tête à Nantes. Selon les témoins présents sur place, il serait «entre la vie et la mort». Des images des lieux ont été postées sur les réseaux sociaux avec des commentaires indiquant que l'homme était inconscient suite à un tir de flash-ball.

Répression d'une extrême brutalité aujourd'hui à Nantes. Attaque systématiques. Gendarmes avec des Famas. Tirs innombrables. (sur Twitter)

Toulouse - Ensuite, un autre flash-ball a aussi touché un manifestant à Toulouse. Selon un membre de l'équipe médicale sur place cité par France 3 Occitanie, l'individu a eu un œil crevé.

Un homme a été gravement blessé après que plusieurs centaines de manifestants scandant «Macron démission!» sont arrivés sous les fenêtres de la mairie. Sputnik 29.12

Entre constat et illusions.

Lu dans un article publié par Mondialisation.ca le 27 décembre 2018.

Extrait.

- ...avec l'euro – depuis le 1er janvier 2002 – les exemples d'une vie devenue chère sont pléthoriques malgré les fadaïses que l'on nous raconte pour tenter de faire passer une contre-vérité. Un café pris au comptoir et qui coûtait 1.50 francs coûte au minimum 1.50 euros, soit 6 fois plus, de même pour une bière pression ou encore pour une baguette, un croissant... bref, tout ce qui fait le menu quotidien des gens. Sans parler des régies – eau, gaz, électricité, téléphone, tabac, carburants, ... – dont les prix ont explosé, alors que l'ouverture du marché à la concurrence voulue par Bruxelles nous assurait qu'elle allait faire pression à la baisse sur les prix : c'est exactement l'inverse qui s'est produit. Ni des assurances, frais médicaux, frais bancaires, frais scolaires et autres éléments dont ne peuvent se passer les citoyens pour mener leur vie au jour le jour.

Les salaires n'ont pas été multiplié par six sur cette même période, loin s'en faut, dans cette politique ultra-libérale, sauvage et débridée imposée par la technocratie bruxelloise

En parallèle à la libre circulation des individus à l'intérieur de l'espace Schengen, les 'Traités' ont prévu la libre circulation des biens et des capitaux. Par la suite, les Etats font semblant de découvrir que la fraude fiscale se monte à des milliards annuels – rien

qu'en France, la fuite des capitaux est estimée à 100 milliards d'euros par an ! – et afin de boucler leur 'budget', se tournent alors vers une politique d'austérité en ponctionnant le citoyen lambda à travers une multiplication de taxes et impôts devenus insoutenables, d'autant que ce n'est jamais assez et que les déficits continuent à se creuser. En lieu et place de revoir l'incongruité de 'Traités' mal pensés... à moins qu'ils ne soient voulus tels et qu'il faut alors abroger !

Le comble est qu'en France p.ex. le PIB n'a jamais été aussi haut mais les individus s'appauvrissent : cherchez l'erreur. Se présentant comme 'experts' d'aucuns nous bassinent régulièrement avec les '30 glorieuses' comme si c'était-là le nec plus ultra et le symbole d'une croissance ininterrompue désormais impossible à atteindre. Sous-entendu, les gouvernements n'ont plus les moyens qu'ils avaient à l'époque.

Or, à part entre 2008 et 2009 où la France a connu une année de récession suite à la crise des 'subprimes' venue des Etats-Unis, le PIB français n'a jamais cessé de progresser depuis 1949. Les chiffres en attestent : en 1949 le PIB – actualisé en euros – était de 13,2 milliards d'euros et en 2017 il était de 2291,7 milliards d'euros, soit plus de 173 fois celui de 1949. Même s'il faut tenir compte de l'inflation évaluée à 126 sur la base de 1901 et arrivée à 2568 sur la même base de 1901 – soit, multipliée par 20 – et si la croissance a ralenti, le pays est donc de plus en plus riche alors que l'on constate une classe moyenne qui s'appauvrit depuis plusieurs années, les salaires de l'écrasante majorité n'ayant pas suivi la même hausse au seul profit de quelques voyous !

La question légitime que chacun se pose est donc de savoir où va tout cet argent produit par le pays ?! La réponse est simple : dans la poche d'une poignée au détriment du plus grand nombre qui l'a pourtant produit. L'écart salarial entre le haut patronat et les travailleurs est devenu véritablement obscène !

Cette situation vérifiée par les chiffres n'a que trop duré et n'est donc plus acceptable. A se demander d'ailleurs comment il se fait que la population n'ait pas réagi plus tôt ! Il faut donc qu'elle soit excédée et à bout pour être descendue de manière si déterminée dans la rue pour se faire entendre... et tabasser.

Et c'est-là que l'on voit que ni le président ni son gouvernement et ses thuriféraires n'ont 'capté' le niveau de colère des citoyens. Les réponses données par l'histriion de l'Elysée attestent du dédain qu'il nourrit au fond de lui pour des citoyens qu'il pense pouvoir calmer en leur jetant des miettes. Quelle erreur, quelle arrogance une fois encore, quelle immaturité et surtout, au bout de compte, quelle incompetence ! (Par ce mot "incompétence", l'auteur de cet article signifie qu'il figure parmi les partisans de l'ordre établi. Les paragraphes de son article que je n'ai pas reproduits le confirmaient en nous appelant à adopter l'UE. - LVOG) Penser qu'après ces cacahuètes la contestation s'essoufflera est faire preuve d'erreur d'analyse que les tenants de l'oligarchie risquent de payer bien plus cher qu'aujourd'hui. Imaginer que l'on peut 'acheter' le citoyen à coup de 100 euros par-ci qui lui seront repris par-là est d'un mépris absolu. De qui se moquent donc ces cols-blancs ?!

Rien d'étonnant donc à ce que la majorité des 'Gilets jaunes' rejettent ces propositions et appellent à la poursuite de l'insurrection. Reste à savoir s'ils sauront transformer l'essai et s'attaquer aux sources des problèmes citées plus haut : un appareil d'Etat obsolète et une construction européenne erronée. (C'est bien la question de l'Etat et du pouvoir politique qui est posée. Quant à l'UE, ce n'est pas sa construction ou son fonctionnement pose problème, mais sa nature qui détermine son orientation politique. - LVOG)

Pour cela, il faudra passer d'un mouvement spontané à un mouvement qui s'organise un minimum. Point de jonction de tous les dangers avec ses pièges, ses tentations de récupération et autres obstacles qu'il convient de ne pas minimiser au risque de faire pis que bien, ce qui conduirait les tenants du pouvoir actuel à resserrer plus encore leur étreinte sur les citoyens qu'ils empêcheront de se soulever de la sorte, quitte à basculer dans un Etat totalitaire ce que d'aucuns n'hésiteront pas à choisir tant leurs intérêts priment sur tout le reste. (Sur quelle base, dans quelle perspective, en se fixant quels objectifs politiques, "minimum" comme le suggère l'auteur de cet article, c'est-à-dire acceptable par le régime, auquel cas il n'aurait pas besoin de "resserrer plus encore (son) étreinte sur les citoyens" puisque ce mouvement se compromettrait avec le régime au lieu de l'affronter. On a là la rhétorique des faux opposants au régime. La suite le confirme en passant d'une illusion à une autre avec le RIC. - LVOG)

Au niveau intérieur, la proposition de passer par un Référendum d'Initiative Populaire/Citoyenne doit rester l'ordre du jour et serait un premier pas dans la bonne direction pour reconstruire un autre appareil d'Etat, par et pour ses citoyens et non plus avec des 'représentants' qui ne représentent plus qu'eux-mêmes et les lobbies qui les ont portés aux loges où ils s'agitent. Sauf que, déjà le pouvoir en place tente de récupérer la main en acceptant l'idée d'un RIC... mais « pas sur tous les sujets » ! Laissant entendre qu'il est des matières auxquelles le citoyen n'aura pas son droit de regard. On peut aisément deviner ce qui restera le pré carré des tenants de l'oligarchie... qui fera donc semblant d'ouvrir les débats à la société civile sur des sujets anodins qui ne risquent pas de les mettre en porte-à-faux quant à leurs privilèges éhontés. (Le RIC ou RIP, c'est la négation de la démocratie, parce qu'il ne pourrait être compatible qu'avec un gouvernement ouvrier, encore faudrait-il au préalable que la classe ouvrière ait renversé le régime et qu'elle se soit emparé du pouvoir politique, sinon ce n'est qu'une utopie, une illusion qui n'a pas d'autre fonction que légitimer le régime en place. Le mot d'ordre conforme aux intérêts de l'ensemble des exploités et des opprimés devrait être : pour un gouvernement ouvrier dont le mandat serait d'appliquer une politique conforme aux besoins et aspirations exprimés démocratiquement par les travailleurs, en leur laissant choix d'en déterminer la forme (Délibération d'Assemblées populaires ou constituantes dans tout le pays, RIP, etc. - LVOG) Mondialisation.ca, 27 décembre 2018

L'insurrection des Gilets-Jaunes : le point sur la situation et le ric - par Jean-Yves Jézéquel Mondialisation.ca, 25 décembre 2018

Après 18 mois à l'Élysée, Macron s'est précipité fébrilement dans les mesures antisociales à répétition ayant pour principal effet, celui de favoriser largement les plus riches...

Rappelons encore une fois que les voix exprimées pour Emmanuel Macron en 2017, s'élevaient au nombre de: 20.630.677,00 (le chiffre du Ministère de l'Intérieur étant différent compte tenu des magouilles sur les inscrits) sur 47.644.602,00 de Français inscrits sur les listes électorales.

Si Macron s'est retrouvé à l'Élysée, c'est donc avec le vote d'une minorité de Français : on avait déjà là une crise majeure du système électoral et de la « démocratie » française. Premier problème fondamental, posé en arrière fond du tableau brossé aujourd'hui par les Gilets-jaunes et expliquant pourquoi d'emblée, plus de 70% des Français se retrouvaient dans la colère de la rue.

Étant donné que les grands médias à la manœuvre – inondant l'espace médiatique par des infos manipulées – sont aux mains des milliardaires amis de Macron et dévoués à la cause ultra libérale; étant donné que ceux-ci ont largement démontré, lors de la campagne électorale de LREM, leur loyauté acquise et assurée au candidat de ce parti médiacrate, la justice électorale était tout d'abord balayée sans difficulté, mais encore, les électeurs n'avaient plus réellement accès à une juste information sur les autres candidats, ajoutant à une telle aberration, le fait que Macron allait profiter des ressources humaines de ces médias (TF1, LCI, BFM-TV, CNEWS, Le Monde, L'Express, Le Nouvel Obs, Le Point, Libération, Le Figaro...) comme aussi des ressources matérielles, financières, des infrastructures, de la logistique...etc, disqualifiant d'office, par ces moyens démesurés et leur avantage malhonnête, tous les autres candidats et notamment ceux que le système, avec la macronie, qualifiaient de « petits candidats ».

Le droit du Travail était massacré sans la moindre hésitation à coups de « calibre 49.3 ».

L'ISF était supprimé au profit des privilégiés et des nantis.

A cette occasion, les 100 plus gros patrimoines de France recevaient chacun 1,5 million d'euros.

La Flat tax (prélèvement forfaitaire unique sur les revenus du capital) a été substantiellement baissée, en passant de 50% à 30%!

Ainsi cette simple mesure devenait un manque à gagner pour les finances publiques de 4,5 milliards d'euros par an.

La taxe sur les carburants (4,5 milliards d'euros par an) correspondait à la suppression de l'ISF et à la diminution de la Flat Tax!

Le crédit d'impôts pour la compétitivité et l'emploi (CICE), conçu pour favoriser l'emploi, n'avait avantagé que les grandes entreprises du CAC40 qui ont en même temps baissé leurs cotisations sociales sur les salaires inférieurs à 2,5 fois le SMIC.

Cela signifiait donc 42 milliards d'euros de manque à gagner, chaque année, pour les finances publiques et un sabotage flagrant du système des cotisations de la sécurité sociale.

Toutes les aides sociales allaient massivement baisser et les prélèvements brutalement augmenter pour les plus modestes des Français!

Pertes budgétaires, cadeaux fiscaux pour les plus riches, réduction des aides sociales, les contrats aidés en partie supprimés: tout cela allait rapidement plomber davantage la condition des jeunes au chômage, (22% chez les moins de 25 ans).

Les APL (aides au logement), destinées aux étudiants étaient drastiquement diminuées alors que 20% d'entre eux vivent sous le seuil de pauvreté.

Macron s'adressait à l'un de ces jeunes au chômage, en lui disant : «Je traverse la rue, je vous trouve un emploi!»

L'humiliation du jeune chômeur par le mépris particulièrement développé chez cet homme sorti de chez Rothschild, a fait le tour du monde sur les réseaux sociaux en devenant un symbole au cœur de la colère.

La CSG est passée de 6,6% à 8,3%.

Les retraités, dont la pension moyenne était de 1283 euros par mois, ont vu leur revenu diminuer sévèrement.

Une retraitée expliquait à Macron, à l'occasion d'une visite de ce dernier au village de Charles De Gaulle, qu'elle survivait péniblement avec une pension dérisoire de 500 euros par mois. La réponse de Macron à cette vieille dame est elle aussi devenue un symbole au cœur de la colère des Gilets-jaunes: «Vous pouvez parler très librement, disait Macron à cette dame; la seule chose qu'on n'a pas le droit de faire, c'est de se plaindre!»

Entre les cadeaux aux plus fortunés, l'appauvrissement consécutif de l'État, le démontage des services publics, la suppression des fonctionnaires dans l'Éducation Nationale et la Santé, c'est le principe sacro saint du Conseil Nationale de la Résistance sur la solidarité qui était soldé définitivement et qui explique en grande partie la révolte des Gilets-jaunes.

Puis, le détonateur de l'insurrection des Gilets-jaunes allait être l'annonce de la hausse substantielle d'une « écotaxe » sur les carburants prévue pour janvier 2019.

9 millions de Français vivent actuellement sous le seuil de pauvreté, même en travaillant.

Plus de 3 millions de chômeurs ne retrouvent jamais de travail en France.

Il y a 2 millions de personnes qui n'ont pas été normalement scolarisées et qui témoignent d'une défaillance grave de l'État.

Il y a 200.000 SDF, les sans-abris.

Face à ce tableau qui peut paraître funeste, les plus favorisés reçoivent des cadeaux en milliards d'euros!

Comment voulez-vous que les plus défavorisés, qui sont nonobstant surtaxés, opprimés par l'impôt indirect et direct, les salaires ou les retraites de misère, des services publics dévastés, ne se mettraient-ils pas en colère et ne deviendraient-ils pas « violents », alors que cette extrême violence sociale les a maltraités depuis 40 ans? Soyons justes et objectifs sur ce sujet : les prédateurs de la Macronie en Marche au pouvoir, sont très mal placés pour venir donner au peuple des leçons de morale sur la « violence » inacceptable, dans les mouvements de protestation. La violence sociale imposée aux plus modestes est intolérable et elle vient de ces « élites » oligarchiques au pouvoir, ne raisonnant et ne jurant que par l'idéologie fasciste ultra libérale! Nous, les citoyens responsables, nous avons le devoir d'abattre cette dictature du mépris et de l'injustice sociale et fiscale en France!

Les lycéens ont à leur tour rejoint le mouvement des Gilets-jaunes ; il y a également une partie de la police nationale qui a rejoint les Gilets-jaunes; des fonctionnaires de différents secteurs de l'État se sont également mobilisés aux côtés des Gilets-jaunes; 80% de la population française est sympathisante et du côté de la colère des Gilets-jaunes. Ce mouvement continue de faire des émules dans le monde, même en Irak, même en Palestine, à Gaza, et les Britanniques tiennent en haute estime l'initiative des Gilets-jaunes, désirant suivre à leur tour cet exemple français: une première dans l'histoire! Car dans tous ces pays, c'est l'arbitraire de la domination bancaire qui impose sa loi de profit sur les peuples abusés en long, en large et en travers depuis 40 ans...

La réponse de la macronie a été et est toujours la répression!

Cette répression spectaculaire est inédite en France et les comportements innombrables d'une police hors-la-loi, sont tout à fait inquiétants dans le contexte actuel qui se durcit et qui a des conséquences inévitables sur les voisins, augurant certainement des temps gravement troublés dans toute l'Union Européenne.

On en est à 7 morts en France, dont une femme de 80 ans qui est décédée à Marseille après avoir été touchée par une grenade lancée volontairement par la police dans sa direction, alors qu'elle était à la fenêtre de son appartement.

Plus d'un millier de personnes ont été blessées par la police et quelques dizaines d'entre elles ont été gravement atteintes, voire mutilées à vie. Certains – dont une jeune lycéenne de 16 ans – ont été défigurés par les tirs de flash-balls reçus en plein visage, alors que la loi précise que seulement le buste et les jambes peuvent être visés dans certaines conditions détaillées par les règlements de la police. Une jeune étudiante de 20 ans a perdu irréversiblement un œil. D'autres ont été mutilés par des grenades explosives. Un jeune homme de 26 ans a été amputé de la main droite... etc.

Les images des violences policières filmées par les journalistes et les citoyens ont parfois été détournées et manipulées par les télévisions au service du pouvoir macronien en place; mais, notamment grâce aux médias alternatifs, ces images présentées dans toute leur vérité ont eu un impact désastreux sur la macronie et son gouvernement. Des journalistes indépendants du système ont été pris à partie par les forces de l'ordre. On a assisté (des vidéos authentifiées circulent sur les réseaux sociaux), à du vol-à-la-tire, perpétré sur des femmes Gilets-jaunes, par des CRS ne se cachant pas de tels actes hors la loi!

«Plusieurs syndicats de presse ont dénoncé « les nombreux blessés parmi les journalistes de terrain, reporters et photographes » et condamné « les dérapages inadmissibles des forces de police ». « De nombreux photographes de presse, clairement identifiés comme tels, se sont fait confisquer leur équipement de protection individuel, parfois sous la menace d'une garde à vue.

Ce qui a eu pour effet d'empêcher certains reporters de faire leur travail», soulignent les syndicats. «Il est totalement inacceptable, dans un pays théoriquement démocratique et dans un état de droit, que les pouvoirs publics ne garantissent pas la liberté d'informer», concluent les représentants de la presse.» (Le Monde titrait : « Des 'dérapages inadmissibles' de la police dénoncés par des syndicats de journalistes », le 10 décembre 2018). (Le 29 décembre à Bordeaux, lire plus loin. - LVOG)

Tous ces abus de pouvoir que nous avons pointés et qui sont pratiqués par la police française ouvertement hors-la-loi, sont le signe d'une dictature et le symptôme d'une impunité exceptionnelle pour un pays qui se revendique comme la patrie des « Droits de l'Homme »!

Pour calmer la colère, Macron a renoncé à la taxe sur les carburants. Il a annoncé une aide de 80 euros par mois, non incluse dans le traitement mensuel et donc non prise en compte pour le calcul des indemnités chômage et de la retraite, pour les salariés touchant le SMIC. Cette aide restera donc à la charge exclusive des contribuables, et non pas à la charge des entreprises. Le salaire brut, c'est-à-dire notamment les cotisations sociales pour la retraite, les indemnités chômage et la sécurité sociale, seront sévèrement diminuées au profit d'une augmentation minimale du salaire net. Emmanuel Macron n'entend pas le cri de ses concitoyens et ne semble pas vouloir l'entendre, car ce cri ne reconnaît pas l'idéologie ultra libérale qui inspire le locataire de l'Élysée et qui est la mire de toute son action déterminée.

L'augmentation de la CSG a également été annulée pour les retraités percevant une pension inférieure à 2000 euros par mois, mais seulement pour une année. Puis, la défiscalisation des heures supplémentaires a été annoncée à partir de 2019, à la fois pour les entreprises et les salariés. Cerise sur le gâteau : Macron a demandé aux entreprises « qui le peuvent » de donner une prime de fin d'année aux salariés d'un montant laissé à leur choix!

«Toutes les décisions annoncées sont aux frais des contribuables et au détriment du service public où des économies seront réalisées pour compenser le coût de ces mesures. Aucun geste n'a été annoncé pour les chômeurs, les petites retraites, les personnes survivant aux minima sociaux ou les fonctionnaires, c'est-à-dire une partie substantielle de la population », écrit Salim Lamrani, dans l'Humanité du 22 décembre 2018.

Ce que les Gilets-jaunes exigent, c'est davantage de justice sociale et de justice fiscale, avec un impôt plus progressif ne reposant pas uniquement sur cinq tranches. La classe moyenne elle aussi mobilisée dans les Gilets-jaunes, se retrouve à assumer le poids principal des prélèvements fiscaux, alors que les grandes fortunes, par la magie des niches fiscales ou de l'évasion fiscale légale comme illégale, arrivent à se soustraire à leurs obligations solidaires. Ainsi, les 40 plus grandes entreprises françaises possèdent 1454 filiales dans les paradis fiscaux.

Les Gilets-jaunes exigent un vrai plan de lutte contre la fraude fiscale qui détourne chaque année entre 80 et 100 milliards d'euros de l'impôt et qui prive la Nation de nombreux investissements nécessaires. Le peuple Français réclame que les grandes entreprises ne puissent plus pratiquer l'évasion fiscale par les combines « légales » leur permettant de transférer leurs profits dans ces pays « d'accueil » et de faire en sorte que les activités soient artificiellement déficitaires en France. Les Gilets-jaunes, certes sont les «gens qui ne sont rien», comme le disait Macron, avec le mépris pour les plus modestes, dont il a le secret. Mais ils ont des exigences tout à fait claires qui se mettent en forme actuellement à travers des initiatives, comme par exemple, celle de www.article3.fr, Parlement et citoyens; les « ateliers constituants » animés par « Les Citoyens Constituants » dont Etienne Chouard qui est actuellement la cible de la haine des chiens de garde du système en place... etc.

Les citoyens Français ne veulent pas de l'ultra libéralisme : ils avaient voté « non » au referendum sur la Constitution européenne le 29 mai 2005; ils veulent une justice sociale et une justice fiscale; ils sont toujours et encore attachés au Programme Économique et Social du Conseil national de la résistance: à savoir le principe de la solidarité, la sécurité sociale, l'éducation et la santé gratuites, les prestations sociales pour les catégories modestes, la retraite par répartition, le contrôle des secteurs stratégiques de l'économie par l'État, les services publics. Bref, ils veulent la démocratie participative et se mobilisent désormais pour le Referendum d'Initiative Citoyenne.

Ce qui est en cause dans la revendication citoyenne n'est pas de l'ordre de « l'impossible » comme s'il n'y avait « qu'une seule alternative » : celle de l'ultra libéralisme. Cette idéologie s'impose à tous et garde le silence même lorsqu'on lui démontre à quel point elle est une arnaque, une catastrophe, un désastre. Le désastre ne concerne évidemment pas ceux qui l'imposent au reste de la population : ces gens dominants s'en portent très bien. C'est pourquoi, les hérauts de l'ultra libéralisme n'ont jamais été aussi riches ni jamais aussi satisfaits : pourquoi devraient-ils penser que leur idéologie est une catastrophe alors qu'elle leur a apporté le pouvoir absolu des moyens disproportionnés d'une richesse illimitée?! Être le « renard dans le poulailler », c'est-à-dire se complaire dans ce rôle de pervers et de salaud, se complaire dans le carnage, faire bombance dans l'indécence complète, procure une jouissance à laquelle, pour ce « renard », il est inimaginable de renoncer! Le pouvoir en place persistera donc dans son entêtement et sa perversion et les Gilets-jaunes persisteront dans leur insurrection tant qu'ils n'auront pas réglé son compte à ce « renard ».

Il y a déjà bien longtemps, au moins depuis l'événement « Nuit Debout » sur la place de la République, que les ateliers constituants ont commencé le travail d'une réécriture de la Constitution. Ce travail déjà bien avancé est désormais sur la table de la concertation citoyenne et c'est vers une abolition de la 5ème République que nous allons, afin de rendre réelle la volonté démocratique d'un peuple enfin devenu souverain. Le grand débat national va commencer, mais le travail de la réflexion a

déjà été fait et il va maintenant se confronter localement et nationalement à l'échange entre des citoyens largement conscients du moment historique et du tournant déterminant dans lequel ils sont collectivement engagés... (Comme je l'ai déjà expliqué, le seul avantage du RIC, c'est qu'il est inapplicable sous la Ve République, donc en allant au bout de cette réflexion on aboutit à la conclusion qu'il faut en finir avec la Ve République, c'est l'objectif politique qu'il faut se fixer et aucun autre. - LVOG)

Ceux qui pensent naïvement que le mouvement des Gilets-jaunes « s'essouffle », que les Gilets-jaunes sont de « moins en moins nombreux », se trompent tragiquement, car ils n'ont alors rien compris à ce qui se passe aujourd'hui ; ils n'ont toujours pas saisis que cette majorité de Français n'avait plus rien à perdre et que c'est pour cette raison qu'elle ira jusqu'au bout de sa démarche, car il n'y a pas d'autre solution que celle de la justice sociale et de la justice fiscale avec une participation individuelle citoyenne dans la communauté de destin qui est la nôtre. Pour cela, le peuple va pour de bon reprendre sa destinée en mains et ne la confiera plus à personne d'autre, puisque tous les politiques l'ont tellement trompé en lui démontrant que le pouvoir sans un contre-pouvoir aussi fort dérivait systématiquement vers l'abus en s'attribuant une souveraineté que personne ne lui a jamais donnée. Les Gilets-jaunes rentreront chez eux le jour où le RIC aura été intégré à la Nouvelle Constitution de la France. L'idéal de l'Odéonsonie sera enfin envisageable chez nous parce qu'il représente la bonne direction d'une véritable Liberté, Egalité et Fraternité permettant de parler honnêtement de démocratie. Mondialisation.ca, 25 décembre 2018

Bordeaux, un photographe en commande pour Libération témoigne.

Vers 16h30, notre photographe Thibaud Moritz est également visé. Mais cette fois-ci par ce qui semble être, selon lui, un tir de lanceur de balle de défense (LBD) venu des forces de l'ordre : «La marche était dans l'ensemble assez calme et bon enfant. Des tensions se sont faites à nouveau ressentir lorsque nous sommes arrivés place Tourny. A ce moment, j'avais un casque de vélo noir sur la tête, un masque sur le visage et un brassard "presse" et j'étais appuyé contre la statue. Pour pouvoir prendre des photos, je me suis calé en dessous. Les manifestants étaient dans mon dos et une équipe de la BAC qui commençait les interpellations me faisait face. A 16h24'29", c'est ce qu'indique mon appareil, je pose l'objectif contre mon œil et là, sans que je comprenne ce qui m'arrive, énorme choc sur mon appareil qui tombe au sol».

L'objectif du photographe Thibaud Moritz en commande pour Libération sur l'acte VII des gilets jaunes à Bordeaux le 29 décembre. Il a clairement été visé.

L'appareil de Thibaud Moritz après le choc, samedi.

«C'est selon moi impossible que ce tir vienne d'ailleurs et l'impact rond me laisse penser à un tir de type flashball», indique Thibaud Moritz. «J'ai commencé à avoir vraiment peur, je suis donc parti en levant les mains. C'est la première fois à Bordeaux que j'ai senti que mon métier devenait dangereux pour moi et plus globalement pour les journalistes», confie notre photographe. «J'ai l'impression que cette fois, on est vraiment à un tournant, il y a une vraie défiance qui se dessine envers notre métier. Je ne sais pas encore si je vais porter plainte, je réalise tout juste que le tir aurait pu atteindre mon visage ou ma main.» Libération 29 décembre 2018

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

[Syrie](#)

- Accord entre le Russie et la Turquie après le retrait US de Syrie - Reuters 29 décembre 2018

Les ministres turcs et russes des Affaires étrangères et de la Défense ont discuté de la coordination de leurs forces en Syrie après la décision des Etats-Unis de retirer leurs troupes sur place, a annoncé samedi le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov.

"Un accord a été trouvé aujourd'hui sur la manière dont les représentants militaires de la Russie et de la Turquie continueront de coordonner leurs actions 'sur le terrain' dans de nouvelles conditions en vue de l'éradication définitive de la menace terroriste en République arabe syrienne", a déclaré Sergueï Lavrov.

Son homologue turc a fait des déclarations allant dans le même sens.

La Turquie et la Russie ont pour objectif commun de débarrasser la Syrie de toutes les organisations terroristes, a dit Mevlut Cavusoglu à l'issue de la réunion, selon l'agence de presse Anatolie.

Mevlut Cavusoglu a également déclaré que la Turquie continuerait à entretenir une coopération étroite avec l'Iran et la Russie sur

la Syrie et sur les problèmes régionaux. Reuters 29 décembre 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Inde

- Inde – Le scandale de 15 mineurs piégés et oubliés durant deux semaines - LePoint.fr 31 décembre 2018

Trois casques, posés côte à côte à l'entrée de la fosse béante d'une mine illégale, dans l'État du Meghalaya, dans le nord-est de l'Inde. C'est tout ce qui a été retrouvé des quinze mineurs disparus le 13 décembre dernier. Ce matin-là, les eaux ont accidentellement envahi les galeries, surnommées les « trous à rat » (rat-holes), dans lesquelles les ouvriers travaillaient à extraire du charbon à une centaine de mètres de profondeur. Piégés dans d'étroits tunnels, ces ouvriers n'ont reçu aucun secours adapté au cours des deux semaines suivantes. Les tentatives de sauvetage se sont embourbées dans l'embarras des responsabilités face à l'illégalité de la mine à charbon, avec une industrie parallèle florissante. Il aura fallu attendre ce week-end pour que soient enfin déployés des secours dotés de matériel adéquat et de plongeurs expérimentés.

Et la colère monte face à ce fiasco, qui contraste avec les dispositifs retentissants mis en place en juillet dernier, en Thaïlande, pour sauver des adolescents et leur éducateur piégés dans une grotte. Face à un imbroglio administratif et des bureaux vides durant les fêtes de Noël, les mineurs indiens, eux, ont été oubliés.

« Il n'y a aucune possibilité qu'ils soient encore vivants »

« Personne ne sait même exactement combien d'hommes sont piégés dans la mine ; ils pourraient être jusqu'à 20 ou 22 », explique Patricia Mukhin, rédactrice en chef du Shillong Times et sur les lieux du sinistre ce samedi. Dans les collines de l'East Jaintia Hills, la mine de Ksan a été ainsi inondée à l'aube du 13 décembre par les eaux de la rivière Lytein. Selon les habitants locaux, les mineurs auraient malencontreusement perforé un ancien tunnel déjà inondé... LePoint.fr 31 décembre 2018

[Haut de page ↗](#)